



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

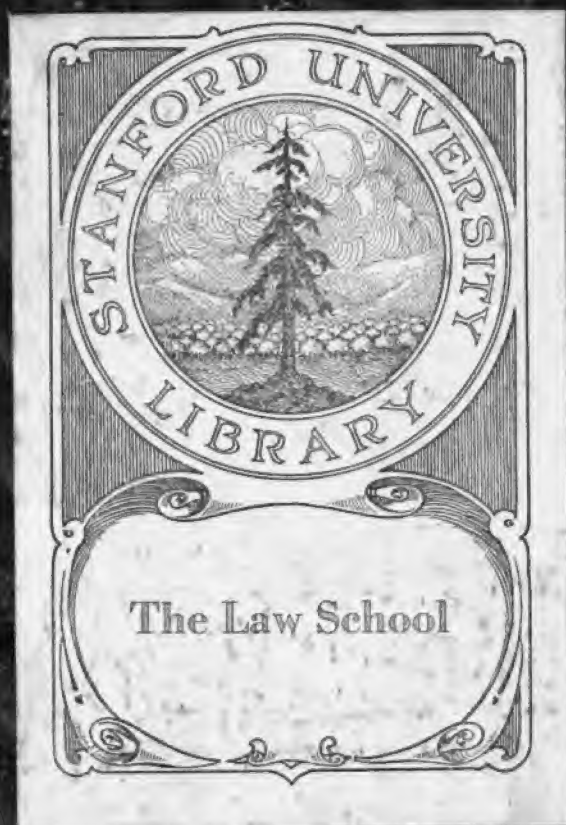
Nous vous demandons également de:

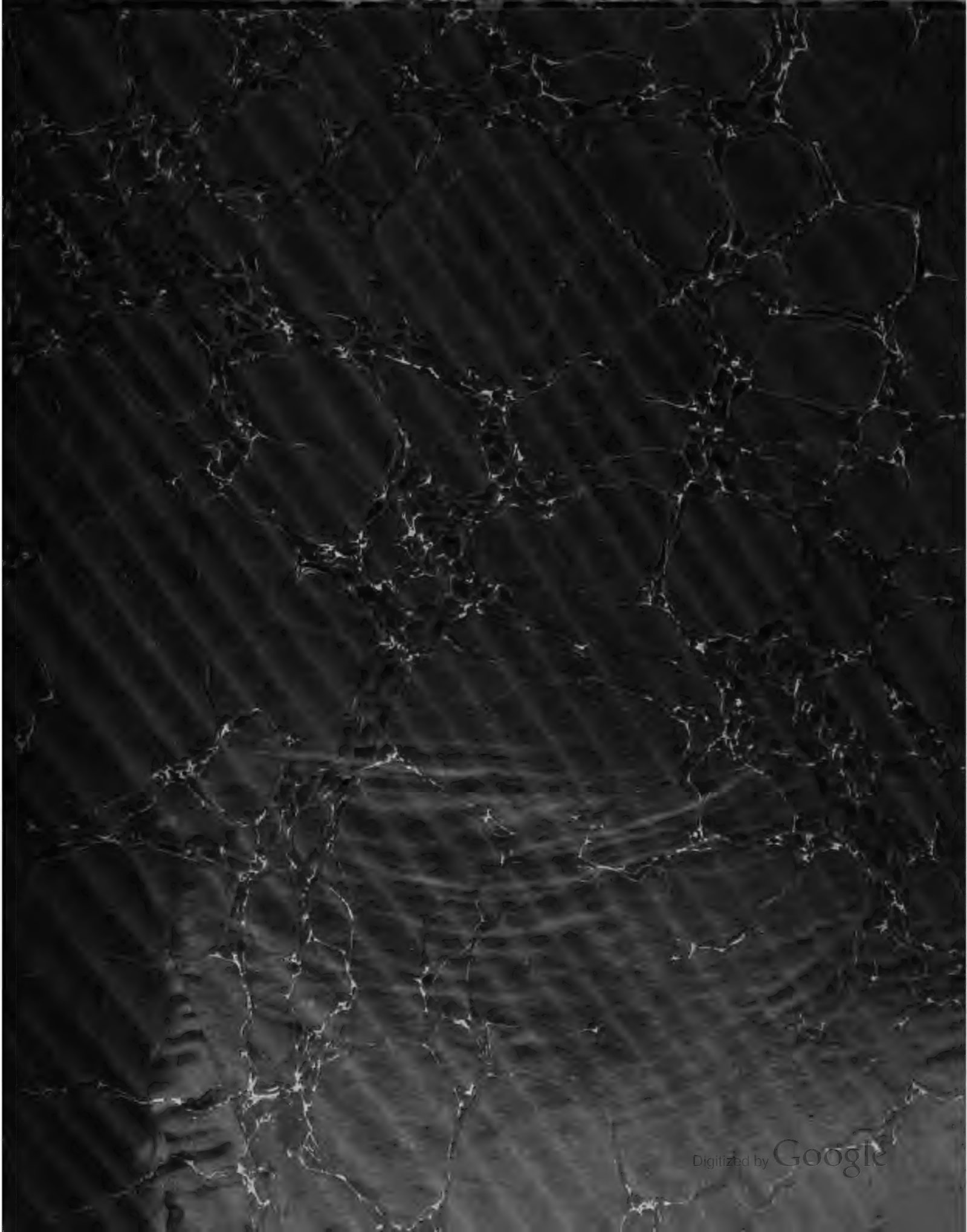
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







JTI
JLD
AVAJ

THE
JOURNAL
OF
THE
AMERICAN
MEDICAL ASSOCIATION

JURISPRUDENCE GÉNÉRALE.



RÉPERTOIRE

MÉTHODIQUE ET ALPHABÉTIQUE

**DE LÉGISLATION,
DE DOCTRINE ET DE JURISPRUDENCE**

**EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL, COMMERCIAL, CRIMINEL, ADMINISTRATIF,
DE DROIT DES GENS ET DE DROIT PUBLIC.**

TOME PREMIER

Tout exemplaire de cet ouvrage dont les tomes 1^{er} et 2^{me} ne porteraient pas la signature
du Directeur de la Jurisprudence générale, sera réputé contrefait.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. Manu', written in a cursive style with a large initial 'L' and a long horizontal stroke.

JURISPRUDENCE GÉNÉRALE

PARAISSANT PÉRIODIQUEMENT

RÉPERTOIRE

MÉTHODIQUE ET ALPHABÉTIQUE

DE LÉGISLATION

DE DOCTRINE ET DE JURISPRUDENCE

EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL, COMMERCIAL, CRIMINEL, ADMINISTRATIF,
DE DROIT DES GENS ET DE DROIT PUBLIC.

NOUVELLE ÉDITION,

CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉE ET PRÉCÉDÉE D'UN ESSAI SUR L'HISTOIRE GÉNÉRALE DU DROIT FRANÇAIS

PAR M. D. DALLOZ AÎNÉ,

Ancien Député, Avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien Président de l'Ordre des Avocats au Conseil d'État et à la Cour de Cassation
Officier de la Légion d'honneur, Membre de plusieurs Sociétés savantes;

ET PAR

M. ARMAND DALLOZ, SON FRÈRE,

Avocat à la Cour d'appel de Paris, Auteur du Dictionnaire général et raisonné de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence
Chevalier de la Légion d'honneur et Membre des académies de Besançon, de Toulouse;

avec la collaboration de plusieurs jurisconsultes

TOME PREMIER

A PARIS

AU BUREAU DE LA JURISPRUDENCE GÉNÉRALE

RUE DE LILLE, N° 49

—
1870

L 2955

FEB 13 1931

YBABEL GROMATZ

JURISPRUDENCE GÉNÉRALE

AVERTISSEMENT DE LA DIRECTION

Une histoire générale du Droit devait être nécessairement l'introduction ou le couronnement de la vaste publication que MM. Dalloz ont commencée il y a plus de vingt-cinq ans, et que, par une grâce singulière, ils doivent à Dieu d'avoir pu conduire à son terme. Les précis historiques placés au commencement de chacun des Traités dont se compose la *Jurisprudence générale* ne peuvent être considérés, en effet, que comme des fragments de cette histoire : quelle que soit la valeur particulière de chacun d'eux, ils ne constituent que des études partielles. Restait donc une large esquisse à tracer, qui mit en quelque sorte en faisceau tous ces fragments pour synthétiser en un puissant ensemble l'enseignement supérieur qui en découle ; mais, pour cela, il fallait que la marche de notre Droit français fût exposée âge par âge, siècle par siècle, qu'elle vînt se dérouler en tableaux successifs et correspondant au moins à chaque époque marquante dans nos mœurs, dans notre histoire politique.

Quoique l'étude de l'histoire du Droit soit déjà ancienne en France, nous ne possédons cependant aucune histoire générale vraiment digne de ce nom. *L'Essai sur l'Histoire du Droit français au moyen âge*, de M. Ch. Giraud, dont deux volumes ont paru, sera peut-être achevé un jour ; mais les six volumes de *l'Histoire du Droit civil de Rome et du Droit français* du regrettable Laferrière n'auront vraisemblablement pas de suite. *Pendent opera!!!* Malgré quelques inégalités dans l'exécution, ils nous donnaient l'espérance que l'histoire de notre Droit national aurait bientôt chez nous un monument complet et important, si la mort n'avait prématurément ravi à la science l'un de ses plus consciencieux représentants.

Parmi les précis historiques, il faut signaler :

Le Précis de l'Histoire du Droit français, de l'abbé Fleury, ouvrage substantiel, et dont les vues sont pleines de sagesse. Il est fort décrié chez nos voisins d'outre-Rhin ; cependant il serait

injuste de lui dénier tout mérite, quoiqu'il soit incomplet à raison de l'époque où il s'arrête et eu égard aux travaux et aux publications de la science moderne;

L'Abrégé de l'histoire du Droit français, *Historiæ Juris gallicani Epitome*, de Silberrad, professeur de droit à Strasbourg, publié à la suite de l'*Histoire du Droit romain et germanique* d'Heineccius, et dans lequel l'auteur se montre au courant de tous les travaux publiés par les jurisconsultes allemands jusqu'à la fin du XVIII^e siècle;

Les *Révolutions du Droit français*, de Bernardi, complétées et de nouveau publiées en 1816 sous le titre : *De l'Origine et des Progrès de la Législation française ou Histoire du Droit public et privé de la France*, depuis la fondation de la monarchie jusques et y compris la Révolution;

L'*Histoire du Droit français*, de M. Laferrière, publiée d'abord en 1836 et 1838 en deux volumes in-8°, et depuis, avec de notables corrections, en 1859, sous le titre d'*Essai sur l'Histoire du Droit français*, 2 vol. in-12;

Le *Précis de l'Histoire du Droit civil en France*, de Poncelet, rédigé, d'après le cours de ce professeur à la Faculté de Paris, par M. Rapetti;

Le *Précis historique du Droit français*, de M. Minier.

Les travaux qui ont pour objet l'histoire du Droit français, étudié dans quelques-uns de ses monuments ou dans quelques-unes de ses parties, sont très-nombreux en France depuis le XVI^e siècle et présentent un intérêt certainement supérieur : ils sont dans leur ensemble une mine inépuisable. Parmi les auteurs qu'il convient de citer, nommons Loysel et Pithou, ces deux disciples de Cujas; Baluze, le collecteur des Capitulaires; Ducange, dont les Glossaires sont un prodige de science; la Thaumassière, Laurière, Berroyer, Montesquieu, Bréquigny, et, depuis, leurs dignes successeurs, Pardessus, Beugnot, M. Guérard, si compétent comme médiéviste; Klimrath, dont les fragments historiques sont d'un si haut prix; Championnière, dans son *Traité des eaux courantes*; le premier président Troplong, qui, dans les belles préfaces de ses *Commentaires*, a touché avec une haute raison à certaines parties et à certaines époques de l'histoire du Droit; M. Laboulaye, à qui l'histoire du Droit doit deux excellentes monographies, l'une sur l'histoire du Droit de propriété en Occident, l'autre sur la condition des femmes dans les mêmes contrées; M. Bertauld, pour son *Introduction à l'Histoire des sources du Droit français*, et tant d'autres écrivains qui ont soutenu avec éclat l'honneur du nom français.

Cette histoire qui nous manque, nos voisins l'ont faite pour nous et à notre place. Sans parler de tous les travaux publiés en Allemagne sur l'histoire du Droit romain et du Droit germanique, et sur certains monuments de notre Droit national, tels que la loi salique, les coutumes, etc., deux histoires du Droit français ont vu le jour au delà du Rhin dans ces derniers temps. L'une a pour titre : *Geschichte der Rechtsverfassung Frankreichs (Histoire de la formation du Droit français)*; elle est écrite en allemand et va jusqu'à l'année 1850; son auteur est M. Wilhem Schæffner. L'autre est l'œuvre collective de M. Warnkœnig, jurisconsulte bien connu en France par ses travaux sur le Droit romain, et de M. Stein, auteur de plusieurs ouvrages sur le Droit public. Elle a été publiée en allemand, sous le titre de : *Französische Staats und Rechtsgeschichte (Histoire du Droit politique et civil en France)*. Les trois volumes parus s'arrêtent à la révolution de 1789. Remarquables sous plusieurs rapports, ces deux histoires se recommandent chacune par un genre de mérite différent : la première, par

des vues plus systématiques; la seconde, par une plus grande richesse de matériaux et d'indications.

Parmi les ouvrages publiés à l'étranger et qui, dans leur ensemble, ont pour objet, sinon toute l'histoire du droit français, au moins certaines époques ou certaines matières de l'histoire de ce droit, il faut citer deux œuvres capitales : l'*Histoire du Droit romain au moyen âge*, de Savigny, et l'*Histoire du Droit de succession au moyen âge*, de Gans. Le nom de ces deux illustres écrivains recommande leurs œuvres suffisamment. L'ouvrage de Savigny manque sans doute d'animation; mais il passe, à bon droit, pour un modèle de critique historique. L'histoire de Gans est de tout point une grande œuvre : elle est appelée à faire vivre, par l'élévation de ses vues, quelquefois un peu hasardées il est vrai, le nom de son auteur.

Comme l'histoire du Droit puise aux sources de l'histoire générale, il serait injuste d'oublier dans cette nomenclature les travaux historiques de M. Guizot, dont le haut mérite a valu depuis tant d'années une réputation si méritée à leur illustre auteur, ainsi que ceux de Sismondi, d'Augustin et d'Amédée Thierry, de M. Michelet, etc. De tels noms n'ont besoin que d'être cités. Il faudrait encore ajouter à cette liste le remarquable travail de M. Rathery sur l'Histoire des États Généraux, et celui de M. Dareste sur l'Histoire de l'administration en France depuis Philippe-Auguste jusqu'à Louis XIV. Un historien du Droit trouvera toujours de précieuses indications à utiliser dans ces livres, et dans nombre d'autres ouvrages dont on ne pourrait entreprendre de faire une énumération complète à cette place sans s'exposer à commettre quelques omissions injustes.

Enfin, il doit être permis de mentionner ici le *Compte rendu des séances et des travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, fondé par M. Loiseau, actuellement premier président de la cour de Besançon, et par M. Ch. Vergé, docteur en droit, qui le continue seul depuis 1848. On trouvera dans ce recueil d'intéressants mémoires et les communications les plus diverses sur certains points de l'histoire du Droit.

Une publication aussi considérable que la *Jurisprudence générale* ne pouvait se terminer, a-t-on dit au début de cet Avertissement, sans qu'une étude générale cherchât à rattacher entre elles les différentes parties de cette vaste encyclopédie juridique. Un travail d'analyse, en effet, laisse toujours désirer, après lui, un travail synthétique. L'homme le plus versé dans une science éprouve, à certains intervalles, le besoin de reconstituer dans son esprit l'ensemble de cette science.

Pour satisfaire à ce besoin naturel, quel que soit l'objet auquel l'intelligence s'applique, la *Jurisprudence générale* devait présenter une revue qui reflétât le plus exactement possible la physionomie du Droit français. Le caractère de l'Essai historique était dès lors déterminé. Il ne devait être, ni une œuvre d'érudition pure, ni une conception ayant pour objet la démonstration d'une thèse philosophique ou sociale plus ou moins aventurée.

L'histoire du Droit peut être, en effet, écrite de deux manières. Des savants se sont illustrés en cherchant à élucider telle ou telle partie de l'histoire du Droit. C'est ainsi, par exemple, que la loi salique a été, en Allemagne et en France, l'objet d'études patientes, qui se sont proposé de reconstituer les textes de sa rédaction première et de sa rédaction corrigée au IX^e siècle; c'est encore ainsi que les monuments du droit gallo-franc et du droit féodal et coutumier ont été, pour la plupart, l'objet d'études critiques d'une véritable valeur scientifique. Mais une histoire du Droit conçue dans un tel sentiment aurait manqué d'un intérêt véritable, peut-être

même d'utilité. Notre époque ne dédaigne pas la science ; mais elle est surtout avide de conclusions, et le caractère de la publication à laquelle l'Essai historique devait servir de préface requerrait impérieusement des vues d'ensemble.

D'un autre côté, un travail trop exclusivement philosophique, avec quelque conscience qu'il eût été fait, aurait inévitablement soulevé les défiances du lecteur. Ce n'est pas qu'il soit possible de bannir la philosophie de l'étude du Droit. Sans les horizons qu'elle fait entrevoir, aussi bien que sans les lumières de l'histoire, le texte de la loi ne peut être qu'une lettre morte. Le jurisconsulte, dans toute l'acception du mot, sera toujours celui qui rattachera l'étude du Droit aux vérités éternelles qui président aux destinées de l'humanité, mais qui soumettra ces vérités à la méthode expérimentale, à l'épreuve de la vie, et qui, pour cela, ira les cherchant à travers les enseignements de l'histoire.

Ces considérations indiquent naturellement quels devaient être l'étendue et le caractère de l'Essai historique. Il devait dérouler sous les yeux du lecteur tout le passé du Droit français, en exposer à grands traits les différentes phases, en utilisant les résultats acquis à la science dans son état présent, et en faisant revivre des périodes entières laissées dans l'ombre dans les études partielles dont l'histoire du Droit a été l'objet.

Il fallait surtout mettre en relief le caractère philosophique, social ou politique, des institutions qui se sont développées dans la suite des siècles. Enfin, il n'importait pas moins de constater aussi nettement que possible ce que la génération actuelle doit à celles qui l'ont précédée, de marquer l'avènement précis dans le cours des âges des principes sur lesquels nous vivons encore aujourd'hui, ou d'en constater la filiation. — Si, dans cette revue rapide, quelques points de l'histoire de notre Droit français laissaient à désirer de plus amples développements, le lecteur les trouverait dans les historiques spéciaux à chaque traité du Répertoire.

L'Essai sur l'histoire générale du Droit français forme un travail distinct : il ne s'adresse pas seulement aux jurisconsultes ; il convient encore à tous ceux qui, dans leurs études, suivent la marche générale de la civilisation et interrogent son passé pour aider à son avenir.

Mars 1870.

La plus minutieuse attention ne prévient pas toujours les erreurs. Ainsi, à la page 149, lig. 10 et suiv., le texte doit être rétabli ainsi : « Beaucoup de coutumes admettaient dans l'ordre de succession entre frères le privilège que l'on appelait le *double lien* ; les frères et sœurs germains excluient, pour le partage de la succession de l'un d'eux, les frères et sœurs consanguins ou utérins, etc. » — V. aussi l'*Errata* p. 338.

ESSAI

SUR

L'HISTOIRE GÉNÉRALE

DU

DROIT FRANÇAIS ⁽¹⁾

INTRODUCTION

Il est peu d'études aussi intéressantes et aussi utiles que celle de l'histoire du droit. Elle est pleine d'enseignements féconds pour le philosophe, l'historien et le jurisconsulte. Le philosophe, le penseur, peut étudier et suivre dans les développements successifs du droit les conditions nécessaires de la vie morale des individus. L'histoire du droit confirme ou rectifie le résultat de ses méditations solitaires; elle lui montre, sous les manifestations les plus diverses, ce qu'il y a de permanent dans l'homme et ce qu'il y a de variable. Elle révèle à l'historien le secret des institutions politiques et lui en fait toucher du doigt la valeur pratique. Mais la connaissance en est surtout nécessaire au véritable jurisconsulte, pour pénétrer le sens vrai et comprendre la portée réelle des institutions civiles de son temps; car le présent, même après les révolutions morales ou sociales les plus profondes, se rattache toujours au passé par des liens puissants, que l'on ne saurait rompre sans le réduire à être à lui-même une énigme.

La nécessité d'une étude sérieuse de l'histoire du droit, pour tout jurisconsulte digne de ce nom, n'est plus contestée, surtout depuis la grande rénovation des études historiques, après les premières années de ce siècle. Les illustres historiens contemporains ont fait à l'histoire du droit une large part dans leurs travaux. Ils ont compris, après Vico, que si la règle du juste est immuable, indépendante des temps et des lieux, cette règle du juste n'étant après tout qu'un rapport, comme a dit avec raison Montesquieu dans sa belle définition des lois, l'application doit en changer, comme les nécessités morales mêmes, que les temps, les lieux, les changements de la civilisation viennent modifier. De là deux parties distinctes dans tout corps de droit écrit ou coutumier : un fonds commun, qui tient à la nature raisonnable et sociable de l'homme, et que l'on retrouve partout et en tout temps

(1) Il a été fait appel, pour cet *Essai sur l'Histoire générale du Droit français*, au talent éprouvé de l'un des collaborateurs de M. D. Dalloz, M. H. Thiercelin, docteur en droit, ancien avocat au conseil d'État et à la cour de cassation. M. D. Dalloz avait réuni et coordonné pendant de longues années de précieux matériaux pour ce travail; mais la maladie l'avait arrêté dans son œuvre.

le même; une partie variable, changeante, mais toujours tellement propre au peuple qu'elle régit, que l'on ne pourrait en transporter l'application ailleurs ou en prolonger la durée arbitrairement sans heurter les mœurs et froisser les susceptibilités et les intérêts les plus respectables.

Cette distinction des deux parties du droit a toujours été notée avec le plus grand soin par les jurisconsultes romains. Ils appelaient l'une droit des gens, *jus gentium*, et l'autre, droit civil, *jus civile*(1). L'étude historique du droit vient ainsi compléter l'étude du droit positif et les études philosophiques. Rechercher la raison des institutions qui dérivent de la nature de l'homme et de la société, par la *naturalis ratio*, abstraction faite de toutes les formes, de tous les modes d'application particuliers qu'ils ont pu recevoir, et, de là, s'élever jusqu'au principe même du droit, tel doit être sans doute le premier soin du jurisconsulte; mais ce n'est pas le seul : il lui faut encore suivre dans le développement progressif du droit chez tous les peuples les progrès de l'humanité même.

Quelque certaines que soient ces idées pour tous ceux qui ont médité sérieusement sur les grands systèmes et les grands problèmes de législation et de jurisprudence, il s'en faut cependant que l'étude de l'histoire ait paru à tous également utile. Des esprits absolus, doués de plus d'ardeur que de sens pratique, ont été quelquefois portés à penser que la législation actuelle dans tout pays se suffit à elle-même. Les uns, comme Rousseau, Mably, les législateurs de la Convention, etc., emportés par leurs rêves de réforme radicale, se sont imaginé que la société pouvait se façonner à volonté sur une forme idéale. Démocrates par tendance, tout en méconnaissant les forces réelles de la démocratie, ils investissaient le législateur humain d'une puissance sans bornes. « Celui qui ose entreprendre d'instituer un peuple, dit Rousseau, doit se sentir en état de changer pour ainsi dire la nature humaine; de transformer chaque individu, qui par lui-même est un tout parfait et solitaire, en partie d'un plus grand tout dont cet individu reçoive en quelque sorte sa vie et son être; d'altérer la constitution de l'homme pour le renforcer; de substituer une existence partielle et morale à l'existence physique et indépendante que nous avons tous reçue de la nature. Il faut, en un mot, qu'il ôte à l'homme ses forces propres pour lui en donner qui lui soient étrangères et dont il ne puisse faire usage sans le secours d'autrui » (*Contrat social*, liv. II, ch. VII).

De là à rompre avec toute tradition, à rejeter les enseignements de l'histoire, il n'y a qu'un pas; ou plutôt, dans la pensée de ces novateurs, toute tradition, tout enseignement de l'histoire est sans autorité et sans valeur. Mais quand donc a-t-on pu produire, avec la pensée de les appliquer, excepté dans les grands mouvements de rénovation sociale, ces doctrines orgueilleuses ou imprudentes qui suppriment le passé, comme s'il était aussi facile de raturer dans l'âme humaine que dans les feuillets d'un livre? Comment ces théoriciens de l'absolu ne voyaient-ils pas que la force vraie de la démocratie est dans la continuité de son action, et que les institutions le plus vraiment démocratiques sont celles que le temps a créées? Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige, qu'on s'en enorgueillisse ou qu'on s'en trouve humilié, il ne viendra jamais un temps où l'homme ne relèvera que de lui-même. Il sera toujours tributaire du passé. La vraie démocratie ne s'écrit pas dans la loi; elle est tout entière dans la puissance des mœurs publiques et privées; là elle est et fut toujours invincible; mais ces mœurs, comment se forment-elles, sinon par l'expansion spontanée et naturelle de toutes les forces morales dans la succession des générations?

D'autres écrivains ont contesté, par des raisons différentes, l'utilité des études historiques; ce sont ceux qui ont cru que la science du droit pouvait être ramenée à l'état de simplicité où elle a pu être, en effet, dans l'enfance des sociétés. Qui ne se rappelle ce chêne légendaire de saint Louis à Vincennes? On s'est imaginé qu'un code pouvait tout dire. Les législateurs de l'Assemblée constituante et de la

(1) On lit dans les Institutes de Gaius : *Omnes populi qui legibus et moribus reguntur, partim suo proprio, partim communi omnium hominum jure utuntur; nam quod quisque populus ipse sibi jus constituit, id ipsius proprium est, vocaturque jus civile quasi jus proprium ipsius civitatis. Quod vero naturalis ratio inter omnes homines constituit, id apud omnes populos peræque custoditur, vocaturque jus gentium, quasi quo jure omnes gentes utuntur* (Comm. I, § 1).

Convention tombèrent eux-mêmes dans cette erreur, qui ne dura guère; Hérault de Séchelles faisait demander à la Bibliothèque nationale un exemplaire des lois de Minos. Quinze ans après, nous voyons encore l'heureux promoteur des codes, Napoléon lui-même, se flatter que le code civil a dit le dernier mot de la science du droit. Tout ce qui l'a précédé peut être considéré comme n'existant pas; et comme il n'y a plus rien à apprendre hors du code et après le code, le code lui-même se passera de commentaires! On sait que quand Malleville présenta à Napoléon son traité si modeste, si peu ambitieux, l'exiguïté du livre ne le sauva pas d'un mouvement de mauvaise humeur de Napoléon, qui s'écria : Voilà mon code perdu! Bentham, quoique jurisconsulte, est tombé aussi dans cette erreur. « Tout ce qui n'est pas dans le corps des lois, disait-il, ne sera pas loi (1). » Mais qui peut prétendre à poser ainsi des limites à l'activité de l'esprit humain? Quoi! un code résumera tout le passé et embrassera tout l'avenir! Quelques centaines d'alinéas renfermeront l'humanité, avec l'infinie diversité de ses combinaisons, de ses conceptions, de ses actes; et cette vitalité puissante, mystérieuse, de l'âme d'un peuple, pourra se fixer à jamais en quelques pages! Il vaut mieux en croire les rédacteurs du code dans le discours préliminaire du premier projet du code civil. Là, cette solidarité du passé, du présent et de l'avenir est fortement sentie. L'état d'une législation sans lien avec ce qui fut n'est plus qu'une chimère. « On raisonne trop souvent, disaient les rédacteurs du code Napoléon, comme si le génie humain finissait et commençait à chaque instant, sans aucune sorte de communication entre une génération et celle qui la remplace. Les générations, en se succédant, se mêlent, s'entrelacent, se confondent. Un législateur isolerait ses institutions de tout ce qui peut les naturaliser sur la terre, s'il n'observait avec soin les rapports naturels qui lient toujours plus ou moins le présent au passé, et qui font qu'un peuple, à moins qu'il ne soit exterminé ou qu'il ne tombe dans une dégradation pire que l'anéantissement, ne cesse jusqu'à un certain point de se ressembler à lui-même. Nous avons trop aimé, dans nos temps modernes, les changements et les réformes; si, en matière d'institutions et de lois, les siècles d'ignorance sont le théâtre des abus, les siècles de philosophie et de lumière ne sont que trop souvent le théâtre des excès. »

Ainsi l'étude du développement progressif du droit a sa base, sa nécessité, dans la constitution même de l'homme, dans sa nature intime. Analysez tous les Corps de droit, codes, digests, collections de décisions judiciaires, vous trouverez partout le droit se réduisant à deux éléments : l'un individuel et particulier, l'autre général et fondé sur la nature commune de l'humanité; et ces deux éléments sont connus scientifiquement par la philosophie et par l'étude de l'histoire : la philosophie montrant l'homme individuel, et l'histoire, l'homme de tous les temps. Or, si l'histoire fait connaître la persistance de l'élément général de la nature humaine, avec la connaissance de l'histoire nous avons la connaissance des conditions fondamentales de l'existence des sociétés. L'histoire empêchera le législateur, le penseur, le jurisconsulte, de s'égarer dans des conceptions chimériques; elle les ramènera à la réalité, à la mesure du possible; elle leur apprendra que la nature, selon l'heureuse expression de Linné, ne fait pas de sauts, — *Natura non facit saltus*, — pas plus la nature morale et pensante que la nature animale ou inerte; elle maintiendra les liens qui enchaînent les unes aux autres les générations; après que la philosophie aura créé l'homme, l'histoire fondera l'humanité.

Il y a toutefois dans cet ordre d'idées un danger à éviter, le danger de fausser une vérité en l'exagérant. Le droit se fait lui-même, par l'action de tous; c'est une œuvre éminemment populaire; on a pu dire sans exagération une végétation des mœurs publiques et privées. Faudra-t-il en conclure que tout système de codification est mauvais en soi, et proscrire, par exemple, l'entreprise que la France, après tant d'essais partiels et trop souvent infructueux, a réalisée enfin au commencement de ce siècle? A Dieu ne plaise! La codification, a-t-on dit, arrête tout essor scientifique; elle fixe le droit; elle entrave le progrès; elle immobilise les mœurs; elle les emprisonne dans les nécessités de textes inflexibles, et prépare un temps où le désaccord éclatera entre l'esprit national et

(1) *Traité de législation*, publiés par Dumont, t. III, p. 384.

la loi écrite. On se rappelle encore la controverse solennelle qu'ont soutenue, il y a quarante ans, en Allemagne, Thibaut et Savigny. Mais à côté du devoir de laisser à l'esprit national sa libre activité, ne faut-il pas placer l'avantage de la certitude de la loi, auquel peut toujours prétendre la génération présente? La conciliation est loin d'être impossible entre ces deux nécessités morales également à ménager. Tout peuple qui commence est régi par des usages, des coutumes, par ce droit qui n'émane pas de la volonté expresse du souverain, mais qui naît en quelque sorte des mœurs, des besoins de tous. Un tel droit se modèle exactement sur le caractère national. Mais quand il est fait, la coutume peut s'écrire, à la condition pour le législateur de ne point oublier que cet organisme vivant qu'on appelle une société est en un travail perpétuel, et que tout s'y meut incessamment.

Nous indiquons ainsi le point de conciliation entre deux systèmes, l'un et l'autre assez puissants pour avoir donné naissance, en Allemagne et plus tard en France, à deux écoles, l'école historique et l'école philosophique. La codification requiert de ceux qui l'entreprennent beaucoup de prudence et de circonspection. Le législateur qui fait un code, ou plutôt qui codifie le droit existant, doit se garder d'engager l'avenir; il lui est imposé de laisser une large place à la jurisprudence future. A cet égard, la sagesse des rédacteurs de notre code civil sera leur plus beau titre de gloire. Si leur œuvre pèche par le côté scientifique, comme on aura l'occasion de le dire ultérieurement, nous n'avons pas à nous en plaindre; plus philosophes, ils eussent moins bien réussi à saisir le véritable état des mœurs : les défauts mêmes du code pourraient leur être comptés comme un bienfait. Avec un code dont l'esprit ne fait pas absolument obstacle à l'admission de théories que justifierait l'accord des mœurs nationales avec l'équité, et qui permet d'accommoder au besoin du temps telle ou telle doctrine de droit véritablement progressive, le danger de la codification n'est plus qu'imaginaire. Il ne reste plus alors que l'immense avantage d'avoir une loi certaine, avantage si considérable que Bacon n'hésite pas à lui subordonner tous les autres.

La codification s'impose ainsi comme une nécessité du temps. Quand une période de l'histoire est close, quand tous les éléments en fusion d'où une ère nouvelle doit se dégager se sont amalgamés, on codifie. Les codes ferment le passé, mais ils ne le suppriment pas. Tout code est, pour cela, une œuvre de transaction, de conciliation. Mais le législateur ne doit point oublier que l'avenir ne tombe pas sous ses facultés. Il aura bien mérité de la génération présente et des générations futures, s'il donne à la première la sécurité par la certitude de la loi, sans enlever cependant à l'avenir une certaine liberté d'action.

Nous traiterons successivement de l'histoire du droit ancien comme introduction à l'histoire du droit français, et de l'histoire du droit français dans ses différentes phases jusqu'à nos jours. Nous suivrons l'ordre chronologique; mais, dans cet ordre même, nous procéderons par périodes historiques. Les transformations sociales et, par suite, le développement du droit, ne s'opèrent, en effet, le plus souvent, que d'une façon insensible. Il arrive rarement que tel moment donné soit marqué par un état de choses absolument nouveau. L'histoire du droit ne saurait s'écrire par années.

La matière que nous allons aborder est vaste. Les divers travaux de ceux qui nous ont précédé dans la carrière seront utilisés dans la mesure où ils peuvent servir pour l'objet que nous nous sommes proposé; mais surtout nous interrogerons les sources, et nous nous attacherons à faire sortir du passé historique de la France, si fécond en enseignements, les leçons qu'on en peut tirer pour le présent et pour l'avenir. Dans le droit privé et public, peut-être plus encore que dans la succession des événements, l'histoire sera toujours, comme l'a dit avec tant de vérité Cicéron, le témoin des temps, la lumière de la vérité, la mémoire vivante, la maîtresse de la vie, la messagère du passé : *Testis temporum, lux veritatis, vita memoriæ, magistra vitæ, nuntia vetustatis* (*De Orat.* II, 19). A ces titres divers, elle attirera toujours invinciblement les plus nobles esprits.

LIVRE I. — DROIT ANCIEN

§ 1^{er}. — DROIT HINDOU

L'étude détaillée et complète de toutes les législations serait plus que l'histoire universelle : ce serait l'étude de l'humanité. Il ne peut pas convenir d'entrer ici dans des détails devenus avec le temps sans objet. Si l'étude des législations de l'antiquité peut offrir une véritable utilité pour l'intelligence du droit moderne, ce n'est que par les côtés où elles ont un objet commun. L'histoire du droit hindou intéresse surtout par son contraste avec le droit de la Grèce et de Rome. C'est le caractère des législations orientales, non-seulement d'avoir été religieuses (toutes les législations l'ont été à leur commencement), mais encore d'être demeurées telles, malgré le temps et les enseignements qu'il apporte. La morale, le droit et la religion sont en Orient perpétuellement confondus ; ils sont une même chose sous des aspects différents. De là l'immutabilité du droit, qui, dans ces contrées, à proprement parler, n'a pas d'histoire, c'est-à-dire de développement progressif et régulier. Quelque législation qu'on y étudie, on est frappé de ces caractères, que l'on ne retrouve nulle part aussi profondément marqués : le pouvoir absolu du souverain, la théocratie dans la loi, le régime des castes, l'exagération des droits de la famille et de l'État, l'absence complète de droits et de garanties individuels. Ce n'est point à dire que l'égalité et même la liberté soient complètement bannies de la loi ; mais alors elles ont leur principe dans l'esprit de justice recommandé par la loi à la volonté souveraine, non dans la personnalité humaine considérée comme inviolable et sacrée.

Les savants anglais sont les premiers qui, vers la fin du siècle dernier, aient fait connaître l'antique législation de l'Inde. Williams Jones, Colebrooke, Ellis, ont expliqué ou traduit les livres sacrés de cette partie de l'Orient. Abel de Rémusat, Burnouf, Loiseleur-Deslongchamps, M. Barthélemy Saint-Hilaire, ont accompli de pareils travaux pour la France. L'Allemagne a apporté son large contingent d'efforts et d'études. Ce concert de travaux a mis en lumière le grand livre de l'Inde, le *Mānava-Dharma-Sāstra* ou livre de la loi de Manou. « Ce n'est pas un code, dans le sens ordinaire de ce mot, dit avec raison Loiseleur-Deslongchamps, c'est véritablement, comme l'entendaient les anciens peuples, le Livre de la loi, comprenant tout ce qui regarde la conduite civile et religieuse de l'homme. En effet, outre les matières dont traite ordinairement un code, on trouve réunis dans les lois de Manou un système de cosmogonie, des idées de métaphysique, des préceptes qui déterminent la conduite de l'homme dans les diverses périodes de son existence, des règles nombreuses relatives aux devoirs religieux, aux cérémonies du culte, aux observances pieuses et aux expiations ; des règles de purification et d'abstinence ; des maximes de morale ; des notions de politique, d'art militaire et de commerce ; un exposé

des peines et des récompenses après la mort, ainsi que des diverses transmigrations de l'âme et des moyens de parvenir à la béatitude (1). »

Le livre des lois de Manou, tel qu'on le connaît par les travaux des orientalistes modernes, se compose de douze livres, formant en tout 2,687 slokas ou stances de deux vers. Il est écrit en sanscrit, la langue sacrée de l'Inde. Dans la croyance des Hindous, c'est de Brahma qu'il émane ; Manou, à qui il aurait été révélé, l'aurait seulement rédigé. Depuis Manou, le livre sacré aurait été, à diverses reprises, remanié notamment par Bhrigou, abrégé, réduit, pour l'usage commun des hommes ; car il aurait compris originairement plus de 100,000 slokas. A quelle antiquité remonte-t-il ? Nul ne pourra jamais le dire avec quelque précision ; on peut seulement conjecturer qu'il est antérieur de huit à treize siècles à Jésus-Christ. Mais le livre de Manou n'est pas le seul livre de la législation indienne ; outre la loi de Manou, parmi les livres de législation, on peut citer le livre de *Yajnavalkya* (nom de l'auteur), composé du II^e au V^e siècle de notre ère, avec un commentaire plus célèbre que le texte, le *Mitâk-charâ*. Il a de plus été composé à différentes époques, mais toujours anciennes, de nombreux Digestes, qui font du droit hindou un droit complet. Pour les lois modernes, il y a le recueil connu sous le nom de *Gentoo-laws*, dont Gans a fait un grand usage dans son Traité des successions.

Pour comprendre l'esprit du droit hindou, il faut connaître le caractère de la race hindoue. Entre toutes les populations de la vaste Asie, il n'en est pas dont le caractère diffère autant de celui des peuples d'Occident. Si l'Inde est le berceau de l'espèce humaine, on devra reconnaître au moins que l'espèce a bien changé dans le cours de ses migrations et la suite des temps. Ce qui paraît caractériser la race hindoue, c'est l'esprit de détachement. Nulle activité féconde chez ces peuples, plutôt résignés qu'apathiques. Il n'y en eut jamais qui fussent moins faits pour la guerre : aussi leurs annales les plus anciennes n'en font-elles jamais mention, et ce n'est pas la conquête de l'Inde qui est le plus beau titre de la gloire militaire d'Alexandre. Mais les Hindous ont au dernier excès, à un point effrayant, le sentiment religieux dans leur philosophie, et à un degré étonnant le sentiment de la nature dans leurs œuvres poétiques. C'est par là qu'il faut expliquer leur droit, qui est plutôt une religion qu'un droit proprement dit, et c'est aussi ce qui fait comprendre que le livre de Manou est encore à cette heure le code des Hindous, à l'exception de quelques parties, qui sont tombées en désuétude, comme l'a expliqué l'Anglais Williams Jones.

Le premier livre des lois de Manou explique la division des personnes et les droits et fonctions afférents à chaque classe ou caste ; il a pour objet la création. Les castes sont au nombre de quatre : les *brahmanes*, nés de la bouche de Brahma ; les *kchatriyas*, nés de son bras ; les *vaysias*, nés de sa cuisse, et les *soudras*, nés de son pied (*Lois de Manou*, liv. I, sl. 31). Cette diversité d'origine fait comprendre le régime des castes fermées de l'Inde : comment l'individu pourrait-il passer d'une caste inférieure à une caste supérieure, s'il est frappé d'une indignité de nature, originelle ? Pour la conservation de cette création, l'être souverainement glorieux assigna à chaque classe des occupations différentes (*Ibid.*, sl. 87). « Il donna en partage aux brahmanes l'étude et l'enseignement des Vedas, l'accomplissement des sacrifices, la direction des sacrifices offerts par d'autres, le droit de donner et celui de recevoir » (*Ibid.*, 88). Le brahmane, qui est par naissance l'incarnation éternelle de la justice (*Ibid.*, 98), et qui est destiné à s'identifier avec Brahma, « en venant au monde, est placé au premier rang sur cette terre ; souverain seigneur de tous les autres, il doit veiller à la conservation du trésor des lois civiles et religieuses » (*Ibid.*, 99). Tout ce que le monde renferme est en quelque sorte la propriété du brahmane ; par sa primogéniture et par sa naissance éminente, il a droit à tout ce qui existe (*Ibid.*, 100). « Le brahmane ne mange que sa propre nourriture, ne porte que ses propres vêtements, ne donne que son avoir : c'est par la générosité du brahmane que les autres hommes jouissent des biens de ce monde » (*Ibid.*, 101). Les brahmanes, docteurs, administrateurs, juges suprêmes, investis du sacerdoce, quelquefois rois ou princes, forment ainsi une classe privilégiée entre toutes ; ils sont le

(1) V. Lois de Manou, exposées par Bhrigou, traduites du sanscrit par M. Loiseleur-Deslongchamps, Paris, 1833, préface, p. 1 et 2.

conseil spirituel des autres classes, et honorés par elles comme pères. Ils sont exempts de toutes peines corporelles et de la confiscation de leurs biens (Manou, liv. VIII, sl. 124, 380).

Les devoirs du kchatriya ou rajah, c'est-à-dire militaire, dans le droit public hindou, sont de protéger le peuple, d'exercer la charité, de sacrifier, de lire les livres sacrés et de ne pas s'abandonner aux plaisirs des sens (*Ibid.*, liv. I, 89); et ses moyens de subsistance, de porter l'épée et le javelot (*Ibid.*, X, 79). Les kchatriyas forment la classe des nobles; c'est parmi eux qu'est ordinairement choisi le roi. Comme les brahmanes, ils ont droit à une protection plus efficace de la loi que les personnes des classes inférieures. Les peines prononcées contre ceux qui se rendent coupables à leur égard de quelque crime sont plus fortes, et, au contraire, celles qui leur sont infligées à eux-mêmes pour un fait pareil sont moindres.

Les vaysias, qui forment la classe des industriels et des commerçants, sont, en droit, dans une position bien inférieure aux deux premières castes : « Soigner les bestiaux, donner l'aumône, sacrifier, étudier les livres saints, faire le commerce, prêter à intérêt, labourer la terre, sont les fonctions allouées au vaysia » (*Lois de Manou*, I, 90); mais ils peuvent passer dans la classe des dwidjas, initiés, régénérés (*Ibid.*, II, 26, 169, 170). Les soudras, au contraire, qui forment la classe des laboureurs, sont les déshérités de l'humanité. Leurs noms mêmes doivent exprimer l'abjection et la dépendance : « Le souverain maître n'assigna au soudra qu'un seul office, celui de servir les classes précédentes sans en déprécier le mérite » (*Ibid.*, I, 91, II, 31-32). Aussi le soudra n'est-il pas admis à l'initiation, ni aux pratiques de dévotion; son contact souille l'offrande funèbre (*Ibid.*, IV, 80, V, 104). Il ne doit pas jurer, comme le brahmane, par sa véracité; ni comme le kchatriya par ses chevaux, ses éléphants, ses armes; ni comme le vaysia par ses vaches, ses grains et son or, mais par tous les crimes (*Ibid.*, VIII, 113). Quelle que soit leur misérable condition, les individus de ces dernières classes ne sont pas incapables de tous droits, ils peuvent être propriétaires; seulement on s'est demandé s'ils peuvent posséder des fonds de terre (Gans, I, p. 64, et Gibelin, *Études sur le droit civil des Hindous*, I, p. 133).

Parmi les soudras, il y a la tribu des *tchandalas*, hommes impurs, les derniers des mortels, nés d'un soudra et d'une brahmani (*Lois de Manou*, X, 12); et en dehors de toutes castes, il y a la tribu des *parias*, dont le nom sanscrit paraît signifier *non-observation des règles*. Il n'est pas parlé des parias dans Manou. Les hommes des castes inférieures sont exclus de toute communication avec ceux des premières castes; leur contact cause une souillure : aussi doivent-ils avoir leur habitation hors des villages, et ne venir dans les villes que de force et marqués d'un signe; ils sont chargés de transporter le corps de l'homme mort sans parents et d'exécuter les criminels condamnés à mort; ils ne peuvent pas avoir de vases entiers et ne doivent posséder pour tout bien que des ânes et des chiens (*Lois de Manou*, X, 51, 54, 55). « Qu'ils aient pour vêtements les habits des morts, pour plats des pots brisés, pour parure du fer; qu'ils aillent sans cesse d'une place à une autre (*Ibid.* 52)... Qu'aucun homme fidèle à ses devoirs n'ait de rapport avec eux; ils doivent n'avoir d'affaire qu'entre eux, et ne se marier qu'avec leurs semblables... Que la nourriture qu'ils reçoivent ne leur soit donnée que dans des tessons et par l'intermédiaire d'un valet » (*Ibid.* 84).

L'Inde fut ainsi de toute antiquité le pays des castes; le mot même (*zat*) en vient. Nulle part ailleurs, dans le monde oriental, ni chez les Éthiopiens, ni chez les Égyptiens, ni chez les Juifs, on ne trouve l'homme ainsi parqué dans une condition qu'il ne peut pas franchir. Mais cette division en castes, que l'on vient de faire connaître, n'était pas la seule. Chaque caste se subdivisait en une multitude de tribus, variant selon les localités, chaque tribu ayant une condition distincte. Ainsi, parmi les parias ou hommes hors de caste, il y a la tribu des *Txengaris*. Le caractère de résignation de la race hindoue peut seul expliquer la perpétuation de ces castes au travers des siècles, et la patience avec laquelle les classes méprisées acceptent leur abominable humiliation. Encore aujourd'hui un soudra, même un paria, ne se plaint pas; il accepte sa condition et ne songe même pas à l'améliorer.

Certes la condition du soudra de l'Inde est abaissée bien au-dessous de celle de l'esclave dans les temps et les lieux mêmes où l'esclavage pesa le plus lourdement. Parmi les soudras, il y avait les

esclaves proprement dits, qui ne pouvaient rien posséder en propre (*Lois de Manou*, VIII, sl. 414, 415, 416). Est-ce à dire que leur état fût pire que celui du paria? A certains égards on pourrait le soutenir, puisque la propriété n'est point accessible à l'esclave; cependant l'esclave n'est pas atteint au même degré de ce préjugé, peut-être religieux, qui fait du paria un objet d'horreur légale. Son état même paraît se rapprocher beaucoup plus de celui des anciens colons du Bas-Empire que de celui de l'esclave proprement dit. Les esclaves sont vendus de droit avec le fonds auquel ils sont attachés, et l'usage ne paraît pas avoir été de les en distraire.

Dans l'esprit de la loi de Manou, les rois sont d'origine et de création divine, une incarnation du souverain être. Cependant ils ont des devoirs et des fonctions. « Un roi, dit la loi de Manou, a été créé pour être le protecteur de toutes les classes et de tous les ordres qui se maintiennent successivement dans l'accomplissement de leurs devoirs particuliers. Ne jamais fuir dans un combat, protéger les peuples, révéler les brahmanes, tels sont les devoirs éminents dont l'accomplissement procure aux rois la félicité » (*Ibid.*, VII, 35 et 38).

La loi détermine l'assiette et la perception de l'impôt. Elle commet au roi le soin de rendre la justice; mais il ne peut juger qu'assisté de brahmanes, et, s'il est empêché de juger lui-même, un brahmane le remplace. Les points de droit sont même jugés dans l'assemblée des brahmanes. « Que personne ne conteste un point de loi décidé par une assemblée de dix brahmanes au moins, ou par un conseil de brahmanes vertueux, qui ne doivent pas être moins de trois réunis » (*Ibid.*, XII, 110).

La doctrine de droit civil la plus remarquable dans le droit de l'Inde est celle de la propriété territoriale. La classe ou caste des brahmanes et le roi sont véritablement les propriétaires du sol. Aussi se partagent-ils l'impôt comme un revenu, et les détenteurs du sol ne peuvent être considérés que comme investis d'une possession révocable. La loi dit expressément que le roi est protecteur des hommes et les brahmanes seigneurs de la terre (*Manou*, liv. I, 100 et 101, et VII, 35, 37, 38, 80). Mais, à part ce domaine éminent de la caste des brahmanes et du roi, il ne paraît pas que la possession ait un caractère différent pour les différentes autres castes. Il faut dire, au reste, que la véritable théorie de la propriété dans l'Inde partage les hommes les plus compétents, comme Gans et Gibelin, au moins dans le rapport des castes autres que celle des Brahmanes avec l'État.

Ce qui n'est pas douteux, c'est le caractère de la propriété du père de famille dans les rapports de celui-ci avec ses enfants. Le fils naturel ou adoptif est copropriétaire du patrimoine de son père du vivant même du père. Le Mitākcharā le dit expressément : « La propriété ne naît ni du partage ni du décès; elle est préexistante, et l'homme en a le titre dans sa naissance ». De là cette conséquence, que le père ne peut aliéner l'héritage qu'il tient de ses ancêtres sans le concours de ses fils; de là encore, à plus forte raison, l'impossibilité pour le père de faire un testament. Le testament est tellement contraire à l'esprit du droit hindou, et l'on peut dire à l'esprit de tout le droit oriental, qu'il n'y a pas même dans la langue du droit de l'Inde de mot pour l'exprimer. — Mais le père de famille peut aliéner seul les biens qu'il a acquis par son travail et son industrie, pourvu toutefois que par cette aliénation il ne compromette pas son existence et celle de sa famille.

Dans le droit hindou, la propriété ne s'établit et ne se consolide dans les mains d'un acquéreur que par la possession prolongée. Si un acquéreur est devenu propriétaire d'un immeuble que celui qui l'a aliéné n'avait pas le droit d'aliéner, il n'est à l'abri de la revendication des enfants qu'après que trois générations du vendeur ou donateur auront passé.

La constitution de la famille a dans la loi de Manou un caractère religieux tout particulier. La famille est constituée en vue de perpétuer les sacrifices funèbres pour le rachat de l'âme des ancêtres (*Manou*, IX, 169 et suiv.). Il faut savoir que dans la croyance religieuse des Hindous, celui qui ne laisse pas de postérité mâle, naturelle ou adoptive, pour la célébration de ses funérailles, est frappé dans l'autre vie de peines éternelles. Cela explique la faveur dont jouit l'adoption des enfants mâles dans la loi hindoue, et comment l'adoption avait lieu selon les rites religieux.

Dans le système religieux de l'Inde, le fils peut gagner pour son père les mondes célestes; pour son aïeul, l'immortalité; pour son bisaïeul, le séjour du soleil, etc., et cela par les sacrifices funèbres (*Lois de Manou*, liv. IX, 137). Dans une telle croyance, l'homme doit chercher avant tout à avoir

un héritier, et le mariage doit avoir pour objet dominant la procréation des enfants plutôt que l'union des âmes, quoique dans la loi de Brahma le mari et la femme ne fassent qu'une personne (*Lois de Manou*, liv. III, sl. 45). De là la polygamie dans le mariage et le droit de répudiation pour cause de stérilité.

La loi de Manou admet différents degrés dans le mariage; elle en reconnaît huit modes (*Ib.*, III, 20 et suiv.). Les uns ne sont permis qu'à telle ou telle caste; les autres marquent des degrés dans la même caste. Les plus éminents de ces modes de mariage sont mêlés à des cérémonies religieuses, qui ont ainsi un double objet. Si le mariage est stérile, son but n'étant pas réalisé, le mari peut d'abord répudier sa femme; il peut aussi acquérir un fils par l'adoption. La principale condition exigée, c'est l'égalité sous le rapport de la classe entre l'adoptant et l'adopté. Que l'enfant soit donné par ses père et mère naturels au père adoptif, qu'il soit acheté par ce dernier, qu'étant abandonné par ses parents, il soit recueilli, ou bien qu'il se donne lui-même, il est réputé fils et capable d'accomplir le service funèbre en l'honneur de ses parents d'adoption. D'autres sont réputés fils du mari ou du père : ceux qui sont nés dans sa demeure, de sa femme ou de sa fille, bien qu'il n'en soit pas le père véritable (*Ib.*, IX, sl. 168 et suiv.).

L'homme d'une classe supérieure peut prendre en mariage une fille d'une classe inférieure. Mais le brahmane qui se marie avec une femme de la caste des soudras est dégradé sur-le-champ, et ses enfants perdent le privilège de sa caste (III, 13 et suiv.). Le mode de mariage diffère alors selon que la femme est de la même classe ou d'une autre classe que son mari (liv. III, sl. 43, 44). Dans tous les modes de mariage et dans toutes les classes, la fidélité réciproque est commandée (liv. IX, 101, 102). Mais le mari peut se séparer de sa femme, la répudier même, et, lorsqu'il s'agit de causes graves, il peut lui retenir son bien en lui assurant seulement la subsistance. Le mariage peut aussi être annulé dans certains cas (IX, sl. 77 et sl. 73). Mais la femme ne peut jamais se séparer de son mari ni le répudier, même en cas d'infidélité, car « une femme vertueuse doit le révéler constamment comme un dieu » (V, 154). Si le mariage est dissous par la mort du mari, la femme, après l'avoir servi avec respect pendant sa vie, ne doit rien faire qui puisse lui déplaire après sa mort : « Qu'elle amaigrisse son corps volontairement en vivant de fleurs, de racines, de fruits purs; mais, après avoir perdu son époux, qu'elle ne prononce même pas le nom d'un autre homme; que jusqu'à la mort elle se maintienne patiente et résignée, vouée à des observances pieuses, chaste et sobre comme un novice » (*Ib.*, 151, 156, 157, 158). Manou n'interdit pas absolument les seconds mariages aux veuves. Il ne leur prescrit non plus nulle part le sacrifice de leur vie sur le bûcher de leur mari, sacrifice dont l'usage avait si fort pénétré les mœurs hindoues, que la domination anglaise n'a pu encore réussir à l'extirper complètement. Mais dans des monuments de législation postérieurs à la loi de Manou, ce sacrifice est recommandé, avec la promesse du ciel pour récompense (V. Loiseleur-Deslongchamps, sur le sl. 157 du liv. V de Manou).

La femme est la propriété du mari; comme le fils et l'esclave, elle est censée ne rien posséder en propre (*Ib.*, VIII, 416), à l'exception de certains biens dont elle peut conserver l'usage. Ces biens sont ceux qui lui ont été donnés devant le feu nuptial, ou, au moment de son départ pour la maison de son mari, ce qu'elle a reçu de son frère, de sa mère ou de son père. Les présents qu'elle a reçus pendant le mariage, de la famille de son mari, de sa propre famille ou de son mari, doivent, après sa mort, appartenir à ses enfants, même du vivant de son mari. Si la femme a été mariée suivant les cinq premiers modes, tout ce qu'elle possède revient à son mari, dans le cas où elle meurt sans laisser de postérité; si elle a été mariée suivant l'un des trois autres modes, ce qui lui a été donné en mariage, dans le cas de décès sans enfants, revient à ses père et mère (IX, sl. 194 et suiv.). Mais pour les biens du mari, la femme n'en peut rien mettre à part sans sa permission (*Ib.*, 199). Si la femme meurt laissant une fille non mariée, c'est à celle-ci que revient tout ce qui a été donné à sa mère lors de son mariage (*Ib.*, 131). On peut s'abstenir ici de signaler les analogies existant entre le droit hindou et celui des peuples européens d'où nous tirons notre origine; il sera facile de les découvrir en cette matière, en même temps que les différences. — Quant à la puissance pater-

nelle, elle avait un caractère analogue à la puissance maritale et durait toute la vie; elle ne finissait que par l'émancipation. Toutefois, le fils peut avoir en propre ce qui provient de son travail et de son industrie (*Lois de Manou*, liv. IX, sl. 208).

Le système des successions fait l'objet d'un assez grand nombre de dispositions dans le droit hindou; des sages de l'Inde l'ont même exposé dans plusieurs monographies, dont quelques-unes ont été traduites en anglais. A la mort du père de famille, ce sont ses descendants mâles, son fils, son petit-fils, son arrière-petit-fils, qui héritent; si c'est la mère qui décède, ce sont les filles et leurs descendants jusqu'au troisième degré qui sont appelés à la succession; seulement, les frères utérins partagent avec elles. Les petits-fils et les arrière-petits-fils succèdent par représentation, et ont la part qu'aurait eue leur père; mais s'il n'y a que des petits-fils ou arrière-petits-fils, ils succèdent par têtes. La mère doit aussi avoir part à la succession. Les parts des enfants dans la succession ne sont pas égales, s'ils sont issus de différents mariages et avec des femmes de castes différentes: « Que le fils de la brahmane prenne quatre parts, le fils de la kchatriya trois, le fils de la vaysia deux, et le fils de la soudra une seule. Mais qu'un brahmane ait ou n'ait pas d'enfants nés de femmes appartenant aux trois classes régénérées, la loi défend de donner au fils d'une soudra plus de la dixième portion des biens » (*Ib.*, IX, 151, 152, 153, 154). Encore faut-il dans ce cas, si la succession est *ab intestat*, qu'il remplisse certaines conditions. Entre les enfants des dwidjas (nés de femmes appartenant à la même classe que leur mari), le partage se fait par égales portions, sauf le prélèvement en faveur de l'aîné (*Ib.* 156). Ce prélèvement doit être du $\frac{1}{20}$ pour l'aîné, du $\frac{1}{40}$ pour le second, du $\frac{1}{80}$ pour le plus jeune. L'aîné a encore droit au meilleur de chacun des objets de la succession; le reste se partage par égales portions, et s'il n'y a pas de prélèvement, l'aîné doit avoir deux parts, le second fils une part et demie, et les plus jeunes frères une part simple. Sur sa part, chacun des frères doit donner à ses sœurs utérines non mariées de quoi les doter jusqu'à concurrence du quart de cette part (*Ib.*, 112, 113, 114, 116, 117, 118). Le droit d'aînesse et l'exclusion des filles, moyennant une dot, existaient donc dans la législation des Hindous: c'était une des conséquences des devoirs imposés à l'héritier; mais ils n'existaient que pour les dwidjas; les fils d'un soudra et d'une soudra, « fussent-ils un cent, » doivent partager également (*Ib.*, 157).

Le partage n'avait pas lieu d'ailleurs immédiatement après la mort du père lorsque la mère était survivante; tant qu'elle vivait, il y avait communauté de biens entre tous les héritiers, sous l'autorité, sous la tutelle du fils aîné. C'est lui qui remplace le père, qui doit avoir pour ses jeunes frères l'affection d'un père pour ses fils, et ses frères devront se comporter vis-à-vis de lui comme à l'égard d'un père. C'est à lui qu'incombent tous les devoirs de la famille: « Le fils aîné doit donc tout avoir. » Il a l'administration de tous les biens de la famille, comme l'avait le père lui-même; mais, après la mort de la mère, les enfants peuvent, ou bien procéder au partage, ou bien rester encore en communauté. Dans cette communauté sont compris tous les biens acquis par les enfants, à l'exception de quelques-uns dont la loi fait connaître la nature (*Ib.*, 104, 105 et suiv.).

Le père peut aussi faire lui-même un partage de présuccession entre ses enfants et disposer comme il l'entend des biens qu'il a acquis; mais il ne peut pas disposer des biens de la famille sans le consentement de ses enfants; la femme doit être comprise dans ce partage; le père peut aussi y comprendre, en leur réservant une part, les enfants qui naîtraient après le partage; sans quoi ils pourraient demander un nouveau partage (V. Gans, *Erbrecht*, I, spécialement p. 93 et suiv.).

S'il n'y a pas de descendants, c'est la femme qui succède; à défaut de la femme, ce sont les filles, et d'abord les filles non mariées; à leur défaut, sont appelés les ascendants et les collatéraux du degré le plus proche. S'il n'y a pas d'héritiers, les biens, à l'exception de ceux des brahmanes, sont par droit de déshérence attribués au roi. La succession d'un brahmane est dévolue, dans ce cas, d'abord à son précepteur spirituel ou à son élève, ou à la corporation dont il faisait partie: « De cette manière, les devoirs funèbres ne peuvent pas cesser » (*Lois de Manou*, IX, 187, 188, 189; Gans, *ib.*).

On trouve dans les livres de droit des Hindous un assez grand nombre de dispositions relatives aux objets perdus, aux trésors, à diverses espèces de contrats et aux preuves. Ces matières n'y présentent pas d'intérêt; mais le droit pénal y mérite plus d'attention. Les peines pécuniaires ou amendes

sont les plus ordinaires ; elles sont progressives et appliquées selon la qualité du coupable et de la victime ; elles croissent avec l'importance de l'une et de l'autre (*Lois de Manou*, VIII, sl. 336, 337, 338). Mais ces amendes, perçues par le roi et payées aux brahmanes, ne sont pas du tout les compositions du droit germanique. Elles reposent sur un autre principe, celui du châtimement, qui est le principe de tout le droit pénal hindou, le châtimement d'essence divine, sage dispensateur de la loi : « Le châtimement gouverne le genre humain ; le châtimement le protège ; le châtimement veille pendant que tout dort ; le châtimement est la justice, disent les sages ; c'est la crainte du châtimement qui permet à toutes les créatures mobiles et immobiles de jouir de ce qui leur est propre, et qui les empêche de s'écarter de leurs devoirs » (*Ib.*, VII, 17, 18, 15). Aussi des peines de tout genre ne sont guère épargnées aux coupables. Outre les peines pécuniaires, les amendes, il y a la confiscation qu'on rencontre assez souvent, et dont le produit revient aux brahmanes (*Ib.*, IX, 242, 244). Les autres peines sont le bannissement, la dégradation civile et religieuse, lorsqu'un homme est chassé de sa caste, l'emprisonnement, la flagellation, les mutilations, la mort par le glaive, le pal, le bûcher, l'eau, avec ou sans tourments accessoires. Les crimes le plus sévèrement punis sont le meurtre et l'assassinat, le vol manifeste avec ou sans violence, l'adultère, la fausse monnaie, l'insulte et les mauvais traitements à l'égard d'un brahmane (*Ib.*, IX, 226 et suiv. ; VIII, 267-277). Pour la femme adultère : « Si une femme, fière de sa famille et de ses qualités, est infidèle à son époux, que le roi la fasse dévorer par des chiens dans une place très-fréquentée..., qu'il condamne son complice à être brûlé sur un lit de fer chauffé à rouge... » (*Ib.*, VIII, 374, 372).

Nous avons déjà dit que le brahmane ne pouvait pas être puni de peines corporelles ; la peine de mort est remplacée pour lui par la torture et le bannissement ; la loi lui laisse alors tous ses biens (*Ib.*, VIII, 379, 380). « Il n'y a pas dans le monde de plus grande iniquité que le meurtre d'un brahmane ; c'est pourquoi le roi ne doit même pas concevoir l'idée de mettre à mort un brahmane » (*Ib.*, 384). Pour la constatation des crimes, outre les preuves, on a recours aux ordales, qui sont au nombre de cinq : la balance, le feu, l'eau, le poison et l'eau bénite. La première de ces épreuves est pour les femmes, les enfants, les brahmanes, les malades ; les autres sont pour les soudras. Celles du feu et de l'eau sont applicables aux témoins, dont la véracité est ainsi mise à l'épreuve. L'épreuve de la balance consiste en ce que l'accusé étant placé dans une balance, on met sur sa tête un écrit mentionnant son crime : si le fléau de la balance descend, il est coupable ; s'il remonte, il est innocent.

Le droit de légitime défense est entré dans la loi de Manou : « Pour sa propre sûreté, dans une guerre entreprise pour défendre des droits sacrés, et pour défendre une femme ou un brahmane, celui qui tue justement ne se rend pas coupable. Un homme doit tuer, sans balancer, quiconque se jette sur lui pour l'assassiner, s'il n'a aucun moyen d'échapper, quand ce serait son directeur, ou un enfant, ou un vieillard, ou même un brahmane né et versé dans la sainte écriture. Tuer un homme qui fait une tentative d'assassinat, en public ou en particulier, ne rend aucunement coupable le meurtrier : c'est la fureur aux prises avec la fureur » (*Manou*, VIII, 349, 350, 351).

Tel est, dans ses grandes lignes, le droit hindou, l'un des plus étranges que l'histoire présente à étudier. L'antique législation de l'Inde n'est pas sacerdotale, aristocratique ; elle est plus que cela : elle est profondément théocratique, religieuse, dans la plus sombre acception du mot. La loi de Manou nous transporte au delà du monde connu. Pour caractériser ses institutions, il faudrait inventer des mots que ne saurait fournir la langue ordinaire de la politique et du droit. Partout s'y manifeste le sentiment mystérieux d'un redoutable inconnu, la crainte, la terreur, l'horreur religieuse, la vengeance, l'expiation. Le principe rationnel n'y apparaît jamais ; elle n'a que des dogmes ; elle est dogmatique dans le sens théologique le plus rigoureux. Mais il ne serait peut-être pas juste de rendre le sentiment religieux responsable de principes aussi monstrueux. Un grand juge en matière politique et historique, Augustin Thierry, a dit que partout où l'on rencontre une peuplade d'hommes vivant sous un régime de servitude, on peut être sûr, en remontant plus haut, de trouver une conquête, et que ces hommes sont des vaincus. Les castes de l'Inde n'ont sans doute pas une autre origine. Les soudras, les parias ont dû être originairement des peuplades soumises, et la loi aura prolongé le souvenir de leur abjection, peut-être originelle. Les brahmanes auront été les premiers initiateurs. Mais, quelles

que soient les conjectures auxquelles on puisse s'arrêter, le brahmanisme, nous ne disons pas la religion, doit porter au moins la responsabilité d'avoir fixé l'injustice, immobilisé la vengeance, dans le code le plus inhumain (au sens étymologique) que le despotisme ait jamais produit.

§ 2. — DROIT MOSAÏQUE.

Les sources du droit mosaïque sont tellement connues, qu'il est à peine besoin de les indiquer. Originellement, le droit des Hébreux était coutumier. Après la captivité en Égypte, les Hébreux, échappés au joug des Pharaons, furent constitués comme nation par leur chef, Moïse, qui est resté leur grand législateur. La législation mosaïque est tout entière dans le Pentateuque, qui comprend dans ses cinq parties la Genèse, l'Exode, le Lévitique, les Nombres et le Deutéronome. Les autres livres de l'Ancien Testament contiennent, aussi épars, quelques principes de droit public, de droit religieux, de droit civil et de morale; mais les livres inspirés de Moïse restèrent toujours le code politique, religieux, civil et moral du peuple hébreu.

Indépendamment des textes de l'Écriture, les Hébreux avaient admis l'autorité de préceptes, de règles transmises oralement par la tradition. Ces préceptes, ces règles, commentés dans les écoles, furent rédigés et réunis, vers la fin du II^e siècle de l'ère chrétienne, par les soins du rabbin Jahuda Hakkadosh; ils formèrent le recueil connu sous le nom de Mischna (*lex secunda, recapitulatio*). La Mischna fut elle-même le sujet de gloses et de commentaires. De là naquirent deux nouvelles compilations, sous le titre de Gemara: l'une composée à Jérusalem, par le rabbin Jonathan, au III^e siècle; l'autre, composée à Babylone, par le rabbin Abina, vers l'an 500. La Gemara, réunie à la Mischna, s'appela, à Jérusalem et à Babylone, le Talmud, sorte de Pandectes hébraïques. Il y eut ainsi deux Talmuds: le Talmud de Jérusalem et celui de Babylone. C'est au Talmud de Babylone que la plus grande autorité est accordée par les Israélites.

Jusqu'au XII^e siècle, cette autorité du Talmud grandit parmi les Juifs au point de balancer celle de la loi mosaïque. A cette époque, un Juif illustre, Moïse Maïmonide, essaya, par un abrégé du Talmud et par de nouveaux commentaires, de ramener ses coreligionnaires à la pure doctrine de l'Écriture. Plusieurs docteurs juifs ont composé de semblables travaux. Il s'en est suivi un certain discrédit même du Talmud de Babylone. Un certain nombre de docteurs juifs en rejettent complètement l'autorité. Lorsque, en 1807, Napoléon, pour donner aux Juifs de France les mêmes garanties religieuses qu'à tous les Français, ressuscita le Sanhédrin de Gamaliel, cette assemblée déclara, au nom de leurs coreligionnaires, que les Israélites de France rejetaient le Talmud. (V. Salvador, *Histoire des institutions de Moïse*, t. I, p. 67, et t. III, p. 134; Falck, *Encyclop.*, § 139). C'est donc uniquement dans les livres de Moïse qu'il faut étudier le droit hébraïque.

La constitution politique des Hébreux était une pure théocratie; mais la loi de Moïse était loin d'avoir le caractère sombre de la loi de Manou. Après avoir vécu longtemps sous le régime d'une république fédérative et sacerdotale, composée des douze tribus d'Israël, les Juifs eurent pour chefs successivement des juges et des rois; mais au-dessus de ces chefs ils plaçaient le Maître invisible, le seul Seigneur. Les rois levaient les tributs et rendaient la justice, mais ils ne pouvaient rien entreprendre contre la propriété privée (V. *Jur. gén.*, v^e *Droit constitutionnel*, n^o 18 et suiv.).

Sous les divers régimes que les Hébreux ont traversés, on trouve au sommet des pouvoirs publics un sénat, sous le nom de Sanhédrin, composé de soixante-dix membres élus, choisis parmi les docteurs de la loi, formant le Conseil des Anciens du peuple, et chargés d'exprimer les besoins de la nation. Indépendamment de ses attributions politiques comme représentant des intérêts du peuple, le Sanhédrin avait des attributions judiciaires qui consistaient à interpréter souverainement, on pourrait dire législativement, la loi, et à prononcer dans les causes les plus importantes. C'est ainsi que le Sanhédrin jugeait les crimes d'État, faisait comparaître devant lui le grand prêtre, s'il était

accusé d'une action entraînant la peine capitale, prononçait sur les accusations dirigées contre les sénateurs, les prophètes et les chefs militaires. Des villes et même des tribus entières pouvaient être punies pour s'être abandonnées à l'idolâtrie. Dans ce cas, le grand conseil nommait les commissions qui devaient infliger la peine. Cette organisation judiciaire persista chez les Hébreux, malgré les changements qui survinrent dans l'organisation politique par l'établissement des juges d'abord, et ensuite des rois; elle survécut même à la conquête romaine; mais depuis la conquête romaine, les condamnations à mort prononcées par le tribunal des anciens ou par le Sanhédrin durent être contre-signées par le gouverneur de la province, comme nous voyons que cela eut lieu dans le procès de Jésus-Christ.

Si le Sanhédrin était la grande cour judiciaire du peuple juif, des tribunaux d'un ordre inférieur rendaient la justice ordinaire à Jérusalem et dans les autres tribus. Il y avait dans les différentes tribus des tribunaux ordinaires et des conseils des anciens des villes. Le tribunal ordinaire n'était, à proprement parler, qu'un tribunal arbitral, constitué cependant selon certaines règles. Il se composait de trois juges. Parmi ces juges, deux étaient choisis par les deux plaideurs, qui en nommaient chacun un. Le troisième juge était désigné par les deux juges nommés; mais il ne pouvait être choisi que parmi les hommes d'une science et d'une probité reconnues. Cette catégorie de notables n'était cependant pas le produit d'une vague désignation du sentiment public. La Mischna nous apprend que des assemblées publiques du peuple hébreu avaient lieu au jour du sabbat, aux premiers jours du mois lunaire et à certaines convocations solennelles. C'est dans ces assemblées que les prophètes haranguaient le peuple, et que le peuple, entre autres délibérations qu'il pouvait prendre, désignait par imposition des mains les citoyens appelés dans cette classe d'hommes recommandables où les deux juges choisis du tribunal ordinaire choisissaient eux-mêmes le troisième. Le tribunal ordinaire tenait ses séances à la porte des villes ou sur le bord des chemins; il jugeait toutes les affaires civiles ordinaires et les affaires criminelles de peu d'importance; il ne pouvait condamner qu'à la peine du fouet et à l'amende.

Si le tribunal ordinaire avait le caractère d'une juridiction arbitrale pour prononcer sur les constatations ordinaires et faciles à résoudre avec le seul secours du bon sens, le tribunal des anciens des villes avait une autorité que nous appellerions plus juridique. Il connaissait des contestations qui soulevaient les questions sur le sens de la loi. Le tribunal des anciens des villes était composé de vingt-trois membres, choisis dans le petit conseil de la ville et appartenant à des professions différentes. Outre le droit de prononcer dans les cas où il y avait à discuter sur le sens de la loi, et dans lesquels, en cas de difficulté, il devait prendre l'avis du sénat et du grand prêtre, le tribunal des anciens des villes avait seul le droit de prononcer la peine capitale. Il existait un pareil tribunal dans chacune des tribus; tous les membres pouvaient être récusés.

Le droit mosaïque avait cela de particulier, que, quoique théocratique, puisque la loi avait été révélée, il avait pour principe l'égalité civile et politique. Mais l'étranger ne participait pas aux droits du peuple juif; il ne pouvait même se fixer en Palestine, pour y vivre privé de la jouissance des droits civils et politiques, qu'avec une autorisation. S'il voulait obtenir les droits d'Israélite, il devait se faire prosélyte, c'est-à-dire obtenir une naturalisation religieuse. Quoique l'Écriture soit remplie de malédictions contre les ennemis du peuple de Dieu, cependant la loi de Moïse est d'une mansuétude remarquable à l'égard de l'étranger : Ne maltraitez pas l'étranger; car vous savez ce que c'est qu'être étranger, l'ayant été vous-mêmes en Égypte : *Peregrino molestus non eris, scitis enim advenarum animas quia et ipsi peregrini fuistis in terra Egypti* (Exod., XXIII, 9). Ailleurs, Moïse fait un devoir de traiter l'étranger comme un citoyen, de l'aimer comme soi-même : *Si habitaverit advena in terra vestra, et moratus fuerit inter vos, non exprobrete ei; sed sit inter vos quasi indigena, et diligetis eum quasi vosmetipsos : fuistis enim et vos advenæ in terra Egypti* (Levit., XIX, 33 et suiv.). Il assimile même en plusieurs endroits l'étranger à la veuve et à l'orphelin, comme plus spécialement dignes de protection et d'égards (Deut., XXIV, 18 et suiv.; XXVII, 19). Il leur ouvre, comme à l'Israélite lui-même, les villes d'asile (Num., XXXV, 15); mais il permet de prêter à intérêt à l'étranger, tandis qu'il défend un semblable prêt à l'égard des Israélites : *Non fœnerabis fratri tuo ad usuram pecuniam, nec fruges, nec quamlibet aliam rem, sed alieno* (Deut., XXIII, 19).

La loi de Moïse admettait l'esclavage; elle eût fait autrement exception à toutes les législations de l'antiquité. Mais la servitude y était humaine, sans dureté. Pour les Israélites, l'état d'esclave se confondait avec celui de serviteur. L'esclavage ainsi entendu pouvait provenir de plusieurs causes, notamment de la vente que des hommes libres faisaient d'eux-mêmes. Il n'était alors que temporaire. L'esclave devenait, en effet, libre de plein droit à l'expiration de la sixième année ou à l'avènement de l'année du Jubilé, lui et les siens, s'ils n'avaient pas été déjà affranchis moyennant rachat. Tout esclave pouvait se racheter lui-même ou être racheté par ses parents; c'était même un devoir imposé à ceux-ci lorsque leur parent était l'esclave d'un étranger, sauf remboursement du prix à l'acheteur, à moins qu'il ne fût dans l'impossibilité de faire ce remboursement; et alors il était libéré de son obligation à l'époque du Jubilé (*Levit.*, XXV, 39 à 55). Si le maître maltraite son esclave et lui crève un œil, ou lui casse une dent, il devra le renvoyer libre (*Exod.*, XXI, 26-27). De même, si le maître fiance à son fils une jeune esclave et que le fils refuse ensuite de l'épouser, il devra la pourvoir et la doter, sinon elle sera libre (*Exod.*, XXI, 7 et suiv.). Il en est de même si le maître a voulu épouser sa captive et qu'elle ne lui plaise plus; il devra la renvoyer libre, sans pouvoir désormais la vendre ni l'opprimer sous sa puissance (*Exod.*, XXI, 10-14). Ainsi Moïse, tout en maintenant l'esclavage, cette institution générale de l'antiquité, qu'il ne peut pas supprimer chez les Hébreux, ne lui laissa pas du moins ce caractère de rigueur et d'inhumanité qu'il eut chez les autres peuples, même les plus policés, et prépara ainsi l'affranchissement définitif que la loi nouvelle devait progressivement opérer.

Le caractère et les formes du mariage n'ont pas été déterminés dans la législation mosaïque avec la précision à laquelle on pourrait s'attendre. Originellement, le mariage avait la forme d'un achat et n'était pas sans analogie avec la *coemptio* du droit romain. Le prix était payé aux parents de la femme, au moins avant Moïse, au temps de Jacob et de Laban. La polygamie était reconnue. Non-seulement elle existait au temps des patriarches, mais encore elle persista dans la loi de Moïse et après (*Deut.*, XXI, 15-17; I *Reg.*, I, 2 et suiv.). On sait à quel degré la pratiquèrent les rois David et Salomon (I *Reg.*, XVIII, 27; II *Ibid.* III, 2). Le mariage plaçait la femme dans un état d'infériorité à l'égard du mari. Le droit de répudiation n'appartenait qu'à lui seul; la femme était soumise à sa puissance, conformément à cette parole de la Genèse : *Eris sub potestate viri et ipse dominabitur tibi* (*Genes.*, III, 16).

Le mariage était toujours précédé des fiançailles, et ce lien était si fort entre les deux fiancés, que la fiancée infidèle, aussi bien que la femme adultère, était punie de mort par lapidation avec son complice (*Deut.*, XXII, 22 et suiv.). L'état de défloration de la fiancée avant le mariage n'était pas seulement un motif de répudiation, mais une cause de nullité de mariage; il était même puni de mort s'il y avait fraude (*Ib.*, 13). Il y avait empêchement de mariage en ligne directe et en ligne collatérale entre les frères et sœurs, l'oncle et la nièce, la tante et le neveu. Mais, comme le but du mariage était la procréation des enfants, que la loi mosaïque encourageait par tous les moyens, si un mariage avait été stérile, la veuve sans enfants pouvait exiger, six mois après la mort de son mari, que l'un des frères germains ou consanguins du mari, habitant avec lui, l'épousât : *Et suscitabit semen fratris sui, et primogenitum ex ea filium nomine illius appellabit, ut non deleatur nomen ejus ex Israel* (*Deut.*, XXV, 5). C'est ce que l'on nomme dans les commentaires de l'Écriture la *léviration* ou le *lévirat* (du latin *levir*, frère du mari).

La loi donnait une sanction à ce droit de la veuve sans enfants du frère. « S'il ne veut pas épouser la femme de son frère, qui lui est due en vertu de la loi, la femme ira à la porte de la ville, et, là, elle interpellera les anciens, en leur disant : « Le frère de mon mari ne veut pas susciter en Israël le nom de son frère (lui donner un héritier de son nom) ni me prendre pour épouse. » Et aussitôt ils le feront appeler et ils l'interrogeront. S'il répond : « Je ne veux pas la prendre pour femme, » la femme s'avancera vers lui, en présence des vieillards, lui ôtera sa chaussure du pied et lui crachera à la face, et dira : « Qu'ainsi soit traité tout homme qui ne veut pas élever la maison de son frère, et sa maison sera désormais appelée en Israël la maison du déchaussé » (*Deut.*, XXV, 7-11). La léviration n'était pas une coutume propre aux Hébreux; on la trouve dans l'Inde et en Égypte. C'était une de

ces institutions des peuples asiatiques, comme la polygamie et la répudiation, que Moïse dut conserver par respect pour d'anciennes mœurs.

La puissance paternelle était absolue chez les Hébreux. Sous les patriarches, elle autorisait l'immolation du fils par le père, comme on le voit dans l'histoire d'Abraham. Moïse la restreignit considérablement. Il proscrivit, sous peine de mort, les sacrifices des fils et des filles offerts à Dieu, et il ne permit plus au père de prononcer sur le sort d'un fils coupable : « Si un homme a engendré un fils rebelle et insolent, qui n'obéit pas aux ordres de son père et de sa mère, et qui refuse avec mépris de se soumettre, ils se saisiront de lui et le conduiront devant les anciens, à la porte de la ville, et ils leur diront : Notre fils que voilà est un insolent et un insoumis ; il méprise nos avis et passe sa vie dans la débauche, la dissipation et les festins. Le peuple le lapidera jusqu'à ce qu'il meure » (*Deut.*, XXI, 18 et s.). Le père, poussé par la misère, peut vendre sa fille, mais il ne peut pas également vendre son fils (*Exod.*, XXI, 7). — Il n'est pas question dans la loi de Moïse des biens acquis par les enfants en la puissance du père. Mais la loi dispose que la promesse accompagnée de serment, ou le vœu fait par la jeune fille sous la puissance du père (*in domo patris, in puellari ætate*), ou par la femme, sont obligatoires, si le père ou le mari, ayant connaissance du vœu ou de l'obligation, n'a point élevé de contradiction (*Num.*, XXX, 5 et s.).

La puissance du père n'était pas perpétuelle ; elle cessait à la majorité, ou plutôt à la puberté des enfants. Il n'y avait pas d'autre source de la puissance paternelle que la paternité. L'adoption n'était pas en usage chez les Hébreux ; Mardochee, il est vrai, dit l'Écriture, adopta sa nièce Esther : *Mortuisque patre ejus ac matre, Mardocheus sibi eam adoptavit in filiam* (*Esther*, II, 7). Mais il s'agit ici plutôt de la manière dont Mardochee traita la fille de son frère que d'une véritable adoption. Et s'il fallait admettre que ce fût une adoption véritable, peut-être faudrait-il la rattacher plutôt au droit des Perses qu'à celui des Hébreux.

La propriété des terres avait été constituée chez les Hébreux d'une manière particulière : elle avait pour origine première un partage. Après avoir échappé au joug des Pharaons, les Israélites, sous la conduite de divers chefs militaires, et notamment de Moïse, durent conquérir successivement, comme on le voit au Livre de Josué (cap. XII), tout le pays au delà du Jourdain, depuis le torrent d'Arnon jusqu'à la montagne de Hermon. Les pays conquis furent successivement partagés entre les divers tribus. Une d'elles fut exceptée, la tribu de Lévi. Cette tribu, où se recrutait le sacerdoce, avait seulement en dédommagement la dîme des fruits, plus des maisons et des jardins dans quarante-huit villes de la Judée, afin de pouvoir expliquer partout la loi aux Hébreux. Après le premier partage entre les onze tribus, il y avait eu un second partage dans chaque tribu entre les familles qui la composaient. Comme la terre conquise était la terre de Dieu, et le peuple conquérant le peuple de Dieu, *advenæ et coloni*, la terre ne pouvait être vendue, et si elle avait été vendue, le vendeur ou ses enfants ou proches parents avaient le droit de la racheter (*Levit.*, XXV, 23, 24, 25). La loi réglait le mode du rachat : le vendeur devait payer à l'acheteur tous les produits de la terre depuis l'année de la vente (*Ib.*, 26 et 27). Si le vendeur ne trouvait pas de quoi racheter sa terre, la terre restait entre les mains de l'acheteur jusqu'à l'année du Jubilé. Au Jubilé, l'acheteur sortait de sa terre et le vendeur rentrait dans sa possession (*Ib.*, 28). — Pour les maisons situées dans les villes closes de murailles, le temps du rachat ne durait qu'une année ; après l'expiration de cette année, l'acheteur restait propriétaire à toujours et ne sortait plus de sa maison, même au Jubilé (*Ib.*, 29 et 30).

Cette année du Jubilé revenait tous les cinquante ans (*Levit.*, XXV, 41). C'était l'année du grand pardon. Ceux qui avaient vendu leurs terres rentraient dans leurs possessions, et ceux qui avaient été vendus comme esclaves étaient rendus à la liberté. On comprend, abstraction faite de toute considération économique, combien l'institution du Jubilé était heureuse pour assurer la perpétuité de la loi mosaïque et maintenir les bases qu'elle avait données à la propriété des terres. Pendant l'année jubilaire, on ne semait ni ne plantait ; la fertilité de l'année précédente, promise par la loi de Dieu, devait dispenser de ce soin. Indépendamment de l'année jubilaire, il y avait l'année sabbatine, qui revenait tous les sept ans, pendant laquelle les travaux des champs étaient suspendus et les peines corporelles n'étaient pas infligées (*Levit.*, XXV, 4 et suiv., 41 et suiv.). On ne pouvait ni moissonner ni ven-

danger pendant les années jubilaires et sabbatines, mais seulement cueillir ce qui naissait de soi-même pour la nourriture de la famille, des esclaves, des bêtes de service et des troupeaux (*Levit.*, XXV, 5, 6 et 7).

Avec une telle constitution de la propriété territoriale, l'occupation était le principal moyen d'acquérir, en ce qu'il pouvait conduire à un droit de propriété incommutable. Lorsqu'un fonds de terre n'avait pas de maître, ou qu'un objet mobilier avait été abandonné, ils appartenaient au premier occupant. — Lorsque la propriété, sous les réserves qui viennent d'être exposées, était transmise, la vente était accompagnée d'actes symboliques; quand, notamment, un parent voulait céder ses droits à son parent, il ôtait sa chaussure et la donnait à ce parent, selon la coutume rapportée dans le livre de Ruth (IV, 17). — L'ensemble du droit qui vient d'être exposé témoigne du respect dont la propriété était l'objet dans la loi et les mœurs des Hébreux. Aussi cite-t-on comme un fait unique dans l'histoire du peuple juif le crime d'Achab, qui dut recourir à une fausse accusation pour usurper la vigne que Naboth refusait de lui vendre, et pour cela souleva tout le peuple contre lui.

Le droit de succession est réglé par plusieurs textes de la loi de Moïse. Mais il ne s'agit jamais dans les textes du Pentateuque que de la succession *ab intestat*; car la succession testamentaire, quoi qu'en aient pensé certains écrivains, n'a jamais été reconnue dans la loi mosaïque. Il y a plus, la loi défend expressément de changer l'ordre établi parmi les héritiers (*Deut.*, XXI, 16). Cela se comprend; il n'en pouvait être autrement, si l'on songe au caractère du régime de la propriété tel qu'il vient d'être exposé. La faculté de tester eût rendu sans objet et impossible le régime de la propriété établi dans le Lévitique.

Quand un homme meurt, ses fils lui succèdent. A défaut de fils, ce sont ses filles. S'il n'y a pas de filles, les frères sont appelés; à défaut de frères, les frères du père ou oncles paternels. S'il n'y a pas de frères du père, la succession est attribuée au plus proche parent (*Num.*, XXVII, 7 et suiv.). Mais les fils, s'il y en a plusieurs, ne partagent pas également. Le droit d'aînesse a été reconnu de tout temps, avant comme après Moïse. On trouve dans le Deutéronome : *Si habuerit homo uxores duas, unam dilectam et alteram odiosam, genuerintque ex eo liberos, et fuerit filius odiosæ primogenitus, volueritque substantiam inter filios dividere : non poterit filium dilectæ facere primogenitum, et præferre filio odiosæ. Sed filium odiosæ agnoscet primogenitum, dabitque ei de his quæ habuerit cuncta duplicia : iste enim est principium liberorum ejus et huic debetur primogenita* (*Deut.*, XXI, 15 et suiv.). Le droit d'aînesse consistait, comme on voit, en une part double de celle attribuée à chaque autre enfant. Mais les enfants mâles jouissaient seuls du droit d'aînesse; les filles appelées à succéder partageaient toujours également. S'il y avait dans la succession des biens patrimoniaux, elles ne pouvaient se marier qu'avec des hommes de leur tribu, afin que les biens ne fussent pas dévolus à une autre et ne modifiassent pas le partage primitif du sol. Si elles se mariaient hors de leur tribu, elles étaient exclues de la succession. *Nubant quibus volunt tantum ut suæ tribus hominibus, ne commisceatur possessio filiorum Israel de tribu in tribum* (*Num.*, XXXVI, 6, 7 et suiv.). Les descendants de ces filles excluaient les oncles paternels. Quant aux enfants naturels, ils ne succédaient pas avec les enfants légitimes (*Jud.*, XI, 1-2).

L'étude du droit pénal dans la loi mosaïque ne présente pas le même intérêt que celle du droit politique et civil (V. *les Études sur le droit criminel des anciens*, de M. Thonissen, 1869, 2 vol. in-8°). Il y a cependant quelques textes à relever. Ainsi la loi du talion fut toujours en vigueur chez les Hébreux, ou tout au moins le principe du talion. Vie pour vie, œil pour œil, dent pour dent, main pour main, pied pour pied, feu pour feu, blessure pour blessure, coup pour coup (*Exod.*, XXI, 23 et suiv.) : telles étaient les prescriptions de la loi; mais on a douté qu'elles eussent été jamais appliquées. Moïse en tempéra d'ailleurs la rigueur, en remplaçant dans certains cas les peines corporelles par des peines pécuniaires, lorsqu'il s'agissait de crimes contre la propriété, et en établissant le droit d'asile. Lorsque l'homicide était involontaire, le coupable restait à l'abri du châtiment et de la vengeance des parents dans les villes de refuge; mais s'il était reconnu coupable de meurtre ou d'assassinat, l'asile ne le protégeait pas, et après qu'il avait été jugé et condamné, on lui appliquait la peine de son crime (*Num.*, XXXV, 6; *Deut.*, IV, 42).

C'était une croyance parmi les Juifs, que la justice divine poursuit l'iniquité du père sur les en-

fants jusqu'à la troisième ou quatrième génération (*Exod.*, XX, 5). Cependant Moïse ne fit pas de ce dogme un principe de droit humain : « Les pères ne seront pas mis à mort pour leurs enfants coupables, ni les enfants pour leurs pères ; mais chacun sera mis à mort pour son propre péché » (*Deut.*, XXII, 16). Les crimes contre la Divinité, tels que l'idolâtrie, le sacrilège, le blasphème, étaient punis de la mort par lapidation, de même que ceux contre la famille, comme l'adultère, la violence faite à la fiancée d'un autre, etc. Si la femme adultère est fille d'un prêtre, elle est brûlée vive (*Levit.*, XXI, 9). La loi punissait également de mort tout outrage, tout acte de rébellion du fils contre ses parents (*Exod.*, XXI, 15, 17 ; *Deut.*, XXI, 18, 21). La mort était encore infligée pour l'inceste, la sodomie, l'infanticide (*Levit.*, XVIII, XX ; *Deut.*, XXVII ; *Exod.*, XXI). La violence faite à une jeune fille obligeait le coupable à l'épouser sans qu'elle pût jamais être répudiée, ou à la doter si le père ne consentait pas au mariage (*Exod.*, XXII, 16). Les blessures suivies de mort violente entraînaient la peine capitale : *Qui percusserit et occiderit hominem, morte moriatur*. Les simples blessures devaient être punies, mais le texte ne dit pas de quelle peine : *Qui percusserit hominem, punietur*. En dehors de la peine du talion, cette peine ne pouvait consister que dans une réparation civile (*Levit.*, XXIV, 17, 22 ; *Num.*, XXXV, 16 et suiv.). Toute transaction pécuniaire était interdite pour l'homicide : *Non accipietis pretium ab eo qui reus est sanguinis, statim et ipse morietur* (*Num.*, XXXV, 31). C'était le parent de la victime qui était l'*ultor sanguinis*, et qui avait le droit de poursuivre et de tuer le meurtrier hors des villes de refuge (*Ib.*, 26 et suiv.). L'institution de ces villes tempérant ainsi le droit de vengeance et assurait à l'accusé, avec un délai pendant lequel les haines devaient s'éteindre, le jugement de sa cause par les voies légales. Le faux témoignage était puni de la peine qui aurait été infligée à celui contre qui il avait été rendu (*Deut.*, XIX, 16-19). On sait, au surplus, que dans la législation mosaïque l'attestation d'un seul témoin ne suffisait pas pour entraîner une condamnation (*Ib.*, 15). La loi pénale protégeait également l'Israélite et l'étranger : *Æquum judicium sit inter vos, sive peregrinus, sive civis peccaverit* (*Levit.*, XXIV, 22).

Les peines prononcées dans la législation mosaïque étaient, sans parler du talion : 1° la peine de mort par la lapidation, empruntée à la nature du sol déjà avant Moïse ; par le feu, sur le bûcher ou dans une chaudière bouillante ; par la décapitation au moyen du glaive ; par la strangulation. Les autres modes d'infliger la mort, bien qu'ayant pu être appliqués en fait, n'étaient pas reconnus par la loi ; 2° la flagellation par la bastonnade : le nombre de coups ne pouvait pas excéder quarante ; l'application s'en faisait en présence des juges, et précédait quelquefois celle de la peine capitale (*Deut.*, XXV, 1 et suiv.) ; 3° les peines pécuniaires, qui, dans le cas de vol, par exemple, pouvaient s'élever jusqu'au quintuple de la chose volée. Si le voleur ne pouvait payer, il était vendu au profit du propriétaire volé (*Exod.*, XXII, 1-4). Le voleur de nuit pris sur le fait pouvait être impunément tué (*Ib.* XXV, 2) ; 4° la confiscation. — L'emprisonnement n'est pas mentionné dans la loi mosaïque ; il n'était qu'un moyen de s'assurer de l'accusé pendant l'instruction ; la torture ne figure nulle part.

Peut-on découvrir dans cette esquisse du droit pénal mosaïque un principe dominant, auquel se rapportent toutes ces dispositions éparses ? Oui, il est facile d'y reconnaître le principe de l'intimidation et de l'exemplarité, se combinant quelquefois avec celui de l'expiation. La loi mosaïque n'est pas absolument vengeresse, elle a encore en vue le mal à prévenir. C'est à peu près ce que dit la loi même : *Cumque diligentissime perscrutantes invenerint falsum testem dixisse contra fratrem suum mendacium, reddent ei sicut fratri suo facere cogitavit, et auferes malum de medio tui, ut audientes cæteri timorem habeant et nequaquam talia audeant facere* (*Deut.*, XIX, 18-20). Le droit civil n'est pas constitué sur des principes moins certains. Après l'exposé qui précède, il serait inutile de louer l'immense supériorité de ce droit, surtout comparé au droit hindou. Que l'on écarte quelques dispositions particulières commandées par des circonstances de temps, de mœurs ou de climat, et la législation religieuse, morale et civile de Moïse restera un éternel chef-d'œuvre de profonde sagesse. Tous les législateurs qui l'ont connue s'en sont inspirés ; il ne viendra jamais un temps où les sages auront le droit de la négliger.

§ III. — DROIT HELLÉNIQUE.

En passant d'Asie en Grèce, on entre dans un monde nouveau. Au lieu des mystérieuses profondeurs de ce droit oriental, tout empreint d'un sentiment indistinct de terreur religieuse, les législations de la Grèce offrent à l'esprit les clartés, trop souvent, il est vrai, courtes ou décevantes, de la raison humaine. Plus de castes, plus d'autorité parlant, commandant au nom d'une puissance invisible. Nul mystère entre la raison de l'homme et la loi. Plus de dogmes ni civils ni politiques. La raison seule, avec sa noblesse, mais aussi ses faiblesses et ses fausses lueurs : tel est le principe du droit de la Grèce. Si la liberté n'y est pas assurée et garantie partout, au moins n'a-t-elle pas à lutter contre une puissance d'une nature étrangère à la sienne. L'organe, l'interprète de la loi, n'est plus le représentant de la Divinité parmi les hommes. Sans doute, les premiers législateurs de la Grèce se présentaient comme inspirés de la divinité que les peuples honoraient : Minos de Jupiter, Zaleucus de Minerve, Lycurgue d'Apollon ; mais ils ne fondaient qu'un droit humain.

Le premier droit, en Grèce comme ailleurs, fut coutumier. Plus tard, on recueillit les coutumes ; on en fit des chants qui devinrent populaires. Ces chants (*νόμοι* ; le mot signifie à la fois chants et lois) ne se conservaient, à Sparte, que dans la mémoire du peuple, et furent les lois de Lycurgue. A Athènes, Solon (an 564 av. J. C.) les fit écrire et sculpter sur des tables de bois qui se conservaient dans l'Acropole. Il paraît que, dès avant Solon, Thésée fit graver quelques préceptes législatifs sur une colonne de pierre qui existait encore au temps de Démosthènes. C'est de cette différence de la forme du droit de ces deux cités que Justinien fait dater, sans trop de raison, la distinction du droit écrit et du droit non écrit (*Inst.*, liv. I, tit. II, § 10). Quoi qu'il en soit, les Tables de Solon, dont la première était relative à l'exportation du froment, n'étaient pas rangées dans un ordre meilleur que ne le fut, plus tard, à Rome, la loi des Douze Tables. Avec le temps, le droit athénien se forma, se développa par des décrets du peuple ou autres. Aucun monument de ce droit n'est parvenu jusqu'à nous ; nous ne le connaissons, imparfaitement, que par les écrits des orateurs, des philosophes et des historiens.

Avant d'esquisser le droit civil et criminel d'Athènes, il est indispensable de dire quelques mots de l'organisation politique, administrative et judiciaire de cette cité fameuse, bien que cette matière ait été déjà traitée ailleurs (*V. Jur. gén.*, v° *Organ. adm.*, n° 7 et suiv.). — Le territoire athénien était divisé en quatre tribus appelées *phyles*, subdivisées en *phratries*, et les phratries en *dèmes* ou bourgs. Chaque division territoriale avait à sa tête un magistrat, *phylarque*, *phratriarque*, *démarque*, investi, dans sa circonscription, de fonctions administratives et judiciaires. Les premiers magistrats de la république étaient les *archontes*, au nombre de neuf ; ils se partageaient l'administration générale et avaient quelques attributions judiciaires. Les détails de l'administration générale étaient dans les mains de nombreux fonctionnaires subordonnés.

Les affaires générales étaient délibérées par le peuple athénien tout entier dans ses assemblées ou *ecclésiés*. A Athènes, tout citoyen avait droit de suffrage, à moins de cause d'indignité, même les mercenaires composant la quatrième des classes établies par Solon. Pour préparer les délibérations du peuple dans les *ecclésiés*, il y avait un sénat composé, dans les derniers temps, de cinq cents membres tirés au sort, dans chaque phyle, parmi les citoyens les plus éminents. Quand un projet de décret avait été arrêté par le sénat, il était porté devant l'assemblée du peuple, et les orateurs étaient admis à le discuter. Tout décret devait avoir été sanctionné par le peuple ; autrement le décret n'avait d'autorité que pendant la durée du sénat qui l'avait rendu, et le tirage au sort pour la formation du sénat se renouvelait chaque année.

L'organisation judiciaire athénienne était aussi démocratique que l'organisation politique et administrative. Les trois premiers archontes, l'*éponyme*, le *roi* et le *polémarque*, avaient chacun un tri-

bunal où ils rendaient la justice avec l'aide de deux assesseurs nommés *proèdres*. Les six autres archontes, désignés sous le nom de *thesmothètes*, jugeaient concurremment avec les premiers, mais seulement en première instance, les dénonciations publiques et les plaintes des citoyens. L'appel de leur jugement était alors porté, d'après une loi de Solon, au tribunal des *héliastes*. Outre cette juridiction, les thesmothètes en exerçaient une autre dans les affaires de commerce et de police. Ils formaient alors pour ces causes un tribunal, et prononçaient tous ensemble. Enfin ils fixaient les audiences des tribunaux inférieurs ou jugeaient les différends administratifs, chacun dans les matières formant l'objet de son administration. La constitution de ces tribunaux inférieurs ne nous est que très-imparfaitement connue.

Les héliastes formaient un corps de six mille citoyens âgés d'au moins trente ans et désignés par le sort parmi les citoyens jouissant d'une bonne renommée et n'étant pas débiteurs du trésor public. Les héliastes, ainsi nommés de ce qu'ils siégeaient sur la place Héliée (au soleil), connaissaient de l'appel des jugements des archontes rendus sur une dénonciation publique ou la plainte d'un citoyen. En outre, ils connaissaient des causes les plus graves et des délits politiques. C'est devant le tribunal des héliastes que comparut Socrate. Ils jugeaient alors soit tous ensemble, soit par commission de cinq cents, de mille ou de quinze cents.

Mais au-dessus de toutes les juridictions et de toute l'administration dominait l'*Aréopage*, qui fut une partie de la gloire de la république athénienne. L'Aréopage avait la garde des lois et la surveillance de toute l'administration; sa juridiction était illimitée et s'étendait à tous les objets. Les causes qui y ressortissaient exclusivement étaient celles d'abord relatives au culte des dieux : c'est ainsi que nous voyons saint Paul conduit devant l'Aréopage comme enseignant une religion nouvelle. L'Aréopage était ce que nous appellerions une haute cour criminelle, et jugeait les crimes d'État. Sur ce point, sa juridiction paraît se confondre avec celle des héliastes. Il est permis de penser avec Schœmann, dans ses *Antiquités grecques*, que la différence entre la juridiction de l'Aréopage et celle des héliastes consistait en ce que les héliastes ne jugeaient que sur les accusations formellement portées par les citoyens, tandis que l'Aréopage, investi d'une mission de censure, procédait d'office à la poursuite du crime; le premier de ces tribunaux n'instruisait pas les affaires dont il était saisi, il les recevait tout instruites. L'Aréopage, au contraire, instruisait et jugeait. Le même Schœmann croit aussi que l'Aréopage avait seul le droit de sévir contre les magistrats. L'Aréopage, qui représentait dans la constitution politique l'élément conservateur, se recrutait, comme tous les pouvoirs à Athènes depuis Solon, à l'exception cependant du sénat et du corps des héliastes, par l'élection; mais il pouvait, dans les élections, écarter des candidats qu'il ne croyait pas suffisamment dignes.

Abordons maintenant le droit civil et le droit criminel. En voici les principaux traits. — A Athènes, les personnes se divisaient en trois classes : les citoyens, les étrangers et les esclaves. Parmi les citoyens, on comptait quelques anciennes familles qui se rattachaient, par leur origine, aux fondateurs de la cité; ces citoyens jouissaient de quelques honneurs particuliers et avaient des droits politiques plus étendus. On adjoignait à cette classe, investie de quelques privilèges, les généraux qui s'étaient distingués dans la guerre et les hauts fonctionnaires qui avaient signalé leur administration par de grandes mesures. On était citoyen par droit de naissance ou par acquisition des droits de cité. La qualité de citoyen n'était accordée à l'étranger que s'il avait rendu un service éclatant à la cité, ou s'il avait abandonné sa patrie pour se fixer définitivement à Athènes. Dans les derniers temps de la république athénienne, le droit de cité fut souvent accordé comme un honneur à des princes ou à des personnages illustres, qui conservaient néanmoins leur nationalité. La concession de la qualité de citoyen ne pouvait être faite que par le peuple assemblé. Il fallait deux assemblées successives du peuple. Chaque assemblée devait être composée d'au moins six mille citoyens votants; le vote était secret.

Quoique l'égalité civile et politique fût de droit à Athènes, cependant l'intégralité des droits civils et politiques n'était pas nécessairement afférente à la qualité de citoyen. Ainsi, ceux qui étaient devenus citoyens par acquisition des droits de cité (*δημοπολιται*) ne pouvaient arriver au sacerdoce ni à la dignité d'archonte; ils n'étaient pas inscrits dans les subdivisions de la tribu appelées phratries

et ne pouvaient y voter. Les citoyens mêmes avaient été divisés, par Solon, en quatre classes, marquées chacune par l'importance de la richesse. La quatrième, de ces classes, celle des mercenaires, était exclue des magistratures publiques, quoique les mercenaires fussent citoyens et aptes à prendre part aux délibérations publiques. Enfin, au-dessous des citoyens, il y avait ceux que quelque condamnation ou quelque note avaient atteints; on les nommait *ἔτιμοι*. L'atimie était perpétuelle ou temporaire; elle était aussi complète ou partielle; ceux qui en étaient atteints à un degré quelconque ne pouvaient ni se rendre à l'Agora, ni assister aux sacrifices publics, ni plaider une cause en justice (V. Schœmann, *Antiquitates juris publici Græcorum*, pars V, cap. 1 et 2).

Les étrangers étaient en grand nombre à Athènes, attirés par la douceur des mœurs, l'éclat des lettres, des arts et des sciences, dont cette cité privilégiée était le foyer, et quelquefois par l'amour du gain. Ces fêtes fameuses, qui faisaient l'orgueil du peuple athénien dans ses beaux jours et dont Périclès lui faisait honneur, avaient aussi pour les cités voisines un attrait tout-puissant. Chez le peuple hospitalier d'Athènes, la condition des étrangers était meilleure que partout ailleurs, quoique bien inférieure à celle des citoyens. Ils ne pouvaient, ni posséder des fonds dans l'Attique, ni contracter des mariages avec les citoyens, ni ester en justice sans l'assistance d'un citoyen remplissant pour eux l'office de patron, sous peine d'être réduits en esclavage. Ils payaient un tribut annuel qui variait selon la qualité des personnes, plus un impôt pour l'exercice de certaines professions, plus les frais de certaines cérémonies publiques. Il leur arrivait souvent aussi d'être soumis aux charges du service militaire sur terre et sur mer; mais ces charges et restrictions avaient une ample compensation morale. C'est à l'Aréopage qu'il appartenait d'accorder à l'étranger le droit de s'établir et de résider dans l'Attique; mais c'est le peuple seul qui, par un décret, pouvait le relever des charges ou des incapacités dont il était frappé. Dans tous les cas, sa sûreté personnelle était assurée; il avait des juges particuliers : c'était le polémarque à Athènes (V. Schœmann, *ubi supra*).

Les esclaves étaient très-nombreux dans l'Attique. Il paraît que sur une population d'un demi-million d'habitants, ils ne s'élevaient pas au nombre de moins de quatre cent mille. Parmi ces esclaves, soit transportés du dehors, soit captifs de guerre, soit esclaves originaires, soit réduits à leur condition par l'effet d'une condamnation, les uns étaient publics, appartenaient à l'État, et remplissaient diverses fonctions auprès des magistrats ou exerçaient certains métiers; les autres, privés, étaient attachés comme serviteurs à la maison du maître, cultivaient les champs, ou bien exerçaient quelque industrie sous l'autorité d'un chef ou bien à part. Dans ce dernier cas, l'esclave payait au maître une partie des produits de son travail. D'autres tenaient des tavernes, faisaient le commerce et la banque pour le compte de leur maître. La condition des esclaves publics n'était guère différente de celle des étrangers. Quant à celle des esclaves privés, elle était plus douce que partout ailleurs. Le maître n'avait pas sur eux droit de vie et de mort; ils pouvaient échapper aux mauvais traitements en se réfugiant dans le temple de Thésée et en contraignant le maître à les vendre. Celui-ci avait d'ailleurs une action pour les injures graves dont son esclave avait été victime. Il arrivait souvent que l'esclave se rachetait au moyen de son pécule. Bien que quelques-uns fussent, par leur talent et leur intelligence, au-dessus de leur condition, que rien dans leur costume ne rappelait, ils étaient exclus des gymnases et des assemblées du peuple, religieuses ou politiques, et ne pouvaient ester en justice, si ce n'est comme témoins dans le cas de meurtre; mais alors ils pouvaient être mis à la torture. Ils étaient placés sous la juridiction spéciale des magistrats chargés de la police de la cité, et les peines auxquelles ils étaient soumis étaient plus dures que celles qui étaient infligées aux hommes libres. Cependant l'esclave pouvait être appelé à servir, principalement dans l'armée navale; il pouvait même, par de hauts faits, mériter la liberté ou même le droit de cité. Quant à l'affranchi, sa condition était celle de l'étranger domicilié; il avait pour patron son ancien maître; mais, comme l'étranger, il pouvait devenir citoyen par un décret de l'assemblée du peuple. L'affranchissement par testament ou par acte entre vifs n'était soumis à aucune condition particulière de forme ou autre; quelquefois il avait lieu en masse, comme mesure politique, pour incorporer les esclaves affranchis dans les armées d'Athènes (V. Schœmann, *ubi supra*).

La législation athénienne honorait et favorisait le mariage; non-seulement les enfants issus de

justes noces avaient seuls les droits de famille, mais encore ils avaient dans la cité une plénitude de droits que n'avaient pas ceux nés en dehors du mariage. Le mariage n'était permis qu'entre citoyens ou au moins avec des étrangers autorisés à le contracter. La polygamie n'était pas reconnue à Athènes; les habitants de l'Attique faisaient remonter à Cécrops l'institution du mariage monogamique. Cependant on reconnaissait, à côté du mariage, le concubinat légal, à peu près tel qu'il exista à Rome. La forme du mariage avait été originairement, comme dans toutes les législations primitives, celle de l'achat, et le prix était payé aux parents. Plus tard, il prit celle d'une convention rédigée par écrit et accompagnée vraisemblablement de cérémonies religieuses. Les seconds mariages étaient vus défavorablement. L'adultère de la femme autorisait le mari à la tuer avec son complice quand le délit était flagrant; il autorisait et même commandait au mari la répudiation, sous peine d'encourir l'atimie. Le divorce pouvait avoir lieu du consentement des deux époux.

La loi ne fut jamais sévère en ce qui concernait les empêchements de mariage : anciennement, les mariages entre ascendants et descendants furent seuls prohibés; plus tard, ceux entre enfants de la même mère le furent également. On justifiait cette extrême tolérance par ce motif que les biens devaient, autant que possible, rester dans la même famille.

L'adoption était permise quand il n'y avait pas d'enfants issus du mariage. Elle était même vue avec faveur, comme un moyen d'empêcher les familles de s'éteindre. S'il n'y avait que des filles, pour que l'adoption fût valable, il fallait que l'adoptant donnât en mariage l'une de ses filles à l'adopté. La naissance d'un fils de l'adoptant postérieurement à l'adoption ne la rompait pas; les deux fils, le fils naturel et le fils adoptif, étaient alors égaux dans la famille. Il n'y avait que les citoyens qui pussent être adoptés. Cette adoption pouvait avoir lieu par acte entre vifs ou par testament; mais elle ne devenait définitive que par l'inscription de l'adopté sur les registres de la phratrie de l'adoptant, inscription qui pouvait être contestée et qui n'avait lieu qu'autant que les conditions requises pour l'adoption étaient reconnues avoir été remplies. L'adoption, faisant passer l'adopté dans la famille de l'adoptant, le privait de tous les droits qu'il avait dans sa famille naturelle, au moins pour les biens paternels. L'adopté ne pouvait rentrer dans cette dernière qu'à la condition de laisser un fils dans sa famille adoptive, et s'il n'avait pas de fils, il ne pouvait pas disposer des biens qu'il avait reçus de l'adoptant, et qui devaient retourner aux parents de celui-ci (V. Schœmann, *ubi supra*; Cauvet, *Revue de législation*, 1845, III, p. 159).

La puissance paternelle résultant des justes noces était loin d'avoir à Athènes l'étendue qu'elle avait à Rome; mais le devoir imposé aux enfants d'honorer leurs parents remontait aux premiers temps de la Grèce : on attribue à Triptolème la loi qui le consacrait. Les enfants ne pouvaient contracter d'engagement sans le consentement de leur père, qui conservait jusqu'à leur majorité l'administration et la jouissance des biens qui leur appartenaient. Le père n'avait pas, au moins à partir de Solon, le droit de mettre à mort ses enfants; il ne pouvait que leur infliger de légers châtimens; les peines plus graves ne pouvaient être appliquées que par les magistrats. Il ne pouvait pas non plus vendre ses enfants, mais seulement les exposer; et, bien que soumis à l'obligation de servir celui qui l'avait recueilli, l'enfant ne perdait pas sa qualité d'ingénu et avait toujours le droit de la réclamer, ou ses parents pour lui. La puissance paternelle n'était pas d'ailleurs perpétuelle chez les Athéniens; elle ne durait que jusqu'au mariage ou à la majorité des enfants (V. Goguet, *Origine des lois*). A l'âge de dix-huit ans, les fils étaient inscrits sur les registres de leurs demeures, puis conduits dans l'assemblée du peuple, où ils étaient armés du bouclier et du javelot, et d'où ils étaient introduits dans le temple pour prêter serment de maintenir, défendre et accroître, selon leur pouvoir, la république et sa sécurité. Après deux ans de service militaire dans l'Attique, ils étaient inscrits sur les registres des ecclésiastes et pouvaient, dès lors, jouir de tous les droits politiques; seulement ce n'était qu'à trente ans qu'ils étaient capables de devenir magistrats, juges ou sénateurs.

Il paraît assez difficile de caractériser exactement la propriété selon la législation d'Athènes. Les philosophes eux-mêmes, sans en excepter Aristote, n'avaient sur ce point que des idées assez vagues, oscillant entre le système de la communauté et la propriété individuelle, cherchant une doctrine moyenne, où l'on peut affirmer qu'il est impossible de trouver des principes certains. Ce qu'il y a de

vrai, c'est que, dans le monde grec, dans ces petites républiques où le sentiment de la patrie n'était qu'une extension du sentiment de la famille, la propriété ne pouvait pas avoir le caractère de droit absolu qu'elle eut dans le vaste empire romain, et qu'elle a surtout dans les grandes nations modernes. Il est vraisemblable qu'à Athènes et dans la plupart des autres cités de la Grèce, le droit de l'État sur les propriétés dominait le droit de l'individu, sans que l'on puisse dire que l'État avait le *domaine éminent*, comme il l'avait certainement en Orient. Aristote exalte le régime où « la propriété est commune en quelque sorte, tout en restant particulière » ; il en parle comme étant « le système actuel » (*Politique*, II, 2-4, trad. de M. Barthélemy Saint-Hilaire). Dans ce système, l'individu serait bien propriétaire de la chose ; mais les lois, et surtout les mœurs publiques, en rendraient l'usage jusqu'à un certain point commun dans le cercle de la famille et des relations personnelles du propriétaire.

La succession se réglait à Athènes sur les liens de la parenté. Les étrangers et les enfants naturels ne succédaient pas. Dans l'origine, l'usage de tester n'était pas reconnu. C'est à partir de Solon seulement qu'il fut permis au père de famille de disposer de ses biens par testament, et encore ne le put-il qu'avec une certaine restriction. Ainsi, il ne le pouvait pas lorsqu'il avait des enfants mâles vivants au moment de sa mort ; et lorsqu'il avait des filles, le testament n'était valable qu'à condition que l'héritier institué épouserait une d'elles. Dans aucun cas, le droit de tester n'appartenait à la mère, dont les biens passaient ainsi nécessairement à ses héritiers. Dans l'attribution des successions, les mâles étaient préférés aux femmes. Ainsi, la succession était d'abord déférée aux enfants légitimes ou adoptifs, fils, puis filles ; ensuite, aux petits-enfants ou arrière-petits-enfants par les fils, et, à leur défaut, à ceux des filles, avec droit de représentation. S'il n'y avait pas de descendants, elle l'était aux frères consanguins et germains et à leurs enfants, puis aux sœurs du même côté et à leurs descendants. Les oncles paternels et leur postérité étaient ensuite appelés, et, à leur défaut, les frères utérins et les sœurs utérines et leurs enfants, ainsi que les autres parents maternels dans le même ordre que les parents paternels. En l'absence de parents maternels de ce degré, la succession était déférée aux parents paternels du degré le plus proche. Outre l'obligation de payer les dettes, la charge de faire les frais des funérailles incombait à l'héritier. Mais celle des sacrifices religieux n'incombait qu'au fils légitime ou au fils adoptif, et l'on comprend ainsi la faveur dont jouissait l'adoption.

Bien qu'en principe le fils n'eût pas le droit de renoncer à la succession de son père, cependant on lui permettait de répudier une succession trop onéreuse. Le partage se faisait-il par égales parts entre tous les enfants appelés ? Existait-il quelque privilège en faveur de l'aîné ? Il paraît que, dans les derniers temps, les prérogatives de l'aîné n'étaient que des prérogatives d'honneur ou de tutelle, ce qui devait être dans un état démocratique. Quant aux enfants naturels, leur condition ne fut pas toujours la même ; elle variait selon qu'ils avaient pour mère une citoyenne d'Athènes ou une étrangère. Il n'est pas douteux que ceux qui avaient pour père un citoyen ne fussent aussi citoyens eux-mêmes, et ne jouissent des droits politiques. Pour ceux dont la mère seule avait cette qualité, il y eut des variations dans la législation à partir de Périclès, qui leur refusa la qualité de citoyens ; mais les enfants naturels n'étaient pas héritiers et ne prenaient point part à la succession de leurs parents ; ils n'avaient qu'une faible part à titre d'aliments. Cependant ils pouvaient acquérir tous les droits des enfants légitimes au moyen de l'adoption ou de la légitimation. La légitimation avait lieu par un décret du peuple, ou par l'introduction dans la phratrie, avec le consentement des parents et des autres membres de la phratrie même. Les enfants ou autres descendants n'avaient besoin d'aucun acte pour acquérir la succession, qui leur était dévolue de plein droit ; quant aux autres, ils devaient être envoyés en possession par l'archonte et introduits dans la phratrie du défunt (V. Schœmann, *De jure hereditario Atheniensium*, § 20 ; Goguet, *Origine des lois*, *ubi supra* ; MM. Giraud, *Du droit de succession chez les Athéniens*, *Revue de législation*, t. XVI, p. 97 ; Cauvet, *ibid.*, année 1845, t. III, p. 451 et suiv.).

Il paraît que de tout temps, après que le mariage eut cessé d'avoir la forme juridique d'un achat, il fut d'usage que la femme apportât une dot à son mari. Le régime pécuniaire de la société conju-

gale était différent, selon que la femme était ou n'était pas héritière. La femme qui avait recueilli une hérédité (ἐπικληρος) était tenue, à raison de l'hérédité même qui lui était dévolue, d'épouser son plus proche parent et de lui apporter en mariage les biens qui composaient la succession. Ils passaient entre les mains du mari, qui était, par droit de parenté, tuteur de sa femme : car à Athènes les femmes étaient sous une tutelle perpétuelle, et, par suite, incapables de faire aucun acte juridique sans l'autorisation de leur mari, à moins qu'il ne s'agît d'objets n'excédant pas la valeur d'un médimne (mesure de blé pesant 120 de nos livres). La succession de la femme qui s'était mariée dans ces conditions était recueillie par ses enfants, à leur majorité, et ne pouvait l'être par d'autres parents. La femme ainsi mariée, qui n'avait pas d'enfants de son mari, pouvait en avoir d'un autre homme sans être réputée adultère, pourvu que ce fût un parent du mari (Schœman, *ibid.*, § 88).

La fille qui n'avait pas recueilli d'hérédité avant de se marier était mariée par le parent en la puissance duquel elle se trouvait, ou, à défaut, par l'archonte éponyme. — D'après une loi de Solon, elle devait être dotée par les parents les plus proches, et cette dot était obligatoire; car à Athènes la femme était épouse ou concubine, selon qu'elle apportait ou non une dot à son mari. La constitution de la dot et le paiement de la dot au mari étaient constatés par des actes écrits solennels. Le recouvrement de la dot à la mort du mari était assuré par un gage qu'il avait dû donner ou par une hypothèque qui frappait sur ses biens. Ce gage ou cette hypothèque faisait préférer la femme, pour le recouvrement de sa dot, à tous les autres créanciers du mari. Du reste, la femme ne succédait pas au mari. S'il existait des enfants du mariage, la femme pouvait rester avec eux dans la maison conjugale, à la différence de la concubine, et elle avait droit à des aliments; mais alors tous ses biens étaient confondus avec ceux de ses enfants, et elle ne pouvait plus en rien réclamer. S'il n'existait pas d'enfants du mariage, des aliments lui étaient dus par celui qui avait constitué la dot et qui l'avait recouvrée à la dissolution du mariage. Si le mariage était dissous par la mort de la femme, le mari conservait l'usufruit de la dot jusqu'à la majorité de ses enfants, qui pouvaient alors la réclamer. Tout ce qui advenait à la femme, en dehors de la dot, restait au mari, s'il n'y avait pas d'enfants du mariage. Pendant le mariage, le mari ne pouvait rien donner à sa femme; mais il pouvait faire un don à sa fiancée avant le mariage, et ce don était même d'usage.

On vient de dire qu'à Athènes la femme était toujours en tutelle : elle était soumise d'abord à celle de son père, puis à celle de son mari; après la mort de celui-ci, à celle de son fils, son héritier le plus proche; puis, à défaut de fils, à la tutelle du père, des frères, de l'aïeul, des collatéraux. Et cette tutelle ne conférait pas seulement au tuteur un droit à l'administration des biens; elle lui donnait encore autorité sur la personne; cela s'explique par la condition des femmes dans l'Attique, qui vivaient dans leur gynécée, n'assistaient à aucune assemblée, à aucune réunion publique, et ne recevaient qu'une éducation tout intérieure (V., sur la condition des femmes à Athènes, les travaux déjà cités de Schœmann et de M. Cauvet, et l'*Histoire du régime dotal* de M. Ginoulhiac, p. 81 et suiv.).

La législation athénienne ne soumettait les contrats à aucune forme spéciale pour leur validité; mais l'usage était de les rédiger par écrit, en présence de témoins. Le contrat le plus en usage était le prêt à intérêt. Il n'avait pas été réglementé dans les lois de Solon, et il arriva que l'intérêt, qui se comptait par mois, put s'élever de 10 jusqu'à 36 et 50 p. 100 par an. On connut de bonne heure aussi, dans le droit athénien, les règles du prêt à la grosse aventure et de presque tous les autres contrats maritimes (V. M. R. Dareste, *Du prêt à la grosse chez les Athéniens*, dans la *Revue historique du droit français et étranger*, année 1867, 1^{re} liv.). Des diverses lois qui régissaient le commerce de mer, il ne nous est resté que la loi *Rhodia de jactu*, dont les dispositions, conservées par les Romains, sont passées dans les législations modernes. Les obligations étaient garanties soit par le cautionnement et le gage ordinaire, soit par l'hypothèque, qui est d'origine grecque, et qui était constatée à Chio par l'inscription sur des registres publics, à Athènes par de petites colonnes placées sur les limites du champ hypothéqué, ce qui suffisait pour assurer la publicité, mais n'offrait pas de grandes sûretés à raison du peu de durée de ce signe extérieur. A l'hypothèque on peut joindre l'antichrèse, incontestablement aussi d'origine grecque. Le défaut de paiement pouvait entraîner pour le débiteur la perte de sa liberté et sa réduction à l'état d'esclave.

Dans le plus ancien droit criminel de l'Attique, on retrouve la loi du talion, comme dans toutes les législations dans leur période d'enfance. Vie pour vie, telle était la loi dont le plus proche parent de la victime pouvait demander l'application; car la poursuite du meurtrier était un des devoirs de la parenté. La colère des dieux devait être aussi apaisée par des sacrifices humains. La dette du sang s'étendait à la communauté tout entière; mais cette dette pouvait être acquittée ou par le servage volontaire du criminel, ou par l'exil, qui pouvait lui être imposé. L'homicide involontaire était expié suffisamment par le paiement d'une amende et par des offrandes et des sacrifices aux dieux. Plus tard, le droit de poursuivre le criminel ne fut plus borné à la seule victime ou à ses parents: il s'étendit à tous les membres de l'État, chargés de punir la violation de l'ordre et de la paix publique. On sait combien fut sévère, dans le principe, la loi pénale des Athéniens, établie par Dracon et mitigée par Solon. Ce dernier, s'il adoucit en certains cas cette sévérité, ne fit pas toutefois disparaître la peine de mort. Cette peine s'exécutait par le poison, par le glaive, par la corde, par la flagellation, par la lapidation dans les temps anciens, et, plus tard, en précipitant le condamné dans un gouffre. La peine capitale frappait ceux qui s'étaient rendus coupables de crimes contre l'État, et ces crimes étaient nombreux et variés: haute trahison, corruption, fausse monnaie, crimes commis contre la religion et l'État. Elle frappait aussi le meurtrier, l'empoisonneur, celui qui avait vendu comme esclave un citoyen, le tuteur qui avait marié sa pupille à un étranger, celui qui s'était rendu coupable de corruption à l'égard de jeunes garçons, l'incendiaire, et même le voleur d'objets importants ou surpris en flagrant délit. Parmi les peines corporelles, il faut compter aussi la privation temporaire de la liberté avec exposition publique, le bannissement avec peine de mort contre celui qui rompait son ban. La dernière de ces peines était ordinairement appliquée aux crimes politiques; la première aux vols de peu d'importance; les escroqueries n'étaient punies que de réparations civiles. Les peines pécuniaires étaient l'amende et la confiscation. L'amende était quelquefois très-élevée; la confiscation, accessoire ordinaire de la peine de mort et du bannissement, atteignait la famille même du condamné, à laquelle l'État pourtant abandonnait une partie des biens. En cas de haute trahison, la maison du coupable était rasée.

L'atimie, ou privation totale ou partielle de la jouissance ou de l'exercice des droits de citoyen, recevait, à Athènes, des applications diverses. Tantôt elle était l'accessoire d'une peine, par exemple du bannissement; tantôt elle était appliquée comme peine principale, ce qui arrivait quand un citoyen était resté neutre dans les guerres civiles ou avait fait une proposition contraire aux lois de l'État; elle l'était encore dans les cas d'accaparement ou d'exportation du blé, de délits militaires, de violation de dépôt, et dans le cas où le mari n'aurait pas répudié sa femme convaincue d'adultère. La peine de l'atimie ne frappait pas seulement le coupable, elle atteignait sa famille tout entière. A ces peines on peut joindre la réduction en esclavage dans certains cas particuliers, notamment dans le cas d'usurpation des droits de cité de la part de l'étranger (Warnkœnig, *Encyclop.*, 79).

On peut juger par cette esquisse quel était le caractère éminemment démocratique de la constitution d'Athènes, soit dans le droit public, soit dans le droit civil. Une telle constitution n'était possible qu'à des conditions qui ne peuvent plus se rencontrer. Il fallait d'abord l'esclavage, puis un peuple peu nombreux, resserré dans d'étroites limites de territoire, éclairé, capable de loisirs, et débarrassé, jusqu'à un certain point, des préoccupations de l'existence matérielle. Il fallait encore que cet État ne fût pas entouré de voisins puissants. Et encore, dans de telles conditions, la démocratie athénienne n'a-t-elle eu qu'une courte existence; elle ne put résister à la puissance des armes de Philippe de Macédoine et d'Alexandre, ni plus tard à celle des Romains.

Le peuple athénien, si merveilleusement doué, ne put cependant pas créer un droit civil complet. Comment se fait-il que le droit ne s'y forma pas comme science, et resta, dans l'état à la vérité incomplet où nous le connaissons, si prodigieusement inférieur au droit des Romains? C'est que le droit profitait à Rome des défauts du peuple romain, autant que de ses qualités. Chez un peuple dur, avare, jaloux, sans grande élévation morale, médiocrement porté aux choses d'art et de poésie, positif avant tout, mais vigoureux d'esprit et persévérant dans ses desseins, le droit était, on peut dire, dans ses conditions naturelles d'existence. Les Athéniens, différents de tout point, penseurs,

artistes, poètes, ne pouvaient faire du droit une science; la vie était trop imprévoyante à Athènes. Les Lacédémoniens avaient encore moins l'esprit du droit que les Athéniens; mais c'était pour d'autres raisons.

Plutarque, dans la Vie de Lycurgue, a marqué le caractère de la république de Sparte avec vérité : « La ville, dit-il, était comme un camp, où l'on menait le genre de vie prescrit par la loi, où chacun savait ce qu'il devait faire, où tous étaient persuadés qu'ils n'étaient pas à eux, mais à la patrie. » Nous savons par Aristote que tel fut jusqu'à la fin le caractère de la république de Sparte. La propriété n'y avait guère que le caractère d'une possession. Lycurgue avait divisé le territoire entre toutes les familles, alors au nombre de trente-neuf mille, faisant à chacune une part égale. Depuis Lycurgue, tous les efforts des législateurs avaient tendu à maintenir autant que possible cette égalité des biens. Il arriva que, la culture des terres étant abandonnée aux esclaves et particulièrement aux ilotes, et le travail et l'industrie n'existant pas, le territoire de Lacédémone fut insuffisant pour la nourriture de ses habitants (Aristote, *Politique*, II, 9). La constitution politique ne corrigeait pas le vice de l'organisation sociale (V. *Jur. gén.*, v° *Droit constitutionnel*, n° 20). Lacédémone ne compta jamais que pour la guerre et les mâles vertus que la guerre enfante. Son nom ne périra pas; mais les légistes n'ont rien à apprendre dans son histoire.

§ IV. — DROIT GALLIQUE.

Passer de l'Attique de Périclès dans la Gaule du temps de Vercingétorix, la transition est pénible. Mais en Gaule un Français se sent plus chez lui. Nous sommes aujourd'hui encore beaucoup plus Gaulois que Romains ou Germains, malgré les invasions. Tous les traits du caractère gaulois, notés avec tant de vivacité par César, sont encore le fond du caractère français. Les Gaulois aiment la liberté, ont horreur de la servitude : *Libertati student, conditionem servitutis odiunt* (Comm. III, 10). Ils sont francs, ouverts, ne veulent rien devoir au dol (Hirtius, *de Bello afric.*). La culture des lettres rentre dans leur aptitude naturelle (Strabon, IV, cap. 4). Au combat, dans l'attaque, ils sont impétueux, mais aussi prompts dans les revers à se laisser aller au découragement : *Ut ad bella suscipienda Gallorum alacer ac promptus est animus, sic mollis ac minimè resistens ad calamitates perferendas mens eorum est* (César, Comm., III, 19). Ils sont factieux par nature : *In Gallia non solum in civitatibus atque pagis partibusque, sed pene etiam in singulis domibus factiones sunt* (Comm., VI, 2). Qui ne reconnaîtra à ces traits ces Français, doués, selon l'expression de Montesquieu, d'une ouverture de cœur, d'une joie dans la vie qu'aucun peuple moderne ne possède à un degré égal; dont Bossuet, au plus fort du despotisme de Louis XIV, disait qu'ils étaient naturellement *belliqueux et remuants*; dont Machiavel admirait la furie dans l'attaque et déplorait en termes trop peu mesurés la mollesse dans l'insuccès, et qui, dans les affaires publiques, depuis celles de l'État jusqu'à celles de la commune, donnèrent dans tous les temps le spectacle d'un esprit public essentiellement mobile et séditieux?

Avant l'invasion de Jules César, les Gaulois s'étaient établis au nord de l'Italie, qui s'appela alors la Gaule Cisalpine. Dans le midi de la Gaule, les Romains avaient fait une province romaine, sous le nom de Gaule Narbonnaise, de la partie qui s'étendait des Alpes à Toulouse. Marseille, ancienne colonie grecque, et Nice, avaient expressément conservé leur indépendance. Dans cet état, les Romains divisaient, dans le langage commun, la Gaule en trois parties : la *Gallia togata*, qui était la Gaule Cisalpine, où l'on portait en temps de paix de longues robes comme à Rome; la *Gallia braccata*, la Gaule devenue province romaine, où l'on portait des braies; la *Gallia comata*, la Gaule chevelue, barbare, inconnue, qui se divisait en trois peuples : les Aquitains, au sud-ouest, sur l'Océan, entre la Garonne et les Pyrénées; les Celtes, qui occupaient le centre jusqu'à la Seine, la Marne et le Rhin; les Belges, au nord, qui allaient de la Seine, de la Marne et du Rhin à l'Océan.

Chaque partie de la Gaule était divisée en plusieurs peuples, *civitates*. Les peuples étaient divisés en cantons, *pagi*. Les Gaulois habitaient des villages, *vici*. Mais il ne faudrait pas dire, avec Klimrath, qu'il n'y avait pas de villes dans les Gaules; les Gaulois avaient dans plusieurs *civitates* des villes, *urbes*, que César lui-même trouvait belles. Bourges était de ce nombre (*Comm.*, VII).

Il n'y avait dans les Gaules que deux classes de personnes jouissant de quelque influence et de quelque considération : la classe des druides et celle des chevaliers (César, *Comm.*, VI, 13). Le peuple était adonné aux travaux de l'agriculture, et dans une condition tout à fait subordonnée (*Comm.*, III, 17; VIII, 7). Les druides formaient un ordre sacerdotal; leurs fonctions étaient, en première ligne, les fonctions religieuses; ils étaient exempts du métier des armes, ne payaient pas de tributs, et en toutes choses jouissaient de toutes immunités : *Illi rebus divinis intersunt, sacrificia publica ac privata procurant, religiones interpretantur : ad hos magnus adolescentium numerus, disciplinæ causa, concurrunt; magnoque ii sunt apud eos honore... Druides a bello abesse consueverunt; neque tributa una cum reliquis pendunt; militiæ vacationem, omniumque rerum habent immunitatem* (César, *Comm.*, VI, 13, 14; Strabon, IV, 4). Parmi les druides, l'un est investi d'une sorte de pontificat et d'une autorité souveraine : *His autem omnibus druidibus præest unus qui summam inter eos habet auctoritatem* (*Comm.*, VI, 13). Les druides ne formaient pas une caste fermée, héréditaire; ils se recrutaient dans la nation (*Comm.*, VI, 13).

Les chevaliers, *equites*, formaient le second ordre. Leurs attributions étaient particulièrement celles de la guerre, et l'on sait qu'avant l'arrivée de César dans les Gaules les guerres entre les différentes *civitates* étaient fréquentes. Les chevaliers avaient autour d'eux, en nombre proportionné à leur importance personnelle, des clients de différents degrés, et parmi lesquels les *ambacti* étaient attachés à la personne : *Atque eorum ut quisque est genere copiisque amplissimus, ita plurimos circum se ambactos clientesque habet* (*Comm.*, VI, 15; Voy. *Mémoire sur l'état des personnes*, par l'abbé de Gourcy, p. 13). Au-dessus des ambactes il y avait les soldures ou dévoués. Les clients de cette classe ne devaient pas survivre au patron dans les combats : *Adcantuannus, dit César, summam imperii tenebat, cum DC devotis, quos illi soldurios appellant, quorum hæc est conditio, ut omnibus in vita commodis una cum his fruantur quorum se amicitiae dediderint... Neque adhuc hominum memoria repertus est quisquam, qui, eo interfecto, cujus se amicitiae devovisset, mori recusaret* (*Comm.*, III, 22). En général, il n'était pas permis aux clients d'abandonner leur patron, même dans l'extrême infortune. César dit encore ailleurs : *Litavicus, cum suis clientibus, quibus nefas more Gallorum est, etiam in extrema fortuna, deserere patronos, Gergoviam profugit* (*Comm.*, VII, 40).

La condition du peuple approchait beaucoup du servage : *Plebs pene servorum habetur loco* (*Comm.*, VI, 13). Le peuple n'avait aucune part à la vie publique; il n'était appelé à aucune délibération (*Ibid.*). Il paraîtrait cependant que dans plusieurs *civitates* on retrouvait quelques formes et quelques garanties démocratiques (Strabon, IV, cap. 4). Il est même vraisemblable que le peuple participait au choix du chef d'armée : *Hoc more Gallorum est initium belli : quo, lege communi, omnes puberes armati convenire coguntur* (*Comm.*, V, 56). De même, dans les mœurs des Germains : *Duces ex virtute sumunt.... Ut turbæ placuit, considunt armati* (Tacit., *de Morib. Germ.*, VII et XI.) Mais le peuple pouvait faire avancer ses fils dans l'ordre des druides, et tout homme chercher à devenir client d'un chevalier (*Comm.*, VI, 11).

Les Gaulois étaient très-religieux, même superstitieux (César, *Comm.*, VI, 13; Pomponius Mela, *de Situ orbis*, lib. III, 2). Ils pratiquaient les sacrifices humains, en choisissant de préférence les condamnés pour victimes : *Quod pro vita hominis nisi vita hominis reddatur, non posse aliter deorum immortalium numen placari arbitrantur; publiceque ejusdem generis habent instituta sacrificia; supplicia eorum qui in furto, aut latrocinio, aut aliqua noxa sint comprehensi gratiora diis immortalibus esse arbitrantur* (César, *Comm.*, VI, 16). Ils reconnaissaient un Dieu suprême. Dans leur panthéisme grossier, ils réalisaient le principe de vie, la nature, dans le chêne (*Dern*, en langage celtique), d'où le nom de druides donné à la caste sacerdotale (Pline, *Hist. nat.*, lib. XXVI, cap. 44). L'immortalité de l'âme et la métempsychose appartenaient au fond de leurs croyances

(Strabon, lib. IV, cap. 4). Avec cela, on retrouvait chez eux plusieurs divinités du polythéisme grec et romain (César, *Comm.*, VI, 17. Voy. surtout D. Pezron, *Antiquités nat. des Celtes*).

On retrouve dans l'état civil des Gaulois les éternelles institutions du mariage, de la puissance paternelle et de la puissance maritale (César, *Comm.*, VI, 19). Le père avait sur sa femme et ses enfants droit de vie et de mort (*Ib.*). La révérence obligatoire des enfants pour les pères était telle, que ceux-ci ne permettaient pas à leurs enfants de paraître avec eux en public avant qu'ils fussent d'âge à porter les armes (*Comm.*, VI, 18). Les Gaulois n'admettaient-ils que la monogamie? On ne saurait le dire; on peut seulement le présumer par la manière dont les intérêts pécuniaires se réglaient entre époux. En effet, dans ce que César nous apprend du droit privé des Gaulois, l'institution la plus remarquable est celle dans laquelle plusieurs jurisconsultes ont cru, non sans quelque raison, retrouver le régime de la communauté de notre droit français. Ainsi nous savons par César que le mari recevait une dot de sa femme; qu'il apportait lui-même une somme égale prélevée sur ses biens; qu'un état de ces valeurs réunies était dressé; que les fruits provenant de ces apports étaient mis à part, et qu'à la mort de l'un des deux époux les apports appartenaient, augmentés des fruits, au survivant : *Viri quantas pecunias ab uxoribus, dotis nomine, acceperunt, tantas ex suis bonis, æstimatione facta, cum dotibus communicant. Hujus omnis pecuniæ conjunctim ratio habetur, fructusque servantur. Uter eorum vita superarit, ad eum pars utriusque, cum fructibus superiorum temporum, pervenit* (*Comm.*, VI, 19). Ce règlement des intérêts matrimoniaux a la plus grande analogie, en effet, avec notre régime de la communauté. C'est la communauté conjugale, modifiée par une condition que l'art. 1520 de notre code autorise à écrire dans tout contrat de mariage, comme une clause particulière du contrat de communauté, et appelée gain de survie. — On fait observer, comme objection à l'opinion qui rattache la communauté au droit gallique, que la somme des apports ne se partage pas dans le régime dont parle César. Mais le partage égal n'est pas de l'essence de la communauté, témoin l'art. 1520 que nous venons de citer. On ajoute que les apports sont égaux. Mais l'inégalité des apports tient encore moins au fond de ce régime. D'ailleurs, par la nécessité, il dut y avoir quelquefois un apport inférieur du mari. Enfin on dit que le mari ne pouvait disposer de cette somme commune. Qu'en sait-on? Le contraire est plus que probable; car, en Gaule, le mari n'était pas sans doute à l'abri de ces mécomptes qui obligent à engager toutes ses ressources.

Dans la Gaule, l'hérédité était déferée, selon les droits du sang, dans un ordre qui ne nous est pas connu (César, *Comm.*, VI, 13). Mais tout porte à croire que le testament était en usage. Saint Paul, postérieur d'assez peu de temps à César, s'adressant aux Galates, ces Gaulois de l'Asie Mineure, semble parler du testament comme d'une coutume reçue parmi eux (*Epist.*, III, 15, 17, 18).

Le régime de la propriété gallique est assez peu connu. On sait seulement que la propriété individuelle, la propriété personnelle des terres, y était admise. Un Gaulois avait son champ, sa maison à lui (César, *Comm.*, VI, 13; VII, 77 et *passim*). Il y avait aussi des terres publiques. César autorisa les Boïens à s'établir sur les frontières des Éduens, qui leur concédèrent des terres publiques : *Boios, petentibus Æduis, quod egregia virtute erant cogniti, ut in finibus suis collocarent, concessit : quibus illi agros dederunt, quosque postea in parem juris libertatisque conditionem atque ipsi erant, receperunt* (*Comm.*, I, 28).

L'état social qui vient d'être exposé d'après les seuls documents, beaucoup trop incomplets, qui soient parvenus jusqu'à nous, était garanti par une organisation politique qui ne nous est pas beaucoup mieux connue. Cependant on sait que les druides étaient sénateurs et juges, et investis d'une autorité redoutable. Ils avaient aussi une organisation comme prêtres. Chaque année, les représentants des différents peuples de la Gaule se réunissaient dans le pays de Chartres. L'assemblée était présidée par un chef suprême, dont il paraît que la dignité était élective (César, *Comm.*, VI, 13, 14).

Au-dessous de cette sorte d'autorité fédérale, il y avait chez chaque peuple une autorité politique distincte : un sénat, où entraient les druides du pays et les chevaliers chefs de clans, et un chef civil élu chaque année par les druides (*Comm.*, *passim*). Chez les Éduens, le chef civil s'appelait *Vergobret*. Il pouvait, chez certains peuples, se choisir un successeur plutôt ailleurs que parmi ses

parents (*Comm.*, I, 16; VII, 32, 33, 67, et *passim*). Comme les factions divisaient tous les peuples de la Gaule (*Comm.*, VI, 11), les chefs de ces factions étaient investis d'une autorité de fait et agissaient souvent concurremment avec l'autorité reconnue.

Les druides jugeaient tous les différends publics et presque tous les différends privés (*Comm.*, VI, 13). La peine de mort était un supplice très-fréquemment appliqué. Les autres peines étaient la mutilation, le bannissement, l'excommunication, la confiscation et l'amende (*Comm.*, V, VI, et VII, *passim*). La torture était quelquefois employée dans la procédure criminelle (*Comm.*, VI, 19).

Ce que César paraît avoir le mieux connu, c'est l'organisation de la force militaire chez les Gaulois, la discipline de leurs armées, et les rapports politiques et militaires des différents peuples entre eux. On comprend que c'est surtout ce qui dut attirer son attention. Mais l'étude en serait ici hors de place et peut-être sans profit, à moins qu'on ne voulût y chercher des indices du caractère gaulois.

Nous n'avons pas cru devoir nous servir dans cette étude, comme l'a fait M. Laferrière, des anciennes coutumes galloises; il y aurait à craindre de mêler à des données certaines des conjectures tout à fait hasardées. Les anciennes coutumes du pays de Galles et de la Cambrie, dont les peuples étaient, à la vérité, de race celtique, auraient été codifiées, au X^e siècle, par Howel le Bon, prince des Kymrys, qui régna en Angleterre. Deux éditions en ont été publiées à Londres : l'une, en latin, sous le titre : *Leges Wallicæ*, en 1730; l'autre, en anglais, sous le titre : *Account Laws and Institutes of Wales*, en 1841. En admettant que les coutumes du pays de Galles soient venues des coutumes galloises, concession peut-être déjà bien hardie, il est impossible qu'elles ne se soient pas considérablement altérées dans un espace de dix siècles. Mais il y a plus : les textes sur lesquels les coutumes galloises sont reproduites sont postérieurs de plusieurs siècles à Howel le Bon, et il est reconnu que ces textes ont été assez souvent altérés ou modifiés par les souverains du pays de Galles. Évidemment ils ne peuvent plus être un monument historique, mais seulement un sujet d'étude pour les curieux et les érudits.

LIVRE II. — DROIT ROMAIN

CHAPITRE I^{er}. — DROIT ROMAIN A ROME

En arrivant au droit de l'empire romain, on n'entre pas encore, assurément, dans le monde moderne. Le droit de Rome dut même passer par bien des phases avant d'arriver à cet ensemble prodigieux dont les Pandectes contiennent toutes les parties éparses ; mais ce droit sans égal pour la profondeur, la force scientifique, la justesse infaillible des déductions, l'équité vraie dans un milieu social qui n'était pas toujours équitable, ne restera pas moins, tel qu'il nous apparaît dans son dernier état, comme la raison civile de la société de tous les temps et de toutes les latitudes : la meilleure part du droit moderne en dérive. S'il n'a plus pour nous l'autorité de la loi, il ne restera pas moins la loi pour les législateurs, et c'est dans ses théories que les jurisconsultes trouveront toujours les lumières les plus certaines.

On ne peut songer à faire ici une histoire complète du droit romain. Comme le droit romain a incessamment marché, même après l'ère si brillante des grands jurisconsultes sous Caracalla et Alexandre Sévère, une telle histoire ne serait rien moins qu'un traité complet du droit romain. On doit se borner à marquer le caractère de ses principales phases. Ces phases correspondent à de grandes révolutions dans la constitution politique de Rome. Nous diviserons cet historique en quatre périodes : la première, de la fondation de Rome à la rédaction de la loi des Douze Tables ; la deuxième, de la loi des Douze Tables à Auguste ; la troisième, d'Auguste à Constantin ; la quatrième, de Constantin à Justinien.

Il ne sera parlé ici que du droit civil ; on laissera à l'écart le droit administratif et le droit criminel, l'administration romaine et l'organisation de la justice criminelle à Rome ayant été déjà exposées (V. *Jur. gén.*, notamment v^{us} *Organ. admin. et Organ. judiciaire*, n^{os} 15 et suiv.).

§ 1^{er}. — DROIT ROMAİN DE LA FONDATION DE ROME A LA LOI DES DOUZE TABLES.

Les commencements du droit romain sont enveloppés de la plus grande obscurité. Quand l'histoire politique de Rome et même les événements sont si peu certains, mêlés de tant de fables et de légendes pendant plusieurs siècles, que Tite-Live lui-même, qui devait être en possession de

tous les documents originaux, déclare n'écrire l'histoire avec certitude qu'après la première guerre punique, on ne s'étonnera pas que les traditions soient demeurées confuses sur les origines du droit. Denys d'Halicarnasse n'a pu recueillir que des traditions incertaines. La critique moderne, avec Vico et Niebuhr entre autres, a cherché à démêler les faits historiques des faits légendaires; mais elle n'a pu réussir qu'à présenter des conjectures plus ou moins justifiées. Il paraît cependant que le premier gouvernement que Rome se donna fut un gouvernement aristocratique, et que les rois de Rome n'avaient d'autre caractère que celui d'un magistrat élu à vie par les patriciens. Dans ce premier état de la constitution politique de Rome, le roi était à la fois magistrat, général et pontife. Comme magistrat, il jugeait lui-même et d'une façon souveraine. Y avait-il au-dessous de lui des magistrats subordonnés, chargés de juger également, pour l'aider dans ces fonctions? Il serait impossible de le dire, dans le silence absolu des historiens.

Il paraîtrait aussi que Rome, formée de la réunion des peuples osques, sabins et étrusques, resta divisée en trois tribus, formées chacune d'un de ces peuples. La tribu se divisait en curies, et la curie en décuries (*Jur. gén.*, v° *Organ. admin.*, n° 13 et suiv.). On peut bien penser que, dans cet état presque rudimentaire d'un peuple qui naissait à la vie politique, le droit devait être fort incertain. Pomponius le reconnaît (*Dig.*, liv. I, tit. II, loi 2, §§ 1 et 3). Le droit était tout entier dans les usages établis par les ancêtres (*mores majorum*) et se confondait avec la religion. Le même Pomponius rapporte qu'un certain Papirius, pontife, aurait recueilli, à la fin de la période monarchique, les lois votées par le peuple romain sur la proposition des rois et que l'on appela *leges regiae*. Quel pouvait être, comme œuvre de droit, ce *Jus papirianum*, comme l'appelle Pomponius? Sur ce point encore, on en est réduit aux conjectures. Quoique le *Jus papirianum* ait conservé une certaine autorité jusqu'à la fin de la république, il est vraisemblable qu'il ne traitait guère que du culte et des cérémonies religieuses.

Il ne paraît pas qu'aucun changement dans le droit soit résulté de l'expulsion des Tarquins. Le pouvoir royal fut remplacé par celui de deux préteurs (*præ itor*), que l'on n'appela que plus tard des consuls. La plèbe y gagna quelques avantages politiques. La lutte entre les deux classes des patriciens et des plébéiens fit instituer des tribuns de la plèbe, ainsi nommés de ce qu'ils étaient élus par les tribus (*V. Jur. gén.*, v° *Organ. admin.*, n° 15). Mais, pour le droit civil, il n'y eut rien jusqu'à la loi des Douze Tables, qui fut rédigée, dit Pomponius, pour mettre fin à des dissensions nées entre les patriciens et les plébéiens, à raison de l'incertitude trop fâcheuse d'un droit fondé exclusivement sur les mœurs (an de Rome 308).

L'origine de la loi des Douze Tables a donné lieu, dans l'antiquité, à une fable dont Vico le premier et après lui la critique moderne ont démontré l'inanité. Tite-Live et Denys d'Halicarnasse racontent, d'après une croyance générale, que l'on envoya (an 305 de Rome) une ambassade à Athènes pour en rapporter les lois de Solon et des autres villes de la Grèce, et que ces lois devinrent à Rome la loi des Douze Tables. Mais quelle apparence d'abord que dans ces temps barbares, au fond de cette Italie divisée en une foule de petits États, tous différents de mœurs, d'usages, de langage, et toujours en guerre avec leurs voisins, quelle apparence que la renommée de Solon fût parvenue à Rome? Tite-Live dit lui-même qu'après la loi des Douze Tables on ne s'entendait pas encore dans le petit continent d'Italie. Peu de temps auparavant, Pythagore, enseignant à Crotone, était resté inconnu à Rome, malgré sa grande célébrité et quoique ses disciples fussent à la tête du gouvernement des villes du midi de l'Italie. Et Florus rapporte que les Tarentins, cent cinquante ans plus tard, n'avaient eu aucune relation avec les Romains quand la guerre éclata entre les deux États, à ce point que, ceux-ci se plaignant que leurs vaisseaux eussent été capturés, les Tarentins répondaient qu'ils ignoraient ce que c'étaient que les Romains. Si les Romains étaient si inconnus des Grecs d'Italie, leurs voisins, ils devaient l'être bien plus certainement encore dans l'Attique, c'est-à-dire dans la partie la plus reculée de la Grèce, et ils ne pouvaient pas la mieux connaître.

Après les preuves géographiques viennent les preuves morales. On sait que la loi des Douze Tables fut promulguée pour apaiser les discordes des deux classes patricienne et plébéienne: c'est encore Tite-Live qui le dit. Or comment les Romains pouvaient-ils penser que la loi de Solon fût

propre à cet effet? On transporte, par de tels faits, dans des temps d'ignorance, des idées qui ne peuvent convenir qu'à un temps de lumières et de civilisation avancée.

Une autre tradition, adoptée par Pomponius dans le fragment déjà cité, fait venir à Rome un certain Hermodore, Grec exilé, qui aurait apporté avec lui la loi des Athéniens. Pline raconte, en effet, qu'Hermodore écrivit quelques lois, et que les Romains reconnaissants lui élevèrent une statue dans la place des Comices. On peut ne pas contester l'existence d'Hermodore; mais s'il traduisit les lois athéniennes, il reste à se demander comment il put le faire avec une telle pureté de langage, que Diodore de Sicile, juge compétent, déclare ne trouver dans la prétendue version latine aucune trace de la langue d'Athènes. Il y a plus, on rencontre dans la loi des Douze Tables des mots, comme le mot *auctoritas* ou *authoritas* écrit à chaque ligne, qui n'ont pas de mot correspondant en grec.

Les points de ressemblance qu'on a pu noter entre la loi des Douze Tables et la loi de Solon ne prouvent rien, et les érudits, comme Samuel Petit et Godefroi, en conférant les textes, se sont donné, à cet égard, une peine inutile. En effet, des besoins semblables créent en tout lieu des institutions analogues. Une pareille collation de la loi des Douze Tables et de la loi de Moïse a fait découvrir des points de ressemblance plus nombreux encore, et l'on n'a jamais pensé cependant que les Romains aient pu emprunter leur première loi certaine aux Hébreux.

Tout vient donc à l'appui de ce fait, que la loi des Douze Tables est née des mœurs des Romains et de leurs besoins. D'ailleurs, jusqu'à Cicéron, aucun historien, grec ou latin, ne fait mention de la fable racontée par Tite-Live. Cicéron, très-versé dans la connaissance des lois de son pays, meilleur juge sur un tel fait que Tite-Live, simple citoyen de Padoue, loin d'adopter la tradition que celui-ci rapporte, semble la repousser quand il parle des premières lois de la République. Dans son livre *De Oratore*, où il fait discourir Scævola, Sulpitius, les plus illustres jurisconsultes de leur temps, la loi des Douze Tables est vantée comme une œuvre nationale. Lui-même, sous le nom de Crassus, comparant les premières lois de Rome à celles de Lycurgue, de Dracon, de Solon, y exalte avec orgueil la supériorité de la loi de son pays, ce qu'il n'eût pas fait si l'autorité de cette loi avait été empruntée.

La loi des Douze Tables ne nous est pas parvenue dans son intégrité. Il est même douteux qu'on la connût encore tout entière à l'époque où Justinien fit composer ses compilations. Les auteurs anciens, Cicéron, Aulu-Gelle et Festus, et dans le Digeste, Ulpien et Gaius, nous en ont conservé, dans des citations éparses, une centaine de passages qu'on doit considérer comme textuels. Avec l'aide d'autres indications, la critique a pu retrouver l'ordre de cette loi. Jacques Godefroi ne fut pas le premier qui entreprit cette restitution partielle de l'ancienne loi romaine, mais il fut le premier qui apporta à cette restitution un esprit critique. Son travail a été depuis révisé et complété en Allemagne par les travaux de Haubold, Dirksen et Zell, et en France par M. Giraud. Voici l'ordre dans lequel les matières du droit étaient traitées :

La première table traitait de la citation devant le magistrat, de la *vocatio in jus*. Elle réglait les moyens qui devaient être employés par le demandeur pour contraindre le défendeur à comparaître, les excuses que celui-ci pouvait opposer, la comparution des deux parties, les jours pendant lesquels on peut plaider et où les jugements doivent être rendus.

Les deuxième et troisième tables statuaient sur l'*actio sacramenti*, sur les témoignages devant le *judez*, sur les transactions entre les parties au cas de vol, sur la *manus injectio*, voie d'exécution contre les débiteurs condamnés. On sait que le créancier pouvait s'emparer de la personne de son débiteur et le charger de chaînes : la loi déterminait le poids des chaînes, la nourriture qui devait lui être donnée, la vente de la personne du débiteur aux enchères ou l'adjudication en faveur des créanciers, qui, s'ils étaient plusieurs, avaient le droit de se le partager entre eux. Était-ce le corps du débiteur lui-même ou le produit de la vente que les créanciers pouvaient ainsi se partager? Grande question entre les savants. Montesquieu pensait que le texte : *Tertiis nundinis per partes secanto; si plus minusve secuerint, sine fraude esto*, s'appliquait au prix de vente; mais Aulu-Gelle ne doutait pas qu'il ne s'agît de la personne même du débiteur (*Noct. att.*, XX, 1, où Aulu-Gelle a réuni les plus intéressants détails sur la loi des Douze Tables). Il est douteux, dans tous les cas, que ce droit

barbare ait jamais été exercé. C'est également dans la troisième table qu'on place la fameuse maxime : *Adversus hostem æterna auctoritas esto*.

La quatrième table réglait la puissance paternelle, qui était, on le sait, absolue. — La cinquième pourvoyait à la tutelle et au règlement des successions. — La sixième statuait sur l'acquisition et l'aliénation des choses susceptibles du *dominium*, sur l'usucapion, la mancipation, la revendication. — La septième avait pour objet ce que nous appelons aujourd'hui le bornage et les services fonciers. Elle traitait aussi de la puissance maritale, de la *manus*. — La huitième et la neuvième contenaient le droit pénal. — La dixième réglait les funérailles et les cérémonies qui les accompagnaient. — Les deux dernières tables n'avaient été dressées qu'un an après les dix premières ; car originairement la loi ne contenait que dix tables. Les onzième et douzième tables prohibaient le mariage entre patriciens et plébéiens, et introduisaient dans le droit l'action de la *pignoris capio* et la *noxæ deditio* pour le maître de l'esclave qui s'était rendu coupable de vol.

La loi des Douze Tables clôt dans l'histoire de Rome la période historique que Vico appelle divine, poétique ; elle inaugure un droit nouveau en cela que le mystère a cessé. En effet, dans ce premier âge, l'âge poétique, l'âge des fictions, où tout se forme, partout le droit est divin. Les lois sont secrètes, c'est-à-dire sacrées. Les actes civils s'accomplissent tous selon les rites religieux. Les jurisconsultes, les gardiens des lois, ce sont les prêtres, comme étaient les mages en Perse, les prêtres en Égypte, les druides dans les Gaules, et à Rome le Collège des pontifes, recruté parmi les patriciens, ainsi que nous l'apprend Pomponius. C'est ainsi que, dans la loi des Douze Tables, les mots *orare furti*, employés pour *agere*, exercer l'action de vol, et les mots *orare pacti*, employés pour *excipere*, se défendre, s'expliquent parfaitement, si l'on considère ces locutions comme des vestiges de l'ancien droit religieux des Romains. Mais le droit religieux ne perdait pas son autorité ; car la loi des Douze Tables le confirmait : il n'était que divulgué. Voyons maintenant quel était l'état civil et social de Rome d'après cette loi.

L'état des personnes tenait à trois chefs que l'on retrouve jusqu'aux derniers temps du droit romain : la liberté, la cité, la famille. — Toutes les personnes étaient libres ou esclaves. Il ne paraît pas, il n'est même pas vraisemblable que la loi des Douze Tables ait consacré le droit des maîtres sur l'esclave législativement ; mais elle l'acceptait comme un fait indiscutable, notamment dans la douzième table, qui permettait au maître de donner en *noxe* son esclave qui aurait commis quelque vol. — Celui qui perdait la liberté perdait tous ses droits de cité et de famille. — La distinction, entre hommes libres, des ingénus et des affranchis, paraît postérieure à la loi des Douze Tables. — Quant à l'étranger, aux yeux de la loi il n'existait pas : *Adversus hostem æterna auctoritas esto*.

Après les droits de la liberté, venaient ceux de la cité. Celui qui perdait les droits de citoyen perdait ses droits de famille, comme père, fils, mari. — On peut rapporter au droit de cité une sorte d'institution que l'on retrouve chez la plupart des peuples dans leur période de jeunesse, le patronat. A Rome, chaque patricien avait une clientèle de plébéiens. Le client et le patron se devaient réciproquement de bons offices, même des services pécuniaires. La loi des Douze Tables mettait hors du droit le patron qui trompait son client : *Patronus si clienti fraudem facit, sacer esto*.

Le troisième chef ou état comprenait les droits de famille. La famille avait pour fondement ordinaire le mariage ; mais on pouvait entrer dans la famille par l'adoption ou l'adrogation, et les femmes mariées par la *manus*. — Le mariage paraît avoir été un contrat consensuel. Il était accompagné de cérémonies religieuses. La femme mariée était ordinairement *in manu mariti*. Elle tombait *in manum* de trois manières : par la *confarreatio*, par la *coemptio*, par l'*usus*. La confarreatio était une offre votive d'un pain de fleur de froment, fait par les deux époux en présence de dix témoins et avec des paroles solennelles (Ulp., *Reg.*, tit. IX). — La *coemptio* était l'achat de la femme par le mari, avec les formes solennelles de la mancipation. — L'*usus* était l'habitation, sans interruption, de la femme pendant un an au domicile du mari. Pour ne pas tomber *in manum* de son mari, la femme devait s'absenter, dans l'année, au moins pendant trois jours, du domicile de celui-ci (Gaius, *Comm.* I, 111). — La femme *in manu mariti* perdait ses anciens droits de

famille et entraît dans la famille de son mari *loco filiae* ; elle était comme la sœur de ses enfants.

Le citoyen romain père de famille avait sur sa femme *in manu*, sur tous ceux qui étaient comme enfants ou petits-enfants naturels ou adoptifs *in potestate*, et sur ses esclaves, un droit absolu. Il pouvait mettre ses enfants en prison, les faire battre de verges, les enchaîner, les mettre à mort même et les vendre, selon une vieille loi de Romulus, et ce droit durait toute la vie du fils, sans que ni l'âge ni les dignités pussent l'en affranchir. Mais le droit de vente du père était épuisé par trois ventes successives, et le fils trois fois vendu était émancipé : *Si pater filium ter venumduit, filius a patre liber esto*.

La propriété romaine avait eu à l'origine un caractère que l'on a vu commun à tous les peuples de l'antiquité. Il paraîtrait que le territoire de Rome, *ager romanus*, aurait été divisé entre tous les citoyens, pour former l'*ager privatus*, une partie restant publique et appelée pour cela *ager publicus*. Les citoyens, *quirites* (de *quir*, lance, pique), n'avaient la propriété légitime, le *dominium ex jure quiritium*, que sur ce qui leur avait été ainsi attribué. Avec le temps, la conquête étendit les terres qui pouvaient être l'objet de la propriété quiritaire. Mais de bonne heure les choses mobilières durent participer à ce caractère de la propriété légitime. La propriété romaine, le *dominium ex jure quiritium*, pouvait s'acquérir de six manières : par la mancipation, par la tradition, par l'usucapion, par l'*in jure cessio*, par l'adjudication et par la loi (Ulp., *Reg.*, tit. XIX, 2). Il convient cependant de remarquer que chacun de ces modes d'acquisition n'était pas commun à toutes choses immobilières ou mobilières.

La mancipation, comme mode d'acquisition, ne pouvait avoir pour objet que les choses qui, à l'origine, avaient été les premières susceptibles du domaine quiritaire. C'est ici que se place la division des choses, admise par la loi des Douze Tables, en *res Mancipi*, susceptibles de mancipation, et en *res nec Mancipi*, non susceptibles de mancipation. Les *res Mancipi* ne pouvaient être acquises que par l'un des modes d'acquisition qui viennent d'être énumérés ; les *res nec Mancipi* pouvaient s'acquérir par la simple tradition. Ulpien donne l'énumération des *res Mancipi* (*Reg.*, XXI). Ce sont les fonds de terre sur le sol italique, les maisons, les servitudes prédiales, les esclaves et les animaux qui peuvent être soumis au joug ou aux fardeaux, *quadrupedes quæ dorso collove domantur*. Toutes les autres choses et tous les autres droits : usufruit, hérédité, obligations, etc., étaient *nec Mancipi*. Mais si les choses *Mancipi* ne pouvaient être acquises que par l'un des modes légitimes d'acquisition, tous ces modes d'acquisition ne leur étaient pas exclusivement propres. On peut, à cet égard, poser les règles suivantes : 1° Toutes choses *Mancipi* ne peuvent être acquises que par l'un des modes légitimes d'acquisition, à l'exception de la tradition ; 2° la mancipation est exclusivement propre à l'acquisition des choses *Mancipi* ; 3° les choses *nec Mancipi* peuvent s'acquérir, soit par la simple tradition, soit par l'un des modes légitimes d'acquisition, à l'exception toutefois de la mancipation.

La tradition n'a pas besoin d'être expliquée. — L'usucapion n'est autre chose que l'effet de la possession continue, pendant un an s'il s'agit d'une chose mobilière, et pendant deux ans s'il s'agit d'un immeuble romain. — La *cessio in jure* était la revendication convenue de la chose que l'un voulait acquérir et que l'autre voulait transmettre ; elle avait lieu devant le magistrat, *in jure*. — L'adjudication était prononcée par le *judex*, et avait pour objet et résultat de faire cesser l'indivision et d'opérer le partage entre héritiers ou communistes. L'action *familiae erciscundæ*, notamment, était écrite dans la loi des Douze Tables. — Enfin on acquérait les choses *lege* quand on était légataire dans un testament (Ulp., *Reg.*, tit. XIX). Au temps de la loi des Douze Tables, le testament était un acte public, une *privata lex*.

Le citoyen père de famille, étant seul propriétaire, disposait de sa succession à son gré par testament : *Uti legassit super pecunia tutelave, ita jus esto*. Avant la loi des Douze Tables, les testaments étaient une déclaration faite devant les comices par curies (*calatis comitiis*) ; c'était une loi privée que le testateur proposait et que la curie ratifiait. En temps de guerre, le militaire armé pour l'expédition pouvait faire son testament par une déclaration de volonté en présence de ses compagnons d'armes ; ce testament était dit *in procinctu* (Gaius, *Comm.* II, 101). La nécessité, sans doute, intro-

duisit une troisième forme de testament, le testament *per æs et libram*, qui n'était autre chose qu'une vente simulée de l'hérédité, de la *familia*. Le testament *per æs et libram* est-il le testament de la loi des Douze Tables? On l'ignore. On a pensé qu'il en est né par une application à l'hérédité de la forme de la mancipation. On serait tenté de croire qu'il devait être écrit dans la loi. La raison que nous proposons sous toutes réserves est celle-ci : La mancipation n'était applicable qu'aux choses *mancipi*; l'hérédité, d'un autre côté, considérée comme *universitas*, n'a jamais été une chose *mancipi*. Or, pour faire application, même comme simulacre, de la forme de la mancipation à une chose *nec mancipi*, il a fallu plus qu'un usage : il a fallu une loi, celle des Douze Tables. Cette opinion peut s'appuyer encore d'une disposition de la neuvième table de la loi, qui frappait d'une peine infamante le témoin d'un testament qui n'en voulait pas rendre témoignage : le testament admis alors ne pouvait donc pas être seulement celui qui avait les comices pour témoins.

Si le père de famille mourait intestat, la loi des Douze Tables attribuait son hérédité aux héritiers siens (Gaius, *Comm.* III, 1), c'est-à-dire à ses enfants naturels ou adoptifs placés *in sua potestate*. A défaut d'enfants naturels ou adoptifs, l'hérédité appartenait au plus proche agnat : *Proximus agnatus familiam habeto*; et l'agnation, pour succéder, comptait jusqu'au dixième degré (*Inst.*, III, vi, 5). L'agnation était la parenté légitime, la parenté par les mâles : étaient agnats tous ceux qui, si l'auteur commun vivait, se seraient trouvés ensemble sous sa puissance.

A défaut, non pas d'agnats, mais du plus proche agnat acceptant, *proximus agnatus*, car la dévolution n'avait pas lieu dans la ligne des agnats d'un degré au degré suivant, la succession appartenait aux gentils : *Si agnatus nec escit, gentilis familiam nanscitor*. Qu'était-ce que la *gens*, la *gentilitas*? Sur ce point, on peut se livrer à toutes les conjectures. Cicéron a donné des gentils une définition qu'il propose pour modèle des bonnes définitions en logique, et il se trouve que cette définition laisse place à toutes les suppositions. Les gentils sont ceux *qui inter se eodem nomine sunt, qui ab ingenuis oriundi sunt, quorum majorum nemo servitutem servit, qui capite non sunt dimi-nuti* (*Topica*, VI). Il apparaît bien que la *gens* était le cercle d'une parenté civile; mais quel était le principe de cette parenté par la loi? La définition de Cicéron le laisse à deviner. Le savant Niebuhr et M. Ortolan ont présenté chacun un système différent, qui peut prêter à de graves objections. Il est plus vraisemblable de conjecturer, avec M. Domenget dans son édition de Gaius, et avec M. Laferrière (*Histoire du Droit français*, t. I, p. 462), que la *gens* était, dans la constitution de la famille romaine, la race générique qui comprenait, sous une origine ingénue, sans interruption et sous un nom commun, les familles dérivées d'une souche commune, devenues différentes par leur surnom et leur agnation spéciale. La *gens* serait ainsi la grande famille romaine au delà du degré où l'agnation ne peut plus se compter.

La loi des Douze Tables réglait le partage des successions testamentaires ou *ab intestat* par l'action *familiæ erciscundæ*. Notons ici un principe important de cette loi : les choses corporelles de l'hérédité entraient seules dans l'action *familiæ erciscundæ*. Les créances et les obligations, au contraire, les *nomina*, se divisaient de plein droit. Que l'on suive ce principe de la loi des Douze Tables à travers toutes les législations sorties de la loi romaine, et on le retrouvera transcrit dans les articles 873 et 1220 de notre code civil.

L'obligation, selon la loi des Douze Tables, se contractait sous une forme générale par le simulacre d'une pesée. Soit qu'il s'agît d'une obligation personnelle, soit qu'il s'agît d'une aliénation, le lien naissait des formes de la vente *per æs et libram* : *Cum necsum faxit*, disait la loi, *mancipiumque, uti lingua nuncupassit, ita ius esto*. Le *nexum* était ainsi l'obligation générale; le *mancipium* était l'achat et sans doute tout contrat réel. La loi des Douze Tables était d'une rigueur extrême dans l'interprétation qu'elle commandait de donner aux actes de droit. Le droit prétorien adoucit plus tard cette rudesse et fit prévaloir l'équité. Dans l'exécution des engagements qui naissaient du *nexum*, la loi n'était pas plus humaine. On sait que le débiteur s'engageait sur sa personne et non sur ses biens : pour payer sa dette, il fallait qu'il les vendît lui-même. Aussi longtemps qu'il était lié, *nexus*, sa liberté et sa personne physique même répondaient de son engagement.

Selon Varron, *exum est omne quod per æs et libram geritur inter quæ sunt Mancipia*. Un

plébéen *nexus* était à l'abri des rigueurs de son créancier et conservait l'intégrité de son état. Mais bientôt d'énormes intérêts de 20 pour 100 par an, se convertissant chaque année avec le capital en une nouvelle dette, *versura*, le mettaient dans l'impossibilité de s'acquitter; le *nexus*, conduit alors devant le prêteur, après une procédure sommaire, devenait, par la déclaration du prêteur, *addictus*. Comme *addictus*, il était esclave de fait, *in servitute*, et son créancier avait le droit de le faire incarcérer et de faire prononcer l'adjudication de tous ses biens, même ceux excédant la dette. S'il n'était pas complètement quitte, il avait soixante jours pour se libérer, après lequel délai il était ou vendu à Rome, au marché, et tombait *in mancipium* de l'acheteur, ou vendu *trans Tiberim*, à l'étranger, et devenait esclave de droit, *servus*. De tels faits se généralisant, on comprend combien devait être terrible à Rome la condition des plébéiens. Chaque maison de patricien avait ses prisons, et dans les temps de misère on conduisait devant le prêteur des troupeaux de *nexi*, qui ne quittaient le *Forum* que pour aller les peupler. Aussi lorsque, en l'an de Rome 428, la loi *Petilia* abolit l'engagement conventionnel personnel qui naissait du *nexum*, le soulagement fut tel, que Tite-Live fait dater de cette loi un recommencement de la liberté romaine : *Eo anno plebi romanæ velut aliud initium libertatis factum est, quod necti desierunt* (*Hist.*, VIII, 28). Voilà l'état social de la république romaine à l'époque de la jurisprudence héroïque de Vico.

La stipulation était-elle connue au temps de la loi des Douze Tables? On peut le penser, car cette loi réglait non-seulement les obligations principales, mais encore les obligations accessoires, comme la fidéjussion. Il est vraisemblable que la stipulation s'adjoignit d'abord aux formalités de la pesée du *nexum*, et qu'elle fut pratiquée seule, après que la forme *per æs et libram* fut tombée en désuétude. Elle devait être nécessaire pour le prêt à intérêt, qui tenait alors une si grande place dans les relations privées des Romains.

La loi des Douze Tables ne paraît pas avoir réglé l'organisation judiciaire et ne créa pas la procédure. On suivait alors, sans doute, les formes religieuses établies par le Collège des pontifes. Mais Pomponius (*Dig.*, liv. I, tit. II, loi 2, § 6) nous apprend que, dans le temps même de la loi des Douze Tables, on établit comme forme de procédure les *legis actiones*. La connaissance des actions de la loi était restée le secret du Collège des pontifes. Comme le choix et la pratique de l'action pouvaient avoir un résultat fatal pour les plaideurs s'ils étaient mal faits, puisque tout était sacramentel dans les formules de l'action, les patriciens, qui étaient chargés exclusivement de l'application du droit, avaient ainsi un moyen de domination sur les plébéiens. Les formules sacrées furent plus tard divulguées dans des livres des jurisconsultes (*Jus Flavianum*, *Jus Ælianum*). Ce fut pour les plébéiens une sorte d'affranchissement.

Les actions de la loi étaient, comme on sait, au nombre de cinq. La forme générale de procéder était celle du *sacramentum*. C'était une forme toute religieuse; car la somme d'argent engagée par le plaideur était affectée aux sacrifices publics. La provocation réciproque des parties rappelait le souvenir du combat (Gaius, *Comm.* IV, 13 et suiv.). La *judicis postulatio* était spécialement applicable aux obligations personnelles. La *condictio* ne fut créée que quelque temps après la loi des Douze Tables, par les lois *Silia* et *Calpurnia*. La *manus injectio* et la *pignoris capio* réglaient la procédure d'exécution. — On peut voir dans tous les commentateurs des Institutes l'explication de toutes ces formes de procédure.

Le droit pénal de la loi des Douze Tables avait pour principe, comme toutes les législations primitives, le talion : *Si membrum rupit... talio esto*. Il avait aussi été établi des peines pécuniaires élevées pour les délits contre les personnes : la peine de mort par la strangulation ou par le feu contre celui qui avait pendant la nuit coupé des blés, ou qui avait mis le feu à des bâtiments ou à des gerbes placées près des bâtiments; le droit de tuer un voleur la nuit ou le jour, lorsqu'il se défendait avec des armes; la servitude contre le voleur manifeste, s'il était libre, les verges et la mort par la roche Tarpéienne, s'il était esclave; des peines pécuniaires du triple et du double pour les autres vols; celle du quadruple contre l'usurier, du double contre le dépositaire et contre les tuteurs; la peine de mort par la roche Tarpéienne contre le faux témoin, contre les sorciers et les empoisonneurs, contre les auteurs de réunions séditieuses. Il y avait en outre des dispositions pénales contre le juge prévaricateur, contre

le citoyen traître à la patrie : ils étaient punis de mort. Ces deux règles fondamentales de l'ancienne constitution romaine, qu'au peuple seul et dans ses grands comices il est permis de prononcer sur la tête d'un citoyen, sa vie, sa liberté, sa qualité de citoyen, son état de famille, et qu'au citoyen appartient le droit d'appel contre tout jugement, sont posées dans la loi des Douze Tables : *De capite civis nisi per maximum comitiatum ne ferunto*; disait cette loi. C'est sans doute de cette disposition de la loi que vint la forme de l'adrogation, qui ne pouvait avoir lieu que devant les comices.

La sagesse de la loi des Douze Tables a été louée à l'envi par les premiers écrivains de l'ancienne Rome. Cicéron y trouvait plus de philosophie que dans les livres de tous les philosophes (*De Legibus*, X, 23; *De Oratore*, I, 44). Tite-Live place dans cette loi la source de tout le droit public et privé : *Fons omnis publici privatiq[ue] juris* (*Histor.*, IV, 34), et Tacite y voit le dernier mot du droit juste : *Finis æqui juris* (*Ann.*, III, 27). Il y a peut-être quelque hyperbole patriotique dans cette admiration sans réserve. Mais ce dont on peut convenir avec toute raison, c'est que dans cette première loi, rude, austère, de l'ancienne Rome, on voit apparaître déjà d'une façon remarquable l'esprit juriste des anciens Romains. Comme ensemble, comme œuvre scientifique, pour la liaison de toutes ses parties, pour la force de ses déductions logiques, la loi des Douze Tables est déjà supérieure à tous les droits de l'antiquité.

La loi des Douze Tables avait été gravée sur des tables d'airain exposées dans le *Forum*. Il paraît, d'après une lettre de saint Cyprien, qu'elles y étaient encore au deuxième siècle de l'ère chrétienne. Quoi qu'il en soit, la loi des Douze Tables resta pour les Romains, jusqu'à Justinien, la loi. Elle avait conservé en principe sa force obligatoire. Les lois postérieures, les plébiscites, les sénatus-consultes, l'édit du préteur, les travaux des jurisconsultes, etc., n'ont fait que la compléter, l'amender, l'expliquer. Il est vrai que le préteur et les jurisconsultes la tournaient le plus souvent en l'expliquant; mais encore inspirait-elle de son esprit leurs explications détournées.

§ 2. — DROIT ROMAIN DE LA LOI DES DOUZE TABLES A AUGUSTE.

La publication de la loi des Douze Tables (nous ne disons pas la loi des Douze Tables même) fut, dans l'ordre civil, la première grande conquête de la plèbe romaine sur la classe patricienne. A partir de cette époque, les plébéiens gagnent sensiblement; mais on sait que ce ne fut pas sans de vives luttes. La loi *Canuleia* (an 309) autorisa le mariage entre patriciens et plébéiens. Dans l'ordre politique, le progrès est également sensible, quoique bien disputé, d'une manière quelquefois sanglante.

Les plébéiens sont admis au consulat, au sénat, plus tard même au souverain pontificat. Le secret des actions de la loi, pour lesquelles Appius Claudius avait composé un recueil de formules, fut livré au peuple par son secrétaire Cneus Flavius, qui le modifia quelque peu et en fit le *Jus civile Flavianum*. Ce recueil, complété peu de temps après par Sextus Ælius, qui composa de nouvelles formules devenues nécessaires, et livré au peuple comme le premier, devient le *Jus Ælianum*. Puis les décrets de la plèbe ou plébiscites obtiennent force de loi, et obligent même les patriciens, en vertu de la loi *Hortensia* (an 467), qui confirme, en les complétant, les dispositions des lois *Valeria-Horatia* et *Pubilia* : *Et ita factum est, dit Pomponius, ut inter plebiscita et legem species constituendi interesset, potestas autem eadem esset.* (*Dig.*, liv. I, tit. II, loi 2, § 8).

Dans la période de l'histoire du droit romain qui suit la loi des Douze Tables, les sources du droit sont le droit écrit, c'est-à-dire le droit promulgué, et le droit non écrit, résultant des usages. Le droit écrit comprend la loi proprement dite, les plébiscites et les sénatus-consultes.

La loi est ce que le peuple ordonne et a établi : *Lex est quod populus jubet atque constituit* (Gaius, *Comm.*, I, 3). La loi était ainsi un décret rendu par le peuple romain tout entier, patriciens et plébéiens réunis dans les comices par centuries, votant sur la proposition d'un magistrat supérieur. — Les centuries, qui avaient été originairement l'armée nationale, étaient devenues une

subdivision de la curie, qui était elle-même une subdivision de la tribu. Il est vraisemblable que les citoyens votaient individuellement dans les centuries, et que c'était ensuite le recensement de ce qui avait été voté dans chaque centurie qui faisait le *populiscitum*. — La loi ainsi votée n'avait pas immédiatement force exécutoire : il fallait qu'elle fût sanctionnée par un nouveau vote dans les comices par curies ou par le sénat. Mais une loi proposée par Publicius Philo, le premier dictateur plébien, obligea les curies à donner d'avance leur sanction aux délibérations des centuries (an 415).

Les plébiscites, comme il vient d'être dit, étaient les décrets de la plèbe. Ils étaient votés par les seuls plébéiens, sur la proposition d'un tribun, dans les comices par tribus. Depuis la loi *Hortensia*, ils obligeaient même les patriciens. — Les sénatus-consultes étaient rendus par le sénat seul. Mais les décisions du sénat pouvaient toujours être paralysées par le *veto* des tribuns agissant tous d'accord. Une décision frappée de *veto* ne s'appelait plus que *senatus auctoritas* (1).

Le droit non écrit comprenait trois sources du droit : les usages, les édits des magistrats et la doctrine des jurisconsultes. Les usages étaient nés des mœurs et de la tradition, *mores majorum*. Les édits des magistrats étaient les édits du préteur et des édiles, que chacun d'eux publiait à son entrée en fonctions et qui, insensiblement, par la force des choses et du droit, arrivèrent à modifier, corriger ou augmenter le droit civil.

Cela demande une explication. Après l'expulsion des Tarquins, les Romains avaient conféré les attributions de leurs rois à deux consuls. Le roi (car la royauté ne fut pas supprimée radicalement, comme on le croit trop communément) n'eut plus d'attributions que pour les sacrifices (Tite-Live, *Hist.*, II, 2). Les consuls rendaient la justice de la même manière que l'avaient rendue les rois. Mais après l'institution du tribunat, qui se produisit dans les circonstances que l'histoire générale nous apprend, l'autorité des consuls subit un démembrement notable dans le droit qu'ils avaient de rendre la justice. L'extension de la puissance romaine eut naturellement pour résultat d'augmenter considérablement les occupations de ces premiers magistrats de la république. Pour alléger un fardeau qui s'aggravait tous les jours, on institua une magistrature spéciale, chargée de l'administration de la justice, à laquelle on rendit l'ancien nom de préture (an de Rome 388). L'institution de la préture n'eut pas pour effet de déposséder absolument les consuls du droit de rendre la justice. On sait qu'ils continuèrent de l'exercer très-exceptionnellement jusqu'aux derniers temps de la république. Les fonctions de préteur, d'un autre côté, n'étaient pas exclusivement judiciaires ; car le préteur avait des attributions administratives et pouvait même au besoin commander une armée ; en l'absence du consul, il en exerçait l'autorité ; mais les fonctions judiciaires caractérisaient particulièrement sa dignité. Le préteur (car il n'y en eut d'abord qu'un seul) était élu, comme les consuls, dans les comices par centuries, avec les mêmes formalités et sous les mêmes auspices religieux ; leur magistrature, encore comme celle des consuls, ne durait qu'un an ; ils avaient les mêmes honneurs extérieurs, chaise curule, robe de pourpre, licteurs, etc. ; de telle sorte que leur office n'était, de fait et de droit, qu'un démembrement du consulat.

Pour l'exercice de ses fonctions de magistrature, le préteur publiait à son entrée en charge un programme des actions ou autres moyens selon lesquels il administrerait la justice. Il n'y eut d'abord, avons-nous dit, qu'un seul préteur ; mais l'affluence des étrangers à Rome ayant augmenté considérablement le nombre des procès, on créa (an 507) un second préteur chargé spécialement de les juger. Le premier préteur, qui resta toujours le premier en dignité, et qui au besoin suppléait le

(1) Nul ne pouvait se flatter de connaître l'histoire romaine jusqu'à ces derniers temps, s'il n'avait étudié les ouvrages historiques de Beaufort, Niebuhr, Savigny. Aujourd'hui, il faut ajouter à ces noms celui de M. Th. Mommsen, dont l'histoire romaine vient d'être traduite en français par un magistrat de la Cour de Paris, M. Alexandre M. Mommsen (t. II, chap. 2) a fait ressortir le caractère de la puissance tribunitienne. Les tribuns pouvaient tout faire pour la protection du peuple et des personnes, arrêter la marche de l'administration, l'exécution des jugements, etc. Comment donc le tribunat ne devint-il pas maître de la république ? M. Mommsen ne le dit pas. C'est que les tribuns ne pouvaient agir que tous ensemble. La nécessité de cet accord paralysait l'action d'une magistrature qui, sans cela, eût pu tout paralyser dans l'État.

consul, prit le nom de *prætor urbanus*, et le second celui de *prætor peregrinus*. Le *prætor peregrinus* remplaçait le *prætor urbanus* en cas de nécessité. Bientôt on créa des préteurs dans les provinces conquises : la Sicile, la Sardaigne, l'Espagne et la Narbonnaise eurent chacune le leur (an 526 à 556). Sous Sylla, le nombre des préteurs fut porté à dix, sous César à douze, sous Auguste à seize.

Après le préteur venaient les édiles. Il y eut à Rome trois sortes d'édiles : deux édiles plébéiens, institués en l'an 260 comme auxiliaires des tribuns ; deux édiles curules créés en l'an 387 ; deux édiles céréales institués en l'an 709. Les fonctions de ces édiles avaient pour objet la police ; mais ils avaient accessoirement des attributions judiciaires. Ainsi depuis l'an 279 les édiles eurent mission de poursuivre la punition des attentats commis par les patriciens sur les plébéiens, et partageaient avec les tribuns une espèce de juridiction arbitrale dans les procès entre plébéiens. A raison de leurs fonctions de police, ils poursuivaient d'office les empoisonneurs, les sorciers, les usuriers, les femmes de mauvaise vie, etc. Ils avaient pour la même cause une juridiction limitée : ils étaient juges dans les difficultés relatives à la police des rues et à la vente des animaux et des esclaves. Comme les attributions de judicature des préteurs et des édiles avaient un caractère commun, le droit que créaient ces magistrats, qui se maintint avec une si remarquable unité, s'appelait *jus honorarium*, parce que les préteurs et les édiles *honores gerebant*.

Les fonctions de magistrature des préteurs et des édiles consistaient à dire le droit, *jus dicere*. On sait que dans le système des actions de la loi et dans le système formulaire, la procédure se divisait en deux parties : la première avait lieu devant le préteur. Dans chaque cause qui lui était soumise, il délivrait une formule d'action, qui n'était autre chose qu'une instruction destinée à guider le *judex*. La formule délivrée par le préteur, après avoir entendu les parties, instituait le juge, précisait la question que celui-ci avait à résoudre et la solution juridique qu'il devait y appliquer, et lui conférait le pouvoir d'absoudre ou de condamner. Mais cet office du préteur n'était pas le seul de sa charge en tant que magistrat de l'ordre judiciaire. Le préteur urbain publiait le fameux *edictum prætoris*, véritable promulgation du droit pour tout le temps qu'il exercerait sa magistrature. Il dressait aussi les listes de *judices*, parmi lesquels il choisissait pour chaque cause celui qui devait prononcer la sentence.

L'édit que publiait le préteur à son entrée en fonctions était ordinairement l'édit de ses prédécesseurs, qui se perfectionna successivement. Il se forma ainsi une jurisprudence prétorienne contenue dans l'*edictum perpetuum*. Le préteur qui innovait publiait un *edictum novum*. Les préteurs arrivèrent ainsi à créer cette jurisprudence, rivale heureuse de la loi civile, par les moyens que connaissent tous ceux qui ont étudié la jurisprudence romaine. — Le préteur créait des *actiones fictitiæ* ou *utiles*, accordait des *exceptiones*, édictait des *restitutiones in integrum*, inscrivait des *præscriptiones* en tête de certaines formules d'actions qu'il accordait.

L'action feinte était celle dans laquelle le préteur appliquait le droit civil à un litige que la loi n'avait pas eu en vue. Ainsi le préteur accordait, conformément à son édit, la *bonorum possessio*, qui juridiquement, en soi, n'était qu'un fait d'exécution, à certains parents que la loi n'appelait pas à succéder ; il feignait alors de considérer l'appelé comme héritier et lui donnait toutes les actions de l'héritier ; elles étaient alors *fictitiæ* ou *utiles* (Gaius, *Comm.* IV, 34). L'action publicienne, dans laquelle le demandeur était considéré comme ayant usucapé une chose pour laquelle l'usucapion n'avait pas été accomplie, était encore une action feinte (*Ib.*, 36). Gaius cite plusieurs autres exemples d'actions feintes accordées pour différents objets (*Comm.* IV, 34 à 38).

L'exception avait été imaginée pour protéger certains défendeurs contre une rigueur jugée trop grande de la loi. En présence de ce droit âpre qui disait : *Uti lingua nuncupassit ita jus esto* ; qui faisait prévaloir les mots sur la volonté vraie, sur l'intention, le préteur venait au secours du défendeur trompé ou malheureux, en lui accordant un moyen de défense indirect. Que Titius, par exemple, ait pris envers Sempronius, dans la forme du droit civil, une obligation à laquelle il aura été déterminé par le dol, selon le droit civil il ne sera pas moins obligé ; mais le préteur viendra à son secours et accordera à Titius, dans la formule, un moyen de repousser une réclamation inique, en commandant au juge de ne le condamner que *si in ea re nihil dolo malo Sempronii actum sit*. Les

préteurs avaient créé des exceptions dans tous les cas analogues. Le système des exceptions fut le moyen le plus puissant de la jurisprudence prétorienne pour adoucir et corriger l'âpreté du droit civil, et accommoder ce droit, en en respectant au moins la lettre, aux besoins des mœurs et à l'équité naturelle.

Les prescriptions concouraient au même résultat. La *præscriptio* était une clause insérée dans la formule pour préciser et ordinairement limiter la portée de l'*intentio*. Le demandeur, par exemple, à qui il était dû des prestations successives, aurait épuisé son droit après avoir obtenu une condamnation pour une seule annuité; une seule *litis contestatio* aurait éteint toute sa créance. S'il voulait conserver son droit pour les autres annuités, il devait faire insérer dans la formule ces mots : *Cujus rei dies fuit*. Il y avait des prescriptions *a parte actoris* et des prescriptions *a parte rei*, selon qu'il s'agissait de sauvegarder le droit du demandeur ou du défendeur.

Enfin, les restitutions en entier étaient un moyen pour le préteur de protéger certaines personnes, comme les mineurs, contre leurs faiblesses, ou même certaines personnes capables contre des défaillances naturelles. Le préteur ne prononçait pas expressément la *restitutio in integrum*; mais il accordait l'action ou l'exception comme si le fait qui eût pu y faire obstacle ne se fût pas produit, ou comme si la circonstance ne se fût pas rencontrée.

L'ensemble de ces moyens d'action, et même, disons le mot, de ces subterfuges, permit aux préteurs de créer en quelque sorte un droit civil. Dans ce travail immense, qui ne fut assurément pas prémédité et qu'il fallait plusieurs siècles pour accomplir, les préteurs trouvèrent une aide considérable dans les travaux des jurisconsultes. La doctrine des jurisconsultes se manifestait dans les consultations qu'ils donnaient, *responsa*, dans leurs explications pour les parties devant le magistrat à qui on venait demander de déclarer telle ou telle formule d'action, *disputationes fori*, dans leurs travaux écrits, souvent des livres, où ils proposaient de nouvelles formules d'action ou des changements aux formules connues.

Il serait peut-être impossible de tracer un tableau exact et complet du droit romain dans la période écoulée depuis la loi des Douze Tables jusqu'à Auguste. La chronologie des lois, plébiscites et sénatusconsultes a pu être rétablie; mais celle du droit prétorien, qui forme la partie la plus considérable de beaucoup dans la période qui s'étend des Douze Tables à l'époque de Gaïus, ne le sera jamais que très-incomplètement. Nous allons seulement passer en revue les principaux changements que subit la loi primitive.

La loi des Douze Tables ne connaissait, dans les personnes, que des citoyens et des esclaves. La jurisprudence prétorienne admit un état intermédiaire, celui des affranchis; tous les affranchis étaient citoyens; ils avaient seulement, à l'égard de leurs patrons, quelques obligations; ils leur devaient certains services, *operæ*. — Les Latins juniens et les Deditices, dont les droits civils et politiques étaient restreints, et qui n'étaient pas citoyens, ne datent que du siècle d'Auguste et de Tibère. — Le droit prétorien fit, dans le droit, une place aux étrangers, *peregrini*; il les admit à participer aux actes du droit des gens, et quelquefois un traité leur accordait le *commercium*.

La famille romaine resta constituée comme elle l'avait été par la loi des Douze Tables. La puissance paternelle demeura entière, mais adoucie par les mœurs. La femme resta dans son état d'infériorité légale : elle était toute sa vie ou *in potestate* de son père, ou *in manu* de son mari et quelquefois d'une autre personne, ou *in tutela*. Cette tutelle perpétuelle des femmes était basée sur la faiblesse du sexe, *levitas animi*. Au reste, les droits du père de famille sur ses enfants et sur sa femme étaient les mêmes que sur ses esclaves; il pouvait les revendiquer comme sa chose et en faire l'objet d'une mancipation (*Dig.*, liv. VI, tit. I, loi 1, § 2; Gaïus, *Comm.* I, 117 et 120). Mais, par cela seul, il pouvait les rendre *sui juris* par l'émancipation.

Dans le premier état du droit, la femme, tombant *in manum* de son mari, apportait dans le patrimoine, dans la *familia* de celui-ci, tous les biens qu'elle pouvait avoir si elle était *sui juris* à l'époque de son mariage. La *manus* et l'*adrogatio* (adoption des personnes *sui juris*) étaient, en effet, pour le père de famille, à Rome, deux moyens d'acquérir *per universitatem*. En cet état des mœurs et du droit, ce que l'on appela plus tard la dot, la *res uxoria*, était inconnu. Mais le mariage libre ten-

dant à prévaloir par la disposition des femmes à se soustraire à la *manus* du mari, en interrompant l'*usus annal* (V. *suprà*, p. 32), les femmes mariées commencèrent à avoir une *familia* distincte de celle du mari; il est au moins certain que cela commença à se généraliser à l'époque de la loi *Vocconia* sur les testaments (an 585), comme on peut le voir dans un discours de Caton rapporté dans Aulu-Gelle (*Noct. att.*, XVII, 6). De là la coutume de la dot, empruntée au droit athénien. Si la femme qui se mariait était en puissance de son père, le père faisait, *causa dotis*, au mari un don dont celui-ci était propriétaire, mais qu'il devait restituer au cas de divorce, et ordinairement au cas de prédécès de la femme. Si la femme était *sui juris*, elle promettait solennellement une dot à son mari (*dictio dotis*), qui en devenait propriétaire au moyen d'un des modes légitimes d'acquisition, mancipation, *cessio in jure*, usucapion, mais qui devait la restituer si un divorce survenait.

La division des choses et la propriété romaine ne subirent pas de changement radical dans notre deuxième période. Les moyens d'acquérir restèrent les mêmes. Mais la jurisprudence prétorienne adoucit en cette matière, notamment par la création de l'action publicienne et les exceptions, le formalisme rigoureux de la loi des Douze Tables, et mit la justice dans le droit civil. On retrouve cette partie du système de la jurisprudence prétorienne dans la constitution de la propriété dans les provinces et le mode d'aliénation. Le domaine provincial est, sur ce point, intéressant à étudier.

Lorsque Rome conquérait autour d'elle une province, la terre conquise devenait, en tout ou en partie, publique; elle appartenait au peuple romain, *publicabatur*. Mais parmi ces terres conquises il était fait deux parts inégales : les unes continuaient d'appartenir au peuple romain, qui en jouissait comme propriétaire; les autres étaient concédées à des citoyens romains, ordinairement des vétérans. Les fonds ainsi *publicata* et concédés avaient tous les privilèges du sol italique; comme les *prædia italica*, ils étaient susceptibles de mancipation, d'usucapion, de *cessio in jure*, etc.; les concessionnaires en étaient propriétaires *ex jure quiritium*. Les autres *prædia provincialia*, au contraire, qui n'avaient pas été affectés avec certaines solennités à des citoyens romains, et qui étaient restés la propriété du peuple romain, n'étaient pas susceptibles de la propriété quiritaire pour les particuliers; ils étaient *res nec mancipi*. L'usage était de les louer moyennant une redevance souvent légère et pour un temps indéfini; la redevance s'appelait *vectigal*, *tributum*; mais ceux à qui ils étaient ainsi affectés n'en avaient que la possession et l'usage. On les appelait expressément *possessionses*. Ils n'étaient pas susceptibles d'acquisition par les modes légitimes comme la mancipation et l'usucapion : les détenteurs les avaient seulement *in bonis*.

C'est pour ces dernières terres, pour ces *possessionses*, que s'introduisit le moyen d'acquérir les choses immobilières par la tradition précédée d'une juste cause. Il y eut alors deux propriétés, deux domaines : le domaine quiritaire et le domaine bonitaire. Il faut voir dans les Commentaires de Gaius comment la jurisprudence prétorienne arriva, par les moyens détournés les plus ingénieux, à donner soit aux détenteurs du sol provincial, soit à ceux qui étaient devenus seulement possesseurs d'un fonds dépendant du sol italique par un moyen d'acquisition non reconnu par la loi, comme était la tradition après une convention de vendre, comment, disons-nous, on arriva à leur donner toutes les garanties qui pouvaient résulter de la mancipation d'un *prædium italicum* faite par un citoyen romain à un citoyen romain (*Comm.* II, 31 et suiv.). La prescription *longi temporis*, de dix ans entre présents et vingt ans entre absents, protégeait les détenteurs des fonds provinciaux, comme l'usucapion de deux ans protégeait à Rome et dans les provinces les possesseurs de fonds italiques.

La possession des terres conquises dans les provinces fut l'origine des troubles civils les plus graves que la république ait traversés. L'*ager publicus*, c'est-à-dire les terres qui n'avaient pas été l'objet d'un partage, qui n'étaient pas devenues *prædia italica*, qui étaient concédées moyennant un léger tribut, avaient été usurpées presque complètement par les patriciens. La plèbe romaine demandait tumultueusement que ces terres fussent partagées comme les autres, également entre les patriciens et les plébéiens. C'est à cette prétention, assurément juste au fond, que les Gracques prêtèrent leur appui séditionnel (an 620-630). On sait comment les Gracques, délaissés par la classe plébéienne, aux

yeux de laquelle les patriciens avaient fait artificieusement briller l'espérance d'une loi plus radicale que leur proposition, succombèrent dans leur tentative et la payèrent de leur vie. La loi agraire fut promulguée; mais, comme le partage était opéré par des juges patriciens, la plèbe n'en retira presque aucun avantage. Ces *latifundia*, dont, bien longtemps après la lutte des Gracques, Pline disait : *Latifundia perdidere Italiam, jam vero et provincias* (*Hist. nat.*, lib. XVIII, cap. vi), couvrirent les provinces conquises. Les lois agraires proposées ou promulguées depuis les Gracques n'avaient pas un autre objet que celui qui vient d'être exposé : car il importe d'observer que jamais une loi agraire ayant pour objet d'attaquer les propriétés privées n'a été demandée ni promise. Rien n'eût été plus contraire à l'esprit romain, même des plébéiens.

C'est ici le lieu de dire quelques mots de l'organisation judiciaire dans les provinces. Jusqu'à l'époque d'Auguste, l'Italie proprement dite était bornée au nord par l'Arno et le Rubicon; on ne la considérait pas comme une province, mais comme une prolongation de Rome. Tous les Italiens étaient Romains, mais en même temps dépendant de leurs municipes. Il n'y a pas à exposer ici l'organisation des municipes; il suffira de rappeler seulement que chaque cité d'Italie avait à sa tête deux ou quatre magistrats suprêmes sous le nom de *duumviri* ou *quatuorviri*. Ces magistrats avaient des attributions assez semblables à celles des consuls avant que l'établissement de la préture en eût démembré l'autorité. Ils exerçaient le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire : cependant, dans quelques villes la justice était rendue par un préfet envoyé de Rome.

Dans les provinces, c'est-à-dire dans les pays qui n'avaient pas le droit italique, quoique soumis à la domination romaine, on envoya d'abord des préteurs chargés de gouverner et de rendre la justice. Vers le temps de Jules César, l'office de ces préteurs envoyés annuellement passa aux consuls et aux préteurs qui avaient achevé le temps de leur charge à Rome, et qui pour cela eurent le nom de proconsuls et de propréteurs. Les *prætores*, *proconsules*, *proprætores*, *præsides* (car ces noms furent successivement donnés aux gouverneurs des provinces, sans que les attributions changeassent notablement), avaient la plénitude de la juridiction criminelle et civile, soit contentieuse, soit volontaire. Ils faisaient, chacun dans sa province, des tournées de justice, et tenaient dans les villes des *sessiones* où se rendaient les plaideurs. Ils pouvaient, comme le préteur à Rome, soit décider le procès eux-mêmes, soit renvoyer devant un *judex*. Le proconsul, président, etc., pouvait déléguer sa juridiction à des *legati*; mais ces magistrats n'ayant pas une juridiction qui leur fût propre, l'appel de leur décision était porté devant le magistrat qui les avait délégués.

Dans la matière des successions, la jurisprudence prétorienne apporta de nombreuses modifications à l'ordre établi par la loi des Douze Tables. La forme des testaments resta d'abord ce qu'elle était sous cette loi; seulement la solennité *per æs et libram*, la mancipation, se réduisit à une simple formalité, et après un temps elle cessa, dit Gaïus, d'être en usage. A une époque que l'on ne saurait préciser, le testament, même simplifié, de l'ancien droit, appelé nuncupatif, fut remplacé par le testament prétorien, consistant en une déclaration expresse de volonté faite en présence de témoins, avec apposition de leurs sceaux sur l'écrit qui le constatait. Ce testament, n'ayant été établi que par le préteur, ne conférait pas l'hérédité, mais seulement la *bonorum possessio*, à laquelle du reste le préteur assurait, par ses interdits, par ses actions utiles et ses exceptions, tous les avantages de la succession testamentaire légitime.

Le pouvoir absolu pour le père de famille de disposer de ses biens par testament fut restreint au profit des enfants successivement par interprétation du droit civil, par le préteur et par la loi. La première réaction contre la puissance exorbitante du père de famille fut opérée par les jurisconsultes, les prudents, *prudentes*, qui établirent pour le père de famille la nécessité d'instituer ou d'exhérer les enfants en sa puissance pour que le testament fût valable. Le défaut d'exhérédation des posthumes n'invalidait pas le testament; mais, par leur agnation, le testament était rompu (*Inst.*, II, 13, § 1). Plus tard, la loi *Julia Velleia* (an 763), qui permettait d'instituer les quasi-posthumes, en exigea l'exhérédation sous la même peine. Il faut citer dans le même ordre d'idées cette fiction des prudents, qui considérèrent comme un fait d'insanité d'esprit l'exhérédation inique des enfants par le père, et autorisèrent la plainte de testament inofficieux (*Inst.* I 18, pr.); la loi *Furia* (an 571) et la

loi *Voconia* (an 585), qui mirent des bornes à la faculté de léguer à des femmes, et enfin la loi *Falcidia* (an 714), qui défendait qu'aucune part d'héritier fût grevée de plus des trois quarts à titre de legs (*Inst.*, II, 22).

L'ordre des successions *ab intestat* fut considérablement modifié dans cette première période prétorienne. Le préteur validait quelquefois en réalité des testaments qui, selon le droit civil, eussent été *nullius momenti*. Il accordait alors la possession de biens *secundum tabulas*. Mais quand le testament avait été fait au mépris de quelques-uns des principes d'équité dans la famille que nous venons de rappeler, le préteur assurait l'autorité de ces principes en donnant la possession de biens *contra tabulas*. La possession de biens *contra tabulas* était donnée dans l'ordre où les lois et sénatus-consultes, les prudents et les préteurs appelaient de fait à la succession. Par ce moyen subtil de la possession de biens, le préteur, en donnant soit la possession de biens *contra tabulas*, soit la possession de biens *ab intestat*, put appeler de fait à succéder *ab intestat* les enfants, *liberi*, les agnats, appelés légitimes, *legitimi*, les *decem personæ*, dans un cas particulier qu'il n'y a pas lieu d'expliquer ici, les cognats, c'est-à-dire les parents par les femmes, qui ne descendaient pas d'un auteur commun en ligne masculine, et enfin le mari et la femme. Si le défunt était un affranchi, le préteur donnait la possession de biens aux parents d'abord, dans le même ordre que pour les ingénus, et ensuite au patron et à la patronne, à leurs enfants et cognats, et même aux cognats de l'affranchissant.

Le droit prétorien apporta des modifications au droit des obligations. La *stipulatio* fut débarrassée de cette formalité de la pesée, *per æs et libram*, qui constituait le *nexum*. Les étrangers furent admis à contracter des obligations et à devenir créanciers en vertu de certains contrats. On reconnut certaines conventions dites du droit des gens, qui produisirent leur effet indépendamment de toutes formes solennelles pour les faire naître. C'est ainsi que l'on vit apparaître dans le droit les quatre contrats purement consensuels de la vente, du louage, de la société et du mandat, et tous les contrats réels, le dépôt, le gage, le commodat, le *mutuum*, qui non-seulement ne requéraient aucune forme solennelle, mais encore étaient communs aux étrangers et aux citoyens romains. La stipulation même est commune aux étrangers, ainsi que les *chirographa*, *syngrapha*, *arcaria nomina*; mais la *sponsio* et les *nomina transcriptitia* restent des moyens de promettre ou de se faire promettre du pur droit civil et exclusivement propres aux citoyens romains.

Les préteurs créèrent même tout un *jus honorarium* dans le droit des obligations (*Dig.*, lib. XLIV, tit. VII, l. 52, § 6). Il y a des stipulations prétoriennes, des pactes prétoriens, qui fournissent soit des actions prétoriennes, soit des exceptions, dont les effets sont en réalité ceux du contrat du droit civil ou du droit des gens. Ces modifications avaient été précédées de beaucoup par une loi célèbre dont il a été déjà parlé, qui fut un grand événement dans l'histoire intérieure de Rome, par la loi *Petilia* (an 428); en vertu de laquelle désormais les débiteurs n'étaient plus engagés en principe sur leurs corps, mais sur leurs biens. Il est vraisemblable cependant qu'en fait, le bienfait de cette loi se borna à une amélioration dans la situation des débiteurs, car l'incarcération des débiteurs parait avoir persisté après cette loi.

Il faut noter encore quelques lois particulières qui eurent pour objet de protéger les citoyens contre des entraînements téméraires, et les débiteurs contre les suites de leurs engagements : la loi *Cincia* (an 550), qui limita l'importance des donations que l'on pouvait faire; la loi *Cornelia* (an 673), qui mit des bornes à la faculté de donner des cautions; la loi *Julia* (an 706), qui permit aux débiteurs malheureux de faire cession de leurs biens. Pour jouir du bénéfice de cette loi, le débiteur devait protester, par paroles solennelles devant le magistrat, de son malheur et de sa bonne foi. Il était affranchi alors de l'emprisonnement et de la note d'infamie.

La procédure de la période prétorienne avant Auguste fut marquée par l'abolition des actions de la loi. Le plébiscite appelé loi *Æbutia*, sur la date duquel les romanistes ne sont pas d'accord, mais qu'il ne paraît guère possible de placer avant le commencement du VII^e siècle de la fondation de Rome, semble avoir décidé que les actions de la loi pourraient n'être plus suivies, excepté dans les causes portées devant les centumvirs. Il est vraisemblable que, pendant assez longtemps, les plaideurs eurent le choix entre les actions de la loi et la procédure formulaire, qui finit par les remplacer.

Ce qui peut le faire supposer, c'est que deux lois postérieures (lois *Juliae judiciariae*, an 728 et 729) abolirent l'usage de ces actions, excepté toujours dans les causes centumvirales. Depuis ces dernières lois, on suivit la procédure dite formulaire, ainsi nommée des formules qui étaient délivrées aux plaideurs par le préteur.

Les formules d'action, dont il a été déjà dit quelques mots (V. *suprà*, p. 38), contenaient le plus souvent trois propositions : la *demonstratio*, l'*intentio* et la *condemnatio*, ou, dans les actions mixtes, quand il s'agissait d'une *universitas juris* à diviser ou de limites à établir, l'*adjudicatio*. La première proposition exposait l'objet de la contestation, la seconde la prétention du demandeur, et la troisième le devoir du juge, selon que la prétention du demandeur serait ou non justifiée. La rédaction de la formule était débattue devant le magistrat par le demandeur et le défendeur. Devant le juge, *judex* ou *arbiter*, désigné par le magistrat, le point de droit et le point de fait précisés dans l'*intentio* étaient de nouveau débattus, et le juge rendait son jugement, *sententia*. Cette procédure, dont l'exposition en détail nécessiterait tout un traité, demeura en usage à Rome jusqu'au temps de Dioclétien.

Mais il pouvait y avoir lieu à des questions de possession préjudicielles à l'action, pour savoir, par exemple, à qui l'objet litigieux, fonds de terre ou meuble, devait être attribué pendant l'instance sur la question de propriété. Les parties se rendaient alors devant le magistrat, et celui-ci prononçait sur le fait de la possession, *interdicebat*. Si les parties se soumettaient, la décision était acquise, et celle à qui la possession était attribuée était alors défenderesse dans l'instance sur le droit de propriété. Si au contraire elles n'acceptaient pas l'*interdictum* du magistrat, celui-ci renvoyait la question de possession à juger devant des *recuperatores*. On retrouve quelque chose du système romain dans la distinction, si connue dans notre droit français, entre le possessoire et le pétitoire.

Tel fut le droit de Rome depuis la loi des Douze Tables jusqu'à la fin de la République. Nulle difficulté pour caractériser le mouvement du droit dans cette période de quatre cents ans que nous venons de parcourir. Ce qui prédomine dans toutes les législations à leurs commencements, c'est le symbole. Dès l'avènement de la jurisprudence prétorienne, la symbolique du droit, à Rome, perd de son importance première et de son empire. Elle s'affaiblit, elle décroît en raison inverse du progrès de la jurisprudence nouvelle, jusqu'à ce qu'elle ait complètement disparu par l'abolition des actions de la loi dans les derniers temps de la république romaine.

Le formalisme, l'empire des mots, qui est autre chose que la symbolique, mais qui s'y trouve toujours mêlé, resté seul dans le droit nouveau de Rome, subit à son tour plus lentement une destinée semblable. Le droit devint rationnel, *humain*; c'est le droit des peuples adultes, civilisés ou au moins mûrs pour la civilisation. Mais pour arriver à ce résultat, quelle finesse, quelle habileté de la raison, de la justice humaine, contre une loi rude, à laquelle il fallait au moins conserver son autorité nominale, en considération de l'ascendant que son antiquité lui donnait sur les peuples ! C'est ce conflit toujours terminé à l'amiable, mais au profit de la justice vraie, qui fait l'éternel intérêt de l'étude du droit romain. Le caractère rationnel du droit nouveau ira désormais, comme nous allons voir, s'accusant chaque jour davantage, jusqu'à ce que le formalisme même disparaisse complètement de la loi.

§ 3. — DROIT ROMAIN D'AUGUSTE A CONSTANTIN.

La révolution qui établit l'empire fut plutôt politique que sociale et civile; ce ne fut même pas, à proprement parler, une révolution; la vieille constitution romaine n'en fut pas modifiée subitement et radicalement. Le nom d'*imperator* appartenait à tous les généraux d'armée. La révolution consista dans l'habileté infinie avec laquelle Auguste usurpa toutes les attributions du pouvoir suprême, tout en conservant pour l'apparence les formes de l'ancienne constitution. Tacite (*Ann.* I, 2 et 9) décrit avec une vérité frappante les moyens par lesquels Auguste procéda. Il arriva de là que, déjà sous

Auguste, mais plus encore sous ses successeurs, le titre d'*imperator* finit par exprimer une autorité toute différente de celle qu'il exprimait originairement. Les grandes magistratures des consuls, des censeurs, des préteurs, des édiles, des tribuns, des questeurs, toutes conservées en apparence, n'existèrent plus à la fin que de nom; un temps vint où les empereurs n'eurent plus à faire évanouir qu'un fantôme.

Auguste commença par réunir sur sa tête tous les pouvoirs des anciens magistrats de la République, l'*imperium* et la *jurisdictio*. En 731, il se fit attribuer la puissance tribunitienne. Il put opposer le *veto* des anciens tribuns aux décisions du sénat et aux actes des autres magistrats. Cette puissance tribunitienne fut le principal élément de la puissance des empereurs. Au reste, ils avaient de fait un pouvoir absolu. Ils faisaient et défaisaient les sénateurs, nommaient à tous les grands postes de l'administration et de l'ordre judiciaire. Ils avaient droit de vie et de mort sur tous les citoyens, sans en excepter les membres du sénat.

On a parlé d'une loi *Regia* en vertu de laquelle l'autocratie des empereurs romains aurait été créée tout à coup et une fois pour toutes. Rien n'est plus invraisemblable que l'existence d'une pareille loi. Aucun historien du temps n'en parle. Elle est bien nommée dans les compilations justiniennes (*Dig.*, lib. I, tit. IV, l. 1; *Cod.*, lib. I, tit. XVII, l. 1, § 7); mais le mot *regia* n'y peut être considéré que comme une interpolation des compilateurs, car, au temps où l'on place cette loi *Regia*, le mot *rex* désignait une autorité pour laquelle les Romains avaient encore conservé une sorte d'horreur. Ce que l'on peut penser avec quelque apparence de raison, c'est que la loi à laquelle on a ajouté la désignation de *regia* n'était autre chose que la décision par laquelle le peuple ou le sénat conférait sans doute à chaque empereur nouvellement élu l'ensemble des attributions de son pouvoir. C'est ainsi que sous la République une loi conférait l'*imperium* aux grands magistrats élus (*Cic.*, *de Repub.*, 11, 13, 17, 18, 20; *Tac.*, *Hist.*, IV, 6). Ainsi s'explique ce passage de Tacite : *Cæterum eo senatûs die quo de imperio Vespasiani censebant, placuerat mitti ad principem legatos* (*Ibid*).

Sous le nouveau régime formé par Auguste, on trouve comme sources du droit : les constitutions impériales, les plébiscites et sénatus-consultes, les édits des préteurs et les réponses des prudents. Voyons quelle autorité le droit puisait à ces différentes sources.

L'empereur faisait des règlements. Ulpien dit : *Quod principi placuit legis habet vigorem*. Les décisions impériales s'appelaient *placita*, *constitutiones principum*. Comme investi de l'*imperium*, l'empereur rendait des édits applicables à l'avenir. Comme magistrat suprême investi de la plénitude de la *jurisdictio*, il jugeait en dernier ressort les contestations qui lui étaient déférées; ses décisions s'appelaient alors *decreta*. Très-fréquemment il répondait à une demande à lui adressée sur un point de droit douteux. Les réponses préparées et délibérées dans son conseil privé, *auditorium principis*, s'appelaient *rescripta*. Les rescrits n'étaient ainsi que des décisions hypothétiques, subordonnées; mais en réalité ils avaient devant les tribunaux l'autorité des édits. Il en était de même des décrets statuant sur un point de droit, par lesquels l'empereur avait prononcé *cognitâ causâ*.

Sous l'empire, il n'y avait plus, à proprement parler, de lois; mais on rencontre fréquemment des plébiscites et des sénatus-consultes. La plupart des lois des premiers temps de l'empire, les lois *Ælia Sentia*, *Furia Caninia*, *Junia Norbana*, *Julia Velleia*, *Papia Poppæa*, dont il est parlé si fréquemment dans les Institutes et le Digeste, étaient des plébiscites. — Les sénatus-consultes apparaissent encore plus fréquemment; ils prenaient le nom soit du consul, soit de l'empereur qui les avait proposés *per epistolam* ou *per orationem*; ils sont même quelquefois désignés par les mots *epistola*, *oratio*, suivis du nom du prince; un seul, le sénatus-consulte Macédonien, prit son nom de celui du citoyen dont le fait l'avait motivé.

Les préteurs continuèrent, sous l'empire, de publier leurs édits, mais leur action décrut en proportion inverse du progrès de la puissance impériale. Sous Adrien, l'édit du préteur fut même définitivement clos; et l'on peut conjecturer que dès auparavant la jurisprudence prétorienne s'était arrêtée et avait accompli sa carrière. Les édits des divers magistrats, malgré l'habitude qu'avaient ceux qui entraient en fonctions d'adopter ceux de leurs prédécesseurs, étaient publiés séparément, et Aulu-Gelle dit en avoir vu et consulté plusieurs dans la bibliothèque du temple de Trajan (*Noct. Att.*, XI, 17).

Mais à partir d'Adrien, par les soins du jurisconsulte Salvius Julianus, ils furent revisés et réunis, et ne formèrent plus qu'un seul corps, comme l'apprennent Eutrope et Aurélius Victor. On retrancha des anciens édits tous les principes devenus suspects. Les opinions de certains jurisconsultes, notamment des Proculétiens, furent en quelques points frappées de réprobation : *Sed contra sententiam Labeonis edictum perpetuum scriptum est* (Dig., liv. XLIX, tit. XIV, l. 1). — La jurisprudence prétorienne ainsi revisée et fixée s'appela l'édit perpétuel, l'édit d'Adrien, *edictum Adriani* : l'œuvre du jurisconsulte Julien fut revêtue en effet de la sanction impériale.

Les prudents, les jurisconsultes, avaient, comme on l'a vu, puissamment contribué à créer le droit prétorien. Sous l'empire, ils continuèrent de travailler à perfectionner le droit et ils obtinrent même une autorité qu'ils n'avaient pas encore eue. Jusqu'alors leurs réponses, dans les consultations qui leur étaient demandées quand la contestation était *in judicio*, ne liaient pas le juge. Pour contenir la puissance des prêteurs et des *judices* que les prêteurs nommaient, Auguste, sous prétexte de donner plus de force, plus d'autorité aux réponses des jurisconsultes, *ut major juris auctoritas haberetur*, décida que désormais les jurisconsultes, au lieu de répondre en leur propre nom, répondraient au nom de l'empereur, de qui ils étaient censés tirer leur autorité : *Constituit ut ex auctoritate ejus responderent*. Mais alors ce droit qu'ils tenaient de l'empereur, cette participation indirecte à son autorité législative, ne dut appartenir qu'à ceux auxquels il l'accordait ; c'est ce que nous apprend Gaius : *Responsa prudentum sunt sententiæ et opiniones eorum quibus permissum est jura condere* (Comm. I, 7). En effet, ce droit fut accordé depuis, dit Pomponius, comme un bénéfice : *Posteaque hoc cœpit beneficium dari, et ex illo tempore peti hoc pro beneficio cœpit*.

Quoi qu'il en soit des controverses auxquelles ce point a donné lieu, les opinions des jurisconsultes autorisés, répondant *ex auctoritate imperatoris*, source de tout droit, lièrent désormais le juge ; mais comme il pouvait y avoir des réponses contradictoires, aussi bien qu'elles pouvaient être conformes, un rescrit d'Adrien régla le devoir du juge dans les deux cas. Si tous les jurisconsultes étaient d'un commun avis, le juge devait se ranger à leur opinion ; s'ils étaient partagés, le juge restait libre : *Quorum omnium si in unum sententiæ concurrant, id quod ita sentiunt legis vicem obtinet ; si vero dissentiunt, judici licet, quam velit, sententiam sequi : idque rescripto divi Hadriani significatur* (Gaius, Comm. I, 7). Ainsi les réponses des jurisconsultes, *jura constituentium* (Dig., liv. L, tit. XVI, l. 128), ont force de loi, et, comme elles sont rédigées par écrit, elles figurent parmi les sources du droit (*Inst.*, liv. I, tit. II, § 3).

Cette autorité des jurisconsultes ne fut pas seulement donnée à leurs réponses, mais encore à tous leurs écrits contenant leurs décisions, leurs opinions, *sententiæ et opiniones*, c'est-à-dire à leurs commentaires sur la loi des Douze Tables, sur l'édit du préteur, sur certaines lois, ou même sur les écrits d'autres jurisconsultes plus anciens. Mais la jurisprudence romaine ne brilla pas toujours du même éclat que du temps de Cicéron à celui d'Alexandre Sévère. Après l'époque des Ulprien et des Papinien, elle parut décliner. On se reporta en arrière, ou plutôt on s'en tint à la science telle que les grands jurisconsultes l'avaient faite. Constantin, après avoir déclaré sans valeur les notes de Paul et d'Ulprien, dans une constitution de l'an 321, décida, dans une seconde constitution de l'an 327, de conserver leur autorité aux divers écrits du jurisconsulte Paul, et en particulier à ses livres des sentences, *plenissima luce et perfectissima elocutione et justissima juris ratione succincti*. Un siècle plus tard, Valentinien consacra de nouveau l'autorité des cinq jurisconsultes Papinien, Paul, Gaius, Ulprien et Modestin, et celle des autres jurisconsultes dont les traités et les opinions étaient mêlés à leurs écrits, tels que Scævola, Sabinus, Julien, Marcellus et autres. Il voulut que les magistrats, qui, depuis l'abolition du système formulaire sous Dioclétien, étaient investis du droit de juger, se soumissent, dans les questions de droit, à l'autorité des cinq jurisconsultes Papinien, Paul, Gaius, Ulprien et Modestin. Les questions devaient se décider à la majorité des autorités, et, en cas de partage, l'opinion de Papinien était prépondérante (*Cod. Theod.*, liv. I, tit. IV).

Quoique tout ce qui a été conservé des écrits des jurisconsultes romains dans le Digeste soit de la période qui nous occupe, et qu'on doive même considérer les règnes de Caracalla et d'Alexandre Sévère comme l'âge d'or du droit romain, cependant il ne paraît pas que depuis Auguste la jurisprudence

prétorienne se soit beaucoup enrichie. Le droit était fixé sous la République; mais les grands jurisconsultes l'ont approfondi, fouillé dans toutes les directions. Les changements législatifs qui y ont été apportés sont contenus dans les plébiscites, les sénatus-consultes et les constitutions impériales.

Il faut citer, relativement à l'état des personnes :

1° La loi *Ælia Sentia* (an 757) et la loi *Junia Norbana* (an 772), qui établirent parmi les affranchis deux classes : la loi *Ælia Sentia* la classe des déditices, et la loi *Junia Norbana* celle des latins juniens. Ces deux lois, comme on peut le voir dans Gaïus et dans les fragments d'Ulpien, furent tout un code sur la condition des affranchis. Les déditices étaient de la pire condition. Celle des latins juniens est exprimée tout entière par cette maxime : *Vivit liber, servus moritur*. Les affranchis soit de l'un, soit de l'autre degré, ne jouissaient pas de tous les droits politiques et civils des affranchis devenus citoyens. La loi *Ælia Sentia* mit aussi des bornes à la faculté d'affranchir, quand l'affranchissant était mineur de vingt ans ou fraudait ses créanciers. La loi *Furia Caninia*, rendue quatre ans après (an 761), apporta à cette faculté de nouvelles restrictions, en ne permettant aux maîtres d'affranchir que dans une certaine proportion du nombre des esclaves qu'ils possédaient;

2° Les lois *Julia* (an 757) et *Papia Poppæa* (an 762), qui eurent pour objet d'encourager les mariages et de porter à la procréation par certains avantages accordés à l'état du mariage, notamment à celui de femme mariée et mère de famille. Ces deux lois jouent un rôle considérable dans la législation de l'empire, particulièrement par l'attribution des *caduca* aux parents citoyens ayant des enfants légitimes;

3° La loi *Claudia* ou le sénatus-consulte Claudien (an 797), qui libéra les femmes de la tutelle de leurs agnats. Déjà les lois *Julia* et *Papia Poppæa* avaient libéré de la tutelle les femmes mariées mères de trois enfants;

4° Le sénatus-consulte Claudien (an 802), qui, après le mariage de Claude et d'Agrippine, permit d'épouser la fille de son frère. Un autre sénatus-consulte Claudien, de l'an 805, voulut réprimer les débauches des femmes ingénues avec les esclaves en faisant esclaves les enfants qui en résultaient, et en rendant esclaves celles qui persisteraient, malgré la dénonciation qu'en aurait faite le maître. Le même sénatus-consulte voulut que l'homme libre, qui s'était laissé vendre comme esclave pour partager avec le vendeur le prix de la vente, devint esclave effectivement.

Le régime de la propriété ne subit pas de changement dans la troisième période du droit romain, première du droit impérial. Mais la matière des testaments et des successions reçut de notables modifications. Il faut citer, outre la loi *Junia Norbana*, qui fixa l'état des latins juniens, et la loi *Papia Poppæa*, qui attribua des avantages testamentaires si considérables aux citoyens mariés, pères d'enfants légitimes :

1° La loi *Julia Velleia* (an 763), qui exigea que le père de famille exhérédât ceux qui deviendraient *sui heredes* entre son testament et sa mort, s'il voulait que son testament ne fût pas rompu par leur agnation;

2° Le sénatus-consulte Néronien (an 817), qui décida que, lorsqu'un legs ne pourrait pas valoir parce que le testateur aurait employé une formule inapplicable, il vaudrait comme legs fait *per damnationem*. Si donc le testateur avait légué la chose d'autrui *per vendicationem*, ou *per præceptionem*, ou *sinendi modo*, depuis le sénatus-consulte Néronien le legs produisit son effet comme si la formule *per damnationem* avait été employée;

3° Le sénatus-consulte Trébellien (an 813) et le sénatus-consulte Pégasien (an 825), qui mirent le fidéicommissaire *loco heredis*, et lui assurèrent le quart de l'hérédité, comme la loi *Falcidia* l'avait assuré, cent ans auparavant, à l'héritier institué conformément au droit civil. Plusieurs sénatus-consultes d'Adrien réglèrent des points de détail sur la matière des legs et des fidéicommiss.

C'est à cette période que se rapporte le pécule *castrense* des fils de famille. Sous Auguste, Néron et Trajan, ce que les fils de famille avaient acquis dans le service militaire leur appartenait en propre. Ils étaient considérés, quant à cela, comme pères de famille. Ils pouvaient donner, aliéner ce pécule et en disposer par testament. Au temps d'Ulpien, on commença à reconnaître un pécule *quasi-castrense* acquis dans certaines fonctions publiques.

Les lois de la première période de l'empire modifièrent considérablement, sur plusieurs points, l'ordre des successions *ab intestat*. On retrouve encore ici la loi *Papia Poppæa*, qui établit le *jus trium liberorum*, le droit des femmes mariées mères de trois enfants de succéder comme patronnes à leurs affranchis, au même rang que les patrons. Il faut citer en outre :

1° Le sénatus-consulte Largien (an 795), qui décida que si un patron laissait des enfants non exhérédés, la succession du latin son affranchi appartiendrait à ceux-ci, de préférence aux héritiers externes que cet affranchi aurait institués;

2° Le sénatus-consulte Tertullien, qui appela la mère à succéder à ses enfants, encore qu'elle fût *in potestate* d'un parent, pourvu qu'elle eût eu, si elle était ingénue, trois enfants, et si elle était affranchie, quatre enfants. Mais elle était primée par les héritiers siens ou *suorum loco*, par les frères du défunt, par le père. Elle partageait avec la sœur consanguine et primait l'aïeul mâle;

3° Le sénatus-consulte Orphytien (an 934), qui appela à succéder aux pères et mères de famille les fils et filles, quoique *alieni juris*, et cela de préférence aux parents consanguins et agnats de la mère défunte.

La matière des contrats doit peu de chose à la période impériale. On trouve des rescrits, notamment d'Adrien, modifiant, pour la forme de l'action, les rapports de créancier à débiteur, mais peu de principes nouveaux. Cependant il convient de mentionner particulièrement :

1° Le sénatus-consulte Velléen (an 799), qui défendit aux femmes de s'engager pour autrui, ou plutôt, d'une façon plus large, de *intercedere*, dans aucune sorte d'affaires ou d'obligations, soit pour des hommes, soit pour des femmes. Les femmes pouvaient seulement promettre une indemnité aux tuteurs de leurs enfants;

2° Le sénatus-consulte Macédonien (an 800), qui voulut que celui qui avait prêté à un fils de famille au delà d'une certaine somme du vivant de son père n'eût pas d'action contre lui après la mort de celui-ci.

Une mesure dont les conséquences affectèrent presque toutes les parties du droit fut prise sous l'empereur Caracalla (an 215 de l'ère chrétienne). En proportion que s'étendait le territoire de l'empire, la qualité de citoyen romain perdait de son prix. César, au dire de Suétone, avait fait entrer des Gaulois dans le sénat romain. Bientôt la *civitas* put s'acquérir à prix d'argent; c'était même pour les empereurs une source de revenus : Aurélius Victor nous apprend que Marc Aurèle l'accordait à qui la demandait. Caracalla alla plus loin : il donna le droit de cité à tous les sujets libres de l'empire (Dion Cassius, 77-9; *Dig.*, liv. I, tit. V, loi 17). Cette mesure ne fut pas inspirée par un mouvement généreux, mais bien commandée par les besoins du fisc. Par ce moyen, tous les habitants de l'empire furent soumis à la *vicesima hereditatum*, impôt de 5 p. 100, qui jusqu'alors n'avait frappé que les successions des citoyens romains. Du reste, on ne fit que supprimer la distinction du *civis romanus* et du *peregrinus*; la loi de Caracalla laissa subsister la classe des latins devenus tels par l'affranchissement. Il y eut donc encore, après cette constitution, des latins juniens et des latins déditices par l'effet des lois *Ælia Sentia* et *Junia Norbana*.

Le système des actions, étant exclusivement prétorien, ne fut jamais modifié par le droit impérial. Mais il s'accomplit pour la procédure romaine un changement considérable sous Dioclétien : l'abolition de l'*ordo judiciorum*. Deux causes concoururent à cette révolution. Avec l'empire, on avait établi les préfets du prétoire. Les préfets du prétoire n'étaient d'abord que des capitaines de gardes; mais bientôt ils accaparèrent tous les pouvoirs civils et militaires. Au temps d'Alexandre Sévère, ils prenaient part à toutes les affaires judiciaires portées devant l'empereur; ils siégeaient au premier rang dans le conseil privé du prince. Outre cela, ils avaient une juridiction particulière. D'abord on put appeler de leurs sentences devant l'empereur; bientôt elles furent souveraines, au-dessus de toute censure. On sait que les plus grands jurisconsultes, les Papinien, les Ulpien, les Paul, furent investis de la charge de préfet du prétoire, et que c'est en partie aux devoirs qu'elle leur imposait que nous sommes redevables des admirables travaux qu'ils nous ont laissés, mais qui ne nous sont parvenus que mutilés.

L'usurpation des préfets du prétoire dans l'ordre judiciaire eut pour résultat d'affaiblir singulière-

rement la juridiction des préteurs, surtout depuis la publication de l'édit d'Adrien, qui leur avait enlevé le pouvoir d'agir sur la jurisprudence. De ces deux causes réunies il résulta que le magistrat, dont l'office était fort diminué d'une part, et qui, d'une autre part, avait un supérieur hiérarchique et subissait un contrôle, prit naturellement le rôle du *judex*. Quand, au lieu de se borner à *dire le droit*, il jugeait, alors il statuait *extra ordinem*. Ce qui fut d'abord une exception devint un usage. Une suite d'édits de Dioclétien et de ses successeurs enjoignirent aux magistrats des provinces d'abord, et de l'Italie ensuite, de ne plus renvoyer les parties devant des juges, à moins d'occupations excessives (*Cod. Theod.*, lib. II, tit. III, l. 1; lib. I, tit. VII, l. 2; *Cod. Just.*, lib. III, tit. III, l. 2; lib. II, tit. LVIII, l. 2; *Inst.*, lib. IV, tit. XV, § 8); et longtemps après, les auteurs des *Institutes*, sous Justinien, purent dire que tous les *judicia* étaient *extraordinaria* (*Inst.*, *loc. cit.*).

La période que nous venons de parcourir fut, comme on sait, l'âge d'or de la jurisprudence romaine. C'est à cette époque surtout et dans le siècle qui la précéda qu'apparurent les grands jurisconsultes, tant ceux dont le nom nous est seulement parvenu que ceux dont nous admirons les fragments épars dans les Pandectes. Comme toutes les sciences dignes de ce nom, la jurisprudence romaine se partagea en écoles : il y eut l'école des Sabinien et l'école des Proculéiens, ainsi nommés du nom de leurs chefs. L'école des Proculéiens avait été fondée par le stoïcien Labéon, qui refusa, dit Pomponius, le consulat sous Auguste pour se consacrer tout entier à la composition de ses livres. Quel était l'esprit de chacune de ces deux écoles ? Il serait assez difficile de le dire. Il est permis de penser, avec M. Giraud, que l'école des Proculéiens, se rattachant au stoïcisme, se distinguait par une rigueur plus absolue dans ses déductions, et que l'école des Sabinien faisait, dans le droit, une part plus grande au sentiment. On sait, en effet, que la rigueur du raisonnement était le caractère de la logique stoïcienne. Au reste, cette divergence des deux écoles, sans avoir disparu, avait perdu beaucoup de son importance au temps de Papinien et d'Ulpien.

§ IV. — DROIT ROMAIN DE CONSTANTIN A JUSTINIEN.

Constantin transporta le siège de l'empire à Constantinople. Les conséquences politiques de ce déplacement furent considérables ; dans l'ordre du droit privé elles n'apparurent pas immédiatement. Cependant l'immensité territoriale de l'empire, les malheurs des invasions, l'abatement moral de ceux qu'un sang plus jeune devait régénérer, le partage de l'autorité impériale que firent souvent les empereurs entre leurs fils, l'emploi de la langue grecque en Orient, toutes ces causes devaient altérer le caractère romain et passer jusqu'au droit. Une autre force d'action apparut, mais salubre, morale, civilisatrice, celle du christianisme, qui s'emparait alors des âmes ; ces causes diverses, et quelquefois contraires, eurent pour résultat de relâcher de plus en plus le droit de sa rigueur première et d'en adoucir toujours davantage le caractère.

Dans cette nouvelle période de l'histoire du droit, les sources du droit ne sont plus les mêmes que nous avons vues dans la période précédente. La loi des Douze Tables est bien toujours le fondement du droit privé ; mais ce n'est plus qu'une forme vide. Les principes qui ont survécu s'en sont détachés en passant dans un droit véritablement nouveau. L'autorité presque législative des préteurs n'existe plus depuis la publication de l'édit perpétuel d'Adrien. Mais les écrits des jurisconsultes font autorité, d'après les règles établies dans la constitution de Valentinien III que nous avons fait connaître.

Dans cette période, la grande, la véritable source du droit, ce sont les constitutions impériales. Mais les actes du pouvoir souverain devinrent si nombreux à la fin du III^e siècle que, pour éviter la confusion qui résultait de leur trop grand nombre, on dut en faire des recueils. De là ces recueils composés d'abord par de simples jurisconsultes, Gregorius et Hermogenes, appelés de là codes Grégorien et Hermogénien, contenant, le premier les rescrits impériaux depuis Adrien jusqu'à Dioclétien, et le second, ceux de Dioclétien et de ses premiers successeurs. Il paraît impossible de déterminer la date et le contenu de ces codes, des fragments seuls étant parvenus jusqu'à nous. Plus tard d'autres recueils

furent composés, par ordre et en vertu de l'autorité des empereurs, par des jurisconsultes qu'ils chargèrent de ce soin : c'est ainsi que fut élaboré, par une commission de neuf membres (an 429), puis révisé par une autre de seize (an 435), et enfin publié (an 438), le code Théodosien ou code de Théodose le Jeune. Ce code contenait les constitutions encore en vigueur, non abrogées par des constitutions postérieures, des empereurs chrétiens depuis Constantin. A ces divers codes il faut ajouter le recueil des constitutions de Martien et autres, et, en Occident, un recueil de nouvelles de Valentinien III et de ses successeurs. — Le code Théodosien ne nous est parvenu qu'incomplet ; mais il est précieux en ce qu'il permet de collationner et de rétablir plusieurs constitutions impériales altérées par Justinien quand il les reproduisit dans son code.

L'état des personnes libres resta de Constantin à Justinien ce que l'avait fait la constitution de Caracalla, qui octroya le droit de cité à tous les sujets de l'empire. Mais Justinien alla plus loin : il supprima la classe des latins déditices et des latins juniens, de sorte qu'il n'y eut plus dans le droit de Justinien que des hommes libres d'une seule classe ; et tous les sujets libres de l'empire avaient le droit de cité. Cependant insensiblement il s'était formé un état nouveau des personnes, celui des colons. Ce n'est guère qu'après Constantin que la classe des colons prit quelque importance par le nombre. On les trouve dans les provinces frontières de l'empire, dans les Gaules, la Thrace et l'Illyrie. Ils occupent une place importante dans le code Théodosien et dans le code de Justinien, sous le nom de *coloni*, *agricolæ*, *inquilini*. Leur condition était, à très-peu près, ce que l'on verra qu'était celle des serfs du moyen âge. Ce sont en effet des fermiers, mais attachés au fonds qu'ils cultivent, quoique libres de droit. Saint Augustin exprime exactement leur état civil quand il dit : *Coloni conditionem debent genitili solo, propter agriculturam sub dominio possessorum* (*de Civ. Dei*, X, 1). Le propriétaire du fonds pouvait les revendiquer comme accessoires, et la vente du fonds faisait passer les colons avec le fonds au nouvel acquéreur. L'état de colon était héréditaire. Les vagabonds et les mendiants pouvaient être réduits à l'état de colons. Du reste, le propriétaire n'avait sur les colons de son fonds aucun droit personnel, mais seulement un droit de correction ; il ne pouvait les aliéner séparément du fonds, ni même les en détacher pour les aliéner. L'obligation principale du colon, la seule peut-être, consistait dans le paiement d'une rente, qui ne paraît pas avoir jamais été très-élevée. Le colon pouvait contracter, se marier et même acquérir sous certaines restrictions (V. l'analyse d'un mémoire de M. de Savigny sur le colonat par M. Pellat, dans la *Thémis*, t. IX, p. 62). On peut conjecturer que le colonat naquit des malheurs des invasions des barbares, et que les colons avaient été originellement de petits propriétaires qui s'étaient mis, eux et leurs terres, sous la domination d'un maître plus fort, dans l'impossibilité de résister aux vexations des envahisseurs nouvellement établis dans leur pays. Cet état, qui persista au travers des siècles jusqu'au moyen âge, où nous retrouverons les colons sous le nom de serfs, est remarquable comme témoignage de la persistance des causes produisant, à des siècles de distance, des institutions pareilles.

Dans son livre sur l'influence du christianisme dans le droit civil, M. Troplong explique le colonat par l'influence des idées chrétiennes ; il considère l'état de colon comme un adoucissement à l'état de l'esclave ; c'est le christianisme qui l'aurait créé. Cette explication historique est au moins contestable. La création n'eût pas été heureuse. Si cela était, comment se fait-il qu'il n'y eut de colons qu'aux extrémités de l'empire ? Pourquoi l'esclavage aurait-il persisté dans sa rigueur dans les villes et, à côté des colons, dans les campagnes frontières ? On ne trouvera aucun document d'où l'on puisse induire que les colons fussent d'anciens esclaves ; on en trouve beaucoup d'où il est permis de conjecturer que c'étaient d'anciens propriétaires. On verra, par de nombreux documents, comment ce changement de condition s'opérait dans la période gallo-franque ; il résultait de la *recom-mandation*.

L'état des terres, dans la même période, subit en certaines provinces un changement assez notable. Les constitutions impériales concédaient quelquefois, par privilège, à des villes, le droit italique, *jus italicum*. Quand une ville avait obtenu le *jus italicum*, les immeubles compris dans son territoire pouvaient être mancipés, usucapés, revendiqués ; ils étaient, en un mot, l'objet du domaine quiritaire, tandis que les fonds provinciaux, pour lesquels ce privilège n'avait pas été obtenu, n'é-

taient susceptibles que du domaine prétorien. Le *jus italicum* était ainsi, comme on voit, un privilège purement réel. Il faut cependant ajouter que, dans les villes jouissant du droit italique, les habitants étaient exempts de toutes contributions directes et que l'organisation municipale y était complète, comme dans les villes d'Italie.

L'administration impériale se développa, et l'on peut dire se perfectionna beaucoup, à partir surtout de Constantin : ce fut assurément sous l'empire le chef-d'œuvre de la période de décadence (V. *Jur. gén.*, v° *Org. admin.*, n° 13 et suiv.). Voyons ce que devint l'organisation judiciaire.

Au sommet de l'organisation judiciaire se trouve toujours l'empereur, rendant, comme nous l'avons vu, des rescrits et des décrets. Mais depuis l'abolition de l'*ordo judiciorum*, les appellations à l'empereur se multiplièrent au point que, l'empereur, aidé de son conseil ordinaire, ne pouvant suffire à les vider, on institua, à partir de Constantin, des délégations permanentes, *sacræ cognitiones*, pour prononcer sur les appels au prince. Ces délégations furent établies, tant dans la capitale que dans les diverses parties de l'empire. Sous Théodose II, on créa une commission spéciale permanente, composée principalement du préfet du prétoire de Constantinople et du *Quæstor sacri palatii*, qui était spécialement chargée de prononcer sur les appels des sentences rendues par les *judices spectabiles*. L'empereur continuait de prononcer lui-même sur les appels portés contre les sentences des *judices illustres* autres que les préfets du prétoire, dont les décisions étaient souveraines.

Nous avons déjà parlé du conseil privé du prince, désigné du nom de *sacrum consistorium*, *sacrum auditorium*, au moins depuis Dioclétien. La composition de ce conseil a été exposée ailleurs (V. *Jur. gén.*, v° *Org. adm.*, n° 34). Il n'avait pas une juridiction propre, quoique ses membres eussent à opiner chacun selon son rang. La décision appartenait à l'empereur, à peu près comme les décisions du conseil d'État de nos jours, avec cette différence que l'empereur y siégeait ordinairement. Quand l'empereur n'avait pas siégé, il lui était fait un rapport de la délibération, sur lequel rapport il prononçait.

Les préfets du prétoire, au nombre de quatre, pour l'Orient, l'Italie, les Gaules et l'Illyrie, exerçaient dans leurs préfectures la juridiction impériale. Leurs attributions judiciaires s'étendaient à toutes les causes; nous avons déjà dit que leurs décisions étaient souveraines. C'était devant eux qu'était porté l'appel contre les sentences des *judices ordinarii*. Ils avaient dans chacun des diocèses de leurs préfectures un vicaire, tenant ses pouvoirs de l'empereur, ayant rang de *spectabilis*. Les vicaires jugeaient comme le préfet du prétoire; cependant leur autorité n'était pas la même; aussi leurs décisions pouvaient-elles être déferées à l'empereur. Au-dessous du préfet du prétoire et de ses vicaires venaient les gouverneurs de province, *consulares*, *correctores*, *præsides*. Les dignitaires subordonnés étaient les *judices ordinarii* dans les provinces. Ils avaient la juridiction civile et criminelle, outre les causes dont ils connaissaient comme juges ordinaires, sauf l'appel au préfet du prétoire. Ils prononçaient sur les appels dirigés contre les sentences des magistrats municipaux et des *defensores*.

Outre ces autorités supérieures embrassant les grandes divisions territoriales de l'empire romain, il y avait des autorités locales à Constantinople, à Rome et dans les villes des provinces. Nous trouvons à Rome et à Constantinople, parmi les autorités investies d'attributions judiciaires : 1° le préfet de la ville, juge ordinaire de toutes contestations civiles et criminelles, et juge d'appel en remplacement de l'empereur, *vice sacra*, des causes jugées au premier degré par les magistrats inférieurs de Rome et de la région voisine; 2° le vicaire du préfet de la ville, remplaçant celui-ci en cas d'empêchement; 3° le *præfectus vigilum*, dont le nom indique les fonctions de police, investi d'une juridiction criminelle limitée; 4° le *præfectus annonæ*, chargé de l'approvisionnement de la ville et juge dans les contestations auxquelles ce service donnait lieu. Ce fonctionnaire n'existait pas à Constantinople. Il fut maintenu à Rome après la translation de l'empire à Constantinople; mais il n'avait plus de juridiction contentieuse, excepté dans les questions de liberté.

Voyons maintenant quels étaient les monuments bibliographiques du droit romain, ou plutôt quels monuments nous sont parvenus; car de ces monuments, un très-petit nombre, relativement, sont venus jusqu'à nous, et parmi ceux qui ont été soustraits au temps, aucun ne nous est parvenu intact, puisqu'on ne peut considérer comme monuments originaux les compilations justiniennes.

La loi des Douze Tables, d'abord, ne nous est pas connue entière; on n'a pu en retrouver dans les Pandectes et dans les historiens que quelques rares fragments reproduits textuellement. Les édits des préteurs ont également péri; nous n'en avons que quelques textes dans les Pandectes. Les Institutes de Gaius ont été retrouvées en 1816, par Niebuhr, sur un palimpseste de la bibliothèque du chapitre de Vérone, mais avec des lacunes trop nombreuses et qui ne laissent pas que de causer des regrets. Cependant, tel que ce livre nous est parvenu, c'est un inestimable trésor, qui a permis sur bien des points, et surtout sur la matière si importante des actions, de refaire en partie la science du droit romain.

Comme ouvrages originaux, il faut ajouter aux Institutes de Gaius les fragments suivants :

1° Un fragment de Dositheus, grammairien du ^{iv} siècle de l'ère chrétienne, écrit en grec et en latin, et connu sous le nom de *Fragmentum de juris speciebus et de manumissionibus*. La première édition est de Cujas. Il y a, du même auteur, une collection de décisions et de lettres de l'empereur Adrien;

2° Une collection de fragments de jurisconsultes et de constitutions impériales, découverte à Rome par l'abbé Mai et publiée en 1823. On les cite ordinairement sous le nom de *Vaticana juris romani fragmenta*. L'auteur de cette collection est inconnu. On peut la rapporter à la fin du ^{iv} siècle de l'ère chrétienne;

3° La *Lex Dei, sive mosaïcarum et romanarum legum collatio*, recueil de règles de droit mosaïque et passages de droit romain d'un auteur inconnu, probablement de la fin du ^v siècle de l'ère chrétienne. La première édition est de P. Pithou;

4° Un recueil d'avis d'un auteur inconnu, sans doute du temps de Théodose, publié par Cujas en 1563, sous le titre *Consultatio veteris jurisconsulti*;

5° Des fragments d'un ouvrage du jurisconsulte Upien, *Liber singularis regularum*. Ils composent vingt-neuf titres et ont été publiés d'après un ancien manuscrit en 1549, par Jean du Tillet, évêque de Meaux;

6° Les *Sententiæ receptæ* du jurisconsulte Paul, ouvrage composé de cinq livres, trouvé dans le *Breviarium Alaricianum*, et publié dans l'édition de ce recueil par Sichard. Les sentences de Paul, ne nous étant pas parvenues directement, ont une origine quelque peu suspecte. Elles doivent être acceptées avec réserve;

7° Des fragments peu considérables des jurisconsultes Pomponius, Papinien, Modestin, et un fragment d'un jurisconsulte inconnu, peut-être Paul : *Fragmentum veteris jurisconsulti de jure fisci*, retrouvé par Niebuhr dans le palimpseste de Gaius et publié dans l'édition de Gœschen;

8° La *Volusii Mæciani Assis distributio*, probablement du jurisconsulte Volusius Mæcianus, qui vécut sous Antonin. La première édition se trouve dans le *Breviarium Alaricianum* de Sichard. Il y a de Balbus, *ensor* sous Auguste, un ouvrage qui traite du même sujet : *De Asse minutisque ejus portiunculis*.

A ces *reliquiæ* de l'époque classique du droit romain, on peut ajouter un certain nombre d'inscriptions gravées sur des tables d'airain et retrouvées pour la plupart dans le siècle dernier. Parmi ces inscriptions, il faut citer particulièrement des fragments de la loi *Thoria agraria*, rendue en l'an 643 de Rome; des fragments d'une table d'airain trouvés à Héraclée en 1732, et une table d'airain trouvée en 1760 et désignée dans l'épigraphie sous le nom de *lex Galliæ cisalpinæ*.

De ces fragments plus ou moins considérables par l'étendue, le plus important est la table d'Héraclée. Elle reproduit un plébiscite, sans doute du ^{VIII} siècle de Rome, et traite de l'organisation municipale en Italie. La loi de la Gaule cisalpine s'appelle aussi quelquefois *lex Rubria*; elle traite de l'organisation judiciaire de cette partie de l'Italie.

Mais les monuments les plus considérables de beaucoup de la jurisprudence romaine sont les compilations de Justinien. Elles comprennent :

1° Les Institutes, *Institutiones*, ouvrage élémentaire fait sur le plan des Institutes de Gaius. Elles se composent de quatre livres, dont chacun est divisé en plusieurs titres;

2° Les Pandectes ou le Digeste, *Pandectæ, Digesta*, collection de fragments de jurisconsultes, divisée

en cinquante livres, dont chacun se compose de plusieurs titres, à l'exception des livres 30, 31, 32, qui n'ont pas de subdivision ;

3° Le Code, *Codex*, collection de constitutions impériales, en douze livres, dont chacun comprend plusieurs titres.

A ces trois parties publiées par Justinien, on a ajouté une collection de constitutions promulguées postérieurement par lui et par deux de ses successeurs, et qui se sont appelées *Novelles*, *Novellæ constitutiones* ou Authentiques.

La composition de ces grands monuments a besoin de quelques explications. Depuis longtemps, à Rome, on avait songé à réunir en un seul corps toutes les règles de droit. Pompée et César, au dire de Suétone, avaient projeté de réaliser cette pensée. Aulu-Gelle (*Noct. Att.*, I, 22) la prête également à Cicéron. A diverses reprises, les jurisconsultes Grégorius et Hermogènes, et les empereurs Théodose et Valentinien, comme on l'a vu, avaient codifié les constitutions impériales. Justinien, qui aimait à s'entourer de légistes, peut-être un peu légiste lui-même, comme l'a conjecturé Gibbon, reprit la pensée de réduire à des proportions plus accessibles l'immensité des livres et recueils de droit. Pendant les huit siècles antérieurs à Justinien, la littérature du droit avait pris de tels développements qu'Eunape dit, à la lettre, qu'une bibliothèque complète de jurisconsulte aurait fourni la charge de plusieurs chameaux. Justinien voulut réunir, dans deux recueils différents, d'une part tous les fragments des écrits des jurisconsultes qu'il lui paraissait utile de conserver, d'une autre part toutes les constitutions impériales. Le premier recueil fut le Digeste; le second forma le Code.

Le Code fut composé d'abord (an 529); le Digeste ne vint qu'après. C'est en 530 que Justinien confia à Tribonien la composition de ce dernier recueil, pour lequel celui-ci eut seize collaborateurs, professeurs de droit ou avocats. En 533, après trois ans, bien qu'on leur en eût donné dix pour cela, le recueil put être publié et rendu exécutoire. On lui donna les noms déjà usités de *Pandectæ*, indiquant son universalité, et celui de *Digesta*, pour la mise en ordre des matériaux. Il fut divisé en cinquante livres, et chaque livre subdivisé en titres; l'ordre suivi fut celui de l'Édit perpétuel. Dans chacun de ces titres on plaça des fragments extraits des livres de trente-neuf des plus célèbres jurisconsultes, avec l'indication des ouvrages d'où ils avaient été tirés; et souvent des fragments d'un ou plusieurs mots seulement de l'un d'eux servirent de liaison entre un fragment précédent et un fragment suivant, dont ils étaient loin de conserver le sens. Justinien accorda sur ce point à Tribonien la plus grande liberté: en vertu de son pouvoir législatif, il lui permit de falsifier même les textes: *Et si aliter fuerint apud veteres conscripta, in contrarium autem in positione inveniantur, nullum crimen scripturæ imputetur, sed nostræ electioni hoc adscribatur*. Voici en quoi consiste la faculté accordée: *Sed et hoc studiosum vobis esse volumus: ut si quid in veteribus non bene positum libris inveniatis, vel aliquod superfluum, vel minus perfectum, supervacua longitudine semota, et quod imperfectum est, repleatis, et omne opus moderatum et quam pulcherrimum ostendatis; hoc etiam nihilominus observando: ut, si aliquid in veteris legibus vel constitutionibus, quas antiqui in suis libris imposuerunt, non rectè scriptum inveniatis, et hoc reformetis, et ordini moderato tradatis; ut hoc videatur esse verum et optimum, et quasi ab initio scriptum, quod a vobis electum et ibi positum fuerit; et nemo ex comparatione veteris voluminis quasi vitiosam scripturam arguere audeat* (*Dig.*, Préfat., I, § 7).

Dans les différents titres du Digeste, les fragments paraissent presque toujours jetés au hasard: cela tient à la manière dont le recueil a été composé. Un jurisconsulte allemand, Blume, a recherché le mode de composition suivi par la commission dirigée par Tribonien. Voici comment Hugo rend compte dans la *Themis* du résultat de ces recherches: « La commission se divisait en trois sections, à chacune desquelles était assignée une série de livres qui devait servir à la compilation. La première série comprenait les commentaires sur Sabinus; la seconde, ceux sur l'Édit; la troisième embrassait les ouvrages de Papinien et plusieurs monographies sur des institutions plus récentes. Chaque section lisait séparément les ouvrages qu'elle avait à examiner, d'après un ordre déterminé d'avance. Cependant on réunissait quelquefois des ouvrages de séries différentes, quand ces ouvrages traitaient des mêmes matières. Après avoir comparé avec le code de Justinien les extraits ainsi obtenus, on les

classait sous une rubrique, en suivant la division de ce code, de l'Édit, ou, en cas de besoin, même celle d'un ouvrage qui avait été mis à profit (*Dig.*, Préfat., I, § 5-9; II, § 14). Enfin, on relisait tout ce qui se trouvait sous la même rubrique, on retranchait les répétitions, on faisait disparaître les contradictions et l'on opérait des transferts, quand cela paraissait nécessaire. — Les travaux de chaque série ainsi terminés, les sections se réunissaient et procédaient à la composition des Pandectes. On mettait à la tête de chaque titre la série qui avait fourni le plus grand nombre de fragments, ou du moins les fragments les plus considérables. Toutefois on la comparait d'abord avec les deux autres séries, et on y faisait entrer les principes généraux qui se trouvaient dans ces dernières, ainsi que tout ce qui pouvait servir à combler une lacune ou à fournir des explications. Ce qui restait après cette opération dans les deux autres séries était placé à la suite de la première, et il paraît que la série la moins étendue était ordinairement mise à la fin du titre. »

Cette absence d'ordre logique, qui déplaît dans les Pandectes et en rend la lecture suivie impossible, eut cependant pour la postérité, pour nous, un bon résultat, étant donné l'esprit qui présidait à la composition du recueil et la liberté laissée aux compilateurs d'altérer les textes, pour les accommoder aux besoins de leur temps. Dans les premiers titres du Digeste, les compilateurs paraissent avoir voulu suivre un ordre logique, dont ils se sont bien vite écartés pour suivre l'ordre de l'édit du préteur, qui n'était autre lui-même que celui de la loi des Douze Tables. S'ils avaient persévéré dans un ordre logique, les altérations et les interpolations eussent été certainement plus nombreuses. Le désordre du travail a servi à nous conserver des textes plus purs : la critique a pu, en effet, relever dans le Digeste les altérations et interpolations de la commission de Tribonien.

A côté du Digeste se placent les Institutes, qui, bien que composées pour l'enseignement, n'eurent pas moins force de loi, comme les grandes compilations de Justinien. En 533, pendant qu'on travaillait au Digeste, Justinien chargea Tribonien, Théophile et Dorothee, ces deux derniers professeurs de droit à Byzance et à Béryste, de la rédaction d'un ouvrage élémentaire destiné à la jeunesse. Les Institutes furent publiées le 21 novembre 533, un mois avant la promulgation du Digeste; mais l'un et l'autre ouvrage ne reçurent force de loi qu'à partir du 30 décembre 533. Les Institutes de Justinien ont été presque entièrement calquées sur celles de Gaius; mais on y a fait entrer de nombreux fragments d'autres jurisconsultes anciens. Pour approprier ce travail aux besoins de la législation nouvelle, Tribonien joignit aux dispositions du droit ancien les dispositions nouvelles des constitutions impériales. Les Institutes sont divisées en quatre livres.

L'œuvre de Justinien pouvait paraître achevée. Mais la législation fournissant incessamment de nouveaux matériaux, il fallut songer à faire un nouveau recueil; c'est ainsi qu'ayant publié cinquante constitutions depuis la publication du premier code, dans les années 530, 531, 532, Justinien en fit faire une nouvelle édition en 534, que l'on appela *Codex repetitæ prælectionis*. Dans ce recueil, aux constitutions anciennes furent ajoutées les constitutions nouvelles. Il fut divisé, comme l'ancien code, en douze livres, et l'on y suivit aussi l'ordre des matières de l'Édit perpétuel. C'est le seul qui soit parvenu jusqu'à nous. Dans le code, on trouve, mêlés aux constitutions qu'il renferme, des extraits des nouvelles qui les ont modifiées, sous le titre d'*Authenticæ*. Les nouvelles, ou constitutions les plus récentes, publiées de 534 à 539, pour la plupart écrites en grec, sont au nombre de 168 ou 170, dont 160 seulement sont de Justinien, les autres de Justin, de Tibère, des éparques ou préfets du prétoire. Justinien ne fit faire aucun recueil de ces nouvelles, qui furent divisées seulement par les glossateurs en neuf collections. Traduites en partie en latin, abrégées par Julien, professeur en droit à Constantinople, qui en composa un épitomé peu de temps après la mort de Justinien, elles furent traduites de nouveau un peu plus tard d'une manière complète, et c'est cette version qui est connue sous le nom de Vulgate. Ce sont les nouvelles qui reproduisent le droit romain de Justinien dans son dernier état; et comme plusieurs d'entre ces nouvelles changèrent radicalement le système ancien, elles ont une grande importance pour l'histoire du droit, en particulier pour celle du droit moderne, sur la formation duquel elles ont exercé une grande influence. Il suffit de citer à ce sujet les nouvelles 118 et 127, qui établirent dans la matière des successions un droit nouveau, lequel est passé dans notre code. — Le *Corpus juris civilis* est composé, comme on le sait, de tous les ouvrages de

Justinien, compilations ou autres, en commençant par les Institutes, moins le premier code de 529, plus certaines additions faites par les glossateurs (V. M. Giraud, *Histoire du Droit romain*).

Croyant avoir tari par ses recueils la cause de toutes les antinomies, de toutes les dissidences, et considérant, comme tous les législateurs, son œuvre comme parfaite, Justinien ne craint pas de dire : *Hasce itaque leges et adorate et observate, omnibus antiquioribus quiescentibus*, et, pour en garantir l'intégrité et la durée, il défend, sous peine de faux, toute espèce de commentaire : *Ut nemo neque eorum qui in præsentī jurisperitiam habent, neque qui postea fierent, audeat commentarios iisdem legibus adnectere*; et, après avoir permis seulement les traductions en grec, de courtes notes et des paratitres, il ajoute : *Alias autem interpretationes, immo magis persiones, eos jactare non concedimus; ne verbositas eorum aliquod legibus nostris adferat ex confusione dedecus*. Rappelant enfin la confusion d'où il prétend avoir tiré le droit romain et dont les commentaires de l'Édit perpétuel étaient la principale source, il dit : *Quos si passi non sumus, quemadmodum posteritatis admittatur vana discordia? Si quid autem tale facere ausi fuerint, ipsi quidem falsitatis rei constituentur, volumina autem eorum omnimodo corrumpentur* (*Dig.*, Præfat., II, §§ 19 et 21).

Dans son Histoire du droit romain au moyen âge, M. de Savigny apprécie ainsi l'œuvre de Justinien : « Si l'on compare les recueils de Justinien à ceux qui les avaient précédés et aux circonstances défavorables au milieu desquelles ils furent composés, on ne peut se défendre d'un sentiment d'admiration, et, en les considérant en eux-mêmes, nous ne saurions leur refuser notre estime et notre reconnaissance. Après treize cents ans, et malgré les lacunes de nos connaissances historiques, ces recueils peuvent être considérés comme représentant seuls l'esprit du droit romain, et à l'avenir aucun siècle libre de préventions ne devra repousser l'influence de leur supériorité » (t. I, p. 37, trad. de M. Guenoux).

Nous laisserons le droit romain poursuivre ses destinées en Orient. L'étude du droit byzantin ne saurait avoir pour les peuples d'Occident qu'un intérêt de curiosité. Aucune influence morale et civilisatrice ne s'en est dégagée pour le monde moderne. Cependant, si l'on compare le droit des Basiliques à celui des barbares et même des Capitulaires, on ne peut lui dénier une supériorité évidente. Il semble que l'esprit juridique de Rome ait passé en partie dans les collections du Bas-Empire. Nous abandonnerons néanmoins le vieux droit romain en son dernier éclat pour celui qu'ont formé et pratiqué nos ancêtres, sauf à en signaler les traces plus tard, en étudiant dans les Assises de Jérusalem l'un des premiers monuments de notre droit coutumier.

CHAPITRE II. — DROIT GALLO-ROMAIN.

La lutte meurtrière que les Gaulois avaient soutenue pendant près de dix ans contre César avait épuisé leur pays. Les premiers temps qui suivirent la conquête furent ceux d'une occupation militaire. Mais le caractère d'une occupation purement militaire du pays ne dut pas être de longue durée; car dès les premiers temps de l'établissement du régime impérial, on voit de nombreuses cohortes gauloises servir comme auxiliaires dans les armées romaines, soit dans les expéditions de Drusus et de Germanicus contre les peuples de la Germanie, soit dans les discordes civiles que ne tardèrent pas à soulever les compétitions à l'empire. Quelques tentatives de révolte fomentées par les druides et l'insurrection des Bataves sous Civilis, au temps de Vespasien, furent les seuls efforts de la nationalité gauloise. C'est qu'il n'y avait pas entre les Gaulois et les Romains d'obstacles insurmontables à l'union, une de ces antipathies de race qui rendent toute fusion impossible et perpétuent indéfiniment chez les vaincus la haine avec le souvenir de la conquête.

Lorsque, peu d'années après la consolidation des conquêtes de César, Auguste rassembla dans ses mains tous les pouvoirs publics (V. *suprà*, p. 43), il établit à côté de l'ancien trésor public (*ærarium*) une caisse militaire (*ærarium militare*) et la cassette particulière de l'empereur (*fiscus*). Pour

alimenter l'*ærarium militare* et le fisc, Auguste y fit verser les revenus de certaines provinces. En effet, c'est sous lui que l'on voit les provinces divisées en deux classes : les provinces du peuple et les provinces de César, de l'empereur (Suétone, *Aug.*, § 47; Dion Cassius, 53, 12-15; Strabon, XVII, 3, 25; Galus, *Comm.* II, 6). Pour justifier l'établissement de l'*ærarium militare*, Auguste se fit attribuer les provinces qui avaient été le plus récemment conquises et qui paraissaient avoir besoin d'être défendues. A ce titre, la Gaule fut une province de l'empereur (V. Dion Cassius et Strabon, *loc. cit.*). Comme les autres provinces de l'empereur, elle était sous l'autorité immédiate du souverain, qui y envoyait seulement des lieutenants, *legati Cæsaris*. Les *legati* reçurent par la suite le nom de *præsides*, *correctores* (*Dig.*, lib. I, tit. XVIII, l. 1 et 20). Après Caracalla, les empereurs ayant pris l'administration de l'*ærarium populare*, de l'*ærarium militare* et du *fiscus*, toute distinction entre ces différentes caisses disparut, ainsi que celle entre les provinces de l'empereur et les provinces du peuple.

Il est vraisemblable que, dans les premiers temps de la conquête, les Romains laissèrent aux Gaulois leurs coutumes. Ils avaient à un trop haut degré l'esprit politique pour violenter sans nécessité les populations conquises, et ils étaient trop jaloux de leur droit pour le concéder autrement que comme un privilège. De nombreux témoignages apprennent qu'ils en usaient ainsi, même alors que leurs conquêtes ne s'étendaient guère au delà de l'Italie (Cic. *In Verrem*, II, 13, 22; Galus, *Comm.* I, 193, 197, 198; III, 93, 120, 134; Ulp., *Reg.*, XX, 14, etc.). Plus tard on accorda à certaines villes de la Gaule le *jus italicum*, avec les conséquences qui en découlaient (V. *suprà*, p. 49); Cologne, Lyon, Vienne, et sans doute plusieurs autres villes, reçurent ce privilège.—Les Romains laissaient aux pays conquis leur religion, comme on sait qu'ils le firent en Judée, sauf à en surveiller l'exercice. Dans la Gaule ils durent se départir de cet usage. Auguste défendit aux Romains établis dans les Gaules de participer au culte des druides, et Claude y abolit le druidisme absolument (Suétone, *Claud.*, 25). Le druidisme ne s'y pratiqua plus désormais que clandestinement, dans les profondeurs des forêts. Tacite le retrouva plus tard dans les forêts de la Germanie, où sans doute il émigra de la Gaule (*de Morib. German.*, IX). — On peut penser qu'après l'abolition du druidisme, peut-être même auparavant, l'administration de la justice passa insensiblement dans les mains des *legati Cæsaris*.

Sous Dioclétien et surtout sous Constantin, l'organisation de l'empire et par suite de la Gaule subit des changements considérables. Nous trouvons, sous Constantin, l'empire divisé en quatre grandes préfectures : celle d'Orient, celle d'Italie, celle d'Illyrie, et la préfecture des Gaules, ayant chacune à sa tête un préfet du prétoire. Chaque préfecture était subdivisée en diocèses, administrés chacun par un *vicarius*, appelé aussi quelquefois proconsul. Les diocèses mêmes comprenaient chacun plusieurs provinces à l'administration desquelles étaient préposés des gouverneurs sous le nom de *præsides*, *consulares*, *rectores* et *correctores*. La préfecture d'Orient comprenait quatre diocèses : diocèses d'Égypte, d'Asie, de Thrace et de Pont; celle d'Italie était composée des diocèses d'Italie, de Dalmatie et d'Afrique, dont la côte septentrionale seule était soumise à la domination romaine. La préfecture d'Illyrie n'avait que les deux diocèses de la Macédoine et de la Dacie. Enfin, la préfecture des Gaules comprenait trois diocèses : de la Gaule, de l'Espagne et de la Grande-Bretagne. Le préfet des Gaules résida d'abord à Trèves, puis à Arles. On sait que depuis Dioclétien, qui associa à l'empire un barbare, Maximien, les empereurs partagèrent souvent leur autorité avec des co-régents, et que Théodose le Grand, après avoir gouverné seul, divisa en mourant l'empire entre ses deux fils, Arcadius et Honorius; mais cette division de l'empire d'Orient et de l'empire d'Occident n'en rompa pas l'unité; les lois étaient promulguées indifféremment par les deux empereurs et elles étaient obligatoires également dans les deux parties de l'empire romain.

L'organisation municipale est une des parties les plus remarquables de l'organisation administrative gallo-romaine. Lorsque la *Gallia comata* devint province romaine sous Auguste (an 727 de Rome), la plupart des cités furent déclarées libres ou alliées; elles conservèrent en conséquence leur sénat, leurs magistrats particuliers (Tacite, *Hist.*, I, 63; V, 19, et *passim*). D'autres cités, au contraire, furent soumises à l'autorité immédiate des fonctionnaires romains, comme les Liguriens

et les Allobroges, se trouvant placées parmi les *dedititiæ*. Par la seule action du temps, l'uniformité s'établit dans la situation légale de tous les peuples de la Gaule, avec quelque différence dans l'organisation municipale des villes du midi et de celles du nord.

Dans la Gaule narbonnaise et une grande partie de l'Aquitaine, chaque cité ou ville avait une curie ou sénat, *ordo, curia*. Les membres de la curie s'appelaient décurions ou curiales; ils étaient chargés de ce qui est aujourd'hui l'objet de l'administration municipale chez les peuples modernes. C'était le principal de leurs attributions; mais ils étaient aussi, pour certaines choses, les délégués du pouvoir central, notamment pour le recouvrement des tributs. On était curiale par naissance ou par élection. Lorsque la curie n'était pas complète, elle pouvait se compléter en appelant des fils de décurions ou des possesseurs de biens immobiliers d'une certaine importance : dans ce cas, celui qui avait été choisi curiale ne pouvait en récuser la charge. On appelait aussi *curia* l'assemblée des citoyens propriétaires de vingt-cinq jugères de terre.

Il faut lire ou plutôt suivre et étudier dans le code Théodosien, expliqué dans le commentaire de J. Godefroy, l'un des plus grands monuments d'érudition qui aient été élevés par la science moderne, quel était le régime singulier, effrayant, qui arriva très-promptement à peser sur les décurions. Le système financier de l'empire amena, dans l'organisation municipale, les choses à ce point que les citoyens étaient faits malgré eux magistrats municipaux, et que, pour rejeter loin d'eux une charge écrasante, ils recouraient à des moyens qui eussent, en d'autres temps, flétri leurs auteurs. Originellement, la qualité de décurion ou curiale n'avait que des avantages et constituait une certaine dignité. Mais, à partir de Dioclétien, le despotisme impérial, entraîné, pour assouvir ses besoins, à mettre la main sur les propriétés municipales, réduisit les curiales à une condition qui ne s'est vue qu'une fois dans l'histoire. En effet, les revenus des villes se trouvant réduits par la dépossession de leurs propriétés, on contraignit les curiales à y pourvoir sur leurs revenus personnels. Bien plus, leurs biens propres garantissaient le recouvrement de l'impôt dû à l'Etat dans le municipe. Les dépossessions se renouvelant fréquemment et l'impôt devenant toujours plus écrasant, on devine dans quelle situation se trouvaient les curiales. La qualité de curiale devint ainsi une charge à laquelle on chercha partout à se soustraire, et l'exemption des fonctions qu'elle entraînait devint un privilège. Pour maintenir les curiales dans leur condition, les lois impériales ne reculèrent devant aucun excès, parmi lesquels se trouvait naturellement la confiscation. Au reste, la curie en corps (car ce nom se donnait aussi aux citoyens libres de la circonscription municipale) examinait et décidait les affaires purement municipales et nommait ses magistrats et ses officiers.

Le premier de ces magistrats municipaux était le *duumvir*, appelé aussi quelquefois *quatuorvir, dictator, prætor*. Le *duumvir* n'exerçait sa charge que pendant une année. Il présidait la curie, pourvoyait à la police et administrait les affaires municipales. Il était aidé dans son administration par l'*ædilis*, qui avait l'inspection des édifices, des marchés et des rues, et par le *curator reipublicæ*, comptable chargé des affaires financières. Les officiers étaient le *susceptor*, percepteur des impôts; les *irenarchæ*, commissaires de police chargés de rechercher et de poursuivre les délits; les *curatores*, chargés des services inférieurs, et les *scribæ*, véritables bureaucrates, parmi lesquels les *tabelliones*, dont les fonctions étaient analogues à celles de nos notaires (V. *Jur. gén.*, v° *Notaire*, n° 5).

Telle était l'organisation municipale sous le régime impérial. Quand les magistrats municipaux devinrent impuissants à défendre leur propre administration, on créa pour chaque cité une magistrature nouvelle. C'est alors qu'on voit paraître le *defensor*, ordinairement l'évêque, chargé de défendre les citoyens contre l'oppression des fonctionnaires impériaux. Le *defensor* était élu par tous les habitants du municipe. Il avait juridiction dans toutes les affaires civiles et criminelles d'une importance secondaire. Son principal office consistait à poursuivre le redressement des griefs contre les fonctionnaires devant le préfet du prétoire directement. C'était, en effet, le seul protecteur des droits individuels dans le dernier état du droit gallo-romain (V. *Jur. gén.*, v° *Commune*, n° 32; *Droit const.*, n° 40). Mais les *defensores* furent impuissants à relever le système municipal. La constitution de l'empire romain tout entier se ressentit d'un tel état. On peut dire, avec le savant Gans, dans son *Histoire du droit de succession au moyen âge*, que si l'invasion des barbares rencontra si peu de résistance,

cela tint principalement au découragement où étaient plongés les habitants des villes par l'extrême abaissement de la curie.

Les curiales des cités du centre et du nord de la Gaule sont appelés principaux, *principales*, dans la plupart des constitutions impériales (*Cod. Theod.*, liv. XII, tit. 4). Il ne paraît pas que la condition des membres de la curie dans les cités du Nord ait été aussi dure que dans les cités du Midi; cependant les mêmes lois et règlements y étaient applicables.

On a vu que les *duumviri*, présidents de la curie, étaient les premiers des magistrats municipaux. Dans les cités de l'Italie, ils étaient investis de fonctions judiciaires; ils délivraient des formules d'action comme les préteurs. Ils paraissent avoir exercé de pareilles fonctions dans les Gaules vis-à-vis des sujets romains, aussi longtemps que dura le système formulaire. Mais, après l'abolition de l'*ordo judiciorum* sous Dioclétien, la juridiction contentieuse de ces magistrats passa presque entièrement aux lieutenants impériaux. Alors on trouve dans chaque ville le *defensor civitatis*, l'évêque depuis l'établissement du christianisme, chargé de la justice sans avoir l'autorité et le pouvoir du magistrat. L'appel de ses sentences était porté devant le lieutenant impérial. Enfin, on trouve parmi les autorités judiciaires des villes les *judices pedanei*. On sait à quelles conjectures diverses les interprètes se sont abandonnés pour préciser le caractère de cette magistrature. Nous n'avons pas à prendre parti sur une question qui n'agit après tout qu'une définition de mots. Si cependant nous avions à émettre un avis, nous serions tenté de penser que les *judices pedanei* formaient dans les provinces un tribunal permanent composé de curiales, institué pour prononcer dans les cas où le magistrat ne pouvait prendre sur lui de rendre une sentence définitive.

Le *defensor civitatis*, dont le nom vient d'être prononcé, nous amène à parler d'un fait considérable, plus tard immense, qui se produisit dans la Gaule, dans le monde, et qui devait influencer si profondément sur l'état moral et civil des sociétés : nous voulons parler de l'établissement du christianisme. On sait dans quel état de décomposition se trouvaient les mœurs publiques et privées et le polythéisme romain quand se révéla ouvertement la doctrine enseignée tant d'années auparavant par Jésus-Christ. Le régime du christianisme se constituant religion fut d'abord celui des communautés. Il y en eut d'abord à Rome, d'où elles s'étendirent dans les provinces occidentales et surtout dans la Gaule. En Gaule, le christianisme était enseigné à Lyon sous Marc Aurèle, et des prédicateurs de la nouvelle doctrine y subissaient le martyre. Il est vraisemblable même qu'elle y était connue dès longtemps auparavant, et que la tradition qui fait honneur à saint Trophyme d'Arles d'avoir introduit le christianisme dans la Gaule n'est pas tout à fait sans vérité. Quoi qu'il en soit, après les terribles persécutions des empereurs romains et surtout de Dioclétien, l'empereur Constantin ayant reçu le baptême et fait de la religion de Jésus-Christ une religion d'État, les populations coururent en foule au baptême; la nouvelle religion se donna une organisation intérieure et se constitua même une hiérarchie.

L'autorité première dans l'Eglise était l'évêque (ἐπισκοπος, surveillant), le successeur des apôtres, le vicaire de Jésus-Christ. Les évêques étaient déjà assez nombreux après Constantin pour que l'on distinguât les villes épiscopales et les villes métropolitaines. Au-dessous de l'évêque venaient les prêtres et les diacres pour l'assister dans son ministère. Originellement, l'évêque, les prêtres, les diacres étaient nommés par la communauté religieuse qu'ils devaient administrer; mais l'évêque assignait à chacun de ses coopérateurs ses fonctions. Le diocèse épiscopal était divisé en paroisses, à la direction religieuse desquelles l'évêque préposait un curé, *parochus*.

Il vient d'être parlé de villes épiscopales et de villes métropolitaines. En effet, ces dernières étaient des centres pour les diocèses voisins. Il y avait dans la Gaule dix-huit villes métropolitaines; mais il ne pouvait y avoir qu'un siège métropolitain par province ecclésiastique. Au-dessus des sièges épiscopaux et métropolitains, il y avait le siège primatial, auprès duquel s'assemblaient les conciles des Gaules. Le siège primatial était à la résidence des préfets du prétoire; il fut successivement à Lyon et à Trèves. Au V^e siècle, il était fixé à Arles.

Jusqu'à Constantin, l'Eglise n'eut d'autres revenus que les offrandes volontaires des fidèles. Ces offrandes, affectées en partie aux besoins du clergé, étaient souvent faites en nature. Constantin attribua

une part des revenus publics en nature aux besoins du clergé. Tous les biens des temples païens supprimés qui n'avaient pas reçu une autre destination furent donnés à l'Eglise. L'usage des legs pieux contribua aussi à accroître les biens ecclésiastiques; il arriva presque à se généraliser. En considération de leur objet, ces legs étaient assimilés aux dettes pour le calcul de la quarte falcidie, et n'étaient pas compris pour son évaluation (Paul, *Sent.*, IV, 3, 3). — Dans ce premier état de l'organisation ecclésiastique, l'Eglise était, comme on le voit, séparée de l'État, servie, protégée par l'État, mais ne commandait pas dans l'État. Si le *defensor civitatis* était ordinairement l'évêque, l'évêque n'avait pas cette charge à raison de sa dignité ecclésiastique, mais comme personnage éclairé, humain et puissant.

Quel était le droit dans la société gallo-romaine? A cet égard, il a été émis des opinions différentes. Montesquieu (*Esprit des Lois*, XXVIII, 4) a pensé que la seule source du droit était le Code Théodosien. Mais cette opinion ne s'appuie sur rien, et M. de Savigny (*Histoire du Droit romain au moyen âge*, t. I, ch. 4) l'a repoussée avec raison. Le droit était dans tout un ensemble d'écrits, dont le Code Théodosien ne forme qu'une partie : dans les écrits des cinq jurisconsultes romains promulgués par la fameuse constitution de Valentinien III (V. *suprà*, p. 45); dans les rescrits recueillis dans les Codes Grégorien et Hermogénien; dans le Code Théodosien et dans les Nouvelles qui le complètent. Si le Code Théodosien eût été le seul droit de l'époque, combien n'y aurait-il pas eu de matières sur lesquelles le juge eût manqué de guide! On peut fortifier l'opinion de M. de Savigny par une considération qui paraîtra sans doute bien puissante : dès les premiers temps de leur invasion dans la Gaule, les rois barbares firent composer des *breviaria* à l'usage des sujets romains placés sous leur domination. Or ces compilations puisent le droit romain dans tous les recueils, notamment dans les écrits des jurisconsultes romains; le *Breviarium* d'Alaric, entre autres, reproduit le jurisconsulte Paul, réduit et abrégé Gaius. Comment supposer que les rois barbares, ostrogoths, wisigoths, bourguignons, auraient introduit cette partie du droit romain dans leurs compilations, s'ils ne l'avaient trouvée comme droit en usage chez les Gallo-Romains au moment de l'invasion?

Il serait fastidieux de donner ici ne fût-ce qu'une esquisse du droit privé des Gallo-Romains. Ce droit est celui de la quatrième période de notre historique du droit romain, discrètement accommodé sans doute par les magistrats aux besoins du pays et du temps (V. *suprà*, p. 48 et suiv.). Nous ne signalons que quelques détails caractéristiques.

La population gallo-romaine se composait d'hommes libres et d'esclaves. Les esclaves étaient privés ou publics. Les esclaves publics étaient particulièrement occupés à la culture des terres du fisc (*Cod. Theod.*, lib. VIII, tit. V, l. 58). — Les hommes libres étaient ingénus ou affranchis. A partir de Constantin, un nouveau mode d'affranchissement s'établit, l'affranchissement dans les Eglises (*Cod. Just.*, lib. I, tit. XIII, l. 4; *Cod. Theod.*, lib. IV, tit. VII, l. 44). Le concile d'Orange, en 444, voulut que l'esclave affranchi dans l'Eglise ne pût être ramené à l'état d'esclave ou de colon, sous peine des censures ecclésiastiques.

Le colonat, dont il a été parlé, se développa dans la Gaule autant que partout ailleurs. La situation civile des colons a été exposée précédemment (V. *suprà*, p. 49). On sait qu'ils étaient libres personnellement, mais esclaves quant à la terre (*Cod. Just.*, lib. XI, tit. XLIX, l. 23). L'état du colon est une des parties des Codes Théodosien et de Justinien que l'on peut étudier avec le plus d'intérêt, surtout en s'aidant du Commentaire de J. Godefroy.

Dans le pur droit romain, le mariage ne pouvait être contracté qu'entre personnes ayant le *conubium*. Quand depuis Caracalla tous les habitants de l'empire furent citoyens romains, cette condition fut à peu près sans objet. Mais l'établissement du christianisme fit naître de nouveaux empêchements au mariage. Le mariage entre juifs et chrétiens fut défendu sous les peines de l'adultère (*Cod. Theod.*, lib. III, tit. VII, l. 2). Les conciles n'autorisaient les mariages avec les hérétiques que si l'hérétique promettait de se faire chrétien; mais quand le mariage avait eu lieu, ils n'en prononçaient pas la nullité et n'en autorisaient pas la dissolution (V. Concile d'Agde de 506).

Dans le droit gallo-romain, l'hérédité parut changer de caractère. Le droit romain faisait découler la qualité d'héritier, en première ligne, de l'institution du père de famille; le droit gallique, au con-

traire, parait avoir donné la prééminence à la succession légitime (V. *suprà*, p. 27). Il paraîtrait que, dans la Gaule romaine, le principe du droit gallique prévalut. C'est ce qu'on peut induire d'une phrase de Symmaque, magistrat romain dans la Gaule au IV^e siècle, qui écrivait : *Heredes gignuntur, et non scribuntur* (Epist. I). Est-ce une conjecture trop hasardée de penser que cette maxime du droit coutumier français, que Dieu seul peut faire des héritiers, est une tradition du droit gallo-romain?

C'est encore à l'époque gallo-romaine, sinon au droit romain des Gaules, que remontent les baux à long terme. Les esclaves du fisc ne pouvant suffire à la culture des terres du domaine impérial, le fisc afferma ses terres; et, pour encourager les locataires à des travaux de plantation dont les résultats ne pouvaient être recueillis qu'après bien des années, il les afferma moyennant un revenu, *vectigal*, pour un long temps. Les municipes des villes agirent de même. De là une nouvelle classe de terres, *agri vectigales*, *agri emphyteutici*, et un nouveau droit réel, l'emphytéose, dont on ne pourrait que difficilement préciser le caractère, n'ayant pour cela que des fragments incomplets recueillis dans le Code Théodosien (V. la monographie de M. Vuy, *De natura juris emphyteutici*, Heidelberg, 1838).

Tels furent, dans leur ensemble, l'organisation et le droit gallo-romains. Dans quelle mesure les Gaulois d'origine se soumirent-ils à ce droit? Devinrent-ils Romains? A quelle époque? Les coutumes gauloises ont-elles persisté au contraire après la conquête? Combien de temps? Ce sont toutes questions auxquelles il sera toujours impossible de répondre avec précision. Trois systèmes ont été présentés. Des écrivains, comme Grosley dans ses Recherches sur le droit français, font durer le droit et l'idiome gaulois pendant tout le temps de la période gallo-romaine, et rattachent au droit gallique les coutumes des pays situés au-dessus de la Loire. Sans doute le droit romain ne dut pas s'implanter dans la Gaule au même temps où les légions romaines l'occupèrent. On sait avec certitude que le gaulois se parlait encore dans les pays du Nord au III^e siècle. Mais comment croire à la persistance du droit gallique quand on voit avec quelle facilité les Gaulois s'assimilèrent aux Romains, et comment toute lutte nationale cessa au lendemain même de la conquête?

D'autres écrivains ont pensé, au contraire, que l'esprit romain absorba complètement l'esprit gaulois, et que quand les barbares débordèrent il n'y avait plus que des Romains dans la Gaule (V. Dubos, *Etablissement de la monarchie française*; Fleury, *Histoire du Droit français*; Raynouard, *Histoire du droit municipal*). Pour M. Guizot, le fait est constant (*Histoire de la Civilisation en France*, t. 1, leçon 2^e). Mais un peuple ne s'anéantit pas ainsi alors même qu'il accepte une domination étrangère. Il est plus vraisemblable que les coutumes et le dialecte gaulois survécurent à la conquête, mais sans lutte, sans tiraillements avec l'esprit romain, et qu'il vint un temps où les deux esprits se fondirent. Cette fusion dut s'opérer d'autant plus facilement que le christianisme vint agir également sur les deux éléments en contact. Sous Vespasien déjà, les Gaulois s'étaient rangés à la loi romaine; c'est ce qu'il faut induire du discours que Tacite fait adresser par Cerialis aux habitants de Trèves pour les exhorter à défendre l'empire contre Civilis; il leur rappelle qu'ils ne vivent en paix que depuis qu'ils ont accepté la loi de Rome (1). Trois cents ans plus tard, saint Augustin constate la fusion de la nationalité gauloise dans la nationalité des vainqueurs (2). Mais l'esprit romain ne put absorber l'esprit gaulois qu'à la condition d'en reproduire certains côtés que nous avons fait connaître.

Il ne conviendrait pas de porter ici un jugement sur la société romaine, au moment solennel où elle va sombrer dans l'histoire. Il faudrait pour cela en avoir fait connaître les autres éléments, dont l'exposition ne pouvait rentrer dans l'objet de cette étude. Constatons seulement l'état politique et social de la Gaule impériale à l'époque de l'invasion des Barbares.

(1) *Regna bellaque per Gallias semper fuisse donec in nostrum jus concederetur : nos quanquam toties lacessiti jure victoriae id solum vobis addidimus quo pacem tueremur. Nam neque quies gentium sine armis, neque arma sine stipendiis, neque stipendia sine tributis haberi queunt. Cætera in communi sita sunt : ipsi plerumque legionibus nostris præseditis ipsi has aliasque provincias regitis ; nihil separatim clausumve... Proinde pacem et urbem, quam victi victoresque eodem jure obtinemus, amate, colite* (Tac., Hist., IV, 74).

(2) *Humanissime factum est, ut omnes ad Romanum imperium pertinentes societatem acciperent civitatis et romani cives essent* (Aug., De civ. Dei, IV, 17).

Au commencement du V^e siècle nous trouvons dans la Gaule : 1^o un système politique usé, décrépité; 2^o une grande chose, l'administration; 3^o un état social sans contre-poids; 4^o la vie communale éteinte; 5^o enfin un élément plein de force, l'Église naissante.

Le despotisme impérial n'était pas cruel, mais sans vie, corrompu, avide, poussant par nécessité à ses derniers excès l'esprit de fiscalité. L'empire s'affaissait sous son propre poids. Le gouvernement central, malgré le génie de quelques-uns de ses princes, était frappé d'impuissance et n'était pour le peuple qu'une ombre pesante : *Portavimus umbram imperii*, disaient les Gaulois de l'époque gallo-romaine. Il était dans l'impossibilité de maintenir les différentes parties d'un corps trop vaste. — Pour l'administration, il n'y en eut jamais de plus parfaite et aussi savante. — L'état social était sans pondération : la classe moyenne avait disparu; partout l'esclavage, la misère et la dépopulation. Les petits cultivateurs étaient devenus des colons, c'est-à-dire des serfs. Ils se révoltent, comme les Bagaudes, qui un moment menacèrent sérieusement la domination impériale dans la Gaule; ou bien ils abandonnent une terre ingrate, et alors l'on poursuit les fugitifs. Des titres entiers des Codes de Théodose et de Justinien pourvoient aux nécessités de cette étrange désertion. — Nous avons dit ce qu'était la curie. — Restait l'Église naissante. C'est avec cette force purement morale qu'allaient avoir à compter les barbares.

LIVRE III. — DROIT GALLO-FRANC

La nouvelle époque dont nous avons à faire connaître le droit commence à l'invasion des barbares dans la Gaule et finit à la dissolution de l'empire de Charlemagne. Dans cette longue période de cinq siècles, bien des éléments sont en fermentation. Les barbares apportent avec eux quelques principes nouveaux et surtout des mœurs nouvelles. La loi romaine maintient son empire combattu, mais permanent, malgré la confusion et les malheurs des temps. L'Église se développe, grandit, et finit par imposer son autorité dogmatique et morale à ces populations rudes, dont elle réussit enfin à opérer l'unification. Nous suivrons ce développement continu dans l'ordre du droit, et nous aborderons l'œuvre d'organisation de Charlemagne, un de ces hommes providentiels qui apparaissent à de longs intervalles pour clore le passé et inaugurer un temps nouveau. De là, la division de cette partie de notre essai historique en deux époques : l'une comprenant l'étude de la société gallo-franque pendant toute la durée des invasions; l'autre ayant pour objet l'étude de la partie du droit contenue surtout dans les Capitulaires. Cette double étude nous conduira jusqu'à l'établissement du régime féodal.

CHAPITRE I^{er}. — DROIT BARBARE.

§ I^{er}. — ÉTABLISSEMENT DES BARBARES.

Le débordement des barbares en Europe, à partir du V^e siècle, ne fut pas un fait unique dans l'histoire. Ces grandes migrations de peuples se sont vues à toutes les époques où l'homme n'avait pas encore consacré une alliance définitive avec la terre; c'est le flux et reflux des peuplades constituées en tribus. L'Asie a eu ses invasions comme l'Europe. Mais l'invasion des races normande, saxonne, germanique, a changé l'aspect du monde civilisé; elle a infusé un sang nouveau dans les veines de la société gallo-romaine décrépite, et les éléments qu'elle a apportés à la civilisation ont passé ans un droit sur lequel nous vivons encore en partie.

On sait que la conquête de la Gaule par les barbares ne fut pas, tant s'en faut, le résultat d'une entreprise unique. Dès l'année 234, sous Gallien, les Francs avaient traversé la Gaule, l'Espagne, et pénétré en Mauritanie. Cinquante ans plus tard, l'empereur Constance faisait transporter en Gaule

une colonie franque. Gratien acceptait des corps d'armée francs comme auxiliaires de l'empire. Bien avant l'époque des invasions qui restèrent définitives, des barbares de génie commandaient des armées romaines ou siégeaient dans les conseils impériaux. L'empire ayant pris souvent à sa solde des peuplades barbares et les ayant établies dans la Gaule, comme les Burgondes à l'ouest du Jura en 413, et les Goths dans l'Aquitaine en 419, avait quelque peu accoutumé les populations romaines au contact et aux mœurs de ces hommes nouveaux. Il n'était pas rare de voir dans la Gaule romaine des barbares logés chez des Romains et mangeant à leur table. C'est ce dont il faut se souvenir, pour ne pas s'étonner outre mesure de la facilité avec laquelle les barbares s'établirent plus tard dans les pays qu'ils conquéraient.

M. Guizot (*Essais sur l'Histoire de France*, I^{re}) signale comme un phénomène singulier que la nation n'ait pas soutenu l'empire dans sa lutte contre les barbares : rien n'indique, en effet, durant tout le temps de l'établissement des barbares, qu'il y eût là, en Gaule, une nation souffrant de tous les fléaux d'une invasion. Les légions romaines combattent; si elles sont battues, personne n'apparaît plus. Il faut, dit M. Guizot, que des lois nous apprennent qu'une population romaine couvrait le sol de la Gaule; autrement on en pourrait douter.

Certes, l'état misérable de cette population, la disparition complète de la classe moyenne, remplacée presque partout par celle des colons, l'extrême abaissement de la curie, l'oppression fiscale, tous ces maux que la domination romaine avait à la longue introduits dans les provinces après d'heureux essais de civilisation dont il reste encore des témoignages dans les monuments du temps, peuvent servir de commencement d'explication; mais, pour l'avoir complète, il faut se rappeler que les Romains et les barbares n'étaient pas aussi étrangers qu'ils nous apparaissent faussement à quinze cents ans de distance. Quand Hotman dans sa *Franco-Gallia*, et Dubos dans son Histoire de l'établissement de la monarchie française, montrent les Francs comme des libérateurs appelés par les populations gallo-romaines contre le despotisme impérial, puis acceptés, reconnus par l'empire dont ils seraient devenus les alliés, ils présentent sous un jour faux un côté vrai du caractère de l'invasion des barbares; ils altèrent une vérité partielle en l'exagérant démesurément; mais on ne peut pas dire qu'ils inventent l'histoire. Montesquieu (*Esprit des lois*, liv. XXX, chap. 24), qui a raison en réfutant Dubos, ne détruit pas ce que le système de cet auteur a de vrai au fond. Que les barbares soient entrés dans la Gaule en conquérants, le fait n'est pas douteux; au moins il est certain pour les Francs, qui conquièrent les armes à la main les provinces qu'ils occupèrent. Mais le gouvernement impérial ne leur avait-il pas lui-même frayé la voie? Ces barbares inspiraient-ils aux populations cette aversion, cette insurmontable horreur qu'ont les peuples vaincus pour leurs envahisseurs? Ont-ils montré aux populations gallo-romaines subitement, à tel jour fixe, des visages inconnus? Pour que le phénomène, la singularité apparente signalée par M. Guizot, s'explique, il faut ces deux circonstances : une population misérable, serve, désintéressée des affaires générales, indifférente sur le choix du maître, puisqu'elle doit toujours obéir et souffrir, et des conquérants de même race que le peuple conquis et connus depuis longtemps. L'histoire du temps nous apprend, en effet, que c'est dans ces conditions que l'invasion s'opéra.

Assurément les Gallo-Romains conquis n'éprouvaient pas de sympathie pour leurs nouveaux dominateurs. La classe élevée et propriétaire ne se résigna pas comme la classe serve; elle méprisait ces barbares indisciplinés et brutaux, que l'ipertie des masses leur donnait comme voisins dans le même pays, et aussi elle les redoutait. Il y eut fréquemment, durant la longue période de l'établissement, guerre et pillage non-seulement entre barbares et Romains, mais encore entre les différentes tribus barbares se heurtant sur le même sol comme les flots sur une mer agitée. Les Francs surtout, dans le nord de la Gaule, furent souvent cruels. Ce qu'il y a de faux dans les récits exagérés de certains historiens, c'est de présenter ces Francs, Suèves, Bourguignons, le glaive et la torche à la main, marchant à la lueur de l'incendie qu'ils allumaient. Les Huns et les Vandales portaient ainsi la dévastation avec eux, et pour cela ne purent se fixer en Europe : où le cheval d'Attila avait brouté, l'herbe ne croissait plus. Mais la prise de possession dans la Gaule fut au contraire presque pacifique, au moins relativement. Plus d'une fois, des évêques appelèrent dans le pays, à leur secours, des

tribus franques. Les Wisigoths et les Burgondes faisaient ménage avec les Gallo-Romains. On fausse l'histoire quand on réduit un fait successif, prolongé pendant des siècles, aux proportions d'un fait unique; les fausses idées que l'on s'est formées trop souvent sur l'invasion des barbares dans la Gaule tiennent à ce que l'imagination se la représente involontairement comme un seul fait de guerre éclatant tout à coup, sans aucune préparation.

Tacite, qui a peint les mœurs des Germains, un peu avec l'intention d'en faire la satire des mœurs romaines, donne aux barbares de la Germanie certaines vertus et loue surtout leur chasteté. Les vertus et les vices des tribus germaniques furent sans doute ceux des barbares de tous les pays, spontanés, inconscients de leurs actes; car la barbarie, c'est le chaos dans l'âme humaine. Mais il y aurait injustice à penser, avec certains écrivains qui ont beaucoup trop redressé Tacite, que les barbares parmi les populations envahies n'ajoutèrent que leurs vices propres aux vices de ces dernières, et n'apportèrent aucune vertu. La grossièreté des mœurs ne doit pas tromper sur la force latente de l'âme d'un peuple.

Ici nous touchons à une question qui intéresse au plus haut point la philosophie de l'histoire. Quand on voit les races germaniques détourner le courant de la civilisation romaine au point d'en faire sortir une civilisation nouvelle qui devint la civilisation française, marquée d'un caractère aussi distinct, il n'est pas permis de penser que l'âme de ces races ne contenait rien en elle. Sans doute l'état social et politique que ces populations s'étaient fait, et des causes extérieures impossibles à dé mêler après un si long temps, pouvaient paralyser le développement des germes qu'elles contenaient. Mais par le fruit on peut juger de la semence. Serait-il téméraire de penser que, si la race germanique n'avait rien apporté à la civilisation romaine et gallo-romaine, la civilisation française n'eût été que la civilisation du monde romain et gallo-romain continuée?

Dans les institutions politiques, dans le droit civil, dans la littérature, dans les arts, la race germanique peut donc revendiquer tout ce que ne contenaient pas la civilisation romaine, la civilisation gallo-romaine et l'esprit du christianisme. Si elle subit l'influence d'éléments qui n'étaient pas les siens, encore fallait-il qu'elle fût douée d'une aptitude innée à la ressentir, ou qu'elle eût assez de vitalité pour faire pénétrer dans la civilisation antique les éléments de force morale qu'elle apportait par la conquête. Rien ne serait plus faux, et partant plus dangereux dans la philosophie de l'histoire, que de n'admettre comme éléments de la civilisation d'un peuple que ceux qui peuvent être saisis, écrits, définis au moment de sa formation. Une nation est un être moral qui se continue. Comme l'individu, elle a des forces cachées auxquelles il faut le temps, des conditions particulières ou l'alliance d'éléments autres pour apparaître. Jamais on n'a vu la continuité de son action se rompre que quand une race nouvelle est venue se superposer, se fondre dans la race ancienne. Donc le philosophe peut affirmer hardiment que quand un courant d'idées a changé absolument de direction, quand la nature morale d'un peuple a subi une profonde modification, la cause en a été dans la constitution morale native, originelle, de la race dernière venue.

Cette question de l'influence des races vidée et le caractère de l'invasion des barbares dans la Gaule précisé, il est nécessaire de tracer les grandes lignes géographiques de la Gaule barbare. A la fin du V^e siècle, les Wisigoths occupaient la Gaule méridionale; le centre de leur empire était Toulouse. De là ils s'étaient étendus en Espagne, aux dépens des Vandales et des Suèves, qu'ils avaient refoulés sur les côtes de l'Afrique. Ils dominaient l'Aquitaine jusqu'à la Loire et la plus grande partie de la Gaule Narbonnaise jusqu'au Rhône. Les Burgondes tenaient le reste de cette partie de la Gaule, à partir du Rhône et du nord de la Durance, mais surtout toute la première Lyonnaise, qui se prolongeait jusqu'à la Marne, et toute la grande Séquanais, dont la métropole était Besançon. Les tribus franques, sous Clodion, avaient envahi le Nord jusqu'à la Somme. Les autres parties de la Gaule étaient restées romaines, et les barbares n'y avaient fait que des incursions.

Il importe de se rappeler que les Francs ne formaient pas, à l'époque des invasions, un peuple distinct, mais une confédération de peuplades ou tribus germaniques. La ligue franque comprenait les Cattes, les Chamaves, les Chérusques, les Chaucés, les Bructères, les Frisons et toutes les peuplades comprises entre le Rhin, le Mein, l'Elbe et la mer, dont Tacite a fait connaître les mœurs et

les usages. Les Francs se nommaient ainsi à raison de leur caractère belliqueux, féroce, et, par interprétation, libre de tout joug. Il y avait les Francs saliens et les Francs ripuaires.

En 486, un barbare franc salien de génie, Clovis, passa la Somme, battit à Soissons les Romains commandés par le patrice Syagrius, et dont la puissance était resserrée entre la Somme et la Loire, gagna la Seine, soumit les Allemands qui avaient envahi les pays de la rive gauche du Rhin, contint les Burgondes, et s'empara du pays occupé par les Wisigoths jusqu'à Bordeaux et Toulouse. Pendant cette suite de succès éclatants, Clovis s'était converti au christianisme, et avec lui une partie de ses bandes armées. Cette conversion au christianisme de l'Église dominante lui valut l'appui des évêques contre les Wisigoths, les Burgondes, chrétiens également, mais suivant l'hérésie arienne. On sait quelle fut la destinée des chefs francs sous les successeurs de Clovis jusqu'à Pépin. La révolution qui renversa le pouvoir du chef mérovingien ne fut autre chose, comme on l'a démontré, que la victoire des Francs d'Austrasie sur les Francs de Neustrie (M. Guizot, *Essais sur l'Histoire de France*, III^e). Mais le succès des Austrasiens, et les troubles auxquels fut en proie le vaste empire de Clovis sous ses faibles successeurs, furent sans résultat immédiat sur les institutions politiques et sur le droit civil qui se pratiquait alors.

L'invasion des Burgondes et des Wisigoths ne fut pas violente comme le fut celle des Francs dans le nord de la Gaule. Ils s'étaient établis sur le territoire romain avec leurs femmes et leurs enfants, le plus souvent du consentement même des autorités romaines. Ils avaient reçu des Romains des terres, la plupart abandonnées par les anciens maîtres ou par les colons et les esclaves. Mais ils respectaient ordinairement la propriété du voisin; ils honoraient les hauts dignitaires romains (Augustin Thierry, *VI^e Lettre sur l'Histoire de France*). On va voir dans l'exposition de la législation barbare que si les vaincus et les envahisseurs n'étaient pas tenus sur un pied égal, cependant il s'établit assez vite, chez les Francs saliens, les Francs ripuaires, les Wisigoths et les Burgondes, un ordre aussi régulier qu'on pouvait l'attendre du malheur des temps.

§ II. — LOIS BARBARES.

Les lois barbares étaient le droit originellement coutumier, non écrit, des peuples qui se répandirent dans le monde romain. Nous ne rechercherons pas les origines de ces coutumes dans les forêts de la Germanie, bien que le livre de Tacite contienne sur l'état civil des Germains quelques traits dont la critique historique n'a jamais contesté l'exactitude. Nous pourrions d'ailleurs signaler ces traits dans le cours de l'examen des documents plus certains qu'il importe de faire connaître. Les lois barbares pratiquées dans la Gaule étaient la loi salique, la loi des Ripuaires, la loi des Wisigoths et la loi des Bourguignons, cette dernière appelée aussi loi Gombette, du nom de Gondebaud, celui des chefs bourguignons qui la fit écrire.

La loi salique est la plus importante de beaucoup entre toutes les lois barbares, y compris celles des peuples qui ne s'établirent pas dans la Gaule. Rien ne serait plus difficile que de fixer son texte vrai. Son histoire et l'étude des nombreux manuscrits qui nous sont parvenus, presque tous différents, ont occupé beaucoup d'érudits du siècle : Wiarda, Pertz, Orloff et Feuerbach en Allemagne; et MM. Pardessus, Guérard, Guizot, Laferrière, etc., en France. Il paraîtrait que la loi salique était la coutume des Francs saliens, habitants des bords de la Sale avant la conquête, puisqu'elle a été rédigée sous Clovis peu de temps avant sa conversion au christianisme. Des historiens, comme Aug. Thierry, la font rédiger en latin sous Dagobert; d'autres même, comme Wiarda, en reportent la rédaction au VII^e siècle. Comme pour obscurcir encore les origines de cette loi, les anciens manuscrits l'accompagnaient de gloses, glose de Malberg, glose de Hérold, tandis que quelques autres donnent la loi seule avec des rédactions différentes. Il y a lieu de croire que ces différences de rédaction tiennent à ce que la loi salique fut révisée et modifiée, sans doute dans le texte allemand,

sous les successeurs de Clovis, Childebert et Clotaire, ses fils. De là, quand on cite la loi salique, la nécessité de dire laquelle, si l'on veut être très-exact. Charlemagne en fit faire une nouvelle révision avant de devenir empereur, et la loi ainsi révisée s'appela *lex salica emendata*. Quoi qu'il en soit de tous les débats auxquels a donné lieu le texte de la loi salique, comme la différence des leçons n'altère pas l'esprit de la loi, on peut étudier les principaux traits de cette loi sans avoir à se préoccuper trop de ces controverses philologiques.

La loi salique est presque uniquement pénale; les matières y sont traitées dans le désordre le plus complet. Wiarda conjecture avec raison qu'elle ne présente qu'une partie des coutumes du droit des Francs saliens; ce qui peut appuyer cette opinion, c'est que, dans des monuments de droit postérieurs, on se réfère à la loi salique pour des cas dont les textes connus ne s'occupent pas. Si peu compliqué que fût l'état social des Francs saliens, on ne peut supposer, en effet, que des dispositions aussi incomplètes leur eussent suffi. — On sait que l'espèce de notoriété que conserva de tout temps la loi salique tient à ce que, par interprétation d'une disposition relative à la succession des alleux, auxquels les parents de la ligne paternelle pouvaient seuls succéder à l'exclusion des femmes, cette loi fut invoquée pour repousser les prétentions à la couronne de France d'Édouard III d'Angleterre, et passa pour contenir le principe fondamental du droit public monarchique sur le droit de succession au trône.

La loi ripuaire était la loi des Francs austrasiens habitant la rive gauche du Rhin. On place sa rédaction au temps de Thierry, troisième fils de Clovis; mais elle fut augmentée par plusieurs des successeurs de ce chef et révisée par Charlemagne. Au reste, ses dispositions et plus encore son esprit sont à peu près les dispositions et l'esprit de la loi salique.

Nous ne connaissons pas les lois des Wisigoths dans le texte original. On commença à les écrire dans le même temps que la loi salique (480-484). Depuis, elles furent à plusieurs reprises corrigées, amendées, par les rois wisigoths. La dernière rédaction paraît avoir été du commencement du VIII^e siècle. Ces lois ont été traduites en espagnol sous le titre de *Fuero-Juzgo*; mais cette traduction est du XIII^e siècle. Elles ont d'ailleurs beaucoup plus d'importance pour les origines du droit espagnol que pour celles du droit français.

L'ancienne loi des Burgondes ou loi Gombette est venue jusqu'à nous. Comme les autres lois barbares, elle a ses *additamenta*. On ne sait pas exactement à quel prince bourguignon ces additions doivent être rapportées. La rédaction originale de la loi burgonde paraît antérieure d'environ quinze ans aux lois salique et wisigothe. Gondebaud la publia à Lyon en 468.

Aux sources du droit germanique qui viennent d'être indiquées, il faut ajouter, pour la période de Clovis à Charlemagne que nous étudions, les recueils de formules. Le droit germanique n'était pas tout entier dans les lois rédigées sur les ordres des rois barbares; autrement il faudrait y reconnaître des lacunes inexplicables. À côté du droit coutumier écrit, il y avait un droit coutumier non écrit, qui complétait celui-ci. Le droit coutumier non écrit apparaît dans les recueils de formules, modèles d'actes, de contrats, etc., qui furent composés dans le même temps. Toutefois il n'y apparaît pas seul. Comme les actes étaient faits par des moines qui s'adonnaient à l'étude des usages romains, on trouve dans les formules autant et plus d'actes faits selon les principes de la loi romaine que selon ceux du droit germanique. L'étude des formules peut ainsi servir pour connaître les deux faces, germanique et romaine, du droit barbare. Le principal recueil de formules a été composé par le moine Marculfe dans la seconde moitié du VII^e siècle; mais il y en eut d'autres, notamment celui du moine de Saint-Gall, sous Louis le Débonnaire. Il y avait aussi des formules éparses, qui ont été retrouvées beaucoup plus tard manuscrites, et qui furent publiées par Baluze dans son recueil des Capitulaires.

Un fait remarquable frappe d'abord l'attention dans l'étude des lois et coutumes germaniques. Toutes ces lois et coutumes sont personnelles. Chez un peuple fixé sur son territoire et constitué, la loi est toujours réelle; elle oblige tous ceux qui habitent le même empire, sauf la distinction entre les régnicoles et les étrangers et les incapacités qui peuvent frapper ceux-ci; si la loi est personnelle et suit le citoyen, ce n'est que quand il est hors de sa patrie. Chez les peuples envahisseurs de la Gaule,

au contraire, chaque homme a sa loi : le Franc relève de la loi salique ou ripuaire ; le Burgonde, de la loi bourguignonne ; les Romains continuent d'être jugés par la loi romaine (V. surtout les formules de Marculfe, liv. I, 8, et la loi ripuaire, chap. 31 et *passim*). La personnalité des lois barbares persista même après Charlemagne, comme on peut le voir dans des Capitulaires de Charles le Chauve. Montesquieu, qui constate ce fait (*Esprit des lois*, liv. XXVIII, chap. 2), en rapporte l'origine à l'état de guerre où les barbares demeurèrent longtemps avec les Romains après leur établissement : les tribus germaniques, attaquées, durent se réunir pour la défense commune, et les individus confondus pour la guerre durent chercher à conserver chacun son indépendance. Telle est l'explication de Montesquieu ; mais il est peut-être plus rationnel de voir la personnalité des lois barbares dans la manière de vivre des tribus germaniques dès avant les guerres romaines. Toutes ces peuplades n'avaient pas une existence fixée ; le mouvement y était continu, comme celui des flots par l'effet du flux et reflux. La vie d'une tribu n'est pas celle d'une nation. Le Germain devait connaître beaucoup mieux sa tribu que la terre qu'il foulait accidentellement. De là la personnalité nécessaire de sa loi, comme pour le soldat sous son drapeau. — Il faut ajouter, comme un trait de l'époque, que l'on pouvait choisir sa loi. Un Franc pouvait se faire juger selon la loi romaine, et réciproquement un Romain selon la loi salique.

Ce qui attire d'abord l'attention dans le droit barbare, c'est la condition des personnes. — Les peuples barbares étaient essentiellement libres, mais ils admettaient l'esclavage, comme tous les peuples de l'antiquité ; ils l'admirent surtout après leur établissement dans les Gaules. La première division est donc celle des hommes libres et des esclaves ou serfs, *servi*, *mancipia*, *ancillæ*. Mais il y avait entre la liberté et la servitude un degré intermédiaire, celui des *leti* ou *lidi*. Le maître avait sur les serfs un pouvoir à peu près absolu : il pouvait les vendre, excepté hors du pays ou à des palens. Il les revendiquait comme des choses mobilières, s'ils avaient été volés ou s'ils étaient fugitifs.

La condition des personnes libres correspondait, à très-peu près, à l'état des terres. Les plus indépendants étaient les propriétaires d'alleux, dont il sera parlé plus loin. Mais dans ces temps de rapine et de violence, car tels furent les temps de l'établissement des barbares dans les Gaules, la condition des propriétaires d'alleux en vint à se rapprocher beaucoup de celle des colons, au moins pour un certain nombre. Le nombre des alleux diminua sensiblement. A l'époque de Charlemagne, il n'y avait plus guère que de grands alleux, dont un côté remarquable des mœurs des races germaniques hâta encore la décadence. Tacite dit que chez les Germains le chef marchait entouré de ses compagnons, et qu'il y avait entre eux obligation de dévouement et de fidélité d'une part, et d'une autre part obligation de protection. Pour reconnaître le dévouement de ses compagnons, le chef leur faisait des présents d'armes et de chevaux (Tac., *Germ.*, XIV). Quand les Francs s'établirent dans la Gaule et devinrent propriétaires fonciers, les chefs francs concédèrent des terres à leurs compagnons ; ces concessions s'appelèrent bénéfices. Plus tard, les petits propriétaires d'alleux se placèrent sous la protection de chefs puissants ; c'est ce que l'on appelait la *recommandation*. Les hommes libres placés sous le patronage d'un chef puissant, grand propriétaire, s'appelaient *leudes*, *fidèles*, *antrustions* ; ils étaient dans la *truste* (service de confiance) du chef. De là, dans la Gaule franque, cette division des personnes : 1° les chefs, *comites* du roi, *optimates*, *proceres*, *seniores* ; 2° les leudes ou fidèles, dont la condition paraît quelquefois se rapprocher de celle des *seniores* ; 3° les hommes libres, *arimanni*, qui reconnaissaient le patronage des chefs, mais un patronage tout militaire ; 4° les *leti* ou *lidi*, formant une classe intermédiaire entre les hommes libres et les serfs, et que leur condition rapprochait plus de ceux-ci que de ceux-là ; 5° les colons, serfs de la glèbe ; 6° les serfs, esclaves. Il y avait, en outre, la classe des serfs affranchis : *denariales*, quand ils avaient été affranchis en présence du roi, qui tenait un denier ; *chartularii*, quand ils l'avaient été par acte authentique ; leur condition ne pourrait être caractérisée avec certitude.

On sait quel était l'état des colons ; il est vraisemblable que les lites pouvaient posséder en propre ; mais ils ne pouvaient posséder d'immeubles qu'à titre précaire. Les lites pouvaient contracter des obligations et avoir sous eux des serfs. Un serf pouvait devenir lite, et un lite être affranchi. L'aff-

franchi, quoique libre, *liber, ingenuus, fulreal*, pour l'exercice des droits dont il était désormais investi, ne devenait pas de droit membre du peuple ; il restait sous le patronage de l'affranchissant, du roi ou de l'Église ; mais il pouvait se racheter de ce patronage. Il ne pouvait transmettre sa succession qu'à ses descendants ; à défaut de descendants, la succession appartenait au patron. Les descendants de l'affranchi avaient la condition d'affranchis jusqu'à la troisième génération. (On peut consulter sur la condition civile de ces personnes les travaux sur l'histoire du droit français de Klimrath, t. I, p. 392 et suiv.)

Le droit privé des barbares est intéressant à étudier comme étant la première source du droit qui fut plus tard notre droit coutumier. Dans le droit barbare, le père de famille avait autorité sur sa femme et ses enfants, et même sur ses autres parents si c'étaient des femmes ou des parents en bas âge ; il les avait sous sa garde, sa mainbournie, *mundium*. Le fondement de la famille était le mariage légitime, précédé des fiançailles, qui s'accomplissaient avec des formes symboliques. Dans le droit germanique, comme dans tous les droits primitifs que nous avons déjà fait connaître, le mari achetait sa femme. Mais le mariage n'était accompli que quand l'épouse avait été solennellement conduite à l'époux et reçue par lui (*Lex salica Heroldiana*, tit. 14 et 46). Le prix que le mari donnait pour le mariage appartenait, partie aux parents de la femme, partie à la femme même, et cette dernière part était pour la femme un douaire après la mort du mari. Indépendamment de ce douaire, il y avait un douaire coutumier, *dos legitima*, qui n'était ordinairement que viager, et un douaire conventionnel dont la loi fixait la limite extrême. Les conventions de mariage étaient ordinairement constatées par un écrit, *libellus dotis* (*Lex rip.*, tit. 37 ; *Lex burgund.*, tit. 62). En outre des avantages matrimoniaux, le mari faisait le lendemain de ses noces un don gratuit à sa femme ; c'était le *morgengab*, don du matin, dont Grégoire de Tours atteste l'usage dans la Gaule (*Hist. franc. eccl.*, IX, 20).

Quand le mariage avait été dissous par la mort du mari, la femme reprenait ses apports, son douaire légal, coutumier, conventionnel, et son *morgengab*. Quand il l'avait été par la mort de la femme, les parents de celle-ci avaient droit à ses apports et au *morgengab* seulement. Le mari ne pouvait aliéner les biens de la femme durant le mariage que du consentement de celle-ci (*Lex rip.*, tit. 37). En outre de ses reprises que l'on pouvait appeler coutumières, la femme avait droit à une quote-part des bénéfices faits pendant le mariage. Cette quote-part variait selon les lois (*Lex rip.*, tit. 37 ; *Lex burg.*, tit. 62).

Le mariage pouvait aussi se dissoudre par le divorce et la répudiation. Mais le mari qui répudiait sa femme sans cause légitime devait lui abandonner son douaire. — En outre du mariage légitime, il y avait le concubinat, qui faisait aux époux une situation analogue à celle résultant du *concubitus* des Romains. Dans le concubinat, la femme ne recevait d'autres avantages que le *morgengab*. C'est de cet usage du *morgengab* qu'est venue la locution de *mariage morganatique*, qui désigne encore aujourd'hui le concubinat dans les provinces protestantes de l'Allemagne.

Dans la Germanie, la propriété territoriale n'existait guère qu'avec le caractère de simple possession. Les familles s'établissaient à leur convenance là où elles trouvaient des champs, des prés, des bois : *Colunt discreti ac diversi, ut fons, ut campus, ut nemus placuit* (Tac. *Germania*, XVI). Quand les peuples germaniques s'établirent dans la Gaule, ils en prirent une part du sol à peu près abandonné, si ce n'est de quelques grands propriétaires, qui encore n'arrivaient pas toujours à pouvoir faire cultiver leurs terres par leurs colons et esclaves. Les conquérants partagèrent ces terres. Le partage eut lieu par la voie du tirage au sort. Le lot s'appela *alod*, *alodis*, dont on fit plus tard *alleu*, *terra salica* chez les Francs, *sors* chez les Burgondes et les Wisigoths, *terra aviatia* chez les Francs ripuaires, et plus tard, dans les Capitulaires, *proprietas*, *proprium*. La constitution des terres allodiales devint la base de l'organisation civile et politique des peuples gallo-francs ; l'*alod* désigne ordinairement un immeuble, mais quelquefois aussi tout le patrimoine d'un homme libre, ce que l'ancien droit romain appelait la *familia* (*Lex sal. Herold.*, tit. 62 ; *Lex rip.*, tit. 56). L'aliénation des immeubles se faisait avec des formes solennelles, par l'emploi de symboles, par la *traditio per festucam, per cespitem*.

La loi salique admettait le père de famille à disposer de sa succession par l'effet de sa volonté,

dans la forme d'une donation à cause de mort (tit. 49). Les dispositions ainsi faites devenaient irrévocables, pense-t-on, après un an; elles ne devaient pas être très en usage, car il est certain que les Germains ne connaissaient pas les testaments (Tac. *Germ.*, XX). A défaut de disposition volontaire, la succession appartenait aux descendants. Mais de grandes difficultés se sont élevées entre les commentateurs de la loi salique sur le sens des dispositions relatives à la succession de la terre salique. Ces difficultés ont pour cause des différences de leçons dans les divers textes de la loi parvenus jusqu'à nous, et dans l'interprétation, sur laquelle on n'est pas bien fixée, à donner aux mots. Gans, dans son Histoire du droit de succession au moyen âge, pense qu'il faut distinguer entre les propriétés allodiales et les terres saliques. Les terres saliques seraient, dans les familles, celles qui provenaient du partage après la conquête; l'alleu comprendrait ces terres et toutes autres propriétés acquises différemment. Dans cette opinion de Gans, qui n'est pas admise par tous, car M. Guérard, dans les prolégomènes de la Polyptique d'Irminon (p. 487), n'entend par terre salique que la terre de la maison, dans cette opinion de Gans, disons-nous, les locutions *terra salica*, *terra aviatica*, *terra paterna*, *alodia paterna*, seraient toutes synonymes; elles désigneraient l'alleu originaire.

A l'égard des terres allodiales, tous les enfants d'abord, fils et filles, succédaient, quoique la loi salique ne parle que des mâles; mais les filles succédaient seulement à défaut de fils, l'esprit des lois germaniques et la constitution de la famille barbare étant toujours de favoriser les mâles au préjudice des femmes. S'il n'y avait pas d'enfants, la succession était dévolue aux ascendants, et, à défaut d'ascendants, aux frères et sœurs. Dans cet ordre de succession, la représentation n'était jamais admise; elle heurtait l'esprit germanique. A défaut de frères et sœurs, la succession passait aux parents les plus proches du côté paternel et ensuite du côté maternel, aux oncles et tantes. Dans la ligne paternelle, les femmes étaient complètement exclues; à défaut de parents mâles, la succession passait au fisc.

Mais pour la terre salique il y avait un mode de succession différent; les femmes étaient toujours exclues de la succession à la terre salique : *De terra vero salica nulla portio hæreditatis mulieri veniat, sed ad virilem sexum tota terræ hæreditas perveniat*. C'est ainsi qu'il faut expliquer ce grand principe du droit de succession chez les Francs, qui plus tard devint le principe fondamental de l'ordre de succession au trône de France. Il suffit pour cela de distinguer l'alleu originaire de l'alleu acquis. Le système de Gans satisfait pleinement la logique mentale. Est-ce à dire cependant qu'il ne prête à aucune objection? On peut en faire une de quelque gravité; car on pourrait demander comment, dans le court espace de temps qui sépare la conquête des Francs de la rédaction de la loi salique, on a pu, pour le droit de succéder, créer une distinction aussi profonde que celle des alleux originaires ou terres saliques et des alleux acquis. Nous ne verrions à cette objection qu'une réponse à faire, et elle serait conjecturale. Ce serait de supposer : 1° que le mode de succession chez les Francs était réglé par la coutume avant l'invasion dans la Gaule, ce qui est au dernier point vraisemblable; 2° que les terres conquises dans la Gaule et les lots qui en furent faits pour le partage furent assimilés à la terre salique germanique, et en eurent le caractère pour le mode de succession, mais que le privilège de la terre salique ne passa pas en Gaule aux biens acquis par les Francs autrement que par l'effet du premier partage au sort (1).

(1) Voici le texte de la loi salique d'après la leçon donnée par du Tillet en 1573 :

Si quis homo mortuus fuerit et filios non dimiserit, si pater aut mater superfuerint, ipsi in hæreditatem succedant. — Si pater vel mater non superfuerint et fratres vel sorores reliquerint, ipsi hæreditatem obtineant. — Quod si nec isti fuerint, sorores patris in hæreditatem ejus succedant. — Si vero sorores patris non extiterint, sorores matris ejus hæreditatem sibi vindicent. — Si autem nulli eorum fuerint, quicumque proximiores fuerint de paterna generatione, ipsi, in hæreditatem succedant. — DE TERRA VERO SALICA NULLA PORTIO HÆREDITATIS MULIERI VENIAT; SED AD VIRILEM SEXUM TOTA TERRÆ HÆREDITAS Perveniat (Lex salica, tit. XLII, de Alode).

La loi salique ne s'occupe que des femmes au delà d'un certain degré; mais il ne faudrait pas conclure que les femmes exclussent les mâles du même degré. La loi a voulu seulement lever un doute; rien n'eût été plus contraire à l'esprit du droit barbare que d'admettre les femmes à primer les héritiers mâles du même degré. Il faut rapprocher

Dans le droit barbare, la justice criminelle, comme on l'entend dans le droit moderne, n'existait pas, quoique la loi salique soit un code presque entièrement pénal. Il n'y avait pas de peines appliquées pour un crime; mais la vengeance, *faida* (littéralement, querelle, inimitié), était exercée par la famille de l'offensé ou de la victime. Pour ne pas prolonger une cause d'inimitié, qui eût amené des meurtres ou des rixes, la coutume établit l'usage des compositions judiciaires, dont on retrouve le principe dans les mœurs des Germains de Tacite (*Germ.*, XXI). La peine se réduisit à une amende, *fredum* (de *fried*, paix), payée par le coupable à l'offensé, ou, si c'était une victime, à sa famille. La loi tarifait l'amende en considération tant du délit que de la condition de l'offensé ou de la victime; l'amende ainsi tarifée s'appelait *wehrgeld* ou prix de la défense (1). La fixation du *wehrgeld*, dans les diverses lois barbares, est intéressante à étudier, en ce qu'elle fait connaître la condition et la valeur de l'homme par le prix que la loi mettait à sa vie. Toute personne avait son *wehrgeld*, depuis l'antrusion du roi jusqu'au serf; le *wehrgeld* du serf appartenait au maître. M. Guizot a dressé un tableau très-intéressant du *wehrgeld* dans le quatrième de ses Essais sur l'histoire de France. On y peut voir comment toutes les lois barbares tenaient le Romain dans un état d'infériorité, n'estimant la vie du Romain qu'à la moitié ordinairement de celle du barbare libre, à dignité égale.

Il reste à parler de l'organisation judiciaire. Quand les barbares débordèrent dans l'empire romain, l'organisation judiciaire romaine ne périt pas complètement; mais les envahisseurs apportant avec eux leurs lois et leurs coutumes, et les lois barbares étant toutes personnelles, chacun, Wisigoth, Bourguignon, Germain, était jugé par la loi de la nation à laquelle il appartenait, sur quelque portion du territoire et au milieu de quelque peuple qu'il se trouvât. Les Gaules, en effet, ne furent pendant longtemps qu'un vaste camp, où se trouvaient mêlées, presque confondues, des peuplades d'origine diverse, qui continuaient d'être régies chacune par la loi de son origine.

Quelque divers d'origine que fussent ces peuples, chez tous le pouvoir public ou plutôt l'autorité des chefs, car il serait difficile de reconnaître dans ces sociétés rudimentaires un pouvoir public constitué, l'autorité des chefs, disons-nous, était plus militaire que civile. Le chef, à la fois militaire et civil, qui prononçait sur la somme de la composition quand un méfait avait été commis, fut le premier juge. Du reste, il serait difficile d'admettre que le système judiciaire fût tout entier dans le système des compositions. Nous voyons, en effet, qu'il est fait vaguement mention dans les lois barbares d'institutions, comme les plaids, qui se développèrent après l'invasion.

Lorsque l'amalgame des divers éléments qui étaient venus se déposer sur le sol gaulois commença à s'opérer, sans que les lois cessassent cependant d'être personnelles, une justice plus régulière s'établit. On voit grandir alors, comme institutions fixes, les assemblées, *placita* : les assemblées de la nation, *placita majora*, et les assemblées des comtés, *placita minora*. Les affaires publiques générales se décidaient dans les premières; dans les secondes, on décidait des affaires du comté et l'on pro-

du texte de la loi salique celui de la loi des Thuringiens ainsi conçu : « *Quod si nec filium, nec filiam, nec sororem, nec matrem dimisit superstites, proximus qui fuerit paternæ generationis hæres ex toto procedat* » (tit. VI).

La formule suivante de Marculfe est un important commentaire du passage de la loi salique cité ci-dessus. Elle atteste que le règlement des successions par cette loi fut, en effet, longtemps en usage :

Diuturna sed impia inter nos consuetudo tenetur, ut de terra paterna sorores cum fratribus portionem non habeant, sed ego perpendens hanc impietatem, sicut mihi à domino æqualiter donati estis filii, ita et à me sitis æqualiter diligendi et de rebus meis post meum discessum æqualiter gratulemini; ideoque per hanc epistolam te, dulcissima filia mea, contra germanos tuos, filios meos illos, in omni hereditate mea, æqualem et legitimam esse constituo heredem, ut tam de alode paterna, quam de comparato, vel mancipiis, aut præsidio nostro, vel quodcumque morientes reliquerimus æqua lance cum filiis meis, germanis tuis, dividere, vel exæquare debeas, et in nullo penitus portionem minorem quam ipsi, non accipies, sed omnia inter vos dividere, vel exæquare æqualiter debeatis (Lib. form., II, 12).

(1) *Wehrgeld*. Augustin Thierry (*VII^e lettre sur l'Histoire de France*) traduit *prix de l'homme*, faisant sans doute dériver, avec quelques écrivains allemands, *wehr* de *wehre*, valeur. Ne faut-il pas, avec d'autres savants, le faire dériver de *wehr*, défense, et de *geld*, or, prix? M. Guizot (*Essais sur l'Histoire de France*, V^e) incline à cette opinion. C'est du *wehr* allemand que vient le *war* des Anglais, et notre mot *guerre*. Selon cette dernière étymologie, le *wehr-geld* serait le prix de la défense; le prix obtenu pour s'être défendu ou avoir vengé son parent.

nonçait sur les différends. Mais bientôt l'obligation pour les hommes libres d'assister aux *placita minora* devenant une charge, ces *placita* se trouvèrent désertés. Pour assurer le service de la justice, on fixa à sept seulement le nombre des hommes libres, choisis parmi les *arimanni*, qui devaient former un *placitum* pour exercer la juridiction contentieuse, et à trois seulement pour l'exercice de la juridiction volontaire. La présence de ces hommes libres qui s'appelèrent spécialement *rachimburgi*, fut obligatoire; c'étaient de véritables juges, quoiqu'ils n'eussent pas le caractère officiel de magistrats. Le *placitum* était alors présidé par le comte, appelé aussi *grafion*, *graf*, dans la loi salique, ou par le centenier, comme on appelait le magistrat qui remplaçait le comte pour présider à l'exercice de la justice dans les districts de cent familles. Nous disons présider, parce que, en effet, le comte et le centenier ne faisaient que recevoir la décision des rachimbourgs et en assurer l'exécution, sans prendre part au vote. On trouve, dans les temps barbares, l'emploi devant les tribunaux d'un moyen de preuves qui marque le caractère de l'époque. Les preuves en matière civile et criminelle se faisaient par témoins; mais quand elles n'apportaient pas la lumière, on recourait aux ordales. Les parties étaient soumises à des épreuves corporelles par l'eau, le feu, etc.; celui qui les supportait le mieux gagnait son procès.

Il est remarquable que le principe de la personnalité des lois barbares, que nous avons noté, contribua à assurer la durée de l'organisation romaine. Si les Wisigoths, Saliens, Bourguignons, étaient jugés selon leurs lois, les Romains continuèrent d'être jugés selon la loi romaine. Mais il y avait entre les barbares et les Romains cette différence, que les barbares jugés selon des lois différentes l'étaient dans les mêmes *placita*, tandis que les Romains jugés selon leur loi l'étaient dans leurs propres tribunaux. Les tribunaux municipaux de l'empire continuèrent donc de subsister après l'invasion. Les juridictions supérieures seules avaient disparu avec l'empire. On ne doit donc pas craindre d'avancer que si le droit romain ne périt jamais dans les Gaules, comme M. de Savigny l'a si péremptoirement démontré, cela tint à cette particularité que les lois étaient personnelles, ce qui assura la prolongation de l'organisation judiciaire impériale.

§ III. — LOI ROMAINE ET CANONS DE L'ÉGLISE.

L'établissement des barbares dans la Gaule n'y supprima rien de l'organisation romaine, ni l'administration, ni la législation en vigueur, ni l'organisation judiciaire. L'acclimatation des barbares, puis la fusion des races, apparaissent assez dans ce fait que leurs lois furent rédigées en mauvais latin. On peut supposer que de très-bonne heure il s'opéra une sorte d'adaptation de la constitution germanique à l'organisation romaine. Les barbares s'établissaient de préférence dans les campagnes. Dans les villes, l'autorité appartenait au comte germain; au-dessous venaient les autorités romaines fonctionnant comme avant la conquête. Le comte barbare remplaçait le préfet romain, et rien autre n'était changé.

La juridiction municipale avait pris de l'étendue dans les derniers temps de l'époque gallo-romaine; elle gagna encore après l'invasion. Il semble qu'en même temps la curie se soit relevée un peu de l'état misérable où nous l'avons laissée (V. p. 56). Ainsi, c'est le magistrat municipal qui juge les affaires civiles des Romains de l'époque gallo-franque; c'est la curie qui rend les décrets pour vendre les biens des mineurs; c'est devant elle que sont ouverts les testaments et que sont insinuées les donations; aussi l'album du préteur est-il devenu l'album de la curie (Savigny, *Histoire du Droit romain au moyen âge*, chap. V, § 93). Non-seulement il en était ainsi dans la Gaule méridionale, mais dans la partie occupée par les Francs, le droit romain et l'organisation romaine ne persistèrent pas moins, ainsi que le témoignent maints passages de Grégoire de Tours et des actes nombreux échappés à la destruction (Savigny, *ibid.*, § 94). On peut assurer que partout dans la Gaule la

loi romaine subsista pour les Romains à côté des lois barbares, et les juges romains à côté des *placita*. Le Romain et le barbare avaient chacun son droit et ses juges.

Pendant que le droit romain et le droit barbare se maintenaient ainsi dans les mêmes contrées, mais se modifiant insensiblement par le contact, l'autorité de l'Église grandissait considérablement. Plus l'abattement de la société gallo-romaine avait été profond, plus dans le nord de la Gaule l'action des barbares avait été brutale et quelquefois violente, plus aussi l'empire moral de l'Église avait gagné. Le principe des rapports de l'Église avec la royauté barbare, dont la prédominance finit par s'établir au milieu de tous les tiraillements, fut celui d'une alliance réciproque, les deux pouvoirs restant séparés, mais à certains égards s'unissant sans se confondre. Dans la Gaule, les chefs barbares laissaient l'Église formuler ses dogmes dans les écrits de ses docteurs et dans ses conciles; mais l'Église n'avait pas pour cela une pleine indépendance dans sa constitution hiérarchique. Avant l'invasion, les évêques étaient élus par le clergé et par les fidèles; après l'invasion, il arrive souvent que les rois nomment les évêques. Comme l'Église réclame, on tombe d'accord que les évêques seront élus par le clergé et le peuple, que le roi donnera son consentement à l'élection, et que l'évêque sera ensuite sacré par le métropolitain (Conc. d'Orléans, en 549; Cap. de Clotaire II, en 605). C'est presque le principe des concordats modernes. C'est en vertu du même principe que les conciles ne pouvaient s'assembler que du consentement du roi, comme on le voit dans les actes de presque tous les conciles de l'époque.

L'Église exerça de bonne heure une juridiction sur les clercs pour les causes spirituelles, c'est-à-dire à raison des péchés : c'était une application du principe de la confession. En Orient, la même juridiction s'établit pour les matières criminelles, mais elle ne passa pas dans la Gaule, où les clercs ne relevèrent que de la justice séculière. Dans les matières civiles, le clergé avait juridiction sur ses membres; mais si l'affaire intéressait un clerc et un laïque, ce dernier entraînait le clerc devant la juridiction laïque.

Il faut voir maintenant quelles étaient les sources du droit romain et du droit canonique dans la première période de l'époque gallo-franque. Pour le droit romain, les monuments importants étaient les suivants :

1° *Lex romana Ostrogothorum* ou *Edictum Theodorici*, de peu d'importance pour nous;

2° *Lex romana Wisigothorum* ou *Breviarium Alaricianum*, nommé ainsi d'Alaric II, roi des Wisigoths, qui fit faire cette collection pour les sujets romains de son royaume, au commencement du VI^e siècle. Elle contient de nombreux fragments de jurisconsultes et des constitutions impériales, le tout accompagné d'une *interpretatio*. C'est par cette compilation que, bien avant la découverte de Niebuhr à Vérone, on a eu connaissance de l'existence des Institutes de Gaius dont elle contenait un *epitome*, ainsi que du Code Théodosien et des Nouvelles de Théodose; nous devons aussi à ce code les *Sententie receptæ* de Paul, et les fragments des deux recueils de constitutions impériales connus sous le nom de *Codex Gregorianus* et *Codex Hermogenianus*. La seule édition qui ait paru de cet ouvrage est de Sichard, en 1528;

3° *Lex romana Burgundorum*, collection faite pour les sujets romains du royaume de Gondebaud, roi des Bourguignons, entre 517 et 534. Par une erreur de Cujas, qui en publia la première édition et qui crut un moment avoir retrouvé un ouvrage de Papinien, ce recueil a reçu et conservé le nom de *Papiani Responsum* ou le Papien, ainsi nommé parce qu'un fragment de Papinien le termine.

Les rois francs ne firent pas composer de codes comme les rois Wisigoths et Bourguignons. Il est vraisemblable que les coutumes gauloises avaient persisté davantage dans le nord de la Gaule. D'ailleurs l'invasion des Francs fut plus complète que celle des Wisigoths et des Burgundes; on peut penser que les Gallo-Romains du nord de la Gaule acceptèrent plus vite la loi des vainqueurs. Mais le droit romain n'y fut pas moins en pratique pour les Romains et pour les Francs qui voulaient s'y soumettre. La plupart des actes particuliers et des passages des écrits de Grégoire de Tours cités par M. de Savigny pour la démonstration de sa thèse, que le droit romain avait traversé l'époque barbare et le moyen âge, se placent dans la partie de la Gaule envahie par les Francs.

Pour le droit ecclésiastique, on reçut de bonne heure comme lois les actes des conciles, et parti-

culièrement des conciles œcuméniques. La collection grecque des quatre grands conciles œcuméniques de Nicée, de Constantinople, d'Éphèse et de Chalcédoine, composée par Théodore, évêque de Tyr, et Étienne, évêque d'Éphèse, fut sanctionnée par Justinien (Nov. 131). Des traductions latines de cette collection se répandirent en Occident. Indépendamment de cette collection, on réunit les actes des conciles tenus dans la Gaule; mais ces recueils ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Il faut citer surtout, parmi les collections des conciles, un recueil de la fin du V^e siècle, fait par un moine schyite, mais fixé à Rome, nommé Denys le Petit. Ce recueil est connu sous les titres de *Corpus canonum* et *Codex vetus Ecclesiæ romanæ*. — Il existe d'autres monuments, mais apocryphes, de l'ancien droit ecclésiastique; comme ils se rattachent à la seconde période de l'époque gallo-franque, il ne convient pas d'en parler ici.

CHAPITRE II. — DROIT DES CAPITULAIRES.

Il n'y a pas à raconter ici la révolution qui porta Pépin au trône et permit à Charlemagne de s'élever à l'empire. On sait maintenant que l'avènement des Carlovingiens fut beaucoup moins une révolution intérieure qu'un déplacement de races, une invasion pacifique des Francs d'Austrasie en Neustrie. Ce mouvement devait être le dernier sur le sol gaulois. Le génie de Charlemagne allait fixer définitivement toutes ces masses mouvantes sur le sol, et arrêter au nord et au midi, contre les Saxons et les Arabes, toutes ces invasions qui se succédaient depuis des siècles. Telle fut certainement la pensée, peut-être indistincte, de son règne; dans tous les cas, telle fut son œuvre.

Cependant, quelle que fût la force de ses armes, dans un temps où l'art de la guerre n'existait pas, Charlemagne fut beaucoup plus législateur et organisateur que guerrier. La constitution de son gouvernement, le régime auquel il soumit les diverses parties de son vaste empire, l'administration qu'il put établir et les garanties qu'il chercha à donner à l'ordre et à la justice ont fait émerger pour un moment son siècle de la barbarie. C'est, à tout prendre, de l'œuvre de Charlemagne qu'est sortie l'Europe. Sa législation embrasse toutes les matières, mais elle a surtout pour objet les matières politiques et religieuses. Charlemagne a fixé la situation de l'Église dans l'État. La législation civile ne tient dans les Capitulaires que peu de place. Les changements qu'il apporta à cette partie du droit consistent particulièrement dans quelques modifications de la loi salique, qu'il fit publier sous le nom de *Lex emendata*. Mais, avant de parler des Capitulaires, il est indispensable de faire connaître l'organisation politique de l'empire.

Les rois francs étaient des chefs élus; mais bientôt, quand les peuplades franques se furent fixées, l'autorité devint héréditaire. Un illustre historien, M. Guizot, a indiqué avec vérité le caractère particulier de la royauté barbare, en disant qu'elle était « un pouvoir personnel, non une magistrature au milieu de la société. » Il ne faudrait donc pas chercher à la royauté de ces temps des attributions définies; les époques de violence et de conquête ne sont pas des époques constitutionnelles. Les rois pouvaient de droit tout ce qu'ils pouvaient de fait. Sous des princes débiles, comme les derniers Mérovingiens, on voit dominer la puissance des maires du palais, *maiores domūs, præfecti palatii*. Les maires s'étaient donné des attributions politiques, administratives, militaires, et même judiciaires. Leur autorité ne se reproduisit pas à l'avènement des Carlovingiens.

En même temps que la monarchie s'établit avec le caractère que nous venons de rappeler, on voit apparaître les assemblées nationales. Mais, sous les rois des deux premières races, les assemblées tumultueuses du champ de Mars, et plus tard du champ de Mai, n'avaient rien de commun avec ce que l'on vit dans un temps plus rapproché du nôtre. On y acclamait la volonté du prince, plutôt que l'on y défendait les intérêts généraux. Quand Charlemagne voulut les rendre plus régulières et y attacher une sorte d'autorité, les ducs, les comtes, les grands dignitaires ecclésiastiques, *maiores, seniores*, comme on les appelait, prenaient seuls part aux délibérations. Quant aux *minores* ou officiers infé-

rieurs représentant la foule, ils recevaient ces décisions et les confirmaient par une simple adhésion de l'intelligence. Sous Charlemagne, les *placita*, comme on appelait ces assemblées, étaient un moyen pour le prince de se mettre en rapport avec la nation. Après lui, sous ses faibles successeurs, une troisième phase de ces assemblées commença : ce furent des congrès où chacun venait pour soi, la multitude continuant d'écouter à distance. Du reste, nulle forme régulière dans la composition de ces assemblées, rien de fixe sur l'objet de leurs délibérations et de leur examen, nulle garantie pour ce que l'on appela plus tard les droits de la nation ; le mot même n'aurait pas été compris.

Ceux qui ont dit, en prenant trop à la lettre un article de l'édit de Pistes rendu par Charles le Chauve en 864, que la loi se faisait alors par la constitution du prince et le consentement du peuple : *Lex fit constitutione regis et consensu populi*, ont donné bien à tort le caractère d'une institution publique à des réunions dont une partie des membres n'avaient en vue que de faire prévaloir des prétentions personnelles ou de régler des différends soit entre eux, soit avec le monarque, tandis que d'autres, d'un ordre inférieur, n'y assistaient que de loin, sans prétendre jamais à exercer aucune influence sur le résultat des délibérations.

Les institutions locales étaient plus particulièrement administratives ; elles se rattachaient à une division territoriale aussi vieille que la monarchie, en comtés, centuries et décuries. A la tête de chacune de ces divisions était un magistrat : le comte pour les comtés, ayant pour le suppléer au besoin un *vicarius* ou vicomte ; le centenier pour les centuries, et le dizainier pour les décuries. Chacun de ces fonctionnaires avait auprès de lui un conseil, une assemblée locale, *placitum*, *mallum*, où se traitaient les affaires du district. C'est là qu'avaient lieu les convocations militaires, que se rendait la justice, que s'accomplissaient même les actes civils, comme les ventes, affranchissements, etc. Ces plaids locaux se composaient de tous les hommes libres de la circonscription. C'est à cette juridiction des fonctionnaires royaux et de leurs assemblées qu'il faut certainement faire remonter les justices seigneuriales. Le concessionnaire d'un bénéfice, devenu plus tard seigneur féodal, rendait la justice à ses compagnons, à ses colons et à ses serfs ; mais les juges qui devaient être pris sur les lieux, conformément aux ordonnances royales, étaient choisis parmi les clercs.

Sous Charlemagne, nous voyons apparaître une classe de magistrats locaux avec des attributions déterminées ; ce sont les *scabini* ou échevins, qui se transformèrent avec le temps en officiers municipaux. Dans les lois barbares, il est souvent fait mention des *rachimburgi*, *arimanni*, *boni homines*, jugeant dans les *placita*. Mais les rachimbourgs ne paraissent pas avoir jamais formé un corps de juges. C'est pour les remplacer que furent institués les scabins, d'où vinrent plus tard les échevins ; les scabins étaient dans chaque district au nombre de sept au moins ; ils étaient obligés de se rendre aux plaids sur la convocation du comte.

Toutefois les prescriptions des Capitulaires pour l'exacte dispensation de la justice auraient pu rester inobservées. Afin d'en assurer l'exécution, Charlemagne créa les *missi dominici* ; c'étaient des envoyés royaux chargés de rappeler aux ducs, comtes, centeniers, etc., leurs devoirs d'administration et de juridiction. Les *missi dominici* s'acquittaient de leur mission quatre fois par an ; ils convoquaient à leurs plaids les comtes des comtés voisins, et ils devaient rendre raison à l'empereur de l'accomplissement de leur mission à la fois politique, administrative et judiciaire. Les *missi dominici* jugèrent en effet, pendant un temps, concurremment avec les autres tribunaux. Plus tard, ils ne purent juger là où la justice était bien administrée. Au reste, la manière de juger des scabins paraît avoir été celle des rachimbourgs. Mais la surveillance du prince devint plus active. Un Capitulaire de 805 porte que les avoyers, vidames, viguiers et centeniers qui seront reconnus mauvais recevront leur démission, et qu'il en sera élu d'autres à leur place ; que même, s'il y a des motifs de plainte contre le comte, on devra en référer à l'empereur. — Il faut ajouter, pour clore ce rapide tableau, qu'à toutes les époques, sous les lois barbares comme sous le régime des Capitulaires, dans les *placita* comme dans les tribunaux des scabins, la justice fut rendue publiquement.

Telle était la constitution politique, administrative et judiciaire de l'empire de Charlemagne ; elle était contenue dans les Capitulaires mêmes, et dans la législation antérieure modifiée par ces actes souverains. Mais les Capitulaires de Charlemagne ne sont pas les seuls qui aient régi l'empire gallo-

franc sous la dynastie des Carolingiens. Ses successeurs, Louis le Débonnaire et Charles le Chauve, en ont édicté en nombre égal. C'est dans l'ensemble de ces actes qu'il faut chercher la législation de la seconde période de l'époque gallo-franque, non moins que dans les lois barbares et les coutumes antérieures. Les Capitulaires de Charlemagne ont été recueillis dès l'année 830 par un moine du nom d'Anségise; plus tard, en 861, un clerc de Mayence, Benoît Lévite, donna un second recueil. Les Capitulaires des Carolingiens depuis Pépin, qui en donna cinq, jusqu'à Charles le Simple, ont été recueillis par Baluze. Mais ils ne doivent être lus qu'avec précaution, à raison des fautes de copie qui ont passé successivement dans les manuscrits. Nous les résumerons selon la place que les matières qu'ils ont pour objet de régler occupent dans l'ensemble de la législation impériale.

Les Capitulaires contiennent de nombreuses dispositions relatives aux évêques. L'alliance de ce que l'on appela plus tard l'Église et l'État se noue sous Charlemagne. On sait que le pape Zacharie sanctionna dans la personne de Pépin la légitimité de la nouvelle dynastie, en décidant, contre des prétentions contraires, que celui qui avait tous les attributs de la royauté, le roi de fait, était le roi de droit : *Melius esse illum regem apud quem summa potestas consisteret*. Charlemagne garantit les propriétés ecclésiastiques, défendit l'autorité morale des évêques (Cap., anno 807, Baluz., I, 160), protégea contre la violence des comtes leur autorité spirituelle (Cap., anno 800, Baluz., I, 33), et fit définitivement de la dîme un droit ecclésiastique civilement exigible.

Jusqu'alors l'Église avait vécu des offrandes et des dons volontaires des fidèles. Quand la mission de Colomban, au VII^e siècle, détermina la fondation de tant de monastères dans la Gaule, ces retraites furent presque aussitôt richement dotées en terres par les rois francs nouvellement convertis au christianisme, mais surtout par leurs femmes. L'Église et le clergé séculier eurent part aussi à leurs largesses; mais ils avaient souvent à supporter les exactions des chefs francs. Quand l'Église n'avait pas encore de propriétés immobilières, elle avait établi sur les fidèles une dîme volontaire, à l'imitation de la dîme des Hébreux (V. *suprà*, p. 15). En 585, le concile de Mâcon imposa la dîme sous peine d'excommunication (1). Charlemagne donna à cette décision la sanction de l'autorité civile : il soumit à la dîme les terres des particuliers et même celles du fisc impérial (V. divers Capitulaires des années 779, 794, 800 et 804). Le Capitulaire de 804 fit de la dîme trois parts : la première pour les dépenses de l'Église et du culte, la seconde pour les pauvres, la troisième pour le clergé. En échange, les sacrements durent être administrés gratuitement.

L'état des personnes s'améliora assez sensiblement sous le régime des Capitulaires et sous l'influence morale du christianisme. Les esclaves ne purent plus être vendus au delà du territoire franc, et ceux qui s'étaient réduits en servitude, poussés par une extrême misère, purent se racheter (*Edict. Pist.*, art. 34). La servitude personnelle devint assez généralement la servitude réelle, c'est-à-dire le colonat. Les serfs du fisc, *fiscalini*, et ceux de l'Église, *ecclesiastici*, eurent une situation tolérable et de laquelle les propriétaires devaient rapprocher la condition de leurs serfs (Cap., anno 873, VIII). Les *fiscalini* pouvaient vendre leur alleu. C'est alors que l'on voit apparaître la mainmorte, c'est-à-dire les communautés de serfs et de colons affranchis en masse de la servitude corporelle et possédant des fonds de terre auxquels ils étaient attachés. Cette transformation du servage en la condition de gens de mainmorte s'opéra surtout à partir du IX^e siècle (V. le *Polyptyque d'Irminon*, de M. Guérard, prolég., p. 339). Les mainmortables pouvaient, sous la seule réserve des services personnels dus à l'affranchis-

(1) La décision du concile de Mâcon est assez importante, comme document historique, pour mériter d'être rapportée textuellement : *Leges itaque divinae consulentes sacerdotibus ac ministris ecclesiarum, pro hereditatis portione omni populo praeceperunt decimas fructuum suorum locis sacris praestare, ut nullo labore impediti horis legitimis spiritualibus possint vacare ministeriis. Quas leges Christianorum congeries longis temporibus custodivit intemeratas; nunc autem paulatim praevaricatores legum pene Christiani omnes ostenduntur, dum ea quae divinitus sancita sunt adimplere negligunt. Unde statutus ac decernimus, ut mos antiquus a fide libus reparetur; et decimas ecclesiasticis famulantibus ceremoniis populus omnis inferat, quas sacerdotes aut in pauperum usum, aut in captivorum redemptionem praerogantes suis orationibus pacem populo ac salutem impetrent. Si quis autem coutumax nostris statutis saluberrimis fuerit, a membris Ecclesiae omni tempore separetur* (Concil. Matisconense, II, ann. 585, act. V, de decimis a populo clericis solvendis).

sant ou à ses représentants, transmettre leurs biens à leurs descendants et en faire donation; mais les successeurs étaient mainmortables, et la transmission ne pouvait avoir lieu d'une seigneurie à une autre seigneurie (*Ibid.*). On verra la situation des gens de mainmorte se préciser davantage dans la première période du droit coutumier.

Le droit civil doit peu de chose aux Capitulaires; dans le nombre des articles qui les composent, il n'occupe pas beaucoup plus d'un dixième. Les principales dispositions qui s'y rattachent ont pour objet la réglementation du mariage, et pour cela les Capitulaires font de nombreux emprunts aux doctrines de l'Église. Le concubinat continue d'exister à côté du mariage; mais le mariage est seul un sacrement; il ne peut avoir lieu qu'avec le consentement des parents ou ascendants, s'il en existe. Il paraît que, sous le droit des Capitulaires, deux conditions étaient encore essentielles pour le mariage: la cérémonie publique et la constitution d'une dot à la femme, comme sous les lois barbares (Cap., VII, 153). De plus, les époux devaient avoir été fiancés par le prêtre (Cap., VII, 453). Les Capitulaires empruntèrent à la loi mosaïque une disposition remarquable: dans l'état du mariage, l'homme était exempt du service militaire pendant la première année, qu'il pouvait ainsi consacrer tout entière à sa femme (Cap., VI, 52). L'innovation la plus importante des Capitulaires est certainement celle qui prohibe absolument les seconds mariages (Cap., I, 42; V, 79).

Sur le droit de succession, les Capitulaires ne sont pas plus riches. On y voit cependant des garanties données aux enfants contre les exhérédations injustes des parents, par l'injonction faite aux juges de protéger les enfants dans les limites de leur pouvoir (Cap., II, 31). Les Capitulaires s'occupent aussi des testaments; ils en déterminent les formes. Mais les testaments des Capitulaires sont plutôt, comme ceux des lois barbares, des donations à cause de mort, des institutions contractuelles, avec intervention des personnes avantagées ou de leurs représentants, que des testaments proprement dits. En effet, on y voit toujours, comme condition de la validité de l'acte, la tradition, et la loi détermine la forme de cette tradition (Cap., IV, 19, et VI, 212). Non pas qu'il n'y eût de véritables testaments faits par le testateur seul; mais alors ils ne paraissent pas avoir eu d'autre sanction que l'obligation pour l'institué d'accomplir la volonté du testateur, sous peine de se voir enlever sa part héréditaire pour cause d'indignité; et cette part caduque appartient alors à l'évêque (Cap. add., III, 87). — La femme, après la mort du mari, héritait de celui-ci, mais seulement d'une partie des acquêts, *collaborationes*, jusqu'à concurrence du tiers (Cap., VI, 295).

M. de Savigny, dans son Histoire du Droit romain au moyen âge (chap. IX, § 45), a relevé un certain nombre d'actes qui montrent que le droit romain avait persisté sous le régime des Capitulaires. C'est peut-être à cette époque qu'il faut rapporter le petit abrégé connu sous le titre de *Exceptiones (excerpta, excerptiones) Petri*. Mais il est à présumer que le droit romain ne persista alors que par la tradition, comme coutume; car rien ne peut faire supposer que le véritable droit romain, celui qu'il faut étudier dans les compilations justiniennes, ait été dans ces temps bien ou mal étudié, même par les clercs.

Quant à la loi de l'Église, elle tendait toujours plus à se confondre dans la législation laïque. Dans beaucoup de Capitulaires, particulièrement dans ceux qui ont trait au mariage, on retrouve des phrases reproduites textuellement des canons des conciles. Il se produisit alors diverses collections canoniques dont l'authenticité a paru douteuse aux canonistes, telles que celles mises sous le nom de saint Isidore de Séville et celles connues sous le nom de Fausses Décrétales. Il n'y a pas à en parler; les Fausses Décrétales, dont il y aura à s'occuper en traitant du droit canonique du moyen âge, sont celles qui ont été insérées dans le *Corpus juris canonici*.

Jetons un coup d'œil rétrospectif sur la législation gallo-franque, avant de clore cette époque et d'aborder une période nouvelle, celle du droit féodal et coutumier. — Nous sommes à la fin du X^e siècle. L'amalgame de tous ces peuples qui sont venus s'étendre sur le sol gaulois par couches successives, Romains, Francs, Bourguignons, Wisigoths, est complet. Déjà, avant Charlemagne, les distinctions d'origine entre habitants d'une même contrée s'étaient considérablement amoindries; on peut penser que si l'on voit invoquer encore soit la loi salique, soit la loi romaine, c'était comme loi d'élection, mais que cette élection de la loi ne répondait plus à une différence d'origine. Sous la main puissante du grand

empereur d'Occident et surtout par l'action prolongée de sa législation et de son administration, le sol enfin devint ferme, la fusion des races s'accomplit. A la législation selon les races a succédé, comme le remarque M. Guizot, la législation selon les conditions sociales et les lieux.

Mais l'œuvre de Charlemagne, on le sait, ne survécut pas beaucoup à son glorieux créateur. Avant la fin du X^e siècle, l'empire n'existe plus; le pouvoir central a disparu. L'empire de Charlemagne ne tombe pas en dissolution par l'effet d'une désagrégation des parties, comme l'empire romain cinq siècles auparavant, mais par l'effet d'excroissances intérieures, s'il est permis de parler ainsi, grossissant sous des princes trop faibles pour les arrêter. Les races sont fusionnées sur les mêmes portions de territoire; mais les autorités locales, diverses par l'origine des populations, sont assez fortes pour ne pas supporter une autorité unique. Il n'y a plus, dans le pays conquis par les Francs, des Saliens et des Romains; les diverses populations de l'ancienne confédération franque, mêlées avec les Gallo-Romains, habitent ensemble les divers lieux d'un grand empire.

La ruine du pouvoir central ne devait pas entraîner, comme on peut le comprendre après cela, la ruine des principes sur lesquels était constituée la société gallo-franque. Nous trouvons, après le démembrement de l'empire, sous Charles le Gros, le principe de l'hérédité établi à tous les degrés de l'échelle sociale; tout est héréditaire: l'état de serf, l'état de colon, les charges municipales, les emplois militaires, les dignités civiles parmi les personnes, et parmi les choses les bénéfices laïques ou ecclésiastiques concédés par le prince, les terres recommandées, dont il a été parlé, et les terres libres ou alleux.

A côté du principe de l'hérédité, on voit se prolonger celui de l'indépendance individuelle et du dévouement personnel, importé par les envahisseurs des forêts de la Germanie dans la Gaule. Montesquieu (*Esprit des lois*, liv. XXX, chap. 3 et 4) ne se trompe pas quand il découvre dans le lien qui unissait les compagnons au chef barbare et les présents qu'ils en recevaient, l'origine du vasselage et des fiefs. Il faut rapprocher de ces principes les coutumes politiques et civiles que nous avons fait connaître: 1^o les *placita*, qui se perpétuèrent dans les cours des comtes, et dont le souvenir peut-être produisit plus tard les États-Généraux; 2^o le droit contenu dans les lois barbares. Dans ces conditions, l'Église entraînait dans la société laïque, y prenait place et y apportait ses éléments de civilisation.

Ainsi, tous les éléments, tous les caractères que nous verrons être ceux du régime féodal se trouvaient contenus dans les principes politiques et civils de la société gallo-franque. Un pouvoir central fort était seul capable d'arrêter l'excès de leurs développements. Quand ce pouvoir périt, éclata par la force d'expansion de principes qu'il n'avait pas établis et qu'il comprimait avec peine, la féodalité éclosait d'elle-même; elle prenait possession du monde, comme tous les régimes forts, sans rupture violente avec le passé, par la seule virtualité de son principe et la continuation de son action latente.

LIVRE IV. — DROIT FÉODAL ET COUTUMIER

Opus aggredior... Nous abordons l'étude d'une longue période, où notre droit français se trouve marqué d'une empreinte qui ne s'effacera jamais complètement. Il y a entre le droit féodal et le droit coutumier une connexion qui ne permet pas d'en scinder l'histoire. Les vicissitudes du premier réfléchissent sur le second. Cependant, comme les institutions civiles se prolongent longtemps après les institutions politiques avec lesquelles elles ont commencé d'exister, quand les changements ne sont pas le résultat d'une crise violente, comme fut chez nous la grande révolution du siècle dernier, les grandes époques du droit féodal et du droit coutumier ne peuvent être absolument les mêmes. Le droit coutumier du temps de Charles VII était encore le droit français au temps de Louis XVI, modifié, il est vrai, par les ordonnances des rois de France pendant une durée de trois siècles, et cependant, dès avant Charles VII, les institutions purement féodales avaient subi les plus graves atteintes pour faire place aux institutions monarchiques. Nous ne sachions pas qu'aucun historien ait encore bien distingué les différentes périodes du droit féodal et du droit coutumier; faute de cela, la connaissance de notre ancien droit a toujours été un peu obscure.

Nous diviserons cette partie de notre travail en cinq chapitres : le premier ayant pour objet l'étude du droit féodal primaire, de Charles le Gros aux coutumes écrites; le second, ayant pour objet le droit coutumier primaire, jusqu'à la rédaction des coutumes à la fin du XV^e siècle; le troisième, où il sera parlé des assemblées, aboutira à la même époque, en partant de Philippe le Bel, qui convoqua les premiers États-Généraux et rendit le parlement sédentaire; le quatrième, exposant le droit féodal secondaire pendant les XIV^e et XV^e siècles, et le cinquième, le droit coutumier de la seconde époque, que nous clorons à la Renaissance et à la Réforme. Il ne faut pas oublier que la clef du droit du moyen âge est dans l'étude simultanée du droit féodal et du droit coutumier et dans l'étude séparée de ces différentes époques.

CHAPITRE I^{er}. — DROIT FÉODAL PRIMAIRE.

A la dissolution de l'empire de Charlemagne, avant l'avènement de Hugues Capet, la république féodale, où la plupart des historiens n'ont vu qu'anarchie, prit possession de l'Europe occidentale. Que se passa-t-il alors? On ne sait. Il semble que pendant deux siècles il ait fait nuit sur la terre. La grande collection des *Scriptores rerum gallicarum et francicarum* de dom Bouquet n'a trouvé aucun document historique de ce temps à reproduire, et ce n'est pas sans une impression sinistre

que l'historien constate une pareille lacune. L'Europe se réveilla enfin pour les croisades. C'est à cette date qu'il faut se placer pour étudier les institutions féodales de la première époque; par ce qu'elles étaient alors, on pourra présumer ce qu'elles durent être dans les siècles précédents.

Ce n'est pas au hasard que nous venons d'écrire les mots *république féodale*. Mézerai a dit que « sous la fin de la deuxième race le royaume était tenu selon les lois des fiefs, se gouvernant comme un grand fief plutôt que comme une monarchie ». Cet aperçu est resté vrai, et des études d'histoire plus profondes que du temps de Mézerai n'ont fait que le confirmer. Le prince portant le titre de roi de France n'était en effet que le *souverain fief* au milieu de ses égaux, *primus inter pares*. Ce que l'on appelait la France était un duché, à la possession duquel on reconnaissait la suprématie. A la mort du dernier Louis carlovingien, les grands firent *roi* le duc de France, Hugues, qui gouvernait avec énergie : *Francorum primates Hugonem, qui tunc ducatum Franciæ strenue gubernabat regem fecerunt* (D. Bouquet, *Script. rerum gall. et franc.*, t. X, p. 316). C'est de ce temps qu'on peut faire partir l'étude de la constitution féodale en France, quoique de fait le système féodal soit de bien des années antérieur à la révolution dynastique qui éleva les Capétiens au trône.

Il importe, avant tout, de bien savoir ce qu'était un fief. On entendait par fief (*feodum*, *feudum*, *fié*, *feu*, *fient*) un héritage concédé par un seigneur à un vassal, à charge de foi, hommage et services nobles, avec rétention de la seigneurie directe. Le mot est sans doute d'origine germanique, et doit désigner étymologiquement une propriété donnée en récompense. Le fief n'est autre chose que le *beneficium* dont il a été parlé dans l'exposition du droit gallo-franc, avec les droits de seigneurie et de justice en plus. M. Guizot (*Histoire de la civilisation en France*, t. III, 2^e leç.) signale la première apparition du mot *feodum* dans une charte de Charles le Gros de 884, où les mots *feodum* et *beneficium* sont employés indifféremment pour désigner une même chose. Mais cette date donnée au fief ne peut être acceptée sans réserves; car l'acte passe pour apocryphe, et l'on ne trouve pas le mot dans les actes authentiques avant le XI^e siècle (Guérard, *Polyptyque d'Irminon*, *Prolég.*, p. 564). Quoi qu'il en soit, c'est en suivant l'histoire des bénéfices que l'on peut arriver à la véritable théorie du fief.

On a vu ce qu'étaient les bénéfices sous les dynasties mérovingienne et carlovingienne. Les rois francs donnaient à leurs leudes des terres, à charge de service militaire et de fidélité. Ces concessions n'étaient d'abord que temporaires et viagères; mais elles devinrent héréditaires dans la seconde moitié du IX^e siècle, par des circonstances qu'il serait difficile d'exposer, si l'on ne voulait s'appuyer que sur des faits constants. Or ces bénéfices héréditaires furent plus tard des fiefs (1). Mais ce qui servit surtout au développement du système féodal fut l'usage des recommandations, devenu si fréquent sous les successeurs de Charlemagne. Les possesseurs d'alleux, menacés dans leurs personnes et leurs propriétés, venaient mettre leurs propriétés et leurs personnes sous la protection du seigneur. L'établissement des bénéfices d'un côté, la disparition des alleux d'un autre côté, en changeant l'état de la propriété territoriale, changèrent la condition des personnes et furent les grandes causes de la constitution du régime féodal.

L'inféodation, comme il a été dit, avait pour essence la rétention du domaine direct du suzerain et la foi du vassal. Le vassal était l'homme du seigneur; il lui devait foi et hommage, c'est-à-dire fidé-

(1) M. Guérard explique ainsi la transition des bénéfices aux fiefs : « Le système des bénéfices, en se développant, produisit les fiefs, et engendra tout le régime de la féodalité. Alors les devoirs des bénéfices furent réglés très-soigneusement et définis d'une manière précise. Les droits de seigneurie et de justice, jadis peu apparents, devinrent très-distincts et très-nombreux. On doit même considérer l'existence de ces droits comme formant la différence caractéristique entre deux institutions nées l'une de l'autre, ou plutôt entre les deux états successifs d'une même institution. Cette différence ne pourrait être méconnue que par ceux qui observeraient les bénéfices à leur dernière période, et les fiefs à leur première; ce fut seulement là, en effet, que les uns et les autres se confondirent. Quant au mot *feudum*, il ne se montre peut-être pas avant le XI^e siècle, quoique *feum* et *fevale* soient employés déjà vers 930 dans le testament du comte Adémar, et que *feum* soit répété plusieurs fois dans le testament de Raymond-Pons, comte de Toulouse, de l'an 961 » (*Prolégomènes du Polyptyque d'Irminon*, § 306).

lité et promesse de fidélité. Il y avait deux sortes d'hommages : l'hommage lige (*ligius, a ligamine*), qui était la promesse de servir le seigneur et de le défendre en toutes choses ; l'hommage simple, qui était la promesse de défendre le seigneur à raison du fief. L'un était la reconnaissance d'une obligation personnelle ayant pour cause la concession féodale, mais indépendante de cette concession une fois acceptée ; l'autre n'impliquait qu'une obligation réelle. L'homme lige ne pouvait cesser de l'être en abandonnant le fief (Chantereau-Lefèvre, *Origine des fiefs*, liv. II). La garantie ordinaire des droits du seigneur était dans la résolution du contrat au cas de violation ; quand il y avait manquement de foi, le fief tombait en *commise*, et si c'était le seigneur qui manquait à son devoir de protéger le vassal, celui-ci pouvait rendre le fief et était affranchi de sa vassalité (Chantereau-Lefèvre, *ibid.*). Quand il y eut des vassaux de vassaux, le seigneur qui manquait à son devoir de protection perdait sa suzeraineté, et alors le vassal ne relevait plus de son seigneur immédiat, « mais de celui qui était par-dessus son seigneur » (*Etablissements de saint Louis*, liv. I, 52).

Le système féodal, basé sur ces principes, se développa particulièrement dans le nord de la France, c'est-à-dire dans les pays situés en deçà de la Loire, par rapport à l'Ile-de-France. Les alleux y disparurent complètement, et par conséquent les *alleutiers*. Parmi les hommes libres, il n'y eut plus que des seigneurs et des vassaux. Tous les alleux se trouvèrent avoir été mis en l'obéissance soit du roi, soit d'un seigneur, soit d'une abbaye. La coutume arriva à reconnaître que nul ne pouvait tenir d'alleux. De là la maxime si connue dans les pays de droit coutumier : *Nulle terre sans seigneur* (1). Dans les pays situés au delà de la Loire, au contraire, la condition des alleux et des alleutiers se maintint avec une sorte de persistance, surtout dans le Languedoc. Il y avait des fiefs, mais les prétentions féodales devaient être justifiées par celui qui les élevait. L'éloquent Traité du franc-alleu en Languedoc, de Cazeneuve, a mis ce point hors de contestation ; et la maxime le justifiait ; car on disait dans les pays de droit écrit : *Nul seigneur sans titre*.

On peut voir, par ces indications, quel était le caractère de l'autorité féodale. Ce qui la caractérise, comme l'a remarqué avec raison M. Guizot (*Histoire de la civilisation en France*, t. III, 3^e leç.), c'est la réunion dans la même main du droit de souveraineté et du droit de propriété. Le seigneur suzerain est maître de la terre dans son fief ; au moins il a la seigneurie directe ; mais, de plus, il est souverain des hommes qui l'habitent. Ce caractère du pouvoir féodal marquera le droit coutumier civil d'une façon particulière : tandis que les lois barbares, comme on l'a vu, étaient toutes personnelles, comme il convient à des bandes errantes, les coutumes féodales, comme on le verra, étaient toutes réelles. Mais le seigneur féodal n'était souverain et propriétaire que dans son fief ; il avait lui-même un seigneur suzerain ; il n'était souverain et maître que sous la réserve de ce qu'il devait à ce suzerain, *subordinate, diverso jure et diversis respectibus*, comme dira plus tard Dumoulin.

Or le seigneur suzerain de tous les seigneurs féodaux, c'était le roi de France, suzerain des suzerains. De Hugues Capet à saint Louis, le pouvoir purement féodal du roi à l'origine gagna insensiblement au point de devenir un pouvoir véritablement royal dans le sens moderne du mot ; le caractère originellement féodal de la royauté profita ainsi à sa souveraineté. On lit dans les *Etablissements de saint Louis*, publiés en 1270 : « Le roy ne tient fors de Dieu et de son espée » (liv. I, 77) ;

(1) Nous aurons à citer fréquemment des textes empruntés aux anciens coutumiers ; nous nous permettrons quelquefois d'en rajeunir l'orthographe pour en faciliter l'intelligence. Il y a à cela d'autant moins d'inconvénient que d'une part cette étude n'est pas un travail de linguistique, et que d'une autre part l'orthographe du français, à proprement parler, n'existait pas avant le XVI^e siècle. Mais nous conserverons scrupuleusement les mots. Nous commençons ici par un texte de Beaumanoir : « Or veons quel uzage ne valent pas. Quant li sires voit aucun de ses sougès tenir héritage, duquel il ne rent à nului cèns, rentes ne redevances : li sires y peut jeter les mains et tenir le comme son propre, car nul, selon nostre coustume, ne peut pas tenir d'alues ; et on apele alues ce qu'on tient sans rendre à nului nulle redevance. Et se li quens s'aperçoit avant que nul de ses sougès, que tel alues soit tenus en se comté, il les pent penre comme siens, ne n'en est tenus à rendre n'a respondre à nul de ses sougès, parce qu'il est sires de son droit de tout ce qu'il trueve tenant en alues » (*Cout. du Beauvoisis*, XXIV, 5).

Beaumanoir écrivait : « Ce qui le plect à fere doit estre tenu por loi » (*Cout. du Beauvoisis*, chap. XXX, 29); Loysel recueillit plus tard cette maxime : « Que veut le roi, si veut la loi ». Sans doute l'absolutisme peut avoir une autre origine que le principe qui fut celui de la féodalité; on le sait de reste par l'histoire du droit ancien et du droit moderne; mais il n'est pas sans importance de remarquer qu'en France la souveraineté royale dérivait de la souveraineté féodale, et que les rédacteurs des Établissements de saint Louis n'auraient pas écrit leur maxime de souveraineté royale dans les termes qu'ils ont choisis, s'ils n'avaient été pénétrés de ce double caractère du pouvoir féodal : droit de souveraineté sur les personnes et droit de propriété sur le sol.

A quelle époque le pouvoir des héritiers de l'ancien duc de France perdit-il le caractère de pouvoir féodal pour devenir pouvoir royal? On ne saurait le dire; car la transition s'opéra insensiblement, acte par acte, charte par charte. Il est cependant certain qu'au temps de Philippe-Auguste le caractère du pouvoir royal, dans la personne du roi, dominait déjà de beaucoup celui du pouvoir seigneurial.

Si l'on veut se faire maintenant une idée du système, il faut se représenter ce que nous appellerons figurément la pyramide féodale, composée de cercles superposés. Le roi de France était suzerain, ou, comme nous venons de le rappeler, le grand fief du royaume. Il dominait les grands vassaux de la couronne, qui lui devaient, avec la foi et hommage, le service militaire et les aides ou subsides. Ces grands vassaux étaient tenus de se rendre à la cour de justice du roi. Les grands feudataires exerçaient à leur tour sur des vassaux inférieurs une suzeraineté analogue, et ceux-ci avaient sur d'autres vassaux un droit semblable, etc. A la base donc se trouvaient les fiefs inférieurs; au sommet, le roi de France, seigneur suzerain; et tous ces cercles, qui allaient toujours se resserrant, se tenaient entre eux par le devoir féodal auquel l'inférieur était tenu envers le supérieur. A la fin du XII^e siècle, la souveraineté royale s'étendait sur l'Ile-de-France, qui comprenait les comtés de Paris, Orléans, Meulan, Clermont-en-Beauvoisis et Soissons, sur une partie du Vexin et sur la presque totalité du Berry. A partir de Philippe-Auguste, le domaine royal s'agrandit successivement par l'effet de la conquête, des traités et de la confiscation, jusqu'à ce que la politique de la royauté, de Louis XI surtout jusqu'à Richelieu et Louis XIV, en consommant la ruine des grands feudataires, eût achevé de constituer l'unité française.

On peut bien penser qu'avec l'esprit du temps, que révèle une telle constitution aristocratique, les désordres devaient être fréquents à l'entour des châteaux féodaux. La violence usurpait bien souvent la place du droit. Les excès arrivèrent à ce point que la guerre privée entra dans l'ordre légal. Entre vassaux, chacun vengeait son injure. La guerre privée était tellement dans les mœurs, que, quand l'action de la justice féodale se régularisa, le duel public devint un moyen de preuve. L'Église, à qui l'on doit tant de bienfaits dans ces temps héroïques, mais assurément bien malheureux, multiplia en vain ses canons dans ses conciles pour arrêter ou au moins tempérer de telles pratiques barbares, dont les suites rejaillissaient sur les habitants des campagnes et en aggravaient la condition. Plusieurs conciles provinciaux, notamment celui de Toluges en Roussillon, tenu en 1041, imposèrent d'abord la *paix de Dieu*, sous peine d'excommunication. Ne pouvant réussir à extirper le droit de guerre privée, l'Église substitua alors à la paix de Dieu la *trêve de Dieu*, en fixant des temps et des jours saints, comme le temps de l'Avent et les jours du jeudi au lundi, dans lesquels la guerre devait être ajournée (Concile de Clermont, en 1095, sous le pape Urbain II). Il fut défendu de tuer, blesser ou *débiliter* sans raison les paysans. La royauté, depuis Louis le Gros surtout, seconda ces généreux efforts. Philippe-Auguste maintint l'exécution de la trêve sous le nom de *quarantaine le (du) roi*, en ne permettant à l'offensé ou à ses parents de poursuivre la vengeance qu'après quarante jours de trêve (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. LX, § 13). En 1183, le même Philippe-Auguste reconnut l'existence de la *confrérie de Dieu*, dont les membres s'armaient contre ceux qui se livraient aux guerres privées. Dans le même temps, l'institution de la chevalerie, vaste association à la fois militaire et religieuse (*V. Jur. gén.*, v^e *Ordres civils et militaires*, n^o 2 et suiv.; *Organisation militaire*), formée pour protéger les femmes, les opprimés et les faibles, contribua plus que toute autre institution à rétablir quelque ordre dans ces temps de luttes sanglantes et de pillage.

Si la situation des personnes placées en dehors de l'aristocratie féodale était cruelle, leur condition civile n'était pas telle qu'elle leur permit de l'améliorer. Au-dessous des possesseurs de fiefs, il y avait les hommes francs, qui dans les campagnes tenaient les terres et dans les villes les maisons, à charge de payer un cens ou censive. On les désignait sous le nom d'hommes de *poeste*, de vilains; bourgeois dans les villes, roturiers (*ruptuarii*) dans les campagnes, parce qu'ils rompaient la glèbe. Et au-dessous des hommes francs il y avait les serfs, colons ou esclaves; mais les serfs étaient serfs des seigneurs, et non des vilains parmi lesquels ils vivaient. Quant aux hommes libres, propriétaires indépendants des seigneurs, il n'y en avait plus, au moins au-dessus de la Loire. De bonne heure, comme cela a déjà été dit, les petits alleux avaient disparu, et les petits alleutiers étaient devenus de simples tenanciers par l'effet de la recommandation. Avant la fin de la dynastie carlovingienne, les grands alleux avaient été transformés en fiefs.

De Charlemagne à saint Louis, la condition des personnes n'avait donc pas changé considérablement, sauf la suppression d'une classe de personnes, comme conséquence de l'entière disparition des terres allodiales. A côté des vilains s'était perpétuée la classe des anciens colons du code Théodosien, des *adscriptitii glebæ*, des serfs de la glèbe, appelés vilains eux-mêmes. La condition des uns et des autres s'était empirée par la réunion dans la main du seigneur des attributs de la souveraineté dans son fief et du droit de propriété. En effet, la capitation ou impôt personnel que les colons payaient au gouvernement impérial, les vilains et les colons la durent au seigneur féodal, dont l'autorité avait été substituée à celle du pouvoir central, et cela indépendamment de la rente territoriale payée sous le nom de cens, censive, champart. Cette capitation s'appelait *taille seigneuriale*; elle n'était pas réglée, car rien n'était réglé alors pour les vilains et les serfs. Le seigneur donc taxait, *taillait* les vilains de son fief, et il pouvait le faire *à merci*; mais l'Église et les légistes lui rappelaient qu'il ne pouvait abuser de ce formidable droit de propriétaire et de souverain qu'au péril de son âme (1).

Dans un temps où le droit avait si peu d'empire, où la loi à proprement parler n'existait pas, la terminologie juridique n'était pas, du reste, de la dernière exactitude. On a souvent quelque peine à démêler dans tel document du temps s'il s'agissait de vilains, de serfs de la glèbe ou d'esclaves. Cependant il y avait une différence entre les vilains et les serfs, et, parmi les serfs, entre les serfs d'héritage, serfs de la glèbe, et les serfs de corps, les esclaves (*Établissements de saint Louis*, II, 34; Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. 45, V. Conseil de P. Defontaines dans le passage cité ci-dessous), quoiqu'ils paraissent confondus dans quelques documents. Lorsque dans un document législatif il est parlé de *coloni* et quelquefois de *servi*, il faut entendre ordinairement les serfs d'héritage, et non les *servi* proprement dits, non les esclaves, sur lesquels le seigneur avait le même droit d'emprisonnement, de vie et de mort que sous le droit gallo-romain et gallo-franc. Cette remarque est importante, surtout pour comprendre les mesures par lesquelles Louis le Gros améliora, dans ses propres domaines et dans quelques domaines de l'Église, la condition des serfs, en les admettant notamment à défendre leurs droits contre les hommes libres, et à témoigner dans les cours féodales; et elle est importante aussi pour l'intelligence des chartes communales (2).

(1) Voici un beau passage du Conseil à un ami de P. Defontaines : « Et sache bien que, selon Dieu, tu n'as mis pleine *poeste* (puissance) sur ton vilain. Donc, se tu prens du sien fors les droits redevances qui te doit, tu les prens contre Dieu et seür le péril de t'âme et come robieres (voleur), et ce qu'on dit toutes les choses que vilain a sont à son seigneur, c'est voirs (vrai) à garder. Car s'ils estaient (a) son seigneur propres, il n'aurait nule différence entre serf et vilain; mais par notre usage, n'a entre toi et ton vilain juge fors Dieu, tan come il est tes couchans et tes levans (sur ton domaine), s'il n'a d'autre loi vers toi, fors la commune (chap. 24). » Saint Louis tenait pareil langage à ses vassaux, comme nous l'apprend Joinville. — Dans ce texte de P. Defontaines, la dénomination de vilains désigne évidemment les colons seulement, non les hommes libres, appelés aussi très-souvent vilains dans les écrits du temps; et la dénomination de serfs désigne les serfs de corps, les esclaves, non les colons, appelés le plus souvent ailleurs serfs.

(2) Traduction : « Moi donc, Louis, par la clémence de Dieu, roi des Français, par le conseil unanime et le consentement de nos évêques et de nos grands, par le décret de l'autorité royale, j'établis et ordonne que les serfs (colons) de

Au reste, comme l'histoire ne doit rien exagérer, surtout le mal, fût-ce même pour en inspirer l'horreur, il convient de dire que la condition des hommes de *poeste* n'était plus au temps de saint Louis aussi universellement malheureuse qu'elle l'avait été dans les temps précédents. Le mouvement des communes avait presque amené à la vie une classe de personnes qui devaient plus tard constituer le tiers-état. Il y eut des hommes de *poeste* tenant des fiefs; le chapitre XLVIII du livre de Beaumanoir est intitulé : *Des fiefs vilains*. Saint Louis réprima l'établissement des fiefs vilains comme un empiètement, dans le même temps où il cherchait à améliorer, en la régularisant, la situation des vilains; mais il n'enleva pas aux vilains les fiefs qu'ils avaient acquis (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XLVIII, 1 et 2). Ce que l'on peut conclure de son administration à cet égard, c'est qu'il était devenu possible à toute une classe de personnes placées dans une situation légale inférieure de s'élever, par la valeur personnelle de l'homme, à une condition meilleure.

Voyons maintenant quel était le droit des fiefs. — Il a été parlé de la foi et hommage dus par le vassal au suzerain. Cet hommage était de l'essence même de la convention féodale; il était fait au seigneur, et l'investiture du fief était donnée par le seigneur avec une solennité qu'on ne trouve qu'aux époques, caractérisées par Vico, où la pensée tend toujours à se mettre en action et où la volonté se symbolise. Pour faire hommage, le vassal se présentait devant son seigneur et lui disait : *Sire, je vous requiers comme à mon seigneur que vous me mettez en vostre foy et en vostre hommage de tèle chose assise en vostre fief*. Puis il exprimait comment il était devenu vassal par achat, succession, etc., et continuait : *Sire, je devien vostre homme et vous promet féauté dorénavant comme en mon seigneur envers tous hommes qui puissent vivre ne mourir en telle redevance comme le fé le porte, en fesant vers vous de vostre rapchat comme vers seigneur*. Le seigneur répondait : *Et je vous reçoï et preng a homs et vous en bese en nom de foy et sauf mon droit et l'autrui*. Et il embrassait son vassal sur la bouche (*Établissements de saint Louis*, liv. II, 18). Un seigneur ne pouvait recevoir l'hommage d'un vassal ou de ses vassaux qu'à la condition d'avoir fait lui-même hommage à son suzerain (*Établ.*, liv. I, 73). La réception en foi et hommage était accompagnée d'actes symboliques. La soumission du vassal et l'investiture donnée par le suzerain étaient destinées à frapper l'esprit; elles avaient lieu souvent par la lance ou le bâton et la terre, *per festucam, per lapidem, per cespitem* (V. Laurière, *Glossaire*, v^o *Fief*).

Dans le droit féodal de la première époque où nous sommes, il s'était établi, relativement à la possession des fiefs et à la succession aux fiefs, un ensemble de coutumes qui s'expliquent toutes par la nature des obligations du vassal envers son seigneur. — Ainsi la jeune fille mineure âgée de plus de douze ans, et qui n'avait plus son père, pouvait être contrainte au mariage par le seigneur, parce qu'il fallait avant tout pour le seigneur que son fief fût desservi; et d'un autre côté elle ne pouvait se marier sans son consentement, afin de ne pas donner au seigneur un vassal indigne (*Assises de Jérusalem*, chap. 191 et 192). La damoiselle noble qui ne choisissait pas un époux parmi les trois chevaliers que lui présentait son seigneur, ou parmi d'autres agréés par lui, perdait son fief pour un

la sainte église des Fossés aient la licence pleine et entière de témoigner et combattre, contre tout homme tant libre que serf, dans toutes les causes, plaids et affaires, et que personne, leur opposant le fait de leur servitude, n'ose jamais calomnier aucunement leur témoignage; leur octroyant donc, par la présente, la licence de témoigner ce qu'ils auront vu et entendu. Nous leur accordons que, si quelque homme libre dans une cause veut les accuser de faux témoignage, il devra prouver par le duel son accusation ou, recevant sans contradiction leur serment, acquiescer à leur témoignage; que si, par une téméraire présomption, quelqu'un refuse ou calomnie en quelque chose leur témoignage, non-seulement il sera coupable envers l'autorité royale et les lois publiques, mais il perdra irrévocablement sa demande et son affaire; c'est-à-dire que, présomptueux calomniateur, il ne sera pas entendu davantage sur sa plainte, et si quelqu'un se plaint de lui, il sera tenu comme coupable et convaincu sur la plainte de l'autre. Nous avons ordonné aussi que, si le calomniateur susdit ne satisfait pas à l'église des Fossés, à raison du péché d'une telle calomnie, il soit frappé d'excommunication, et qu'il ne soit plus admis à témoigner » (Ord. de Louis le Gros, de 1118). Il existe une seconde ordonnance du même prince, de 1128, relative aux colons de l'église de Chartres. Ce que Louis le Gros autorisait dans les domaines de l'Église, il l'a fait d'ailleurs chez lui par de nombreux actes, comme on peut le voir par le relevé qu'en a dressé M. Guérard, dans les *Prolégomènes du Polyptyque d'Irminon*.

an et un jour. Après ce temps elle en recouvrait la possession; mais une nouvelle sommation lui était faite sous la même peine (*Ibid.*, 244). L'obligation de la femme de se marier sur l'ordre du seigneur cessait à soixante ans, parce qu'alors cessait le vasselage, et que, du reste, le but du mariage ne pouvait plus être atteint (*Ibid.*, 245). Les détails des rapports du seigneur et de la vassale variaient sur ce point selon la différence des coutumes; mais les principes sont les mêmes aussi bien dans les Établissements de saint Louis (I, 63 et 122) et dans les Anciennes lois de France de Houard (I, 146 et suiv.) que dans les Assises de Jérusalem.

La coutume féodale reconnut partout le droit d'aînesse, sans doute dès les premiers temps que les fiefs devinrent héréditaires. Autrement le fief se fût trouvé démembré contre la volonté du suzerain, et les services féodaux en eussent souffert. Dans les Assises de Jérusalem, entre deux petits-fils de deux frères, le petit-fils du cadet, s'il est né le premier, exclut le petit-fils de l'aîné. La coutume féodale n'admettait la représentation que quand le dernier mourant avait été, au moment de sa mort, en possession du fief (*Assises*, 195 et 196).

Dans les Établissements de saint Louis et la Coutume du Beauvoisis de Beaumanoir, la succession des fiefs a lieu par *descendement*, c'est-à-dire en ligne directe à l'infini, ou par *eschoite*, c'est-à-dire en ligne collatérale. S'il existe des descendants mâles, l'aîné prend dans la succession le fief principal, le *chief manoir*, et il a dans les autres fiefs le tiers. Les frères et sœurs *maisnées* partagent ensuite également entre eux (*Coutume du Beauvoisis*, chap. 14). S'il n'existe que des filles, l'aînée prend le fief principal également (*Ibid.*). Dans les vieux coutumiers, et même plus tard, le droit d'aînesse est appelé *cocq* ou *vol de chapon*, à raison de la petite étendue de terre qui devait toujours au moins dépendre du fief principal. En ligne collatérale, il n'y avait pas de droit d'aînesse; tous les enfants partageaient également; mais il était dû au seigneur un droit de rachat (*Ibid.*). Quand un fief était échu par succession, l'héritier devait faire hommage dans la quinzaine au suzerain (*Établissements de saint Louis*, liv. II, 18).

Une coutume paraît avoir été assez générale. Quand un fief arrivait par succession à plusieurs enfants, l'aîné seul faisait hommage pour tout le fief; l'hommage ainsi fait s'appelait *parage*, *frérage*. Celui qui faisait hommage pour lui et ses parents s'appelait *apparageur*, et ses parents *apparagés*. L'apparageur était dit dans beaucoup de coutumes *mirouer de fief*, parce que le suzerain ne voyait que lui. L'ancienne coutume de Normandie disposait : « Les fiefs sont tenus par parage quand le frère ou le cousin prend l'héritage à ses prédécesseurs, et il le tient de son aîné, et celui-ci répond de toutes les choses qui appartiennent à la partie de son fief, et de toutes les droitures que le fiefient de sa partie devra, il en répond et fait la redevance aux chefs seigneurs. » La tenue en parage avait pour objet d'empêcher, dans les rapports de vassaux à suzerain, la division du fief. Il n'y avait parage qu'entre nobles de par le père, et il finissait, au temps de saint Louis, au quatrième degré, comme les empêchements de mariage du concile de Latran en 1213 (*Établ.*, liv. I, 23 et 44). L'hommage par parage devait être fait dans les quinze jours de la prise de possession du fief, ou bien le seigneur pouvait mettre sous sa main tous les meubles que le fief contenait (*Ibid.*, liv. II, 18).

Les femmes pouvaient posséder et transmettre à titre seigneurial; mais il n'en était pas ainsi à l'origine de l'établissement des fiefs. Dans la première période féodale, les mâles seuls succédaient aux fiefs comme aux alleux. Le droit de masculinité précéda ainsi le droit d'aînesse, mais ne se maintint pas à côté. Brussel (*Usage des fiefs*, t. I, p. 262) rapporte que Guillaume IV, comte de Toulouse, mort en 1091, n'ayant laissé qu'une fille, ce fut Raymond, son frère, et non sa fille, qui succéda au comté.

On suppose, avec quelque raison, que les suites des croisades, désastreuses pour la noblesse, qui se trouva alors très-réduite, obligèrent à se départir du principe du droit de masculinité, que le droit féodal tenait du droit germanique. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'usage changea après la première croisade, comme on le sait par des exemples que rapporte Brussel (*Usage des fiefs*, t. I, p. 137 et suiv.). Le plus mémorable est celui d'Éléonore de Guyenne, qui succéda au grand fief de son père en 1137 et apporta en dot le duché d'Aquitaine à Louis VII de France, et qui, répudiée par celui-ci en 1152, transporta à son second mari, Henri de Normandie, plus tard roi d'Angleterre, la Guyenne, la Sain-

tonge et le Poitou. — Mais, lorsqu'un héritier mâle se trouvait au degré égal avec des filles, il héritait du fief par préférence (V. les lettres de Louis VII, placées à la date de 1134, dans la *Collection de Duchêne*, t. IV, p. 432).

Quand un fief était échu à un mineur, le seigneur, originairement, gardait le fief pendant la minorité; il prenait soin de la personne du vassal. La minorité finissait à vingt et un ans (*Établissements*, liv. I, 71). Mais, au temps de saint Louis, les parents pouvaient, en cas de minorité, desservir le fief. Cette garde provisoire s'appelait *garde noble*. Les Institutes de Loysel rapportent cette maxime : « Bail, garde, mainbour, gouverneur, administrateur et régent sont quasi tout un. » (liv. I, tit. IV, 1).

Le père avait la garde du fief et de la personne de ses enfants. Mais quand les parents furent admis à desservir le fief, on distingua la garde naturelle et la garde collatérale. Dans le cas où le possesseur du fief laissait des enfants après sa mort et celle de sa femme, le collatéral à qui serait advenu le fief s'il n'y avait pas d'enfants, avait la garde du fief, mais non celle de la personne des enfants, qui était alors attribuée à un ami du lignage du père. Les *Établissements* en donnent la raison : c'est que « souspeçons est qu'ils ne voulsissent plus la mort de ces enfants que la vie, pour la terre qui leur escharroit » (liv. I, 115). Mais, après les *Établissements*, ce principe ne se maintint en France que dans les coutumes du Maine et de l'Anjou. On le retrouve en Angleterre, sans doute à raison des rapports des Plantagenets avec ces provinces. — Celui qui avait la garde noble faisait siens les profits du fief, pour prix des services féodaux qu'il acquittait pour le mineur; mais il tenait compte des héritages tenus en *vilenage* dans le fief (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, XXI, 10).

Le possesseur d'un fief ne pouvait à volonté le démembrer, l'épuiser ou, comme disent les vieux coutumiers, *l'abrégier*, *l'apeticier*. Il devait compte du tout à son suzerain, en remontant de degré en degré jusqu'au roi. C'est en vertu de ce principe que les serfs d'un fief ne pouvaient être affranchis qu'avec l'autorisation du roi, suzerain fieffeux, surtout s'il s'agissait d'un affranchissement en masse.

Un fief pouvait être vendu; mais il était dû alors au seigneur un droit, le *quint*, c'est-à-dire la cinquième partie du prix de la vente, et quelquefois le *requint*, c'est-à-dire le *quint* du *quint*. Quand la mutation avait lieu autrement qu'à prix d'argent, par exemple quand le fief était donné pour l'établissement d'un enfant, il était dû une indemnité appelée *relief*, qui était souvent à *merci*, c'est-à-dire dont l'importance dépendait de la volonté du seigneur (*Établiss. de saint Louis*, liv. I, 22 et 62, et liv. II, 18). Comme un même fief ne pouvait pas être à la fois vendu et donné, c'était une conséquence que le quint ne fût pas dû quand le relief était dû, et réciproquement (*Grand Coutumier*, liv. II, et *Institutes coutumières* de Loysel, liv. IV, tit. III, 22).

Mais le possesseur du fief ne pouvait établir dans le fief un successeur contre la volonté du seigneur. Dès le plus ancien droit féodal, comme on peut le voir dans une charte de la Réole de 977 (V. *Histoire du droit au moyen âge*, de M. Giraud, *Pièces justificatives*, t. II, p. 510), le seigneur avait le droit de réunir à son domaine le fief relevant de lui, vendu ou cédé à un étranger, en payant le prix de l'acquisition (art. 3), et ce droit s'appelait *retrait féodal*. On comprend que, dans la théorie des fiefs, le retrait fût de l'essence du droit seigneurial, puisque autrement l'association féodale eût pu subir des altérations. Le seigneur pouvait même racheter son fief, ainsi qu'on peut le voir dans les *Établissements* de saint Louis et dans Beaumanoir, quand le fief échéait par succession à des collatéraux (*Cout. du Beauvoisis*, ch. XXVII, 2 et suiv.). — Bien plus, quand les fiefs purent être possédés par des filles, le mari de la vassale devenait vassal lui-même par l'apport en dot du fief de la femme, dont il avait au moins la garde. La même raison qui fit établir le retrait dut faire soumettre le mariage de la vassale, comme cela a déjà été dit, au consentement du seigneur (*Assises de Jérusalem*, 242; *Établissements de saint Louis*, liv. I, 61). En effet, une ordonnance de saint Louis, de l'année 1256, non-seulement exige le consentement du seigneur au mariage de la vassale, mais encore oblige celui qui a la garde de la fille vassale de donner au seigneur toute garantie qu'elle ne se mariera pas sans son consentement.

Il a été parlé de la commise en laquelle pouvait tomber le fief par le manquement de foi du vassal. Le principe était celui-ci : quand le vassal manquait à son seigneur, le fief retournait au seigneur; mais quand la faute n'atteignait pas le seigneur, le fief passait pour cause d'indignité à l'héritier du vassal

(*Liber feudorum*, II, 24, § 11). Les Établissements de saint Louis font connaître les cas dans lesquels le seigneur féodal pouvait saisir le fief et en faire les fruits siens. Le vassal perd son fief dans les cas suivants : « 1° Si il frappe son seigneur avant que d'en avoir été frappé ; 2° Si il combat son seigneur avec des hommes qui ne soient pas ses vassaux ; 3° Si il accuse son seigneur de trahison ; 4° Si il désavoue son seigneur : *si est grand péchié mortiel de désavouer son seigneur, car l'on verd l'dme et son domaine* ; 5° Si il frappe celui qui porte les ordres du seigneur ; 6° Si il injurie son seigneur ; 7° Si il met une fausse mesure en circulation ; 8° Si il attaque son seigneur par mal d'esprit ; 9° Si il pêche en ses étangs ou chasse en ses garennes sans sa permission ; 10° Si il gist avec sa femme ; 11° Si il gist avec sa fille, et qu'elle soit vierge » (*Établissements*, *passim*). En dehors de ces cas, le possesseur d'un fief pouvait défendre ses droits contre son suzerain dans la cour du seigneur suzerain immédiat de tous deux, et l'appréciation même des cas de commise appartenait à ce seigneur dans sa cour.

L'administration de la justice dans le fief avait au plus haut point le caractère du temps. Elle nous est connue surtout par le Conseil à un ami de P. Defontaines, qui s'est longuement étendu sur les procédures judiciaires. Pour la comprendre, il faut se rappeler les différentes classes de personnes qui se rencontraient dans le fief. Il y avait des vassaux hommes nobles, ou plutôt *gentilshomes*, comme les appelle Beaumanoir ; mais au-dessous il y avait les hommes de *poeste*, roturiers, vilains, et les serfs. À l'égard des hommes de *poeste*, chaque seigneur était juge dans son fief de tous les différends qui pouvaient s'élever, et de fait il faisait rendre la justice par des clercs. Aux XII^e et XIII^e siècles, il leur fut interdit de juger par eux-mêmes ou par des clercs et ordonné de commettre des juges laïques. Les juges furent les baillis ou prévôts. Mais dans certains pays il n'y avait pas de juge de ce caractère. Nous savons par Beaumanoir (*Cout. du Beauvoisis*, chap. I, 13 et 14) qu'en 1283 il n'y avait pas encore de bailli dans le comté de Clermont (1). Les coutumiers du XIII^e siècle appellent justiciables par la *loi vilaine* ceux qui relevaient ainsi du seigneur justicier.

La justice entre gentilshommes offrait plus de garanties : les gentilshommes se jugeaient entre eux. Le droit féodal admit de bonne heure cette maxime que nul ne pouvait être jugé que par ses pairs. Il y eut dans chaque grand fief, pour cet objet, une cour féodale, où siégeaient les seigneurs du fief. Il paraîtrait même que le vassal avait le droit d'exercer dans la cour féodale des récusations. Enfin une dernière garantie reposait dans la composition des cours féodales, qui devaient être *suffisamment garnies de pairs*, c'est-à-dire de seigneurs de même qualité que les contendants, sans que l'on sache bien aujourd'hui en quel nombre de juges les cours féodales pouvaient juger (2). Quoi qu'il en soit de ces questions obscures, la cour féodale dans un fief jugeait les différends entre les vassaux, et les vassaux d'un seigneur étaient tenus de se rendre en la cour féodale pour juger (P. Defontaines, *Conseil à un ami*, XXI, 30). Si une contestation s'élevait entre les vassaux de deux seigneurs différents,

(1) Nous avons une ordonnance de l'an 1287 qui enjoint aux ducs, comtes, barons, évêques, chapitres, et généralement à tous ceux exerçant en France une juridiction temporelle, d'instituer des baillis ou prévôts laïques pour l'administration de la justice, de ne plus pour cela commettre de clercs et de révoquer les clercs en charge. Cette ordonnance opéra-t-elle une révolution subite ? On peut en douter. On sait par Beaumanoir qu'en 1283 il existait déjà des baillis dans la plupart des seigneuries. Il est vraisemblable que l'ordonnance de 1287 n'était nouvelle qu'en ce point, qu'elle défendit que la justice fût rendue par des clercs. Voici comment cette ordonnance de Philippe IV est rapportée dans la collection du Louvre : *Ordinatum fuit, per consilium domini regis, quod duces, comites, barones, archiepiscopi, abbates, capitula et collegia, milites et generaliter omnes in regno Francie temporalem jurisdictionem habentes, ad exercendam dictam temporalem jurisdictionem, ballivos, præpositos et servientes laicos et nullatenus clericos instituant, ut si ibi delinquant, superiores sui possint animadvertere in eosdem ; et si aliqui clerici sint in dictis officiis, amoveantur. Item ordinatum fuit quod omnes causam habentes et habituri post præsens parlamentum in curia domini regis, et coram secularibus iudicibus regni Francie, constituent procuratores laicos. Capitula tantum poterunt facere procuratores de suis concanonicis, et similiter abbates et conventus, de suis monachis* (tit. I, p. 316).

(2) Sans doute au nombre de quatre chevaliers au moins. C'est ce que l'on peut induire du passage de Defontaines qui déclare le service de justice obligatoire pour le vassal, mais en ajoutant : « Se tu n'avaoies que quatre homes, si conviendrait-il qu'ils jugassent » (XXI, 30).

elle était portée à la cour du seigneur supérieur, en remontant ainsi de degré en degré jusqu'à la cour du roi, grand fief du royaume. Y avait-il une juridiction pour les contestations nées entre le vassal et son seigneur? Malgré la maxime : *Entre toi et ton seigneur, nul juge fors Dieu*, on ne peut en douter, cette maxime n'étant faite que pour les serfs d'héritage ou de corps et peut-être les vilains libres. Le juge était alors le seigneur supérieur; car un seigneur ne pouvait faire perdre arbitrairement à son vassal son fief ou les produits de son fief.

Aux XII^e et XIII^e siècles, des garanties nouvelles et relativement heureuses, tant pour les gentilshommes que pour les hommes de *poeste*, roturiers, vilains, colons, serfs de la glèbe, furent successivement ajoutées, dans l'administration de la justice, aux garanties qui viennent d'être indiquées. La principale fut l'appel. Les cours féodales avaient jusqu'alors jugé souverainement; désormais on put appeler des justices seigneuriales aux justices royales. Mais il est sans doute inutile de dire que le vilain mal jugé par son seigneur ne pouvait en appeler à une cour supérieure; il ne pouvait *fausser* (arguer comme mauvais) le jugement de son baron. Le droit d'appel n'intéressait que les vassaux détenteurs d'un fief (P. Defontaines, *Conseil à un ami*, XXI et XXII, *passim*).

Il ne faudrait pas toutefois que le mot *appel* éveillât ici des idées trop modernes. L'appel féodal n'était pas ce que nous voyons qu'est devenu l'appel dans la procédure moderne. Pour le comprendre, il faut connaître la procédure devant les cours féodales. Voici quelle elle était : Un des moyens de preuve sur le résultat desquels la justice féodale se décidait, était, comme on sait, le combat judiciaire. Les hommes libres furent d'abord naturellement seuls admis à ce combat. Mais deux ordonnances de Louis le Gros de 1118 et de 1128 autorisèrent les colons de l'abbaye de Saint-Maurles-Fossés et de l'église de Chartres à témoigner et combattre contre les hommes libres. On ne peut douter qu'il n'en fût ainsi pour les colons ou serfs de beaucoup d'autres églises; c'était une prééminence que les églises réclamaient pour leurs colons sur les colons laïques. Les gentilshommes entraient en lice avec l'écu et la lance; les roturiers et les serfs se battaient au bâton ou au couteau. Aussi longtemps que ce moyen de preuve et de jugement se trouva en usage, l'appel était inconnu; le combat terminait le différend (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. I, 30); mais les parties, si c'étaient des gentilshommes, des chevaliers (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. LXI), pouvaient accuser le juge de faux jugement, et le provoquer en combat singulier. Outre l'appel de *faux jugement*, il y avait l'appel pour *défaute de droit*, c'est-à-dire pour déni de justice réel ou supposé. Saint Louis ayant aboli le combat judiciaire dans ses domaines, et traité avec ses grands vassaux pour qu'ils l'abolissent dans les leurs, permit de *fausser* le jugement sans combattre (*Établissements*, liv. I, 6, et liv. II, 15). Le mot seul fut conservé, non la chose. La voie de l'appel fut alors ouverte aux parties, non pour faire déclarer que le jugement avait été fausement rendu, mais pour le faire redresser à cause du préjudice qu'il causait. Toutefois, par un ressouvenir des anciens usages du temps du combat judiciaire, le juge payait l'amende en cas de réformation. Dans cet ordre d'idées, l'appel n'était pas porté contre l'adversaire, mais contre le seigneur, comme ayant mal accompli, à l'égard d'un vassal, son devoir féodal de juge dans son fief. Beaumanoir nous apprend que cet appel devait être formé à l'instant même où le jugement était rendu : « S'il (celui qui a perdu son procès) se part de cour sans appeler, il perd son appel et tient le jugement pour bon. »

Nous sommes ici en pleine féodalité. Précisons l'esprit du système d'organisation judiciaire du temps. Toutes les justices sont, à proprement parler, seigneuriales. En effet, le roi n'étant dans le régime féodal que le seigneur grand fief du royaume, les justices du roi, malgré la prééminence qu'elles obtinrent promptement sur les justices des autres seigneurs, n'étaient que des justices seigneuriales. Le droit de justice était originairement l'apanage du fief; plus tard les justicières et les fiefs se détachèrent quelquefois, d'où la maxime : *Fief et justice n'ont rien de commun*. — Au reste, à toutes les époques du régime féodal, les parties purent se faire juger d'un commun accord dans les causes civiles par des arbitres. Beaumanoir consacre tout le chapitre XLI de son livre à expliquer la juridiction des arbitres et les conditions de l'arbitrage.

On a vu que le seigneur commettait des juges pour l'administration de la justice dans son fief; ce qui devait être une charge devint un profit. De bonne heure la justice fut un des revenus du fief;

car, dès le temps de saint Louis, les places de juges s'affirmaient, ainsi qu'on le voit par une ordonnance de 1256 (art. 19 et 20). Comme le fermage de ces offices se payait annuellement, la nomination du juge et les revenus de justice appartenaient à l'usufruitier du fief, quand la nue propriété et l'usufruit se trouvaient dans des mains différentes. Si le seigneur était incapable par défaut d'âge ou par quelque cause accidentelle, la nomination appartenait à son mandataire légal. Au reste, la faculté pour le seigneur de choisir des juges fut de bonne heure circonscrite dans de certaines limites. Les juges devaient présenter certaines garanties, certaines conditions d'aptitude ; ils s'appelaient, comme cela a déjà été dit, baillis (de *baill*) ou prévôts (*præpositi*). Les hommes du roi les surveillaient dans l'exercice de leur charge.

Dans le droit coutumier féodal, le possesseur d'un fief en tirait des profits et jouissait de droits seigneuriaux. Les profits du fief consistaient dans les droits suivants : 1° Les droits de quint et de requint dont il a été parlé pour les mutations de fiefs contenus dans sa mouvance, et les droits de rachat sur les successions collatérales des héritages en censive dans les fiefs ; — 2° Les droits de lods et ventes, dont il sera parlé plus loin, qui étaient perçus au profit du seigneur quand il y avait vente dans son fief d'un héritage tenu en censive ; — 3° Les droits de justice, qui consistaient dans le prix de la ferme que les prévôts ou baillis payaient pour rendre la justice au nom des seigneurs ; — 4° Les amendes auxquelles étaient condamnés les hommes du fief pour quelque méfait ; — 5° Les corvées, services ordinairement agricoles dus par les vilains du fief ; — 6° Les tailles, qui étaient ce que nous appellerions aujourd'hui un impôt de répartition ; — 7° Les cens, rentes, champarts, qui appartenaient au seigneur dont le vilain tenait immédiatement un héritage, et dont il sera traité en parlant de la propriété coutumière.

Les droits seigneuriaux étaient dans leur ensemble une réserve faite sur la concession de propriété des choses du fief : tout produit qui n'était pas à la fois le produit du sol et le résultat d'une main-d'œuvre était un droit seigneurial. C'est ainsi que toutes les épaves appartenaient au seigneur. Le vilain, pour prix du cens qu'il payait, n'avait droit qu'aux fruits de la terre obtenus par son travail. — C'est ainsi encore que les colombiers, les garennes, le droit de chasse et le droit de pêche étaient des droits essentiellement seigneuriaux.

Nous ne pouvons pas sortir du fief sans dire quelques mots du droit criminel qui s'y pratiquait. Les Établissements de saint Louis contiennent sur cette matière une législation complète, tant pour la procédure que pour les délits, les peines et l'application des peines.

Les crimes et délits étaient d'abord ceux qu'ont atteints et punis toutes les législations ; mais il y avait en outre des délits particuliers au temps, par exemple le blasphème, qui était puni de l'exposition, du fouet ou de l'amende (Ord. de 1268). Les peines étaient : 1° La mort. Cette peine était rarement appliquée aux gentilshommes, même pour les crimes les plus graves, comme le meurtre (V. *Olim*, édit. Beugnot, p. 216 et 272) ; — 2° Les mutilations. Elles étaient quelquefois horribles. Ainsi les blasphémateurs et les voleurs dans les églises avaient les yeux arrachés (*Etabliss.*, liv. I, chap. 29). Pour des délits moindres, comme le vol simple, on perdait une oreille, et au cas de récidive un pied (*Ibid.*, chap. 29 et 32) ; une seconde récidive entraînait la mort (*Ibid.*) ; — 3° L'emprisonnement ; — 4° L'amende. C'était la peine des moindres délits ; elle était particulièrement appliquée aux vilains ; — 5° L'échelle. C'était l'exposition publique au haut d'une échelle. Il n'y avait d'échelles que dans les hautes justices. Etant à Césarée, saint Louis fit *eschaller* un orfèvre qui avait blasphémé. « Il était en braie et en chemise, les boiaux et la fresure d'un porc autour du col, et si grand foison que elles y avenaient jusqu'au nez » (Joinville, V. aussi *Etablissements*, liv. I, chap. 35).

La justice criminelle était rendue par les prévôts, par les baillis et par les cours féodales, comme la justice civile. Il est vraisemblable que les cours féodales ne jugeaient que les gentilshommes, et que les prévôts ou baillis jugeaient les autres accusés. C'est des cours féodales que vient le jugement par jurés, dont la tradition est passée du droit anglo-normand dans le droit anglais, pour revenir de là dans notre droit moderne. Il paraîtrait même, par un passage de Beaumanoir (chap. I, 13), que les justiciables des baillis ou prévôts pouvaient demander devant le magistrat à être jugés par des hommes, c'est-à-dire, probablement, renvoyés devant la cour féodale jugeant par ses pairs.

Dans la période gallo-franque, les églises et les monastères étaient considérés comme des asiles d'où l'on ne pouvait arracher violemment les coupables qui s'y étaient réfugiés. Ce droit d'asile paraît avoir été moins respecté dans la première époque féodale. Cependant il ne disparut pas, car on le retrouve comme privilège accordé à certains monastères par des chartes privées (Ducange, *Gloss.*, v° *Refugium*), et les *Olim* en rapportent plusieurs applications. Dans les églises, il subsista toujours comme droit commun. Quand un coupable s'était réfugié dans le saint lieu, la justice laïque ne pouvait aller l'y saisir, fût-il laïque, excepté pour crime de sacrilège, pour habitude de vol sur les grands chemins et pour *dessillement* (destruction) de biens. M. Beugnot, qui, dans son étude sur les Établissements de saint Louis, dit que le droit d'asile n'existait plus au XIII^e siècle que comme un souvenir, s'est trompé, sans doute faute de connaître en 1821 le livre de Beaumanoir, qu'il devait éditer vingt ans plus tard (1).

C'est dans l'état de l'organisation féodale dont nous venons de marquer les grands traits que se produisit le premier fait considérable de l'histoire du moyen âge : l'affranchissement des communes. Il n'est plus permis de parler désormais du mouvement insurrectionnel du commencement du XII^e siècle sans songer à un grand maître de l'histoire descriptive, à Augustin Thierry, qui le premier en a fait connaître le véritable caractère. Faut-il faire honneur à Louis le Gros d'avoir bénévolement créé les communes par la concession volontaire de franchises destinées à contrepeser l'influence des grands feudataires? On ne ferait pas aujourd'hui de l'histoire en répétant cela sans autre explication. Ce qu'il y a de vrai, c'est que d'une part la royauté, à partir de Louis le Gros, améliora la condition des serfs dans quelques fiefs d'Église (Ord. de 1118 et 1128) et dans ses domaines; qu'elle prêta quelquefois assistance à des communes insurrectionnelles et reconnut à d'autres des coutumes écrites, et qu'elle donna à la plupart des communes jurées la stabilité et la légitimité. Augustin Thierry n'a peut-être pas fait, sous ce rapport, une part assez grande à la royauté dans les résultats derniers de l'insurrection communale. Mais le mouvement qui aboutit aux chartes communales était bien démocratique par sa direction, par son but, et le fut par son résultat; c'était une réaction contre la puissance seigneuriale, où les bourgeois trouvèrent quelquefois occasionnellement la royauté pour alliée. Si les communes avaient reçu leur affranchissement au lieu de le conquérir, elles n'auraient pas eu à soutenir tant de luttes obscures sanglantes, et nous n'aurions pas à nous intéresser aujourd'hui aux vicissitudes tragiques des révolutions communales de Vézelay, de Reims et de Laon.

Donc, il y eut dans le XII^e siècle un mouvement tumultueux, souvent désordonné, comme tout

(1) Beaumanoir contient sur le droit d'asile tout un passage qui doit être rapporté : « Li lieu saint, si sont cil qui sont dédié et establi pour fere le service (de) nostre Seigneur, si comme église, moustiers (monastères), chapeles, et chimentières et mesons privilégiés d'abeies. Tous tels manieres de lieux doivent estre gardé si dignement, que tout cil qui y queurent (s'y réfugient) à garant, combien qu'il aient meffet, ne de quelque meffet il soient pris, soient clers, soient lai, il y doivent avoir garant, tant comme il s'y tiennent; excepté trois cas, es quels nus lieux, tant soit saints, n'en doivent garantir cix qui en sont coupable; ançois les peut penre le justice laie, en quelque lieu ele les truiet, et ne s'en doit sainte Eglise meller. Et dirons les cas quils il sont. — Li premiers cas duquel sainte Eglise ne garantist pas celi qui en estrepris, si est de celi qui fet sacrilège. Sacrilèges est qui emble (enlève) cose sacrée en lieu saint ou hors du lieu saint. Coses sacrées, si sont celes qui sont benoites et apropiées a fere le service (de) nostre Seigneur. Donques, qui fet tel maniere de larrecin, le justice laie le doit et peut penre en église et hors d'église. Encore peut-on fere sacrilège en autre maniere, si comme aucuns fiert autrui par mal talent en lieu saint, ou bat, ou fet sanc, ou tue : tels manieres de meffes sont sacrilège et n'en garantist pas sainte Eglise. Mais voirs est quant li sacrilèges est tels qu'il n'a larrecin ne mort d'omme, l'amende du meffet est au prelat, en quel juridiction li lieux saints siet. Et quant il y a larrecin ou mort d'omme, le justice en appartient au seigneur lai, en quel justice li lieux saints siet. — Li secons cas duquel sainte Eglise ne garantist pas celi qui en est coupable, si est de celi qui est notoirement roberres (voleur) de chemins en agent enpensé; car quant il est sivi de tel fet et il fuit à garant au lieu saint, li liex ne le garantist pas que le justice ne le puist penre et justicier comme larron et traiteur. — Li tiers cas de quoi sainte Eglise ne garantist pas, si est desailleurs de biens, si comme tels qui ardent les mesons à escient, ou de cix qui exterpent les vignes ou qui gastent les blés. Quiconque est coupable de tels meffes, il doit estre pris, en quelque lieux qu'il soit, et justicié selon le meffet. » (*Coutum. du Beauvoisis*, ch. XI, § 14 et suiv.)

mouvement populaire, d'où l'on peut dater une renaissance de l'esprit de liberté. Après des agressions, des résistances, des trêves, des négociations, des traités de paix, et toujours des excès de part et d'autre, telle ville, telle communauté de bourgeois stipulait de son seigneur féodal, ecclésiastique ou laïque, évêque ou baron, des immunités et des garanties de ces immunités. Les bourgeois juraient la commune, et le roi reconnaissait la *commune jurée* (1). Mais la royauté concédait-elle quelqu'un de ses droits, sacrifiait-elle quelqu'une de ses prérogatives aux *communes jurées* par les bourgeois? Aucunement. Elle y gagnait, et ne donnait rien. Il arriva même quelquefois, comme à Laon, que les bourgeois eurent à lutter avec elle. L'abaissement de la puissance féodale profitait à la royauté autant qu'à ceux qui payaient de leur sang.

Les chartes communales stipulaient ordinairement des droits et des garanties en faveur des propriétés et de la liberté corporelle des habitants des villes, qui étaient, il ne faut pas l'oublier, ces mêmes hommes de *poeste*, ces vilains dont nous avons fait connaître la condition. Elles stipulaient aussi des garanties pour le commerce, qui à cette époque se réduisait aux transactions quotidiennes nécessaires à la vie physique ordinaire, et surtout des garanties contre l'arbitraire des droits seigneuriaux et des taxes seigneuriales, dont l'excès fut la cause la plus commune de tous ces mouvements insurrectionnels, et contre les exigences et les exactions des officiers des seigneurs, et les abus qu'entraînait l'exercice de leur juridiction. Souvent aussi on voit les communes revendiquer et assurer le maintien de certains usages ou anciennes coutumes locales. Enfin, il est des chartes qui contiennent les premiers principes d'une organisation municipale, qui constituent un maire, des jurés, une assemblée des bourgeois, comme à Laon. Cette particularité se rencontre ordinairement dans les chartes des communes qui avaient coûté le plus d'efforts à conquérir.

Parmi les communes du XII^e siècle, il en est cependant, comme celles de Lorris en Gâtinais et de Montargis, dont les chartes furent des concessions volontaires de la Couronne. La commune de Lorris fut reconnue volontairement par Louis le Gros. Comme la charte de cette commune répondait aux besoins de l'époque, elle servit de modèle pour plusieurs chartes réclamées dans le ressort du domaine royal; on l'appelait indifféremment *charte* ou *coutume*. Ces coutumes, ayant été obtenues sans violence, ne contiennent aucune disposition d'organisation municipale. C'est à leur caractère pacifique et régulier qu'est due l'erreur historique qui a fait dire si longtemps, d'une manière générale, que Louis le Gros avait affranchi les communes.

A partir de l'émancipation des communes, l'autorité royale tend à prendre une influence de plus en plus prépondérante sur les feudataires, dont le mouvement communal avait ébranlé quelque peu l'autorité absolue. Elle se transforme alors, et le caractère du pouvoir monarchique se substitue insensiblement à celui de la royauté féodale. Le domaine royal était divisé en prévôtés, qui étaient des divisions à la fois administratives et judiciaires. Pour rendre la surveillance sur les prévôts plus efficace, Philippe-Auguste emprunta à Charlemagne l'institution des *missi dominici*, dont il changea seulement le nom. Il créa, sous le nom de baillis, des officiers placés sous l'autorité du grand sénéchal, et qui eurent pour mission de surveiller les prévôts dans l'intérieur des fiefs mêmes. Originellement, le domaine royal était divisé en quatre bailliages. Le bailli, dans la tournée qu'il faisait dans la circonscription de son bailliage, recevait les plaintes des particuliers.

Telle fut la première immixtion de la puissance royale dans l'administration des feudataires. Indépendamment de leurs attributions de surveillance, les baillis royaux, qu'il ne faut pas confondre avec les officiers du même nom dans certaines seigneuries, tenaient chaque mois des assises où l'on

(1) Pour comprendre les documents du temps, il faut savoir que le mot commune, *communis*, avait deux acceptions différentes : il signifie quelquefois le pacte, la charte, l'acte constitutif des droits que concédait le seigneur féodal; d'autres fois, il désigne la communauté des habitants unis par le serment, et auxquels étaient concédés ces droits. Ces mots *affranchissement des communes* pourraient induire en erreur; on pourrait croire qu'avant les communes il existait des communautés d'habitants serves, qui depuis lors auraient été affranchies. Cela ne serait pas exact. La *commune jurée* n'affranchissait pas une communauté d'habitants dès auparavant existante; elle constituait cette communauté, et la constituait franche.

appelait des sentences prévôtales. Leur autorité s'étendait jusque sur les seigneurs eux-mêmes, vis-à-vis desquels ils surveillaient l'accomplissement des devoirs féodaux. Après Philippe-Auguste, saint Louis ayant réuni à la couronne les sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire, les sénéchaux eurent dans le Midi l'autorité des baillis. Mais le même prince, pour ne pas laisser dénaturer au préjudice de l'autorité royale l'institution de Philippe-Auguste, eut soin d'enlever toute initiative aux baillis seigneuriaux et aux sénéchaux, qui ne furent plus, comme étaient les prévôts, que des agents subordonnés à l'autorité supérieure du roi.

Les réformes de saint Louis portèrent sur d'autres parties de l'administration. Il créa à Paris, pour les recettes des domaines, qui avaient été jusqu'à lui opérées par le prévôt de Paris, un receveur spécial. En même temps, il fit rédiger les usages des corporations des métiers, et ceux des nobles et des roturiers. Les vassaux nobles continuèrent à exercer leurs droits régaliens; mais saint Louis y introduisit l'ordre et la règle. Les monnaies avaient été frappées jusqu'alors par les seigneurs, chacun dans son fief; dorénavant, ils ne frappèrent plus que la monnaie de billon, et la monnaie du roi eut cours dans toute l'étendue du domaine royal.

Mais les améliorations de saint Louis eurent surtout pour objet l'administration de la justice. En outre des *Établissements*, dont il a été parlé comme source du droit féodal, et sur lesquels il y aura à revenir comme source du droit coutumier, saint Louis fit de nombreuses ordonnances contre les abus et les désordres de la justice féodale. Il chercha à ranimer l'étude du droit romain et exigea que ses baillis en fussent instruits. Nous verrons, en exposant le droit coutumier primaire, la part de saint Louis dans le mouvement législatif de son siècle.

Le droit féodal primaire, tel qu'il vient d'être exposé, se trouve, comme on l'a vu par les citations qui ont été faites, dans des passages épars des monuments suivants :

1° Les *Assises de Jérusalem*, recueil de droit féodal et coutumier, dont Godefroy de Bouillon fit accepter les règles par les grands du royaume de Jérusalem, qu'il fonda pour les peuples de l'Occident. Le texte original se perdit quand Saladin reprit Jérusalem en 1187. Ces coutumes étaient essentiellement françaises; le nom des rédacteurs français est venu jusqu'à nous, et le choix qui en fut fait montre seul que les coutumes des Assises avaient été importées de France. Elles ont été traduites en dialecte vénitien, pour l'usage du royaume de Chypre, en 1369, et à cette occasion revues. Il en reste des manuscrits français, italiens et grecs; mais aucun texte n'est parfaitement authentique ;

2° Les *Établissements de saint Louis*. On n'est pas encore fixé sur le caractère de ce livre, dont cependant l'authenticité est certaine. Longtemps on a cru que c'était un code composé et promulgué par l'ordre de Louis IX. Quelques érudits ne le prennent, au contraire, que comme un exposé des coutumes générales reçues dans les pays compris entre la Somme et la Loire, qui, jusqu'à saint Louis, composaient seuls le domaine royal. Enfin d'autres n'y voient qu'un livre de pratique judiciaire. Son importance n'en est pas moins considérable;

3° Le *Conseil à un ami*, de P. Defontaines. Defontaines était bailli de Vermandois et conseiller au Parlement sous Louis IX. L'autorité de son livre paraît avoir été très-grande dans son temps. Cependant il ne peut pas en être fait usage sans critique, à raison des emprunts fréquents que Defontaines fait au droit romain, et qu'il mêle avec l'exposé du droit féodal et coutumier de son époque, sans qu'il soit toujours facile de distinguer ce qu'il conseille de ce qu'il constate ;

4° Les *Coutumes du Beauvoisis*, de Beaumanoir. Elles sont le monument le plus précieux du droit coutumier et féodal du temps de saint Louis. Il en sera fait un très-fréquent usage dans l'exposé que nous présenterons du droit coutumier du XII^e au XIV^e siècle dans le chapitre suivant. Le traité de Beaumanoir est le monument de droit le plus pur de l'époque. Les principes du droit coutumier n'y sont pas altérés par des emprunts au droit romain et par des corrections arbitraires; c'est un vrai coutumier;

5° Le *Livre de justice et de plet*, dont le manuscrit a été signalé en 1835 par Klimrath et publié depuis, en vertu d'un arrêté ministériel, par M. Rapetti. C'est un coutumier comme celui de P. Defontaines, disposé dans l'ordre du Digeste, et mêlé de droit coutumier français et de droit romain.

A ces monuments importants et à une foule de coutumes et de livres de pratique que l'on découvre chaque jour dans les anciens manuscrits, mais dont l'autorité ne peut être acceptée sans contrôle, il convient d'ajouter pour le droit féodal :

6° Le *Liber feudorum*, qui fait connaître le droit commun des fiefs en Lombardie, en Allemagne et même en France. Il a été composé en Lombardie vers l'année 1160, au temps de Frédéric Barberousse. Quoiqu'il n'ait pas été fait pour la France, les feudistes français s'y référaient comme à un livre de droit féodal supplétif, dans le cas de silence des coutumes du pays. Dumoulin et Cujas particulièrement en reconnaissaient l'autorité. Il y a quelque incertitude sur les auteurs et la composition de ce livre. Le texte qui est venu jusqu'à nous n'est pas le texte original : c'est celui qui fut recueilli au XIII^e siècle sous Frédéric II.

Il n'est pas nécessaire d'avoir suivi le droit féodal dans toutes ses manifestations au travers des siècles pour porter un jugement sur les principes qui le constituaient. L'exposé sommaire qui vient d'en être fait en apprend assez pour permettre de l'apprécier comme système d'organisation politique. Nous n'entendons parler ici que du système politique; car le régime social auquel il s'adapta ne peut inspirer qu'une profonde tristesse, voisine du ressentiment, quand on considère l'état désespérant d'oppression et de misère où la dissolution de l'empire de Charlemagne laissa les peuples d'Occident.

Le système féodal a été jugé sévèrement; et l'on peut dire, l'histoire à la main, qu'en aucun temps il n'a été accepté sans contestation. Cependant un grand penseur, Royer-Collard, réclamait pour ce système une appréciation plus équitable, « Je ne fais pas le procès à ce gouvernement, disait-il; je dirais plutôt qu'il a été mal connu et mal jugé. À l'esclavage près, qui lui est commun avec toutes les républiques anciennes, il est beau et généreux comme aristocratie. Il nous a laissé la division des pouvoirs, le jugement par jurés, le droit dérivé de l'obligation réciproque, la fidélité à la place de l'obéissance passive, sentiment admirable que les anciens n'ont pas connu » (*Discours* du 29 mai 1820, *Moniteur* du 21). — M. Guizot a ajouté à ces bons principes du système féodal, indiqués par Royer-Collard, la nécessité du consentement individuel pour la formation de la société, la simplicité et la notoriété des conditions de l'association, et le droit de résistance, comme conséquence et garantie de tous les autres droits : tous principes de droit et de liberté.

Comment se fait-il cependant qu'avec des éléments de droit et de liberté tels que les sociétés modernes ne les possèdent pas aussi pleinement et au même degré, le régime féodal n'ait laissé que des souvenirs d'oppression, et que les libertés mêmes qu'il donnait n'apparussent que comme des instruments de servitude? C'est que ces garanties de droit et de liberté liaient trop l'homme à l'homme, et que si la constitution du fief avait pour base un contrat, ce contrat ne plaçait pas les contractants sur un pied d'égalité. L'ennemi, c'est le maître, encore bien qu'il soit juste ou qu'on puisse le contraindre à l'être; la pire domination est celle qui pèse sans intermédiaire du supérieur sur l'inférieur, sans rien qui dissimule le caractère humain, personnel, du commandement. L'homme obéit sans murmurer à ce qu'il peut croire être une loi de sa nature; il n'obéira jamais à l'homme en tant qu'homme. Tirons de ce passé, qui ne fut pas sans gloire et sans poésie, un enseignement : la loi ne peut être acceptée qu'à la condition de porter en elle la marque de l'impersonnalité des obligations qu'elle impose. La loi féodale émanait toute de la personne : c'est ce qui lui valut d'avoir été toujours contestée.

CHAPITRE II. — DROIT COUTUMIER PRIMAIRE,

En passant du droit féodal au droit coutumier, on descend dans l'échelle sociale autant de degrés qu'il y avait de concessions ou sous-concessions féodales depuis le premier fief jusqu'aux vilains et roturiers. Plusieurs institutions féodales étaient en même temps coutumières, et, en sens inverse, des institutions purement coutumières ont passé dans le droit féodal. Cependant ces deux droits ne

doivent jamais être confondus : le droit féodal, c'est le droit politique ; le droit coutumier, c'est dans le même temps le droit civil.

L'histoire du droit coutumier présente de grandes difficultés à raison de l'infinie diversité des coutumes, surtout dans la seconde période. Il serait impossible de la faire complète, et d'un autre côté, si on la faisait complète, nul ne pourrait la suivre. On ne peut l'étudier que dans son ensemble, et dans cette étude, il faut avoir grand soin de dégager l'alliage du droit romain, qui, dans les anciens auteurs autres que Beaumanoir, est présenté souvent de façon à altérer ce qui fut le pur droit coutumier.

Les sources du droit coutumier primaire sont celles du droit féodal indiquées à la fin du chapitre précédent. Mais il convient d'y ajouter : 1° la *Somme rurale*, de Bouteillier (ou Boutillier), composée dans les loisirs de la campagne, d'où son titre de *Somme rurale*, par un praticien de la seconde moitié du XV^e siècle ; 2° le *Grand Coutumier de Normandie*, écrit au temps de saint Louis, pour l'instruction de Philippe le Hardi, son fils ; 3° les *Olim*, recueil d'arrêts du Parlement de 1254 à 1318 ; 4° le *Grand Coutumier de France*, d'un auteur inconnu vivant sous Charles VI ; 5° les *Décisions*, de Jean Desmares, qui font connaître en partie la coutume de Paris au temps de Charles V ; 6° la *Pratique*, de Masuer ; 7° les chartes des communes et de nombreuses coutumes locales plus ou moins authentiques, dont la seule énumération ne saurait trouver de place ici. — Il suffit d'indiquer ces principaux monuments. Le lecteur qui voudrait approfondir quelques détails du premier droit coutumier et l'étudier dans les textes mêmes, pourra consulter, sur toutes ces sources, un opuscule de M. Kœnigswarter publié en 1853 et intitulé : *Sources et monuments du Droit français antérieurement au XV^e siècle*. Cet opuscule contient des explications bibliographiques qu'il ne nous appartiendrait pas de refaire, et qu'il n'est pas à propos de transcrire dans cet Essai.

Par l'intitulé des sources qui viennent d'être signalées à l'attention, on peut voir que l'ensemble du droit appelé coutumier est plutôt le droit d'une époque que de telle ou telle province, et que les origines en furent très-diverses. Qu'est-ce que la coutume ? Faut-il la confondre avec l'usage ? Et si l'usage fait le droit, quand faudra-t-il lui en reconnaître l'autorité ? Beaumanoir décide avec raison que la coutume c'est l'usage approuvé, et l'usage est approuvé quand il est général dans tout un comté et établi depuis longtemps sans contestation, ou quand il a été fixé par une suite de jugements (*Cout. du Beauvoisis*, XXIV, 2 et 3). Dans un tel système, c'est le peuple lui-même qui fait son droit. C'était même le côté démocratique du système féodal, que le seigneur et même le roi ne pouvaient toucher au droit que pour sauvegarder de grands intérêts ou donner satisfaction à des aspirations qui autrement seraient restées en souffrance. Beaumanoir reconnaît le pouvoir législatif de la royauté dans ces limites ; il admet aussi celui du seigneur dans sa terre, à la condition toutefois qu'il n'en usera pas pour des entreprises contre le roi : « Tous tels établissements et autres qui semblent convenables à lui et à son conseil peut faire le roi pour le temps de guerre ou pour doute de guerre à venir ; et aussi chacun baron en sa terre, pourvu que ce ne soit pas pour entreprendre contre le roi » (1).

Les rois eurent en France une action réelle, profonde, sur le droit féodal, non pour en consolider les principes, mais pour les faire servir aux intérêts de la Couronne. Sur le droit coutumier, c'est-

(1) « Aucuns tans, dit Beaumanoir, sont essieutés (exceptés) que l'on ne peut pas fere ne ni doit qui a esté uzé et acostumé de lonc tans par droit, si come çascuns peut savoir que ils sont deus manieres de tans : li uns de paix, et li autres de guerre, si est resons que li tans de paix soit démenés par les uz et par les costumes qui ont esté acostumés de lonc tans pour vivre en paix ; més en le tans de guerre et en le tans que l'en se doute de guerre, il convient fere as roys, as princes, as barons et as autres seigneurs moult de cozes que se il les fesaient en tant de paix, il feroient tort à lor souget ; més le tans de necessité les excuse. Par quoi li roys peut fere noviaus establesemens pour le commun pourfit de son royaume, si comme il a esté acostumé commander, quant il pense a avoir a fere pour sa terre defendre, ou por autrui assalir qui li a fet tort, que escuier et gentihome soient chevalier, et que riche home et povres soient tout garni d'armures, çascun selonc son estat ; et que les bones villes rapareillent lor service et lor forteresses, et que çascun si soit apareillés de movoir quant li roys le commandera : tous tels establesemens et autres qui semble convenables à li et à son conseil peut fere li roys par le tans de guerre ou por doute de guerre à venir, et çascun baron aussuit en se terre ; més que ce ne soit por entreprendre contre le roy. » (*Cout. du Beauvoisis*, XLIX, 1.)

à-dire sur le détail des affaires des particuliers, ils agirent assez peu jusqu'au XVI^e siècle. Il est très-peu d'ordonnances des anciens rois de France qui aient pour objet le droit civil, eu égard à la richesse de la matière. Les origines du droit coutumier doivent donc être cherchées dans les anciennes coutumes locales, dans les usages sanctionnés par la jurisprudence du temps, et dans quelques ordonnances éparses dans les anciens recueils.

Le premier droit coutumier sera exposé dans l'ordre suivi jusqu'ici dans l'histoire des différentes périodes que nous avons déjà traversées. Il sera traité successivement du droit des personnes, du droit de la propriété, du droit des successions et du droit des obligations.

§ I. — DROIT DES PERSONNES.

PERSONNES FRANCHES; VILAINS, ROTURIERS; SERFS. — La condition des personnes des diverses classes, dans la circonscription d'un comté ou grand fief, a été exposée incidemment dans les pages qui ont pour objet le droit féodal (*suprà*, p. 81). Mais l'état des personnes sous le régime féodal et coutumier est si important à préciser, et en général si mal connu, qu'il n'est pas hors de propos d'y revenir. Or, sans parler des clercs, qui ne relevaient pas du droit féodal et coutumier, mais de la loi de l'Eglise, bien que le clergé fût entré dans le mouvement de la féodalité, on peut diviser les personnes en quatre classes : les gentilshommes, les hommes francs, les serfs d'héritage et les serfs de corps. Pour les nobles, c'était la naissance qui faisait la noblesse, et la noblesse s'acquerrait par le père : *Ceste gentillesse si est toujours raportée de par le pères et non de par la mère* (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, XLV, 30). Quant aux *franchommes*, ils sont tels par la qualité de leur mère : *Ce que il ont de francise vient de par lor mères, et quiconques net de france mère il est franc et ont france poeste de fere ce que lor plect* (*Ibid.*).

La condition des serfs était de deux sortes. Il y avait la classe des anciens colons, qu'on appelait aussi serfs abonnés quand ils étaient constitués en communautés, et qui n'étaient autres que les mainmortables dont il a déjà été parlé (*suprà*, p. 74 et s.); mais il y avait aussi les esclaves. Le seigneur n'avait sur les colons, serfs abonnés, mainmortables, serfs d'héritage, serfs de la glèbe, car toutes ces dénominations s'appliquaient à une même classe, aucun droit personnel; ces colons, ces serfs étaient propriétaires à charge de redevance, mais les autres serfs étaient dans une entière dépendance des mattres : *Ceste manière de gens* (les serfs en général) *ne sont pas tous d'une condition, anchois (mais) sont pluries condition de servitudes; car li uns des sers sont si souget à lor seignor que lor sir pot penre quanques qu'il ont à mort et à vie, et leur corps tenir en prison toutes les fois qu'il lor plect, soit a tort, soit a droit, qu'il n'en est tenus a respondre fors à Dieu. Et li autres sont demené plus debonerement; car tant comme il vivent, li seigneur ne leur povent riens demander, se il ne meffont, fors leur cens et leurs rentes et leurs redevance, que il ont acostumé a paier por leur servitudes* (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XLV, § 34). Il y avait des terres où l'homme franc non gentilhomme devenait serf d'héritage ou de corps du seigneur qui les possédait, par le seul fait d'avoir résidé sur ses terres un an et un jour. Il faut voir dans Beaumanoir tous les cas pour lesquels un homme pouvait devenir serf d'un seigneur, et les différentes causes pour lesquelles il pouvait se mettre volontairement en état de servage (*Ibid.*, chap. XLV, 30 et suiv.). Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, il y a entre le droit du XIII^e siècle et celui des premiers temps de Rome la plus frappante analogie, non dans la forme extérieure des institutions, mais dans leur esprit. Le droit, dans la période héroïque de l'histoire de tous les peuples, se présente avec les mêmes caractères; on y retrouve partout la force, la violence, l'usage du combat et les actes symboliques. Cela apparaitra plus clairement après l'exposé complet du droit féodal et coutumier.

Ainsi, les personnes franches, les franchommes, dont parle Beaumanoir, sont ceux qui ont « poeste de fere ce que lor plect. » S'ils détiennent un fonds, ils doivent au seigneur du lieu un cens, mais

ils ne sont pas attachés au fonds; ils peuvent le délaisser : dans les campagnes, ce sont des roturiers; dans les villes, ce sont des bourgeois. Les colons, les serfs d'héritage, souvent désignés des noms de vilains, sont au contraire attachés au fonds, comme les colons du Bas-Empire, mais francs à tous autres égards. Ils peuvent être poursuivis comme fugitifs et revendiqués. Les serfs de corps n'ont pas d'état civil. Dans les anciennes coutumes, tous ceux qui ne sont pas gentilshommes sont hommes de *poeste*, et les noms de vilains et roturiers désignent presque indifféremment des francs et des colons, comme le nom de serf désigne aussi indifféremment les colons et les esclaves. — Observation importante : tout le droit coutumier qui va être exposé était commun aux hommes libres et aux serfs d'héritage (1).

Parmi les causes qui rendaient un homme libre serf de corps, véritablement esclave, il faut compter l'aubaine. Après le temps des invasions germaniques, saxonnes, les étrangers qui venaient dans le pays étaient pour la plupart Anglais, Écossais surtout, et étaient ordinairement désignés du nom générique d'*albains*. Il arriva qu'on désigna tous les étrangers par le nom d'origine du plus grand nombre; tous furent des *aubains*. On réputa même aubains les gens du pays qui passaient d'un fief dans un autre fief. Or, dans l'an et jour de séjour dans le domaine d'un seigneur, l'aubain devait tomber sous la seigneurie du maître; autrement, si le seigneur n'en prenait pas possession, à partir de saint Louis, il appartenait au roi. La très-ancienne coutume de Champagne avait une disposition expresse dans son art. 58 : « Quant aucuns albains vient demourer dans la justice d'aucuns seigneurs et li sires dessous qui il vient ne prend le service dedans l'an et jour, si les gens du roi le savent ils en prennent le service et est acquis au roi » (V. *Institutes coutumières* de Loysel et Laurière, liv. I, 49). Avant saint Louis, l'aubaine était un droit purement féodal; après les Établissements (liv. II, chap. 30), il put devenir, comme on voit, un droit du roi.

Les serfs d'héritage et sans doute les serfs de corps pouvaient être affranchis par les seigneurs; mais la constitution de la féodalité ne pouvait pas permettre que ce fût sans l'aveu du seigneur supérieur, en remontant jusqu'au roi. En effet, un fief était concédé avec tout ce qu'il contenait, hommes et choses, et un affranchissement *abrégait* le fief, contrairement aux principes du droit féodal. Aussi voit-on que quand des Églises voulurent affranchir leurs serfs, il intervint des ordonnances royales (*suprà*, p. 81). C'est ce qu'explique Beaumanoir : « *Bonne chose est a cheu qui veulent pourchacier franchise de leur servitude, que ils facent confirmer leur franchise qui leur est promise, par le souverain (suzerain) de qui leur sire tient. Car si j'ai mes serfs, lesquels je tiens du seigneur et je les franchis sans l'autorité de li, je les perds; car il convient de tant comme à moy monte que je leur tiennne leur franchise; mais mes sires les gaignera, car il deviendront ses serfs; et si j'en prens aucun loyer pour la franchise donner, je leur suis tenus à rendre, puisque je ne puis leur franchise garandir : car il est résons que parce que je ne fis ce que je ne pouvais, ne ne devais faire, que ils viennent aussi riches en la main de mon seigneur, comme ils*

(1) Ces distinctions dans l'état des personnes au XIII^e siècle ne sont généralement pas bien comprises. M. Guizot, par exemple, s'est trompé gravement à cet égard. Il ne répute hommes de *poeste* que les colons, et il croit que c'étaient des colons qui, avant saint Louis, acquièrent des fiefs au mépris des principes du droit féodal (*Civilisation en France*, t. IV, 8^e leq.). Il y a là une double erreur. Quand Beaumanoir (*Cout. du Beauvoisis*, XII, 3) parle « d'hommes de *poeste* qui ne sont pas serfs », et plus loin « de franchhommes de *poeste* » (*ib.* LXV, 80), il ne peut entendre parler que des francs qui ne sont pas gentilshommes. Or, ce sont ces franchhommes qui, à l'époque où les croisades décimaient la noblesse française, se mirent à tenir des fiefs, et contre les entreprises desquels saint Louis réagit. Jamais un colon, serf d'héritage, n'aurait eu la pensée de tenir un fief; d'ailleurs il ne l'eût pas pu, étant lui-même, par sa condition, attaché à un fonds. Les franchhommes, vilains, formaient tout une classe peu nombreuse dans les campagnes, mais composant tout entière la population des villes. M. Guizot a pu être égaré sur ce détail par le souvenir trop exclusif de ses études sur l'époque gallo-romaine, qui lui avaient appris dans ses excellents *Essais sur l'histoire de France* que la classe moyenne avait complètement disparu dans la Gaule au V^e siècle. Cependant il ne peut pas en avoir ignoré l'existence au XIII^e siècle, où sans doute elle s'était trouvée reconstituée par une longue suite d'affranchissements personnels ou en masse. — Au moyen des distinctions faites dans le texte ci-dessus, on peut lire sans grande difficulté tous les anciens coutumiers; sans ces distinctions, on n'y trouve plus que logomachie.

estoit en la mienne ; et si suis encore tenus à amende, faire à mon seigneur, de ce que je li avoi son fief apeticie, et si seroit li amende de soissante livres (Beaumanoir, chap. XLV, § 18. — V. aussi *Établissements de saint Louis*, II, 34).

MARIAGE. — Les coutumes ne réglaient pas le mariage ; la matière relevait de la juridiction de l'Église ; mais elles réglaient les conventions accessoires et la situation respective des époux. Les conditions pour contracter mariage étaient au nombre de trois : le consentement des époux, l'absence de liens de parenté et l'âge (*Assises de Jérusalem*, 141, 143, *Inf. cur*). La cérémonie du mariage était précédée des fiançailles, dans lesquelles le futur époux donnait la main à la future épouse (*Ibid.*, 144). L'usage était de donner dans les fiançailles des *erres* (arrhes), qui restaient à la partie refusée par l'autre si le mariage ne s'ensuivait pas (*Établiss. de saint Louis*, I, 122). Dans les Assises de Jérusalem, l'époux, chevalier ou bourgeois, devait déclarer avant la célébration du mariage que nulle autre femme n'avait promesse de lui, et faire cette déclaration sous serment ; la femme également. Mais les fiançailles n'obligeaient pas nécessairement au mariage ; on disait proverbiallement : *Fille fiancée n'est prise ni laissée*.

Les serfs d'héritage, serfs de la glèbe, ne pouvaient se marier que dans le domaine du seigneur auquel ils appartenaient et avec des personnes de même condition ; autrement il y avait formariage (*forismaritagium*), ce que le seigneur pouvait empêcher. On appelait aussi formariage le droit que le seigneur pouvait exiger des serfs qui s'étaient formariés avec son autorisation. Dans certains pays on admettait que les serfs pouvaient se marier dans des seigneuries différentes : la fille suivait alors son mari et était perdue pour le seigneur, qui recevait seulement une indemnité ; on disait alors : *Li vallez emporte la pucelle*. Mais si c'était une veuve qui se remariât, le mari passait sous la domination du seigneur de la femme ; la maxime était : *La vefve emporte li vallez*. Une indemnité était alors payée au seigneur du mari (V. Glossaire de Laurière, v^o *le Mauvais emporte le bon*).

La condition des enfants nés du mariage de personnes de condition différente n'était pas fixée de la même manière dans toutes les coutumes. Dans certaines coutumes, l'enfant suivait la condition de la mère ; dans d'autres, il suivait celle du père ; dans d'autres encore on disait : *Le pire emporte le bon*, c'est-à-dire que l'enfant était serf si son père ou sa mère était serf (V. *Institutes coutumières* de Loysel et Laurière, liv. I, 82). Dans toutes les coutumes, dès avant Beaumanoir, l'enfant était toujours serf si c'était un gentilhomme qui eût épousé une serve (Beaumanoir, *Coutume du Beauvoisis*, chap. XLV, § 15), et le mariage, dans ce cas, ne procurait pas la noblesse à la femme. Plus tard, la rigueur de la règle du temps de Beaumanoir s'adoucit pour les enfants. On posa alors les règles suivantes : 1^o Toute femme franche non noble devenait noble par son mariage avec un gentilhomme ; 2^o les enfants issus d'un tel mariage naissaient nobles ; 3^o la femme serve d'un autre domaine qui avait épousé un gentilhomme restait serve ; 4^o les enfants issus d'un tel mariage naissaient serfs, mais ils pouvaient devenir nobles à la mort de leur mère, en renonçant à la succession de celle-ci. On lit, en effet, dans le Coutumier de Charles VI : *Nota que la noblesse de l'homme procède en la lignée de la femme, pourveu toutesfois que la femme ne soit mie de serve condition, car serfs ni serves ne sont pas capables de noblesse, mais les franchises personnes. Et pour ce, une femme non noble, pourveu qu'elle soit franche de corps, elle est faite noble par son mari noble, et les enfants qui d'eux seront procréés ; mais si la femme est serve, elle ne sera mie réputée noble ; et si les hoirs qui d'eux seront procréés renoncent à la succession de leur mère, ils seront nobles, et s'ils l'apprehendent ils seront non nobles et serfs. Et pour cette cause, femme serve ne se peut marier à un homme noble, si elle n'a le consentement de son seigneur, sans soy formarier, et servitude procède de la mère* (Liv. II, tit. XVI).

Ces règles ne recevaient pas leur application quand le seigneur avait épousé non pas la serve d'un autre seigneur, mais sa propre serve à lui. On douta quelque temps si la femme ne restait pas serve, et si les enfants ne naissaient pas serfs. La raison de douter venait de ce que le serf affranchi était dévolu au seigneur dominant, de degré en degré jusqu'au roi. Dans ce système, il n'y aurait eu que le roi qui eût pu anoblir une serve en l'épousant. Cependant la coutume prévalut de considérer la femme comme anoblée et les enfants comme gentilshommes ; seulement, le gentilhomme qui avait

épousé la serve devait indemniser le seigneur supérieur jusqu'au roi, pour lui avoir soustrait une serve par le mariage : *Che n'est pas doute, dit Beaumanoir, que si aucuns prend par mariage chele qui étoit sa serve, soit que il le sçeut, ou qu'il ne le sçeut pas, il li donne franchise, tant n'en fust il fait mention, ne charte, ne octroi; car male chose seroit que li enfant qui de li naïtroient demourassent en servitude, puisqu'il avoit leur mère épousée. Et pourche que nous avons dit ci-dessus, que l'on ne peut pas franchir ses serfs, sans l'octroi dou seigneur de qui on les tient, en tel cas convieient il que li sires le souffre, en telle manière que chil qui épouse sa serve remette autant en son fief, ou il le restore en autre manière* (Cout. du Beauvoisis, chap. XLV, § 34).

DOUAIRE. — Le mariage entraînait au profit de la femme la constitution d'un douaire, soit qu'il eût lieu entre personnes nobles, soit qu'il eût lieu entre personnes franches. Le douaire était un avantage que le mari faisait à sa femme sur ses biens propres, pour les besoins d'existence de celle-ci et ceux de ses enfants, s'il arrivait qu'elle survécût à son mari. On peut, avec Klimrath, en trouver l'origine dans la dot que le mari offrait à sa femme chez les Germains, au rapport de Tacite, mais bien plus assurément dans le *morgengab* ou don du matin, que nous avons vu pratiqué dans le droit des Francs saliens et ripuaires. Jusqu'à Philippe-Auguste, le douaire était seulement conventionnel. Il était fait par le mari à la porte de l'église ou du couvent, à l'*huys du moustier* (*Établiss. de saint Louis*, I, 187). En 1214, Philippe-Auguste établit le douaire légal coutumier, et le fixa à la moitié des biens propres que le mari possédait au moment du mariage ou qui lui étaient advenus par succession en ligne directe (P. Defontaines, *Conseil à un ami*, chap. XXI, n° 52; Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XIII, § 12 et 13). Saint Louis le réduisit au tiers des propres du mari (*Établissements de saint Louis*, I, 14). Depuis, la quotité varia souvent. Mais le douaire n'avait jamais pour objet que l'usufruit d'une portion des biens du mari; car il était indépendant des autres conventions matrimoniales, qui étaient présumées par la coutume. *Doaire, premièrement, n'emporte que usufruit*, disait Jean Desmares (*Décisions*, 175). Il y avait lieu au douaire, soit que les biens du mari fussent tenus en fief, soit qu'ils le fussent en vilenage, mais non pour les terres de la Couronne et certains grands fiefs (1).

Le douaire n'étant qu'un usufruit, la femme devait entretenir en bon état la portion d'immeubles qui lui était attribuée à titre de douaire; autrement, elle en perdait l'usage (*Établissements de saint Louis*, I, 16, et *Décisions* de Desmares, 186). Les choses attribuées en douaire pouvaient être prises 1° sur les biens provenant au mari de ses père, mère, aïeul, aïeule, et la femme avait même droit pour son douaire sur les biens de ces personnes, quoique le mari fût mort avant que la succession de ses auteurs lui fût advenue; 2° sur les biens échus au mari en ligne collatérale avant le mariage (*Établiss.*, liv. I, 20); 3° sur les biens vendus par le mari pendant le mariage, à moins que la femme n'eût fait serment à l'acquéreur qu'elle ne réclamerait pas son douaire sur ces biens (*Ibid.*, I, 166). Dans certaines coutumes, comme celles du Beauvoisis, le douaire pouvait affecter, si le mari était mort gentilhomme, le *chief manoir* et son enclos, pourvu que ce ne fût pas un château fort, un *castel* (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XIII, 8). Mais le douaire ne pouvait pas porter sur les biens donnés au mari par le roi ou un autre seigneur (*Établissements*, liv. I, 114). Toutes ces dispositions coutumières pouvaient s'expliquer dans leur temps par cette idée que le douaire était une dette de famille, une dette patrimoniale, mais qui ne devait pas préjudicier au droit féodal.

(1) « La général coustume des doaires de ce que la femme emporte la moitié de ce que li homes a au jour que il l'espousa, si commencha par l'establisement le bon roi Phelippes, roi de France, lequel regnait en l'an de grace 1214, et cet establisement commanda a li tenir partout le royaume de France, *excepté la couronne et plusieurs baronies tenues du royaume, lesquelles ne se portent point à moitié pour le douaires*, ne n'en portent les dames en douaire, fors ce qui leur est convenancé en faisant le mariage. Et devant cest establisement du bon roi Phelippe, nulle femme n'avoit doaire, fors tel comme il estait convenancié au mariage. Et bien appert que la coustume étoit telle anciennement par une parole que li prestre fait dire à l'home quand il épouse, car il dit : *Doaire qui est divisé entre mes amis et es tiens, te doue* » (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, ch. xiii, § 12).

Il serait du reste difficile de suivre la législation du douaire dans les variations qu'elle subit de saint Louis à la rédaction des coutumes. Non-seulement la quotité a varié, mais encore la nature des biens sur l'importance desquels il fallait la calculer. Ainsi, du temps de Beaumanoir, le douaire se calculait sur les biens du mari au moment du mariage, et sur les biens qui lui étaient advenus par succession en ligne directe; on ne faisait pas entrer dans la calcul les biens échus en ligne collatérale. Dans le même temps, les Établissements de saint Louis permettaient de les y comprendre. Un siècle plus tard, des coutumes n'admettaient plus pour le douaire même les biens advenus au mari en ligne directe pendant le mariage (Loysel, *Institutes cout.*, liv. I, tit. III, 2).

Le douaire conventionnel préfix continua de subsister avec le douaire coutumier; mais les deux douaires ne se cumulaient pas. La femme qui prenait un douaire *convenancé* se privait du coutumier. Elle avait l'option (*Anciennes lois anglo-normandes*, 61). Ce douaire convenancé ne pouvait dépasser une certaine quotité; au moins en était-il ainsi à partir du milieu du XIV^e siècle. Il paraît avoir été admis alors que le douaire convenancé ne pourrait dépasser la moitié de tout ce que devait laisser celui qui douait le mari, quoique Desmares nous apprenne que cette règle n'était applicable qu'aux nobles (*Décisions*, 218). Ce qui paraît plus probable, c'est que dans ce temps même s'établit la règle que le douaire convenancé ne pouvait excéder le douaire coutumier, ce qui dut rendre le douaire convenancé sans objet.

Ce qui faisait acquérir à la femme son douaire, c'était le mariage suivi de la consommation du mariage. On disait proverbialement : « Au coucher, la femme gagne son douaire » (V. Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XIII, 25); mais elle ne le gagnait que pour l'éventualité de sa survie à son mari : car c'était une autre maxime, que jamais mari ne paya de douaire. Cependant, s'il arrivait que le mari fût confisqué de sa personne, ou forbbanni, ou que ses héritages fussent vendus de son vivant, la femme pouvait demander la provision de son douaire (*Olim*, I, 579), sauf à n'en jouir, comme cela fut jugé plus tard, qu'en cas de survivance à son mari (Louet et Brodeau, lett. I, n^o 36).

Quand la femme avait le douaire coutumier, elle avait la saisine de droit à la mort du mari, comme l'héritier, et n'était pas obligée par conséquent de demander la délivrance (Desmares, *Décisions*, 216; *Coutumier de Charles VI*, liv. II, chap. 33). Il en était autrement quand elle optait pour le douaire conventionnel. Comme elle ne tenait pas ce douaire de la coutume, elle ne pouvait pas avoir la saisine de droit.

Le douaire de la femme étant indépendant de toutes conventions matrimoniales, il en résultait que la femme ne prélevait jamais son douaire sur les avantages qu'elle pouvait retirer de la communauté conjugale, et que le don mutuel ne le compensait pas. Quand le droit romain fut mieux connu en France, on appliqua à la matière du douaire le sénatus-consulte velléen; la femme ne pouvait renoncer à son douaire non acquis, mais elle pouvait renoncer au douaire échu (Bouteillier, *Somme rurale*, liv. I, chap. 97).

Loysel rapporte la maxime : « La douairière lotit et l'héritier choisit » (*Institutes coutumières*, liv. I, tit. III, 22). Cette maxime est prise de la *Somme rurale* de Bouteillier, qui s'exprime ainsi : *S'il advenoit que la dame ou la damoiselle qui droit de douaire doit avoir, ne puisse être d'accord avec l'hoir de partir le douaire à part, sçachez que la dame ou damoiselle doit faire deux parts de toutes les values des fiefs ou du fief, sur quoi le douaire se doit asseoir, et mettre en deux roolles; et ce fait l'hoir doit choisir des premières laquelle part il tiendra, et l'autre part demeurera au douaire durant la vie de la douairière* (liv. I, 97). Ce principe était cependant bien antérieur au XV^e siècle. On le trouve dans Beaumanoir (*Cout. du Beauvoisis*, chap. XIII, 24) et dans l'ancienne coutume de Picardie (Ed. de Marnier, p. 110).

Le droit coutumier primaire avait sur le douaire, au cas de secondes noces, un principe remarquable, qui se retrouve dans plusieurs coutumes du XVI^e siècle, celle de Paris entre autres. Quand un père ayant des enfants d'une première femme se remariait, le douaire de la seconde femme n'était plus que du quart des propres; et s'il se mariait une troisième fois ayant des enfants de la seconde femme, le douaire n'était plus que du huitième des propres. L'excédant des propres était alors

laissé au mari pour les enfants de ses premiers mariages. Beaumanoir s'explique ainsi à ce sujet : *Par la général coustume, la feme enporte en doaire la moitié de tout l'héritage que ses barons (son mari) avoit de son droit au jor qu'il l'espousa, s'il n'est ainsi que les barons n'eust eu feme de laquelle il ait enfant; car adonc n'enporte elle pour son douaire que le quart de l'héritage (de) ses barons; car li enfans de la première feme enporte la moitié dont leur mère fut douée, et se li homs a eu deux feme et enfans de chacune, la tierce femme n'enporte que l'huitième, et aussi pouvez entendre de la quarte feme le seizième. Mais combien que li barons ait eut de femes, s'il n'en a enfans, li doaire de celle qui après vient n'en est point apeticie, car li héritage du baron demore en tel état comme il était quand il espousa celle de qui il n'a nul enfant (Cout. du Beauvoisis, chap. XIII, 2).*

En outre du douaire conventionnel, constitué par le mari à la porte du moustier, et indépendamment du douaire coutumier, il y avait le douaire *ex assensu patris* dans les coutumes anglo-normandes; il était constitué sur les biens du père ou de l'aïeul par le mari, mais avec l'assentiment de ceux-ci (Houard, *Anc. lois anglo-normandes*, 59-60). Ce douaire pouvait être établi *se le mari n'estoit de rien parti* (n'avait pas reçu de part) *quand il espousa*. Enfin il y avait une quatrième sorte de douaire appelé *douaire de la plus belle*; il s'exerçait dans les mariages nobles, et était ainsi appelé du droit qu'avait la femme de choisir les plus belles terres du fief roturier en cas d'insuffisance des biens du fief noble pour son douaire (Houard, *ibid*, 67).

COMMUNAUTÉ. — Dans le droit coutumier, les époux étaient communs en tous biens. Cette communauté remontait-elle au droit gallique (*suprd*, p. 27), et se serait-elle perpétuée dans la race celtique jusqu'à l'époque féodale coutumière? C'est une question qu'il serait absolument impossible d'éclaircir; dans l'état des documents que nous possédons, il faut se contenter de prendre la communauté dans le premier droit coutumier. Or, dans ce premier droit coutumier, la communauté s'appelle *compagnie par mariage*. Beaumanoir s'exprime ainsi à cet égard : *Chacun set que la compagnie se fait par mariage : car sitôt comme mariage est fes, li bien de l'un et de l'autre sont commun par la vertu du mariage. Mais voirs (vrai) est que tant comme ils vivent ensamble li homs en est mainburnissières (gardien), et convient que la feme soufre et obeise de tant comme il appartient a lor muebles et as despouilles (fruits) de lor héritage; tout soit que (quoique) la feme y voie sa perte tout apertement, si convient il quelle soufre la volenté de son seigneur. Mais voirs est que li treffons (pleine propriété) de l'héritage qui est de par la feme, ne peut li maris vendre, si ce n'est de l'octroie de la volenté de sa feme, ni le sien même, si elle ne renonce à son doaire (Cout. du Beauvoisis, chap. XXI, § 2).*

On retrouve dans ce passage de Beaumanoir la communauté de notre code civil et les principes qui la dominent : la mise en commun des choses mobilières et des fruits à naitre des immeubles; le droit d'administration du mari, qui n'a sur le tout que la *mainbournie* ou droit de garde; la réserve des immeubles, et la garantie des avantages de survie assurée à la femme sur les biens du mari, comme elle le sera plus tard par l'hypothèque légale.

S'il n'était pas oiseux de trop s'arrêter à des questions d'origine, quand il faut pour cela percer l'obscurité des temps, il y aurait à montrer ici que la communauté dérive sans doute sinon du principe féodal, au moins des mœurs nées de la féodalité. On a cherché bien loin l'origine du régime de la communauté, dans la Gaule, en Germanie; M. Laboulaye même a cru la retrouver dans le droit romain (*Condition des femmes*, p. 137 et suiv.). On la rencontrera peut-être plus sûrement dans l'esprit général du droit né de l'état social du moyen âge. Dans la situation précaire que le système féodal, mais plus encore les mœurs du temps, faisaient aux personnes non nobles, l'association se développa de soi-même. Beaumanoir a un long chapitre où il traite des *compagnies*. Or, dans ce temps où l'usage de l'écriture était rare et les associations très-fréquentes, c'était un principe général que toute cohabitation d'un an et un jour établissait entre les cohabitants une compagnie ou un état de communauté. Les époux habitant ensemble, on en fit sortir naturellement un état de communauté tacite. Pour qu'il en fût autrement, il eût fallu les excepter d'un principe général (V. Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XXI). Ce qu'il y eut de particulier dans les compagnies entre

époux, c'est l'usage qui les fit résulter du fait du mariage, avant que l'an et jour ne fussent écoulés.

Ce principe de la communauté coutumière avait des conséquences très-intéressantes à noter. Ainsi, l'enfant d'un mariage, au cas de mort de son père ou de sa mère, entrait en communauté avec le survivant; et si l'époux survivant venait à se remarier, l'enfant entrait pour un tiers dans la nouvelle communauté ou compagnie, si bien que la mort de cet époux remarié lui donnait droit à deux parts dans l'actif (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XXI, 8; Laurière, *Glossaire du droit franç.*, v° *Communauté*). C'était encore une conséquence du même principe que plusieurs enfants ne faisaient qu'une seule tête dans la communauté avec leur père ou mère survivant (Beaumanoir, *Ibid.*). Cependant il faut dire que, même au temps de Beaumanoir, ce système n'était pas admis partout; il ne l'était pas notamment dans la coutume de Paris, où l'on avait pour principe que *ceux qui sont dessous le chief ne povent compaigner* (V. Chopin, *Cout. de Paris*, liv. II, tit. II, 34). Les biens de la communauté se partageaient alors à la mort de l'un des parents. En outre, la communauté n'avait pas lieu dans ce cas entre gentilshommes, mais seulement entre gens de poeste : *Quant li enfant du premier mariage ou du second, dit Beaumanoir, demore avec lor père ou lor mère et avec leur pardre ou lor marâtre, on ne l'appelle pas compaignie, mais garde* (*Cout. du Beauvoisis*, XXI, 9). On s'explique ainsi, par l'origine de la communauté, comment jusqu'au code civil la communauté pouvait continuer après la mort de l'un des époux, et comment il a fallu la disposition de l'article 1442 de ce code pour que le défaut d'inventaire ne donnât plus lieu à la continuation de la communauté entre l'époux survivant et les héritiers de son conjoint.

Dans le droit coutumier primaire, la communauté ne comprenait déjà au jour du mariage que les biens meubles des époux; elle s'augmentait des immeubles acquis durant le mariage ou conquêts, et ne s'étendait pas aux immeubles propres (J. Desmares, *Décisions*, 164). Les dettes des conjoints grevaient la communauté quand elles avaient été *par avant contractées* (*Ibid.*, 247). A la mort de l'un des époux, la communauté se partageait entre les enfants du défunt et l'époux survivant quand elle ne se continuait pas. La femme qui acceptait la moitié des meubles et des conquêts était tenue de payer les dettes (*Établissements de saint Louis*, I, 14). Mais les longues expéditions des croisades, et l'incertitude des engagements que prenait souvent le mari pour subvenir aux charges qu'elles lui imposaient, firent introduire, pour la femme noble commune en biens, le privilège de s'affranchir des dettes en renonçant à la communauté. L'auteur du Coutumier de Charles VI explique ainsi cette innovation : *La raison pour quoi le privilège de renonciation fut donné, ce fut pour ce que le mestier des hommes nobles est d'aller es guerres et voyages d'outre-mer, et a ce s'obligent, et aucunes fois y meurent, et leurs femmes ne peuvent être de léger acerténées (avoir certitude) de leurs obligations faites a cause de leurs voyages, de leurs rançons et de leurs plegeries (cautionnements), qui sont pour leurs compagnies et autrement, et pour ce ont le privilege de renonciation, et ont d'usage, si comme le corps est en terre mis, de jeter leur bource sur la fosse, et de ne retourner à l'hotel ou les meubles sont, mais vont gesir (gémir) autre part, et ne doivent emporter que leur comun habit, sans autre chose. Et parmi ce, elles et leurs héritiers sont quittes à toujours des dettes; mais s'il y a fraude tant soit petite, la renonciation ne vaut rien* (*Grand Coutumier de Charles VI*, liv. II, chap. 31). Plus tard, ce privilège fut étendu aux veuves roturières, et finit par devenir le droit commun (Laurière, *Glossaire du droit franç.*, v° *Communauté* et *Clefs*).

Le mari pouvait vendre les biens de la communauté, mais non les propres de sa femme, à moins qu'elle ne fût partie à la vente. Il ne pouvait disposer des biens de la communauté au préjudice de sa femme par testament. On disait du mari : *Dominus vivit, socius moritur*. La femme mariée ne pouvait être citée en justice sans que son mari y fût appelé aussi, à moins qu'elle ne fût marchande publique, ou qu'elle ne fût citée pour cause de délit : *Qui fait appeler femme mariée sans l'autorité de son mari follement la fait appeler* (Desmares, *Décisions*, 176). — Les époux ne pouvaient se faire directement ou indirectement des donations à cause de mort (Desmares, *Ibid.*, 235). — A l'époque que nous étudions, les contrats de mariage par lesquels il eût été permis de déroger aux règles de la communauté n'étaient pas en usage. Les seules conventions qui pouvaient accompagner

le mariage étaient relatives au douaire. Elles étaient alors reçues par le prêtre, avant la consécration, sous le porche de l'église, à l'huy du moustier (*suprà*, p. 96).

PUISSANCE PATERNELLE ET TUTELLE. — La garde des enfants mineurs s'appelait *bail*, quand il s'agissait des gentilshommes; pour les vilains on disait *garde*. Il est dit dans les Établissements de saint Louis : *Bail si est de fié, mès en vilenage si n'a point de bail*. Plus tard, on dit : *Garde a lieu en ligne directe et bail en ligne collatérale*; mais la chose était toujours la même. On trouve dans Beaumanoir le mot *garde* pour signifier la puissance paternelle et la tutelle, et les mots *bail* et *garde* employés pour désigner la tutelle seulement (*Cout. du Beauvoisis*, XXI, 12). Le bail ou la garde des enfants nobles ou vilains ne doit pas être confondu avec la garde du fief ou garde noble dont il a déjà été parlé (*suprà*, p. 84), quoique en ligne directe la garde noble emportât la garde de la personne du mineur. L'emploi de ces mots paraît, du reste, avoir été très-arbitraire dans les coutumiers du XIII^e siècle.

Pour se faire une idée exacte de ce qu'était la puissance paternelle et la tutelle des parents dans le droit coutumier, il faut interroger le droit féodal du même temps. Le père ou le parent d'un *sousâgé* (mineur) à qui un fief était échu le desservait pendant la minorité, et, pour prix des services qu'il y acquittait pour le mineur, acquérait pour lui les profits féodaux. Plus tard, postérieurement au XIII^e siècle, les parents acquièrent même les revenus des héritages tenus en vilenage. On appelait ce droit et cette tutelle du nom de *garde noble* (*suprà*, p. 84). Par extension de cette idée, on introduisit dans la classe des gens de *poeste*, non pas universellement, mais dans certaines coutumes, un droit et une tutelle analogue que l'on appela *garde bourgeoise*, qui était à la fois une charge, un droit et un profit pour le père ou la mère, ou le plus proche parent d'un sousâgé qui avait des biens à lui. Ordinairement, le sousâgé, le mineur, habitait avec celui qui était son bail ou gardien; aussi voit-on Beaumanoir traiter du bail et de la garde dans son livre au titre des *Compaignies*. Cette communauté d'habitation paraît avoir distingué originairement le bail ou la garde proprement dite de la tutelle, appelée également, le plus souvent, garde au XIII^e siècle.

La puissance paternelle s'appelait aussi *mainbournie*, mot d'origine saxonne qui signifiait protection; on l'appelait encore *vouerie*, *advouerie*. Le père avait naturellement la mainbournie de son enfant; la mère l'avait aussi après la mort du père (Bouteillier, *Somme rurale*, I, 75 et 100), au moins dans le dernier état du droit coutumier primaire. Le père mainbournier profitait des revenus et fruits de ses enfants; la mère, au contraire, n'en profitait pas. Cette différence s'explique par le principe du droit féodal. Comme il fallait toujours pour le seigneur que le fief de son vassal fût desservi, le service du fief du mineur était fait par le père ou parent bailliste; car une femme ne pouvait rendre les services féodaux pour d'autres qu'elle-même. Les fruits et revenus du fief, mais du fief seulement, non ceux des héritages tenus en vilenage (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, XXI, 10), étaient pour le bailliste le prix des services féodaux. Lorsqu'à l'imitation de la *garde noble* on admit la *garde bourgeoise*, sous les différents noms qu'on vient de voir, on y appliqua les mêmes principes. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que la disposition de l'article 384 de notre code civil, qui donne aux père et mère la jouissance des biens personnels de leurs enfants jusqu'à dix-huit ans, pendant le mariage et après la dissolution du mariage, a ainsi une origine féodale.

La tutelle, au cas de mort du père et de la mère, semble avoir existé dans le droit coutumier primaire concurremment, sous le nom de garde, avec le bail, la garde noble et la garde bourgeoise, la mainbournie, l'advouerie, la vouerie; elle appartenait au plus proche parent de l'enfant mineur, du sousâgé. Mais elle n'était pas fructuaire, et il ne paraît pas qu'elle fût, pour ce parent, obligatoire. A l'expiration de sa charge, le tuteur devait bon compte de son administration. Beaumanoir s'explique ainsi à ce sujet : *En vilenage n'a point de bail. Mais quand vilenage vient a ses enfans soubsa-giez, et il n'y a point de fief par quoi nul se traye au bail, li plus prochain du lignage as enfans peut, se il veut, avoir la garde des enfans et exploitrer les vilenages pour les enfans, par seureté faire as amis, ou à la justice si li amy ne le requierent, de rendre bon compte as enfans quand ils seront aagié, les depens et les cous raisonnables des enfans rabatus* (*Cout. du Beauvoisis*, chap. XV, 7). L'obligation de rendre des comptes d'administration et de donner des garanties de

bonne gestion indique qu'il s'agit ici d'une véritable tutelle et non de la garde proprement dite, qui était pour le gardien une cause d'émoluments.

La minorité finissait généralement à vingt et un ans; dans le Beauvoisis seulement, elle finissait à quinze ans. Le tuteur, en droit coutumier primaire, était rigoureusement responsable des faits de sa charge. Les créanciers d'un mineur avaient un recours contre lui pour le paiement des dettes (Desmares, *Décisions*, 89). La coutume voulait ainsi empêcher que la garde ne fût une spéculation au profit du bailliste. Les créanciers devaient même s'adresser directement au bailliste, sous peine de perdre toute action contre le mineur (Bouteillier, *Somme rurale*, I, 93).

Les anciennes coutumes avaient réglé dans tous les détails les droits et obligations de la garde, sous quelque sens qu'on l'entendit (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, XVI). Mais ce que l'on a appelé l'émancipation ne fut connu que plus tard, dans la seconde moitié du XIV^e siècle; c'est du moins ce qu'il faut induire d'un fait rapporté par Bouteillier dans des termes qui montrent que de son temps l'idée de l'émancipation était nouvelle et le droit douteux (1).

Il faut rapprocher de la puissance paternelle la puissance que le mari avait sur sa femme. On disait dans le droit féodal et dans le droit coutumier que le mari était bail de sa femme (*Grand Coutumier*, liv. II, 27). Mais il pouvait arriver que le mari ne fût pas bail de sa femme, et même que la femme mariée fût en tutelle. C'est ce qui avait lieu quand une femme noble épousait un gentilhomme de moins de vingt et un ans. Dans ce cas, la femme mariée ne pouvait prêter le service féodal, qui appartient de droit au mari; le mari, d'un autre côté, ne le pouvait pas, étant mineur : il y avait lieu alors à la garde noble (Bouteillier, *Somme rurale*, I, 89; Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, XV, *passim*), de sorte qu'une femme majeure, ayant eu la possession de son fief, pouvait la perdre et retomber dans son premier état.

§ II. — DROIT DE LA PROPRIÉTÉ.

L'état des terres et la constitution de la propriété sous le régime féodal étaient la base de l'édifice tout entier. Dans l'étude des législations de l'antiquité on va de l'homme à la terre : il faut aller de la terre à l'homme dans l'étude du droit de l'Europe occidentale au moyen âge; l'historien qui procéderait autrement risquerait de ne rien comprendre à ce phénomène étrange de la féodalité dont, après tout, le monde moderne est sorti. Tout ce qui a été exposé jusqu'ici sur le droit gallo-franc et sur l'état des personnes de la période que nous étudions en ce moment se rattache à la constitution de la propriété territoriale. Ce n'est pas trop dire que les institutions civiles sur lesquelles vit la société moderne, mais que l'esprit du temps a accommodées à sa tendance, viennent toutes des rapports qui furent établis entre la terre et l'homme depuis l'époque de l'invasion des races germaniques.

Cependant ce fait, alors nouveau dans l'histoire du droit, de l'ordre civil constitué sur l'état des terres, soulève une question peut-être difficile. Comment expliquer ce renversement de l'ordre auquel

(1) « Il advint que M^{me} de Raisse voulut mettre hors de son pain et mainburnie M^{lle} de Wixte, sa fille, qu'elle avait eue de feu M^r de Raisse, son mari; car jaoit ce que ladite damoiselle eut bien seize ans ou environ, si l'avait toujours ladite dame eu en son gouvernement. Si demanda ladite dame conseil comment ce pourroit dûment faire, et en eut le conseil de tous les plus sages coustumiers de la châtellenie de Lille et de Tournesis, ou ladite dame avait le sien. Conseillé lui fust qu'il convenroit qu'elle le fist par loi, par devant le seigneur de qui elle tenoit ou tiendroît le plus de ses possessions, et ou elle étoit le plus apparent à faire résidence, et par devant le souverain. Pourquoi elle se trait par devant le baillif de Vermandois... Et puis fust dit par loi, que le emencipement que vouloit faire ladite dame se pouvoit bien faire à l'usage et coustume du pays, et que bien et suffisamment avoit icelle dame Jeanne, sa fille emencipée, et mise hors de son pain et mainburnie » (Bouteillier, *Somme rurale*. I, 100). Telle paraît avoir été l'origine de l'émancipation de notre code civil.

l'humanité avait obéi jusqu'alors, cette subordination, contre nature en apparence, de l'esprit à l'élément matériel? Certainement, c'est inévitablement s'exposer à fausser la vérité que de rattacher tout un ensemble d'institutions politiques et sociales à une cause unique. Mais ici il faut peut-être accorder à la nature du climat une influence plus grande que ne fut celle des mœurs des races conquérantes, dans la constitution de la société nouvelle qu'elles formèrent; ou plutôt ces mœurs des peuplades germaniques avaient subi dans leur formation une influence climatique. Sous le ciel clément des pays méridionaux, sur le territoire naturellement fécond de l'Italie et de la Grèce antique, l'homme était débarrassé pour ainsi dire des soucis de l'existence physique, dispensé du dur labeur et de la prévoyance. Toute sa force morale s'exerçait dans les couches supérieures de l'intelligence. L'homme du nord, au contraire, sous l'empire de besoins matériels plus exigeants, en lutte avec une nature ingrate, sous un ciel brumeux, n'acquerrait de puissance réelle que par la possession du sol. Dans une telle situation, donc, l'homme, en pensée, de mœurs énergiques mais barbares, amenez-le comme conquérant, animé des sentiments qu'inspire la conquête, et vous verrez surgir en quelque sorte le système féodal. En effet, malgré le courant des idées du temps, la féodalité ne s'acclimata jamais complètement dans les contrées méridionales de l'Europe; on ne l'eût même pas comprise au delà.

Il a déjà été parlé incidemment de l'état des terres, à propos de la condition des personnes; mais il faut préciser davantage, au risque de quelques redites, le caractère de la propriété féodale. Dans le nord de la France tous les biens immeubles étaient nobles ou roturiers. Beaumanoir appelle ces derniers biens *vilenages*, ce qui rend plus énergiquement l'idée. Les biens nobles étaient les fiefs tenus par un vassal noble, à charge de foi et hommage. Le vilenage était *héritage tenu de seigneur à cens ou à rentes ou à champart, car de celui qui est tenu en fief on ne doit rendre nulle telle redevance* (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, XIV, § 6). On appelait bien quelquefois les vilenages fiefs, mais alors on disait *fiefs roturiers* ou *fiefs vilains*.

Dans les pays compris entre la Somme et la Loire, tout seigneur prétendant droit de fief devait sans doute justifier de son titre; mais, le titre étant reconnu, le seigneur avait l'exercice de la *directe* sur toutes les terres du fief: toute terre était de droit grevée d'un cens, d'une rente ou d'un champart au profit du seigneur immédiat dans le fief duquel elle se trouvait située. On disait dans ce pays: *Nulle terre sans seigneur* (V. *suprà*, p. 79). La condition des hommes libres et des serfs d'héritage n'y différait qu'en ce que les premiers étaient libres de leurs personnes, tandis que les seconds étaient attachés à la terre, comme les colons du Bas-Empire.

Dans les pays situés au delà de la Loire, notamment dans la Guyenne, le Languedoc, le Lyonnais, le Dauphiné et la Provence, l'état des terres était autre. Le seigneur n'avait pas, à l'égard des terres situées dans son fief, une présomption de censive en sa faveur; on disait au contraire: *Nul seigneur sans titre*; il fallait qu'il prouvât que le cens était dû pour pouvoir l'exiger. Les terres franches y conservèrent le nom d'alleux. Or l'alleu, le franc alleu, n'était frappé d'aucune redevance ni d'aucun service. Le propriétaire d'un alleu avait le domaine direct et le domaine utile; il ne devait ni cens, ni relief, ni hommage, ni aucun autre droit seigneurial. La franchise de l'alleu laissait subsister seulement les droits de justice du seigneur (V. *Instruction pour le franc alleu dans le Languedoc*, par Cazeneuve). Il y a cela de remarquable, que dans les pays où se trouvaient à la fois des terres allodiales et des terres féodales, un même propriétaire pouvait avoir des terres de l'une et l'autre sorte, et être tenu à certains devoirs à raison des terres allodiales, comme il apparaît dans les aveux qu'Édouard I^{er} d'Angleterre reçut en Guyenne en 1273 (V. un manuscrit du temps, de Wolfenbutel, cité par Championnière, dans son livre *De la propriété des Eaux courantes*, p. 290). Mais les petits alleutiers ne paraissent pas avoir subsisté même dans les provinces du midi; ils disparurent sous l'oppression féodale, qui ne respecta que les grands alleux, lesquels devinrent alors, pour la plupart, des fiefs (Salvaing, *Usage des fiefs*, t. I, p. 15).

Par suite des affranchissements de serfs, des révolutions communales et des concessions de chartes ou coutumes, dont il a été déjà parlé (V. *suprà*, p. 88 et suiv.), ce résultat se produisit d'augmenter beaucoup le nombre des héritages tenus à proprement parler en censive dans les pays de droit coutumier. D'un autre côté, c'est à la même époque qu'il faut, par compensation, faire remonter

toutes ces redevances seigneuriales honteuses, humiliantes, dont le souvenir est demeuré dans les traditions populaires. En affranchissant leurs serfs et en les rendant libres de leurs personnes, les seigneurs exigeaient certains services périodiques, qui n'étaient pas une charge pour les affranchis, mais qui maintenaient leur subordination et perpétuaient le souvenir de leur ancienne condition. Quand ces droits de seigneur pesaient sur tout un village, c'est que le village ne se composait originairement que de serfs qui avaient été affranchis en masse. Les redevances personnelles et les services payés comme une reconnaissance du domaine utile au domaine éminent, et qui persistaient quand les personnes changeaient, consistaient en jambons, vin, volailles, avoine, etc. (1). A part ces charges et les redevances territoriales, le possesseur d'héritages tenus en censive avait tous les avantages du droit de propriété.

Au XIII^e siècle, les redevances territoriales, qui représentaient une partie des produits, étaient, d'après Beaumanoir, les cens, les rentes et les champarts. Les cens et rentes se payaient, à cette époque où la monnaie était rare, en nature; ils consistaient en mesures de blé, d'avoine, volailles, etc. (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, XXIV, 19). Ils étaient aussi quelquefois payables en argent (*Ibid.*, XXVII, 17). Le sujet devait payer les rentes et cens aux termes fixés par la convention ou l'usage, à défaut de quoi le seigneur pouvait en poursuivre le recouvrement, avec l'amende en plus, par voie de saisie de l'héritage grevé (*Ibid.*, 9 et suiv.). Mais le sujet pouvait s'affranchir du cens en délaissant l'héritage (*Ibid.*, 10 et suiv.). Quand il y avait lieu, à raison de la saisie de l'héritage, d'estimer en argent la valeur des rentes et cens, la valeur en était déterminée par la coutume d'après la valeur des choses qui pouvaient être l'objet de la rente (*Ibid.*, XXVII, 15 et suiv.).

Le sujet censier pouvait vendre son héritage à un tiers. L'acquéreur était alors passible du cens envers le seigneur. Mais, comme le cens seigneurial était sans doute originairement inférieur au produit de l'héritage, et que très-certainement il le devint par la suite, le vendeur retenait pour lui-même un cens qui s'appelait *surcens* ou *cens costier* (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, XXIV, 20). Beaumanoir nous apprend que cette condition était très-fréquente dans les villes (*Ibid.*).

Le champart (*campi pars*) était la redevance qui consistait dans une partie des produits d'un champ; il donnait au seigneur le droit de prendre dans le champ de son sujet [une certaine quotité des fruits. Le seigneur devait prélever sa part avant le sujet, et toute fraude de celui-ci constituait un délit passible de l'amende (Beaumanoir, *Ibid.*, XXX, 72). Quand la saisie de l'héritage rendait nécessaire l'estimation du champart, on estimait le champart sur un produit de dix années (Beaumanoir, *Ibid.*, XXVII, 24).

Les héritages tenus à cens, rente ou champart, pouvaient être vendus, donnés, transmis par succession. La vente d'un héritage en censive donnait lieu au paiement de droits désignés du nom de *ventes* ou *lods et ventes*, que percevait le seigneur. Ces ventes étaient du douzième denier pour les héri-

(1) Parmi ces redevances, il y en avait de honteuses, il y en avait de bizarres, il y en avait de grotesques. Par exemple, quand l'abbé de Luxeuil séjournait dans sa seigneurie, les paysans du domaine devaient battre l'étang pour empêcher le coassement des grenouilles. — Le seigneur de Pacé pouvait prendre aux marchands de verres leur plus beau verre en leur donnant chopine. — Très-fréquemment les paysans devaient recevoir les chiens du seigneur en chasse. On appelait cela le *brenage* : le brenage était conversible en quinze muids d'avoine par an. — On parle d'une seigneurie près de Roubaix où les vassaux devaient un jour de l'année se réunir auprès du château du seigneur et faire la moue, le visage tourné vers les fenêtres. — On sait ce qu'était la *marquette*, appelée quelquefois *droit de jambage*, *droit de c...* : le seigneur percevait un droit en argent comme représentation du droit qu'il avait d'avoir connaissance charnelle avec la fiancée d'un homme de son fief, la première nuit des noces. Bohier (Boerius), président au parlement de Bordeaux et qui écrivait de 1500 à 1508, rapporte avoir vu réclamer un tel droit par un recteur devant le métropolitain de Bourges (*Déc.* 297, n° 7), et Laurière (*Glossaire*, v° *Marquette*) parle d'un arrêt du 19 mars 1409, qui défend à l'évêque d'Amiens de rien exiger des nouveaux mariés de son diocèse comme licence des premières nuits de noce. (V. Michelet, *Origines du droit français*, ch. 5.) Dira-t-on que la marquette ne fut jamais pratiquée et qu'elle se réduisait à une perception d'argent, à propos de mariage, ce qui dans les principes du droit féodal n'avait rien qui dût étonner? On peut penser ainsi. Alors il ne resterait plus que la grossièreté des appellations et, dans certains pays, l'inconvenance du symbole (V. Michelet, *ibid.*). Nous ne pouvons pas sur ce dernier point nous expliquer plus au long.

tages vilains, comme on a vu qu'ils étaient du cinquième pour les héritages nobles (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, LII, 26). Quand l'héritage était affecté d'un cens en nature, les ventes se calculaient sur la valeur de la redevance, appréciée d'après les mêmes règles que pour les saisies (*Ibid.*, XXVII). Les lods et ventes sont nés avec les fiefs mêmes; on les trouve mentionnés dans de nombreuses chartes privées, à partir du X^e siècle, sous les noms de *laudimia*, *laudes*, *venda*, *venditiones* (V. Ducange, *Gloss.*, v^o *Venda*, et Galland, *Traité du Franc alleu*, t. I).

Il y avait dans le droit coutumier, entre les choses susceptibles de propriété, une grande division, dont l'importance était fréquente et apparaissait surtout dans les matières de la communauté conjugale et des successions : nous voulons parler de la distinction entre les meubles et les immeubles. Cette division, à peine remarquée dans le droit romain, et que l'on ne faisait guère que pour l'usucapion et les interdits, était fondamentale dans le droit féodal et coutumier. Elle tenait au principe de ce droit où tout se modelait, comme nous l'avons dit, sur la constitution de la propriété du sol. On appelle meubles tous les produits du sol : *Meubles si sont toutes les choses qui des héritages issent* (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, XXIII). L'immeuble ou l'héritage, au contraire, c'est le sol et tout ce qui y est adhérent ou le représente : un pré, un bois, une terre, une rente (*Ibid.*). Mais la rente n'est immeuble que quant à sa constitution; elle devient meuble quand elle est échue (*Ibid.*). L'importance de cette division des meubles et des héritages avait provoqué les jurisconsultes du XIII^e et du XIV^e siècle à l'étudier profondément; elle occupe une place dans le livre de Beaumanoir et dans le Grand Coutumier de Charles VI; les résultats de ces études sont encore écrits aujourd'hui dans notre code civil.

Une autre division encore fort importante, et qui réfléchit sur toutes les parties du droit, est celle des propres et des acquêts. Tout immeuble ou héritage était présumé acquêt, sauf la preuve du contraire, pour le règlement d'une succession ou d'une communauté conjugale : *Des immeubles, dit le Grand Coutumier, les ungs sont dictz acquêts, les autres héritages. Les acquêts sont possessions que aucuns a acquises par titre d'achapt ou de don a lui faict, ou par quelconque juste titre autre que de succession ou d'échange fait avec la chose possédée à titre de succession; mais le propre ou héritage si est immeuble par lui possédé a cause de succession par prochaineté de lignage, ou pour eschange par luy faict de la chose qu'il avoit avant possédé par succession* (Liv. II).

Mais l'acquêt du père devenait le propre de l'enfant : *Chascuns doit savoir que quiconque acquiert héritages, sitost comme l'aquest vient a ses hoirs, il devient lor propre héritages, puisque l'aquest descend un seul degré; doncques tout peut laisser en testament quanques il aquesta; ses hoirs auquel l'aquest vient, n'en peut laisser que le quint; et aussi ne le peust nul de son lignage ravoir par la bourse, se cil qui l'aquesta le vendi; mais on le reaura bien quand li hoirs le veut. Et par ce apert il que c'est droit héritage, puisqu'il descend ou eschet un seul degré de lignage* (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, XIV, 31).

On ne connaîtrait pas le droit de la propriété, si l'on ne se rendait pas compte de la théorie de la saisine, l'une des parties les plus originales de ce droit féodal et coutumier, si original dans son ensemble. La saisine a fait l'objet d'une étude historique de Klimrath, excellente quoique péchant peut-être dans l'exécution par le défaut de clarté (*Travaux sur l'histoire du droit français*, t. II, p. 339). Klimrath reconnaît avoir beaucoup emprunté à l'ouvrage d'Albrecht, professeur à l'Université de Göttingue. Les travaux de ces deux écrivains ont complété la doctrine trop incomplète de la saisine dans nos anciens coutumiers français par la doctrine de la saisine germanique, dont les principes plus développés étaient les mêmes.

Qu'est-ce d'abord que la saisine? Le Livre de justice et de plet la définit ainsi : *Nos apelons vraie saisine quand aucun remaint saisi an et jor comme sires et par justice à la veue et à la sceue de celui qui demander peut et de veut demander et se tait*. La vraie saisine et la saisine de droit, c'est tout un. Elle ne peut avoir pour objet qu'un immeuble ou une universalité de meubles. Elle se perd par les causes qui la font acquérir à un autre. Mais la saisine de droit procède de la saisine de fait, et la saisine de fait c'est la détention d'une chose. Le dépositaire, le créancier gagiste, le fermier, ont la saisine de fait, et détiennent. Celui qui a la saisine de fait peut repousser par force

toute voie de fait commise sur la chose qu'il détient, et il peut agir devant le juge contre celui qui a troublé la saisine, s'il a laissé consommer l'acte de violence sans se défendre (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XXXII, § 26). Mais si l'usurpateur ne s'est pas emparé de la chose par force, celui qui n'avait la saisine que de fait ne peut exercer aucune action contre lui; le silence et l'assentiment tacite de celui-ci ont opéré transmission de la saisine; il n'a plus alors que le droit du propriétaire (*Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21).

La vraie saisine, c'est-à-dire la saisine de celui qui a possédé an et jour, soit que le saisi ait conservé de fait la saisine, soit qu'il ne l'ait pas conservée, sans qu'un autre toutefois l'ait acquise, la saisine de droit, disons-nous, confère divers avantages. Celui qui a la vraie saisine peut d'abord demander devant le juge à être réintégré dans la possession de la chose, encore qu'elle ait été non pas ravie, mais seulement perdue. Il peut, à plus forte raison, actionner pour simple trouble (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. VI, 4). Ensuite, pour les immeubles et les universalités de choses mobilières, s'il les a aliénés, mais qu'il n'en ait pas fait tradition, il continue d'avoir la saisine de droit jusqu'à ce que celui à qui il a livré la chose ait acquis cette saisine au moyen d'un ensaisinement solennel par le seigneur ou le juge, ou par la possession d'an et jour. Enfin la saisine de droit passe aux héritiers du sang, avec tous ses avantages, au moment même de la mort de leur auteur.

Notons que les avantages de la vraie saisine, celle qui a été acquise par la possession d'an et jour, sont communs à la saisine que l'on peut acquérir par l'effet d'un jugement. En d'autres termes, on peut avoir la saisine de droit avec tous ses avantages, sans avoir jamais eu la possession de fait; elle peut résulter d'une décision judiciaire, si la personne a déjà été saisie dans un temps passé. C'est ce qui arrivait, par exemple, quand un fief tombait en commise; le seigneur supérieur avait la vraie saisine du jour du jugement, sans avoir encore pris possession.

Celui qui a la vraie saisine, c'est-à-dire la saisine de fait et de droit ou de droit seulement, a la saisine de toutes les choses mobilières qui garnissent l'immeuble, quoiqu'un objet mobilier ne puisse être l'objet d'une saisine séparément, isolément (*Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21), ou plutôt quoique la possession en soit supérieure, puisque le seul fait de possession vaut ensaisinement. De même celui qui a la saisine d'une universalité de choses mobilières ou d'une hérédité a les avantages de la saisine sur toutes les choses qui la composent. Il suit de ce principe que toute personne ayant vraie saisine d'un héritage ou d'une universalité de meubles a un droit de suite sur les objets mobiliers qui auraient été divertis sans sa volonté. — Cette règle est passée dans l'article 2102, § 1, qui permet au propriétaire de saisir les meubles garnissant sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement. C'est parce que cette disposition de l'article 2102 dérive du principe de l'ancienne saisine, qu'il est reconnu aujourd'hui que la revendication de cet article n'a pas pour objet la propriété des choses garnissant l'immeuble, mais seulement leur possession. — Mais celui qui avait un droit de suite sur les meubles garnissant son héritage, le perdait si la chose divertie était passée entre les mains d'un possesseur de bonne foi.

Les avantages de la saisine tels qu'ils viennent d'être résumés donnaient une utilité juridique particulière à ce que l'on appelait l'investiture pour les fiefs, à l'ensaisinement, au vest, au dévest pour les héritages tenus en censive (*Grand Coutumier*, liv. II, chap. 27 et 29). La saisine étant un droit, il s'ensuivait que celui qui vendait un héritage restait maître de la chose jusqu'à ce qu'il en eût investi l'acquéreur; mais celui-ci pouvait contraindre le vendeur à lui conférer la saisine, ou bien la décision du juge valait comme ensaisinement. *Celui qui vend sa tenure, mais en retient encore la saisine par devers lui, et n'en fait vest à l'acheteur, saches qu'il est encore sire de la chose; mais toutefois il peut être contraint à fere le werp (1) et adhéritement de la chose* (Bouteillier, *Somme rurale*, liv. I, chap. 67). Le vendeur conservant la saisine jusqu'à ce qu'il l'eût transmise à l'acquéreur ou jusqu'à ce que celui-ci l'eût acquise par possession d'an et jour, aurait eu action pour agir possessoirement contre un tiers (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XXXIV).

(1) *Werp*, c'est-à-dire ensaisinement; de *werp* sont venus les mots guerpir, déguerpir, déguerpiement.

La saisine de droit, ou vraie saisine, était donc un droit particulier, indépendant de la propriété, mais qui se transmettait comme la propriété. C'est par application de ce principe que l'héritier succédait à la saisine de son auteur, comme il succédait à la propriété. Si même l'auteur n'avait pas la possession d'an et jour, l'héritier pouvait joindre sa possession à la sienne pour compléter le temps de la saisine de droit. On disait : *Le mort saisit le vif son hoir* (V. *Établissements de saint Louis*, liv. II, chap. 4). La maxime est passée dans notre droit moderne (code Nap., art. 725), mais avec un sens détourné ; car elle signifie seulement que l'héritier légitime n'a à demander la délivrance de l'hérédité ou de sa part dans l'hérédité à personne.

Un des avantages de la saisine était de donner le rôle de défendeur au procès sur la question de propriété. Beaumanoir explique ainsi l'utilité et la forme de la demande en saisine pour ce cas : *Aucuns y a qui ont mestier (besoin) de former leur demande sur saizine d'eritage tant seulement en tele manière qu'il ne touche de riens en leur demande la propriété ; parceque s'il touchoit la propriété en le demande, li plet seroit demenés selon la propriété : si en seroit li plet plus long et plus peril-leus, car après ce que saizine est gaignée ou perdue, peut on commencer plet sur la propriété. Donques doit être fete le demande proprement sur la saizine, en la manière qui ensuit : « Sire, je demande à avoir la saizine de tel heritage qui siet en tel lieu et qui fut à tele persone et dis qu'a moi en appartient la saizine par telle reson »* (Chap. VI, § 4).

On a vu, par ce qui précède, combien la possession d'an et jour avait d'importance en droit coutumier, puisque d'abord elle constituait la vraie saisine avec tous ses avantages. Mais elle produisait encore d'autres effets non moins remarquables. Ainsi il parait résulter de l'esprit du droit coutumier que celui qui s'était fait attribuer la saisine de droit avait, après an et jour, un droit désormais incommutable. — Dans certaines coutumes, il suffisait de la possession d'an et jour pour gagner un héritage par longue tenure (*Coutumier d'Artois*, de Maillard, chap. 26, § 5). — Toutes les coutumes reconnaissaient que le retrait lignager ne pouvait plus être exercé après que l'acheteur avait été saisi an et jour (*Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21). — Tous les écrivains coutumiers, sans exception, proclamaient que quand la saisine a été adjugée par jugement, la partie qui a été reconnue n'avoir pas la saisine et qui laisse passer an et jour sans réassigner sur la propriété, ne peut plus le faire utilement et a perdu tout droit sur la chose (P. Defontaines, *Conseil à un ami*, chap. XXI, § 9, 12, 19 et 54, et chap. XXII, § 3 ; Desmares, *Décisions*, 413 ; *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 22. V. aussi Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XXX, XXXII, et *passim*). — La vie en commun produisait après an et jour une communauté de biens (*suprà*, p. 98 et suiv.). — L'acheteur qui avait acquis la saisine de droit ne pouvait plus être recherché par le vendeur pour son prix de vente après an et jour (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. VIII, 10). — Lorsque des héritages avaient été échangés, l'échange n'était incommutable qu'après an et jour, si bien que si l'un des échangistes vendait à un tiers l'immeuble échangé, l'autre échangiste pouvait, dans le cas d'éviction, revendiquer cet immeuble contre l'acheteur (*Ibid.*, XXXIV, 12). — Enfin, on ne pouvait revenir après an et jour sur un partage (*Ibid.*). — Le principe semble avoir été que la saisine étant à elle seule le principe d'un droit réel, qui ne pouvait céder que devant un titre supérieur, la saisine par an et jour appuyée sur un titre quelconque conférait un droit définitif.

On peut s'expliquer maintenant cette maxime de Loysel : *Possession vaut moult en France, encore qu'il y ait du droit de propriété entremêlé.* (*Institutes cout.*, liv. V, tit. IV, 1). La saisine avait, en effet, ses avantages au regard même de ceux de la propriété. Dans un système dont l'esprit était de rattacher tout le droit au droit territorial, le fait de la possession devait avoir une importance qu'il n'avait pas dans d'autres systèmes. Aussi la possession dans le droit féodal et coutumier était-elle plus qu'un fait ; dès qu'elle n'apparaissait pas seule, elle conférait un droit réel dont un laps de temps très-court faisait un droit incommutable. — Ajoutons que la doctrine de notre droit français sur les actions possessoires, dont il est traité au code de procédure, procède de la théorie de la saisine du droit coutumier.

§ III. — DROIT DES SUCCESSIONS.

Comme il a été traité précédemment de la succession des fiefs, il ne peut être question ici que des successions roturières, des successions en *vilenage*. Les successions roturières sont déferées de deux manières : par *descendement*, c'est-à-dire en ligne directe, ou par *esqueance*, *escheoite*; on entend par là ce qui échet par aventure, en ligne collatérale. En vilenage, il n'y a pas de droit d'ainesse; tous les enfants succèdent également en ligne directe, et les héritiers collatéraux succèdent de même par *escheoite*. Chacun se met en rapport directement avec le seigneur immédiat. En ligne collatérale, les sœurs au même degré viennent à la succession comme les mâles (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XIII, § 1 à 12). Quand une succession est recueillie soit en ligne directe, soit en ligne collatérale, l'héritier doit faire hommage au seigneur dans les quarante jours (Beaumanoir, *Ibid.*, chap. XIV, § 16 et 17).

Les premières coutumes n'admettaient pas généralement la représentation, ni en ligne directe, ni en ligne collatérale. La Bourgogne et l'Alsace faisaient exception sur ce point (Chasseneuz, sur la *Cout. de Bourgogne*, chap. VII, art. 19; Ducange, *Gloss.*, v° *Judicium Dei*). L'origine de la représentation dans l'empire germanique et les pays voisins mérite d'être rapportée. La question était fort discutée par les docteurs; pour mettre fin à une controverse qui paraissait interminable, l'empereur Othon I^{er}, en l'an 943, résolut de remettre la décision au jugement de Dieu. Le champion des petits-fils ayant vaincu celui des oncles, la représentation en ligne directe fut admise (Ducange, *Ibid.*). Mais les coutumes françaises ne se rangèrent pas d'abord à cette décision; la coutume de Paris n'admettait pas encore la représentation au temps de Charles VI. On lit dans Desmares : *Représentation n'a point lieu en succession de ligne collatérale ni directe, si ce n'est au cas que, au traité de mariage que aucun ferait de sa fille ou de son fils, à autre fust expressément dit et accordé que es-enfans d'iceux fils ou filles issans d'icelui mariage, eust lieu représentation en la succession de leur ayeul ou ayeule, père ou mère de leur père ou mère* (*Décisions*, 218). Cette convention, stipulée comme condition du mariage, fut sans doute l'origine de ce qu'on appela plus tard les institutions contractuelles.

L'usage des testaments était pratiqué dans l'ancien droit coutumier. Beaumanoir y consacre même tout un chapitre (*Cout. du Beauvoisis*, chap. XII. — V. aussi *Établissements de saint Louis*, liv. I, chap. 8, 64 et 89; P. Defontaines, *Conseil à un ami*, chap. XXII; Littleton, *Institutes*, sect. 287). Les testaments étaient reçus par les curés des paroisses (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, XXXV, 48); mais la question de propriété que pouvait faire naître l'exécution des testaments était de la compétence des cours laïques. Le droit de tester n'était pas illimité. Celui qui avait des enfants légitimes aptes à succéder, pouvait disposer par testament de tous ses biens meubles, de tous ses conquêts, plus de la cinquième partie, autrement dit du *quint* de ses immeubles propres, de son héritage (Beaumanoir, *ibid.*, chap. XII, 6; Desmares, *Décisions*, 149 et 237); les *quatre quints* des immeubles propres appartenaient aux enfants.

Les bâtards n'avaient pas un droit aussi étendu à l'effet de tester : ils ne pouvaient disposer que de leurs meubles et de leurs conquêts (Desmares, *Décisions*, 241). Ils étaient d'ailleurs soumis à un droit particulier en matière de succession : ils ne pouvaient avoir d'autres héritiers que leurs enfants légitimes, issus d'un mariage légitime. A défaut d'enfants légitimes, tous leurs biens appartenaient au seigneur s'ils n'avaient pas fait de testament (*Établissements de saint Louis*, I, 95). Le douaire de la femme d'un bâtard faisait retour au seigneur après la mort de la veuve (*Ibid.*, I, 95).

Saint Louis avait élevé la portion des propres dont un testateur pouvait disposer jusqu'au tiers (*Établissements*, I, 62); mais il avait interdit aux femmes de disposer de quoi que ce fût au profit d'étrangers si elles avaient des héritiers directs (*Ibid.*).

Quand un testateur avait épuisé les valeurs et la quotité dont il pouvait disposer, toutes les dettes

étaient à la charge du légataire. Beaumanoir s'en explique très-clairement : les héritiers *ab intestat* n'étaient tenus pour les dettes que si, les meubles et conquêts étant insuffisants, le légataire faisait aux héritiers l'abandon du quint légué (4). Dans tous les cas, le testateur ne pouvait réduire ses héritiers directs à une condition au-dessous de celle nécessaire aux besoins de leur existence. Si, après avoir disposé des valeurs et de la portion coutumière, le testateur laissait ses héritiers directs au-dessous de cette condition, ceux-ci avaient le droit de reprendre sur les legs tout ce qui leur était nécessaire pour vivre selon leur état (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XII, § 17).

Nous avons déjà parlé de la maxime coutumière : Le mort saisit le vif son hoir. Dès qu'une personne meurt, son héritier le plus proche est à l'instant saisi de son patrimoine. S'il y a plusieurs héritiers prétendant droit, et qu'il y ait indécision sur leur droit ou qualité, les créanciers du défunt peuvent se faire payer sur la valeur du patrimoine sans attendre que le droit des héritiers soit jugé (Desmares, *Décisions*, 65). — Cujas et Pithou, ce dernier dans sa Collation des lois mosaïques et romaines, ont pensé que la maxime : Le mort saisit le vif, s'était établie par une fausse interprétation du principe du droit romain. Cette opinion paraît tout à fait erronée : cette maxime a une origine non point féodale, puisqu'elle n'était pas applicable à la succession des fiefs, mais essentiellement coutumière. La saisine de l'hérédité n'était autre chose, en droit coutumier, que la succession de l'héritier à la saisine du défunt; comme elle était un titre qui avait ses avantages, l'héritier succédait à la saisine, de même qu'à la propriété des choses du patrimoine de son auteur.

La saisine héréditaire n'était pas, avons-nous dit, applicable à la succession des fiefs. En effet, l'héritier ne pouvant prendre possession d'un fief qu'après avoir prêté foi et hommage au seigneur, le principe coutumier eût détruit le principe féodal. Mais, au XIV^e siècle déjà, on admettait dans la matière des fiefs que la règle : Le mort saisit le vif, était applicable vis-à-vis des tiers, c'est-à-dire de toutes personnes autres que le seigneur (Desmares, *Décisions*, 235 et 236).

Dans toutes successions il allait de soi que les droits des héritiers ne se réglèrent qu'après le partage de la communauté, fait selon les règles que nous avons exposées. Mais quand la mort d'un époux avait dissous la communauté, que le survivant s'était remarié et qu'il était né des enfants du second mariage, le partage de la succession du deuxième époux décédé se réglait de la manière suivante entre les enfants des deux lits, au moins au XIV^e siècle : Les meubles se partageaient par moitié entre les deux époux; les enfants du premier lit avaient droit à cette moitié, et de plus prenaient part en se comptant par tête dans l'autre moitié avec les enfants du second lit. Mais pour le partage des conquêts, il n'en était pas ainsi : la part des enfants du second lit devait être égale à celle des enfants du premier lit, et pour cela les enfants du second lit prélevaient dans les conquêts de leur père ou mère autant qu'avaient eu les enfants du premier lit dans les conquêts de l'époux prédécédé.

Enfin il y avait encore dans le droit coutumier primaire une doctrine remarquable sur les rapports à succession. Si un enfant avait été marié et établi du vivant des parents et que l'autre enfant ne l'eût point été, l'enfant établi ayant *empiré* l'héritage paternel (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XIV, § 13 et 14), il devait rapporter ce qu'il avait reçu ou s'abstenir de la succession. Si les deux enfants avaient été établis du vivant de leurs parents, ils venaient également à la succession sans faire de rapport, quoique ayant reçu chacun un avantage d'une importance inégale. Il n'y avait lieu à rapport que si l'inégalité des avantages avait établi entre les enfants une différence évidemment injuste (Beaumanoir, *Ibid.*, chap. XIV, § 14 et 15; Desmares, *Déc.*, 236 et 131).

(4) « S'aucuns laisse ses muebles, ses conquêts et le quint de son héritage à une persone ou à plusors, et cil (à) qui les legs fet, doit dettes ou torfès (dommages) qu'il ait commandé à rendre, et n'ait pas divisé où ce sera pris : cil qui emporteront les laïs, n'en joiront pas s'il ni a remanant par desur dettes et torfès païés; car male cose seroit se li droit hoir de celi qui laïs fet, qui n'emportent que les quatre pars de l'héritage, estaients encombrés de paier dettes et torfès, et cil emportassent les laïs tous quites; et par ce doit on avant penre les muebles por paier dettes et torfès. Et se li mueble ne pooient souffire, on doit penre les aquès; et se li aquets ne les muebles ne poent souffire, cil a qui li quint de l'héritage est laïsiés paiera le remanant, ou il laira son quint as hoirs, et il seront tenu à paier tout. » (Beaumanoir, *Coutume du Beauvoisis*, chap. XII, § 6.)

§ IV. — DROIT DES OBLIGATIONS.

Le droit des obligations, dans le droit coutumier, n'est pas aussi caractéristique que les parties étudiées jusqu'ici, par la raison que les conditions essentielles des conventions sont indépendantes des mœurs. Mais l'étude des contrats en usage présente chez tous les peuples un intérêt d'une autre sorte; elle en fait connaître les habitudes domestiques. Voyons les principaux contrats.

La vente, dans le droit coutumier, était ce qu'elle sera toujours. Mais il s'introduisit de bonne heure une coutume qui, en s'étendant et se généralisant, devait arriver à paralyser à demi les transactions coutumières; nous voulons parler du retrait lignager, qui, au temps de Beaumanoir, s'appelait *rescousse* (de *rescorre*, recouvrer). La *rescousse des héritages* ou retrait lignager a été amplement traitée par Beaumanoir; il est peut-être le seul jurisconsulte du XIII^e siècle venu jusqu'à nous qui s'en soit occupé.

La coutume du retrait répondait au principe du droit féodal, qui attachait par des liens si forts l'homme à la terre. Quand un homme avait vendu à prix d'argent un héritage, le plus proche parent du vendeur pouvait le retraire dans l'an et jour en remboursant le prix à l'acheteur (Beaumanoir, chap. XLIV). Montesquieu rattache le retrait lignager au principe monarchique, qu'il place dans l'honneur : « Le retrait lignager, dit-il, rendra aux familles nobles les terres que la prodigalité d'un parent aura aliénées » (*Esprit des lois*, liv. V, chap. 9). Cet aperçu de Montesquieu manque d'exactitude; car d'abord le retrait lignager existait bien avant le XIII^e siècle, puisqu'à cette époque le retrait avait été assez pratiqué pour qu'il y eût sur les retraits une doctrine complète, comme on peut le voir dans Beaumanoir; il était donc antérieur à la monarchie même, à celle à laquelle on a pu, à tort ou à raison, donner pour principe l'honneur. En second lieu, le retrait lignager existait dans beaucoup de coutumes pour les tenures en censive (V. Glossaire de Laurière, v^o *Retrait*); ce n'est même que pour ces derniers biens que Beaumanoir s'en occupe. Il faut donc chercher le principe du retrait ailleurs et plus haut, dans la force d'attache de l'homme au sol, au sein de l'organisation féodale, dans le sentiment de la puissance que donnait la possession territoriale et dans la cohésion de la famille qui en naissait.

Le délai pour opérer le retrait lignager ne durait qu'un an et jour après l'ensaisinement pour les biens en roture et après la réception en foi pour les fiefs; c'était une des conséquences de la doctrine de la saisine (*suprà*, p. 104 et suiv.). Il ne pouvait avoir lieu que pour les biens propres du vendeur, non pour les conquêts; on disait : *En conquêt ne gît le retrait* (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XLIV, § 2, 44, 55; Loysel, *Institutes cout.*, liv. III, tit. V, 8). Il ne pouvait être exercé que par un parent du même lignage au degré successif, qui était le septième (Beaumanoir, *ibid.*, § 7). Dans le concours de plusieurs parents de la même ligne, le plus proche était préféré comme retrayant au plus éloigné (*Ibid.*). Le retrait lignager n'avait lieu au cas d'échange d'un héritage pour un héritage (*Ibid.*, § 5), etc. Toutes ces règles découlaient du principe unique que nous avons indiqué.

Outre le retrait lignager, il y avait encore le retrait seigneurial, dont il a été déjà parlé (*suprà*, p. 84). Soit qu'il s'agît d'un fief, soit qu'il s'agît d'un héritage tenu en censive, le retrait lignager était préféré au retrait seigneurial, encore bien que la cause en fût postérieure, comme si, par exemple, le vendeur d'un héritage sujet à être retrayé par le seigneur était venu à mourir dans l'an et jour de la vente : *Le lignager habile à retraire préfère et empêche le seigneur féodal qui le pourrait avoir par puissance de fief; voire l'eust jà eu le seigneur du fief, le lignager vient à temps dedans l'an et jour de vente* (*Olim*, t. I, p. 666).

Les dîmes, quand on les inféodait, pouvaient être retrayées; mais quand l'Église rachetait une dîme inféodée, comme elle rentrait dans son bien, il n'y avait pas lieu à retrait (*Olim*, t. I, p. 689 et 899; et t. II, p. 162). — Tout retrait s'exerçait judiciairement devant la cour compétente, qui

était celle de l'acheteur ou celle de la situation de l'héritage à retrayer. L'ajournement devait être accompagné de l'offre de payer en argent le prix à l'acheteur (Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XLIV, § 34).

Dans le premier droit féodal et coutumier, le principe de l'association joue un rôle considérable; c'est véritablement le principe démocratique de l'époque. Les unités individuelles sous le pouvoir oppressif des seigneurs durent chercher un élément de force dans un lien qui les unit. C'est ainsi que naquirent toutes ces corporations des métiers, ces corps puissants, comme l'Université, qui surent, en conquérant leurs privilèges, s'assurer une existence durable et respectée. Les villes constituées en communes n'étaient autre chose que des associations reconnues, et dans celles mêmes qui n'avaient pas de commune les habitants formaient une association, une *compaignie* pour leur utilité commune. Beaumanoir s'explique sur la force juridique du lien dans une telle association : *L'autre manière de compaignie qui se fet par reson de communauté, si est des habitants es viles où il n'a pas commune, qu'on apele viles bateices. Et cette compaignie si se fet es frais et es couts qui lor convient metre es choses qui leur sont communes et desquelles il ne se poent conserver sans damace, si comme de lor moutiers refere et de lor chauciés (chemins) ramender, de lor puis et de lor qués maintenir et des autres choses qui sont fetes par l'acort du commun, si comme de cy qui sont unis en plaids por lor drois maintenir et por lor coutumes garder. En tous tels cas et en autres senblables les font tels manières de gens compaignie ensamble, et convient que çascuns pait son avenant des fres selonc droit. Ne nus de tels manieres d'abitans ne se pot oster de compaignie, s'il ne va manoir hors du lieu et renonce as aisemens. Et s'il sen part en cette manière, si convient il qu'il face compaignie aveques ceux du lieu où il va manoir* (Cout. du Beauvoisis, chap. XXI, § 27).

Dans un chapitre particulier, Beaumanoir (*Coutume du Beauvoisis*, chap. XXI) passe en revue et explique les différentes sortes d'associations ou *compaignies* que l'on pouvait former de son temps pour des intérêts privés. Il y avait d'abord la communauté entre époux, naissant du mariage, dont il a été parlé (*suprà*, p. 98); la compagnie pour marchandises, d'où sont sorties les sociétés commerciales de notre droit moderne; la compagnie par *covenant*, dont les conditions se diversifiaient à l'infini : *De cette manière de compaignie il convient garder les covenances, exceptées aucunes causes par lesquels tels covenances poent bien estre depréciés* (Cout. du Beauvoisis, chap. XXI, § 4). Par exemple, une maladie grave d'un associé peut entraîner la dissolution de la société avant le temps fixé (*Ibid.*).

Il y avait du temps de Beaumanoir une sorte de société, pleine, comme il le dit, de périls et de déceptions. *Une compaignie se fet par nostre coutume par solement manoir ensamble* (demeurer ensemble) *à un pain et à un pot, un an et un jour, puis* (après) *que li mueble de l'un et de l'autre sont mellés ensamble* (*Ibid.*, chap. XXI, § 5). Une communauté générale, avec des droits égaux pour chacun de ceux qui en faisaient partie, résultait d'un tel état. Elle avait lieu de droit quand on prenait dans la maison un parent pauvre. Pour éviter qu'il y eût alors société, Beaumanoir enseigne que l'on devait procéder ainsi : *Cil qui veut metre entor soi* (avec lui) *son povre parent por cause de pitié, en tel maniere que compaignie ne se face pas, doit penre son cors tant solement sans meller choses qu'il ait aveques les soies* (siennes). *Et s'il est sousaagé, il doit monstrier au seigneur dessous qui il est couchans et levans, en le presence de deux ou de trois des plus prochains parens a l'enfant, et dire : « Sire, je appel tel enfant entour moi pour Dieu et veuil que vaz sachiez que je ne veuil que, pour li tenir, il me puist rien demander pour raison de compaignie; car je ne veuil pas, tant poi comme il a, meller aveques le mien, se ce n'est en tele maniere que les soies en choses me soient baillies par voz et par ses amis, pour certain pris d'argent, lequel pris d'argent, je li soie tenus a rendre tant solement ou a metre en son porfit. » Qui en ceste maniere le fet, il est hors du peril de compaignie* (Cout. du Beauvoisis, *Ibid.*, § 6).

Il y avait encore la société de tous les enfants issus de divers lits et des parents dans la maison paternelle (*suprà*, p. 99); elle n'avait lieu qu'entre gens de poeste; entre gentilshommes, il n'y avait pas dans ce cas *compaignie*, mais *garde* (*suprà*, p. 100). Une société pouvait être aussi formée pour une entreprise déterminée, pour l'exploitation d'une terre ou d'une coupe de bois (Beaumanoir,

(*Cout. du Beauvoisis*, XXI, 30), ce que notre code de commerce appelle société en participation. Dans toutes associations conventionnelles, les apports pouvaient être inégaux et les bénéfices se partager également (*Ibid.*, § 33).

Dans la période que nous étudions, les contrats étaient assez fréquemment passés par écrit; mais, comme on peut bien le penser, l'écrit n'était jamais l'œuvre des parties contractantes. Le rédacteur de l'acte était le scribe du seigneur ou le curé de la paroisse. Beaumanoir s'explique ainsi à cet égard : *Trois manières de lettres sont : la première, entre gentilshommes de leurs seaux; car il poent fere obligations entre eux par le tesmoignage de leurs seaux* (1). *La seconde maniere de lettres, si est que tout gentilhomme et home de poeste si poent moult fere reconnoissance de lor marchiés ou de lor covenances par devant le seignor dessous qui il sont couchant et levant, ou par devant le souverain* (seigneur supérieur). *Le tierce maniere, si est par devant lor ordinaire de la Crestienté* (curé) (*Cout. du Beauvoisis*, XXXV, 18).

On peut voir par tout ce qui précède que le droit coutumier du XI^e au XIV^e siècle n'était pas aussi incomplet qu'on pourrait le croire. Il contenait avec des développements déjà considérables, et qui n'ont pu être exposés complètement, tous les principes constitutifs du droit national, tel qu'il subsista jusqu'à la Révolution. Mais il manquait jusqu'à présent à cette période du droit féodal et coutumier d'avoir été étudiée séparément de la précédente.

CHAPITRE III. — ASSEMBLÉES ET COURS SUPÉRIEURES.

La période de l'histoire du droit public que nous abordons s'étendra à peu près de Philippe le Bel à Louis XII. On sait combien il est difficile dans l'histoire du droit d'assigner des dates à des faits qui s'accomplissent insensiblement : ils sont longtemps inaperçus avant d'apparaître dans la coutume ou dans la loi. Nous prenons le temps de Philippe le Bel comme point de départ, et celui de Louis XII comme point d'arrivée de cette période, parce que le moyen âge paraît changer de caractère sous le premier de ces princes et finir tout à fait sous le second, à l'époque de la rédaction des coutumes, qui coïncida avec la Renaissance et la réforme religieuse.

Il est une observation importante à faire avant de parler des premières assemblées de la monarchie. Tous les historiens représentent la féodalité comme finie avec le XIII^e siècle : M. Guizot en clôt l'époque à Philippe de Valois; M. Laferrière en fait dater la décadence d'Hugues Capet. Mais si cela est, qu'est-ce donc que l'on a fait à l'Assemblée nationale, en 1789, dans la fameuse nuit du 4 août? Ce qui était fini après saint Louis et plus encore à Philippe de Valois, c'était la république féodale. Au XIII^e siècle, il semble que le seigneur de l'Ile-de-France ait changé son caractère de souverain fief-feux en celui de vrai roi; car il fait la loi à ses feudataires dans leurs propres domaines, et surtout il surveille leur administration et leur justice. Mais le système féodal, à part cela, subsistait tout entier. Il existait encore après Louis XI et sa guerre sourde contre les grands feudataires, et les institutions civiles de la féodalité couvraient encore au siècle dernier le sol que la Révolution avait à débayer.

(1) On sait combien les sceaux avaient d'importance au moyen âge. Les gentilshommes, toujours illettrés, ne signaient pas leurs engagements, qui étaient écrits par quelque clerc; ils les scellaient. L'apposition d'un sceau équivalant à une signature, posséder un sceau était un privilège. Les vilains ne pouvaient avoir de sceau (Beaumanoir, IV, 9). Telle communauté, telle corporation obtenait par faveur du seigneur supérieur d'avoir un sceau. La possession d'un sceau attestait l'existence de telle communauté civile ou religieuse comme communauté. Ainsi, dans le procès rapporté par Dom Duplessis dans son Histoire de l'Église de Meaux, entre les chanoines et les religieuses de Jouarre, qui, pour le dire en passant, plaidèrent pendant deux cents ans, les chanoines, pour prouver qu'ils existaient comme communauté au XIII^e siècle, se prévalaient de ce qu'à cette époque ils avaient un sceau.

Le touriste qui admire les magnifiques restes de l'architecture militaire du moyen âge à Coucy et à Pierrefonds, en Picardie, ne croira pas facilement que ces forteresses féodales aient été construites après que la féodalité eût cessé de vivre. La vérité est que si l'organisation féodale se régularisa à partir du XII^e siècle, son principe ne resta pas moins debout et entier. On s'expose à de singulières méprises quand on se hâte d'écrire l'épithète d'un système dont les manifestations changent pour suivre le courant des idées du temps. De cette manière, on fera déchoir un régime au lendemain de son avènement : Montesquieu ne faisait-il pas dater de Childebert la décadence de la nationalité gallo-franque ? Toutes les institutions politiques et civiles se modifient incessamment. Ne soyons pas si pressés dans nos inhumations historiques. La féodalité a d'abord été république, puis elle est devenue monarchique sans cesser d'être elle-même. C'est toujours de la féodalité et de ses institutions que nous aurons à parler presque jusqu'à la fin de cette histoire.

A la fin du XIII^e siècle, sous Philippe le Bel, la monarchie française comprenait l'Ile-de-France, la Flandre, l'Artois, la Picardie, la Normandie, la Bretagne, la Champagne, l'Orléanais, la Bourgogne avec la Franche-Comté, qui passa après la mort de Charles le Téméraire sous la domination de l'empire et ne fut reconquise que par Louis XIV, enfin tout le pays compris au delà de la Loire, entre la rive droite du Rhône et l'Océan, moins la Guyenne depuis Louis VII, qui perdit cette province par la répudiation d'Éléonore de Guyenne, sa femme, qui la reporta en dot à Henri d'Angleterre. Elle avait la France actuelle, moins l'Alsace, la Lorraine, le Dauphiné, qui ne devint français qu'en 1349, et la Guyenne et la Provence. Mais il s'en fallait de beaucoup que l'autorité royale pût s'exercer entièrement et pleinement dans toutes ces provinces de la couronne. Tous ces ducs et comtes de provinces plus ou moins françaises ne reconnaissaient la suzeraineté du roi de France que nominalement, et savaient au besoin se ranger sous celle de quelque autre prince puissant, comme le roi d'Angleterre ou l'Empereur, heureux encore s'ils ne levaient pas leurs forces contre leur suzerain. Le roi n'était vraiment maître que dans ses domaines, c'est-à-dire dans celles de ses provinces dont toutes les parties relevaient immédiatement de lui ; il ne légiférait que là.

Philippe le Bel ne fit assurément pas plus que saint Louis pour le droit ; même l'administration de la justice ne lui dut pas, à beaucoup près, autant d'améliorations ; cependant son règne fut celui des légistes. Dès avant saint Louis, les clercs, la seule classe savante du temps, s'étaient mis à l'étude du droit romain avec une véritable ardeur qui avait gagné les hommes de loi, les baillis, prévôts, sénéchaux. On sait que presque tous les anciens coutumiers du XIII^e siècle contiennent, dans un mélange où la conciliation des doctrines n'est pas toujours facile, tout à la fois du droit romain et du droit coutumier. Le droit romain, où les légistes du temps de saint Louis n'avaient cherché que des principes de justice, fournit à Philippe le Bel des moyens de fiscalité ; le second de ces princes se condamnait par cupidité le mouvement que le premier avait imprimé par vertu.

Dans la période si pleine d'événements qu'il faudrait raconter, si cet essai ne devait pas avoir particulièrement pour objet l'histoire du droit privé, période traversée par des fléaux sans nombre : l'invasion étrangère, les difficultés intérieures et extérieures à propos de matières religieuses, les pestes, les famines, les luttes avec les grands feudataires de la couronne, etc., deux grands faits surtout doivent nous arrêter : les États-Généraux dans l'ordre politique et la fixation du Parlement dans l'ordre judiciaire. Ces deux faits eurent une action sinon décisive, au moins considérable sur le droit public et sur le droit privé du pays. Ils se produisent en quelque sorte entre deux périodes. Voyons ce qu'ils furent ; il sera possible d'aborder ensuite l'état du droit féodal dans les coutumes rédigées.

§ 1^{er}. — ÉTATS-GÉNÉRAUX.

Pour apprécier la portée et la destinée des États-Généraux, il importe de connaître, parmi les éléments qui les composèrent dans le cours de leur existence irrégulière, un élément qui devait être

plus tard la nation, mais qui alors était nouveau : le tiers état. Le tiers état, c'était la bourgeoisie aux premiers États-Généraux. D'où venait-il? Comment put-il se dégager des cercles inférieurs de la société féodale? Dans les provinces du midi qui n'eurent pas à subir l'invasion souvent violente des Francs, et qui furent occupées par les Burgondes et les Wisigoths, lesquels prirent possession du pays presque avec l'assentiment des populations gallo-romaines, paisiblement, le régime municipal romain avait persisté à peu près dans sa pureté. On le retrouve complet, par exemple, à Périgueux. La classe moyenne, n'ayant pas aussi complètement disparu que dans le nord, formait une classe intermédiaire entre la petite noblesse et la servitude d'héritage. Dans le nord de la France, le tiers état sortit des communes et de la classe des vilains, qui arrivèrent par degrés à conquérir leur bien-être et leur indépendance.

Bréquigny, le collecteur des ordonnances du Louvre, a expliqué avec vérité la part du mouvement communal dans la formation du tiers état : « Le serf devenait libre par le simple affranchissement; l'homme libre devenait bourgeois par son association aux citoyens d'une ville qui avait des franchises et des privilèges. Mais, quelles que fussent ces franchises et ces privilèges, il ne devenait homme de commune que lorsque cette ville, outre ses franchises, outre sa juridiction propre, jouissait de l'avantage d'avoir des citoyens réunis en un corps par confédération jurée, soutenue d'une concession expresse et authentique du souverain. » (V. les Prolégomènes du tome XI des Ordonnances du Louvre). Or ces hommes de commune étaient, même au XIV^e siècle, les seuls auxquels on reconnût une existence légale comme classe. Cela est si vrai que dans les premiers États-Généraux, le tiers état est désigné sous le nom de *communautés, députés des bonnes villes*. S'il arriva plus tard à comprendre la nation tout entière, moins ce qui était noblesse ou clergé, ce ne fut que par l'effet d'une accession qui s'opéra successivement et insensiblement.

Ainsi le tiers état qui apparaît dès les premiers États-Généraux sort des communes et de l'ancienne curie romaine, et il en sort quand le mouvement communal a, non pas manqué son objet, qui était l'affranchissement de l'oppression seigneuriale, mais échoué dans les moyens qui, selon les idées du temps, devaient assurer la possession de ses conquêtes. On sait, du reste, comment déchurent et tombèrent toutes ces communes, après une existence orageuse et violente. Pour connaître les causes de cette décadence, il n'est pas nécessaire d'étudier péniblement des faits historiques qui, à distance, peuvent n'être pas toujours compris dans leur vérité. Un témoin du temps, notre Beaumanoir, dépose ici avec l'autorité de son jugement impartial et éclairé : *Nous avons veu moult de débats, es bones viles, les uns contre les autres, si comme des povres contre les riches, ou des riches mesmes contre des riches, si comme quant il ne se peut acorder de fere majeur (nommer un maire) ou procureur, ou avocas; ou si comme li un metent sus as autres (querellent) qu'il n'ont pas fet des rentes de le vile ce qu'il doivent, ou qu'il ont coute de trop grans mises; ou si comme les besongues de le vile vont malverement par contens (disputes) ou maltalens quil muet l'uns lignages contre l'autre..... Noz veons plusors viles que li povres ne li moien n'ont nules des administrations de le vile, ançois les ont li riche toutes, porce qu'il sunt doté du commun por lor avoir ou por lor lignage. S'il avient que li un sont un an majeur ou juré, ou receteur, en l'autre anée le sont de lor frères, ou de lor neveux, ou de lor prochains parens, si que en dix ans ou en douze, li riche ont les administrations des bones viles: et après, quant li commun veut avoir conte, il se queuvrent (couvrent) qu'il ont conté li uns à l'autre, mais un tel cas ne lor doit-il pas estre souffert, car li conte pour cozes communes ne doivent pas estre recheu par ces meismes qui ont à conter (Cout. du Beauvoisis, chap. L, § 5 et 7).*

Il serait facile de prolonger ces citations de Beaumanoir. On verrait apparaître dans tous les actes de la vie communale la rapacité des uns, l'oppression des autres, l'accaparement par quelques familles de toutes les charges municipales, les désordres, les violences, une petite féodalité bourgeoise parfois aussi intolérable que l'ancienne, d'où la nécessité et la possibilité pour certains seigneurs de reprendre sur les villes leur ancienne autorité, et pour le souverain d'établir la sienne, afin de rétablir quelque ordre et quelque régularité dans l'administration de la commune. Dès avant saint Louis, les actes de l'autorité souveraine, à propos des communes, se multiplient. A la fin du XIII^e siècle,

les communes déchues n'existent plus que sous l'autorité royale. Au lieu de petites républiques presque indépendantes, il n'y a plus que des communautés d'habitants, soumises aux édits généraux du roi et très-souvent administrées par les prévôts, en remplacement des maires, des jurats. Mais la décadence des communes ne fut pas celle des bourgeois qui les composaient, du tiers état. Ce qui périssait dans la commune, c'était l'organisation, non l'élément puissant, l'esprit qui l'avait fait éclore; cet élément, cet esprit de liberté qui veut des garanties, devait apparaître pour la première fois dans les affaires générales du pays avec les États-Généraux inaugurés par Philippe le Bel en 1302.

L'assemblée des États-Généraux marque une ère nouvelle. Cependant il ne faudrait pas se tromper sur le caractère de la situation qui amena la convocation des États; on ne les appela que pour avoir de l'argent et leur faire partager la responsabilité des embarras politiques du moment. Philippe le Bel était au plus fort de sa lutte avec Boniface VIII. Il avait, d'un autre côté, à soutenir la guerre de Flandre; le trésor royal était vide, et tous les moyens, parmi lesquels figura si largement la pratique de l'altération des monnaies, avaient été insuffisants pour le remplir. Les tailles, dont le roi pouvait frapper les provinces, et qui n'étaient autre chose qu'un impôt direct de répartition, comme aujourd'hui l'impôt foncier, ne rendaient plus. On avait demandé aux divers ordres de l'État des subsides, qui n'avaient rien produit. Pour subvenir aux charges nouvelles de sa situation, le roi fut contraint de faire appel aux divers ordres de l'État, à la noblesse, au clergé, au tiers état; et c'est ainsi qu'après plusieurs tentatives partielles pour obtenir le consentement séparé des trois ordres à certaines mesures d'intérêt général, notamment pour l'établissement de nouveaux impôts, on résolut, pour la première fois en 1302, sous Philippe le Bel, la convocation de ces assemblées connues pendant cinq cents ans sous le nom d'États-Généraux (1).

Il faut passer sur les premières assemblées des États, quoique la monarchie des États paraisse avoir eu sa période relativement la plus brillante dans l'espace compris entre le règne de Philippe le Bel et celui de Charles V (1302-1370). Les documents détaillés et certains manquent presque complètement. Les États qui suivirent la première assemblée de 1302, comme on peut l'induire de certains documents, déterminèrent la concession de plusieurs chartes de province, dans lesquelles on trouve les premières garanties de la liberté individuelle et la nécessité reconnue du vote des trois États pour l'établissement de l'impôt. Mais plus tard leur action devint plus marquée sur les affaires générales. Notamment en 1356, ils arrachèrent au roi Jean une ordonnance que des historiens ont considérée à l'égal d'une charte constitutionnelle, monument remarquable pour le temps, où sont consacrées plusieurs maximes de l'ancien Droit public français. C'est là que se trouve établie pour la première fois la périodicité des États, si vite oubliée; que le vote de l'impôt est remis aux trois États, ainsi que la surveillance des deniers publics, et le choix des officiers chargés d'en faire emploi; que la convocation de l'arrière-ban est subordonnée à leur consentement; que le droit de résistance est reconnu quand il s'agit d'actes illégaux, quand les seigneurs féodaux veulent faire sans droit des prises, comme dit la vieille ordonnance. — Les *prinses* ou prises étaient le droit qu'avaient les seigneurs féodaux d'emporter ou de s'approprier, dans le fief, les choses qui pouvaient leur être utiles, comme chevaux, voitures. La valeur devait en être payée au propriétaire; mais comment l'était-elle? — C'est encore dans la même ordonnance que l'administration de la justice est réformée; c'est là également que la mutation de l'argent monnayé est déclarée ne pouvoir être réglée que de l'avis des États, et que ce moyen désastreux et coupable auquel recouraient depuis près d'un siècle tous les souverains de l'Europe pour sortir d'embarras, la falsification des monnaies, moyen honteux qui appela sur la tête de Philippe le Bel de si universelles imprécations, est définitivement proscrit.

(1) L'histoire des États-Généraux a été longtemps à faire. On peut consulter aujourd'hui, sur cette partie de notre histoire générale, le livre de M. Rathery, couronné par l'Institut en 1844. Nous nous sommes beaucoup aidé de cet excellent travail dans toute la partie de cet historique relative aux États-Généraux.

Le droit civil même peut retrouver dans l'ordonnance de 1356 la source de principes qui subsistent encore dans notre législation. Entre autres dispositions, l'article 22 de cette ordonnance défend à tout créancier de transporter sa créance à des personnes ayant plus de crédit, à des officiers du roi ou à des personnes privilégiées, à peine de la perte de son droit. Cette disposition, écrite en haine de l'oppression féodale, est très-remarquable; elle a passé dans les ordonnances de Villers-Cotterets et d'Orléans et dans le code Michaud (1535, 1560 et 1629), et on la retrouve dans l'article 1597 de notre code civil, déclarant que les magistrats de l'ordre judiciaire, les greffiers, huissiers, avoués, avocats, notaires, ne peuvent se rendre cessionnaires des droits litigieux de la compétence du tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, à peine de nullité et de dommages-intérêts.

Le résultat politique le plus considérable des premières assemblées des États, soit par ce qui s'y dit, soit par les actes qu'ils déterminèrent, fut de créer un droit public français. Dès cette époque, une distinction importante, qui a continué d'être pendant toute la durée de l'ancien régime une garantie de liberté pour les sujets, et pour l'État un principe de force, s'était établie entre les *lois du roi* et les *lois du royaume* ou *lois de l'Etat*. Les lois du roi pouvaient être modifiées ou abrogées, selon les nécessités du temps; les lois fondamentales du royaume, au contraire, étaient annexées, comme disent les anciens jurisconsultes, et unies avec la Couronne, et le prince n'y pouvait déroger. Que l'on ait souvent donné le nom de lois fondamentales du royaume à des actes législatifs d'une autorité douteuse, et précisément pour leur procurer une force qu'ils n'avaient pas en eux-mêmes, c'est un abus qui confirme la distinction. Toujours est-il qu'elle existait, et que ce sont les assemblées, en France, qui l'ont établie et maintenue. Or, pendant cinq siècles, cela suppléa à une constitution fixe qui manquait. Dans cette ordonnance du roi Jean, provoquée, arrachée par les États, dans d'autres monuments de même nature et dans les discussions des États surtout, des règles sont formulées ou rappelées dont l'ensemble constitua pendant plusieurs siècles un corps tel quel de libertés nationales. C'est ainsi que la nécessité du consentement de l'impôt, l'inaliénabilité du domaine de la Couronne, l'ordre de succession au trône, le principe que le royaume ne pouvait être démembré par un traité de la royauté avec quelque puissance étrangère, l'immovibilité des offices de judicature et tant d'autres règles établies successivement, étaient des lois du royaume; c'est ainsi que ces règles, liées dans leur ensemble et se perpétuant par tradition, formaient une digue devant laquelle l'absolutisme des rois s'arrêtait quand les États ne s'assemblèrent plus, et que les Parlements ne se sentaient pas assez forts pour faire entendre leurs réclamations. Le droit public français doit donc beaucoup aux assemblées d'États; mais c'est surtout aux États tenus à Tours en 1484, sous la minorité de Charles VIII, que les grands principes du droit public français furent posés avec le plus d'autorité.

A la mort de Louis XI, la haute noblesse humiliée par l'astucieux monarque, et le peuple, qui, parmi les bienfaits dont il lui était redevable, ne pouvait pas compter l'allègement des tailles, excités d'ailleurs par la jalousie que le duc d'Orléans, qui fut plus tard Louis XII, nourrissait contre Anne de Beaujeu, à qui le feu roi avait donné en mourant le gouvernement du jeune Charles VIII, avaient pris une attitude menaçante. Malgré les concessions de la régente au duc d'Orléans et au parti dont il était le chef, une ligue s'était formée, qui divisait le gouvernement et faisait craindre des dangers prochains. D'un autre côté, les désordres étaient grands dans le royaume. Louis XI n'avait pas suffi, tant s'en fallait, à faire disparaître les suites de l'affreuse période de guerre que l'on venait de traverser. Les deux partis, pour terminer leurs querelles intérieures, résolurent de prendre un arbitre; ce furent les États-Généraux; ils s'assemblèrent dès les premiers jours de l'année 1484.

La plus importante question qui dut occuper les États fut, comme toujours, celle de l'impôt : toutes les autres y étaient subordonnées. Quoique la régente eût fait remise d'une partie des tailles qui avaient été levées sous les règnes précédents pour faire face aux charges de la guerre, et que l'argent eût baissé de valeur par la surabondance du numéraire, les députés des États ne discutèrent pas moins les dépenses publiques et les dépenses personnelles du roi avec un soin voisin de la parcimonie. Le cahier des trois États de Tours, qui a été conservé, et la publication, dans la Collection des documents inédits relatifs à l'histoire de France, en 1836, du Journal de Masselin, député du bail-

liage de Rouen, qui a complété ce document, font foi de leur sollicitude à ce sujet (1). Or, les États réclamèrent contre l'usage de maintenir les tailles après que la guerre ou les autres causes qui les avaient fait établir avaient cessé. Ils protestèrent pour le droit toujours revendiqué, toujours reconnu, toujours éludé, que les États seuls avaient de consentir l'impôt. Et pour que les anciens abus de la taille ne se reproduisissent plus, ils tentèrent d'en effacer jusqu'au nom dans le langage financier du temps. Leur déclaration porte que, « pour subvenir aux grandes affaires du seigneur roi, tenir son royaume en sûreté, payer et soudoyer ses gens d'armes et subvenir à ses autres affaires, ils octroient, par manière de don et octroi, et non autrement, et sans qu'on l'appelle dorénavant taille, mais *don et octroi*, telles et semblables sommes qui du temps du feu roi Charles VII étaient levées et cueillies, et ce pour deux ans prochainement venant seulement. » Elle se termine par cette réserve expresse, qui, sans avoir plus d'effet que celles faites déjà dans les assemblées précédentes, devait du moins, en se répétant, sauver de la prescription les droits de la nation à ce sujet : « Que lesdits États n'entendent pas que dorénavant on mette sur aucune somme des deniers sans les appeler, et que ce ne soit de leur vouloir et consentement, en gardant et conservant les libertés et privilèges de ce royaume. »

Après la question de l'impôt, venait une question plus actuelle, comme on dirait aujourd'hui, celle de la régence. Les orateurs (car il y en eut dans cette mémorable assemblée) posèrent avec une grande hauteur le principe de l'autorité des États. Rien ne peut lier les États, rien ne peut arrêter leur pouvoir dans le cas de vacance de l'autorité royale ou de minorité du souverain. La souveraineté ayant commencé par l'élection, les élus de la nation, c'est-à-dire les États représentant tous les citoyens, toutes les classes, sont naturellement en possession du droit de pourvoir à toutes les nécessités qui peuvent naître du déplacement de la souveraineté. Partant de là, les orateurs du tiers état concluaient qu'il appartenait aux États de prendre la direction des affaires du royaume, de régler la composition du conseil de régence et de déterminer l'étendue de ses attributions.

Lors du vote, toutes les grandes théories posées dans les discours ne passèrent guère dans l'application; car les États, dans la composition du conseil de régence, ne semblent pas avoir eu d'autre vue que de prévenir les conflits entre Anne de Beaujeu et le duc d'Orléans. Mais s'ils renoncèrent à cette prépotence que leurs grands orateurs avaient proclamée; si, de souverains qu'ils avaient semblé vouloir être un moment, ils descendirent au rôle d'amiabiles compositeurs dans les prétentions des deux partis qui divisaient alors l'État, cela ne diminue pas la grandeur de ces débats où l'on entendit pour la première fois en France le noble et fier langage de la liberté politique.

Le caractère des débats aux États de Tours est surtout remarquable en ce que les orateurs y furent hardis et fiers sans se montrer aucunement hostiles à l'ordre de choses alors établi. L'institution de la monarchie y est respectée; la constitution de l'État, dans les plaintes plus touchantes qu'amères de l'assemblée, n'y est point attaquée. Les droits et les devoirs de chacun des trois ordres : le clergé, la noblesse et le tiers État, y sont exposés avec une science réelle. L'esprit des États de Tours eût été de constituer sur des principes certains la monarchie, jusqu'alors indéfinie et mal comprise.

En ce qui touchait aux intérêts permanents du royaume, différentes réformes furent demandées par les États et presque toujours accordées par le roi. Ainsi, sur le fait du commerce, il fut arrêté que les droits payés à l'intérieur dans les provinces seraient abaissés, afin que les marchandises circulasent plus librement par tout le royaume. Sur le chapitre de la justice, il fut arrêté que nul juge

(1) *La Forme et Ordre de l'Assemblée des États tenus à Tours*, tel est le titre d'une publication par laquelle les États de Tours nous étaient connus dès avant la publication du Journal de Masselin. Non-seulement elle faisait connaître par leurs noms et qualités tous les membres des États, au nombre de 284, mais elle donnait le cahier des États et les harangues de Jean de Rely, chanoine de Paris, chargé par les États de porter la parole devant le roi. Comme document historique, cette publication ne laissait rien à désirer. C'est sur un rare volume imprimé à Paris en 1560, devenu presque introuvable, et qui n'est qu'une réimpression d'une ancienne édition antérieure au XV^e siècle, qu'a été fait le résumé qui est présente ici.

ne serait privé de son office que par un jugement. Les confiscations, dont il avait été fait sous les règnes précédents un si terrible abus, furent abolies, c'est-à-dire que l'on ne pourrait plus dorénavant opérer de confiscation ni disposer des choses confisquées qu'en vertu d'une décision de justice. Les coutumes et styles du royaume durent être rédigés et enregistrés, ou plutôt ce travail, commencé sous Charles VII, dut être achevé. Le laboureur, toujours pillé, rançonné par les gens de guerre, puis après dépouillé judiciairement, obtint une protection : il fut défendu de saisir ses bêtes et instruments de travail, et cette disposition, étendue, généralisée, se retrouve dans notre code de procédure. Toutes ces dispositions doivent marquer dans les origines du droit public des Français : ce sont les premiers indices d'un mouvement qui se continuera malgré des interruptions longues et répétées ; c'est la première manifestation sérieuse de la force déjà très-réelle du tiers état.

En l'absence d'autres documents historiques officiels, c'est certainement dans le cahier des États de Tours présenté au roi que l'on trouve le tableau le plus exact, le plus saisissant, de l'état de la France à cette époque. Que de vœux justes ! que d'abus dévoilés ! quel récit navrant que celui de la condition du laboureur foulé par les gens d'armes ! quelle douleur ne soulève-t-il pas ! quelles misères il révèle ! La manière de procéder des États fut telle : on rédigea en commun un cahier de doléances ; chaque chapitre, chaque article avait été l'objet d'une discussion, puis d'un vote ; le cahier fut lu au roi, qui, selon le sentiment de son conseil sur le mérite du vœu émis, répondait sous l'inspiration du chancelier : *Approuvé, permis, le Roy y pourvoira*, etc. Et c'était devant un roi de treize ans, bonne créature au dire de Commynes, mais pauvre tête, que les États faisaient ce premier essai de la vie politique ! Mais la grandeur de l'assemblée était rehaussée par l'éclat du talent de ses membres. Jamais les plus hauts problèmes de la politique, le caractère de l'autorité monarchique, ses attributions, leurs limites, les droits du peuple, le rôle de la noblesse et du clergé, n'avaient été abordés avec une telle sûreté et une telle élévation ; les orateurs des États de Tours auraient créé une science et une langue politiques, si ces assemblées avaient été alors autre chose qu'un accident (1).

Telle fut la destinée des États-Généraux dans ce que nous avons appelé la seconde période du droit féodal. Ils ne furent pas sans résultats, puisqu'on leur doit de fortes traditions de droit public et d'importantes règles de droit civil ; mais ils restèrent sans action effective immédiate sur les événements de leur temps. Inaugurés par le pouvoir royal pour avoir de l'argent, ce fut trop souvent à une aggravation de l'impôt qu'ils aboutirent.

Étienne Pasquier a marqué avec une grande justesse le prétexte ordinaire des appels faits aux États-Généraux, qui était toujours la réforme des abus, et le résultat final, trop facile à prévoir quand on sait quelles causes réelles les faisaient convoquer, un octroi de subsides. « En ce lieu, dit-il, quelques bonnes ordonnances que l'on fasse, ce sont belles tapisseries qui servent seulement de parade à une postérité. Invention grandement sage et politique. Car comme ainsi soit que le commun peuple trouve toujours à redire sur ceux qui sont appelés aux plus grandes charges, et qu'il pense qu'en decouvrant ses doléances, on restablira toutes choses de mal en bien, il ne désire rien tant que l'ouverture de telles assemblées. D'ailleurs, se voyant honoré pour y avoir lieu et chatouillé du vent de ce vain honneur, il se rend plus hardy promoteur à ce qu'on lui demande ; mais ayant une fois promis, il ne lui pas puis après loisible de résilier de sa parole. Sous ces beaux et doux appâts, l'on n'ouvre jamais telles assemblées que le peuple n'y accoure, ne considérant pas qu'il n'y a rien qu'il deust tant craindre, comme étant le général refrain d'iceux, de tirer argent de luy » (*Recherches de la France*, liv. II, chap. 7). — Le courage civique et même les talents qui se déployèrent dans quelques tenues d'États méritaient un plus heureux succès.

(1) Parmi les orateurs des États de Tours, il faut placer au premier rang Philippe Pot de la Roche, député de la noblesse de Bourgogne ; il était à la fois homme de guerre, orateur politique et diplomate. C'est lui qui défendit avec le plus de hauteur de vue le droit des États à propos de la question de la régence. Il faut consulter sur ce point particulier le *Journal de Masselin*.

§ II. — PARLEMENTS ET PAIRIE.

PARLEMENTS. — Quoique la constitution des parlements soit le fait capital qui s'est produit dans l'organisation judiciaire du commencement du XIV^e siècle à la fin du XV^e, il y aurait dans l'histoire du droit une grande lacune si l'on ne parlait des modifications que subirent dans le même temps les juridictions inférieures, c'est-à-dire la justice seigneuriale. Philippe-Auguste et saint Louis ne s'étaient pas contentés de faire inspecter les justices féodales par des baillis (*suprà*, p. 85 et suiv.); ils avaient créé des bailliages où se portaient les griefs que les justiciables pouvaient avoir contre les justices seigneuriales. Outre les causes dont ils connaissaient comme juges d'appel, les baillis en eurent à juger d'autres dont ils connurent comme juges en premier ressort : c'étaient les *cas royaux*. Ces innovations ne s'accomplirent pas avec la même régularité que l'on peut mettre à les exposer. Les seigneurs luttèrent vivement. Finalement, la suprématie du roi prévalut.

Il serait presque impossible de descendre dans tous les détails de la justice seigneuriale; il faut se contenter ici d'en résumer l'organisation aux XIV^e et XV^e siècles. — Les justices seigneuriales étaient de trois sortes : les basses justices, les moyennes justices et les hautes justices. On pouvait appeler ordinairement de la basse justice à la moyenne justice, de la moyenne justice à la haute justice, de la haute justice au bailliage royal, sans préjudice de l'appel au parlement de la province pour les causes importantes. Les basses justices n'avaient de juridiction que sur les affaires de moindre importance. Aux moyennes justices se portaient les affaires ordinaires du fief et des basses justices qui en dépendaient. Dans les hautes justices se jugeaient les affaires les plus considérables du fief et des fiefs inférieurs, notamment les grandes affaires criminelles, celles où l'accusé pouvait *perdre vie ou membre*. Les seigneurs hauts justiciers avaient seuls le droit d'avoir un gibet et un pilori dans leur fief. Les justices s'appelaient *bailliages*, *sénéchaussées*, *prévôtés*, *châtellenies*, *vicomtés*, *vigueries*, et les juges, *baillis*, *sénéchaux*, *prévôts*, *châtelains*, *vicomtes*, *viguers*. A l'époque où nous sommes arrivés, les cours féodales n'existaient plus. Elles avaient été désertées par les pairs, et la justice laissée aux juges ordinaires, qui jugeaient avec des assesseurs.

Une singularité qui paraît antérieure à saint Louis a beaucoup exercé quelques interprètes du droit féodal. On disait communément : Fief et justice n'ont rien de commun. Les coutumes du centre de la France, du Berry, de l'Auvergne et du Bourbonnais entre autres, n'admettaient pas qu'un titre seigneurial dispensât de produire un titre de justicier, si le seigneur réclamait l'exercice du droit de justice dans le fief, et réciproquement qu'un titre de justicier impliquât le droit seigneurial. On lit déjà dans les Établissements de saint Louis (liv. I, 109) : *Fait on bien d'un fief deux hommages, à l'un de fief et de la terre et à l'autre de la voyère* (justice). Il y a eu des exemples, rares à la vérité, où de fait le fief et la justice se sont trouvés séparés (V. Loysel, *Institutes*, liv. III, tit. II, 44). Quelle pouvait être la raison et l'origine d'une telle séparation? Montesquieu (*Esprit des lois*, liv. XXVIII, chap. 27) a pensé qu'elle provenait de la pauvreté de certains petits seigneurs qui ne pouvaient pas tenir leurs cours. Championnière observe avec raison que l'on explique ainsi comment il y eut des fiefs sans justice, mais que l'on n'explique pas comment il y eut des justices sans fief (*Propriété des Eaux courantes*, p. 405). On peut ajouter que les exemples de séparation se présentaient précisément pour des grands fiefs (Loysel et Laurière, *loc. cit.*). Ces cas de séparation ont dû avoir pour origine une aliénation, non de la justice féodale, qui, en effet, ne fut jamais séparée du fief, mais de la justice sur les hommes de poeste, sur ceux qui étaient dits justiciables selon la *loi vilaine* (*suprà*, p. 85). Par de telles aliénations, le seigneur du fief conservait la seigneurie sur la terre, et le seigneur justicier acquérait la seigneurie sur les personnes. Championnière ne donne pas cette raison; mais on peut en puiser le principe dans la distinction qu'il rappelle entre la justice féodale et la justice des gens du fief. Elle est tout au moins conforme à l'esprit du système féodal.

Les justices seigneuriales, déjà considérablement atteintes par les institutions judiciaires de saint Louis, allaient recevoir un coup plus rude par l'avènement du Parlement. De tout temps le prince avait eu un conseil, une cour où se décidaient les affaires administratives et les affaires judiciaires, et qui n'était autre que la cour féodale, dont nous avons vu déjà la juridiction. Pour les affaires politiques et administratives et pour les affaires judiciaires les plus importantes, le cas se décidait dans le conseil des grands vassaux de la Couronne. Le jugement des affaires moins importantes était délégué à des clercs. Cette cour du roi s'appelait le *Parlement* ; elle suivait le roi dans ses voyages. Mais bientôt la supériorité des clercs dans les affaires judiciaires fit désertir la cour par les barons ; de la qualité de simples scribes qu'ils avaient eue d'abord, les clercs s'élevèrent à la dignité de juges. Une ordonnance du mois de novembre 1291 institua des clercs juges rapporteurs et juges enquêteurs. Dès lors, la cour du roi eut une existence légale, indépendante de l'autorité royale ; on appelait aussi cette partie du parlement la *Chambre aux plets* ; les arrêts émanèrent non du roi, mais de la cour : on trouve en tête des arrêts : *Curia judicavit ; a curia judicatum est*. Nous voyons cependant dans les *Olim* que le nom du prince figure comme aujourd'hui en tête des arrêts, et que ces arrêts sont terminés par un mandement royal à fin d'exécution. Philippe le Bel, en 1302, date mémorable, rendit le parlement sédentaire, d'ambulatoire qu'il était ; il le constitua définitivement cour de justice ; les arrêts du parlement furent des décisions légalement souveraines, sauf le recours, dans les cas exceptionnels, devant les conseils du roi.

Mais le parlement ne devint pas de suite permanent ; il tenait des assises pour juger les appels, qui allaient devenir plus nombreux. L'art. 62 de l'ordonnance du 23 mars 1302 voulut qu'il y eût chaque année deux tenues de parlement à Paris, deux Échiquiers à Rouen et deux Grands Jours à Troyes. Il devait y avoir aussi une tenue à Toulouse, si le pays consentait à être jugé souverainement par le parlement (1). Une ordonnance de Philippe le Long, du mois de décembre 1320, divisa le parlement en trois chambres : la grand'chambre, la chambre des enquêtes et la chambre des requêtes. C'est à la grand'chambre que se portaient les affaires les plus importantes, et c'était la seule qui jugeât en réalité.

Il serait difficile de dire quand et comment le parlement devint permanent. Voici, selon Pasquier (*Recherches de la France*, liv. II, chap. 3), comment ce changement s'accomplit sous le règne de Charles VI. A l'ouverture de chaque tenue de parlement, le prince formait des commissions par lettres patentes et dressait la liste des membres qui devaient y prendre séance. Les malheurs des temps, à l'époque de l'invasion anglaise, la maladie du roi, son état de minorité, l'empêchèrent souvent de dresser ces rôles. Il s'ensuivit la prorogation nécessaire des anciens membres désignés. D'un autre côté, la réunion à la Couronne de provinces nouvelles, et par suite l'augmentation du nombre des procès, prolongèrent les tenues du parlement, si bien qu'elles se joignaient. La permanence du parlement s'établit ainsi d'elle-même par la force des choses.

Ces mêmes causes produisirent deux autres effets, l'un avant, l'autre après que le parlement fut devenu permanent. Par suite de la suppression des rôles dressés par le prince et de l'impossibilité pour l'autorité royale de pourvoir aux vacances qui se produisaient par la mort, par les démissions ou autres causes, le parlement fut conduit à se recruter lui-même ; il pourvut aux vacances par l'élection ; mais une ordonnance du 11 mars 1344 réserva la nomination au roi, sur la présentation du parlement et du chancelier. L'ordonnance dispose : *Ly roy a ordené que nul ne soient mis au lieu*

(1) Klimrath (t. II, p. 87 et suiv.) a montré, par l'étude des registres *Olim*, que le parlement ne siégeait dès avant 1302 que dans des cas extraordinaires hors de Paris, et qu'il y eut des tenues hors de Paris après l'ordonnance de 1302. Faut-il en conclure que l'ordonnance du 23 mars 1302 était inutile ou demeura sans effet ? Non. Cette ordonnance substitua au moins le droit au fait. Le parlement fut désormais une juridiction indépendante, ses tenues furent régulières et son siège légal fut à Paris. Voici au surplus l'article 62 de cette ordonnance : *Propter commodum subditorum nostrorum et expeditionem causarum, proponimus ordinare quod duo parlamenta Parisiis, et duo scacaria Rothomagi, et dies Trecentis bis tenebuntur in anno ; et quod parlamentum apud Tholosam tenebitur, si gentes terre predictæ consentiant quod non appellatur a presidentibus in parlamento predicto.*

et nombre de l'un des esleuz quand il vacquera, se il n'est tesmoigné au roy par le chancelier et par le parlement estre suffisant à exercer ledit office et estre mis audit nombre et lieu. — Quand le parlement de Paris se trouva débordé par le nombre des affaires et ne put plus tenir ses assises en province, on établit, dans les principaux centres les plus éloignés, des parlements provinciaux (1).

Lorsque le parlement, d'abord rendu sédentaire, puis devenu permanent, eut vu augmenter ses occupations judiciaires, on dut compléter son organisation intérieure. On a vu qu'une ordonnance de 1320 l'avait divisé en trois chambres. Chacune de ces chambres avait un président clerc et un président laïque, des conseillers clercs et des conseillers laïques. La grand'chambre jugeait; la chambre des requêtes délivrait des lettres de justice, c'est-à-dire des lettres qui autorisaient, au nom du roi, le demandeur à citer la partie adverse devant le parlement; la chambre des enquêtes procédait aux actes d'instruction. Par l'effet de l'augmentation du nombre des affaires, la chambre des requêtes reçut dans ses attributions le jugement des instances introduites par simple requête, et la chambre des enquêtes statua sur les procès qui lui étaient renvoyés par la grand'chambre, et qui devaient se juger après enquête ou autre moyen d'instruction. La grand'chambre, composée des plus anciens conseillers, continua de juger les affaires les plus importantes. A l'époque où nous sommes parvenus, c'est-à-dire vers le milieu du XV^e siècle, on créa une chambre particulière pour le jugement des affaires criminelles. Elle s'appela la *Tournelle*. La Tournelle prenait son nom de ce que la composition se faisait par l'effet d'un roulement, pour que l'habitude de connaître des affaires criminelles n'altérât pas la mansuétude toujours désirable chez le juge. C'était la seule chambre où le roulement fût pratiqué. Une ordonnance de Philippe de Valois, du 11 mars 1344, institua un premier président au parlement en titre d'office. Le premier investi de cette dignité fut Simon de Bucy, qui avait été anobli en 1335, et qui mourut en 1369.

C'est encore dans le temps où le parlement fut rendu sédentaire que l'on voit poindre l'institution de ce que l'on a appelé le ministère public. Sous le régime impérial, les *rationales*, que l'on rencontre dans le code Théodosien et dans le code de Justinien, n'étaient que des intendants des domaines du prince, chargés de la gestion de ses intérêts. L'action pour les poursuites de crimes était populaire; elle appartenait aux particuliers, et telle était la vitalité de l'esprit public, que pour un crime à poursuivre il se présentait souvent plusieurs poursuivants, entre lesquels le droit autorisait le juge à choisir celui qui, à raison de sa dignité ou de sa considération personnelle, devait rester en possession de la poursuite (Dig., liv. 48, tit. 2, l. 16). L'idée du ministère public devait bien moins encore apparaître dans le droit gallo-franc; toutes les actions étaient alors des actions privées. Sous le régime féodal, les baillis ou sénéchaux paraissent avoir été à la fois les juges et les procureurs des seigneurs; ce n'est pas à une telle époque que l'on pouvait créer la distinction métaphysique entre l'action et le jugement.

Mais l'ordonnance du 13 mars 1302 parut se préoccuper des droits que la royauté pouvait avoir à débattre devant le parlement. Une autre ordonnance de novembre 1318, sous Philippe le Long, décida qu'il y aura au parlement une personne *pour avoir cure de faire avancer et délivrer les causes le*

(1) Voici la liste des parlements de l'ancienne France avec la date de leur création : 1^o Parlement de Paris, en 1302; 2^o Parlement de Toulouse : le Parlement de Toulouse a subi diverses vicissitudes; il a été successivement créé, supprimé, transféré, puis recréé en 1420, et définitivement consolidé en 1444; 3^o Parlement de Normandie, à Rouen, en 1499 : depuis 1302 jusqu'à 1499, le parlement de Paris allait tenir des assises à l'échiquier de Normandie, à Rouen; 4^o Parlement de Provence à Aix; c'était le Conseil souverain de 1415 à 1501; 5^o Parlement de Grenoble : il remplaça le Conseil delphinal en 1453; 6^o Parlement de Bordeaux; son établissement fut stipulé au traité de Bordeaux avec Charles VII, en 1451, mais il ne fut créé qu'en 1460, et son installation eut lieu au château de l'Ombrière en 1462; 7^o Parlement de Bourgogne à Dijon, établi en 1476; 8^o Parlement de Bretagne à Rennes, établi en 1553; 9^o Parlement de Pau, pour le Béarn, en 1620; 10^o Parlement de Metz, pour le pays Messin, en 1632; 11^o Parlement de Franche-Comté, à Besançon, en 1668; 12^o Parlement de Flandre, à Douai, en 1686; 13^o Parlement de Nancy, qui remplaça le Conseil souverain de Lorraine, en 1775. Pour l'Alsace, il y avait à Colmar un Conseil souverain, et pour le Roussillon aussi un Conseil souverain à Perpignan (V. Laroche-Flavin, *Des Parlements*; Henrion de Pensey, *Autorité judiciaire*, II, 185, et le *Nouveau Denisart*, de Camus et Bayard, v^o *Alsace et Roussillon*).

(du) *roy*, de concert avec les légistes choisis par le roi pour ses avocats. Ce n'était pas là encore le ministère public; car le membre du parlement chargé de délivrer les causes du roi n'était pas même un procureur spécial, et semble n'avoir été chargé que des intérêts domaniaux du prince. Mais on ne peut guère douter que dès la seconde moitié du XIV^e siècle il n'existât non-seulement dans le parlement, mais dans les justices royales des officiers joignant à la charge de défendre en justice les intérêts domaniaux de la Couronne; celle de poursuivre d'office la répression des crimes et délits. Bouteiller, dans sa *Somme rurale*, parle de procureur d'office à la requête de qui les poursuites ont lieu à raison des faits punissables. On ne saurait dire cependant si l'office de procureur du roi était un office distinct.

Quelque autorité qu'eût le parlement, les rois de France n'abdiquèrent cependant jamais d'une manière complète l'administration de la justice. Les parlements n'étaient qu'une émanation de la justice du roi. L'ordonnance même du 23 mars 1302, qui rendit sédentaire le parlement de Paris, réservait au roi en son conseil la connaissance des erreurs et ambiguïtés que pourraient contenir les décisions du parlement. Des ordonnances postérieures confirmèrent cette réserve. Il fut reçu que les parties pourraient présenter des *propositions d'erreurs* contre les arrêts du parlement. L'ordonnance de Blois de 1579 déclara plus tard (art. 208) que les jugements et arrêts rendus contre la forme et teneur des ordonnances seraient nuls et de nul effet et valeur. Ce recours était porté devant la section du conseil du roi appelée *Conseil des parties*; on put se pourvoir de cette manière devant le conseil des parties jusqu'à la Révolution.

Quoique les offices de judicature fussent à la nomination, selon leur nature, soit du roi, soit des seigneurs, dès le temps de saint Louis l'usage s'était introduit de les affermer. C'était même un des produits du fief (V. *suprà*, p. 87). Des offices affermés aux offices vendus il n'y avait qu'un pas; on le fit; car la vénalité des offices de judicature était bien antérieure à François I^{er}, qui ne fit que généraliser et pousser aux derniers excès un usage établi. Divers édits, notamment sous Charles VI, la proscrivirent en vain : elle renaissait du malheur des temps. Cette vénalité des offices devait cependant produire un principe considéré aujourd'hui encore comme une garantie d'indépendance de la magistrature : il était tout naturel qu'un juge qui avait payé son office eût le droit de le conserver; il stipulait ce droit; sous Louis XI, cet usage devint un principe de droit; on induit dès lors comme règle l'inamovibilité de la magistrature (Ord. du 27 oct. 1467).

C'est encore quand les parlements eurent acquis une certaine indépendance que nous voyons se généraliser l'usage de l'enregistrement des ordonnances royales, lettres patentes, etc. Philippe le Bel avait accordé aux grands baillis qui, dans certaines provinces, notamment dans le Midi, avaient le nom de sénéchaux, la faculté de suspendre l'exécution des ordonnances jusqu'à nouvel ordre du roi, quand il y avait lieu de supposer que ces ordonnances avaient été surprises à l'autorité royale. Une ordonnance de janvier 1319 disposait que, *si le roi octroyait aucune chose contre les ordonnances*, la nouvelle ordonnance ne devait être mise à exécution *qu'après qu'on aurait éclairci sa finale entente* (art. 25). Si les observations présentées par les baillis n'étaient pas admises, le roi déclarait par des *lettres de jussion* que l'ordonnance devait être exécutée, et les baillis la faisaient enregistrer comme obligatoire. Le parlement de Paris puisa dans cette ordonnance de Philippe le Long le droit de suspendre l'enregistrement des ordonnances qu'il jugeait contraires au bien de l'État, et les parlements de province élevèrent les mêmes prétentions. Pour vaincre leur résistance, le roi tenait au parlement de Paris *un lit de justice*, c'est-à-dire une séance qu'il présidait assis sur un siège ou lit fleurdelisé, et à la suite de laquelle il était procédé à l'enregistrement de l'ordonnance qui avait donné lieu à des remontrances. Dans les provinces, il expédiait aux parlements des *lettres de jussion*, c'est-à-dire une injonction écrite de procéder à l'enregistrement. L'autorité royale lutta contre cette prétention des parlements d'adresser des remontrances avant de procéder à l'enregistrement; l'ordonnance de Moulins, de 1566, déclara, dans son art. 2, que les parlements devaient enregistrer immédiatement les ordonnances royales, et ne pouvaient présenter leurs remontrances qu'après l'enregistrement. Plus tard, une déclaration du roi, du 24 fév. 1673, et des lettres patentes du 26 avril 1718, renouvelèrent l'ordonnance de Moulins. Mais les parlements résistèrent, et le conflit n'était pas vidé

quand éclata la révolution. On sait, en effet, que maintes ordonnances royales ne furent enregistrées qu'en lit de justice ou par lettres de jussion jusqu'aux derniers temps de l'existence des parlements, et que la lutte des parlements et de l'autorité royale fait une partie de l'histoire du règne de Louis XV.

La fin du XV^e siècle fut marquée, dans l'histoire de l'organisation judiciaire, par la création de nouveaux parlements de province. Des lettres patentes des 27 nov. 1475 et 18 mars 1476 créèrent les parlements de Bretagne et de Bourgogne à Rennes et à Dijon. Un édit de Louis XII, du mois d'avril 1499, érigea en parlement, à Rouen, l'échiquier de Normandie, ancien conseil des ducs de Normandie. La Provence eut aussi son parlement à Aix, en juillet 1501. Les parlements de Pau, Metz, Besançon, Douai, furent établis postérieurement (V. *suprà*, p. 120 en note).

Peut-être eût-il fallu exposer ici l'historique de l'extension de juridiction que les parlements reçurent par les appels d'abus. Mais ce point de l'histoire du droit paraît devoir être traité plus convenablement à propos de l'organisation des justices ecclésiastiques et des tentatives d'extension de ces juridictions, lesquelles tentatives sont une partie assez importante de l'histoire du droit au XIV^e siècle. Ce qu'il importe de remarquer, après avoir fait connaître la constitution fondamentale des parlements, c'est la possibilité que cette constitution donnait au parlement de Paris d'agir dans les grandes crises du pays, quand les autres autorités défailaient.

Par la nature de leur institution, par leur origine, par la nécessité des temps et la force des choses, les parlements devaient représenter la nation dans l'intervalle des États-Généraux. Le parlement de Paris, quand les pairs y siégeaient, dans les circonstances solennelles où il y avait à statuer sur quelque grand intérêt public, par exemple sur un testament royal, comme cela arriva après la mort de Louis XIV, était la cour de France. En l'absence des pairs, il redevenait un corps simplement judiciaire, sans perdre néanmoins le droit d'examiner les édits qu'on lui demandait d'appliquer; car ce droit, il le tenait de son caractère historique de conseil du prince, et l'on ne pouvait le lui contester qu'en rompant toutes les traditions, en créant en imagination un état de choses nouveau, par conséquent tout à fait arbitraire. La création des parlements de province ne changea pas le caractère du parlement de Paris. Si l'on établit plus tard des parlements en province, pour les besoins de la justice, ces parlements ne pouvaient être considérés que comme une émanation de celui de Paris, comme autant de chambres d'un même corps (V. à ce sujet l'Histoire de la pairie de France, Londres, 1740, attribuée par Barbier à Jean Lelaboureur).

Donc les parlements avaient trois privilèges, qui n'en faisaient qu'un : examiner les édits, faire des remontrances, refuser l'enregistrement, sauf à la royauté à surmonter leur résistance si elle était jugée déraisonnable. Ils pouvaient, selon l'occurrence, ou se renfermer dans le cercle de leurs attributions judiciaires, ou intervenir dans les affaires publiques à l'occasion des édits. Comment le parlement de Paris, placé au centre de l'État, usa-t-il de ce droit? Sans franchir la limite du temps à laquelle nous devons nous arrêter, sans anticiper sur l'histoire des parlements dans les derniers siècles de la monarchie, on peut dire qu'il a été, dans les grandes crises du XV^e siècle, le gardien souvent courageux des libertés publiques et de l'indépendance de la Couronne. C'est pour le maintien des libertés de l'Église gallicane, pour l'indépendance du pouvoir civil à l'égard de la cour de Rome, que les parlements ont montré le plus de fermeté, à partir des malheurs de l'invasion anglaise jusqu'aux remontrances présentées à Louis XI sur ce même sujet. « Ce néant moins, dit Pasquier, tous ces misérables objets (l'anarchie et l'invasion) ne peurent jamais fleschir cette cour, que toujours elle ne portast sur ses espauls, ainsi qu'un Atlas la vouste du ciel, les privilèges de nostre Église gallicane, contre tous les assauts que l'on lui voulut puis après livrer, et qui ne furent pas petits... Il sembloit que toute la force et vertu de la France se fust lors accueillie au cœur de cette compagnie » (*Recherches de la France*, liv. III, chap. 26). Mais c'est particulièrement à l'occasion de l'enregistrement des édits bursaux qu'ils se sont constitués les champions de la liberté des sujets; ils ont défendu de cette façon la propriété avec une fermeté qui ne fut pas toujours sans péril. Un impôt vexatoire, excessif, venait-il frapper une province, le parlement refusait l'édit. Puis venaient les remontrances. Le roi et son ministre persistaient, à la vérité; on passait outre à l'exécution de

l'édit après un lit de justice ou des lettres de jussion; mais le pouvoir central n'en avait pas moins senti les salutaires entraves d'une résistance légale.

Nous verrons plus tard les parlements déchoir de cette grandeur première, tout en conservant comme corps judiciaires la confiance du pays. Dans une longue période où les garanties de justice et de liberté manquaient trop souvent, ils auront eu la gloire d'y suppléer. — Le parlement de Paris eut une destinée glorieuse entre toutes. Avant même de devenir sédentaire et permanent, il fut souvent choisi comme conseil du souverain pour arbitre par des princes étrangers. « La réputation et l'autorité du parlement, dit la Roche-Flavin dans son livre des Parlements, étaient telles, que les princes étrangers lui ont plusieurs fois soumis les démêlés qu'ils avaient entre eux, témoin l'empereur Frédéric II, le pape Innocent IV, les rois de Castille et d'Aragon, etc. »

PAIRIE. — L'histoire de la pairie, beaucoup moins importante, se lie à l'histoire du parlement de Paris. Dans le premier droit féodal, les pairs étaient les égaux. *Peers vient du latin pares, id est egals, et la coutume de notre nation est pour trier (juger) chacun home par ses egals, c'est à savoir par ses peers* (V. Ducange, *Glossaire*, v° *Par*). Il a été parlé de ce jugement par les pairs. Les pairs compagnons de fief (la locution *pair compagnon* est restée dans le langage ordinaire pour exprimer l'égalité absolue) étaient les vassaux au même degré d'un même seigneur; les barons étaient pairs de barons, les comtes, de comtes, etc. Les pairs de France furent à l'origine les seigneurs relevant directement du roi. Les pairs compagnons de fief disparurent comme institution légale avec les cours féodales; mais la pairie survécut, et dura autant que l'ancienne monarchie française, quoique d'assez bonne heure la dignité de pair ne fût plus autre chose à peu près qu'un titre nu, une dignité avec privilège de juridiction.

A l'avènement de Hugues Capet, les grands fiefs étaient les duchés de France, de Bourgogne, de Normandie et d'Aquitaine, et les comtés de Toulouse, de Flandre et de Champagne. Le duc de France, Hugues Capet, étant devenu roi, le nombre des pairs de France se trouva réduit de sept à six. Louis VII créa des pairs ecclésiastiques, qui furent l'archevêque de Reims, les évêques de Laon, Beauvais, Noyon, Châlons et Langres, ce qui porta le nombre des pairs de six à douze. C'était la cour des pairs qui prononçait sur les différends du roi avec ses grands vassaux, comme cela se vit en 1202 dans la querelle de Philippe-Auguste avec Jean Sans-Terre, et en 1216 dans la querelle du même prince avec la comtesse de Champagne.

Dans cette période, la cour des pairs était distincte de la cour du parlement. Mais l'introduction de nouvelles formes de procéder et peut-être l'autorité que le parlement avait déjà acquise paraissent avoir fait désirer aux pairs de confondre leur juridiction avec la juridiction parlementaire. En effet, en vertu d'une ordonnance du mois de décembre 1363, les deux juridictions n'en formèrent plus dorénavant qu'une seule, en ce sens que les causes relevant de la cour des pairs durent être portées désormais devant le parlement, auquel les pairs s'adjoignaient pour les juger. L'ordonnance de 1363 fut déclarée loi de l'État, c'est-à-dire loi constitutionnelle, à laquelle la royauté ne pouvait déroger sans l'aveu du pays.

Depuis lors, la cour du parlement, *garnie de pairs*, a toujours prononcé sur les difficultés nées à l'occasion de la transmission des droits de la pairie et sur les récusations portées contre les pairs. Des pairies ont été successivement supprimées; c'est ce qui arriva aux pairies des grands feudataires, quand un grand fief, après une guerre heureuse, un traité, un mariage, etc., était réuni à la Couronne; différentes terres ont été érigées en duchés-pairies; mais le droit de la pairie ne changea pas. La pairie était *un fief de dignité avec fonctions publiques*; elle avait ainsi deux éléments, l'un personnel, l'autre réel. Le pair de France était propriétaire d'une grande seigneurie et magistrat membre du parlement de Paris, première cour du royaume (V. *Histoire de la pairie de France*, s. n., attribuée à Le Laboureur; *Mémoire sur le droit des pairs de France*, s. n. et s. l., 1771; *Des Pairs de France*, par H. de P. (Henrion de Pansey), 1816.

CHAPITRE IV. — DROIT FÉODAL SECONDAIRE.

Le droit féodal proprement dit, c'est-à-dire l'ensemble des rapports des possesseurs de fiefs entre eux et des rapports des possesseurs de fiefs avec les propriétaires de terres tenues en censive, est resté à peu de chose près, dans les XIV^e et XV^e siècles, ce qu'il était aux XII^e et XIII^e. Dans l'exposé qui a été déjà fait, l'étude en a été conduite jusque vers le milieu du XV^e siècle, à part ce qui vient d'être dit sur les États-Généraux, sur l'organisation judiciaire et sur la pairie dans le chapitre précédent. L'époque du droit féodal secondaire correspond ainsi parfaitement à celle de la seconde période du droit coutumier; c'est dans les coutumes écrites mêmes qu'il faut l'étudier.

Les principes des fiefs n'ont pas subi dans cette nouvelle époque de changements notables; ils ont persisté jusqu'à la Révolution. Que l'on ouvre, par exemple, le Traité des fiefs de Pothier, écrit à la veille de l'anéantissement complet de la féodalité, et l'on s'étonnera d'y retrouver les principes et le système dont l'ensemble peut être reconstitué avec les Assises de Jérusalem, les Établissements de saint Louis et les coutumiers du XIII^e siècle. La matière a été étudiée, développée par les grands jurisconsultes du XVI^e siècle, à la tête desquels il faut placer Dumoulin; les principes ont acquis une fixité, atteint à une précision que l'on chercherait en vain dans les œuvres difficiles à lire et presque informes des écrivains de la première époque du droit féodal; mais ils sont les mêmes. Seulement la rigueur du premier droit féodal s'est sensiblement adoucie: on comprend que la science et une philosophie inconsciente ont passé par là. Le droit féodal du XIII^e siècle se sentait de son origine, la violence; il est devenu au XVI^e siècle un droit savant; il a subi les épreuves de la critique juridique; sans perdre son caractère, il est devenu humain.

Au XVI^e siècle, cependant, l'état des personnes a changé notablement: la servitude corporelle, l'esclavage proprement dit, a disparu complètement. Le servage ou colonat a persisté, mais les affranchissements ont réduit considérablement le nombre des serfs; il n'y a déjà plus presque partout que des hommes libres. Les hommes libres sont, comme au temps de Beaumanoir, des gentilshommes ou des roturiers, des nobles ou des non-nobles. Mais, dans le système du droit de l'époque, la distance entre les nobles et les non nobles était telle, que ce serait donner une fausse idée de l'état des personnes que de ranger les nobles et les non-nobles dans une même classe qui serait celle des hommes libres. L'homme libre, c'est simplement celui qui n'est pas serf; le noble est plus qu'un homme libre. Nous reviendrons d'ailleurs plus opportunément sur cette distinction des personnes, en faisant connaître le droit des personnes selon les coutumes rédigées.

Les sous-inféodations, dont l'ensemble ne peut faire figurer la hiérarchie féodale que sous la forme d'une pyramide (V. *supra*, p. 80), persistent également. La féodalité militaire a disparu. Mais les dénominations des anciennes dignités devaient même survivre au régime féodal. Le Livre de justice et de plet fait connaître les divers degrés de la subordination féodale au commencement du XIV^e siècle; ils étaient les mêmes au XVIII^e siècle: *L'office de conte est de conseller le roi an bone foi, et de lui aider ses guerres maintenir. Contes a en ses terres en la conté sa jostice, sau le roi, qui est pardessus; et li rois ne li doit pas sorbir (reprendre) sa justice, tant comme il fait droit. Li roi puet ce amender. Conte puet son serf franchir, et fere grâce a larron et a murtrier, sauf le grié as amis au mort. Et se aucuns contes (meurt?), son filz li aînez tient de la conté. — Contes a en sa terre toutes seigneuries, souf la dignité le roi, et sau ce que autres l'a (a?) par droite cause. — Duc a en sa terre totes seignories et totes jostices, sauf le roi, qui est li pardessus, a amender le tortfet (dommage) qu'il a fet, et sauf ce que li rois a en la duchée, et autres par justes causes; et puet fere grace a ses sougéz, et cele grace qu'il veaut de sa debonairété, et puet home sauver de mort: mès qu'il ne face tort a autrui. Aucomme nos disons des hommes, l'entendons-nos des femmes. — Duc doit conseiller le roi, et li doit aider ses anemis a mater selon ce que resons le requiert. — Duc est*

la première dignité, et puis contes, et puis vicontes, et puis barons et puis chastelain, et puis vavasseur, et puis citaën, et puis vilain. Viconte si est de la digneté au conte, fors en dignité de personne. Et baron est de la dignité au viconte, fors en personne. Li rois ne doit tenir de nul. Duc, conte, viconte, baron, puent tenir li un des autres, et devenir homme, sauf la dignité le roi, contre qui hommages ne vaut riens. Chastelain, vavasseur, citaën, vilain, sont souzmis a cils que nos avons devant nommez. Et tous sont souz la main au roi. — Le tableau est exact et complet.

Au XVI^e siècle tous les biens sont, comme au temps de saint Louis, nobles ou roturiers. Il y a des fiefs tenus à charge de foi et hommage, et des héritages possédés sous la condition de payer une redevance au seigneur; mais il y a aussi des alleux. La maxime : Nulle terre sans seigneur, est toujours la maxime fondamentale du droit féodal, pour les rapports du seigneur et des roturiers (Cout. de Senlis, art. 262); mais la portée en est contestée, et il est au moins certain que si la présomption est toujours en faveur du seigneur, ce n'est plus une présomption devant laquelle aucun titre ne puisse prévaloir. Dumoulin, le tenace adversaire des prétentions seigneuriales, n'entendait plus la fameuse maxime qu'en ce sens qu'il n'y avait pas de terre pour laquelle on ne dût reconnaître la justice du seigneur ou celle du roi (*Comm. sur l'ancienne coutume de Paris*, tit. I, § 68, gl. I); mais on peut douter que cette interprétation de la maxime fût la vraie. S'il en eût été ainsi, la maxime n'eût plus eu de sens; car dans les pays où la franchise de l'alleu était la règle, on réservait toujours les droits de justice, comme on peut le voir dans Galland (*Franc-alleu*, chap. VII) et dans Cazeneuve (*Recherches sur le franc-alleu en Languedoc*, liv. I, chap. I). D'ailleurs, par quelles déviations la maxime : Nulle terre sans seigneur, aurait-elle perdu si complètement la portée que Beaumanoir lui donnait en termes si clairs au XIII^e siècle? (V. *suprà*, p. 79). Le chancelier Duprat, sous François I^{er}, l'entendait, au dire de Mézeray, comme au temps de Beaumanoir. Pothier était moins absolu; car à la veille de la Révolution il écrivait : « Selon la maxime : Nulle terre sans seigneur, qui a lieu dans ces provinces, le possesseur d'un héritage est censé le posséder comme le tenant du seigneur connu ou inconnu duquel il relève » (*Traité des Censives*, I, 3). C'est, en effet, comme établissant simplement une présomption en faveur du seigneur que la maxime était communément entendue. La nouvelle coutume de Paris, dans son art. 124, semble témoigner en faveur de cette interprétation; car si elle admet que la quotité du cens ou des arrérages peut se prescrire par trente ans, elle n'admet pas que le cens même puisse se prescrire par cent ans, et elle n'eût pas établi cette imprescriptibilité du cens si la maxime : Nulle terre sans seigneur, avait alors complètement péri.

Le même art. 124, à la vérité, ajoute : « quand il y a titre ancien ou reconnaissance dudit cens, » d'où il semble qu'il faut induire que c'est au seigneur à produire son titre ou à justifier des reconnaissances du propriétaire de la terre. Mais le titre ou la reconnaissance exigés par l'art. 124 révélaient seulement que les tenures en censive étaient de fait toutes attestées par un titre, à l'époque de la révision de la coutume de Paris. Il n'apparaît pas, en effet, dans les commentateurs du droit coutumier qu'une seule cause se soit présentée d'un seigneur réclamant un cens sans avoir un titre (V. Ferrière, *Cout. de Paris*, sur l'art. 124, t. II), et cependant, du XV^e au XVIII^e siècle, le cens était très-loin de représenter le revenu de la terre. La vieille maxime : Nulle terre sans seigneur, avait régné si longtemps sans conteste, qu'il n'y avait pas de seigneuries où les tenures en censive ne pussent être prouvées par des reconnaissances répétées. Ce n'est pas à dire qu'il n'y eût dans les pays coutumiers des terres tenues en franc alleu. Il y en avait à l'époque de la rédaction des coutumes (V. notamment l'art. 46 de l'anc. coutume de Paris, et l'art. 68 de la nouv. coutume). Mais le possesseur d'une terre en franc alleu avait toujours un titre.

Ainsi il paraît résulter de l'état du droit coutumier de la seconde époque : 1^o que les alleux avaient reparu; 2^o que pour tenir une terre en franc alleu il fallait un titre; 3^o que la maxime : Nulle terre sans seigneur, n'établissait plus une présomption de droit absolue en faveur du seigneur, mais une simple présomption qui pouvait être détruite par un titre contraire; 4^o qu'en fait, la situation respective du seigneur et des gens du fief était toujours, à partir du XVI^e siècle, fixée par des titres ou des reconnaissances.

Outre les droits de cens, rentes, champarts, arrérages, le seigneur d'un fief avait la taille, les corvées, les lods et ventes sur les possesseurs de terres tenues roturièrement, et les droits de rachat, de quint et requint sur les propriétés tenues en fief.

L'ancienne taille seigneuriale, la *taille de haut en bas*, la *taille à merci*, avait disparu. On pense bien que si les États-Généraux étaient presque arrivés à faire admettre en principe que le roi ne pouvait établir de tailles sans le consentement des États (V. *suprà*, p. 115 et 116), les seigneurs n'avaient pu s'arroger de conserver un tel droit. Il y eut cependant une taille qui persista : ce fut celle connue sous le nom de *loyaux aides*, *aides en quatre cas*. Les loyaux aides remontent à l'époque des croisades ; on les trouve dans les Assises de Jérusalem (I, 397-399), dans les Établissements de saint Louis (I, 42), dans la Somme rurale de Bouteillier (liv. I, tit. 86). Loysel rapporte, dans ses *Institutes*, la règle coutumière formulée en ces termes : *Loyaux aides sont coutumièrement dus pour chevalerie du seigneur ou de son fils aîné, pour mariage de fille aînée, pour rançon et voyage en la terre sainte* (liv. IV, tit. III, 54).

Depuis la fin des croisades et la disparition de la confrérie de la chevalerie, qui eut au moyen âge une importance, un rôle dont le souvenir est resté populaire, les loyaux aides pour chevalerie et voyage en la terre sainte étaient devenus sans objet. Mais les loyaux aides pour mariage de fille aînée et pour rançon restèrent comme un droit effectif ; ils sont mentionnés dans plusieurs coutumes (Cout. du Loudunois, tit. VIII ; Bourbonnais, art. 344 ; Touraine, tit. IX ; Anjou, art. 128). Les loyaux aides ne pouvaient être exigés qu'une fois par le seigneur, sauf le cas de rançon, qui était réitérable (Loysel, *Institutes cout.*, *ibid.*, 55). Ils étaient, dans l'usage, du double des redevances ; ils n'appartenaient aux filles que si elles étaient dames de fief (Loysel, *ibid.*, 56 et 57 ; V. Salvaing, *Usage des Fiefs*, chap. 49 ; Pratique de Masuer, chap. 39).

Les corvées originellement exigibles contre les serfs viendraient, selon les jurisconsultes du XVI^e siècle, Loyseau entre autres, des *operæ libertorum* du droit romain. Cette origine historique est plus que contestable ; il est plus rationnel de penser que la similitude de situation des anciens serfs produisit les mêmes exigences du seigneur sur ses serfs affranchis, que du patron de Rome sur ses esclaves affranchis. Après les affranchissements, les corvées s'étendirent aux personnes libres non nobles. Dans les premiers temps, elles étaient à la discrétion du seigneur. Sous les coutumes écrites, le seigneur pouvait exiger des roturiers douze jours de corvée par an, trois au plus par mois en diverses semaines (Loysel, *Institutes cout.*, liv. VI, tit. VI, 7). Les corvées, comme les tailles, ne pouvaient être vendues ni transportées. Elles n'étaient pas comptées dans les estimations et mises à prix du fief (Loysel, *ibid.*, 10 et 11).

Il a déjà été parlé du droit féodal des lods et ventes (V. *suprà*, p. 103 et 104) perçu à la mutation pour vente des biens tenus en censive. Il était dû au seigneur qui avait la seigneurie la plus proche (Loysel, *Institutes cout.*, liv. IV, tit. II, 6). Pour comprendre cette règle, qui était bien antérieure à la rédaction des coutumes, il faut savoir qu'un seigneur pouvait donner un fonds à cens à un autre seigneur, qui devenait alors justiciable du concédant quand il résidait sur l'héritage qu'il tenait en censive (P. Defontaines, *Conseil*, chap. III, 3 et suiv. ; Beaumanoir, *Cout. du Beauvoisis*, chap. XLVIII, 7), et celui-ci à une troisième personne. Si le fonds ainsi cédé deux fois venait à être vendu, quel seigneur avait droit aux lods et ventes ? On décidait que le premier étant seigneur tréfoncier, nulle convention à laquelle il ne participait pas ne pouvait lui faire perdre ses droits seigneuriaux (*Grand Coutumier*, liv. IV, chap. V). Dumoulin et Loyseau appuyaient cette doctrine (V. Loyseau, *Déguerpissement*, liv. I, chap. V, n^o 11 et 12). Le droit du seigneur tréfoncier aux lods et ventes ne pouvait pas dépendre, en effet, d'une mutation que son cessionnaire ferait ou ne ferait pas à un possesseur de fief dans son fief.

Quand il y avait lieu à lods et ventes, ils étaient dus au jour du contrat ; ils étaient acquis également au cas d'un bail à rente, et ils restaient acquis alors même que la rente aurait été de sa nature rachetable et de fait aurait été rachetée. Il en était de même si la vente était résiliable sous condition et que la condition vint à se réaliser (Bacquet, *Des droits de justice*, chap. XII, n^o 4). Le principe de cette règle se retrouve dans le droit fiscal moderne, qui n'admet pas qu'un droit soit sujet

à restitution, dès qu'il a été régulièrement perçu. Mais si le vendeur s'était réservé la faculté de racheter et qu'il en usât, il n'y avait pas de lods et ventes à payer pour le rachat; l'acheteur seul avait dû payer les siens (V. *Grand Coutumier*, liv. II, tit. des *Champarts*; anc. cout. d'Orléans, art. 126; cout. du Bourbonnais, art. 406; *contrà*, cout. du Nivernais, titre des *Fiefs*, art. 23).

Les lods et ventes n'étaient pas dus pour partages, licitations et adjudications entre cohéritiers et associés, selon les coutumes du centre et notamment la coutume de Paris (art. 80). Cette règle est remarquable en ce que c'est de là que vient le principe de l'article 883, code Napoléon, que chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement aux objets compris dans son lot. On sait que c'est Dumoulin, qui, dans son Commentaire de l'ancienne coutume de Paris, fit consacrer le principe que le partage entre communistes est déclaratif et non translatif de propriété, afin de faire écarter les prétentions seigneuriales aux lods et ventes au cas de partage. Dans la seconde rédaction des coutumes, cette exemption s'étendait même au cas où le communiste aurait, par l'effet de l'adjudication, une part plus grande que celle lui appartenant naturellement; on considérait alors cet excédant de part comme un résultat de la nécessité ou d'une convenance impérieuse.

Ce que les lods et ventes étaient pour la *terre vilaine*, le quint l'était pour le fief (V. *suprà*, p. 84). Il y avait aussi le relief ou rachat payé au seigneur par celui qui acquérait autrement qu'à prix d'argent, ou qui succédait en ligne collatérale (V. *suprà*, p. 84). Sur ce point, les coutumes variaient beaucoup. Il n'y aurait pas d'intérêt historique à en étudier les dispositions diverses. Pour quelques fiefs, les droits de quint et de relief éventuellement dus étaient convertis en redevances annuelles. On les appelait fiefs abonnés; moyennant que la redevance fût acquittée chaque année, ils pouvaient être vendus, donnés, sans qu'il fût dû aucuns droits (Loysel, *Institutes cout.*, liv. IV, tit. III, 23).

La réunion de la souveraineté et de la propriété dans les mêmes mains, selon l'esprit du système féodal, produisait une conséquence dont nous avons déjà vu de nombreuses applications de détail. C'était une règle générale que toutes les choses vacantes et sans maître, mobilières ou immobilières, appartenaient au seigneur; il avait à ce titre les terres abandonnées et les objets perdus. Mais à quel seigneur, du seigneur haut justicier ou du seigneur de fief, les choses vacantes appartenaient-elles? Sur ce point, il s'est élevé d'interminables controverses, qui ont duré autant que le régime féodal. Henrion de Pansey écrivait en 1789 : « Une question de cette espèce, qui doit se reproduire aussi fréquemment, devrait sans doute être irrévocablement décidée, et même depuis un temps considérable. Cependant elle est encore problématique, et la discordance qui règne entre les jurisconsultes sur ce point est telle que l'on peut en regarder la solution comme difficile. En effet, si l'on parcourt les ouvrages écrits sur cette matière, on y lit alternativement que les terres vaines et vagues appartiennent au seigneur haut justicier et au seigneur du fief. Et ce qui surprend encore davantage, c'est que les deux assertions sont également présentées de part et d'autre comme n'éprouvant aucune difficulté. »

On ne s'attend pas à ce que nous entreprenions de résoudre une question qui était si difficile pour les légistes mêmes du temps où elle s'agitait. Cependant il y avait quelques règles certaines au milieu de la divergence des opinions. Ainsi les grands chemins et rivières navigables appartenaient au roi. Pour les grands chemins, il n'y avait pas d'exception à la règle. Les rivières navigables pouvaient appartenir au seigneur haut justicier dans la partie relevant de son fief; mais pour cela il fallait qu'il eût un titre (Cout. de Meaux, art. 182; Bacquet, *Droits de justice*, chap. XXX, n° 21; Salvaing, *Droits seigneuriaux*, chap. 37 et 60). Au reste, quand le droit féodal dit que telles choses appartiennent au roi ou au seigneur haut justicier, il faut entendre que c'était au regard du droit de police et de justice; car elles n'ont jamais été dans le domaine patrimonial du roi ou du haut justicier.

Les petites rivières et les chemins étaient généralement reconnus comme appartenant aux seigneurs des terres, bien entendu quant à la police et à la justice. Mais ici se représentait la question de savoir si c'était au seigneur féodal ou au seigneur justicier; nous ne serons pas tenté de l'aborder. Dans les derniers temps de l'ancienne monarchie, l'opinion tendait à prévaloir que les rivières non navigables appartenaient aux riverains. On considérait la propriété des riverains comme une consé-

quence de l'accensement de telle partie du domaine seigneurial, à moins qu'il n'y eût une réserve du droit du seigneur (V. Merlin, *Questions de droit*, v° *Pêche*, § 1).

Le tréfonds appartenant aux seigneurs, c'était une conséquence de leur *directe* que nul ne pouvait ouvrir de mines ou carrières sur son sol sans le congé du seigneur. Cependant, dans le dernier état du droit, le caractère de propriété ayant prévalu sur celui de l'accensement féodal, chacun put pratiquer des fouilles en liberté sur ses terres.

Il faut ranger au premier rang des droits seigneuriaux toute une classe de droits dont les usages variaient à l'infini, et que l'on désignait sous le nom générique de *banalités* (1). Championnière, dans son *Traité des eaux courantes*, en présente une énumération à peu près complète : « Défense au possesseur de chasser sur ses terres, de pêcher dans ses eaux, de moudre à son moulin, de cuire à son four, de fouler ses draps à son usine, d'aiguiser ses outils à sa meule, de faire son vin, son huile, son cidre à son pressoir, de vendre ses denrées au marché public, d'avoir étalon pour ses troupeaux, pigeons dans sa fuie ou lapins dans son clapier; par suite, droit exclusif pour le seigneur à toutes ces jouissances, et nécessité pour l'homme coutumier d'en accroître les profits par son usage » (*Eaux courantes*, p. 552).

Les banalités seigneuriales étaient devenues, en effet, les droits les plus odieux de la féodalité. Mais est-il juste de les considérer toutes, sans exception, comme une atteinte à la liberté personnelle, seul droit imprescriptible? Ce serait très-mal connaître l'esprit du système féodal et le caractère des banalités. Quand Championnière s'indignait, avec toute la génération, de 1789 de cette « défense au possesseur de chasser sur ses terres, de moudre à son moulin, etc. », il parle fort mal pour un légiste. Il raisonne comme si le pouvoir seigneurial avait imposé après coup tous ces droits sur des hommes libres. Or cela est historiquement inexact. Oublie-t-on que ces droits seigneuriaux ne sont pour la plupart que des droits d'usage réservés, ou des servitudes réelles, des services fonciers considérés comme légitimes dans toutes les législations, et autorisés encore aujourd'hui par notre code civil?

Le droit féodal ne défendait pas au possesseur de chasser sur ses terres, de moudre à son moulin. Parler ainsi, c'est le mal comprendre. Il avait trouvé dans le monde gallo-franc, qu'une autorité centrale, impuissante à maintenir l'ordre, avait laissé se dissoudre, des serfs devenus tels par l'oppression ou par leur faiblesse ou leur volonté; à ces serfs affranchis les maîtres du sol avaient concédé des terres à charge de cens, avec réserve de certains usages, chasse, pêche, etc.; avec défense d'élever certaines constructions, moulins, pressoirs, colombiers. Quoi de plus juridique? De pareilles concessions, maintenues par des reconnaissances, des aveux périodiques réitérés, seraient encore aujourd'hui parfaitement légitimes. Il n'était pas défendu au possesseur de chasser sur ses terres, car ces terres n'étaient pas *siennes* pour la chasse. De même on n'interdisait pas au propriétaire de moudre à son moulin; mais le seigneur se trouvant en face de concessionnaires de terres qui n'étaient devenus tels qu'à la condition de ne bâtir moulins ni colombiers, le moulin du seigneur devenait d'un usage obligé parce qu'il n'y en avait pas d'autre dans le fief.

Qu'on ne se méprenne pas sur la portée de ces paroles. Il ne peut être question de défendre ici le

(1) *Bannum* signifiait originairement, selon M. Guérard, dans son *Polyptyque d'Irminon*, tout service manuel. Comme les services des serfs étaient exercés dans les IX^e et X^e siècles sur un appel à cri du seigneur, le mot *bannum* arriva à désigner tout appel, édit, proclamation : il y avait le *cri au ban*, la *cloche au ban*, le *ban de mariage*. Sous le régime féodal de la première et de la seconde époque, la perception des droits seigneuriaux étant annoncée d'avance à cri s'appela *ban*; il y eut des *bans de vendange* : on ne pouvait vendanger sans le consentement du seigneur qui avait droit de *ban*. Le *ban* et l'*arrière-ban* dans le fief étaient la convocation de tous ceux qui devaient le service militaire. Le mot *ban* exprimait aussi l'amende encourue pour résistance aux injonctions d'un édit. Du même mot *ban* viennent les mots *banlieue*, lieu autour de la ville où le seigneur avait droit de justice et de ban; *bannir*, proclamer, et plus tard exiler, mettre hors du ban, du territoire de juridiction; *bannière*, enseigne du ban militaire; *banneret*, désignation du chevalier qui peut lever bannière; *banal*, désignation de toute chose affectée, comme les moulins, les fours, etc., au service des gens du fief, et appartenant par privilège au seigneur; les *banalités* désignaient les droits seigneuriaux dont il est question au texte ci-dessus.

système féodal, dont les abus ont inspiré à toutes les générations qui l'ont subi un véritable ressentiment, et laissé presque un souvenir d'horreur; mais il est permis de discuter les attaques dont il a été l'objet au nom du droit. Or, parmi les droits féodaux abolis en 1789, les plus considérables n'étaient que des droits de propriétaires; d'autres étaient injustes, parce que des droits pareils n'auraient pu être exercés par des non nobles sur des propriétés franches : tel était notamment le droit de chasse, qui, depuis l'édit de 1515, sous François I^{er}, était interdit à tous ceux qui n'étaient pas nobles, même quand leurs fonds étaient allodiaux, francs de toutes charges seigneuriales. Ce sont ces derniers droits seulement qui étaient une atteinte à la liberté imprescriptible des personnes. Quant aux autres, ils étaient les derniers vestiges d'un ancien état social malheureux; mais leur suppression pure et simple n'eût pas été plus juste que ne le serait aujourd'hui un nouveau partage des terres, sous le prétexte qu'il y a tant de fortunes acquises par des moyens coupables.

L'Assemblée nationale a compris la question dans ces termes, comme on le verra; car elle a distingué, parmi les droits féodaux, les droits féodaux rachetables et ceux qui devaient être supprimés sans indemnité. Seulement le département de ces droits ne fut pas toujours fait selon les principes d'une stricte justice; et là où l'on croyait supprimer seulement un droit purement féodal, il arriva que l'on portait une véritable atteinte à la propriété. Il y a plus, la suppression des banalités réelles ne réparait aucune injustice; ce fut un bénéfice net pour les détenteurs de terres. Qui gagnait à cette suppression? Les détenteurs de terres. Mais depuis cinq ou six siècles ils ne pouvaient pas être les descendants des propriétaires que l'on croyait avoir été originairement atteints par les violences seigneuriales. Ces terres, ils les avaient achetées en défalquant du prix la valeur des charges dont elles étaient grevées. Ils bénéficiaient donc d'autant. Dès que l'on prenait aux seigneurs, il eût fallu rigoureusement que la valeur des banalités supprimées fût payée par les détenteurs de terres à l'État.

Revenons au sujet que cette digression a interrompu. C'était une maxime de droit féodal que les justices étaient patrimoniales, c'est-à-dire appartenaient aux seigneurs au même titre que le champ du fief. Elles étaient héréditaires comme les autres biens, et elles pouvaient être vendues (Bacquet, *Droits de justice*, chap. VIII, n° 8). Mais le seigneur ne possédait et ne pouvait aliéner que les droits de justice qui lui appartenaient réellement, et aux conditions auxquelles il les tenait lui-même. Deux conséquences s'ensuivaient : la première, qu'un fief ne pouvait être démembre, par l'aliénation de la justice qui en dépendait, au préjudice du suzerain qui l'avait concédé à foi et hommage; la seconde, qu'un seigneur ne pouvait se former un ressort. Un seigneur pouvait-il créer des justices inférieures en divisant sa justice sans la permission du souverain? C'était une question. Les châtelains et les hauts justiciers le faisaient notoirement. Mais les légistes contestaient leur droit à cet égard. Ils soutenaient généralement que le droit d'un seigneur de démembrer son fief en créant des arrière-fiefs n'emportait pas le droit de créer des justices; ils donnaient pour raison que le droit du fief seul n'avait pour objet que la terre, tandis que le droit de justice s'étendait aux personnes (V. Loyseau, *Des Seigneuries*, chap. VI, n° 30). Leur doctrine se sentait de la réaction dont les légistes du XVI^e siècle se firent les promoteurs contre les droits seigneuriaux; mais il ne semble pas que ce fût celle du vrai droit féodal.

Les seigneurs n'avaient *ressort*, qui est droit de souveraineté, comme dit du Tillet (chap. du *Connétable de France*), s'ils n'avaient titre du roi. Le Grand Coutumier disait déjà au temps de Charles VI : « Il ne suffit pas de dire : J'ai toute justice et par ce j'ai ressort, il faut avoir titre du ressort » (Loyseau, *Des Seigneuries*, chap. VI, n° 34). — Si les seigneurs ayant justice n'avaient pas pour cela seul ressort, à plus forte raison ne pouvaient-ils créer, ériger de nouvelles justices. Ce principe fut jugé, paraît-il, contre les seigneurs de Montmorency; et Loyseau rapporte cette maxime du Grand Coutumier : « Au roi seul, et pour le tout, appartient de créer nouvelles juridictions par tout son royaume, et nul autre ne le peut faire sans son congé. »

C'était une maxime de droit féodal que tous seigneurs justiciers devaient la justice à leurs dépens. La maxime s'appliquait surtout aux matières de droit criminel et de police, où les frais de la poursuite devaient être avancés et étaient éventuellement supportés par le justicier. Mais il avait le produit des confiscations et des amendes (V. Loysel, *Institutes cout.*, liv. II, tit. II, 43).

Il faut voir maintenant quel était l'ordre des seigneuries dans le système des fiefs et arrière-fiefs.

Loyseau range les seigneuries suzeraines en trois sortes : les grandes seigneuries, les médiocres seigneuries et les petites seigneuries ou simples justices. Les grandes seigneuries étaient les pairies, les duchés, les marquisats, les comtés et les principautés; les médiocres étaient les vicomtés, les vidamés, les baronnies et les châtelainies; les petites seigneuries étaient les simples justices, les basses justices, les fiefs ayant justice, que l'on opposait simplement aux fiefs roturiers. C'est à l'ordre de ces seigneuries que correspondait l'ordre des hautes, moyennes et basses justices, dont il a été déjà parlé (V. *suprà*, p. 118). Au moins en était-il ainsi à l'origine; mais par suite des aliénations et sous inféodations des justices, et surtout par suite des empiètements des seigneuries inférieures, la corrélation ne se maintint pas. Chaque justice avait son ressort particulier, qui n'était que le titre de la seigneurie (Loyseau, *Des Seigneuries*, chap. X, n° 13 et suiv.).

Le droit des fiefs ne changea pas sensiblement dans le cours des siècles; on peut dire qu'il se régularisa et se continua jusqu'à la chute du système féodal. Au XV^e siècle, comme auparavant au XIII^e, et postérieurement, au XVIII^e siècle, le fief était « une concession gratuite à perpétuité d'une chose immeuble ou réputée immeuble, à la charge de foi et hommage et du service militaire au concédant, et sous la réserve pour ce dernier de la seigneurie directe » (Pothier, *Traité des Fiefs*, partie I, chap. prélim., § 3). Quand il y avait des sous-inféodations, le vassal avait la seigneurie utile par rapport à celui de qui il tenait le fief, et la seigneurie directe à l'égard de celui à qui il avait sous-inféodé son fief ou donné à cens (Pothier, *ibid.*). Ce qui changea avec le temps, ce fut le droit des personnes. Ainsi le consentement du seigneur n'est plus obligatoire pour le mariage des filles vassales; à plus forte raison ne peut-il les contraindre au mariage. En outre, la partie symbolique du droit féodal a disparu non complètement, mais en partie. Selon la coutume de Paris, le vassal portait sa foi en mettant un genou en terre; selon celle d'Orléans, il lui suffisait de se présenter sans épée ni éperons. Dans le dernier état du droit féodal, presque tous les actes féodaux s'accomplissaient dans le secret du cabinet des hommes d'affaires, et se réduisaient à des procès-verbaux. Quand le vassal devait des droits utiles au seigneur, il devait en faire l'offre à celui-ci, qui pouvait refuser l'investiture du fief jusqu'à ce que le paiement de ces droits eût eu lieu (Pothier, *Traité des Fiefs*, part. I, chap. I).

Il y avait lieu dans le droit féodal secondaire à la saisie féodale quand le seigneur n'était pas servi de son fief ou payé de ses droits. La saisie féodale remplaçait la commise du droit féodal primaire, qui avait lieu faute par le vassal de demander l'investiture de son fief (*suprà*, p. 79 et 84). Quand le seigneur poursuivait la saisie, il faisait les fruits du fief siens à partir de la saisie; s'il ne la poursuivait pas, c'était le vassal qui les recueillait. On exprimait cette alternative par la maxime : Quand le seigneur dort, le vassal veille; quand le seigneur veille, le vassal dort (Loysel, *Instit. cout.*, liv. IV, tit. III, 24 et 25; Pothier, *Fiefs*, I, chap. II). Mais la commise coutumière a toujours subsisté quand il y avait désaveu de la part du vassal, méconnaissance grave du droit du souverain, ou ingratitude, déloyauté, pour tout dire, *félonie* (Pothier, *ibid.*, chap. III). Quand le seigneur plaidait contre le vassal, il plaidait saisi, *main garnie*, et la saisie du seigneur était préférée à toute autre (Loysel, *Institutes cout.*, liv. IV, tit. III, 26 et 27).

Il y avait encore lieu à la saisie féodale quand le vassal refusait de donner le dénombrement de son fief (Loysel, *ibid.*, 44; Pothier, *Fiefs*, I, chap. IV). Le dénombrement était la description que le vassal devait donner à son seigneur par le détail de tous les héritages et droits qu'il tenait en fief de lui. Mais pour cette cause de saisie le fief n'était pas vacant, le seigneur saisissant ne percevait pas les fruits. L'aveu n'était donné qu'une fois dans la vie du vassal; il ne se réitérait pas, selon la disposition de la plupart des coutumes, celles de Paris entre autres. Selon encore la plupart des coutumes, avant qu'elles eussent été revisées (V. *infra*, p. 133), le seigneur ne pouvait pour aucune cause saisir le fief de son vassal, tant qu'il n'était pas lui-même entré en foi (Loysel, *Institutes*, liv. IV, tit. III, 50). Cette règle paraissait tenir à l'essence du droit féodal. La maxime : Le mort saisit le vif, ne pouvait être applicable à la succession des fiefs, puisque le principe des fiefs était précisément l'ensaisinement du vassal par le seigneur (Desmares, *Décisions*, 285; *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21; Dumoulin, sur l'art. 7 de l'ancienne coutume de Paris). Cependant, à partir de la révision des coutumes,

on considéra plus généralement le silence du seigneur dominant comme un consentement tacite à ce que son vassal gardât les droits du fief, en attendant qu'il en reçût la foi. Dumoulin lui-même avait accepté cette doctrine. Plusieurs coutumes néanmoins avaient maintenu les premières règles (Cout. de Clermont, art. 79).

Le retrait féodal était passé de l'ancien droit (*suprà*, p. 84) dans les coutumes rédigées. Le seigneur pouvait réunir à son domaine le fief relevant de lui, quand le fief était vendu à prix d'argent à un étranger, moyennant qu'il payât à l'acquéreur le prix et les loyaux coûts de l'acquisition. C'était une sorte de droit de prélation, comme Pothier le dit avec raison (*Traité des Fiefs*, part. II. chap. II, 4).

Un fief pouvait être démembré, mais il ne pouvait l'être par le vassal qu'avec le consentement du seigneur, s'il devait en résulter pour celui-ci un préjudice. A défaut du consentement du seigneur, la prescription rendait définitif un démembrement effectif, alors même que le démembrement aurait eu pour effet de faire reconnaître un autre seigneur dominant. Mais le vassal pouvait, sans le consentement de son seigneur, *se jouer* de son fief dans une proportion que la coutume de Paris fixait aux deux tiers. Le *jeu de fief* était la sous-inféodation par le vassal d'une partie du fief. L'acquéreur par jeu de fief ne devenait pas alors covassal du cédant au regard du seigneur dominant ; il n'était que le tenancier du cédant (Loysel, *Institutes cout.*, liv. IV, tit. III, 40 suiv.)

Il y aurait à parler ici de la majorité féodale, de la garde noble, de la succession des fiefs, etc. ; mais comme dans les coutumes rédigées la succession des fiefs est mêlée au système général des successions, la matière des successions ne peut être scindée. Il en est de même des autres matières du droit civil féodal. Par cette raison, il sera traité du droit civil féodal dans l'exposé du droit coutumier secondaire. Mais il est nécessaire de parler ici de la succession des fiefs de haubert, à raison du caractère particulier de ces fiefs et des obligations que leur détention imposait.

Le fief de haubert était le vrai fief, le fief militaire, le fief de chevalier. Le possesseur d'un fief de haubert devait, à vingt et un ans, revêtir le haubert ou cotte de mailles, et se tenir à la disposition de son seigneur, qui était ordinairement le roi, si bien que des auteurs se réputaient fiefs de haubert que ceux qui relevaient immédiatement du prince. Le fief de haubert appartenait pour le tout au fils aîné, au décès du père ; il ne se partageait pas entre frères ; mais, s'il n'y avait que des filles, il se partageait, sans pouvoir cependant être divisé en plus de huit parties (V. Anc. Cout. de Normandie et Nouv. Cout., art. 336). Autrement il perdait le caractère de fief de haubert et devenait fief vilain (V. Laurière, *Glossaire*, v° *Fiefs*). Les fiefs de haubert ont duré aussi longtemps que le droit féodal ; on verra plus loin que, selon l'édit de Nantes, les possesseurs de pleins fiefs de haubert appartenant à la religion réformée avaient dans leurs fiefs les mêmes privilèges que les seigneurs hauts justiciers pour l'exercice de leur culte.

Les institutions et le droit particulier nés de la féodalité demeurèrent entiers, comme on le voit, jusqu'à la Révolution. Mais, par la disparition des grands fiefs, le caractère du droit féodal avait profondément changé. Il n'avait plus pour objet, depuis plusieurs siècles, que des intérêts purement civils, uniquement pécuniaires. Toutes les relations de seigneur à vassal se passaient sans bruit, entre hommes d'affaires. Les contestations où s'agitaient les difficultés du droit féodal étaient jugées comme les autres procès civils, et ne différaient nullement, pour l'appareil, de celles ayant pour objet des droits d'hypothèque ou d'usufruit.

CHAPITRE V. — DROIT COUTUMIER SECONDAIRE.

L'histoire du droit coutumier secondaire, comme celle du droit coutumier primaire, a pour théâtre la France du Nord et du Centre. Il semble que dans les pays envahis par les Wisigoths l'assimilation des diverses races fut plus facile, et que les envahisseurs subirent docilement la loi du peuple conquis, plutôt qu'ils n'imposèrent la leur. Il est déjà remarquable que les chefs des peuples qui étaient

répartis dans les provinces du Midi furent seuls à prendre soin du droit de leurs sujets romains et à leur faire des codes romains, comme fut, entre autres, le *Breviarium Alaricianum*. Le caractère de la conquête détermina ainsi celui de la législation; là où la conquête avait été violente, comme dans les pays envahis par les tribus franques, les coutumes germaniques prévalurent sur le droit romain et finirent par l'absorber; au contraire, l'organisation romaine et le droit romain l'emportèrent dans les contrées où les races nouvelles s'établirent amiablement dans le pays, plutôt qu'elles ne le conquièrent.

La France, du XIII^e au XVIII^e siècle, se divisait en deux parties d'étendue inégale, comprenant : l'une les pays du *droit coutumier*, où les coutumes d'origine germanique formaient l'élément très-prédominant du droit civil; l'autre les pays de *droit écrit*, où le droit romain ne cessa jamais d'exercer un empire absolu. Ce n'est pas que le droit romain demeurât inconnu dans les pays du Nord et du Centre, et que les provinces du Midi n'eussent des coutumes. On a déjà vu le droit romain mêlé au droit coutumier dans les vieux coutumiers, comme le Conseil de P. Defontaines, et étudié par les baillis et prévôts du domaine de la Couronne, à partir de saint Louis. D'un autre côté, des localités dans le Languedoc, la Provence, le Dauphiné, avaient aussi des usages, des statuts locaux (V. Laferrière, *Histoire du droit français*, t. V, *passim*). Mais dans le Nord et le Centre, le droit romain apparut assez tard et suppléait seulement la coutume. Dans les provinces méridionales, au contraire, il était le droit commun, et les usages locaux n'y dérogeaient que pour l'accommoder aux mœurs du temps. En veut-on un exemple? La féodalité s'implanta dans les provinces méridionales; mais le droit d'attribution dans la possession des fiefs n'y fut jamais reconnu, et le retrait féodal primait le retrait lignager, différent en cela de ce qui se pratiquait dans le Nord et le Centre (Laferrière, *Histoire du droit français*, t. V, liv. VII, chap. 1, sect. 5). Au XVI^e siècle, les parlements de Bordeaux, Pau, Toulouse, Aix, Grenoble, reconnaissaient la loi romaine comme droit commun dans la Guyenne, dans le Béarn, dans le Languedoc, dans la Provence, dans le Dauphiné; le parlement de Paris en reconnaissait l'autorité dans la Bresse, le Beaujolais et une partie de l'Auvergne. En deçà, le droit romain avait une autorité doctrinale qui fut en progrès constant jusqu'à la Révolution, mais les coutumes le dominaient (1).

On peut faire à cette occasion une remarque générale sur l'action des jurisconsultes, à partir du XIV^e siècle. L'étude du droit romain les avait rendus hostiles non-seulement au droit féodal, mais encore au droit coutumier. Dans l'ordre politique, ils sont pour la monarchie contre la féodalité. Cela est remarquable, de Bouteillier à Loyseau, en passant par Dumoulin, le plus rude adversaire des prétentions féodales. Bouteillier qualifie de droit *haineux*, c'est-à-dire odieux, le droit coutumier, quand il contredit

(1) Il ne faut pas se tromper sur la pensée des jurisconsultes français, quand ils s'expriment dans des termes différents sur l'autorité du droit romain et du droit coutumier. Guy-Coquille et Loyseau, par exemple, pensaient de même, quoique parlant différemment. Loyseau disait : « De tout ce discours, résultent trois points fort à noter pour notre droit français : le premier est qu'encore que plusieurs de nos coutumes ne fassent aucune mention de telle action personnelle, si est ce que puisqu'elle est fondée au droit romain, que nous appelons en France le droit commun, elle doit avoir lieu généralement par toute la France, pourvu qu'il n'y soit expressément dérogé par la coutume du lieu. Encore que les Français ne soient nullement sujets aux lois romaines par droit de supériorité..., connaissant que les Romains ont été les plus braves politiques et les plus grands justiciers de toute la terre, nous avons en France reçu leurs lois pour droit commun, en tant qu'il n'y est pas dérogé ou expressément, ou en conséquence, par notre droit françois, qui consiste aux ordonnances de nos rois, aux coutumes de nos provinces et arrêts de nos cours souveraines. » (*Deguerpissement*, liv. II, n° 16). Et Coquille : « Les lois romaines, par le moyen des grandes raisons et bien politiques sur lesquelles est leur fondement, à bon droit ont été reçues par nous pour nous aider quand les constitutions de nos rois ou nos coutumes nous défont, ou pour interpreter nos coutumes. Et les grands effets provenus du gouvernement politique de Rome font connaître que ce peuple, par don de Dieu, avait la lumière de l'entendement bien net, et le cœur bien franc » (*Questions*, n° 308, t. II, p. 379). Ricard, de son côté, s'exprimait ainsi : « En pays coutumier, nous ne considérons pas le droit romain comme une loi absolue et à laquelle nous soyons assujettis par nécessité; mais nous en avons reçu la raison, et comme il est composé des sentiments des esprits les plus éclairés qui aient jamais été au monde dans la jurisprudence, nous nous servons de leurs décisions pour y conformer les nôtres, autant que notre usage peut le permettre » (*Donations*, t. I^{er}, 1, 45; *Coutume de Sens*, art. 161). La pensée de tous ces auteurs est la même : rien ne peut prévaloir contre les dispositions de la coutume; mais, dans le silence de la coutume, le droit romain est la règle.

le droit romain. « Droit haineux, dit-il au début de son livre, est le droit qui, par le moyen de la coutume du pays, est contraire au droit écrit. Droit commun est, comme les saiges disent, un droit qui s'accorde au droit écrit et à la coutume du pays, et que les deux sont consonnants ensemble, si que droit écrit soit conforme à la coutume locale, à tout le moins ne leur déroge, au contraire, car lors est-ce droit commun et coutume tolérable ». C'est ainsi encore que les jurisconsultes du XVI^e siècle cherchent toujours à rattacher les origines du droit national au droit romain, par des rapprochements trop forcés pour être vrais. — Le même Bouteillier, que l'on vient d'entendre, était, comme tous les jurisconsultes du temps, très-royaliste. « Crime de sacrilège, si est de faire dire ou vouer contre l'établissement du roi ou de son prince; car de venir contre, c'est encourrir peine capitale de sacrilège ».

La géographie de la France féodale et coutumière serait très-curieuse à étudier; mais on ne peut l'étudier que sur une carte. En effet, les limites des pays de droit coutumier et de ceux de droit écrit ne peuvent être marquées par une seule ligne qui se suive. Dans certaines provinces, comme l'Auvergne, certaines parties de la province étaient de droit écrit et d'autres suivaient la coutume. Les ressorts des parlements formaient des circonscriptions différentes, et dans le ressort d'un même parlement il y avait des coutumes diverses. Bien plus, le parlement de Paris avait dans son ressort des pays de droit coutumier et en même temps des pays de droit écrit, comme le Lyonnais et une partie du Nivernais, qui n'avaient pas de coutumes écrites et où la coutume se prouvait au moyen d'une enquête par tourbes. Parfois, toute une province, comme la Bretagne, la Normandie, n'avait qu'une seule coutume, avec quelques coutumes locales sur certaines matières. D'autres fois, une province entière, comme la Champagne, n'avait pas de coutume de son nom et chaque seigneurie avait la sienne. Enfin, il arrivait très-souvent que, dans une même seigneurie, telle ville et ses dépendances avaient une coutume, et telle autre ville une autre coutume. La carte de la France coutumière au XVIII^e siècle a été dressée avec beaucoup de soin par Klimrath (*Travaux sur l'Histoire du droit français*, t. II). Elle est expliquée par un recensement de toutes les coutumes et le détail de leurs circonscriptions (*Ibid.*, t. II, p. 170 et suiv.). Il n'y a à parler ici que de la rédaction des coutumes et des règles générales qui en formulaient les principes.

SECTION I. — RÉDACTION DES COUTUMES.

La rédaction des coutumes fut une satisfaction donnée à un besoin public universel (1). Après les longs malheurs de l'invasion anglaise et les discordes civiles qui l'avaient aggravée et prolongée, quand le pays commença à se relever, il se trouva en face d'un autre chaos, celui du droit civil et du droit féodal. Le droit n'était fixé sur aucun point, et les cours souveraines ne pouvaient arriver à en dissiper les incertitudes par leur jurisprudence trop vacillante. D'ailleurs elles prononçaient dans une sphère où ne pouvaient pas se produire facilement les griefs et les aspirations des pauvres gens. Quand il s'élevait une contestation, les parties invoquaient la coutume; mais quelle coutume? où la trouver? Il y avait bien eu quelques coutumes rédigées dans les XIII^e et XIV^e siècles; mais, n'ayant pas été approuvées, elles étaient sans autorité; c'étaient plutôt de petits livres de droit. Pour s'éclairer, les juges faisaient procéder à une de ces enquêtes appelées par tourbes, *per turbas*, et l'enquête, trop souvent, répondait par un doute. Un long temps s'écoulait avant que le juge eût les éléments de sa décision, et, dans cette absence d'un droit certain, les gens d'affaires se livraient sans frein et sans contrôle à toutes les *pilleries*, comme disait plus tard Louis XI.

Au mois d'avril 1453, Charles VII rendit à Montils-lez-Tours la fameuse ordonnance qui décréta la

(1) Pour la connaissance des documents originaux relatifs à la rédaction des coutumes, le principal ouvrage à consulter est le *Coutumier général*, de Bourdot de Richebourg, publié en 1724, en quatre gros volumes in-folio.

rédaction des coutumes et aussi des *styles* ou façons et manières de démener les causes, selon la définition de Nicot. Dans l'art. 125 de cette ordonnance, il expose le mal résultant de l'incertitude des coutumes, et il termine ainsi : « Ordonnons et décernons, déclarons et statuons : que les coutumes, usages et stiles de tous les pays de nostre royaume soyent rédigés et mis en escrit, accordez par les coutumiers, praticiens et gens de chacuns estat desdits pays de nostre royaume, lesquelz coutumes, usages et stiles ainsi accordez seront mis et escriitz en livres, lesquels seront apportez par devers nous, pour les faire veoir et visiter par les gens de nostre grand conseil ou de nostre parlement, et par nous les décréter et confirmer; et iceux usages, coutumes et stiles, ainsi decretez et confermez, seront observez et gardez es pays dont ils seront et aussi en nostre court de parlement es causes et proëes d'iceux pays, et jugeront les juges de nostre dit royaume, tant en nostre court de parlement que nos baillifs, sénéchaux et autres juges, selon iceux usages, coutumes et stiles es pays dont ils seront, sans en faire autre preuve que ce qui sera escript audit livre; et lesquelz coutumes, stiles et usages ainsi escriitz, accordez et confermez, comme dict est, voulons estre gardez et observez en jugement et dehors. Toutesfois nous n'entendons aucunement déroger au stile de nostre court de parlement. Et prohibons et défendons à tous les advocaz de nostre royaume qu'ils n'allèguent ni ne propose autres coutumes, usages ou stiles que ceux qui seront escripts, accordez et decretez comme dict est; et enjoignons auxdictz juges qu'ils punissent et corrigent ceux qui feront le contraire, et qu'ils n'oyent ne reçoivent aucunes personnes à alléguer, proposer ne dire le contraire. »

Rien n'était plus souhaitable que l'exécution d'une telle mesure. On allait avoir une loi fixe, puisée dans les mœurs nationales, partant profondément démocratique. Elle ne devait pas être uniforme; mais l'uniformité était-elle possible, désirable, disons même utile? Il n'y avait de rapports alors qu'entre habitants du même pays; la coutume locale pouvait se modeler sur les mœurs plus exactement qu'une loi générale, qui les eût blessées inévitablement en quelque point, sans aucune compensation d'utilité. Pour qu'une loi générale soit un bien, il faut que les mœurs aient perdu de leur originalité primitive, que les rapports prolongés des hommes aient produit l'unité morale de la société, et que cette société soit devenue plus égale, plus homogène.

Cependant bien des années devaient s'écouler encore avant que l'ordonnance de 1453 reçût son exécution; mais elle avait jeté dans les esprits une pensée qui depuis ne fut jamais perdue de vue. En 1459, Jean le Bon confirma les coutumes de Bourgogne, rédigées sur les supplications de ses États. Sous le règne de Louis XI, plusieurs assemblées furent tenues dans le Berry et la Champagne pour essayer de réaliser la pensée de l'ordonnance de 1453. Les États-Généraux de 1484 insistèrent pour qu'on procédât à cette grande œuvre. Charles VIII, en 1493 et 1497, renouvela l'ordonnance de 1453. Les coutumes de Troyes, Chaumont, Melun, Ponthieu, Amiens, Boulenois, Sens, furent rédigées dans les années 1494, 1495 et 1496; mais elles ne purent être examinées immédiatement et approuvées. Ce ne fut que sous Louis XII que des coutumes furent publiées officiellement; la première fut la coutume du Bourbonnais, publiée par ordre du roi à Moulins, le 19 septembre de l'an 1500.

Quelques années cependant se passèrent encore durant lesquelles on ne put obtenir de nouveaux résultats. Une commission avait été formée pour l'examen des coutumes et s'était dissoute; un édit du 4 mars 1505 reconstitua cette commission et la composa du premier président du parlement de Paris, d'un conseiller et d'un avocat du roi. En même temps on pressa la rédaction des coutumes dans ceux des bailliages et sénéchaussées où les officiers chargés de ce travail mettaient trop de lenteur. Toutes les rédactions préparées sous Charles VIII et depuis l'avènement de Louis XII furent soumises à l'examen des commissaires. De 1506 à 1510 le travail fut prodigieux; on put décréter un grand nombre de coutumes. De 1510 jusqu'à la mort de Louis XII et sous les premières années du règne de François I^{er}, le double travail de rédaction et de révision, suivi de la publication des coutumes, fut continué avec une ardeur moins fiévreuse, mais encore avec activité. Dans les provinces qui ne relevaient pas du parlement de Paris, les commissaires chargés de la révision étaient pris parmi les membres du parlement de la province, ou parmi les hommes les plus importants dans les bailliages ou sénéchaussées; mais ordinairement un membre du parlement de Paris en faisait partie sur les lieux.

Depuis la mort de François I^{er} jusqu'à Henri IV, on acheva à peu près cet immense travail de ré-

daction des coutumes. Mais en même temps on procéda dans quelques provinces à un autre travail, la révision des coutumes déjà rédigées et décrétées. Le premier président du parlement de Paris, Christophe de Thou, qui laissa un si grand nom dans la magistrature, consacra à cette œuvre la plus grande partie de sa carrière judiciaire. Les procès-verbaux de la rédaction et de la révision de bien des coutumes étaient irréguliers, chargés de renvois, ou même avaient été perdus ou adirés, par suite de communications au parlement de Paris et de déplacements, de sorte que le texte des coutumes manquait souvent du caractère légal : on pourvut à la régularisation de ces actes, on interpréta les textes douteux et l'on réforma les rédactions inexactes. La coutume de Paris fut réformée en 1580 par une commission de membres du parlement de Paris, sous la présidence de Christophe de Thou ; la coutume d'Orléans en 1583, sous Achille du Harlay. Il serait inutile et sans intérêt de suivre la rédaction de chacune de ces nombreuses coutumes ; on peut du reste, au besoin, se reporter sur ces points au Coutumier général.

A l'avènement de Henri IV, le grand travail de la rédaction et de la révision des coutumes était on peut dire achevé. Cependant quelques localités encore n'avaient pas leurs coutumes écrites. La coutume de Chauny ne fut confirmée qu'en 1644. Celles du pays Messin le furent pour la plupart seulement sous Louis XIII et Louis XIV. Les coutumes de Toul et Verdun ne furent même confirmées qu'à la veille de la Révolution, en 1746.

La rédaction des coutumes n'a jamais obtenu des historiens et des jurisconsultes qu'une sèche mention. Un tel oubli est bien injuste ; car c'est peut-être le plus grand travail législatif qui ait jamais été accompli. On ne peut mettre en parallèle ni la composition des compilations justiniennes, ni même le travail bien supérieur de la rédaction de nos codes. Bien plus, la rédaction des coutumes n'est même pas mise parmi les titres de gloire de l'esprit juriste français, et cependant c'est peut-être le premier. Cette rédaction des coutumes, par la grandeur de l'entreprise, ne pouvait être qu'une œuvre collective et séculaire. Quelles difficultés ne présentait-elle pas, pour avoir l'expression vraie du droit français, si divers alors, et pour le dégager du chaos où ses diverses parties s'agitaient ! Il fallait faire sortir non pas un droit, mais deux cent cinquante droits, de la conscience et de la mémoire d'un peuple réparti dans deux cent cinquante localités. Rien ne pouvait être laissé ici à l'arbitraire, à l'aventure ; il n'y avait pas à créer un droit idéal ou de fantaisie pour l'expérimentation, mais à représenter un droit multiple dans toute sa vérité, avec son infinie variété et ses nuances. On ne peut pas s'étonner qu'entre la première conception d'un tel travail et son accomplissement plus d'un siècle se soit écoulé.

On a vu à peu près comment il y fut procédé. La première rédaction était ébauchée par des magistrats, des légistes du baillage ou de la sénéchaussée. Pour cette première ébauche, les commissaires s'aidaient des anciennes coutumes déjà rédigées, mais qui étaient relativement en très-petit nombre. Ils interrogeaient leurs souvenirs et ceux des légistes et praticiens de la contrée. Quand il y avait un doute, on procédait à une enquête. On s'aidait aussi de ce que l'on appellerait aujourd'hui les monuments de la jurisprudence, si cette dénomination n'était pas trop ambitieuse, appliquée aux notices qui jusqu'à cette époque conservaient le souvenir des décisions judiciaires. Jusqu'au XVI^e siècle, il était tenu aux greffes des baillages ou sénéchaussées un registre appelé le livre coutumier du greffe : c'était un recueil des décisions judiciaires qui consacraient tel ou tel usage (Bouteillier, *Somme rurale*, I, 2). Mais cette source d'informations était fort incomplète ; car les coutumes les plus certaines et les plus fréquemment appliquées, comme l'observe Klimrath, devaient y occuper le moins de place.

Quand un projet de rédaction était ainsi arrêté, une commission, composée comme il a déjà été dit, procédait à un examen, à une révision, ordinairement au siège du parlement de la province. Il y avait de nouvelles recherches, de nouveaux records, de nouvelles enquêtes. On s'adressait alors aux *états*, c'est-à-dire à des délégués de la noblesse, du clergé et du tiers état, afin de faire connaître leurs coutumes, sous peine de déchéance des privilèges et avantages de leur ordre. Les délégués, ou plutôt les simples membres des états auxquels on s'adressait, ne se prêtaient pas toujours volontairement aux dépositions que l'on attendait ; on les assignait alors, et on les contraignait à déposer par des

voies de droit, comme la saisie. Les procès-verbaux qui nous ont été conservés dans le Coutumier général constatent que les états prêtaient le serment « en tel cas requis et accoutumé, à savoir : qu'en leurs loyauté et conscience ils rapporteraient ce qu'ils savaient et avaient vu garder et observer des coutumes, cessant toute affection privée et particulière, et ayant seulement égard à ce qui est bon en commun et en public, pour le regard de ce qui véritablement a été par ci-devant tenu, gardé et observé pour coutume; et de ce qui se trouverait dur, rude, rigoureux, déraisonnable, et, comme tel, sujet à être tempéré, modéré, ou du tout corrigé, tollu et abrogé, ils en avertiraient les commissaires selon leur conscience. »

Ces derniers mots révèlent un fait important à noter, à savoir que les commissions pour la rédaction des coutumes avaient le pouvoir d'amender le droit coutumier là où il était contraire à la justice et à l'intérêt général. Les commissions n'usaient de ce pouvoir qu'avec discrétion; mais il est certain que leur œuvre fut quelquefois législative et non pas seulement historique.

La rédaction des coutumes fut un mouvement général. On a déjà vu que de grands feudataires comme le duc de Bourgogne, après avoir reçu l'impulsion du roi de France, l'avaient devancé par l'action. Quand des provinces voisines furent réunies à la France, comme certaines provinces des Pays-Bas, ou des terres de l'Empire, la Flandre française, le Hainaut, l'Artois, le Cambrésis et plus tard la Lorraine, elles y vinrent avec leurs coutumes rédigées. L'Alsace, à l'époque de sa réunion à la France, était régie par le droit écrit; mais elle avait pour droit particulier quelques coutumes locales, des ordonnances impériales et la jurisprudence de son Conseil souverain, qui siégeait à Colmar.

Il faudrait entrer dans des détails bien longs et qui seraient peut-être aujourd'hui fastidieux, si l'on voulait faire connaître l'inextricable dédale du droit coutumier. A côté des provinces qui avaient des coutumes écrites, il y avait celles dont les coutumes ne furent pas écrites, quoique leur autorité persistât. Ces provinces étaient surtout celles du Midi. De ces complications de toutes sortes il résultait que les légistes d'un pays pouvaient seuls connaître, dans bien des provinces, quel était le droit qui régissait la province. La France jouit aujourd'hui des bienfaits d'une législation uniforme; elle peut s'en enorgueillir; mais au XVI^e siècle, une telle uniformité eût été impossible; ajoutons qu'elle n'eût pas été désirable. Cette diversité des coutumes n'était pas du reste un fait dont nous devons plaindre nos pères; loin de là, elle témoignait de la liberté d'expansion avec laquelle se manifestait le génie national.

SECTION II. — DROIT DES COUTUMES.

§ 1^{er}. — DROIT DES PERSONNES.

L'état des personnes est moins compliqué dans le droit féodal et coutumier secondaire qu'il ne l'était dans le droit féodal et coutumier primaire, et surtout dans la période gallo-franque. Il y a encore des serfs; mais toute une classe de serfs a disparu, celle des serfs de corps; il n'y a plus d'esclaves proprement dits depuis le XIV^e siècle. La célèbre ordonnance de Louis X, du 3 juillet 1315, déclare que toutes personnes sont franches ou peuvent se racheter de leur état de servitude, ce qui montre qu'à cette époque l'esclavage antique finissait : « Comme selon le droit de nature, chacun doit naitre franc, et par aucuns usages ou coustumes, qui de grant ancienneté ont esté entroduites et gardées jusques cy en nostre royaume, et par aventure pour le meffet de leurs prédécesseurs, moult de personne de nostre commun pueple soient enchues en lieu de servitudes et de diverses conditions, qui moult nous deplait : nous considérants que notre royaume est dit et nommé *le royaume des Francs*, et voulant que la chose en vérité soit accordant au nom... avons ordené et ordenons que généralement, par tout nostre royaume... telles servitutes soient ramenées à franchises, et à tous ceus qui de ourine (origine), ou ancienneté, ou de nouvel par mariage, ou par résidence de lieux de serve

condition, sont enchues, ou pourraient escheoir en lieu de servitudes, franchise soit donnée à bonnes et convenables conditions. »

Mais jusqu'aux dernières années de l'ancienne monarchie, le principe qu'il n'y avait en France que des personnes franches ne s'appliquait pas aux noirs amenés des colonies en France par leurs maîtres (Édits 25 oct. 1716, art. 5, et 15 déc. 1738). L'arrêt Roch, rendu sur la plaidoirie d'Henrion de Pansey en 1770, fut le premier qui décida le contraire.

Parmi les hommes libres, il fallait distinguer les Français, les étrangers naturalisés et les étrangers non naturalisés ou aubains. La naturalisation était concédée par des lettres scellées du grand sceau. Les étrangers naturalisés avaient les mêmes droits que les régnicoles originaires; les aubains ne pouvaient ni succéder ni faire de testament, et leur succession appartenait au roi. Dans la suite, on admit les enfants à succéder, s'ils habitaient le pays.

Tous les régnicoles sont nobles ou roturiers, et tous roturiers sont bourgeois ou vilains (Loysel, *Institutes cout.*, liv. I, 7 et 8). La distinction entre les nobles et les roturiers n'a pas besoin d'être expliquée; celle des bourgeois et des vilains tenait aux lieux qu'ils habitaient; leur condition était la même : ils étaient pour la plupart soumis à l'autorité seigneuriale, et tenaient leurs biens à charge de cens, de rente ou de champart; mais les bourgeois constitués en communauté jouissaient des privilèges concédés à leur commune, et étaient gouvernés par leurs magistrats. Nous avons dit qu'il y avait encore des serfs; mais leur nombre alla toujours diminuant jusqu'aux dernières années de l'ancien régime, par suite d'affranchissements. Quand il n'y avait pas d'affranchissements formels, le servage tombait presque partout en désuétude.

La noblesse était acquise par la naissance, d'un mariage légitime, ou par le *moyen du Prince* (*Grand Coutumier*, liv. II, chap. 7). Dans la plupart des coutumes, elle ne s'acquerrait que par le père; mais il y avait d'autres coutumes où elle s'acquerrait par le père ou par la mère indifféremment : les coutumes de toute la Champagne, à l'exception de celle de Reims, étaient dans ce cas. On disait alors : Ventre affranchit et anoblit. Bodin, Pithou, Grosley, se sont arrêtés à chercher l'origine de cette noblesse *utérine*; la conjecture la plus vraisemblable est celle de Grosley (*Recherches sur l'hist. du droit français*, p. 112) : dans les contrées commerçantes et industrielles, la noblesse se serait établie ainsi pour sauver de la dérogeance les filles nobles mariées à des roturiers plus riches.

Vers le XV^e siècle, on commença à considérer comme nobles ceux qui étaient pourvus d'offices nobles, c'est-à-dire, selon la définition de Loyseau, *de dignités avec fonctions ordinaires en l'Estat* (*Des Offi. es*, I, 110). Mais la noblesse de dignité n'était que viagère, à moins que le dignitaire n'eût une charge très-élevée, comme celle d'officier de la Couronne, de président d'une cour souveraine, etc. (Loyseau, *ibid.*, chap. IX). Quand les offices n'étaient pas de ceux dits anoblissants, ils conféraient quelquefois à ceux qui en étaient investis certains privilèges de noblesse (*Ibid.*, chap. X, 44).

Il y eut pendant très-longtemps incertitude sur le point de savoir si ceux qui n'étaient pas nobles de race, et qui cependant tenaient des fiefs, étaient anoblis par le fief. Du temps de Beaumanoir et de Defontaines, le fief n'anoblissait pas. On sait même que sous saint Louis et Philippe III il fut défendu à des non-nobles de tenir des fiefs, pour empêcher la confusion des fiefs et de la noblesse (V. *suprà*, p. 82). Cependant un usage contraire paraît avoir prévalu; car, en vertu d'une ordonnance de 1470, Louis XI déclara nobles, en Normandie, tous ceux qui tenaient des fiefs. Quand il fut permis à toutes personnes de tenir des fiefs, ce qui arriva au XVI^e siècle, il ne fut plus douteux que le fief n'anoblissait pas, à moins qu'il n'eût titre de grande dignité, et alors il ne pouvait être acquis qu'avec l'approbation royale (Loysel, *Institutes cout.*, liv. I, 2). L'acquéreur d'un fief auquel originellement un titre de marquis, comte, etc., était attaché, pouvait porter l'un de ces titres sans qu'il en résultât en sa faveur privilège de noblesse. On appelait cette sorte de noblesse, noblesse *terrienne*, par opposition à la noblesse *de race* (Bacquet, *Traité de la Noblesse*, 20; Loyseau, *Des Seigneuries*, chap. VIII, 24). C'est ainsi qu'il y eut, vers la fin de la monarchie, beaucoup de marquis et de comtes de nom, et qui n'étaient pas nobles. Les nobles jouissaient de certaines immunités, notamment de l'exemption de la taille, et de certains privilèges de juridiction. — Les roturiers qui tenaient des fiefs étaient tenus pour cela de payer à la Couronne un droit dit de *franc fief*. Les rois accordaient quelquefois

l'exemption du droit de franc fief à des provinces ou à des villes. Paris en était exempt en vertu d'une ordonnance de 1371.

MAJORITÉ, MINORITÉ, GARDE, TUTELLE. — L'âge de majorité était différent pour les nobles possesseurs de fiefs et pour les roturiers. — Il y avait pour les sous-âgés possesseurs de fiefs deux minorités : la minorité féodale et la minorité coutumière. L'âge où le vassal pouvait desservir le fief lui-même variait pour les mâles de dix-huit à vingt ans, pour les filles de quatorze à dix-huit ans. Jusqu'à la majorité, le mâle vassal ou la fille vassale était en puissance de celui à qui appartenait la garde. Le droit coutumier secondaire ne faisait pas, comme le droit précédent, de distinction entre le bail et la garde. Mais il ne faut pas confondre la majorité féodale, qui n'avait trait qu'aux droits et services féodaux, et la majorité coutumière, qui se rapportait aux choses non féodales ; celle-ci était ordinairement fixée à vingt-cinq ans, à l'imitation du droit romain.

Il y avait lieu pour les mineurs, de la minorité féodale, à la *garde noble*, et pour les mineurs, de la minorité coutumière, à la *garde bourgeoise*. Cependant plusieurs coutumes n'admettaient pas la garde bourgeoise, et d'autres, comme Paris, ne l'admettaient que dans certaines localités. Les principes de l'une et l'autre garde ont été exposés précédemment (V. *suprà*, p. 84 et 100). Ils étaient restés à peu près les mêmes dans les coutumes écrites. Seulement la garde bourgeoise n'était déférée qu'aux père et mère, non aux ascendants (Cout. de Paris, art. 266, 268 et 269) ; elle finissait à quatorze ans pour les mâles et douze ans pour les filles ; elle cessait quand le gardien ou la gardienne se remariait ; cette règle se retrouve en partie dans l'art. 386 de notre code civil. La garde noble et la garde bourgeoise étaient considérées comme établies, la première dans l'intérêt du suzerain et du gardien, la seconde dans l'intérêt de ce dernier. Elles étaient ainsi l'une et l'autre, pour les gardiens ou baillistres, un droit avec des émoluments. Il serait impossible de suivre les coutumes dans l'infinie variété de leurs dispositions sur la garde noble et la garde bourgeoise, surtout relativement à la nature des fruits qu'elles accordaient aux gardiens. L'art. 267 de la Coutume de Paris peut donner une idée des principes de la matière de la garde. Cet article était ainsi conçu : « Le gardien noble demeurant hors la ville de Paris, ou dedans la ville et faubourgs d'icelle, et pareillement le gardien bourgeois, a l'administration des meubles, et fait les fruits siens durant ladite garde, de tous les immeubles, tant héritages que rentes appartenant aux mineurs, assis en la ville ou dehors ; à la charge de payer et acquitter par ledit gardien les dettes et arrérages des rentes que doivent lesdits mineurs, les nourrir, alimenter et entretenir selon leur état et qualité, payer et acquitter les charges annuelles que doivent lesdits héritages, et iceux héritages entretenir de toute réparation viagère, et en fin desdites gardes rendre lesdits héritages en bon état. »

Indépendamment de la garde noble et de la garde bourgeoise, il y avait dans les pays de droit écrit, et même dans les pays de droit coutumier, la tutelle, qui paraît avoir été connue dans les pays de droit coutumier dès le XIII^e siècle (V. *suprà*, p. 100). C'était une importation romaine. Elle différait de la garde en ce qu'elle était dans le seul intérêt du mineur, tellement que le tuteur était tenu de donner caution de son administration dans beaucoup de coutumes, et que dans toutes il était astreint à rendre des comptes, ce à quoi n'étaient pas tenus les gardiens ou baillistres. Comme la garde et la tutelle répondaient chacune à un objet différent, il pouvait y avoir, il y avait même presque toujours une tutelle là où il y avait déjà une garde (Cout. de Paris, art. 270 et 271). Dans les pays de droit écrit, la tutelle était testamentaire, légitime ou dative, comme en droit romain ; dans les pays de droit coutumier, toutes les tutelles étaient datives (Loysel, *Institutes cout.*, liv. I, tit. IV, 6). Les coutumes connaissaient les assemblées de parents appelées conseils de familles. Ces réunions avaient lieu pour la nomination des tuteurs.

MARIAGE. — Le droit coutumier n'a pas eu à s'occuper du mariage comme contrat, le mariage relevant du droit canonique ; mais il réglait la condition que le mariage faisait à la femme, et les devoirs civils qu'il imposait aux deux époux. La femme était en puissance de son mari, ce qu'exprimait cet adage coutumier : Le mari est bail de la femme. Elle ne pouvait ni disposer de ses biens, ni s'obliger, ni ester en jugement sans l'autorisation de son mari, à moins qu'elle ne fût séparée ou marchande publique. Le mari administrait les biens de sa femme ; si elle avait des fiefs, il les relevait pour elle.

Mais il ne pouvait aliéner ses immeubles sans son consentement. Toutes ces règles étaient de droit commun. Il y avait même des coutumes, comme les coutumes d'Artois et de Normandie, qui ne permettaient pas à la femme de tester sans l'autorisation de son mari. Bien plus, dans les coutumes d'Artois et d'Auvergne, les simples fiançailles mettaient la fille sous la puissance de son futur époux.

Dans la plupart des coutumes, le mariage émancipait les époux. Mais dans les coutumes de Normandie, d'Auvergne, de Bourgogne, etc., la femme seule était émancipée de droit par le mariage. Dans l'Angoumois, la Saintonge et le Poitou, le roturier n'était émancipé qu'après un an et un jour de mariage et de demeure séparée. Dans le Bourbonnais, le père, en mariant son fils mineur, pouvait stipuler qu'il resterait sous sa puissance.

Il y avait plusieurs variétés de mariage quant au règlement des intérêts des époux. La coutume de Clermont, en Beauvoisis, pour faciliter le mariage des cadets de famille, permettait aux père et mère de donner aux conjoints la jouissance d'un héritage, à la condition qu'il leur ferait retour à la dissolution du mariage : les mariages contractés ainsi étaient dits *mariage à mort gage*. Le *mariage avenant* était celui que contractait une fille noble avec un homme non noble, mais *convenable personne selon son lignage et ses possessions* (Cout. de Normandie, art. 259 et suiv.). La fille ainsi mariée avait un tiers dans les immeubles laissés par les père et mère. Il y avait encore le *mariage divis*, où la fille, moyennant qu'elle eût reçu sa dot, était exclue des successions à provenir de ses père et mère (V. Laurière, *Glossaire du droit français*, v° *Mariage*).

Dans le droit coutumier, la femme n'apportait pas de dot au mari, selon le sens donné au mot dans le droit romain. La dot était généralement admise, au contraire, dans les pays de droit écrit. L'usage avait même prévalu, notamment dans les coutumes toulousaines, de stipuler pour la femme un *augment de dot*, c'est-à-dire un présent fait par le mari à la femme ; la *donatio propter nuptias* était admise dans les pays de droit écrit, comme en droit romain. A défaut de stipulations, les coutumes fixaient la proportion de l'augment de dot ; il était ordinairement de la moitié de la dot. La quotité variait encore, selon que la dot de la femme consistait en immeubles ou en meubles, et selon que, survivant au mari, elle laisserait ou ne laisserait pas d'enfants, etc. L'augment de dot n'était pas sans une grande analogie avec le douaire des pays coutumiers. Il est vrai que le douaire ne consistait jamais qu'en un usufruit, tandis que l'augment de dot était toujours d'une pleine propriété ; mais l'objet était le même.

DOUAIRE. — Il a déjà été parlé longuement du douaire coutumier (V. *suprà*, p. 96 et suiv.). On le retrouve en usage dans la seconde période de ce droit. Dans beaucoup de coutumes, le douaire coutumier de la femme portait sur la moitié des immeubles que le mari possédait en se mariant, ou qui lui étaient advenus depuis le mariage en ligne directe. Les coutumes de Bretagne, de Normandie, celles du Maine, de l'Anjou, du Poitou, le fixaient au tiers, sans distinction entre les nobles et les roturiers, et le faisaient porter sur les fiefs et sur les biens tenus en roture. Dans l'Artois, il était de la moitié des fiefs et du tiers des biens roturiers. Dans la Saintonge, le douaire coutumier n'avait lieu qu'entre nobles ; entre roturiers, il devait être stipulé. Dans l'Auvergne, il devait être stipulé soit entre nobles, soit entre roturiers.

Dans beaucoup de coutumes, celle de Paris entre autres, le douaire, même le douaire préfix, était éventuellement acquis à la femme au décès du mari par le seul fait du mariage ; dans d'autres, il était acquis seulement au *coucher* : il fallait que le mariage fût consommé. Selon beaucoup de coutumes, le douaire coutumier conférait la saisine ; selon d'autres encore, la femme n'était pas saisie de son douaire ; elle devait le demander aux héritiers du mari. Mais, dans toutes les coutumes, le douaire n'était acquis qu'après le décès du mari. C'était une maxime : Jamais mari ne paya douaire. Quand il y avait absence, séparation de biens, mort civile du mari, il était d'usage d'accorder à la femme une pension prélevée sur les biens du mari ; on appelait cette pension *mi-douaire*.

Très-fréquemment, les enfants de la femme avaient la propriété des biens dont l'usufruit formait le douaire de leur mère. Ces biens alors leur étaient propres, et les enfants pouvaient renoncer à la succession de leur père pour s'en tenir au douaire de leur mère. Telles étaient les dispositions des coutumes de Paris, du Valois, de la Normandie, du Nivernais, etc. Mais les enfants ne pouvaient

cumuler les deux qualités d'héritiers et de douairiers; il fallait qu'ils optassent, et, s'ils optaient pour le douaire, ils devaient rapporter à la succession de leur père tout ce qu'ils avaient reçu en mariage ou autrement (Loysel, *Institutes cout.*, liv. I, III, 34).

Le droit au douaire coutumier était un droit réel, il se régissait par conséquent par le statut réel : quand le domicile des époux était dans une coutume et les immeubles affectés au douaire situés dans la circonscription d'une autre coutume, c'est par cette dernière coutume que la quotité du douaire était déterminée. Dans la plupart des coutumes, le douaire préfix ne pouvait excéder le douaire coutumier. Mais, en vertu de la réalité du douaire, quand les époux étaient mariés sous l'empire d'une coutume qui défendait le douaire préfix, mais que le mari avait des immeubles situés dans la circonscription d'une autre coutume qui l'admettait, la stipulation dans le contrat de mariage d'un douaire préfix produisait ses effets (Argou, *Institution au droit français*, II, 133).

Le douaire se partageait également entre tous les enfants. On disait : En douaire n'y a droit d'attnesse (Cout. de Paris, art. 250). Cela tenait à l'idée que les coutumes se faisaient du douaire : on ne le considérait pas comme un droit de succession, mais comme l'acquit d'un engagement que le père avait contracté éventuellement envers la femme et les enfants à naître de la femme qu'il épousait. Quand, parmi les enfants douairiers, les uns acceptaient la succession du père et renonçaient au douaire, tandis que les autres s'en tenaient au douaire et renonçaient à la succession paternelle, la portion des enfants douairiers renonçants n'accroissait pas à la portion des douairiers acceptants (V. Cout. d'Anjou, art. 340).

Le douaire n'a pas dû passer dans notre droit moderne, qui laisse un champ plus libre et plus large aux conventions matrimoniales, et qui a voulu simplifier l'ancien droit coutumier. On peut le stipuler; mais le droit successoral des enfants n'en peut plus être modifié. Le seul vestige de l'ancien douaire coutumier qui soit passé dans notre code se trouve dans l'art. 1465, qui accorde à la femme acceptante ou renonçante ses dépenses d'entretien pendant les trois mois et quarante jours qui suivent la dissolution de la communauté.

COMMUNAUTÉ. — La communauté des biens entre époux était le régime de toute la France coutumière, à l'exception de la Normandie, de l'Auvergne et de la Haute-Marche. La communauté conjugale comprenait tous les biens meubles des époux, tous les conquêts immeubles, tous les fruits à naître des biens restés propres aux époux. Elle était chargée, par contre, de toutes les dettes mobilières des époux, au jour du mariage. La plupart des coutumes faisaient résulter la communauté de plein droit du mariage; mais, parmi ces coutumes, les unes lui faisaient produire son effet du jour de la bénédiction nuptiale; d'autres ne la faisaient commencer qu'après an et jour à partir des noces. Telles étaient les coutumes du Poitou, de Chartres, de Troyes et de Sens. Il est facile de reconnaître, dans les coutumes de cette dernière sorte, le principe sur lequel reposaient la saisine coutumière et les sociétés taisesbles de l'époque de Beaumanoir. Mais les coutumes qui admettaient la communauté entre époux, comme droit commun, n'empêchaient pas les époux de se marier sous le régime de la séparation de biens ou de stipuler un partage inégal de la communauté à sa dissolution. Seulement, les conventions matrimoniales devaient être arrêtées avant le mariage et ne pouvaient recevoir de changement après la bénédiction nuptiale. Dans le droit coutumier primitif, les dérogations à la communauté coutumière par contrat étaient inconnues (V. *supra*, p. 99 et 100). L'usage de faire des contrats de mariage parait s'être introduit dans le cours du XIV^e siècle; mais il n'était que très-rarement pratiqué.

Dans les pays de droit écrit, et dans l'Auvergne et la Haute-Marche, on se conformait au droit romain, et le régime en vigueur était le régime dotal. Mais il arrivait assez souvent, dans les contrées qui confinaient aux pays de droit coutumier, que les époux adoptaient dans leur contrat de mariage le régime de la communauté. Dans les provinces où la coutume non-seulement n'admettait pas le régime de la communauté, mais le prohibait expressément, comme la coutume de Normandie (art. 330), une telle stipulation n'était pas valable (Argou, *Institution au droit français*, II, 25). Pour tourner la difficulté, les époux déclaraient dans leur contrat de mariage se soumettre à la coutume de Paris. Cette clause, que l'on voit quelquefois employée même en d'autres matières, tirait sa force de ce que, dans le silence de la coutume locale, ou par dérogation à cette coutume, la coutume

de Paris était réputée former le droit commun de la France. En matière de mariage, une telle stipulation générale faisait-elle droit pour les époux? Le Châtelet de Paris répondait affirmativement; mais le parlement de Rouen, fidèle gardien de la coutume de Normandie dans son ressort, n'en admettait pas la validité.

Dans la coutume de Normandie, le régime des époux, quoique n'étant pas et même ne pouvant pas être par contrat de mariage celui de la communauté, n'était cependant pas non plus le régime dotal du droit romain. Ce qui caractérise le droit de cette coutume, c'est que la femme y était considérée comme ayant des droits de succession à l'égard de son mari (Conf. art. 389 et 394). Ainsi, pendant le mariage, la femme n'avait aucun droit sur les conquêts, que la coutume réputait être ceux du mari seul. Après la dissolution du mariage, elle avait droit à la moitié en propriété des conquêts faits en *bourgage*, c'est-à-dire des biens acquis pendant le mariage et tenus bourgeoisement ou roturièrement dans les villes, bourgs, banlieues (art. 329); le contrat de mariage ne pouvait même pas attribuer à la femme une part plus forte (art. 330). Sur les conquêts faits hors *bourgage*, la femme avait un droit qui variait selon les localités. Elle avait aussi, sous certaines réserves et distinctions, la moitié des meubles.

Les meubles échus à la femme pendant le mariage appartenaient au mari; mais, au delà d'une certaine valeur, le mari devait en employer la moitié en achat d'héritages ou de rentes, qui tenaient alors les *nom, côté et ligne* de la femme (art. 390). Les biens apportés en dot par la femme étaient inaliénables pendant le mariage, comme en droit romain, sauf certains cas d'exception (V. *Jur. gén.*, v° *Normandie*, n° 69). A la dissolution du mariage, la femme reprenait ses biens dotaux. Elle pouvait renoncer à la succession de son mari, et alors elle reprenait, outre ses biens dotaux, ses biens paraphernaux, c'est-à-dire toutes choses à son usage personnel, pourvu qu'elles n'excédassent pas le sixième des meubles (art. 395).

La coutume de Normandie avait encore quelques autres dispositions caractéristiques sur les droits pécuniaires des époux dans le mariage. Ainsi, si la femme venait à mourir avant le mari, elle transmettait à ses héritiers le droit de reprendre sa dot et sa part dans les biens acquis en *bourgage*; mais elle ne leur transmettait pas le droit de succéder, comme elle, aux autres biens qu'elle aurait recueillis si elle avait succédé au mari. Il semble que, pour les biens acquis en *bourgage*, la femme normande eût, non pas des droits de succession, comme pour les autres biens, mais des droits de communauté. — La femme survivante avait un douaire, comme dans les autres coutumes. Mais, ce qui est plus remarquable, le mari survivant avait un droit de même nature: en cas de survie, il avait l'usufruit de tout le revenu appartenant à la femme à son décès. Mais il fallait pour cela qu'il eût eu de sa femme un enfant né vif, et qu'il restât en état de viduité; s'il se remariait, son usufruit était réduit au tiers (art. 331 et 332). — Il n'est pas besoin de faire remarquer la profonde originalité de la coutume de Normandie. La condition de la *femme normande* n'avait rien de commun avec celle des femmes d'aucun autre pays. Faut-il voir dans la coutume de Normandie une alliance du droit scandinave et du droit anglais avec le droit neustrien, comme le pense M. Laferrière? (*Histoire du Droit français*, t. V, liv. VII). Peut-être. Mais ce droit normand, malgré la diversité de son origine, n'était pas moins empreint d'une profonde unité.

Revenons au régime de la communauté selon le droit commun de la France. — Selon toutes les coutumes, le mari seul, sans l'avis et consentement de sa femme, peut disposer de toutes les choses de la communauté, comme il lui convient. Il est maître et seigneur (Cout. de Paris, art. 223). Mais il ne peut disposer que par actes entre vifs; par testament, il ne peut donner que la partie qui lui reviendra. La femme ne peut obliger la communauté et personnellement son mari que si elle est marchande publique avec son consentement exprès ou tacite (Cout. de Paris, art. 234 et 236). Mais cela ne doit s'entendre que du cas où elle fait un commerce séparé; si elle vend et achète pour son mari, le mari et la communauté sont seuls obligés (*Ibid.*).

A la dissolution du mariage, la femme pouvait accepter la communauté ou y renoncer. Selon certaines coutumes, la renonciation de la femme devait être faite en jugement, devant le juge, l'héritier appelé. D'autres coutumes font résulter la renonciation de la femme de l'abandon du domicile

du mari aussitôt après le décès (Argou, *Institution*, II, 43). La coutume de Paris ne soumet la renonciation à aucune forme particulière; mais la femme doit avoir fait faire bon et fidèle inventaire, si elle veut jouir du bénéfice de la renonciation (art. 237). Si la femme meurt avant d'avoir accepté ou renoncé, l'option passe à ses héritiers.

A défaut d'inventaire par le survivant des époux, la communauté pouvait continuer avec les enfants mineurs issus du mariage, s'il y en avait (Cout. de Paris, art. 240). L'inventaire devait être fait dans les trois mois, ou la communauté continuait si bon semblait aux enfants (*Ibid.*, art. 241). Par le fait du remariage de l'époux, la communauté se continuait pour un tiers pour l'époux remarié, un tiers pour les enfants, un tiers pour le nouvel époux (*Ibid.*, 242). Si le nouvel époux avait lui-même des enfants, elle se continuait par quart. Si les deux époux avaient chacun des enfants de deux lits, elle se continuait par sixième (*Ibid.*, art. 242). Dans le cas de mort d'un des enfants, sa part accroissait à ses frères et sœurs (*Ibid.*, art. 243). — Mais plusieurs coutumes n'admettaient la continuation de la communauté qu'entre roturiers : ainsi disposaient les coutumes de l'Angoumois, du Poitou et d'Orléans. A Meaux et dans le Bassigny, il fallait que l'indivision eût duré an et jour. Dans le Nivernais, il fallait que les enfants eussent atteint l'âge de puberté.

Dans plusieurs coutumes, l'époux survivant avait droit à un préciput sur les biens de la communauté (Cout. d'Anjou, art. 283). La coutume de Paris n'accordait ce préciput qu'à l'époux noble survivant, et lui faisait gagner les meubles hors de la ville et des faubourgs, pourvu qu'il n'y eût pas d'enfants (art. 238). D'autres coutumes, comme celle du Valois, donnaient au survivant l'usufruit de moitié des conquêts échus aux héritiers du conjoint décédé. En acceptant le préciput, le conjoint s'obligeait à payer les dettes mobilières de la communauté et les frais funéraires (Cout. de Paris, art. 238).

Le préciput était essentiellement coutumier. Dans les pays de droit écrit, l'usage s'établit, dans les contrats de mariage, d'ajouter, en faveur de la femme, à l'augment de dot une somme pour ses *bagues et joyaux*. Cet avantage s'appelait *gains de survie*. Dans le Lyonnais et le Beaujolais, la jurisprudence finit par admettre les gains de survie sans qu'ils fussent stipulés.

Le droit coutumier n'admettait pas, en général, que les époux pussent s'avantager pendant le mariage. Cependant la plupart des coutumes permettaient aux époux de se faire un don mutuel, ce qui était moins un avantage qu'une modification du régime de la communauté. Mais ce don mutuel était soumis presque partout à de rigoureuses conditions. Il fallait : 1° que le don mutuel ne fût pas fait en temps de maladie, afin que les chances fussent égales; 2° qu'il n'y eût pas d'enfants ni d'un côté ni de l'autre; la coutume de Bretagne permettait le don mutuel même quand il y avait des enfants; mais l'époux survivant devait subvenir à leurs besoins s'ils étaient sans ressources suffisantes (art. 240 et suiv.); 3° que l'avantage résultant du don mutuel fût le même pour l'un et l'autre conjoint. Les coutumes différaient sur les choses qui pouvaient entrer dans le don mutuel (1). Généralement, le don mutuel n'opérait pas la saisine; l'époux avantagé devait demander la délivrance aux héritiers.

Non-seulement la femme ne peut obliger la communauté, mais encore elle ne peut s'obliger elle-même pendant le mariage. Elle ne peut pas davantage aliéner ou hypothéquer les immeubles pen-

(1) Les dispositions de la coutume de Paris sur le don mutuel sont intéressantes à connaître; elles étaient ainsi conçues : Art. 280. Homme et femme conjoints par mariage, étans en santé, peuvent et leur loist (leur est loisible) faire donation mutuelle l'un à l'autre également de tous leurs biens, meubles et conquêts immeubles, faits durant et constant leur mariage, et qui sont trouvez à eux appartenir, et être communs entre eux à l'heure du trespas du premier mourant desdits conjoints : pour en jouir par le survivant d'iceux conjoints, sa vie durant seulement, en baillant par lui caution suffisante de restituer les dits biens après son trépas : pourvu qu'il n'y ait enfans, soit des deux conjoints ou de l'un d'eux lors du décès du premier mourant. — Art. 282. L'homme et femme conjoints par mariage, constant iceluy, ne peuvent s'avantager l'un l'autre par donation faite entre-vifs, par testament ou ordonnance de dernière volonté, ne autrement, directement, ne indirectement, en quelque manière que ce soit, sinon par don mutuel, tel que dessus.

dant le mariage, sans l'autorisation du mari. Mais, dans les pays de droit écrit, elle pouvait disposer de ses biens paraphernaux. Pour les obligations personnelles qu'elle contractait, en général, elle était sous l'empire du droit romain et soumise à l'autorité du sénatus-consulte velleien.

§ II. — DROIT DE LA PROPRIÉTÉ.

La grande division des biens est toujours celle des biens meubles et des biens immeubles, et parmi les immeubles, celle 1° des biens féodaux ou simplement fiefs, 2° des biens tenus à droiture ou à charge de droits dus au seigneur direct, 3° des alleux. Les alleux étaient en général restés très-rares dans les pays de droit coutumier. Il a été précédemment parlé de la maxime : Nulle terre sans seigneur, et de la portée qu'elle avait sous le droit féodal secondaire (V. *suprà*, p. 125); il n'y a pas à y revenir ici.

A l'époque de la rédaction des coutumes, la féodalité avait cessé d'être militaire. Il en était résulté une modification des idées que l'on s'était faites originairement sur l'état légal des terres. Quoique les divisions fussent demeurées les mêmes, il s'en fallait que le caractère des différentes sortes de biens fût resté aussi nettement accusé. Ainsi, quelques coutumes admettaient des fiefs nobles et des fiefs ruraux (Amiens, art. 225 et 232; Nivernais, IV, 29); on distinguait entre l'alleu noble et l'alleu roturier (Paris, art. 68; Vitry, art. 19 et 20; Troyes, art. 52 et 53). Celui qui tenait un héritage en franc alleu pouvait le donner à cens, et, quoique son héritage ne fût pas noble, il en retenait cependant la seigneurie directe et honorifique (Pothier, *Traité des Censives*, chap. prélim.). Quand on lit les commentateurs du droit coutumier, il faut se tenir en garde contre l'erreur qui résulterait de donner partout un sens pareil aux mêmes mots; mais, au-dessus des distinctions changeantes comme les localités, reste toujours, dans l'esprit du droit coutumier, la grande division des biens nobles et des biens roturiers.

Les héritages tenus en roture et en droiture et les biens alleux pouvaient être affectés différemment. Les redevances plutôt honorifiques qu'utiles ou plutôt utiles qu'honorifiques étaient les cens, les rentes foncières, les champarts et les redevances emphytéotiques. — Par le contrat du bail à cens, le propriétaire d'un fief ou d'un alleu avait aliéné ou aliénait son héritage sous la réserve de la seigneurie directe et d'une redevance annuelle en argent ou en fruits, qui devait lui être payée par le détenteur censier, en reconnaissance de cette seigneurie. Comme il était de l'essence du contrat de cens que le concédant, seigneur ou propriétaire en franc alleu, retint la seigneurie directe, il s'ensuivait que son héritage ne pouvait être l'objet d'un contrat de cens que pour un seul preneur, ce que les coutumes exprimaient par cette maxime : « Cens sur cens n'a lieu » (Cout. d'Orléans, art. 122). La seigneurie directe, ayant été retenue une fois, ne pouvait pas l'être une seconde; le détenteur censier donc pouvait bailler son héritage à ferme; mais le bail à ferme différait essentiellement du bail à cens, en ce qu'il n'emportait pas concession du domaine ni direct ni utile.

Cependant il est intéressant de noter que la doctrine du droit coutumier de la seconde époque, sur le caractère du contrat de cens, n'était pas celle du droit coutumier de la première époque, qui admettait la pluralité des concessions censières (V. *suprà*, p. 103). Dans le cas d'une sous-concession censière, y avait-il aliénation de domaine utile? Les jurisconsultes du XIII^e siècle ne s'en expliquaient pas; peut-être même ne se sont-ils pas posé la question. Ce qui peut faire supposer qu'il y avait alors aliénation du domaine utile, c'est que l'on voit coexister avec le surcens le bail à loyer (*infra*, p. 155), et certainement le caractère des deux contrats était différent. — Mais alors le concédant du surcens retenait-il quelque chose du domaine? Dans l'état des sources qui nous sont connues, il paraît impossible de répondre à cette question.

Le cens imposé sur l'héritage était une charge de l'héritage. Le détenteur censier pouvait s'en libérer en aliénant ou en déguerpissant son héritage; mais il restait débiteur personnel des arrérages courus pendant le temps de la détention. Celui à qui le détenteur censier avait aliéné son héritage

censuel devenait à son tour censier au même titre, et était obligé envers le seigneur direct de la même manière que celui dont il tenait son droit. — Le cens était, d'après la coutume, *portable* ou *quérable*, selon qu'il devait être demandé par le seigneur ou offert par le censier; mais il était toujours *rendable* au domicile du seigneur.

A la différence du bail à cens, le bail à rente foncière ne contenait la réserve d'aucune seigneurie directe de l'héritage. La rente était une simple charge du fonds; mais le concessionnaire avait à la fois la seigneurie directe et le domaine utile. Quoique connu de très-ancienne date sous le régime féodal, puisque Beaumanoir parle des rentes comme d'une redevance ordinaire, sans les définir (*Cout. du Beauvoisis*, XXIV, 19 et suiv.), le bail à rente dénotait une altération du caractère des droits des possesseurs de fiefs. La rente n'était pas, comme le cens, plutôt honorifique qu'utile; elle était simplement utile. La situation du détenteur d'un héritage à rente était une situation intermédiaire entre celle du propriétaire d'alleu et celle du détenteur d'un héritage censuel. Il est vraisemblable que le bail à rente eut pour origine le désir, pour les seigneurs féodaux, d'augmenter les profits de leurs fiefs, et, pour les roturiers, celui d'être plus pleinement propriétaires.

De leur nature, les rentes foncières de bail d'héritage n'étaient pas rachetables. Quand elles étaient stipulées rachetables, la faculté de rachat se prescrivait par trente ans (*Cout. de Paris*, art. 120). Tout détenteur d'un héritage chargé de rentes était tenu personnellement du paiement des arrérages courus pendant le temps où il avait été détenteur, et hypothécairement des arrérages qu'il devait personnellement et de tous les arrérages qui pouvaient être dus par les détenteurs précédents (Loysel, *Institutes cout.*, liv. IV, tit. 1, 14).

Le champart était une variété du cens, quand il existait au profit du seigneur; c'était, comme cela a déjà été dit, une redevance qui consistait dans une quotité des produits de l'héritage. La nature de cette prestation ne permettait pas qu'il y eût champart de propriétés bâties. On l'appelait, dans certaines coutumes, *terrage*; dans d'autres, *agrier*, *droit de nonain*, *vingtain*, etc. (*V. Jur. gén.*, v° *Louage à complant*, *Propriété féodale*, n° 199 et suiv.). Le champart était ordinairement un droit seigneurial; mais ce pouvait être aussi une redevance non seigneuriale. Quand un héritage n'était grevé pour tout droit que d'un champart, le champart était présumé seigneurial; quand, au contraire, il y avait déjà sur le fonds un cens seigneurial, le champart n'était plus qu'une redevance foncière (Merlin, *Répertoire*, v° *Champart*).

Il serait assez difficile de caractériser la redevance emphytéotique. L'emphytéose, c'est à-dire la convention par laquelle le propriétaire d'un héritage en cède à une personne la jouissance pour de longues années ou à perpétuité, moyennant une redevance annuelle, était une importation romaine. Le droit coutumier ne s'occupe de l'emphytéose que pour déclarer immeuble le droit du concédant, même quand la concession était perpétuelle (Loysel, *Institutes cout.*, liv. II, tit. I, 2). Quand l'emphytéose était faite par le propriétaire d'un héritage tenu en censive, elle se confondait avec le bail à rente foncière. La véritable emphytéose était celle qui était faite par le propriétaire d'un héritage tenu en franc alleu (Merlin, *Répertoire*, v° *Emphytéose*, et *Jur. gén.*, v° *Louage emphytéotique*).

Il y avait dans le droit coutumier ce que l'on appelait des biens amortis : c'étaient les biens affranchis des droits féodaux et utiles qui les grevaient. Quand un seigneur concédait un héritage à l'Église ou à une communauté, il l'amortissait par le seul fait de la concession; mais il devait obtenir du seigneur supérieur, en remontant de degré en degré jusqu'au roi, la confirmation de l'amortissement, par cette raison qu'un vassal ne pouvait empirer son fief. Ce devint une maxime que nul ne pouvait amortir que le roi. Mais bientôt on alla plus loin, et les légistes de la Couronne réclamèrent pour le roi le droit d'amortir dans tous les domaines. Cette prétention rencontra quelque résistance de la part des seigneurs (Brussel, *Usage des Fiefs*, t. I, p. 657 et suiv.), quoique la royauté n'élevât la prétention d'amortir les fonds mouvants dans toute seigneurie que moyennant une indemnité à payer

(1) Il a déjà été parlé assez souvent de la mainmorte et des mainmortables. Comme le mot mainmorte s'appliquait à des personnes et à des choses, une seule définition ne pourrait lui convenir. — Les gens de mainmorte étaient les

par qui de droit. Quoi qu'il en soit, la prétention de la Couronne triompha (1). L'amortissement s'appliqua surtout aux personnes, et, les affranchissements des serfs n'étant autre chose qu'un amortissement, le roi seul pouvait affranchir des serfs; mais il le pouvait toujours, sauf l'indemnité à payer par les affranchis aux seigneurs (Loysel, *Institutes cout.*, liv. I, 59).

Outre la distinction des biens, dont les diverses sortes viennent d'être passées en revue, il y avait d'autres divisions qui se rattachaient au droit de famille, une surtout fort importante dans la matière de la communauté et dans celle des successions : nous voulons parler de la division des immeubles en propres, ou acquêts ou conquêts. Il y avait les propres de succession et les propres de communauté. Nous avons déjà eu occasion de parler de ces sortes de biens. Étaient propres de succession les immeubles patrimoniaux échus par succession, ou donnés en avancement d'hoirie, ou retirés par retrait lignager. Les autres biens étaient acquêts. Les propres de communauté comprenaient tous les propres de succession et les acquêts des époux faits avant la communauté. Tous les autres biens étaient conquêts de la communauté ou de l'un des époux. Il arriva souvent que les coutumes appelèrent indifféremment acquêts ou conquêts les immeubles qui n'étaient ni propres de succession ni propres de communauté.

Ce qui a déjà été dit de la théorie de la saisine dans le droit coutumier primaire (*suprà*, p. 104 et suiv.) permettra d'abrégier ce qui reste à dire de la même théorie dans le droit coutumier secondaire. La doctrine de la saisine est la même, quoique moins bien comprise dans ce dernier état du droit; mais il y a quelque diversité, selon les coutumes.

La saisine n'a toujours pour objet que les immeubles ou les universalités de meubles (Loysel, *Institutes cout.*, liv. V, tit. IV, 47). La présomption de propriété que le droit coutumier faisait résulter de la saisine de droit, et les avantages qu'il reconnaissait à la simple possession ou saisine de fait, étaient une application d'une idée qui a marqué de ses traces presque toutes les matières du droit coutumier. L'esprit de ce droit était d'accorder une grande importance à la publicité. Tout fait apparent avait ou devait avoir, dans l'état social du moyen âge, une grande autorité quand il se prolongeait sans contradiction. Dans les idées du temps, la saisine acquise par possession d'an et jour autorisait à former complainte pour toute cause de trouble; mais la complainte devait être formée dans l'an et jour du trouble. Le trouble s'appelait *nouvelleté*. Quand il y avait saisine d'un côté, nouvelleté de l'autre, il y avait lieu, selon une locution de la pratique judiciaire du temps, à la complainte au cas de saisine et nouvelleté, c'est-à-dire plainte pour trouble apporté à la saisine. Dans la plupart des coutumes du Centre, le complainte possessoire s'appelait *applègement* (Laurière, *Glossaire*, v° *Applègement*).

La question des nouvelletés a été traitée avec clarté dans le Grand Coutumier, et l'on ne peut faire mieux que d'en reproduire les termes : « Ils sont trois espèces de possession suffisant à saisine; c'est à savoir possession acquise par occupation, possession acquise par succession, possession acquise par tradition de fait. Item a ce qu'occupation suffise pour acquérir possession, trois choses sont nécessaires : c'est à savoir que la chose ne soit ni occupée par force, ni clandestinement, ni par prière, mais paisiblement, publiquement, et non à titre de louage ou de prêt, et quiconque a une chose par an et jour ainsi tenue et occupée, il acquiert saisine d'icelle, tellement que si depuis

serfs d'héritage, constitués ordinairement en communautés et frappés d'incapacité à l'effet de disposer par testament. Les biens de mainmorte étaient ceux dont il est parlé au texte, et l'on finit par appeler ainsi tous les biens d'Eglise. Voici, au surplus, les explications de Ducange sur la mainmorte : *Variè autem hæc vox in consuetudinibus et apud praticos sumitur; nam manus-mortua interdum ipsos homines spectat, quos manus-mortuæ vulgo dicunt, interdum prædia ipsa, quæ bona manus-mortuæ appellant. — Homines manus-mortuæ sunt servi glebæ, quibus, uti diximus, de bonis suis testamento cavere fas non est, perinde ac latinis libertis apud romanos, qui (ut ait Salvianus, lib. 3, ad ecclesiam catholicam), negato ultimæ voluntatis arbitrio, etiam quæ superstites habebant, morientes donare non poterant. Redit igitur hominum manus-mortuæ hereditas, si absque liberis decedant, ad dominum in cujus manu-mortuæ esse dicuntur. — Manus-mortuæ rursum ipsa prædia spectat, cum aliquis scilicet alicujus aut ecclesiæ dominio hæc se conditione addidit, servum se esse professus est, vel cum id juris in eadem prædia ex longi temporis præscriptione habet dominus, id est, cum ea prædia servituti sunt obnoxia jure constituti vel præscriptionis (Glossarium, v° *Manus-mortuæ*).*

ce il appert aucuns opposans ou empêchans, iceluy possédant peut, dedans l'an et jour après l'opposition faite, ou empêchement mis en ou pour ladite chose, intenter libelle d'interdit de possession que l'on appelle vulgairement de nouveau trouble et empêchement de saisine. Mais en titre de succession, le hoir se peut dire, incontinent après la mort de son prédécesseur, en possession et saisine des biens du trepassé, dont il se dit hoir : *Quia saisina defuncti descendit in vivum*, et si, momentanément, et avant l'an et jour de saisine, ils se apparait aucuns opposans ou empêchans, iceluy peut contre eux intenter ledit libelle et soy aider de la saisine, à cause de la saisine de son prédécesseur ou devancier. Aussi fait celui qui possède la chose par tradition de fait, c'est à savoir quand le seigneur foncier luy en baille la saisine à cause de vendition, échange, don, aliénation ou autre titre : *Quia facti traditio saisinam generat et inducit* » (liv. II, *Des Cas de nouvelletés*).

On trouve dans ce passage du Grand Coutumier les traits principaux de la saisine de droit. Cependant les premières phrases nécessitent une rectification pour l'exactitude de la doctrine. Même au temps du Grand Coutumier, il n'y avait pas « trois espèces de possession suffisant à saisine »; il n'y en avait qu'une, la saisine ou possession d'an et jour. Seulement la saisine de droit ou vraie saisine étant transmissible, celui qui venait à une succession ou à qui une chose était livrée en exécution d'une convention d'aliénation acquérait la saisine de son auteur, qui lui-même pouvait la tenir d'un autre, jusqu'à ce que l'on eût trouvé un auteur pouvant se prévaloir de la possession d'an et jour. — On peut s'expliquer ainsi ce que dit Loysel (*Institutes cout.*, liv. V, chap. IV, 11), qu'au cas de nouvelleté, il faut bien se garder de dire qu'on a été spolié, mais simplement troublé ou déjeté de sa possession par force. En effet, s'il n'y a eu ni trouble ni violence, il y a eu de la part du saisi un consentement, c'est-à-dire un abandon volontaire de la saisine.

Dans le premier droit coutumier, pour avoir la saisine, il fallait ou la possession d'an et jour, ou une transmission de la saisine de celui qui était déjà saisi, et cette transmission s'opérait de fait ou judiciairement. Ainsi, quand un héritage en censive était aliéné, il fallait qu'il y eût dessaisine de l'ancien possesseur et ensaisinement de l'acquéreur, autrement dit *vest* et *devest*; si c'était un alleu, il fallait qu'il y eût *insinuation* devant la justice ordinaire; s'il y avait contestation, il fallait qu'il y eût *décret*, décision judiciaire.

Dans le droit coutumier secondaire, la nécessité de cette dessaisine et de cet ensaisinement pour rendre l'acquéreur maître de la chose n'exista plus que dans les coutumes dites *de saisine et de nantissement*; en général étaient telles les coutumes de l'Artois, de la Picardie et de la Champagne. Il était tenu, au greffe des justices seigneuriales et royales de ces contrées, des registres où s'inscrivaient les dessaisines et ensaisinements. En Bretagne, la dessaisine et l'ensaisinement s'opéraient d'une façon particulière sous le nom d'*appropriance*. — Dans les autres coutumes, la tradition sans autre publicité suffisait. Mais quelques coutumes conservèrent des traces de l'ancienne saisine, par la nécessité de l'insinuation des donations entre vifs, que l'on retrouve dans notre code civil, et par l'insinuation pour faire courir l'année du retrait lignager.

Toute cette doctrine de la saisine ne s'appliquait pas aux meubles considérés isolément; il y avait pour cette sorte de biens des règles particulières. Ainsi les meubles n'avaient pas de suite par hypothèque, comme disposent la plus grande partie des coutumes. Étaient-ils susceptibles de saisine? Non, considérés isolément; cependant, à toutes les époques du droit coutumier, le propriétaire qui avait la saisine d'un immeuble pouvait suivre les meubles qu'il contenait, et en réclamer la saisine s'ils avaient été enlevés sans son consentement (V. *suprà*, p. 105. V., pour le droit coutumier plus récent, Cout. de Paris, art. 171, et toutes les coutumes du Centre). On trouve encore trace de la théorie de la saisine dans ce principe, que l'acheteur de choses mobilières, dans une vente judiciaire, était à l'abri de toute revendication, même quand elles auraient été enlevées ou vendues indûment.

La maxime : En fait de meubles, possession vaut titre, était sous l'ancienne jurisprudence une maxime de praticien, et n'est écrite dans aucune coutume. Il y avait même des coutumes qui autorisaient la revendication des meubles, sous le nom d'*aveu de meubles*, non-seulement s'ils avaient été distraits ou dérobés, ce qui alors était de règle, mais encore dans tous les cas où la possession en avait été perdue par le détenteur contre son gré. Ainsi disposaient les coutumes d'Anjou, du Maine

et de la Saintonge. Mais, en général, on ne revendiquait pas les meubles; il y avait exception pour les épaves, choses gaives, perdues, qui pouvaient être revendiquées dans un court délai, passé lequel la chose ou le prix de la chose appartenait au seigneur.

§ III. — DROIT DES SUCCESSIONS.

Il y avait, pour le droit des successions, une différence radicale entre les pays de droit écrit et les pays de droit coutumier. Dans les premiers, les successions étaient réglées conformément aux nouvelles 118 et 127 de Justinien. On y admettait la succession par souches, la représentation et l'égalité entre tous les héritiers au même degré. Dans le droit coutumier, au contraire, la complication était extrême souvent dans le système d'une même coutume, et la diversité entre les diverses coutumes n'était pas moindre. La distinction la plus fondamentale était celle de la succession aux fiefs et aux immeubles francs alleux nobles, et celle de la succession aux autres biens, soit alleux roturiers, soit vilenages.

Dans la succession aux fiefs, le droit d'aînesse était un privilège essentiel, inhérent à la qualité d'aîné; il n'était pas dévolutif, c'est-à-dire ne passait pas à un fils puîné, si l'aîné venait à renoncer. Il consistait dans un préciput de succession, ainsi appelé peut-être inexactement, car l'héritier qui avait le droit d'aînesse n'entrait pas en partage égal des autres biens nobles. Les prérogatives du droit d'aînesse différaient selon les coutumes. Ordinairement l'aîné mâle, succédant en ligne directe, avait seul le droit d'aînesse; mais il y avait des coutumes qui l'accordaient à la fille aînée, notamment les coutumes d'Anjou, de Poitou et de Touraine; il y en avait même qui le reconnaissaient à l'aîné mâle en ligne collatérale, comme les coutumes de Touraine et du Loudunois. Le droit d'aînesse assurait à l'héritier aîné le principal manoir avec ses dépendances et un arpent de terre ou *vol du chapon*. Les francs alleux nobles étaient assimilés aux fiefs; on appelait noble, l'alleu où il y avait justice ou quelque fief mouvant de lui. Les autres alleux, les francs alleux roturiers se partageaient également entre tous les enfants (Cout. de Paris, art. 68). C'est ainsi, du reste, que se partageaient les censives et les meubles (1).

(1) Pour donner une idée, la plus exacte possible, de l'esprit du droit féodal coutumier sur les successions aux fiefs, nous transcrivons les dispositions de la coutume de Paris : « Art. 13. Au fils aîné appartient par préciput le château ou manoir principal, et basse-court attenant et contiguë audit manoir, destinée à iceluy, encore que le fossé du château, ou quelque chemin fût entre deux. Et outre luy appartient un arpent de terre de l'enclos et jardin joignant ledit manoir, si tant il y en a et si ledit enclos contient davantage, l'aîné peut retenir le tout, en baillant récompense au puîné de ce qui est outre ledit arpent en terre du même fief, si tant il y en a, sinon en autre terres ou héritages de la succession à la comodité des puînez, le plus que faire se pourra au dire de preudhommes. Et s'entend l'enclos ce qui est fermé de murs, fossez ou hayes vives. — Art. 14. Si dans l'enclos du préciput de l'aîné il y a moulin, four ou pressoir, le corps dudit moulin, four ou pressoir, appartient à l'aîné, mais le profit du moulin bannal ou non bannal, et du four et pressoir, s'il sont bannaux, se partira comme le reste du fief : et sont tenus les puînez de contribuer aux frais des moulans, tournans et travaillans dudit moulin, corps du four et pressoir, et ustansilles d'iceux, pour portion du profit qu'ils y prennent. Peut toutefois l'aîné avoir le dit droit du profit et bannalité en recompensant lesdits puînez comme dessus. — Art. 15. Quand père et mère ayant fief et héritages tenus noblement, vont de vie à trépas, laissez seulement deux enfans venans à leur succession, au fils aîné, pour son droit d'aînesse, appartient par préciput en chacune des dites successions, tant de père que de mère un hotel tenu en fief, tel qui veut choisir pour manoir principal avec l'enclos et basse-court comme dessus est dit; et les deux tiers des susdits fiefs et héritages tenus noblement; et à l'autre des dits enfans compete et appartient l'autre tiers et résidu desdits fiefs, et héritages noblement tenus, étant desdites successions. — Art. 16. S'il y a eu plusieurs enfans excédans le nombre de deux venans à la succession, au fils aîné par préciput pour son droit d'aînesse, appartient en chacune desdites successions, tant de père que de mère, un hotel tenu fief tel qu'il veut choisir pour principal manoir, avec l'enclos et la basse-court, aussi que dit est. Et la moitié de tous les autres héritages tenus en fiefs, et à tous les autres enfans ensemble, l'autre moitié et résidu

Il importe de remarquer que dans la coutume de Paris et dans toutes celles du Nord de la France le privilège du droit d'aînesse dérivait du caractère de la terre, non de la qualité de la personne, par conséquent était tout à fait indépendant de cette qualité. Ce principe est au plus haut point caractéristique du droit féodal et coutumier. Lorsque, dans les derniers temps de l'ancienne monarchie, il arriva très-fréquemment que des biens tenus noblement étaient acquis par des non-nobles, qui prenaient de leur terre le titre de marquis ou de baron, sans devenir pour cela nobles (V. *suprà*, p. 137), la terre conférait le droit d'aînesse à l'héritier apte à s'en prévaloir. Au contraire, le fils aîné d'un noble n'avait pas de droit d'aînesse à exercer s'il n'y avait pas de biens tenus noblement dans la succession paternelle.

Rien ne serait du reste plus difficile à exposer dans tous les détails que les dispositions des différentes coutumes sur les droits d'aînesse et de masculinité. Klimrath, qui a entrepris ce travail (*Tra-vaux sur l'Histoire du droit français*, t. II, p. 317 et suiv.), n'a pas relevé et analysé moins de treize systèmes différents, présentant chacun pour la plupart plusieurs variantes. Dans le Poitou et la Saintonge, le droit de primogéniture avait lieu pour les biens tenus noblement, pour les nobles et pour les roturiers; mais pour ceux-ci, le droit de primogéniture pouvait être exercé seulement s'ils étaient anciens dans le fief. Dans les coutumes du Centre, comme le Berry, le Bourbonnais, le Nivernais et l'Auvergne, le droit d'aînesse ou de primogéniture était admis seulement entre nobles. Dans le Maine et l'Anjou, il emportait le droit exclusif à tous les meubles de la succession. A côté des dispositions des coutumes sur le droit d'aînesse, il faut placer celles qui réglaient d'une façon particulière la succession des fiefs de haubert. Il en a été parlé plus haut (V. *suprà*, p. 131).

L'exercice du droit d'aînesse pouvait avoir pour résultat de réduire les puînés et les filles à un état de fortune inférieur à leur naissance. La plupart des coutumes obligeaient alors l'aîné, dont le droit avait absorbé une trop grande partie de la succession paternelle, à pourvoir à l'existence de ses frères puînés et à l'établissement de ses sœurs en les dotant. Cette sorte de légitime s'appelait, pour les filles, *mariage avenant* (Cout. de Normandie, art. 249).

Le partage des successions ne comprenant que des biens tenus en roture et des meubles se faisait selon les mêmes principes, soit que les appelés fussent nobles, soit qu'ils ne le fussent pas. Le partage des fiefs se faisait aussi conformément aux mêmes règles, mais sous réserve, dans presque toutes les coutumes, du privilège de primogéniture ou de masculinité. — Après ce que nous avons dit des droits d'aînesse et de masculinité, tout ce qui reste à dire du partage des successions est donc commun aux nobles et aux roturiers, aux biens nobles et aux biens roturiers. — Les premiers héritiers étaient les héritiers en ligne directe; ils succédaient par tête. Selon quelques coutumes, ils succèdent également par tête quand il n'existe de descendants qu'au second degré (Cout. de Sens, tit. IX, art. 18). Mais dans la plupart des coutumes, notamment dans celles de Paris et d'Orléans, la représentation était admise à l'infini en ligne directe, et les descendants du second degré succédaient par souche; elle n'était admise en ligne collatérale qu'au profit des enfants de frères et de sœurs, dans ces mêmes coutumes. Enfin il y avait, avec des variétés inutiles à expliquer, des coutumes, comme celles de Reims et d'Anjou, qui admettaient la représentation à l'infini, en ligne collatérale, pour les roturiers. En sens contraire, il y avait des coutumes qui n'admettaient aucune-

desdits fiefs et héritage tenus noblement. — Art. 17. Si ès dites successions de père et de mère, ayeul ou ayeule, il y a un seul fief consistant seulement en un manoir, basse-cour et enclos d'un arpent sans autre appartenance ni autres biens, audit fils aîné seul appartient ledit manoir, basse-cour et enclos comme dessus, sauf toutefois aux autres enfans leur droit de légitime, ou droit du douaire coutumier, ou prefix à prendre sur ledit fief. Et où il y aurait autres biens qui ne fussent suffisans pour fournir lesdits droits aux enfans, le supplément de ladite légitime ou dudit douaire se prendra sur ledit fief. Et toutefois au dit cas le fils puîné peut bailler aux puînez recompense en argent, au dire de prudhommes, de la portion qu'ils pourraient prétendre sur ledit fief. — Art. 18. S'il n'y a manoir principal en un fief, appartenant à deux ou plusieurs enfans, par la succession de leur père ou mère, mais seulement terres labourables, le fils aîné peut avoir un arpent de terre, en tel lieu qu'il voudra élire par préciput, pour et au lieu dudit manoir. — Art. 19. Quand il n'y a que filles venans à succession directe, ou collatérale, droit d'aînesse n'a lieu et partissent également.

ment, dans aucune ligne, la représentation : telle était la coutume du Boulonnais. Dans ces coutumes, quand un fils était prédécédé, ses frères survivants se partageaient la succession paternelle, à l'exclusion des enfants de ce fils. Mais un tel ordre de succession parut souvent révoltant; la pratique l'adoucit en autorisant, dans ce cas, le père à rapprocher ses petits-enfants d'un degré par son testament. Cette faculté de conférer par testament à des petits-enfants les avantages de la représentation s'appelait le *rappel*. Il y avait cela de particulier dans le rappel par testament, que, fait pour les enfants d'un fils prédécédé, il profitait nécessairement aux enfants d'un autre fils prédécédé, quoiqu'ils n'eussent pas été compris dans le testament opérant le rapprochement d'un degré pour quelques autres héritiers (Argou, *Institution au droit français*, I, 440).

Beaucoup de coutumes admettaient, dans l'ordre de succession en ligne directe, le privilège que l'on appelait du *double lien*. Les frères et sœurs germains excluaient, pour le partage de la succession de l'auteur commun, les frères et sœurs consanguins ou utérins (V. Cout. du Bourbonnais, de Dreux et Montargis). Parmi les coutumes qui admettaient la préférence du double lien, le plus grand nombre en limitaient les effets aux meubles et aux acquêts immeubles. Ainsi disposaient les coutumes d'Artois, Troyes, Orléans, Touraine, Nivernais, Poitou, Saintonge, Chaumont, etc. Dans la coutume de Reims, les enfants consanguins et les enfants utérins concouraient avec les frères germains; mais ils ne prenaient part que dans leur ligne. Les frères germains, au contraire, prenaient part dans les deux lignes. C'est le système qui est passé dans notre code civil.

A défaut de descendants, les ascendants étaient appelés à succéder. Mais il y avait sur ce point d'importantes distinctions, car, pour certains biens, les collatéraux étaient préférés aux ascendants. Ce qu'il importe de noter, c'est que l'esprit des coutumes n'admettait pas généralement les frères et sœurs à partager avec les ascendants, comme cela avait lieu dans les pays de droit écrit, conformément à la Nouvelle 118. De rares coutumes, comme celle du Bourbonnais, faisaient exception. — Pour les successions des ascendants et des collatéraux, il fallait distinguer entre les meubles et les acquêts d'un côté et les propres de l'autre, selon ce qui a été dit précédemment de la distinction des propres de succession et des acquêts (V. *suprà*, p. 145). En général, les ascendants succédaient par tête aux meubles, aux acquêts et aux propres qui venaient d'eux (Cout. de Paris, art. 311 et 313). Les autres propres appartenaient aux collatéraux, conformément à la règle : Propres ne remontent. Si donc un aïeul avait donné à un petit-fils, mort depuis, un immeuble non aliéné, il succédait cet immeuble de préférence, même au père. Dans certaines coutumes, les ascendants succédaient seulement aux meubles et à l'usufruit des immeubles (V. Cout. d'Anjou, Poitou, Maine, Angoumois, Loudunois).

Quand des propres étaient attribués à des collatéraux, ceux-ci ne succédaient pas d'après la proximité du degré. Les collatéraux appelés à succéder ainsi étaient les parents dans la ligne d'où les propres provenaient; on disait : *Paterna paternis, materna maternis*. Ce système avait pour objet de conserver les biens dans les familles, l'un des grands intérêts que le droit coutumier tenait le plus à sauvegarder. Mais, sur l'application même de la maxime, les coutumes encore différaient. Il y avait les coutumes dites *souchères*, où, pour succéder à un propre, il fallait que les collatéraux fussent descendants des premiers acquéreurs qui avaient mis le bien dans la ligne (Cout. de Mantes, art. 167); les coutumes *d'estoc* (race) *et ligne*, qui étaient en très-grand nombre, où le plus proche parent collatéral succédait aux propres de sa ligne; les coutumes de *simple côté*, qui ne contenaient pas de dispositions précises à cet égard, mais où l'on appliquait le droit commun coutumier, qui était celui que réglaient les coutumes dites *d'estoc* et de *ligne*.

A défaut de descendants et d'ascendants, les meubles et les acquêts de la succession appartenaient au plus proche parent collatéral, sans distinction de côté et de ligne. Cependant il y avait des coutumes (Péronne, Touraine, Maine, Anjou, etc.) où les meubles et acquêts se partageaient par moitié entre les deux lignes. On appelait ce mode de partage *fente*. En Bretagne, on admettait la *refente* ou partage dans les lignes d'une ligne.

C'est surtout à propos du droit de succession qu'il faut répéter ce qui a déjà été dit bien des fois, que, si le droit coutumier a des principes généraux, il n'en a aucun d'absolu. Il serait absolument

impossible d'expliquer les successions coutumières dans tous les détails. Ainsi, dans la coutume de Normandie, qui en toutes matières avait un droit si particulier, si original, aucun ascendant ne succédait jamais tant qu'il y avait des descendants de lui vivants. Les père et mère ne succédaient pas à un enfant, si cet enfant laissait des frères, des sœurs, des neveux ou des nièces; mais ils succédaient à défaut de descendants d'eux. L'aïeul ne succédait pas s'il y avait des oncles et des tantes; mais il succédait à défaut d'oncles ou de tantes, etc. (art. 241 et 242). — Dans les coutumes d'Amiens et de Sens, on admettait, par exception, que les propres remontaient; mais cette succession s'y combinait avec la maxime : *Paterna paternis* (V. aussi Cout. du Boulenois, art. 79 et 83). — Dans la coutume du Nivernais, les propres remontaient en ligne directe, non en ligne collatérale. — Dans la coutume d'Auvergne, les acquêts étaient réputés biens paternels et se partageaient comme tels (XII, 6, 7, 19), etc.

Les coutumes réglaient le mode de partage des successions et la manière d'y procéder. Quand des héritiers venaient à un partage de la succession de leurs parents, ils devaient rapporter ce qu'ils avaient reçu, ou s'en tenir à leur don et renoncer (Cout. de Paris, art. 304 et 307). Il y avait même des coutumes dites *d'égalité*, qui non-seulement exigeaient le rapport en ligne collatérale, mais encore dans lesquelles la renonciation ne dispensait pas de rapporter l'excédant de la part, si les cohéritiers, mais non pas les créanciers, le demandaient. Le paiement des dettes de la succession était en général à la charge de l'héritier dans la proportion de son émolument (Cout. de Paris, art. 314). Cependant, quelques coutumes mettaient les dettes à la charge exclusive de l'héritier des meubles et acquêts (Cout. de Mantes, art. 71; Senlis, art. 141). D'autres appliquaient au paiement des dettes le principe de la maxime *Paterna paternis*, et faisaient supporter aux héritiers du côté paternel les dettes contractées par le père, et aux héritiers du côté maternel les dettes contractées par la mère (Cout. d'Auvergne, XII, 17; la Marche, art. 234 et suiv.).

Le droit coutumier reconnaissait l'usage des testaments. La faction de testament n'était demeurée interdite, conformément à l'ancien droit gallo-franc, qu'aux serfs, aux colons (V. *suprà*, p. 145 en note), qui du reste furent toujours de moins en moins nombreux dans la période du droit coutumier secondaire; mais on n'admettait pas que la qualité d'héritier pût résulter d'un testament. On disait en droit coutumier : Institution d'héritier n'a lieu; un institué n'était jamais que légataire, et un testament n'avait pas plus d'effet qu'un codicille. L'origine de la maxime peut être reportée au droit gallo-romain avec toute vraisemblance, peut-être même au droit gallique (V. *suprà*, p. 27 et 39). Les testaments étaient authentiques ou olographes. Les testaments authentiques étaient reçus concurremment par les notaires et les curés, de la manière qui sera expliquée plus loin, quand nous traiterons du droit des ordonnances. L'âge requis pour faire un testament variait beaucoup. Selon la coutume de Paris, il suffisait d'avoir vingt ans accomplis pour disposer par testament de ses meubles et de ses acquêts; mais il fallait avoir vingt-cinq ans pour disposer de ses propres (art. 293 et 294). Quand la coutume ne s'exprimait pas sur l'âge requis pour tester, on suivait les règles du droit romain, qui permettait aux mâles de tester à l'âge de quatorze ans, et aux filles à l'âge de douze ans; dans le ressort de quelques départements, on suivait la coutume de Paris (Ricard, *Donations*, liv. I, chap. III, sect. 3). Leur jurisprudence n'était pas unanime sur ce point. — Mais tous ces principes sur les testaments ne s'appliquaient pas aux serfs d'héritage dans les pays, toujours plus rares, où la servitude avait persisté; les serfs ne pouvaient faire de testament.

Les coutumes réglaient la forme des testaments, le nombre des témoins, la manière dont le testateur doit signer, etc. (Cout. de Senlis, art. 173; Berry, tit. XVIII, art. 12). Selon beaucoup de coutumes, le testament doit mentionner que les témoins ont été spécialement appelés; l'ordonnance de 1735, comme on le verra en son lieu, supprima la nécessité de cette mention. Selon la coutume du Poitou, il devait être exprimé dans le testament que le testateur avait dicté son testament (art. 18). Les testaments dans lesquels les idées auraient été suggérées au testateur par le notaire ou les témoins étaient appelés *testaments à l'interrogat*, et attaquables pour cause de suggestion; c'est ce qu'il faut savoir pour comprendre comment il y avait, sous l'ancien droit, des testaments annulables pour cause de suggestion; il ne s'agissait alors que de la suggestion en la forme, non de la suggestion captatoire,

qui, seule, n'a jamais été une cause de nullité des testaments (V. Merlin, *Rép.*, v° *Suggestion*). La coutume de Normandie ne reconnaissait pas comme valables les testaments faits moins de trois mois avant la mort du testateur (art. 462).

La maxime : Institution d'héritier n'a lieu, avait une conséquence notable en matière d'hérédité testamentaire; il suivait de là, en effet, que le légataire n'avait jamais la saisine; il devait la demander aux héritiers du sang habiles à succéder (V. Ferrière, sur l'art. 315 de la Cout. de Paris). Jusqu'à ce que la saisine eût été obtenue par le légataire, l'héritier eût pu, le cas échéant, intenter complainte pour saisine et nouvelleté, c'est-à-dire trouble de saisine (*Ibid.*)

L'institution d'héritier n'étant pas reconnue en droit coutumier, les substitutions ne pouvaient pas l'être davantage. Les coutumes vont même plus loin en prohibant, pour la plupart expressément, toute substitution pupillaire, exemplaire, même fidéi-commissaire (Merlin, *Rép.*, v° *Substitution*). Les pays de droit écrit suivaient, en cette matière, les principes du droit romain. Mais l'usage des substitutions n'avait pas moins fini par prévaloir après la rédaction des coutumes, même dans les pays de droit coutumier. Il était, comme on le verra plus loin, réglementé par les ordonnances.

Dans le droit coutumier secondaire, la liberté de disposer par testament était limitée de deux manières : par les réserves coutumières et par la légitime. On sait quelle était la limite du droit de tester dans le droit coutumier primaire (V. *suprà*, p. 107). Sous les coutumes écrites, la limite du droit de tester, et par conséquent le caractère de la réserve, restent les mêmes; mais les coutumes varient beaucoup sur le point de savoir quelles choses on peut léguer par testament. Il en est où l'on peut disposer du tiers de ses biens, quelle qu'en soit la nature (Cout. de la Marche, art. 212), ou du quart (Cout. d'Auvergne, art. 41 et 43); d'autres où la quotité disponible se compose de tous les meubles et acquêts et du tiers des propres (Meaux, art. 261); d'autres encore où le testateur peut disposer de tous les meubles et acquêts, pourvu qu'il ait des propres; s'il n'en a pas, les acquêts et les meubles sont considérés comme propres, et il ne peut en disposer (La Rochelle, art. 44). Ces dernières coutumes s'appellent *Coutumes de subrogation*; mais, le plus communément, le testateur pouvait disposer des meubles, des acquêts et du cinquième des propres; ainsi le permettait, avant la Révolution, la coutume de Paris (art. 292), qui, dans le silence, suppléait aux autres coutumes et formait le droit commun de la France. Cette réserve s'appelait les *quatre-quints*.

Tel était le droit testamentaire dans la seconde période du droit coutumier. La réserve coutumière pouvait se définir : une portion de la succession que la coutume rend indisponible et garde aux héritiers. Elle n'avait pas été établie directement par la coutume; elle résultait de la restriction que la coutume mettait au droit de tester. L'art. 292 de la coutume de Paris disposait : « Toutes personnes saines d'entendement, âgées et usant de leurs droits, peuvent disposer par testament et ordonnance de dernière volonté, au profit de personne capable, de tous leurs biens meubles, acquêts et conquêts immeubles, et de la cinquième partie de tous leurs propres héritages, et non plus avant, encore que ce fût pour cause pitoyable. » C'était la capacité du droit du testateur que la coutume affectait. Comme elle ne prenait en considération ni le nombre ni la qualité des héritiers, qui pouvaient être des collatéraux éloignés et inconnus et n'héritaient pas moins de la réserve, cette réserve se trouvait être une masse qu'ils étaient appelés collectivement à partager, parce que le défunt n'avait pas eu, selon la doctrine des commentateurs du droit coutumier, la capacité d'en disposer.

La légitime, que les mêmes coutumes qui restreignaient ainsi l'exercice du droit de tester assuraient aux enfants, mais aux enfants et descendants seulement, était tout autre chose; elle avait été empruntée au droit romain. On sait par quelle suite de tempéraments l'usage et le droit civil arrivèrent à restreindre l'exercice du droit de tester, que la loi des Douze Tables avait fait absolu (V. *suprà*, p. 41). — Dans le dernier état du droit, sous Justinien, la légitime au profit des enfants était de la moitié de la succession s'ils étaient plus de quatre; elle était du tiers s'ils étaient moins de quatre (Nov. 118, cap. 1). Dans le droit coutumier, elle variait sensiblement. Il y avait des coutumes, comme celle de Bourgogne (tit. V, art. 2 et suiv.), qui suivaient simplement le système du droit romain; d'autres qui n'admettaient la légitime que pour les mâles. Dans les coutumes de Tours (art. 284), Anjou (art. 241), Maine (art. 258), le père pouvait faire à sa fille, quand il la mariait, un

léger don qui lui tenait lieu alors de légitime. Par un ressouvenir d'anciens usages où la fiancée portait à l'église, au jour du mariage, une guirlande ou une couronne, ce léger don s'appelait *chapel de roses*. On l'appelait aussi *mariage avenant*. La coutume de Normandie le réglait avec détails dans ses art. 248 et 249. Dans la coutume de Paris (art. 298), dont le système était le plus généralement suivi, la légitime des enfants était de la moitié de la part que chacun d'eux aurait eue au cas de décès *ab intestat*.

On comprend ainsi comment la réserve et la légitime se distinguaient profondément. La disposition de la coutume d'où résultait la réserve affectant la capacité de droit du testateur quant à l'objet de son testament, il s'ensuivait que la qualité et le nombre des héritiers n'ajoutaient rien ni n'enlevaient rien au droit de disposer. La réserve était toujours la même. Tout héritier pouvait réclamer contre l'usage excessif que le testateur avait fait du droit de disposer. Les donations qu'il pouvait avoir faites antérieurement n'étaient pas prises en considération pour déterminer sa capacité testamentaire quant à l'objet, etc., etc. — Les dispositions qui établissaient la légitime ne protégeaient, au contraire, que les descendants. Elles n'avaient pas égard à la nature des biens pour en fixer l'importance : quels qu'ils fussent, meubles, immeubles, acquêts, conquêts, propres, ils faisaient masse pour le calcul de la légitime que la coutume accordait. On devait même ajouter fictivement à cette masse, pour ce calcul de la légitime, la valeur des choses antérieurement données.

D'après cette différence entre les dispositions d'où résultait virtuellement la réserve et celles qui établissaient expressément la légitime, on comprendra que ces dispositions, ayant les unes et les autres un objet différent, existassent concurremment, bien qu'elles se suppléassent quelquefois. Quand le testateur ne laissait pas de biens propres ou ne laissait que des biens propres insuffisants, ou quand il avait fait des donations de son vivant, etc., ses descendants pouvaient avoir intérêt à réclamer leur légitime, bien que leur auteur n'eût pas dépassé sa capacité de disposer. Mais la conséquence la plus importante à noter, c'est la différence profonde entre le caractère de la réserve et celui de la légitime. Il résultait des dispositions relatives à la réserve qu'affectant la capacité du testateur, sans préoccupation des héritiers, elles conféraient éventuellement à ceux-ci un droit collectif, tandis que le droit des descendants à la légitime était un droit individuel pour chacun d'eux.

Indépendamment des limites à la liberté testamentaire résultant des réserves coutumières et de la légitime, il y avait des prohibitions pour certaines personnes de s'avantager respectivement. Les avantages entre époux étaient défendus par la coutume de Paris (art. 282) et par la plupart des autres coutumes ; il ne pouvait y en avoir d'autres que ceux du douaire. D'autres coutumes, dans la Picardie, permettaient aux époux de s'avantager de certains biens et pour une certaine quotité. On a vu plus haut dans quelle mesure le don mutuel était généralement autorisé (p. 142).

Dans le second état du droit coutumier, on vit s'établir et s'étendre l'usage de ce que l'on appela les institutions contractuelles. C'était, pour rappeler les paroles de Laurière sur Loysel, qui s'est trompé, du reste, si gravement sur l'origine des institutions contractuelles, une institution pour portion, ou reconnaissance d'héritier simple ou mutuelle et donation particulière par contrat de mariage (*Institutes cout.*, liv. II, tit. IV, 9). L'institution contractuelle avait pour principal objet de faciliter les mariages. C'était, comme on l'a dit encore avec raison, un testament irrévocable, et de plus, au moins par sa dénomination, une dérogation à ce principe du droit coutumier : Institution d'héritier n'a lieu. L'origine en est assez obscure. Faudrait-il penser avec Laurière que les institutions contractuelles dérivent du premier droit féodal, de l'assimilation de tous les hommes du fief à des soldats, d'où la faculté pour eux de s'avantager mutuellement ? Mais comment expliquer l'extension de cette faculté aux successions, et pourquoi est-elle restreinte au seul cas de mariage ? L'institution contractuelle était coutumière et non féodale. Nous croirions, avec beaucoup plus de vraisemblance, en retrouver l'origine dans le droit des lois barbares et des Capitulaires (V. *supra*, p. 67 et 75). L'institution contractuelle était, en effet, pour la forme, une survivance des testaments gallo-francs.

Le principe dominant du droit coutumier, qui était de maintenir les biens dans les familles, avait fait reconnaître aux héritiers certaines garanties de leur droit éventuel, indépendamment de celles résultant des réserves coutumières et de la légitime. Ainsi les Coutumes d'Artois (art. 70), du Pon-

thieu (art. 19) et du Boulenois (art. 92 et 124), ne permettaient pas qu'on aliénât ou hypothéquât ses propres sans le consentement de ses héritiers apparents, à moins que ce ne fût par une nécessité jurée par le vendeur et vérifiée par deux témoins, ou à charge de faire le remploi. Dans les coutumes de Normandie, du Mans, du Loudunois et de l'Anjou, la faculté de disposer non-seulement de ses propres, mais de ses héritages acquis, hors le cas d'extrême nécessité, n'existait plus pour celui qui avait marié un enfant ou un descendant comme son principal héritier, encore qu'il ne l'eût pas institué. Il semble que dans l'esprit de ces coutumes le mariage d'un enfant valût une institution d'héritier.

Le retrait lignager était une garantie différente, mais de même sorte. Il en a été parlé plus haut (p. 109). Dans le second état du droit coutumier, le retrait lignager n'était ordinairement accordé qu'aux parents des côté et ligne du bien propre à retraire (Cout. de Paris, art. 128). La coutume de Normandie voulait même que le retrayant descendît en ligne droite du premier acquéreur (art. 438); les coutumes souchères l'exigeaient également. Parmi les coutumes souchères, les unes étaient telles pour les retraits et les successions, c'est-à-dire qu'il fallait être descendant du premier acquéreur tant pour succéder au propre que pour exercer le retrait lignager, si le propre avait été aliéné, comme dans les coutumes de Mantes, Melun, Montargis; d'autres étaient souchères seulement pour les retraits, c'est-à-dire que le retrait lignager ne pouvait être exercé que par un descendant du premier acquéreur, quoiqu'il ne fût pas nécessaire d'être dans cette condition pour succéder aux propres; telles étaient les coutumes d'Orléans et du Nivernais; d'autres, comme la coutume de Touraine, étaient souchères pour les successions seulement. En général, le retrait lignager ne pouvait être exercé qu'après la mort du vendeur; mais les enfants pouvaient retraire du vivant même de leur auteur (Cout. de Paris, art. 142). Quand plusieurs parents se présentaient pour opérer le retrait, la préférence était donnée, selon la plupart des coutumes, à celui qui s'était présenté le premier (Cout. de Paris, art. 141); selon d'autres, elle était donnée au parent le plus proche; le plus diligent ne l'emportait qu'au même degré (Cout. de Troyes, art. 145). Mais le retrait lignager ne pouvait avoir pour objet ni les meubles, qui par leur nature ne pouvaient être considérés comme propres, et d'ailleurs n'étaient pas susceptibles de revendication, ni l'usufruit des immeubles, parce qu'il s'éteignait à la mort de l'usufruitier, ni les offices et charges publiques, quoique vénaux, parce que la nomination appartenait au roi, et que pour l'officier public la cession se terminait à une démission de sa charge (Cout. de Paris, art. 141, 143 et 147). La plupart des coutumes, comme celles d'Orléans et de Touraine, n'admettaient pas le retrait lignager dans le cas où la vente avait eu lieu par autorité de justice.

Le retrait, s'il n'était pas consenti volontairement par l'acheteur, était prononcé judiciairement. L'action devait être intentée dans l'an et jour à dater de la réception en foi et hommage s'il s'agissait d'un fief, de l'ensaisinement s'il s'agissait d'un propre roturier, de l'acquisition déclarée parfaite par le tribunal du lieu s'il s'agissait d'un bien tenu en franc alleu (Cout. de Paris, art. 129, 130 et 132). Quelques coutumes fixaient d'autres délais, notamment les coutumes du Berry, de l'Auvergne, de la Bretagne et du Bourbonnais.

On sait comment se combinaient les principes du droit de succession et celui de la saisine dans cette maxime si connue : Le mort saisit le vif (V. *suprà*, p. 106, 145 et 146). La maxime n'avait pas lieu en matière de succession aux fiefs, parce que, à proprement parler, on ne succédait pas aux fiefs, et que l'héritier recevait son fief du suzerain. Mais, dans le droit public, elle était reçue pour la succession à la Couronne, parce que le souverain ne tenait sa couronne de personne. Cette maxime : Le roi ne meurt pas, et cette phrase proverbiale, ce cri poussé à la mort des anciens rois de France : Le roi est mort, vive le roi ! n'étaient en réalité qu'une application au droit public de la maxime du droit civil : Le mort saisit le vif.

§ IV. — DROIT DES OBLIGATIONS.

Le droit des obligations forme une partie considérable de la science du droit ; mais il ne peut tenir qu'une très-petite place dans une histoire. Le droit romain ayant été l'objet d'études assidues dans les pays coutumiers à partir du XIII^e siècle, ses doctrines sur la matière si vaste des obligations y furent généralement adoptées ; l'usage et la jurisprudence des tribunaux accommodèrent aux mœurs du pays celles de ces doctrines qui avaient été trop exclusivement propres au peuple romain. Les grands jurisconsultes du XVI^e siècle travaillèrent à l'envi à cette œuvre, concurremment avec la jurisprudence ; c'est à ces savants travaux que nous devons la théorie des contrats telle qu'elle est venue se déposer dans le code civil. Passons seulement rapidement en revue quelques contrats caractéristiques.

Il a été parlé des communautés qui au XIII^e siècle résultaient du seul fait d'une vie en commun (V. *suprà*, p. 110). Dans le droit coutumier secondaire, ces communautés, si dangereuses, sont devenues moins fréquentes. Cependant dans certaines coutumes du Centre, comme celles du Berry, de Troyes, de Chaumont, etc., ceux qui avaient vécu ensemble pendant an et jour, mêlant leurs biens, leurs profits et leurs pertes, étaient communs en tous biens meubles et conquêts immeubles. Mais la communauté n'était pas acquise aux enfants de famille, aux serviteurs, aux personnes recueillies par affection, commisération, etc. Dans les coutumes du Poitou, de l'Angoumois, de la Saintonge, du Nivernais, du Bourbonnais, cette communauté tacite ne naissait qu'entre roturiers majeurs et jouissant de leurs droits. On l'appelait quelquefois *société taisible*. Dans les coutumes du Nivernais et de Meaux, la société en communauté était présumée contractée par quart, quand, dans le cas de secondes noces, les époux vivaient ayant avec eux chacun les enfants de leur précédent mariage (V. *Jur. gén.*, v^o *Société*, n^{os} 21 et suiv.).

Les choses vendues par décret, c'est-à-dire par autorité de justice, étaient acquises d'une manière incommutable. Ce principe dérivait du droit romain ; mais le droit français lui donna une autorité plus générale. On voulut que les ventes faites par justice donnassent, à raison de leur publicité et de leur solennité, une pleine garantie aux acquéreurs, puisque ceux qui auraient eu des droits à faire valoir sur la chose avaient été avertis par cette publicité d'avoir à les produire. C'était une maxime de droit coutumier que « en chose vendue par décret éviction n'a point lieu » (V. Loysel, *Institutes cout.*, liv. III, tit. IV, 10 ; Laurière cite les coutumes d'Auvergne et du Nivernais). Cette maxime avait deux applications importantes. D'abord, la vente par décret purgeait les hypothèques dont le fonds pouvait être affecté, à l'exception de l'hypothèque du douaire (*Ibid.*). De plus, elle ne pouvait être attaquée pour cause de lésion de plus de moitié du prix. Mais un décret ne pouvait porter atteinte aux droits de fief et aux droits de cens. La raison en est sensible : quand un immeuble était vendu par décret, le propriétaire n'était exécuté que dans la mesure du droit dont il pouvait disposer. Or les droits de fief et de cens avaient grevé d'autant son droit de propriété. Aussi disait-on communément que « un décret nettoie toutes hypothèques et droits, fors les censuels et les féodaux » (Loysel, *Institutes cout.*, liv. VI, tit. V, 15).

Les lois de l'Église, comme on le sait, condamnaient l'usure et réprouvaient, comme prêt usuraire, le prêt à intérêt, quelque modique que fût l'intérêt. La jurisprudence du Parlement donnait une sanction à cette défense, en considérant comme immorale, et partant non avenue, toute stipulation d'intérêt. Cette condamnation du prêt à intérêt, sous le nom de prêt usuraire, avait pour principe cette erreur économique, que, l'argent ne produisant pas de fruits, il était injuste d'en faire payer la jouissance. Pour tourner la difficulté suscitée par les défenses canoniques, on imagina alors le contrat de rente : par la constitution de rente, une partie aliénait une somme d'argent, moyennant un revenu ou rente que l'autre partie s'engageait à lui payer annuellement et perpétuellement. En

1425, le pape Martin V approuva les constitutions de rente par la fameuse bulle *Regimini*. La conséquence d'une telle doctrine était forcée; il fallait que les rentes constituées ne fussent pas rachetables; car autrement le contrat de rente n'eût plus été que le prêt à intérêt, avec le mensonge en plus. En effet, deux bulles de Pie V, de 1569 et 1570, ne permettent de constituer des rentes que par ceux qui avaient des fonds de terre pour en répondre, et alors elles étaient non rachetables, comme rentes foncières. Mais on dut se demander comment cette circonstance, que le débiteur-rentier était propriétaire, pouvait changer la nature du contrat. Dumoulin n'eut pas de peine à démontrer, dans son traité *De Usuris*, l'inanité de toutes ces doctrines. Sur son autorité, un arrêt du Parlement de Paris, du 12 mars 1552, déclara les rentes constituées rachetables. Comme on ne peut éviter l'inconséquence dès qu'on se place en dehors des principes, on eut alors cette singularité d'un droit qui permettait un contrat sous un nom et le réprouvait sous un autre. Cet état du droit persista jusqu'à la loi du 2 octobre 1789, qui proclama les vrais principes et permit le prêt à intérêt.

Le droit coutumier connaissait le gage et l'hypothèque. Il y avait deux sortes de gages, le *vif gage* et le *mort gage*. Le créancier qui avait un *vif gage* imputait les fruits sur sa créance; celui qui avait un *mort gage* recueillait les fruits sans que sa créance en fût diminuée d'autant. « *Vif gage*, est-il dit dans Loysel (*Institutes cout.*, liv. III, tit. 7), est celui qui s'acquitte de ses issues; *mort gage* est celui qui de rien ne s'acquitte. » Le *mort gage* était marqué au plus haut degré du caractère usuraire, et fut de bonne heure réprouvé pour cette raison; il avait pour objet de pousser le débiteur à s'acquitter promptement de sa dette (Laurière, *Glossaire*, v° *Gage mort*). Comme, sous cette apparence, il était devenu très-en usage dès les premiers temps du moyen âge, le droit canonique entreprit d'en éteindre la pratique; dans un concile tenu à Tours en 1164, le pape Alexandre III défendit aux clercs de prêter à usure, et, comme conséquence de cette défense, ordonna que les fruits de l'immeuble donné en gage s'imputassent non sur les intérêts, car c'eût été permettre l'usure, que l'on confondait alors dans le prêt à intérêt et que l'on condamnait alors au même titre, mais sur la dette principale, *sors*. Malgré les condamnations de l'Eglise, l'usage du *mort gage* persista, toujours réprouvé; mais les fruits de la chose donnée en gage se compensaient avec les intérêts de la dette, et alors, quand le gage avait pour objet un immeuble, c'était le contrat d'antichrèse (V. *Jur. gén.*, v° *Nantissement*, n° 20 et suiv.).

L'hypothèque, avec droit de suite et de préférence, résultait de tout acte notarié, de tout jugement, par conséquent de tout acte privé reconnu en jugement ou dans un acte notarié (Cout. de Paris, art. 107). Mais les contrats passés en cour d'Eglise n'emportaient pas hypothèque. Laurière, sur Loysel (*Institutes cout.*, liv. III, chap. VII, 14), nous apprend que cette règle était tirée d'un arrêt du parlement de Paris du 4 juillet 1357; elle était fondée sur ce que les cours d'Eglise non-seulement n'avaient compétence et juridiction, comme on le verra, qu'entre clercs, mais encore ne pouvaient prononcer qu'à propos de choses ecclésiastiques ou relevant de la conscience catholique.

Les affranchissements de serfs et l'avènement de la classe des hommes libres aux avantages de la propriété rendirent très-commun le contrat de louage ou bail à loyer. Déjà, au temps de Beaumanoir, tout un droit s'était établi sur les *cozes bailliés par loier* (Cout. du Beauvoisis, chap. XXXVIII). Dans son acception la plus large, le mot *bail* désignait toute garde, toute surveillance exercée pour le compte d'une personne, soit que l'objet fût une personne même, soit qu'il fût une chose. C'est ainsi qu'on appelait bail une tutelle, aussi bien que le droit d'exploiter un fonds en vertu d'un contrat de cens ou de louage, etc. — Les magistrats nommés baillis n'étaient désignés ainsi que parce que l'on considérait en eux l'office de gardiens. — Dans les coutumes, le bail à loyer se diversifie à l'infini : bail à colonge en Alsace; ce n'était en réalité qu'un bail à rente foncière, soit à une association de colons; — bail à complant, à charge de planter, ordinairement des vignes, moyennant l'abandon d'une portion de fruits; — bail à locatairie perpétuelle, — bail à domaine congéable. — Cette dernière sorte de tenure était surtout connue en Bretagne; elle n'était pas sans analogie avec le bail emphytéotique; c'était une concession faite pour un temps indéfini, moyennant le paiement d'une rente annuelle, mais avec cette condition que le cédant pourrait à volonté reprendre son fonds, en remboursant au concessionnaire les améliorations faites sur le fonds, d'après le prix de l'estima-

tion. En dernière analyse, le bail à domaine congéable était une concession de propriété à titre précaire (V., sur tous ces contrats, *Jur. gén.*, v^e *Louage à complant*, *Louage à locataire perpétuel*, *Louage à domaine congéable*, etc.).

Parmi les contrats, il faut placer les donations ou, comme on les appelait quelquefois, les *donaisons*, quoique la matière se rattache autant à celle des testaments qu'aux obligations proprement dites. Une donation entre vifs ne pouvait excéder la quotité disponible, ainsi qu'il a été expliqué plus haut. De plus, elle ne pouvait être faite en haine des héritiers ou en fraude de leur légitime attente. Le droit coutumier ne voulait même pas que l'attente du donataire pût être trompée par des actes faits après coup. Tel est le principe d'une doctrine qui est passée tout entière dans notre droit moderne, et qui, dans son expression la plus généralement acceptée, se résumait dans cette maxime : Donner et retenir ne vaut. Les conséquences en étaient que le donateur ne donnait pas valablement, s'il se réservait de conserver la possession de la chose donnée jusqu'après son décès, ou s'il se réservait de disposer autrement de la chose, ou s'il donnait à charge de dettes futures.

La maxime : Donner et retenir ne vaut, se rattachait à ce système, qui, dans ses différentes parties, avait pour objet de fixer les biens dans les familles, au risque de gêner la liberté des propriétaires. Cependant la prohibition de donner, en retenant par devers soi la possession de la chose donnée jusqu'à son décès, paraît avoir soulevé de bonne heure quelque difficulté. Les coutumes pouvaient-elles défendre de donner la propriété d'une chose, sous réserve de l'usufruit? Non, évidemment. Les principes du droit romain, dont l'autorité grandissait si rapidement dans la période de la rédaction des coutumes, auraient repoussé une doctrine si peu juridique. On admit donc expressément la séparation de la nue propriété et de l'usufruit dans presque toutes les coutumes, et l'on reconnut même la clause de constitut et de précaire, par laquelle le donateur arrivait à garder la possession de la chose donnée (V. notamment Cout. de Paris, art. 273, 274 et 275). — Mais on voulut qu'il y eût, dans tous les cas, dessaisine du donateur et saisine du donataire, et que la chose eût été de fait appréhendée. — Les coutumes de Vitry (art. 111) et de Chaumont (art. 76) exigeaient que, dans le cas de rétention d'usufruit, le donataire ne fût pas moins saisi, pour ensuite, s'il le voulait, se dessaisir. S'il s'agissait d'un fief, dans cette doctrine, le donataire devait être reçu à foi et hommage par le donateur, et devenir ainsi son vassal; en recevant en foi et hommage le donataire, le donateur avait opéré l'ensaisinement. La dessaisine du donateur et la saisine du donataire paraissaient tellement une conséquence de la maxime : Donner et retenir ne vaut, que dans certaines coutumes, quand cela n'avait pas eu lieu du vivant du donateur, le donataire n'avait plus aucune action, même pour la propriété, contre les héritiers du donateur (Coutume de Châlons, art. 64; Clermont en Argonne, VI, 2). Mais la majorité des coutumes accordaient, au contraire, l'action au donataire (V. Coutume d'Anjou, art. 335 et 341; Touraine, art. 240; Amiens, art. 54, etc.).

§ V. — STYLES ET ACTIONS.

Il a déjà été parlé des styles (V. p. 133 et 134). On entendait par là « la façon et manière de plaider et démenier les causes », en d'autres termes, la procédure judiciaire. On appela aussi styles les formules dont se servaient les praticiens, dans les actes de procédure, et les cours de justice, dans la rédaction de leurs actes. Les anciens coutumiers et particulièrement P. Defontaines se sont occupés de la procédure, et particulièrement des semonces ou ajournements; mais c'est aux formes suivies devant les tribunaux ecclésiastiques, c'est au droit canonique que l'on doit la vraie procédure civile, avec ses délicatesses, pour ne pas dire ses finesses, et sa prudence quelquefois excessive. Il n'y a à parler ici que de quelques règles généralement suivies.

Toute personne assignée devait comparaitre. Dans le plus ancien droit français, si celui qui était assigné ne comparaissait pas, il était réassigné, et, après deux contumaces, il payait son silence en per-

dant son procès, même quand la prétention du demandeur n'aurait pas été justifiée, *licet contra jus* (J. Faber, *Inst. de Interdictis ad § retinendæ*; *Grand Coutumier*, liv. III, chap. X). L'ordonnance de 1539 réforma dans son art. 27 cet usage des anciens parlements; depuis, le demandeur ne fut pas dispensé de justifier sa demande.

Dans l'ancien droit coutumier, l'appel devait être émis et régularisé en présence même du juge qui avait rendu la sentence dont on voulait appeler, ou bien le plaideur était déchu du droit d'appeler; l'Ancien style du Parlement disait : *Antequam judex surgat à sede pro recedendo, vel recedat* (V. aussi *suprà*, p. 86). Dans les pays de droit écrit, il suffisait que l'appel fût simplement déclaré dans les trois mois; ensuite l'appelant devait obtenir un ajournement au parlement prochain (*Ancien style du Parlement*, part. I, chap. IV). Plus tard, la partie qui avait perdu son procès eut dix ans pour appeler d'une sentence, à moins qu'après trois ans, à partir de la signification, elle eût été mise en demeure d'appeler dans un délai que l'ordonnance de 1667 fixa à six mois.

Quand un appel était interjeté, les effets en étaient différents à l'égard des juges royaux et des juges seigneuriaux, et l'on procédait différemment dans les appellations des sentences des juges seigneuriaux en pays de droit écrit. Celui qui appelait d'une sentence d'un juge seigneurial, en pays de droit coutumier, ajournait principalement le juge qui l'avait rendue, et le seigneur venait soutenir, à ses risques, la sentence de son juge, à peine de soixante livres d'amende (Ord. de déc. 1344, art. 5). L'origine de cet usage se rattache au caractère de l'appel tel qu'on le concevait dans les cours féodales. Ce n'était pas à l'adversaire heureux que l'on s'en prenait, mais au juge qui avait manqué à la justice (V. *suprà*, p. 86). Le plaideur adverse était intimé, mais seulement pour voir ce qu'il adviendrait de cet appel où il était intéressé. Dans les pays de droit écrit, les rôles étaient autres : la partie adverse était ajournée et le juge seulement intimé (*Ancien style du Parlement*, part. I, chap. IV). On sent ici l'influence du droit romain. C'est par une tradition du droit coutumier et un ressouvenir, dans les mots, de l'appel féodal, que le défendeur à un appel est encore désigné du mot d'intimé devant nos cours, dans notre procédure moderne. Par les appellations des sentences des juges royaux, au contraire, dans les pays de droit coutumier, le juge n'était jamais pris à partie, à moins de dol, fraude ou concussion (J. Desmares, *Décisions*, 343). C'était alors une action particulière que l'on intentait contre lui. — L'ajournement des juges seigneuriaux en appel était encore donné à la fin du XVI^e siècle, comme le rapporte Pasquier; mais alors il n'était plus donné que pour la forme, et le juge dont la sentence était réformée ne supportait plus ni amende ni dépens (*Recherches de la France*, liv. II, chap. VI).

Les amendes et dépens ne pouvaient être prononcés que contre le seigneur, dans la doctrine de l'appel féodal. Mais le suzerain s'affranchissait de cette condamnation, malgré les ordonnances (Ord. de saint Louis, de déc. 1254). Il en résultait que l'appelant, même heureux, supportait les frais de son appellation. — Devant les justices inférieures il n'était pas non plus accordé de dépens à celui qui gagnait son procès (Conseil de P. Defontaines, chap. XXII, 3 et 8). Comme les tribunaux ecclésiastiques y condamnaient ceux qui perdaient leur procès, il en résultait que leur justice était préférée. Peut-être est-il permis de penser, avec Montesquieu, qu'il y eut là une cause particulière qui fit rechercher la juridiction ecclésiastique.

Selon une maxime rapportée par Loysel (*Institutes cout.*, liv. VI, tit. III, 5), le roi et les seigneurs, en leurs justices, y plaidaient par leurs procureurs. Ils avaient seuls ce privilège; car ce fut plus tard une autre maxime, que nul en France ne plaide par procureur, si ce n'est le roi. On entendait parler ainsi des procureurs, selon le caractère qu'ils avaient dans le droit romain. Quand, dans une justice, une condamnation était prononcée dans une cause où le seigneur était intéressé, elle l'était ou contre le procureur fiscal du seigneur qui y était intéressé, ou au profit de ce procureur fiscal en nom, sauf à celui-ci à rendre compte ou à être indemnisé. Cette différence tenait à ce qu'il eût paru choquant qu'un juge prononçât une condamnation contre celui dont il tenait sa commission. La maxime : Nul ne plaide par procureur, si ce n'est le roi, est passée dans l'usage de notre droit moderne, quand le souverain est intéressé dans une contestation pour sa liste civile.

L'usage de plaider par procureur, ou plutôt de se faire représenter en justice par un procureur,

s'était établi de bonne heure pour toutes personnes, et finit par se généraliser. Mais la procuration était tout autre quand le plaideur n'était pas le roi ou le seigneur plaident dans sa justice. La condamnation était alors prononcée contre le plaideur même, nommément. Voici comment cette manière de plaider, qui est passée dans notre code de procédure, s'établit. Originellement, devant les justices inférieures, et même devant les parlements, les parties comparaissaient en personne. Pour se décharger des soins d'une procédure à laquelle la plupart des plaideurs étaient impropres, on demandait communément aux juges l'autorisation de se faire représenter en justice par un procureur. L'autorisation était accordée, mais seulement pour la durée de la session du parlement. Quand un procès était renvoyé d'une session à une autre, il fallait que l'autorisation fût renouvelée. Bientôt la délivrance des *lettres de grâce à plaider par procureur* ne fut plus qu'une vaine formalité. Une ordonnance de 1528, sous François I^{er}, admit tous plaideurs à plaider par procuration, et la procuration donnée continuait, à moins qu'elle ne fût révoquée, comme dit Pasquier, par les *matres (Recherches de la France, liv. II, chap. VI)*.

Notons que le droit coutumier repoussait la contrainte par corps pour l'exécution des dettes civiles, hormis dans des cas d'exception, à l'égard des courtiers, par exemple, ou de ceux obligés pour chose judiciaire (Loysel et Laurière, *Institutes cout.*, liv. III, tit. VI, 16, et liv. VI, tit. VI, 18). Mais toutes dettes envers le roi étaient payables par corps (*Ibid.*, VI, VI, 18). Une ordonnance de 1256, de saint Louis, disposait : « Nous deffendons que nuls de nos subjez ne soient pris au corps, ne emprisonnez, pour leurs debtes personnelles, fors que pour les nostres, et que il ne soit levé amende sur nul de nos dits subjez pour sa debte, etc. »

Il faut arrêter ici cet exposé du droit féodal et coutumier. La matière est si riche, le génie national s'y manifeste sous des formes si variées, qu'un exposé complet serait peut-être impossible. D'un autre côté, une histoire complète pour les détails aurait l'inconvénient de cacher l'ensemble. Il fallait de toute nécessité choisir les faits caractéristiques et s'y tenir, sous peine de faire un historique dont le lecteur ne pourrait que trop difficilement tirer les conclusions. Mais, avant de prendre congé du moyen âge féodal et coutumier, il convient de jeter un dernier regard sur l'ensemble.

Ce qui frappe d'abord dans l'étude du droit du moyen âge, c'est la subordination, déjà signalée dans le cours de cet essai, de l'élément spirituel à l'élément matériel, en d'autres termes, la condition des personnes se réglant sur l'état des terres. C'est par la conquête que se régla la distribution du sol; mais, après la conquête, c'est la possession du sol qui fait la condition des personnes. Après les premières croisades, on trouve des vilains tenant des fiefs. Les rois de France, à partir de saint Louis, réagissent contre cette sorte d'usurpation; mais la force des choses l'emporte : les fiefs roturiers sont maintenus dans les mains de leurs possesseurs, sous la seule condition pour ceux-ci de payer les droits de franc fief; saint Louis admet les roturiers à succéder aux fiefs roturiers selon les règles du partage noble, à partir de la troisième génération; et la plupart des coutumes écrites règlent plus tard le partage des alleux nobles comme celui des biens féodaux. Sur ce premier point donc, de la condition des personnes et de l'état des terres, rien de commun entre les classes du moyen âge et les castes de l'antiquité.

A un autre point de vue, deux sentiments nouveaux dans le monde, également inconnus dans l'antiquité, se manifestent à chaque pas dans le droit féodal : la fidélité volontaire à la place de l'obéissance passive, et le sentiment de l'honneur, qui paraît plus particulièrement français. La fidélité, le compagnonnage est d'origine germanique. Tacite, comme on sait, le signale dans les forêts des bords de l'Elbe et du Mein, avant qu'il n'apparaisse dans la *truste* des chefs francs; mais il n'était pas inconnu des anciens Gaulois; les *ambactes* dont parle César ressemblent singulièrement aux antrusions, aux leudes germains. Si le régime féodal s'établit dans les Gaules, sans qu'il apparaisse que les populations gallo-romaines y aient opposé aucune résistance, c'est beaucoup parce que les sentiments des envahisseurs étaient ceux des peuples conquis, et que les premiers réveillaient dans l'âme de ceux-ci des mouvements seulement engourdis par la domination romaine.

Le sentiment de l'honneur dérivait du même principe que la fidélité. Qu'est-ce d'abord que l'honneur ? Ce n'est pas la vertu antique, avec sa claire perception du devoir, accomplissant la loi du devoir strictement, obstinément, mais sans joie, sans enthousiasme. L'honneur est à la fois plus et moins que cela. C'est la grâce héroïque, la considération recherchée et méritée, le respect de sa valeur propre, placés au-dessus du bien-être et pouvant même au besoin faire mépriser la vie. Or le sentiment de l'honneur, qui a poussé le peuple franc à ces admirables et pieuses folies des croisades, qui a produit la chevalerie et déterminé tant d'entreprises généreuses et insensées, apparaît dans la constitution féodale et particulièrement dans l'organisation judiciaire du temps. C'est de l'honneur que viennent le duel judiciaire et l'institution du jury. On étonnerait bien les praticiens d'aujourd'hui en leur apprenant que, si nos pères n'avaient pas eu au XII^e siècle la susceptibilité du point d'honneur au degré que l'on sait, les défenseurs aux procès portés devant les cours impériales ne seraient pas appelés dans le code de procédure civile, du nom d'*intimés*.

Dans le droit purement civil, dans le droit coutumier, nous voyons apparaître le sentiment de la famille, d'origine peut-être chrétienne, car on le retrouve chez les Hébreux. Mais les races gallique et germanique avaient au moins une prédisposition naturelle à l'éprouver. C'est par le sentiment de la famille qu'il faut expliquer le retrait lignager, les associations, les sociétés taisibles entre parents, la communauté entre époux, le douaire, la défaveur des testaments, les réserves coutumières, sinon la légitime, le système des successions dans les coutumes écrites, etc., tous usages, toutes coutumes, tous principes de droit inconnus dans l'antiquité. Que l'on rapproche tout cet ensemble du droit coutumier, de la constitution rigide de la famille romaine, et que l'on compare : à Rome, les sentiments naturels n'apparaissent que pour être comprimés ; le droit romain est le droit sévère d'un peuple né pour la domination ; le vieux droit français, très-inférieur à certains égards, est au moins profondément humain.

Ce qui caractérise notre ancien droit, c'est, en effet, un profond sentiment de l'humanité : rien n'y est factice, abstrait ; tout y est on peut dire concret : c'est la nature qui parle. L'homme du moyen âge n'est pas citoyen ; il n'aurait jamais compris le sacrifice de ses sentiments personnels au profit d'une constitution politique ou pour un but public à atteindre ; aussi n'y a-t-il pas à s'étonner que le mouvement communal et les États-Généraux aient échoué dans leurs tentatives d'organisation. Nous avons gardé quelque chose de ce caractère de l'homme du moyen âge. Aujourd'hui encore, par exemple, mériterions-nous bien qu'on nous fît compliment de notre esprit politique ? Le caractère tout subjectif du droit français au moyen âge explique encore le principe de publicité, que l'on a vu apparaître d'une manière si remarquable dans la doctrine de la saisine et dans celle de *l'an et jour*, et l'attachement des populations à ce que l'on appelait les *us et coutumes*.

Nous allons aborder maintenant un droit qui repose sur un principe tout différent, le droit canonique. Pendant que la société féodale poursuivait sa carrière, la société religieuse, de son côté, accomplissait la sienne. Les deux sociétés vivaient l'une dans l'autre, et cependant distinctes ; elles s'empruntaient des éléments, sans se confondre. L'historique du droit canonique complétera le tableau de la constitution civile de la société française jusqu'à l'époque de la Renaissance et de la Réforme. Nous pourrions aborder ensuite la véritable période moderne, celle du droit monarchique.

LIVRE V. — DROIT CANONIQUE

Le droit ecclésiastique a tenu pendant des siècles, sous l'ancienne monarchie, une place considérable dans le droit général. L'Église était arrivée à posséder une partie notable des terres, et toute une population relevait de la juridiction de ses tribunaux. Mêlée à la vie civile par tous les côtés où la vie civile se rattachait à quelque intérêt spirituel, elle avait autorité sur l'état des personnes. D'un autre côté, elle s'était prêtée à la forme féodale; de même que dans l'ordre politique et civil il y eut les fiefs, dans l'ordre religieux il y eut les bénéfices ecclésiastiques. Le droit ecclésiastique n'a jamais formé un droit complet; mais il existait à côté du droit civil, et le complétait à certains égards.

Si l'influence de l'Église fut grande durant de si longs siècles, il faut se hâter d'ajouter qu'elle fut, en somme, salubre dans l'ordre politique, dans l'ordre moral et dans l'ordre civil. Sans doute, une institution qui a joué un rôle tel que l'Église, ne peut pas être demeurée toujours pure de tous excès. Il est dans la destinée de toutes les institutions de ne faire le bien qu'au prix de quelque mal, et par ce côté l'Église, sans qu'il soit rien préjugé pour ou contre la croyance catholique, peut être discutée comme une institution seulement humaine. Mais dans toute la période de décomposition du monde romain et de reconstitution du monde moderne, elle fut incontestablement la conservatrice, la dépositaire fidèle des éléments de la civilisation. Faut-il s'étonner que, se sentant la dispensatrice de l'enseignement moral des peuples, elle ait tendu à consolider, à étendre son pouvoir, et que plus tard elle ait combattu pour obtenir quelquefois plus que son droit? Ce serait exiger des hommes qu'ils vivent et agissent en dehors des conditions nécessaires de leur existence et de leur action. Que l'on considère sans passion, sans prévention, ce que fit l'Église; ou, si l'étude est trop vaste, que l'on ouvre simplement le *Corpus juris canonici*, et que l'on prononce. Qui que l'on soit, on ne pourra pas ne pas être frappé de l'immense supériorité, à la fois morale et doctrinale, de la législation de l'Église sur la législation civile du même temps. Ici c'est la barbarie, luttant à la vérité contre elle-même, se débattant pour se dégager de ses ténèbres; là c'est la civilisation maîtresse d'elle, en pleine possession de sa force, marchant avec certitude et confiance.

La valeur relative du droit canonique a été quelquefois injustement attaquée; en face d'esprits qui approuvent tout, il y a naturellement des esprits qui nient tout; mais l'historien doit être plus impartial. On s'en est pris même à la forme des Décrétales. Le langage du droit canonique est, dit-on, dans certaines matières, inconvenant : inconvenant? comme les livres de médecine sont obscènes. Quand, dans le même temps, nos pères parlaient leur langue maternelle, ils se contraignaient encore moins. Le latin des Décrétales, ajoute-t-on, est diffus, barbare! Ceux qui parlent ainsi sembleraient ne pas le connaître. Ce n'est pas la langue de Cicéron, assurément; mais c'est un bon latin, non encore déformé par le voisinage des idiomes modernes, et infiniment supérieur, sans qu'il y ait aucune comparaison possible, au français des ordonnances de Louis XIV et de d'Aguesseau.

Les canonistes divisent l'histoire du droit canon ou canonique en trois périodes : 1° le droit canon ancien, dont nous avons fait connaître les principaux monuments (*suprà*, p. 57, 70 et suiv., 75); leur autorité subsista jusqu'au Décret de Gratien au XII^e siècle; — 2° le droit canon nouveau ou moyen, qui est tout entier dans le *Corpus juris canonici*, et qui comprend le Décret de Gratien et les Décrétales des papes jusqu'à la collection des Décrétales dites Extravagantes comprise; — 3° le droit canon plus nouveau, qui se compose de toutes les constitutions ecclésiastiques promulguées depuis. Il ne peut être question ici que de ces deux dernières parties du droit canonique.

Le Décret de Gratien est un recueil composé au XII^e siècle; il est intitulé par son auteur *Concordia discordantium canonum*, parce que Gratien prétendait y résoudre certaines antinomies. On l'appelle quelquefois simplement le Décret. Au moyen âge il était la base de l'enseignement du droit canon, et le titre de docteur en Décret était celui des légistes de l'Église. C'est une œuvre personnelle à son auteur, plutôt qu'une compilation; elle est composée de sentences des Pères, de canons des conciles et de décrétales. Mais la critique a découvert que les sources y sont souvent altérées, et qu'un certain nombre de canons et de décrétales y sont même tout à fait apocryphes. Aussi le Décret, quoique cité communément, n'a-t-il jamais été reconnu authentique par l'Église. Cependant son autorité fut considérable dans tout le moyen âge, et l'Église l'invoqua fréquemment. La plupart des prétentions du clergé du temps trouvent leur justification dans les textes de cette œuvre volumineuse.

La seconde collection du Corps de droit canonique est celle des Décrétales de Grégoire IX. C'est un recueil de réponses des papes sur des questions qui leur était proposées, un recueil de rescrits pontificaux conduit jusqu'en 1230, époque de sa publication. Le recueil des Décrétales de Grégoire IX a pour auteur Raymon de Pennafort, général de l'ordre de Saint-Dominique. Il est divisé en cinq livres. Dès qu'il parut, il fut enseigné dans les Facultés à l'égal du Décret.

La troisième partie du *Corpus juris canonici* est le Sexte de Boniface VIII; il fut joint en 1299 aux Décrétales pour en former le VI^e livre; il est lui-même divisé en cinq parties. — La quatrième partie du Corps de droit canonique est appelée les Clémentines, parce qu'elle fut composée sous le pontificat de Clément V, et que les constitutions de ce pape, premier pape français à Avignon, y sont en grand nombre. Elle contient les canons du concile tenu à Vienne, dans le Dauphiné, en 1311 et 1312. — La cinquième partie est celle des Extravagantes (*vagantes extra*); ce sont les constitutions qui n'avaient pas été insérées dans les précédentes parties du *Corpus juris canonici*, et celles publiées depuis, jusqu'à Sixte IV, en 1483.

L'historique du droit canonique qu'il y a à présenter ici aura pour objet le droit moyen ou nouveau, et, dans la partie du droit plus nouveau, celle qui va jusqu'au concile de Trente; le droit canonique antérieur, dont il a déjà été parlé quelquefois incidemment, y sera sommairement rappelé. La division en deux parties est ainsi indiquée par le caractère des sources. Elle correspond, du reste, à peu près, aux deux grandes périodes, qui vont : la première, jusqu'à la Réforme et au premier concordat de la France avec le siège pontifical; la seconde, du concordat de François I^{er} et de Léon X jusqu'à 1789. L'ensemble du droit canonique sera exposé dans la première partie.

CHAPITRE I^{er}. — DROIT CANONIQUE MOYEN OU NOUVEAU.

§ I^{er}. — CONSTITUTION DE L'ÉGLISE.

La juridiction ou autorité de l'Église, — car le mot juridiction comprend le pouvoir entier, l'*imperium* et la *jurisdictio*, et la signification n'en est pas limitée en droit canonique comme elle l'est en droit civil, — la juridiction ecclésiastique, disons-nous, réside essentiellement dans la personne de l'évêque. Elle a son principe dans le plein pouvoir d'enseigner et de juger donné par Jésus-Christ à

ses apôtres, dont les évêques sont les successeurs. Il serait inutile de développer ici les textes de l'Évangile sur lesquels est basée la juridiction épiscopale : *Docete omnes gentes... Qui vos audit me audit*. Mais cette juridiction épiscopale n'existe de droit divin que sur le spirituel : *Regnum meum non est de hoc mundo*. Elle a été étendue, depuis Constantin, par les empereurs, qui ont rendu les évêques arbitres nécessaires dans les causes entre clercs et laïques; mais le caractère n'en a pu être dénaturé. La juridiction spirituelle des évêques ne peut être entamée par les princes séculiers; leur juridiction temporelle, au contraire, n'étant qu'une délégation du pouvoir public, peut être étendue ou restreinte selon les temps et les lieux (1).

L'évêque n'a de puissance que dans son diocèse; mais là encore il doit conformer son action aux lois générales de l'Église universelle. Le centre de l'unité ecclésiastique est le siège de saint Pierre, à qui Jésus-Christ a donné une primauté sur les autres apôtres. Le successeur de saint Pierre, le pape, a-t-il sur toute l'Église une autorité absolue? Cette autorité est-elle infaillible ou seulement indéfectible, comme l'a soutenu Bossuet dans son sermon sur l'unité de l'Église? L'autorité en matière de foi n'appartient-elle, au contraire, qu'aux conciles œcuméniques, c'est-à-dire à tous les évêques de la chrétienté assemblés? On ne s'attend pas à ce que nous discussions ici une question sur laquelle il a été écrit depuis des siècles tant de volumes, et que nous aborderons plus opportunément en exposant la doctrine de l'Église gallicane selon la déclaration de 1682. Rappelons seulement cette règle formulée par Vincent de Lérins, tant admirée par Bossuet, et dont l'autorité n'a jamais été combattue : Ce qui est vrai en matière de foi, c'est ce qui fut tenu pour vrai partout, toujours et par toute l'Église, clergé et fidèles : *In ipsa catholica ecclesia magnopere curandum est ut id teneamus, quod ubique, quod semper, quod ab omnibus creditum est (Commonitorium II)*. — Lors donc qu'on demande où réside l'autorité dans l'Église, on ne peut entendre parler que du pouvoir de déclarer ce qui est ou n'est pas la vérité religieuse; ni le pape ni le concile ne font le dogme; toute la doctrine catholique est dans l'enseignement de l'Église; quand le pape ou le concile la formulent, ils ne font que la dégager.

La juridiction ecclésiastique est volontaire ou contentieuse. La juridiction volontaire s'exerce *de plano*, comme disent les canonistes, c'est-à-dire sans instruction judiciaire. L'évêque l'exerce par lui-même ou par ses vicaires. La juridiction contentieuse, au contraire, requiert une procédure dont les canons déterminent la forme; elle est exercée dans le diocèse par l'official, qui est au siège épiscopal, un vicaire, pourvu à cet effet d'une commission spéciale de l'évêque. L'official doit être licencié en droit canon ou en théologie; il peut être révoqué par son évêque; il est assisté et au besoin suppléé par des lieutenants nommés vice-gérants. La recherche et la poursuite des infractions à la discipline ecclésiastique sont commises à un autre vicaire du diocèse, nommé promoteur.

Pour assister l'évêque et ses vicaires dans leurs fonctions extérieures, le droit canonique a institué des archidiaques et des doyens ruraux. Le diocèse est divisé en archidiaconés, et l'archidiaconé en doyennés. Les archidiaques sont nommés par l'évêque; mais, comme ils sont pourvus d'une dignité en titre, ils ne peuvent être, comme les vicaires généraux, révoqués à la volonté de l'évêque. Les doyens sont nommés par l'évêque, sur la présentation de l'archidiaque. Il y a aussi des curés pour desservir les paroisses rurales.

Dans les premiers siècles de l'Église, l'évêque et son clergé gouvernaient le diocèse conjointement. A une époque que l'on ne saurait préciser, les évêques choisirent des prêtres pour former auprès de chacun d'eux un conseil que l'on appela le chapitre. Le chapitre gouvernait le diocèse pendant la vacance du siège épiscopal; mais il ne pouvait innover en rien. Dans le droit canonique pratiqué en France jusqu'à 1789, le chapitre des églises cathédrales avait ses droits, ses privilèges, ses revenus distincts de ceux

(1) Nos citations seront rares. Si chaque proposition devait être justifiée par les textes, comme ils sont nombreux et épars dans le *Corpus juris canonici*, la somme des citations dépasserait de beaucoup ce résumé historique. On ne citera ici que les textes absolument nécessaires.

de l'évêque; le conflit des droits des chapitres soulevait quelquefois des contestations judiciaires sur lesquelles s'établit toute une jurisprudence.

Mentionnons maintenant une classe d'officiers chargés d'une partie de la juridiction volontaire des évêques, la classe des notaires apostoliques. Les notaires apostoliques étaient à la nomination épiscopale. Ils recevaient certains actes à l'exclusion de tous autres officiers publics; notamment ils mettaient les bénéficiers en possession de leurs bénéfices. Un édit de décembre 1691 attribua au roi la nomination des notaires apostoliques.

Telle était la constitution fondamentale de l'Eglise en France. Mais le besoin d'unité dans l'Eglise empêcha que les évêques pussent demeurer complètement indépendants, chacun dans son diocèse. Au III^e siècle, on reconnut dans les provinces de la Gaule un métropolitain pour supérieur des évêques de la province (V. *suprà*, p. 57). Les métropolitains ou archevêques avaient une juridiction immédiate sur leur diocèse, et une juridiction médiate sur les diocèses des évêques dépendant d'eux dans leur province. Ils perdirent la plupart de leurs droits quand la dignité d'évêque cessa d'être élective. Notamment, ils cessèrent de pouvoir visiter d'autres diocèses que leur diocèse propre. Mais ils conservèrent, avec certaines prérogatives honorifiques, le droit de convoquer les conciles provinciaux et de nommer les représentants aux assemblées du clergé. Il y eut même, à Lyon, à Arles, etc., des primats ou métropolitains qui avaient juridiction sur plusieurs autres métropolitains. Le primate de Lyon exerça jusque dans les derniers temps une sorte de juridiction sur les métropolitains de Sens, Tours, Paris; mais il serait impossible de la définir; en réalité, sa dignité n'était plus guère qu'honorifique et nominale.

Si les dignités de métropolitain et de primate se réduisirent à n'être plus guère que nominales, il en est une autre dont l'autorité toute-puissante pendant des siècles ne cessa jamais d'être réelle et effective, parce qu'elle tient essentiellement à la constitution de l'Eglise: nous voulons parler de la papauté. Le pape est le successeur de saint Pierre, le chef visible de l'Eglise, l'évêque des évêques. Il convoque les conciles œcuméniques et les préside. Depuis le concordat de 1515, il délivre leurs bulles aux évêques nommés par le roi. Il connaît des appellations portées contre les sentences ecclésiastiques; mais il obéit aux canons, au moins dans la doctrine de l'Eglise gallicane, et il doit respecter les anciens usages. Il n'a pas une juridiction immédiate sur les diocèses des évêques; il ne peut juger ceux-ci en première instance: le juge en première instance de l'évêque, c'est le concile de la province.

Tels sont les principes de l'Eglise de France sur le caractère et l'autorité de la papauté. Mais on sait que ce n'était pas à cette autorité, déjà si grande, que se réduisaient les prétentions des papes au moyen âge. Laissant à part les excès de langage par lesquels des papes, comme Boniface VIII vis-à-vis de Philippe le Bel, demandaient que les souverains leur fussent soumis même pour le gouvernement temporel, on trouve exprimée à chaque page du *Corpus juris canonici* cette doctrine: que l'Eglise, à tous les degrés de sa hiérarchie, est indépendante du pouvoir séculier, et que le pape est le suzerain spirituel des souverains. Ainsi, le quatrième concile de Latran de 1215 a décrété que les constitutions des princes ne peuvent préjudicier à l'Eglise; que les ecclésiastiques sont exempts de tous tributs; que même les tributs dus au prince ne peuvent être levés qu'après la dîme (IV, cap. 44, 46, 48 et 54). On trouve dans les constitutions recueillies dans le Décret de Gratien, que la règle dominante est celle de l'Eglise; que le souverain pontife, juge universel, ne relève d'aucune juridiction humaine; que l'empereur même lui est soumis; que le pape peut délier les peuples du serment de fidélité (*Can. I, Dist. X, Dist. XX, cap. I, § Pontifex. V. aussi les Acta Conciliorum* de Labbe, t. X, p. 383). Il est écrit dans les Décrétales de Grégoire IX, dans le Sexte de Boniface, dans les Clémentines et les Extravagantes, que l'élection de l'empereur est ratifiée ou rejetée par le pape; qu'il peut destituer l'empereur *a loco et magistratu*; que les ecclésiastiques sont exempts de toutes charges publiques et de toute juridiction laïque, etc. (*Tit. De const. apud Greg.; c. proposuit, de concess. praesb.; c. novit, de jud.; c. illud dominus, de major. et obed.; c. ad abolendam, de hæret.; c. licet, eod. tit. et c. quanto, de transl.; c. nullus, de foro comp.; c. I, extravag. de consuet.; Clem. Pastoralis, de re jud. et c. II id.; c. venerabilem, de elect., etc.*)

Ces prétentions n'étaient-elles qu'une doctrine exagérée de ce que l'on a appelé l'ambition des

papes? Si cela était, elles n'auraient pas eu si longtemps l'approbation d'une partie du clergé. Mais elles sont une conséquence logique, nécessaire, de l'autorité spirituelle reconnue au successeur de saint Pierre. Si l'Église a besoin d'un chef visible unique, toujours présent comme image immortelle de la vérité religieuse, et investi d'une primauté spirituelle reconnue, pour le maintien de l'unité de doctrine et de la haute discipline, sans quoi l'Église ne subsisterait pas, il est de toute nécessité que ce chef unique soit, par la grâce divine, infaillible, et que toute autorité sur les hommes relève de la sienne. Les ministres de l'Église, d'un autre côté, ne peuvent avoir au-dessus d'eux d'autre autorité que celle de leur chef. Or, cela admis, toutes ces décisions que nous venons de rappeler sont forcées, comme logiquement déduites du principe de l'infailibilité du chef de l'Église : car si la grâce divine le préserve d'erreur comme chef, ce qu'il faut supposer, et si le pouvoir de lier et de délier qu'il tient de son institution spirituelle s'étend à tous les actes humains, il est manifeste que les actes des rois et des princes rentrent en dernier ressort dans la juridiction pontificale, et que le prêtre a, de droit divin, à tous les degrés, les immunités que les constitutions ecclésiastiques ont revendiquées pour lui.

On remarquera que nous n'entendons défendre ni combattre ici l'ultramontanisme et les doctrines qui en découlent : nous prononçons seulement sur la logique des situations. Quand on se place dans un certain ordre d'idées, il faut vouloir toutes les conséquences que le principe recèle. Admettre un gouvernement spirituel, et, d'un autre côté, soumettre les ministres de ce gouvernement à une juridiction, à une autorité temporelle, c'est une inconséquence. C'est encore une inconséquence que de soustraire à la juridiction spirituelle du chef de l'Église les actes du gouvernement des princes qui reconnaissent l'Église : car si ces actes ont un caractère moral susceptible d'engager l'âme des princes, ils relèvent de la juridiction ecclésiastique, au même titre que les actes les plus ordinaires de la vie privée. — Il n'y a que les faits automatiques, accomplis sans que l'auteur en ait conscience, qui puissent dans cette doctrine échapper à la juridiction spirituelle de l'Église. L'ultramontanisme ne repose pas seulement sur des textes sacrés; on a même quelque peine à plier les textes à sa justification; il est dans la constitution même de l'Église.

Revenons à notre exposé historique. Dans les lieux où le pape ne peut se rendre en personne, il est remplacé par des prélats légats. Les légats sont de plusieurs sortes : il y a 1° les légats *a latere*, choisis parmi les membres du Sacré Collège, et envoyés dans les pays catholiques avec la plénitude de la juridiction apostolique; 2° les légats envoyés, non cardinaux, qui sont les nonces, internonces; 3° les légats nés, qui n'ont aucune mission, ni apostolique ni diplomatique, mais qui jouissent, au dehors, de cette qualité, comme les anciens archevêques de Reims et d'Arles, parce que la dignité de légat est attachée au siège qu'ils occupent.

Le Sacré Collège est composé de cardinaux. Le cardinalat donne la qualité de conseiller du pape. Les congrégations dans lesquelles sont répartis les cardinaux sont au nombre de quatre : 1° le Consistoire, où se décident les principaux actes de l'autorité papale; 2° la Congrégation de l'Inquisition, créée au XIII^e siècle par Innocent III, appelée aussi Saint-Office, chargée de l'examen des mesures à prendre contre les hérétiques; 3° la Congrégation de l'Index, qui ne fut établie que par Sixte-Quint, pour l'examen des livres, dont était chargée jusqu'alors la Congrégation de l'Inquisition, et 4° la Congrégation des Rites, créée par le même pape, et dont la désignation fait connaître les attributions. — Il y a eu de tout temps à Rome, depuis Innocent III, une chancellerie organisée pour la délivrance des actes émanés du Saint-Siège, un chancelier, un archichancelier, un dataire, un prodataire, etc.

Les actes de justice et de grâce du Saint-Siège sont donnés par des bulles ou des brefs : les bulles sont expédiées pour les actes de justice ou de grâce importants; elles sont ainsi désignées de la *bulle*, ou boule empreinte d'un sceau, qui est attachée à l'acte pour en garantir l'authenticité. Les brefs, qui sont les actes courants, sont conçus de la façon que leur désignation indique; on les expédie pour des grâces peu considérables.

C'est ici le lieu de parler d'un usage qui servit d'abord à accroître considérablement le pouvoir de la cour de Rome, mais qui devint bientôt la cause d'une véritable anarchie dans l'Église : nous voulons parler des appellations en cour de Rome, portées contre les sentences ecclésiastiques rendues dans

toute la chrétienté. Le droit d'appeler au pape avait été emprunté aux fausses Décrétales. Par l'abus des appellations, la cour de Rome était devenue, aux XII^e et XIII^e siècles, un véritable parlement, et sa chancellerie un greffe. La ville regorgeait de solliciteurs, de légistes, d'hommes d'affaires accourus de toutes les parties du monde chrétien pour soutenir les prétentions des appelants. Il faut dire que les papes favorisaient singulièrement cet abus par la complaisance avec laquelle les appellations étaient accueillies. Comme le résultat d'une appellation n'était pas douteux, le plus souvent les défenseurs se dispensaient de comparaître. Les hommes les plus éminents du temps réclamaient en vain contre l'abus. Saint Bernard, dans son livre adressé au pape Eugène III, qui avait été un de ses religieux avant de devenir pape, s'étonnait ironiquement qu'après examen les appelants se trouvasent toujours bien fondés et les intimés toujours en faute (*De Consideratione*, lib. IV, cap. 2). Le concile de Bâle (an 1432) avisa à arrêter le désordre. Il trouva pour cela deux moyens : le premier fut d'ordonner que l'appellation ne pourrait plus être portée en cour de Rome qu'après que l'on aurait épuisé tous les degrés de juridiction, c'est-à-dire après que l'affaire aurait été portée de l'évêque au métropolitain, du métropolitain au primate ; le second, que, quand le pape serait saisi, il commettrait un délégué sur les lieux pour prononcer sur l'appellation. Depuis le concile de Bâle, en effet, l'abus des appellations en cour de Rome disparut à peu près.

Les abbayes, les monastères tenaient une place considérable dans le monde ecclésiastique. Comme ils étaient soumis à des règles, on appelait *réguliers* les clercs qui en faisaient partie. Il y avait le clergé régulier, que l'on opposait au clergé séculier, lequel était chargé des intérêts spirituels d'une province ou d'une localité. Les abbés avaient juridiction sur leurs religieux ; du reste, l'abbaye était soumise à la juridiction épiscopale, ou, comme l'on disait, à la juridiction de l'Ordinaire. Il y eut cependant une grave dérogation à cette règle, et cette dérogation finit par devenir une cause de désordre dans les monastères. Dans les premiers siècles de l'époque gallo-franque, il arriva quelquefois que les évêques accordaient à des monastères certaines immunités, comme d'être dispensés de la surveillance épiscopale dans l'administration de leur temporel, de choisir leur abbé, etc. (Marculte, *Form.*, lib. I, cap. I). Ces privilèges étaient ordinairement confirmés par les rois ; bientôt ils devinrent plus fréquents et furent accordés par les papes. Insensiblement ils s'étendirent au point de soustraire les abbayes à la juridiction épiscopale. On les appelait *exemptions* ; les maisons dites *exemptes* ne reconnaissaient d'autre juridiction que celle du souverain pontife. Les papes, qui trouvaient dans les exemptions le double avantage d'augmenter leur puissance, aux dépens, il est vrai, de celle des évêques, et de se faire des créatures dans la personne des chefs des communautés exemptes, firent la faute de multiplier à l'excès les exemptions. L'abus fut surtout poussé au dernier degré pendant le schisme d'Avignon. Il en résulta une véritable anarchie dans le monde monastique, et de fréquents conflits avec les évêques. Pour ne pas laisser les abbayes trop éloignées de toute surveillance, le pape déléguait sa juridiction sur les lieux. C'est ainsi que l'abbé de Sainte-Geneviève, sous le titre de Conservateur des privilèges de telle abbaye, exerçait la juridiction sur la plupart des maisons exemptes de l'Ile-de-France et de la Champagne. On verra, à partir du XVII^e siècle, les évêques et les parlements réagir fortement contre cette cause de désordre ; mais à l'époque dont nous exposons le droit, il y avait dans les abbayes deux classes, quant à la juridiction : les abbayes soumises à la juridiction de l'Ordinaire et les abbayes exemptes. Dans cette dernière classe se trouvaient plusieurs abbayes de femmes, parmi les abbayes dites royales.

Voyons maintenant quelle était la juridiction contentieuse des juges ecclésiastiques. Les juges ecclésiastiques connaissaient, à l'exclusion de tous autres, des affaires spirituelles, même à l'égard des laïques : telles étaient celles qui étaient relatives au service divin, aux sacrements, à la discipline ecclésiastique et aux vœux de religion. Dans le mariage, il fallait distinguer le sacrement et l'acte civil qui en résultait : la validité du sacrement appartenait au juge d'Eglise ; les suites, le jugement des intérêts pécuniaires, appartenaient aux tribunaux laïques, aux cours laïques. Les tribunaux ecclésiastiques connaissaient encore de toutes les affaires, mêmes temporelles, entre clercs, si l'action était personnelle. Mais si l'action était réelle, même entre clercs, même entre deux Eglises, elle était portée devant les tribunaux laïques, au moins depuis Charles V (Mandement de juillet 1371). Dans les

affaires entre clercs et laïques, on distinguait : le tribunal compétent était celui du défendeur, quand un laïque intentait contre un clerc une action personnelle; il actionnait alors le clerc devant le juge ecclésiastique; quand, au contraire, un clerc agissait contre un laïque, c'était devant le juge laïque que l'action devait être portée. La juridiction ecclésiastique fut fixée en cet état par l'ordonnance de Villers-Cotterets, sous François I^{er}, en 1539.

La juridiction ecclésiastique était très en faveur au moyen âge, à raison des garanties de bonne justice qu'elle offrait, peut-être aussi à cause des privilèges qu'elle obtenait pour ses justiciables contre les justiciables des seigneurs et même des juges royaux, et parce qu'elle accordait des dépens contre le perdant. Ses justiciables devinrent très-nombreux. Pour être justiciable de l'Église on se faisait clerc. Or, pour être clerc, il n'était pas nécessaire d'être ordonné; il suffisait d'être tonsuré, et la tonsure se donnait à qui la demandait, fût-on marié, à ce point que l'on vit des clercs bouchers, cabaretiers et même bateleurs. On avait bien défendu au XII^e siècle de conférer la tonsure à des gens indignes, aux acrobates, aux bouffons. Au concile de Vienne, en 1311, on écarta tous ceux qui exerçaient une profession mercantile ou servile. Cet état demeura tel jusqu'à l'ordonnance de Roussillon, rendue en 1563, dont l'art. 21 voulait que, pour requérir le privilège clérical et être justiciable des juges d'Église, on fût au moins sous-diacre. Mais quand l'ordonnance de Roussillon disposait ainsi, la justice laïque s'était beaucoup perfectionnée; le privilège clérical n'était plus invoqué qu'exceptionnellement, et l'ordonnance ne faisait que décréter un état qui était passé depuis longtemps dans les mœurs.

Il y aurait à parler ici de la procédure suivie devant les tribunaux ecclésiastiques. Cette procédure était celle des cours et tribunaux de nos jours. L'ordonnance de 1667 la perfectionna et la déclara, ainsi amendée, applicable aux tribunaux d'Église; mais quand l'ordonnance fut déclarée applicable aux tribunaux ecclésiastiques, le pouvoir civil ne fit que restituer à cette juridiction ce qu'il lui avait emprunté pour la sienne. La procédure civile est le plus grand bienfait que le droit moderne doive au droit canonique, et, dans le droit canonique, elle s'était formée, pour ainsi parler, pièce à pièce; on la voit naître et se développer dans le droit des Décrétales. — Mentionnons ici une pratique qui servit beaucoup à la juridiction ecclésiastique, en assurant l'exécution des sentences des Officialités. Les sentences ecclésiastiques prononçaient ordinairement l'excommunication contre ceux qui résisteraient à leurs injonctions.

Le droit pénal ecclésiastique prononçait deux sortes de peines : les peines canoniques et les peines temporelles. Les peines canoniques ou censures étaient de trois sortes : il y avait l'excommunication, la suspension et l'interdit. L'excommunication majeure retranchait le fidèle du corps de l'Église; quand elle était seulement mineure, il n'était privé que du droit de recevoir les sacrements et d'être pourvu d'un bénéfice. La suspension frappait le clerc et l'empêchait d'exercer ses devoirs ecclésiastiques. L'interdit était local ou personnel : local, il frappait une province, une ville; les sacrements n'y étaient plus administrés, si ce n'est aux mourants; le service divin ne pouvait s'y célébrer, et l'on ne pouvait plus y faire d'inhumations en terre sainte (Bonif. VIII, cap. *Si Civitas*); quand l'interdit était personnel, il atteignait les clercs et entraînait une suspension partielle (1). Il y avait aussi les monitoires, qui étaient des excommunications avec clause satisfactoire, *usque ad satisfactionem*. Les peines temporelles étaient l'amende, la prison, la fustigation.

(1) Les effets de l'interdit local ont été énumérés et décrits dans la tragédie d'Agnès de Méranie, de Ponsard. Les exigences du mètre n'ont rien coûté à l'exactitude de la description que le poète fait des effets de cette peine canonique, si redoutée au moyen âge. Le moine, légat d'Innocent III, parle ainsi à Philippe-Auguste :

Lorsque s'accomplira la deuxième semaine,
Je mettrai l'interdit sur ton royal domaine.
Connais-tu l'interdit? Sais-tu quels résultats
Arrêteront la vie au cœur de tes États?
Les évêques, sur toi que ce malheur retombe!
Fermeront aux vivants l'église, aux morts la tombe;

Parmi les crimes punis par l'Église et atteints par le bras séculier, nous ne parlerons que du crime d'hérésie. Dans beaucoup de pays catholiques, et notamment en Espagne, on établit des tribunaux d'inquisition constitués à l'imitation du Saint-Office romain. Les juges des tribunaux d'inquisition étaient choisis parmi les religieux, ordinairement dans l'ordre des Cordeliers ou des Dominicains. C'était aux juges séculiers à apprécier les preuves de fait relatives aux accusés d'hérésie. Le tribunal d'inquisition jugeait si l'opinion imputée à tel ou tel accusé d'hérésie était bien hérétique, et, le jugement rendu, l'hérétique était abandonné au pouvoir temporel, ou, comme l'on disait, au *bras séculier*. C'est surtout à partir du XIII^e siècle que se répandirent les tribunaux de l'Inquisition. Il y en eut dans le Midi de la France et notamment dans le Languedoc; mais ils ne tinrent pas, et l'Inquisition ne se naturalisa jamais en France. Les rois de France travaillèrent souvent à combattre l'hérésie dans l'intérêt de leur puissance, qu'ils pouvaient croire menacée par la propagation des doctrines hérétiques; mais il n'y eut pas de juridiction spéciale durable pour connaître du crime d'hérésie.

Il faut aborder, après cet exposé de la constitution de l'Église, un autre ordre d'idées. Les sentences ecclésiastiques étaient susceptibles d'appel quand elles étaient rendues par les juges inférieurs. Mais dans les appellations dont il a été déjà parlé, on ne pouvait sauter un degré; l'appel ne pouvait jamais être porté qu'au tribunal immédiatement supérieur. Il n'y a pas à expliquer ici le système des appellations; mais il importe de faire connaître l'appel d'abus, appelé plus tard *appel comme d'abus*, dont l'usage fortifia considérablement les rois de France contre les entreprises quelquefois excessives de la juridiction épiscopale.

Au XIII^e siècle, la juridiction ecclésiastique avait pris une extension considérable par les causes que nous avons fait connaître. L'Église, étant juge en matière spirituelle, avait connaissance des actes qui se rattachaient aux sacrements; sous prétexte de connexité, elle devint juge ordinaire d'une foule de matières civiles entre laïques, notamment dans les questions d'état, de mariage, de serment à prêter ou à référer, etc. L'excommunication portée contre ceux qui se refusaient à exécuter les décisions des Officialités, et qui se trouvait comme une formule obligée dans les sentences ecclésiastiques, ajoutait une nouvelle force à l'autorité de la juridiction de l'Église. Ce n'était pas que cette justice fût mauvaise en soi, puisque les populations la recherchaient. Mais il y avait des abus trop réels (Pasquier, *Recherches de la France*, liv. III, chap. 33). D'ailleurs, à mesure que l'autorité royale grandissait, elle devait se montrer plus jalouse de ses prérogatives, et de celles des tribunaux qu'elle avait établis dans ses domaines. Déjà, en 1267, saint Louis avait accordé aux juges royaux un droit de révision sur les sentences les plus rigoureuses des tribunaux ecclésiastiques; mais, dans le temps même où l'autorité royale avait mis un frein aux abus des justices seigneuriales par l'institution de l'appel au roi en toutes matières, on n'avait pas songé à circonscrire la justice ecclésiastique dans des limites plus étroites, pensant peut-être, avec raison, que, telle qu'elle était, la justice ecclésiastique valait encore mieux que la justice féodale. Cette première et prudente réforme de saint Louis paraît cependant avoir éveillé dans l'Église de grandes susceptibilités. Un concile tenu à Bourges, en 1276, alla même jusqu'à revendiquer pour le clergé un droit de juridiction absolue. Le parlement et les barons protestèrent. Pour mettre un terme à ces longs débats, Philippe de Valois réunit, en 1329, à Vincennes, les délégués de l'épiscopat et ceux des barons, afin qu'ils se missent d'accord; et à la suite de cette assemblée, où Pierre de Cugnières, conseiller du roi, chevalier es lois, et Pierre Roger, archevêque de Sens, pape plus tard sous le nom de Clément VI, défendirent, le premier la juridiction civile, le second

Plus d'office divin; plus d'absolution;
 Plus rien, sauf le baptême et l'extrême-onction.
 Le travail chômera. Le père de famille
 Ne pourra flancer ni marier sa fille;
 Les enfants garderont chez eux leurs pères morts,
 Dont le terrain sacré rejettera les corps.

(Acte I, scène 4.)

la juridiction ecclésiastique, intervint l'ordonnance qui institua les recours pour abus. Désormais on put appeler au parlement de tout abus commis par les tribunaux ecclésiastiques (Pasquier, *Recherches de la France*, liv. VI, chap. 33).

Ce recours au parlement par appel comme d'abus fut le premier pas décisif de l'autorité royale contre les prétentions excessives non-seulement de la juridiction ecclésiastique, mais de la papauté. En effet, la lutte de Philippe le Bel et de Boniface VIII et la victoire quelque peu brutale du roi n'avaient rien terminé. D'un côté, la papauté maintenait ses prétentions de faire servir son autorité spirituelle au profit d'une autorité temporelle à exercer sur la puissance séculière. D'un autre côté, les plaintes étaient grandes contre « les exactions et charges, importunités de pécunes imposées ou à imposer par la cour de Rome au royaume de France ». Quand l'ordonnance de saint Louis, de 1267, avait essayé de mettre fin à ces exactions et autres abus, l'exécution n'avait pu en être suivie. L'ordonnance de Philippe de Valois de 1329 peut donc être considérée comme la première Pragmatique Sanction du droit ecclésiastique français (1).

C'est ici le lieu de parler des fameuses libertés de l'Église gallicane, qui furent pendant cinq cents ans le sujet de discordes si profondes entre l'esprit ultramontain d'une part, et, d'une autre part, la royauté et la haute magistrature françaises. Les libertés gallicanes, c'était pour l'Église de France le droit de n'être soumise qu'aux canons, et pour la royauté, c'était l'indépendance à l'égard de la cour de Rome dans les choses temporelles. En général, l'Église de France était avec la royauté. Les conciles tenus en France, ou dans lesquels dominaient les prélats français, furent souvent les promoteurs de réformes ecclésiastiques réalisées par les ordonnances : témoin les conciles de Vienne en 1311, et de Bâle en 1432. Ces réformes et même l'institution de l'appel comme d'abus n'aliénaient donc pas les prélats français. Dans un autre ordre, l'Église de France se prévalait, avec quelque orgueil, d'un ensemble de coutumes puisées dans les anciens canons de l'Église, qui, sans la constituer en état de schisme, lui assuraient une certaine indépendance à l'égard de la formidable puissance de l'Église romaine. Ces coutumes n'avaient la plupart pour objet que des points de discipline; mais quelques-unes des libertés qu'elles consacraient touchaient au droit public. Pour les défendre, l'Église de France ne s'appuyait, en définitive, que sur les canons; on ne l'entend jamais parler, comme dans les remontrances de 1464, que « des saints canons, des inconvénients de soi départir des saints canons, etc. ». Pithou écrivait : « Ce que nos pères ont appelé libertez de l'Église gallicane, et dont ils ont esté si fort jaloux, ne sont point passedroits ou privileges exorbitans, mais plustost franchises naturelles et ingénuité ou droits communs, *quibus* (comme parlent les prélats du grand concile d'Afrique, écrivant sur pareil sujet au pape Célestin) *nulla Patrum definitione derogatum est Ecclesie gallicanæ* : esquels nos ancestres se sont très-constamment maintenus, et desquels partant n'est besoin monstrier autre tiltre que la retenue et naturelle jouissance. »

Pithou pose en ces termes les deux maximes fondamentales de l'Église gallicane : « La première est que les papes ne peuvent rien commander ni ordonner, soit en général ou en particulier, de ce qui concerne les choses temporelles es pays et terres de l'obéissance et souveraineté du roi très-chré-

(1) L'acte connu sous le nom de Pragmatique Sanction de saint Louis a paru d'une authenticité douteuse, par la raison qu'aucun historien du temps n'en parle. Cette raison ne peut suffire à en faire révoquer l'existence en doute; il y aurait autrement beaucoup trop d'ordonnances à écarter comme apocryphes. Les dispositions mêmes de la Pragmatique Sanction de saint Louis ont été conservées dans l'Ancien style du Parlement. Au XV^e siècle, on la trouve invoquée aux États de Tours de 1443 et analysée dans les remontrances du Parlement de 1464. Il est difficile de comprendre quel intérêt on peut avoir à écarter, sans preuve, un tel acte de l'histoire. Serait-ce parce qu'il témoigne qu'un roi très-grand, très-pieux, très-saint, a dû réfréner certains abus ecclésiastiques? Mais ces abus sont incontestables; toute l'histoire du temps en dépose; il faudrait bien autre chose que l'anéantissement de l'ordonnance de saint Louis pour en abolir le souvenir. Soyons justes envers tous, et surtout soyons sincères. Les prétentions de l'Église ont été souvent excessives, et ses abus scandaleux; la gloire de l'Église n'est pas de n'avoir jamais failli; elle est d'avoir exercé une action tellement puissante, tellement morale, tellement élevée dans l'ensemble et par les résultats, que ses défaillances et ses excès disparaissent dans l'éclat de son œuvre.

rien, et s'ils y commandent ou statuent quelque chose, les sujets du roi, encore qu'ils fussent clercs, ne sont tenus leur obéir pour ce regard. — La seconde, qu'encores que le pape soit reconnu pour suzerain des choses spirituelles, toutefois en France la puissance absolue et infinie n'a point de lieu, mais est retenue et bornée par les canons et règles des anciens conciles de l'Eglise reçus en ce royaume ».

En cet état de la doctrine de l'Eglise de France, quand le pays fut délivré de l'invasion anglaise, une assemblée de prélats, de seigneurs et de membres du parlement tenue à Bourges en 1438, sous Charles VII, délibéra de formuler les règles des rapports à observer désormais vis-à-vis de la cour de Rome. Pendant la longue crise que venait de traverser le pays, on avait vu de trop près le danger des prétentions ultramontaines. D'ailleurs, le moment était opportun pour les partisans de l'Eglise gallicane, après le concile de Bâle qui venait de donner raison à presque toutes leurs doctrines, d'en consolider l'autorité. On délibéra solennellement; on s'inspira des canons des conciles de Constance et de Bâle. Enfin, on tomba à peu près d'accord sur les points qui seront en tout temps la matière ordinaire de tous les concordats : on posa en principe, et l'on réalisa dans l'application, l'alliance des deux puissances spirituelle et temporelle, mais aussi la séparation de leur autorité.

Pour connaître l'esprit de ces délibérations, on ne peut mieux faire que d'ouvrir les Recherches de la France de Pasquier (liv. III, chap. 27), malgré la confusion de son style en cet endroit. « Là fut arrêté, dit Pasquier, que le concile général estoit au-dessus du pape : que les églises métropolitaines, cathédrales et collégiales, et autres dignitez eslectives, il serait procédé par élection, qui seraient confirmées par leurs supérieurs : que le pape n'attenteroit rien sur cela, sinon pour une tres grande raison, et tres urgente nécessité, dont seroit faite mention en ses bulles : et néanmoins que les confirmations seroient apportées à Rome, pour passer sous l'autorité du Saint-Siège, dont toutesfois les officiers de cour de Rome ne prendroient rien : que toutes réservations générales de dignitez eslectives estoient prohibées, par lesquelles estoit ostée la libre faculté d'eslire et de confirmer : comme aussi estoient ostées les particulières des autres communs bénéfices, et les collations d'iceux réservées à leurs évêques et ordinaires : fors toutefois qu'en cas de prévention, le pape pourroit conférer un bénéfice vacant : comme aussi pourroit-il donner un mandat d'un bénéfice au lieu ou il y en auroit dix à conférer, et de deux ou il y en auroit cinquante. Et pour le regard des procez, que l'on ne pourroit estre distraict de la France en cour de Rome, et que le pape seroit tenu de deleguer juges *in partibus*, quand on appelleroit à luy. Que nul ne pourroit estre evocqué outre quatre journées hors son diocèse et domicile : que les annates, déports, et autres telles charges seroient totalement bannies de l'Eglise : et furent par mesme moyen les mains liées aux ordinaires en certains cas ; leur estant enjoinct d'avoir chanoines théologaux, pour enseigner la parole de Dieu, ausquels fut commandé de faire deux fois la semaine leçon en théologie. Davantage, qu'en toute église cathédrale, la troisième partie des prébendes seroit affectée aux graduez, qui seroient tenus, chaque caresme, d'insinuer leur nomination aux diocèses, sur lesquels ils se seroient nommez, et la première vacquante leur appartiendroit, et les deux autres à ceux qui seroient pourvus par les ordinaires. » Ces délibérations furent sanctionnées par une ordonnance du 7 juillet 1438 (V. *Jur. gén.*, v° *Culte*, n° 25 et 702).

Tel est l'acte capital connu sous le nom de Pragmatique Sanction de Charles VII. La Pragmatique Sanction de 1438 (*Pragmatica sanctio*, décision auguste sur affaires pratiques) fut l'acte le plus significatif de la royauté à l'égard de la cour de Rome ; elle constitua le droit public ecclésiastique jusqu'au concordat de François I^{er} et de Léon X, et son autorité se prolongea en partie même au delà. Toutefois l'exécution ne s'en fit pas sans une résistance extrêmement vive de la cour de Rome, sous les papes Eugène IV et Pie II. Ce dernier pape obtint même de Louis XI, en 1464, l'annulation de la Pragmatique Sanction, et en fit traîner le texte dans les rues de Rome. Cette annulation, consentie par Louis XI, était-elle sincère et devait-elle être exécutée, dans la pensée du cauteleux monarque ? On peut en douter, quand on voit qu'elle ne le fut pas. En effet, le parlement de Paris refusa d'enregistrer l'ordonnance d'abolition. Le roi provoqua le parlement à présenter des remontrances sur les conséquences de la cassation de l'acte de son prédécesseur. Ces remontrances célèbres de 1464, rédigées par Jean Loselier et Jean Henri, conseillers au parlement, furent le prétexte

sous lequel on s'abrita pour maintenir l'observation des dispositions de la Pragmatique. Tout demeura donc en état, sinon en droit, au moins en fait, jusqu'à ce que le concordat de 1515 vint fixer, avec le consentement de la cour de Rome, la situation de l'Église de France. Mais l'Église gallicane continua toutefois de considérer comme subsistants ceux des articles de la Pragmatique Sanction auxquels le concordat ne dérogeait pas expressément.

§ II. — BIENS D'ÉGLISE.

Quand les barbares pénétrèrent dans la Gaule, ils trouvèrent l'Église en possession d'une assez grande quantité de terres, et en jouissance de dîmes accordées volontairement par les fidèles, quand les revenus des biens étaient insuffisants (V. *supra*, p. 74). Dans les longs siècles de troubles qui suivirent l'invasion, les églises subirent dans leurs propriétés bien des vicissitudes. Tel prince, telle reine, tel seigneur enrichissait aujourd'hui une église ou un monastère, qui demain était dépouillé. Si nous nous transportons à quelques siècles de là, nous trouvons encore ces deux éléments primitifs du patrimoine des églises, les terres et la dîme, régulièrement constituées. Mais la constitution temporelle de l'Église s'est modelée sur la constitution féodale. La société civile avait ses fiefs, l'Église eut ses bénéfices. De là la division des revenus et des biens ecclésiastiques en bénéfices, dîmes et biens d'Église. Voyons quels étaient ces revenus et ces biens.

BÉNÉFICES. — Les terres données originairement aux églises, aux abbayes et autres monastères étaient données en alleu. Cependant, quand le système féodal se fut formé, ces alleux furent considérés comme des fiefs et en eurent les prérogatives et les charges. Les abbés devaient le *service de cour et de plaid*; ils étaient même obligés, de droit, à suivre leur suzerain à la guerre et à conduire avec eux leurs vassaux. Une telle charge ne convenant pas à leur caractère, ils en furent de bonne heure dispensés; mais alors les abbés et même les abbesses étaient tenus d'envoyer un nombre de chevaliers proportionné à l'importance du fief (Brussel, *Usage des Fiefs*, t. II, p. 816 et suiv.).

Au XIV^e siècle, on trouve les manses épiscopales, les églises, les chapitres, les abbayes, investis des droits de seigneurie. Ils en ont tous les attributs; les évêques, chanoines, abbés, perçoivent les redevances, les lods et ventes, et autres droits seigneuriaux. Il serait peut-être difficile de faire connaître avec précision comment ces droits leur advinrent; sur ce point on est réduit aux conjectures. Il est vraisemblable que lorsque les alleux disparurent, dans la confusion de la seconde période gallo-franque, les terres d'Église, au lieu de passer sous la seigneurie du chef-puissant de la contrée, devinrent terres féodales, de terres allodiales qu'elles étaient. Ce qu'il y a de certain, c'est que, dans cette période, les évêques et les abbés, d'une part, n'étaient guère moins spoliateurs que les comtes mêmes, et que, d'une autre part, les donations aux églises et les recommandations furent une des causes qui hâtèrent la disparition des alleux (M. Guizot, *Essais sur l'Histoire de France*, IV, chap. II). On voit ainsi comment les titulaires d'abbayes purent devenir seigneurs, et les abbesses dames de fief.

Quoi qu'il en soit, l'état de choses étant tel, les biens d'Église étaient partagés selon les besoins des lieux; mais les revenus de ces biens appartinrent de bonne heure à ceux qui avaient dans l'Église une dignité ou un office. Aux XIII^e et XIV^e siècles, les choses en étaient venues à ce point, comme le dit Fleury, que chaque officier de l'Église avait son revenu séparé, dont il jouissait par ses mains, dont il n'avait de compte à rendre à personne. Or, ce revenu, c'était le bénéfice, un droit que l'Église accorde à un clerc de percevoir une portion des revenus ecclésiastiques, à condition de rendre à l'Église les services prescrits par les canons, par l'usage ou par la fondation (D'Héricourt, *Lois ecclésiastiques*, part. II, chap. I).

Les offices emportant bénéfice étaient d'abord toutes les prélatures. Le patrimoine de saint Pierre n'était même, canoniquement, qu'un bénéfice, le premier de tous. Aux prélatures on assimilait les grandes abbayes. Il y avait aussi des bénéfices cures. Mais le droit, pour les chanoines d'une église ca-

thédrale ou d'une église collégiale, de partager entre eux les revenus du chapitre, n'était pas un bénéfice ; c'était une prébende, à la jouissance de laquelle n'était attachée aucune dignité. L'église cathédrale était l'église principale au siège de l'évêché ; les églises collégiales étaient celles où il y avait seulement un collège de chanoines.

Les bénéfices étaient séculiers ou réguliers, selon que le titulaire n'était pas ou était engagé dans es vœux d'un ordre religieux. De cette distinction venait la maxime fondamentale de la collation des bénéfices : *Secularia secularibus, regularia regularibus*. — Certaines conditions d'âge et certaines qualités étaient requises pour être pourvu d'un bénéfice. Comme le bénéfice tenait à l'office, il se trouve que, dans le droit canonique, le droit du bénéficiaire semble avoir primé le droit de l'officier de l'Église. Cette manière de ne considérer les dignités et offices ecclésiastiques qu'en raison des revenus qui y étaient attachés, venait-elle de l'esprit féodal ? Il vaut mieux le croire ; il serait trop fâcheux de penser que la condition d'âge, par exemple, exigée pour la dignité d'évêque ou d'abbé, n'importât que comme condition d'âge pour jouir de revenus épiscopaux ou abbatiaux.

Après l'âge, la condition pour être pourvu d'un bénéfice, comme un évêché ou une abbaye, était l'élection. Originellement, les évêques étaient élus assez confusément par le clergé et les fidèles. Ce mode d'élection dura pendant les douze premiers siècles de l'Église ; mais, dès le VII^e siècle, il fut d'usage d'obtenir, pour la validité de l'élection, l'agrément du prince. Dans le cours du XII^e siècle, l'usage prévalut que les évêques fussent élus par le chapitre de leur église cathédrale. Dans les abbayes, les religieux et religieuses élaient les abbés et abbesses. Ce mode d'élection, pour les évêques et les abbés, dura jusqu'au concordat de 1515, qui remit la nomination, pour ces dignités, à l'autorité royale. Mais la cour de Rome confirmait l'élection et accordait la provision, c'est-à-dire pourvoyait. De tout temps, l'évêque, l'abbé ou l'abbesse élus durent recevoir la consécration épiscopale.

L'évêque était de droit le collateur ordinaire de tous les bénéfices non électifs de son diocèse. Mais, quand le siège épiscopal était vacant, la collation appartenait au roi. On appelait ce droit du nom de *régale*. Il durait jusqu'à ce que l'évêque nouvellement pourvu eût prêté serment de fidélité, et il comprenait le droit de jouir du revenu des évêchés pendant leur vacance. La régale paraît fort ancienne ; elle existait certainement au temps de Philippe-Auguste (V. d'Héricourt, *Lois ecclésiastiques*, part. II, ch. 6). Mais, quelle que fût l'autorité qui conférait le bénéfice, le choix du bénéficiaire était circonscrit, et même imposé, lorsque quelqu'un avait sur le bénéfice un droit de patronage. Le patron, c'est-à-dire le fondateur ou bienfaiteur d'une église, pouvait présenter à la collation du bénéfice. Le privilège du patronage dans l'Église remontait à l'époque mérovingienne. Si le présenté avait les qualités requises pour l'office, et si la présentation avait lieu dans le délai fixé par les canons, le collateur devait procéder à sa nomination.

A cette restriction de la liberté des collateurs de bénéfices, il faut ajouter celle qui résultait de l'expectative des gradués. Les élèves qui avaient étudié dans une université fameuse du royaume et y avaient acquis le titre de licencié ou de docteur pouvaient se faire pourvoir, par le collateur ordinaire, du tiers des bénéfices vacants dans l'année (Assemblée de Bourges et Pragmatique de 1438), pourvu que le gradué ayant droit par son rang eût d'ailleurs les qualités requises par les canons.

La cour de Rome avait, jusqu'à la Pragmatique Sanction de Charles VII, un privilège particulier pour la collation des bénéfices dans certains cas. Quand le titulaire d'un bénéfice venait à décéder à la cour de Rome ou à deux journées de résidence de la cour, le bénéfice était dit vacant en cour de Rome, et le pape alors pouvait y pourvoir. C'était un privilège de sa souveraineté. On pensa de tout temps, par déférence pour le Saint-Siège, que le pape ne devait pas être prévenu dans la collation d'un bénéfice qui venait à vaquer en sa présence. Mais cette réserve des bénéfices vacants en cour de Rome n'avait pas lieu pour les bénéfices en patronage laïque ; on respectait ainsi un droit qui était fondé sur un acte civil et ne relevait pas de la juridiction ecclésiastique.

Un autre privilège de la cour de Rome était celui des indults. L'indult était une grâce (de *indulgere*), une permission, un mandat donné par le pape à une autorité séculière de pourvoir à la collation d'un bénéfice vacant. Le parlement de Paris obtint des indults lors de sa création. L'indult du

parlement n'était qu'un droit temporaire au XIV^e siècle; au XV^e siècle il devint perpétuel. Après le concordat de 1515, quand le droit de nomination à un bénéfice était douteux pour le roi, ce qui arrivait dans les provinces nouvellement réunies à la Couronne, où très-souvent le droit de nomination aux bénéfices n'avait pas fait l'objet d'une stipulation expresse, il y était procédé en vertu d'un indult du pape.

Les bénéfices pouvaient être ce que l'on appelait *résignés en faveur*, c'est-à-dire que le titulaire pouvait donner sa démission à la condition que le bénéfice serait conféré à telle personne indiquée dans l'acte. Ils pouvaient être aussi permutés au moyen de deux démissions conditionnelles remises entre les mains du collateur, et alors la permutation était obligée pour celui-ci. — Dans l'espèce de trafic dont il arriva souvent que les bénéfices, par ces moyens, furent l'objet, les questions de propriété et même de possession avaient donné lieu à toute une jurisprudence. Il y avait des complaints pour le possesseur des bénéfices, comme pour un champ. D'après une ordonnance de Louis XI, de juin 1464, les complaints pour le possesseur des bénéfices ne pouvaient être portées que devant les juges royaux, sauf appel au parlement; ni les juges ecclésiastiques, ni les juges seigneuriaux, ne pouvaient en connaître.

Il serait fastidieux d'entrer dans tous les détails des matières bénéficiales; ils étaient infinis, inépuisables; ils formaient une partie considérable de la jurisprudence des parlements; des légistes faisaient des matières bénéficiales l'objet spécial de leurs études pour les procès qui en naissaient. Aujourd'hui, ces matières pourraient intéresser pour quelques principes qui en sont nés, et dont l'application a été faite par les praticiens aux matières de droit civil. C'est à l'occasion de contestations à propos de bénéfices, de dîmes et de biens ecclésiastiques, que sont nés la plupart des brocards de droit qui sont passés dans la pratique; le Sexte de Boniface VIII en contient un certain nombre dans son titre : *De Regulis juris*. Ainsi le principe de l'action possessoire en réintégrande, formulé dans la maxime : *Spoliatus ante omnia restituendus* (cap. *Licet. Extra*), vient du droit canonique, qui proclama ainsi le principe éminemment social, que la force ne peut attribuer à celui qui y recourt aucun avantage, même momentané, fût-elle employée par le propriétaire pour recouvrer sa chose. C'est encore au droit canonique que le droit civil a emprunté ce principe, si connu dans la pratique judiciaire, que provision est due au titre (cap. *Ex transmissa. Extra*), principe éminemment conservateur, qui assure le maintien de l'ordre, en attendant qu'il soit statué définitivement sur le droit, et qui par conséquent n'y préjudicie pas. Mais l'étude historique de ces principes ne saurait ranimer qu'incomplètement l'intérêt qu'eurent en leur temps des matières qui ne sont plus de celui-ci.

DÎMES. — Il a été parlé incidemment des dîmes qui se percevaient au temps des premiers siècles de l'Église. La dîme a été rendue régulière et obligatoire par Charlemagne (V. *surrd*, p. 74). En droit canonique, c'est une portion des fruits que les fidèles payent à l'Église pour l'entretien de ses ministres. On divisait les dîmes en grosses et menues, selon qu'elles avaient pour objet les gros fruits, comme le blé et le vin, et les menus fruits, comme les produits des arbres fruitiers et les légumes. L'usage des dîmes et leur quotité variaient selon les lieux; elles n'étaient pas toujours du dixième; elles n'étaient quelquefois que du vingtième et même du trentième des fruits. Toutes les terres étaient sujettes à la dîme, celles des juifs et des catholiques, des nobles et des roturiers; il n'y avait d'exception que pour les terres des ecclésiastiques et pour celles des communautés religieuses qui avaient une exemption.

En principe, la dîme appartenait au curé de la paroisse. Les canonistes exprimaient cette règle par cet adage, que le titre du curé à la dîme, c'est le clocher de son église. Mais il y avait à la règle de nombreuses exceptions. Dans beaucoup d'évêchés, les évêques, à qui la dîme se payait originellement, comme aux premiers pasteurs, avaient retenu au profit de l'évêché une portion de la dîme. Toutes les grandes abbayes en avaient obtenu aussi une partie. Dans des moments difficiles pour l'Église, des dîmes avaient été inféodées à des laïques, et les dîmes inféodées, naturellement, diminuaient d'autant la dîme ordinaire. Enfin, dans beaucoup de paroisses, des curés avaient abandonné à des vicaires une portion de la dîme pour les suppléer dans leur ministère. Les évêques et les abbayes qui avaient les dîmes de la paroisse étaient les *gros décimateurs*. Mais le curé de la paroisse avait

sur la dîme une sorte de légitime : il ne pouvait être réduit au-dessous de la portion *congrue*, convenable, qui s'arbitrait selon les besoins, mais qui fut fixée, par l'ordonnance du 29 janvier 1686, à la valeur de 300 livres, et portée, dans les derniers temps de la monarchie, à la valeur en argent de 25 septiers de blé froment, mesure de Paris, pour les curés et vicaires perpétuels, et à la valeur en argent de 10 septiers de blé pour les simples vicaires. — Le gros décimateur était chargé de l'entretien de l'église de la paroisse et des frais de la liturgie. Il y avait dans les paroisses un receveur des dîmes qui opérait la perception pour les ayants droit, lesquels ensuite partageaient entre eux, conformément aux titres et aux usages.

BIENS D'ÉGLISE. — On ne peut parler des biens d'Église sans parler des communautés religieuses, qui étaient arrivées à posséder au siècle dernier une part notable du sol. Les gens d'Église, les communautés religieuses étaient gens de mainmorte, et les biens qui leur appartenaient étaient des biens de mainmorte, non pas dans le sens du mot quand il s'applique à la personne et aux biens des serfs, mais en ce sens que les biens étaient amortis, ne produisaient plus, c'est-à-dire étaient exempts de droits royaux ou seigneuriaux, puisqu'ils ne s'aliénaient pas. L'amortissement était une concession du souverain par laquelle il était permis aux gens de mainmorte de tenir des fiefs ou autres héritages à perpétuité. Le principe qu'on a déjà vu, que nul en France ne peut amortir si ce n'est le roi, s'appliquait à l'égard des communautés régulières (V. *suprà*, p. 144 et 145). C'est en vertu de ce principe que pour former une communauté il fallait des lettres patentes du roi.

Du principe de l'amortissement on fit résulter cette conséquence, que les communautés, même autorisées, ne pouvaient prendre de l'argent à fonds perdu, ni recevoir de legs au préjudice des héritiers directs. La condition des biens tenus en mainmorte était celle des biens tenus en franc alleu (Loysel, *Institutes cout.*, liv. 4, 84). Le droit domanial consistait en une finance annuelle, calculée sur trois ou cinq années des revenus, selon la coutume.

Dans ces conditions, l'administration des biens d'Église était soumise à des règles fixées par les canons et les ordonnances. Ainsi ils ne pouvaient être loués par anticipation; les futaies des bois ne pouvaient être coupées sans autorisation, etc.; à plus forte raison les biens d'Église ne pouvaient-ils être aliénés. Cette règle, d'ailleurs, ne découlait pas seulement de l'amortissement; on la trouve écrite dans les canons de plusieurs conciles de l'époque gallo-franque. L'aliénation n'était permise qu'au cas de nécessité absolue ou d'utilité évidente. Il fallait alors une enquête sur la nécessité de l'aliénation, le consentement de l'évêque, s'il s'agissait de biens dépendant de bénéfices séculiers ou réguliers, le consentement de l'abbé pour les biens de bénéfices réguliers appartenant à ses religieux, et le consentement des religieux pour les biens dépendant de la manse abbatiale. De même pour les biens des chapitres des cathédrales : ils ne pouvaient être aliénés sans le consentement du chapitre. L'acheteur d'un bien d'Église devait veiller à ce qu'il fût fait emploi du prix. Si un créancier poursuivait le paiement de sa créance sur un bien d'Église, il devait prouver que sa créance avait eu un objet utile pour l'Église, etc., etc.

L'Église acquérait par prescription, contre les laïques, par trente années de possession; mais les biens d'Église ne pouvaient être acquis contre une église ou une communauté que par la prescription de quarante ans. En droit canonique, on ne pouvait opposer à l'Église romaine que la prescription de cent ans, encore qu'il ne s'agît que de ses biens temporels (C. *Ad audientiam. Extra*).

§ III. — MATIÈRES ECCLÉSIASTIQUES.

La juridiction de l'Église avait pour objet principal les sacrements, le service divin et la discipline ecclésiastique. Comme cette juridiction tient à l'essence de sa constitution, elle l'a conservée et l'aura toujours. Mais, dans l'ancien droit français, les ordonnances avaient fait résulter de la juridiction de l'Église sur les sacrements une charge qu'elle a gardée jusqu'à la Révolution, la tenue des registres

constatant l'état des personnes. Parmi les sacrements il n'y en a qu'un, le mariage, qui rentre dans l'objet de cette étude.

Le mariage est un sacrement, mais il est aussi un contrat civil. Dans le droit canonique, dont il serait assez difficile de préciser la pensée, même après les décisions du concile de Trente sur ce point, le contrat civil ne pouvait résulter que du sacrement; pour qu'il y eût mariage civilement, il fallait qu'il y eût eu un mariage religieux. Le sacrement du mariage avait pour principe le consentement des époux; la consommation du mariage n'était pas requise, elle n'ajoutait rien; comme le mariage était l'union de deux âmes, le contrat était parfait par la collation du sacrement. En dehors du mariage-sacrement, le droit canonique ne voyait rien que l'état coupable de concubinage. Son principe était que, le mariage étant un sacrement, dès que le sacrement manquait, il n'y avait pas mariage; dans cette doctrine, reconnaître le mariage sans le sacrement, c'est porter la main sur une matière religieuse, sur un sacrement que l'Eglise seule peut dispenser.

Avant le mariage, il y avait les fiançailles; mais les fiançailles ne créaient pas un lien indissoluble. Non-seulement elles pouvaient être résolues par le consentement mutuel des époux, mais encore elles pouvaient l'être par le fait d'un seul, comme un manquement de foi de l'autre fiancé, les vœux solennels, l'éloignement pendant un an en pays étranger, ou par un accident, comme une grave infirmité corporelle survenue à l'un des futurs époux. La dissolution des fiançailles était prononcée par l'official. Quand l'un des fiancés refusait de contracter mariage sans qu'il y eût une cause reconnue juste, il était condamné par le juge civil à des dommages-intérêts.

Le mariage devait être précédé de publications dans l'église. L'usage des bans est né en France; mais le concile de Latran, tenu en 1215, sous Innocent III, le rendit obligatoire pour toute l'Eglise catholique, afin d'empêcher les mariages clandestins et de permettre aux causes légitimes d'empêchement de se produire. Il était procédé au mariage devant le curé des parties. Les enfants nés d'un mariage régulier étaient naturellement légitimes; d'après une constitution célèbre du pape Alexandre III, dont le principe est passé dans notre code civil, le mariage opérait même la légitimation des enfants nés des deux époux avant qu'ils ne fussent unis (*C. Tanta vis. Extra.*), à moins que l'enfant ne fût adultérin (*Ibid.*).

C'est au droit canonique que l'on doit la distinction, admise encore aujourd'hui, entre les empêchements prohibitifs du mariage et les empêchements dirimants. Mais le droit canonique avait singulièrement multiplié les empêchements de cette dernière sorte; les canonistes n'ont pas relevé moins de dix-sept empêchements dirimants. Il suivait de là une facilité dangereuse de faire prononcer la nullité des mariages et la possibilité de suppléer le divorce, que le droit canonique n'admettait pas. Les officialités en ont quelquefois abusé pour complaire à des princes et à des souverains. L'abus des causes dirimantes d'empêchement était d'autant plus déplorable, que l'on pouvait, avant le mariage, racheter un empêchement dirimant à prix d'argent; et comme aucun décret, aucun canon ne fixait les causes pour lesquelles la cour de Rome pouvait accorder une dispense d'un empêchement dirimant, il arriva que l'Eglise se servit quelquefois de sa juridiction sur la matière du mariage comme ressource financière. Les législations modernes ont tari partout la source de tels abus, qui faisaient véritablement tache dans le droit canonique.

En droit canonique, le mariage formait un lien indissoluble, quand il avait été régulièrement contracté et qu'il n'était infecté d'aucun empêchement dirimant. Une seule cause de dissolution était admise : la profession de vœux monastiques, et encore à la condition que le mariage contracté n'eût pas encore été consommé. Quand le mariage était résolu pour cette cause, l'autre conjoint pouvait se remarier (1).

(1) Le droit coutumier de la première époque avait admis d'autres causes de dissolution du mariage provenant de certaines infirmités corporelles de la femme. L'Eglise les admettait sans nul doute dans la pratique; car les Assises de Jérusalem parlent de ces causes de dissolution comme devant donner lieu à la séparation de droit, au regard de l'Eglise. Les voici dans le dialecte vénitien des Assises : *Se cui homo prende moglie, la qual poi diventa lasara, o caze*

Le service divin, les fêtes, les reliques, la consécration des églises, l'entretien des objets sacrés, la condition des religieux engagés par des vœux monastiques, étaient l'objet de nombreuses dispositions dans le droit canonique, et donnaient lieu à des procès, par suite desquels toute une jurisprudence se forma. Les sépultures étaient également réglées. Des inhumations pouvaient avoir lieu dans le chœur de l'église; mais les familles ne pouvaient réclamer ce droit pour le défunt que s'il avait été le curé, le seigneur haut justicier ou le patron de l'église. Les hérétiques et les excommuniés dénoncés ne pouvaient être inhumés en terre sainte, dans le cimetière consacré.

L'état religieux faisait à celui qui l'avait embrassé une condition particulière. Les ordres monastiques se divisaient à l'infini. Cependant les historiens les rangeaient par classes. Il y avait : 1° les Moines proprement dits, suivant la règle de saint Benoît, amendée, à certaines époques, au point de donner naissance à des ordres distincts, parmi lesquels on distinguait les religieux de Cluny, les religieux de Cîteaux, les Camaldules, les Chartreux; 2° les Chanoines réguliers, qui avaient diverses congrégations, notamment celle des Prémontrés, et qui suivaient une règle dont les principes étaient puisés dans les lettres où saint Augustin pose les préceptes de la vie religieuse; 3° les Ordres mendiants, où l'on suivait aussi quelquefois la règle de saint Augustin, et qui comprenaient les Dominicains, adonnés à la prédication; les Franciscains, dont l'ordre fut fondé par saint François d'Assise; les Carmes, qui s'inspiraient de l'esprit du prophète Élie et des souvenirs du mont Carmel, où Élie prophétisait; les Minimes, Récollets, etc.; 4° les Clercs réguliers, à partir du XVI^e siècle, comme les Théatins et les Jésuites. Les Jésuites, institués par Ignace de Loyola pour la défense du Saint-Siège, se donnaient particulièrement aux missions dans les Indes et à l'éducation de la jeunesse. La plupart des ordres religieux avaient des monastères de filles qui suivaient la même règle.

Dans tous les ordres, la profession religieuse avait pour effet de réduire le religieux ou la religieuse à l'état de pauvreté personnelle : le religieux ou la religieuse ne pouvaient rien avoir en propre, ni meubles, ni immeubles; ils avaient seulement leur part dans l'usage des biens de la communauté. Encore y avait-il des ordres dont les communautés ne pouvaient posséder aucun bien : tels étaient les ordres mendiants. Les religieux étaient morts à la vie civile. Il suivait de là qu'ils ne succédaient pas à leurs parents, ni en ligne directe ni en ligne collatérale, ni leur monastère pour eux. Presque toutes les coutumes avaient une disposition expresse à cet égard (V. Cout. de Paris, art. 327). Par l'effet de la profession religieuse, la succession du profès était ouverte; ses biens passaient à ses héritiers. Mais le novice pouvait disposer de ses biens par testament, dans les limites du droit, c'est-à-dire sauf le droit assuré aux héritiers naturels par les réserves coutumières et la légitime.

Dans les établissements monastiques on distinguait les abbayes et les prieurés. L'abbaye était la maison religieuse; les prieurés étaient, au moins à l'origine, des colonies religieuses. Au commencement du XIII^e siècle, des abbés donnèrent à des religieux de leur ordre une obéissance à l'effet d'administrer, comme fermiers perpétuels, sous la direction d'un prieur, des biens de l'abbaye situés à distance. Cela fut d'abord condamné par la décrétale d'Innocent III, *Cum ad monasterium. Extra.*, comme contradictoire avec le vœu de pauvreté de l'état monastique; mais l'abus persista. Il était devenu général à la fin du XIII^e siècle, au point que le concile de Vienne (en 1312), ne pouvant le faire cesser, le régla. Les prieurés devinrent alors de véritables bénéfices, dont les intérêts étaient distincts de ceux de l'abbaye, et qui s'administraient eux-mêmes. Il y eut deux sortes de prieurés : les prieurés conventuels et les prieurés cures; ces derniers provenaient d'anciennes paroisses tombées entre les mains des religieux. La conventualité des prieurés conférait à l'établissement tous les privilèges bénéficiaux. Jusqu'au concordat de 1515 les prieurs étaient élus dans leurs prieurés,

del mal de la brutta troppo bruttamente, o gli spazza troppo la bocca o che la pissa ogni notte in letto, si che tutti li drappi si guastino, la rason comunda che sel marito si richiama a la chiesa e non vole esser con lei per il mal che l'ha, la chiesa debba spartirli de jure (Inf. cur., 155). L'ignorance populaire a prolongé en imagination l'empire de ces dispositions des Assises de Jérusalem; il n'est personne à qui il ne soit arrivé d'entendre parler, dans le peuple, de ces causes de dissolution du mariage, comme existant encore actuellement.

comme les abbés dans les abbayes; le concordat mit la collation des prieurés conventuels entre les mains du roi, comme celle des abbayes.

On sait quelle place l'histoire des ordres monastiques tient dans l'histoire générale du pays. Ce n'est pas ici le lieu d'en parler. Les ordres monastiques étaient-ils politiquement un bien? étaient-ils un mal? leur action fut-elle bonne ou mauvaise? Pour répondre, il faudrait distinguer entre les temps. L'idéal était élevé; mais l'homme n'est pas fait pour un idéal constant. Des désordres de toutes sortes avaient éclaté de bonne heure dans les pieuses retraites. Il faut reconnaître que si les brûlantes invectives de Dante contre le monachisme étaient acceptées au XIII^e siècle, si les satires de Boocace, celles des vieux fabliaux et surtout du cynique Rabelais ne provoquaient pas d'étonnement, c'est qu'elles accusaient un état général trop réel. Les ordres monastiques ne devaient pas survivre, comme institution légale, à l'ancien régime; nous les verrons, en effet, disparaître complètement de la législation inaugurée par la Révolution française.

§ IV. — PRIVILÈGES ECCLÉSIASTIQUES.

Les privilèges ecclésiastiques étaient grands. Le clergé formait dans l'État le premier ordre. Constantin avait exempté les clercs de toutes charges publiques, pour qu'ils pussent se consacrer sans préoccupation au salut des âmes; les premiers rois francs, à partir de Clovis, confirmèrent et assurèrent toutes les franchises et immunités de l'Eglise. Quand la royauté se constitua sous les premiers Capétiens, les hauts dignitaires de l'Eglise entrèrent dans les conseils du souverain; le Parlement, avant Philippe le Bel, était le plus souvent présidé par des prélats. En 1296, Philippe le Bel institua pour la tenue du Parlement trois présidents laïques et trois présidents clercs, dix-neuf conseillers laïques et dix-sept conseillers clercs. Sous Louis XI, l'élément clerc domina sur l'élément laïque dans le parlement. Le clergé avait place, comme premier ordre de l'État, dans les anciens États-Généraux; il prenait rang avant la noblesse, immédiatement après les princes du sang, et encore les princes du sang étaient-ils primés jusqu'au XVI^e siècle par les cardinaux.

En principe, le clergé était exempt de taxes; il ne tenait pas cette exemption des conciles et des canons, mais seulement du bon vouloir des souverains. Cependant le roi pouvait demander au clergé une subvention dans les cas de nécessité, à titre de don gratuit, sans l'autorisation du pape. C'était là un des principes des franchises et libertés gallicanes, et il est remarquable que Boniface VIII, qui poussa, comme on sait, si loin ses prétentions dans les rapports de l'Eglise avec les monarchies temporelles, reconnaissait au roi le droit de s'adresser directement au clergé dans les nécessités pressantes d'argent, *inconsulto etiam romano pontifice* (*Bulla Bonif. VIII. Etsi de statu*, 1297). Le concile de Latran de 1215, sous Innocent III, déniait aux souverains le droit d'imposer le clergé et les évêques, même dans les besoins les plus pressants, sans le consentement du pape (V. Déc. de Grégoire IX, *De immunitate eccl. c. adversus*); mais sa décision ne fut jamais reçue en France (1).

Les dérogations aux exemptions de taxes du clergé eurent lieu d'abord pour les guerres des croi-

(1) La bulle *Etsi de statu* est tellement en désaccord avec le caractère de Boniface VIII et les principes qu'il professait, que des canonistes et des jurisconsultes, comme Dumoulin, la réputaient fautive. Certes, dans aucun temps, on ne fabriqua plus de documents faux que dans le droit canonique au moyen âge; la pratique en était tellement répandue qu'Innocent III, qui avait étudié le droit, classe, dans une bulle insérée au corps du droit canonique (Grég., *De crim. falsi*, cap. *Licet*), les actes faux en diverses catégories, et donne les moyens d'en reconnaître la fausseté. L'art de reconnaître les pièces et documents faux a été perfectionné depuis, et est devenu une partie de la science de la Diplomatique, comme on peut le voir dans le dictionnaire de Diplomatique de dom de Vaines. Mais la bulle *Etsi de statu* ne paraît pas être dans ce cas; elle peut s'expliquer comme une concession échappée à Boniface VIII, dans une de ces alternatives d'apaisement et de fureur qui se succédèrent dans toute la durée de ses démêlés avec Philippe le Bel.

sades. Louis le Jeune et Philippe-Auguste firent alors une levée du dixième du revenu sur les biens d'Eglise, d'où le nom de décime resté à ces sortes de levées. Le plus souvent, le souverain demandait au pape l'approbation de cet impôt, et il était donné par bulle pontificale. Philippe le Bel fit de fréquentes levées de décimes pour les guerres et les besoins ordinaires de l'Etat. D'exceptionnel qu'il était, cet impôt devint ordinaire et annuel; il existait ainsi au XVI^e siècle; on l'appelait *don gratuit et charitatif, don équipollent à décime*.

Quand il y avait lieu à une subvention extraordinaire, le clergé l'accordait dans une assemblée générale; il passait alors avec le souverain de véritables contrats; ces contrats furent assez fréquents à partir de François I^{er} (V. d'Héricourt, *Lois ecclésiastiques*, H, V.). Quand une subvention extraordinaire était accordée par le clergé, la répartition se faisait entre les diocèses et les bénéfices sur des bases arrêtées par le clergé même, et qui ont plusieurs fois varié. Mais la taxe était levée en vertu de lettres patentes du roi conformes au contrat, et enregistrées dans les divers parlements. Les subventions extraordinaires n'étaient dues que par les provinces sujettes au décime. Il faut dire, en effet, que par l'acte de réunion de telle province à la Couronne, il était quelquefois stipulé que le décime n'y serait pas levé. Le décime n'avait pas lieu dans les Trois-Évêchés, dans la Franche-Comté, l'Artois, l'Alsace, etc.

Il y avait une autre taxe, celle qui se payait au lieu de la pension des oblates; ceci demande quelque explication. — De bonne heure, les monastères admirent, dans l'enceinte des couvents, des particuliers qui, ayant donné leurs biens à la communauté, y étaient reçus pour le reste de leurs jours, et y vivaient comme religieux laïques. On les appelait *oblats* (de *offerre*, *oblatus*). Au XIV^e siècle, les rois prirent le droit de placer dans chaque monastère ou prieuré conventuel, auxquels ils nommaient, un soldat infirme qui y vivait comme un oblat, et y tenait quelque emploi, comme celui de concierge. Mais le régime monastique ne convenant pas toujours aux anciens soldats, les couvents offraient de payer une pension pour ces oblates, qui par ce moyen pouvaient vivre ailleurs. Les oblates disparurent des couvents, et la pension payée en argent devint la règle; elle fut une taxe du souverain; mais elle ne pouvait être imposée qu'aux couvents où le roi avait eu, dans le temps, le droit de placer des oblates. Quand Louis XIV fonda l'hôtel des Invalides, ce fut avec les pensions des oblates qu'il subvint aux dépenses de l'hôtel.

En outre des privilèges généraux attachés au corps du clergé, il y avait les privilèges personnels des membres du clergé. Les ecclésiastiques étaient exempts de la contrainte par corps et de la saisie de leurs meubles; ils étaient encore exempts de la taille et de toutes taxes royales et communales, de l'impôt du sel et de toutes tutelles et curatelles, des droits de corvée et de banalité, etc. On sait que les biens d'Eglise étaient prescriptibles, mais qu'ils étaient soumis à une prescription particulière qui ne s'accomplissait que par quarante ans.

CHAPITRE II. — DROIT CANONIQUE PLUS NOUVEAU.

§ 1^{er}. — CONCORDAT DE 1515.

Cette période du droit canonique devrait conduire jusqu'à la Révolution; mais les XVII^e et XVIII^e siècles ayant été marqués par des événements religieux qui se lient à l'histoire générale du droit de l'époque et qui ne peuvent être exposés séparément, il y a nécessité d'arrêter la période du droit canonique plus nouveau à la conclusion du concile de Trente. D'ailleurs, à partir du concile de Trente, la loi de l'Eglise n'est plus obligatoire en France qu'en vertu de l'autorisation royale, et alors

elle est plutôt française que canonique. Deux grands faits signalent cette période de la première moitié du XVI^e siècle : le Concordat de François I^{er} et de Léon X et le Concile. Tous les faits secondaires se groupent autour de ces deux faits capitaux.

La Pragmatique Sanction de Charles VII avait, comme on l'a vu, provoqué à Rome la plus vive opposition. Quoique ce ne fût pas chose nouvelle pour les rois de France de faire des actes réglementaires sur les matières ecclésiastiques, ainsi qu'en témoignent la législation de Charlemagne et celle de saint Louis, néanmoins la Pragmatique avait un caractère dogmatique qui devait irriter les souverains pontifes dans leurs prétentions. A l'avènement de François I^{er} au trône, les rapports de la France et de Rome étaient toujours tendus. Cependant le roi avait besoin de la bienveillance du pape pour le succès des guerres qu'il conduisait en Italie, et pour les autres guerres qu'il méditait en Allemagne. En outre, ses embarras financiers lui avaient fait jeter un regard sur les biens considérables de l'Église, dont il convoitait le gouvernement temporel. Dans cette situation, un arrangement avec la cour de Rome était nécessaire, commandé : ce fut l'Église de France qui en paya les frais. A la suite d'une entrevue de François I^{er} et de Léon X à Bologne, les deux souverains conclurent le fameux Concordat destiné à remplacer la Pragmatique Sanction, et par lequel ils se donnèrent mutuellement, comme on l'a dit avec esprit, chacun ce qui ne lui appartenait pas. Le Concordat de décembre 1515 à Bologne, août 1516 à Rome, attribua au pape l'institution pour les bénéfices électifs sur la présentation du roi, et donna au roi la nomination à tous les bénéfices électifs, évêchés, abbayes et prieurés conventuels, au lieu de l'élection qui avait été pratiquée jusqu'alors. Cependant, les monastères chefs d'ordre, comme Cluny, Cîteaux, Prémontré, etc., restèrent électifs. L'élection resta aussi à quatre abbayes de femmes qu'on appelait les quatre premières Filles de Cîteaux, à savoir : Clairvaux, Pontigny, la Ferté et Morimont.

Par le Concordat, le pape renonçait : 1^o aux mandats, toujours contestés par l'autorité temporelle, mais toujours pratiqués par le Saint-Siège jusqu'à la Pragmatique Sanction, c'est-à-dire aux rescripts apostoliques par lesquels le pape ordonnait à tel collateur ordinaire de donner tel bénéfice à telle personne, dans tel temps et de telle manière; le pape n'eut dorénavant le droit de n'octroyer qu'un mandat dans le cours de son pontificat; 2^o aux réserves, c'est-à-dire au droit de pourvoir directement aux bénéfices qui pourraient venir à vaquer; 3^o aux préventions, c'est-à-dire au droit de prévenir le collateur ordinaire dans la disposition d'un bénéfice vacant. — Le droit ou plutôt l'expectative des gradués était maintenu. — Mais un article secret réservait au pape les annates, c'est-à-dire la taxe du revenu d'une année des bénéfices consistoriaux, qui était payée à la cour de Rome quand le titulaire du bénéfice recevait ses bulles d'institution. L'usage des annates remontait au XIII^e siècle; la Pragmatique Sanction les avait abolies et n'accordait à la cour de Rome que le dixième de l'annate. Comme elles n'étaient pas écrites dans le Concordat, et qu'elles n'étaient demandées qu'en vertu d'une bulle que Léon X s'empressa de fulminer aussitôt après la conclusion du Concordat (Kal. Déc. 1516), la légitimité des annates resta toujours entre les canonistes gallicans et ultramontains l'objet des plus vives controverses.

Quand le Concordat fut connu en France, il souleva d'unanimes réclamations. Le chancelier cardinal Duprat, qui en avait été le négociateur, devint l'objet de l'anathématisation publique. Cette fois, le pays n'était plus avec le roi; une étincelle, disent les historiens du temps, eût suffi pour faire éclater des troubles. Le clergé, le Parlement, l'Université, protestèrent à l'envi. Les élections aux bénéfices avaient été quelquefois repréhensibles; le préambule du Concordat disait vrai quand il représentait « que les élections faites depuis plusieurs ans en çà des églises cathédrales, métropolitaines et monastères dudit royaume à grans dangers des ames, provenaient en tant que plusieurs se faisaient par abus de puissance séculière et les autres par précédentes pactions simoniales et illicites, les autres par particulière amour, affection de sang et non sans crime de parjurements ». Mais il était évident que ce n'étaient pas ces abus qui avaient déterminé le Concordat, puisqu'on en avait substitué d'autres qui paraissaient déjà devoir être plus déplorables. L'Université, qui avait le monopole de l'imprimerie, fit afficher une défense d'imprimer le Concordat et de lui obéir. Le clergé et les monastères, qui perdaient le droit d'élire, demandaient que le Concordat fût soumis à l'apprécia-

tion de toute l'Église gallicane. C'était, en définitive, l'Église gallicane qui était frappée; car, par l'abolition de la Pragmatique, elle perdait, dans de nombreux détails inutiles à exposer ici, d'importants privilèges. Les laïques s'effrayaient de l'augmentation de puissance que la royauté tirait du Concordat; ils commençaient à craindre pour les autres privilèges et libertés, et ils soupçonnaient, non sans raison, que le paiement des annates à la cour de Rome était la condition secrète des concessions qu'elle semblait faire à la royauté. Le Parlement refusa l'enregistrement, qui n'eut lieu à la fin que *de expressimo mandato regis*, après plusieurs lettres de jussion réitérées (1). Il faut reconnaître que ces craintes n'étaient pas vaines; car la nomination royale aux bénéfices fut, comme on le verra, pour le pouvoir temporel un déplorable moyen d'abus, et pour les ordres monastiques un principe de mort.

Une des suites du Concordat fut de donner un plein essor à l'abus révoltant de la commende. Par la commende, un clerc séculier pouvait être pourvu d'un bénéfice régulier, avec dispense de la régularité. La commende était fort ancienne dans l'Église; il y eut des commendes presque de tout temps (V. Durand de Maillane, *Dict. de droit canonique*, v° *Commende*). Mais tant que les bénéfices furent électifs, le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel ne pouvaient mettre un bénéfice en commende qu'indirectement, en pesant sur l'élection. Le Concordat de 1515 parut d'abord devoir faire cesser la commende, car il imposait au roi de ne nommer à un bénéfice régulier qu'un religieux de l'ordre même; mais l'ancienne pratique fut plus forte que la règle, et il y eut désormais une pleine facilité de l'enfreindre. On vit alors les souverains récompenser des favoris en accordant à tel le revenu de plusieurs abbayes. La plupart des abbayes de second ordre tombèrent en commende. Le titulaire de tel évêché avait de droit, comme abbé commendataire, une partie du revenu de plusieurs abbayes où il n'avait jamais pénétré. De simples clercs avaient part quelquefois à ces faveurs; et les simples religieux, sous la conduite du prieur, étaient réduits à un état voisin du dénuement. Les abbés commendataires avaient fini par épuiser, par exemple, le monastère de Rebais dans le diocèse de Meaux; tous les revenus de ce riche établissement allaient aux cadets de la famille des Lenoncourt, qui était originaire de Lorraine. — Les rois Charles IX, Henri III, Louis XIII, prirent souvent l'engagement de n'accorder d'abbayes qu'aux religieux du même ordre; mais l'abus était plus fort que tous les pouvoirs, et ne devait finir qu'avec les ordres monastiques mêmes.

Le Concordat ne mit d'ailleurs pas fin aux démêlés publics entre l'Église et l'État, qui avaient agité si tristement le pays dans le siècle précédent. L'un des griefs les plus persistants du pouvoir laïque était tiré des exactions de la cour romaine, des *évacuations de pécune à Rome*, comme on disait alors. Ainsi le pape levait un droit sur la succession des ecclésiastiques; un édit de Louis XI, du 23 juin 1464, essaya en vain de l'abolir. Il y avait aussi les annates, dont il a été parlé. La cour

(1) Voici les protestations du Parlement telles qu'elles sont rapportées dans le recueil des ordonnances d'Isambert (t. XII, p. 75) : « La cour, toutes chambres assemblées, voyant et considérant les grandes menaces dont on usait à cet égard, ayant tout lieu d'appréhender sa propre dissolution qui entraînerait celle du royaume, craignant que si aucunes peines étaient suscitées à l'occasion du délai de la publication du concordat, on ne lui impute les malheurs qui pourraient arriver; craignant encore que les alliances faites ou à faire avec les autres princes chrétiens ne fussent rompues ou empêchées par le refus d'enregistrement et après que la cour a fait tout ce qui était humainement possible pour obvier à cette publication et enregistrement, par-devant et en présence de sire Michel Blondel, évêque et duc de Langres, pair de France, comme authentique personne, elle a protesté et proteste tant en général qu'en particulier, conjointement et divisément, qu'ils n'étaient et ne sont en leur liberté et franchise; et si la publication a lieu, ce n'était ni de l'ordonnance ni du consentement de la cour, mais par le commandement du roi, force et impression ci-dessus déclarées, que ce n'était point leur intention de juger les procès conformément au concordat, mais de garder, observer comme auparavant les saints décrets de la Pragmatique Sanction dont le procureur du roi aurait appelé, tant pour et au nom de la cour que de tous les sujets du royaume; la cour adhérant à ce premier appel et y persistant, appelle de nouveau au pape mieux informé, au premier concile général, et à celui et à ceux auxquels il appartient ». Le ton de ces protestations fait voir à quel point les esprits étaient alors surexcités; il montre aussi qu'il y avait à cette époque plus d'indépendance de caractère qu'on ne croit communément.

de Rome avait ses officiers collecteurs en France, pour percevoir les annates et autres droits dus ou indus, sous menace des peines canoniques. On eut souvent à arrêter leurs excès et même à les expulser de France. Mais, parmi les abus que les rois cherchèrent à faire cesser, le plus grave était celui qui se commettait à l'occasion des résignations *in favorem* des bénéfices. Il y fut remédié par l'édit des petites dates, de Henri II, en 1550.

Pour comprendre cet édit, il faut se rappeler ce qui a été exposé sur les bénéfices et les résignations *in favorem* dont ils pouvaient être l'objet. Le bénéfice n'étant que le prix d'un service ecclésiastique, non une propriété, ne pouvait ni s'aliéner, ni se transmettre par succession. Cependant des bénéficiers avaient d'assez bonne heure cherché à transmettre leurs bénéfices à des parents ou même à des acheteurs. Il fut alors admis, comme grâce personnelle et particulière, ensuite comme règle générale, qu'un bénéficiaire vivant pourrait résigner son bénéfice à volonté. La cour de Rome se prêtait à cet arrangement, et la puissance laïque n'y résistait pas depuis qu'elle était investie par le Concordat de la collation des bénéfices, entraînée sans doute par la force logique du système qui avait mis en quelque sorte les bénéfices dans le commerce.

Mais les résignations *in favorem* furent bientôt l'objet de scandales publics. Les bénéficiers résignaient leurs bénéfices à l'article de la mort, et les bénéfices devenaient ainsi de fait héréditaires. Pour empêcher les transmissions des bénéfices d'une telle manière, deux bulles d'Innocent VIII et de Jules II décidèrent que les résignations *in favorem* ne seraient valables qu'à deux conditions : 1° que le bénéficiaire résignant ne fût pas mort dans les vingt jours de la date de sa démission envoyée à Rome, ce que l'on appela la règle des vingt jours ; 2° que le résignataire fût entré réellement en possession du bénéfice résigné au moins dans les six mois de son institution canonique. De cette façon, les résignations en faveur ne pouvaient plus être que des actes sérieux, non simulés, et les bénéfices ne se transmettaient plus comme par donation à cause de mort.

L'observation sincère de ces prescriptions eût circonscrit le mal des résignations en faveur. Mais un autre abus, qui n'était rien moins qu'un faux en écriture, ne tarda pas à éclater, avec le bon vouloir de la cour de Rome. Pour éluder les prescriptions du droit canonique, les bénéficiers envoyaient à Rome des démissions en blanc, à une époque quelconque de leur charge ecclésiastique, et s'ils venaient à mourir, on remplissait le blanc à Rome, et l'on datait la démission d'une époque qui remontait à plus de vingt jours de la mort et à moins de six mois. Les dates ainsi apposées s'appelaient *petites dates*, pour ne pas s'appeler fausses dates. On prétendit même que les notaires apostoliques fabriquaient, après la mort des bénéficiers dont les bénéfices devenaient ainsi vacants, de fausses procurations, dont la fausseté ne pouvait être vérifiée, attendu que la pièce était à Rome et la justice en France ; cependant les banquiers apostoliques de la cour de Rome percevaient en France les mêmes droits que sur des actes sincères et réguliers.

L'édit de Henri II de juin 1550 eut pour but de mettre fin à de telles fraudes. Il institua des registres publics pour l'inscription des résignations en faveur ; exigea que les procurations à l'effet de résigner en faveur fussent spéciales et particulières et passées en présence de témoins choisis ; sépara les fonctions des notaires apostoliques de celles des banquiers apostoliques, et les soumit les uns et les autres à la surveillance des évêques. Les juges royaux avaient été faits juges du possessoire dans les matières bénéficiales : il leur fut défendu d'avoir égard aux procurations qui n'étaient pas conformes aux prescriptions de l'édit.

L'édit des petites dates est resté célèbre par le commentaire qu'en fit Dumoulin. Henri II soutenait alors par les armes Octave Farnèse, dans sa lutte contre Jules III pour la possession du duché de Parme. La virulence du livre décida, paraît-il, le pape à abandonner le duché sans combattre, pour éviter une rupture avec la France ; car le commentaire de Dumoulin n'était rien moins qu'un violent réquisitoire contre la papauté, et l'explication de l'édit n'en avait été que l'occasion. Le connétable de Montmorency, présentant plus tard Dumoulin à Henri II, aurait prononcé ces paroles : « Sire, ce que Votre Majesté n'a pu faire avec 30,000 soldats, ce petit homme l'a fait avec un petit livret ». Le connétable exagérait sans doute l'effet du livre du jurisconsulte : c'est un gros volume sans ordre, sans attrait,

plein d'une science confuse, écrit originairement en latin, par conséquent peu destiné à devenir populaire (1), et la papauté avait essuyé déjà bien d'autres pamphlets sans les payer d'aussi gros sacrifices.

§ II. — CONCILE DE TRENTE.

Le droit canonique était en l'état dont on vient d'exposer les points les plus importants, quand la Réforme vint embraser l'Allemagne et tout le nord de l'Europe alors civilisée. Des disputes théologiques, que Léon X estimait d'abord n'être que des querelles occasionnées par des jalousies de moines, *invidie fratesche*, à l'occasion de la distribution des indulgences, avaient allumé l'incendie; mais il ne serait plus reçu aujourd'hui de rapporter un tel événement à une cause aussi futile. Quelle fut la cause réelle de la Réforme, dont nous aurons à parler plus au long ultérieurement? Disons-le tout de suite, ce ne fut autre chose qu'un besoin d'affranchissement pour l'esprit humain.

La Réforme de Luther, de ses adhérents et de ses contradicteurs parmi les autres réformateurs, n'était pas le premier mouvement insurrectionnel que des esprits audacieux avaient tenté en matière de religion. Les Albigeois, les Vaudois, Jean Huss et tant d'autres dans les siècles précédents, s'étaient enhardis jusqu'à contredire une partie du *Credo* de l'Eglise. Mais ils n'avaient enfanté, dans leur action prématurée, que des hérésies sans durée, des philosophies éphémères, et rien n'était resté de leurs tentatives que le témoignage du besoin que l'esprit humain a de la liberté. L'insurrection théologique de Luther et de Calvin, au contraire, se produisant en temps opportun, se consolida. Si l'on en étudie l'esprit, on trouvera que le succès en fut dû bien moins au génie des nouveaux réformateurs, quoiqu'il fût très-grand, et à la force de leurs doctrines, qu'au besoin d'expansion qu'éprouvait l'esprit humain après une longue compression. Telle est, en effet, l'explication du succès de la Réforme. On n'en donnerait pas la raison véritable en l'imputant au goût de la nouveauté et du changement; car les doctrines de la Réforme n'étaient pas nouvelles, et elles ont continué de durer après que sous leur forme renouvelée elles avaient déjà vieilli. Mais le mouvement réformateur répondait à un besoin de liberté indistinct, caché, plutôt senti que compris, et c'est par là qu'il lui fut donné de prévaloir, malgré les variations et les contradictions de ses chefs, en dépit de leurs orgueilleuses folies, contrairement aux prévisions des philosophes qui n'auraient pesé que la valeur et la sagesse des doctrines.

C'est donc avec l'esprit de liberté que l'Eglise allait avoir désormais affaire. On sait comment elle maintint l'immutabilité de son dogme, en présence des innombrables variations et contradictions de la Réforme, dont Bossuet a fait l'histoire dans un livre immortel. Mais le dogme même était parfois obscur dans ses formules. Les attaques violentes de Luther, de Zwingle, Calvin, Bucer et tant d'autres, peu nouvelles au fond, étaient nouvelles au moins en la forme; à ces critiques renouvelées, il fallait répondre par des définitions qui le fussent aussi, et appropriées aux idées du temps. Les *Sommes* théologiques ne pouvaient plus être bonnes que pour les cloîtres. D'un autre côté, la discipline de l'Eglise avait besoin d'une réformation complète. Il n'est que trop vrai que des abus, des désordres de toutes sortes s'étaient produits parmi le clergé et les fidèles, et dans les établissements monastiques. Il a été signalé de nombreuses pratiques fâcheuses pour l'autorité de l'Eglise dans les pages qui précèdent, sans parler des désordres qui attaquaient les mœurs. Les hommes éminents dans l'Eglise, saint Bernard, le cardinal d'Ailli, Gerson, etc., les avaient signalés depuis des siècles, et avaient appelé à grands cris une réformation nécessaire de la discipline ecclésiastique. Les conciles, comme ceux de Vienne et de Bâle, avaient aussi proclamé qu'il fallait *réformer l'Eglise dans*

(1) La traduction française est de 1564. C'est un livre d'une excessive rareté. Par la date de la traduction, on peut voir que le *Commentaire sur l'édit des petites dates* ne dut jamais être qu'un livre de science.

le chef et dans les membres. Mais il ne fallait rien moins que le grand éclat de la Réforme pour déterminer l'Eglise à une révision complète de sa doctrine et à une réformation de sa discipline. C'est pour ce double objet que s'assembla le concile de Trente.

Avant de parler du concile de Trente, il est indispensable de faire connaître sommairement ce qu'étaient ces assemblées fameuses appelées conciles, et quelle était leur autorité. — On connaissait en France les conciles œcuméniques, les conciles nationaux, les conciles provinciaux et les synodes. Les conciles œcuméniques (οἰκουμένη, terre habitable), généraux, sont les assemblées de tous les représentants de l'Eglise. Ils sont convoqués par l'autorité du souverain pontife, et s'assemblent sous sa présidence. Tous les évêques y sont de droit appelés, ainsi que les dignitaires de l'Eglise ayant rang d'évêque, comme les abbés chefs des ordres monastiques. Les décisions des conciles œcuméniques sur les matières de foi et de discipline obligent toute l'Eglise, clergé et fidèles, et lient le souverain pontife lui-même, puisqu'il les préside. Mais c'était un des principes de l'Eglise gallicane, comme il était dit dans la Pragmatique Sanction de Charles VII, que les décisions des conciles généraux sur la discipline ne pouvaient être reçues et obligatoires en France que par le consentement et sous l'autorité du roi.

Les conciles nationaux étaient composés de tous les évêques de France, convoqués par autorité du roi ; ils avaient pour objet l'ordre et la discipline ecclésiastiques. Mais leurs décrets devaient être présentés au roi, qui pouvait en autoriser ou refuser la publication. C'est ainsi que l'on procéda après le concile national de Tours, en 1583, sous Henri III. Quand la publication de ces décrets avait été autorisée, ils acquéraient une autorité particulière, ils devenaient lois du royaume, et, en conséquence, le roi ne pouvait à l'avenir y déroger par sa seule volonté. Les conciles nationaux ont été assez rares en France, excepté sous les deux premières races. Il y en eut un cependant, convoqué à Paris en 1522, pour réformer l'Eglise de France et obtenir des secours du clergé.

Les conciles provinciaux se composaient des évêques d'une province convoqués par le métropolitain, auxquels on adjoignait les abbés des monastères et des ecclésiastiques de divers ordres. Ils furent assez fréquents au XVI^e siècle. L'usage en avait à peu près disparu en France, quand l'ordonnance du 16 avril 1646 témoigna du désir qu'ils eussent lieu tous les trois ans, au siège des églises métropolitaines. Ils ne pouvaient être convoqués que du consentement du roi. Ils ne pouvaient pourvoir qu'à la discipline ecclésiastique, et, naturellement, leurs décisions n'avaient d'autorité que dans la province. — Les synodes diocésains étaient les assemblées des curés d'un diocèse, sous la présidence de l'évêque. On y délibérait sur l'administration des circonscriptions diocésaines.

Le concile de Trente, convoqué en considération des difficultés que l'on sait, semblait donc avoir pour objet la pacification de la société religieuse européenne, profondément ébranlée ; son résultat fut de fortifier l'unité de l'Eglise catholique en face des attaques de la Réforme. Rarement un concile œcuménique s'était assemblé dans des circonstances aussi graves ; mais, pour qui veut en comprendre l'esprit, il faut savoir qu'il fut très-loin d'être une réunion spontanée de l'Eglise.

La bulle d'indiction fulminée par Paul III au mois de juin 1542 tombait au milieu des disputes théologiques qui avaient mis l'Allemagne en feu. Mais jusque-là, que de tentatives, que de pressions exercées sur la cour de Rome pour la réalisation des vœux de tous ! Les protestants, avant d'avoir définitivement rompu avec l'Eglise, avaient été les premiers à parler d'un concile. Les papes avaient résisté longtemps à convoquer ce concile, qui était, pour une raison différente, dans les desirs des princes d'Allemagne, bien plus que dans les leurs. Toutes les tentatives d'apaisement du mouvement réformiste faites par les princes allemands, et surtout par l'empereur, échouant, et les réformes du clergé germanique tentées par la cour de Rome n'aboutissant à rien, l'idée d'un concile était revenue toujours à la pensée, comme si l'on devait y trouver un remède souverain.

A la diète de Spire, en 1529, les princes et les villes impériales, qui avaient protesté contre toutes défenses d'innover, en avaient appelé au futur concile. Les papes, qui se succédèrent rapidement à cette époque, et entre autres Clément VII, sous le pontificat duquel la plus grande pression fut exercée par l'empereur et les princes séculiers, résistaient à ces propositions d'un concile, poussées jusqu'à la menace. Cependant François I^{er}, de France, et Henri VIII, d'Angleterre, appelaient

aussi à grands cris une assemblée de l'Église, dont l'idée apparaissait comme un moyen de remédier aux maux qui la désolaient et aux discordes sanglantes qui troublaient la paix des États. On espérait encore alors que des réformes dans la discipline de l'Église et des concessions prudentes aux nouveaux réformateurs calmeraient la querelle. Le pape Paul III céda enfin à cette demande générale : le concile fut résolu. Il s'assembla à Trente, après des difficultés et des complications de toutes sortes, en 1545. Les difficultés en prolongèrent la vie au delà des prévisions : car il devait durer, avec plusieurs interruptions qui prirent quatorze ans, dix-huit années, et ne se clore qu'en 1563, sous le pape Pie IV. Il eut vingt-cinq sessions. — Mais le moyen de pacification venait trop tardivement, en supposant qu'il eût pu être jamais efficace contre un mouvement tel que celui de la Réforme. Les protestants, d'où était parti le premier appel au concile, refusèrent de comparaitre au concile de Trente. Il était évident, dès lors, que s'il pouvait sortir du concile une amélioration de la situation morale de l'Église, on ne pouvait en rien attendre comme moyen de pacification.

Il faut lire dans l'*Historia del concilio Tridentino* de Pierre Soave, en religion Fra-Paolo Sarpi, le récit des événements si compliqués qui aboutirent à la convocation du concile de Trente. Comme c'était, en définitive, les affaires de la chrétienté et la paix des États qui devaient s'agiter dans cette assemblée, sous l'apparence ou plutôt à propos de discussions dogmatiques, les princes chrétiens, et même des princes protestants, y envoyèrent des ambassadeurs. Mais le concile, enchaîné par la doctrine constante de l'Église, ne put pas donner toujours satisfaction aux réclamations des princes. Les prétentions de la cour de Rome y triomphèrent peut-être trop constamment. La séparation récente d'une partie de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Écosse avait produit l'effet ordinaire de tout acte violent contre une puissance qui a été longtemps maîtresse ; elle avait exalté les esprits dans l'Église, et elle inspirait la pensée de fortifier d'autant l'autorité spirituelle du Saint-Siège, si menacée. Il en résulta cette chose, que les décisions du concile de Trente, acceptées partout comme définitions certaines dans les matières de foi, ne furent acceptées nulle part complètement pour les matières de discipline. Même en Espagne, le concile de Trente ne fut reçu qu'avec des modifications.

Voyons maintenant quelles furent les décisions du concile qui se rattachaient à la discipline, seules décisions que le droit canonique ait pour objet. — Le concile déclare que les archevêques et évêques procèdent dans leurs diocèses de l'autorité du Saint-Siège, et ne les considère que comme vice-gérants du pape (*Sessio VI*, cap. 3, *passim*). Il donne d'un autre côté aux évêques le droit de diviser les cures dans leurs diocèses ou d'en joindre deux en une, etc. (*Sessio XXI*, cap. 4, et *sessio XXIV*, cap. 13). Il les autorise à réformer les abbayes et à procéder, s'il le faut, par la saisie du temporel (*Sessio XXV*, cap. 1 *et seq.*). Les évêques sont les exécuteurs de toutes les dispositions pieuses au profit des établissements de charité, et ont l'intendance de ces établissements (*Sessio VII*, cap. 15). Le concile leur donne toute juridiction sur les notaires apostoliques et royaux (*Sessio XXII*, cap. 10). Il admoneste l'empereur, les rois, les seigneurs, et leur enjoint de prêter la main à l'exécution des canons de l'Église et des constitutions des papes (*Sessio XXV*, cap. 20). Il réserve au souverain pontife la connaissance des causes criminelles majeures des évêques, et au concile provincial la connaissance des causes criminelles mineures (*Sessioes XIII*, cap. 8, et *XXIV*, cap. 5).

Toutes ces décisions et d'autres de même sorte étaient ou nouvelles ou empruntées à des époques avec lesquelles les gouvernements temporels avaient rompu depuis l'usage des pragmatiques et des concordats. Les principes de l'Église gallicane, tels qu'ils avaient toujours été défendus par l'Église même, par les rois et par les parlements, n'en permettaient guère l'adoption. Aussi une impression de regret se mêla-t-elle généralement, en France, à l'approbation tout aussi générale qui fut donnée aux décisions du concile de Trente sur les matières de foi. Il n'en faut pas chercher l'expression dans le petit pamphlet de Dumoulin intitulé *Conseil sur le fait du concile de Trente* ; la complexion passionnée du célèbre jurisconsulte doit le rendre suspect sur une pareille matière. Mais Pasquier est plus sage ; il parle avec tristesse des principes excessifs auxquels une obstination impolitique poussa les pères du concile de Trente : « Je ne suis point icy exposé pour controller ce grand concil de Trente : mais j'eusse souhaité (je le diray si je puis avec le gré et congé de ceux qui liront mes recherches) que la dévotion qu'on y apporta eust été accompagnée de toutes les parties que les sages désirent en un bon

zèle, et qu'en anathématisant ceux qui sont heurtés contre le Saint-Siège, ils n'eussent appresté matières aux autres, qui ne s'en veulent soustraire, de n'obéir à ce concil, pour la plus part des constitutions qui y sont comprises, dont l'ancienneté n'avait jamais été repuë. Car en ce faisant on a armé les adversaires du Saint-Siège, de ses propres armes contre luy. Et qui admettroit tous ses decrets au lieu de moyenner un ordre, on y apporteroit un désordre et une monarchie jamais veuë au milieu de la nostre » (*Recherches de la France*, liv. III, chap. 34).

C'est, d'ailleurs, une remarque instructive à faire, que le concile de Trente, malgré la sagesse de ses décisions dogmatiques, ne répondit qu'imparfaitement à l'attente générale. Tout le monde fut déçu. Il devait réunir toutes les Eglises sous une foi commune : il consumma la scission, et rendit le catholicisme et le protestantisme irréconciliables. Il devait donner plus d'autorité à l'épiscopat : il fortifia la puissance ultramontaine, qui avait tant redouté le concile et l'avait tant différé. Par contre, de tous les souverains qui l'avaient appelé de leurs vœux et imposé à l'Eglise, pas un ne put l'admettre dans ses Etats. Cela n'a rien qui doive étonner ; l'Eglise menacée se serrait autour de son chef, et abdiquait volontairement ses privilèges. D'un autre côté, plus les protestants étaient agressifs, plus elle s'enfermait dans ses dogmes, et ainsi chacun se fortifiait dans son obstination. — Il en sera toujours de même dans des situations pareilles ou analogues. A l'heure où ces lignes s'écrivent, un nouveau concile se prépare ; qu'en sortira-t-il ? Sans doute un résultat semblable à celui du concile de Trente ; l'Eglise affirmera vraisemblablement ses principes les plus absolus, et il n'y aurait pas à s'étonner qu'au lieu de rapprocher les dissidents, il rendît la rupture définitive.

Les décrets du concile de Trente eurent en France la destinée qu'on eût pu prévoir. Toutes les décisions sur la foi et sur les matières qui ne touchaient pas aux droits de l'autorité furent reçues sans contestation, sinon en vertu d'un acte précis de l'autorité royale, au moins par la coutume ; les parlements en faisaient journellement l'application, par exemple, dans la matière du mariage. Mais les décisions du concile, dans leur ensemble, ne purent jamais être publiées et devenir lois de l'Etat. Dès que le concile eut terminé ses sessions et que le pape Pie IV eut donné sa bulle de confirmation, au mois de février 1564, le nonce apostolique en France, Prosper de Sainte-Croix, demanda à Catherine de Médicis de faire publier le concile et de le reconnaître comme loi de l'Etat. Mais la cour de France, sur l'avis du cardinal de Lorraine, décida d'en ajourner la publication. Sur ce refus et d'autres semblables des autres princes de l'Europe, le pape proposa à tous les princes chrétiens de s'assembler à Nancy pour y recevoir d'accord les décrets du concile ; cette fois, la cour de France éluda la proposition, sur le motif qu'il fallait auparavant consulter une assemblée des notables du royaume.

De toutes les autres tentatives faites depuis, aucune n'eut un meilleur succès. L'ordonnance de Blois, sous Henri III, comprit dans ses dispositions plusieurs décrets du concile, relatifs à la discipline ecclésiastique ; mais les autres décrets sur la même matière se trouvaient ainsi virtuellement exclus. Ce fut encore en vain que Clément VIII mit à la soumission de Henri IV la condition que le concile de Trente serait publié en France, en consentant toutefois que les décrets contraires aux lois du royaume fussent exceptés ; l'absolution fut donnée et reçue, et le concile ne fut pas publié.

Le clergé de France, qui, tout partisan qu'il était des libertés de l'Eglise gallicane, tantôt en défendait les droits, et tantôt paraissait les abandonner et en laisser la défense au parlement de Paris, comme on le vit dans les temps qui suivirent la Pragmatique Sanction de Charles VII, se joignit plusieurs fois à la cour de Rome pour obtenir la publication du concile. Elle fut sur le point d'avoir lieu aux États-Généraux de 1614. Il paraîtrait même que la mesure en fut arrêtée dans les États. Mais elle ne fut pas réalisée par la cour de France. L'édit de 1695 sur la juridiction ecclésiastique inséra parmi ses dispositions quelques nouveaux décrets du concile ; ce fut le dernier emprunt qu'y fit la législation des ordonnances.

LIVRE VI. — DROIT MONARCHIQUE

CHAPITRE I^{er}. — DROIT PUBLIC MONARCHIQUE.

L'histoire du droit public a été laissée à part dans les pages qui précèdent. Pour ne pas diviser d'importantes matières et ne pas en compliquer l'explication par l'exposition de choses étrangères, nous avons dû indiquer seulement, à l'occasion, les maximes fondamentales du droit public français, et nous borner à faire connaître l'organisation féodale et l'action des assemblées délibérantes sur le droit général. Il faut reprendre ici l'histoire du droit public. — L'histoire du droit civil semble partir du XVI^e siècle, avec la rédaction des coutumes, et aller jusqu'à la Révolution. Mais comme il s'en faut que le droit civil du XVI^e au XVIII^e siècle ait été tout entier dans les coutumes, puisqu'il a été développé ou complété par des ordonnances importantes, dans la mesure où le besoin apparaissait, c'est au commencement du XVI^e siècle que l'on peut considérer l'historique du droit civil comme arrêté dans cette esquisse. — L'histoire du droit ecclésiastique se prolonge jusqu'à la conclusion du concile de Trente. Le droit public tel qu'il se forma à partir de la constitution de la monarchie française jusqu'au XVI^e siècle, et tel qu'il se continua même aux XVII^e et XVIII^e siècles, le droit civil du même temps, et le droit ecclésiastique des XVII^e et XVIII^e siècles, doivent être l'objet de cet Essai jusqu'à l'époque de la Révolution française. Toute la période du droit public, civil et religieux, à partir du XVI^e siècle, peut s'appeler à juste titre le droit monarchique français, tant le pouvoir royal, malgré les affreux déchirements intérieurs du XVI^e siècle, fut actif et libre dans son action, pour constituer législativement, en quelque sorte pierre à pierre, l'édifice de l'unité française.

La monarchie française ne date pas de Louis XI et de François I^{er}. Le premier roi de France fut peut-être Louis le Gros, qui, aidé d'un grand homme, son ministre Suger, fut un des princes qui firent le plus pour l'amélioration de la situation intérieure du pays. Sous Louis le Gros, la royauté commence à prendre son caractère propre, et sort du fief. C'était comme souverain fiefieux que Louis le Gros constituait des communes dans ses domaines, affranchissait des serfs et autorisait des affranchissements dans les domaines de ses vassaux ; mais c'était déjà comme roi qu'il venait en aide au mouvement communal et intervenait dans le gouvernement des grands feudataires ; car sa qualité de souverain fiefieux ne lui en eût pas donné le droit.

Sous Philippe-Auguste et saint Louis, le caractère de la royauté est tout à fait accusé. Les ordonnances royales sont générales ; elles statuent sans avoir égard au pouvoir des feudataires, dont elles auraient entamé le droit incontestablement, si le roi n'avait agi qu'en vertu de son pouvoir féodal. L'institution des baillis, à l'imitation des *missi dominici* de Charlemagne, était une ingérence dans le

gouvernement des fiefs, dans leur administration, dans leur justice. La république féodale, comme on pourrait l'appeler, évidemment était condamnée; l'action du Parlement, devenu sédentaire et permanent au XIV^e siècle, devait arriver lentement à en consommer la ruine. Et en même temps que la puissance féodale était ainsi minée dans sa base par les administrateurs et les légistes, la royauté, par sa résistance aux prétentions de la cour de Rome, par les libertés dont elle favorisait l'Église nationale quand il s'agissait de combattre quelque prétention excessive de l'ultramontanisme, et par l'institution des appels comme d'abus devant le Parlement, rompait les liens par lesquels la puissance ecclésiastique comprimait à l'excès la société laïque.

Tout cela, sans doute, n'était pas la liberté comme on la comprend dans les sociétés modernes; mais c'était la justice, ou au moins un commencement de justice, par la constitution d'une autorité capable de l'assurer. La fin du XIV^e siècle et le XV^e siècle presque tout entier furent employés à lutter contre l'invasion étrangère, et à réparer les maux de toutes sortes que l'invasion avait causés, quand la victoire eut couronné les généreux efforts du pays. Quelles ruines! Que de désordres! Le travail de réparation était compliqué des difficultés qui naissaient du voisinage menaçant des grands vassaux de la Couronne. Parmi tous ces éléments de malheur et de désordre, il se trouva un prince, Louis XI, dont les qualités politiques et le caractère méchant, mis au service d'un génie de basse intrigue, réussirent à reconstituer la royauté, avec un surcroît d'autorité qu'elle n'avait pas encore eue. Il y a, dit-on, des poisons dangereux qui, par leurs propriétés contraires, neutralisent d'autres poisons, et sont par ceux-ci neutralisés eux-mêmes: ainsi apparut Louis XI. Ce que l'histoire apprend, c'est qu'après vingt ans de règne il laissait la France non pas restaurée complètement, mais débarrassée sans retour des dangers qui la menaçaient depuis plus d'un siècle et demi.

A l'avènement du XVI^e siècle, la royauté moderne est constituée. Les grands feudataires ont disparu, ou ne sont plus redoutables. Le roi n'est plus arbitre entre ses égaux; il est chez lui, et maître. Il n'a plus à défendre tantôt sa souveraineté, tantôt son territoire; il peut porter la guerre à l'étranger. Mais l'autorité royale, débarrassée de soucis sur sa propre existence, forte chez elle, n'est pas pour cela sans contre-poids à l'intérieur. Au milieu de toutes ces luttes où la violence et quelquefois l'astuce se donnaient si pleinement carrière, un droit public s'est formé, qui suffira pour longtemps à sauvegarder les intérêts fondamentaux de la société, par la seule autorité que porte toujours avec soi l'idée du droit. Ce droit public, pour ne reposer que dans des ordonnances éparses, dans des coutumes, dans des chartes concédées, dans des privilèges reconnus à des corporations, n'en aura pas moins la force d'un droit constitutionnel. Il suffira d'être membre d'une corporation, d'une communauté d'habitants, d'appartenir à un ordre constitué, pour jouir des immunités garanties au corps entier. Voyons quelle était, en somme, pour la garantie du droit individuel, la constitution du droit public au commencement de l'époque que l'on peut appeler l'ère des temps modernes.

L'individu, disons-le de suite, était surtout protégé par la force collective des communautés. Au XVI^e siècle, la chute des communes, telles qu'on les concevait aux XII^e et XIII^e siècles, est depuis longtemps consommée. Les communes ne sont plus ces petites républiques, avec leurs franchises propres, leurs magistratures civiles et criminelles, traitant, stipulant avec leur seigneur, ou avec la royauté, quand le seigneur est le roi. Tout cela a disparu. Mais, s'il n'y a plus de communes proprement dites, les villes et bourgs forment toujours des communautés d'habitants. Ils sont administrés par une municipalité composée d'un maire, d'échevins ou jurés dans le Nord, de syndics ou consuls dans le Midi, ordinairement électifs (Augustin Thierry, *Recueil des monuments de l'Histoire du Tiers-État*, Préf., p. 36). Les municipalités s'assemblent pour délibérer, sous la présidence d'officiers de justice nommés en vertu des ordonnances. Mais les délibérations ne peuvent plus avoir pour objet les intérêts généraux des habitants; elles sont restreintes aux intérêts de la localité (édit de Crémieu de 1536, art. 26; édit de juin 1539, art. 7). Et encore le pouvoir central exerce-t-il sur les communes une véritable tutelle: elles ne peuvent vendre, donner, prêter, sans autorisation (*Ibid.*); mais elles ne peuvent être non plus traitées à merci; les villes ont leurs privilèges, et l'empire du droit était assez fort pour que ces privilèges fussent respectés.

Outre les communautés d'habitants des villes, il y avait les corps, corporations, communautés,

compagnies formées par les personnes exerçant une même profession. Ces corporations étaient fort nombreuses. Se constituer en corporation, ce fut un moyen pour la bourgeoisie, à partir du XII^e siècle, de conquérir quelques libertés, et surtout de se les assurer. La première compagnie qui se forma ainsi fut celle des *Marchands de l'eau* de Paris, ainsi nommée de ce que les produits et marchandises dont ces marchands trafiquaient leur arrivaient par la Seine. En 1121, une ordonnance de Louis le Gros leur accorda le droit de percevoir 60 sols pendant les vendanges sur chaque bateau de vin que l'on chargeait pour Paris. En 1170, les privilèges s'étaient étendus, établis, et une ordonnance les confirmait : tout marchand devait appartenir au corps des marchands de l'eau, faire partie de la hanse, pour pouvoir faire entrer un bateau de ses marchandises à Paris ou dans la banlieue. Le marchand qui ne faisait pas partie de la hanse devait, pour faire entrer un bateau de marchandises à Paris, indiquer un marchand de Paris comme son compagnon, et alors celui-ci avait droit à la moitié du chargement, et, si la vente avait lieu, à la moitié du bénéfice. Pour veiller aux privilèges de la compagnie, les marchands avaient un prévôt, le prévôt des marchands, qui siégeait au Parloir aux bourgeois, avec les échevins de la ville. C'est devant le prévôt des marchands que la déclaration d'un compagnon devait être faite dans le cas dont il vient d'être parlé, faute de quoi le chargement, saisi dans les limites de la banlieue, était confisqué au profit commun du roi et des marchands.

A l'exemple des marchands de Paris, les marchands de beaucoup d'autres villes se constituèrent en compagnies, et obtinrent des privilèges semblables à ceux des marchands de l'eau de Paris. Il en résultait quelquefois une gêne fâcheuse pour le commerce; car le conflit de ces privilèges fut cause souvent de débats assez vifs entre les villes, notamment entre Paris et Rouen. Mais, comme on ne savait pas distinguer entre les moyens de protection légitime résultant de l'association, et les privilèges constituant des monopoles abusifs, les corporations des marchands de l'eau de Paris l'emportèrent, à raison sans doute de l'ancienneté de leur communauté, sur la ville de Rouen, en 1258 d'abord, en 1415 une seconde fois. Des contestations ayant le même objet s'élevèrent entre les marchands de Paris et la ville d'Auxerre. — Ce sont ces marchands de Paris qui insensiblement constituèrent la commune de Paris, et finirent par former la bourgeoisie parisienne. L'un des plus hauts dignitaires de l'Église de Paris, l'abbé de Saint-Germain-l'Auxerrois, fut, comme on peut le voir dans les Olim, plus d'une fois obligé de plier devant eux.

L'exemple des marchands de Paris ayant gagné les métiers et les industries, chaque métier, chaque industrie eut son organisation et ses privilèges. Dès le temps de saint Louis, ces confréries s'élevaient déjà, à Paris seulement, à plus de trois cents. On sait qu'en effet le Règlement des Arts-et-Métiers de la ville de Paris fut un des grands travaux de ce règne. Le prévôt des marchands d'alors, Étienne Boileau, fut le principal auteur de ces établissements ou règles. Il provoqua les principales corporations, au nombre d'une centaine, à venir déclarer leurs usages, et composa ainsi son recueil des Règlements (publié en 1837, par M. Depping, dans la collection des mémoires inédits de l'Histoire de France).

Depuis Étienne Boileau, ces règlements ont été à diverses reprises modifiés par des prévôts des marchands de Paris et par des ordonnances des rois; mais l'esprit en est resté le même. Les corps de métiers s'appelaient *maîtrises* et *jurandes*, parce qu'il y avait des maîtres, et que tous ceux qui y entraient s'engageaient par serment. Pour connaître dans quel esprit étaient formées ces corporations et comment elles ont vécu, il faut consulter l'acte qui les supprima. L'édit de suppression des jurandes à Paris, du mois de février 1776, expose ainsi dans son préambule la formation de toutes ces confréries : « Lorsque les villes commencèrent à s'affranchir de la servitude féodale et à se former en commune, la facilité de classer les citoyens par le moyen de leur profession introduisit cet usage inconnu jusqu'alors; les différentes professions devinrent ainsi comme autant de communautés particulières, dont la communauté générale était composée. Les confréries religieuses, en resserrant encore les liens qui unissaient entre elles les personnes d'une même profession, leur donnèrent des occasions plus fréquentes de s'assembler et de s'occuper, dans les assemblées, de l'intérêt commun des membres de la société particulière, qu'elles poursuivirent avec une activité continue, au préjudice des intérêts de la société générale. — Les communautés, une fois formées, rédigèrent

des statuts, et, sous différents prétextes du bien public, les firent autoriser par la police. — La base de ces statuts est d'abord d'exclure du droit d'exercer le métier, quiconque n'est pas membre de la communauté : leur esprit général est de restreindre, le plus qu'il est possible, le nombre des maîtres, de rendre l'acquisition de la maîtrise d'une difficulté presque insurmontable pour tout autre que pour les enfants des maîtres actuels. C'est à ce but que sont dirigées la multiplicité des frais et des formalités de réception, les difficultés du chef-d'œuvre, toujours jugé arbitrairement, surtout la cherté et la longueur inutile des apprentissages, et la servitude prolongée du compagnonnage; institutions qui ont toujours l'objet de faire jouir les maîtres gratuitement pendant plusieurs années du travail des aspirants ». Les abus signalés ici étaient, en effet, excessifs; il y avait tel métier où l'apprentissage durait dix années.

Il était impossible que les prétentions au monopole, qui s'étaient déjà produites de la part des marchands de Paris, ne se produisissent pas dans les corps de métiers. En effet, le préambule de l'édit de 1776 continue ainsi : « Les communautés s'occupèrent surtout d'écarter de leur territoire les marchandises et les ouvrages des forains; elles s'appuyèrent sur le prétendu avantage de bannir du commerce des marchandises qu'elles supposaient être mal fabriquées. Ce motif les conduisit à demander pour elles-mêmes des règlements d'un nouveau genre, tendant à prescrire la qualité des matières premières, leur emploi et leur fabrication. Ces règlements, dont l'exécution fut confiée aux officiers des communautés, donnèrent à ceux-ci une autorité qui devint un moyen non-seulement d'écarter encore plus sûrement les forains, sous prétexte de contraventions, mais encore d'assujettir les maîtres mêmes de la communauté à l'empire des chefs, et de les forcer, par la crainte d'être poursuivis pour des contraventions supposées, à ne jamais séparer leur intérêt de celui de l'association, et par conséquent à se rendre complices de toutes les manœuvres inspirées par l'esprit de monopole aux principaux membres de la communauté » (*V. Jur. gén., v^e Industrie et commerce, n^{os} 6, 16 et suiv.*).

Ce qui facilita beaucoup la création des communautés des marchands et des corps de métiers, nées d'ailleurs des nécessités du temps, c'est que leur constitution était pour le roi, à Paris et dans les autres grandes villes, ou pour les seigneurs, l'occasion d'exiger des maîtres un prix d'achat et une redevance annuelle. — Les corps de métiers rendaient la justice chez eux pour les faits relatifs aux métiers. Ils avaient des syndics pour la défense des intérêts communs. Mais les métiers et les marchands ne furent pas d'abord sous la même autorité. Les premiers obéissaient au prévôt de Paris, qui siégeait au Châtelet; les seconds, au prévôt des marchands, qui siégeait au Parloir aux bourgeois. Au XIV^e siècle, les métiers et les marchands furent soumis à la même autorité et à la même juridiction, celle du prévôt des marchands. Mais la charge de prévôt des marchands fut déclarée supprimée par une ordonnance de janvier 1382, qui réunit la Maison de ville de Paris à l'office de la prévôté de Paris; et comme cette ordonnance de 1382 était restée sans exécution, ainsi qu'il arriva fréquemment aux actes de l'autorité souveraine jusqu'à Henri IV, une seconde ordonnance d'avril 1402 la renouvela, et fut pleinement exécutée.

La constitution en corps ou communauté donnait de telles garanties au droit individuel, que de toutes parts on constitua des communautés. Les légistes de toutes classes, avocats, procureurs, formèrent des ordres; les chevaliers, les bourgeois, sollicitèrent des privilèges de corporation. Était-ce un mouvement raisonné? Non. Provenait-il d'un sentiment, peut-être indistinct, des conditions de la liberté, et, par conséquent, d'un sentiment de prudence? Assurément. Les corporations, confréries, etc., étaient autant d'abris pour ceux qui en faisaient partie; car la force individuelle, pour résister à une injustice, se trouvait multipliée par la force collective de la confrérie, qui ne pouvait souffrir dans l'un de ses membres sans souffrir dans le corps tout entier. Toutes ces corporations, avec leurs magistratures indépendantes, mettaient la puissance additionnée de tous ceux qui les composaient au service du droit atteint ou menacé dans un seul. L'autorité ne pouvait y toucher sans qu'il en sortît un « long gémissement ». Que l'on passe, en effet, en revue toutes les garanties imaginables de liberté, et l'on ne trouvera comme véritablement efficaces que celles dans lesquelles l'intérêt de l'individu est lié à celui d'une classe, de telle sorte qu'il participe pour lui-même à l'inviolabilité de toute la classe. Il n'y a qu'une force collective qui puisse, sinon lutter contre la force centralisée, au moins

y résister longtemps et avec avantage. La constitution de la société française, au sortir de longs siècles d'anarchie féodale et de guerre étrangère, se fit donc d'elle-même, par le besoin de liberté et surtout de garanties. Les rois de France y aidèrent, peut-être un peu par faute de prévoir que la force qu'ils communiquaient aux communautés, rien qu'en approuvant leur constitution et en leur accordant la franchise d'une juridiction exceptionnelle, devait infailliblement arriver à limiter l'autorité royale. Les institutions et magistratures domestiques du pays, les privilèges et immunités des grands corps judiciaires de l'État, furent, en effet, pendant des siècles, les éléments pondérateurs d'une monarchie absolue dans la forme et l'apparence, mais qui, par l'effet de ces privilèges reconnus, était loin de l'être en réalité.

Les principales communautés, les véritables universités, à la fin du XV^e siècle, étaient les universités pour l'enseignement. Les commencements de l'Université de Paris, la plus ancienne sans doute des universités de France, sont fort obscurs. Peut-être ne faut-il la faire dater que du XIV^e siècle, si l'on veut parler de l'Université comme elle a été connue pendant longtemps. Jusqu'alors l'enseignement à tous les degrés était dans les mains du clergé. Les élèves, relevant des maîtres, se soumettaient comme ceux-ci à la juridiction ecclésiastique.

En 1200, une ordonnance de Philippe-Auguste reconnut aux écoliers de Paris plusieurs immunités; mais le premier document où la corporation des écoliers se révèle est une institution d'Innocent III de 1203 (C. *Quia in causis*, Grég. IX, De *procuratoribus*). Les écoliers demandant au pape qu'il leur fût permis d'avoir un syndic, le pape répond que, quoique leur communauté — *vestra universitas* — puisse en avoir sans autorisation, d'après le droit commun, il leur concède néanmoins l'autorisation d'en établir un. Le droit commun dont parle ici Innocent III était le droit romain, qui permettait à toute *universitas*, à toute communauté, de constituer un procureur (*Dig.*, liv. III, tit. III, l. 10 et 73). — Depuis le premier édit de Philippe-Auguste, les rois de France ont successivement concédé à l'Université ou écoliers de Paris de nombreux privilèges, de nombreuses exemptions. En 1311, une ordonnance de Philippe le Bel imposa au chevalier du guet de la ville de faire serment, à son entrée en charge, de respecter en toutes circonstances les privilèges de l'Université. En 1340, une ordonnance de Philippe de Valois l'exemptait de tous péages, de toutes impositions; elle constituait pour son juge le prévôt de Paris, sous le titre de Conservateur des privilèges royaux de l'Université; le prévôt, à son entrée en charge, devait prêter serment de conserver ces privilèges, entre les mains du fonctionnaire ecclésiastique institué comme recteur (Pasquier, *Recherches de la France*, liv. III, chap. XXIX). La formule du serment était connue du temps de Pasquier (*Ibid.*); on la retrouverait encore dans les anciens registres de l'Université.

Mais cela n'était pas l'Université, qui devint bientôt une puissance dans l'État. Pour comprendre ce qu'était l'Université aux XIII^e et XIV^e siècles, il faut distinguer le personnel enseignant et les écoliers et étudiants — il y en avait de tous âges — auxquels l'enseignement était dispensé. Le personnel enseignant appartenait au corps de l'Église, et, sans doute, dans l'origine, était soumis à la juridiction de l'évêque de Paris. Vers le temps de Louis le Jeune et de Philippe-Auguste, on commença, dit Pasquier, d'avoir quelque image de magistrature dans le diocèse de Paris, pour la direction des écoles (*Recherches de la France*, liv. IX, chap. XXI). Dès lors, dans le langage du droit canonique, mais dans le droit canonique seul, l'Université commença à signifier les maîtres et les élèves (V. une bulle de Grégoire IX rapportée dans Pasquier, liv. IX, chap. XXXVII). La magistrature de l'Université était personnifiée dans le chancelier, et paraît avoir été soumise au Saint-Siège dès l'origine; car, depuis Innocent III, on voit les papes intervenir dans les choses de l'enseignement, soit directement par leurs constitutions, soit par leurs légats envoyés en France pour les causes compliquées. Quant aux étudiants, ils formaient une communauté distincte, et c'est à eux, soit comme étudiants, soit comme formant une corporation depuis la constitution d'Innocent III, non aux maîtres, qu'étaient concédés les privilèges des ordonnances, depuis Philippe-Auguste jusqu'à Philippe de Valois.

Faute d'avoir saisi cette distinction, des historiens de l'Université sont tombés dans une grave erreur; ils ont fait naître l'Université telle qu'elle apparut plus tard, deux cents ans avant qu'elle n'existât. Par exemple, M. Laferrière (t. IV, p. 252) suppose que la constitution d'Innocent III et les

ordonnances des rois faites pour les *Parisienses scholares* étaient adressées aux maîtres et aux élèves. Mais de quel droit les rois auraient-ils concédé des privilèges à des clercs qui avaient déjà les leurs, et ne relevaient aucunement de son autorité? Comment peut-on supposer que des ecclésiastiques auraient été soumis, par faveur, à la juridiction du prévôt de Paris? Les maîtres et les écoliers ont toujours été distingués, même quand ils furent soumis à la même autorité. L'Université, comprenant le corps enseignant et le personnel des étudiants, formant une communauté dans l'Église, avec sa magistrature propre, n'a commencé d'exister, au regard du pouvoir laïque, que vers la fin du XIV^e siècle. Et même après que la dénomination d'Université fut passée de la communauté des étudiants au corps enseignant, pour ne plus désigner, quand le mot est employé seul, que les maîtres, comme on le voit dans les historiens du temps et dans Pasquier, les étudiants de tous âges continuèrent de former une communauté, une *université* distincte.

Quoi qu'il en soit de ces commencements obscurs, l'Université, considérée comme corps enseignant, dépendant de l'Église, mais ayant une magistrature distincte et une action propre, acquit bientôt une autorité et une puissance telles, qu'elle figurait comme corps indépendant parmi les grands corps de l'État. Au XV^e siècle, elle est placée, pour l'enseignement, sous la direction d'un recteur; elle organise un enseignement complet, crée des Facultés, des collèges pour tous les âges et pour toutes les sciences. Sous l'autorité du chancelier de l'Université, elle intervient dans toutes les grandes affaires du pays, de la fin du XIV^e siècle à la fin du XV^e siècle. Elle combat, en 1413, la pluralité des trésoriers généraux. Elle s'érige dans le même temps, non sans un titre au moins apparent, en conservatrice des libertés de l'Église gallicane, quoique placée elle-même sous la juridiction immédiate de la cour de Rome; elle fait repousser au nom du clergé l'établissement des deux décimes, que le pape Alexandre V voulait lever sur l'Église de France. Il lui arrive bien quelquefois d'être réprimée dans ses entreprises par le Parlement, comme lorsqu'en 1417 elle veut soustraire ses membres à la juridiction des Ordinaires; mais elle résiste jusqu'à ce qu'une ordonnance de Charles VII, de 1446, la soumette, pour ces causes, à la juridiction du parlement. — Cependant, au milieu des troubles des derniers temps de l'invasion anglaise, l'Université avait quelque peu compromis sa dignité, notamment dans le procès de l'héroïne Jeanne Darc; son autorité en décrut d'autant.

La théologie fut longtemps le seul enseignement de l'Université, et demeura toujours le premier. Robert Sorbon, chapelain de Saint-Denis, avait créé un établissement spécial, où l'on professait la théologie. Ce fut le commencement de la Faculté de théologie, de l'ancienne Sorbonne, dont l'autorité doctrinale fut pendant des siècles si considérable, à raison des lumières des hommes qui la composaient. La puissance laïque soumettait à la Sorbonne les questions de dogme, et suivait ordinairement ses décisions pour les difficultés politiques ou civiles dont ces questions étaient l'occasion. Mais l'Université n'avait pas seulement pour mission l'enseignement de la théologie. Il y avait, outre la Faculté de théologie, la Faculté des décrétistes pour le droit canon, des physiciens pour la médecine, des maîtres ès arts pour les lettres. Dans ses pensionnats ou pédagogies, elle enseignait la grammaire, c'est-à-dire préparait les élèves à l'enseignement supérieur.

Au XV^e siècle, l'Université parut devoir être reconstituée, sur des bases sinon nouvelles, au moins amendées. La reconstitution fut opérée en 1452 par le cardinal d'Estouteville, légat en France. La qualité du réformateur fait connaître que l'Université n'était pas alors laïque; l'élément ecclésiastique, en effet, y dominait de beaucoup. Il y avait cependant déjà des laïques dans l'Université; mais ils étaient soumis aux règles canoniques; par exemple, ils ne pouvaient se marier. En 1452, le mariage fut permis aux professeurs de médecine. L'élément laïque, à partir de ce temps, se développa considérablement.

L'Université reconstituée reconquit en grande partie son ancienne autorité. Représentée à l'assemblée du clergé à Bourges, en 1438, elle contribua beaucoup à faire adopter la Pragmatique Sanction de Charles VII. Sous Louis XI, qui était si jaloux de son autorité, si hostile aux privilèges des communautés quand ils limitaient cette autorité, l'Université ne fut pas en faveur. Mais elle redevint puissante sous Charles VIII; elle fit sanctionner tous ses privilèges par les États de 1484.

Il n'a été question jusqu'ici que de l'Université de Paris. Cependant ce n'était pas la seule qu'il y

eût dans le royaume. La ville de Toulouse, dès le XIII^e siècle, et ensuite Montpellier, Orléans, eurent les leurs. L'Université de Caen fut établie par les Anglais, au commencement du XV^e siècle, sous la minorité d'Henri VI d'Angleterre. C'était la seule université en France qui ne fût pas établie au siège d'une ville archiépiscopale ou épiscopale. A la fin du XVI^e siècle, il y avait en France quatorze universités, toutes indépendantes les unes des autres, formant des communautés distinctes. Mais la grande Université, la *filie aînée des rois de France*, comme François I^{er} lui en donna le titre, c'était l'Université de Paris (1).

Revenons aux principes du droit public français de l'époque où se ferme le moyen âge. Les communautés de toutes sortes étaient alors pour les individus des garanties de liberté; mais il faut dire, hélas! que le peuple des campagnes n'avait pas de garanties pareilles. Aussi quelles plaintes navrantes la situation misérable de l'homme des champs ne fait-elle pas éclater dans les rares occasions où l'on peut parler en son nom! Elles retentirent éloquemment, comme on sait, aux États-Généraux de 1484. Le campagnard n'avait d'autres garanties que celles qui résultaient d'une administration, il est vrai, en voie de perfectionnement, d'une organisation judiciaire qui laissait encore beaucoup à désirer, et des principes de bonne politique déposés dans un ensemble de dispositions écrites et de coutumes que l'on appelait les lois du royaume ou lois de l'État.

Il a déjà été parlé des lois du royaume et de la distinction de ces lois d'avec celles que la royauté pouvait rapporter par sa seule volonté (*suprà*, p. 115). Les lois fondamentales du royaume sont unies et annexées à la Couronne; le prince ne peut y déroger : tel est le principe rappelé, sans qu'il y ait jamais été contredit, dans maintes circonstances solennelles, particulièrement aux États-Généraux, dans les remontrances des cours souveraines, même dans de nombreux édits et ordonnances, pour en augmenter l'autorité. Les rois juraient à leur sacre de les maintenir. Voyons quelles étaient les principales règles de l'ancien droit monarchique français.

La première loi fondamentale était celle de la succession au trône. En France, la Couronne était transmissible de mâle en mâle, en ligne directe, par ordre de primogéniture, à l'exclusion des femmes. La représentation était admise à l'infini, tant en ligne directe qu'en ligne collatérale : il en résultait que le prince aîné de la branche aînée excluait tous les autres princes des branches cadettes, alors même qu'il y aurait eu dans ces branches cadettes quelque prince plus proche parent du roi mort. — Un autre principe, qui était déjà appliqué dans la matière de la succession des fiefs, complétait cette théorie de la succession au trône. Alain Chartier, d'après Laurière sur Loysel (*Institutes cout.*, liv. II, tit. V, 9), le formulait ainsi : « Toutes fois et quantes que femme est déboutée d'aucune succession comme de fief noble, les fils qui en viennent et descendent en sont aussi forclos ». En d'autres termes, le fils non-seulement n'arrivait pas au trône par représentation de sa mère, mais encore, à raison de la forclusion de celle-ci, il n'y arrivait jamais de son chef.

Ces principes reçurent des applications mémorables au XIV^e siècle. Philippe le Bel, en mourant, laissait trois fils, qui furent successivement rois tous trois, mais moururent coup sur coup. A la mort de l'aîné, qui était Louis le Hutin, ce ne fut pas la fille de Louis le Hutin qui succéda, mais Philippe le Long, son frère (an 1316). Philippe le Long étant venu à mourir, laissant lui-même des filles, la fille aînée de Philippe ne succéda pas à la Couronne; la Couronne passa au frère, à Charles le Bel (an 1322). Enfin, Charles le Bel étant venu à mourir (an 1328), Philippe de Valois, qui n'était que son cousin, hérita de la couronne par préférence aux filles de ses trois prédécesseurs, et par préfé-

(1) *Université*. ce mot désigne aujourd'hui le corps de l'État chargé de l'enseignement de l'État. Comme on vient de voir dans l'historique, l'ancienne Université était une corporation, la corporation enseignante; on entendait parler de cette corporation quand on disait l'Université, sans autre désignation. Mais le mot *université* désignait originairement, comme en droit romain, tout corps moral constitué; les artisans, les gens de métier formaient des universités avec leurs procureurs, leurs syndics. La dénomination d'université n'était donc pas donnée au corps enseignant à raison, comme on l'a quelquefois écrit à tort, de l'universalité de son enseignement. Cela eût été en fait inexact. On appelait ainsi le corps enseignant parce qu'il avait formé la première corporation, et qu'il était resté le plus important et le plus élevé en dignité.

rence à Édouard III, roi d'Angleterre, petit-fils par Isabelle, sa mère, de Philippe le Bel. — La question avait paru faire quelque doute la première fois qu'elle se présenta, à la mort de Louis le Hutin. Le Parlement, cherchant un texte pour appuyer une décision à laquelle poussait le vœu populaire, exhuma le titre *De Alode* de la loi salique (V. *suprà*, p. 68). Ainsi une loi privée, tombée en désuétude depuis des siècles, fournit une autorité pour l'établissement du principe fondamental de l'ancien droit public monarchique. — Mais, après cette première décision du Parlement, le droit public sur la succession à la Couronne parut fixé. Philippe le Long avait laissé des filles; la fille aînée de ce prince n'éleva aucune prétention contre Charles le Bel, son oncle. Quand, après la mort de Charles le Bel, Édouard III d'Angleterre voulut faire valoir les prétendus droits qu'il tenait du chef de sa mère sur la Couronne de France, il se heurtait à une question définitivement jugée. Il devait être repoussé par la maxime formulée par Alain Chartier. Aussi ne trouva-t-il que des jurisconsultes anglais pour défendre ses prétendus droits (F. Hotman, *Franco Gallia*, cap. VIII; Pasquier, *Recherches de la France*, liv. II, chap. 18).

Le principe de l'hérédité de la Couronne ne remonte pas au delà de Hugues Capet. Sous les Mérovingiens et les Carlovingiens, la royauté était élective, à peu près comme celle du Saint-Empire germanique, c'est-à-dire que l'élection maintenait la Couronne ordinairement dans la même famille. A partir de Hugues Capet, la monarchie élective devint héréditaire, et l'hérédité s'établit par le sacre, comme l'a remarqué, le premier, Chateaubriand (*Études historiques*, t. III, p. 76; éd. Furne, 1836). Pour assurer la transmission de la Couronne à leurs fils aînés, les six premiers rois de France de la troisième dynastie les firent sacrer de leur vivant. Louis VIII même, longtemps après les premiers Capétiens, fit sacrer, avant de mourir, Louis IX, qu'il allait laisser enfant. Le caractère sacré dont le fils aîné du roi était ainsi revêtu détournait les grands de toute pensée de compétition au trône. Depuis, le principe de l'hérédité ne cessa pas de prévaloir : on l'appela légitimité; mais cette légitimité, qui ne signifia plus que l'hérédité considérée comme un principe salubre et d'une utilité indiscutable dans les idées du temps, reconnue par tous jusqu'à la chute de l'ancienne monarchie, eut, comme on le voit, une origine religieuse.

Le second principe fondamental de l'ancien droit public monarchique était l'inaliénabilité de la Couronne et du domaine de la Couronne. Le roi ne pouvait ni aliéner les droits de la Couronne, ni démembrer le royaume, ni même l'obliger, soit pour dette, soit par alliance, sans le consentement des États ou, en leur absence, du Parlement (Loyseau, *Traité des Offices*, liv. II, chap. II, n° 30 et suiv.). Ce principe remontait assez haut; car on voit, en 1318, Philippe le Long révoquer les donations de biens domaniaux faites par Philippe le Hardi et Philippe le Bel. La fameuse ordonnance de 1356 opéra de pareilles révocations. L'ordonnance de mai 1413, les délibérations des États de 1484, l'ordonnance de juin 1539, sous François I^{er}, et l'ordonnance de juillet 1566, proclament le même principe. Le domaine de la Couronne comprenait toutes les seigneuries dépendant de l'ancien duché de France, qui s'étendait de la Somme à la Loire, et tout ce qui dans le cours des temps échut au roi par reversion, par confiscation pour félonie, par défaillance d'héritiers dans les fiefs, mariages, etc. Outre le domaine de l'ancien duché de France, la Couronne avait acquis ainsi et possédait au XVI^e siècle la Bourgogne, la Guyenne, le Languedoc, la Champagne, la Bretagne, la Normandie, etc. Le roi ne pouvait aliéner seul que les seigneuries dont il était seulement suzerain, parce que ces seigneuries n'étaient pas unies et annexées à la Couronne, mais régies par le droit féodal. Deux cas seulement étaient exceptés, dans lesquels le roi pouvait aliéner seul partie des domaines de la Couronne, à savoir pour constituer un apanage aux enfants de France et pour pourvoir aux nécessités pressantes de la guerre; et encore les domaines étaient-ils, dans ce dernier cas, seulement engagés, et partant toujours rachetables (V. *Jur. gén.*, v^{is} *Domaines engagés* et *Domaine apanager*).

Les apanages ne remontaient guère au delà de Philippe le Bel. Sous les rois des deux premières races, le royaume se partageait comme un patrimoine. Quand le droit de primogéniture entra dans le droit public monarchique, et que tout le royaume fut, comme on disait, la légitime du prince, les rois commencèrent à constituer des apanages à leur avènement au trône, c'est-à-dire à donner à leurs frères des domaines dont le revenu formait leur dotation, et à constituer des mariages à

leurs sœurs et filles (Chopin, *De Domanio*, liv. II, *passim*). Cette pratique était empruntée au droit féodal, qui autorisait les frères puînés à demander au frère aîné « qu'il leur face et donne leur sostenance, selon le fié et leur hauteesse », quand le partage du fief par le père les avait trop réduits (P. Defontaines, *Conseil*, chap. XXXIV, 4 et 9).

Il convient d'observer cependant ici que l'apanage n'était pas une véritable aliénation du domaine royal, mais plutôt une délégation des revenus annuels de la portion du domaine constituée en apanage. Cela est si vrai que, quand un prince apanagiste venait à mourir sans laisser d'héritiers directs, l'apanage n'appartenait pas aux héritiers collatéraux, mais faisait retour à la Couronne, comme cela fut jugé par la cour des Pairs en 1243, à propos des prétentions de Charles d'Anjou, roi de Sicile, frère de saint Louis, réclamant les comtés de Poitiers et d'Auvergne, comme frère d'Alphonse, oncle de Philippe le Hardi (Pasquier, *Recherches de la France*, liv. II, chap. XVII; V. aussi Merlin, *Répertoire*, v° *Apanage*, I). Il fut jugé alors que le droit de succession *n'était pas applicable*. Et même, depuis Philippe le Bel, les filles en ligne directe ne succédaient pas davantage aux apanages (*Ibid.*). — Quand une partie du domaine était constituée en apanage comme dot à une fille de France, le domaine était seulement *engagé* et pouvait être repris en payant l'argent de la dot (V. Loysel et Laurière, *Institutes*, liv. pré., V). Le Parlement tenait la main à ce qu'il en fût ainsi, par ses réserves ordinaires sur l'enregistrement des lettres patentes constituant des dots aux filles de France (*Ibid.*).

Les domaines engagés pour nécessités pressantes de guerre étaient toujours rachetables. Laurière, sur Loysel, indique des arrêts qui jugèrent ainsi sous François I^{er} (*Institutes cout.*, *ibid.*). Le premier exemple d'un engagement du domaine pour cette cause eut lieu sous Charles VIII dans son aventureuse expédition d'Italie. Le roi, se trouvant à Plaisance en grand besoin d'argent, en octobre 1494, adressa au Parlement des lettres patentes pour engager son domaine jusqu'à concurrence de cent vingt mille écus. Le Parlement vérifia immédiatement, quoiqu'à contre-cœur, les lettres patentes du roi, pour lui permettre d'en finir avec cette malencontreuse affaire; mais il ajouta la clause : *Sans tirer en conséquence* (Pasquier, *Recherches de la France*, liv. VI, ch. 28).

C'était encore une loi du royaume, que l'inamovibilité des offices. Comme les offices avaient été concédés presque tous, et depuis François I^{er} tous sans exception, moyennant finance, l'inamovibilité n'était autre chose que le respect de la propriété. Il se trouva heureusement qu'elle contenait une garantie d'indépendance profitable aux justiciables; il y avait ainsi deux raisons pour qu'elle fût un principe constitutionnel; elle le devint sous Louis XI. Loyseau s'exprime ainsi à cet égard : « L'ordonnance de Louis XI a été faite pour lier les mains aux rois, et pour borner et retrancher en ce point-ci la puissance absolue, en tant que par un commun usage ils avaient réduit en droit commun la destitution des officiers, par l'invention de cette clause « tant qu'il nous plaira », qu'ils mettoient par un style ordinaire, comme ils font encore à présent en toutes les provisions des officiers, afin de les rendre destituables : l'effet et l'énergie de laquelle clause, cette ordonnance a justement aboli; même a ôté le pouvoir aux rois de destituer leurs officiers à volonté. Et partant c'est désormais une loi de l'État, et comme fondamentale du royaume, laquelle en cette qualité ce roi fit jurer à son successeur » (*Traité des Offices*, liv. 5, chap. 4, n° 70. — V. *Jur. gén.*, v° *Office*).

Qu'il nous soit permis de faire ici une remarque d'où peut sortir un des plus féconds enseignements de l'histoire du droit. La vénalité des offices se dissimula à l'origine sous l'apparence d'un don volontaire, on dirait aujourd'hui patriotique, du titulaire nommé à l'État; il parut naturel que l'officier nommé signalât son entrée en charge par un acte de désintéressement; mais au XV^e siècle les offices étaient devenus une véritable marchandise, l'objet d'un encan. Dans la société religieuse, un fait semblable se produisit : tous les abus dans le droit ecclésiastique commencèrent ainsi fort innocemment. Sachons comprendre l'enseignement. L'abus n'est ainsi le plus souvent, à l'origine, qu'une légère, une imperceptible déviation du droit; puis il se généralise, grandit, s'impatronte dans la constitution du pays; il devient la base d'attentes légitimes et fondées; il passe dans le droit des contrats, et quand il est devenu extrême, intolérable, on ne peut plus l'extirper qu'en portant la main sur des droits légitimement acquis. Dans une proportion moindre, telle est l'histoire des offices mi-

nistériels de nos jours ; un droit de présentation très-innocent est devenu avec le temps une propriété. Grande leçon pour le législateur de tous les temps ! C'est à propos d'abus surtout qu'il faut dire : *Principiis obsta.*

Faut-il considérer comme une loi fondamentale du royaume que les États-Généraux fussent consultés dans toutes les affaires graves, et qu'aucun impôt ne pût être levé sans leur consentement ? Les États de 1484 l'entendaient ainsi (*suprà*, p. 115). Mais il eût fallu pour cela que la tenue de ces assemblées fût moins irrégulière. Par la force des circonstances politiques, la souveraineté de l'autorité des États fut impossible. La seule garantie qui pût y suppléer était dans le droit pour les parlements de présenter des remontrances à propos des ordonnances qu'ils avaient à enregistrer. Nous avons déjà parlé du droit de remontrance, nous aurons à y revenir plusieurs fois dans l'histoire des temps qui nous restent à parcourir.

Dans ce système constitutionnel, s'il est permis d'appliquer une locution aussi moderne au droit public d'une époque qui ne l'eût pas comprise, les particuliers avaient deux droits que la constitution politique et l'organisation judiciaire du pays avaient en vue de garantir : la liberté personnelle et la propriété. — Mais la liberté personnelle n'était pas encore, aux XV^e et XVI^e siècles, — bien loin de là, — cette liberté idéale, protégée contre les attentats du pouvoir, telle, en un mot, que la comprennent de tout temps les Anglais. On n'entendait alors par liberté que la condition civile de tout homme qui n'était pas esclave ; la seule charte de la liberté était l'ordonnance de Louis X (V. *suprà*, p. 136). Quant à cette liberté philosophique qui a son principe dans le respect obligatoire de la personne humaine, et dont l'individu est autorisé à faire prévaloir les attributs à l'encontre des prétentions de l'autorité publique, on n'en soupçonnait pas l'existence ; elle n'était défendue contre l'abus que par les formes judiciaires ; mais, de fait, les formes judiciaires la protégeaient sérieusement contre des abus d'autorité, quoique dans aucun temps la liberté des sujets, même des plus élevés, n'ait été à l'abri des atteintes de l'autorité royale, ou de ceux qui exerçaient l'autorité au nom du roi.

Pour connaître les droits de l'autorité royale sur la personne des sujets, il faut savoir par quels actes elle procédait. — L'ordonnance était le terme générique par lequel on désignait tout acte législatif du roi ; mais il y avait des ordonnances de plusieurs sortes. On désignait toujours par le nom seul d'ordonnances les actes législatifs faits sur l'ensemble de toute une matière, comme la procédure, le commerce, etc., soit qu'ils eussent été faits sur les remontrances des États, comme la fameuse ordonnance du roi Jean, en 1356, et plus tard les ordonnances d'Orléans et de Blois, soit qu'ils émanassent du propre mouvement du roi, comme les grandes ordonnances de Louis XIV. — On appelait Édits les ordonnances du propre mouvement du roi, portant établissement ou défenses ; Déclarations du roi, les ordonnances explicatives d'ordonnances antérieures, ou contenant des extensions ou des dérogations à ces ordonnances ; Lettres patentes, les ordonnances ouvertes envoyées au chancelier pour qu'il les revêtît du grand sceau : elles avaient ordinairement pour objet des affaires relatives aux communautés ou aux particuliers ; Lettres closes ou lettres de cachet, celles qui étaient adressées fermées à l'officier qui devait en procurer l'exécution : celles-ci étaient munies du *scel du secret*, dont un chambellan du roi était le dépositaire.

Les lettres closes ne paraissent pas avoir été désignées sous la dénomination de lettres de cachet avant l'ordonnance générale de 1560 (art. 3), rendue sur les remontrances des États d'Orléans. Des lettres de cachet accompagnaient quelquefois les lettres patentes adressées aux grands corps judiciaires ; elles contenaient alors ordre exprès du roi pour l'enregistrement de ces dernières. Dans les derniers temps de la monarchie, les lettres de cachet n'étaient plus guère d'usage que pour ordonner l'arrestation arbitraire d'un personnage. A raison de cet emploi ordinaire de cette sorte de mandements royaux, l'opinion arriva à identifier l'abolition des lettres de cachet avec le respect qu'elle demandait à l'autorité d'observer pour la liberté individuelle. Aussi, dans les cahiers des États-Généraux de 1789, en demandant que l'usage des lettres de cachet fût aboli, les cahiers demandaient en fait que la liberté individuelle des sujets ne fût plus à la merci des caprices d'un conseiller du roi.

La propriété était plus efficacement garantie dans la constitution coutumière de l'ancienne France.

Au temps de la monarchie gallo-franque, la propriété des *sujets*, à l'encontre même des prétentions du souverain, a été reconnue jusque dans des actes publics. On citait l'Écriture, l'usage, pour défendre la franchise de la propriété. La loi des Wisigoths, pour les provinces du Midi, avait confirmé expressément une décision du huitième concile de Tolède, tenu en 653, qui proclamait le caractère absolu de la propriété des particuliers au regard du droit du prince (liv. II, chap. 6). Dans les principes du droit féodal, la propriété ne pouvait pas avoir ce caractère absolu; car il était de l'essence du fief que le domaine éminent fût joint à la souveraineté dans les mains du suzerain. Cependant des lettres patentes de Charles VI, de 1407, ne reconnaissent au roi le droit de prendre la propriété d'un particulier que pour cause d'utilité publique et moyennant indemnité : « Pour le bien, tuition et défense de notre peuple, et l'utilité de la chose publique de notre royaume, nous avons droit et nous est loisible, par puissance souveraine et spéciale prérogative royale, de prendre et appliquer à notre domaine les terres, châteaux, ports de mer, et autres lieux étant en frontière de nos ennemis, que nous veons être nécessaire à la générale garde, tuition et défense de nos sujets, et à la sureté universelle de notre dit royaume, en faisant condigne récompensation à ceux desquels nous prendrions lesdits lieux, du loyal prix et juste valeur d'iceux lieux et des autres interets et loyaux coustemens; et de ce droit aient joui et usé nos devanciers rois de France, quand nécessité et expédiente utilité de ladite chose publique de nostre dit royaume l'a requis et y survenue. »

Juvénal des Ursins, chancelier de Charles VII, disait au roi dans une remontrance : « On m'a rapporté qu'il y a en votre Conseil un qui en votre présence dit, à propos de lever argent du peuple, duquel on alleguait la pauvreté, que le peuple toujours crie et se plaint, et toujours paye; qui fut mal dit en votre présence : car c'est plus parole qui se doit dire en présence d'un tyran inhumain, non ayant pitié et compassion du peuple, que de vous qui êtes roi très-chrétien. Quelque chose qu'aucuns dient de votre puissance ordinaire, vous ne pouvez pas prendre le mien; ce qui est mien n'est pas votre. Peut bien être qu'en la justice vous êtes souverain, et va le ressort à vous. Vous avez votre domaine et chacun particulier le sien » (V. *Maximes du Droit public français*, publiées à Amsterdam en 1775, t. I^{er}, p. 85).

Ainsi l'usage, l'opinion, la royauté elle-même, répudiaient le principe féodal de la propriété, et lui rendaient son vrai caractère. Pendant toute la durée de la monarchie, une pratique constante a confirmé ce principe, que la royauté n'a jamais enfreint sans soulever d'énergiques protestations. Le principe contraire n'a pu être exprimé que sous l'absolutisme de Louis XIV (*Mémoires et instructions pour le dauphin*, 1806, t. II, p. 93) : tant il est vrai, comme on l'a dit avec raison, que c'était la liberté qui était ancienne et le despotisme qui était nouveau en France!

Il faut ajouter aux garanties de l'ancienne constitution coutumière de la France, l'usage pour les parlements d'adresser des remontrances à la royauté à l'occasion de l'enregistrement des ordonnances (V. *suprà*, p. 121). Il faut ajouter aussi les coutumes; car le droit civil d'un pays, coutumier ou écrit, fait partie intégrante de sa constitution politique: il en est le premier élément. Or, telle qu'elle était, cette ancienne constitution de la France n'était pas chose vaine. Un grand connaisseur en constitutions politiques, Machiavel, la trouvait excellente, pour l'époque s'entend, et la donnait comme modèle. Il est vrai que les droits de l'autorité et ceux de la nation n'y apparaissent pas bien délimités; mais les abstractions politiques n'auraient pas été comprises, et dans l'état des mœurs elles eussent été un nonsens. Dans la période de formation lente ou rapide d'une société, on ne discute pas sur des droits abstraits; tout y est concret. La royauté et la nation s'accordaient jusqu'à la fin du XVI^e siècle comme elles pouvaient, sans se demander leurs titres. Ce n'est qu'au XVI^e siècle qu'est née l'idée des constitutions modernes, par ce que l'on appela la doctrine des pactes (Bodin, *Avertissements aux Protestants*, V, 50).

L'idée des droits de la souveraineté et des droits de la nation mis en présence et partagés est, en effet, moderne; elle est née de la Réforme; l'antiquité ne l'a pas connue. Périclès, Sylla, Marius, César, Brutus, disputaient pour le pouvoir ou contre la tyrannie sans paraître soupçonner l'existence d'un pouvoir de droit, légitime dans telle mesure, illégitime au delà. Platon, Aristote, Cicéron, qui ont connu aussi bien que nous les conditions d'existence et de durée des États, et les ont placées

dans la pondération du pouvoir, réalisée de nos jours sous la forme des gouvernements représentatifs, n'imaginaient pas le droit des particuliers partagé avec la souveraineté innée ou contractuelle des gouvernements. Les compétitions pour le pouvoir n'engageaient alors que des questions de bien-être ou d'ambition à satisfaire; elles ne soulevaient pas de problèmes philosophiques désintéressés. C'est la Réforme, qui, déliant les sujets de l'obéissance théologique, détendant en même temps les liens sociaux, obligeant les gouvernements à un effort général pour resserrer ces liens, plaça les gouvernés et les gouvernants en face, les amena ainsi à produire respectivement leurs titres, suscita les controverses d'où se dégagèrent le principe de la souveraineté du peuple et celui de la souveraineté limitée des gouvernements, principe inconnu jusqu'alors et qu'il n'y a pas à juger ici, mais dont il n'est pas hors de propos de marquer l'origine.

Selon l'esprit de l'ancienne constitution coutumière de la France, le roi était vraiment souverain. Dans les actes les plus anciens, comme dans les plus récents, les souverains français sont *rois par la grâce de Dieu*, ce qui implique une idée d'indépendance vis-à-vis de toutes les puissances terrestres, même celle des sujets. La formule finale des lettres patentes, des édits, est invariablement la même, expressive et laconique : *Tel est notre plaisir*. Une vieille maxime extraite des Établissements de saint Louis, à la vérité, antérieure aux États-Généraux et à la constitution définitive des parlements, dit expressément : *Le roi ne tient de nulluy fors de Dieu et de son épée*; et cette autre maxime rapportée par Loysel : *Si veut le roi, si veut la loi*, montre que les prétentions autocratiques des rois de France étaient communément acceptées. Mais il s'en fallait qu'un tel pouvoir fût sans contre-poids. La monarchie était tempérée par des lois qu'il ne dépendait pas des souverains d'anéantir : ils en juraient expressément l'observation à leur sacre. Ce n'est que plus tard que la monarchie devint absolue, sous Richelieu et Louis XIV. Comment cela arriva-t-il? Le voici :

Quand la royauté sortit de l'anarchie féodale, ce fut par sa propre puissance, sans le secours d'aucun auxiliaire; car, d'une part, le développement de la royauté était une conquête sur l'autorité des suzerains, et, d'une autre part, l'affranchissement des communes, événement contemporain de l'ébranlement des grandes suzerainetés, devait trop peu de chose à la royauté, qui même le subit plus d'une fois à contre-cœur dans ses domaines. Tandis qu'en Angleterre l'aristocratie et le peuple grandissaient concurremment avec le pouvoir central, attaquant ou se défendant de concert, selon la chance des temps, mais stipulant, après chaque effort heureux, des garanties égales, des libertés communes, la puissance des suzerains, en France, baissait sans compensation, et les libertés communales, accidents purement locaux, quoique conquises sous l'influence d'un même courant, n'avaient pas une force vitale capable de s'assurer une longue durée, encore moins de permettre une longue résistance contre le pouvoir central, désormais débarrassé de ses grands rivaux.

Aussi, pendant les cinq cents ans qui suivent, tout tend au même résultat. Les réformes politiques et civiles sont subordonnées à un objet supérieur à toute autre considération, la centralisation; les grands abdiquent et l'aristocratie se réduit insensiblement au rôle peu relevé d'une noblesse; le peuple laisse faire, ou s'il intervient, comme dans la période des guerres religieuses, c'est au profit de la royauté. Tout conspire pour accroître cette puissance. Mais il faut dire aussi qu'une succession rare de grands princes ou de grands ministres favorisa, avec une singulière intelligence et une unité de vues vraiment miraculeuse, ces conquêtes, et que, si l'esprit politique était rare en France, au moins il siégea toujours dans les conseils du roi.

Ainsi, un pouvoir central grandissant tout seul, ne recevant rien de personne et n'ayant par conséquent rien à donner; une aristocratie vaincue, faute d'avoir pu ou su se faire des alliés par des sacrifices opportuns; un peuple divisé, satisfait d'abord de quelques franchises locales, puis entrant de bon gré dans le mouvement imprimé par la royauté : tel est le résumé de l'histoire de France depuis le commencement du XIII^e siècle jusqu'à la monarchie radieuse de Louis le Grand.

Ajoutons cependant, pour compléter l'esquisse, que ce peuple, privé de garanties constitutionnelles, comme on les comprend dans les temps modernes, avec des institutions politiques trop peu définies, crée néanmoins sourdement, patiemment, siècle à siècle, une force terrible à son usage,

un esprit général, capable de faire voler en éclats, cent ans plus tard, par sa seule expansion, cette formidable et superbe machine, construite avec tant de persévérance et de bonheur.

C'est au développement de la royauté que l'on va désormais assister. Les rois de France travaillèrent à cette prodigieuse centralisation qui a fait la France d'aujourd'hui, au moyen de leurs ordonnances, pendant plus de deux siècles. Ce n'est pas que, dès avant le XVI^e siècle, les rois ne fussent intervenus dans le droit civil par des ordonnances; il y en a même un certain nombre; mais ce sont des actes ordinairement isolés, locaux. Au XVI^e siècle, l'intervention du pouvoir royal est toujours générale. On va voir se développer son œuvre dans l'ordre politique et administratif, dans l'ordre religieux et dans l'ordre civil.

CHAPITRE II. — ORDONNANCES DU XVI^e SIÈCLE.

Depuis Louis le Gros jusqu'au XVI^e siècle, les rois sont intervenus de plus en plus fréquemment, par les ordonnances, dans les affaires du seigneur avec leurs vassaux, et dans le droit civil, que les coutumes constituent insensiblement. Nous avons eu souvent à parler de cette intervention. Mais c'est surtout dans l'ordre administratif qu'elle a été le plus marquée. En 1254, un édit de saint Louis prévient certains abus que pouvaient commettre les baillis, dont il venait de créer l'office. *Defendons à nos baillis que tant come ils seront baillis, sans spécial assentiment ils ne marient ne leurs enfants ne leurs frères, sœurs, neveux, nièces, cousins, ne autres de leur mesnie à persone nule de leur baillie, ne ne mettent iceux en religion, ne ne leur acquière bénéfices en aucunes possessions.* Cette défense était renouvelée du droit romain, et fut plusieurs fois réitérée par les successeurs de saint Louis, notamment en 1302 et en 1351.

Une ordonnance de Philippe de Valois de 1336 défendit à l'évêque d'Amiens de taxer les nouveaux mariés de son fief; mais elle dut être renouvelée, à raison de son inexécution, par une ordonnance de Charles VI, du mois de mars 1388. — Diverses ordonnances de Charles V, notamment en 1367, accordèrent aux bourgeois de Rouen, du Dauphiné et de certaines parties de la Saintonge, de ne pouvoir être contraints, eux ni leurs enfants, au mariage. Par de nombreuses ordonnances contenues dans le Recueil des Ordonnances publié en 1723 par Laurière, les rois exonérèrent les vassaux de beaucoup de localités de redevances seigneuriales vexatoires ou honteuses. — A partir de la fin du XV^e siècle, l'action de la royauté devient beaucoup plus continue et générale. Avec le XVI^e siècle commence l'époque qu'on peut appeler l'ère du droit des ordonnances, quoique les ordonnances ne forment pas, à beaucoup près, tout le droit français. Ce sont, en effet, les ordonnances qui doivent presque exclusivement nous occuper jusqu'à la chute de l'ancien régime.

SECTION I^{re}. — ORDONNANCES DANS L'ORDRE POLITIQUE ET ADMINISTRATIF.

Le XVI^e siècle fut la période des grandes ordonnances générales, comprenant dans leurs dispositions les matières les plus diverses : l'administration, la justice, le droit criminel, le droit civil, les matières ecclésiastiques, etc. Parmi ces grandes ordonnances, qui étaient de véritables codes par l'importance et le nombre de leurs dispositions, il faut citer surtout l'ordonnance de Villers-Cotterets du mois d'août 1539, sous François I^{er}, œuvre du chancelier Poyet; l'ordonnance d'Orléans de 1561, l'édit de Roussillon, près de Vienne en Dauphiné, de 1563, l'ordonnance de Moulins du mois de février 1566, sous Charles IX, toutes trois œuvres du chancelier de L'Hospital, et l'ordonnance du mois de mai 1579, sous Henri III, rendue sur les cahiers des premiers États de Blois.

L'ordonnance de Villers-Cotterets, composée de 192 articles, a pour objet principal l'administration de la justice et la procédure ou *abréviation* des procès. En présence des obscurités et des indéterminations de la procédure du temps, toute amélioration devait tendre à abrégé, à simplifier les procès. Déjà deux ordonnances de 1535 et l'édit de Crémieu de juin 1536 avaient étendu la juridiction des justices royales. Mais l'ordonnance de Villers-Cotterets ne se renferma pas rigoureusement dans l'objet de son titre. Elle contient d'importantes innovations dans les matières bénéficiales du droit ecclésiastique et dans le droit civil, et elle crée la procédure criminelle. Dans l'administration de la justice, on lui doit la délimitation précise de la juridiction ecclésiastique et de la juridiction séculière. Elle défend, sous peine d'une amende laissée à l'arbitraire du juge, de citer aucun laïque devant les juges d'Église, et aux juges d'Église de provoquer ou seulement recevoir la connaissance des matières qui ne seraient pas de leur compétence, sous peine également d'amende arbitraire (art. 1 et 2).

La principale innovation due à cette ordonnance a pour objet la rédaction des sentences judiciaires. Quand l'ordre judiciaire fut à peu près établi en France, les jugements et arrêts furent constatés par écrit; mais il n'en avait pas toujours été ainsi. Jusque vers la fin du XIII^e siècle, ils reposaient dans la mémoire des juges. Quand l'existence ou la portée d'une décision était contestée, on faisait appel à leur souvenir, et cela s'appelait *record de cour*. Quand on écrivit les décisions judiciaires, ce fut en mauvais latin. Les registres dits *Olim*, dont il a été fait un fréquent usage dans cet historique pour la période du moyen âge, furent les premières archives judiciaires. Depuis l'ordonnance de Villers-Cotterets, les jugements et arrêts durent être prononcés et écrits en français (art. 110 et 111); mais ils n'étaient pas motivés, ni en matière civile ni en matière criminelle. On appela *jugements* les sentences des tribunaux inférieurs, et *arrêts* celles des parlements, *parce que là se faut arrêter*, comme disaient les anciens juristes.

C'est aussi à l'ordonnance de Villers-Cotterets que remonte l'établissement de ce que l'on appelle aujourd'hui les registres de l'état civil. Jusqu'alors les naissances et les morts n'étaient constatées par aucun acte. Pour constater une parenté ou connaître une majorité, on recourait à des enquêtes ruineuses pour les parties et incertaines dans leurs résultats. L'ordonnance voulut que dans les chapitres, abbayes et cures, il fût tenu un registre des sépultures des bénéficiers, et que ce registre fût foi en justice; elle voulut aussi que les curés tinssent un pareil registre pour les naissances, les baptêmes et les sépultures dans leurs paroisses (art. 50, 51 et 52). Les registres des baptêmes et des sépultures durent être déposés chaque année au greffe du siège royal le plus prochain (art. 53).

La procédure criminelle reçut de l'ordonnance de Villers-Cotterets quelque amélioration. Il fut pourvu à la prompt expédition du jugement des accusés, au lieu de les laisser languir misérablement dans les prisons. Mais l'ordonnance établissait le secret de la procédure, à l'égard même de l'accusé, qui ne put plus avoir communication des faits sur lesquels il aurait à répondre; et l'accusé ne put même plus se faire assister d'un défenseur (art. 162). Cette disposition barbare devait frapper le premier celui qui l'avait écrite. Le chancelier Poyet, accusé de concussion et de malversation, à l'instigation de Marguerite de Navarre, sœur du roi, et de la duchesse d'Étampes, sa maîtresse, fut traduit devant une de ces commissions dont on faisait alors usage pour prononcer sur les crimes d'État; toute communication de faits, toute défense, lui furent refusées, et, par un arrêt du 23 avril 1545, après une instruction de plus de trois ans, déshonoré, ruiné, emprisonné, il expiait le crime législatif d'avoir blessé l'humanité dans la loi. Il réclamait en vain; les commissaires lui répondaient par cette parole célèbre : *Patere legem quam tu ipse fecisti*.

Les changements administratifs de François I^{er}, sans être mauvais en somme, paraissent n'avoir eu qu'un but, faire de l'argent. Beaucoup d'institutions fiscales de l'ancienne monarchie remontent à ce prince, brillant sans doute, mais prodigue. François I^{er} créa, pour la perception des revenus du Domaine, des receveurs généraux, d'abord au nombre de seize, mais bientôt augmentés. Ils avaient sous leurs ordres, dans chaque Élection, des receveurs particuliers. En général, les services administratifs acquirent plus de régularité, et le mécanisme s'en perfectionna sensiblement. Mais la vénalité des offices publics, érigée en système, parut devoir compromettre la monarchie même. Ce

n'est pas que François I^{er} en ait conçu le premier l'idée; elle existait déjà dès les premières années du XV^e siècle, mais honteuse, dissimulée, pratiquée en secret et réprouvée ouvertement, comme on peut le voir dans de fréquentes ordonnances de Charles VII et de Louis XI. En remontant plus haut, on peut en retrouver le principe dans l'usage d'affermir la justice des fiefs. Mais François I^{er} ne recula pas devant cet opprobre de vendre ouvertement l'administration et la justice du pays. En 1522, il institua un trésorier des parties casuelles. La vénalité fut dès lors pratiquée à ce point, qu'après avoir vendu les offices existants, on en vint à créer des offices nouveaux exprès pour les vendre. On sait combien cet étrange système favorisa les dilapidations de toutes sortes. Toutefois, il eut un bon résultat, celui de convertir par l'appât de la spéculation un certain nombre d'offices seigneuriaux en offices royaux. Mais ce qui peut surprendre, c'est que le Parlement, lors de l'admission d'un nouveau conseiller, se retranchant derrière une indulgente fiction qui faisait considérer le prix des offices comme une offrande volontaire ou un prêt à l'État, continua jusqu'en 1597 à lui faire prêter le serment qu'il n'avait donné ni fait donner d'argent pour obtenir la charge du résignant, et ainsi chaque nouveau venu dans le Parlement, selon l'heureuse expression de Pasquier, saluait la compagnie d'un parjure.

Les innovations de l'ordonnance de Villers-Cotterets furent bientôt suivies d'autres réformes et de perfectionnements dans la constitution de l'ordre judiciaire : c'est alors que l'on voit naître ou se transformer beaucoup de juridictions exceptionnelles qu'il serait sans intérêt d'expliquer ici. Mais toutes ces juridictions spéciales n'empiétaient pas sur les juridictions ordinaires. Ces dernières, si nombreuses, si variées, changeant de nom comme de pays, et tellement enchevêtrées qu'une histoire complète de l'organisation judiciaire à toutes les époques en France serait peut-être chose impossible, suivirent les vicissitudes politiques. Ainsi, les justices seigneuriales diminuèrent d'importance à mesure que se multiplièrent les bailliages et sénéchaussées. Ces derniers tribunaux, juges d'appel des sentences rendues par les justices seigneuriales, et les prévôtés royales, juges de première instance des cas royaux, étendirent encore leur juridiction en faisant considérer la plupart des procès comme cas royaux, sous le prétexte de lettres royaux, c'est-à-dire de lettres de rescision, de ratification ou autres qu'on devait prendre dans les chancelleries. C'est ainsi que, dans un autre temps, la juridiction ecclésiastique avait accaparé beaucoup de procès civils, sous prétexte que le serment que les notaires inséraient dans leurs actes était un acte religieux. Mais les bailliages ainsi surchargés ne pouvaient suffire à toutes les affaires. Pour les soulager et mettre la justice plus à la portée des justiciables, on créa en janvier 1551 une juridiction nouvelle, celle des *Présidiaux*. Chaque bailliage eut un présidial. Les présidiaux connaissaient de l'appel des décisions des juges inférieurs, et statuaient en dernier ressort sur certaines matières, quand le litige n'excédait pas 300 livres. Du reste, ils relevaient des parlements.

Le milieu du XVI^e siècle fut marqué par la réapparition des États, dont le souvenir était tout à fait sorti de la mémoire du pays depuis les États de 1484. Après la mort de Henri II, les querelles de religion s'étant envenimées au point de faire sentir la nécessité de quelque remède héroïque, la nation souhaitait une assemblée des États; les partis y voyaient chacun un moyen d'en finir avec ses adversaires; d'ailleurs la situation des finances s'était aggravée : les États furent donc convoqués; ils se réunirent, le 14 décembre 1561, à Orléans.

Les États d'Orléans ne sauraient arrêter longtemps; ce fut une entreprise avortée, quoique au rapport de Guy-Coquille, qui y assistait, beaucoup de bonnes constitutions y eussent été faites, qui furent plus tard mal observées (C. Joly, *Maximes importantes*, p. 81). Chacun des trois ordres rédigea son cahier séparément, non en commun comme aux États précédents, et renouvela les éternelles doléances que les États avaient portées au pied du trône depuis deux cent cinquante ans, à toutes les époques calamiteuses où le gouvernement avait subi la nécessité de leur convocation. Cette fois le mal s'était aggravé par l'effet des querelles de religion. Le chancelier de L'Hospital promit, pour le roi mineur (Charles IX), de satisfaire aux réformes administratives demandées par les États; mais, comme ils avaient positivement refusé de voter les subsides, une nouvelle réunion était nécessaire; elle eut lieu à Pontoise le 18 août suivant.

On ne pourrait dire si ce fut vraiment une assemblée d'États que l'assemblée de Pontoise. On ne

connait pas au juste le nombre de ses membres; mais il est certain qu'il n'excédait pas trente-neuf. Quoi qu'il en soit, ces États eurent sur les choses du temps une action marquée. Les États de Pontoise, ou plutôt les quelques membres des États d'Orléans qui composèrent cette assemblée sans précédents, exigèrent que les réformes proposées aux États d'Orléans devinssent des lois, et accordèrent pour six années des subsides, qui portèrent sur les vins.

Ces réformes se trouvent consignées dans l'ordonnance dite d'Orléans de 1561, qui, depuis l'ordonnance du roi Jean, de 1356, fut la première rendue sur le vœu exprès des cahiers des États. Elle était l'œuvre de L'Hospital, qui, s'étant efforcé aux États d'Orléans de tenir en balance les divers partis politiques et religieux, donna à l'ordonnance le caractère d'un acte de transaction et de conciliation. L'ordonnance d'Orléans peut se diviser en trois parties : la première relative au clergé (art. 1 à 29); la deuxième relative à la justice et à l'administration générale (art. 30 à 104); la troisième à des matières diverses (art. 105 à 150). On parlera plus loin de ce qui, dans cette ordonnance, avait trait aux matières de religion. Dans l'ordre politique, l'ordonnance d'Orléans contient une disposition remarquable, en ce qu'elle fut la première sur la réglementation de la presse : l'art. 26 veut qu'il ne puisse être imprimé aucun almanach ou livre de prognostication, principale littérature populaire du temps, qui n'ait été visité par l'évêque. Déjà une bulle de Léon X, du 4 mai 1515, défendait d'imprimer aucun livre sans qu'auparavant il n'eût été vu et visité.

L'art. 48 contenait sur la justice une réforme importante. Jusqu'à la fin du XV^e siècle, les baillis ou sénéchaux, selon les pays, chargés à la fois de l'administration et de la justice dans leurs bailliages ou sénéchaussées, n'étaient souvent que des hommes de guerre. Louis XII avait exigé qu'ils fussent gradués en droit; mais, pour être gradués, ils n'en étaient pas plus savants. L'art. 48 de l'ordonnance d'Orléans voulut que les baillis ou sénéchaux résidassent en personne dans leur ressort, sous peine de voir déclarer leurs sièges vacants, et qu'ils fussent « de robe courte, gentilshommes et de qualité requise ». Ils devaient visiter leurs provinces au moins quatre fois par an (art. 49). Il ne dut plus y avoir qu'un siège de justice, au lieu de deux, dans toute seigneurie non royale (art. 50), ce qui supprimait un degré de juridiction, à l'avantage des justiciables.

L'édit de Roussillon, en Dauphiné, du mois de janvier 1563, compléta l'ordonnance d'Orléans. De nouveaux besoins avaient rendu nécessaire la création de juridictions spéciales pour des matières spéciales, notamment pour les affaires de commerce. Au moyen âge, l'activité commerciale ayant lieu dans les foires, la juridiction du commerce était exercée par des *gardes des foires*, qui devinrent plus tard des *juges conservateurs des privilèges des foires*. En 1549, Henri II permit aux marchands de Toulouse d'élire chaque année *un prieur et deux consuls d'entre eux*, pour connaître des affaires de commerce en première instance. En 1556 une pareille juridiction fut établie à Rouen. L'édit de 1563 institua la juridiction consulaire de Paris. Quand le litige excédait 500 liv., il pouvait être appelé de la sentence des juges consulaires au Parlement. Les dispositions de cet édit sont remarquables en ce que plusieurs se retrouvent dans l'organisation actuelle des tribunaux de commerce, et peuvent encore, pour cette raison, être consultées avec profit aujourd'hui. Depuis, la juridiction consulaire fut établie successivement dans tous les centres industriels et commerciaux. Partout les juges-consuls, d'où sont sortis nos tribunaux de commerce, étaient élus par les marchands, sans qu'ils eussent à recevoir l'institution royale pour exercer leur charge; leur magistrature ne durait qu'une année; leurs fonctions étaient gratuites.

Le même édit contient de nombreuses dispositions sur le fait de la justice ordinaire, et un article remarquable (art. 39), en ce qu'il déplaça le commencement de l'année, et la fit dater dorénavant du 1^{er} janvier, au lieu de l'époque de Pâques (1). Mais de toutes les ordonnances dues au grand chan-

(1) Ce déplacement de l'année explique comment notre ordonnance est tantôt placée à la date du mois de novembre 1563, tantôt à celle du mois de janvier 1564, et toujours avec raison. Avant ce changement, les septième, huitième, neuvième et dixième mois de l'année étaient les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, et le onzième mois était janvier.

celier de L'Hospital, aucune ne l'éleva plus haut que l'ordonnance de Moulins de février 1566. Elle dépassa d'un long entrejet tout ce que l'on avait vu jusqu'alors en France, dit Pasquier. Les importantes réformes qu'elle contient ayant en partie pour objet le droit civil, il en sera parlé plus amplement ailleurs. Dans l'ordre politique et administratif, elle s'attacha surtout à l'administration de la justice. Les désordres de cette partie de l'administration de l'État étaient si profonds, si invétérés, l'organisation judiciaire née de la féodalité était si radicalement vicieuse, que toutes les mesures de réforme étaient impuissantes à dompter les vieux abus.

Sur le fait de la justice, l'ordonnance de Moulins eut en vue deux objets, non pas seuls, mais principaux : obtenir que les juridictions les plus puissantes cessassent d'absorber ou seulement de diminuer les juridictions inférieures; obtenir des officiers de judicature de tous les degrés l'accomplissement de leur charge. De nombreuses dispositions se rapportent à ce double objet. D'autres dispositions répriment les excès et abus d'autorité commis dans les justices seigneuriales et la rapacité des officiers de judicature dans l'exigence des épices (art. 19 et 20); la principale, celle de l'article 56, s'attaquait à l'abus des *committimus*. Voici dans quelles circonstances il s'était produit :

Au XIV^e siècle, une juridiction appelée des *Requêtes de l'hôtel* avait été spécialement établie pour juger les causes personnelles des officiers de l'hôtel du roi. Il est vraisemblable que l'avantage d'être jugé aux Requêtes de l'hôtel fut envié par les personnages que leur charge rapprochait de la cour, et qu'ils en réclamèrent le privilège. Quoi qu'il en soit, des lettres du roi, particulièrement depuis le XVI^e siècle, accordaient le droit à certaines personnes de n'être jugées qu'au parlement de Paris, où étaient passées les *Requêtes de l'hôtel* et les *Requêtes du palais*, juridiction composée de membres du Parlement; et comme toute commission donnée à cette juridiction commençait anciennement par ce mot : *Committimus*, le mot devint, dans la pratique, un substantif, pour désigner ce privilège de juridiction. Il y avait deux sortes de *committimus* : le premier donnait le droit de n'être jugé que par le parlement de Paris, et s'appelait *committimus* au grand sceau; le second donnait le droit à certains personnages domiciliés dans les provinces de n'être jugés que par leur parlement, sans passer par les juridictions inférieures : on l'appelait *committimus* au petit sceau.

La peine de toute organisation judiciaire ou autre qui repose sur le privilège est de le multiplier et d'aboutir au désordre. Au XVI^e siècle, l'abus des *committimus* était devenu intolérable. L'ordonnance de Moulins l'attaqua par la disposition suivante : « Pour soulager nos sujets de la vexation des abus qui se commettent es prétendus privileges de garde gardienne et *committimus*, tant aux sièges des requestes de nostre palais qu'ailleurs : avons ordonné que doresnavant jouiront desdits privileges, pour évoquer et distraire les causes des sièges ordinaires, les personnes qui ensuivent et non autres, c'est à sçavoir les principaux officiers de nostre couronne, nos conseillers en nostre conseil privé, les maistres des requestes ordinaires de nostre hostel, nos notaires et secrétaires, et les officiers domestiques couchez en l'estat aux gages de nous, de la reine nostre mère, nos frères et sœurs, oncles et tantes, enfans de France, excepté ceux qui feraient fait de marchandise, et jouiront aussi les gens et officiers de nos cours souveraines. Et quant aux avocats et procureurs d'icelle, en jouiront seulement douze des plus anciens du nombre desdits avocats, et autant desdits procureurs en nostre cour de Parlement à Paris; et es autres Parlements, six de chacun ordre. Pareillement en jouiront les chapitres et communautéz des églises de nostre royaume qui de ce ont privilège, pour les affaires communes desdites églises seulement. Et n'auront lesdits *committimus* lieu pour distraire nos sujets hors du ressort de leur parlement (si ion pbur nos domestiques, et ceux qui en jouissent par privilège spécial). En quoy aussi n'entendons toucher aux privilèges des princes ou pairs de France, ni aucunement déroger à iceux » (art. 56).

L'ordonnance de Moulins porta le dernier coup aux justices communales. Il était resté des anciennes chartes et franchises communales, coutumes octroyées sous forme de chartes, etc., le privilège pour certaines villes d'avoir leur justice non-seulement pour les affaires de police, mais pour les affaires civiles et criminelles. L'ordonnance supprima la juridiction civile des juges communaux. Son article 71 est ainsi conçu : « Pour donner quelque ordre à la police des villes de nostre royaume, et pourvoir aux plaintes qui de ce nous ont été faites, avons ordonné que les maires, échevins, consuls, capitouls et administrateurs des corps desdites villes qui ont eu ci-devant et ont de present

l'exercice des causes civiles, criminelles et de la police, continuèrent ci après seulement l'exercice du criminel et de la police, à quoi leur enjoignons vaquer incessamment et diligemment, sans pouvoir doresnavant s'entremettre de la connaissance des instances civiles entre les parties, laquelle leur avons interdite et défenduë, et icelle renvoyons et attribuons à nos juges ordinaires ou des hauts justiciers des villes où il y a corps et communautéz tels que dessus : nonobstant tous privilèges, coutumes, usances et prescriptions que l'on pourroit alléguer au contraire. » Comme on voit, ce furent les justices royales qui bénéficièrent de ce que perdait la juridiction des villes.

L'ordonnance de Moulins contient, sur le régime de la presse, deux dispositions importantes, parce qu'il n'y en avait pas encore eu qui eussent ce caractère de généralité. Les articles 77 et 78 répriment la diffamation et établissent la censure; ils disposent ainsi : « Art. 77. Défendons très-étroitement à tous nos sujets d'écrire, imprimer et exposer en vente aucuns livres, libelles ou écrits diffamatoires et convicieux contre l'honneur et renommée des personnes, sous quelque prétexte et occasion que ce soit, et déclarons dès à présent tels scripteurs, imprimeurs et vendeurs, et chacun d'eux infracteurs de paix et perturbateurs du repos public, et comme tels voulons estre punis des peines contenuës ès édits. Enjoignons à nos sujets qui ont tels livres ou écrits de les bruler dedans trois mois, sur les peines de nos édits. — Art. 78. Défendons aussi à toutes personnes que ce soit d'imprimer ou faire imprimer aucuns livres ou traitez sans nostre congé et permission, et lettre de privilège expédiée sous nostre grand scel : auquel cas aussi enjoignons à l'imprimeur d'y mettre et insérer son nom et le lieu de sa demeure, ensemble ledit congé et privilège, et ce sur peine de perdition de biens et punition corporelle. »

Il faut au moins mentionner ici l'ordonnance de juillet 1566, qui avait pour objet d'assurer l'inaliénabilité du domaine de la Couronne, tout en permettant au prince de récompenser richement les grands services rendus à l'État. L'ordonnance reconnaît au prince le droit d'ériger des terres en duchés, en marquisats, comtés, mais seulement sous réserve qu'elles feraient de droit retour à la Couronne, au cas où la postérité masculine du titulaire viendrait à s'éteindre. — Que les rois de France aient souvent tristement abusé de ce droit pour des raisons peu louables, l'histoire oblige à le reconnaître; mais le principe reste (*V. Jur. gén., v° Dom. de l'État, n° 17*).

L'ordonnance de juillet 1566 se termine par la clause suivante : « Inhibons et deffendons aux gens tenans nos cours de parlement, chambres des comptes et autres nos officiers auxquels lesdites lettres d'erection seront adressées, qu'ils n'ayent à les vérifier, sinon à la susdite charge et condition quelque commandement, jussion et dérogation qui y peust estre insérée au prejudice de ces presentes, lesquelles jussions et dérogations nous avons dès à présent comme pour lors, et pour lors comme dès maintenant, déclarées et déclarons nulles et de nul effet et valeur. » — Cette clause est remarquable; ne consacre-t-elle pas, en effet, le droit, pour les cours souveraines, de refuser l'enregistrement des ordonnances contraires aux lois fondamentales du royaume? et quand on le leur contestera plus tard, pourra-t-on oublier qu'elles le tenaient des rois mêmes?

Franchissons dix années de troubles et de malheurs sur lesquelles nous aurons bientôt à jeter un coup d'œil rapide, mais où aucune réforme notable ne fut apportée dans le droit public. — Quinze ans après les Etats d'Orléans et de Pontoise, l'embarras toujours croissant des finances et la complication des querelles religieuses motivèrent une réunion d'Etats, qui se tinrent à Blois (6 décembre 1576). La Ligue venait de se former. Henri III, sous l'inspiration de sa mère, Catherine de Médicis, s'en faisait le chef. Quoique ému sincèrement, comme on peut le croire, des maux qui accablaient le peuple, et désireux d'arriver à une pacification du royaume, Henri, avec son parti et celui des Guises, n'essaya pas moins de peser sur les Etats aussitôt assemblés, afin d'obtenir la proscription de toute autre religion que la religion catholique. Bien des moyens furent mis en œuvre pour entraîner les Etats au delà de leurs sentiments réels. On surprit d'abord un vote; surtout on en faussa l'expression. Mais le tiers état obtint de faire insérer, dans sa supplique au roi, qui exprimait le vœu que tous les sujets fussent ramenés à l'unité de la religion catholique romaine, cette clause : « A condition que l'exécution s'en ferait par la voie de la douceur, et sans qu'on fût obligé pour cela d'en venir aux armes. »

Première manifestation publique en faveur de la tolérance.

Les premiers Etats de Blois furent très-agités ; le désordre des discussions y fut extrême, et les députés se séparèrent fort mécontents. Cependant il en sortit une ordonnance faite sur les cahiers des Etats, l'ordonnance de mai 1579, qui ne contient pas moins de 363 articles très-longuement rédigés. Ils ont pour objet la question religieuse, l'instruction publique et les universités, l'administration de la justice, les offices, la situation de la noblesse et des gens de guerre, le domaine de la Couronne et la perception des tailles et aides.

Il y a dans l'ordonnance de Blois, pour ne parler ici que de ce qui a trait à l'administration générale, bien des dispositions reproduites d'ordonnances antérieures. Cependant elle essaya quelques réformes. Ainsi l'article 183 prohibe toutes ligues offensives ou défensives, tant à l'intérieur qu'au dehors. Mais une telle défense ne pouvait que demeurer vaine, dans l'état malheureux du royaume. L'article 79 défendit à l'Université de Paris de graduer en droit civil. L'article 100 réduisit les offices de judicature et en abolit la vénalité, tant dans les sièges seigneuriaux que dans les sièges royaux ; mais cette condamnation de la vénalité des offices de judicature, proclamée pour le soulagement de la conscience publique, sur laquelle cette honte pesait comme un remords, devait demeurer aussi vaine que les précédentes. — Le prix de la justice, payé aux juges par les parties sous le nom d'épices, fut soumis à la taxe établie par les articles 127 et suivants. L'article 181 créa, dans les paroisses, les registres de l'état civil pour les mariages et les décès, comme l'ordonnance de Villers-Cotterets l'avait fait pour les naissances. — Comme l'ordonnance d'Orléans, l'ordonnance de Blois voulut réprimer les usurpations de noblesse ; l'article 258, remarquable pour cela, déclare que les roturiers et non-nobles achetant fiefs nobles ne seraient pas anoblis par le fait de cette acquisition, quelle que fût l'importance du fief acheté. L'article 363 établit l'éligibilité pour tous les offices municipaux de prévôts des marchands, maires, échevins, capitouls, jurats, consuls, etc.

L'ordonnance de 1579 essaya de régulariser l'usage des Grands-Jours. Les Grands-Jours n'étaient autre chose que des assises tenues par les membres d'un parlement dans quelque ville de son ressort, à l'effet d'y recevoir les plaintes et d'y redresser les abus qui pouvaient s'être introduits. L'usage en paraît fort ancien ; leur tenue eut toujours lieu à des époques irrégulières ; mais ils persistèrent jusqu'aux derniers temps de la monarchie. Pendant longtemps, ce ne furent que des assises judiciaires ; insensiblement les Grands-Jours remplacèrent l'inspection des commissaires royaux. L'art. 206 de l'ordonnance de Blois disposait à cet égard : « Les Grands-Jours se tiendront tous les ans aux provinces plus lointaines de nos parlements (suivant le département qui en sera par nous fait) par le temps et espace de trois mois, et plus, s'il y échet. Auxquels Grands-Jours seront tenus les gouverneurs, nos lieutenants généraux des provinces, avec les baillifs et sénéchaux d'icelles, assister en leur personne, pour tenir main-forte à la justice et exécutions des arrest ».

L'ordonnance de Blois déterminait la composition du Grand Conseil, véritable conseil du roi (art. 221), et cette composition resta telle jusqu'à l'édit de novembre 1774. Le Grand Conseil fut fixé au nombre de deux présidents, vingt-quatre conseillers, douze pour chaque séance, un avocat général, un procureur général et un greffier. Les présidents étaient de droit maîtres des requêtes de l'Hôtel. L'ordonnance de Blois réduisit les charges de judicature dans les cours souveraines, c'est-à-dire dans le parlement de Paris et les parlements des provinces, dans les cours des aides et les chambres des comptes, tant à Paris que dans les provinces. Il est peu de parties de l'administration auxquelles l'ordonnance n'ait touché ; mais toutes ces réformes, il faut le dire, ne passèrent guère dans l'application.

On peut faire, sur l'ordonnance de Blois, une remarque qui serait applicable également à l'ordonnance d'Orléans de 1561. Dans l'une et l'autre ordonnance, les dispositions sont nombreuses ; elles touchent à toutes les matières ; mais ce ne sont trop souvent que des défenses, des inhibitions renouvelées d'ordonnances précédentes. On sent que l'anarchie est dans l'État, et que le pouvoir central multiplie les défenses et les menaces d'autant plus qu'il se sent débordé et que ses prescriptions sont méprisées. L'autorité évidemment lui échappe. De là des dispositions qui ont beaucoup plus le caractère des circulaires administratives de nos jours que celui de véritables prescriptions législatives.

Cependant, la seconde moitié du XVI^e siècle, malgré les guerres intestines qui déchirèrent le pays,

ne fut pas moins marquée par la ruine à peu près complète des souverainetés locales et par de nouvelles extensions du pouvoir central. Les municipalités achevèrent de perdre leurs principales prérogatives d'administration. Charles IX rendit les octrois des villes uniformes. Le pouvoir central s'immisça dans l'administration des prisons, des hôpitaux, dans l'administration des villes et dans plusieurs parties de la police locale. Les corporations des métiers n'échappèrent pas davantage aux atteintes de cette autorité, toujours en voie de développement continu, malgré les difficultés contre lesquelles elle avait à lutter. Un édit de 1581 essaya de mettre fin au trafic des maîtrises.

Mais c'est surtout sous Henri III que le pouvoir royal prépara, sans en avoir conscience assurément, une conquête décisive. François I^{er}, comme nous l'avons dit, avait créé seize receveurs généraux pour les finances, et divisé la France en seize départements financiers, recettes générales ou, comme on les appela bientôt, Généralités. Dès lors, la division financière par bailliages avait disparu. Une section du Conseil du roi, sous le nom de *Bureau supérieur des finances*, réglait la quotité de la taille, que nous appellerions aujourd'hui un impôt de répartition, et elle la répartissait entre les bureaux de chaque généralité. Sous Henri III, on choisit parmi les maîtres des requêtes des *Intendants commissaires départis*, que l'on envoya dans les provinces avec la mission d'inspecteurs. C'est sur les rapports de ces intendants que le bureau supérieur des finances, éclairé sur la richesse du pays, fixait le chiffre de l'impôt.

Toutes les améliorations écrites dans l'ordonnance de 1579, restées pour la plupart non observées, n'avaient pas ramené la paix dans le royaume. On recourut au moyen extrême d'une nouvelle convocation d'États, qui se réunirent à Blois le 16 octobre 1588. Aux seconds États de Blois, toutes les difficultés s'étaient encore compliquées. Malgré le vœu du tiers état de la dernière assemblée, l'édit de pacification de 1576 avait été rapporté. Les calvinistes, en armes, étaient plus menaçants que jamais. D'un autre côté, les divisions du parti catholique créaient un danger plus prochain encore pour la dynastie des Valois. Le trône avait des compétiteurs chez ceux-là mêmes qui faisaient profession de le défendre. Les Guises travaillaient ouvertement à s'y frayer un chemin. Mal vu du parti huguenot, dépassé par la Ligue, Henri III prit une terrible résolution contre le grand chef ligueur, celle de le faire assassiner. Mais l'affreuse tragédie du château de Blois, loin d'abattre les ligueurs, les poussait au dernier degré de l'exaltation. La mort du duc de Guise leur enlevait un chef; elle donnait au parti des fanatiques une force intérieure qu'il n'avait pas encore eue.

Que faisaient cependant les États, dans leurs réunions, avant et après ce sanglant intermède qu'Henri III venait d'y donner? Le clergé demandait que les canons du concile de Trente fussent reçus en France comme lois de l'État. Les trois ordres étaient à peu près d'accord pour solliciter une ordonnance qui déclarât le roi de Navarre coupable de lèse-majesté et incapable de succéder à la Couronne de France dans aucune éventualité. De réformes d'abus, d'améliorations dans les lois et dans l'administration, c'est à peine s'il en était question. On ressassait les vieux griefs des États précédents, sans plus d'espoir de voir le mal se guérir. L'émotion de la querelle religieuse dominait toutes les autres, et les représentants de la nation devaient se borner à conjurer les nouveaux malheurs qui la menaçaient. Quand le meurtre du duc de Guise fut accompli, la terreur fut grande aux États; bon nombre de députés désertèrent. On continua de haranguer néanmoins, comme si nul événement n'avait troublé ces réunions: l'archevêque de Bourges pour le clergé, le comte de Cossé-Brissac pour la noblesse, Étienne Bernard, avocat de Dijon, pour le tiers état, chacun exaltant les vertus, la justice du roi magnanime qui devait « faire oublier Charlemagne et saint Louis, » et l'on se sépara sans plus de fruit et avec moins d'espérance encore qu'après les États de 1576.

C'est donc sous l'empire d'un profond découragement que finirent les derniers États de la période des querelles de religion; nous disons les derniers, car on ne joindra pas à la liste des États-Généraux les États de la Ligue, suprême tentative d'un parti de fanatiques aux abois, et dont il n'est pas possible de parler sérieusement après les sarcasmes de la *Satyre Ménippée*. Que pouvait cette parodie grotesque d'une forme momentanément usée? La nullité des résultats de quatre essais avortés depuis les États d'Orléans jusqu'à ceux de Blois avait frappé tous les yeux. Si l'on excepte une réaction assez ferme contre les excès de la fougue ultramontaine, nul principe ne s'était dégagé de ces assem-

blées d'États; nulle amélioration quelque peu sensible dans les affaires publiques n'en avait été la conséquence; et sur l'objet important qui les avait fait réunir, la pacification du royaume, ils avaient complètement échoué. Mais la lassitude générale, l'esprit conciliateur et fin d'un grand prince et surtout le sentiment patriotique, qui ne fit jamais défaut à la France dans les grandes crises, devaient être plus efficaces pour faire cesser la lutte, et la France put commencer enfin, après tant de déchirements et de convulsions, une nouvelle période de son histoire, où le génie de Henri IV et de Richelieu prépara glorieusement le règne éclatant de Louis le Grand.

SECTION II. — ORDONNANCES DU XVI^e SIÈCLE DANS L'ORDRE RELIGIEUX.

Le pouvoir central n'eut pas à intervenir dans les affaires ecclésiastiques pendant toute la première moitié du XVI^e siècle. Le concordat de 1515 avait déterminé les droits de l'autorité laïque et ceux de l'autorité ecclésiastique : chaque pouvoir agissait dans sa sphère d'action. L'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539 ne fit que délimiter la juridiction des juges d'Église et des juges séculiers, sans innover. La première intervention du pouvoir central fut l'édit des petites dates de 1550, dont il a été parlé précédemment (*suprà*, p. 180). Mais, après les règnes forts, comme dit Bossuet, de François I^{er} et de Henri II, la France eut à traverser, comme on vient de voir, un demi-siècle d'une désolante anarchie. Les grandes ordonnances dont il a été parlé essayèrent quelques réformes ecclésiastiques, en même temps que, de son côté, l'Église essayait de se réformer chez elle au concile de Trente. Voyons quelles furent ces réformes et quels efforts furent tentés pour pacifier législativement l'État, dans la période des guerres de religion, de François II à l'avènement de Henri IV.

On sait comment éclata la Réforme. Léon X, épuisé d'argent par les magnificences d'une cour où l'on protégeait si libéralement les arts, pensa à tirer parti des indulgences, c'est-à-dire du droit de l'Église de relâcher tout ou partie de la peine temporelle due au péché, par égard soit à la ferveur du pénitent, soit à d'autres bonnes œuvres qu'elle peut prescrire. Ce n'était pas la première fois que la cour de Rome levait de l'argent par ce moyen; sous prétexte d'appliquer l'argent au bien de la religion, les papes avaient souvent permis de racheter à prix d'argent les peines canoniques temporelles dues par les fidèles. Mais la mesure de Léon X avait un caractère de généralité qui lui donnait beaucoup trop l'apparence d'une levée d'impôts : la concession des indulgences de 1517 était universelle pour toute la chrétienté; elle s'étendait même aux morts, dont les familles pouvaient racheter les âmes du purgatoire en payant; le produit, par province, en avait été d'avance partagé entre les parents de Léon X et les dignitaires de sa cour; enfin la faculté de les publier et d'en recevoir le produit dans les divers pays de la chrétienté avait été en quelque sorte soumissionnée; un ancien marchand génois, nommé Archambault, devenu évêque, exploita la matière en vrai marchand génois; il avait organisé à Rome toute une administration, et il envoyait de Rome la faculté de publier les indulgences dans les provinces à ceux des ordres monastiques qui promettaient de leur faire rendre le plus.

En Saxe, les indulgences avaient été jusqu'alors prêchées par les religieux augustins; les banquiers de l'évêque Archambault en firent donner la prédication et la vente aux religieux dominicains, qui leur faisaient espérer un produit meilleur. De là les attaques de Luther, moine augustin, chargé par son ordre de combattre les abus des indulgences et les excès qu'on en prêchait. La dispute s'agrit; une bulle de Léon X, du 15 juin 1520, condamna la doctrine du moine audacieux. Luther y répondit en brûlant publiquement, en présence des universités assemblées sur la place de Wittemberg, la bulle de Léon X et les décrétales des papes. Ce fut le signal d'un immense mouvement. L'esprit humain aspirait, sans en avoir conscience, à s'affranchir du joug dogmatique; l'insurrection théologique gagna comme un incendie. La Réforme, comme on l'a appelée depuis, se constitua en 1529, à la diète de Spire, où les sectateurs de Luther avaient protesté contre la défense d'innover et pris de là le nom de *protestants*; en 1530, à la diète d'Augsbourg, où ils avaient présenté à Charles

Quint leur confession de foi, œuvre de Mélanchton; en 1531, à Smalcalde, où les princes allemands gagnés au protestantisme conclurent une ligue défensive et s'engagèrent à ne former qu'un corps, quoique les divisions et les variations, dont Bossuet devait faire plus tard une si admirable histoire, eussent déjà éclaté dans le sein du protestantisme, qui allait enfanter tant d'Églises non-seulement diverses, mais opposées.

Pendant près de trente ans, la France ne contempla guère la Réforme que de loin. Les nouvelles doctrines théologiques lui arrivèrent par les protestants de la Suisse, où le génie sombre de Calvin avait constitué une Église républicaine; mais, une fois introduites en France, elles y conquièrent rapidement de nombreux adeptes. On alluma des bûchers; mais les rigueurs furent impuissantes. En 1560, il y avait deux mille églises réformées. Les calvinistes étaient alors assez forts pour former le noyau d'un parti politique. Sous la conduite des premiers princes de Condé, ils menacèrent la puissance des Guises et des Médicis de France, à Amboise. En 1562, la guerre civile éclatait dans presque toutes les parties du royaume; elle devait durer plus de trente ans.

Quoique la question religieuse eût beaucoup occupé les États d'Orléans en 1561, cependant aucunes mesures ne furent proposées à l'égard des réformés. Les États demandaient que l'hérésie fût supprimée; le chancelier de L'Hospital faisait entendre des paroles de tolérance; les députés de la noblesse de la prévôté de Paris ne craignaient pas d'imputer les troubles de l'Église en partie aux vices du clergé. L'ordonnance d'Orléans, qui suivit les États, commença par rendre les évêchés et les abbayes électifs (art. 1 et 2). C'était rétablir la Pragmatique Sanction, et abolir le concordat de 1515 dans ses principales dispositions. Mais pour comprendre ces dispositions de l'ordonnance, il faut savoir que la cour de Rome concevait alors la pensée de faire abolir le concordat, non pour faire revivre la Pragmatique Sanction, mais pour obtenir la collation des bénéfices, comme elle l'avait en Italie et en Espagne. Afin de faire manquer le projet, la cour de France avait devancé l'exécution. Comme le pape perdait ainsi le produit d'argent des bulles d'institution canonique, le cardinal d'Este vint en France, et fut heureux d'obtenir le rétablissement pur et simple du concordat. En effet, une déclaration de Charles IX, donnée à Chartres en 1562, révoqua les articles 1 et 2 de l'ordonnance d'Orléans.

L'article 11 de l'ordonnance supprimait les privilèges des abbayes dites exemptes, dont il a été parlé précédemment (*suprà*, p. 165). Vers le même temps, la suppression de ces privilèges était proposée au concile de Trente; mais les pères du concile se contentèrent de réformer les abus les plus fâcheux des exemptions, et ne voulurent pas enlever au Saint-Siège, dont l'autorité était alors menacée sur plusieurs points, une petite partie de sa juridiction. L'ordonnance d'Orléans avait été plus hardie; mais, quelques années après, l'ordonnance de Blois, en adoptant les canons du concile de Trente sur les exemptions, abrogea de fait l'article 11 de l'ordonnance d'Orléans. Les exemptions restèrent donc comme un droit aux abbayes qui pouvaient justifier d'un titre. Comme beaucoup de maisons exemptes n'avaient que des titres douteux, et que d'autres, en plus grand nombre encore, n'avaient qu'une possession prolongée, les parlements, notamment dans le cours du XVII^e siècle, les réduisirent presque partout à la juridiction de l'Ordinaire sur les appels d'abus portés par les évêques, soit en déclarant les titres faux ou abusifs, soit en ne tenant pas compte des plus longues possessions, qui, en ces matières, ne pouvaient suppléer le titre. — Il faut encore rappeler parmi les dispositions de l'ordonnance d'Orléans l'article 18, qui réprima l'abus des monitoires, en ne permettant aux prélats et aux officiaux de n'user de mesures ecclésiastiques que pour crimes ou scandales publics; mais cet article fut révoqué par l'article 18 de la déclaration du 16 avril 1571.

La situation du royaume était cependant toujours déplorable, au milieu des querelles envenimées qu'entretenaient les disputes théologiques des catholiques et des réformés. Les conseillers du jeune roi Charles IX ne savaient que résoudre; ils en faisaient l'aveu en exposant la situation dans le préambule de la déclaration du 17 janv. 1564. Un édit du mois de juillet 1560 avait défendu « tous conventicules et assemblées publiques avec armes ou sans armes »; mais la répression avait augmenté le mal, par les résistances que les procédés cruels d'exécution suscitaient. Une autre cause de guerre entre les partis était née: dans beaucoup de localités, les calvinistes s'étaient emparés des églises catholiques et y avaient installé leur culte; ils avaient même porté la main sur les biens et re-

venus ecclésiastiques. La déclaration du roi du 17 janv. 1561, faite à Saint-Germain, essaya d'un moyen temporaire. Elle fit restituer aux catholiques les églises et tous les biens ecclésiastiques (art. 1), et défendit aux calvinistes de tenir des prêches dans les villes (art. 2). Mais, en même temps, elle édictait les dispositions suivantes : « Art. 3. Et neantmoins pour entretenir nos sujets en paix et concorde, en attendant que Dieu nous fasse la grâce de les pouvoir réunir et remettre en une mesme bergerie, qui est tout nostre désir et principale intention, avons par provision et jusqu'à la détermination dudit concile général, ou que par nous autrement en ait esté ordonné, surcis, suspendu et superché, surseons, suspendons et superchons les défenses et peines apposées tant audit édict de juillet, qu'autres précédens pour le regard des assemblées qui se feront de jour hors desdites villes, pour faire leurs presches et autres exercices de leur religion. — Art. 7. Défendons aux ministres et principaux de la religion nouvelle qu'ils ne fassent... aucuns synodes ni consistoires, si ce n'est par congé, ou en présence de l'un de nosdits officiers, ne semblablement aucune création de magistrats entre eux, loix, statuts et ordonnances, pour estre chose qui appartient à nous seuls. Mais s'ils estiment estre nécessaire de constituer entre eux quelques reiglemens pour l'exercice de leur dite religion, qu'ils les montrent à nos dits officiers qui les autoriseront, s'ils voyent que ce soit chose qu'ils puissent et doivent raisonnablement faire : sinon nous en advertiront, pour en avoir nostre permission, et autrement en attendre nostre vouloir et intention. »

Cette déclaration, qu'il ne faudrait pas juger avec les idées modernes, était, après tout, un édit de tolérance; mais l'essai ne réussit pas. La guerre reprit avec une violence nouvelle entre les deux partis, et la vérité oblige à dire que, de part et d'autre, l'intolérance et la cruauté étaient égales. Les huguenots pillaient les églises, les abbayes, les presbytères, et les catholiques massacraient les huguenots dans leurs prêches.

Mais, quand on traverse cette époque attristante, douloureuse, avec quelle complaisance à la fois et quel respect ne s'arrête-t-on pas devant cette grande figure du chancelier de L'Hospital, auteur de toutes les mesures qui auraient pu, en des jours meilleurs, ramener le calme dans le pays bouleversé! L'Hospital ne voulait qu'une foi, mais tolérante; une loi, mais pour la protection de tous. Sa tolérance le rendait suspect aux catholiques; on se défiait de la *messe de M. le chancelier*. Homme antique par sa gravité, égaré dans la cour voluptueuse des Valois, il dut passer impuissant au milieu de toutes les intrigues d'une politique italienne. Sa tête blanche, qu'à le voir, dit Brantôme, on eût dit un vrai portrait de saint Jérôme, était un reproche vivant de la licence du temps. Mais de grands exemples étaient insuffisants dans cette triste période de notre histoire, et il eût fallu quelque chose de plus que la froide sagesse du grand chancelier pour relever le courage d'une époque aussi profondément corrompue.

L'Hospital avait rendu les sceaux en 1570. Dans le même temps, la cour avait conclu avec les chefs protestants, à Saint-Germain, une paix qui ne pouvait inspirer une grande confiance, après tant de traités pareils déjà conclus, et aussitôt rompus. Cependant un édit de pacification du mois d'août 1570, rendu en exécution de ce traité, faisait aux protestants une situation meilleure que celle de l'édit de janvier 1561, révoqué par un édit de septembre 1568, rendu à Saint-Maur. L'édit de pacification de 1570 accordait le libre exercice de la religion réformée, excepté à la cour et à deux lieues aux environs; il proclamait une amnistie générale et ordonnait la restitution des biens confisqués sur les calvinistes; il leur accordait deux villes par province pour tenir des synodes et ériger des temples; enfin il leur accordait pour places de sûreté Montauban, la Rochelle, Cognac et la Charité, où il leur était permis d'entretenir des troupes. Mais l'affreuse tragédie de la Saint-Barthélemy vint remettre, deux ans après, plus que jamais, la pacification du royaume en question.

En mai 1576, nouvel édit de pacification sur les bases des édits précédents, presque aussitôt rompu que conclu. Un édit de juillet 1585 et une déclaration du 15 octobre de la même année enjoignirent, sous les plus grandes rigueurs, à tous les sujets français de pratiquer la religion catholique. L'ordonnance de 1579, rendue sur les vœux des premiers États de Blois (*suprà*, p. 202 et suiv.), ne contient rien à l'égard des réformés; mais elle inséra parmi ses dispositions ceux des canons du concile de Trente que l'on crut pouvoir admettre en France. C'est dans cette ordonnance que l'on

continua de chercher, jusqu'en 1789, les règles des bénéfices ecclésiastiques, et surtout celles de la profession religieuse et de l'état civil des religieux.

Arrivons au dernier édit de pacification qui devait mettre fin à ces longues querelles, à l'édit de Nantes du mois d'avril 1598. — Après dix années de combats, tantôt heureux, tantôt douteux, soutenus par le roi de Navarre, devenu chef des protestants, la Ligue était abattue, les Guises détruits, et les vues ambitieuses de l'Espagne sur la France anéanties. Le roi de Navarre, Henri IV, avait abjuré le protestantisme, et, qui mieux est, avait été absous par la cour de Rome. Le 22 mars 1594, il entra à Paris comme roi de France. La France sortait lentement de ses ruines; mais la cause de ses dissensions passées subsistait toujours. Deux ordonnances, de 1596 et de 1597, avaient ajouté divers lieux à ceux où les anciens édits de pacification avaient permis aux calvinistes de pratiquer leur culte; toutefois ces mesures n'étaient que provisoires. Henri IV, pour tarir les dissensions dans leurs sources, donna l'édit de Nantes, qui pendant près d'un siècle fixa l'état légal des protestants. En voici les principales dispositions :

Par les articles 6 et suivants de l'édit, tous ceux de la religion prétendue réformée peuvent vivre et demeurer dans tous les lieux et villes du royaume, sans y être molestés pour le fait de leur religion. — Les gentilshommes possesseurs d'un tiers au moins de la haute justice du lieu ou d'un plein fief de haubert ou fief de chevalier (*haubert*, cotte de mailles, cuirasse. V. *suprà*, p. 131), purent y exercer la religion prétendue réformée dans leurs maisons, pourvu qu'ils y fussent présents, eux, leurs femmes et leurs enfants. — L'édit exceptait des lieux où la religion réformée pouvait être pratiquée publiquement, Paris et les environs à cinq lieues, et les villes qui ne s'étaient rendues qu'à la condition que la religion réformée n'y serait pas pratiquée. — Partout où elle pouvait être exercée publiquement, les religionnaires pouvaient s'assembler au son des cloches et tenir des consistoires, des colloques, des synodes, avec l'autorisation du roi.

Les religionnaires pouvaient se constituer en corps et communautés, et ces communautés recevoir par donations ou testaments. Les ministres protestants avaient les mêmes immunités et les mêmes exemptions de tailles, de services du guet et garde, de tutelle, etc., que les membres du clergé catholique. — Les religionnaires avaient des cimetières particuliers dans toutes les villes, pour les sépultures de leurs morts. — L'article 26 défendait à tous, catholiques et protestants, d'exhérer leurs enfants pour cause de religion. — Les protestants étaient reçus indifféremment, comme les catholiques, dans les universités et les écoles, et admis dans les hôpitaux et aumônes publiques; les malades y pouvaient être visités par leurs ministres, et n'étaient pas tenus de recevoir l'assistance religieuse des prêtres catholiques. — Mais ils étaient soumis à la dîme pour le clergé catholique.

L'article 27 déclarait les protestants admissibles à tous les états, à toutes les dignités. — Ils pouvaient acquérir des offices de judicature dans les parlements et autres cours souveraines. — L'édit avait créé au siège du Parlement une juridiction dite des Chambres de l'Édit, composées de protestants et de catholiques en nombre égal, pour juger les procès où un protestant était engagé avec un catholique, soit en demandant, soit en défendant; dans les enquêtes, il était procédé conjointement par un juge protestant et un juge catholique.

L'édit de Nantes peut être considéré comme un chef-d'œuvre de l'esprit politique. Cependant on ne pourrait dire que ce fût le triomphe de la liberté religieuse telle qu'on la comprend depuis le philosophe Locke, qui a posé le premier la liberté religieuse comme droit individuel. Pour cela, il rappelle trop ces édits de pacification promulgués un jour, abolis le lendemain, traités d'une paix conservée ou rompue selon la chance des armes, sans autre garantie pour les partis que la force dont ils pouvaient disposer. Et ce qui prouve que son caractère ne différait pas de celui des anciens édits de pacification, c'est qu'il laissait aux protestants leurs places de sûreté, leurs châteaux forts, leurs camps dans tout le royaume. Chacun gardait en quelque sorte ses forces prêtes pour le combat. La Rochelle, Montauban, restaient toujours les grandes places d'armes du parti protestant, qui persistait comme parti dans l'État. L'égalité, d'un autre côté, était loin encore d'être complète entre les protestants et les catholiques. On partageait, mais on ne se confondait pas. L'édit de Nantes scellait donc une réconciliation plutôt qu'il n'opérait une fusion. La fusion ne pouvait naître que de l'action puissante du

temps; avant de s'écrire dans la loi, il fallait qu'elle se fit dans les mœurs. — Si nous jouissons aujourd'hui de la liberté religieuse comme droit, n'oublions jamais au moins les combats qu'elle a coûté.

SECTION III. — ORDONNANCES DU XVI^e SIÈCLE DANS L'ORDRE CIVIL.

Au XVI^e siècle, le droit coutumier s'arrête; il est écrit, fixé. Mais, comme les mœurs d'un pays ne sont jamais stationnaires et qu'elles se réfléchissent dans le droit, les ordonnances et la jurisprudence des parlements, celles-là à partir de la fin des guerres de religion, complètent ce qui pouvait manquer aux coutumes, et à quelques égards les rectifient sous apparence d'interprétation. Les innovations des ordonnances au XVI^e siècle portèrent surtout sur les rapports de famille; elles ne modifièrent ni l'état des personnes, ni le droit de la propriété; mais plusieurs eurent pour objet la condition respective des époux dans le mariage et la transmission des biens par donation ou testament.

L'esprit des coutumes sur les diverses parties du droit privé ne peut pas être défini en quelques mots ni ramené à un principe unique; cependant les coutumes sont bien dans leur ensemble une manifestation des sentiments et des mœurs nés de l'état social du temps. Ainsi l'état des personnes et le droit de la propriété procédaient manifestement de l'esprit féodal; la condition des personnes et l'état des terres étaient la condition et l'état nécessaires d'un régime où se réunissaient dans les mêmes mains la propriété et la souveraineté. Ils devaient durer aussi longtemps que ce régime, et en suivre les vicissitudes dans sa période de transformation, puis de décroissance, de saint Louis à Richelieu. La saisine, par exemple, les effets de la possession d'an et jour s'expliquaient dans cet état du droit par la nécessité de reconnaître à tout fait patent, public, l'autorité du droit jusqu'à preuve contraire. Les principes du droit de succession, si divers en apparence, la distinction des propres et des acquêts, la succession par lignage, etc., etc., s'expliquent d'eux-mêmes par le sentiment de la famille, si l'on considère que, dans l'état de dépendance où vivaient les populations, attachées à la glèbe, de fait autant que de droit, les souvenirs du droit de propriété des familles devaient se prolonger, et, dans la délation des successions, faire prédominer le principe de la conservation des biens dans les familles sur celui de l'affection présumée du défunt.

Les ordonnances réagirent contre l'infinie diversité des coutumes. En même temps que la royauté s'achemine vers le pouvoir absolu, en attirant à elle et absorbant toutes les forces politiques de l'État, et que l'administration tend à la centralisation, les ordonnances dans l'ordre civil tendent à l'unité. Si, jusqu'à Louis XI, on trouve fréquemment des ordonnances qui établissent pour telle ville ou telle province un droit spécial, à partir de ce prince on ne rencontre plus sur les matières du droit civil que des ordonnances ayant un caractère général. Ainsi, après avoir subi deux invasions, une dislocation complète, et traversé, sans avoir conscience de sa nationalité, la longue nuit du moyen âge, la Gaule, devenue la France, retrouvait son unité. C'est le caractère propre du génie français d'avoir pu réagir contre les influences latine et germanique, après s'être assimilé l'esprit romain et l'esprit german, et d'avoir pu former ainsi un esprit national. Aucun autre peuple, soit au Nord, soit au Midi, n'a eu pareille fortune. La mobilité de l'esprit gaulois, relevée par César, peut expliquer cet effet politique: c'est cet esprit mobile, en effet, qui entretint au moyen âge une fermentation qui ne s'apaisa jamais; les divers éléments de l'unité française ne purent se localiser, s'immobiliser; c'est de leur action et réaction réciproque incessante que s'est dégagé le caractère profondément personnel du génie français (1).

(1) « La France n'est pas seulement un principe germanique dominant le principe romain; elle n'est pas seulement un élément germanique enduit d'un ciment romain, elle est une. Elle n'est pas un empire comme l'Angleterre, un pays et une race comme l'Allemagne, elle est une personne » (Gans, *Histoire du droit de succession*, tr. de M. de Loménie, p. 236).

Voyons maintenant quel fut le travail des ordonnances dans le droit civil. — On peut placer parmi les changements ayant le droit civil pour objet, toutes les dispositions des ordonnances relatives à l'organisation judiciaire et à la procédure civile dont il a été parlé précédemment. Pour le droit civil proprement dit, il faut citer l'ordonnance du 7 mars 1539, qui détermine la forme en laquelle les donations par procureur doivent être acceptées. — Au mois de février 1556, Henri II rendit un édit contre les mariages clandestins. Par cet édit, aucune personne se trouvant encore sous la puissance paternelle ne peut contracter un mariage sans le consentement de ses parents. La sanction de l'édit était : 1° le droit pour les parents d'exhérer l'enfant qui aurait contrevenu à l'ordonnance ; 2° la faculté de révoquer pour cette cause tous les avantages et toutes les donations antérieurement faites à l'enfant ; 3° la perte pour l'enfant de tous les droits qu'il pourrait avoir sur la succession de ses parents, soit en vertu des coutumes, soit en vertu du contrat de mariage de ses père et mère ; 4° une peine laissée à l'arbitraire du juge ; l'ordonnance disait : Dont nous chargeons leur honneur et conscience. On donne à l'édit de Henri II la cause suivante : il paraît que dans ce temps le duc de Montmorency voulait marier son fils à M^{lle} de Farnèse, fille naturelle de Henri II. Mais le fils avait fait, à l'insu de son père, une promesse de mariage à M^{lle} de Piennes. Il fallut demander au pape Paul IV, pour le jeune duc, une dispense de l'engagement qu'il avait pris. Comme cette dispense se faisait attendre et qu'il y avait lieu de craindre que le duc ne se mariât sans le consentement de son père, Henri II fit publier l'édit de février 1556 qui rendait le mariage avec M^{lle} de Piennes impossible.

On trouve encore dans la même année une ordonnance contre les filles qui cachaient leur grossesse et leur accouchement, et dont l'enfant mourait sans avoir reçu le baptême. Le fait pour une fille d'avoir caché sa grossesse, avec cette circonstance que l'enfant était mort, était assimilé au meurtre et passible de la peine capitale.

La période des guerres religieuses fut féconde en mesures relatives au mariage : les empêchements au mariage pour cause de parenté, édictés par le droit canonique, furent appliqués aux huguenots par l'ordonnance de Saint-Germain du 17 janvier 1564 ; l'édit de Roussillon, de 1564, ordonna aux moines et religieuses qui s'étaient mariés à la faveur des troubles, de rentrer dans leur couvent ou de sortir du royaume dans les deux mois ; l'ordonnance de Blois de 1579 exigea la publicité pour la célébration du mariage ; elle imposa aussi la publication de bans à l'avance et l'assistance de témoins (art. 107).

Au mois de juillet 1560, sous François II, L'Hospital fit rendre un édit resté fameux sous le nom d'*Édit des secondes nocés*. Une dame, Anne d'Allègre, restée veuve avec sept enfants, s'était remariée à un Georges de Clermont, et lui avait fait donation de toute sa fortune ; les enfants de la dame d'Allègre s'étaient ainsi trouvés complètement ruinés. Ce mariage, scandaleux par ses conditions, avait tellement révolté le chancelier de L'Hospital, qu'il fit l'édit de 1560 pour prévenir le retour de pareils faits. Le principe de cet édit se retrouve transcrit dans l'article 1098 du code civil. Il défend à la femme qui se remarie, et qui a eu des enfants de son premier mariage, de donner à son époux au delà de la part qu'aurait dans sa succession l'enfant qui aurait le moins. C'était un emprunt fait au code de Justinien (*Cod. Just.*, liv. V, tit. IX, l. 6). L'édit des secondes nocés ne parle que de la femme qui se remarie, parce que c'étaient les femmes qui avaient donné le scandale qu'il fallait réprimer ; mais la faute n'était pas moindre si c'était le mari. Aussi la jurisprudence généralisa-t-elle de très-bonne heure le principe de l'édit, en l'appliquant aux dispositions excessives qu'un mari convolant en secondes nocés pourrait faire au profit de sa femme. — Les dispositions de l'édit de secondes nocés devaient se combiner, dans la pratique, avec les dispositions des coutumes qui limitaient et restreignaient les avantages entre époux (V. *supra*, p. 142).

L'article 182 de l'ordonnance de Blois de 1579 compléta, pour un cas spécial, l'édit des secondes nocés : il dispose qu'aucune veuve se remariant à une personne de condition inférieure à la sienne ne peut rien donner à son conjoint par donation directe ou par donation dissimulée sous l'apparence d'une vente. Le second époux ne peut pas non plus profiter des avantages qui pourraient résulter

pour lui de la communauté conjugale. La femme qui contracte un tel mariage est même interdite de l'administration de ses biens.

Sur la matière des donations, les ordonnances du XVI^e siècle contiennent un principe important, qui est passé également dans notre droit moderne : l'usage de l'insinuation. L'article 132 de l'ordonnance de Villers-Cotterets, de 1539, exige que toutes donations soient insinuées, à peine de nullité, c'est-à-dire enregistrées au greffe des juridictions ordinaires des parties et au greffe de la situation des choses données. L'ordonnance avait ainsi en vue non-seulement de donner à l'acte une date certaine, mais encore d'en assurer la publicité. C'était un emprunt fait aux usages des pays de coutumes dites de saisine et nantissement. Les articles 57 et 58 de l'ordonnance de Moulins sont revenus sur la formalité de l'insinuation des donations, et, depuis, l'insinuation a toujours été une condition de la validité de ces actes.

Il faut rapporter à l'ordonnance de Moulins la création de l'hypothèque judiciaire. En vertu de l'article 53, toute condamnation par jugement emportait hypothèque avec droit de suite et de préférence sur tous les biens immeubles de la partie condamnée. Cette innovation eût été heureuse si l'hypothèque alors eût été publique. Mais la clandestinité de l'hypothèque, en désaccord avec la nécessité de l'insinuation, que l'ordonnance venait d'exiger pour les donations, empêchait que l'innovation de l'hypothèque judiciaire ne pût être considérée comme un progrès véritable.

La même ordonnance de Moulins de 1566 contient, dans son article 54, une innovation dont le principe est passé dans notre droit moderne. Elle décida, sur des remontrances du parlement de Toulouse, que la preuve testimoniale ne serait plus admise en jugement pour aucune chose excédant la valeur de cent livres. Jusque-là, la preuve testimoniale était admissible en toutes choses. Au moyen âge, on disait même : Témoins passent lettres, parce que les témoignages portaient avec eux des explications, tandis qu'un acte constatait nûment un fait. Jusqu'à l'ordonnance de Villers-Cotterets, l'état civil des personnes, le mariage, la filiation, l'âge, se prouvaient par témoins. La disposition de l'ordonnance de Moulins devint possible après que la renaissance des lettres eut élevé le niveau de l'instruction populaire. Mais il ne fallait pas que la nécessité de témoignages écrits nuisît aux transactions, qui, par leur nature, requièrent de la célérité : l'ordonnance excepta de la règle « les marchands qui besoignent de bonne foi entre eux sans témoins et notaires, et sans garder et observer la subtilité du droit. »

A une époque où l'usage de l'écriture était loin d'être répandu, et était seulement le privilège de quelques uns, cette mesure de l'ordonnance de Moulins fut quelque peu rigoureuse, tout en tarissant une source trop large de difficultés nées de la mauvaise foi. Elle eut pour effet d'accroître beaucoup l'importance des notaires. — Pendant longtemps, en France, tous les actes publics étaient des actes de juridiction gracieuse; ils se faisaient *en droit*, *en jugement*, dans la cour du seigneur (Loyseau, *Traité des Offices*, liv. II, chap. 5); les clercs expédiaient les actes de juridiction gracieuse, volontaire, avant qu'ils eussent pris le droit d'expédier les actes de juridiction contentieuse, en l'absence des juges des fiefs. En 1270, saint Louis créa soixante notaires à Paris, pour recevoir les actes de juridiction volontaire; en 1302, Philippe le Bel en établit dans tous ses domaines. Dans plusieurs villes il y avait, comme charges séparées, les offices des notaires et ceux des tabellions. Les notaires recevaient seulement les minutes et notes des contrats; puis ils les portaient aux tabellions, qui les gardaient et les délivraient aux parties qui le requéraient, en forme authentique et en grosse, revêtues du sceau et de l'exécution parée. La distinction de ces fonctions se retrouve dans deux édits de François I^{er}, de 1542 et de 1543. — Elle subsista jusqu'à la Révolution, au moins dans les mots. Les ordonnances de d'Aguesseau, en effet, parlent des notaires et tabellions; mais l'article 85 de l'ordonnance d'Orléans de 1561 supprima les tabellions pour diminuer les frais qu'entraînait un double ministère. Depuis lors, les notaires reçurent les actes, leur conférèrent l'authenticité et en délivrèrent des grosses exécutoires.

On distinguait, comme dans l'ordre judiciaire, les notaires royaux et les notaires seigneuriaux, sans parler des notaires apostoliques, dont il a été question dans le droit canonique. Les ordonnances ont réglé la forme des actes notariés, notamment les ordonnances de Villers-Cotterets de 1539,

d'Orléans de 1561, et de Blois de 1579. Cette dernière exige la signature des parties ou la mention qu'elles ne savent signer (art. 165). Parmi les actes que pouvaient recevoir les notaires, il faut compter les testaments (Ord. de 1539, art. 173). Dans presque toutes les coutumes, ils partageaient cette charge avec les curés des paroisses (Cout. de Paris, art. 289). La forme du testament authentique différait d'ailleurs beaucoup, selon les coutumes.

C'est au XVI^e siècle que l'on commence à voir briller d'un vif éclat l'institution du ministère public, dont les commencements, comme on le sait, sont très-obscurs, très-incertains (V. *supra*, p. 120). L'ordonnance de mai 1579, dans son article 184, charge les procureurs généraux et leurs substituts des recherches et poursuites des crimes. Les avocats généraux défendent la loi aux audiences des parlements; les procureurs généraux sont chargés des travaux intérieurs, de ce que l'on a appelé le parquet. Le procureur général avait la plume, les avocats généraux avaient la parole (V. Boncenne, *Théorie de la procédure civile*, chap. XVIII). Leurs charges étaient ainsi distinctes; les avocats généraux n'avaient pas mission comme aujourd'hui de remplacer le procureur général; ils agissaient en vertu de leur droit propre. C'est un vestige de cette distinction que les avocats généraux de nos jours tiennent l'audience, et que les substituts des procureurs généraux soient chargés des travaux du parquet.

Quand les officiers du ministère public eurent acquis leur grande situation, ils cessèrent d'être les avocats du roi pour la défense des intérêts domaniaux. Les charges d'avocat du roi devinrent alors des offices publics. Voici, selon Boucher d'Argis, comment ce changement s'accomplit : « Avant la vénalité des charges, tous les avocats du roi, soit aux bailliages, soit au Parlement, étaient choisis parmi les avocats des parties. On commettait un avocat pour le roi à chaque cause où le roi avait intérêt. Dans la suite, cet emploi fut fixe et donné à titre d'office, mais ce n'était point à prix d'argent : ce fut la récompense du mérite jusqu'en 1573, qu'un avocat célèbre acheta cet office, au milieu des réclamations de tout l'ordre des avocats ».

On sait par l'historien Comines que Louis XI avait conçu la pensée de l'unité de la législation civile pour tout le royaume; mais l'idée était assurément prématurée. Une pensée analogue, moins vaste, fut suggérée à Henri III : celle de réunir en un volume toutes les ordonnances demeurées en vigueur et de donner au recueil force de loi, à l'imitation de ce que fit Justinien. Le président Brisson accomplit ce travail en 1587; on appela ce recueil *Code de Henri III*. Il fut envoyé aux parlements pour avoir leurs observations. Mais les événements politiques, d'une si déplorable gravité, absorbaient alors tous les esprits. L'idée d'un code monarchique fut abandonnée. Le chancelier de Chevry engagea bien Charondas à revoir le travail du président Brisson et à le compléter jusqu'à l'époque, qui était celle de Henri IV; mais la tentative tomba une seconde fois, et ne fut depuis jamais reprise. Le code de Henri III n'eut, au surplus, jamais force de loi.

SECTION IV. — ENSEIGNEMENT ET CULTURE DU DROIT AU XVI^e SIÈCLE.

Le XVI^e siècle fut l'âge d'or de la jurisprudence en France. Dans la première moitié on assiste à l'immense travail de la rédaction des coutumes, dont on a vu l'histoire succincte; au milieu du siècle, de 1539 à 1579, toutes les grandes ordonnances, où l'on peut voir la source d'une partie assez considérable du droit français, se produisent successivement. La seconde moitié du siècle voit apparaître une pléiade de jurisconsultes illustres, tels par leur savoir et leur sens juridique, qu'on peut les mettre à côté de ceux de la grande époque romaine. Il faut s'arrêter un moment devant le grand essor de l'esprit juriste français; tout travail d'histoire du droit qui ne donnerait pas une mention aux grands travaux du XVI^e siècle et aux hommes qui l'accomplirent aurait une lacune, car c'est de l'ensemble de ces travaux que notre droit moderne est sorti.

L'histoire de l'enseignement et de la culture du droit en Europe s'inaugure par une légende. En

1136, l'empereur Lothaire II assiégeait Amalfi dans le pays de Naples; il était aidé dans les travaux du siège par la flotte des Pisans. Dans le butin de la ville il aurait trouvé un exemplaire des Pandectes, dont tout le monde alors ignorait l'existence. Pour remercier la ville de Pise de son aide, l'empereur aurait fait cadeau du précieux exemplaire aux Pisans. Quand la ville de Pise passa ensuite sous la domination de Florence, le manuscrit des Pandectes fut transporté dans cette dernière ville, où il existe encore; ce sont les fameuses Pandectes florentines, dont le texte est considéré comme seul authentique. Mais on a révoqué en doute l'histoire de l'origine des Florentines; elle ne repose que sur une tradition que l'on ne peut faire remonter au delà du XVI^e siècle (V. Savigny, *Histoire du Droit romain au moyen âge*, chap. XVIII, et Laferrière, *Histoire du Droit français*, t. IV, p. 300). Quoi qu'il en soit, que les Pandectes aient été pendant des siècles perdues ou seulement ignorées, il n'en est pas moins vrai que la culture du droit romain avait péri complètement en Europe, quoique des institutions romaines aient toujours persisté : elle renaquit à Bologne avec Irnerius, qui fut dans cette ville le père d'une école célèbre.

Irnerius rassembla, le premier, les diverses parties du *Corpus juris civilis*, les livres du Digeste, ceux du Code et les Nouvelles. Au XII^e siècle, Placentin, ainsi nommé du lieu de sa naissance (né à Plaisance vers 1120, mort en 1192), vint s'établir à Montpellier et y propagea l'étude du droit romain. Il annota quelques livres du Code et les Institutes.

A partir d'Irnerius, le droit romain fut étudié avec ardeur, même, ainsi qu'on l'a vu, dans les pays de droit coutumier; Azon, Jacob de Révigny, toute l'école des glossateurs, Accurse à Toulouse, firent des efforts considérables pour débrouiller le chaos des lois romaines, les faire passer dans la pratique et même dans le langage vulgaire. Mais il faut dire que ces efforts ne furent pas heureux. En même temps on étudiait les lois de Justinien dans les couvents, au point d'inquiéter même l'autorité ecclésiastique. En 1134, le concile de Reims interdit l'étude du droit romain aux moines; en 1220, une décrétale d'Honoré III en défendit l'enseignement à Paris, et cette prohibition fut confirmée et étendue à toute la France par une constitution d'Innocent IV, de 1254, demeurée heureusement sans effet. Aucun progrès réel et durable ne résulta des travaux obscurs et courageux des premiers glossateurs. Au XIII^e siècle, Accurse composa cette glose fameuse qui résumait tout le travail de ses prédécesseurs et qui fut reproduite si longtemps comme une bordure sur les livres de Justinien. Rabelais l'a condamnée en termes cyniques; cependant Cujas réclamait un peu d'indulgence pour ce travail de laborieux praticiens, les premiers aux prises avec les difficultés que présentait l'interprétation des immenses et indigestes compilations justiniennes.

Les travaux de Bartole (né en 1313, mort en 1357) ne servirent pas beaucoup plus la science du droit romain. Malgré l'éclat extraordinaire que ces travaux jetèrent sur son nom, au point que l'Empire lui confia, dit-on, la rédaction de la fameuse Bulle d'or, qui resta la charte du Saint-Empire germanique jusqu'à la dissolution du corps germanique au commencement de ce siècle, les commentaires de Bartole demeurèrent stériles, par l'emploi malheureux de la méthode scolastique, mal comprise, qui avait déjà frappé d'impuissance les efforts des glossateurs. C'est un fatras aujourd'hui insupportable de divisions, distinctions, sous-distinctions, etc., où manquent complètement la science vraie, les vues élevées et les doctrines larges. Pour trouver un commentaire de la loi romaine digne du texte, il faut arriver à Alciat. Alciat (né en 1492, mort en 1550), réfugié italien, vint enseigner le droit romain à Avignon et à Bourges, et fut retenu en France par les largesses de François I^{er} et de Henri II. C'est le véritable créateur de l'enseignement du droit, le fondateur de l'école historique, qu'illustrèrent les travaux de l'immortel Cujas, son élève.

C'est par l'étude du droit romain que l'esprit et la méthode juridique pénétrèrent dans l'étude du droit national. Jusqu'au XVI^e siècle, il n'y avait eu que des romanistes, et c'est d'eux encore que partit alors l'impulsion. A cette renaissance de la science du droit, deux noms dominent tous les autres : Cujas et Doneau. — Cujas (né à Toulouse en 1520, mort à Bourges en 1590) reconstitua au vrai la science juridique de l'ancienne Rome. Qui pourra dire les miracles d'efforts, de patience, de sagacité que ce grand homme (il mérite de conserver ce titre que lui donnaient déjà ses contemporains) dut opérer, pour faire revivre dans toute sa vérité ce droit si savant, dont l'intelligence parfaite requé-

rait une connaissance si profonde de l'antiquité latine? La méthode de Cujas est l'exégèse; mais l'exégèse ainsi pratiquée a toute la largeur et l'élévation de la méthode synthétique. Ses commentaires ont pour objet principal tous les fragments qui nous sont parvenus de Paul, de Papinien, de Julien, et telle est l'ampleur de son commentaire, qu'en n'expliquant qu'une partie des textes du Digeste (il n'a pas touché à Ulpien), il explique le droit romain tout entier. D'ailleurs Cujas n'est pas seulement un commentateur; ses *Paratitla* embrassent le droit dans son ensemble. Pour pénétrer dans les profondeurs du droit romain, Cujas a deux procédés, deux moyens: la philologie et l'histoire. Il définit d'abord, fixe le texte par la comparaison avec tous les autres textes des compilations justiniennes, puis il l'explique, lui donne son sens vrai, sa portée réelle, par l'histoire. Depuis Cujas, l'étude du droit romain a été reprise dans son ensemble; on a fait des découvertes importantes, comme celle du manuscrit de Gaïus; mais si l'on a pu ajouter à ses travaux, on n'a pas eu à rectifier d'erreurs.

Cujas n'a guère laissé, dans ses dix volumes in-folio, que des leçons, qui n'étaient pas toujours écrites par lui, mais recueillies dans ses improvisations toujours lumineuses. Il professa en titre à Cahors, à Bourges, à Valence, à Turin, partout avec un succès constant. Grégoire XIII et le duc de Savoie cherchèrent à l'attirer dans leurs États; mais le succès immense de son enseignement le retint à Bourges. Le seul droit alors professé était le droit romain; l'autre droit, le droit coutumier, eût paru barbare. Mais l'enseignement du droit romain ne laissait pas que de profiter au droit national. Les jeunes légistes, quittant les bancs de l'École pour le barreau, apportaient au barreau les connaissances qu'ils avaient recueillies dans l'École; les doctrines du droit romain pénétraient ainsi dans la pratique judiciaire, en dépit des hommes d'affaires, qui traitaient un peu ironiquement d'*humanistes* les élèves de l'école d'Alciat et de Cujas (Pasquier, *Recherches de la France*, liv. IX, chap. 39). Pasquier a écrit de Cujas: « Il n'eut, selon mon jugement, il n'a et n'aura par aventure jamais son pareil. » On ne poussera, en effet, jamais plus loin que ne l'a fait Cujas dans son explication des textes de Papinien et dans ses Observations, ses deux plus glorieux titres, l'analyse profonde des textes et l'art de synthétiser les résultats de l'analyse.

Dans le même temps où brillait Cujas, on vit se produire Doneau, né à Chalon-sur-Saône en 1527, mort en 1594. La méthode de Doneau est la méthode dogmatique. Son principal titre de gloire est le vaste commentaire qu'il a fait des matières pratiques du droit civil romain, et qui forme un traité complet dans l'ordre naturel. Au lieu d'aller, comme Cujas, du texte à la doctrine, il expose les principes, déduit les conséquences, et justifie les unes et les autres par les textes. Cette méthode exigeait alors non-seulement une science sûre, mais une force d'esprit peu commune. L'enseignement de Doneau n'eut pas d'abord l'éclat de celui de Cujas, mais son influence fut peut-être aussi profonde. Doneau est moins humaniste, mais il est plus philosophe. L'Allemagne le met aujourd'hui au premier rang des jurisconsultes français. — Doneau faisait, dit-on, profession de la religion de Calvin; il faillit être une des victimes de la Saint-Barthélemy à Orléans, où il enseignait alors. Cujas partageait aussi, à ce qu'il paraît, cette croyance; mais il évitait de s'y compromettre, répondant à ceux qui l'interrogeaient sur le fait de la religion par cette parole si connue: *Nihil est ad edictum prætoris*.

Il faut placer encore au premier rang des romanistes du XVI^e siècle Denys Godefroy et Jacques Godefroy; ce dernier surtout, qui donna une édition du code Théodosien et l'accompagna d'un très-ample commentaire dont la science prodigieuse sera toujours un objet d'étonnement. Tout historien et tout jurisconsulte qui voudra connaître la Gaule, dans la période gallo-romaine, et l'administration impériale du premier au quatrième siècle, devra les étudier d'abord dans le code Théodosien de Jacques Godefroy. — Denys Godefroy fit pour les compilations justiniennes un travail analogue à celui de la glose d'Accurse. Les notules qui encadrent, en quelque sorte, le texte du *Corpus juris* de Godefroy résument tous les travaux des commentateurs depuis Alciat. Elles étaient, au XVI^e siècle, d'un grand secours pour les légistes, quelque chose de comparable aux codes annotés de nos jours; on allait y puiser une science toute faite, ce qui fait dire à Pasquier: « Tel avocat plaident au barreau contrefait parfois le savant, qui ne reluit que de la plume de Godefroy, sans le nommer » (*Recherches de la France*, IX, 39).

Un peu au-dessous de ces grands jurisconsultes qui embrassèrent le droit romain dans son ensemble, il convient de nommer Duaren et Govean, dont il reste d'élégantes dissertations sur des questions importantes de droit. Ce dernier, Portugais d'origine, était considéré par Cujas comme le premier interprète du droit romain de son temps. — Puis viennent les Hotman, le président Barnabé Brisson, Pierre Pithou, élève de Cujas, ami de Loysel, mais dont les études eurent particulièrement pour objet le droit canonique.

L'enseignement et l'étude du droit français, c'est-à-dire du droit coutumier et du droit romain dans son application à la pratique judiciaire, donnaient lieu dans le même temps à des efforts tout aussi vigoureux. — Au premier rang des jurisconsultes vraiment français, il faut placer sans hésiter, comme le fondateur de la jurisprudence française, Charles Dumoulin.

Dumoulin, il faudrait dire Du Molin, si l'usage n'avait modifié l'orthographe de sa signature, est né à Paris, dans les premières années du XVI^e siècle, peut-être dans l'année 1500 même. Son père, avocat au parlement de Paris, lui donna les premières notions du droit; Dumoulin compléta ses études à Poitiers et à l'Université d'Orléans, la plus ancienne des universités de lois dans le pays coutumier. A peine reçu docteur, il commença à y professer en 1521. En 1522 il revint à Paris et s'adonna à la pratique du barreau; mais une certaine difficulté d'élocution et trop de lourdeur dans la diction l'empêchèrent de réussir dans la plaidoirie. Ses plaidoyers, dit Brodeau dans une notice sur Dumoulin, étaient des arbres qui portaient d'excellents fruits, mais peu de fleurs et de feuilles. On raconte même que le premier président Christophe de Thou, fatigué de l'entendre, lui dit un jour : « Taisez-vous, vous êtes un ignorant, » et que le bâtonnier, gardien de la considération de l'ordre des avocats, se transporta chez le magistrat et lui dit gravement : *Læsisti hominem doctiorem quam unquam tu eris*. L'anecdote est suspecte pour plusieurs raisons qu'il serait sans intérêt et trop long de déduire ici; mais il est certain que Dumoulin ne compta jamais comme orateur.

L'ardeur au travail de Dumoulin était extrême; on le sait par des témoignages irrécusables d'ailleurs, et le caractère et l'immensité de ses productions l'attesteraient suffisamment. Elle eut pour objet toutes les parties du droit : le droit coutumier, le droit féodal, le droit romain, le droit canonique et l'histoire; mais c'est surtout vers le droit coutumier, le droit féodal et la matière des obligations que se dirigèrent ses efforts. Dumoulin enseigna, notamment à Dôle, et écrivit. Comme son ardeur en toutes choses le porta à se mêler aux affaires du temps, son existence fut très-agitée. Plus d'une fois il fut obligé de fuir. Plusieurs de ses grandes compositions furent le fruit de l'exil à Tübingen, à Montbéliard, qui était alors sous la domination des Espagnols; à Besançon, ville libre; à Dôle, etc., et cela au milieu, trop souvent, des difficultés de la vie matérielle. A Paris, il se donnait à la consultation.

Parmi ses productions si nombreuses, il faut placer au premier rang son Commentaire sur le titre des fiefs de la coutume de Paris. Le droit féodal, sans doute, avait alors ses principes fixes; mais plus il avait absorbé la société civile, au point que les moindres détails de la vie commune, comme l'a dit un historien, devenaient matières de féodalité, plus il avait soulevé de difficultés jusqu'alors non résolues : disparu à peu près de la sphère politique depuis que la monarchie était arrivée à l'unité, on le retrouvait à chaque pas dans les rapports de la vie civile. Dumoulin donc expliqua la matière des fiefs; mais son antipathie pour les institutions féodales déborde à chaque instant comme une lave; il enlève aux prétentions féodales excessives toute couleur de légitimité. Il est logique, profond, mais diffus et sans ordre. Sa tendance à parler de tout à propos de tout est le grand vice de sa manière; elle rend aujourd'hui la lecture de ses écrits difficile. A chaque pas de son Commentaire des fiefs, il fait des échappées sur le droit civil; c'est ainsi qu'à propos de la théorie de la reconnaissance du droit féodal, il crée de toutes pièces la théorie des actes recognitifs et confirmatifs, telle qu'elle est passée dans notre code civil aux articles 1337 et suivants.

C'est encore dans son Commentaire des fiefs que Dumoulin fonde la doctrine selon laquelle chaque héritier, chaque communiste est censé avoir succédé immédiatement à tous les effets compris dans son lot (c. nap., art. 883). Avant lui, il y avait une mutation du défunt aux héritiers, *ut universi*, puis de l'hérédité aux héritiers, autant de mutations que de parts. Dumoulin combattit les préten-

tions féodales pour la perception du double droit de quint, en établissant cette doctrine, que le partage entre communistes est non pas translatif, mais déclaratif de propriété.

A côté du Commentaire des fiefs, il faut placer les Apostilles ou notes sur toutes les Coutumes de la France, œuvre de ses dernières années, car il mourut en 1566. Pour les contemporains, ce furent autant « d'arrêts principes et de mattresses sentences », selon l'appréciation des hommes les plus éminents du temps. Dumoulin y fait ressortir l'unité de principe du droit coutumier, malgré les apparences diverses et même contraires. Nul travail ne contribua autant à fonder l'unité de jurisprudence du droit coutumier, et à rendre ainsi possible l'unité législative dont jouit la France depuis le commencement de ce siècle.

Dans son traité *de Dividuo et individuo*, Dumoulin crée, on peut dire, la théorie française de l'indivisibilité des obligations, et Pothier a pu se borner à analyser et à coordonner les doctrines de Dumoulin pour en faire sortir la doctrine qu'il expose dans son Traité des obligations, et qui devait venir se condenser dans deux articles du code Napoléon. Jamais la métaphysique du droit et l'analyse n'avaient été poussées au degré où elles apparaissent dans le livre de Dumoulin. Ici, le grand jurisconsulte français emprunte à la scolastique sa méthode, ce puissant instrument, beaucoup trop décrié, à la présente époque de travaux faciles. Il procède comme saint Thomas dans sa Somme théologique; il pose la question, puis il énumère une à une toutes les solutions proposées jusqu'à lui et qu'il doit rejeter : *Videtur quod... videtur quod...* Il propose ensuite sa solution, et une à une toutes les raisons qui la justifient : *Sed mihi videtur...* Enfin, reprenant les objections qu'il a commencé par faire connaître, il les réfute, toujours une à une. Comme on le voit, rien n'est plus opposé à la manière des jurisconsultes romains, qui vont droit et sans ambages à la raison de décider, toujours unique, et l'exposent en une ligne.

Une telle méthode serait-elle toujours possible? Non assurément; elle convient mieux aux monographies qu'aux traités. Elle épuise les questions. Elle est éminemment propre aux époques appelées à résumer les travaux épars des époques précédentes; c'est la méthode des Sommes théologiques ou juridiques. Mais la complication de l'appareil et la puissance de l'instrument dépassent trop souvent la valeur du produit à obtenir; l'emploi en est monotone, et le lecteur est promptement fatigué. D'ailleurs, elle a dans le droit un inconvénient; elle suppose toujours la question bien posée; et dans le droit, la plus grande difficulté est souvent dans la position de la question.

Dumoulin ne fut pas seulement jurisconsulte, mais encore, à l'occasion, historien et publiciste, disons même pamphlétaire. Il a été parlé de son Commentaire sur l'Édit des petites dates (*suprà*, p. 180). Il faut au moins mentionner ici son Conseil sur le fait du Concile de Trente. La cour de Rome pressait pour obtenir la réception du concile en France; le cardinal de Lorraine avait travaillé en ce sens à la cour de France; mais L'Hospital, plus sage, avait réussi à faire écarter les propositions de la cour de Rome. Pour prévenir le retour d'une pareille tentative, il inspira à Dumoulin la pensée de relever les irrégularités du concile; Dumoulin le fit avec sa virulence habituelle. Ce petit écrit n'ajoute rien à sa gloire; car un pamphlet ne peut se faire pardonner sa violence que par l'exquisité de sa forme littéraire, et le goût et la mesure faisaient trop absolument défaut à Dumoulin.

Le grand jurisconsulte breton, d'Argentrée, sénéchal à Rennes, né en 1519, mort en 1590, parait avoir commenté le droit féodal et la coutume de Bretagne en vue de combattre Dumoulin; mais il faudrait trop de complaisance pour faire du jurisconsulte breton le rival du créateur du droit français. D'Argentrée est feudiste par l'objet de ses travaux, et féodal par la tendance de son esprit. La mission qu'il parait s'être donnée fut de fortifier l'esprit féodal dans le droit. On peut le consulter encore quelquefois avec fruit, mais la science du droit ne lui doit pas de progrès.

Il faut se résoudre à mentionner seulement en passant :

1° Guy-Coquille (né en 1523, mort en 1603), le judicieux commentateur de la Coutume du Nivernais, aux travaux de qui l'histoire du droit est si grandement redevable, à raison de la connaissance parfaite qu'il avait de l'ancien droit national;

2° Charondas (né en 1536, mort en 1617), qui publia et annota les vieux coutumiers français, et commenta avec beaucoup de sens la coutume de Paris;

3° René Choppin (né en 1537, mort en 1606), qui mit une science profonde dans l'explication de la coutume d'Anjou;

4° André Tiraqueau (né en 1480, mort en 1558), le jurisconsulte poitevin, que L'Hôpital appelait le Varron du siècle, écrivain fécond sur les matières féodales et coutumières. — Tiraqueau eut une nombreuse famille; les contemporains remarquaient avec malice que chaque année, très-exactement, il lui naissait un enfant et il faisait un livre;

5° Chassaneux (né en 1480, mort en 1541), qui vint trop tôt pour expliquer avec une maturité suffisante les Coutumes bourguignonnes;

6° Loysel (né en 1536, mort en 1617), élève de Cujas, si connu par son recueil de maximes du droit coutumier. Parmi les maximes recueillies par Loysel, toutes ne sont pas également heureuses. Celle-ci, par exemple : *Oignez le vilain, il vous poindra; Poignez le vilain, il vous oindra*, n'appartient ni à l'ordre du droit, ni à l'ordre moral; mais avec le Commentaire de Laurière, les Institutes de Loysel sont précieuses pour l'intelligence de notre droit féodal et coutumier;

7° Loyseau (né en 1566, mort en 1627), qui ferme l'ère des grands jurisconsultes du XVI^e siècle. — Les ouvrages de Loyseau, qui ont été souvent cités dans le cours de cette étude, sont ceux qui ont le plus survécu à leur temps par leur forme attrayante et la science dont ils témoignent. Tout jurisconsulte doit lire Loyseau, pour la clarté de son exposition; mais il n'y cherchera pas la force dialectique de Dumoulin.

Il n'y a pas de science qui ait, dans son histoire, une période plus brillante que la jurisprudence au XVI^e siècle. Cependant les œuvres de presque tous ces hommes, dont le nom est resté grand aux yeux de la postérité, dorment dans les bibliothèques publiques, et c'est à peine si de rares érudits vont, à l'occasion, en secouer de loin en loin la poussière. Comment se fait-il que leurs travaux soient à ce point délaissés, quand les jurisconsultes romains sont encore étudiés avec ardeur par les adeptes de la science du droit? On dira : le droit féodal et coutumier est mort. Cette explication est insuffisante, car le droit de la Rome républicaine et impériale n'est pas plus vivant. C'est qu'il manquait aux œuvres de ces grands esprits une qualité sans laquelle les œuvres ne vivent pas : la forme. Leur science est sûre, profonde, leur jugement infaillible, leur sagacité incomparable; mais cette science est, en apparence du moins, *fratesque*, comme dit Montaigne. Dédaigneux de la forme élégante et claire des jurisconsultes romains, aux prises avec les difficultés d'une langue morte ou d'un idiome non plus barbare, mais en voie de formation, ils ont été trop exclusivement jurisconsultes. Un peu plus philosophes, un peu plus écrivains, ils auraient moins écrit, mais leurs livres seraient encore dans les mains de tous ceux que continue d'intéresser la science du droit.

On a vu, dans les pages qui précèdent, que tous les grands jurisconsultes qui cultivèrent le droit romain au XVI^e siècle l'avaient enseigné. Malgré les bulles d'Honoré III et d'Innocent IV, le droit civil, ainsi que l'on appelait le droit romain pour le distinguer du droit canon, était professé dans plusieurs universités de France. Placentin professait à l'Université de Montpellier dans les dernières années du XII^e siècle. On enseignait le droit civil à Paris au temps de Philippe-Auguste, et cela, paraît-il, jusqu'à la bulle d'Honoré III, de 1240 (Pasquier, *Recherches de la France*, liv. IX, chap. 37). L'enseignement du droit civil paraît avoir commencé à l'Université de Toulouse vers 1250 (V. Cazeneuve, *Du Franc Alleu en Languedoc*, p. 42, et Laferrière, *Histoire du Droit français*, t. X, p. 352 et suiv.), et à l'Université d'Orléans vers le même temps, à l'époque où l'enseignement de Paris finissait. Mais l'enseignement de l'Université d'Orléans fut de bonne heure suspect; on reprochait aux professeurs d'Orléans de s'affranchir beaucoup trop des textes, et de substituer leurs propres doctrines à celles du droit romain, sous prétexte de l'expliquer. Que l'indépendance d'esprit des jurisconsultes d'Orléans nuisît à la connaissance vraie du droit romain, on n'en peut douter; mais leur méthode aventureuse profita certainement à la pratique judiciaire, en y introduisant des doctrines nouvelles, à l'abri d'une autorité sans laquelle elles n'y auraient pas pénétré.

A partir du XIV^e siècle, le droit civil fut enseigné dans diverses universités, à Avignon, à Cahors, Angers, Valence, Nantes, où l'enseignement ne se maintint pas, mais surtout à Aix, à Bourges, Poitiers, Caen et Rennes. Dans les universités de lois, comme les appelle Pasquier, la destinée de l'ensei-

gnement du droit ne fut pas également heureuse ; à Poitiers, elle fut brillante entre toutes. On venait étudier le droit à Poitiers de toutes les parties de la France, et même d'Allemagne et d'Angleterre. Poitiers compta jusqu'à quatre mille étudiants. Le Dorante du *Menteur* de Corneille arrive de Poitiers, où allaient, en effet, étudier les jeunes gentilshommes destinés par leur naissance aux grands emplois de la magistrature. Mais l'Université de Paris n'était pas une université de lois ; elle ne le devint qu'un siècle plus tard, en 1679. Dans aucune université de lois on n'enseignait d'autre droit civil que le droit romain ; c'était le seul qui fût considéré comme une science ; le droit coutumier était réputé barbare et ne semblait pas pouvoir se produire ailleurs que dans la pratique des tribunaux.

CHAPITRE III. — ORDONNANCES DU XVII^e SIÈCLE.

Les ordonnances du XVII^e siècle continuent l'œuvre des ordonnances du siècle précédent ; mais leur autorité est tout autre. De Philippe-Auguste à Henri IV, l'autorité royale va toujours grandissant ; la progression est continue, mais elle n'est pas constante. La puissance royale paraît par moments subir des éclipses. Dans la longue période de l'invasion anglaise, ce n'est pas seulement la monarchie qui paraît baisser : c'est le pays même, dont l'existence nationale est en question. Au XVI^e siècle, comme on l'a vu, la monarchie reçoit le contre-coup des querelles religieuses, qui arrêtent la formation et l'unité française, et semblent pouvoir faire craindre pour les résultats.

L'abaissement momentané de l'autorité royale apparaît assez, pendant toute la seconde moitié du XVI^e siècle, par le fait de la multiplication des ordonnances royales, souvent sur le même objet. Que signifient ces répétitions des actes de l'autorité souveraine, sinon que cette autorité était trop faible pour faire respecter et exécuter ses commandements ? A partir de Henri IV, le pays reprend possession de lui-même, et l'autorité royale renaît avec lui. Désormais tous les actes seront sérieux et observés. La période de l'autorité législative de la royauté française ne commence pas assurément au XVII^e siècle ; mais au XVII^e siècle la monarchie est hors de page, et les intermittences de son autorité ont définitivement cessé.

SECTION I^{re}. — ORDONNANCES DANS L'ORDRE POLITIQUE ET ADMINISTRATIF.

Après que Louis XI eut débarrassé la Couronne de ses grands et redoutables feudataires, la monarchie française touchait à l'apogée de sa puissance, sous François I^{er} et Henri II, quand les guerres de religion faillirent un moment en compromettre l'existence. L'ébranlement fut presque aussi profond qu'au temps de l'invasion anglaise. Mais le XVI^e siècle avait un avantage qui manquait au XIV^e siècle. Après l'épopée héroïque de Jeanne Darc, après Louis XI, après François I^{er} et Henri II, après cette efflorescence sans pareille de l'art et les plus charmants essais littéraires, le pays s'était reconnu et avait acquis une pleine conscience de son unité. La guerre civile s'apaisa ; la conciliation se fit dans les esprits ; un grand prince, habile et fin surtout, Henri IV, put soumettre et presque réconcilier les partis, et rasseoir la France pour une durée de deux cents ans.

Augustin Thierry a exprimé avec sa justesse habituelle le caractère de la tâche qui était imposée à Henri IV : « Le règne de Henri IV, dit-il, est une de ces époques décisives où finissent beaucoup de choses, et où beaucoup de choses commencent. Placé sur la limite commune des deux grands siècles, il recueillit tous les fruits du travail social et des expériences de l'un, et jeta dans leur moule toutes les institutions que devait perfectionner l'autre. La royauté, dégagée de ce que le moyen âge avait laissé de confus dans son caractère, apparaît alors clairement sous sa forme moderne, celle d'une sou-

veraineté administrative, absolue de droit et de fait, jusqu'en 1789, et depuis subordonnée et associée à la souveraineté nationale. Alors se réglèrent d'une manière logique les départements ministériels, et leurs attributions s'étendirent à tout ce que réclament les besoins d'une société vraiment civilisée. »

Henri IV devait d'abord faire cesser la cause des troubles qui avaient désolé la France pendant plus de trente ans. C'est à quoi il pourvut par l'édit de Nantes, que l'on a déjà fait connaître (V. *supra*, p. 208). Après la pacification des esprits, ce qui importait le plus était le rétablissement des finances; Sully fut créé surintendant, et parvint non pas à rétablir tout de suite la richesse publique, mais au moins à faire cesser les plus révoltantes dilapidations. Deux ans après être entré aux affaires comme surintendant, Sully joignit, en 1599, à sa charge de surintendant celle de grand voyer de France, puis la surintendance des fortifications et celle des bâtiments. Tous les services publics se ressentirent de l'impulsion heureuse donnée par le prince et son grand ministre. L'agriculture et l'industrie furent puissamment aidées, même l'industrie de luxe; car un édit de 1607 fonda des manufactures de tapisserie dans plusieurs villes. Mais, parmi les mesures administratives les plus fécondes, il faut citer l'édit de décembre 1607 sur la voirie et le dessèchement des marais; c'est dans cet édit qu'est posé le principe de l'alignement obligatoire; il est appliqué encore tous les jours par nos tribunaux. Dans l'ordre du droit public, il faut mentionner l'établissement du droit de la *Paulette*, qui, depuis 1604, fut payé chaque année, sur le pied du 60^e du produit de l'office, par les titulaires des offices de judicature et de finance. Ch. Paulet en fournit l'idée et en fut le premier fermier. Depuis l'établissement de la *Paulette*, les offices devinrent définitivement une propriété héréditaire et reconnue comme telle.

Henri IV accomplit son œuvre de pacification et de réparation, seul avec Sully. Une seule fois il s'adressa aux Notables; mais il ne résulta rien de cette assemblée. Ce furent toujours de pauvres assemblées que celles dites des Notables. Jamais l'État n'en ressentit, même indirectement, aucun avantage. C'étaient des commissaires choisis par le prince, dans les trois classes, à seule fin de donner une plus grande apparence de légalité à quelque aggravation de l'impôt. Le beau discours débité par Henri IV aux notables assemblés à Rouen n'était qu'une flatterie de Gascon. Elles offrirent presque toujours le plus misérable des spectacles, celui d'assemblées sans initiative propre et sans dignité.

A la mort de Henri IV, les plaies profondes qu'avaient faites à la France les guerres de religion étaient cicatrisées et les finances rétablies; une administration paternelle dans son action avait ramené la prospérité publique, et la France avait pu, jetant les yeux au dehors, concevoir déjà la pensée d'une grande entreprise politique, l'abaissement de la maison d'Autriche. L'assassinat du roi vint mettre en problème la consolidation de son œuvre. Le désordre renaissait; on songea aux États-Généraux. En 1614, quand s'assemblèrent les derniers Etats qu'ait eus l'ancienne France avant ceux de 1789 qui devaient si vite se transformer et décréter la Révolution, la prospérité relative de la France et sa grandeur venaient de subir un temps d'arrêt. La régente, Marie de Médicis, dissipait en profusions, en largesses à ses favoris, les économies de Henri IV; la politique extérieure, de ferme et clairvoyante qu'elle avait été, devenait molle et sans vues; les calvinistes redevenaient hautains; le vieux ferment de la Ligue menaçait l'Etat de nouveaux malheurs, et les grands seigneurs se remontraient factieux, comme ils l'avaient été pendant quarante ans, sous la minorité de François II et de Charles IX et pendant les grands troubles du règne désastreux de Henri III.

Les États réunis à Paris au mois d'octobre 1614, pour obvier à ces commencements d'une nouvelle dissolution sociale, n'avaient, à vrai dire, aucun objet fixe. Les princes du sang s'étant mis en hostilité avec la cour, on avait d'un commun accord, après de petites guerres civiles, convoqué les États, ainsi qu'on l'avait fait précédemment dans les circonstances imprévues et nouvelles, surtout lorsqu'il y avait eu des partis rivaux à pacifier; mais, pour la première fois peut-être, ils étaient assemblés sans vues intéressées, c'est-à-dire sans que le gouvernement eût quelque arrière-pensée d'y trouver les ressources qu'on avait toujours su en tirer jusqu'alors, par surcroît.

Les États s'assemblèrent donc; mais, dès les premières réunions, il fut évident, à différents signes, que les temps étaient changés; le tiers état avait grandi; il tendait toujours davantage à devenir une puissance; ses prétentions à cet égard se révélèrent dès les premiers jours, et si le résultat positif de ces derniers États fut à peu près nul, le résultat moral fut considérable; car ils permirent de con-

stater, en même temps que la force réelle du tiers état, un affaiblissement marqué de la force des classes privilégiées.

C'est un fait bien curieux de voir apparaître dans les États de 1614 presque tous les symptômes de rénovation qui marquèrent la réunion des États de 1789, et de pouvoir y étudier les mouvements, en quelque sorte à l'essai, qui devaient préluder, cent quatre-vingts ans plus tard, à notre grande Révolution. Chaque ordre élut un orateur, qui devait exprimer la pensée de son ordre. Dans le discours du baron du Pont-Saint-Pierre pour la noblesse, le tiers est accusé par la noblesse « de s'en faire accroire par-dessus elle, sous couleur de quelques honneurs et dignités où plusieurs étaient constitués ». En réponse, l'orateur du tiers état, Savaron, fait le procès à la noblesse; il lui reproche, dans les mêmes termes absolument que Sieyès employa plus tard, d'être impropre même aux services pour lesquels elle est instituée, de s'éloigner des fonctions publiques quand elles sont utiles et qu'il faut quelque travail pour les remplir. Ce sont les mêmes altercations, les mêmes disputes de préséance qu'en 89; le lieu des réunions est interdit au tiers état mutiné de 1614, comme il le fut à ses successeurs, et le tiers état menace, alors comme plus tard, de passer outre à l'accomplissement de son mandat.

Il faut noter ces altercations du tiers état et des classes privilégiées, comme un signe caractéristique; elles font voir que le moyen âge et le régime du moyen âge étaient bien finis en 1614. Du XIII^e siècle au XVII^e siècle, la distinction entre les différentes classes est reconnue; aucune ne songe à empiéter sur l'autre, ni à se débarrasser des charges qui lui incombent. Il était admis par tous que le clergé prie, la noblesse combat et le peuple travaille; la société marchait ainsi. Aux États de Tours de 1484, ces principes furent posés par les orateurs des deux ordres avec une grande fermeté de vues, et bien auparavant, Gerson avait développé cette doctrine comme étant celle du temps (1). Aussi ne voit-on pas que, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, le tiers état ait jamais élevé la prétention, comme droit, de sortir de sa sphère laborieuse. Dans les discours même des États de 1614, on voit apparaître cette division des ordres comme étant encore la base de l'ordre social de l'époque mais le tiers état de 1614 est bien l'ancêtre du tiers état de 1789.

Le seul point où la tendance des deux époques diffère est dans l'union du tiers état et de la Couronne, douteuse dans la dernière assemblée, très-réelle, très-sincère dans les États de 1614. L'assassinat de Henri IV avait consterné tous les gens sages. Que ce meurtre fût l'œuvre d'une minorité imperceptible, même dans le parti des fanatiques, cela n'est pas douteux; et, cependant, les prétentions toujours excessives de la cour de Rome, la suprématie qu'elle continuait de s'arroger sur les souverains, les déclamations toujours furibondes des libelles, l'agitation religieuse renaissante, faisaient rattacher ces faits et ces prétentions à une cause commune, cause unique, non avouée, que

(1) Cette division des ordres des États apparaît comme acceptée par tous, dans les productions littéraires et artistiques du moyen âge. Voici comment cette constitution de la société du moyen âge est exposée par Gerson dans un fragment de sermon rapporté par M. Rathery dans son Histoire des États-Généraux : « Ne voyons-nous pas certains bourgeois murmurer contre les ecclésiastiques, parce qu'ils ne travaillent pas et ont des gros revenus? D'un autre côté, quelques membres du clergé lui-même murmurent contre le tiers état, quand il veut se mêler ou s'instruire de choses où ils pensent qu'il ne doit rien connaître... La faute en est quelquefois aux bourgeois qui mettent leurs enfants aux écoles ou en religion, uniquement à cette fin mauvaise de leur procurer de quoi vivre, de l'aisance à une abbaye, ou les honneurs de l'Eglise. Il arrive encore que l'ordre de la noblesse méprise les deux autres, et en parle d'une manière injurieuse, soit ouvertement, soit en arrière. A quoi sert une telle division? Sachons que les trois États sont nécessaires à la chose publique : l'ecclésiastique comme les yeux, le militaire comme le corps ou l'estomac, et le civil comme la main. Le bourgeois ne doit pas murmurer contre l'ecclésiastique s'il ne travaille pas de ses mains, car sa mission est autre. Elle consiste à nous apprendre à bien vivre, pour que nous parvenions au but principal, qui est le paradis; et comme le clergé ne pourrait à la fois s'occuper de cet objet et travailler, il faut bien que les nobles et les bourgeois le soutiennent, en lui donnant des revenus, des dîmes ou autres subventions de ce genre. Pendant que le tiers état travaille, la noblesse pourvoit à la défense du royaume; l'état ecclésiastique, de son côté, doit s'appliquer à la science, à la religion, à donner conseil en connaissance de cause, enfin à prier Dieu pour tous; ainsi chaque chose sera en bonne harmonie. » (P. 331.)

le tiers état eut la pensée de détruire en prenant l'initiative d'une proposition très-générale, relative à ce qu'on appelait alors la *sûreté des rois*. On y déclarait que « le souverain, en son État, ne tenait sa couronne que de Dieu seul...; que nulle puissance en terre, spirituelle ou temporelle, n'avait droit sur son royaume pour en priver les personnes sacrées des rois, ni dispenser leurs sujets de fidélité ou d'obéissance...; que l'opinion qu'il est loisible de tuer ou de déposer les rois, s'élever et rebeller contre eux, est impie et détestable...; que tous livres qui enseignent telles fausses et perverses opinions sont tenus pour séditieux et damnables; tous sujets de Sa Majesté qui y adhéreront, pour rebelles, infracteurs des lois fondamentales du royaume et criminels de lèse-majesté au premier chef... et que tous les ecclésiastiques du même ordre établis en France sont obligés d'y répondre, les impugner et contredire incessamment, sans respect, ambiguïté ni équivoque, sous peine d'être punis comme fauteurs des ennemis de l'État... » C'était la doctrine que Bossuet devait faire proclamer un jour par l'assemblée du clergé de France. Mais la suspicion où les termes de cette proposition plaçaient le clergé, et la connivence qu'elle lui supposait avec les mauvaises doctrines et les actes coupables, étaient trop injurieuses pour qu'il en subît l'acceptation. On discuta, on harangua, on menaça; finalement, la cour elle-même intervint pour réprimer le zèle excessif du tiers état, et lui enjoignit de rayer la proposition de son cahier.

Même opposition entre la noblesse et le clergé d'un côté, et le tiers état de l'autre, sur la réception du concile de Trente en France. Ses actes devaient-ils être publiés et reçus comme lois de l'État? Oui, disaient les uns; non, disait le tiers état, renouvelant en 1614 sa protestation de 1588. Au surplus, l'apaisement des passions religieuses et l'accroissement du pouvoir central sous Richelieu et Louis XIV allaient rendre cette controverse de vingt ans sans objet; faute de combattants, il était inévitable que le combat cessât.

Le ministère de Richelieu, après les troubles de la régence de Marie de Médicis, ne fut marqué par aucune mesure, aucun événement intéressant le droit public. Sous ce maître, à la main si rude, l'influence légiste fut en quelque sorte annihilée. Ce fut l'époque de la création de nombreuses institutions qui ont survécu à l'ancienne monarchie : la Marine, l'Académie, l'École militaire, etc. Mais, dans l'ordre du droit public, on ne pouvait rien attendre de Richelieu. Dans sa lutte contre les derniers survivants de l'esprit féodal, le grand ministre ne s'astreignait même pas aux formes judiciaires : il faisait juger les conspirateurs et les rebelles vaincus, les d'Elbœuf, les Marillac, les Montmorency, les La Valette, les Vendôme, non par la cour des pairs, ce qui eût été selon le droit, mais par des commissions ou des parlements constitués en commission. Pour cela, il commençait, dans les lettres patentes qui constituaient la commission, par faire déclarer les illustres accusés criminels de lèse-majesté, indignes et déchus de la qualité de pairs de France, comme on le voit dans les lettres patentes du 3 août 1632 à propos du procès de Montmorency à Toulouse. C'était préjuger la déclaration de la commission; mais Richelieu ne regardait pas de si près à la légalité. — L'un de ses derniers édits, celui du mois de février 1644, est dirigé contre les parlements et autres cours de justice; il leur défend de s'immiscer dans les affaires d'État et de prendre connaissance des matières d'administration.

Les grands corps judiciaires ressaisirent une partie de leur ancienne autorité après la mort de Richelieu. En 1643, Louis XIII venant de mourir, le parlement de Paris, garni de pairs, déclare Anne d'Autriche régente, et casse le testament du roi. Il était alors avec la Cour. Mais l'enregistrement des édits bursaux de Mazarin soulève des difficultés : le grand conseil, la chambre des comptes, la cour des aides et le parlement de Paris rendent un *arrêt d'union* pour résister de concert aux mesures du ministre (13 mai 1648). Le ministre casse l'arrêt et interdit l'assemblée des chambres; la lutte aigrit les partis; la population intervient, et la guerre dite de la Fronde éclate, guerre d'intrigues, de factions, que le vainqueur de Rocroy qualifiait d'un mot malhonnête, quoiqu'il y fût partie, et qui devait finir par la lassitude générale, comme tous les troubles civils sans objet précis.

Ces démêlés mériteraient peu de tenir une place dans une histoire du droit, s'il n'en avait jailli parfois comme des éclairs projetant une lumière sur l'avenir. Au plus fort de ses démêlés avec la Cour, avant que la guerre des rues n'eût éclaté, le Parlement fut, dans des résolutions qu'on ne peut pas

oublier, au moment de faire reconnaître en France des principes constitutionnels. Qu'on lise les mémorables résolutions de 1648. Peu s'en faut qu'on ne dût alors au parlement de Paris la liberté individuelle comme en Angleterre. Les articles adoptés par le Parlement forment un code presque complet. L'article 1^{er} demande que les intendants de justice et autres commissions non vérifiées es cours souveraines soient révoqués. L'article 6 dit : « Aucun des sujets du roi, de quelque qualité et condition qu'il soit, ne pourra être détenu prisonnier passé vingt-quatre heures sans être interrogé suivant les ordonnances et rendu à son juge naturel, sous peine d'en répondre par tous ceux qui les détiendront... Aucun officier ne pourra être troublé en la fonction de sa charge par lettre de cachet portant défense d'entrer en sa compagnie, mais seulement en informant contre les officiers et faisant leur procès suivant les ordonnances. » L'article 8 révoque toutes les commissions extraordinaires et casse leurs jugements. Le Parlement avançait véritablement son époque; et cependant, telle était la force du courant que les Parlements avaient fait prévaloir, que ces résolutions hardies furent suivies d'une déclaration royale conforme (16 octobre 1648). Le Parlement fut ainsi sur le point de faire recevoir en France l'*habeas corpus* des Anglais (V. l'Histoire de la Fronde, par le marquis de Saint-Aulaire).

Sous Louis XIV, le parlement de Paris ne fut plus qu'une cour judiciaire, depuis le jour où le jeune roi, au retour d'une chasse, était entré à la grand'chambre, éperonné et le fouet à la main, pour défendre aux parlementaires de s'immiscer désormais dans les affaires de l'Etat. Une déclaration du 24 février 1673 abolit le droit de remontrances des parlements, en ne les permettant que dans la huitaine et après l'enregistrement. Pour voir renaître le Parlement comme un corps politique, il faut attendre la mort du roi et la minorité de Louis XV.

Le long règne de Louis XIV vit éclore une foule d'ordonnances sur les matières civiles et de haute administration. Dans l'administration proprement dite, un des faits les plus notables de notre ancienne histoire s'accomplit insensiblement. Les intendants (V. *suprà*, p. 204) accaparèrent peu à peu dans les provinces l'autorité administrative tout entière, en rattachant, à tort ou à raison, toute question d'administration à quelque question de finance. Comme ils représentaient le pouvoir central, naturellement celui-ci les chargeait de l'exécution des mesures administratives qu'il avait arrêtées. Ils devinrent, de fait, de véritables gouverneurs de provinces. Leurs attributions comprenaient à peu près tous les services publics : les finances de l'Etat et des communautés, les travaux publics, l'agriculture, le commerce, l'industrie, l'instruction publique, les cultes, la police, les octrois des villes, etc. Mais si leurs attributions étaient étendues, l'administration centrale ne les laissa pas exercer sans contrôle le pouvoir qu'ils s'étaient arrogé. Ils durent rendre un compte exact et fréquent de tous leurs actes d'administration. L'usurpation d'abord tolérée, puis favorisée, des intendants, fut une des causes qui aidèrent le plus puissamment à consommer la centralisation administrative. Dans les provinces, la résistance des forces locales aux empiétements des intendants fut quelquefois très-opiniâtre et souvent difficile à surmonter; les Etats, les parlements, les fonctionnaires provinciaux luttèrent pour garder leur autorité ou leurs prérogatives intactes; mais ils se lassèrent à la fin, et l'administration générale en acquit une régularité plus grande.

Dans la belle période du règne de Louis XIV, Colbert était devenu l'homme d'Etat pour les affaires de l'intérieur. On peut dire qu'aucune partie de l'administration n'échappa à l'activité du génie de Colbert, de 1661 à 1683, et au bon sens peu commun de Louis XIV, jusqu'au temps où commença à décliner sa puissance.

En décembre 1656, un édit royal autorise une banque, dont le système était proposé par l'Italien Tonti, et qui devint le prototype des établissements connus depuis sous le nom de *tontines*. Des hôpitaux sont établis dans toutes les villes les plus importantes (1662). La perception et l'établissement des tailles sont réglementés (1663). Le commerce d'importation et d'exportation est soumis à des droits protecteurs du travail national (1664). L'administration des biens communaux est réglée (1667). L'ordonnance du mois d'août 1669 sur les eaux et forêts, résultat de huit années d'études et de recherches dans les anciennes ordonnances, réglemente l'administration des forêts royales et la jouissance des forêts appartenant aux communes, aux communautés, aux abbayes et aux particuliers. Un édit d'août 1692,

un arrêt du Conseil de décembre 1693, un arrêté de septembre 1714, pourvoient à l'organisation, à l'administration et aux franchises municipales. Mais parmi toutes ces mesures de haute administration, dont la seule nomenclature serait trop longue, beaucoup ayant pour objet la création d'établissements scientifiques, industriels ou d'utilité publique, dont il n'y a pas à parler ici, il faut signaler surtout l'ordonnance de 1681 sur la marine et l'ordonnance de 1685, dite *le code noir* : la première, l'un des beaux monuments de législation d'une époque féconde en mesures législatives et créations heureuses ; la seconde, malheureusement empreinte de toutes les rigueurs qu'on pourrait emprunter à une époque de préjugés et de barbarie.

Jusqu'à Richelieu, on ne peut dire que la France eût une marine. Depuis les découvertes des grands navigateurs de la fin du XV^e et du commencement du XVI^e siècle, la France, ébranlée par ses troubles intérieurs, s'était peu occupée du commerce par mer, et elle ne devinait pas la force qu'une marine militaire peut ajouter à la force militaire générale du pays. Mais cet avantage n'avait pas échappé à l'esprit perçant de Henri IV, et Richelieu n'eut garde de laisser tomber la pensée de Henri IV sur la nécessité de créer une puissance navale respectable. Il se fit lui-même le véritable chef de la marine, sous le titre de grand maître, chef et surintendant général de la navigation et du commerce de France, qu'il joignit à sa qualité de premier ministre. La marine de France fut alors divisée en *marine de Lorient*, pour les ports de l'Océan, et *marine du Levant*, pour ceux de la Méditerranée. Sous l'impulsion de Richelieu, on creusa des ports et l'on bâtit des arsenaux.

Richelieu favorisa, par des privilèges et même par des secours en argent, les compagnies de commerce aux Indes. L'art des constructions navales fit dès lors de réels progrès. L'ordonnance de 1629 établit l'ordre dans la marine militaire et régla la police des navires de commerce. Colbert reprit l'œuvre de Richelieu, un moment délaissée par Mazarin. Par ses soins vigilants, la France devint une puissance maritime de premier ordre. Colbert couronna son œuvre en présentant, en 1681, à Louis XIV la fameuse ordonnance de la marine, si sage, si parfaitement conçue, si belle dans toutes ses parties, que depuis près de deux cents ans elle est restée le fondement de notre législation maritime, et que les innombrables règlements édictés depuis n'ont eu qu'à en développer l'esprit.

Le préambule de l'ordonnance du mois d'août 1681 en fait connaître l'objet. « Parce qu'il n'est pas moins nécessaire d'affermir le commerce par de bonnes lois que de le rendre libre et commode par la bonté des ports et par la force des armes, et que nos ordonnances, celles de nos prédécesseurs, ni le droit romain, ne contiennent que très-peu de dispositions pour la décision des différends qui naissent entre les négociants et les gens de mer, nous avons estimé que, pour ne rien laisser à désirer au bien de la navigation et du commerce, il étoit important de fixer la jurisprudence des contrats maritimes, jusqu'à présent incertaine, de régler la juridiction des officiers de l'Amirauté, et les principaux devoirs des gens de mer, et d'établir une bonne police dans les ports, côtes et rades qui sont dans l'étendue de notre domination. » L'ordonnance touche, en effet, à l'administration et au droit civil. Comme la marine marchande est un élément de la marine militaire, la justice maritime est rendue au nom de l'Amiral dans tous les sièges de l'amirauté (liv. I, tit. I, art. 1). Parmi les amirautés il y avait les sièges particuliers et les sièges généraux, ces derniers juges d'appel des sentences des premiers. Au delà d'un certain taux, il y avait un deuxième appel au Parlement (tit. II, art. 1 et suiv., et tit. III). L'ordonnance établit des professeurs d'hydrographie dans les villes maritimes les plus considérables (tit. VIII) ; des consuls dans les pays étrangers (tit. IX), et elle détermine la forme de la saisie et de la vente des navires et la distribution du prix (tit. XIV).

Le livre II de l'ordonnance de 1681 s'occupe des gens et des bâtiments de mer, des capitaines, maîtres, patrons, pilotes, matelots, propriétaires de navire, etc. Le livre III traite des chartes-parties, affrètements, nolisements, connaissements, polices, du fret, de l'engagement, du loyer des matelots, du contrat à la grosse aventure, des assurances, du jet et de la contribution. Le titre IX du livre III régleme les courses et les prises maritimes, dans le cas de guerre maritime, avec une telle sagesse que les principes posés dans l'ordonnance sont encore ceux qui régissent les courses. Le livre IV traite de la police des ports, des côtes et des rivages de la mer. Le livre V s'occupe de la pêche maritime. — Toutes les dispositions de cette grande ordonnance de 1681, à l'exception des cinq pre-

miers titres du livre I, sont encore en vigueur, ou sont passées avec des modifications peu considérables dans des règlements plus modernes (V. *Jur. gén.*, v° *Organisation maritime*).

On ne peut pas associer, dans une même pensée de reconnaissance envers la royauté d'alors, l'ordonnance du mois de mars 1685, appelée le code noir, à la belle ordonnance de la marine de 1684. Louis XIV commençait déjà à subir des influences fâcheuses ; le code noir s'en ressentit. Il a pour objet « la police des îles de l'Amérique ; » il veut y maintenir la discipline de l'Église catholique, apostolique et romaine, et régler ce qui concerne l'état des esclaves. Mais, en même temps que la partie spirituelle du code de l'esclavage témoigne que la loi considère les esclaves comme des hommes, la partie pénale ne les considère même pas comme des brutes. Les esclaves doivent être baptisés, instruits dans la religion catholique (art. 2) ; les observances religieuses les plus sévères sont imposées dans toutes les colonies à esclaves (art. 3 et suiv.), et en même temps les dispositions pénales sont de la plus effroyable sévérité. Les esclaves et leurs maîtres sont, jusqu'à un certain point, solidaires du fait d'un seul esclave. La tentative pour un esclave de se soustraire à sa condition l'expose à des peines atroces. Voici, sur ces points, les dispositions du code noir :

« Art. 38. L'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois, à compter du jour que son maître l'aura dénoncé en justice, aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lys sur une épaule ; et s'il récidive, un autre mois à compter pareillement du jour de la dénonciation, il aura le jarret coupé et sera marqué d'une fleur de lys sur l'autre épaule, et la troisième fois il sera puni de mort.

« Art. 39. Les affranchis qui auront donné retraite dans leurs maisons aux esclaves fugitifs seront condamnés par corps, envers les maîtres, en l'amende de trois mille livres de sucre par chaque jour de rétention, et les autres personnes libres qui leur auront donné une pareille retraite, en dix livres tournois d'amende pour chaque jour de rétention.

« Art. 40. L'esclave puni de mort sur la dénonciation de son maître, non complice du crime pour lequel il aura été condamné, sera estimé avant l'exécution par deux des principaux habitants de l'île, qui seront nommés d'office par le juge, et le prix de l'estimation sera payé au maître ; pour à quoi satisfaire il sera imposé par l'intendant, sur chaque tête de nègre payant droit, la somme portée par l'estimation, laquelle sera répartie sur chacun des nègres, et levée par le fermier du domaine royal pour éviter les frais. »

On se rappelle involontairement ces paroles ironiques de Montesquieu : « Il est impossible que nous supposions que ces gens-là sont des hommes, parce que, si nous les supposions des hommes, on commencerait à croire que nous ne sommes pas nous-mêmes chrétiens » (*Esprit des Lois*, liv. XV, chap. 5). Mais alors quelle contradiction de faire, des esclaves, des chrétiens, même par force !

Le code noir, par un reste d'humanité, interdisait cependant aux maîtres les cruautés excessives. Les articles 42 et 43 disposent :

« Art. 42. Pourront seulement les maîtres, lorsqu'ils croiront que leurs esclaves l'auront mérité, les faire enchaîner et les faire battre de verges ou de cordes, leur défendant de leur donner la torture ni de leur faire aucune mutilation de membre, à peine de confiscation des esclaves et d'être procédé contre les maîtres extraordinairement.

« Art. 43. Enjoignons à nos officiers de poursuivre criminellement les maîtres ou les commandeurs qui auront tué un esclave étant sous leur puissance ou sous leur direction, et de punir le meurtrier selon l'atrocité des circonstances ; et, en cas qu'il y ait lieu à l'absolution, permettons à nos officiers de renvoyer tant les maîtres que les commandeurs absous, sans qu'ils aient besoin d'obtenir de nous lettres de grâce. »

Dans l'ordre civil, non-seulement le mariage d'une femme esclave avec un homme libre ne l'élevait pas à la condition du mari, mais encore les enfants suivaient la condition de la mère. « Voulons, dit l'article 43, que si le mari esclave a épousé une femme libre, les enfants, tant mâles que filles, soient de la condition de leur mère et soient libres comme elle, nonobstant la servitude de leur père ; et que si le père est libre et la mère esclave, les enfants soient esclaves pareillement. »

L'esclave n'était d'ailleurs qu'une chose, un meuble ; comme tel, il entraînait dans la communauté

entre époux (art. 44). Il pouvait être affranchi par son maître (art. 35). Tant qu'il était esclave, il ne pouvait rien avoir en propre (art. 28). La seule obligation du maître était de pourvoir l'esclave du nécessaire (art. 25 et 26), de l'entretenir s'il était infirme par vieillesse, maladie ou autrement, ou, s'il l'abandonnait, de payer une légère redevance (six sols par jour) à l'hôpital auquel l'esclave serait adjugé (art. 27).

Avant de quitter le droit public du XVII^e siècle, il est indispensable de revenir sur la législation des offices et de parler de la législation domaniale. — Ch. Paulet avait imaginé, en 1604, le droit annuel imposé aux titulaires d'offices, et qui s'appela désormais de son nom, la *Paulette* (V. *suprà*, p. 219). Ce fut pour les titulaires une garantie de l'immutabilité de leur droit. Non-seulement toute fonction, mais presque tout métier devint office. Il y eut telle ville, dit Loyseau, où presque la moitié des habitants en âge étaient officiers (*Traité des Offices*, liv. III, 81 et suiv.). Les ordonnances, par une sorte d'accès de pudeur, avaient souvent varié sur le caractère qu'il fallait reconnaître aux offices. Dans la seconde moitié du XVI^e siècle, de nombreuses ordonnances avaient tour à tour révoqué et rétabli, souvent d'une année à l'autre, la survivance des offices, mais en les maintenant toujours comme viagers. L'établissement de la paulette fixait la survivance, comme l'on disait, à l'annuel, c'est-à-dire que les offices furent reconnus héréditaires, moyennant que le successeur payât chaque année un droit. Comme la survivance était devenue un fait général et indestructible, l'établissement de la paulette et le droit qu'elle consacrait n'empiraient pas l'état des choses; c'était un moyen financier qui n'avait rien d'illégitime, puisqu'il s'appliquait à un abus et que le prétendu droit qu'il consacrait était ancré dans l'usage au point de ne pouvoir être extirpé.

Un édit du 16 août 1657 reconnut la survivance pure et simple des offices, et ne fit en cela que supprimer une fiction. Dès lors, un nouvel essor fut donné à ce que Loyseau appelait cinquante ans auparavant *l'archomanie* : les officiers de la maréchaussée, les chevaliers du guet, les maîtres de poste tenaient des offices héréditaires. Le commandement d'un régiment s'achetait comme aujourd'hui une étude de notaire, moyennant que l'acheteur présentât les qualités personnelles exigées par les règlements (V. *Jur. gén.*, v^o *Organisation militaire*). Un édit de 1692 érigea en titre d'offices les charges de maires et d'échevins dans les municipalités. La pénurie du trésor public fut toujours la cause originelle et aggravante de cette plaie des offices sous l'ancienne monarchie.

Voilà donc les offices reconnus définitivement comme des propriétés. Pour comprendre la propriété des offices, il faut distinguer, avec les anciens règlements, la finance et le titre. Ce que l'on vendait, ce que l'on transmettait par succession, c'était la finance, c'est-à-dire la créance représentant les deniers payés au trésor public par le premier acquéreur. Quant au titre, il était à la collation de l'autorité royale. Mais de fait, comme la collation n'aurait pu être refusée sans que l'État remboursât la créance originaire, la collation aux conditions exigées par les règlements était la conséquence nécessaire de la vente de la finance de l'office. — Les offices étaient réputés immeubles; ils pouvaient donner lieu à la revendication et à la complainte, comme les bénéfices ecclésiastiques.

La législation domaniale ne subit pas de changement, en principe, au XVII^e siècle; mais, sous l'absolutisme de Louis XIV, on voit se manifester dans les paroles du monarque et jusque dans des ordonnances la prétention à un domaine éminent sur toutes les propriétés contenues dans les limites du royaume. Dans le préambule d'un édit du mois d'août 1692, on lit : « L'application continuelle que nous avons à rechercher toutes les parties de notre domaine qui ont été ci-devant aliénées ou usurpées nous ayant fait connaître que nous n'avons pas de droit ni mieux établi, ni plus inséparablement attaché à notre couronne, que celui de la mouvance directe et universelle que nous avons sur toutes les terres de notre royaume, nous avons en même temps remarqué qu'il y en a actuellement un grand nombre, tant nobles que roturières, lesquelles sont possédées en franc-allevé, sans avoir pour cela aucun titre de nous, ce qui communément n'est provenu que des affranchissements qui ont été accordés par les seigneurs suzerains, ou de la négligence qu'ils ont mise à se faire rendre les hommages ou passer les reconnaissances qui leur étaient dues par leurs vassaux censitaires; au moyen de quoi ils ont prétendu avoir prescrit leur liberté, laquelle cependant ils n'ont dû, ni dans l'un ni

dans l'autre cas, acquérir à notre préjudice, le seigneur suzerain n'ayant pu préjudicier à nos droits en affranchissant son vassal, lequel au contraire a dû retomber dans notre main comme seigneur supérieur ».

Ainsi l'ordonnance reculait jusqu'à la monarchie féodale des premiers capétiens, pour revendiquer la *mouvance universelle et directe* sur toutes les terres. Elle oubliait que depuis longtemps le roi de France était le roi, et non plus le souverain fiefieux du royaume; elle en diminuait le caractère auguste pour en augmenter la puissance terrestre. Louis XIV était plus franchement absolutiste, et ne commettait pas au moins une erreur d'histoire, quand il disait ailleurs que dans les ordonnances que les rois étaient « seigneurs absolus », sans essayer de justifier autrement sa maxime (V. *suprà*, p. 195).

Au XVII^e siècle, les biens, comme dans les siècles précédents, sont de deux sortes, ou nobles ou roturiers; ces derniers seuls sont soumis à la taille. Les droits domaniaux restent ce qu'ils étaient. Un édit du mois de novembre 1656 réduisit à deux années du revenu les droits de franc fief, moyennant quoi les roturiers étaient relevés de leur incapacité de tenir des fiefs. — Les droits d'amortissement continuèrent à être perçus; mais ils n'étaient exigibles qu'après la signature du contrat translatif de propriété. — Le droit d'aubaine, c'est-à-dire la taxe à laquelle étaient soumis les étrangers, ainsi que le droit de recueillir leurs successions dans certains cas, et le droit de bâtardise, qui avait un objet pareil, furent généralement reconnus comme droits domaniaux, quoi qu'ils eussent été, dans les siècles précédents, des droits seigneuriaux.

Le dernier acte de la législation politique de Louis XIV fut l'édit du mois de mai 1711, qui constitua les duchés-pairies. Les anciennes pairies laïques avaient été réunies successivement à la Couronne par les rois de France, comme effet naturel de l'adjonction des grands fiefs. Pour les remplacer, il avait été créé de nouvelles pairies d'abord en faveur des princes du sang, ensuite en faveur de ceux des sujets du roi qui avaient rendu ou étaient supposés avoir rendu des services signalés à l'État. Louis XIV voulut fixer la situation des nouveaux pairs et déterminer les degrés d'honneur qui devaient leur revenir. Il rendit pour cet objet l'édit de mai 1711. Les dispositions de cet édit se rapportent surtout au cérémonial de la cour et aux distinctions honorifiques auxquelles avaient droit les princes du sang, et les autres dignitaires, ducs et pairs. Mais les ducs et pairs avaient aussi des prérogatives plus effectives; par exemple, ils avaient entrée avec voix délibérative aux audiences et conseils des cours du Parlement (art. 3). Pour assurer la splendeur de leur titre, qui était héréditaire, l'édit de 1711 leur permit de faire des substitutions à perpétuité; l'article 6 dispose : « Permettons à ceux qui ont des duchés-pairies d'en substituer à perpétuité le chef-lieu avec une certaine partie de leurs revenus, jusques à 15,000 livres de rente, auquel le titre et dignité de duché-pairie demeurera annexé sans pouvoir être sujet à aucune dette ni distraction, de quelque nature qu'elles puissent être, après qu'on aura observé les formalités prescrites par les ordonnances pour la publication des substitutions; à l'effet de quoi dérogeons, au surplus, à l'ordonnance d'Orléans et à celle de Moulins, et à toutes autres ordonnances, usages et coutumes qui pourraient être contraires à la présente. »

C'était établir en faveur des ducs et pairs la faculté de créer des majorats. Les majorats étaient une importation espagnole; ils étaient en usage dans les anciennes provinces espagnoles récemment réunies à la France. Il en sera parlé plus amplement quand nous étudierons l'ordonnance de 1747 sur les substitutions, et la législation spéciale de l'Empire et de la Restauration, abolie par la loi du 12 mai 1835.

SECTION II. — ORDONNANCES DU XVII^e SIÈCLE DANS L'ORDRE RELIGIEUX.

Le droit public ecclésiastique et religieux n'occupa le XVII^e siècle que dans ses dernières années. Par un effet commun à toutes les époques où le chef de l'Église parut menacé, le clergé de France, de gallican qu'il avait été avant les troubles de la Réforme, devint ultramontain après. La plus importante tentative de l'esprit ultramontain fut faite aux États-Généraux de 1614, pour obtenir la ré-

ception du concile de Trente comme loi de l'État (V. *suprà*, p. 224). Après les premières années du siècle, depuis la mort de Henri IV, pendant lesquelles on put craindre de voir renaître les dissensions qu'avait apaisées la politique habile du roi, la France eut soixante-dix années de paix religieuse; car la guerre de Trente ans fut uniquement politique pour la France, et les querelles de la Sorbonne et du Jansénisme étaient purement théologiques. Les difficultés renaquirent avec l'affaire de la régle, en 1678, et la révocation de l'édit de Nantes, en 1685. Mais, avant d'aborder ces actes importants, il faut dire quelques mots des changements qui s'accomplirent dans les ordres monastiques au commencement du siècle.

Un des ordres les plus répandus en France au commencement du XVII^e siècle était l'ordre de Saint-Benoît. Il avait été presque le seul connu jusqu'à l'établissement des ordres mendiants aux XII^e et XIII^e siècles; et depuis il avait conservé son importance, au milieu de tous les ordres nouveaux que le mouvement ombrien du XIII^e siècle, sous l'impulsion de saint François d'Assise, avait fait éclore. Mais, comme dans tous les ordres monastiques, la règle s'y était altérée. Dante, dans une de ses furibondes invectives, dit que de son temps elle n'existait plus que comme prétexte à gâter du papier, *per danno delle carte* (*Paradiso*, XXII). Au commencement du XVII^e siècle, après la Réforme et les guerres de religion, qui avaient si profondément troublé l'Église dans toutes ses parties; après le concile de Trente, qui avait tenté une révision de la discipline générale, presque tous les ordres monastiques essayèrent de se réformer. En 1597, une première tentative de réformation fut faite chez les bénédictins de Saint-Vannes en Lorraine. En 1613, un abbé de Saint-Augustin à Limoges, Jean Renaud, forma une seconde congrégation qui reçut le nom de congrégation de Saint-Maur, ainsi appelée du nom de Marmoutier (*Mauri Monasterium*), où était la maison chef d'ordre. La congrégation de Saint-Maur fut confirmée par Grégoire XV, en 1621. Depuis lors, toutes les abbayes de bénédictins se mirent en congrégation, soit de l'une, soit de l'autre observance. Mais la plus illustre fut la congrégation de Saint-Maur; ce furent les bénédictins de Saint-Maur qui s'adonnèrent, avec une patience restée proverbiale, à des travaux d'érudition, et produisirent ces prodigieuses collections qui resteront à jamais les archives de l'histoire de France.

Dans le même temps, une autre réformation s'accomplit dans l'ordre des chanoines réguliers (V. *suprà*, p. 175). Le P. Ch. Faure avait réformé l'abbaye de Saint-Vincent de Senlis; le cardinal de La Rochefoucauld le fit venir à l'abbaye de Sainte-Geneviève de Paris, avec plusieurs de ses religieux, pour y naturaliser sa règle. Le pape Urbain VIII ayant approuvé la nouvelle observance en 1623, l'abbaye de Sainte-Geneviève de Paris devint chef d'ordre, et toutes les maisons de chanoines réguliers de France se mirent en congrégation.

Il manquait cependant à la constitution de ces congrégations l'approbation de l'autorité temporelle; une déclaration du roi du mois de juin 1671 la donna; les bulles de Grégoire XV et d'Urbain VIII furent confirmées. Cependant la déclaration de 1671 défendit que les congrégations réformées ne pussent entrer dans les monastères de l'ancienne observance qu'en vertu de lettres patentes du roi, enregistrées en cour de parlement. Quand une maison était réformée, les religieux de l'ancienne observance n'étaient pas tenus de se soumettre à la nouvelle règle; mais alors ils pouvaient quitter la maison conventuelle, et il leur était fait une pension.

La disparition successive et complète de tout ce qui restait de maisons exemptes (V. *suprà*, p. 165) coïncida avec la réformation des ordres religieux. Ce privilège exorbitant de l'exemption, dont les papes d'Avignon avaient fait un abus si scandaleux et contre lequel tous les conciles, y compris le concile de Trente, s'étaient élevés sans succès, finit par succomber sous les efforts des évêques. En général, les parlements s'y montrèrent fort hostiles; ils exigeaient que l'exemption fût appuyée sur un titre positif et irréprochable. Comme la plupart des exemptions étaient fondées sur des titres faux, falsifiés, suspects, entachés de simonie, et que les autres exemptions, en plus grand nombre encore, n'avaient d'autres titres qu'une possession plus ou moins justifiée, elles tombèrent partout, une à une. Parmi les grands procès qui se vidèrent solennellement devant les parlements, l'un des plus mémorables fut celui que soutint Bossuet contre les bénédictines de Jouarre devant le parlement de Paris.

Venons à l'affaire de la régle, qui fut, à un moment, véritablement grave.

On sait que la régale était le droit pour le roi de jouir du revenu des évêchés pendant leur vacance, et de conférer les bénéfices à la collation de l'évêque jusqu'à ce que l'évêque eût prêté serment de fidélité (V. *suprà*, p. 171). Au XV^e siècle, la régale était universelle et s'étendait à tous les diocèses (Ord. de Charles VII du 14 février 1451); elle durait jusqu'à ce que l'évêque élu eût prêté serment de *feauté* (*Ibid.*). Mais les rois ne s'en prévalaient pas toujours; ils reconnurent même l'exemption de la régale dans les diocèses de Lyon et d'Autun. En 1673, une déclaration du roi porta que le droit de régale était inaliénable et imprescriptible, et ordonna « que tous les archevêques et évêques qui n'avaient pas fait enregistrer leur serment de fidélité seraient tenus de le faire dans deux mois ». Faute par l'évêque de prêter serment, la régale continuait.

Presque tout l'épiscopat se soumit à cette mesure, qui n'était pas dictée par un sentiment hostile contre le haut clergé; mais les évêques d'Aleth et de Pamiers refusèrent d'exécuter l'ordonnance, en fondant leur résistance sur l'ancienneté d'un usage contraire dans les provinces du Languedoc. Louis XIV alors, en exécution de sa déclaration, nomma aux bénéfices vacants, qui dépendaient de la collation de ces évêques. Les deux prélats censurèrent et excommunièrent les bénéficiers ainsi pourvus; ceux-ci appelèrent des sentences de leurs évêques aux archevêques de Narbonne et de Toulouse, qui étaient métropolitains d'Aleth et de Pamiers. Les sentences des évêques furent cassées par les métropolitains; mais les évêques d'Aleth et de Pamiers en appelèrent au Saint-Siège.

Dans cette affaire, où les deux évêques résistaient à Louis XIV, plutôt par une susceptibilité exagérée que pour un intérêt bien entendu, le pape Innocent XI, au lieu de chercher à apaiser cette lutte, dont il y avait à craindre que le résultat ne fût pas favorable aux évêques, crut devoir prendre résolument leur parti vis-à-vis de Louis XIV. Non-seulement il cassa les décisions des métropolitains de Narbonne et de Toulouse, mais encore il s'exhala en reproches contre les ministres du roi, par deux brefs des 12 mars et 21 septembre 1678, puis par un troisième bref du 29 décembre 1679, qui jetèrent un trouble profond dans l'Eglise de France. Dans le même temps, il se tenait une assemblée du clergé à Saint-Germain-en-Laye pour d'autres causes. L'assemblée s'émut et se déclara ouvertement pour le roi. Innocent XI, par un nouveau bref du 4 janvier 1681, fulmina une excommunication majeure contre les grands vicaires du diocèse de Pamiers, où le siège venait de vaquer, et contre l'archevêque de Toulouse, qui les favorisait; il déclara nuls tous les actes des grands vicaires, même les mariages que les prêtres pourvus en régale consacraient, de telle sorte que le désordre dans le diocèse de Pamiers se trouvait au comble.

On eût pu se croire ramené ainsi aux temps d'Innocent III et de Boniface VIII. Dans cette situation, les évêques de France demandèrent à tenir une assemblée à Paris. On convoqua deux évêques et deux députés du second ordre par chaque église métropolitaine, c'est-à-dire trente-quatre archevêques et évêques et trente-quatre députés ecclésiastiques, au total soixante-huit représentants de l'Eglise de France. Ce fut la fameuse assemblée du clergé de France de 1682, où Bossuet prononça le discours d'ouverture connu sous la désignation de Sermon sur l'Unité de l'Eglise, l'un des grands chefs-d'œuvre oratoires du grand orateur. L'obstination, peut-être malentendue, de deux évêques à propos d'une prétention de l'autorité royale, qui paraissait d'abord assez naturelle, amenait ainsi l'Eglise de France à se prononcer sur la plus difficile question, disons tout de suite la plus insoluble, que puissent faire naître les rapports de l'État et de l'Eglise (1). Les controverses s'animèrent et firent renaître d'anciennes discussions qu'on pouvait croire éteintes. Quelles prétentions devaient prévaloir, de celles de Louis XIV ou de celles d'Innocent XI? Par quel principe devait se résoudre le con-

(1) On a expliqué précédemment les libertés de l'Eglise gallicane (p. 168). C'était le droit que s'était reconnu l'Eglise de France de n'être soumise qu'aux canons et aux maximes des Pères de l'Eglise, nonobstant toutes prétentions contraires ou autres de la cour de Rome. Ces libertés n'existaient que dans la tradition. Pithou, à la fin du XVI^e siècle, les a cataloguées au nombre de plus de cent. La plupart n'avaient d'objet que dans l'organisation ecclésiastique du temps. Les seuls principes de l'Eglise gallicane qui ont conservé et conserveront toujours leur intérêt sont ceux que nous allons retrouver dans la déclaration du clergé de France de 1682.

flit élevé entre la puissance spirituelle et la puissance temporelle? L'Église de France, qui avait à ménager à la fois le chef de l'Église universelle et le prince dont elle espérait l'appui pour le bien de la religion du pays, pouvait-elle sacrifier l'un ou l'autre, au risque de creuser un abîme? Y avait-il une conciliation possible entre les principes contraires sur lesquels l'une et l'autre puissance pouvait s'appuyer?

Bossuet et l'assemblée du clergé avec lui crurent opportun de formuler la doctrine sur laquelle, selon eux, les deux puissances pouvaient s'entendre. Mais cette question résolue en laissait apparaître une autre. L'Église de France pouvait-elle avoir d'autres règles que celles de l'Église universelle? Lui appartenait-il bien de prononcer sur les prétentions respectives du chef de l'Église et du roi? Avait-elle des libertés à elle, un domaine dans lequel on ne pût la forcer? Elle ne pouvait, ni ne voulait, prétendre à s'affranchir de l'autorité des conciles œcuméniques et de la tradition; mais le chef visible de l'Église est-il infaillible comme l'Église en corps? La vérité n'est-elle que dans la doctrine approuvée par les conciles? Ainsi cette affaire de la régale, sans importance véritable à la première vue, en était venue à soulever les plus hautes questions sur la constitution de l'Église catholique et sa situation dans l'État.

L'assemblée du clergé avait donc à se prononcer sur deux questions capitales. Elle devait : 1° poser les limites de l'autorité spirituelle et celles de l'autorité temporelle; 2° préciser le caractère de l'autorité du chef de l'Église dans l'Église.

Sur la première question, elle proclama un principe qui sera toujours incontestable dans sa généralité, mais toujours plein de difficultés dans son application; sur la seconde, elle ne put pas s'expliquer d'une façon précise. La déclaration porte :

« 1° Que saint Pierre et ses successeurs, vicaires de Jésus-Christ, et que toute l'Église même, n'ont reçu de puissance de Dieu que sur les choses spirituelles et qui concernent le salut, et non point sur les choses temporelles et civiles, Jésus-Christ nous apprenant lui-même « que son royaume n'est point de ce monde; » et, en un autre endroit, « qu'il faut rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu; » et qu'ainsi ce précepte de l'apôtre saint Paul ne peut en rien être altéré ou ébranlé : « que toute personne soit soumise aux puissances supérieures, car il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu, et c'est lui qui ordonne celles qui sont sur la terre : celui donc qui s'oppose aux puissances résiste à l'ordre de Dieu. » Nous déclarons, en conséquence, que les rois et les souverains ne sont soumis à aucune puissance ecclésiastique par l'ordre de Dieu dans les choses temporelles; qu'ils ne peuvent être déposés directement ni indirectement par l'autorité des chefs de l'Église; que leurs sujets ne peuvent être dispensés de la soumission et de l'obéissance qu'ils leur doivent ou absous du serment de fidélité (1), et que cette doctrine, nécessaire pour la tranquillité publique, et non moins avantageuse à l'Église qu'à l'État, doit être inviolablement suivie comme conforme à la parole de Dieu, à la tradition des saints Pères et aux exemples des saints.

« 2° Que la plénitude de puissance que le Saint-Siège apostolique et les successeurs de saint Pierre, vicaires de Jésus-Christ, ont sur les choses spirituelles, est telle que les décrets du saint concile œcuménique de Constance, dans les sessions IV et V, approuvés par le Saint-Siège apostolique, confirmés par la pratique de toute l'Église et des pontifes romains, et observés religieusement dans tous les temps par l'Église gallicane, demeurent dans toute leur force et vertu; et que l'Église de France n'approuve pas l'opinion de ceux qui donnent atteinte à ces décrets ou qui les affaiblissent en disant que leur autorité n'est pas bien établie, qu'ils ne sont point approuvés, ou qu'ils ne regardent que le temps du schisme.

« 3° Qu'ainsi l'usage de la puissance apostolique doit être réglé suivant les canons faits par l'esprit

(1) Le pouvoir de délier les peuples du serment de fidélité n'avait pas de sens, au moins dans ces termes, en 1682. C'est une locution du moyen âge. D'où vient-elle? De l'époque féodale, du régime politique où, depuis les grands vassaux jusqu'aux arrière-vassaux, tous étaient engagés par serment envers la personne du suzerain.

de Dieu et consacrés par le respect général; que les règles, les mœurs et les constitutions reçues dans le royaume doivent être maintenues, et les bornes posées par nos pères demeurer inébranlables; qu'il est même de la grandeur du Saint-Siège apostolique que les lois et coutumes établies du consentement de ce siège respectable et des Églises subsistent invariablement.

« 4° Que, quoique le pape ait la principale part dans les questions de foi, et que ses décrets regardent toutes les Églises et chaque Église en particulier, son jugement n'est pourtant pas irréformable, à moins que le consentement de l'Église n'intervienne. »

Ces fameux articles de la déclaration de 1682 ont été bien souvent invoqués depuis, comme fondement du droit public ecclésiastique en France. Le premier est, en effet, la base de tous les concordats, et la doctrine de la déclaration est passée dans la loi du 18 germinal an X, organique du concordat de l'an IX. Le point le plus délicat sur lequel s'explique la déclaration est aujourd'hui sans objet réel; car l'Église de Rome n'en est pas à donner ou retirer des couronnes; mais le principe de la conciliation des deux puissances, la puissance spirituelle du chef de l'Église et la puissance temporelle du souverain, a un intérêt toujours actuel.

Pour le comprendre, il faut se rappeler qu'au moyen âge, c'est-à-dire à l'époque où se reportent les auteurs de la déclaration de 1682, et dont ils empruntent même la langue, les papes agissent quelquefois sur la souveraineté temporelle des princes, soit en excommuniant le souverain et ses adhérents, soit en frappant de l'interdit local tout ou partie de ses États (V. *suprà*, p. 166). Ils prétendaient, en agissant ainsi, n'exercer que leur autorité spirituelle (*Greg.*, cap. *Novit*, tit. *De jud.*). Mais les prélats des pays soumis au pouvoir du prince excommunié ou frappés d'interdit pour le fait du prince ne devaient pas reconnaître que les sujets fussent tenus à l'obéissance vis-à-vis du souverain rebelle à l'autorité spirituelle de l'Église (*Ibid.*).

Jamais les rois de France n'ont reconnu que les censures ecclésiastiques pussent être portées contre eux à raison des actes de leur souveraineté, et surtout qu'elles pussent être publiées dans leurs États. Les anciennes collections contiennent de nombreuses ordonnances qui ont ce point de droit public pour objet; un édit de Charles V, du 5 janvier 1369, entre autres, défend aux prélats français de jeter aucunes censures sur les villes, bourgs ou communautés du royaume. Si le droit public était fixé en ce sens dès le XIV^e siècle, on peut bien penser que ce n'était pas sous l'autorité toute-puissante de Louis XIV que l'on pouvait craindre qu'il y fût commis quelque infraction.

Mais alors quel était l'objet de l'assemblée du clergé de 1682? Le voici : au-dessus de l'autorité temporelle du prince, il y a l'autorité spirituelle de l'Église, dont les actes peuvent n'être pas facilement arrêtés. Or c'est cette autorité dont il importait de fixer les limites, pour qu'elle ne pût pas s'exercer sans contrôle sur les consciences. La déclaration de 1682 n'ajoutait rien à la puissance effective du droit public français, relativement à l'exécution publique en France des actes de l'autorité spirituelle de l'Église; mais elle rassurait la conscience des fidèles, en posant les limites dans lesquelles cette autorité spirituelle peut s'exercer. Elle ne statuait pas sur un point de droit public, mais elle donnait à ce point de droit la sanction doctrinale de l'Église de France. — C'est une question tout autre, de savoir, après cela, si la doctrine gallicane est conséquente jusqu'au bout, et si la délimitation des deux autorités, spirituelle et temporelle, peut être précisée (V. *suprà*, p. 164).

Le second principe posé dans la déclaration de 1682, que le jugement du pape n'est irréformable qu'après que l'Église est intervenue, n'engage pas des questions aussi hautes. Dans son discours sur l'unité de l'Église, Bossuet avait distingué l'infailibilité proprement dite et l'indéfectibilité : le chef de l'Église peut faillir dans la foi; mais, par une grâce divine, son erreur n'est pas durable. Le jugement du pape est obligatoire; mais il est réformable par l'Église représentée dans les conciles œcuméniques (Décl. de 1682, art. 4). En d'autres termes, le pape est le chef toujours visible de l'Église; mais l'irrévocable décision n'est jamais que dans le consentement de l'Église universelle.

On voudrait pouvoir accéder à de tels arrangements, si propres au maintien de la paix publique et de la paix religieuse; mais la logique a des exigences qui ne se prêtent pas aux arrangements. Si l'infailibilité n'est pas pleine et entière dans la chaire de saint Pierre, l'autorité du souverain pontife est singulièrement affaiblie, au cas de conflit; son jugement ne sera pas pleinement obligatoire en soi;

on pourra, sur une question de foi nouvelle, légitimement résister au jugement du pape, comme le fit Luther, en attendant le futur concile. Et si, au contraire, le pape est infaillible, il ne faut plus revendiquer pour aucune Église ni franchises ni libertés. Soyons justes envers l'Église de France de tous les temps. Si la France ne versa pas dans le protestantisme au XVI^e siècle, c'est peut-être à l'indépendance d'attitude de l'Église de France dans les temps précédents qu'elle le doit ; mais si, après cela, on se met au point de vue de l'Église romaine, il faut reconnaître que dans l'ordre d'idées où se plaça, où dut se placer de tout temps l'Église de Rome, il lui a fallu beaucoup d'indulgence pour ne pas considérer l'Église gallicane comme schismatique.

Il peut n'être pas sans intérêt de remarquer que toutes ces difficultés dans lesquelles s'agitent l'Église et l'État depuis tant de siècles, on les retrouve dans l'ordre politique, quand il s'agit de délimiter l'autorité du souverain en présence d'assemblées représentatives. Mais au moins dans l'ordre politique on n'a pas à satisfaire à une doctrine quelconque d'une vérité absolue ; on peut transiger ; chaque jour amène sa peine, et tout a été bien dès qu'on a vécu. La difficulté de l'infailibilité papale et du gallicanisme tient sans doute à ce point, que le gouvernement de l'Église, comme l'a dit De Maistre, est et ne peut être qu'une monarchie, tandis que sa constitution, à raison de l'institution des conciles et de la plénitude de juridiction des évêques, n'a rien de commun avec l'esprit monarchique. Tout est là ; mais préciser ainsi la difficulté, c'est, croyons-nous, bien montrer qu'elle est absolument insoluble.

Toutes ces discussions solennelles ne terminaient pas l'affaire de la régale, qui y avait donné lieu. Louis XIV avait nommé à des évêchés plusieurs des députés de second ordre à l'assemblée de 1682. Innocent XI refusa de leur accorder leurs bulles, et Alexandre VIII, qui lui succéda, persista dans le refus. En 1689, il y eut vingt-neuf sièges épiscopaux vacants ; on était à la veille d'une séparation, et l'on ne parlait de rien moins que de créer un patriarche en France. Les rapports étaient plus que tendus entre la cour de France et celle de Rome ; mais le temps les adoucit. A la fin, mais seulement en 1693, on convint que les évêques nommés écriraient à Innocent XII une lettre de soumission. Il ne resta de tout ce bruit que la déclaration de 1682, dont les doctrines furent toujours repoussées à Rome, mais toujours soutenues en France jusqu'à nos jours.

Qui fut vaincu dans cette lutte doctrinale de tant d'années ? Est-ce le roi ou le pape, l'ultramontanisme ou le gallicanisme ? Il serait assez difficile de le dire, puisque tous, ultramontains et gallicans, conservèrent leurs prétentions. Mais l'apparence de la victoire fut certainement pour le Saint-Siège. Dans les lettres de soumission de 1693 adressées au pape, individuellement par tous les évêques nommés depuis 1682, mais délibérées par toutes les sommités du clergé de France, y compris Bossuet, la rétractation des quatre articles paraît évidente. On y lit : « C'est pourquoi, prosternés aux pieds de votre Sainteté, nous protestons et déclarons, de toutes nos forces et contre tout ce qui peut être dit, nous repentir de cœur des choses faites dans l'assemblée du clergé de France à Paris en 1682, qui ont déplu à votre Sainteté et à ses prédécesseurs ; et ainsi nous déclarons comme non avenu quoi que ce soit qui a pu être réputé fait dans cette assemblée contre la puissance ecclésiastique et l'autorité pontificale, notre volonté n'ayant jamais été de rien décider qui puisse préjudicier aux droits des Églises : *Idcirco ad pedes Beatitudinis Vestrae provoluti, profitemur et declaramus nos vehementer quidem et supra omne id quod dici potest, ex corde dolere de rebus gestis in comitiis prædictis, quæ Sanctitati Vestrae et ejusdem prædecessoribus summopere displicuerunt ; ac proinde quidquid in iisdem comitiis circa ecclesiasticam potestatem et pontificiam auctoritatem decretum censeri potuit, pro non decreto habemus et habendum esse declaramus. Præterea pro non deliberato habemus illud quod in præjudicium jurium ecclesiarum deliberatum censeri potuit ; mens nempe nostra non fuit quidquam decernere, et ecclesiis prædictis præjudicium inferre ».*

Hors de France, personne n'interpréta la soumission des évêques autrement que comme un aveu de la défaite de l'esprit gallican. Bossuet essaya toujours depuis de masquer la retraite, notamment dans son commentaire de la déclaration de 1682. Il réduisait la portée de la lettre des évêques à ces deux points : 1^o qu'ils étaient fâchés d'avoir dû concourir à la déclaration de 1682 ; 2^o qu'ils exprimaient chacun dans cette lettre une opinion particulière (V. le discours préliminaire, *Gallia orthodoxa*, VI). Telle était l'explication que, au dire de Ledieu, il reproduisait dans ses entretiens particu-

liers (V. *Histoire de Bossuet*, t. II, liv. 6). Mais s'il ne s'agissait d'un si grand homme, nous dirions que Bossuet manquait ici de franchise et de bonne foi. La lettre de 1693, dont il avait lui-même donné le plan, et qui avait été délibérée par le haut clergé avec lui, après trois projets écartés, avait tous les caractères d'une manifestation collective de l'épiscopat. Ce qui est encore certain, c'est qu'un édit du mois de mars 1682 obligeait tous ceux qui voulaient parvenir aux grades à soutenir la déclaration du clergé, et que depuis la rétractation des évêques, l'édit ne fut plus observé (D'Aguesseau, *Œuvres*, t. XIII, p. 424).

En 1685, une mesure d'une tout autre gravité que celle qui avait fait naître l'affaire de la régale vint jeter la perturbation dans le royaume; nous voulons parler de la révocation de l'édit de Nantes. — Depuis l'admission des protestants à la pratique de leur culte, les tiraillements et les polémiques religieuses n'avaient jamais cessé. Les querelles du jansénisme avaient alarmé la foi de Louis XIV, et la résistance de cette sorte de réforme orthodoxe semblait une menace à sa toute-puissance. Une suite de mesures avaient révoqué une partie des concessions faites par l'édit de Nantes aux protestants : en 1662, il leur avait été fait défense de tenir leur synode triennal; en 1669, un édit avait supprimé dans les parlements, à Paris et Rouen, les chambres dites de l'Édit (V. *suprà*, p. 208). Des édits de 1673, 1680 et 1681 essayèrent de faciliter législativement la conversion des réformés, en accordant aux nouveaux convertis certaines exemptions de charges et contributions publiques. En 1682, les moyens de conversion changèrent : au lieu d'attirer les réformés par l'appât d'un intérêt personnel, on procéda par un commencement de rigueurs, en les excluant des charges publiques et en leur supprimant des temples. Enfin, en octobre 1685, la foudre éclata; la terrible mesure fut arrêtée; Louis XIV rendit le fameux édit de révocation, qui devait supprimer en France le protestantisme, que Richelieu avait déjà anéanti comme parti politique.

Diverses causes concoururent à faire édicter la mesure sévère qui venait frapper les protestants. L'édit de révocation, d'abord, mettait en paix la conscience religieuse de Louis XIV, qui, dans le même temps, résistait rudement au pape dans les suites de l'affaire de la régale, et il donnait satisfaction aux vœux unanimes de l'épiscopat français et en assurait le concours pour cette affaire. Bossuet, Fléchier, entre autres, y avaient poussé ouvertement. D'un autre côté, la révocation de l'édit de Nantes était présentée par tous les hommes considérables du temps comme devant consommer l'unité de la monarchie française. On ne se doutait pas alors de la gravité de la mesure; il semblait qu'avec un peu de vigueur on allait ramener à l'unité de croyance ceux des protestants que des avantages personnels n'avaient pu encore déterminer à se convertir. Il faut ajouter enfin que le protestantisme n'était pas alors populaire en France, parce qu'on sentait qu'il continuait de former un parti dans l'État. Un historien a dit avec raison que c'était une Hollande à l'intérieur.

Les mesures prononcées par l'édit de 1685 étaient d'une excessive rigueur. Mais alors il était reconnu, presque partout, que la force pouvait être mise légitimement au service du pouvoir public pour les choses de conscience, et que le pouvoir devait seulement en user modérément. L'édit de 1685 contient d'abord une révocation générale de toutes les dispositions de l'édit de Nantes (art. 1). Il défend aux religionnaires de s'assembler en aucun lieu public ou particulier pour la pratique de leur culte (art. 2). Il bannit du royaume les ministres protestants et leur en interdit la rentrée à peine de galères (art. 4, 5 et 6). Il ferme les écoles particulières des réformés (art. 7). Il ordonne que les enfants des prétendus réformés soient baptisés par les curés des paroisses, et instruits dans la religion chrétienne, catholique, apostolique et romaine (art. 8). Enfin l'art. 10 défend aux religionnaires l'émigration hors du royaume, sous peine de galères pour les hommes et d'emprisonnement ou confiscation pour les femmes.

On sait combien cet ensemble de mesures, dont la seule pensée révolterait aujourd'hui les consciences, et que l'on ne peut comprendre si l'on ne se reporte en idée à l'époque où elles furent rendues, combien ces mesures, disons-nous, furent désastreuses dans leur résultat. Le protestantisme fut à peu près anéanti en France, après quelques années; mais à quel prix! La persécution eut quelquefois le caractère d'une expédition militaire, comme dans les Cévennes, où la mémoire conserve encore tout vivant le souvenir des dragonades. La défense faite aux protestants de sortir du royaume était inexécutable; il résulta, des persécutions prescrites par l'édit de révocation, une émigration considérable de pro-

l'Édit de Nantes, son nom brillerait au premier rang des illustrations françaises dans l'ordre du droit. C'est cependant pour louer cette mesure terrible que Bossuet trouve ses accents les plus lyriques : « Touchés de tant de merveilles, épanchons nos cœurs sur la piété de Louis; poussons jusqu'au ciel nos acclamations, et disons à ce nouveau Constantin, à ce nouveau Théodose, à ce nouveau Marcien, à ce nouveau Charlemagne, etc. » (*Oraison funèbre de Michel Le Tellier*).

La controverse sur le quiétisme entre Fénelon et Bossuet, qui agita le clergé dans les dernières années du XVII^e siècle, à raison surtout de la grande renommée des deux adversaires, ne sortit guère du cercle des discussions théologiques. D'autres controverses théologiques, qui se terminèrent par la publication de la bulle dite *Unigenitus*, troublèrent beaucoup l'Église dans les derniers temps du règne de Louis XIV. Il n'y aurait pas à en parler ici si le Parlement n'avait été requis d'enregistrer la bulle, ce qu'il fit sous toutes réserves des droits de la Couronne et des privilèges et libertés de l'Église gallicane (1714). Nous y reviendrons en traitant du droit religieux au XVIII^e siècle (*Infra*, p. 244 et 245).

SECTION III. — ORDONNANCES DU XVII^e SIÈCLE DANS L'ORDRE CIVIL.

Les ordonnances du XVII^e siècle ont apporté de notables améliorations dans le droit civil, sans toucher néanmoins à l'ensemble des coutumes, qui restèrent la loi jusqu'aux lois dérogatoires de la Révolution. — Il y a peu de dispositions nouvelles sur l'état des personnes. Mais le droit des obligations, dont les parlements et les jurisconsultes du XVI^e siècle avaient emprunté les principes au droit romain, pour en faire l'application aux exigences de la société civile telle qu'elle était sortie de la féodalité, fut l'objet de dispositions législatives importantes. A côté, au-dessus des actes législatifs ayant pour objet le droit des obligations, il faut placer deux grands monuments du droit des ordonnances : l'ordonnance de 1667 qui fixa la procédure civile en France, et l'ordonnance du commerce de 1673.

La première disposition législative que l'on rencontre dans le droit des obligations du XVII^e siècle est un édit du mois d'août 1606, qui déroge au droit romain pour l'application du sénatus-consulte Velléien, et déclare valables toutes les obligations que les femmes auraient souscrites pour des tiers. Jusque-là le sénatus-consulte Velléien était reçu dans le ressort des parlements de Toulouse, Bordeaux, Pau, Grenoble et Aix. Dans les pays de droit coutumier il n'était pas généralement suivi, excepté dans ceux où la coutume défendait expressément aux femmes de s'engager pour autrui. L'édit de 1606 fut enregistré par le parlement de Paris, et y fut suivi, excepté pour l'Auvergne et la Marche. L'enregistrement eut lieu également au parlement de Bourgogne en 1609, et au parlement de Bretagne en 1683. Mais les pays de droit écrit y résistèrent jusqu'à la fin, et dans le ressort du parlement de Normandie, qui avait reçu de tout temps le sénatus-consulte Velléien, ce sénatus-consulte demeura toujours observé, malgré l'édit.

L'édit de 1606, quoique général, n'introduisit donc pas un droit nouveau en France. Les parlements du Midi maintinrent leur jurisprudence (V. Merlin, *Répertoire*, v^o *Senatus-Consulte Velléien*). Les cours souveraines des pays réunis depuis à la France, comme le parlement de Douai et les conseils souverains d'Alsace et de Roussillon, continuèrent d'observer le sénatus-consulte Velléien, suivi avant la réunion de ces pays à la Couronne. Comme dans les parlements où l'édit fut enregistré, l'usage rejetait le plus ordinairement le sénatus-consulte Velléien, il faut reconnaître que l'édit de 1606, en réalité, ne modifia pas le droit. On peut le regretter ; car la plupart des parlements admettant, par une interprétation fautive de la loi romaine, que la femme qui s'obligeait pour autrui pouvait renoncer expressément et même implicitement au bénéfice du sénatus-consulte Velléien, il naissait une foule de procès. C'était pour en tarir la source que l'édit de 1606 avait voulu abolir l'application de ce sénatus-consulte, qui n'était même plus une garantie pour les femmes, puisque l'on pouvait en écarter l'autorité par des clauses qui à la fin devenaient de style.

Deux autres édits de Henri IV, de juillet 1601 et de mai 1609, établirent une règle devenue un principe important de notre droit civil. Le malheur des temps avait, comme toujours, renchéri le prix

de l'argent; il n'avait pas élevé le taux de l'intérêt, car l'intérêt était réprouvé par le droit canonique; mais il avait haussé le prix de la rente, par quoi on suppléait alors au prêt à intérêt. L'intérêt était en 1600 au denier douze, c'est-à-dire à huit un tiers p. 100. L'édit de 1601 autorisa les débiteurs rentiers à rembourser leur rente ou à n'être plus tenus des arrérages que sur le pied du denier seize, soit six un quart p. 100. « Ayant cherché, y est-il dit, les causes qui appauvrissent et travaillent nos sujets en la jouissance de leurs biens, nous avons reconnu au doigt et à l'œil que les rentes constituées au denier dix ou douze, qui ont cours principalement depuis quarante ans, ont été en partie cause de la ruine de plusieurs bonnes et anciennes familles, ce qui pourroit à la longue aussi bien occasionner quelque renversement en cet État et monarchie, que les usures et grosses dettes ont fait par le passé en plusieurs républiques. » Mais les crédi-rentiers, qui n'étaient pas sûrs de pouvoir retrouver un placement aussi avantageux, à raison de la diminution du prix de l'argent, qui était résultée naturellement du rétablissement des affaires publiques, forcés de recevoir leur capital quand c'était le débiteur qui se libérait avec son argent, étaient moins accommodants quand les débiteurs se libéraient avec l'argent d'autrui; alors ils refusaient de céder leurs garanties et prérogatives à celui que le débiteur voulait lui substituer comme créancier. Le bénéfice de l'édit de 1601 se trouvait ainsi fréquemment paralysé. L'édit de 1609 voulut alors que celui qui constituait une rente pour qu'un débiteur rentier remboursât son créancier, eût tous les droits, actions, prérogatives du créancier originaire, en un mot qu'il lui fût subrogé. Seulement, pour que cette sorte de subrogation ne fût pas l'occasion de fraudes, pour qu'un créancier ne prît pas après coup un rang appartenant à d'autres, divers règlements du parlement de Paris, de 1609 à 1690, exigèrent que le remboursement de la rente originaire eût lieu à de certaines conditions qui se retrouvent dans l'art. 1250, § 2, de notre code civil. — Telle est l'origine du mode de subrogation de la seconde partie de cet article (V. *Jur. gén.*, v° *Obligation*, n° 1863 et suiv.).

Sous Louis XIII, on vit revivre l'esprit des grandes ordonnances du XVI^e siècle dans l'ordonnance du mois de janvier 1629, œuvre du chancelier Michel de Marillac. C'est un code fort étendu, contenant 461 articles et touchant à presque toutes les parties du droit : droit ecclésiastique, droit civil, privilèges des universités, commerce, droit criminel, tailles, marine, armée, etc. Elle fut rendue pour satisfaire aux doléances des États de 1614 et de deux assemblées de notables tenues, l'une à Rouen en 1617, et l'autre à Paris en 1626. Elle s'occupa particulièrement des donations, des successions, des substitutions et des faillites, dans la matière du droit privé.

La destinée de cette ordonnance ne fut pas heureuse. Elle était, il faut bien le dire, trop libérale pour le temps; bien des privilèges aristocratiques se trouvaient atteints, notamment par les défenses faites aux seigneurs de lever des corps d'armée (art. 170 et suiv.); par les atteintes portées à la propriété des offices (art. 190 et suiv.); par la suppression des banalités (art. 207); par la garantie donnée à l'avancement des officiers des gens de guerre dans les grades inférieurs (art. 229), etc. Les gens de robe n'en parlèrent qu'avec légèreté, sous la désignation de *code Michaud*. Elle fut néanmoins enregistrée, dans l'année même, aux parlements de Paris, Bordeaux, Toulouse et Dijon. Mais quand Michel de Marillac eut perdu les sceaux, enveloppé dans la disgrâce du maréchal de Marillac son frère, qui paya de sa tête sa participation à la journée des Dupes, l'ordonnance de 1629 perdit toute autorité, même dans le ressort des parlements qui l'avaient enregistrée, excepté dans le ressort du parlement de Dijon, pour quelques dispositions du droit civil. Depuis, elle ne se releva plus; les avocats n'osaient la citer à l'audience. Cependant d'Aguesseau n'estimait pas qu'on dût la considérer comme abrogée par désuétude; il lui arriva même, comme avocat général, de l'invoquer dans un arrêt du 30 juillet 1693, reproduit dans l'ancien Journal des audiences. Une disposition de cette ordonnance lui survécut, celle de l'art. 121 (1), qui voulait que les jugements rendus par les tribunaux

(1) La disposition de cet article 121 est ainsi conçue : « Les jugements rendus es royaumes et souverainetés étrangères, pour quelque cause que ce soit, n'auront aucune hypothèque ni exécution en nostre royaume; ains tiendront les contrats lieu de simples promesses, et nonobstant les jugements, nos sujets contre lesquels ils ont été rendus pourront de nouveau débattre leurs droits comme entiers devant nos officiers. »

étrangers n'eussent pas en France autorité de chose jugée, et ne pussent être considérés que comme actes privés n'emportant ni hypothèque ni exécution (V. *Jur. gén.*, v° *Droit civil*, n° 417 et suiv.).

Le parlement de Paris n'avait enregistré l'ordonnance de 1629 qu'avec certaines modifications. Comme ces modifications demandées sont une manifestation du courant des idées du temps, il convient de les passer sommairement en revue. — D'abord l'art. 1^{er} de l'ordonnance déclarait exécutoires toutes les ordonnances antérieures des rois, sans exception de celles qui auraient été l'objet de remontrances et n'auraient pas été enregistrées. Le Parlement demanda que les cours souveraines conservassent le droit de remontrances et de refus d'enregistrement au cas de besoin, comme par le passé. — Sur l'art. 2, il exprimait le désir que nul ne pût être nommé aux évêchés et abbayes chefs d'ordres, s'il n'était Français. — Sur l'art. 3, il demanda la radiation de quelques mots qui semblaient placer le pouvoir temporel dans la dépendance de Rome, pour la nomination aux coadjutoreries des évêchés et des abbayes. Les dispositions de l'ordonnance de Blois parurent au Parlement devoir demeurer en vigueur pour la discipline intérieure des abbayes et des établissements épiscopaux, comme les séminaires. — Sur l'art. 8, on insista pour que la profession religieuse et la prise d'habit ne pussent avoir lieu qu'avec le consentement des parents, et à la condition pour les hommes d'avoir vingt-cinq ans et pour les filles vingt ans accomplis. — Sur différents autres points, on demanda l'exécution pure et simple des dispositions de l'ordonnance de Moulins. — Les remontrances du Parlement sur l'ordonnance de 1629 ont été perdues pour la plus grande partie. Cette perte ne laisse pas d'être regrettable, quoique l'ordonnance n'ait eu qu'une existence éphémère (V. Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XVI, p. 344).

L'ordonnance de 1629 clôt la série de ces grandes ordonnances qui, depuis l'ordonnance de Villers-Cotterets, peuvent être considérées comme des essais de codification. Mais il ne faudrait pas se tromper sur la valeur légale de tous ces actes législatifs. La plupart tombaient en désuétude aussitôt que promulgués. Ils rencontraient souvent dans les parlements une résistance très-vive; leur principale action fut dans quelques dispositions qui, répondant aux besoins du temps, surnageaient dans le naufrage. Que l'on compare les recueils d'arrêts du temps avec les dispositions des ordonnances, et l'on sera frappé de l'impuissance législative de l'autorité monarchique, en présence soit des abus, soit de l'opposition des cours souveraines. A partir de Louis XIV, tous les actes législatifs de la monarchie deviennent sérieux et durables. La loi a alors le caractère que lui reconnaissent les idées modernes; elle ne parle pas en vain. L'autorité législative du souverain est décidément constituée, et, qui plus est, reconnue.

La première des grandes ordonnances de Louis XIV est l'ordonnance de 1667 sur la procédure civile, qu'on appela aussitôt le *code Louis*. La pensée de rendre uniformes, générales, les diverses parties de la législation civile, éparses dans une foule d'ordonnances, les unes restées en partie exécutoires, les autres tombées en désuétude, appartient à Colbert. Pour la réaliser, il nomma une commission composée de conseillers d'État, chargée d'élaborer les projets sous la présidence de Pussort, son oncle. Tous les membres du Parlement, y compris le premier président, Lamoignon, en furent écartés, dans la crainte que la susceptibilité vétilleuse des gens de robe n'apportât des entraves; mais, dans la suite, on admit aux conférences de la commission Lamoignon et les magistrats les plus distingués du Parlement. L'ordonnance de 1667 sortit de ce travail préparatoire. Cette ordonnance, qui simplifia la procédure sans enlever cependant aux justiciables les garanties nécessaires qu'ils ont droit d'en attendre, est passée presque entière dans notre code de 1806. Mais elle n'a pas pour objet la procédure exclusivement : elle règle les moyens de preuve; c'est elle qui, tout en maintenant la disposition de l'ordonnance de Moulins, qui défendait d'admettre la preuve par témoins de toutes choses excédant la valeur de cent livres, assura l'exécution de l'ordonnance, en défendant que l'on divisât les demandes lorsque, réunies, elles monteraient à plus de cent livres, en tempéra cependant la rigueur sur un point, et permit d'admettre la preuve testimoniale quand il y aurait un commencement de preuve par écrit. — L'ordonnance de 1667 détermine aussi la forme en laquelle doivent être tenus les actes de l'état civil (tit. XX, art. 7 et suiv., V. *Jur. gén.*, v° *Actes de l'état civil*, n° 9).

L'ordonnance de 1667 n'avait réglé que la procédure ordinaire. Il en était résulté un tel allégemen-

pour les justiciables, que le gouvernement de Louis XIV se trouva engagé à compléter son œuvre en réglant la compétence des juridictions extraordinaires à raison de la qualité des personnes (1). Une seconde ordonnance fut rendue au mois d'août 1669 « faisant la continuation de celle du mois d'avril 1667. » Le préambule en expose ainsi l'objet : « Notre ordonnance du mois d'avril 1667 a donné un soulagement aussi considérable à nos sujets, par le retranchement qu'elle a fait d'un grand nombre de procédures inutiles, que nous sommes portés, par le succès de ce travail, à continuer nos soins pour achever un ouvrage duquel nos peuples doivent recevoir de si grands avantages. Et comme il n'y a point d'instruction qui doive être plus simple que celle des règlements de juges et des évocations, puisque ces actions ne concernent point le fond des contestations et ne sont formées que pour avoir des juges, que les lettres de *committimus* ne sont accordées que pour favoriser l'assiduité du service, que les lettres d'État ne sont que pour les absences nécessaires et indispensables, et les lettres de répit pour soulager la misère et soutenir les familles des débiteurs innocents, nous avons cru qu'il était important d'en épurer la pratique, en les réduisant aux termes d'un usage naturel et légitime. » — L'ordonnance traite dans six titres des évocations, des règlements de juges en matière civile, des règlements de juges en matière criminelle, des *committimus* et gardes gardiennes, des lettres d'État et des répits.

L'évocation était l'action d'ôter aux juges ordinaires la connaissance d'une contestation et de transférer à d'autres juges le pouvoir de la décider. L'ordonnance de 1669 traite des évocations que l'on appelait *de grâce*, qui étaient accordées en faveur de certaines personnes ou certaines communautés, pour les raisons exprimées dans le préambule de l'ordonnance. Elle veut que les évocations n'aient lieu que pour cause grave, jugée par le souverain en son conseil. Ainsi, l'évocation pouvait être demandée par celui qui avait été assigné en garantie ou pour voir déclarer un arrêt commun (tit. I, art. 24), ou dont la partie était parente ou alliée d'un juge (art. 22), ou pour autre cause légitime de suspicion, etc. Dans ces cas, il était présenté requête au Conseil du roi (art. 33). Quand un procès avait été évoqué, les parties étaient jugées par les juges de renvoi, suivant la coutume du lieu (art. 46).

Il y avait lieu à règlement de juges, soit en matière civile, soit en matière criminelle, dans les cas où ce règlement est nécessaire selon nos codes de procédure civile et d'instruction criminelle. Le règlement de juges appartenait au Conseil du roi (tit. II, art. 4). — L'ordonnance de 1669 maintenait les *committimus*, qui ont été expliqués précédemment (V. *suprà*, p. 204); les lettres de *committimus*.

(1) L'ordonnance de 1667 simplifia beaucoup l'ancienne procédure, et fit disparaître des abus criants; mais la procédure resta toujours assez coûteuse, et la rapacité des gens de justice n'en fut pas corrigée. Les écrivains du siècle, Boileau, Racine, la Fontaine, Molière, continuèrent de lui décocher leurs traits. Dans les *Fourberies de Scapin*, Scapin dit à Argante : « Jetez les yeux sur les détours de la justice, voyez combien d'appels et de degrés de juridiction, combien de procédures embarrassantes, combien d'animaux ravissants par les griffes desquels il vous faudra passer! Sergents, procureurs, avocats, greffiers, substituts, rapporteurs, juges et leurs clercs. Il n'y a pas un de tous ces gens-là qui, pour la moindre chose, ne soit capable de donner un soufflet au meilleur droit du monde. Un sergent baillera de faux exploits, sur quoi vous serez condamné sans que vous le sachiez. Votre procureur s'entendra avec votre partie, et vous vendra à beaux deniers comptants. Votre avocat, gagné de même, ne se trouvera point lorsqu'on plaidera votre cause, ou dira des raisons qui ne feront que battre la campagne, et n'iront point au fait. Le greffier délivrera par contumace des sentences et arrêts contre vous. Le clerc du rapporteur soustraira des pièces, ou le rapporteur même ne dira pas ce qu'il a vu. Et quand, par les plus grandes précautions du monde, vous aurez paré tout cela, vous serez ébahi que vos juges auront été sollicités contre vous, ou par des gens dévots, ou par des femmes qu'ils aimeront. » — Argante résiste à ces raisons; il veut plaider. — SCAPIN : « Mais, pour plaider, il vous faudra de l'argent; il vous en faudra pour l'exploit; il vous en faudra pour le contrôle; il vous en faudra pour la procuration, pour la présentation, conseils, productions et journées de procureur; il vous en faudra pour les consultations et plaidoiries des avocats, pour le droit de retirer le sac, et pour les grosses d'écritures; il vous en faudra pour le rapport des substituts, pour les épices de conclusions, pour l'enregistrement du greffier, façon d'appointements, sentences et arrêts, contrôles, signatures et expéditions de leurs clercs, sans parler de tous les présents qu'il vous faudra faire. Donnez cet argent-là à cet homme-ci; vous voilà hors d'affaire. » (Acte II, scène 8.)

timus étaient expédiées à la chancellerie. L'ordonnance de 1669 détermine ceux qui ont leur *committimus* soit au grand sceau, soit au petit sceau (1). On sait que ceux qui avaient droit de *committimus* au grand sceau attiraient à Paris, aux requêtes du palais, toutes leurs causes personnelles, possessoires ou mixtes, pourvu qu'il s'agît de plus de mille livres. Les privilégiés ayant droit de *committimus* au petit sceau attiraient leurs causes devant le parlement de leur province. Outre les privilégiés qui avaient leurs *committimus* de droit, des églises, abbayes, corps et communautés, etc., avaient le droit de *committimus* en vertu d'un titre spécial; mais alors ils devaient en justifier (tit. IV, art. 18). Le droit de *committimus* n'était pas reçu dans les provinces récemment réunies à la France, comme le Roussillon, l'Alsace, le Hainaut, l'Artois, etc. — Des communautés, comme l'Université, avaient des juges particuliers, *gardiens conservateurs* de leurs privilèges. Ce privilège de juridiction, dont l'ordonnance de 1669 réglait l'usage (tit. IV, art. 28 et suiv.), s'appelait *garde gardienne*. On a déjà vu comment, dans le droit ecclésiastique, le titre de *Conservateur des privilèges* de telle communauté équivalait au titre de juge d'exception (V. *suprà*, p. 165).

Les lettres d'état étaient accordées pour ajourner une instance engagée contre un fonctionnaire de l'État, et pour que le soin de son procès ne le divertît pas de ceux qu'il devait à l'accomplissement

(1) Le tableau des droits de *committimus* est intéressant à connaître, parce qu'il présente, en quelque sorte, un état des dignités au plus beau moment du grand siècle. Les articles 13 et 14 du titre IV sont ainsi conçus : « Art. 13. Voulons qu'à l'avenir il n'y ait que ceux ci-après déclarés qui puissent jouir du droit de *committimus* au grand sceau, savoir : les princes de notre sang, les princes reconnus en France, ducs et pairs et autres officiers de notre Couronne, les chevaliers et officiers de notre ordre du Saint-Esprit, les deux plus anciens chevaliers de l'ordre de Saint-Michel; les conseillers en notre conseil qui servent actuellement, ceux que nous aurons employés dans les ambassades; les maîtres des requêtes ordinaires de notre hôtel, les huissiers de notre conseil; les présidents, conseillers, nos avocats et procureurs généraux, greffier en chef, et premier huissier de notre grand conseil, sans que ci-après ils aient leurs causes commises en première instance en la grande prévôté de France; le grand prévôt de notre hôtel, ses lieutenants, notre avocat et procureur, et greffier; nos conseillers et secrétaires, et autres officiers de la chancellerie de France; les quinze anciens avocats de notre conseil, suivant l'ordre du tableau; les agents généraux du clergé de France pendant leur agence; les doyen, dignités et chanoines de l'église Notre-Dame de Paris; les quatre plus anciens de l'Académie française établie à Paris, suivant l'ordre de leur réception, qui sera justifiée par un extrait signé du secrétaire de l'Académie; les capitaines, lieutenants, sous-lieutenants, enseignes, commissaires d'ancienne création, sergent-major et son aide, prévôt et maréchal des logis du régiment de nos gardes, les officiers, domestiques et commensaux de notre maison et de celles des reines, enfans de France et premier prince de notre sang, dont les états sont portés à la cour des aides, et qui servent ordinairement ou par quartier, aux gages de soixante livres au moins; tous lesquels officiers domestiques seront tenus de faire apparoir par certificats en bonne forme qu'ils y sont couchés et employés; défendons au greffier de notre cour des aides d'en expédier ou délivrer qu'à ceux qui y seront employés, à peine de faux, et des dommages et intérêts des parties en leurs noms, et sans qu'aucun de ceux qui seront employés dans les états par honneur puisse jouir du privilège. Voulons néanmoins que nos officiers de la qualité ci-dessus vétérans, après en avoir obtenu nos lettres, et non autrement, jouissent de pareil privilège. — Art. 14. Jouiront du droit de *committimus* au petit sceau les officiers de nos cours de parlement, savoir : les présidents, conseillers, nos avocats et procureurs généraux, greffiers en chef, civil et criminel, et des presentations, secrétaires et premier huissier, les commis et clerks du greffe; comme aussi notre avocat, et procureur et greffier en chef des requêtes de notre hôtel, et le greffier en chef des requêtes du palais; les officiers de nos chambres des comptes, savoir : les présidents, maîtres, correcteurs et auditeurs, nos avocats et procureurs généraux, greffier en chef, et premier huissier; les officiers de notre cour des monnaies, savoir : les présidents, conseillers, nos avocats, procureurs généraux, greffier en chef et premier huissier; les six anciens trésoriers généraux de France établis à Paris, et les quatre anciens des autres généralités, entre lesquels pourront être compris notre premier avocat et procureur, suivant l'ordre de leur réception; les conseillers et secrétaires des chancelleries établies près nos parlemens, chambres mi-parties, chambres des comptes et cours des aides; le prévôt de Paris, ses lieutenants généraux, civil de police, criminel et particulier, et notre procureur au Châtelet; le bailli, lieutenant, et notre procureur au bailliage de notre palais à Paris; le président, le doyen, et notre procureur en l'élection de Paris : les officiers vétérans de la qualité ci-dessus, après en avoir obtenu nos lettres, et non autrement, jouiront du même privilège; les doyen, chantre et plus ancien des chanoines de l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois à Paris, et le chapitre pour les affaires communes : le collège de Navarre pour les affaires communes de la maison; et les directeurs de l'hôpital général de Paris. » Les membres de la municipalité de Paris, les douze anciens avocats au parlement de Paris et les six anciens dans chacun des parlements de province jouissaient aussi des *committimus* au petit sceau (art. 15 et 17).

de sa fonction. L'ordonnance n'admet ces lettres que comme moyen extraordinaire (tit. V, art. 1), et ne permet de les accorder que pour six mois (*Ibid.*, art. 3). Les lettres de répit étaient une surséance à l'exécution des sentences obtenues. C'était encore un moyen exceptionnel; elles n'étaient expédiées qu'au grand sceau (tit. VI, art. 2). Elles étaient entérinées à la juridiction qui avait rendu la sentence (*Ibid.*, art. 7); mais elles n'empêchaient pas que le créancier pût prendre toutes mesures conservatoires.

Quelque temps après l'ordonnance de 1667, la même commission, présidée toujours par Pussort, et aux conférences de laquelle Lamoignon continua de prendre part, élaborait l'ordonnance de 1670, qui régla la procédure criminelle. C'est ici le lieu de faire connaître sommairement l'organisation de la justice criminelle. La justice criminelle ordinaire était d'abord rendue dans les justices seigneuriales et dans les justices royales, dans les bailliages et dans les sénéchaussées (1). Il y avait dans les bailliages un lieutenant civil et un lieutenant criminel. Le lieutenant criminel du bailliage, assisté d'assesseurs, connaissait exclusivement et uniquement des affaires criminelles, et ne pouvait connaître des affaires civiles qu'incidemment. Leur compétence serait très-difficile à définir; ce qui la caractérisait particulièrement, c'était la connaissance des cas royaux. On sait, en effet, que le principe de l'institution des bailliages fut de contenir et limiter les justices seigneuriales. Les cas royaux étaient énumérés dans l'art. 11, tit. 1, de l'ordonnance de 1670; ils comprenaient particulièrement les actes coupables de nature à amener une perturbation générale de l'ordre public. Outre les cas royaux, les baillis et sénéchaux connaissaient, entre autres affaires, des causes criminelles des nobles dans les prévôtés royales et des causes des officiers de judicature. Il y avait enfin un certain nombre d'affaires dont ils connaissaient concurremment, soit avec les présidiaux, s'il y en avait dans le ressort du bailliage, soit même avec les cours supérieures, avec lesquelles ils partageaient dans certains cas le droit de juger en appel. Le lieutenant criminel du Châtelet de Paris avait certaines prérogatives qu'il est inutile d'expliquer ici. La juridiction criminelle supérieure était celle du Parlement. Il a déjà été parlé précédemment de la Tournelle (V. *supra*, p. 120).

Les parlements avaient cela de particulier qu'ils étaient, en matière criminelle comme en matière civile, juges ordinaires et juges de privilège. Dans ces fonctions, ils étaient quelquefois juges d'appel, d'autres fois juges en première instance, mais toujours juges en dernier ressort. Les affaires relevant de la juridiction du Parlement étaient portées, les unes à la Tournelle seulement, d'autres à toutes les chambres assemblées, d'autres à la grand'chambre seule, d'autres à la chambre des enquêtes, d'autres à la chambre des vacations. La chambre des requêtes du palais ne pouvait connaître d'affaires criminelles qu'incidemment. Enfin une chambre souveraine des eaux et forêts connaissait, sur l'appel des maîtrises, des affaires criminelles concernant les eaux et forêts.

La chambre essentiellement criminelle du Parlement, la Tournelle, ne connaissait des affaires criminelles que par la voie de l'appel porté devant elle par les parties ou par le ministère public, ou dévolu de droit, comme dans le cas où la sentence d'un premier juge portait condamnation à une peine afflictive. Elle ne pouvait connaître d'affaires civiles qu'incidemment. Son ressort ne s'étendait pas seulement aux décisions des juges inférieurs, comme les juges royaux et seigneuriaux; il s'étendait encore aux décisions de certains juges extraordinaires; comme l'amirauté, la connétablie, les lieutenants de police, etc. (V. *Jur. gén.*, v^o *Org. judiciaire*).

Les chambres assemblées connaissaient en premier et dernier ressort des accusations criminelles portées contre les membres du Parlement. — La grand'chambre et la Tournelle assemblées connaissaient en premier et dernier ressort des accusations portées contre les officiers de la chambre des

(1) La justice criminelle des seigneurs avait subi des restrictions considérables par l'établissement des bailliages royaux. Quand les justices seigneuriales étaient entières, la marque extérieure des hautes justices était l'érection d'un gibet avec quatre poteaux; mais quand la haute justice était exercée par le premier vassal, par un *vavas seur*, ce qui arrivait quelquefois, le gibet ne pouvait avoir que deux poteaux. Les hauts justiciers avaient encore dans leurs justices, outre le gibet, un pilori et une échelle (V. *supra*, p. 87). Dans les salles où se rendait la justice, la dignité de la justice était figurée aux regards par des emblèmes dessinés, représentant des gibets, des piloris, des échelles, des champions échangeant des gages de bataille, etc.

comptes, des crimes de lèse-majesté au premier chef, de duel, d'infraction de ban, quand le bannissement avait été prononcé par le Parlement. Elles connaissaient en appel des accusations portées contre les ecclésiastiques, les gentilshommes, les secrétaires du roi et officiers de judicature. Elles jugeaient enfin, tant en première instance que sur l'appel, sur leur demande, les trésoriers de France, présidents de présidiaux, lieutenants généraux, lieutenants criminels, avocats et procureurs du roi des sièges royaux, prévôts royaux ayant séance dans les bailliages et sénéchaussées, etc. — La grand'chambre avait connu des affaires criminelles avant l'établissement de la Tournelle. Depuis l'établissement de la Tournelle jusqu'à l'édit de février 1682, elle continua de connaître des affaires emportant peine capitale. Depuis cet édit, sa compétence se trouva réduite aux affaires criminelles incidentes au civil, par exemple, dans le cas de faux incident.

L'ordonnance de 1670 sur l'instruction criminelle a été analysée ailleurs (V. *Jur. gén.*, v° *Instruction criminelle*, n° 13 et suiv.). Sa conception et son arrangement savants l'avaient fait admirer de d'Aguesseau. Mais nos sentiments d'humanité et la douceur de nos mœurs repousseraient aujourd'hui les principes sur lesquels elle était basée. Comme dans l'ordonnance de Villers-Cotterets, la procédure y était secrète, l'accusé n'avait pas de défenseur, et la question, la torture, — *La torture interroge et la douleur répond!* — était employée comme moyen d'instruction. Lamoignon s'était élevé, avec une énergie méritoire, contre les rigueurs, déjà excessives pour l'époque, de l'ordonnance de 1670. Mais Pussort, « ce grand homme sec, dit Saint-Simon, d'aucune société, de dur et difficile accès, un fagot d'épines, » l'emporta sur la mansuétude relative du magistrat. C'est à l'occasion des formes de procédure de l'ordonnance de 1670 que le président du Harlay dit ce mot si connu : « Si j'étais accusé d'avoir volé les tours de Notre-Dame, je commencerais par m'enfuir » (1).

Dans ce temps fécond en règlements sur les différentes matières du droit, un édit de mars 1673 essaya d'établir la publicité des hypothèques. Cette mesure devait, en premier lieu, rendre les hypothèques plus sûres, et en second lieu elle devait arrêter les créanciers qui, dans l'ignorance où les gens d'affaires les tenaient sur la possibilité de recouvrer leurs créances, dirigeaient des poursuites et faisaient des frais frustratoires contre des débiteurs insolvables; car, ces poursuites faites, il apparaissait des hypothèques occultes auxquelles il fallait d'abord satisfaire, après que les frais avaient déjà absorbé, sans profit pour eux, une partie du fonds. Pour réaliser sa pensée d'amélioration, l'édit de mars 1673 établit des greffes d'enregistrement, où les créanciers hypothécaires devaient former ou faire enregistrer leurs oppositions; le droit de préférence résultant de l'hypothèque était subordonné à cet enregistrement. De cette manière, est-il dit dans le préambule de l'édit, on pourra prêter avec sûreté et acquiescer sans crainte d'être évincé; les créanciers seront certains de la fortune de leurs débiteurs et ne seront ni dans la crainte de la voir périr, ni dans l'inquiétude d'y veiller; et les acquéreurs seront assurés de n'être plus troublés dans leur possession par des charges ou hypothèques antérieures.

Mais les plus sages mesures, avant de se faire définitivement accepter, viennent longtemps se heurter aux abus invétérés et aux préjugés que les longs abus fortifient. La publicité des hypothèques souleva des résistances générales dans la noblesse et le Parlement. D'Aguesseau la repoussa toujours comme destructive du crédit des familles, ce qui revenait à réclamer, pour les familles riches, rien moins que le privilège de tromper l'opinion sur leur situation pécuniaire et de frauder les prêteurs. Disons, en passant, que l'illustre chancelier, vanté peut-être à l'excès, a sur la conscience plus d'un

(1) La législation criminelle de l'ancienne France est exposée avec une clarté qui ne laisse rien à désirer dans un livre classique, les *Lois criminelles* de Muyart de Vouglans. La méthode de Domat, dans l'exposé des *Lois civiles*, est celle qu'a suivie notre auteur. Le plan de Domat était si lucide, si parfait, qu'il a été adopté par D'Héricourt pour ses *Lois ecclésiastiques*, et Muyart de Vouglans pour ses *Lois criminelles*. Mais ni D'Héricourt, ni Muyart de Vouglans n'ont l'élévation de vues et la valeur philosophique de Domat. Muyart de Vouglans a les vues étroites, et tous les préjugés du monde judiciaire de son temps. A l'époque où il écrivait (1780), la question préparatoire allait être abolie. Le croirait-on aujourd'hui? Muyart de Vouglans s'en alarma comme d'un malheur public. L'abolition de la torture préparatoire lui paraissait devoir entraîner la ruine complète de l'ordre social. Le livre de Beccaria, qui venait d'être publié, ne lui apparaît que comme la conception d'un insensé.

jugement de cette force. Quoi qu'il en soit, l'édit de 1673 ne put être maintenu ; un édit du mois d'avril 1674 le rapporta purement et simplement (V. *Jur. gén.*, v° *Privil. et hypoth.*, n° 43 et suiv.).

La même année 1673 vit paraître l'ordonnance du commerce, l'un des plus beaux monuments du droit monarchique. Une des préoccupations du gouvernement de Louis XIV, inspiré par Colbert, avait été de développer le commerce extérieur, comme condition du développement du commerce intérieur et de la prospérité nationale. A cet effet, ses efforts avaient eu pour objet la création d'une marine marchande, et pour maintenir la sûreté du commerce maritime, la création d'une marine militaire. On sait avec quelle vigueur et quel succès ce résultat fut obtenu en quelques années. Mais plus l'industrie intérieure et le commerce extérieur prenaient d'extension, plus il devenait indispensable de fixer le droit commercial ; c'est à quoi pourvut l'ordonnance du commerce.

Pour la préparation de l'ordonnance du commerce, Colbert jeta les yeux sur un jurisconsulte d'un jugement sûr et que ses connaissances spéciales désignaient pour une telle œuvre : sur Savary. Dans l'origine, on appelait l'ordonnance du commerce *Code Savary*, à raison de la part très-grande qu'il y avait eue dans le sein de la commission, toujours présidée par Pussort. Les travaux de Savary sur le droit commercial en sont le premier commentaire. Mais Savary n'y apporta pas seul ses lumières : Colbert avait fait prendre conseil des principaux négociants français, des corps de magistrature et des barreaux des villes commerçantes.

On eut ainsi une œuvre tellement réussie, que notre code du commerce de 1808 ne put mieux faire que de la suivre. Pour le droit maritime, il faut rapprocher de l'ordonnance de 1673 l'ordonnance sur la marine de 1681 (V. *suprà*, p. 223). Jusqu'à cette dernière ordonnance, on suivait les usages, quelques titres du droit romain, les *Jugements d'Oléron*, le *Consulat de la mer*, le *Guidon de la mer*, qui formaient dans leur ensemble une législation sage sans doute, mais surannée, éparse et sans fixité, et qui ne pouvait plus suffire aux besoins nouveaux, nés du développement considérable de la marine.

L'ordonnance du commerce, assez peu étendue, traite, dans douze titres différents, des commerçants et des apprentis, pour fixer les conditions de l'apprentissage et la qualité des commerçants ; des agents de banque et de change et des courtiers de commerce ; des registres que doivent tenir les commerçants ; des sociétés de commerce ; du contrat de change et des lettres et billets de change ; des intérêts, du change et du rechange ; des effets de la séparation de biens entre époux et de la publicité à donner à ce régime pour les commerçants ; des défenses, lettres de répit et cessions de biens, dont les commerçants débiteurs peuvent user ; des faillites et banqueroutes, partie tout à fait insuffisante dans l'ordonnance de 1673, et qui depuis a dû être refaite presque à nouveau, par une suite d'ordonnances et de déclarations, au commencement du siècle suivant (Déclarations des 18 novembre 1702, 30 juillet 1715, 11 janvier et 13 juin 1716 et 3 mai 1722). Le dernier titre traite de la juridiction commerciale, des juges-consuls établis à Paris depuis le mois de novembre 1563. — Cette ordonnance ne donnera lieu qu'à une remarque : il y avait dans la plupart des villes, et pour la plupart des industries, ce que l'ordonnance appelle des maîtrises de marchands ; nul ne pouvait être reçu commerçant dans la maîtrise qu'après un temps d'apprentissage fait aux conditions fixées ; les premiers articles de l'ordonnance posent les règles générales de la condition de l'apprentissage et de la maîtrise ; la liberté du commerce et de l'industrie les rendit, dès avant la Révolution, sans objet.

Dans les trente dernières années de son règne, Louis XIV fit peu de chose pour la législation civile. On rencontre quelques déclarations explicatives des ordonnances précédentes ; quelques édits, comme l'édit de mars 1697, relatif au consentement des père et mère au mariage de leurs enfants. En somme, après les vingt années brillantes de son règne, longtemps avant la fin, son œuvre législative était accomplie.

La culture du droit ne brille pas, à beaucoup près, du même éclat au XVII^e siècle qu'au XVI^e. Il n'y a plus de Cujas, de Dumoulin, de Doneau ; il semble que la science se rétrécisse. Ce qui domine, ce sont les ouvrages pratiques. Mais la jurisprudence du Parlement s'est formée, et comme, sur la plus grande partie des matières du droit, il n'y avait pas de textes précis, la formation de la juris-

prudence avait été le développement du droit même. Les parlements arrivèrent ainsi, chacun dans son ressort, à former une doctrine du droit, dont les parties étaient empruntées aux coutumes, aux ordonnances et au droit romain, et à fonder l'unité de doctrine par la fusion de tous ces éléments. Ils rendaient à cet effet des *arrêts de règlement*, c'est-à-dire des arrêts posant tel principe selon lequel ils entendaient se décider à l'avenir. — Parmi les travaux pratiques, il faut placer au premier rang les notes de Brodeau sur le recueil d'arrêts de Louet. Louet, *allongé de Brodeau*, devint le livre principal, on pourrait dire le manuel de tous les praticiens du droit, si l'importance volumineuse de l'ouvrage permettait l'emploi d'une telle dénomination.

Le *Traité de la communauté* de Lebrun, et surtout le *Traité des successions* du même auteur, eurent une portée doctrinale plus considérable. Le *Traité de la communauté* de Pothier, au siècle suivant, fit oublier le livre de Lebrun, mais le *Traité des successions* conserva sa grande autorité jusqu'à la Révolution. — Au XVII^e siècle, le livre de droit civil le plus fortement conçu est peut-être le *Traité des donations* de Ricard (né en 1622, mort en 1678). C'est assurément celui qui donne l'idée la plus vraie de la grande, de la forte manière des anciens jurisconsultes. Il fallait toute une vie de retraite, comme celle où se confinaient les hommes d'étude de ce temps, pour produire de pareilles œuvres. Mais on regrettera toujours, dans les travaux des jurisconsultes du XVII^e siècle, comme dans ceux des jurisconsultes du XVI^e siècle, que ces hommes d'une science si réelle, si savants, si vigoureux d'esprit, n'aient pas été plus philosophes, plus littérateurs, et, pourquoi ne le dirions-nous pas? plus artistes.

La philosophie du droit ne fut cependant pas tout à fait inconnue au XVII^e siècle. C'est aux premières années de ce siècle que remonte la publication du livre de Grotius, *De Jure belli ac pacis*, traité complet de droit naturel, où toutes les questions fondamentales de la philosophie du droit sont traitées avec une force de raison qui n'a depuis jamais été dépassée. La France peut revendiquer le Hollandais Grotius, car c'est en France, dans une charmante campagne du président de Mesmes, près de Senlis, que Grotius composa son livre, sur l'idée que lui en avait donnée un Français, le savant Peiresc. L'ouvrage a vieilli pour les lecteurs superficiels; mais il conserve toute sa valeur pour ceux qui veulent approfondir les principes du droit; et si l'on peut rejeter les principes et les conclusions de Grotius, jamais les philosophes et les publicistes ne seront dispensés de l'étudier.

C'est encore un livre de philosophie du droit, peut-être plus qu'un traité de jurisprudence, que le livre de Domat. — Domat, né en 1625, mort en 1695, ami de Pascal, comme chacun sait, a réduit en règles claires et classées par ordre les principes du droit, et particulièrement des conventions. Ses *Lois civiles* selon leur ordre naturel ont servi autant qu'aucun autre livre à orienter les esprits dans le vaste dédale de la jurisprudence. Dans le livre de Domat, le droit est rattaché à la philosophie, mais à la seule philosophie que les jurisconsultes connussent de son temps, à la philosophie chrétienne de saint Thomas, dont il n'emploie pas cependant les formes scolastiques. Cette philosophie si sage, si honnête, sous la plume de Domat, pourrait-elle encore suffire au droit? On peut en douter. Le droit moderne relève de la raison pure. Il est même permis de douter qu'il puisse y avoir un droit vraiment et purement chrétien; car le principe d'abnégation et de détachement des choses de la terre, qui fait le fond du christianisme, paraît bien étranger à la science du droit, qui a essentiellement pour principe l'action. Tout droit exercé est, en effet, une revendication. Les doctrines modernes, dont le monde a pu se passer pendant cinq mille ans, parce que la science n'est pas absolument nécessaire à la vie, donneront mieux la raison du droit moderne que les doctrines déduites des impérissables et sublimes leçons de l'Évangile.

Si l'on veut, à un autre point de vue, considérer les *Lois civiles* de Domat comme un livre de jurisprudence, il peut prêter à quelques critiques. Il n'est pas superficiel, mais il est incomplet. Les matières n'y sont pas creusées, à beaucoup près, comme dans les grands jurisconsultes du XVI^e siècle, ou plutôt la manière de Domat n'a rien de commun avec la leur. Il expose et ne discute pas; de là vient que dans la science de la jurisprudence proprement dite on ne lui doit aucun progrès. Ses divisions, toujours claires et naturelles, ne sont pas toujours très-juridiques; c'est ainsi que cette

grande distinction du droit réel et du droit personnel, distinction fondamentale dans tous les droits, parce qu'elle tient à la nature des choses et non à la volonté du législateur, est méconnue par Domat, qui fait rentrer le droit de la propriété et des démembrements de la propriété dans la matière des obligations. Enfin, Domat n'avait pas le sens du droit national; il ne voit que le droit romain, et semble, quoique faisant du droit français, avoir ignoré les coutumes. Mais ces critiques laissent intacte la véritable gloire de Domat, celle d'avoir conçu le premier que le droit civil n'est pas une science isolée au milieu des autres sciences morales, et d'avoir au moins tenté de rattacher cette science, si terrestre en apparence, à l'immortelle destinée de l'humanité.

CHAPITRE IV. — ORDONNANCES DU XVIII^e SIÈCLE.

La royauté du XVIII^e siècle a continué dans l'ordre politique, dans l'ordre religieux et dans l'ordre civil, la marche suivie dans le siècle précédent. Le caractère de la législation est le même. Le milieu du XVIII^e siècle est signalé par la lutte du ministère et des parlements; et par le caractère de la lutte, on voit très-distinctement apparaître l'esprit de liberté. La législation civile reçoit de notables améliorations, par les belles ordonnances de d'Aguesseau. Mais on sent que les temps approchent, et que si la vieille royauté française peut durer autant que l'indolent monarque qui paraît s'endormir sur ses fleurs de lys, elle n'est plus d'une constitution assez robuste pour permettre d'espérer qu'elle pourra aller beaucoup au delà. En effet, les dernières années de la monarchie voient éclore un ensemble de prudentes réformes qui viennent échouer contre les préjugés aveugles de la cour et des classes privilégiées. Il fallait plus que cela pour fonder l'ordre nouveau, dont les philosophes du XVIII^e siècle se faisaient les prophètes sans le savoir. En suivant le cours des années, on va voir insensiblement se préparer la grande explosion qui devait amener l'ordre social dans lequel nous vivons.

SECTION I^{re}. — ORDONNANCES DANS L'ORDRE POLITIQUE, ADMINISTRATIF ET RELIGIEUX.

Après l'incomparable éclat des belles années de sa jeunesse et de son âge mûr, Louis XIV achevait tristement de régner et de vivre, dans ce grand palais de Versailles, où tout semblait avoir vieilli autour de lui. Il n'était plus ce qu'il avait été pendant trente ans, le seul roi de l'Europe; mais la royauté, personnifiée en lui, se maintenait par le souvenir de sa grandeur passée : — *Stat magni nominis umbra*. — A sa mort, il sembla que la majesté royale eût baissé. Le Parlement, dès le lendemain, cassa son testament, par lequel Louis XIV instituait un conseil d'administration sous la présidence du duc d'Orléans pour la régence, et confiait au duc du Maine, son fils adultérin légitimé, la garde de la personne du jeune roi Louis XV. Par cet arrêt célèbre, le Parlement déclara le duc d'Orléans régent de France, reconnut un conseil de régence sous la direction du duc de Bourbon, mais avec le droit pour le régent d'en nommer les membres, et réduisit le duc du Maine à la situation de surintendant de l'éducation du roi.

Le conseil de régence remplaça les ministres, qui depuis l'année 1626 avaient été institués pour diriger, chacun dans son département, les affaires générales, le service public qui lui était attribué. Le conseil de régence fut composé de soixante-dix membres, et divisé en sept conseils de dix membres chacun. Mais cette constitution de la haute administration ne dura pas, et dès 1718 le régent rétablit les ministères.

L'époque de la régence n'a été marquée par aucun changement important dans l'ordre politique

et administratif. Ce fut une époque de désordres privés dans les hautes sphères gouvernementales, comme on le sait trop. La direction de la chose publique, laissée, par la faiblesse d'un prince indolent, entre des mains aventureuses ou corrompues, oscilla à tous les caprices. Parmi les événements considérables qui agitérent le royaume, il faut surtout mentionner l'établissement de la banque éphémère de l'Écossais Law et l'affaire de la bulle *Unigenitus*.

Le système de Law, dont la fin malheureuse laissa tant de ruines après lui, ne fonda assurément pas le crédit en France; mais il donna à la France l'idée de la puissance du crédit. Law, aventurier écossais, mais un aventurier qui n'était pas sans génie, avait eu la pensée de rétablir les finances de l'État, que les prodigalités et les guerres malheureuses de Louis XIV avaient laissées dans un état déplorable, au moyen d'une banque générale exploitant tous les monopoles, administrant tous les revenus, multipliant la force du numéraire dans l'État, et offrant aux particuliers des placements. Il avait présenté son projet au conseil des finances, qui l'avait rejeté; mais il avait obtenu, par un édit du 2 mai 1716, l'autorisation d'établir une banque privée sur un fonds de six millions, divisé en 4,200 actions : la banque devait escompter des lettres de change et émettre pour ses opérations des billets au porteur. Les premiers temps de la banque furent prospères : la circulation augmenta, l'usure diminua et le crédit se rétablit. Tel était le bienfait de l'idée de Law, qu'avec un fonds de six millions, la banque put émettre jusqu'à soixante millions de billets, sans que personne fût inquiet ni que le crédit de la banque en souffrît.

Enivré de ce premier succès, Law reprit son premier projet d'adjoindre à sa banque les monopoles publics et l'administration des revenus de l'État. Pour arriver par degrés à ce résultat, il commença par obtenir du régent l'autorisation de former une compagnie pour l'exploitation commerciale des pays traversés par le Mississipi, dans l'Amérique du Nord. Les actionnaires devaient fournir un fonds de 100 millions, divisé en 200,000 actions. Ils ne se montrèrent pas d'abord très-empressés; mais un édit du 4 décembre 1718 ayant déclaré la banque, banque royale, et donné à ses billets la garantie du roi, le crédit de la banque et de la compagnie des Indes se releva. La compagnie des Indes devint alors adjudicataire de toutes les fermes de l'État pour la perception des revenus, et s'engagea à prêter à l'État 1,500 millions pour le remboursement de sa dette. Les bénéfices fabuleux que la compagnie devait réaliser sur les bords du Mississipi, et le crédit dont elle jouissait en Europe, devaient rendre cette opération praticable. La souscription aux actions devint en effet une véritable fureur; la rue Quincampoix, où demeurait Law, y gagna sa célébrité.

A chaque autorisation d'une souscription nouvelle, une foule des plus bigarrées d'agioteurs de tous rangs se pressait pour souscrire, et commerçait dans les boutiques, les échoppes et jusque dans la rue, sur les actions obtenues. Au mois de novembre 1719 les actions de 500 livres étaient montées à 15,000 livres; elles allèrent jusqu'à 18,000 livres. Mais l'engouement ne dura pas longtemps. Quoique la banque eût une existence distincte de la compagnie, et que ses billets n'eussent pas éprouvé à beaucoup près la même hausse factice que les actions, cependant, comme une partie de ces billets avaient été délivrés sur des dépôts d'actions, ils subirent une dépréciation proportionnelle à l'importance pour laquelle les actions déposées entraient dans le fonds de garantie.

C'est alors que l'État essaya de venir au secours de cette gigantesque entreprise. Pour soutenir le crédit de la banque et de la compagnie, Law obtint du régent une suite de mesures qui défendaient de garder chez soi plus de 500 livres en numéraire, et donnaient cours forcé aux billets, que dès lors on multiplia dans la mesure des besoins de la compagnie. Law devint même contrôleur général, ayant ainsi l'administration des finances de l'État. Mais toutes les illusions tombèrent. La compagnie des Indes apparut ce qu'elle était, une immense déception; les bénéfices fabuleux qu'elle devait procurer se réduisirent à néant. Il fallut anéantir le *système* pièce à pièce, et finir par ramener la situation des détenteurs d'actions et de billets à celle de rentiers de l'État. Mais ce que les édits ne purent pas effacer, ce furent les ruines effrayantes, le renversement d'une partie des fortunes privées, le scandale d'autres fortunes improvisées, le désordre et la démoralisation profonde que l'esprit d'agiotage avait développée dans toutes les classes. « Toute cette banque, dit Saint-Simon, finit misérablement. Il fallut annuler et brûler les actions. Law s'enfuit; on fit, mais sans succès, des ordonnances

pour rétablir le crédit, et la fortune publique en demeura longtemps ébranlée. Rien ne contribua plus que cette banque à troubler la minorité du roi et la régence de M. le duc d'Orléans. »

L'exposition du système de Law a fait l'objet d'un excellent petit écrit de M. Thiers; mais il n'est pas nécessaire d'entrer dans tous les détails du *système*, comme on l'appelait, pour en découvrir le vice. Le vice était un appel insensé au crédit. Toutes les valeurs fiduciaires émises dans le système n'avaient que des garanties imaginaires; on n'aurait jamais pu les réaliser. Quand, après le premier enivrement, on voulut arriver à la réalisation, les détenteurs de titres s'aperçurent qu'ils n'avaient en mains que des chiffons de papier. C'est ainsi que devaient tomber plus tard les assignats, et que tomberont toutes les valeurs fiduciaires qui n'ont pas pour garantie des valeurs réelles, sérieuses, réalisables à volonté.

On pourrait faire honneur au parlement de Paris de n'avoir jamais favorisé les projets de Law, de s'y être même opposé par des arrêts que le Conseil cassait; mais cette opposition témoignait de plus d'honnêteté que de lumières; car le Parlement s'était élevé même contre la création de la première banque de Law, qui était alors une première application de la véritable doctrine économique sur les banques; et il critiquait ce système de banque par des raisons que, sans être financier, on ne peut lire aujourd'hui sans sourire. Il ne fut pas moins ferme dans sa résistance : le 20 juillet 1720, chaque parlementaire reçut une lettre de cachet, en exécution d'une mesure qui exilait le Parlement à Pontoise, première mesure de rigueur de cette nature depuis la création de cette grande institution.

L'affaire de la bulle *Unigenitus* remontait aux dernières années de Louis XIV. Elle agitait les esprits dans un certain monde, au temps même où le trop fameux *système* devint l'objet exclusif de la faveur d'abord, des préoccupations et plus tard de la fureur publiques. L'exil du Parlement à Pontoise fut cependant déterminé presque autant à raison de sa résistance à l'enregistrement de la fameuse bulle que pour son opposition à l'exécution du *système*. Voici dans quelles circonstances cette résistance se produisit.

Au plus fort des disputes du jansénisme et du molinisme, un père de l'Oratoire, le P. Quesnel, avait publié son livre des *Réflexions morales sur le Nouveau Testament*. Le parti moliniste, représenté par les jésuites, obtint à Rome la condamnation de cent et une propositions contenues dans le livre du P. Quesnel, suspect de jansénisme. La bulle de condamnation, commençant par le mot *Unigenitus*, fulminée par Clément XI le 8 septembre 1713, fut présentée au Parlement et enregistrée, le 14 février 1714, dans des termes qui méritent d'être rapportés : « La cour a arrêté et ordonné que lesdites lettres et ladite constitution seront registrées au greffe d'icelle, pour être exécutées selon leur forme et teneur..., sans que la condamnation des propositions qui regardent la matière de l'excommunication puisse donner atteinte aux maximes et usages dudit royaume, ni que sous prétexte de ladite condamnation on puisse jamais prétendre que, lorsqu'il s'agit de la fidélité et de l'obéissance due au roi, de l'observation des loix de l'État, et autres devoirs réels et véritables, la crainte d'une excommunication injuste puisse empêcher les sujets du roi de les accomplir » (Arrêt du 15 février 1714).

On eût pu croire que l'enregistrement de la bulle, consenti par le Parlement pour complaire à Louis XIV, placé alors sous l'influence du P. Le Tellier, son confesseur, lequel était acquis à l'ordre des jésuites, serait considéré comme un témoignage suffisant de la défaite des jansénistes. Il n'en fut rien. Les disputes théologiques se ranimèrent plus vives; des évêques, en tête desquels se trouvait le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, que le régent venait de faire chef du Conseil de conscience pour la direction des affaires religieuses, dans le Conseil de régence, avaient appelé de la décision de la cour de Rome au futur concile. Dubois, qui déjà convoitait la pourpre romaine, soutint le parti des jésuites. Tout le clergé était divisé. Dans cette situation, Dubois fut poussé à solliciter du Parlement un nouvel enregistrement de la bulle, en pesant pour ce résultat sur la cour du régent et sur le chancelier d'Aguesseau. Le Parlement était alors exilé à Pontoise; comme la fin de son exil dépendait de l'acte que les jésuites attendaient de lui, et que d'ailleurs, l'enregistrement étant sollicité en même temps auprès du Grand Conseil, il y avait lieu de craindre qu'on se passât de son autorité, le Parlement consentit (4 décembre 1720) à un second enregistrement, « conformément aux règles de l'Église et aux maximes du royaume sur les appels au futur concile ».

Tous ces débats théologiques et parlementaires mériteraient peu d'occuper l'histoire, s'ils n'étaient un témoignage du courant des idées du temps, et s'ils n'accusaient un affaiblissement fâcheux de puissance des grands corps de l'État. Ce grand parlement de Paris, qui avait suppléé jadis aux défaillances de la royauté, se trouvait ainsi le jouet d'intrigues sans dignité. Désormais il se débatta péniblement contre les exigences du pouvoir, tantôt vainqueur, tantôt vaincu, sans que ses échecs politiques diminuent cependant sa considération judiciaire. Dans ces luttes, il apparaitra trop souvent avec des préjugés de corporation; il sera souvent pointilleux, tracassier, à propos de question surannées : c'est ainsi que se manifeste la faiblesse des institutions dont la destinée s'achève.

L'acte le plus important du Parlement qui suivit l'enregistrement de la bulle *Unigenitus* fut encore un refus d'enregistrement. A la mort du duc d'Orléans (déc. 1723), le duc de Bourbon était devenu premier ministre; l'état des finances ne s'était pas amélioré, et il fallait établir de nouveaux impôts. Le ministère songea à créer différentes taxes; mais le produit le plus considérable devait provenir du prélèvement d'un cinquième en nature sur tous les fonds nobles, ecclésiastiques et roturiers.

Le Parlement refusa d'enregistrer l'édit qui établissait ces nouveaux impôts. Pour surmonter sa résistance, il fut tenu un lit de justice par le jeune roi Louis XV, qui venait d'atteindre la majorité royale. Le nouvel édit qui ordonnait l'enregistrement des nouveaux impôts réglementa à nouveau le droit de remontrances : il fut maintenu au Parlement; mais les conseillers ne pouvaient avoir voix délibérative en fait de remontrances qu'après dix années de l'exercice de leur charge. — Ce temps de dix années fut bientôt réduit à cinq années.

Il faut passer successivement sur une suite d'édits et de déclarations relatifs à la vente des offices municipaux, tour à tour supprimés et rétablis (août 1722, juillet 1724, novembre 1733, août 1764); aux matières et procédure criminelles (mars 1724, juin et novembre 1730); à la procédure civile au cas de faux (juillet 1737); à la tenue des registres de baptême, mariage, sépulture, par les curés des paroisses (avril 1736); aux évocations et règlements de juges, pour mettre la justice à la portée des classes pauvres (août 1737), etc., pour arriver au règlement du conseil de 1738, qui créa la procédure encore suivie aujourd'hui devant la cour de cassation et le conseil d'État. Voyons d'abord ce qu'était l'ancien Conseil.

Lorsque Philippe le Bel rendit le Parlement sédentaire par une ordonnance de 1302 dont nous avons fait connaître les termes (V. *suprà*, p. 119, en note), il réserva à la Couronne ou à son Conseil ordinaire, dont le Parlement avait été détaché et était un démembrement, la connaissance des plaintes formées contre les arrêts du Parlement pour cause d'ambiguïté ou d'erreur (V. *suprà*, p. 121). Plusieurs ordonnances de Philippe le Long et de Philippe de Valois contiennent la même réserve. Dès l'origine, les ordonnances admettaient donc contre les arrêts du Parlement ce que l'on appela *la proposition d'erreur* (1). L'ordonnance de septembre 1535, les art. 135 et 136 de l'ordonnance de

(1) *Volumus, sancimus et etiam ordinamus quod iudicata, arresta et sententia quae de nostra curia seu nostro communi consilio processerint, teneantur, et, sine appellatione aliqua, executioni mandentur. Et si aliquid ambiguitatis vel erroris continere viderentur, correctio, interpretatio, revocatio, vel declaratio eorundem ad nos vel nostrum commune consilium spectare noscantur* (Edict. 23 mart. 1302, art. 12). — *Quicumque gratiam a nobis proponendi errores contra arrestum in Curia nostra latum, impetraverit, antequam ad proponendum errores praedictos, per Curiam nostram admittatur, vel super iis audiat, cavere idoneo teneatur de refundendis expensis et interesse parti adversae ac nobis solvendo duplicem emendam si per arrestum, seu iudicium Curiae nostrae succubuerit* (Edict. 1331). — *Quae quidem litterae impetrabuntur, per hunc modum videlicet, ut ille qui asserere intendit intervenisse errores in arresto, ipsos errores in scriptis, gentibus requestarum hospitii nostri, vel aliis gentibus nostris per quas talia impetrare intendit, tradat ut ipsae gentes nostra deliberare habeant et possint si, ut a prima facie apparere potest, gratiam proponendi errores concedere debeamus* (Edict. 1334). — *Volumus insuper quod nulli concedatur gratia, ut arresti executio suspendatur propter errores in ipsum proponendos, quia pro arresto, quod debite et absque interventu errorum latum et factum fuerit ab omnibus et verisimiliter praesumendum* (Ibidem). — *Nulli concedatur gratia proponendi errores contra arrestum interlocutorium, quod si secus factum fuerit, nullum esse decernimus ac etiam non valere* (Ibidem).

Villers-Cotterets de 1539, l'art. 92 de l'ordonnance de Blois de 1579, l'art. 18 de l'édit du 15 janvier 1597, confirmèrent ce principe; mais l'ordonnance de 1667 sur la procédure civile abolit le recours pour proposition d'erreur; l'art. 8 du tit. I déclarait nuls seulement les jugements et arrêts donnés contre la disposition des ordonnances. Denizart (*Répertoire*, v° *Cassation*) rapporte que, se fondant sur cet article de l'ordonnance de 1667, des rois ont fréquemment cassé des arrêts contre lesquels ils ont cru devoir user de leur autorité.

Le privé et grand Conseil, comme parle une ordonnance de 1555, était donc une autorité supérieure à celle des parlements mêmes. C'était le prince ressaisissant au milieu de ses conseillers intimes l'autorité judiciaire. Le Conseil avait ses règlements. « Les règlements du Conseil, dit Denizart, s'observent avec beaucoup d'exactitude au Conseil du roi, qui peut seul casser les arrêts de cours souveraines, parce que dans sa personne réside la plénitude de la justice, et que les magistrats ne tiennent que de lui le pouvoir de la rendre à ses sujets. — Ces règlements nous apprennent que jamais les arrêts ou jugements rendus en dernier ressort ne peuvent être rétractés ou cassés, sous prétexte de mal jugé au fond. Si on écoutait les requêtes des plaideurs qui se croient mal jugés, les plaintes seraient sans nombre, et les juges souverains deviendraient juges d'appel. — Mais il y a lieu à la cassation quand les arrêts sont rendus contre la disposition expresse ou des coutumes ou des ordonnances, édits et déclarations du roi, bien et dûment vérifiés. »

Le Conseil privé ou Conseil du roi subit plusieurs changements, quant à son organisation, pendant les longs siècles d'existence de la monarchie française. Au commencement du XVII^e siècle, il était divisé en trois parties : la première pour la guerre et les affaires d'Etat, la seconde pour les finances, la troisième pour la justice (Bouchel, p. 714). A l'époque où nous sommes parvenus, et jusqu'à la Révolution, il en comprenait cinq : le Conseil d'Etat ou conseil d'en haut pour les affaires étrangères, le Conseil des dépêches pour l'intérieur, le Conseil des finances, le Conseil du commerce, et le Conseil des parties ou Conseil privé, où se portaient les affaires contentieuses entre particuliers. C'est à ce conseil, le conseil des parties, qu'a succédé la Cour de cassation (V. Règlement du Conseil de Tolozan).

Le règlement du Conseil du 28 juin 1738, œuvre de d'Aguesseau, régit encore dans son titre IV, avons-nous dit, la procédure devant la Cour de cassation, sauf les dispositions particulières, assez nombreuses, de lois dérogatoires faites jusqu'à nos jours. Il résume et complète des règlements précédents de 1660, 1673 et 1687. Il soumet les requêtes en cassation à un double examen, à moins que le rejet n'en soit prononcé après un premier. La pensée de d'Aguesseau, dans le règlement de 1738, a été de n'admettre le Conseil des parties à prononcer la cassation d'un arrêt qu'au cas de violation d'une disposition précise d'une ordonnance. L'avocat général Joly de Fleury disait : « On a toujours tenu pour principe au Conseil que la cassation a été introduite plutôt pour le maintien des ordonnances que pour l'intérêt des justiciables. Si la contravention n'est pas claire et littérale, si l'on peut croire que les circonstances du fait ont influé sur le jugement, on rejette la demande en cassation, parce qu'alors on peut supposer que le juge n'a pas méprisé la loi, mais qu'il a pensé que ce n'était pas le cas d'en faire l'application ».

Contravention claire et littérale, mépris de la loi ! D'où vient donc que l'ancien Conseil des parties paraissait plus tenir à punir le mépris du juge, en prononçant la cassation, qu'à assurer la juste observation de la loi ? D'où vient que Joly de Fleury était autorisé à écrire que la cassation par le Conseil des parties avait été plutôt introduite pour le maintien des ordonnances que pour l'intérêt des justiciables ? Comment se fait-il que le Conseil des parties reculât jusqu'à la contravention littérale aux ordonnances royales pour prononcer la cassation des décisions souveraines ? Les arrêts du Conseil des parties avaient presque le caractère de revendication ; *Spirabant vindictam*, selon une expression du droit romain. C'est que le Conseil des parties, à l'imitation de toutes les autres divisions du Conseil du roi, était institué d'abord, avant tout, pour défendre l'autorité royale contre les empiétements des grands corps judiciaires, et que c'était une machine de combat et de défense plutôt qu'un tribunal. Aussi le Conseil n'avait-il pas une existence indépendante ; le roi était toujours censé y siéger. Dans cette longue lutte avec la féodalité, qui s'est terminée par le triomphe de la

royauté, les conseils du roi ou plutôt les rois de France en leurs conseils ont toujours veillé avec une extrême sollicitude à la conservation et à la consolidation de leurs conquêtes administratives. C'est de la ruine de mille seigneuries, grandes ou petites, qu'est sortie la nationalité française ; c'est des débris de l'autorité des feudataires que s'est formée l'autorité royale ; le Conseil du roi était le gardien des conquêtes de la royauté. Mais cette lutte, entreprise d'abord contre la puissance féodale, dut se continuer contre les parlements, quand l'esprit féodal, vaincu, ruiné, vint chercher un asile dans le sein de ces grands corps judiciaires et politiques, où l'esprit d'indépendance provinciale retrouvait par intervalles toute son énergie.

L'esprit des règlements du Conseil, passé tout entier dans le règlement de 1738, était plutôt politique que judiciaire. Une requête au Conseil était accueillie plutôt en défiance du Parlement, qui avait rendu l'arrêt, que par intérêt pour le justiciable. C'est ce qui explique encore comment, au rapport de Tolozan, le Conseil ordonnait rarement, mais quelquefois, que les parties procéderaient sur le fond, même depuis que l'ordonnance de 1667 eut aboli les recours pour proposition d'erreur.

Si tel était bien l'esprit des anciens règlements du Conseil, on n'est peut-être pas autorisé à s'en prévaloir pour soutenir, comme on le fait encore de nos jours, que, historiquement, la cour de cassation est établie dans l'intérêt de la loi plutôt que dans celui des plaideurs. En effet, elle n'a pas été instituée dans le même esprit que l'ancien conseil privé, ou pour un résultat semblable, et ce n'est pas un corps administratif au sein duquel le dépositaire des pouvoirs publics ressaisisse jamais une partie de la justice déléguée. Où sont maintenant ces grands corps, rivaux jaloux de l'autorité suprême et toujours prêts à faire servir leur pouvoir judiciaire à l'extension de leur puissance politique ? Il en reste un souvenir en France, mais c'est tout. La cour de cassation, placée au sommet de l'ordre judiciaire, qui a, à tous les degrés, une existence indépendante, et non pas à côté du pouvoir législatif, comme on l'a dit à tort, protège les parties contre les violations de la loi ; elle ne combat pas pour l'indépendance de l'autorité suprême, qui n'a plus, dans l'ordre judiciaire, d'autorités rivales à redouter.

Cette distinction du principe de l'institution de la cour de cassation et de l'esprit de l'ancien conseil du roi a une importance considérable pour la solution d'une question de législation qui divise depuis longtemps, d'une part, ceux qui souhaiteraient que la chambre des requêtes de la cour de cassation actuelle ne procédât pas avec une autorité égale à celle de la chambre civile pour prononcer le rejet des pourvois, et, d'autre part, ceux qui pensent qu'elle doit pouvoir se faire une jurisprudence par les rejets des pourvois, quoiqu'elle ne puisse casser les arrêts qui lui paraissent contenir une violation de la loi. Il est manifeste qu'on ne peut plus défendre la manière dont fonctionne la chambre des requêtes depuis l'institution de la cour, en donnant pour raison que cette chambre n'a pas été établie pour le bien des justiciables, mais dans un intérêt public. Aucune juridiction en France, aujourd'hui, ne défend l'intérêt public de la justice, qu'en protégeant les intérêts privés des particuliers. Il n'est permis de prononcer sur la valeur d'une institution judiciaire qu'en la considérant en elle-même, et par les services qu'elle rend aux intérêts privés. Nous n'avons pas à prendre ici parti sur la question brûlante à laquelle nous touchons en ce moment ; mais il peut être utile de poser la question, et l'institution de la chambre des requêtes peut se défendre par d'assez bonnes raisons, sans qu'il soit nécessaire d'appeler à son secours un sophisme.

Les dernières années du règne de Louis XV furent troublées par la lutte prolongée du ministère et du Parlement. En 1753, les querelles toujours vives des jésuites et des jansénistes menaçant le royaume d'un schisme, le parlement de Paris prépara des remontrances contre la Cour et l'esprit de la Cour, qui favorisait les jésuites. Le roi refusa de les recevoir. Le Parlement déclara qu'il cessait tout service. Sur cette déclaration, la Cour menace ; le Parlement résiste ; finalement on arrête ou exile les présidents et conseillers des requêtes et des enquêtes ; on relègue la grand'chambre à Pontoise, et l'on établit une *Chambre royale* pour le service de la justice ordinaire. Mais cette lutte, mêlée des incidents les plus variés, n'avait pas de cause assez sérieuse pour qu'une pareille situation se prolongeât ; après un an, la cour et le Parlement se réconcilient, et le Parlement reprend son service aux acclamations de la population.

Deux ans après, nouvelles dissensions : démission d'une partie des membres du Parlement. —

En 1761 commencent une suite de procès dirigés contre les jésuites. Deux pères de la société, le P. de Lavalette et le P. Sacy, s'étaient compromis dans des affaires commerciales à la Martinique. En conséquence des poursuites de deux négociants de Marseille, le Parlement fut saisi de la contestation sur l'appel des deux pères jésuites. Gerbier plaidait contre eux. La cause eut le plus grand éclat; les deux jésuites perdirent leur procès civil. Mais l'affaire n'en resta pas là; l'avocat général conclut à ce que la société de Jésus fit connaître ses constitutions, et le 6 août 1762, dans une fameuse séance où siégèrent les princes et les pairs, un arrêt fut rendu, qui ordonna aux jésuites « de renoncer pour toujours au nom, à l'habit, aux vœux et au régime de leur société; d'évacuer les noviciats, les collèges, les maisons professes dans huitaine. »

Cet arrêt, qui était une ingérence dans l'administration publique, avait en outre un caractère fâcheux, en ce qu'il autorisait toutes les mesures inquisitoriales. En effet, la compagnie fut anéantie pour un temps, beaucoup moins, de l'aveu de Voltaire même, pour quelques mauvais livres espagnols que pour le crédit dont on l'accusait d'abuser. Mais ce n'était pas la première fois que les parlements s'immisçaient dans l'administration, et il ne faut pas oublier que la délimitation de l'autorité exécutive et de l'autorité judiciaire fut loin d'être nettement établie pendant toute la durée de l'ancienne monarchie. Toute l'histoire du Parlement est une lutte, selon les résultats de laquelle il saisit ou abandonne la surveillance et la haute direction des affaires intérieures. Nous avons assez parlé de ses prétentions, reproduites, reconnues, repoussées, sans qu'il soit possible de dire que le droit public ait jamais été fixé à cet égard. Dans l'affaire des jésuites, le Parlement était avec l'opinion, qui poursuivait les jésuites; il n'était pas avec la Cour, qui eût voulu qu'on procédât à leur égard autrement que par l'expulsion; cependant il ne la violentait pas.

La lutte renaquit en 1770. Le duc d'Aiguillon, gouverneur de Bretagne, était traduit, à raison de ses malversations dans son gouvernement, abus de pouvoir, vexations, l'acte d'accusation faisait même entendre projets d'assassinat et de poison médités, devant le Parlement, siégeant comme cour des Pairs à Versailles. Meaupeou, devenu, de premier président au Parlement, chancelier, pensant d'abord que le duc, qui était avec lui de la coterie de M^{me} du Barry et de l'abbé Terray, sortirait triomphant de l'épreuve, était d'avis de laisser à la justice son libre cours; mais des paroles malsonnantes pour le roi et le ministère s'étant fait entendre au Parlement, on convoqua le Parlement à un lit de justice, en présence des princes, des pairs et des grands officiers de la Couronne, pour lui défendre d'employer des termes par lesquels il semblait considérer la justice des parlements de France comme *une*, et les différents parlements du royaume comme formant autant de classes d'un corps unique et solidaire (1). C'étaient, en effet, les prétentions parlementaires qui renaissaient, et le ministère voulait les étouffer. La lutte aigrit également le chancelier et le Parlement; les magistrats étaient accusés « de se livrer à un esprit de système aussi incertain dans ses principes que hardi dans ses entreprises...; de hasarder successivement de nouvelles idées capables de troubler l'ordre public, des nouveautés dangereuses dont le bien des sujets et l'intérêt même de la magistrature exigeaient qu'on étouffât le germe...; de vouloir changer leur état, en se faisant, d'officiers du monarque, ses maîtres; en sorte que la majesté du trône ne résiderait plus que dans les assemblées; et que le roi, dépouillé des droits les plus essentiels de la Couronne, n'aurait plus que le nom et l'ombre de la souveraineté », etc. (Préambule de l'édit du 27 novembre 1770. Discours du chancelier au lit de justice du 7 décembre 1770). On leur défendit de se servir jamais du mot de classes.

Toutes les cours de magistrature s'étaient émues de ces accusations et des menaces qui les accom-

(1) Selon la doctrine que les cours souveraines tendaient à faire prévaloir en 1770, il n'y avait qu'un Parlement en France, et chaque parlement était une *classe* du parlement général; le parlement de Paris était la première classe des parlements. Cette doctrine n'était pas nouvelle; le parlement de Paris l'avait déjà soutenue très-souvent. Elle est exposée dans l'histoire de la Pairie attribuée à Jean Leaboureur (V. *suprà*, p. 122); elle pouvait se justifier historiquement.

pagnaient. Mais quand le chancelier Meaupeou, pour avoir raison de ces résistances, fit rendre un nouvel édit de règlement sur l'enregistrement parlementaire, prélude de l'acte célèbre par lequel on exila les membres du parlement de Paris et l'on confisqua leurs charges, les parlements de Paris, de Dijon, Toulouse et Rouen notamment, et la Cour des aides, protestèrent dans les termes les plus énergiques contre un acte qu'ils considéraient comme un attentat. C'était, disait-on, « un événement aussi triste qu'effrayant...; le commencement d'exécution d'un plan d'anéantissement de la puissance parlementaire...; un acte subversif de la constitution et des lois du royaume, destructeur des droits les plus sacrés des citoyens...; un essai de terreur, un édit funeste, qu'il était impossible aux magistrats d'exécuter sans consentir au sacrifice des droits de la nation » (Remontrances et arrêts des parlements de Paris, Dijon, Toulouse et Rouen, et de la Cour des aides du mois de février 1771). Dans leur ressentiment, les magistrats du Parlement suspendirent l'exercice de leur charge; l'administration de la justice était arrêtée.

Ces réclamations et cette détermination violente de la magistrature française, engagée dans une lutte à laquelle l'histoire n'a pas reconnu le caractère de grandeur que les parlements y voyaient alors, ne ramenèrent cependant pas la Cour. Pour terminer un conflit qui menaçait de faire éclater des troubles, Meaupeou ne recula pas devant une sorte de coup d'État. Dans la nuit du 19 janvier 1771, des officiers, accompagnés chacun de deux mousquetaires, pénétrèrent dans le domicile des magistrats inopinément réveillés, et leur intimèrent l'ordre de reprendre leurs fonctions, en signant leur volonté par le seul mot de *oui* ou *non*. Mais un tel moyen ne pouvait réussir. Meaupeou alors fit notifier à tous les parlementaires la confiscation de leurs charges, et les fit exiler par lettres de cachet.

Il fallait pourvoir à remplacer le Parlement pour le service de la justice ordinaire; c'est alors que le malencontreux chancelier institua dans les principaux centres du ressort du parlement de Paris, à Arras, Blois, Châlons, Clermont, Lyon et Poitiers, des *Conseils supérieurs*, qui n'étaient autres que les présidiaux renforcés pour rendre la justice gratuitement en appel, et composa avec des conseillers d'État et des maîtres des requêtes ce fameux *Parlement Meaupeou*, qui n'eut jamais un seul jour la confiance du pays. Les avocats refusèrent de plaider devant cette nouvelle cour de justice. Peut-être, avec beaucoup de temps et de patience, eût-on réussi à faire oublier l'ancien Parlement, et ramener au nouveau des hommes considérés; mais divers incidents empêchèrent que ce résultat pût s'obtenir. On ne pouvait plus l'espérer, notamment après l'affaire ridicule et bruyante du conseiller Goezman, contre qui Beaumarchais publia ses mémoires acérés. Mais Louis XV mourut; Meaupeou subit lui-même l'exil, les Conseils supérieurs disparurent, et le Parlement, rappelé par les vœux de la population, reprit possession de ses sièges.

La chute du Parlement, en 1774, avait ému profondément Paris et tout le reste de la France. Avec ses préjugés, son esprit tracassier, étroit, le Parlement apparaissait encore à la nation comme le gardien de ses droits. Cependant une partie de la bourgeoisie avait gardé, avec le souvenir de plusieurs abus, ses préventions contre l'esprit parlementaire. Voltaire en était la personnification. Il écrivait le 5 mai 1774 à M^{me} du Deffand : « Je déteste les pédants absurdes et sanguinaires. J'ai abhorré, avec l'Europe entière, les assassins du chevalier de la Barre, de Calas, de Sirven, du comte de Lally. Je suis fidèle à toutes mes passions. Vous haïssez les philosophes, et moi je hais les tyrans bourgeois. Je vous ai pardonné votre fureur contre la philosophie, pardonnez-moi la mienne contre la cohue des enquêtes ». Dans une lettre, du 20 mai, au maréchal de Richelieu, il considère comme un service public la constitution du Parlement Meaupeou, et la diminution de l'étendue du ressort du parlement de Paris. Il écrit le 7 juin à Élie de Beaumont : « Il y avait dans l'ancien parlement de Paris de belles âmes, des hommes respectables, pour qui j'ai de la vénération; mais il y avait des bourreaux insolents, etc. ». Ce qui suit dans la même lettre a un caractère plus général : « Il y a deux choses bien réformables en France : notre code criminel et le fatras de nos différentes coutumes. Que voulez-vous? nous avons été barbares en France dans tous les arts, jusqu'au temps qui touchait au beau siècle de Louis XIV. Nous le sommes encore en jurisprudence, et une preuve indubitable, c'est la multiplicité de nos commentaires ».

On remarquera que de toutes les luttes du Parlement et de l'autorité royale il ne sortit jamais un

principe net, définitivement accepté, sur la place que devaient tenir les parlements dans l'ancienne constitution française. Trois siècles de tiraillements et des volumes entiers d'édits et de remontrances n'ont pas suffi à fixer la question. Qu'on lise les traités de droit public français du dernier siècle, on y trouvera des arguments pour toutes les causes. La tradition semble également constante pour les parlements et pour la royauté absolue. De part et d'autre on produit des documents, même des reconnaissances contradictoires, assez précis pour faire douter de leur réalité, si l'on ne savait que tout cela fut effectivement vrai et faux, selon le temps. Quand la royauté est faible, les parlements réclament hautement l'usage de leur droit de contrôle ; on les laisse faire ; mais quand la royauté est forte, on les intimide par des lits de justice, on les soumet dans les provinces par des lettres de jussion ; de sorte qu'avec deux droits publics en quelque sorte en présence, celui de la royauté et celui des parlements, tous les deux appuyés sur des précédents et s'autorisant de reconnaissances mutuelles, c'est la force du moment qui décide du mérite de ces compétitions, sans que le parti vaincu en soit cependant réduit à se désister de ses prétentions.

Faut-il aujourd'hui prendre parti et juger rétrospectivement ces prétentions ? Ce serait difficile. Cependant, la question étant posée comme l'on sait, les prétentions des parlements n'avaient rien de trop exorbitant. Sans exagérer ou trop embellir leur rôle, on peut poser cette thèse, qu'étant donné un État constitué despotiquement, sans institutions stables, un grand corps judiciaire a pu se porter médiateur entre la nation et le prince, surtout si son origine historique donnait à ses prétentions la plus haute apparence de légalité. Les rois de France et même les États-Généraux ont souvent reconnu comme légitimes les prétentions des parlements. Or, quand les assemblées d'États devinrent plus rares, les privilèges des parlements durent tendre à se développer davantage ; car, en l'absence d'une constitution fixe, il est inévitable qu'un pouvoir pondérateur s'établisse à côté du pouvoir suprême ; et, s'il n'y a pas d'assemblées élues, ce rôle revient naturellement à quelque grand corps judiciaire tenant le dépôt des lois, puisque déjà, par leur situation, les grands corps judiciaires sont pour ainsi dire les canaux par où découle la puissance du souverain.

L'avènement de Louis XVI à la couronne avait rendu à la société inquiète, après les humiliations du règne qui venait de finir, un certain espoir. Cependant on sentait tous les rouages de la vieille monarchie singulièrement fatigués ; la nomination de Turgot au poste de contrôleur général des finances était un événement heureux ; mais, tout en souhaitant des réformes jugées si nécessaires, les privilégiés de tout rang ne songeaient pas aux sacrifices auxquels il fallait se résigner. Deux édits du mois de février 1776 supprimèrent, l'un les corvées, l'autre les jurandes et les maîtrises. Les corvées royales n'avaient jamais été expressément établies ; c'était au nom du roi comme suzerain, et à l'exemple des corvées seigneuriales (V. *suprà*, p. 126), que les intendants les requéraient dans les provinces. Pour les jurandes et maîtrises, elles existaient légalement en vertu des ordonnances qui, à partir de saint Louis, avaient constitué successivement tous les corps d'arts et métiers en communautés (V. *suprà*, p. 187). Mais les abus qui en résultaient pour la liberté du travail et du commerce étaient arrivés à dépasser de beaucoup le bénéfice de la protection que les constitutions en communautés donnaient aux individus. Les deux réformes de Turgot étaient donc libérales et conformes aux principes de la meilleure économie politique. Cependant telle est la force des préjugés, que ses édits ne purent être enregistrés au Parlement qu'en lit de justice, et après des remontrances dont les raisons ne pourraient aujourd'hui que provoquer des sourires. Après deux ans, la cour, le Parlement et, il faut le dire aussi, l'opinion, contraignirent Turgot à se retirer, et après lui, les mesures qu'il avait provoquées furent rapportées (V. *Jur. gén.*, v° *Industrie*, n° 21 et suiv.).

Dans la suite des réformes et améliorations réalisées ou tentées dans les derniers temps de la monarchie, il faut placer l'affranchissement des mainmortables des domaines du roi et des serfs de poursuite dans tout le royaume. Un édit du mois d'août 1779 effaça jusqu'au dernier vestige de ce souvenir du vieux droit féodal. Qui le croirait ? Dix ans seulement avant la Révolution, après Voltaire et Rousseau, il existait encore des hommes de condition servile, non-seulement soumis aux droits de cens et rente pour les héritages qu'ils possédaient, mais colons comme au temps du code Théodosien, à l'époque gallo-romaine, *hommes de poeste*, comme avant Louis le Gros et au temps de

Beaumanoir, attachés à la glèbe, incapables de transmettre par testament ou à d'autres personnes que des personnes de condition serve, et susceptibles de revendication par le seigneur, s'ils étaient fugitifs. Il est vrai de dire que, dans presque toutes les coutumes, la mainmorte était tombée en désuétude, et que les Parlements (on leur doit cette justice) étaient pour l'affranchissement (Merlin, *Répertoire*, v° *Mainmorte*). Mais il fallait plaider devant le Parlement, et, dans certains pays du centre, notamment dans le Nivernais et la Franche-Comté, la mainmorte avait survécu. L'édit de 1779 abolit la mainmorte dans tous les domaines du roi, même dans les domaines engagés. Il ne pouvait guère, dans le courant des idées du temps, l'abolir sans indemnité dans les seigneuries; mais il abolit le droit de poursuite des seigneurs comme attentatoire à la liberté humaine. Dans les années qui suivirent l'édit, il n'y avait plus de mainmortables en France. Les derniers serfs affranchis furent ceux du chapitre de Saint-Claude, dans le Jura (1).

Ajoutons à l'édit réparateur de 1779 les actes suivants :

1° La Déclaration du 13 février 1780, qui posa en principe l'égalité dans la répartition de l'impôt et abolit un certain nombre d'exemptions;

2° La Déclaration du 24 août 1780, qui abolit dans la procédure criminelle le moyen barbare de la question préparatoire, malgré l'opposition inexplicable de presque tous les criminalistes, Muyart de Vouglans en tête;

3° L'Édit de novembre 1787, qui révoqua la législation antérieure relative aux protestants. Il n'établissait pas la liberté des cultes, mais il donnait aux protestants la liberté civile, les droits de Français et empêchait qu'ils ne fussent molestés à raison de leur foi religieuse. Cet édit, au surplus, n'eut pas le temps de produire ses effets : la Révolution allait assurer aux protestants une situation plus large;

4° L'Édit du 1^{er} mai 1788, sur le droit criminel, prélude des réformes d'humanité promises expressément devant l'Assemblée des Notables qui précéda les États-Généraux de l'ancienne monarchie.

La dernière mesure de droit public qu'il reste à mentionner est l'ordonnance de mai 1788, qui supprima les bailliages et sénéchaussées, et l'édit du même mois qui abolit les tribunaux d'exception. — Le ministère de Louis XVI, frappé des abus de l'organisation judiciaire du temps, laquelle admettait, pour certaines causes, jusqu'à cinq degrés de juridiction, voulut simplifier l'organisation de la justice. L'ordonnance de 1788 transporta aux présidiaux toutes les matières dont connaissaient les bailliages et les sénéchaussées, et établit dans le ressort de Paris quatre grands bailliages qui devaient statuer en dernier ressort jusqu'à concurrence de 20,000 livres. Les grands bailliages n'étaient pas sans analogie avec l'institution des Conseils supérieurs, établis précédemment par le chancelier Meaupeou, après l'exil de l'ancien Parlement, et supprimés à la chute de Meaupeou et à l'avènement de Louis XVI (V. *suprà*, p. 249). Mais l'établissement des grands bailliages diminuait l'importance des parlements : l'ordonnance de 1788 ne fut pas enregistrée et ne reçut jamais d'exécution.

Toutes ces importantes mesures qui marquèrent le règne de Louis XVI étaient autant de satisfac-

(1) Quelques passages du préambule de l'édit de 1779 sont utiles à connaître comme témoignage de l'état et des idées du temps : « Nous avons été affecté en considérant qu'un grand nombre de nos sujets, servilement encore attachés à la glèbe, sont regardés comme en faisant partie, et confondus pour ainsi dire avec elle; que, privés de la liberté de leurs personnes et des prérogatives de la propriété, ils sont mis eux-mêmes au nombre des possessions féodales; qu'ils n'ont pas la consolation de disposer de leurs biens après eux, et qu'excepté dans certains cas, rigide-ment circonscrits, ils ne peuvent pas même transmettre à leurs propres enfants le fruit de leurs travaux; que des dispositions pareilles ne sont propres qu'à rendre l'industrie languissante et à priver la société des effets de cette énergie dans le travail que le sentiment de la propriété la plus libre est seul capable d'inspirer... Si les principes que nous avons développés nous empêchent d'abolir sans distinction le droit de servitude, nous avons cru cependant qu'il était un excès dans l'exercice de ce droit que nous ne pouvions différer d'arrêter et de prévenir : nous voulons parler du droit de suite sur les serfs et mainmortables, droit en vertu duquel des seigneurs de fief ont quelquefois poursuivi dans les terres franches de notre royaume, et jusque dans notre capitale, les biens et les acquêts de citoyens éloignés depuis un grand nombre d'années du lieu de leur glèbe et de leur servitude, droit excessif que les tribunaux ont hésité d'accueillir, et que les principes de justice sociale ne nous permettent plus de laisser subsister. »

tions réelles données aux vœux et aux besoins du pays. Cependant on sait qu'elles n'arrêtèrent pas un seul jour la royauté sur la déclivité du chemin qui la conduisait à l'abîme. C'est que ces réformes n'étaient que des améliorations partielles et n'attaquaient pas le mal dans son principe. Le principe du mal était dans l'organisation sociale, dans le privilège de la noblesse et la constitution temporelle de l'Église. Turgot, qui comprit cela, songea à tenter l'application du remède, mais fut renversé à l'instant par les privilégiés. Après le mauvais succès de cette tentative, hardie pour l'époque, la royauté devait renoncer à l'épreuve des moyens radicaux; mais alors, aux yeux des hommes vraiment clairvoyants, il ne pouvait plus lui rester qu'à attendre avec résignation sa sentence.

SECTION II. — ORDONNANCES DU XVIII^e SIÈCLE DANS L'ORDRE CIVIL.

Le XVIII^e siècle vit se produire, au milieu du désarroi de l'époque, plusieurs grandes ordonnances sur des matières du droit civil; elles sont dues, pour la plupart, à l'initiative de d'Aguesseau, et peuvent être mises sans désavantage à côté des belles ordonnances de Louis XIV. L'ordonnance sur les donations et celle sur les testaments, entre autres, ont préparé les dispositions de notre code civil sur les mêmes matières.

Le premier édit sur le droit civil sous le règne de Louis XV est l'édit du mois d'août 1729, relatif à la succession des mères aux biens de leurs enfants. L'édit de Saint-Maur, de 1567, désigné du nom d'*édit des mères*, n'admettait pas les mères à succéder à leurs enfants; mais, quoiqu'il eût été commenté par les premiers jurisconsultes, Mornac, Ragueau, Brodeau sur Louet, Henrys, Renusson, comme un acte législatif sérieux, il avait soulevé des difficultés dans la pratique; il heurtait si violemment les mœurs, outre qu'il était une dérogation au droit romain, dont l'autorité allait toujours grandissant, qu'on peut douter qu'il soit jamais entré dans le droit usuel. Gans, dans son Histoire du droit de succession, ne le mentionne même pas. L'édit de 1729 rétablit l'autorité du sénatus-consulte Tertullien, en supprimant la condition pour la mère qu'elle eût trois enfants. L'abrogation législative de l'édit de Saint-Maur avait pour objet, selon les paroles du préambule de l'édit de 1729, d'établir, sur ce point du droit des successions, l'unité de jurisprudence, c'est-à-dire de faire cesser les divergences qu'avait fait naître l'édit de 1567.

Au mois de février 1731, parut l'ordonnance sur les donations, l'un des monuments les plus importants du droit monarchique avant la Révolution. — D'Aguesseau avait été frappé des inconvénients de la diversité infinie de législation et de jurisprudence, dans un pays placé sous une autorité supérieure unique. Il y avait, en effet, une sorte de contradiction entre la constitution de l'unité politique fondée par Richelieu et Louis XIV et la variété qui éclatait dans le droit civil. L'unité administrative par la centralisation n'était pas, à beaucoup près, consommée; mais il était visible qu'elle était en voie de formation rapide: toutes les mesures du pouvoir royal, depuis la fin des guerres de religion, tendaient à l'opérer, sans que l'on en eût peut-être pleinement conscience. Dans l'ordre du droit civil, il y avait dans les esprits une aspiration encore un peu vague, mais marquée, vers cette unité. Tous les travaux des jurisconsultes avaient, sinon pour objet direct, au moins pour objet occasionnel, dans la pensée de leurs auteurs, de marquer la concordance des coutumes et du droit romain, et de tenter de l'opérer, quand le caractère des deux droits y résistait. Dumoulin avait commencé; Domat, Bretonnier, Renusson, Ferrière, etc., avaient travaillé dans cette direction. Les ordonnances de Louis XIV étaient autant de pas vers ce résultat.

Ce n'est pas cependant que l'on voulût alors pousser cette unité à l'excès, comme elle l'a peut-être été de nos jours. Beaucoup sentaient que l'unité législative absolue n'est possible, à peine d'être tyrannique, qu'après que les mœurs sont devenues uniformes. Or elles ne l'étaient pas plus au XVIII^e siècle qu'au XVII^e. Le président Hénault écrivait: « On ne vit point à Dunkerque comme à Toulouse, à Marseille comme à Paris, en Normandie comme à Saint-Malo, et les bourgeois, la no-

blesse et les marchands doivent être régis différemment. On doit accommoder les lois à la république, c'est-à-dire au naturel des sujets, en considérant les pays qu'ils habitent et la position qui influe beaucoup sur les esprits. Dans l'idée de faire des lois uniformes, quelle règle pourrait-on prescrire? A quel ordre de citoyens aurait-on égard par préférence aux autres? *Lex est commune præceptum*, il est vrai, mais ce n'est point pour les hommes en général, mais pour chaque province en particulier, qui, par sa nature et sa position, a choisi de temps immémorial une manière de vivre qui lui fût propre, qu'on appelle *coutume*, qui est devenue loi par l'approbation du souverain. » Il y avait un milieu à tenir entre l'excès présent et l'excès contraire, où une réaction trop emportée pouvait conduire. Dans cette situation, la sagesse commandait de continuer patiemment, en dehors de tout parti pris trop accusé, l'œuvre commencée depuis Henri IV, c'est-à-dire d'appliquer l'unité législative partiellement aux matières où l'unité ne froisserait pas les mœurs. Ainsi avait procédé Louis XIV; ainsi continua de procéder d'Aguesseau.

La pensée des jurisconsultes de l'époque, et en particulier de d'Aguesseau, est exposée d'ailleurs avec une entière clarté dans le préambule même de l'ordonnance sur les donations, par laquelle l'illustre chancelier allait commencer ses réformes. On y lit : « La justice devrait être aussi uniforme dans ses jugements que la loi est une dans ses dispositions, et ne pas dépendre de la différence des temps et des lieux, comme elle fait gloire d'ignorer celle des personnes. Tel a été l'esprit de tous les législateurs, et il n'est point de lois qui ne renferment le vœu de la perpétuité et de l'uniformité. Leur principal objet est de prévenir les procès encore plus que de les terminer; et la route la plus sûre pour y parvenir est de faire régner une telle conformité dans les décisions, que, si les plaideurs ne sont pas assez sages pour être leurs premiers juges, ils sachent au moins que dans tous les tribunaux ils trouveront une justice toujours semblable à elle-même par l'observation constante des mêmes règles. »

Le préambule annonce même que l'essai fait sur les donations ne se bornera pas à cette matière : « Nous aurions pu la faire cesser (la diversité de législation) avec plus d'éclat et de satisfaction pour nous, si nous avions différé de faire publier le corps des lois qui seront faites dans cette vue, jusqu'à ce que toutes les parties d'un projet si important eussent été également achevées; mais l'utilité qu'on doit attendre de la perfection de cet ouvrage ne pouvant être aussi prompte que nous le désirerions, notre affection pour nos peuples, dont nous préférons toujours l'intérêt à toute autre considération, nous a déterminé à leur procurer l'avantage présent de profiter, au moins en partie, d'un travail dont nous nous hâterons de leur faire bientôt recueillir tout le fruit. Et nous leur en donnons comme les prémices par la décision des questions qui regardent la nature, la forme et les charges ou les conditions essentielles des donations. »

D'Aguesseau avait repris les sceaux au mois d'août 1727. Il avait utilisé ses loisirs en méditant sur les réformes dont la jurisprudence était susceptible; mais, avant de toucher à une matière aussi difficile que celle des donations, il consulta tous les parlements de France, en leur adressant une série de questions sur la matière. C'est de ces études préparatoires qu'est sortie l'ordonnance de 1731.

L'ordonnance de 1731 règle d'abord la forme extérieure des donations. Aucune donation ne peut être faite que par acte notarié (art. 1). Jusqu'alors on doutait si elle ne pouvait pas être faite par acte privé (Ricard, *Donations*, partie I, chap. IV, sect. 2). La forme notariée avait surtout pour objet, dans la pensée de d'Aguesseau, d'assurer l'observation du principe de l'irrévocabilité des donations.

On connaissait, à l'époque de l'ordonnance, deux sortes de donations : les donations entre vifs et les donations à cause de mort, ces dernières empruntées au droit romain. Mais le caractère des donations à cause de mort donnait lieu fréquemment, dans la pratique, à des difficultés; car il y avait souvent à se demander si tel acte, non valable comme donation entre vifs, ne devait pas valoir comme donation à cause de mort. L'article 3 de l'ordonnance de 1731 tarit la source de ces difficultés en ne reconnaissant désormais que deux manières de disposer : la donation entre vifs et le testament ou codicille. La donation à cause de mort fut néanmoins maintenue par le même article dans le contrat de mariage; c'est l'institution contractuelle des articles 1081 et suivants du code Napoléon.

Les articles 5 à 14 de l'ordonnance statuent sur l'acceptation que doit contenir l'acte de donation. — Quoique l'ordonnance de Villers-Cotterets eût déjà établi la nécessité de l'acceptation dans ses articles 132 et 133, cependant il y avait sur ce point une diversité de jurisprudence fâcheuse entre divers parlements, les uns exigeant l'acceptation expresse, d'autres la faisant résulter de la présence du donataire au contrat, d'autres encore permettant au notaire de stipuler l'acceptation pour celui-ci, presque tous enfin dispensant de l'acceptation les églises, les établissements de bienfaisance et les mineurs. L'article 5 de l'ordonnance de 1734 voulut que toute donation fût acceptée par le donataire ou son fondé de procuration générale ou spéciale pour lui. Les articles 7 et suivants font connaître comment l'acceptation peut être donnée pour les mineurs, les incapables et les établissements publics. Mais l'acceptation expresse n'est pas exigée pour les donations faites dans les contrats de mariage (art. 10 et 13).

Les articles 15 à 18 sont relatifs au moyen d'assurer le dessaisissement effectif et irrévocable du donateur ; ils réalisent la maxime : Donner et retenir ne vaut, dont le sens véritable, comme le disait d'Aguesseau, est « que le caractère propre et essentiel de la donation entre vifs est de rendre le donataire propriétaire incommutable des choses données, quoique la jouissance puisse en demeurer au donateur » (V., dans ses œuvres, Lettre du 25 juin 1731). En conséquence, les articles 15 et 16 ne reconnaissent pas comme donations valables les donations de biens présents et à venir, ni celles que le donateur pourrait grever à volonté de dettes ou de charges. L'ordonnance pouvait permettre les institutions contractuelles par faveur pour les mariages ; mais on comprend que, à raison de l'incertitude qu'elles auraient fait naître sur la situation du donataire, elle devait les repousser du droit commun.

L'ordonnance traite longuement de la formalité de l'insinuation (art. 19 à 33). L'art. 132 de l'ordonnance de Villers-Cotterets l'avait déjà imposée, à l'imitation des coutumes de saisine et de nantissement (V. *supra*, p. 146 et 210), et l'art. 58 de l'ordonnance de Moulins en avait fait une règle générale, applicable à toutes les donations, même à celles faites en faveur du mariage. L'ordonnance de 1734, dans son art. 19, affranchit de l'insinuation les donations faites dans les contrats de mariage en ligne directe, par cette considération que le mariage leur donnait une publicité suffisante et qu'en ligne directe elles devaient être présumées. Mais elle soumet à l'insinuation toutes autres donations, même rémunératoires ou mutuelles, à peine de nullité (art. 20). A l'égard des dons de choses mobilières, augment, gains de noces et de survie, etc., l'ordonnance déclara s'en référer aux usages des pays dont les coutumes étaient contraires ; seulement, dans les donations de choses mobilières, pour que l'insinuation ne fût pas nécessaire, il fallait qu'il y eût eu tradition réelle, ou que la chose donnée fût d'une valeur inférieure à 1,000 francs (art. 21 et 22). — On sait que l'insinuation était la transcription littérale du contrat sur des registres spéciaux tenus aux greffes des bailliages et sénéchaussées (art. 23 et suiv.).

Les art. 34 à 38 règlent le mode selon lequel il doit être procédé au retranchement, nous dirions aujourd'hui à la réduction, des donations excessives, c'est-à-dire entamant la légitime des héritiers légitimaires. S'il y a plusieurs actes de donation, le retranchement porte sur les plus récents, pour remonter de degré en degré aux plus anciens. La dot même des filles n'échappe pas au retranchement. Dans le ressort du parlement de Toulouse, la dot constituée à une fille était irrévocablement acquise. Selon Ricard, la fille dotée pouvait échapper à la réduction, en renonçant à la succession. L'ordonnance de 1734 rend les donations excessives réductibles dans tous les cas, alors même qu'elles seraient faites à titre de dot, et que la constitution de la dot remonterait à plus de trente ans (art. 35).

Les dernières dispositions de l'ordonnance sont relatives à la révocation des donations pour cause de survenance d'enfants. L'introduction de ce principe dans la jurisprudence française remonte à Dumoulin ; elle est trop curieuse pour n'être pas rapportée. — On sait, par quelques détails domestiques dus à Dumoulin lui-même (V. dans ses Œuvres, t. III, p. 27 et 28), que le grand jurisconsulte était fort mauvais administrateur de sa fortune personnelle. Pour se débarrasser de soins qui le distraient de ses études, Dumoulin avait abandonné à son frère, Ferry Dumoulin, toute sa part dans l'héritage paternel, et Ferry Dumoulin, oubliant le bienfait, avait été ingrat jusqu'à laisser le fiso

pratiquer chez son frère une saisie mobilière. Plus tard, Ch. Dumoulin devint époux et père ; il se souvint alors de la dureté de son frère, et il songea à réparer les suites d'une libéralité imprudente. La loi *Si unquam*, dans le code de Justinien (*C. De revoc. donat.*, lib. VIII, tit. 46), permettait aux patrons qui avaient fait des donations à des affranchis de faire révoquer leurs donations si depuis il leur était survenu un enfant, en s'appuyant sur cette considération qu'ils n'eussent pas donné s'ils avaient prévu cet événement. Dumoulin, se fondant sur cette loi, qui prononçait pour un cas particulier, en étendit le principe à tous les cas semblables ; il le fit introduire, par ses écrits, dans la jurisprudence française, et obtint ainsi de rentrer dans la petite fortune dont il s'était imprudemment dépouillé.

Cependant l'application du principe de la loi *Si unquam* avait fait naître, même après les écrits de Dumoulin, de nombreuses divergences de détail dans la jurisprudence des parlements. Dans certains ressorts, on exceptait de l'application de la loi *Si unquam* les donations qui portaient sur une quantité, en n'appliquant la loi qu'aux donations ayant pour objet une quotité ; les donations aux églises ou ayant une cause pie, les donations mutuelles ou rémunératoires, etc., étaient aussi le plus souvent exceptées de l'application du principe de la loi romaine. L'ordonnance de 1731 soumit toutes les donations à la révocation pour cause de survenance d'enfant. La jurisprudence et la doctrine exceptèrent seulement les donations onéreuses, sur lesquelles l'ordonnance ne s'explique pas, parce que c'est une question d'appréciation laissée au juge, que de savoir si telle donation onéreuse est un acte commutatif ou un acte de bienfaisance. — L'ordonnance, d'accord en cela avec la doctrine et la jurisprudence depuis Dumoulin, voulut encore que la révocation pour survenance d'enfant eût lieu de plein droit, et que la donation ne pût revivre par la mort de l'enfant dont la naissance l'avait révoquée.

Après l'ordonnance sur les donations, d'Aguesseau, toujours conduit par la pensée de mettre plus d'uniformité dans la jurisprudence, entreprit de réglementer la matière des testaments. La difficulté était ici très-grande ; car il fallait réunir et concilier le droit romain et le droit des coutumes ; or l'esprit des deux droits était non pas seulement différent, mais absolument contraire. Le préambule de l'ordonnance d'août 1735 sur les testaments expose ainsi cette contrariété d'esprit des deux systèmes : « L'opposition qui règne à cet égard entre l'esprit du droit romain, toujours favorable à la liberté indéfinie des testateurs, et celui du droit français, qui semble n'avoir travaillé qu'à restreindre et à limiter leur pouvoir, peut être regardée, à la vérité, comme la première origine d'une variété de jurisprudence qui se fait sentir dans cette matière encore plus que dans aucune autre ; mais la principale cause d'une si grande diversité a été l'incertitude que les sentiments des interprètes, souvent contraires les uns aux autres, et quelquefois aux lois mêmes qu'ils expliquent, semblent avoir répandue dans les jugements. Ce n'est pas seulement sur des questions peu intéressantes que les esprits se sont partagés ; c'est sur les points même les plus essentiels de la jurisprudence pour assurer la validité et l'effet des dernières volontés. Tels sont la solennité ou la forme extérieure des dispositions testamentaires, l'institution d'héritier, le vice de la préterition des enfants du testateur, la manière de laisser ou de fixer la légitime, les différentes détractions, soit de cette portion sacrée, dont le privilège est fondé sur la loi naturelle, soit de celles que des lois positives accordent aux héritiers institués sous le nom de Quarte Falcidie et de Quarte Trébellianique, le droit d'élection donné par le testateur à son héritier ; enfin l'exécution et l'effet des dispositions que le domicile du testateur, le lieu où le testament a été fait et la situation des biens semblent assujettir à des lois différentes ou même contraires. »

Tel était l'esprit des dispositions de l'ordonnance de 1735, par lesquelles d'Aguesseau crut pouvoir éloigner tout ce qui pouvait rendre les jugements incertains et arbitraires. Les dispositions de l'ordonnance de 1735 se rapportent toutes à quatre chefs principaux : elles sont relatives aux formes en lesquelles les testaments peuvent être faits ; aux qualités que doivent présenter les témoins des testaments par acte public ; à l'institution d'héritier et aux droits que confère l'institution ; et, enfin, à l'effet des institutions d'héritier, par rapport aux lieux où les biens sont situés.

Sur le premier chef, toutes dispositions testamentaires ne peuvent être qu'écrites (art. 1 et 2); il faut de plus que le testament soit un acte en quelque sorte isolé : il ne peut être fait par une lettre missive (art. 3). Le testament olographe doit être daté, signé et écrit tout entier de la main du testateur (art. 16). Il peut y avoir encore des testaments nuncupatifs, écrits ou mystiques, c'est-à-dire secrets, mais seulement dans les pays de droit écrit et dans les pays de droit coutumier où ces faveurs sont autorisées par la coutumes ou les statuts (art. 4). Les articles 5 et suivants règlent la forme de ces deux sortes de testaments. Le testament nuncupatif n'est autre que le testament authentique du code Napoléon; mais il ne pouvait être fait qu'en présence au moins de sept témoins, « y compris le notaire ou tabellion ».

Les curés séculiers ou réguliers, par les art. 25 et 26, purent continuer de recevoir les testaments ou autres dispositions à cause de mort dans l'étendue de leurs paroisses (V. *suprà*, p. 107 et 150). Les testaments militaires avaient une forme plus simple : ils pouvaient être faits en présence soit de deux notaires ou tabellions, soit d'un notaire ou tabellion et deux témoins, soit en présence de deux officiers du corps (art. 27 et suiv.). Les testaments faits en temps de peste avaient aussi leur forme particulière (art. 35 et 36).

L'ordonnance distinguait les codicilles des testaments. Les codicilles se rattachaient à un testament antérieur et pouvaient être faits en présence de cinq témoins seulement, y compris les notaires, et même d'un nombre moindre, si l'usage du lieu le permettait (art. 14). — La forme des testaments et codicilles était particulière pour ceux qui étaient atteints de quelque infirmité grave, comme la cécité ou le mutisme.

Les articles 39 et suivants statuent sur la capacité que doivent avoir les témoins. Ils doivent être mâles, régnicoles, excepté pour les testaments militaires, capables des effets civils et âgés au moins de vingt ans. Les clercs réguliers ou novices ne peuvent être témoins. Avant l'ordonnance de 1735, il était nécessaire ordinairement que les témoins d'un testament eussent été convoqués spécialement, et le testament devait faire mention de cette convocation; depuis l'ordonnance, il suffit qu'ils aient été présents tous ensemble (art. 6).

L'ordonnance maintint l'institution d'héritiers dans les pays où cette institution était nécessaire comme *caput et fundamentum testamenti* (art. 50). Comme dans le droit romain, la prétériton d'un héritier légitimaire rendait le testament nul, sans même qu'il pût valoir comme fidéi-commis (art. 53). Mais si le légitimaire avait été institué, pour si peu que ce fût, le testament était valable, et le légitimaire ne pouvait alors réclamer que pour obtenir le complément de sa légitime (*Ibid.*). Par application des théories du droit romain, l'héritier institué, quel qu'il fût, pouvait, dans l'ancien droit, faire réduire les legs et fidéicommiss dont l'importance excédait les trois quarts de la valeur de sa part dans l'hérédité; c'était une application de la loi Falcidie et du sénatus-consulte Trébellien. L'art. 56 de l'ordonnance de 1735 dispose que ceux qui ont droit de légitime et qui ont été institués héritiers, peuvent faire détraction de la quarte Falcidie sur les legs et de la quarte Trebellianique sur les fidéicommiss, et retenir en outre leur légitime. Mais, tandis que le testateur ne pouvait porter nulle atteinte à la légitime de ses héritiers, il pouvait, par une déclaration expresse de volonté, prévenir l'exercice du bénéfice assuré à l'institué par l'application à la loi Falcidie et du sénatus-consulte Trébellien, en défendant à l'institué, par son testament ou par un codicille postérieur, de cumuler et retenir conjointement la quarte Falcidie ou trebellianique et le quart de la légitime. L'institué avait alors l'option entre l'un et l'autre parti (art. 60).

Dès que l'ordonnance maintenait le caractère distinct des testaments, selon qu'ils étaient faits en pays de droit écrit ou en pays de droit coutumier, admettant dans les pays de droit écrit l'institution d'héritier, selon la doctrine du droit romain accommodée aux mœurs par la jurisprudence, et, d'un autre côté, respectant les dispositions des coutumes dans les pays de droit coutumier où l'on disait : institution d'héritier n'a lieu, il fallait déterminer les effets d'un testament fait dans un pays pour des biens situés dans l'autre. L'ordonnance admet pour ce cas la règle du statut réel (art. 71 et suiv.). C'est par la loi de la situation des biens que se règle la faculté d'en disposer. Mais ce principe ne s'applique pas aux valeurs et biens mobiliers, lesquels

suivent la personne du testateur, en quelque lieu qu'ils soient situés, et sont régis par la loi de son domicile.

L'ordonnance des testaments est loin de valoir celle des donations, comme œuvre législative. En voulant respecter les principes fondamentaux et les usages contraires des pays de droit écrit et des pays de droit coutumier, d'Aguesseau se condamnait à ne réformer que timidement, et à n'établir que sur certains points, peu nombreux, cette uniformité qu'il eût voulu absolue. Chaque principe s'y trouve en quelque sorte réduit à néant par les dérogations que l'ordonnance édicta à nouveau en maintenant l'autorité des usages. Les améliorations nouvelles se réduisent ainsi, en dernière analyse, à fort peu de chose. L'effet de l'œuvre de d'Aguesseau fut de fonder un droit commun sur les points que les coutumes et la jurisprudence n'avaient pas absolument réglés. Mais si l'ordonnance de 1735 fut un progrès assez peu sensible pour la pratique, elle n'agit pas moins sur le courant des idées : elle ne codifia pas la matière des testaments, mais elle prépara la codification.

L'ordonnance sur les substitutions, destinée à compléter la législation des contrats et actes de bienfaisance, ne parut qu'après un assez long intervalle, en 1747. La pratique usuelle des substitutions n'était pas ancienne en France. Elle ne remontait guère au delà du XVI^e siècle, époque où les fortunes nobiliaires subirent de profonds ébranlements, ce qui donna l'idée de faire des substitutions fidéicommissaires pour assurer l'avenir des petits-enfants. Mais dans les provinces anciennement soumises à la domination espagnole, comme le Roussillon, la Franche-Comté, la Flandre et l'Artois, les substitutions à l'infini étaient usitées pour constituer des majorats. Elles continuèrent de l'être malgré l'ordonnance de Moulins, qui les limitait à deux degrés. Les anciennes provinces espagnoles les conservèrent comme une institution locale, réservée par leur accession à la domination française.

L'institution des majorats est, en effet, originaire de l'Italie et de l'Espagne. En dernière analyse, le majorat est une substitution perpétuelle, avec ce caractère que les biens qui le composent sont frappés d'indisponibilité. En France, le privilège du droit d'aînesse avait paru suffisant pour assurer la splendeur des grandes maisons. En Espagne, on était allé plus loin, en permettant à l'homme de régler par sa seule volonté l'ordre successoral dans son lignage. C'est particulièrement cette puissance exorbitante que l'ordonnance de 1747 atteignait dans les anciennes provinces espagnoles devenues françaises. L'ordonnance faisait, des substitutions, une institution de droit commun, en permettant à toute personne de faire des substitutions dans les limites que la loi posait. — Nous aurons à revenir sur les majorats quand nous parlerons du décret de 1808 qui les rétablit en France, des lois de la Restauration qui développèrent l'institution, et de la loi du 12 mai 1835 qui l'abolit (V. *infra*, liv. VIII, chap. 3).

Le préambule de l'ordonnance fait connaître comment les substitutions sont nées : « La matière des fidéicommis, fort simple dans son origine, est devenue beaucoup plus composée, depuis que l'on a commencé à étendre les substitutions non-seulement à plusieurs personnes appelées les unes après les autres, mais à plusieurs degrés, ou à une longue suite de générations. Il s'est formé par-là comme un nouveau genre de succession, où la volonté de l'homme, prenant la place de la loi, a donné lieu d'établir un nouvel ordre de jurisprudence, qui a été reçu d'autant plus favorablement qu'on l'a regardé comme tendant à la conservation du patrimoine des familles, et à donner aux maisons les plus illustres le moyen d'en soutenir l'éclat. » La substitution est ainsi de sa nature aristocratique. Cet usage, que nos mœurs publiques réprouvent aujourd'hui, dut être réglementé en conformité des mœurs publiques du temps, qui étaient autres. D'Aguesseau protesta de son intention de ne pas donner la moindre atteinte à la liberté de substituer fidéicommissairement. Toute la pensée de l'ordonnance est dans cette parole du préambule : Assurer l'exécution de la volonté des donateurs ou testateurs, mais les obliger à la faire connaître de la manière la plus expresse.

L'ordonnance de 1747 permet les substitutions à toutes personnes, de quelque état et condition qu'elles soient (tit. I, art. 1). Mais la substitution ne peut avoir lieu que pour une universalité, ou pour les immeubles par leur nature, les offices et les rentes constituées, s'il est disposé de ces choses à titre singulier par donation ou testament (art. 2 à 9). Quand une universalité grevée de substitution comprend des choses mobilières, le grevé de substitution doit faire emploi du prix (art. 10).

Conformément à l'article 59 de l'ordonnance d'Orléans, les substitutions ne peuvent s'étendre au delà de deux degrés de substitués entre le donataire ou le légataire (art. 30); car il ne fallait pas que le droit de substituer permît de changer à tout jamais l'ordre des successions. Elles doivent être publiées et enregistrées, conformément à l'article 57 de l'ordonnance de Moulins (*ibid.*). L'ordonnance de 1747 ajouta à cela que le grevé de substitution fût obligé de rapporter une ordonnance de mise en possession d'un officier du siège royal du domicile (art. 40), afin que la plus grande publicité eût lieu dans les substitutions.

Le grevé n'avait pas la saisine de droit. D'Aguesseau explique ainsi cette innovation dans une lettre du 3 août 1748 : « J'ai remarqué surtout que, malgré toutes les lois qui ont établi ou renouvelé l'obligation de faire publier les substitutions fidéicommissaires, il arrivait très-souvent qu'on négligeait de satisfaire à cette obligation, et c'est ce qui m'a donné lieu de penser qu'il était absolument nécessaire de remanier entièrement une matière si intéressante pour la sûreté du commerce et pour le repos des familles, en ajoutant aux lois précédentes des précautions nouvelles et véritablement suffisantes pour en assurer l'exécution, pour prévenir les suites fâcheuses de la négligence ou de la mauvaise foi des héritiers ou légataires grevés de substitutions. »

Le titre II de l'ordonnance pourvoit à toutes les règles à observer par ceux qui sont grevés de substitution, et détermine les juges qui doivent en connaître, et l'autorité de leurs jugements. L'esprit de toutes ces règles se rapporte toujours à l'un de ces objets : assurer l'effet de la substitution; garantir les tiers contre toutes erreurs dont la charge de conserver et de rendre pourrait être la cause, si elle était, si peu que ce fût, clandestine; prémunir contre les suites d'une substitution dont le donateur ou le testateur n'aurait pas prévu toutes les conséquences, en suppléant aux précautions qu'il aurait dû prendre.

L'ordonnance de 1747 n'avait en vue que le droit privé; elle ne dérogeait pas à l'édit de mai 1741, par lequel Louis XIV, reconstituant la pairie, avait permis aux ducs et pairs de substituer à perpétuité le chef-lieu de leur duché-pairie, avec une portion des revenus du duché, jusqu'à concurrence de 15,000 livres de rentes (V. *suprà*, p. 226). C'étaient de véritables majorats que pouvaient créer les ducs et pairs.

Le dernier acte important de d'Aguesseau, comme chancelier, fut l'édit du mois d'août 1749 sur les établissements de mainmorte et les acquisitions des gens de mainmorte. La multiplication des établissements des gens de mainmorte et la facilité qu'ils trouvaient à acquérir avaient paru de bonne heure un danger public. Les familles étaient fréquemment frustrées dans leur légitime expectative par le mouvement de vanité qui poussait des particuliers à former des établissements nouveaux, pour perpétuer leur nom avec le titre de fondateur. Plusieurs ordonnances, notamment un édit de décembre 1666, avaient mis un frein à cet abus. Il parut nécessaire de renouveler toutes les dispositions des lois précédentes sur les établissements des gens de mainmorte, et de fortifier ces dispositions en en précisant le sens et la portée. En vertu de l'édit de 1749, l'autorisation royale pour la création de tout établissement de mainmorte fut rigoureusement exigée (art. 1 à 9); tout établissement existant depuis l'édit de 1666, et qui ne justifierait pas d'une autorisation régulière, fut déclaré non existant (art. 13); nul établissement ne put acquérir ni posséder des fonds de terre ou rentes sans une autorisation spéciale (art. 14 et 15); aucun ne put acquérir, même avec l'autorisation du roi, des fonds de terre ou rentes par des dispositions de dernière volonté (art. 17), et les prête-noms et personnes interposées pour frauder la loi furent passibles d'une amende de 3,000 livres, sans préjudice de la nullité des actes (art. 24); les gens de mainmorte ne purent exercer le retrait féodal ou seigneurial (art. 25).

Le dernier acte important dans le droit civil, au XVIII^e siècle, fut l'édit du mois de juin 1771, portant établissement de conservateurs des hypothèques et abrogation des décrets volontaires. Le système hypothécaire était peut-être le plus vicieux de l'ancien droit; nulle part la fraude ne pouvait se donner plus librement carrière. L'hypothèque était occulte; rien n'en révélait l'existence. Quand les ordonnances du XVI^e siècle décidèrent que toute sentence judiciaire et tout acte notarié emporteraient l'hypothèque, le mal s'aggrava encore, et alors le danger d'acheter et de prêter était tel,

qu'il eût fait obstacle à l'établissement du crédit, si l'état commercial de l'époque eût obligé d'y faire appel fréquemment.

Dans la mutation de la propriété, la nécessité fit aviser à un moyen pour sauvegarder la sûreté des acquéreurs. Il était reçu que la vente par décret purgeait toutes les charges, tous les droits, hypothèques, droits de résolution, etc., qui pouvaient grever le fonds, hormis les droits seigneuriaux, parce qu'ils n'existaient pas du fait du propriétaire (V. *supra*, p. 154). On feignait alors une vente par décret, afin de nettoyer les hypothèques; si le créancier hypothécaire n'avait pas révélé son droit d'hypothèque, le fonds passait franc d'hypothèque à l'acquéreur. Il y eut alors deux sortes de décrets ou ventes judiciaires : le décret forcé, où la vente était réelle, et le décret volontaire, auquel les parties recouraient pour consolider dans les mains de l'acquéreur le fonds dont la vente avait été précédemment conclue.

Ce moyen du décret volontaire ne donnait cependant pas satisfaction au cas de prêt sur hypothèque; ou bien, pour éteindre les hypothèques antérieures, il fallait recourir à un décret volontaire fictif dans lequel le prêteur se rendait acquéreur, pour revendre ensuite le fonds à l'emprunteur, en payant pour cela deux fois les lods et ventes. Sous Henri III en 1584, sous Henri IV en 1606 et sous Louis XIV en 1673, on tenta de soumettre l'hypothèque à une certaine publicité; mais les mesures d'alors rencontrèrent une vive résistance dans les préjugés du temps (V. *supra*, p. 239). A la fin du XVIII^e siècle, ils étaient encore assez puissants pour faire obstacle à l'établissement d'un véritable régime hypothécaire. Aussi l'édit de 1771 n'entreprit-il pas une réforme radicale; il établit seulement dans chaque bailliage et sénéchaussée des offices de conservateurs des hypothèques, gardes des sceaux et greffiers expéditionnaires, pour délivrer des lettres de ratification destinées à opérer la purge des hypothèques au cas de translation de propriété. Les articles 6 et 7 de l'édit disposent : « Art. 6. Tous propriétaires d'immeubles réels ou fictifs, par acquisition, échanges, licitation ou autres titres translatifs de propriété, qui voudront purger les hypothèques dont lesdits immeubles seront grevés, seront tenus de prendre à chaque mutation des lettres de ratification. — Art. 7. Les lettres de ratification purgeront les hypothèques et privilèges à l'égard de tous les créanciers des vendeurs qui auront négligé de faire leur opposition dans la forme qui sera prescrite ci-après avant le sceau d'icelles, et les acquéreurs des immeubles qui auront pris de semblables lettres de ratification en demeureront propriétaires incommutables, sans être tenus des dettes des précédents propriétaires, en quelque sorte et sous quelque prétexte que ce soit, ainsi de la même manière que les acquéreurs des offices et des rentes par nous constituées seront libérés de toutes dettes par l'effet des provisions et des lettres de ratification qui s'expédient en notre grande chancellerie, sans que néanmoins lesdites lettres de ratification puissent donner aux acquéreurs, relativement à la propriété, droits réels, fonciers, servitudes et autres, plus de droits que n'en auront les vendeurs, l'effet desdites lettres étant restreint à purger les privilèges et hypothèques seulement. »

Pour arriver à la purge, l'acquéreur déposait son contrat au greffe du bailliage; un extrait du contrat était affiché dans l'auditoire pendant deux mois. S'il ne se présentait pas de créanciers du vendeur pour soumissionner une augmentation d'un dixième du prix ou former opposition au paiement, des lettres de ratification pures et simples étaient expédiées, et l'acquéreur était propriétaire incommutable (art. 8 à 10). S'il y avait soumission d'une augmentation de prix, il était procédé à la vente de l'immeuble par décret forcé; s'il y avait seulement opposition, on procédait à la répartition du prix d'achat, et la préférence, s'il y avait plusieurs opposants, se réglait non par la date de l'opposition, mais par celle de l'acte qui constituait l'hypothèque. Dans le cas d'opposition, des lettres de ratification étaient néanmoins délivrées à l'acquéreur, mais à charge des oppositions.

La réforme de l'édit de 1771 consistait à remplacer le décret volontaire par la forme, en effet plus simple et moins coûteuse, des lettres de ratification. Mais la publicité des hypothèques n'existait toujours pas, quoique réclamée par quelques corps judiciaires, notamment par le parlement de Flandres. Les prêteurs n'avaient toujours aucun moyen direct et certain de connaître la situation de leur emprunteur. Ce sont les lois de la Révolution qui fondèrent réellement le crédit foncier, en établissant le régime hypothécaire sur les deux principes de la spécialité et de la publicité.

Parmi les jurisconsultes du XVIII^e siècle, si l'on compte beaucoup d'hommes estimables, on ne peut signaler que peu de noms véritablement grands. C'est en Hollande particulièrement que le droit est cultivé à cette époque avec le plus de succès. Mais le XVIII^e siècle produisit d'éloquents avocats, Gerbier et Cochin ; un grand magistrat, d'Aguesseau ; d'excellents commentateurs des Ordonnances, comme Furgole et Valin, et surtout le plus populaire des jurisconsultes français, Pothier.

D'Aguesseau est toujours cité comme le magistrat modèle, et a attaché son nom aux grands monuments législatifs publiés de 1730 à 1750. Écoutons un écrivain qui n'est pas suspect quand il décerne des éloges : « Beaucoup d'esprit, dit Saint-Simon, d'application, de pénétration, de savoir en tout genre, de gravité et de magistrature, d'équité, de piété et d'innocence de mœurs, firent le fond de son caractère. On peut dire que c'était un bel esprit et un homme incorruptible ; avec cela, doux, bon, humain, d'un accès facile et agréable, et, dans le particulier, de la gaieté et de la plaisanterie salée, mais sans jamais blesser personne ; extrêmement sobre, poli sans orgueil, et noble sans la moindre avarice ; naturellement paresseux, dont il lui était resté de la lenteur. »

Cependant, deux choses diminuent un peu d'Aguesseau aux yeux de la postérité. Comment se fait-il que lui, magistrat et homme de bien, ait pu vivre en face du régent et de sa cour immonde, entre l'abbé Dubois et le joueur écossais Law ? Comment expliquer encore que, dans toutes les grandes questions, il ait partagé les préjugés les plus injustifiables du temps ? Saint-Simon va l'expliquer : « Qui ne croirait qu'un magistrat orné de tant de vertus et de talents, dont la mémoire, la vaste lecture, l'éloquence à parler et à écrire, la justesse jusque dans les moindres expressions des conversations les plus communes, avec les grâces de la facilité, n'eût été le plus grand chancelier qu'on eût vu depuis plusieurs siècles ? Il est vrai qu'il aurait été un président sublime ; il ne l'est pas moins que, devenu chancelier, il fit regretter jusqu'aux Haligre et aux Boucherat. Un aussi heureux assemblage était gâté par divers endroits, qui étaient demeurés cachés dans sa première vie, et qui éclatèrent tous à la fois sitôt qu'il fut parvenu à la seconde. La longue et unique nourriture qu'il avait prise dans le sein du Parlement l'avait pétri de ses maximes et de toutes ses prétentions, jusqu'à le regarder avec plus d'amour, de respect et de vénération que les Anglais n'en ont pour leurs parlements, qui n'ont de commun que le nom avec les nôtres ; et je ne dirai pas trop quand j'avancerai qu'il ne regardait pas autrement tout ce qui émanait de cette compagnie, qu'un fidèle bien instruit de sa religion regarde les décisions sur la foi des conciles œcuméniques. Son équité et ses lumières lui montraient bien l'égarement du Parlement à chaque fois qu'il s'y jetait, mais de le réprimer était plus fort que lui. Il mettait donc tous ses talents à pallier, à couvrir, à excuser, à donner des interprétations captieuses, à éblouir sur les fautes du Parlement, à négocier avec lui d'une part, avec le régent de l'autre, à profiter de sa timidité, de sa facilité, de sa légèreté pour tout émousser, tout énerver en lui ; en sorte qu'au lieu d'avoir en ce premier magistrat un ferme soutien de l'autorité royale et un vrai juge des justices, on en tirait à peine quelque bégayement forcé, qui affaiblissait encore le peu à quoi il avait pu se résoudre à peine, et qui donnait courage, force et hauteur au Parlement ; et si quelquefois il s'est expliqué avec lui en d'autres termes, ce n'était qu'après un long combat, et toujours bien plus faiblement qu'il n'était convenu de le faire. »

Ainsi, la rigidité n'était pas dans le caractère de d'Aguesseau. La vertu le charmait, mais le vice d'autrui ne l'indignait pas, et il n'avait pas l'âme assez forte pour réagir contre une erreur, quand elle avait pour elle l'opinion de sa classe. C'était de ces esprits heureux, plutôt faits pour prendre leur place, une place brillante, dans un mouvement, que pour le diriger.

Que dirons-nous de Pothier que ne sachent tous ceux qui s'intéressent à la science du droit ? Ses traités seront toujours les meilleurs commentaires du Code, dont les rédacteurs lui ont tant emprunté. Par la clarté de son exposition, la lucidité de ses aperçus, la sûreté de sa doctrine, qui toutefois ne sonde pas au delà des profondeurs nécessaires pour établir les fondations d'une jurisprudence applicable et pratique, plutôt que philosophique et élevée, par tout cela, Pothier est le jurisconsulte par excellence ; mais il manque à ces qualités éminemment françaises celle de la vivacité du tour et de l'expression comme écrivain. Il est vieux par la manière, l'étant par l'esprit en dehors des matières du droit.

Les grands jurisconsultes du XVI^e siècle étaient de leur temps. Dumoulin, Duaren, les Hotman, etc., étaient mêlés au mouvement politique et au mouvement religieux de leur époque. Ceux du XVIII^e siècle semblent avoir vécu en claustration, au milieu d'une société dont l'état moral se transformait. Pothier était contemporain de Rousseau et de Voltaire, et, à la lecture de ses traités, nul ne le croirait. Mais le bon sens, la raison claire et simple, ne perd jamais son autorité; il est de tous les temps; et malgré ce qu'il est permis de penser sur ce que les livres de Pothier laissent à désirer, ils ne vivront pas moins par l'autorité du bon sens, qui jamais ne faiblit chez lui.

CHAPITRE V. — ÉTATS-GÉNÉRAUX DE 1789.

On peut laisser au XVIII^e siècle la qualification qui lui a été communément donnée de siècle de la philosophie, quoiqu'il n'ait pas compté plus de philosophes qu'un autre; ce fut, en effet, une époque de libre et complet examen. Le vrai roi de l'époque, c'est Voltaire; la grande voix du peuple, c'est Rousseau. Ce n'est pas que la philosophie du XVIII^e siècle s'en prit particulièrement aux institutions politiques et civiles du temps; elle les laissait à l'écart et raisonnait, déclamait ou raillait à côté; mais elle agissait sur les mœurs monarchiques et religieuses du pays, et par là son action fut plus profonde. Quand la Révolution éclata, les législateurs de la Constituante n'eurent qu'à exprimer en articles de loi et à appliquer aux institutions le fonds d'idées communes que les écrivains avaient déposées dans les esprits.

Cependant, en 1787, quand le fâcheux état des finances força de recourir à cette suite d'expériences que l'on connaît et qui devaient aboutir aux États-Généraux, la fièvre de l'esprit philosophique s'était un peu calmée en apparence, depuis dix ans. Les coryphées du parti avaient disparu; leurs successeurs n'avaient pas la même autorité. Il y eut un temps de silence jusqu'à l'attaque furieuse de la Révolution, de même qu'au siège d'une ville forte, quand la brèche est faite toutes les batteries se taisent une heure avant l'assaut. Une réaction contre l'esprit antireligieux s'était même manifestée, comme l'atteste le succès du livre de Necker sur l'état des idées religieuses. Mais le travail souterrain avait commencé et allait s'activant toujours; le mouvement, qui semblait avoir perdu de sa violence, n'avait rien perdu de sa force réelle en se régularisant; il continuait, et l'étude des questions d'économie politique et de finances amenait au principe de liberté un nombre toujours plus grand d'adhérents.

Le grand mouvement qui va éclater sera le triomphe du tiers état, qui, après s'être dégagé, comme nous l'avons vu, des limbes du servage, s'était fortifié au point de devenir une puissance avec laquelle il fallait compter dans les temps de crise. A la fin du XVIII^e siècle, selon le mot célèbre de Sieyès, le tiers état était tout. Il venait d'assister à son propre triomphe dans l'insurrection américaine. Un autre fait tout spontané venait d'en révéler la force. A la première assemblée des notables, en 1787, le vote avait eu lieu par têtes, non par ordres : succès d'autant plus remarquable que les hommes du tiers état n'avaient pas eu à le disputer. Une nation complète, comme le dira bientôt Sieyès, était donc prête à paraître, en remplacement de la vieille société menacée (1). Quand un

(1) Le tiers état peut être à lui seul la matière d'une histoire; elle a été faite par un maître, Augustin Thierry, après qui il ne reste rien à dire. Le développement du tiers état en France est un fait unique. « Nulle part, dit M. Guizot, on ne rencontre une classe de la société qui, partant de très-bas, faible, méprisée, presque imperceptible à son origine, s'élève par un mouvement continu et un travail sans relâche, se fortifie d'époque en époque, envahit, absorbe successivement tout ce qui l'entoure, pouvoir, richesses, lumières, influence; change la nature de la société, et devient enfin tellement dominante qu'on puisse dire qu'elle est le pays même » (*Histoire de la Civilisation en France*, t. IV, leçon 16).

membre du parlement de Paris, l'abbé Sabatier, dit, en jouant sur les mots, aux magistrats qui demandaient au ministre des finances les états des recettes et dépenses : « Ce ne sont pas des états de recettes qu'il nous faut, ce sont des États-Généraux », tout était préparé pour que la Révolution passât des idées dans les faits.

Ces fameux États-Généraux, dont le nom était ainsi évoqué, étaient depuis trente ans dans les préoccupations secrètes d'un certain nombre d'esprits sérieux; mais le souvenir en était resté vague, effrayant, presque terrible pour les hommes d'État. Tout le monde connaît cette anecdote, racontée par M^{re} Campan. Louis XV redoutait les États. « Il faudra convoquer les États-Généraux, avait dit devant lui un courtisan. — Monsieur, dit vivement le roi en saisissant le bras de son interlocuteur, ne répétez jamais ces paroles; je ne suis pas sanguinaire, mais si j'avais un frère et qu'il fût capable d'ouvrir un tel avis, je le sacrifierais sans hésiter à l'existence de la monarchie et à la tranquillité du royaume. » Cependant, à la proposition si singulièrement formulée d'assembler les États-Généraux, oubliés depuis si longtemps, la nation tout entière tressaillit, comme sous l'effet d'une commotion électrique. Le groupe de courtisans que l'on appelait déjà le parti des princes, et qui devait bientôt former le noyau de Coblenz et de l'armée du Rhin, s'en émut; le pouvoir s'en alarma au point de se préparer à des actes d'autorité. L'abbé Sabatier alla expier son jeu de mots séditieux en prison. Mais le coup était porté. Le Parlement se récusait comme représentant de la nation, en déclarant qu'il n'avait pas le droit d'enregistrer les impôts, quoiqu'il eût usé de ce droit depuis deux siècles. Les adresses arrivèrent de toutes parts, pour obtenir que la nation avisât, par ses représentants légitimes, à conjurer le péril financier, celui dont on était alors le plus frappé. Le clergé, la noblesse elle-même, s'associèrent au Parlement dans cette manifestation où le pays les devançait, et Louis XVI, après avoir promis les États-Généraux pour un temps plus reculé, fut amené à en fixer la réunion à six mois.

Dès que la réunion des États-Généraux fut résolue et promise, un immense mouvement éclata dans la presse française. La liberté des écrits, comme on l'appelait, commença à montrer ce qu'elle pourrait être un jour. Le ministère avait lui-même donné le signal; il avait fait publiquement appel aux écrivains français, pour apprendre d'eux quel était le mode de convocation et de tenue des États-Généraux, et naturellement ceux-ci avaient répondu. Un déluge d'écrits, de brochures, inonda la France dès le commencement de l'automne de 1788; et depuis, le flot changea de cours, mais ne se ralentit pas. A] cette première manifestation de la liberté d'écrire en succéda bientôt une seconde, puis une troisième. Si l'on faisait revivre les anciens États-Généraux après cent quatre-vingts ans d'oubli, ce ne pouvait être uniquement pour leur faire sanctionner des mesures financières, si urgentes qu'elles fussent; ils devaient aviser à donner à la France une constitution, ou, comme le dit le roi lui-même au mois de mars suivant, tant l'idée de constitution avait gagné en six mois, « une manière fixe d'être gouverné ». De là une polémique très-vive sur la nécessité d'une constitution nouvelle et sur ses bases. Et, comme une constitution nouvelle ne pouvait se faire que dans le sens de l'égalité, bien des réclamations écrites s'élevèrent contre les privilèges et les privilégiés. Il est curieux de suivre dans la bibliographie de l'époque le mouvement de l'opinion, qui, subitement ébranlée, éclatait en tout sens, et de voir comment elle cherchait les conditions d'existence d'un ordre nouveau, en même temps qu'elle attaquait l'ancien avec tant de vivacité (1).

L'idée d'une constitution non plus coutumière, mais fixée législativement, germait depuis plusieurs années dans les esprits. Turgot, dans son mémoire sur les municipalités, adressé à Louis XVI, en avait démontré la nécessité. « La cause du mal, Sire, vient de ce que votre nation n'a point de constitution. C'est une société composée de différents ordres mal unis, et d'un peuple dont les mem-

(1) Pour connaître les préoccupations successives de l'opinion dans les six mois qui précédèrent les États-Généraux, il est très-instructif de parcourir le catalogue assez récemment achevé de la Bibliothèque Impériale. On remarquera trois périodes : dans la première, on ne s'occupe que de la tenue des États-Généraux; dans la seconde, on ne parle que de constitution; dans la troisième, on attaque les privilèges.

bres n'ont entre eux que très-peu de liens sociaux, où, par conséquent, chacun n'est guère occupé que de son intérêt particulier exclusif, et presque personne ne s'embarrasse de remplir ses devoirs ni de connaître ses rapports avec les autres : de sorte que, dans cette guerre perpétuelle de prétentions et d'entreprises, que la raison et les lumières réciproques n'ont jamais réglées, Votre Majesté est obligée de tout décider par elle-même ou par ses mandataires. On attend vos ordres spéciaux pour contribuer au bien public, pour respecter les droits d'autrui, quelquefois même pour user des siens propres. Vous êtes forcé de statuer sur tout, et le plus souvent par des volontés particulières, tandis que vous pourriez gouverner comme Dieu par des lois générales, si les parties intégrantes de votre empire avaient une organisation régulière et des rapports connus. » Mais on songeait alors plus à fixer le droit public qu'à le réformer radicalement.

Il fut procédé à la préparation des États-Généraux de 1789 comme à ceux de 1614. Chaque arrondissement judiciaire, chaque bailliage, rédigeait ses cahiers, qui, formés du dépouillement des cahiers des villes, bourgs, paroisses, communautés reconnues, où tous les citoyens pouvaient faire entendre leurs plaintes et doléances, devaient exprimer et exprimèrent effectivement les sentiments véritables du pays. La noblesse et le clergé, de leur côté, rédigèrent les leurs. Les cahiers du tiers état demandaient communément une constitution, l'abolition des droits féodaux, la sûreté individuelle, la liberté de la presse, l'inviolabilité du secret des lettres, la responsabilité des ministres, l'égale répartition de l'impôt, les municipalités électives, une organisation judiciaire à peu près telle que nous l'avons, un Code civil et l'égalité des partages dans les successions. Le cahier du tiers état de la ville de Paris réclamait particulièrement l'égalité entière : « Tout citoyen a le droit d'être admis à tous les emplois, professions et dignités ». A l'égard de la liberté religieuse, il contenait cette déclaration : « La religion chrétienne ordonne la tolérance civile. Tout citoyen doit jouir de la liberté particulière de sa conscience. L'ordre public ne souffre qu'une religion dominante. La religion catholique est la religion dominante en France; elle n'y a été reçue que suivant la pureté de ses maximes primitives; c'est le fondement des libertés de l'Eglise gallicane ».

Quand Mounier présenta le résultat du dépouillement des cahiers du tiers état à l'Assemblée constituante, il se trouva qu'il y avait unanimité sur les points suivants : le Gouvernement monarchique, l'inviolabilité de la personne du roi, la couronne héréditaire de mâle en mâle, les agents de l'autorité responsables, le consentement de la nation pour l'établissement de l'impôt, la propriété sacrée, la liberté individuelle sacrée. Les cahiers étaient partagés sur les autres points, notamment sur la forme de gouvernement du roi; et, fait plus étonnant, l'abolition des lettres de cachet et l'établissement de la liberté de la presse n'avaient passé qu'à la majorité.

Le 5 mai 1789, les États-Généraux s'ouvrirent enfin à Versailles; avec quel solennel appareil, tous les historiens l'ont raconté. On sait les dissensions qui ne tardèrent pas à s'élever, la querelle de la vérification des pouvoirs et du mode de votation, l'intervention de la Cour, la résistance du tiers état, finalement sa constitution en Assemblée nationale, triomphe de la pensée de Sieyès. C'est après tous ces mémorables incidents que la question constitutionnelle arrivait devant l'Assemblée.

Quel accueil les réclamations contenues dans les cahiers allaient-elles rencontrer? A l'ouverture des États-Généraux, l'état des finances avait fait presque seul les frais des discours officiels qu'on y avait prononcés. Voici le seul passage du discours du chancelier, M. de Barentin, qui eût trait aux mesures législatives : « Au nombre des objets qui doivent principalement fixer votre attention et qui déjà avaient mérité celle de Sa Majesté, sont les mesures à prendre pour la liberté de la presse..., les changements utiles que peut exiger la législation criminelle, pour mieux proportionner les peines aux délits. » Tel avait été en quelques mois le progrès de l'opinion, que la liberté de la presse figurait maintenant dans les préoccupations publiques au premier rang.

Bien d'autres questions allaient occuper, agiter, passionner l'Assemblée et le pays. Pour nous, l'histoire du droit monarchique finit et la Révolution commence au 17 juin 1789, où les députés du tiers état se constituèrent en Assemblée nationale. Mais avant d'aborder l'histoire du droit nouveau, il est convenable de constater en traits rapides l'organisation politique et judiciaire sur laquelle l'Assemblée allait opérer. — Voyons 1° quel était le droit public français en 1789; 2° quelles étaient les

divisions administratives et judiciaires de la France; 3° quelle était l'organisation de l'administration et de la justice. — Nous n'avons rien à dire de la législation civile, qui a été jusqu'ici l'objet de cet Essai, et dont l'état n'a pas besoin d'être résumé, après ce qui précède.

On trouve les principes du droit public français résumés dans une déclaration du parlement de Paris du 5 mai 1788, rendue au milieu des discussions oiseuses qui agitaient la Cour et le Parlement, à la veille du cataclysme où tout, monarchie, privilégiés, corps judiciaires, allait bientôt sombrer. Le Parlement déclarait : « Que la France était une monarchie gouvernée par le roi suivant les lois, et que de ces lois, plusieurs, qui étaient fondamentales, embrassaient et consacraient : 1° le droit de la maison régnante au trône de mâle en mâle, par ordre de primogéniture; 2° le droit de la nation d'accorder librement des subsides par l'organe des États-Généraux, régulièrement convoqués et composés; 3° les coutumes et les capitulations des provinces; 4° l'inaliénabilité des magistrats; 5° le droit des cours de vérifier dans chaque province les volontés du roi, et de n'en ordonner l'enregistrement qu'autant qu'elles étaient conformes aux lois constitutives de la province ainsi qu'aux lois fondamentales de l'État; 6° le droit de chaque citoyen de n'être jamais traduit en aucune manière par-devant d'autres juges que ses juges naturels, qui étaient ceux que la loi désignait; et 7° le droit, sans lequel tous les autres étaient inutiles, de n'être arrêté, par quelque ordre que ce fût, que pour être remis sans délai entre les mains des juges compétents ».

Les divisions territoriales de la France étaient diverses selon les objets. La plus générale était la division en provinces. Il y avait trente-deux grandes provinces, plus huit petits gouvernements militaires. Au point de vue de l'organisation militaire, toutes les provinces étaient réparties dans douze gouvernements. Les gouverneurs des provinces étaient toujours choisis dans la haute noblesse. — Au point de vue administratif, c'est-à-dire de l'impôt, — car l'administration française ne fut constituée, comme on l'a vu, qu'en vue de l'impôt par la création des intendants (V. *suprà*, p. 204), — on comptait vingt-neuf généralités, placées chacune sous l'administration d'un intendant. — Au point de vue ecclésiastique, il y avait dix-huit archevêchés, et cent onze évêchés. — Au point de vue judiciaire, il y avait quinze cours souveraines, sous le nom de parlements, conseils souverains, etc. (V. *suprà*, p. 120), et huit cent vingt-neuf bailliages, sénéchaussées et présidiaux. — Les bailliages et sénéchaussées étaient composés d'un bailli ou sénéchal et d'assesseurs; on dirait aujourd'hui d'un président et de juges; ils avaient quelquefois le nom de lieutenants. Il y avait des lieutenants civils et des lieutenants criminels. — Il n'est question ici que des juridictions ordinaires, il sera parlé plus loin des juridictions d'exception.

La législation civile était, comme on le sait de reste, dans les coutumes, dans les ordonnances des rois, dans le corps du droit romain. Mais le droit romain n'avait d'autorité que comme raison écrite, et chaque parlement avait ses règles, ses usages, ses principes, soit pour l'interprétation des ordonnances, soit pour l'application des principes du droit romain, qu'il admettait ou n'admettait pas. Toute cette matière a été expliquée jusqu'ici assez au long pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir, ou même de la résumer autrement.

Pour l'organisation politique et administrative, nous ne pouvons que reproduire le résumé qui a déjà été présenté ailleurs (V. *Jur. gén.*, v° *Org. adm.*, n° 76 et suiv.). — Au sommet de l'administration centrale se trouvait le roi, investi d'une puissance à peu près absolue; nous ne disons pas absolue sans réserves, parce que, à défaut d'une constitution écrite, la coutume avait consacré certains droits de la nation que le monarque ne pouvait enfreindre. Il y avait les lois du roi, révocables à la volonté du prince, et les lois du royaume, auxquelles il ne pouvait toucher seul. Dans le système de l'ancienne monarchie, il était rationnel de placer l'autorité royale parmi les pouvoirs administratifs, par la raison que les ministres n'étaient que les agents de l'autorité souveraine, responsables seulement vis-à-vis du prince, et dans le seul cas où ils auraient dépassé ses ordres. Le roi donc administrait par lui-même, à la différence des souverains constitutionnels de nos jours, qui, selon une maxime bien connue, règnent et ne gouvernent pas.

Les premiers agents du pouvoir administratif du roi étaient les ministres. Il y en avait huit quand éclata la Révolution : le ministre principal d'État, les secrétaires d'État de la maison du roi, des

affaires étrangères, de la guerre, de la marine, le contrôleur général des finances, auxquels il faut adjoindre le chancelier et le garde des sceaux, dont les offices étaient distincts en 1789 (1). Les ministres, répétons-le, n'avaient d'autres obligations que de se conformer aux ordres du roi; mais cela même n'était souvent qu'une fiction, et n'empêchait pas que la politique d'un ministère ne restât marquée du caractère que lui imprimait l'habileté ou le génie de l'homme qui la dirigeait, s'il s'appelait Richelieu ou Mazarin.

Le premier corps consultatif était le conseil d'État. Le conseil d'État était, avant tout, investi d'attributions politiques et administratives; mais il avait aussi des attributions judiciaires. En déléguant aux parlements une partie de leur pouvoir judiciaire, les rois de France avaient retenu ce qu'ils n'avaient pas délégué. De là une distinction importante, et qui n'a pas tout à fait disparu de nos jours, entre la justice déléguée aux tribunaux et la justice retenue. L'édit du 3 janvier 1673 avait divisé le conseil d'État en cinq conseils particuliers : 1° le conseil d'État proprement dit, conseil politique, chargé des affaires générales, et où se discutaient la paix, la guerre, les traités, les alliances, l'emploi des revenus publics, et, en un mot, toutes les affaires de gouvernement; 2° le conseil des dépêches, auquel revenaient les affaires intérieures, chargé de contrôler l'administration des intendants dans les provinces, et investi pour cela d'une certaine juridiction en appel; 3° le conseil des finances, chargé de l'administration du domaine royal et du règlement des différends des traitants entre eux ou avec le fisc; 4° le comité intime de la guerre; et 5° le conseil des parties, auquel était réservée la justice retenue par la Couronne. Le conseil des parties connaissait particulièrement des règlements de juges, des évocations et des demandes en cassation des arrêts des cours souveraines.

Cette division du conseil du roi, qui subit d'ailleurs bien des changements pendant la période monarchique de l'histoire de France, dura jusqu'à la Révolution. On distinguait parmi les arrêts du conseil ceux qui émanaient de telle ou telle section décidant en présence du roi, et ceux qui étaient rendus en l'absence du roi. Les premiers portaient la mention : « Fait au Conseil du Roi, Sa Majesté y étant » ; et les seconds : « Fait au Conseil d'État du Roi. » Le ministre que la matière concernait expédiait lui-même les arrêts pris en présence du roi, et le greffier du conseil expédiait les autres. Ces arrêts avaient une autorité égale. — Le conseil d'État se composait du chancelier et, s'il y avait lieu, du garde des sceaux, dont les offices étaient quelquefois séparés, du contrôleur général et de trente-trois conseillers.

Pour l'administration provinciale, on divisait la France, comme nous l'avons dit, en quarante provinces ou gouvernements : trente-deux grands et huit petits, ayant chacun à sa tête un gouverneur, lieutenant général du roi, investi d'une autorité plutôt politique et militaire qu'administrative. Parmi ces provinces, on distinguait les pays d'états et les pays d'élection. Les premiers, plus récemment réunis à la France, avaient conservé, en vertu des traités, le privilège de ne contribuer aux charges publiques que dans la mesure fixée par les états de la province. Ces assemblées accordaient, chaque année, une somme, que le roi faisait demander par ses commissaires. Dans les pays d'élection, au contraire, le roi exerçait une autorité plus absolue et levait lui-même directement l'impôt. — La dénomination de pays d'élection venait de la juridiction des *élus*, dont il sera parlé plus loin (p. 267). — Les pays d'états, c'est-à-dire la Bretagne, le Languedoc, la Provence, le Béarn, la Bourgogne, etc., se divisaient en treize généralités, et les pays d'élection en comprenaient dix-neuf, ce qui portait à trente-deux le nombre des grandes divisions administratives de la France. Chaque généralité était administrée par un intendant, chargé d'ordonner l'entretien des routes et des voies de navigation; de surveiller les hôpitaux, les prisons et la répartition de la taille; d'inspecter tous les services publics, et de tenir la main à l'exécution des ordonnances royales. Les attributions des inten-

(1) Pour comprendre cette distinction, il faut savoir que la dignité de chancelier n'abandonnait jamais celui qui en avait été revêtu. Le chancelier à qui le roi retirait son emploi était exilé. Un garde des sceaux était alors nommé pour remplir sa charge.

dants avaient la plus grande analogie avec celles des préfets de nos jours. Peu de temps avant la Révolution, elles furent partagées avec les assemblées provinciales.

L'action administrative des intendants, qui avaient le caractère de délégués du pouvoir central, était facilitée par une classe de fonctionnaires appelés *subdélégués*. Les subdélégués étaient nommés par les intendants et révocables à volonté; ils en transmettaient les ordres aux maires et échevins des villes et aux syndics des communautés. Leur caractère était assez semblable à celui des sous-préfets de nos jours; aux termes d'une ordonnance du 15 avril 1704, ils avaient le droit de référer et non celui de décider. Ce caractère de leurs attributions est passé aux sous-préfets de nos jours (V. *Jur. gén.*, v° *Org. admin.*, n° 373 et suiv.).

Nous rappelons seulement pour mémoire, attendu qu'elles satisfaisaient à des services spéciaux et non à l'administration générale, les institutions suivantes, investies d'attributions soit administratives, soit contentieuses, et le plus souvent administratives et contentieuses à la fois : 1° les Chambres des Comptes à Paris, Montpellier, Rouen, Dijon, Aix, Grenoble, Nantes, Metz, Nancy et Bar-le-Duc; 2° la Cour des Monnaies, unique pour la France; 3° la Chambre du Trésor et les Bureaux de finances, composés de trésoriers et chargés de l'administration du domaine et de la juridiction de la voirie; 4° la Cour des Aides, dont nous avons fait connaître les attributions; 5° les Greniers à sel, établis dans les pays de gabelle; 6° la Table de marbre et les maîtrises des Eaux et Forêts, pour toutes les affaires se rapportant à l'administration forestière; 7° les Prévôts de l'Hôtel, chargés de la police des résidences royales, et de connaître de tous les crimes et délits commis dans les lieux habités par le roi, et même à dix lieues à la ronde, s'ils avaient été commis par des personnes ou sur des personnes attachées au service du roi.

L'organisation judiciaire n'étant pas uniforme en France sous l'ancienne monarchie, et les juridictions pareilles ou analogues n'ayant pas en tout lieu le même nom, un tableau complet de l'organisation judiciaire serait inévitablement confus. A Paris, les juridictions, soit ordinaires, soit extraordinaires, étaient les suivantes :

1° Juridiction de la Prévôté de l'Hôtel du Roi, composée d'un grand prévôt, homme d'épée, et ne participant pas lui-même à l'administration de la justice, d'un lieutenant général de robe longue civil, d'un lieutenant criminel et d'un lieutenant général de police.

2° La Cour du Parlement, divisée en plusieurs chambres, savoir : la Grand'Chambre, composée du premier président, de neuf présidents à mortier, ainsi nommés de la forme de la coiffure qu'ils portaient à l'audience, de vingt-cinq conseillers laïcs et de douze conseillers clercs. Les fonctions des membres de cette chambre du Parlement se partageaient avec celles de la Tournelle, c'est-à-dire que les présidents à mortier et les conseillers attachés à la Grand'Chambre faisaient, à tour de rôle, six mois de service à la Grand'Chambre et six mois de service à la Tournelle. Les conseillers clercs pouvaient siéger à l'une et à l'autre chambre pour le jugement des affaires criminelles; mais, s'il était ouvert un avis à l'effet d'appliquer une peine afflictive, ils devaient à l'instant se retirer. — Les autres chambres du Parlement étaient les trois Chambres des Enquêtes, composées chacune de deux présidents et de vingt-quatre conseillers; la Chambre des Requêtes, composée de deux présidents et seize conseillers; la Chambre de la Marée, composée d'un président et de deux conseillers-commissaires. — Les plus jeunes conseillers siégeaient aux Enquêtes. Voltaire parle plusieurs fois dans ses lettres, assez peu respectueusement, de la *cohue des Enquêtes*. — Le parquet se composait de trois avocats généraux et d'un procureur général. Les attributions du procureur général n'étaient pas alors celles dévolues de nos jours à cette haute dignité. Les avocats généraux tenaient l'audience; le procureur général était chargé de l'administration et des affaires intérieures du parquet. On les appelait *les gens du Roi*.

3° La Chambre des Comptes, composée d'un premier président, de douze présidents, de soixante-dix-huit conseillers maîtres; plus, de conseillers correcteurs et de conseillers auditeurs. Il y avait auprès de la Chambre des Comptes un avocat général, un substitut et un procureur général.

4° La Cour des Aides, divisée en trois chambres, composées chacune d'un président et de dix-huit conseillers. Elle avait à sa tête un premier président, qui présidait d'ordinaire la première chambre.

5° La Cour des Monnaies, composée d'un premier président, de six présidents, de quarante-cinq conseillers, d'un procureur général et de deux avocats généraux.

6° L'Amirauté, qui rendait la justice au nom de l'Amiral, lequel restait étranger aux actes de juridiction. Les présidents de l'Amirauté s'appelaient, pour cette raison, lieutenants. Il y avait à l'Amirauté un lieutenant général, un lieutenant criminel, un lieutenant particulier, six conseillers, un procureur du roi et un substitut.

7° La Table de marbre. Cette juridiction n'avait pas un personnel particulier; elle se composait d'un lieutenant général, d'un lieutenant particulier et de six conseillers, tous empruntés à la Cour du Parlement.

8° L'Élection de Paris. Les *élus* étaient institués pour le jugement des affaires relatives aux tailles et aux aides. Il n'y avait d'élus que dans les pays soumis originairement à la taille; il n'y en avait pas par conséquent dans les pays d'états, réunis plus récemment à la Couronne (V. *supra*, p. 265). Les élus étaient d'abord nommés par les contribuables; mais par la suite leurs magistratures furent converties en offices, qui étaient vénaux comme tous les offices. L'Élection de Paris se composait d'un président, d'un lieutenant, d'un assesseur, de vingt conseillers, d'un avocat du roi, d'un procureur du roi et d'un substitut.

9° La Chambre des Bâtimens, qui jugeait les difficultés relatives aux contestations entre entrepreneurs, architectes, ouvriers, etc. Elle se composait de trois conseillers, d'un procureur et d'un substitut.

10° La Prévôté de Paris ou Châtelet, ainsi appelée de l'édifice où cette justice était rendue. Le Châtelet était composé d'un prévôt, étranger à l'administration de la justice, d'un lieutenant civil, d'un lieutenant de police, d'un lieutenant criminel, de deux lieutenants particuliers, de cinquante-quatre conseillers au Châtelet, cinq procureurs du roi et huit substituts. Le Châtelet était divisé en plusieurs chambres ou audiences.

11° Les Juges-Consuls.

Outre ces autorités judiciaires, il y en avait de spéciales, comme la connétablie, la maréchaussée, etc.

Telle était, dans ses traits principaux, l'organisation sociale, politique, administrative et judiciaire sur laquelle la Révolution allait porter sa main hardie. Le vieil édifice monarchique était condamné. Eût-il pu dépendre d'une volonté ferme et sage d'en arrêter la ruine, au prix de sacrifices opportuns? La Révolution pouvait-elle s'opérer sans secousses violentes, sans déchirements sanglants? C'est une question sur laquelle on peut discuter indéfiniment. Cependant, pour qui a étudié le courant moral de l'époque et a pénétré l'état social de l'ancienne France monarchique, penser ainsi témoignerait peut-être d'une vue bien courte.

Que l'on songe aux intérêts et surtout au caractère des intérêts dont la Révolution exigeait le sacrifice, et l'on sera conduit à reconnaître que la Révolution ne pouvait être qu'une catastrophe. Sans parler de ces secousses violentes que nous paraissions destinés à subir périodiquement, à s'en tenir à l'étymologie du mot, une révolution est un changement. En ce sens, la vie des nations, de toutes les nations, est une incessante révolution; car il n'en est pas dont l'état social et la forme politique ne suivent les vicissitudes du temps, le progrès ou la décadence des mœurs; et, sans sortir de notre histoire, on peut dire qu'il y a entre la monarchie d'Hugues Capet et celle de Louis XIV une révolution au moins aussi profonde que celle qui, à la fin du siècle dernier, ouvrit l'ère des temps nouveaux.

Mais toutes les révolutions ne s'accomplissent pas lentement, sans rupture violente avec le passé et par la seule force du droit. Quand un état social, légitime à son commencement, a duré pendant longtemps, il a produit des intérêts matériels, des droits acquis, dont la légitimité survit à l'état social qui les a fait naître. Ces droits ont passé dans les contrats et ont fait l'état des personnes. Or, quand des nécessités sociales nouvelles se manifestent en opposition avec ces droits acquis, les révolutions violentes éclatent. Le droit triompherait toujours sans effusion de sang, — au moins faut-il aimer à le penser, — s'il ne rencontrait pas d'autres droits qu'une longue possession a rendus légitimes, ou auxquels elle a donné une apparence de légitimité.

Or les classes privilégiées, à la fin du siècle dernier, étaient investies de prérogatives, de droits acquis aussi légitimes à leurs yeux que ceux qui dans la vie civile naissent des contrats. Pouvait-il dépendre de l'habileté d'un homme, quel qu'il fût, de déterminer ces classes à une abdication volontaire de leurs avantages? Si elles ne voulaient pas les abdiquer, était-ce au pouvoir suprême à les leur ravir? On demandait, dans la première hypothèse, un renoncement au-dessus de l'humanité, un sacrifice que les plus sinistres prévisions même n'auraient pas conseillé; dans la seconde, on demandait à la royauté de se suicider, en immolant une aristocratie qu'elle considérait comme son plus ferme appui. Et quand tout cela eût été possible, était-il possible de faire taire, dans les classes populaires, les défiances que la moindre résistance des privilégiés devait provoquer, au point où en étaient les esprits?

Tout donc, hormis les crimes, était nécessaire, nous n'oserions jamais dire fatal, dans les différentes phases révolutionnaires dont nous avons à faire connaître les résultats législatifs. A vouloir opérer la Révolution sans conflit violent, un Richelieu même eût échoué. La prudence humaine, toujours courte par quelque endroit, ajouterait Bossuet, peut beaucoup au début d'un système pour prévenir ou détourner les catastrophes; mais, à un certain point, elle est frappée d'impuissance. Elle ne peut rien sur les suites d'une politique dont le temps a fait apparaître les abus invétérés; car la logique des événements est aussi irrésistible dans l'ordre moral que le sont dans l'ordre physique les effets dans leur relation avec la cause qui les a produits.

Dans ce qui nous reste à dire de l'histoire du droit français, on verra les événements se précipiter; c'est une suite rapide, pressée, de réformes radicales, justes dans leur principe, mais bientôt suivies d'excès, puis de réactions. Jamais peut-être, à aucune époque de l'histoire, l'homme n'a plus vécu que dans la période révolutionnaire qui s'étend de l'Assemblée nationale au Consulat. Avec le Consulat, le mouvement s'arrête; il semble que la Révolution va se fixer; mais, dans l'ordre politique, l'Empire méconnaît les tendances de l'époque et les besoins vrais du pays: il payera de sa vie ses excès de réaction contre l'esprit du temps.

Les enseignements de notre histoire contemporaine seront les mêmes que ceux de l'histoire de tous les temps; ils ne parlent nulle part aussi haut que dans l'histoire des institutions et du droit. Répétons-le une fois encore, arrivé comme nous le sommes à cette limite de deux mondes, le monde ancien, qui est condamné, et le monde moderne, qui n'a pas à cette heure encore achevé son éclosion: un peuple ne change pas; ce qu'il était hier, il le sera toujours; il progresse assurément, mais dans la même voie; tout excès est suivi d'une réaction; tout grand écart a son retour; le progrès le plus durable, le seul durable, est celui qui rompt le moins violemment avec le passé. De tous les enseignements de l'histoire, c'est là le plus constant; c'est peut-être le seul. Mais quand l'histoire n'aurait pour résultat que d'éclairer l'avenir, rien qu'en nous faisant voir clair dans le passé, cela suffirait pour que le penseur en fit sa première et sa plus sérieuse étude.

LIVRE VII. — DROIT INTERMEDIAIRE

La période que nous abordons s'étendra de la constitution des États-Généraux en Assemblée nationale au Consulat (17 juin 1789 — 18 brumaire an VIII). Pendant ces années si troublées, non-seulement diverses formes de gouvernement se sont succédé, mais encore la forme républicaine, à partir du 21 septembre 1792, a été plusieurs fois modifiée. Si l'on ne s'attachait qu'à la forme extérieure du gouvernement, il faudrait diviser cette partie de l'historique en trois périodes : la première, de l'Assemblée nationale à la chute de la monarchie ; la seconde, de la chute de la monarchie à la Constitution de l'an III, qui établit le Directoire ; la troisième, de l'établissement du Directoire au Consulat. Mais l'œuvre révolutionnaire a été marquée, dans son ensemble, du cachet d'une profonde unité, malgré ses audaces excessives, ses tâtonnements et les réactions qu'elle a subies plus d'une fois. Il est plus rationnel de l'étudier dans sa suite, et de placer au-dessus de la division par époques, la division par les objets sur lesquels elle a porté. La forme des gouvernements éphémères de la Révolution n'a, pour l'histoire du droit, qu'une importance secondaire ; voyons plutôt ce qu'a fait la Révolution dans l'ordre politique et administratif, dans l'ordre religieux et dans l'ordre civil.

CHAPITRE I^{er}. — DROIT INTERMÉDIAIRE DANS L'ORDRE POLITIQUE ET ADMINISTRATIF.

§ I^{er}. — POLITIQUE ET ADMINISTRATION, DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE A LA CHUTE DE LA MONARCHIE.

En se constituant en Assemblée nationale, les communes décrétaient la Révolution. Que les décisions de l'Assemblée fussent ou non approuvées par la royauté, désormais c'était l'Assemblée qui gouvernait. Il faut ici laisser de côté tous les événements d'une époque si pleine d'événements, pour ne s'attacher qu'aux faits législatifs. Le premier soin de l'Assemblée fut de se préparer au grand travail de la Constitution. Un comité fut chargé d'en élaborer le projet. Une déclaration du roi, du 23 juin, faite dans une séance royale qui est restée célèbre, avait annoncé sa volonté de laisser délibérer sur certaines libertés très-circonsrites, mais aussi la ferme décision de maintenir toutes les propriétés, parmi lesquelles étaient compris expressément « les dîmes, cens, rentes, droits et devoirs féodaux et seigneuriaux, et généralement tous les droits et prérogatives utiles ou honorifiques, attachés aux

terres ou aux fiefs ou appartenant aux personnes » (art. 11 de la Déclaration); mais cette déclaration du roi ne devait pas arrêter les travaux du comité.

Le 9 juillet, Mounier présentait le rapport du comité chargé de préparer le travail de la Constitution. Le comité avait arrêté dans l'article 1^{er} : « Tout Gouvernement doit avoir pour unique but le maintien du droit des hommes; d'où il suit que, pour rappeler constamment le Gouvernement au but proposé, la Constitution doit commencer par la déclaration des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. » Puis tout un plan du travail prescrit par l'Assemblée était développé. Cette pensée de cataloguer, définir, réunir en faisceau tous ces principes sur lesquels on discutait, et de les placer au frontispice de la Constitution, à l'imitation de la Constitution américaine, cette pensée, proposée pour la première fois par Servan, dans sa brochure : *Projet de déclaration des droits et des devoirs des citoyens* (janvier 1789), adoptée à l'instant par tous les publicistes, Sieyès et Cerutti en tête, avait rallié à soi l'opinion, dès avant qu'on fût fixé sur le caractère de la future Constitution.

Mais les événements qui se pressaient devaient singulièrement accider la discussion de la Constitution et même le travail préliminaire de la déclaration des droits. — Pendant que l'Assemblée préludait à son grand travail, un de ces entraînements qu'on ne comprend qu'en temps de révolution vint subitement déblayer le terrain où elle allait élever son édifice. La Bastille était tombée sous le coup d'une insurrection populaire; les députés de la noblesse, qui s'étaient refusés à prendre part aux délibérations de l'Assemblée, quoique assistant aux séances, venaient de se décider à donner leur vote. Le soir même du jour où l'Assemblée avait arrêté qu'une déclaration des droits précéderait la Constitution, deux députés de la noblesse, le vicomte de Noailles et le duc d'Aiguillon, émus des excès qui avaient suivi le 14 juillet, proposèrent l'abolition des privilèges, seule cause des maux du peuple et des excès qui s'ensuivaient.

On sait comment, en quelques heures, dans la nuit à jamais fameuse du 4 août, l'excitation de l'enthousiasme, l'émulation du sacrifice, un calcul secret peut-être chez quelques-uns, portèrent les députés de la noblesse et du clergé à l'abdication volontaire de toutes les prérogatives de leur ordre. Ce que Sieyès avait demandé six mois auparavant avec tant d'âcreté dans la parole, les privilégiés le faisaient spontanément, sans lui; car Sieyès était absent ce jour-là de l'Assemblée, et en désapprouvait même intérieurement l'entraînement. Le régime féodal s'écroula sous une bourrasque; les décrets de l'Assemblée, votés par acclamation, rédigés, non sans quelques tiraillements, les jours suivants, reçurent enfin la sanction royale le 13 août, et l'Assemblée put continuer la discussion de la Constitution sur un terrain désormais net des prérogatives dix fois séculaires de la féodalité.

L'opportunité d'une déclaration des droits reconnue, l'Assemblée constitua un comité de cinq membres, parmi lesquels se trouvait Mirabeau, afin d'examiner les divers projets qui lui avaient été soumis. Dans la séance du 17 août, Mirabeau fit son rapport au nom du comité des Cinq, et la discussion des articles commença. Mais bientôt la confusion s'y introduisit; l'Assemblée sentit la nécessité de renvoyer le projet du comité des Cinq à l'examen des bureaux, et dans la séance du 20 août elle résolut de reprendre la discussion des articles sur un des nombreux projets qui s'étaient produits. Trois projets sortirent du scrutin, celui de Lafayette, celui de Sieyès et celui du sixième bureau de l'Assemblée, qui n'était autre que le projet du comité des Cinq amendé.

Le projet de Lafayette reproduisait trop exactement les idées américaines : il fut écarté. Celui de Sieyès était un petit traité de droit politique; mais une Constitution ne peut pas avoir pour préambule un traité. D'ailleurs on y retrouvait des doctrines trop exclusivement propres à son auteur, des idées inflexibles, comme l'esprit systématique qui les avait conçues, une métaphysique inaccessible assurément à l'immense majorité des citoyens à qui viendrait la pensée d'étudier leurs droits dans la Constitution; de sorte que ce travail, remarquable au plus haut degré pour l'enchaînement et la déduction des idées, qui parlait une langue politique nouvelle, était le dernier peut-être auquel l'Assemblée pouvait s'arrêter. Restait le projet du sixième bureau, parlant simplement le langage du sens commun; c'est celui sur lequel eut lieu la discussion.

Elle s'ouvrit donc, et, en quelques jours, l'Assemblée avait voté (12 août 1789) tous ces grands principes que l'on désigne depuis ce temps par la date de leur avènement dans les institutions.

L'Assemblée avait établi l'égalité civile, la liberté religieuse, la liberté de la presse, le vote libre et l'égalité de l'impôt;

Elle avait proclamé le principe de la souveraineté nationale, la liberté et l'égalité politique, par l'admission de tous les citoyens à la confection de la loi, soit par eux-mêmes, soit par leurs représentants;

Elle avait assuré la liberté individuelle, en déterminant les bases sur lesquelles les lois à faire devraient ordonner l'arrestation et l'emprisonnement des citoyens accusés;

Elle avait posé le principe du droit pénal, en bannissant toute peine qui ne serait pas strictement et évidemment nécessaire, ou qui ne serait pas portée par une loi promulguée antérieurement au délit;

Elle avait décrété en principe la séparation des pouvoirs et la responsabilité des agents de l'administration;

Elle avait déclaré enfin la propriété un droit inviolable et sacré.

Après le vote de ces préliminaires, l'Assemblée s'occupa enfin de la Constitution. On parlait alors beaucoup de la constitution anglaise; à l'Assemblée elle avait pour partisans déclarés, parmi les plus notables, Mounier et Malouet. Il eût fallu, pour réaliser en France cette constitution, établir deux chambres et réserver la sanction royale; mais l'emportement des esprits et le caractère des événements du dehors ne pouvaient guère faire espérer que l'Assemblée resterait dans ces prudentes limites.

Une idée erronée, au moins en droit constitutionnel monarchique, avait gagné les esprits, celle de ne plus considérer la royauté que comme une magistrature. Sieyès, le théoricien constitutionnel de l'époque, ne se la figurait pas autrement. Sa doctrine politique, qui n'était autre que celle de Rousseau, débarrassée de quelques exagérations logiques, comme on peut le voir dans les deux opuscules : *Qu'est-ce que le tiers état?* et *Préliminaires de la Constitution*, qui eurent alors, la première surtout, une action si profonde sur le courant des idées du temps, ne concevait qu'une volonté dans l'Etat, celle de tous les citoyens, une puissance exécutrice, la royauté, et partant n'admettait qu'une assemblée. Dans sa logique à outrance, Sieyès repoussait la sanction royale comme nécessité complémentaire de la loi.

C'était là une vue fautive des conditions nécessaires de l'existence de la monarchie, dont cependant tout le monde alors voulait le maintien. Dans le système monarchique, le roi est plus qu'un fonctionnaire public, quoi qu'on en pensât alors à l'Assemblée constituante. Si la pensée, la volonté première, qui est le principe de l'action, ne réside pas dans le roi; si la royauté n'est pas, comme le dira plus tard Royer-Collard, le pouvoir régulateur qui marche avant les autres et les entraîne à sa suite; si elle ne représente pas l'unité morale de la société; si les autres institutions sont autre chose que des limites à l'institution de la royauté, se mouvant en quelque sorte dans cette institution fondamentale, quel que soit le nom que l'on donnera à la forme du gouvernement, on n'aura plus une monarchie, mais une république; et si l'on établit l'hérédité dans cette première magistrature de l'Etat, on aura fait une chose contradictoire; on aura créé un gouvernement impossible, décrété de mort dès sa naissance, voué à tous les déchirements, à toutes les dissensions intérieures.

L'erreur fondamentale de l'Assemblée constituante en entraînait une autre, que fortifiaient les événements du jour et le caractère du passé, contre lequel on était conduit par situation à réagir. Avec la pensée trop exclusive d'établir un gouvernement libre, on arrivait à constituer la royauté comme un élément ennemi de la liberté, et à combiner la Constitution, selon le mot de M^{me} de Staël, comme on combinerait un plan d'attaque. Cette erreur, générale alors, si dangereuse au point de vue monarchique, se manifesta sous toutes les formes possibles dans les discussions qui eurent pour objet la pluralité des chambres, la permanence de l'Assemblée, le droit de paix et de guerre, et la sanction royale à donner aux actes du Corps législatif.

Le système des deux chambres avait pour partisans les défenseurs de la constitution anglaise, Necker, Mounier, Lally; il avait pour adversaires Sieyès, Mirabeau, Barnave, Duport. Si l'on se reporte à la situation du moment, l'établissement d'une chambre haute était évidemment impossible. Où en eût-on trouvé les éléments? Serait-ce parmi les privilégiés, alors en butte à toutes les défiances, presque à toutes les haines? Il s'en fallait alors de beaucoup que le danger d'une chambre unique dans une monarchie et la nécessité d'un pouvoir pondérateur apparussent clairement aux esprits;

ceux mêmes qui défendaient le système des deux chambres ne le faisaient qu'en imitation de la constitution anglaise. Aussi l'établissement d'une chambre unique passa-t-il à l'énorme majorité de 499 voix contre 89, avec 122 voix perdues. — La permanence de l'Assemblée fut encore moins discutée; elle fut votée presque à l'unanimité.

La question qui préoccupait alors le plus le pays, dans toutes les communes de France et dans toutes les classes, était la question du *veto* royal. La Constitution déléguait exclusivement au Corps législatif le droit de proposer et de voter les lois; le roi pouvait seulement l'inviter à prendre un objet en considération. Dans ce système, la question s'élevait de savoir si le roi devait pouvoir opposer son autorité aux décrets du Corps législatif. Trois projets étaient en présence : l'un qui faisait du roi l'exécuteur forcé des décisions législatives de l'Assemblée; un autre qui lui permettait d'opposer à ces décisions un *veto* absolu; un troisième, qui était venu se placer entre les deux premiers, qui admettait un *veto* royal, mais seulement suspensif, permettant à la royauté d'arrêter la loi pendant une ou plusieurs législatures.

On renonça assez facilement à dépouiller la royauté du droit de donner sa sanction aux décrets du Corps législatif. La question n'était plus alors que de savoir si le roi pourrait refuser son consentement absolument, ou si son refus ne serait que suspensif. Dans l'espérance d'apaiser les esprits, la Cour, sur le conseil de Necker, consentit à sacrifier le droit de *veto* absolu, et fit connaître son consentement dans un mémoire adressé à l'Assemblée. Mais les partisans de la constitution anglaise, Mounier et Lally-Tollendal, crurent devoir défendre les prérogatives de la royauté, malgré le roi, dans un intérêt qu'ils ne considéraient pas comme celui du roi, mais celui de la nation. La discussion devint orageuse; au vote, 325 voix maintinrent le *veto* absolu, mais 673 voix furent pour le *veto* suspensif. Les décrets auxquels le roi aurait opposé son *veto* ne devaient plus pouvoir lui être présentés dans la même législature. Après trois législatures successives, ils acquerraient force de loi et en prenaient l'intitulé. La sanction royale ne fut requise que pour les actes législatifs; la constitution et les actes qui avaient pour objet de la maintenir ne devaient pas être sujets à la sanction royale.

La discussion sur le droit de paix et de guerre donna lieu à un débat qui restera mémorable par l'éloquence qu'y déployèrent Mirabeau et Barnave. Dans les principes du gouvernement représentatif, le droit de paix et de guerre est un attribut essentiel du pouvoir exécutif, déposé tout entier dans les mains du souverain. Il répugne à la nature des choses qu'une Assemblée délibérante puisse prendre une détermination sur la guerre ou négocier un traité de paix. Ce qui lui appartient, c'est d'approuver ou blâmer la politique générale d'où la paix ou la guerre peuvent sortir, et son action dans ces limites est assez considérable pour qu'un gouvernement, ainsi contenu, ne puisse prendre de déterminations qui ne soient, avant ou après, ratifiées par le pays. Comme la paix ou la guerre sont des actes qui engagent au plus haut point les destinées du pays, et que la nouvelle Constitution de la France était faite en défiance du pouvoir exécutif, Barnave demandait que le droit de guerre et de paix restât dans les mains de l'Assemblée. Mirabeau n'avait pas de peine à démontrer combien une telle doctrine, qui avait valu une popularité éphémère à Barnave, est impraticable; mais, cédant lui-même au courant des idées, il concédait à l'Assemblée le droit de requérir le souverain de faire au besoin la paix. Cette concession, déjà excessive, n'avait pas d'abord satisfait l'opinion avancée. La rédaction définitive des articles de la Constitution relatifs aux relations extérieures fut plus sage; elle consacra en définitive les véritables principes du gouvernement représentatif.

Ces traits principaux suffiront sans doute à faire connaître l'esprit de la première constitution écrite qu'ait eue la France. Certes, le talent et les intentions patriotiques ne manquaient pas à ses auteurs; les bases étaient justes; mais l'organisation politique qu'elle donnait à la monarchie était impraticable. A l'essai, la Constitution de 1791 ne pouvait pas durer, alors même que les événements, qui se succédaient avec une si effrayante rapidité, n'en eussent pas hâté la chute.

Mais qu'importe après tout que l'œuvre constitutionnelle de l'Assemblée nationale n'ait eu qu'une existence éphémère, si les supports ont survécu à la ruine du monument? Les préliminaires de la Constitution ne devaient pas périr avec elle. Si les constitutions impériales ne les ont pas reproduits, elles ont au moins réservé leur place. C'est ainsi que les grands principes de droit, une fois proclamés,

continuent de vivifier les institutions d'un pays, alors même qu'on n'ose plus les avouer ; ils se survivent à eux-mêmes, ils occupent encore leur place vide, et quand la raison publique se retrouve enfin, après sa léthargie, ils réapparaissent dans les institutions qu'ils ont préservées, vivants comme à leur premier jour, fortifiés par le temps, toujours imposants comme la vérité.

Honorons nos pères pour leur œuvre et pour les vaillants efforts qu'elle leur a coûté ; ils ont apporté peut-être au monde, à nous certainement, un bienfait que les sociétés du vieux monde ne connaissaient pas avant eux ; ils ont mis dans la loi, dans les institutions, dans les mœurs, un principe nouveau ; ils ont proclamé la justice pour l'individu.

Il serait difficile de poursuivre l'exposé des actes législatifs de la Révolution sans préciser l'idée qu'il faut se faire philosophiquement du droit individuel, puisque l'action propre de la Révolution, ce qui a caractérisé son œuvre, fut de fonder le droit. — L'Assemblée constituante a mis la première l'idée du droit individuel, personnel, dans la loi ; mais elle ne l'a pas défini ; elle s'est contentée de présenter un catalogue des droits de l'homme et du citoyen, sans s'élever au caractère commun de tous les droits. Or, qu'est-ce que le droit ? Que puis-je entendre légitimement par cette affirmation : mon droit ?

L'idée du droit éveille nécessairement une idée d'action. Exercer un droit, c'est toujours revendiquer quelque chose, une liberté, une faculté, etc. ; c'est faire acte d'autorité, de puissance. Le droit emporte toujours avec lui la faculté de contraindre autrui ; il a pour sanction la force ; mais à quel caractère reconnaîtra-t-on que l'emploi de la force est légitime ? Pour tout dire, qu'est-ce que le droit ?

Les théories du droit n'ont pas manqué. Hobbes et Bentham ont placé le principe du droit personnel, c'est-à-dire du droit comme principe d'action, dans l'intérêt, de telle sorte que l'individu peut faire licitement tout ce que son utilité propre lui commande. — Pour Spinoza, le droit, c'est la force ; dans cette doctrine, panthéistique chez son auteur, cynique chez ses successeurs, le fort est fait pour asservir le faible, « comme les poissons pour nager et les plus gros pour manger les petits ». — Grotius fait consister le droit dans la faculté de faire tout ce qui n'aurait pas pour résultat de rendre impossible l'état social. — Kant le déduit de l'égalité, et pose cette règle : Agis de telle sorte que le libre usage de ta volonté puisse concorder avec la volonté de tous. — Krause et les écrivains des écoles socialistes fondent le droit sur le besoin, et accordent à l'individu la faculté naturelle d'exiger d'autrui tout ce qui est nécessaire, comme moyen, pour réaliser sa destinée.

Il n'y a pas à parler ici d'autres théories qui se rattachent toutes à quelqu'une de celles-ci et n'en diffèrent que par des nuances, parce qu'en bonne philosophie, toute doctrine qui n'est pas fondée sur un principe unique, tout système qu'on ajuste au moyen de pièces de rapport empruntées ailleurs, où l'on compose avec des systèmes différents, par cela seul contraires, est irrémédiablement condamnée, comme insuffisante ou incomplète, et inévitablement contradictoire, sinon dans les termes et en apparence, au moins, et cela est plus grave, dans la pensée.

On ne peut pas méconnaître ce que quelques-unes des théories qui viennent d'être indiquées ont de pratiquement utile. Il en est, comme celle de Kant, qui fournissent des préceptes dont il faudra toujours tenir grand compte ; mais, quelles qu'elles soient, on ne saurait en admettre aucune comme complètement vraie et satisfaisante en tant que théorie.

D'abord elles ont toutes un vice commun, ou au moins elles ont contre elles un préjugé, en ce qu'elles posent une règle d'action à laquelle toute idée de justice, de devoir, de morale, paraît étrangère. Ensuite elles n'établissent pas le droit sur une base fixe, stable, ou elles lui donnent un fondement erroné, ruineux.

L'intérêt, évidemment, ne peut être un principe de droit, d'action, sans armer les hommes les uns contre les autres. — Le droit du plus fort fait horreur. — Le maintien de l'état social, la *socialitas* de Grotius, ne saurait davantage fonder le droit, attendu que la société est un fait, un résultat de la sympathie humaine, et que l'homme ne peut se créer des droits et imposer des devoirs à ses semblables en obéissant à un penchant de sa nature. — L'égalité de Kant n'explique pas le droit suffisamment ; car elle est un résultat plutôt qu'un principe, et elle ne dispenserait pas de dire pourquoi tel droit est légitime après qu'on aurait assigné à l'activité de l'homme des limites telles que chacun

eût une part également mesurée. — Enfin, pour montrer que le besoin de Krause ne saurait fonder le droit, il suffit d'observer que le droit est finalement égal pour tous, et que le besoin, s'il était le principe du droit, créerait, d'une façon contradictoire, un droit inégal, le besoin étant essentiellement personnel et variant avec les individus.

Si tous ces principes sont erronés ou insuffisants, on se trouve amené par voie d'exclusion au seul principe supérieur au droit et qui puisse le baser, nous voulons dire à l'idée du devoir, à cette loi morale imposée également à tous, et que l'homme ne pratique complètement qu'à la condition d'en faire respecter le principe dans sa personne. Le droit, en effet, c'est la faculté de faire librement, et, s'il le faut, en écartant par la force toute entrave suscitée par une volonté étrangère, ce que le devoir prescrit. C'est le devoir en action. Hors de là, toute contrainte n'est plus qu'un fait de force, un acte sans moralité. Je ne puis agir contre mon semblable, en d'autres termes, je n'ai de droit, soit que j'agisse moi-même, soit que la puissance publique agisse pour moi, que pour surmonter ce qui serait un obstacle à la pratique d'un commandement de ma conscience. Si j'ai le droit d'acquiescer, c'est que j'ai le devoir de vivre; si je puis défendre la liberté de mon culte, c'est que je dois prier. Je ne puis réclamer la liberté d'écrire et d'enseigner qu'en vertu de l'obligation où je suis de dire haut ce que je sais être la vérité. Il n'est pas un droit qui ne se rattache à un devoir comme une conséquence à un fait. Pour supprimer le droit, la liberté (une seule et même chose sous deux noms), il faudrait anéantir la conscience; car c'est seulement en se sentant libre que l'homme est lui-même; et l'on peut douter que, sans le sentiment de son droit, il eût pleinement le sentiment de la responsabilité morale qui pèse sur lui.

Objectera-t-on contre cette doctrine qu'elle est incomplète; que, par exemple, je puis prétendre à demeurer libre pour une action mauvaise en soi, mais qui ne blesse personne? Il faut répondre que si la liberté personnelle est un droit, à raison des devoirs moraux que je puis avoir à accomplir, comme personne n'a sur moi plus de droit que je n'en ai sur autrui, en portant atteinte à ma liberté personnelle, alors que je ne porte atteinte au droit de personne, mes concitoyens ou l'État, au nom de tous, agissent eux-mêmes sans droit. Dans cette doctrine, je n'ai pas droit de faire mal; mais je puis prétendre à demeurer libre après avoir commis un mal qui ne nuit à personne; et si je me débats alors contre une répression injuste, c'est toujours mon droit, la faculté d'accomplir éventuellement la loi du devoir, que je défends.

Tel est le droit en principe. La Révolution, dans ses travaux hâtés, ne s'est pas élevée jusqu'à l'idée philosophique du droit; mais si l'on cherche la pensée indistincte des initiateurs à l'ordre nouveau, on ne peut douter que la formule vraie ne fût dans la définition qui vient d'être présentée. — Si cette définition est vraie, l'égalité civile s'ensuit; le droit naissant du devoir, tous les hommes sont égaux, parce que le devoir est identique et est imposé également à tous.

L'Assemblée constituante, en travaillant à la Constitution, réformait l'ordre administratif et civil et édifiait une France nouvelle. Les résolutions prises dans la nuit du 4 août et les décrets confirmatifs du 13 du même mois abolirent tous les privilèges féodaux. Un arrêté du 15 octobre 1789 défendit toutes distinctions de rang et préséances entre députés, et un décret du 26 octobre supprima les *ordres* dans toutes convocations et assemblées. Un décret du 19 juin 1790 fut plus radical: il abolit pour toujours la noblesse héréditaire, et décida que les titres de noblesse ne pourraient plus être pris par qui que ce fût, ni donnés à personne, et qu'aucun citoyen ne pourrait porter que le vrai nom de sa famille.

L'objet indéterminé de la Révolution fut de constituer l'unité nationale. La première mesure à prendre pour cet objet était de supprimer l'ancienne division territoriale en provinces; les décrets des 22 décembre 1789 et 26 février 1790 la supprimèrent en effet, et la remplacèrent par la division en départements, avec subdivisions en districts, cantons et municipalités. — Le décret du 22 décembre 1789 constitua l'administration des différentes divisions administratives. L'administration de département se composait de 36 membres élus; l'administration de district de 12 membres également élus. Elles se divisaient l'une et l'autre en deux sections: le *conseil de département* et le *directoire de département*, le *conseil de district* et le *directoire de district*. — Le même décret établissait les assemblées

primaires, pour l'élection des représentants à l'Assemblée nationale et des membres des corps administratifs des départements et districts. Les assemblées primaires comprenaient tous les citoyens actifs. Pour être citoyen actif, il fallait être Français, majeur de vingt-cinq ans, domicilié de fait depuis un an dans le canton, payer une contribution directe de la valeur de trois journées de travail, n'être pas domestique. Les assemblées primaires nommaient des électeurs qui élisaient les membres de l'Assemblée nationale et des administrations de département et de district.

L'institution d'une garde nationale était née d'elle-même et, en quelque sorte, de la violence des événements, après la journée du 14 juillet. Un décret du 28 septembre 1789 l'avait constituée. Elle devint une institution fixe et organisée par le décret du 29 septembre 1791. Elle se composait de tous les citoyens actifs en âge de porter les armes.

L'ancienne organisation judiciaire était une des parties de l'ancienne constitution monarchique qui devaient tomber les premières sous les coups de la Révolution. Un décret du 3 novembre 1789 déclara le Parlement en état de *vacances indéfinies*. Les justices seigneuriales avaient été supprimées dans la nuit du 4 août. Le 24 mars 1790, l'Assemblée nationale décréta que l'ordre judiciaire serait reconstitué en entier; cette reconstitution fut opérée par la loi du 24 août 1790, qui abolit la vénalité et l'hérédité des offices de judicature; décréta que la justice serait rendue au nom du roi; proclama l'égalité de tous devant la justice et anéantit en conséquence les privilèges de juridiction; établit la gratuité de la justice et supprima l'usage des épices; établit deux degrés de juridiction; obligea les juges à motiver leurs décisions, et prononça la séparation absolue du pouvoir administratif et du pouvoir judiciaire.

Tous ces principes de la loi du 24 août 1790, discutés à l'Assemblée constituante, donnèrent lieu à de mémorables débats, dont l'éclat se prolonge encore. La première question que l'Assemblée s'était posée était de savoir si l'on établirait des jurés, et si on les établirait en matière civile et criminelle. Cette partie de la question, à savoir si l'Assemblée nationale devait établir le jury en matière civile, fut discutée avec une grande autorité par Adrien Duport, Tronchet et Thouret. Il serait intéressant peut-être, mais inutile pour l'objet de cet historique, d'exposer les raisons qui furent développées alors. L'Assemblée ayant rejeté le système du jury en matière civile, il ne reste à la question d'autre intérêt que celui d'une thèse de droit philosophique. Nous dirons seulement qu'il fut démontré jusqu'à l'évidence que le jury civil était incompatible avec nos mœurs, et que son établissement aurait entraîné un changement complet et dès lors très-hasardeux, moralement impossible, dans les habitudes judiciaires que la tradition avait implantées depuis des siècles. L'Assemblée décida donc qu'il y aurait des jurés en matière criminelle, et qu'il n'en serait point établi en matière civile.

Une autre question empruntée à la législation anglaise, vers laquelle les esprits étaient tournés, celle de savoir si la justice serait rendue par des tribunaux sédentaires ou par des juges d'assises, fut aussi discutée et résolue en ce sens que les tribunaux seraient sédentaires. Celle de savoir s'il y aurait plusieurs degrés de juridiction et si l'appel serait aboli ne pouvait faire non plus beaucoup de difficulté : l'appel fut admis. Mais celle de savoir si les juges seraient établis à vie ou élus pour un temps déterminé soulevait des doutes plus graves, dans le courant d'idées qui régnait alors. On ne se souvenait que des abus de l'ancienne magistrature, même on les exagérait. L'immovibilité paraissait alors un privilège d'impunité pour le juge. L'Assemblée voulut que les fonctions de magistrature fussent temporaires : elle en fixa la durée à six ans, avec faculté pour le juge d'être réélu (L. 16-24 août 1790, tit. II, art. 4).

Autre difficulté : les juges devaient-ils être institués par le roi ? L'Assemblée décida, à une forte majorité, que les juges seraient élus par le peuple; que le roi donnerait l'institution sans pouvoir la refuser (L. 16-24 août 1790, tit. II, art. 3 et 6); et pour que les nominations fussent bien le produit de l'élection pure, l'Assemblée voulut que les électeurs ne nommassent pour chaque place qu'un seul sujet (décret 7 mai 1790). Quant aux officiers du ministère public, ils étaient nommés par le roi, sous le nom de *commissaires du roi*. L'Assemblée institua en matière criminelle des accusateurs publics nommés par le peuple, à qui elle conféra l'action publique, de façon que les commissaires du roi

n'avaient que le droit de faire des réquisitions au nom de la loi, soit en matière civile, soit en matière criminelle (L. 16-24 août 1790, tit. VIII).

L'Assemblée nationale décréta dans la loi de 1790 le droit d'appel; mais il ne serait peut-être pas très-exact de dire qu'elle établit deux degrés de juridiction. Le souvenir de la puissance exorbitante des anciens parlements pesait sur l'Assemblée. Elle se donna pour problème à résoudre d'établir le droit d'appel, sans que cependant tous les tribunaux cessassent d'être égaux. Pour cela, elle établit dans chaque district un tribunal composé de cinq juges et un commissaire du roi. Les juges, élus pour six ans, devaient être âgés de trente ans, et avoir exercé pendant cinq ans les fonctions d'homme de loi. Les tribunaux ainsi constitués étaient juges d'appel les uns à l'égard des autres. Les parties pouvaient s'entendre sur le tribunal qui les jugerait en appel. Si elles ne s'entendaient pas, parmi les tribunaux les plus voisins, chaque partie en récusait trois, et le septième non exclu se trouvait juge de l'appel (V. *Jur. gén.*, v° *Appel civil*, n° 93 et suiv.). Jusqu'à la loi du 13 juin 1856, qui porta les appels correctionnels à la cour (V. anc. art. 189, 200, 201 et suiv. c. instr. crim.), ce système laissa des traces dans la juridiction d'appel en matière correctionnelle.

C'est à l'Assemblée constituante que l'on doit l'institution des juges de paix (L. 16-24 août 1790, tit. III). Il existait bien, sous l'ancien régime, une juridiction qui offrait quelque analogie avec nos justices de paix actuelles; mais, comme nous l'avons déjà dit ailleurs, les perfectionnements apportés par l'Assemblée constituante à l'idée qui avait donné naissance à cette juridiction ont été tels, qu'on a pu considérer l'application qui en a été faite comme la création d'une institution entièrement nouvelle (V. *Jur. gén.*, v° *Compétence civ. des juges de paix*, n° 4 et suiv.). — C'est aussi la loi des 16-24 août 1790 qui a introduit en France l'essai du préliminaire de conciliation. Cette formalité, qui était exigée en première instance et en appel, s'accomplissait devant les bureaux de paix et de conciliation. En première instance, le bureau de paix était composé du juge de paix et de ses assesseurs (L. 24 août 1790, tit. X, art. 1); pour l'appel, il était composé de six membres choisis, pour deux ans, par le conseil général de la commune, parmi les citoyens recommandables par leur patriotisme et leur probité, et dont deux au moins devaient être hommes de loi. Il devait y avoir un bureau de paix ainsi composé dans toutes les villes où il y avait un tribunal de district (L. 24 août 1790, tit. X, art. 4; V. *Jur. gén.*, v° *Conciliation*, n° 13 et suiv.). Les bureaux de paix de district étaient, en même temps, bureaux de jurisprudence charitable, chargés d'examiner les affaires des pauvres, de leur donner des conseils et de défendre leurs causes (art. 8).

Une autre nouveauté de l'Assemblée constituante, qui n'eut pas une destinée aussi heureuse que l'institution des juges de paix, consistait dans la création des tribunaux de famille. Ces tribunaux étaient de deux sortes : 1° D'abord le tribunal de famille, chargé de juger des contestations entre mari et femme, entre parents et alliés jusqu'au degré d'oncle et de neveu, ou entre tuteur et pupille, pour choses relatives à la tutelle : ce tribunal était composé d'arbitres choisis parmi des parents, amis ou voisins, par les parties elles-mêmes, chacune nommant deux arbitres, ou, à leur défaut, par le juge; on pouvait appeler de sa décision devant le tribunal de district (L. 24 août 1790, tit. X, art. 12 et suiv.); — 2° Ensuite, le tribunal domestique de la famille, composé de huit parents, amis ou voisins, ou de six au moins, et auquel était dévolu le droit de correction sur les enfants. Le code Napoléon a attribué depuis ce droit de correction au père de famille (art. 376 et suiv.), et a ainsi fortifié l'autorité paternelle.

La même loi du 24 août 1790 décréta en principe l'établissement d'un tribunal de cassation, à l'imitation de l'ancien conseil des parties; mais elle ne l'organisa pas. Cette organisation fut réalisée par la loi du 1^{er} décembre suivant. Le tribunal de cassation, ayant pour mission de fixer l'interprétation de la loi, fut établi, dit le décret du 1^{er} décembre 1790, *auprès du Corps législatif*. Dans la discussion de ce décret, il fut proposé que le tribunal de cassation fût ambulatoire, afin de mettre la justice plus à portée des justiciables, comme cela avait déjà été mis en avant lors de la discussion de la loi du 24 août 1790. Cette proposition fut rejetée sur l'avis de Merlin, et l'on décréta que la juridiction de ce tribunal, comme toutes les autres juridictions, serait sédentaire (V. *Jur. gén.*, v° *Cassation*, n° 12 et suiv., 40).

La réforme de la législation pénale et de la procédure criminelle avait été promise dès l'ouverture des Etats-Généraux. Elle occupa beaucoup l'Assemblée constituante, qui décréta une loi d'instruction criminelle le 29 septembre 1791, une loi pénale le 6 octobre suivant. La procédure correctionnelle et municipale avait été réglée par une loi du 19 juillet de la même année. L'étude de cette partie de la législation de la première période de la Révolution n'aurait aujourd'hui qu'un intérêt secondaire. Le véritable code pénal de la Révolution est le code des délits et des peines de brumaire an IV. Cependant on trouve dans les lois criminelles de l'Assemblée constituante quelques principes à remarquer : l'accusé ou prévenu ne peut être arrêté qu'en vertu d'un mandat de l'autorité judiciaire, par application du principe de la loi du 30 janvier 1790, qui avait déjà aboli les lettres de cachet; la mise en accusation est décidée par le jury; l'Assemblée constituante avait admis, à l'exemple de l'Angleterre, le jury d'accusation et le jury du jugement; des délais légaux sont impartis à l'accusé dans l'intérêt de sa défense.

L'abolition du régime féodal, sanctionnée le 13 août, avait laissé à régler certains droits des privilégiés, que l'Assemblée n'avait pu songer à anéantir purement et simplement. La qualité de seigneur féodal emportait certains droits honorifiques et certaines prérogatives personnelles que la Révolution pouvait supprimer; mais, pour rester juste, elle n'avait pas même pouvoir à l'égard des droits personnels ou réels que les seigneurs tenaient de contrats. Le caractère du système féodal étant de réunir dans les mêmes mains la souveraineté et la propriété, comme cela a été dit, il fallait décomposer cette qualité pour, en anéantissant le privilège, attribut d'une souveraineté plus ou moins entière, respecter le droit qui en était indépendant. L'Assemblée partit de cette idée, qu'elle devait abolir dans la féodalité tout ce qui portait trace d'une supériorité et d'une servitude personnelles, et respecter les droits acquis, sauf à les déclarer rachetables s'ils portaient la marque d'une supériorité d'un côté et d'une infériorité de l'autre. Elle distingua, en conséquence, la féodalité dominante et la féodalité contractante, détruisant l'une, mais respectant l'autre, qui avait ses titres dans le droit commun des conventions. Voyons comment elle fit l'application de ce principe.

Pour régler les conséquences des résolutions prises dans la nuit du 4 août, l'Assemblée nationale nomma un comité, dont Merlin et Tronchet furent les rapporteurs. Le premier décret qu'elle rendit sur les travaux de ce comité fut le décret du 15-28 mars 1790. L'article 1^{er} du titre 1^{er} de ce décret porte : « Toutes distinctions honorifiques, supériorité et puissance résultant du régime féodal, sont abolies; quant à ceux des droits utiles qui subsisteront jusqu'au rachat, ils sont entièrement assimilés aux simples rentes et charges foncières. » — Donc plus de fiefs, de foi et hommage, aveux, reconnaissances, etc. (art. 2 et suiv.); plus de services personnels, plus de saisies féodales, droits de commise, retraits, prélations, retenues; plus de droit d'aînesse et de masculinité, de garde royale et seigneuriale; plus de douaire coutumier pour les femmes dans les rapports avec le droit des fiefs (*Ibid.*).

Le titre II du même décret traite des droits seigneuriaux supprimés sans indemnité. Sont abolis sans indemnité la mainmorte personnelle, réelle ou mixte, toutes servitudes, tailles, corvées personnelles, droits de corps et de poursuite (art. 1); toutes sujétions qui, par leur nature, ne peuvent apporter à celui à qui elles sont dues aucune utilité réelle (art. 28); tous les droits ayant leur principe dans la protection seigneuriale (art. 10); tous droits de péage, octroi, ventes, halage, passage, étalage, poids et mesures, etc. (art. 12 et suiv.); tous droits de banalité des moulins, fours, pressoirs, etc., à moins qu'ils n'aient leur principe dans une convention écrite entre une communauté d'habitants et un particulier non seigneur, ou, si c'est un seigneur, que la convention n'ait eu lieu à titre onéreux (art. 23 et 24), etc. Le décret entre à cet égard dans tout le détail des droits seigneuriaux, non-seulement de ceux admis dans toutes les provinces, mais encore de ceux reçus dans telle ou telle province. Il est intéressant à lire, comme présentant une nomenclature complète des droits des seigneurs dans leur infinie diversité (V. *Jur. gén.*, v^o *Propriété féodale*, p. 333).

Le titre III traite des droits seigneuriaux rachetables. L'article 1^{er} dispose : « Seront simplement rachetables, et continueront d'être payés jusqu'au rachat effectué, tous les droits et devoirs féodaux ou censuels utiles qui sont le prix et la condition d'une concession primitive des fonds. » Voilà le prin-

cipe. Pour l'application, la loi soumit au rachat : 1° toutes les redevances connues sous le nom de cens, censives, surcens, rentes féodales, champarts, agriers, dîmes inféodées, etc. ; 2° tous les droits casuels, les quint, requint, lods et ventes, rachats, reliefs, etc. Un décret du 9 mai 1790 détermina le mode de rachat et le taux des droits seigneuriaux rachetables. Les redevances en nature étaient rachetées sur le produit d'une année moyenne, fixée sur une base sagement établie (art. 14). Un second décret du 20 avril 1791 modifia à certains égards les règles du rachat établies par le décret du 9 mai 1790. L'esprit qui inspira l'Assemblée constituante, dans toutes ses déterminations relatives à l'immense mesure de la suppression du régime féodal, a été consigné dans un document célèbre, l'instruction du 19 juin 1791, approuvée par elle-même.

Il restait en dehors des droits proprement appelés seigneuriaux, certains privilèges inhérents à la qualité de noble, comme le droit de chasse, de garenne (V. *Jur. gén.*, v° *Chasse*, n° 4 et suiv.). Ils avaient été déclarés abolis le 4 août ; mais cette abolition avait été aussitôt la source d'excès et de déprédations ; des populations entières s'étaient adonnées au braconnage et aux mauvaises habitudes qu'il entraîne. Le décret du 30 avril 1790 réglementa le droit de chasse. Plus tard, un décret du 28 septembre 1791, connu encore sous le nom de code rural, régla la police des champs.

La nécessité d'acquitter les dettes de l'État, dont les embarras financiers avaient été la cause occasionnelle de la Révolution, attira l'attention de l'Assemblée sur l'ancien domaine de la Couronne. Des portions du domaine étaient alors en diverses mains : il y avait des apanagistes, des engagistes et des échangeistes. On a déjà vu plus haut ce qu'il faut entendre par domaines apanagers, domaines engagés et domaines échangés (V. *suprà*, p. 192 et 193). Mais le domaine s'était enrichi des biens du clergé. Un décret du 4 novembre 1789 avait mis les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation. En exécution de ce décret, plusieurs autres décrets, dont il sera parlé ultérieurement, prononcèrent la confiscation des biens de l'Église. Pour liquider les dettes les plus urgentes de l'État, un décret du 14 mai 1790 ordonna d'abord la vente de 400 millions de biens nationaux et de biens confisqués sur l'Église. A l'époque où une telle mesure était décrétée, il y avait tout lieu de craindre qu'il ne résultât de cette masse de biens mis en vente un avilissement de la propriété. C'est alors qu'eut lieu la création du papier-monnaie, si connu sous le nom d'assignats ; elle avait été autorisée par un décret du 17 décembre précédent. Le système était assez simple. L'État payait ses créances avec des assignats ayant cours forcé et portant intérêt ; à mesure que les ventes projetées des biens de l'Église se réaliseraient, les assignats rentreraient au Trésor et seraient anéantis ; car c'est avec les assignats qu'ils trouveraient dans la circulation et qui leur seraient offerts que les acquéreurs de ces biens payeraient le prix de leurs acquisitions. — On verra bientôt comment, le gouvernement révolutionnaire ayant multiplié les assignats, sans augmenter proportionnellement le gage, les assignats finirent par tomber dans le plus complet discrédit et perdirent toute valeur.

A l'égard des apanagistes, l'Assemblée constituante voulut réunir au domaine national toutes les anciennes parties du domaine de la Couronne, sauf à assurer aux membres de la famille royale une existence convenable. Elle reprit les fonds apanagers ; mais en cela elle observa la distinction qu'il fallait faire entre les droits fonciers des apanagistes et les droits seigneuriaux inhérents aux fonds apanagers. Les droits seigneuriaux des apanagistes étaient tombés avec le régime féodal, comme ceux qui portaient sur tous autres fonds ; mais le prix de rachat des droits utiles devait appartenir à l'État. Quant aux droits fonciers, le décret du 13 août 1790 révoquant toutes concessions apanagères, il ne fut accordé aux apanagistes d'en jouir que jusqu'au 1^{er} janvier 1791.

La situation d'un certain nombre d'engagistes était moins favorable que celle des apanagistes. Quoique ce fût un principe de l'ancien droit public que le domaine de la Couronne était inaliénable, et que ce principe eût été définitivement posé dans l'ordonnance de juillet 1566, bien des portions du domaine avaient été engagées sans une cause légale suffisante. La loi du 1^{er} décembre 1790 eut pour objet de fixer le droit nouveau à cet égard. Elle décréta qu'à l'avenir le domaine de l'État ne pourrait plus être aliéné ou engagé qu'en vertu d'une loi, et à l'égard des domaines engagés en contravention aux règles de l'ancien droit public, elle décida : 1° que les engagistes dont les contrats étaient postérieurs à 1566 seraient soumis au rachat perpétuel ; 2° que les engagistes porteurs de

contrats antérieurs n'y seraient soumis qu'autant que leurs titres en contiendraient la clause expresse; 3° que les ventes et aliénations postérieures à 1566 seraient réputées simples engagements et sujettes au rachat, alors même que le contrat renfermerait une stipulation contraire.

Mais cette loi du 1^{er} décembre 1790 avait un vice : elle déclarait certaines aliénations seulement révocables, et ainsi la situation des engagistes était incertaine. Diverses lois, à partir de la loi du 4 septembre 1792, eurent pour objet de faire procéder, dans un court délai, à la réunion des anciens domaines engagés au domaine national, et à la liquidation des droits auxquels les engagistes pouvaient prétendre, à raison des sommes prêtées à l'État en vertu de l'acte d'engagement.

Enfin restaient les domaines échangés. L'échange d'une portion du domaine de la Couronne contre un autre domaine ne pouvait avoir lieu, sous l'ancienne monarchie, qu'à de certaines conditions et avec certaines formalités inutiles à rappeler. Dans les dernières années de la monarchie, sous le ministère de Calonne, bien des échanges avaient été faits irrégulièrement. Plusieurs décrets de 1790 et 1791 en prononcèrent la révocation.

Au milieu de toutes ces difficultés et de cette rénovation générale, l'Assemblée constituante établit la distinction, inconnue sous l'ancienne monarchie, du domaine de l'État et du domaine du Prince. Elle sépara deux choses qui jusqu'alors n'en avaient fait qu'une. Elle constitua au Prince une liste civile annuelle, qui devait être arrêtée à chaque renouvellement de règne, et qu'elle fixa, pour la première fois, à vingt-cinq millions. Elle reconnut au Roi le droit d'avoir un domaine privé, acquis par l'emploi d'excédants de fonds de sa dotation annuelle. Le Roi put donc acquérir et posséder à titre privé (Décr. du 13 juin 1791, art. 94 et suiv., et Const. de 1791, tit. III, chap. 2, art. 10). Mais les biens acquis ainsi n'étaient pas transmissibles par succession; si le Roi n'en avait pas disposé de son vivant, ils étaient réunis au domaine de la nation à la fin du règne (Const. de 1791, *ibid.*, art. 9).

§ II. — POLITIQUE ET ADMINISTRATION, DE LA CHUTE DE LA MONARCHIE A LA CONSTITUTION DIRECTORIALE.

Pendant que cette révolution constitutionnelle s'opérait, par les débats solennels d'une assemblée qui laissera dans l'histoire un souvenir impérissable, l'esprit révolutionnaire fermentait dans l'esprit des masses. Le patriotisme de l'Assemblée était impuissant à le contenir. Mirabeau, mourant, pouvait se dire, au commencement de l'année 1791, qu'il emportait avec lui le deuil de la monarchie; elle était dès lors irrémédiablement perdue.

Au 10 août 1792, la royauté, qui avait subi depuis deux ans de si cruels outrages, tombait sous les coups d'une insurrection populaire. L'Assemblée constituante s'était séparée découragée, et l'Assemblée législative, composée toute de membres nouveaux, avait recueilli l'héritage d'une véritable liquidation sociale à clore au milieu des terribles événements que les circonstances et la force des choses, peut-être plus que les hommes, avaient rendus inévitables. Elle ne devait pas l'achever. La Convention nationale la remplaça le 20 septembre 1792. Il faut poursuivre ce rapide essai de l'histoire constitutionnelle du temps, en laissant de côté les tragiques histoires qui furent l'occasion ou la suite des modifications du droit public.

Le 21 septembre 1792, un décret déclara la monarchie abolie; c'était le premier acte de la Convention nationale, qui allait avoir à constituer le gouvernement républicain. Mais la Convention avait auprès d'elle, à Paris, deux puissances rivales, qui, plus d'une fois, pesèrent sur ses décisions : les clubs, le club des Jacobins entre autres, et la Commune, c'est-à-dire le pouvoir municipal de la ville de Paris. A une telle époque anarchique, où les clubs s'arrogeaient le pouvoir de discuter et voter sur les questions politiques du jour, il n'était pas étonnant que la Commune de Paris, qui avait une existence légale pour l'administration de la ville, sortit de ses attributions pour empiéter sur le domaine poli-

tique. Sa constitution intérieure prêtait à cet excès de pouvoir : elle formait une nombreuse assemblée ; elle avait son bureau, ses tribunes ; elle discutait publiquement ; elle fut l'âme de tous les grands mouvements révolutionnaires de l'époque.

Cependant il était indispensable de constituer un pouvoir exécutif ; car la Convention, qui s'était saisie de toutes les attributions politiques, ne pouvait gouverner en corps. Un décret du 11 avril 1793 créa le Comité de Salut public. Aux termes de ce décret, le Comité de Salut public, conçu quelque peu à l'imitation du Conseil des Dix, dans l'État de Venise, délibérait en secret ; il surveillait et accélérail l'action de l'administration centrale, à la charge d'en référer à la Convention ; il était autorisé à ordonner, en cas d'urgence, les mesures de défense générale à l'extérieur et à l'intérieur, et à les faire exécuter par le pouvoir administratif. Sous cette direction supérieure, douze commissions étaient chargées de l'administration générale. A l'exception de la Commission des relations extérieures, qui était représentée par une seule personne ; de la Commission de la guerre, qui n'avait qu'un membre et un adjoint, et de la Commission des finances, composée de cinq membres et d'un adjoint, toutes les commissions étaient composées de deux membres et d'un adjoint.

Dans le même temps, la Convention, pour donner à l'action révolutionnaire cette terrible unité que les passions surexcitées faisaient considérer comme une condition de salut du pays, institua une juridiction qui a laissé dans l'histoire un éternel souvenir d'horreur, celle du *Tribunal révolutionnaire*. A la suite des événements du 10 août 1792, l'Assemblée législative avait créé un tribunal criminel pour juger des crimes commis dans cette journée ; ce tribunal fut supprimé le 29 novembre 1792 par la Convention, qui à sa place institua, sous le nom de *Tribunal criminel extraordinaire*, une juridiction chargée de juger « les traîtres, les conspirateurs et les contre-révolutionnaires » (Décr. des 9 et 10 mars 1793). De fait, la compétence de cet affreux tribunal était illimitée en matière politique. Il connaissait de toute entreprise contre-révolutionnaire, de tous complots contre la liberté, l'égalité et la souveraineté du peuple, de tout attentat contre l'unité ou l'indivisibilité de la République, contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, etc., soit que les accusés fussent des fonctionnaires civils, soit qu'ils fussent des militaires ou de simples citoyens.

Le Tribunal révolutionnaire, comme il fut bientôt appelé par le décret du 29 octobre 1793, eut deux organisations successives. Originellement, il se composait de douze jurés, choisis dans le département de la Seine et les quatre départements voisins ; de cinq juges, pouvant juger au nombre de trois ; d'un accusateur public et de trois substituts, tous, jurés, juges, accusateurs, choisis par la Convention. — L'accusateur public ne pouvait d'abord poursuivre qu'en vertu d'un décret de la Convention ; mais, après quelques jours, un nouveau décret du 5 avril 1793 autorisa l'accusateur public à poursuivre sur la seule dénonciation d'une autorité constituée quelconque et même d'un simple citoyen. Les membres de la Convention, les ministres, les généraux seulement, ne pouvaient être poursuivis qu'en vertu d'un décret de la Convention. Les peines que prononçait le Tribunal révolutionnaire étaient celles édictées par les lois pénales alors en vigueur.

Comme l'Assemblée constituante, la Convention fit sa constitution. Quoique la constitution du 24 juin 1793 n'ait jamais été pratiquée, l'exécution en ayant été ajournée à la conclusion de la paix, dont la période révolutionnaire ne devait pas jouir, elle a droit au moins à une mention, comme témoignage de l'esprit du temps. Elle était précédée d'une déclaration des droits. Tous les pouvoirs y étaient concentrés dans le Corps législatif, qui gouvernait par des comités. L'Assemblée faisait la loi ou plutôt la préparait ; tout projet de loi arrêté était soumis à la sanction du peuple. Quarante jours après la présentation, si dans la moitié plus un des départements le dixième des assemblées primaires n'avait pas élevé d'opposition, le projet devenait loi ; s'il y avait opposition, toutes les assemblées primaires étaient appelées à voter par oui et par non. C'était la réalisation de la doctrine du Contrat social de Rousseau, avec une modification qui devait avoir en fait pour résultat de donner aux représentants de la nation la plénitude du pouvoir législatif.

L'organisation judiciaire fut aussi refaite par la Convention. Un décret du 22 septembre 1792 ordonna d'abord le renouvellement de tout le personnel judiciaire, devenu suspect, et supprima, dans l'élection, les conditions de capacité requises pour être juge. La Constitution du 24 juin 1793 rem-

plaça les juges par des *arbitres publics* élus chaque année par le peuple. L'arbitrage forcé devint, tant de droit que de fait, par l'influence des représentants du peuple dans les départements, le mode de jugement à peu près unique de toutes les contestations. Pour ramener l'administration de la justice à ce qu'on croyait être la simplicité primitive, la Convention supprima les avoués, par lesquels la loi du 20 mars 1791 avait remplacé les anciens procureurs, et aussi toutes les formes de procédure.

L'Assemblée constituante, en abolissant la féodalité, avait cependant été juste, en ne soumettant qu'au rachat tous les droits qui, bien qu'ayant pris naissance au temps de la féodalité, avaient leur principe dans un contrat. Un décret du 28 août 1792 avait déjà, pour certains droits marqués de féodalité, dépassé les limites du juste. Une loi du 17 juillet 1793 alla beaucoup au delà : elle abolit sans indemnité toutes les redevances seigneuriales, sans plus distinguer entre celles tenant à la féodalité contractante et celles tenant à la féodalité dominante. Parmi les biens qui avaient été vendus nationalement, un certain nombre avaient été vendus avec des redevances rachetables : la loi voulut que les adjudicataires ne pussent pas exiger de prix pour le rachat ; mais elle les laissait libres de renoncer au bénéfice de leur adjudication.

C'est encore dans cette année 1793 que furent prises les mesures les plus sévères contre les émigrés. Les désordres des fameuses journées des 5 et 6 octobre 1789 avaient jeté la terreur dans l'esprit de la Cour et dans l'esprit de la noblesse, qui formait son entourage. Les princes et à leur suite beaucoup de gentilshommes avaient quitté la France et formé à Coblenz un centre pour l'action contre-révolutionnaire. Les progrès de l'émigration inquiétant l'Assemblée constituante, elle songea à l'arrêter par une loi. Mais une loi sur un tel fait devait être inévitablement inquisitoriale, et partant mauvaise et dangereuse. La discussion du premier projet de loi sur l'émigration fut le dernier triomphe oratoire de Mirabeau, qui le fit ajourner (1). Plus tard, la violence des événements produisit le décret du 9 février 1792, par lequel l'Assemblée législative mettait les biens des émigrés sous la main de la nation, et qui fut bientôt suivi du décret du 30 mars de la même année, qui les confisqua, en accordant seulement aux femmes, enfants, pères et mères des émigrés, un secours annuel sur le revenu de ces biens, si ces personnes étaient dans le besoin.

Un décret du 14 août 1792 ordonna la vente de tous ces biens, et fut suivi d'un ensemble de mesures de plus en plus rigoureuses contre les personnes. Le décret du 23 octobre 1792 bannit à perpétuité du territoire toute personne émigrée depuis le 14 juillet 1789, et punit de mort ceux qui rentreraient en France. Le décret du 28 mars 1793 frappa les émigrés de mort civile. Des listes d'émigrés furent dressées, comme aux temps de proscription, et tout émigré inscrit comme émigré ou prévenu d'émigration subissait les mesures révolutionnaires, à l'égard de sa personne et de ses biens. — L'émigration donna ainsi naissance à toute une législation spéciale, dont les tribunaux eurent à faire l'application longtemps encore après la tourmente révolutionnaire. Elle est considérable et désormais sans utilité. Après le 9 thermidor, on ne l'exécuta plus guère contre les personnes ; et la Convention elle-même en suspendit la rigueur à l'égard des propriétés (Décr. du 1^{er} nivôse an III). Le gouvernement consulaire, à partir de l'an X, non-seulement l'effaça, mais encore provoqua le retour de l'émigration.

(1) Il avait précédemment exprimé sa pensée dans une lettre à Frédéric-Guillaume II, de Prusse, en 1786. Il la lut à l'Assemblée : « Donnez la liberté de s'expatrier à quiconque n'est pas retenu d'une manière légale par des obligations particulières ; donnez par un édit formel cette liberté. C'est encore là une de ces lois d'éternelle équité que la force des choses appelle. Les lois les plus tyranniques sur les émigrations n'ont jamais eu d'autre effet que de pousser le peuple à émigrer, contre le vœu de la nature, le plus impérieux peut-être qui l'attache à son pays. Le Lapon chérit le climat sauvage où il est né. L'homme ne tient pas par des racines à la terre ; ainsi il n'appartient pas au sol. L'homme n'est pas un champ, un pré, un bétail ; ainsi il ne saurait être une propriété. L'homme a le sentiment intérieur de ces vérités simples ; ainsi l'on ne saurait lui persuader que ses chefs aient le droit de l'enchaîner à la glèbe. Tous les pouvoirs se réuniraient en vain pour lui inculquer cette infâme doctrine. Le temps n'est plus où les maîtres de la terre pouvaient parler au nom de Dieu, si même ce temps a jamais existé. Le langage de la justice et de la raison est le seul qui puisse avoir un succès durable aujourd'hui. »

Tous les actes législatifs et toutes les mesures les plus terribles de cette époque peuvent se rapporter à cet objet : assurer l'unité du pays. Il fallait, en effet, sauver avant tout l'unité nationale, pour repousser les attaques du dehors. Les courageux Girondins payèrent de leur vie le soupçon d'avoir voulu faire prévaloir contre cette nécessité du moment la voix de l'humanité. Si les crimes de la Terreur pouvaient trouver une couleur d'excuse, ce ne serait qu'à la condition de montrer dans l'âme de leurs odieux organisateurs un profond sentiment de la personnalité du génie français. Est-ce à cette voix mystérieuse qu'ils obéissaient? Étaient-ils les ministres inconscients de nécessités providentielles? C'est un secret qu'il ne nous appartient pas d'essayer seulement de pénétrer.

Cependant le gouvernement de la Convention arrivait, sous l'impulsion des événements, au dernier degré d'emportement. Le tribunal révolutionnaire, institué par Danton, ne lui suffisait plus. Quelque horrible que fût déjà une telle juridiction, sa manière de procéder fut jugée trop lente, et sa juridiction trop douce. Un décret du 4 décembre 1793 enjoignit au Comité de salut public de préparer une organisation plus perfectionnée. Mais ce ne fut que le 10 juin 1794 (22 prairial an II) que la Convention décréta la nouvelle organisation du tribunal révolutionnaire. Par le décret du 22 prairial an II, le tribunal révolutionnaire se composait d'un président, quatre vice-présidents, douze juges, cinquante jurés, un accusateur public et quatre substituts. Le tribunal se divisa alors en trois sections, composées chacune de trois juges et neuf jurés. La seule peine qu'il lui fût enjoint d'appliquer fut la peine de mort. Le tribunal pouvait condamner sur des preuves matérielles ou *morales*; l'interrogatoire préliminaire de l'accusé, se trouvant ainsi sans objet, fut supprimé. Aucune défense n'était admise; le décret portait : « La loi donne pour défenseurs aux patriotes calomniés des jurés patriotes; elle n'en accorde point aux conspirateurs. » Tout citoyen pouvait traduire devant le tribunal révolutionnaire les conspirateurs et les contre-révolutionnaires, à moins qu'ils ne fussent membres de la Convention. — Des commissions organisées de la même manière furent établies dans un certain nombre de départements.

La révolution du 9 thermidor — car il y eut bien des révolutions dans cette vaste Révolution — arrêta le mouvement. A la période sanglante succéda une longue période d'anarchie, glorieuse aux armées, féconde à l'intérieur en essais heureux dans les différentes parties de la législation, mais déplorable, comme on le verra, pour l'administration financière. L'acte capital de cette période fut la Constitution du 5 fructidor an III, qui essaya de fonder sur des bases raisonnables la république en France; ce fut la dernière œuvre de la Convention. Il faut rendre à cette Assemblée trop fameuse cette justice que, dans le projet de constitution (car ce n'était qu'un projet qui fut soumis à l'acceptation des assemblées primaires), elle parut avoir mis à profit les cruels enseignements de sa récente histoire, pour inscrire dans la loi constitutionnelle des principes dont l'application pouvait conjurer la retour des excès qui avaient souillé les premiers temps de sa carrière.

Avant de se séparer, la Convention vota la loi du 3 brumaire an IV, intitulée Code des délits et des peines. C'est le résumé codifié de tous les décrets rendus depuis la Révolution en matière de droit pénal et d'instruction criminelle. Ce code a préparé les codes criminels de l'Empire, et est resté en vigueur jusqu'à leur promulgation.

La marche de la Révolution, dans sa période ascendante, ne peut pas s'expliquer par une raison unique. On pourrait disserter longtemps et sans utilité sur les causes complexes qui l'amènèrent, de son point de départ très-légitime, à ces horribles excès qu'un fanatisme stupide pourrait seul essayer de justifier aujourd'hui. Mais, s'il n'y a pas à chercher l'explication des excès révolutionnaires, parce qu'aussi l'étude de la folie furieuse relève plus de la médecine aliéniste que de la philosophie, il peut n'être pas sans intérêt de rechercher quelles doctrines dominèrent dans les différentes phases de la Révolution.

A l'avènement de la Révolution, la désagrégation du corps social était on peut dire complète, sinon dans les masses, au moins dans les classes qui allaient influencer sur le cours des événements. Nul ne croyait plus guère à rien. Voltaire, Helvétius, Diderot, d'Alembert, avaient ébranlé toutes les croyances. Rousseau avait aussi battu en brèche la vieille foi catholique; mais sa philosophie n'était pas seulement critique, c'est-à-dire négative; elle était dogmatique; l'affirmation déborde à chaque pas dans

ses livres. Ce devait être un effet du caractère de la philosophie de Rousseau que son influence fût plus profonde, mais moins générale que celle de Voltaire; de fait, c'est ce qui arriva.

Ce caractère différent des deux philosophies qui agirent le plus puissamment sur les esprits du siècle, devait imprimer sa double marque sur le courant des idées qui prédominèrent dans les deux premières périodes de la Révolution. Dans la première période, que l'on peut clore à la mort de Mirabeau, la Révolution ne semble pas avoir d'objet bien précis à atteindre; elle sent que le régime de l'ancienne monarchie ne peut être conservé plus longtemps, mais elle ne sait pas bien distinctement quel régime doit le remplacer. L'Assemblée nationale voulait reconstituer la monarchie, car nul alors n'aurait songé à une autre forme de gouvernement; mais elle n'avait pas une vue claire des conditions nécessaires à l'existence de toute monarchie. Comme cependant il fallait remplacer ce que l'on détruisait, l'Assemblée se tourna vers un vague idéal de la constitution anglaise. Son philosophe, pour le droit politique, semble avoir été Montesquieu, dont le génie n'est pas sans affinité avec celui de Voltaire.

Dans la seconde période de la Révolution, on a expérimenté l'impossibilité de la monarchie de 1791; les luttes des partis et les désordres de la rue ont surexcité les esprits. Il faut des affirmations, un système, des vues d'ensemble; Rousseau devient alors le théoricien politique de la Révolution. La Constitution de 1793 sort tout entière du *Contrat social*; le naturalisme de l'*Émile* coule à pleins bords dans la loi. C'est alors que la pensée vient aux novateurs de la Convention de construire une société nouvelle, sans égard aux antécédents et aux traditions du pays, comme si les facultés de l'âme humaine ne relevaient, dans leur ensemble, que des lois logiques de la pensée. Mais la logique à outrance de Rousseau, dangereuse dans les théories politiques auxquelles elle venait de donner une apparence de raison, n'est pas responsable au moins des excès qui se couvrirent quelquefois de son autorité. Les crimes de la Révolution sont en dehors de toute doctrine. — Ces observations étaient nécessaires pour bien fixer l'esprit du mouvement révolutionnaire; nous pouvons, après cela, en reprendre l'étude et le suivre dans sa période de décroissance.

§ III. — POLITIQUE ET ADMINISTRATION, DU DIRECTOIRE AU CONSULAT.

La Constitution de l'an III était précédée, comme les Constitutions de 1791 et de 1793, d'une déclaration des droits; mais elle innova sur les précédentes Constitutions, en plaçant à la suite de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen une déclaration des devoirs. Cette pensée caractérise l'époque, où, au milieu des excès les plus sanglants, les mots *vertu*, *devoir*, étaient passés dans la langue politique courante. Placer une déclaration des devoirs dans une constitution, cela peut paraître une ingénuité; car la loi commande ou défend, mais elle n'est pas un code de morale. Cependant cela peut s'expliquer. Une déclaration des droits dans une Constitution détermine le cercle du droit individuel, la sphère où la personnalité humaine est inviolable; une déclaration des devoirs pourrait se comprendre comme servant à déterminer l'étendue du droit de la société. Dans ce système, la loi aurait action contre le citoyen pour en obtenir l'accomplissement de ses devoirs civiques.

Une des causes les plus actives du mal avait été la confusion de tous les pouvoirs dans les mêmes mains. La Constitution de l'an III distingua nettement le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. — Le pouvoir législatif était exercé par deux assemblées ou conseils : le conseil des Cinq-Cents et le conseil des Anciens. L'initiative de la loi appartenait au conseil des Cinq-Cents; mais il ne prenait que des résolutions, qui étaient définitives seulement après trois lectures faites à dix jours d'intervalle. Le conseil des Anciens était composé de 240 membres, âgés au moins de quarante ans, mariés ou veufs, et domiciliés en France depuis au moins quinze ans; il sanctionnait les lois après délibération, mais il ne pouvait les amender; il devait les adopter ou les rejeter en entier. Les deux conseils étaient également électifs. Les électeurs étaient eux-mêmes nommés par les assemblées

primaires, à raison d'un électeur par deux cents citoyens inscrits. Les conseils se renouvelaient chaque année par tiers.

Le pouvoir exécutif était délégué à un Directoire composé de cinq membres, nommés par le Corps législatif, c'est-à-dire par les deux conseils. Il scellait, publiait et promulguait les lois, et veillait à leur exécution. — Les directeurs ne pouvaient être pris que parmi les membres des conseils ou les anciens ministres; ils étaient renouvelés par l'élection d'un nouveau membre chaque année. — Le Directoire nommait les ministres et les généraux en chef; mais, par une anomalie, qui était déjà dans la Constitution de 1791, le Corps législatif déterminait les attributions et le nombre des ministres.

Dans l'organisation administrative, la Constitution de l'an III fit une innovation commandée par le désordre où l'organisation départementale et l'organisation municipale avaient jeté la population. On avait singulièrement abusé, dans toutes les administrations départementales et municipales, du droit de délibérer en nombre. Chaque administration de département fut réduite à cinq membres, et l'administration municipale fut transportée au canton; il n'y avait dans les autres communes qu'un agent municipal et un adjoint, à moins que la commune n'eût plus de cinq mille habitants, auquel cas elle avait une administration municipale à elle.

La Constitution érigeait le pouvoir judiciaire en pouvoir indépendant du Corps législatif et du pouvoir exécutif; elle releva en partie l'ordre judiciaire. Aux tribunaux de district établis par l'Assemblée constituante, elle substitua des tribunaux de département composés de vingt juges au moins élus pour cinq ans. Ces tribunaux étaient respectivement juges d'appel. Ce système, où les juges étaient si peu à portée des plaideurs, ne pouvait durer; il tomba sous le régime de la Constitution de l'an VIII. La Constitution ne conserva pas la juridiction exceptionnelle du Tribunal révolutionnaire; mais elle rétablit, sous le nom de Haute Cour de justice, la juridiction politique créée par l'Assemblée constituante. La haute cour de justice était composée de cinq juges et deux accusateurs pris parmi le tribunal de cassation, et de hauts jurés nommés par les assemblées électorales de département. Elle jugeait les membres du Corps législatif et ceux du Directoire exécutif. Elle ne se constituait que sur une proclamation du conseil des Cinq-Cents: elle ne pouvait se réunir à plus de douze myriamètres du lieu où siégeait ce conseil. La haute cour fut chargée de juger en l'an IV l'immense procès de Babœuf et de ses complices, parce que l'un des accusés, Drouet, se trouvait membre du conseil des Cinq-Cents.

C'était, en réalité, plus qu'une constitution que cette Constitution de l'an III, qui ne comprenait pas moins de 377 articles; sur presque toutes les matières, c'était une loi organique. Aussi trouve-t-on, après cette loi constitutionnelle, très-peu de ces lois destinées à organiser les matières dont les constitutions se bornent ordinairement à poser les principes. — Parmi les mesures destinées à développer l'esprit de la Constitution, il faut placer la loi du 16 fructidor an III et l'arrêté du Directoire du 2 germinal an V, qui établirent nettement le principe, alors fort important par les nombreuses violations qui y avaient porté atteinte, de la séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir administratif.

Les conditions morales dans lesquelles le nouveau gouvernement ainsi constitué allait fonctionner n'étaient rien moins que favorables. Il faut les connaître pour comprendre certaines mesures marquées au coin de la mollesse, et d'autres empreintes encore d'une rigueur excessive. L'anarchie était partout. L'effroyable gouvernement de la Terreur, en se détendant, n'avait laissé derrière lui aucun pouvoir fort et respecté. Les courages s'étaient roidis à l'excès aussi longtemps qu'avait duré l'horrible tourmente; quand elle s'apaisa, ils étaient épuisés. Les cinq années du Directoire furent un temps de dissolution pour les mœurs; il semblait que ceux qui avaient miraculeusement survécu ne pensassent qu'à jouir. Tous les désordres moraux se produisirent; les liens de famille semblaient dissous, les vertus domestiques évanouies, et dans l'orage qui avait dispersé les foyers, l'appât des richesses, faciles à acquérir dans l'immense bouleversement des fortunes, avait comme étouffé la voix de la probité, en surexcitant tous les sentiments de cupidité, tous les appétits. C'étaient les mêmes symptômes de dissolution morale que l'on voit toujours se produire dans l'histoire à la suite des grandes commotions politiques. Mais ce qui devait rassurer pour l'avenir, au milieu de tous ces dés-

ordres, c'est que le mal, la décomposition, n'avaient pas gagné toutes les parties du corps social : il y avait encore des vertus dans la bourgeoisie et le peuple, et les armées à la frontière gardaient vivant, à l'ombre du drapeau, le sentiment de l'honneur.

Dans l'ordre politique, les premières difficultés avaient leur cause dans le déplorable état des finances. Les assignats, dont on avait tant abusé, étaient en discrédit, ils avaient été réduits législativement; le Directoire y recourut encore. On créa pour trois milliards d'assignats; ils produisirent en espèces réalisées trois millions. Dans le même temps, on pressait avec activité le recouvrement d'un impôt forcé de six cents millions, et l'on vendait les biens nationaux provenant des différentes confiscations. Ce fut à cette même époque que l'on créa le papier courant et à courte échéance représentant les recettes de l'année, et connu depuis sous le nom de bons du Trésor. Mais tous ces expédients ne guérissaient pas la plaie financière; ils ne pouvaient conjurer la banqueroute; elle s'opéra de fait par la réduction des deux tiers des rentes sur l'État, dont le capital fut payé en papier (1), et le tiers qui n'avait pas été l'objet d'un remboursement presque dérisoire en bons du Trésor fut déclaré consolidé (L. 9 vendémiaire an VI).

La Convention, par une loi du 24 septembre 1793, avait ordonné la création d'un grand-livre qui fût un titre pour tous les créanciers de l'État. Après la loi du 9 vendémiaire an VI, il fallait fixer, pour l'avenir, la situation des rentiers de l'État réduits au tiers consolidé. Le gouvernement du Directoire y pourvut. On créa un nouveau grand-livre du tiers consolidé de la dette publique. Deux lois des 8 nivôse an VI et 28 floréal an VII réglèrent le mode de transfert des inscriptions de rente, et décidèrent que dorénavant il ne serait pas reçu d'oppositions, soit au transfert des inscriptions de rente, soit au paiement des arrérages (V. *Jur. gén.*, v° *Trésor public*, n° 73, 1112 et suiv.).

Cette liquidation de la dette publique, si l'on peut appeler une telle opération du nom de liquidation, est un des grands événements de l'histoire financière du pays. Mais on sait qu'elle ne put pas même s'exécuter immédiatement comme elle avait été conçue, et que jusqu'au Consulat les détenteurs du tiers consolidé ne purent toucher d'arrérages en argent monnayé.

Dans l'ordre législatif, la période directoriale fut surtout féconde en lois qui ont préparé la codification. Il sera parlé des lois civiles en leur lieu. La plus importante des lois de droit public est la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement. Mais avant et après cette loi, le gouvernement directorial édicta quelques mesures réparatrices des excès du régime qui l'avait précédé.

Un arrêté du 21 prairial an IV suspendit l'application de la loi du 10 juin 1793 sur les biens communaux. Par un décret du 14 août 1792, l'Assemblée législative avait décidé que tous les biens communaux à l'exception des bois, seraient partagés entre tous les habitants de la commune. L'Assemblée législative avait eu en cela un double but : multiplier les petits propriétaires et diminuer ces biens de mainmorte dont l'administration n'est jamais très-productive, à défaut d'intérêt personnel comme stimulant. La Convention voulut donner suite à cette pensée, et, par son décret du 10 juin 1793, elle déclara que le partage se ferait par tête d'habitant domicilié. Seulement, par le décret de l'Assemblée législative, le partage était imposé aux communes; par le décret de 1793, il était seulement facultatif, et il fallait qu'il fût voté par le tiers des citoyens. L'arrêté du 21 prairial an IV ayant suspendu cette loi, elle ne reçut pas d'exécution. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que nous sommes encore légalement sous l'empire non-seulement de ces décrets, mais aussi de l'arrêté qui en

(1) Le mot banqueroute est peut-être trop sévère pour caractériser l'opération de remboursement des deux tiers de la rente. Ces deux tiers furent remboursés au capital de vingt fois la rente, et payés en bons qui devaient être reçus en paiement des acquisitions de biens nationaux. Mais le capital de la rente à rembourser s'élevait à trois milliards; la valeur des biens affectés comme gage au paiement des bons n'était pas estimée alors à plus de 1300 millions, et la masse de papier jetée dans la circulation devait avoir pour effet d'en avilir encore beaucoup le prix. En dernière analyse, cette opération du remboursement des deux tiers de la rente fut de la part de l'État une véritable cession de biens. Les petits rentiers qui ne purent acquérir des biens nationaux perdirent les cinq sixièmes de leur capital. Mais il faut dire que la plupart des inscriptions de rente avaient été achetées à vil prix, depuis la création du premier grand-livre (V. *Histoire de la Révolution française*, par M. Thiers, *Directoire*, chap. XI).

suspend l'exécution; en effet, le décret du 9 brumaire an XIII commet aux conseils municipaux le soin de déterminer le mode de jouissance des biens communaux, sans s'expliquer sur le partage, et la loi du 18 juillet 1837 garde le même silence; les décrets de la Révolution n'ont jamais été expressément révoqués (V. *Jur. gén.*, v° *Commune*, n° 2195).

Une loi du 6 brumaire an V mit sous la protection de l'Etat les intérêts des *défenseurs de la patrie*. Les jeunes Français qui couraient sous les drapeaux, en vertu de toutes ces levées et réquisitions qui se succédaient alors si rapidement, laissaient derrière eux leurs intérêts en souffrance. La loi créa des conseils officieux, composés de trois membres nommés par les tribunaux des départements, pour défendre leurs intérêts, et suspendit à leur égard tous délais et prescriptions. Tronchet, rapporteur, expliquait ainsi la loi : « La création d'un défenseur officieux et la suspension de toute espèce de prescription et de délai fatal, telles sont les précautions que le conseil des Cinq-Cents a cru devoir prendre. Il était raisonnable de suspendre toute espèce de prescription et de délai fatal pour le passé et pour l'avenir. Ce n'est point un privilège en faveur des défenseurs de la patrie, c'est une justice dont l'exemple a été sagement puisé dans les lois romaines, et que les rois de France avaient eux-mêmes imitée. Enfin, la résolution a sagement fixé le temps où commençait et finissait la suspension de toutes les prescriptions. Elle finit pour tous à la paix générale. » Comme l'on voit par ces derniers mots, la loi ne fut que transitoire.

C'était encore une mesure réparatrice, mais trop tardive, que la loi du 9 brumaire an VI, qui rétablit, pour l'application des lois abolitives de la féodalité, cette distinction si sage, admise par l'Assemblée constituante et violée par la Convention, entre la féodalité dominante et la féodalité contractante (V. *suprà*, p. 277). Mais elle ne rétablissait pas dans leurs droits ceux que la législation de la Convention avait dépouillés.

La loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement est la grande œuvre législative de la période directoriale. Elle a son principe dans un édit de juin 1581, qui soumettait à un enregistrement dans le délai de deux mois tous contrats, toutes acquisitions de droits réels, et qui faisait dépendre de l'enregistrement la validité de ces actes. La publicité que l'édit de juin 1581 semblait avoir voulu organiser ne fut pas atteinte dans l'usage; sous ce rapport, il n'eut pas plus d'effet que tant d'autres édits du temps, frappés de mort à leur naissance et qui, pour tomber, n'avaient pas besoin d'attendre la désuétude. Mais ce qui resta, sous le nom de contrôle, ce fut la perception du droit au moment de l'enregistrement. — Divers édits et ordonnances en 1693, 1699, 1708 et 1722, étendirent et développèrent le principe de l'ordonnance de 1581. — La loi du 22 frimaire an VII s'annonça comme devant « simplifier les droits d'enregistrement, en régler les taux et quotités dans de justes proportions, étendre cette contribution à toutes les mutations qui en sont susceptibles, afin d'améliorer les revenus publics ».

Mais la loi du 22 frimaire an VII fut autre chose qu'une codification des anciennes ordonnances sur le contrôle des actes extrajudiciaires. Les anciens seigneurs percevaient des droits de mutation, ainsi qu'on l'a vu, sous les noms de quint, requint, lods et ventes, etc. L'abolition du régime féodal ne pouvait pas entraîner la suppression pure et simple de ces droits; car s'ils étaient des revenus des fiefs, ils servaient aussi à en compenser certaines dépenses, qui, par le fait de l'abolition du régime féodal, étaient devenues des dépenses publiques. Le législateur de l'an VII devait donc faire passer dans la nouvelle loi, comme cela avait été déjà tenté à diverses reprises depuis la Révolution, non-seulement les anciennes ordonnances relatives au contrôle, mais encore les dispositions des coutumes sur la partie du droit féodal dont il vient d'être parlé. Cette partie du droit féodal avait été sous l'ancien droit l'objet de travaux considérables, elle formait toute une science, avec ses principes et ses conséquences aussi certains que ceux du droit civil. Pour fondre toutes les dispositions de la fiscalité royale et seigneuriale de l'ancien droit en une loi unique, les auteurs de la loi de l'an VII mirent à contribution les travaux des anciens feudistes. Aujourd'hui encore, il est tel principe de la loi de l'an VII qui ne peut être compris que par l'étude des feudistes, et qui trouvera toujours dans les traités de ces anciens écrivains son meilleur commentaire.

La loi du 22 frimaire an VII divise les droits fiscaux en quatre classes : les droits d'enregistrement,

les droits de greffe, les droits d'hypothèque et de transcription et les droits de timbre. — Le droit d'enregistrement atteint tous les actes publics et tous les actes privés produits en justice; ces droits sont de deux sortes; ils sont fixes ou proportionnels. Le droit proportionnel est perçu pour toutes obligations, libérations, transmissions de propriétés, mutations de toutes sortes soit entre vifs, soit par décès. Le droit fixe est seulement exigible quand l'acte n'opère pas un changement, mais constate un état. — Le droit de greffe est perçu sur les actes judiciaires. — Depuis sa promulgation, la loi du 22 frimaire an VII a été modifiée par de nombreuses lois de finance qui ont élevé le taux de la perception. Mais les principes qu'elle a posés, les bases de la loi, sont restés les mêmes; ils n'ont pas subi de changement.

La loi du 14 ventôse an VII, la dernière loi importante de la période directoriale, dans la matière du droit public, eut pour objet les anciens domaines engagés, qui ont donné occasion à tant de difficultés. Les lois de l'Assemblée constituante avaient déterminé les cas où les anciens domaines engagés étaient soumis au rachat (V. *supra*, p. 278). Mais la pénurie du Trésor public, malgré tous les moyens, tant légitimes que violents, imaginés pour le remplir, avait toujours empêché le rachat. Dans l'impossibilité pour la nation d'opérer le rachat, la Convention, par un décret du 10 frimaire an II, avait purement et simplement révoqué tous les engagements de l'ancien domaine de la Couronne, et autorisé la Régie nationale à prendre possession des biens engagés. L'exécution de ce décret de violence fut arrêtée par la réaction du 9 thermidor, et suspendue de droit par un décret du 22 frimaire an III. La loi du 14 ventôse an VII entreprit de fixer sur des bases nouvelles la situation des anciens engagistes.

Après les difficultés qu'avait fait apparaître l'exécution des premières lois de la Révolution, qui avaient posé le principe d'une résolution pure et simple des contrats, on ne pouvait pas songer à procéder au rachat en remboursant aux engagistes les valeurs pour lesquelles les fonds leur avaient été engagés; l'interprétation des contrats eût donné lieu à toutes sortes de difficultés; car ils n'étaient pas simples, et presque tous étaient compliqués de conditions étrangères. D'ailleurs, l'argent et le crédit manquaient à l'Etat pour dégager les biens du domaine. Pour les échangeistes, la difficulté était insoluble. Comment estimer la valeur comparative des domaines échangés, surtout après un si long temps? On pensa alors à régler la difficulté par à-peu-près, à traiter tous les engagistes et échangeistes d'une manière uniforme, et à leur laisser leur gage au lieu de le leur reprendre; on considéra que la finance des engagements avait été originairement en général des trois quarts de la valeur des fonds que les engagistes avaient reçus en garantie; en conséquence, la loi du 14 ventôse an VII maintint tous les détenteurs de biens domaniaux dans leurs possessions, à charge par eux de payer à l'Etat le quart de la valeur estimative des biens. De cette manière, l'Etat renonçait à recouvrer ses domaines; mais, au lieu d'avoir à payer pour les racheter, il recevait la différence: le quart de la valeur de ces biens entraînait dans sa caisse. Mais la loi déclarait ses dispositions applicables seulement aux engagistes postérieurs à l'ordonnance de 1566; ceux qui étaient antérieurs furent maintenus purement et simplement en possession.

La loi du 14 ventôse an VII eût été un véritable bienfait si elle avait pu recevoir une prompte exécution. Le mal fut que la recherche des anciens domaines engagés était une opération très-longue, très-délicate, très-difficile, et que l'administration des domaines fut loin de mettre à l'exercice des réclamations que la loi lui permettait d'élever, toute la diligence désirable. La sécurité de la propriété eut beaucoup à souffrir de cette lenteur. De nombreux propriétaires, après avoir été longtemps sous le coup d'une dépossession, sans connaître toujours le vice de leur propriété, se trouvaient maintenant menacés d'une réclamation, et nul moyen n'existait pour purger les propriétés douteuses d'une sorte de condition résolutoire occulte qui les grevait.

La liquidation domaniale se prolongea pendant de longues années après la Révolution, jusqu'à ce que la loi du 12 mars 1820 déclarât que tous les anciens propriétaires de l'ancien domaine seraient à l'abri de toutes réclamations, si l'administration ne leur faisait pas signifier le vice de leur possession dans les trente ans de la loi du 14 ventôse an VII. L'administration eut donc, à partir de la loi de 1820, à peu près neuf ans pour la signification des réserves que la législation l'autorisait à faire, plus trente ans pour agir judiciairement à partir de ces réserves, conformément au droit commun.

Aujourd'hui, la liquidation de l'ancien domaine est terminée; mais on voit à quel point l'œuvre fut laborieuse (V. *Jur. gén.*, v° *Domaines engagés*).

Arrêtons ici cette revue trop rapide de la législation constitutionnelle d'une époque toute débordante de grands événements. Le coup d'État du 18 brumaire va établir un pouvoir sous lequel s'apaiseront les fluctuations révolutionnaires. Mais la Révolution pour cela ne sera pas close. Pour en faire connaître complètement la période active dans l'ordre du droit, il faut exposer ce qu'elle fit dans l'ordre religieux et dans l'ordre civil.

CHAPITRE II. — DROIT INTERMÉDIAIRE DANS L'ORDRE RELIGIEUX.

Le mouvement révolutionnaire fut avant tout social, secondairement politique, et en troisième lieu antireligieux, en haine de tout ce qui pouvait ralentir son action. La philosophie du XVIII^e siècle avait agi comme dissolvant beaucoup plus contre l'ordre religieux que contre les institutions sociales et politiques, et, dans l'ordre religieux, beaucoup plus contre la foi, le dogme, que contre les institutions hiérarchiques de l'Église. Voltaire était au mieux avec les puissants du jour, et dédiait ses tragédies aux maîtresses de Louis XV; nul, hormis Rousseau, ne songeait aux souffrances des classes populaires. Les abus du vieil ordre de choses ne commencèrent à frapper les yeux que quand Turgot tenta ses réformes. Cependant, quand le mouvement éclata, c'est l'ordre social qui reçut les premiers coups par l'abolition de la féodalité; les institutions politiques ne tombèrent que parce qu'elles y étaient indissolublement liées, et la constitution de l'Église de France ne sombra dans la tempête que parce qu'elle faisait partie intégrante de l'ordre de choses qui s'écroulait.

Comment se fait-il que la Révolution ait procédé, dans son œuvre de démolition, en sens inverse de l'ordre dans lequel s'étaient produits les sentiments qui la firent éclater? C'est que la philosophie irréligieuse du XVIII^e siècle était purement négative, et qu'une négation ne fut jamais un principe d'action. Une révolution est de nécessité une œuvre de passion; or un peuple ne se passionne que pour ce qu'il veut ou sent pouvoir édifier. Dans un état social et politique qui aurait pu durer, la philosophie du XVIII^e siècle eût ébranlé le dogme sans soulever les populations. Si la réforme au XVI^e siècle fut révolutionnaire, c'est qu'elle entreprenait de substituer un *Credo* à un *Credo*; elle n'eût pas soulevé les masses si elle avait été purement négative. On s'explique ainsi les débuts et la marche de la Révolution française, et comment, la Révolution une fois mise en train, l'Église, compromise par son alliance avec le pouvoir politique, dépouillée de tout prestige aux yeux des masses par les attaques furieuses et le dénigrement que venait d'essayer le principe qu'elle représentait, ne put se soutenir seule, et devait tomber, presque sans défense, avec l'édifice politique dont elle était une pièce.

Les biens de l'Église furent la plus riche proie de la Révolution; car, sans parler des dîmes qui formaient déjà un revenu si considérable, l'Église, c'est-à-dire le clergé séculier, le clergé régulier et les abbayes de femmes, ne possédait pas moins du cinquième du territoire du royaume. Comme au moyen âge tout avait pris la forme féodale, la propriété ecclésiastique était constituée comme la propriété seigneuriale. Dans toutes les grandes abbayes, l'abbé était seigneur, et dans les abbayes de femmes, l'abbesse était dame de fief. L'abbesse de Montivilliers, en Normandie, était dame de dix-huit fiefs. Ces propriétés devaient subir les vicissitudes et partager la fin de la propriété féodale.

Dans la fameuse séance royale du 23 juin 1789, le roi nomma les dîmes parmi les propriétés qui « seraient constamment respectées. » Mais dans la nuit du 4 août elles furent déclarées rachetables, comme tous les droits supposés nés de la féodalité contractante; et, dans les décrets sanctionnés le 13, la dîme et le casuel des curés, ainsi que les privilèges, les annates, la pluralité des bénéfices, furent supprimés purement et simplement. En compensation, il fut décrété que l'État se chargerait des frais du culte. Sieyès et les membres du haut clergé dans l'assemblée réclamèrent en vain. On leur répon-

dit que, l'État prenant à sa charge les frais du culte et le traitement de ses ministres, cette charge équivalait au rachat.

Ce n'était là que le premier acte de la Révolution contre la constitution temporelle de l'Église. Parmi les dîmes déclarées rachetables, se trouvaient aussi les dîmes inféodées, nommées aussi laïques ou seigneuriales, parce que, bien que désignées d'un nom emprunté au droit ecclésiastique, elles n'appartenaient plus à l'Église, et avaient été transférées, pour des causes assez peu connues, à des laïques, le plus souvent seigneurs.

Le produit annuel des dîmes inféodées était, au moment de la Révolution, d'environ dix millions. De tous les droits ecclésiastiques et seigneuriaux, c'était le plus impopulaire, parce que, à raison de son origine obscure, rien ne le justifiait même en apparence. Lorsqu'en 1790, l'assemblée liquida la situation des seigneurs, elle décida que les dîmes inféodées étaient non plus rachetables, mais supprimées, et que seulement une indemnité prise sur le Trésor public serait accordée aux titulaires (V. Décr. des 14 avril, 13 mai et 7 novembre 1790, *Jur. gén.*, v° *Propriété féodale*, n° 220 et suiv.).

La Révolution, poursuivant sa course, menaça bientôt l'organisation temporelle de l'Église de bien autre chose que de la suppression des dîmes. L'Assemblée nationale avait posé les principes de la liberté religieuse dans sa déclaration des droits. Le 11 août, elle avait dissous le clergé comme corps et corporation; dans la séance du 10 octobre, ce fut un évêque, l'évêque d'Autun, Talleyrand, qui proposa à l'Assemblée de prendre une partie des richesses ecclésiastiques pour satisfaire aux besoins du royaume. Le 26 octobre, l'Assemblée avait décrété la suspension des vœux monastiques. Dès lors naissait la question de savoir ce que deviendraient les biens du clergé. La discussion de cette question fut une des plus solennelles de cette mémorable Assemblée.

L'abbé Maury, défenseur du clergé, disait en substance : Ce n'est pas à la nation, c'est à nous qu'appartiennent nos biens, puisque nous les avons acquis, ou qu'on nous les a donnés. — Nous les avons acquis du produit de nos économies; nous produisons les titres de nos acquisitions. Nous les avons faites sous la protection et avec l'autorisation expresse des lois. L'État nous a défendu, en 1749, d'acquérir de nouveaux immeubles, et nous avons obéi; mais l'édit de 1749 n'a jamais eu d'effet rétroactif; et, loin de confisquer nos anciennes propriétés, il les a toutes consacrées. — On nous a donné nos biens. Les actes de fondation existent. Ce n'est point à la nation, qui n'est, comme le clergé lui-même, comme les hôpitaux, comme les communes, qu'un corps moral; ce n'est pas même au culte public, que ces dons ont été faits. Tout a été individuel entre le donateur qui a légué, et l'église particulière qui a reçu. On ne connaît aucun don générique fait à l'Église. Les dotations d'un très-grand nombre de cures ne sont que des fondations inspirées par la piété de quelques paroissiens, et ne peuvent par conséquent retourner à la nation, parce qu'elles n'en viennent point. — Supposons toutefois que le roi ait doté toutes les églises du royaume, en serait-il plus autorisé à les dépouiller de ses dons? Que penseriez-vous d'un seigneur de village qui, après s'être totalement ruiné, assemblerait un jour ses créanciers, et leur déléguerait en liquidation tous les biens de la cure dotée par lui ou par ses auteurs? Une si étrange logique, un tel moyen de remboursement n'excitent en vous, dans cet instant, que le sourire du mépris. La comparaison est pourtant exacte; et si cet expédient vous paraît absurde quand il est isolé, je vous demande par quel prestige il deviendrait légitime à vos yeux, dès qu'il serait consacré tout à coup par cinquante mille exemples du même genre.

A cette argumentation, qui reposait sur une erreur fondamentale, en ce que l'orateur considérait le clergé comme formant toujours un corps dans l'État, Mirabeau répondait : « Il n'y a aucun doute sur le droit incontestable qu'ont le Gouvernement dans l'ordre civil, le Gouvernement et l'Église dans l'ordre de la religion, de disposer des fondations anciennes, d'en diriger les fonds à de nouveaux objets, ou mieux encore de les supprimer tout à fait. L'utilité publique est la loi suprême, et ne doit être balancée ni par un respect superstitieux pour ce qu'on appelle intention des fondateurs, comme si des particuliers ignorants et bornés avaient eu le droit d'enchaîner à leur volonté capricieuse les générations qui n'étaient point encore, ni par la crainte de blesser les droits prétendus de certains corps, comme si les corps particuliers avaient quelques droits vis-à-vis de l'État. Les citoyens ont des droits et des droits sacrés pour le corps même de la société; ils existent indépendamment d'elle;

ils en sont les éléments nécessaires, et ils n'y entrent que pour se mettre avec tous les droits sous la protection de ces mêmes lois auxquelles ils sacrifient leur liberté. Mais les corps particuliers n'existent point ni par eux-mêmes ni pour eux; ils ont été formés pour la société, et ils doivent cesser d'être au moment où ils cessent d'être utiles. Concluons qu'aucun ouvrage des hommes n'est fait pour l'immortalité. Puisque les fondations, toujours multipliées par la vanité, absorberaient à la longue tous les fonds et toutes les propriétés particulières, il faut bien qu'on puisse à la fin les détruire. Si tous les hommes qui ont vécu avaient eu un tombeau, il aurait bien fallu, pour trouver des terres à cultiver, renverser ces monuments stériles, et remuer les cendres des morts pour nourrir les vivants. »

La raison dominante dans cette partie de l'argumentation de Mirabeau était pleine de danger et tout inspirée de l'esprit révolutionnaire. C'était le droit de confiscation sans cause, proclamé comme applicable à toutes les communautés formées dans l'État, et l'omnipotence de l'État placée au-dessus du droit de propriété des communautés, corporations, laïques ou religieuses.

Mirabeau continuait :

« Les fondations de nos rois n'ont pu être faites qu'au nom de la nation : démembrement du domaine de l'État, ou emploi du revenu public, et des impôts payés par les peuples. Voilà par quelle espèce de biens ils s'acquittèrent d'un grand devoir, et certainement la plus grande partie des biens de l'Église n'ont point eu d'autre origine. Or, outre que les rois ne sont que les organes des peuples, outre que les nations sont héritières des rois, qu'elles peuvent reprendre tout ce que ceux-ci ont aliéné, et qu'elles ne sont aucunement liées par ces augustes mandataires de leurs pouvoirs, il est de plus évident que les rois n'ont point doté les églises dans le même sens qu'ils ont enrichi la noblesse, et qu'ils n'ont voulu pourvoir qu'à une dépense publique. Comme chrétiens et chefs de l'État, ils doivent l'exemple de leur piété; mais c'est comme rois, sans doute, que leur piété a été si libérale ».

Mirabeau, poursuivant toujours la démonstration de cette idée, que les corps et corporations religieuses n'avaient pu recevoir leurs biens que comme corps de l'État et par affectation à un service public, placé dans l'administration générale de l'État, ajoutait :

« On a déjà dit que la nation avoit le droit de vendre les domaines de la Couronne, par cela seul que, dans le principe, ces biens ne furent consacrés qu'aux dépenses communes de la royauté. Pourquoi donc la nation ne pourrait-elle pas se déclarer propriétaire de ses propres biens, donnés en son nom pour le service de l'Église? Les rois ont des vertus privées, mais leur justice et leurs bienfaits appartiennent uniquement à la nation. — Ce que je viens de dire des fondations des rois, je puis le dire également de celles qui furent l'ouvrage des agrégations politiques. C'est de leur réunion que la nation se trouve formée, et elles sont solidaires entre elles, puisque chacune doit en partie ce que la nation doit en corps. Or, s'il est vrai que l'État doit à chacun de ses membres les dépenses du culte; s'il est vrai que la religion soit au nombre des besoins qui appartiennent à la société entière, et qui ne sont que les résultats de chacune de ses parties en particulier, les monuments de la piété des corps de l'État ne peuvent plus dès lors être regardés que comme une partie de la dépense publique. — Quant aux biens qui dérivent des fondations faites par de simples particuliers, il est également facile de démontrer qu'en se les appropriant, sous la condition inviolable d'en remplir les charges, la nation ne porte aucune atteinte au droit de propriété ni à la volonté des fondateurs, telle qu'il faut la supposer dans l'ordre des lois ».

Le 2 novembre, l'Assemblée nationale déclara : « 1° Tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres, sous la surveillance et d'après les instructions des provinces; 2° Dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne peut être assuré à la dotation d'aucunes cures moins de 1,200 livres par année, non compris le logement et les jardins en dépendant ».

Ce décret du 2 novembre fut le point de départ d'une foule de mesures de détail pour la réalisation du principe qu'il posait. Un décret du 19 février 1790 prohiba les vœux monastiques des deux sexes; et comme la justice commandait d'assurer l'existence des religieux qui avaient fait profession sur

la foi de la législation du temps, un décret du 26 du même mois fixa le traitement que leur assurerait l'État. Toutes les mesures législatives arrêtées, la grande expropriation de l'Église commença.

Cette immense confiscation fut, dans l'ordre législatif, l'un des plus grands événements de la Révolution. Sans parler du trouble qu'elle porta dans une multitude d'existences, elle souleva, sur la justice de la mesure, des controverses qui n'ont pas encore cessé. Cette mesure est-elle justifiable? Pour prononcer, il faut se placer à un autre point de vue que celui de Mirabeau et de l'Assemblée constituante, et s'interroger sur ce qu'étaient les biens ecclésiastiques, non d'après les théories de Mirabeau, contestables dans leur généralité et assurément dangereuses, mais d'après les précédents de l'histoire même de l'Église en France.

Certes, on ne peut se défendre d'une grande pitié en voyant tant d'existences brisées, tant d'attentes trompées, surtout ces vieux religieux et ces vieilles religieuses reprenant, à soixante et quatre-vingts ans, leur marche incertaine à travers un monde qu'ils ne connaissaient plus. Mais l'Église pouvait-elle seule prétendre à conserver sa situation temporelle, au milieu d'une société qui se renouvelait? La dépossession n'était-elle pas une conséquence forcée de la suppression des vœux légaux? Ces donations, dont on se prévalait comme source unique des richesses du clergé soit séculier, soit régulier, avaient-elles d'ailleurs fait les individus propriétaires, avec le droit de disposer et de transmettre? Le concordat de 1515 n'avait-il pas reconnu lui-même, au contraire, en donnant au roi la collation des bénéfices, que les biens de l'Église étaient une propriété de l'État? Si les décrets de l'Assemblée nationale opéraient une spoliation, il faut reconnaître au moins que cette spoliation avait commencé trois cents ans plus tôt, avec le consentement exprès de l'Église. Les premiers coupables étaient Léon X et François I^{er}.

La véritable question sur la légitimité de l'acte qui changea la destination des biens ecclésiastiques est donc celle-ci : Les rois de France, les agrégations politiques, les particuliers qui avaient doté l'Église à différentes époques, avaient-ils fait autre chose que pourvoir à une dépense publique, et surtout avaient-ils pu créer dans l'État, par le seul fait d'une donation, un corps indissoluble, existant par lui et pour lui, comme le disait Mirabeau, quand toutes les autres institutions se réformaient? Ce dernier point avait à peine été touché devant l'Assemblée constituante, et cependant c'était le côté décisif de la question. Or, si le droit de l'État n'avait pu être ainsi abdiqué implicitement par les rois de France, ni enchaîné par les particuliers bienfaiteurs de l'Église, mais bienfaiteurs à la décharge de l'État; si le pouvoir constituant avait incontestablement le droit de faire, des membres d'un corps privilégié, des individus magistrats, fonctionnaires; si, en ce qui concerne les corporations monastiques, il pouvait n'en pas reconnaître l'existence à l'avenir, les jugeant, à tort ou à raison, inutiles à l'intérêt public, l'appropriation par l'État des biens ecclésiastiques, comme conséquence de la dissolution des corporations de toutes sortes, pouvait avoir l'apparence d'une mesure rigoureuse, spoliatrice; elle était légitime en réalité, disons même logiquement inévitable, à moins qu'il ne fallût laisser subsister les effets quand la cause avait cessé.

Posons donc comme une vérité certaine ce principe, que l'État peut toujours réformer son organisation intérieure, et par conséquent dissoudre les corps et communautés qu'il a laissés s'établir. Ce qu'il ne peut pas faire sans violer ouvertement le droit, c'est confisquer la propriété des communautés qu'il laisse subsister; en soutenant, au moins en apparence, la thèse contraire, Mirabeau méconnaissait la première des règles de la justice sociale. L'Assemblée constituante a-t-elle dissous le corps ecclésiastique pour confisquer, ou bien a-t-elle fait recueillir par l'État les biens d'un corps moral que dans sa pensée elle devait être conduite à dissoudre, et que de fait elle avait déjà dissous? A-t-elle dépouillé une Église existante, ou seulement a-t-elle disposé de biens vacants? C'est par là que doit se décider la question.

Si la confiscation des biens d'Église ne semble pas pouvoir être attaquée au nom des principes de justice, dans les conditions où l'Assemblée nationale la décréta, au point de vue économique il n'en faut peut-être pas dire autant de la suppression pure et simple des dîmes. Ce fut un acte malheureux, non pour le clergé, qui n'y pouvait plus prétendre dès qu'il cessait d'exister comme corporation, et qui allait recevoir un traitement en remplacement, mais pour l'État, qui allait prendre désor-

mais à sa charge et sans compensation les frais du culte et le traitement des ministres de la religion. Le revenu des dîmes représentait une somme de 60 à 80 millions par an. Qui bénéficia de la suppression de ces dîmes? les propriétaires fonciers. Mais ces propriétaires acquéreurs ou descendants d'acquéreurs n'avaient-ils pas déduit dans l'estimation de la terre, au moment de l'acquisition, toutes les charges dont elle était grevée, parmi lesquelles figurait la dîme? Par la suppression pure et simple de la dîme, l'Assemblée constituante faisait un don gratuit du capital de pareille somme, soit un milliard et demi environ, aux propriétaires dont les terres étaient sujettes à la dîme, et comme le clergé devait recevoir un traitement de l'État, en dernière analyse, ce fut la nation qui payait la dîme.

Il y eut bien des entraînements de cette sorte dans les mesures édictées par l'Assemblée constituante. L'économie politique était alors si peu connue, que les conséquences dernières de beaucoup de ses actes échappèrent à ses réflexions. La suppression pure et simple de beaucoup de banalités féodales, de toutes celles qui n'étaient pas la manifestation d'une servitude personnelle, donnerait lieu à des remarques de même nature. Ce qu'il y a de certain, c'est que la propriété foncière n'eut pas à se plaindre de la Révolution. Il est trop évident que, pour être juste envers l'État, l'Assemblée aurait dû déclarer la dîme, les charges foncières qui n'étaient pas purement seigneuriales, et tous les droits de même sorte, rachetables au profit de l'État; car s'ils avaient été indûment établis à l'origine, sur quoi l'on ne peut prononcer avec certitude après un si long temps, comme on ne peut supposer que les propriétaires fussent les descendants des propriétaires originaires, la suppression pure et simple ne réparait aucune injustice.

Mais si toutes ces mesures, douloureuses pour un grand nombre de clercs réguliers qui ne jouissaient pas des richesses immenses affectées aux hauts dignitaires de l'Église, étaient politiquement nécessaires, l'Assemblée nationale n'eut plus la même justification de la nécessité quand elle entreprit de constituer l'Église civilement. Pour reconstituer l'ordre social sur les nouveaux principes de la Déclaration des droits, l'Assemblée nationale eut à dissoudre toutes les corporations, et la plus puissante de beaucoup était l'Église; mais, dans son œuvre de reconstitution de l'Église, on regrettera toujours que l'Assemblée soit sortie du cercle où peut se mouvoir la puissance laïque, et ait porté la main sur des choses qui ne relèvent que de la conscience religieuse.

La loi du 24 août 1790, désignée du nom de constitution civile du clergé, établit une nouvelle circonscription des diocèses; il y eut un évêché par département, et chaque département formait l'étendue et les limites du diocèse. Elle appliqua le principe de l'élection à la nomination des évêques et des curés; les évêques et les curés étaient nommés par le corps électoral, tel qu'il était établi par les listes dressées en vertu du décret du 22 octobre 1789, sans distinction entre les laïques et les ecclésiastiques. Les évêques élus ne pouvaient s'adresser au pape pour en obtenir la confirmation de leur élection; ils pouvaient seulement lui écrire, comme au chef visible de l'Église universelle, en témoignage de l'unité de foi et de la communion qu'ils devaient entretenir avec lui.

L'Assemblée constituante se laissait ainsi égarer par la pensée d'établir une Église nationale. Mais une Église nationale, qu'est-ce donc, sinon le schisme? L'histoire de l'épiscopat en Angleterre, au XVI^e siècle, en fournissait un éclatant témoignage. Que l'accord parfait et durable de l'Église et de l'État soit un problème difficile, même sous le régime des concordats, tout le passé historique en dépose; mais créer une Église essentiellement nationale, c'est rompre l'unité et méconnaître le principe même du catholicisme. Nul pouvoir laïque ne peut toucher aux choses religieuses sans le consentement des ministres de la religion; autrement, la liberté religieuse est atteinte: voilà le principe. Ainsi l'Assemblée, tout en proclamant le principe de la liberté des cultes, organisait le culte catholique sur une base plus que ruineuse; elle en détruisait l'unité, c'est-à-dire la force et le principe de vie; elle isolait l'Église de France de la communion universelle; elle la livrait liée, non-seulement au pouvoir politique, mais on peut dire aux passions populaires.

Les effets dépassèrent encore les craintes. Dans la discussion qui précéda le vote de la constitution civile du clergé, on avait fait ressortir ce qu'avait d'excessif l'action de la puissance laïque s'exerçant sur les choses de religion. Ce sage avis ne fut point écouté, et les entraînements de la passion l'em-

portèrent. La loi, d'abord, délimita les diocèses ; mais comment peut-elle avoir seule compétence en pareille matière ? Donner, ôter, restreindre, limiter la juridiction spirituelle, cela n'appartient qu'à l'autorité spirituelle ; si l'autorité temporelle le fait par l'exercice du droit de police, ce ne peut être que d'accord avec celle-ci, ou bien la liberté religieuse est violée.

L'élection n'était pas plus légitime, si l'on voulait en faire découler une juridiction quelconque dans la personne de l'élu ; pour l'admettre, il fallait de nécessité réserver à l'autorité spirituelle l'institution canonique ; car nulle puissance ne peut, sans tyrannie, contraindre des évêques à sacrer un évêque élu contre leur conscience.

Enfin, l'indépendance des évêques vis-à-vis de la cour de Rome n'était rien moins que destructive du catholicisme. Où sera le centre commun des Églises catholiques, s'il n'est pas à Rome, au siège du prince des apôtres, ou au moins dans la personne du chef de l'épiscopat catholique, en quelque lieu qu'il réside ; et s'il n'y a pas de centre commun, que deviendra l'unité, l'indivisibilité, qui est de l'essence de l'Église universelle ?

Toutes ces objections, qui furent présentées à l'Assemblée, étaient puissantes ; elles étaient prises, à la vérité, dans la doctrine catholique même ; mais on avait le droit de les y aller chercher, puisque la Déclaration des droits garantissait la liberté religieuse, et que la loi organique de la constitution civile du clergé avait la prétention de l'organiser. Or une Église nationale catholique ne sera jamais qu'une institution contradictoire en elle-même. Pour en établir une en France, il eût fallu au moins le concours du clergé. Ce concours manqua à la Révolution, comme on le sait ; mais il ne faut pas s'en faire un grief contre l'Église de France, car ce serait l'accuser d'avoir lutté contre le schisme et résisté au suicide.

La résistance du clergé de France n'attendit pas longtemps pour se manifester. A peine promulguée, la constitution civile du clergé apparut ce qu'elle était, un acte de tyrannie émané de l'Assemblée qui se montra constamment (il faut lui rendre cette justice) animée de l'esprit le plus juste, le plus libéral qui fut jamais. Les métropolitains refusaient de consacrer les évêques sortis de l'urne des assemblées primaires, et alors un décret du 24 novembre autorisa ces derniers à requérir l'institution canonique, assistés de deux notaires ; les appels d'abus, dans ce cas, étaient portés devant les tribunaux du district, etc. Jamais une grande assemblée ne rendit de décret non-seulement plus impolitique, mais encore témoignant d'un sentiment plus faux du caractère et des exigences de la liberté religieuse : une institution canonique pouvait être exigée et donnée sur une sommation notariale, et les juges de la localité prononçaient sur le refus des métropolitains ! Cela seul montre la confusion d'idées dans laquelle on était tombé. Mais l'émoi fut surtout indescriptible quand le décret du 26 décembre 1790 imposa à tous les membres du clergé le serment de maintenir de tout leur pouvoir la constitution civile du clergé. Quelques évêques, anciens jansénistes, rancuniers, prêtèrent le serment et devinrent *évêques constitutionnels* ; mais la masse du clergé et la population catholique n'étaient pas avec eux ; les *prêtres assermentés* furent partout notés d'indignité, sans acquérir en échange la confiance des partisans outrés de la Révolution.

La Révolution, poursuivant sa marche sanglante, ne devait pas s'arrêter, comme on le pense bien, devant la résistance du clergé et des populations. Un décret du 24 avril 1793, qui est resté célèbre par l'horreur qu'il inspira, disposa que tous les ecclésiastiques séculiers, réguliers, frères lais, etc., qui ne prêteraient pas serment de maintenir la liberté et l'égalité, conformément à la loi du 15 août 1792, ou qui seraient dénoncés pour leur incivisme, seraient transportés sans délai à la Guyane. Les déportés rentrant sur le territoire de la République devaient être punis de mort dans les vingt-quatre heures. En même temps, la Convention autorisait le mariage des prêtres ; un décret du 19 juillet 1793 ordonnait le remplacement et la déportation des évêques qui feraient obstacle à ce que les prêtres se mariassent ; une loi du 25 brumaire an II alla presque jusqu'à imposer le mariage aux prêtres, en décrétant que « les membres du culte catholique mariés ne seraient point en état de déportation ou de réclusion ».

De fait, toutes ces lois ou mesures avaient pour but non avoué et eurent pour résultat l'anéantissement de tout culte religieux en France. La République s'était emparée de tous les édifices consa-

crés au culte, comme monuments publics, et les avait affectés à des usages publics bien peu conformes à leur destination originaire. Cependant la Convention, au milieu de son emportement, continuait de proclamer la liberté des cultes, dans des actes qu'on pourrait croire dérisoires, mais qui étaient peut-être sincères, à une telle époque de trouble intellectuel et moral. Un décret du 21 décembre 1793 défendait toutes violences et mesures contraires à la liberté religieuse, en réservant, il est vrai, l'action révolutionnaire contre les prêtres réfractaires et turbulents.

Un grand pays ne pouvait cependant pas rester longtemps privé de tout aliment religieux. La Convention elle-même recula devant son œuvre de destruction. Sous l'inspiration de Robespierre, qui fit à ce sujet, devant la Convention, un rapport demeuré célèbre, elle songea à reconstituer un culte public. Rien n'étant plus, elle dut recommencer par le commencement. Le décret fameux du 18 floréal an II portait : « Le peuple français reconnaît l'existence de l'Être suprême et l'immortalité de l'âme », et comme une simple déclaration de déisme civil ne suffit pas à instituer un culte, le même décret institua des fêtes décadaires. Mais ces fêtes étaient vouées à des abstractions philosophiques : l'amour de la patrie, l'amitié, le genre humain, l'héroïsme, etc. — Il est trop facile de reconnaître dans le décret du 18 floréal an II, dont la durée devait être si éphémère, l'inspiration de Rousseau, constituant une religion civile dans son *Contrat social*, et posant, dans l'*Émile*, les bases d'une religion naturelle fondée tout entière sur le sentiment.

Ce même décret paraissait vouloir réaliser jusqu'au bout la doctrine de Rousseau. A côté de la religion de l'État, réduite au pur déisme, il maintenait en droit les cultes particuliers. Il répétait, après le décret du 21 décembre 1793, que la liberté des cultes était maintenue; mais en même temps il déclarait que tout rassemblement aristocratique et contraire à l'ordre public serait réprimé, il laissait subsister toutes les lois tyranniques sous lesquelles le catholicisme avait succombé (1).

La réaction thermidorienne n'améliora pas tout de suite la situation des cultes. Le décret du 3 ventose an III répète, tout en maintenant la liberté religieuse, que la République ne salarie aucun culte; qu'elle ne fournit aucun local pour l'exercice du culte; qu'elle ne reconnaît pas ses ministres; que nul ne peut paraître en public avec les habits et ornements servant aux cérémonies religieuses, etc.; mais les citoyens pouvaient s'assembler pour le culte, sous la surveillance de la police. Trois mois plus tard, la Convention retournait d'un pas vers le passé; car le décret du 11 prairial an III rend au culte les édifices non aliénés, ou au moins quelques-uns, qui y étaient originairement destinés. On rendit au culte, pour Paris, douze églises, une par arrondissement. Un autre décret, du 7 vendémiaire an IV, régla la police du culte; mais il défendait que les frais du culte fussent une charge communale, et qu'il pût être formé aucune dotation perpétuelle ou viagère pour subvenir à ces frais.

Cependant le mouvement lentement réparateur de la Convention, depuis le 9 thermidor, et du Gouvernement directorial, préparait une situation meilleure; il arrivait aux Conseils des pétitions tendant à obtenir la liberté religieuse, dans les conditions nécessaires de son existence; on avait vu plusieurs fois les populations s'emparer de force des églises pour les rendre à leur destination première. Dans

(1) Les principales dispositions du décret du 18 floréal an II méritent d'être rapportées comme témoignage du courant des idées du temps. Après avoir proclamé l'existence de l'Être suprême et l'immortalité de l'âme, le décret dispose : « Art. 6. La République française célébrera tous les ans les fêtes du 14 juillet 1789, du 10 août 1792, du 21 janvier 1793, du 31 mai 1793. — Art. 7. Elle célébrera, aux jours de décade, les fêtes dont l'énumération suit : A l'Être suprême et à la Nature, au Genre humain, au Peuple français, aux Bienfaiteurs de l'humanité, aux Martyrs de la liberté, à la Liberté et à l'Égalité, à la République, à la Liberté du monde, à l'Amour de la patrie, à la Haine des tyrans et des traîtres, à la Vérité, à la Justice, à la Pudeur, à la Gloire et à l'Immortalité, à l'Amitié, à la Frugalité, au Courage, à la Bonne Foi, à l'Héroïsme, au Désintéressement, au Stoïcisme, à l'Amour conjugal, à l'Amour paternel, à la Tendresse maternelle, à la Piété filiale, à l'Enfance, à la Jeunesse, à l'Age viril, à la Vieillesse, au Malheur, à l'Agriculture, à l'Industrie, à nos Aïeux, à la Postérité, au Bonheur. — Art. 8. Les Comités de Salut public et d'Instruction publique sont chargés de présenter un plan d'organisation de ces fêtes. »

le premier discours qu'il prononça dans les assemblées législatives, Royer-Collard, membre du Conseil des Cinq-Cents, pouvait dire que la religion catholique était un besoin pour la grande majorité des Français, et discutait les vrais principes de l'alliance de l'État et de l'autorité religieuse. A partir de l'an V, le culte se releva d'une manière continue. Bonaparte ne rouvrit pas les églises, après avoir traité avec la cour de Rome, comme on le répète trop communément; il donna seulement à la religion une situation fixe dans l'État.

CHAPITRE III. — DROIT INTERMÉDIAIRE DANS L'ORDRE CIVIL.

La législation d'un peuple est toujours, nécessairement, *une*. Toutes les dispositions éparses qui la constituent sont l'expression d'une même pensée. Pour qui feuillette au hasard un recueil de lois, c'est un grand sujet d'étonnement que cette multitude de règlements sur des matières si diverses. Cependant toutes ces lois disparates à la première vue ne sont pas nées seulement des nécessités du moment; ou au moins ces nécessités ne se produisent pas isolément. L'existence d'une nation a son point d'unité, comme celle de l'individu; les actes par lesquels se manifeste la vie chez un peuple se tiennent plus qu'on ne serait tenté de le penser; rien n'est arbitraire dans ce qui paraît d'abord le produit du hasard. Comme une nation est un corps vivant, un organisme complet, il est imposé au législateur d'être logique dans son œuvre; même à son insu, et en cédant à des nécessités peut-être inexpliquées, il n'aura pas moins donné satisfaction aux manifestations d'une très-profonde et très-compacte unité.

Ces vérités, qui ne sauraient être trop souvent répétées, ne sont nulle part plus frappantes que dans l'étude des lois de la Révolution. Jamais pouvoir législatif n'a fonctionné avec une plus dévorante activité que l'Assemblée constituante, la Convention et les Conseils du gouvernement directorial. La Révolution a eu sa jeunesse, ses excès et son déclin; mais toutes les parties de son œuvre, à tel moment donné, sont marquées du même caractère. Nous retrouverons, dans l'examen de la législation civile du temps, les mêmes principes qui ont produit la législation politique, administrative et religieuse: l'esprit de justice, le sentiment du droit individuel et, comme conséquence, celui de l'égalité civile, le principe rationnel substitué au principe dogmatique, et suivi jusqu'à ses dernières conséquences, le besoin de constituer à tout prix l'unité nationale; mais nous verrons aussi la Révolution, entraînée par la force de projection qu'elle dut se donner, tomber dans tous les excès de ces principes, et compromettre les résultats de son entreprise, faute d'avoir su ou d'avoir pu y mettre des bornes.

C'est surtout dans la seconde phase de la Révolution, après le 9 thermidor, sous le Directoire, que les esprits se sont tournés vers les réformes du droit civil. La première phase révolutionnaire était trop absorbée par les réformes politiques, et trop violente, pour que l'on pût se livrer aux paisibles études du droit privé. Cette partie de l'historique pourrait se diviser en deux époques: la première, de l'Assemblée constituante à la chute de la Terreur; la seconde, de la chute de la Terreur au 18 brumaire; mais il ne convient peut-être pas de faire une division distincte, qui ne correspondrait pas à un changement constitutionnel.

Quand la Révolution éclata, toutes les aspirations depuis longtemps étaient à l'unité nationale. On connaît le mot de Louis XI, qui n'eût voulu dans le royaume qu'une loi et un poids. Tout ce qui menaçait l'unité, comme le protestantisme, provoqua les plus vives résistances du pays; la révocation de l'édit de Nantes ne valut pas aux protestants la moindre commisération. La nation était avec Richelieu et Louis XIV. constituant cette formidable royauté, à laquelle, cent ans plus tard, le pays ne devait avoir qu'à se substituer dans le gouvernement pour constituer la France nouvelle. Mais si la centralisation, ou au moins la pensée de la centralisation, n'est pas moderne, la réalisation en était bien loin, surtout dans l'ordre civil. Dans l'ordre politique, administratif et civil, la France

depuis le XVII^e siècle était en travail; toutes les différentes parties cherchaient par un instinct national à se réunir et à se fondre pour former un corps.

Depuis Louis XI, dont le souhait ne pouvait être alors qu'un vague rêve d'avenir, tous les légistes éminents tendirent à dégager un droit commun du chaos de la législation civile. C'est une pensée d'unité qui vivifie les travaux de Dumoulin, Bourjon, Domat, Pothier, aussi bien que les ordonnances de L'Hospital, Colbert et d'Aguesseau. Le président de Lamoignon avait en vue, au dire de d'Aguesseau, de préparer un code en rédigeant ses *Arrêtés*. On ne parlait plus dans le monde judiciaire que de l'uniformité des lois civiles. Quand l'Assemblée constituante eut accompli ses plus importantes réformes politiques, un député, aujourd'hui inconnu, proposa la rédaction d'un code français; car les coutumes, comme le disait Duport, étaient déjà alors aux trois quarts détruites. Dans la séance du 5 juillet 1790, l'Assemblée décida que les lois civiles seraient revues et réformées par l'Assemblée, « et qu'il serait fait un code général de lois simples, claires et appropriées à la Constitution ». Dans la Constitution de 1791, le titre premier des dispositions fondamentales garanties par la Constitution se termine: « Il sera fait un code de lois civiles communes à tout le royaume ».

Mais, avant qu'un tel engagement pût se réaliser, plusieurs années devaient encore s'écouler, et les Assemblées devaient préluder à la codification générale par plusieurs travaux de codification partielle qui ne pouvaient éviter de se ressentir des fluctuations d'idées du temps. L'Assemblée constituante ne produisit aucune grande loi d'ensemble sur le droit privé. Voici les principales mesures législatives qu'elle décréta dans l'ordre civil :

Un décret du 4 octobre 1789 rappela les religieux à la vie civile, et leur permit de se marier. Ils purent désormais acquérir, transmettre par succession (V. Décr. 6 janv. et 12 sept. 1791). Mais comme la profession religieuse qu'ils avaient faite avait souvent déterminé l'établissement de membres de leur famille et donné lieu à des arrangements de famille irrévocables qu'il eût été injuste de ne pas respecter, l'Assemblée ne voulut pas que certaines expectatives légitimes fussent trompées: les anciens religieux ne purent recueillir les successions auxquelles ils n'auraient pas eu droit sous les anciennes ordonnances, en conséquence de leur profession religieuse, ni recevoir par donation entre vifs ou testamentaire autre chose que des pensions (Déc. 20 févr. et 19 mars 1790).

Les protestants avaient recouvré leur état civil en 1787. L'Assemblée constituante leur conféra tous les droits politiques, et, pour effacer autant que possible le souvenir d'injustices passées, elle ordonna que les biens des religionnaires fugitifs qui avaient été confisqués et réunis au domaine de l'État fussent rendus à leurs héritiers (Déc. 25 févr. 1789, 17 août et 1^{er} déc. 1790, 10 juill. et 9 déc. 1790). Les juifs résidant en France ne parurent pas d'abord dignes du même intérêt. Un décret du 28 janvier 1790 accorda les droits civils aux juifs du midi; en même temps, l'Assemblée supprimait la redevance annuelle de 20,000 livres que les juifs cantonnés dans le pays messin payaient comme droit d'habitation et de tolérance; mais les juifs de Metz et d'Alsace continuèrent de rester en dehors du droit commun. Des décrets des 28 septembre et 31 novembre 1791 abrogèrent toutes les mesures exceptionnelles prises contre eux, et accordèrent à tous les juifs les droits de citoyens, à la condition de prêter le serment civique.

Le droit d'aubaine à l'égard des étrangers fut aboli par l'Assemblée constituante, en vertu d'un décret du 18 août 1790: « Considérant que le droit d'aubaine est contraire aux principes de fraternité, qui doivent lier tous les hommes, quels que soient leur pays et leur gouvernement; que ce droit, établi dans les temps barbares, doit être pros crit chez un peuple qui a fondé sa constitution sur les droits de l'homme et du citoyen, et que la France libre doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre, en les invitant à jouir, sous un gouvernement libre, des droits sacrés et inaliénables de l'humanité, a décrété et décrète ce qui suit: Le droit d'aubaine et celui de détraction sont abolis pour toujours. »

Pour comprendre l'abolition du droit de détraction, il faut connaître la situation légale de l'étranger en France sous l'ancien droit. Dans le dernier état de l'ancien droit monarchique, le droit d'aubaine était un droit domanial. Des lettres patentes de Charles VI, de septembre 1386, en avaient attribué le profit à la Couronne, à l'exclusion des seigneurs hauts justiciers. On sait que l'aubain ne

pouvait ni recevoir ni transmettre par succession ou testament ; on disait de lui, comme du Latin Junien de l'ancienne Rome, avec moins de raison cependant : *Liber vivit, servus moritur* (V. *suprà*, p. 46, 94 et 137). Quelquefois, dans certaines provinces ou dans certaines villes, les aubains avaient obtenu, par privilège spécial concédé à la province ou à la ville, la faculté d'acquérir et de transmettre par succession. Sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI, plusieurs traités avec des cours étrangères furent conclus, qui abolirent réciproquement le droit d'aubaine et y substituèrent ordinairement un droit désigné du nom de droit de détraction, consistant dans le prélèvement de 10 p. 100 sur les successions échues à l'étranger ou laissées par lui. L'Assemblée nationale mit l'étranger sur le même pied que le régnicole. Cependant le décret du 6 août 1790 n'avait eu pour objet que les étrangers résidant en France ; une loi du 8 avril 1791 mit sur le pied d'égalité avec les Français mêmes les étrangers résidant hors de France, en leur accordant le droit de recevoir et de disposer par succession, testament ou autrement, comme s'ils étaient établis dans le royaume.

L'Assemblée put réaliser la pensée de Turgot, en abolissant les jurandes, par son décret du 2 mars 1791. Le commerce et l'industrie furent désormais libres, et la suppression des corporations d'arts et métiers laissa l'accès de tous les états et de toutes les industries ouvert à tous sans condition. La patente fut imposée aux commerçants par décret du 2 mars 1791, et quelques jours après (26 mars 1791), l'Assemblée décrétait, avec l'établissement du système décimal, l'unité depuis si longtemps désirée des poids et mesures.

Restait à régler, après ces réformes, le droit privé proprement dit, celui qui forme la matière des codes civils. Le mariage, comme fondement de la famille, a une telle importance, que l'Assemblée nationale lui consacra une disposition particulière dans la Constitution. La Constitution de 1791, tit. II, art. 17, dispose : « La loi ne considère le mariage que comme contrat civil. Le pouvoir législatif établira, pour tous les habitants, sans distinction, le mode par lequel les naissances, mariages et décès seront constatés, et il désignera les officiers publics qui recevront et conserveront les actes. » — L'Assemblée entendait ainsi établir une séparation entière entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil, qui allait être chargé désormais de consacrer seul le mariage civil, et de recevoir les actes constatant l'état civil des citoyens. Le principe de la liberté religieuse proclamé par l'Assemblée constituante élevait, en effet, la question du mariage civil à la dignité d'une question constitutionnelle.

Cette séparation des deux pouvoirs, civil et religieux, n'est cependant pas sans difficulté au regard du mariage. Il est facile de poser le principe général, que l'acte civil est distinct du sacrement ; mais, dans l'ordre des faits, il y a danger ou de ne point armer suffisamment le pouvoir civil ou de blesser la foi religieuse du catholique. Dans la doctrine catholique, en effet, l'acte civil du mariage ne naît que du sacrement ; tout mariage qui n'est pas consacré par l'Eglise, étant dépourvu de la grâce, dont le sacrement est le signe sensible, n'est qu'une union immorale, un fait concubinaire (*Conc. Trid.*, sess. XXIV, cap. 1).

Or que l'on se pénétre de cette doctrine, et l'on comprendra comment la question du mariage civil soulève de nos jours encore tant de difficultés. La loi civile dispensera-t-elle les citoyens du mariage religieux ? Elle reconnaîtra alors, au grand scandale des catholiques, un mariage légitime à ses yeux, mais qui n'est aux leurs qu'un concubinat ; et la morale et le dogme étant, dans la matière du mariage, mêlés, la loi sera immorale dans son principe pour les catholiques qui voudront l'approuver.

Restera-t-elle neutre ? Il y aura danger que des personnes, tranquilles dans leur conscience par un mariage seulement religieux, n'affichent le mépris de la loi en se dispensant du mariage civil, de telle sorte que, en sens inverse du cas précédent, il y aura des époux mariés au regard de la religion, concubinaires au regard de la loi.

Exigera-t-on, comme dans le système de la législation actuelle, que le mariage civil précède nécessairement le mariage religieux ? Mais alors quelle sera la situation des époux, et quelle sera la garantie de l'époux catholique, si, après le mariage civil, son conjoint (le cas s'est vu) refuse de procéder au mariage religieux ? Pourquoi cet acte de défiance blessant envers toutes les religions,

cette exigence soupçonneuse à l'égard de leurs ministres et qui, en présence des époux, semble à l'avance invalider leur autorité?

Enfin, si l'on se rangeait au système du code de l'ancien royaume des Deux-Siciles, qui fait résulter le mariage légal de la double célébration civile et religieuse, mais qui exige un mariage religieux aussi bien qu'un mariage civil, quelle que soit du reste la religion des époux, on aurait une loi à la vérité religieuse par son caractère, mais déiste en réalité, une loi civile professant une religion civile, sans dire laquelle, comme dans la doctrine du *Contrat social* de Rousseau, et niant toutes les religions par cela seul qu'elle les proclamerait toutes.

L'établissement du régime successoral devait soulever devant l'Assemblée des difficultés d'une autre sorte. Dans toutes les législations, la loi des successions tient à la constitution de la famille. On sait comment, dans le droit féodal et dans le droit coutumier, le principe de l'égalité était méconnu. De toutes les parties de ce droit, celle relative aux successions appelait la réforme la plus prompte; mais la réaction devait bientôt entraîner le législateur français au delà de toutes limites raisonnables. L'abolition du régime féodal avait entraîné celle des droits d'aînesse et de masculinité. Le 28 mars 1790, un décret avait décidé que les successions des nobles seraient partagées comme celles des roturiers. Le 2 novembre 1790 de la même année, l'abbé Grégoire avait proposé de régler l'ordre des successions sur la base de l'égalité. Le jour même où Mirabeau expira, la discussion de la loi sur les successions était à l'ordre du jour. Le grand orateur avait préparé un discours, dont Talleyrand donna lecture à l'Assemblée le lendemain de sa mort (2 avril 1791).

Le travail posthume de Mirabeau sur les successions se recommande par les grandes qualités qui distinguent toutes ses productions; mais il se ressent trop de l'entraînement de l'époque, et repose sur une fausse idée du droit de propriété. « Il n'est aucune partie du sol, dit Mirabeau, aucune production spontanée de la terre, qu'un homme ait pu s'approprier à l'exclusion d'un autre homme. Ce n'est que sur son propre individu, ce n'est que sur le travail de ses mains, sur la cabane qu'il a construite, sur l'animal qu'il a abattu, sur le terrain qu'il a cultivé, ou plutôt sur la culture même et sur son produit, que l'homme de la nature peut avoir un vrai privilège. — Dès le moment qu'il a recueilli le fruit de son travail, le fonds sur lequel il a déployé son industrie retourne au domaine général, et redevient commun à tous les hommes : voilà ce que nous enseignent les premiers principes des choses. — C'est le partage des terres, fait et consenti par les hommes rapprochés entre eux, qui peut être regardé comme l'origine de la vraie propriété, et ce partage suppose, comme on voit, une société naissante, une convention première, une loi réelle. Aussi les anciens ont-ils adoré Cérès comme la première législatrice du genre humain. — Nous pouvons donc regarder le droit de propriété, tel que nous l'exerçons, comme une création sociale. Les lois ne protègent pas, ne maintiennent pas seulement la propriété; elles la font naître, en quelque sorte, elles la déterminent, elles lui donnent le rang et l'étendue qu'elle occupe dans les droits du citoyen. »

Mirabeau conclut de là à la négation non du droit de succession, ce qui eût été au moins logique, mais du droit de testament, en le renfermant dans d'étroites limites : « Il me semble qu'il n'y a pas moins de différence entre le droit qu'a tout homme de disposer de sa fortune pendant sa vie et celui d'en disposer après sa mort, qu'il n'y en a entre la vie et la mort même. Cet abîme, ouvert par la nature sous les pas de l'homme, engloutit également ses droits avec lui, de manière qu'à cet égard, être mort ou n'avoir jamais vécu, c'est la même chose. »

Mirabeau demande, par ces raisons : « 1° Que l'ordre et le partage des successions en ligne directe, ascendante ou descendante, soient invariablement fixés par la loi; — Qu'il soit assuré aux héritiers, dans cette ligne, les neuf dixièmes de la masse des biens de celui auquel ils succéderont, — Et qu'en conséquence l'usage des donations entre vifs, institutions contractuelles, dispositions testamentaires sans charges de rapport, et généralement toutes autres dispositions tendant à déranger l'ordre de succéder et à rompre l'égalité dans les partages, soient prohibés aux ascendants envers leurs descendants, et respectivement, jusqu'à concurrence de neuf dixièmes dans ladite masse, sauf la libre disposition de la dixième partie en faveur des personnes étrangères à la ligne; — 2° Que les substitutions et fidéicommiss soient à l'avenir prohibés entre toutes personnes. »

L'Assemblée constituante n'adopta pas toutes les doctrines de Mirabeau, contre lesquelles on pourrait élever plus d'une grave objection. Elle ne se prononça pas sur le droit de tester; elle régla seulement le droit de succession *ab intestat*, par son décret du 15 avril 1791 :

« Article 1^{er}. Toute inégalité ci-devant résultant, entre héritiers *ab intestat*, des qualités d'aîné ou de puîné, de la distinction des sexes ou des exclusions coutumières, soit en ligne directe soit en ligne collatérale, est abolie. Tous héritiers en égal degré succéderont par portions égales aux biens qui leur sont déferés par la loi; le partage se fera de même par portions égales, dans chaque souche, dans le cas où la représentation est admise. — En conséquence, les dispositions des coutumes ou statuts qui excluaient les filles ou leurs descendants du droit de succéder avec les mâles ou les descendants des mâles sont abrogées. — Sont pareillement abrogées les dispositions des coutumes qui, dans le partage des biens, tant meubles qu'immeubles, d'un même père ou d'une même mère, d'un même aïeul ou d'une même aïeule, établissent des différences entre les enfants nés des divers mariages.

« Article 2. La représentation aura lieu à l'infini, en ligne directe, dans toutes les coutumes, savoir : dans celles qui la rejettent indéfiniment, à compter du jour de la publication du présent décret, et celles qui la rejettent seulement pour les personnes et les biens ci-devant nobles, à compter du jour de la publication du décret du 15 mars 1790. »

On verra bientôt la loi du 17 nivôse an II proscrire presque complètement les testaments. La pensée qui fit édicter cette loi était ultradémocratique; elle procédait des doctrines de Mirabeau. Cependant peut-on dire que le principe démocratique, qui n'est dans le droit que l'exagération du principe rationnel, entraîna la proscription du droit, pour le père de famille, de disposer par testament? Si l'on pouvait craindre que l'exercice du droit de tester ne redevînt, avec le temps, un moyen de rétablir la constitution de la famille féodale dans les grandes maisons, la théorie de Mirabeau répond à cette crainte, et la loi du 17 nivôse an II peut s'expliquer comme loi de réaction. Mais, absolument, la loi de nivôse an II était plutôt dogmatique que rationnelle; elle avait plutôt le caractère de ces lois de succession qui jusqu'à la Révolution partageaient les successions, non suivant l'affection présumée du défunt, mais conformément aux principes de la constitution politique du pays, dont la loi des successions était ainsi un des éléments.

Or, rationnellement, dans l'ordre d'idées où se plaçait le législateur depuis 1789, non-seulement le testament est légitime en soi, mais encore il est le seul fondement logique du droit de succession. Dans cet ordre d'idées, les successions ne pouvaient se partager que selon le vœu présumé du défunt. L'ordre des successions légitimes ne pouvait être, comme le dira plus tard Treilhard au conseil d'État, que le testament de ceux qui mouraient sans avoir fait un testament exprès. Rationnellement, et nous répétons à dessein démocratiquement, puisque c'est au nom du principe démocratique que l'on s'élevait contre la pratique des testaments, le droit de tester est absolu; c'est une conséquence logique du droit de propriété; l'ordre successoral ne peut découler que de présomptions tirées de la volonté de celui dont la succession est à partager.

Mais quel sera, dans cette doctrine, le fondement juridique du testament? Leibniz, comme on sait, le trouvait dans le dogme de l'immortalité de l'âme; le défunt restait le maître de son patrimoine; ses héritiers institués en étaient les administrateurs dans leur propre intérêt : *Mortui reverà adhuc vivunt, ideo manent domini rerum; quos vero heredes reliquerunt concipiendi sunt procuratores in rem suam* (*Nova Methodus jurisprudentiæ, etc.*, part. II, § 20).

Cette théorie peut prêter à de graves objections. Un jurisconsulte allemand, Gundling, demande assez plaisamment s'il ne conviendrait pas alors de rechercher si l'âme du *de cujus* ne serait pas par hasard une âme damnée. Mais on peut combattre plus sérieusement la théorie de Leibniz par cette raison, qu'un dogme ne saurait être le fondement d'un droit effectif. Dans l'ordre d'idées où s'est toujours placé le législateur moderne depuis 1789, le testament ne peut s'expliquer que comme une application de la doctrine des pactes : tout propriétaire peut incontestablement transférer sa propriété par l'effet de sa volonté; or c'est un fait semblable qui s'accomplit par la vertu du testament. Quand il y a eu un acte de dernière volonté, l'héritier succède par l'effet de la volonté expresse du défunt;

et il succède par un effet de cette volonté présumée, quand il n'y a pas eu de testament, et que la loi, sur la prévoyance de laquelle le mourant a compté, défère l'hérédité selon le sentiment qu'elle lui suppose.

On pourrait objecter ici qu'un pacte n'est parfait que par le concours de deux volontés; que, jusqu'à l'acceptation, il n'y a de la part du promettant qu'une simple pollicitation, qui peut toujours être retirée; qu'un contrat, par exemple, ne peut plus se former si le promettant vient à mourir avant que l'autre partie ait accepté; que par conséquent le testament ne peut, en droit naturel, produire d'effet, puisque l'acceptation de l'hérédité ne saurait avoir lieu qu'après la mort du testateur.

Mais cette objection reposerait sur une analyse inexacte du caractère juridique, naturel, du contrat. Dans tout contrat, l'obligation du promettant naît de la volonté persistante de celui qui veut s'obliger; si la volonté du stipulant est requise du vivant même du promettant pour le parfaire, ce n'est que dans les contrats commutatifs ou qui peuvent par la suite imposer des charges au stipulant. Comme les deux parties sont obligées, on comprend qu'à un certain moment les deux volontés doivent concorder pour que les obligations réciproques naissent du contrat. Mais le testament est-il un acte commutatif? Le testateur a-t-il rien à en attendre personnellement? Quoi donc pourrait empêcher que les effets du testament se produisissent par l'acceptation de l'institué manifestée après la mort du testateur? L'expression de deux volontés successives équivaut alors à l'expression de deux volontés concomitantes, laquelle est requise pour la perfection des conventions qui obligent ou peuvent éventuellement obliger deux parties qui contractent.

L'Assemblée législative, dans son existence éphémère, fit peu de chose pour le droit civil. Elle réalisa seulement, avec excès, quelques pensées de l'Assemblée constituante. Un décret du 14 septembre 1792 abolit la pratique des substitutions fidéicommissaires, par le moyen desquelles les familles auraient pu prolonger les usages du droit féodal. Un décret du 20 septembre établit le divorce « au nom de la liberté individuelle, dont un engagement indissoluble serait la perte ». Par ce décret, le mariage était ramené au niveau d'un contrat ordinaire : les époux pour qui le lien conjugal était trop pesant pouvaient se présenter devant six parents ou amis; s'ils ne se retiraient pas conciliés, ils pouvaient, un mois après s'il n'y avait pas d'enfants, et deux mois après s'il y avait des enfants, faire prononcer le divorce par l'officier de l'état civil, sur la production du certificat de non-conciliation. Le divorce pouvait même être prononcé sur la demande seule de l'un des deux époux.

Un second décret du même jour, 20 septembre 1792, sagement conçu, réglait la tenue des registres de l'état civil : « Les municipalités recevront et conserveront à l'avenir les actes destinés à constater les naissances, mariages et décès. — Le double des registres sera déposé au district et aux archives du département. Les actes feront foi en justice. — Chacun pourra s'en faire délivrer des extraits. — Défense est faite d'écrire et de signer les actes sur feuilles volantes. — La naissance devra être déclarée par le père ou par le propriétaire de la maison où s'est fait l'accouchement. L'enfant sera présenté à l'officier public. — Aucun citoyen ne pourra porter de nom, ni de prénoms, que ceux exprimés dans son acte de naissance; aucun surnom ne pourra être ajouté au nom propre. — Le mariage sera publié à la mairie huit jours avant sa célébration; mais les mariages secrets ne sont pas nuls, pourvu qu'il y ait un acte en forme. — Les décès seront déclarés par les deux plus proches parents ou voisins, dans les vingt-quatre heures; l'officier public se transportera dans les vingt-quatre heures au domicile du défunt pour s'assurer du décès. »

Avec la Convention, on voit se produire les doctrines de droit civil les plus antisociales dont on ait jamais risqué l'application. Il semble que l'Assemblée législative et la Convention aient voulu détruire tout ce qui avait été jusqu'alors l'objet d'un respect traditionnel. Une loi du 7 mars 1793, prélude des mesures qui devaient supprimer les testaments, abolit les institutions contractuelles. La liquidation des anciens droits féodaux, la situation des acquéreurs et détenteurs de l'ancien domaine de la Couronne, et l'état des ecclésiastiques et religieux, furent l'objet des mesures les plus arbitraires; nous les avons exposées précédemment. Dans cette suite de lois sans nom, dont la génération suivante devait répudier l'héritage dans le Code civil, la plus considérable fut la loi du 21 nivôse an II sur les successions.

La loi du 24 nivôse an II fit table rase de toutes les dispositions coutumières ou féodales, et de celles contenues dans les ordonnances qui régissaient la matière des successions; elle créa un droit entièrement nouveau. Elle fut l'œuvre de légistes qui devaient plus tard réformer leur première pensée dans le Code civil, tels que Cambacérès, président du comité de législation, et Berlier, rapporteur de la loi. Elle contient deux sortes de dispositions : les unes statuant pour l'avenir, très-discutables dans leur principe; les autres rétroactives, revenant sur des actes consommés pour en annuler les effets, par conséquent essentiellement mauvaises et deux fois injustes, en elles-mêmes et par leur rétroactivité. La loi du 24 nivôse an II annule, en effet, toutes les donations entre vifs faites depuis le 14 juillet 1789, jour de la prise de la Bastille, toutes les dispositions contractuelles postérieures à la même date pour leurs effets, c'est-à-dire même faites avant le 14 juillet 1789, si leurs auteurs sont morts depuis; elle appelle les religieux et religieuses à reprendre leur part dans les successions échues et partagées depuis le 14 juillet; elle autorise un nouveau partage de toutes les successions échues et liquidées depuis ce jour, à faire sur les bases des dispositions qu'elle promulguait, etc. (art. 1^{er} à 61). — On peut dire que jamais œuvre législative ne fut plus désastreuse dans son application et dans ses résultats.

On ne discute pas un pareil acte, on ne le condamne même pas : on l'expose. Dans les dispositions statuant pour l'avenir, la loi n'est guère plus sage qu'elle n'avait été juste dans ses dispositions transitoires. Cependant il faut reconnaître que, tout attaquée qu'elle a été depuis, elle avait le mérite de débayer le terrain de tous les systèmes divers, et quelquefois contraires, du droit coutumier, et de ne manquer ni de simplicité ni de proportion dans son ensemble. Elle supprime d'abord toute distinction dans la nature et l'origine des biens, pour en régler la transmission (art. 62). Les anciennes règles du droit coutumier : *paterna paternis, materna maternis*; Propres ne remontent, etc., sont abrogées. Il n'y a plus de différence entre les propres et les acquêts, les meubles et les immeubles, etc. (art. 62). Les successions se divisent en trois ordres : les successions des descendants, celles des ascendants et celles de collatéraux (art. 63).

Dans la ligne descendante, tous les enfants succèdent également (art. 64), et la représentation a lieu à l'infini (art. 68). A défaut de descendants, la succession appartient aux frères et sœurs ou descendants de ceux-ci (art. 69 et 76). Puis viennent les ascendants (art. 69); puis, les parents collatéraux autres que les frères et sœurs ou descendants d'eux (art. 75 et suiv.). En ligne collatérale, la représentation a lieu à l'infini (art. 77, 82 et 88), comme en ligne descendante. Pour le règlement des successions collatérales, la loi du 24 nivôse an II paraît s'être inspirée du mode de succéder tout particulier de la coutume de Normandie (V. *suprà*, p. 141). Ainsi les descendants de l'ascendant le plus proche, par exemple du père, excluent tous ceux d'un ascendant plus éloigné, par exemple l'aïeul, de la même ligne (art. 77 et suiv.). La loi n'accordait aucun privilège au double lien; mais, s'il y avait plusieurs branches dans la succession, les parents germains prenaient part dans les deux branches (art. 89).

Toutes ces dispositions pourraient se justifier à la rigueur, excepté celles établissant la représentation à l'infini en ligne collatérale, qui compliquaient singulièrement la liquidation des successions et appelaient à succéder quelquefois des inconnus du défunt. Mais ce qui ne devait pas durer plus longtemps que la période d'excès que la France traversait, c'est le principe tyrannique qui enlevait à l'homme la faculté de disposer de ses biens par testament ou donation, autrement que pour un dixième si le disposant avait des héritiers en ligne directe, et pour un sixième s'il avait des héritiers collatéraux. Les auteurs de la loi de nivôse an II frappaient ainsi la propriété, en vue de ce qu'ils estimaient être un intérêt politique. Pour prévenir le retour de l'inégalité aristocratique, ils atteignaient l'homme jusque dans le principe de ses affections. Ce système était encore aggravé par les dispositions de la loi du 12 brumaire an II, qui mettaient les enfants naturels sur le même rang que les enfants légitimes, pour le droit de succession, sauf une différence insignifiante. Cambacérès, rapporteur de la loi, allait encore plus loin par la pensée : il proposait de mettre les enfants adultérins sur le même rang que les enfants légitimes, et l'on sait que la Convention promettait des récompenses aux filles-mères!

Les dispositions rétroactives de la loi de nivôse an II jetaient cependant une perturbation trop profonde dans les intérêts des particuliers pour ne pas soulever de vives réclamations. Tant que dura la Terreur, on se tut; mais après le 9 thermidor, le cri devint unanime. Le Comité de législation de la Convention était assailli de pétitions demandant des explications sur la manière dont ces dispositions rétroactives devaient être entendues; il essaya d'abord d'y répondre (décr. des 22 ventôse et 9 fructidor an II); mais on dut bientôt reconnaître l'impossibilité de maintenir ces dispositions. Un décret du 5 floréal an III suspendit toutes actions et procédures commencées à raison de l'effet rétroactif de la loi de nivôse an II. L'abrogation devait bientôt être prononcée; elle le fut par une loi de vendémiaire an IV.

Comme on l'a vu par tout ce qui précède, durant la période ascendante de la Révolution, l'anarchie dans les idées n'était pas moindre dans les questions de l'ordre civil que dans celles de l'ordre politique. Le trouble était extrême; rien de vraiment durable ne pouvait sortir d'un tel état. Toute une législation civile ne se transforme pas en un jour; il y faut du calme et de la réflexion. Cependant, au milieu de toutes les exagérations qui se produisaient, mêlées, il faut le reconnaître, d'un certain nombre d'idées heureuses, il en est une que le gouvernement révolutionnaire ne toléra jamais : l'attentat au principe de la propriété. Jamais la Révolution n'eut à aucun degré un caractère socialiste, même au plus fort de ses violences et de ses injustices. Elle déplaçait des propriétés, mais elle respectait la propriété. Une loi du 18 mai 1793 prononçait la peine de mort, la seule, peine que l'on connût alors, contre ceux qui proposeraient la loi agraire.

La période directoriale fut celle d'un gouvernement lentement et timidement réparateur, comme nous l'avons déjà dit, divisé contre lui-même, condamné par son origine à exécuter peut-être plus qu'il n'eût voulu, sans force, sans autorité, essentiellement transitoire. Cependant le pouvoir législatif de ce temps produisit beaucoup de lois d'affaires assez sages et utiles, et qui sont demeurées en vigueur, ou sont passées dans les codes de l'Empire. Nous en avons déjà fait connaître plusieurs, qui se rattachent par un côté au droit public. Les lois appartenant à l'ordre purement civil sont moins nombreuses, mais elles n'ont pas une importance moindre.

Il y avait d'abord à prendre une mesure urgente, nécessaire pour rassurer d'innombrables intérêts; il fallait revenir sur les monstrueuses dispositions rétroactives de la loi de nivôse an II sur les successions. La loi du 5 floréal an III en avait déjà, comme on l'a vu, suspendu l'exécution; mais les intérêts étaient dans l'attente. La loi du 3 vendémiaire an IV (25 septembre 1795) abolit tous les effets rétroactifs des lois des 5 et 12 brumaire et 21 nivôse an II. Malheureusement il y avait des actes consommés, des partages opérés, des particuliers dépouillés de biens qu'ils avaient possédés pendant cinq ans. Fallait-il laisser subsister ces actes? Le législateur de l'an IV ne le pensa pas. Une nouvelle rétroactivité de la loi était nécessaire pour réparer, autant que possible, le mal d'une loi précédente rétroactive. La loi du 3 vendémiaire an IV voulut que ceux qui seraient rappelés et rétablis dans leurs droits reprissent leurs biens dans l'état où ils les retrouveraient, excepté s'il avait été coupé des bois de haute futaie, auquel cas celui qui avait fait la coupe devait indemniser d'autant le propriétaire rétabli. De cette façon, toutes les aliénations, toutes les hypothèques consenties étaient maintenues à l'égard des tiers. — Cette loi de nivôse an II est un des faits les plus déplorables, mais les plus instructifs dans ses effets désastreux, que l'on puisse noter dans les annales législatives.

La Convention avait aboli la contrainte par corps en matière civile par une loi du 9 mars 1793. On pouvait considérer, en effet, comme une violation du principe de liberté, l'incarcération d'un débiteur à qui l'on ne peut reprocher que des imprudences ou des malheurs. Mais le crédit privé parut souffrir de l'absence de cette sorte de garantie pour les créanciers. Une loi du 24 ventôse an V fit revivre la contrainte par corps, parce que, disait le conseil des Anciens, « il importait de rendre aux obligations entre citoyens la sûreté et la solidité, qui seules pouvaient donner au commerce de la République la splendeur et la supériorité qu'il devait avoir ».

Le législateur de l'an V revint aussi sur les lois des 20 septembre 1792, 7 septembre 1793 et 8 nivôse an II, qui avaient fait du mariage un contrat résoluble presque à la seule volonté de l'un des

époux. Par la loi du 1^{er} complémentaire an V, le mariage recouvra un peu de sa dignité; le divorce fut maintenu, mais subordonné à des causes déterminées.

La loi purement civile et vraiment importante de cette période fut la loi du 11 brumaire an VII sur le régime hypothécaire. L'Assemblée constituante, qui avait porté les regards sur toutes les parties du droit public et privé, et conçu même la pensée d'un code civil, avait mis à l'étude la réforme hypothécaire; l'Assemblée législative en avait repris le projet, mais elle s'était séparée sans rien arrêter à cet égard. La Convention nationale adopta le 9 messidor an III une loi complète sur les hypothèques. Cette loi de l'an III ne comprenait pas moins de 279 articles. L'examen n'en manquerait pas d'intérêt; on y verrait les premiers tâtonnements du législateur pour arriver au système qui nous régit; mais, outre qu'il a déjà été fait ailleurs (V. *Jur. gén.*, v^o *Hypothèques*, n^{os} 48 et suiv.), il ne se rattacherait qu'indirectement à l'histoire du droit effectif de l'époque; car la loi du 9 messidor an III a été plusieurs fois ajournée, et d'ajournement en ajournement, elle finit par n'être jamais exécutée.

La loi du 11 brumaire an VII, au contraire, non-seulement fut exécutoire pendant plusieurs années jusqu'au Code civil, mais a servi de type au titre des hypothèques dans ce code. Elle distingue trois sortes d'hypothèques : l'hypothèque conventionnelle, l'hypothèque judiciaire et l'hypothèque légale; la loi de messidor an III n'admettait pas cette dernière. La loi de brumaire base tout le système hypothécaire sur ces deux principes, qui sont encore ceux du Code civil : la spécialité et la publicité. Mais le principe de la spécialité n'était pas tellement absolu que toute garantie hypothécaire dût affecter nommément tel immeuble : l'hypothèque judiciaire et l'hypothèque légale portaient sur tous les biens du débiteur situés dans le ressort du bureau des inscriptions.

La publicité de l'hypothèque consistait dans l'inscription faite sur les registres du bureau de l'arrondissement. Pour assurer complètement la publicité, la loi du 11 brumaire an VII faisait résulter la propriété à l'égard des tiers de la transcription de l'acte translatif de propriété sur les registres du conservateur des hypothèques de l'arrondissement. Non-seulement cette mesure était sage, mais on peut dire qu'elle est une pièce nécessaire de tout système hypothécaire basé sur le système de la publicité; car si la publicité est de l'essence de tout bon système hypothécaire, comme garantie du droit des tiers et comme condition du crédit privé, il importe avant tout au crédit que celui qui prête sur hypothèque soit certain du gage qui lui est affecté. Or un bon système de transcription peut seul donner à la propriété immobilière un état civil. Il est inexplicable que la transcription exigée par la loi du 11 brumaire an VII ne soit pas passée dans le Code, lorsque les auteurs de ce code, dans les travaux préparatoires, en avaient reconnu l'impérieuse nécessité. La loi du 23 mars 1855 a rectifié une défectuosité de notre loi civile, résultat sans doute de quelque malentendu : il n'y a plus aujourd'hui dans notre loi civile cette anomalie : d'un côté, l'hypothèque publique, et de l'autre côté, la propriété incertaine (1).

Les auteurs de la loi du 11 brumaire an VII n'avaient pas cédé aux tendances aventureuses qui avaient égaré la Convention dans la loi du 9 messidor an III. Parmi les dispositions les plus consi-

(1) D'après la loi du 11 brumaire an VII, la transcription de l'acte d'acquisition était nécessaire pour que la propriété fût réputée acquise à l'égard des tiers; entre deux acquéreurs successifs, le dernier acquéreur qui avait fait transcrire primait le premier acquéreur, si celui-ci n'avait pas fait la transcription. Dans le premier projet du code civil, l'art. 91 portait : « Les actes translatifs de propriété qui n'ont pas été transcrits ne peuvent être opposés aux tiers qui auraient contracté avec le vendeur, et qui se seraient conformés aux dispositions de la présente. » — Dans la rédaction définitive, cet art. 91 devint l'art. 2181 du code, qui ne faisait plus de la transcription que le préliminaire nécessaire de la purge. Comment s'opéra ce changement? Sur ce point, les procès-verbaux de la discussion au conseil d'État sont trop incomplets pour que l'on puisse asseoir un jugement certain. Mais les termes très-clairs des art. 2181 et 2182 ne laissent aucun doute sur ce point, que sous le régime du code, avant toutes modifications, la propriété était transmise, à l'égard même des tiers, par le seul fait de la convention. Bientôt l'art. 834 du code de procédure civile permit seulement à ceux qui avaient un privilège ou une hypothèque sur l'immeuble de le faire inscrire jusqu'à la transcription et dans la quinzaine qui suivait. — La loi du 23 mars 1855 a repris purement et simplement le principe de la loi du 11 brumaire an VII (V. sur le système des art. 2181 et 2182 originaires du code Napoléon, Troplong, *Hypothèques*, n^{os} 894 et suiv., et Jourdan, *Thémis*, t. V, p. 481).

dérables de cette dernière loi, il faut signaler la faculté qui était donnée aux propriétaires de mobiliser leurs propriétés immobilières et de les mettre dans le commerce, comme de simples valeurs mobilières, au moyen de *cédules hypothécaires*. Tout propriétaire pouvait prendre hypothèque sur lui-même, jusqu'à concurrence des trois quarts du prix vénal de ses immeubles, puis requérir du conservateur la délivrance de *cédules hypothécaires* pour une valeur égale, et les mettre en circulation. Les *cédules hypothécaires* étaient transmissibles par la voie de l'endossement; elles étaient garanties par l'immeuble. L'article 36 de la loi du 9 messidor an III est ainsi conçu : « Au nombre des diverses manières de conserver volontairement hypothèque, est comprise celle qui accorde à tout propriétaire de biens et droits susceptibles d'hypothèque la faculté de prendre hypothèque sur lui-même, pour un temps déterminé, qui ne peut excéder dix années, par la voie des *cédules hypothécaires*, jusqu'à concurrence néanmoins des trois quarts de la valeur capitale ou prix vénal de ses biens désignés dans les *cédules*, y compris le montant des hypothèques dont ils sont déjà grevés. — Dans le cas où il use de cette faculté : 1° le conservateur des hypothèques, chargé d'en faire la délivrance, est garant de la valeur capitale annoncée par la *cédule* et du montant des créances hypothécaires antérieures ; 2° cette *cédule hypothécaire* est transmissible, non point au porteur annoncé, mais par la voie de l'endossement à ordre; elle forme un titre exécutoire contre le citoyen qui l'a souscrite, au profit de celui à l'ordre duquel elle est passée; 3° il n'y a aucun retour de garantie d'un endossement à l'autre, excepté seulement en cas de faux. »

On ne peut expliquer que par l'esprit de vertige qui soufflait alors, cette malencontreuse innovation, se produisant dans le temps même de la catastrophe des assignats; les *cédules hypothécaires* étaient, en effet, un papier-monnaie privé. Mais qui ne tremblerait à l'idée de voir la propriété immobilière entrer ainsi dans la circulation comme un papier de commerce? Où serait alors la garantie des familles contre l'esprit de spéculation et d'industrie? Où seraient la pondération et le lest de l'état social? Tous les législateurs sages ont voulu que ce fût chose grave que d'aliéner ou engager un fonds immobilier; ils ont pris à cet égard des précautions souvent excessives. Pouvait-il convenir alors, comme aujourd'hui, de mobiliser le sol, et de fournir ainsi une cause de surexcitation des appétits du jeu, qu'il faudrait plutôt souhaiter que la loi pût refréner, si sa mission était d'agir sur les mœurs? On a vu, quarante ans après le projet de la Convention, une école d'utopistes (les saint-simoniens) reprendre cette pensée antisociale, destructive de toute stabilité; mais il faut dire, à l'honneur des légistes, qu'ils y ont énergiquement résisté. Toutes les fois qu'il s'est agi de modifier notre régime hypothécaire, la cour de cassation, notamment, en 1845, sous le ministère de M. Martin (du Nord), a protesté contre toute velléité de mobiliser le sol (V. les Travaux préparatoires, recueillis et publiés par ordre du garde des sceaux en 1845).

Il y aurait à présenter ici quelques considérations qui seraient, au moins pour leur objet, d'un puissant intérêt; mais elles sortiraient un peu du cadre de ce travail. Quel était le principe le plus général de l'ancien droit avant la Révolution? Quel fut-il après la Révolution? Le principe de l'ancien droit français était non pas exclusivement, mais principalement dogmatique; le principe du droit moderne est le principe rationnel.

Sous le régime de la Convention, la Révolution poussa ce dernier principe à ses derniers excès. Mais quand elle eut consommé son œuvre, un doute d'abord, la crainte ensuite, paraissent avoir saisi les chefs et les populations pour lesquelles ceux-ci légiféraient. La Révolution sembla remonter lentement son courant. On sentit alors que la raison humaine n'est pas seule maîtresse des choses, et qu'à ne vouloir rien qu'elle n'explique, on court le risque de s'égarer. Le sentiment reconquit une petite place dans la loi. La tradition reprit peu à peu son empire; la réconciliation parut se préparer entre la France nouvelle et la vieille France, qui ne pouvait s'être trompée complètement, et sur toutes choses, dans tout le cours de son histoire. C'est que les considérations par lesquelles nous avons commencé cette étude (V. *suprà*, p. 2 et suiv.) seront toujours vraies : il y a dans tout droit deux éléments, l'un général, l'autre individuel et particulier; le progrès ne consiste pas à méconnaître le premier, mais à l'accommoder au temps.

Nous ne pouvons quitter cette époque de l'histoire de notre droit sans parler du style législatif,

que la Révolution, véritablement, créa. Sous ce rapport, elle fit faire un progrès à la langue. La période révolutionnaire, depuis la constitution des communes en Assemblée nationale jusqu'au Consulat, fut un véritable déluge de lois et de décrets; il n'en a été rappelé ici qu'une très-petite partie. Cependant jamais la science du droit ne fut moins cultivée; on peut même dire qu'elle fut comme oubliée jusqu'après la publication des codes de l'Empire. Toute culture littéraire avait aussi disparu. Mais il reste de cette époque de véritables monuments de la langue dans les innombrables actes législatifs qu'elle produisit. La Révolution eut cette gloire de créer la langue législative en France.

Que l'on se rappelle le style des anciennes ordonnances et de leurs longs et obscurs préambules. Jamais la pensée n'y apparaît nette et claire; il faut la dégager laborieusement de longues phrases tout embarrassées d'autres longues phrases incidentes, qui la rendent quelquefois presque insaisissable et l'alanguissent toujours; le style des ordonnances jusqu'à la Révolution est le style du XVI^e siècle, moins la vivacité du tour et l'exquise saveur de langage que savaient y donner les grands écrivains de l'époque, comme Montaigne.

Avec les Assemblées, on entend parler tout à coup une langue nouvelle, à la fois ferme et limpide, impérative, comme il convient à la loi, nerveuse sans tension, très-remarquable, littérairement, par ses qualités lapidaires, qui rappellent quelquefois celles des formules de l'ancien droit romain. Et cette langue reste simple longtemps après que l'emphase et le mauvais goût ont envahi l'éloquence de la tribune. La langue du Code civil et des décrets impériaux, fort belle encore, n'a cependant plus au même degré cette allure simple et fière.

Ces hautes qualités de la langue législative de la Révolution ne peuvent s'expliquer que par la foi profonde, la confiance sincère avec laquelle les hommes de la première époque acceptaient leur mission régénératrice; c'est le cas de rappeler cette pensée de Tocqueville, que si 89 fut un temps d'inexpérience, il fut aussi un temps de générosité, d'enthousiasme, de virilité et de grandeur (*L'Ancien Régime et la Révolution*, chap. VIII).

Nous allons aborder une nouvelle période; son caractère sera celui d'une réaction modérée. On a dit souvent que la législation impériale était, dans son ensemble, une œuvre de conciliation : les codes de l'Empire sont en effet conciliateurs, non-seulement eu égard aux traditions diverses ou même contraires des différentes parties d'un vaste empire qu'il s'agissait de soumettre à une loi unique, mais encore entre le présent et un passé que la France, maîtresse d'elle-même, n'eût jamais voulu rayer de son histoire. On va voir déblayer le terrain que la Révolution avait jonché de débris, et des architectes prudents (rendons-leur ce témoignage) reprendre parmi les anciens matériaux ceux qui devaient encore entrer dans la composition du nouvel édifice.

LIVRE VIII. — DROIT NOUVEAU

Le coup d'État du 18 brumaire promettait à la France la tranquillité intérieure. Le gouvernement du Directoire était tombé depuis quelque temps dans le plus profond mépris; les lois étaient sans autorité; les symptômes les plus désolants accusaient une décomposition sociale imminente. Pour relever le pays de cette chute profonde, après les terribles surexcitations de la période précédente, il était peut-être nécessaire, en effet, qu'un pouvoir fort rassemblât dans ses mains tous les éléments de vitalité dispersés dans le corps social. L'ordre, comme on l'entend communément, c'est-à-dire la paix dans la rue et le respect des personnes et des choses, était alors le premier besoin du pays. Le pays assista avec la plus profonde indifférence au renversement des pouvoirs politiques établis en exécution de la Constitution de l'an III; il y conniva même par la pensée, inquiet surtout du jacobinisme renaissant au milieu du désordre. Le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799) inaugura une ère nouvelle, que nous diviserons en trois époques : le Consulat et l'Empire; la monarchie de 1815; la monarchie de 1830. Nous clorons cet historique à cette dernière phase de nos luttes intérieures.

CHAPITRE I^{er}. — CONSULAT ET EMPIRE.

§ I^{er}. — LEGISLATION CONSULAIRE.

La Constitution du 22 frimaire an VIII, qui établit le gouvernement consulaire, est toute gouvernementale; elle ne paraît pas se préoccuper de l'individu, du citoyen. Toutes les constitutions précédentes avaient pour préambule une déclaration des droits; la Constitution de l'an III avait même ajouté, comme pendant, une déclaration des devoirs civiques. La Constitution de l'an VIII est muette sur les droits individuels. Sieyès, le métaphysicien politique de l'époque, méditait depuis dix ans un plan de constitution dont on parlait mystérieusement. Bonaparte l'avait intéressé à ses projets contre le gouvernement directorial, en lui faisant entrevoir l'occasion de réaliser ses conceptions politiques. Mais on sait que la Constitution de l'an VIII, qui emprunta aux idées de Sieyès le système par lequel ce métaphysicien politique anéantissait très-artistement, dit M^{me} de Staël, les élections populaires, en rejeta les garanties que Sieyès avait imaginées contre les tentations du pouvoir souverain. Une commission composée de cinquante membres, choisis parmi les membres du conseil des Cinq-Cents

et des Anciens, fut chargée de l'élaboration de la Constitution, sous l'inspiration de Bonaparte; la Constitution faite fut soumise pour la forme à l'approbation de la nation. Elle nommait le citoyen Bonaparte premier consul, le citoyen Cambacérès second consul, le citoyen Lebrun troisième consul (art. 39). Les consuls étaient nommés pour dix ans, et indéfiniment rééligibles; mais le troisième consul n'était nommé la première fois que pour cinq ans (*Ibid.*).

Le mécanisme de la Constitution de l'an VIII était certainement le plus singulier dont la France ait jamais fait l'épreuve. Sieyès, à qui les bases en furent empruntées, figurait sa constitution sous la forme d'une pyramide : la base, c'était la nation; le gouvernement en était la pointe. Mais en même temps l'action populaire se trouvait de fait réduite à néant; car les assemblées primaires n'étaient à aucune fonction directement. L'élection était à trois degrés, et c'était sur une liste de candidats, produit de la troisième élection, qu'étaient choisis les fonctionnaires des divers ordres. La souveraineté nationale se réduisait ainsi à former, au troisième degré, des listes d'éligibles. Le Sénat était le corps conservateur de la Constitution. Le pouvoir exécutif était déposé entre les mains d'un grand Électeur; mais le Sénat pouvait toujours *absorber* le grand Électeur, en le faisant rentrer dans son sein, s'il y avait lieu de craindre qu'il abusât de sa puissance.

Bonaparte ne pouvait admettre cette faculté d'absorption, qui eût menacé l'autorité dont il venait de se saisir. Il prit du projet de Sieyès ce qui anéantissait en réalité l'action populaire; il en écarta ce qui menaçait le pouvoir exécutif.

Dans la Constitution de l'an VIII, il y a :

1° Trois consuls, comme cela vient d'être dit, mais investis d'une autorité bien différente, car le premier a toutes les attributions d'un chef d'empire, et les deuxième et troisième consuls n'ont que voix consultative; ils signent les actes officiels, mais ils ne peuvent en arrêter l'exécution;

2° Un Sénat conservateur, composé de quatre-vingts membres inamovibles et élus à vie, se recrutant lui-même sur une liste de trois candidats formée par le Corps législatif, le Tribunat et le premier consul;

3° Un Corps législatif, composé de trois cents membres, faisant les lois au scrutin secret et sans discussion. Les membres du Corps législatif sont nommés par le Sénat sur les listes faites dans les départements, au troisième degré d'élection;

4° Un Tribunat, composé de cent membres, nommés par le Sénat sur les listes d'éligibles⁽¹⁾, discutant les projets de loi et en votant l'adoption ou le rejet. Le Tribunat nommait trois orateurs, pris dans son sein, chargés d'exposer devant le Corps législatif les motifs des vœux qu'il exprimait sur un projet de loi. Il déférait au Sénat, pour cause d'inconstitutionnalité, les actes du Corps législatif ou des consuls, et les listes d'éligibles. Il pouvait exprimer des vœux sur les améliorations à introduire dans toutes les parties de l'administration publique;

(1) Le système électoral de la Constitution de l'an VIII ne peut être compris que par le texte même des articles. Ils sont ainsi conçus : « Art. 7. Les citoyens de chaque arrondissement communal désignent par leurs suffrages ceux d'entre eux qu'ils croient les plus propres à gérer les affaires publiques. Il en résulte une liste de confiance, contenant un nombre de noms égal au dixième du nombre des citoyens ayant droit d'y coopérer. C'est dans cette première liste communale que doivent être pris les fonctionnaires publics de l'arrondissement. — Art. 8. Les citoyens compris dans les listes communales d'un département désignent également un dixième d'entre eux. Il en résulte une seconde liste dite départementale, dans laquelle doivent être pris les fonctionnaires publics du département. — Art. 9. Les citoyens portés dans la liste départementale désignent pareillement un dixième d'entre eux. Il en résulte une troisième liste, qui comprend les citoyens de ce département éligibles aux fonctions publiques nationales. — Art. 10. Les citoyens ayant droit de coopérer à la formation de l'une des listes mentionnées aux trois articles précédents sont appelés tous les trois ans à pourvoir au remplacement des inscrits décédés ou absents pour toute autre cause que l'exercice d'une fonction publique. — Art. 11. Ils peuvent en même temps retirer de la liste les inscrits qu'ils ne jugent pas à propos d'y maintenir, et les remplacer par d'autres citoyens dans lesquels ils ont une plus grande confiance. — Art. 12. Nul n'est retiré d'une liste que par les votes de la majorité absolue des citoyens ayant droit de coopérer à sa formation. — Art. 13. On n'est point retiré d'une liste d'éligibles par cela seul qu'on n'est pas maintenu sur une autre liste d'un degré inférieur ou supérieur. »

5° Un conseil d'État, chargé de rédiger les projets de loi et les règlements d'administration publique, et de résoudre les difficultés s'élevant en matière administrative. C'est dans le conseil d'État qu'étaient pris les orateurs chargés de soutenir, au nom du gouvernement, les projets de loi devant le Corps législatif.

Tout acte du gouvernement devait être contre-signé par un ministre.

L'organisation judiciaire était maintenue.

Le fameux article 75 de la Constitution disposait : « Les agents du gouvernement autres que les ministres ne peuvent être poursuivis pour des faits relatifs à leurs fonctions qu'en vertu d'une décision du conseil d'État; en ce cas, la poursuite a lieu devant les tribunaux ordinaires ».

Assurément, un tel mécanisme constitutionnel n'était pas une conception ordinaire. Cependant, sans parler de la facilité trop grande qu'il laissait au pouvoir exécutif de neutraliser l'un par l'autre, dans leur action constitutionnelle, tous ces corps délibérants, comme l'événement l'a prouvé, il pouvait soulever de nombreuses critiques. Le fonctionnement du corps électoral était d'abord essentiellement vicieux. L'expérience a démontré qu'en dehors de l'élection directe, la représentation nationale n'existe pas; que, de plus, l'élection à deux degrés, et à bien plus forte raison à trois degrés, a le grave inconvénient de désintéresser les électeurs du devoir civique que l'on paraît attendre d'eux, et que l'urne du scrutin est alors désertée. Il est vrai que cet inconvénient touchait peu le législateur constituant de l'an VIII, qu'il était même secrètement entrevu comme un avantage; mais alors pourquoi écrire dans la Constitution un droit dont l'exercice est organisé pour que les citoyens n'en usent pas?

En second lieu, il y avait dans la Constitution de l'an VIII trop de corps délibérants, surtout si l'on considère qu'aucun n'était vraiment représentatif, ni par son origine, ni par le nombre trop peu considérable des membres qui les composaient. Pourquoi la parole était-elle donnée au Tribunat pour n'émettre en définitive que des vœux, et interdite au Corps législatif, qui devait faire la loi? Le droit de voter et la défense de discuter ne sont-ils pas deux choses contradictoires? — Rien n'était moins conforme à l'esprit de la Révolution que la Constitution de l'an VIII : avec une aristocratie ancienne ou nouvelle dans l'État, la constitution de l'an VIII eût été un formidable engin, quelque chose d'analogue à la Constitution de l'ancienne Venise; dans une société égalitaire, elle n'était plus qu'un instrument de despotisme.

Le premier consul cacha les défauts trop évidents de la Constitution de l'an VIII aux yeux de la nation, qui, du reste, n'avait plus grande confiance dans les institutions constitutionnelles, après tant d'essais malheureux; il les cacha, en lui faisant entendre un langage fascinateur. Dans une proclamation du 4 nivôse an VIII, adressée à la nation et à l'armée, il dit à la nation : « Rendre la République chère aux citoyens, respectable aux étrangers, formidable aux ennemis, telles sont les obligations que nous avons contractées en acceptant la première magistrature. — Elle sera chère aux citoyens, si les lois, si les actes de l'autorité sont toujours empreints de l'esprit d'ordre, de justice et de modération. Sans l'ordre, l'administration n'est qu'un chaos : point de finances, point de crédit public; et avec la fortune de l'État s'écroulent les fortunes particulières. Sans justice, il n'y a que des partis, des oppresseurs et des victimes. — La modération imprime un caractère auguste aux gouvernements comme aux nations; elle est toujours la compagne de la force et le garant de la durée des institutions sociales. — La République sera imposante aux étrangers, si elle sait respecter dans leur indépendance le titre de sa propre indépendance, si ses engagements préparés par la sagesse, formés par la franchise, sont gardés par la fidélité. »

A l'armée : « En promettant la paix au peuple français, j'ai été votre organe; je connais votre valeur. — Vous êtes les mêmes hommes qui conquièrent la Hollande, le Rhin, l'Italie, et donnèrent la paix sous les murs de Vienne étonnée. — Il n'est aucun de vous qui n'ait fait plusieurs campagnes, qui ne sache que la qualité la plus essentielle d'un soldat est de savoir supporter les privations avec constance; plusieurs années d'une mauvaise administration ne peuvent être réparées dans un jour. — Soldats, lorsqu'il en sera temps, je serai au milieu de vous, et l'Europe se souviendra que vous êtes de la race des braves. »

Les critiques que l'on pourra toujours élever contre la Constitution de l'an VIII ne sauraient atteindre les lois d'organisation du Consulat. Ici, la supériorité des hommes du Consulat, et surtout du premier consul, qui fut leur inspirateur, apparaît tout entière. Ce n'est pas que le Consulat ait créé de toutes pièces l'administration française; il doit beaucoup aux assemblées délibérantes de la Révolution, qui, elles-mêmes, avaient emprunté plus qu'on ne le croit communément à l'ancienne administration française, comme l'a montré de Tocqueville dans son livre de *l'Ancien Régime et la Révolution*. Mais il fallait distinguer, au milieu de tant de matériaux amoncelés, ce qui avait péri et ce qui convenait encore au temps; car ce qui n'était dû qu'à l'entraînement de l'esprit révolutionnaire ne pouvait survivre à l'époque qui l'avait produit : c'est ce que le gouvernement consulaire fit avec un plein succès. Depuis la Rome impériale, rien peut-être de plus parfait ne s'est vu que l'administration française telle qu'elle fut constituée par le Consulat et l'Empire.

La première grande loi d'administration du Consulat fut la loi du 28 pluviôse an VIII. Elle ne créa, pas, mais elle fixa la division du territoire français en départements, en arrondissements communaux et en municipalités. Elle plaça dans chaque département : 1° un préfet, représentant du pouvoir central; 2° un conseil de préfecture, pour délibérer avec le préfet certaines mesures, et pour prononcer comme juge, avec le préfet comme président, sur les plus importantes matières du contentieux administratif; 3° un conseil général de département, pour délibérer sur les intérêts départementaux. — Elle établit dans chaque arrondissement communal un sous-préfet et un conseil d'arrondissement, ayant pour principale attribution la répartition des contributions directes entre les villes, bourgs et villages. Enfin, la loi du 28 pluviôse an VIII organisa les municipalités sur les principes qui ont passé depuis dans les différentes lois de notre organisation communale. La ville de Paris était déjà soumise à un régime particulier (V. *Jur. gén.*, v° *Ville de Paris*).

Relativement à l'organisation judiciaire, la loi du 27 ventôse an VIII développa les principes posés par la Constitution. Un tribunal de première instance fut institué au siège de chaque arrondissement (art. 6), pour prononcer sur les matières civiles et les matières correctionnelles. La même loi organisa les tribunaux d'appel et détermina leur ressort, qui comprenait, pour chacun, plusieurs départements. Un sénatus-consulte du 16 thermidor an X investit les juridictions supérieures d'un droit de surveillance sur les juridictions inférieures (art. 83). Le même sénatus-consulte chargea le Sénat de nommer les membres du tribunal de cassation, sur la présentation de trois membres faite par le premier consul (art. 85). Il conféra au premier consul le droit de nommer les juges de paix sur deux candidats désignés par l'assemblée de canton. L'article 60 de la Constitution de l'an VIII les avait faits électifs, et les avait soumis à la réélection tous les trois ans. — Cette reconstitution de l'ordre judiciaire fut complétée par le rétablissement de l'ancien cérémonial. Sous l'ancienne monarchie, les magistrats et officiers de justice portaient, dans l'exercice de leurs fonctions, la robe et la toque. Le décret du 8 brumaire an II avait aboli le costume judiciaire : un arrêté du 2 nivôse an XI remit en usage l'ancien costume, ou plutôt l'imposa.

Il suffit de mentionner diverses lois, qui, de l'an VIII à la publication du Code civil, statuèrent sur quelques matières du droit privé :

La loi du 4 germinal an VIII, qui détermina la quotité disponible par donation ou testament, et la fixa différemment, selon le nombre des enfants laissés par le donateur ou testateur;

La loi du 7 thermidor an VIII, sur la publicité des mariages;

L'arrêté du 24 thermidor de la même année, qui nomma une commission chargée de préparer la rédaction d'un code civil;

L'arrêté du 7 germinal an IX, qui nommait une commission chargée de préparer la rédaction d'un code criminel;

L'arrêté du 3 germinal an X, pour la rédaction d'un code de procédure;

L'arrêté du 13 germinal an X, nommant une commission pour préparer la rédaction d'un code de commerce;

La loi du 27 germinal même année, qui rendit à la vie civile et à la vie politique les anciens émigrés de la Révolution;

La loi du 25 ventôse an XI, qui organisa le notariat.

L'importance de toutes ces lois et de toutes ces mesures est dominée de beaucoup par l'importance des longs travaux de la rédaction du Code civil, la grande œuvre législative du Consulat.

Mais, pendant que le gouvernement consulaire procédait à la composition du Code civil, des actes considérables de politique et de haute administration s'accomplissaient : il faut nommer particulièrement l'organisation des cultes et l'organisation de l'instruction publique.

Le rétablissement du culte catholique paraissait le besoin le plus impérieux du moment. Nous avons dit quel était l'état religieux de la France après les mesures timidement réparatrices du gouvernement du Directoire. Le culte catholique s'était relevé lui-même ; mais la religion n'avait qu'une existence précaire, et l'on sentait qu'il peut n'être pas sans danger, dans un État, de laisser chez les particuliers le sentiment religieux aux prises avec l'intérêt personnel. D'un autre côté, l'indépendance de l'Église dans l'État pouvait devenir menaçante.

« C'est une vérité consacrée par l'expérience, disait Royer-Collard devant le conseil des Cinq-Cents, que toutes les fois qu'il existe dans un État une religion qui est celle du plus grand nombre, il faut, ou que le gouvernement contracte avec elle une alliance fondée sur l'intérêt d'un appui réciproque, ou qu'il la détruise, ou qu'il coure le risque d'être détruit par elle. »

Il y aurait bien des choses à dire sur le système des concordats. Il suppose un partage entre l'autorité spirituelle et l'autorité temporelle, une délimitation du spirituel et du temporel sur laquelle l'accord sera toujours difficile ; car la juridiction ecclésiastique embrassant tous les actes libres et volontaires de l'homme, l'autorité qui l'exerce ne peut guère traiter avec l'autorité temporelle sans sacrifier une partie de ce qu'elle doit considérer comme son droit.

L'histoire apprend qu'un pareil traité est fécond en mécomptes pour les deux puissances. Sous l'ancien régime, l'alliance de l'Église et de l'État avait été une source de luttes et de tiraillements incessants, inévitables, par cela seul que les deux puissances avaient traité sur une chose indivisible. L'Église de France, par une certaine indépendance d'attitude vis-à-vis de la cour de Rome, avait souvent réussi, pendant de longs siècles, à prévenir les conflits trop violents. Mais, en l'an IX, le régime des concordats était le seul possible. On était dans l'anarchie religieuse, et l'intérêt du moment commandait qu'on en sortît ; la création d'une Église nationale, après le déplorable essai de l'Assemblée constituante dans sa constitution civile du clergé, n'eût été, d'un autre côté, qu'une ineptie coupable au point de vue politique, et un mensonge au point de vue religieux. Le premier consul comprit cela avec cette profondeur de vue dont il donna alors tant de preuves ; il entreprit de traiter avec la cour de Rome, et des longues et délicates négociations du gouvernement français et du Saint-Siège sortit le Concordat de l'an IX, qui est et doit rester sans doute longtemps encore la loi de l'Église de France.

Les principes du Concordat de l'an IX ne sont autres que ceux du Concordat de 1515, accommodés aux besoins du temps et appliqués à la situation que la reconstitution de la société permettait de faire à l'Église. Tout concordat fait le prêtre magistrat dans l'État, chargé de l'enseignement de la religion ; il le salarie et l'élève au-dessus des besoins de la vie ; mais il met, comme prix de la protection que l'État accorde à l'Église, cette condition, que le prêtre ne sortira pas du temple, et que son action ne pourra jamais s'exercer sur les choses de l'ordre temporel. La ligne de démarcation qui sépare le spirituel du temporel n'est pas tracée dans le Concordat ; selon toute apparence, elle ne pourra jamais l'être ; elle serait la solution de l'insoluble problème de l'accord de l'Église et de l'État, restant dans leur accord tous deux indépendants ; mais au moins, en l'an IX, ce traité des deux puissances promettait quelque sécurité aux consciences religieuses, et, après de si furieuses tempêtes, la seule espérance d'une paix, ne fût-elle que provisoire et troublée, était déjà un bienfait.

Conclu sur ces bases, le Concordat stipulait la pratique libre et publique du culte catholique en France (art. 1). Il devait être fait de nouvelles circonscriptions diocésaines de concert entre le Saint-Siège et le gouvernement français (art. 2). Le gouvernement français devait nommer aux archevêchés et aux évêchés, et le pape conférer l'institution canonique suivant les formes reçues avant

la Révolution (art. 4). Les ecclésiastiques du premier et du second ordre, c'est-à-dire les évêques et le clergé inférieur, devaient prêter serment de fidélité au gouvernement établi (art. 6 et 7). Tous les édifices consacrés au culte devaient être remis à la disposition des évêques (art. 12). Un traitement convenable devait être assuré aux évêques et aux curés (art. 14). Il était stipulé que les catholiques pourraient faire des fondations en faveur des églises, en se conformant aux lois. — Pour les dispositions de détail et les dispositions transitoires, V. *Jur. gén.*, v° *Culte*, p. 685.

La négociation du Concordat avait présenté de réelles difficultés (1). L'organisation du culte catholique sur les principes que le Concordat avait posés, et qui fut réalisée par la loi organique du 18 germinal an X, dont Portalis fut le rapporteur au conseil d'État, souleva des réclamations d'une autre sorte. La loi organique reprenait non-seulement l'ancienne constitution de l'Église de France, mais les principes de l'ancienne Église gallicane. Le gouvernement consulaire paraît avoir voulu revenir sur les concessions faites au Saint-Siège dans les négociations du Concordat. Ce qu'il y a de certain, c'est que, dans la loi du 18 germinal an X, qui promulgua le Concordat, et qui comprend le traité conclu avec le Saint-Siège et les articles organiques, le clergé de France s'habitua à distinguer le premier acte du second : le premier obligatoire, comme étant le fait du chef de l'Église et du chef de l'État; le second discutable, comme n'émanant que d'une autorité qui ne peut disposer seule des choses de l'Église. On sait, en effet, que les articles organiques sont en dehors de l'enseignement ecclésiastique dans les séminaires.

Les plus importantes dispositions de la loi organique du 18 germinal an X ont pour objet de régler l'autorité, en France, des actes de haute juridiction émanant de la cour de Rome, et de réglementer la haute surveillance de l'État sur l'exercice du ministère ecclésiastique. Sur le premier point, les art. 1 et 2 sont ainsi conçus :

« Art. 1. Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autre expédition de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du Gouvernement.

« Art. 2. Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire ou commissaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol français ni ailleurs aucune fonction relative aux affaires de l'Église gallicane. »

Le principe de ces deux dispositions de la loi de l'an X n'est autre que le principe fondamental des anciennes libertés de l'Église gallicane, dont il a été parlé précédemment (V. *suprà*, p. 168 et suiv. et 229 et suiv.). Le pape peut encore aujourd'hui excommunier un souverain, jeter l'interdit local sur tout ou partie d'un État; mais c'était un principe de l'ancienne Église gallicane, et c'est un principe de notre droit public ecclésiastique moderne, que de tels actes n'ont pas d'autorité en France. La déclaration du clergé de 1682 allait même plus loin, en limitant d'une manière absolue l'autorité spirituelle du souverain pontife sur cette matière; la loi de l'an X, à raison de l'incompétence du pouvoir laïque sur les questions dogmatiques, se borne à la méconnaître.

Pour la publication des bulles, brefs, rescrits, etc., émanés de la cour de Rome, les articles précités de la loi de l'an X ne font que reproduire les principes de l'ancien droit public français. On a vu en effet que, selon notre ancien droit public, les actes des pontifes romains et même les canons des conciles œcuméniques ne pouvaient être publiés en France qu'en vertu d'une autorisation royale enregistrée au parlement de Paris, et que c'est ainsi que le concile de Trente ne fut jamais reçu que pour partie (V. *suprà*, p. 184). La loi du 18 germinal an X ne contient sur ce point aucune innovation.

(1) L'acte du Concordat fut si important qu'on ne se lassera jamais de lire l'histoire de sa négociation. M. Thiers l'a faite avec une éclatante supériorité dans son Histoire du Consulat et de l'Empire. Il faut lire aussi les travaux de M. le comte d'Haussonville sur le même sujet. L'histoire de M. d'Haussonville n'est pas encore achevée au moment où s'écrivent ces lignes; elle est faite dans un autre esprit que celle de M. Thiers; le rôle et les procédés du premier consul dans cette affaire apparaissent sous un jour différent.

Sur la haute police du culte catholique, les art. 6, 7 et 8 de la loi du 18 germinal an X disposent :

« Art. 6. Il y aura recours au conseil d'État dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques. — Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements de la République, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Église gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression, ou en injure, ou en scandale public.

« Art. 7. Il y aura pareillement recours au conseil d'État s'il est porté atteinte à l'exercice public du culte et à la liberté que les lois et les règlements garantissent à ses ministres.

« Art. 8. Le recours compétera à toute personne intéressée. A défaut de plainte particulière, il sera exercé d'office par les préfets. — Le fonctionnaire public, ecclésiastique, ou la personne qui voudra exercer ce recours, adressera un mémoire détaillé et signé au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes, lequel sera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renseignements convenables, et, sur son rapport, l'affaire sera suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, selon l'exigence des cas, aux autorités compétentes. »

La loi de l'an X n'a fait, encore en cela, que reprendre l'ancien droit public ecclésiastique. Dans le cas d'abus de la juridiction ecclésiastique en France, le recours peut être porté au conseil d'État, comme, depuis l'ordonnance de Philippe de Valois de 1349 jusqu'à la chute des parlements, il pouvait l'être devant le Parlement (V. *suprà*, p. 167 et 168). Remarquons ici que toutes les dispositions de la loi du 18 germinal an X, de l'art. 1 à l'art. 8, reposent sur un même principe : séparation de l'autorité spirituelle et de l'autorité temporelle; incompétence de la juridiction ecclésiastique, à tous les degrés, en ce qui n'est pas matière de foi; haute police de l'État sur les matières religieuses. — Les art. 1 et 2 font application du principe aux actes de la cour de Rome; les art. 6 et 8, aux actes des ecclésiastiques français, soit simples prêtres, soit évêques.

Dans la nouvelle constitution de l'Église, il n'y avait pas, il ne pouvait plus y avoir de clergé propriétaire. La situation des membres du clergé était celle des magistrats et des fonctionnaires publics, avec certaines immunités, mais aussi avec une liberté d'action délimitée et renfermée dans l'enceinte du temple. Au clergé propriétaire de l'ancienne monarchie, le concordat substituait un clergé rétribué par l'État. Le clergé, dans cette nouvelle constitution de l'Église, n'est plus un corps existant par lui-même. Est-ce un bien, au point de vue de la liberté du pays? Tocqueville ne le pensait pas. Un clergé propriétaire devait être à ses yeux plus national; un clergé salarié devait être trop attaché aux intérêts du Saint-Siège et à ceux des princes temporels : « Un homme, dit-il, qui pour la meilleure partie de lui-même est soumis à une autorité étrangère, et qui, dans le pays qu'il habite, ne peut avoir de famille, n'est, pour ainsi dire, retenu au sol que par un seul lien solide, la propriété foncière. Tranchez ce lien, il n'appartient plus, en particulier, à aucun lieu. Dans celui où le hasard l'a fait naître, il vit en étranger au milieu d'une société civile, dont presque aucuns des intérêts ne peuvent le toucher directement. Pour sa conscience, il ne dépend que du pape; pour sa subsistance, que du prince. Sa seule patrie est l'Église. Dans chaque événement politique, il n'aperçoit guère que ce qui sert à celle-ci ou lui peut nuire » (*L'Ancien régime et la Révolution*, p. 167).

La même loi du 18 germinal an X organisait les cultes protestants; c'était une conséquence du principe de la liberté des cultes et de l'égalité civile. Mais il était impossible, et ajoutons sans aucune utilité, de constituer civilement l'infinité multitude des sectes protestantes, dont la plupart n'avaient que de rares adhérents en France. La loi du 18 germinal an X ne reconnut que deux cultes : le culte des Églises réformées ou culte calviniste, et le culte de la confession d'Augsbourg ou culte luthérien. Elle reconnut les pasteurs, les consistoires locaux et les synodes des Églises réformées et des Églises de la confession d'Augsbourg, et assura un traitement aux ministres de ces deux cultes (V. *Jur. gén.*, v° *Culte*). L'art. 6 des articles organiques des cultes protestants en soumit les ministres à la juridic-

tion du conseil d'Etat, pour toutes leurs entreprises et pour toutes les discussions qui pourraient s'élever entre eux.

Ainsi, dans l'état de la législation, la liberté de la conscience religieuse, c'est-à-dire la liberté de sentir et penser comme l'on veut en matière de religion, est absolue. Nul ne doit compte de ses croyances intimes à personne. La liberté religieuse, qui est autre chose, quelque chose de plus, et qui consiste pour les citoyens dans la faculté de s'associer pour prier publiquement en commun, de former des communions, des églises, est au contraire limitée, et ne s'exerce que sous la surveillance de l'autorité publique. Un particulier ne pourrait, à son gré, se faire le prophète d'un culte public nouveau ; les saint-simoniens, après 1830, l'ont bien éprouvé. — La loi n'accorde sa protection et la liberté qu'aux cultes qu'elle reconnaît, et les seuls cultes reconnus par la loi sont le culte catholique, le culte de la confession d'Augsbourg et celui des Églises réformées, parmi les nombreux cultes protestants, et enfin le culte israélite, dont il sera parlé en son lieu. Il y a bien en France des chrétiens grecs, des anglicans, des sociniens, même des anabaptistes et des mahométans, très-libres de croire ce qu'ils veulent ; mais toutes réunions ayant pour objet la pratique d'un culte autre que les cultes autorisés tombent sous l'application de la loi pénale, qui punit les associations et réunions de plus de vingt personnes sans autorisation.

Tels sont les principes de notre législation sur le régime religieux. Mais l'État fait plus que de laisser aux cultes qu'il reconnaît la liberté : il leur prête une aide pécuniaire ; des ministres des cultes, il fait des précepteurs publics, des magistrats ; il les engage à son service pour l'enseignement de la religion, sous la condition que leur enseignement se bornera aux choses spirituelles et que leur magistrature ne s'exercera que sur les consciences. Les choses du dehors leur restent étrangères. Leur empire, purement moral, sur les consciences, ne doit même pas aller jusqu'à les troubler arbitrairement ; selon une locution devenue proverbiale, le prêtre reste confiné dans le temple, et il n'exerce, même là, sa magistrature que sous l'œil de l'autorité publique, sous le contrôle discret de l'État.

La réorganisation de l'instruction publique, par la loi du 11 floréal an X, ne fut pas à beaucoup près une œuvre aussi considérable que le rétablissement du culte catholique. La loi de floréal an X ne fut même que transitoire. La Révolution, dans ses différentes phases, s'était beaucoup préoccupée de l'instruction publique ; il faut même lui rendre cette justice que c'est à son époque que remontent beaucoup de créations heureuses, d'établissements d'instruction publique, comme le Conservatoire, l'École normale et l'École polytechnique. La question de l'instruction publique à tous les degrés avait été mise à l'étude par l'Assemblée constituante et l'Assemblée législative ; Condorcet avait été chargé d'un rapport dont les vues devaient être utilisées par la Convention (V. *Jur. gén.*, v° *Organisation de l'instruction publique*, n° 75 et suiv.). Une loi du 27 brumaire an III, au rapport de Lakanal, et une autre loi du 3 brumaire an IV, au rapport de Daunou, organisèrent l'instruction à tous les degrés (*Ibid.*, n° 78 et suiv.). La loi du 11 floréal an X, au rapport de Fourcroy, résuma tous les travaux préparatoires et la législation de l'époque révolutionnaire. Mais cette loi devait disparaître bientôt sous le décret du 7 mars 1808, qui constitua l'Université impériale.

Nous arrivons à la grande œuvre législative du Consulat, au Code civil. — A toutes les époques de notre histoire, depuis le XV^e siècle, la France, comme on l'a vu dans cet Essai, aspirait à l'unité législative ; mais, dans l'état des mœurs et de la constitution politique du pays, cette unité complète était irréalisable. Comme une législation uniforme était dans le domaine des aspirations, plutôt que dans celui des choses réalisables, faute de pouvoir produire un code complet, on s'acheminait lentement vers le terme par des essais de codification partielle. — Telle est la signification la plus générale, la plus haute, de toutes les grandes ordonnances depuis François I^{er}.

L'Assemblée constituante, dans sa séance du 5 juillet 1790, et la Constitution de 1791 décrétèrent la composition d'un code civil ; l'Assemblée législative même se mit en mesure de procéder à ce travail. Mais les événements, se succédant avec une si effrayante rapidité, ne lui permirent pas de rien faire avant de se séparer. Un décret de la Convention du 24 juin 1793 déclara que le projet des deux assemblées précédentes serait repris, et, le 7 août suivant, Cambacérès, au nom du comité

de législation, donnait lecture à la Convention du premier projet de code civil. A partir du 22 août, la Convention consacra de nombreuses séances à la discussion de ce premier projet. Mais il était impossible qu'une œuvre aussi considérable qu'un code civil, exigeant tant de calme et de recueillement, pût sortir de cette ardente fournaise; la Convention finit sans avoir rien pu produire.

Le gouvernement du Directoire se remit à l'œuvre. Cambacérès avait présenté un second projet de code civil à la Convention, rédigé sur les observations qui s'étaient produites dans la discussion; il en présenta un troisième au conseil des Cinq-Cents. La discussion recommença devant cette assemblée; mais les difficultés surgissaient chaque jour, et le 18 brumaire renversa le gouvernement directorial, quand le Code civil était encore à l'étude.

Le gouvernement consulaire, qui s'était donné pour mission d'organiser la France nouvelle, devait mettre la rédaction du Code civil au premier rang de ses préoccupations. En effet, un arrêté des consuls du 24 thermidor an VIII nomma une commission chargée de préparer un projet de code civil : elle fut composée de Tronchet, président au tribunal de cassation, Portalis, conseiller d'État, Bigot-Préameneu et Malleville, membres du tribunal de cassation. La commission rédigea son projet dans l'espace de quatre mois. Puis le gouvernement provoqua le tribunal de cassation et tous les tribunaux d'appel à faire connaître leur sentiment sur les diverses matières du Code civil. Quand les réponses furent connues, Bonaparte fit arrêter par le conseil d'État, dans la séance du 28 messidor an IX : « 1° Que le projet de Code civil serait divisé en autant de lois séparées que la matière pourrait en comporter ; — 2° Que les dispositions du livre préliminaire qui appartenaient à la législation seraient rédigées en un seul projet de loi ; — 3° Que la Commission présenterait sans délai la division en projets de loi des dispositions du livre I^{er}, intitulé *Des personnes*, et que ces projets de loi seraient aussitôt imprimés, distribués et discutés à la séance qui suivrait la distribution ». — Il fut également arrêté, sur la proposition du consul Cambacérès : 1° Que dans la rédaction on emploierait toujours le futur ; 2° Que la discussion serait analysée dans le procès-verbal et imprimée pour être distribuée au Sénat conservateur, au Corps législatif, au Tribunal, au tribunal de cassation.

La discussion du Code civil commença immédiatement au conseil d'État, sous la présidence du premier consul ou, en son absence, de Cambacérès. Chaque titre y était discuté, après avoir subi un examen préalable de la section de législation du conseil d'État. Quand le projet était arrêté, il était porté au Tribunal et au Corps législatif, conformément au système de la Constitution du 22 frimaire an VIII. Mais, par suite sans doute de quelques malentendus, la réalisation de l'œuvre parut un moment compromise. D'après les articles 28 et 34 de la Constitution de l'an VIII, le Tribunal ne pouvait amender les projets de loi qui lui étaient soumis; il ne pouvait que les adopter ou les rejeter purement et simplement. Sur trois projets présentés au Corps législatif, le Tribunal avait fait rejeter le premier et paraissait vouloir faire rejeter le second, à raison des dispositions qu'il contenait sur la mort civile et le droit d'aubaine. Le 12 nivôse an X, le premier consul adressa au Corps législatif le message suivant : « Législateurs, le gouvernement a arrêté de retirer les projets de loi du Code civil, etc. — C'est avec peine qu'il se trouve obligé de remettre à une autre époque les lois attendues avec tant d'intérêt par la nation; mais il s'est convaincu que le temps n'est pas venu où l'on portera dans ces grandes discussions le calme et l'unité d'intention qu'elles demandent ».

Cependant, le premier consul ne pouvait se résoudre ainsi à délaisser son œuvre. Un sénatus-consulte du 16 thermidor an X réduisit les membres du Tribunal à cinquante, ce qui permit d'éliminer de ce corps les opposants, malheureusement les plus éclairés et les plus indépendants. Des arrêtés des 11 et 18 germinal an XI organisèrent un mode de communication officieuse du conseil d'État au Tribunal, en vue de prévenir des conflits. On se remit à l'œuvre, et dans l'espace d'une année les vingt titres qui composent le Code civil furent arrêtés, décrétés et promulgués. La loi du 30 ventôse an XII (21 mars 1804) réunit, sous le titre de *Code civil des Français*, toutes les lois, au nombre de trente-six, qui avaient été décrétées et promulguées séparément. (V., pour d'autres détails de la confection du Code, *Jur. gén.*, v° *Lois codifiées*, n° 3 et suiv.)

Que faut-il penser de cette œuvre, la plus considérable qui ait été réalisée depuis la rédaction des coutumes? Pour se hasarder à prononcer un jugement, il faut distinguer, dans le Code civil, la partie

scientifique et la partie que, faute d'une expression plus précise, nous appellerons sociale. Comme œuvre sociale, politique, législative, le Code civil est assurément aussi parfait qu'on pouvait l'attendre; son arrangement est des plus heureux; son adaptation aux mœurs nées de la Révolution est merveilleuse. Le plus grand éloge qu'on en puisse faire est dans ces deux faits : en France, depuis plus de soixante ans qu'il nous régit, il exprime encore exactement l'état des mœurs et promet de conserver peut-être indéfiniment son empire; au dehors, dans les pays où l'avaient porté les armes françaises, les vaincus, en recouvrant leur indépendance, ne l'ont pas moins gardé pour loi, comme un bienfait. C'est à peine si le législateur français a eu besoin d'y retoucher depuis soixante ans. Le législateur de 1804 a réalisé, avec un rare bonheur, dans la loi civile, ces grands principes : l'égalité des citoyens devant la loi, la liberté religieuse, l'égalité et la justice dans la famille, l'inviolabilité absolue de la propriété, la dignité humaine et la liberté individuelle.

Mais, comme œuvre scientifique, le Code civil ne peut prétendre à des éloges sans réserves. Beaucoup de dispositions sont inutiles dans la matière des contrats, où les auteurs du Code ont trop souvent résolu des espèces, au lieu de poser des principes. Ces principes féconds, que Rossi a appelés *principes dirigeants*, il semble qu'ils les aient ignorés; on dirait qu'ils ont voulu laisser à la doctrine le mérite de les découvrir et de les formuler. De là, la difficulté qu'il y aurait à comprendre le Code en ne lisant que le Code, en apportant à son étude les seules forces de sa raison. Enfin, il n'est que trop vrai que quand les auteurs du Code ont voulu innover, presque toujours ils n'ont rien vu de la portée logique de leurs innovations.

Nous ne citerons qu'un exemple. Le Code déclare que la propriété se transfère par le seul consentement, quand l'acheteur et le vendeur sont d'accord sur la chose et sur le prix (art. 1138 et 1583). Quelle chose? Il ne peut s'agir ici que du cas où l'objet de la vente est un corps certain. Mais, si la propriété se transfère dans ce cas par le seul consentement, il ne peut jamais y avoir dette d'un corps certain; et si deux corps certains font l'objet d'une obligation alternative, la perte de l'un d'eux fait passer de plein droit la propriété de l'autre au stipulant, quoi qu'en dise le Code dans l'article 1193. — Il suit encore du nouveau principe posé par le Code que toute la théorie de l'ancien droit sur la perte de la chose due se trouve désormais sans objet. Cependant nous voyons des dispositions où le législateur prétend régler les effets de la perte de la chose due (1302 et 1303). En maint endroit, des dispositions particulières, empruntées inconsidérément à Pothier, au temps duquel la tradition était nécessaire pour la translation de la propriété, contredisent le principe posé dans les articles 1138 et 1583 (V. notamment art. 1192, 1193, 1194, 1243, 1245, 1247, 1264, etc., etc.). En un mot, le législateur a posé un principe nouveau, et n'a rien vu des conséquences logiques qu'il entraîne.

Dans la matière des successions, Savigny, et, après lui, Toullier, ce grand jurisconsulte trop oublié depuis vingt ans, reprochaient avec raison au Code d'avoir réglé l'ordre des successions d'après un système qui n'a pas de but, et sans aucun principe qui lui soit propre (V. t. IV, p. 141 à 148). Les auteurs du Code ont-ils voulu faire une loi politique? Croyaient-ils, au contraire, régler l'ordre successoral sur l'affection présumée du défunt? Entendaient-ils faire prévaloir un principe dogmatique ou appliquer le principe rationnel? Avaient-ils seulement un principe quelconque en vue? Nul ne saurait le dire. De cette absence de principes sont nées des inconséquences qu'il serait trop facile de signaler.

A l'égard de la matière des donations et testaments, toutes les dispositions relatives à la réserve dans les successions témoignent de la même incertitude. Quel est le caractère de la réserve? La loi a-t-elle voulu limiter le pouvoir testamentaire dans certains cas? A-t-elle voulu, au contraire, conférer un droit individuel à chacun des héritiers réservataires? Il faut chercher, et la solution de vingt questions dépend de l'opinion à laquelle on se rangera.

Nous l'avons dit en commençant, ne murmurons pas contre l'insuffisance philosophique des rédacteurs du Code. Plus savants, ils se fussent montrés moins habiles à saisir le véritable état des mœurs et à y adapter la loi civile. Ils ont dû beaucoup et souvent transiger; c'était le plus sage. Leur œuvre serait peut-être mort-née s'ils s'y étaient mis avec un idéal philosophique préconçu. Il faut nous

consoler que la logique soit souvent faussée dans le Code, par la pensée que l'œuvre, d'un autre côté, a gagné à cette absence d'esprit systématique une valeur pratique qu'elle n'eût certainement pas eue autrement.

La publication des codes et la reconstruction de l'ordre judiciaire, appuyé désormais sur des assises plus fixes, ranimèrent en France l'étude du droit comme science. Pendant toute la durée de la tourmente révolutionnaire, jusqu'à la reconstitution de l'autorité sous l'Empire, le droit avait été singulièrement négligé; la science avait péri. La *Faculté des droits* de Paris avait cessé ses cours en 1792. Depuis les derniers temps de la monarchie jusqu'aux premiers commentateurs du code Napoléon, aucun livre digne d'attention ne s'était produit. Cependant un certain nombre de juriconsultes de l'ancienne école avaient survécu. Quand la législation nouvelle fut fixée, ils se mirent à l'œuvre. C'est alors que Chabot (de l'Allier), Grenier, Tarrible, publièrent leurs premières études sur la matière des successions, des donations et testaments, et des hypothèques. La science du droit, après quinze ans de sommeil, fut ranimée par des vieillards.

Toullier ne vint qu'après eux, avec la pensée d'embrasser dans son cours de droit civil, qu'il ne devait pas achever, toutes les matières du code Napoléon. Les travaux des premiers commentateurs du code Napoléon ont été, depuis, bien dépassés. Leur marche n'est guère qu'une suite de tâtonnements; la science ne prend une allure sûre qu'à partir de Toullier. Mais il ne faut pas oublier qu'un commentaire riche en théories ne peut pas se produire au lendemain de la publication d'une loi nouvelle; il faut que des conflits d'intérêts se soient élevés, et que ces intérêts aient été débattus en présence de la loi; c'est alors que le commentateur, éclairé par cette première pratique de la loi, peut se mettre à ses études théoriques et édifier ses doctrines.

Dans cette nouvelle phase de la science du droit, depuis la publication des codes, la part la plus considérable dans la formation de cet ensemble scientifique appartient incontestablement à la jurisprudence des tribunaux, et particulièrement à celle de la cour de cassation. Aucun effort individuel, quelque puissant qu'il soit, ne peut suppléer à l'action de tous. On désigne communément du nom de monuments les décisions judiciaires qui font autorité; la métaphore est exacte; mais de même que l'art de l'architecture ne progresse que par l'action de tous, tellement qu'il n'est peut-être pas d'œuvre architecturale dont aucun constructeur puisse dire qu'elle est complètement sienne, de même aussi la science du droit, à toutes les époques, est une œuvre collective : chaque ouvrier apporte sa pierre; les plus grands sont ceux qui apportent des matériaux de meilleure qualité et en plus grande quantité.

Parmi les hommes distingués qui contribuèrent le plus à former la jurisprudence de la cour de cassation dans les quinze ans qui suivirent la promulgation du code Napoléon, trois hommes surtout se placèrent au premier rang : un magistrat, un officier du parquet et un avocat : Henrion de Pansey, Merlin et Chabroud.

Henrion de Pansey, premier président de la cour de cassation, tenait, par un usage qui n'a pas duré, la chambre des requêtes, où Merlin, d'abord substitut seulement, puis procureur général, après avoir été ministre et membre du Directoire sous le gouvernement précédent, occupait le siège du parquet. Les travaux de la chambre des requêtes avaient alors une importance capitale; car dans la multitude des pourvois qui venaient y affluer, il y avait tous les jours quelque théorie nouvelle à fonder ou quelque difficulté de droit à élucider. Chabroud, redevenu avocat après avoir joué un rôle politique dans la Révolution, posait et défendait sa thèse. Merlin la combattait, et la chambre des requêtes, sous la présidence d'Henrion de Pansey, prononçait sur les doctrines des deux redoutables champions. Il existait encore, il y a vingt ans, des témoins de ces luttes fameuses dans le monde judiciaire de l'Empire, mais aujourd'hui oubliées. Rien n'était plus instructif, disaient-ils, qu'une discussion entre Chabroud et Merlin. — Les conclusions de Merlin ont été conservées dans son *Recueil des Questions de droit*, qui vivra parmi les grands livres de jurisprudence; et les arrêts rendus sous la présidence d'Henrion de Pansey seront toujours des autorités, quels qu'aient été depuis et quels que doivent être dans l'avenir les progrès de la jurisprudence, dont ils ont inauguré la carrière; le temps en a consacré la sagesse.

Depuis ces premiers travaux théoriques sur le droit et cette première jurisprudence, la science du droit, sans passer par ces périodes d'éclat, comme on en a vu depuis le XVI^e siècle, a cependant constamment avancé. Deux écoles se sont formées, l'école historique et l'école philosophique : l'une siège au Palais-de-Justice, l'autre enseigne dans les Facultés de droit. Entre ces deux écoles, il faut placer une école de conciliation; elle est représentée par les commentateurs de nos codes.

Il peut sembler un peu prétentieux de classer les jurisconsultes de ce siècle par écoles, surtout si l'on songe que, dans toutes les classes, le jurisconsulte cherche seulement à expliquer la loi, sans élever ordinairement de prétentions aux études philosophiques ou historiques. Mais, à toutes les époques, des écoles se sont ainsi formées, sans être plus nettement dessinées. Ce qui caractérise une école, c'est la méthode. Or deux modes d'interprétation de la loi sont en présence : dans l'un, on cherche le sens et la portée de la loi par la seule force de la raison, sans grande préoccupation des précédents judiciaires et du courant de la jurisprudence : ainsi fait-on pour l'enseignement dans les Facultés de droit; dans l'autre, les théories abstraites et générales apparaissent à peine; tous les efforts tendent à suivre ou à diriger le mouvement de la jurisprudence dans des voies pratiques indiquées par l'état des mœurs. L'idéal de la science serait de concilier et de pratiquer ces deux méthodes, qui sont par malheur presque exclusives.

Il suffit d'assister dans le même temps à une leçon de code civil à l'École de droit et à une audience de la cour de cassation, pour connaître combien est profonde la séparation de l'École et du Palais. Qu'importe, après cela, que l'histoire du droit soit à peu près ignorée ici, et que la philosophie ne soit peut-être pas très-connue là? On sera, ici et là, philosophe ou historien sans le savoir, car ce qui constitue la méthode philosophique, c'est l'emploi exclusif ou au moins principal de la raison pure; et ce qui constitue la méthode historique, c'est l'observation dominante des précédents et du courant des idées du moment. — La méthode historique est essentiellement pratique; et, en sens inverse, pratiquer le droit, c'est faire de l'histoire actuelle.

§ II. — LÉGISLATION IMPÉRIALE.

Quoique Bonaparte n'eût que le nom d'un magistrat républicain, de fait, comme premier consul, il avait tous les attributs du pouvoir souverain. Un sénatus-consulte du 14 thermidor an X (4 août 1802) lui avait conféré le consulat à vie, avec le droit de désigner son successeur, de faire grâce, et d'empreindre les monnaies de son effigie. Il restait à mettre le nom sur la chose; cette révolution sans bruit, puisqu'elle ne consistait que dans la substitution d'un titre à un autre titre, s'acheva en 1804. Le 30 avril 1804, un tribun obscur, le tribun Curée, proposa de saluer Napoléon Bonaparte du titre d'empereur, proposition qui fut unanimement approuvée au Tribunat, avec grand bruit; le Corps législatif manifesta tumultueusement le même vœu, et, le 28 floréal an XII (18 mai 1804), un sénatus-consulte décerna solennellement au premier consul le titre d'*Empereur des Français*. Le pouvoir souverain fut déclaré héréditaire dans les personnes de Joseph Bonaparte et Louis Bonaparte, que le même sénatus-consulte faisait princes impériaux.

On sait comment, parvenu à l'empire, Napoléon donna plein essor à son génie ambitieux. Consul, il avait eu quelquefois à ménager en apparence un reste de susceptibilité constitutionnelle de certains hommes de la Révolution; empereur, il ne se sentit plus tenu à rien. Le Tribunat, décimé, ne pouvait être un instrument redoutable d'opposition; mais le nom restait, et puis le Tribunat pouvait seul déférer au Sénat les actes du gouvernement pour cause d'inconstitutionnalité. Un sénatus-consulte du 19 août 1807 le supprima. Le conseil d'État, resté le seul corps sérieux, où s'élaboraient toutes les mesures gouvernementales et toutes les mesures d'administration, acquit une importance

considérable; c'était véritablement le *sacrum consistorium* du successeur des Césars. Sa déférence, peut-être excessive, facilita un véritable abus : toutes les matières politiques furent réglées par des décrets impériaux rendus en conseil d'État. Le Corps législatif, toujours réduit à son vote muet, ne fut plus guère saisi que pour voter, sans discussion ni examen préalables, les actes d'un intérêt purement civil.

Après la chute du premier Empire, l'abus qui avait été fait des décrets impériaux pouvait être un embarras. — Constitutionnellement, l'irrégularité était flagrante, et, parmi ces décrets, un certain nombre avaient porté atteinte à des intérêts assurément respectables. Fallait-il tenir toutes ces mesures pour inconstitutionnelles, et partant nulles ? La perturbation qui en serait résultée dans la société eût été effroyable. D'un autre côté, il était difficile que le nouveau régime de la monarchie des Bourbons, appuyé sur le principe de liberté, acceptât tout ce passé d'un despotisme glorieux, sans doute, mais condamné par les événements, après l'avoir été par la raison des sages. Cependant, c'est à ce dernier parti que se rangea la jurisprudence de la cour de cassation. La jurisprudence reconnut comme obligatoires tous les décrets rendus sous le régime impérial, non-seulement dans le passé, mais pour l'avenir, sans distinction pour ceux qui n'auraient reçu aucune exécution avant la chute de l'Empire (V. *Jur. gén.*, v^e *Lois*, n^{os} 56 et 57).

L'établissement de l'Empire n'apporta pas de changement à l'organisation judiciaire de la loi du 27 ventôse an VIII. Le sénatus-consulte du 26 floréal an XII, en conférant au premier consul la dignité impériale, donna au tribunal de cassation et aux tribunaux d'appel le titre de *cours*, à leurs décisions la dénomination d'*arrêts*, et aux commissaires du gouvernement le titre de *procureurs impériaux*. Plus tard, la loi du 20 avril 1810 donna aux membres des cours le titre de *conseillers de Sa Majesté*. — Dans cet état de la législation, la magistrature était inamovible, avec une très-notable restriction. Un sénatus-consulte du 12 octobre 1807 décidait que les provisions à vie ne seraient délivrées aux juges qu'après cinq ans d'exercice de leurs fonctions, « si Sa Majesté reconnaît qu'ils méritent d'être maintenus dans leur place ».

Le Concordat conclu avec le Saint-Siège avait rendu à la religion catholique non-seulement la liberté, mais la protection de l'État, sans laquelle il est bien difficile que la liberté soit entière. La loi du 18 germinal an X avait constitué civilement les deux principaux cultes protestants. Mais, en dehors de l'Église catholique et du protestantisme, il y avait des Français qui étaient en droit de réclamer pour leur culte une liberté et une protection égales, en vertu des principes d'égalité et de liberté religieuse proclamés dans le droit public de la France de 1789. Le gouvernement impérial accomplit cet acte de justice en constituant civilement le culte israélite.

Ici la question politique n'était pas sans quelque analogie avec celle qui s'était posée pour la reconstitution du culte catholique. Pour les religions constituées démocratiquement, comme les communions protestantes, l'État n'avait eu à compter avec personne; il avait pu poser seul les conditions auxquelles il mettait sa protection et son concours. On comprend que le protestantisme ayant au fond pour principe de laisser à chacun individuellement l'interprétation de l'Écriture, sous la condition pour les adhérents de se rallier aux dogmes fondamentaux de la communion, et n'ayant érigé dans aucune communion un pouvoir supérieur auquel les fidèles fussent soumis absolument, l'État n'avait pas de traité à conclure. Il dictait ses conditions, n'ayant vis-à-vis de lui aucune puissance constituée et menaçante pour son autorité.

Mais vis-à-vis du culte israélite, la situation de l'État n'était plus la même; elle eût même été tout autre, si le grand Sanhédrin, le sénat des Juifs du temps de saint Paul, pouvoir politique et religieux, eût siégé encore à Jérusalem en 1806 et en 1808 (V. *suprà*, p. 12 et 13). Sans doute, le gouvernement impérial eût cru prudent alors de traiter avec cette autorité étrangère, pour limiter sa part d'influence morale sur ses justiciables. Mais les Juifs, dispersés depuis des milliers d'années, se relevant à peine d'une accablante oppression, ne formaient en France qu'une faible minorité; leur grand Sanhédrin n'était plus qu'un souvenir bien effacé d'un passé lointain. Cependant, comme ils avaient quelquefois professé des principes sur lesquels l'autorité civile avait besoin d'être éclairée, le gouvernement impérial dut relever le grand Sanhédrin, afin d'en obtenir la déclaration que

le judaïsme ne professerait aucune maxime morale ou politique incompatible avec la sûreté de l'État.

C'est ce qui eut lieu. En 1806, on convoqua à Paris une assemblée de notables israélites élus par tous leurs coreligionnaires. Toutes les synagogues de l'Europe furent invitées à y envoyer des représentants (*V. Jur. gén.*, v° *Culte*, n° 723). C'était le grand Sanhédrin des derniers temps du mosaïsme qui renaissait pour un jour. Les commissaires impériaux, Portalis et Molé, posèrent à l'assemblée les questions suivantes : Reconnaissez-vous pour patrie la France et non Jérusalem ? Vous reconnaissez-vous obligés d'obéir aux autorités du pays, comme à celles que reconnaissaient vos ancêtres sur la terre promise ? Le service militaire est-il compatible avec vos croyances religieuses ? Acceptez-vous la monogamie du Code civil, malgré le Pentateuque, qui autorise la polygamie ? Vos règles de probité et d'humanité sont-elles obligatoires, pour vous, vis-à-vis de tous les Français, comme elles le sont vis-à-vis de vos coreligionnaires ?

Les réponses ayant été toutes affirmatives, des décrets des 17 mars, 17 juillet, 19 octobre et 11 décembre 1808, reconstituèrent en France le culte israélite sur le même pied de liberté et d'indépendance que le culte catholique. Ils établirent un consistoire central à Paris, autorisèrent, partout où les israélites étaient en nombre, l'établissement de synagogues consistoriales ; mais ils n'allouaient aucun traitement aux rabbins et autres ministres israélites (*V. Jur. gén.*, v° *Culte*, n° 52, p. 23 et suiv.). La loi du 8 février 1831 fut la première qui fit figurer les dépenses du culte israélite au budget de l'État.

Les principaux monuments de la législation impériale, dans le droit proprement dit, sont le Code de procédure civile, le Code de commerce, le Code d'instruction criminelle et le Code pénal. L'histoire de la rédaction de ces codes a été faite ailleurs (*V. Jur. gén.*, v° *Lois codifiées*, n° 7 et suiv.). Ils étaient indispensables pour compléter l'ensemble de la législation française. Mais, quoique les matières qu'ils avaient pour objet fussent loin d'avoir l'importance de celles du Code civil, et que leur composition parût moins difficile, cependant ils ne formèrent pas des œuvres aussi bien réussies, et mis à l'épreuve du temps, ils ont moins bien résisté. Le Code de procédure civile a emprunté beaucoup à l'ordonnance de la procédure de 1667 et aux lois de la période révolutionnaire sur la procédure et l'organisation judiciaire. Il a amélioré l'ancienne procédure en la simplifiant ; mais on peut lui reprocher de ne l'avoir pas encore simplifiée assez dans les procédures particulières. La procédure de la saisie immobilière et celle des ordres ont dû être refaites en partie. D'autres changements sont encore désirables.

On peut aussi reprocher à la conception de la procédure civile, dans le Code de 1806, de manquer d'élévation. Si la philosophie des auteurs du Code civil était un peu faible, que dira-t-on de celle des auteurs du Code de procédure ? Les membres de la commission chargée de le préparer, Treilhard, Try, Séguier, Berthereau, Pigeau, étaient assurément, les uns des magistrats accomplis, les autres d'excellents praticiens. Mais il eût fallu quelque chose de plus qu'une pratique éclairée pour débarrasser cette partie du droit de la rouille des vieux temps et purifier sa langue, toujours énergique, mais qui, dans une époque de politesse de mœurs et de langage, ne se justifiera jamais complètement du reproche de barbarie.

Le Code de commerce a été également, pour son temps, une œuvre utile. Mais notre amour-propre national ne doit pas nous empêcher de reconnaître qu'il n'a jamais été marqué du caractère des grandes œuvres destinées à braver le temps. Il est, comme conception scientifique, d'une véritable faiblesse. Toute la procédure des faillites a dû être refaite trente ans après sa promulgation. Le livre II, consacré au commerce maritime, et emprunté à l'ordonnance de Louis XIV, reste irréprochable ; mais depuis 1807, les prodigieux développements du commerce et de l'industrie ont rendu le livre I^{er} tout à fait insuffisant. La matière des sociétés de commerce est à refaire. Le titre de la lettre de change est composé de telle façon, qu'on peut se demander si les auteurs du Code connaissaient l'existence du contrat de change, dont ils auraient dû déterminer méthodiquement les règles, puisque la lettre de change a seulement pour objet de le constater.

Le Code d'instruction criminelle et le Code pénal ont soulevé de bonne heure de vives critiques.

De tous les codes de l'Empire, ce sont certainement ceux qui ont été le plus marqués du caractère du régime impérial, en ce qu'il avait d'excessif. La difficulté de la législation pénale est de faire une juste part au droit social et à la sécurité individuelle. Or l'exagération des droits de la société apparaît à chaque pas dans la législation pénale de l'Empire. Dès 1832, le code pénal de 1810 a dû être revisé en entier; c'est exprimer le sentiment commun de dire que notre état social sollicite une pareille refonte du Code d'instruction criminelle, déjà retouché à divers endroits depuis plusieurs années. L'humanité et la civilisation exigent pour le citoyen d'autres garanties que celles qu'il peut attendre de la mansuétude du juge. On a assez dit combien est défectueux le système qui permet de mettre tout citoyen en état de prévention ou d'accusation sans la garantie de la publicité, et qui semble légalement considérer tout prévenu ou accusé comme coupable, par le seul fait de la prévention.

Dans un autre ordre que celui de la législation civile et pénale, l'une des grandes créations du temps fut l'Université impériale, organisée par un décret du 17 mars 1808 (V. *Jur. gén.*, v° *Org. de l'instruction publique*, n° 94 et suiv.). L'Université impériale était le corps enseignant de l'État. On comprend, par ce qui a été dit précédemment de l'ancienne Université (V. *suprà*, p. 189 et suiv.), combien la constitution de l'enseignement par le décret du 17 mars 1808 différait de celle de l'ancien régime. L'ancienne Université avait une existence indépendante de l'État; c'était de sa constitution comme communauté, comme corps et corporation, que lui venait son nom, *Universitas*. Le pouvoir impérial prit à l'ancienne Université sa dénomination, mais il ne la releva pas dans ses anciennes conditions d'existence par le décret de 1808 : l'Université ne fut autre chose que l'État enseignant. « L'Université, disait plus tard Royer-Collard, n'est autre chose que le gouvernement appliqué à la direction *universelle* de l'instruction publique; elle a été élevée sur cette base, que l'instruction et l'éducation publiques appartiennent à l'État, et sont sous la direction supérieure du souverain. Elle a le monopole de l'éducation, à peu près comme les tribunaux ont le monopole de la justice, et l'armée celui de la force publique (*Discours* du 25 février 1817, *Moniteur* du 26).

Dans ce passage, le mot *universelle* est de trop, si Royer-Collard voulait indiquer par là que la seule dénomination d'Université donnée au corps enseignant de l'État devait en faire découler pour lui le monopole de toute instruction, de toute éducation publique, dans toutes les directions des esprits. Historiquement, c'est le contraire qui serait vrai. Mais le caractère de l'Université impériale est ici très-exactement marqué. En vertu du décret de 1808, l'instruction et l'éducation publiques étaient bien le monopole de l'État. L'État avait ses établissements d'instruction, où il élevait les jeunes Français, aux frais des familles et à ses risques; il conférait seul les grades, et pour l'obtention de ces grades, son enseignement était obligatoire. Ce monopole de l'État a soulevé plus tard de violentes réclamations. Étaient-elles légitimes? Assurément le système de 1808 était un des côtés par lesquels l'abus de la centralisation, l'uniformité excessive, apparaissait au plus haut point comme tyrannique. La liberté de l'enseignement et des méthodes peut seule aider à la pleine expansion des intelligences.

A voir les grands monuments de la législation consulaire et de la législation impériale, on pourrait croire, en oubliant l'histoire, que les quinze années du Consulat et de l'Empire furent le règne du droit. Cependant on sait que, si la justice civile fut toujours libre, quand les tribunaux avaient à prononcer sur des intérêts privés, le pouvoir impérial ne professa jamais un culte idolâtre de la loi. L'autorité de la chose jugée subit une mémorable atteinte dans l'affaire du jury d'Anvers. En 1813, la cour d'assises d'Anvers avait acquitté plusieurs accusés sur un fait de contravention en matière d'octroi; le gouvernement impérial, s'appuyant sur la Constitution du 22 frimaire an VIII, qui l'autorisait à déférer au Sénat les actes inconstitutionnels, fit annuler par un sénatus-consulte du 28 août 1813, le verdict du jury d'Anvers du 24 juillet précédent. On peut dire que, dès lors, le principe de l'autorité de la chose jugée avait péri en France; car, méconnu une seule fois, il peut l'être dans toutes les causes et dans toutes les circonstances.

Le malheur du régime impérial fut de ne vouloir admettre aucune institution qui pût avoir une existence indépendante, aucune place où l'esprit de légalité pût retrancher. La loi du 22 ventôse

an XII avait rétabli les avocats, sans les reconstituer comme ordre (1). L'article 38 de cette loi avait annoncé qu'il serait pourvu par des règlements d'administration publique à l'exécution de la loi, notamment en ce qui concernait la formation du tableau des avocats et la discipline du barreau. Le décret du 14 décembre 1810 parut devoir réaliser cette promesse. Or, dans ce décret non-seulement on vit percer des défiances blessantes envers les avocats, que l'on reconstituait comme ordre, mais encore l'ordre des avocats fut, de fait, placé absolument sous la main du pouvoir. Ainsi l'article 10 interdisait à tout avocat d'aller plaider hors du ressort de sa cour sans en avoir préalablement obtenu la permission; l'article 40 autorisait le grand juge à rayer du tableau tel avocat qu'il jugerait répréhensible, sans que l'avocat eût le droit d'être entendu; l'article 44 voulait que les avocats mentionnassent au bas de leurs consultations les honoraires qu'ils avaient reçus, et qu'ils donnassent quittance de ceux de leurs plaidoiries. Que devenait sous un tel régime l'indépendance des avocats? Quelle confiance pouvaient-ils inspirer aux parties, quand ils acceptaient une telle suspicion? Quelle autorité leur parole pouvait-elle avoir devant la justice?

La loi du 30 mars 1808 sur la discipline des officiers ministériels, et celle du 20 avril 1810 sur l'organisation judiciaire et la discipline de la magistrature, étaient encore empreintes d'un sentiment de défiance; mais au moins les officiers ministériels avaient des juges, et la situation du magistrat ne dépendait pas absolument du pouvoir. Le magistrat était particulièrement protégé par le principe de l'inamovibilité, limité de la manière que nous avons dite (V. *suprà*, p. 318).

Jetons maintenant un regard sur l'ensemble de l'œuvre législative du Consulat et de l'Empire. Elle est profondément marquée du sceau de l'unité. Après les affreux déchirements de la période révolutionnaire, le besoin le plus impérieux était la réconciliation des diverses classes du pays et des divers intérêts, entre lesquels la Révolution avait creusé un abîme. Que serait-il arrivé si le pays, au lieu de se remettre peu à peu sous un pouvoir fort, avait continué plus longtemps ses luttes intestines, envenimées par le souvenir des excès d'un assés si récent? Nul ne peut le dire. Il eût pu se faire que la France y pérît. Il fallait imposer, pour un temps, silence à toutes les rancunes, à toutes les haines, même les plus excusables, et laisser agir la force médicatrice du temps, qui peut seul cicatriser les grandes blessures sociales et amener l'oubli des injures. La liberté, comme on l'a dit, n'était pas possible au lendemain de la Révolution. Une autorité forte, mais sage, reprenant dans le passé tous les principes vrais, qui n'avaient sombré que dans les fureurs de la tempête, et conservant dans le présent ceux des principes nouveaux qui n'étaient pas l'effet de l'égarement du moment, pouvait seule obtenir ce grand résultat, l'apaisement des esprits et la réconciliation des partis.

Bonaparte consul, Napoléon empereur, comprit sa mission et accomplit son œuvre avec un rare bonheur. Sous ce rapport, l'Empire, même avec ses fautes, son éclat passager et ses désastres inouïs, fut bienfaisant. Les listes d'émigrés comprenaient encore en l'an VIII cent mille noms; les catholiques étaient toujours sous le coup de la persécution religieuse, et le clergé n'avait pas oublié la loi de déportation. La France nouvelle, d'un autre côté, ne fût jamais revenue à l'ancien régime. Napoléon, consul puis empereur, s'appliqua à maintenir tous les intérêts de la Révolution, rassura toujours les acquéreurs de biens nationaux, mais en même temps restitua aux émigrés leurs biens non vendus. Son aversion pour ce qu'il appelait l'idéologie, pour les idées et les systèmes préconçus, le garantissait contre cette sorte d'ivresse dogmatique qui fut si funeste dans le cours de la Révolution.

Toute la législation consulaire et impériale a, en effet, le caractère d'une œuvre de transaction entre toutes les opinions, tous les partis. Napoléon a pu dire avec raison : « Mes idées libérales à l'égard des prêtres et des nobles, mon système de fusion, un des principes les plus grands de mon

(1) La constitution légale des avocats a été exposée ailleurs (V. *Jur. gén.*, v° *Avocat*, nos 68 et suiv.). Ils n'ont jamais formé une corporation, une société proprement dite; ils étaient unis dans le seul intérêt de la dignité de leur profession (*Ibid.*). Le corps des avocats prit le nom d'*ordre* à l'époque des premiers démêlés du Parlement de Paris avec la Cour, sous le ministère du cardinal Fleury, vers 1730. L'usage fit accepter cette dénomination d'*ordre*; mais les avocats ne formaient pas, à proprement parler, un ordre dans l'État, comme, le clergé et la noblesse. On substitua dans l'usage la dénomination d'*ordre* à celle de *corps*, parce que celle-ci paraissait trop commune.

administration et qui la caractérisera spécialement, mon grand principe, était d'ensevelir entièrement le passé, et jamais on ne m'a vu revenir sur aucune opinion.... Depuis que je suis à la tête du gouvernement, m'a-t-on jamais entendu demander ce qu'on était, ce qu'on avait été, ce qu'on avait dit, fait, écrit? Qu'on m'imité, je n'épouse aucun parti que celui de la masse; ne cherchez qu'à réunir; ma politique est de compléter la fusion. Il faut que je gouverne avec tout le monde, sans regarder ce que chacun a fait » (Napoléon, *Opinions et jugements*, t. II, p. 180, 185, 188 et 268).

Malheureusement, l'habileté, la sagesse du politique étaient dominées chez lui par l'intempérance égoïste du chef d'empire et la passion de la gloire militaire. Prudent dans sa politique intérieure, il était à l'extérieur agressif et sans mesure. On sait comment l'enivrement de la puissance le conduisit à sa perte. A la fin, sa politique intérieure, qui n'avait jamais été, disons-le, esclave de la légalité, devint outrée en toute chose.

La France avait supporté le despotisme comme une nécessité de sa situation, surtout quand il était décoré par la gloire militaire; elle se releva quand arrivèrent les désastres. Le 2 avril 1814, le Sénat prononça en ces termes la déchéance de l'Empereur : « Le Sénat, considérant que, dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la Constitution ou du pacte social; que Napoléon Bonaparte, pendant quelque temps d'un gouvernement ferme et prudent, avait donné à la nation des sujets de compter pour l'avenir sur des actes de sagesse et de justice, mais qu'ensuite il a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français; — Considérant que, par toutes ces causes, le gouvernement impérial établi par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII, ou 18 mai 1804, a cessé d'exister; — Le Sénat déclare et décrète ce qui suit : — Napoléon est déchu du trône, le droit d'hérédité est aboli dans sa famille, le peuple français et l'armée sont déliés envers lui du serment de fidélité ». — Le Sénat de 1814 ne faisait qu'enregistrer inutilement, par cet acte, l'arrêt que les événements venaient de rendre contre son maître.

CHAPITRE II. — MONARCHIE DE LA RESTAURATION.

C'est un fâcheux préjugé à élever contre tous les gouvernements qui se sont succédé en France, depuis bientôt un siècle, que tout gouvernement nouveau ait pu se présenter, avec quelque apparence de raison, comme inaugurant un régime réparateur des vices du gouvernement qu'il remplaçait. La Révolution venait réparer de longues injustices, accumulées depuis des siècles. Le gouvernement de l'an VIII avait pour mission de rétablir les bases de l'ordre social, profondément atteintes dans la tourmente révolutionnaire. La monarchie de 1814 s'annonça comme devant restaurer l'ordre légal et cimenter l'alliance du pouvoir et de la liberté. Combien de régimes réparateurs devaient encore se succéder après la Restauration! Ces promesses des divers régimes acceptés par le pays indiquent une chose, à savoir, que si l'on peut reprocher au pays son instabilité politique, les gouvernements, de leur côté, ont commis trop souvent la faute de se montrer réacteurs outre mesure et de verser dans l'excès de leur principe.

La monarchie de la Restauration apparaissait comme devant relever la France par un gouvernement paternel, régulier et libre, après les désastres inouïs du premier Empire. Elle n'avait pas seulement à réparer des ruines matérielles; elle devait encore fixer l'ordre moral, le reconstituer sur les bases des principes légitimes de 1789. Sa mission était d'accommoder la vieille monarchie française aux idées et aux besoins des temps nouveaux. Le pacte d'alliance était la Charte, qui établissait, pour la première fois en France, les vrais principes du gouvernement représentatif, empruntés à la Constitution de l'Angleterre. Malheureusement, si le nouveau souverain, Louis XVIII, avait toutes les qualités d'un fin politique, très-capable de comprendre dans quelle mesure il était possible de relever le passé monarchique et quels sacrifices il fallait faire aux principes de la Révolution, il s'en fallait

que les nécessités du temps fussent aussi bien comprises de la plupart des hommes de son parti, qu'un long exil avait aigris, rendus étrangers et même hostiles aux idées nouvelles, et dont cependant il ne pouvait repousser la fidélité. La Charte de 1814 se ressent des deux influences contraires. Son système est sage quand c'est le roi qui parle : le catalogue des libertés dont le pays pouvait légitimement demander à jouir est au complet. C'était beaucoup, surtout après la Constitution de l'an VIII, qui n'en stipulait aucune. Le gouvernement représentatif, qui y était constitué à l'imitation du gouvernement anglais, dont on s'était beaucoup occupé, depuis vingt-cinq ans, toutes les fois qu'on avait agité des théories politiques, promettait des garanties sérieuses. Mais pourquoi fallait-il que le préambule de la Charte jetât l'alarme dans les esprits, en rattachant étroitement par la pensée l'ordre nouveau à l'ordre ancien, et pour cela fabriquant une histoire de convention ?

En politique, c'est un malheur trop fréquent de ne savoir pas rompre à temps avec un passé condamné. La Charte de 1814, présentée aux Chambres, fut annoncée par le chancelier comme une *ordonnance de réformation*; on en faisait un édit révocable sans doute à la volonté du souverain, quand il eût fallu y donner le caractère d'un pacte solennel; on évoquait les souvenirs de Louis le Gros et de Philippe le Bel, dans le pays où avait passé la révolution la plus radicale qu'on eût encore vue! Le préambule de la Charte répète jusqu'à la satiété que la Charte est *accordée*, qu'il en est fait *concession, octroi, etc.*; il rattache l'institution des chambres représentatives aux anciennes assemblées des Champs de Mars et de Mai, etc. (1). Qu'un temps vienne où la royauté se croira menacée, et la Charte ne sera pas un obstacle à ses desseins de reprendre le pouvoir absolu. On sait, en effet, que si la Révolution de 1830 ne fut pas faite contre la Charte, elle fut au moins faite contre la Charte octroyée et reprise.

Quoi que l'on puisse penser de la politique de la Restauration, on ne peut lui dénier la gloire d'avoir réparé les désastres des derniers temps de l'Empire, et préparé le pays à la pratique de la liberté. Elle a fait, surtout dans l'ordre administratif et dans l'ordre légal, deux grandes choses : elle a donné au pays une armée nationale, par la loi du 10 mars 1818, et elle a établi sur ses véritables bases la liberté de la presse par les très-belles lois de 1819. Son malheur fut de se défier peut-être à l'excès de cette puissance ombrageuse et vindicative de la presse, dont les bienfaits,

(1) Le préambule de la Charte de 1814 est trop significatif pour tomber dans l'oubli. Nous le reproduisons littéralement. Mais le lecteur se gardera bien d'y chercher une leçon d'histoire; il n'est pas un rapprochement ni une vue historique qui ne soient erronés : « Nous avons considéré que, bien que l'autorité tout entière résidât en France dans la personne du roi, nos prédécesseurs n'avaient point hésité à en modifier l'exercice, suivant la différence des temps; que c'est ainsi que les communes ont dû leur affranchissement à Louis le Gros, la confirmation et l'extension de leurs droits à saint Louis et à Philippe le Bel; que l'ordre judiciaire a été établi et développé par les lois de Louis XI, de Henri II et de Charles IX; enfin que Louis XIV a réglé presque toutes les parties de l'administration publique par différentes ordonnances, dont rien encore n'avait surpassé la sagesse. — Nous avons dû, à l'exemple des rois nos prédécesseurs, apprécier les effets des progrès toujours croissants des lumières, les rapports nouveaux que ces progrès ont introduits dans la société, la direction imprimée à l'esprit depuis un demi-siècle, et les graves altérations qui en sont résultées : nous avons reconnu que le vœu de nos sujets pour une charte constitutionnelle était l'expression d'un besoin réel; mais, en cédant à ce vœu, nous avons pris toutes les précautions pour que cette charte fût digne de nous et du peuple auquel nous sommes fier de commander. Nous avons cherché les principes de la charte constitutionnelle dans le caractère français et dans les monuments vénérables des siècles passés. Ainsi nous avons vu, dans le renouvellement de la patrie, une institution vraiment nationale, et qui doit lier tous les souvenirs à toutes les espérances, en réunissant les temps anciens et les temps modernes. — Nous avons remplacé par la chambre des députés ces anciennes assemblées des Champs de Mars et de Mai et ces chambres du tiers état, qui ont si souvent donné tout à la fois des preuves de zèle pour les intérêts du peuple, de fidélité et de respect pour l'autorité des rois. En cherchant ainsi à renouer la chaîne des temps, que de funestes écarts avaient interrompue, nous avons effacé de notre souvenir, comme nous voudrions qu'on pût les effacer de l'histoire, tous les maux qui ont affligé la patrie durant notre absence. — A ces causes, nous avons, volontairement et par le libre exercice de notre autorité royale, accordé et accordons, fait concession et octroi à nos sujets, tant pour nous que pour nos successeurs, et à toujours, de la Charte constitutionnelle qui suit... »

comme l'a dit un illustre orateur, Royer-Collard, sont pour ceux qui l'accueillent, et les poisons, pour ceux qui la repoussent.

Les terreurs que la liberté de la presse inspira, pendant tant d'années, au gouvernement de la Restauration peuvent s'expliquer par les souvenirs des excès de la Révolution et par la puissance de ce formidable engin vu à l'œuvre. Mais quand les événements et l'état moral du pays imposaient à la Restauration la loi, acceptée par elle, de vivre avec les éléments nouveaux, qui, nés avec la Révolution, lui avaient survécu, était-il sage et prudent de se maintenir en état de suspicion perpétuelle à l'égard de la plus redoutable sans doute, mais aussi de la plus vitale des libertés? Laissant de côté la question brûlante de la liberté de la presse périodique, on peut dire que parler et écrire, c'est enseigner; or, si l'enseignement fut toujours un droit, parce qu'il est un devoir, la liberté de la presse est devenue un droit en devenant un mode d'enseignement.

L'objection apparente peut se présenter sous cette forme interrogative : Faut-il considérer comme un droit une liberté dont le monde s'est passé pendant cinq mille ans? A cela, on doit répondre que chaque état social nouveau amène des manifestations de la liberté humaine nouvelles. Si les garanties que les sociétés modernes trouvent dans la constitution du pouvoir central venaient à disparaître, il n'est pas douteux que ces sociétés ne tombassent dans un état de servitude que les époques précédentes n'ont pas connu, parce que ces dernières, constituées différemment, avaient dans leur constitution d'autres garanties qui ne se retrouveraient plus dans les sociétés modernes.

Nos ancêtres n'ont pas toujours vécu dans la servitude. De même, la disparition subite de la liberté de la presse, de nos jours, restreindrait l'enseignement qui, avant la presse, se propageait par d'autres voies. Or l'enseignement ne fut-il pas toujours légitime? Le droit change-t-il parce qu'il s'exerce différemment? S'il est vrai, comme l'ont chanté des poètes, qu'en un temps l'homme ait vécu de glands, croit-on qu'après la découverte de Triptolème, au lieu de continuer l'exercice du droit de vivre, il ait acquis un droit nouveau, celui de manger du blé? La liberté de la presse était un droit avant de naître. C'est la manifestation nouvelle d'un droit inné, une force inconnue au service de facultés qui ne changent pas. La presse n'est pas un mal avec lequel il faut se résigner à vivre, et qu'un gouvernement sage pourrait détruire s'il en trouvait le moment opportun; c'est une force dangereuse sans doute, mais légitime, que la Restauration, après l'avoir reconnue, commit la faute de combattre, au lieu de chercher à l'utiliser.

Cette courte digression était nécessaire, parce que l'histoire législative de la Restauration est en grande partie dans l'histoire de la presse de cette époque. C'est à propos du régime de la presse que se sont engagées les luttes les plus ardentes, et c'est en portant la main sur la presse que la Restauration est tombée. Voyons maintenant ce qu'elle fit dans l'ordre civil.

La première et la plus importante modification que le régime de la Restauration apporta au Code civil fut l'abolition du divorce par la loi du 8 mai 1816. Le code de 1804 avait maintenu le divorce, pour lequel les lois de la Révolution avaient laissé une si entière liberté aux époux; mais il avait posé à la faculté de divorcer des limites beaucoup plus raisonnables. A l'époque de la discussion du titre du mariage, il n'eût peut-être pas été politique, et, par conséquent, raisonnable et prudent, de proscrire le divorce absolument, comme le demandait dès alors le publiciste M. de Bonald, qui, par sa proposition à la Chambre des députés de 1815, prit en main la cause qu'il croyait être celle de la famille (*Du Divorce au XIX^e siècle*, 1789 et 1805). Ce n'est pas que, personnellement, Napoléon fût favorable au divorce, introduit par la Révolution dans la loi du pays. Il disait : « Qu'est-ce qu'une famille dissoute? Quels sont les époux qui, après avoir vécu dans les liens les plus étroits que la nature et la loi puissent former entre des êtres raisonnables, deviennent tout à coup étrangers l'un à l'autre, sans pouvoir s'oublier? Que sont les enfants qui n'ont plus de père, qui ne peuvent confondre dans les mêmes embrassements les auteurs désunis de leurs jours; qui, obligés de les chérir et de les respecter également, sont pour ainsi dire forcés de prendre parti entre eux; qui n'osent rappeler en leur présence le déplorable mariage dont ils sont les fruits? Ah! gardons-nous d'encourager le divorce! Ce serait un grand malheur qu'il passât dans nos habitudes » (Locré, *Législation civile*, t. 1, p. 93). Mais le divorce était encore dans ce qui survivait des mœurs révolutionnaires. D'ailleurs, Napoléon lui-même

entrevoyait déjà, dit-on, telle nécessité qui pouvait lui faire souhaiter de trouver un jour la loi civile assez complaisante à l'égard des engagements nés du mariage.

Quoi qu'il en soit, la loi du 8 mai 1816 resserrait les liens de la famille en abolissant le divorce, et donnait satisfaction à des scrupules religieux. Ces deux raisons de la loi étaient exposées dans l'écrit de M. de Bonald, que l'on pourrait à bon droit considérer comme le préambule de cette loi : « Ceux dont vous avez recueilli l'héritage ont proclamé la souveraineté du peuple, et c'est en son nom que vous lui donnez des lois civiles et qu'ils lui ont donné eux-mêmes des constitutions politiques. Mais la nation française vous a-t-elle donné, a-t-elle pu même vous donner le pouvoir de dénaturer sa constitution domestique, inébranlable fondement de l'édifice qu'elle habite depuis tant de siècles? Avez-vous pu croire que les pères de famille, réunis dans les assemblées primaires, aient consenti à abdiquer entre vos mains le pouvoir domestique qu'ils tiennent de la nature même, afin que leurs femmes et leurs enfants reçussent le pouvoir de s'élever contre eux, de discuter leurs actions, de les traîner devant les tribunaux, d'y faire prononcer leur déposition pour transporter en d'autres mains l'autorité maritale, ou se soustraire à l'autorité paternelle? — Une partie de la nation, dites-vous, professe une religion qui tolère le divorce. Mais comptez-vous pour rien la nation entière qui professe une religion qui le défend? et si vous ne pensez pas devoir ôter à quelques-uns ce qui n'est pour eux qu'une simple faculté, pourquoi permettez-vous au plus grand nombre ce qu'ils regardent comme un crime? » (*Du Divorce au XIX^e siècle*, p. 203 de l'édition de 1803.)

Il n'y a pas à prendre parti ici pour ou contre le divorce. Cependant il peut être bon de faire remarquer que les motifs déterminants de la loi de 1816 reposaient sur une idée fausse du principe de la loi civile et de l'étendue du pouvoir du législateur. M. de Bonald a dit le vrai mot des adversaires d'alors du divorce : « Pourquoi permettez-vous au plus grand nombre ce qu'ils regardent comme un crime? » Mais la loi civile a-t-elle donc pour objet d'ériger en obligation légale tout ce qui peut être une obligation de conscience? Que gagnerais-je à ce que la loi me défendit de faire ce que je ne veux pas faire? et, si elle ne me le défend pas, en quoi ma conscience pourrait-elle être blessée? C'est un singulier grief contre une loi. Pour qu'une loi du divorce fût attentatoire à la conscience religieuse du catholique, il faudrait qu'elle le lui imposât. Le sentiment religieux peut souffrir, mais le droit n'est pas blessé de voir faire à d'autres ce que ma conscience me défend et ce que leur conscience religieuse leur permet. Partant, si une loi autorisant le divorce peut être impolitique, immorale et dangereuse, en desserrant les liens de la famille, au moins ne peut-on pas dire qu'elle porte aucune atteinte à la liberté des croyances.

La loi du 14 juillet 1819 abolit les droits d'aubaine et de détraction. Le droit d'aubaine proprement dit, c'est-à-dire le droit pour le fisc de s'emparer, pour le tout ou pour partie, de la fortune de l'étranger mort en France, avait été aboli par l'Assemblée constituante (V. *suprà*, p. 296 et s.). Le code de 1804 ne l'avait pas rétabli; mais il avait paru bon de ne point admettre les étrangers à jouir des mêmes droits civils que les Français. L'article 11 établit le principe de réciprocité et dispose : « L'étranger jouira des mêmes droits civils que ceux qui sont ou seront accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartiendra. » Les articles 726 et 912, faisant spécialement application de ce principe, n'admettaient les étrangers à succéder en France, ou à recevoir par testament ou donation, que dans la mesure où des Français succéderaient dans les pays de ces étrangers ou pourraient y recevoir par dispositions entre vifs ou testamentaires.

Mais on n'avait pas tardé à s'apercevoir que cette restriction des droits des étrangers en France allait contre les intérêts du pays; elle détournait les étrangers de la pensée d'acquérir des immeubles en France et de venir s'y établir; de là une gêne dans la transmission des immeubles et dans la circulation des capitaux. La loi du 14 juillet 1819 abrogea en totalité les articles 726 et 912 et en grande partie l'article 11, en disposant que les étrangers auraient dorénavant « le droit de succéder, de disposer et de recevoir de la même manière que les Français dans toute l'étendue du royaume. » Elle ne fut pas dictée, comme on pourrait le croire et comme on l'a dit trop souvent, par un mouvement de générosité internationale; le courant n'était plus depuis longtemps aux rêves humanitaires : elle fut dictée par l'intérêt bien entendu du pays.

Une troisième modification importante fut apportée au Code civil par la loi du 17 mai 1826 sur les substitutions. L'article 896 originaire prohibait les substitutions fidéicommissaires en principe, et n'en permettait exceptionnellement l'usage qu'aux père et mère et aux frères et sœurs, dans les limites des articles 1048 à 1074. Le code ne voulait pas que des particuliers pussent à volonté changer l'ordre de succession pour un avenir plus ou moins prolongé, et rétablir pour un temps, dans leurs familles, les privilèges d'aînesse ou de masculinité, proscrits comme contraires à l'ordre civil nouveau. La Restauration n'avait pas la même antipathie que les gouvernements qui l'avaient précédée pour les privilèges de classes; car on sait qu'elle tenta de rétablir dans l'ordre successoral le droit d'aînesse par un projet de loi qui vint échouer devant la réprobation du pays. Le droit d'aînesse n'ayant pas été rétabli, la Restauration se contenta d'une sorte de demi-mesure en étendant la disposition de l'article 896 et en autorisant les substitutions fidéicommissaires au profit de tout disposant, mais seulement jusqu'au deuxième degré inclusivement.

L'histoire législative de la Restauration fut, comme on le voit, celle de sa politique. Par sa situation, par les circonstances et par l'état du pays, le gouvernement de la Restauration devait être pacifique, libéral et même égalitaire; mais par ses traditions, par ses souvenirs et ses regrets mal dissimulés, et surtout par l'aveuglement des hommes qui l'entouraient et à qui elle avait confié ses destinées, elle marchait les regards tournés vers le passé. Il résulta de l'action de ces deux influences contraires ce phénomène peut-être nouveau, d'un gouvernement libéral par ses actes et dans la loi, sans que le pays crût à son libéralisme; indécis dans sa marche, suspect aux classes bourgeoises et populaires, et maladroitement compromis par des partis sans racines dans le pays. La Révolution de 1830 mit fin à un malentendu de quinze années; la branche aînée des Bourbons s'achemina une troisième fois vers l'exil, et le pays, une fois de plus encore, après tant d'épreuves, crut entrer en possession de lui-même.

CHAPITRE III. — MONARCHIE DE 1830.

La Révolution de 1830 ne fut pas sanglante, au moins dans ses suites. Comme le pays savait très-distinctement ce qu'il voulait, le mouvement, ainsi qu'on l'a remarqué quelquefois, ne dépassa jamais son but. De fait, le pays reprenait la tradition de 1789; s'il maintenait la Charte de 1814, il en rejetait au moins le préambule. La nouvelle monarchie, appuyée uniquement sur l'assentiment du pays, allégée du fardeau des souvenirs et des préventions qui avaient perdu la Restauration, mais dépouillée du prestige de la tradition et de l'ancienneté, sans aucun des supports jugés jusqu'alors nécessaires à toute monarchie, se trouvait-elle dans des conditions naturelles d'existence et de durée? L'événement semble avoir répondu négativement. Quoi qu'il en soit, ce fut un essai nouveau; car la Révolution de 1830 ne substitua pas seulement une dynastie à une dynastie; elle imposa à la dynastie nouvelle un régime où avait sombré, sans la moindre résistance, la vieille race des rois de France en 1792.

La monarchie de 1830 trouvait le pays complètement rétabli de ses épreuves passées. La ligne de conduite qu'elle parut vouloir s'imposer fut celle-ci : gouverner par la loi. Si la France fut à quelques époques de son histoire plus glorieuse, plus brillante que sous la monarchie de 1830, jamais au moins la condition civile, la liberté de l'individu n'y fut plus respectée et la légalité mieux observée. Une seule fois, le gouvernement d'alors parut se montrer infidèle à son principe; ce fut dans les fameuses lois de septembre 1835, quand il dépouilla le jury de ses attributions en matière de presse, et les transporta à la Cour des pairs, dans le cas où le délit de presse serait une provocation considérée comme un attentat à la sûreté de l'État. Royer-Collard, à propos de cette infraction à la loi constitutionnelle, disait à la Chambre des députés : « Elle n'est pas franche, cette loi; ce qu'elle ose faire, elle n'ose pas le dire. Par un subterfuge peu digne de la gravité du gouvernement, en appelant tout à coup attentat ce qui est délit selon la loi et selon la raison, les délits les plus importants de la

presse, transformés, sortent du jury et s'en vont clandestinement à la Chambre des pairs. » L'infraction constitutionnelle était incontestable; mais n'est-ce pas un éloge qu'on ne puisse citer que celle-là ?

Le gouvernement de 1830 remania des parties notables des codes de l'Empire, mais toucha peu au Code civil; trop peu sans doute, car les gouvernements qui le suivirent accomplirent deux réformes utiles, désirées, attendues partout et depuis longtemps : l'une, par la loi du 31 mai 1850, qui supprima dans le Code cette fiction fâcheuse de la mort civile, comme conséquence de certaines peines encourues; l'autre, par la loi du 23 mars 1855, qui voulut que tout acte translatif de propriété ou de droit réel fût transcrit sur les registres du conservateur des hypothèques, et qui donna ainsi véritablement à la propriété immobilière un état civil. Le législateur de 1830 retoucha aux parties défectueuses du Code pénal par la loi du 28 avril 1832, qui en adoucit notablement la rigueur, souvent excessive; il refit, en la simplifiant considérablement, toute la procédure des faillites par la loi du 28 mai 1838, modificative du troisième livre du Code de commerce; il détermina la compétence des juges de paix par la loi du 6 juin de la même année, et remania et simplifia la procédure de la saisie immobilière, dans le Code de procédure, par la loi du 2 juin 1841. Nous omettons des améliorations de détail opérées par diverses lois, trop peu considérables pour caractériser le mouvement législatif de l'époque.

Dans un autre ordre, il convient de mentionner particulièrement la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et la loi du 12 mai 1835, abolitive des majorats. La loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique est à la fois administrative et civile, puisqu'elle a pour objet un acte d'administration, et que le moyen de réaliser cet acte est en réalité une vente forcée. C'est une des belles lois qui ont été faites de nos jours. La loi du 16 septembre 1807 était tout administrative : elle commettait à l'administration le soin de déclarer l'utilité publique, de prononcer l'expropriation et de régler l'indemnité; elle donnait ainsi à l'administration une puissance considérable, et mettait le pouvoir de l'époque où elle fut rendue à même de réaliser de grands travaux d'utilité publique; mais elle sacrifiait le principe de la propriété individuelle : car c'est le sacrifier que de mettre ainsi les propriétés particulières, sans garantie, dans la main de l'État.

Les excès de ce système ne tardèrent pas à apparaître, à ce point que, même sous le premier Empire, on dut songer à revenir sur cette loi. On tomba alors dans un excès contraire : la loi du 8 mars 1810 laissait à l'administration la déclaration d'utilité publique, mais donnait à l'autorité judiciaire, aux tribunaux, le soin de prononcer l'expropriation et de fixer l'indemnité due aux expropriés. Il résulta de ce nouveau système des lenteurs dans les expropriations; l'indemnité accordée était souvent excessive; car les tribunaux apportaient naturellement dans ces matières leurs habitudes judiciaires. Cet autre inconvénient apparut bien vite; aussi, dès le 18 août 1810, un décret impérial décida-t-il qu'il serait procédé conformément à la loi du 16 septembre 1807 pour toutes les expropriations à raison de travaux publics dont l'exécution avait été ordonnée avant cette dernière loi.

D'où provenaient les inconvénients contraires des deux lois de 1807 et de 1810? De cette erreur, de décider par un seul principe une question mixte, multiple. Dans le fait d'une expropriation pour cause d'utilité publique, il y a en effet à régler un intérêt public, l'intérêt de l'État, et un intérêt privé, celui des expropriés. Charger des mêmes intérêts l'administration seule ou le pouvoir judiciaire seul, c'est inévitablement décréter le sacrifice de l'un ou de l'autre.

C'est ce que comprit le législateur de 1833. Il décomposa en quatre parties la procédure d'expropriation. Par la loi du 7 juillet 1833 : 1° la déclaration d'utilité publique dut être faite et l'autorisation des travaux pour lesquels l'expropriation était requise dut être donnée en principe par le pouvoir législatif ou, pour les travaux d'une importance moindre, par le chef du pouvoir administratif, en d'autres termes, par une loi ou par une ordonnance royale; 2° la désignation des localités ou territoires sur lesquels les travaux devaient être exécutés, ainsi que celle des propriétés auxquelles l'expropriation serait applicable, appartient au préfet du département; 3° les tribunaux durent prononcer l'expropriation, ce qui permettait aux parties de faire valoir judiciairement, s'il y avait lieu, l'inobservation des formalités légales; 4° l'indemnité à payer aux parties expropriées dut être réglée par un jury. — Dans

ce système parfait, assurément, tous les intérêts étaient garantis ; chacun était réglé de façon qu'aucune plainte ne pouvait se produire légitimement après l'expropriation et la fixation de l'indemnité. Aussi l'application de la loi de 1833 n'a-t-elle jamais soulevé de réclamation.

Cette loi est encore remarquable par l'heureux essai qu'elle a fait de l'application du principe du jury en matière civile. Cet essai peut-il faire présager une application plus ample, plus générale de cette institution ? Ce serait se méprendre sur son caractère. Le jury, dans les matières criminelles, est une institution définitivement acclimatée dans nos lois. Le premier Empire, qui ne l'aimait pas, n'osa pas y toucher. Quel en est le principe ? A quel titre est-il une garantie ? Qu'est-ce qui fait que, comme institution, le pays peut s'en enorgueillir et doit le conserver ? A toutes ces questions, une seule réponse : Le jury, c'est le pays intervenant dans les jugements. Quand le pouvoir, tuteur des intérêts publics, demande à un homme ou sa vie ou sa liberté, le pays s'émeut, et pour que cet acte du pouvoir public ne devienne pas une menace pour tous, les pairs de l'accusé seuls pourront abandonner le coupable au châtiment qui l'attend.

On trouve une raison analogue pour expliquer comment des jurés seuls peuvent et doivent estimer l'indemnité qui devra être payée à celui à qui l'on prend, pour un motif d'utilité publique, ou son champ ou sa maison. Il s'agit d'un acte d'autorité exercé contre tel citoyen nommément : entre le pouvoir et l'individu, c'est le pays même qui prononce.

Ainsi, le principe de l'institution du jury est une idée de médiation entre l'homme et l'État. Quand l'État, dépositaire des pouvoirs de tous, menace de sa puissance l'individu dans une situation que celui-ci peut-être n'a pas faite, l'intervention du pays devient une nécessité. Mais elle se comprend moins quand il s'agit de l'application d'une loi positive à des faits qui ne sortent pas de la classe des faits ordinaires, et qui se débattent entre particuliers. Ce solennel appareil du jury n'a rien à faire alors. Il ne faut rien exagérer ; pour les difficultés de cette nature, le magistrat seul suffit.

Dans les dix premières années de son existence, la monarchie de 1830 s'occupa tout particulièrement de l'organisation administrative. Elle laissa le département et la commune constitués sur les principes posés d'abord par l'Assemblée constituante et réalisés par le gouvernement consulaire ; mais elle perfectionna beaucoup la législation de ce dernier régime. Il faut citer particulièrement la loi du 21 mars 1834 sur l'organisation municipale, et celle du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale (*V. Jur. gén., v^e Commune, n^o 151, p. 234, n^o 158, p. 272*). — La loi du 22 mars 1834 organisa la garde nationale, c'est-à-dire la véritable force armée à l'intérieur, le pays gardant lui-même, militairement, ses institutions (*V. Jur. gén., v^e Garde nationale, p. 295*).

La loi du 10 mai 1838 déterminait les attributions des conseils généraux (*V. Jur. gén., v^e Organisation administr., p. 611*). De toutes les parties du droit d'un pays, les lois les plus sujettes aux changements sont les lois d'administration : non-seulement elles reçoivent le contre-coup de tous les changements qui peuvent se produire dans la constitution politique du pays ; mais encore elles subissent l'effet des courants d'idées qui, dans la durée de l'existence d'un même régime, peuvent influencer sur la direction générale des affaires. Par leur objet et par le caractère changeant des besoins auxquels elles doivent donner satisfaction, les lois d'administration n'ont qu'une existence bornée dans le temps. Mais c'est justice de reconnaître la supériorité des lois d'administration du régime de 1830 sur toutes celles qui l'avaient précédé : elles étaient surtout aussi libérales que peuvent l'être des lois de cette nature, sans compromettre la direction générale des affaires du pays.

C'est ici le lieu de parler avec quelques détails des majorats, dont il a été déjà fait mention (*V. supra, p. 226 et 257*). La loi du 12 mai 1835 interdit toute institution de majorat pour l'avenir. — Les majorats, sous l'ancienne monarchie, furent sans doute une importation espagnole ; ce qui peut le faire supposer, c'est qu'ils n'étaient usités que dans les anciennes provinces qui avaient été soumises à la domination de l'Espagne, le Roussillon, la Franche-Comté, la Flandre et l'Artois, et que l'usage n'en était pratiqué auparavant qu'en Espagne et en Italie. En dernière analyse, le majorat n'était autre chose qu'une substitution fidéicommissaire à l'infini, perpétuelle, avec l'inaliénabilité des biens qui la constituaient. Il avait pour objet d'assurer à perpétuité à l'aîné de la famille, *natu major*, une situation qui lui permit de soutenir l'honneur et la splendeur du nom.

L'ordonnance de 1747 sur les substitutions, en limitant les substitutions fidéicommissaires à trois degrés, abolit en réalité les majorats dans les provinces où l'institution était pratiquée; ou plutôt les majorats ne valurent plus dès lors que comme substitutions fidéicommissaires. La loi du 14 novembre 1792 en effaça les derniers vestiges, en abolissant les substitutions mêmes. Mais l'établissement de l'Empire, avec les idées qui possédaient déjà le nouveau souverain, devait avoir pour conséquence le rétablissement des majorats, comme seul moyen de perpétuer une haute aristocratie impériale, en présence du Code civil qui avait posé le principe de l'égalité du partage des successions. En effet, un décret du 30 mars 1806 et un sénatus-consulte du 14 août suivant avaient décrété l'établissement de titres héréditaires, avec transmission à l'héritier du titre des biens qui y seraient affectés.

Un autre décret du 3 septembre 1807, promulguant une nouvelle édition du Code, modifia d'abord ainsi la rédaction première de l'article 896, qui prohibait, en principe, les substitutions : « Néanmoins, les biens libres formant la dotation d'un titre héréditaire que l'Empereur aurait érigé en faveur d'un prince ou d'un chef de famille pourront être transmis héréditairement, ainsi qu'il est réglé par l'acte impérial du 30 mars 1806 et par le sénatus-consulte du 14 août suivant ».

Tous ces actes législatifs faisaient attendre une nouvelle institution des majorats; le décret du 1^{er} mars 1808 en établit les conditions. Par ce décret, les biens formant un majorat étaient exceptés du droit commun, comme le dit expressément le préambule du décret. Les immeubles ne pouvaient y entrer qu'autant qu'ils étaient libres de toutes charges hypothécaires (art. 1^{er}). Les rentes sur l'État et les actions de la Banque de France devaient être immobilisées pour y être admises (art. 2), et sur les revenus de ces valeurs immobilisées, il était fait chaque année une retenue d'un dixième, qui était placé en rentes sur l'État ou en actions de la Banque de France, pour augmenter le majorat d'autant (art. 6). Tous ceux à qui les titres de duc, de comte ou de baron étaient conférés de plein droit, d'après les principes de la noblesse impériale, pouvaient demander à former des majorats (art. 7 à 16), et l'autorisation était accordée par des lettres patentes (art. 17 et suiv.).

Les majorats ainsi autorisés étaient appelés majorats *sur demande*; mais il y avait, indépendamment de ces majorats, des majorats dits de *propre mouvement*, qui se composaient tout entiers de la dotation du titre accordé par le souverain (art. 25). Le majorat de propre mouvement était imposé au titre. — Le titre attaché à chaque majorat était transmissible par succession à la descendance légitime, naturelle ou adoptive, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture (art. 35), et les biens formant le majorat étaient inaliénables et ne pouvaient être engagés ni saisis (art. 40); tous actes ou jugements exécutoires sur les biens d'un majorat étaient nuls de droit (art. 41), et la nullité en était prononcée, à défaut d'une demande du titulaire, sur la réquisition du procureur général du sceau des titres (art. 42).

Le décret du 1^{er} mars 1808 déterminait le mode de jouissance des biens composant les majorats (art. 47 à 53) et les formes selon lesquelles l'aliénation de partie de ces biens pouvait être exceptionnellement autorisée, mais toujours à charge de remploi (art. 54 à 73). — Le démembrement partiel d'un majorat ne pouvait avoir lieu que dans un cas, celui où les enfants du fondateur ne seraient pas remplis de leur légitime sur les biens libres de leur père; ils pouvaient alors en demander le complément sur les biens donnés par le père pour la formation du majorat (art. 40, § 2).

Tels étaient les majorats dans le système par lequel Napoléon I^{er} reconstituait en France une noblesse nouvelle, et créait, dans les pays qu'il avait conquis, une véritable féodalité militaire. Les grands fiefs militaires ne devaient pas lui survivre, alors même que le pays eût conservé ses conquêtes; ils étaient constitués contre l'esprit du temps. Mais l'institution des majorats répondait trop bien aux idées du gouvernement de la Restauration pour n'être pas maintenue après la chute de l'Empire. Une loi du 25 août 1817 voulait que, pour être appelé à la dignité de pair de France, le dignitaire eût, préalablement à sa nomination, obtenu l'autorisation de former un majorat, s'il n'en avait déjà un constitué; il n'y avait d'exception que pour les ecclésiastiques. L'importance du revenu que devait produire le majorat différait, selon que le personnage appelé à la Chambre des pairs portait le titre de duc, marquis, comte, vicomte ou baron. La Restauration produisit tout une législation sur

les majorats. Quand survint la Révolution de 1830, il existait en France quatre cent quarante majorats constitués.

Rien n'était plus contraire aux mœurs du pays qu'une telle législation, surtout après la Révolution de 1830. On était retourné ainsi, pour reconstituer une sorte d'aristocratie, au delà du droit d'aînesse, que les anciennes coutumes nationales n'avaient pas dépassé, même au temps du régime féodal. La loi du 12 mai 1835 interdit toute institution des majorats pour l'avenir. Elle permit à tout fondateur d'un majorat de le révoquer en tout ou en partie et d'en modifier les conditions; seulement, pour que des attentes fondées ne fussent pas déçues, cette faculté ne pouvait être exercée s'il existait un appelé qui eût contracté mariage avant la loi, et que ce mariage ne fût pas dissous, ou qu'il en fût resté des enfants. Dans ce cas, l'effet du majorat était restreint à deux degrés. La loi régla aussi l'effet des dotations qui avaient été formées en biens soumis au droit de retour en faveur de l'État. Ses dispositions à cet égard ne sont que transitoires.

Il faut clore ici cet historique. Le rôle de l'historien est surtout celui d'un rapporteur; or l'on ne rapporte pas une cause dont les faits sont en cours d'accomplissement, et qui est réservée par conséquent à d'autres juges. Mais il manquerait à cet historique un dernier mot, si l'on n'y joignait pas une conclusion; elle sera l'objet de ces dernières pages.

CONCLUSION

L'histoire du droit a été conduite dans cet Essai jusqu'à la législation qui nous régit actuellement, jusqu'aux limites où le domaine de l'histoire finit, et où commence la réalité présente et vivante. Dans cette course rapide, nous avons vu le droit français exprimer, dans ses différentes phases, des mœurs diverses : successivement barbare, féodal ; puis se dégageant, après des siècles d'oppression, de misère et de silence, des étreintes de la féodalité, pour devenir national dans les coutumes ; puis empruntant au droit romain ses principes civilisateurs ; puis français dans les ordonnances, où il s'empreint très-distinctement du caractère de la plus brillante période de la monarchie, et enfin après la Révolution, comme résultat d'un des plus violents efforts dont l'histoire universelle aura jamais à conserver le souvenir, arrivant à cette profonde unification des éléments du génie français, dans ces codes dont il serait trop vulgaire de dire que l'Europe nous les envie, mais qui ne sont pas moins incontestablement encore aujourd'hui l'expression la plus vraie et la plus nette du droit européen. — Le génie d'un pays qui a traversé de si longs siècles, si pleins et si variés, doit s'être enrichi à tous les affluents qu'il a recueillis dans son cours. C'est, en effet, avec ce caractère d'unité et de force qu'apparaît aujourd'hui le droit français ; il résume en lui les efforts tentés dans les différentes phases de notre civilisation.

Il ne faut pas se méprendre, en effet, sur la simplicité apparente de notre législation civile. Plus une science s'élève, plus ses principes sont féconds ; plus aussi elle se simplifie en s'étendant. Si Montesquieu a pu dire, à propos de l'histoire, que celui qui voit tout abrège tout, à bien plus forte raison peut-on dire, à propos du droit, que les principes les plus féconds sont ceux qui s'élèvent au plus haut degré de généralisation. Or cette largeur des principes de notre droit moderne est précisément ce qui en fait la richesse. Il fallait une accumulation de siècles pour dégager ces règles qui embrassent une multitude de rapports, et pour les condenser dans un système de législation qui laisse à la jurisprudence la tâche d'en déterminer les conséquences et d'en fixer les limites. La simplicité n'est pas ici indigence ou sécheresse, mais fécondité et élévation. Si notre code a pu ramener à un petit nombre de règles précises l'infinité multitude des rapports que fait naître chaque jour notre état de civilisation avancée, sans doute c'est d'abord que les mœurs se sont uniformisées avec le temps, mais c'est aussi que le caractère commun de ces rapports a été mieux connu, mieux saisi. Dans cette voie, la législation française peut encore progresser notablement ; mais elle ne se trouvera jamais en un plus parfait accord avec l'état des mœurs, telles que les siècles les ont faites.

Après une épreuve de plus de soixante ans, le Code Napoléon a résisté, et suffit encore à l'objet que devaient avoir en vue ses auteurs ; il est assez fort, il a touché assez juste pour répondre à tous les besoins dans l'ordre civil. Mais il serait injuste d'oublier ce que le droit français, tel qu'il est aujourd'hui, doit à la jurisprudence des cours et particulièrement de la cour de cassation. Que l'on

parcours seulement, sans prévention ni partialité, une table d'arrêts ou un Code Napoléon annoté, et l'on restera confondu de la somme de sagesse, de la prudence infinie, dont un tel ensemble témoigne : il a fallu la réflexion et l'étude accumulées de longs siècles pour produire une pareille œuvre. La gloire du Code Napoléon est d'avoir recélé dans ses dispositions toute cette science, tellement que la jurisprudence a pu se former, sans ne faire que très-exceptionnellement violence soit à son esprit, soit à sa lettre.

Ce qui frappe dans l'étude de l'histoire du droit en général, c'est la conformité parfaite du droit de tel peuple avec les mœurs du même peuple, et dans une seule histoire la conformité du droit de telle époque avec les mœurs de la même époque. C'est là le côté philosophique et éternellement intéressant de l'étude de l'histoire du droit. Si l'on généralise cette remarque, on peut dire : telles mœurs, tel droit, telle littérature, tel art. C'est que tout se tient dans la nature morale, comme dans la nature vivante. On a dit que la littérature est l'expression de la société ; cette pensée est trop frappante, trop évidente, pour être profonde ; mais ce que l'on a dit de la littérature, on peut le dire à un titre égal du droit. Ce n'est pas trop d'avancer qu'à la lecture du corps de droit d'un peuple inconnu, on peut, avec un peu de réflexion et d'étude, préjuger son état moral et deviner son histoire.

Cette remarque trouve une incontestable application, par exemple, dans l'étude comparée du droit romain et des mœurs du peuple romain. Que l'on considère les institutions de la famille et de la propriété romaine au temps de la loi des Douze Tables, et que l'on rapproche cet état légal des récits de Tite-Live : de quelles lumières la loi et les faits historiques ne s'éclairent-ils pas mutuellement ! Le pouvoir absolu du père de famille, son autorité dans la maison, son indépendance de citoyen, la sujétion de la femme placée *loco filiae*, la faculté testamentaire absolue, cette indifférence des liens naturels de la parenté, la prédominance du lien légal, qui règle jusqu'à l'ordre des successions, les attributs de la propriété romaine, la mise hors du droit de l'étranger, la symbolique dans les contrats, dans les actes de succession et dans les actions judiciaires, la division de l'instance en deux parties pour constituer l'autorité du *judex*, la participation du citoyen à tous les actes de droit, la constitution savante de l'administration et du pouvoir judiciaire, etc., etc., tous ces faits ne manifestent-ils pas, pour l'homme arrivé à l'âge de maturité, les mœurs romaines, d'une manière aussi saisissante que les récits héroïques qui ont enflammé son jeune âge ? On voit le peuple romain chez lui, dans l'intimité de sa vie privée, dur, jaloux, avare, mais plein de sens et fortement trempé, avec les défauts et les qualités par lesquels il devait conquérir le monde. Nous dirons plus, on ne connaîtra jamais le peuple romain si l'on n'a pas étudié le droit romain.

Quand les mœurs romaines s'adoucissent, le droit s'adoucit également ; la marche est parallèle, ou plutôt le droit, n'étant qu'une manifestation des mœurs, subit le contre-coup de tout ce qui agit sur les mœurs. Dans le droit français, une pareille étude comparée présente un pareil intérêt. Transportons-nous au temps du régime pesant de la féodalité. Le seigneur est tout-puissant ; il est à la fois souverain et maître ; le joug pèse sans intermédiaire du supérieur sur l'inférieur ; nulle autorité pour modérer la convoitise du seigneur. Dans cet état, quel sera le droit du seigneur féodal et le droit du serf ? Nul autre ne sera possible que le droit que nous fait connaître Beaumanoir. Dans les rapports du seigneur et du vassal, on verra dominer cette idée d'assurer avant tout le service du fief. Plus d'un principe de notre droit civil en dérive, que l'on ne trouverait pas dans nos codes si la France n'avait pas traversé la féodalité. Le droit des serfs de la glèbe, et après l'époque du servage, le droit des vilains, roturiers, sera profondément marqué du caractère de leur condition : ils sont pauvres, humiliés, menacés ; ils se grouperont et formeront des communautés de toutes sortes.

Il faut relire dans Beaumanoir tout ce qu'il dit des *compaignies*. La communauté, sous toutes les formes et dans toutes les conditions, est essentiellement coutumière. On la trouve entre époux, entre père et enfants, entre gens de même condition ; elle résulte souvent virtuellement du seul fait de la vie en commun. L'ordre des successions est encore déterminé dans le droit coutumier d'abord par le sentiment de la famille, si vif dans la race franque, mais aussi par le mode d'exis-

tence des hommes de *poeste*. L'origine des propriétés se perpétuant indéfiniment dans le souvenir de ces populations enfermées, en quelque sorte, dans le fief, il devait suivre de là la coutume de la prendre en considération presque autant que l'affection présumée du défunt dans le règlement des successions. En effet, à aucune époque ce principe de maintenir les biens dans les familles n'a prévalu autant que dans le droit du moyen âge.

La constitution de la famille selon le droit coutumier n'a rien de commun avec la constitution de la famille romaine. L'autorité paternelle est nulle au moyen âge; car de quelle autorité le pauvre serf aurait-il songé à se prévaloir, même vis-à-vis des siens, lui qui ne pouvait avoir aucune idée de la cité ni soupçonner l'indépendance que confèrent les attributs du citoyen? Par la même raison; le droit coutumier devait égaler la femme au mari; l'autorité maritale, on peut dire, n'existait pas. Les testaments, au contraire de ce qui avait lieu à Rome, étaient inconnus d'abord, et furent toujours vus avec défaveur. Tout cela explique comment le vieux droit coutumier français n'est pas factice, artificiel, comme le droit romain; comment, au contraire, il est profondément humain. — Mais le fait de la possession, et avant tout de la possession territoriale, était décisif dans les rapports du droit privé. On peut dire que l'importance attachée à la possession du sol a imprimé à toutes les parties du droit féodal et coutumier son caractère: nous avons fait connaître particulièrement comment elle réfléchissait sur l'état des personnes.

Il y aurait à faire sur tout un côté de l'histoire du droit une très-intéressante étude: ce serait de suivre cette histoire parallèlement avec l'histoire de la condition physique et économique de la population et avec l'histoire des lettres et des arts dans le même pays. On y verrait les diverses manifestations du génie national passer par les mêmes phases. Cela se comprend. Au foyer de l'âme humaine, le sentiment est *un*: les lettres, les arts, le droit, sont autant de manifestations d'un même principe, de la même force morale. Or, si cette force est *une* dans son essence, il est de nécessité que tous les faits par lesquels elle se manifeste dans l'ordre du sentiment soient empreints du caractère de leur principe commun.

Qu'on nous passe une comparaison. Le naturaliste qui étudie un corps vivant en examine successivement tous les organes; mais, au delà de l'étude de toutes les parties de l'organisme, il y a l'étude de la correspondance de toutes ces parties: telle plante qui se rapproche de telle autre ou s'en éloigne par sa tige, s'en rapproche ou s'en éloigne aussi par ses feuilles et ses fleurs. Il y a ainsi entre toutes les parties de la plante une relation qui tient au principe de vie caché qui l'a faite ce qu'elle est. Or l'on ne peut méconnaître une pareille correspondance des parties entre toutes les productions ou manifestations du génie d'un peuple, quelque éloignées ou dissemblables qu'elles paraissent à première vue. Nous souhaiterions qu'un penseur entreprît un jour de créer une physiologie sociale, comme il y a une physiologie animale et une physiologie végétale.

Une telle étude, où l'on ferait entrer le droit, serait du plus haut intérêt. Serait-ce, par exemple, un paradoxe de signaler des caractères communs entre le droit du XII^e siècle, l'architecture romane et les poèmes cycliques? Le droit et les institutions civiles, à cette époque, ne dérivait-ils pas du même état moral où le sentiment s'exprimait par ces églises massives, aux voûtes abaissées, aux ouvertures en plein cintre, aux piliers trapus, où l'imagination populaire, comprimée, s'échappait néanmoins dans l'infinie variété et la richesse des sculptures des chapiteaux?

Au XIII^e siècle, les expéditions des croisades ont fait naître des idées nouvelles, ouvert les âmes à des sentiments nouveaux; les communes ont reçu ou conquis des chartes d'affranchissement; les serfs deviennent hommes libres; le droit a des garanties fort imparfaites, sans doute, mais réelles. Est-ce une simple coïncidence, n'y a-t-il pas, au contraire, une relation d'effet à cause, si l'on voit se produire, dans le même temps, tous ces beaux contes de chevalerie; s'épanouir cette poésie si pleine de fraîcheur et de grâce, que des recherches patientes ont exhumées de nos jours; surgir partout ces merveilleuses cathédrales, aux voûtes élevées, aux clochers superbes, où l'*ogive en fleur suspend ses trèfles et ses gerbes*, et dans les temps qui suivent, le château seigneurial descendre lentement de la montagne dans la vallée, comme dans l'ordre civil le droit des fiefs tend à se confondre dans le droit coutumier?

Cependant la société civile se reconnaît, pour ainsi dire, et s'assied, au milieu de quelles difficultés, on le sait. La royauté étend son autorité. Le droit devient général et uniforme dans les ordonnances. Que voit-on alors ? la littérature et l'art marchant du même pas et acquérant une noblesse et une pureté qu'aucune littérature en Europe n'a à un degré égal. L'illustre Rossi signalait avec soin ce rapport, que la France, qui la première avait eu une législation uniforme et des codes, était la première aussi, et jusqu'à présent la seule, qui eût une littérature classique. C'est, répétons-le, que toute manifestation générale est une expression du génie national, et que cette expression ne peut pas avoir dans l'ordre du droit un caractère autre que dans l'ordre philosophique, artistique et littéraire. Pour la régularité et les proportions, les ordonnances de la procédure civile et de la marine, sous Louis XIV, sont bien, style à part, de l'époque qui a vu Boileau écrire ses épîtres, Racine produire ses tragédies, et Mansard bâtir les Invalides et Versailles.

Quoique notre droit moderne procède de notre passé juridique, par la raison que la civilisation n'avance jamais par grand écart, il n'est pas moins vrai cependant que le principe du droit moderne est profondément distinct de celui de l'ancien droit monarchique. L'ancien droit français était dogmatique; le droit moderne a pour base le principe rationnel. Même quand nos lois et nos codes se rangent aux conclusions de l'ancien droit, ils n'en adoptent pas, ils en répudient même le plus souvent le principe.

Expliquons-nous sur ce point. Le dogme est une vérité surnaturelle; il ne se démontre pas; il incline la raison sous son autorité. Jusqu'à l'ère moderne, on a vu le dogme très-fréquemment passer dans la loi. L'antique législation de l'Inde était tout entière dogmatique; la loi de Moïse l'était aussi, à un degré moindre; le droit romain de la grande époque était, au contraire, purement politique.

Dans l'ancien droit monarchique français, le principe dogmatique dominait de beaucoup le principe rationnel. Le roi de France n'était pas un simple chef d'empire, un général, pour le temps de paix ou de guerre : il était, comme on l'a écrit récemment, prêtre autant que magistrat; on le sacrait à Reims. Le principe de la noblesse et de ses privilèges était également un dogme. Pendant plus de huit cents ans, le pays tout entier a reconnu le caractère dogmatique de son droit, et l'a fait lui-même pénétrer dans le droit privé des coutumes, notamment dans la matière des successions.

Qu'on se reporte à ce qui a été dit, dans cet Essai, sur les droits, les prérogatives, les obligations et les charges des trois états ou classes qui composaient la société française. Le prêtre prie, le noble combat ou administre, l'homme du tiers état travaille (V. *suprà*, p. 220). Il y a des classes supérieures et une classe inférieure, comme au temps d'Aristote, et la supériorité s'acquiert et se transmet par voie de génération et d'hérédité.

Assurément, au point de vue de la raison pure, rien n'est plus inexplicable que cette doctrine qui voue toute une classe d'hommes au dur labeur, pour le bien-être des autres. Cependant des millions d'êtres humains ont, pendant de longs siècles, travaillé, souffert, peiné, pour que d'autres hommes pussent, dans le loisir, élever la race humaine au plus haut degré d'affinement et de perfection auquel l'espèce puisse atteindre. Nul ne réclamait et n'en appelait à la raison. Le sacrifice s'accomplissait en silence. On admettait qu'il devait y avoir ici-bas des rangs pour le bien commun; mais on avait foi qu'on trouverait ailleurs l'égalité. La classe sacrifiée inclinait ici sa raison devant le dogme de la solidarité de l'espèce humaine travaillant à une œuvre commune; et la religion montrait à ceux qui se sacrifiaient ainsi, en vue de la perfection idéale de quelques autres, les récompenses de la vie future, où les rangs ne sont plus marqués que par les vertus (1).

Le droit moderne a rompu avec le principe dogmatique; notre Code civil a organisé l'égalité. Mais l'égalité, qu'est-ce, sinon le principe rationnel? Le principe rationnel ou d'égalité sera-t-il, dans l'application, aussi riche en résultats que l'a été le principe dogmatique? Notre société démocratique aura-t-elle des périodes d'éclat, comme en eut l'ancienne société française, au XVI^e siècle pour l'art, au XVII^e siècle

(1) V. une intéressante lettre, sans date certaine, de M^{me} de Maintenon à l'abbesse de Gomer-Fontaine, où elle explique pourquoi la fille d'un vigneron ne doit pas être élevée comme la fille d'un gentilhomme.

pour les lettres? C'est le secret de l'avenir. Il nous dira si c'est ou si ce n'est pas pour le bien de tous que s'opère le perfectionnement d'une race, au prix du labeur des autres hommes. Mais ce que l'homme du droit peut affirmer, c'est que le sacrifice ne peut être imposé par la loi : la raison humaine, chétive et débile, peut parler en son nom, jamais au nom de l'autorité suprême. Écrire le privilège dans la loi civile, c'est usurper sur la toute-puissance divine, qui eût dévoilé tous ses secrets, si elle avait voulu faire de l'homme le ministre conscient de son action dans les choses d'ici-bas.

Notre droit moderne n'est pas, à beaucoup près, savant comme le droit romain, ni varié comme le vieux droit français. Faut-il conclure que le génie de la France a perdu de sa fécondité et de son originalité? A la première vue, on serait tenté de le penser; mais il ne faut pas oublier que le génie humain a ses intermittences, dans les sociétés comme dans l'individu. Notre époque paraît appelée à résumer les siècles qui l'ont précédée : dans la littérature peu de grandes œuvres se produisent, mais beaucoup de livres de critique; dans l'ordre du droit on innove peu, mais on codifie. C'est encore un travail de fécondation que de choisir et de démêler, dans les éléments du passé, ceux que le présent et l'avenir peuvent s'assimiler définitivement.

Ce qui pourrait donner quelque inquiétude, comme symptôme, c'est l'effacement des mœurs et des caractères, qui rend la société européenne plus égale, plus unie, et paraît tendre à faire disparaître chez chaque peuple son originalité native. Dans les sociétés qui ont péri, comme l'ancienne société romaine, un tel état a précédé immédiatement la décomposition sociale. Des pessimistes pourraient nous croire appelés à subir pareille destinée. Cependant nous avons des raisons de nous rassurer; un principe doit nous sauver : il faut nommer tout de suite la liberté.

Ici, il faut se hâter de prévenir toute équivoque et de dégager le principe de liberté des idées fausses ou trop peu précises dans lesquelles on pourrait le confondre trop facilement. Par liberté, on ne doit pas entendre ici seulement la libre activité de l'individu se mouvant dans un ordre légal et respectant une égale liberté chez autrui, mais encore l'affranchissement de toute gêne, fût-elle réputée tutélaire, capable d'entraver l'expansion du génie national. A ce point de vue, malgré les abus de l'ancien régime, nous ne sommes peut-être pas plus libres que n'étaient nos pères, car ils étaient moins administrés; et si l'originalité du caractère français devait renaître sous un aspect nouveau, son expansion rencontrerait peut-être des obstacles dans cette multitude de convenances nées des mœurs et des prescriptions de la loi, qui contraignent l'individu à marcher dans les chemins battus. On a pu trouver quelquefois que la société et la loi pèsent trop lourdement sur lui.

Nos pères n'avaient pas les garanties constitutionnelles, légales, etc., dont nous jouissons; mais au moins chacun ne sentait au-dessus de soi que l'autorité de telle ou telle communauté à laquelle il appartenait par sa condition. Or les magistratures domestiques ne sont pas tyranniques, ou plutôt leur tyrannie n'est qu'exceptionnelle, et ne va pas jusqu'à l'âme. Le pouvoir central ne faisait sentir que d'assez loin son autorité; l'activité intellectuelle individuelle avait un champ plus libre. Le bourgeois, l'homme d'Église, le légiste, l'artisan, s'appartenaient davantage. L'excès de la centralisation, l'uniformité des mœurs et de la loi, la facilité prodigieuse des communications, le développement tout à fait extraordinaire de la richesse générale, la disparition des classes, tout cela, sans doute, a plus que centuplé la force du pays; mais craignons que la fusion des mœurs particulières ou locales dans un ensemble uniforme ne fasse perdre à l'esprit français, par une fâcheuse compensation, quelques-unes de ses précieuses facultés.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le danger d'une centralisation excessive a frappé l'esprit des penseurs. La codification du droit français n'est même pas apparue à tous comme un progrès véritable (V. l'Introduction de cet Essai, p. 3 et 4). Les craintes manifestées sont, pensons-nous, exagérées; mais il n'est pas moins vrai que les tendances des mœurs publiques et de la législation ne sont pas sans danger pour la vive et libre allure de l'esprit français. L'homme est toujours un peu formé par le milieu dans lequel il vit. Dans un vaste empire qui n'a plus ni esprit local ni coutumes locales, il y a inévitablement pénurie de caractères et de génies originaux. Quarante millions d'habitants, à ce point de vue, ne fournissent pas plus qu'une province. La constitution de l'unité française par la

Révolution a nécessité de trop violents efforts : notre époque en porte la peine; l'esprit révolutionnaire, nous ne voulons pas dire ici subversif, nous domine encore.

Le lecteur devinera de lui-même que les craintes exprimées ici ne s'adressent pas à tel ou tel système politique, encore moins à tel ou tel gouvernement, et qu'il n'y a pas lieu de souhaiter, malgré cela, un retour quelconque vers le passé. Nous plaçons notre point de vue plus haut. C'est de l'esprit du temps que nous entendons parler. On attend trop de l'État : combien de fois ne l'a-t-on pas dit ! Avec cette tendance à l'unité absolue, qui est le mal des vieilles sociétés et des grands empires, toute initiative, toute originalité personnelle, peut devenir impossible. Ajoutons que notre époque est menacée, d'un autre côté, par l'entraînement industriel, qui enlève l'homme moral à lui-même. Pressé dans une telle situation, surmené, s'il est permis de parler ainsi, par les événements, ou entraîné par des courants trop forts, l'individu lutte quelquefois péniblement. Grave situation peut-être pour l'avenir ! car si l'homme baisse, la société tôt ou tard baissera. Le législateur humain ne peut rien contre les situations naissant de la force des choses ; mais il se doit, au moins, de ne pas venir sciemment en aide à des tendances dont le résultat dernier pourrait être un abaissement du niveau moral et intellectuel du pays.

Si l'histoire de notre droit français a été bien comprise dans cet Essai, la conclusion dernière à en tirer apparaît d'elle-même. Le génie français, abandonné à ses libres allures, a produit deux choses incomparables : une littérature aussi riche et plus pure qu'aucune autre ; un droit empreint du même caractère, et qui restera, pour l'époque où il s'est produit, le dernier mot de la sagesse humaine. Il faut craindre maintenant de tomber dans l'excès. Le système centralisateur est arrivé à son apogée ; il l'a peut-être dépassée : l'abus de la concentration, la centralisation sans mesure, ne peut à la longue que dessécher, stériliser les forces vives du pays. Qui n'a éprouvé combien, par exemple, la compression exercée sur les intelligences par l'uniformité de l'éducation peut faire avorter de fruits précieux ? Le dernier mot de l'unité et de la centralisation serait de réduire le pays à une seule âme, soumise à une règle uniforme. Gardons-nous des excès d'un tel système, qui peut être transitoirement, pour un temps donné, une cause de force, mais qui, infailliblement, arriverait à tarir les sources de la vie.

Propter vitam vivendi perdere causas... ! cette parole du grand satirique de Rome peut servir à exprimer le danger que courent les grands États qui cherchent leur force dans la concentration. Les conditions de la force réelle et durable des sociétés sont tout entières dans la valeur de l'homme et dans les idées. Rendons l'homme à lui-même ; débarrassons-le de cette chape de plomb que le besoin, imaginaire ou vrai, d'une unité réelle ou factice, alourdirait sur lui. Allégeons le pouvoir central d'un fardeau trop pesant ; décentralisons d'abord, pour que l'individu s'habitue à marcher seul ; puis ayons confiance dans la liberté. Le système qui repose sur l'initiative individuelle aura peut-être longtemps encore contre lui bien des préjugés ; il requiert une vigilance personnelle constante, et il suppose une grande confiance dans le bon sens public. Avec cela, ses effets immédiats sont toujours fâcheux ; les premiers pas de la liberté sont inévitablement des chutes. Il faut du temps pour qu'un pays apprenne à ne compter que sur lui-même et fasse son éducation ; mais le passé de la France peut garantir que cette éducation se fera sans trop de malheurs, car notre pays a le sentiment qu'il est arrivé à l'âge de la virilité.

Si quelquefois le doute pouvait pénétrer dans l'âme, au spectacle des événements contemporains, il n'y aurait, pour se rassurer, qu'à jeter un regard en arrière. — Dans la longue suite de siècles où s'est déroulée son histoire, notre pays a subi bien des épreuves : nos pères les ont traversées courageusement, et la Providence a aidé leurs efforts. Le passé peut nous donner confiance et nous permettre d'envisager sans trop d'effroi l'avenir. Quand on sait ce qu'un peuple a pu supporter de chocs, sinon sans faiblir, au moins sans faillir, on peut se porter garant qu'il ne se laissera pas aller à désertier prochainement sa mission.

Or la mission de la France dans le monde moderne est essentiellement civilisatrice, et cette mission a un caractère qui n'appartient qu'à la France. Si toutes les grandes nations de l'Europe moderne ont apporté leur contingent au progrès de la civilisation générale, la France a sur toutes cet

avantage d'avoir pu s'en assimiler les éléments, d'avoir su les fondre et de les avoir ainsi fait entrer dans ce large courant qu'on appelle le progrès. Son génie, actif avant tout, profondément personnel et initiateur, transforme ce qu'il reçoit et le rend applicable et pratique. Si les comparaisons n'étaient pas trop souvent dangereuses, on pourrait, avec Gans, comparer l'esprit français à un creuset où s'élabore un produit nouveau avec des principes chimiques différents. Le génie romain n'avait, comme l'a pensé le même Gans, qu'une action engourdissante sur les peuples qu'il conquérirait; le principe germanique est tout empreint de la nébulosité et du mysticisme des races du Nord. La France seule pense et agit; et elle agit, parce qu'indépendamment de cette activité qu'elle tient de la mobilité d'esprit des anciens Gaëls, elle ne prend dans les principes qui lui sont étrangers que les éléments assimilables.

On pourrait appeler en témoignage de la vérité de ces idées toute son histoire. Les éléments romain, germanique, saxon et même scandinave, sont venus se déposer dans sa langue, dans sa littérature, dans son art, dans sa législation; et cependant de quelle profonde unité la langue, la littérature et le droit français ne sont-ils pas empreints! Cette unité, cette personnalité du génie de la France, la poussa de tout temps en tête de tous les grands mouvements. C'est la France qui fit les croisades, si bien que les Arabes ne voyaient dans les armées des croisés que le *peuple franc* (dans Villehardouin), *il popolo franco* (dans Tasse). Aujourd'hui encore, en Orient, tout Européen est un *Franc*. Si plus tard la France repoussa la réforme, c'est que, indépendamment de l'attachement du pays à ses vieilles croyances, l'unité française et partant le génie français y eussent péri. A partir du XVII^e siècle, elle impose sa langue et sa littérature à l'Europe civilisée; aujourd'hui, sous nos yeux mêmes, on nous prend nos codes, ou on les copie. Est-ce trop dire que la civilisation française est la civilisation européenne?

La France se doit aujourd'hui de faire pénétrer dans les mœurs européennes l'esprit de liberté, quand elle aura trouvé la véritable expression de la liberté pour elle-même. Il y a encore là, pour elle, une initiative à prendre, et il ne faut pas douter qu'elle la prenne un jour. Ce rôle d'initiateur a, pour le peuple qui l'accepte, ses entraînements et ses périls; notre pays en a fait souvent la dure expérience. Mais, s'il est vrai, comme l'a dit un penseur contemporain, qu'un pays ne vaut que par les hommes et par les idées, le nôtre a de suffisantes raisons pour ne pas se sentir trop humilié des épreuves qu'ont pu lui valoir ses entreprises quelquefois généreuses à l'excès, ou téméraires et sans mesure. D'ailleurs, la destinée des nations, non plus que celle des individus, ne peut être ramenée à la mesure d'une tranquillité égoïste et vulgaire. Malheur aux peuples sans idée, sans idéal, sans initiative, et qui pour cela n'ont pas d'histoire! Les innombrables troupeaux d'êtres humains qui peuplent depuis cinq mille ans l'Asie auront passé sans laisser de trace de leur misérable existence: Athènes, Sparte et Rome vivront éternellement.

ERRATA

Page 11, ligne 21, *au lieu de* la torture, *lisez* la tonsure.

Page 68, ligne 12, *au lieu de* la Polyptique d'Irminon, *lisez* le Polyptyque d'Irminon.

Le mot *polyptyque* a été diversement orthographié. Contrairement à l'usage général, l'orthographe est telle que nous la rectifions ici. Dans la langue latine du IV^e siècle, notamment dans Végèce, les polyptyques, *polyptycha* (de πολλοί, beaucoup, et πλῆ, pli), se disaient des registres publics, des archives. Au moyen âge, ce mot désignait le dénombrement des manses, serfs et revenus, dans quelques abbayes. Le Polyptyque de l'abbé Irminon était le dénombrement de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, sous Charlemagne.

Page 116, note, ligne 6, *au lieu de* édition antérieure au XV^e siècle, *lisez* édition antérieure, du XV^e siècle.

Page 189, ligne 17, *au lieu de* institution d'Innocent III, *lisez* constitution d'Innocent III.

Page 212, ligne antépénultième, *au lieu de* qui l'accomplirent, *lisez* qui les accomplirent.

Page 251, ligne 24, *au lieu de* qui précéda les États-Généraux, *lisez* qui précéda les derniers États-Généraux.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVERTISSEMENT.....	v
INTRODUCTION.....	1
LIVRE I ^{er} . — DROIT ANCIEN.....	5
§ I ^{er} . — Droit hindou.....	ib.
§ II. — Droit mosaïque.....	12
§ III. — Droit hellénique.....	18
§ IV. — Droit gallique.....	25
LIVRE II. — DROIT ROMAIN.....	29
CHAPITRE I ^{er} . — Droit romain à Rome.....	ib.
§ I ^{er} . — Droit romain de la fondation de Rome à la loi des Douze Tables.....	ib.
§ II. — Droit romain de la loi des Douze Tables à Auguste.....	36
§ III. — Droit romain d'Auguste à Constantin.....	43
§ IV. — Droit romain de Constantin à Justinien.....	48
CHAPITRE II. — Droit gallo-romain.....	54
LIVRE III. — DROIT GALLO-FRANC.....	61
CHAPITRE I ^{er} . — Droit barbare.....	ib.
§ I ^{er} . — Établissement des Barbares.....	ib.
§ II. — Lois barbares.....	64
§ III. — Loi romaine et canons de l'Eglise.....	70
CHAPITRE II. — Droit des Capitulaires.....	72
LIVRE IV. — DROIT FÉODAL ET COUTUMIER.....	77
CHAPITRE I ^{er} . — Droit féodal primaire.....	ib.
CHAPITRE II. — Droit coutumier primaire.....	91
§ I ^{er} . — Droit des personnes.....	93
§ II. — Droit de la propriété.....	101
§ III. — Droit des successions.....	107
§ IV. — Droit des obligations.....	109

	Pages.
CHAPITRE III. — Assemblées et cours supérieures.....	111
§ I. — États-Généraux.....	112
§ II. — Parlements et pairie.....	118
CHAPITRE IV. — Droit féodal secondaire.....	124
CHAPITRE V. — Droit coutumier secondaire.....	131
SECTION I ^{re} . — Rédaction des coutumes.....	133
SECTION II. — Droit des coutumes.....	136
§ I ^{er} . — Droit des personnes.....	ib.
§ II. — Droit de la propriété.....	143
§ III. — Droit des successions.....	147
§ IV. — Droit des obligations.....	154
§ V. — Styles et actions.....	156
LIVRE V. — DROIT CANONIQUE.....	160
CHAPITRE I ^{er} . — Droit canonique moyen ou nouveau.....	161
§ I ^{er} . — Constitution de l'Église.....	ib.
§ II. — Biens d'Église.....	170
§ III. — Matières ecclésiastiques.....	173
§ IV. — Privilèges ecclésiastiques.....	176
CHAPITRE II. — Droit canonique plus nouveau.....	177
§ I ^{er} . — Concordat de 1515.....	ib.
§ II. — Concile de Trente.....	181
LIVRE VI. — DROIT MONARCHIQUE.....	183
CHAPITRE I ^{er} . — Droit public monarchique.....	ib.
CHAPITRE II. — Ordonnances du XVI ^e siècle.....	197
SECTION I ^{re} . — Ordonnances dans l'ordre politique et administratif.....	ib.
SECTION II. — Ordonnances dans l'ordre religieux.....	205
SECTION III. — Ordonnances dans l'ordre civil.....	209
SECTION IV. — Enseignement et culture du droit au XVI ^e siècle.....	212
CHAPITRE III. — Ordonnances du XVII ^e siècle.....	218
SECTION I ^{re} . — Ordonnances dans l'ordre politique et administratif.....	ib.
SECTION II. — Ordonnances dans l'ordre religieux.....	226
SECTION III. — Ordonnances dans l'ordre civil.....	233
CHAPITRE IV. — Ordonnances du XVIII ^e siècle.....	242
SECTION I ^{re} . — Ordonnances dans l'ordre politique, administratif et religieux.....	ib.
SECTION II. — Ordonnances dans l'ordre civil.....	252
CHAPITRE V. — États-Généraux de 1789.....	261
LIVRE VII. — DROIT INTERMÉDIAIRE.....	269
CHAPITRE I ^{er} . — Droit intermédiaire dans l'ordre politique et administratif.....	ib.
§ I ^{er} . — Politique et administration, de l'Assemblée nationale à la chute de la monarchie.....	ib.
§ II. — Politique et administration, de la chute de la monarchie à la constitution directoriale.....	279
§ III. — Politique et administration, du Directoire au Consulat.....	283
CHAPITRE II. — Droit intermédiaire dans l'ordre religieux.....	288
CHAPITRE III. — Droit intermédiaire dans l'ordre civil.....	293

TABLE DES MATIÈRES.

344

	Pages.
LIVRE VIII. — DROIT NOUVEAU.....	306
CHAPITRE I ^{er} . — Consulat et Empire.....	<i>ib.</i>
§ I ^{er} . — Législation consulaire.....	<i>ib.</i>
§ II. — Législation impériale.....	317
CHAPITRE II. — Monarchie de la Restauration.....	322
CHAPITRE III. — Monarchie de 1830.....	326
CONCLUSION.....	331
ERRATA.....	338

FIN DE LA TABLE

DE L'ESSAI SUR L'HISTOIRE GÉNÉRALE DU DROIT FRANÇAIS

JURISPRUDENCE GÉNÉRALE.

RÉPERTOIRE

MÉTHODIQUE ET ALPHABÉTIQUE

**DE LÉGISLATION,
DE DOCTRINE ET DE JURISPRUDENCE**

EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL, COMMERCIAL, CRIMINEL, ADMINISTRATIF,
DE DROIT DES GENS ET DE DROIT PUBLIC.

TOME PREMIER. — II^e PARTIE.

TABLE CHRONOLOGIQUE

**Tout exemplaire de cet ouvrage dont les tomes 1^{er} et 2^{me} ne porteraient pas la signature
du Directeur de la Jurisprudence générale, sera réputé contrefait.**

JURISPRUDENCE GÉNÉRALE

RÉPERTOIRE

MÉTHODIQUE ET ALPHABÉTIQUE

DE LÉGISLATION

DE DOCTRINE ET DE JURISPRUDENCE

EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL, COMMERCIAL, CRIMINEL, ADMINISTRATIF,
DE DROIT DES GENS ET DE DROIT PUBLIC.

NOUVELLE ÉDITION,

CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉE ET PRÉCÉDÉE D'UN ESSAI SUR L'HISTOIRE GÉNÉRALE DU DROIT FRANÇAIS

PAR M. D. DALLOZ AINÉ,

Ancien Député, Avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien Président de l'Ordre des Avocats au Conseil d'État et à la Cour de Cassation,
Officier de la Légion d'honneur, Membre de plusieurs Sociétés savantes;

ET PAR

M. ARMAND DALLOZ, SON FRÈRE,

Avocat à la Cour d'appel de Paris, Auteur du Dictionnaire général et raisonné de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence
Chevalier de la Légion d'honneur et Membre des académies de Besançon, de Toulouse;

avec la collaboration de plusieurs jurisconsultes

TOME PREMIER — II^e PARTIE

TABLE CHRONOLOGIQUE

A PARIS

AU BUREAU DE LA JURISPRUDENCE GÉNÉRALE

RUE DE LILLE, N^o 19

—
1873

AVERTISSEMENT

La table chronologique des lois, décrets, ordonnances, arrêts, etc., contenus dans le *Répertoire méthodique et alphabétique de la Jurisprudence générale*, est le complément nécessaire de cette publication.

Bien que placée en tête de la collection (2^e partie du 1^{er} volume), cette table ne pouvait être publiée qu'en dernier lieu et après tous les volumes. Aucun travail de classification par ordre de dates n'était possible qu'après l'insertion en leur lieu et place, de tous les documents de législation et de jurisprudence.

Un double intérêt et une double utilité recommandent la table chronologique : elle permet de retrouver facilement les documents contenus dans le *Répertoire*; elle sera souvent aussi d'un précieux secours pour la recherche des arrêts cités dans les divers ouvrages de droit sans indication de Recueil.

Les explications suivantes, accompagnées d'exemples, et le tableau des abréviations, devront rendre facile l'usage de cette table.

Les innombrables documents législatifs et judiciaires répartis dans les quarante-quatre tomes du *Répertoire*, ne sont indiqués dans cette table que par leur date et dans l'ordre des années, des mois et des jours. Ils sont à la date de chaque jour classés dans l'ordre suivant :

1^o Constitution, Sénatus-consulte ou Loi; — 2^o Décret, Ordonnance ou Arrêté du gouvernement; — 3^o Arrêts des trois chambres de la Cour de cassation; 4^o Arrêts des Cours d'appel, dans l'ordre alphabétique du nom de chaque cour; — 5^o Jugements des Tribunaux, classés comme les arrêts des cours d'appel; — 6^o Arrêts et Avis du Conseil d'Etat; — 7^o Actes divers, circulaires, décisions, délibérations, instructions, solutions, etc.

A la suite de chacun de ces documents se place l'indication du mot, article ou traité du *Répertoire alphabétique* et du numéro ou de la page où il se trouve rapporté, analysé ou commenté.

Lorsque plusieurs lois, décrets ou ordonnances rendus le même jour sont rapportés ou cités dans plusieurs traités, articles ou mots du *Répertoire*, les renvois sont faits dans l'ordre alphabétique de ces mots. Exemple :

Juillet 1856.

17. Loi. Opposition 29; Ordonnance 9, 10; Organ. de l'Algérie 721; Organ. colon. 120-1^o-2^o, 123, 472, 519; Organ. judic. 208, 579 s., p. 1508; Privil. et hypoth. 457 c., 465 c., 474 c., 482 c., 579 s., 620, 718, p. 49; Signature 36-2^o; Société, 1696 s., p. 380, 381, etc.

Ces renvois signifient que les diverses lois du 17 juillet 1856 sont rapportées ou citées aux divers numéros ou pages des Traités, articles, ou mots compris dans cette énumération.

Lorsque plusieurs arrêts ou jugements ont été rendus le même jour, par la même Cour ou le même tribunal, ils sont mentionnés à chaque date de la manière suivante :

Février 1841.

2 Cass. Cassation 1731 c.; Jugem. 323-3^o c.; Usage 211-1^o. — Compét. comm. 40 c.; Degré de jurid. 611-1^o c.; Jugement par défaut 425-5^o; Péremption 339 c. — Droits civils 215 c.; Enquête 266 c., 568. — Enreg. 2128. — Usage 211-1^o.

Ces renvois séparés par le signe — signifient que le même jour, 2 février 1841, il a été rendu cinq arrêts par la Cour de cassation, lesquels sont rapportés ou cités au *Répertoire*, le premier aux mots Cassation, Jugement, Usage; le deuxième aux mots Compétence commerciale, Degré de juridiction, Jugement par défaut, Péremption; le troisième aux mots Droits civils, Enquête; le quatrième au mot Enregistrement; et le cinquième au mot Usage.

EXPLICATION DE QUELQUES ABRÉVIATIONS

Arr.	signifie Arrêté.	Décl.	signifie Déclaration.
C.	— Cité avec renvoi au numéro ou à la page du <i>Répertoire</i> ou du <i>Recueil périodique</i> où la loi, décret, ou arrêt se trouve rapporté.	Délib	— Délibération.
Cass.	— Arrêt de l'une des trois Chambres de la Cour de cassation.	Instr.	— Instruction.
Circ.	— Circulaire.	Lett. pat.	— Lettres patentes.
Confl.	— Conflit.	Min.	— Ministre ou ministériel.
Cons.	— Conseil.	Ord.	— Ordonnance.
Constit.	— Constitution.	P	— Page.
Conv.	— Convention.	Parlem.	— Parlement.
C. G. Belge	— Cour de cassation de Belgique.	Pol.	— Police.
Décis.	— Décision.	Procl.	— Proclamation.
Décr.	— Décret.	Règl.	— Règlement.
		Sén.-cons.	— Sénatus-consulta.
		S ut.	— Solution.
			— Et suivants.
		T.	— Traité.
		Trib.	— Tribunal.

JURISPRUDENCE GÉNÉRALE

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES DATES DES LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES, ARRÊTS, JUGEMENTS ET DÉCISIONS, ETC.

RAPPORTÉS OU CITÉS DANS LE

RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE

(Pour les explications des abréviations, voyez la page qui précède)

1274	1543	1583	1613	1653
Décembre. Ord. Avocat 23, 79.	Décembre. .. Edit. Forêts 47. Ord. Forêts 52.	Janvier. 18 Déclarat. Duel 35. Déclar. Duel 42, 43.
1280 Ord. Forêts 36.	1554	Janvier. .. Edit. Voirie p. terre, p. 177.	1614 Janvier. 27 Arr. de régl. Duel 36.	Août. 32 Régl. Duel 43.
1363	Février. .. Régl. Forêts 49.	1597	1617 Juillet. 14 Lettres pat. Duel 37.	1654
Décembre. Ord. Arbitrage 14.	1560 Ord. Lettre de cachet 3.	Janvier. .. Edit. Forêts 54, 15 Edit. Cassation 5.	1623 Août. .. Edit. Duel 37. Edit. Enreg. 13.
1376 Mai. Ord. Forêts 41.	Août. .. Ord. Arbitrage 14, 15.	Mai. 4 Edit. Forêts 54.	1626 Edit. Duel 39.	1655
1395 Ord. Forêts 41.	1561 Ord. Forêts 51.	1599 Juin. 26 Arr. de régl. Duel 31.	1629 Janvier. .. Ord. Arbitrage 43. Déclar. Enreg. 13.
1397 Ord. Forêts 41.	1563	1600	1634 Déclar. Duel 40.	1664
1399 Mai. Lettre. Voirie par terre, p. 176.	Septembre. .. Edit. Forêts 50.	Septembre. 22 Ord. Voirie p. terre, p. 177.	1638 Août. 28 Arr. du Cons. Voirie p. terre 1610 s.	Mai. 24 Ord. Usages 464.
1510 Ord. Arbitrage 14.	1566 Février. .. Edit. Domaine de l'État 26.	1602 Edit. Duel 32.	1643 Septembre. 22 Déclar. Prises marit., p. 914.	1665 Août. 26 Régl. Greffe, p. 351.
1515 Ord. Forêts 43.	1573 Août. .. Edit. Forêts 51.	1604 Traité. Echelles du Levant 11, 12.	1651 Edit. Duel 41.	1667
1520 Ord. Voirie par eau 79, p. 713.	1579 Ord. Duel 28.	1607	1653 Janvier. .. Edit. Duel 42.	Avril. .. Ord. Absence 9, 94; Acquiesce- ment 16, 20; Action posses- soire 19; Affiche 14; Appel civil 68 s.; Cassation 5; Chose jugée 7; Commune, 1944 s. .. Edit. Domaines engagés et échan- gés, p. 183.
1523 Ord. Forêts 45.	Mai. .. Ord. Commune 1943; Duel 29.	Décembre. .. Edit. Voirie p. terre 240, 1568, 1577 s., 1717 s., 1826 s., 1933, 1959 s., 2132, 2209 s., 2238, 2277 s., 2287, p. 177.	1654 Décembre. 9 Parlem. de Paris. Voirie par eau 55.	1669
1535 Mai. Ord. Consul, p. 256.	Juin. .. Edit. Enreg. 2, 10.	1609 Juin. .. Edit. Duel 33.		1667 Avril. .. Ord. Absence 9, 94; Acquiesce- ment 16, 20; Action posses- soire 19; Affiche 14; Appel civil 68 s.; Cassation 5; Chose jugée 7; Commune, 1944 s. .. Edit. Domaines engagés et échan- gés, p. 183.

1669	1687	1705	1723	1741
Août. .. Ord. Affiche 24; Appel civil 71; Bois et charbons 13, 151; Chasse 7, 486 s.; Commune 1942 s., 1950, 2017; Forêts 55; Pêche fluviale, p. 441; Usage 230 s.; Voirie par eau, p. 714 (V. Table des articles, <i>cod. 90</i> , p. 837); Voirie par terre 237, p. 178.	Juillet. 1 Arrêt. Voirie p. terre, p. 179.	Mai. 28 Arrêt. Voirie p. terre, p. 180.	Juillet. 23 Ord. Voirie p. eau, p. 718.	Mars. 14 Arrêt. Voirie p. terre, p. 182.
1670 Qrd. Cassation 1526.	1691 Mars. .. Édit. Associations de secours mutuels 4.	Octobre. .. Édit. Enreg. 10, 18.	Août. 9 Arr. du Cons. Forêts 914.	1747 Janvier. 7 Réglem. Voirie p. eau 296.
1671	1692 Février. 26 Déclarat. Eff. de comm. 9.	Décembre. .. Édit. Bourse de commerce 87.	1724 Janvier. 31 Déclarat. Usage 466.	Décembre. 12 Ord. Voirie p. terre 1935, p. 182.
Avril. 28 Arr. Voirie p. terre 629.	1693 Janvier. 16 Déclarat. Voirie p. terre 1718, 1726, 1934, p. 179.	1706 Janvier. 27 Réglem. Prises marit., p. 915.	Septembre. 24 Arr. du Cons. Bourse de commerce 14; Trés. publ. 1289, 1302, 1313, 1360.	1748 Juillet. 23 Ord. Médecine, p. 564.
Novembre. 27 Ord. Voirie p. eau 282.	Mars. .. Édit. Enreg. 10. 3 Arrêt. Usage 465.	Août. .. Édit. Enreg. 15, 18.	1725 Mai. 22 Arrêt. Voirie p. terre 2158, p. 181.	Août. 12 Parlem. de Dijon, vol. 582.
1672 Décembre. .. Ord. Abreuvier 7; Bois et charbons 13, 25, 85, 112, 121, 139, 151. Voirie p. eau 79-10, 202-10, p. 718.	Juin. 16 Déclarat. Voirie p. terre, p. 179.	1708 Édit. Enreg. 12.	Décembre. 14 Ord. Voirie p. terre 2238.	1750 Janvier. 18 Arr. du Cons. Forêts 934.
1673 Mars. .. Ord. Acte de commerce 3; Arbitrage 18; Bourse de commerce 79; Effets de commerce 8.	Décembre. .. Édit. Voirie p. eau 57.	Mars. 20 Déclarat. Enreg. 18.	1728 Mars. 23 Loi. Armes 13.	1751 Août. 1 Parlem. de Paris. Voirie p. terre 629. 17 Parlem. de Normandie. Voirie p. terre 629.
Juin. 5 Traité. Échelles du Levant 11, 12.	1694 Avril. 27 Déclarat. Enreg. 11.	Août. 13 Déclarat. Voirie p. eau 55.	Mai. 24 Ord. Consul, p. 257.	1755 Septembre. 7 Arr. du Cons. Trav. publ. 770 s., p. 538.
1679 Août. .. Ord. Duel 44.	Avril. 27 Déclarat. Enreg. 11.	1713 Janvier. 4 Ord. Consuls, p. 257.	Septembre. 28 Déclarat. Voirie p. eau 290, p. 718.	1756 Août. 17 Ord. Consuls, p. 258.
1680 Août. 14 Ord. Eff. de com. 9.	Août. 10 Arrêt. Voirie p. eau 55, p. 718.	1714 Novembre. 13 Déclar. Forêts 756.	1729 Juillet. 18 Déclarat. Voirie p. terre 1814 s., 1833, p. 181.	1758 Janvier. 9 Arrêt. Voirie p. eau 541.
1681 Août. .. Ord. Bourse de commerce 85; Consuls, p. 256; Droit maritime 11; Org. marit., p. 1653 (V. Table des articles, <i>cod. 90</i> , p. 1858); Pêche marit. 3; Prises marit., p. 914.	Novembre. 9 Arrêt. Voirie p. eau, p. 55, 57, p. 718.	1715 Mars. 19 Arrêt. Voirie p. eau 296.	Décembre. 27 Arr. du Cons. Ouvrier 210.	1759 Juillet. 11 Arrêt. Voirie p. terre 620.
1683 Avril. .. Édit. Eaux, p. 318; Voirie p. eau 55, 57, p. 718. .. Ord. Commune 1508.	Mai. 12 Ord. Prises marit., p. 915.	Mai. 9 Traité. Droit civil 431.	Août. 18 Déclarat. Voirie p. terre 1814 s., 1835 s., p. 181.	Décembre. 16 Arrêt. Voirie p. terre 236, 251, 262, p. 182.
Juillet. 6 Arrêt. Voirie p. eau 57.	1697 Avril. 1 Ord. Voirie p. terre, p. 179.	1716 Mars. .. Édit. Trés. pub. 1289.	1731 Août. 4 Ord. Voirie p. eau 247 s., 631; Voirie p. terre 184 s., 217 s., 237, 246 s., 1568, p. 182.	1760 Mars. 24 Traité. Droit civil 431, 437; Traité intern., p. 512.
1685 Août. 3 Arr. du Cons. Voirie p. terre 1856 s., p. 178.	1699 Juillet. 13 Arr. de régl. Boucher 102.	Mai. .. Édit. Eff. de comm. 14. 19 Arrêt. Voirie p. eau, p. 718.	Décembre. 26 Arrêt. Voirie p. terre, p. 182.	1762 Décembre. 24 Déclarat. Brevet d'invention 8.
1686 Octobre. 19 Arrêt. Usage 465.	1700 Mars. 16 Déclarat. Eff. de comm. 9.	1720 Mai. 3 Arrêt. Voirie p. terre, p. 180.	1733 Février. 28 Arrêt. Voirie p. eau 290, p. 718.	1764 Janvier. 19 Ord. Voirie p. eau 296.
Décembre. 17 Réglem. Voirie p. terre, p. 178.	1703 Octobre. 2 Ord. Commune 1508.	Juillet. .. Édit. Org. marit., p. 1656.	1736 Novembre. 3 Lettre. Contr. par corps 208.	1765 Janvier. 2 Ord. Voirie p. eau 296.
	1704 Juillet. .. Édit. Associations de secours mutuels 4.	1721 Juin. 17 Arrêt. Voirie p. terre 217, 232, p. 180. 21 Arrêt. Voirie p. terre, p. 181. — Ord. Voirie p. terre, p. 181.	1737 Juillet. .. Ord. Cassation 9.	Février. 27 Arrêt. Voirie p. terre 237, 1726 s.
	1705 Octobre. 2 Ord. Commune 1508.	1722 Édit. Enreg. 12.	Août. .. Ord. Réglem. de juges 4.	Juin. 18 Ord. Voirie p. terre, p. 182.
	1706 Décembre. .. Édit. Enreg. 15, 18.	Mai. 25 Déclarat. Consul, p. 257.	1738 Juin. 28 Réglem. Avocat 509; Cassation 7. — V. Table des articles <i>cod. 90</i> , p. 505.	Septembre. 29 Convention. Traité intern., p. 530.
	1707 Juillet. 19 Déclarat. Enreg. 18.	1723 Février. .. Déclarat. Duel 47.	1739 Décembre. 10 Ord. Voirie p. eau 296.	1766 Avril. 21 Arr. du Cons. Bourse de commerce 17.
	1708 Septembre. 20 Ord. Voirie par eau 294.	Mars. 19 Ord. Voirie p. eau 296.	1740 Mai. 28 Traité. Échelles du Levant 11, 12.	Juillet. 15 Ord. Voirie p. terre, p. 182.

Juin.

17 Arrêt. Voirie p. terre 620.

1770

Janvier.

6 Déclarat. Organ. marit. 666 s., 672, 676, 679, 700 s.
25 Ord. Bois et charbons 128.

1771

....
.. Ord. Commune 2176.

Octobre.

17 Ord. Bois et charbons 15.

1772

Septembre.

32 Ord. Voirie p. eau 296.

1773

....
.. Ord. Commune 2176.

Août.

34 Déclarat. Pêche fluv., p. 442.

Décembre.

1 Ord. Voirie p. terre 245.

1774

Janvier.

.. Ord. Commune 2176.

Mars.

30 Arr. du Cons. Bourse de commerce 18.

1774

Juillet.

13 Réglem. Voirie p. terre 244, p. 183.

Août.

2 Ord. Voirie p. terre 200 s., 232, 661, p. 183, 184.

Septembre.

6 Ord. Voirie p. terre 1935, p. 184.

1775

Décembre.

18 Arrêt. Cassation 1126.

1776

Février.

.. Edit. Associations de secours mutuels 4; Boulanger 26; Brevet d'invention 4.
1 Ord. Voirie p. terre, p. 184.
6 Arrêt. Voirie p. terre 47 s., p. 184, 185.

Mars.

29 Ord. Voirie p. terre, p. 185.

Avril.

25 Arr. du Parlem. Lettre de cachet 2.

Juillet.

10 Lettres patentes. Bourse de commerce 95.

Août.

.. Edit. Boulanger 26.

Septembre.

11 Ord. Voirie p. eau 296.

Décembre.

9 Réglem. Consuls, p. 258.

....

.. Ord. Commune 2176.

Avril.

25 Ord. Médecine, p. 565.

Juin.

24 Arr. du Cons. Eaux 319; Voirie p. eau 79-2°, 202 s., 369 s., p. 719.—V. Table des articles, cod. p. 837; Voirie p. terre 238.

Juillet.

4 Arrêt. Voirie p. terre 1970.

1778

....
.. Edit. Échelles du Levant 10.

Mars.

21 Déclarat. Org. marit., p. 1656.
27 Ord. Boucher 134.

Mai.

23 Lett. pat. Greffe, p. 551.

Juin.

.. Edit. Consuls, p. 258.

Juillet.

26 Réglem. Prises marit., p. 915.

Août.

29 Déclarat. Degr. de jurid. 4.

Septembre.

4 Ord. Voirie p. terre 1856 s., p. 185.

Novembre.

6 Ord. de pol. Prostitution 3.

1779

Août.

17 Déclarat. Droit maritime 13, p. 357.

Novembre.

8 Réglem. Consuls, p. 260.
13 Lett. pat. Commune 2176.

Décembre.

19 Lett. pat. Wattingues 14.

1780

Janvier.

9 Arr. du Cons. Enreg. 48.

Mars.

20 Arr. du Cons. Trav. publ. 789 s., p. 839.

Septembre.

29 Convention. Traité intern. p. 580.

Novembre.

8 Ord. Revendeur 1; Vol. 583, 584.
20 Arr. de pol. Vol. 583, 584.

1781

Février.

15 Ord. Voirie p. eau 296.

Mars.

8 Arr. du Cons. Consuls, p. 260, 261.

Juillet.

7 Arrêt. Peine 220.
17 Ord. Voirie p. eau 268, 631; Voirie p. terre 47 s., 138, 217, 228, 237, 241, 243, p. 185.

Novembre.

24 Edit. Organ. col. 107.
26 Arr. du Cons. Bourse de commerce 97.

Avril.

28 Déclarat. Abreuvoir 11.

Juillet.

17 Arrêt. Voirie p. eau 124, 202-20, 204, 230 s., 237 s., 259, p. 719.
31 Ord. Voirie p. eau 296.

1783

Avril.

10 Déclarat. Voirie p. terre 1512 s., 1523, 1532, 1615, 1718 s., 1743, 1787 s., 1935, 1980 s., p. 186.

Juillet.

23 Arrêt. Voirie p. eau 97, 124 s., 202-30, 204, 230 s., 237 s., 259, 286, 287, p. 719.

Août.

26 Ord. Boucher 134.

1784

Février.

17 Réglem. Bois et charbons 113, 126, 128, 143.
19 Ord. Voirie p. eau, p. 720.

Mai.

21 Ord. de pol. Prostitution 14.

Juillet.

17 Ord. Org. marit., p. 1657.

Août.

25 Lett. pat. Voirie p. terre 1743 s., p. 187.

Septembre.

5 Réglem. Bourse de commerce 98.

Octobre.

20 Ord. V. 31 octobre.
31 Ord. Org. marit. 294 s., 579, p. 1657.

1785

Janvier.

22 Arrêt. Voirie p. terre 1860 s., 2283 s., p. 187.

Avril.

1 Edit. Boulanger 26.

Août.

7 Arr. du Cons. Bourse de commerce 19; Trés. publ. 1259, 1361 s.

Octobre.

12 Arr. du Cons. Bourse de commerce 21; Trés. publ. 1289, 1361 s.

Novembre.

12 Ord. Bois et charbons 133.

Décembre.

24 Ord. Voirie p. eau 286, p. 720.

1786

Mars.

19 Déclarat. Bourse de commerce 99.

Août.

30 Instr. Bois et charbons 133.

Septembre.

22 Arr. du Cons. Bourse de commerce 22.

Décembre.

24 Convention. Traité intern., p. 540.

Juillet.

14 Arr. du Cons. Bourse de commerce 22; Trés. publ. 1289.

Décembre.

21 Ord. Abreuvoir 8.

1788

Janvier.

27 Ord. Boucher 134.

Février.

24 Arr. du Cons. Voirie p. eau 78, p. 720.

Juillet.

5 Arr. du Cons. Droit constit., p. 275.

Août.

5 Arr. du Cons. Droit constit., p. 276.

Octobre.

5 Arr. du Cons. Droit constit., p. 276.

Décembre.

27 Rapp. au roi. Droit constit., p. 276.

1789

Janvier.

4 Arr. du Cons. Droit constit., p. 281.
6 Lett. pat. Lois cod. 9.
16 Ord. Voirie p. terre 1971.
23 Déclarat. (V. 23 juin).
24 Lett. du roi. Droit constit., p. 284.
— Réglem. Droit constit., p. 281.

Février.

25 Arr. du Cons. Droit constit., p. 284.

Mars.

28 Réglem. Droit constit., p. 284.

Avril.

4 Lett. pat. Mat. d'or et d'arg. 16.
13 Réglem. Droit constit., p. 284.

Mai.

2 Réglem. Droit constit., p. 284.
3 Réglem. Droit constit., p. 284.
6 Délib. Droit constit., p. 284.
11 Arrêt. Uniforme-costume 8, 25.
18 Arrêt. Droit constit., p. 284.
27 Arrêt. Droit constit., p. 284.
29 Arrêt. Droit constit., p. 284.

Juin.

3 Arrêt. Droit constit., p. 284.
9 Arrêt. Lett. de cachet 3.
10 Arrêt. Droit constit., p. 284.
12 Arrêt. Droit constit., p. 285.
13 Déclarat. Droit constit., p. 285.
15 Déclarat. Droit constit., p. 285.
17 Déclar. Lois 12; Impôt. dir., p. 222; Trés. publ., p. 1092.
— Déclarat. Droit constit., p. 285.
— Arrêt. Droit constit., p. 285.
20 Arrêt. Droit constit., p. 285.
22 Discours du roi. Droit constit., p. 285, 286, 287; Trés. publ., p. 1092.
— Déclar. Contr. par corps 309; Droit constit., p. 287.
— Déclarat. Culte, p. 685; Droit constit., p. 286; Lib. Ind., p. 16; Sel, p. 857.
27 Réglem. Droit constit., p. 287.
29 Réglem. Archives 13.

Juillet.

4 Déclar. Trés. publ., p. 1092.
— Arrêt. Organ. col., p. 1075.
13 Déclar. Trés. publ., p. 1092.
— Arrêt. Garde nat., p. 286.
29 Réglem. Pétition 8.

Août.

4 Déclar. Commune 70; Calte, p. 665; Dom. apanager 16; Hospices, p. 57; Impôts dir., p. 222; Noblesse 26; Office, p. 107; Org. instr. publ., p. 1326; Organ. judic., p. 1475; Propriété leodale, p. 332; Vol. 128 s.
9 Loi. Biens 196.
— Réglem. Trés. publ., p. 1092
10 Déclar. Armes 11; Commune 70; Tranquill. publ., p. 633.
11 Loi. Biens 140.
24 Arrêt. Liberté. individ., p. 16.
26 Déclarat. Lois 12.
27 Déclar. Trés. publ. 236, p. 1092.
29 Déclar. Grains, p. 533.

Septembre.

1 Déclar. Traitement 45.
18 Déclar. Grains, p. 533.
19 Déclar. Trés. publ., p. 1092.
20 Déclar. Trés. publ., p. 1092.
22 Arrêt. Trés. publ., p. 1092.
23 Déclar. Sel, p. 857.
25 Déclar. Culte, p. 685.
26 Déclar. Imp. dir., p. 222.
27 Déclarat. Grains, p. 533.
— Réglem. Imp. dir., p. 222; Sel, p. 857.
28 Arrêt. Juifs, p. 710.
29 Arrêt. Culte, p. 685.

Octobre.

1 Déclar. Droit constit., p. 288.
3 Déclar. Prêt à intérêts 7.
5 Déclar. Grains, p. 533.
6 Déclar. Imp. dir., p. 222; Trés. publ., p. 1092.
7 Déclar. Dom. de la cour. 7-10; Imp. dir., p. 222.
8 Déclar. Cassation 1530; Instr. crim., p. 23; Lois cod. 9; Serment, p. 3; Témoin, p. 101.
9 Proclamation. Mont-de-piété, p. 398.
13 Arrêt. Instr. crim., p. 24.
14 Arrêt. Org. col., p. 1025.
15 Déclar. Commune 70.
20 Déclar. Cassation 12; Cons. d'Et., p. 178; Loi 41, 135.
21 Déclar. Attroupem. 3, 19; Commune 70.
24 Déclar. Postes, p. 3.
26 Déclar. Culte, p. 685.

Novembre.

2 Déclar. Culte, p. 685; Dom. nat., p. 284; Trés. publ., p. 1092.
3 Procl. du roi. Forêts 80.
— Déclar. Commune 70; Org. judic., p. 1475.
5 Procl. du roi. Grains, p. 533.
— Déclar. Loi 135; Org. judic., p. 1475; Ville de Paris, p. 143.
9 Déclar. Culte, p. 685; Loi 26, 123, 125, 135.
13 Déclar. Commune 70; Calte, p. 665.
14 Déclar. Bibliot. 17; Calte, p. 665.
16 Déclar. Dom. apanager 16; Grains, p. 533; Office, p. 107; Org. judic., p. 1475.
27 Lett. pat. Archives 54.
28 Déclar. Trés. publ., p. 1092.
30 Déclar. Corse 2, p. 496.

Décembre.

2 Déclar. Commune 70
9 Déclar. Org. administr., p. 888.
11 Déclar. Commune 70; Forêts 80; Voirie p. terre, p. 187.
— Arrêt. Agent diplomat. 146.
12 Déclar. Imp. ind., p. 401.
13 Lett. pat. Culte, p. 665.
14 Déclar. Affiche 112 c.; Commune 71; Contrav. 12 c.; Culte, p. 665; Garde nat., p. 286; Pétition 4; Prostitution 7; Trav. publ., p. 839; Ville de Paris, 69, p. 143; Voirie p. terre, p. 187.
16 Déclar. Org. mil., p. 1870.
19 Déclar. Banque 49; Domaines nat., p. 284; Papier monnaie, p. 3; Trés. publ., p. 1092.
21 Loi. Papier monnaie, p. 3.

Décembre.

- 23 Dér. Commune 74; Compétence administr. 3; Culte, p. 665; Eaux, p. 320; Garde nat., p. 286; Hospices, p. 57; Org. administr. 195, 214, 227, 255, 257, 375-38, 516, p. 588; Org. judic., p. 1475; Pétition 4; Prisons, p. 986; Serment, p. 3; Trav. publ., p. 839; Vagabondage, p. 9; Voirie p. eau 184-10, p. 730; Voirie p. terre, p. 187.
- 28 Dér. Commune 71; Org. judic., p. 1475; Trés. publ., p. 1092.
- 29 Dér. Commune 71; Org. administr., p. 591; Org. judic., p. 1475; Préséance, p. 369; Serment, p. 3.

1790

Janvier.

- 4 Dér. Dom. de la cour 7-30.
- 5 Dér. Culte, p. 665; Traitement 9.
- 7 Dér. Garde nat., p. 286; Serment, p. 3.
- 12 Dér. Liberté indiv., p. 16.
- 14 Dér. Org. marit., p. 1659; Trav. publ., p. 839.
- 15 Dér. Org. administr., p. 591.
- 16 Dér. Culte, p. 665.
- 18 Dér. Enreg. 6060.
- 20 Dér. Commune 72.
- 21 Dér. Corse 2, p. 496; Peine, p. 549.
- 23 Dér. Trés. publ. 371, 405, p. 1092.
- 23 Dér. Commune 72; Org. mil., p. 1870.
- 28 Dér. Imp. indir., p. 401; Juifs, p. 711; Octroi, p. 4.
- 29 Dér. Haras 1.

Février.

- 2 Dér. Commune 72.
- 3 Dér. Garde nat., p. 286; Org. judic., p. 1475.
- 5 Dér. Culte, p. 665.
- 8 Rapp. de Merlin. Commune 1952.
- 11 Dér. Commune 72.
- 13 Dér. Culte, p. 665.
- 14 Dér. Privil. et hyp., p. 23.
- 15 Dér. Trés. publ. 371.
- 20 Dér. Culte, p. 666.
- 23 Dér. Attributions 4; Commune 72; Forêts 62; Octroi, p. 4; Sel, p. 857; Tranquillité publ., p. 632.
- 26 Dér. Commune 73; Eaux, p. 320; Org. administr. 198 s., p. 591; Sel, p. 858; Trés. publ. 1093; Ville de Paris, p. 143.
- 27 Dér. Forêts 62.
- 28 Dér. Office, p. 107; Org. mil., p. 1870; Serment, p. 4.

Mars.

- 5 Dér. Pension, p. 745.
- 6 Dér. Organ. col. 525, p. 1025.
- 11 Dér. Forêts 62.
- 15 Loi. Boucher 104; Voirie p. eau 532, 616 c., 720.
- Dér. Commune 73; Eaux, p. 320. Halles, p. 4; Imp. indir., p. 401; Noblesse 36; Octroi, p. 5; Poids et mesures, p. 980; Propriété féodale, p. 333; Succès, p. 151; Usage 468 s.
- 16 Dér. Aliéné 23; Commune 73; Lett. de cachet 4; Liberté indiv., p. 16; Secours publ., p. 759; Vagabondage, p. 9.
- 17 Dér. Dom. nat., p. 284.
- 18 Dér. Dom. apanager 16; Dom. engagés et échangés, p. 185; Forêts 62.
- 19 Dér. Culte, p. 666.
- 20 Dér. Bibliothèque 18; Culte, p. 666.
- 21 Dér. Sel, p. 858.
- 22 Dér. Imp. indir., p. 401; Sel, p. 858.
- 23 Dér. Commune 73; Organ. judic., p. 1475.

Mars.

- 25 Dér. Loi 123; Trés. publ., p. 1093; 27 Dér. Imp. dir., p. 222.
- 28 Dér. Commune 485 s.; Organ. col. 525, p. 1025.
- 30 Dér. Commune 74; Forêts 62; Sel, p. 858.
- Metz. Culte 280.
- 31 Dér. Organ. judic., p. 1475.

Avril.

- 3 Dér. Industrie, p. 664; Org. col., p. 1025.
- 9 Dér. Commune 74.
- Arrêt. Lettre de cachet 3.
- 10 Dér. Enreg. 6060.
- 11 Dér. Culte, p. 666; Octroi, p. 5.
- 13 Dér. Culte, p. 666.
- 16 Dér. Juifs, p. 711.
- 17 Dér. Culte, p. 666; Dom. nat., p. 284; Papier monnaie, p. 3; Papier monnaie, p. 4; Trés. publ., p. 1093.
- 19 Dér. Commune 74; Contrav. 13 c.; Org. administr., p. 591; Préséance, p. 369; Propriété féodale, p. 335; Uniforme-costume 6-10, 37.
- 20 Dér. Culte, p. 666; Dom. nat., p. 284; Hospices, p. 57; Liberté indiv., p. 17; Org. instr. publ., p. 1326; Secours publ., p. 759.
- Procl. Archives 55.
- 22 Banque 49; Instr. crim., p. 24; Temoins, p. 101.
- 23 Dér. Sel, p. 858.
- 25 Dér. Postes, p. 3.
- 28 Dér. Chasse 10; Propriété féodale, p. 335.
- 29 Dér. Grains, p. 533.
- 30 Dér. Droit civ., p. 30; Garde nat., p. 286; Instr. crim., p. 286; Org. judic., p. 1476; Serment, p. 4.

Mai.

- 1 Dér. Marais 4; Org. administr., p. 591; Org. judic., p. 1476.
- 3 Dér. Commune 74; Domaine apanager 16; Dom. engag., p. 185; Dom. nat., p. 284; Org. judic., p. 1476; Propriété féodale, p. 335; Serment, p. 4.
- 4 Dér. Org. judic., p. 1476.
- 5 Dér. Org. judic., p. 1476.
- 7 Dér. Org. judic., p. 1476.
- 8 Dér. Minist. publ., p. 4; Monnaie, p. 313; Organ. judic., p. 1476; Poids et mesures, p. 980; Serment, p. 4; Voirie p. eau, p. 736-210.
- 9 Dér. Dom. de l'Ét., p. 89; Dom. privé 16; Propriété féodale, p. 337.
- 13 Cass. Loi 339-10.
- 14 Dér. Commune 74; Dom. nat., p. 284; Sel, p. 858; Vente administr. 4 c., 7 c., 27 s.
- 15 Dér. Commune 74; Propriété féodale, p. 337.
- 16 Dér. Forêts 62.
- 17 Dér. Chasse 11.
- 20 Dér. Droits civ., p. 30; Prisons, p. 986.
- 21 Dér. Commune 74, 75; Forêts 62; Office, p. 107; Pétition 4; Serment, p. 4; Travaux publ., p. 839; Ville de Paris 7, p. 143.
- 22 Dér. Lois 12; Traité internat., p. 512.
- 24 Dér. Cassation 74.
- 26 Dér. Cassation 40.
- 27 Dér. Culte, p. 667; Dom. nat., p. 285; Grains, p. 533; Org. judic., p. 1476.
- 28 Dér. Org. marit., p. 1659.
- 29 Dér. Commune 75.
- 30 Dér. Commune 75; Passe-port, p. 32; Secours publ., p. 759.
- 31 Dér. Commune 75; Dom. nat., p. 285; Lib. indiv., p. 17.

Juin.

- 2 Dér. Commune 76; Crimes cont. l'État, p. 535; Culte, p. 667; Halles, p. 4; Industrie, p. 664.

Juin.

- 5 Dér. Org. administr., p. 591; Org. marit., p. 1659.
- 6 Dér. Octroi, p. 5; Org. judic., p. 1476; Vagabondage, p. 9; Ville de Paris, p. 143; Voirie p. terre, p. 187.
- 7 Dér. Forêts 62.
- 8 Dér. Commune 76; Dom. nat., p. 287; Garde nat., p. 286; Ville de Paris, p. 143.
- 9 Dér. Dom. de la cour 7-30.
- 10 Dér. Vagabondage, p. 9.
- 13 Dér. Vagabondage, p. 9.
- 18 Dér. Attributions 4; Contr. p. corps 309; Culte, p. 667; Garde nat., p. 286.
- 19 Dér. Droits civ., p. 30; Monument 23; Noblesse 36; Nom. 7 c.; Ord. civ. et milit. 101; Postes, p. 3.
- 20 Dér. Commune 76; Nom. 7; Propriété féodale, p. 337.
- 21 Dér. Culte, p. 667; Org. judic., p. 1476; Trés. publ., p. 1093.
- 22 Dér. Commune 75, 76; Ville de Paris, p. 143.
- 24 Dér. Org. administr., p. 591.
- 25 Dér. Dom. nat., p. 287; Droit rur. 27; Org. judic., p. 1476.
- 26 Dér. Contr. par corps 310; Halles, p. 4; Org. administr., p. 591.
- 27 Dér. Halles, p. 4.
- 28 Dér. Dom. nat., p. 287.
- 30 Dér. Commune 76; Imp. dir., p. 222; Org. administr., p. 591; Voirie p. terre 187.

Juillet.

- 2 Dér. Archives 55; Culte, p. 667.
- 3 Dér. Dom. apanager 16; Dom. engagés, p. 185; Dom. de l'Ét., p. 89; Dom. nat., p. 287; Loterie 10; Org. marit. 1659, 1659; Propriété féodale, p. 337; Serment, p. 4.
- 4 Dér. Poudres, p. 49.
- 6 Dér. Org. marit., p. 1659.
- 7 Dér. Contr. p. corps 15, 310.
- 9 Dér. Dom. nat., p. 287; Notaire, p. 571; Postes, p. 3.
- 10 Dér. Culte, p. 667; Dom. nat., p. 289; Religieux fugitifs, p. 72.
- 11 Dér. Propriété féodale, p. 337.
- 12 Dér. Culte, p. 667; Serment, p. 4; Traitement 9.
- 13 Dér. Propriété féodale, p. 338; Trés. publ., p. 1093.
- 14 Serment, p. 4.
- 16 Dér. Dom. nat., p. 289; Vente administr. 37 c.
- 17 Dér. Commune 76; Cour des comptes 8; Garde nat., p. 286; Trés. publ. 371, p. 1093.
- 18 Dér. Culte, p. 670.
- 19 Dér. Imp. dir., p. 222; Org. milit., p. 1870; Propriété féodale, p. 338.
- 20 Dér. Juifs, p. 711.
- 21 Dér. Cour des comptes, p. 504; Greffe, p. 551; Juifs, p. 711; Notaire, p. 571; Office, p. 107; Vente publ. de meubles 5.
- 22 Dér. Chasse 11.
- 23 Dér. Traitement 9.
- 24 Dér. Culte, p. 670; Dom. nat., p. 289; Traitement 9.
- 26 Dér. Commune 76; Org. marit., p. 1659; Traitement 9; Voirie p. terre 164, p. 187.
- 29 Dér. Papier monnaie, p. 4; Traité internat., p. 512.
- 31 Dér. Presse-outrage, p. 396; Ville de Paris, p. 143.

Août.

- 2 Dér. Presse-outrage, p. 396.
- 3 Dér. Artiste 2; Culte, p. 671; Dom. de la cour 7-40; Dom. engagés, p. 185; Org. marit., p. 1659; Pension, p. 745; Presse-outrage, p. 396; Propriété féodale, p. 338; Traitement 9, 15.
- 4 Dér. Octroi, p. 5.

Août.

- 6 Dér. Contrav. 13 c.; Dom. nat., p. 289; Droit civil, p. 30; Forêts 62; Org. milit., p. 1870.
- 7 Dér. Archives 14; Eaux, p. 320.
- 8 Dér. Imp. dir., p. 222.
- 10 Dér. Postes, p. 3.
- 11 Dér. Culte, p. 671; Org. marit., p. 1659.
- 12 Dér. Cassation 12; Chasse 11; Dom. de l'Ét., p. 89; Eaux, p. 320; Octroi, p. 5.
- Instr. Dom. nat., p. 289; Halles, p. 4; Hospices, p. 57; Organ. administr. 375-38, 380, p. 592; Poids et mesures, p. 980; Propriété féodale, p. 338; Voirie p. eau, p. 730.
- 13 Dér. Dom. apanager 17; Monnaie, p. 373; Traitement 9; Trés. publ., p. 1093.
- 14 Dér. Bibliothèque 36; Presse-outrage, p. 396.
- 15 Dér. Dom. nat., p. 289; Trés. publ. 716, p. 1093; Voirie p. terre 621.
- 16 Loi. Absence 71 s., 480; Affiche 112 c.; Aliéné 23; Appel civ. 96; Arbitrage 19; Attributions 4; Boucher 6, 12, 27; Boulanger 9; Cautionnement de fonctionnaires 7; Compét. civ. trib. paix 6; Conciliation 13; Contr. p. corps 15; Contrav. 13 c.; Défense 12; Deg. de jurid. 5; Eaux 320; Greffe, p. 551; Halles, p. 4; Instr. crim., p. 326; Lois cod., p. 221; Marché de fourn. 5-80; Minist. publ., p. 4; Office, p. 107; Ordre publ. 10; Org. administr., p. 596; Org. judic. 130, 132 s., 449, p. 1476, 1478; Préséance, p. 369; Presse-outrage, p. 396; Prostitution 4; Réunions publ. 2; Revendeur 4; Salubrité publ., p. 668; Scellés, p. 703; Serment, p. 4; Voirie p. terre 1163, 1423, 1677 s., 1812 s., 1904, 2057 s., 2335, p. 187.
- Arrêt. Prostitution 7.
- 17 Dér. Théâtre, p. 294.
- 18 Dér. Propriété féodale, p. 338.
- 20 Dér. Org. instr. publ., p. 1326.
- 21 Dér. Instr. crim., p. 326; Org. marit. 722, p. 1659.
- 23 Dér. Org. judic., p. 1479.
- 24 Loi. — V. 16 août.
- 25 Dér. Org. judic., p. 1479.
- 26 Dér. Postes, p. 3; Serment, p. 4; Voirie, p. 996.
- 27 Dér. Médecine, p. 540; Org. instr. publ., p. 1326.
- 29 Dér. Voirie p. terre, p. 187.
- 31 Dér. Chasse 11; Secours publ., p. 760.

Septembre.

- 1 Dér. Dom. nat., p. 289; Org. marit., p. 1659.
- 2 Dér. Avocat 42; Culte, p. 671; Greffe, p. 551; Huissier 9-10; Org. instr. publ., p. 1326; Org. judic., p. 1479; Uniforme-costume 3, 5, 39, 40, 41, 42, 43.
- 3 Dér. Arbitr. 19; Org. instr. publ., p. 1326.
- 4 Dér. Monnaie, p. 373; Org. instr. publ., p. 1326; Prisons, p. 986.
- 6 Dér. Cour des Comptes 8; Postes, p. 4.
- 7 Dér. Compétence administr. 3; Conciliation 17; Cons. d'État, p. 178; Garde nat., p. 286; Gendarme, p. 455; Imp. dir., p. 222; Imp. indir., p. 401; Monnaie, p. 373; Office, p. 107; Organ. administr., p. 596; Org. judic., p. 1479; Org. marit., p. 1659; Pêche aux., p. 442; Prisons, p. 986; Sceau 1; Sel, p. 858; Trav. publ., p. 839; Trés. publ., p. 1093; Voirie p. terre 1123 s., p. 187.
- 9 Dér. Dom. de l'Ét., p. 89; Dom. privé 16.

Septembre.

- 10 Dér. Culte, p. 671; Hospices, p. 57; Secours publ., p. 760.
- 11 Dér. Chasse 11; Organ. marit., p. 1659; Théâtre, p. 294.
- 12 Dér. Arbitr. 15; Imp. indir., p. 401; Papier monnaie, p. 4.
- 14 Dér. Chasse 11; Culte, p. 671; Org. judic., p. 1480.
- 15 Dér. Grains, p. 533; Org. marit., p. 1659; Org. mil., p. 1870.
- 17 Dér. Propriété féodale, p. 338.
- 18 Dér. Chasse 11; Culte, p. 671; Org. marit., p. 1659.
- 19 Dér. Assoc. ill. 6; Org. adm., p. 596; Org. judic., p. 1480; Org. mil., p. 1871.
- 20 Dér. Frais et Dépens, p. 65; Propriété féodale, p. 338; Usage 481 s.
- 21 Dér. Assoc. ill. 6.
- 22 Dér. Impôts indir., p. 401; Instr. crim., p. 326; Organ. milit., p. 1871.
- 23 Dér. Org. mil., p. 1871.
- 27 Loi. Privil. et hyp. 1359.
- 28 Dér. Chasse 11.
- 29 Dér. Chasse 11; Trés. publ., p. 1093.
- 30 Dér. Loterie 10; Org. instr. publ., p. 1326.

Octobre.

- 1 Dér. Trésor publ., p. 1093.
- 3 Dér. Trés. publ., p. 1093.
- 5 Dér. Org. mil., p. 1871.
- 6 Dér. Attributions 4; Commune 76; Grains, p. 533; Office, p. 107; Org. judic. 1480; Voirie p. terre 2078.
- 7 Dér. Commune 76; Culte, p. 671; Dom. nat., p. 289; Organ. marit., p. 1659; Travaux publics, p. 839; Ville de Paris, p. 143; Voirie p. terre 1226, 2078, p. 187.
- 8 Dér. Culte, p. 671; Trés. publ., p. 1093; Uniforme-costume 14, 50.
- 9 Dér. Sel, p. 858.
- 10 Dér. Dom. nat., p. 289.
- 11 Dér. Dom. apanager 18; Forêts 66.
- 12 Dér. Org. judic., p. 1480; Postes, p. 4.
- 13 Dér. Bibliothèque 18; Dom. de la cour 7-50; Monument 23; Org. instr. publ., p. 1326.
- 14 Loi. Huissier 9-20.
- 15 Dér. Culte, p. 671; Dom. de l'État, p. 89; Dom. nat., p. 290; Office, p. 107; Trés. publ., p. 1093.
- 16 Dér. Dom. nat., p. 290; Monument 23.
- 18 Dér. Culte, p. 671; Frais et dépens, p. 65; Greffe, p. 551; Org. judic., p. 1480; Uniforme-costume 4, 38.
- 19 Dér. Culte, p. 671; Dom. nat., p. 290; Lois cod. 7; Org. judic., p. 1480; Ville de Paris, p. 143.
- 20 Dér. Sel, p. 858.
- 21 Dér. Assoc. ill. 6; Org. marit., p. 1659.
- 23 Dér. Affiche 76 c.
- 24 Dér. Org. marit. 540, p. 1659.
- 25 Dér. Imp. dir., p. 222.
- 26 Dér. Serment, p. 4.
- 27 Dér. Org. judic., p. 1480; Org. marit., p. 1659.
- 28 Dér. Archives 55; Assoc. de secours mutuels 27; Bibliothèque 18; Culte, p. 671; Dom. apanager 17; Dom. de la cour 7-60; Dom. de l'État, p. 89; Dom. nat. 290; Droits civ., p. 30; Hospices, p. 57; Louage administr. 2 c., 3 c.; Ord. civ. et milit. 103; Org. instr. publ., p. 1326; Priv. et hyp. 1273; Propriété féodale, p. 339; Trés. publ. 785.
- 29 Dér. Dom. nat., p. 294.
- 30 Dér. Dom. nat., p. 294; Office, p. 107.
- 31 Dér. Douanes, p. 545; Frais 65; Halles, p. 4; Sel, p. 858.

Novembre.

- 2 Décr. Culte, p. 671; Loi 41 e., 137; Org. administr., p. 598.
- 3 Décr. Commune 76; Dom. nat., p. 294; Greffier, p. 551; Org. judic., p. 1480; Ville de Paris, p. 143.
- 4 Décr. Papier monnaie, p. 4.
- 5 Décr. Archives 55; Org. col. 135-40; Ville de Paris 23 c.
- 6 Décr. Dom. nat., p. 296; Trés. publ., p. 1093.
- 7 Décr. Cautionnement de fonctionnaires 7; Office, p. 107; Org. judic., p. 1480; Trés. publ., p. 1093.
- 11 Décr. Douanes, p. 546; Grains, p. 333.
- 12 Décr. Haras, p. 40; Propr. féod., p. 339; Trés. publ., p. 1093; Voirie p. terre, p. 188.
- 13 Décr. Assoc. ill. 6.
- 14 Décr. Cautionnement de fonctionnaires 7; Dom. nat., p. 297; Imp. dir., p. 322; Office, p. 107; Org. instr. publ., p. 1327; Priv. et hyp., p. 23, 1073; Trés. publ., p. 1093.
- 15 Décr. Culte, p. 671.
- 16 Décr. Corse 2, p. 497.
- 17 Décr. Agent diplomatique 4, 226; Serment, p. 4.
- 18 Décr. Org. milit., p. 1871; Papier monnaie, p. 4.
- 19 Décr. Biens 263; Culte, p. 672; Postes, p. 4; Voirie p. terre, 621; Voirie, p. 996.
- 22 Décr. Dom. apanager 20; Dom. eng., p. 185; Dom. de l'Etat, p. 89; Dom. nat., p. 297; Eaux, p. 820; Marais 7; Office, p. 108; Org. marit., p. 1659; Trés. publ., p. 1093; Vagabondage, p. 5; Vente administr. 6; Voirie p. terre 91, 1568 s., 1535 s., p. 188.
- 23 Décr. Imp. dir., p. 222; Marais 7.
- 24 Décr. Office, p. 108; Org. judic., p. 1480.
- 26 Décr. Imp. indir., p. 401.
- 27 Décr. Cassation 12; Cons. d'Et., p. 178; Culte, p. 672; Minist. publ., p. 4; Office, p. 103; Org. instr. publ., p. 1327.
- 28 Décr. Notaire, p. 571; Office, p. 108.
- 29 Décr. Dom. nat., p. 297; Org. col., p. 1025; Secours publ., p. 760.
- 30 Décr. Culte, p. 672.

Décembre.

- 1 Décr. Culte, p. 672; Dom. nat., p. 297; Loi 480; Org. judic., p. 1480. — V. 9 janvier 1791.
- 2 Décr. Office, p. 108; Org. milit., p. 1871.
- 3 Décr. Culte, p. 673; Dom. nat., p. 297; Org. instr. publ., p. 1327.
- 4 Décr. Trés. publ., p. 1093.
- 5 Décr. Cautionnement de fonctionnaires 7; Domaines nat., p. 297; Enreg. 22; Hospices, p. 571; Huissier 9-30; Notaire, p. 571; Passe-ports, p. 32; Peine, p. 549; Priv. et hyp. 1284 s., p. 23; Serment, p. 4.
- 6 Décr. Dom. nat., p. 297; Garde nat., p. 286; Trésor publ., p. 1093.
- Circ. Peine 203, 204.
- 7 Décr. Douanes, p. 546; Grains, p. 333; Org. milit., p. 1871.
- 8 Décr. Culte, p. 673; Pêche maritime 39, 66.
- 9 Décr. Culte, p. 673.
- 10 Décr. Culte, p. 673; Religions fugitives, p. 72; Secours publics, p. 760.
- 12 Décr. Agent d'affaires 23; Dom. eng., p. 185; Enreg. 6060; Huissier 9-40; Passeport, p. 32.
- 14 Décr. Pension, p. 747; Propriété féodale, p. 339.
- 15 Décr. Avocat 44.

Décembre.

- 16 Décr. Culte, p. 673; Secours publ., p. 760; Trav. publ., p. 839; Trés. publ. 371, p. 1093.
- 18 Décr. Biens 140, 196; Culte, p. 673; Dom. apanager 16; Dom. de l'Etat, p. 90; Dom. nat., p. 297; Louage emphyt., p. 580; Louage hérédit. 3; Priv. et hyp., p. 23; Propriété féodale, p. 339; Serment, p. 4.
- 19 Décr. Forêts 66; Pétition 18.
- 20 Décr. Culte, p. 673; Imp. dir., p. 222; Trés. publ., p. 1094.
- 21 Décr. Dom. apanager 20; Office, p. 108.
- 22 Décr. Cour des comptes 8, p. 804; Culte, p. 673; Octroi, p. 5; Ville de Paris, 69. — V. 22 janv. 1790.
- 23 Décr. Dom. apanager 16; Imp. dir., p. 222; Propriété féodale, p. 339.
- 24 Décr. Office, p. 108; Org. administr., p. 597; Trés. publ., p. 1094.
- 26 Décr. Marais 4.
- 27 Décr. Cassation 11; Forêts 66; Office, p. 108; Trés. publ., p. 1094.
- 29 Décr. Culte, p. 673; Louage à compl. 5-30; Trés. publ., p. 1094.
- 30 Décr. Commune 76; Dom. nat., p. 297; Office, p. 108; Ville de Paris, p. 143.
- 31 Décr. Brev. d'inv. 9; Commune 76; Dom. nat., p. 297; Office, p. 108; Org. judic., p. 1480; Org. marit., 414, 579, p. 1659; Trav. publ., p. 839; Trés. publ., p. 1094; Voirie p. terre, p. 188.

1791

Janvier.

- 1 Loi. Ordres civ. et milit. 102.
- 4 Décr. Culte, p. 673.
- 5 Décr. Loi 140.
- 6 Décr. Culte, p. 673; Imp. dir., p. 222; Office, p. 108; Org. judic., p. 1480; Org. marit., p. 1660; Voirie, p. 996.
- 7 Décr. Brevet d'inv. 9; Compét. civ. trib. paix 8; Culte, p. 673; V. 6 janvier.
- 8 Décr. Imp. dir., p. 222.
- 9 Décr. Commune 77; Loi 140; Pêche marit. 66.
- 10 Décr. Trés. publ., p. 1094.
- 11 Décr. Monnaie, p. 373.
- 12 Décr. Propriété féodale, p. 339.
- 13 Décr. Culte, p. 673; Imp. dir., p. 222; Org. colon. 116; Propr. lit. 76, p. 444; Théâtre, p. 394.
- 14 Décr. Trés. publ., p. 1094.
- 15 Décr. Forêts 67; Trés. publ., p. 1094.
- 16 Décr. Attournement 4; Chasse 11; Gendarme, p. 455; Org. administr., p. 597; Pension, p. 747; Serment, p. 4; Vagabondage, p. 9.
- 18 Décr. Culte, p. 673; Org. colon., p. 1085.
- 20 Décr. Cautionn. de fonct. 8; Dom. nat., p. 298; Enreg. 6081-10; Minist. publ., p. 4; Org. judic., p. 1480.
- 21 Décr. Culte, p. 673.
- 22 Décr. Org. marit., p. 1660.
- 23 Décr. Commune 77; Culte, p. 674; Greffe, p. 552; Org. judic., p. 1480.
- 27 Culte, p. 674; Org. judic., p. 1480; Priv. et hyp. p. 23; Trés. publ., p. 1094.
- 28 Décr. Agent diplom. 4; Tranquill. publ., p. 632.
- 29 Décr. Absence 37, 45; Avoué 14; Huissier 9-50; Office 38, p. 108; Scellés, p. 705.
- 30 Décr. Org. marit., p. 1660.
- 31 Décr. Artiste 2.

Février.

- 1 Décr. Commune 77; Org. milit., p. 1871.
- 2 Décr. Office, p. 108.
- 3 Décr. Org. marit., p. 1660.
- 5 Décr. Culte, p. 674; Dom. nat., p. 298; Hospices, p. 57; Louage administr. 23.
- 6 Décr. Traitement 9; Trés. publ., p. 1094.
- 7 Décr. Commune 77; Ville de Paris 69.
- 8 Décr. Agent d'aff. 23; Cautionn. de fonct. 8; Culte, p. 674.
- 10 Décr. Culte, p. 674; Dom. nat. 298; Office, p. 108. Ville de Paris 23 c.
- 11 Décr. Absence 480; Cassation 13; Enreg. 6080; Org. judic., p. 1480; Requête civ., p. 231; Uniforme-costume 3, 39, 40, 41.
- 13 Décr. Gendarme, p. 455; Office, p. 108; Org. instr. publ., p. 1327.
- 14 Décr. Dom. eng., p. 185.
- 15 Décr. Org. milit., p. 1871.
- 16 Décr. Dom. nat., p. 298. — V. 16 Juin.
- 17 Décr. Dom. nat., p. 298; Office, p. 108; Trés. publ., p. 1094.
- 18 Décr. Trés. publ., p. 1094; Vagabondage, p. 9.
- 19 Décr. Enreg. 6060; Haras, p. 40; Imp. indir., p. 401; Octroi, p. 5; Traité internat., p. 580.
- 30 Décr. Office, p. 108; Place de guerre, p. 928.
- 31 Décr. Culte, p. 675; Eaux, p. 320; Imp. dir., p. 234; Trés. publ., p. 1094.
- 22 Décr. Pension, p. 747.
- 23 Décr. Serment, p. 4.
- 24 Décr. Dom. nat., p. 298.
- 25 Décr. Imp. dir., p. 222.
- 27 Décr. Cons. d'Et., p. 178; Voirie, p. 996.
- 28 Décr. Contr. p. corps 15; Dom. nat., p. 299; Fonct. publ. 32; Jugement 538; Org. judic., p. 1480.

Mars.

- 1 Décr. Culte, p. 675.
- 2 Décr. Assoc. de secours mutuels 27; Boucher 6; Boulanger 9; Bourse de comm. 101; Douanes, p. 546; Huissier 9-60; Imp. indir., p. 401; Manuf. 5; Office, p. 108; Org. économ., p. 1286; Ouvrier 29; Patente, p. 44.
- 3 Décr. Trés. publ., p. 1094.
- 4 Décr. Douanes, p. 546; Org. marit., p. 1660; Org. milit., p. 1871; Pêche marit. 66.
- 5 Décr. Dom. nat., p. 299; Org. judic., p. 1481; Priv. et hyp., p. 23.
- 6 Loi. Avoué 15; Conciliation 19.
- Décr. Contr. par corps 15; Frais, p. 65; Gardes du comm. 2; Huissier 9-70; Minist. publ., p. 4; Notaire, p. 571; Org. judic., p. 1481; Scellés, p. 705; Trés. publ., p. 1094; Uniforme-costume 4, 38, 43.
- 7 Décr. Pêche marit. 10, 56.
- 8 Décr. Traitement 9.
- 9 Décr. Dom. nat., p. 299; Org. milit., p. 1871; Propr. féod., p. 339.
- 11 Décr. Culte, p. 675; Imp. dir., p. 234; Uniforme-costume 14, 50.
- 12 Décr. Dom. nat., p. 300; Trés. publ., p. 1094.
- 13 Décr. Org. judic., p. 1482.
- 15 Décr. Loi 111; Org. administr., p. 597; Sucre 1.
- 16 Décr. Dom. nat., p. 300; Org. judic. 240; Usage 240.
- 17 Loi. Assoc. de secours mutuels 4, 27.
- Décr. Contr. par corps 15, 310; Imp. dir., p. 234; Office, p. 108; Pêche marit. 66.
- 18 Décr. Culte, p. 675; Douanes, p. 546; Trés. publ., p. 1094.
- 19 Décr. Armes 13; Louage emphyt., p. 580.

Mars.

- 20 Décr. Imp. indir., p. 401; Sel, p. 838.
- 21 Loi. Manufact., p. 4.
- 22 Décr. Contr. par corps 310; Dom. nat., p. 300; Droit const., p. 295; Org. instr. publ., p. 1327; Trés. publ., p. 1094.
- 24 Décr. Appel civ. 1333; Organ. judic., p. 1482.
- 25 Décr. Culte, p. 675.
- 26 Décr. Office, p. 108; Poids et mes., p. 980.
- 27 Décr. Bourse de comm. 101; Domaines eng., p. 185; Lois codifiées 7; Office, p. 109; Org. administr. 346; Org. judic. 254, 459; Trés. publ., p. 1094. — V. 15 mars 1791.
- 28 Décr. Org. mil., p. 1871.
- 29 Décr. Commune 77; Droit const., p. 288; Hospice, p. 57; Office, p. 109; Vagabondage, p. 9.
- 30 Décr. Imp. dir., p. 234; Minist. publ., p. 4; Org. judic., p. 1482.
- 31 Décr. Mat. d'or et d'arg., p. 455.

Avril.

- 3 Décr. Monnaie, p. 373; Trés. publ., p. 1094.
- 4 Décr. Culte, p. 675, 929.
- 5 Décr. Dom. nat., p. 300; Hospice, p. 57; Secours publ., p. 760.
- 7 Décr. Cassation 13; Org. administr., p. 598.
- 8 Décr. Droits civ., p. 30; Secours publ., p. 760; Success., p. 151.
- 9 Décr. Monnaie, p. 373; Pêche marit. 39, 66.
- 10 Décr. Office, p. 109; Postes, p. 4; Voirie, p. 996.
- 12 Décr. Culte, p. 675; Dom. nat., p. 300; Org. administr., p. 598; Trés. publ., p. 1094.
- 13 Décr. Dom. nat., p. 300; Droit civ., p. 30; Obligat., p. 11; Org. colon., p. 1025; Propriété féodale, p. 340; Traité internat., p. 512.
- 14 Décr. Cassation 13, 2123; Culte, p. 675; Dom. nat., p. 300; Médecine, p. 563; Office, p. 109; Trés. publ., p. 1094.
- 15 Décr. Org. instr. publ., p. 1327; Prisons, p. 987.
- 16 Décr. Org. milit., p. 1871.
- 17 Décr. Bibliothèque 36; Culte, p. 675; Place de guerre, p. 928; Trav. publ., p. 839; Trés. publ., p. 1095.
- 18 Décr. Culte, p. 675; Dom. nat., p. 300; Louage emphyt., p. 580; Propriété féodale, p. 342.
- 21 Décr. Bourse de comm. 103; Faillite 175; Office, p. 109; Org. milit., p. 1871; Trés. publ. 1363.
- 22 Décr. Org. marit., p. 1660.
- 23 Décr. Cautionnement de fonct. 8; Douanes, p. 546.
- 25 Décr. Office, p. 109; Trés. publ. 702.
- 26 Décr. Cons. d'Et., p. 178; Office, p. 109; Trés. publ., p. 1095.
- 27 Décr. Cons. d'Et., p. 178; Dom. nat., p. 300; Loi 41; Org. administr. 132, p. 598; Org. judic., p. 1483; Org. marit., p. 1660; Org. milit., p. 1871; Serment, p. 4; Trav. publ., p. 840; Trés. publ., p. 1095.
- 28 Décr. Avoué 15; Domaines eng., p. 185; Pension, p. 747; Révision 2.
- 29 Décr. Trés. publ., p. 1095.
- 30 Décr. Org. marit., p. 1660.

Mai.

- 1 Décr. Assoc. ill. 6; Org. marit., p. 1662.
- 8 Décr. Bibliothèque 36; Bourse de comm. 109; Office, p. 109.

Mai.

- 4 Décr. Office, p. 109; Trés. publ., p. 1095.
- 5 Décr. Office, p. 109; Papier-monnaie, p. 4.
- 6 Décr. Culte, p. 675; Dom. nat., p. 300; Papier-monnaie, p. 4; Vente administr. 4-10.
- 7 Décr. Culte, p. 675; Office, p. 109.
- 9 Décr. Culte, p. 675; Douanes, p. 546; Serment, p. 4.
- 10 Décr. Gendarme, p. 455; Org. judic., p. 1482.
- 12 Décr. Org. marit., p. 1662.
- 13 Décr. Boucherie 104.
- Régl. Org. marit. 271.
- 14 Décr. Brev. d'invent. 9; Gendarme, p. 455.
- 18 Décr. Cautionn. de fonct. 8; Commune 77; Dom. nat., p. 300; Enreg. 49; Pétition 5; Presse-contr., p. 596.
- 20 Décr. Juifs, p. 711; Monnaie, p. 373.
- 21 Décr. Monnaie, p. 373; Office, p. 109; Serment, p. 4.
- 23 Décr. Trés. publ., p. 1095.
- 24 Décr. Trés. publ., p. 1095.
- 25 Décr. Brev. d'invent. 9; Compét. civ. trib. paix 8. — V. 27 avril 1791.
- 26 Décr. Dom. de la Cour 7-30; Monument 23; Org. instr. publ., p. 1327; Propriété féodale, p. 342; Renvol 146.
- 27 Loi. March. de four. 15.
- Décr. Org. marit., p. 1662; Trés. publ., p. 1095. — V. 9 mai.
- 28 Décr. Greffe, p. 552; Org. judic., p. 1482.
- Cass. Culte 280.
- 29 Décr. Culte, p. 675; Domaines eng., p. 185; Office, p. 109.
- 30 Décr. Culte, p. 675; Gendarme, p. 455.
- Cass. Commune 1950.

Juin.

- 2 Décr. Boucher 104; Cassation 602; Huissier 9-80; Org. judic., p. 1482; Traité internat., p. 512.
- 3 Décr. Corse 2, p. 497; Gendarme, p. 455; Office, p. 109.
- 4 Décr. Voirie p. eau, p. 737-41.
- 5 Décr. Louage 17.
- 7 Décr. Louage à dom. cong. 4; Trés. publ., p. 1095.
- 8 Décr. Cassation 13; Greffe, p. 552; Minist. publ., p. 4; Office, p. 109; Org. judic., p. 1482.
- 9 Décr. Culte, p. 675; Dom. nat., p. 300.
- 10 Décr. Commune 77; Dom. nat., p. 300; Enreg. 6061-20; Imp. dir., p. 234; Patente, p. 45.
- Décision. Org. judic., p. 1482.
- 11 Décr. Commune 77.
- 13 Décr. Contr. p. corps 15, 309 s.; Emigré, p. 417; Garde nat., p. 287; Imp. dir. 234; Loi 141; Trés. publ., p. 1095.
- 14 Décr. Assoc. ill. 7; Commune 77; Industrie, p. 664; Org. administr., p. 599; Ouvrier 145, 159 s.; Pétition 5; Trés. publ., p. 1095.
- 15 Décr. Org. col. 535, p. 1025; Propriété féodale, p. 343.
- 16 Décr. Office, p. 109; Ville de Paris, p. 143.
- Cass. Success. 1812.
- 17 Décr. Contr. par corps 15; Office, p. 109; Ville de Paris, p. 143.
- 18 Décr. Office, p. 109; Trav. publ., p. 840.
- 20 Décr. Culte, p. 675; Douanes, p. 546; Uniforme-costume 6-20, 37.
- 21 Décr. Armes, p. 238; Douanes, p. 547; Emigré, p. 417; Garde nat. 287; Loi 142-10-20; Passeport, p. 32; Trés. publ., p. 1095.
- 22 Décr. Douanes, p. 547, 548; Gendarme, p. 455; Monnaie, p. 377; Org. marit., p. 1662; Présence, p. 369.

Juin.

- 24 Décr. Monnaie, p. 377; Passeport, p. 32; Pensions, p. 747; Traitement 9; Trés. publ., p. 1095.
— Adresse. Enreg. 22.
25 Décr. Monnaie, p. 377.
27 Décr. Serment, p. 4; Trés. publ., p. 1095.
28 Décr. Droits civ., p. 30; Emigré, p. 418; Passeport, p. 32.

Juillet.

- 1 Décr. Dom. nat., p. 300.
8 Décr. Dom. nat., p. 300; Douanes, p. 549; Passeport, p. 32; Instr. Vente administr. 42 c., 43 c.
4 Décr. Armes, p. 238; Cour des comptes, p. 504; Droit civ., p. 30; Office, p. 109; Trésor publ., p. 1095.
— Cass. Exploit 193-10.
6 Décr. Douanes, p. 549; Secours publ., p. 760.
— Cass. Jugement 956-10.
8 Décr. Contr. par corps 315; Douanes, p. 549; Garde nat., p. 287; Hospice, p. 58; Loi 142-30; Org. milit. 681 s., p. 1871; Place de guerre, p. 928; Prisons, p. 987; Saisie-arrest, p. 488; Trav. publ., p. 179, 194, p. 840; Trés. publ., p. 1095.
9 Décr. Emigré, p. 418; Office, p. 109; Pêche marit. 30; Trés. publ., p. 1095.
— Cass. Désistement 170.
10 Décr. Imp. dir., p. 234; Postes, p. 4; Servitude 393-130; Traitement 40; Trés. publ., p. 1095.
11 Décr. Monnaie, p. 377; Org. judic., p. 1482; Trés. publ., p. 1095.
12 Décr. Mines, p. 618; Sel, p. 858.
13 Décr. Imp. dir., p. 234.
14 Décr. Dom. eng., p. 184.
15 Cass. Acquisc. 329 c.; Mandat 2.
16 Décr. Dom. nat., p. 302; Trés. publ., p. 1095.
17 Décr. Culte, p. 676.
18 Décr. Attraitement 4; Crimes c. l'Etat, p. 535; Dom. nat., p. 302; Monnaie, p. 377; Presse-outrage, p. 396.
19 Loi. Affiche 66 c., 112 c.; Aliéné 22; Assoc. illic. 6; Attraitement 4; Avoué 15; Boucher 6, 27, 73; Compét. crim. 33; Contrav. 12 c.; Culte, p. 676; Fonct. publ. 32; Forêts 67; Greffe, p. 552; Liberté indiv., p. 17; Lois codifiées 9 c., p. 229; Nat. d'or et d'arg., p. 455; Médecine 124, 125; Minist. publ., p. 4; Mont-de-piété, p. 396; Org. col. 116, 521; Org. judic. 538, 558, p. 1482; Peine, p. 549; Poids et mes., p. 980; Presse-outr., p. 396; Prisons, p. 987; Propriété litt., p. 444; Prostitution 4; Revendeur 3; Sec. publ., p. 760; Taxe de denrées 1; Témoin, p. 101; Théâtre, p. 294; Uniforme-coutume 6-20, 37; Vagabondage, p. 9; Vente de subs. fals., p. 1049; Voirie p. terre 1133 c., 1812 s., 1936, 2057 s., p. 188; Vol, p. 1106.
21 Décr. Douanes, p. 549; Echelles du Levant 4; Pêche maritime 34; Salubr. publ., p. 688; Secours publ., p. 760.
22 Loi. Prostitution 4.
— Décr. Affiche 131; Cautionn. de fonctionn. 8; Garde nat., p. 287; Gendarmerie, p. 455; Loi 142-40; Trés. publ., p. 1095.
23 Décr. Louage emphyt., p. 580; Presse-outr., p. 396; Propriété féodale, p. 341; Prostitution 4.
26 Décr. Attraitements 5; Garde nat., p. 287; Gendarmerie, p. 455; Industrie, p. 664; Org. administ. 252 c.; Org. col., p. 1025; Vagabondage, p. 9.
27 Décr. Dom. eng., p. 184; Droit civ., p. 30.
28 Douanes, p. 549; Garde nat., p. 287.

Juillet.

- 29 Décr. Office, p. 109.
— Cass. Forêts 1796.
30 Loi. Ordres civ. et milit. 103.
— Décr. Droits civ., p. 30; Org. marit., p. 1663; Passeport, p. 32.
31 Décr. Pension, p. 747.
Août.
1 Décr. Emigré, p. 418.
2 Décr. Office, p. 109.
3 Décr. Attraitement 30; Monnaie, p. 377.
5 Décr. Commune 78; Droit constit., p. 288; Imp. dir. 590, 591; Ville de Paris 23 c., 69.
6 Décr. Douanes, p. 549; Gendarmerie, p. 455; Org. marit. 548, 630, 667 s., 678 s., 683, 700, 704, p. 1860; Postes, p. 4; Priv. et hyp., p. 23; Propriété 218-20; Saisie-arrest, p. 488; Serment, p. 4; Trav. publ., p. 840.
8 Décr. Cons. d'Et., p. 179; Trés. publ., p. 1095.
9 Décr. Cautionn. de fonct. 8; Compét. civ. trib. paix 9; Compét. comm. 11; Echelles du Levant 13; Org. judic., p. 1482; Organ. marit. 525 s., 677, 701 s., 725, 803 s., 845, 865, p. 1663; Serment, p. 4.
10 Décr. Ville de Paris 71.
13 Cass. Cassation 463.
14 Décr. Monnaie, p. 377; Org. milit., p. 1871; Trés. publ., p. 1095.
16 Décr. Cautionn. de fonct. 8; Imp. indir., p. 234; Trés. publ., p. 1095.
— Cass. Prescription civ. 686-30.
17 Décr. Org. milit., p. 1871; Postes, p. 4.
18 Décr. Org. col., p. 1026; Pension, p. 747; Traitement 15.
19 Décr. Dom. nat., p. 303.
20 Décr. Culte, p. 676.
— Cass. Requête civ. 148.
21 Décr. Artiste 2; Culte, p. 676; Imp. dir., p. 235; Trés. publ., p. 1095.
22 Décr. Priv. et hyp. 543 s., 617; Vol 147. — V. 6 août.
24 Cass. Effets de comm. 696.
26 Décr. Culte, p. 676; Dom. nat., p. 304; Monnaie, p. 377; Office, p. 109.
— Paris. Trés. publ. 1202.
27 Décr. Douanes 590; Trés. publ. 775, 778, 781, 783, p. 1095.
28 Décr. Gendarmerie, p. 455; Org. milit., p. 1871.
29 Décr. Voirie p. eau, p. 739-680.
30 Décr. Avoué 15; Monnaie, p. 377; Office, p. 109.
31 Décr. Office, p. 109; Pension, p. 747.

Septembre.

- 1 Code pénal. — V. 25 septembre.
— Cass. Minist. publ. 13.
2 Décr. Ville de Paris, p. 143.
3 Constit. Droit constitut., p. 288; Associations illic. 6; Compét. administr. 4; Culte, p. 676; Liberté indiv., p. 17; Lois 13; Lois codifiées, p. 221; Monnaie, p. 377; Oblig., p. 11; Office, p. 109; Org. administ. 214, p. 599; Org. col., p. 1026; Org. Instr. publ., p. 1327; Org. judic., p. 1482; Org. marit., p. 1663; Org. milit., p. 1871; Passeport, p. 32; Peine, p. 549; Pétition 5; Presse-outr., p. 396; Propr. féod., p. 345; Secours publ., p. 760; Serment, p. 4; Traité internat., p. 522; Trés. publ., p. 1095.
— Décr. Arbitr. 19; Biblioth. 36.
5 Décr. Corse 2, p. 497; Dom. eng., p. 186; Droit constit., p. 296; Notaire, p. 571.
— Cass. Cassation 1485.
6 Décr. Postes, p. 4.
7 Décr. Trav. publ., p. 840.
8 Décr. Garde nat., p. 287; Trés. publ., p. 1095.

Septembre.

- 9 Décr. Artiste 2; Brevet d'invent. 10; Org. econ., p. 1286.
10 Décr. Artiste 3; Culte, p. 676; Oblig., p. 11; Vente publ. d'immeubles, p. 550.
11 Décr. Gendarmerie, p. 455.
12 Loi de régence. Droit constit., p. 295.
13 Décr. Droit constit., p. 296; Ordres civ. et milit. 103; Traitement 9; Vente 215, 219 c.
14 Constitution. V. 3 septembre.
— Décr. Amnistie, p. 506; Emigré, p. 418; Passeport, p. 32.
— Serment du roi. Droit constit., p. 296.
15 Décr. Cautionn. de fonct. 8; Dom. nat., p. 304; Droit constit., p. 296; Forêts 68; Louage emphyt., p. 580; Org. milit., p. 1871; Propriété féodale, p. 345; Serment, p. 4.
16 Loi. Cassation 13; Compét. crim. 33; Contumace 6 c.; Faux 5; Instr. crim., p. 25, 326; Lois cod. 9 c.; Minist. publ., p. 4; Org. judic., p. 1482; Prisons, p. 987; Témoin, p. 101.
— Décr. Imp. dir., p. 235; Liberté indiv., p. 17; Trav. publ., p. 840.
17 Décr. Cautionn. de fonct. 8; Cour des comptes 8, p. 504; Office, p. 109; Org. colon., p. 1482; Serment, p. 4; Trés. publ., p. 1095.
18 Décr. Gendarmerie, p. 455.
20 Décr. Brev. d'invent. 11; Evulsion, p. 48; Marché de four. 5-10, 153 s., 154; Minist. publ., p. 4; Office, p. 109; Org. marit., p. 1663; Org. milit., p. 1871; Patente, p. 45; Postes, p. 4; Prisons, p. 987.
21 Décr. Avocat 513; Biblioth. 36; Cassation 13; Commiss. de police 15; Conclittat. 19; Gardes du comm. 2; Huissier 9-90; Industrie, p. 665; Manufact., p. 4; Minist. publ., p. 4; Office, p. 109; Officier de paix 1; Org. judic., p. 1482; Org. marit., p. 1663; Pension, p. 747; Trés. publ., p. 1095; Ville de Paris, p. 143; Voirie p. eau, p. 721.
22 Décr. Cautionn. de fonct. 8; Org. mil., p. 1871; Trés. publ., p. 1096.
23 Décr. Cautionn. de fonct. 8; Douanes, p. 556; Poudres, p. 49.
24 Décr. Org. col., p. 1026; Trés. publ., p. 1096.
25 Code pénal. Amnistie 7; Complice 7; Crimes contre l'Etat, p. 536; Faux 5, 8; Lois codifiées, p. 233; Mines, p. 617; Org. colon. 521; Peine, p. 549; Place de guerre, p. 935; Poids et mes., p. 980; Postes, p. 4; Presse-outr., p. 396; Prisons, p. 987; Trés. publ. 243; Vol, p. 1107.
26 Décr. Cautionn. de fonct. 8; Dom. nat., p. 304; Grains, p. 533; Imp. dir., p. 235; Noblesse 30; Ordres civ. et milit. 103; Org. econ., p. 1286; Org. milit., p. 1871; Peine, p. 549.
— Cass. Enreg. 2287.
28 Code rural. Bornage 7; Chasse 11; Contrav. 15 c.; Droit rural 10; Eaux, p. 320; Gardachamp, p. 267; Louage 18 c.; Org. econ., p. 1286; Ouvrier 137; Peine, p. 549; Salubrité publ., p. 668; Travaux publ. 782 s., p. 840; Voirie p. eau 128; Voirie p. terre 178 s., 184 s., 197, 293, 1123 s., 1398 s., p. 188.
— Décr. Absence 35; Amnistie, p. 506; Commune 80, 766 s.; Dom. nat., p. 304; Haies, p. 4; Imp. dir., p. 236; Juifs, p. 711; Org. colon. 521, 525, p. 1026; Sec. publ., p. 760; Serment, p. 4.

Septembre.

- 29 Décr. Absence 37; Archives 56; Assoc. illic. 7; Attraitement 6; Compét. crim. 33; Cour des comptes, p. 505; Culte, p. 676; Enreg. 23, 50, 5316, 5061-30; Garde nat., p. 287, 290; Notaire, p. 571; Obligat., p. 11; Office, p. 109; Org. administ., p. 599; Org. marit., p. 1663; Pétition 5; Préséance, p. 369; Prisons, p. 987; Serment, p. 5; Trés. publ., p. 1096; Uniforme-coutume 40.
— Instr. Contumace 6 c.; Instr. crim., p. 32, 326; Minist. publ., p. 4.
30 Code milit. Gendarmerie, p. 455; Instr. crim., p. 326; Org. col., p. 1026; Org. milit., p. 1871.
— Décr. Amnistie, p. 506; Douanes, p. 556; Garde nat., p. 290; Matières d'or et d'arg., p. 435; Trés. publ., p. 1096; Vente publ. d'imm., p. 550.

Octobre.

- 1 Cass. Compétence 3. — Déni de justice 12-10.
2 Ass. lég. Droit pol. 773-10.
4 Circ. Enreg. 1132.
5 Cass. Renvoi 134-10. — Succ. 383-30.
6 Code pénal. — V. 25 septembre.
— Loi. Notaire, p. 571; Ordre publ. 10.
— Cass. Cassation 991 c.; Discip. 213. — Huissier 139-10. — Minist. publ. 55 c. — Serment 80.
12 Loi. Cassation 240.
14 Cass. Compét. comm. 187, 212 c. — Procl. Emigré, p. 418.
18 Décr. Amnistie, p. 506; Pétition 8.
19 Décr. Artiste 2.
23 Décr. Org. Instr. publ., p. 1327.
28 Cass. Cassation 733.
29 Décr. Cassation 13; Ministère publ., p. 4.

Novembre.

- 3 Décr. Dom. nat., p. 306.
5 Décr. Presse-outrage, p. 396.
9 Décr. Emigré, p. 418.
12 Décr. Org. judic., p. 1482; Org. marit., p. 1663.
— Procl. Emigré, p. 418.
13 Décr. Amnistie, p. 506.
17 Cass. Cassation 85; Compét. administ. 75-80; Enreg. 5730.
21 Cass. Propriété féodale 84-20.
23 Cass. Conclittat. 189.
24 Décr. minist. Douanes 146.
26 Décr. Sel, p. 858.
28 Décr. Pap. monn., p. 4.
— Cass. Avocat 360.
29 Décr. Culte, p. 676; Emigré, p. 419; Serment, p. 5.
— Circ. Douanes 146.
30 Cass. Exploit 580.

Décembre.

- 3 Décr. Artiste 2.
5 Décr. Org. marit., p. 1663.
— Cass. Degr. de jur. 488.
8 Décr. Dom. nat., p. 306; Papier-monnaie, p. 4.
9 Cass. Mise en jug. 5-10.
13 Décr. Certif. de résid. 3; Trés. publ., p. 1096.
16 Cass. Dépôt 252; Faillite 854 c.
21 Cass. Appel civ. 1318. — Enreg. 159. — Mise en jug. 5-20.
24 Cass. Degr. de jur. 530-10.
25 Cass. Degr. de jur. 530-20.
27 Décr. Archives 16.
28 Décr. Dom. nat., p. 306; Emigré, p. 419; Garde nat., p. 290.
29 Décr. Org. marit., p. 1663.
— Cass. Appel civil 319; Cassation 991 c.; Exces de pouvoir 13.
31 Décr. Amnistie, p. 506; Douanes, p. 556; Grains, p. 533.
— Cass. Arbitr. 390.

Janvier.

- 2 Décr. Bibliothèque 18; Ordre p. 676; Emigré, p. 419; E. moderne 19; Org. marit. p. 1663; Sec. publ., p. 760.
3 Décr. Org. judic., p. 1482.
5 Décr. Culte, p. 676; Gendarmerie, p. 455.
— Cass. Appel civ. 319.
12 Cass. Cassation 991 c. — Minist. publ. 269.
13 Décr. Commune 81; Org. judic. p. 1482.
14 Décr. Forêts 69.
18 Décr. Adoption 16.
19 Décr. Emigré, p. 420; Huissier, p. 58; Sec. publ., p. 760.
— Cass. Disp. entre vifs 4154.
20 Cass. Cassation 462.
23 Cass. Cassation 564.
24 Décr. Mines, p. 617; Org. mil. p. 1871.
— Cass. Renvoi 75.
26 Décr. Monnaie, p. 377.
28 Décr. Douanes, p. 546.
— Cass. Jugem. 263.

Février.

- 1 Décr. Enreg. 6041; Passeport, p. 32.
4 Décr. Certificat de résid. 1.
5 Décr. Trés. publ., p. 1096.
6 Décr. Biblioth. 36; Org. marit., p. 1663; Serment, p. 5; Trés. publ., p. 1096.
8 Décr. Cour des comptes, p. 504; Trés. publ. 341, p. 1096.
9 Décr. Cour des comptes, p. 504; Dom. nat., p. 306; Emigré, p. 420; Org. marit., p. 1663; Trés. publ., p. 1096; Voirie administr. 4 c.
10 Décr. Garde nat., p. 290.
14 Décr. Huissier 9-104; Ordre p. 109; Trés. publ. 602, 612, 626, p. 1096.
— Cass. Règlém. de juges 11; Renvoi 71.
15 Cass. Récusation 64-10.
16 Cass. Cassation 991 c.; Voirie administr. 87.
17 Décr. Trés. publ., p. 1096.
18 Décr. Biblioth. 18.
21 Décr. Gendarmerie, p. 455.
— Cass. Cassation 1970.
— Circ. Enreg. 4975.
23 Cass. Discip. 213.
24 Décr. Douanes, p. 556.
25 Décr. Culte, p. 676; Faux 5.
28 Décr. Org. marit., p. 1663.
29 Décr. Trés. publ., p. 1096.
— Cass. Cassation 1970.

Mars.

- 1 Circ. Compét. administ. 11.
3 Décr. Pêche marit. 39.
6 Décr. Tranquill. publ., p. 62.
7 Décr. Trav. publ., p. 840.
10 Décr. Ord. administ., p. 59.
— Traité internat., p. 512.
11 Décr. Trés. publ., p. 1096.
13 Décr. Corse 2, p. 497; Voirie nat., p. 290; Marché de four. 5-20; Org. marit., p. 1663.
— Cass. Jugem. 962.
14 Décr. Trés. publ., p. 1096.
— Cass. Jugem. 962.
15 Décr. Garde nat., p. 290.
16 Décr. Sec. publ., p. 760.
17 Décr. Culte, p. 676; Douanes, p. 556; Ordres civ. et milit. 103.
19 Décr. Org. marit., p. 1663.
20 Décr. Peine, p. 549.
— Cass. Jugem. 962.
21 Loi. Marché de four. 13.
22 Décr. Sel, p. 858.
— Cass. Jugem. 263.
25 Décr. Dom. nat., p. 306.
26 Décr. Amnistie, p. 506.
28 Cass. Loi 368.
30 Décr. Artiste 2; Emigré, p. 419; Enreg. 23; Sec. publ., p. 760.
31 Certificat de résid. 3; Pensions, p. 747; Sec. publ., p. 760; Traitement 10.

Avril.

- 1 Décr. Enreg. 23.
- 2 Cass. Cassation 862. — Renvoi 72-20.
- 3 Décr. Poids et mesures, p. 980.
- 5 Décr. Culte, p. 676; Office, p. 109.
- 7 Décr. Gendarmerie, p. 455; Office, p. 109; Trés. publ., p. 1096.
- 9 Décr. Org. mil., p. 1871.
- 10 Décr. Cassation 14; Frais, p. 66.
- 11 Décr. Imp. dir., p. 232.
- 14 Décr. Gendarmerie, p. 455; Monnaie, p. 377.
- 15 Décr. Forêts 69.
- 16 Décr. Monnaie, p. 377.
- 17 Décr. Gendarmerie, p. 455.
- 18 Décr. Douanes, p. 556.
- Cass. Huissier 18.
- 21 Cass. Mat. d'or et d'argent 157. — Minist. publ. 269.
- 25 Décr. Dom. nat., p. 306.
- Règlem. Archives 44.
- 26 Décr. Requisition 4.
- 27 Décr. Hospice 495-10; Org. mil., p. 1871; Trés. publ., p. 1096.
- 28 Décr. Garde nat., p. 290.
- Cass. Jugem. 807-10.
- 30 Décr. Conciliation 18; Marché de fourn. 5-30; Organ. milit., p. 1871; Pension, p. 747; Trés. publ., p. 1096.

Mai.

- 1 Décr. Org. marit., p. 1663.
- 3 Cass. Comp. admin. 103-10.
- 4 Décr. Org. milit., p. 1871; Voirie p. terre, p. 188.
- 5 Décr. Douanes, p. 556; Garde nat., p. 290.
- 8 Décr. Garde nat., p. 290; Org. marit., p. 1664.
- 9 Décr. Garde nat., p. 290.
- 11 Décr. minist. Douanes 591-30.
- 12 Décr. Ordres civ. et milit. 103; Org. milit., p. 1872; Place de guerre, p. 935.
- 13 Décr. Transcript hyp. 203.
- 14 Décr. Douanes, p. 556; Poudres, p. 49.
- 16 Loi. March. de fourn. 45.
- Décr. Propriété féodale, p. 846.
- 17 Décr. Armes, p. 238; Org. milit., p. 1872; Trésor public, p. 1096.
- 18 Décr. Douanes, p. 556; Enreg. 6061-40; Gendarmerie, p. 455; Org. milit., p. 1872.
- 19 Décr. Dom. spangier 22.
- 20 Décr. Passeport, p. 33.
- 22 Décr. Org. marit. 575, p. 1664; Passeport, p. 33; Trav. publ., p. 840; Voirie p. terre, p. 188.
- Cass. Dépôt 253. — Renvoi 82.
- 23 Décr. Banque étrang. p. 143; Commune 81; Org. econ., p. 1286; Org. milit. 681 s., p. 1872, 1874; Pêche maritime 30.
- Cass. Oblig. 2125. — Renvoi 124-10.
- 26 Décr. Place de guerre, p. 935.
- 27 Décr. Culte, p. 676.
- Cass. Complice 224.
- 29 Décr. Instr. crim., p. 326; Monnaie, p. 377; Org. instr. publ., p. 1387; Org. marit., p. 1664; Témoin, p. 101; Trés. publ., p. 1096.
- 30 Décr. Org. marit., p. 1664.
- 31 Décr. Org. marit., p. 1664; Poudres, p. 49; Trésor public, p. 1097.
- Cass. Instr. crim. 3838.

Juin.

- 1 Décr. Commiss. de police 16; Notaire, p. 574; Serment, p. 5; Uniforme-costume 6-20, 37.
- 2 Cass. Instr. crim. 2611-40.
- 6 Décr. Postes, p. 4; Trés. publ., p. 1097.
- Cass. Contr. p. corps 1009.
- 8 Décr. Douanes, p. 556; Grains, p. 533.
- Cass. Crimes c. les pers. 178-20.
- 9 Décr. Gendarmerie, p. 455.
- 10 Décr. Armes, p. 238.
- Proc. Poids et mesures, p. 980.

Juin.

- 11 Décr. Trés. publ., p. 1097.
- 12 Décr. Armes, p. 238; Sel, p. 858.
- 13 Cass. Cassation 468.
- 14 Décr. Douanes, p. 556.
- Cass. Instr. crim. 3412.
- 15 Décr. Org. col., p. 1026.
- Cass. Tém. faux 85.
- 16 Décr. Artiste 2.
- 17 Décr. Garde nat., p. 290; Gendarmerie, p. 455.
- Cass. Renvoi 169.
- 18 Décr. Enreg. 23; Propriété féodale, p. 346; Requisition 4.
- Cass. Arbitr. 490.
- 19 Décr. Armes, p. 238; Trav. publ., p. 840.
- 20 Décr. Org. marit., p. 1664; Trés. publ., p. 1097.
- Cass. Fonct. publ. 34-10. — Réclamation 56-30.
- 21 Décr. Org. marit., p. 1664.
- 23 Décr. Crimes c. l'Etat, p. 536; Gendarmerie, p. 455; Postes, p. 4.
- 24 Décr. Org. administr., p. 599.
- 25 Cass. Cassation 468.
- 26 Décr. Commune 81; Office, p. 110.
- Cass. Interrog. s. faits et art. 110; Séparation de corps 91-20.
- 27 Cass. Complice 224. — Louage 526. — Renvoi 82.
- 28 Décr. Monnaie, p. 377.
- 29 Décr. Org. mil., p. 1874.
- 30 Décr. Certificat de résid. 3.

Juillet.

- 1 Décr. Org. administr., p. 599.
- 3 Décr. Trés. publ., p. 1097.
- 4 Décr. Garde nat., p. 290.
- 5 Décr. Agent diplom. 80 c.; Armes, p. 239; Garde nat., p. 290; Org. col., p. 1026; Tranquill. publ., p. 633.
- 6 Cass. Instr. crim. 2611-40. — Rébellion 4-10.
- Décr. minist. Douanes 591-20.
- 10 Décr. Org. judic., p. 1482.
- 11 Cass. Lettres miss. 32-10.
- 12 Décr. Monument 8-10; Uniforme-costume 6-20, 8, 25, 37.
- 13 Cass. Instr. crim. 3383.
- 16 Décr. Gendarmerie, p. 455.
- 17 Décr. Armes, p. 239; Commune 81; Propriété féodale, p. 346; Trés. publ., p. 1097.
- 18 Décr. Dom. nat., p. 306.
- 19 Décr. Culte, p. 676; Org. marit., p. 1664; Vente administr. 4-20.
- Cass. Comp. crim. 396-10 c.; Jeu 67.
- 30 Décr. Commune 81; Gendarmerie, p. 455; Org. milit., p. 1872; Presse-outrage, p. 398.
- 22 Décr. Monnaie, p. 377.
- 23 Décr. Armes, p. 239; Ord. administr., p. 599.
- 24 Décr. Emigré, p. 424; Garde nat., p. 290; Org. marit., p. 1664.
- Cass. Propriété féodale 83-10.
- 25 Décr. Crimes c. l'Etat, p. 536; Org. milit., p. 1874; Place de guerre, p. 935.
- 27 Décr. Bourse de comm. 110; Emigré, p. 424; Trés. publ. 1363 c.
- Cass. Jugem. 807-20.
- 28 Décr. Emigré, p. 424; Gendarmerie, p. 455; Passeport, p. 33.
- Cass. Crimes c. les pers. 178-20.
- Lettre. Douanes 282.
- 30 Décr. Gendarmerie, p. 455.
- 31 Déclarat. du roi. Tranquill. publ., p. 633.

Août.

- 1 Circ. Douanes 413.
- 2 Cass. Instr. crim. 3383.
- 3 Cass. Success. 1332-20.
- 4 Décr. Culte, p. 676; Voirie, p. 997.
- 5 Décr. Notaire, p. 574.
- 6 Décr. Org. instr. publ., p. 1327.
- 7 Décr. Culte, p. 676; Monnaie, p. 377.
- 8 Cass. Instr. crim. 3833.

Août.

- 9 Décr. Certif. de résid. 3; Crimes c. l'Etat, p. 536; Emigré, p. 421.
- Cass. Compte 149.
- 10 Décr. Armes, p. 239; Dom. de la cour. 10; Droit constit., p. 296; Hospice, p. 58; Lib. ind., p. 17; Loi 124; Serment, p. 5; Ville de Paris, p. 143.
- 11 Décr. Commune 81; Dom. de la cour. 11-10; Dom. nat., p. 806; Droit constit., p. 296; Org. col., p. 1026; Presse-out., p. 396; Trés. publ., p. 1097; Ville de Paris 8, p. 143.
- 12 Décr. Artiste 2; Dom. de la cour. 11-20; Garde nat., p. 290; Org. marit., p. 1664; Ville de Paris 23 c.
- 13 Décr. Armes, p. 239; Dom. de la cour. 11-30-40-50; Gendarmerie, p. 455; Org. marit., p. 1664; Traité intern., p. 512.
- 14 Décr. Commune 81; Emigré, p. 421; Gendarmerie, p. 455; Monnaie, p. 377; Pension, p. 748; Propr. féod., p. 346; Serment, p. 5.
- 15 Décr. Cassation 225; Emigré, p. 421; Forêts 69; Gendarmerie, p. 455; Loi 124; Obligat., p. 11; Passeport, p. 33; Sceau, p. 701; Serment, p. 5.
- 16 Décr. Commune 81; Dom. de la cour. 11-60; Garde nat., p. 290; Gendarmerie, p. 455; Propr. féod., p. 346.
- 17 Décr. Culte, p. 676; Dom. nat., p. 806; Gendarmerie, p. 455; Loi 143-50; Org. col., p. 1026; Org. judic., p. 1482; Org. marit., p. 1664; Propr. féod., p. 346; Ville de Paris 8, p. 143.
- 18 Décr. Culte, p. 676; Dom. de la cour. 11-70; Médecine, p. 540; Org. instr. publ., p. 1327; Org. judic., p. 1482; Org. marit., p. 1664; Presse-out., p. 396; Uniforme-costume 14, 50.
- 19 Décr. Armes, p. 240; Cassation 14; Culte, p. 679; Dom. nat., p. 306; Org. judic., p. 1482; Presse-out., p. 397; Vente administr. 4-30.
- 20 Décr. Eaux min., p. 502; Org. mil., p. 1874; Propr. féod., p. 346; Traité intern., p. 512.
- 21 Cass. Commune 1469.
- 22 Décr. Armes, p. 242; Douanes, p. 556; Enreg. 23; Org. col., p. 1026; Org. judic., p. 1482; Org. marit., p. 1664; Presse-out., p. 397; Uniforme-costume 8, 25; Ville de Paris, 33.
- 23 Décr. Agent diplom. 99; Dom. de la cour. 11-80; Emigré 421; Org. marit., p. 1664; Passeport, p. 33.
- 24 Décr. Enreg. 23; Imp. dir., p. 236.
- Cass. Instr. crim. 3833.
- 25 Décr. Contr. p. corps 16; Emigré, p. 422; Enreg. 23; Gendarmerie, p. 455; Monnaie, p. 377; Org. col., p. 1026; Org. judic., p. 1482; Propr. féod., p. 346; Voirie p. eau 532 s. 616, p. 721.
- 26 Décr. Culte, p. 679; Droit civ., p. 30; Gendarmerie, p. 455; Imp. dir., p. 236; Org. mil., p. 1874; Passeport, p. 33; Place de guerre, p. 935.
- 27 Décr. Douanes, p. 556; Emigré, p. 422; Enreg. 23; Louage à dom. cong. 4; Monnaie, p. 377; Org. marit., p. 1664; Passeport, p. 33; Propr. féod., p. 348; Sucre 1.
- 28 Lol. Vol. 377.
- Décr. Armes, p. 242; Commune 82; Liberté indiv., p. 17; Lols 357; Passeport, p. 33; Propr. féod., p. 348; Usage 469 s., 483 s., 488 s., 565; Voirie p. terre 164, 175, 622, 1563, p. 188.
- 29 Décr. Attroupem. 6; Cassation 229; Org. judic., p. 1482.

Août.

- 30 Décr. Culte, p. 679; Dom. nat., p. 306; Emigré, p. 422; Org. judic., p. 1483; Peine, p. 550; Propr. litt., p. 444; Théâtre, p. 294.
- Cass. Jugem. 263.
- 31 Décr. Dom. de la cour. 11-90; Office 40, p. 110; Peine, p. 550; Place de guerre, p. 935; Théâtre, p. 294.
- Cass. Enreg. 1376.

Septembre.

- 1 Décr. Trés. publ. 1097.
- 2 Décr. Crimes c. l'Etat, p. 536; Dom. nat., p. 307; Emigré, p. 422; Garde nat., p. 290; Monnaie, p. 377; Org. marit., p. 1664; Org. milit., p. 1874; Presse-out., p. 397; Trés. publ., p. 1097; Ville de Paris, p. 143.
- 3 Décr. Amnistie, p. 506; Crimes c. l'Etat, p. 536; Dom. eng., p. 186, 188; Emigré, p. 423; Imp. dir., p. 236; Monnaie, p. 377; Patente, p. 46; Peine, p. 550; Postes, p. 4; Poudres, p. 49; Trav. publ., p. 840.
- 4 Décr. Culte, p. 679; Dom. nat., p. 307; Postes, p. 4; Voltures, p. 997.
- Cass. Comp. crim. 90-20 c.; Instr. crim. 412.
- 5 Décr. Chamb. de comm. 2; Douanes, p. 556; Echelles du Levant 5; Monnaie, p. 377; Org. econ., p. 1286; Org. marit., p. 1664.
- 6 Décr. Dom. de la cour. 11-100-110.
- 7 Décr. Culte, p. 679; Douanes, p. 556; Industrie, p. 685; Org. jud., p. 1483; Place de guerre, p. 935; Trés. publ., p. 1097.
- 8 Décr. Org. judic., p. 1483; Org. marit., p. 1664; Passeport, p. 33; Sel, p. 858.
- 9 Décr. Armes, p. 243; Dom. de la cour. 11-120; Emigré, p. 423; Notaire, p. 574; Office, p. 110; Organ. marit., p. 1664; Propriété féodale, p. 348.
- 10 Décr. Armes, p. 243; Culte, p. 679; Dom. de l'Etat, p. 91; Priv. et hyp., p. 23; Sec. publ., p. 760; Trés. publ., p. 1097.
- 11 Décr. Dom. nat., p. 308; Emigré, p. 423; Marais 4; Org. milit., p. 1874.
- 12 Décr. Douanes, p. 556; Emigré, p. 423; Halles, p. 4.
- 13 Décr. Dom. nat., p. 308; Emigré, p. 424; Trésor public, p. 1097.
- 14 Décr. Commune 82; Dom. eng., p. 188; Dom. nat., p. 308.
- 15 Décr. Douanes, p. 556; Fonct. publ., 36; Lib. indiv., p. 17; Lol 142-80; Organ. marit., p. 1664.
- Cass. Absent 152. — Chose jugée, 373; Jugem. 318-10 c.
- 16 Décr. Armes, p. 243; Grains, p. 533; Monument 23; Org. judic., p. 1483; Org. marit., p. 1664; Uniforme-costume 22.
- 17 Décr. Amnistie, p. 507; Culte, p. 679; Dom. eng., p. 188; Duel 94; Enreg. 23; Grains, p. 533; Office, p. 110; Org. marit., p. 1664; Prisons, p. 967; Trés. publ., p. 1097.
- 18 Décr. Monnaie, p. 377; Organ. marit., p. 1664; Presse-out., p. 397; Traitement 10.
- 19 Décr. Dom. nat., p. 308; Monument 23; Ordres civ. et milit. 103; Passeport, p. 33; Tranquill. publ., p. 633; Vente administr. 4-40; Ville de Paris, p. 143.
- 20 Lol. Acte de l'état civil 12; Brev. d'invent. 11; Conciliat. 32; Monnaie, p. 378; Nom 7 c.; Religioneux fugitif, p. 72; Séparat. de corps, p. 837; Tonlène 23.

Septembre.

- 20 Cass. Condamnation 7; Jugem. 1081-10 c.
- 21 Décr. Droit constit., p. 296; Monument 23.
- Déclarat. Droit constit., p. 296.
- 22 Décr. Ere moderne 20; Org. administr., p. 599; Organ. judic., p. 1483; Sceau, p. 701.
- 23 Décr. Greffier, p. 552; Org. judic., p. 1483.
- 24 Dom. spangier 22; Lib. indiv., p. 17.
- 25 Décr. Dom. de la cour. 11-130; Droit constit., p. 296; Organ. administr., p. 599; Organ. judic., p. 1483; Ville de Paris, p. 143.
- 26 Décr. Postes, p. 4.
- 27 Décr. Culte, p. 679; Emigré, p. 424; Serment, p. 5.
- 28 Décr. Dom. de la cour. 11-140.
- Cass. Droit marit. 2142.
- 29 Cass. Crimes c. les pers. 178-10.
- 30 Décr. Emigré, p. 424.

Octobre.

- 1 Décr. Emigré, p. 424; Garde nat., p. 290; Trés. publ., p. 1097.
- 2 Cass. Renvoi 73-10.
- 3 Décr. Dom. de la cour. 11-150; Trés. publ., p. 1097.
- 4 Décr. Emigré, p. 424.
- Cass. Fonct. publ. 34-30; Rébellion 4-10. — Instr. crim. 3383.
- 5 Cass. Comp. crim. 515 c., 533.
- 6 Décr. Monnaie, p. 378; Org. judic., p. 1483; Peine, p. 550; Sceau 1.
- 7 Décr. Artiste 2.
- 8 Décr. Emigré, p. 424; Postes, p. 4.
- Cass. Enreg. 2945.
- 9 Lol. Comp. crim. 34.
- Décr. Armes, p. 243; Culte, p. 679; Emigré, p. 424.
- 10 Décr. Archives 16; Biblioth. 18; Emigré, p. 424.
- 11 Décr. Commune 82.
- 12 Décr. Trés. publ., p. 1097.
- 13 Décr. Armes, p. 243; Min. publ., p. 4; Org. judic., p. 1483.
- 15 Lol. Ordres civ. et milit. 104.
- 17 Cass. Comp. crim. 84.
- 18 Décr. Grains, p. 533; Monument 23.
- 19 Décr. Droit constit., p. 296; Org. admin., p. 599.
- 20 Décr. Emigré, p. 424; Instr. crim., p. 43; Minist. publ., p. 4; Org. judic., p. 1483.
- 22 Décr. Ordres civ. et milit. 103; Trés. publ., p. 1097.
- 23 Décr. Emigré, p. 424.
- 24 Décr. Dom. de la cour. 11-160; Emigré, p. 424.
- Cass. Comp. civ. trib. d'arr. 35. — Vol 205-80.
- 25 Décr. Org. marit., p. 1664.
- 30 Décr. Emigré, p. 424.
- 31 Décr. Emigré, p. 425.

Novembre.

- 1 Décr. Notaire, p. 574.
- 2 Décr. Trés. publ., p. 1097.
- 3 Décr. Dom. de la cour. 11-170; Emigré, p. 425.
- Cass. Avocat 426.
- 5 Décr. Commune 82; Sapeurs-pompier 18, p. 695.
- 6 Décr. Emigré, p. 425; Organ. col., p. 1026; Trés. publ., p. 1097.
- 10 Décr. Dom. de la cour. 11-180; Emigré, p. 425.
- 12 Décr. Ordres civ. et milit. 103.
- Cass. Enreg. 3166.
- 14 Décr. Substitution 13.
- 15 Décr. Cassation 14; Emigré, p. 425; Forêts 71; Monnaie, p. 378; Ordres civ. et milit. 104.
- 16 Décr. Douanes, p. 556.
- 17 Décr. Agent diplom. 4; Dom. nat., p. 308.
- 21 Cass. Exploit 440 c.

Novembre.

- 23 Décr. Liberté indiv., p. 17; Trés. publ., p. 1097.
 24 Décr. Org. marit., p. 1664; Sec. publ., p. 761; Ville de Paris, p. 143.
 25 Décr. Certificat de résid. 3; Émigré, p. 425; Org. instr. publ., p. 1327; Passeport, p. 33.
 26 Décr. Emigré, p. 425; Huissier 9-110.
 — Cass. Renvol 80-30.
 27 Décr. Agent diplom. 4, 32; Dom. de la cour. 11-190; Emigré, p. 425.
 28 Décr. Enreg. 23.
 29 Décr. Certificat de résid. 3; Org. judic., p. 1483; Ville de Paris, p. 143.
 30 Décr. Atroupem. 6; Grains, p. 533.

Décembre.

- 1 Décr. Propr. féod., p. 348.
 4 Décr. Certif. de résid. 3; Émigré, p. 425; Trésor public, p. 1097.
 — Cass. Renvol 71.
 5 Décr. Grains, p. 533.
 7 Décr. Passeport, p. 33; Propr. féod., p. 348.
 — Cass. Follie 797-10. — Peine 245-50. Vol 192.
 8 Décr. Commune 82; Grains, p. 533; Ville de Paris, p. 143.
 9 Décr. Grains, p. 533.
 10 Décr. Culte, p. 679; Req. civ., p. 231; Trés. publ., p. 1097.
 — Cass. Louage d'ouv. 96-10.
 11 Cass. Conciliat. 152.
 12 Décr. Org. instr. publ., p. 1327.
 13 Décr. Org. mil., p. 1874.
 14 Cass. Comp. crim. 652. — Loi 350-10. — Vol 624-20.
 17 Décr. Culte, p. 679; Propr. féod., p. 348; Souveraineté 51.
 — Cass. Acquis. 448. — Enreg. 4115. — Renvol 134-10.
 18 Cass. Vice redhib. 258, 267 c.
 19 Décr. Acte de l'Ét. civ. 13.
 20 Décr. Certif. de résid. 3; Émigré, p. 425; Ere moderne 21.
 — Cass. Complic. 168-10.
 21 Décr. Office, p. 110; Trés. publ., p. 1097.
 22 Décr. Grains, p. 533.
 — Cass. Complic. 107-10.
 24 Cass. Renvol 179.
 25 Cass. Vol 305-30.
 26 Décr. Trés. publ., p. 1097.
 28 Cass. Deg. de jur. 130-10. — Instr. crim. 3720. — Loi 350-10.
 29 Cass. Comp. crim. 591-20. — Faux 127.
 30 Décr. Propr. féod., p. 348.
 31 Trés. publ., p. 1097.

1793

Janvier.

- 2 Décr. Emigré, p. 425; Ere moderne 21.
 4 Décr. Industrie, p. 665; Organ. écon., p. 1286; Trés. publ., p. 1097.
 8 Décr. Dom. nat., p. 309; Organ. marit., p. 1664; Voiture, p. 997.
 10 Décr. Dom. nat., p. 309; Trés. publ., p. 1097.
 11 Décr. Culte, p. 679; Émigré, p. 425.
 — Cass. Complic. 172-20. — Vol 70.
 12 Décr. Gendarmerie, p. 455; Théâtre, p. 294.
 13 Décr. Emigré, p. 425; Org. marit., p. 1664.
 14 Proclamation. Théâtre, p. 294.
 16 Décr. Théâtre, p. 294.
 17 Décr. Dom. nat., p. 309.
 — Cass. Complic. 172-20. — Vol 192, 473.
 18 Décr. Armes, p. 244; Travaux publ., p. 840.

Janvier.

- 19 Décr. Théâtre, p. 294.
 — Cass. Org. judic. 201.
 22 Décr. Dom. de la cour. 12; Org. marit., p. 1664.
 — Proclam. Acte de l'Ét. civ. 13.
 25 Décr. Adopt. 18; Organ. marit., p. 1664.
 26 Lol. Org. marit. 408.
 — Décr. Avoué 15; Certificat de résidence 2; Émigré, p. 426; Huissier 9-120; Org. marit., p. 1664.
 — Cass. Imp. dir. 601-10.
 27 Décr. Armes, p. 243; Trés. publ., p. 1097.
 29 Décr. Certificat de civisme 2; Notaire, p. 574.
 31 Décr. Douanes, p. 556; Organ. marit., p. 1664; Prises marit., p. 916; Prisons, p. 987; Trés. publ., p. 1097.
 — Cass. Vol 197.

Février.

- 1 Décr. Forêts 12; Émigré, p. 426; Org. mil., p. 1874.
 — Cass. Complic. 172-10. — Instr. crim. 3383.
 2 Décr. Prises marit., p. 916.
 3 Décr. Hospice, p. 58.
 5 Décr. Enreg. 50, 6081-60; Monnaie, p. 378; Traitement 10.
 6 Décr. Org. administr., p. 599; Org. marit., p. 1664; Org. milit., p. 1874.
 9 Décr. Huissier 9-130.
 — Cass. Contr. p. corps 366. — Deg. de jur. 429-50. — Instr. crim. 2267-20. — Loi 365.
 10 Décr. Pension, p. 748.
 11 Décr. Amnistie, p. 507; Cassation 15; Corse 2, p. 497; Propriété féod., p. 348.
 12 Décr. Amnistie, p. 507; Propriété féod., p. 348.
 14 Décr. Commune 83; Culte, p. 679; Émigré, p. 426; Organ. col., p. 1026; Organ. instr. publ., p. 1327; Org. marit., p. 1664; Prises marit., p. 916; Trés. publ., p. 1097.
 — Cass. Culte 167.
 15 Décr. Org. judic., p. 1483.
 16 Décr. Dom. nat., p. 309; Droit const., p. 296; Organ. mil., p. 1874.
 — Cass. Enreg. 4372.
 17 Décr. Prises marit., p. 916.
 18 Décr. Trés. publ., p. 1097.
 19 Décr. Douanes, p. 556; Postes, p. 4; Prises marit., p. 916; Traité intern., p. 512; Trés. publ., p. 1097.
 20 Décr. Archives 16; Sec. publ., p. 761.
 21 Décr. Gendarmerie, p. 455; Org. mil., p. 1874; Pension, p. 748; Prises marit., p. 916.
 22 Cass. Deg. de jur. 60. — Vol 486-10, 498 c.
 23 Cass. Vol 624-10.
 24 Décr. Org. milit., p. 1874; Réquisition 2.
 25 Décr. Emigré, p. 426.
 26 Décr. Passe-port, p. 33; Tranquill. publ., p. 634.
 27 Décr. Gendarmerie, p. 455.
 28 Décr. Dom. de la cour. 12-40; Passe-port, p. 33.
 — Cass. Vol 623.

Mars.

- 1 Décr. Certificat de civisme 2; Douanes, p. 556; Traité intern., p. 512.
 2 Décr. Emigré, p. 426.
 — Cass. Instr. crim. 622.
 3 Décr. Org. marit., p. 1664.
 4 Décr. Emigré, p. 426; March. de four. 5-80; Priv. et hyp. 1276; Travaux publ. 360 s.; Trés. publ., p. 1097.
 5 Décr. Commune 83.
 6 Décr. Org. judic., p. 1483.
 7 Décr. Disp. entre vifs, p. 25; Dom. de la cour. 12-50; Émigré, p. 426; Gendarmerie, p. 455; Notaire, p. 574; Salubr. publ., p. 668.

Mars.

- 8 Décr. Org. instr. publ., p. 1327; Org. milit., p. 1875; Postes, p. 4; Vente administr. 4-50.
 9 Décr. Contr. p. corps 16; Garde du commerce 2; Imp. dir., p. 236; Organ. instr. publ., p. 1327; Org. judic., p. 1483; Presse-out., p. 397; Réquisition 5; Trav. publ., p. 840.
 10 Décr. Org. judic., p. 1483; Peine, p. 550.
 11 Décr. Douanes, p. 557.
 12 Décr. Douanes, p. 557; Émigré, p. 426; Org. judic., p. 1483; Sacre 1.
 13 Décr. Droit const., p. 297; Org. judic., p. 1483.
 14 Décr. Emigré, p. 427; Notaire, p. 574; Org. judic., p. 1483.
 15 Décr. Certificat de résid. 4; Org. judic., p. 1483.
 — Cass. Appel civ. 850.
 16 Décret. Commune 83; Culte, p. 679; Émigré, p. 427; Imp. dir., p. 236; Lois agraires; Org. marit., p. 1664.
 19 Décr. Atroupem. 6; Crimes c. l'Etat, p. 536; Culte, p. 679; Émigré, p. 427; Hospice, p. 58; Org. col., p. 1026; Org. judic., p. 1483; Peine, p. 550; Sec. publ., p. 761; Vagabondage, p. 9.
 20 Décr. Emigré, p. 427; Organ. écon., p. 1286.
 21 Décr. Droit civ., p. 30; Imp. dir., p. 236; Patente, p. 46.
 22 Décr. Enreg. 23.
 23 Culte, p. 679; Émigré, p. 427; Patente, p. 46.
 24 Décr. Emigré, p. 428.
 25 Décr. Certificat de résidence; Dom. nat. p. 309; Émigré, p. 428; Monnaie, p. 378.
 26 Décr. Douanes, p. 557; Émigré, p. 428.
 27 Décr. Emigré, p. 428; Org. judic., p. 1483.
 28 Décr. Armes, p. 243; Compét. crim. 34; Émigré, p. 428; Faux 8; Gendarmerie, p. 455; Org. judic., p. 1483; Org. milit., p. 1875; Travaux publ., p. 840.
 — Cass. Complic. 172-10.
 29 Décr. Affiche 31; États-Unis; Postes, p. 4; Presse-out., p. 397; Prises marit., p. 916.
 30 Décr. Contr. p. corps 17; Trés. publ., p. 1097.
 31 Décr. Armes, p. 244; Passe-port, p. 33.
 — Procl. Poids et mesures, p. 980.

Avril.

- 1 Décr. Certif. de civisme 2.
 2 Décr. Armes, p. 244; Mines, p. 617.
 3 Décr. Certificat de civisme 2; Douanes, p. 557; Lib. indiv., p. 17; Org. judic., p. 1483; Pêche marit. 66; Ville de Paris, p. 144.
 4 Décr. Dom. nat., p. 310; Uniforme-costume 37; Voirie p. terre, p. 188.
 5 Décr. Gendarmerie, p. 455; Grains, p. 533; Org. judic., p. 1483.
 — Cass. Peine 215-60.
 7 Décr. Cassation 225; Postes, p. 4.
 8 Décr. Dom. de l'État, p. 91; Émigré, p. 431; Org. adm., p. 599.
 9 Décr. Postes, p. 4; Voiture, p. 997.
 10 Décr. Passe-port, p. 33.
 11 Décr. Dom. nat., p. 310; Prises marit., p. 916.
 12 Cass. Délit 15-20.
 13 Décr. Monument 23.
 — Cass. Vol 71-10, 624-20.
 14 Décr. Commune 83.
 16 Décr. Douanes, p. 557; Office, p. 110; Org. mil., p. 1875.
 18 Décr. Office, p. 110.
 22 Décr. Armes, p. 244; Droit const., p. 297.
 23 Décr. Culte, p. 679.

Avril.

- 24 Décr. Dom. nat., p. 310; Émigré, p. 431; Trés. publ., p. 1097; Vente administr. 4-60.
 25 Décr. Dom. nat., p. 310.
 26 Décr. Emigré, p. 432; Monnaie, p. 378; Trés. publ., p. 1097.
 27 Décr. Gendarmerie, p. 455.
 — Cass. Cassation 1260. — Compét. administr. 98-10.
 28 Décr. Douanes, p. 557.
 30 Décr. Gendarmerie, p. 455; Organ. mil., p. 1875.

Mai.

- 1 Décr. Hospices, p. 59; Postes, p. 4; Sec. publ., p. 761; Voiture, p. 997.
 2 Décr. Corse 2, p. 497.
 3 Décr. Certificat de civisme 2.
 — Cass. Appel civ. 236.
 4 Grains, p. 533; Lib. indiv., p. 17.
 — Cass. Instr. crim. 3285-10; Témoins 547.
 5 Décr. Artiste 2; Ordres civ. et milit. 103; Organ. marit., p. 1327; Vagabondage, p. 9.
 6 Observ. des marchands de bois. Bois et charbons 10.
 7 Décr. Org. milit., p. 1875.
 9 Décr. Emigré, p. 432; Prises marit., p. 916; Salubr. publ., p. 668.
 10 Décr. Dom. nat., p. 310; Ordres civ. et milit. 103; Organ. marit., p. 1664; Passe-port, p. 34.
 — Cass. Deg. de jur. 531-40.
 11 Cass. Rébellion 4-10.
 12 Décr. Instr. crim., p. 326; Org. milit., p. 1875.
 — Cass. Fonct. publ. 34-20.
 13 Décr. Droit const., p. 297.
 14 Décr. Emigré, p. 433.
 15 Décr. Biblioth. 37; Cassation 15; Org. judic., p. 1483.
 17 Décr. Notaire, p. 574; Organ. instr. publ., p. 1327; Org. judic., p. 1483.
 19 Décr. Douanes, p. 557.
 20 Décr. Imp. dir., p. 236; Trés. publ. 255, p. 1097.
 22 Décr. Trés. publ., p. 1097.
 23 Décr. États-Unis; Prises marit., p. 916.
 24 Décr. Emigré, p. 433; Org. judic., p. 1483.
 — Cass. Minist. publ. 154.
 25 Cass. Acte de l'État civ. 480.
 26 Décr. Dom. nat., p. 311; Lote-rie 10; Notaire, p. 574; Propriété féodale, p. 348.
 28 Décr. Prises marit., p. 916.
 29 Déclarat. des Droits de l'homme. Droit const., p. 297; Secours publ., p. 761.
 30 Décr. Armes, p. 244; Monnaie, p. 378; Office, p. 110; Org. instr. publ., p. 1327; Org. judic., p. 1483; Organ. milit., p. 1875; Trés. publ. 603, 604, p. 1097.

Juin.

- 8 Décr. Émigré, p. 433; Instr. crim., p. 326.
 4 Décr. Pension, p. 748.
 5 Décr. Dom. nat., p. 311, 312; Trés. publ., p. 1097; Vagabondage, p. 9.
 6 Décr. Dom. nat., p. 312; Monument 23; Org. judic., p. 1483; Papier-monnaie, p. 4; Pension, p. 748; Trés. publ., p. 1097.
 7 Décr. Cautions de fonct. 8; Office, p. 110; Peine, p. 550.
 8 Décr. Greffier, p. 552; Organ. judic., p. 1483; Sec. publ., p. 761.
 — Cass. Complic. 172-20.
 9 Décr. Cassation 15; Enreg. 23; Greffier, p. 552; Org. marit., p. 1664; Prises marit., p. 916.
 10 Loi. Arbitr. 20; Voirie p. terre 1534, 1545, p. 188.
 — Décr. Commune 84; Dom. de la cour. 12-60; Droit const., p. 297; Mines, p. 617; Org. instr. publ., p. 1327; Ville de Paris, p. 144.

Juin.

- 10 Déclarat. des droits de l'homme. Droit const., p. 297.
 18 Décr. Assoc. illic. 8; Émigré, p. 433; Org. judic., p. 1483; Peine, p. 550.
 14 Décr. Armes, p. 244; Org. administr., p. 594; Organ. judic., p. 1483.
 15 Cass. Forfait. 4.
 16 Décr. Dom. de l'État, p. 91; Org. mil., p. 1875; Place de guerre, p. 935; Prises maritimes, p. 916.
 17 Cass. Oblig. 4089 c., 4090-20.
 18 Décr. Org. administr., p. 599; Propriété féodale, p. 348.
 19 Décr. Pension, p. 748.
 22 Décr. Biblioth. 37; Imp. dir., p. 236; Trés. publ. 255.
 22 Décr. Atroupem. 7.
 24 Constit. Droit const., p. 297; Arbitrage 21; Assoc. illic. 8; Culte, p. 679; Liberté indiv., p. 17; Lois cod., p. 221; Obligat., p. 11; Org. administr., p. 599; Org. instr. publ., p. 1327; Org. milit., p. 1875; Pétition; Traité internat., p. 512; Trés. publ., p. 1097.
 — Décr. Org. judic., p. 1483.
 26 Décr. Eaux min., p. 503; Org. judic., p. 1483.
 27 Décr. Artiste 2; Bourse de comm. 25; Org. milit., p. 1875; Peine, p. 550; Trés. publ. 1290.
 28 Décr. Org. marit., p. 1664; Sec. publ., p. 761.
 29 Décr. Artiste 2; Monnaie, p. 378; Org. instr. publ., p. 1327.
 30 Décr. Certif. de civisme 2; Commune 84; Dom. nat., p. 312.

Juillet.

- 1 Décr. Artiste 2; Culte, p. 679; Droit const., p. 300; Org. instr. publ., p. 1328; Poudres, p. 49; Prises marit., p. 916; Tranquill. publ., p. 632.
 2 Décr. Org. jud., p. 1483; Télégr., p. 37.
 4 Décr. Douanes, p. 557; Enreg. 6081-70.
 5 Décr. Certificat de civisme 2; Crimes contre l'État, p. 536; Grains, p. 534.
 6 Décr. Armes, p. 244; Biblioth. 37; Dom. de la cour. 12-70; Droit const., p. 300; Pêche fluv. 38 c., 48 c., p. 442.
 8 Décr. Armes, p. 244; Cassation 15; Certif. de civisme 2; Org. marit., p. 1664; Sec. publ., p. 768.
 9 Décr. Dom. nat., p. 312; Trés. publ., p. 1097.
 10 Dom. nat., p. 312; Émigré, p. 433.
 11 Décr. Dom. nat., p. 312.
 12 Décr. Armes, p. 244; Biblioth. 66; Dom. nat., p. 312; Émigré, p. 433; Trésor public, p. 1097, 1098.
 — Cass. Culte 221.
 13 Décr. Biblioth. 37.
 16 Décr. Cassation 15; Droit const., p. 300; Prisons, p. 987; Trés. publ. 786, 787, p. 1098.
 17 Décr. Armes, p. 244; Droit const., p. 300; Loi 54; Louage à compl. 3; Office, p. 41; Propr. féod., p. 348; Religionsnaire fugitif, p. 72; Trés. publ., p. 1098; Voirie p. com 516.
 18 Décr. Culte, p. 679; Dom. nat. p. 312; Enreg. 23; Org. marit., p. 1665; Pension, p. 748.
 19 Décr. Artiste 2; Culte, p. 679; Droit const., p. 300; Organ. col. 116; Propriété. lux., p. 444.
 — Cass. Cassation 1007. — Comp. administr. 92-30.
 20 Décr. Org. marit., p. 1665.
 23 Décr. Place de guerre, p. 935; Voiture 413. — V. 24 juillet.
 24 Décr. Armes, p. 244; Douanes, p. 557; Enreg. 23; Postes, p. 4; Voitures, p. 997.

Juillet.

- 25 Dér. Artiste 2; Assoc. illc. 8; Dom. de la cour. 12-90; Dom. engag. et échang. p. 188; Emigré, p. 433; Enreg. 23; Org. milit., p. 1875.
- 26 Dér. Industrie, p. 665; Organ. administr., p. 599.
- 27 Dér. Cassation 15; Forêts 72; Org. administr., p. 599; Org. col., p. 1026; Organ. marit., p. 1665; Org. milit., p. 1875; Prises marit., p. 916.
- Cass. Deg. de jurid. 484.
- 28 Dér. Ordres civ. et milit. 104.
- 29 Dér. Cassation 1531; Trésor publ., p. 1098.
- 30 Dér. Certif. de civisme 2; Org. judic., p. 1483; Pêche fluv. 23 c., 48 c., p. 442; Propr. féod., p. 348; Témoin, p. 101.
- 31 Dér. Dom. de la cour. 12-100; Dom. nat., p. 313.

Août.

- 1 Dér. Banque étrang., p. 146; Crimes c. l'Etat, p. 536; Droit civ., p. 31; Emigré, p. 439; Noblesse 26; Notaire, p. 574; Papier monnaie, p. 4; Poids et mes., p. 980; Propr. féod., p. 349; Reg. civ., p. 231; Tranquill. publ., p. 634.
- 2 Dér. Théâtre, p. 294.
- Cass. Instr. crim. 3363.
- 3 Dér. Dom. nat., p. 313; Emigré, p. 439.
- 4 Dér. Banque 50.
- 5 Dér. Certif. de civisme 2.
- 6 Dér. Place de guerre, p. 935.
- 7 Dér. Attroupem. 7; Org. milit., p. 1875.
- 8 Dér. Amnistie, p. 507; Armes, p. 244; Biblioth. 18; Commune 84; Org. instr. publ., p. 1328.
- 9 Dér. Boulanger 9; Grains, p. 534; Place de guerre, p. 935.
- 11 Dér. Corse 2, p. 497.
- 12 Dér. Culte, p. 680; Org. milit., p. 1875.
- 13 Cass. Témoin 122.
- 14 Dér. Dom. de la cour. 13-10; Enreg., p. 55; Sec. publ., p. 763; Théâtre, p. 294.
- 15 Dér. Commune 85; Douanes, p. 557; Grains, p. 534; Org. marit., p. 1665; Sel, p. 858; Trés. publ., p. 1098.
- 16 Dér. Corse 2, p. 497; Notaire, p. 574; Org. adm., p. 599; Org. milit., p. 1875.
- 17 Dér. Armes, p. 244; Grains, p. 535; Monnaie, p. 378; Poids et mes., p. 981.
- 19 Artiste 2; Avoué 15; Cassation 15; Industrie, p. 665; Org. instr. publ., p. 1328; Org. milit., p. 1875; Reg. civ., p. 231.
- 20 Dér. Emigré, p. 439.
- 23 Dér. Amnistie, p. 507; Cassation 15; Office, p. 110; Religioneux fugitif, p. 72.
- Cass. Vol 71-20.
- 23 Dér. Org. milit., p. 1875; Réquisition 5; Trésor public, p. 1098.
- Cass. Fonct. publ. 51-10.
- 24 Dér. Culte, p. 680; Emigré, p. 439; Monnaie, p. 378; Notaire, p. 574; Office 42 s.; Priv. et hypoth. 768 s.; Société, p. 373; Tonlne 23; Trés. publ., p. 1098.
- Cass. Instr. crim. 2441, 3235-20.
- 25 Dér. Grains, p. 535.
- 26 Dér. Armes, p. 244.
- 27 Dér. Dom. de la cour 13-20; Office, p. 110.
- 28 Dér. Org. administr., p. 599; Poudres, p. 49.
- 29 Dér. Industrie, p. 665.
- Cass. Témoin 547.
- 30 Dér. Org. milit., p. 1875; Papier monnaie, p. 4.
- Cass. Cassation 412.
- 31 Dér. Grains, p. 535; Org. instr. publ., p. 1328.

Septembre.

- 1 Dér. Org. col. 116; Propr. litt., p. 444; Théâtre, p. 294.
- 2 Dér. Absence 631; Interdiction 17, 258 c.
- 3 Dér. Douanes, p. 557; Imp. dir., p. 237; Théâtre, p. 294; Trés. publ., p. 1103.
- 4 Dér. Org. instr. publ., p. 1328.
- 5 Dér. Armes, p. 244; Org. judic., p. 1483; Papier monnaie, p. 4.
- 6 Dér. Crimes c. l'Etat, p. 536; Droit civ., p. 31; Grains, p. 535.
- Cass. Emigré 130. — Loi 351-10.
- 7 Dér. Droit civ., p. 31; Mariage 40.
- 8 Dér. Dom. nat., p. 313; Imp. dir., p. 238; Propr. féod., p. 349.
- 9 Dér. Artiste 2; Office, p. 110; Organ. milit., p. 1875.
- 10 Dér. Grains, p. 535.
- 11 Dér. Douanes, p. 557; Emigré, p. 439; Grains, p. 535; Poids et mes., p. 981; Trés. publ., p. 1103.
- 12 Dér. Monnaie, p. 378; Organ. marit., p. 1665.
- Cass. Complic. 172-10.
- 13 Dér. Dom. nat., p. 313; Droit civ. 31; Emigré, p. 439; Enreg. 23; Postes, p. 6.
- Cass. Instr. crim. 3384-20.
- 14 Dér. Mariage 40; Noblesse 26; Propr. féod., p. 349.
- Cass. Affiche 67 s.; Instr. crim. 2433, 3408-10.
- 15 Dér. Org. marit., p. 1665; Sec. publ., p. 763.
- 16 Dér. Droit rural 11; Emigré, p. 439.
- 17 Dér. Culte, p. 680; Huissier 9-140; Liberté indiv., p. 17; Notaire, p. 574; Prises marit., p. 916; Tranquillité publ., p. 634; Vente publ. de meubles 8 c.
- 18 Dér. Armes, p. 244; Culte, p. 680.
- 19 Dér. Org. col., p. 1026.
- Cass. Fonct. publ., 88-10.
- 20 Dér. Cassation 15; Certif. de civisme 2; Garde nat., p. 290; Lois 41; Org. marit., p. 1665; Voirie terre, p. 188.
- 21 Dér. Douanes, p. 557; Org. administr., p. 599; Org. marit. 485, 488, 620; Traité intern., p. 512.
- 22 Dér. Bois et charbons 18.
- 23 Dér. Oblig. p. 11; Trés. publ., p. 1103; Vente publ. d'imm., p. 550.
- 24 Dér. Dom. nat., p. 313; Trés. publ., p. 1103.
- 25 Dér. Trés. publ., p. 1103.
- 26 Dér. Trés. publ., p. 1103.
- Cass. Défense 18.
- 27 Dér. Industrie, p. 665; Org. marit., p. 1665; Sel, p. 858; Trés. publ., p. 1103.
- 29 Dér. Cassation 15; Industrie, p. 665; Org. judic., p. 1483.
- 30 Dér. Cassation 15.

Octobre.

- 1 Dér. Crimes c. l'Etat, p. 536; Office, p. 110; Prises marit., p. 916.
- 2 Dér. Arbitrage 22; Culte, p. 929; Industrie, p. 665; Org. marit., p. 1665; Pêche marit. 39; Propr. féod. 344 c., p. 349.
- 3 Dér. Culte, p. 680; Org. judic., p. 1483; Tranquillité publ., p. 634.
- 4 Dér. Forêts 72; Org. marit., p. 1665.
- Cass. Comp. administr. 87. — Jugem. 263.
- 5 Dér. Ere moderne 22; Industrie, p. 665; Obligat., p. 11; Peine, p. 550.
- Cass. Comp. administr. 92-30. — Papier monnaie 16-20.
- 18 Ord. Echelles du Levant 7.

Décembre.

- 21 Dér. Poudres, p. 49.

AN 2

Vendémiaire.

- 11 Dér. Arbitr. 22.
- 15 Dér. Adopt. 18 c.; Dom. de la cour. 13-30; Ere moderne 23; Loi 142-7; Pêche marit. 56.
- 16 Dér. Adopt. 18 c.; Monnaie, p. 378; Notaire, p. 574; Oblig., p. 11.
- 17 Dér. Armes, p. 244; Cassation 461; Certif. de résid. 4; Droit civ., p. 32; Organ. marit., p. 1665; Postes, p. 6; (V. 26 germinal an 2).
- 18 Dér. Armes, p. 244; Culte, p. 480; Douanes, p. 557; Droit civil., p. 32; Halles, p. 4; Loi 142-80; Noblesse 26; Prises marit., p. 916.
- 19 Dér. Droit civ., p. 32; Droit const., p. 300; Grains, p. 537; Monnaie, p. 378; Office, p. 110; Trés. publ., p. 1103.
- 20 Dér. Douanes, p. 558; Normandie 66.
- 22 Dér. Org. marit., p. 1665; Séparat. de corps, p. 888.
- 23 Dér. Emigré, p. 439; Séparat. de corps, p. 888.
- 24 Dér. Aliéné 27; Dom. nat., p. 313; Passe-port 34; Pêche marit. 39; Peine, p. 550; Sec. publ., p. 763; Trésor public, p. 1104; Vagabondage, p. 9.
- 25 Dér. Aérostat; Commune 86; Droit civ., p. 32; Org. milit., p. 1875.
- 27 Loi. Org. marit. 485 s., 496, 501 s., 513 s., 550 s., 572.
- Dér. Douanes, p. 558; Organ. marit., p. 1665.
- 28 Dér. Loterie 10.
- 29 Dér. Culte, p. 680; Emigré, p. 439.
- 30 Dér. Org. instr. publ., p. 1328.

Brumaire.

- 1 Dér. Cassation 16; Ere moderne 23; Faux 5; Notaire, p. 574; Org. judic., p. 1483; Peine, p. 551; Place de guerre, p. 935; Poids et mes., p. 981; Postes, p. 6; Propriété féodale 458; Sec. publ., p. 763; Tranquill. publ., p. 632.
- 2 Dér. Artiste 2; Industrie, p. 665.
- 3 Loi. Jugement 149 s., 175.
- Dér. Avoué 16; Ere moderne 24; Frais, p. 66; Lois cod. 7; Ville de Paris 23.
- 4 Dér. Cassation 461.
- 5 Dér. Commune 86; Culte, p. 680; Dispositions entre vifs, p. 25; Douanes, p. 558; Droit civil, p. 32; Loi 142-90; Success., p. 152.
- 6 Dér. Cassation 16, 122.
- 7 Dér. Douanes, p. 558; Lois cod., p. 221; Org. instr. publ., p. 1328.
- 8 Dér. Org. instr. publ., p. 1328; Org. judic., p. 1483; Uniforme-coutume 22; Trésor public, p. 1104.
- 9 Dér. Assoc. illc. 8; Org. instr. publ., p. 1328; Propriété féod., p. 349; Trés. publ., p. 1104.
- 10 Dér. Cassation 16; Commune 86.
- 11 Dér. Crimes contre l'Et., p. 536; Industrie, p. 665; Peine, p. 550; Vagabondage, p. 11.
- 12 Dér. Arbitr. 23; Archives 17; Droit civ., p. 32.
- 13 Dér. Cassation 16; Culte, p. 680; Dom. nat., p. 313; Droit civil, p. 32; Evasion, p. 48; Médecine, p. 540; Poudres, p. 49.
- 15 Loi. Org. marit. 408.
- Dér. Adopt. 18; Grains, p. 537; Peine, p. 550; Secours publ., p. 762.

Brumaire.

- 16 Dér. Dom. nat., p. 313.
- 17 Dér. Ere moderne 25; Organ. écon., p. 1286.
- 18 Dér. Notaire, p. 574; Prises marit., p. 197; Théâtre, p. 294.
- Cass. Deg. de jurid. 463-10; Jugem. 263.
- 19 Dér. Commune 66; Ere moderne 26; Peine, p. 550; Sec. publ., p. 763; Vol 64.
- 23 Dér. Culte, p. 680.
- 24 Dér. Nom 7.
- 25 Dér. Boulanger 9; Culte, p. 680; Grains, p. 537; Loterie 10; Tranquill. publ., p. 632.
- 26 Dér. Armes, p. 245; Monnaie, p. 378.
- 27 Dér. Emigré, p. 439; Monument 5-20; Office, p. 110; Sel, p. 858; Trés. publ., p. 1104.
- 28 Dér. Monnaie, p. 378; Ordres civ. et milit. 104.
- 29 Dér. Cassation 461; Poids et mes., p. 981; Trés. publ., p. 1104.
- Cass. Oblig. 4612-10.

Frimaire.

- 1 Dér. Appel civ. 874; Cassation 16; Propr. féod., p. 349; Reg. civ., p. 231.
- 2 Dér. Culte, p. 680; Dom. nat., p. 314; Faux 5.
- Cass. Enreg. 1374.
- 3 Dér. Peine, p. 550.
- 4 Dér. Ere moderne 27; Industrie, p. 665; Obligat., p. 12; Trés. publ., p. 1104.
- Cass. Deg. de jurid. 429-20.
- 5 Dér. Peine, p. 550.
- Cass. Papier monnaie 16-30.
- 6 Cass. Appel civ. 236, 844.
- 7 Loi. Vol 714, 739 s.
- Dér. Instr. crim., p. 43; Tém. faux 5; Trés. publ., p. 1104.
- 8 Dér. Amnistie, p. 507; Culte, p. 680; Pêche fluv. 48 c., p. 442.
- Cass. Vol 486-20.
- 10 Dér. Arbitr. 23; Dom. eng., p. 188.
- 12 Dér. Culte, p. 680, 929.
- Cass. Appel civ. 192.
- 14 Dér. Droit const., p. 300; Loi 142-90 c., 150; Marais 4; Oblig., p. 12; Org. administr., p. 599; Poudres, p. 49; Tranquill. publ., p. 634.
- Cass. Recusation 155.
- 16 Dér. Dom. nat., p. 315; Emigré, p. 439; Trav. publ. 640, p. 480; Voirie terre, p. 188.
- Cass. Enreg. 1374.
- 18 Dér. Culte, p. 680; Prises marit., p. 917.
- Cass. Deg. de jurid. 135.
- 21 Dér. Culte, p. 681; Notaire, p. 575; Trés. publ., p. 1104.
- 23 Cass. Deg. de jurid. 594-10.
- 24 Cass. Cautionn. de fonct. 29 c. — Deg. de jurid. 256. — Disp. entre vifs 2951-10.
- 26 Dér. Douanes, p. 558; Droit civil, p. 32; Org. administr., p. 599; Traitement 11.
- 27 Dér. Cautionn. de fonct. 8; Loterie 10; Presse-outrage, p. 397.
- 28 Dér. Monnaie, p. 378; Poids et mes., p. 981.
- 30 Dér. Emigré, p. 440; Instr. crim., p. 43.

Nivôse.

- 1 Dér. Dom. de la cour. 13-40.
- Cass. Jugem. 263.
- 2 Dér. Arbitr. 24; Armes, p. 245; Instr. crim., p. 356; Org. judic., p. 1483; Prisons, p. 987; Traité internat., p. 512.
- Cass. Deg. de jurid. 468-20. — V. 2 nivôse an 2.
- 3 Dér. Certif. de civisme 2; Org. judic., p. 1483.
- 4 Dér. Dom. nat., p. 315.
- Cass. Deg. de jurid. 282-10. — Jugem. 263.

Nivôse.

- 7 Dér. Office, p. 110.
- 8 Dér. Org. judic., p. 1483; Séparat. de corps, p. 888.
- 9 Dér. Dom. nat., p. 315; Pension, p. 748; Traité internat., p. 512.
- Cass. Deg. de jurid. 288.
- 11 Dér. Cassation 16; Dom. de l'Etat, p. 91.
- 12 Dér. Org. marit., 520, p. 1666.
- 14 Dér. Dom. nat., p. 315; Sel, p. 858.
- 15 Dér. Arbitrage 24; Org. milit., p. 1875.
- 16 Dér. Douanes, p. 558; Organ. marit., p. 1666.
- Cass. Rébellion 4-30.
- 17 Dér. Arbitr. 25; Culte, p. 681; Disposit. entre vifs et testam., p. 26; Org. judic., p. 1483; Success., p. 152.
- 18 Dér. Crimes c. l'Etat, p. 536; Trés. publ., p. 1104.
- 19 Dér. Emigré, p. 440; Organ. milit., p. 1875.
- 20 Dér. Scellés, p. 705.
- 21 Loi. Monument 15.
- Dér. Org. milit., p. 1875.
- Arrêté. Prostitution 5.
- Cass. Vente 400.
- Décis. Org. marit. 354-130.
- 22 Dér. Org. judic., p. 1483; Org. milit., p. 1875.
- 23 Dér. Adopt. 18 c.; Dom. nat., p. 315; Industrie, p. 665.
- Cass. Contrav. 340-20.
- 24 Dér. Marché de four. 5-50.
- 25 Dér. Loi 150.
- 26 Dér. Commune 87; Emigré, p. 440.
- 27 Dér. Org. instr. publ., p. 1329.
- 28 Dér. Industrie, p. 666; Organ. administr., p. 599; Org. marit., p. 1666; Propr. féodale, p. 349.
- Cass. Jugem. 263.
- 29 Dér. Dom. nat., p. 315.
- 30 Org. judic., p. 1483; Poids et mes., p. 981.

Pluviôse.

- 1 Dér. Société, p. 372; Voirie p. eau, p. 721.
- 2 Dér. Org. marit., p. 1666.
- 3 Dér. Org. milit., p. 1875; Instr. crim., p. 327; Théâtre, p. 294.
- 4 Dér. Mont-de-Piété, p. 396; Trav. publ., p. 840; Voirie terre, p. 188.
- 5 Dér. Tém. faux 5.
- 6 Dér. Emigré, p. 440; Scellés, p. 705.
- Cass. Enreg. 1374.
- 7 Dér. Dom. apagner 23; Office, p. 110; Trésor public, p. 1104.
- 8 Dér. Armes, p. 245; Biblioth. 69; Commune 67; Emigré, p. 440; Notaire, p. 575; Obligat., p. 12; Organ. marit., p. 1666; Propr. féodale 346, p. 350.
- 9 Dér. Org. instr. publ., p. 1329.
- Cass. Org. instr. publ. 2304.
- 11 Dér. Gendarme, p. 455; Prisons, p. 987; Secours publ., p. 763.
- 12 Cass. Enreg. 1374.
- 13 Dér. Certif. de civisme 2; Dom. nat., p. 315; Forêts 74; Hospice 495-40; Place de guerre, p. 935.
- Cass. Enreg. 6098. — Requête civ. 161.
- 14 Dér. Cautionnement de fonct. 9; Org. marit., p. 1666.
- 16 Dér. Org. col., p. 1026; Org. marit., p. 1666.
- 17 Dér. Prisons, p. 987.
- 19 Dér. Décret 122; Dom. de la cour. 13-50.
- Cass. Enreg. 5052. — Peine 753-10.
- 21 Dér. Faux 8; Pension, p. 748; Sec. publ., p. 763.
- 22 Dér. Armes, p. 245.
- 23 Cass. Deg. de jurid. 22.

Pluviôse.

- 25 Décr. Commune 87.
— Cass. Chose jugée 163, 278 c.
26 Décr. Monnaie, p. 378. — Priv. et hyp. 515 s., p. 23. — Trav. publ. 640 s., 653 s., 1047 s., p. 841; Trés. publ., p. 1104.
— Cass. Enreg. 1376, 5759.
27 Décr. Commune 87; Couleurs nationales, p. 499; Culte, p. 681; Enreg. 23; Forêts 74; Org. marit. 540, p. 1666; Org. milit., p. 1875.
29 Cass. Comp. crim. 612.

Ventôse.

- 1 Décr. Dom. eng., p. 190.
2 Cass. Enreg. 5801.
3 Décr. Loterie 10; Org. milit., p. 1875; Trés. publ., p. 1104.
4 Décr. Org. instr. publ., p. 1329; — Cass. Deg. de jur. 265, 414.
6 Décr. Instr. crim., p. 43.
7 Décr. Douanes, p. 558; Hospice 495-60; Propr. féod. 245.
8 Décr. Liberté indiv., p. 17.
9 Décr. Certif. de résid. 4; Émigré, p. 440.
11 Loi. Absent 639; Absence 637 s., 730 s.
— Décr. Dom. nat., p. 316.
13 Décr. Agent diplomat. 104; Consuls 32.
14 Cass. Forêts 317.
16 Décr. Armes, p. 245; Sec. publ., p. 763; Vagabondage, p. 11.
17 Décr. Culte, p. 681; Évasion, p. 48; Instr. crim., p. 327.
18 Cass. Instr. crim. 3384-30.
19 Décr. Dom. nat., p. 316; Org. milit., p. 1875.
21 Décr. Douanes, p. 558; Trav. publ., p. 841.
— Cass. Action poss. 725; Déné de just. 9 c. — Prise à partie 19.
22 Décr. Culte, p. 681; Disposit. entre vifs et testam., p. 26; Success., p. 154.
— Cass. Jugem. 263. — Papier-monnaie 16.
23 Décr. Success., p. 158.
24 Décr. Org. milit., p. 1875.
25 Décr. Cassation 16; Commune 87.
30 Décr. Dom. eng., p. 190.

Germinal.

- 1 Décr. Dom. eng., p. 190; Dom. nat., p. 316; Trésor public, p. 1104.
2 Décr. Grains, p. 537; Trés. publ., p. 1104.
— Cass. Comp. crim. 591-30.
4 Loi. Org. marit. 548, 731; Priv. et hypoth. 543 s.
— Décr. Dom. nat., p. 317; Douanes, p. 558; Émigré, p. 440; Org. marit., p. 1666; Sec. publ., p. 763; Traité intern., p. 513; Trés. publ., p. 1104; Vol 148.
— Cass. Dég. de jur. 4.
6 Décr. Arbitrage 25; Certif. de civisme 2; Commune 87; Dom. nat., p. 317; Pension, p. 748; — Cass. Papier-monnaie 16. — Conciliat. 65-20.
9 Décr. Trés. publ. 908, p. 1104.
10 Décr. Dom. nat., p. 317.
11 Cass. Action 217. — Appel civ. 439 c. — Cassation 1132. — Exploit 193-10, 194.
12 Décr. Industrie, p. 666; Org. administ., p. 600; Tranquill. publ., p. 635; Trés. publ., p. 1104.
— Cass. Cassation 317; Forêts 1887.
13 Décr. Caution. de fonct. 10; Certif. de civisme 2; Trés. publ., p. 1104.
14 Décr. Cassation 16; Émigré, p. 440; Instr. crim., p. 44; Org. milit., p. 1875.
16 Décr. Oblig. p. 12; Org. administ., p. 600; Traitement 11; Vente publ. d'imm., p. 550.
17 Décr. Dom. de la cour. 13-60; Office, p. 110.
18 Décr. Poids et mes., p. 981.

Germinal.

- 19 Cass. Jugem. 318-20.
21 Décr. Action 283 c.; Conciliat. 22.
22 Décr. Biblioth. 69; Culte, p. 681.
23 Décr. Emigré, p. 440;
24 Décr. Dom. eng., p. 190.
27 Décr. Peine, p. 550.
28 Décr. Cassation 16; Dom. nat., p. 317; Instr. crim., p. 44; Peine, p. 550; Tranquill. publ., p. 635.
29 Décr. Poudres, p. 49; Tranquill. publ., p. 635.
30 Décr. Trés. publ., p. 1104.

Floréal.

- 1 Cass. Jugem. 263.
2 Cass. Imp. dir. 607-10.
3 Décr. Org. milit., p. 1875.
— Cass. Arbitr. 793. — Jugem. 263. — Peine 752-10.
4 Décr. Séparat. de corps, p. 888.
5 Décr. Séparat. de corps, p. 888.
7 Décr. Caution. de fonct. 10; Traitement 15.
8 Décr. Dom. eng., p. 190.
— Cass. Comp. administ. 75-70. — Enreg. 4858. — Success. 204.
9 Cass. Acquisc. 350. — Deg. de jur. 464-10.
10 Décr. Traitement 11.
12 Arrêt. Douanes, p. 559.
13 Décr. Emigré, p. 440.
— Cass. Vente publ. d'imm. 1964. — V. au 15.
14 Décr. Imp. dir., p. 238; Org. milit., p. 1875.
15 Cass. Dég. de jur. 449-10.
18 Décr. Culte, p. 681; Jour férié 8.
19 Décr. Acte de l'état civil 14; Normandie 74; Org. judic., p. 1483.
— Cass. Vol 305-70.
21 Décr. Dom. nat., p. 317; Instr. crim., p. 44; Trés. publ., p. 1104.
— Cass. Action, 202 c.
22 Décr. Culte, p. 681; Peine, p. 550; Rébellion 5; Secours publ., p. 763.
— Cass. Arbitr. 573. — Chose jugée 176-20. — Jugem. 136-10, 185-30.
23 Décr. Emigré, p. 440; Notaire, p. 575; Org. judic., p. 1483; Trés. publ. 283, 1139, p. 1104.
— Cass. Cassation 995. — Jugem. 263. — Minist. publ. 154.
24 Décr. Séparat. de corps, p. 888.
— Cass. Cassation 240. — Dég. de jur. 463-10.
26 Cass. Comp. crim. 35-50.
27 Décr. Armes, p. 245.
— Cass. Compét. 48. — Jugem. 1028-10. — V. 28 floréal.
28 Décr. Poids et mes., p. 982.
— Cass. Appel civil 233; Cassation 471 c., 1653-22 c. — Jugem. 260. — V. 27 floréal.
29 Décr. Louage à dom. cong. 4; Obligat., p. 12; Org. milit., p. 1875; Propr. féod., p. 350; — Cass. Acquisc. 603. — Appel civil 195 c. — Cassation 1627 c. — Deg. de jur. 472; Prises marit. 336.

Prairial.

- 2 Décr. Dom. de la cour. 12-70; Propr. féod., p. 350.
3 Décr. Emigré, p. 440.
4 Cass. Cassation 1132. — Deg. de jur. 128-10, 480-60. — Prise à partie 21.
6 Cass. Acquisc. 468. — Chose jugée 12-10. — Conciliat. 298. — Deg. de jur. 664-20. — Jugem. 951-50.
9 Décr. Armes, p. 245.
— Cass. Arbitr. 1211. — Vol 259.
11 Décr. Lois cod., p. 221.
— Cass. Arbitr. 1211. — Success. 1867.
12 Cass. Instr. crim. 1013, 1029-10. — Vol 834.

Prairial.

- 13 Décr. Org. milit., p. 1875; Pension, p. 748; Secours publ., p. 765.
— Cass. Disp. entr. vifs, 2211-10. — Jugem. 302. — V. 13 prairial an II.
14 Cass. Priv. et hyp. 2174-10.
15 Cass. Vol 259.
16 Cass. Prescrip. crim. 120.
17 Décr. Dom. de la cour. 13-60; Imp. dir. p. 238; Sel, p. 858; Uniforme-costume 8-250.
— Cass. Cassation 343, 1117.
18 Décr. Amnistie 142; Cassation 1645 c.; Témoin 240, p. 101.
— Cass. Compte cour. 105. — Minist. publ. 156-10.
19 Cass. Cassation 1801.
21 Décr. Chose jugée 508; Émigré, p. 441; Org. marit., p. 1666; Propriété 100.
22 Décr. Org. judic., p. 1483.
— Cass. Vol 486-40.
23 Lettre minist. Org. marit. 548.
24 Cass. Oblig. 3882.
25 Cass. Cassation 1201.
26 Cass. Acquisc. 351 c.
27 Décr. Dom. de la cour. 13-60; Gendarme, p. 458.
28 Décr. Faux 8.

Messidor.

- 1 Décr. Dom. nat., p. 317; Org. marit., p. 1666.
— Cass. Dég. de jur. 279.
2 Décr. Témoin, p. 101.
— Cass. Douanes 944-10; Enreg. 3353. — Exploit 540-60. — Jugem. 263. — Monnaie 59.
3 Décr. Arbitr. 26; Évasion, p. 48.
— Cass. Cassation 1406. — Jugem. 41-20.
4 Cass. Cassation 240.
6 Décr. Notaire, p. 575.
— Cass. Cassation 501, 534.
7 Loi. Biblioth. 20.
— Décr. Archives 18; Dom. nat., p. 317; Obligat., p. 12.
— Cass. Cassation 1027.
8 Grains, p. 537; Trés. publ., p. 1104.
— Cass. Acquisc. 353 c.; Appel civ. 926 c. — Comp. adm. 75-80. — Deg. de jur. 4; Jugem. 193-10.
9 Décr. Cassation 16.
— Cass. Arbitr. 77. — Comp. adm. 95. — Émigré 408-20. — Forfait. 64-60.
11 Loi. Propriété féodale 246 s.
— Décr. Notaire, p. 575; Obligat., p. 12.
— Cass. Deg. de jur. 463-10. — Instr. crim. 2491, 2496-10.
18 Décr. Enreg. 23; Trés. publ., p. 1106.
— Arrêt. Mines, p. 617.
14 Décr. Pap. monn., p. 4; Séparation de corps, p. 889; Trés. publ., p. 1106.
— Cass. Arbitr. 1271. — Enreg. 1374, 5737.
15 Cass. Deg. de jur. 478-40, 698-10. — Domicile 54.
16 Décr. Instr. crim., p. 44; Trés. publ., p. 1106.
— Cass. Acquisc. 362; Cassation 65; — Commune 74. — Culte 861.
17 Cass. Instr. crim. 2467. — Jugement 24-30 c., 31 c.
18 Décr. Droit civil, p. 33; Trés. publ., p. 1106.
— Arr. Mines, p. 617.
21 Décr. Emigré, p. 441; Enreg. 23.
— Cass. Deg. de jur. 55-50. — Enreg. 392. — Min. publ. 163.
22 Décr. Sec. publ., p. 765.
— Cass. Acquisc. 501. — Appel civil 1332. — Cassation 1679.
23 Décr. Aliéné, 227; Hospice, p. 59; Prises marit., p. 917; Trés. publ., p. 1106. — V. 23 messid. an III.
— Cass. Deg. de jur. 439, 448, 486 c. — Peine 377-30 c.
24 Arr. Mines, p. 617.
— Cass. Témoin 694.
25 Cass. Appel civ. 734 c., 735 c.

Messidor.

- 26 Décr. Complic. 68; Org. judic., p. 1483; Pension, p. 748.
27 Cass. Comp. adm. 75-80. — Deg. de jur. 440; Jugem. 185-10, 263. — Min. publ. 123, 154. — Vol 486-110.
28 Décr. Dom. nat., p. 317; Trés. publ., p. 1106.
— Cass. Acquisc. 853 c. — Cassation 276. — Conciliation 20.
29 Décr. Duel 94; Notaire, p. 575; Uniforme-costume, 26.
— Cass. Cassation 310. — Min. publ. 154.
30 Décr. Dom. de la cour. 13-10.

Thermidor.

- 1 Décr. Org. milit., p. 1875.
2 Loi. Jugem. 202.
— Décr. Acte 22; Gendarme, p. 455; Notaire, p. 575; Obligat., p. 12; Trés. publ., p. 1106.
3 Décr. Dom. nat., p. 317.
— Cass. Cassation 240. — Complic. 66.
6 Décr. Dom. nat., p. 317; Propriété littér. 213; Trés. publ., p. 1106.
— Cass. Deg. de jur. 492. — Industrie 233-10. — Jugem. 263.
7 Décr. Dom. nat., p. 317; Témoin, p. 101.
9 Décr. Trés. publ., p. 1106.
11 Cass. Enreg. 1374. — Jugem. 304-20.
12 Cass. Vente admin. 368.
13 Cass. Jugem. 279 c.; Min. publ. 102.
14 Décr. Org. judic., p. 1483.
— Cass. Instr. crim. 1982. — Témoin 123.
15 Décr. Garde nat., p. 290; Org. instr. publ., p. 1329.
16 Décr. Droit civil, p. 33.
17 Cass. Industrie 233-20. — Jugem. 963-10. — V. 12 thermid.
18 Décr. Culte, p. 681; Dom. nat., p. 317; Liberté indiv., p. 17; Pension, p. 748; Traitement 16; Trés. publ., p. 1106.
— Cass. V. 18 thermid. an XII.
19 Décr. Office, p. 110.
21 Décr. Org. instr. publ., p. 1329.
— Cass. Cassation 240. — Témoin 108-10.
22 Décr. Secours publ., p. 765.
23 Décr. Org. judic., p. 1483; Séparation de corps, p. 889.
— Cass. Cassation 239.
24 Cass. Deg. de jur. 478-10. — Industrie 234.
26 Cass. Industrie 234. — Min. publ. 154.
27 Décr. Agent dipl. 4; États-Unis, p. 45; Pension, p. 748.
28 Décr. Dom. nat., p. 318.
— Cass. Complic. 109.
30 Décr.-Loi 151.

Fructidor.

- 1 Cass. Appel civ. 735 c.
2 Cass. Cassation 1305.
3 Cass. Appel civ. 1063. — Deg. de jur. 448-10, 618-20. — Minist. publ. 154.
4 Décr. Culte, p. 681; Org. milit., p. 1875.
— Cass. Vol 339.
6 Décr. Acte 26; Agent diplom. 170; Nom 7; Passeport, p. 34.
— Cass. Cassation 240.
7 Décr. Office, p. 110.
8 Cass. Appel civ. 238.
9 Loi. Arbitr. 26; Disposit. entre vifs, p. 26; Success., p. 158.
— Décr. Poudres, p. 49; Substitution 185.
— Cass. Arbitr. 1211.
11 Décr. Mat. d'or et d'arg., p. 455; Trés. publ., p. 1106.
— Cass. Dom. destr. 104. — Vol 825.
12 Décr. Certif. de vie 3; Forêts 75; Office, p. 110.

Fructidor.

- 12 Arrêt. Mines, p. 617.
— Cass. Témoin 504-10.
14 Décr. Biblioth. 18; Commune 87; Monument 23; Ville de Paris 9, p. 144.
— Cass. Cassation 1330. — Deg. de jur. 402-10.
15 Décr. Droit civ., p. 33.
— Cass. Forêts 414, 984 c. — Industrie 234. — Saisie-arêt 94.
16 Loi. Absent 630.
— Décr. Obligat., p. 12.
— Cass. Chose jugée 234. — Min. publ. 97-10.
18 Décr. Emigré 18; Enreg. 23; Trés. publ., p. 1106.
— Cass. Cassation 133.
19 Décr. Ere moderne 28; Traitement 11; Trésor public, p. 1106.
21 Décr. Acte de l'état civ. 14.
— Cass. Cassation 1396-60. — Mise en jugem. 5-30.
22 Cass. Cassation 466. — Deg. de jur. 448-20. — Minist. publ. 160.
23 Décr. Droit civ., p. 33; Hospice, p. 60.
— Cass. Deg. de jur. 38. — Jugem. 9-10 c., 1001-90 c.
26 Décr. Grains, p. 537.
27 Décr. Dom. nat., p. 318.
— Cass. Deg. de jur. 440. — Industrie 234.
28 Décr. Forêts 75.
— Cass. Cassation 1649-40. — Enreg. 1675. — Jugem. 963-10.
— Circ. Enreg. 4901-60.
29 Décr. Dom. nat., p. 318; Société, p. 372; Trésor public, p. 1106; Ville de Paris, p. 144.
30 Décr. Dom. de la cour. 13-10.

Jours complémentaires

- 2 Décr. Culte, p. 681; Trés. publ., p. 1106.
3 Cass. Arbitr. 790. — Conciliat. 172 c.
4 Décr. Trés. publ., p. 1107.

AN 3**Vendémiaire.**

- 2 Cass. Témoin 164-10.
4 Cass. Appel civ. 711, 716 c.; Jugem. 956-30.
5 Décr. Armes, p. 245.
6 Loi. Réquisition 5.
— Décr. Instr. crim., p. 44; Scellés, p. 705.
7 Décr. Org. milit., p. 1875; Passeport, p. 34; Trav. publ., p. 144; Ville de Paris, p. 144.
8 Décr. Séparat. de corps, p. 889; Voiture, p. 998.
11 Cass. Jugem. 41-10.
12 Cass. Dem. nouv. 119.
— Circ. Org. marit., 517.
13 Cass. Arbitrage 977.
14 Décr. Instr. crim., p. 44.
17 Décr. Artiste 2.
18 Cass. Acquisc. 362; Requête civile 69-10 c.
19 Décr. Commiss. de pol. 16; Dom. nat., p. 318; Notaire, p. 575; Org. écon., p. 1286; Org. judic., p. 1483; Témoin, p. 101.
— Cass. Industrie 234-10.
21 Décr. Dom. nat., p. 318; Scellés, p. 705.
22 Cass. Vol 114.
23 Cass. Vol 195-30.
24 Décr. Fonct. publ. 33; Minist. publ., p. 5; Notaire, p. 575; Org. administ., p. 600; Org. judic. 233 s., 439, p. 1183; Org. marit., p. 1666; Postes, p. 6; Séparat. de corps, p. 889; Trés. publ., p. 1107.
— Cass. Minist. publ. 160; Oblig. 2850-30.
25 Décr. Assoc. illéc. 8; Pétition 6; Voiture, p. 998.
26 Loi. Réquisition 5.

Vendémiaire.

- 28 Décr. Industrie, p. 688.
— Cass. Arbitrage 1048. — Conclat. 183. — Instr. p. écrit. 101. — Loi 89, 366-10.
27 Décr. Théâtre, p. 294.
— Cass. Comp. crim. 59. — Jugem. 809-10.

Brumaire.

- 1 Cass. Appel civ. 1132. — Arbitr. 961. — Deg. de jurid. 481-30. — Emigré 124-30. — Jugem. 304-30. — Minist. publ. 154.
2 Cass. Cassation 1311. — Deg. de jurid. 578-10.
3 Décr. Archives 18; Loi 54; Prises marit., p. 917.
4 Décr. Prises marit., p. 917.
— Cass. Appel civ. 720 c., 728.
5 Décr. Emigré, p. 441.
6 Décr. Org. marit., p. 1666.
7 Décr. Commune 88; Forêts 76.
— Cass. Cassation 1326-10. — Deg. de jurid. 481-10. — Industrie 525-10. — Jugem. 153. — Séparation de corps 429.
8 Cass. Cassation 1156. — Industrie 534.
9 Décr. Org. instr. publ., p. 1339.
— Cass. Jour férié 23.
11 Cass. Cassation 1053, 1749-20 e. — Instr. crim. 3261-10.
12 Décr. Certif. 4; Peine, p. 530; Pension, p. 748.
— Cass. Instr. 235-30.
13 Décr. Trés. publ., p. 1107.
— Cass. Vol 890-20.
14 Décr. Trés. publ., p. 1107.
15 Cass. Crimes c. les personnes 80.
16 Loi Réquisition 6.
— Décr. Grains, p. 537; Tranquill. publ., p. 632.
17 Cass. Cassation 1675 c. — Expertise 7-15-10.
— Décr. Douanes, p. 559.
— Cass. Cassation 1326-20. — Exploit 446.
18 Décr. Org. marit., p. 1666.
— Cass. Instr. crim. 2264.
19 Loi Compét. crim. 34.
— Décr. Emigré, p. 441.
— Cass. Responsab. 112-10.
20 Décr. Pension, p. 748.
— Cass. Crimes c. les pers. 48-20. — Prescript. crim. 52.
21 Décr. Armes, p. 245; Org. instr. publ., p. 1339.
22 Décr. Armes, p. 245.
— Cass. Cassation 54. — Jugem. 363-10.
23 Décr. Postes, p. 6.
— Cass. Tierce opposit. 312.

Frimaire.

- 1 Cass. Instr. crim. 2511.
2 Cass. Dén. de just. 11.
3 Cass. Acquiesc. 355. — Appel civ. 720 c., 728. — Paternité 420-20. — Servitude 51. — Success. 268.
4 Loi Réquisition 6.
— Décr. Archives 18.
5 Cass. Appel civ. 661; Prescript. crim. 826-10.
6 Décr. Pension, p. 748.
7 Lettre. Org. marit. 508, 554-70.
8 Décr. Armes, p. 245; Biblioth. 19; Org. instr. publ., p. 1339.
— Cass. Vol 262.
11 Cass. Chose jugée 362-10.
12 Décr. Amnistie, p. 501; Emigré, p. 445.
— Cass. Arbitrage 67. — Disp. entre vifs 2135-10. — Industrie 235-30. — Success. 269.
13 Cass. Dem. nouv. 211.
14 Décr. Archives 18; Emigré, p. 445; Org. instr. publ. 383, 384, 335, p. 1339; Org. milit., p. 1875.
6 Décr. Adopt. 19; Pension, p. 748, Traitement 16.
17 Décr. Org. administr., p. 600; Org. judic., p. 1493; Peine, p. 550; Société, p. 372.

Frimaire.

- 17 Cass. Avocat 240.
18 Décr. Tranquill. publ., p. 635.
— Cass. Emigré 402-10.
20 Arrêté. Loi 145.
21 Décr. Hospice 60; Org. instr. publ., p. 1329.
— Cass. Comp. crim. 35-60. — Vol 463-20.
22 Décr. Cassation 1531; Dom. eng., p. 190; Garde nat., p. 290; Peine, p. 550.
23 Décr. Armes, p. 245; Commune 88; Ville de Paris, p. 144.
24 Cass. Appel civ. 720 c. — Cassation 1098. — Exploit 566-10. — Industrie 233-30, 235-40.
25 Décr. Trés. publ., p. 1107.
— Cass. Arbitrage 519. — Jugem. p. défaut 197.
26 Décr. Office, p. 110; Trés. publ., p. 1107.
— Cass. Jugem. 185-20. — Vente 1476-10.
29 Décr. Trés. publ., p. 1107.
— Cass. (V. 29 fructidor.)

Nivôse.

- 1 Décr. Emigré, p. 445.
2 Cass. Cassation 1482. — Industrie 324-20.
3 Décr. Enreg. 23.
4 Loi Réquisition 6.
— Décr. Grains, p. 537; Industrie, p. 666.
6 Décr. Org. marit., p. 1663.
7 Cass. Contr. de mariage 2601.
8 Décr. Org. judic., p. 1484.
— Cass. Arbitr. 369; Obligat. 2989.
9 Décr. Postes, p. 6.
— Cass. Acquiesc. 597. — Appel civ. 444 c. — Loi 135-20.
11 Décr. Douanes, p. 559; Echelles du Levant 6; Grains, p. 537; Org. marit., p. 1666.
— Cass. Faux 194. — Scellés 155-10.
12 Décr. Industrie, p. 666; Org. milit., p. 1875; Trés. publ., p. 1107.
14 Décr. Banque étrangère, p. 143; Droit civ., p. 33.
— Cass. Conciliat. 151. Deg. de jur. 441-20.
15 Cass. Acquiesc. 535. — Appel civ. 1263 c.; Arbitr. 523, 1113 c. — Jugem. 693. — Min. publ. 102, 154. V. 15 niv. an 13.
16 Décr. Grains, p. 537; Secours publ., p. 785.
— Cass. Conciliat. 38-10. — Effets de comm. 619. — Loi 138.
19 Décr. Douanes, p. 559.
20 Décr. Trés. publ., p. 1107.
21 Cass. Deg. de jur. 644-30.
22 Décr. Emigré, p. 445.
— Cass. Vente 1616-10.
24 Décr. Dom. de la cour. 13-130.
25 Décr. Emigré, p. 446.
26 Cass. Min. publ. 102.
27 Décr. Postes, p. 6; Voiture, p. 998.
— Cass. Appel civ. 720 c. — Min. publ., 118, 160.
28 Loi. Org. milit. 658, 662.
— Décr. Arbitr. 27; Douanes, p. 559; Org. milit., p. 1875.
— Paris. Priv. et hyp. 1292.
29 Décr. Amnistie, p. 507.

Pluviose.

- 1 Décr. Mont-de-piété, p. 397.
2 Loi Réquisition 8.
— Décr. Grains, p. 537; Priv. et hyp., p. 23.
— Cass. Instr. crim. 3211-10-20.
4 Décr. Org. milit., p. 1875.
— Cass. Arbitr. 63 c., 73. — Minist. publ. 156.
6 Cass. Appel civ. 200, 814, 1273 c. — Imp. indir. 69-70. — Industrie 236.
7 Décr. Notaire, p. 575.
8 Décr. Loi 151; Presse-outr., p. 397; Vol 10 c. eau, p. 740-80.
9 Décr. Garde nat., p. 290; Org. judic., p. 1484.
— Cass. Enreg. 4384.

Pluviose.

- 10 Décr. Mont-de-piété, p. 397.
11 Décr. Dom. de la cour. 13-140.
— Office, p. 110; Trés. publ., p. 1107.
— Cass. Arbitr. 74, 520.
12 Décr. Douanes, p. 559; Org. instr. publ., p. 1329; Organ. marit., p. 1666.
— Cass. Minist. publ. 156.
13 Cass. Appel civ. 641. — Deg. de jurid. 481-30 c.
14 Décr. Dom. nat., p. 318.
15 Décr. Culte, p. 681; Emigré, p. 446; Sec. publ., p. 765.
17 Décr. Arbitr. 27.
— Cass. Disp. entre vifs 3418-10.
18 Décr. Certif. de résid. 4; Emigré, p. 446.
— Cass. Cassation 1133.
19 Décr. Org. instr. publ., p. 1329; Org. milit., p. 1875; Traitement 40; Trés. publ., p. 1107.
21 Traité de paix. — V. 25 pluviôse an 3.
— Cass. Cassation 1749-30 c.
22 Cass. Vol 194.
24 Décr. Commune 88.
— Cass. Arbitr. 522. — Effets de comm. 254. — Oblig. 201.
25 Décr. Traité intern., p. 513.
— Cass. Cassation 125. — Disp. entre vifs 1340.
26 Décr. Gendarme, p. 455.
— Cass. Acquiesc. 385. — Arbitr. 310. — Success. 1135-10.
28 Décr. Douanes, p. 559; Trés. publ. 965, 989, p. 1107.
29 Cass. Comp. crim. 59 c. — Jugem. 809-10. — Vagabondage 133.

Ventôse.

- 1 Décr. Org. administr., p. 600.
2 Décr. Monument 23.
— Cass. Rébellion 2.
3 Loi. Ville de Paris 32 c., p. 144.
— Décr. Culte, p. 681; Uniforme-coutume 14, 50.
— Cass. Arbitrage 64. — Disposit. entre vifs 1983, 1984-30, 2056 c. — Vente publ. d'imm. 26.
5 Cass. Instr. crim. 8473.
6 Décr. Dom. nat., p. 318.
— Cass. Complic. 44-10. — Vol 388-20.
7 Décr. Biblioth. 70; Org. instr. publ., p. 1329.
— Cass. Cassation 1686-10. — Domicile 52-10. — Industrie 235-20. — Minist. publ. 103.
8 Décr. Dom. nat., p. 319; Sapeurs-pompiers, p. 695.
— Cass. Deg. de jurid. 487. — Marriage 173.
9 Décr. Postes, p. 6.
— Cass. Arbitr. 73. — Enreg. 4381.
10 Décr. Droit constit., p. 303.
13 Décr. Agent d'aff. 46 c.
14 Décr. Certif. d'indig. 2; Org. milit., p. 1875; Pension, p. 748; Trés. publ. 1275, p. 1108.
— Cass. Arbitr. 787. — Cassation 511.
16 Décr. Trav. publ., p. 881; Trés. publ., p. 1108.
— Cass. Arbitr. 76. — Disposit. entre vifs 1948-20. — Loi 150. — Instr. Org. milit. 658.
19 Cass. Instr. crim. 2842. — Vol 389-20.
21 Décr. Dom. nat., p. 319; Notaire, p. 575.
22 Cass. Cassation 1078. — Défense 248. — Enreg. 5014.
23 Cass. Cassation 38. — Disposit. entre vifs 543. — Jugement 193-60.
25 Décr. Commune 88; Mines, p. 617.
26 Loi Réquisition 8.
— Décr. Org. marit., p. 1666; Peine, p. 551; Société, p. 372.
27 Décr. Traité internat., p. 513; Vagabondage, p. 11.
— Cass. Commune 1533. — Success. 260-10.
28 Cass. Cassation 1326-50. — Conciliat. 94-10. — Contr. de mar. 3984-10.

Ventôse.

- 29 Décr. Société, p. 373.
— Cass. Cassation 191 c., 406 c. — Minist. publ. 104. — Oblig. 422-10.
30 Décr. Dom. nat., p. 319; Gendarme, p. 455.
Germinal.
1 Décr. Atroupem. 7; Crimes c. l'Etat, p. 536; Droit constit., p. 303; Hospice, p. 60.
2 Décr. Haras, p. 40.
3 Décr. Postes, p. 6.
4 Décr. Société, p. 373.
— Cass. Effets de comm. 713.
5 Cass. Vente administr. 262-20.
7 Décr. Pension, p. 748.
— Cass. Vol 198.
8 Décr. Dom. nat., p. 319.
10 Décr. Biblioth. 37; Org. instr. publ., p. 1329.
11 Cass. Disposit. entre vifs 1948-30. — Success. 190.
12 Cass. Arbitr. 917.
13 Cass. Compét. administr. 92-40. — Success. 2104.
14 Décr. Org. milit., p. 1875.
15 Décr. Acquiesc. 18; Org. marit., p. 1667; Pension, p. 748.
16 Décr. Cassation 513; Culte, p. 681; Pension, p. 748.
— Traité de paix. V. 25 germinal, 11 flor. an 3.
17 Décr. Mise en jugem. 8; Pou-dres, p. 49.
— Cass. Success. 2104.
18 Décr. Org. instr. publ., p. 1330; Poids et mea., p. 981; Presse-outr., p. 397.
— Cass. Cassation 1870-10. — Paternité 427-20.
19 Cass. Disposit. entre vifs 2135-20, 2143 c. — Success. 516-10.
21 Cass. Vol 890-10.
23 Décr. Certif. de résid. 4; Dom. de la cour. 13-160; Org. écon., p. 1286; Peine, p. 551.
— Cass. Vol 769-10 c.
24 Cass. Deg. de jur. 5.
25 Décr. Traité internat., p. 513.
26 Cass. Paternité 427-40. — Success. 260.
27 Décr. Artiste 2.
28 Décr. Monnaie, p. 378; Org. administr., p. 600; Tranquill. publ., p. 635.
29 Décr. Dom. nat., p. 319; Droit constit., p. 303; Org. écon., p. 1286.
30 Décr. Commune 88; Ville de Paris, p. 144.

Floréal.

- 1 Décr. Dom. nat., p. 319; Emigré, p. 446; Trésor public, p. 1108.
— Cass. Arbitr. 336.
2 Décr. Acte de l'ét. civ. 15; Dom. nat., p. 319.
— Cass. Paternité 427-30.
3 Loi. Org. marit. 408.
— Décr. Dom. nat., p. 319.
— Cass. Arbitr. 1077. — Dem. nouv. 55-10. — Paternité 422.
4 Décr. Agent diplomat. 4; Ville de Paris, p. 144.
5 Décr. Disposit. entre vifs, p. 26; Success., p. 180.
6 Décr. Bourse de comm. 25; Certif. de résid. 4; Emigré, p. 450; Monnaie, p. 378; Trés. publ. 1290.
8 Loi. Agent diplomat. 46 c.
— Décr. Trés. publ. 1138, p. 1108.
— Cass. Comp. administr. 12. — Récession 13.
9 Décr. Armes, p. 245.
— Cass. Deg. de jurid. 283-20, 602. — Disposit. entre vifs 3063-10, 3074-30 c. — Jugem. 41-10.
10 Décr. Commune 89.
11 Décr. Commune 89; Traité internat., p. 513.
12 Décr. Emigré, p. 450.
— Cass. Cassation 412.
14 Décr. Bols et charbons 18; Peine, p. 551.

Floréal.

- 14 Cass. Deg. de jurid. 51, 484. — Jugem. 58-10, 183-30.
16 Décr. Postes, p. 6.
— Cass. Appel civ. 1062. — Industrie 232-40.
17 Décr. Org. marit., p. 1667.
18 Décr. Org. milit., p. 1875.
21 Cass. Deg. de jurid. 463-10. — Exploit 601-20. — Jugem. 305-10.
22 Décr. Dom. nat., p. 319.
— Cass. Conciliat. 150. — Interdict. 258-20.
— Avis. Commune 2563.
23 Cass. Enreg. 565. — Vente publ. d'imm. 20.
24 Décr. Boulanger 9; Dom. nat., p. 319, 320.
25 Décr. Trav. publ., p. 841.
26 Décr. Emigré, p. 450.
27 Traité de paix. V. 2, 8 prairial an 3.
— Cass. Arbitr. 497. — Effets de comm. 653.
28 Décr. Constitution, p. 982; Emigré, p. 450; Poids et mesures, p. 983.
— Traité. V. 8 prairial an 3.
— Cass. Emigré 113. — Exploit 240.
29 Décr. Commune 89; Forêts 76.
— Cass. Deg. de jur. 495-20. — Min. publ. 168.
30 Décr. Emigré, p. 450.
Prairial.
1 Décr. Uniforme-coutume 3-250.
2 Décr. Atroupement 7; Culte, p. 682; Grains, p. 537; Traité intern., p. 513.
3 Décr. Traité intern., p. 513.
— Cass. Bigamie 14.
4 Cass. Arbitr. 560 c. — Cassation 1673-60. — Deg. de jur. 644-40. — Douanes 235.
5 Décr. Commune 89.
6 Traité. V. 28 thermidor an 3.
8 Décr. Dom. nat., p. 320; Emigré, p. 450; Traité internat., p. 513.
10 Loi. Vente adm. 30 c.
— Décr. Dom. nat., p. 320; Garde nat., p. 290.
11 Décr. Culte, p. 682; Postes, p. 6.
— Cass. Cassation 34.
12 Décr. Dom. nat., p. 320; Org. judic., p. 1484.
— Cass. Arbitr. 917.
13 Décr. Prisons, p. 987; Trés. publ., p. 1108.
15 Décr. Dom. nat., p. 320.
16 Décr. Commune 89; Grains, p. 537; Uniforme-coutume 25.
17 Cass. Arbitr. 336. — Cassation 268, 295, 1443-20. — Disp. entre vifs 4548-20. — Emigré, 119.
18 Décr. Emigré, p. 451; Organ. marit., p. 1667.
— Cass. Deg. de jur. 468-10. — Dem. nouv. 99-10. — Jugem. 304-10.
19 Décr. Dom. nat., p. 320; Droit constit., p. 303; Monnaie, p. 378.
— Cass. Arbitr. 396. — Effets de comm. 628.
20 Décr. Biblioth. 37.
21 Décr. Postes, p. 6; Presse-outr., p. 397.
22 Loi. Org. écon., p. 1286; Tentative 175.
— Décr. Dom. de la cour. 13-160.
23 Décr. Office, p. 110; Trés. publ., p. 1108.
25 Décr. Emigré, p. 451; Org. col. 116; Propri. litt., p. 445.
26 Décr. Enreg. 33.
— Cass. Paternité 423-10. — Vente 1478-10.
27 Décr. Dom. nat., p. 320.
— Cass. Mise en jug. 7.
28 Décr. Serment, p. 5.
— Cass. Disp. entre vifs 2507-10 c.
30 Loi. Vol 590.
— Décr. Crimes c. l'Etat, p. 537.

Messidor.

- 1 Cass. Contr. de mar. 1573 c., 1588.
- 2 Cass. Dem. nouv. 141-10. — Greffier 191.
- 3 Décr. Pap. monn., p. 4.
- Cass. Contr. de mariage 194, 3182-10.
- 5 Décr. Droit const., p. 803; Ville de Paris, p. 144.
- 6 Décr. Cassation 17; Grains, p. 537.
- 7 Décr. Dom. nat., p. 320; Emigré, p. 451; Org. instr. publ., p. 1330.
- Cass. Deg. de jur. 625.
- 8 Cass. Dem. nouv. 74.
- 9 Loi. Ordre entre créanciers 18.
- Décr. Frais et dépens, p. 66; Gendarmerie, p. 456; Org. marit., p. 1667; Priv. et hyp., p. 23; Vente publ. d'imm., p. 550; Ville de Paris, p. 144.
- Cass. Commission. 410. — Contr. par corps 39-10. — Expert. 303-10; Vente 1631-10.
- 11 Décr. Emigré, p. 451; Trés. publ., p. 1108.
- Cass. Instr. crim. 2434-10.
- 12 Décr. Certif. de civisme 2.
- 13 Décr. Culte, p. 682; Dom. nat., p. 320; Marais 4; Obligat., p. 12.
- Avis cons. d'Etat. Mise en jugem. 11.
- 14 Décr. Pension, p. 748; Traitement 17.
- 15 Décr. Enreg. 6061-80.
- 16 Cass. Prise à partie 11, 16 c.
- 17 Décr. Office, p. 110.
- Cass. Cassation 1843-10. — Instr. crim. 2454-10.
- 20 Décr. Garde champêtre, p. 266.
- 21 Cass. Disposit. entre vifs 1431. — Jugement par défaut 25. — Loi 150. — Min. publ. 90.
- 22 Cass. Appel civ. 1358. — Paternité 427-30.
- 23 Décr. Droit civ., p. 33; Grains, p. 537.
- Cass. Paternité 17-10, 428-30.
- 24 Décr. Cassation 1901; Culte, p. 682; Org. judic., p. 1484; Pension, p. 748; Religioneux naine fugitif, p. 78.
- Cass. Témoin 78-40. — V. an 10.
- 25 Décr. Dom. nat., p. 321; Emigré, p. 451; Obligat., p. 12; Org. instr. publ., p. 1330; Papier monnaie, p. 4; Trés. publ., p. 1108; Volonté 16.
- Cass. Fonct. publ. 36.
- 26 Décr. Trés. publ., p. 1109.
- 27 Décr. Office, p. 110; Trésor publ., p. 1109.
- Cass. Prescription civ. 686-60.
- 29 Décr. Télégraphie, p. 37.
- Cass. Contr. de mar. 3297. — Jugem. 259-10.

Thermidor.

- 2 Décr. Grains, p. 537; Impôt dir., p. 238.
- Cass. Arbitr. 1051.
- 3 Décr. Postes, p. 6.
- Cass. Loi 366-20. — Vol 304-10.
- 4 Loi. Bourse de commerce 111.
- Décr. Grains, p. 537; Notaire, p. 575; Patente, p. 46.
- 5 Décr. Armes, p. 245.
- 6 Loi Org. col. 88.
- Décr. Effets de commerce 16; Emigré, p. 451; Obligat., p. 12.
- 7 Décr. Dom. nat., p. 321; Imp. dir., p. 238; Volture, p. 998.
- 8 Décr. Douanes, p. 560.
- Cass. Cassation 158.
- 9 Cass. Instr. crim. 2747, 2853-30.
- 10 Décr. Sec. publ., p. 765.
- 11 Cass. Jugem. 23-30.
- 12 Décr. Arbitr. 28; Dom. nat., p. 321; Monnaie, p. 378; Trés. publ., p. 1109.
- 14 Décr. Cassation 17; Dom. nat., p. 321.
- Cass. Instr. crim. 640-10.
- 15 Loi. Banque 66.
- Décr. Droit civ., p. 24; Séparat. de corps, p. 888.

Thermidor.

- 16 Décr. Org. instr. publ., p. 1330; Postes, p. 6; Théâtre, p. 294; Volture, p. 998.
- 17 Décr. Mont-de-Piété, p. 397; Office, p. 110.
- 18 Décr. Certif. de civisme 2; Dom. de la cour. 13-10; Papier-monnaie, p. 4.
- 19 Cass. Vente publ. d'imm. 29.
- 20 Décr. Commune 2180; Douanes, p. 560; Emigré, p. 451; Sec. publ., p. 765; Tranquill. publ., p. 632.
- 22 Décr. Emigré, p. 451.
- 23 Décr. Passe-port, p. 34; Prises marit., p. 917.
- Cass. Comp. crim. 653.
- 24 Décr. Ville de Paris, p. 144.
- 25 Décr. Armes, p. 245; Dom. nat., p. 321; Enreg. 33; Voirie p. eau, p. 731.
- 26 Cass. Dépôt 135. — Priv. et hypoth. 1994-10. — Success. 515-10.
- 28 Décr. Arbitr. 28; Monnaie, p. 378, 879; Traitement internat., p. 513.
- Cassat. Complic. 168-10. — Délit de just. 11.
- 29 Cass. Cassation 1353.

Fructidor.

- 1 Décr. Certif. de résid. 4; Dom. nat., p. 321; Emigré, p. 451; Oblig., p. 12.
- Cass. Exploit 90-10.
- 2 Cass. Arbitr. 311 c. — Conclit. 46. — Jugem. p. déf. 191. — Paternité 427-30.
- 3 Décr. Papier monnaie, p. 4; Postes, p. 6; Volture, p. 998.
- Cass. Acquisc. 382. — Cassation 502. — Instr. crim. 71.
- 5 Constitut. Associations illic. 9; Conciliation 16; Droit const., p. 303 Liberté indiv., p. 17; Lois 14; Org. adm. 198, p. 600; Org. col., p. 1026; Org. instr. publ., p. 1330; Org. judic. 450, p. 1484; Org. marit., p. 1667; Org. milit., p. 1875; Pétition 6; Présence, p. 369; Presse-out., p. 397; Traitement internat., p. 513; Traitement 46; Trés. publ. 731, p. 1109; Uniforme-costume 9, 22, 24, 53, 53.
- Décr. Droit const., p. 311; Poids et mes., p. 982; Trés. publ., p. 1109.
- 6 Décr. Assoc. illic. 9.
- 7 Décr. Ere moderne 30.
- Cass. Peine 102-80-120.
- 8 Cass. Biens 214. — Chose jugée 92.
- 9 Décr. Disp. entre vifs, p. 26; Dom. nat., p. 320; Hospices, p. 60; Success., p. 160; Trés. publ., p. 1109.
- 11 Décr. Droit const., p. 312; Pension, p. 748.
- Cass. Complic. 168-10. — Instr. crim. 2284, 2842.
- 12 Décr. Liberté indiv., p. 17.
- Cass. Comp. crim. 617. — Complic. 163-10. — Instr. crim. 139-30.
- 13 Décr. Bourse de comm. 27; Dom. nat., p. 321; Emigré, p. 452; Trés. publ. 1291 c., 1363.
- Cass. Liberté indiv. 25-10.
- 14 Décr. Douanes, p. 560; Vente 21.
- Cass. Arbitr. 1085. — Compte 178-10, 193; Conclus. 96-20; Jugem. 192-30.
- 15 Décr. Org. milit., p. 1876; Tranquill. publ., p. 632; Trav. publ., p. 841.
- 16 Décr. Artiste 2; Comp. administr. 4; Marché de fourn. 5-80; Organ. administr. 383, p. 600; Traitement 17; Trésor publ., p. 1109.
- 17 Décr. Postes, p. 6.
- Cass. Dem. nouv. 232.
- 18 Décr. Armes, p. 245; Artiste 2.
- Cass. Complic. 173-10; Fonct. publ. 48. — Contr. de mar. 1309. — Vol 486-30-70.

Fructidor.

- 19 Cass. Vol 388-70.
- 20 Décr. Culte, p. 682; Douanes, p. 560; Ville de Paris, p. 144.
- 21 Décr. Org. administr. 383, p. 600.
- 22 Décr. Culte, p. 682; Droit const., p. 312.
- 23 Décr. Dom. nat., p. 321; Loterie 10.
- Cass. Disposit. entre vifs 1876-10.
- 24 Décr. Org. administr., p. 601.
- 25 Cass. Cassation 2125. — Minorité 822.
- 26 Décr. Prises marit., p. 917.
- 28 Décr. Emigré, p. 452.
- 29 Décr. Dom. nat., p. 321; Emigré, p. 452; Forêts 76; Huisier 9-150.
- Cass. Arbitr. 835. — Cassation 2125. — Jugem. 282. — Minist. publ. 124 c.

Jours complémentaires

- 1 Décr. Dom. nat., p. 321; Prises marit., p. 917; Religioneux fugitif, p. 73.
- 2 Décr. Org. milit., p. 1876.
- Cass. Cassation 539.
- 3 Décr. Emigré, p. 452.
- 4 Décr. Emigré, p. 453; Garde nat., p. 290.
- 5 Décr. Culte, p. 682; Emigré, p. 453.
- 6 Décr. Droit const., p. 312; Emigré, p. 453; Org. marit., p. 1667.

AN 4**Vendémiaire.**

- 1 Décr. Douanes 803; Droit const., p. 312; Notaire, p. 575; Poids et mes., p. 982.
- Cass. Instr. crim. 1982.
- 2 Cass. Instr. crim. 3433, 3475.
- 3 Loi. Lois 357.
- Décr. Arbitr. 29; Disposit. entre vifs, p. 26; Success., p. 160.
- Cass. Instr. crim. 3433.
- 4 Décr. Liberté indiv. p. 18.
- 5 Décr. Cassation 18; Presse-out., p. 397.
- Cass. Arbitr. 835.
- 6 Cass. Cassation 491.
- 7 Décr. Culte, p. 682; Dom. nat., p. 321; Grains, p. 537; Jour férié 8; Monnaie, p. 379; Presse-out., p. 397; Uniforme-costume 14, 50.
- 8 Cass. Instr. crim. 2852.
- 9 Cass. Instr. crim. 3419.
- 10 Loi. Org. col. 135-10.
- Décr. Troupem. 9; Commune 92; Dom. nat., p. 321; Org. administr., p. 601; Org. marit., p. 1667; Org. milit., p. 1876; Passe-port, p. 34; Prisons, p. 987; Sec. publ., p. 765; Trésor public, p. 1109; Vagabondage, p. 11; Ville de Paris 87 c.; Volonté 135.
- 12 Décr. Loi 142-90 c., 152.
- Cass. Cassation 1080.
- 13 Cass. Success. 584.
- 14 Cass. Instr. crim. 2805, 2852, 3413-10. — Vol 195-10.
- 15 Décr. Dom. nat., p. 321.
- 16 Cass. Enreg. 886. — Presse-out., 1370-20.
- 17 Cass. Appel civ. 640. — Cassation 1649-30.
- 18 Décr. Emigré, p. 453.
- Cass. Instr. crim. 2623-20.
- 19 Loi. Officier de paix 1.
- Décr. Minist. publ., p. 5; Org. administr., p. 602; Org. judic. p. 1484; Ville de Paris 10, 24, p. 144.
- Cass. Cassation 1328 c.
- 20 Décr. Bourse de commerce 28; Effets de com. 18-10; Emigré, p. 453; Loi 84.
- 21 Décr. Dom. apan. 23.
- Cass. Mise en jugem. 4-10.
- 22 Décr. Emigré, p. 453; Monnaie, p. 379.
- Cass. Instr. crim. 2805, 2835-10, 3412. — Vol 259, 388-10.

Vendémiaire.

- 23 Loi. Récusation 5.
- Décr. Commune 92; Eau, p. 320; Emigré, p. 453, 454.
- 24 Cass. Appel civ. 851, 903 c. — Success. 431.
- 25 Décr. Biblioth. 38; Enreg. 23.
- 26 Cass. Dem. nouv. 199.
- 27 Décr. Certif. de civisme 2; Dom. nat., p. 322; Prises marit., p. 917.
- 28 Décr. Bourse de commerce 29; Effets de com. 18-20; Monnaie, p. 379; Secours publ., p. 765; Trés. publ. 1291 c., 1364 c.
- Cass. Mise en jugem. 11.
- 29 Décr. Dom. nat., p. 322.
- Cass. Instr. crim. 2852, 3383.
- 30 Loi. Mines, p. 617.
- Décr. Org. instr. publ., p. 1330; Org. marit., p. 1667; Organ. milit., p. 1876.

Brumaire.

- 1 Cass. Appel civ. 1178.
- 2 Décr. Cassation 18; Hospice, p. 60; Minist. publ., p. 5; Org. marit., p. 1667; Prisons, p. 987; Priv. et hypoth., p. 31; Trés. publ. 789.
- 3 Code. Contrav. 16 c.; Crimes contre l'Etat, p. 537; Duel 98; Faux 12; Gendarmerie, p. 456; Instr. crim., p. 44 c., 327 c.; Liberté indiv., p. 18; Lois cod., p. 239; Minist. publ., p. 5; Organ. col. 521; Organ. judic. 489, p. 1484; Peine, p. 551; Place de guerre, p. 935; Postes, p. 6; Presse-out., p. 397; Témoin, p. 101; Trés. publ., 243; Vente de subst. fals., p. 1049; Voirie p. terre 1123.
- Loi. Organ. marit. 77, 170 s., 392 s., 785, p. 1667.
- Décr. Biblioth. 70; Commiss. de police 18; Crimes c. l'Etat, p. 537; Emigré, p. 454; Grains, p. 538; Jour férié 8; Loi 145; Org. instr. publ., 402 s., p. 1330; Org. marit., p. 1666; Pension, p. 748; Prises marit., p. 917; Traitement 17; Trés. publ., p. 1109; Uniforme-costume 10, 23, 25, 39, 40.
- Cass. Disposit. entre vifs 1308.
- 4 Décr. Amnistie, p. 507; Arbitr. 29; Cassation 18; Emigré, p. 453; Grains, p. 538; Imp. dir., p. 238; Org. judic., p. 1484; Org. milit., p. 1876; Peine, p. 551; Presse-out., p. 397; Traitement 11.
- Arrêté. Dom. de l'Etat 81-10, 81-10.
- Cass. Mise en jugem. 10. — Témoin 122-40. — Vol 259, 388-10.
- 5 Cass. Mise en jugem. 10.
- 7 Décr. Droit const., p. 312.
- Cass. Cassation 1364.
- 8 Cass. Appel civ. 1062.
- 9 Cass. Org. judic. 149-10.
- 12 Arrêté. Loi 154; Org. administr. p. 603.
- Cass. Instr. crim. 2805, 3473. — V. 21 frimaire.
- 13 Cass. Amnistie 51 c. — Mise en jugem. 10. — Vol 259.
- 14 Arrêté Trés. publ., p. 1109.
- Cass. Acquisc. 97 c. — Cassation 498. — Minist. publ. 160.
- 15 Loi. Pension, p. 748.
- Arrêté. Loi 154.
- 17 Cass. Amnistie 105.
- 18 Cass. Instr. crim. 3434.
- 19 Loi. Notaire, p. 575; Organ. administr., p. 603.
- Cass. Instr. crim. 2587-60.
- 21 Cass. Action 149 c., 298. — Compét. civ. trib. d'arrond. 60 c. — Prop. féod. 288 c.
- 22 Cass. Minist. publ. 154.
- 23 Décr. Frais, p. 66; Médecine, p. 538.
- Arrêté. Trés. publ., p. 1109.

Brumaire.

- 23 Cass. Arbitr. 521. — Jugem. par défaut 191, 211-10. — Minorité 835. — Office 33.
- 24 Avis. Mines, p. 618.
- 25 Cass. Vol 259.
- 26 Cass. Amnistie 52, 127 a.
- 30 Loi. Dom. nat., p. 322.

Frimaire.

- 1 Loi. Trés. publ., p. 1109.
- Cass. Cassation 740.
- 3 Loi. Trés. publ., p. 1109.
- 4 Loi. Org. milit., p. 1876.
- Cass. Appel crim. 96. — Cassation 147, 1716-10 c. — Conciliat. 153; Instr. par écrit 26.
- 5 V. 15 frimaire, an 14.
- 7 Loi. Amnistie, p. 507.
- Arrêté. Traitement 12.
- 8 Loi. Monnaie, p. 379.
- Arrêté. Emigré, p. 453.
- Cass. Instr. crim. 2433-30.
- Message du Directoire. Certif. de résid. 4-150.
- 10 Loi. Dom. nat., p. 322.
- Arrêté. Loi 155-10.
- 11 Décr. Archives 19.
- Cass. Vente 1579-40.
- 12 Loi. Papier-monnaie, p. 4.
- Cass. Jugem. 41-30.
- 13 Cass. Cassation 74.
- 14 Cass. Instr. crim. 3433.
- Message. Trés. publ., p. 1109.
- 16 Cass. Cassation 1919-30.
- 17 Arrêté. Traitement 12.
- Cass. Dem. nouv. 24 c.; Interdict. 140-20. — Minist. publ. 118.
- 18 Loi. Trés. publ., p. 1109.
- Cass. Dem. nouv. 87; Minist. publ. 154.
- 19 Loi. Trés. publ. 256, p. 1109.
- Cass. Contr. de mar. 3945.
- 20 Arrêté. Org. administr. 375-10.
- 21 Cass. Instr. crim. 2219-10, 2791; (V. 12 brumaire.)
- 22 Arrêté. Org. judic., p. 1484.
- Cass. Instr. crim. 1578, 3197.
- 25 Loi. Org. administr., p. 603; Trés. publ., p. 1109.
- 26 Loi. Org. judic., p. 1484; Priv. et hypoth., p. 31; Répertoire, p. 216.
- Cass. Tierce opposit. 21.
- 27 Loi. Trés. publ., p. 1109.
- 28 Arrêté. Forêts 71.
- Cass. Cassation 740. — Instr. crim. 2587-30.
- Message du Directoire. Dom. nat., p. 322.
- 29 Loi. Cassation 18.
- Arrêté. Imp. dir., p. 238.
- Cass. Mise en jugem. 8.

Nivôse.

- 1 Cass. Chose jugée 27.
- 2 Loi. Dom. de l'Etat, p. 81; Forêts 78.
- 3 Loi. Dom. de la cour. 13-20; Forêts 78; Imp. dir., p. 238; Trés. publ., p. 1109.
- 4 Loi. Org. milit., p. 1876.
- 6 Loi. Postes, p. 6; Volture, p. 998.
- Cass. Vol 259.
- 7 Cass. Appel civ. 208; Cassation 87 c.; Dég. de jurid. 473-20 c.
- 11 Loi. Enreg. 6061-90.
- Décr. Armes, p. 245.
- Arrêté. Théâtre, p. 294.
- Cass. Cassation 412. — Comp. crim. 424. — Vol 259. — V. 11 pluviôse.
- 12 Loi. Org. administr., p. 603.
- 14 Arrêté. Monnaie, p. 379.
- 16 Cass. Cassation 1653-50.
- 17 Cass. Instr. crim. 3433-10.
- 18 Arrêté. Théâtre, p. 294.
- Cass. Instr. crim. 3433-30. — Vol 194.
- 19 Loi. Dom. de l'Etat, p. 81; Ville de Paris 23.
- Cass. Vol 261-10.
- 21 Loi. Priv. et hypoth., p. 31.
- Cass. Action 173 c.
- 22 Loi. Instr. crim., p. 44; Trés. publ., p. 1109.

Nivôse.

- 23 Cass. Appel civil 1147. — Cassation 1607-10 c. — Prescription civ. 530.
23 Cass. Arbitr. 1230. — Cassation 618-20.
27 Loi. Emigré, p. 455.
— Arrêté. Théâtre, p. 294; Trés. publ., p. 1109.
28 Cass. Acquis. 353 c.
29 Loi. Effets de comm. 18-30.
30 Arrêté. Trés. publ., p. 1109.

Pluviôse.

- 3 Cass. Cassation 572.
4 Loi. Dom. nat., p. 322; Ville de Paris, p. 144.
— Arrêté. Dom. de l'Etat, p. 91.
5 Décr. Témoin, p. 101; Uniforme costume 49.
— Arrêté. Trés. publ., p. 1109.
6 Décr. Emigré, p. 455.
— Cass. Arbitr. 73.
7 Arrêté. Bourse de comm. 31.
8 Cass. Instr. crim. 3435, 3755-10.
8 Arrêté. Trés. publ., p. 1109.
9 Loi. Emigré 24.
— Cass. Scellés 155-20.
11 Loi. Commune 92; Org. judic., p. 1484.
— Cass. Conciliat. 104-30. — V. 11 nivôse.
12 Cass. Appel civ. 737 c. — Appel crim. 96 c.
14 Cass. Instr. crim. 2889. — Vol 194.
15 Loi. Bourse de comm. 32.
16 Arrêté. Greffier, p. 532; Traitement 12.
— Cass. Cassation 1980. — Instr. crim. 2835-10.
17 Loi. Trés. publ., p. 1109.
— Arrêté. Dom. nat., p. 322.
18 Arrêté. Loi 145.
— Cass. Minist. publ. 154.
19 Loi. Dom. nat., p. 322.
— Arrêté. Org. administr., p. 608.
— Cass. Vente publ. d'imm. 29.
20 Loi. Greffe, p. 552; Minist. publ., p. 5; Org. instr. publ., p. 1331; Org. judic., p. 1484.
— Décr. Place de guerre, p. 935.
— Arrêté. Gendarmerie, p. 456.
21 Cass. Chose jugée 458.
22 Cass. Instr. crim. 1391, 1908.
24 Cass. Paternité 428-30.
25 Arrêté. Loi 155-20; Théâtre, p. 294.
— Cass. Interdiction 208-10; Mat. somm. 208-10.
26 Loi. Trés. publ., p. 1109.
— Cass. Arbitr. 1217. — Succès. 166, 191-10.
27 Arrêté. Trés. publ., p. 1109.
— Cass. Cassation 740.
28 Loi. Emigré, p. 455.
30 Arrêté. Emigré, p. 455.

Ventôse.

- 1 Cass. Cassation 1485.
2 Arrêté. Bourse de comm. 33; Trés. publ. 1291 c.
— Cass. Cassation 1316. — Jugem. par défaut 13. — Minist. publ. 154.
3 Loi. Trés. publ., p. 1109.
— Cass. Appel civ. 153. — Enreg. 4332. — Jugem. par défaut 252.
4 Loi. Org. administr., p. 608; Traitement 12.
— Décr. Archives 20; Office 49.
5 Loi. Emigré, p. 455.
6 Arrêté. Droit civ., p. 34.
— Cass. Instr. crim. 2805.
8 Décr. Armées, p. 245.
— Arrêté. Emigré, p. 455.
9 Loi. Arbitr. 30; Emigré, p. 455; Org. judic., p. 1484.
— Cass. Jugem. 192-60. — Louage 313-10. — Prop. féod. 471.
10 Loi. Degr. de jurid. 54.
11 Arrêté. Org. milit., p. 1876.
— Cass. Cassation 412; 2181. — Instr. crim. 2835-10.
12 Cass. Instr. crim. 2611-30. — Vol 389-10.
13 Cass. Prise à partie 54.

Ventôse.

- 14 Loi. Passeport, p. 84.
— Décr. Archives 18.
— Cass. Jugem. 186-30, 187; 153.
15 Loi. Témoin, p. 101; Traitement 12.
17 Loi. Emigré, p. 455; Passeport, p. 34.
— Cass. Instr. crim. 2805.
18 Cass. Jugem. 790.
19 Loi. Priv. ethyp., p. 31; Serment, p. 5; Trés. publ., p. 1109.
— Cass. Disp. entre vifs 1985-50, 2076 c. — Instr. crim. 2805.
20 Loi. Monnaie, p. 379.
— Décr. Armées, p. 245.
21 Loi. Org. judic., p. 1484; Trés. publ., p. 1109.
— Arrêté. Org. milit. 411, p. 1668.
— Cass. Degr. de jurid. 440. — Quest. préjudic. 200-10.
22 Cass. Appel civ. 957 c., 1068.
— Chose jugée 66; Compét. administr. 205; Dom. de l'Etat 395 c. — Min. publ. 154.
23 Loi. Trés. publ., p. 1109.
— Cass. Compét. administr. 108-10.
25 Décr. Archives 18; Loi 14, 54.
26 Loi. Conciliat. 25; Contravent. 174; Grains, p. 538. — V. 26 vent an V.
— Cass. Instr. crim. 1391; 2761.
27 Loi. Org. judic., p. 1484; Passeport, p. 34.
— Cass. Exploit 193-20.
28 Loi. Monnaie, p. 379; Papier monnaie, p. 4; Trés. publ. 1360, p. 1109; Vente administr. 30 c.
— Cass. Dom. nouv. 133. — Oblig. 2152-10.
29 Loi. Papier monnaie, p. 4.
— Arrêté. Trés. publ., p. 1109.
— Cass. Cassation 1205. — Jugem. 306-10.
30 Arrêté. Pension, p. 748.

Germinal.

- 1 Loi. Org. instr. publ., p. 1331.
— Cass. Appel crim. 310. — Instr. crim. 3090.
2 Loi. Vagabondage, p. 11.
— Arrêté. Contrav. 272; Garde nat., p. 290; Loi 14; Passeport, p. 34.
— Cass. Comp. crim. 617.
3 Loi. Trés. publ., p. 1109.
— Cass. Comp. crim. 573-30 c.; Vol 707 c. — Instr. crim. 2805; Vol 154.
4 Cass. Action poss. 724. — Chose jugée 14. — Minist. publ. 156.
5 Cass. Louage 18.
6 Cass. Conciliat. 88-30.
7 Loi. Dom. nat., p. 322; Papier monnaie, p. 4.
— Cass. Instr. crim. 2771.
9 Arrêté. Douanes, p. 560.
— Cass. Instr. crim. 2837-10.
11 Loi. Greffe, p. 552; Propriété 219 c.; Vente publ. de meubl. 9.
— Arrêté. Théâtre, p. 295.
— Cass. Défense 183.
13 Arrêté. Culte, p. 683.
— Cass. Conciliat. 20. — Effets de comm. 832. — Jugem. 112.
15 Loi. Cautionn. de fonct. 11; Org. instr. publ. 464, p. 1331; Papier monnaie, p. 4.
— Réglem. Halles 82 s.
16 Cass. Cassation 740.
17 Loi. Org. milit., p. 1876; Traitement 12; Trés. publ., p. 1109.
— Cass. Tierce opposit. 225.
18 Loi. Instr. crim., p. 44.
— Cass. Délai 51 c. — Jugem. par défaut 251.
19 Cass. Arbitr. 1212. — Contrat de mar. 3410-30. — Degr. de jurid. 428-30; 470-30; Jugement par défaut 278-10.
20 Arrêté. Loi 145.
21 Cass. Instr. crim. 2805.
22 Loi. Culte, p. 683; Jugem. 352; Peine, p. 551.
— Cass. Instr. crim. 2530; Vol 534-10.
23 Cass. Rébellion 5.
25 Loi. Monnaie, p. 379.
— Cass. Action posses. 724.

Germinal.

- 26 Cass. Acquis. 350 c.; Conciliat. 20. — Cassation 264.
27 Loi. Attroupem. 9; Crimes contre l'Etat, p. 537; Lois agraires; Peine, p. 551; Presse-out., p. 397.
— Cass. Instr. crim. 2805, 2865.
— Témoin 147-50 c. — Vol 624-30.
28 Loi. Affiche 112, 156; Dom. nat., p. 322; Hospice 60; Presse-out., p. 397.
— Cass. Jugem. 1042-10. — Instr. crim. 2503-20; 3456-20.
29 Arrêté. Traitement 12.
— Cass. Cassation 538.

Floréal.

- 1 Cass. Degr. de jur. 452-10. — Surencière 45, 258 c.
2 Loi. Trés. publ., p. 1110.
— Cass. Arbitr. 223. — Dem. nouv. 171-30.
3 Loi. Trés. publ., p. 1110.
— Cass. Cassation 1679-10; Minist. publ. 94-30, 154-20; Tierce opposit. 1044.
— Circ. Org. milit. 555.
4 Loi. Douanes, p. 560.
— Arrêté. Emigré, p. 455.
— Cass. Instr. crim. 2852-50.
6 Loi. Dom. nat., p. 322; Vente administr. 31 c.
7 Cass. Disp. entre vifs 4542.
8 Loi. Prises marit., p. 918.
— Cass. Disp. entre vifs 4635. — Industrie 236-10.
9 Loi. Org. instr. publ., p. 1331.
11 Cass. Cassation 579. — Instr. criminelle 1852-10. — Témoin 163-20.
12 Cass. Témoin 122-50.
13 Cass. Arbitr. 496. — Procès-verbal 18.
14 Cass. Cassation 1570, 1603-20 c., 1898.
16 Loi. Notaire, p. 575.
— Cass. Acquis. 470. — Cassation 1485, 1839-30. — Except. 568.
17 Arrêté. Garde nat., p. 290.
18 Arrêté. Imp. dir., p. 238.
19 Arrêté. Org. judic., p. 1484.
20 Loi. Emigré, p. 455.
21 Loi. Dom. nat., p. 324; Tranquill. publ., p. 685; Ville de Paris, p. 144.
— Décr. Crimes c. l'Etat, p. 537; Témoin, p. 101.
— Cass. Degr. de jurid. 429-40.
22 Arrêté. Loi 155-30.
23 Loi. Officier de paix 17; Scellés, p. 705; Ville de Paris, p. 144.
25 Loi. Emigré, p. 455.
— Cass. Comp. crim. 368-110.
26 Traité de paix. V. 30 floréal an 4.
— Cass. Acquis. 355 c. — Instr. Trav. publ. 298.
28 Arrêté. Voirie p. terre, p. 188.
— Cass. Pérémp. p. 259.
29 Loi. Emigré, p. 455.
30 Loi. Traité intera., p. 548.
— Arrêté. Tranquill. publ., p. 635.

Prairial.

- 1 Cass. Cassation 412. — Instr. crim. 2843-10. — Jugem. 1061-30. — Vol 388-30.
3 Cass. Amnistie 83.
— Lettre du garde des arch. de la République. Mines, p. 618.
4 Cass. Arbitrage 1077. — Vente 162-10.
5 Arrêté. Postes, p. 6.
6 Arrêté. Emigré, p. 455.
— Cass. Conciliat. 151.
8 Cass. Instr. crim. 2843-10.
9 Cass. Cassation 572. — Vol 661.
14 Loi. Témoin, p. 101.
— Cass. Arbitr. 790. — Vente publ. d'imm. 29.
19 Loi. Arbitr. 31; Culte, p. 683.
— Cass. Vente 582-30.
13 Arrêté. Emigré, p. 455.
— Cass. Arbitr. 304, 1016 c. — Jugem. 390.

Prairial.

- 14 Cass. Cassation 564. — Instr. crim. 2761; 8434.
16 Loi. Org. judic., p. 1484.
— Arrêté. Droit civ., p. 34; Passeport, p. 34.
— Cass. Appel crim. 809. — Comp. crim. 603.
17 Loi. Emigré, p. 455; Traité internat., p. 513.
19 Loi. Dom. de la cour. 13-210; Privil. ethypoth., p. 31.
— Cass. Jugem. 9-10. — Substitution 12-10.
20 Loi. Success., p. 160.
21 Loi. Commune 92; Grains, p. 538; Trés. publ., p. 1110.
— Décr. Archives 19.
— Cass. Instr. crim. 2147. — Vol 305-40.
22 Loi. Dom. nat., p. 324; Tentative 17 s.; Vol 696, 885.
— Cass. Complic. 167-20. — Emigré 394-10.
23 Cass. Chose jugée 409. — Instr. crim. 3479-10.
24 Code. Lois cod., p. 222.
— Cass. Acquis. 284 c., 393, 317 c.
26 Cass. Action poss. 723.
27 Cass. Appel crim. 281. — Instr. crim. 2868.
— Décr. min. Douanes 591-40.
28 Cass. Cassation 1037. — Dem. nouv. 83.
29 Cass. Instr. crim. 3726. — Témoin 142-40.

Messidor.

- 1 Cass. Action 203 c. — Appel civ. 881.
2 Cass. Cautionn. 127. — Succès. 2241.
3 Cass. Cassation 133, 412, 1305. — Comp. crim. 274, 400-20, 568 c.; Jugem. 168-10. — Minorité 684-20. — Procès-verbal 254.
4 Cass. Jugem. 339-10.
5 Décr. Sec. publ., p. 765.
— Cass. Témoin 536.
6 Loi. Postes, p. 6; Voiture, p. 998.
7 Cass. Cassation 626-10. — Conciliat. 151. — Degr. de jurid. 269-10. — Voirie par terre 1426-10.
8 Cass. Dem. nouv. 99-20.
9 Cass. Conciliat. 151. — Dem. nouv. 206. — Succès. 1129-10.
11 Loi. Culte, p. 683; Dom. nat., p. 324; Loi 143.
— Cass. Instr. crim. 2803, 2839.
12 Cass. Arbitr. 310. — Cassation 412. — Témoin 147-40.
13 Cass. Amnistie 118; Instr. crim. 2477, 2601-10, 3739-20. — Témoin 536.
15 Arr. Org. instr. publ., p. 1331.
— Cass. Degr. de jurid. 8.
10 Cass. Appel civ. 195. — Cassation 627 c., 1487-30. — Loi 187-10. — Minist. publ. 97-20; Surencière 51; Vente publ. d'imm. 2164.
17 Cass. Instr. crim. 2262-10; Vol 155.
18 Loi. Pension, p. 748.
— Cass. Complic. 34. — Emigré 394-10. — Instr. crim. 2593, 2805. — Loi 460-20-30.
19 Loi. Dom. nat., p. 324.
— Cass. Cassation 462. — Instr. crim. 1391, 2805.
20 Cass. Témoin 439-70.
21 Cass. Arbitr. 499, 500. — Enreg. 4313. — Oblig. 1488-10; Rente viag. 161.
22 Loi. Org. milit., p. 1876.
23 Cass. Oblig. 2193-30. — Succès. 258.
24 Loi. Cassation 18; Instr. crim., p. 44; Org. milit. 408.
— Cass. Cassation 452-40. — Témoin 104.
25 Loi. Dom. nat., p. 324; Org. instr. publ., p. 1331.
— Arrêté. Postes, p. 6.
— Cass. Emigré 594-20.
26 Cass. Appel crim. 206. — Cassation 549. — Jugem. 339-10. — V. 26 thermidor

Messidor.

- 27 Arrêté. Imp. dir., p. 228.
— Cass. Cassation 289. — Instr. crim. 2805; 2843-10, 2852-70. — Loi 129-30.
28 Loi. Org. administr., p. 603; Trés. publ., p. 1110; Voirie p. terre, p. 188.
— Cass. Arbitr. 790. — Oblig. 2152-20.
29 Loi. Org. instr. publ., p. 1331; Papier monnaie, p. 5.
— Décr. Télégr., p. 87.
30 Loi. Trés. publ., p. 1110.
— Arrêté. Postes, p. 6.

Thermidor.

- 1 Cass. Cassation 206. — Évasion 43.
2 Décr. Emigré, p. 456.
— Cass. Cassation 889. — Instr. crim. 1589.
3 Cass. Amnistie 40.
4 Loi. Postes, p. 6.
— Cass. Arbitr. 65.
5 Loi. Pap. monn., p. 5; Postes, p. 6.
6 Cass. Jugem. 323-10.
7 Loi. Commune 92.
— Cass. Cassation 238.
8 Arrêté. Forêts 79.
— Cass. Cassation 223.
10 Loi. Ville de Paris 23.
— Arrêté. Dom. de l'Etat, p. 92.
11 Cass. Cassation 246. — Commission 354.
12 Cass. Conciliat. 99-30. — Disposit. entre vifs 503.
13 Loi. Dom. nat., p. 324.
— Cass. Appel crim. 311 c. — Cassation 1365, 1448-80. — Instr. crim. 2831; 3346-20.
14 Loi. Enreg. 25, 6061-100.
— Cass. Disposition entre vifs 1358-30. — Instr. crim. 2696. — Min. publ. 155-20.
16 Loi. Serment, p. 5.
— Cass. Jugem. 640-10.
17 Arrêté. Douanes, p. 540.
— Cass. Instr. crim. 2710; 2805.
18 Loi. Traitement 12.
19 Loi. Cassation 18, 229; Douanes, p. 560; Org. judic., p. 1484.
— Arrêté. Droit civ., p. 34.
20 Loi. Org. judic., p. 1484. — Témoin, p. 102, 231.
— Traité de paix. V. 28 thermidor an 4.
21 Cass. Compét. crim. 400. — Jugem. 1092-10.
22 Loi. Grains, p. 538.
— Arrêté. Dom. nat., p. 325.
— Cass. Compét. crim. 287; Vol 195-20. — Instr. crim. 341.
23 Loi. Garde champ., p. 267.
24 Loi. Privil. et hyp., p. 31.
— Cass. Interdict. 208-20.
25 Arrêté. Révision 2.
26 Loi. Voiture, p. 998.
— Cass. Appel civ. 146 c., 811, 815. — Jugement 159-80.
27 Arrêté. Douanes 976.
28 Loi. Traité internat., p. 512.
29 Loi. Instr. crim. 698, p. 45.
— Cass. Instr. crim. 433, 661-10; 2805. — Presse-out. 1374-40.
30 Loi. Emigré, p. 456; Trés. publ., p. 1110.

Fructidor.

- 2 Loi. Emigré, p. 456; Notaire, p. 575.
— Arrêté. Monnaie, p. 379.
— Cass. Cassation 63. — Enreg. 5366.
3 Cass. Minist. publ. 97-30.
— Circ. Enreg. 692.
4 Loi. Emigré, p. 456.
— Arrêté. Postes, p. 6.
— Cass. Appel crim. 209. — Instr. crim. 2805.
5 Cass. Cassation 828.
6 Loi. Notaire, p. 575; Patente, p. 48.
— Cass. Compét. crim. 324; 404-10. — Instr. crim. 2843-10.

Fructidor.

- 7 Cass. Appel civ. 336; Deg. de jurid. 532-10 c. — Droit civil 351. — Instr. crim. 3079-40. — Paternité 434.
— Circ. Enreg. 4861.
8 Loi. Amnistie, p. 507.
— Arrêté. Forêts 30; Sol, p. 358.
— Cass. Appel civ. 418 c., 442. — Minist. publ. 154. — Prescript. civ. 686-10.
9 Cass. Louage 23.
10 Loi. Propriété litt., p. 445.
11 Cass. Cassation 396. — Instr. crim. 2551.
12 Arrêté. Huissier 10-10; Notaire, p. 575; Vente publ. meub. 5.
13 Cass. Jugem. par défaut 448.
14 Loi. Culte, p. 683.
— Cass. Cassation 1588.
15 Loi. Culte, p. 683.
— Cass. Industrie 236-30. — Monnaie 59.
16 Arrêté. Industrie, p. 666.
— Cass. Cassation 368; 1147 — Louage à cheptel 82.
17 Loi. Culte, p. 683; Dom. nat., p. 325.
— Cass. Emigré 394-30. — Jugem. 193-30; Témoin 147-30.
— Décis. min. Douanes 36.
18 Loi. Org. milit., p. 1876.
— Cass. Chose jugée 409. — Org. milit. 880.
19 Loi. Culte, p. 683.
— Cass. Appel crim. 322. — Emigré 48-30.
20 Loi. Dom. nat., p. 325.
21 Loi. Emigré, p. 456; Org. judic., p. 1484.
— Arrêté. Org. administr., p. 603; Pétition 18.
— Cass. Comp. crim. 335. — Deg. de jurid. 406-30. — Except. 111-50. — Industrie 236-30. — Jugem. d'av. dire droit 50.
22 Arrêté. Louage emphyt., p. 582.
— Cass. Arbitr. 790. — Contr. de mar. 3685-30. — Louage à cheptel 8.
23 Loi. Dom. nat., p. 325.
— Arrêté. Dom. nat., p. 325.
— Cass. Cassation 1485. — Jugem. par défaut 311-10. — Minist. publ. 300. — Success. 1636-10.
24 Loi. Crimes contre l'Etat, p. 537; Liberté indiv., p. 18.
— Arrêté. Org. marit., p. 1669.
25 Cass. Dénonc. calom. 138.
26 Cass. Cassation 1796 c. — Comp. crim. 76. — Contrav. 473-10.
27 Loi. Org. milit., p. 1876.
— Arrêté. Acte de l'état civil 15 c.
— Cass. Minist. publ. 59-10.
28 Loi. Culte, p. 683.
— Cass. Conciliat. 172 c.
29 Cass. Cassation 1102, 1104 c., 1105 c.; Faux inc. 39-10 c., 48 c.

Jours complémentaires

- 1 Cass. Cassation 409; 826-10. — Instr. im. 1480-10; 2843-10. — Loi. 460-10.
— Circ. Org. marit. 554-170.
2 Cass. Compét. crim. 325; 573-10. — Responsabilité 592.
Loi. Org. milit., p. 1876.
Cass. Deg. de jurid. 235-10. — Disposit. entre vifs 459. — Minist. publ. 160.

AN 5

Vendémiaire.

- 2 Cass. Instr. crim. 2865.
3 Loi. Réquisition 9.
— Cass. Cassation 147; 206. — Instr. crim. 2803-10.
4 Loi. Garde nat., p. 290.
5 Arrêté. Greffier, p. 552; Organ. judic., p. 1484.
6 Arrêté. Passeport, p. 34.
— Cass. Expert. 169. — Oblig. 1866.
7 Loi. Prises marit., p. 918; Trés. publ., p. 1110.

Vendémiaire.

- 7 Cass. Compét. crim. 373-40. — Instr. crim. 2805; 3434; 3435, 3745-10.
8 Arrêté. Emigré, p. 356.
— Cass. Cassation 238. — Emigré 43-20. — Instr. crim. 2593.
9 Cass. Instr. crim. 2805.
12 Cass. Arbitr. 663; 1270. — Deg. de jurid. 440, 441-10. — Jugem. 263-30.
13 Cass. Min. publ. 154. — Paternité 569-50.
14 Cass. Cassation 244; Compét. crim. 678. — Instr. crim. 2486, 2596, 2761; 3745-20.
15 Cass. Jugem. 1076. — Témoin 123-10.
16 Loi. Allié 327; Concession administr. 87; Hospice, p. 61.
— Cass. Instr. crim. 3557-10.
17 Cass. Instr. crim. 2593, 2831, 2843-10, 8430. — Oblig. 4644.
18 Cass. Appel civ. 1164. — Cassation 884, 1869. — Min. publ., 154.
19 Traité de paix. — V. 3 brumaire an 5.
— Cass. Acquisc. 406. — Cassation 84.
21 Loi. Eau, p. 320; Voirie p. eau 505, 517 c.
— Arrêté. Dom. nat., p. 327; Droit civ., p. 34.
— Cass. Instr. crim. 3435. — Jugem. 840-30.
22 Loi. Pension, p. 748.
— Cass. Chose jugée 409-10. — Instr. crim. 2265, 2805; 3843-10, 3883. — Peine 262.
23 Loi. Eau, p. 320; Trés. publ., p. 1110.
— Décr. Matière d'or et d'argent, p. 455.
24 Cass. Deg. de jurid. 440. — Retenue 31.
25 Cass. Appel civ. 913. — Deg. de jur. 440.
26 Arrêté. Trés. publ., p. 1110.
— Cass. Cassation 1168. — Prescript. civ. 824-30.
27 Cass. Instr. crimin. 2173-20, 2598.
28 Loi. Privil. et hyp., p. 31.
— Arrêté. Cassation 19; Chasse 11.
29 Loi. Commune 93.
— Cass. Cassation 239. — Compét. crim. 612-10. — Dénonc. calom. 138. — Instr. crimin. 3739-10.

Brumaire.

- 1 Cass. Appel civ. 728 c. — Industrie 235-50. — Jugem. 323-20. — Org. judic. 147-10, 193-10.
2 Arrêté. Fraix, p. 68; Org. judic., p. 1484.
— Cass. Acte de comm. 136; Commerce 38 c.; Jugem. 954-10. — Appel civ. 190. — Cassation 1098.
3 Loi. Monnaie, p. 379; Traité intern., p. 513.
— Arrêté. Uniforme-costume 25.
— Cass. Exploit 544-10. — Oblig. 1269.
4 Cass. Scellés 155.
5 Loi. Archives 20.
— Cass. Question préjud. 145-10. — Vol 391.
6 Loi. Absent 632, 725 a.; Acquisc. 18.
— Cass. Arbitr. 685. — Cassation 826-70. — Instr. crim. 2530, 3059.
7 Cass. Arbitr. 685. — Comp. crim. 439. — Disposit. entre vifs 544. — Expert 40-10 c.
8 Arrêté. Affiche 66 c.
— Cass. Jugem. 41-40; Instr. par écrit 26. — Minist. publ. 123.
9 Cass. Minist. publ. 154.
10 Loi. Douanes, p. 560.
11 Loi. Org. judic., p. 1484.
— Cass. Appel crim. 268. — Instr. crim. 1414; Témoin 158-60. — Instr. crim. 3594.
12 Cass. Cassation 206. — Instr. crim. 2498, 2852-20. — Mise en jugem. 12-30.

Brumaire.

- 13 Loi. Org. milit., p. 1876.
— Cass. Cassation 2221. — Comp. crim. 373-50, 387, 389.
14 Loi. Cassation 19.
15 Traité de paix. — V. 28 brumaire an 5.
16 Loi. Absence 681a.; Affiche 76 c.; Dom. nat., p. 327; Eau, p. 321; Imp. indir., p. 401; Réquisition 9; Trés. publ., p. 1110; Vente administr. 6, 27 c., 29.
— Arrêté. Loi 155-10.
— Cass. Arbitr. 791, 815, 837.
17 Loi. Imp. dir., p. 238; Trés. publ. 763, p. 1110.
— Cass. Cassation 820. — Instr. crim. 2593.
18 Cass. Instr. crim. 876-30, 904-40.
19 Cass. Cassation 889. — Comp. crim. 591-50.
20 Arrêté. Douanes, p. 561.
21 Code militaire. Evasion, p. 48; Org. milit., p. 1876.
— Arrêté. Mat. d'or et d'argent, p. 455.
— Cass. Cassation 104.
22 Cass. Jugem. 263-30; Jug. par défaut 450-10.
23 Loi. Dom. nat., p. 328.
— Arrêté. Hospice, p. 61.
— Cass. Jugem. 363. — Min. publ. 154. — Minorité 760 c.; Tierce opposit. 79-10, 234 c.
24 Loi. Commune 93.
25 Cass. Comp. crim. 373-50. — Loi 367-10. — Vol 696.
26 Loi. Douanes, p. 561.
— Cass. Cassation 2141-20. — Instr. crim. 3197.
27 Cass. Cassation 1655-60 c.
— Décis. min. Org. marit. 554-10.
28 Loi. Traité internat., p. 513.
— Cass. Arbitr. 789, 881. — Instr. p. écrit 26; Minist. publ. 154.
29 Cass. Appel civ. 1062. — Contr. de mar. 3835. — Deg. de jurid. 440, 441-10, 454-10. — Jugem. 148-10, 979-10.
— Circ. min. Conciliat. 26; Notaire 239.

Frimaire.

- 1 Loi. Dom. nat., p. 328.
— Cass. Instr. crim. 2497.
2 Cass. Instr. crim. 2738.
— Instr. Vente administr. 38. (V. 12 frimaire.)
3 Loi. Douanes, p. 561.
— Cass. Cassat. 1919-20. — Comp. crim. 643; Jugem. 815-20. — Instr. crim. 2865. — Vol 630.
4 Arrêté. Org. judic., p. 1484.
— Cass. Arbitr. 74, 77 c. — Chose jugée 364-10.
5 Cass. Deg. de jurid. 440.
7 Loi. Sec. publ., p. 768; Théâtre, p. 295; Vagabondage, p. 11.
— Arrêté. Droit civil, p. 34.
— Cass. Cassation 244, 1937. — Instr. crim. 2843-10. — Témoin 187.
8 Cass. Appel crim. 311 c. — Cassation 572. — Instr. crim. 2805.
9 Loi. Patente, p. 44.
— Arrêté. Prises marit., p. 918.
— Cass. Presse-out. 791-10.
12 Cass. Cassation 1581.
— Instr. Vente administr. 45.
13 Cass. Prescript. civ. 824-10.
14 Loi. Amnistie, p. 507.
— Cass. Instr. crim. 2593, 2805.
16 Cass. Instr. crim. 2956, 3059; Témoin 124-30. — Instr. crim. 3058, 3059, 3461.
17 Loi. Org. judic., p. 1484.
18 Arrêté. Amnistie, p. 507; Mines 75.
— Cass. Substitution 43-10.
19 Cass. Appel civ. 732. — Jugem. 392.
21 Cass. Crimes contre les personnes 161-10. — Instr. crim. 1283.
22 Cass. Comp. crim. 396-60. — Condamnation 7. — Instr. crim. 3235-30. — Vol 388-50.
23 Cass. Guerre 5. — Instr. crim. 208, 2762, 3493-40.

Frimaire.

- 25 Circ. Comp. crim. 202, 203.
27 Loi. Sec. publ., p. 768.
28 Loi. Greffier, p. 552; Org. judic., p. 1484.
29 Cass. Cassation 451. — Comp. crim. 381-10. — Instr. crim. 2482-10. — Témoin 103-50, 296-20. — Tranquill. publ. 3.
Nivôse.
1 Arrêté. Peine, p. 551.
— Cass. Appel civ. 1152.
2 Loi. Traitement 12.
— Cass. Arbitr. 515, 908 c. — Mandat 58. — Minist. publ. 155-10.
3 Cass. Arbitr. 395, 510. — Cassation 1870-20. — Emigré 403-240. — Enreg. 2324.
— Décis. min. Org. marit. 554.
4 Loi. Religieuse fugitif, p. 78.
— Arrêté. Forêts 81; Passe-port, p. 84; Postes, p. 6; Vol, p. 1107.
— Cass. Cassation 584 c. — Commune 2023. — (V. 4 Ventôse).
5 Loi. Postes, p. 6; Presse-out., p. 397.
— Cass. Comp. administr. 73-70. — Greffier 125 c., 137. — Instr. crim. 2593.
6 Cass. Forêts 881. — Instr. crim. 3635.
— Circ. Consul. 45.
7 Loi. Cassation 19; Dom. eng., p. 190.
— Cass. Chose jugée 321. — Deg. de jurid. 449-20, 468-10.
8 Cass. Appel civ. 672.
12 Décr. Patente, p. 46.
— Cass. Amnistie 52; Tentative 26 c. — Comp. crim. 249-10.
13 Arrêté. Eau, p. 321; Voirie p. eau 47.
— Cass. Cassation 1448-70; Exploit 732-30. — Disciple 213. — Vol 701.
14 Cass. Organ. judic. 148-10. — Vente 1998, 2003-10 c.
15 Arrêté. Place de guerre, p. 935. — Cass. Conciliat. 24. — Deg. de jurid. 440.
16 Arrêté. Peine, p. 551.
— Cass. Minist. publ. 154-30. — Paternité 420, 428-40.
17 Cass. Gendarme 304. — Instr. crim. 653.
19 Arrêté. Voirie p. eau 79-30, 181.
— Cass. Cassation 240. — Complic. 204. — Liberté indiv. 30. — Récusation 5.
21 Cass. Acte de comm. 314.
22 Cass. Deg. de jurid. 440.
23 Cass. Appel civ. 867, 1062.
24 Loi. Douanes, p. 561; Serment, p. 5.
— Cass. Comp. crim. 474-10; Jugem. 750-20. — Jugem. p. défaut 251.
25 Loi. Trés. publ., p. 1110.
— Arrêté. Voirie p. terre 1981.
26 Arrêté. Vol, p. 1107.
— Cass. Comp. crim. 617.
27 Loi. Eau, p. 321.
— Arrêté. Greffe, p. 552; Huissier 10-10; Notaire, p. 575; Peine, p. 551; Vente publ. meub. 5.
— Cass. Arbitr. 658 c. 930.
28 Cass. Arbitr. 1077.
29 Cass. Vente 21-10.
30 Loi. Greffe, p. 552.

Pluviôse.

- 1 Cass. Cassation 2077-10; Instr. crim. 660. — Témoin 184-60. — Tentative 20-40.
2 Arr. Org. judic., p. 1484.
3 Cass. Cassation 584. — Compét. crim. 591-60. — Instr. crim. 2414-10, 3684.
4 Loi. Commune 93; Trés. publ., p. 1110.
— Cass. Arbitr. 71, 78.
5 Loi. Douanes, p. 561.
— Cass. Deg. de jurid. 607-90. — Dépôt 72-40 c., 261.

Pluviôse.

- 6 Cass. Cassation 1911-30. — Commune 1989, 2038. — Deg. de jurid. 228-20. — Dem. nouv. 143-10. — Jugem. 65-10.
7 Cass. Compét. crim. 379. — Instr. crim. 874-10.
8 Cass. Peine 387. — Témoin 375-10. — Vol 238-100.
9 Loi. Patente, p. 46.
— Arrêté. Douanes, p. 561.
— Cass. Instr. crim. 2592-10. — Presse-out. 1373-20.
11 Loi. Org. judic., p. 1484.
— Cass. Cassation 1911; Chose jugée 374-10 c. — Contrat de mariage 3945.
12 Loi. Org. judic., p. 1484; Témoin, p. 102.
— Cass. Jugem. d'av. dire droit 48-30. — Minist. publ. 154, 160.
13 Cass. Cassation 310. — Disposit. entre vifs 1403.
15 Loi. Papier monnaie, p. 3.
16 Loi. Cassation 238; Dom. nat., p. 328; Papier monnaie, p. 3.
— Arrêté. Place de guerre, p. 935.
17 Cass. Arbitr. 75 c. — Conciliat. 46; Privil. et hyp. 1992-10.
18 Loi. Culte, p. 683; Disposit. entre vifs, p. 26; Success., p. 160.
19 Arrêté. Chasse 501.
— Cass. Arbitr. 771, 837. — Conciliat. 20. — Vente publ. d'im. 30.
21 Cass. Tentative 20-40.
22 Loi. Enreg. 25; Trésor public, p. 1110.
— Cass. Chose jugée 518-30.
24 Loi. Cassation 19.
— Cass. Commune 1495, 2127.
— Instr. Bois et charbons 26; Voirie p. eau 199.
25 Loi. Gendarme, p. 456.
— Arrêté. Voirie p. terre 1743.
— Cass. Commune 1576-60, 1971. — Prescript. civ. 884; Vente 499 c.
26 Loi. Dom. nat., p. 328.
27 Cass. Dem. nouv. 220-10.
28 Décr. Banque étrangère, p. 145.
— Cass. Cassation 217. — Vol 750-60.
29 Loi. Hospice, p. 65.
— Cass. Dom. destr. 321. — Ultra petita.
30 Loi. Papier monnaie, p. 3.

Ventôse.

- 1 Arrêté. Emigré, p. 457.
— Traité de paix. — V. 10 flor. an 5.
— Décis. min. Douanes 648.
2 Cass. Jugem. 13-60.
3 Loi. Gendarme, p. 456.
— Cass. Acquisc. 291. — Chose jugée 207-50, 310.
4 Arrêté. Org. milit., p. 1876.
— Cass. Cassation 1253; Chose jugée 409-30.
5 Loi. Trés. publ., p. 1110.
— Cass. Compét. crim. 381-20, 396-20, 617.
6 Loi. Instr. crim., p. 327.
— Cass. Instr. crim. 3745-10. — Vol 388-40.
7 Cass. Compét. crim. 400-30.
8 Arrêté. Culte, p. 683.
— Cass. Acquisc. 850. — Dispositions entre vifs 536.
9 Loi. Postes, p. 7.
— Cass. Arbitr. 789. — Commune 1576-40. — Deg. de jurid. 424; Min. publ., 154. — Jugem. 290-10.
11 Cass. Complic. 209. — Instr. crim. 181-30. — Vol 436-50.
12 Loi. Dom. nat., p. 329.
— Arrêté. Prises marit., p. 918.
— Cass. Cassation 408, 821.
13 Loi. Emigré, p. 456.
— Cass. Compét. crim. 373-30, 397. — Emigré 394-40. — Loi 460.
14 Cass. Arbitr. 909. — Disposit. entre vifs 3120. — Louage à locat. perpét. 4; Propri. féod. 261.

Ventôse.

- 5 Cass. Min. publ. 154, 160.
 6 Arrêté. Loi 155-50.
 17 Loi. Dom. nat., p. 329.
 — Cass. Compét. crim. 654. — Instr. crim. 2984-30, 3684. — Témoin 163-30. — Voirie p. terre 1876-40.
 18 Arrêté. Eau, p. 321.
 — Cass. Instr. crim. 2843-10.
 10 Loi. Dom. nat., p. 329; Hospice, p. 61.
 11 Loi. Emigré, p. 458.
 — Cass. Cassation 86, 1466. — Jugem. 263-30.
 12 Cass. Arrêt. 514.
 13 Arr. Org. judic., p. 1484.
 — Cass. Appel civ. 1347; Disposit. entre vifs 1688.
 14 Loi. Contr. p. corps 17; Instr. crim., p. 327.
 — Cass. Cassation 821. — Complic. 39-30, 173-30.
 15 Loi. Douanes, p. 561; Grains, p. 538.
 — Cass. Cassation 1937-30; Instr. crim. 3023-10. — V. 26 vendém.
 17 Cass. Arrêt. 1221. — Cassation 496, 1645 c. — Commune 1576-20 c., 1985-40; Exploit 193-20.
 18 Cass. Acquisc. 354 c.; Cassation 1874-20; Contrat de mariage 3186-40.
 19 Arrêté. Peine, p. 581.
 20 Arrêté. Nourrice 15; Secours publ., p. 768.

Germinal.

- 1 Cass. Cassation 206.
 2 Arrêté. Cassation 19; Marché, de fourn. 5-80; Trésor public, p. 1110.
 3 Loi. Papier-monnaie, p. 5.
 4 Cass. Appel civ. 1150. — Arrêt. 836; 908. — Cassation 109. — Jugem. par défaut 347-10.
 5 Déc. Archives 18.
 — Cass. Arrêt. 929. — Commune 1954, 2066.
 7 Loi. Gendarmerie, p. 456.
 9 Loi. Dom. nat., p. 329; Imp. indir., p. 401; Octroi, p. 5.
 — Cass. Comp. crim. 373-20.
 10 Loi. Instr. crim., p. 327.
 11 Cass. Vente 204, 364 c.
 12 Arrêté. Fraix, p. 66.
 13 Arrêté. Instr. crim., p. 328; Voirie par terre 1983, p. 188.
 — Cass. Cassation 485, 1588 c.; Paternité 427-10, 428-50, 60. — Quest. préjud. 18, 143-10.
 14 Cass. Faux 27. — Tentative 20-40. — Vol 361-10.
 15 Cass. Vol 696.
 16 Cass. Cassation 1746-10. — Comp. crim. 373-30.
 17 Cass. Arrêt. 508, 557, 1077; Instr. par écrit 26. — Jugem. 66-30.
 18 Cass. Enreg. 5193.
 19 Cass. Arrêt. 518. — Commune 2044.
 21 Loi. Dom. nat., p. 329.
 — Arrêté. États-Unis; Notaire, p. 575.
 22 Loi. Cassation 19; Douanes, p. 561; Trés. publ., p. 1110.
 24 Cass. Arrêt. 898. — Expert. 210.
 — Cass. Arrêt. 837. — Cassation 81-10. — Minist. publ. 154. — Org. judic. 147.
 26 Loi. Pension, p. 748.
 — Cass. Paternité 428-70.
 27 Cass. Instr. crim. 2580-30.
 28 Loi. Vagabondage, p. 11.
 — Cass. Crimes contre les personnes 283-10.
 29 Loi. Org. administr., p. 603.

Floréal.

- 1 Cass. Cassation 1353, 1874-10. — Contr. de mar. 4320. — Prescript. civ. 900-10.
 2 Loi. Douanes, p. 561; Pension, p. 748.
 — Cass. Appel civ. 927. — Chose jugée 40-20. — Dem. nouv. 79-30. — Disp. entre vifs 316.

Floréal.

- 3 Loi. Certif. de résid. 4.
 — Cass. Oblig. 2156-10.
 4 Cass. Comp. crim. 573-20.
 5 Loi. Douanes, p. 561; Enreg. 6061-110.
 6 Arrêté. Gendarmerie, p. 456.
 — Cass. Jugem. 875-10.
 7 Loi. Org. judic., p. 1484.
 — Cass. Appel civ. 1179, 1246 c., 1333. — Arrêt. 340, 359 c., 821 c., 835 c. — Enreg. 4189. — Jugem. 305-10.
 9 Cass. Paternité 428-50, 440.
 10 Loi. Dom. de l'Etat, p. 92; Traité intern., p. 513; Trés. publ., p. 1110.
 12 Cass. Cassation 206. — Témoin 189-60. — Vol 259.
 13 Cass. Jugem. 774, 875-10.
 14 Cass. Arrêt. 788. — Commune 826.
 16 Arr. Conflit 3.
 — Cass. Acquisc. 681.
 17 Cass. Instr. crim. 2482-20.
 18 Arr. Org. judic., p. 1484.
 — Message. Conflit 3.
 19 Cass. Instr. crim. 1482. — V. 9 floréal.
 21 Cass. Appel civ. 360. — Cassation 1147. — Quest. préjudic. 23.
 22 Cass. Acquisc. 358. — Récusation 38-10.
 23 Cass. Cassation 1874-30, 1981.
 24 Cass. Cassation 1919-40.
 25 Loi. Commune 94.
 — Arr. Org. marit., p. 1669.
 — Cass. Comp. crim. 573-30.
 26 Loi. Trés. publ. 1168, p. 1110; Vol 589 s., 632, p. 1107.
 — Cass. Témoin 165.
 27 Cass. Acquisc. 662. — Appel civ. 733 c., 734 c. — Arrêt. 908. — Cassation 1732-10 c. — Conciliat. 15. — Instr. par écrit 27-10.
 28 Cass. Appel civ. 235 c., 236. — Jugem. 799-10.
 29 Cass. Absent 209, 232 c. — Loi 295. — Minist. publ. 154. — Propr. féod. 180-10.

Prairial.

- 2 Loi. Commune 94; Privil. et hyp. 1235.
 — Arrêté. Cassation 2123.
 3 Cass. Loi 358-20.
 4 Cass. Acquisc. 266. — Banquier 33. — Degr. de juridic. 114, 441-10. — Loi 359-30.
 5 Arrêté. Douanes, p. 561; Prises marit., p. 919.
 — Cass. Cassation 1132. — Chose jugée 366. — Dem. nouv. 103-10. — Faux 127. — Propr. féod. 449-10.
 6 Cass. Arrêt. 836, 928.
 8 Cass. Instr. crim. 3388.
 9 Loi. Enreg., p. 34; Hospice, p. 61; Tranquill. publ., p. 635.
 — Cass. Cassation 836-30.
 11 Cass. Acquisc. 258. — Arrêt. 67, 361.
 12 Loi. Org. marit., p. 1669.
 — Cass. Arrêt. 466; Commune 2033. — Degr. de jur. 230. — Min. publ. 154.
 13 Cass. Arrêt. 1053. — Commune 1794. — Disposit. entre vifs 2014, 2505. — Proc. verb. 364.
 17 Cass. Arrêt. 880, 908. — Commune 1988. — Culte 73-30. — Serment 103-20. — Vérific. d'écrit. 30.
 18 Loi. Imp. dir., p. 229.
 — Cass. Appel civ. 1062. — Arrêt. 917. — Commune 1794, 1860, 1861 c. — Degr. de jur. 75.
 19 Cass. Arrêt. 68 c., 70, 930. — Enreg. 2556. — Prescript. civ. 1002.
 20 Cass. Vérif. d'écrit. 30.
 21 Loi. Grains, p. 538.
 — Cass. Dénonciat. calomn. 138. — Instr. crim. 2598, 2726. — Tentative 20-40.
 22 Arrêté. Absence 37; Commune 94.
 — Cass. Cassation 539. — V. 27 prairial. — Instr. crim. 2503-30.

Prairial.

- 23 Cass. Cassation 1473. — Instr. crim. 3000-10. — Témoin 113-10.
 24 Cass. Acquisc. 835. — Arrêt. 395, 506 c., 516 c., 644, 928, 1123 c., 1126.
 25 Cass. Chose jugée 132-10. — Jugem. 61-30.
 26 Cass. Appel civ. 1320. — Commune 2034. — Degr. de jur. 532-20 c. — Minist. publ. 71. — Org. judic., 357-10.
 27 Cass. Instr. crim. 3745-40.
 28 Loi. Trés. publ., p. 1110.
 29 Cass. Complic. 115. — Liberté indiv. 50.

Messidor.

- 4 Cass. Commune 1765-10. — Degr. de jurid. 440.
 2 Cass. Arrêt. 510. — Cassation 753. — Except. 29-30. — Mariage 928. — Propr. féod. 100. — Success. 514.
 3 Cass. Disposit. entre vifs 2448. — Org. milit. 852.
 4 Cass. Appel crim. 170; Désist. 244 c. — Dén. de just. 12-20. — Oblig. 1474-10.
 5 Loi. Papier-monnaie, p. 5.
 6 Loi. Trés. publ., p. 1110.
 — Cass. Cassation 539.
 7 Cass. Cassation 1326; Jugem. 263. — Saisie-arrest 285.
 8 Cass. Comm. 2165.
 9 Loi. Emigré, p. 458.
 — Cass. Appel civ. 1344. — Commune 1765-10.
 10 Loi. Chasse 501; Faux 12-30; Trés. publ., p. 1110.
 11 Loi. Droit civ., p. 34; Tranquill. publ., p. 635.
 12 Cass. Comp. crim. 396-30.
 13 Cass. Commune 1278. — Délit 15-10.
 14 Cass. Paternité 219.
 16 Cass. Arrêt. 875. — Vente 1618.
 17 Arrêté. Org. administr., p. 603.
 — Cass. Comp. crim. 373-10.
 18 Cass. Défense 50 c.
 19 Cass. Instr. crim. 2786-10. — Peine 438.
 21 Arrêté. Trés. publ., p. 1110.
 — Cass. Appel civ. 726. — Commune 1765-10. — Conciliation 37-10. — Surench. 258.
 22 Arrêté. Dom. nat., p. 325; Voirie p. u. r. p. 188.
 — Cass. Commune 2196-10. — Disposit. entre vifs 535 c., 613.
 23 Arrêté. Voirie p. terre 1386 s., p. 188.
 — Cass. Loi 358-10.
 24 Cass. Complic. 192-10. — Dénonc. calomn. 138. — Jugem. 805-10; Obligat. 1474-10.
 25 Loi. Org. instr. publ., p. 1331.
 27 Déc. Abrenouv. 24.
 — Arrêté. Salubrité publ., p. 668.
 — Cass. Arrêt. 59 c., 66 c.; Compét. 36. — Arrêt. 898. — Commune 1575. — Emigré 394-10, 50. — Instr. crim. 1249-30. — Loi 254-10, 20. — Tentative 19-70.
 — Circ. Douanes 233, 584.
 28 Cass. Commune 2021. — Loi 359-10.
 29 Cass. Arrêt. 917, 1212. — Commune 1985-10.
 30 Loi. Org. administr., p. 603.

Thermidor.

- 2 Cass. Cassation 2077-10. — Comp. crim. 215. — Jugem. 799-10.
 3 Cass. Crimes c. les pers. 161-30. — Instr. crim. 1427, 1482, 3745-30.
 4 Cass. Chose jugée 190-10. — Exploit 171-20. — Paternité 18.
 5 Arrêté. Forêts 81.
 — Cass. Cassation 517, 1203. — Commune 1722. — Dépôt 12-10 c., 23 c., 82-10. — Paternité 487-40, 549-60.

Thermidor.

- 6 Cass. Arrêt. 510. — Commune 1765-20, 1794, 2322. — Instr. crim. 3726.
 7 Loi. Associations illicites 10.
 8 Loi. Théâtre, p. 295.
 — Cass. Cassation 1476. — Rébellion 7-10. — Vol 388-30.
 9 Loi. Loi 14; Trésor public, p. 1110.
 11 Cass. Dem. nouv. 37-18.
 12 Cass. Appel civ. 193. — Commune 1794.
 13 Cass. Arrêt. 279, 875. — Cassation 1381. — Degr. de jurid. 486-10.
 14 Cass. Instr. crim. 2499. — Jugem. 785-50.
 15 Cass. Jugem. 777-30. — Procès-verb. 355.
 16 Cass. Instr. crim. 2099-10, 2738.
 17 Loi. Commune 94.
 — Cass. Appel civ. 1304; Jugement 263; Jugement p. défaut 10-10. — Arrêt. 875, 1223. — Cassation 2230. — Commune 1995. — Complic. 223. — Disposit. entre vifs 1542-40. — Jugem. d'av. dire droit 64-30. — Oblig. 2156-20. — Presse-out., 1378-10.
 18 Cass. Acquisc. 487. — Appel civ. 656, 738 c., 735 c. — Commune 1801-40.
 19 Cass. Degr. de jurid. 46; Enreg. 5016 c.
 21 Cass. Quest. préjud. 56-20.
 22 Loi. Grains, p. 538; Trés. publ., p. 1110.
 — Cass. Instr. crim. 3079-10.
 23 Traité de paix. — V. 5 brumaire an 6.
 24 Cass. Instr. p. écrit 39-40.
 25 Loi. Garde nat., p. 290.
 — Cass. Arrêt. 504 c.; Emigré 149. — Surenchère 50.
 26 Cass. Cassation 1165. — Dem. nouv. 119. — Success. 176-20.
 27 Cass. Instr. crim. 367, 1992-30. — Minist. publ. 13. — Récusation 17.
 28 Cass. Cassation 826-30. — Emigré 394-10. — Instr. crim. 3075. — Jugem. 799-10.
 30 Loi. Trés. publ., p. 1110.

Fructidor.

- 4 Cass. Arrêt. 906, 1077; Commune 2029. — Compét. 3. — Jugem. 290-10.
 2 Loi. Dom. nat., p. 329.
 — Cass. Arrêt. 1215. — Cassation 1152. — Mise en jugem. 5-40. — Saisie-arrest 3. — Témoin 389-20.
 — Décis. Douanes 64.
 3 Cass. Degr. de jurid. 448-30. — Minist. publ. 154.
 4 Loi. Org. milit., p. 1876.
 — Cass. Complic. 223. — Huissier 60. — Instr. crim. 1402; Témoin 134-10.
 5 Cass. Instr. crim. 2838-30.
 7 Loi. Culte, p. 684.
 — Cass. Commune 1361. — Instr. crim. 2298.
 8 Loi. Trés. publ. 1128, 1129, p. 1110.
 — Cass. Arrêt. 507, 909 c., 930 c. Forêts 317. — Jugem. 785-60. — Minist. publ. 65-10. — Peine 104-30.
 9 Loi. Dom. nat., p. 330; Papier monnaie, p. 6.
 — Arrêté. Douanes, p. 681; Mines 464.
 — Cass. Arrêt. 917. — Commune 1598. — Instr. crim. 837. — Témoin 253-10.
 10 Loi. Org. judic., p. 1484; Place de guerre, p. 935.
 11 Loi. Trés. publ. 786, 787, p. 1111.
 — Cass. Dén. de justice 12-30. — Loi 480-10. — Témoin 183-30.
 — Décis. Org. marit. 584-10.
 12 Loi. Armes 25; Garde nat., p. 291; Org. marit. 706; p. 1669; Poudres, p. 60.

Fructidor.

- 13 Cass. Complic. 223. — Défense 45. — Instr. crim. 2539. — Tentative 30-40.
 14 Loi. Liberté indiv., p. 18; Papier monnaie, p. 6.
 — Cass. Arrêt. 1310. — Cassation 1652-20.
 15 Loi. Papier monnaie, p. 6.
 16 Cass. Arrêt. 672; 785. — Mariage 805-40.
 17 Cass. Témoin 438-80. — Tentative 19-40.
 18 Cass. Huissier 153. — Instr. crim. 1396. — Loi 478, 482-20.
 19 Loi. Crimes contre l'Etat, p. 537; Culte, p. 684; Emigré, p. 458; Instr. crim., p. 328; Place de guerre, p. 935; Presse-out., p. 397.
 — Cass. Org. milit. 898-40.
 22 Cass. Arrêt. 772, 835, 1087, 1185. — Cassation 1160.
 23 Cass. Success. 179.
 24 Loi. Voirie p. terre 72, p. 188.
 — Cass. Cassation 539. — Instr. crim. 351-10, 2263, 3078.
 25 Loi. Dom. nat., p. 330; Organ. instr. publ., p. 1331; Organ. milit., p. 1876.
 — Arrêté. Loi 155-40.
 — Cass. Instr. crim. 1952. — Peine 245-10.
 26 Loi. Biblioth. 20; Dom. nat., p. 330.
 — Arrêté. Emigré, p. 458.
 — Cass. Complic. 68. — Instr. crim. 1547.
 27 Loi. Poudres, p. 50.
 — Cass. Arrêt. 320, 1077. — Dépôt 71. — Loi 359-10.
 28 Cass. Cassation 1597 c. — Success. 604-20.
 29 Cass. Arrêt. 510; 911.

Jours complémentaires

- 1 Loi. Amnistie, p. 508; Séparat. de corps, p. 889.
 — Cass. Cassation 539.
 2 Cass. Presse-out. 1378. — Procès-verb. 326-30. — Vol 708.
 3 Cass. Commune 1989.
 4 Cass. Cassation 1908-10.

AN 6

Vendémiaire.

- 2 Cass. Peine 483-30. — Prise à partie 67.
 3 Loi. Enreg. 25; Impôt dir., p. 239; Trés. publ., p. 1111.
 4 Loi. Evasion, p. 48; Papier monnaie, p. 6.
 5 Arrêté. Forêts 81; Prises marit., p. 919; Usage 241 c.
 6 Cass. Minist. publ. 154.
 8 Cass. Instr. crim. 3079-30, 2513-10, 2866. — Prescript. crim. 187.
 9 Loi. Dom. nat., p. 331; Enreg. 26, 6061-199; Impôts indir., p. 629; Loterie 10; Postes, p. 7; Presse-out., p. 397; Trés. publ. 109, 278, 407, p. 1111; Voirie p. terre, p. 188; Voirie, p. 998, 1034.
 — Cass. Cassation 206, 532, 567 c.
 10 Loi. Prostitution 7.
 11 Cass. Org. judic. 193-20.
 12 Loi. Cassation 20; Prises marit., p. 919.
 — Cass. Expert 165 c., 167. — Faux 469. — Prescript. civ. 56.
 13 Loi. Enreg. 6061-130.
 14 Arrêté. Notaire, p. 575.
 — Cass. Complic. 168-50.
 17 Loi. Eau 201.
 — Arrêté. Loterie 10. — Exploit 171-10. — Prescript. civ. 686-10.
 18 Loi. Org. mil., p. 1876.
 — Arrêté. Monnaie, p. 379.
 — Cass. Minist. publ. 154. — Prises marit. 186-20.

Vendémiaire.

- 19 Loi. Douanes, p. 562; Sec. publ., p. 766.
- Cass. Disp. entre vifs 559.
- Circ. Enreg. 4795.
- 20 Arrêté. Emigré, p. 458.
- 21 Cass. Compét. crim. 465.
- 22 Décis. min. Org. marit. 554-46.
- 23 Décr. Ser. publ., p. 766.
- Cass. Vol 892.
- 24 Cass. Commune 1766.
- 25 Loi. Org. judic., p. 1486.
- Cass. Deg. de jurid. 441-10.
- 26 Loi. Cassation 30; Prises marit., p. 919.
- Traité. — V. 13 brumaire an 6.
- 27 Arrêté. Postes, p. 7.
- 28 Loi. Passe-port, p. 34.
- Cass. Faux 468, 473-10.
- 29 Cass. Instr. crim. 1281.

Brumaire.

- 1 Cass. Commune 1995, 3072 c., 2086 c.
- 2 Décis. min. Douanes 591-30.
- 3 Arrêté. Enreg. 6061-140; Presse-out., p. 397.
- 4 Loi. Org. colon., p. 1036.
- Arrêté. Culte, p. 684.
- Cass. Instr. crim. 2817-10. — Minist. publ. 395-20.
- Circ. Douanes 193.
- 5 Arrêté. Traité internat., p. 516.
- 6 Cass. Complic. 344.
- 7 Loi. Notaire, p. 575; Patente, p. 46.
- Arrêté. Loterie 10.
- Cass. Acquisc. 350 c.
- Décis. minist. Enreg. 6185.
- 9 Loi. Louage à dom. cong. 4.
- 11 Cass. Cassation 826-30. — Prescript. crim. 187.
- 12 Cass. Complic. 61. — Instr. crim. 3210. — Tentative 19-90.
- 13 Loi. Traité internat., p. 514.
- Cass. Instr. crim. 1019.
- Circ. Enreg. 6185.
- 15 Loi. Org. milit., p. 1876.
- 16 Cass. Arbitr. 345, 658 c. — Loi 45 c.; Minorité 650.
- 17 Cass. Compét. crim. 474-20 c.
- 19 Loi. Matière d'or et d'argent, p. 456; Notaire, p. 575; Procès-verb. 493 s.; Revendeur 2.
- Cass. Instr. crim. 3254-20.
- 22 Loi. Impôts dir., p. 239.
- Arrêté. Dom. de l'Etat, p. 92.
- Cass. Commune 1576-50.
- 23 Arrêté. Presse-out., p. 397.
- Cass. Appel civil 262. — Arbitr. 74. — Min. publ. 160. — Procès-verb. 345.
- 24 Loi. Org. milit., p. 1876.
- Arrêté. Emigré, p. 458.
- Cass. Deg. de jurid. 667-10.
- 26 Loi. Papier monnaie, p. 6; Pension, p. 748.
- Cass. Instr. crim. 2304.
- 27 Arrêté. Affiche 68; Org. judic., p. 1484; Postes, p. 7.
- Cass. Oblig. 2109.
- 28 Loi. Prises marit., p. 919.
- Arrêté. Enreg. 5314; Org. judic., p. 1485.
- Cass. Cassation 376. — Commune 1769 c., 1781, 1795 c.
- 29 Loi. Uniforme-costume 10, 25.

Frimaire.

- 1 Cass. Jour férié 81.
- Circ. Org. marit. 685.
- 2 Cass. Cassation 1498. — Instr. crim. 2291. — Mise en jugem. 12-40.
- 3 Loi. Loterie 10.
- 4 Loi. Org. colon., p. 1036.
- 5 Loi. Culte, p. 684; Postes, p. 7.
- 6 Loi. Dom. de la cour. 13-230.
- 7 Cass. Instr. crim. 366-20. — Jugem. 1097.
- Decis. min. Org. marit. 554-80.
- 8 Loi. Instr. crim., p. 338.
- Cass. Témoin 444.
- 11 Loi. Papier monnaie, p. 6; Pension, p. 748; Place de guerre, p. 935.
- 23 Loi. Org. administr., p. 603; Trésor publ., p. 1111.

Frimaire.

- 15 Arrêté. Presse-out., p. 397.
- Cass. Jugem. 804-20.
- 16 Loi. Corse 2, p. 497; Dom. nat., p. 331; Gendarmerie, p. 456.
- Cass. Exploit 699-10. — Mise en jugem. 12-10.
- 17 Loi. Emigré, p. 458, 459.
- Décr. Emigré, p. 459.
- 18 Cass. Oblig. 2893-30.
- 19 Loi. Emigré, p. 459.
- 21 Cass. Instr. crim. 2794, 2803-20.
- 22 Loi. Trés. publ., p. 1111.
- Arrêté. Commune 95.
- Cass. Appel crim. 323, 366.
- Proclam. Trav. publ., p. 841.
- 23 Cass. Cassation 447. — Instr. crim. 2817-20. — Jugem. 785-50.
- 24 Loi. Dom. nat., p. 331; Office, p. 110; Trés. publ. 407, 432 s., p. 1111.
- Cass. Disp. entre vifs 3420-30.
- 27 Arrêté. Témoin, p. 102.
- Cass. Instr. crim. 2804, 3251-20. — Minist. publ. 13.
- 28 Cass. Instr. crim. 2611-20; Vol 192. — Témoin 504-20.
- 29 Loi. Pension, p. 748.
- Arrêté. Commune 95; Douanes, p. 562.

Nivôse.

- 1 Cass. Enreg. 5643. — Louage emphyt. 12-10.
- 2 Arrêté. Dom. nat., p. 381; Postes, p. 7; Voiture, p. 998.
- Rapport. Vente administr. 371.
- 3 Loi. Voirie p. terre, p. 188; Voiture 81 s.
- Décr. Poids et mes., p. 983.
- Arrêté. Mines 74, 198, p. 618; Sel, p. 858.
- Cass. Vente 169-20.
- Rapport. Vente administr. 195.
- 4 Cass. Cassation 654.
- 5 Cass. Cassation 1344 c.
- 6 Cass. Jugem. 790; Procès-verbal 365-10. — Jugem. 1105-10. — Procès-verbal 351.
- 8 Loi. Trés. publ. 391, 1156 s., 1168, p. 1112.
- Arrêté. Douanes, p. 562.
- Cass. Douanes 892.
- 9 Arrêté. Org. administr., p. 603.
- 11 Cass. Amnistie 82, 95 c. — Cassation 356; Jugem. 342 c. — Domm. destr. 167. — Instr. crim. 2600-10.
- 12 Loi. Douanes, p. 562; Org. colon., p. 1036.
- Cass. Appel crim. 388; Cassation 574.
- 14 Cass. Appel civil 791. — Instr. p. écrit 26.
- 15 Arrêté. Wattingues 15, p. 1356.
- Cass. Cassation 2127 c.; Commune 1126; Règlement de juges 72.
- 16 Loi. Arbitr. 32; Papier monnaie, p. 7; Trés. publ., p. 1112.
- Décr. Société, p. 373.
- 17 Arrêté. Mat. d'or et d'arg. 18.
- Cass. Comp. crim. 249-30.
- Procl. Trés. publ., p. 1112.
- 18 Cass. Instr. crim. 3197.
- 19 Arrêté. Nom. 7.
- Cass. Compét. administr. 37-10 c., 76-20.
- 21 Loi. Org. judic., p. 1485.
- Cass. Deg. de jurid. 467.
- 22 Loi. Emigré, p. 460.
- 23 Arrêté. Dom. de l'Etat, p. 92.
- 24 Loi. Dommage destruct. 154; Monument 5-40.
- Cass. Vol 388-60.
- 25 Cass. Crimes contre les pers. 47-10. — Témoin 135.
- 26 Loi. Dom. nat., p. 331.
- Cass. Amnistie 56. — Appel crim. 309.
- 27 Cass. Commune 2165. — Prêt à intérêts 7.
- 28 Décr. Dom. nat., p. 331.
- 29 Loi. Gendarmerie, p. 456; Prises marit., p. 919; Tentative 23; Vol 488, 538, 633, p. 1107.
- Cass. Contr. de mar. 4343-20; Loi 256 c.

Pluviôse.

- 4 Cass. Cassation 2281. — Évasion 37-10.
- 3 Arrêté. Enreg. 6061-150. Impôts indir., p. 639.
- 7 Cass. Jugem. 815-30.
- 8 Cass. Comp. crim. 396-30. — Emigré 394-60, 70.
- 9 Arrêté. Trav. publ., p. 841.
- Traité. — V. 11 ventôse, an 6.
- Cass. Deg. de jurid. 667-30.
- 10 Traité. — V. 11 ventôse, an 6.
- 13 Loi. Papier-monnaie, p. 8.
- Arrêté. Postes, p. 7.
- 15 Décr. Dom. nat., p. 331.
- Cass. Défense 45. — Vol 388-120.
- 16 Cass. Instr. crim. 924; Témoin 379.
- 17 Arrêté. Org. instr. publ., p. 1331.
- Cass. Disposit. entre vifs 446.
- 18 Loi. Emigré, p. 460.
- Décis. Conflit 66.
- 19 Arrêté. Forêts 81; Org. marit., p. 1669.
- Cass. Propr. féod. 107-10.
- 21 Loi. Impôts dir., p. 242.
- Cass. Comp. crim. 248.
- 22 Décr. Dom. nat., p. 331.
- 23 Loi. Dom. de la cour. 13-230.
- Cass. Instr. crim. 325, 2401-40, 2903; Témoin 536-30, 606. — Instr. crim. 3197.
- 25 Arrêté. Amnistie, p. 508; Emigré, p. 460; Forêts 81.
- 26 Loi. Emigré, p. 460.
- 27 Cass. Cassation 832. — Comp. crim. 363. — Instr. crim. 3197. — Minist. publ. 269.
- Procl. Poids et mes., p. 983.
- 28 Cass. Cassation 453-10; Instr. crim. 124-10, 3197.
- 29 Loi. Postes, p. 7.
- Arrêté. Trés. publ., p. 1112.

Ventôse.

- 1 Loi. Saisie-arrest, p. 489.
- Cass. Compét. civ. trib. de paix. 235.
- 2 Arrêté. Agent diplomat. 4.
- 3 Traité. République cisalpine. — V. 27 ventôse, an 6.
- Cass. Commune 1766.
- 5 Loi. Trés. publ., p. 1112.
- Arrêté. Dom. nat., p. 331.
- Cass. Instr. crim. 2611-50.
- 6 Cass. Enreg. 6136. — Instr. crim. 2618. — Témoin 608-10.
- 8 Arrêté. Douanes, p. 562.
- Cass. Disposit. entre vifs 561 c.; Succès. 3104.
- 9 Arrêté. Douanes, p. 562; Eau, p. 322.
- Cass. Chose jugée 844-20; Loi 39 c. — Minist. publ. 31.
- 11 Loi. Traité internat., p. 514.
- Cass. Instr. crim. 2792. — Prescript. crim. 57.
- 12 Cass. Forfait. 5-10. — Instr. crim. 2852-60, 8434, 3557-20. — Vol 198.
- 13 Cass. Comp. crim. 642. — Emigré 43. — Loi 540.
- 14 Cass. Arbitr. 1213, 1265 c.; Dem. nouv. 140 c.
- 15 Cass. Appel civil 495. — Deg. de jurid. 472. — Vente 379.
- 16 Cass. Commune 1495.
- 17 Cass. Instr. crim. 3253 c.
- 18 Cass. Faux 468. — Jugem. 790.
- 19 Arrêté. Abreuv. 6; Concession administr. 48; Eau, p. 322; Marais 61-40; Voirie p. eau 308.
- 22 Cass. Exploit 139.
- 24 Arrêté. Associat. illic. 10.
- Cass. Crimes contre les pers. 171.
- 25 Arrêté. Poudres, p. 50.
- Cass. Culte 73-20.
- 26 Cass. Droits civ. 279-10. — Instr. crim. 3067. — Loi 460-30. — Témoin 439-50.
- 27 Loi. Prises marit., p. 919; Traité internat., p. 514.
- Cass. Contr. de mar. 4287-10.
- 28 Loi. Org. milit., p. 1876.
- Cass. Oblig. 2193-10. — Prises marit. 40, 105-10.
- 29 Cass. Hospice 408.

Germinal.

- 1 Décis. min. Voirie p. terre 1622.
- 3 Arrêté. Trés. publ., p. 1112.
- 6 Loi. Commune 96.
- 8 Cass. Cassation 376. — Compét. crim. 368-10.
- 9 Loi. Loterie 10.
- Cass. Crimes contre les pers. 35; Tentative 20-50.
- 11 Loi. Culte, p. 684.
- Cass. Péréemption 324.
- 12 Loi. Mat. d'or et d'argent, p. 461.
- Arrêté. Louage à dom. cong. 4; Trés. publ., p. 1112.
- 14 Arrêté. Ere moderne 31; Jour férié 9 c.; Notaire, p. 575; Obligat., p. 12.
- Cass. Défense 83. — Exploit 699-20.
- 15 Loi. Contr. p. corps 18; Gardes du comm. 2; Huissier 10-30; Vol 466.
- Cass. Compét. crim. 35-10.
- 16 Cass. Enreg. 2787. — Instr. crim. 150-70. — Jugem. p. défaut 448, 464.
- 17 Arrêté. Jour férié 9.
- Cass. Cassation 1512.
- 18 Cass. Disp. entre vifs 1990.
- 19 Arrêté. Emigré, p. 461.
- Cass. Enreg. 224. — Faux inc. 106.
- 21 Loi. Enreg. 26.
- Cass. Instr. crim. 2618. — Jugem. 853-10. — Mise en jugem. 12-50.
- Circ. Eau 75, 345.
- 22 Cass. Cassation 158, 760, 797 c. — Tierce opposit. 252. — V. 32.
- 23 Cass. Chose jugée 198-10 c., 259. Culte 72-40. — Jugem. p. défaut 191. — Procès-verb. 610-80; 613. — Témoin 442.
- 24 Loi. Douanes, p. 562; Imp. dir., p. 242.
- Cass. Absent 72.
- 25 Arrêté. Emigré, p. 461.
- Cass. Commune 1766.
- 26 Loi. Attroupem. 9; Corse 2, p. 497; Garde nat., p. 391; Gendarmerie, p. 456; Liberté indiv., p. 18; Passe-port, p. 34; Préséance, p. 369; Prisons 74; Procès-verb. 291 s.; Vagabondage, p. 11.
- Cass. Instr. crim. 2009-20, 3197.

Floréal.

- 1 Cass. Min. publ. 154. — Org. judic. 193-20.
- 2 Loi. Enreg. 6061-160.
- Cass. Cassation 487.
- 3 Cass. Patente 251.
- 4 Loi. Contr. p. corps 19.
- 5 Cass. Faux 468, 473-10. — Instr. crim. 2958.
- 6 Loi. Papier monnaie, p. 9.
- Cass. Appel crim. 354 c. — Vagabondage 43.
- 7 Cass. Expert 189. — Jugem. 263. — Vente 79-10.
- 8 Loi. Effets de comm. 18-40; Papier monnaie, p. 9.
- 9 Loi. Papier monnaie, p. 9.
- Arrêté. Enreg. 6061-170.
- Circ. Org. administr. 317.
- 11 Cass. Instr. crim. 3126, 3613. — Témoin 530.
- 12 Cass. Instr. crim. 2852-40.
- 13 Arrêté. Trés. publ., p. 1112.
- Cass. Appel crim. 388.
- 14 Loi. Trés. publ., p. 1112.
- Cass. Appel civil 195. — Cassation 1203.
- 15 Arrêté. Trés. publ., p. 1113.
- 16 Cass. Propr. féod. 434.
- 17 Décis. Douanes 591-40.
- 18 Cass. Cassation 1927-40; Instr. crim. 2843-10-20, 2954 c. — Faillite 66. — Faux 468, 473-10. Instr. crim. 2599. — Org. judic. 329.
- 19 Arrêté. Impôts indir., p. 629; Trés. publ., p. 1112.
- Cass. Chose jugée 479. — Faux 468.
- 21 Loi. Papier monnaie, p. 9.
- Arrêté. Voirie p. terre, p. 188.
- Cass. V. 31 floréal an 8.
- 22 Loi. Trés. publ., p. 1112.

Floréal.

- 23 Cass. Commune 1765-10.
- 24 Cass. Complic. 338. — Instr. crim. 2835-20. — Presse-out. 1374-20.
- 25 Arrêté. Trés. publ., p. 1113.
- Cass. Instr. crim. 2587-70, 2781 2852-50. — Minist. publ. 224.
- 26 Cass. Instr. crim. 2467.
- 27 Loi. Agent diplom. 4.
- 28 Traité intern., p. 514.

Prairial.

- 1 Cass. Culte 73.
- 2 Loi. Uniforme-costume 10.
- 3 Cass. Enreg. 4027.
- 4 Loi. Prises marit., p. 919.
- Cass. Appel civil 195.
- 5 Loi. Trés. publ., p. 1112.
- Arrêté. Culte, p. 684.
- 7 Cass. Cassation 450. — Presse-out. 692.
- 8 Décr. Dom. nat., p. 332.
- Cass. Org. judic. 562.
- 9 Arrêté. Douanes, p. 562 et 563; Postes, p. 7.
- 10 Circ. Succès. 979.
- 11 Cass. Prises marit. 390.
- 12 Loi. Org. judic., p. 1485.
- Cass. Commune 1766.
- Decis. minist. Org. marit. 554-40.
- 13 Cass. Appel civil 903. — Org. judic. 193-20.
- 15 Arrêté. Mat. d'or et d'argent, p. 461.
- Cass. Instr. crim. 3480-10, 3493-50.
- 16 Cass. Domm. destr. 310.
- 17 Décr. Priv. et hyp., p. 31.
- Cass. Cassation 712.
- 19 Cass. Renvoi 144.
- 21 Loi. Crimes contre l'Etat, p. 307; Org. milit., p. 1876.
- Cass. Complic. 133 c.; 231. — Désistement. 254. — Forfait. 5-20.
- 22 Loi. Org. économ., p. 1236.
- Cass. Instr. crim. 640-20, 3079-10.
- 23 Cass. Compét. crim. 247 c. — Presse-out. 1375-20.
- 24 Cass. Commune 1782.
- 25 Cass. Acquisc. 45 c., 319 c., 807.
- 26 Loi. Papier monnaie, p. 10; Uniforme-costume 25.
- Circ. Douanes 428.
- 27 Cass. Forêts 317. — Instr. crim. 3565, 3611.
- 28 Cass. Instr. crim. 342-10; 3236. — Instr. crim. 2613; Témoin 103-10.
- 29 Loi. Org. milit., p. 1876.

Messidor.

- 1 Arrêté. Douanes 406; Mat. d'or et d'argent, p. 461.
- 2 Loi. Trésor publ., 589, 999-10, p. 1113.
- 4 Loi. Commune 96.
- Cass. Témoin 424.
- 6 Loi. Papier monnaie, p. 10.
- Arrêté. Frais, p. 66; Huissier 10-40; Témoin, p. 103.
- Cass. Cassation 1927-20. — Instr. crim. 2854-20. — Peine 845-20.
- 7 Arrêté. Prises marit., p. 919; Se-lubrité publ., p. 669.
- 8 Cass. Conciliat. 181-20.
- 9 Loi. Papier monnaie, p. 10.
- Arrêté. Poudres, p. 50.
- Cass. Frais 988-10.
- 11 Cass. Commune 1243. — Crimes contre les personnes 47-40. — Culte 72-10. — Instr. crim. 2994-40. — Vol 263.
- 12 Cass. Droit polit. 29. — Instr. crim. 2049-30. — Témoin 158-20.
- 13 Cass. Minist. publ. 269-10. — Vol 848.
- 14 Décis. Org. marit. 318.
- 15 Circ. Enreg. 3959.
- 16 Cass. Peine 608-80-90.
- Circ. Enreg. 5192.
- 17 Loi. Papier monnaie, p. 10.
- Arrêté. Emigré, p. 461.

Messidor.

- 17 Cass. Crimes contre les personnes 35.
18 Loi. Liberté indiv., p. 18.
— Cass. Instr. crim. 1829-10, 3405.
— Témoin 90-40, 133.
21 Cass. Contr. de mar. 3624.
22 Arrêté. Org. marit., p. 1669.
— Cass. Prises marit. 112-30.
24 Cass. Appel crimin. 238 c. — Forfait. 3-30. — Jugem. 788-10.
25 Arrêté. Douanes, p. 563; Prises marit., p. 920.
27 Arrêté. Emigré, p. 461.
28 Cass. Disposit. ent. vifs 2100-10. — Instr. par écrit 45-30. — Minist. publ. 154. — Prises marit. 130-30.
28 Arrêté. Pêche fluv., p. 442.
— Cass. Deg. de jurid. 269-30.
29 Cass. Success. 177.

Thermidor.

- 1 Loi. Requête civ., p. 231; Voirie p. terre, p. 189.
— Cass. Comp. crim. 400-40. — Témoin 439-30.
2 Loi. Papier monnaie, p. 10; Trés. publ., p. 1113.
3 Arrêté. Sucre 1.
— Cass. Vol 922.
— Décision. Forêts 226.
4 Décr. Dom. nat., p. 332.
6 Cass. Louage 88.
7 Décr. Org. judic., p. 1485.
— Cass. Cassation 822. — Culte 72-20.
8 Cass. Comp. crim. 35-30. — Instr. crim. 351-20.
10 Cass. Evasion 37-30 et 40.
11 Cass. Instr. p. écrit 39-10. — Prises marit. 52-40.
13 Arrêté. Prises marit., p. 920; Trés. publ., p. 1113.
— Circ. Voirie p. terre 1978.
14 Loi. Org. administr., p. 603.
— Cass. Cassation 586.
15 Cass. Cassation 453-20. — Instr. crim. 2588-10, 2592-20.
16 Cass. Appel crim. 371. — Comp. crim. 515. — Enreg. 4871. — Evasion 37-20.
— Circ. Commune 357.
17 Loi. Enreg. 5965; Jour férié 9; Ordre entre créanciers 636.
18 Arrêté. Emigré, p. 461.
— Cass. Prises marit. 50.
19 Cass. Jugem. d'av. dire droit 58-60.
— Circ. Eau 91.
— Instr. Concess. administr. 43 c.; Voirie p. eau 210.
21 Cass. Instr. crim. 3557-30.
22 Cass. Culte 72-40. — Deg. de jurid. 281-10. — Instr. crim. 2486.
24 Cass. Enreg. 6296.
27 Loi. Papier monnaie, p. 11.
28 Cass. Chose jugée 505. — Exploit 766.
29 Loi. Traitement 46; Uniforme-coutume 10, 35.
— Cass. Instr. crim. 2852-20, 3492-40.

Fructidor.

- 1 Cass. Effets de comm. 283.
2 Cass. Org. judic. 193-20.
3 Arrêté. Gendarmerie, p. 465.
— Cass. Prises marit. 166-30.
4 Loi. Org. marit., p. 1669.
— Traité. V. 33 fructidor an 6.
— Cass. Instr. crimin. 410, 566.
— Témoin 124-70.
5 Arrêté. Corse 3, p. 497; Douanes, p. 563; Loterie 10; Org. marit., p. 1669; Voirie par terre, p. 189.
— Cass. Témoin 248-10.
6 Cass. Appel crim. 238 c. — Complic. 112. — Procès-verb. 351.
7 Arrêté. Org. milit., p. 1876; Postes, p. 7; Prisons, p. 987.
8 Arrêté. Marché de four. 5-60, 36; Org. milit., p. 1876.
— Cass. Appel civ. 967.
9 Loi. Presse-out., p. 397.
— Arrêté. Org. marit., p. 1669.

Fructidor.

- 11 Cass. Culte 72-10. — Instr. crim. 1478. — Prises marit., 105-10, 107-30, 136-20. — Témoin 504-70. — Vol 388-110.
12 Cass. Disposit. entre vifs 1325.
13 Loi. Acte de l'état civ. 15 c.; Jour férié 9.
— Cass. Instr. crim. 2045, 2504, 2889. — Obligat. 2191-10. — Presse-out. 1388-10.
14 Loi. Pension, p. 748.
15 Arrêté. Gendarmerie, p. 465; Org. milit., p. 1876; Trésor publ., p. 1113.
— Cass. Prise à partie 32.
17 Loi. Impôts dir., p. 242; Trésor publ., p. 1113.
19 Loi. Faux 8; Org. milit., p. 1876.
— Cass. Instr. crim. 2069-10, 2847-10, 3430.
21 Loi. Trés. publ., p. 1113.
— Cass. Huissier 160. — Obligat. 1136. — Prises marit., 110-30, 283. — Success. 604-60.
22 Cass. Prises marit. 112-50.
23 Loi. Ere moderne 33; Obligat. p. 12; Traité internat., p. 514, 580.
— Cass. Prises marit. 113-10.
26 Loi. Hospices, p. 62; Secours publiques, p. 767; Télégr., p. 37; Trés. publ., p. 1113.
27 Loi. Org. milit., p. 1876.
— Cass. Prises marit. 132. — Enreg. 5325.
29 Loi. Cassation 20; Dom. nat., p. 332; Minist. publ., p. 5.
— Cass. Obligat. 2636-10.

Jours complémentaires

- 4 Arrêté. Sceaux, p. 701.

AN 7**Vendémiaire.**

- 2 Arrêté. Notaire, p. 575.
— Cass. Commune 1083, 121, 1345.
— Dénonc. calom. 9 c. — Exploit 193-30; Jugem. p. défaut 3. — Procès-verb. 119. — V. 2 vendémiaire an 8.
3 Arrêté. Hospices, p. 62; Médecine, p. 538.
— Cass. Instr. crim. 1208-60. — Témoin. faux 87-30. — Témoin 435-30, 443. — Vol 308-10.
4 Cass. Oblig. 228.
5 Arrêté. Postes, p. 8; Traitement 12.
— Cass. Deg. de jur. 269-30. — Disposit. entre vifs 927. — Prises marit. 167-30.
6 Cass. Conciliat. 146. — Prises marit. 85-20.
— Circ. Droit marit. 74.
7 Arrêté. Trés. publ., p. 1113; Voirie p. terre, p. 189.
— Cass. Chose jugée 502; Complic. 49 c. 59-20 c. — Compét. crim. 402; Défense 18; Instr. crim. 881-20 c. — Faux 487. — Témoin 442-10, 504-80.
8 Cass. Faux 468 c., 472. — Instr. crim. 2568, 2609-10; Vol 538-40.
9 Cass. Cassation 2142 c., 2152. — Instr. crim. 2832. — Peine 104-20; Preuve 89-20 c.
11 Cass. Commissionn. 111; Société 781 c. — Deg. de jurid. 269-20. — Minist. publ. 127.
12 Cass. Effets de comm. 16-30.
13 Arrêté. Voirie p. terre, p. 189.
14 Cass. Instr. crim. 2838-30.
15 Cass. Bigame 24. — Instr. crim. 3404-20, 3421 c. — Presse-out. 1373. — Témoin 123-10, 360.
16 Cass. Cassation 1765-70 c.; Vol 891. — Instr. crim. 2683.
17 Arrêté. Brevet d'invention 14.
18 Cass. Enreg. 3036. — Org. judic. 193-20.
19 Cass. Jugem. 276-10. — Paternité, 423, 598-10. — Témoin 435-30.
— Circ. Enreg. 5189.

Vendémiaire.

- 20 Loi. Traitement 46.
21 Cass. Crimes contre les pers. 47-10; Instr. crim. 2618-10. — Instr. crim. 1308. — Jugem. 783. — Témoin 463.
22 Cass. Appel crim. 389 c.; Cassation 1205; Douanes 944-40 c., 948. — Cassation 1203 c., 1204; Douanes 876 c.; Procès-verb. 364 c. — Instr. crim. 454. — Peine 838. — Procès-verb. 351. — Vol 305-80.
23 Cass. Crimes contre les pers. 47-20; Instr. crim. 2028-20, 2609-30, 2683. — Tentative 21-20.
24 Cass. Commune 2026; Obligat. 4497 c. — Contr. de mar. 998; Frais 39. — Contr. de mar. 1360 c. — Impôts dir. 609.
25 Arrêté. Douanes, p. 563.
— Cass. Cassation 2054.
26 Loi. Dom. nat., p. 332; Enreg. 26, 2616 s., 3288.
— Arrêté. Agent diplom. 199.
— Cass. Acte de comm. 308. — Disposit. entre vifs 681. — Minorité 752-10. — Prises marit. 88-20.
27 Loi. Octroi, p. 5.
— Arrêté. Emigré, p. 462.
— Cass. Complic. 172-20; Instr. crim. 2805. — Faux 469. — Instr. crim. 1814-10, 1828-10.
28 Loi. Pension, p. 748; Trés. publ., p. 1113.
— Cass. Crimes contre les pers. 25; Instr. crim. 2683. — Exploit 766. — Fonct. publ. 66; Org. judic. 229 c. — Instr. crim. 2851.
29 Arrêté. Octroi, p. 5.
— Cass. Instr. crim. 2346. — Peine 113-10. — Vol 537 c., 538-30 c. 532 c.

Brumaire.

- 1 Loi. Boucher 76; Bourse de comm. 105; Huissier 10-50; Notaire, p. 576; Patente, p. 46.
— Arrêté. Douanes, p. 563.
— Cass. Prises marit. 112-30, 254.
3 Loi. Trés. publ., p. 1113.
— Arrêté. Octroi, p. 5.
— Cass. Dem. nouv. 39. — Org. judic. 193-20.
4 Cass. Commune 2044-30. — Instr. crim. 3142-10, 3480-10, 3498-10. — Jugem. 783; Peine 82-90. — Tentative 25. — Vol 486-30.
5 Arrêté. Cautionn. de fonct. 11; Loterie 10.
— Cass. Instr. crim. 2503-20.
6 Cass. Désistement 331; Instr. crim. 130-10, 223 c.; Jugem. p. défaut 441. — Frais 1027-10. — Instr. crim. 958-20. — Jugem. 743, 1076. — Presse-out. 1373.
7 Loi. Impôts dir., p. 242.
— Arrêté. Prises marit., p. 920.
— Cass. Douanes 965-10. — Enreg. 2725, 4210. — Prises marit. 189-20.
8 Cass. Commune 2674, 2705 c.; Loi 460-10 c. — Faux inc. 5. — Org. judic. 187. — Prises marit. 219-10.
9 Arrêté. Prisons, p. 987; Voirie p. terre, p. 189.
— Cass. Enreg. 3437. — Jugem. 738-90.
11 Loi. Biens 201; Dom. nat., p. 332; Ordre entre créanciers 15, 293 s.; Privil. et hypoth., p. 31, 33; Scellés, p. 705; Vente publ. d'imme., p. 550.
— Cass. Complic. 234-10; Vol 488-30. — Enreg. 4987, 5026 c. — Instr. crim. 2540 c., 3753-20.
12 Loi. Trés. publ., p. 1113.
— Cass. Cassation 64, 624-20. — Complic. 234-10. — Instr. crim. 1208.
13 Loi. Agent d'aff. 33; Allié 117, 179, 220; App. civ. 300; Bois et charbons 34; Bourse de commerce 112; Enreg. 6062; Huissier 10-60; Impôts indir., p. 430; Passe-port, p. 34; Pétition 19, 20; Trés. publ. 1117; Voirie p. terre 2093.

Brumaire.

- 13 Cass. Forfait. 62-10; Instr. crim. 2463-20.
14 Loi. Voirie p. terre, p. 189.
— Arrêté. Commune 98.
16 Cass. Loi 359-10.
17 Cass. Contrav. 211 c.; Droit rural 213; Loi 514-10 c. — Frais 968. — Procès-verb. 351.
18 Cass. Comp. crim. 369-10.
19 Cass. Bigame 24; Témoin 435-30. — Faux 410. — Jour férié 59.
21 Cass. Appel civ. 583 c., 1053; Deg. de jurid. 88 c. — Appel civ. 787; Péremption 20 c. — Enreg. 5233. — Oblig. 2444.
22 Loi. Impôts indir., p. 605.
— Arrêté. Gendarmerie, p. 465.
— Cass. Jugem. 839-10. — Patente 63-10.
23 Cass. Cassation 1634 c. — Chose jugée 366-30. — Commune 2006.
24 Loi. Loi 146.
— Arrêté. Prises marit., p. 920.
— Cass. Cassation 147, 395. — Désist. 237 c. — Instr. crim. 2298, 2803, 3506-20. — Prises marit. 110-10.
25 Cass. Défense 69; Instr. crim. 958-20. — Douanes 961.
26 Cass. Douanes 1017-30 c.; Procès-verb. 329. — Instr. crim. 958-20, 1561. — Vol 65-30.
27 Loi. Dom. nat., p. 332; Trés. publ., p. 1113.
— Arrêté. Hospice, p. 62; Poids et mes., p. 983.
— Cass. Acquisesc. 334. — Emigré 117. — Prises marit. 103-30.
28 Loi. Arbitr. 34.
29 Loi. Vol 488, p. 1107.
— Prises marit. 73-20 c., 140-10.

Frimaire.

- 1 Lettre. Interdict. 258.
2 Cass. Cassation 1651-70; Prises marit. 167-30. — Instr. crim. 2487-10.
3 Loi. Impôts dir., p. 242; Marais 7; Mines, p. 618; Org. colon. 135-40; Trésor public 868; Voirie par terre 794, 833, 879, 1273, 1534, 1643, p. 189.
— Cass. Compét. crim. 430. — Instr. crim. 1205-30, 2437-30, 2770, 2831, 2836-10.
4 Loi. Impôts dir., p. 247.
— Décr. Enreg. 1163.
5 Arrêté. Enregistr. 26; Pension, p. 748; Priv. et hypoth., p. 33; Trés. publ., p. 1113.
— Cass. Enreg. 5652. — Success. 192.
6 Loi. Eau, p. 322; Louage administr. 2 c.; Voirie par eau, p. 721.
— Cass. Commune 1794. — Compét. comm. 135. — Impôts dir. 610-10. — Prises marit. 50.
7 Loi. Trés. publ., p. 1113.
— Cass. Amnistie 78. — Frais 976-10, 1025. — Instr. crim. 975, 1396.
8 Cass. Faux 469. — Peine 412-10. — Vol 65-30.
9 Loi. Emigré, p. 462; Trés. publ. 407, p. 1113.
— Arrêté. Postes, p. 8.
— Cass. Complic. 167-30, 174-20. — Faux inc. 296-30. — Tentative 20-70, 32-10.
11 Loi. Garde champêtre, p. 267; Garde nat., p. 291; Octroi, p. 5; Org. administr. 266-30, 769, p. 603; Org. instr. publ., p. 1331; Org. judic., p. 1485; Organ. marit., p. 1669; Peine, p. 551; Prisons, p. 987; Trav. publ., p. 841; Trésor public, p. 1113; Voirie p. eau 525; Voirie p. terre 1579 s., 1612 s., 1706, 1846, p. 189.
— Arrêté. Emigré, p. 462.
— Cass. Disposit. entre vifs 2282; Responsabilité 428-40 c. — Prises marit. 69-30, 113-10, 191 c.
12 Cass. Acte de l'état civ. 315.

Frimaire.

- 13 Cass. Prises marit. 167-20. — Priv. et hyp. 2173-20.
14 Cass. Instr. crim. 2487-20.
15 Cass. Cassation 241; Compét. crim. 678. — Instr. crim. 1365; Témoin 435-30. — Instr. crim. 1867.
16 Cass. Cassation 2203-20. — Douanes 985.
17 Cass. Douanes 961-10. — Effets de comm. 700. — Prises marit. 76-10.
— Décr. Vente publ. meubles 54.
18 Cass. Arbitr. 348, 1077 c. — Jugem. 58-20. — Prises marit. 279-20.
19 Loi. Patente, p. 48; Poste, p. 8; Voiture 371, 432.
— Cass. Commissionn. 422. — Prises marit. 130-10.
20 Cass. V. 12 frimaire.
21 Loi. Absence 310 c.; Appel civ. 299; Archives 72; Enreg. 28; Faux 8; Frais, p. 66; Huissier 10-70; Notaire, p. 576; Obligat., p. 12; Ordre entre créanc. 75, 78, 79, 467, 1172, 1178, 1220, 1350; Passe-port, p. 34; Priv. et hyp. 512, 1281 s.; Procès-verb. 161, 689; Répertoire, p. 216; Serment, p. 5; Transcript. hypoth. 161, 689; Trés. publ. 796-90, 1117.
— Cass. Instr. crim. 2609-10; Vol 65-30, 538-40. — Instr. crim. 3413-10.
23 Cass. Cassation 578. — Crimes contre les personnes 175-10. — Frais 1047-20; Jour férié 109 c.; Loi 153-30. — Instr. crim. 883; Jugem. 839-10. — Instr. crim. 2486. — Jugem. p. défaut 460-10.
24 Cass. Org. judic. 193-20.
25 Loi. Vol. p. 1107.
— Arrêté. Dom. de l'Etat, p. 92.
— Cass. Prises marit. 93-30, 116-30, 118 c., 154 c.
26 Loi. Mat. d'or et d'arg., p. 462; Trés. publ., p. 1113.
27 Arrêté. Mat. d'or et d'argent, p. 462.
— Cass. Crimes contre les personnes 25-30. — Instr. crim. 1405, 2965; Témoin, 608-20.
28 Cass. Commune, 635. — Compét. crim. 59, 269, 280-60, 412. — Minist. publ. 65-50. — V. an 8.
29 Décr. Octroi, p. 6.
— Cass. Commune 1113. — Compét. crim. 90-50 c.; Exploit 289. — Crimes contre les pers. 35, 47-10; Vol 65-30. — Forêts 1157.

Nivôse.

- 1 Cass. Deg. de jurid. 219-10. — Dem. nouv. 201.
2 Loi. Douanes, p. 563.
— Cass. Appel. civ. 209 c., 303 c. — Arbitr. 513. — Instr. par écrit 26; Jugem. 58-20, 738-90.
3 Loi. Impôts dir., p. 247; Traitement, p. 13; Trésor public, p. 1113.
— Arrêté. Bois et charbons 144.
— Cass. Arbitr. 911.
4 Loi. Dom. nat., p. 333.
— Cass. Cassation 1269; Jugem. p. défaut 484. — Evasion 37-30. — Faux inc. 296-10.
5 Arrêté. Oblig., p. 12; Trés. publ., p. 1113.
— Cass. Chose jugée 408. — Compét. crim. 612-20; Instr. crim. 498, 3014; Témoin 241-30, 252-30. — Jour férié 58.
6 Cass. Appel crim. 317. — Cassation 1921. — Instr. crim. 293, 2952. — Jour férié 64-20. — Jugem. 766. — Org. judic. 710. — Témoin 638 20.
7 Loi. Huissier 10-80.
— Cass. Appel civ. 1062. — Chose jugée 294; Effets de comm. 321, 560, 617. — Séparat. de corps 465-10-20. — V. 27 nivôse.

Nivôse.

- 8 Loi. Très. publ. 1138.
- Cass. Cassation 2152. — Enreg. 2921. — Prise à partie 13.
- 9 Cass. Prises marit. 126-10.
- 11 Cass. Acquiesc. 881 c.; Instr. crim. 639-20, 1828-20. — Cassation 578. — Instr. crim. 1447, 2344; Témoin 244-20. — Jour férié 92. — Témoin 439-10.
- 12 Cass. Instr. crim. 3048. — Jugem. 41-60, 193-20.
- 13 Cass. Compét. crim. 35-30. — Frais 976-10; Jour férié 107. — Instr. crim. 1814-10, 1828-10, 2215. — Témoin 132-20.
- 14 Cass. Action poss. 312. — Instr. p. écrit 26.
- 15 Cass. Cassation 1261.
- 16 Cass. Commune 1797.
- 17 Cass. Appel crim. 310; Récusation 172. — Cassation 539, 654. — Deg. de jurid. 22, 472. — Jour férié 64-10, 83-30, 93, 109. — Jugem. 839-10, 1076. — Mise en jugem. 9-10.
- 18 Cass. Procès-verb. 351. — Témoin 103-30. — Vente 1574-20.
- 19 Loi. Emigré 462.
- Cass. Forfait. 62. — Frais 976-10; Jour férié 83-10, 107 c.; Peine 104-140. — Instr. crim. 652-20.
- 22 Cass. Commune 1990, 2088 c. — Jugem. p. défaut 43-20; Oblig. 2035.
- 23 Cass. Acquiesc. 474 c.; Chose jugée 215-90; Papier monnaie 35. — Louage 356 c.; Louage, emphyt. 7; Prop. féod. 264 c. — Prises marit. 275-10.
- 24 Loi. Papier monnaie, p. 12.
- Cass. Compét. crim. 224; Témoin 548. — Evasion 56. — Instr. crim. 512-10, 1034, 2305-30. — Jour férié 93. — Prises marit. 55-10.
- 25 Cass. Compét. administ. 11, 12. — Complic. 244. — Instr. crim. 1622, 2798-40. — Jour férié 94.
- 26 Cass. Cassation 354 c. — Défense 69. — Douanes 961. — Instr. crim. 963, 2454-20. — Jugem. p. défaut 460-10. — Minist. publ. 63-10.
- 27 Décr. Acte de l'état civ. 15 c. — Arrêté. Gendarme, p. 463; Très. publ., p. 1113.
- Cass. Priv. et hypoth. 2173-10.
- 28 Cass. Prises marit. 90-20, 92-10. — Success. 1786.
- 29 Arrêté. Impôts dir., p. 249; Octroi, p. 6.
- Cass. Org. judic. 504.

Pluviôse.

- 1 Cass. Crimes contre les pers. 17, 25, 47-30, 86-20. — Instr. crim. 498. — Presse-out. 1314. — Vol 65-30.
- 3 Cass. Instr. crim. 1585, 2853-10. — Oblig. 4734 c.; Vente 1509. — Tentative 24; Vol 488-10. — Voirie p. eau 296.
- 4 Cass. Prises marit. 43-10, 74-20, 113-30, 114 c. — V. 16 Pluv.
- 5 Cass. Enreg. 2995. — Prises marit. 69-10, 80-20, 86, 120.
- 6 Cass. Chose jugée 292. — Disposit. entre vifs 524. — Minist. publ. 154-40.
- Lettre. Org. marit. 554.
- 7 Cass. Témoin 468.
- 8 Cass. Instr. crim. 2808.
- 9 Cass. Cassation 1927-70. — Douanes 427. — Témoin 123-30. — Tentative 16, 19-20.
- Solut. Enreg. 3833.
- 11 Cass. Disposit. entre vifs 3074-10. — Lettre. Octroi, p. 54.
- 12 Cass. Prises marit. 406.
- 13 Cass. Arbitr. 507. — Jugem. 148-30. — Oblig. 1658.
- 14 Cass. Cassation 546, 571 c. — Culte 73. — Droit rur. 208. — Instr. crim. 2486, 3726, 3746.
- 15 Cass. Crimes contre les pers. 86-20. — Délit 15-40. — Instr. crim. 1447, 2854-10, 3746. — Jour 89-10, 100. — Jugem. 1071-20.

Pluviôse.

- 16 Cass. Cassation 451. — Domicile 80. — Instr. crim. 1189-20. — Témoin 433-10.
- 17 Cass. Enreg. 3497. — Prises marit. 69-40 c., 84 c., 95.
- 18 Cass. Oblig. 2323.
- 19 Cass. Commune 1596. — Prop. féod. 452-20.
- 21 Cass. Instr. crim. 1480.
- 22 Loi. Enreg. 29; Notaire, p. 576; Vente publ. de march. neuves, p. 992; Vente publ. meub. 5 c.
- Arrêté. Droit civ., p. 34.
- Cass. Cassation 93. — Complic. 234-20. — Prises marit. 52-30. — Voirie p. terre 1125-10.
- 23 Cass. Cassation 1919-50. — Instr. crim. 2853-20. — Mise en jugem. 12-60.
- 24 Cass. Cassation 2006. — Org. judic. 149-10.
- 26 Cass. Prises marit. 80-10.
- Décis. Enreg. 695, 5325.
- 27 Arrêté. Prises marit., p. 920.
- Cass. Instr. crim. 1447, 2497, 2688. — Presse-out. 1151. — Vol 304-20. — V. an 9.
- 28 Loi. Gendarme, p. 465. — Défense 69; Instr. crim. 958-20. — Prises marit. 90-10.
- 29 Loi. Monnaie, p. 379.
- Cass. Prescript. crim. 34-30. — Procès-verbal 310, 319. — Vol 65-30.

Ventôse.

- 1 Cass. Culte 511. — Enreg. 2950. — Interrog. s. faits et art. 42-10.
- Décis. Enreg. 5053.
- 2 Cass. Arbitr. 908; Commune 2065. — Enreg. 137-10. — Prises maritimes 55-10.
- Circ. Enreg. 2936.
- 3 Cass. Arbitr. 788. — Cassation 1908-20. — Enreg. 691, 695, 4915. — Vol 205-10.
- 4 Cass. Cassation 486, 539; Emigré 110-10. — Défense 18. — Instr. crim. 1447, 3506-30. — Tentative 24. — Jour férié 108, 109.
- 5 Cass. Cassation 1368 c.; Compét. crim. 462 c.; Forêts 503 c. — Compét. crim. 522; Instr. crim. 981; Vol 918. — Jugement 777-10, 804-10. — Procès-verb. 310, 319, 343 c.
- 6 Cass. Cassation 451, 1928. — Crimes contre les personnes 25-20 c.; Instr. crim. 2490-10, 2821, 3403.
- Décis. Enreg. 5325.
- 7 Arrêté. Loterie 10.
- Cass. Cassation 1148; Exploit 30, 145-10. — Instr. crim. 961. — Success. 582.
- 8 Loi. Org. judic., p. 1485.
- Cass. Arbitr. 1224.
- 9 Loi. Org. judic., p. 1485.
- Cass. Douanes 816-60.
- 11 Cass. Cassation 1927-20. — Enreg. 5051. — Jugem. p. défaut 492. — Témoin 183-10, 480. — Tentative 19-80, 21-20.
- 12 Cass. Faux 473-20; Instr. crim. 1287. — Faux 485. — Instr. crim. 1446, 1447 c., 3449-10, 3503 c. — Témoin 439-50.
- Décis. Enreg. 6152; Obligat. 3707.
- 13 Cass. Appel crim. 211, 271. — Compét. crim. 603; Instr. crim. 3763. — Défense 108 c.; Vol 746.
- 14 Loi. Dom. engag., p. 190; Maires 7.
- Cass. Loi 128-30. — Prises marit. 30-20, 169. — Prop. féod. 287.
- 18 Loi. Impôts dir., p. 249.
- Cass. Compét. administ. 76-10 c.; Compét. crim. 641. — Instr. crim. 1427.
- 19 Arrêté. Concess. administ. 48. — Cass. Instr. crim. 2348-40.

Ventôse.

- 21 Loi. Enreg. 5850, 5911; Législation 6-10; Privil. et hypoth. 2819, p. 33.
- Cass. Paternité 16.
- 22 Loi. Cassation 21.
- Cass. Conciliation 91-10. — Enreg. 2515.
- 23 Arrêté. Culte, p. 684.
- Cass. Prises marit. 20-30. — Instr. Voirie p. eau 630.
- 24 Cass. Compét. crim. 36. — Jour férié 109. — Procès-verb. 351. — Témoin 536. — Vol 68-30.
- 25 Cass. Cassation 2082; Instr. crim. 3758-10. — Complic. 155. — Crimes c. les personnes 36. — Témoin 435-30. — V. 5 ventôse.
- 26 Arrêté. Droit civ., p. 34; Postes, p. 8.
- Cass. Cassation 2141-10. — Crimes cont. les personnes 46-10. — Instr. crim. 2847-20.
- 27 Arrêté. Monument 5-30.
- 28 Cass. Loi 152-30, 154, 482-40 c.; Prises marit. 57.

Germinal.

- 2 Loi. Nat. d'or et d'argent, p. 482.
- 4 Lettre. Voirie p. terre 568.
- 7 Cass. Cassation 890. — Crimes contre les pers. 51-40, 64; Défense 111 c.; Témoin 259, 271. — Instr. crim. 1427, 1447.
- 8 Cass. Cassation 217. — Procès-verb. 823-10, 351.
- 9 Cass. Compét. crim. 603. — Instr. crim. 885, 1447, 2488.
- 10 Décis. Vente publ. de meubles 84.
- 11 Cass. Cassation 277. — Commune 1398-10. — Deg. de jurid. 423 c., 473-30; Org. judic. 191-10.
- 13 Arrêté. Biblioth. 38; Louage à dom. cong. 4.
- 14 Cass. Instr. crim. 3522-10. — Loi 128-10-20 c., 145-10 c. — Peine 416. — Réglem. adm. 144-10. — Vol 888-30.
- 15 Cass. Chose jugée 168-10.
- 16 Cass. Appel civ. 1381. — Enreg. 5897. — Instr. crim. 876; Jour férié 98. — Instr. crim. 1396, 1488; Témoin 296-10. — Instr. crim. 2609-40, 3623-10. — Témoin 547. — Vol 65-30, 149.
- 17 Loi. Priv. et hypoth., p. 33.
- 18 Loi. Frais et dépens, p. 66; Priv. et hypoth. 873 s.
- Arrêté. Prises marit., p. 920.
- Cass. Succession 166.
- 19 Loi. Frais, p. 66.
- Cass. Droit marit. 801 c.; Papier monnaie 84. — Prises marit. 52-30, 94, 120 c., 156.
- Procl. Poids et mes., p. 983.
- 20 Cass. Cassation 361.
- 21 Cass. Chose jugée 403, 464. — Forêts 1191. — Instr. crim. 2988-10. — Vol 65-30.
- 22 Cass. Crimes contre les pers. 47-40. — Instr. crim. 1487, 2238-10; Témoin 123-20. — Voirie p. terre 2279-20.
- 23 Cass. Instr. crim. 876, 1447, 1622, 2265.
- 24 Cass. Prises marit. 192.
- Décis. Priv. et hypoth. 1468.
- 25 Cass. Compét. adm. 103-20; Enreg. 2055. — Instr. par écrit 26.
- 26 Cass. Prop. féod. 75.
- Décis. Enreg. 4861.
- 27 Loi. Greffier, p. 552.
- Cass. Instr. crim. 878, 1427. — Jugem. 1076.
- 28 Loi. Secours publ., p. 767.
- Cass. Délit 19 c.; Rébellion 4-20. — Instr. crim. 3841-10, 3493-10. — Témoin 436-40.
- 29 Cass. Cassation 2141-20; Instr. crim. 342-30, 1396, 1427. — Vol 65-30.
- Délit. Enreg. 5414-10.

Floréal.

- 1 Cass. Loi 146-10. — Prises marit. 168-10.
- 2 Cass. Acquiesc. 381 c.; Appel civ. 920. — Prises maritimes 74-30 c., 98, 100.
- Lettre. Org. marit. 554-30.
- 3 Cass. Cassation 1316. — Prises maritimes 69-20; 169.
- Délit. Vente publ. meubles 67.
- 4 Cass. Cassation 145 s., 189, 1202 c. — Défense 83. — Instr. crim. 654-20, 2612, 2769; Vol 65-30. — Jour férié 91.
- 5 Cass. Compét. crim. 36; Instr. crim. 1427, 1796-10, 2238.
- 6 Loi. Très. publ., p. 1118.
- Cass. Amnistie 54. — Jour férié 91. — Jugem. par défaut 492. — Jugement 738-90, 800-90, 1076. — Vol 65-30.
- 9 Loi. Affiche 62 c.; Douanes, p. 563; Enreg. 4962; Faux 274; Procès-verb. 300 s.; Surc.
- Décr. Vol 148.
- Cass. Commune 1765-20. — Disposit. entre vifs 434-10.
- 11 Cass. Jour férié 93.
- 12 Cass. Compét. crim. 641. — Instr. crim. 652-30, 2805.
- 13 Arrêté. Atroupement 9; Garde nat., p. 291.
- 14 Cass. Enreg. 4584.
- 15 Cass. Appel civ. 736 c.
- 16 Loi. Dom. nat., p. 333.
- Cass. Compét. administ. 121.
- Décis. Enreg. 5935.
- 17 Loi. Acte 25; Monnaie, p. 879; Notaire, p. 576; Trésor publ., p. 1113.
- Cass. Faux 68. — Instr. crim. 876, 1446. — Jour férié 93.
- Procl. Traité internat., p. 614.
- 18 Cass. Avocat 363. — Chose jugée 509. — Défense 45; Instr. crim. 1967; Vol 65-30. — Instr. crim. 1499. — Jugem. 1032-20. — Peine 273, 307 c.
- Manif. Traité internat., p. 514.
- 19 Arrêté. Acte de l'état civ. 16.
- Cass. Instr. crim. 1298-10, 2684. — Témoin 435-10.
- Lettre. Consul 44.
- 21 Cass. Compét. administ. 103-30.
- 22 Loi. Pension, p. 748; Saisie-arrest, p. 488; Traité internat., p. 514; Trésor publ. 1145, 1147, 1156 s., 1164, 1165, p. 1113.
- Cass. Prises marit. 78-20 c., 81-20.
- Décis. Enreg. 1445.
- 23 Arrêté. Garde nat., p. 294.
- Cass. Prises marit. 107-10-20.
- 24 Cass. Cassation 133. — Instr. crim. 2763. — Jugem. 774.
- 25 Cass. Cassation 2211; Instr. crim. 1203-30 c. — Douanes 840. — Instr. crim. 3533-10.
- 26 Cass. Cassation 891, 2190 c.; Instr. crim. 3406. — Garde nat., 475-10. — Jugement par défaut 460-20. — Presse-out. 1254-30.
- 27 Loi. Traitement 35; Très. publ., p. 1113.
- Cass. Interdiction 16, 879.
- 28 Loi. Certif. de propr. 2 s., 10 s., 22 s.; Notaire, p. 576; Trésor publ. 1120, 1136, 1156, 1172 c., 1194, 1203, 1222 s., 1230, 1286, p. 1113.
- Cass. Prises marit. 125-30, 220.
- 29 Arrêté. Eaux min., p. 503.
- Cass. Caution. 79 c.; Chose jugée 168-70 c. — Prises marit. 189-10. — Success. 2351.

Prairial.

- 1 Arrêté. Postes, p. 9; Voiture 408.
- Cass. Instr. crim. 1447, 1482. — Jugem. 772.
- 2 Loi. Papier-monnaie, p. 12; Vente 24.
- Cass. Cassation 1746-40. — Comp. crim. 880-30. — Instr. crim. 1963-20, 3997.
- Circ. Oblig. 3707.

Prairial.

- 3 Arrêté. Culte, p. 684; Pension, p. 748; Traitement 18.
- Cass. Instr. crim. 1447.
- 4 Cass. Cassation 934. — Org. judic. 240.
- 5 Cass. Prises marit. 279-10. — Vente 162-30.
- 6 Loi. Douanes, p. 563; Enreg. 29, 6063-10; Impôts dir., p. 249, 250; Matières d'or et d'argent, p. 482; Org. marit. 676; Peine, p. 551; Presse-out. 298; Voiture 241, 270.
- 7 Loi. Traitement 13.
- Cass. Comp. crim. 504; Jugem. 1094-10. — Instr. crim. 995 c. — Jour férié 41; Peine 667-30.
- Circ. Enreg. 5925; Privil. et hypoth. 1455.
- 8 Cass. Cassation 133 c. — Chose jugée 277. — Instr. crim. 903-10. — Voirie p. terre 1127. — Instr. crim. 2310. — Témoin 184-10, 142-10. — Jour férié 93. — Vol 488-40.
- 9 Loi. Impôts indir., p. 605.
- Arrêté. Voirie p. terre, p. 189.
- Cass. Cassation 1928. — Douanes 961-20. — Instr. crim. 1620-40. — Témoin 115-10, 436-10, 438-60. — Vol 65-30, 308-30.
- Cons. des prises. Droitmarit. 1292.
- 11 Loi. Douanes 943.
- Cass. Rente viagère 69.
- 12 Décision. Douanes 408.
- 14 Cass. Appel crim. 268. — Cassation 1934; Instr. crim. 1267. — Cassation 2141-30. — Comp. crim. 685. — Défense 48. — Instr. crim. 2798-30. — Presse-out. 1371. — Témoin 252-20. — Tentative 19-50.
- Circ. Enreg. 5863, 5870, 5871.
- Décision. Enreg. 3028.
- 15 Cass. Jour férié 69.
- 16 Arrêté. Matières d'or et d'argent, p. 482.
- Cass. Défense 45. — Douanes 215-30. — Exploit 697-19, 744-10 c. — Instr. crim. 1427. — Jugem. 766. — Procès-verb. 851.
- 17 Arrêté. Douanes, p. 563; Garde nat., p. 294; Grains, p. 833.
- Cass. Appel civ. 823 c., 1148.
- Instr. Voirie p. eau 549.
- 18 Cass. Jugem. 163-60 c.; Minist. publ. 91-10; Success. 1066. — Loi 153-30.
- 19 Cass. Cassation 1569-10; Caution. 203; Enreg. 1390 c.; Obligat. 1443 c. — Contr. de mar. 4339. — Jugem. 653.
- 21 Loi. Greffe, p. 552; Org. judic., p. 1485.
- Cass. Cassation 826-40. — Chose jugée 408-30. — Délit de just. 13-30. — Instr. crim. 2437-19, 2486, 2769. — Jugem. 804-10. — Réglem. administ. 124. — Vol 65-30.
- 22 Loi. Enreg. 5852; Ordre 1174.
- Cass. Forêts 617, 619 c.
- 23 Loi. Greffe, p. 552; Org. judic., p. 1485.
- Cass. Instr. crim. 1427. — Nat. d'or et d'argent 175. — Témoin 296-10.
- 24 Loi. Vente 26.
- 27 Cass. Complic. 101. — Instr. crim. 1828-30.
- 29 Décision. Enreg. 4475, 4476.

Messidor.

- 1 Cass. Délai 43; Douanes 939, 944-30 c. — Loi 460. — Presse-outage 1400-30.
- 2 Loi. Impôts dir., p. 290; Ville de Paris 33 c.
- 3 Cass. Contr. p. corps 391.
- 4 Loi. Impôts dir., p. 259.
- Cass. Appel civ. 903. — Frais 986-10. — Instr. crim. 876, 908-10, 1427.
- 6 Loi. Enreg. 5912; Priv. et hypoth. p. 33; Très. publ., p. 1114.
- Cass. Chose jugée 409. — Faux 68. — Peine 102-10. — Prescript. crim. 228.

Messidor.

- 6 Délib. Enreg. 6048.
 7 Cass. Chose jugée 283-10. — Droit civ. 310-30.
 — Circ. Douanes 60.
 8 Loi. Emigré, p. 463.
 — Cass. Prises marit. 134.
 9 Cass. Douanes 170. — Loi 148-10 c. — Prises marit. 98, 109-10.
 10 Loi. Impôts dir., p. 239; Trés. publ. 257, p. 1114.
 11 Loi. Org. marit., p. 1669.
 — Arrêté. Emigré, p. 463.
 — Cass. Instr. crim. 958-20, 2486, 3048; Tentative 19-10. — Jugem. 738-90. — Voirie p. terre 1892-10.
 12 Cass. Instr. crim. 1427, 3024 c. — Témoin 407.
 13 Cass. Douanes 1016. — Instr. crim. 1427. — Tentative 24. — Tierce opposit. 812.
 14 Arrêté. Artiste 2.
 — Cass. Cassation 68; Obligation 2306-30. — Deg. de jurid. 594-10; Loi 127-10.
 15 Loi. Hospice, p. 62.
 — Arrêté. Org. mil., p. 1876; Place de guerre, p. 935.
 — Cass. Prises marit. 112-10.
 — Circ. Enreg. 3023.
 17 Loi. Emigré, p. 464.
 — Cass. Cassation 849; Jugem. 783 c. — Chose jugée 409. — Enreg. 6359. — Instr. crim. 1427. — Peine 104-10. — Témoin 103-10, 484. — Tentative 24. Vol 488-20.
 18 Loi. Dom. nat., p. 833; Louage emphyt., p. 582.
 — Cass. Cassation 244 c. — Compét. crim. 678, 689. — Complic. 159-10. — Instr. crim. 1547. — Jour férié 109; Peine 104-10. — Mat. d'or et d'argent 128-10. — Peine 359-10. — Circ. Raux min. 35.
 19 Cass. Chose jugée 409, 554 c., 589; Peine 338. — Droit rural 308. — Tentative 19-30. — Vol 605.
 21 Cass. Douanes 193 c. 208 c. 231. — Org. judic. 504. — Prises marit. 148-10, 275-20.
 22 Arrêté. Agent diplom. 4; Consuls 48; Droit civ., p. 35.
 — Cass. Instr. crim. 200-10; Oblig. 4433-30 c.; Quest. préjudic. 19-10, 20.
 23 Loi. Trés. publ., p. 1114.
 24 Loi. Crimes c. l'Etat, p. 538; Lib. indiv., p. 18; Tranquill. publ., p. 635.
 — Cass. Cassation 412. — Contumace 92. — Faux 469. — Instr. crim. 958-20; Jugem. p. défaut 460-30.
 25 Arrêté. Poudres, p. 50.
 — Cass. Cassation 412. — Instr. crim. 875; Jugem. 748-80, 1058-10. — Témoin 440-70, 469-10, 608-30.
 26 Cass. Enreg. 5828.
 — Selut. Enreg. 1162.
 27 Cass. Huissier 160. — Loi 152-30. — Succès. 271-10.
 28 Cass. Cassation 1715-20. — Compét. administr. 189. — Contr. p. corps 391. — Succès. 166.
 — Procl. Poids et mes., p. 983.
 29 Cass. Huissier 147. — Poudre 35.

Thermidor.

- 1 Loi. Traitement 36; Trés. publ., p. 1114.
 — Arrêté. Vidange 79.
 — Cass. Instr. crim. 1189-10, 1447, 1622. — Témoin 104.
 2 Cass. Faux 468, 469. — Instr. crim. 660, 1941. — Jour férié 107.
 3 Cass. Régim. administr. 124.
 4 Cass. Commune 2221. — Enreg. 4617. — Prises marit. 85-10.
 5 Cass. Tierce opposit. 218.
 7 Cass. Compét. crim. 641. — Crimes contre les pers. 86-10. — Dem. nouv. 104-10. — Instr. crim. 1427. — Vol 65-30.

Thermidor.

- 11 Cass. Cassation 68; Jugement 955-10. — Prises maritimes 53.
 — Procl. Poids et mesures, p. 983.
 12 Loi. Serment, p. 5.
 — Décr. Armes, p. 245; Prisons, p. 987.
 — Cass. Commune 2687 c., 2772. — Contr. de mariage 3390-10. — Prises marit. 50.
 13 Loi. Cassation 21.
 — Cass. Action possess. 532 c.; Chose jugée 165. — Appel civil 1148. — Vol 538-20.
 14 Ord. Voie publ. 5-70.
 — Cass. Appel crim. 309; Dénonc. calomn. 132, 138 c., 149 c., Culte 73-50. — Instr. crim. 1737, 2079-30, 2265. — Org. judic. 255. — Tentative 19-60.
 15 Cass. Compét. crim. 449. — Instr. crim. 1447. — Jugem. 738-90.
 16 Loi. Douanes, p. 563; Emigré, p. 464.
 — Cass. Domm. destr. 263 c.; Droit rural 209. — Instr. crim. 905; Jour férié 107. — Instr. crim. 1982, 8025-30. — Témoin 466.
 17 Cass. Disposit. entre vifs 1370. — Enreg. 934. — Forêts 1058.
 18 Loi. Enreg. 30.
 — Cass. Enreg. 4398. — Prises marit. 147.
 19 Loi. Réquisition 9; Trés. publ., p. 1114.
 — Cass. Enreg. 2558. — Obligation 2200. — Succès. 1014-20.
 21 Cass. Chose jugée 493. — Instr. crim. 883, 1427, 3094. — Jour férié 104.
 22 Cass. Contumace 29, 40. — Instr. crim. 2173-30, 3387-10, 3403.
 23 Cass. Vol 538-10.
 24 Cass. Prises marit. 69-40 c., 111.
 26 Loi. Liberté indiv., p. 18.
 — Cass. Domicile élu 107; Prises marit. 26, 166-10, 219-10.
 27 Arrêté. Org. marit. 735, p. 1669.
 — Cass. Cassation 2109.
 28 Cass. Instr. crim. 729, 1448, 1622. — Témoin 123-10 c., 164-30, 495-10.
 29 Cass. Compét. crim. 603. — Instr. crim. 2852. — Vol 65-30.

Fructidor.

- 1 Arrêté. Forêts 81; Poudres, p. 50.
 — Cass. Exploit 145-40.
 2 Décision. Enreg. 5869.
 3 Cass. Vente 24.
 4 Cass. Chose jugée 409. — Instr. crim. 454, 1993-10, 3740. — Propr. litt. 477.
 5 Cass. Expert. 400. — Huissier 34. — Instr. crim. 2684. — Jour férié 88. — Témoin 90-70 c., 477. — Vol 65-30.
 6 Loi. Trés. publ. 1114.
 — Cass. Jour férié 58, 83-30, 107; Vol 588-10. — Témoin 147.
 7 Cass. Témoin 99-30.
 — Trib. de l'Ardeche. Disposit. entre vifs 108.
 8 Cass. Arbitr. 910. — Exploit 145-40.
 9 Loi. Emigré, p. 465.
 11 Cass. Instr. crim. 1427, 1447. — Jugem. 778. — Tentative 17-30.
 12 Cass. Faux 469. — Jour férié 31.
 — Mariage 794-10. — Minist. publ. 63-10.
 13 Cass. Appel crim. 211, 212. — Jugem. p. défaut 432-60. — Témoin 103-30.
 14 Cass. Propr. féod. 155, 190-10 c.
 16 Cass. Contr. de mar. 229; Disposit. entre vifs 2324 c.
 — Décis. Impôt 53-10, 20.
 17 Cass. Crimes contre les pers. 47-10. — Faux 976-30. — Instr. crim. 1427, 2684. — Tentative 24. — Vol 360.
 19 Cass. Cassation 244 c. — Comp. crim. 678, 683. — Instr. crim. 660, 2489-20.
 21 Loi. Enreg. p. 103.
 — Cass. Jugem. 148-30.

Fructidor.

- 23 Cass. Appel civ. 880. — Jugem. 226-10.
 23 Loi. Gendarme, p. 485; Org. marit., p. 1669; Org. milit., p. 1876.
 — Arrêté. Pension, p. 748; Trés. publ., p. 1114.
 — Cass. Vente publ. de meubles 60-10.
 24 Cass. Jour férié 109. — Témoin 608-40.
 25 Cass. Amnistie 107. — Cassation 1748-30. — Crimes contre les pers. 175-20. — Instr. crim. 234, 384, 1283, 1427. — Jour férié 107.
 — Lettre. Org. marit. 490.
 26 Cass. Exploit 780. — Instr. crim. 660. — Org. judic. 504. — Presse-out. 1388-30. — Renvoi 133. — Témoin 123-30.
 27 Loi. Trés. publ., p. 1114.
 — Cass. Conciliat. 198; Frais 938 c. — Exploit 145-40. — Org. judic. 147-30.
 28 Loi. Pension, p. 748; Traitement 19.
 — Cass. Minorité 542-30. — Prises marit. 239-20.
 29 Cass. Prises marit. 168-20, 179.

Jours complémentaires.

- 4 Loi. Org. milit., p. 1876; Postes, p. 10.

AN 8

Vendémiaire.

- 2 Loi. Octroi, p. 6; Trésor public, p. 1114.
 — Cass. Faux 68. — Instr. crim. 660; 1632, 1817; Témoin 435-30. — Procès-verb. 39-30.
 3 Cass. Chose jugée 409.
 4 Cass. Cassation 1801. — Douanes 934-10.
 5 Cass. Prises marit. 52-10.
 6 Loi. Hospice, p. 62; Secours publ., p. 767.
 — Cass. Douanes 159, 424; Peine 838; Procès-verb. 18, 319, 366-10 c. — Prises maritimes 70-20.
 7 Arrêté. Org. marit., p. 1669.
 8 Cass. Cassation 539; Instr. crim. 1427. — Crimes contre les personnes 51-30. — Faux 68. — Instr. crim. 659-30, 1447.
 8 Cass. Arbitr. 1067 c., 1093. — Complic. 45-30, 48 c., 49 c., 71 c.; Instr. crim. 1049; Témoin 435-30. — Mariage 685.
 9 Cass. Cassation 541. — Complic. 234-10. — Instr. crim. 3312. — Mat. d'or et d'argent 130; Procès-verb. 504. — Mat. d'or et d'argent 151-30. — Peine 483-40. — Témoin 433-10, 438-20.
 11 Cass. Douanes 617.
 12 Loi. Marché de fourn. 5-90; Trés. publ. 798, 983, 992-30, p. 1114.
 — Cass. Impôts dir. 594-10. — Prises marit. 91.
 14 Cass. Degr. de jurid. 66; Dem. nouv. 25-40. — Faux 174-90; Fonct. publ. 47-40 c. — Témoin 90-30; Tentative 21-30. — Vol 65-30.
 16 Cass. Amnistie 52. — Cassation 403, 563, 2198; Dén. de justice 12-40 c. — Instr. crim. 1427, 2613.
 — Décis. Impôts 53-10-20.
 — Lettre. Interdict. 258.
 17 Arrêté. Uniforme-coutume 37.
 — Cass. Commune 2738; Degr. de jurid. 594-10 c. — Instr. par écrit 26.
 18 Cass. Jugem. 790.
 19 Arrêté. Passeport, p. 34.
 — Cass. Jugem. d'av. dire droit 64-30. — Prises marit. 71-30. — Circ. Enreg. 8299.

Vendémiaire.

- 21 Cass. Cassation 2110 c.; Instr. crim. 1801, 1814-20. — Garde nat. 477-30. — Instr. crim. 694, 1449, 1622. — Mat. d'or et d'argent 130, 151-30; Procès-verb. 504. — Témoin 198.
 23 Cass. Exces de pouvoir 10. — Fonct. publ. 47-40 c. — Instr. crim. 879-10. — Témoin 445-30.
 23 Cass. Dén. de justice, 13-20; Instr. crim. 2609-90, 3412. — Disposit. entre vifs 302. — Instr. crim. 1208, 1408, 1907, 1938. — Témoin faux 55.
 24 Cass. Appel civ. 741; Domicile élu 116 c. — Paternité 439. — Prises marit. 107-10.
 — Circ. Douanes 117.
 26 Loi. Org. marit., p. 1669.
 — Arrêté. Monnaie, p. 379.
 — Cass. Commune 1579-10. — Degr. de jurid. 403-30, 603-10. — Exploit 168; Forêts 533 c. — Jugem. 51-40.
 27 Cass. Culte 12-60. — Défense 45-70. — Jour férié 93.
 28 Cass. Commune 748. — Jour férié 93, 107. — Jugement d'av. dire droit 93-10.
 29 Cass. Cassation 411. — Dépôt 60-40. — Instr. crim. 1613, 2851; Vol 198.

Brumaire.

- 1 Cass. Compét. administr. 112-20. — Enreg. 5960.
 2 Loi. Exprop. publ. 8; Forêts 803; Voirie p. terre, p. 189.
 — Décr. Droit constit., p. 312.
 — Cass. Disposit. entre vifs 3603-20, 4876-20; Prises marit. 70-20, 93-40.
 3 Cass. Chose jugée 360 c.; Compét. administr. 72-20 c.; Défense 183 c.; Jugem. 159-10, 402. — Effets de comm. 17-30. — Peine 82-90.
 4 Cass. Cassation 382. — Chose jugée 93-30. — Contumace 29. — Instr. crim. 1189-20, 1446, 2686, 2751, 2831.
 5 Cass. Acquis. 891; Appel crim. 130 c.; Douanes 942 c.
 6 Cass. Chose jugée 409. — Instr. crim. 1283, 1414, 2323-10; Témoin 435-30. — Instr. crim. 3043. — Témoin 134-60.
 7 Cass. Douanes 932 c.; Procès-verb. 333-90. — Douanes 941.
 8 Cass. Mariage 953; Obligation 2988-30 c. — Prises marit. 73-10.
 9 Loi. Patente, p. 48.
 — Cass. Oblig. 3050-10.
 11 Arrêté. Dom. nat., p. 124; Postes, p. 10.
 — Cass. Cassation 576. — Dénonc. calomn. 134. — Instr. crim. 2488. — Voirie p. terre 1123-20.
 12 Cass. Commune 956. — Instr. crim. 1427, 1907, 3005. — Jugem. 197-10. — Vol 259, 588.
 13 Cass. Instr. crim. 1613. — Témoin 509-20.
 14 Arrêté. Org. marit., p. 1669.
 — Cass. Arbitr. 321 c.
 16 Cass. Chose jugée 318 c.; Succès. 175.
 — Décis. Enreg. 371.
 17 Cass. Instr. crim. 640-20, 1285, 1447, 2498-20. — Prescript. crim. 200.
 18 Cass. Cassation 578, 1965. — Compét. crim. 184-10. — Instr. crim. 1447. V. 24 brumaire. — Jour férié 90, 95.
 19 Loi. Loi 15; Lois codifiées, p. 323.
 — Cass. Appel crim. 231. — Cassation 578. — Droit rural 209. — Instr. crim. 389, 383.
 20 Arrêté. Tranquill. publ. 45.
 21 Loi. Liberté indiv., p. 18; Tranquill. publ., p. 635.
 — Cass. Vol 65-30, 304-40.
 — Délib. Enreg. 1251, 1809.
 22 Cass. Cassation 1358, 1601, 1602. — Douanes 158 c., 178, 926 c.; Procès-verb. 845 c.

Brumaire.

- 24 Arrêté. Trés. publ., p. 1114.
 — Cass. Appel civ. 685. — Cassation 693. — Droit rural 218. — Instr. crim. 2609-30, 2631, 3048. — Vol 767-10.
 25 Loi. Instr. crim., p. 328; Org. judic. 700 s., p. 1435; Serment, p. 5.
 — Cass. Instr. crim. 1427, 1613. — Jour férié 89-10, 109. — V. 24 brumaire.
 26 Cass. Appel crim. 336; Cassation 453-30. — Compét. crim. 641. — Défense 108. — Instr. crim. 1687, 2826. — Témoin 103-30, 536. — Vol 917.
 27 Loi. Impôts dir., p. 239; Réquisition 9; Trés. publ., p. 1114.
 — Cass. Cassation 1158.
 28 Cass. Chose jugée 366-40. — Témoin 578-10. — V. frimaire.

Frimaire.

- 1 Cass. Cassation 355; Commune 1897 c. — Instr. crim. 1287. — Jour férié 95.
 2 Cass. Crimes contre les pers. 47-40. — Douanes 1016. — Forfait 5-50. — Instr. crim. 1547. — Jugem. 738-90.
 3 Loi. Impôts dir., p. 260; Trés. publ., p. 1114.
 — Cass. Défense 160. — Dem. nouv. 103-10. — Jour férié 107.
 4 Cass. Effets de comm. 17-40. — Jugem. 153.
 5 Cass. Arbitr. 1100 c., 1319. — Soellés 181. — Vol 292.
 6 Loi. Imp. dir. 260; Trés. publ. 305, p. 1114.
 — Cass. Appel civ. 1333. — Huissier 157. — Mandat 172. — Nantissement 296-10. — Prop. féod. 74.
 7 Cass. Défense 59. — Prescript. crim. 127.
 8 Loi. Traitement 46.
 — Arrêté. Culte, p. 684.
 — Cass. Cassation 208. — Exploit 766. — Instr. crim. 1208, 1396, 1547. — Jour férié 95. — Procès-verb. 576.
 9 Circ. Enreg. 4871, 4911, 5332.
 — Solution. Enreg. 791.
 11 Loi. Dom. nat., p. 334; Impôts dir., p. 260.
 — Cass. Appel civ. 205.
 — Circ. Enreg. 4916.
 12 Arrêté. Secours publ., p. 767.
 — Cass. Interdict. 217-10. — Paternité 416.
 13 Loi. March. de fourn. 5-110; Trés. publ. 391, 795, 967, 985, 992-30, p. 1114.
 14 Cass. Instr. crim. 1427, 1632. — Serment 204.
 15 Cass. Cassation 1122. — Comp. crim. 624. — Disposit. entre vifs 560. — Instr. crim. 1283, 2836-20, 2854-30. — Jugem. 804-10. — Vol 65-30.
 16 Loi. Commune 102; Dom. nat., p. 334; Trés. publ., p. 1113; Ville de Paris, p. 144.
 — Cass. Instr. crim. 1622. — Mandat 17-10. — Minist. publ. 272-10.
 17 Cass. Enreg. 1708, 5427 c. — Impôts dir. 594-20. — Prises marit. 263-10.
 18 Arrêté. Trés. publ., p. 1115.
 — Cass. Disposit. entre vifs 268. — Droit civ. 607.
 — Avis Cons. d'Etat. Comp. crim. 120.
 19 Loi. Crimes contre l'Etat, p. 539; Octroi, p. 6; Org. judic., p. 1435; Poids et mes., p. 983; Privil. et hypoth., p. 35.
 — Arrêté. Org. marit., p. 1669.
 — Cass. Douanes 941. — Eau 563-10.
 21 Cass. Instr. crim. 1447.
 22 Constit. Agent diplomat. 4; Arbitr. 35; Assoc. ill. 11; Cons. d'Etat, p. 179; Droit constit., p. 813; Liberté indiv., p. 18; Lois 13, 144; Mise en jugem. 20 s.; Ordres civ. et milit. 105; Org. administr. 122; Org. colon., p. 1626; Org. de l'Algérie 810 s.; Org. instr. publ.,

Frimaire.

- p. 1332.; Org. judic. 452, p. 1485; Org. milit., p. 1876; Pétition 6; Renvoi 63 s.; Traité internat., p. 514; Traitem. 47, 49; Trés. publ. 439, p. 1115.
- Loi. Evasion, p. 49.
- 23 Loi. Dom. nat., p. 334; Droit const., p. 314; Lois 16; Poste, p. 10; Prises marit., p. 920; Trés. publ., p. 1115.
- Cass. Appel crim. 337, 356 c. — Instr. crim. 2684. — Success. 515.
- 24 Arrêté. Droit const., p. 314; Lois 16; Trés. publ., p. 1115. — Cass. Commune 2145, 2726. — Disposit. entre vifs 484.
- 25 Loi. Mines, p. 618; Org. milit., p. 1876; Postes, p. 10; Vol 489, 539, 865, p. 1107.
- Cass. Contr. de mar. 3410-20. — Impôts dir. 512.
- 26 Loi. Enreg. 30.
- Cass. Enreg. 5626. — Exploit 145-40.
- 27 Loi. Octroi 102, 111, 192 s., 209, 226, 373, 399, 400, p. 6; Postes, p. 10.
- Cass. Frais 966-20. — Instr. crim. 269, 1449; Jour férie 66; Prescript. crim. 147.
- 28 Cass. Cassation 91. — Comp. crim. 185 c., 313. — Deni de just. 12-50. — Instr. crim. 3623-30. — Org. milit. 828-20. — Témoin 578-10.
- Décision. Enreg. 3542.
- 29 Loi. Instr. crim., p. 45.
- Arrêté. Prises marit., p. 920.
- Cass. Instr. crim. 2853-40. — Vol 921.
- 30 Loi. Mines, p. 618.

Nivôse.

- 1 Cass. Commune 1100, 2013 c., 2048 c. — Degr. de jurid. 395. — Jugem. d'av. dire droit 32-10; Jugem. par défaut 43-30 c.
- 2 Cass. Enreg. 4116. — Matière sommaire 48.
- Circ. Enreg. 3360.
- 3 Loi. Dom. nat., p. 334; Droit const., p. 315; Uniforme-costume 12, 22, 23, 24, 25, 26, 29.
- Decr. Dom. de l'Etat, p. 92.
- Cass. Except. 548; Loi 152-40 c. — Instr. par écrit 120.
- Lettre. Org. marit. 551-30.
- 4 Arrêté. Armes 30; Ordres civils et milit. 105.
- Cass. Instr. crim. 1402, 1454. — Substitution 158-10.
- Avis Cons. d'Etat. Emigré, p. 465; Loi 542.
- 5 Cass. Instr. crim. 1613. — Liberté indiv. 50-20. — Presse-out. 555-10.
- Règlém. Cons. d'Etat, p. 179; Loi 62; Marché de four. 5-80; Trav. publ., p. 841.
- 6 Cass. Instr. crim. 1613. — V. 3 nivôse.
- 7 Arrêté. Amnistie, p. 508; Culte, p. 684; Serment, p. 5.
- Décis. Enreg. 4954.
- 8 Cass. Huissier 120. — Success. 749.
- 9 Cass. Appel civ. 844. — Obligat. 2193-20.
- 11 Arrêté. Secours publics, p. 767.
- Cass. Attentat aux mœurs 63. — Compét. crim. 280-60 c.; Jugem. 783 c.; Peine 865-20. — Instr. crim. 342-30, 3275; Rébellion 7-20. — Instr. crim. 1547, 2069-20, 3242.
- 12 Cass. Crimes contre les personnes 221. — Instr. crim. 454, 2889. — Peine 82, 91.
- Circ. Enreg. 4885.
- 13 Arrêté. Org. milit., p. 1876.
- Cass. Jugem. 1064-10. — Jugement par défaut 448. — Vente publ. d'immeubles 516.
- 14 Arrêté. Monument 4-10; Postes, p. 10.

Nivôse.

- 14 Cass. Douanes 927, 933; Jugem. 144-10, 298-10. — Enregist. 3229. — Minist. publ. 154.
- 15 Decr. Org. econom., p. 1286.
- Arrêté. Douanes 53; Industrie, p. 667; Org. milit., p. 1876.
- Cass. Cassation 1132. — Obligat. 1268.
- 17 Cass. Instr. crim. 2587-10, 2631.
- Circ. Enreg. 4954.
- 18 Cass. Instr. crim. 1299-50, 1447, 2028-20, 2178-10; Témoin 18-20. — Jugem. 785-10. — Témoin 158-10, 167-10.
- Déclis. Frais 249.
- 19 Loi. Lois 16.
- Decr. Commiss. de police 20.
- Cass. Complic. 124-60; Témoin 241-10. — Défense 110. — Instr. crim. 1692 c., 2463-30, 2499. — Jour férie 90.
- 21 Loi. Org. judic. 453; Serment, p. 5; Trés. publ., p. 1115.
- Arrêté. Commune 103; Crimes contre l'Etat, p. 539.
- Cass. Renvoi 141-10.
- Circ. Douanes 62.
- 22 Cass. Conciliat. 308 c., 329.
- 23 Loi. Droit const., p. 315; Tranquill. publ., 15 c.
- Arrêté. Industrie, p. 667.
- Cass. Mariage 843-30. — P. remption 259; Reprise d'inst. 35 c.
- 24 Cass. Instr. crim. 2838-10. — Témoin 397-10.
- 25 Arrêté. Prises marit., p. 920.
- Cass. Témoin 158-20.
- 26 Arrêté. Droit const., p. 315, 316; Place de guerre, p. 936; Tranquillité publ., 15 c.
- Cass. Instr. crim. 1396. — Procès-verbal 127. — Témoin 133-30.
- 27 Arrêté. Presse-out., p. 397.
- Cass. Minist. publ., 123.
- Decis. Douanes 116.
- 28 Arrêté. Banque 74; Loi 125; Org. marit., p. 1669; Trésor publ., p. 1115.
- Cass. Arbitr. 788. — Cassation 91. — Disposit. entre vifs 447. — Douanes 170, 178 c.; Procès-verb. 319-10.
- 29 Cass. Disposit. entre vifs 3039. — Poudre 35. — Rentes foncières 24.

Pluviôse.

- 1 Arrêté. Trés. publ., p. 1115.
- Cass. Instr. crim. 1512. — Presse-outage 1388-30.
- 2 Arrêté. Culte, p. 684.
- Cass. Attent. aux mœurs 64, 65. — Instr. crim. 3079-30; Témoin 436-30.
- 3 Cass. Degr. de jurid. 667; Mat. d'or et d'argent 156-10; Peine 779 c. — Instr. crim. 1267.
- 4 Cass. Success. 267.
- 5 Delib. Emigré, p. 465; Loi 125.
- 6 Cass. Dem. nouv. 159-10. — P. rempt. 259.
- 7 Cass. Cassation 1448-10. — Défense 131. — Faux 487. — Success. 176.
- Decis. Enreg. 659.
- 8 Arrêté. Org. administr., p. 606; Org. marit., p. 1669; Trav. publ., p. 841.
- Cass. Instr. crim. 1474.
- 9 Arrêté. Org. milit., p. 1876.
- Cass. Action poss. 213. — Compét. crim. 679, 681. — Douanes 818-30, 960.
- Lettre. Org. marit. 554-50.
- 11 Cass. Dom. de l'Etat. 344. — Enreg. 2515. — Forêts 987. — Mandat 169-10.
- 12 Cass. Enreg. 2499, 2515, 5177. — Except. 311. — Success. 268.
- 13 Cass. Compét. administr. 112-40. — Jugem. 212.
- 14 Arrêté. Org. milit., p. 1876.
- Cass. Instr. crim. 1613, 2684.

Pluviôse.

- 15 Cass. Cassation 1450. — Instr. crim. 1208, 2580-10, 2601-10; Témoin 296-40. — Instr. crim. 2150-20. — Presse-outage 553-30.
- 16 Loi. Dom. eng., p. 193.
- Cass. Cassation 83. — Instr. crim. 1205-40-50.
- 17 Arrêté. Gendarme, p. 465.
- Cass. Appel civ. 868. — Retenue 18-20, 21.
- 18 Loi. Dom. nat., p. 335.
- 19 Cass. Arbitr. 835.
- 21 Cass. Amnistie 108. — Peine 370-10.
- 22 Cass. Douanes 818-20-30.
- 23 Cass. Cassation 2077-20; Instr. crim. 652-40, 1449, 1615, 1623, 1788, 1943, 3071, 3551-10.
- 24 Cass. Disp. entre vifs 1299; Oblig. 2850-10 c. — Paternité 128-90.
- Trib. Paris. Success. 1728.
- 25 Arrêté. Douanes, p. 563; Uniforme-costume 34.
- Cass. Compét. administr. 103-40. — Enreg. 4746.
- 26 Cass. Dem. nouv. 169.
- Circ. Priv. et hypoth. 2914.
- 27 Arrêté. Poudre, p. 50.
- Cass. Chose jugée 409. — Degr. de jurid. 667-30.
- 28 Loi. Louage administr. 2 c.; Marché de four. 5-80; Org. administr., p. 601; Trav. publ. 191, 1104 s., p. 841; Ville de Paris 11, 30, 36, 42, 46, p. 144; Voirie p. terre 203 c., 2755, 1644 s., 2057, 2078, 2104, 2314, p. 189.
- Cass. Cassation 158. — Conciliat. 88-20. — Enreg. 4952. — Instr. crim. 1442, 1622-20, 2512. — Jugem. 858.
- 29 Loi. Enreg. 6063-40.
- Arrêté. Gendarme, p. 465.
- Cass. Acte de comm. 311 c. — Cassation 578.

Ventôse.

- 1 Cass. Dem. nouv. 163. — Disposit. entre vifs 412. — Enreg. 2161, 4274.
- 3 Cass. Disposit. entre vifs 552. — Enreg. 236.
- 5 Loi. Octroi, p. 6.
- Cass. Cassation 2212. — Compét. crim. 429. — Délai 60 c.; Except. 295. — Faux 490.
- 6 Cass. Procès-verb. 321.
- 7 Loi. Cautionnem. de fonct. 13; Loterie 10; Notaire, p. 576.
- Arrêté. Emigré, p. 465.
- Cass. Commune 2415, 2250. — Instr. crim. 2730. — Org. judic. 147-10.
- 8 Cass. Degr. de jurid. 187-60, 146 c. — Douanes 158.
- 9 Cass. Acquisc. 286. — Enreg. 5626.
- 11 Arrêté. Culte, p. 681; Emigré, p. 465.
- Cass. Chose jugée 409. — Faillite 1450. — Faux 481. — Instr. crim. 1478; Minist. publ. 321. — Instr. crim. 1656. — Témoin 436-10.
- 12 Loi. Emigré, p. 465.
- Arrêté. Trés. publ., p. 1116.
- Cass. Instr. crim. 2684. — Jour férie 9. — Témoin 158-20.
- 13 Cass. Appel crim. 258; Forêts 513 c. — Cassation, 241 213, 1746-20. — Chose jugée 409. — Instr. crim. 883; Minist. publ. 65-10. — Instr. crim. 2803-10. — Mat. d'or et d'argent 171. — Témoin 143. — Vol 65-30.
- 14 Arrêté. Amnistie, p. 508.
- Cass. Commune 1766. — Rente viagère 71. — Retenue 13-10, 25.
- 15 Cass. Compét. crim. 501. — Enregist. 824. — Voiture 35 c. — Vol 65-30.
- 16 Cass. Loi 138. — Obligation 2191-20.
- 17 Arrêté. Org. administr. 225, 226, 227, 363, 366, p. 605; Organ. marit., p. 1669; Serment, p. 5; Trav. publ., p. 841; Uniforme-costume 13, 37; Ville de Paris, p. 144.

Ventôse.

- 17 Cass. Dem. nouv. 21. — Instr. crim. 1447, 2805.
- 18 Arrêté. Cautionnem. de fonct. 13; Loterie 10; Notaire, p. 576; Trés. publ. 795, 985, 993-40, p. 1116.
- Cass. Chose jugée 405. — Forêts 736. — Instr. crim. 2854-10.
- 19 Cass. Instr. crim. 1449. — Interrogat. s. faits et art. 110. — Minist. publ. 65-20. — Procès-verb. 319.
- 21 Cass. Cassation 810.
- 22 Arrêté. Dom. nat., p. 335.
- 23 Arrêté. Loterie 10; Théâtre, p. 295; Trés. publ., p. 1116.
- Cass. Société 584.
- 24 Cass. Vol 633.
- 25 Loi. Impôts dir., p. 280.
- Arrêté. Douanes, p. 564; Prises marit., p. 920.
- 26 Loi. Prises maritimes, p. 920.
- Arrêté. Org. administr., p. 606; Org. milit., p. 1876.
- Cass. Témoin 445-10, 580-40.
- 27 Loi. Appel civ. 98; Arbitr. 85; Avocat 513, 523; Avoué 17, 205; Cautionnem. de fonct. 13; Huissier 10-90-100; Loi 462; Lois codifiées 71; Minist. publ., p. 5; Ordre 196; Org. judic., p. 4485; Org. milit., p. 1876; Renvoi 63 s.; Trésor public, p. 1116; Ville de Paris 23. — V. Table des articles.
- Cass. Conciliation 48 c., 85, 178-30 c. — Faux inc. 6.
- 28 Cass. Arbitr. 908. — Degr. de jurid. 397-20. — Office 51 c.
- 29 Cass. Enreg. 120.

Germinal.

- 1 Arrêté. Org. instr. publ., p. 1332.
- Cass. Instr. crim. 1427. — Mat. d'or et d'argent 27, 84 c. 124 c. — Témoin 158-50.
- 2 Cass. Amnistie 55. — Appel crim. 261. — Cassation 548. — Compét. crim. 388. — Douanes 961. — Instr. crim. 2609-60. — Mat. d'or et d'argent 125, 126. — Témoin 158-20, 439-20.
- Decis. Enreg. 2611.
- 3 Cass. Affiche 97. — Cassation 652. — Complic. 134-30.
- 4 Loi. Caut. de fonct. 13; Disp. entre vifs, p. 26.
- Arrêté. Org. milit., p. 1876; Trés. publ., p. 1116.
- Cass. Conciliat. 296-20; Except. 259 c.
- 5 Cass. Jugem. 51-10.
- Circ. Org. administr. 233.
- 6 Loi. Instr. crim., p. 328; Org. administr., p. 606.
- Arrêté. Org. marit., p. 1670; Prises marit., p. 920.
- Cass. Arbitr. 835 c., 1236. — Douanes 237-30.
- 7 Loi. Voirie p. terre, p. 189.
- Cass. Affiche 98.
- 8 Arrêté. Gendarme, p. 465; Vagabondage, p. 11.
- Cass. Chose jugée 410. — Emigré 396-10. — Enreg. 4952. — Procès-verb. 230. — Vol 200-60.
- Decis. Enreg. 4496.
- 9 Cass. Amnistie 108. — Instr. crim. 1427, 3142-20. — Presse-outage 555-10. — Témoin 158-20.
- 11 Cass. Avocat 245.
- 12 Cass. Dom. de l'Etat 337-20.
- 14 Cass. Vol 913-10.
- Avis Cons. d'Et. Cons. d'Etat, p. 179; Témoin 231, p. 102.
- Circ. Enreg. 659.
- 15 Cass. Expert. 225-30. — Faux incid. 24. — Minist. publ. 269-20. — Serment 102-10.
- 16 Cass. Complic. 131. — Faillite 1459. — Instr. crim. 2079-50, 2490-20.
- 17 Cass. Récusation 5-10, 169.
- 18 Cass. Dem. nouv. 84-20.
- 19 Cass. Récusation 5-10.
- 22 Arrêté. Réquisition 9; Trés. publ., p. 1116.

Germinal.

- 23 Cass. Faillite 1459.
- 24 Arrêté. Avoué 18; Cassation 12; Cautionnem. de fonct. 13; Huissier 10-110; Notaire, p. 574; Org. judic., p. 1188; Serment, p. 5; Uniforme-costume 12, 15, 39, 40, 41, 43.
- Cass. Exploit 139. — Mariage 809-30.
- 25 Arrêté. Poudre, p. 51.
- Solut. Enreg. 6260.
- 26 Arrêté. Place de guerre, p. 936.
- Cass. Cassation 1971.
- 27 Cass. Instr. crim. 351-20, 1011-20, 1427, 2365.
- 28 Arrêté. Grains, p. 539; Trés. publ., p. 1116.
- Cass. Compét. crim. 641. — Instr. crim. 2486.

Floréal.

- 1 Arrêté. Droit const., p. 316; Voirie p. terre, p. 189.
- Procl. Droit const., p. 316.
- 3 Ord. Voie publ. 6-10.
- Arrêté. Agent diplomat 4; Em. min., p. 503.
- 4 Lettre. Org. marit. 554-50.
- 7 Arrêté. Mat. d'or et d'arg., p. 140; Org. marit., p. 1670; Poids et mes., p. 983.
- Cons. des prises. Prises marit. 17, 120.
- Règlém. Trav. publ., p. 841.
- 8 Arrêté. Marché de four. 5-80; Trés. publ. 1017, 1052, 1062.
- Circ. Priv. et hypoth. 2914.
- 9 Arrêté. Dom. nat., p. 335; Réquisition 9.
- 10 Cass. Instr. crim. 1447. — V. Floréal.
- 12 Cass. Prises marit. 342.
- 16 Cass. Instr. crim. 3138-30.
- 17 Arrêté. Uniforme-costume 12, 15.
- Cass. Cassation 207.
- 18 Cass. Témoin 154-50, 445-40.
- Circ. Enreg. 5333.
- 19 Arrêté. Acte de l'état civil 16 c.; Archives 75; Cassation 105; Org. administr., p. 606; Serment, p. 5; Uniforme-costume 13, 43.
- Cass. Instr. crim. 837, 841, 1402, 1514 c., 1561-30, 1562-10-20.
- Lettre. Consul 32, 36.
- 21 Cass. Cassation 1652-70. — Enreg. 2304, 4542, 4997, 5082. — Huissier 160.
- Décision. Scellés 37.
- 22 Cass. Acquisc. 561 c., 654. — Exploit 145-40.
- 23 Cass. Degr. de jurid. 371. — Enreg. 137-70.
- 24 Arrêté. Impôts dir., p. 280; Org. administr. 373; Patente 204.
- Cass. Cassation 109, 801.
- Avis Cons. d'Et. Patente, p. 204.
- 25 Arrêté. Secours publ., p. 767.
- Cass. Peine 113-40.
- 26 Cass. Crimes contre les pers. 221. — Instr. crim. 2567. — Loi 542. — Peine 113-40.
- 27 Arrêté. Caution. de fonct. 13; Loi 158-70.
- Cass. Emigré. 43-30 c., 84. — Peine 482.
- 28 Cass. Amnistie 51. — Instr. crim. 2867, 3404-10. — Loi 544.
- 29 Cass. Except. 579. — Instr. crim. 1447, 3942. — Quest. 1062, 83-10.

Prairial.

- 1 Cass. Conciliat. 91-30. — Exploit 139.
- Circ. Matières d'or et d'arg. 74, 102.
- 2 Cass. Cassation 619. — Vol 1917.
- Circ. Hospice 135.
- 3 Arrêté. Vente administr. 104.
- Cass. Cassation 1569-20; Prop. feud. 107-20.
- Decis. Enreg. 3207; Prises marit. 277.
- 4 Cass. Cassation 710. — Cass. jugée 114-10.
- Règlém. Cassation 21.

Prairial.

- 5 Cass. Emigré 47-10. — Témoin 150-10.
 6 Cass. Contumace 124. — Instr. crim. 1427. — Jour férié 64-30, 89-30 c. — Procès-verb. 326-30.
 7 Cass. Affiche 97. — Cassation 826-30. — Instr. crim. 81-10. — Témoin 115-30, 162.
 8 Arrêté. Archives 21.
 — Cass. Cassation 572. — Comp. crim. 159-10. — Instr. crim. 1622-30. — Témoin 337.
 9 Cass. Appel crim. 378; Appel incid. 10 c.; Procès-verbal 162 c. — Cassation 656. — Témoin 509-10.
 — Cons. des prises. Droit marit. 1502; Prises marit. 104.
 10 Cass. Arbitr. 1173.
 11 Cass. Commune 1557.
 12 Cass. Appel civ. 728 c., 1147 c. — Comp. crim. 440-10. — Deg. de jurid. 617.
 13 Avis Cons. d'Et. Commune 108, 2655 c., 2656 c.
 — Cons. des prises. Prises marit. 300.
 — Décis. Commiss. de pol. 58.
 14 Cass. Cassation 1414 c. — Substitution 162.
 15 Cass. Amnistie 54. — Cassation 402. — Peine 838; Procès-verbal 17, 326-10, 328-10. — Vagabondage 51.
 16 Arrêté. Loi 155-30.
 — Cass. Instr. crim. 2432-40. — Org. milit. 858.
 — Circ. Douanes 62.
 17 Cass. Cassation 207.
 18 Arrêté. Cautionn. de fonct. 13; Huissier 10-19.
 — Cass. Cassation 1756. — Chose jugée 468-10. — Comp. crim. 36, 371. — Instr. crim. 661-30. — Vol 539-10.
 19 Cass. Appel crim. 378; Appel incid. 10 c. — Dénonc. calom. 8; Témoin faux 31-30 c. — Peine 246 10, 338; Procès-verbal 17.
 20 Arrêté. Consuls 45.
 21 Cass. Arbitr. 506; Cassation 487; Domicile élu 19 c. — Cassation 841. — Jugem. p. déf. 334-10.
 22 Cass. Deg. de jurid. 594-10. — Prescript. civ. 1053-30, 1135.
 23 Cass. Cassat. 652. — Vol 323-10.
 24 Cass. Complic. 222. — Instr. crim. 2513. — Témoin 164-40, 439-30 c., 439-60-90.
 25 Arrêté. Cons. d'Etat, p. 179; Postes, p. 10; Trés. publ., 1244.
 — Cass. Cassation 1448-30. — Instr. crim. 1448; Témoin 396-10. — Témoin 158-30. — Vol 861.
 26 Cass. Complic. 127-10. — Domm. destr. 143; Instr. crim. 904-30. — Avis Cons. d'Et. Org. judic., p. 1488.
 27 Arrêté. Loi 155-30.
 — Cass. Peine 603.
 — Cons. d'Et. Prises marit. 61-30, 84; Vol, p. 1108.
 — Avis Cons. d'Et. Contumace 87 c.; Prine 112; Presse-out. 1272.
 — Cons. des prises. Prises marit. 284.

Messidor.

- 1 Cass. Cassation 1874-10.
 2 Cass. Commune 2013. — Société 167.
 — Cons. des prises. Droit marit. 831; Prises marit. 69-40, 74-10, 92-30, 115-30, 125-30.
 3 Cass. Cassation 1148; Chose jugée 215-30, 318. — Jugem. 149-30.
 4 Arrêté. Gendarme, p. 466.
 — Cass. Douanes 195, 198 c. — Instr. crim. 3312-10, 3500-10.
 5 Cass. Cassation 264 c. 359. — Instr. crim. 1407.
 6 Cass. Faux 68. — Instr. crim. 935-10, 959, 1427, 1513, 1576-30. — Jour férié 107. — Jugem. 748-30. — Peine 246-20.
 7 Arrêté. Greffe, p. 553; Trav. publ., p. 844; Uniforme-costume 13, 25, 37.

Messidor.

- 8 Cass. Cassation 2076 c., 2224. — Douanes 215-50; Grains 24. — Forêts 470. — Instr. crim. 2683. — V. 28 messidor.
 9 Décr. Commune 105.
 — Cass. Domm. destr. 43 c. — Evasion 67-30. — Exploit 766. — Instr. crim. 2624-10; Témoin 517-10. — Instr. crim. 3493-90; Peine 439, 435. — Procès-verb. 19-20.
 — Cons. des prises. Prises marit. 84, 141-10, 239-30.
 10 Cass. Commune 2005.
 11 Arrêté. Attouppem. 9; Bois et charbons 18; Culte, p. 684; Passe-port, p. 35; Poids et mes., p. 983; Presse-out., p. 398; Théâtre, p. 295; Uniforme-costume 37; Vagabondage, p. 11; Ville de Paris 46 s. 51 s., p. 144; Voirie p. terre 1683 s., 1815, 1821 c., 1865, 2241, p. 189.
 — Cass. Deg. de jurid. 53-10. — Org. judic. 157.
 12 Cass. Conciliat. 90. — Exploit 145-10. — Jugem. 23-10.
 13 Cass. Deg. de jurid. 54. — Enreg. 5310.
 14 Cass. Chose jugée 409. — Instr. crim. 1622. — Lois 544.
 15 Arrêté. Grains, p. 539.
 — Cass. Cassation 744. — Instr. crim. 2513-20, 3079-30.
 — Rouen. Priv. et hypoth. 392.
 — Avis Cons. d'Et. Trés. publ. 1129, p. 1116.
 16 Cass. Instr. crim. 1447, 2486, 2492, 2576, 2906.
 17 Arrêté. Instr. crim., p. 328; Org. judic., p. 1488.
 — Cass. Cassation 824. — Exploit 709. — Instr. crim. 24, 1447. — Jour férié 57.
 18 Arrêté. Emigré 114.
 — Cass. Culte 72-70. — Faux 144; Témoin faux 31. — Forfait. 5-60. — Instr. crim. 1447. — Jugem. p. défaut 438. — Peine 82-90, 838.
 19 Cass. Arbitr. 1235 c.; Commune 2007.
 20 Cass. Patente 263.
 — Solut. Enreg. 4413.
 21 Cass. Arbitr. 1164. — Exploit 139. — Honor. 4. — Jugem. 410-10. — Minist. publ. 163.
 22 Cass. Enreg. 4269. — Vente publ. d'im. 344.
 — Paris. Success. 692.
 23 Arrêté. Emigré 179-170.
 — Cass. Cassation 1368 c.; Jugem. 738-90, 842. — Cassation 2079. — Douanes 961-30. — Faillite 1468; Tentat. 20-30 c., 102-20 c. — Instr. crim. 2433. — Procès-verb. 8, 226-10.
 — Cons. des prises. Prises marit. 133.
 24 Arrêté. Org. milit., p. 1876; Uniforme-costume 48.
 — Cass. Cassation 443. — Commune 1782. — Instr. crim. 1513, 1623-50, 2439-10; Vol 866-10.
 25 Cass. Défense 82. — Douanes 865-20, 976-c.; Peine 96-30 c., 771-10 c. — Forêts 455. — Org. judic. 562.
 26 Arrêté. Emigré 179-170 c., p. 466.
 — Cass. Cassation 658, 2008. — Contrav. 226; Voirie p. terre 1399 c. — Faillite 1477 c.; Témoin 186. — Jugem. 846.
 — Cons. des prises. Prises marit. 262.

Thermidor.

- 1 Cass. Cassation 471. — Commission. 370. — Faillite 150. — Disposit. entre vifs 692; Normandie 56; — Rentes viagères 162. — Responsab. 551-10.
 2 Cass. Appel inc. 62. — Dem. nouv. 157.
 3 Arrêté. Trés. publ., p. 1116.
 — Cass. Disposit. entre vifs 1946. — Loi 541. — Organ. judic. 148-30.

Thermidor.

- 4 Avis Cons. d'Et. Louage à complant. 3; Prop. féod. 227 c., p. 350.
 5 Cass. Minist. publ. 14. — Témoin 253-20.
 — Bourges. Conciliat. 178-30.
 6 Arrêté. Trés. publ., 763, p. 1116.
 — Cass. Abus de confiance 187 c., 214. — Cassation 1203.
 — Compét. crimin. 368-100. — Douanes 818-20-30. — Faux 40, 41 c.
 — Conseil des prises. Prises marit. 70-80, 76-20, 77, 124, 154, 161, 198-10.
 7 Arrêté. Cautionnem. de fonct. 13; Culte 63; Dom. nat., p. 335; Jour férié 10; Organ. marit., p. 1670; Org. milit., p. 1877; Présence, p. 369; Uniforme-costume 37.
 — Cass. Abus de confiance 67; Dépôt 11-80. — Cassation 1530. — Compét. crim. 680. — V. 8 et 17 thermidor.
 8 Cass. Appel crim. 280, 309 c.; Douanes 197 c. — Cassation 403. — Compétence criminelle 280-40-80-60, 383 c. — Douanes 195 c., 215-40, 825-20 c., 863, 967 c. — Loi 267-30. — Récusation 5, V. 28 thermidor. — Vol 112.
 — Bordeaux. Effets de comm. 189. — Paris. Frais 121-10.
 9 Arrêté. Emigré, p. 446; Organ. milit., p. 1877; Vente administr. 289.
 — Cass. Instr. crim. 498.
 — Circ. Douanes 553.
 10 Cass. Chose jugée 381.
 11 Cass. Degr. de jur. 554-10. — Disposit. entre vifs 108. — Minist. publ. 123.
 12 Arrêté. Octroi, p. 6.
 — Cass. Conciliation 46. — Vente 1123.
 — Cons. des prises. Prises marit. 135-10, 301.
 13 Cass. Cassation 773. — Loi 232 c.
 — Cons. des prises. Prises marit. 101 c.
 14 Bourges. Appel civ. 643.
 — Cons. des prises. Prises marit. 75.
 15 Arrêté. Enreg. 4918; Impôts dir., p. 261; Org. administr. 375-30; Patente, p. 48; Serment, p. 5; Trés. publ. 710.
 — Cass. Cassation 634. — Douanes 197. — Frais 966-10. — Instr. crim. 612, 645 c. — Jour férié 89-30, 93. — Peine 245-30. — Cons. des prises. Prises marit. 81-30, 83, 103, 109-10, 110-30, 161.
 16 Cass. Cassation 453-30; Faux 478. — Douanes 236 c., 575, 1016. — Instr. crim. 2810.
 17 Cass. Compét. crimin. 549-10, 591-40; Vol 489-20. — Crimes contre les personnes 164. — Instr. crim. 2685, 3393-80.
 18 Décr. Prises marit. 224.
 — Cass. Cassation 218. — Instr. crim. 1447.
 19 Cass. Acquis. 114 c., 636 c., 647. — Compét. comm. 423. — Louage à dom. cong. 5-10.
 20 Arrêté. Avoué 18; Huissier 10-139; Serment, p. 5.
 21 Arrêté. Emigré 179-120; Pension p. 748.
 — Cass. Obligat. 2114 c., 2192-10. — Success. 1624-10.
 — Bourges. Obligat. 4543; Vente 1132.
 22 Arrêté. Lois codifiées, p. 222.
 — Cass. Conciliat. 89; Désaveu 100 c. — Degr. de juridic. 271-30.
 23 Arrêté. Amnistie, p. 508; Passe-port, p. 35.
 — Bourges. Saisie-exécution 224.
 24 Cass. Instr. crim. 1791-10, 2835-30, 3810-30; Témoin 276.
 25 Cass. Crimes contre l'Etat 140. — Instr. crim. 2319.
 — Cons. des prises. Prises marit., 20-10, 51, 97-30, 198-10, 238-40.

Thermidor.

- 26 Cass. Cassation 163, 1368; Défense 108; Douanes 236; Procès-verb. 313-10. — Instr. crim. 948-10; Récusation 5. — Instr. crim. 2181, 2497. — Témoin 184-10.
 — Caen. Obligat. 4598.
 27 Arrêté. Org. instr. publ., p. 1323; Org. marit., p. 1670.
 — Cass. Agent diplom. 130; Cassation 376. — Condamnation 15. — Droit rur. 15 c.; Loi 544. — Evasion 67-30. — Instr. crim. 2040, 3048.
 — Cons. des prises. Prises marit. 132, 301.
 30 Circ. Taxe des denrées 8.

Fructidor.

- 1 Cass. Domicile 6. — Douanes 895-10, 933 c., 940 c. — Enreg. 4993. — Expert. 303.
 2 Cass. Commune 2747 c., 2748, 2765 c.; Compét. administr. 92-50 c. — Jugem. 197-10; Jugem. d'av. dire droit 64-10. — Oblig. 4970. — Faux inc. 58.
 3 Arrêté. Org. milit., p. 1877; Place de guerre, p. 936.
 — Cass. Cassation 1158. — Minist. publ. 95 c.
 — Bordeaux. Commissionn. 251, 388, 392 c.
 — Bourges. Comp. civ. trib. de paix 250.
 — Cons. des prises. Prises marit. 92-50.
 4 Cass. Commune 2007. — Requête civ. 124-10. — Vente 231.
 — Bordeaux. Droit marit. 1685.
 — Paris. Exploit 517 c.
 5 Arrêté. Org. judic., p. 1488.
 6 Cass. Cassation 891. — Douanes 818-80, 911 c., 912. — Instr. crim. 1449. — Loi 539-30.
 7 Arrêté. Cons. d'Etat, p. 179; Org. marit., p. 1670; Org. milit., p. 1877; Prises marit., p. 921; Uniforme-costume 37; Vente administr. 58, 155-40.
 — Cass. Appel crim. 211 c. — Cassation 1927-10. — Instr. crim. 68 c., 2923-10 c.; Peine 483-10. — Instr. crim. 2611-10, 2852-30.
 8 Cass. Instr. crim. 2188-30.
 — Solut. Enreg. 2029.
 9 Cass. Crimes contre les pers. 296. — Instr. crim. 2628, 2822. — Douanes 152, 918-10 c.
 — Bordeaux. Droit marit. 2082 c., 2084.
 — Cons. des prises. Prises marit. 120.
 10 Cass. Arbitr. 1214.
 — Paris. Effets de comm. 234.
 11 Cass. Contr. de mar. 1872. — Success. 727.
 12 Arrêté. Org. administr. 373.
 — Cass. Arbitr. 79 c., 678 c., 958. — Deg. de jurid. 481-40. — Dem. nouv. 32. — Enreg. 4182.
 13 Arrêté. Org. marit. 181, p. 1670; Trés. publ., p. 1116.
 — Cass. Cassation 1091 c. 1147. — Droit marit. 912.
 14 Besançon. Oblig. 1907-20.
 15 Arrêté. Enreg. 6083-30; Patente 335, p. 48.
 16 Arrêté. Hospice, p. 62.
 — Cass. Cassation 691, 1450. — Instr. crim. 1414, 1199. — Org. judic. 265. — Témoin 439-100.
 17 Cass. Vol 69 c., 725.
 — Cons. des prises. Prises marit. 236, 261-30.
 18 Arrêté. Avoué 18; Frais, p. 66; Huissier 10-140; Monument 4-20; Org. judic., p. 1488; Passe-port, p. 35; Trés. publ., p. 1116.
 19 Cass. Instr. crim. 2513, 2786-20.
 20 Cass. Cassation 74.
 21 Cass. Acquis. 87. — Chose jugée 260-10; Degr. de jurid. 172-10. — Disposit. entre vifs 2318-10. — Exploit 139.
 22 Arrêté. Uniforme-costume 13, 31.
 — Cass. Cassation 1239. — Degr. de jurid. 644-60. — Disposit. entre vifs 682.

Fructidor.

- 23 Cons. d'Etat. Office 50.
 — Cons. des prises. Prises marit. 97-10, 119.
 24 Cass. Nantiss. 294, 306.
 25 Cass. Faillite 1467; Instr. crim. 184 c., 1442.
 26 Arrêté. Org. instr. publ., p. 1332. — Cass. Faux 469; Instr. crim. 658, 661-40. — Instr. p. écrit 32-30. — Vol 201.
 — Cons. des prises. Prises marit. 20-10, 81-40, 114, 169, 190, 302.
 28 Cass. Instr. crim. 1427. — Minist. publ. 301.
 29 Cass. Complic. 158-10. — Instr. crim. 2805.
 — Cons. des prises. Prises marit. 27, 34, 52, 70, 97-20, 189-20.

AN 9

Vendémiaire.

- 1 Arrêté. Gendarme, p. 466; Org. marit., p. 1670.
 2 Cass. Enreg. 6239.
 3 Arrêté. Loterie 10.
 — Cass. Paternité 14.
 4 Arrêté. Brevet d'invent. 15.
 5 Arrêté. Org. marit., p. 1670.
 — Cass. Instr. crim. 2905; Témoin 123-30. — Témoin 163-10.
 6 Arrêté. Droit marit. 314; Organ. marit., p. 1670.
 — Cass. Instr. crim. 389, 1454.
 — Cons. des prises. Prises marit. 56-10, 78.
 7 Traité. V. 15 frimaire an 10.
 — Cass. Instr. crim. 1448; Témoin 183-10.
 8 Arrêté. Compét. administr. 543; Org. marit., p. 1670.
 — Cass. Cassation 1550-10. — Douanes 876 c.; Procès-verb. 362. — Org. milit. 844.
 9 Cass. Droit marit. 359, 616. — Prescript. civ. 1135.
 10 Cass. Appel civ. 231. — Arbitr. 1216. — Cassation 471, 1227. — Douanes 251 c., 273 c., 303-10.
 11 Cass. Appel civil 1333. — Conciliat. 107-10. — Consul 28. — Impôts dir. 614. — Jugement 41-60. — Poudre 35.
 — Cons. des prises. Prises marit., 128-40.
 12 Cass. Cassation 748. — Commune 2065. — Disposit. entre vifs 3120-10. — Effets de comm. 438. — V. an 8.
 13 Cass. Rente viagère 69.
 14 Arrêté. Org. milit., p. 1877.
 — Cass. Complic. 48 c., 54-10 c., 69. — Défense 35. — Peine 216-40, 766-10, 9463. — Quest. préjud. 87-30. — Vol 300-10.
 15 Cass. Complic. 244. — Instr. crim. 2019-10, 2805. — Jugement 785-50.
 — Paris. Disposit. entre vifs 1299.
 16 Cass. Cassation 402. — Instr. crim. 2265, 3005. — Presse-out. 833. — Tierce opposition 312.
 — Décis. Frais 660.
 — Solut. Enreg. 1277.
 17 Arrêté. Org. judic., p. 1488.
 — Cass. Instr. crim. 770.
 — Cons. des prises. Prises marit. 72.
 18 Cass. Conciliat. 176 c. — Enreg. 2511. — Papier monnaie 22. — Renvoi 152.
 19 Cass. Appel civ. 638. — Enreg. 5151, 5637 c.
 20 Arrêté. Trésor publ. 372, 408, p. 1116.
 — Cass. Biens 182. — Commune 1992 c., 2007. — Dem. nouv. 129.
 — Cons. des prises. Prises marit. 302.
 21 Cass. Commune 1992 c., 2007. — Enreg. 3527.
 22 Arrêté. Acte de l'état civ. 17; Commune 106; Eau, p. 323.

Vendémiaire.

- 36 Cass. Appel crim. 201. — Compét. crim. 286, 483. — Douanes 860; Instr. crim. 51 c. 652-10.
 37 Cass. Amnistie 184. — Cassation 706. — Contravent. 220. — Témoin 537.
 — Avis Cons. d'Ét. Traitement 86.
 — Cons. des prises. Prises marit. 136-40.
 28 Arrêté. Emigré, p. 466.
 — Cass. Cassation 448. — Complic. 127-29, 133 c. — Evasion 80.
 — Poids et mesures 146-10.
 — Décis. Droit civ. 543 c.
 29 Cass. Appel crim. 211 c. — Faux 473-30. — Instr. crimina. 1448.
 — Mise en jugem. 109.

Brumaire.

- 1 Cass. Arbitr. 308, 610 c. — Except. 155.
 2 Cons. des prises. Prises marit. 303, 303.
 3 Arrêté. Attroupem. 9; Ville de Paris 46, 52, p. 145.
 — Cass. Compét. comm. 383. — Mariage 965-10.
 — Cons. des prises. Prises marit. 133, 160.
 4 Cass. Cassation 1908-30. — Contrav. 24.
 — Instr. Bois et charbons 127; Commune 1240.
 5 Loi. Prostitution 7.
 — Arrêté. Commiss. de police 23; Culte, p. 684; Passe-port, p. 36; Poids et mes., p. 983; Presse-out., p. 398; Salubrité publ., p. 669; Théâtre, p. 298; Uniforme-costume 37; Vagabondage, p. 11.
 — Cass. Fonct. publ. 47-40; Forfait. 4. — Frais 966-10.
 6 Arrêté. Monument 4-30.
 — Cass. Org. judic. 489; Témoin 359. — Org. judic. 628. — Témoin 191-10. — Vol 487.
 7 Arrêté. Pension, p. 749; Poids et mes., p. 983.
 — Cass. Appel crim. 331, 333 c. — Jugem. 1105-20. — Quest. pré-judic. 83-20.
 — Cons. des prises. Prises marit. 88-10, 97-40, 109-20.
 8 Cass. Appel crim. 213. — Instr. crim. 852-10, 2841-20, 3492-30; Peine 429, 435.
 9 Cass. Complic. 231. — Douanes 215. — Instr. crim. 883-40. — Success. 414-20.
 — Bourges. Vente 549.
 — Cons. des prises. Prises marit. 16.
 11 Cass. Appel civ. 208 c. 302. — Cassation 1869. — Deg. de jurid. 480-30. — Société 757.
 12 Cass. Enreg. 2055, 2058 c. — Oblig. 1750-10; Office 45; Trés., publ. 1155-30. — Success. 166.
 13 Arrêté. Notaire, p. 576; Poids et mes., p. 983.
 — Cass. Chose jugée 320; Loi 188-30 c.
 — Avis Cons. d'Ét. Trés. publ. 880. — Circ. Frais 660.
 14 Cass. Success. 2081-10-20.
 15 Arrêté. Emigré 400 c.; Hospice, p. 62; Postes, p. 10.
 16 Cass. Instr. crim. 3079-10.
 17 Cons. des prises. Prises marit. 43-30, 140-40, 169, 239-30.
 18 Cass. Cassation 1508 c.
 19 Cass. Jugem. 738-30. — Témoin 278.
 — Cons. des prises. Prises marit. 87, 121.
 21 Cass. Appel civ. 435, 436 c.; Tierce opposit. 210 c. — Contr. de mar. 1905 c.; Deg. de jurid. 829, 401 c. — Jugem. 233-10. — V. 12 brumaire.
 22 Cass. Acquisesc. 617, 624 c. — Enreg. 2558. — Faux inc. 5.
 23 Cass. Commune 1993 c., 2007. — Mise en jugem. 9-30.
 — Cons. des prises. Prises marit. 113-60.

Brumaire.

- 24 Cass. Appel. civ. 530, 532 c.; Domicile 91 c. — Deg. de jurid. 594-10; Reprise d'Instr. 74.
 — Bourges. Commerçant 193; Contrat de mar. 1031 c.; Mandat 176-10 c.
 25 Caen. Interdict. 226.
 26 Cass. Cassation 387. — Instr. crim. 1513, 1541, 2569-30. — Loi 539-30.
 27 Arrêté. Loterie 10.
 — Cass. Exploit 707-10. — Témoin 183-70.
 — Cons. des prises. Prises marit. 55-20, 240-10.
 28 Cass. Chose jugée 409. — Contr. de mar. 987; Contrav. 38; Peine 746-40 c. — Except. 512-20. — Instr. crim. 1448.
 29 Cass. Eau 440-10. — Faux 485. — Prises marit. 112-40. — Procès-verb. 173-10, 273-20. — Témoin 381, 395-10.

Frimaire.

- 1 Cass. Absent 704 c.; Enreg. 4191. — Cassation 1139. — Deg. de jurid. 53, 70. — Enreg. 2460. — Renvoi 68-20, 82 c.
 2 Arrêté. Monnaie, p. 379; Org. marit., p. 1670; Pension, p. 749.
 — Cass. Acquisesc. 808; Appel civ. 276 c.; Jugem. 12-70 c. — Cassation 87. — Enreg. 2606.
 3 Cass. Cassation 1485; Prescript. civ. 1002; Requête civ. 88 c. — Comp. civ. trib. de paix 318, 323 c. — Exploit 139. — Jugem. p. def. 191. — Papier monnaie 54-30.
 — Cons. des prises. Prises marit. 235-10, 301.
 4 Arrêté. Hospices 495-20.
 — Cass. Affiche 90; Conciliat 66; Expert. 152 c. — Effets de comm. 17-20.
 5 Arrêté. Douanes, p. 564.
 — Nîmes. Comp. crim. 269; Faillite 778.
 6 Arrêté. Douanes, p. 564.
 — Cass. Douanes 215-30. — Instr. crim. 1577, 2501. — Témoin 107-20.
 7 Arrêté. Trés. publ. 710.
 — Cass. Douanes 911-10. — Faux 484.
 — Cons. des prises. Prises marit. 30-40, 111.
 8 Cass. Amnistie 39 c. — Cassation 451. — Faux 481. — Jugem. 806-20. — Minist. publ. 269.
 — Décis. Enreg. 5640.
 9 Arrêté. Avoué 18; Cautionn. de fonct. 14; Huissier 10-150.
 — Cass. Dem. nouv. 4. — Domm. destr. 205-10. — Jugem. par déf. 484. — Témoin 397-20.
 11 Loi. Arbitr. 34.
 — Cass. Acquisesc. 506. — Cassation 650, 1910-50; Disposit. entre vifs 2706; Except. 333-10 c. — Louage à locat. perp. 7-30; Minorité 723, 833 c. — Rentes constit. 129-20. — Success. 844-10.
 12 Bruxelles. Nantissem. 197.
 13 Arrêté. Avoué 18; Cautionn. de fonct. 14; Distrib. p. contrib. 62.
 — Cass. Comp. comm. 172; Effets de comm. 945 c. — Dem. nouv. 19.
 — Cons. des prises. Prises marit. 26.
 16 Cass. Comp. crim. 408-10. — Peine 413.
 17 Arrêté. Org. administr., p. 606; Trés. publ., p. 1116.
 — Cass. Complic. 245, 247. — Douanes 911-20.
 — Cons. des prises. Prises marit. 93-30, 121, 125-50.
 18 Cass. Instr. crim. 2606-10.
 21 Arrêté. Emigré 401.
 — Cass. Cassation 93. — Condamnation 3; Jugem. 27-60. — Req. civ. 201.
 — Poitiers. Disposit. entre vifs 586.
 22 Loi. Droit constit., p. 216.

Frimaire.

- 22 Ordonnances. Voie publ. 5-60.
 — Cass. Acte de comm. 178 c.; Commerce 42 c.; Comp. comm. 433. — Compét. civ. trib. de paix 161, 163 c. — Org. judic. 504. — V. 22 brum.
 23 Arrêté. Cassation 23; Org. marit., p. 1670; Uniforme-costume 13, 39.
 — Cass. Dem. nouv. 232-20.
 — Cons. des prises. Prises marit. 135-20, 331.
 24 Cass. Appel civ. 867; Conciliat. 126; Délai 19. — Cassation 1516. — Péremption 376.
 — Réglém. Renvoi 64-10.
 25 Cass. Délai 26. — Effets de comm. 735. — Instr. crim. 1613, 1623-60. — Témoin 446. — Vol 312-40.
 27 Cass. Jugem. 777-20. — Témoin 183-70.
 28 Cass. Instr. crim. 1437, 1963-10, 2631. — Vol 304-30, 603.
 — Solution. Enreg. 5015.
 29 Arrêté. Cour des comptes, p. 306; Trés. publ., p. 1116.
 — Cass. Témoin 469.

Nivôse.

- 1 Cass. Arbitr. 1095 c., 1118. — Cassation 1908-40. — Deg. de jurid. 207-10 c., 259; Obligation 4958-10. — Exploit 139. — Success. 166.
 2 Cass. Cautionnem. 127 c.; Chose jugée 28-10. — Exploit 52. — Jugement 303-10. — Minist. publ. 102.
 3 Arrêté. Organ. instruct. publ., p. 1932.
 — Cons. des prises. Prises marit., 193.
 4 Cass. Cassation 280, 1840-10; Contr. p. corps 390.
 5 Cass. Success. 371.
 6 Cass. Compét. crim. 283-20 c., 337 c., 391 c., 405. — Instr. crim. 1622-50.
 7 Cass. Appel crim. 211. — Compét. crim. 530. — Instr. crim. 2809, 2847-40. — Témoin 547.
 8 Décis. Enreg. 5412, 5581.
 9 Cass. Instr. crim. 2774.
 11 Cass. Compét. crim. 89 c.; Instr. crim. 1102. — Disposit. entre vifs 660. — Obligat. 423-20, 650 c. — Success. 166.
 — Circ. Enreg. 1180, 1163, 1165.
 12 Cass. Emigré 122-10. — Except. 229. — Success. 1715. — V. 14 nivôse an 10.
 13 Cass. Deg. de jurid. 603-30. — Renvoi 68-10.
 — Cons. des prises. Prises marit. 121, 123, 329-20.
 14 Arrêté. Emigré 401; Tranquill. publ. 16.
 — Cass. Cassation 1443-10; Disposit. entre vifs 3997-10. — Jugem. 566-10.
 15 Sénat-cons. Tranquill. publ. 16.
 — Arrêté. Pension, p. 749; Trésor publ., p. 1116.
 — Cass. Douanes 1016.
 18 Loi. Forêts 87; Serment, p. 5.
 — Cass. Instr. crim. 2657.
 17 Arrêté. Cassation 235; Org. administr., p. 606; Organ. marit., p. 1670.
 — Cons. des prises. Prises marit. 295.
 18 Cass. Forfait. 62-20. — Nat. d'or et d'argent 122-10, 159-10; Procès-verb. 26 c. — Témoin 158-30.
 19 Loi. Trés. publ., p. 1116.
 — Cass. Compét. crim. 640. — Loterie 86.
 21 Cass. Arbitr. 1212. — Jugement par défaut 250-10, 254 c. — Papier monnaie 28. — Paternité 16.
 22 Cass. Disposit. entre vifs 149-10, 153 c., 205-20. — Nantissem. 306. — Réglém. de juges 115.
 23 Décr. Vagabondage, p. 11.
 — Arrêté. Prisons, p. 987.
 — Cass. Conciliat. 207.

Nivôse.

- 23 Cons. des prises. Prises marit. 56-20, 290-10.
 24 Arrêté. Voirie p. terre 1730.
 — Paris. Effets de comm. 841.
 25 Arrêté. Voirie p. terre, p. 189.
 26 Cass. Compét. crim. 641. — Instr. crim. 2178.
 27 Arrêté. Cuite, p. 684; Hospice, p. 63; Organ. marit. 367, p. 1670; Pêche marit. 36.
 — Cons. des prises. Prises marit. 135-20 c., 138, 239-30 c.
 28 Cass. Complic. 173-30; Vol 106.
 — Décis. Enreg. 1471; Org. marit. 534-30.
 29 Cass. Douanes 898-30. — Instr. crim. 2773-10-20, 3740. — Témoin 164-30.
 — Cons. des prises. Prises marit. 72, 92-30, 233.
 30 Arrêté. Prises marit., p. 921.

Pluviôse.

- 1 Cass. Compét. crim. 87 c.; Faux 455 c., 456 c., 459; Instr. crim. 412 c. — Disp. entre vifs 2069 c., 2087-20. — Enreg. 4736. — Mines 452-10.
 — Grenoble. Appel civ. 139.
 2 Arrêté. Commune 107; Org. judic., p. 1488.
 — Cass. Deg. de jurid. 428-10 c.
 3 Cass. Cassation 1482.
 — Cons. des prises. Prises marit. 329-40, 297.
 4 Ordonnance. Voie publ. 6-40.
 — Cass. Cassation 458; Minist. publ. 189. — Enreg. 5785.
 — Nîmes. Compét. civ. trib. d'arr. 36; Domicile 17 c.
 5 Paris. Vente 872.
 6 Arrêté. Forêts 87.
 7 Loi. Faux 12-40; Gendarme, p. 466; Instr. crim., p. 45; Minist. publ., p. 6.
 — Arrêté. Instr. crim., p. 328.
 — Cass. Amnistie 14. — Peine 838; Procès-verb. 354. — Témoin 580-20.
 8 Loi. Org. judic. 470, p. 1488.
 — Arrêté. Prisons 86, 93.
 — Décis. Douanes 591-80.
 9 Cass. Crimes contre l'État 100.
 11 Loi. Faux 8.
 — Cons. d'État. Emigré 92.
 12 Cass. Emigré 119; Org. judic. 174-50. — Substitution 225.
 13 Loi. Mines, p. 618.
 — Cass. Cassation 63; Org. judic. 504. — Deg. de jurid. 272.
 — Paris. Success. 1369.
 14 Cass. Acquisesc. 530. — Arbitr. 389.
 — Bordeaux. Disp. entre vifs 2080-10, 2083.
 — Avis Cons. d'Ét. Contr. p. corps 20-10, 230 c., 632-20 c.
 — Circ. Archives 68.
 18 Arrêté. Org. marit., p. 1670; Salubrité publ., p. 669.
 — Cass. Chose jugée 196-10 c., 259. — Loi 154. — Tierce opposit. 352.
 16 Arrêté. Emigré, p. 467.
 17 Arrêté. Vente administr. 279.
 — Cass. Complic. 39-10. — Instr. crim. 1814-20.
 — Avis Cons. d'Ét. Contr. par corps 20-10; Notaire, p. 576.
 18 Loi. Attroupement 9; Emigré, p. 467; Org. judic., p. 1488; Vagabondage 67 c., p. 11; Vol 100, 380, 480, 1108.
 19 Arrêté. Org. judic., p. 1488.
 — Cass. Cassation 1492-20; Témoin 250-10, 578-20.
 20 Traité. V. 28 ventôse an 9.
 21 Cass. Exploit 143-20, 152. — Req. civile 136.
 22 Cass. Cassation. 1159-10. — Req. civ. 136, 142.
 23 Cass. Chose jugée 374-20. — Conciliat. 171.
 — Bruxelles. Saisie exécut. 125.
 — Cons. des prises. Prises marit. 193.
 24 Cass. Acte de l'état civ. 127 c.
 25 Cass. Deg. de jurid. 614-50.
 27 Loi. Impôts dir., p. 269.

Pluviôse.

- 27 Cass. Amnistie 19 c., 43; Témoin 438-70. — Complic. 296 c., 211. — Témoin 458.
 28 Cass. Cassation 2130.
 — Décis. Priv. et hypoth. 1531, 2947.
 29 Loi. Avoué 19.
 — Arrêté. Org. marit., p. 1670.
 — Cass. Témoin. Faux 87-10.
 — Bordeaux. Mandat 87-10.
Ventôse.
 1 Cass. Disposit. entre vifs 9440.
 — Bordeaux. Arbitr. 1212.
 2 Cass. Appel civ. 660; Appel inc. 150 c. — Loi 38-40 c.; Servitudes 1061. — Loi 129.
 3 Cass. Arbitr. 1218. — Vente administr. 208.
 4 Loi. Hospice, p. 63; Révélation de biens, p. 476.
 — Arrêté. Org. administr., p. 606.
 6 Cass. Deg. de jurid. 266-10, 604 c. — Complic. 34. — Crimes contre les pers. 20-50. — Instr. crim. 1487. — Peine 358-20. — Témoin 606. — Vol 632-10.
 7 Cons. des prises. Prises marit. 129.
 8 Cass. Instr. crim. 1430, 3114. — Témoin 167-20.
 9 Arrêté. Org. marit., p. 1670; Prises marit., p. 921.
 — Avis Cons. d'Ét. Contrainte administr. 7.
 — Cons. des prises. Prises marit. 72, 113-20, 159.
 14 Cass. Appel civ. 237. — Arbitrage 221. — Cassation 1133. — Deg. de jurid. 177-20. — Délai 19. — Saisie-arrest 170; Traitement 192 c.
 12 Arrêté. Trés. publ., p. 1116.
 — Cass. Contr. de mar. 1224. — Paternité 428-100.
 — Paris. Oblig. 5175 c.; Propr. lit. 135.
 13 Arrêté. Industrie, p. 667; Org. économ., p. 1288.
 — Cass. Appel civ. 801. — Compét. crim. 243.
 — Grenoble. Avoué 88.
 — Cons. des prises. Prises marit. 25, 136-10, 264-10.
 14 Cass. Cassation. 1827-40. — Commune 2609-10; Trav. publ. 1281 c. — Douanes 933.
 — Circ. Greffe 54.
 18 Grenoble. Disposit. entre vifs 2563.
 16 Loi. Emigré, p. 467; Priv. et hypoth., p. 33.
 — Cass. Défense 44. — Douanes 845-30. — Instr. crim. 1369, 2551. — Procès-verb. 637. — Témoin. Faux 31.
 — Instr. Org. administr. 784, p. 606.
 17 Cass. Cassation 695. — Instr. crim. 1429. — Réglém. de juges 159-30.
 — Cons. des prises. Prises marit. 58, 329-10.
 18 Cass. Cassation 1077.
 19 Loi. Forêts 88; Impôts dir., p. 262.
 — Cass. Appel crim. 247; Jugem. 805-20. — Comp. crim. 468-20. — Reprise d'Instr. 15.
 21 Loi. Impôts dir., p. 262; Saisie-arrest, p. 488; Traitement 41, 170 s.
 — Cass. Absent 354, 429 c. — Cassation 693, 1287.
 — Paris. Paternité 306.
 22 Cass. Cassation 111. — Cautionn. 127; Contr. de mar. 2639 c. — Chose jugée 234; Oblig. 864-10.
 23 Arrêté. Emigré 401.
 — Cass. Droit civ. 767-10. — Enreg. 187-30.
 — Besançon. Arbitr. 1275.
 — Grenoble. Disposit. entre vifs 716.
 — Cons. des prises. Prises marit. 297.
 24 Cass. Cassation 1097, 1338 c.; Jugem. 954-20. — Exploit 609. — Oblig. 4970.
 — Caen. Oblig. 4614.
 — Instruct. Commune 1940.

Ventôse.

- 25 Décis. Enreg. 4082.
26 Cass. Complic. 183-10. — Instr. crim. 1567.
— Cons. d'Etat. Conflit 48.
27 Loi. Avoué 20; Commiss.-pris. 7; Enreg. 30; Org. colon. 690; Serment, p. 5.
— Cass. Douanes 215-10. — Propr. lit. 470.
28 Loi. Bourse de comm. 34; Traité internat., p. 514; Trés. publ. 1192 a.
— Cass. Appel crim. 309, 339.
29 Loi. Org. judic. 449 a, p. 1488.
— Arrêté. Org. judic., p. 1488.
— Cass. Amnistie 52. — Instr. crim. 1868. — Jugem. 764. — Témoin 430.
30 Loi. Trés. publ. 408, p. 1116.

Germinal.

- 1 Cass. Appel crim. 181 c.; Cassation 811 c., 1142; Exploit 477 c.; Peine 838; Procès-verb. 17, 399 c. — Enreg. 3208-30.
— Grenoble. Appel civ. 447.
2 Cass. Contr. de mar. 476. — Deg. de jurid. 32-10. — Instr. p. écrit 11. — Obligat. 2034-10.
3 Arrêté. Montale, p. 379; Pension, p. 749.
— Cass. Cassation 445. — Dem. nouv. 26, 173. — Exploit 143-10. — Jugem. 163-20.
— Cons. des prises. Prises marit. 87, 99-20.
4 Cass. Compét. administr. 103-30. — Deg. de jurid. 53-20.
6 Cass. Liberté indiv. 56 c. — Peine 271-10. — Témoin 90-60.
7 Loi. Ville de Paris 23 c., 71.
— Arrêté. Hospice, p. 63; Lois codifiées, p. 232 (note); Louage administr. 25, 37 c.; Org. instr., p. 1332.
— Traité. — V. 16 frim., an 10.
— Cass. Instr. crim. 1788, 1816, 2289 2341-30.
— Besançon. Disposit. entre vifs 522.
— Lettre. Octroi 272.
8 Arrêté. Org. milit., p. 1877.
— Cass. Instr. crim. 2493. — Témoin 142-30.
— Circ. Greffe 144.
9 Arrêté. Officié 41, p. 110.
— Pua. Contr. p. corps 390.
— Cons. des prises. Prises marit. 288, 291, 292.
11 Arrêté. Commis. de police 22.
— Cass. Cassation 1101 c.; Faux inc. 81-10; Jugem. 958-10. — Cassation 1963. — Commune 1580-70. — Enreg. 4047.
12 Cass. Chose jugée 132-20; Exception 228; Jugem. 17-10 c. — Disposit. entre vifs 502. — Domicile élu 89.
13 Loi. Lois codifiées 8.
— Arrêté. Douanes, p. 564.
14 Cass. Effets de comm. 515. — Jugem. p. défaut 228. — Louage à col. perpét. 5. — Vente 1428.
— Bruxelles. Hospice 893.
15 Cass. Cassation 1530; Chose jugée 129-30 c.
16 Cass. Cassation 137. — Douanes 818-20-30-40-50. — Evasion 71, 78 c. — Propr. littér. 461.
17 Arrêté. Emigré 400.
— Cass. Cautionn. de fonct. 89. — Instr. crim. 1417, 2290. — Témoin 29-10, 183-40 c., 211-10 c., 296-30. — Vol 439-10.
— Av. Cons. d'Etat. Jugem. 100 c., 109.
— Cons. des prises. Prises marit. 200.
— Circ. Douanes 63; Enreg. 5712.
18 Cass. Appel crim. 366.
— Décis. Enreg. 4901-60; Privil. et hypoth. 2719.
19 Cass. Cassation 415, 656. — Compét. crim. 408-30. — Instr. crim. 2541-30, 3000-30.
— Cons. des prises. Prises marit. 284.

Germinal.

- 21 Cass. Instr. p. écrit 39-30, 46. — V. 21 prairial.
— Grenoble. Acquisesc. 506.
22 Cass. Emigré 115-10-20-30. — Force majeure 12-20. — Poids et mesures 146-10.
23 Arrêté. Org. marit., p. 1670.
— Cass. Vente 2030.
— Cons. des prises. Prises marit. 82.
24 Cass. Enreg. 5084.
25 Cass. Douanes 215-10.
26 Cass. Faux 466. — Frais 1035. — Témoin 277.
27 Arrêté. Organ. judic., p. 1488; Uniforme-costume 40; Vente administr. 103.
— Cass. Cassation 448. — Mat. d'or et d'argent 152. — Voirie par terre 1438-10.
— Caen. Culte 114-10.
28 Cass. Cassation 1188. — Faux 22.
29 Arrêté. Armes 17; Bourse de comm. 35; Commiss. de police 8; Enreg. 4923; Organ. colon., p. 1086; Serment, p. 5; Trés. publ. 1297, p. 1117; Uniforme-costume, 13, 43; Ville de Paris 59 c., p. 146.
— Cass. Presse-out. 805 c., 919-10, 959 c. — Témoin 117-10, 183-60.
— Cons. des prises. Prises marit. 74-10, 198-20.

Floréal.

- 1 Cass. Acquisesc. 836 c.; Appel civ. 224 c.; Deg. de jurid. 493. — Cassation 1143. — Exploit 139. — Faux inc. 145.
— Grenoble. Success. 740.
2 Cass. Cassation 1158. — Commune 2611-10; Compét. administr. 103-60. — Commune 2749, 2759 c.; Deg. de jurid. 147-60 c. — Droit civ. 462. — Exploit 35-10 c.
— Circ. Contumace 60.
3 Cass. Deg. de jurid. 53-40. — Domicile 7-20. — Obligat. 2731.
4 Cass. Acquisesc. 622; Cassation 2063 c.; Jugem. 963-20.
5 Arrêté. Org. judic., p. 1438.
7 Cass. Appel crim. 268. — Compét. crim. 381-30. — Instruet. crim. 1622, 1948, 1982; Témoin 103-30.
— Bruxelles. Nantiss. 276-30; Privil. et hyp. 1269-10.
9 Arrêté. Dom. nat., p. 335; Impôts dir., p. 263; Trés. publ., p. 1117.
— Cass. Dénonc. calomn. 80 c.; Instr. crim. 1009. — Peine 838; Procès-verb. 299 c.
11 Arrêté. Hospice, p. 63.
— Cass. Disposit. entre vifs 414. — Douanes 302. — Enregistr. 127-20. — Minist. publ. 160. — Peine 838; Procès-verb. 17, 332-40 c., 353. — Voiture 344. — V. 17 floréal.
12 Cass. Mandat 136-10, 420 c. — Récusation 169, 175-10. — Instr. Commune 2521.
13 Arrêté. Org. milit., p. 1877; Prisons, p. 987.
— Cass. Acquisesc. 225 c., 629; Jugem. 15-10 c. — Compét. administr. 64; Vente administr. 801-20 c. — Enregistr. 2058, 2343, 2594 c., 4176, 4449.
— Cons. des prises. Prises marit. 141-10, 223, 290-30.
14 Cass. Effets de comm. 423. — Jugem. 431-30. — Octroi de Paris 131. — Papier monnaie 54-40.
— Poitiers. Jugem. d'av. dire droit 25-10-20.
— Rouen. Cautionn. 300; Oblig. 1457 c.
16 Cass. Cassation 740. — Enreg. 4449. V. 13 floréal. — Huissier 23. — Instr. crim. 1917-50. — Témoin 435-60.
17 Arrêté. Compét. comm. 11; Org. marit. 663 a., 677, 679, p. 1670; Prises marit., p. 922.

Floréal.

- 17 Cass. Appel crim. 292. — Instr. crim. 3408-20; Témoin 435-10. — Jugem. 783; Responsab. 64. — Loi 129-10.
— Cons. des prises. Prises marit. 52-50.
18 Cass. Attentat aux mœurs 24. — Eau 580.
— Poitiers. Disposit. entre vifs 215-20 c.; Interdict. 208-30, 217-20 c.
— Décis. Enreg. 4901-60.
19 Cass. Faillite 1393, 1458-10 c.; Instr. crim. 1205-10.
21 Grenoble. Vente publ. d'immeub. 1696.
22 Cass. Acquisesc. 361.
23 Arrêté. Org. instr. publ., p. 1332; Uniforme-costume 13, 45.
— Cass. Appel crim. 64 c.; Compét. administr. 84-20-30 c. — Cassation 1135 c. — Contr. p. corps 392; Trés. publ. 1373. — Enreg. 4993; Rente viagère 171-30. — Enreg. 5623-10. — Jugem. 61-40.
— Avis Cons. d'Etat. Contumace 6.
24 Cass. Deg. de jur. 371-10. — Enreg. 4050. — Vente publ. d'immeub. 495.
25 Cass. Jugem. 149-40; Org. judic. 202-30.
— Bourges. Jugem. 965-10.
26 Cass. Complic. 54-20. — Garde nat. 650. — Instruet. crim. 1622-30.
— Bourges. Org. judic. 245-10.
27 Cass. Cassation 2203-10. — Complic. 54-30. — Douanes 893-30. — Bruxelles. Conciliat. 281-10.
— Riom. Absent 232, 242 c.
— Cons. des prises. Prises marit., 385.
28 Cass. Cautionn. de fonct. 39. — Instr. crim. 883. — Papier monnaie 54-20. — Peine 102-10, 409-40.
— Bordeaux. Séparation de corps 434-20 c.
— Décis. Enreg. 656.
29 Cass. Jugem. p. défaut 467-10 c., 490.

Prairial.

- 1 Cons. des prises. Prises marit. 283, 288.
2 Cass. Dépôt 261. — Success. 104, 108.
3 Cass. Appel civ. 198; Obligat. 4958-30 c. — Arbitrage 391. — Oblig. 4885. — Responsab. 216. — Vente 1764.
4 Cass. Cassation 710. — Jugem. 292-20. — Success. 163-30.
5 Cass. Instr. civ. 69.
6 Arrêté. Armes 17.
— Cass. Cassation 207. — Octroi 347. — Vagabondage 44.
— Bourges. Arbitrage 647.
7 Cass. Instr. crim. 2311; Témoin 139. — Peine 409-10. — Vagabondage 44.
— Cons. d'Et. Commune 2386.
8 Cass. Exploit 704. — Instr. crim. 652-50, 1296.
— Décis. Enreg. 5630.
9 Cass. Douanes 866, 981 c.; Grains 68 c. — Instr. crim. 3214.
12 Cass. Appel civ. 740; Domicile élu 118 c. — Appel incid. 62. — Cassation 101. — Chose jugée 233.
13 Cass. Culte 602-10; Disposit. entre vifs 414 c. — Douanes 926, 934-20 c., 972-10 c. — Enreg. 5347. — Exploit 139.
16 Cass. Cassation 233. — Presse-out. 1401-10. — Vagabondage 45.
— Bourges. Conciliat. 94-30 c.
17 Cass. Cassation 147. — Complic. 39-10. — Instr. crim. 2489-30, 2833. — Témoin 427.
— Cons. des prises. Prises marit. 38, 198-30.
18 Cass. Cassation 252. — Instr. crim. 1427, 2406. — Vagabondage 48, 49.

Prairial.

- 19 Cass. Compét. crim. 287, 412. — Contrav. 217. — Instr. crim. 1447, 2610-30. — Vol 305-50.
20 Cass. Acquisesc. 359 c.; Oblig. 2144-20.
21 Arrêté. Enreg. 46.
— Cass. Instr. p. écrit 27-30. — V. 21 germinal.
22 Cass. Délai 82 c.; Exploit 559. — Jugem. 393-10.
23 Arrêté. Trés. publ., p. 1117.
— Cass. Cassation 1975. — Enreg. 4183. — Faillite 409-10.
— Cons. d'Et. Commune 2414 c., 2433.
24 Cass. Compét. administr. 73-10. — Compét. crim. 270. — Vente publ. d'immeub. 495.
— Paris. Minorité 147.
26 Cass. Instr. crim. 219-10, 913, 2034. — Peine 838; Procès-verb. 19-10. — Vagabondage 68-10.
27 Arrêté. Associat. de sec. mutuels 27; Dom. nat., p. 335; Gendarmerie, p. 466; Org. administr. 280; Poste, p. 10; Procès-verb. 792; Secours publ., p. 787.
— Cass. Comp. crim. 361 c., 306, 399 c. — Instr. crim. 2028-20, 2382-20. — Vagabondage 44.
— Cons. des prises. Prises marit. 96.
28 Cass. Témoin 578-30. — Tentative 29, 53 c.
29 Cass. Amnistie 41 c. — Appel crim. 255, 279 c. — Boulanger 63. — Cassation 413.
— Cons. des prises. Prises marit. 296.

Messidor.

- 1 Cass. Arbitr. 909, 910, 1211.
2 Cass. Acquisesc. 326. — Cassation 1439-10, 1485.
3 Arrêté. Bourse de comm. 52.
— Cass. Absent 683, 686 c.; Cassation 351. — Arbitr. 637. — Délai 43; Douanes 939. — Disposit. entre vifs 522. — Mise en jugem. 29-10.
— Poitiers. Droit marit. 911.
— Cons. des prises. Prises marit. 27.
4 Cass. Appel civ. 806. — Enreg. 137-30.
6 Décr. Armes, p. 245.
— Arrêté. Bourse de comm. 52.
— Cass. Compét. crim. 406-50. — Faux 478. — Instruet. crim. 3554-10. — Org. milit. 801.
— Bourges. Jugem. 302-20.
7 Arrêté. Mat. somm. 53 c.; Révélation de biens, p. 47.
— Cass. Dom. destr. 208; Vol 606, 607-20. — Instr. crim. 3745-10. — Quest. préjudic. 87-30.
8 Cass. Cassation 527. — Faux 237. — Instr. crim. 3555-10. — Vol 193, 305-60.
9 Arrêté. Voirie p. terre, p. 189.
— Cass. Faux 411-10. — Forêts 1. — Instr. crim. 2840-10, 3427.
— Angers. Privil. et hyp. 1525-10. V. 19 mess.
— Cons. des prises. Prises marit. 198-20.
11 Cass. Cassation 272. — Conciliation 99-10. — Dom. nat. 48; Propriété 395-10 c. 20.
12 Cass. Effets de comm. 16-20, 17-40. — Exploit 403; Jugem. par défaut 288 c.; Nullité 64 c. — V. 12 thermid.
13 Arrêté. Forêts 88.
— Cass. Deg. de jurid. 53-30. — Enreg. 6111. — Organ. judic. 147-10.
— Toulouse. Scellés 90.
14 Cass. Disposit. entre vifs 1317-10. — Enreg. 2447, 2680 c. — Expert. 198. — Règlement de juges 64. — V. 13 messid.
15 Cass. V. 13 messid.
— Bourges. Oblig. 519-10.
16 Cass. Compét. crim. 693. — Deg. de jurid. 669. — Org. judic. 562. — Témoin 440-50.

Messidor.

- 16 Paris. Rente const. 20-10.
17 Arrêté. Sapeurs-pompiers, p. 696; Ville de Paris 58.
— Cass. Evasion 67. — Instr. crim. 2797; Témoin 286, 445-10.
18 Cass. Cassation 412. — Instruet. crim. 1208-20, 3737. — Org. marit. 1075-40. — Peine 246-50. — Décis. Mines, p. 613.
19 Arrêté. Mat. d'or et d'argent, p. 462.
— Cass. Cassation 2216 c. — Instr. crim. 2243-10, 3114, 3457-10. — Vol 305-50.
— Angers. Privil. et hyp. 1546-10. V. 9.
21 Cass. Arbitr. 1216. — Chose jugée 557-10. — Jugem. 12-80.
22 Cass. Cassation 1569-70 c.; Commune 2044-10. — Loi 529-10; Société 34-20-109. — V. an 11.
— Avis Cons. d'Et. Trés. publ. 1134.
23 Arrêté. Pêche marit. 66; Trés. publ. 307, 1297, p. 1117.
— Cass. Commune 2736, 2741 c. — Compét. comm. 361. — Dom. de l'Etat 393. — Jugem. par défaut 10-20. — Loi 295 c.; Success. 1021-10.
24 Cass. Arbitr. 1216. — Rente viagère 173.
26 Concordat. V. 18 germ. an 10.
— Cass. Instr. crim. 2289, 2779, 2923-10. — Témoin 134-60.
— Déclarat. Trés. publ. 1297.
27 Arrêté. Commune 107; Org. milit., p. 1877.
— Cass. Cassation 694. — Compét. crim. 404-30; Minist. publ. 65-10. — Instr. crim. 1483, 1814-20.
28 Cass. Compét. crim. 451. — Témoin 147-10, 439-30, 440-30.
29 Arrêté. Vente administr. 279.
— Cass. Instr. crim. 1396. — Minist. publ. 53. — Presse-out., 1373. — Témoin 176, 263 c.

Thermidor.

- 1 Cass. Commune 2007.
2 Arrêté. Org. administr., p. 608; Org. milit., p. 1877.
— Cass. Cassation 692. — Loi 152-30 c., 188-10.
3 Cass. Complic. 135 c. — Compte 115-10; Conciliat. 99-40. — Enreg. 2610. — Success. 1888, 1844-20.
4 Cass. Louage à dom. cong. 6. — Oblig. 4524.
— Bourges. Deg. de jurid. 129-20.
6 Cass. Cassation 1343-20. — Instr. crim. 1427.
— Circ. Forêts 161.
— Décis. Bois et charbons 29; Serment 79.
7 Arrêté. Signature 22; Témoin, p. 103, 231.
— Cass. Amnistie 18. — Comp. crim. 194. — Deg. de jurid. 669.
— Cons. des prises. Prises marit. 238-10.
8 Ord. Voie publ. 6-60.
— Cass. Instr. crim. 2488-10. — Vagabondage 67.
— Besançon. Deg. de jurid. 271-20.
— Bruxelles. Saisie-exéc. 288.
9 Cass. Cassation 2007, 2128 c. — Comp. civ. 14 c.; Contrav. 126 c.; Exploit 697-20; Instr. crim. 125. — Comp. crim. 194. — Instr. crim. 1578. — Mise en jugem. 109.
— Cons. des prises. Prises marit. 46.
12 Arrêté. Gendarmerie, p. 467.
— Cass. Contr. p. corps 277. — Domicile 45. — Loi 148-10 c., 20 c.
13 Arrêté. Douanes, p. 564.
— Cons. des prises. Prises marit. 92-30, 115-10, 178.
14 Cass. Effets de comm. 505. — Récusation 10-30, 72. — Success. 755.
— Besançon. Usage 558-20.
15 Cass. — V. 14 thermid.
— Lettre. Aliéné 28.

Thermidor.

- 16 Cass. Cassation 255. — Instr. crim. 2513.
 17 Cass. Evaison 67-10.
 — Toulouse. Prescript. civ. 1135.
 — Cons. des prises. Prises marit. 30-30.
 18 Cass. Contrav. 130. — Instr. crim. 2089-10; Témoin 608-50. — Peine 490.
 19 Arrêté. March. de four. 5-80, 135 s.
 — Cass. Amnistie 124. — Instr. crim. 3079-50; Témoin 109. — Loterie 20, 30 c.
 — Bruxelles. Oblig. 2644-20.
 — Cons. d'Et. Emigré 401c., p. 467.
 21 Cass. Appel civ. 1150 c.; Cassation 474 c.
 22 Cass. Acquis. 410. — Cassation 92. — Expt. 139. — Louage 766. — Mines 586. — Oblig. 1718, 4935-10.
 — Paris. Privil. et hypoth. 2001.
 23 Cass. Enreg. 6275. — Exploit 139. — Papier-monnaie 86-10.
 24 Arrêté. Forêts 88.
 25 Cass. Instr. crim. 1447. — Témoin 134-60. — V. 26 messidor.
 — Paris. Minorité 38 c., 363-40, 370 c., 770 c., 778 c.
 27 Cass. Cassation 361. — Compét. crim. 194, 2730. — Témoin 2996-70.
 — Cons. des prises. Prises marit. 140-20.
 28 Cass. Compét. crim. 452. — Réclamation 121-30.
 — Bruxelles. Louage emphyt. 40.
 — Avis Cons. d'Et. Trés. publ. 1219.
 — Décis. Enreg. 4038.
 29 Arrêté. Douanes, p. 589.
 — Cass. Commune 684-10. — Compét. crim. 282-20 c., 297, 390 c. — Instr. crim. 662, 668 c., 2793-10.
 — Paris. Industrie 360-10 c.; Vente 659-10.

Fructidor.

- 1 Cass. Acquis. 760. — Cassation 707 c., 711, 914 c., 1414; Contr. de mar. 188, 3333, 3474 c.
 — Bruxelles. Obligat. 4109.
 2 Lettre. Org. marit. 490.
 — Solut. Enreg. 373.
 3 Arr. té. Douanes, p. 564; Organ. marit., p. 1670.
 — Cass. Dom. de l'Etat 337-20.
 4 Cass. Exempt. 515.
 5 Cons. d'Etat. Vente administr. 198, 211, 239-20.
 6 Traité. V. 17 frimaire an 10.
 — Cass. Compét. crim. 696.
 — Rouen. Disposit. entre vifs 447.
 7 Cass. Cassation 1479 c.; Instr. crim. 2152.
 — Cons. des prises. Prises mar. 224.
 8 Cass. Cassation 2141-40. — Compét. crim. 692. — Voirie par terre 1123-10.
 9 Arrêté. Hospices, p. 64; Secours publ., p. 787.
 — Cass. Cassation 1749-50. — Compét. crim. 194. — Défense 137; Instr. crim. 2398; 3528-20. — Org. milit. 828-10. — Témoin 169-30.
 11 Cass. Appel inc. 72, 84 c. — Enreg. 6195-10. — Jugement par défaut 171.
 12 Cass. Tierce opposit. 193-10.
 13 Cass. Droit rural 65 c., 66-10-20.
 — Interdict. 229-10. — Mariage 925. — Société 196 c., 929.
 — Cons. des prises. Prises marit. 178.
 14 Cass. Arbitr. 335, 1227. — V. 13 fructidor.
 — Bruxelles. Contr. p. corps 391.
 15 Decis. Enreg. 5708; Huissier 160.
 16 Cass. Cassation 413. — Instr. crim. 1448, 2032-10. — Témoin 134-60.
 17 Cass. Cassation 1450. — Contrav. 25; Peine 102-130. — Instr. crim. 639-10, 1208, 1427. — Mise en jugement 73-10. — Responsab. 64. — Vol 443-10, 461.

Fructidor.

- 18 Cass. Compét. crim. 194. — Disposit. entre vifs 447, 4401 c. — Douanes 944-50, 949-20 c. — Org. milit. 756-10.
 19 Arrêté. Enreg. 59; Org. administr. 400, p. 606; Org. instr. publ., p. 1332; Trésor public, p. 1117; Vente administr. 279.
 — Cass. Appel crim. 366.
 21 Cass. Arbitr. 1100 c., 1222. — Cassation 117; Loi 355 c. — Degr. de jurid. 92. — Enreg. 4585, 5786.
 22 Cass. Enreg. 3982.
 23 Loi. Place de guerre, p. 936.
 — Arrêté. Commiss. de police 22.
 — Cass. Commune 2033. — Enreg. 5189.
 25 Arrêté. Garde champêtre, p. 267.
 — Circ. Enreg. 65.
 — Décis. Enreg. 3296.
 26 Cass. Appel crim. 262. — Cassation 1450; Témoin 90-20. — Minist. publ. 10-10. — Témoin 24, 93-40, 268.
 27 Arrêté. Dépôt 265-10.
 — Cass. Instr. crim. 2993-10. — Minist. publ. 10-10.
 — Cons. d'Et. Emigré 403-50 c., p. 468.
 — Cons. des prises. Prises marit. 45.
 28 Cass. Instr. crim. 1749. — Org. colon. 208.
 29 Arrêté. Dom. nat., p. 335; Douanes, p. 564.
 — Cass. Appel crim. 299; Témoin 24, 363-10 c. — Compét. crim. 194. — Instr. crim. 681-30, 1480-30.

Jours complémentaires

- 3 Arrêté. Enreg. 55.
 4 Arrêté. Uniforme-costume 34.
 — Lettre. Degr. de jurid. 53-10.

Vendémiaire.

- 2 Cass. Disposit. entre vifs 2573. — Effets de comm. 45.
 3 Arrêté. Hospice 64; Org. marit., p. 1670; Révélation de biens, p. 476.
 — Cass. Appel civ. 171. — Arbitr. 1235. — Commune 2704. — Success. 108, 113; Traité internat. 183 c.
 — Cons. des prises. Prises marit. 159, 161, 262.
 4 Cass. Propr. féod. 155-10, 176 c. — Success. 2320, 2301.
 5 Arrêté. Org. administr., p. 606; Trés. publ., p. 1117.
 — Lettre. Culte 160.
 6 Cass. Compét. crim. 603. — Forfait 504.
 7 Arrêté. Trés. publ. 704.
 — Traité. — V. 19 frim. an 10.
 — Cass. Cassation 2223. — Instr. crim. 1208. — Peine 245-40. — Prises marit. 50.
 — Cons. des prises. Prises marit. 290-20.
 8 Cass. Compét. crim. 443 c. — Instr. crim. 1622-50, 2288. — Jugem. 807-30.
 9 Arrêté. Trés. publ., p. 1117.
 — Cass. Contr. p. corps 120-10; Vol 751-40 c. — Contumace 97.
 11 Cass. Acte de comm. 178; Commerce 48 c. — Arbitr. 1087 c., 1106, 1232 c. — Culte 609 c.
 12 Cass. Conclus. 24-10 c.
 13 Cass. Commission. 410; Dépôt 158 c. — Enreg. 2504. — Société 34-70. — Voiture 253.
 — Cons. des prises. Prises marit. 93-30, 148-30.
 14 Arrêté. Culte, p. 685.
 — Cass. Cassation 1160. — Disposit. entre vifs 1543-20-30. — Enreg. 6112. — Vente publ. d'imm. 284.

Vendémiaire.

- 15 Arrêté. Org. milit., p. 1877.
 16 Traité. — V. 18 frim., an 10.
 — Arrêté. Culte, p. 685.
 — Cass. Jugem. 778-20.
 17 Arrêté. Commune 108, 1511, 1515 s.; Revision 2.
 18 Arrêté. Prises marit., p. 922.
 — Cass. Compét. 39-50. — Obligat. 4631; Témoin 399-20 c.; Vol 852 c. — Octroi 211; Procès-verb. 521-20.
 19 Arrêté. Patente, p. 48.
 — Cass. Appel crim. 313. — Témoin 132-10, 281, 450, 566.
 20 Cass. Minist. publ. 26.
 21 Cass. Dem. nouv. 126, 139 c.; Disposit. entre vifs 695. — Vente publ. d'imm. 945.
 22 Cass. Cassation 2068; Commune 1959; Loi 188-20 c. — Degr. de jurid. 27-40. — Disposit. entre vifs 1664-30 c.; Vente 369.
 23 Arrêté. Hospice 495-100; Org. marit., p. 1670.
 — Cons. des prises. Prises marit. 136-10, 244.
 24 Cass. Compét. administr. 117; Règ. de juges 56-20. — Vente publ. 216-40 c.
 25 Décr. Vagabondage, p. 11.
 — Arrêté. Frais, p. 66; Prisons, p. 987; Trés. publ., p. 1117.
 26 Cass. Instr. crim. 2611-40. — Témoin 128-20.
 27 Arrêté. Trés. publ., p. 1117.
 — Cass. Instr. crim. 1896, 1449, 2265.
 — Cons. des prises. Prises marit. 137.
 28 Ord. Contrav. 291 c.
 — Cass. Appel crim. 322. — Commune 1083. — Frais 1025-30. — Octroi 223-20.
 29 Cass. Instr. crim. 2265, 2294-20.

Brumaire.

- 1 Cass. Acquis. 625; Dem. nouv. 74 c., 84-10; Obligat. 432-20. — Except. 388. — Renvoi 123.
 2 Cass. Enreg. 2227, 6162, 6290. — Success. 200-10.
 3 Cass. Appel civ. 1181; Conclus. 90 c. — Degr. de jurid. 380-10. — Presse-outr. 1171-20.
 4 Cass. Cassation 1139, 1869; Jugem. d'av. dire droit 4-10. — Degr. de jurid. 24.
 5 Arrêté. Faux 12-50; Impôts dir. 649-10; Prises marit., p. 922; Trés. publ., p. 1117.
 6 Cass. Instr. crim. 3034.
 7 Arrêté. Trés. publ., p. 1117.
 — Cass. Compét. crim. 195. — Faux 23-10, 44. — Instr. crim. 655, 2684.
 8 Cass. Compét. crim. 195.
 — Déis. Douanes 591-70.
 — Instr. Enreg. 4919.
 9 Cass. Mise en jugement. 109. — l'Prescript. crim. 54. — Témoin 114-10.
 11 Cass. Jugem. p. défaut 275. — V. 19 brumaire.
 12 Arrêté. Emigré 234, 405 n.
 — Cass. Cassation 1898; Disposit. entre vifs 215-20; Interdict. 208-30, 217-20 c.
 13 Arrêté. Conflit 5; Trés. publ. 373, p. 1117.
 — Cass. Appel civ. 1350. — Effets de comm. 16-20; Loi 152-10. — Expert 26 c., 126 c., 202. — Pérémpcion 363-10.
 — Cons. des prises. Prises marit. 264-80.
 14 Cass. Arbitr. 835. — Enreg. 4423. — Exploit 143-40.
 16 Ord. Boulanger 93.
 — Cass. Cassation 207; Instr. crim. 2925 c. — Douanes 818-100; Peine 838. — Témoin 296-10.
 17 Arrêté. Emigré, p. 468; Hospice 459.
 — Cass. Instr. crim. 2530. — Témoin 435-10-70. — Vol 264-50.
 — Cons. des prises. Prises marit. 43-20.
 18 Decis. Octroi 169-30.

Brumaire.

- 19 Cass. Contrav. 377 c.; Faux 34. — Instr. crim. 2818.
 21 Cass. Degr. de jurid. 603.
 22 Cass. Cassation 1099. — Commune 2226. — Dom. nat. 47-10; Loi 191-10; Vente 24 c.
 23 Arrêté. Trés. publ. 553, p. 1118. — Cass. Cassation 485 c., 865. — Contr. p. corps 202.
 — Instr. Enreg. 5708; Huissier 160; Peine 756.
 24 Arrêté. Hospices 489.
 25 Cass. Exploit 278-90.
 — Rouen. Jugem. 13-90.
 26 Arrêté. Commune 108; Patente, p. 48; Peine, p. 551; Pension, p. 749.
 — Cass. Instr. crim. 2304. — Témoin 214, 670-30 c.
 27 Arrêté. Discipl. 12; Vente administr. 207-50.
 — Cons. des prises. Prises marit. 264-30.
 28 Décision. Douanes 591-90.
 29 Cass. Appel civ. 168.
 Frimaire.
 1 Cass. Affiche 90; Monnaie 61-30. — Commune 2017. — Enreg. 6250. — Expert 247.
 — Bruxelles. Effets de comm. 668.
 — Paris. Louage 483.
 2 Cass. Arbitr. 1213. — Cassation 121 c., 1981. — Minist. publ. 167. — Saisie-arrest 4.
 — Poitiers. Compét. civ. trib. de paix 85; Louage à cheptel 23.
 — Rouen. Droit marit. 1078.
 — Cons. des prises. Prises marit. 262.
 4 Cass. Enreg. 4687. — Jugement d'av. dire droit 69.
 5 Arrêté. Dom. nat., p. 335; Trés. publ., p. 1118.
 — Cass. V. 15 frim.
 6 Cass. Instr. crim. 1006 c. — Vol 751-50.
 7 Arrêté. Douanes, p. 564; Uniforme-costume 34.
 — Cass. Bigamie 21; Crimes contre les personnes 11 c.; Instr. crim. 2565, 2683, 2738.
 — Circ. Culte 567.
 8 Rennes. Jugement par défaut 271-20.
 9 Ord. Halle 18.
 — Cass. Cassation 1927-50. — Instr. crim. 1287. — Loi 367-20.
 11 Cass. Dem. nouv. 126. — Disposit. entre vifs 1662-10, 1666.
 — Circ. Org. marit. 555.
 12 Cass. Délai 19. — Dem. nouv. 179; Obligat. 2207, 2220-10. — Mandat 4.
 13 Arrêté. Monnaie, p. 380.
 — Cass. Commune 2221. — Paternité 429.
 — Conseil des prises. Prises marit. 256.
 14 Cass. Disposit. entre vifs 714. — Loi 135-10, 139.
 15 Loi. Traité internat., p. 515.
 — Cass. Douanes 168, 828c., 832 c.; Procès-verb. 305, 311 c., 319 c., 334 c., 352 c., 359-10 c.
 — Rouen. Obligat. 2193-10.
 16 Loi. Traité internat., p. 517.
 — Cass. Exploit 247 c. — Jugement 797-10.
 17 Loi. Traité internat., p. 517.
 — Bruxelles. Jugement par défaut 176-10.
 — Cons. des prises. Prises marit. 126-20.
 18 Loi. Traité internat., p. 517.
 — Cass. Faux 451.
 19 Loi. Traité internat., p. 517.
 — Arrêté. Forêts 89; Loi 155-10 c.; Presse-outr., p. 398.
 — Cass. Instr. crim. 840. — Témoin 430.
 — Avis Cons. d'Etat. Trésor publ. 1131.
 20 Arrêté. Emigré 234.
 21 Cass. Domicile 45. — Minist. publ. 133.
 — Cons. des prises. Prises marit. 93-10.
 — Réglem. Commiss.-priseur 8.

Frimaire.

- 22 Cass. Brevet d'invent. 824 c., 359. — Jugement 76.
 23 Cass. Appel civ. 639. — Jugem. 16-10.
 24 Cass. Chose jugée 376-10; Obligat. 2470-10, 5528 c.
 25 Arrêté. Organ. colon., p. 1026.
 — Cass. Disposit. entre vifs 1299; Obligat. 2850-10 c.
 26 Traité. Traité internat., p. 517.
 — Cass. Compét. crim. 76. — Témoin 159.
 27 Cass. Cassation 137, 158. — Gendarmerie 56. — Instr. crim. 3312-20. — Témoin 252-20.
 — Cons. des prises. Prises marit. 298.
 28 Cass. Vol 200-40.
 29 Cass. Témoin 103-30.
 Nivôse.
 1 Cass. Appel civ. 195. — Arbitr. 1211; Loi 548-20 c. — Cassation 885-10. — Degr. de jurid. 92.
 2 Cass. Pérémpcion 145-20. — Prises marit., 321-20.
 — Paris. Jugem. d'av. dire droit 58-30, 74.
 3 Cass. Appel civ. 1147.
 — Paris. Effets de comm. 378-10.
 — Toulouse. Prescript. civ. 1002.
 — Cons. des prises. Prises marit. 28.
 4 Cass. Cassation 1870-50; Disposit. entre vifs 414 c. — l'ille, 602-10; Disposit. entre vifs 414 c. — Enreg. 137-34, 1398.
 — Toulouse. Exploit 567-10.
 5 Loi. Prisons, p. 987.
 — Arrêté. Juifs, p. 711.
 6 Cass. Témoin 90-50.
 7 Arrêté. Monnaie, p. 380; Pension, p. 749.
 — Cass. Instr. crim. 2494, 3078.
 — Paris. Louage 80-10, 159 c.
 — Cons. des prises. Prises marit. 30-20, 241, 313.
 8 Loi. Peine, p. 351.
 — Cass. Action possess. 49. — Instr. crim. 879-30, 1437, 2263. — Octroi 50. — Vol 634-30.
 — Instr. Prisons 58.
 9 Arrêté. Pêche marit. 30.
 — Cass. Faux 488. — Instr. crim. 1999-30, 2981.
 — Paris. Enquête 96.
 11 Cass. Chose jugée 176-30. — Commune 353. — Jugem. d'av. dire droit 64-30. — Mise en jugement. 73-30. — Presse-outr. 1573 c. — Réglem. de juris 22. — V. 4 nivôse.
 12 Cass. Cassation 1143; Huissier 24 c.
 — Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civil 440 c.
 13 Arrêté. Commune 108; Hospices 495-110; Org. milit. 525, 526, p. 1877; Prises marit., p. 922; Scellés 16 c., p. 705.
 — Cass. Acquis. 840, 849 c. — Interrog. s. faits et art. 191 c. — Org. judic. 174-10.
 — Paris. Jugem. par défaut 16-30. — Success. 1324.
 — Poitiers. Rente viagère 129, 176.
 — Cons. d'Et. Commune 2436.
 — Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civil 17, 228 c.
 — Cons. des prises. Prises marit. 30-30.
 14 Cass. Cassation 914; Emigré 123-30; Success. 1594 c. — Presse-outr. 1375-10. — Success. 163-30.
 17 Arrêté. Trés. publ., p. 1118.
 — Cass. Cassation 1349-10 c. — Instr. crim. 1414, 1487; Témoin 122-60. — Instr. crim. 2291, 2389.
 18 Cass. Instr. crim. 1543-30. — Octroi 206.
 — Paris. Effets de comm. 485.
 — Decis. Enreg. 4867.
 19 Arrêté. Officier de paix 8; Org. instr. publ., p. 1333; Uniforme-costume 37.

Nivôse.

- Cass. Contrav. 140 c.; Voirie par terre 140-20. — Défense 68.
Colmar. Contr. de mar. 4169.
Doris. Eureg. 4303.
Cass. Cassation 92.
Besançon. Contr. de mar. 1405 c. 1414.
Cass. Contr. de mar. 1238 c.; Disposit. entre vifs 1979-20 c.; 2244-10, 2245 c. — Jugement 300-30. — Prises maritimes 264-20. — Vente publ. d'immeubl. 31.
Paris. Conciliat. 85.
Toulouse. Disposit. entre vifs 3001.
Cons. des prises. Prises marit. 326.
Solut. Enreg. 4304.
Cass. Appel civ. 1330; Minist. publ. 160; Rentes foncières 19. — Arbitr. 1217. — Cassation 109 c.
Cons. des prises. Prises marit. 112-10.
Cass. Conciliat. 37-20. — Dem. nouv. 201. — Interdict. 348.
Cass. Rents 145; Enreg. 3070; Privil. et hyp. 789 c. — Commune 229; Oblig. 5021-20 c.
Cons. d'Etat. Emigré 401.
Cass. Cassation 1927-60. — Comp. crim. 36. — Instr. crimin. 129-60, 2986. — Témoin 281, 548.
Cass. Appel crim. 366. — Comp. crim. 693. — Crimes contre les person. 166-30; Presse-contr. 1379. — Minist. publ. 10-20.
Cass. Douanes 215-10. — Instr. crim. 2909.
Arrêt. Commune 108.
Cass. Nat. d'or et d'argent 27 c., 15, 157 c.
Paris. Privil. et hypoth. 1398.
Doris. Commune 2436-40 c.

Inviôse.

- Cass. Enreg. 2325, 4331.
Paris. Louage empl. 22, 59-10 c., 27 c.
Toulouse. Contr. de mar. 3328, 3328 c.
Cass. Compét. administr. 113, 114 c.
Cass. Cassation 1304. — Dom. de l'Etat 202-10; Instruit par écrit 17 c.; Propr. féod. 197-10. — Exception 207. — Faillite 131-10. — Propr. féod. 240.
Bourges. Séparation de corps 436-20, 437.
Cons. d'Etat. Commune 345; Coup d'Etat 132.
Cass. Enreg. 5824. — Exploit 139; Org. judic. 174-10.
Cass. Vol 156.
Bourges. Conciliat. 298.
Cass. Amnistie 134 c. — Cassation 372. — Instr. crimin. 1427. — Jugem. 1063-10. — Vol 536-20, 420.
Paris. Oblig. 2030.
Cons. des prises. Prises marit. 103.
Arrêt. Douanes, p. 564.
Cass. Minist. publ. 10-10.
Paris. Cautionnem. 157; Obligat. 4419-30 c. — Prescript. civ. 92, 524.
Arrêt. Enreg. 5752; Mise en jugem. 135.
Cass. Degr. de jurid. 687-40. — Instr. crim. 1096. — Minist. publ. 269.
Paris. Vente 1879-30.
Paris. Médecine 159.
Cass. Degr. de jurid. 654-30. — Vol 157.
Cass. Appel civ. 231. — Cassation 499. — Effets de comm. 326.
Cass. Compét. civ. trib. de paix 14. — Success. 817. — V. pluviose.
Paris. Success. 1695.
Cons. des prises. Prises marit. 793.

Pluviose.

- 14 Ord. Boulanger 111.
15 Cass. Commune 2772.
16 Cass. Compét. crimin. 282-50; Instr. crim. 883-30; Jugement 839-30. — Compét. crimin. 416 c.; Instr. crim. 491; Vol 120. — Contumace 121; Instr. crim. 2488-20.
— Besançon. Vente 1888, 1894-10 c., 1897 c.
17 Cass. Instr. crim. 729. — Témoin 608.
18 Cass. Faux 473-10. — Vol 486-100.
— Paris. Contr. de mar. 4310-20.
— Decis. Enreg. 4932-10.
19 Cass. Instr. crim. 3521. — Témoin 430.
21 Cass. Compét. civ. trib. de paix 241 c.; 308; Degr. de jurid. 24 c. — Rentes foncières 14-20-30.
— Paris. Emigré 181-10.
22 Cass. Compét. administr. 112-30. — Faillite 1075.
— Paris. Emigré 69 c., 90-30, 109 c., 188-10 c.; Obligat. 721 c.
— Delib. Enreg. 3388.
— Instr. Bois et charbons 66, 128, 143.
23 Arrêt. Mines, p. 618; Trésor publ. p. 1418.
— Cass. Arbitr. 221. — Cassation 1830. — Degr. de jur. 144.
— Bordeaux. Contrat de mariage 4104-10.
24 Cass. Cote 602-10; Disposit. entre vifs 414 c.
— Paris. Arbitr. 306.
25 Bordeaux. Success. 2282-20.
— Paris. Paternité 669.
26 Cass. Forêts 477. — Jugem. 840. — Question préjudic. 112-10. — Témoin 78-10. — Vagabondage 50, 58 c.
— Paris. Acte de comm. 235 c. — Faillite 161-10.
27 Arrêt. Org. administr. p. 606.
— Cass. Appel crim. 248 c.; Cassation 373. — Forêts 1566.
— Cons. des prises. Prises marit. 74-10, 91-20, 125-60, 178.
28 Cass. Faillite 1466. — Instr. crim. 654-30.
— Instr. Commune 578.
29 Colmar. Responsab. 345-20.
— Paris. Contr. par corps 84; Séparation de corps 447, 493-10.

Ventôse.

- 1 Cass. Cassation 1569-30 c.; Minorité 753-10 c.; Obligat. 2217; Société 584. — Contr. de mar. 4101-40. — Vente 376.
— Paris. Acquisit. 766.
2 Cass. Conciliat. 62. — Disposit. entre vifs 3065. — Vente publ. d'immeubles 2164 c., 2165.
3 Arrêt. Commune 108; Dom. nat. p. 335; Impôts dir. p. 263.
— Cass. Cassation 1908-30. — Douanes 906-10, 925. — Papier monnaie 19, 23 c. — Peine 838; Procès-verb. 320-10 c., 334, 310 c., 344 c.
— Paris. Arbitr. 939; Exception 516 c.
— Cons. des prises. Prises marit. 207.
4 Cass. Enreg. 4418, 4436 c.; Rentes foncières 9 c. — Office 44.
— Liege. Mariage 39-40-30, 557-10.
5 Arrêt. Cassation 23; Loi 155-110, 480.
— Cass. Jugem. 781.
— Instr. Enreg. 4801.
6 Cass. Emigré 110-20 c.; Privil. et hypoth. 2373-20.
7 Arrêt. Voirie p. terre, p. 189.
— Cass. Instr. crim. 454.
— Cons. des prises. Prises marit. 17, 154.
8 Cass. Jugem. 788-20; Minist. publ. 63-30. — Octroi 52. — Org. milit. 843. — Procès-verb. 234.
— Rennes. Commune 2674, 2705 c.
9 Arrêt. Hospice 408; Org. milit. p. 1877.

Ventôse.

- 9 Cass. Instr. crim. 1448.
— Avis Cons. d'Etat. Contr. par corps 20-20; Trés. publ. 795 c., 992-70, p. 1118.
11 Cass. Arbitr. 221. — Chose jugée 207-40 c.; Oblig. 2738-20. — Disposit. entre vifs 180-10. — Paternité 134-20.
— Poitiers. Vente 84.
12 Cass. Chose jugée 127-10; Instr. p. écrit 39-20. — Degr. de jurid. 495-40. — Papier-monnaie 30.
13 Arrêt. Org. instr. publ. p. 1332.
— Cass. Appel civ. 209; Degr. de jurid. 160-10 c. — Jugem. 298-20. — Peine 810-10.
— Paris. Paternité 428-120.
— Cons. des prises. Prises marit. 223.
14 Cass. Appel civ. 198. — Papier-monnaie 67. — Recusation 10-30, 72.
16 Cass. Delit 2 c.; Octroi 322-10. — Instr. crim. 1398, 1427. — Vol 311, 632-20.
— Instr. minist. Org. administr. 661.
17 Arrêt. Forêts 89; Loi 155-120; Org. administr. p. 606; Org. milit. p. 1877; Pêche marit. 10.
18 Cass. Instr. crimin. 1549-40, 1799-10, 1939, 2981 c., 2994-30, 3098. — Témoin 183-20, 495-20, 533.
— Solut. Enreg. 1513.
19 Arrêt. Commune 109; Trés. publ. 307.
21 Cass. Degr. de jurid. 602. — Jugem. d'av. dire droit 4-20. — Papier-monnaie 38.
22 Cass. Cassation 1307. — Conciliat. 110-10, 173, 306.
23 Cass. Appel civ. 760 c.; Domicile élu 10-10 c., 70. — Avoué 86. — Commune 2007. — Eau 561-10; Propriété 115; Propr. féod. 485-10 c. — Enreg. 3049, 6113.
— Cons. des prises. Prises marit. 289, 291, 297.
24 Cass. Effets de comm. 914; Trés. publ. 527 c. — Enreg. 228, 3222, 3241 c., 3289 c., 5148. — Juifs 3. — Loi 43-10 c.
— Paris. Degr. de jurid. 602.
— Trib. de Bordeaux. Success. 1306.
25 Lyon. Vente 1638-20.
— Paris. Contr. p. corps 390.
26 Cass. Cassation 450. — Témoin 117-30, 608-60.
28 Cass. Compét. administr. 215; Médecine 80 c. — Crimes contre les pers. 170-20. — Instr. crim. 1299-40, 3526.
— Cir. Nédérine 159.
— Decis. Enreg. 705, 715.
29 Arrêt. Forêts 89.
— Cass. Appel crim. 238, 257 c. — Contumace 100.
— Exploit 705-10. — Faux 481, 486. — Instr. crim. 2368.

Germinal.

- 1 Cass. Appel civ. 260 c.; Cassation 1149; Jugem. par défaut 33-20. — Minist. publ. 154. — Trans-action 170.
2 Cass. Appel inc. 106. — Cassation 276. — Chose jugée 255-10. — Jugem. 16-20. — Oblig. 1119; Office 37-10.
3 Arrêt. Trés. publ. 1118.
— Cass. Appel civ. 1147. — Arbitr. 1216. — Cassation 461. — Compét. civ. trib. de paix 34 c.; Degr. de jurid. 92. — Disposit. entre vifs 1604-20. — Domicile élu 111-10; Jugem. 209-10.
4 Cass. Delai 39; Except. 273. — Disposit. entre vifs 447. — Jugem. 81-40. — Paternité 428-110, 434-10.
— Bourges. Propr. féod. 244 c., 351; Rentes foncières 6 c.
5 Arrêt. Poudres, p. 51.
— Ave-Cons. d'Etat. Emigré, p. 468.

Germinal.

- 6 Traité de paix. V. 30 floréal an 10.
— Cass. Chose jugée 439. — Domm. destr. 189-10. — Exploit 740-40. — Forêts 1168.
— Paris. Exploit 123-20 c.; Mariage 791; Séparat. de corps 452-10.
— Rouen. Droit marit. 1116.
7 Arrêt. Douanes, p. 564.
8 Decis. Enreg. 705.
9 Cass. Expert. 420 c.; Instr. crim. 843-20. — Minist. publ. 274.
10 Arrêt. Lois codifiées.
11 Cass. Appel civ. 195 (note); Jugem. d'av. dire droit 90-10. — Cassation 180. — Degr. de jurid. 554-10.
12 Cass. Appel civ. 1321 c.; Cassation 627; Conciliat. 68 c., 346.
— Cass. Cassation 1523. — Disposit. entre vifs 414.
— Paris. Disposit. entre vifs 576.
13 Arrêt. Cautionnem. de fonct. 15.
— Cass. Emigré 112-30; Obligat. 2080-10, 2470-20 c. — Rétention 15, 40. — Serment 37. — Success. 2212-20.
— Besançon. Compét. crim. 169.
— Paris. Contr. de mar. 1795; Domicile 93 c.; Interdict. 289-10.
— Rouen. Dépôt 158 c., 160-30 c.; Oblig. 5342-10 c.; Responsab. 538-20.
— Circ. Matières d'or et d'argent 109.
14 Cass. Cassation 463. — Degr. de jurid. 454-10.
15 Circul. Mat. d'or et d'argent 50.
16 Cass. Propr. litt. 461.
17 Cass. Cassation 1927-80. — Douanes 1016-50. — Instr. crim. 767, 1484, 2497, 2847-30. — Postes 109.
— Decis. Arbitr. 1163 c.
18 Loi. Cons. d'Etat, p. 179; Culte, p. 685; Jour férié 11; Org. administr. 256; Serment, p. 5; Traité internat., p. 517; Uniforme-costume 14, 30.
1143.
— Arrêt. Agent diplomat. 9.
— Cass. Commune 247 c.; Contrav. 135 c., 164. — Frais 976-40 c.; Instr. crim. 3756 c.; Jugem. 837-30. — Preuve 88.
— Decis. Privil. et hypoth. 2734.
19 Arrêt. Douanes 429, 431; Gendarmerie, p. 468; Mines, p. 618; Postes, p. 11; Uniforme-costume 35.
— Cass. Cassation 1928. — Faux 79.
21 Cass. Cassation 496. — Compét. civ. trib. de paix 318. — Contr. par corps 390. — Desistement, 66-10. — Dom. de l'Etat 305, 368. — Marché de fourn. 125-20. — Papier-monnaie 85-20. — Procès-verb. 786.
22 Cass. Cassation 1382 c., 1400, 1510. — Contr. de mar. 2697.
— Paris. Minorité 348; Vente publ. d'im. 2131 c.
23 Cass. Oblig. 2591.
24 Cass. Appel civ. 166; Défense 256 c. — Commune 1583. — Enreg. 128 c., 238. — Privil. et hypoth. 2078.
— Paris. Rente viagère 6, 60.
25 Cass. Commune 2017. — Domicile élu 32 c., 100.
26 Cass. Instr. crim. 2703-20.
— Rouen. Vente publ. d'im. 923-10.
27 Cass. Poids et mes. 146-20.
— Paris. Prises marit. 231.
— Proclam. Culte, p. 688.
29 Arrêt. Culte, p. 688; Jour férié 11, 19; Ordre 636.
— Cass. Appel civ. 790; Jugem. 150. — Rétention 15.
30 Cass. Contr. de mariage 1690 c., 1691. — Faillite 172. — Jugem. 13-100.

Floréal.

- 1 Cass. Cassation 1885 c. — Loi 133-20, 479.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 524.
2 Cass. V. 3 floréal.

Floréal.

- 3 Cass. Abus de confiance 210; Instr. crim. 150-20 c., 2197.
4 Cass. Compét. 36-10. — Instr. crim. 1396, 2865. — Procès-verb. 352.
6 Sénat-cons. Emigré, p. 468.
— Arrêt. Org. de jur. 53-50. — Enreg. 5627.
— Angers. Emigré 152-10.
— Paris. Exploit 143-30, 146.
7 Cass. Appel civ. 920 c.; Enquête 131 c., 302. — Cassation 482. — Enreg. 4076.
— Toulouse. Échange 16.
8 Décis. Douanes, p. 564.
— Arrêt. Org. colon., p. 1026.
— Cass. Arbitr. 1214 c. — Conciliat. 172. — Droit marit. 508.
— Angers. Emigré 132-10.
9 Cass. Effets de comm. 515.
— Turin. Jugem. d'av. dire droit 73-10.
10 Arrêt. Mise en jugem. 135.
— Cass. Contrav. 31; Peine 82-90. — Instr. crim. 877; Peine 412-20; Presse-contr. 1316. — Instr. crim. 2738.
— Paris. Requête civ. 124.
11 Loi. Disposit. entre vifs, p. 26; Org. instr. publ. 263, 266, 280 s., 383, p. 1332; Org. milit. p. 1877; Pension, p. 749.
— Cass. Appel crim. 171; Instr. crim. 221-20 c.; Peine 830 c. — Procès-verb. 352.
— Decis. Forêts 1848.
12 Trib. Bordeaux. Prises marit.
13 Loi. Impôts dir., p. 263; Patente, p. 48.
— Arrêt. Dom. de l'Etat, p. 92; Jour férié 12.
— Cass. Cassation 1598-10 c.; Enreg. 2125. — Jugem. 216-10; Minist. publ. 124. — Louage 18. — Percept. 362-20. — Success. 156.
— Rouen. Faillite 508.
14 Loi. Org. marit. 835, p. 1671; Pêche fluv., p. 442; Postes, p. 11; Voirie p. eau 48, 534, 549, 556, 557, 616 s., 602 s., 633, p. 741.
— Cass. Appel civ. 1042; Commune 2088 c., 2086 c. — Cassation 94; L'aux inc. 56-10. — Effets de comm. 315.
— Decis. Douanes 302.
15 Loi. Affiche 76 c.; Dom. nat., p. 335; Vente administr. 6 c., 28 c.
— Trib. Paris. Success. 803.
16 Loi. Dom. nat., p. 336; Trés. publ., p. 1118.
— Cass. Chose jugée 518-40; Comp. crim. 239. — Instr. crim. 1390. — Témoin 440-10.
— Paris. Oblig. 1703-10.
— Circ. Douanes 431.
17 Loi. Pêche marit. 34.
— Cass. Douanes 536. — Loi 539-30 c. — Procès-verb. 352.
— Paris. Oblig. 4137.
18 Sénat-cons. Droit const. p. 316; Lois 16.
— Loi. Acte de l'Etat civil 32 c.; Commune 111; Eau, p. 325.
— Cass. Appel crim. 366. — Domm. destr. 252. — Vol 634-50.
— Decis. Culte 153.
20 Loi. Cautionnem. de fonct. 15; Trés. publ., p. 1118.
— Arrêt. Droit const. p. 316.
— Cass. Acquisit. 669 c.; Chose jugée 338. — Oblig. 2199-10.
— Paris. Oblig. 519-10.
21 Loi. Trés. publ. 278, 308, p. 1118.
— Cass. Cassation 1139; Exploit 24-10 c. — Chose jugée 362-20. — Degr. de jurid. 430-10. — Disposit. entre vifs 507; Success. 574.
22 Arrêt. Org. judic., p. 1488.
— Cass. Appel civ. 519; Dom. de l'Etat 305 c., 309 c. — Domicile 29-20. — Emigré 1154.
23 Loi. Faux 12-40; Peine, p. 551.
— Cass. Appel crim. 366. — Cassation 1383 c.; Loi 58-30. — Instr. crim. 1396, 3629-10.

Floréal.

- 22 Paris. Succès. 2312-20 c.; Loi 533-20.
 24 Cass. Bigame 22.
 25 Cass. Appel crim. 366. — Jugem. 126, 127, 128-10, 741-10.
 — Paris. Minist. publ. 123.
 26 Arrêté. Org. milit., p. 1877; Prison, p. 987.
 — Cons. d'Etat. Conflit 32.
 27 Cass. Conciliat. 58. — Exploit 601-10. — Oblig. 2234. — Office 40.
 28 Loi. Garde champêtre, p. 267; Huissier 10-160; Org. judic. 462, p. 1489.
 — Cass. Cassation 1443-30. — Chose jugée 227. — Domicile 29-30. — Loi 139.
 — Décis. Enreg. 705.
 29 Loi. Bois et charbons 26; Commune 111. 508 s., 1224; Douanes, p. 564; Gendarmerie, p. 468; Impôts indir., p. 608; Jugem. 935; Ordres civ. et milit. 105 c., 176; Org. administr. 266-10, 373-50-160; Poids et mes., p. 981; Procès-verb. 736; Serment, p. 5; Voirie p. eau 123, 132, 329, 346 c., 367, p. 721; Voirie p. terre, p. 169; Voiture, p. 998.
 — Décr. Voirie p. eau 199.
 — Cass. Instr. crim. 3313. — Papier-monnaie 62-30. — Procès-verb. 536 c. — Vente administr. 203.
 30 Loi. Eau, p. 225; Org. colon., p. 1026; Traité intern. p. 517, 580; Voirie p. eau 116, 404, 501 s., p. 721.
 — Cass. Abus de confiance 218. — Témoin 142-30.
 — Paris. Appel civ. 202. — Except. 73. — Expert 210, 212 c.

Prairial.

- 1 Arrêté. Culte, p. 695.
 — Cass. Douanes 158. — Jugement 788-30.
 2 Arrêté. Culte, p. 695; Trésor public, p. 1119.
 — Cass. Arbitr. 391.
 — Paris. Obligat. 1928.
 3 Arrêté. Mat. d'or et d'argent, p. 462.
 — Cass. Acquisc. 477.
 4 Cass. Degr. de jurid. 463-20. — Org. judic. 262-10, 255.
 5 Arrêté. Corse 2, p. 497; Douanes, p. 564; Org. colon., p. 1026.
 — Cass. Contr. de mar. 1690, 1691, 1693 c.; Loi 47-40 c., 48 c. — Disposit. entre vifs 536. — Huissier 18.
 — Bourges. Arbitr. 647.
 — Cons. d'Etat. Commune 2604.
 6 Cass. Douanes 818-110. — Témoin 500.
 — Paris. Société 1316.
 7 Cass. Cassation 393.
 — Paris. Domicile 80.
 8 Arrêté. Douanes, p. 564.
 — Cass. Enreg. 6116. — Obligat. 2191-20. — Paternité 424.
 9 Cass. Arbitr. 1218. — Douanes 412. — Peine 607-10. — Procès-verb. 60. — Rentes constit. 112.
 — Paris. Chose jugée 268; Obligat. 1422-20 c.
 10 Arrêté. Cons. d'Etat, p. 179; Organ. marit., p. 1671; Trésor publ. 372, 391, 408, 551, p. 1119.
 — Cass. Appel civ. 304 c.; Enreg. 5819. — Contr. judic. 10-10. — Degr. de jurid. 53-50. — Instr. par écrit 113.
 11 Cass. Jugem. 1086.
 — Paris. Privil. et hyp. 1237.
 — Décis. Bois et charbons 26; Serment 79.
 12 Cass. Peine 102-20.
 13 Cass. Appel crim. 2008. Instr. crimin. 964, 1011-30, 1018, 3157-30.
 14 Arrêté. Douanes, p. 564; Pêche marit. 10, 30.
 15 Cass. Mariage 773-10. — Requête civ. 198. — Voiture 301.

Prairial.

- 16 Douai. Privil. et hypoth. 1434-30.
 17 Arrêté. Commune 2184.
 — Cass. Cassation 210, 594 c., 1055 c., 1476 c.; Instr. crimin. 3235-10 c., 3480-30 c., 3492-30 c. — Cassation 2191.
 — Degr. de jurid. 271-50. — Enreg. 6233.
 — Décis. Enreg. 705.
 20 Arrêté. Culte, p. 695; Pension, p. 749.
 — Cass. Enreg. 3783, 5627.
 — Décis. Culte 153.
 21 Arrêté. Dom. nat., p. 336.
 — Cass. Cassation 1937-30. — Instr. crim. 3488; Rébellion 4-40.
 — Besançon. Privil. et hyp. 1919-20-30.
 — Poitiers. Obligat. 1680.
 22 Arrêté. Commiss. de police 22; Org. marit., p. 1671; Prises marit., p. 932; Travaux publ., p. 841.
 — Cass. Faux 491. — Témoin 117-20.
 — Rouen. Contr. de mariage 4321, 4345.
 23 Ord. Boucher 134.
 — Cass. Cassation 1749-30 c.; Instr. crimin., 3261-10. — Compét. crimin. 385. — Forêts 1178. — Instr. crimin. 3981. — V. 25 prairial.
 25 Cass. Appel civil 920. — Contr. p. corps 481. — Disposit. entre vifs 434-10. — Domicile élu 19 c., 43. — Enreg. 5144. — Org. judic. 145; Papier-monnaie 62.
 — Paris. Récusation 5-30.
 26 Cass. Degr. de jurid. 271. — Effets de comm. 253. — Jugem. 67.
 — Riom. Contr. de mar. 3418-30, 3457; Privil. et hyp. 2693-10.
 — Avis Cons. d'Etat. Amnistie 121.
 27 Arrêté. Bourse de comm. 38; Cautionnem. de fonctionn. 15; Dom. de la cour. 13-250; Douanes 52; Poudres, p. 51; Trés. publ. 1120, 1193 s., 1218, 1293, 1277, 1291, 1303, 1313, 1367, p. 1119.
 — Cass. Dénai de justice 12-40. — Disposit. entre vifs 258 c., 264-10, 1605 c.
 28 Cass. Vol 304-50.
 — Instr. Enreg. 4861.
 29 Arrêté. Organ. colon., p. 1026.
 — Cass. Cassation 158, 413. — Commune 612 c., 850. — Vol 360.
 — Paris. Conciliat. 174 c.; Tierce opposition 42-10 c., 147-10, 213 c.
 — Turin. Hospice 55.
 30 Cass. Faux 272. — Instr. crim. 2657.

Messidor.

- 1 Cass. Papier-monnaie 62.
 2 Cass. Absent 73. — Comp. civ. trib. d'arr. 228 c.; Contr. judic. 7-10 c.; Degr. de jurid. 273-10. — Exploit 152. — Oblig. 2206-10.
 — Rennes. Enquête 493.
 — Turin. Contr. de mar. 4290; Disposit. entre vifs 2284-10.
 3 Cass. Loi 135-20, 138. — Papier-monnaie 23, 24 c.
 — Turin. Cautionn. 371.
 — Décis. Enreg. 779, 1448.
 4 Arrêté. Douanes, p. 564; Hospice, p. 64; Org. instr. publ., p. 1333; Postes, p. 11.
 — Cass. Acquisc. 357 c.; Désistement 78.
 5 Cass. Instr. crim. 1454, 2289; Succès. 627-10. — Instr. crim. 3983-20. — Org. judic. 328; Presse-out. 1171-10, 1322.
 — Paris. Succès. 465-10; Vente publ. d'imm. 1278-10, 1380, 1406-10.
 6 Décr. Sucre 1.

Messidor.

- 6 Arrêté. Armes, p. 245; Compét. administr. 101-10; Dom. nat., p. 336; Douanes, p. 564; Impôts dir. 534; Org. administr., p. 606; Trés. publ. 996 c., p. 1119.
 — Traité de paix. Traité internat., p. 517.
 — Paris. Privil. et hypoth. 1274.
 — Avis Cons. d'El. Huissier 28 c.
 7 Lettre minist. Culte 160.
 9 Cass. Absent 884. — Cassation 1425-20. — Peine 82-60.
 — Lyon. Oblig. 1033-10.
 10 Cass. Degr. de jurid. 457-10. — Jugem. 233-20. — Privil. et hypoth. 1105-10.
 — Décis. minist. Enreg. 693, 4684.
 11 Arrêté. Droit constit., p. 316; Impôts dir., p. 263; Propriété féod. 807.
 — Cass. Compét. administr. 107-10; Trés. publ. 569-120 c., p. 1119. — Crimes contre les pers. 76-30. — Jugem. 280.
 12 Cass. Cassation 1254.
 13 Arrêté. Dom. de l'Etat., p. 98; Gendarmerie, p. 468; Ordres civ. et milit. 177; Org. colon., p. 1026.
 — Cass. Faux inéid. 283. — Récusation 71.
 — Besançon. Minorité 737-10.
 — Colmar. Contr. par corps 391.
 — Rouen. Contr. de mar. 3392.
 — Solut. Timbre 25.
 16 Cass. Commune 1511 c., 2609-20c. — Dom. de l'Etat 865. — Règlement de juges 55.
 17 Cass. Arbitr. 1216. — Jugem. p. défaut 33-10. — Oblig. 4331.
 — Circ. Amnistie 121.
 18 Arrêté. Forêts 801.
 — Cass. Cassation 1870-30; Défense 256. — Compét. administr. 112-30. — Dom. nat. 49; Lois 188 c. — Effets de comm. 470. — Enreg. 5653.
 19 Cass. Faux 380. — Témoin 244-10.
 20 Dijon. Succès. 1100.
 — Solut. Enreg. 3346.
 21 Cass. Cassation 949 c. — Instr. crim. 1398.
 — Amiens. Disposit. entre vifs 184-10.
 — Rouen. Privil. et hypoth. 270.
 — Instr. Enreg. 685, 4863.
 23 Arrêté. Ordres civ. et milit. 177.
 — Cass. Arbitr. 1222. — Commune 2749-10, 2761. — Paternité 435-20. — V. 21 fruct. an 9.
 — Bourges. Contr. de mar. 1757, 2059 c., 2060 c., 4104-20 c.
 — Décis. minist. Culte 360.
 24 Cass. Action possess. 308. — Effets de comm. 272. — Emigré 195 c.; Peine 605-110.
 — Paris. Louage 823-30.
 — Avis Cons. d'El. Propr. féod. 227.
 25 Lettre. Douanes 116-10.
 26 Cass. Jugem. p. dé aut. 464. — Voirie p. terre 1428-30.
 27 Arrêté. Monnaie, p. 280; Ordres civ. et milit. 177; Trés. publ., p. 1119.
 — Cass. Faux 173-30, 481 c., 487 c. — Instr. crim. 2798-20. — Jugem. 774. — Peine 469-10.
 — Paris. Vente 873; Vente publ. d'imm. 2053-10 c.
 28 Cass. Témoin 501-20.
 — Liege. Disp. entre vifs 663, 676 c.
 30 Cass. Action possess. 318. — Contr. administr. 12. — Enreg. 5687. — Jugem. 149-10. — Jugem. d'av. dire droit 25-40; Vente 1579-20.
 — Montpellier. Prescript. civ. 390-10.
 — Circ. minist. Hospice 469.

Thermidor.

- 1 Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 19 c.; Responsab. 171-10, 20c. — Jugem. 150. — Papier-monnaie 36, 85-10.
 2 Arrêté. Avoué 20, Douanes, p. 564.
 — Cass. Appel civ. 198 note. — Compte cour. 139. — Degr. de jurid. 45. — Douanes 927 c.

Thermidor.

- 2 Poitiers. Droit marit. 1097.
 3 Arrêté. Douanes, p. 564; Sucre 1, 44.
 — Cass. Contrav. 219. — Défense 44. — Vol 264-40.
 — Rouen. Vente publ. d'imm. 231.
 4 Arrêté. Douanes 112; Sel, p. 858; Trés. publ., p. 1119; Voirie p. terre, p. 189.
 — Avis Cons. d'El. Mines 27, p. 618.
 5 Cass. Instr. crim. 2298, 2301-20.
 6 Traité de paix. Traité internat., p. 517.
 7 Arrêté. Contr. de mar. 616; Notaire 293, p. 576; Pension, p. 749; Trés. publ., p. 1119.
 — Cass. Arbitr. 1058 c., 1275; Cassation 71 c., 1905. — Disposit. entre vifs 264-30. — Oblig. 4084, 4104. — Prescript. civ. 424.
 — Paris. Oblig. 1434; Privil. et hypoth. 2175 c.
 — Poitiers. Disposit. entre vifs 536.
 — Avis Cons. d'El. Emigré 204-30c., p. 469.
 — Décis. minist. Culte 360.
 8 Cass. Cassation 310, 882. — Dem. nouv. 35-30. — Domicile élu 96. — Mariage 773-10, 849-10 c.; Transaction 169 c.
 9 Cass. Vente publ. d'imm. 142 c., 1007.
 — Paris. Saisie-arrêt 595-30.
 — Avis Cons. d'El. Emigré, p. 449; Loi 62 c.
 10 Sénat-cons. Org. judic., V. 16 thermidor.
 — Cass. Peine 488, 868. — Presse-out. 1257-30, 1269, 1388.
 12 Cass. Instr. crim. 1000. — Jugem. 743.
 — Instr. Vente publ. meub. 51.
 14 Sénat-cons. Droit constit., p. 316; Lois 16.
 — Cass. Dépôt 138-10.
 16 Cass. Appel civ. 198; Degr. de jurid. 472 c.
 — Rouen. Tierce-opposit. 148-10.
 — Cons. d'El. Emigré 401.
 16 Sénat-cons. Amnistie 7; Cons. d'El., p. 179; Droit constit., p. 316; Grâce 11; Lois 16; Minist. publ., p. 5; Org. administr. 790, p. 606; Org. colon., p. 1026; Org. judic. 487, 525, p. 1489; Traité internat., p. 517.
 — Cass. Degr. de jurid. 210; Expert 277-10; Verif. d'écrit. 182-20 c. — Saisie-arrêt 24-10.
 — Paris. Surench. 259.
 17 Cass. Conclus. 80-20 c. — Fonct. publ. 47-20 c., 136 c.; Presse-out. 691. — Oblig. (V. 7 thermidor); Rentes constit. 46 c.
 — Paris. Minorité 693.
 — Avis Cons. d'El. Trés. publ. 1156.
 18 Arrêté. Gendarmerie, p. 468; Pêche marit. 39.
 — Cass. Frais 976-50; Instr. crim. 3756 c. — Loi 188-30 c.
 19 Paris. Dépôt 190 c.
 — Poitiers. Disposit. entre vifs 267 c., 270 c.; Separat. de corps 422-40.
 21 Cass. Domicile 8; Minist. publ. 221; Oblig. 4958-20; Voiture 149, 154 c.
 22 Arrêté. Douanes, p. 565.
 — Cass. Cassation 487, 1096 c., 1137, 1143 c.; Exploit 139. — Jugem. p. déf. 278. — Marché de fourn. 149-140.
 23 Cass. Effets de comm. 253. — Emigré 195; Loi 323-40. — Org. judic. 203-10.
 — Paris. Notaire 555.
 24 Arrêté. Cautionn. de fonct. 15.
 — Cass. Instr. crim. 1567, 2843-10. — Org. judic. 181-10.
 25 Cass. Comp. administr. 201.
 — Paris. Oblig. 2191-30.
 — Avis Cons. d'El. Emigré, p. 469.
 26 Paris. Jugem. 436-10.
 — Poitiers. Dépôt 61-10; Responsab. 291-10 c.
 28 Arrêté. Impôts dir., p. 268.
 — Bourges. Contr. de mar. 124.

Thermidor.

- 29 Cass. Dom. de l'Etat 865. — Eg. de comm. 416. — Enreg. 3717 c. — Exploit 278-30 c., 282-10. — Faillite 782. — Prop. féod. 155-30, 267. — Règlement de juges 47.
 30 Cass. Disposit. entre vifs 1393.
 — Circul. Vente publ. meubl. 48-10.
 — Décis. minist. Enreg. 2051.
 Fructidor.
 1 Décr. Culte, p. 695.
 — Arrêté. Bom. nat., p. 336.
 — Cass. Compét. crim. 408-30. — Faux 272. — Instr. crim. 3159.
 — Instr. Enreg. 3333.
 2 Arrêté. Vente administr. 147 c.
 — Cass. Instr. crim. 1567.
 3 Bruxelles. Arbitr. 248.
 — Circ. Douanes 190, 191.
 — Lettre. Dépôt 265-30.
 4 Cass. Prescript. civ. 1002.
 6 Décr. Enreg. 4346.
 — Cass. Chose jugée 359 c.; Compét. crim. 202 c.; Tierce opposit. 60-10 c., 218, 251 c., 255 c.
 7 Cass. Douanes 835-20, 856. — Paternité 435-10, 437-10. — Procès-verb. 338.
 — Rouen. Dispositions entre vifs 434-10.
 — Lettre. Culte 160.
 8 Sénat-cons. Commune 114; Loi 16; Serment, p. 5; Villes de France 3.
 — Cass. Instr. crimin. 1448. — Jugem. 843-20; Témoin 377. — Min. publ. 63-10. — Prescript. crim. 233; Témoin 78-50.
 — Bruxelles. Arbitr. 1015, 1392 c.
 — Paris. Prescript. civ. 531.
 9 Cass. Appel crim. 362; Jugem. 781. — Cassation 1927-30. — Instr. crim. 1447, 1448, 2617. — Témoin 191-10.
 — Cons. d'Etat. Commune 2314-28; Voirie p. terre 227, 1438-10, 1596.
 — Avis Cons. d'Etat. V. 28 thermidor an 9.
 10 Paris. Disposit. entre vifs 445.
 — Delib. Trés. publ. 1203, 1205 c., 1211, 1215.
 — Solut. Enreg. 4045, 4648.
 12 Cass. Action possess. 237 c., 774; Transcript. hypoth. 817 c. — Commission 276; Effets de comm. 493 c. — Disposit. entre vifs 2439.
 — Poitiers. Vente 489-10.
 13 Cass. Acte de l'Etat civil 44 c. — Cassation 310. — Enregistr. 6135 c.; Mariage 553-10, 568-80 c.
 — Paris. Chose jugée 553.
 — Décis. Culte, 360.
 14 Arrêté. Douanes, p. 565; Hospice, p. 64; Imp. dir. 610-30; Postes, p. 11.
 — Cass. Cassation 1642 c.; Substitution 266. — Propriété féod. 443-10.
 15 Cass. Instr. crimin. 1442. — Vol 356.
 16 Cass. Prescript. crim. 110.
 17 Circ. Douanes 434.
 18 Cass. Vol 634-30.
 — Paris. Tierce opposit. 223.
 19 Arrêté. Organ. colon. 911.
 — Cass. Acte de l'Etat civil 44 c. — Exploit 148-20. — Jugem. d'av. dire droit 4-10.
 20 Cass. Appel civ. 195. — Degr. de jur. 45; Douanes 937 c. — Obligation 73 c.; Vente 284, 619 c., 691 c., 1734 c.
 — Décis. Enreg. 676, 4852, 4883.
 21 Cass. Vente 1111-10.
 — Cons. d'Etat. Vente administr. 207-40.
 22 Cass. Compét. crimin. 641. — Instr. crim. 3643.
 23 Cass. Instr. crimin. 212, 1487. — Jugement 1076. — Témoin 670-30.
 24 Arrêté. Droit constit., p. 218.
 26 Arrêté. Théâtre 116.
 — Cass. Vente 290.

Fructidor.

- 27 Cass. Degr. de jurid. 62. — Recusation 79, 167. — Vente publ. d'immeub. 1693.
— Instr. Enreg. 4847.
28 Arrête. Hospice, p. 64; Organ. administr. p. 606.
— Cass. Arbitr. 1254. — Vente 871.
— Cons. d'Et. Commune 2604.
29 Cass. Affiche 98. — Contravent. 275, 389, 395 c.; Médecine 33 c., 34, 83.
30 Arrête. Greffe, p. 553.
— Circ. Dépôt 265-49.
— Delib. Enreg. 2243, 3879.

Jours complémentaires

- 5 Décis. Enreg. 3368.

AN 11

Vendémiaire.

- 1 Rouen. Jugem. 658-20.
2 Arrête. Org. administr. 786.
— Cass. Douanes 1016. — Instr. crim. 2774-39.
3 Cons. des prises. Prises marit. 133.
4 Cass. Cassation 1408 c.; Effets de comm. 805; Mandat 356; Prêt à intérêt 134-10. — Contr. par corps 245, 1008 c.
5 Cass. Degr. de jurid. 534-30 c.; Prescript. civ. 539. — Enreg. 5766. — Papier-monnaie 54. — Prescript. civ. 889.
6 Cass. Disposit. entre vifs 3068.
7 Arrête. Boucher 93.
8 Cass. Instr. crim. 1398.
9 Paris. Loi 362-10.
10 Lettre. Douanes 612.
11 Arrête. Gendarmerie, p. 469; Organ. colon., p. 1036; Org. milit., p. 1877.
— Cass. Arbitr. 272. — Domicile 29-20. — Régim. de juges 62.
12 Cass. Arbitr. 919. — Conciliat. 43 c.; Prescript. civ. 530. — Disposit. entre vifs 1304-10, 1386 c., 1660 c. — Jugem. 191. — Procès-verb. 338.
13 Cass. Contr. par corps 366 c.; Douanes 237-10, 898 c. — Désistement. 177. — Org. judic. 504. — Régim. de juges 90.
14 Arrête. Eau, p. 325.
— Cass. Instr. crim. 2855-20. — Octroi 193-10, 194-10 c., 229-10 c.
15 Cass. Action possess. 38. — Domicile élu 112. — Effets de comm. 428. — Exploit 476.
16 Arrête. Armes, p. 245; Cassation 24; Douanes, p. 565; Pêche marit. 10; Uniforme-costume 36, 39, 40, 41.
— Cass. Cassation 93; Degr. de jurid. 434-10, 594-10. — Dem. nouv. 168 c. — Enreg. 2163, 4003 c. — Marché de four. 135-10.
— Circ. Douanes 478; Grâce 13, 31.
21 Cass. Cassation 1133; Délai 19. — Chose jugée 196-10 c., 259; Dem. nouv. 66-10 c., 99-40 c. — Compét. administr. 112-30. — Dem. nouv. 4. — Emigré 158 c.; Intervention 121; Oblig. 2079; Vente publ. d'immeub. 256, 1619-30. Oblig. 3785.
22 Cass. Cassation 192. — Compét. crim. 52 c., 233. — Prescript. crim. 52 c., 233.
23 Cass. Instr. crim. 1249-10 c., 30. — Octroi 401; Procès-verb. 596.
— Douai. Privil. et hypoth. 1435.
— Circ. Douanes 500; Forêts 1806.
24 Arrête. Gendarmerie, p. 470; Impôts dir. 624-10; Voirie p. terre 568.
25 Cass. Loi 48 c. — V. 25 brum.
26 Senat.-cons. Droit civ., p. 25; Serment, p. 5.
— Arrête. Douanes, p. 545.

Vendémiaire.

- 26 Cass. Commune 2017. — Degr. de jurid. 448-109. — Effets de comm. 924. — Minist. publ. 154-40. — Oblig. 1095 c.; Success. 1332-30 c., 1363, 1369 c.
27 Cass. Cassation 485, 1693-40 c.; Effets de comm. 398, 448 c., 476 c. — Privil. et hypoth. 1858-10.
28 Cass. Enreg. 1818 c.
— Circ. Voirie p. terre 275 c., 293.
— Decis. minist. Consul 25.
29 Arrête. Douanes, p. 563; Forêts 90.
— Cass. Instr. crim. 1567, 2490-30, 2971-10.
30 Arrête. Org. colon. 95.
— Cass. Contrav. 25; Peine 102-120. — Instr. crim. 1306-10, 1512. — Témoin 438-50.

Brumaire.

- 1 Arrête. Org. marit., p. 1671.
— Cass. Bourse de comm. 358. — Mariage 955-40. — Vente 731.
4 Cass. Acquiesc. 619; Jugement d'av. dire droit 25-30. — Cassation 710.
— Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civil 17.
— Decis. Enreg. 6247.
5 Arrête. Douanes, p. 565; Organ. instr. publ., p. 1333; Uniforme-costume 13, 44.
— Cass. Contr. de mar. 1061; Jugem. 337-70. — Exploit 148.
6 Cass. Complic. 131, 156 c. — Crimes cont. les personnes 233-10 c.; Instr. crimin. 1208. — Droit rural 209. — Instr. crim. 1396.
7 Cass. Cassation 335. — Douanes 818-30. — Instr. crim. 3408-30. — Vagabondage 133.
8 Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civil 37 c.
9 Lettre. Dépôt 265-30.
11 Cass. Cassation 1510; Success. 1324. — Degr. de jurid. 430-20. — Disposit. entre vifs 1749-40. — Jugem. 18-30.
— Cons. d'Etat. Commune 2615.
— Delib. Enreg. 2536.
12 Arrête. Bourse de comm. 38; Commune 116; Dom. nat., p. 336; Douanes, p. 565.
— Cass. Forêts 317-10; Peine 807-10. — Prescription 11-20. — Privil. et hyp. 334-10.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 594.
— Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civil 17 c., 228 c., 231; Minist. publ. 474.
13 Ord. Halle 30.
— Arrête. Frais 385.
— Cass. Cassation 529; Chasse 508 c. — Complic. 244. — Droit rur. 218; Jugem. 788. — Faillite 1468. — Forêts 317-20; Peine 807-20. — Témoin 76, 124-60, 197-10.
14 Compét. crim. 368-10, 378-50 c.; Prescript. crim. 233. — Jugem. 778-30. — Voirie p. terre 1123-10.
15 Decis. Culte 784.
16 Cass. Vente 553.
17 Cass. Appel civil 637, 1194 c.; Chose jugée 99-10. — Conciliat. 110-20. — Degr. de jurid. 404-10.
18 Cass. Action possess. 373; Cassation 1443-30. — Commune 1976 c., 1987, 2000, 2001 c.; Org. judic. 284. — Effets de comm. 17-70, 620; Ere moderne 37 c.
— Colmar. Saisie-brandon 47; Saisie-exéc. 40.
19 Arrête. Vente administ. 279.
— Cass. Compét. administr. 103-70. — Liège. Privil. et hypoth. 237.
20 Cass. Jugem. 1058 c., 1101-60.
— Paris. Contrat de mar. 4312-30.
21 Cass. Témoin. faux 95.
22 Ord. Halle 30.

Brumaire.

- 23 Cass. Commune 1993 c., 1998, 2068 c., 2086 c.; Usage 446 c.; Jugem. p. défaut 211-40 c.; Loi 34 c., 38-20 c., 48 c., 538. — Prises marit. 213.
26 Ord. Voirie p. terre, p. 189.
— Arrête. Org. milit., p. 1877.
— Cass. Appel civil. 669 c., 789, 730 c. — Arbitr. 208. — Compét. comm. 128.
27 Arrête. Culte, p. 695.
— Cass. Avoué 296; Presse-outr. 1217, 1291. — Dom. destr. 70. — Garde champêtre 37. — Instr. crim. 667, 1291; Témoin 119-20. — Octroi 134. — Témoin 147-40.
— Cons. d'Etat. Vente administ. 267-70 c.
28 Arrête. Culte, p. 696; Emigré, p. 470; Organ. instr. publ., p. 1333; Trésor publ., p. 1119.
— Cass. Appel crim. 309. — Cassation 405. — Compét. crimin. 178 c. — Instr. crimin. 3344. — Témoin 132-40.
— Nîmes. Arbitr. 1171, 1190 c.
29 Cass. Papier-monnaie 52.

Frimaire.

- 1 Cass. Disposit. entre vifs 714. — Emigré 113, 142-10 c.
— Besançon. Disposit. entre vifs 2165.
2 Cass. Cassation 1143. — Degr. de jurid. 141. — Rente viagère 169.
3 Cass. Cassation 787. — Compét. crim. 243, 277 c. — Droit rural 218.
5 Arrête. Douanes, p. 565.
— Cass. Procès-verb. 530.
— Cons. d'Etat. Vente administ. 267-70 c.
6 Cass. Success. 207.
8 Cass. Cassation 1100. — Degr. de jurid. 252; Success. 901 c. — Degr. de jurid. 644-70. — Peine 388; Procès-verb. 19-30.
9 Grenoble. Conciliat. 105-30.
9 Arrête. Certificat de vie 8; Rente viagère 156 c.
— Cass. Enreg. 3166. — Exploit 143-50, 166; Mariage 797. — Témoin 134-30.
— Paris. Separat. de corps 427-20. — Rouen. Disposit. entre vifs 244-10.
— Dévis. minist. Voiture 254.
10 Cass. Domicile 95 c.
— Bourges. Oblig. 5110-10.
— Paris. Jugem. 963-30; Référé 59.
11 Cass. Chose jugée 543, 543 c.; Instr. crim. 150-30 c. — Témoin 242.
— Dévis. Enreg. 4887.
12 Cass. Instr. crim. 3568. — Mise en jugem. 55, 109-10.
13 Grenoble. Appel civil 709.
14 Cass. Cassation 822.
16 Cass. Cassation 353. — Except. 137. — Usage 273.
— Arrête. Douanes, p. 565; Hospices 495-120; Impôts dir., p. 263; Pension, p. 749.
— Cass. Bourse de comm. 330. — Peine 608.
— Decis. Enreg. 4866; Voirie p. terre 2273.
— Instr. Org. marit. 863.
17 Arrête. Dom. nat., p. 336; Trés. publ., p. 1120.
— Cass. Acquiesc. 582.
— Cons. d'Etat. Vente administ. 263.
18 Cass. Instr. crim. 1396. — Vol 634-20.
19 Arrête. Org. instr. publ., p. 1333; Org. marit., p. 1671.
— Cass. Défense 136. — Instr. crim. 3120-10, 3416-10. — Témoin 808.
— Nîmes. Loi 239. — Requête civ. 70.
21 Cass. V. 14 frimaire.
22 Cass. Banque 167. — Enreg. 2449. — Lois 360. — Obligat. 2108. — Recusat. 10-30, 72. — V. 23 frimaire.

Frimaire.

- 23 Cass. Effets de comm. 617. — Enreg. 4016. — Except. 160-10. — Vente 1483, 1498.
— Turin. Notaire 398.
24 Arrête. Douanes, p. 566; Octroi, p. 7; Org. milit., p. 1877; Privil. et hypoth. p. 22.
— Cass. Arbitr. 1192 c., 1344. — Cassation 1156. — Exploit 398-30 c., 661 c.; Huissier 166. — Jugem. par défaut 32-10. — Paternité 434-30 c.
25 Cass. Cassation 539; Frais 1026; Poudres 12. — Crimes contre les pers. 47-90. — Vol 589-20. — Nîmes. Louage 442.
26 Cass. Voirie par terre 1428-10.
27 Arrête. Douanes, p. 566; Forêts 90; Hospice, p. 64; Révélat. de biens, p. 476; Trés. publ. 1128, 1139, p. 1120.
— Nîmes. Compét. comm. 110.
29 Cass. Degr. de jurid. 180. — Saisie-exécution 178. — Vente administ. 198.
30 Arrête. Commune 116; Dom. nat., p. 336; Org. instr. publ., p. 1332. — Cass. Arbitr. 498; Degr. de jurid. 90-30, 108; Success. 1696-40. — Degr. de jurid. 531-20, 591-10. — Prescript. civ. 539. — Recusation 64-20.
— Paris. Impôts indir. 114.
— Cons. d'Et. Eau 235-80-90-100.
- Nivôse.**
- 2 Arrête. Avoué 20; Enreg. 80; Huissier 11-10; Min. publ., p. 3; Org. judic., p. 1449; Uniforme-costume 13, 15, 28, 29, 40, 41, 42, 43, 52.
— Cass. Instr. crim. 2882-10.
— Paris. Acte de comm. 258 c.; Commerce 68.
— Rouen. Vente publ. d'immeubles 211.
3 Arrête. Chamb. de comm. 3; Echelles du Levant 6; Organ. econ., p. 1286.
— Cass. Compét. comm. 458, 498 c. — Contrav. 221; Droit rural 164-10. — Mise en jugement 72-30, 146 c. — Prescript. crim. 121.
— Paris. Obligat. 4575.
— Rapport. Culte, p. 696.
4 Cass. Cassation 336.
— Turin. Avoué 144 c.; Désaveu 50 c.; Obligation 3226.
6 Arrête. Eau min., p. 303; Org. instr. publ., p. 1333; Org. milit., p. 1877; Uniforme-costume 13, 44.
7 Cass. Appel civil. 683 c.; Cassation 1139.
8 Cass. Contr. p. corps 481. — Requête civile 124.
9 Arrête. Douanes, p. 566.
— Cass. Commiss. de police 33 c.; Procès-verb. 56-10.
— Poitiers. Faillite 824.
10 Cass. Compét. administr. 128. — Deni de justice 12-70. — Poudres 12. — Procès-verb. 170.
11 Dijon. Prêt à int. 172.
12 Cass. Enreg. 4427. — Rente viagère 171-20.
— Nîmes. Rentes foncières 14-20.
14 Arrête. Commune 116; Hospice, p. 64.
— Cass. Appel civil. 776 c.; Cassation 1182 c., 1153. — Enreg. 2687; Impôts indir. 448 c. — Nîmes 496-10. — Mise en jugem. 149.
— Tribunal. correct. Seine. Propriété litig. 406.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 116.
15 Ord. Boucher 36, 37.
— Cass. Appel civil 1147. — Enreg. 5116. — Success. 68-20.
16 Cass. Jugem. 1084-10.
17 Instr. Commune 561.
18 Arrête. Culte, p. 696; Saisie-arrest, p. 488; Traitement 42.
— Colmar. Contr. de mar. 1808, 2084; Vente publ. d'immeub. 1178, 1692 c.

Nivôse.

- 18 Paris. Servitude 1247.
— Circ. Mariage 356.
19 Loi. Aliène 114.
— Cass. Jugem. 263.
20 Cass. Degr. de jurid. 602. — Dom. de l'Et. 366.
21 Cass. Arbitr. 294. — Contr. de mar. 1065. — Exploit 349.
22 Ord. Voie publ. 5-60.
— Arrête. Corse, p. 497; Pêche marit. 66.
— Cass. Degr. de jurid. 53-20. — Mariage 726-30.
23 Arrête. Octroi, p. 7; Org. marit., p. 1671; Trés. publ., p. 1120.
— Cass. Appel civil. 633 c.; Appel crim. 265, 366.
24 Cass. Desistement 330; Instr. crim. 923. — Douanes 471; Impôts indir. 138-10. — Octroi 350-49. — Témoin 296-60.
25 Amiens. Disposit. entre vifs 1418.
26 Cass. Propriété féodale 197-20. — Decis. Culte 208.
27 Arrête. Dom. nat. 44.
— Cass. Enreg. 115, 3980 c., 4928. — Jugem. d'av. dire droit 64-40.
28 Cass. Brevet d'invent. 268. — Loi 143-10, 2 c. — V. 20 nivôse.
29 Arrête. Huissier 11-20; Notaire, p. 576.
— Cass. Banquier 53.
— Paris. Contr. de mariage 1783, 1754 c., 1756 c.; Référé 134, 137 c., 219-120 c.; Separat. de corps 462.
— Toulouse. Acquiesc. 468 c., 509; Désaveu 16 c.
30 Arrête. Emigré 401.
— Cass. Attentat aux mœurs 20. — Exploit 758-10.
— Bourges. Dispositions entre vifs 2071.
— Paris. Dispositions entre vifs 3568-20.

Pluviose.

- 1 Arrête. Douanes, p. 566; Trés. publ. 601, 603, 604, 612, 613, p. 1120.
— Solut. Enreg. 2392.
2 Cass. Jugem. 67-10 c.; Nullité 53 c.; Requête civ. 124, 166 c.
— Lyon. Absent 16.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 2028.
— Paris. Disposit. entre vifs 3864-10, 3924. — Rente viagère 174 c., 20 c.
3 Arrête. Org. instr. publ. 485, p. 1333.
— Cass. Jugem. 57-10 c.; Nullité 53 c.; Requête civ. 124, 166 c.
4 Arrête. Douanes, p. 566.
— Cass. Enreg. 4165. — Jugem. d'av. dire droit 24-30.
5 Cass. Compét. civ. trib. de paix 228. — Compte 49. — Enreg. 1749, 3631 c.
— Paris. Conciliat. 175.
— Instr. Louage à complant 8.
6 Cass. Arbitr. 804; Loi 522-40 c. — Cassation 1101 c.; Paux inc. 5 c., 21, 153-10 c. — Disposit. entre vifs 1660.
7 Cass. Cassation 142. — Instr. crim. 1447.
8 Arrête. Biblioth. 71; Org. milit., p. 1877; Tierce opposit. 309.
— Cass. Appel civil. 809. — Instr. crim. 956, 1103-60; Jugem. 1089-10. — Vente de subst. falsif. 91 c., 95.
— Nîmes. Degr. de jurid. 478-30.
— Cons. d'Etat. Conflit 72.
9 Rennes. Droit marit. 1379.
11 Arrête. Pension, p. 749.
— Cass. Cassation 913-10. — Substitut. 163-10.
12 Cass. Rentes foncières 9, 14-20; Privil. et hypoth. 1998.
13 Arrête. Org. colon., p. 1026; Pêche marit. 66.
— Cass. Dom. de l'Etat 866; Enreg. 5717 c. — Expert 236-20; Papier-monnaie 74-10. — Substitut. 187-10.
14 Cass. Complic. 244 c., 248. — Douanes 472. — Graines 24.

Pluviose.

- 14 Paris. Except. 280-30.
15 Arrêté. Pêche marit. 10.
— Cass. Instr. crim. 3354-10. — Jugement 815-30. — Octroi 823-10.
— Dijon. Saisie-exéc. 79.
16 Cass. Douanes 818-60. — Vente administr. 198.
— Lyon. Vente publ. d'imm. 1035 c., 1045.
— Paris. Enquête 647, 654 c.
18 Arrêté. Douanes, p. 566.
— Cass. Cassation 266. — Conflit 160-10. — Enreg. 4067. — Saisie-arrest 285 c., 299.
19 Cass. Arbitr. 1212. — Enreg. 3868.
20 Cass. Chose jugée 12-20. — Compét. administr. 121.
21 Arrêté. Cassation 24. — Enreg. 30.
— Cass. Appel crim. 276. — Attent. aux mœurs 71. — Instr. crim. 2286 c. — Presse outr. 1378.
— Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 89.
— Decis. Douanes 342.
22 Cass. Complic. 36-10. — Défense 59. — Instr. crim. 2568, 2750-10. — Peine 248-20. — Témoin. faux 18, 20 c.
— Délib. Enreg. 824.
23 Avi. Cons. d'Et. Emigré 234, 411, p. 470.
25 Cass. Appel civ. 792.
— Liège. Mariage 843-10.
26 Cass. Absence 703 c. — Cassation 510, 1569-40. — Office 37-10. — Cassation 1715-10. — Conciliat. 98. — Propriété 197-20. — Deg. de jurid. 393. — Enreg. 4735, 4748 c. — Propr. féod. 475, 479. — Rentes foncières 7 c.
— Paris. Compét. administr. 300-10. — Emigré 160-30 c.; Minorité 161 c., 196-10.
27 Cass. Cassation 876 c., 904. — Vente 812-10. — Office 30.
— Paris. Privil. et hypoth. 2002-10. — Decis. minist. Enreg. 5708. — Huissier 160.
28 Arrêté. Douanes, p. 566. — Forêts 91. — Vente administr. 106.
— Cass. Instr. crim. 1841, 2292, 2618-20. — Louage 236. — Org. milit. 856-20.
— Cons. d'Etat. Commune 1664, 2605.
29 Cass. Attentat aux mœurs 165.
— Paris. Deg. de jurid. 256. — Succès. 455, 510-10, 741.
30 Paris. Jugem. p. défaut 290. — Vente publ. d'imm. 2053-20.
— Avis Cons. d'Etat. Propr. féod. 317 c., 350.
— Circul. Forêts 199.

Ventôse.

- 3 Cass. Adultère 127. — Contr. de mar. 2667. — Défense 227 c. — Deg. de jurid. 603-20. — Enreg. 5627. — Louage emphyt. 22.
— Paris. Vente 1740.
3 Cass. Acte de l'état civ. 349. — Disposit. entre vifs 3140. — Enreg. 3608, 420. — Obligat. 2282-30 c.; Succès. 65-10 c.
— Liège. Paternité 423 c., 598-10.
4 Cass. Cassation 1147. — Deg. de jur. 446. — Disposit. entre vifs 4363. — Dom. de l'Et. 366. — Enreg. 228, 3289 c. — Except. 394. — Jugem. 13-110 c.; Paternité 435-30. — Succession 166.
5 Cass. Douanes 471, 818-90. — Instr. crim. 1567, 2286. — Minist. publ. 10-30. — Témoin 133-10.
6 Arrêté. Organ. écon., p. 1286.
— Cass. Expert 420 c.; Frais 1030-10. — Instr. crim. 879-10.
— Circ. Enreg. 3294. — Vente publ. de meubl. 53.
7 Arrêté. Culte, p. 696. — Org. marit., p. 1671.
— Cass. Obligat. 4283 c., 4919-10.
— Paris. Obligat. 531-20.
— Turin. Jugem., 276-10.

Ventôse.

- 9 Cass. Contr. de mar. 4323. — Témoin 184-30.
— Paris. Privil. et hypoth. 366.
10 Poitiers. Séparation de corps 467-10.
11 Cass. Arbitr. 1214 c. — Contrat de mariage 2918. — Prescript. civile 340-20. — Substitution 264-10. — Instr. crim. 2838-30. — Requête civ. 137, 166. — V. 13 ventôse.
— Circ. Forêts 91.
12 Cass. Droit rur. 209. — Instr. crim. 883, 2918. — Peine 793. — Rentes foncières 18. — Témoin 246-10.
— Paris. Commissionn. 388. — Minorité 484-10-20 c. 30 c.
13 Arrêté. Hospice, p. 64.
— Cass. Bourse de comm. 491. — Contumace 100. — Instr. crim. 391, 1203-70, 2503-10.
— Instr. Enreg. 4911.
14 Arrêté. Culte, p. 696. — Hospice, p. 64. — Louage administr. 40. — Organ. colon., p. 1028, 1027.
— Cons. d'Etat. Commune 2604.
16 Loi. Greffe, p. 554. — Minist. publ., p. 5. — Org. judic., p. 1489.
— Cass. Obligat. 2096-10, 2195.
17 Arrêté. Douanes, p. 566. — Sucre 1.
— Cass. Contr. de mar. 4291-10. — Instr. crim. 181. — Vente 279.
18 Cass. Cassation 1414. — Paternité 313. — Règlem. de juges 73. — Paris. Tierce opposit. 137-20.
19 Loi. Aliéné 114. — Médecine, p. 538. — Org. instr. publ. 383, 390, 399, 401, p. 1333.
— Arrêté. Cassation 24. — Prostitution 7. — Trav. publ., p. 842.
— Cass. Appel crim. 160 c., 271. — Droit rur. 218.
— Paris. Dispositions entre vifs 3942-10.
— Turin. Arbitr. 247, 292 c.
20 Cass. Presse-outr., 1376-10. — Procès-verb. 510.
— Paris. Conciliat. 43 c.; Prescript. civ. 531. — Usufruit 390-10.
21 Loi. Douanes, p. 566. — Pêche marit. 39.
— Arrêté. Douanes, p. 566.
— Cass. Requête civile 101-20.
— Rouen. Contrat de mariage 4288-10.
22 Ord. Boulanger 98.
— Arrêté. Organ. colon., p. 1027.
— Cass. Mines 458-10, 610. — Reprise d'inst. 37-10. — Vente publ. d'immeub. 273 c.
24 Loi. Loi 23, 125 c.
— Cass. Cassation 1160. — Exploit 278-40 c. — Deg. de jurid. 534-10. — Jugem. 154.
— Paris. Privil. et hyp. 1761-10.
— Toulouse. Contrainte par corps 1089.
— Avis Cons. d'Et. Loi 549.
25 Loi. Légalisation 3. — Monnaie, p. 380. — Notaire, p. 576. — Obligat., p. 12. — Office 81, 88 c., 119, 183 s.; Organ. colon. 479, 654. — Poids et mesures, p. 984. — Privil. et hyp. 1254-30. — Répertoire, p. 216. — Responsab. 303 s.; Sceau 3. — Serment, p. 5. — Vérif. d'écrit. 137.
— Cass. Chose jugée, 40-60 c.; Obligat. 4619-10. — Disposit. entre vifs 2355. — Presse-outrage 1400-10.
— Nîmes. Contr. de mar. 1817 c., 4269-10.
— Paris. Surenchère 122, 322 c.
26 Cass. Chose jugée 482-10.
— Avis Cons. d'Etat. Contumace 6, 101.
27 Cass. Instr. crim. 1298-20, 1482, 1500. — Prescript. crim. 28. — Témoin. faux 111.
28 Loi. Usage 241 c., 253 s.
— Cass. Rente constit. 26-10.
— Paris. Rente viagère 179.
— Avis Cons. d'Etat. V. 28 ventôse an 12.
30 Cass. Cassation 283 c.; Société 486. — Loi 232 c.
— Paris. Vente 712.
— Toulouse. Minorité 841.

Germinal.

- 1 Cass. Cassation 74, 904. — Compét. crim. 591-10 c. — Req. civ. 42, 44 c., 187. — Tierce opposit. 136 c.
— Paris. Arbitr. 114.
2 Arrêté. Org. milit., p. 1877.
— Cass. Compét. administr. 116.
3 Arrêté. Commune 117. — Organ. colon., p. 1027.
— Cass. Compét. crim. 591-10. — Instr. crim. 1025 c.; Jugem. 897-10.
— Paris. Médecine 78. — Privil. et hypoth. 1311. — Société 1046.
4 Loi. Impôt dir., p. 263. — Tres. publ., p. 1120.
— Cass. Instr. crim. 354, 2265, 1219.
— Avis Cons. d'Et. Culte, p. 696.
— Decis. Enreg. 4867. — Voirie par terre 2272.
— Instr. Org. marit. 863.
5 Arrêté. Org. marit., p. 1671.
— Avis Cons. d'Et. Cassation 24.
7 Loi. Monnaie, p. 380.
— Cass. Cassation 1478-20. — Vol 307-10. — Effets de commerce 253. — Enreg. 5454. — Règlem. de juges 218.
8 Cass. Compte cour. 135, 138 c.; Obligation 108 c. — Enreg. 5512. — Obligation 5450 c.
— Besançon. Nantissement 297, 299. — Rouen. Succès. 370.
— Instr. Enreg. 5708. — Huissier 160.
9 Cass. Deg. de jurid. 404-10. — Mandat 74-10. — Vente publ. d'immeubles 1561.
— Paris. Dem. nouv. 170-10. — Vente publ. d'immeub. 923-80.
— Cons. d'Et. Organ. administr., p. 606.
10 Arrêté. Org. milit., p. 1877.
— Cass. Complic. 246. — Instr. crim. 279.
11 Loi. Acte 26. — Nom 8. — Vente de substances falsifiées 47 c.
— Cass. Commune 873.
— Paris. Commerçant 102.
— Rouen. Succès. 1457.
12 Arrêté. Org. milit., p. 1877.
— Cass. Cassation 1566. — Octroi 250, 376-10 c., 378.
14 Loi. Faux 5. — Monnaie, p. 380.
— Cass. Cassation 1089 c., 1889-10c.; Enreg. 5627. — Deg. de jurid. 126-60. — Douanes 664. — Enreg. 790.
15 Loi. Pension, p. 749.
— Arrêté. Org. milit., p. 1877.
— Cass. Loi 51. — Vente publ. d'immeubles 1083.
— Poitiers. Rentes foncières. 33.
16 Cass. Appel civ. 266. — Chose jugée 52-10. — Péremption 363-10. — Société 1379-10.
— Paris. Compét. comm. 397-10. — Saisie-arrest 297 c.
— Rouen. Vente publ. d'immeubles 1083, 1121-10.
17 Arrêté. Commune 118.
— Paris. Disp. entre vifs 705.
18 Arrêté. Culte, p. 696 c.
— Cass. Acquisescem. 269 c.; Instr. crim. 1603-10.
19 Loi. Forêts 92.
— Arrêté. Cons. d'Et., p. 179. — Org. administr., p. 606. — Uniformecostume 29.
— Cass. Surenchère 75.
— Paris. Référé 167 c., 227-10.
21 Loi. Médecine, p. 563. — Org. instr. publ. 402. — p. 1333. — Serment, p. 5. — Substances vénéneuses 5 c., 10. — Vente de substances falsifiées 47 c.; Vétérin. 13 c.; Ville de Paris 33.
22 Loi. Industr., p. 667. — Ouvrier 62.
— Cass. Huissier 118. — Ordre 302. — Recusation 71.
23 Arrêté. Org. colon. 911. — Trés. publ., p. 1120.
— Cass. Enreg. 5453 c., 5465 c., 5504 c., 5859. — Pérempt. 167-10c. — Hospice 451. — Loi 816. — Vente administr. 198.
— Circ. Usage 262.
24 Loi. Banque 75. — Compte courant 56.

Germinal.

- 24 Arrêté. Commune 119, 1473 s., 1717, 1751 s.
— Cass. Cassation 821. — Quest. préjudic. 87-30.
— Paris. Privil. et hypoth. 2341.
25 Loi. Adopt., p. 273. — Enreg. 6063-70.
— Cass. Compét. administr. 92-60. — Loi 549. — Témoin 134-30, 435-30.
26 Loi. Impôts dir., p. 263. — Séparat. de corps, p. 899.
— Arrêté. Boulanger. 98.
— Circ. Boulanger. 99.
27 Cass. Exploit 99. — V. an 13.
28 Loi. Monnaie, p. 380. — Organ. colon., p. 1027. — Org. judic., p. 1489.
— Arrêté. Emigré, p. 470.
— Cass. Deg. de jurid. 281-20. — Disposit. entre vifs 649. — Loi 320-20 c. — Huissier 118.
— Paris. Pérempt. 107. — Saisie-exécution 345.
29 Cass. Cassation 1131 c.; Enreg. 4019. — Privil. et hypoth. 2004. — Société 24-10.
— Paris. Conciliat. 298.
30 Cass. Chose jugée 156. — Papier monnaie 71. — Péremption 12-20.
— Paris. Disp. entre vifs 196-10, 240 c., 257 c. — Vérif. d'écrit. 182 c.
— Circ. Culte 151.

Floréal.

- 1 Loi. Dom. extraord. 3.
— Cass. Instr. crim. 1480-20.
— Paris. Disposit. entre vifs 1417. — Obligat. 3511 c.; Responsab. 415-10.
— Avis Cons. d'Et. Hospice, p. 64.
2 Loi. Faux 12-70.
— Cass. Dom. destr. 39 c., 83. — Faillite 1458-20. — Instr. crim. 3480-40 c.
— Cons. des prises. Prises marit. 15.
3 Loi. Commune 119. — Trav. publ., p. 842.
— Arrêté. Culte, p. 696. — Dom. de la cour. 13-260. — Emigré 411-80, p. 470.
— Paris. Vente 991-20.
5 Loi. Impôts dir., p. 263.
— Cass. Dem. nouv. 233 c.; Enquête 269, 360-20 c., 302-20 c., 415 c.
— Circ. Notaire 27, p. 585.
6 Cass. Disposit. entre vifs 187. — Procès-verb. 338.
— Colmar. Commune 1774. — Exploit 421-10 c.; Jugem. 963-40 c.
— Paris. Obligat. 1717.
7 Cass. Appel civ. 444 c.; Cassation 96 c.; Papier-monnaie. 75-20. — Contr. de mar. 3188-10. — Papier-monnaie 61-30.
— Nîmes. Contr. de mar. 3762.
— Circ. Hospice 268.
8 Loi. Douanes, p. 566. — Org. milit., p. 1877. — Pension, p. 749. — Sucre 1, 44. — Traitement 19.
9 Loi. Commiss. de pol. 22. — Forêts 93. — Serment, p. 5.
— Ord. de police. Médecine 106, 116, 139, 176, p. 566.
— Arrêté. Culte, p. 696.
— Cass. Instr. crim. 1814-20, 2034. — Jugem. 771-10. — Org. milit. 866.
— Paris. Dem. nouv. 200-10. — Frais 375. — Obligat. 2194-10 c.; Saisie-arrest 300. — Rente viagère 171-20.
10 Arrêté. Monnaie, p. 380. — Org. judic., p. 1489. — Org. milit., p. 1877.
11 Cass. V. 7 et 12 floréal.
12 Cass. Appel civ. 1147. — Faillite 804-10.
13 Loi. Armes 34. — Commune 119. — Douanes, p. 566.
— Rouen. Faillite 501 c.
14 Loi. Eau, p. 326. — Org. administr. 118-40. — Trav. publ. 1051 s., 1056 s., 1084 s., 1092 s.

Floréal.

- 14 Arrêté. Postes, p. 11.
— Cass. Disposit. entre vifs 1340 c., 1341, 4161-10. — Enreg. 4333.
— Paris. Succès. 1400, 1434, 1451-10.
— Cons. des prises. Prises marit. 15.
15 Arrêté. Certif. de propr. 3. — Org. marit., p. 1671. — Pension, p. 148. — Trés. publ. 516.
— Cass. Crimes contre les pers. 282-10. — Enreg. 695.
— Paris. Faillite 1243-10. — Rente viagère 179.
— Poitiers. Privil. et hypoth. 267.
16 Cass. Amnistie 120. — Instr. crim. 1934. — Loi 549-30 c. — Peine 248-10. — Prescript. crim. 900 c., 227. — Presse-outr. 1483-10.
17 Loi. Commune 119.
— Cass. Cassation 383 c., 411. — Douanes 818-150. — Jugem. 333-90 c.
— Turin. Contrat de mariage 261.
18 Pau. Privil. et hypoth. 1558.
19 Loi. Voirie p. eau, p. 721.
— Cass. Minist. publ. 109.
— Besançon. Usage 558-10.
20 Cass. Contr. par corps 427. — Deg. de jurid. 81 c., 53-50. — Douanes 937. — Enreg. 354. — Expert 293 c.; Jugem. 13-10. — Oblig. 1750-30.
— Besançon. Prescript. civ. 270-20.
— Poitiers. Responsab. 539.
— Turin. Exploit 168 c., 539.
— Circ. Octroi 168.
21 Cass. Arbitr. 835. — Deg. de jurid. 541-20. — Disposit. entre vifs 856.
22 Cass. Cassation 448-10. — Dén. de just. 12-60. — Minist. publ. 63-10. — Quest. préjud. 84-60.
— Pau. Appel civ. 1131. — Vérif. d'écrit 76 c., 81.
— Cons. d'Et. Condit 72. — Vente administr. 261-10 c.
23 Arrêté. Dom. nat., p. 336.
— Cass. Chose jugée 410. — Complic. 223.
24 Colmar. Obligat. 1276.
25 Arrêté. Enreg. 8063-80.
26 Cass. Cassation 911. — Jugem. 303-10. — Succès. 207.
27 Cass. Arbitr. 1217.
— Avis Cons. d'Et. Comp. crim. 899.
28 Arrêté. Forêts 93. — Trés. publ. 985, 992-50, p. 1130.
— Cass. Deg. de jurid. 594-10. — Loi 51 c.; Mariage 363, 557-20, 30 c.
29 Poitiers. Dépôt 186.
30 Poitiers. Contr. de mar. 194. — Rente viagère 94, 168 c. — Contr. de mar. 3182-20 c.

Prairial.

- 1 Cass. Faux 112-30.
— Agen. Appel civ. 162. — Deg. de jurid. 478 c.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 938-20.
2 Arrêté. Droit marit. 684. — Organ. marit., p. 1671. — Prises marit. p. 923. — Voirie par eau 197.
3 Cass. Commune 2013, 2039 c., Loi 511 c. — Commune 2013; 2039 c.; Loi 511 c. — Douanes 926-10. — Obligat. 2190. — Org. judic. 562.
— Cass. Rente viagère 171-10.
— Paris. Louage 91. — Référé 7, 175. — Tierce opposit. 224-10.
4 Arrêté. Matières d'or et d'argent, p. 462. — Monnaie, p. 380.
— Cass. Acte de comm. 334.
5 Arrêté. Culte, p. 696.
— Cass. Acquisescem. 381 c.; Appel civ. 920.
— Paris. Société 1348.
6 Arrêté. Poids et mesures, p. 984.
— Cass. Instr. crim. 1567. — Prescript. crim. 163. — Témoin 18-10.
— Pau. Appel civil 745. — Domicile élu 116 c.

Prairial.

- 7 Cass. Cassation 411; Propriété littér. 210 c., 425, 428 c., 429 c. — Vol 590.
- Turin. Compét. civ. trib. de paix 311 c.; Deg. de juridict. 147-10.
- 8 Arrêté. Affiche 79 c.; Eau 431-140 c.; Organ. marit., p. 1671; Voirie p. eau 197, 408, 456, 473, 491, 501, p. 721.
- Cass. Appel crim. 165. — Deg. de jurid. 669. — Dénonc. calomn. 60 c. — Instr. crimin. 124-20, 481 c., 509 c., 1918. — Témoin 162.
- 10 Arrêté. Gendarmerie, p. 471; Monnaie, p. 380.
- Cass. Deg. de jurid. 503-20; Obligat. 1707, 1733 c., 4729 c., 4862.
- 11 Cass. Contr. par corps 390.
- 12 Cass. Culte 114-10; Emigré 167 c.; Mariage 39-50 c., 553. — Disposit. entre vifs 1542-10. — Propriété littér. 470. — V. 19 prairial.
- 13 Arrêté. Voirie par eau, p. 721.
- Cass. Instr. crim. 2028-30, 2286, 3643; Témoin 536. — Jugem. 59.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 300, 831 c.
- Rglem. Organ. marit. 559 s.
- 14 Cass. Témoin 504-30, 516.
- Colmar. Arbitr. 835, 937 c., 1064 c.
- 15 Arrêté. Emigré, p. 470; Notaire, p. 585; Obligat., p. 12; Pension, p. 749; Trésor public, p. 1121.
- Cass. Discipul. 140, 197 c.
- Poitiers. Obligat. 3363.
- Rouen. Appel civ. 1260 c.; Cautionnem. 132.
- 16 Turin. Appel civil 937.
- 17 Arrêté. Monnaie, p. 382; Trésor publ., p. 1121.
- Cass. Chose jugée 363-10. — Deg. de jurid. 534-30; Paternité 669. — Enreg. 5052.
- 18 Cass. Amnistie 162. — Compét. civ. trib. d'arrond. 276 c.; Matière somm. 44 c.; Vente publ. d'immeubles 1659. — Presse-outr. 1549-10.
- Avis Cons. d'Et. V. 20 prairial.
- 19 Cass. Acquiesc. 187 c.; Arbitr. 1238 c.; Cassation 1089 c.; Dom. de l'Etat 290 c., 330, 352 c.; Emigré 148 c., 178 c.; Intervention 155 c. — Discipul. 180-30. — Enreg. 4427. — Quest. préjud. 83-30, 84-10.
- 20 Arrêté. Mariage 46, 247 c., 337 c.; Médecine, p. 541; Minist. publ. 199 c.; Org. instr. publ. 383, 399.
- Cass. Douanes 414 c., 816. — Instr. crim. 908-30, 1778-10, 3120-30. — Mise en jugem. 115.
- Avis Cons. d'Et. Droit civ., p. 35.
- 21 Arrêté. Org. instr. publ., p. 1333; Org. marit., p. 1671.
- Cass. Chasse 416; Forêts 309 c. — Défense 18.
- Agen. Mariage 309 c.
- Angers. Conciliat. 192.
- Poitiers. Obligation 5356.
- 22 Toulouse. Conciliat. 217.
- Cons. d'Et. Vente administr. 242-10 c.
- Décis. Enreg. 6247.
- 24 Arrêté. Acte 22; Notaire, p. 585; Obligation, p. 12.
- Cass. Appel civ. 154. — Deg. de jurid. 480-10, 503-30; Mandat 177-10.
- Cons. d'Et. Conflit 32.
- Avis Cons. d'Et. Voirie p. terre, p. 189.
- 25 Cass. Arbitr. 1139, 1164 c. — Cassation 308-10. — Compét. comm. 323. — Vente 872.
- Grenoble. Deg. de jurid. 215.
- Paris. Obligat. 4037 c.; Vente 127.
- 26 Arrêté. Cautionn. de fonct. 13; Dom. extraord. 5; Monnaie, p. 383; Notaire, p. 585; Pêche marit. 66; Trés. publ., p. 1121.

Prairial.

- 26 Cass. Appel incid. 62. — Chose jugée 99-20, 326 c. — Compét. administr. 72-30 c.; Discipul. 180-10.
- Trèves. Office 36.
- 27 Cass. Complic. 180. — Org. marit. 1075-50.
- 28 Arrêté. Voirie p. terre, p. 189.
- Cass. Douanes 955.
- Avis Cons. d'Et. Emigré, p. 471.
- 29 Cass. Loi 254 c.; Propr. litt. 323.

Messidor.

- 1 Arrêté. Bois et charbons 18; Douanes, p. 569; Voirie par eau, p. 723.
- Cass. Contr. de mariage 1561, 1771 c. — Ordre entre créanc. 303-10. — Séparation de corps 423.
- 2 Cass. Disposit. entre vifs 4197; Loi 38-30 c.-40.
- Paris. Contrat de mariage 2415, 3129, 3140 c.
- 3 Cass. Douanes 842. — Enreg. 5627. — Oblig. 1750-30; Trés. publ. 1155-10. — Prescription civ. 549.
- Paris. Contr. de mariage 1962 c.; V. 2 messidor.
- 4 Décr. Echelles du Levant 6.
- Arrêté. Org. milit., p. 1877.
- Cass. Bourse de comm. 265 c., 495. — Instr. crim. 3498-30, 3728. — Question préjudic. 112-20.
- 5 Cass. Peine 248-30. — Vol 832.
- Paris. Contrainte par corps 152-30.
- 6 Cass. Cassation 1877-30.
- Paris. Mandat 402-10. — Retenue 27.
- 7 Cass. Crimes contre les personnes 25-10. — V. 27 messidor.
- Paris. Domicile élu 104-10.
- 8 Cass. Compét. administr. 112-30. — Conciliat. 102-10. — Disposit. entre vifs 2915-10, 3058-10. — Loi 301-10.
- 9 Cass. Conciliat. 48. — Puissance patern. 179; Usufruit 206.
- Bruxelles. Loi 143-30, 148-20, 181 c.
- Cons. d'Et. Conflit 72.
- 10 Cass. Cassation 1162; Effets de comm. 39 c., 109-30; Exploit 288-10; Obligat. 4110 c. — Deg. de jurid. 30.
- 11 Cass. Octroi 43.
- Paris. Jugem. d'av. dire droit 24-10.
- Riom. Prescript. civ. 650.
- 12 Cass. Abus de confiance 185. — Défense 135 c.; Instr. crimin. 354, 623, 2277. — Témoin 147-40.
- Poitiers. Obligat. 2251-10.
- 14 Décis. Culte 151.
- 15 Cass. Deg. de jurid. 53-30. — Dom. de l'Etat 296; Emigré, 100 c. — Enreg. 6265. — Jugem. 139-10. — Récusation 41.
- 16 Arrêté. Enreg. 6063-90.
- Cass. Action possess. 457. — Cassation 1159-30. — Contrat de mariage 2576. — Disposit. entre vifs 1757.
- 17 Cass. Chose jugée 425-10; Instr. crim. 660-40, 1431. — Enreg. 5093.
- 18 Cass. Expert 417. — Peine 871. — Témoin 117-40.
- 19 Arrêté. Droit civ., p. 35; Trésor publ., p. 1121.
- Cass. Commune 683-30.
- Paris. Effets de comm. 834. — Scellés 32-30.
- 20 Cass. Cassation 384 c.
- 21 Cass. V. 27 messidor.
- 22 Cass. Disposit. entre vifs 2580. — Enreg. 5055. — Peine 757-30. — Prescript. civ. 531.
- Paris. Nantissém. 266-10.
- 23 Cass. Dem. nouv. 85.
- Avis Conseil d'Etat. Louage à comp. 5.

Messidor.

- 21 Arrêté. Forêts 93; S., p. 858; Trés. publ. 391, 1168, p. 1121.
- Cass. Cassation 594, 1479; Org. milit. 966-10. — Deg. de jurid. 30. — Jugement 13-20. — Papier-monnaie, 23 c., 24 c.
- Amiens. Louage 390.
- 25 Arrêté. Loi 181.
- 27 Arrêté. Marché de fourn. 44-40, 134-60.
- Cass. Cassation 1606 c.; Substitution 102, 103, 264-20. — Instr. crimin. 1577, 3098; Témoin 435-30.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 595-20.
- 29 Cass. Brev. d'invent. 334, 359 c. — Disposit. entre vifs 1863, 1883 c. — Droit marit. 508. — Enreg. 3052. — Instr. par écrit 41. — Obligat. 182-10. — Vente administr. 198.
- 30 Arrêté. Forêts 94.
- Cass. Cassation 1742 c.; Jugem. 334-10. — Disposit. entre vifs 2439 c., 2441; Obligat. 3554 c. — Disposit. entre vifs 2468.

Thermidor.

- 1 Cass. Appel civ. 232, 1306. — Effets de comm. 70. — Louage emphyt. 36. — Rentes foncières 94 c. — Saisie-exéc. 197, 203 c.; 324 c.
- 2 Cass. Compét. civ. trib. de paix 14 c.; Quest. préjud. 153.
- 3 Arrêté. Dom. nat., p. 336; Org. marit., p. 1671; Trés. publ., p. 1121.
- Cass. Compét. crim. 35-40, 696. — Dom. destr. 299. — Enreg. 4952-30; Témoin 123-10. — Témoin. faux 31.
- 4 Arrêté. Vente administr. 273. — Bordeaux. Paternité 13, 14.
- 6 Arrêté. Place de guerre, p. 936.
- Cass. Chose jugée 255-20; Prescript. civ. 390-10. — Jugem. par défaut 321.
- 7 Arrêté. Culte, p. 696.
- Cass. Compét. civ. trib. de paix 34 c.; Deg. de jurid. 92. — Effets de comm. 367; Obligat. 4109. — Instr. p. écrit 32-10; Jugem. 51-40. — V. 6 thermidor.
- 8 Cass. Domicile 22 c.; Droit civil 383. — Domicile élu 13-20 c., 56 c.; Privil. et hypoth. 2103-10, 20 c., 30 c. — Prise à partie 54.
- 9 Arrêté. Eau, p. 326.
- Cass. Forêts 415. — Instr. crim. 2827. — Témoin 182-30.
- Besançon. Absence 111 c.; Requête civ. 157.
- Paris. Mariage 639-80, 737-20.
- 10 Arrêté. Hospices 412.
- Cass. Instr. crim. 1571. — Presse-outr. 1550. — Témoin 164-40.
- 11 Cass. Instr. par écrit 43.
- 13 Cass. Appel civ. 237. — Cautionn. 380. — Vente 576-10.
- Bruxelles. Contr. p. corps 261 c.; Mariage 271 c., 275 c., 277, 294 c., 330-30 c.
- Paris. Faillite 775-10.
- Trèves. Commissionn. 33 c.; Obligat. 593 c.; Responsab. 72.
- 14 Cass. Appel crim. 331 c. — Contrat de mariage 4292-10. — Effets de comm. 253-20.
- Paris. Privil. et hypoth. 188.
- Poitiers. Jugem. d'av. dire droit 27-70; Obligat. 4292 c.
- 15 Cass. Arbitr. 1120, 1287; Oblig. 5105 c.; Vente 1586, 1638-20. — Montpellier. Acquiesc. 311 c.; Dem. nouv. 102-20 c.; Jugem. d'av. dire droit 82 c.; Success. 79-10, 287, 414.
- Riom. Success. 260.
- 16 Cass. Cassation 1036. — Crimes contre les pers. 49, 175-40.
- 17 Cass. Conclusions 80-20 c.; Peine 102-120. — Exception 575-10. — Minist. publ. 269.
- 18 Arrêté. Huissier 11-30.
- Cass. Douanes 158, 171 c.
- 19 Paris. Prescript. civ. 991 1019.

Thermidor.

- 20 Cass. Obligat. 1750-60. — Privil. et hypoth. 332.
- Grenoble. Contrat de mariage 3332.
- Paris. Presse-outr. 920-10.
- Cons. d'Et. Vente administr. 259.
- 21 Cass. Expert 226-20; Papier-monnaie 14-10.
- Paris. Dépôt 142-10; Obligat. 4238.
- 22 Cass. Appel crim. 309. — Arbitr. 114. — Cassation. 1905; Conciliat. 58; Papier-monnaie 67, 68 c.
- Trèves. Privil. et hypoth. 1078, 1363-10.
- 23 Cass. Instr. crim. 693. — Minist. publ. 63-10.
- Poitiers. Disposit. entre vifs 266, 3556 c.; Transaction 157 c.
- 24 Cass. Instr. crim. 1443, 3121-10. — Rennes. Société 595.
- 25 Arrêté. Douanes, p. 569; Eau, p. 325; Médecine 130, 134, 176, 182, p. 567; Org. instr. publ., p. 1333.
- Amiens. V. 25 thermidor an 13.
- 28 Cass. Disposit. entre vifs 2586, 3338. — Success. 253. — Témoin 134-60. — V. 28 fructidor.
- Bruxelles. Effets de comm. 83-10.
- Paris. Obligat. 1202-30.
- 29 Décr. Vente administr. 267-30 c.
- Arrêté. Douanes, p. 569; Octroi, p. 11; Org. judic., p. 1489; Org. milit., p. 1877; Prisons, p. 987.
- Cass. Associat. de sec. mutuels 27. — Compét. administrat. 366 c.; Impôts dir. 597-20. — Dom. de l'Etat 305 c., 837. — Propr. litt. 13 c., 367.
- Rouen. Droit rural 147.
- 30 Poitiers. Bourse de comm. 521; Responsab. 617 c.

Fructidor.

- 1 Cass. Complic. 36-20, 153 c. — Contrav. 336. — Vol 486-60.
- Décis. Douanes 64.
- 2 Rennes. Faux inc. 116-10, 117-20, 125.
- 4 Cass. Appel civ. 1147; Loi 27 c., 540-50 c. — Commune 2588, 2589 c. — Enreg. 666, 4068, 5719.
- Paris. Appel civ. 652, 745 c.; Domicile élu 116 c.
- 5 Cass. Douanes 809.
- 6 Arrêté. Gendarmerie, p. 471; Monnaie, p. 382; Organ. marit., p. 1671.
- Cass. Crimes contre l'Etat 99. — Deg. de jurid. 449-30. — Dépôt 22. — Faux 32. — Privil. et hypoth. 1993-20. — Vente publ. d'immeubl. 583, 957-20.
- Paris. Contr. de mar. 2019-20, 3093 c.
- Toulouse. Avoué 50 c.; Minist. publ. 28.
- 7 Cass. Cassation 331. — Instr. crim. 2076.
- Bruxelles. Interd. 258; Loi 341.
- 8 Cass. Chasse 436. — Domm. destr. 310-20.
- Caen. Normandie 31.
- Paris. Propr. littér. 455.
- Riom. Disp. entre vifs 2108.
- 9 Arrêté. Emigré 405 note.
- Paris. Jugem. 508-30 c.; Success. 1320.
- 11 Arrêté. Culte, p. 696; Org. marit., p. 1671; Pension, p. 749.
- Cass. Appel civ. 1034. — Compét. civ. trib. de paix 309 c.; Deg. de jur. 151-20. — Exploit 483; Vente publ. d'immeubl. 1695. — Propriété féodale 367.
- 13 Cass. Arbitr. 1229. — Oblig. 2321. — Rente viagère 169.
- Bourges. Rente viagère 82.
- Colmar. Paternité 260.
- Paris. Commerce 64.
- 13 Décr. Prises marit. 205.
- Arrêté. Postes, p. 11.
- Cass. Disp. entre vifs 413. — Enreg. 2465. — Oblig. 1183-10, 3188 c., 4104; Rente constit. 46 c.

Fructidor.

- 13 Amiens. Séparat. de corps 440-10.
- 14 Cass. Cassation 192. — Frais 974. — Instr. crimin. 2920, 3515.
- Paris. Disp. entre vifs 1664.
- 15 Cass. Appel crim. 257.
- Bruxelles. Oblig. 2403.
- 16 Arrêté. Hospice, p. 65; Organ. marit., p. 1671.
- 18 Arrêté. Org. marit., p. 1671.
- Cass. Contr. p. corps 392. — Deg. de jurid. 135-20. — Domicile élu 112.
- 19 Cass. Cassation 1130. — Conciliat. 94-20 c.; Success. 1812. — Oblig. 4857; Société 36-10.
- 20 Cass. Cassation 1161; Exploit 292-30 c., 331-10 c. — Conciliat. 83 c., 178-20. — Emigré 89 c., 90-20 c., 142-20. — Exploit 462.
- 21 Arrêté. Notaire, p. 585; Trés. publ., p. 1121.
- 22 Cass. Voirie p. terre 1123-10.
- 23 Arrêté. Douanes, p. 569; Org. instr. publ., p. 1335.
- Cons. des prises. Prises marit. 284.
- 25 Décr. Poudres, p. 51.
- Arrêté. Forêts 94.
- Cass. Cassation 1402 c.; Obligat. 3990. — Disposit. entre vifs 2439. — Minist. publ. 130.
- Cons. d'Etat. Emigré 401.
- 26 Cass. Procès-verb. 39-30, 639. — Propr. féodale 33. — V. 20 fructidor.
- Delib. Eurex. 703.
- 27 Cass. Deg. de jurid. 602 c., 617. — Exploit 407 c., 514-10. — Obligat. 2206-10.
- Circ. Minist. Hospice 272, 273.
- 28 Cass. Crimes contre les pers. 80 c.; Loi 366-30. — Instr. crimin. 2511; Témoin 193, 134-60.
- 29 Cass. Compét. administr. 83; Peine 810-20. — Forêts 1695. — Org. judic. 562.
- 30 Arrêté. Monnaie, p. 382. — Instr. minist. Patente 344.

Jours complémentaires

- 2 Arrêté. Culte 550.
- 4 Arrêté. Douanes, p. 569; Emigré 401; Octroi, p. 7.

AN 12

Vendémiaire.

- 1 Arrêté. Poids et mes., p. 985.
- 3 Circ. Douanes 466.
- 4 Arrêté. Impôts dir., p. 263.
- Cass. Serment 102-10.
- Traité d'alliance. Traité internat., p. 517.
- 5 Arrêté. Douanes, p. 570.
- 7 Arrêté. Org. marit., p. 1671.
- Cons. des prises. Prises marit. 305.
- 8 Arrêté. Douanes, p. 570; Hospice, p. 65.
- 10 Cass. Cassation 1912-10 c. — Papier-monnaie 72.
- 11 Décis. Enreg. 673.
- 12 Cass. Cassation 1911-10. — Chose jugée 73.
- Paris. Dépôt 227-30.
- 13 Arrêté. Concession administr. 48; Impôts dir., p. 263; Org. instr. publ., p. 1335.
- Cass. Org. judic. 304.
- 14 Arrêté. Org. milit., p. 1877.
- Cass. Faillite 1461. — Instr. crim. 1567.
- 15 Arrêté. Org. milit., p. 1877.
- 17 Cass. Commune 1580-80. — Disposit. entre vifs 589. — Jugem. 85-10.
- 18 Cass. Deg. de jurid. 354-10. — Enreg. 228, 3289 c., 4314. — Oblig. 2323. — Vente publ. d'imm. 1695.
- 19 Décr. Compét. crim. 674; Culte, p. 696.

Vendémiaire.

- 19 Arrêté. Grâce 11; Hospice, p. 65; Org. instr. publ. p. 1335; Org. milit., p. 1877; Secours publ., p. 767; Tres. publ., p. 1121; Uniforme-costume 13, 44.
— Cass. Acquisc. 385 c., 588 c.; Cassation 460 c. — Arbitr. 1211; Loi 545-30 c. — Deg. de jurid. 53-30. — Jugement 17-30. — Org. colon. 367, 369 c. — Papier-monnaie, 61-30, 62. — V. 18 vendém.
20 Cass. Commune 1210; Frais 1025-30 c. — Instr. crimin. 1828-30.
21 Cass. Forêts 713 c., 789, 1433 c. — Instr. crim. 1306-20, 2382. — V. 26 vendémiaire.
— Cons. d'Etat. Vente administr. 261-50 c.
22 Instr. Enreg. 4851.
24 Cass. Deg. de jurid. 363-10. — Dm. nouv. 192; Interdict. 4 c., 140-10 c. — Effets de comm. 623 c., 731. — Saisie-arrest 341-20; Vente publ. d'imm. 1336-30 c.
25 Arrêté. Postes, p. 11.
— Cass. Délai 112 c.; Domicile élu 39-10, 57 c.; Exploit 351, 514-10.
26 Cass. Arbitr. 1241 c.; Cassation 610, 1040. — Compét. comm. 114; Faillite 1333 c. — Conciliat. 189. — Instr. crim. 3501. — Jugem. 13-130.
27 Arrêté. Voirie p. eau, p. 722.
— Cass. Amnistie 34. — Instr. crim. 634-30. — Procès-verb. 332-60-70. — Vol 360.
28 Arrêté. Org. colon. 459. — Instr. Enreg. 4965.

Brumaire.

- 1 Cass. Success. 2352-30.
3 Arrêté. Notaire, p. 585.
— Cass. Commissionn. 129, 210 c. — Compét. comm. 379.
— Turin. Huissier 92.
5 Cass. Procès-verb. 370.
6 Arrêté. Douanes, p. 570; Évaluation, p. 49.
— Avis Cons. d'Etat. Contrainte par corps 20-30.
— Trib. de la Seine. Enreg. 5015.
8 Cass. Cassation 1339-10; Faux 116; Papier-monnaie 35.
— Circ. Notaire 308, p. 585.
10 Ca. S. Compét. civ. trib. d'arrond. 15 c.; Huissier, 180-30 c.; Huissier 160. — Interdict. 29-30. — Jugement d'av. dire droit 64-20-40.
11 Cass. Instr. crim. 2020. — Obligation 4120, 4131 c.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 1685.
12 Cass. Instr. crim. 2684. — Vol 360.
— Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civ. 440 c.
13 Cass. V. 13 frimaire an 12.
15 Arrêté. Disposit. entre vifs, p. 46; Enreg. 30; Org. instr. publ., p. 1335.
— Cass. Commune 2181. — Recusation 539, 540 c. — Responsabilité 539, 540 c.
16 Cass. Cassation 1603-50 c.; Obligation 4388. — Culte 721-10. — Deg. de jurid. 556-10. — Enreg. 107, 820.
17 Cass. Cassation 1140. — Success. 2-06-10.
18 Arrêté. Juifs, p. 711.
— Cass. Avortem. 10. — Faux 273.
— Decis. Enreg. 2725.
19 Cass. Témoin. faux 31-20. — Témoin 134-40.
— Paris. Substitut. 156-10.
— Lettre. Enreg. 5971.
20 Arrêté. Org. instr. publ., p. 1335; Uniforme-costume 44.
— Cass. V. 20 frimaire.
22 Cass. Appel civ. 526, 533 c., 1004 c.; Domicile élu 90-10 c.; Saisie-arrest 217-10 c. — Frais 162-20. — Mariage 651. — V. 10 brumaire.
— Paris. Prescript. civ. 326-20.

Brumaire.

- 23 Arrêté. Voirie p. terre 1738.
— Cass. Appel civ. 195; Deg. de jurid. 470-10, 472. — Conciliat. 114. — Deg. de jurid. 261-10 c., 402-30.
— Paris. Effets de comm. 488-30.
24 Cass. Appel civ. 1123. — Contr. par corps 481. — Deg. de jurid. 252.
— Metz. Minorité 263.
— Paris. Domicile élu 91-20; Exploit 544-30.
— Instr. min. Acte de l'état civ. 22 c., 307 c.
25 Cass. Peine 248-80; Témoin 107-10.
26 Cass. Crimes contre les pers. 166-30; Minist. publ. 269. — Douanes 818-70. — Faux 273. — Forêts 713. — Instr. crim. 967.
— Paris. Substitution 186-10.
29 Cass. Cautionn. 316. — Compét. crim. 159-10. — Enreg. 3227.
30 Cass. Gendarme 55. — Société 34-50. — V. an 18.

Frimaire.

- 1 Cass. Acquisement 570 c.; Cassation 91; Commune 2537-10 c.; Compét. 48; Compét. administr. 12. — Appel civ. 418 c.; Arbitr. 1212, 1213, 1218 c. — Conciliat. 58. — Vente 1477-10.
2 Arrêté. Commune 120; Ville de Paris, p. 146.
— Cass. Commune 708; Complic. 312; Revendeur 3. — Compét. crim. 152-10 c., 191-10. — Faillite 1458-30. — Faux 40, 155.
— Paris. Vente 1419.
— Cons. d'Etat. Emigré 401.
3 Cass. Cassation 149. — Commune 777; Contravent. 258, 269. — Compét. crim. 280-10 c., 370. — Douanes 1018 c.; Forfait 135. — Instr. crim. 1733. — Témoin 333.
— Agen. Acquisc. 608.
— Paris. Faillite 781.
4 Paris. Conciliation 107-30 c., 112-30. — Vente publ. de navire 1.
5 Paris. Disposit. entre vifs 2894.
6 Cass. Cassation 789. — Chose jugée 12-30. — Descende sur les lieux 17. — Mariage 638-60.
7 Cass. Appel civ. 195; Cassation 471. — Commune 1641; Jugement 935-20. — Vente 875-10, 904 c. — Vente publ. d'immeubl. 228-10.
8 Cass. Arbitr. 511; Commune 1495 c. — Enregistr. 3229, 4392 c. — Jugement 27-90, 407 c. — Prêt à intér. 129. — Renvoi 122. — V. an 13.
9 Arrêté. Hospice, p. 65; Industrie, p. 667; Mines 07, 408, 409; Org. milit., p. 1877.
— Cass. Commune 1143; Peine 93. — Instr. crim. 121-20, 1396, 3710-10. — Témoin 241, 556 c.
10 Cass. Faux 459.
11 Cass. Chose jugée 501. — Contr. par corps 607. — Crimes contre les personnes 33.
13 Cass. Douanes 899 c. — Huissier 22; Nullité 19 c. — Papier-monnaie 53.
14 Cass. Acquisc. 693. — Contrat de mariage 1403. — Enreg. 1462, 1518 c. — Jugement 13-40. — Règlement de juges 74. — Vente publ. d'immeub. 391.
— Decis. Enreg. 3959.
15 Cass. Chose jugée 363-60. — Privil. et hyp. 659-20.
— Bruxelles. Loi 314 c.
— Paris. Ordre 1309-10-90.
16 Cass. Appel crim. 368. — Instr. crim. 2813-10. — Organ. milit. 898. — V. 15 frimaire.
17 Arrêté. Médecine 176.
— Cass. Instr. crim. 639-20, 2684.
— Amiens. Mariage 149.

Frimaire.

- 17 Paris. Obligation 2528.
18 Arrêté. Tres. publ., p. 1121.
20 Cass. Enreg. 4293. — Retenue 15. — Vente publ. d'immeubl. 264, 1870.
21 Arrêté. Commune 120; Org. administr. 709.
— Cass. Except. 204-30.
— Bourges. Adopt. 86.
— Paris. Exploit 63-10.
22 Cass. Minorité 172.
— Paris. Contr. p. corps 973. — Séparation de corps 427-10.
— Toulouse. Contr. de mar. 3252.
23 Arrêté. Traitement 19.
24 Cass. Bigamie 23; Peine 375 c. — Cassation 423. — Complic. 159-30. — Peine 82-30, 810-30.
— Agen. Acquisc. 681 c.
— Decis. Emigré 150.
— Lettre. Dépôt 365-90.
25 Ord. Vole publ. 6-110.
— Nîmes. Contr. de mariage 338, 372 c.
— Instr. Enreg. 3271.
27 Cass. Scellés 180.
— Paris. Acquisc. 104 c., 310; Faillite 807-30. — Mandat 130-10 c.; Obligation 1412 c.; Vente 921.
28 Sénat. Cons. Ordres civ. et milit. 178.
— Cass. Dem. nouv. 141-20.
— Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civ. 231 c.
29 Cass. Commune 1409.
— Paris. Dispositions entre vifs 3508-10.
30 Arrêté. Douanes, p. 570; Propriété féodale, p. 350.
— Cass. Cassation 244 c., 357 c.; Instr. crim. 1193; Intervention 31 c.; Prise à partie 33. — Instr. crim. 3079-60, 2394.
— Dijon. Disposit. entre vifs 3617.
— Cons. d'Etat. Vente administr. 361-20 c.
— Avis Cons. d'Etat. Droit rural 27.

Nivôse.

- 1 Cass. Quest. préjud. 151. — Témoin 358. — V. 10 prairial, an 12.
— Liege. Dispos. entre vifs 2581-20.
2 Déc. Avocat 48, 342.
— Arrêté. Notaire, p. 585; Poids et mes., p. 985.
— Cass. Effets de comm. 924; Interdict. 231-10; Obligation 828.
4 Paris. Contr. de mariage 1753 c.
5 Arrêté. Commune 121.
— Cass. Domaines eng. 87-10. — Enreg. 4019. — Mariage 737-10. — Paternité 430.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 4850 c., 5888.
6 Cass. Commune 1794. — Domicile 47-30. — Papier-monnaie 85-10. — Vente publ. d'imm. 45.
7 Cass. Faux 452. — Voirie par terre 1428-10.
— Paris. Except. 182.
— Decis. Hospice 26.
9 Cass. Faux 222-30. — Mise en jugement 35 c., 68. — Org. judic., 562.
— Amiens. Paternité 445-20, 549 c.
— Paris. Contr. par corps 748 c., 821 c., 924. — Minorité 767.
11 Cass. Papier-monnaie 58-20.
12 Cass. Acquisc. 561 c.; Contrat de mariage 4346; Normandie 40 c. — Chose jugée 178-10; Except. 91, 97 c. — Enreg. 4428. — Minist. publ. 23; Propriété féod. 273 c., 485-30.
— Rouen. Droit marit. 2000.
13 Paris. Obligation 2321-10.
14 Ord. de police. Médecine 176.
— Cass. Mise en jugement 35 c., 109-10.
— Toulouse. Minorité 481-30.
15 Cass. Faux 369.
— Douai. Absence 481.
— Paris. Domicile 59-10.
17 Déc. Culte, p. 696; Uniforme-costume 50.

Nivôse.

- 17 Arrêté. Commune 121; Pêche fluv., p. 443.
18 Cass. Avocat 270 c.; Compét. administr. 107-20. — Cassation 1162; Exploit 288-10 c.; Faux inc. 81-20 c., 149; Jugem. par défaut 171. — Deg. de jurid. 252. — Enreg. 160, 4029.
— Paris. Disposit. entre vifs 119-20.
— Riom. Separat. de corps 448-50.
19 Cass. Cassation 493. — Obligation 1035-10 c.; Transcript. hypoth. 504 c.; Vente 140. — Prescript. civ. 268-10 c.; Vente 61-10 c. — Propri. féod. 155-40. — Substitution 171.
— Paris. Effets de comm. 661.
— Decis. minist. Enreg. 4621.
20 Cass. Enreg. 4431. — Renvoi 69.
22 Cass. Cassation 588 c.; Jugem. p. défaut 458-50. — Compét. crim. 455. — Société 661. — Tentative 22-30.
23 Lyon. Obligation 4744.
— Paris. Obligation 2539.
— Rouen. Ordre 407-10.
25 Cass. Appel civ. 204. — Conciliat. 178. — Enreg. 4575.
26 Cass. Success. 1948-30. — V. an 13.
— Besançon. Disposit. entre vifs 3048.
— Paris. Vente 1570-10.
27 Cass. Commune 1990; Usage 471-10. — Obligation 4009-10 c.; Privil. et hypoth. 1732; Réconsat. 41; Transcript. hypoth. 104; Vente 76.
— Circ. Impôts dir. 589-10.
28 Cass. Appel crim. 268. — Contrav. 51 c. — Expert 111; Jugem. 777-10. — Quest. préjud. 95. — Tentative 30-20.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2890.
30 Arrêté. Domm. extraord. 5.
— Lyon. Success. 1736.
— Trib. de la Seine. Ordre 98.
— Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civ. 512 c.
— Instr. Enreg. 4621.

Pluviôse.

- 2 Cass. Appel civ. 1317 c. — Contr. de mariage 1321. — Disposit. entre vifs 534-10; Loi 295 c.; Success. 1022-10.
— Bruxelles. Puissance paternelle 49.
3 Cass. Appel civil 1350. — Compét. civ. trib. de paix 36 c., 33; Deg. de jurid. 24 c., 107-10, 170-20. — Jugem. par défaut 171.
— Decis. Enreg. 3270.
4 Arrêté. Commune 513; Hospice, p. 66; Notaire, p. 585; Secours publ., p. 767.
— Cass. Cassation 1909-140. — Compét. administr. 75-60. — Disposit. entre vifs 589. — Enreg. 2086. — Faux inc. 6. — Règlement de juges 36.
— Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civ. 512 c., 517 c.; Mise en jugement 54, 58.
6 Cass. Cassation 193. — Faux 452. — Loi 38-30 c. — Peine 489.
— Turin. Cautionnem. 167. — Compét. comm. 240; Faillite 1309.
7 Loi. Enreg. 30.
— Metz. Separat. de corps 435-80.
— Paris. Separat. de corps 481.
8 Cass. Expert 100. — Vente administr. 368.
— Instr. Enreg. 4850, 5868.
10 Cass. Deg. de jurid. 554-20 c.; Droit marit. 2170. — Loi 545-80; Requête civile 16. — Obligation 2135. — Ordre 1238 c.; Vente publ. d'immeubl. 139, 1096.
— Colmar. Biens 44.
— Paris. Servitude 1006-10, 1009.
11 Loi. Forêts 96.
— Cass. Cassation 1800-60; Success. 810-20. — Ordre 803-20.

Pluviôse.

- 12 Cass. Douanes 968; Retenue 75 c.
— Paris. Prescript. civ. 779.
— Toulouse. Vente 1476-20.
13 Paris. Minorité 518; Success. 2223 c.
— Trib. de la Seine. Success. 15932.
— Cons. d'Etat. Vente administr. 242-30 c.
14 Arrêté. Org. colon. 479.
— Cass. Chose jugée 467. — Instr. crim. 129 c., 130-20, 923 c.; Minist. publ., 54 c. — Peine 119-49.
— Bordeaux. Propriété 350-30.
— Lyon. Loi 174.
— Decis. Enreg. 718, 4917.
16 Loi. Mont-de-Piété, p. 397.
— Paris. Success. 368.
— Toulouse. Prescript. civile 706.
— Delib. Notaire 801.
17 Cass. Requête civile 178. — V. 13 frimaire an 12.
— Toulouse. Prescript. civile 1001.
18 Cass. Appel civil 1232. — Compét. civ. trib. d'arrond. 111; Société 188 c. — Droit civil 425-20. — Emigré 396-30. — Vente publ. d'immeubl. 216-10.
19 Cass. Minist. publ. 63-60. — Vise en jugement 118. — Témoin 78-20-30, 259.
20 Cass. Commune 659-10 c., 943-10. — Compét. crim. 694. — Instr. crim. 712, 741 c., 746 c., 2034.
— Bruxelles. Droit civil, p. 248-30. — Mariage 791.
21 Loi. Org. judic., p. 1489.
— Arrêté. Dom. nat., p. 337; Obligation, p. 52.
— Instr. Enreg. 3288, 5883.
23 Loi. Eaux 201.
— Cass. Arbitr. 680. — Chose jugée 287-10; Success. 897.
24 Loi. Hospice, p. 66.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 1898-20, 2307 c.
— Decis. Enreg. 1954.
— Solut. 4991.
25 Cass. Interdict. 17-10. — Louage 539 c., 678.
— Paris. Cautionnem. 370.
26 Cass. Instr. crim. 2925, 3536-20. — Peine 866-30; Responsab. 64.
27 Angers. Success. 1867, 1868-19.
28 Cass. Douanes 161 c., 301.
— Agen. Mariage 830-10.
— Cons. d'Etat. Vente administr. 367-10 c.
— Instr. Enreg. 682, 4917.
— Chamb. des notaires. Obligation 2486.
30 Loi. Dom. de l'Etat, p. 93.
— Cass. Enreg. 5627.
— Bordeaux. Paternité 430.

Ventôse.

- 1 Cass. Biens 145; Enreg. 3070 c.; Privil. et hypoth. 789 c. — Except. 224; Jugem. 13-140.
— Paris. Vente publ. d'imm. 2304.
2 Loi. Forêts 96.
— Cass. Cassation 276 c., 697; Success. 267. — Compét. civ. trib. de paix 28. — Disposit. entre vifs 3702.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1263-20. — Vente publ. d'imm. 1294-20.
— Paris. Vente publ. d'imm. 920-20.
3 Cass. Compét. crim. 412. — Crimes contre les pers. 161-40.
— Bruxelles. Effets de comm. 808.
4 Cass. Enreg. 5828. — Jugem. 778-40.
— Paris. Mariage 39-80, 555-30.
5 Loi. Impôts dir., p. 264; Impôt indir., p. 401; Mat. d'or et d'argent, p. 462; Monnaie, p. 322; Procès-verb. 263 c., 493 c.; Sel, p. 538; Tres. publ., p. 1121; Vente administr. 6 c., 28 c.; Voirie 275, 276, 299, 324, 360 c., 363, 365, p. 1034.
7 Loi. Voirie, p. 998.
— Decr. Avocat 80.

Ventôse.

- 7 Arrêt. Avocat 518; Prises marit., p. 927.
 — Cass. Disposit. entre vifs 3071.
 — Propr. féod. 476.
 — Nîmes. Privil. et hypoth. 261-10.
 — Paris. Loi 397 c.
 — Toulouse. Echange 46.
 8 Sénat-Cons. Tranquill. publ. 17.
 — Loi. Hospice, p. 66.
 — Arrêt. Org. colon. 365.
 — Cass. Action possess. 592.
 — Conflit 185.
 — March. de fournil. 149-120.
 — Propr. féod. 443-29.
 9 Loi. Commune 122, 2107, 2238 s., 2265 s., 2278 s.; Complic. 191; Tranquill. publ. 17.
 — Paris. Séparat. de corps 425-10.
 — Succès. 1920-1923.
 10 Arrêt. Industrie, p. 668.
 — Paris. Privil. et hypoth. 1500-10.
 — Séparat. de corps 469-30.
 11 Cass. Compét. crim. 325, 326.
 — Faux 174-10, 461.
 — Paris. Adopt. 37, 128 c.; Loi 229 c.
 12 Bruxelles. Commerçant 189; Mandat 175-10 c.
 — Paris. Privil. et hypoth. 769.
 — Turin. Faillite 1309.
 — Instr. Enreg. 3271.
 13 Loi. Usage 241 c., 252.
 — Cass. Substitution 88.
 — Bruxelles. Jugem. p. def. 333-20; Oblig. 863 c.
 — Grenoble. Paternité 437-10 c.; 445-40 c., 500, 531 c.; Succès. 20 c.
 — Cons. d'Etat. Emigré 401.
 — Decis. minist. Privil. et hypoth. 1462, 2884 c.
 15 Cass. Emigré 89 c., 90-10, 107 c., 115-10 c., 188-20 c. — Interrog. s. faits et art. 38.
 — Besançon. Interdict. 49-20 c., 139.
 — Grenoble. Deg. de jurid. 258-10.
 — Paris. Disposit. entre vifs 4195.
 16 Loi. Org. judic. 463, p. 1489.
 — Cass. Jugem. 109; Org. judic. 192; Règlement de juges 43 c., 92.
 — Nîmes 295-10.
 — Turin. Exploit 194 c., 232-30.
 17 Cass. Appel crim. 201.
 — Chose jugée 425-20; Compét. crim. 639 c., 542.
 — Frais 976-60.
 — Instr. crim. 859-30; 3756.
 — Paris. Contr. de mar. 251.
 18 Arrêt. Commiss. de pol. 22;
 — Evasion, p. 49; Org. marit., p. 1671; Passe-port, p. 35.
 — Cass. Appel crim. 197.
 — Contumace 104.
 — Faux 237.
 — Aix. Droit marit. 1716, 1718.
 — Paris. Vente publ. d'imm. 1145.
 19 Cass. Bourse de comm. 491.
 — Cassation 1759 c.; Douanes 194, 971.
 — Contr. p. corps 607.
 — Propr. féod. 155-30.
 — Paris. Privil. et hypoth. 1315-10.
 21 Cass. Cassation 1830-30.
 — Deg. de jurid. 133.
 — Oblig. 2632 c., 2736.
 — Papier-monnaie 43.
 — V. an 13.
 — Règlem. Org. marit., p. 1671.
 22 Loi. Avocat 21; Douanes, p. 570; Minist. publ., p. 5; Org. instr. publ. 314, 357 s., 373 s., 382, p. 1335; Org. judic. 368, p. 1489; Serment, p. 5.
 — Decr. Avocat 46.
 — Ord. de police. Halle 21.
 — Arrêt. Hospice 69.
 — Cass. Arbitr. 381, 541 c. — Effets de comm. 319 c., 337.
 — Circ. Notaire 185, 192, 210, 211, 711, p. 586.
 23 Loi. Faux 12-70.
 — Cass. Cassation 1162.
 — Dem. nouv. 182.
 — Effets de comm. 669.
 24 Arrêt. Hospice 69; Ordres civ. et milit. 179.
 — Cass. Crimes contre les pers. 233-30.
 — Repr. d'instr. 61.
 — Cass. Paternité 704 c.
 — Paris. Disposit. entre vifs 1871; Rente viagère 44.
 25 Cass. Commune 1030; Contrav. 295 c. — Forêts 380 c., 817 c.; Vol 892.
 — Instr. crim. 2687.

Ventôse.

- 25 Aix. Paternité 437-20.
 — Turin. Faillite 683 c., 707 c., 738-10, 863-10 c.
 26 Cass. V. 18 pluviôse.
 28 Decr. Douanes, p. 571.
 — Arrêt. Hospice, p. 66; Octroi, p. 7; Org. administr., p. 606; Postes, p. 11; Trés. publ., p. 1121; Voirie p. eau, p. 722; Voirie p. terre, p. 189.
 — Cass. Office 48-10.
 — Turin. Jugem. 436.
 — Avis Cons. d'Et. Contr. administr. 7; Eau, p. 826; Trés. publ. 795 c.
 29 Lyon. Paternité 546-10.
 — Turin. Compét. civ. trib. de paix 321; Conciliat. 238 c.
 — Decis. Enreg. 4346.
 30 Loi. Lois codifiées, p. 6.
 — Cass. Acquisc. 125, 442 c.
 — Amiens. Mariage 309.
 — Decis. minist. Culte 545-60.

Germinal.

- 4 Cass. Commune 1134; Défense 82 c.; Règlem. adm. 114 c. — Commune 1490.
 — Instr. crim. 588, 1555, 1791-20, 3197.
 — Mise en jugem. 35 c., 109-10.
 5 Nîmes. Chose jugée 266-70.
 — Paris. Loi 338-10.
 — Turin. Arbitr. 677.
 6 Arrêt. Impôt indir., p. 403; Monnaie, p. 382; Org. marit., p. 173; Voirie p. eau 585.
 — Cass. Cassation 1475 c.; Oblig. 819-10.
 — Cons. d'Et. Vente administr. 267-80.
 6 Cass. Acquisc. 66.
 — Deg. de jurid. 656-20.
 — Prescript. civ. 405.
 — Société 34-110.
 — Rouen. Droit marit. 819.
 7 Cass. Enreg. 2353, 3044, 4725.
 — Priv. et hypoth. 1368.
 — Paris. Nom 14-30 c., 46-10, 55 c.
 — Oblig. 3135.
 8 Cass. Témoin 99-10, 430.
 — Circ. Enreg. 4346.
 10 Arrêt. Org. colon. 530.
 — Cass. Peine 48-60.
 12 Arrêt. Chambre consult. des arts et manufact., p. 78.
 — Cass. Contr. de mar. 2968-10.
 — Mise en jugem. 12-30.
 — Propriété féod. 353.
 13 Cass. Cassation 879, 1484 c.; Loi 121 c., 333-30.
 — Domicile 40-10 c.; Domicile élu 97-40; Exploit 549 c.; Recusation 5-10.
 — Prescript. civ. 1064-10.
 14 Cass. Contr. de mar. 447.
 — Deg. de jurid. 132.
 — Dem. nouv. 205-10 c. — Prises marit. 319.
 — Lettre. Octroi 372.
 15 Arrêt. Culte, p. 696; Traitement 42.
 — Cass. Instr. crim. 1299-70.
 — Témoin 123-10.
 — Paris. Adopt. 117 c.
 16 Arrêt. Cautionn. de fonct. 15; Mont-de-piété, p. 397.
 — Cass. Faux 360.
 — Forfait. 72.
 17 Cass. Témoin 103-30.
 — Paris. Cassation 982 c. — Paternité 282.
 — Turin. Vente 1453 c., 1697.
 18 Decis. Enreg. 743.
 19 Cass. Copie de pièces 9.
 — Enreg. 137-40, 2610 c., 2613, 4178 c., 4264.
 — Papier-monnaie 56-30.
 — Vente administr. 147.
 — Paris. Disp. entre vifs 266, 269 c.
 20 Cass. Cassation 630.
 — Deg. de jurid. 631.
 — Disp. entre vifs 588.
 — Propr. féod. 348.
 — Vente publ. d'imm. 2144 c., 2165.
 — Paris. Contr. p. corps 425.
 21 Loi. Org. instr. publ. 402, p. 1803.
 — Cass. Acquisc. 165; Enreg. 2774; 2777 c., 5848 c.; Transcript. hypoth. 262.
 — Cassation 1104; Déclat. 147.
 — Loi 218 a.; Mariage 861-10.
 — Succès. 1812.

Germinal.

- 21 Paris. Oblig. 1042.
 22 Cass. Appel crim. 267.
 — Cassation 1349-30 c.; Instr. crim. 2609-20.
 — Minist. publ. 65-40.
 — Turin. Arbitr. 1185, 1189.
 23 Cass. Instr. crim. 1390-20.
 24 Turin. Exploit 343.
 — Instr. Succès. 419, 989.
 26 Arrêt. Cautionn. de fonct. 15.
 — Cass. Appel civ. 304, 867 c. — Paternité 437-40.
 — Cons. d'Et. Commune 2611-20; Marché de four. 158-10 c.
 27 Arrêt. Trés. publ., p. 1121.
 — Cass. Loi 850.
 28 Cass. Effets de comm. 269.
 — Emigré 52, 89 c. — Société 1633, 1638 c.
 — Paris. Oblig. 2625.
 29 Arrêt. Commune 123; Octroi, p. 7; Org. marit., p. 1671.
 — Cass. Instr. crim. 390-10.
 — Besançon. Mariage 936-30.
 30 Instr. Hospice 342, 412, 419.

Floréal.

- 1 Arrêt. Org. marit., p. 1673.
 2 Decis. Commiss. de pol. 29.
 3 Cass. Cassation 1517-10.
 — Paris. Disposit. entre vifs 240-20.
 4 Ord. Boucher 135.
 — Cass. Loi 143-10-20 c., 146-10-20 c., 181 c. — Renvoi 135.
 5 Cass. Servitude 1058.
 — Decis. Org. marit. 684-20.
 6 Cass. Chose jugée 533-10.
 — Instr. crim. 2619; Témoin 185.
 — Amiens. Disposit. entre vifs 433 c.
 — Decis. Culte 658.
 7 Cass. Douanes 818-10.
 — Forêts 740 c.; Procès-verb. 677.
 — Instr. crim. 139-10.
 — Paris. Mariage 698-60 c., 712-10.
 8 Decr. Vente administr. 267-80 c.
 — Arrêt. Compét. 44; Frais 1198;
 — Voirie p. eau 557, 561, p. 722.
 — Besançon. Nantissement 297.
 — Paris. Emigré 169-30.
 — Rouen. Interdiction 27-60 c., 256-20 c., 260-10.
 — Cons. d'Etat. Vente administr. 267-70-80 c.
 11 Cass. V. 13 floréal.
 — Amiens. Nom 14-30.
 — Paternité 569-10.
 — Solut. Enreg. 2664.
 12 Cass. Faillite 622-30.
 — Bruxelles. Mariage 788-40; Mat. somm. 37-250; Saisie-exéc. 322; Scellés 64.
 — Paris. Effets de comm. 594.
 — Poitiers. Contr. de mariage 3356.
 13 Cass. Faux 33.
 — Instr. crim. 1828-30, 3073-10.
 — Procès-verb. 231.
 — Paris. Acte de l'état civil 409; Succès. 98 c. — Vente publ. d'imm. 1719.
 15 Arrêt. Dom. extraord. 5.
 — Cass. Armes 40; Douanes 994-10 c. — Faux 128, 478.
 — Instr. crim. 390-20.
 — Mariage 39-10.
 — Papier-monnaie 84.
 — Procès-verb. 101-20 c., 349-10, 475 c.
 — Cons. d'Etat. Vente administr. 261-40 c.
 17 Cass. Propr. féod. 205.
 — Vente publ. d'imm. 1676.
 — Paris. Minorité 754-10.
 — Oblig. 1736-10.
 — Rouen. Contr. de mar. 408; Culte 115-10.
 18 Bourges. Disposit. entre vifs 1696.
 — Nîmes. Adopt. 117 c.
 19 Cass. Cassation 1908-80; Conciliat. 325.
 — Vente 871, 950 c.
 — Vente publ. d'imm. 2053-10 c., 2165.
 21 Arrêt. Domaines de l'Etat, p. 93.
 — Cass. Appel crim. 197.
 — Cassation 1687-30.
 — Douanes 215-10; Graines 24.
 — Instr. crim. 2627.
 — Peine 248-70.
 — Turin. Loi 283 c.
 22 Cass. Faux 255.
 — Nîmes. Loi 837.

Floréal.

- 24 Cass. Appel civ. 1002.
 — Cassation 1716-20 c. — Commune 2036.
 — Deg. de jurid. 642-20 c.; Dem. nouv. 111.
 — Disposit. entre vifs 1666.
 — Colmar. Oblig. 4682-10.
 — Liège. Privil. et hypoth. 3787.
 — Nîmes. Paternité 437-60.
 — Paris. Privil. et hypoth. 1897.
 25 Arrêt. Trés. publ. 1036-10.
 — Cass. Cassation 1839-30.
 — Compét. administr. 304; Conflit 192 c., 227 c. — Compte 108.
 — Contr. de mar. 261.
 — Effets de comm. 470.
 — Turin. Jugem. 285.
 26 Arrêt. Org. marit., p. 1673.
 — Cass. Cassation 705.
 — Cons. d'Etat. Vente administr. 269 c.
 27 Arrêt. Vagabondage, p. 11.
 — Cass. Bigamie 53.
 — Faux 447.
 — Instr. crim. 1304.
 28 Sénat-cons. Acte de l'état civil 23 c.; Cons. d'Etat, p. 180; Droit. constit., p. 318; Liberté individ., p. 18; Lois 17, 125; Minist. publ., p. 3; Obligat., p. 52; Ordres civ. et milit. 188; Org. judic., p. 1489; Org. marit., p. 1672; Organ. milit., p. 1877; Presse-out., p. 398; Serment, p. 5; Traité internat. 112 c., 134.
 — Cass. Propr. litt. 106 c., 248.
 — Paris. Domicile 81.
 — Requête civ. 154-10.
 — Circ. Notaire, p. 587; Obligat. 3693.
 29 Decr. Droit constit., p. 323.
 — Cass. Mariage 937-10.
 30 Decis. Enreg. 3231.

Prairial.

- 1 Cass. Action 104, 109 c. — Cassation 90.
 — Concl. 45 c.; Deg. de jurid. 465 c.; Privil. et hyp. 1717-10, 2793-10 c.
 2 Cass. Deg. de jurid. 413.
 — Règlement de juges 42.
 — Succès. 1497-10.
 — Vente 1690.
 — Lyon. Interdict. 27-30, 256-20 c.
 — Poitiers. Séparat. de corps 224, 440-20.
 3 Cass. Deg. de jurid. 129-80.
 — Délai 110; Exploit 585 c. — Enreg. 1426.
 — Bruxelles. Privil. et hyp. 1144, 2347 c.; Vente publ. d'imm. 179 c.
 — Nîmes. Adopt. 117 c.
 — Rouen. Vente publ. d'imm. 2001, 2003 c.
 4 Cass. Cassation 2076.
 — Instr. crim. 879-40.
 — Témoin 158-20.
 — Amiens. Contr. de mar. 1789 c.; Séparat. de corps 148, 361 c.
 — Nîmes. Prescript. civ. 1135.
 5 Cass. Compét. crim. 489-30.
 — Poitiers. Nantissement 298-10, 302 c., 306 c.
 — Turin. Appel civ. 1041.
 7 Decr. Culte, p. 696; Org. marit., p. 1672; Uniforme costume 37.
 — Cass. Domicile élu 11-30.
 8 Aix. Obligat. 3076-10, 3184 c., 3155 c., 3158-10 c., 3791-10 c.
 — Orléans. Conciliat. 53 c.; Minorité 529.
 — Paris. Interrog. sur faits et art. 77.
 — Privil. et hypoth. 928.
 — Circ. Obligat. 8693, 3739.
 9 Cass. Effets de comm. 253.
 — Enreg. 4039.
 — Orléans. Minorité 876.
 — Paris. Commiss. pris. 38 c. — Obligat. 183-20.
 — Decis. Enreg. 5677; Notaire, p. 887.
 10 Cass. Papier-monnaie 58, 76.
 — Transaction 187-10, 128 c.
 — Liège. Privil. et hypoth. 1543-10.
 — Poitiers. Dispositions entre vifs 1664; Rente viagère 78.
 11 Decr. Culte, p. 697; Dom. nat., p. 327; Sel, p. 258.
 — Avis Cons. d'Etat. Loi 69.

Prairial.

- 12 Liège. Dispositions entre vifs 1297-10, 1372 c., 1524 c., 1535-20 c., 1537 c.
 — Turin. Conciliat. 53.
 — Delib. Enreg. 1120.
 13 Decr. Amnistie, p. 508; Monum. 2 c., 4.
 — Cass. Chose jugée 501.
 — Exploit 571-10.
 — Prescript. crim. 127.
 — Cons. d'Etat. Vente administr. 261-30 c.
 14 Cass. Echange 46.
 15 Cass. Compét. crim. 569 c.; Deg. de jurid. 667-10.
 — Eau 545-10.
 — Recusation 5-40.
 — V. 16 prairial.
 16 Arrêt. Org. colon. 479.
 — Cass. Appel civ. 534.
 — Cassation 1874-50.
 — Commune 1597.
 — Emigré 104-10.
 — Vente publ. d'imm. 183.
 — Voitures 261-10.
 — Bruxelles. Adopt. 116 c.
 17 Cass. Appel civ. 953; Contr. par corps 391.
 — Cassation 1719-90.
 — Enreg. 1523.
 — Nîmes. Dispositions entre vifs 230.
 — Paris. Jugem. par défaut 331.
 — Vente 787-10, 1042 c., 1045 c., 1087 c.
 18 Cass. Cassation 1478-10 c.
 — Mise en jugem. 249.
 — Requête civile 198.
 — Douai. Succès. 2212-10.
 — Orléans. Minorité 269, 376 c., 380-10 c.
 — Avis Conseil d'Etat. Emigré, p. 471; Séparation de corps 426, p. 899.
 — Instr. Voirie p. eau 557, 558.
 19 Cass. Acte de l'état civil 414 c.; Instr. crim. 1396.
 — Commune 712, 737-40 c., 908; Frais 1025-30 c. — Commune 909; Contrav. 163 c., 171 c.; Frais 1025-30 c. — Faux 418.
 — Paris. Minorité 525-10.
 — Vente publ. d'imm. 280.
 — Instr. Voirie p. eau 549.
 20 Arrêt. Org. instr. publ. 353, 399.
 21 Arrêt. Org. instr. publ., p. 1333.
 — Cass. Appel civil 306.
 22 Cass. Cassation 696, 1908-70; Vente 1730.
 — Propriété féodale 301.
 23 Decr. Acte de l'état civil 286 c.; Commune 123, 418 s., 513 c.; Culte, p. 697, 929.
 — Expropriation publ. 57; Ville de Paris 15.
 — Cass. Action 148 c., 167; Contrat de mariage 659 c.; Vente 1648 c.
 — Deg. de jurid. 440 c., 457.
 — Paris. Papier-monnaie 48-10.
 — Cons. d'Etat. Forêts 96; Vente administr. 269 c.
 — Decis. Enreg. 3231.
 24 Cass. Deg. de jurid. 80.
 — Obligat. 2091.
 25 Decr. Douanes, p. 571; Grains, p. 539.
 — Cass. Conflit 160-20.
 — Instr. crim. 1396, 1427, 2432-10.
 — Obligat. 797.
 — Bruxelles. Huissier 160.
 — Paris. Vente 829.
 27 Bruxelles. Disposit. entre vifs 2028-10; Loi 814 c.
 28 Dijon. Faillite 478; Minorité 358 c.
 29 Cass. Acquisc. 470; Prescript. civ. 829.
 — Enreg. 8437.
 — Org. judic. 510-10.
 30 Decr. Eaux minérales, p. 504.
 — Cass. Cassation 1660.
 — Cons. d'Etat. Vente administr. 267-70 c.

Messidor.

- 1 Aix. Droit marit. 2080.
 1 Cass. Enreg. 4305, 5438; Oblig. 2282-30.
 — Paris. Déclat. 74-10.

Messidor.

- 2 Décr. Douanes 58; Postes, p. 11; Tres. publ. p. 1131.
 — Cass. Faux 37. — Témoin 279.
 3 Sénat-cons. Villes de France 3.
 — Décr. Commune 123; Culte, p. 697; Serment, p. 6; Trés. publ. 1150, p. 1121.
 — Cass. Acte de l'état civ. 503 c.; Faux 128. — Jugem. 1062.
 — Lyon. Vente publ. d'immeubl. 222.
 — Décis. Enreg. 771.
 4 Cass. Loi 350-20.
 — Bruxelles. Disp. entre vifs 545.
 6 Cass. Deg. de jurid. 162. — Délai 25-10. — Disp. entre vifs 3930-10. — Oblig. 2472 c.; Privil. et hypoth. 2002-20.
 — Bordeaux. Loi 236-20 c.; Minorité 78-20. 227 c., 360 c. — V. 15 pluviôse an 13.
 7 Décr. Monnaie, p. 382.
 — Cass. Deg. de jurid. 631. — Droit rural 21. — Hospice 82; Propriété feod. 166-10, 193-10, 389 c.
 — Décis. Enreg. 4086.
 8 Cass. Cassation 476. — Commune 2006. — Ordre 305-20. — Vente 1478-10.
 9 Cass. Faux 380 c., 392, 418.
 — Paris. Privil. et hypoth. 1723, 1983 c.; Transcript. hypoth. 499 c.
 10 Cass. Chose jugée 465. — Faux 272; Paternité 365-40 c., 369-10 c., 30. — Instr. crim. 65; Paternité 342 c., 365-40.
 — Amiens. Prise à partie 10.
 11 Cass. Complic. 39-60. — Contumace 40; Instr. crim. 2388. — Faux 68.
 — Rouen. Chose jugée 379.
 12 Bruxelles. Séparat. de corps 473.
 13 Cass. Compét. administr. 113 c., 115. — Dom. de l'Etat 304. — Success. 166, 169-10. — Voiture 364.
 — Paris. Except. 248. — Servit. 805-10.
 14 Ord. Médecine 94.
 — Cass. Vente 359.
 — Nîmes. Notaire 589.
 — Paris. Ordre 624-10.
 15 Cass. Faillite 1379-10. — Office 43. — Papier-monnaie 75-10. — Vente publ. d'immeubl. 513, 923-100.
 — Paris. Loi 314 c. — Minorité 59-10, 320.
 16 Cass. Amnistie 41 c., 134. — Complic. 39-40-50, 412 c. — Faux 355.
 — Avis Cons. d'Et. Compét. admin. 343 c., 368 c., 488 c.
 17 Décr. Org. judic., p. 1489; Org. milit., p. 1877.
 — Arrêté. Org. colon. 479 s.
 — Cass. Compét. crim. 652.
 — Circ. Enreg. 2796.
 18 Cass. Avocat 362; Org. judic. 328-10 c.; Presse-out. 875-10 c., 1171-10 c. — Cassation 2140, 2116 c. — Chose jugée 543 c.; Instr. crim. 150-10, 507, 3480-40.
 — Besançon. Droit civ. 423, 443 c.
 20 Cass. Faillite 152. — Faux inc. 302.
 21 Décr. Org. adm., p. 606.
 — Cass. Appel civ. 306.
 22 Décr. Ordres civ. et milit. 180.
 — Cass. Cassation 680; Enreg. 6135; Presse-out. 920-10. — Prises marit. 319.
 — Paris. Ordre 985-10.
 23 Cass. Appel crim. 149. — Cassation 595 c.; Compét. crim. 677, 683.
 — Paris. Ordre 407-10.
 24 Sénat-cons. Ordres civ. et milit. 180.
 — Décr. Agent diplom. 76; Cons. d'Etat, p. 180; Culte, p. 697; Mont-de-piété, p. 397; Org. administr. 363; Org. judic., p. 1489; Préséance, p. 369; Serment, p. 6; Trés. publ., p. 1121.
 — Paris. Mariage 639-40.
 — Instr. Enreg. 771.

Messidor.

- 25 Turin. Séparat. de corps 466-10, 483-20.
 26 Décis. Notaire 302, p. 587.
 27 Décr. Cassation 35.
 — Cass. Conciliat. 171.
 — Amiens. Paternité 437-10.
 28 Cass. Deg. de jurid. 416-20 c., 424.
 — Paris. Faillite 773, 782 c.; Poitiers. Paternité 569-40.
 29 Décr. Org. judic., p. 1489; Uniforme-costume 15, 16, 39, 40.
 — Cass. Conciliat. 63. — Disp. entre vifs 552; Loi 201-20; Normandie 52. — Rentes constit. 124.
 — Paris. Bourse de comm. 347 c., 386, 412 c. — Mariage 270-10, 273 c.
 30 Cass. Instr. crim. 3361-20. — Jugem. 834, 843-20. — Procès-verb. 526, 575. — Témoin 442-20.
 — Rouen. Séparat. de corps 432-50.
 — Instr. Enreg. 3231.
 — Lettre. Usage 262.

Thermidor.

- 1 Décis. Poids et mes. 183, 188.
 — Cass. Cassation 1478-10; Jugem. 809-20; Peine 82-50 c. — Commune 712 c. — Faux 159 c.; Vol 100. — Forêts 717. — Peine 376-10. — Presse-out. 791-20.
 3 Montpellier. Disposit. entre vifs 2776.
 4 Cass. Disposit. entre vifs 553; Loi 201-20; Normandie 52. — Privil. et hypoth. 1361-10 c., 1435, 1444 c.
 — Montpellier. Appel civ. 1144; Jugem. 13-150 c.; Jugem. d'av. dire droit 49 10 c.
 — Instr. Commune 1224.
 — Lettre. Notaire, p. 587.
 5 Cass. Emigré 70, 92, 171 c. — Success. 440 c., 441-10. — Jugem. d'av. dire droit 25-50. — Oblig. 236.
 — Bourges. Compét. civ. trib. de paix 151.
 — Montpellier. V. 4 thermidor.
 — Paris. Saisie-brandon 26 c. — Scellés 86-10.
 6 Cass. Domaines de l'Etat 390. — Enreg. 2688-10. — Prescript. civ. 112.
 — Toulouse. Org. milit. 410.
 — Instr. Enreg. 3796, 4232.
 7 Cass. Amnistie 58. — Compét. crim. 369-20; Instr. crim. 93-10 c. — Dom. destr. 37, 38, 321-20. — Témoin 124-20.
 — Paris. Substitution 141-10, 232 c.
 — Poitiers. Compét. civ. trib. d'arr. 73; Compét. comm. 330 c.
 — Toulouse. Disposit. entre vifs 2008.
 8 Décr. Enreg. 6063-100.
 — Besançon. Jugem. p. déf. 252.
 9 Paris. Mariage 959-10. — Nom 88.
 — Circ. Culte 331.
 — Instr. Enreg. 2446, 2498, 2764, 2765, 3190.
 10 Cass. Rentes constit. 111. — V. 10 thermidor an 13.
 11 Décr. Hospice, p. 67; Impôts indir., p. 630; Privil. et hypoth., p. 46.
 — Cass. Appel civ. 509 c.; Success. 870; Vente publ. d'immeubl. 2053-30.
 — Liège. Vente publ. d'immeubl. 936-20.
 — Paris. Interdict. 129 c., 283.
 — Avis Cons. d'Etat. Pêche fluviale 33, p. 443.
 — Décis. Enreg. 2409.
 12 Cass. Cassation 1152 c., 1154. — Deg. de jurid. 470-20. — Vente publ. d'immeubl. 933-30-40.
 — Paris. Obligat. 3352 c.
 — Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civ. 190 c.
 — Décis. Enreg. 657, 688, 689, 690, 703, 5071-10; Notaire 302, p. 587.

Thermidor.

- 13 Cass. Acquis. 289. — Enreg. 2057. — Exploit 201-30; Vente 1231-20. — Privil. et hypoth. 1513 c., 1514, 2401-10.
 — Amiens. Disposit. entre vifs 4088.
 14 Arrêté. Bourse de comm. 54.
 — Cass. Compét. crim. 698. — Faux 448-80. — Instr. crim. 1635, 1724, 2096. — Prescript. crim. 129.
 — Nîmes. Chose jugée 363-20; Loi 337, 338-30; Vente 997, 1630.
 15 Cass. Cassation 1448-30. — Forêts 559; Procès-verb. 694. — Instr. crim. 181. — Peine 348-90, 409-20.
 16 Colmar. Absence 144 c., 189; Frais 773 c. — Contr. p. corps 807.
 — Avis Cons. d'Et. Compét. administr. 368 c.; Cons. d'Et. 384 c.; Enreg. 5176 c.; Hospice 401 c.; Impôts dir. 506 c.; Jugem. 908, 935; Org. administr. 153 c.; Priv. et hypoth. 1108 c., 2810 c., p. 46; Tres. publ. 985, 985.
 — Instr. Enreg. 4863.
 17 Décr. Org. milit., p. 1877.
 18 Cass. Chose jugée 363-20; Compét. civ. des trib. d'arr. 13 c.; Contr. administr. 28-20 c.; Jugem. 749 30 c. — Chose jugée 369-10. — Droit civ. 454; Loi 356 c. — Expertise 195. — Loi 143-40.
 — Turin. Appel civ. 937.
 19 Cass. Caution. 171; Forêts 1413 c. — Disposit. entre vifs 664. — Emigré 105. — Enreg. 5687. — Vente publ. d'immeubl. 1337.
 — Colmar. Loi 250-70.
 20 Cass. Cassation 1154. — Deg. de jurid. 30. — Douanes 425 c., 806; Procès-verb. 322-20 c., 325 c. — Loi 218 c.; Mariage 786, 861-70. — Règlement de juges 123.
 — Dijon. Success. 1920, 1924.
 — Paris. Jugem. p. défaut 298, 333-10.
 21 Cass. Compét. crim. 285 c., 387; Jugem. 862. — Faux 448-80.
 — Bruxelles. Servitude 1066.
 22 Cass. Forêts 428. — Témoin 134-30.
 23 Paris. Domicile élu 33; Droit civ. 302 c., 338 c.; Règlement de juges 41 c.
 — Instr. Enreg. 657, 688, 689, 690.
 25 Décr. Monnaie, p. 382; Org. milit., p. 1872.
 — Arrêté. Org. instr. publ., p. 1333.
 — Cass. Cassation 270, 689, 1130, 1414, 1977 c., 1978 c., 1989 c. — Deg. de jurid. 53-20; Règlement de juges 55. — Prise à partie 14-10.
 — Paris. Commune 2650 c.; Responsab. 92-70.
 — Cons. d'Etat. Dom. engag. 86-20.
 — Avis Cons. d'Etat. V. 16 thermidor.
 26 Cass. Droit civil 652 c.; Emigré 77 c.; Jugem. 209-20 c., 891. — Loi 178-10. — Ministère publ. 190; Vérific. d'écrit. 134 c. — Propriété litée. 136-10.
 — Paris. Dem. nouv. 105-10.
 — Circ. Commune 448.
 — Décis. Culte 783, 785.
 27 Dijon. Obligat. 1901.
 — Cons. d'Etat. Emigré 405 n.
 28 Cass. Jour férié 32. — Témoin 363-20.
 — Aix. Cautionnem. 127.
 — Bruxelles. Success. 259.
 — Paris. Vente publ. d'immeubles 373.
 — Toulouse. Loi 307.
 29 Cass. Avocat 140.
 — Nîmes. Dispositions entre vifs 266 c., 369.
 30 Décr. Enreg. 6063-110. — Impôts indir., p. 606.
 — Cons. d'Etat. Emigré 179-80 c., 190 c., 405-70-80 p. 47.

Fructidor.

- 2 Cass. Compte 149, 183 c. — Deg. de jurid. 594-10. — Disposit. entre vifs 553; Loi 201-10; Normandie 52. — Vente publ. d'immeubl. 1620.
 3 Besançon. Obligat. 5141 c.
 — Bruxelles. Disposit. entre vifs 2872-10, 2948.
 — Nîmes. Société 1556.
 — Paris. Exploit 582-10. — Privil. et hyp. 571.
 4 Cass. Arbitr. 223 c., 248. — Dem. nouv. 108. — Papier monnaie 52-20. — Règlement de juges 90.
 — Bruxelles. Arbitr. 625 c., 632, 680 c.
 — Riom. Minorité 357.
 5 Cass. Faux 115, 380.
 — Grenoble. Rente viagère 58-10.
 — Paris. Privil. et hyp. 1737-10. — Société 854.
 — Toulouse. Contrat de mariage 4296.
 — Circ. Enreg. 690, 705.
 6 Cass. Jugem. 1066. — V. 10 fructidor.
 — Paris. Vente 1289.
 7 Décr. Impôts indir., p. 606; Marais 15; Organ. écon., p. 1288; Organ. marit. 119 s., p. 1672; Pension, p. 749; Trav. publ., p. 842, 845.
 — Cass. Cassation 135, 1991 c., 2082, 2220 c. — Question préjud. 87-30.
 — Paris. Papier monnaie 52-20.
 — Turin. Loi 237-30.
 — Avis Cons. d'Etat. Dom. de la cour. 78 c.; Douanes 148, p. 511. — Notaire 38 c., 44 c., p. 587. — Org. milit., p. 1877.
 8 Décr. Chasse 11; Traitement 20.
 9 Cass. Enreg. 4439, 5139-10. — Renvoi 123. — Succession 200-20.
 — Bordeaux. Adultère 82 c.; Séparation de corps 463-30.
 10 Cass. Action possess. 798. — Conciliation 189. — Emigré 396-10. — Exploit 152; Jugem. 13-160. — Org. milit. 873-30.
 — Paris. Intervent. 25.
 — Trèves. Obligat. 4868-20.
 — Décis. Enreg. 708.
 11 Cass. Deg. de jurid. 544-20. — Louage 393. — Ordre 304. — Séparation de corps 434-30.
 — Aix. Loi 277 c. — Privil. et hypoth. 2659.
 — Bruxelles. Société 1093 c., 1097.
 — Rouen. Chose jugée 133-20 c.; Contrainte par corps 1031 c., 1033 c., 1036 c.; Faux inc. 43 c., 62, 251-10.
 12 Nîmes. Mariage 687; Puissance paternelle 19-20 c.
 — Poitiers. Oblig. 4019.
 13 Cass. Oblig. 4887.
 — Paris. Success. 969.
 14 Décr. Impôts indir., p. 404; Voiture, p. 1035.
 — Paris. Acte conservat. 23 c. — Emigré 74. — Jugem. 529-20; Privil. et hyp. 2736.
 — Turin. Dispositions entre vifs 2859-10, 2902 c.
 16 Cass. Adopt. 51; Loi 229 c. — Domicile 40-10. — Privil. et hypoth. 923; V. 16 fructidor an 13. — Substitution 488 c.
 17 Cass. Acquissem. 856 c. — Compét. administr. 9, 161 c. — Deg. de jurid. 95. — Obligat. 1750-40-50. — Office 42-10 c.
 18 Cass. Domicile 46-80. — Renvoi 169 c. — Success. 720, 965.
 19 Cass. Mise en jugem. 107. — Renvoi 109. — Témoin 437-20.
 20 Cass. Abus de confiance 85 c., 187 c., 206; Complic. 53; Dom. destr. 204 c.; Obligat. 5174-30 c.
 — Décis. Enreg. 656.
 21 Cass. Instr. crim. 1486, 1954, 2227-40, 2798-10; Témoin 608-20. — Jugement 799-20.
 — Rouen. Séparat. de corps 496-10.
 22 Cons. d'Etat. Impôts dir. 610-40.

Fructidor.

- 23 Arrêté. Organ. instruct. publ., p. 1235.
 — Cass. Appel inc. 62. — Cassation 1156, 2169. — Deg. de jurid. 30, 544-10. — Enreg. 4981.
 24 Décr. Org. instr. publ., p. 1336.
 — Arrêté. Org. colon. 530.
 — Avis Cons. d'Etat. Trés. publ., p. 1122.
 — Décis. Douanes 359.
 25 Décis. Voirie par eau 631.
 — Lettre. Acte de l'état civ. 190 c.; Privil. et hyp. 2729.
 26 Cass. Contumace 43.
 27 Cass. Jugem. par défaut 440. — Mise en jugem. 115. — Réclamation 5-10.
 28 Cass. Appel crim. 229. — Faux 460, 462.

Jours complémentaires

- 1 Décis. Enreg. 705.
 2 Cons. d'Etat. Dom. engag. 86-20; Emigré, p. 471.
 4 Décr. Org. instruct. publ. 374 s., p. 1336.

AN 13

Vendémiaire.

- 2 Décr. Impôts indir., p. 404.
 — Cass. Deg. de jurid. 262.
 — Avis Cons. d'Etat. Voirie 175, 276, 328, p. 1035.
 — Décis. Enreg. 689, 688, 4684, 4908.
 4 Instr. Voirie p. terre 2387.
 5 Cons. des prises. Prises marit. 264-70-100.
 6 Circ. Avocat 263; Notaire 190 c., 185 c., 187 c., 188 c., 192, 200, 203, p. 587; Oblig. 3692.
 7 Lettre. Consol. 39.
 9 Décr. Armes, p. 245; Propriété feod., p. 350; Trésor public, p. 1122.
 — Cass. Acte de comm. 371; Appel civ. 171 c.; Deg. de jurid. 261 c. — Enreg. 4426, 4740. — Prescript. civ. 1052-40.
 10 Cass. Acte de comm. 392; Compét. comm. 140 c. — Domicile 48-10.
 — Décis. Enreg. 689.
 11 Cass. Acte de comm. 357; Appel civ. 199. — Renvoi 65-20.
 12 Cass. Crimes contre les personnes 31-10; Instr. crim. 3739-10. — Droit rural 218; Jugem. 782. — Faux 478. — Voirie p. terre 1876-10, 1911-10.
 13 Arrêté. Org. instr. publ., p. 1335.
 — Bruxelles. Louage 494-10.
 14 Décis. Enreg. 656.
 15 Resançon. Séparat. de corps 25, 56-40 c., 433-10 c., 493-30 c.
 16 Cass. Exploit 477; Jugem. 282. — Règlement. Org. marit. 318.
 17 Cass. Acquis. 571. — Cassation, 1428 c.; Jugem. 954-20 c.; Jugem. p. défaut 40-10. — Enreg. 2087.
 — Décis. Enreg. 689.
 18 Cass. Acquissem. 559 c.
 19 Arrêté. Org. instr. publ., p. 1235.
 20 Cass. Contravention 34; Peine 82-90. — Instr. crim. 904-10.
 23 Décr. Pension, p. 749.
 — Cass. Appel civ. 1246 c. — Nîmes 295-10. — Obligat. 4744. — V. 14 vendémiaire.
 24 Cass. Prescript. crim. 225. — Propriété feodale 163 c., 209, 293 c. — V. 23 vendémiaire.
 — Décis. Enreg. 682; Priv. et hyp. 2235.
 26 Décr. Commune 124; Douanes, p. 571.
 — Cass. Boulanger 73; Commune 1111 c. — Commune 125; Poids et mes. 183 c. — Droit rural 218. — Instr. crim. 904; Mise en jug. 120.
 27 Cass. Cassation 453-40. — Compét. crim. 297. — Crimes contre les personnes 15. — Forêts 446. — Témoin 504-60.
 28 Cass. Notaire 725 c.

Brumaire.

- 1 Cass. Cassation 625 c., 630, 1143. — Chose jugée 544; Mandat 212; Mariage 806-80 c. — Disposit. entre vifs 2500-10; Loi 314 c. — Enreg. 5808. — Exploit 152. — Peine 547-30.
- 2 Cass. Bourse de commerce 413, 522 c. — Cassation 298, 1324, 1512. — Success. 267.
- 3 Cass. Instr. crim. 1396, 1493-30. — Statuts. Notaire 614.
- 4 Cass. Appel crim. 309. — Compét. administr. 387. — Voirie p. terre 1428-30.
- 5 Cass. Cassation 415. — Chose jugée 409. — Industrie 286 c.; Propriété litt. 87. — Instr. crim. 1945. — Jeu 107.
- Avis Cons. d'Etat. Armes 30; Présence, p. 375; Vente 1952.
- 7 Cass. Arbitr. 554, 931 c., 1074 c.; Exploit 31-40. — Commune, 2025-10. — Règlement de juges 118-30.
- Délib. Enreg. 5015.
- 8 Cass. Action poss. 423.
- 9 Décr. Commune 124; Organ. administr. 407.
- Cass. Effets de comm. 850, 852 c. — Loi 268. — Retenue 13-10. — Décis. Culte 360.
- 11 Cass. Prescrip. crim. 52.
- 12 Cass. Crimes contre les personnes 161-20.
- 14 Cass. Cassation 68; Compte 132. — Commune 1954. — Compét. administr. 113. — Voiture 773.
- 15 Sénat-cons. Droit constit., p. 323; Lois 17, 161.
- Arrêté. Org. instr. publ., p. 1335.
- Cass. Huissier 160. — Minist. publ. 154. — Oblig. 1032-10. — Papier monn. 27. — Success. 779.
- Décis. Enreg. 5035.
- Délib. not. Paris. Notaire 14.
- 16 Cass. Deg. de jur. 602. — Enreg. 5453 c., 5859. — Faux inc. 5. — Loi 295 c.; Success. 1031-20-40.
- 17 Cass. Peine 796, 800.
- 18 Cons. d'Etat. Emigré 401; Peine, 606-10.
- 20 Nîmes. Contrat de mar. 3764 c., 3765.
- 21 Décr. Octroi, p. 7.
- Cass. Compét. administr. 112-40. — Contrat de mar. 1153. — Droit marit. 578. — Renvoi 140.
- 22 Cass. Acquiesc. 582; Cassation 130 c.; Commune 1954; Except. 336; Exploit 139. — Marché de fourn. 148-30.
- Circ. Acte de l'état civil 435 c.
- 23 Cass. Enreg. 5636. — Obligat. 3158-30, 3160 c.
- Paris. Obligat. 2011-10.
- 24 Metz. Interdict. 160-20 c., 166; Minorité 163-10.
- Nîmes. Loi 239 c., 240; Minorité 591 c.
- Paris. Louage 444-10 c., 450.
- 25 Cass. Jugem. 769-10; Paternité 364.
- 26 Cass. Faux 418.
- Paris. Accessoire 71 c.; Cautionnem. 54.
- 28 Cass. Acte de comm. 40 c., 198-10; Oblig. 1357-10. — Voiture 273.
- Paris. Faillite 681.
- 29 Cass. Effets de comm. 449. — Instr. p. écrit 26. — Péremption 186-10.
- Décis. Enreg. 689.
- 30 Cass. Commune 2749-20-30 c. — Droit rur. 59-20. — Interrog. s. faits et art. 13. — Jugem. 192-50. — Prêt à int. 27-10.
- Colmar. Vente publ. d'immeub. 363, 933-30.
- Décis. Enreg. 636.
- Lettre. Priv. et hyp. 1496.

Frimaire.

- 1 Cass. Cassation 2082. — Instr. crim. 2079-40, 2262, 2840-30, 3582. — Liberté indiv. 26, 27 c.
- Bruxelles. Séparation de corps 479.

Frimaire.

- 1 Circ. Douanes 454.
- 2 Paris. Contrat de mariage 4335; Privil. et hyp. 1738-10.
- 3 Cass. Complic. 66. — Evasion 45-10. — Fraix 1025 — Prescript. crim. 53.
- 5 Cass. Appel civ. 1303. — Règlement de juges 69, 148-10.
- Lettre. Matières d'or et d'argent 134.
- 6 Décr. Agent diplomat. 77 c.; Commune 124; Ordres civ. et milit. 180; Organ. marit., p. 1672; Présence, p. 375.
- Cass. Appel civ. 649; Exploit 193-40. — Appel inc. 73; Compte cour. 52. — Compét. administr. 84-10. — Domicile élu 22; Obligat. 1789 c. — Minorité 664-10. — Obligat. 4628. — Vente publ. d'immeubles 936-40.
- Besançon. Servitude 1131.
- 7 Cass. Degr. de jur. 602 c., 617. — Disposit. entre vifs 1684. — Jugem. par défaut 211-30. — Propriété féodale 410-10.
- 8 Cass. Cassation 595 c.; Compét. crim. 677, 683. — Compétence administr. 87; Peine 89-70 c. — Dispositions entre vifs 1662-10, 1665 c. — V. 7 frimaire.
- Nancy. Success. 259.
- Nîmes. Minorité 738-10; Obligat. 2851 c.; Vente 97, 875-30.
- Toulouse. Echange 38; Vente 852 c.
- 9 Décr. Commune 124.
- Cass. Cassation 149. — Compét. crim. 369-30. — Instr. crim. 2344. — Presse-outr. 1388-40. — Procès-verb. 304-20.
- Paris. Compétence comm. 224; Contr. par corps 71 c.
- Conseil d'Etat. Culte 267-10, 277 c. — Emigré 405 n.
- 10 Cass. Cassation 192, 1912-20. — Culte 160; Propriété 56-10 c. — Forfait. 65-10.
- Paris. Contrat de mar. 2443.
- 11 Cass. Mariage 39-20.
- 12 Cass. Compét. crim. 652; Instr. crim. 1300-10, 2432-30, 3994-10, 3014. — Procès-verb. 364. — Serment 36. — Témoin 212.
- Nîmes. Louage 493-10.
- 16 Cass. Jugem. par défaut 452-40.
- 17 Colmar. Vente publ. d'immeubles 106-40, 113-30 c.
- 19 Cass. Acte de comm. 396.
- Aix. Loi 240.
- 20 Cass. Compét. comm. 323. — Propriété féodale 442-10.
- Paris. Minorité 60.
- Décis. Enreg. 656, 2498, 4986.
- 21 Décr. Armes, p. 245; Pension p. 719; Trés. publ., p. 1122.
- Cass. Emigré 123. — Enregistr. 4338. — Obligat. 2427-10. — Privil. et hyp. 2732-10.
- Bourges. Louage à cheptel 40.
- Bruxelles. Mariage 172-10.
- Nîmes. V. 24 brumaire.
- Paris. Success. 1589, 1594.
- Inst. Enreg. 5266.
- 22 Décr. Commune 124; Mines 717.
- Cass. Complic. 230. — Faux 453; Procès-verb. 373-10. — Huissier 164. — Quest. préjudic. 105-10. — Voirie p. terre 1428-10. — Vol 59-20, 63-10.
- Paris. Oblig. 2514; Privil. et hypoth. 1092, 1459 c., 1544.
- Cons. d'Etat. Commune 2262.
- 23 Arrêté. Commune 404.
- Cass. Chose jugée 481. — Instr. crim. 2960. — Jugement par défaut 456-10.
- Metz. Dépôt 138-20; Obligat. 4252 c., 4253 c.
- Paris. Contrat de mar. 2498.
- 24 Cass. Droit civil 407-30. — Jugem. 780. — Presse-outrage 1337-20. — Témoin 113-20.
- Nîmes. Privilège et hypothèque 2304-10.
- Paris. Paternité 661-10.

Frimaire.

- 25 Cass. Degr. de jur. 430-60. — Mat. d'or et d'argent 101. — Société 39-30, 930-10, 936 c.
- 26 Cass. Cassation 1887 c.; Privil. et hypoth. 1538. — Commission. 66. — Contrat de mar. 1310. — Enreg. 137-40, 146 c., 6266; Procès-verb. 786.
- Mariage 634-10. — Voiture 273.
- 27 Cass. Cassation 1101 c.; Faux incr. 106, 185. — Disposit. entre vifs 553; Normandie 52. — Douanes 469 c., 488 c.; Privil. et hypoth. 546. — Minist. publ. 144-10; Minorité 205 c. — Décis. Enreg. 5293.
- 28 Cass. Disposit. entre vifs 1880, 1908 c.; Substitution 274 c. — Disposit. entre vifs 3098. — Emigré 65. — V. 25 frimaire.
- 29 Cass. Cassation 251; Org. milit. 894-10 c. — Cassation 553. — Minist. publ. 124.
- Aix. Séparat. de corps 147.
- Lettre. Privil. et hypoth. 2681.
- 30 Décr. Impôts dir., p. 264; Trés. publ., p. 1122.
- Cass. Chose jugée 490. — Commune 1141. — Contrat 130, 143 c. — Octroi 236-10. — Org. marit. 1075-20.
- Nîmes. Contrat de mar. 4237.
- Paris. Octroi 376-20.

Nivôse.

- 1 Cass. Affiche 110 c.; Jugem. par défaut 452-10. — Responsab. 74-10.
- Paris. Success. 1435-10, 1468.
- Trèves. Oblig. 419-20.
- 2 Décr. Impôt indir., p. 606.
- Cass. Appel civ. 251; Priv. et hypoth. 1519. — Droit marit. 2000. — Enreg. 4029, 4058, 5474 c. — Renvoi 151.
- Paris. Chose jugée 588. — Contrat de mar. 3681.
- Avis Cons. d'Etat. Commune 125, 496 c., 1879 c.
- 4 Cass. V. 14 niv.
- 5 Décr. Culte, p. 697.
- Cass. Compétence civile des tribuns de paix 311. — Dem. nouv. 4; Emigré 160-10, 163 c. — Effets de comm. 506-10, 524 c.; Priv. et hypoth. 1267-10 c. — Emigré 122-30.
- Paris. Contrat de mariage 2197, 2308 c. — Faux inc. 28 c., 69. — Vente 2036, 2041-10 c.
- 6 Cass. Procès-verb. 330-10, 332-60 c. — Propriété litt. 485.
- 7 Cass. Cassation 706. — Presse-outr. 1400-10. — Procès-verb. 322-10. — V. 7 ventôse.
- Paris. Success. 9270.
- Délib. Enreg. 6033.
- 8 Cass. Oblig. 1864.
- 9 Paris. Adopt. 67.
- 10 Cass. Commune 1402. — Contrat de mar. 4343-10; Loi 201-10.
- Paris. Disposit. entre vifs 2894.
- Décis. Priv. et hypoth. 1453.
- 12 Cass. Cassation 489. — Enreg. 3776, 3785 c., 4411, 4700. — Procès-verb. 786.
- 13 Paris. Priv. et hypoth. 1717-10. — V. 13 ventôse.
- Poitiers. Domicile élu 116, 133.
- 14 Cass. Instr. crim. 1499, 1583. — Médecine 170-10. — Témoin. faux 112.
- Décis. Enreg. 687, 689.
- Lettre. Priv. et hypoth. 1496, 2235, 2681.
- 15 Cass. Vente 273.
- Bruxelles. Degr. de jur. 289. — Oblig. 1199-30.
- Paris. Appel civ. 376.
- Instr. de la régie. Priv. et hypoth. 2746.
- 17 Décr. Forêts 87.
- Cass. Appel civ. 198 c.; Degr. de jur. 157-10, 514 c. — Propriété féodale 191-10, 438-10 c. — Propriété littér. 378 c. — Usage 581.
- Paris. Disposit. entre vifs 659.

Nivôse.

- 17 Conseil d'Etat. Emigré 408.
- 18 Loi. Dom. nat., p. 337.
- 19 Cass. Echange 9.
- Colmar. Oblig. 4958-20.
- 20 Cass. Presse-outrage 956.
- Aix. Surenchère 158-10-30.
- 21 Cass. Commune 1141. — Peine 743-30 c. — Prescript. crim. 152. — Procès-verb. 393-10, 353 c.
- Bruxelles. Mariage 741.
- Paris. Priv. et hypoth. 2113-10.
- 22 Décr. Commune 125.
- 24 Cass. Enreg. 3688, 5184. — Expert. 187. — Papier monnaie 74-10. — Voiture 301, 302.
- Paris. Disposit. entre vifs. 4473-10; Success. 1527.
- 25 Loi. Bourse de commerce 114; Cautionnem. de fonctionn. 16; Notaire, p. 588; Priv. et hypoth. 514, 1453, p. 48; Trésor pub. 633.
- Cass. Loi 295 c.; Success. 1014-10, 1092-20.
- Besançon. Vente pub. d'immeub. 812.
- Avis Cons. d'Etat. Propriété féodale 158.
- 26 Cass. Commune 1991. — Degr. de jur. 176. — Notaire 582-20. — Règlement de juges 63.
- Nîmes. Appel civ. 435; Jugem. 13-170 c.
- Paris. Vente publ. d'immeub. 446-40.
- Délib. Enreg. 5015.
- 27 Agen. Appel civ. 1229.
- Avis Cons. d'Etat. Pêche fluv. 48.
- 28 Loi. Oblig., p. 52; Org. col. 89; Trésor pub. 308 c., p. 1122.
- Cass. Forfait. 74.
- 29 Loi. Commune 125; Org. instr. publ., p. 1337.
- Trèves. Degr. de jur. 89.

Pluviôse.

- 1 Loi. Douanes, p. 571.
- Besançon. Adopt. 117 c.
- 2 Cass. Contr. de mar. 268.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 4078.
- Poitiers. Privil. et hypoth. 642.
- Avis Cons. d'Etat. Commune 125; Culte, p. 697.
- 3 Cass. Degr. de juridict. 98, 404-20 c. — Jugem. d'av. dire droit 42-30. — Organ. milit. 873-30; V. 8 pluviôse.
- Agen. Acquiesc. 468.
- Nîmes. Expert 226-10.
- Poitiers. Loi 337.
- Circ. Privil. et hypoth. 1496.
- 4 Cass. Contumace 101. — Crimes contre les personnes 27. — Minist. publ. 869. — Voirie p. terre 352-10, 1133-10.
- Besançon. Interdict. 24-40, 27-50, 82 c.
- 5 Loi. Frais, p. 66; Gendarme, p. 472; Huissier 11-40; Témoin, p. 102.
- Cass. Boulanger 31 c., 34 c., 36.
- Amiens. Séparation de corps 149 c., 152 c., 159.
- Paris. Emigré 101.
- Poitiers. Mariage 849-30.
- Turin. Obligat. 3333 c.
- 6 Loi. Notaire, p. 588; Sceau, p. 701.
- Bordeaux. Jugem. 529-20; Privil. et hypoth. 2726.
- Rouen. Except. 532.
- Avis Cons. d'Etat. Culte 486-30. — Instr. Success. 989.
- 8 Loi. Acte de l'état civil. 22.
- Cass. Contrainte par corps 973, 983 c. — Degré de jur. 273-20. — Dem. nouv. 43. — Dom. de l'Etat 290. — Enreg. 583, 2335. — Organ. milit. 837-10.
- 9 Cass. Acquiesc. 43; Cassation 515 c.; Commune 1996. — Enreg. 4437. — Exploit 133. — Société 34-30. — V. 8 pluviôse.
- Agen. Substitution 91 c., 92-30.
- 10 Décr. Ordres civ. et milit. 181.

Pluviôse.

- 10 Cass. Appel civ. 1310. — Effets de comm. 336. — Enreg. 229, 3447, 5-58 c., 5764 c. — Jugem. d'av. dire droit 12-20. — Vente publ. d'immeubles 1893-20.
- 11 Loi. Ordres civ. et milit. 181.
- Cass. Droit rural 218; Jugem. 783. — Faux 448-80.
- Poitiers. Absence 149.
- 12 Loi. Sel, p. 858.
- Cass. Bizamie 10. — Cassation 149; Instr. crim. 447-10, 594, 641 c. — Chose jugée 440. — Org. judic. 678.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 655, 1666. — Expert. 365-30; Vente 1628 c.
- 13 Décr. Trés. publ. 611, 612, p. 1122.
- Besançon. Séparat. de corps 24.
- Paris. Domicile élu 21-70; Saisie-exéc. 64 c.
- 15 Loi. Hospice, p. 67; Minorité 705.
- Décr. Voirie p. terre 1699 a., p. 189.
- Cass. Cassation 1508 c.; Chose jugée 326. — Mandat 119 c., 190. — Mariage 385-10.
- Bordeaux. Minorité 238-10 c., 357 c., 359 c.
- Paris. Success. 1091.
- Turin. Disposit. entre vifs 3290 c., 3303, 3326 c.
- 16 Cass. Chose jugée 450; Compét. crim. 620 c.; Règlement de juges 164 c. — Compét. crim. 619; Grâce 13 c., 30 c. — Propr. féod. 241-10. — Vente publ. d'immeub. 1584.
- 17 Décr. Douanes, p. 571.
- Cass. Conciliat. 172. — Degr. de jur. 619. — Disposit. entre vifs 684; Loi 202. — Enreg. 4029. — Requête civ. 201.
- 18 Loi. Dom. nat., p. 337.
- Cass. Témoin 248-30.
- 19 Loi. Armes 34; Fonct. publ. 43; Gendarme, p. 472.
- Cass. Cassation 192. — Contr. par corps 936. — Instr. crim. 390-30. — Oblig. 4807.
- 20 Bruxelles. Oblig. 2907. — Séparat. de corps 447.
- Trèves. Privil. et hypoth. 991, 3373 c.
- 22 Cass. Droit civ. 745 c.; Emigré 169-30, 181-20. — Hospice 408-10 c., 457. — Règlement de juges 116.
- Turin. Contr. p. corps 59.
- Instr. Enreg. 545.
- 23 Décr. Poudres, p. 51.
- Cass. Appel crim. 360.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 2867-10, 2932.
- Rennes. Société 634.
- Décis. Douanes 424.
- 24 Cass. Acquiesc. 183; Séparat. de corps 422-20 c.
- Décis. Privil. et hypoth. 1467.
- 25 Cass. Cassation 207. — Presse-outrage 1130-10. — Témoin 493-30.
- Aix. Surenchère 124-20.
- 26 Cass. Appel crim. 319. — Domm. destr. 192; Vol 156 c., 173. — Témoin 399-10.
- Cons. d'Etat. Vente administr. 256 c.
- 27 Avis Cons. d'Etat. Pêche fluviale 31 c., p. 443.
- 29 Loi. Médecine 147, 149, 178, 198, 203, 222, p. 567.
- 30 Cass. Appel inc. 150. — Droit civ. 542. — Loi 188-30 c. — Règlement de juges 90.
- Dijon. Lettres miss. 22 c., 29-10; Séparat. de corps 38-20 c.
- Paris. Success. 285, 334.
- Poitiers. Louage 534.
- Avis Cons. d'Etat. Pêche fluviale 31 c., 48 c., p. 443.

Ventôse.

- 1 Cass. Conciliat. 83 c., 178. — Degr. de jur. 170.

Ventôse.

- 2 Loi. Bourse de comm. 114; Cautions de fonct. 16; Notaire, p. 588; Org. admin. p. 606; Trés. publ. 982, p. 1122.
- Cass. Abus de confiance 86. — Boulanger 40 c.; Poids et mes. 101-10. — Instr. crim. 181-10. — Minist. publ. 49-10; Témoin 260-30. — Quest. préjudic. 106-10.
- 3 Cass. Evasion 17-10. — Quest. préjudic. 87-30; Voirie p. terre 1428-40.
- Nîmes. Jugem. p. défaut 40-10.
- Paris. Arbitr. 1291.
- 4 Paris. Droit civ. 303.
- Turin. Success. 201-10.
- 5 Cass. V. 15 ventôse.
- Avis Cons. d'Et. Huissier 11-50.
- 6 Loi. Cautions de fonct. 16. — Disp. entre vifs 3276. — Qualité 31-10 c.; Success. 576.
- 7 Cass. Contr. de mar. 224 c., 232; Disp. entre vifs 601, 1354-10, 1978 c. — Deg. de jurid. 95 c., 100-30; Jugem. 393-20. — Huissier 160.
- Lettre. Octroi 189.
- 8 Décr. Trés. publ. 514, 1139, p. 1122.
- Cass. Disp. entre vifs 486. — Vente publ. d'immeubl. 1168-10-20.
- Liège. Priv. et hypoth. 1316-10.
- 9 Loi. Voirie par terre, p. 189.
- Cass. Douanes 949. — Huissier 34. — Instr. crim. 3539; Org. milit. 837-20. — Peine 248-40.
- Caen. Disp. entre vifs 568.
- Délib. Oblig. 3711.
- 10 Paris. Arbitr. 312, 1106. — Contr. de mar. 1897.
- Turin. Oblig. 8198-10.
- Avis Cons. d'Et. Notaire 272, p. 588.
- 11 Colmar. Avocat 279 c.; Serment 37, 41 c.
- 12 Cass. A. agent diplom. 84 c. — Effets de comm. 92. — Vente admin. 383.
- Liège. Priv. et hypoth. 766, 1499-40.
- 13 Loi. Commune 126.
- Cass. Enreg. 2079, 2493, 4674. — Vente 1996-10.
- 14 Loi. Commune 126; Exprop. publ. 8; Voiture 371.
- Décr. Culte, p. 697.
- Cass. Emigré 126-10; Priv. et hypoth. 1499-10. — Minorité 285, 762.
- Paris. Oblig. 4090.
- 15 Décr. Douanes, p. 571.
- Cass. Cassation 456. — Faux 447. — Impôts indir. 574-10. — Instr. crim. 272-10; Procès-verb. 53-10. — Quest. préjudic. 143-20. — Récusation 30-20.
- Poitiers. Priv. et hypoth. 1515-10.
- 17 Cass. Mat. d'or et d'argent 148, 159-10 c.; Procès-verb. 21 c.
- Décr. Douanes 751.
- 18 Turin. Oblig. 2663.
- 19 Décr. Corse 2, p. 497; Notaire, p. 588; Oblig., p. 52; Peine, p. 351.
- 20 Cass. Action possessoire 798 c. — Deg. de jurid. 30.
- Paris. Commissionn. 375, 379 c. — Effets de comm. 513-10.
- 21 Décr. Monnaie, p. 382.
- Cass. Disp. entre vifs 577. — Papier monnaie 56-30; Rente viagère 172. — Règlm. de juges 157.
- 22 Cass. Emigré 181-10. — Expert 225-20.
- Colmar. Arbitr. 108 c., 566 c., 678.
- 23 Décr. Culte, p. 697; Org. milit., p. 1877.
- Cass. Enreg. 5790. — Instr. crim. 447-10; Org. judic. 678. — Instr. crim. 1543-30.
- Poitiers. Disp. entre vifs 4132.
- Avis Cons. d'Et. Hospice, p. 87.
- 24 Cass. Compét. crim. 682. — Forêts 1431.
- Circ. Douanes 751.
- 25 Paris. Acquisc. 182; Séparat. de corps 437-20-30-40, 438.

Ventôse.

- 25 Avis Cons. d'Et. Donanes, p. 571.
- 27 Bépêche. Org. milit. 677.
- 28 Cass. Agent diplom. 84 c. — Disp. entre vifs 3414.
- Circ. Avoné 263; Notaire 185 c., 187 c., 192, 197, 200, 280 c., 713 c., 767 c., p. 588.
- Décr. Priv. et hypoth. 2864.
- 29 Loi. Sceau, p. 701.
- Poitiers. Privilèges et hypoth. 3146-10.
- 30 Décr. Douanes, p. 571; Postes p. 11.
- Cass. Action poss. 798.
- Paris. Oblig. 1435.

Germinal.

- 1 Loi. Faux incident 298 s.
- Décr. Affiche 82 c.; Impôts indir., p. 404; Organ. col. 116; Priv. et hypoth. 549 s., p. 46; Procès-verb. 383 s.; Propriété litt. 146, p. 445; Saisie-arrest, p. 488; Serment, p. 6; Voirie p. eau, p. 722; Voiture 360 s., 363.
- Paris. Commissionn. 336.
- 2 Décr. Culte, p. 697.
- Cass. Discipl. 145, 190 c.
- Paris. Oblig. 3184, 3208 c.; Ordre 1134-10 c.; Priv. et hypoth. 2114-50 c.
- 4 Cass. Cassation 73 c.; Req. civ. 104 c., 109, 123 c. — Disposit. entre vifs 334, 494 c. — Frais 49, 944-10 c. — Jugem. 37-10, 48-20. — Vente publ. d'immeubl. 1704.
- Paris. Paternité 533-20, 667.
- Avis Cons. d'Et. Droit marit. 1721.
- 5 Cass. Enreg. 2462, 2500 c. — Propriété féodale 348.
- Décr. Douanes 113; Enreg. 4884.
- 6 Cass. Papier monn. 62. — Success. 66-10. — Vol 750-30 c.
- 7 Décr. Culte, p. 697; Hospice, p. 67; Presse-outr., p. 398; Propriété litt. 136, p. 445.
- Arrêté. Commune 2521.
- Cass. Compét. crim. 159-20 c., 191-20, 207 c. — Vol 89 c.
- 8 Cass. Instr. crim. 181-20, 1535.
- Paris. Effets de comm. 215 c., 254. — Vente publ. d'immeubl. 923.
- 9 Cass. Cassation 81-20. — Vente publ. d'immeubl. 923.
- Agen. Acte de l'état civil 146.
- Paris. Contr. p. corps 931.
- 41 Cass. Propriété féodale 186.
- 12 Cass. Disposit. entre vifs 714.
- Bordeaux. Mariage 937-10.
- Paris. Prescript. civ. 996.
- Avis Cons. d'Et. Absence 530.
- Délib. Enreg. 4416.
- 14 Cass. Appel crim. 274. — Contrat de mar. 1353 c. — Douanes 761 c., 911-20. — Faux 112, 115, 457. — Instr. crim. 98; Presse outr. 1087 c., 1190-20 c. — March. de four. 133-90. — Mariage 686-40, 690 c. — Prescript. crim. 187. — Quest. préjudic. 130-10; Voirie par terre 1445 c.
- 15 Besançon. Nantissem. 306.
- Bordeaux. Interdict. 159.
- Colmar. Commune 2766 c., 2772 c., 2780; Droit civil 215 c.
- Turin. Séparat. de corps 435-10.
- 16 Besançon. Séparat. de corps; V. 15 vendémiaire.
- Caen. Priv. et hypoth. 659-30.
- Paris. Droit civ. 260 c., 318-20. — Prescript. civ. 996.
- 17 Cass. Oblig. 4899-10.
- Avis Cons. d'Et. Acte de l'état civil 22. — Emigré, p. 471.
- 18 Cass. Deg. de jurid. 440 c., 456. — Enreg. 5454, 5608 c. — Priv. et hypoth. 1361, 2168-10. — Procès-verb. 353.
- Paris. Acte de l'état civil 36; Disposit. entre vifs 1364 c.
- Circ. Org. milit. 535.
- 19 Décr. Vagabondage, p. 5.
- Cass. Cassation 1387. — Enquête 360. — Enreg. 2460. — Surenchère 262.

Germinal.

- 19 Paris. Référé 94-30 c.
- Décr. Enreg. 4873, 4971-20.
- Instr. de la régie. Cautions de fonctionn. 74.
- 20 Cass. Appel civ. 732 c.; Domicile élu 116.
- Bordeaux. Domicile 60; Interdict. 60 c.
- Bourges. Minorité 373.
- Paris. Success. 309, 398.
- 21 Décr. Voirie p. eau, p. 722.
- Cass. Emigré 188-30. — Instr. crim. 2045. — Presse-outr. 1373, — Témoin 123-10.
- Bruxelles. Absence 481.
- 22 Cass. Cassation 1524. — Imp. ind. 554-10; Procès-verb. 388-10, 484-10. — Octroi 391 c.; Peine 802.
- Lettre. Enreg. 2555.
- 23 Décr. Douanes, p. 571; Soie 3.
- 25 Décr. Gendarmerie, p. 473; Org. milit., p. 1877; Postes, p. 11.
- Cass. Enreg. 4435. — Séparat. de corps 447. — Vente 1983.
- 26 Cass. Cassation 618.
- Avis Conseil d'Et. V. 5 floréal.
- 27 Cass. Arbitr. 572; Cassation 1911-30. — Deg. de jurid. 580-10. — Péremption 16, 347.
- Bruxelles. Séparation de corps 456-10.
- 28 Décr. Trésor publ. 1047.
- Aix. Deg. de jurid. 170.
- Paris. Acte de comm. 367; Compét. comm. 133 c.; Contr. p. corps 59 c.
- 29 Cass. Cassation 1927-40. — Instr. crim. 446-50, 447-10, 2042, 2812-20.
- Délib. Enregist. 4561.
- 30 Nîmes. Arbitr. 1115 c., 1314, 1311 c.
- Paris. Oblig. 3193.
- Décr. Voirie p. eau 581.

Floréal.

- 2 Cass. Enreg. 5432. — Priv. et hypoth. 1916.
- 3 Cass. Appel civ. 802, 803 c., 1150 c., 1158 c.; Emigré 90-40 c., 104-20 c. — Contrat de mar. 495, 496 c.; Culte 415-10; Dispositions entre vifs 2357-10; Mariage 529-20 c., 570 c.
- Avis Cons. d'Et. Forêts 146 c.; Priv. et hypoth. 655 c., 1734, p. 46; V. 12 floréal.
- Décr. Enreg. 678, 689, 2555.
- 4 Cass. Comm. 169. — Enreg. 4029, 4397. — Loi 268; Retenue 18-10 c.
- 5 Décr. Eau 528.
- Cass. Appel crim. 333; Dem. nouv. 285 c.; Propriété litt. 462, 464 c.
- Bruxelles. Acquisc. 232; Appel civ. 1108.
- Cons. d'Et. Marché de four. 44-10-50; Voirie par terre 1464-10.
- Avis Cons. d'Et. Commune 128, 2751 c.
- 6 Paris. Contrat de mar. 1273; Papier monnaie 79.
- 7 Décr. Hospice, p. 67; Org. admin. 788-60, 806-50.
- Paris. Minorité 195, 369-20.
- Avis Cons. d'Et. Priv. et hypoth., p. 46.
- Instr. Enreg. 4873, 4971-20.
- 8 Cass. Priv. et hypoth. 1361-40.
- 9 Cass. Appel civ. 1272. — Chose jugée 260-20. — Loi 54 c.; Propriété féodale 228, 277.
- Bruxelles. Contrat de mar. 1128; Minist. publ. 122; Priv. et hypoth. 1855-50, 1862 c.
- Montpellier. Parenté 534 c., 569-10.
- 10 Cass. Emigré 181-10. — Jugem. par défaut 46-10. — Question préjudic. 21.
- Montpellier. Contrat de mariage 998 c., 1360 c.; Frais 39; Jugem. 335-10 c.
- Nîmes. Commune 1598.
- Paris. Effets de comm. 662.

Floréal.

- 10 Toulouse. Disposit. entre vifs 3285.
- Trib. de Marseille. Droit marit. 1877, 1880 c.
- Décis. Enreg. 693.
- 11 Cass. Papier monnaie 74-30.
- Bruxelles. Interdict. 181.
- Nîmes. Acquisc. 264, 390 c.
- 12 Cass. Faux 117. — Prescript. crim. 138. — Vol 749.
- Bruxelles. Saisie-exéc. 332.
- Avis Cons. d'Et. Dom. engag. 46; Hospice, p. 68; Priv. et hypoth., p. 48.
- 13 Paris. Louage 511. — Paternité 229-20.
- 14 Cass. Abus de confiance 149 c. — Impôts indir. 553. — Paternité 435, 437-10-40 c.
- Turin. Mariage 258.
- 16 Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 276; Matière sommaire 44 c.; Vente publ. d'immeubles 1659. — Crimes contre les personnes 175-50. — Société 30-50, 117-20.
- Rouen. Interdict. 43.
- Turin. Faillite 797-20.
- 17 Cass. Cassation 1150; Minorité 799 c. — Chose jugée 214-10.
- Paris. Exploit 147-30; Vente publ. d'immeubles 335 c., 931 c.
- Rouen. Cassation 957.
- 18 Décr. Dom. nat., p. 337.
- Cass. Emigré 50, 61 c., 85-10 c.; Substitution 273 c. — Paternité 437-10, 569-70 c.
- Bordeaux. Paternité 570-20, 689-10 c.
- Paris. Priv. et hypoth. 2003.
- 19 Cass. Dom. destr. 42. — Instr. crim. 1585, 1770-20, 1814-20. — Obligat. 4995. — Peine 248-50.
- Nîmes. Success. 2258-20, 2313.
- Rennes. Dispositions entre vifs 1273.
- 20 Décr. Douanes, p. 571; Impôts indir., p. 408; Industrie, p. 668; Monnaie, p. 382; Postes, p. 11.
- Cass. Compét. crim. 80; Instr. crim. 1205-70 c. — Deg. de jurid. 461. — Enreg. 6137. — Instr. crim. 2684. — Octroi 883.
- 21 Nîmes. Prêt à intérêt 170.
- 22 Cass. Enreg. 5817.
- 23 Décr. Organ. instruct. publ., p. 1337.
- Cass. Contr. administr. 27 c.; Enreg. 122, 3439, 5689.
- 24 Décr. Octroi, p. 7.
- Cass. Effets de comm. 692; Prescript. civ. 781 c. — Emigré 76-10. — Enreg. 1054 c., 1104, 2053, 4073 c. — Jugem. d'av. dire droit 12-10.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 160.
- 25 Cass. Cassation 1877-10; Droit rural 68-10. — Enreg. 3422. — Obligat. 2633-30; Société 717-20. — Obligat. 4244-30 c.; Prescript. civ. 608-10.
- Nîmes. Emigré 185-10.
- 26 Cass. Commune 753. — Faux inc. 288. — Prescript. crim. 227. — Séparation de corps 463-20-30. — Vol 360.
- Nîmes. Conciliat. 53.
- 27 Décr. Org. milit., p. 1878.
- Cass. Impôts indir. 461-10, 523 c. — Société 1379-20.
- Bruxelles. Séparation de corps 198-10, 254-10 c.
- Paris. Paternité 539-20, 549 c.
- Turin. Jugem. 15-20.
- 28 Loi. Procès-verb. 493 s.
- Décr. Mat. d'or et d'argent 179, p. 462; Trés. publ., p. 1122; Uniforme-costume 16, 44.
- Bourges. Dispositions entre vifs 4116.
- Bruxelles. Minorité 601.
- Turin. Loi 441-20.
- 30 Loi. Voiture 371.
- Cass. Deg. de jurid. 461. — Priv. et hypoth. 1515-10.
- Décr. Enreg. 1233.

Prairial.

1. Circ. Notaire, p. 588.
- 1 Cass. Absence 145, 477 c. — Appel civ. 371 c., 839. — Dom. eng. 50-10. — Vente publ. d'immeubl. 240.
- Caen. Mariage 148-10.
- Montpellier. Séparat. de corps 266, 318.
- Turin. Mariage 494-20, 495 c.
- Décr. Enreg. 4859, 4853.
- 2 Cass. Effets de comm. 109-30, 111 c., 449 c., 470 c.
- Colmar. Aliène 5 c.; Interdict. 27-40 c., 65-10, 103, 256-30.
- Paris. Domicile 109-30.
- 3 Décr. Dom. de l'Etat, p. 93.
- Cass. V. 8 prairial.
- 4 Décr. Impôt indir., p. 630; Marais 6.
- Cass. Jugem. 803-30, 1064-20. — Témoin 184-60. — Voirie par terre 1911-20.
- Liège. Oblig. 865-10; Vente 536 c.
- Cons. d'Et. Impôt dir. 612.
- Avis Cons. d'Et. Hospice 143 c., p. 68.
- 5 Cass. Octroi 252. — Témoin 107-40, 160-10.
- Paris. Paternité 428-130, 529 c., 570, 690 c.
- Décr. Présence 16.
- 7 Cass. Arbitr. 1231; Commune 2002. — Except. 133.
- Agen. Lot 236-10, 238 c.
- Turin. Disp. entre vifs 669.
- Instr. Voirie p. terre 484.
- 8 Décr. Trés. publ., p. 1192.
- Cass. Exploit 32-10; Louage emphyt. 12-20; Propri. feod. 433. — Loi 256. — Société 998.
- Agen. Oblig. 4005-10.
- Poitiers. Droit civ. 423.
- Décr. Notaire 272, p. 588.
- 9 Cass. Contr. p. corps 921. — Vente 1444-40.
- Caen. Priv. et hypoth. 1543-10.
- Colmar. Emigré 152-10.
- Montpellier. Minorité 98, 156 c., 291 c., 376 c.
- 10 Cass. Enreg. 121 c., 3328. — Voiture 290, 313 c.
- Angers. Interdict. 253.
- Circ. Voiture 275.
- 11 Cass. Org. judic. 678.
- Caen. Contr. de mar. 4285.
- Paris. Vente 1991.
- 12 Avis Cons. d'Et. Loi 164; Org. admin. 229 c., 351 c.
- Paris. Avocat 358.
- 14 Cass. Cassation 1661 c.; Séparat. de corps 467-20. — Deg. de jurid. 431-10. — Disp. entre vifs 2444-20. — Emigré 70; Séparat. de corps 424-30, 484. — Prescript. crim. 237.
- Paris. Rentes const. 26-10.
- Trib. de Paris. Enreg. 1818; Rentes foncières 16 c.
- 15 Cass. Acquisc. 474. — Conciliat. 380. — Enreg. 5644.
- Paris. Disp. entre vifs 402.
- 16 Cass. Appel civ. 236. — Arbitr. 1817; Cassation 109 c. — Enreg. 2466. — Jugement d'av. dire droit 12-10. — Loi 218 c. — Priv. et hypoth. 1996-10. — Transaction 168.
- Circ. Voiture 420.
- 17 Décr. Voirie par eau 525.
- Cass. Dépôt 60-50. — Transcrit. hypoth. 505 c.; Vente 173.
- Paris. Acquisc. 779 c.; Ordre 92-10 c.
- 18 Décr. Org. admin. p. 607.
- Cass. Faux 414.
- Liège. Absence 481.
- 19 Cass. Cassation 1749-10. — Mariage 955-10. — Voiture 357, 303 c.
- Nîmes. Minorité 115.
- 20 Cass. Voirie par terre 1428-10.
- 21 Cass. Appel civ. 1147. — Dem. nouv. 182. — Emigré 148, 178, 185-30 c. — Enreg. 2137. — Priv. et hypoth. 1994-20.
- Paris. Contr. p. corps 207 c. 304; Saisie-exéc. 208 c.
- Rouen. Success. 187.

Prairial.

- 22 Cass. Enreg. 4664. — Surenchère 259. — V. 22 pluviôse an 13. — Grenoble. Vente publ. d'immeubl. 98.
- Paris. Mariage 758-10.
- 23 Cass. Enreg. 5741. — Privil. et hypoth. 1998.
- Bourges. Appel civ. 1046.
- Paris. Privil. et hypoth. 2319.
- 24 Cass. Cassation 2056. — Faux 141-10, 202 c. — Vagabondage 68-20.
- Amiens. Oblig. 3811 c., 4031 c., 4036, 4496-10.
- Nîmes. Disp. entre vifs 729; Minist. publ. 28.
- Lettre. Org. marit. 511.
- 25 Décr. Chasse 11; Commune 126; Médecine, p. 567; Poudres, p. 51.
- Cass. Imp. ind. 355. — Org. judic. 454-10.
- Paris. Paternité 431, 563 c.
- Conseil d'Etat. Trav. publ. 875-10; Trés. pub. 875-10; Vente adm. 360.
- Avis Cons. d'Etat. V. 12 prairial.
- Delib. Enreg. 4948.
- 26 Métr. Minorité 525-20.
- Rouen. Deg. de jurid. 256.
- 27 Circ. Voirie p. terre 675.
- 28 Cass. Cassation 1147. — Deg. de jurid. 312. — Disposit. entre vifs 306 c.; Paternité 43-50. — Disposit. entre vifs 2439. — Société 10. — V. 24 floral.
- 29 Cass. Oblig. 4831, 4868-20, 5294-10.
- Besançon. Paternité 72, 150 c.
- Dijon. Loi 985 c.
- Paris. Minorité 69-10.
- Rouen. Presse outr. 1374-50.
- Lettre. Acte de l'état civil 187 c.
- 30 Cass. Cassation 1569-30-70; Contrat de mar. 2988 c. — Disposit. entre vifs 1662-10. — Société 1726.
- Bruxelles. Appel civil 991 c.; Contrat de mar. 1333, 1346.
- Cons. des prises. Prises marit. 52-70, 215.

Messidor.

- 1 Cass. Compét. crim. 387, 404-20. — Instr. crim. 1796-20, 3728. — Obligat. 1497. — Paternité 421-60, 437-100-110, 569-10. — Témoin 123-10, 254, 649.
- Liège. Cautionn. 278; Rente const. 50 c.
- 2 Cass. Forêts 1061 c.; Quest. préjud. 47. — Prescript. crim. 203. — Procès-verb. 612.
- Nîmes. Oblig. 2454; Papier-monnaie 23.
- 3 Bruxelles. Dépôt 72-30 c., 72-30. — Disposit. entre vifs 3123-10. — Cons. d'Etat. Voirie p. eau 84, 119.
- Lettre. Notaire, p. 588; Obligat. 3362.
- 4 Décr. Enreg. 30; Impôts indir., p. 606.
- 5 Cass. Droit marit. 2294. — Peine 607-100. — V. 9 fructidor.
- 6 Cass. Compét. comm. 361. — Exploit 32-10. — Prêt à intérêt 199. — Vente publique d'imm. 419.
- Bourges. Exploit 58-30; Saisie-exéc. 111.
- Paris. Faillite 454 c., 672 c., 720.
- Turin. Loi. 236-10.
- 7 Cass. Appel civ. 195. — Success. 969.
- 8 Cass. Cassation 452-10. — Contr. p. corps 43-10. — Denonciat. calomn. 46; Faux 472; Instr. crim. 463. — Disposit. entre vifs 1406. — Instr. crim. 876-20, 904-20, 1397. — V. 8 messidor an 11.
- Avis Cons. d'Etat. Eau 119, 125 c., 129 c., 140-50.
- 9 Décr. Forêts 97.
- Cass. Procès-verb. 180; Propri. litt. 463. — Témoin 161.
- Paris. Mariage 582-30, Séparat. de corps 422-30.

Messidor.

- 9 Toulouse. Contr. de mar. 3658.
- Cons. d'Etat. Trés. publ. 580; Vente administ. 370.
- 10 Bruxelles. Loi 326; Paternité 421.
- Rouen. Contr. de mar. 3159; Normande 87 c.
- Décis. Notaire, p. 588.
- 12 Cass. Enreg. 4651.
- Turin. Arbitrage 403, 409 c.
- 13 Cass. Compét. civ. tribun. d'arr. 74; Success. 1667 c. — Emigré 95; Scellés 195 c. — Enreg. 2914. — Faux 160. — Success. 217.
- Bourges. Usufruit 419.
- Bruxelles. Contr. de mar. 1356; Success. 1608.
- Paris. Contr. de mar. 146 c.
- Avis Cons. d'Etat. Propri. féod. 156 c., p. 330.
- Circ. Minist. publ., p. 344.
- 14 Cass. Cassation 1165, 1908-80. — Enreg. 4429. — Jugem. 302-10; Prescript. civ. 590; Prêt à intér. 19 c.; Privil. et hypoth. 1176, 1242-10, 1515-20, 1893-10-30 c., 2463. — Jugem. p. défaut 334-10.
- Nantes. Oblig. 1277-10.
- 15 Cass. Compét. crim. 127. — Deg. de jurid. 177-20. — Disposit. entre vifs 1662-10. — Frais 1025-10. — Instr. crim. 1208. — Peine 465. — Rebel-lion 8-20.
- Bordeaux. Acquiesc. 38 c.; Jugem. 318-30.
- Bruxelles. Success. 1328.
- 16 Décr. Enreg. 6063-120; Org. colon. 515, 691.
- Cass. Appel crim. 121 c.; Douanes 805-10. — Instr. crim. 124-10. — Jugem. 842-10. — Témoin 270-10.
- Cons. d'Etat. V. 3 messidor.
- Avis Cons. d'Etat. V. 8 messidor.
- Décis. Timbre 189.
- 17 Bordeaux. Cassation 938; Séparat. de corps 307 c.
- Dijon. Biens 34.
- Nîmes. Avoué 163.
- 18 Montpellier. Interdict. 71, 81-10c., 85 c.
- 19 Cass. Deg. de jurid. 654-30. — Douanes 899 c.; Faux ino. 293. — Séparat. de corps 487. — Volture 273.
- Besançon. Deg. de jurid. 98.
- 20 Cass. Cassation 1131. — Disposit. entre vifs 1297-20; 1577 c. — Enreg. 2066, 4427, 5183. — Instr. crim. 309-20. — V. 20 thermidor.
- Colmar. Séparat. de corps 448-30. — Turin. Loi 218 c.; Mariage 791, 884-50 c., 907 c.
- 21 Cass. Cassation 912-20. — Commission. 377. — Conciliat. 58. — Deg. de jurid. 53-20, 269-60. 463-30. — Disposit. entre vifs 1428. — Peremption 91-10, 259. — V. 24 messidor.
- 22 Cass. Disposit. entre vifs 634. — Témoin. faux 31. — Voirie p. terre 1428-10.
- Aix. Prescript. civ. 105.
- Toulouse. Contrat de mariage 3658.
- 23 Cass. Procès-verb. 153.
- 24 Cass. Appel civ. 778 c.; Exploit 222-40. Appel crim. 333. — Compét. crim. 453, 456, 457 c.; Vol 919 c. — Impôts indir. 199-30 c., 594.
- Nîmes. Vente publ. d'imm. 356, 1041 c.
- Turin. Loi 147.
- 25 Cass. Vol 200-20.
- 26 Cass. Avocat 533. — Cassation 1841 c. — Conciliat. 84. — Deg. de jurid. 30. — Enreg. 160, 2546-30. — Mariage 356. — Besançon. Disposit. entre vifs 2069.
- Décis. Propriété litt. 144.
- 27 Colmar. Obligat. 3841.
- Avis Cons. d'Etat. Mariage 356. — Solut. Enreg. 2347.
- 28 Décr. Culte, p. 697; Impôts indir., p. 405.

Thermidor.

- 28 Cass. Commune 2037. — Enreg. 4520. — Obligat. 1754-20. — Papier-monnaie 36. — Success. 273-10.
- Paris. Obligat. 544-10.
- Lettre. Culte, p. 426.
- 29 Cass. Compét. crim. 408-40. — Complice 39-10. — Deg. de jurid. 534-40. — Faux 260. — Témoin 124-50.
- Bruxelles. Appel civ. 250, 1070 c., 1078 c. — Vice rédhibit. 125.
- 30 Nîmes. Effets de comm. 72. — Success. 2203.
- Paris. Dispos. entre vifs 196-10 c.
- Thermidor.**
- 1 Cass. Instr. crim. 2020-20.
- Pau. Loi 337.
- 2 Décr. Sel, p. 858.
- 3 Cass. Transcript. hypoth. 491 c.; Vente 165.
- Bruxelles. Domicile élu 32.
- 4 Décr. Acte de l'état civ. 22; Culte, p. 697, 930.
- Cass. Dépôt 109; Papier monnaie 48-10.
- Agen. Loi 277 c. — V. 4 fructidor.
- Besançon. Usage 558.
- Bruxelles. Désaveu 72, 118 c.
- Cons. d'Etat. Reglem. administr. 75. — Tierce opposition 309.
- Avis Cons. d'Etat. Acte de notoriété 12; Mariage 116.
- Décis. Enreg. 697, 705, 4948; Propriété litt. 453.
- 5 Cass. Cassation 1569-40 c.; Vente 1903. — Deg. de jurid. 248-10; Désaveu 114 c. — Disposit. entre vifs 2503, 3094. — Emigré 122-40. — Exploit 278-30. — Loi 314 c.
- 6 Cass. Compétence administrative 163-10 c.; Eau 563-10. — Disposit. entre vifs 2601. — Enreg. 5788. — Instr. crim. 2853-10.
- Caen. Adopt. 52.
- Paris. Intervent. 92; Ordre 918-10, 923-10 c.
- Turin. Domicile élu 47 c., 137.
- 7 Décr. Forêts 97.
- Cass. Compét. crim. 472, 478 c.; Domm. destr. 186 c.
- Paris. Loterie 32.
- Circ. Douanes 428.
- 8 Décr. Mont-de-piété, p. 397.
- Cass. Abus de confiance 113; Vol 774-10 c. — Appel crim. 138, 139 c. — Compétence crim. 396-10; Voirie p. terre 1123-10. — Douanes, 802. — Instr. crim. 2988-20. — Voirie par terre 1123-10.
- Avis du Cons. d'Etat. Mont-de-piété 38, p. 400; Trés. publ. 430-10, p. 1123.
- 10 Cass. Contrav. administr. 18. — Disposit. entre vifs 2890. — Obligat. 3841, 3843 c. — Success. 69-20.
- Besançon. Appel civ. 494.
- Décis. Enreg. 4406.
- 11 Cass. Disposit. entre vifs 2951-30, 3098.
- Bruxelles. Vente publ. d'immeubles 1753-40.
- Orléans. Loi 397 c., 442; Séparat. de corps 124-10.
- Paris. Obligat. 4121.
- Décis. Enreg. 4969-70.
- 12 Cass. Enreg. 2333, 4267. — Péremption 19. — V. 5 fructidor an 12.
- 13 Décr. Culte, p. 697; Trés. publ. 1156, 1199 c., 1204, 1215, p. 1122.
- Cass. Appel crim. 259. — Disposit. entre vifs 685; Loi 202. — Faux 448-80. — Instr. crim. 147; Presse-outrage 1453.
- Caen. Contrat de mar. 4287-20.
- Paris. Frais 98.
- 14 Cass. Enreg. 4820, 5792; Voirie p. terre 352-20, 1411. — Ministère publ. 51-10. — Vol 774-20.
- Décis. Culte, 520.

Thermidor.

- 15 Besançon. Avocat 268.
- Grenoble. Paternité 529.
- 16 Décr. Evasion 21; Ordres civ. et milit. 182.
- 17 Décr. Prisons, p. 987.
- Cass. Exploit 139. — Loi 313 c.; Servitude 31. — Obligat. 2194.
- Aix. Disposit. entre vifs 1381, 1592, 2213 c.
- Paris. Jugem. 386-40.
- Circ. Org. administr. 347; Signature 11.
- 18 Cass. Contr. p. corps 52. — Deg. de jurid. 440. — Disposit. entre vifs 688. — Dom. de l'Etat 298-10. — Obligation 5047-10.
- 19 Cass. Acquiescem. 571. — Deg. de jurid. 30. — Effets de comm. 597. — Enreg. 663, 4033, 5624.
- 20 Cass. Intervention 81. — Instr. crim. 1709-40, 1726; V. 20 messidor.
- Liège. Success. 1504.
- Avis Cons. d'Etat. Privil. et hypoth. 1703.
- 21 Cass. Cassation 530; Forêts 574 c.; Jugement par défaut 456-20. — Témoin 158-40.
- Paris. Emigré 403-10.
- 22 Cass. Impôts indir. 508-50; Procès-verb. 484-30 c. — Instr. crim. 1461, 2657. — Peine 119-10. — Poudre 41. — Presse-outr. 1374-10. — Procès-verb. 683-10.
- 24 Cass. Cassation 134 c. — Enreg. 2087, 2173 c., 5353, 5546. — Obligat. 4935-10.
- Bourges. Success. 669-30.
- 25 Cass. Contrat de mariage 3059, 4307. — Echange 1; Rente const. 108 c.
- Amiens. Interdict. 277-10.
- Angers. Paternité 670-20.
- Paris. Prescript. civ. 1032-20 c.; Privil. et hypoth. 2405.
- Cons. d'Etat. Dom. engag. 84-10.
- Décis. Douanes 591-10.
- 26 Cass. Domicile 48-10. — V. 24 thermidor.
- Nîmes. Vente 164 c.
- Cons. des prises. Prises marit. 31.
- 28 Métr. Dom. publ. 14 c.; Voirie p. terre 568 c., 1168.
- 29 Cass. Cassation 149, 423.
- 30 Décr. Forêts 97.
- Fructidor.**
- 1 Cass. Disposit. entre vifs 265, 443 c.; Loi 57-30 c.
- Turin. Loi 237-30; Puissance patern. 133.
- Circ. Douanes 591-10.
- 2 Cass. Obligat. 4957.
- Bourges. Minorité 179.
- Rouen. Commission. 356, 410 c., 423; Obligat. 3342-20 c.
- Delib. Notaire 14.
- 3 Ord. Boucher 134.
- Cass. Acquiescem. 279 c., 346. — Cassation 693. — Contrat de mariage 3200-10. — Distr. par contr. 42 c.; Faillite 1323. — Vente 1636.
- Bruxelles. Domicile élu 32.
- Rouen. Loi 240-10.
- Instr. Enreg. 656, 657, 678, 689, 693, 697, 705, 743, 779, 808, 1293, 1445, 1645, 2016, 3498, 3902, 3999, 3963, 3547, 3549, 3558, 3697, 3845, 3959, 4230, 4852, 4853, 4867, 4884, 4886, 4909, 4948, 4962-70, 4973, 5071-10, 5188; Voirie p. terre 3272.
- 4 Cass. Usufruit 479.
- Agen. Privil. et hypoth. 2658-20.
- Bordeaux. Contrat de mariage 4237.
- Avis Conseil d'Etat. Hospice, p. 68.
- 5 Caen. Contrat de mariage 4345.
- Colmar. Vente 1418-10.
- Turin. Jugem. d'av. dire droit 58-80, 74 c.
- Circ. Hospice 368.

Fructidor.

- 6 Nîmes. Expert 62.
- Turin. Domicile élu 47 c., 127.
- 7 Circ. Douanes 91.
- 8 Cass. Commune 1990 c., 2065, 2069 c. — Disposit. entre vifs 3911-10. — Propriété féodale 853. — Renvoi 80-30.
- Bruxelles. Séparation de corps 434-10.
- 9 Cass. Jugem. par défaut 171. — Peine 605-30.
- Paris. Commission. 361, 398 c. — Mariage 582-30; Séparat. de corps 422-30, 435-30. — Minorité 838; Obligat. 2989-10 c.; Success. 2323 c.
- Turin. Contr. de mar. 1662 c.
- 10 Cass. Exploit 175-10. — Péremption 6-10-30.
- Liège. V. 12 fructidor.
- 14 Cass. Action poss. 738. — Bourse de comm. 338 c.; Faux 218. — Cassation 280; Cautionnem. 169 c., 231 c.; Obligation 8470-30. — Cassation 2218; Complice 116. — Compét. comm. 363.
- Amiens. Minorité 179.
- Paris. Frais 280. — Office 53. — Référé 121-10 c., 20 c., 123. — Success. 736, 750.
- Rouen. Séparat. de corps 459-30.
- Avis Cons. d'Etat. V. 20 thermidor.
- Instr. Voirie p. terre 2272.
- 12 Cass. Instr. crim. 1448, 1547.
- Bordeaux. Mariage 166-30, 185, 186 c., 189 c., 309.
- Bruxelles. Contrainte par corps 1021.
- Colmar. Ordre 1155-10-30.
- Liège. Paternité 131 c., 151.
- Paris. Obligat. 5130-10 c., 5295.
- 13 Décr. Douanes, p. 573; Baux, p. 326; Hospices, p. 68; Impôts indir., p. 630; Org. administr., p. 607; Org. marit., p. 1672; Org. milit., p. 1878; Place de guerre, p. 936; Trav. publ., p. 815; Voirie p. terre, p. 190; Voirie, p. 1035.
- Cass. Appel crim. 259; Forêts 573 c. — Contrav. 459 c.; Jugem. par défaut 452-40; Vol 774-30 c., 782, 839 c., 923-10 c. — Instr. crim. 1513, 1896. — Loi 441-10.
- Paris. Bourse de comm. 297; Trés. publ., 1374 c., 1395 c. — Ordre 407-10; Privil. et hypoth. 542-10. — Success. 1006.
- Avis Cons. d'Etat. Faux 5.
- 14 Décr. Vol 148.
- 15 Cass. Success. 267.
- Nancy. Dispositions entre vifs 2966-10, 3602.
- 16 Cass. Privil. et hypoth. 634, 2367; V. 16 fructidor an 12.
- Avis Cons. d'Etat. Forêts 146 c.
- 17 Cass. Disposit. entre vifs 3481-10-20. — Privil. et hypoth. 1738-20.
- 18 Cass. Chose jugée 509. — Compét. crim. 201. — Contrat de mar. 224 c., 229, 246 c. — Disposit. entre vifs 1401 c. — Contumace 97; Disposit. entre vifs 256 c., 2824-10, 3834. — Faux 203 c., 208, 449 c. — Peine 121, 273.
- 19 Décr. Obligat., p. 52.
- Cass. Cassation 1768 c.
- Bruxelles. Louage 860.
- Avis Cons. d'Etat. V. 22 fructidor.
- 20 Cass. Cassation 244 c.; Contumace 49. — Compét. crim. 204.
- 22 Sénat. cons. Ere moderne 36; Notaire, p. 588; Obligation, p. 53.
- Décr. Culte, p. 697; Org. milit., p. 1878.
- Cass. Arbitr. 1213, 1279 c.
- Avis Cons. d'Etat. Dom. engag. 86-10 c., p. 192; Loi 62 c.
- 23 Décr. Commiss. de police 23; Garde champêtre, p. 267.
- Cass. Compét. crim. 102 c., 136 c.; Org. milit. 854-30.
- 24 Décr. Trés. publ., p. 1132.

Fruvuaor.

- 24 Cass. Arbitr. 976. — Enreg. 172, 2290 c., 2332 c. — Mariage 965-20; Success. 210 c.
 25 Cass. Dem. nouv. 177-20 c.; Loi 175; Obligat. 160 c.; Matière d'or et d'argent 156-20. — Obligat. 1801. — Peine 89-10.
 26 Décr. Pension, p. 749; Trésor publ., 1151 c., 1161, p. 1122. — Avis Cons. d'Et. Emigré 405 n., p. 471; Fraix 973, p. 66.
 27 Turin. Minorité 544; Vente publ. d'immeub. 1992 c., 2074-10 c.
 30 Cass. Chose jugée 215-130. — Décis. Voiture 253.

Jours complémentaires

- 1 Décr. Douanes, p. 572. — Avis Cons. d'Et. V. 3 vendémiaire an 13.
 2 Avis Cons. d'Et. Obligation 3766 c.
 4 Décr. Commune 126; Uniforme-crostante 16, 44; Voirie p. eau, p. 722. — Cons. d'Et. Jugem. 394; Notaire, p. 588. — Avis Cons. d'Et. Mariage 408; Obligat., p. 53.

AN 14

Vendémiaire.

- 1 Décr. Impôts Indir., p. 405. — Arrêté. Org. colon. 656.
 2 Sénat-Cons. Garde nat., p. 294.
 4 Paris. Mariage 639-70.
 7 Cass. Oblig. V. 9 vendémiaire.
 8 Décr. Armes, p. 245; Garde nat., p. 294; Org. milit., p. 1878; Voirie p. eau, p. 723.
 — Cass. Action possess. 421. — Deg. de jurid. 215. — Disposit. entre vifs 3313-10, 2314 c. — Emigré 58, 188 c. — Enreg. 5151; Oblig. 2129-60 c. — Faux inc. 181. — V. 9 vendémiaire.
 — Avis Cons. d'Et. Calte, p. 697; Médecine 51 c.; Org. milit., p. 1878.
 9 Cass. Enreg. 5171-30, 5822. — Faux inc. 81-30. — Oblig. 5346 c., 5347.
 10 Cass. Arbitrage 1092, 1218. — Biens 44.
 — Rouen. Contr. p. corps 949.
 11 Cass. Instr. crim. 1917-20, 2288, 2480, 3059. — Presse-outrage 1371-30.
 — Paris. Compét. comm. 390.
 12 Cass. Org. milit. 894-50.
 13 Instr. Eureg. 4972.
 15 Cass. Cassation 1694 c.; Enreg. 2259. — Oblig. 5034-10.
 16 Cass. Action possess. 466. — Enreg. 4273, 5367.
 17 Cass. Avoué 237; Péremption 14-20.
 18 Cass. Contumace 95.
 19 Cass. Instr. crim. 123-10.
 22 Cass. Success. 2212-10.
 23 Cass. Arbitrage 130. — Conflit 185. — Domicile élu 111-20.
 24 Cass. Papier-monnaie 47-20.
 25 Arrêté. Org. colon. 483. — Cass. Instr. crim. 1296, 2034. — Minorité 603.
 — Paris. Vente publ. d'imm. 352.
 — Avis Cons. d'Et. Forêts 99.
 26 Cass. Crimes contre les pers. 99 c. Instr. crim. 3193-70, 3556. — Org. judic. 678. — Témoin 290.
 27 Cass. Contr. p. corps 710 c., 878 c.; Gendarme 62-50 c.
 29 Cass. Effets de comm. 807. — Impôts dir. 140; Louage 350. — Règlement de juges 60, 63-10. — Rente 19.
 30 Cass. Chose jugée 215-130. — Disposit. entre vifs 1502. — Règlement de juges 63-10.

Brumaire.

- 1 Arrêté. Org. colon. 483. — Cass. Cassation 765. — Prescript. civ. 148.
 2 Cass. Instr. crim. 1513; Témoin 326. — Proc.-verb. 173-20.
 3 Cass. Gendarme 63; Rébellion 43-10. — Instr. crim. 1396, 1601. — Télégraphe 147 c.
 4 Cass. Compét. crim. 192. — Droit rur. 218. — Exploit 694; Instr. crim. 121-10 c. — Imp. ind. 493. — Question préjud. 143-30. — Témoin 321.
 6 Cass. Oblig. 2644-20.
 7 Cass. Cassation 913-30. — Except. 204-40. — Org. colon. 354, 558. — Avis cons. d'Et. Prises marit. 319.
 8 Cass. Effets de comm. 45. — Enreg. 4766-10, 4831 c. — Prescript. civ. 376-20.
 9 Cass. Complicité 230. — Peine 104-10, 187-20.
 10 Loi. Voiture 371.
 — Décr. Douanes, p. 572; Enregistrement 6063-130; Hospice, p. 68; Impôts indir., p. 408; Notaire, p. 588; Prises marit., p. 927; Scellés, p. 706; Voirie p. eau, p. 722.
 — Conseil d'Et. Vente administr. 256 c.
 — Avis Cons. d'Et. Enreg. 3218; Propriété féod. 416 c., p. 350.
 11 Cass. Complic. 217. — Vol 73-80.
 — Avis Cons. d'Et. Propriété litt. 416 c., p. 350.
 — Avis min. Mont-de-piété, p. 400.
 12 Arrêté. Org. colon. 479.
 13 Cass. Enreg. 120, 2546-10, 5227 c. — Priv. et hypoth. 1722-10; Transcript. hypoth. 498 c. — Séparat. de corps 132 c., 227, 231 c.
 14 Cass. Eureg. 5071-30. — Mandat 304.
 15 Cass. Disposit. entre vifs 1661, 1693 c.
 16 Arrêté. Org. colon. 612, 613. — Cass. Enreg. 5690. — Faillite 1479. — Propriété litt. 323.
 17 Cass. Douanes 832 c.; Procès-verb. 304, 323-20, 328-20 c., 335-10 c., 339 c., 342 c. — Pêche fluv. 175-10.
 18 Arrêté. Org. colon. 558. — Cass. Témoin 97-20.
 — Avis Cons. d'Et. Forêts 98.
 19 Cass. V. 8 brumaire.
 20 Cass. Deg. de jurid. 126-70 c., 372. — Enreg. 2912. — Oblig. 2199-20. — Péremption 19, 259. — Requête civile 65.
 — Besançon. Mariage 639-50.
 21 Cass. Action possess. 594. — Contrat de mar. 174. — Disposit. entre vifs 542. — Mariage 811. — Propriété féodale 155-50, 178-10, 286 c.
 22 Décr. Enreg. 6063-140; Org. instr. publ., p. 1337.
 — Cass. Enreg. 2788, 5624-10, 5635 c. — Voiture 261-20.
 — Circ. Acte de l'Etat civil 512 c., 515 c.; Minist. public 174 c.
 23 Bruxelles. Success. 1608.
 24 Cass. Commune 1141. — Instr. crim. 3508-10. — Jugem. 815-10. — Presse out. 810.
 26 Décis. Enreg. 5100.
 27 Cass. Cassation 515 c.; Commune 2202.
 28 Cass. Cassation 1715-20 c.; Oblig. 3791-20. — Commune 1623. — Minist. publ. 141.
 — Décis. Trésor public 992-70, 993.
 29 Cass. Prescript. civ. 216, 551.
 — Bruxelles. Disposit. entre vifs 2890.
 30 Cass. Cassation 948 c., 956 c., 981, 1200 c., 2247 c.

Frimaire.

- 1 Cass. Crimes contre les pers. 233-20. — Instr. crim. 2695, 3026. — Mat. d'or et d'arg. 123. — Paris. Commissionnaire. 379.

Frimaire.

- 2 Cass. Commune 1109. — Deg. de jurid. 667-70; Renvoi 197. — Org. judic. 454-10.
 — Avis Cons. d'Et. Culte, p. 698.
 4 Cass. Privil. et hypoth. 1493-10, 1495 c., 1583-10, 2330-10, 2428.
 5 Cass. Acquis. 103 c.; Mariage 793-30 c., 807. — Droit civil 248-10 c., 299. — Droit marit. 96 c.; Except. 149-10; Vente 116 c., 562 c.
 6 Cass. Action possess. 35. — Enreg. 2083, 4816. — Société 1048.
 — Bruxelles. Acte de l'Etat civil 476 c.
 — Rouen. Vérif. d'écrit. 81.
 8 Cass. Appel crim. 345. — Mat. d'or et d'arg. 89-10. — Quest. préjudic. 44.
 9 Cass. Appel crim. 201. — Contumace 101; Loi 549.
 — Bruxelles. Compét. civ. trib. de paix 311. — Deg. de juridic. 166-10.
 11 Cass. Séparat. de corps 482-10. — Servitude 873. — Substitution 206-10.
 — Paris. Cautionn. 127; Loi 246 c.;
 12 Cass. Acquis. 43; Commune 1629 c. — Contr. p. corps 472, 481.
 — Bruxelles. Séparat. de corps 451; 454, 486.
 — Colmar. Jugem. 436-30, 439 c.
 — Douai. Absent 481.
 — Paris. Surenchère 256.
 — Avi. Cons. d'Et. Oblig. 1752 c.
 13 Cass. Deg. de jurid. 181. — Séparat. de corps 427-20.
 — Angers. Mariage 739-20 c., 748-10; Minorité 399 c.; Séparat. de corps 156 c.
 — Paris. Oblig. 4843.
 — Rouen. Vente 177-10.
 14 Cass. Cassation 2219. — Compét. crim. 497. — Jugement 790-20, 841-10. — Lettre-miss. 11 c.; Oblig. 4056-10. — Peine 766-50 c., 781. — Procès-verb. 458-10. — Responsab. 743.
 15 Cass. Impôts indir. 520; Procès-verb. 574-20 c., 578. — Mat. d'or et d'argent 121.
 — Besançon. Oblig. 2448.
 — Paris. Prescript. civ. 1020.
 16 Décr. Adopt. 22; Forêts 99; Préséance, p. 377.
 — Cass. Compét. civ. trib. de paix 118 c.; Domm. destr. 335. — Compét. crim. 412. — Procès-verb. 574-20, 578.
 — Agen. Mariage 618 c.; Puiss. patern. 186-10.
 — Paris. Privil. et hypoth. 1336. — Cons. d'Et. Commune 2604. — Compét. administr. 103-80. — Condit. 32. — Domaines eng. 84-20. — Hospice 70. — Manufact. 15. — Vente administr. 256 c.
 — Avis Cons. d'Et. Forêts 1466. — Prises marit. 319.
 17 Décr. Compét. crim. 674; Théâtre, p. 295.
 18 Cass. Séparat. de corps 470-10, 473, 494.
 — Bruxelles. Disposit. entre vifs 545.
 19 Cass. Dépôt 72-10; Papier-monnaie 47. — Disposit. entre vifs 2932. — Enreg. 2085, 2103 c. — Oblig. 4822-10.
 — Besançon. Disposit. entre vifs 3086-30.
 — Paris. Mariage 738-10.
 20 Cass. Cassation 1912-30. — Enreg. 2912, 3439, 4040, 4215 c., 5151, 5512. — Expert 303-10. — Privil. et hypoth. 1717-10-20 c.
 — Bruxelles. Séparat. de corps 253, 300 c.
 — Nîmes. Dispos. entre vifs 1728-20; Oblig. 981 c.; Transcript. hypoth. 506 c.
 — Trèves. Effets de comm. 893.
 21 Décr. Grâce 11.

Frimaire.

- 21 Cass. Compét. crim. 691; Contumace 101; Loi 519. — Instr. crim. 1557, 2288, 2610-10. — Témoin 296-50, 537.
 — Cons. d'Et. Emigré 401.
 22 Cass. Instr. crim. 1542-30, 1571. — Aix. Success. 9231.
 — Paris. Success. 853.
 23 Cass. Compét. crim. 284-10. — Impôts indir. 354-10. — Octroi 177-10. — Presse-outr. 696-10.
 — Nîmes. Privil. et hypoth. 2154-10; Rente const. 302-10; Rente foncière 100-20.
 25 Cass. Acquis. 351; Commune 2053; Propriété 293. — Prise à partie 33.
 — Caen. Success. 359.
 26 Cass. Enreg. 2432. — Ordre 297.
 27 Cass. Chose jugée 215-100. — Enreg. 2509, 2516 c., 2520 c., 4004. — Ordre 296. — Org. judic. 174-10.
 — Nîmes. Louage à locat. perpét. 7-10-20; Rentes const. 234-30; Rentes foncières 77 c.
 28 Cass. Complicat. 39-50. — Instr. crim. 1778-10. — Minist. publ. 326. — Témoin 167-30. — Tentative 21-20.
 — Paris. Disposit. entre vifs 242.
 29 Cass. Impôts indir. 520. — Propriété litt. 368, 372, 485.
 — Limoges. Disposit. entre vifs 244.
 30 Bruxelles. Perempt. 41.
 — Paris. Mariage 699-30.
 — Turin. Disposit. entre vifs 2891, 3802 c., 2953. — Obligation 5306-10.
 — Avis Cons. d'Et. Banque 63 c., 98. — Effets de comm. 18-50; Oblig. 2084 c.

Nivôse.

- 2 Décr. Armes, p. 13.
 — Cass. Cassation 1608-30 c.; Contrat de mar. 1265; Org. judic. 357-20; Success. 713.
 — Aix. Success. 2244.
 — Avis Cons. d'Et. Eau 431-60, 448.
 3 Cass. Cassation 808. — Contumace 76-20; Vente publ. d'imm. 286. — Dem. nouv. 134-10.
 — Agen. Usufruit 388-10.
 — Bruxelles. Droit civil 419-60; Priv. et hypoth. 1168 c.
 5 Traité. V. 19 janv. 1806.
 — Cass. Appel crim. 332. — Forêts 1069. — Jugem. p. défaut 430. — Octroi 373. — Vol 499 c. 572.
 — Bruxelles. V. 3 nivôse.
 6 Cass. Appel crim. 320; Témoin 399-10 c. — Forêts 495. — Peine 113-20.
 7 Cass. Compét. administr. 183-10. — Imp. ind. 530.
 9 Cass. Oblig. 2713-30. — Priv. et hypoth. 2093; Surenchère 53. — Témoin. V. 6 nivôse. — Vente 275-50.
 — Bourges. Disposit. entre vifs 2355-10.
 — Paris. Action poss. 815.
 10 Cass. Action poss. 31. — Papier-monnaie 69. — Propriété féod. 334-10. — Vente publ. d'imm. 124. — V. 3 nivôse.
 — Turin. Oblig. 5198-10, 5200 c.

18..

Avril.

- 10 Arrêté. Avocat 318.
 16 Arrêté. Avocat 446.

Septembre.

- 22 Délib. Douanes 282.

1805

Février.

- 24 Riom. Usage 119-10.

Mars.

- 20 Colmar. V. 20 mars 1807.

Avril.

- 23 Décis. Forêts 1008.

1806

Janvier.

- 1 Aix. Puissance paternelle 100.
 2 Cass. Loi 548-30. — Matières d'or et d'argent 74 c., 119-20 c.; Procès-verb. 500-40. — Mat. d'or et d'arg. 128-20. — Renvoi 91.
 3 Cass. Appel crim. 278. — Fraix 1035-20; Instr. crim. 883-10. — Mat. d'or et d'arg. 116. — Vol 471.
 — Avis Cons. d'Et. V. 25 janvier 1807.
 4 Colmar. Droit civil 246 c.; Faillite 1242-20-30; Vente 1118.
 — Turin. Loi 236; Séparat. de corps 296-10.
 — Avis Conseil d'Et. Chasse 11. — Loi 559-10 c.; Organ. milit., p. 1878.
 6 Paris. Disposit. entre vifs 632, 2444-10 c.
 7 Cass. Deg. de jurid. 202, 203-10 c.; Org. jud. 183-10. — Droit civil 422. — Emigré 67 c.
 — Colmar. Vente publ. d'imm. 1692. — Décis. Saisie arrêt 160.
 8 Cass. Comp. crim. 186. — Enreg. 4920. — Mariage 439-80. — Paternité 239-10 c., 331. — Prescript. civ. 1008. — Vente 163-10.
 — Liège. Disposit. entre vifs 145.
 — Paris. Disposit. entre vifs 356.
 9 Cass. Faux 207; Oblig. 346 c. — Instr. crim. 1447. — Témoin 435-40, 442.
 — Paris. Success. 936.
 — Rouen. Délai 74 c.; Domicile élu 113-20; Exploit 344-20.
 10 Décr. Org. instr. publ., p. 1337.
 — Cass. Affiche 80 c.; Mat. d'or et d'arg. 100 c. 172-10. — Appel crim. 366; Peine 773-20. — Forêts 1061. — Instr. crim. 996-30. — Jugem. 853-30.
 11 Agen. Deg. de jurid. 92.
 — Turin. Arbitr. 754 c., 848.
 13 Cass. Deg. de jurid. 446.
 — Colmar. Saisie-arrêt 99.
 — Conseil d'Et. Emigré 401.
 — Circ. Saisie-arrêt 160.
 14 Cass. Droit marit. 1543.
 — Colmar. Vente publ. d'imm. 1678.
 — Toulouse. Minorité 340-30.
 — Décis. Enreg. 4973-50; Greffe 18.
 15 Cass. Contr. p. corps 407. — Paternité 569-80.
 — Liège. Oblig. 2569-10.
 16 Cass. Domm. destr. 81. — Enreg. 2806. — Forêts 484. — Instr. crim. 139, 1287.
 — Aix. Oblig. 2047-20.
 17 Trèves. Office 37-20.
 — Avis Cons. d'Et. Secours publ. 48, 223.
 18 Cass. Bourse de comm. 351.
 — Rouen. Compét. civile trib. de paix 333; Jugem. 383 c.; Privil. et hypoth. 1137 c. — Droit marit. 1881.
 — Avis Conseil d'Et. Cassation 2, 1310; Disposit. entre vifs 2890.
 19 Traité. Traité intern., p. 518.
 — Cass. Quest. préjudic. 53-10. — Paris. Tierce opposit. 43-10 c., 180-10.
 20 Cass. Cassation 631; Chose jugée 215-10; Disposit. entre vifs 147, 153 c. — Propriété féodale 443-30, 449-20.
 21 Cass. Enreg. 677. — Oblig. 2391. — Voiture 273.
 22 Décr. Org. administr. 129.
 — Cass. Compét. trib. d'arr. 277 c.; Org. jud. 302-30. — Droit civil 303, 306-10 c. — Ordre 407-20, 937-10. — Org. judic. 166; Règlement de juges 90; Renvoi 91. — Privil. et hypoth. 711. — Règlement de juges 62.

Janvier.

- 23 Décr. Dom. eng., p. 193.
 — Paris. Dom. nat. 14; Oblig. 1134 c.
 24 Cass. Défense 31.
 — Colmar. Oblig. 1772.
 25 Cass. Impôts indir. 521. — Instr. crim. 2981. — V. 24 janvier.
 — Avis Cons. d'Etat. Grâce 11, 43 c., 53 c.
 26 Cass. Prescript. crim. 187.
 — Denis. Préséance 21.
 27 Paris. Disposit. entre vifs 1394-30; Oblig. 4005-20, 4060-10 c., 4069 c.
 — Circ. Droit marit. 1873.
 28 Agen. Minist. publ. 30.
 — Colmar. Expert. 303-20.
 — Montpellier. Paternité 548-10, 670-30 c.
 29 Ord. Halle 22.
 — Cass. Appel civil 1252. — Contr. p. corps 408. — Prises marit. 42-20.
 — Bruxelles. Acquis. 187.
 30 Cass. Instr. crim. 867-30, 1480-30. — Org. judic. 678.
 — Colmar. Effets de comm. 746.
 31 Décr. Trés. publ. 955, 967, 985.
 — Cons. d'Etat. Action poss. 487 c.; Concess. administr. 11 c.; Mines 496-20.
 — Avis Cons. d'Etat. V. 18 janvier.

Février.

- 1 Cass. Procès-verb. 312 c., 380-10 c., 337.
 — Besançon. Séparat. de corps 29-20 c., 53-10, 212-20 c.
 — Turin. Substitution 20. 21.
 3 Cass. Action 80 c., 105. — Cassation 913-40. — Compét. comm. 423. — Privil. et hypoth. 1180, 1251-10 c. — Renvoi 65-30.
 4 Cass. Compét. crim. 496 c.; Except. 145 c.; Faillite 918; Jugem. par défaut 42.
 — Bruxelles. Oblig. 5115-10 c.; Servitude 891.
 — Nîmes. Success. 1704-10-30 c., 1742.
 5 Cass. Success. 453, 980.
 — Nîmes. Disp. entre vifs 707, 2312 c.
 — Lettre. Notaire 267, p. 588.
 6 Cass. Enreg. 5537. — Procès-verb. 706. — Vol 750-50, 767-50, 898.
 — Paris. Disp. entre vifs 4073; Scellés 183 c.
 — Pau. Discipline 250.
 7 Cass. Appel crim. 175; Forêts 568 c. — Cassation 414. — Impôts indir. 428.
 — Paris. Contr. de mar. 1072.
 8 Colmar. Ordre 1155-10.
 — Paris. Jugem. par défaut 103-10.
 — Rouen. Privil. et hypoth. 1543-10, 1585-10 c.
 9 Cass. Dénonc. calomn. 138.
 10 Décr. Cautionn. de fonct. 17; Juifs, p. 711; Org. Instr. publ., p. 1337; Org. judic., p. 1489.
 — Cass. Brevet d'inv. 73. — Propr. féodale 159-20, 168-10, 176, 309, 320.
 — Aix. Paternité 505, 506 c., 5376, 547-40 c., 595-20 c.
 — Grenoble. Mariage 145.
 — Poitiers. Propr. féod. 338.
 — Trèves. Disp. entre vifs 667. — Privil. et hypoth. 632.
 — Cons. d'Etat. Culte 647; Vente administr. 229 c.
 11 Cass. Arbitr. 1045. — Enreg. 5432. — Ordre 296. — Propr. féod. 439.
 — Montpellier. Paternité 538.
 — Nîmes. Disp. entre vifs 2915-10.
 — Avis Cons. d'Etat. Commune 178 c.
 12 Cass. Appel civil. 62 c., 143. — Conciliat. 135; Emigré 99-30. — Culte 440; Vente administr. 198 c. — Effets de commerce 17-30-50. — Faillite 1145-30. — Loi 222.
 — Aix. Commune 2367 c.; Privil. et hypoth. 1076, 1482 c.
 — Paris. Oblig. 183-20. — V. 23 juin 1810.

Février.

- 13 Cass. Appel crim. 181 c.; Mat. d'or et d'argent 163. — Impôts indir. 578-90. — Peine 275, 866-30. — Témoin 123-10.
 — Aix. Privil. et hypoth. 2371.
 — Bordeaux. Disp. entre vifs 438-10.
 — Circ. Voirie p. terre 2229.
 14 Décr. Commune 128.
 — Cass. Quest. préjud. 142-10.
 — Paris. Desistement 176.
 — Turin. Substitution 289.
 15 Décr. Industrie, p. 668; Organ. écon., p. 1238.
 — Aix. Oblig. 1902, 1943 c.
 — Amiens. Mariage 330.
 — Colmar. Chose jugée 585.
 16 Cass. Instr. crim. 2536.
 17 Cass. Commune 2049; Propriété féod. 452-10. — Enreg. 676, 1707, 6093. — Oblig. 4937. — Org. judic. 183-10.
 — Turin. V. 17 avril 1806.
 18 Cass. Acte de comm. 46; Commerce 25 c. — Enreg. 4826, 5891.
 — Paris. Séparat. de corps 448-20, 478.
 — Avis Cons. d'Etat. Appel crim. 215; Jugem. p. défaut 464.
 19 Décr. Droit civ., p. 35; Culte, p. 698; Jour férié 12.
 — Cass. Droit civ. 335 c.; Oblig. 2308. — Propr. féod. 159-10, 170 c.
 — Bruxelles. Exploit 304-20.
 20 Décr. Culte, p. 698, 930.
 — Cass. Faux 128, 448-40 c., 465.
 — Instr. crim. 2324-20.
 21 Cass. Cassation 710, 921. — Forêts 1159, 1162 c., 1208 c. — Impôt indir. 515 c.; Voiture 290, 314 c.
 — Orléans. Surenchère 158-30.
 — Décis. Culte 169.
 22 Sénat-cons. Ordres civ. et milit. 183; Trés. publ., p. 1122.
 — Décr. Douanes, p. 572.
 — Riom. Arbitr. 376.
 — Turin. Disp. entre vifs 2502, 2895.
 23 Cass. V. 25 février.
 24 Décr. Frais, p. 67.
 — Cass. Dem. nouv. 118-10 c.; Effets de comm. 471-10. — Rente viagère 48.
 — Paris. Desistement 176.
 25 Décr. Douanes, p. 572.
 — Cass. Exploit 596-10. — Privil. et hypoth. 1297-10; Vente publ. d'immeubl. 315 c.
 — Agen. Jugem. d'av. dire droit 24-50.
 — Cons. d'Etat. Emigré 405, note.
 26 Cass. Disp. entre vifs 2464. — Priv. et hypoth. 634; Vente 807.
 — Agen. Vente publ. d'im. 142-20, 1646 c.
 — Décis. Oblig. 3705.
 27 Cass. Compét. crim. 282-30 c., 387. — Octroi 191 c., 371-10.
 28 Décr. Poudres, p. 51.

Mars.

- 2 Cass. Témoin 436-50.
 3 Cass. Compte cour. 138.
 — Agen. Dispositions entre vifs 4414-10.
 — Bordeaux. Domicile élu 19.
 4 Cass. Désistement 30; Obligation 2908 c. — Emigré 185-30, 406-10 c. — Règlem. de juges 63.
 — Turin. Dispositions entre vifs 2544-30, 2549, 2560 c., 2895-20 c. — Obligation 4797.
 — Décis. Enregistr. 2977; Théâtre 318.
 5 Cass. Commune 1988-20; Propriété 467 c.
 6 Cass. Mise en jugement 110, 135-20, 147-10 c. — Prescript. crim. 83.
 — Instr. Success. 989.
 7 Cass. Chose jugée 503. — Compét. crim. 412.
 — Nîmes. Obligat. 2231-10; Substitution 466.

Mars.

- 9 Cass. Cassation 1928. — Mailles d'or et d'argent 27.
 — Bruxelles. Enquête 463 c.
 10 Cass. Obligat. 5105, 5141 c.
 — Toulouse. Minorité 510-10.
 11 Cass. Saisie conservat. 11. — Société 634.
 — Paris. Acte de comm. 41; Effets de comm. 91-20 c.
 12 Décr. Armes, p. 13.
 — Cass. Cassation 1285. — Disposit. entre vifs 2678, 2694 c., 3898, 3905 c. — Jugement 15-10.
 — Paris. Dispositions entre vifs 1230; Privil. et hypoth. 1373 c.
 — Circ. Enreg. 4972-50.
 13 Cass. Appel crim. 165; Octroi 385 c., 389-10 c. — Appel crim. 266 c., 277. — Faillite 1452 c.; Vol 774-40-50, 785 c. — Forêts 1494. — Organ. marit. 1075-10 c.
 — Agen. Dispositions entre vifs 4416-10 c.
 — Amiens. Success. 1872.
 — Besançon. Deg. de jurid. 507 c., 532-30, 569-50 c., 576 c.
 — Circ. Commune 180.
 14 Paris. Séparat. de corps 448-40.
 15 Bruxelles. Minorité 175-10, 230 c.
 — Turin. Disposit. entre vifs 639.
 16 Décr. Sel, p. 858.
 — Cass. Degr. de jurid. 219-20.
 17 Loi. Commune 128.
 — Cass. Appel civil. 913. — Arbitr. 677 c., 1085, 1086 c., 1124 c. — Cassation 913-50, 1142. — Contrat de mariage 3182-30. — Enreg. 4419. — Forêts 1361. — Responsab. 92-30.
 — Bruxelles. Priv. et hypoth. 647, 2976 c.
 18 Loi. Organ. administr. 118-20; Prudhomme, p. 529, 535.
 — Cass. Appel civil. 171. — Commune 2281. — Enreg. 5521. — Jugem. par défaut 191.
 — Bruxelles. Obligat. 4667-10.
 — Turin. Enquête 38.
 19 Cass. Cassation 1957 c. — Enreg. 5228; Impôts 53-10 c. — Jugem. d'av. dire droit 28-30. — Récusation 13.
 — Colmar. Enquête 359.
 20 Cass. V. 20 mai 1806.
 21 Décr. Commune 128.
 — Cass. Enreg. 5156.
 22 Loi. Commune 128; Domaines de l'Etat 144; Forêts 100; Procès-verb. 543 s.
 — Décr. Commune 128.
 — Cass. Loi 64 c., 188-30 c., 397 c., 450-10 c.; Séparat. de corps 424-10. — Org. milit. 365 c.
 — Turin. Dispositions entre vifs 2544-40, 2895-30, 2902 c.
 24 Loi. Bourse de comm. 279; Enreg. 5913; Minorité 13-10, 458 c.; Notaire, p. 588; Trés. publ. 1183 c., p. 1123.
 — Cass. Appel civil. 195. — Faux 136, 248. — Jugement d'av. dire droit 48-10. — Règlem. de juges 94. — Rentes foncières 88.
 — Turin. Dispositions entre vifs 3704-10, 4310; Obligation 2618-20; Success. 1089 c., 1098 c.
 — Conseil d'Etat. Action posses. 344; Eau 545-20 c., 563-20 c.; Vente administr. 357-20 c., 360 c.
 25 Loi. Nourrices 3.
 — Cass. Droit marit. 1431 c., 2062. — Obligation 4124.
 — Bruxelles. Dispositions entre vifs 2852 c., 2855-10, 2901-10, 3204.
 — Décis. Acte de l'état civil 264 c.; Org. marit. 554-120.
 26 Cass. Action 316 c.; Loi 232 c.; Paternité 423 c., 424-20 c., 598-30. — Impôts indirects 574-40. — Privil. et hypoth. 1074-10, 1278 c. — Saisie Brandon 13. — Témoin 108-20.
 27 Décr. Andorre 3; Sel, p. 858.

Mars.

- 27 Cass. Faux 113-10. — Instr. crim. 2089-20.
 — Aix. Mariage 701.
 — Colmar. Louage emphyt. 23-20. — Paris. Désaveu 60 c., 78.
 28 Cass. Forêts 1704.
 — Angers. Vérifie. d'écrit. 111.
 — Nîmes. Privil. et hypoth. 712-30.
 — Turin. Contrat de mariage 1692 c., 1694, 1696 c.
 — Décis. Enreg. 3268, 3292.
 29 Loi. Enreg. 4865; Organ. milit., p. 1878; Place de guerre, p. 936; Procès-verb. 775.
 — Cass. Appel crim. 332. — Forêts 1222. — Instr. crim. 1557. — Témoin 132-50.
 — Paris. Disposit. entre vifs 1823 c., 1839.
 — Lettre. Acte de l'état civil. 82 c.
 30 Décr. Dom. extraord. 8; Majorat 3 c.
 — Statut. Acte de l'état civil. 22; Scellés, p. 706.
 31 Cass. Enig. 92. — Success. 167, 440 c.
 — Aix. Dispositions entre vifs 2966-40.
 — Paris. Vente publ. d'immeubles 334, 368-10 c., 432 c., 928-10 c.
 — Turin. Dispositions entre vifs 2956-30.
 — Circ. Organ. écon. 58.
 — Décis. Ordre 1173.

Avril.

- 1 Cass. Action posses. 348. — Commune 1954. — Deg. de jurid. 26.
 — Circ. Enreg. 3268, 3292.
 2 Cass. Cassation 862. — Enreg. 3348. — Louage 430-10.
 3 Cass. Chasse 436. — Forêts 1319. — Instr. crim. 1622-30. — Vol 261-40.
 — Riom. Minorité 528-10; Vente publ. d'im. 1683.
 4 Décr. Culte, p. 698; Notaire, p. 588.
 — Cass. Appel crim. 174 c., 178. — Forêts 415 c., 1335.
 — Bruxelles. Privil. et hypoth. 1510 c., 1603-10 c., 1717-30, 2172-10, 2413 c.
 6 Circ. Acte de l'état civil 473 c.
 7 Loi. Commune 128.
 — Cass. Conciliat. 255. — Disposit. entre vifs 3274-10, 3350.
 8 Cass. Disposit. entre vifs 3224 c., 3251 c., 3270 c., 3275, 3276, 3351 c., 3420-50 c. — Domicile 82.
 — Décis. Douanes 128-60.
 9 Cass. Chose jugée 284-20. — Vente publ. d'im. 1998.
 — Grenoble. Dem. nouv. 116-10.
 10 Décr. Réquisition 10.
 — Cass. Commune 1342 c.; Peine 867-20; Théâtre 62-10. — Vol 354.
 — Cons. d'Etat. Vente administr. 256 c.
 11 Cass. Appel crim. 333. — Faillite 1455 c.; Société 34-140. — Impôts indir. 520.
 12 Cass. Domaines eng. 90.
 — Bruxelles. Disposit. entre vifs 3451 c.
 — Liège. Privil. et hypoth. 2154-20.
 — Paris. Désaveu. 15, 62, 144. — Exploit 363.
 13 Riom. V. 3 avril.
 14 Cass. Cassation 279, 1987 c.
 — Bordeaux. Interdict. 45; Jugem. 414 c.
 — Grenoble. V. 16 avril.
 — Paris. Frais 141.
 15 Décr. Commune 128; Sel, p. 858.
 — Cass. Privil. et hypoth. 1315-20.
 — Riom. Frais 72-30.
 — Rouen. Cautionn. de fonct. 65.
 — Toulouse. Minorité 540-10-20.
 — Cons. d'Etat. Emigré 127.
 16 Cass. Presse-out. 1171-10. — Société 34-20.
 — Grenoble. Disposit. entre vifs 256 c., 284, 286 c., 389 c., 459 c.

Avril.

- 16 Turin. Disposit. entre vifs 378 c., 2869-10 c., 2955 c., 3093.
 17 Décr. Enreg. 6063-150; Sole 3; Trés. publ. 530.
 — Cass. Compét. administr. 84-40. — Poids et mes. 187-10.
 — Bruxelles. Substitution 179-10.
 — Turin. Disposit. entre vifs 3220.
 18 Cass. Appel civil. 1292 c.; Appel crim. 322; Défense 150; Forêts 543 c.; Témoin 397-30; Vol 895, 900 c.
 — Colmar. Avoué 144 c., 232. — Oblig. 4649 c.; Prêt 59. — Oblig. 5198-10. — Privil. et hypoth. 1321-10.
 — Liège. Rentes const. 197-30.
 19 Décr. Marché de fourn. 5-90, 44, 99, 105.
 — Cass. Instr. crim. 604 c., 866, 879-30 c., 910 c.; Jugement 882-10.
 — Turin. Loi 357.
 — Cons. d'Etat. Sel 86.
 — Lettre. Timbre 41.
 21 Loi. Haras, p. 41.
 — Cass. Acquis. 858 c.; Cassation 1889 c.; Enreg. 418, 4019, 5497 c., 5515 c.
 — Paris. Cautionn. 185 c., 370. — Mandat 129-10 c.; Notaire 510-10 c.
 — Circ. Acte de l'état civil 100 c.
 22 Loi. Serment, p. 6.
 — Cass. Loi 177-10; Papier-mon. 25.
 — Bruxelles. Mariage 285-10, 330-20.
 — Lettre. Trés. publ. 992-70, 993.
 — Solution. Enreg. 3041.
 23 Loi. Commune 128.
 — Angers. Interdict. 27-60, 256-40 c.
 — Paris. Séparat. de corps 302.
 — Règlem. Agent diplomat. 219 c.
 24 Loi. Cautionn. de fonct. 17; Impôts dir., p. 264; Impôts indir., p. 405; Octroi, p. 7; Org. administr. 118-50; Postes, p. 11; Procès-verb. 490; Sel, p. 858; Trés. publ. 308, p. 1123; Voirie p. terre, p. 190.
 — Cass. Cassation 2137 c., 2141-50. — Instr. crim. 2104. — Procès-verb. 1807. — Vagabondage 133.
 — Paris. Jugem. p. défaut 181-10.
 25 Cass. Attention aux mœurs 72. — Compét. civ. trib. de paix 14 c., 28. — Dom. destr. 61. — Instr. crim. 512-20; Témoin 381, 384. — Instr. crim. 2324-10. — Vol 486-80-90.
 — Turin. Dispos. entre vifs 2869-20.
 — Circ. Douanes 282.
 26 Loi. Sel, p. 858.
 — Besançon. Contr. de mar. 1726 c., 1731; Exploit 405 c., 513-50 c.
 — Bruxelles. Séparat. de corps 385, 498-50.
 — Cons. d'Etat. Mines 514.
 28 Cass. Effets de comm. 17-10. — Prescript. civ. 798.
 — Besançon. Contr. de mar. 1089.
 — Metz. Oblig. 506-30.
 29 Loi. Instr. crim., p. 45.
 — Nîmes. Disposit. entre vifs 2872-20, 3028-20.
 — Paris. Exploit 139; Oblig. 1088 c.; Vente 1613.
 30 Loi. Douanes, p. 572; Org. administr. 356-40.
 — Ord. Boucher 134.
 — Cass. Arbitr. 1213, 1315 c. — Commune 1989. — Droit civil 722 c.; Loi 324-20; Success. 443 c. — Emigré 201-10; Prêt à intér. 155; Rentes foncières 11 c.
 — Agen. Loi 314 c.; Substitution 230.
 — Bourges. Appel civil. 1178.
 — Trèves. Mariage 968.
 — Circ. Vente publ. d'im. 48-10.

Mai.

- 1 Cass. Impôts indir. 10-20. — Procès-verb. 516-10.
 2 Cass. Procès-verb. 142.
 — Amiens. Success. 935.
 — Turin. Obligat. 436.

Mai.

- 3 Cass. Cassation 704. — Témoin 483-60.
— Avis Cons. d'Etat. Trés. publ. 989, p. 1123.
5 Decr. Culte, p. 698; Impôts indir. p. 405.
— Cass. Cassation 1876. — Enreg. 448 c., 5692, 5699 c.
6 Cass. Mines 508-10.
— Nîmes. Dispositions entre vifs 634.
— Turin. V. 26 mai.
7 Cass. Commune 1954. — Enreg. 5382, 5645.
— Amiens. Acte conservat. 13 c.; Dispositions entre vifs 3625, 3626 c.; Scelles 31 c.
— Rouen. Droits civils 768; Vente 407-10-20-30-40.
8 Decr. Prises marit., p. 927.
— Cass. Cassation 344 c.; Compét. crim. 676, 683.
9 Loi. Enreg. 3349.
— Decr. Trés. publ., p. 1123.
— Cass. Appel crim. 211 c., 215.
— Compét. crim. 694. — Instr. crim. 1300-20, 1479, 2293. — Loi 366-40.
10 Loi. Org. instr. publ., p. 1337.
— Pau. Jugem. par défaut 290.
12 Cass. Degré de juridict. 99-40, 478 c. — Enmigré 53, 59 c. — Enreg. 5520.
— Bourges. Appel civil 1178.
— Paris. Obligation 2743.
13 Decr. Org. administr. 790.
— Cass. Chose jugée 456. — Instr. par écrit 26. — Propriété féodale 443-20.
14 Cass. Action 148 c., 167; Contrat de mar. 659 c.; Vente 1648; Vente publ. d'immeub. 73-10.
— Bruxelles. Obligation 4908.
16 D. cr. Sel., p. 859.
— Cass. Enreg. 5895. — Faux 128; Pétition 22. — Mise en jugem. 151-60.
— Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 331; Vente administr. 267-90 c.
17 Cass. Forfait. 61, 105-20 c. — Quest. prejud. 87-40.
— Turin. Loi 339.
— Circ. Prisons 43.
18 Decr. Culte, p. 698, 930.
— Cass. Obligation 4858 c., 5037-10 c.; Vente 61-40.
— Nîmes. Appel inc. 31.
19 Cass. Cautionnem. 413.
— Paris. Obligation 3352 c.; Trésor publ. 1131 c., 1201 c., 1221.
— Pau. Appel civil 651.
— Turin. Appel civil 872 c.
20 Cass. Contrainte par corps 498 c., Interdict. 302-10 c.; Loi 207 c., 241. — Domicile élu 68. — Success. 273-39, 548 c., 564. — V. 21 mai.
— Decis. Matières d'or et d'argent 28.
— Delib. Enreg. 2535.
21 Cass. Enreg. 2178, 5052, 5155, 5156.
— Bruxelles. Minorité 81 c., 89.
— Nîmes. Obligation 2105.
— Circ. Notaire 289 20, p. 588.
22 Cass. Faux 223-20, 355.
— Bordeaux. Loi 505-10 c.; Mariage 145 c., 254, 265-20 c.
23 Decr. Commune 128; Forêts 100; Voirie p. terre 1695 s.
— Cass. Chose jugée 144 c.; Cons. d'Etat 340. — Instr. crim. 654-10. — Minist. publ. 269. — Vol 798-10.
— Besançon. Mariage 740; Success. 300-10.
25 Cass. Substitution 72.
26 Cass. Compét. crim. 52 c.; Contumace 111; Loi 350-30. — Obligation 4235.
— Turin. Cautionnem. 103 c., 156; Louage 118 c.
27 Cass. Enreg. 4122. — Success. 836.
— Rouen. Biens 224.
28 Ord. Malle 94.
— Cass. Action possess. 343; Désistement 79 c. — Biens 41; Enreg. 2910 c., 2912 c. — Cassation 1098, 1639 c. — Société 1097.

Mai.

- 28 Turin. Cautionnem. 138, 409 c.; Contr. p. corps 209 c. — Mariage 747-10, 766.
29 Decr. Org. instr. publ., p. 1837.
— Cass. Instr. crim. 2684. — Presse-outrage 1220, 1549-10.
— Turin. Except. 289-30.
— Instr. Impôts indir. 177.
30 Decr. Culte, p. 698; Juits p. 711.
— Cass. Cassation 1055. — Impôts indir. 345, 387; Procès-verb. 464-40, 468. — Impôts indir. 520. — Jugem. 806-10, 840. — Matières d'or et d'argent 62 c., 161-10. — Voiture 341.
— Agen. Appel civil 720 c.; Exploit 521-150.
31 Avis Cons. d'Etat. Compét. crim. 125; Droits civils 455.

Juin.

- 2 Cass. Contrat de mariage 535 c.; Dispositions entre vifs 3386. — Mat. d'or et d'argent 59, 82-30.
— Bruxelles. Huissier 97 c.; Vente publ. d'im. 474; Responsab. 874.
3 Cass. Enreg. 4335; Privil. et hypoth. 1164-10, 1383-10, 1548-10. — Jugem. p. déf. 307, 335-10 c. — Mariage 798-10 c.
— Colmar. Commune 9083.
4 Decr. Cassation 26; Commune 129; Org. administr. 266-30; Uniforme-costume 15, 16, 39.
— Cass. Délai 80 c.; Domic. élu 19.
— Avis Cons. d'Etat. Compét. crim. 125.
5 Cass. Dom. extraord. 8. — Enreg. 4030. — Procès-verb. 72. — Tentative 17-40.
— Paris. Vente publ. d'im. 1834-40, 1907 c.
— Cons. d'Etat. Hospice 133, 187-10, 457.
6 Cass. Acquiesc. 893. — Complic. 39-10. — Privil. et hypoth. 1228.
— Colmar. Jugem. 460-10 c., 464-10; Véhic. d'écrit. 83-30.
7 Bruxelles. Acte de l'état civil 148 c.; Mariage 413-40, 415 c.
8 Decr. Faillite 173; Org. colon. 116; Propriété littér., p. 445; Signature 22; Témoin, p. 102; Théâtre, p. 295.
9 Cass. Enreg. 2449.
— Agen. Exploit 90-30.
10 Cass. Contrat de mar. 2094 c.; Emigré 52 c., 56 c., 89 c., 182. — Deg. de jurid. 49. — Emigré 104-30; Papier-monnaie 49.
11 Decr. Avocat 514, 538; Conseil d'Etat, p. 180; Garde champet., p. 267; Gendarmerie, p. 472; Jugement 940; Lois 17; Marche de fourn. 5-80; Org. administr. 149, 180; Pêche marit. 39; Prises marit., p. 927; Sci. 48, 69, p. 859; Trav. publ., p. 846; Trés. publ. 551, p. 1123; Uniforme-costume 16, 29.
— Cass. Mariage 383. — Obligation 422-30. — V. 12 juin 1806.
— Liège. Success. 1078.
— Nîmes. Mariage 758-10, 761 c.
— Treves. Jugem. d'av. dire droit 88-10.
— Avis Cons. d'Etat. Dom. eng., p. 193; Dom. nat., p. 337; Louage emphyt., p. 582.
12 Cass. Mat. d'or et d'arg. 173 c.; Procès-verbal 497. — Obligation 2854-10 c.; Prescript. civ. 826-40; Succession 604-40, 621-10, 1678.
— Paris. Arbitr. 1120.
13 Decr. Hospice 304; Marché de fourn. 5-99, 106; Trés. publ., p. 1123.
— Cass. Cassation 149.
14 Bruxelles. Disposit. entre vifs 2850-10.
— Colmar. Usage 568.
16 Decr. Culte, p. 699; Hospice, p. 64.

Juin.

- 16 Cass. Contr. de mar. 4305-10. — Nantissim. 296-20, 305 c. — Retenue 32. — Saisie-exécution 111. — Success. 270.
— Bordeaux. Paternité 416-20, 437-10.
17 Cass. Cassation 888. — Douanes 385-10; Convent. 432 c., 504 c.
— Bruxelles. Prescript. civ. 575-10.
— Trib. du Puy-de-Dôme. Disposit. entre vifs 2872-10 c.
— Avis Conseil d'Etat. Etablissement publ. 4.
18 Cass. Propriété 119-20.
19 Ord. Voie publ. 6-120.
— Cass. Appel crim. 271. — Compét. crim. 152-30, 190 c. — Instr. crim. 620, 1300-30, 2960. — Vagabondage 47.
— Cons. d'Etat. Culte 551.
20 Decr. Org. judic., p. 1490.
— Cass. Instr. crim. 1548, 1571. — Obligation 3170-10 c.; Procès-verb. 184-10 c. — Quest. préj. 121-20.
— Cons. d'Etat. Commune 2189 c., 2317.
21 Nîmes. Disposit. entre vifs 3247 c.
— Paris. Biens 246; Trésor publ. 1103 c., 1107 c.
22 Decr. Hospice, p. 67; Procès-verb. 756; Vente administr. 258 c.; Voiture 81 s., 102 s., p. 988.
— Cass. Tierce opposit. 20-10, 313 c., 314 c.
— Toulouse. Requête civile 160.
— Cons. d'Etat. Dom. eng. 86-80; Voirie p. terre, p. 190.
24 Decr. Enreg. 5916; Jeu 8.
— Cass. Contrat de mar. 4285.
— Domicile élu 67 c., 128; Enreg. 210; Obligation 3860-10 c. — Mariage 936-10.
— Amiens. Prescript. civ. 1135.
— Bruxelles. Jugem. d'av. dire droit 37-10 c.
— Décis. Vente publ. meubles 67.
25 Decr. Avocat 514; Cassation 26.
— Cass. Enreg. 5624-30.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2855 10; Nantissim. 267 c.; Prescript. civ. 409.
— Pau. Interdict. 298-10.
— Rouen. Normandie 71.
— Instr. Enreg. 3292.
26 Cass. Cassation 1448-60. — Crimes cont. les personnes 15. — Instr. crim. 2434-10. — Interdict. 46; Responsab. 601 c.
— Nîmes. Louage 238-10.
— Rouen. Société 791, 1016 c.
— Decis. Trés. publ. 1184.
27 Cass. Avortem. 10. — Faux 113-10. — Instr. crim. 3617.
— Riom. Cassation 932 c.; Mariage 318; Req. civile 248.
28 Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civil 513 c.; Mise en jugem. 54, 58.
30 Decr. Mont-de-piété, p. 400; Nourrices 4; Org. judic., p. 1490.
— Cass. Appel civil 968. — Commune 1946. — Conclusions 72 c.; Enreg. 5118, 4629, 5622-10.
— Cons. d'Etat. V. 5 juin.

Juillet.

- .. Trib. Melun. Presse-outrage 1302-20.
1 Cass. Dépôt 127, 133. — Minorité 828 c.
— Bordeaux. Frais 784 c.; Séparat. de corps 225.
— Circ. Trav. publ. 642.
2 Cass. Enmigré 65. — Vente 355-10, 1617 c.
— Avis Cons. d'Etat. Action poss. 572 c.
3 Decr. Acte de l'état civil 23; Org. administr. 266-30; Org. instr. publ. 375, 376, 377, 378, p. 1337; Prudhomme, p. 532.
— Ord. Boucher 134.
— Cass. Commune 1143; Loi 88 c.; Peine 93 c. — Complic. 42-10.
— Avis Cons. d'Etat. V. 1808.
4 Decr. Course de chevaux 3; Harnais, p. 41; Pénion, p. 749.

Juillet.

- 4 Cass. Règlém. administr. 124.
5 Agen. Louage 325.
— Paris. Privil. et hypoth. 2372. — Rente viagère 144 c.
6 Loi. Voiture 371.
8 Decr. Org. milit., p. 1878.
— Cass. Cassation 765. — Propr. féod. 196. — Success. 704. — Vente 22.
— Besançon. Obligation 2584-20, 2585 c.
— Colmar. Servitude 1065.
— Circ. Success. 392, 419 c., 424 n., 376.
— Instr. Minist. publ. 208, 209.
9 Cass. Compét. administr. 173-10, 187 c.; Loi 87 c. — Défense 197. — Dépôt 123, 143-10 c. — Disp. entre vifs 2287 c., 3123-10 c. — Paternité 421.
— Colmar. Appel civil 544; Obligation 1087-30 c.
— Paris. Servitude 222-10 c., 323.
— Circ. Hospice 194.
10 Cass. Chose jugée 481. — Faux 112, 174-10, 272, 452.
— Agen. Vente publ. d'immeubl. 250.
11 Grenoble. Obligation 5198-10 c.; Success. 1967, 1968, 1971.
12 Cass. Amnistie 103, 107 c. — Chose jugée 596, 519 c., 520 c.
— Bruxelles. Adopt. 55. — Contrat de mar. 2016. — Privil. et hypoth. 391.
— Colmar. Domicile 58 c.; Mariage 747-20, 748-20 c.
13 Cons. d'Etat. Vente administr. 241 c.
14 Cass. Séparat. de corps, 296-10.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1852-10.
15 Cass. Appel civil 195. — Disp. entre vifs 3281. — Enreg. 2548, 4049, 6238. — Obligation 1032-20.
— Turin. Chose jugée 307 c.; Obligation 5194-10.
16 Cass. Compét. administr. 113. — Enreg. 5236, 6298. — Jugem. 276-10; Mariage 838, 959-30 c.; Minist. publ. 124 c.
— Décis. Culte 584.
17 Decr. Avocat 22. — Peine, p. 551.
— Cass. Appel crim. 311. — Procès-verb. 156-30. — V. 17 juin.
— Paris. Disp. entre vifs 2861-10, 2973 c.
— Poitiers. Louage 809.
— Decis. Enreg. 2583.
18 Cass. Appel crim. 366. — Commissionnaire 307 c.; Impôts indir. 574-30. — Compét. crim. 387, 104-20. — Voie de fait 6.
19 Agen. Vente publ. d'immeubles, V. 10 juillet.
— Paris. Success. 343.
— Turin. Saisie-arrest 405.
20 Cass. Obligation, V. 20 juin 1806.
21 Cass. Disp. entre vifs 3036, 3709. — Impôts indir. 368. — Vente publ. d'immeubles 1179.
— Toulouse. Propr. féod. 159-30.
22 Decr. Acte de l'état civil 23; Cassation 1527; Jugem. 910, 939; Org. marit., p. 1672.
— Cass. Deg. de jurid. 387. — Huissier 24. — Loi 337, 338-40.
— Règlém. Cons. d'Etat, p. 180; Mines 253; Trés. publ. 561, 968.
23 Cass. Prise à partie 10, 33-20 c., 40 c.; Responsab. 173 c.
— Liège. Disp. entre vifs 3181-20.
— Poitiers. Chose jugée 272.
24 Cass. Instr. crim. 1447.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 1266. — Voirie p. terre, p. 1128.
25 Cass. Appel crim. 181 c.; Douanes 837 c., 860, 954 c., 985-40 c., 961 c.
— Caen. Disp. entre vifs 2978-40.
— Turin. Disp. entre vifs 2546-10.
— Delib. Enreg. 787.
26 Cass. Compét. crim. 196-10.
— Avis Cons. d'Etat. Minorité 13-20.
28 Cass. Douanes 160. — Enreg. 2450, 2452 c.
29 Cass. Enreg. 6375.
— Colmar. Lettres miss. 23 c.; Séparat. de corps 38-10, 430.
— Décis. Org. marit. 354-60.

Juillet.

- 30 Cass. Disp. entre vifs 537 c., 564 c., 647; Success. 111. — Substitution 275 c. — Séparat. 489, 490.
— Nîmes. Appel civil 873.
31 Decr. Culte, p. 699; Hospice, p. 69; Peine, p. 552.
— Cass. Instr. crim. 1769-20.
— Agen. Mariage 870-20.
— Poitiers. Louage 332.
— Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civil 512 c.; Trés. publ., p. 1123.

Août.

- 1 Cass. Presse-outr. 919-40.
— Instr. Cautionnem. de l'Etat 10.
2 Cass. Saisie-gagerie 12 c.
— Paris. Mariage 622 c., 635.
4 Decr. Gendarmerie, p. 473; Lettres indiv., p. 18; Matières d'or et d'argent 82-30; Voiture 177. — Vol 467.
— Cass. Contr. de mar. 4284.
— Denu. nouv. 4. — Except. 5.
— Turin. Arbitr. 45 c., 55 c., 74, 415, 1245 c. — Intern. 3.
— Avis Cons. d'Etat. V. 1807.
5 Cass. Enreg. 2774, 2775.
— Transcript. hypoth. 252 c.
— Grains 68 c.; Obligation 477.
— Toulouse. Privil. et hypoth. 391.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 103.
6 Cass. Contr. de mar. 4284.
— Disposit. entre vifs 2281.
— Bordeaux. Propriété 189.
— Bruxelles. Contr. de mar. 174.
— Séparat. de corps 440.
— Liège. Office 35-20.
— Nîmes. Mariage 39-10 c., 423-85-20 c. — Propr. féod. 196.
7 Cass. Instr. crim. 304-10, 306-652-50, 1571, 1599-40.
— Bruxelles. V. 7 août 1807.
— Riom. Adopt. 66.
8 Cass. Faux 136, 237. — Jug. 838-10.
— Paris. Privil. et hypoth. 2372. — Rente viagère 144 c.
9 Decr. Compét. administr. 164. — Mise en jugem. 164.
— Cass. Compét. crim. 621. — Rente 484; Octroi 402. — V. 17 juin.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1148-10.
10 Cass. Acte de comm. 313-323.
11 Cass. Voiture 301.
— Paris. Obligation 1656, 208-20.
12 Decr. Commune 129; Faux, p. 472; Trav. publ., p. 1123. — Wages 16 s., 24, p. 1358.
— Cass. Deg. de jurid. 107-20. — Disposit. entre vifs 704.
— Decis. Enreg. 709, 2555.
— Instr. Gr.ffe 144.
13 Cass. Obligation 3193. — Office 164. — Renvoi 80. — V. 10 août 1806.
— Angers. Paternité 151 c., 152 c. — Disposit. entre vifs 352-10 c.
— Bruxelles. Contrat de mar. 4284, 1692 c.; Mariage 176-766.
— Colmar. Disposit. entre vifs 1671-30.
14 Senat. cons. Dom. extraord. Majorat 3 c.; Success. 1123.
— Cass. Cassation 337. — Rente 356. — Procès-verb. 171-40. — Vol 153.
— Poitiers. Conciliat. 88-40.
16 Cass. Presse-outr. 1842, 1843-40. — V. 16 avril 1806.
— Pau. Exploit 521-130.
18 Cass. Enquête 631; Faux, p. 10. — Société 649.
— Poitiers. Louage à compl. 10.
— Turin. Jugem. 41-10.
19 Cass. Enreg. 2085, 3429. — Faux, 1916-10 c., 2057-40.
— Poitiers. Success. 1710.
— Toulouse. Obligation 3006-10.
— Decis. Enreg. 5231.
20 Cass. Disposit. entre vifs 2577-20. — Enreg. 2266. — Peremption 863-30.

Août.

Arrest. Cautionn. de fonct. 47.
Cérif. de vie 4; Législation
p. 2; Notaire, p. 588; Trésor
publ. p. 1123.
Cass. Cassation 1149-20 c.; Instr.
3361-10. — Faux 336.
Instr. crim. 1208. — Mise en
juge. 119.
Cass. Compét. civ. tribuna.
d'arrond. 85.
Cass. Jugement 27. — Cassation
1768 c. Deul de just. 12-100 c.
— Cassation 1201, Instr. crim.
1202-29; Témoin 422-10. —
Procès-verb. 44-20, 431-30 c.,
473-20.
Cass. Oblig. 2983-20, 5847.
Cass. Contr. p. corps 1050.
Cass. Compét. crim. 477. —
Instr. crim. 2683.
Cass. Contr. de mar. 138.
Cass. Séparat. de corps 422-10,
428.
Cass. Org. de jurid. 30. — Pa-
rente 106 c., 133-30 c., 148 c.,
171, 161 c.
Cass. Org. instr. publ. p. 1337.
Cass. Disposit. entre vifs 706,
708 c. — Enreg. 2188. —
Oblig. 1024. — Success. 169. —
Surenchère 229.
Cass. Oblig. 4970.
Cass. Revenus fonciers 60-10;
Vente publ. d'imm. 937-30.
Cass. Disposit. entre vifs 3773-10,
3783.
Cass. Cons. d'Etat. Instr. crimin.
102; Minist. publ. 81; Org.
publ. p. 1120; Trés. publ. 990.
Cass. Appel civ. 436; Juri de
justice 1-10 c., 26 c.; Jugem.
21-20 c. — Enreg. 212, 5003 c.
— Louage 144.
Cass. Arbitr. 264.
Cass. Dispositions entre vifs
387 c., 241-30.
Cass. Témoin 95-10, 206-10. —
Vol. V. 21 août 1807.
Cass. Mariage 749-20.
Cass. Adm. 68.
Cass. Minorité 540-50, 547.
Cass. Exploit 709-10. — Instr.
crim. 81-20. — Vol 750-10.
Cass. Disposit. entre vifs
380 c., 120, 2207 c.
Cass. Disposit. entre vifs 3325.
Cass. Disposit. entre vifs 4163,
4173-10.
Cass. Contr. de mar. 4317.
Cass. Interdict. 113.
Cass. Tierce opposit. 219.
Cass. d'Etat. Emigré 179-140,
201.
Cass. Presse-out. 1430-10.
Cass. Enreg. 63.
Cass. Compét. crim. 323. — En-
reg. 2002 c.; Obligat. 2391 c.
— Enreg. 2088, 2103 c., 4511.
Cass. Contrat de mariage 4090,
4150, 4223-40 c. — Enreg.
4090. — Requête civile 124-30.
Cass. d'Etat. Vente admin. 360.
Cass. Commission. 349. — En-
reg. 2088, 2442 c. — Minorité
238 c., 259 c., 639-10; Paterni-
té 338. — Obligat. 3218. —
Prest. et hypoth. 711.
Cass. Louage 328, 587, 831-10.
Cass. Organ. econom. p. 1288.
Cass. Mandat 122-10. — Matières
de l'argent 159-10 c., 166.
— 1^{er} 1^{er} septembre.
Cass. Exploit 699-30. — Forêts
124. — Impôts indir. 544. —
Cassation 839-10. — Procès-
verb. 467.
Cass. d'Etat. Vente administ.
360.
Cass. Success. 1551 c., 1468.
Cass. Prises marit., p. 927.
Cass. Org. de jurid. 293-20. —
Oblig. 1523. — Privil. et
hypoth. 270. — Quest. pré-
jud. 50. — Success. 1321.
Cass. — Vente publ. d'immeu-
bles 812, 936-10 c.

Septembre.

9 Cons. d'Etat. Action possess.
342 c.; Dom. de l'Etat 287;
Louage admin. 16-100. Vente
administ. 357-20.
— Décis. Notaire 308, p. 588.
10 Cass. Compét. crimin. 275. —
Vente 1203-10.
11 Cass. Crimes contre les person-
nes 61.
— Instr. Enreg. 5033, 6011; Privil.
et hypoth. 2881; Transcript.
hypoth. 684.
12 Cass. Instr. crim. 1431. — Té-
moin. faux 88. — Témoin
296-10.
— Instr. Certificat de vie 47 c.,
58 c.
13 Décr. Pension, p. 750.
16 Cass. V. 16 décembre 1806.
— Cons. d'Etat. Compét. administ.
152; Conflit 42; Saisie-exécut.
287. — Compétence administ.
185.
18 Décr. Cautionnem. de fonct. 17;
Notaire, p. 588.
— Cons. d'Etat. Concess. administ.
24 c.; Vente administ. 372.
19 Cons. d'Etat. Commune 954 c.,
1011 c.
20 Décr. Prétition 7.
— Paris. Vente publ. d'immeubles
1847-10, 1851-10 c.
23 Décr. Certificat de vie 4; Chambre
de comm. 3; Echelles du Le-
vant 6; Notaire, p. 588; Org.
colon. 135-20; Org. econom.
p. 1288.
— Décis. Enreg. 3078.
26 Ordonn. Ministère 125.
27 Décis. Greffe 144.
28 Ord. Matières d'or et d'argent
62.
30 Instr. Greffe 80-90.

Octobre.

1 Paris. Acte de comm. 371 c.;
Mariage 632-30.
— Rapp. Collé 796.
2 Cass. Faux 273, 446. — Forêts
216. — Procès-verb. 270 c.,
810-20.
— Paris. Louage 610 c.; Privil. et
hypoth. 286-10.
— Décis. Enreg. 4695.
3 Cass. Appel crim. 319, 322. —
Cassation 1146-50. — Faux 238.
4 Ord. Médecine 113.
— Cass. Procès-verb. 692-10.
5 Décr. Prises marit., p. 927.
— Cass. Cautionnem. 103; Enreg.
3141 c. — Chose jugée 522;
Dépôt 61 c., 138-10 c. — Effets
de comm. 617, 660 c. — Emigré
57-20. — Except. 269, 321-20 c.
6 Cass. Compét. administ. 196-10.
— Dem. nouv. 120. — Faillite
187. — Substitution 211.
— Lettre. Trés. publ. 623.
9 Cass. Commune 910. — Instr. crim.
23-30. — Presse-out. 1386. —
Témoin 38, 160-20 c.
10 Cass. Chasse 426.
13 Cass. Chose jugée 933 c.; Enreg.
220, 221 c.; Oblig. 3833 c.,
4026 c. — Compét. comm. 399.
— Enreg. 5528.
— Rouen. Privil. et hypoth. 572.
14 Cass. Arbitr. 61 c., 678. —
Compte 51. — Dem. nouv. 4;
Minorité 535; Transaction 43 c.
— Except. 184-20. — Org. judic.
183-10. — Tierce opposit. 234.
15 Cass. Disposit. entre vifs 4064 c.
— Enreg. 2607.
16 Cass. Faux 120, 122 c.; Société
807 c. — Instr. crim. 449;
Témoin 439-30.
— Circ. Absent 635.
17 Cass. Faux 150 c.; Vol 94. —
Procès-verb. 655.
18 Décis. Collé 550.
20 Cass. Acquis. 749.
— Circ. Domaines 424.
21 Décis. Enreg. 6019; Imp. ind.
177; Transcript. hypoth. 740.
22 Cass. Acquis. 603.

Octobre.

23 Cass. Appel crim. 351. — Cassa-
tion 373 c., 845; Propriété
littér. 96. — Cassation 1650-10c.
Vente 439-10. — Imp. ind.
12-20, 598-10. — Instr. crim.
1396. — Quest. préjud. 142-20.
— Liège. Substitution 172.
24 Cass. Domm. destr. 321-20. —
Forêts 356. — Presse-out. 1337-
30. — Procès-verb. 674-20, 678-
10. — Rébellion 3-40.
25 Décr. Org. marit. 434; Patente,
p. 48.
— Avis Cons. d'Etat. Appel crim.
365.
26 Cass. V. 6 octobre.
27 Cass. Contrainte p. corps 390. —
Degr. de jurid. 430-30. — Enreg.
4019.
28 Cass. Enreg. 4019. — Jugem.
212-30.
— Avis Cons. d'Etat. Compét. crim.
122; Droit marit. 609 c.
29 Cass. Enreg. 3132, 3338 c., 4958,
5344 c., 5349 c., 5512.
30 Cass. Avocat 359. — Cassation
1448-40. — Compét. crim. 621.
— Forêts 1433. — Imp. ind.
574-20. — Instr. crim. 2303-10;
Nullité 37. — Jugem. 1094-40.
31 Cass. Défense 83 c. — Imp. ind.
386.

Novembre.

1 Cons. d'Etat. Théâtre 122.
2 Cass. Avocat 276 c.; Discipl.
271 c., 274; Minist. publ.
213 c.
4 Cass. Avocat 276 c. — Degr. de
jurid. 429-10.
5 Cass. Action 149. — Disposit.
entre vifs 618, 2078 c. — En-
regist. 3420. — Vente publ.
d'immeubles 1884.
6 Cass. Impôts indir. 77, 501 c. —
Procès-verb. 42-40. — Té-
moin. faux 49, 51 c.
7 Cass. Faux 100. — Huissier 161.
— Impôts indir. 353-20. — Instr.
crim. 124-10. — Procès-verb.
691-20. — Voirie par terre
1428-10.
— Règlement. Course de chevaux 2.
8 Cass. Enreg. 1805.
— Grenoble. Echange 43.
— Avis Cons. d'Etat. Minorité
13-20, 456 c.
10 Cass. Délai 63 c.
11 Cass. Conciliat. 331 c.; Enreg.
5332; Prescript. civ. 834-10 c.
— Faux 254. — Obligation
5020-10. — Propriété 323. —
Renvoi 117, 165-10 c.
12 Décr. Garde nat., p. 29; Organ.
marit., p. 1672; Prisons 109,
p. 987.
— Cass. Péréemption 8, 9. — Prise
à partie 14-20, 15-10 c. —
Vente publ. d'immeubles 216.
— Bruxelles. Minorité 324-10. —
Vente publ. d'immeubles 148.
— Cons. d'Etat. Commune 351 c.,
352, 2248-10, 2255, 2604. —
Tierce opposit. 309.
— Avis Cons. d'Etat. Appel crim.
365; Appel inc. 10 c.
13 Cass. Témoin. faux 96.
14 Décr. Uniforme-coutume 50.
— Cass. Compét. crim. 474-60 c.;
Procès-verb. 642. — Domm.
destr. 108 c. — Procès-verb.
651, 678-30 c. — Témoin
99-30.
15 Décr. Boucher 120.
— Paris. Préempt. 295-10.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 3219.
17 Cass. Contrat de mariage 304.
— Faux inc. 5.
18 Cass. Enreg. 2607, 2610 c., 5531.
— Instr. crim. 3004. — Loi
250-80 c., 297. — Paternité
437-10-90. — Procès-verbal
363 c. — Puissance patern. 147,
148.
— Rennes. Dispositions entre vifs
2392, 2452 c.
19 Cass. Voirie p. terre 1428-10.
20 Décr. Sel, p. 860.

Novembre.

20 Cass. Cassation 1448-50. — Com-
plice 39-70. — Crimes contre
les personnes 25-10; Instr.
crim. 3493-40. — Droit rural
218. — Instr. crim. 867-10,
3530-20. — Procès-verbal
678-20.
— Cons. d'Etat. Collé 142, p. 699;
Minorité 325. — Instr. crim.
171 c. — Trav. publ. 1161-10.
— Avis Cons. d'Etat. Org. marit.,
p. 1472.
21 Décr. Prises marit., p. 927.
— Cass. Compétence crimin. 139,
140-30 c. — Droit rural 218. —
Instr. crim. 2981. — Presse-out.
1067. — Témoin 123-10.
— Bruxelles. Effets de comm. 809.
22 Cass. Conciliat. 260.
23 Bruxelles. Desistement. 24 c., 26 c.;
Minorité 512, 513 c.
24 Cass. Adoption 45 c., 52. — Con-
trat de mar. 2170. — Enreg.
2940.
— Liège. Dispositions entre vifs
2874-10, 2883 c., 3044 c.
— Circ. Enreg. 3978.
25 Décr. Brevet d'invent. 16.
— Cass. Vente 1574-10.
— Bourges. Disposit. entre vifs
2952-30.
— Décis. Enreg. 688, 690; Sel 63.
26 Cass. Conflit 165.
— Montpellier. Contrat de mariage
3909-10, 3973.
— Turin. Obligat. 4587-10.
27 Cass. Crimes contre les person-
nes 52.
— Rouen. Droit rural 55-30.
28 Cass. Instr. crim. 890-10. —
Procès-verb. 605, 671 c.
— Bruxelles. Obligat. 1323-10.
— Paris. Privilèges et hypothèques
2772-10.
29 Cass. Chose jugée 229.

Décembre.

1 Cass. Success. 1868-20, 1933,
1935, 1938, 1997.
— Montpellier. Paternité 666-10-20c.
— Paris. Success. 297-10 c., 20.
2 Cass. Enreg. 4348, 5671. — Oblig.
2100-10. — Ordon. 301.
— Colmar. Vente publ. d'imm. 292.
— Nîmes. Vérificat. d'écrit. 76.
— Décis. Impôts indir. 177.
3 Cass. Effets de comm. 210 c., 257,
660 c. — Jugem. 41-10. — Mi-
norité 342-10.
— Liège. Nantissement. 276-30; Vente
454.
— Nîmes. Juifs 3; Loi 252.
— Toulouse. Oblig. 74.
4 Cass. Domestique 117-10 c.;
Impôts indir. 320-20-30 c. —
Forêts 757-30. — Procès-verb.
402, 470 c.
— Toulouse. Expert 243.
5 Cass. Abus de confiance 189. —
Compét. crim. 638. — Mat. d'or
et d'argent 94. — Procès-verb.
125.
— Paris. Effets de comm. 682.
— Turin. Disposit. entre vifs 3239 c.,
3277-10, 3304.
6 Besançon. Disposit. entre vifs
2983-10.
— Paris. Appel civ. 169 c.; Compét.
comm. 172; Contr. par corps
71 c.
— Cons. d'Etat. Vente administ.
256.
8 Cass. Commune 1494 c., 1588;
Exploit 349; Loi 336-10. —
Enreg. 3468. — Louage 609 c.
— Louage à cheptel 79.
— Donat. Intervent. 147-20.
— Instr. Certif. de vie 42 c.
9 Cass. Commune 2752-10. — Con-
ciliat. 39-30. — Impôts indir.
338-20.
— Bruxelles. Appel civil 1354.
10 Cass. Action 139; Compét. civile
tribun. d'arrond. 58 c.; Exploit
593 c. — Cassation 1487-10;
Loi 44 c.; Ordre 558 c.; Privil.
et hypoth. 2877. — Compét.
civ. tribuna. d'arrond. 118. —
Enreg. 4781, 5631.

Décembre.

10 Trèves. Disposit. entre vifs 2875.
11 Traité de paix. V. 29 janv. 1807.
— Cass. Appel crim. 228, 309.
— Bruxelles. Degr. de jurid. 212.
— Instr. par contr. 10 c.; Privil.
et hypoth. 147, 391 c. — Rentes
constit. 199.
— Rouen. Vice rédhib. 73, 85 c.
12 Décr. Commune 2248; Marche de
fournil. 5-29, 40, 110; Organ.
marit., p. 1672; Org. milit. 432;
Privil. et hypoth. 521 s., p. 46;
Trav. publ. 641.
— Cass. Mise en jugement. 111.
— Cons. d'Etat. Compét. administ.
165-19; Enreg. 3219; Retenue
20.
13 Circ. Mat. d'or et d'argent 41.
15 Cass. Avocat 282 c.; Discipl. 250;
Presse-out. 773 c.
16 Cass. Privil. et hypoth. 1914.
— Toulouse. Disposit. entre vifs
2893-70.
— Turin. Privil. et hypoth. 279-10.
18 Décr. Commune 256-20.
— Besançon. Minorité 365-10.
— Paris. Oblig. 1774.
19 Cass. Appel crim. 181 c.; Com-
pét. crim. 164-10 c.; Domaines
860, 894 c., 954 c., 973 c.,
985-10 c., 50 c.; Procès-
verb. 16 c. — Compét. crimin.
425; Témoin 99-10. — Degr.
de jurid. 670-20; Desistement.
239. — Instr. crim. 1480-30;
Témoin 123-10. — Rébellion
15 c., 20. — Voiture 444.
— Turin. Cautionn. 132.
20 Cons. d'Etat. Collé 196, p. 699.
22 Cass. Enreg. 5820, 5637. — Ju-
gem. 27-20, 381 c.; Privil. et
hypoth. 1175, 1179 c.
23 Cass. Acquis. 778 c.; Ordre
92-20 c.; Vente publ. d'imm.
2149-20. — Privil. et hypoth.
768. — Surenchère 257.
— Bruxelles. Contrat de mariage
4318-10.
— Paris. Effets de comm. 395.
— Cons. d'Etat. Collé, p. 699.
— Décis. Impôts indir. 177.
24 Cass. Cassation. 1840-20.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 855.
26 Cass. Compét. crim. 381-10. —
Fonct. publ. 44-30. — Forêts
317-30, 692, 698, 712, 717. —
Peine 806-30. — Procès-verb.
484.
— Nîmes. Success. 2056.
27 Cass. Appel crim. 268. — Com-
pét. crim. 408-50. — Faux 455.
— Turin. Loi 273. — Privil. et hy-
poth. 1411-40, 1670-10.
30 Cass. Enreg. 5693. — Success.
923.
— Nîmes. Mariage 309 c., 316.
31 Cass. Renvoi 80-10.
— Bruxelles. Mariage 569-40.

1807

Janvier.

2 Cass. Cassation 1676 c.; Oblig.
2503-10. — Faux 222-20. — For-
êts 583 c.; Compét. crim.
284 c.; Contr. p. corps 419. —
Instr. crim. 2737; Témoin
184-20, 440-30.
3 Cons. d'Etat. Emigré 601.
5 Cass. Substitution 267.
— Bruxelles. Acte de l'état civil 92 c.;
Nom 76 c.; Paternité 601.
— Rouen. Appel civil 1431.
— Trèves. Contrat de mar. 516.
6 Cass. Bigamie 51.
— Paris. Biens 222.
— Cons. d'Etat. Compét. administ.
158-40; Dom. de l'Etat 214-
110 c. — Compét. administ.
163-20; Dom. de l'Etat 239-
10 c. — Compét. administ. 208-
10. — Conflit 17, 90. — Emigré
405 n. — Propriété féodale 477.
— Trés. publ. 959; Vente pub.
d'immeub. 279, 330 c. — Vente
administ. 288.
— Avis Cons. d'Etat. Enquête 20 c.
7 Cass. Jugem. p. défaut 171.

Janvier.

- 8 Cass. Défense 18; Instr. crim. 876, 877-10 c., 881 c. — Exploit 236. — Forfait. 105-10. — Procès-verb. 87, 614 c.
— Instr. Enreg. 688.
9 Cass. Délai 12 c. — Prescript. crim. 16, 197.
— Bruxelles. Oblig. 5102 c.; Privil. et hypoth. 1132 c., 1153, 1156 c.
10 Paris. Séparat. de corps 433-40.
12 Cass. Jugem. p. défaut 171. — Loi 274-10.
— Douai. Société 1093 c., 1097.
— Toulouse. Privil. et hypoth. 712 c.
13 Cass. Disposit. entre vifs 3701; Success. 1110. — Récusation 74. — V. 1808.
— Décis. Enregist. 3268; Octroi 170-20.
14 Cass. Appel civil 669 c.; Except. 289-10. — Degr. de jurid. 594-30; Loi 336-20.
15 Cass. Appel crim. 372; Compét. crim. 563 c.; Dén. de justice 7-20 c.; Instr. crim. 992 c. — Cassation 1686-30; Degr. de jurid. 212. — Douanes 783. — Instr. crim. 1351-10, 2503-20. — Loi 336-20. — Privil. et hypoth. 1180.
— Toulouse. Acquis. 793.
— Règlement. Théâtre 92, 341 c.
16 Cass. Exces de pouvoir 12. — Faux 68; Peine 848 c. — Instr. crimin. 875, 900; Ministère publ. 49-70. — Témoin. faux 10 c., 28. — Témoin 441.
— Besançon. Faux inc. 75-10, 147; Jugem. p. défaut 286 c.
— Paris. Domicile 115. — Jugem. par défaut 263.
17 Agen. Disposit. entre vifs 2089-10, 2127-20.
— Nîmes. Mariage 728-10; Séparat. de corps 424-20.
— Turin. Acte de comm. 208 c.; Compét. civ. tribun. d'arr. 16.
18 Cons. d'Etat. Compét. administr. 427 c.
19 Cass. Cassation 1902; Deg. de jurid. 131; Propriété féodale 168-20. — Disposit. entre vifs 294 c.; Loi 394 c.; Mariage 823-10. — Oblig. 1712. — Propriété féodale 175.
— Trèves. Acte de l'état civil 122 c.; Acte de notor. 10; Conciliat. 365-20 c.; Obligat. 4762-10 c., 4793 c.
— Turin. Puissance patern. 147.
20 Cass. Contrat de mar. 850 c.; Enreg. 3361 c., 3877. — Contrat de mar. 4104-40. — Deg. de jurid. 92. — Faux 453. — Oblig. 2423-10. — Success. 1008.
— Agen. Deg. de jurid. 92. — Séparat. de corps 492.
— Bruxelles. Oblig. 5197.
— Turin. Disposit. entre vifs 1098.
21 Cass. Cassation 1578 c. — Commission. 317 c., 342, 345 c., 463 c. — Conflit 185.
— Agen. Minist. publ. 102.
— Nîmes. Faillite 66 c., 331-30 c.; Privil. et hypoth. 1411-10.
22 Cass. Disposit. entre vifs 264-20; Success. 127. — Disposit. entre vifs 668. — Emigré 203. — Faux 96; Industrie 320 c. — Faux 445, 448-50, 449-10 c. — Instr. crim. 1571. — Témoin 134-20.
23 Cass. Forêts 1302. — Instr. crim. 3710-10. — Peine 483-30.
24 Décr. Faux 29; Monnaie, p. 382.
— Besançon. Expert. 116.
— Bruxelles. Oblig. 568.
25 Décr. Brevet d'invent. 17; Prises marit. p. 927; Sel, p. 860.
— Cons. d'Etat. Action poss. 342. — Commune 623 c.; Compét. administr. 373 c.; Imp. dir. 610-50. — Conflit 27, 90. — Hospice 462. — Vente administr. 239-10, 257-20.
— Avis Cons. d'Etat. Culte, p. 699; Effets de comm. 18-40; Grâce 11, 43 c., 53 c.; Pension, p. 750.
26 Cass. Emigré 94, 185-110 c. — Vente 162-20.

Janvier.

- 26 Paris. Privil. et hypoth. 2541-10.
27 Cass. Cassation 445. — Dom. eng. 36; Traité intern. 156 c. — Société 23.
— Besançon. Mariage 814-20, 830-20 c.; Oblig. 4119-10 c.
— Bruxelles. Enquête 325 c. — Oblig. 3530 c., 3841 c., 4819.
— Circ. Douanes 123.
28 Cass. Disposit. entre vifs 668. — Droit marit. 1714.
— Lyon. Privil. et hypoth. 2610.
29 Traité. Traité intern., p. 518.
— Cass. Complic. 119 c., 171.
— Rouen. Faillite 57-10.
30 Cass. Contrav. 139 c.; Voie p. terre 1130. — Imp. Indir. 188-30, 195; Oblig. 5170-20. — Instr. crim. 904-30; Procès-verb. 231. — Notaire 72. — Peine 354-10. — Presse-outr. 875-10 c., 935-10.
31 Agen. Jugem. d'av. dire droit 25-60.
— Paris. Oblig. 5162 c.; Paternité 598-20. — Ordre 449-20 c.; Privil. et hypoth. 2271-10, 2984 c.

Février.

1. Bruxelles. Disposit. entre vifs 579, 671 c., 1295-10 c.
2 Cass. Séparat. de corps 424-30.
1 Cass. Disposit. entre vifs 2679-10. — Rente viagère 186.
3 Cass. Arbitr. 277 c., 376, 1278 c.
4 Cass. Dom. de l'Etat 330.
— Douanes 858. — Eau 543.
— Eureg. 4185, 4757. — Péremption 363-30.
— Bourges. Org. judic. 184.
— Trèves. Compét. comm. 433. — Mariage 738-20; Séparat. de corps 458, 459-10.
5 Cass. Appel crim. 322. — Impôts indir. 105, 122 c.; Procès-verb. 399 c. — Pêche fluviale 170-20.
— Grenoble. Acte de l'état civil 400 c., 401 c.; Paternité 225 c., 253, 255, 333 c.
— Paris. Prescript. civ. 1020.
6 Cass. Cassation 888. — Commune 972. — Instr. crim. 1165.
— Rouen. Droit marit. 1873.
7 Bruxelles. Disposit. entre vifs 8856.
— Paris. Loi 363. — Oblig. 4571. — Vente 1688.
— Riom. Deg. de jurid. 284-50. — Disposit. entre vifs 2966-10.
— Turin. Disposit. entre vifs 1187; Interr. sur faits et art. 31-100; Oblig. 5183 c.; Scellés 67 c.; Success. 1575.
— Décis. Certif. de vie 57 c.
9 Paris. Rente viagère 53.
10 Bordeaux. Loi 274-20; Rente viagère 134 c.
— Liège. Dem. nouv. 117-70; Privil. et hypoth. 2273.
— Paris. Oblig. 2099-20.
— Décis. Octroi 382; Privil. et hypoth. 2952; Transcript. hypoth. 663.
11 Cass. Contr. p. corps 427. — Enreg. 4007, 5037 c.; Jugement 958-140. — Procès-verb. 330-20.
— Nîmes. Transcript. hypoth. 43, 545 c.
— Turin. Cautionn. 128.
12 Cass. Complic. 149, 174-10. — Deg. de jurid. 36.
— Nîmes. Exploit 567-20 c.; Jugem. p. défaut 275 c., 293 c., 335-10.
13 Cass. Appel crim. 166 c.; Compét. crim. 490. — Impôts indir. 105. — Procès-verb. 705.
14 Décr. Copie de pièces 6, 10 c.; Frais, p. 67; Jugem. 241; Notaire, p. 589; Oblig., p. 59; Officier publ. 21 c.; Ordre 43; Org. coi. 526; Poudres, p. 51; Sel, p. 860.
— Cass. Cassation 1862-10.
— Poitiers. Appel civ. 372 c.
— Cons. d'Etat. Commune 627; Loi 343, 345.
— Avis Cons. d'Etat. Ordre 293, 890; Prisons, = 987.

Février.

- 16 Circ. Enreg. 6208.
17 Cass. Contr. p. corps 843, 847 c., 849 c. — Disposit. entre vifs 2523. — Papier-monnaie 59. — Success. 1045 10, 1298.
— Bruxelles. Compét. comm. 235 c.; Effets de comm. 902. — Privil. et hypoth. 1603-20.
— Décis. Enreg. 2612.
18 Cass. Amnistie 36; Loi 91-30 c. — Arbitrage 1285. — Enreg. 4725.
— Nîmes. Tierce-opposit. 170-20.
19 Cass. Compét. crim. 281-30; Presse-outr. 960. — Domm. destr. 128-10. — Impôts indir. 508-30, 511 c.; Procès-verb. 447 c. — Médecine 48-10, 153-10; Peine 373-30 c., 483-50.
— Bruxelles. Dom. de l'Etat 213, 383 c.
— Rouen. Minorité 549-10.
20 Agen. V. 28 février.
— Besançon. Desistement 148.
— Trèves. Oblig. 1802.
— Turin. Interdict. 256-70; Minorité 162.
21 Cons. d'Etat. Trés. publ. 551-10.
23 Cass. Contr. administr. 21 c.; Enreg. 5656-10. — Contr. par corps 104, 1076 c. — Enreg. 2167. — Loi 337.
— Aix. Contr. de mar. 3495.
— Montpellier. Vies réchibit. 50 c., 66 c., 67, 165 c., 177-10 c.
— Turin. Mandat 135.
24 Cass. Commune 1982 c., 2028. — Enreg. 2085.
— Bruxelles. Substitution 67-10, 74-10 c.
— Paris. Dénonciat. calomn. 128, 140 c.; Fonct. publ. 50 c.; Médecine 19 c.
— Turin. Dispos. entre vifs 4228-60.
25 Arrêté. Théâtre, p. 295.
— Trèves. Oblig. 4952-10.
26 Cass. Cassation 372 c. — Forêts 1156, 1319 c.; Prescript. crim. 115. — Instr. crim. 2099-20, 3035-10. — Minorité 151. — Oblig. 3180-c. — Prescript. crim. 176-50. — Témoin 437-10. — V. 28 février.
— Bruxelles. Arbitr. 307.
27 Cass. Bigamie 28, 54 c.
— Besançon. Réusat. 78-30, 10-20.
— Bordeaux. Adultère 98. — Séparat. de corps 440-30.
— Turin. Loi 321 c.
28 Cass. Cassation 1278; Presse-outr. 1257-30 c. — V. 26 févr.
— Agen. Success. 215 c., 254, 256.
— Paris. Contr. p. corps 1015; Exploit 217-10 c., 581 c.

Mars.

- 1 Limoges. Absence 194 c.
2 Cass. Compét. administr. 88; Conciliat. 334 c. — Propriété féodale 339.
— Bourges. Dispositions entre vifs 2063-10.
— Montpellier. Minist. publ. 28.
— Décis. Juifs, p. 712.
3 Cass. Cassation 1608-20 c.; Success. 2268 c. — Vente administr. 220-20. — V. 5 mars.
— Aix. Desistement 141.
— Bordeaux. Arbitr. 1357.
— Bruxelles. Effets de comm. 684.
4 Cass. Enreg. 1106, 2206, 3167; Nantissement 219. — Enreg. 3429, 5776, 5838 c. — Jugem. p. défaut 171.
— Bourges. Disposit. entre vifs 387.
— Turin. Obligat. 1739.
5 Cass. Affiche 62 c.; Procès-verb. 464-10. — Degr. de jurid. 192. — Impôts indir. 337-10. — Instr. crim. 1936. — Procès-verb. 678-20. — Success. 2083-10. — V. 3 mars.
6 Cass. Faux 218-20, 478 c.; Mise en jugem. 82-20 c. — Forêts 1458. — Instr. crim. 1799-20.
— Bourges. Degr. de jurid. 225-10; Exploit 493 c., 761-10; Presse-outrage 681 c., 690, 763 c., 791-30 c.

Mars.

- 6 Cons. d'Etat. Cassation 1130.
7 Cass. Privil. et hypoth. 1180.
— Bruxelles. Privil. et hypothèques 1363-30, 1365, 1515-10, 2102.
8 Cass. Séparat. de corps 321 c. — V. 8 mai 1807.
9 Liège. Obligat. 2611; Rentes foncières 34.
— Décis. Serment 79.
— Instr. Bols et charbons 32, 40.
10 Décr. Culte, p. 699; Mont-de-piété, p. 400; Organ. marit. 803 s., 843, 863 s., p. 1674.
— Conseil d'Etat. Chose jugée 168-80. — Commune 1638, 1707 c.; Jugem. 914 c. — Commune 2577. — Compét. administr. 123, 163-30. — Contumace 68-20 c.; Dom. de l'Etat 203-30 c. — Emigré 401. — Hospice, p. 69; Louage emphyt., p. 582. — Impôts dir. 594-50, 624-70.
11 Cass. Cautionn. 66. — Compét. civ. tribun. d'arr. 227; Droit civil 338 c. — Transaction 95-20. — Amiens. Exploit 534-10.
— Angers. Contrat de mar. 3088.
— Bruxelles. Mariage 750-10.
— Colmar. Appel civ. 1050 c.; Success. 1338 c.; Vente 1990-20.
— Turin. Privil. et hypoth. 1533-10, 1592.
12 Cass. Acte de l'état civil 158.
— Besançon. Desistement 151.
13 Cass. Compét. crim. 663. — Faux 448-10; Vol 898-10. — Instr. crim. 660-50.
14 Cass. V. 4 mars.
— Turin. Dispositions entre vifs 2825. — Obligat. 4852 c. — Rentes constit. 242.
— Cons. d'Etat. Louage administr. 20-70-80.
16 Décr. Prisons, p. 987.
— Cass. Cassation 2029; Chose jugée 224 c.; Frais et dépens 139-1, 141 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2604 c.; Compét. administr. 10 c.; Hospice 465. — Douanes 7-10. — Prises maritimes 281.
— Propriété féodale 84-10, 445.
— Trésor publ. 1013-10.
— Avis Cons. d'Etat. Mise en jugem. 35, 38; Prises marit. 61-10; Trésor public, p. 1123. — V. 21 février 1807.
17 Cass. Bourse de comm. 322 c., 325; Cassation 1599-40 c.; Chose jugée 39 c. — Privil. et hypoth. 767, 2274. — Renvoi 30-10.
— Besançon. Faux inc. 136.
— Riom. Dispositions entre vifs 2777-10.
— Toulouse. Jugement par défaut 269-10 c., 279-10 c.
— Avis Cons. d'Etat. Org. judic. 242, 244.
18 Cass. Acquisescem. 487 c.; Prescript. civ. 1028. — Cassation 1570; Obligation 850, 854 c., 876 c. — Dépôt 131.
— Bruxelles. Loi 294-50; Louage 743-10.
— Trèves. Droit civil 267-20 c., 268 c., 285-10, 425-10.
— Cons. d'Etat. Vente administr. 216 c.
19 Cass. Appel crim. 181 c.; Douanes 818-30 c., 821-10 c., 944-30 c., 951 c., 985-60; Procès-verb. 323-40 c. — Cassation 1082, 1600-50. — Domicile 51, 55 c. — Gendarme 62-10-30; Rébellion 8-30 c.
— Aix. Minorité 123, 124.
20 Cass. Dommages destr. 124.
— Colmar. Vente publ. d'immeubles 311, 853 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 196-20; Interdiction 229-10; Obligation 1027-20 c.
— Rouen. Vente publ. de meubles 27 c., 28.
21 Cass. Cassation 920, 1935. — Compét. crim. 161-10 c., 175. — Mise en jugem. 115. — Procès-verb. 562-10. — Vol 737.
— Colmar. Règlement administr. 34.

Mars.

- 23 Cass. Degr. de jurid. 610, 611 c.
24 Cass. Acquisescem. 44, 339 c. — Arbitr. 1224 c. — Cassation 621; Commune 2441, 2064 c., 2065 c. — Rouen 30-10.
— Bruxelles. Louage 751-10.
— Turin. Société 259.
25 Décr. Culte, p. 699; Juifs, p. 111.
— Cass. Transaction 151-10.
— Grenoble. Dispositions entre vifs 1545.
— Rouen. Avocat 231 c.; Interd. 32. — Obligat. 387; Org. judic. 328-10 c.; Presse-outrage 1171-10.
— Cons. d'Etat. Compét. 9 c. — Compétence administr. 191; Forêts 1445. — Compét. administr. 373 c., 431 c.; Imp. dir. 61-10. — Voie publ. 1358-10, 1579 c., 1580 c., 190.
26 Cass. Faux 356. — Impôts 307. — Témoin 147-10.
— Lyon. Saisie-arrest 341-40.
27 Décr. Industrie, p. 68; Instr. publ., p. 1123.
— Cass. Quest. préjudic. 9, 10, Vol. V. 27 mai 1807. — 28 mars.
— Bruxelles. Exploit 114.
28 Décr. Commune 130.
— Cass. Appel crim. 330 c.; Nouv. 286-10 c.; Témoin 286. — Compét. crim. 58, 284-20 c., 314, 359. — 200-30.
— Cons. d'Etat. Conflit 71. — 473-110-120.
— Décis. Obligat. 3466.
29 Rennes. Faillite 311.
30 Bruxelles. Domicile 11, 91-20. — Except. 352.
31 Cass. Avocat 225 c. — Code de mar. 2533, 2544 c. — Substitution 306.
— Lettre. Certif. de vie 30 c.

Avril.

- 1 Cass. Arbitr. 1014. — Deg. de jurid. 594-30. — Degr. de jurid. Exploit 198-10; Jugem. 102.
2 Cass. Bigamie 12. — Droit 1881. — Faux 149-10. — Procès-verb. 105. — V. 7 avril.
— Circ. Mat. d'or et d'arg. 171.
— Décis. Culte 169.
— Statuts. Oblig. 3716.
3 Cass. Cassation 443.
4 Cass. V. 4 août 1807.
— Bruxelles. Except. 242.
— Exploit 278-30. — Saisie 60-10.
— Caen. Ordre 102 c.; Privil. et hypoth. 1737-30.
— Turin. Disposit. entre vifs 1098.
6 Cass. Appel crim. 168, 169; Remission 380 c. — Cass. 1431. — Deg. de jurid. 102. — Règlement. de jages 20-10.
— Aix. Mariage 740.
— Bruxelles. Rentes constit. 151.
— Paris. Success. 2168, 2319. — 21-20 c.
7 Cass. Commune 121. — Deg. de jurid. 169-10, 173-10; 219-40 c. — Enreg. 199. — Terdict. 184-110. — Procès-verb. 10-10. — Serravallo 224. — V. 17 avril.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 154.
— Paris. Contr. p. corps 134.
— Turin. Oblig. 576.
8 Cass. Contrat de mariage 22. — Transaction 143 c. — Exploit 196 c., 203-80.
— Turin. Oblig. 5196-10.
9 Cass. Except. 48 c., 61 c., 61-10, 3186 c., 3199, 5096 c.
— Riom. Privil. et hypoth. 151.
10 Cass. Contrav. 408. — Instr. crim. 578 c.; Imp. indir. 43-10 c. — Imp. indir. 43-10 c. — Procès-verb. 656-20. — Quest. préjudic. 1. — Voiture 261-20.

Avril.

- 11 Nîmes. Rente viagère 143-10.
— Paris. Faillite 65-70.
13 Cass. Vente administr. 198; 232-20.
— Aix. Boucher 26 c.; Oblig. 2322.
— Turin. Disposit. entre vifs 3617,
3658 c.; Jugem. d'av. dire droit
59 c.
14 Cass. Appel civ. 309. — Cassation
1429; Enreg. 6281. — Chose
jugée 300 c. — Contrat de mar.
2967. — Deg. de jurid. 594-90.
— Enreg. 2304, 5306-10 c.
— Paris. Saisie-exéc. 271.
15 Cass. Degr. de jurid. 130-20. —
Enreg. 5184. — Expert. 303-30.
— Faillite 672. — Jugem. 13-180.
— Propriété féodale 474-20.
— Colmar. Appel civil 125.
16 Cass. Forêts 606. — Instr. crim.
1396, 2346; Témoin 163-60.
— Péremption 211-10.
— Paris. Contrat de mar. 2076; Sé-
parat. de corps 403 c., 417-10.
— Cons. d'Etat. V. 16 avril 1806.
17 Cass. Compét. administr. 163-40
c.; Emigré 124-20 c., 406-20.
— Forêts 1391. — Instr. crim. 1031.
— Agen. Disposit. entre vifs 4094-
10, 4101 c.
— Colmar. Ordre 817-30.
— Paris. Société 265-20.
18 Paris. Contr. p. corps 472.
— Décis. Culte 593
20 Cass. Commune 1955. — Enreg.
2217, 3539 c., 5824.
21 Cass. Appel civil 268 c.; Cassa-
tion 92. — Deg. de jurid. 127-10,
354-20. — Jugement d'av. dire
droit 64-60.
— Turin. Oblig. 3059.
22 Cass. Arbitr. 1211. — Chose jugée
211. — Jugem. 309-30. — Ma-
riage 738-60 c. — Privil. et hy-
poth. 659-30, 1459 c., 1543-
10-20 c.
— Bruxelles. Adopt. 116 c., 136.
— Mariage 619.
— Colmar. Séparat. de corps 243.
— Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 228.
23 Décr. Org. marit., p. 1674; Sel,
p. 860.
— Cass. Jugem. 13-50. — Surenchère
48, 268 c. — Vol 490, 750-90,
785 c.
— Bruxelles. Disposit. ent. vifs 667.
— Orléans. Jugem. d'av. dire droit
44-70.
— Paris. V. 25 avril.
— Trib. de comm. de Marseille. Droit
marit. 2023.
— Cons. d'Etat. Compét. administr.
103-90; Conflit 30 c.; Organ.
marit. 459. — Compét. admini-
str. 123; Cons. d'Etat 209. —
Compétence administr. 422 c.;
Conflit 54 c.; Voirie par terre
293. — Compét. administr. 458
c.; Voirie p. eau 566. — Con-
cession administr. 29 c.; Eau
563-120. — Contr. p. corps 384;
Tresor-publ. 993 c. — Emigré
401, 603 n. — Hospices 438 c.,
465. — Octroi 44, 175-10.
— Propriété féod. 156 c., p. 350.
— Servitude 1293-30. — Usage
283-10.
— Avis Cons. d'Etat. Organ. judic.
242, 244, p. 1491; Parenté 22 c.
24 Cass. Droit rural 309. — Imp. ind.
83-30. — Instr. crim. 739, 737,
782; Jugem. 882-30. — Matières
d'or et d'arg. 74, 125 c. — Procès-
verbal 473. — Vol 785 c.,
923-30.
— Metz. Enquête 90.
— Poliers. Dépôt 60-10; Mandat 238.
25 Arrêté. Théâtre, p. 295.
— Cass. Compét. administr. 121.
— Colmar. Exploit 348; Oblig. 343-40.
— Paris. Exploit 72-40 c., 78 c.;
Mandat 467.
— Cons. d'Etat. Vente administr. 55.
26 Cass. Compét. administr. 128.
27 Cass. Absence 240 c.; Enreg. 3989.
— Cassation 240 c.; En-
reg. 4751, 4808 c., 4814 c.
— Chose jugée 124; Jugement
13-190; Règlement de juges
63-10. — Deg. de jurid. 463-60.
— Désistement 169; Jugement
318-40 c. — Tierce-opposit. 219.

Avril.

- 28 Cass. Obligat. 544-10. — V.
28 avril 1808.
— Dijon. Chose jugée 91 c.; Domicile
75-10, 76 c.; Séparat. de
corps 312 c.
29 Cass. Enreg. 2055, 5165.
— Orléans. Désistement 58, 183 c.
— Poliers. Absence 481. — Usu-
fruit 390-30.
30 Cass. Cassation 1634 c.; Chose
jugée 544; Défense 330 c.;
Obligat. 4747. — Evasion 80-20.
— Exploit 756-20 c.; Prescript.
crim. 139. — Instr. crim. 1448.
— Interrog. sur faits et art.
28-10.
— Bruxelles. Jugement par défaut
274.
— Cons. d'Etat. Contr. par corps
842.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 552-10.
p. 699; Hospices 86 c., 87 c.,
p. 69.

Mai.

- 1 Cass. Faux 371.
— Besançon. Privil. et hypoth. 1950.
— Colmar. Echange 35.
— Paris. Minorité 312; Responsab.
181-10 c.
2 Amiens. Dispositions entre vifs
2378-30, 2392 c., 2395-10 c.,
2397 c.
— Angers. Success. 545.
— Bruxelles. Responsab. 112-30 c.,
233.
— Nîmes. Contr. de mar. 375, 1384,
3301 c.
— Paris. Acquissem. 768; Obligat.
3782 c.; Privil. et hypoth.
1569-10 c.
— Turin. Prêt à intér. 182.
3 Cass. Compét. crim. 576.
4 Cass. Conciliat. 101-20. — Dis-
cipl. 253-70 c. — Disp. entre
vifs 2874-20. — Enreg. 4516 c.,
4521. — Org. judic. 183-10. —
Success. 303.
5 Arrêté. Org. colon. 309.
— Cass. Disposit. entre vifs 434-20.
— Office 34.
— Bourges. Contr. de mar. 1344-90.
— Décis. Enreg. 4875; Oblig. 3403.
6 Cass. Appel civ. 662 c.; Propriété
féod. 241-20; Rentes foncières
23-10 c. — Degr. de jurid.
431-20.
7 Metz. Séparat. de corps 35-10,
198-10 c.
8 Cass. Forfait. 179. — Instr. crim.
319 c., 447-20, 641 c.; Jugem.
883-30. — Instr. crim. 2657.
— Bruxelles. Contr. de mar. 1753 c.;
Puissance paternelle 57-20;
Séparat. de corps 122-10 c.,
159 c. — Disposit. entre vifs
2912-30, 2928 c.
9 Cass. Acquisc. 888; Appel crim.
320; Forêts 401 c.; Procès-
verb. 610-50; Témoin 145-30 c.
— Procès-verb. 458-10.
— Colmar. Obligat. 2134-10, 2201.
— Paris. Arbitr. 1120. — V. 9 mai
1809.
— Cons. d'Etat. Commune 2604.
— Avis Cons. d'Etat. Privil. et hypoth.
2216 c., 2247 c., p. 46.
10 Cass. Renvoi 88.
11 Décr. Domaines, p. 572; Industrie,
p. 668; Monnaie, p. 383; Trés.
publ. 1230, p. 1123.
— Cass. Compét. civ. tribunal d'arr.
75. — Enreg. 5164, 5636; Obligat.
3729-60 c. — Règlm. de
juges 122.
— Aix. Disposit. entre vifs 2954-30.
— Cons. d'Etat. Conflit 46, 72. —
Cons. d'Etat 389; Marché de
fournit. 143-30. — Emigré, 401,
408-120, 405 n. — Vente admini-
str. 267-10 c.
— Avis Cons. d'Etat. Octroi, p. 7;
Voirie p. terre 1922-10.
12 Avis Cons. d'Etat. Enreg. 4807,
5717 c., 5738 c.; Loi 552 c.;
Oblig. 4440 c.
13 Cass. Appel civ. 380 c.; Chose
jugée 522 c.; Notaire 833,
361 c.; Domicile élu 116. —
Emigré 122, 190 c., 194 c.

Mai.

- 13 Bruxelles. Appel civil 793; Deg.
de jurid. 229.
— Trèves. V. 18 mars 1807.
14 Cass. Domm. destr. 138-40. —
Impôts indir. 554-20-30-40-50;
Procès-verb. 431-30 c. — Vente
1475-20, 1550-10. — Vol 463-10.
15 Bruxelles. Interdict. 37 c., 106 c.,
263, 275 c.
— Nîmes. Exploit 577 c.; Jugement
p. déf. 97-20.
— Instr. Enreg. 2927, 2936, 2948.
16 Bruxelles. Propriété féod. 222-10.
— Colmar. Effets de comm. 675.
— Avis Cons. d'Etat. Forêts 101,
497 c.; Fraix 1085.
18 Cass. Cassation 1718-30; Dis-
posit. entre vifs 384, 386 c.,
389 c.
— Agen. Exploit 633-10.
— Bruxelles. Scellés 114, 182 c.
— Trèves. V. 18 mars.
19 Nîmes. Loi 377 c.; Privil. et hy-
poth. 2859.
— Turin. Domicile 43-20; Exploit
220-10 c.
20 Bruxelles. Disposit. entre vifs
150. — Oblig. 3832-10 c.; Si-
gnature 15; Success. 1627-30.
— Turin. Commerc. 96. — Degr.
de jurid. 606. — Mandat 431-30.
— Décis. Impôts dir. 37.
21 Cass. Faux 452. — Fonct. publ.
43-10; Gendarme 62-20. —
Impôts indir. 470. — Instr. crim.
8142-30; Vol 607-10.
— Mise en jugem. 48 c., 56-10 c.,
144 c., 244. — Privil. et hy-
poth. 1852-10.
— Toulouse. Vente 1904.
22 Cass. Faux 380 c.; 385. — Forêts
606. — Impôts indir. 82. —
Jugement 778-50. — Mat. d'or
et d'argent 148 c., 166, 168.
— Presse-outr. 1373. — Procès-
verb. 21, 386, 516-20 c., 518,
550 c.
— Montpellier. Contrat de mariage
3317 c., 3318; Surenchère 65 c.
23 Bruxelles. Appel civ. 182, 1130 c.;
Except. 152; Jugem. d'av. dire
droit 25-70 c.; Vérificat. d'écrit.
59 c.
25 Cass. Avoué 282 c.; Presse-outr.
1132, 1278 c. — Compét. ad-
ministr. 121. — Fraix 123.
— Paris. Effets de comm. 505.
— Circ. Douanes 50.
26 Cass. Compét. administr. 128. —
Enquête 82 c.; Séparation de
corps 470-30, 473, 495, 498-10.
— Enreg. 3429, 5080; Oblig.
2733 c. — Minorité 603-10;
642. — Privil. et hypoth. 2378.
— Vente publ. d'imm. 209-30 c.,
1336-20.
— Agen. Jugem. 13-300.
— Paris. Acquisc. 750.
— Turin. Oblig. 2988-10.
27 Cass. Appel civil 968. — Contr.
p. corps 1065. — Deg. de jurid.
354-30. — Dispositions entre
vifs 2894 c., 2895. — Enreg.
5164. — Vol 124. — V. 27 mai
1808.
— Paris. Disposit. entre vifs 603;
Loi 302-10 c.
— Rouen. Appel 128 c.; Disposit.
entre vifs 2779, 3674 c.
28 Cass. Deg. de jurid. 670-10. —
Eau 440-20. — Privil. et hy-
poth. 639-10, 2065. — Procès-
verb. 611-10. — Rébellion 22.
— Bruxelles. Compét. comm. 393.
29 Cass. Cassation 387. — Complic.
123-10. — Douanes 181 c.;
177.
30 Nîmes. Privil. et hypoth. 1176.
— Avis Cons. d'Etat. Contr. p. corps
842.
31 Décr. Avoué 23; Culte, p. 699.
— Cons. d'Etat. Boucher 20; Com-
mune 672 c.; Règlm. admini-
strat. 116 c. — Marché de
fournit. 44-30, 145-30. — Oc-
troi 342-10. — Prises marit.
121-10. — Voirie p. terre 1559,
1862.

Juin.

- 1 Décr. Sel, p. 880.
— Cass. Vente publ. d'immeubles
1168-10, 1178.
— Paris. Distr. p. contr. 179. —
Privil. et hypoth. 967. — Vente
publ. d'immeubl. 107-10.
— Cons. d'Etat. Appel civil 301.
— Commune 2612-10. — Douanes
298, 919. — Droit marit. 391.
— Enreg. 4807, 5717 c.,
5738 c. — Trésor publ. 978 c.
— V. 9 mai.
— Avis Cons. d'Etat. Droit rural
130.
2 Cass. Commiss. de police 32 c.;
Organ. judic. 239-10. — Ordre
307. — Surenchère 252.
— Bruxelles. V. 2 juin 1806.
— Cons. d'Etat. Commune 1681.
— Décis. Obligat. 3692.
3 Cass. Accessoire 94 c.; Action
173; Cassation 311 c.; Contrat
de mar. 3860.
— Bruxelles. Appel civil 878 c.
— Grenoble. Organ. judic. 159.
— Nîmes. Dispositions entre vifs
3947-20.
— Trèves. Appel civil 609 c.; Vente
1882.
— Circ. Acte de l'état civil 181 c.
4 Cass. Office 42-20, 48. — Postes
142.
— Bruxelles. Acte de comm. 258 c.;
Commerc. 68.
— Nîmes. Privilèges et hypothèques
2081-10.
— Cons. d'Etat. Commune 2187,
3337 c.
5 Cass. Faux 452.
6 Décr. Sel, p. 860.
— Cass. Commune 1296; Procès-
verb. 56-20. — Faux 293. —
Impôts indir. 237.
— Grenoble. Louage 213.
— Paris. Privil. et hypoth. 1489-30.
— Turin. Privil. et hypoth. 1587-10.
— Vente 483.
— Cons. d'Etat. Commune 2611-30.
— Cons. d'Etat 389; Marché
de fourn. 143-30. — Dom.
engag. 91-20.
— Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état
civil 34 c.
8 Bruxelles. Jugem. p. déf. 267-10.
— Loi 344-10.
10 Cass. Arbitr. 482. — Contrainte
p. corps 472. — Exploit 202-20
c.; Scellés 175 c.; Success. 745;
Vérificat. d'écrit. 48 c.
— Bruxelles. Loi 343-10.
— Nîmes. Dispositions entre vifs
828-10.
— Trèves. Dispositions entre vifs
2884-10 c., 2912-40.
11 Cass. Acte de l'état civil 512 c.;
Mise en jugem. 58-40. — Arbitr.
153 c., 326 c., 484. — Impôts
indirects 538. — Octroi 335.
— Prescript. crim. 231. — Témoin
102-10, 196-10.
— Caen. Rentes constitut. 79-10 c.
— Nîmes. Vente 167-10 c., 168.
— Delib. Enreg. 324, 3388.
12 Ord. Théâtre 185.
— Cass. Cassation 664. — Faux
272; Tentative 57-50 c., 82 c.
— Privil. et hypoth. 1192-10,
1437-20 c.; Rente viagère 143-
20 c. — Procès-verb. 143, 367.
— Quest. préjud. 84-40. — Vol
307-20, 464.
— Bordeaux. Droit marit. 3068.
— Metz. Servit. 530, 533 c., 1202 c.
13 Besançon. V. 15 novembre 1807.
— Bruxelles. Contrainte par corps
757, 791 c., 793 c.
14 Paris. Disposit. entre vifs 310. —
Exploit 378-10; Obligat. 3530,
3841. — Société 795 c.; Suc-
cess. 697, 1001 c.
— Turin. Exploit 619-20. — Loi 291,
837.
15 Besançon. Chose jugée 331.
— Bruxelles. Exploit 625-10.
— Cons. d'Etat. Emigré 411-70.
— Avis Cons. d'Etat. Trés. publ. 997.
16 Cass. Cassation 1874-60. — Deg.
de jurid. 431-30. — Dom. de
l'Etat 381-30. — Effets de com.
60, 298, 310 c., 318 c. — So-
ciété 39-20.

Juin.

- 16 Colmar. Contrat de mariage 1800,
1808 c.
— Nîmes. Arbitr. 684.
— Paris. Vente 74 c., 770 c.
— Décis. Impôts indir. 177.
17 Cass. Cassation 302, 2254 c.
— Bruxelles. Paternité 535, 666-
30 c.
— Colmar. Minorité 118, 773-10 c.
— Vente publ. d'imm. 1151.
18 Cass. Acquisc. 780. — Appel cri-
min. 177 c. — Cassation 1343;
Témoin 243-20 c. — Chose ju-
gée 93-20 c. — Compét. civile
trib. d'arr. 85. — Compét. crim.
210. — Complice 123-20; Té-
moin 93-10. — Forêts 569 c. —
Instr. crim. 1396, 1571. —
Mandat 48. — Quest. préjud.
137-10. — Témoin 99-10.
— Angers. Paternité 126.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs
1671-40.
— Paris. Disp. entre vifs 2050-10.
19 Cass. Vagabondage 47.
— Caen. Puissance paternelle 58-10.
Séparation de corps 122-20 c.,
319-10 c., 320 c.
— Montpellier. Contr. p. corps 50,
757 c., 796 c., 1038-10 c.
20 Décr. Org. colon. 911; Prud'hom-
mes, p. 335.
— Agen. Disposit. entre vifs 1414-
20 c.; Oblig. 3548 c. 3622.
— Turin. Séparation de corps 455.
— Cons. d'Et. Forêts 1337, 1349 c.,
21 Bruxelles. Biens 91.
— Cons. d'Etat. Emigré 401.
22 Cass. Faux inc. 41 c., 148 c.,
226; Jugem. d'av. dire droit
28-10 c.
— Bruxelles. Saisie-exéc. 174-10.
23 Cass. Cassation 268. — Enreg.
5290. — Propri. féod. 208-10.
— Paris. Acte de comm. 372; Con-
trainte p. corps 430 c.
— Turin. Désistement 132-40.
— Décis. Enreg. 6245.
24 Cass. Loi 359-30. — Privil. et
hypoth. 293.
— Toulouse. Appel civ. 630 c., 797 c.;
Exploit 534-20.
— Trèves. Vente 1990-10.
25 Cass. Faux 345. — Minist. public
26; Témoin 134-50. — Voiture
314, 362 c.
— Bruxelles. Contrat de mar. 913.
— Jugem. 394.
— Paris. Success. 900 c., 921.
26 Cass. Impôts indir. 102-10-30.
— Octroi 192-20. — Peine 247-30.
— Vol 264-10.
— Aix. Privil. et hypoth. 1982-10.
— Bruxelles. Exploit 340.
27 Arrêté. Boulanger 98.
— Bruxelles. Appel civil 175. —
Contr. p. corps 1001 c., 1020 c.;
Deg. de jurid. 264.
28 Turin. Dén. de just. 13-90.
29 Cass. Instr. crimin. 3533.
— Gènes. Loi 295 c. — Success. 1023.
— Liège. Appel civil 1261.
— Paris. Paternité 268, 365-50.
30 Cass. Compét. comm. 433 c.,
468 c.; Règlm. de juges 56-10.
— Contrat de mar. 1758 c.,
1932; Deg. de jurid. 213 c. —
Minorité 450-10.
— Agen. Acquisc. 453.
— Grenoble. Mandat 87-20.
— Décis. Enreg. 5866.

Juillet.

- 1 Cass. Enreg. 290. — Responsab.
105-10.
— Bruxelles. Acquisc. 678 c.
2 Cass. Brevet d'invent. 297 c.;
Propriété littér. 366, 457 c.,
468 c. — Cassation 308-40,
885-20. — Compét. crim. 285,
381-50; Domm. destr. 306 c.;
Jugem. 862. — Org. colon.
108-20-30. — Prescript. crim.
110.
— Bourges. Jugem. p. déf. 178-30;
Privil. et hypoth. 820-30.
— Toulouse. Contr. de mar. 1348 c.;
Disposit. entre vifs 2556, 3072;
Success. 1641 c.

Juillet.

- 2 Cons. d'Etat. Acte de l'état civ. 23; Commune 305 c., 392 c.
— Circ. Acte de l'état civil 101 c.
3 Cass. Faux 114-40. — Presse-outr. 1549-10. — Procès-verb. 99.
— Pau. Contr. p. corps 182; Domicile 33-10 c.; Saisie foraine 4.
— Rouen. Jugem. 688-30.
4 Pau. Jugem. 661.
6 Cass. Privil. et hypoth. 638-40, 656 c.
7 Traité de Tilsitt. Traité internat., p. 518.
— Cass. Appel civ. 473; Cassation 1855. — Propriété féodale 206-20.
— Décis. Enreg. 6248.
8 Cass. Cassation 885-40; Mandat 130-20.
— Aix. Absence 246.
— Bruxelles. Avocat 254; Contrat de mariage 1677; Jugem. 554 c.
— Turin. Désistement 48-10.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 143.
9 Traité de Tilsitt. Traité internat., p. 518.
— Cass. Compét. crim. 159-20. — Contrat de mar. 987; Responsab. 697-10. — Faux 2021; Tentative 57-10 c. — Mandat 196-10 c. 483. — Quest. préjudic. 124-10.
— Bourges. Deg. de jurid. 569-30.
10 Cass. Chasse 402 c., 418, 423 c.; Presse-outr. 696-20 c. — Jugem. 807-40. — Presse-outr. 1370-30.
— Agen. Avoué 139-30; Vente publ. d'immeubles 1281.
— Bruxelles. Compétence comm. 358.
— Paris. Deg. de jurid. 250-10.
— Rouen. Arbitr. 252.
12 Décr. Acte de l'état civil 23; Cons. d'Etat, p. 182; Dom. de la cour. 14; Sec. publ., p. 767.
— Colmar. Disposit. entre vifs 2742-10 c., 2759-10 c.; Vérific. d'écrit. 75-10 c.
— Cons. d'Etat. Associat. de sec. mutuels 27; Etabl. d'épargne 84 c. — Trés. publ. 1025.
— Avis Cons. d'Etat. Mont-de-piété, p. 400.
13 Cass. Chose jugée 12-40. — Compét. civ. trib. de paix 135.
14 Cass. Commune 2030. — Enreg. 238-30 c., 3781.
— Aix. Expert. 92.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 3181-20.
— Bruxelles. Domicile élu 12 c.; Exploit 228.
— Turin. Mariage 45 c., 446 c., 457, 509 c.; Minorité 788 c., 828 c.
— Décis. Enreg. 5866.
15 Cass. Désistement. 32 c.; Mariage 792-20. — Servitude 222-10 c., 323.
— Bruxelles. Séparation de corps 194-50, 231.
— Rouen. Surenchère 234-10.
— Toulouse. Oblig. 4171.
16 Cass. Action 255. — Chose jugée 12-40; Disposit. entre vifs 2896-10. — Substitution 230-10.
— Limoges. Puissance patern. 140.
18 Paris. Loi 377 c.; Privil. et hypoth. 2658-10.
20 Décr. Acte de l'état civ. 24; Hospice 101; Org. administr. 752.
— Cass. Compét. administr. 128.
— Bordeaux. Culte, 114-20, 115-20.
— Bruxelles. Dispositions entre vifs 4165-10.
— Nîmes. Dispositions entre vifs 821 c.
— Cons. d'Et. Forêts 1337, 1349 c. — Marché de fourn. 158-40.
— Avis Cons. d'Et. Commune 130; Forêt 101, 1773.
21 Paris. Privil. et hypoth. 1364-10, 1870-20 c.; Transcript. hypoth. 491 c.
— Rouen. Succès. 1962-10.

Juillet.

- 22 Cass. Deg. de jurid. 170. — Disposit. entre vifs 2392, 2451 c. — Effets de comm. 685. — Enreg. 2150, 2158 c., 3309. — Interr. s. faits et art. 37c., 28-10 c.; Société 748 c.; Succès. 1538.
— Mariage 473 c., 556-30; Minorité 175-60, 222 c. — Procès-verb., V. 1808. — V. 20 juillet.
23 Cass. Cassation 355, 431 c. — Comp. crim. 293; Garde champêtre 24-10 c.; Jugem. 783 c. — Disposit. entre vifs 1695 c. — Douanes 864. — Impôts indir. 461-20. — Instr. crimin. 1396. — Succès. 643, 894, 898.
— Caen. Dispositions entre vifs 2901-20.
— Grenoble. Dispositions entre vifs 5066.
— Paris. Faillite 161-20.
25 Bordeaux. Paternité 548-40.
— Bruxelles. Privil. et hypothèques 1011.
27 Paris. Arbitr. 1197.
28 Rouen. Vente publ. d'immeubles 311.
— Décis. Enreg. 4925.
29 Décr. Organ. instr. publ. 380; Théâtre, p. 396.
— Cass. Cassation 1102, 1105 c.; Faux inc. 39-10 c., 214 c. — Renvoi 88.
— Bruxelles. Droit rural 52 c.
— Nîmes. Appel inc. 63 c.; Obligat. 2145-10.
30 Cass. Affiche 97; Cassation 1506 c., 2257 c. — Avocat 337 c.; Propriété féodale 478 c. — Impôts indir. 32-20, 69-30, 423, 515 c.; Procès-verb. 59-10. — Instr. crimin. 3748-30. — Peine 393-10-30 c., 439 c. — Péremption 244-10. — Presse-outrage 805. — Témoin 438-40.
— Paris. Contrat de mar. 4308. — Majorat 13.
— Pau. Minorité 114.
— Circ. Acte de l'état civil 30.
31 Cass. Contrat de mar. 991; Impôts indir. 423; Peine 839-10; Procès-verb. 59-10. — Impôts indir. 202-10, 539. — Instr. crim. 1578.
— Grenoble. Dispositions entre vifs 587.
— Paris. Paternité 276, 302 c.

Août.

- 1 Avis Conseil d'Etat. Loi 66.
3 Cass. Privil. et hypoth. 1717-60.
— Aix. Mariage 686-30.
— Bruxelles. Appel civil 1110.
— Paris. Domicile 52-60 c., 131-10; Except. 298 c.
4 Cass. Enreg. 4033, 4747. — Société 600.
— Paris. Minist. publ. 28. — Ordre 890, 1134-20. — Privil. et hypoth. 1281 c.
— Cons. d'Etat. Louage à domicile cong. 13.
5 Cass. Chose jugée 240; Jugem. 168-60. — Exploit 65-60; Paternité 589-120. — Exploit 214-20. — Règl. de juges 193.
— Montpellier. Conciliat. 76 c., 157.
— Obligat. 2726-10; Saisie-arrest 217-20. — Exploit 625-40.
— Paris. Contrat de mariage 1951, 1952 c.
— Lettre. Trésor publ. 907.
— Solut. Enreg. 1276.
6 Cass. Compét. crim. 436. — Effets de comm. 437. — Faux 272; Tentative 57-50 c. — Faux 384 c.; Vol 128-30. — Forêts 1161, 1319 c.; Exploit 736, 740-10, 742. — Instr. crimin. 3559. — Minist. publ. 63-30.
7 Cass. Cassation 1132, 1156; Contrainte administr. 20 c.; Enreg. 2493, 5657 c.; Except. 351 c. — Cassation 1142; Exploit 283-60 c.; Loi 152-10. — Enreg. 4170 c., 5468, 5518 c., 5627 c.
— Bruxelles. Jugem. p. défaut 183.

Août.

- 7 Paris. Référé 78.
8 Cass. Cassation 207. — Défense 82.
— Paris. Compét. civ. des trib. d'arrond. 265.
— Pau. Jugem. 134.
9 Décr. Trés. publ. p. 1123.
— Cass. Acquiescem. 249 c., 292.
10 Cass. Enreg. 5164, 5526. — Tierce opposit. 66.
— Paris. Société 142.
11 Paris. Contr. par corps 1076.
— Cons. d'Etat. Propriété littér. 368.
— Décis. Enreg. 3271, 5893; Impôts indir. 177.
12 Loi. Privil. et hypoth. 1273 s.
— Décr. Disposit. entre vifs, p. 46; Louage administr. 26; Notaire, p. 589; Organ. instr. publ., p. 1338; Trés. publ., p. 1123; Voirie p. eau 202-40, 288, 290, 342, 343.
— Cass. Contr. p. corps 279 c.; Loi 163 c.; Oblig. 2747; Saisie-exéc. 28.
— Colmar. Référé 170 c., 200.
— Paris. Acte de l'état civil 485.
— Cons. d'Etat. Hospice, p. 69; Louage administr. 27; Privil. et hypoth. 1273 s., 1274 c. — Trés. publ. 432.
— Avis Cons. d'Etat. Cautionn. de font. 17; Culte 635, p. 699; Obligat., p. 55; Présence, p. 377; Privilèges et hypoth., p. 46; Propriété litt., p. 445; Saisie-arrest, p. 490; Trésor publ. 616 c., 633 c., p. 1123.
13 Cass. Armes 40. — Complic. 68 c., 111 c., 124-40-50 c. — Disposit. entre vifs 2889.
— Faux 113-10, 448-20 c.
— Faux inc. 145, 315 c., 316-30; Jugem. 815-10 c. — Forêts 423.
— Surenchère 127.
— Agen. Hospice 444.
— Angers. Disposit. entre vifs 2972-30, 3181-10.
— Décis. Certif. de vie 29; Huissier 33-40.
— Instr. Enreg. 4925.
14 Cass. Enquête 326 c.; Faux inc. 377. — Impôts indir. 554, 574-50. — Instr. crim. 308; Peine 419-20. — Témoin 363-30. — Vol 893-10, 894 c., 908-30 c.
— Bruxelles. Domicile élu 115 c.
15 Cass. V. 7 août.
16 Cass. Appel crim. 309.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2612.
— Cons. d'Et. Presse-outr. — V. 16 août 1806.
17 Cass. Effets de comm. 481.
— Agen. Conciliat. 223. — Privil. et hypoth. 2793-40, 2808 c.
— Nîmes. Loi 346; Ordre 891 c., 980-10.
— Paris. Reprise d'instance 81.
18 Décr. Org. colon. 89, 135-30; Saisie-arrest, p. 490; Sel, p. 860; Trésor public 598 s., 973-20, p. 1123; Voirie p. eau 395.
— Cass. Acquiesc. 181; Interdict. 144 c. — Désaveu 119.
— Dijon. Culte 230.
— Grenoble. Louage 473-30.
— Conseil d'Etat. Chose jugée 361. — Compét. administr. 113-20; Marché de fourn. 149-80. — Compét. administr. 148; Pêche fluv. 65-10; Pêche marit. 48. — Compét. administr. 163-30, 374 c.; Impôts dir. 601-20. — Conflit 52, 72; Voirie par terre 1133. — Conseil d'Etat 209. — Eau 473-110; Propriété 479. — Emigré 202-10. — Forêts 1056.
— Louage administr. 43-20; Propriété féodale 474-10. — Prises marit. 52-70. — Propriété 559. — Tierce opposit. 289-10, 309. — Trésor public 432, 982. — Vente administr. 241 c. — V. 4 août.
— Avis Cons. d'Etat. Archives 70; Commune 487; Exprop. publ. 9; Halle 47 c.; Loi 473 c.; Oblig. 432 c.; Org. administr., p. 607; Propriété féodale, p. 351.

Août.

- 19 Sénatus-const. Droit constit., p. 323; Lois 17.
— Cass. Disposit. entre vifs 2851. — Frais 72-20.
— Montpellier. Substitution 334.
— Paris. Surenchère 95, 222-30 c. — Turin. Appel civil 373, 376 c. — Intervent. 64.
— Circ. Hospice 121.
20 Cass. Action 173 c. — Jugement 196-10.
— Nîmes. Contrat de mar. 3374; Mariage 728-10.
21 Cass. Faux 270. — Témoin 99-10, 124-10, 164-30-60 c., 183-50 c. — Besançon. Appel civil 345.
— Turin. Appel civil 478 c., 745; Domicile élu 116 c.
22 Décr. Notaire, p. 589.
— Agen. Avoué 60.
— Bruxelles. Jugem. p. défaut 275.
— Nîmes. Appel civil 1009 c.; Exploit 383.
— Avis Cons. d'Etat. Notaire, p. 589.
23 Cass. Distr. p. contr. 43.
24 Bruxelles. Louage 130-10.
— Liège. Disposit. entre vifs 250-30; Jugem. 166-40 c.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 3291.
25 Cass. Chose jugée 255-30. — Usage 321-20.
— Besançon. Dispositions entre vifs 2042, 2086-10.
— Bruxelles. Contr. p. corps 1025.
— Paris. Appel civil 727 c., 1197 c.; Exploit 534-20.
— Rennes. Jugem. 588.
26 Cass. Arbitr. 1290, 1291 c. — Deg. de jurid. 354-10. — Enreg. 5511. — Minist. publ. 144-60; Minorité 205 c., 254 c., 549-10. — V. 25 août 1807.
— Nîmes. Frais 944-20 c., 961.
— Trèves. Oblig. 3031.
27 Cass. Absence 184. — Appel crim. 204 c.; Jour férié 37-10. — Compét. 57-10; Compét. comm. 35 c. — Crimes contre les personnes 28. — Défense 118. — Enreg. 584. — Faux 356. — Patente 443.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1278.
— Paris. Domicile 130 c.; Exploit 201-10.
28 Cass. Commune 1064. — Procès-verb. 228. — Vol 517-10.
— Trèves. Emigré 190 c.
29 Bruxelles. Contrat de mar. 2489 c. — Obligation 1506-20 c.
— Orléans. Vente 677.
— Trèves. Louage 663; Rétention 53.
— Turin. Effets de comm. 59, 119 c. — Succès. 1096-30. — Usufruit 400.
30 Cass. Privil. et hypoth. 764. — V. 3 août.
31 Paris. Privil. et hypoth. 858, 1538, 1570 c.
— Rennes. Disposit. entre vifs 262.

Septembre.

- 1 Circ. Archives 60.
1 Cass. Effets de comm. 254, 907.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 294-60. — Forêts 1063 c., 1064. — Prises marit. 198-20.
— Décis. Enreg. 5100.
2 Décr. Trés. publ., p. 1124.
— Cass. Disposit. entre vifs 715. — Emigré 90-30 c.; Mandat 95, 463 c.
3 Loi. Abus de confiance 21; Frais et dépens, p. 67; Lois codifiées 6; Office 194; Org. colon. 486; Prêt à intér. 11; Privil. et hypoth. 1181 s., 1252 s., p. 47; Vérificat. d'écrit. 57 c.; Vol 902, 909.
— Cass. Commune 1289. — Compét. crim. 245 c., 408-60 c.; Crimes contre les personnes 175-60. — Compét. crim. 249-30. — Crimes contre les personnes 30. — Evasion 42. — Forêts 606. — Mise en jugem. 58-40. — Org. judic. 253, 562. — Témoin 399-10.
4 Loi. Privil. et hypoth. 1584, 1604 s., p. 47.

Septembre.

- 4 Cass. Faux 154-10, 291 c., 296, 380 c.; Tentative 57-60 c.
5 Loi. Frais, p. 67; Privil. et hypoth. 550 s., 556 s., 569 s., 618 s., 714 s., p. 47; Transcr. hypoth. 578 s.; Trés. publ. 734, 861, 999, p. 1124.
— Circ. Contumace 7; Faillite 1537.
7 Loi. Hospice, p. 69.
— Décr. Douanes, p. 572.
— Cass. Commune 1985-20 c. 2013, 2017 c., 2048 c. — Enreg. 3452. — V. 8 septembre.
8 Cass. Contrat de mar. 2495-10; Oblig. 3939 c., 4611 c., 5337-10. — Privil. et hypoth. 1676. — Règl. de juges 83.
— Circ. Contr. p. corps 842.
9 Loi. Hospice, p. 69.
— Cons. des prises. Prises marit. 159.
10 Loi. Contr. p. corps 23; Droits civ., p. 35.
— Cass. Arbitr. 1226, 1228 c. — Cassation 921; Instr. crim. 876-10; Presse-outrage 920-20. — Faux 291, 356. — Instr. crim. 61-30. — Prescript. crim. 187. — Témoin 99-10.
11 Loi. Pension, p. 750.
— Cass. Douanes 68 c., 177. — Impôts indir. 508-10. — Mise en jugem. 152-10; Vol 812-20, 908-20 c. — Peine 788-20.
— Circ. Enreg. 3268, 3292.
12 Cass. Deg. de jurid. 667-50; Huissier 23. — Mise en jugem. 82-10. — Témoin 339-20, 399-10. — Vol 534.
13 Loi. Org. colon. 814.
15 Loi. Cautionn. de font. 17-50; Impôts dir., p. 264; Monnaie, p. 383; Notaire, p. 589; Org. administr. 408-10; Trés. publ., p. 1124.
— Avis Cons. d'Etat. Trés. publ. 1183.
— Circ. Org. administr. 755.
16 Loi. Biens 263; Cons. d'Etat, p. 182; Cour des comptes 10, p. 507; Exprop. publ. 9; Loi 462; Marais 5, Mines 332; 345, 773, 776; Org. administr. 212; Org. marit. 780, p. 1674; Présence, p. 377; Privil. et hypoth. 514, 719, 1071, 1109; Transcript. hypoth. 584; Trav. publ., p. 848; Trés. publ. 945, 946, 960, 968, p. 1124; Voirie p. eau 116 s., 240; Voirie p. terre, p. 190; Watlings 22.
— Règl. Notaire 663.
17 Loi. Hospice, p. 69.
— Cass. Frais 1025-30.
— Instr. Enreg. 5264.
18 Décr. Passe-port, p. 35; Vagabondage, p. 11.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 1161-10, 1131.
— Avis Cons. d'Etat. V. 15 septembre 1807.
21 Loi. Douanes, p. 572.
— Décr. Halle, p. 5.
22 Décis. Compte 118.
— Instr. Enreg. 2964.
23 Décis. Domaine extraord. 2.
24 Bruxelles. Jugem. 682.
25 Délib. Boulanger 99.
27 Décr. Prud'homme, p. 535.
— Cons. d'Etat. Commune 716; Octroi 299-10 c.
28 Loi. Office 67; Uniforme-coutume 16, 32.
— Décr. Cour des comptes 10, p. 507; Présence, p. 377; Trés. publ. 968.
29 Décis. Enreg. 4976.
30 Décr. Certificat de vie 39; Culte, p. 699; Prisons, p. 987; Sec. publ., p. 767.
— Cons. d'Etat. Emigré 408 note.

Octobre.

- 1 Cass. Faux inc. 270 c., 288. — Forêts 606. — Mat. d'or et d'argent 100 c., 173-10.
2 Décr. Org. judic., p. 1493; Pension, p. 750; Présence, p. 378.

Octobre.

- 2 Cass. Compét. crim. 36. — Forêts 448. — Propri. féodale 416. — Quest. préjudic. 56-10.
3 Décr. Org. judic. 288.
— Cass. V. 23 octobre.
4 Décl. Bois et charbons 51.
5 Cass. Enreg. 3868. — Faillite 331-30.
— Instr. Enreg. 3294.
6 Cass. Deg. de jurid. 30. — Vente 1845.
7 Décr. Mise en jugem. 69.
— Cass. Vente publ. d'imm. 193, 204, 560-30.
— Cons. d'Etat. Eau 431-190; Impôts dir. 170. — Prises marit. 99-10, 189-30. — Voirie par terre 347, 1353-10.
8 Cass. Cassation 389, 1283. — Compét. crim. 408-70. — Disposit. entre vifs 2835; Faux 319. — Témoin 99-10; Vol 818. — Vente 682-10, 683-10 c.
9 Cass. Forêts 1333 c., 1336.
10 Sénat-cons. Org. judic., p. 1492.
— Cass. Mariage 782-40 c., 861-60.
11 Cass. Interdict. 154-10; Jugem. 499 c.; Minorité 369-10 c., 30 c. — Intervention 147-20.
12 Décl. Culte 593.
13 Cass. Dem. nouv. 135-10 c., 283-10. — Disposit. entre vifs 2289; Success. 206-10-30. — Faux 273; Rébellion 8-40. — Jugem. 783; Voirie p. terre 618, 1125-30 c.; Peine 104-110, 550. — Renvol 27, 118 c. — Tentative 17-30.
— Solution. Enreg. 5235.
14 Cass. Forêts 1336 c., 1339, 1539; Instr. crim. 292 c.; Quest. préjudic. 114-10. — Impôts indir. 103-10.
— Turin. Appel civil 376.
15 Paris. Saisie-gagerie 47.
— Décl. Notaire, 302, p. 589.
— Instr. Boulanger 99; Enreg. 771, 810.
16 Cass. Acquis. 341. — Contrat de mariage 4316. — Disposit. entre vifs 149-30.
— Décl. Notaire, p. 589.
17 Décr. Industrie, p. 669.
— Cass. Action possess. 447. — Séparat. de corps 485.
18 Cass. Appel civil. 480 c., 1293; Dem. nouv. 24 c.; Expert. 45 c. — Appel crim. 311; Jugem. 738-30. — Cassation 885-30; Vente 1882. — Deg. de jurid. 380-20. — Dom. destr. 307 c., 321-40. — Instr. crim. 1815, 2016. — Vente 1847. — V. 13 octobre.
— Décl. Enreg. 5868.
— Solution. Enreg. 6235.
19 Cass. Affiche 63 c.; Douanes 161 c.; 836 c.; Procès-verbal 323-20, 333 c.; Forêts 640 c., 641. — Impôts indir. 237 c.; 243; Procès-verbal 439 c., 458-10, 484 c. — Instr. crim. 2419-10. — Peine 104-110.
20 Cass. V. 23 octobre.
21 Cass. Oblig. 851-10.
— Décl. Droit marit. 690 c.; Enreg. 3294; Octroi 167; Timbre 18, 35.
22 Cass. Compét. administ. 124. — Deg. de jurid. 53-30. — Mariage 617, 622 c.
23 Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 93-10; Success. 860 c. — Enreg. 4015. — Témoin 399-10, 504-40.
24 Cass. Forêts 1225 c. — Impôts indir. 103-10. — Quest. préjudic. 114-10.

Novembre.

- 1 Décr. Théâtre, p. 296.
— Cons. d'Etat. Commune 1907.
2 Décr. Théâtre, p. 296.
— Cass. Effets de comm. 905. — Enreg. 213, 5003 c., 5102 c.; Notaire 303 c. — Enreg. 3393. — Vente publ. d'immeubles 1753-10-30-30, 2026 c. — V. 3 novembre.
3 Décr. Théâtre, p. 296.
— Cons. d'Etat. Commune 1907.
4 Décr. Théâtre, p. 296.
— Cass. Effets de comm. 905. — Enreg. 213, 5003 c., 5102 c.; Notaire 303 c. — Enreg. 3393. — Vente publ. d'immeubles 1753-10-30-30, 2026 c. — V. 3 novembre.

Novembre.

- 2 Décr. Org. milit. p. 1878.
— Cass. Acquis. 606 c., 633; Effets de comm. 74. — Cassation 1174; Enreg. 4490; Exploit 152. — Cassation 1839-20 c. — Deg. de jurid. 495-30. — Enreg. 2322.
— Rouen. Arbitr. 1204.
4 Cass. Cassation 1678 c.; Disposit. 2417. — Mariage 149 c., 162 c., 312; Pérempt. 147-30. — Montpellier. Conciliat. 102-20; Disposit. entre vifs 4250-90. — Orléans. Enquête 597.
5 Cass. Cassation 55, 541. — Compét. crim. 408-80. — Dem. nouv. 35-10. — Forêts 1539, 1546 c. — Impôts indirects 110-10, 408. — Instr. crim. 654-40, 670. — Jugem. d'av. dire droit 92-10. — Privil. et hypoth. 1954 c., 2187-10. — Procès-verb. 463. — Témoin 255. — Vol 634-40.
6 Cass. Appel crim. 267. — Instr. crim. 1971. — Témoin 427. — V. 7 novembre 1809.
9 Paris. Adoption 116 c.
10 Décr. Pension, p. 750.
— Cass. Compét. crim. 176; Effets de comm. 946 c. — Règl. de juges 87, 141.
— Rennes. Jugement 65-30.
— Cons. d'Etat. Contr. administ. 14; Octroi 263-10 c., 350-10 c., 352-20. — Voirie par terre 1253-20.
11 Cass. Cassation 305; Caution. de fonct. 92 c., 93. — Cassation 1249; Mise en jugement 14-10. — Commune 2035; Obligat. 370-50 c. — Louage à col. perpét. 5 c.; Venie 51-10. — Péremption 18. — Renvol 178.
12 Arrêté. Théâtre, p. 296.
— Cass. Chose jugée 133-10. — Instr. crim. 3728. — Voirie p. terre 1228-10.
13 Décr. Hospice, p. 69.
— Cass. Impôts indir. 102-10-60. — Loi 323.
— Cons. d'Etat. Voirie p. eau 613-10.
14 Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 214-30.
— Nîmes. V. 24 novembre.
15 Cass. Appel crim. 309.
— Besançon. Disposit. entre vifs 122; Puissance patern. 114-20.
16 Ord. Notaire, p. 589.
17 Cass. Cassation 1578. — Interdict. 257-20. — Prêt à intér. 61 c., 65.
— Avis Cons. d'Etat. Bourse de comm. 284; Trés. publ. 1183.
— Décl. Enreg. 1836.
18 Cass. Cassation 1511; Loi 250-50 c. — Commune 1895. — Deg. de jurid. 197. — Mariage 731. — Vente 177-10.
— Nîmes. Jugem. 616-20.
— Turin. Enquête 599 c., 638-20.
19 Cass. Bigamie 13 c., 29 c., 36. — Douanes 450, 821-20. — Enreg. 4335. — Forêts 736. — Instr. crim. 3004. — V. 19 déc. — Mat. d'or et d'arg. 152. — Peine 409-10. — Témoin. faux 29 c., 87, 72 c., 112 c.
20 Ord. Industrie 130.
— Cass. Faux 157-10, 158 c., 183 c., 448-70 c., 449-10. — Faux Inc. 270 c., 296-20. — Témoin 183-30.
— Bruxelles. Contrat de mar. 2942. — Rébellion 8-10, 22.
21 Cass. Privil. et hypoth. 2390.
22 Décr. Douanes, p. 572; Prises marit., p. 927.
— Cass. Deg. de jurid. 441-20. — Enreg. 2089, 4117; Substitut. 38 c., 39 c., 40-10 c., 42-10 c. — Success. 201-20.
— Paris. Appel inc. 78.
— Trèves. Caution. 69.
24 Cass. Dem. nouv. 118-20.
— Besançon. Propriété féodale 160-10, 299. — Séparat. de corps 209-10.
— Colmar. Frais 811 c.; Oblig. 2323.

Novembre.

- 24 Nîmes. Jugem. par défaut 294-10. — Paris. Compét. comm. 422. — Rennes. Jugem. 644-10. — Instr. Enreg. 4978.
25 Cass. Effets de comm. 434-30. — Vente 21-30 c. — Vente publ. d'imm. 1906 c., 1918. — V. 23 nov.
26 Paris. Acte de comm. 97. — Pau. Effets de comm. 584. — Oblig. 1777.
27 Cass. V. 25 nov.
— Rennes. Renvol 93.
28 Cass. Ordre 872-10 c.
— Caen. Normandie 31.
— Turin. Mariage 622 c., 689.
30 Cass. Enreg. 237-50, 2305, 4273 c., 6095. — Notaire 243; Oblig. 3821 c. — Prescript. civ. 1053-20, 1135.
— Cass. Enreg. 2333-20. — Paris. Substit. 186-20.
2 Cass. Acquis. 375; Emigré 185-10; Exploit 194-20, 292-10. — Acte de l'état civ. 280; Mariage 39-20, 563 c. — Deg. de jurid. 354-40 c., 370.
— Agen. Peine 605-10, 607-30.
— Bruxelles. Obligat. 4018-10 c., 4045 c., 4061 c., 4066 c.; Vente 76 c., 78 c.
— Liège. Obligat. 3540.
— Décl. Privil. et hypoth. 2780, 3023; Référé 47.
3 Cass. Cassation 1796 c. — Disposit. entre vifs 2869-30. — Faux 448-60.
— Aix. Paternité 493, 505 c.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1207-10.
4 Cass. Cassation 836; Force majeure 35 c. — Conclusion 2-70. — Instr. crim. 1622-40. — Procès-verb. 469.
— Bruxelles. Appel civil 669 c.; Except. 136 c., 173-30.
— Colmar. Exploit 253.
— Paris. Minorité 69-20 c., 116.
— Turin. Disposit. entr. vifs 2998-10.
5 Besançon. Compét. civ. trib. d'arr. 109.
— Paris. Appel inc. 42. — Jugem. 658-40, 673 c.
— Rouen. Droit marit. 1735.
7 Cass. Cassation 1364, 1387. — Droit maritime 1698. — Enreg. 5431, 5466 c. — Privil. et hypoth. 1284-10-20.
— Nîmes. Règl. de juges 90.
8 Cass. Loi 236-10, 238 c.
— Colmar. Séparat. de corps 438.
— Rennes. Distr. p. contr. 137.
— Décl. Enreg. 7557, 3586.
9 Cass. Commune 1534. — Enreg. 406. — Success. 971.
— Bruxelles. Appel civil 1256 c., 1263; Contr. p. corps 90 c.
— Orléans. Oblig. 5364.
— Rouen. Except. 490; Frais 399-10 c.
10 Cass. Arbitr. 115 c.; Chose jugée 40-30; Société 1726. — Commune 1141. — Compét. crim. 154-10; Tém. faux 87-20 c., 88. — Oblig. 2124-20; Vente publ. d'imm. 1024 c., 1037 c. — Peine 104-10 c., 806-20.
11 Cass. Octroi 146. — Peine 806-20. — Procès-verb. 367.
— Angers. Disposit. entre vifs 4256.
12 Cass. Jugem. 749-10.
— Bruxelles. Acquis. 266; Deg. de jurid. 120, 420 c.; Honoraires 4. — Vente publ. d'imm. 1814.
— Rouen. Contrat de mar. 513.
— Turin. Mandat 33.
13 Riom. Success. 800.
14 Cass. Action 174 c.; Cassation 1205; Jugem. 17-30. — Cassation 68 c.; Jugem. 959-40.
— Paris. Contr. p. corps 916.
15 Cass. Disposit. entre vifs 612; Success. 1019-30.
— Bruxelles. Minorité 729-10.
— Paris. Arbitr. 88, 593 c., 605 c.
— Conseil d'Etat. Privil. et hypoth. 667 c., p. 47; Trés. publ., p. 1124.

Décembre.

- 1 Cass. Enreg. 2333-20. — Paris. Substit. 186-20.
2 Cass. Acquis. 375; Emigré 185-10; Exploit 194-20, 292-10. — Acte de l'état civ. 280; Mariage 39-20, 563 c. — Deg. de jurid. 354-40 c., 370.
— Agen. Peine 605-10, 607-30.
— Bruxelles. Obligat. 4018-10 c., 4045 c., 4061 c., 4066 c.; Vente 76 c., 78 c.
— Liège. Obligat. 3540.
— Décl. Privil. et hypoth. 2780, 3023; Référé 47.
3 Cass. Cassation 1796 c. — Disposit. entre vifs 2869-30. — Faux 448-60.
— Aix. Paternité 493, 505 c.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1207-10.
4 Cass. Cassation 836; Force majeure 35 c. — Conclusion 2-70. — Instr. crim. 1622-40. — Procès-verb. 469.
— Bruxelles. Appel civil 669 c.; Except. 136 c., 173-30.
— Colmar. Exploit 253.
— Paris. Minorité 69-20 c., 116.
— Turin. Disposit. entr. vifs 2998-10.
5 Besançon. Compét. civ. trib. d'arr. 109.
— Paris. Appel inc. 42. — Jugem. 658-40, 673 c.
— Rouen. Droit marit. 1735.
7 Cass. Cassation 1364, 1387. — Droit maritime 1698. — Enreg. 5431, 5466 c. — Privil. et hypoth. 1284-10-20.
— Nîmes. Règl. de juges 90.
8 Cass. Loi 236-10, 238 c.
— Colmar. Séparat. de corps 438.
— Rennes. Distr. p. contr. 137.
— Décl. Enreg. 7557, 3586.
9 Cass. Commune 1534. — Enreg. 406. — Success. 971.
— Bruxelles. Appel civil 1256 c., 1263; Contr. p. corps 90 c.
— Orléans. Oblig. 5364.
— Rouen. Except. 490; Frais 399-10 c.
10 Cass. Arbitr. 115 c.; Chose jugée 40-30; Société 1726. — Commune 1141. — Compét. crim. 154-10; Tém. faux 87-20 c., 88. — Oblig. 2124-20; Vente publ. d'imm. 1024 c., 1037 c. — Peine 104-10 c., 806-20.
11 Cass. Octroi 146. — Peine 806-20. — Procès-verb. 367.
— Angers. Disposit. entre vifs 4256.
12 Cass. Jugem. 749-10.
— Bruxelles. Acquis. 266; Deg. de jurid. 120, 420 c.; Honoraires 4. — Vente publ. d'imm. 1814.
— Rouen. Contrat de mar. 513.
— Turin. Mandat 33.
13 Riom. Success. 800.
14 Cass. Action 174 c.; Cassation 1205; Jugem. 17-30. — Cassation 68 c.; Jugem. 959-40.
— Paris. Contr. p. corps 916.
15 Cass. Disposit. entre vifs 612; Success. 1019-30.
— Bruxelles. Minorité 729-10.
— Paris. Arbitr. 88, 593 c., 605 c.
— Conseil d'Etat. Privil. et hypoth. 667 c., p. 47; Trés. publ., p. 1124.

Décembre.

- 15 Décl. Enreg. 2941.
16 Cass. Absence 227, 235 c., 481. — Dem. nouv. 25 c. — Faillite 260-10. — Faux incid. 112. — V. 10 déc.
— Trèves. Disposit. entre vifs 1618. — Turin. Privil. et hypoth. 1717-30, 1893-30.
17 Décr. Prises marit., p. 927.
— Cass. Cassation 1715-20 c., 1877-60 c.; Conciliat. 217; Défense 198. — Compét. crim. 336-20 c. — Minist. publ. 63-40. — Privil. et hypoth. 1434-10, 2787.
— Aix. Success. 976.
— Besançon. Minorité. 366.
— Circ. Commune 497, 498, 751. — Halle 60 c.
— Instr. Voirie p. eau 525.
18 Cass. Forêts 569. — Imp. ind. 311. — Procès-verb. 143, 671.
— Metz. Jugem. p. défaut 219.
— Pau. Oblig. 3093-10.
19 Cass. Appel crim. 351 c., 384. — Douanes 821-110. — Faux 75. — Instr. crim. 1444, 2626-30. — Amiens. Commune 2126.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1365, 1489-10.
20 Cass. Vol 908-10 c.
21 Cass. Appel civil 665. — Emigré 194-10.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1207-10.
— Règl. Société, p. 379.
22 Cass. Acquis. 662 c.; Appel civ. 1178; Jug. d'av. dire droit 24-60 c. — Enreg. 1523, 2168. — Except. 203-40 c.
— Bruxelles. Surenchère 156.
— Turin. Oblig. 1687.
— Décl. Jour férié 40, 41; Transcrit. hypoth. 433 c.
— Instr. Enreg. 3557, 3586.
23 Cass. Acquis. 164 c., 400. — Enreg. 4265. — Règl. de juges 24, 37. — Vol 868 c., 923-30.
— Nîmes. Usufruit 80-10 c., 89.
24 Cass. Instr. crim. 2981. — Mariage 163, 164-10 c. — Volture 434-10.
— Colmar. Frais 340 c.; Huissier 43 c., 89-10.
— Rouen. Except. 490.
— Circ. Commune 589.
25 Cass. Commune 1521. — Droit rur. 209. — Faux 82, 161. — Imp. indir. 508-20; Procès-verb. 21. — Imp. indir. 515. — Mise en jug. 34 c., 129, 259 c. — Procès-verb. 22 c. — Témoin 263. — Vol 553.
— Bruxelles. Domicile élu 119-10. — Paris. Privil. et hypoth. 679, 2428-10.
27 Besançon. Délai 44 c.; Vente publ. d'imm. 1518-10.
28 Cass. Presse-out. 763. — Règl. de juges 84. — Séparat. de corps 475-30, 480-20.
29 Paris. Comm. 25.
— Décl. Enreg. 2527, 4041.
30 Cass. Compét. administ. 180.
31 Cass. Imp. indir. 423, 508-20, 594; Procès-verb. 21 c., 484 c. — Instr. crim. 2780-10.
— Agen. Loi 339-80 c.
— Bruxelles. Compét. civile trib. d'arr. 146 c.; Compét. comm. 397-20 c.; Faillite 1317-40, 1327 c.
— Paris. Avoné 84; Jugem. p. déf. 302 c.

Janvier.

- 1 Décl. Notaire, p. 589.
2 Cass. Témoin 191-10.
— Paris. Mariage 938. — Vérificat. d'écrit 114.
— Rennes. Contrat de mar. 1384, 1928 c.
4 Décr. Trés. publ. 785, 833, 871, 916, 917, p. 1124.
— Cass. Cassation 1694 c.; Enquête 518 c.; Oblig. 4947 c., 4969, 5020-20 c.; Preuve 62 c. — Success. 2304 c.; Vente 1579-40.

Janvier.

- 4 Agen. Absence 481; Emigré 151-10.
5 Cass. Péremption 144-30 c., 161-10, 170 c. — Substitution 264-30.
— Nîmes. Jugem. 690-10.
6 Cass. Cassation 1660-20 c.; Contrat de mar. 130 c., 1648 c., 1745 c., 2067, 2925 c.; Mariage 749-10 c. — Paternité 570, 595-10, 690 c.
— Bruxelles. Vente 932-10.
— Nîmes. Enquête 152.
7 Décr. Culte, p. 700; Droits civils 536.
— Cass. Cassation 564; Imp. indir. 537. — Compte 211; Vente 1896 c. — Expert. 208. — Faux 216. — Forêts 569 c., 1348 c., 1359, 1367, 1369 c. — Forfait. 121-10. — Imp. indir. 803. — Témoin. faux 113.
— Besançon. Oblig. 4403-10; Société 257-30.
— Bruxelles. Appel civil 146 c., 615; Jugem. p. déf. 280-10 c. — Effets de comm. 699.
8 Cass. Forêts 2003.
— Paris. Succession 933-10, 957; Vente publ. d'imm. 268-20-30.
— Trèves. Appel civil 843. — Séparat. de corps 231.
9 Cass. Cassation 1524. — Instr. crim. 134-30. — Jugem. p. déf. 452-30.
— Bruxelles. Ordre 890.
— Paris. Contrainte p. corps 301, 1010 c.
— Riom. Tierce opposit. 53.
— Turin. Acquis. 605.
— Décl. Notaire 479 c., p. 589.
10 Paris. Emigré 100.
11 Décr. Douanes, p. 573; Effets de comm. 23; Exprop. publ. 37; Org. marit., p. 1674; Prises marit., p. 928; Trés. publ. 293, 525, p. 1125; Voirie par terre 1971, p. 190.
— Cass. Acquis. 593 c., 643 c., 735 c.; Dépôt 72-30; Papier monnaie 48-20. — Cassation 624-10. — Défense 224 c.; Société 35, 39-10.
— Bruxelles. Acte de comm. 179 c.; Effets de comm. 292; Oblig. 4110-20 c.
— Paris. Mariage 388-60 c., 453 c., 544 c.; Paternité 711-20 c., 737 c. — V. 11 février 1808.
— Cons. d'Etat. Commune 2305; Compét. administ. 143-20 c., 158-30. — Conflit 211. — Jugem. p. défaut 501-10; Req. civ. 276. — Octroi 352-30. — Voirie par eau 539.
— Avis Cons. d'Etat. Compét. administ. 489 c.; Cons. d'Etat, p. 182; Culte 641; Notaire, p. 589; Pension 205 c., p. 75; Success. 761; Trésor publ., p. 1125; Vagabondage, p. 11.
— Instr. Privil. et hypoth. 2893, 3024.
12 Cass. Cassation 1413; Cautionnem. 179; Loi 47-40 c., 48 c. — Mariage 749-20. — Success. 182.
— Besançon. Success. 1895.
— Bruxelles. Oblig. 3216-10 c. — Paternité 523.
— Colmar. Disposit. entre vifs 2915-20, 2936-10 c.
— Nîmes. Exploit 570.
— Turin. Prêt à intérêt 182.
13 Cass. Enreg. 4764, 4800 c., 5771. — V. 13 janvier 1809.
— Orléans. Désistement 183.
— Paris. Eau 545-20 c.
14 Cass. Cassation 192. — Instr. crim. 3562. — Jugem. 140-10. — Témoin 99-10, 433-10.
— Besançon. Mariage 684-10.
— Nîmes. Faux inc. 60.
— Paris. Arbitr. 591.
— Délit. Contrat de mariage 281, 293.
15 Décr. Org. marit., p. 1674; Sole 3. — Cass. Presse-out. 935-20.
— Colmar. Privil. et hypoth. 1784-10.
— Paris. Eau 563-20.

Janvier.

- 16 Décr. Banque 80; Biens 188; Bourse de commerce 255, 283; Faillite 175; Privil. et hypoth. 777; Société 1502 c.
- Cass. Abus de conf. 449 c., 487; Appel crim. 190 c.; Conclusions 81 c.; Instr. crim. 139-20 c., 510 c.; Mandat 66 c.; Témoin 142-20.
- Bruxelles. Dispositions entre vifs 2855-30, 2946.
- 17 Orléans. Jugem. d'av. dire droit 38-20.
- 18 Cass. Arbitr. 1957. — Enreg. 5774. Org. judic. 282-20. — Substitution 230.
- Aix. Disposit. entre vifs 240-10, 2587 c., 3239 c.; Substitution 107.
- Bruxelles. Vente publ. d'imm. 1285.
- 19 Cass. Cassation 913. — Deg. de jurid. 497-20. — Except. 314. — Mandat 143-10.
- Paris. Contrainte p. corps 1031; Responsab. 184 c.; Succession 1700-10, 1702, 1837. — V. 19 janvier 1806.
- 20 Cass. Deg. de jurid. 595. — Enreg. 589, 596 c., 2160 c., 5526.
- Bruxelles. Domicile élu 25-10. — Effets de comm. 882. — Propriété féodale 457.
- 21 Cass. Cassation 1658-10 c.; Chose jugée 30. — Compét. crim. 149. — Dépôt 207, 208 c. — Impôts indir. 338-10. — Instr. crim. 286, 3513.
- Dijon. Appel civ. 478 c., 530.
- Orléans. Appel civ. 1097.
- Paris. Désistement. 76-10.
- Poitiers. Séparat. de corps 253.
- 22 Décr. Eau, p. 326; Poudres, p. 51; Voirie p. eau 48, 75-50, 82, 97 c., 103 s., p. 722.
- Cass. Crimes c. lesperson. 86-20. — Instr. crim. 3241, 2794.
- Paris. Faillite 183.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 115; Marché de fourn. 146-30 c.; Deg. de jurid. 652 c.; Forêts 1537. — Hospice 137-30. — Interrog. sur faits et art. 20. — Octroi 300.
- Avis Cons. d'Etat. V. 15 déc. 1807.
- 23 Paris. Contr. p. corps 916, 924 c. — Disposit. entre vifs 901 c.; Success. 2003-10.
- Cons. d'Etat. Saisie-arrest 174 c.
- Avis Cons. d'Etat. Contrat de mar. 616; Notaire 293.
- 25 Cass. Commune 793. — Demande nouv. 194. — Prescript. civ. 117.
- Liège. Contrat de mar. 508 c., 1150; Loi 261 c.
- Paris. Contr. p. corps 741-40.
- Rouen. Disposit. entre vifs 2777-20. — Rente viagère 53.
- 26 Cass. Biens 36 c., 45; Vente 617-10 c.; Faillite 681. — V. 6 janv.
- Paris. Disposit. entre vifs 3191 c.; Substitution 69-30 c., 74-20 c.
- 27 Cass. Demande nouv. 134-20. — Vente 215 c., 223. — Voiture 20.
- Bruxelles. Exploit 516-30.
- Nîmes. Interdict. 49-10 c., 50.
- Rennes. Contrainte p. corps 827.
- Trèves. Mariage 76.
- Turin. Interr. sur faits et art. 30-19, 62 c.
- 28 Cass. Cassation 1652 c.; Jugem. d'av. dire droit 66-30 c.; Cassation 1949 c. — Chasse 416, 429 c.; Forêts 419 c. — Chose jugée 50 c.; Dem. nouv. 95-10. — Commune 815. — Expert. 39-60. — Forêts 426. — Instr. crim. 2469; Témoin 109. — Success. 287.
- Aix. Usufruit 408.
- Besançon. Adoption 46 c., 47 c., 49 c.; 50 c., 70, 111 c., 115 c.; Loi 229 c.
- Bruxelles. Appel civ. 1354.
- 29 Metz. Privil. et hypoth. 1122-30.
- Rennes. Jugem. 664.
- 30 Cass. Instr. crim. 500 c., 515; 1881-10. — Matières d'or et d'argent 75-30. — Peine 468.

Janvier.

- 30 Cass. Min. publ. 39. — Saisie-arrest 386. — Séparat. de corps 296 c. — Témoin 122-20. — Voirie p. terre 1422-10.
- Bruxelles. Mariage 929-10; Vente 1760 c., 2001-30 c.; Privil. et hypoth. 2276.
- Metz. Avoué, 209, 210 c., 215 c.
- Turin. Disposit. entre vifs 2461.
- Décis. Impôts indir. 177.

Février.

- 1 Cass. Cassation 1142; Huissier 147 c.
- 2 Décr. Commune 131; Pension, p. 751; Prud'hommes, p. 534.
- Cass. Cassation 1571 c., 1640-20 c.; Société 1093 c., 1097. — Enreg. 1099.
- Paris. Domicile élu 117-20. — Louage 430-20.
- Cons. d'Etat. Commune 2607-20. — Compét. administr. 422 c. — Conflit 54 c.; Voirie p. terre 293. — Prises marit. 219-10 c., 233.
- Avis Cons. d'Etat. Ordres civ. et milit. 182 c.; Org. judic. 487, p. 1492; Pension, p. 751; Prises marit. 198-30.
- 3 Cass. Arbitr. 1345; Cassation 1600-20 c.; Conciliat. 383 c. — Privil. et hypoth. 1737-30. — Surenchère 264-10 c., 266.
- Rennes. Appel civ. 653; Appel inc. 28 c.
- 4 Cass. Action 228 c. — Disposit. entre vifs 2895-40. — Domicile élu 43-20. — Impôts indir. 242.
- Aix. Louage 135.
- Caen. Cautionn. 127.
- Paris. Désaveu 69-10 c.; Huissier 35.
- 5 Cass. Chose jugée 492. — Exploit 740-30. — Faux 273, 273 c. — Forêts 1287. — Instr. crim. 859-30.
- Trèves. Mariage 83-20.
- 6 Grenoble. Acquis. 377.
- 8 Cass. Jugem. 304, 1017-20; Société 999. — Louage 146, 330, 848 c., 812 c., 821 c. — Règlement de juges 11.
- Paris. Domicile élu 111-30; Mariage 775. — Propriété 659.
- 9 Cass. Appel civ. 1273 c.; Loi 40 c. — Cassation 310, 1632 c.; Normandie 76 c.; Oblig. 4638 c., 4744 c., 4777 c., 4943-10. — Cassation 1823-10 c. — Disposit. entre vifs 2890, 4308; Substit. 469.
- Bruxelles. Appel civ. 873.
- Turin. Appel inc. 158.
- 10 Cass. Dom. eng. 44-20 c., 50-20.
- Bordeaux. V. 10 février 1807.
- Paris. Privil. et hypoth. 1515-30.
- 11 Cass. Cassation 1908-100 c. — Commune 708 c.; Revendeur 3. — Exploit 709-10. — Faux 149-20. — Forêts 741. — Impôts indir. 203-10, 207 c. — Procès-verbal 477 c. — Usage 259.
- Paris. Course de chevaux 5-40; Propriété 261 c. — Droit civil 445 c., 499 c.; Loi 293 c., 398 c., 399 c. — Oblig. 5515.
- Rouen. Effets de comm. 131.
- Toulouse. Contr. par corps 777, 919 c.; Frais 720 c.
- Cons. d'Etat. Emigré 401.
- 12 Cass. Armes 51; Chasse 402; 426. — Cassation 571. — Compét. crim. 525; Contrav. 327, 344 c. — Impôts indir. 499. — Pêche fluv. 123-30.
- 13 Bruxelles. Disposit. entre vifs 3130-10, 3137.
- Paris. Société 1065, 1724.
- Avis Cons. d'Etat. Privil. et hypoth. 2941 c., p. 48; Transcript. hypoth. 578 c.
- Circ. Org. administr. 754.
- 14 Cass. Disposit. entre vifs 223-20. — Cons. d'Etat. Emigré 405 a.
- 15 Cass. Appel crim. 284 c. — Arbitr. 260 c., 264, 402 c., 1108 c.; Faillite 191 c., 547-10 c.

Février.

- 15 Rouen. Disp. entre vifs 2987-10.
- 16 Cass. Adultère 103 c.; Séparat. de corps 62.
- Besançon. Amnistie 135 c.; Désistement. 9-10; Emigré 75-20, 169-50 c.
- Bordeaux. Appel civ. 884.
- Caen. Loi 277 c.; Privil. et hypoth. 2658-20.
- Colmar. Minorité 565.
- Nîmes. Loi 343-20.
- Paris. Action 97.
- 17 Paris. Arbitr. 1097.
- 18 Cass. Enreg. 5965; Jour férié 27 c.; Privil. et hypoth. 1733 c. — Impôts indir. 495. — Privilège et hypoth. 1434-20. — Procès-verb. 403-10. — Règlement de juges 16-30. — Transcript. hypoth. 432 c.
- Aix. Appel civ. 523. — Exploit 71-10.
- Paris. Oblig. 4145-10, 4177-10 c. — Société 1661.
- Instr. Enreg. 4918, 5270.
- 19 Sénatus-cons. Droit civil, p. 35; Serment, p. 6.
- Cass. Instr. crim. 2487-30-40. — Jugem. 750-10; Jugem. d'av. dire droit 84; Quest. préjudic. 149-10. — Procès-verb. 70, 624 c.
- Bruxelles. Effets de comm. 257.
- Paris. V. 19 janvier 1808.
- 20 Grenoble. Deg. de jurid. 130-30.
- Nîmes. Privil. et hypoth. 638-10. — Transcript. hypoth. 604 c.
- Turin. Jugem. 617-10 c.; Obligat. 5198-20, 5200 c., 5350 c., 5351 c.
- Avis Cons. d'Etat. Expropriation publ. 57.
- 21 Décr. Monnaie, p. 383; Org. milit., p. 1878.
- Avis Cons. d'Etat. Commune 2400 c.; Dom. de l'Etat, p. 93.
- 22 Cass. Avocat 554, 555 c. — Cassation 1230.
- Instr. Enreg. 700, 1173, 2527, 2977, 3269, 3271, 4875, 4964-10, 4986.
- 23 Cass. Enreg. 3132, 3538 c. — Effets de comm. 654. — Privil. et hypoth. 1508-10, 1605-30.
- Aix. Mandat 423.
- Bruxelles. Contrat de mar. 1009. — Mariage 793-30.
- Nîmes. Avoué 163.
- 24 Cass. Action possess. 29; Compét. administr. 146 c. — Appel civil 548 c. — Enreg. 667, 5839.
- Bourges. Contrat de mar. 521.
- Rennes. Société 993.
- Riom. Disposit. entre vifs 714.
- Trèves. Oblig. 2307, 2324 c.
- 25 Décr. Organ. colon. 126; Trésor publ. 409 s., p. 1125.
- Cass. Arbitr. 896. — Cassation 642; Octroi 389. — Défense 59.
- Frais 1017. — Impôts indir. 182. — Mise en jugem. 111.
- Témoin 122-30. — Vol 815.
- Aix. Vente publ. d'imm. 506.
- Nîmes. Séparat. de corps 212-10.
- Paris. Contrainte p. corps 739, 832 c.
- Cons. d'Etat. Trésor publ. 889.
- Avis Cons. d'Etat. Privil. et hypoth. 556, 1084 c. — V. 13 février.
- 26 Cass. Faux 19, 452, 454. — Instr. crim. 1828-40. — Vol 812-40.
- Besançon. Appel civ. 693 c.; Exploit 42 c., 521-10.
- Colmar. Contrat de mar. 1761 c.; Séparat. de corps 460.
- Grenoble. Biens 89.
- Paris. Délai 80 c.; Domicile élu 19-20.
- 27 Cass. Cassation 778 c. — Impôts indir. 23-20, 499; Procès-verb. 391 c. — Impôts indirects 210, 618-10-20-30. — Quest. préjudic. 142-30. — Sel 107-40.
- Bruxelles. Vente publ. d'imm. 1552-20.
- Caen. Normandie 61 c.
- Paris. Appel inc. 108 c.; Frais 40.
- Turin. Saisie-arrest 358-70.
- Circ. Douanes 60.

Mars.

- 1 Décr. Adopt. 22 c.; Biens 168; Domaine extraord. 16; Majorat 4; Noblesse 27; Notaire, p. 589; Office 119; Ordres civ. et milit. 184 c.; Privil. et hypoth. 779 s., p. 48; Sceau 4; Serment, p. 6; Success. 102-40; Trés. publ. 1173 c.; Villes de France 3 c.
- Paris. Délai 80; Domicile élu 19-20. — Prescript. civ. 932-30; Propriété 348 c., 432 c.
- Décis. Enreg. 5793.
- 2 Cass. Cassation 1680-30 c.; Séparat. de corps 101, 216-10, 217 c. — Obligat. 3009, 4041 c. — Propr. féodale 188, 223.
- 3 Cass. Cassation 1828-20 c.; Faillite 1311. — Cassation 1898. — Impôts indir. 190. — Mat. d'or et d'argent 74 c., 75-20. — Voiture 459.
- Nîmes. Exploit 217-20 c.
- 4 Loi. Contr. par corps 223-10.
- Cass. Appel crim. 322. — Chose jugée 343 c.; Jugem. 324-10. — Garde nat. 477-30. — Gendarme 63; Rébellion 8-50, 35-20.
- Avis Cons. d'Etat. Acte de l'Etat civ. 24.
- Circ. Droit marit. 551.
- 5 Cass. V. 3 mars.
- 6 Décr. Archives 24.
- 7 Décr. Culte, p. 930; Mise en jugem. 69.
- Cass. Disposit. entre vifs 2878. — Enreg. 3530, 4761, 4764 c.; 6208. — Sel 28. — Vente administr. 268.
- Agen. Conciliat 41 c. — Péremption 112.
- Besançon. Usage 84-10 c., 558-10.
- Avis Cons. d'Etat. Biens 140 c. — Enreg. 3026 c.; Louage emphyt., p. 882; Propriété féodale 158 c., p. 851.
- Lettre. Notaire, p. 589.
- 8 Cass. Acquis. 724. — Cassation 319, 1716-70; Conciliat. 110-30; Incident 24-30. — Enreg. 5653.
- Toulouse. Oblig. 364-10.
- Avis Cons. d'Etat. Acte de l'Etat civil 30 c.
- 9 Cass. Compét. comm. 250 c.; Faillite 233-30, 1312 c.; Privil. et hypoth. 568 c.; Trés. publ. 998; Enreg. 5177.
- Orléans. Désistement. 183.
- Paris. Vente 1446.
- Toulouse. Exploit 567-10.
- Tribunal de la Seine. Enregist. 2759.
- 10 Cass. Cassation 887 c., 1007-20 c.; Disposit. entre vifs 3504; Jugem. 149-30. — Crimes contre les personnes 17. — Disposit. entre vifs 546. — Except. 269 c.; Reprise d'int. 87-30 c.; Vente 1266, 1291 c., 1218 c., 1436 c. — Responsab. 159-10.
- Besançon. Disposit. entre vifs 3099-20.
- Bruxelles. Responsab. 674.
- Limoges. Effets de comm. 131.
- Paris. Surenchère 233; Vente publ. d'immeubles 2156-40, 2157.
- 11 Cass. Appel civ. 915 c.; Impôts indir. 531. — Octroi 200.
- Bruxelles. Loi 241.
- 12 Besançon. Requête civ. 158.
- Paris. Vente 805, 808 c.
- Turin. Chose jugée 392 c.; Jugement 464-20.
- 14 Décr. Garde de comm. 2; Organ. colon. 89; Org. marit., p. 1674; Serment, p. 6; Uniforme-coutume 43.
- Trèves. Appel civ. 175; Ordre 1303-10 c.
- Cons. d'Etat. Vente administr. 256 c.
- Avis Cons. d'Etat. Propriété féodale, p. 351.
- 15 Cass. Action 159; Contrat de mariage 1251 c. — Appel civil 957 c.; Emigré 58; Exploit 452 c. — Effets de commerce 688.
- Bruxelles. Cautionnement 112, 169 c. — Louage 528 c., 587, 847 c.

Mars.

- 15 Décis. Enreg. 913; Notaire, p. 589. — Instr. Enreg. 5583.
- 16 Décr. Org. judic., p. 1493.
- Cass. Cassation 1615-30 c.; Chose jugée 87-10; Conciliat. 59.
- Angers. Contrat de mariage 1633, 1636 c.
- 17 Décr. Culte, p. 700; Juits, p. 714; Org. instr. publ. 286, 294, 329, 383, 407, 414, 416, 476, 503, 504, p. 1338; Présence, p. 378; Trav. publ. 250; Uniforme-coutume 16, 44.
- Cass. Appel crim. 211 c., 215. — Cassation 1118. — Commune 1035; Procès-verb. 163-20. — Compét. crim. 652. — Prese-outrage 1265 c. — Témoin 99-10. — V. 18 mars.
- Caen. Commune 1860.
- Rouen. Compétence administr. 387 c.; Travaux publ. 1248-10. — Séparat. de corps 483. — V. 17 mai.
- 18 Cass. Deg. de jurid. 687-40. — Faux 343. — Frais 868-60; Jugem. 806-30. — Impôts indir. 208. — Instr. crim. 1396. — Procès-verb. 459. — Vol 812-30, 908-10.
- Besançon. Vente publique d'imm. 389, 453 c., 560-20 c., 759-10 c.
- Paris. Récusation 175-30.
- Turin. Success. 1937; Vente 496.
- 19 Décr. Avoué 25; Certific. de vie 4.
- Paris. Privil. et hypoth. 1494.
- Turin. Appel inc. 158. — Cautionn. 98; Domicile élu 117; Except. 289-50 c., 335 c.; Exploit 48-90.
- Cons. d'Etat. Commune 623, 2635 c.; Compét. administr. 267 c. — Eau 473-40.
- Avis Cons. d'Etat. Propriété féodale, p. 351. — V. 30 mars 1808.
- 21 Cass. Acte de comm. 257 c.; Banque 197; Société 237 c. — Cassation 1696 c.; Effets de comm. 308 c., 339; Oblig. 3453-10 c. — Loi 295 c.; Success. 1015, 1021-30, 1119, 1308 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 2183. — Surenchère 111 c.
- 22 Cass. Enreg. 2200.
- Toulouse. Success. 2254-50.
- 23 Cass. Deg. de jurid. 52-20. — Prescript. civ. 1052-40. — Vente 1981.
- Besançon. Huissier 100.
- Bruxelles. Oblig. 776-30.
- 24 Cass. Instr. crim. 1386.
- Paris. Prescript. civ. 1103.
- 25 Ord. Industrie 130.
- Cass. Cassation 244 c.; Org. marit. 1002-10.
- Besançon. Disposit. entre vifs 274-10.
- Bruxelles. Acquis. 226 c.; 497; Compét. civ. trib. d'arr. 68 c.
- Paris. Arbitr. 984.
- Rouen. Prese-outrage. 1544-10. — V. 25 mars 1807.
- Instr. Enreg. 5866; Ordre 467.
- 26 Cass. Compét. crim. 493. — Impôts indir. 337-30. — Procès-verb. 470. — Témoin 430.
- Colmar. Législation 2; Obligat. 3777 c.; Vente publ. d'imm. 239.
- Paris. Ordre 892 c.; 923-20. — Privil. et hypoth. 1553-19, 2399.
- Avis Cons. d'Etat. Notaire 243; Oblig. 3831.
- 27 Toulouse. Dispositions entre vifs 1575.
- 28 Cass. Compétence 56; Séparation de corps 433, 499. — Exploit 152. — Vente 1050-50. — V. 18 mars.
- Grenoble. Adoption 116 c.
- 29 Cass. Deg. de jurid. 397-10. — Enquête 571 c., 574. — Mariage 868, 955-10 c. — V. 23 mars.
- Nîmes. Enquête 152.
- 30 Loi. Avoué 25; Ordre publ. 7-100.
- Décr. Affiche 94 c.; Avocat 242, 458; Greffier, p. 554; Huissier 11-70; Impôts indirects, p. 405; Minist. publ., p. 5; Octroi 250, p. 7; Office 294 c.; Org. judic., p. 1493.

Mars.

- 30 Décr. Préséance, p. 378; Prises marit., p. 928; Serment, p. 6; Uniforme-coutume 16, 31, 41, 42, 43, 52.
— Cass. Enreg. 3148; Louage à location perpét. 3-10 c. — Enreg. 4731-10, 5618. — Propr. féod. 210-10.
— Besançon. Faillite 540.
— Bourges. Vente publ. d'imm. 335-10 c., 1577.
— Caen. Prescript. civ. 619 c.
— Paris. Oblig. 1481, 2801 c.
— Turin. Domicile élu 36-20.
— Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civ. 24; Mariage 335 c., 357.
31 Cass. Sel 107-40.
— Limoges. Paternité 599-10, 711 c.

Avril.

- 1 Décr. Compét. administr. 526; Forêts 101.
— Cass. Faux 498, 500 c.; Témoin 13 c. — Forêts 330 c., 750, 1463. — Gendarmerie 63-40; Rébellion 8-40. — Impôts indir. 10-30; Serment 63. — Jugem. p. défaut 464. — Peine 247-10. — Prescript. civ. 1064-40. — Cons. d'Et. Compét. administr. 143-10. — Dom. de l'Etat 233-30.
— Avis Cons. d'Et. Enreg. 6275; Notaire 243; Obligat., p. 55.
2 Cass. Douanes 959.
— Amiens. Culte 487.
— Paris. Surenchère 156.
4 Cass. Adultère 83 c.; Séparat. de corps 464; V. 4 août. — Cassation 1715-20, 1893-10 c. — Organ. colon. 571. — Vente publ. d'immeub. 191-10.
— Bruxelles. Contr. par corps 297, 468 c.; Interdict. 308-20 c.
— Liège. Vente 693.
— Paris. Prescript. civile 579, 1093. — Success. 168.
— Turin. Arbitr. 435, 914 c.
5 Cass. Chose jugée 337 c.; Privil. et hypoth. 1413-10, 1676-20. — Deg. de jurid. 399. — Enreg. 4729, 4747 c.
— Nîmes. Exploit 313-20.
— Rennes. Enquête 643.
— Riom. Dispositions entre vifs 296-20.
— Décis. Enreg. 4886.
6 Cass. Chose jugée 523 c. — Commune 1957 c., 213 c. — Compét. civ. des trib. d'arrond. 39; Except. 203-10 c., 213 c. — Deg. de jurid. 375. — Loi 240.
— Bruxelles. Rentes constit. 97-10.
— Colmar. Vente 65, 334 c.
— Liège. Jugem. par défaut 267-40.
— Turin. Acte de l'état civil 489 c., 512 c., 513 c.; Mariage 196; Peine 373-20 c.; 743-10 c.
7 Cass. Délai 70. — Désaveu 58 c. — Forêts 1168-20, 1186 c. — Instr. crim. 3493-10. — Procès-verb. 44-10, 443.
— Aix. Vente publ. d'immeubles 1083-10.
— Bourges. Propriété féodale 213.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2581-40.
8 Cass. Forêts 1336, 1389; Procès-verb. 636. — Prescript. crim. 189.
— Angers. Dispositions entre vifs 1388-20, 1522, 1575; Success. 1928-10 c.
— Paris. Obligat. 5043-10.
9 Besançon. Interdict. 256-10 c.; Minorité 199-30. — Séparat. de corps 24, 72-10 c.; 75 c., 103-30 c.
— Bruxelles. Tierce opposit. 204-30, 226-30.
10 Cass. V. 10 avril 1807.
11 Cass. Appel civ. 669 c. — Enreg. 1086. — Faux inc. 93-20.
12 Cass. Cassation 1142. — Degré de jurid. 625. — Enreg. 3298, 3505, 4123. — Règlement de juges 84.
— Grenoble. Tierce opposit. 146-10.

Avril.

- 12 Turin. Interdict. 276.
— Décis. Octroi 170-40.
13 Cass. Emigré 183, 405-50.
— Bruxelles. Interdict. 308-20 c. — V. 4 avril.
— Turin. Cautionnem. 134. — Disposit. entre vifs 255; Obligat. 5203-20 c.
14 Cass. Forêts 608. — Instr. crim. 820, 1439; Témoin 501-10.
15 Cass. Appel crim. 215. — Compét. crim. 154-20 c., 196-20, 337. — Forêts 741. — Instr. crim. 930. — Mat. d'or et d'argent 67, 89-20 c., 121 c. — Quest. préjud. 107-20. — Sel 107-40, 108.
16 Bruxelles. Privil. et hypothèques 1507.
18 Cass. Cassation 1447-10 c. — Emigré 154, 403-30 c.
20 Cass. Action poss. 292 c., 513 c., 675. — Domicile 59-30; Except. 236 c.
— Turin. Oblig. 4175-20.
— Circ. Droit marit. 551.
— Décis. minist. Enreg. 308.
21 Cass. Cassation 2103. — Commune 1060; Industrie 140 c. — Faux 281. — Forêts 819. — Min. publ. 65-10. — Procès-verb. 175. — Success. 208-30.
— Bruxelles. Dispositions entre vifs 250-20.
22 Cass. Cassation 895 c., 1923-10. — Compét. crim. 174, 187 c. — Disposit. entre vifs 4100-30-40; Prêt à int. 151 c. — Enreg. 2176.
— Instr. crim. 1571. — Mariage 834-10; Success. 1921 c.
23 Cass. Appel crim. 319 c., 322. — Impôts indir. 309. — Procès-verb. 417-30 c., 442. — Vol 334. — V. 22 avril.
— Colmar. Renvoi 94.
24 Décr. Faux 62; Monnaie, p. 883.
— Cass. V. 26 avril.
— Cons. d'Etat. Conflit 211. — Prises marit. 52-70. — Travaux publ. 1248-10.
25 Décr. Marais 6.
— Cass. Enreg. 5826, 5765.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 374.
— Paris. Effets de comm. 710.
— Décis. Enreg. 5847; Notaire, p. 589.
26 Décr. Enreg. 30.
— Cass. Adopt. 68, 70 c., 71 c., 72 c., 73 c., 192 c., 197 c., 217 c.; Success. 1743 c. — Cassation 1316 c.; Requête civile 126-30. — Enreg. 4001, 4159 c., 4160. — Oblig. 1586.
— Cons. d'Etat. Concess. administr. 11 c.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 131; Forêts 101, 1773.
27 Cass. Commune 2065, 2074 c., 2086 c. — Disposit. entre vifs 556.
— Trèves. Effets de comm. 458.
— Turin. Prescript. civile 694.
28 Cass. Cassation 393, 1277. — Instr. crim. 1300-40. — Jugem. 1075 c., 1088. — Témoin 113-20, 296-10. — Vol 742.
— Riom. Contr. p. corps 926 c., 927.
— Turin. Contr. p. corps 176-20.
29 Cass. Forêts 1359 c.; Prescript. crim. 141. — Instr. crim. 488. — Prescript. crim. 237.
— Angers. Louage 834.
30 Turin. Appel civil 849.

Mai.

- 1 Cass. Chose jugée 56. — Commune 1769 c., 1781, 1795 c.; Exploit 96 c. — Disp. entre vifs 540; Mariage 965-20 c. — Enreg. 3531. — Jugem. d'av. dire droit 7-20. — Nantissement 222. — Privil. et hypoth. 933.
— Paris. Oblig. 561. — Responsab. 173.
— Décis. Vente publ. de meubles 32.
2 Cass. Conciliat. 116 c., 137; Mariage 780, 781 c.

Mai.

- 3 Colmar. Faux inc. 23.
— Liège. Domicile élu 122-20; Exploit 215-10 c. — Vente publ. d'immeub. 561-40, 937 c.
— Nîmes. Domicile 135.
— Rouen. Acte de comm. 375.
4 Cass. Compét. trib. de paix 28, 33 c. — Dem. nouv. 95-20. — Jugem. 140-20, 1022-10. — Vente 828-10.
— Besançon. Enquête 385.
— Circ. Archives 70; Commune 536 c.
5 Cass. Cassation 1482 c.; Vente publ. d'immeubles 2158. — Cassation 1679-30 c. — Chose jugée 434. — Minist. publ. 105, 110-30; Serment 306-10. — Témoin 296-10. — Tentative 17-10, 21-10.
— Angers. Séparat. de corps 489.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 284-10. — Mariage 171-10.
— Paris. Acte de comm. 242 c.; Compét. comm. 87 c.
6 Cass. Instr. crim. 133-60, 143, 387.
— Liège. Minorité 118 c., 773.
7 Décr. Notaire, p. 589; Prises marit. 171, 338-50; Prud'hommes, p. 535; Trés. publ. 776.
— Cass. Impôts indir. 810. — Instr. crim. 123-20; Presse-outrage 1324-10 c., 1326. — Instr. crim. 1912. — Prescript. crim. 227.
— Cons. d'Et. Octroi 308-10; Trav. publ. 403.
— Avis Cons. d'Et. Org. administr. 407.
— Décis. Enreg. 305.
8 Décis. Ordre 77.
9 Cass. Chose jugée 133-30; Vente publ. d'immeub. 935-70, 1863 c. — Chose jugée 318. — Disp. entre vifs 4250-80, 4251-30 c. — Emigré 408-130. — Enreg. 2223.
— Bastia. Nantissement 316.
— Bourges. Contr. de mar. 2396.
— Bruxelles. Société 1288-10.
— Rouen. Vente publ. d'immeubles 561-20.
10 Décr. Org. inst. publ. 267, p. 1341.
— Traité. Traité intern., p. 518.
— Cass. Arbitr. 1234. — Sel 33. — Société 1173, 1296.
— Bourges. Oblig. 4525-10.
— Bruxelles. Effets de comm. 577.
— Paris. Disp. entre vifs 4125.
— Décis. Enreg. 8634; Oblig. 3403.
11 Cass. Cassation 706. — Enreg. 2213. — Impôts indir. 103-20. — Procès-verb. 121-10. — Sel 33.
— Paris. Success. 439.
12 Orléans. Surenchère 96.
— Riom. Vente publ. d'immeubles 560-50, 632, 640, 989-10.
— Rouen. Adopt. 116 c.
— Circ. Garde champêtre 37.
13 Cass. Faux 85. — Forêts 862. — Impôts indir. 578-80. — Oblig. 3153 c.; V. 10 avril. — Presse-outr. 1315. — Procès-verb. 723. — Témoin 103-40.
— Besançon. Faillite 38-20 c., 113, 117 c.
— Liège. Disp. entre vifs 3828 c., 3841-10 c., 3911-20.
14 Paris. Privil. et hypoth. 2727-10, 2732-30 c.
— Turin. Délai 49-10 c.; Tierce opposit. 204-10.
15 Cass. Dem. nouv. 56-20.
— Toulouse. Prescript. civ. 533.
16 Cass. Droit civil 707 c.; Emigré 80, 81 c., 89 c., 166 c.
— Paris. Société 1382.
17 Cass. Arbitr. 1186 c., 1191. — Oblig. 2859 c., 5161; Vérificat. d'écrit. 13 c. — Requête civile 126-20. — Trés. publ. 1024-30. — V. 17 mai 1809.
— Bourges. Mariage 753, 755 c., 759-10 c., 761 c.
— Limoges. 73-10.
— Rouen. Frais et dépens 97.
— Décis. Enreg. 3268.
18 Décr. Banque 80; Trésor public 1255-60 c.
— Cass. Chose jugée 40-40. — Enreg. 5547. — Exploit 611.

Mai.

- 18 Cass. Faillite 824. — Frais et dép. 91-10. — Privil. et hypoth. 2319. — V. 18 mars.
19 Cass. 2142, 2776 c. — Prescript. civ. 296. — Procès-verbal 156-10. — Substitut 9. — Témoin. faux 15.
— Liège. Huissier 160.
— Lyon. Servitude 252-10.
— Orléans. Scellés 248.
— Pau. Compét. comm. 248; Faillite 38-10 c.
— Toulouse. Contrat de mariage 4293-20.
20 Cass. Exploit 732-30. — Faux 452. — Témoin. faux 22. — Témoin 421.
— Paris. Paternité 314, 336 c.
21 Besançon. Loi 314 c.
— Rouen. Séparat. de corps 369.
23 Cass. Deg. de jurid. 168; Except. 279. — Enreg. 2183, 4967. — Peine 752-10. — Substitut. 91.
— Paris. Frais et dépens 941. — Vente publ. d'imm. 1500-10, 1548-10.
24 Cass. Contrat de mariage 3019, 3067 c.; Disposit. entre vifs 877-20 c., 888 c. — Emigré 128, 190 c., 191 c.
— Aix. Appel inc. 23, 30 c.
— Besançon. Mariage 145, 180 c.
— Paris. Bourse de comm. 314; Dépôt 11-60 c.; Faillite 252 c.
— Décis. Enreg. 4377, 5321.
25 Cass. Louage 809. — Séparat. de corps 272-20.
— Besançon. Contr. de mar. 4090.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 674.
— Colmar. Effets de comm. 133-20.
— Paris. Frais et dépens 163-10; Mat. somm. 8 c., 49-90 c.
— Rennes. Appel civ. 948 c.
— Turin. Loi 222 c.; Séparat. de corps 441.
26 Cass. V. 4 mai.
— Circ. Commune 524.
27 Cass. Cassation 354. — Complic. 63. — Domm. destr. 128-30, 129 c. — Droit rural 218. — Impôts indir. 199-30. — Instr. crim. 2199; Témoin 188-20.
— Aix. Conciliat. 105-40; Frais et dépens 400 c.
— Orléans. Jugem. d'av. dire droit 39-10; Péremption 371.
— Paris. Absence 521. — Vente publ. d'imm. 2137.
— Trèves. Louage 528 c., 831-10.
28 Cass. Vol 767-20, 785 c. — V. 18 mai.
— Bruxelles. Acte de comm. 258 c.; Commerçant 68 c.; Except. 160-30.
— Colmar. Compulsoire 33, 34 c.
— Paris. Frais et dépens 458 c. — Interrog. sur faits et art. 31-20, 88.
29 Décr. Eau, p. 326; Voirie p. eau 202-40, 335, p. 722.
— Bourges. Disposit. entre vifs 2981-20.
— Liège. Disposit. entre vifs 3012 c., 3331 c., 3335.
— Paris. Mariage 762-10, 765 c.
— Cons. d'Etat. Enreg. 5649; Trés. publ. 796. — Prises marit. 171.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 131, 2333 c.
30 Agen. Deg. de jurid. 583; Jugem. 267-10.
— Paris. Droit civil 283.
31 Aix. Jugem. p. défaut 40-10.
— Bordeaux. Jugem. d'av. dire droit 12-30.
— Bruxelles. Bourse de commerce 316 c.; Compte 66 c.; Compte cour. 35.
— Colmar. Contr. p. corps 761.
— Décis. Enreg. 690, 1896.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 643.

Juin.

- 1 Cass. Enreg. 4713. — Minist. publ. 145. — Reprise d'inst. 19.
— Douai. Interdict. 204.
— Liège. Jugem. par défaut 227-80.

Juin.

- 2 Cass. Cassation 117 c., 118; Loi 853.
— Agen. Interrog. sur faits et art. 58.
— Aix. Reprise d'inst. 30.
— Orléans. Jugem. d'av. dire droit 43-10.
— Poitiers. Dispositions entre vifs 265, 267 c., 445 c.
— Rennes. Appel civil 568 c.
3 Cass. Appel crim. 163 c.; Tierce opposit. 317-10. — Compét. crim. 408-90; Crimes contre les personnes 175-70. — Faux 26. — Impôts indir. 93. — Quest. préjud. 83-30. — Vol 200-70.
— Besançon. Acte de l'état civil 93 c., 427, 512 c. — Disposit. entre vifs 2148-20. — Péremption 6-70.
— Paris. Arbitr. 230 c., 237; Contrat de mar. 1294 c.
— Turin. Louage 519.
4 Cass. Prescript. crim. 227.
5 Cass. Complic. 29-10.
7 Cass. Arbitr. 669 c., 1066. — Dispositions entre vifs 1164, 2090-10 c. — Renvoi 187.
— Bourges. Contr. de mariage 1570, 1586.
— Colmar. Loi 350-10 c.; Mariage 967, 969 c.
— Grenoble. Acquissement. 637 c.
— Rouen. Compte 168; Obligat. 2644-40.
— Décis. Enreg. 771, 1229, 1742, 2037, 4906, 5101, 5404.
8 Cass. Arbitr. 148. — Disposit. entre vifs 540. — Enquête 448 c.; Séparation de corps, V. 28 décembre 1807. — Impôts indir., 469.
— Trib. de Bayeux. Enreg. 1810.
9 Cass. Armes 40; Chose jugée 425 c., 445. — Cassation 1871; Commune 2026. — Enregistr. 5833. — Instr. crim. 1769-30. — Louage d'ouv. 115. — Prescript. crim. 190. — Procès-verb. 516-30, 524-10. — V. 9 mars 1808.
10 Cass. Faux 380. — Impôts indir. 86. — Instr. crim. 1854. — Poids et mesures 21.
— Rennes. Appel civil 175.
— Turin. Obligat. 2338.
11 Cass. Compét. crim. 124. — Complic. 32; Forêts 487 c. — Traité intern. 278 c.
— Turin. Cautionnem. 368; Obligat. 2493-10 c.
— Cons. d'Et. Cassation 1986 c.
— Avis Cons. d'Et. Success. 833.
13 Cass. Compét. crim. 357; Paternité 363 c. — Emigré 184-10.
— Liège. Privilèges et hypothèques 3031.
— Paris. Obligat. 2349.
14 Cass. Cassation 1600-40 c., 1649-10 c.; Dépôt 60-10; Jugement 299-80. — Enreg. 6097.
— Lyon. Paternité 321.
15 Cass. Cassation 1833 c. — Enreg. 3816, 5627. — Jugem. 1007-10.
— Aix. Arbitr. 1252.
— Paris. Commissionn. 401. — Matières somm. 27-20.
— Turin. Absence 485, 531 c.
16 Décr. Impôts indir., p. 608, 630; Juifs, p. 714; Mariage 197; Org. administr. 400, p. 607; Org. milit., p. 1878; Poids et mesures, p. 983; Prisons, p. 987, 990.
— Cass. Faux 219.
— Grenoble. Privilèges et hypothèques 1401-10.
— Rennes. Jugem. 588 c.
— Cons. d'Etat. Commune 1384, 2246-10. — Compét. administr. 123. — Théâtre 47.
— Décis. Douanes 115.
17 Limoges. Dispositions entre vifs 3075-10.
— Paris. Vente 1563.
— Cons. d'Etat. Tierce opposition 291-10.
— Instr. Enreg. 5951.
18 Cass. Propriété littér. 272-10.
— Bruxelles. Effets de comm. 114.

Juin.

- 18 Limoges. Contrat de mar. 3538, 3540 c., 3641 c., 3698 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 1562-10. — Faillite 773.
19 Cass. Enreg. 2053, 5776 c.
— Bourges. Enquête 115-10.
20 Cass. Exploit 278-30. — V. 7 sept. 1807.
21 Cass. Action 175. — Culte 617. — Minorité 725.
— Aix. Jugem. 192-40.
— Besançon. Privil. et hypoth. 1476-30, 1507, 1824.
— Décis. Privil. et hypoth. 2771.
22 Cass. Compét. civile trib. de paix 33 c., 85 c., 318; Deg. de jur. 8 c. — Contumace 96. — Enreg. 3991. — Propriété féodale 335. — Société 1587.
— Grenoble. Acquisesc. 136.
— Limoges. Privil. et hypoth. 566 c., 1073; Trésor publ. 991 c.
— Nîmes. Vente publ. d'imm. 518-30, 533 c., 560-10 c., 562 c.
— Paris. Success. 997-10.
23 Cass. Cassation 541. — Émigré 408-40. — Impôts indir. 470. — Instr. crim. 2365, 3446. — Prescript. crim. 227. — Presse-out. 1377. — Renvoi 124. — Vol 813-10.
— Décis. Culte 208.
24 Décr. Enreg. 30; Majorat 4 c.; Org. colon. 912; Prises marit., p. 938.
— Cass. Crimes cont. les pers. 37. — Domm. destr. 18. — Douanes 835-10 c., 845-30. — Faux 473-10.
— Paris. Interdict. 229-30.
— Cons. d'Etat. Cautionnement de fonction. 131; Octroi 303-10 c. — Commune 2240, 2343, 2245-30 c., 2260. — Compét. administr. 123. V. 16 juin. — Culte 632, 635. — Eau 565-10. — Propriété féod. 318. — Responsab. 196-10. — Trésor publ. 473-10.
25 Ord. Halle 13-10.
— Besançon. Disposit. entre vifs 405; Success. 330;
27 Circ. Notaire 5321.
— Décis. Enreg. 5331.
28 Décr. Banque 165.
— Cass. Cassation 1869-30 c.; Chose jugée 330 c., 260-30 c., 40 c., 297 c., 379; Dom. de l'Etat 393 c.; Émigré 100, 181-10 c., 403-30 c. — Compét. administr. 86; Impôts indir. 287, 469 c. — Émigré 65, 187-40 c.
— Agen. Success. 1343.
— Paris. Verif. d'écrit. 118-10.
— Cons. d'Etat. Commune 2345-30.
— Décis. Enreg. 729, 956, 957 c., 1037 c., 3471, 4473, 4853, 4903; Faillite 30, 581; Organ. marit. 679.
29 Cass. Acquisesc. 256 c.; Appel civ. 294. — Acte de comm. 48; Commerce. 25 c.; Trés. publ. 1100 c. — Bourges. Exploit 638-10.
— Bruxelles. Contr. p. corps 741-30, 755 c., 796 c., 864 c., 1001 c. — Désaveu 66; Désistement. 132-30 c. — Domicile 41 c.
— Circ. Douanes 709.
— Instr. gén. Enreg. 305, 771, 913, 1239, 1742, 2428, 3347, 3518, 3634, 4377, 4886.
30 Cass. Faux 192. — Instr. crim. 654-10, 2588-20.
— Bordeaux. Émigré 65.
— Paris. Domicile élu 25-20.

Juillet.

- 1 Cass. Bois et charbons 41 c.; Mise en jugem. 121-10. — Commune 973; Loi 88 c. — Instr. crim. 1278. — Mariage 794-50, 951 c. — Témoin faux 12.
— Trèves. Mariage 76.
2 Nîmes. Vente 1835 c.
3 Bruxelles. Privil. et hypoth. 1730-30.
— Cons. d'Et. Commune 131; Propriété féod. 418, 421 c., p. 351.
4 Cass. Louage administr. 48-10. — Enreg. 3506.
— Bourges. Disp. entre vifs 1996, 2089-20 c.

Juillet.

- 4 Rouen. Appel civ. 258 c., 1072.
5 Décr. Monument 25 c.; Vagabondage, p. 12.
— Cass. Cassation 1573. — Compét. crim. 88 c. — Compét. civ. trib. d'arr. 39; Except. 213 c. — Oblig. 5322-10.
— Liège. Intervent. 80-10.
— Turin. Cautionn. 98, 381 c.
— Circ. Enreg. 5948.
— Décis. Enreg. 690; Privil. et hypoth. 2771.
6 Cass. Cassation 913-70, 1839-10 c., 1874-130 c., 1908-110 c. — Disp. entre vifs 2440.
— Turin. Appel civ. 1039, 1150 c., 1155 c.; Except. 546 c.
— Décis. Enreg. 2856.
7 Cass. Cassation 455, 1909-20 c. — Deg. de juridic. 414. — Enquête 415-10. — Enreg. 2157. — Instr. crim. 498.
— Besançon. Appel civ. 195. — Exploit 22-50 c., 31-30, 34 c.
— Orléans. Jugem. d'av. dire droit 47-10.
8 Cass. Crimes contre les pers. 222. — Faux 114-20. — Impôts indir. 202-20, 438-10, 462-30.
— Bruxelles. Appel civ. 917, 951 c. — Limoges. Disp. entre vifs 4163 c., 4178-10.
— Paris. Saisie-arrest 99.
9 Bruxelles. Rentes constit. 32.
— Turin. Arbitr. 1263.
11 Bruxelles. Paternité 445-30 c., 550.
12 Décr. Ordre 1231; Sel, p. 860.
— Cass. Cassation 1600-30; Vente publ. d'immeubl. 1680. — Commune 1496, 1605-10. — Paternité 17-30. — Prêt à intérêt. 47. — Vente publique d'immeubl. 221-20.
— Bourges. Vente 740.
— Bruxelles. Compét. administrative 104-30.
— Paris. Puiss. paternité 57-20; Séparat. de corps 321 c. — Vente 355-20.
13 Cass. Cassation 879, 1104 c. — Faux inc. 56-20 c., 75-40; Jugem. 49-20 c. — Disposit. entre vifs 3123-20. — Obligat. 544-10.
— Besançon. Appel civ. 664, 764 c. — Vice rédhibitoire 125.
— Bourges. Enquête 326.
— Bruxelles. Privil. et hypothèques 1720-30.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1272, 1590, 1613, Oblig. 3579 c., 3590 c.
— Paris. Interdict. 232-10; Rente viagère 57 c.
14 Cass. Peine 254. — Presse-out. 1373. — Témoin 549. — Vol 896, 913-30.
— Bruxelles. Substit. 308 c., 309 c.
15 Cass. Bourse de comm. 532 c. — Forfait. 67. — Faux 241. — Jugem. d'av. dire droit 93-30.
— Angers. Contrat de mar. 943.
— Nancy. Serment 25-20.
— Paris. Paternité 211 c., 230.
— Décis. Enreg. 4859.
16 Besançon. Ordre 99, 1268-10.
17 Décr. Commune 131; Enreg. 30; Trav. publ., p. 848.
— Cass. Enquête 584.
— Cons. d'Etat. Commune 131. — Voirie p. terre 296.
18 Cass. Enreg. 664. — Obligat. 535. — Vente administr. 340.
— Angers. Séparat. de corps 123, 147-10 c., 152 c.
— Bourges. Success. 1913.
— Bruxelles. Mariage 149, 166-30, 173-10.
19 Cass. Instr. par écrit 41.
— Grenoble. Vente publ. d'immeubles 994.
— Rennes. Jugem. 246.
— Décis. Enreg. 2641.
20 Décr. Acte de l'état civil 244 c.; Juifs, p. 715; Nom 9 c.
— Arrêté. Org. colon. 503.
— Cass. Privil. et hypoth. 1105-30. — Référé 199 c. — Vente publ. d'immeubl. 1724, 1841-10; Ordre 1183 c.

Juillet.

- 20 Agen. Émigré 73.
— Bruxelles. Absence 521.
— Avis Cons. d'Etat. Trés. publ. 957 c., 971, 975 c., p. 1126.
21 Cass. Impôts indir. 296. — Octroi 403 c.; Responsab. 691. — Péremption 134-10. — Vol 491.
— Bordeaux. Minorité 226
22 Décr. Juifs, p. 715.
— Cass. Cassation 1758; Mat. d'or et d'argent 51. — Comp. crim. 209. — Date 17 c.; Procès-verb. 59-20, 330-30 c., 461 c. — Impôts indir. 141-10. — Jugem. par défaut 466-20. — Mise en jugem. 54-10. — Voirie p. eau 316.
— Cons. d'Et. Émigré 411-20.
23 Cass. Appel civil 1208 c.; Émigré 405-40.
— Turin. Contrat de mariage 169, 4297 c.
25 Cass. Degr. de jurid. 431-20. — Faux 380.
— Agen. Exploit 89-10.
26 Cass. Dispositions entre vifs 2869-40, 2901-20 c.; Substitution 113 c., 214. — Domicile 71; Except. 131 c., 236 c.; Success. 716 c. — Except. 281, 284 c. — Jugem. par défaut 27.
— Aix. Absence 506.
27 Décr. Culte, p. 701; Voirie par eau, p. 82, 739; Voirie p. terre, p. 190, 1974, 2117.
— Cass. Bois et charbons 152 c. — Cassation 1715-90 c.; Obligation. 526-10. — Cassation 1874-90 c., 1911-40 c. — Deg. de jurid. 448-70. — Jugement 1017-10. — Mariage 955.
— Liège. Jugem. 585-10.
— Rouen. Vente 1996-30.
28 Cass. Acte de l'état civil. 293 c. — Faux 273. — Contrat de mar. 1951. — Société 34-10-20. — Vagabondage 69-10.
— Toulouse. Paternité 34-10, 121 c., 239-30 c.
— Instr. Enregistr. 956, 957, 964, 967, 1037, 2019, 3268, 4341, 4473, 4853, 4903, 4906.
29 Cass. Commune 1235; Poids et mesures 182-30 c. — Impôts indir. 82, 141-10. — Jugem. par défaut 431-10. — Rébellion 8-10, 22.
— Besançon. Obligat. 4403-10; Société 257-30.
— Grenoble. Contrat de mariage 3496. — Jugement par défaut 267-50.
— Paris. Prescript. civ. 583.
— Riom. Vente 1272, 1324 c.
— Décis. Enreg. 4994; Transcrit. hypoth. 432 c.
31 Décis. Enregistr. 425; Exploit 154.

Août.

- 1 Cass. Appel civ. 914. — Enreg. 5518, 5627 c. — Vente 1845. — Bruxelles. Mariage 521.
2 Cass. Contr. par corps 390. — Droit marit. 2068, 2180 c. — Enreg. 2771, 5666, 5776 c.
— Aix. Compét. comm. 167 c., 327.
— Grenoble. Jugem. 138 c. — Obligation. 2473-10.
— Paris. Contr. p. corps 557. — Success. 351.
— Décis. Enreg. 697, 4859, 5281.
3 Décr. Mariage 198; Org. marit., p. 1674; Réquisition 10.
— Cass. Cassation 1909-180; Société 264-10. — Commune 2165. — Contr. par corps 390. — Disposit. entre vifs 2816, 2999-10; Oblig. 3609 c. — Enreg. 2085, 3439. — Forêts 1546. — Prescript. civ. 845-30. — Renvoi 145. — Société 264-10. — Success. 663.
— Besançon. Appel civil 44, 119 c.
— Bruxelles. Interdict. 37.
— Trèves. Except. 115-30, 151 c.

Août.

- 3 Cons. d'Etat. Compét. administr. 146; Voirie p. terre 1558-10. — Compét. administr. 211 c.; Dom. de l'Etat 399-30. — Marché de four. 148-50.
4 Cass. Faux 233, 484. — Séparat. de corps 463 10 c.; V. 4 avril. — Témoin 134-20. — Tentative 28.
— Aix. Contr. de mar. 1304 c.; Mariage 490 c., 493-10; Success. 1588 c.
— Besançon. Acquisesc. 523; Désaveu 65, 69-40 c. — Acte de l'état civil. 248 c.; Adopt. 51, 181 c.; Minorité 70 c.
— Lettre. Culte 426.
5 Cass. Deg. de jurid. 670-30. — Impôts indir. 508-40. — Tentative 18.
— Agen. Contr. de mar. 8469.
— Besançon. Appel civ. 958.
— Gènes. Exploit 120-10.
— Grenoble. Jugem. p. défaut 267-50.
6 Bruxelles. Enreg. 4803; Expert. 90-30 c., 101.
— Lyon. Arbitr. 996.
8 Arrêté. Org. colon. 578.
— Cass. Appel civ. 343 c., 455 c.; Cassation 1873-20 c.; Jugem. 296, 299-10 c.; Substitution 63, 277-20 c. — Enreg. 4673. — Oblig. 3785, 5060.
— Bourges. Contrat de mar. 1585.
— Bruxelles. Except. 329.
— Pau. Oblig. 355 c., 3826.
9 Cass. Cassation 1649-20 c. — Chose jugée 16 c., 42; Jugem. d'av. dire droit 10; Vente 1583-10, 1631-20 c., 1658 c., 1660 c. — Commissionn. 376. — Droit marit. 1546, 2176 c.
— Agen. Success. 2300-10.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3306, 4071; Scellés 101 c.
— Turin. Exploit 537-10.
— Cons. d'Etat. Conflit 48.
— Décis. Enreg. 1021; Privil. et hypoth. 576.
10 Arrêté. Org. colon. 570.
— Cass. Cassation 1911-20 c.; Société 264-20. — Compét. crim. 90-10. — Sel 40, 64. — Vente publ. d'imm. 947.
— Grenoble. Vente publ. d'imm. 415 c.
— Liège. Deg. de jurid. 431-50.
— Metz. Huissier 166 c.; Jugem. p. défaut 280-20.
— Rennes. Except. 303.
11 Cass. Défense 129; Instr. crim. 1049, 3303-20 c.; Témoin 580-50 c. — Instr. crim. 447-10, 2925. — Paternité 544-10 c., 548-20, 569-10 c. — Success. 1841, 1849 c. — Témoin 401 c., 403 c., 411.
— Bruxelles. Acquisesc. 417. — Contrat de mar. 1753 c.; Séparat. de corps 159, 362. — Louage 337-30.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 636.
— Paris. Privil. et hypoth. 1556-10. — Transcrit. hypoth. 112 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2615; Compét. administr. 92-70. — Conflit 25. — Eau 473-40. — Impôts dir. 649-30. — Ordre 292-10 c. — Mines 256, 458-10, 507, 528, 574-10 c. — Propri. féodale 444-10.
— Décis. Enreg. 3290.
12 Cass. Cassation 2090; Chasse 467 c.; Prescript. crim. 176-50, 179, 204 c. — Procès-verbal 184-30 c., 417-50. — Témoin 436-20, 457, 1248.
— Nîmes. Dispositions entre vifs 1378 c., 1479, 1518 c.
13 Cons. d'Etat. Prises marit. 194.
— Décis. Pêche fluviale 193-30.
15 Cass. — V. 3 août.
— Décis. Enreg. 5071-20.
16 Cass. Cassation 1911-60 c.; Compte 207, 208 c. — Requête civile 45.
— Besançon. Appel civil 453, 495.
— Bruxelles. Vente 108.
— Grenoble. Cautionn. 269.
— Rouen. Contrat de mar. 2562 c., 3159; Normandie 67 c.

Août.

- 16 Cons. d'Etat. Action poss. 342; Dom. de l'Etat 328; Vente administr. 357-20. — Commune 2256. — Compét. administr. 139. — Eau 550-60. — Mise en jugem. 9-30. — Voirie p. terre 1128.
— Décis. Enreg. 425, 806, 2856; Notaire, p. 589; Oblig. 5705, 3706.
17 Cass. Appel civil 1923. — Cassation 1898-30 c. — Oblig. 4108, 4157-10 c. — Privil. et hypoth. 1401-20, 1613-10.
— Aix. Acte de l'état civil 428; Paternité 355 c.
— Nîmes. Substit. 43-20, 68 c., 77 c., 92-20 c.
— Toulouse. Acquisesc. 708. — Instr. Enreg. 3471, 3483.
18 Cass. Acquisesc. 228. — Intervent. 104-10, 134 c. — Ordre 524 c. — Prescript. crim. 227. — Vente publ. d'imm. 1759 c., 1760, 1810 c.
— Paris. Mariage 723. — Vente publ. d'imm. 1449.
19 Décr. Prud'hommes, p. 335.
— Cass. Instr. crim. 1584, 1638-40, 2561. — Jugem. 797-10. — Mise en jugem. 93. — Org. milit. 330-10. — Peine 233.
— Orléans. Louage emphyt. 27.
— Paris. Except. 325. — Privil. et hypoth. 851. — Vente publ. d'imm. 703; V. 3 janvier 1810.
— Cons. d'Etat. Action poss. 324; Voirie par terre 1393. — Commune 1929-20.
— Avis Cons. d'Etat. Dom. eng., p. 193.
20 Colmar. Contr. par corps, 754, 1028-20 c.
— Nîmes. Disposit. ent. vifs 1749-10.
— Paris. Oblig. 3530 c., 3833 c.; Vente 60 c., 79-20-30.
— Turin. Enquête 301-30, 366 c.
22 Bruxelles. Oblig. 188.
23 Décr. Prud'homme, p. 335.
— Cass. Acte conserv. 34; Cassation 1418; Exploit 152. — Privil. et hypoth. 1292. — Sel 32.
— Turin. Disposit. entre vifs 4396, 4413-10, 4441 c.
24 Ord. Vidange 81.
— Cass. Contrat de mar. 1649. — Disposit. entre vifs 3340. — Douanes 196. — Droits civils 303 c.; Success. 111-10. — Enreg. 5149. — Faillite 1379-30-30-40-50-60.
— Besançon. Jugem. p. déf. 252.
— Bourges. Domicile élu 10 c., 27-10-30; Jugem. p. déf. 379-30; Scellés 88 c.
— Colmar. Arbitr. 217.
25 Cass. Appel crim. 163 c.; Peine 778; Tierce opposit. 317-10, 321 c. — Compét. crim. 401-30. — Domm. destr. 336, 341 c.; Eau 560-50 c. — Forêts 1336, 1612. — Minist. publ. 272-30.
— Bourges. Except. 278 c.; Surestimation 111 c., 119.
— Liège. Vente publ. d'imm. 1363-10.
— Paris. Faillite 141-10.
26 Cass. Impôts indir. 176. — Mariage 937-10. — Octroi 196.
— Besançon. Exploit 42, 100 c. — Minorité 195, 369-10, 373 c. — Grenoble. Acquisesc. 642.
— Paris. Privil. et hypoth. 2787-30, 2732-30, 2773 c.
— Lettre. Culte 426.
27 Agen. Oblig. 2433-10.
— Besançon. Réuscat. 141; Tierce opposit. 24-10.
28 Décr. Banque 88; Cautionnem. de fonctionn. 17; Impôts indir., p. 606; Mariage 193; Notaire, p. 589; Org. milit. 507, p. 1878; Privil. et hypoth. p. 48; Voitures 146 s., p. 996.
30 Cass. Contrat de mar. 1904. — Disposit. entre vifs 378. — Eau 261. — Jugem. d'av. dire droit 64-70. — V. 3 août.
31 Cass. Cassation. 1715-30 c. — Enreg. 668, 8831, 5491.

Août.

- 31 Bourges. Disp. entre vifs 3113, 2114 c. — Oblig. 1710.
— Bruxelles. Privil. et hypothèques 1714 c., 1718-20.
— Orléans. Effets de comm. 659.
— Paris. Commissionn. 353, 368 c.; Except. 208 c.; Instr. civ. 49 c.
— Rennes. Paternité 624, 625 c.
— Toulouse. Louage à locat. perpét. 10.
— Turin. Disposit. entre vifs 2894, 3419; Loi 314 c.
— Instr. Enreg. 2941, 2942.

Septembre.

- 1 Cass. Cautionnem. 246; Loi 47-40 c., 250 c. — Mariage 962-10. — Privilèges et hypothèques 643, 2943 c.
2 Cass. Instr. crim. 1770-30, 2483. Jugem. 807-40.
— Rennes. Huissier 160.
3 Déc. Banque 89.
— Cass. Enreg. 5787; Procès-verbal 121-20 c. — Forêts 1554, 1560, 1569 c. — Impôts indir. 321. — Instr. crim. 887-30.
— Cons. d'Ét. Commune 2205 c., 2254. — Compét. administr. 113-30 c. — Conflit 52; Voirie p. terre 1128. — Responsab. 294-20; Trés. publ. 902-10.
— Instr. Enreg. 4909, 5890; Greffe 54.
4 Bruxelles. V. 19 novembre 1818.
5 Cass. Enreg. 2143, 3239. — Privil. et hypoth. 1082 c., 1572-10.
6 Cass. Acte de comm. 203.
7 Cass. Acquissem. 191 c.; Contrat de mar. 98 c.; Interdiction 31-10; Loi 522-10 c. — Cassation 1573. — Compét. crim. 143 c.; Droit civil 263 c., 268, 285-10 c. — Disposit. entre vifs 1416. — Exploit 378-30. — Prescription civile 1064-10.
8 Cass. Abrevoir 12 c., 15; Postes 159 c.; Servitude 717-30 c. — Compét. crim. 206. — Enreg. 4124. — Garde nat. 477. — Impôts indir. 497; Procès-verb. 483 c.
9 Cass. Cassation 1119 c.; Compét. crim. 208; Contumace 101 c. — Instr. crim. 2298, 2301-30.
10 Déc. Corse 2, p. 497; Poudres, p. 51.
— Cons. d'Ét. Concess. administr. 29. — Trésor public. 1013.
— Avis Cons. d'Ét. Enreg. 250 c., 501, 5671 c., 3823 c., 4091 c., 4125 c.; Juiq. p. 715.
11 Déc. Trés. publ. 309, p. 1126.
12 Cass. Discipl. 143.
13 Bruxelles. Disposit. entre vifs 2885 c., 3130-30; Obligations 3444 c.
14 Paris. Arbitr. 1203. — Compét. comm. 410.
15 Paris. Dépôt 172-10.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 593.
— Circ. Privilèges et hypothèques 1385.
16 Cons. d'Ét. Eau 109 c.; Voirie p. terre 319-10.
17 Déc. Impôts dir., p. 264; Org. instr. publ. 355.
18 Cass. Douanes 830-10 c.
19 Déc. Act. de l'Ét. civil 81 c.; Enreg. 4859, 5892, 6256.
20 Cass. Pétition 41.
21 Déc. Faillite 599; Greffe 44.
— Avis minist. Jugem. 730.
22 Bruxelles. Exploit 540-10.
— Paris. Enquête 231, 233 c.
— Délit. Enreg. 868.
— Solut. Enreg. 1150.
23 Ord. Halle 132-0.
— Cass. Témoins 283.
— Décis. Enreg. 425.
— Instr. Enreg. 690, 697, 806, 4886, 5071-20.

Octobre.

- 3 Cass. Acquissem. 799; Contr. jud. 14 c.; Enquête 382 c., 671 c.
4 Cass. Compét. comm. 429 c., 458; Except. 130 c. — Enreg. 3824.
5 Cass. Arbitr. 252, 300 c. — Deg. de juridic. 135, 582. — Enreg. 3057; Louage à locat. perpét. 3-10 c. — Requête civ. 89-10. — Société 586. — Vente publ. d'immeubles 252.
— Paris. Contrat de mariage 2178; Scellés 184-10.
6 Cass. Adopt. 70. — Arbitr. 228, 397. — Contrav. 470. — Domm. destr. 18.
— Paris. Vente 1180-10. — Vente publ. d'immeubles 1216-40.
7 Cass. Armes 40. — Compét. crim. 154-20. — Prescript. crim. 110-30, 111.
8 Cass. Compét. crim. 387. — Droit rural 310. — Minist. publ. 63-50.
— Turin. Séparat. de corps 441.
10 Cass. Enreg. 2310. — Louage à complait 4 c.; Prop. féod. 227, 274 c.
— Bruxelles. Prop. littér. 373.
11 Cass. Deg. de jur. 468-10. — Enreg. 5630, 6246. — Vente publ. d'immeubles 1574-10.
— Bruxelles. Contr. de mar. 1137 c.; Interrog. sur faits et art. 15-10. — Décis. Enreg. 5630, 6246; Jugem. 730; Privil. et hypoth. 2718.
12 Cass. Acquissem. 388 c.; Action posses. 796 c., 803 c.; Oblig. 4367. — Enreg. 2115, 2257, 5520. — Privil. et hypothèques 1713. — Requête civ. 217.
— Décis. Org. milit. 507.
13 Cass. Chasse 317. — Dépôt 144; Loi 249-10 c. — Instr. crim. 840, 2292. — Procès-verb. 691-10. — Vente 1153.
14 Cass. Instr. crim. 3079-60. — Jugem. p. défaut 32-40. — Témoin 433-10.
— Riom. Contr. p. corps 789, 810 c., 933 c.
— Instr. Enreg. 4859.
15 Cass. Instr. crim. 304, 1577-30; Témoin 438-10. — Procès-verb. V. 15 décembre.
17 Cass. Sel 40.
— Décis. Voiture 420.
18 Cass. Contr. de mar. 3951-10. — Emigré 118-40. — Prises marit. 229.
— Avis Cons. d'Ét. Enreg. 240 c., 5088.
— Décis. Enreg. 684; Octroi 170-30. — Règlement. Monument 13.
19 Déc. Culte, p. 701; Org. milit., p. 1878; Serment, p. 6.
— Cass. Dispositions entre vifs 4414-10. — Enreg. 5387, 5771. — Jugem. d'av. dire droit 25-90. — Minist. publ. 145. — Vente publ. d'imme. 1168-30.
— Paris. Faillite 224-10.
— Cons. d'Ét. Concess. administr. 32 c.; Eau 587-10. — Compét. administr. 150 c.; Hospice 438, 457-40 c. — Emigré 405-110. — Cons. des prises. Prises marit. 22.
20 Cass. Cassation 332. — Conclut. 31-10 c., 38; Presse-outrage 1870-10. — Crimes contre les personnes 300. — Délit 14 c.; Quest. préjudic. 158. — Impôts indir. 231; Procès-verb. 186 c., 419 c., 479.
21 Cass. Instr. crim. 1011-40, 3702.
22 Déc. Dom. nat. p. 337; Monnaie, p. 383; Prud'hommes, p. 535; Trés. publ., p. 1126. — Vente administr. 73 c.
— Cass. Appel crim. 815; Instr. crim. 1011-50.
— Cons. d'Ét. Compét. administr. 143-30; Dom. de l'Ét. 214-100. Eau 550-10 c. — Enreg. 4968 c., 5345; Transcription hypoth. 740 c.; Vente publ. d'imme. 1799. — Jugem. par défaut 521.
24 Cass. Enreg. 5775-30. — Jugem. 43-210.
— Bruxelles. Contr. p. corps 741-20. — Circ. Greffe 144.

Octobre.

- 25 Cass. Appel civil 642. — Deg. de jurid. 30. — Délai 25 c., 49-40 c. — Enreg. 487 c., 2214, 4023, 4807. — Prescript. civ. 1069. — Prop. féodale 457. — Success. 1046.
— Décis. Enreg. 6125; Octroi 170-50.
26 Cass. Appel inc. 123, 143 c., 158 c.; Dem. nouv. 234-10 c.; Intervention 77 c.; Ordre 986-10 c. — Commune 2014. — Deg. de jurid. 448-60. — Mandat 169-30. — Obligat. 4005-30. — Renvol 147-10.
— Trib. de Saint-Malo. Droit marit. 1725.
— Instr. Enreg. 6246.
27 Déc. Cons. d'Ét. p. 182; Trav. publ., p. 846; Voirie p. eau, p. 723; Voirie p. terre 1484, 1683 s.; 1865, 2124, 2146, 2241 s., p. 190.
— Cass. Amnistie 16, 33 c. — Instr. crim. 1396.
— Cons. d'Ét. Vente administr. 239-10.
— Réglem. Vagabondage 146 c.
28 Déc. Majorat 4.
— Cass. Exploit 711; Instr. crim. 667, 1396.
— Paris. Success. 728 c.
— Circ. Arbitrage 1069, 1147 c., 1156 c., 1170 c.; Enreg. 5145.
29 Cass. Acquissem. 885; Cassation 393 c.; Désistement 236 c.; Instr. crim. 123-30. — Org. judic. 562; Vol 333-30. — Témoin 243-10.
31 Circ. Effets de comm. 52; Hospice 24.
— Décis. Matières d'or et d'argent 142-10.

Novembre.

- 1 Décis. Impôts dir. 233.
2 Cass. Borneage 18, 61 c.; Prescript. civ. 703 c. — Deg. de jurid. 468-10. — Enreg. 6259. — Oblit. 2527-20.
— Toulouse. Jugement par défaut 273.
— Cons. des prises. Prises marit. 338.
3 Cass. Cassation 1088; Mise en jugem. 94, 147-30 c. — Cassation 1127. — Disposit. entre vifs 2915-10, 2925, 2713. — Impôts indir. 83-10. — Instr. crim. 3265; Peine 482. — Vol 122-10.
4 Cass. Instr. crim. 272-30; Procès-verb. 58-20, 406. — Vol 866-30.
5 Cass. Absence 104 c.
— Lettre. Scellés 15.
6 Délit. not. Paris. Notaire 592.
7 Cass. Presse-outrage 1436-30; V. 17 novembre.
— Toulouse. Contrainte par corps 1076.
8 Cass. Appel civ. 683 c.; Cassation 1139. — Effets de comm. 438. — Enreg. 5776.
— Décis. Enregistr. 5270; Octroi 170-50.
9 Cass. Appel civil 904, 907 c., 908 c. — Cassation 1368 c.; Récusation 56-10; Renvol 149 c., 165. — Disposit. entre vifs 2915-10. — Société 39-40.
— Besançon. Contrainte par corps 41.
— Limoges. Jugement par défaut 225-20.
— Riom. Exploit 109-10.
10 Cass. Cassation 453-30 c.; Témoin 440-20. — Chose jugée 171-10 c. — Culte 590 c. — Faux 174-110. — Instr. crim. 3259. — Jugem. par défaut 441-20, 447 c. — Vagabondage 90 c., 107.
— Bruxelles. Compétence 39; Loi 248-40.
— Metz. Industrie 212-10. — Mandat 170-10 c.; Manufacture 170-10 c.; Propriété 164 c., 166-20 c.

Novembre.

- 10 Circ. Archives 65.
— Instr. Enreg. 3822.
11 Ord. Contrav. 291 c.
— Cass. Compétence crimin. 405. — Impôts indir. 75-20. — Peine 759. — Procès-verb. 531.
12 Loi. Impôts dir., p. 264; Org. colon. 135-40; Patente, p. 48; Privil. et hypoth. 536 s., 616, p. 48.
— Nîmes. V. 18 novembre.
14 Loi. Lols codifiées 5; Vente publ. d'immeubles 195 s., p. 554.
— Déc. Ordre 293 s.; Organ. colon. 119-70.
— Cass. Enreg. 2055. — Vente publ. d'immeub. 1671, 1676 c.
— Bruxelles. Privil. et hypothèques 1485.
— Instr. Enreg. 441.
15 Loi. Enreg. 30.
— Cass. Commune 1449, 1721 c. — Emigré 201-20. — Enregistr. 3111. — Reprise d'Inst. 24-30. — Besançon. Exceptions 282-10. — Bruxelles. Obligat. 3957 c.; Vente 1794.
— Colmar. Vente 399-20.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 4392, 4393.
— Décis. Conciliat. 325-10; Obligat. 2206-30, 2231-10 c.
16 Cass. Chose jugée 318 c.; Mariage 623 c.; Paternité 431, 548-20 c., 556 c., 670-10 c.
— Besançon. Saisie-arrest 339.
— Riom. Exploit 619-30. — Obligat. 2206-30, 2231-10 c.
— Instr. Prises marit. 214.
17 Ord. Boulanger 111.
— Cass. Instr. crim. 944-10; Presse-outr. 691; V. 7 nov. — Mat. d'or et d'arg. 159-30 c.; Procès-verb. 500-10. — Témoin 433-10. — V. 17 nov. 1818.
— Liège. Exploit 574.
— Limoges. Absence 158, 260 c.; Frais 774-10 c.
— Riom. Disposit. entre vifs 2872 c., 3028-30.
— Toulouse. — V. 7 nov.
18 Cass. Chasse 389 c.; Procès-verb. 611-30. — Commune 1314. — Faux 453. — Presse-outrage 1376-30.
— Nîmes. Jugem. p. défaut 225-10.
— Rouen. Disposit. ent. vifs 1671-50.
19 Cass. — V. 29 novembre.
— Riom. Contrat de mariage 3576.
21 Cass. Chose jugée 40-50. — Compét. administr. 227; Dom. de l'Ét. 248-10 c.; Vente administr. 198 c., 199 c., 295 c. — Disposit. entre vifs 1354. — Exploit 435-10. — Mariage 415-20, 528 c.
— Cons. d'Ét. Compét. administr. 143; Dom. de l'Ét. 214-50; Voirie par terre 1558-30. — Octroi. 306-20 c., 314-10.
22 Cass. Cassation 1871. — Disposit. entre vifs 1296.
— Riom. Compét. comm. 359.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 1679.
— Avis Cons. d'Ét. Culte 609; Enreg. 5088.
— Décis. Enreg. 2458, 3617.
— Lettre. Octroi 330.
23 Cass. Action posses. 402. — Appel civil 950 c.; Droit civil 700 c.; Emigré 63, 68 c. — Dem. nouv. 78 c.; Obligat. 2497-20.
— Besançon. Minorité 451-10; Papier-monnaie 47-40.
— Paris. Vente publ. d'imme. 1216-30-60.
— Toulouse. — V. 25 novembre.
— Cons. d'Ét. Compét. administr. 160. — Marché de fourn. 145-10. — Retenue 42.
24 Cass. Disposit. entre vifs 1665. — Enreg. 160. — Instr. crim. 877. — Réglem. administr. 144-30. — Témoin. faux 52.
— Riom. Tierce opposition 49.
25 Loi. Impôts indir., p. 406; Trésor publ., p. 1126.

Novembre.

- 25 Cass. Crimes contre les pers. 241 c., 252 c.; Faux 272; Paternité 367 c., 369-40. — Prescript. crimin. 118. — Tentative 21-30.
— Toulouse. Exploit 31-10.
— Décis. Culte 574.
26 Déc. Douanes, p. 573.
— Colmar. Appel civil 137 c.
— Liège. Enquête 206.
— Paris. Deg. de jurid. 631; Domicile élu 19-20 c.; Effets de com. 834 c., 970 c., 971.
— Cogs. d'Ét. Commune 1515, 2259. — Frais 1217.
— Circ. Frais 1011.
— Décis. Enreg. 5715.
28 Cass. Enreg. 3981; Jugem. d'av. dire droit 28-40 c.
— Bruxelles. Compét. civile trib. d'arr. 219.
— Liège. Vente publ. d'imme. 137.
— Décis. Privil. et hypoth. 2697.
29 Cass. Cassation 1823; Disposit. entre vifs 1684-20. — Cassation 1877-30 c.; Descende sur les lieux 17. — Contrat de mar. 1576. — Deg. de jurid. 544-30.
— Paris. Arbitr. 475. — Dispositions entre vifs 1227, 3909-30.
— Rouen. Intervention 32 c. 72; Tierce-opposition 59 c.
— Toulouse. Avoué 162; Frais 575 c. — Requête civile 338.
— Cons. d'Ét. Compét. administr. 143-40; Dom. publ. 73-50 c.
30 Cass. Action poss. 720. — Cassation 1678 c. — Disposit. entre vifs 258-10. — Jugem. 333-30.
— Metz. Compét. comm. 437.

Décembre.

- 1 Cass. Vol 744.
— Paris. Scellés 189.
— Riom. Action 106.
— Trib. de Saint-Malo. Droit marit. 2294.
— Instr. Trés. publ. 920.
2 Cass. Presse-outrage 919-50. — Procès-verb. 467. — Propriété littér. 373.
3 Cass. Compét. crim. 506-30.
— Colmar. Deg. de jurid. 128-30; Dom. nat. 11.
— Pan. Dispositions entre vifs 4163, 4172-10.
— Turin. Mariage 701.
4 Colmar. V. 4 décembre 1807.
5 Cass. Borneage 15. — Jugement 1042-20.
6 Cass. Enreg. 2571. — Instr. crim. 147; Presse-outrage 1453. — Mariage 665, 714-30 c. — Org. milit. 1003-30. — Renvol 165.
— Turin. Conciliat. 357 c.; Obligat. 3185, 5064-10 c., 5094-10 c.
— Circ. Enreg. 65.
7 Ord. Charpentier, p. 82.
— Cass. Chose jugée 273; Emigré 173 c. — Enreg. 5814.
— Trib. de Saint-Malo. Droit marit. 1725.
8 Cass. Chose jugée 33. — Impôts indir. 532. — Instr. crim. 875, 1168-10, 2301-10, 3241. — Mise en jugem. 114.
— Besançon. Exploit 22-50 c., 108-30; Obligat. 2581 c.; Rentes constit. 110 c.
— Nîmes. Dispositions entre vifs 1675-20.
— Paris. Commissionn. 34.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 2025-30.
— Instr. Enreg. 3611, 3612.
9 Cass. Compét. administr. 149 c.; Culte 553 c., 651-10. — Faux 283. — Presse-outrage 681. — Prêt sur gages 7-10.
— Besançon. Enquête 21, 24 c., Except. 317-60 c.
— Paris. Effets de comm. 143.
— Turin. Minorité 396.
10 Loi. Ville de Paris, p. 146.
— Colmar. Dispositions entre vifs 1304-20, 1310 c., 1386.
— Riom. Surenchère 118.
11 Déc. Culte, p. 701; Org. instr. publ., p. 1241.

Décembre.

- 11 Cons. d'Etat. Commune 2242, 2620; Trés. publ. 1024-30 c. — Compét. administr. 157, 206 c.
- 12 Cass. Enreg. 5207, 5245 c. — Toulouse. Appel civ. 938. — Jugem. par défaut 338.
- 13 Cass. Jugement 299-50; Timbre 163. — Privil. et hypoth. 1364-10; Ordre. V. 14 décembre. — Séparat. de corps 483.
- Bourges. Récusation 25.
- Bruxelles. Privil. et hypoth. 1207-30.
- Colmar. Disposit. entre vifs 1479, 1481 c., 1585 c., 1575 c.
- Liège. Loi 273.
- Paris. Arbitr. 984.
- Cons. d'Etat. V. 3 septembre 1808.
- Décis. Vente publ. de meubles 54, 67.
- Instr. Certificat de vie 41 c.
- 14 Cass. Appel civil 714. — Dem. nouv. 501. — Ordre 914 c., 916-10, 927-30. — Papier-monnaie 65.
- Bruxelles. Appel civil 1257 c., 1263.
- Rouen. Vente 1356-40.
- 15 Cass. Appel crim. 368. — Cassation 1839-10 c. — Complic. 39-30. — Droit rural 67. — Exploit 740-10-50 c.; Impôts indir. 526 c. — Instr. crim. 1769-40, 3698. — Octroi 249, 351-10. — Procès-verb. 304.
- Grenoble. Dispositions entre vifs 1671-60.
- 16 Cass. Cassation 355; Intervent. 168; Jugem. 790. — Impôts indir. 98. — Jugem. 803-30.
- 17 Besançon. Exploit 548-10; Vente 1729-40; Vente publ. d'imm. 533-30.
- Paris. Faux incid. 60.
- Turin. Mariage 814-10.
- 18 Cass. Commune 3006, 2536; Louage administr. 23-50. — Deg. de jurid. 269-40. — Enreg. 5279, 5294 c.; 5296 c.
- Grenoble. Adopt. 116 c.
- Circ. Vagabondage 145.
- Instr. Vagabondage 146.
- 20 Cass. Action possess. 459. — Brevet d'invention 334 c., 359. — Commissionn. 249. — Commune 1415. — Deg. de jurid. 475, 479 c. — Enreg. 4968. — Jugem. 1020-70.
- Riom. Prescript. civ. 631-10.
- Décis. Octroi 170-50.
- 21 Décr. Impôts indir., p. 406; Majorat 4; Marché de fourniture 5-70; Org. milit., p. 1878; Prud'hommes, p. 535; Trésor public 1047, p. 1126.
- Cass. Cassation 698. — Enreg. 2151, 4213. — Mines 296-20.
- Besançon. Jugement par défaut 110-10.
- Rouen. Arbitr. 809.
- Cons. d'Etat. Commune 2214, 2220 c., 2236 c. — Concession 66; Dom. de l'Etat 110 c.; Dom. eng. 50-80 c. — Exprop. publ. 10. — Forêts 1805. — Voirie p. eau 614-20. — Voirie p. terre 640-10. — V. 11 décembre 1808.
- Avis Cons. d'Etat. Commune 554 c.; Culte 547, 609, p. 701; Hospices 173 c., p. 70; Mariage 198; Obligat. 1792 c.; Rentes constituées 129 c.
- 22 Décr. Vagabondage, p. 8.
- Cass. Faux 272, 477; Paternité 369-30 c. — Impôts indir. 417. — Jugem. 303-10, 846. — Poids et mes. 126-10. — Vol 98.
- Besançon. Commune 1769.
- Liège. Appel civ. 999.
- Orléans. Vente publ. d'imm. 1216-30.
- Paris. Disposit. entre vifs 2967-30.
- Toulouse. Dem. nouv. 141-30.
- 23 Grenoble. Deg. de jurid. 631.
- Lyon. Rente viagère 70-10.
- Orléans. Vente publique d'imm. 1216-30, 1248-30.
- Paris. Chose jugée 292 c.

Décembre.

- 24 Caen. Minorité 524-30 c.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 2940-10.
- Paris. Louage 493-30. — V. 25 décembre.
- Avis Cons. d'Etat. Cautionn. de fonct. 48 c.
- 25 Paris. Saisie-arrest 12.
- 26 Cass. Chose jugée 332, 333 c.; Effets de comm. 143. — Faillite 212; Privil. et hypoth. 1401-30.
- Riom. Deg. de jurid. 128-20 c.; Dépôt 138-30.
- 27 Cass. Conflit 218. — Domicile élu 12 c.; Enquête 221, 229 c. — Mandat 249-10.
- Bourges. Appel civ. 997; Jugem. 507 c.
- Grenoble. Exploit 596-20.
- Paris. Success. 300-30.
- 28 Cass. Ordre 867-10. — Privil. et hypoth. 1361-30.
- Agen. Disposit. entre vifs 1033-20; Success. 1076.
- Riom. Exploit 32-20.
- 29 Cass. Cassation 1368 c.; Compét. administr. 95. — Faux 141-20. — Instr. crim. 3514. — Jugem. p. défaut 489-30. — Procès-verb. 445, 456 c. — V. 29 décembre 1809.
- Gènes. Arbitr. 163.
- Nîmes. Contrat de mar. 4135 c., 4234-30; Disposit. entre vifs 2482 c., 3707.
- 30 Cass. Contumace 103.
- Caen. Normandie 34.
- Florence. Contr. par corps 72.
- Nîmes. Contrat de mariage 3184; Vente publ. d'imm. 1957.
- 31 Cass. Appel crim. 310; Témoin 381, 383, 410, 412.
- Bruxelles. Privil. et hypoth. 2996.
- Colmar. Appel civ. 1083. — Jugem. par défaut 225-40.
- Circ. Voirie p. terre 2372.
- Décis. Enreg. 2546-20.

1809

Janvier.

- 1 Cass. Ordre 102 c.; Privil. et hypoth. 1737-30.
- 2 Cass. Acte de l'Etat civil 148 c. — Dem. nouv. 143-30 c. — Propriété féodale 206-30-30.
- Paris. Domicile élu 117-10.
- Rouen. Arbitr. 91.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1354-10.
- 3 Loi. Bois et charbons 35.
- Décr. Enreg. 6064-40.
- Cass. Acquis. 533. — Compte 577. — Dispositions entre vifs 579. — Enreg. 5165. — Loi 254-30 c. — Obligat. 2144-10. — Propr. féod. 166-30. — Privil. et hypoth. 2142. — Rentes constit. 232-10, 234-10 c.; Rentes foncières 64.
- Bruxelles. Effets de commerce 674.
- Paris. Domic. élu 21-10, 26-10 c.
- Turin. Privil. et hypoth. 1506.
- Cons. d'Etat. Commune 2252. — Eau 475-10, 510-30, 572-70. — Instr. Enreg. 4795.
- 4 Cass. Dépôt 107-30. — Surenchère 139 c. 156.
- Angers. Servitude 223-30.
- 5 Cass. Appel civ. 1238 c.; Vente publ. d'immeubles 120 c. — Cassation 1356 c.; Contrat de mariage 4226; Retention 29-20. — Contrav. 141 c.; Voirie p. eau 229; Voirie p. terre 1438-10. — Délai 12-30; Forêts 405; Procès-verb. 113-20. — Org. milit. 820-50. — Renvoi 164. — Substitution 60-10, 261 c. — V. 3 janvier.
- Aix. Saisie de rentes 82.
- Liège. Surenchère 346-10, 247.
- Paris. Appel civ. 793. — V. 3 janvier.
- 6 Cass. Amnistie 108 c., 111, 121 c. — Compét. crim. 223. — Faux inc. 295 c., 316-20. — V. 7 décembre 1808.

Janvier.

- 6 Paris. Compét. comm. 492.
- Riom. Propriété féodale 321-10.
- 7 Cass. Dom. de l'Etat 290, 295.
- Douai. Privilèges et hypothèques 1546 60.
- Paris. Commune 1595. — Frais 91-20 c.; Responsab. 92-30.
- 8 Décis. Obligat. 3286 c.
- 9 Cass. Cassation 904. — Chose jugée 178-40; Compte 178. — Deg. de jurid. 644-30. — Except. 281. — Faillite 211 c.; Vente 1493, 1500-10 c., 1505 c. — Jugem. 54-50; Success. 65-20. — V. 7 janvier.
- Bourges. Deg. de jurid. 592.
- Bruxelles. Obligat. 677.
- Toulouse. Arbitr. 997; Contr. par corps 900 c.
- Turin. Exploit 571-20; Jugement par défaut 327-10.
- Cons. d'Etat. Compét. 59; Compét. administr. 180; Organ. administr. 354.
- 10 Arrêté. Octroi 230.
- Cass. Action 78 c.; Compétence civ. trib. de paix 318. — Disposit. entre vifs 4285. — Enregist. 160, 3981. — Jugem. d'av. dire droit 38-10. — Obligat. 3183-20-40, 2188 c.
- Colmar. Juries 14, 24-10.
- Turin. Dispositions entre vifs 2741, 2745-10 c.
- Décis. Enreg. 2546-20, 5843.
- 11 Cass. Action possess. 670 c.; Deg. de jurid. 608; Exception 378 c. — Commune 1775, 3499 c. — Règ. de juges 138 c.
- Bruxelles. Vente 1127.
- Paris. Success. 1867 c., 1966.
- Rennes. Arbitr. 1319.
- 12 Cass. Enreg. 2335. — Faux 134. — Forêts 375, 376 c.; Instr. crim. 2489-10; Poids et mesures 181-10. — Instr. crim. 470-30 c., 474 c.; Prescript. crim. 94-30. — Org. judic. 261 c., 453; Serment 23-10. — Rentes constit. 25-20 c.
- Liège. Surenchère 366 c., 369.
- Riom. Obligat. 1849.
- Instr. Enreg. 6054.
- 13 Cass. Faux 114-10, 124. — Témoin 425.
- Liège. Contrat de mar. 1759 c.; Référé 134. — Dépôt 228, 246 c.; Séparat. de corps 178.
- 14 Paris. Contr. par corps 501.
- 15 Cons. d'Etat. Commune 1931 c.; Domaines de l'Etat 338; Eau 561-40 c.; Eaux minér. 36. — Commune 2616-10. — Compét. administr. 321; Dom. de l'Etat 242. — Conflit 42, 52 c.; Voirie p. terre 1183. — Cons. d'Etat 177.
- 16 Cass. Instr. crim. 3059.
- Turin. Except. 282.
- 17 Cass. Arbitr. 56 c., 223, 377 c., 378 c.; Emigré 163 c. — Jugem. par défaut 32-30. — Propriété féodale 222-10. — Substitution 206-10.
- Bruxelles. Mariage 265-50.
- Liège. Oblig. 294-10.
- Paris. Péremption 67-10.
- 18 Cass. Jugem. d'av. dire droit 65-10. — Rentes constit. 232-30.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 1575.
- Poitiers. Dispositions entre vifs 879-40.
- Toulouse. Minorité 549-30.
- 19 Cass. Chose jugée 425. — Faux inc. 295, 316-10. — Frais 1025-30. — Impôts indir. 69-20, 129, 306, 493. — Instr. crim. 1431, 1448. — Prescript. crim. 159. — Procès-verb. 112, 423.
- Bruxelles. Prescript. civ. 985-10.
- Riom. Oblig. 4095-10.
- 20 Cass. Impôts indir. 197-20.
- Angers. Mariage 148-20 c., 158-10.
- Bruxelles. Compét. comm. 465.
- Orléans. Séparation de corps 228.
- Paris. Vente publ. d'imm. 1537-20.
- 21 Angers. Appel civil 895 c.; Faux inc. 120; Loi 245-10 c.

Janvier.

- 21 Liège. Oblig. 2031-10; Privil. et hypoth. 1546-20-30, 1563-20, 1595-10, 1624-10.
- Riom. Success. 1892.
- Rouen. Faillite 681.
- 22 Liège. Mines 489.
- Cons. d'Etat. Retenue 28.
- 23 Cass. Enreg. 215 c., 2324 c., 2546-20 c., 2844 c., 3929, 5374 c., 5487 c.; Prescript. civ. 600 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 1394.
- 24 Besançon. Conciliat. 202.
- Paris. Effets de comm. 408.
- 25 Cass. Success. 2085-20.
- Bruxelles. Compét. comm. 168 c.; Faillite 46 c., 51, 54 c.
- Liège. Deg. de jurid. 431-10. — Exploit 108-10.
- 26 Cass. Impôts indir. 252-30. — Instr. crim. 1784-10. — Matières d'or et d'arg. 148; Procès-verb. 510-40.
- Bourges. Dispositions entre vifs 3852, 3959.
- Rennes. Except. 128.
- Cons. d'Etat. Commune 2247. — Impôts dir. 184, 379; Trésor publ. 875-10. — Loi 512. — Ordres civils et milit. 182.
- 27 Cass. Crimes contre les personnes. 262-20. — Peine 84 c., 102-130.
- Grenoble. Dispositions entre vifs 639, 3093 c.
- 28 Cass. Abus de conf. 89 c.; Faux 346. — Procès-verb. 402-30.
- Paris. Désaveu 123 c.; Ordre 816.
- Pau. Mariage 521; Minist. public 99 c.
- 30 Cass. Contr. de mar. 4999-30. — Douanes 389. — Emigré 409-30. — Enreg. 2919, 4226, 4807. — Loi 344-10.
- Cons. d'Etat. Dom. nat., p. 338. — Eau 468. — Traitement 139. — Voirie p. terre 539, 2272.
- Instr. Enreg. 4867.
- 31 Cass. Disposit. entre vifs 510. — Enreg. 5305. — Normandie 52. — Success. 70, 659.
- Besançon. Faux inc. 185. — Success. 1920, 1977.
- Décis. Impôts indir. 125.

Février.

- 1 Bruxelles. Oblig. 5204-10, 5249 c.; Office 50.
- Paris. Contrat de mar. 3457.
- 2 Décr. Enreg. 30; Org. colon., p. 1027; Soie 3; Vagabondage, p. 5.
- Cass. Acte de l'Etat civ. 157. — Action 146; Compét. civ. 49 c., 56 c. — Enreg. 5349 c., 5365. — Impôts indir. 281-10. — Récusation 78-20. — Témoin 210.
- Cons. d'Etat. Commune 2604; Mandat 314-10 c.; Obligat. 249-10 c. — Majorat 4-10 c. — Propr. féodale 158. — Vente administr. 242-50 c.
- Avis Cons. d'Etat. Dom. eng. 43, p. 193; Impôts dir. 133 c., p. 285; Louage emphyt. 21 c. — Taxe 30 c.
- 3 Décr. Forêts 101.
- Cass. Prêt à intérêt. 305, 306 c.
- Paris. Obligat. 1358; Société 1667-30.
- Riom. Appel civ. 740 c., 1010.
- 4 Besançon. Appel civ. 809.
- Bruxelles. Commerç. 194. — Disposit. entre vifs 3129-20. — Oblig. 2594.
- Rennes. Enquête 166.
- 6 Cass. Cassation 1652-160 c. — Commissionn. 410.
- Liège. Enquête 166.
- 7 Décr. Cons. d'Etat, p. 182; Droit civ., p. 35; Hospices, p. 70; Pension, p. 751.
- Cass. Cassation 1631-20 c., 1652-110 c. — Compét. comm. 120. — Enreg. 5623-20, 5631 c. — Success. 985-10, 986 c., 3258-10, 2268; Transaction 132-90 c., 135 c.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 4303, 4308 c.

Février.

- 7 Paris. Acte de l'Etat civ. 188 a.; Mariage 416, 419-10 c.
- Turin. Faux inc. 72 c., 75 c., 145; Minist. publ. 119 c.; Requête civile 131 c.
- Cons. d'Etat. Commune 1909, 1918 c.; Dom. de l'Etat 238 c.; Usage 271 c. — Commune 2576 c., 2606 c., 2616-50. — Compét. administr. 113-30. — Culte 630. — Dom. eng. 130-10. — Trav. publ. 1266.
- 8 Cass. Cassation 1129. — Impôts indir. 489. — Renvoi 69.
- Metz. Acte de l'Etat civ. 345 c.
- 9 Décr. Vagabondage, p. 8.
- Cass. Chose jugée 485. — Défense 83; Frais 1030-20. — Deg. de jurid. 497-20; Jugem. 27-50 c.; Vente publ. d'imm. 2123. — Disposit. entre vifs 2953. — Fonctionn. publ. 34-40. — Instr. crim. 506, 1471. — Mise en jugem. 73-40, 171 c.; Presse-out. 1851-90 c. — Vol 866.
- Paris. Ordre 917-10, 927, 948-10.
- Rouen. Interrog. sur faits et art. 72.
- Turin. Contr. par corps 769 c.; Vente publ. d'imm., v. 9 fév. 1810.
- 10 Cass. Chasse 321. — Compét. crim. 656, 658 c. — Instr. crim. 1478, 1799-30, 3748-10. — Quest. préjudic. 87-30. — Voirie p. terre 1428-10.
- Besançon. Appel civ. 1133, 1148.
- Bruxelles. Substit. 86, 230 c.
- Colmar. Domicile élu 89.
- Nîmes. Arbitr. 635, 1201 c.; Jugem. par défaut 158-10 c.
- Orléans. Effets de comm. 482 c.
- Paris. Vérif. d'écrit. 80, 170 c.
- Rennes. Expert 97-10.
- Trèves. Disposit. entre vifs 543.
- 11 Cass. Emigré 143.
- Besançon. Récusat. 117.
- Bruxelles. Instr. civ. 102; Interrog. sur faits et art. 78. — Obligat. 2594.
- 12 Cass. Enreg. 4725. — Privil. et hypoth. 1157.
- Bruxelles. Cautionn. 87 c., 129; Mandat 87; Mariage 349-50 c.
- Liège. Référé 215 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 1206-10.
- 14 Cass. Prescript. civ. 1064-20.
- Paris. Arbitr. 531.
- 15 Bruxelles. Saisie-arrest 101.
- Liège. Hospices 434.
- Lettre. Notaire, p. 589.
- 16 Cass. Instr. crim. 3534-30. — Propr. féodale 207-20.
- Bruxelles. Vente publ. d'imm. 389.
- Grenoble. Effets de comm. 731.
- Paris. Oblig. 912 c.; Privil. et hypoth. 1451 c., 1489-30, 1521-10 c.
- Décis. Enreg. 4304; Frais 911.
- 17 Décr. Dom. de l'Etat, p. 93; Dom. nat., p. 338; Org. instr. publ. 278, 399, p. 1241; Trés. publ. 309, p. 1126; Vagabondage, p. 5.
- Cass. Chose jugée 127-30 c.; Servitude 217 c., 352-10, 1286 c. — Compét. crim. 309 c., 367; Minist. publ. 65-10 c. — Impôts indir. 105-60. — Quest. préjudic. 87-30. — Vol 444-10.
- Liège. V. 17 janvier 1809.
- Paris. Biens 189; Contrat de mariage 603 c.; Privil. et hypoth. 775 c.
- Rennes. Except. 275 c.; Exploit 530.
- 18 Décr. Culte, p. 701; Hospices 274, 279, 283, 284; Uniforme-coutume 50.
- Cass. Vol 784.
- Bruxelles. Mariage 556-30, 584 c.
- Paris. Intervention 133. — Prescript. civ. 725.
- Riom. Papier-monnaie 41.
- Rouen. Paternité 548-30, 671-10 c.
- Cons. d'Etat. V. 13 octobre 1809.
- 19 Cass. Propr. féodale, V. 16 février.
- Avis Cons. d'Etat. Notaire 639.

Février.

- 20 Décr. Biblioth. 21; Org. colon. 416; Propriété littér. 277 c., p. 445.
- Cass. Contr. par corps 390; Contumace 76-10; Jugement 441-40 c.; Papier-monnaie 33. — Enreg. 5770; Exploit 650 c. — Règlém. de juges 18-30, 137 c.
- Grenoble. Faillite 331-30 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 915-10.
- 21 Cass. Arbitr. 908. — Cassation 736 c. — Enreg. 4791. — V. 7 fév.
- Riom. Contrat de mar. 3319.
- Avis Cons. d'Etat. Trés. publ. 990.
- Décis. Octroi 189.
- 22 Cass. Acquisc. 890; Action poss. 379. — Concliat. 104. — Fonclion. publics 35. — V. 21 février.
- Angers. Jeu 43, 44 c.
- Colmar. Intervention 116 c., 117, 118 c.
- Grenoble. Dispositions entre vifs 2802-10; Oblig. 3618 c.
- Paris. Compte cour. 25, 136 c.
- Riom. Contrat de mariage 3088, 3154 c., 3347-10 c.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 2915-10.
- Turin. Serment 39-10.
- 23 Cass. Contrat de mariage 6118. — Mise en jugem. 58-40. — Voirie par terre 445-20-30.
- Bruxelles. Enquête 231. — Interrog. sur faits et art. 53-30.
- Colmar. Mariage 829-10.
- Paris. Société 138.
- 24 Cass. Faux 114-30, 203; Obligat. 3600 c. — Instr. crim. 871 c., 873 c.; Mandat 108 c.; Mariage 794-30. — Instr. crim. 2924; Témoin 436-20. — Prescript. crim. 54-10 c.
- Agen. Contrat de mariage 3337.
- Decis. Privil. et hypoth. 2697.
- 25 Amiens. Success. 129; Scellés 115.
- Bordeaux. Vente publ. d'imm. 492.
- Colmar. Juifs 17-10.
- Paris. Industrie 217.
- 27 Cass. Commune 2365. — Propriété féodale 318.
- Bruxelles. Commerç. 194; Mandat 175-20 c.
- Turin. Jugem. par défaut 257-10.
- 28 Décr. Evasion, p. 49.
- Cass. Enreg. 1091.
- Bourges. Oblig. 2540.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 1665.
- Paris. Appel civil 963.
- Cons. d'Etat. Commune 482 c. — Culte 636, 639. — Eau 337-10, 346-30 c., 473-30 c., 475-30 c., 480 c. — Patente, p. 48.
- Decis. Enreg. 4304.
- 29 Toulouse. Dispositions entre vifs 3074-30.
- Cons. d'Etat. Saisie-arrest 293 c.
- Lettre. Contrainte par corps 631.

Mars.

- 1 Cass. Cassation 1098, 1142 c., 1482. — Disposit. entre vifs 1296, 1298-30 c.; Rente viagère 20 c. — Enreg. 3366. — Faillite 558. — Mariage 639-10-20. — Vente publ. d'immeubles 517.
- Paris. Compulsoire 29.
- 2 Décr. Vagabondage, p. 5.
- Cass. Action poss. 368, 388 c.; Compét. civ. trib. de paix 258 c. — Contrainte par corps 130-30. — Faux 281, 356 c. — Forêts 604. — Impôts indir. 87. — Jugem. par défaut 438. — Obligat. 1507-10 c.; Rente const. 92. — Paternité 363-40 c., 367 c., 369-40, 641 c. — Pêche fluviale 89-30.
- Paris. Surenchère 16, 22-30 c., 23-30 c., 59.
- 3 Cass. Complice 244-20. — Contumace 22. — Douanes 952; Jugem. par défaut 466-30. — Impôts indir. 83-10, 367. — Procès-verb. 399-20. — Quest. préjud. 87-30, 119.
- Paris. Substitution 177-10.

Mars.

- 4 Décr. Mines 253-30, 255 c., 458-20; Voirie p. eau, p. 738-580.
- Liège. Propriété féodale 410-10.
- 6 Cass. Appel civ. 421 c.; Ordre, V. 7 mars. — Deg. de jurid. 558-30; Paternité 619-30. — Peine 759.
- Instr. Enreg. 614.
- 7 Cass. Compét. crim. 79 c. — Enreg. 5757, 5825. — Ordre 917-20. — Renvoi 139.
- Aix. Séparat. de corps 488.
- 8 Décr. Org. milit., p. 1878.
- Bruxelles. Servitude 34-10.
- 9 Cass. Cassation 1437 c.; Commune 1946 c., 1956 c., 1960, 1963 c., 2268 c.; Deg. de jurid. 580-20. — Impôts indir. 508-60. — Renvoi 143. — Témoin 124-60. — Témoin faux 55.
- Bordeaux. Cautionnement 100 c., 124; Minorité 119 c.
- Rennes. Obligat. 3377.
- Decis. Notaire 319, p. 589.
- 10 Cass. Impôts indir. 102-10. — Mat. d'or et d'argent 73, 75; Procès-verb. 496.
- Bordeaux. Appel inc. 143; Mandat 365.
- Paris. Enquête 475, 481 c. — Privil. et hypoth. 2847.
- Trèves. Contr. par corps 39-40.
- Cons. d'Etat. Commune 2306.
- 11 Cass. Impôts indir. 102-10.
- Montpellier. Arbitr. 677.
- Paris. Acquisc. 395.
- Circ. Culte 441.
- 13 Decis. Privil. et hypoth. 2718.
- 14 Cass. Culte 230. — Disposit. entre vifs 2347-30. — Prescript. civ. 854. — Tierce opposit. 37.
- Bourges. Exploit 540-10; Jugem. par défaut 280-30.
- Riom. Effets de comm. 384.
- 15 Bordeaux. Descente sur les lieux 28.
- Bourges. Paternité 387, 461, 471 c.
- Riom. Domicile 23 c., 34-10.
- 16 Cass. Affiche 99. — Appel crim. 314. — Compét. civ. des trib. d'arrond. 136. — Compétence crim. 174, 187. — Domicile 7-10. — Impôts indir. 102-30, 216, 508-60. — Instr. crim. 883-30. — Règlém. de juges 63. — Témoin 199-10. — Vol 920.
- Nancy. Ordre 1050-30.
- Orléans. Jugement par défaut 298-30.
- Paris. Faux inc. 36-40.
- Rennes. Jugem. par défaut 261.
- Riom. Privil. et hypoth. 2118.
- 17 Décr. Culte, p. 702; Droit civil, p. 38.
- Cass. Impôts indir. 196. — Instr. crim. 2089-30. — Procès-verb. 388-20, 448, 464-40.
- Rennes. Exploit 534-20.
- Riom. Commerç. 94.
- 18 Cass. Appel inc. 175; Appel crim. 234; Chose jugée 425. — Mandat 129-10. — Surenchère 244-60.
- Bruxelles. Vente 560.
- Rennes. Dem. nouv. 140.
- Instr. Enreg. 6054.
- 19 Instr. Enreg. 5282.
- 20 Besançon. Délai 29 c.
- Paris. Tierce opposit. 117.
- 21 Cass. Cassation 74; Jugem. d'av. dire droit 58-70; Mariage 166-50. — Jugem. par défaut 1766 c.; Règlém. de juges 119, 149. — Société 1719.
- Cons. d'Et. Archives 25. — Commune 1513, 1664.
- Decis. Enreg. 4901-10, 4949, 5889, 5906, 6032; Privil. et hypoth. 2952; Transcript. hypoth. 663.
- 22 Cass. Contrainte par corps 521, 557, 562 c.; Loi 362-20 c.; Requête civ. 126-10 c. — Obligat. 966-10. — Retenue 24.
- Besançon. Contrainte par corps 738.
- Bordeaux. Serment 24-10.

Mars.

- 22 Liège. Exploit 319-10.
- Paris. Jugem. par défaut 811-10, 823.
- 23 Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 140. — Impôts indir. 196, 529-40. — Peine 367.
- Bordeaux. Vente 876, 877 c.
- Limoges. Dispositions entre vifs 4163.
- 24 Décr. Cautionnem. de fonct. 17; Huissier 11-80; Notaire, p. 589; Presse-out., p. 398; Vente administ. 253 c.
- Cass. Bigamie 41; Faux inc. 271-30 c., 327-10. — Forêts 1391.
- Grenoble. Dispositions entre vifs 1671-10.
- Nîmes. Acte de comm. 348.
- Trèves. Contrainte par corps 59, 63 c.
- Cons. d'Etat. Commune 2418. — Conflit 207. — Prescript. civ. 1073-10. — Voirie par terre 1354-20, 1448-10.
- Avis Cons. d'Etat. Trésor public 512, 518, p. 1138.
- 25 Rouen. Ordre 1049-10.
- Avis Cons. d'Etat. — V. 1^{er} avril.
- 26 Décr. Vagabondage, p. 5.
- 27 Décr. Cons. d'Etat, 182; Cour des comptes, p. 509.
- Grenoble. Adopt. 116 c.
- 28 Cass. Saisie-exécution 72.
- Agen. Exploit 195-10.
- Grenoble. Vente publique d'imm. 1500-10.
- Liège. Disposit. entre vifs 2577; Loi 314 c.
- Rouen. Effets de comm. 473.
- 29 Décr. Ordres civils et milit. 185.
- Cass. Cassation 1374 c.; Consul 32 c. — Demande nouv. 167. — Prises marit. 256 c., 259.
- 30 Cass. Instr. crim. 1908. — Procès-verb. 270 c., 610-20. — Vol 748.
- Bruxelles. Effets de comm. 461-20.
- Turin. Disposit. entre vifs 2513.
- 31 Cass. Compét. crim. 382. — Forêts 1695. — Procès-verb. 791-10.
- Trèves. Contrat de mariage 906.

Avril.

- 1 Décr. Cour des comptes 11.
- Rennes. Exploit 537-40.
- Cons. d'Etat. V. 4 avril.
- Avis Cons. d'Etat. Associat. de secours mutuels 24; Société 346 c.; Tontine 7, 21.
- 4 Cass. Cassation 1666-30. — Concliat. 160. — Emigré 65; Mariage 937-20 c.
- Bordeaux. Success. 987.
- Cons. d'Etat. Prises marit., p. 928.
- 5 Cass. Appel civ. 1116 c., 1159; Deg. de jurid. 188-10 c.; Jugem. 235 c. — Arbitr. 1230. — Cautionnem. 38 c. — Disposit. entre vifs 1686-10 c.
- Rennes. Société 993.
- Turin. Arbitr. 1136. — Obligat. 5194-20.
- 6 Décr. Compét. crim. 44, 688; Crimes contre l'Etat 13; Droit civ., p. 35.
- Cass. Culte 487. — Dispositions entre vifs 3098; Oblig. 3265 c.; 3335. — Faux 132, 293 c. — Mariage 232 c.; Parenté 15 c.; Témoin 106. — Notaire 78; Privil. et hypoth. 1243 c.; 4251-30, 1318-10 c. — Vol 338-30, 626.
- Paris. Effets de comm. 407.
- 7 Cass. Commune 988 c., 1009; Oblig. 5170-30 c. — Imp. indir. 90 c., 182 c., 219; Procès-verb. 462-10, 464-10 c., 473-30 c., 477, 683-20. — Quest. préjud. 125-10. — Vol 200-50. — V. 1806.
- Trèves. Vente publ. d'imm. 506, 1531-30.
- Turin. Disposit. entre vifs 2903.
- 8 Douai. Emigré 77 c., 78.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 719.
- Paris. Arbitr. 729 a., 777. — Pérempt. 270.

Avril.

- 8 Cons. d'Etat. Compét. administ. 289. — Eau 406-20, 486-10-20; Propriété 168-10. — Trés. publ. 512, 513, 1150 c., 1151, p. 1126.
- Avis Cons. d'Etat. Propriété féodale 319, 320.
- 10 Paris. Loi 357; Juifs 21-20.
- 11 Décr. Ordres civils et milit. 186; Préséance, p. 378.
- Cass. Appel civil 1331. — Chose jugée 319. — Disposit. entre vifs 1544.
- Bourges. Effets de comm. 470.
- Rouen. Interrog. sur faits et art. 46; Jugem. 107-10 c.
- Toulouse. Dispositions entre vifs 1575; Séparation de corps 372.
- Decis. Notaire 401, p. 589.
- 12 Cass. Deg. de jurid. 48 c.; Enreg. 5698.
- Agen. Demande nouvelle 150-10; Obligat. 1033-20.
- Grenoble. Paternité 66.
- Montpellier. Jugement d'av. dire droit 44-40.
- Trèves. Vente publ. d'imm. 506, 1531-30.
- 13 Cass. Arbitr. 982 c., 990. — Cassation 1001, 1204 c.
- Paris. Notaire 510-20.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 2011-10.
- Avis Cons. d'Etat. — V. 8 avril; Dom. engagés, p. 193.
- 14 Cass. Impôts indir. 178 c., 464.
- Besançon. Minorité 451-10-20; Papier-monnaie 47-40.
- Orléans. Jugem. p. défaut 363-10.
- 15 Bruxelles. Surenchère 298, 321 c.
- Paris. Acte de comm. 46; Commerç. 25. — Ordre 108-10; Priv. et hypoth. 1481.
- Riom. Disposit. entre vifs 2028-20 c., 2038, 2098; Oblig. 447 c. — Minorité 72 c., 403-10.
- 17 Paris. Except. 297; Exploit 183-10. — Péremption 207.
- 18 Cass. Absence 811; Enreg. 3994. — Cassation 91. — Compét. civ. trib. d'arr. 93-30. — Deg. de jurid. 534-20. — Minorité 78-10. — Success. 1668.
- Besançon. Loi 337.
- Paris. Arbitr. 306, 1052.
- Turin. Disposit. entre vifs 3170-20; Droit civil 403.
- Avis Cons. d'Etat. Privil. et hypoth. 2816.
- Decis. Enreg. 5277; Notaire, p. 589; Oblig. 4352.
- 19 Cass. Disposit. ent. vifs 2998-30. — Enreg. 4547, 4553 c. — Oblig. 5328 c.; Prescript. civ. 1064-30. — Rente viagère 189.
- Liège. Disposit. entre vifs 2625 c.
- Orléans. Vente publ. d'immeubl. 1513-50.
- Paris. Commission 399 c., 423; Contr. p. corps 186 c.
- Trèves. Acte de comm. 86; Commerç. 21 c.; Juifs 15-10 c., 16-10 c. — Jugem. p. déf. 258-10.
- 20 Cass. Commune 1217. — Disposit. entre vifs 554. — Enreg. 5264 c.; Faux 195. — Instr. crim. 791. — Prescript. crim. 54-30. — Tentative 20-60.
- Aix. Disposit. entre vifs 2895-30 c., 2896-30, 2943-10 c., 4163, 4172-20.
- Bruxelles. Acquisc. 812 c.; Désistement. 158-10.
- Orléans. Except. 153.
- Cons. d'Etat. V. 29 avril.
- 21 Cass. Faux 111. — Faux inc. 271-20. — Impôts dir. 400-10. — Imp. indir. 99, 228-60-30 c.
- Angers. Privil. et hypoth. 1817.
- Paris. Compét. civile des trib. d'arrond. 219; Oblig. 4272.
- Rouen. Contrat de mar. 3894.
- 22 Liège. Appel civil 173.
- Cons. d'Etat. Cautionnem. de fonct. 128 c.; Impôts dir. 374 c.; Trésor publ. 982 c.
- 23 Angers. Privil. et hyp. 1720-30.
- 24 Cass. Commune 1402, 1490 c. — Enreg. 5307, 5315 c.; Loi 539-60; Notaire 490 c. — Obligat. 3424, 3589 c., 3602 c.

Avril.

- 24 Besançon. Exploit 521-40. — Bruxelles. Absence 737. — Paris. Oblig. 2470-40. — Trèves. Juifs 24-30. — Circ. Douanes 63.
- 25 Cass. Disposit. entre vifs 258-20. — Agen. Appel inc. 79 c.; Demande nouv. 66-10.
- Circ. Douanes 94.
- 26 Cass. Appel civil 1202. — Faillite 1379-70. — Minist. publ. 161-20; Vente publ. d'imm. 1697 c., 1787.
- Bourges. Action poss. 590.
- 27 Aix. Vente publ. d'imm. 1635.
- Liège. Vente publ. d'imm. 1843.
- 28 Cass. Chose jugée 533-20. — Faux 179. — Procès-verb. 634.
- Gênes. Effets de comm. 628.
- Paris. Commune 2079.
- Trèves. Effets de commerce 881; Juifs 17-30 c., 27-20 c.
- Instr. Enreg. 4304, 5088, 5389.
- 29 Bordeaux. Loi 264.
- Paris. Faux inc. 145. — Obligat. 1033-30. — Vente publ. d'imm. 251, 1079-30 c., 1235 c., 1602 c.
- Rouen. Contrat de mar. 4301-10.
- Cons. d'Etat. Commune 2617. — Compét. administ. 94 c.; Imp. dir. 383; Trésor publ. 1032. — Compét. administ. 149; Culte 651-20. — Compét. administ. 441 c. — Propriété féod. 419 c. — Saisie-arrest 293 c. — Voirie p. terre 640-20.
- Avis Cons. d'Etat. Compét. com. 389. — V. 17 mai.

Mai.

- 1 Cass. Effets de comm. 72. — Enreg. 6276.
- 2 Cass. Douanes 468-10. — Success. 188.
- Paris. Contr. par corps 141-20; Rente const. 207 c.
- 3 Cass. Enreg. 4756. — Loi 266-10, 338-10. — Prêt à intér. 175-10. — Séparat. de corps 475-10.
- Besançon. Jugem. p. défaut 68 c., 81-10 c.; Saisie-arrest 92.
- Rennes. Ordre 668-10.
- Riom. Mariage 747-30.
- Turin. Tierce opposit. 193-20.
- 4 Décr. Disposit. entre vifs, p. 47; Dom. extraord. 10; Majorat 4-20; Scellés 708.
- Cass. Arbitr. 1081 c., 1092. — Témoin 99-40.
- Bruxelles. Arbitr. 1202.
- Toulouse. Vente 1120.
- 5 Cass. Appel crim. 284 c.; Forêts 502 c., 530-20. — Procès-verb. 406, 630.
- Colmar. Expert 226-30. — Servitude 17-10.
- Riom. Louage 389-30.
- 6 Florence. Règlém. de juges 90.
- Riom. Deg. de jurid. 127-30 c.; Disposit. entre vifs 2604-10. — Privil. et hypoth. 1160-10, 1164-10.
- 7 Cass. Chose jugée 533-60.
- Aix. Domicile 59-20.
- 8 Cass. Appel civil 1340; Peine 738-10 c. — Contrainte administ. 20 c. — Enreg. 5622-20, 5631 c., 5644. — Obligation 5032 c.; Sel 74.
- Agen. Exploit 293.
- Riom. Appel civ. 1084. — Vente 1894-30.
- 9 Cass. Arbitr. 1218. — Emigré 184-20. — Octroi 164.
- Bruxelles. V. 9 mai 1810.
- Limoges. Disposit. entre vifs 4147.
- Nîmes. Compét. crim. 361.
- Paris. Surenchère 163.
- Decis. Enreg. 4956.
- 10 Cass. Désistement 113 c.; Séparat. de corps 472, 490. — Disposit. entre vifs 3508-10. — Faillite 260-20. — Vente 184-10.
- Agen. Vente publ. d'immeubles 1342-30.
- Bruxelles. Privil. et hypoth. 1009, 1047 c., 1074-20 c.
- Colmar. Vente publ. d'imm., V. 12 mai.

Mai.

- 10 Grenoble. Jugem. d'av. dire droit 55-10, 57-20.
— Liège. Substitut. 278.
— Toulouse. Caution. 378; Usufruit 398 c.
— Turin. Minorité 430.
12 Cass. Acquisc. 913; Minist. publ. 63-10. — Commune 1141. — Instr. crim. 1979, 2965.
— Colmar. Vente 1835; Vente publ. d'imm. 368-10 c., 1043-30, 1320-20.
— Liège. Disposit. entre vifs 230; Oblig. 28-2.
— Decis. Caution. de fonct. 120 c.
13 Cass. Appel crim. 309; Procès-verb. 206. — Forêts 569 c. — Impôts indir. 308.
— Paris. Conciliat. 242 c.; Domicile 122.
— Cons. d'Etat. Eau 533-10. — Hospices 138, 457-20 c.
15 Cass. Privil. et hypoth. 1476-10c., 1489-30, 1491 c., 1521-10 c.
— Paris. Appel civ. 961.
16 Cass. Cassation 74 c.; Paternité 532-20 c., 542 c., 548-10, 598-40 c. — Compét. administr. 121. — Domicile 115-10. — Responsab. 678.
— Agen. Jugem. par défaut 114-10.
— Bruxelles. Loi 550 c.; Disposit. entre vifs 143, 153 c.
— Paris. Appel civ. 1139. — Paternité 62-40.
— Decis. Enreg. 4238.
17 Decr. Commune 132; Culte 651; Gendarmerie, p. 673; Hospices, p. 70; Majorat 4-30; Organ. économ., p. 1288; Peine 809, p. 552.
— Cass. Disposit. entre vifs 331-10. — Emigré 201-30, 242 c. — Enreg. 3233. — Privil. et hypoth. 685-10.
— Bruxelles. Rentes constit. 154, 193-30.
— Rennes. Vente publique d'imm. 507-10 c.
— Avis Cons. d'Etat. Bourse de comm. 43; Compét. comm. 389; — Droit nat., p. 338; Droit marit. 120 c.; 278 c.; Société 1352 c., 1358 c., 1373 c., p. 380.
— Règlém. Octroi, p. 7; Org. admin. 267-20.
18 Cass. Forêts 317-40, 1186 c.; Peine 807-30. — Instr. crim. 2601-30. — Jugem. 305-30. — Témoin 191-30.
— Caen. Contrat de mar. 4300, 4-01-30.
— Paris. Appel civ. 1083.
— Circ. Notaire 308 c.
19 Cass. Presse-outr. 1373-30.
— Besançon. Disposit. entre vifs 847-3-10, 2893 c., 2951-20, 3420-40 c., 4267; Vérif. d'écrit. 15 c.
— Turin. Culte 507.
20 Paris. Privil. et hypoth. 673-20, 1410 c. — Retenue 22-10.
— Turin. Acquisc. 377; Désaveu 129.
— Cons. d'Etat. Eau 561-120; Propriété 481, 602-20.
21 Bruxelles. Org. judic. 407.
— Grenoble. Oblig. 5015 10.
— Decis. Priv. et hypoth. 2951.
22 Amiens. Ordre 933-10, 937-30.
— Rennes. Conciliat. 230.
— Toulouse. Saisie-arrest 122 c., 463.
23 Cass. Disposit. entre vifs 2012. — Vol 155.
— Decis. Enreg. 4433.
24 Cass. Effets de comm. 42.
— Bruxelles. Absence 737. — Prêt à inter. 26, 175-20; Obligat. 1220 c.
— Riom. Contr. par corps 753, 770 c.
25 Cass. Cassation 1927-80. — Domicile 34-10 c. — Impôts indir. 621. — Requête civile 93-10, 98 c.
26 Cass. Cassation 453-60, 657. — Compét. crim. 164-20.
— Orléans. Privil. et hypoth. 2006. — Vente publ. d'imm. 860, 863.

Mai.

- 26 Cons. d'Etat. Conflit 42 c.
27 Colmar. Vente 513.
— Poitiers. Disposit. entre vifs 201.
28 Decr. Vagabondage, p. 5; Watrignes 16 s., 24, p. 1350.
— Cass. Paternité 267 c., 365-80.
— Cons. d'Etat. Culte 611.
29 Paris. Appel civ. 1236 c.; Vente publ. d'imm., V. 29 avril.
30 Liège. Exploit 540-10.
— Decis. Enreg. 708.
31 Cass. Arbitr. 1037 c., 1059 c., 1120. — Chose jugée 190-20. — Surren-hère 156-30.
— Agen. Disposit. entre vifs 2557.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 641-20c.; Except. 415, 416 c.
— Grenoble. Contrat de mariage 3759-10.

Juin.

- 1 Cass. Evasion 12. — Instr. crim. 2450-10. — Jugem. d'av. dire droit 46-20.
— Besançon. Minist. publ. 28.
— Orléans. Jugem. d'av. dire droit 39-10.
— Riom. Contrat de mar. 3193, 3195; Echange 46.
— Circ. Forêts 964.
2 Cass. Faux 150, 151. — Forêts 920. — Jugem. par défaut 479-30. — Procès verb. 101 10.
— Orléans. Saisie-execut. 44.
— Paris. Paternité 489.
— Riom. Disposit. entre vifs 525.
3 Cass. Forêts 400.
— Agen. Appel civ. 647.
— Besançon. Degré de juridict. 53-100.
— Bruxelles. Exploit 537-10.
— Cons. d'Etat. Commune 2243.
4 Decr. Commune 1 2; Dom. engag. 86-30, 124-10 c.; Dom. extr. 16; Majorat 4-40-50; Org. instr. publ., p. 1341.
— Cons. d'Etat. Commune 1687-20. — Compét. administr. 219 c.; Voirie p. terre 420, 1163-10, 1448-30.
— Avis Cons. d'Etat. Prisés marit. 300; Sel, p. 860.
5 Aix. Dispositions entre vifs 3472-10.
— Caen. Exploit 540-20.
— Grenoble. Dispositions entre vifs 3225.
— Instr. Enreg. 3271, 4956, 4975, 4977.
6 Arrêté. Boulanger 111.
— Cass. Acquisc. 449. — Enreg. 5317, 5660. — Peine 812 c. — Privil. et hypoth. 534-10. — Sel 33. — Success. 990. — Vol 687.
— Bruxelles. Privilèges et hypoth. 1370-30; Transcript. hypoth. 491 c.
— Paris. Paternité 599-10.
— Decis. Impôts indir. 125.
— Instr. Enreg. 4901-10, 4949, 4994, 6043; Privil. et hypoth. 2893.
7 Cass. Dépôt 265-50 c.; Obligat. 2820 c., 3031. — Mise en jugement 14-20.
— Besançon. Scellés 347.
— Paris. Frais 732 c.; Référé 40, 44 c.
— Rouen. Responsab. 305-10 c., 428-30, 437 c.
— Turin. Dispositions entre vifs 269 c., 270-30 c., 2577 c., 3432-20-40 c. — Loi 314 c., 320-10 c.
8 Cass. Acte de l'état civil 345 c. — Appel crim. 285. — Cassation 367, 642 c.; Octroi 389. — Loi 117 c.; Mariage 387-10, 403 c., 406 c. — Obligat. 1043-20. — Prescript. crim. 127. — V. 3 juin.
— Agen. Org. Judic. 174-20.
— Bordeaux. Renvoi 10, 56 c.
— Riom. Arbitr. 240, 808 c.; Contrat de mar. 3338 c.
9 Cass. Mat. d'or et d'argent 169.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 1403, 1405. Obligat. 423-10.

Juin.

- 9 Poitiers. Vente publ. d'immeubl. 961-10-20, 1531-10.
— Riom. Contrat de mariage 1739; Nullité 54 c.
10 Rouen. Contrat de mar. 3902, 4-29-10.
— Lettre. Douanes 930.
11 Decr. Appel civ. 810; Compét. comm. 11; Prud'hommes 16, 25, 110, p. 33; Serment, p. 6; Vagabondage, p. 5.
— Agen. Appel incid. 143; Papier-monnaie 52-30; Privil. et hypoth. 1586-10, 2337.
— Colmar. Privilèges et hypothèques 2012-10.
12 Cass. Action possess. 215; Récusation 27-29, 38. — Commune 1954. — Mise en jugem. 111.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 348 c.
13 Cass. Action 120 c.; Règlém. de juges 1 6 c.; Ordre 294-10.
— Liège. Vente publ. d'immeubles 934-20.
— Paris. Obligat. 5094-20 c., 5096 c. — Paternité 700-30. — V. 23 juin.
— Decis. Enreg. 610, 770, 800, 811, 4277, 4903-20, 4907, 4908, 4968, 4970-10 c.; Refr. 64.
14 Cass. Cassation 700. — Domicile 47-40. — Douanes 196 c., 1017-50. — Enreg. 4738. — Privil. et hypoth. 2464.
15 Cass. Cassation 2014 c., 2072; Compét. crim. 405 c., 544. — Instr. crim. 1019 c. — Success. 2261.
16 Cass. Appel crim. 195; Instr. crim. 131-10 c. — Chose jugée 441. — Forêts 987. — Impôts indir. 461-40. — Quest. prejud. 155.
— Agen. Expert 180.
— Besançon. Deg. de jurid. 406-20. — Exploit 231-20.
— Turin. Loi 316 c.
17 Bruxelles. Privil. et hypoth. 311.
— Colmar. Acte de comm. 137; Commerce 39 c.
— Grenoble. Contrainte par corps 173-70 c.; Contrat de mariage 851. — Obligat. 3544, 3556-50 c.
— Nîmes. Commerce 221.
— Cons. d'Etat. Conflit 37; Eau 502-20. — Presse-outr. 224.
18 Decr. Forêts 101.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 132, 2281 c.; Vente publ. d'immeubles, p. 554.
19 Cass. Enreg. 2053, 5457 c.
— Douai. Faillite 801-20.
20 Cass. Commune 708 c.; Compét. crim. 392; Revendeur 3. — Renvoi 137.
— Nîmes. Contrat de mar. 3840.
— Paris. Exploit 108-10.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 839.
— Déris. Enreg. 764, 4278, 4895, 4962-40.
21 Decr. Cour des comptes, p. 509; Trés. publ., p. 1127.
— Cass. Chose jugée 386-20. — Org. judic. 185-10. — Privil. et hypoth. 1823; Transcript. hypoth. 681 c.
— Besançon. Exploit 513-10 c., 516-60 c., 592-10 c., 613-10.
— Riom. Success. 1016.
22 Cass. Cassation 269. — Chose jugée 19-50. — Garde nat. 93, 477-10. — Presse-outrage 687-20 c.
— Besançon. Privilèges et hypothèques 1313, 1403, 2658-20.
— Paris. Contrainte par corps 827, 1088-60, 1037 c. — Domicile élu 10 c., 11 c.
— Instr. Voirie par terre 1978.
23 Cass. Instr. crim. 1293-10.
— Liège. Compét. comm. 485.
— Paris. Obligat. 4380; V. 13 juin.
— Riom. Vente publ. d'immeubles 353.
24 Cass. Minorité 801 c.
— Rouen. Contrat de mar. 8898.

Juin.

- 26 Cass. Disposit. entre vifs 663, 676 c. — Success. 284 c., 307 c., 311 c., 312.
— Paris. Enquête 103.
— Instr. Trav. publ. 282.
27 Cass. Enreg. 94; Exploit 222-10, 479-10 c. — Enreg. 1290, 4204; Obligat. 2282-20 c. — Enreg. 4756. — Renvoi 74.
— Bruxelles. Compét. comm. 334 c.; Obligat. 4119-30.
— Rennes. Interrog. sur faits et art. 30-10.
— Decis. Contrat de mar. 298; Notaire, p. 589.
28 Cass. Privil. et hypoth. 2144. — Sel 57-10.
— Nîmes. Vente publ. d'immeubles 759-20, 760-10 c.
— Riom. Adoption 56 c., 74. — Contrat de mar. 3987-10.
29 Cass. Cassation 414. — Enreg. 4196.
— Agen. Privil. et hypoth. 1482.
— Rennes. Jugem. par défaut 281.
— Riom. Action possess. 819.
— Decis. Enreg. 769.
30 Cass. Instr. crim. 982-10, 1578, 1720. — Témoin 607.
— Besançon. Contrat de mariage 1800.
— Paris. Obligat. 5315-10.

Juillet.

- 1 Decr. Commune 132; Hospices 327; Oblig. 1752; Org. instr. publ., p. 1341; Vagabondage, p. 5.
— Cons. d'Etat. Propriété litér. 478.
2 Nîmes. Vente publ. d'imm. 142-30.
3 Bruxelles. Saisie-execut., 276.
— Toulouse. Exploit 537-10.
— Decis. Voiture 307.
4 Cass. Acquisc. 185 c.; Appel inc. 37. — Propriété féodale 320-10.
— Colmar. Responsabilité 426-10, 437 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 2001.
— Paris. Compulsatoire 25.
— Riom. Faillite 113-20 c., 137 c., 180-10, 1333.
— Circ. Commune 476.
— Instr. Enreg. 610, 770, 1452, 1165, 4277, 4903-20, 4908, 4907, 4908, 4968, 4970, 5256; Oblig. 4430.
5 Cass. Accessoire 90 c.; Demande nouv. 139 c.; Exception 234; Jugem. 168-90 c., 572-10. — Degr. de jurid. 210. — Exploit 516-10. — Propriété feod. 160-20-30, 181 c., 320-20-30 c.
— Bruxelles. Acquisc. 188 c., 664 c.; Contrat de mar. 1073; Enquête 53 c., 74, 75 c., 117 c., 301 c., 568 c.; Séparation de corps 251 c., 255-20 c.
— Colmar. Prescript. civ. 534.
— Nîmes. Jugem. p. def. 418-10. — Org. milit. 379.
— Paris. Prescript. civ. 528.
— Turin. Saisie-arrest 396-20.
— Decis. Enreg. 688.
— Instr. Enregist. 4895, 4962-40, 4970-70, 5270.
6 Cass. Cassation 890. — Faux inc. 298-10-40 c. — Forêts 1234. — V. 20 juillet.
— Angers. Oblig. 4942-10.
— Instr. Enreg. 708.
7 Ord. Halle 13-30.
— Cass. Cassation 1916. — Compét. crim. 282-40 c.; Jugem. 809-30. — Délit 26-20. — Forêts 1431. — Impôts indir. 520. — Org. judic. 544.
— Paris. Tierce-opposition 42-10, 170 10.
— Cons. d'Etat. Conflit 59. — Dom. de l'Etat 331.
8 Gènes. Exploit 112.
— Paris. Droit civil 967-10.
— Turin. Arbitr. 132.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 5035.
9 Decis. Privil. et hypoth. 2867.
10 Besançon. Vente publique d'imm. 960-10 c., 1535.
— Bruxelles. Except. 410-10.

Juillet.

- 11 Cass. Cassation 904. — Contrat de mariage 1690; Mariage 74 c.; Oblig. 5157; Séparat. de corp. 446. — Dispositions entre vifs 3292, 3318. — Industrie 514-10.
— Paris. Arbitr. 1119, 1154 c.
— Toulouse. Compét. comm. 474.
12 Cass. Arbitr. 994; Cassation 101 c.; Deg. de jurid. 611 c.; Jug. nouv. 235 c. — Contr. jure 10. — Propriété féodale 320-40 c.
— Angers. Disposit. entre vifs 28 c., 2870-20, 2964 c.
— Bruxelles. Délai 100. — Echange 482.
— Rennes. Contr. p. corp. 74, 100, 866, 902.
— Decis. Culte 526.
13 Cass. Disposit. entre vifs 344. — Prescript. crim. 34-30.
14 Arrêté. Org. colon. 506.
— Cass. Délit 26-10; Prescript. crim. 54-20-30. — Droit de 284-10, 427 c. — Impôts indir. 167-50. — Instr. crim. 1084. — Jugem. 882-30; Minist. 269.
— Angers. Ordre 144-10 c.; Privil. et hypoth. 2270.
— Grenoble. Vente publ. d'imm. 181 c., 1241.
— Riom. Contrat de mar. 3351.
— Cons. d'Etat. Marche de l'imm. 148-30.
15 Turin. Acquisc. 204 c.; Jug. 535-20 c. — Loi 343-10; Loi 137 c.
16 Cass. Normandie 51.
18 Cass. Compét. crim. 24-20. — Mariage 639-60, 652-30. — Org. judic. 501.
— Colmar. Disposit. entre vifs 113 c., 1310 c., 1386 c.
— Gènes. Disposit. entre vifs 2500-20; Loi 314 c.
— Grenoble. Jugem. 624-10.
— Riom. Disposit. entre vifs 1195 c.
— Turin. Compét. comm. 31 c.; Conflit 119-10 c.; Règlém. juges 48 c.
— Cons. d'Etat. Commune 220. — Compét. administr. 245 c.; Pots dir. 602-19. — Le Sel 173-10. — Impôts dir. 64-40.
19 Cass. Acte de l'état civil 4. — Success. 182 c. — Cass. 1316 c.; Disposit. entre vifs 648; Requête civ. 70, 200, 203 c., 610-20 c.
— Besançon. Emigré 92.
— Bruxelles. Chose jugée 524. — Privil. et hypoth. 234.
— Paris. Disposit. entre vifs 10.
20 Cass. Cassation 1 69-30. — Org. trav. 13 c., 139. — Org. entre vifs 1 86-40. — Exploit 4376-30, 4341 c. — Faux 20. — Vol 312-10.
— Bruxelles. Exploit 53-10.
— Liège. Appel civ. 1084.
21 Cass. Faux 260. — Faux 1155 c. — Impôts indir. 102-10-60, 130-40. — Loi 270 c. — Voirie p. terre 10.
— Dijon. Loi 273.
— Paris. Séparat. de corps 10.
— Circ. Bourse de comm. 42.
22 Cass. V. 12 juillet.
— Bruxelles. Interrog. sur faits et art. 44.
— Grenoble. Jugem. d'av. dire droit 17-10 c., 44-10; Mariage 20 c.
— Paris. Oblig. 4269.
— Pau. Exploit 632-40.
24 Paris. Banquier 33 c., 100. — Mandat 226-40. — V. 30 janvier.
— Riom. Disposit. entre vifs 1771 c.
25 Colmar. Instr. civ. 155 a.
— Gènes. Appel civ. 872.
— Toulouse. Minorité 687-30. — Decis. Enreg. 703.
26 Cass. Except. 3 8. — Jugem. par défaut 267-20.
— Colmar. Dépôt 20-80.

Aillet.

Exploit. 284 c., 287 c.;
Exploit. 278-60.
Enreg. 1313.
Enreg. 158, 5189.
Cass. Pail. 260. — Instr. crim.
148. — Normandie 51. — Reute
viage 83. — Temoins 107-49,
151-49, 297-19.
Jugement. 128.
Vente publ. d'immeubles
182-29.
Rennes. Compulsion 27.
Rouen. Expert 25.
Toulouse. Exploit 537-10. —
Nouveau. 1243.
Cass. Forêts 326-29 c., 397, 421,
1534, 1536 c., 1343; Prescript.
civ. 128. — Mise en jugem.
170.
Grenoble. Ordre 891 c.
Paris. Séparat. de corps 100-29.
Cass. Loi 344-10.
Bruxelles. Appel civ. 909. — Dis-
posit. entre vifs 2350-10.
Rouen. Paternité 543-10. — Suc-
cess. 380.
Paris. Minorité 540, 562 c.
Cass. d'Etat. Emigré 92.
Paris. Org. instr. publ., p. 1341;
Uniforme-coutume 45.
Paris. Contr. de mar. 150; Dispo-
sit. entre vifs 2350-10.
Bruxelles. Compét. civ. des trib.
d'arrond. 150 c.; Compét.
comm. 187, 342; Except.
148 c. — Jugem. 685.
Rennes. Jugem. 151-19.

Ail.

Act. Action possess. 349. —
Cassation 1674-70. — Success.
180-19, 487 c., 755 c., 835-49.
Besançon. Arbitr. 1070.
Rouen. Paternité 569-99.
Paris. Privil. et hypoth. 1583.
Cass. Enreg. 2025, 2414. — Ren-
voi 130-19, 149, 165.
Besançon. Voirie par terre
1264-29.
Rennes. Disposit. entre vifs
2350-10, 29 c., 29 c.
Grenoble. Compét. comm. 13.
Paris. Appel civ. 174. — Com-
missionnaire 158. — Obligat.
1515-19.
Paris. Référé 169.
Cass. Appel civ. 1214. — Cassa-
tion 1266-29, 1573; Nanissem.
1266-29. — Culte 63; Ju-
gém. 784 c. — Faux 160. —
Frais 890-10. — Requête civile
199.
Paris. Loi 266-10.
Paris. Privil. et hypothèques
1335-60.
Paris. Dispositions entre vifs
2352.
Paris. Compét. civ. des tribun.
d'arrond. 219 c.; Desistement.
17-19.
Paris. Impôts indir. 191, 439 c.
Nantes. Publ. 63-49. — Mise en
jugem. 93. — Voirie p. terre
1535-29-39.
Paris. Avoué 230 c.; Faux incid.
158-19, 154 c.
Paris. Instr. crim. 883-10.
Paris. Domicile élu 51, 66 c.;
Obligat. 918 c.
Paris. Compét. civ. tribun. de
paix 118, 225 c. — Contr. par
corps 444.
Paris. d'Etat. Hospices 89.
Paris. Cons. d'Etat. Avoué 47;
Paris. 5035; Forêts 101; Ma-
jorité 460 c.; Organ. admin.,
p. 607.
Paris. Vagabondage, p. 5.
Paris. Exploit 278-59; Obligat.
2351.
Paris. Privil. et hypothèques
1784-29.
Paris. Obligat. 4062-30.
Paris. Séparat. de corps 244.
Paris. Saisie-exéc. 32.
Paris. Appel civil 284 c.; Délai
10 c.; Vente publ. d'immeub.
1265-19. — Enreg. 5208. —
Huisier 108 c. — Success.
94-49.

Août.

8 Bruxelles. Reprise d'inst. 7 c.,
16.
— Cass. Emigré 201-70.
— Limoges. Contr. de mar. 3416,
3915.
— Paris. Desistement. 82, 121 c. —
Faillite 146-10, 151 c.
— Turin. Louage 378-29, 380 c.,
513 c.
— Instr. Privil. et hypoth. 2846.
9 Cass. Compét. administr. 170-29;
Dom. de l'Etat 203-80 c. — En-
reg. 4339.
— Bruxelles. Adopt. 53. — Saisie-
arrêt 341.
— Paris. Faux inc. 92-10, 111 c.
— Rennes. Contr. par corps 796.
10 Cass. Chose jugée 397. — Loi
298; Séparat. de corps 366. —
Quest. prejudic. 59.
— Agen. Appel civ. 999.
— Aix. Minorité 658-10.
— Bordeaux. Délai 25.
— Bourges. Paternité 516.
— Paris. Arbitr. 271 c., 373; So-
ciété 1018 c. — Arbitr. 817,
818 c. — Conciliat. 317-29 c.;
Jugem. par défaut 192-30. —
Ordre 1508. — Success. 174-10.
— Poitiers. Emigré 46.
— Cons. d'Etat. Octroi 352-10. —
Vente administr. 253 c.
11 Cass. Faux 140-39, 219; Notaire
88 c. — Jeu 82.
— Angers. Success. 954.
— Dijon. Faillite 1265-10-29, 1266
c.
— Lyon. Compte 70 c.; Privil. et
hypoth. 1122-10.
— Paris. Disposit. entre vifs 2769.
— Rennes. Dispositions entre vifs
2370-10.
12 Florence. Contr. par corps 1028.
— Nîmes. Dispositions entre vifs
2350-10 c., 5067.
— Paris. Société 502, 1051 c.
— Rouen. Obligat. 2567.
13 Bordeaux. Prescript. civ. 630.
14 Cass. Enreg. 5447. — Obligat.
2757 c.; Saisie-arrêt 350-10.
— Bordeaux. Cassation 2037, 2043 c.
— Propriété 341 c.
— Paris. Peremption 241.
— Rouen. Dispositions entre vifs
2343-29.
— Turin. Notaire 360 c.; Scellés
186; Success. 128 c.
— Cons. d'Etat. Tres. publ. 530.
15 Agen. Arbitr. 1259, 1306.
16 Cass. Commission. 275 c. —
Effets de comm. 250. — Jugem.
585-29. — V. 28 août.
— Bourges. Appel civ. 1044.
— Nîmes. Appel civ. 1096; Jugem.
par défaut 131 c.
— Orléans. Minist. publ. 166, 172;
Success. 1586.
— Pau. Appel civ. 635, 660 c., 730 c.;
Exploit 540-29 c.; Notaire
354 c.
— Toulouse. Dispositions entre vifs
3248.
17 Cass. Compét. crim. 300, 301 c. —
Emigré 65, 66 c., 68 c.;
Vente 1608 c. — Société
1723-39.
— Agen. Prêt à intérêt 23.
— Florence. Droit civ. 262 c.
— Paris. Compét. civ. des tribun.
d'arrond. 106. — Compétence
comm. 420.
— Toulouse. Paternité 235 c., 251.
18 Cass. Commune 910 c., 1075.
— Forêts 911. — Prescript. crim.
115 c., 245.
— Rouen. Acte de comm. 196.
19 Nîmes. Acte de comm. 31.
— Poitiers. Expert 99.
— Rouen. Success. 439.
— Avis Cons. d'Etat. Droits civils
810.
20 Orléans. Conciliat. 169-49.
21 Cass. Commune 1576-70.
— Besançon. Domicile élu 28-10;
Saisie-exéc. 54 c.
— Toulouse. Conclus. 63. — Jugem.
526-19.
22 Arrêt. Voirie p. terre 1738.
— Cass. Enreg. 2570, 2574 c.
— Agen. Emigré 118-10-39 c., 128-
10 c. — Prescript. civ. 643-29.

Août.

22 Nîmes. Oblig. 1204-10, 2213 c.
— Paris. Deg. de jurid. 212.
— Turin. Peremption 141-10.
23 Cass. Contr. de mar. 1676; Sé-
parat. de corps 186-10 c. —
Distrib. par contrib. 42. —
Enreg. 2072. — Oblig. 4095.
— Vente publ. d'im. 1081.
— Riom. Faillite 87-40.
— Rouen. Privil. et hypoth. 712-29.
— Turin. Appel civ. 242.
24 Cass. Cassation 1869 c., 1908-129;
Papier-monnaie 28. Oblig. 167.
— Disposit. entre vifs 446.
— Faux 240. — Loi 350-40.
— Aix. Minorité 203, 261 c.
— Liège. Privil. et hypoth. 1575,
1591-10.
25 Cass. Forêts 765. — Prescript.
crim. 180.
— Besançon. Effets de comm. 820 c.;
Oblig. 2295-29.
— Dijon. Disposit. entre vifs 822.
— Grenoble. Oblig. 5523-29; Pa-
pier-monnaie 34.
— Liège. Puissance patern. 57-19;
Séparat. de corps 317 c., 334 c.
26 Aix. Droit marit. 877 c.; Prises
marit. 345-19, 346-19 c., 29 c.
— Colmar. Dispositions entre vifs
2302.
— Paris. Privil. et hypoth. 793,
1761-39 c., 2287 c.
— Turin. Responsabilité 177-10.
27 Nîmes. Jugem. [a. d. l.], V.
16 août.
28 Cass. Enreg. 489, 5601, 6093,
6195-10. — Paris 793 c. —
Jugement 18-10; Jugement
d'av. dire droit 30-10.
— Agen. Récusation 27-19; Renvoi
21-10 c. — Reglem. de juges
90 c.
29 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Cassation 1510; Vente 23 c.,
73 c., 1388.
— Liège. Disposit. entre vifs 165.
— Cons. d'Etat. Commune 1684 c.,
1683. — Compét. administ.
300-29 c.; Dom. de l'Etat 288.
— Compét. administ. 369 c.
— Conflit 59; Impôts dir. 647,
663-19. — Conflit 90.
30 Cass. Cassation 318 c.; Degr. de
jurid. 560-10 c. — Disposit. entre
vifs 1688-10. — Frais 370 c.;
Mat. somm. 59 c.; Req. civile
207, 229 c. — Jugem. 326-19 c.;
Surench. 125. — Temoins 134-39.
— Aix. Privil. et hypoth. 1292.
— Angers. Jugem. 572-29; Scellés
179.
— Bourges. Emigré 405-160 c.
— Bruxelles. Substit. 84.
— Colmar. Jugem. 354-10.
— Gènes. Oblig. 6929-10.
— Orléans. Appel civ. 243 c.; Chose
jugée 52. — Jugement p. défaut
22-39.
— Paris. Effets de comm. 628.
— Turin. Disposit. entre vifs 794.
31 Cass. Cassation 1286-90. — Faux
455. — Instr. crim. 1921, 3213.
— Limoges. Surenchère 173.
— Nîmes. Appel civil 1261 c., 1263;
Contr. p. corps 90 c.; Effets de
comm. 835-10.
— Instr. Enreg. 769, 1190.

Septembre.

1 Cass. Impôts indir. 75-10, 116.
Instr. crim. 294 c.; Procès-
verb. 810-49. — Instr. crim.
790. — Procès-verb. 636.
— Toulouse. Minorité 687-10.
4 Cass. Appel civil 695 c.; Except.
278 c.; Exploit 834-30.
5 Cass. Commune 2169. — Deg.
de jurid. 474. — Enreg. 5639.
— Decis. Enreg. 4903.
6 Arrêt. Organ. colon. 484.
7 Cass. Reglem. de juges 9-10 c.,
130 c.
7 Cass. Acte de l'état civil 345 c.;
Mariage 387-19, 406 c. — Com-
pét. crim. 369-40. — Org. ju-
dic. 456.
— Decis. Vente administr. 68.

Septembre.

8 Cass. Appel crim. 309, 366. —
Impôts indir. 230. — Instruat.
crim. 23-50. — Loi 562.
— Mariage 890. — Presse-outr.
918. — Voiture 274, 285 c. —
V. 3 mars.
— Turin. Surenchère 336-10.
11 Cass. Disposit. entre vifs 3181-39.
— Enregist. 5025, 5028 c.,
5038 c.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 347;
Ordre 845.
— Lettre. Prises marit. 300.
12 Cass. Cassation 1437; Com-
mune 2215. — Enreg. 6190 c.
— Decis. Enreg. 3951.
13 Cass. Disposit. entre vifs 2947,
2998-10. — Jugem. par défaut
363-29.
14 Cass. Temoins 442-39.
16 Paris. Tierce opposit. 73.
17 Lettre. Notaire 308 c., p. 589.
18 Cons. d'Etat. Conflit 42.
— Instr. Enreg. 2020.
20 Décr. Contr. par corps 24-39;
Douanes, p. 573; Frais, p. 67;
Vagabondage, p. 5.
— Florence. Compét. comm. 153.
— Paris. Vente publ. d'immeub.
1380.
— Cons. d'Etat. Commune 2342-
10 c.; Forêts 1899. — Com-
mune 2584. — Dom. de l'Etat
239-39. — Hospices 424;
Secours publ. 379. — Tres. publ.
860. — Vente administr. 264-
40. — Voirie p. terre 299 c.,
p. 191.
— Avis Cons. d'Etat. Contumace 9,
66 c.; Responsab. 778.
21 Paris. Frais 913.
22 Paris. Exploit 332-10, 345 c.
23 Circ. Enreg. 6208.
25 Instr. Octroi 56, 104, 102, 134,
160, 169-49, 183, 220, 234,
241-10, 397.
26 Décr. Culte, p. 702.
— Decis. Commune 2367; Octroi
167.
27 Bruxelles. Rentes constit. 194.
— Paris. Compét. comm. 405. —
Vente publ. d'immeub. 1450-10.
28 Ord. Abrevoir 9.
— Paris. Jugem. 628-10.
29 Note de Napoleon. Exprop. publ.
11.

Octobre.

3 Rome. Référé 224 c.
5 Cass. Exploit 24-69. — Impôts
indir. 65-39. — Instr. crim.
1296, 1495. — Mise en jugem.
54-29. — Procès-verb. 402-29.
— Voiture 258-10.
— Paris. Minorité 354 c., 374.
6 Décr. Org. judic. 494, 510 5.,
517, p. 1196; Uniforme-cos-
tume 16, 38.
— Cass. Chose jugée 468-29. —
Faux 99. — Procès-verb. 143,
152-10.
7 Décr. Org. administ., p. 607;
Prisons, p. 990.
— Cass. Acquisit. 880 c. — Jugem.
813-39. — Presse-outrage
1388-39. — Procès-verb. 128.
— Cons. d'Etat. Emigré 179-149,
401.
— Avis Cons. d'Etat. Hospices 150;
V. 21 octobre.
— Lettre. Notaire, p. 589.
9 Cass. Enreg. 4353, 4807.
10 Arrêt. Org. instr. publ. 346.
— Cass. Loi 314-10. — Presse-outr.
1379. — Vente publ. d'im.
390.
— Decis. Huisier 48.
11 Cass. Cassation 914 c.; Jugem.
61-39. — Dom. eng. 42-10.
— Appel civ. 679 c., 673 c., 796.
12 Cass. Cassation 885-39; Mines
490. — Cassation 1833 c. —
Instr. crim. 2298. — Procès-
verb. 617, 683-29. — Renvoi
154-39, 137. — Vol 551.
— Decis. Enreg. 3089.
13 Décr. Set, p. 860; Vagabondage,
p. 5.
— Cass. Faux 179, 241. — Forêts
1576 c., 1853. — Temoins 38-19.

Octobre.

13 Cons. d'Etat. Cautionn. de fonct.
90 c.; Hospices 102 c.; Tresor
publ. 983. — Compét. admi-
nist. 150; Voirie par terre
1141-10, 1165-19. — Dom. de
l'Etat 131-29; Vente administ.
454 c.
— Avis Cons. d'Etat. Success. 990,
993.
14 Avis Cons. d'Etat. Secours publ.
62.
— Traité de paix. V. 29 octobre.
15 Décr. Assoc. de secours mut. 24;
Prud'hommes, p. 537; Vaga-
bondage.
— Cons. d'Etat. Compét. administ.
149; Eau 331-39, 473-69,
563-119.
— Avis Cons. d'Etat. Assur. terr.
17; Société 100 c.
16 Cass. Culte 113-29; Mariage 259 c.
17 Cass. Privil. et hypoth. 708 c., 711.
— Decis. Enreg. 3089, 4024, 4072-39,
4084.
18 Cass. Disposit. entre vifs 227 c.,
2901-29, 2915 c., 3571-10 c. —
Enreg. 5154. — Oblig. 1661 c.;
Prescript. civ. 1086, 1087.
— Peremption 112. — Renvoi
141-39.
— Cons. d'Etat. Action possess.
320 c. — Voirie p. terre 347,
420.
19 Cass. Crimes contre les person-
nes 166-39 c. — Instr. crim.
2046-10. — Prises maritimes
345-29, 350 c. — Procès-verb.
734. — Temoins 111-29.
— Paris. Compét. civ. des tribun.
d'arrond. 204 c.; Mariage 142-
19 c., 191 c., 305-19.
20 Cass. Loi 542. — Procès-verb. 446.
21 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Avis Cons. d'Etat. Dum. eng.,
p. 191; Enreg. 2953, 4962 c.,
4989 c., 6228 c.; Notaire 103 c.,
p. 589; Oblig. 3722 c.; Vente
publ. d'im. 95, 96.
22 Cass. Commune 2622; Compét.
administ. 02-89 c.
23 Douai. Effets de comm. 107 c.,
177.
— Gènes. Arbitr. 1321.
25 Cass. Conflit 90; Vente admi-
nist. 261-70-80. — Impôts in-
dir. 178.
26 Cass. Complie. 207-10. — Contr.
p. corps 556 c., 586 c., 594-10 c.
— Org. judic. 241.
27 Cass. Chose jugée 484-29. —
Prescript. crim. 202 c.
— Decis. Tineur 67.
28 Cass. V. 26 octobre.
— Angers. Compét. comm. 273.
29 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Arrêté. Org. instr. publ. 346.
— Traité de paix. Traité internat.,
p. 518.
— Cons. d'Etat. Compét. administ.
143-29. — Theatre 119.
30 Cass. Enreg. 222, 2063 c.; Oblig.
3830-29 c. — Enreg. 1101, 1657.
31 Cass. Appel int. 54, 121; Disposit.
entre vifs 1667 c., 1693. —
Decis. Jugem. 236.

Novembre.

2 Cass. Garde champét. 55. — Ren-
voi 141-29.
3 Cass. Procès-verb. 59-39.
— Riom. Enquête 63. — Jugem. 35.
— Cons. d'Etat. Octroi 306-10, 314-
29 c.
— Avis Cons. d'Etat. Hospices, p. 10.
4 Cass. Impôts indir. 138-29.
— Paris. Acte de comm. 88.
6 Cass. Arbitr. 638 c., 693; Cassa-
tion 1699 c.
— Statuts. Notaire 257.
7 Cass. Action 157 c. — Enreg.
2195. — Jugem. d'av. dire droit
64-80. — Papier-monnaie 53-29;
Rentes constit. 149.
8 Décr. Culte, p. 702.
— Cass. Arbitr. 1257, 1271 c. —
Compét. crim. 492. — Demande
nouv. 205-30 c.; Louage em-
phyt. 26, 42 c. — Jugement
213-19. — Privil. et hypoth.
831.

Novembre.

- 8 Turin. Effets de comm. 311.
9 Cass. Oblig. 1043-30. — Paternité 180 c., 307; Prescript. civ. 5351.
— Bruxelles. Obligat. 5206-20.
— Douai. Disposit. entre vifs 2864, 3046, 3057 c., 2091 c.
10 Cass. Impôts indir. 207.
— Colmar. Obligat. 182-10.
12 Cons. d'Etat. Compét. administr. 144-10; Dom. de l'Etat 214-120.
13 Cass. Frais 190; Récusat. 124 c. — Trèves. Dispositions entre vifs 2950 c.; Substit. 253.
14 Cass. Appel civil 1160. — Cassation 2066 c.; Contr. par corps 486. — Enreg. 2090, 2376 c., 2142.
— Bruxelles. Substit. 69-80.
15 Cass. Commune 1843. — Règlement de juges 192.
16 Decr. Douanes, p. 573; Prises marit., p. 938.
17 Cass. Faux 350-10. — Impôts indir. 515-30.
— Cons. d'Etat. Vente administr. 256 c.
— Décis. Oblig. 3466.
18 Colmar. Appel civil 799 c., 998 c. — Paris. Faillite 343-40.
19 Riom. Contrat de mar. 445.
— Décis. Enreg. 2789.
20 Bruxelles. Degr. de jurid. 195.
— Paris. Jugement p. défaut 341. — Privil. et hypoth. 1011.
— Rome. Contr. p. corps 71.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 132.
21 Cass. Privil. et hypoth. 1291, 2426-10.
— Paris. Appel inc. 158 c.; Privil. et hypoth. 1009.
22 Cass. Action 176; Dem. nouv. 135-20 c., 144 c.; Presse-out. 1261-10. — Degr. de jurid. 569-20, 578-20 c. — Papier-monnaie 41, 62, 70.
— Riom. Effets de comm. 155, 490 c.; Contr. par corps 482 c. — Oblig. 2294-10.
— Conseil d'Etat. Eau 565-60.
— Decis. Notaire, p. 589; Obligat. 3286 c.
23 Cass. Chose jugée 22 c., 181. — Disposit. entre vifs 667; Loi 317 c.
— Bordeaux. Acquisesc. 713 c.
— Liège. Exploit 659-60.
— Instr. Enreg. 3089, 4924, 4973-30, 4984.
— Solut. Enreg. 2885.
24 Cass. Complic. 110. — Question préjud. 96-10, 133-40.
25 Colmar. Acquisesc. 446; Domicile élu 19; Jugem. par déf. 138 c.
26 Avis Cons. d'Etat. Success. 582.
27 Bruxelles. Pr. 1202.
28 Decr. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Acquisesc. 786; Délai 53 c.; Jour férié 48-20; Surenchère 356. — Scellés 25.
— Bruxelles. V. 28 nov. 1806.
— Paris. Contrat de mar. 776 c., 784.
— Cons. d'Etat. Commune 1911-10, 2198-20, 2301 c. — Compét. administr. 488 c. — Eau 565-60. — Forêts 1028.
— Décis. Enreg. 5073; Procès-verb. 630 c.
29 Cass. Demande nouv. 231. — Minorité 209-10, 213 c.
— Bruxelles. Louage 599 c., 671-10. — Paris. Arbitr. 678.
— Turin. Domicile élu 46 c., 89.
— Décis. Transcript. hypoth. 684.
30 Cass. Compét. crim. 331; Instr. crim. 879-60. — Domicile 14-20. — Instr. crim. 2336, 3538. — Récusation 155.
— Bruxelles. Domicile élu 72 c.; Vente 1733-20. — Prescription civile 167.
— Colmar. Vente publ. d'imm. 1829.
— Paris. Pérémpcion 19.
— Pau. Domic. élu 113-30; Exploit 122.

Décembre.

- 1 Cass. Ap. et crim. 372. — Commune 709 c., 899; Compét. crim. 571; Peine 62 c. — Faux incid. 298. — Jugem. 814-10.

Décembre.

- 1 Cass. Minist. publ. 272-30. — Témoin 363-40.
— Paris. Acte de comm. 88.
2 Cass. Compét. crim. 466 c.
— Paris. Expert. 249.
— Riom. Dispositions entre vifs 1717-20.
— Trèves. Exploit 83-10 c., 638-20.
4 Decr. Sceau 4.
— Cass. Appel civil 720 c.; Exploit 521-20.
— Colmar. V. 4 décembre 1807.
— Riom. Disposit. entre vifs 2721, 2793 c., 2912-30, 3179.
— Trèves. V. 2 décembre.
— Turin. Enquête 157, 161 c.
5 Cass. Culte 625; Mariage 859-70 c. — Disposit. entre vifs 1331. Privil. et hypoth. 1399.
— Aix. Success. 1967, 1978-10 c.
— Besançon. Obligat. 3543.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 1939-10.
— Avis Cons. d'Etat. Avoué 47.
— Decis. Enreg. 2789.
— Instr. Enreg. 3317.
6 Cass. Action possess. 374. — Disposit. entre vifs 2764; Vénalité d'écrit 182-10 c. — Paternité 547-20. — Prescript. civ. 943. — Success. 2260, 2368.
— Bruxelles. Substit. 67-20 c., 330 c., 284.
— Colmar. Jugem. d'av. dire droit 38-30, 44-20 c.
— Pau. Enquête 143, 297 c., 368-20 c.
— Turin. Vente publ. d'immeubles 578 c., 1039.
7 Cass. Compét. crim. 331; Règlement administr. 14 c. — Dispositions entre vifs 2609. — Impôts indir. 388. — Mise en jugement. 94. — Papier-monnaie 19, 20, 29 c.
— Agen. Descript. sur les lieux 20-20.
— Bourges. Action possess. 639.
— Limoges. Dispositions entre vifs 3137, 3212-10 c.; Paternité 599-30.
— Paris. Scellés 19.
— Rouen. Privil. et hypoth. 638-10; Transcript. hypoth. 604 c.; Vente 1365-10.
— Délit. Vente publ. d'imm. 96.
8 Cass. Cautionnem. 350. — Chose jugée 521; Discipul. 131 c., 141 c.
— Circ. Vente administr. 68.
9 Decr. Sel, p. 860; Théâtre 296; Trés. publ. 309, p. 1127.
— Nîmes. Acquisesc. 465.
— Rouen. Except. 283.
10 Instr. Privil. et hypoth. 2893.
11 Cass. Dem. nouv. 95-40; Droit civ. 293.
— Besançon. Loi 114-20; Obligat. 671 c.
— Nîmes. Obligat. 2657; Privil. et hypoth. 2014; Success. 1350.
12 Cass. Instr. crim. 31, 147 c. — Règlement de juges 146.
— Agen. Except. 535-10.
— Bruxelles. Arbitr. 111.
— Paris. Séparat. de corps 244.
— Turin. Interrog. sur faits et art. 41-10; Jugem. 433-30 c.; Obligat. 3158-20 c.
— Décis. Enreg. 5270.
13 Decr. Dom. engag. 9-20; Trésor publ. 410, p. 1127.
— Cass. Adoption 66. — Enregist. 137-60, 138 c.; Loi 185 c. — Enreg. 4701, 4704 c., 4786 c., 5723.
— Agen. Papier-monnaie 83-30.
— Bruxelles. Substit. 136, 150 c.
— Paris. Matière somm. 45-10; Ordon. 1006. — Vente 177-20.
— Rennes. Arbitr. 436, 785, 829, 885, 1201; Saisie-exécution 268 c.
— Toulouse. Exploit 320.
14 Cass. Avoué 162 c.; Cassation 1909-30. — Complic. 118; Instr. crim. 468 c. — Crimes contre les personnes 30. — Disposit. entre vifs 591, 607 c., 811 c.; Loi 295 c.
— Besançon. Appel civ. 1084.

Décembre.

- 14 Rennes. Appel civ. 1354.
— Toulouse. Minorité 809-10.
15 Cass. Privil. et hypoth. 1412-10, 1433-40 c., 1435 c.
— Paris. Faillite 1527-50.
16 Cass. Témoin 188-10.
— Liège. Exploit 502; Vente publ. d'immeubles 1542 c.
— Paris. Arbitr. 340 c., 1196; Droit civ. 438 c. — Minorité 491.
— Riom. Commune 1397.
17 Decr. Lois codifiées 11.
— Cons. d'Etat. Obligat. 2729-40; Trés. publ. 976-10, 1168 c. — Trav. publ. 1267 c., 1289; Voirie p. terre 549 c. — Vente administr. 255.
18 Arrêté. Eau 133.
— Cass. V. 26 octobre 1808.
— Besançon. Exploit 232-10.
19 Cass. Appel civ. 1063. — Enreg. 4668, 5789, 5764, 6094. — Faillite 331-50. — Jugement 65-40. — Société 334.
— Agen. Obligat. 4518.
— Aix. Contrat de mar. 3642.
— Bourges. Jugement par défaut 227-20.
— Paris. Faillite 1527-50. — Saisie-arrest 294 c., 295.
— Cons. d'Etat. Vente administr. 256 c.
— Avis Cons. d'Etat. Disposit. entre vifs 2142 c., 2152 c.
— Règlement. Org. instr. publ. p. 1311.
20 Bruxelles. Ordre 816.
— Turin. Disposit. entre vifs 4439.
21 Cass. Appel crim. 207, 378. — Contumace 101. — Domm. destr. 80. — Faux 241. — Procès-verb. 232-10.
— Agen. Contr. de mar. 3605. — Faux inc. 51.
— Bruxelles. Mandat 87-30. — Mariage 849-40.
— Rennes. Enquête 152.
— Règlement. Agrée 18.
22 Decr. Prud'hommes, p. 535; Vente de subst. fals. p. 1019.
— Cass. Compét. crim. 699-20. — Impôts indir. 578-30.
— Orléans. Enquête 73, 272.
— Paris. Compét. comm. 219. — Privil. et hypoth. 612-10, 1708 c. — V. 23 septembre.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 20.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 3856.
23 Loi. Eau, p. 327.
— Cass. V. 13 décembre.
— Besançon. Désistement. 31.
— Bruxelles. Effets de comm. 298, 310 c. — Except. 146.
— Colmar. Oblig. 3530 c., 3841 c., 4819.
— Riom. Vente publ. d'imm. 1256.
24 Decr. Cons. d'Etat, p. 182; Org. administr. 367, p. 607.
— Cass. Dem. nouv. 66-30.
— Florence. Tierce-opposit. 336.
— Riom. Disposit. entre vifs 3190-10.
— Décis. Success. 998.
— Règlement. Agrée 18, 40.
25 Cass. Action possess. 63; Expert 354 c. — Domicile élu 60-20. — Enreg. 2091. — Success. 259.
— Agen. Compét. administr. 228.
— Poitiers. Loi 273.
— Rennes. Compte 138.
— Rouen. Mariage 809-40.
— Toulouse. Vente publ. d'imm. 291.
26 Cass. Chasse 475. — Culte 817-10. — Faux 273, 356 c. — Impôts indir. 502. — Témoin 93-30. — Voirie p. terre 1123-20.
— Bruxelles. Contr. p. corps 144-20; Vente 803 c.
29 Cass. Dom. de l'Etat 308 c.; Droit civil 739 c.; Enquête 100.
30 Decr. Culte, p. 703, 930; Organ. colon. 135-50; Présence; p. 378; Trav. publ. 251, 252; Ville de Paris 32.
— Paris. Oblig. 5217.
31 Instr. Hospices 150.

Janvier.

- .. Turin. Oblig. 5508 c.; Vente 709 c., 713.
2 Bourges. Mariage 146 c., 309, 314 c.
— Paris. Loi 108-20. — Vente publ. d'imm. 1811.
— Instr. Enreg. 5072, 5270.
3 Cass. Disposit. entre vifs 2913, 2951-50. — Octroi 350-30, 352-40 c. — Ordre 302. — Responsab. 740. — Substit. 483.
— Angers. Compét. comm. 423 c., 434; Règlement de juges 58 c.
— Paris. Avoué 146; Desaveu 85 c.
4 Cass. Commune 1295. — Disposit. entre vifs 2465. — Impôts indir. 223. — Organ. milit. 285-10. — Presse-out. 920-30. — Question préjud. 52-20.
— Paris. Contr. p. corps 839; Frais 735 c.
5 Cass. Forêts 1336; Procès-verb. 43 c., 574-10 c. — Oblig. 5006 c.; Procès-verb. 62 c., 303-10 c.; 305, 311 c.
— Agen. Privil. et hypoth. 1479-10, 1508-20, 1533-20.
— Besançon. Disposit. entre vifs 2139-10 c., 2148-10.
— Colmar. Mariage 634.
6 Traité. V. 24 fév. 1810.
— Cass. Cassation 2157-20. — Compét. crim. 597.
— Paris. Contr. p. corps 152-20. — Ordre 482-10.
8 Decr. Evasion, p. 49; Hospices, p. 70; Prisons 41.
— Paris. Rente viag. 98-10 c., 99-30.
— Rennes. Appel civil 1354.
— Turin. Domicile élu 91-20.
— Cons. d'Etat. Obligat. 2729-30; Trésor publ. 976-30 c. — Saisie-arrest 283; Traitement 190 c. — Vente administr. 256 c.
9 Cass. Acte de comm. 196; Commerce 50 c. — Rentes constit. 302-10 c.
— Aix. Contrat de mar. 3326; Interr. 26 c.; Mariage 884-10 c., 892 c.
— Besançon. Disposit. entre vifs 4472.
— Florence. Acquisesc. 199.
— Turin. Notaire 50.
10 Cass. Commune 1586-20 c., 1595-20 c. — Except. 256 c., 289-20 c.; Pérémpcion 67-30 c., 262 c. — Compét. civ. trib. de paix 252. — Servitude 780-10.
— Agen. Vente publ. d'imm. 1770.
— Bruxelles. Prêt à int. 182.
— Riom. Responsab. 305-30, 418 c., 427-10 c.
— Turin. Loi 98 c.; Success. 113; Traité intern. 183 c., 184 c.
11 Cass. Cassation 1542. — Impôts indir. 249. — Instr. crim. 3530-10. — Juifs 5-20 c.
— Besançon. Exploit 95-10 c.; Société 642, 706 c.
— Bordeaux. Effets de comm. 622.
— Bruxelles. Ordre 467.
— Limoges. Exploit 492-10.
— Paris. Oblig. 3882-30.
— Avis Cons. d'Etat. Saisie-arrest 158.
— Circ. Enreg. 4896.
12 Loi. Douanes, p. 573.
— Cass. Faux inc. 177 c.
— Rennes. Conclus. 2-10; Référé 98-10, 222-10. — Enquête 297, 540.
— Turin. Défense 188 c.; Discipul. 83 c.; Notaire 839.
13 Loi. Commune 133.
— Agen. Acquisesc. 752.
— Bruxelles. Société 643, 691 c.
— Florence. Arbitr. 737 c., 821 c., 892.
— Paris. Saisie-exécution 276. — Vente 1050-30, 1052 c., 1055 c.
— Rennes. Enreg. 5792.
15 Loi. Org. colon. 136; Trés. publ. 372, 410 c., 551, p. 1127.
— Decr. Ordres civils et milit. 185; Org. instr. publ. p. 1341.
— Cass. Appel civil 683 c.; Cassation 1159. — Forêts 1157.
— Bourges. Dispositions entre vifs 2867-20. — Vente publ. d'imm. 422.

Janvier.

- 15 Montpellier. Mariage 886-30.
— Paris. Puiss. paternelle 188.
— Rennes. Degr. de jurid. 354-40.
— Riom. Privil. et hypoth. 1589-10.
— Toulouse. Exploit 567-10.
16 Cass. Contrainte p. corps 126 c.; Erchange 19. — Contrat de mar. 4316; Normandie 81. — Jugem. 690-20.
— Agen. Référé 70 c., 71 c., 167 c.
17 Cass. Chose jugée 45-10 c.; Dispositions entre vifs 3181-40. — Impôts indir. 25.
— Agen. Louage 118 c., 595.
— Bruxelles. Except. 329. — Oblig. 4738-20.
— Nîmes. Degr. de jurid. 631.
— Rennes. Droit marit. 1440.
— Turin. Compét. comm. 394 c., 396; Jugem. p. défaut 132 c.; Saisie-arrest 114 c. — Effets de comm. 236.
18 Cass. Complic. 122-20. — Crimes cont. les person. 9. — Douanes 291-20.
— Paris. Acquisesc. 827, 870 c.
— Poitiers. Vente publ. d'imm., V. 18 juin.
19 Cass. Appel civ. 926; Impôts indir. 520 c. — Délai 12 c.; Procès-verb. 103, 113-10, 614.
— Paris. Minorité 563; Oblig. 4482 c.
— Turin. Contrat de mar. 4246; Ordre 255 c.
20 Agen. Dem. nouv. 183-10 c.; Lettre miss. 24.
— Nîmes. Dispositions entre vifs 2645 c., 2657 c., 2658; Exploit 50 c.
— Paris. Appel civ. 216.
— Turin. Interdiction 204.
21 Decr. Cons. d'Etat, p. 183; Org. administr., p. 607.
22 Cass. Exploit 261-10; Disposit. entre vifs 282.
— Paris. Deg. de jurid. 632-40 c.; Privil. et hypoth. 1457 c., 2933-10-20.
23 Cass. Appel civ. 755 c.; Domicile élu 26-10; Exploit 200 c. — Appel inc. 86. — Cassation 1679-30 c.; Dem. nouv. 187-10 c.; Disposit. entre vifs 4167; Enreg. 70 c.; Oblig. 3316-20 c. — Disposit. entre vifs 2924-20. — Domicile élu. — V. 25 janvier.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 121-10.
— Liège. Disposit. entre vifs 1438, 1472.
— Paris. Exploit 280-20 c.; Privil. et hypoth. 851, 1505-10.
24 Cass. Règlement de juges 153. — Vente 1833.
— Bruxelles. Oblig. 3115 c., 3116.
— Turin. Priv. et hypoth. 624-20. — Transcript. hypoth. 604 c.
25 Decr. Vagabondage, p. 3.
— Cass. Commune 2775. — Compét. crim. 247 c., 271, 408-120 c.; Crimes contre les personnes 166-30 c. — Forêts 128 c. — Nantissement. 270. — Question préjudic. 107-20. — Voirie par terre 1191.
— Besançon. Appel civ. 793 c. — Exploit 161-10, 523-20. — Jugem. par déf. 169; Loi 346-10.
— Paris. Contr. par corps 725 c., 789. — Effets de comm. 430.
— Rennes. Interrog. sur faits et art. 25.
— Toulouse. Deg. de jurid. 196.
26 Cass. Faux 99. — Procès-verb. 323-10, 352. — Vagabondage 46.
— Orléans. Privil. et hypoth. 1511-10.
— Paris. Tierce-opposit. 259.
— Riom. Arbitr. 1177, 1189 c.
— Trèves. Compét. comm. 510.
27 Decr. Dom. nat., p. 338; Pension, p. 751; Trés. publ., p. 1127.
— Besançon. Appel civ. 793 c.
— Pau. Domicile élu 115.
28 Nîmes. Deg. de jurid. 668; Privil. et hypoth. 1766-10, 1768 c.; Success. 1669 c.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 2997-10.
29 Cass. Privil. et hypoth. 1339.
30 Sénat. cons. Louage administr. 89.

Janvier.

- 30 Déc. Dom. de la cour 14; Dom. extraord. 13 c.; Majorat 9 c.
— Cass. Cassation 1839-39, 1895-39 c. — Dem. nouv. 38. — Except. 883.
— Paris. Chose jugée 254 c.; Louage 492-10. — Servitude 1012.
— Riom. Acte de l'état civ. 149.
— Turin. Surenchère 343.
31 Cass. Chose jugée 348-10.
— Besançon. Prescript. civ. 678.

Février.

- 1 Cass. Obligat. 845. — Procès-verb. 307 c., 310 c., 323-10 c., 332-90 c. — Vol 76-20.
— Bruxelles. Paternité 599-10.
— Grenoble. Privilèges et hypothèques 1713.
— Paris. Requête civ. 58, 149-20 c.
3 Cass. Instr. crim. 1950.
— Riom. Contr. de mar. 3538; Mariage 841-10.
— Décis. Douanes 63.
3 Déc. Impôts indir. p. 406.
— Paris. Appel civ. 1091.
4 Bordeaux. Louage 184.
— Paris. Domic. élu 44.
5 Déc. Org. colon. 116; Presse-out. p. 399; Propriété littér., p. 445.
— Cass. Enreg. 2109, 2948, 3497 c.
— Paris. Exploit 129. — Vente 1478-20.
— Toulouse. Péremption 115, 191 c.
— Trèves. Appel civ. 693 c.; Exploit 42. — Arbitr. 188; Compét. comm. 302 c.
— Turin. Exploit 42. — Privil. et hypoth. 1603-30.
6 Cass. Jugem. 1001-140.
— Agen. Délai 81 c.; Domicile élu 19 c., 59; Jugem. par défaut 160-10 c.
— Bruxelles. Ordre 327, 375.
— Montpellier. Acquisc. 468; Interrog. sur faits et art. 34.
— Paris. Ordre 624-20 c., 935-10.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 443 c.; Vente administr. 331-10. — Droit marit. 259.
7 Cass. Disposit. entre vifs 1402.
— Bruxelles. Privilèges et hypothèques, V. 17 février.
— Rennes. Exploit 140.
— Turin. Arbitr. 261, 269 c., 705 c., 896 c., 1317 c.
8 Cass. Dom. engag. 42-20. — Emigré 46 c., 77 c., 78, 173 c., 197 c., 198 c. — Impôts indir. 83 c., 87, 545 c. — Instr. crim. 1208, 2146. — Success. 488 c.
— Bourges. Nantissement. 278-30.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 635, 675-30 c.
— Paris. Compulsio 25.
— Turin. Impôts indir. 161.
9 Déc. Impôts indir., p. 630; Ton-tine 38.
— Cass. Faux 272 c.; Paternité 365-40 c., 369-30. — Mise en jugement 91. — Presse-out. 920-30.
— Besançon. Minorité 451-10-20 c.; Papier-monnaie 47-40.
— Orléans. Vente publ. d'immeub. 1069.
— Turin. Vente publ. d'immeubles 453, 468 c., 1531-20; V. 4 février 1809.
— Cons. d'Etat. Emigré 92.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 5021, 5082 c.
11 Turin. Séparat. de corps, V. 14 février.
12 Besançon. Exploit 24-30 c.; 55 c., 288-20 c., 537-20; Jugement 390-10 c.
— Bruxelles. Degré de juridict. 384-10.
— Instr. Enreg. 3247, 5039.
13 Cass. Mines 295-30; Propriété féodale 486. — Prescript. civ. 360.
— Bordeaux. Contrainte par corps 771.
— Turin. Contrat de mar. 4150-40; Privil. et hypoth. 1289 c. — Substitut. 20, 34.

Février.

- 14 Loi. Culte, p. 705.
— Cass. Disposit. entre vifs 296. — Droit civ. 457; Obligation 2757 c.; Saisie-arrest 352 c. — Mariage 792-10. — Obligat. 3973-10; Propriété féodale 178-20. — Société 1386-10, 1389 c., 1395-10 c.
— Paris. Acte de comm. 46; Commerc. 25 c.
— Rennes. Minorité 373.
— Turin. Séparat. de corps 212-50.
15 Déc. Crimes contre l'Etat, p. 539.
— Cass. Appel civ. 215; Cassation 105 c. — Exploit 283-20. — Faux incid. 23. — Privil. et hypoth. 1479.
— Bourges. Obligat. 3311.
— Bruxelles. Acte de notoriété 3.
— Grenoble. Enquête 201-10, 483 c.
— Paris. Compét. comm. 227, 340 c.; Jugem. par défaut 76-10, 106 c. — Contrat de mar. 412.
16 Cass. Instr. crim. 2571. — Octroi 203.
— Colmar. Appel civ. 869; Deg. de jurid. 175-10 c.; Délai 17 c.
— Rennes. Arbitr. 190.
— Turin. Faillite 1037.
17 Sénat-cons. Culte, p. 705.
— Bruxelles. Faillite 45 c.; Obligat. 400 c., 1299-20 c.; Privil. et hypoth. 1428. — Organ. milit. 380.
— Douai. Servitude 546.
18 Cass. Presse-out. 1173.
— Orléans. Jugem. d'av. dire droit 45-30.
19 Liège. Disposit. entre vifs 3868. — Ordre 817-10 c.
— Nîmes. Effets de comm. 482.
20 Déc. Facilité 175; Lois codif. 12.
— Cass. Conciliat. 206. — Désist. 22. — Prêt à intérêt 175-60. — Privil. et hypoth. 1293, 1296 c.
— Liège. Responsab. 190, 237 c.
— Limoges. Jugem. p. déf. 343.
— Paris. Disposit. entre vifs 388. — Oblig. 125 c.; Paternité 368; Responsab. 185 c.
— Avis Cons. d'Etat. Prud'hommes, p. 532.
21 Cass. Eau 208-10; Oblig. 530. — Enreg. 1706 c.; Oblig. 2479-10 c.; Privil. et hypoth. 1502. — Mandat 101-10.
— Bruxelles. Compét. 113.
— Paris. Domicile élu 98; Mandat 383-10.
— Riom. Privil. et hypoth. 1589-10.
22 Cass. Scellés 226. — Témoin 246-20, 251, 536-20.
— Paris. Acquisc. 306 c.; Contr. p. corps 324 c., 331.
23 Cass. Deg. de jurid. 673-10; Instr. crim. 77.
— Colmar. Deg. de jurid. 191.
— Lettre. Notaire 628, p. 589.
24 Traité. Traité internat., p. 518.
— Bruxelles. Mandat 445-10.
25 Déc. Culte, p. 705.
— Bruxelles. Domicile 40-60; Exploit 220-30; Vente publique d'immeub. 453 c., 467 c., 473-10, 1525-10.
— Turin. Culte. 3556-10.
26 Déc. Culte, p. 706.
— Cass. Enreg. 5477, 5482, 5541-10. — Propri. féodale 852-10, 470-10 c.
— Besançon. Interdict. 65-40, 92, 98 c.
— Bourges. Louage à cheptel 84; Mandat 168-10.
— Montpellier. Ordre 811-10; Success. 1437.
— Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 85.
— Rennes. Oblig. 2986-10.
— Riom. Oblig. 4668-20.
— Trèves. Domicile élu 93-10 c.
27 Cass. Droit marit. 124 c., 1275. — Effets de comm. 615. — Ordre 1197.
— Bourges. Dom. nat. 50.
— Bruxelles. Compét. comm. 310 c.
— Douai. Faillite 132.
— Liège. Loi 295 c.; Success. 1012, 1019-20.

Février.

- 28 Déc. Culte, p. 706; Impôts dir. 633-10.
— Cass. Effets de comm. 110. — Société 1715-10.
— Bruxelles. Oblig. 4139, 4144-20 c. — Société 265-20.
— Montpellier. Appel civ. 648, 650 c. — Dem. nouv. 38-30.
— Paris. Contr. par corps 848, 850 c.
— Rouen. Vente publ. d'immeub. 310, 421, 1571-10.
— Turin. Appel civ. 1041, 1057 c.; Except. 476 c. — Oblig. 5173c.; Preuve 101.
— Cons. d'Etat. Industrie 166.

Mars.

- 1 Cass. Appel civ. 720 c.; Exploit 521-10; Privil. et hypoth. 1486-10. — Cassation 864-40, 1755, 2157-10. — Commune 2025-20. — Concl. 31-20. — Disposit. entre vifs 3841-20. — Instr. crim. 838.
— Bruxelles. Arbitr. 703.
— Paris. Vente publ. d'immeub. 1399.
2 Cass. Contumace 116. — Défense 67. — Instr. crim. 1346-10, 1780. — Témoin 111-10.
— Grenoble. Minorité 484.
— Circ. Notaire, p. 589.
3 Déc. Majorat 4-70-80 c.; Ordres civils et milit. 184 c.; Prisons, p. 990; Sceau 4; Tranquillité publ. 17 c.
— Bruxelles. Appel civ. 1267. — Société 1447.
— Colmar. Contumace 53 c.; Instr. crim. 100; Responsab. 24 c.
— Paris. Référé 78 c. — Requête civ. 77-30 c., 84-20 c., 106, 124-30, 206 c., 221 c.
— Rennes. Jugem. 461-20.
5 Déc. Secours publ., p. 768.
— Cass. Appel civ. 1153; Except. 335 c.
— Bruxelles. Vente publ. d'immeub. 103-10.
— Grenoble. Paternité 569-10 c., 876.
— Paris. Vente 1501-10, 1506-20 c.
6 Déc. Propri. féodale, p. 351.
— Grenoble. Deg. de jurid. 139-20.
— Paris. Contrat de mar. 1678.
7 Bourges. Exploit 281-30, 521-30.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 448-40.
— Turin. Privil. et hypoth. 713-10. — Vente 1892-20.
8 Loi. Exprop. publ. 11; Organ. colon. 659, 714, 772; Travaux publ., p. 846; Trés. publ. 435 c.; Voirie p. terre, p. 191.
— Cass. Compét. crim. 35-60. — Instr. crim. 1208, 1261, 1548. — Loi 108-10.
— Grenoble. Saisie-arrest 359.
9 Paris. Jugem. 454-20.
— Rennes. Arbitr. 1177. — Jugem. 458.
10 Déc. Dom. extraord. 15; Privil. et hypoth. 778.
— Cass. Appel crim. 168. — Compét. crim. 408-100 c. — Matières d'or et d'argent 51 c., 98.
— Paris. Ordre 890.
12 Déc. Ville de Paris, p. 146.
— Cass. Exploit 378-30 c. — Surenchère 103 c., 104.
— Agen. Vente publ. d'immeub. 549-20.
13 Cass. Chose jugée 215-120. — Eau 545-20, 563-30 c.
— Besançon. Loi 973.
— Bruxelles. Appel civ. 308 c., 503; Faillite 204 c. — Disposit. entre vifs 3045.
— Paris. Désaveu 35.
— Rennes. Jugem. 259-20.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 133; Jour férié 19, 47 c.; Requête civ. 214; Trés. publ., p. 1127.
14 Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 109, 118. — Faillite 1154. — Juits 19-20. — Success. 1954.
— Trèves. Compét. comm. 487.
15 Cass. Appel civ. 711, 714 c.; Commune 2470. — Armes 51. — Bourse de comm. 300; Commerce. 124 c. — Classe 436. — Instr. crim. 1925-10. — Jugem. 778-10, 1100. — Peine 120.

Mars.

- 15 Agen. Prescript. civ. 574.
— Bruxelles. Propriété 194 c., 205.
16 Déc. Biens 168; Dom. extraord. 15; Privil. et hypoth. 778; Trésor publ., p. 1127.
— Nîmes. Vente publ. d'immeub. 971-10.
— Cons. d'Etat. V. 16 mai.
17 Cass. Appel crim. 318. — Boucher 74. — Procès-verb. 156-20, 610-30. — Propriété féodale 166-50.
— Colmar. Contr. par corps 276 c., 278 c.; Faillite 86 c., 132 c., 140-10.
— Paris. Contrat de mar. 3903.
— Rouen. Except. 323.
— Turin. Vente publ. d'immeub. 892.
18 Cass. Obligation 5536.
19 Déc. Cassation 29; Prises marit. 330.
— Florence. Interrog. sur faits et art. 92.
— Turin. Disposit. entre vifs 2493-20 c., 4163, 4171 c.
— Cons. d'Etat. Emigré 405 note. — Forêts 1351.
20 Cass. Contr. p. corps 741-50 c., 867 c., 923-30 c., 1003 c., 1013; Délai 79 c.; Except. 210 c.
— Bourges. Appel civil 881.
— Bruxelles. Absence 40 c.; Scellés 50; Success. 1644.
— Colmar. Domicile 89; Juits 15-20.
— Limoges. Vente 777.
— Paris. Ordre 1180-10 c.; Tierce-opposit. 193-20; Vente publ. d'immeub. 1840-20.
— Pau. Appel civil 873.
— Cons. d'Etat. Commune 2385.
— Avis Cons. d'Etat. Effets de comm. 23-20; Enreg. 4995 c.; Requête civ., p. 232.
— Décis. Notaire 308 c., p. 589.
21 Cass. Enreg. 1863 c.; Oblig. 1984.
— Bruxelles. Effets de comm. 215-20, 375 c.
— Liège. Huissier 160.
— Paris. Commerce. 67 c., 80, 95 c.; Obligat. 399-10 c.
— Toulouse. Acte de l'état civil 152.
22 Cass. Appel civ. 458 c. — Arbitr. 887 c. — Forêts 546-10. — Loi 250-90; Nantissement 308 c.; Obligat. 5024-10 c. — Mise en jugement. 172. — Prescript. c. im. 54. — Requête civ. 211.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 1429. — Oblig. 3490, 4337-60 c.
— Liège. Disposit. ent. vifs 2912-10.
— Paris. Contrat de mar. 15-20.
— Rennes. Paternité 700-20.
— Rouen. Enquête 217.
— Toulouse. Effets de comm. 407.
23 Déc. Etats-Unis, p. 45; Prises marit., p. 928.
— Cass. Dem. nouv. 279-30. — Propriété littér. 252.
— Paris. Enquête 147.
24 Bruxelles. Cautiennem. 101. — Désaveu 101.
— Colmar. Exploit 624-10.
25 Déc. Amnistie, p. 509.
26 Cass. Disposit. entre vifs 694, 2124-10 c.
— Agen. Minorité 231.
— Riom. Disposit. entre vifs 2861-20, 2896-20 c., 2979-30 c., 3029 c. — Vente publ. d'immeub. 1282.
— Toulouse. Privil. et hypothèques 1589-10.
27 Arrêté. Nourrice 15.
— Cass. Conciliat. 58.
— Besançon. Prescript. civ. 231.
28 Cass. Effets de comm. 624. — Enreg. 2139 c., 5114, 5118 c.; obligat. 3840-40 c. — Frais 203; Serment 24-10. — Octroi 352-30. — Règlement de juges 15-20.
— Bruxelles. Contrat de mar. 128 c., 1917, 1915 c.; Puiss. paternel. 58-10; Séparat. de corps 319-10 c. — Disposit. entre vifs 477-10. — Référé 18-10 c.; Scellés 25, 82, 233.
— Colmar. Except. 42.
— Cons. d'Etat. Commune 2385, 2429 c.
— Décis. Enreg. 4119.
29 Cass. Effets de comm. 574. — Emigré 173. — Instr. crim. 364-20. — Proc.-verb. 83, 196-10.

Mars.

- 29 Riom. Success. 467-10.
30 Cass. Impôts indir. 192, 201, 515 c. — Procès-verb. 231. — Voirie p. terre 1123-10.
— Besançon. Disposit. ent. vifs 290.
— Grenoble. Contrat de mar. 3714.
31 Colmar. Privil. et hypoth. 849, 851.
— Liège. Exploit 415-10; Trés. publ. 607 c.
— Toulouse. Vente 1210, 1848 c.
- Avril.**
- 2 Cass. Instr. crim. 1282.
— Agen. Mariage 89-30.
— Limoges. Puissance paternelle 140.
— Rennes. Acquisc. 651. — Instr. civ. 88; Obligat. 4713 c., 5360.
— Turin. Obligat. 4628 c., 5227 c., 5261.
3 Liège. Except. 280-20.
— Riom. Acquisc. 242; V. 30 avril.
4 Cass. Exception 532; Nullité 33 c.; Privil. et hypoth. 1543-10 c., 1557 c., 2996. — Propriété féodale 166-40.
— Agen. Except. 285 c.; Vente publ. d'immeub. 1537-10, 1589-10 c.
— Bruxelles. Exploit 121-20. — Vente publ. d'immeubles 485.
— Lyon. Success. 2223.
— Orléans. Enquête 275-10 c., 486 c., 553.
— Paris. Disposit. entre vifs 1676, 2528; Vente 145-10.
— Pau. Success. 280 c., 307, 312.
— Rennes. Vente publ. d'immeub. 377-10, 611 c.
5 Cass. Cassation 611. — Expert. 310 c.; Tierce-opposit. 94 c., 249. — Jugem. 259-30. — Propriété féodale 472. — Témoin 99-10.
6 Cass. Impôts indir. 65-30, 214.
— Grenoble. Deg. de jurid. 168-10.
7 Bruxelles. Contr. par corps 472.
— Rennes. Arbitr. 359 c., 876, 878 c., 1323.
— Cons. d'Etat. Commune 1907 c., 1911-10.
9 Cass. Enreg. 5541-10. — Success. 1441.
— Agen. Except. 229.
— Rennes. Absence 220, 521 c.
— Riom. Dem. nouv. 253 c.; Surenchère 148.
10 Cass. Degr. de jurid. 183 c. — Faillite 762; Obligat. 2276; Quest. préjudic. 17-10 c. — Renvoi 124, 151.
— Paris. Acquisc. 73, 545 c., 586, 697 c.; Tierce opposit. 63 c. — Mariage 349-20.
— Rennes. Jugement par défaut 269-20.
11 Déc. Dom. de l'Etat, p. 94; Gendarmerie, p. 472; Juits, p. 715.
— Cass. Chose jugée 355. — Loi 266-10.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 1720-30, 1785, 1805.
— Bruxelles. Enreg. 5737. — Mariage 169. — Responsab. 683 c.
— Paris. Jugem. 432-20 c.; Référé 11.
— Cons. d'Etat. Dom. nat. 38 c., p. 338; Vente 463. — Eau 551-20. — Pêche fluviale 33-30. — Vente administr. 262-10 c., 360. — Voirie par terre 1354-20, 1431, 1448-30.
12 Cass. Cassation 74 c.; Jugement d'av. dire droit 12-30. — Faux 260. — Jugem. 112. — Mandat 435.
— Agen. Pérempt. 127-10.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3308 c.; Notaire 99 c.; Obligat. 3319.
— Pau. Mariage 762-10.
13 Cass. Prescript. crim. 157.
— Besançon. Except. 343-20. — Vente publ. d'immeub. 178.
— Paris. Arbitr. 293, 697 c.
— Rennes. Commune 2395.

Avril.

- 14 Bruxelles. Conflit 160-20. — P6-rempt. 141-20.
— Orléans. Arbitr. 807.
— Paris. Vente. V. 4 avril.
— Toulouse. Saisie-arrest 273-10.
— Turin. Disposit. entre vifs 2898-50, 2903 c.
15 Turin. Dispositions entre vifs 850-20.
16 Agen. Référé 167 c.
— Caen. Di-posit. entre vifs 2947.
— Pau. Ouligat. 2318; Saisie-exécut. 229 c.
— Toulouse. Succès. 254.
17 Cass. Appel civ. 542. — Arbitr. 1123 c., 1125, 1211; Compte 186 c. — Enreg. 2349-10.
18 Cass. Dom. d'Elat 109. — Dom. engag. 42-30. — Enquête 573 c., 617.
— Rennes. Enquête 427.
— Turin. Compét. civ. des tribun. d'arround. 96.
19 Cass. Chose jugée 348-20. — Enquête 654. — Presse-outrage 919-20. — Renvoi 136.
20 Loi. Appel crim. 147, 185; Compétence crimin. 44, 689; Culte, p. 706; Faux 12; Gendarmerie, p. 472; Instr. crim., p. 59, 340; Jugem. 35 s.; Lois codifiées 11; Minist. publ. 77, p. 5; Mise en jugem. 291 s., 365 s.; Organ. administr. 118-10; Org. instr. publ. 382; Org. judic., p. 1496; Tres. publ., p. 1127.
— Cass. Appel crim. 222. — Impôts indir. 344-10.
— Rouen. Commissionn. 163; Société 1679, 1686 c.; V. 21 avril.
— Circ. Cont. mace 66.
21 Loi. Affiche 72 c.; Vines, p. 618; Org. administr. 260-20, 375-150; Org. colon. 660; Org. de l'Algérie 1029; Postes, p. 11; Privil. et hypoth. 514, 827, 828, p. 48; Transcript. hypoth. 585.
— Bruxelles. Rente viagère 125.
— Rouen. Faillite 1231.
22 Loi. Monument 36.
— Decr. Monument 36; Org. milit., 681, p. 1878; Place de guerre, p. 936.
— Cass. Instr. crim. 1478. — Tentative 31-20.
— Rennes. Dem. nouv. 90-20.
24 Decr. Amnistie, p. 510.
— Cass. Privil. et hypoth. 2794.
— Turin. Exploit 117-10. — Privil. et hypoth. 812.
25 Loi. Org. colon. 609.
— Cass. Privil. et hypoth. 1552-20, 1613-10 c., 2412-10.
— Bruxelles. Faillite 1237.
26 Cass. Abus de confiance 106. — Presse-outrage 919-20 c., 1489-20. — Procès-verb. 416.
— Bruxelles. Appel civ. 242.
— Rennes. Exploit 283-20, 531-10.
27 Cass. Instr. crim. 943-30.
28 Bruxelles. Commissionn. 427-10. — Paris. Louage 278-10.
— Turin. Vente publ. d'immeubles 946.
29 Liège. Date 20 c.; Vente publ. d'immeubles 339 c.; 609 c.
— Rennes. Exploit 537-40.
— Riom. Dispositions entre vifs 521.
30 Cass. Brevet d'invent. 334 c., 359. — Faillite 73 c., 153-20.
— Limoges. Appel civ. 487.
— Riom. Contr. de mar. 3489 c.; V. 3 avril.
— Toulouse. Expert. 79-10.

Mai.

- 1 Cass. Faux inc. 116.
— Paris. Vente publ. d'im. 1944, 1945 c.
— Turin. Interrog. sur faits et art. 53-50; Obligat. 5238 c.
2 Cass. Enregistr. 4807. — Frais 274-10. — Obligat. 4230 c., 5321. — Ordre entre créanciers 956-10, 1247 c. — Prop. feod. 160-40. — Tierce opposition 184-10.

Mai.

- 1 Paris. Contr. de mar. 1971 c., 1980.
— Toulouse except. 230-20.
2 Decr. Mont-de-piété, p. 401.
— Cass. Crimes contre les personnes 35. — Exploit 211-10. — Instr. crim. 1973. — Privil. et hypoth. 1605-40.
— Bruxelles. Except. 278.
— Paris. Obligat. 961. — Requête civ. 101, 149-10 c.
— Rennes. Frais 511. — V. 3 mars.
— Cons. d'Elat. Forêts 1055 c., 1062. — Impôts dir. 596-30.
4 Cass. Amnistie 111, 113, 121 c. — Instr. crim. 1298-30; Témoin 78-10. — Instr. crimin. 1554.
— Besançon. Minorité 131.
— Limoges. Disposit. entre vifs 691.
— Poitiers. Jen 14, 28 c.
— Circ. Douanes 148.
5 Decr. Secours publ., p. 768.
— Colmar. Deg. de jurid. 140-20 c., 260-20 c.; Mandat 303-10.
— Paris. Vente publ. d'im. 2141.
— Turin. Absence 234, 237 c. — Loi 309 c.; Minorité 198, 237-10 c., 275 c., 608 c., 727 c.
7 Aix. Separat. de corps 452-20.
— Bourges. Paternité 711-40.
— Delib. Commune 709 c.
8 Cass. Chose jugée 247; Privil. et hypoth. 1719; Tierce opposit. 146-10 c., 150 c. — Enreg. 5432, 5760. — Paternité 321. — Separat. de corps 214, 290 c. — Société 720.
— Agen. Privil. et hypoth. 849, 851.
— Besançon. Exploit 22-30 c.; Vente publ. d'im. 535-10 c., 542-10, 545 c.
— Bruxelles. Obligat. 2309-10.
— Douai. Disposit. entre vifs 381. — Notaire 374 c.
— Montpellier. Appel civ. 645.
9 Aix. Exploit 54, 57 c.
— Bruxelles. Domicile élu 29-40; Intervention 113 c.
— Florence. Compét. civ. des tribun. d'arround. 81; Except. 149 c.
— Montpellier. Domicile 64.
— Paris. Avoué 139.
— Rennes. Agée 53 c.; Amnistie 53 c.; Desaveu 13 c., 12, 109 c.; Enquête 177. — Surenchère 152.
— Toulouse. Société 279-20.
10 Cass. Amnistie 109. — Compét. crim. 596. — Domm. destr. 122. — Frais 1025-30; Procès-verbal 126. — Témoin 147-40, 305, 467.
— Bruxelles. Vente publ. d'im. 271, 1290.
— Orléans. Saisie-exécut. 47.
— Paris. Appel civ. 985; Minorité 756. — Interdict. 220-10. — Vente publ. d'im. 88 c., 831-10.
11 Cass. Commune 936; Contravent. 149 c., 151 c.; Procès-verbal 152-30, 163-30 c. — Voiture 287.
— Paris. Effets de comm. 429. — Enquête 373.
12 Bruxelles. Privil. et hypoth. 1850; Vente publ. d'im. 238-80 c., 345, 608.
13 Circ. Acte de l'état civ. 47 c.; Commune 397.
14 Cass. Paternité 599-10, 711 c. — Paris. Faux inc. 75-30.
— Turin. Effets de comm. 307, 311 c.
15 Cass. Expert. 278-30.
— Agen. Exploit 347-10.
— Liège. Nantissem. 136.
— Montpellier. Enquête 422; Expert 58-30, 101 c.
— Circ. Matières d'or et d'argent 41.
16 Decr. Impôts dir. 605-10; Pension 3, 751.
— Cass. Compétence comm. 240. — Compét. crim. 94. — Effets de comm. 657 c., 659, 666 c. — Impôts indir. 408.
— Paris. Saisie-arrest 361-10.

Mai.

- 16 Cons. d'Elat. Compét. administr. 61; Voirie p. terre 1118-10. — Conflit 50. — Cons. d'Elat 179; Tres. publ. 1030. — Emigré 405 n. — Exprop. publ. 22-30. — Mines 57-10, 578 c. — Voirie p. terre 1354-40.
— Avis Conseil d'Elat. Obligation 2216, p. 55; Tresor public, p. 1127.
17 Cass. Amnistie 110, 111. — Cassation 315; Privil. et hypoth. 1381-20. — Dépôt 151. — Instr. crim. 1299 10, 1555, 2107. — Vol 8 1, 916-10-20.
— Riom. Peremption 158-10.
18 Cass. Appel crim. 333. — Armes 48 c.; Vol 595-20. — Cassation 1005; Peine 128-10. — Commune 948 c.; Contravent. 127, 128 c. — Faux 260.
— Paris. Separat. de corps 252.
— Rennes. Compét. civ. des tribun. de paix 43. — Degr. de juridict. 268-30.
19 Florence. Appel civ. 695 c.; Exploit 631-10.
— Paris. Vente 720 c., 733, 737, 738 c., 172.
21 Cass. Loi 217 c., 250-10 c.; Mariage 556-20, 584, 587, 588, 591-10.
— Besançon. Exploit 175-20; Jug. p. def. 333-10.
— Bruxelles. Jugem. p. def. 227-30.
— Rouen. Disposit. entre vifs 3645.
22 Cass. Compét. crim. 242, 277 c. — Contrat de mar. 2165, 2187 c. — Mandat 241-10, 257 c., 259-10 c.
— Bourges. Contr. de mar. 2705-30.
23 Decr. Enreg. 32; Peine, p. 552; Privil. et hypoth., p. 48.
— Cass. Disposit. entre vifs 2966. — Ex. ept. 206.
— Bruxelles. Degr. de jurid. 453-10.
— Liège. Vente publ. d'im. 244-10.
— Paris. Compét. civile des tribun. d'arround. 94-10.
— Turin. Disposit. entre vifs 3113-10.
— Cons. d'Elat. Cautionnem. de fonc. ionn. 91. — Commune 2603, 2604 c. — Emigré 401.
— Solut. Enreg. 5271.
24 Cass. Prescript. crim. 110 10. — Vol 2-4-20-30.
— Paris. Contrav. 336; Responsab. 715-10.
— Rouen. Arbitr. 666, 131 c.
25 Cass. Forêts 1449 c., 1457, 1671 c. — Impôts indir. 183; Procès-verbal 391 c. — Loi 88 c. — Peine 666-30.
— Bruxelles. Désistement. 146, 156 c.
— Liège. Disp. entre vifs 2971-10.
— Riom. Succès. 678.
— Instr. Enreg. 4837.
26 Angers. Contr. de mar. 8135.
— Bruxelles. Compét. administr. 300-30; Contr. administr. 11 c.; Hospices 346 c. — Obligat. 902-10, 1506-10, 1513-20 c.
— Colmar. Disposit. entre vifs 2268.
— Rennes. Except. 278.
— Turin. Vente publ. d'im. 1458.
28 Cass. Contrav. 370 c.; Monnaie 65.
— Aix. Paternité 326 c., 618 c., 624.
— Paris. Arbitr. 1120, 1147 c., 1178 c.
— Riom. Prescription civile 410 c., 426 c., 461.
29 Decr. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Exploit 596-10 c.; Propriété feodale 183 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 381 c. — Notaire 374 c.; Responsab. 388, 430 c.
— Paris. Bourse de comm. 347 c., 363, 386 c.; Tres. publ. 1374 c.
30 Cass. Avocat 366; Conclus. 12 c.; Except. 306; Instruct. p. écrit 63 c. — Renvoi 64-10.
— Bruxelles. Arbitr. 540 c., 589, 589 c., 590 c., 703 c., 1126 c. — Minorité 367.
— Trèves. Obligat. 4022.
— Turin. Privil. et hypoth. 1948, 1955 c., 1966.

Juin.

- 1 Cass. Cassation 1927-140; Instr. crim. 2266; Témoin 21, 265-10.
— Grenoble. Contr. de mar. 2215.
— Paris. Contr. par corps 1041-20.
— Rennes. Jugem. par défaut 169.
2 Cass. Vente de subst. falsif. 94.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 1853-10.
— Paris. Vente publ. d'im. 708.
— Turin. Disposit. entre vifs 3280.
4 Cass. Cassation 1712; Obligation 200, 225 c. — V. 5 juin.
5 Cass. Cassation 2010, 2063, 2164 c. — Effets de comm. 925. — Prescript. civ. 114 c., 116.
— Besançon. Succès. 1201.
— Paris. Mariage 908.
— Avis Cons. d'Elat. Mines, p. 630.
— Decis. Enreg. 3617.
6 Cass. Contr. par corps 498 c.; Loi 208-10 c., 241; Interdict. 258-10 c. — Dem. nouv. 214 c.; Privil. et hypoth. 1520-10. — Disposit. entre vifs 1947.
— Turin. Ordre 816.
7 Cass. Action possess. 255; Degr. de jurid. 595-10 c.; Enquête 847 c. — Amnistie 111.
— Compét. civ. tribun. de paix 36 c.; Degr. de jurid. 110. — Except. 192 c., 212; Frais 580-10 c. — Juits 12 c., 27-10; Loi 358-30. Peine 409-30. — Témoin 430.
— Bourges. Ordre 1167-10.
— Gênes. Disposit. entre vifs 3305.
— Paris. Contr. par corps 787.
— Rennes. Domicile élu 117-10.
— Toulouse. Arbitr. 738.
8 Cass. Commune 1089. — Instr. crim. 944-20; Vol 276. — Org. marit. 1003-10.
— Turin. Obligat. 4650-10.
9 Bruxelles. Disposit. entre vifs 2253.
— Liège. Privil. et hypoth. 1664-10, 1685-10.
— Turin. Prescript. civ. 408.
11 Decr. Org. administr., p. 607; Prisons, p. 990.
— Cass. Cassation 998 c., 1013 c.; Disposit. entre vifs 2630 c., 2661, 2662 c.; Jugem. 318-50.
— Bourges. Vente publ. d'im. 1537-10.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1589-10.
— Cons. d'Elat. Compét. administr. 113-20 c.
12 Cass. Appel civ. 1212, 1219 c.; Jugement 459 c. — Degr. de jurid. 440.
— Rennes. Mariage 621, 658-20 c., 671 c., 686-10 c.
— Trèves. V. 23 juin.
— Turin. Vente 732.
— Decis. Enreg. 5904, 5908.
13 Arrête. Org. instr. publ. 346.
— Cass. Appel civ. 1232; Enquête 466 c. — Culte 674. — Degr. de jurid. 134. — Descente sur les lieux 48.
— Bruxelles. Commissionn. 161; Compét. comm. 414 c.
— Colmar. Effets de comm. 387, 390 c., 391 c., 458 c.
— Nîmes. Jugem. par défaut 294-10.
— Rennes. Propriété feodale 440; Rentes constiit. 72-20 c.
14 Cass. Cassation 1927-99, 2141-60. — Instr. crim. 2617; Témoin 184-40. — Renvoi 86. — Surenchère 173. — Vol 516.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 4181, 4228-20 c.
— Rennes. Prop. feod. 166-30-60.
— Riom. Prescript. civ. 477.
— Cons. d'Elat. Culte 243, 219 c.
15 Cass. Impôts indir. 197-10, 222-20; 225. — Instr. crimin. 3541-20.
— Florence. Deg. de jurid. 152-10.
16 Cass. V. 10 juin.
— Colmar. Dispositions entre vifs 1295-20.
— Grenoble. Contr. de mar. 3332.
— Liège. Disposit. entre vifs 198.
— Avis Cons. d'Elat. Obligat. 3510, 3544.
17 Cass. Crimes contre les personnes 108 c.; Domm. destr. 274.

Juin.

- 18 Cass. Cassation 1486 c.; Petit inter. 70.
— Beaugon. Minorité 737-20-30-40.
— Limoges. Effets de comm. 316.
— Paris. Saisie-arrest 226.
— Poitiers. Privil. et hypoth. 1762; Vente publ. d'im. 311, 321 c.
— Rennes. Deg. de jurid. 110-10.
— Turin. Appel civ. 183; Deg. de jurid. 263 c.; Louage administr. 33-20.
19 Cass. Deg. de jurid. 30, 44. — Effets de comm. 82-10. — Frêts 1465. — Obligat. 449 c., 4963-10.
— Rennes. Louage 126.
20 Decr. Culte, p. 706; Foreg. 34.
— Cass. Acte de comm. 362 c.; Effets de comm. 132. — Concilia. 330. — Enreg. 2323, 1712, 77 c., 5899. — Procès-verb. 63.
— Agen. Vente publ. d'im. 553.
— Bruxelles. Usufruit 388-20.
— Rennes. Contr. et comm. 329. — Presse-outr. 1270.
— Avis Cons. d'Elat. Notaire, 154; Obligat., V. 16 juin.
21 Cass. Cassation 452-20; Instr. crim. 1292-10. — Domicile 109. — Effets de comm. 656-10 c. — Faux 140-10, 222-20 c., 242-20 c.; Loi 531-20 c. — Instr. crim. 14-8. — Renvoi 134-10.
— Besançon. Vente 441 c.; Vente publ. d'im. 112, 116 c., 128 c.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2741.
— Lie. Ex. loit 593-30.
— Rennes. Arbitr. 120, 454.
— Turin. Louage 495-10.
22 Decr. Prud'hommes, p. 533.
— Cass. Impôts indir. 201, 48, 567-10-20; Procès-verb. 1432. — Instr. crim. 3504. — Mise en jugem. 151-20.
— Agen. Absent 700 c.
— Besançon. Acquiescem. 478 c.; Privil. et hypoth. 150.
— Colmar. Vente publ. d'im. 1533-10, 1538.
— Trèves. Légal 87 c.; Jugement p. def. 258-10, 261.
— Turin. Interdict. 31-20.
— Cons. d'Elat. Concess. administr. 24; Dom. eng. 117-10. — Vente administr. 260.
23 Bruxelles. Obligation 422-44.
— Colmar. Jugem. p. def. 361.
— Florence. Conciliat. 101-30; Expert. 166 10.
— Grenoble. Expert 265; Mandat 374 c.
— Paris. Jugem. p. def. 392. — Requête civ. 134-10.
— Rouen. Domicile élu 117-10.
— Avis Cons. d'Elat. Forêts 441.
— Circ. Commune 415.
24 Cass. Action poss. 449.
— Toulouse. Dis. osit. entre vifs 515.
— Turin. Org. milit. 361.
— Decis. Enreg. 4995.
25 Cass. Acquiescem. 363 c., 586 c.; Arbitr. 503; Dom. de l'Etat 290 c., 293 c.
— Bourges. Degr. de jurid. 211.
— Bruxelles. Exploit 565-20.
— Rennes. Arbitr. 337.
— Turin. Enquête 229-30 c., 244-10. — Minorité 120, 361, 728-10.
26 Cass. Droit marit. 2260. — Except. 392. — Propriété 150-30.
— Grenoble. Prescript. civ. 391.
— Paris. Vente publ. d'im. 1713.
— Rennes. Appel incid. 89.
27 Cass. Commune 2094. — Contr. de mar. 1730, 1874 c.; Intervention 49-20 c., 81. — Effets de comm. 700; Except. 434 c., 457 c., 458 c.; Instr. 12-20; Jugem. d'av. dire droit 31-20. — Mat. somm. 49. — Propriété feodale 108.
— Bourges. Deg. de jurid. 231 c., 238.
— Bruxelles. Exploit 528-20.
— Liège. Enquête 169.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 173.
— Paris. Appel civ. 1079; Contr. par corps 324; Jugem. 373; Procès-verb. 161; Separat. de corps 127 c.; 326 c.

Juin.

- 27 Toulouse. Success. 259.
 28 Cass. Contr. de mariage 3457.
 — Faux 522, 508 c.; Règl. de
 jages 15-30. — Renvoi 122.
 — Séparat. de corps 242-10. — V.
 27 juin.
 — Bruxelles. Compét. comm. 191 c.;
 Effets de comm. 133, 140 c.;
 Exploit 307, 323 c.
 — Colmar. Juges 22-30.
 — Grenoble. Disposit. entre vifs 522.
 — Rouen. Loi 163 c.; Privil. et hy-
 poth. 1281, 2426-10.
 29 Cass. Faux incid. 299-10 c., 30,
 314 c. — V. 20 juin.
 — Besançon. Appel civ. 126.
 — Orléans. Tierce-opposit. 92.
 — Paris. Domicile 11-10.
 30 Florence. Exploit 473.
 — Liège. Conciliat. 181-10; Privil.
 et hypoth. 3026 c.
 — Rouen. Obligat. 2691.
 — Avis Cons. des mines. Mines 241.

Juillet.

- 2 Bruxelles. Deg. de jurid. 270.
 — Génès. Arbitr. 1035; Exploit
 271-30 c.
 — Liège. Exploit 415-20, 492-10 c.
 — Limoges. Séparat. de corps 74,
 448-10, 449.
 — Paris. Vente publ. d'immeubles
 1533-10.
 — Rennes. Intervent. 74-10c., 141.
 — Riom. Compét. administr. 186.
 — Turin. Vente publ. d'immeubles
 322 c., 809-10, 950 c., 1553 c.
 Cass. Effets de comm. 731. —
 Enreg. 2196. — Except. 205-
 10 c.; Réglem. de jages 18-10.
 — Obligat. 1507-30 c.; Tierce
 opposit. 253-10. — Responsab.
 292-10.
 — Grenoble. Substitut. 242.
 — Rennes. Cautionnem. 174; Dou-
 nées 140 c., 858 c.
 — Décis. Enreg. 4246.
 4 Cass. Cont. judic. 7-20 c.; Oblig.
 660. — Droit civ. 124. —
 Enreg. 2958. — Success. 997-
 10-30.
 — Agen. Contrat de mariage 3205 c.
 — Aix. Commission. 215. — Inter-
 vent. 47-10 c. — Tierce-oppo-
 sit. 187-10.
 — Colmar. Saisie-exéc. 47.
 — Nîmes. Commune 1479-10.
 — Turin. Org. milit. 381.
 — Circ. Culte 441.
 5 Cass. Impôts indir. 83-10. — Pro-
 priété feod. 212, 464; Trans-
 action 90 c. — Témoin 124-40.
 — Bourges. Vente 1476-30.
 — Bruxelles. Ordre 980-10, 987 c.;
 Paris. Arbitr. 974. — Mariage
 738-30.
 — Circ. Org. marit. 668.
 6 Décr. Avocat 91; Avoué 25;
 Huissier 11-30; Instr. crim.
 p. 340; Loi 155-130;
 Minist. publ., p. 5; Org. judic.,
 p. 1498; Présence, p. 378;
 Presse-out., p. 403; Propriété
 littér., p. 445; Prud'hommes,
 p. 535.
 — Cass. Commune 739. — Compét.
 administr. 108. — Compét. crim.
 191-30. — Procès-verbal
 3-0.
 — Grenoble. Deg. de jurid. 210.
 — Paris. Culte 535-90.
 — Cons. d'Etat. Cautionn. de fonct.
 132; Impôts dir. 384, 663-20.
 — Commune 2408 c., 2456-10.
 — Louage administr. 16-50.
 — Dériv. Exploit 316-20.
 7 Grenoble. Contr. de mar. 3187-10.
 — Faux inc. 82-80.
 — Paris. Référé 83, 84.
 9 Agen. Appel civ. 714 c.; Exploit
 324-30.
 — Rennes. Jugem. 598-10.
 — Riom. Contr. de mar. 3696.
 10 Cass. Eurg. 4577. — Jugement
 1030-40. — Propr. feod. 160-50,
 192 c.
 — Bourges. Dispositions entre vifs
 2611, 2631.
 — Paris. Effets de comm. 667.

Juillet.

- 11 Décr. Armes 15; Chasse 11;
 Passe-port, p. 85; Vagabon-
 dage, p. 5.
 — Cass. Prescript. civ. 1071.
 — Bruxelles. Deg. de jurid. 307-30.
 — Disposit. entre vifs 1386,
 1701 c.
 — Grenoble. Exploit 31-10.
 — Paris. Compét. comm. 492; Do-
 micile élu 44-30.
 — Avis Cons. d'Etat. Usage 242.
 — Instr. Enreg. 3368.
 12 Cass. Cassation 85, 578. — Fail-
 lite 767. — Forêts 717. — Frais
 350; Serment 25-10. — Instr.
 crim. 547; Presse-outage
 875-10 c., 919-30 c. — Instr.
 crim. 1869-10, 1273-10. —
 Mandat 429. — Péremption
 143, 166, 168-10 c. — Témoin
 134-30-60.
 — Agen. Disposit. entre vifs 931.
 — Bourges. Disposit. entre vifs 3809.
 — Bruxelles. Exploit 565-20.
 — Rennes. Jugem. 431-10.
 — Instr. Enreg. 5904, 5908.
 13 Cass. Chasse 446, 504 c.; Com-
 pét. crim. 525.
 — Paris. Except. 205-20; Incident
 24-20.
 14 Bruxelles. Ordre 1178-30 c.,
 1179 c., 1180-30 c.; Vente publ.
 d'im. 229-10-20, 1830-20 c.
 — Nîmes. Louage 142.
 — Paris. Oblig. 632.
 16 Décr. Commune 133; Culte 641,
 p. 706.
 — Cass. Interdiction 204.
 — Paris. Intervention 89-10; Tierce
 opposition 45-30 c.
 — Trèves. Deg. de jurid. 630; Frais
 394-10 c.
 — Cons. d'Etat. Commune 2319.
 — Avis Cons. d'Etat. Enreg. 5313.
 17 Cass. Commune 2017; Dom. de
 l'Etat 298-30. — Compét. com.
 436. — Conciliat. 346; Obligat.
 2183 c. — Contr. par corps 869,
 939, 1045 c.
 — Paris. Faux inc. 36-40.
 — Turin. Mariage 762-10.
 — Decis. Org. marit. 854-60.
 18 Cass. Compét. crim. 378-50. —
 Jugem. p. déf. 17-40. — Récu-
 sation 114. — Renvoi 128-10.
 — Bruxelles. Effets de comm. 679.
 — Minorité 864, 877-10 c.
 — Pau. Paternité 532-20 c., 548-40,
 871 c.
 19 Décr. Avoué 26, 205; Forêts 101.
 — Cass. Amnistie 113. — Disposit.
 entre vifs 3435. — Instr. crim.
 2016, 2238; Témoin 248-30. —
 Vol 704.
 20 Cass. Forêts 1527, 1539-20 c.;
 1546 c.
 — Agen. Jugem. 299-40.
 — Paris. Compte 81. — Faillite 569.
 — Oblig. 3037.
 21 Cass. Ordre 1045 c.
 — Bruxelles. Biens 242 c.; Contr.
 de mar. 3005 c.; Disp. entre
 vifs 798 c., 815.
 — Paris. Saisie-arrest 290 c.
 22 Grenoble. Ordre 708.
 23 Bruxelles. Avocat 348 c.; Requête
 civ. 50-10.
 — Montpellier. Domicile élu 117-10.
 — Paris. Arbitr. 1132.
 — Trèves. Appel civ. 1012.
 24 Décr. Org. marit., p. 1675.
 — Cass. Compét. comm. 492. — En-
 reg. 4660, 4807.
 — Bruxelles. Acte de notor. 3.
 — Colmar. Arbitr. 997 c., 1055;
 Contr. p. corps 481 c.
 — Montpellier. Acquisc. 472 c.
 — Rennes. Appel civ. 613; Avoué
 103 c., 936. — Exploit 405-10.
 — Turin. Dem. nouv. 56-10; Vente
 publ. d'im. 174-10 c., 1565 c.
 — Decis. Transcript. hypoth. 492 c.
 25 Grenoble. Disposit. entre vifs
 3057-10.
 — Montpellier. Domicile élu 117-10.
 — Rennes. Arbitr. 1188 c., 1823.
 26 Décr. Industrie; p. 669.

Juillet.

- 26 Cass. Amnistie 102. — Forêts
 1140, 1388. — Instr. crim. 1480-
 30, 3101; Témoin 440-60. —
 Loi 237-30. — Minorité 186,
 189-20 c.
 — Bourges. Appel civil 1155 c.; Ex-
 cept. 546.
 — Liège. Faillite 1261-10.
 27 Cass. Chose jugée 521; Discipl.
 131 c., 137 c., 191. — Enreg.
 3132, 3538 c. — Presse-out.
 1393-10.
 — Agen. Exploit 373-80.
 — Rennes. Acquisc. 805; Obligat.
 3486-40 c.
 — Trèves. Compét. comm. 353.
 — Turin. Success. 184.
 28 Cass. V. 28 juillet 1818.
 — Bruxelles. Compét. comm. 216.
 — Effets de comm. 617, 622 c.,
 1393-10.
 30 Cass. V. 31 juill.
 — Bruxelles. Effets de comm. 481.
 — Paris. Privil. et hypoth. 528.
 — Turin. Référé 94 c., 212.
 31 Décr. Douanes, p. 573.
 — Cass. Droit civ. 457; Société 930-
 20, 936 c.
 — Bruxelles. Deg. de jurid. 281-30.
 — Colmar. Frais 779; Mariage 870-
 10, 905-10 c.
 — Paris. Success. 1943.
 — Rennes. Conciliat. 196 c.; Except.
 262 c.; Exploit 513-20, 519 c.

Août.

- 1 Cass. Avoué 84; Désaven 84 c.;
 Exploit 31-10 c. — Effets de
 comm. 134; Jugem. 281-40;
 Obligat. 5032-20 c. — Loi 472 c.
 — Prescript. civ. 1119-30 c.;
 Privil. et hypoth. 2517-10.
 — Angers. Mariage 339-10.
 — Bruxelles. Disposit. entre vifs
 1924-30 c. — Jugem. par déf.
 245.
 — Liège. Louage 335-40.
 — Paris. Acte de comm. 294; Com-
 merc. 69 c.; Compét. comm.
 98 c. — Domicile élu 114.
 — Rennes. Appel civ. 1191 c.; Ap-
 pel inc. 31.
 — Rouen. Exploit 319-10.
 — Trèves. Acquisc. 666; Appel civ.
 1139 c.; Contr. de mar. 1149.
 — Juifs 21-40.
 — Instr. Presse-out. 187, 138.
 2 Cass. Appel crim. 184. — Com-
 plice 137. — Crimes contre les
 personnes 135. — Emigré
 188-40. — Privil. et hypoth.
 1701-10. — Témoin 90-90.
 — Bourges. Expert. 218, 299.
 — Toulouse. Disposit. entre vifs
 3244, 3277-30 c. — Jugem. par
 défaut 334-10.
 3 Décr. Compét. comm. 11; Degré
 de jurid. 11; Poids et mesures,
 p. 986; Prud'hommes, p. 534.
 — Cass. Commune 1346 c.; Jour
 révisé 63. — Faux 135. — Instr.
 crim. 3588-30, 2793, 3899-20.
 — Jugem. 813-10. — Loi 88 c.
 — Témoin 184-70.
 — Trib. de Turin. Obligat. 48.
 — Circ. Mines 247, p. 636.
 4 Bruxelles. V. 1er août.
 — Caen. Puiss. patern. 58-20; Sé-
 parat. de corps 319-10 c.
 — Liège. Access. 45 c.; Privil. et
 hypoth. 1477, 1480-10, 1492,
 1506, 1568-10, 1586-10, 1608-50.
 — Limoges. V. 14 août.
 — Paris. Ordre 931, 931-10, 1033-
 10.
 — Turin. Interdict. 184-10-30 c.,
 185 c. — Success. 2283-20.
 5 Décr. Douanes, p. 573; Sucre 2.
 6 Cass. Enreg. 4186, 4189 c.,
 5628 c.
 — Douai. Loi 398-20 c.
 — Montpellier. Frais 733 c.; Référé
 40 c., 41, 44 c.
 — Paris. Arbitr. 487, 488 c. — Ser-
 vitude 815.
 — Circ. Douanes 342.
 7 Décr. Octroi 293; Prud'hommes,
 p. 535.

Août.

- 7 Cass. Disposit. entre vifs 3261-
 10 c., 3273. — Interrog. sur
 faits et art. 115. — Oblig.
 4787-10 c., 4790-20 c.; Sel 65.
 — Success. 604-50.
 — Paris. Presse-out. 1275; Res-
 ponsabilité 460 c.; Séparat. de
 corps 25, 103-40 c.
 — Cons. d'Etat. Commune 2434;
 Concess. administr. 9. — Con-
 sult. 167-70 c.; Trav. publ.
 404-10, 1134 c., 1248-10. —
 Voirie par terre 1430.
 — Dériv. Enreg. 2039.
 8 Cass. Chose jugée 217. — Dispo-
 sit. entre vifs 3063.
 — Bourges. Effets de comm. 808.
 — Bruxelles. Exploit 571-30.
 — Douai. Paternité 14.
 — Nîmes. Org. milit. 379.
 — Rennes. Séparat. de corps 169.
 — Riom. Deg. de jurid. 195.
 — Turin. Appel civ. 1225; Saisie-
 arrêt 95 c.; Saisie-exécution
 10-20 c.; Vente publ. d'im. 249 c.
 9 Cass. Obligat. 958. — Témoin
 209.
 — Bruxelles. Effets de comm. 392.
 — Nîmes. Jugem. par défaut 261.
 10 Cass. Evasion 77-20. — Impôts
 indir. 223-40. — Obligat. 435.
 — Procès-verb. 434, 457. — Té-
 moin 381, 401, 404.
 — Liège. Domicile élu 123-20, 132 c.
 — Trèves. Jugem. par défaut 156,
 297.
 11 Paris. V. 11 avril.
 — Rennes. Absent 221.
 13 Décr. Brevet d'invent. 18; Com-
 mission. 358; Propriété 213-10;
 Voirie par eau 630; Voirie par
 terre 3260.
 — Cass. Action possess. 469. —
 Substitut. 324.
 — Montpellier. Saisie-exéc. 271.
 — Paris. Vente publ. d'im. 1474.
 — Trèves. Mariage 657, 759-20.
 — Instr. Enreg. 5952.
 14 Cass. Arbitr. 1343; Expert 303-40;
 Reprise d'inst. 38-10.
 — Limoges. Disposit. entre vifs
 2871 c., 2984-20.
 16 Cass. Compét. crim. 387, 408-130;
 Crimes contre les person. 166-
 30 c. — Fonctionn. publ. 47-20
 c., 136 c.; Presse-out. 764. —
 Renvoi 137.
 — Caen. Disposit. entre vifs 3794.
 — Douai. Surenchère 278.
 — Florence. Requête civile 46 c.,
 127-10.
 — Grenoble. Responsabilité 305-10,
 430 c.
 17 Agen. Acquisc. 713; Enquête
 25-30 c.
 — Liège. Privil. et hypoth. 1548-20,
 1603-20.
 — Paris. Contrat de mar. 2304 c.;
 Success. 1744. — Domicile 99-
 30; Exploit 103-20 c., 114-40 c.
 18 Décr. Appel crim. 93; Exprop.
 publ. 11; Hospices 327; Méde-
 cine 199, p. 567; Minist. publ.,
 p. 5; Monnaie, p. 383; Org.
 judic., p. 150; Présence, p. 378;
 Procès-verb. 785; Voirie
 p. eau 365; Voirie p. terre,
 p. 191, 313, 1908; Voirie, p. 998.
 — Dijon. Jugem. p. déf. 272-20.
 — Liège. Oblig. 4763-10.
 — Poitiers. Vente 1999, 2009 c.
 — Rennes. Contr. p. corps 730, 773
 c., 777 c., 874 c.
 — Riom. Prescript. civ. 121.
 — Turin. Disposit. entre vifs 2752.
 19 Cass. Instr. crim. 2261.
 20 Bruxelles. Contr. p. corps 501.
 — Montpellier. Jugem. p. déf. 386-
 30 c., 425-20.
 — Paris. Jugem. 674; Référé 7, 203
 c.; Vente publ. d'im. 1690 c.
 — Pau. Deg. de jurid. 252.
 — Riom. Ordre 934-10, 936-10.
 — Circ. Contumace 66.
 — Réglem. Wattingues 29, 43, 49,
 p. 1356.
 21 Décr. Commune 189.

Août.

- 21 Cass. Chose jugée 346-10, 348-
 30 c. — Compte 70 c.; Privil. et
 hypoth. 1112-20, 1124 c. — Con-
 trat de mar. 1590. — Demande
 nouv. 101.
 — Bruxelles. Exploit 546-10. —
 Oblig. 2989, 3882-30 c., 3887 c.
 — Privil. et hypoth. 498.
 — Limoges. Appel civ. 421 c.
 — Paris. Compétence comm. 388.
 — Faillite 568, 569 c. — Ordre
 827-20.
 — Avis Cons. d'Etat. Mines 74,
 p. 630.
 — Dériv. Enreg. 2950.
 22 Cass. Disposit. entre vifs 661,
 1666 c. — Instr. crim. 2489-104.
 — Propriété feodale 223.
 — Bruxelles. Arbitr. 605.
 — Montpellier. Privil. et hypoth.
 1613.
 — Paris. Acte de comm. 259; Com-
 pét. comm. 176 c.
 — Rennes. Acquisc. 633; Arbitr.
 569. — Exploit 131, 150-10 c.
 — Toulouse. Exploit 545-10.
 — Turin. Notaire 839-20 c., 869.
 — Avis Cons. d'Etat. Eurg. 2960,
 5486; Voirie p. eau, p. 722.
 23 Cass. Compét. crim. 281-10, 282-
 10 c. — Recusation 58.
 — Bruxelles. Servitude 531-10.
 — Paris. Surenchère 357, 367 c.
 24 Cass. Faux inc. 311-30. — Fonct.
 publ. 44-20. — Impôts indir.
 518. — Instr. crim. 883-40;
 Minist. publ. 40; Peine 85.
 — Grenoble. Obligat. 5278.
 — Nîmes. Exploit 637-70; Vente
 publ. d'im. 1607.
 — Paris. Desistement 47; Oblig. 5286.
 — Exploit 68-40; Péremption
 291 c.
 — Riom. Privil. et hypoth. 1337.
 — Turin. Enquête 218.
 — Statut. Org. instr. publ. 294 c.
 25 Besançon. Interdict. 265.
 — Bordeaux. Exploit 659-40; Ma-
 riage 835.
 — Bruxelles. Compte 182 c.; Minori-
 té 625 c., 654. — Contrat de
 mar. 1009.
 — Colmar. Rente viagère 122 c.,
 130-30.
 — Paris. Obligat. 2090-20.
 — Riom. V. 24 août.
 26 Cass. Rébellion 43-20.
 — Caen. Privil. et hypoth. 1679-10.
 27 Cass. Cautionnem. 127; Contrat
 de mar. 507 c.; Loi 219-10 c.,
 220 c. — Contrat de mar. 3579-
 30; 3892 c. — Propriété feodale
 167-10.
 — Agen. Disposit. entre vifs 829.
 — Grenoble. Contrat de mar. 4190.
 — Paris. Mandat 227-10.
 — Toulouse. Minorité 540-10.
 — Turin. Mariage 813-10.
 28 Cass. Acquisc. 486. — Acte de
 l'Etat civ. 27. — Compét. crim.
 90-40. — Exploit 282-20. —
 Faillite 313.
 — Grenoble. Disp. entre vifs 517.
 — Orléans. Surenchère 237.
 — Paris. Domicile 25. — Exploit
 464-10.
 — Poitiers. Paternité 522, 546-20.
 — Rennes. Frais 241.
 — Riom. Faux inc. 207-50.
 — Avis Cons. d'Etat. Disposit. entre
 vifs, p. 47; Mines 74.
 — Decis. Voirie p. eau 564.
 29 Cass. Chose jugée 579-30; Man-
 dat 125-10 c.
 — Liège. Appel civ. 683 c.; Exploit
 66-30, 68-20 c.
 — Rennes. Compte 193-30.
 30 Cass. Amnistie 113. — Appel crim.
 338. — Impôts indir. 216. —
 Instr. crim. 2193. — Jugem. p.
 défaut 452-20. — Quest. prejud.
 87-30.
 — Bordeaux. Contrat de mar. 2511.
 — Bourges. Privil. et hyp. 2265-30.
 — Bruxelles. Appel civ. 775 c.; Ex-
 ploit 366.
 — Florence. Faux inc. 90.
 — Paris. Faux inc. 36-10, 96 c.; Ju-
 gem. 685c. — Recusat. 56-10.
 — Saisie-arrest 358-50-60.
 — Circ. Eau 645.

Août.

- 31 Cass. Compét. crim. 309 c., 367, 525. — Faux inc. 271-30.
— Colmar. Cautionn. 131. — Contr. par corps 807 c., 993-10, 1028-30 c.
— Limoges. Disposit. entre vifs 240.
— Paris. Appel civ. 486 c.; Mariage 798-20 c.; Privil. et hypot. 664, 665, 1383-30, 1459 c., 1585-20, 2346-10 c.
— Rennes. Appel civ. 269; Jugem. 151-10. — Faillite 1161. — Jugem. p. déf. 59-10 c.; Privil. et hypot. 1944.
— Turin. Obligat. 4722-20.

Septembre.

- 3 Cass. Délai 47. — Enreg. 2574 c., 2608, 5052, 5512.
4 Cass. Confiance 1721. — Emigré 52; Peine 605-50 c., 70 c.
— Lyon. Contr. par corps 789, 981 c. — Jugem. par défaut 376, 377-20 c.; 390-10, 391-20 c.
— Décis. Octroi 170-60.
5 Décr. Industrie, p. 669; Juifs, p. 715; Prud'hommes, p. 534, 535; Vagabondage, p. 5.
— Cass. Cassation 1118. — Contr. par corps 419-30. — Emigré 162; Privil. et hypot. 1434-20.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 386; Responsab. 293-20; Trés. dir. 876. — Trav. publ. 668.
— Avis Cons. d'Etat. Hospices 343.
6 Cass. Instr. crim. 2305-30; Témoins 593-10. — Instr. crim. 3595, 3615.
— Décis. Culte 522.
— Solution. Enreg. 4144.
7 Cass. Cassation. 148, 668 c.; Chose jugée 535 c. — Faux 126. — Forêts 1334. — Instr. crim. 838, 1482.
9 Décr. Corse 3, p. 497; Impôts indir., p. 406; Octroi, p. 11.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 657.
10 Besançon. Requête civile 54.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 4072 c.
11 Cons. d'Etat. Emigré 405 note. — Instr. Enreg. 3642.
12 Décr. Monnaie, p. 383.
— Cass. Enreg. 153.
— Paris. Mat. som. 8.
— Circ. Forêts 1122.
14 Turin. Appel civ. 1225; Saisie-exéc. 10-20 c. — Vente publ. d'imm. 249 c.
15 Rennes. Séparat. de corps 437-10.
18 Décr. Octroi 167.
20 Circ. Voirie p. eau 544.
21 Décr. Enreg. 5814; Privil. et hypot., p. 48.
— Cons. d'Etat. Conflit 175-10.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 5160 c., 5166.
— Décis. Enreg. 4507.
22 Rennes. Appel civil 254; Exploit 566-30; Saisie-gagerie 44. — Faillite 74-10 146-50 c.
— Rouen. Ordre 933-10.
— Décis. Culte 116.
23 Décr. Dom. extraord. 19.
— Cons. d'Etat. Eaux minér. 10 c. — Exprop. publ. 42; Mines 559-30-40, 561.
25 Décis. Enreg. 4673.
— Règlem. V. 30 août 1810.
26 Décr. Monument 27.
— Paris. Vente publ. d'imm. 1380.
27 Décr. Org. marit., p. 1675; Prises marit., p. 928.
29 Cons. d'Etat. Exprop. publ. 53. — Voirie p. eau 546-10 c., 618-10. — Voirie p. terre 237, 1358-30, 1448-50, 2006-70 c.
30 Cons. d'Etat. Voirie par eau 549-10-20.

Octobre.

- 1 Cass. Disposit. entre vifs 2788 c., 3139-10. — Privil. et hypot. 1476-20, 1824.
— Besançon. Mariage 895-30.
— Circ. Mat. d'or et d'arg. 36.

Octobre.

- 2 Cass. Contr. de mar. 2186, 2190 c. Enreg. 4455. — Dispositions entre vifs 2485. — Enreg. 4774, 5286. — Jugem. d'av. dire droit 25-100. — Obligat. 1688.
— Pau. Jugem. par défaut 40-10, 227-40.
3 Décr. Douanes, p. 573.
— Cass. Action possess. 31, 45 c. — Cassation 1686-20 c., 1873. — Compét. comm. 272; Faillite 1160 c. — Douanes 456, 502 c. — Effets de comm. 246. — Enreg. 5080. — Sel 33.
— Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 163. — Mariage 749-30. — Référé 137 c.
4 Cass. Douanes 177. — Instr. crim. 23-20. — Jugem. 203; Org. judic. 242-20. — Substitution 264-40.
5 Cass. Chose jugée 457. — Impôts indir. 216, 249-10, 353-30. — Jeu 78. — Responsab. 592.
— Rennes. Jugem. par défaut 90.
— Rome. Arbitr. 1202, 1320 c.; Mariage 859-20 c.
6 Rennes. Jugem. 592.
8 Décr. Compét. crim. 44; Pêche marit. 56; Sel 48; Vagabondage, p. 5.
— Cass. Chose jugée 348-40. — Enreg. 2160, 2169, 2805, 6293.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 374 c.; Impôts dir. 601, 660-10 c. — Expert 382; Impôts dir. 101, 596-20, 624-20 c. — Prises marit. 171.
9 Cass. Arbitr. 1129, 1130 c. — Enreg. 2152. — Success. 1867. — Voirie p. terre 1428-10.
— Décis. Enreg. 4180.
10 Cass. Enreg. 2463.
— Lettre. Forêts 1010.
11 Cass. Compét. crim. 91 c. — Contrat de mar. 3335. — Désaveu 35. — Faux 324. — Instr. crim. 1300-50. — Jugem. 787-20.
12 Cass. Compét. crim. 408-110. — Faillite 1404. — Instr. crim. 351-40, 2995. — Prescript. crim. 142-20.
14 Décr. Ordres civ. et milit. 106.
15 Décr. Boucher 57; Cons. d'Etat, p. 183; Faux 99; Impôts dir., p. 365; Mach. à vapeur 4 c.; Manufact., p. 4; Org. administr. 356-10, 407-20; Sel, p. 860.
16 Cass. Cassation 1893-20 c.; Trés. publ. 1127. — Deg. de jurid. 475. — Enreg. 2218, 5491 c. — Privil. et hypot. 1719.
17 Cass. Arbitr. 1314. — Conciliat. 58. — Enreg. 5169. — Privil. et hypot. 2007 c., 2070-10, 2969 c.
18 Décr. Compét. crim. 701; Cour des comptes, p. 509; Douanes, p. 573; Gendarmerie, p. 472; Org. judic., p. 1502; Pension, p. 751.
— Cass. Complice 89. — Témoin 29-20, 211-10 c., 78-60, 147-20. — Paris. Deg. de jurid. 254-40. — Référé 152 c.
— Cons. d'Etat. Contr. administr. 29.
19 Cass. Cassation 1927-30. — Prescript. crim. 181.
20 Ord. Prises marit. 222.
— Arrêté. Prisons 17, 39, 41-80, 42, 43, 46, 47, 58, 60, 81, 86.
— Cass. Disposit. entre vifs 3501-20. — Instr. Trav. publ. 240, 245.
22 Décr. Octroi, p. 11; Org. judic., p. 1502; Tontine 46; Vagabondage, p. 5.
— Cons. d'Etat. Emigré 405 n. — Oblig. 176-10, 534-10 c. — Trav. publ. 506-80.
— Avis Cons. d'Etat. Compét. administr. 154; Hospices, p. 70.
— Décis. Culte 116.
23 Cass. Péréemption 314.
— Circ. Douanes 460.
— Décis. Octroi 189.
24 Cass. Enreg. 4080, 4081 a.

Octobre.

- 25 Cass. Minist. publ. 104. — Substitut. 92-10. — Témoin 580-30. — Vol 312-20.
26 Cass. Mat. d'or et d'argent 97. — Pêche fluv. 72-10; Prescript. crim. 176-10.
28 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Compét. crim. 309 c., 367.
29 Cass. Domicile élu 41-10. — Obligat. 4939-10. — Prescript. civ. 1013.
30 Cass. Faillite 804-20. — Obligat. 5188.
— Paris. Cautionn. 126, 382 c.; Délai 34 c.
— Décis. Enreg. 5905.
31 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Arbitr. 213. — Faux inc. 80.
— Cons. d'Etat. Substitut. 124, 155 c., 230 c., 268 c.

Novembre.

- 1 Décr. Douanes, p. 574.
2 Cass. Cassation 433; Forêts 576 c., 1295, 1332 c. — Compétence crimin. 418. — Deg. de jurid. 654-40. — Instr. crim. 2243-30.
— Circ. Mat. d'or et d'argent 177. — Décis. d'atente 252-20.
3 Cass. Forêts 1710. — V. 3 octobre 1810.
— Bruxelles. Obligat. 1647 c.; Vente publ. d'imm. 166, 216-50 c., 516, 933-60, 936-30, 957-10 c., 1043-40.
4 Trèves. Propriété féodale 440.
5 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Ord. Manufact. 8.
6 Cass. Enreg. 5523. — Propriété féodale 480.
7 Cass. Compte 162, 184 c. — Disp. entre vifs 3860; Success. 1325. — Substitut. 230.
8 Décr. Huissier 11-100; Org. jud., p. 1508; Prises marit., p. 938; Privil. et hypot. 515; Prud'hommes, p. 535.
— Ord. Médecine 176.
— Cass. Commune 1469. — Douanes 709, 710. — Faux 320.
— Cons. d'Etat. Conflit 175-20.
9 Cass. Crimes contre les person. 175-80. — Impôts indir. 233, 578-10. — Presse-out. 1388. — Procès-verb. 184-20.
— Riom. Séparat. de corps 258.
10 Rennes. Appel inc. 116 c.; Except. 477, 480 c.
— Turin. Mandat 94.
12 Cass. Emigré 170; Enreg. 3996, 6264.
— Paris. Disposit. entre vifs 1304-40.
13 Cass. Cautionnem. 313 c., 351. — Enreg. 2253.
— Nîmes. Deg. de jurid. 631; Louage 444-20 c., 448, 448 c.
— Tierce-opposit. 178-20 c.
— Cons. d'Etat. Commune 1499 c., 1653 c.; Trav. publ. 1150-10, 1224-10. — Marché de fourn. 158-30-50.
— Circ. Commune 387.
14 Décr. Eau, p. 327.
— Cass. Cassation 1204 c.; Compét. crim. 159-10, 620 c. — Commission. 49, 267 c.; Dem. nouv. 186 c.; Oblig. 1964 c. — Renvoi 125-20.
— Trèves. Jugem. p. déf. 258-10.
15 Décr. Monnaie, p. 383; Octroi 261 s., p. 11.
— Cass. Commune 1168. — Impôts indir. 202-30, 228-20 c. — Instr. crim. 2414-20. — Peine 867-10.
— Limoges. Appel civ. 1083.
— Nîmes. Désistement 82.
— Rennes. Compét. comm. 111.
— Cons. d'Etat. Impôts 45. — Trav. publ. 1256-10. — Vente administr. 332-40.
16 Décr. Octroi 261 s., p. 11.
— Cass. Commune 777, 788 c.; Contr. 252 c., 254 c., 258 c.
— Colmar. Enquête 378-20.
— Rennes. Séparat. de corps 437-20.
— Lettre. Notaire 833, p. 590.

Novembre.

- 17 Liège. Privil. et hypot. 1164-20. 1452-10, 1708; Transcript hypot. 430 c.
— Paris. Intervention 84. — Vente publ. d'imm. 298.
— Rouen. Minorité 372.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 497.
18 Décr. Associat. de secours mutuels 24; Mines 360, 365, 380, 386, p. 630; Org. judic., p. 1502; Pension, p. 751; Presse-out., p. 403; Tontine 8; Trav. publ. 266.
19 Cass. Disposit. entre vifs 1660.
— Agen. Deg. de jurid. 514.
— Bruxelles. Oblig. 2294-10.
— Paris. Oblig. 2988-30.
— Rennes. Droit marit. 2161.
20 Bruxelles. Louage 129-20, 133 c., 586 c.
— Rennes. Conflit 177-10.
21 Cass. Exploit 510-10.
— Liège. Privil. et hypot. 2322.
22 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Enquête 230; Disposit. entre vifs 198 c., 201, 204-30 c., 210 c. — Jugem. 855-10. — Tentative 20-10.
— Bruxelles. Minorité 113.
— Douai. Contrat de mar. 1680.
— Cons. d'Etat. Privil. et hypot. 2856. — Travaux publ. 1211. — Voirie p. terre 1824.
23 Cass. Amnistie 65. — Faux inc. 284 c., 306 c., 311-40; Instr. crim. 1012 c.; Jugem. 815-10 c. — Impôts indir. 529-10, 532 c. — Matières d'or et d'arg. 90. — Procès-verbal 321-10.
— Besançon. Deg. de jurid. 333.
— Colmar. Success. 1391.
— Montpellier. Exploit 655-30.
— Turin. Privil. et hypot. 1708.
24 Cons. d'Etat. Marché de fourn. 116-10 c.; Oblig. 2750. — Mines 574-20-30 c.
25 Décr. Org. judic., p. 1509.
26 Cass. Contr. p. corps 771; Frais 719 c.; Nullité 64 c. — Enreg. 5046, 5633. — Impôts indir. 438-20. — Octroi 359 c.; Peine 777-20.
— Besançon. Appel inc. 94 c.; Vente publ. d'imm. 541-10 c., 992 c.
27 Cass. Acquiescem. 327. — Privil. et hypot. 1482, 1569-20 c. — Vente de substances falsifiées 9, 45, 68 c.; Vol 64-40.
— Colmar. Jugem. 243-10.
— Grenoble. Expert. 259.
— Décis. Douanes 346; Enreg. 3115.
28 Cass. Except. 567. — Privil. et hypot. 162.
— Bruxelles. Scellés 31.
— Paris. Requête civ. 154-30.
29 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Rennes. Jugem. d'av. dire droit 42-30.
— Décis. Propriété littér. 140.
30 Cass. Armes 43. — Cassation 1535; Grâce 55 c. — Complice 39-10, 80 c., 118. — Culte 203; Révélation de secrets 8 c., 20 c.; Témoin 51 c., 52 c. — Tentative 28.
— Agen. Domicile élu 119-20.
— Riom. Contr. p. corps 139, 141-30 c.; Contrat de mar. 3797 c.

Décembre.

- 1 Cass. Commune 804 c. — Pêche fluv. 93.
— Bruxelles. Interrog. sur faits et art. 22-10, 111 c.; Obligat. 5061 c.; Transaction 31 c., 36-10 c.
— Colmar. Privil. et hypot. 1787-20, 2533-10.
— Paris. Prescript. civ. 1119-20; Privil. et hypot. 2517-10 c. — Vente 1580-10.
2 Paris. Société 1054.
3 Montpellier. Exploit 292-40.
— Rennes. Frais 355.
— Trèves. Acquiesc. 643.
— Turin. Acte de comm. 85 c., 113; Commerç. 34 c.; Contr. par corps 72 c., 408 c.
4 Cass. Enreg. 2085, 5771 c. — Loi 298; Séparat. de corps 868 c., 367 c.

Décembre.

- 1 Lyon. V. 4 septembre 1810.
— Paris. Séparat. de corps 134.
— Riom. Disposit. entre vifs 2070, 2074 c.; Vente 1178 c.
— Rome. Lettre miss. 24-50.
— Avis Cons. d'Etat. Compét. comm. 16, 272.
2 Cass. Arbitr. 782. — Cassation 1874-150 c. — Contr. de mar. 4312-40. — Deg. de jurid. 497-10. — Enreg. 2495. — Jugem. 438 c.; Oblig. 3162-20 c.; Référé 70 c., 71 c., 167 c., 170.
— Rouges. Acte de comm. 380.
— Paris. Privil. et hypot. 2972-10.
— Turin. Enquête 217.
3 Cass. Cassation 564. — Forêts 757-10.
4 Aix. Disposit. entre vifs 2973-20.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 120.
5 Décr. Culte 649.
— Cass. Affiche 37 c. — Compét. crim. 408-130; Crimes contre les person. 178-80; Minist. publ. 65-30. — Forêts 751 c., 1479. Impôts indir. 102-20, 207 c., 236 c., 242 c. — Témoin 504-50.
— Metz. Acquiesc. 382.
6 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2953, 3075-10 c., 3076 c.
— Grenoble. Appel civ. 541 c., 1046.
— Rennes. Distrib. p. contrib. 177.
— Turin. Contrat de mar. 1677.
7 Décr. Amnistie 510; Culte, p. 709; Douanes, p. 575; Enregist. 6064-50.
— Cons. d'Etat. Commune 1680-20. — Dom. de l'Etat 233-30.
— Avis Cons. d'Etat. Compét. comm. 272; Culte 568, 603; Prises marit. 70-30, 136-30.
10 Cass. Obligat. 4275. — Procès-verb. 431-40.
— Caen. Compét. administr. 304-40 c.; Faillite 395.
— Liège. Propriété 350-10; Success. 1782.
— Instr. Enreg. 4995.
11 Cass. Chose jugée 38 c. — Commune 1396. — Contrat de mar. 1801 c. — Enreg. 4353.
— Jugem. 429-20. — Minorité 529-10, 742 c.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 306-10.
— Liège. Vérif. d'écrit. 171.
— Cons. d'Etat. Emigré 401 c.; Privil. et hypot. 1659 c., 1461 c.
— Avis Cons. d'Etat. Enregist. 5934 c.; Privil. et hypot., p. 48.
12 Cass. Disposit. entre vifs 1534, 1575, 1578 c. — Oblig. 4354; Success. 1868-30 c. — V. 12 septembre 1810.
— Gènes. Arbitr. 410.
— Metz. Frais 120-20, 133-10 c., 146 c.; Saisie-arrest 150.
— Orléans. Expert. 107; Jugem. 461-30.
— Paris. Exploit 444.
— Rennes. Jugem. d'av. dire droit 42-40; Scellés 140.
— Toulouse. Jugem. par déf. 43-10.
— Trèves. Success. 206-20.
13 Sénatus-consulte. Dom. spangés 26.
— Cass. Amnistie 68. — Chose jugée 525-10. — Douanes 821-40. — Instr. crim. 2981; Témoin 270-10.
— Bruxelles. Jugem. p. déf. 335-20. — Privil. et hypot. 1158.
— Liège. Effets de com. 378-10 c., 392.
14 Décr. Avocat 48; Avoué 27; Armes 18; Industrie, p. 670; Notaire, p. 590; Org. marit. 835; Presse-out., p. 403; Sermat, p. 6; Terres vaines et vagues 2; Trav. publ., p. 846; Uniforme-costume 16, 42.
— Cass. Amnistie 6798 c. — Cassation 1919-60; Mise en jugem. 153. — Instr. crim. 2040.
— Lyon. Appel civ. 247 c.; Désistement 118-30.
— Paris. Séparat. de corps 35-20.

Décembre.

- 14 Rennes. Acquissem. 303 c. 814.
— Contrat de mar. 4229-30.
— Except. 167 c. — Forêts 1366.
— Saisie-arrest 276. — Vente 1995-20.
— Turin. Louage 334-10; Vente publ. d'imm. 1813 c.
— Avis Cons. d'Etat. Culte, p. 706.
15 Décr. Dom. extraord. 19.
— Colmar. Mariage 270-20.
— Liège. Vérificat. d'écrit. 74.
— Nîmes. Nom 11 c., 24-10 c., 46-20.
— Instr. Marché de fourn. 101-20.
17 Rennes. Succès. 654.
— Rouen. Minorité, V. 17 novemb.
— Turin. Mariage 258-20-30 c.
18 Cass. Arbitr. 1343. — Compte 45.
— Droit marit. 17-10. — Jugem. 17-40. — Vente 150-10.
— Bruxelles. Vente 147, 153-10.
— Lyon. Mariage 82-30. — Séparat. de corps 471.
— Montpellier. Jugement 373-20 c., 378 c.; Référé 153 c.; Saisie-arrest 62, 91 c.
19 Cass. Appel civ. 1295. — Commerce. 204 c.; Contrat de mar. 3449; Loi 219-20 c.; Privil. et hypoth. 1214 c. — Disposit. entre vifs 2850-20.
— Besançon. Disposit. entre vifs 198 c., 207. — Faillite 613-10; Oblig. 3988-50 c.
— Colmar. Intervent. 147-10; Tierce opposit. 211.
— Montpellier. Jugem. d'av. dire droit 38-20, 44-30.
— Paris. Jugem. d'av. dire droit. 27-10, 42-50.
20 Décr. Droit civ., p. 36; Vagabondage, p. 5.
— Cass. Chose jugée 518-80; Compét. crim. 319. — Commune 1398-10. — Jugem. 753. — Pêche fluv. 122-40. — Vente 1622.
— Agen. Disposit. entre vifs 2378-10, 2397.
— Bruxelles. Contr. par corps 890; Référé 12 c. — Saisie-arrest 44-10.
— Avis Cons. d'Etat. Culte, p. 707.
21 Riom. Oblig. 981-30.
— Avis Cons. d'Etat. Org. judic., p. 1503.
22 Nîmes. Scellés 31.
— Turin. Scellés. 60-20 c., 107 c., 109 c., 110.
23 Décr. Pêche fluv., p. 443; Voirie p. eau 165.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1589-10.
24 Bruxelles. Faillite 161-30.
— Rennes. Mariage 659, 690 c.
— Cons. d'Etat. Commune 189 c., 1401-110, 1503 c., 1689, 1900; Compét. administr. 147 c.
25 Décr. Médecine, p. 537; Secours publ., p. 768.
— Cass. Cassation 308-90, 1482, 1609-130 c. — Commune 1603-10, 2004 c., 2115. — Renvoi 150-20. — Success. 2259, 2268.
— Paris. Deg. de jurid. 151 c.; Ordre 840-10, 918-20. — Faillite 271-10, 612-30 c.; Prêt à int. 173-10.
— Rennes. Oblig. 2486-30.
27 Cass. Chose jugée 30-70. — Jugem. 117-10, 118-10 c. — Pêche fluv. 53, 120-10, 175-20. — Procès-verb. 408.
— Bordeaux. Effets de comm. 188.
— Bruxelles. Arbitr. 165, 533 c.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 3677.
28 Cass. Impôts indir. 12 c., 554-60. — Instr. crim. 814. — Voiture 445.
— Lyon. Appel civ. 683 c.; Exploit 67-10. — Vente publ. d'imm. 614.
— Paris. Puiss. paternel. 142-157 c.
29 Décr. Impôts indir., p. 606, 607; Tontine 28; Trésor publ. 220; Vagabondage, p. 5.
— Colmar. Renvoi 30-20, 52.
— Gènes. Disposit. entre vifs 3305.
— Nîmes. Appel civ. 683 c.; Exploit 68-10.
— Turin. Disposit. entre vifs 2898, 2899-10 c.; Substit. 293, 400. — Minorité 719-30 c.; Substit. 249.

Décembre.

- 29 Cons. d'Etat. Conflit 37. — Cour des comptes 25 c.; Trésor publ. 898 c., 997. — Culte 545-10. — Emigré, p. 473. — Etat publ. 5. — Trésor publ. 1044.
31 Cass. Action posses. 427 c.; Loi 119 c.; Prescript. civ. 813 c.; Servitude 670, 678 c., 1071 c.; Florence. Règlement de juges 90.
— Turin. Commune 1418-10, 1490 c. — Nantissement. 283 c.; Obligat. 5367 c.

1811

Janvier.

- 1 Décis. Enreg. 966.
2 Ord. Voie publ. 5, 8.
— Cass. Cassation 284 c., 469; Commune 1405-20, 1444 c.
— Aix. Disposit. entre vifs 3450.
— Colmar. Org. milit. 379, 380 c.
— Lyon. Disposit. par contr. 145; Ordre 894-10 c.
— Montpellier. Exploit 571-40; Jugem. par défaut 114 c.; Mariage 834-10.
— Toulouse. Obligation 2347.
3 Cass. Chose jugée 425; Renvoi 134-30 c. — Contrat de mar. 3340. — Instr. crim. 2335-10, 3242. — Jugem. 848-20. — Témoin faux 15.
— Grenoble. Usufruit 368.
— Metz. Obligat. 1033-40.
— Montpellier. Acquissem. 99.
— Nîmes. Interdict. 191, 192 c.
— Rennes. Appel civ. 712.
— Toulouse. Obligation 4961-10, 4962-10.
4 Liège. Minorité 171, 251-10 c.
— Turin. Contrat de mar. 1734, 1830 c.
5 Caen. Success. 1174, 1175 c., 1184 c.
— Paris. Vente publ. d'imm. 1560-10.
6 Décr. Org. judic., p. 1503; Prud'hommes, p. 534; Uniforme costume 16, 27, 39, 40.
— Liège. Privil. et hypoth. 1321-20, 1605-10, 1611-10.
— Rennes. Faillite 763-10.
— Turin. Minorité 302-10.
8 Cass. Exploit 540-10, 30.
— Dijon. Disposit. entre vifs 2917, 3088-10 c.
9 Cass. Prescript. civ. 268.
— Agen. Vente publ. d'imm. 1634.
— Rennes. Lettre miss. 31 c.; Vérificat. d'écrit. 21.
— Trèves. Domicile élu 26-10. — Oblig. 4962-20.
— Turin. Contr. de mar. 1397 c.; Success. 1597, 2016-20. — Exploit 570.
— Décis. Agent diplomat. 144 c.
10 Cass. Exploit 108-40. — Forêts 1282, 1700. — Instr. crim. 133-10, 2086-10, 2537, 3609-10-30, 3701-20; Témoin 526-30.
— Agen. Contr. par corps 1030-30.
— Bruxelles. Mandat 171-20; Responsab. 603.
— Nîmes. Oblig. 2295-10, 3333 c.
11 Décr. Dom. de l'Etat, p. 94; Impôts indir., p. 265; Polders, p. 1035; Trav. publ., p. 846; Trés. publ. 427; Vente publ. d'imm., p. 554.
— Cass. Chose jugée 482-10.
— Riom. Privil. et hypoth. 1784-10.
— Rouen. Louage 390-20.
12 Décr. Contraint. administr. 6; Douanes, p. 175; Gendarmerie, p. 472; Impôts indir., p. 607; Org. judic., p. 1503; Org. milit., p. 1878; Trés. publ. 987, 999-60, 997, p. 1197.
— Cass. Cassation 1937-80.
— Amiens. Propri. féodale 207-10.
— Rennes. Intervent. 80-20.
— Turin. Enquête 374-10 c., 381-10.
— Avis Cons. d'Etat. Hospices 71; Org. milit., p. 1878; Révélation de biens, p. 476.
14 Cass. Commune 2015, 2068 c., 2086 c., 2170 c. — Récusation 17.

Janvier.

- 14 Rennes. Contr. de mar. 1599, 2216 c.
— Cons. d'Etat. Responsab. 277.
15 Cass. Effets de comm. 925. — Success. 273-30.
— Bourges. Disposit. entre vifs 3852.
— Caen. Interdict. 73-10.
— Liège. Rentes fonc. 29.
— Metz. Enquête 130.
— Paris. Privil. et hypoth. 2289.
— Rennes. Vente 178-10.
— Décis. Enreg. 700.
16 Cass. Acquissem. 843 c.; Action 72.
— Action posses. 463.
— Cassation 365 c.; Frais 973.
— Désistement. 43-10; Obligat. 1576 c. — Enreg. 3986, 4008, 4164 c., 4170 c. — Exploit 138; Huissier 15-10; Jugem. par défaut 144 c.; 237 c., 391-40.
— Liège. Acquissem. 379.
— Lyon. Exploit 141 c.; 504-10.
— Paris. Vente publ. d'imm. 1537-10.
— Rennes. Disposit. entre vifs 2869-70, 2947 c., 2953.
17 Cass. Arbitr. 325; Transaction 83 c. — Cassation 1607-40 c. — Disposit. entre vifs 3504 c., 3794.
— Besançon. Jugem. p. déf. 40-10 c., 194-10.
— Rome. Frais 374.
— Rouen. Louage 390-20.
— Toulouse. Absent 95.
— Circ. Transcript. hypoth. 664.
18 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Prises marit. 228. — Règlement de juges 209. — V. 18 janvier 1814.
— Liège. Vente 1316.
— Limoges. Contr. par corps 730.
— Paris. Rente viagère 176, 177.
— Rennes. Exploit 543-10.
— Turin. Vente 1196-10.
— Lettre. Notaire 751, 790, p. 590.
19 Décr. Acte de l'Etat civ. 267 c.; Minorité 705 c.; Nourrice 13, 14; Org. judic., p. 1503; Sec. publ., p. 768.
— Bruxelles. Mariage 658-20 c., 665, 678-30 c., 733-30 c.
— Liège. Deg. de jurid. 468-10.
— Orléans. Vente publ. d'imm. 1083.
— Pau. Exploit 435-20; Société 1725.
— Turin. Privil. et hypoth. 2692-10.
— Cons. d'Etat. Prises marit. 174.
— Instr. Enreg. 3271.
20 Cons. d'Etat. Emigré 111.
21 Bordeaux. Vente publ. d'imm. 1240-20.
— Instr. Enreg. 5930, 5931, 5932, 5984.
22 Décr. Loi 155-140; Presse-outr. 403.
— Cass. Deg. de jurid. 606. — Paternité 25 c., 211 c., 220, 278 c., 282-10 c.
— Grenoble. Deg. de jurid. 374-10.
— Montpellier. Compét. comm. 505; Except. 151 c.
— Rome. Frais 130, 145 c.
— Décis. Impôts dir. 22.
23 Décr. Culte, p. 707.
— Cass. Disp. entre vifs 3170-10; Obligat. 3295 c. — Droit civ. 213 c.
— Bordeaux. Exploit 659-10; Ordre 647-20, 862-30 c.
— Paris. Faux inc. 230.
— Rennes. Disp. entre vifs 1305-10.
— Riom. Dépôt 91 c.; Disposit. entre vifs 463.
24 Décr. Marais 60; Org. judic., p. 1503.
— Cass. Contumace 120. — Faux 215 c.; 218-30.
— Paris. Vente 684.
— Cons. d'Etat. Trés. publ. 879-10.
25 Cass. Commune 1305-10. — Impôts indir. 188-40, 196 c., 423.
— Jugem. par déf. 438, 441-10, 446.
— Turin. Privil. et hypoth. 767, 1097, 1009 c., 1047.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 408 c.

Janvier.

- 26 Bordeaux. Jugem. par défaut 368-10 c.; Loi 854.
— Rome. Jugem. 568-20.
28 Décr. Cassation 29; Halle 20; Voirie p. eau 660 c., p. 722.
— Cass. Effets de comm. 709. — Enreg. 2565, 2622 c.
— Florence. Compét. comm. 886.
29 Ord. Boucher 134.
— Cass. Absence 697; Vente publ. d'imm. 87-20 c. — Compét. comm. 485. — Domicile élu 52-20.
— Besançon. Forêts 1899.
— Bruxelles. Bourse de comm. 295.
— Liège. Privil. et hypoth. 1478-20, 1533-30.
— Nîmes. Appel civ. 952.
— Rennes. Faillite 233-20.
— Trèves. Exploit 473, 483-10.
30 Décr. Halle, p. 5; Org. judic. 261, 282, p. 1503.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 548.
— Metz. Appel civ. 1080.
— Paris. Domicile élu 40-10; Exploit 220-10 c.; Servitude 515.
— Turin. Appel civ. 935; Jugement 244-10 c.
— Cons. d'Etat. Puiss. patern. 106.
— Avis Cons. d'Etat. Majorat 4-90.
31 Cass. Cassation 1415. — Crimes contre les personnes 30. — Deni de just. 12-80. — Faux 99. — Forêts 606, 607 c. — Instr. crim. 1399, 2563-40; Témoin 184-50. — Prescript. civ. 1064-10.
— Liège. Commune 1576-10.
— Metz. Deg. de jurid. 258-20, 435-60. — Success. 2099-10.
— Nîmes. Obligat. 4859.
— Paris. Enquête 364-20.
— Rennes. Désistement. 132-10.
- Février.**
- 1 Cass. Appel crim. 137. — Cassation 1969-20. — Impôts indir. 203-20.
— Aix. Privil. et hypoth. 850, 2660.
— Florence. Intervent. 147-30.
— Nîmes. Mise en jugement 159-10-20 c.
— Turin. Domic. élu 21-20; Jugem. 502-10, 505 c.; Jugem. p. déf. 350-10; Saisie-exécution 47 c.
2 Décr. Forêts 101; Presse-outr., p. 403; Vente publ. d'imm., p. 554.
— Turin. Privil. et hypoth. 1322-10.
4 Arrêté. Mines 691 c., p. 639 n.
— Cass. Acquissem. 587 c., 763. — Prescript. crim. 53. — Vente publ. d'imm. 1610 c.
— Bordeaux. Contrat de mar. 1803; Séparat. de corps 346 c.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 185. — Minorité 686-10 c.; Paternité 492-10.
— Montpellier. Exploit 176 c., 314 c., 324.
— Paris. Compte 203; Domicile élu 96 c.; Exploit 113 c.; Obligat. 4009 c.
— Rennes. Propriété 674-20.
5 Cass. Appel civ. 849. — Disposit. entre vifs 2966-30. — Domicile élu 94-10; Vente publ. d'imm. 142-10 c., 348 c., 403 c. — Enquête 316-40. — Enreg. 5801. — Jugem. d'av. dire droit 151. — Jugem. p. déf. 250-20.
— Bruxelles. Jugem. p. déf. 279-20.
— Metz. Enquête 437, 454 c.; Huissier 105 c.
— Nîmes. Compét. comm. 38.
— Paris. Disposit. entre vifs 745.
— Toulouse. V. 5 février 1810.
6 Décr. Boucher 105; Privil. et hypoth., p. 48, 529.
— Cass. Cassation 912. — Chose jug. 41-50, 127-20.
— Liège. Deg. de jurid. 114.
— Montpellier. Exploit 279.
— Rennes. Société 991. — Vente 1785-30 c., 1807.
— Trèves. Deg. de jurid. 449-40.
— Cons. d'Etat. Hospices 70. — Trés. publ. 579-10.

Février.

- 7 Cass. Action poss. 62. — Cassation 1898; Conciliat. 76 c., 239. — Deg. de jurid. 503. — Disp. entre vifs 2136, 2128-30. — Instr. crim. 1180. — Jugem. p. déf. 17-10. — Prêt à intérêt 175-30. — Servitude 1081. — Vagabondage 56.
— Gènes. Arbitr. 711.
— Orléans. Vente publ. d'immeubl. 1279 c.
8 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Cassation 431. — Obligat. 1023. — Octroi 229-20. — Renvoi 165.
— Bordeaux. Privil. et hypothèques 1478-20.
9 Décr. Droit civ., p. 37; Juifs, p. 715; Org. milit., p. 1878.
— Cass. Complice 36-30 c.; Forêts 326-40, 1269. — Impôts indir. 188-90. — Procès-verb. 71, 113-29, 277, 613 c., 683-30.
— Paris. Privil. et hypoth. 2304-30.
— Riom. Disposit. entre vifs 716.
— Décis. Forêts 272.
10 Décr. Halles, p. 6; Pension, p. 751.
— Liège. Loi 266-10.
11 Décr. Presse-outr., p. 403.
— Bruxelles. Désistement. 254.
— Dijon. Enquête 39 c.
— Paris. Expert. 79-10, 91-10 c. — Peremption 219, 266-50 c. — Société 1387.
— Turin. Obligat. 2486-10. — Office 35-10; Vente 1116.
— Décis. Enreg. 873.
12 Cass. Cautionnement. 363. — Compét. comm. 423 c., 493. — Enquête 561, 563 c.; Instr. crim. 154. — Privil. et hypoth. 2687. — Règlement de juges 66-10.
— Bruxelles. Faillite 251.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 2952-20.
— Paris. Mariage 186.
— Turin. Séparat. de corps 231.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 3272, 3275 c.
13 Cass. Cassation 1414.
— Bourges. Usufruit 377.
— Bruxelles. Compétence administr. 300-70. — Faillite 734, 786-10 c., 1366 c. — Saisie-exécution 289.
— Poitiers. Success. 1541.
— Rennes. Appel civ. 138 c., 712; Demande nouv. 88 c.
— Riom. Commune 2286, 2273 c.
— Trèves. Jugem. p. déf. 123-10.
14 Cass. Absence 310 c.; Enregistr. 3986.
— Metz. Disposit. entre vifs 277, 352 c.
15 Décr. Marais 6; Poids et mesures, p. 986.
— Cass. Défense 113 c.; Témoin 337. — Forêts 717, 784; Servitude 667 c. — Impôts indir. 102-50-60, 417. — Recusation 155. — Vente de substances falsifiées 112.
— Dijon. Vente publ. d'imm. 233.
— Gènes. Arbitr. 410, 895 c.
— Poitiers. Minorité 394-10; Puiss. patern. 74-10 c.
— Cons. d'Etat. Vente administrat. 256 c.
— Avis Cons. d'Etat. Pension, p. 752; Traitement 21.
16 Turin. Disposit. entre vifs 290; Oblig. 1684 c.
— Cons. d'Etat. Avoué 47. — Commune 3604. — Compét. administrat. 143-50. — Imp. dir. 380; Trés. publ. 876. — Marché de fourn. 40-30, 134-50.
18 Cass. Transcript. hypoth. 684 c.
— Caen. Adoption 116 c.
— Florence. Désistement. 181.
— Montpellier. Jour férial 44-10 c.
— Paris. Appel civ. 920 c. — Prescript. civ. 1065.
— Rennes. Success. 208-10.
— Turin. Acquissem. 381 c.
19 Cass. Emigré 181-10. — Mines 588. — Success. 1343; Vente 945-10 c.

Février.

- 19 Besançon. Privil. et hypoth. 1079 c.; Vente publ. d'imm. 1034.
— Caen. Adoption 116 c.
— Toulouse. Jugem. p. défaut 261.
20 Décr. Trav. publ. p. 846.
— Cass. Commissionn. 173.—Oblig. 4935-20, 5013-20 c.; Privil. et hypoth. 1647 c., 1678-10, 1207-10, 1478-20, 1533-30.
— Liège. Obligation 3186.
— Metz. Faillite 38-20.—Oblig. 4010 c., 4097.
— Rennes. Servitude 509, 510.
— Circ. Douanes 67.
21 Cass. Cassation 913-89, 1659-100 c., 1898.—Commune 1471.—Instr. crim. 1948.—Mandat 214.—Témoign. Faux 89.—Voiie p. terre 1428-10.
22 Cass. Cassation 1488 c.; Jugem. 748-80; Octroi 182-10, 375-10 c.; Procès-verb. 418.—Commune 2649 c.—Forêts 1433.—Impôts indir. 174.—Procès-verb. 159-20 c., 528 c.—Requête civ. 126-20.—Témoign. 147-40.
— Bruxelles. Vente publ. de meubl. 93.
— Orléans. Enquête 478.
23 Décr. Compét. administr. 489; Dom. nat., p. 338; Gendarmerie, p. 472; Greffier, p. 554; Trés. publ. 796-50 c.
— Cass. Appel crim. 181 c.; Douanes 955; Instr. crim. 50 c., 997.—Armes 51 c., 53, 58 c.
— Cons. d'Etat. Emigré 401; Vente administr. 279.
24 Décr. Boulanger 120.
25 Ord. Halls 20.
— Lyon. Vente publ. d'imm. 228.
— Paris. Séparat. de corps 35-30.
— Rouen. Prud'hommes 50-10.
— Circ. Enreg. 5948.
27 Décr. Boulanger 93; Commune 134; Halles 86; Hospices, p. 71; Org. administr. 375-120; Org. judic., p. 1503; Pension, p. 752; Présence, p. 378; Priv. et hypoth. 530, p. 48; Voiie par eau 737-30-40.
— Cass. Mandat 385.—V. 27 février 1812.
— Besançon. Contrat de mar. 2055.
— Rennes. Exploit 78, 603.—Faillite 355.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 3272, 3275 c., 4393 c.; Org. judic., p. 1504.
28 Cass. Acte de commerce 36; Commerç. 21 c.; Juifs 23-10 c.—Prescript. civ. 463.—Témoign. faux 39.
— Montpellier. Délai 53 c.—Vente publ. d'imm. 311 c., 847 c., 848, V. 15 février.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 133.

Mars.

- 1 Cass. Bigamie 12.—Effets de comm. 506-30.—Enreg. 5010-10; Recusat, 155.—Instr. crim. 962-20, 2981.—Témoign. 467.—Procès-verbal 214, 467, 472-10, 650.
— Angers. Contrat de mar. 138.
— Rome. Frais 909.
— Rouen. Agréé 57 c.; Défense 273 c.; Desaveu 15, 109 c.
2 Lyon. Jugem. p. défaut 333-30.
— Riom. Disposit. entre vifs 2987-30.
— Turin. Privil. et hypoth. 2110, 2150 c.; Surenchère 113-10 c.
4 Cass. Biblioth. 88 c.; Nantissem. 93-10, 94.
— Bruxelles. Acquis. 671, 704 c.
— Nîmes. Retenue 23-30.
— Paris. Disposit. entre vifs 2447.
5 Cass. Cautionn. 127; Loi 219-10 c.—Commis. 334, 420-10 c.—Compét. comm. 467.—Contr. par corps 73, 427.—Enreg. 5760, 5764, 5774.—Jugem. par défaut 238-30.
— Colmar. Préemption 144-10.
— Paris. Vol 578.

Mars.

- 8 Cons. d'Etat. Compét. administr. 427 c.; Voiie p. terre 1128.
— Solution. Enreg. 4143.
6 Bruxelles. Ordre 1031.
— Lyon. Mariage 897.
— Paris. Arbitr. 1177.
— Rouen. Mat. somm. 41-60.
— Toulouse. Loi 273 c.
— Trèves. Domicile élu 25-30.
7 Cass. Privil. et hypoth. 653, 654 c.—Vente publ. d'imm. 921, 933-90.
— Agen. Conciliat. 381-30.
— Gènes. Mariage 77-10.
— Paris. Trés. publ. 1211, 1397-10 c.
— Décis. Douanes 128-90.
8 Décr. Douanes, p. 575; Garde-champêtre, p. 257; Impôts indir., p. 608; Organ. judic., p. 1504; Pension, p. 752; Vagabondage, p. 13.
— Cass. Amnistie 97, 112 c.—Pou-dres 33.
— Aix. Disposit. entre vifs 2859-10 c., 2863, 2998-20 c.
— Paris. Contr. par corps 548.
— Turin. Arbitr. 715, 938 c., 1067 c., 1114 c., 1232 c.
— Cons. d'Etat. Commune 686, 931 c.—Compét. administr. 373 c.; Impôts dir. 610-30.—Impôts indir. 291.—Théâtre 341.—Voiie p. terre 2205.
9 Cass. Cassation 418 c.; Chose jugée 535 c.; Faillite 1403 c., 1433, 1434 c.
— Bruxelles. Dem. nouv. 66-40; Obligat. 871-10; Vente 589 c.—Jugem. d'av. dire droit 24-20.—Scelles 31, 33 c.
— Paris. Mandat 194-10.—Paternité 320.—Vente publ. d'imm. 1148-10.
— Rennes. Privil. et hypoth. 1734-10.
— Turin. Appel civ. 474 c.; Vente 2053.
11 Cass. Paternité 81, 478 c.
— Paris. Obligation 2674.—Substitut 116.
— Pau. Contr. de mar. 270, 1296 c.; Disposit. entre vifs 1467 c.; Minorité 792, 821 c.; Notaire 71-10; Obligat. 370-10 c., 3782-10, 3804 c.
— Riom. Vente 859.
12 Cass. Compte 204-20; Obligat. 4010 c.—Force majeure 12-30.
— Besançon. Acquis. 761; Vente publ. d'imm. 1635.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2976-60.—Privil. et hypoth. 1009, 1047 c., 1074-20 c.
— Caen. Interdict. 158-20, 159 c.
— Dijon. Commune 2171.
— Paris. Contrat de mar. 3125.—Saisie-arrest 362-60, 364 c., 385-20 c., 387 c.
— Rennes. Appelinc. 62 c.; Privil. et hypoth. 1476-20.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 383 c.; Trav. publ. 1211, 1266.—Dom. de l'Etat 331.—Marché de fourn. 139-30.
13 Cass. Commune 2423 c.—Désistement. 64-20.—Propri. féod. 180-60, 180-10 c.
— Florence. Compét. comm. 262; Faillite 360 c.
— Liège. Priv. et hypoth. 1545-20, 1564; Succès. 1428-20 c., 1469 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 1587-30.
— Turin. Compét. comm. 178; Effets de comm. 82-20 c.
14 Cass. Cautionn. 158.—Forêts 1839.
— Agen. Absence 90.
— Besançon. Biens 38.
— Lyon. Privil. et hypoth. 1714 c., 1716-10 c.
15 Cass. Appel crim. 89 c.; Presse-outr. 928-20.—Impôts indir. 216.—Jugem. 806-40; Minist. publ. 272-40.
— Paris. Appel civ. 292.
16 Bruxelles. Disposit. entre vifs 4061 c., 4077.
— Paris. Contr. par corps 470.

Mars.

- 16 Riom. Privil. et hypoth. 1888-30, 1595, 1685-10.
— Turin. Acquis. 574 c.; Privil. et hypoth. 639-20, 1588, 2018 c., 2071; Transcript. hypoth. 419 c., 604 c.—Louage 221.
17 Décr. Commune 134; Org. judic., p. 1504; Uniforme-costume 39, 41.
— Cass. V. 15 mars.
18 Cass. Désistement. 117.—Exploit 540-20.
— Paris. Séparat. de corps 450.
— Riom. Compét. comm. 106.
19 Cass. Instr. par écrit 16, 29-20 c.—Oblig. 2645-10.
— Bordeaux. Vente 727, 763-20 c.
— Bourges. Vente publ. d'imm. 1356.
— Colmar. Juifs 17.
— Gènes. Chose jugée 128.
— Paris. Société 1714.
— Rennes. Cautionn. 338.
— Turin. Domicile 135 c.; Jugem. par défaut 366-30; Loi 354.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 157-10 c.; Dom. de l'Etat 230 c.; Saisie-arrest 284.—Culte 734-20.—Emigré 408 n.—Prises marit. 338.
20 Cass. Acte de comm. 184.—Papier-monnaie 39.
— Agen. Servitude 886.
— Bordeaux. Notaire 788.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3208-30 c.; Oblig. 3319.—Prescript. civ. 1055-20.
— Toulouse. Succès. 1763.
— Trèves. Enquête 227 c.; Except. 317-30.
21 Cass. Abus de confiance 211; Instr. crim. 150-20 c.—Disposit. entre vifs 4376-10.
— Lyon. Effets de comm. 455-10.
— Rennes. Saisie-exéc. 202.
— Rome. Instr. crim. 506 c., 548.
22 Agen. Vente publ. d'imm. 1802.
— Bruxelles. Contr. de mar. 512, 514 c.
— Colmar. Juifs 28-30.
— Grenoble. Appel civ. 598.
— Limoges. Commissionn. 848 c., 388 c., 495.—Prescript. civ. 162.
— Rennes. Jugement 7.
23 Décr. Dom. de l'Etat, p. 95.
— Cass. Amnistie 65 c., 68 c.; Forêts 447 c., 1216, 1310 c.—Cassation 1437 c.; Mariage 859-60.—Conclus. 80-10 c.; Peine 102-120.—Prescript. crim. 191.—Procès-verbal 658.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3288-10; Paternité 541 c.—Huissier 25 c.; Notaire 253; Obligat. 400 c., 1299-30 c.; Vente 1685, 1753 c.
— Nîmes. Org. milit. 381.
— Paris. Compét. comm. 490.
— Rouen. Jugem. 368.
— Turin. Contr. de mar. 1651, 1661 c.
24 Cass. Témoign. 90-80.
25 Décr. Commiss. de police 23; Octroi, p. 11; Org. administr. 205, p. 607; Organ. milit., p. 1878; Place de guerre, p. 936; Sucr. 3; Uniforme-costume 47.
— Paris. Privil. et hypoth. 774 c., 935.—Surenchère 124-10, 180-10 c.
— Avis. Cons. d'Etat. Org. marit., p. 1675.
— Circ. Sucr. 3.
26 Décr. Culte 522, p. 707.
— Cass. Deg. de jurid. 639.—Dem. nouv. 71-10.
— Liège. Effets de comm. 296, 301 c.
— Toulouse. Contr. de mar. 4032-10.
27 Cass. Avoué 185.—Contr. par corps 149; Vente 489-40 c.—Domicile élu 102.—Enreg. 4658.—Mariage 849-20.—Peine 753.
— Besançon. Effets de comm. 932.
— Colmar. Servitude 744-20 c., 1217.
— Grenoble. Ordre 696-10.
— Paris. Surenchère 78.

Mars.

- 28 Cass. Chose jugée 48-30, 208, 332.—Effets de comm. 409.—Procès-verb. 651.—Ren-vol 118.—Témoign. 189-10.
— Aix. Acte de l'Etat civ. 138.
— Besançon. Jugem. 668-30.
— Bruxelles. Effets de comm. 657.
29 Décr. Org. administr., p. 607; Org. marit., p. 1675; Prises marit., p. 928; Trav. publ., p. 846.
— Cass. Chose jugée 480-10.—Douanes 830-10 c.; Procès-verb. 59-20 c., 304-20.—Forêts 1466 c., 1988; Procès-verb. 684 c.—Loi 145.—Vol 887.
— Agen. Appel civ. 919 c.; Vente publ. d'imm. 189, 193 c., 1480-20.
— Besançon. Disposit. entre vifs 2568 c., 2940-20; Substitut. 217.
— Liège. Vérif. d'écrit. 74.
— Cons. d'Etat. Cautionn. 211.—Culte 545-20 c., 80 c., 662.—Vente administr. 282.
30 Circ. Mat. d'or et d'argent 28.
Avril.
1 Décr. Industrie, p. 670; Prud'hommes, p. 534.
— Cass. Effets de comm. 188; Enreg. 3636 c.
— Paris. Expert. 76.—Mat. somm. 45.
— Cons. d'Etat. Commune 2345-10.
2 Cass. Action possess. 370.—Deg. de jurid. 31.—Disposit. entre vifs 3504, 3505-20 c., 3525 c.—Expert. 261.—Inter-vent. 64.—Privil. et hypoth. 1603-30.—Vente 2003.
— Bourges. Deg. de jurid. 324.
— Paris. Dépôt 175-10.
— Rouen. Obligat. 2417-30 c.
— Toulouse. Vente publ. d'imm. bles 1529-20.
— Décis. Octroi 170-30.
3 Cass. Effets de comm. 485-20.—Enreg. 2233, 4315.—Except. 333-10.
— Angers. Minorité 507.
— Paris. Jugem. 118-20 c.; Obligat. 2979-20.
4 Cass. Cassation 1492-20 c., 4503 c.; Instr. crim. 971.—Compét. crim. 592; Contravent. 277 c.—Faillite 236.—Impôts indir. 171-40.—Instr. crim. 4081 c.; Vol 278.—Jugem. d'av. dire droit 93-30.—Obligat. 2415-10.—Presse-outr., 1572-10.—Privil. et hypoth. 1469-40.
— Bruxelles. Mariage 166-40.
— Paris. Enreg. 5174.
— Rennes. Disposit. entre vifs 2795; Obligat. 3065-30.
5 Décr. Mines, p. 633; Organ. milit., p. 1878; Vagabondage, p. 5; Ville de Paris 22 c., 71.
— Cass. Commune 1160-10.—Douanes 831-50, 830-10 c., Procès-verbal 59-20, 828-20, 332-10 c.—Forêts 442 c., 478 c., 1815; Instr. crim. 221.—Impôts indir. 78, 250, 528 c., 599.
— Liège. Interrog. sur faits et art. 26.
— Paris. Privil. et hypoth. 2346-20.
— Turin. Préemption 224-10.
6 Agen. Dem. nouv. 246.
— Colmar. Appel civ. 1134.
— Lyon. Prêt à intérêt. 130.
— Paris. Séparat. de corps 468.
— Rouen. Société 849.
7 Décr. Cons. d'Etat, p. 183; Présence, p. 378.
— Lettre. Commerç. 33; Contrat de mar. 280; Notaire, p. 590.
8 Cass. Requête civile 126-30.
— Paris. Vérif. d'écrit. 42.
9 Décr. Biblioth. 63; Biens 267; Concess. 904; Dom. de l'Etat, p. 93; Monum. 24 c.; Org. administr. 205 a.; p. 607; Trav. publ. 671, p. 847.

Avril.

- 9 Cass. Enreg. 2874 c., 2894.—Exploit 39-10.—Instr. crim. 1503.—Loi 250.—Privil. et hypoth. 1597 c., 1603-30.
— Rennes. Except. 288.
— Toulouse. Exploit 540-10.
— Turin. Domicile élu 23-30 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 161; Conflit 275-30.—Emigré 207-10.
— Avis Cons. d'Etat. Médecine, p. 567.
10 Décr. Douanes, p. 575; Org. milit., p. 1878.
— Cass. Cassation 1137; Deg. de jurid. 448-50 c., 458-10.—Cassation 1357; Nantissem. 253.—Chose jugée 41-40; Deg. de jurid. 552-60.
— Agen. Adopt. 116 c.
— Metz. Minist. publ. 28.
— Paris. Disposit. entre vifs 4156.
— Rennes. Commerç. 72.
— Turin. Minorité 175-10.—Société 265-20.
11 Cass. Action 177 c.; Cassation 208-50 c.; Disposit. entre vifs 3230-30.—Enreg. 2035.—Forêts 1368.—Instr. crim. 1396.—Renvoi 140.—Témoign. 107-40, 118-70.
12 Décr. Org. marit., p. 1675; Prises marit., p. 928; Prud'hommes, p. 534, 538.
— Cass. Impôts indir. 531.—Procès-verb. 430.—Tentative 102-10.
— Paris. Faillite 618-30; Obligat. 3911-10 c.
— Cons. d'Etat. Forêts 1060; Marché de fourn. 149-10 c.
13 Bruxelles. Disposit. entre vifs 3136-10, 3141 c.; Faux incid. 53 c.—Vente 1918-10.
14 Nancy. Mariage 749-50, 776-10, 834-50.
15 Décr. Forêts 101.
— Paris. Cassation 2048 c.; Privil. et hypoth. 2737 c., 2739; Tierce opposit. 203-10 c.—Faillite 733-10.—Rentefoncières 47.
— Rennes. Exploit 118-40.—Minist. publ. 156-20.
16 Cass. Société 1295-10 c., 1389.
— Paris. Substit. 174-10.
— Décis. Enreg. 2927; Vente publ. de meubles 67.
17 Cass. Disposit. entre vifs 1554 c., 1555 c., 1575 c.—Dom. élu 44-10, 45 c.—Except. 210; Règlement de juges 15-10 c.—Succès. 1772.
— Turin. Vente 531-30.
— Circ. Voiie p. eau 558.
18 Cass. Appel crim. 366; Peine 773-10.—Délai 51 c.; Jugem. p. déf. 257-20.—Domicile élu 72.—Force maj. 8-60, 21 c.—Instr. crim. 2573; Peine 429-20.—Mariage 834-30.—Org. milit. 894-30.—Règl. admin. 171c.
19 Sénatus-consulte. Corse 2, p. 497; Org. administr. 195.
— Cass. Faillite 1394-10.—Faux inc. 300, 303 c., 308 c., 311-10. Impôts indir. 102-10, 167-10; Médecine 192 c.
— Metz. Enquête 129, 307-10 c.; Except. 329 c.
— Rennes. Prêt à int. 22-10.
— Turin. Enquête 199-20 c., 287.—Jugem. p. déf. 65; Vente publ. d'imm. 1487, 1593 c.
— Circ. Instr. crim. 574; Témoign. 315.
20 Bruxelles. Effets de comm. 224.—Surenchère 78.
— Paris. Contrat de mar. 1733 c.; Séparat. de corps 159.—Succès. 1258.
— Toulouse. Privil. et hypoth. 1638.
21 Bruxelles. Exploit 68-60.
22 Cass. Appel civ. 178.
— Circ. Culte 612.
23 Cass. Action poss. 356, 357 c.; Eau 253 c.—Cassation 1379.—Enquête 415-20; Nantissem. 248.—Except. 492.
— Metz. Séparat. de corps 174.
— Paris. Oblig. 2644-30.

Avril.

- 13 Rennes. Appel civil 524, 530; Mandat 83 c.
— Circ. Sucre 3.
14 Dér. Corse 2, p. 497; Org. judic., p. 1504.
— Cass. Enreg. 2574, 2575 c. — Jugem. d'av. dire droit 93-30.
— Caen. Jugem. p. déf. 381-10.
25 Cass. Cassation 437. — Chose jug. 497-10. — Peine 429-20.
— Bordeaux. Loi 273.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 2604-20, 3704-30 c.
— Paris. Acte de comm. 250 c.
— Bourse de comm. 400 c., 424.
— Faillite 1312-30 c.
— Circ. Douanes 478.
26 Cass. Cassation 527 c., 659 c., 962. — Instr. crim. 1495, 2981. — Vol 886.
— Paris. Acte de comm. 124.
— Avis Cons. d'Etat. Octroi, p. 11.
27 Cass. Faux inc. 304. — V. 17 avril.
28 Dér. Minist. publ., p. 5; Presse-out., p. 403.
— Cass. Propriété féodale 336.
— Liège. Paternité 546-30.
30 Cass. Absence 704. — Contrat de mariage 3883 c., 3902. — Frais 136. — Vente publ. d'imm. 86 c.
— Liège. Mariage 120.
— Montpellier. Appel inc. 135. — Arbitr. 1098.
— Riom. Disposit. entre vifs 2178.

Mai.

- 1 Cass. Appel civ. 1141. — Arbitr. 293. — Proès-verbal 400-10. — Servitudes 824-10, 851-30 c.
— Bruxelles. Jugem. p. déf. 10-40.
— Colmar. Vente 1506-10.
— Riom. Oblig. 1525.
— Rouen. Louage 133, 838-10 c.
2 Dér. Org. instr. publ., p. 1341.
— Cass. Contravent. 137. — Témoin 298-10, 443. — Tierce-opposit. 154-10.
— Besançon. Compte 110.
— Paris. Obligat. 1292-20, 1296 c.; Saisie-arrest 132, 133 c.; Saisie des rentes 15 c.
— Rome. Appel civ. 395 c.; Jugem. p. défaut 187-10. — Conciliat. 164 c.
3 Cass. Boucher 65. — Commune 1102. — Compét. crim. 247 c., 260 c., 270; Exploit 708 c.; Forêts 484 c.; Jugem. 777-40.
— Colmar. Condamnation 5; Oblig. 2145-20.
— Turin. Loi 273.
6 Dér. Impôts dir., p. 265; Mines 281, 28. — 287, p. 633.
— Cass. Privil. et hypoth. 1784-10.
— Lyon. Minorité 340.
— Paris. Enquête 269.
— Avis Cons. d'Etat. Organ. judic. 235, p. 1504.
— Instr. Success. 419.
7 Cass. Arbitr. 1343. — Domicile 46-70. — Jugem. 859-20. — Reglem. de juges 85-10.
— Décis. Octroi 170-70.
8 Dér. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Appel civ. 874 c. — Mandat 143-20. — Oblig. 4632-10, 4744 c., 4756 c. — Privil. et hypoth. 713-10, 720. — V. 8 et 10 avril. 1811.
— Cour des comptes. Cour des comptes 49.
— Besançon. Mariage 82-20.
— Bordeaux. Faillite 233-40. — Org. judic. 378-30 c.; Vente publ. d'imm. 304 c., 1267 c.
— Douai. V. 8 mai 1810.
— Liège. Privil. et hypoth. 2172-20.
— Metz. Appel civ. 923.
— Paris. Compét. civ. des trib. d'arrond. 143; Scellés 150 c. — Faillite 358.
9 Cass. Cassation 1908-90. — Instr. crim. 2091-10, 3349. — Success. 1969.
— Liège. Compét. administrat. 129; Privil. et hypoth. 1614-30-40 c.
— Paris. Louage 685.

Mai.

- 9 Toulouse. Acquiscomm. 892 c.; Mariage 790.
10 Cass. Commune 692. — Compét. crim. 362. — Org. judic. 562.
— Rennes. Compét. comm. 206.
— Turin. Disposit. entre vifs 2467.
— Avis Cons. d'Etat. Armes 16.
11 Cass. Amnistie 115, 121 c. — Appel civ. 473. — Crimes contre les personnes 100. — Disposit. entre vifs 3244, 3277-30 c.
— Colmar. Tierce-opposition 161, 163 c.
— Turin. Domicile élu 12 c.; Exploit 181-40 c., 228-20.
13 Cass. Enreg. 940.
— Florence. Disposit. entre vifs 604, 607 c., 723 c.
— Turin. Minorité 215, 216.
— Cons. d'Etat. Tierce-opposition 270 c.
14 Cass. Cassation 1316 c. — Enreg. 5299, 5835; Requête civ. 27 c., 28 c. — Paternité 599-10.
— Poitiers. Oblig. 3619.
— Décis. Bois et charbons 127.
15 Arrêté. Discipline 33.
— Cass. Appel civ. 924. — Appel inc. 34. — Cassation 1895. — Chose jugée 306-10. — Oblig. 1488-20; Surenchère 193-10.
— Bruxelles. V. 15 mai 1812.
— Nîmes. Exploit 647-10.
— Paris. Loi 330. — Société 86-80.
— Décis. Enreg. 716.
— Delib. Enreg. 939.
— Instr. Enreg. 4507, 4508.
16 Cass. Eau 454. — Impôts indir. 188-40. — Mat. d'or et d'argent 93.
— Bruxelles. Mandat 114-10.
— Lyon. Minorité 340.
17 Cass. Affiche 97; Conclusion 80-10 c. — Cassation 438. — Commune 718; Compét. crim. 367 c.; Contrav. 98 c. — Faux 112; Vol 741-10.
— Paris. Effets de comm. 214.
— Rennes. Instr. par écrit 43.
18 Bruxelles. Contrat de mariage 2147, 2161 c.
— Paris. Cautionnem. 49; Effets de comm. 948 c. — Contr. par corps 406.
— Rennes. Contr. de mar. 2147.
19 Cons. d'Etat. Compét. administr. 43-40; Manufacture 48 c., 164.
— Eau 406-10, 486-10. — Hospices 88 c. — Rentes constit. 47. — Voirie p. terre 1854-80.
— Avis Cons. d'Etat. Culte, p. 707.
20 Montpellier. Arbitr. 1120.
— Paris. Compét. comm. 410.
21 Cass. Arbitr. 908, 917 c. — Privil. et hypoth. 1160-10.
— Aix. Obligat. 4973-10, 5363 c.
— Orléans. Vol 278.
— Décis. Enreg. 716.
22 Cass. Cautionnem. de fonctionn. 134; Tres. publ. 1022-10.
— Chose jugée 253 c.; Enreg. 221. — Jugem. 979-20.
— Besançon. Desistement 117-20.
— Rouen. Privil. et hypothèque 262-10.
24 Cass. Cassation 435; Impôts indir. 535. — Except. 575-20; Forêts 508 c., 1261 c., 1270. — Impôts indir. 446. — Instr. crim. 859, 879-30; Témoin 375-20 c. — Peine 866-10. — Procès-verb. 640.
— Paris. Enquête 456 c., 493.
25 Dér. Loi 155-150; Marais 6; Org. judic., p. 1504.
— Arrêté. Culte 552-20.
— Cass. Appel crim. 318.
— Cons. d'Etat. Eau 551-50. — Trav. publ. 404-20, 1184 c.
27 Douai. Faillite 57-20.
28 Cass. Compét. comm. 350; Except. 197 c.; Sel 81 c. — Douanes 672 c., 854-10-20.
— Agen. Acquiscomm. 632 c.; Faillite 198-10.
— Cons. d'Etat. Dom. nat. 16.
29 Dér. Privil. et hypoth., p. 48.
— Cass. Exploit 298 c., 313-30. — Impôts indir. 109-10-20.

Mai.

- 29 Metz. Disposit. entre vifs 1949-20. — Paris. Absence 336.
— Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 408. — Privil. et hypoth. 1275.
80 Cass. Instr. crim. 1037-10, 1431, 1449. — Tentative 58.
— Paris. Acquiscomm. 236.
— Rennes. Conciliat. 230.
— Turin. Culte 114-20, 115 c.
— Nullité 30 c.
— Décis. Culte 530.
31 Agen. Appel inc. 69 c., 70 c., 126.
— Colmar. Frais 470-40; Séparat. de corps 139.
— Orléans. Récusation 10-20.
— Rouen. Contr. de mar. 3884-20.
- Juin.**
- 1 Dér. Préséance, p. 378.
— Besançon. Séparat. de corps 24, 208.
— Paris. Avoué 277, 290 c. — Contrat de mar. 3239; Disposit. entre vifs 1883. — Référé 137 c., 219-120 c.
— Rennes. Saisie-exéc. 55.
— Turin. Privil. et hypoth. 2103; Surenchère 111.
— Avis. Cons. d'Etat. Préséance, p. 378.
— Décis. Enreg. 3207.
— Instr. Privil. et hypoth. 2854.
3 Dér. Presse, p. 403.
— Cass. Appel civ. 918 c., 1180 c.; Deg. de jurid. 554-10 c.; Privil. et hypoth. 1478-30 c., 1481, 1538-30 c. — Arbitr. 677. — Droit rural 209.
— Besançon. Mise en jugem. 58-10.
— Florence. Arbitr. 393 c., 412, 1073 c.
— Metz. Domicile élu 97-30.
4 Ord. Voie publ. 6, 11.
— Rennes. Tierce-opposit. 193-20.
5 Cass. Enreg. 1092, 6398. — Loi 189, 146 c., 152-20 c. — Success. 2187.
— Bourges. Contrat de mar. 1415.
— Metz. Appel civ. 713.
— Rennes. Jugem. p. déf. 280-10.
— Trèves. Oblig. 1031-10, 4950-10 c.
6 Dér. Commune 134.
— Cass. Cassation 105, 1033, 1284; Mise en jugem. 173 c. — Chose jugée 232 c.; Commune 1636 c., 2032-10; Jugem. d'av. dire droit 64-10 c. — Contrat de mar. 987. — Douanes 821-60-70, 961-40, 969 c., 978 c., 1008-10 c.; Peine 767. — Enreg. 1282, 1293 c., 2396, 2399 c., 2402 c., 2413 c.; Vente publ. d'imm. 1939-40 c. — Frais 100-10. — Impôts indir. 283-30, 483; Procès-verbal 205-10, 213-10 c., 518. — Instr. crim. 1291-20. — Obligat. 2641-20. — Presse-out. 1385; Responsabilité 697-30 c.
— Agen. Dispositions entre vifs 1984-40.
— Aix. Success. 271-20.
— Cons. d'Etat. Commune 2334-10 c. — Voirie p. terre 1128.
— Avis Cons. d'Etat. Secours publ., p. 768.
7 Cass. Cassation 168 c.; Rébellion 21. — Témoin 380. — Vol 812-50.
8 Agen. Disposit. entre vifs 1675.
— Rennes. Compte 190; Dem. nouv. 69.
— Riom. Ordre 119-10-20 c.
9 Paris. Appel civ. 786; Emigré 104-20 c.; V. 9 juillet.
10 Cass. Disposit. entre vifs 2947.
— Grenoble. Prescript. civ. 706.
— Paris. Domicile 134-10; Exploit 453-40 c.
11 Dér. Majorat 4-100; Trav. publ., p. 847.
— Cass. Arbitr. 58 c., 1021. — Cautionnem. de fonct. 76, 97 c. — Douanes 54. — Jugem. 267-20, 298-30 c.
— Bruxelles. Faillite 1036-40.
— Rome. Frais 909.

Juin.

- 11 Décis. Prisons 62.
— Reglem. Poids et mes., p. 986.
12 Dér. Eaux minér., p. 504.
— Ord. Manufact. 58.
— Cass. Disposit. entre vifs 2871 c., 2984-20. — Enreg. 120, 5318. — Impôts indir. 349-20. — Privil. et hypoth. 1998; Rentes foncières 14.
13 Cass. Commune 906 c., 924; Compét. administr. 410 c.; Contrav. 128 c., 136 c. — Commune 1033; Contrav. 98, 151. — Complice 120; Vol 580 c. — Droit civ. 121 c., 487, 557 c. — Instr. crim. 1448. — Vol 279.
— Agen. Echange 20.
— Liège. Propr. féod. 176, 283 c.
14 Cass. Attentat aux mœurs 60. — Cassation 323.
— Colmar. Notaire 624-10. — Vente publ. d'imm. 159-10, 209-10 c., 1338 c.
— Rennes. Compét. administr. 442 c.
15 Rennes. Faillite 574. — Rentes constituées 112.
— Trèves. Responsab. 90-20.
— Turin. Serment 25-10 c., 27.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 315. — Prescript. civ. 430.
16 Cass. Louage à locat. perpét. 12; Rentes foncières 59 c., 97 c.; Tierce-opposit. 193-20 c.
17 Cass. Enreg. 120, 121 c. — Témoign. faux 13 c.
— Paris. Responsabilité 354.
— Rennes. Droit marit. 1145.
18 Dér. Affiche 65 c.; Contumace 13; Enreg. 5854; Frais, p. 67; Gendarme, p. 472; Huissier 11-110; Instr. crim. 92 c.; Notaire, p. 590; Org. colon. 527; Organ. judic. 7693; Peine, p. 532; Postes, p. 11; Prisons, 74, p. 990; Propriété 218-30; Témoin, p. 103.
— Cass. Compét. administr. 80. — Jugem. 459-20. — Juifs 24-20 c.; Loi 357. — Privil. et hypoth. 856.
— Liège. Privil. et hypoth. 1618-50.
— Paris. Vente publ. d'imm. 774 c., 1139.
19 Dér. Culte, p. 707; Propr. litt., p. 445.
— Cass. Emigré 82, 167 c. — Loi 357.
— Bruxelles. Vente publ. d'imm. 928-10.
— Metz. Enquête 302.
— Cons. d'Etat. Culte 548.
20 Cass. Complice 231; Instr. crim. 2338-10 c. — Enreg. 2215. — Instr. crim. 558, 3040. — Jugem. 591. — Org. colon. 616-10. — Bruxelles. Privil. et hypoth. 1543-10.
21 Cass. Peine 443.
— Agen. Effets de comm. 877.
— Colmar. Obligat. 4935-20.
— Grenoble. Preemption 260-20.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 1939-30.
— Rennes. Compulsoire 9-10.
22 Dér. Org. administr., p. 607; Préséance, p. 378; Serment, p. 6; Voirie p. eau 181.
— Cons. d'Etat. Culte 652. — Forêts 1896, 1897 c. — Voirie p. terre 1723, 2229.
24 Cass. Contravent. 277 c.; Vol, V. 27 juin. — Disposit. entre vifs 2947. — Enreg. 120, 3140, 2347 c., 2387, 4200 c., 4648.
25 Cass. Appel civ. 268.
— Bruxelles. Appel civ. 1257.
— Décis. Privil. et hypoth. 2918, 2919.
26 Cass. Chose jugée 365 c.; Loi 181. — Descende sur les lieux 15. — Enreg. 120. — Faillite 155-10. — Impôts indir. 540. — Vente 168.
— Bourges. Preemption 124-30, 259 c.
— Bruxelles. Notaire 236-10.
— Liège. Commissionn. 405.
— Orléans. Saisie des rentes 87.
— Paris. Contr. par corps 869 c. — Domicile élu 30-10; Saisie-exéc. 281 c.

Juin.

- 27 Cass. Cassation 1535, 2189. — Chose jugée 376-20. — Compét. crim. 335, 396-50. — Contr. par corps 583. — Dépôt 163 c.; Instr. crim. 1081 c.; Vol 978. — Desistement 233 c.; Instr. crim. 859; Jugem. 768-10. — Oblig. 4762-20; Prêt à intérêt 178-10. — Presse-out. 1349; Substit. 230, 302 c., 303. — Reglem. de juges 155.
— Agen. Appel inc. 17 c., 79.
— Besançon. Disposit. entre vifs 824-10.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 158; Exploit 90-40.
— Paris. Disposit. par contr. 93-10, 101 c.
28 Cass. Cassation 826-10 c., 831. — Compét. crim. 281-50. — Défense 42. — Douanes 1007. — Forêts 619, 624 c. — Mat. d'or et d'argent 63-20.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 1667. — Société 279-10.
— Paris. Substit. 187-30, 273 c. — Tierce-opposit. 183.
29 Dér. Octroi, d. 11; Sec. publ., p. 769.
— Grenoble. Ordre 893 c., 933-10.
— Paris. Agent diplomat. 118.
— Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat, 248-40. — Vente administr. 271-10.
30 Cass. Vol 105-10.
- Juillet.**
- 1 Cass. Enreg. 6801.
— Paris. Success. 173, 657 c.
2 Cass. Enreg. 5719. — Frais 45-10. — Impôts indir. 179. — Loi 346 c.; Ordre 890.
— Besançon. Loi 237-10; Puissance patern. 132 c.
— Caen. Vente publ. d'imm. 976.
— Rennes. Commissionn. 389.
3 Cass. Disposit. par contr. 11. — Enreg. 5107, 5205 c. — Etat des personnes 7; Transaction 73-10 c. — Propr. féod. 438.
— Florence. Contr. par corps 539.
— Liège. Deg. de jurid. 252.
— Rennes. Droit marit. 547.
4 Dér. Avoué 27; Gendarme, p. 472.
— Cass. Cassation 1477 c.; Faux 23-10. — Commune 1508. — Instr. crim. 1414, 1502. — Privil. et hypoth. 1609. — Usage 112-80.
— Bruxelles. Acte de l'état civil 259 c.; Minorité 516 c., 529 c. — Paternité 543-20.
— Rennes. Arbitr. 1177; Compét. comm. 384 c.
5 Cass. Jugem. 839-50.
— Liège. Deg. de jurid. 344-10.
— Paris. Effets de comm. 924.
6 Grenoble. Disposit. entre vifs 687.
— Rome. Exploit 71-20 c.; Référé 96, 215 c.
7 Dér. Org. judic., p. 1504; Prises marit., p. 928.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 285.
8 Agen. Mandat 255-10.
— Liège. Vérif. d'écrit. 170.
— Rouen. Effets de comm. 718, 768 c., 946 c.; Huissier 100 c.
— Trèves. Vente 1019.
— Cass. Action possess. 210. — Juifs 24-20. — Loi 823. — Mines 500. — Privil. et hypoth. 1589-10.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 4354.
— Nancy. Appel civ. 1091.
— Paris. Contr. de mar. 1637. — Emigré 104-20 c.; V. 9 juin. — Obligat. 4732-10 c.; Vol 838.
9 Décis. Agent diplomat. 144; Enreg. 4157.
10 Cass. Deg. de jurid. 27. — Mariage 834-40.
— Agen. Contr. de mar. 445.
— Liège. Huissier 85.
— Rennes. Filiation 871.

Juillet.

- 11 Décr. Trés. publ. 446.
— Cass. Vente 1502.
— Circ. Prisons 62.
12 Agen. Dem. nouv. 171-10.
— Besançon. Acte de l'état civ. 438.
— Metz. Privil. et hypoth. 1568-30,
1598-10. — V. 22 juillet.
— Paris. Mariage 837.
— Rennes. Chose jugée 582 c.;
Instr. crim. 200-30; Paternité
24 c.
13 Paris. Domicile 6 c.
14 Décr. Prud'hommes, p. 535.
— Cons. d'Etat. Eau 449-20, 473-90.
— Emigré 405-140. — Impôts
dir. 379, 381 c.; Trés. publ.
879-20 c.
15 Loi. Pension, p. 752; Trésor
publ., p. 1137.
— Décr. Amnistie, p. 510.
— Cass. Cassation 1373 c.; Droit
civ. 415; Loi 91-10 c., 389 c.,
393 c.; Traité Internat. 156 c.,
183 c. — Enreg. 5317. — Instr.
crim. 1322-30; Témoin 153.
— Bourges. Mariage 755c., 758-10c.,
761.
— Circ. Secours publ. 147.
16 Cass. Appel civ. 755 c.; Domicile
élu 26-10. — Cassation 1132.
— Contr. par corps 917. —
Disposit. entre vifs 268.
— Bruxelles. Appel civ. 225.
— Paris. Ordre 867-20.
— Rome. Dépôt 246.
— Avis Cons. d'Etat. Instr. crim.
p. 340.
17 Cass. Concess. administr. 64 c.
— Disp. entre vifs 2810; Faux
incid. 307-30. — Dom. de l'Etat
106 c., 109 c. — Enreg. 5838,
5841 c.; Impôts indir. 480;
Jugem. par défaut 43-40 c. —
Huissier 22; Nullité 19 c.
— Bordeaux. Contr. par corps 901.
— Bruxelles. Loi 432-10 c.; Dispo-
sit. entre vifs 659.
— Colmar. Prescript. civ. 377; Ser-
vitude 1123.
— Paris. Privil. et hypoth. 1411-40;
Ordre 937-30.
— Lettre. Culte 426.
18 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Cassation 1477 c. — Chose
jugée 168-20; Minist. public
129; Responsabilité 112-30. —
Exerc. de pouvoir 15. — Instr.
crim. 1003, 1722. — Org. ma-
rit. 1065. — Procès-verb. 378,
574-50 c. — Vol 574-10.
— Agen. Appel inc. 21.
— Besançon. Chose jugée 207-30,
369-30 c. — Faux inc. 153-90.
— Vente publ. d'imm. 584-10-30.
— Metz. Puiss. patern. 58-10; Sé-
parat. de corps 319-10 c.
— Instr. Enreg. 4855.
19 Loi. Org. administr. 195.
— Cass. Impôts indir. 75-20, 188-10,
222-10-30, 494; Procès-verbal
460-10. — Jugem. 738-90.
— Agen. Perempt. 145-10 c., 158-30.
20 Paris. Ordre 446-10, 724-10;
Success. 785-10.
— Circ. Forêts 645.
21 Grenoble. Appel inc. 93.
— Turin. Louage 504.
22 Cass. Transaction 137-20.
— Grenoble. Contrat de mariage
3347-30, 3340 c.
— Metz. V. 12 juillet.
23 Loi. Secours publ., p. 769.
— Décr. Octroi, p. 11; Org. milit.,
p. 1878.
— Cass. Disposit. entre vifs 3068-20.
— Instr. crim. 3170. — Propriété
féod. 206-40, 334-20 c. — Ré-
cusation 5-20. — Substitution
330. — Vente 1906. — Vente
publ. d'imm. 1018, 1331-10 c.
— Bruxelles. Obligat. 4116-30.
— Colmar. Chose jugée 582 c.;
Instr. crim. 200-30 c.; Obligat.
1361 c., 4693-10.
— Instr. Jugem. 261.
24 Loi. Commune 134.
— Cass. Action possess. 397. —
Adopt. 53. — Appel civ. 839 c.,
844; Conseil 84 c. — Contr. de
mar. 4009-10. — Faillite 146-30.
— Prescript. civ. 405.

Juillet.

- 24 Caen. Effets de comm. 215.
— Liège. Exploit 24-30 c., 429,
503-20.
— Limoges. Louage à perp. 3; Pro-
priété féodale 261 c., 281.
25 Décr. Secours publ., p. 769.
— Cass. Bigamie 12, 34 c., 52 c.
— Paris. Comm. 78; Compét.
comm. 168 c.
— Tribunal. de Senlis. Bois et char-
bons 73, 82.
26 Cass. Cassation 828-100, 1342-30;
Instr. crim. 470-20c. — Complice
28 c., 79; Instr. crim. 2708 c.;
Loi 340-20 c., 371 c.; Peine
352 c. — Forêts 1541. — Instr.
crim. 1090, 1099-10. — Presse-
outr. 1017. — Vol 163-10 c.,
833-10.
— Angers. Ordre 827-10.
— Grenoble. Acte de comm. 85, 86;
Comm. 21.
— Liège. Référé 219-100-120 c.
— Metz. Saisie-exécut. 59.
27 Limoges. Jugem. 582-10.
28 Bruxelles. Domicile élu 10-20;
Privil. et hypoth. 2768 c.
— Paris. Domicile élu 32.
— Rennes. Disposit. 282-20; Vente
556.
29 Ord. Voie publ. 6, 7.
— Bourges. Except. 406.
— Bruxelles. Mariage 623; Pater-
nité 734-80.
— Paris. Saisie-arrest 180 c.
— Rennes. Compét. administr. 295.
30 Cass. Exploit 540-10. — Loi 514-
10 c. — Privil. et hypoth. 1550,
1589-10 c.
— Besançon. Minorité 549-20; Obli-
gation 4558 c.
— Paris. Domicile 47-20. — Jugem.
139-20, 141.
31 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Conciliat. 58. — Vente de
substances falsifiées 95.
— Besançon. Deaven 69-40.
— Bordeaux. Bourse de comm. 295.
— Bruxelles. Expert. 138-30.
— Colmar. Arbitr. 247, 1305 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 1660.
— Liège. Appel civ. 622 c., 702 c.;
Except. 284 c.; Exploit 62-10,
104 c., 174-10 c., 179 c.; Loi
413-10. — Peremption 295-30,
353-60.
— Limoges. Minist. publ. 122.
— Rennes. Contr. de mar. 619. —
Except. 490; Intervent. 119 c.
— Puissance patern. 64; Sépa-
rat. de corps 122-30 c., 221 c.

Août.

- 1 Cass. Armes 54. — Dispositions
entre vifs 299; Droit civ. 686 c.
— Dom. destr. 278 c.; Forêts
1535. — Emigré 112-10-20. —
Instr. crim. 1724, 2963.
— Paris. Disposit. entre vifs 1256;
Scellés 278 c.
— Rouen. Propriété féodale 267.
— Turin. Compét. comm. 180, 362c.;
Deg. de jurid. 191 c.
2 Cass. Vol 785.
— Colmar. Deg. de jurid. 127-20.
— Lyon. Vente publ. d'immeubles
1693-30.
3 Bourges. Appel civil 264.
— Limoges. Obligat. 3104-10.
— Paris. Obligat. 533-10. — Ordre
934-10, 936-10.
— Rome. Jugem. par défaut 227-50.
4 Décr. Place de guerre, p. 936;
Trav. publ. 180, p. 847.
— Cass. Enreg. 5326.
— Cons. d'Etat. Compét. administr.
62 c.; Mines 252-10; Tierce-
opposit. 270. — Eau 474-30;
Propriété 574. — Mines 462-10.
— Voirie p. terre 1860, p. 191.
5 Besançon. Disposit. entre vifs
2567, 2933-20 c.
— Montpellier. Success. 1704-20.
— Paris. Compét. comm. 122 c.;
Compte courant 69.
— Turin. Exploit 653-120.
6 Décr. Droit civ., p. 37.

Août.

- 6 Cass. Compét. comm. 216. — Date
26 c.; Peremption 153-10. —
Disposit. entre vifs 1827-20. —
Peremption 191.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1719.
— Metz. Contr. de mar. 350.
— Paris. Scellés 110.
— Rennes. Deg. de jurid. 374-10.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 486;
Halles 37 c., 46.
7 Cass. Arbitr. 503; Dom. de l'Etat
293 c. — Cassation 1133, 1149 c.;
Exploit 175-30 c.; Vente publ.
d'imm. 1548-10-20, 1549-30 c.,
1561 c.
— Bruxelles. Louage 337-10.
— Liège. Saisie-arrest 44-20, 69-10 c.
— Paris. Vente publ. d'imm. 281.
— Toulouse. Séparat. de corps 231.
8 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Bigamie 43. — Instr. crim.
1389. — Peine 104-100. — Vol
507-10.
— Bruxelles. Biens 68; Disposit.
entre vifs 4019 c.
— Liège. Privil. et hypoth. 1659-10.
— Nîmes. Absence 705. — Contrat
de mar. 4111-10, 4293-40 c.
9 Cass. Instr. crim. 520-10, 1439,
1553, 1572 c. — Témoin 153.
— Paris. Délai 17 c. — Minorité
687-30. — Vente 426-30.
— Rennes. Droit marit. 2060.
10 Cass. Instr. crim. 875. — Jeu 57.
— Agen. Arbitr. 772 c., 1286 c.,
1312, 1313 c.
— Bordeaux. Domicile 25; Success.
715 c.
— Gènes. Minorité 89.
— Paris. Faillite 677, 719 c., 760 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 547.
— Turin. Contr. de mar. 1252 c.,
3175 c., 3294 c., 3317.
11 Décis. Enreg. 674.
12 Cass. Disposit. entre vifs 3472-10,
3475 c., 3477 c.
— Agen. Substitut. 242 c.
— Besançon. Privil. et hypoth. 1158.
— Bruxelles. Faillite 233-50, 1316-
20 c.
— Rennes. Commune 1721. — Dom.
de l'Etat 381-30.
13 Décr. Théâtre 296.
— Cass. Disposit. entre vifs 4523-10.
— Mandat 127.
— Bruxelles. Chose jugée 47 c.;
Oblig. 4173 c., 4780. — Contrat
de mar. 1076; Frais 912; Loi
363 c. — Privil. et hypoth.
553-10. — Saisie-exécut. 12 c.
— Limoges. Contr. par corps 1030.
— Paris. Contr. de mar. 3878-10,
3886 c. — Distr. par contr.
86-10.
— Turin. Appel civ. 1280, 1281 c.;
Exploit 521-80.
— Cons. d'Etat. Commune 2565.
— Solut. Enreg. 3954.
14 Cass. Chose jugée 93-60 c., 268,
588; Obligat. 1421 c. — Compét.
56 c.; Conciliat. 96-30 c.;
Contr. de mar. 3927, 3941 c.,
2952 c. — Deg. de jurid. 477;
Exploit 140; Prescript. civ.
489. — Droit marit. 1831. —
Enreg. 2608. — Exploit 595-
20 c.; Obligation 4403-20. —
Jugem. d'av. dire droit 28-50 c.;
Obligat. 5303-10. — Privil. et
hypoth. 1478-30, 1491.
— Besançon. Effets de comm. 458.
— Exploit 68-40; Vente publ.
d'imm. 155.
— Douai. Success. 307.
— Grenoble. Except. 258; Disposit.
entre vifs 2973-10 c., 3212-20 c.
— Rennes. Jugem. d'av. dire droit
47-20.
— Turin. Vente publ. d'imm. 126 c.,
131.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 134.
15 Cass. Dom. destr. 244.
16 Cass. Cassation 657, 788; Org.
judic. 644. — Cassation 1001,
1204 c., 1497 c., 1498; Compét.
crim. 235, 396-50. — Contrat
de mar. 987; Contrav. 56;
Peine 257-10 c. — Forêts
1168. — Instr. crim. 1553,
2708. — Procès-verb. 101-30.
— Vol 905.

Août.

- 16 Aix. Conciliation 99-20 c.; Dem.
nouv. 99-30 c.; Priv. et hypoth.
1258 c., 1298 c., 1346.
— Besançon. Séparat. de corps 444,
445, 453.
— Caen. Commerçant 87.
— Metz. Obligat. 1866.
— Nancy. V. 16 août 1825.
— Paris. Comp. comm. 187; Contr.
par corps 523 c.; Domicile 22 c.
— Rennes. Huissier 180.
— Cons. d'Et. Voirie par terre
2344-10.
17 Cass. Cassation 1348, 1923-50;
Jugem. 47; Organ. judic. 562.
— Complice 28; Instr. crim.
3545-10. — Mise en jugem.
107.
— Gènes. Effets de comm. 798.
— Limoges. Intervent. 68.
— Paris. Vente publ. d'imm. 1340.
18 Décr. Culte, p. 707, 920; Mines,
p. 635; Nom 9.
— Bruxelles. Douanes 859 c.
— Cons. d'Et. Conseil d'Etat. 314.
— Avis Cons. d'Et. Org. judic.,
p. 1504; Prises marit., p. 929.
— Voirie p. terre 1448-10.
— Décis. Culte 522.
19 Cass. Enreg. 1523 c., 5721, 5766.
— Obligat. 2418-10.
— Besançon. Désistement. 23.
— Bordeaux. Enquête 21.
— Gènes. Séparat. de corps 35-50,
233-40 c.
— Trèves. Disp. entre vifs 2581-10.
— Cons. d'Et. Emigré 401.
20 Ord. Voie publ., V. 30 mars 1847.
— Cass. Domicile 27; Exploit 222-
20 c., 479-20 c. — Enreg.
5170.
— Bordeaux. Minorité 290.
— Grenoble. Vente publ. d'immeu-
bles 1553, 1557 c.
— Rennes. Faillite 733-30. — Obli-
gat. 1495 c.; Vente 917.
21 Décr. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Appel inc. 62 c., 82; So-
ciété 330-30. — Enreg. 237-
40 c., 2053 c., 2132. — Expert.
1390. — V. 28 août.
— Douai. Compét. administr. 20.
— Limoges. Prescript. civ. 883. —
Vente 1328.
— Metz. Vente publ. d'immeubles
216-20 c., 759-20, 1254-40.
— Rennes. Privil. et hypoth. 653.
— Toulouse. Contr. de mar. 3969-20.
22 Cass. Appel crim. 335 c.; Jugem.
par défaut 453-10. — Instr.
crim. 2668, 3035-20. — Jugem.
810.
— Nîmes. Compét. crim. 256.
— Paris. Vente publ. d'imm. 548 c.,
760-20, 762 c.
23 Décr. Org. milit., p. 1878.
— Cass. Appel crim. 306, 307. —
Faux 450. — V. 23 juillet 184.
— Lyon. Contr. par corps 72.
— Montpellier. Appel civ. 804.
— Paris. Disp. entre vifs 2087-10,
2853.
— Avis Cons. d'Et. Propr. littér.
77, p. 445.
— Instr. Enreg. 674.
24 Décr. Propr. littér., p. 445.
— Ord. Salubrité publ. 32.
— Cass. Douanes. 821-80-90. —
Impôt indir. 82, 230. — Instr.
crim. 713 c., 716-20-40 c.,
1541.
— Paris. Trés. publ. 1158-20.
— Rennes. Enquête 207-10. —
Mandat 69-30.
25 Décr. Agent diplom. 79 c.; Crim.
contre l'Etat 13; Droit civ.,
p. 37; Propr. féod., p. 351.
— Cass. Tierce opposit. 253-20.
— Bruxelles. Mariage 793-10, 905-
40 c.
— Liège. Servitude 24-20.
27 Cass. Oblig. 3109 c. — Paternité
565, 568 c., 595-10 c., 665 c.,
700-10 c. — Prêt à int. 179-10 c.
— Agen. Disp. entre vifs 2815-10.
— Liège. Disp. entre vifs. 4162.
— Limoges. Paternité 848-50, 898-
10, 671-20 c.

Août.

- 27 Paris. Compét. civ. trib. d'arr.
276 c.; Délai 30 c.; Mat. somm.
44 c.; Vente publ. d'immeub.
597, 1659. — Disp. entre vifs
3439-10.
28 Cass. Domicile élu 119-20. —
Success. 1202. — V. 26 août
1811.
— Bruxelles. Org. milit. 381.
— Caen. Surenchère 82.
— Liège. Comm. 96.
— Limoges. Domicile élu 117-10;
Exploit 319-10.
— Trèves. Concl. 87-10 c.
— Turin. Acquis. 650, 653; Deg.
de jurid. 169-20.
29 Cass. Cassation 2150 c.; Règlem.
de juges 158-10. — Contrat de
mar. 4009-20. — Faux inc. 267,
328. — Instr. crim. 1803. — Org.
judic. 642. — Règlem. de juges
66-20.
— Agen. Prêt à int. 175-90.
— Angers. Minist. publ. 111; Oblig.
3162-10 c.
— Besançon. Ordre 647-20, 856 c.,
862-10; Privil. et hypoth. 1368.
— Bordeaux. Acte de l'état civ. 133.
— Paris-Vente publ. d'imm. 564-40.
— Toulouse. Arbitr. 1323.
30 Cass. Amnistie 65. — Faux 241.
— Garde nation. 121-50, 406; Loi
88 c.
— Aix. Absence 482.
— Gènes. Mariage 813-10.
— Metz. Jugem. p. déf. 201.
— Nîmes. Notaire 487-10.
— Paris. Saisie-arrest 249.
— Rennes. V. 30 août 1811.
— Trèves. Disposit. entre vifs 548.
31 Agen. Appel civil 473 c.; Appel
inc. 123.
— Colmar. Contrat de mar. 1821,
1908 c., 1837; Prêt à int. 42-
50 c.; Priv. et hypoth. 85-10 c.
— Vente publ. d'imm. 1694.
— Paris. Faillite 737-10.
— Circ. Greffe 80-100.
— Décis. Enregistr. 877.

Septembre.

- 1 Cons. d'Etat. Marché de fournil.
69-10-50. — Octroi 86-10-20.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 134.
2 Cass. Arbitr. 1078. — Propriété
féodale 481.
3 Décr. Ville de Paris 23 c., 71.
— Cass. Cassation 1157; Contr. de
de mar. 3579-30, 3893 c.
— Cautioun 3. — Comp. 210.
— Impôts 246-50-60. —
Octroi 140, 351-20.
— Grenoble. Vente publ. d'immeub.,
V. 3 septembre 1814.
— Limoges. Vente publ. d'immeub.
1459-20.
— Avis Cons. d'Etat. Voirie par
terre 1974, 1983, 2150 c.,
p. 191.
— Décis. Enreg. 3207.
4 Cass. Compét. civ. trib. de paix
40 c.; Deg. de jurid. 95. —
Droit civ. 310-10, 316-10 c.;
Except. 154-10 c.; Loi 390-
10 c., 405 c.; Paternité 14. —
Instr. par écrit. 44. — Juits
21-20. — Loi 357.
5 Cass. Appel crim. 67. — Défense
70, 105 c.; Instr. 2226. —
Désistement. 169; Dom. de l'Etat
368. — Domicile 37. — Except.
405. — Instr. crim. 1311-20,
2084, 2090. — Org. judic. 632.
— Vol 363.
— Rome. Acte de comm. 116; Com-
merc. 34 c.; Degré de jurid.
623 c.
6 Cass. Forfait. 110 c., 121-50 c.,
127; Jugem. 758-100 c.; Instr.
crim. 133-50 c.; Vol 866-30,
888-10, 897 c.; Forêts 326-10.
— Instr. crim. 152-40.
7 Instr. Enreg. 4986.
8 Cass. Contr. de mar. 4299-10,
4307-30.
— Cons. d'Et. Cautioun. de foud.
90.

Septembre.

- 10 Cass. Action poss. 445. — Hospices 408. — Prêt à intérêt 30.
— Avis Cons. d'Etat. Priv. et hypoth. 2863 c., 2905 c., 2914 c.
— Décis. Octroi 169-40.
11 Cass. Enreg. 137-60 c., 138 c., 665, 4177, 5238.
— Paris. Société 490.
12 Décr. Org. instr. publ., p. 1341; Vente publ. d'imm., p. 554.
— Cass. Cassation 2144. — Instr. crim. 2078. — Interdict. 217-60. — Jugem. 53-10. — Procès-verbal 451-30-40. — Vol 421.
— Ajaccio. Frais 918.
— Cons. d'Et. Commune 603, 2613-10; Conseil. d'Etat 362, 363-30; Intervent. 164. — Prises marit. 294.
13 Cass. Amnistie 96. — Appel crim. 26, 42 c. — Chose jugée 413. — Instr. crim. 1396. — Jugement 738-90.
16 Décr. Monument 36; Org. milit., p. 1878, Place de guerre, p. 936. — Bourges. Exploit 334-10.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 641; Préséance, p. 378; Priv. et hypoth., p. 48; V. 10 septembre.
17 Grenoble. Compét. comm. 256.
18 Décr. Douanes, p. 575; Greffe, p. 554; Industrie, p. 670; Sapeurs-pompiers 18, p. 696; Ville de Paris 58.
— Turin. Biens 213; Saisie-exéc. 158-10 c.
— Décis. Enreg. 877.
19 Décr. Procès-verbal 781.
— Instr. Forêts 234.
20 Cass. Impôts indir. 252-40.
21 Cass. Enreg. 4131, 5432 c.
22 Paris. Mat. d'or et d'argent 113.
23 Limoges. Affiche 108.
— Paris. Contr. par corps 501. — Loi 364.
— Turin. Appel civ. 1085.
— Décis. Instr. crim. 1431.
26 Décr. Poids et mes., p. 986.
— Avis Cons. d'Et. Dom. de l'Etat, p. 95.
— Décis. Culte 611.
29 Cass. Renvoi 177.
30 Décr. Marais 6; Organ. milit., p. 1879.
— Cons. d'Etat. Commune 2564. — Impôts dir. 605-10.

Octobre.

- 1 Gènes. Scellés 214, 258 c.
2 Décr. Saisie-arrest 162.
— Cass. Instr. crim. 1572.
— Turin. Priv. et hypoth. 1434-20, 1714 c., 1718-20.
— Circ. Notaire 236, p. 590.
— Décis. Vente publ. meubl. 58.
3 Décr. Avocat 77; Cons. d'Etat, p. 184; Douanes, p. 576; Gendarmerie, p. 473.
— Cass. Cassation 1927-10. — Crimes contre les personnes 35-10. — Instr. crim. 354-10, 3170; Témoin 153.
— Cons. d'Etat. Cassation 1527 c. — Compét. administr. 118-20 c.; Marché de fourn. 148-60. — Emigré 178-10.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 535.
4 Cass. Discipline 233-20; Frais 1031-10 c.; Garde champét. 46 c., 47-10 c. — Instr. crim. 366-30, 1222-30.
— Rennes. Appel civil 507; Appel inc. 153; Except. 512; Jugem. d'av. dire droit 43-30 c.
7 Cass. Cassation 1155-10; Mariage 787 c.
— Bruxelles. Effets de comm. 135 c., 141.
8 Cass. Commune 2487. — Procès-verbal 307.
9 Cass. Cassation 1901, 1909-70; Obligation 2200. — Chose jugée 248-10; Disposit. entre vifs 1714-10; Obligation 2960-30 c. — Degr. de juridict. 561-10 c., 595. — Enreg. 2033, 2053 c. — Juifs 24-40. — Prescript. civ. 641-10.

Octobre.

- 10 Cass. Cassation 209, 1342-40; Peine 440. — Chose jugée 133-40. — Expert. 38. — Instr. crim. 2562. — Vol 424.
— Cons. d'Etat. Cour des comptes 32 c., 37 c., 49; Impôts directs 381; Tierce-opposition 307 c.; Trésor publ. 879 c.
— Avis Cons. d'Etat. Vol 278, 283 c., p. 1112.
12 Cass. Cassation 169; Chose jugée 445. — Compétence crim. 704; Douanes 886-70. — Loterie 32; Peine 547.
— Décis. Culte 370.
14 Décr. Contumace 47; Dom. extraord. 20; Majorat 4-110 c.; Org. milit., p. 1879.
— Cass. Notaire 531-10.
15 Cass. Chose jugée 369-30.
— Lettre. Vente publ. d'imm. 1960 c.
16 Cass. Dispositions entre vifs 632, 723 c.
17 Cass. Acquissem. 536. — Cassation 170. — Contravention 412; Vol 565 c. — Demande nouvelle 155-20 c.
— Rome. Dom. de l'Etat 365 c., 375.
18 Décr. Ordres civ. et milit. 107.
— Cass. Cassation 853, 1341. — Compét. crim. 137c. — Faux 51c., 69; Instr. crim. 168 c. — Compét. crim. 699-30. — Instr. crim. 1018-30, 1642. — Mat. d'or et d'arg. 107.
19 Décr. Gendarmerie, p. 472; Pension, p. 752; Traitement 21.
— Avis Cons. d'Etat. Pêche fluv. 13, p. 443; V. 11 octobre 1813.
— Instr. Priv. et hypoth. 2864.
21 Cass. Compét. 48; Enreg. 2069, 2199 c., 2983, 4425 c.
22 Cass. Acquissem. 247 c., 371; Cassation 1725 c.; Degr. de jurid. 44 c. — Cassation 1722 c. — Enreg. 2232, 3198 c., 5209. — Prescript. civ. 209; Servitude 36.
— Turin. Appel civ. 872 c.
23 Décr. Douanes, p. 576; Traité Internat. 581.
— Cass. Arbitr. 116. — Except. 211 c.
— Paris. Except. 345 c.; Vente publ. d'imm. 470 c., 529 c.; 1251-10 c., 1336-10.
— Cons. d'Etat. Cautionn. de fonct. 134; Impôts dir. 375 c.; Trésor publ. 1023-20. — Contrainte administr. 30.
— Avis Cons. d'Etat. Impôts directs, p. 408.
24 Cass. Chose jugée 476. — Crimes contre les personnes 394-10 c. — Instr. crim. 840, 1322-40, 2569-20, 3831. — Mandat 336-10.
25 Cass. Appel crim. 26 c., 27 c., 38 c.; Instr. crim. 844-10 c.; Compét. crim. 104. — Complice 35-10. — Instr. crim. 1429. — Procès-verbal 184-30, 679-10, 681-20 c. — Saisie-exécution 202.
— Nîmes. Contr. par corps 71.
26 Arrêté. Bois et charbons 67.
— Cass. Deg. de jurid. 551-10.
28 Cass. Appel civ. 745 c.; Domicile élu 117-10; Except. 272-30 c. — Cassation 1158.
29 Décr. Voirie p. eau 92.
— Cass. Dénonciat. calomn. 147. — Mariage 969.
— Avis Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 384 c.; Enreg. 5176; Priv. et hypoth. 1108 c., p. 48; Trésor publ. 985, 995.
30 Cass. Absence 694 c., 700; Min. publ. 161-20; Vente publ. d'imm. 1697 c. — Chose jugée 198-20. — Commission. 381. — Instr. crim. 1941. — Org. judic. 183-10. — Paternité 844-20. — Vente publ. d'imm. 1013.
31 Cass. Acquissem. 830. — Arbitr. 439, 1020 c., 1025. — Chose jugée 522. — Compét. crim. 454 c.; Oblig. 4732-10 c.; Vol 747 c., 838. — Société 514.

Novembre.

- 1 Cons. d'Et. Vente administr. 169.
2 Cass. Cassation 170. — Faux 452, 454. — Instr. crim. 3658, 3076.
4 Cass. Disposit. entre vifs 2998-10 c., 3001, 4163 c. — Exploit 282-20.
— Cons. d'Et. Compét. administr. 138; Conflit 211. — Emigré 189-30.
5 Cass. Arbitr. 997, 1003 c., 1127 c., 1296 c.; Chose jugée 99-30 c. — Contr. de mar. 1770. — Disp. entre vifs 2912-10. — Nantissement. 107-20.
— Colmar. Rente viagère 67.
— Avis Cons. d'Et. Cassation 29; Conflit 21.
— Décis. Enreg. 121, 2640, 3207, 4716.
6 Cass. Except. 353. — Propriété féod. 211.
— Colmar. Tierce opposit. 59 c., 320.
7 Cass. Faillite 1394-10. — Instr. crim. 181 c., Peine 579. — Instr. crim. 1339, 1538, 1612, 3152. — Mat. d'or et d'argent 63-10, 82-20, 107 c. — Vol 557.
— Rouen. Acquissem. 266.
8 Cass. Forêts 1114, 1712. — Instr. crim. 1069, 1339. — Peine 419-10. — Vol 797-90.
9 Cass. Enreg. 4189.
11 Cass. Compét. administr. 125. — Enreg. 5210. — Priv. et hypoth. 1026, 1513-10.
— Toulouse. Prémption 10-10.
12 Décr. Eau, p. 327.
— Cass. Adopt. 56. — Arbitr. 324. — Disposit. entre vifs 521. — Enreg. 220, 2538 c., 5061 c.; Obligat. 3210-30 c. — Expert. 130.
— Cons. d'Et. Marché de fourn. 157-10.
— Avis Cons. d'Et. Conflit 21 c., 173, 186 c.; Contr. adm. 24 c.; Douanes, p. 576; Enquête 295; Jugem. 935.
— Instr. Enreg. 1224, 3576, 3624.
13 Cass. Appel crim. 58 c. — Comp. comm. 434 c., 444 c., 470; Mandat 41 c. — Deg. de jurid. 30.
— Besançon. Dépôt 21; Mariage 832-20.
— Bruxelles. Contr. de mar. 2313.
— Metz. Prémption 115.
— Paris. Priv. et hypoth. 1457 c., 1603-60 c., 2933-30, 2937 c.
14 Sénat-cons. Traitement 49.
— Décr. Culte, p. 707.
— Cass. Absence 221. — Cassation 851; Crimes contre les pers. 294-10 c.; Instr. crim. 3740, 1432. — Mariage 94. — Oblig. 1778-10. — Prémption 10-20, 19, 141-30.
— Statuts not. Paris. Notaire 296, 438.
15 Décr. Culte, p. 707; Enreg. 3271; Mise en jugem. 365, 375 c.; Org. instr. publ. 346, 382, p. 1342; Préséance, p. 378; Priv. et hypoth. 1085; Uniforme-costume 44; Vagabondage, p. 5.
— Cass. Cassation 536, 807c., 835c., 839 c.; Compét. crim. 675; Témoin. faux 97 c. — Exploit 735. — Instr. crim. 2665.
— Limoges. Ordre 863-40, 897, 952-10.
— Paris. Disposit. entre vifs 2183. — Trèves. Arbitr. 409, 1250 c.
16 Besançon. Minorité 662-10.
— Colmar. Jugem. d'av. dire droit 38-30.
— Limoges. Délai 50 c.; V. 15 novembre.
— Paris. Dénonciat. calomn. 148; Responsabilité 172 c.
— Circ. Voirie p. terre 1974.
17 Décr. Culte, p. 707.
— Avis Cons. d'Et. Commune 410; Mines, p. 635; Pension, p. 752.

Novembre.

- 18 Cass. Org. judic. 149-50. — Besançon. Obligat. 4170.
— Nîmes. Intervent. 118.
— Turin. Dispositions entre vifs 3030-10, 3034 c.
19 Cass. Désaveu 123 c.; Frais 704 c.; Ordre 816. — Dom. de l'Etat 294 c., 310, 343 c., 349-20 c.; Enreg. 4065.
— Liège. Disposit. entre vifs 687 c., 2577, 4250-70 c.; Substitut. 101 c.
— Limoges. Séparat. de corps 349, 351 c.
— Paris. Success. 1693.
— Circ. Greffe 80-100.
20 Cass. Cassation 262 c.; Chose jugée 522 c.; Instr. crim. 131-30; Notaire 751 c., 858 c., 869. — Oblig. 2986-30.
— Agen. Mandat 347.
— Metz. Ordre 410 c.
— Instr. Enreg. 674.
21 Cass. Cassation 423. — Chose jugée 215-170; Ordre 1118-10 c. — Compét. crim. 506-10, 549-20; Fonct. publ. 156-10-20; Instr. crim. 1131; Rebellion 63-10 c. — Forêts 1360. — Gendarmerie 58-10. — Instr. crim. 1188, 1210-10, 3098.
— Orléans. Usufruit 424.
22 Décr. Eaux min., p. 504; Vente publ. de march. neuves, p. 992.
— Cass. Contrav. 471, 483; Peine 806-40 c. — Impôts dir. 484 c., 518. — Instr. crim. 1110-20 c.; Vol 234-10. — Prêt à intérêt 267.
— Colmar. Acte de comm. 113 c.; Commerce. 34 c.; Effets de comm. 506-20.
— Metz. Compét. comm. 436 c., 453.
— Paris. Saisie-arrest 105-10; Société 119.
— Rennes. Exploit 195-20.
— Cons. d'Et. Conseil d'Etat 314. — Dom. eng. 86-40, 124-40.
— Circ. Manufact. 9, 19.
23 Décr. Grâce 11; Organ. milit., p. 1879.
— Cass. Contrav. 277 c.; Vol 278, 282 c.
— Toulouse. Exploit 67-40.
— Cons. d'Etat. Prises marit. 170-30 c.
25 Cass. Enreg. 2609, 2613 c., 2616 c. — Surenchère 191.
— Bruxelles. Contr. de mar. 345 c.; Disposit. entre vifs 3743.
— Mines 694-30 c., 745.
— Nîmes. Deg. de jurid. 202.
— Paris. Absence 91; Mandat 472 c. — Instr. Enreg. 121.
26 Cass. Impôts indir. 319.
— Amiens. Success. 296 c., 307 c., 308.
— Bruxelles. Contr. par corps 71.
— Toulouse. Exploit 68-50.
27 Cass. Appel civ. 570 c.; Cautionn. 318; Tierce opposit. 119 c. — Trésor publ. 1202. — Vente publ. d'imm. 809-20, 818-20, 832 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 724.
— Limoges. Vente 1718.
— Lyon. Vente publ. d'imm. 137.
— Montpellier. Arbitr. 841 c., 844, 889.
— Paris. Jeu 48; Obligat. 4002-30c., 4053 c., 5047-30 c.
28 Cass. Cassation 2149, 2152 c.; Instr. crim. 1085 c. — Chose jugée 171-20. — Instr. crim. 1319. — Mat. d'or et d'argent 113. — Minist. publ. 49-50.
— Bruxelles. Ordre 895-10. — Vente publ. d'imm. 1286.
— Paris. Domicile 32. — Obligation 1418.
29 Cass. Cassation 137 c., 2189 c.; Instr. crim. 2057, 2058 c., 2059 c., 2060 c. — Faux 232, 234. — Instr. crim. 1870. — Témoin 351. — Vol 207.
— Aix. Mariage 840-10; Obligation 3014-30 c.
— Gènes. Success. 1009.

Novembre.

- 29 Metz. Commissionn. 123 c.; Compét. comm. 507.
— Toulouse. Jugem. 298-40; Société 251.
30 Décr. Monnaie, p. 383; Organ. milit., p. 1879.
— Cass. Cassation 706. — Date 4 c.; Procès-verb. 91, 118-10, 601-10 c. — Faux incl. 300, 303 c. — Forêts 400. — Impôts indir. 573-10; Procès-verb. 399-30 c. — Instr. crim. 3040. — Procès-verb. 118-20.
— Lyon. Mariage 768.
— Paris. Arbitr. 812.
— Turin. Acquissem. 575.
— Cons. d'Et. Commune 1718. — Trav. publ. 1218-10.

Décembre.

- 2 Décr. Douanes, p. 576; Droit civil, p. 38; Propriété féodale, p. 351.
— Cass. Action 295 c.; Vente 1290-10. — Trèves. Mariage 393-20.
3 Cass. Enreg. 120. — Except. 556.
— Nîmes. Compét. comm. 396. — Mariage 229.
— Instr. Success. 419.
4 Cass. Appel civil 682 c.; Exploit 62-20. — Appel civil 1109; Jug. d'av. dire droit 4-30 c. — Cassation 708. — Disposit. entre vifs 4180-10. — V. 13 novembre 1811.
— Bruxelles. Vente publ. d'imm. 1463-10.
— Toulouse. Arbitr. 436 c., 427. — Prémption 191.
5 Cass. Cassation 1919-70. — Chose jugée 377-10. — Droit civil 623 c.; Loi 177-90; Peine 113-50 c. — Faux 173-20. — Instr. crim. 1429, 1656. — Peine 271-10. — Priv. et hypoth. 635-30. — Propr. féod. 239. — Vente publ. d'imm. 818-20. — Vol 419-20.
— Besançon. Expert. 36.
— Bruxelles. Faillite 1149; Vente publ. d'imm. 207-30 c.
— Liège. Reprise d'inst. 74 c.; Tierce-opposit. 149.
— Nancy. Priv. et hypoth. 1428.
6 Cass. Voiture 433.
— Amiens. Scellés 54.
— Bourges. Effets de comm. 799.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3188.
— Colmar. Mariage 71-30.
— Metz. Deg. de jurid. 220-10.
— Toulouse. Exploit 233-10.
9 Décr. Droit civil, p. 38; Place de guerre, p. 936; Propriété féod., p. 351.
— Paris. Priv. et hypoth. 654.
10 Cass. Cassation 310.
— Bruxelles. Enquête 227, 368 c.
— Grenoble. Industrie 138-10.
— Circ. Impôts dir. 25.
11 Cass. Instr. crim. 1495.
— Florence. Appel civil 746 c.; Domicile élu 29-20.
— Liège. Disposit. ent. vifs 2760-10.
— Metz. Cassation 948.
— Orléans. Enquête 432-10.
— Turin. Commerce. 34.
12 Cass. Cassation 733, 1493. — Instr. crim. 3176-20. — Organ. judic. 562. — Success. 1554-20.
— Agen. Arbitr. 688.
— Aix. Except. 280-20.
— Gènes. Jugem. p. déf. 200-60.
— Liège. Oblig. 2656 c., 2781-20.
— Nîmes. Privilèges et hypoth. 421, 638-20, 675-40; Transcription hypoth. 604 c.
— Orléans. Jugem. par déf. 418-10.
— Paris. Usufruit 293.
— Toulouse. Servitude 835-40.
— Cons. d'Etat. Commune 1673. — Compét. administr. 306; Conflit 174-10.
13 Cass. Forêts 145 c., 564, 1710. — Presse-outr. 953.
— Agen. Substitut. 235.
— Grenoble. Exploit 35-30.
14 Cass. Enreg. 4777.
— Lyon. Louage 390-10.

Décembre.

- 16 Décr. Domaines de l'Etat, p. 95; Douanes, p. 576; Garde champ-
pét., p. 267; Mines 715; Org.
administr. 374-39, 375-149, 714,
p. 607; Org. marit. 866 s.; Pol-
diers, p. 1035; Procès-verbal
765; Travaux publ. 167, 671, p.
847; Voirie par eau 292, 329,
354; Voirie p. terre, p. 193.
- Cass. Obligation 3216-30 c.; Pa-
ternité 505, 523 c. — Séparat.
de corps 442.
- Liège. Disposit. entre vifs 2949.
- Paris. Bourse de comm. 388.
- Rennes. Droit marit. 442, 1371 c.
- Trèves. Enquête 153.
- 17 Cass. Enquête 207-20, 434 c.,
450 c. — Enreg. 2457, 2501 c.
- Mariage 818-70.
- Montpellier. Exploit 545-10.
- Rennes. Saisie-exéc. 294.
- Toulouse. Dispositions entre vifs
631.
- Décis. Enreg. 4917.
- 18 Cass. Chose jugée 215-20. —
Concess. administr. 47-10 c.;
Enreg. 237. — Délai 25-30. —
Donanes 173. — Enreg. 2133,
4177. — Loi 357. — Succès.
1250 c., 1843-30, 1848.
- Besançon. Arbitr. 269 c., 898,
899 c., 938 c., 1026, 1114 c.,
1288 c., 1306 c.
- Bruxelles. Contrat de mar. 2169.
— Enquête 198. — Usufruit
890-30.
- Grenoble. Frais 110; Honor. 4.
— Obligation 4738-10.
- Rennes. Degré de jurid. 354-40;
Vente 1708-20, 2050-30. —
Exploit 281-20; Oblig. 2400. —
Société 775.
- Toulouse. Arbitr. 417.
- 19 Cass. Attentat aux moeurs 128. —
Commune 988; Contrav. 104 c.
— Délit 15-30. — Instr. crim.
1480-30. — Mat. d'or et d'arg.
92. — Rébellion 9. — Succès.
1306.
- Bruxelles. Substitut. 107.
- Grenoble. Contrat de mar. 4147.
— Except. 339.
- 20 Cass. Cassation 1342-30. — Im-
pôts indir. 129.
- Metz. Degré de jurid. 189-20,
202.
- 21 Besançon. Effets de comm. 82-30,
183 c.
- Dijon. Mariage 849.
- 22 Cons. d'Etat. Eau 543 c. — Émi-
gré 152-20, 179-80.
- Avis Cons. d'Etat. Passe-ports 57.
- 23 Gènes. Disposit. entre vifs 2747.
- Lyon. Biens 478; Privil. et hypo-
th. 1763 c.
- Paris. Faillite 224-30.
- Toulouse. Vente publ. d'imm.
484.
- 24 Décr. Garde nat., p. 296; Org.
milit. 757, p. 1879; Place de
guerre, p. 936; Procès-verbal
774.
- Cass. Enquête 220 c., 285; Ex-
cept. 250 c., 325-10 c.
- Limoges. Contr. de mar. 1798. —
Exploit 599-10.
- Rennes. Absence 71 c.; Appel
civ. 615.
- Décis. Boucher 135.
- 26 Cass. Cassation 706. — Instr.
crim. 1642, 1681, 2071. — Vol
403.
- Agen. Commerc. 342.
- Bruxelles. Obligation 8841 c. —
Séparation de corps 231, 277.
- Grenoble. Obligat. 7738-30.
- Nîmes. Séparat. de corps 231 c.,
233 c., 234.
- Paris. Jugem. 465.
- Rennes. Interrog. sur faits et
art. 35.
- Cour d'ass. Seine. Dupl 97.
- Circ. Forêts 263.
- Instr. Enreg. 4917.

Décembre.

- 27 Cass. Appel crim. 230 c., 234 c.;
Appel inc. 172; Org. marit.
933-10. — Chasse 473 c.; Dé-
lai 17 c.; Prescript. civ. 820,
Prescript. crim. 24. — Com-
pét. crim. 241. — Instr. crim.
124-40, 499 c., 500, 542, 1301,
1432, 1870, 1941, 3170; Org.
judic. 678. — Témoin 580-10.
- Agen. Dem. nouv. 156-10;
Disposit. entre vifs 536 c.,
595 c., 1176-10.
- Grenoble. Péremption 115.
- Liège. Acte de comm. 164. — Pé-
remption 354-10.
- Metz. Jugem. par défaut 17-80.
- 28 Cass. Vente, V. 26 décembre.
- Paris. Paternité 473-10.
- 30 Cass. Compét. civ. trib. d'arr.
141; Except. 203-90 c. — En-
reg. 5663. — Notaire 772-10.
— V. 30 novembre 1811.
- Trèves. Degré de jurid. 615.
- Turin. Contr. par corps 473.
- 31 Bruxelles. Enquête 201-10.
- Caen. Puiss. patern. 26.
- Lyon. Jugem. par défaut 237-70.
- Paris. Compét. comm. 393; Ju-
gem. par défaut 162-10.
- Rennes. Propriété féodale 666.

Janvier.

- .. Arr. Avocats de Paris. Avocats
150.
- 1 Bruxelles. Privil. et hypoth. 1714,
1716-20.
- Rennes. Oblig. 2098-10.
- 2 Décr. Culte, p. 707; Dom. extraord.
20.
- Cass. Cassation 807 c., 822 c.,
836; Force maj. 35 c. — Instr.
crim. 1310-20 c., 1312-20,
2078, 2552, 3188. — Peine
462. — Serment 164-10-20,
169-30 c.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs
3041-10.
- Metz. Appel civ. 1139 c.; Deso.
sur les lieux 29.
- Paris. Minorité 657-10.
- 4 Cass. Cassation 1000 c., 1034,
1205 c., Vol 649-10 c. — Cas-
sation 1493. — Impôt indir. 89,
130-10. — Instr. crim. 1642,
1680-10. — Vol 788.
- Grenoble. Deg. de jur. 310.
- Liège. Succès. 435.
- Paris. Appel civ. 671.
- Rouen. Priv. et hypoth. 1738-30.
- Turin. Acquis. 194 c. — Inter-
dict. 130 c., 144 c. 267-10.
- 6 Cass. Contr. par corps 789 c.;
Vente publ. d'immeubles 452,
471 c., 472 c.
- Paris. Faillite 143-10 c., 156-10.
— Priv. et hypoth. 1855-20.
- 7 Cass. Exploit. 546-30.
- Nîmes. Appel inc. 27, 110 c.
- Paris. Appel civ. 852; Jugem.
436-40 c.; Oblig. 3165-20 c.;
Tierce opposit. 244 c.
- Rennes. Acquis. 474 c.; Jugem.
par défaut 143.
- Turin. Contr. par corps 39-20.
- 8 Cass. Acte de comm. 272 c.; Ef-
fets de comm. 916. — Agent
diplom. 87 c.; Loi 101. — Effets
de comm. 475-40.
- Agen. Arbitr. 611, 1078 c.,
1093 c.
- Aix. Paternité 86.
- Paris. Succès. 881.
- Rennes. Acquis. 666 c.; Concl-
lat. 53 c. — Except. 128, 262.
- Arr. Avocats de Paris. Avocats
148.
- Décis. Vente publ. de meubles
29.
- 9 Cass. Commune 1770. — Com-
plice 69 c.; Instr. crim. 1143 c.;
Tentative 57-40 c. 77 c., 98 c.,
101-20 c., 105. — Faillite
1360-40. — Faux 478. — Instr.
crim. 1199-10, 2569-40. —
Mandat. 434-20. — Succès.
1438.

Janvier.

- 9 Agen. Vente publ. d'immeubles
117-20.
- Bruxelles. Oblig. 1709 c.; Saisie-
exécution 52. — Société 34-120.
- Cons. d'Et. Cautioun. 301.
- Delib. Enreg. 4016.
- 10 Cass. Instr. crim. 1681, 3176-10.
— Peine 474, 476 c.
- Agen. Conciliat. 170.
- Douai. Privil. et hypoth. 2737 c.,
2740-10. — Vente 1202.
- Nancy. Appel civ. 1073; Enquête
218.
- Rennes. Comp. civ. trib. d'arr.
72; Saisie-arr. 289 c.; Suc-
cès. 1631 c.
- Turin. Privil. et hypoth. 877;
Témoin. faux 25.
- Décis. Enreg. 4394.
- 11 Agen. Jugem. 584-30.
- Bruxelles. Biens 94 c.; Privil. et
hypoth. 330-10 c.
- Décis. Enreg. 4394.
- 12 Décr. Droit civ., p. 39; Sucre 3.
— Angers. Récusation 18; Renvoi
77 c.
- Besançon. Expert. 304-10.
- Bruxelles. Appel civ. 949.
- Cons. d'Et. Chose jugée 294-70;
Loi 353. — Marais 70. — Mines
520-20-30 c., 525 c. 526-20 c.
- 13 Bordeaux. Responsab. 427-20.
- Paris. Vente 1290-20, 1388 c.
- 14 Cass. Compét. adm. 213.
- Colmar. Mariage 749-50 c.,
834-50 c.
- Lyon. Interdict. 26, 256-80 c.
- Avis Cons. d'Etat, V. 21 janvier
1812.
- Solut. Enreg. 2950.
- 15 Cass. Arbitr. 271 c., 273; Cassation
1408 c.; Loi 190 c.; Société
1018 c., 1019 c., 1057 c.
— Arbitr. 711, 1065 c., 1120 c.,
1155 c. — Cassation 3015 c.,
2016. — Expert 322. — Minist.
publ. 223. — Substitut. 108,
110-20 c.
- Bruxelles. Ordre 449-10 c.; Pri-
vil. et hypoth. 2100, 2271-20 c.
- Metz. Désaveu 127.
- 16 Cass. Contumace 91, 112 c. —
Forfait. 121-30. — Instr. crim.
2084-10, 3003. — Org. judic.
572-20. — Serment 181.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs
1873.
- Metz. Prise à partie 63.
- Cons. d'Et. Commune 2293.
- 17 Cass. Cassation 1033; Chose
jugée 447 c. — Compét. crim.
436. — Dom. destr. 210-10.
- Colmar. Obligat. 2304-10 c.,
2336.
- Grenoble. Disp. entre vifs 129,
274-20 c.
- Nîmes. Chose jugée 127-20 c. —
Faillite 728-10.
- Cons. d'Etat. Commune 1907;
Compét. admin. 144-50 c. —
Vente administr. 61.
- 18 Cass. Peine 211.
- Liège. Privil. et hypoth. 416,
2265-20.
- 19 Décr. Organ. administr., p. 607.
- 20 Cass. Deg. de jurid. 170, 569-30.
- Bordeaux. Vente publ. d'imm.
126, 159-20, 490 c., 560-50 c.,
573 c.
- Rennes. Vente publ. d'immeubl.
144.
- Rouen. Mat. d'or et d'argent 113.
- Trèves. Contr. de mar. 1104 c.;
Mariage 613-10.
- 21 Cass. Acquis. 738. — Cassation
781. — Disp. entre vifs 2984-10,
3505-30. — Enreg. 3756, 4748.
— Pérempt. 261-10. — Sépa-
rat. de corps 271 c., 319.
- Bourges. Acte de comm. 380.
- Caen. Mariage 926.
- Metz. Appel civ. 469 c.; Deg. de
jurid. 391; Minist. publ. 94-
20 c.
- Cons. d'Et. Hospices 449, 463 c.
- Avis Cons. d'Et. Droit civ., p. 39;
Uniforme-costume 22.

Janvier.

- 22 Cass. Chose jugée 386-30. —
Commissionn. 235. — Effets
de comm. 562 c. — Mandat
313-20 c. — Paternité 461.
- Nîmes. Loi. 269; Rentes fonc.
55 c.
- Rennes. Propr. féod. 206-40.
- Turin. Ordre 71, 105 c.
- 23 Cass. Instr. crim. 1642. — Org.
judic. 252-10.
- Bruxelles. Requête civ. 20.
- 24 Décr. Dom. de l'Etat, p. 97; Org.
milit., p. 1880.
- Cass. Cassation 1923-20. — Fail-
lite 1456. — Forêts 643. — Imp.
indir. 188-20. — Instr. crim.
3178-20. — Procès-verbal 532.
- Bruxelles. Prescript. civ. 1129.
- Nîmes. Oblig. 5108.
- Rennes. Oblig. 5038-30.
- 25 Agen. Contrat de mar. 3285.
- Florence. Interdict. 126.
- Paris. Privil. et hypoth. 1737-40.
- 26 Cass. Substitut. 278.
- 27 Ord. Halles 13-40.
- Cass. Effets de comm. 475-30;
Oblig. 4107-10 c. — Enreg.
122. — Notaire 537-10.
- Bruxelles. Privilèges et hypoth.
1515-60.
- Limoges. Saisie-exécution 58-40.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 1749-
10; Prêt à intérêt 42-70.
- Paris. Absence 510.
- Rennes. Arbitr. 640.
- 28 Arrêté. Mines 608, 681.
- Cass. Propriété féodale 187.
- Aix. V. 28 juillet 1812.
- Colmar. Mariage 83-40.
- Limoges. Exploit 540-90.
- Paris. Privil. et hypoth. 180 c.,
210, 497 c.
- Circ. Sucre 3.
- 29 Cass. Arbitr. 221 c., 295, 324 c.,
337 c. — Disposit. entre vifs
3305. — Enreg. 5816. — Jugem.
45-20. — Jugem. p. déf. 236-10.
— Loi 266-20. — Oblig. 3602.
— Prêt à intérêt 28 c.
- 30 Cass. Chose jugée 533-30; Instr.
crim. 3254-30. — Faux 172-10,
411-20.
- Liège. Compét. comm. 487.
- Nîmes. Arbitr. 561 c., 696 c.,
807, 808 c., 813 c., 1025 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 759.
- Toulouse. Contr. p. corps 981.
- Turin. Appel civ. 931.
- Cons. d'Etat. Eau 406-10. — Im-
pôts dir. 602-20. — Marché de
fournit. 133-50-60.
- Décis. Notaire, p. 590; Obligat.
3692.
- 31 Cass. Cassation 401. — Impôts in-
directs 130-20, 515 c. — Instr.
crim. 1426, 1438, 1829.
- Aix. Paternité 158.
- Bourges. Deg. de jurid. 212.
- Bruxelles. Vente publ. d'imm.
1282.
- Paris. Commissionn. 277 c.; Ef-
fets de comm. 493. — Faillite
612-10.
- Circ. Culte 567.

Février.

- 1 Colmar. Disposit. entre vifs 2559,
3049-30, 3145-10 c. — Faux
inc. 75-50.
- Grenoble. Contrat de mar. 3343.
— Deg. de jurid. 267.
- Limoges. Appel civ. 1075.
- Paris. Paternité 505 c., 520, 552-
30 c. — Tierce-opposit. 32.
- Trèves. Effets de comm. 82-30,
181 c.
- Décis. Impôts 53-40.
- 2 Décr. Org. milit., p. 1880; Ville
de Paris, p. 146.
- Colmar. Faux inc. 75-50.
- Turin. Règlement de juges 19.
- Cons. d'Etat. Commune 2577;
Marché de fourniture 157-20. —
Contrat de mar. 824. — Servi-
tude 1293.
- 3 Cass. Commune 2126, 2136 c.,
2144 c.; Roulem. de juges 72 c.

Février.

- 3 Bruxelles. Degré de jurid. 599;
Exploit 516-20.
- Paris. Succès. 940, 2233-10. —
Vente publ. d'imm. 350, 975.
- Décis. Oblig. 2402.
- 4 Cass. Compét. administr. 246 c.;
Expert. 72-20; Loi 337, 343-
30 c. — Enreg. 4009. — Im-
pôts indir. 473. — Peine 544,
546.
- Liège. Domicile élu 123-20.
- Rennes. Séparat. de corps 213-20.
- Avis Cons. d'Etat. Action poss.
138 c., 616 c.
- 5 Cass. Commissionn. 279 c.; Fail-
lite 1191. — Loi 357; Obligat.
212-10, 4650-30 c.
- Bourges. Obligat. 2400.
- Gènes. Acquis. 597. — Inter-
dict. 332-20.
- Rennes. Chose jugée 381. — Ju-
gem. 7.
- 6 Cass. Cassation 2191 c.; Dom.
destr. 198; Jugem. 811-30;
Tentative 73 c., 101-10.
- Bruxelles. Compét. comm. 195.
- 7 Cass. Contrav. 403 c. — Instr.
crim. 1475, 3740. — Peine
467 c., 489-20 c., 487. — Ser-
ment 185. — Vol 922. — V. 27
février 1812.
- Limoges. Faillite 1388.
- Paris. Obligat. 2678.
- Instr. Enreg. 4973.
- 8 Décr. Octroi 377, p. 11.
- Cass. Faux 430. — Instr. crim.
3170.
- Paris. Obligat. 2145-30 c.; Usu-
fruit 76-20.
- Avis Cons. d'Etat. Contrav. 199;
Instr. crim. 23-40; Rébellion
23.
- 9 Cass. Prescript. civ. 686-40 c.
- 10 Cass. Action possess. 470; Pres-
cript. civ. 1131 c. — Enreg.
230-20, 235 c., 5319 c.
- Turin. Succès. 169-20.
- Instr. Bois et charbons 32; Com-
mune 591.
- 11 Cass. Obligat. 1109-10. — V. 4
février 1812.
- Cons. d'Etat. Vente administr.
242-60 c.
- 12 Décr. Poids et mes., p. 986.
- Cass. Arbitr. 409 c., 410, 901 c.,
1025 c., 1249 c. — Vol 419-30.
- Caen. Privil. et hypoth. 652-30,
1674.
- Liège. Disposit. entre vifs 234.
- Rennes. Succès. 183.
- 13 Cass. Faux 174-40 c., 248 c.,
399-20. — Forêts 1712.
- Prescript. civ. 1065. — Prêt à
intér. 134. — Procès-verbal
613.
- Turin. Appel civ. 730 c., 876;
Exploit 540-40 c.
- 14 Cass. Crimes contre les personnes
20. — Vol 265-20-40 c., 281-10.
- Colmar. Commune 2297.
- Douai. Obligat. 441.
- Metz. Disposit. entre vifs 2416.
- Nîmes. Jugem. d'av. dire droit 16.
- 15 Bruxelles. Contrat de mar. 1354.
- Liège. Enquête 220-10. — Oblig.
2416-10.
- Lyon. Minorité 174, 251-20 c.
- Metz. Ordre 716-10, 923-30 c.
- 16 Metz. Interdict. 158-10; Minorité
288 c., 342 c.
- 17 Cass. Deg. de jurid. 255, 626 c.
- Bordeaux. Vente 1214.
- Toulouse. Vente publ. d'imm. 975.
- 18 Cass. Disposit. entre vifs 2870-10,
2981-20.
- Agen. Péremption 144-10.
- Besançon. Org. milit. 341-20.
- Paris. Arbitr. 445.
- Cons. d'Etat. Marché de fourniture
158-50.
- Décis. Culte 523.
- 19 Cass. Chose jugée 557-20. —
Instr. civ. 102, 105 c.; Obligat.
4776 c. — Jugem. 333-190;
Mariage 562-20. — Prescript.
civ. 119.
- Liège. Except. 272-40; Exploit
174-20. — Oblig. 4763-10.

Février.

- 19 Orléans. Expert. 39-50.
— Paris. Refere 61, 75 c. — Vente publ. d'imm. 1835-10.
20 Cass. Appel crim. 387, 288 c., 348; Appel inc. 165 c.; Forêts 608, 715. — Mat. d'or et d'argent 70. — Pêche fluv. 122-40. — Procès-verb. 101-30, 678-10. — Serment 185. — Témoin 505-10.
— Liège. Appel civ. 438 c.; Degré de jurid. 345-10 c.; Vente publ. d'imm. 783 c., 1803. — Enquête 104 c., 207.
— Paris. Appel civ. 173.
21 Cass. Cassation 836; Force majeure 35 c. — Complice 124-30. — Instr. crim. 2308-10. — Pêche fluv. 175-30.
— Caen. Normandie 34.
22 Cass. V. 21 février 1812.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3730.
— Colmar. Except. 289-40.
— Grenoble. Appel inc. 89.
— Nîmes. Degré de jurid. 562-30; Jugem. 107-20.
— Paris. Dispositions entre vifs 1827-10, 1921-10.
23 Cass. Témoin 151-10.
24 Traité. Traité internat., p. 518.
— Cass. Effets de comm. 214. — V. 21 février 1813.
— Grenoble. Propr. féodale 459-10.
— Paris. Société 1667-30.
— Rouen. Privil. et hypoth. 638-30; Transcript. hypoth. 604 c.
25 Cass. Appel civ. 146 c., 815. — Biens 34; Vente 766-30 c. — Droit marit. 1859. — Enreg. 1112. — Oblig. 2497. — Priv. et hypoth. 1495-10, 1515-30, 1716-10.
— Grenoble. Deg. de jurid. 95, 386 c., 424.
— Nîmes. Compét. comm. 444; Mandat 141 c.
— Circ. Acte de l'état civ. 327 c.
26 Cass. Enreg. 4781. — Louage 460. — V. 26 janvier 1816.
— Caen. Contr. de mar. 3797-10.
— Limoges. Jugement par défaut 327-50.
— Metz. Disposit. entre vifs 2010.
— Nîmes. Arbitr. 234; Contr. de mar. 3482-30 c., 3568 c.
— Turin. Deg. de jurid. 159 c.; Oblig. 3917 c., 3948, 4808 c.
27 Cass. Appel crim. 43; Chose jugée 33, 413 c. — Contrav. 410 c., 413; Instr. crim. 699, 1060, 1429, 2052-10, 3468 c. — Prise à partie 63. — Procès-verb. 196-30, 657. — Quest. préjud. 91. — Vol 444-20 c.
— Rennes. Except. 388.
— Avis Cons. d'Et. Impôt dir. 542.
28 Cass. Droit pol. 47 c.; Jugem. d'av. dire droit 92-120 c.; Presse-outrage 1337-30 c., 1348-10 c., 1573. — Forêts 380 c.; Vol 413. — Serment 185.
— Paris. Except. 139.
— Cons. d'Et. Manufact. 150.
29 Cass. Instr. crim. 3493-120. — Procès-verb. 101-30, 653 c.
— Orléans. Expert. 39-50.
— Paris. Acquis. 562, 594 c. — Responsabilité 171-30.

Mars.

- 1 Cass. Règlm. de juges 168.
— Bruxelles. Enquête 231.
2 Cass. Privil. et hypoth. 1514-10.
— Florence. Degr. de jurid. 126-10.
— Grenoble. Exploit 226-10.
— Nancy. Contrat de mar. 4316.
— Paris. Contrat de mar. 143 c., 4348. — Success. 2070. — Traité internat. 201-10.
3 Derr. Droit civil, p. 39.
— Cass. Enquête 129.
— Bonnes. Dispositions entre vifs 2482.
— Rouen. Acte de comm. 273.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 61.

Mars.

- 4 Cass. Appel civil 794, 800 c., 1150 c. — Compét. civ. trib. de paix 197. — Faillite 1329.
— Douai. Success. 703.
— Metz. Acquis. 745 c.
— Orléans. Vice rédhib. 252.
— Rennes. Distr. p. contr. 26, 68 c.
— Trèves. Exploit 625-50.
5 Cass. Douanes 926. — Instr. crim. 1273, 2193-40 c. — Serment 185.
— Liège. Compét. administr. 229; Degr. de jurid. 263 c.; Dom. de l'Etat 248-60 c.; Vente administr. 295 c. — Prescript. civ. 890.
— Paris. Commissionn. 388; Degr. de jurid. 631 c.
— Rennes. Mariage 384-10 c.; Paternité 322.
6 Cass. Amnistie 114. — Complice 70, 925 c.; Faillite 1486-10 c.; Instr. crim. 1478 c. — Défense 126. — Grains 59 c.; Peine 788-10. — Instr. crim. 3209-10. — Presse-outr. 1343, 1361; Témoin 273. — V. 12 mars 1812.
— Agen. Appel civ. 1189.
— Grenoble. Domic. élu 117-10.
— Limoges. Frais 109.
7 Agen. Compét. civ. trib. d'arr. 337. — Péréemption 9.
— Bordeaux. Vente 728.
— Caen. Peine 607-70.
— Colmar. Nantissement 112-30 c.; Privil. et hypoth. 321.
8 Gènes. Acquis. 75 c., 416.
9 Derr. Vagabondage, p. 5.
— Bourges. Appel inc. 93.
— Circ. Frais 1031-30.
9 Derr. Ordres civ. et milit. 107.
— Arrêt. Halles 13-50-60.
— Besançon. Org. milit. 376 c., 385.
— Bordeaux. Acte de l'état civ. 155.
— Paris. Privil. et hypoth. 1647, 1670-10, 1678 c.
— Rennes. Degr. de jurid. 82.
10 Cass. Effets de comm. 714-20. — Enreg. 5148. — Oblig. 2853-10; Success. 629.
— Besançon. Contrat de mar. 4154.
— Montpellier. Domicile 40-40; Vente publ. d'imm. 349.
— Paris. Obligat. 608.
— Decis. Culte 614.
11 Cass. Domicile 99-10; Exploit 339 c. — Enreg. 5845; Impôts indir. 480 c. — Frais 984. — Interdict. 158-20. — Oblig. 3544. — Usage 114.
— Bourges. Puissance patern. 157.
— Colmar. Effets de comm. 459-10, 488.
— Metz. Privil. et hypoth. 1319-10.
— Rennes. Presse-outr. 1035.
— Trèves. Ordre 98-30.
12 Derr. Impôts indir., p. 406.
— Cass. Appel crim. 273. — Compét. crim. 547 c., 549-60. — Défense 196; Témoin 273. — Emigré 419-30. — Mise en jugem. 169. — Témoin 446-10.
— Grenoble. Délai 17.
— Paris. Effets de commerce 630 c., 723. — Privil. et hypoth. 1852-30-80 c.
— Decis. Org. marit. 554-60.
— Instr. Enreg. 2303, 4394.
13 Sénatus-consulte. Garde nation., p. 294.
— Cass. Commune 1017. — Complice 59-10 c., 80 c. 118; Crimes c. les personnes 14 c.; Instr. crim. 419, 2061 c.; Règlm. de juges 179, 232, 234-10. — Instr. crim. 1429, 1678. — Presse-outr. 746. — Règlm. de juges 176.
— Bruxelles. Jour férié 45-50; Jugem. p. def. 253-20.
14 Traité. Traité internat., p. 518.
— Nîmes. Adopt. 43 c., 54, 64 c., 65 c., 72 c.
— Decis. Culte 208.
16 Agen. Disposit. entre vifs 1667 c.; 1681-30, 1693 c.
— Grenoble. Dispositions entre vifs 4165-20.
— Liège. Appel inc. 75 c.; Commissionn. 227.

Mars.

- 16 Paris. Compétence comm. 327. — Jugem. p. def. 365.
— Rouen. Vente 2044-10.
— Toulouse. Nantissement. 275-10.
— Trèves. Huissier 142.
17 Derr. Boulanger 97; Halles 86.
— Cass. Cassation 1889-20; Disposit. entre vifs 244. — Compét. comm. 490 c.; Règlm. de juges 63-20. — Enreg. 4180. — Scellés 70, 158 c.
— Agen. Exploit 319-20.
— Bruxelles. Acte de comm. 327 c.; Appel civ. 429 c.; Contrainte p. corps 452; Saisie-conservat. 17 c. — Compét. comm. 187.
— Grenoble. Degr. de jurid. 214.
— Metz. Faillite 1469.
— Paris. Propriété litt. 339.
— Cons. d'Etat. Conflit 174-30. — Vente administr. 367-60 c.
18 Cass. Contrat de mar. 3549.
— Toulouse. Vente 1453.
— Trèves. Minorité 560.
19 Cass. Appel crim. 42 c.; Chose jugée 413; Organ. judic. 319. — Désistm. 87-20 c. — Domicile 52-30. — Enreg. 5211 c. — Instr. crim. 3178-10, 3277 c., 3359-10. — Serment 185.
— Liège. Exploit 659-70.
— Paris. Chasse 50.
— Toulouse. Obligat. 3885-30, 3947 c.
20 Cass. Appel crim. 177; Forêts 569 c. — Appel crim. 203; Conclusion 95 c. — Attentat à la pudeur 128. — Cassation 448-20 c.; Instr. crim. 1612, 1681, 2523. — Impôts indir. 103-30, 239, 245 c., 391; Procès-verb. 473-10 c. — Instr. crim. 3469-30 c., 3512. — Loi 539-70. — Peine 471. — Procès-verb. 101-30-30.
— Grenoble. Deg. de jurid. 292.
— Nîmes. Désistm. 137.
— Orléans. Vente 1465, 1467.
— Paris. Arbitr. 997; Contr. par corps 481 c.
— Turin. Appel civ. 1079; Jugem. 602, 964 c.
21 Derr. Archives 25; Organ. instr. publ., p. 1316.
— Cass. Exploit 698.
— Rennes. Droit marit. 110, 111.
— Turin. Minorité 814; Requête civile 157 c., 165, 170 c.
22 Cass. Enreg. 4469, 4774 c., 4829. — Servitude 1083.
— Paris. Appel civ. 499.
— Rennes. Privil. et hypoth. 440, 682-30 c.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 2831.
24 Cass. Deg. de jurid. 252. — Disposit. entre vifs 2976-20, 3124. — Mariage 413-10.
— Grenoble. Péréemption 115.
— Paris. Puissance patern. 106.
— Rennes. Faillite 45 c., 46-30 c.; Obligat. 298, 1300 c.; Privil. et hypoth. 1428.
— Avis. Cons. d'Etat. Commune 135, 2594 c.; Conseil d'Etat 384 c.; Marché de fourn. 30; Organ. administr. 153 c.; Privil. et hypoth. 1108 c.; Trés. publ. 985, 995, p. 1127.
25 Cass. Cassation 75; Dom. de l'Etat 381-10; Enreg. 5712. — Cassation 1161; Mariage 782-10 c. — Domicile élu 117-10. — Enreg. 1201. — Exploit 311-10.
— Bruxelles. Obligat. 3183-30 c., 3188.
— Metz. Expert. 97, 139 c.
26 Arrêt. Emigré 401.
— Cass. Cassation 783., 1454; Crimes contre les personnes 34 c., 66, 70 c., 72 c.; Instr. crim. 1049. — Commune 1921 c., 1526. — Disposit. entre vifs 3474. — Douanes 977, 1016-30 c.; Peine 807-80 c. — Instr. crim. 2463, 3190. — Jugem. d'av. dire droit 25-110. — Vol 159, 512-10.
— Bruxelles. Vente publ. d'imm. 1635.

Mars.

- 26 Cons. d'Etat. Cautionnem. de fonct. 114 c., 131; Compét. administr. 458 c.; Contr. administr. 9 c., 22 c.; Octroi 303-20 c. — Compét. 49; Eau 366-30 c. — Compét. administr. 430 c. — Dom. de l'Etat 252 c. — Emigré 179-40, 189-10. — Impôts dir. 395-30; Trés. publ. 870. — Marché de fourn. 150-20. — Octroi 71-10. — Patente 31-10 c. — Responsab. 606. — Vente administr. 62.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 243.
27 Cass. Appel crim. 356. — Cassation 178. — Date 19 c.; Oblig. 3619, 3805 c., 3809-10 c., 4495 c., 4531-10 c.; Transcript. hypoth. 101 c. — Faux 344. — Instr. crim. 1051-40-50. — Rébellion 10-10-20.
— Rennes. Vol 674.
— Trèves. Exploit 133.
28 Arrêt. Poids et mesures 13.
— Cass. Cassation 1796 c.; Vol 793-10 c., 922 c. — Compét. crim. 265. — Octroi 129. — Presse-outr. 806-10. — Procès-verb. 231.
— Grenoble. Conciliat. 42 c.
29 Cass. Appel crim. 89. — Instr. crim. 2524.
— Amiens. Appel incid. 33.
30 Cass. Jugem. 58-20.
— Rennes. Distrib. par contr. 48.
— Cons. d'Etat. Commune 1401-40.
31 Cass. Deg. de jurid. 210. — Mandat 136-40.
Avril.
1 Cass. Cassation 1151; Contrat de mar. 1135. — Chose jugée 363-20, 393 c.; Jugem. 463-10. — Saisie-arrest 401.
— Rennes. Douanes 148 c. — Propr. féod. 445.
— Turin. Success. 1029.
2 Cass. Cassation 959, 1492. — Compét. crim. 387. — Conclus. 43; Vente 246. — Grains 82. — Instr. crim. 1199-30, 1241, 1431; Témoin 505-30. — Loterie 21. — Serment 181, 185. — Témoin 214-10.
— Paris. Prêt à int. 305-30, 308 c.
— Turin. Vente publ. d'immeubles 1500-10.
3 Cass. Attentat aux mœurs 133. — Bourse de comm. 490. — Cassation 1752.
— Paris. Privil. et hypoth. 2027; Transcript. hypoth. 540 c. — Vente publ. d'imm. 2145 c.
4 Caen. Disp. entre vifs 2745-10.
5 Cons. d'Et. Vente adm. 106.
6 Paris. Sorechnère 26.
— Trèves. Disp. entre vifs 542.
7 Cass. Cassation 1551. — Disp. entre vifs 2981-30.
— Bruxelles. Domicile élu 28-20.
— Nîmes. Exploit 262-10.
— Turin. Oblig. 5285-10.
8 Cass. Absence 70 c., 75 c., 93; Chose jugée 555; Dem. nouv. 196 c. — Cassation 1509; Chose jugée 25 c., 226 c., 317 c.; Requête civ. 119 c. — Enreg. 4294. — Exploit 400. — Impôt indir. 228-10. — Peine 838; Procès-verb. 17, 299 c., 367.
— Liège. Disposit. entre vifs 4142.
9 Derr. Trés. publ., p. 1127.
— Cass. Armes 42. — Cassation 1902. — Instr. crim. 412, 1804; Témoin 483. — Instr. crim. 2758-10, 3010; Tentative 86-70. — Serment 22. — V. 8 avril 1812.
— Bruxelles. V. 7 avril 1812.
10 Derr. Eau, p. 327; Org. marit., p. 1675; Voirie p. eau 123, 292, 329, 351, 369 a., p. 723; Voirie p. terre 280.
— Cass. Appel crim. 89. — Chose jugée 419 c.; Instr. crim. 1131. — Faux 112. — Forêts 1433. — Serment 185-70.
— Bonnes. Mariage 400.
— Caen. Disp. entre vifs 2059-20.

Avril.

- 10 Limoges. Contrat de mar. 1798.
— Cons. d'Etat. Jugement 928-10.
11 Gènes. Exploit 174-30.
— Limoges. Enquête 230 c., 231.
— Paris. Séparat. de corps 242-40.
12 Derr. Org. marit. 866 s.
— Cass. Instr. crim. 3170, 3747.
— Toulouse. Chose jugée 557-30-40; Verif. d'écrit. 20 c., 81 c.
— Cons. d'Etat. Eau 473-20; Pêche fluviale 65-20.
13 Cass. Peine 297. — Vente publ. d'imm. 132.
— Besançon. Exploit 35-20.
— Grenoble. Requête civ. 12.
— Nîmes. Acte de comm. 181; Compét. comm. 160 c.
14 Cass. Cautionn. 124. — Distrib. p. contr. 93-10, 101 c. — Substitution 110-10.
— Bourges. Jugem. 441-10.
— Caen. Contrat de mar. 4287-20.
— Colmar. Dépôt 191. — Vente publ. d'imm. 853.
— Metz. Privil. et hypoth. 2103, 2149.
— Nîmes. Obligat. 994-10 c. — Tierce-opposit. 187-10.
— Paris. Obligat. 2296-30.
— Rennes. Arbitr. 1035.
— Toulouse. Success. 1986-20.
— Circ. Commune 523, 536.
— Decis. Timbre 189 c.
15 Caen. Contr. par corps 611, 708 c.
— Metz. Conciliat. 195; Contrat de mar. 2510; Obligat. 1160-10.
— Rennes. Louage 130, 334.
16 Cass. Cassation 1453. — Chose jugée 12-30. — Mat. d'or et d'argent 113. — Rébellion 25-30. — Success. 147-10.
17 Derr. Org. marit., p. 1675; Vente publique de march. neuves, p. 992.
— Cass. Contrav. 409; Vol 424, 425. — Instr. crim. 2083, 2329, 2691, 2983, 2984. — Jugement 842-20; Quest. préjudic. 104-40. — Procès-verb. 652, 676-10 c.
— Metz. Commerce; 21; Dépôt 160-10.
— Nîmes. V. 7 avril 1812.
— Rennes. Degré de jurid. 584; Minist. publ. 161-10.
— Cons. d'Etat. Acquis. 936 c.; Commune 2348 c.; Voirie par terre 1129. — Action possess. 320 c. — Emigré 92.
— Circ. Trav. publ. 311.
18 Cass. Chose jugée 496. — Compét. crim. 165 c.; Instr. crim. 2441-20 c., 2599. — Compét. crim. 699. — Contrat de mar. 330 c., 332 c. — Emigré 152-10, 155-40. — Faux 407, 437. — Serment 170.
— Florence. Compét. civ. trib. d'arr. 158; Frais 139-20.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1128.
19 Limoges. Enquête 427.
20 Cass. Jugem. 789; Minist. publ. 41; Org. judic. 548.
— Bruxelles. Exploit 532-30.
— Caen. Success. 1380.
— Nîmes. Vente publ. d'imm. 1495.
— Paris. Prescript. civ. 1115.
— Lettre. Culte 372.
21 Cass. Dem. nouv. 160-50. — Enquête 145; Org. judic. 203 c. — Obligat. 4632-40. — Recusation 10-90 c., 63-10 c., 89, 179 c.
— Agen. Deg. de jurid. 292.
— Colmar. Obligat. 3511.
— Paris. Compét. comm. 406. — Disposit. entre vifs 994 c., 1671-20 c.; Success. 1139.
22 Derr. Org. milit., p. 1880.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 191. — Obligation 4063.
— Caen. Séparat. de corps 369.
— Liège. Obligat. 4196-30.
— Lyon. Mariage 179-10.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 3812.
— Rennes. Obligat. 798, 808-10.
23 Cass. Abus de confiance 173 c.; Vol 252 c., 256. — Commune 2100. — Instr. crim. 1282. — Mise en jugem. 87 c.; Organ. marit. 922-20-30. — Val 318, 363.

Avril.

- 23 Bruxelles. Mariage 589-20.
— Lyon. Disposit. entre vifs 2870-30 c., 2970-10, 3088-40 c., 3148-10 c.; Obligation 3368 c.
— Nîmes. Exploit 530-20.
— Paris. Appel civ. 499. — Faillite 539-10.
— Toulouse. Vente publ. d'imm. 184.
— Circ. Témoin 312.
24 Cass. Cassation 1343 c.; Instr. crim. 1302. — Complice 49 c.; Faux 257. — Forfait. 40; Vol 183-30 c.; Instr. crim. 1068-10, 1131 c., 1972.
— Limoges. Domicile 119-20.
— Rouen. Compte courant 65 c.; Privil. et hypoth. 1322-20.
25 Décr. Droit civ., p. 39.
— Cass. Instr. crim. 1306-30. — Jugem. 326-20 c., 559-30 c.; Vente 1453, 1497-10 c., 1503-10 c.
— Colmar. Disposit. entre vifs 2985.
— Liège. Deg. de jurid. 339; Jugem. par défaut 401.
— Paris. Success. 712.
— Cons. d'Etat. Commune 1819, 1839 c. — Eau 533 c., 572-10. Responsabilité 636.
27 Cass. Effets de comm. 236. — Privil. et hypoth. 1784-10.
— Bourges. Disposit. entre vifs 4587.
— Bruxelles. Désaveu 74.
— Caen. Oblig. 90-10.
— Douai. Disposit. entre vifs 3137.
— Turin. Jugem. par défaut 252. — Rentes constit. 169-20.
28 Arrêté. Org. instr. publ. 346.
— Cass. Exploit 546-20. — Impôts indir. 344, 348-20. — Success. 2339.
— Liège. Péremption 441-40.
— Limoges. Absence 344.
— Metz. Disposit. entre vifs 2283, 2354.
29 Cass. Enreg. 4675. — Obligat. 4097.
— Paris. Faillite 206-40, 482 c.
30 Cass. Annistie 35 c.; Cassation 236 c., 1055 c.; Loi 106 c., 107 c. — Appel civ. 248; Chose jugée 17; Instr. par écrit 121. — Cassation 1933, 2071 c.; Compét. crim. 549-50. — Complice 168-30. — Disp. entre vifs 2832, 2997-20. — Instr. crim. 1763, 1777-10, 3178-40.
— Besançon. Verif. d'écrit. 70-50.
— Bruxelles. Compét. comm. 227; Effets de comm. 958 c.
— Paris. Effets de comm. 482.

Mai.

- 1 Sénatus-consulte. Dom. de la cour. 14.
— Décr. Cassation 29, 249, 259; Org. milit., p. 1880; Place de guerre, p. 941.
— Cass. Appel crim. 356. — Faux 232. — Impôts indirects 193. — Instr. crim. 817-10, 3178.
— Agen. Vente publ. d'imm. 512.
— Caen. Obligat. 4037-10.
— Nancy. Minorité 837-10 c.; Oblig. 370-20 c.; Privil. et hypoth. 1217 c., 1234-10.
— Paris. Disposit. entre vifs 440, 1671-30 c., 1675 c.
— Toulouse. Contrat de mar. 4090.
— Turin. Arbitr. 1147, 1154 c.
2 Bruxelles. Disposit. entre vifs 2364.
— Liège. Rentes constit. 193-10.
3 Cass. Faux 231.
4 Décr. Chasse 11; Grains, p. 539; Océroi, p. 12; Org. milit., p. 1673; Prudhommes, p. 535; Témoin 228 c., p. 103.
— Cass. Jugem. p. déf. 227-80. — Privil. et hypoth. 1341; Rentes constit. 302-30 c.
— Bourges. Enquête 207.
— Paris. Contrainte p. corps 1043.
— Rennes. Except. 305. — Faux inc. 144. — Ordre 979.
— Avis Cons. d'Etat. Org. milit., p. 1880.

Mai.

- 5 Cass. Disposit. entre vifs 2936-10, 4336. — Except. 203-30 c.; Priv. et hypoth. 2793-20. — Exploit 174-40. — Loi 293 c.; Success. 1023, 1036, 1088 c.
— Colmar. Appel civ. 144.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 877-10.
— Avis Cons. d'Etat. Privil. et hypoth., p. 48.
— Décis. Contrat de mar. 280; Enreg. 4903-10.
6 Cass. Dispositions entre vifs 2666 c., 2675, 2732 c., 2937 c., 2933-30 c., 2947. — Exploit 540-10. — Mandat 225-10. — Ordre 322 c.; Priv. et hypoth. 2793-30; Règlement de juges 22 c., 125-10 c. — Vente publ. d'imm. 1716, 1763 c.
— Aix. Arbitr. 263.
— Bourges. Vente publ. d'imm. 460.
— Bruxelles. Appel civ. 125 c.
— Caen. Mariage 613-30. — Priv. et hypoth. 1515-40.
— Orléans. Vente 121.
— Rennes. Décr. de jurid. 108. — Instr. p. écrit 70.
— Décis. Culte 575.
7 Décr. Vagabondage, p. 5.
8 Décr. Domaines engagés, p. 194; Grains, p. 539.
— Cass. Vol 507.
— Avis Cons. d'Etat. Privil. et hypoth. 877 c., 2255 c.
9 Cass. Accessoire 97 c.; Chose jugée 433, 583 c.; Instr. crim. 141-10 c. — Appel crim. 310 c.; Forfait. 154, 155. — Chose jugée 441. — Forêts 144, 817 c., 853 c., 860 c.; Loi 548-40 c.
— Bourges. Jugem. 451-20.
— Colmar. Droit civil 124.
— Liège. Effets de comm. 204.
— Limoges. Privil. et hypoth. 1316-20; Vente 967 c.
— Paris. Contrat de mar. 2674. — Désaveu 113, 119 c. — Ordre 716. — Saisie-arrest 86.
— Rennes. Jugem. par déf. 227-50.
— Rouen. Contrat de mar. 3416.
— Circ. Voirie p. terre 211.
10 Amiens. Appel inc. 33.
11 Bourges. Contrat de mar. 1587.
— Bruxelles. Appel civ. 1090.
— Colmar. Juits 8-20 c.
— Limoges. Privil. et hypoth., V. 9 mai 1812.
— Paris. Emigré 118-20, 122-50 c. — Faillite 116-60, 271-20, 752.
— Rouen. Prêt à intérêt 152 c.; Vente 1140, 1169 c., 1196-20 c.
12 Cass. Acquiescem. 257. — Cassation 94; Frais 165-10. — Mariage 735-20. — Success. 1433.
— Bourges. Faillite 219-30.
— Metz. Degr. de jurid. 351-40.
— Paris. Louage 760.
— Avis Cons. d'Etat. V. 22 mai 1812.
13 Bruxelles. Vente 1775-10.
— Rennes. Arbitr. 1319. — Obligat. 5238, 5288-10 c.
— Toulouse. Dépôt 232.
14 Cass. Cassation 1502; Instr. crim. 1110-30 c. — Complice 203. — Forêts 715. — Instr. crim. 1689, 3489. — Jugem. 761-40.
— Paris. Acte de commerce 40 c.; Oblig. 1302, 2274-10 c., 5037-20.
— Rennes. Appel civ. 1054.
15 Cass. Appel crim. 252, 285, 286 c. — Compétence crim. 506-10; Instr. crim. 1131, 2310, 2658.
— Aix. Appel civ. 802 c., 994.
— Bourges. Appel civ. 864.
— Bruxelles. Acquiescem. 506 c., 512; Jugem. 494 c.
— Nîmes. Appel civ. 769; Exploit 251.
16 Cass. Tentative 96-20.
— Nîmes. Emigré 162-20 c.
— Paris. Oblig. 4118-10, 4148 c. — Vente publ. d'imm. 1619.
— Décis. Enreg. 4858.
17 Cass. Faux 219.
— Rouen. Loi 285; Louage 833 c. — Cons. d'Etat. Conflit 32.
18 Cass. Disposit. entre vifs 633.
19 Cass. Contr. par corps 176-10. — Faillite 312. — Juits 19-30 c., 22-40.

Mai.

- 19 Rennes. Expert. 309. — Séparat. de corps 302.
— Instr. Enreg. 4903.
20 Cass. Disposit. entre vifs 3348. — Emigré 67. — Vente 385.
— Bruxelles. Exploit 335.
21 Cass. Appel civ. 976. — Cassation 871; Séparat. de corps 458. — Contrav. 188 c., 412; Vol 452-40 c. — Instr. crim. 1665-10, 1719-10, 2337. — Serment 164-30.
— Besançon. Exploit 103-40 c., 121-10; Vente 1560.
— Paris. Complice 241; Instr. crim. 3065 c., 3301 c.
— Rouen. Emigré 163; Privil. et hypoth. 1585-10, 1603-20.
— Instr. Enreg. 3264.
22 Cass. Cassation 1796 c.; Compét. crim. 416 c.; Jugem. 1059 c., 1083-10, 1090-60 c., 1107-10 c.; Preuve 89-20 c.; Vol 922 c. — Impôts indir. 114, 231 c., 238-10, 242 c. — Instr. crim. 1502.
— Agen. Expert. 56.
— Colmar. Obligation 4850-10, 5015-20.
— Grenoble. Appel civ. 616 c., 772.
— Avis Cons. d'Etat. Droit civil p. 39.
23 Amiens. Surenchère 394 c.; Vente publ. d'imm. 896 c., 1496, 1578-10 c., 1771 c.
24 Cass. Peine 105.
25 Cass. Success. 1423.
— Besançon. Avoué 156; Délai 116; Exploit 586-10.
— Lettre. Du 97.
26 Cass. Cassation 1104. — Compte cour. 96. — Contr. de mariage 4316. — Disposit. entre vifs 1971. — Loi 268; Retenue 18-10.
— Colmar. Obligat. 2938-10.
— Rennes. Jugem. p. défaut 111-10; Mat. somm. 30-120 c.; V. 29 mai 1812.
— Décis. Enreg. 2925, 2927, 2951; Vente publ. de meub. 65.
— Instr. Mines 282, 284, 290.
27 Cass. Nautisme. 287 c.; Prescript. civ. 408, 463 c. — Société 258-10 c., 275-10.
— Bourges. Success. 1874.
— Rennes. Acquiescem. 823 c.; Appel civ. 1294 c.; Dem. nouv. 89 c.; Droit rural 68-20; Success. 1540.
28 Décr. Droit civ., p. 39.
— Cass. Cassation 1898; Privil. et hypoth. 1616-20. — Commission. 200. — Forêts 361. — Instr. crim. 1397, 1438, 1450, 2915-20. — Poudres 38. — Vente publ. d'imm. 1079-20.
— Bruxelles. Obligat. 181.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4969.
— Cons. d'Etat. Culte 639; Rentes const. 225. — Impôts dir. 316-30; Propriété 420; Vente administ. 106. — Trés. publ. 897.
— Delib. Agréé 35.
29 Cass. Appel crim. 89, 155. — Forêts 1162 c., 1208. — Impôts indir. 485-40 c., 560-30 c.; Procès-verb. 469. — Instr. crim. 1397, 1493 c., 3139-20.
— Metz. Appel civ. 592.
— Paris. Ordre 113-10.
— Rennes. Surenchère 129 c., 178, 180-20 c.; V. 26 mai 1812.
— Trèves. Enquête 448.
30 Cass. Chose jugée 485, 491 c.; Compét. crim. 165 c. — Instr. crim. 3730. — Vol 322-40, 326 c. V. 25 juin 1812.
— Amiens. Mariage 90-10.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1537. — Success. 1125.
— Décis. Douanes 128.
31 Cass. Cassation 1908-120.

Juin.

- 1 Cass. Arbitr. 664, 1317 c.; Compét. comm. 316 c. — Compét. crim. 675.

Juin.

- 1 Douai. Disposit. entre vifs 3041-10 c., 3108.
— Limoges. Vente publ. d'imm. 1523.
— Paris. Biens 290 c.; Rentes foncières 61. — Propriété 507.
— Rouen. Vente publ. d'immeubles 452, 457 c., 460 c.
— Turin. Appel civ. 415; Compte 111 c., 112 c.
2 Cass. Faillite 918. — Propriété féodale 210-20. — Vente publ. d'immeubles 223.
— Besançon. Exploit 654-40 c.
— Paris. Délai 80 c.; Domicile élu 19.
— Décis. Enreg. 670.
3 Arrêté. Org. instr. publ. 846.
— Cass. Cassation 871. — Domicile élu 21; Contr. par corps 889 c.; Saisie-exéc. 281 c. — Greffe 84 c.; Obligat. 4380, 5103 c. — Org. marit. 548. — Privil. et hypoth. 978, 1704-30 c.
— Angers. Séparat. de corps 466-20.
— Colmar. Vente publ. d'immeubles 452 c., 457 c., 458-10, 460 c.
— Douai. Acquiescem. 223 c.; Appel civ. 285 c.; Compét. comm. 123.
— Grenoble. Jugem. d'av. dire droit 17-10 c., 25-120.
— Paris. Interrog. sur faits et art. 18.
4 Cass. Crimes contre les personnes 20, 51-10 c.; Instr. crim. 3227, 3314 c. — Forfait. 66. — Instr. crim. 1754-10, 2349, 3439, 3471. — Mise en jugem. 93. — Privil. et hypoth. 547. — Serment 22, 158, 164-10, 169-10, 181.
— Besançon. Commune 2026.
5 Cass. Cassation 1263. — Crimes contre l'Etat 31; Evasion 81; Instr. crim. 1110-20 c. — Impôts indir. 214, 216.
— Bourges. Vente publ. d'imm. 348 c., 606, 975 c.
— Rennes. Ordre 934-10.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2722-10.
6 Bourges. Privil. et hypoth. 1580.
— Lyon. Abus de confiance 194.
— Paris. Minist. publ. 144-60; Minorité 64, 727 c. — Ordre 1357.
— Trèves. Enquête 605.
8 Cass. Enreg. 5838. — Substit. 71 c., 142 c., 155.
— Bourges. Cautiounem. 251 c.; Louage 332, 339 c. — Prescript. civ. 1051 c.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 507-60, 525-10 c., 533-20 c., 541-10-20.
— Pau. Success. 661.
— Rennes. Degr. de jurid. 434-20.
— Toulouse. Délai 44 c.; Vente publ. d'immeubles 1529-50.
— Turin. Obligat. — V. 8 juin 1810.
9 Cass. Cassation 1716-50; Obligat. 533-10-20, 546 c. — Cassation 1830 c.; Compét. 46 c.; Compét. administ. 230; Dom. de l'Etat 267 c.; Vente administ. 295 c.
— Paris. Tierce opposit. 86.
— Décis. Enreg. 2925, 2927, 2951, 4819; Vente publ. de meub. 65.
10 Cass. Cassation 733. — Enreg. 6034. — Exploit 424-10. — Prescript. civ. 915-20.
— Bruxelles. Usufruit 390-30.
— Douai. Cassation 2048 c.
— Metz. Contr. de mar. 2499; Prêt à intérêt 149.
— Paris. Acquiescem. 476 c.; Privil. et hypoth. 1294-10. — Arbitr. 1295. — Enquête 599 c., 638-20.
11 Cass. Compét. crim. 165 c.; Peine 307. — Instr. crim. 2063, 2623-40.
— Bruxelles. Acte de comm. 110 c.; Privil. et hypoth. 2781. — Commerce. 31. — Minorité 189-10.
— Liège. Compét. comm. 423. — Effets de comm. 299. — Obligat. 588-10.
— Limoges. Obligat. 991.

Juin.

- 11 Montpellier. Armes 48.
— Paris. Appel civ. 953 c.
— Rennes. Société 775.
12 Cass. Appel comm. 352. — Cassation 136, 1032. — Forêts 827. — Instr. crim. 1397, 3684 c.; Serment 164-10, 169-10, 181. — Peine 297. — Témoin. faux 97.
— Agen. Biens 65; Prescript. civ. 282 c.
— Besançon. Obligat. 4629; Verif. d'écrit. 77-10, 169 c.
— Liège. Domicile élu 26-30 c., 30-40, 123-10 c.; Exploit 187 c.
— Limoges. Vente publ. d'imm. 575, 1537-30.
— Décis. Jugem. 729.
13 Cass. Cassation 851, 1752; Org. milit. 295-20. — Faux 237.
— Rennes. Exploit 547-20.
— Toulouse. Compét. comm. 444 c., 452; Mandat 141 c.
— Turin. Surenchère 289 c.; Vente publ. d'imm. 1836 c. — Surenchère 411.
15 Décr. Disposit. entre vifs, p. 47.
— Cass. Compét. administ. 186.
— Bourges. Louage 332, 334-10 c., 338 c.
— Paris. Séparat. de corps 30-20.
— Cons. d'Etat. Expert. 275; Org. administ. 424 c.; Trav. publ. 891 c. — Frais 1195; Vente administ. 209-20, 331-40, 378. — Voirie p. terre 347, 1132-10.
16 Cass. Acquiescem. 205. — Arbitr. 475 c., 1119. — Exploit 68. — Instr. crim. 1439. — Propriété féodale 443-20. — V. 18 juin 1278.
— Paris. Faillite 343-40.
17 Cass. Arbitr. 13; Disposit. entre vifs 510. — Exploit 602. — Faillite 727, 784-10 c. — Péremption 16 c.; 158-20 c., 161-10, 167 c.
— Amiens. Oblig. 4650-30.
— Bruxelles. Oblig. 3785.
— Colmar. Disposit. entre vifs 100.
— Metz. Domicile 106.
— Rennes. Délai 30 c. — Jugement par défaut 260-20.
18 Cass. Cautioun. 79. — Instr. crim. 788, 806 c., 1429, 1678; Loi 383 c. — Prescript. crim. 178 c., 228, 233 c. — Vol 326, 500, 526.
— Bruxelles. Obligat. 1777; Rentes foncières 95 c.
— Metz. Acte de comm. 39; Except. 165-20.
— Paris. Appel civ. 603.
20 Cass. Cassation 215, 825, 826-10, Vol 398. — Cassation 444, 735. — Commune 1332. — Contrav. 154 c. — Contumace 91. — Instr. crim. 844-20. — Peine 289.
— Amiens. Péremption 135 c.
— Colmar. Séparat. de corps 481.
— Rennes. Conciliat. 126, 196 c.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 244; Trav. publ. 965. — Culte 368. — Dom. de l'Etat 245-10. — Eau 445-10. — Rentes constit. 234. — Trav. publ. 1944-10. — Vente administ. 235-40, 245, 332-80, 348-40.
21 Cons. d'Etat. Compét. administ. 488 c.
22 Cass. Appel civ. 178, 185 c. — Cassation 1207 c., 1576-10 c., 1643 c.; Substit. 203, 263 c. — Effets de comm. 578-10, 692 c.
— Riom. Degr. de jurid. 210. — Obligat. 4528-20.
23 Cass. Compét. administ. 89; Compét. civ. trib. de paix 179 c. — Effets de comm. 237. — Forêts 1575. — Obligation 1905-10 c.; Privil. et hypoth. 1701-20. — Règlement de juges 66-30.
— Paris. Privil. et hypoth. 293. — V. 3 juin.

Juin.

- 24 Cass. Appel civ. 1006 c., 1052; Délai 79 c. — Effets de comm. 392. — Exploit 540-10. — Faux 224. — Oblig. 2077. — Séparat. de corps 267. — Substit. 212.
- Bruxelles. Compte 66, 101 c. — Colmar. Mariage 698-20.
- Paris. Compte courant 98, 98 c. — Toulouse. Contr. par corps 140. — Trèves. Arbitr. 351.
- 25 Cass. Cassation 1017; Faux 173 c., 177, 371 c. — Cassation 1203, 2150. — Complice 344-40. — Disposit. entre vifs 1482 c., 1483 c.; Minorité 502. — Enreg. 5815. — Impôts Indir. 216, 302, 493. — V. 23 juin.
- Besançon. Org. milit. 343. — Bruxelles. Org. milit., 352. — Douai. Surendère 370. — Grenoble. Privil. et hypoth. 2204. — Paris. Faillite 604. — Rouen. Obligat. 2117.
- 26 Cass. Appel crim. 329. — Cassation 233, 419, 448-30 c.; Instr. crim. 3344. — Discipline 233-20. — Frais 1031-20-30. — Garde-champ. 13. — Loi 373-20; Prescript. crim. 58. — Procès-verb. 257-10. — Voirie par terre 1428-10.
- Bruxelles. Vente publ. d'im. 836.
- Colmar. Usage 574. — Gènes. Acquissem. 419. — Liège. Privil. et hypoth. 633.
- 27 Cass. Chose jugée 528 c.; Compét. crim. 309 c., 310, 525 c. — Frais 1025-10, 1031-20. — Mat. d'or et d'arg. 67-20-30. — Procès-verbal. V. 28 juin.
- Caen. Minorité 791.
- Paris. Paternité 468 c., 648-30, 668 c. — Prop. littér. 488.
- 28 Florence. Péremption 244-40 c., 249.
- 29 Cass. Séparat. de corps 493-20. — Douai. Renvoi 79-10. — Paris. Effets de comm. 237. — Privil. et hypoth. 952, 961, 982, 1428.
- 30 Cass. Action possess. 736; Dem. nouv. 97 c. — Jugem. par défaut 130-10, 147 c.
- Besançon. Disposit. entre vifs 1329.
- Paris. Vente publ. d'im. 1756.
- Rennes. Degré de jurid. 632-60. — Circ. Acte de l'état civ. 271 c.; Secours publ. 164.
- 31 Liège. V. 11 juin.

Juillet.

- 1 Décr. Dom. de la cour 15.
- Cass. Arbitr. 824, 932 c.; Jugem. 281-50. — Degr. de jurid. 30. — Faillite 422.
- Paris. Arbitr. 825.
- Turin. Requête civ. 96-10.
- 2 Décr. Avocat 253, 256; Avoué 27; Cons. d'Etat, p. 184; Défense 117; Marais 6; Uniforme-costume 16, 42.
- Cass. Attentat aux mœurs 26 c.; Presse-outr. 825-20 c., 857-20. — Cassation 1752. — Disposit. entre vifs 1343. — Douanes 886-60. — Instr. crim. 1073, 1408, 1502, 2054, 3170, 3599; Témoin 153. — Mat. d'or et d'arg. 120.
- Metz. Privil. et hypoth. 1525-10. — Nîmes. Oblig. 3486-10 c., 2487.
- Cons. d'Etat. Eau 561-50. — Jug. p. déf. 531. — Manufact. 22-10, 142.
- Decis. Notaire 308 c., p. 590; Pêche fluv. 18.
- 3 Cass. Cassation 1746-90 c.; Propriété littéraire 333 c., 339. — Procès-verbal 102. — Propriété littér. 339.
- Bruxelles. Conciliat. 53. — Effets de comm. 135.
- Colmar. Obligat. 2938-20.
- Liège. Acquissem. 478 c.; Degr. de jurid. 273-30. — Faillite 161-40, 290.

Juillet.

- 3 Metz. Oblig. 4005-50.
- Paris. Désavén 140 c.; Désistement. 15 c., 77 c.; Paternité 347 c., 632-30.
- 4 Cass. Commune 708 c.; Compét. crimin. 392; Revendeur 3. — Presse-outrage 1328. — Procès-verbal 308.
- Florence. Domicile élu 119-20.
- Trèves. Compét. comm. 187 c.; Effets de comm. 885, 887 c.
- Circ. Voirie p. terre 211.
- 5 Cass. Loi 273, 294-20 c.
- 6 Cass. Action poss. 508 c., 761. — Enreg. 4756. — Jour férié 45-50; Jugem. par défaut 253-20 c. — V. 9 juillet.
- Agen. Appel civ. 257 c., 683 c.; Exploit 24-70, 67-30 c.
- Nîmes. Privil. et hypoth. 1804-10; Vente publ. d'im. 343 c., 348 c., 413 c.
- Paris. Absence 504. — Paternité 335. — Vente 382-10.
- 7 Cass. Compte 83, 84 c. — Effets de commerce 628. — Minorité 663 c.
- Bruxelles. Acquissem. 571.
- Paris. Jugem. p. déf. 421-10. — Toulouse. Success. 1061.
- 8 Cass. Action poss. 453. — Degr. de jurid. 579 c.; Paternité 45, 51 c., 57-30 c., 191 c. — Mariage 727.
- Orléans. Exploit 63-30.
- Paris. Oblig. 1391, 1619 c.
- Statuts. Notaire 321.
- 9 Cass. Appel civ. 212 c.; Degr. de jurid. 52-30, 53-60 c. — Cassation 670, 1342-30, 1343 c.; Instruit. crim. 1502. — Compte 177. — Crimes c. les personnes 161. — Disposit. entre vifs 634, 2339 c.; Success. 276. — Instr. crim. 1921, 3177-80, 3350-10, 3726-30. — Vol 217-30. — V. 6 juillet.
- Liège. Obligat. 4813.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 1471, 1467 c.
- Turin. Nantissim. 319 c.
- 10 Cass. Cassation 404 c.; Contrav. 407 c.; Vol 421-10. — Vagabondage 52.
- Bruxelles. Requête civ. 205.
- Nîmes. Renvoi 91-20.
- Orléans. Interr. s. faits et art. 17.
- Paris. Banquier 49.
- Rennes. Jugem. 559-100.
- 11 Décr. Presse-outr., p. 403; Tonnelle 46.
- Ord. Charpentier, p. 82.
- Paris. Oblig. 4959-20 c.; 4969-30. — Reprise d'inst. 12. — Vente publ. d'im. 1308.
- Rennes. Acte 3 c.; Except. 263 c. — Arbitr. 847. — Intervent. 65; Jugem. 436-30 c.
- Cons. d'Etat. Emigré 179-170 c.; Forêts 1916. — Expert. 383. — Marché de fourn. 19-10, 152-20. — Trésor publ. 997. — Vente administr. 14, 141.
- Decis. Enreg. 3269.
- 12 Colmar. Eau 357.
- Metz. Vente publ. d'im. 299.
- Paris. Loi 312 c.
- Instr. Jugem. 729.
- 13 Bruxelles. Privil. et hypoth. 1093.
- Paris. Success. 280, 414.
- Circ. Octroi 261, 262, 264.
- 14 Décr. Vagabondage, p. 5.
- Cass. Appel civil 181. — Arbitr. 322. — Disposit. ent. vifs 375-30.
- Grenoble. Vente publ. d'immeub. 114-10, 934-30 c.
- Lyon. Action 158.
- Metz. Propriété féod. 352-20.
- Paris. Frais 132.
- Toulouse. Servitude 1055-10.
- Cons. d'Et. Hospices 55 c.; Mise en jugem. 77; Secours publ. 367 c. — Marché de fourn. 10-30, 40-40, 46-20, 97-10. — Vente administr. 98.
- Decis. Notaire 308 c., p. 590.
- Instr. Enreg. 5321.
- Règlement. Vente administr. 279.

Juillet.

- 15 Cass. Avocat 529. — Contrat de mar. 150 c.; Disposit. ent. vifs 2380-40. — Enregist. 4810. — Prescript. civ. 1050. — Réglem. de juges 56-10, 67.
- Agen. Degr. de jurid. 384-10.
- Besançon. Degr. de jurid. 340; Privil. et hypoth. 653 c., 673-50 c., 675-50.
- Caen. Disposit. entre vifs 1664 c.
- 16 Cass. Cassation 878. — Commune 2147. — Complice 209.
- Fonctionn. publ. 47-100; Huissier 21-10 c.; Liberté indiv. 24-20. — Instr. crim. 1626-10, 1697-10, 2337, 3105. — Loi 367-40. — Org. Judic. 153-10. — Témoin 153-10. — V. 6 juillet.
- Lyon. Success. 2223.
- Rennes. Expert. 122. — Jugem. 1041-30; Jugem. par défaut 72 c. — Notaire 487.
- 17 Cass. Cassation 1858-20. — Compét. crim. 508-10. — Complice 35-10, 56. — Faux 160. — Instr. crim. 1343-30. — Vol 436.
- Rennes. Acte 3 c.; Contr. de mar. 2238.
- Rouen. Agréé 67.
- 18 Riom. Jugem. par défaut 10-50.
- 19 Cass. Biens 75; Enreg. 4903 c. — Oblig. 715 c.; Peine 118.
- Bruxelles. Interdict. 74-10, 165-10. — Louage 62 c.
- Rennes. Arbitr. 202, 1352; Société 1069.
- 21 Cass. Chose jugée 168-30. — Commune 2171. — Contr. de mar. 2459. — Séparat. de corps 497, 498-40.
- Bruxelles. Compét. comm. 398; Scellés 150 c.
- Colmar. Vente 993.
- Paris. Obligat. 5043-30.
- Riom. Jugem. par défaut 111-10.
- Turin. Nantiss. 276-30.
- 22 Cass. Privil. et hypoth. 2087. — Success. 761.
- Bruxelles. Oblig. 5113-10.
- Metz. Acquissem. 267, 268 c.
- Paris. Usufruit 276.
- 23 Cass. Cassation 826-90. — Instr. crim. 1343-30, 3504-10. — Jugem. 1007-20; Jugem. d'av. dire droit 63-30. — Org. judic. 240. — Privil. et hyp. 1589-20. — Réglem. de juges 177. — Renvoi 176-10. — Serment 183-30.
- Besançon. Contr. par corps 915. — Faillite 613-20; Obligat. 3205 c.
- Gènes. Vente publ. d'immeubles 127.
- Nancy. Délai. 54 c.; Jour férié 44-30 c.; Jugem. par défaut 253-40. — Ordre 933-10.
- Paris. Surendère 324.
- Rennes. Domicile 59-40 c.
- Decis. Douanes 128.
- Solut. Enreg. 4308.
- 24 Cass. Cassation 1007-40. — Faux 127. — Loi 145-30.
- Colmar. Exploit 490-10.
- Douai. Séparat. de corps 440-20.
- Grenoble. Arbitr. 353.
- Paris. Exploit 278-30.
- Rennes. Appel civ. 223. — Vérif. d'écrit. 75-30, 76.
- 25 Cass. Abus de conf. 134; Vol 348 c. — Forêts 1358. — Impôts indir. 216, 493. — Peine 368-20. — Procès-verb. 330-40.
- Rouen. Rentes constit. 157.
- 27 Bourges. Chose jugée 551.
- 28 Cass. Douanes 886-30. — Enreg. 5738.
- Agen. Vente 1208.
- Aix. Appel crim. 253, 323; Except. 575-30 c.
- Colmar. Huissier 97. — Obligat. 3451.
- Gènes. V. 23 juillet.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 2940-30.
- Montpellier. Appel civ. 683 c.; Exploit 67-10.
- Paris. Acquissem. 474.
- Decis. Enreg. 1602.

Juillet.

- 29 Cass. Cassation 1600-10 c. — Minorité 257. — Prise à partie 65-20. — Société 1715-20.
- Bruxelles. Contr. de mar. 1371 c., 177. — Usufruit 171.
- Liège. Séparat. de corps 477.
- Orléans. Degr. de jurid. 449-70. — Exploit 319-20.
- 30 Cass. Commiss. de police 38 c.; Fonctionn. publ. 131-10. — Compét. crimin. 506-10. — Instr. crim. 1057. — Prescript. crim. 58, 232. — Serment 169-10. — Substit. 261-50. — Vagabondage 69-20.
- Amiens. Vente publ. d'immeub. 1735.
- Liège. Disposit. entre vifs 4018.
- Paris. Jugem. 434-20.
- Solut. Enreg. 1469.
- 31 Cass. Abus de confiance 187 c., 194, 195 c.; Chose jugée 518-70 c.; Quest. préjudic. 71 c. — Cassation 551. — Compét. crim. 183. — Impôt indir. 461-30. — Org. marit. 1003-40. — Vente de subst. falsif. 95.
- Poitiers. Appel civ. 1091.
- Trèves. Except. 280-30.
- Cons. d'Etat. Echange 43. — Vente administr. 330-20.

Août.

- 1 Colmar. Exploit 588-10.
- Dijon. Commune 2143.
- Turin. Appel incid. 113; Disposit. entre vifs 1100-10.
- 2 Cass. Cassation 116, 118; Droit civ. 452 c.; Org. judic. 360-10. — Loi 194 c., 195; Louage à dom. cong. 6-10.
- Bruxelles. Vente 1895.
- Paris. Domicile 46-100 c. — Ordre 1049-20. — Surendère 104-10. — Vente 1093.
- 4 Cass. Interdict. 87.
- Besançon. Privil. et hypoth. 1476-20 c., 1479, 1581, 2070-10 c.
- Colmar. Disposit. entre vifs 1559.
- Dijon. Rente viagère 62-10.
- Liège. Surreas. 1374, 1383 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1251-20-30, 1448-70.
- Avis Cons. d'Etat. Peine, p. 552.
- 5 Cass. Action possess. 695. — Exploit 337; Mariage 859-30 c. — Faillite 325 c., 343-10, 556 c. — Loi 337-10; Puiss. patern. 132 c., 148. — Mariage 815. — Org. judic. 512. — Vente publ. d'im. 605, 1613 c. — V. 3 août.
- Bordeaux. Obligat. 3114-10.
- Dijon. Biens 247.
- Nîmes. Exploit 104-40. — V. 25 août.
- Rennes. Exploit 240.
- 6 Cass. Instr. crim. 1635. — Peine 366. — Procès-verb. 551. — Rébellion 10-10.
- Agen. Vérif. d'écrit. 71-10.
- Orléans. Conciliat. 140.
- Toulouse. Vente publ. d'immeub. 1459-20.
- 7 Décr. Avocat 77.
- Cass. Faux 231 c., 238; Instr. crim. 1073, 1081 c. — Renvoi 134.
- Cour d'ass. Haute-Vienne. Faillite 1387 c., 1388.
- Dijon. Disp. entre vifs 2798-20.
- Metz. Disposit. entre vifs 1678, 2931, 2947 c., 3028-40 c.
- Nîmes. Louage à cheptel 46-10.
- Cons. d'Etat. Commune 182. — Voirie p. terre 1128.
- 8 Bourges. Vente publ. d'immeub. 1560-20, 1735.
- 9 Orléans. Expert. 309.
- 10 Agen. Acquissem. 872.
- Bourges. Ordre 294-20.
- Bruxelles. Saisie-revendic. 13.
- Rennes. Disposit. entre vifs 1570, 1778, 4473-30; Obligat. 349.
- Toulouse. Nantissim. 300, 309-30.
- 11 Cass. Emigré 169-10. — Minist. publ. 144-50 c.
- Aix. Mariage 736-10.

Août.

- 11 Nîmes. Contr. par corps 51, 197c. — Substit. 149, 282 c.
- Paris. Compte courant 144. — Ordre 640, 643 c., 1050-10 c.
- 12 Cass. Contrat de mar. 3308-10. — Louage 761-10. — Vente 401-30c., 40c., 1050-10, 1051c., 1052 c., 2001-10.
- Bourges. Jugem. p. défaut 152-30.
- Limoges. Absence 146 c.
- Nîmes. Privil. et hypoth. 397.
- 13 Cass. Cassation 1342-30, 1923-30. — Contrav. 188, 409. — Instr. crim. 1145. — Serment 139; Témoin 73, 823-30.
- Amiens. Dispositions entre vifs 2335-10-30.
- Bruxelles. Contrat de mariage 1753 c.; Séparat. de corps 159 c., 161.
- Caen. Usufruit 178.
- Gènes. Effets de comm. 686, 687 c.
- Orléans. Degr. de jurid. 441-10.
- Rennes. Conciliat. 57 c.; Oblig. 5245-10.
- Toulouse. Contrat de mar. 3987.
- 14 Cass. Cassation 1923-40. — Domm. destr. 193-40c.; Forêts 221, 607. — Impôts indir. 65-10, 106 c. — Instr. crim. 1679.
- Grenoble. Effets de comm. 958.
- Paris. Minorité 644-10; Obligat. 1214 c.
- Cons. d'Etat. Emigré 405-220. — Servitude 1292-40.
- 17 Cass. Effets de comm. 106.
- Bruxelles. Frais 133-20.
- Rennes. Expert. 164 c., 182-10, 331, 336 c.; Serment 94 c.
- 18 Cass. Degr. de jurid. 369.
- Paris. Privil. et hypoth. 1428.
- Rennes. Absence 66 c. — Jugem. p. déf. 169.
- Decis. Enreg. 834, 5380; Notaire, p. 590.
- 19 Cass. Chose jugée 234; Jugem. 41-10. — Commune 2160. — Contrat de mar. 3905 c., 3906, 3911 c.
- Caen. Disposit. entre vifs 3137.
- 20 Cass. Action poss. 658; Chose jugée 45-20 c. — Armes 39 c., 48. — Cassation 670. — Compét. administrat. 72-40. — Discip. 333-10. — Frais 1031-30. — Pêche fluv. 132. — Témoin 455-20. — Vol 650. — V. 30 avril 1812.
- Agen. Degr. de jurid. 252.
- Besançon. Servitude 918-10.
- Bruxelles. Effets de comm. 141, 390 c. — Privil. et hypothèques 1603-30.
- Liège. Success. 277 c.
- Metz. Degr. de jurid. 101.
- Orléans. Saisie-execut. 25; Saisie-gagerie 6 c.
- Rennes. Appel civ. 611.
- 21 Cass. Cassation 543. — Faux 154-20. — Mise en jugem. 88. — Paternité 369-60.
- Colmar. Vente 1211.
- Rennes. Degr. de jurid. 76.
- 22 Cass. Cassation 1576-20 c.; Vente 489-20-30.
- Bruxelles. Faillite 143-30 c., 146-20 c., 155-20 c., 158.
- Rennes. Dépôt 248.
- Turin. Faillite 267-60 c., 1343; Jugem. p. déf. 350 c.
- Circ. Culte 660.
- 24 Décr. Commune 135; Dom. extraord. 22; Majorat 4, 12 c.; Org. adm. 315; Poudres, p. 51.
- Nîmes. Obligat. 3232. — Saisie-execut. 271.
- Rennes. Disposit. entre vifs 3993.
- Rouen. Substit. 155, 203-30, 230 c., 233 c.
- Toulouse. Propriété féod. 193-20.
- Cons. d'Etat. Jugem. 930. — Procès-verbal 783. — Servitude 1293-10. — Voirie p. terre 1354-60, 1448-80.
- 25 Cass. Action poss. 372; Servitude 151-20 c. — Cassation 1414; Jugem. d'av. dire droit 17-30 c.; Paternité 239-20, 274 c., 284 c. — Success. 1096-30.
- Besançon. Faillite 692 c., 731, 801-20 c.

Août.

- 25 Metz. Contrat de mar. 4298-10.
— Nîmes. Vente publ. d'imm. 233 c., 938-10 c., 412-10.
— Rennes. Avoué 116.
— Riom. Appel civ. 1090.
— Rouen. Paternité 620-20.
26 Cass. Arbitr. 296. — Commission. 408.
— Angers. Privil. et hypoth. 928.
— Metz. Absence 514 c., 522; Disposit. entre vifs 3626-20 c.
— Orléans. Jugem. par déf. 151-20.
— Paris. Jugem. par déf. 397-10.
— Toulouse. Louage à loct. perpét. 9-20.
27 Cass. Appel crimin. 42 c., 57. — Cassation 701, 1798 c.; Tentative 96-20. — Chose jugée 418.
— Droit civ. 449; Loi 147 c. — Faux 350-20. — Instr. crim. 1066, 2916-10, 3175. — V. 27 mars 1812.
— Paris. Domicile élu 78.
— Rennes. Acquis. 644 c.; Oblig. 5288.
28 Decr. Commune 135.
— Cass. Appel crim. 203; Délai 54 c.; Instr. crimin. 851 c.; Jour férié 45-10 c. — Donn. destr. 217. — Faux 52. — Procès-verb. 91 c., 117, 601-20.
— Colmar. Exploit 65-40.
— Grenoble. Degr. de jurid. 253-30.
— Metz. Obligat. 5393.
— Paris. Obligat. 539.
29 Amiens. Privil. et hyp. 3330-20.
— Paris. Cautionn. 303. — Industrie 359-10. — Privil. et hypoth. 2374.
— Rennes. Surenchère 86.
31 Colmar. V. 31 août 1811.
— Nîmes. Pérémpcion 67-40, 229 c.

Septembre.

- 1 Cass. Disposit. entre vifs 29-80, 2515 c., 2536, 2528 c., 4206 c. — Circ. Distr. par contr. 188.
2 Cass. Arbitr. 445, 513 c. — Degr. de jurid. 210. — Enreg. 181, 1761, 4713. — Obligat. 3-9-10.
— Metz. Vente publ. d'imm. 437, 458-30, 465, 467, 468, 473-20.
3 Cass. Cassation 2249-70 c.; Complice 113, 114 c.; Faux 226 c., 227 c., 476; Instr. crimin. 1900-30, 2068, 2688, 2708; Témoin 105. — Compét. civ. trib. d'arrond. 93-30. — Contr. de mar. 4229-30. — Instr. crimin. 1155, 2068-10, 2305-10.
4 Cass. Cassation 783. — Instr. crim. 2520-30. — Propr. littér. 346 c., 488. — Quest. préjud. 88. — Vol 280, 311.
5 Cass. Appel crimin. 89 c.; Commune 1293; Procès-verb. 57-10; Uniforme-costume 57. — Bigamie 51; Prescript. crim. 228. — Cassation 423. — Commune 1235. — Instr. crimin. 998-80, 1061 c.; Obligat. 4896-10 c. — Quest. préjud. 70 c. — Vente de substances falsif. 107, 108 c. — Vol 266-20.
7 Instr. Enreg. 3269.
8 Cass. Faillite 1246.
— Décis. Enreg. 4919.
9 Cass. Renvol 24.
— Paris. Refere 168-20.
— Décis. Notaire 249, 302, p. 590.
10 Cass. Complice 83 c., 182; Instr. crim. 1502. — Compte 151 c., 154, 192 c.; Effets de comm. 458 c.; Obligat. 3673-10 c. — Degr. de jurid. 567. — Faux 338. — Instr. crim. 1753, 1754-10, 3170. — Peine 562. — Rébellion 10-20. — Témoin 107-30. — Vagabondage 108.
11 Cass. Cassation 1923-60. — Exploit 66-10. — Mise en jugement 94, 275 c., 276.
— Paris. Appel civ. 169. — Contr. par corps 71.
12 Decr. Vente publ. d'immeubles, p. 554.

Septembre.

- 12 Cass. Appel crim. 258, 257 c. — Cassation 308-60. — Commune 1043. — Complice 53 c., 107 c., 134 c., 142, 229; Instr. crimin. 1116, 1983-10 c. — Jugement 790-10, 793-10. — Serment 169-10, 199-30; Témoin 389-40c.
— Bruxelles. Effets de comm. 580; Jugem. d'av. droit 44-150 c.
14 Cass. Instr. crim. 3562-20.
— Décis. Grâce 38.
18 Paris. Saisie-exéc. 262. — Trés. publ. 1374 c.
20 Cons. d'Etat. Dom. engag. 74-30 c., 104-10. — Exprop. publ. 12-20. — Trés. publ. 876.
21 Decr. Org. administr. p. 607; Prad'hommes, p. 535; Voirie par terre 195.
22 Decr. Pension, p. 732.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 150 c.; Echange 22. — Propriété 378; Vente administr. 326, 327.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 641.
— Circ. Archives 60.
— Décis. Culte 128.
23 Circ. Expert. 410; Instr. crimin. 574, 916; Témoin 315.
24 Solut. Enreg. 703 c., 3518.
25 Bruxelles. Mariage 285-10, 330-10 c.
— Paris. Commissionn. 236; Mandat 251-10 c.
— Solut. Enreg. 3516.
30 Paris. Commissionn. 400.

Octobre.

- 1 Arrêté. Monument 31, 34; Trav. publ. 233.
— Cass. Cassation 421. — Contrav. 277 c.; Vol 369. — Douanes 886-40. — Instr. crim. 1754-10, 3040, 3741-10.
— Décis. Grâce 38.
2 Cass. Instr. crim. 3111-10. — Peine 410-20.
4 Cass. Oblig. 1059 c.; Paternité 518-50, 563 c., 598-10 c., 671-20 c., 679 c.
5 Cass. Compét. civ. trib. de paix 14. — Vente publ. d'imm. 516, 925 c.
— Circ. Presse-out. 115.
6 Cass. Cassation 904. — Faillite 135. — Loi 269. — Propriété féodale 179; Rentes foncières 48 c.
— Turin. Privil. et hypoth. 2268. — Décis. Enreg. 4901-50.
7 Cass. Appel civ. 1157; Chose jugée 97 c.; Mariage 955-60 c.; Oblig. 2891 c. — Privil. et hypoth. 1499-40 c., 1557.
— Cons. d'Etat. Action possess. 842 c.; Vente administr. 357-20. — Commune 2335; Cons. d'Et. 204. — Culte 538.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 183. — Culte, p. 708.
8 Cass. Douanes 973. — Instr. crim. 844, 1438, 2749, 3255-10. — Jugem. 760. — Peine 308, 748. — Témoin 637-20. — Vol 318, 521 c.
9 Cass. Chose jugée 426. — Instr. crim. 1064, 1679. — Vol 217-10, 903.
— Paris. Jugem. 532-10. — Ordre 1180-30 c.; Vente publ. d'imm. 1334.
10 Cass. Peine 270.
11 Decr. Trés. publ., p. 1127.
— Avis Cons. d'Et. Chasse 43 c.
12 Decr. Impôts indir., p. 408.
— Cass. Disposit. entre vifs 370, 376 c.
13 Decr. Théâtre, p. 297.
— Cass. Cassation 1908-140, 2060; Dépôt 138-40. — Contrat de mar. 1085 c.; Mariage 812-10. — Vente publ. d'imm. 814 c., 1275, 1737 c.
— Douai. Faillite 328-40, 1161 c.
— Avis Cons. d'Etat. Org. judic., p. 1504; Présence, p. 378.
14 Cass. Appel incid. 11; Chose jugée 215-10 c.; Ordre 974-10 c. — Cassation 2050.

Octobre.

- 15 Decr. Org. colon. 116; Propriété littér., p. 445.
— Cass. Appel crim. 374; Presse-outage 1361. — Cassation 1342-30. — Contrat de mar. 404. — Faux 475. — Instr. crim. 2084-10. — Mise en jugement 74. — Presse-out. 1505-20. — Privil. et hypoth. 763. — Vol 424.
— Solut. Enreg. 4360.
— Statuts. Notaire 566.
16 Cass. Cassation 670. — Impôts indirects 194, 226. — Instr. crim. 498, 1073.
— Nîmes. Faillite 57-30.
— Instr. Certif. de vie 63 c.; Enreg. 4901-30, 4932-10.
20 Cass. Disp. entre vifs 1667 c., 1693. — Enquête 20. — Jugem. 61-20. — Vente publ. d'imm. 1736-50.
— Décis. Enreg. 696.
21 Cass. Chose jug. 146-10. — Disp. entre vifs 2981-40. — Effets de comm. 712.
— Paris. Référé 219-30.
— Instr. Trav. publ. 244.
22 Cass. Abus de conf. 29; Faux 347. — Acte de l'état civil 503; Faux 173-10 c., 180; Obligat. 3776 c. — Appel crim. 192 c., 398 c.; Presse-out. 1564. — Cassation 738; Instr. crim. 707. — Chose jug. 318 c.; Commune 2119, 2121 c. — Crimes contre les personnes 30; Faux 303. — Instr. crim. 1414, 1503 c., 1871, 3528-10. — Tentative 96-30.
— Trèves. Exploit 567-30. — Instr. Monument 14.
23 Cass. Cassation 1550-20. — Chose jugée 474. — Douanes 886-10; Loi 351-50. — Forêts 488 c. — Instr. crim. 1414, 1502. — Prescript. crimin. 180, 207 c., 232. — Procès-verbal 681-10.
— Paris. Except. 203-70 c.; Règlement de juges 38.
24 Liège. Mariage 295.
— Instr. Enreg. 4919.
25 Cass. Instr. crim. 412.
26 Cass. Enreg. 2153. — Jug. 41-10. — Pérémpcion 175-10, 263.
27 Arrêté. Mines 242.
— Cass. Chose jugée 128. — Emigré 151-20, 406-30 c.
28 Cass. Impôts Indir. 154. — Vente 1231-10.
29 Cass. Abus de conf. 121 c., 139; Vol 115 c., 352 c., 674 c., 678 c., 688 c. — Chose jugée 478. — Complice 247. — Rébellion 22 c.
— Circ. Voirie p. terre 1974.
30 Cass. Crimes cont. les personnes 268-10. — Douanes 886-30. — Faux 475; Instr. crim. 2366, 3439-10. — Org. judic. 562. — Procès-verb. 181 c. — Tentative 88-30.
— Trèves. Jugem. par défaut 46-80; Saisie-arrêt 299 c.

Novembre.

- 2 Cass. Douanes 402.
3 Cass. Emigré 192, 405-290. — Forêts 991, 1382 c.; Vente 773 c. — Incident 24-10; Obligat. 209, 4706 c., 4722-20. — Vente 1194-10 c. — Juifs 24-20. — Obligat. 4172-10, 4749 c., 5027 c.
— Circ. Mines 245.
— Instr. Enreg. 4972-60.
4 Cass. Loi 278; Rentes constit. 185-10 c.
— Orléans. Contr. par corps 794. — Jugem. par défaut 151-10.
5 Cass. Acte de comm. 85 c., 113; Commerce 34 c. — Cassation 670. — Disp. entre vifs 1507, 4611 c. — Instr. crim. 3104-10, 3570. — Liberté indiv. 63; Instr. crim. 2916-20; Témoin 460-10. — Obligat. 1418. — Peine 252 c., 293-10.

Novembre.

- 6 Cass. Faux 231. — Impôts indir. 578-20; Procès-verb. 399-40 c. — Instr. crimin. 1064. — Obligat. 797. — Peine 79, 544, 546. — Vol 444-40.
— Metz. Rentes constit. 169-20.
— Rouen. Faillite 1058.
— Décis. Culte 298.
7 Cass. Cassation 559 c.; Faux 242; Obligat. 3504 c. — Instr. crim. 412. — Vol 529.
9 Cass. Effets de comm. 850. — Ordre 64, 72-10, 283 c., 454 c. — Paris. Arbitr. 1202.
10 Cass. Commune 1416. — Crimes contre les personnes 166-40 c. — Disposit. entre vifs 3148-20 c. — Effets de comm. 709-10. — Emigré 403-40. — Enreg. 5655, 5664. — Success. 517.
— Colmar. Référé 7.
— Paris. Bourse de comm. 531 c., 541. — Disposit. entre vifs 4115.
11 Cass. Appel incid. 95 c.; Privil. et hypoth. 965. — Enreg. 5212. — Faillite 1241, 1277 c.; Vente 269. — Interrog. sur faits et art. 32. — Mariage 840-20. — Privil. et hypoth. 1613-10.
— Caen. Disposit. entre vifs 3137. — Douai. Contr. de mar. 657.
— Paris. Louage 444-10; Tierce opposit. 178-10. — Privil. et hypoth. 1344.
12 Cass. Action possess. 371. — Cassation 670, 841. — Commune 1043; Manufact. 186-40 c. — Forfait. 102-10. — Mise en jugement 135.
13 Cass. Cassation 1031-c. — Faux 232. — Impôts indir. 85-10. — Peine 280.
— Limoges. Exploit 758.
14 Cass. Cassation 117.
15 Caen. Disposit. entre vifs 2445-40 c. — Vente publ. d'immeubl. 2028.
— Limoges. Instr. crim. 507.
— Paris. Ordre 414.
17 Cass. Conflit 218-10. — Mariage 853. — Oblig. 274. — Substit. 271; Transaction 129-20 c. — Vente 171.
— Agen. Degr. de jurid. 344-20.
— Nîmes. Exploit 545-10.
— Rouen. Jugem. p. déf. 415-10.
18 Cass. Cassation 477. — Disposit. entre vifs 3005, 3439-10. — Effets de comm. 439, 478-30 c., 486-30 c. — Faillite 761; Quest. préjud. 19-20.
— Bourges. Effets de comm. 699; Caen. Loi 273; Rentes constit. 15, 16, 163-10.
— Limoges. Pérémpcion 261.
— Rennes. Compét. comm. 369.
— Toulouse. Oblig. 4403-30.
— Trèves. Disposit. entre vifs 3041-20 c., 3057-20; Faux inc. 53 c.; Responsab. 434.
19 Cass. Action poss. 71 c., 442. — Cassation 466. — Contrat de mar. 226 c., 236-10. — Disposit. entre vifs 2313-40. — Obligat. 1784. — Vente publ. d'immeubl. 975. — Vol 533.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3575 c., 3707 c., 3724; Scellés 31 c. — Effets de comm. 392.
— Délit. Notaire 129.
— Instr. Enreg. 4886.
20 Cass. Boucher 19 c.; Boulanger 26. — Cassation 1749-10 c.; Vol 275, 280 c. — Crimes cont. les person. 104, 106. — Défense 59. — Impôts indir. 504, 508 c. — Instr. crim. 2699.
— Grenoble. Enquête 143.
— Nancy. Appel civ. 884.
— Rennes. Mat. comm. 26.
21 Cass. Cassation 847. — Chose jug. 426 c.; Faillite 1388.
— Bruxelles. Mines 482.
— Paris. Acte de comm. 130; Commerce 37 c., 169. — Contrainte p. corps 270 c.; Vérific. d'écrit. 184-20, 189 c.

Novembre.

- 23 Cass. Enquête 485-10, 491 c. — Prêt à intérêt 42-10. — Société 874-20.
— Besançon. Disposit. entre vifs 790, 792 c.
— Caen. Loi 309 c.; Minorité 727.
— Nancy. Exploit 32-30.
— Paris. Vente publ. d'imm. 1813.
— Trèves. Appel civ. 747 c.; Domicile élu 118-20 c.; Exploit 236 c., 435-30.
24 Cass. Contrat de mar. 2318. — Délai 25-30 c.; Privil. et hypoth. 1366, 1557. — Expert. 812. — Success. 484.
— Rouen. Contrat de mar. 1659 c., 1703; Mariage 749-40 c.
25 Cass. Cautionn. 31; Enreg. 1514 c.; Privil. et hypoth. 2811-20 c.; Quest. préjud. 205-20 c. — Faillite 796.
— Paris. Exploit 278-70.
— Trèves. Vente publ. d'immeubl. 1536-10.
— Cons. d'Etat. Cautionn. de fond. 132 c.
26 Cass. Appel crim. 149. — Cassation 170 c., 1007; Faux 458. — Complice 40, 244-10. — Presse-out. 782-90, 1493 c., 1505-10. — Toulouse. Eau 119-10.
— Circ. Org. marit. 562.
27 Cass. Appel crim. 27; Instr. crim. 1170 c. — Cassation 2098 c.; Vol 750-80. — Compét. crimin. 623; Crimes contre les person. 71 c. — Douanes 821-100. — Vol 817-10.
— Agen. Privil. et hypoth. 831 c., 1291.
— Paris. Ordre 968.
— Circ. Org. marit. 548.
28 Cass. Chose jugée 426. — Compét. crim. 436. — Contrav. 370 c.; Faux 44 c., 81; Règlement de juges 173. — Vol 657.
— Bruxelles. Acte de commerce 269.
30 Cass. Cassation 1585 c. — Cautionn. 54; Loi 190 c. — Enreg. 2603.
— Paris. Saisie-exéc. 19. — Vente 1105.
— Rennes. Compét. civ. trib. d'arr. 86; Prêt à intér. 77 c.

Décembre.

- 1 Cass. Enreg. 2219, 4024. — Hospices 425. — Success. 799; Usufruit 441.
— Paris. Obligat. 2291-10.
2 Cass. Privil. et hypoth. 1322-10; Obligat. 539 c.
— Paris. Effets de comm. 714-10.
— Rennes. Exploit 455-30.
— Trèves. Jugem. par défaut 237-110.
3 Cass. Cassation 1007-40. — Complice 36-60. — Faux incid. 304 c., 311-20, 313. — Serment 186-10. — Substitution 242-30.
— Aix. Disposit. entre vifs 3895-50 c., 2896-40, 3144-10 c.
— Bruxelles. Faillite 215-20, 225 c. — Ordre 979, 987; Privil. et hypoth. 1459, 1622-10 c.
— Metz. Disposit. entre vifs 1984-50, 2063-20, 3599 c.
4 Cass. Chasse 334. — Compét. crim. 486 c.; Complice 77 c.; Témoin. faux 55. — Forêts 489. — Douanes 821-100. — Impôts indir. 521. — Instr. crim. 2044, 3152.
— Caen. Disposit. entre vifs 3201.
— Paris. Jugem. 222-10; Vol 37 c.
— Trèves. Decc. sur les lieux 38. — Instr. Place de guerre 10.
5 Colmar. Ordre 816, 819-20, 1252.
— Rennes. Vente publ. d'immeubl. 944-10.
— Turin. Appel civ. 563; Tierce opposit. 74 c.
7 Cass. Disposit. entre vifs 545.
— Bruxelles. Agréé 57 c.; Desaveu 14. — Degr. de jurid. 453. — Exploit 501-10. — Privil. et hypoth. 1158.

Décembre.

- 8 Cass. Cassation 1944; Mise en jugement. 994. — Papier-monnaie 78; Prescript. civ. 120. — Rentes foncières 51-10; Rente 18-30. — Success. 2305-50. — Caen. Faillite 421-10 c., 947. — Servitude 1275.
- Colmar. Mariage 813-10.
- Nîmes. Privil. et hypoth. 1613-10.
- Toulouse. Péremption 9.
- 9 Cass. Arbitr. 159. — Effets de comm. 594, 740 c. — Obligat. 623. — Propri. féod. 410-10.
- Bruxelles. Usufruit 453-10.
- Limoges. Vente publ. d'immeub. 1458.
- Metz. Dem. nouv. 193.
- Riom. Disposit. entre vifs 716.
- 10 Cass. Compét. crim. 639. — Contrat de mar. 1362 c.; Mariage 786-10; Péremption 159-10 c.; Tierce-opposit. 90 c. — Instr. crim. 1196-10, 1496-20, 1626-40. — Prescript. crimin. 232. — Privil. et hypoth. 2074. — Procès-verb. 371.
- Agen. Séparat. de corps 231.
- Bruxelles. Obligat. 4632-10. — Prescript. civ. 166.
- Liège. Privil. et hypoth. 1684-10-20 c.
- Limoges. Exploit 547.
- Metz. Propriété féodale 187. — Vente 111.
- Orléans. Saisie-gagerie 26, 27.
- Cons. d'Etat. Emigré 405 n.
- 11 Cass. Cassation 1500. — Conclusion 22-30. — Contravent. 232; Quest. préjudic. 120 c. — Forêts 408, 608, 1535. — Minist. publ. 296. — Poids et mesures 126-20. — Règlements de juges 193. — Vol 849.
- Liège. Disposit. entre vifs 188-10, 657 c.; Success. 1019-30 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 285.
- 12 Cass. Appel incid. 31, 151 c. — Vol 400-20.
- Besançon. Jugem. par défaut 123-10.
- Caen. Mariage 174-20, 176 c., 180 c., 183 c.
- 14 Cass. Enreg. 5049.
- 15 Cass. Action possess. 245. — Dom. engag. 60. — Effets de comm. 261.
- Bordeaux. Loi 274-20.
- Bruxelles. Mariage 373.
- Limoges. Success. 1914; Vente 2017 c.
- Déris. Enreg. 1023, 3295, 4866.
- 16 Cass. Compét. comm. 464 c., 444 c., 470; Mandat 141 c.
- Besançon. Vente publ. d'immeub. 142-10 c., 143 c., 307-10 c., 40 c., 164 c., 483 c., 480 c., 1526-10; Oblig. 3988-10 c.
- Colmar. Jugem. par défaut 119-10 c., 133 c., 371-10 c., 395.
- Liège. Dem. nouv. 93; Disposit. entre vifs 2974-10, 3070-30; Jugem. 297.
- 17 Cass. Biganle 44; Faux 145 c., 422, 478; Instr. crimin. 2754-10 c. — Disposit. entre vifs 571. — Mat. d'or et d'arg. 70; Procès-verb. 151-70, 495. — Privil. et hypoth. 1515-40, 1533-30 c. — Success. 240, 308 c.
- Amiens. Vente publ. d'immeub. 1513-10.
- Besançon. Abus de conf. 28.
- Colmar. Dépôt 221, 246 c.
- Rennes. Exploit 73-30.
- 18 Cass. Forfait. 33-10. — Jugem. 783; Presse-out. 1372-10. — Renvoi 99. — Vol 602.
- Colmar. Commissionn. 382.
- Paris. Compét. comm. 880.
- Rennes. Acquisec. 710.
- 19 Agen. Deg. de jurid. 248-20; Péremption 301 c.
- Besançon. Expert. 330, 338-10.
- Metz. Disposit. entre vifs 3418-20-30.
- Paris. Except. 355.
- Rennes. Faux inc. 66.

Décembre.

- 20 Cons. d'Etat. Emigré 179-160, 401, 403-70.
- 21 Cass. Loi 272-10 c.; Prescript. civ. 4118. — Propriété féodale 415-30 c.
- Besançon. Arbitr. 796.
- Bruxelles. Compét. 58. — Org. judic. 531 c.
- Caen. Surenchère 346-30.
- Paris. Disposit. entre vifs 1385 c., 1386, 1461 c. — Louage 375 c., 377. — Paternité 81, 478 c.
- Rennes. Compét. comm. 176. — Saisie-exéc. 113.
- Turin. Contr. par corps 181; Obligat. 2311 c.
- 22 Décr. Boulanger 10; Caution. de fonct. 17; Culte, p. 708; Dom. extraord. 20; Douanes, p. 576; Enreg. 30; Gendarmerie, p. 472; Industrie, p. 670; Majorat 4-130; Notaire, p. 890; Org. milit., p. 1880; Place de guerre, p. 841; Privil. et hypoth., p. 48; Prud'hommes, p. 584; Trav. publ., p. 847.
- Cass. Appel civ. 155 c.; Deg. de jurid. 480 20; Vente 1383. — Arbitr. 390 c., 524 c., 568, 688 c. — Disposit. entre vifs 688, 699 c.
- Colmar. Dispositions entre vifs 1664-10; Obligat. 3334.
- Limoges. Acquisec. 554; Appel civ. 748 c.; Except. 274-10 c.; Exploit 393 c.
- Lyon. Commerç. 204.
- Paris. Rente viagère 95-10 c.
- Avis Cons. d'Et. Droit civ., p. 39.
- 23 Cass. Org. judic. 504-10.
- Rennes. Tierce-opposit. 176.
- Trèves. Vente publ. d'immeub. 460.
- 24 Cass. Cassation 551, 963. — Douanes 888-50. — Grains 67 c.; Industrie 436; Tentative 119-70. — Instr. crim. 2153-20, 3314-30. — Séparat. de corps 491.
- Besançon. Arbitr. 481, 796.
- Bruxelles. Prescript. civ. 1072.
- Grenoble. Paternité 437-30.
- 25 Cons. d'Etat. Chose jugée 361; Contr. administr. 28-10. — Dom. de l'Etat. 139-30. — Vente administr. 162.
- 26 Cass. Complice 35-10, 56 c. — Faux 226 c., 231, 271 c., 430.
- Agen. Obligat. 2066.
- Bruxelles. Mariage 157-20 c., 326.
- Rennes. Arbitr. 117 c.; Frais 45-30.
- Cons. d'Etat. Emigré 179-170.
- 27 Décr. Propri. féod., p. 331.
- Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 398-20. — Emigré 179-170.
- 28 Cass. Cassation 683 c., 757. — Disposit. entre vifs 3271 c., 8280. — Enreg. 4706. — Exploit 540-10.
- Liège. Absence 212 c., 431.
- Limoges. Domicile élu 117-10.
- Rennes. Exploit 393-30.
- 29 Cass. Commissionn. 406, 407 c. — Disposit. entre vifs 515. — Dom. de l'Etat 290, 349.
- Agen. Dem. nouv. 36.
- Limoges. Impôts Indir. 543 c.; Saisie-arrest 404; Saisie-exéc. 267.
- Cons. d'Etat. Amnistie 143 c.; Conseil d'Etat 179; Emigré 179-80. — Commune 2290. — Compét. admin. 44-30; Mines 532. — Marché de fourn. 145-70. — Pêche fluv. 65-30.
- 30 Arrêté. Discipline 20.
- Cass. Arbitr. 1100 c., 1225 c., 1226 c., 1238, 1239 c.
- Liège. Deg. de jurid. 874-30.
- Limoges. Exploit 632.
- Montpellier. Prescript. civ. 533.
- Nîmes. Adopt. 117 c., 154. — Chose jugée 375-10.
- Circ. Expert 406, 410; Frais 1071, 1074; Greffe 18, 80-30, 81.
- Instr. crim. 816, 881-20.
- 31 Cass. Abus de confiance 149 c.; Dépôt 11-70; Loi 386-50. — Cassation 871, 1102; Faux inc. 48 c. — Presse-out. 1486-10. — Serment 29-10.

Janvier.

- 2 Cass. Contravent. 413; Vol 400-10, 404. — Substitut. 14-20.
- Paris. Arbitr. 358.
- Rennes. Appel civil 1090, 1095 c.
- 3 Décr. Acte de l'Etat civ. 319 c.; Marais 6; Mines 369, p. 638; Minist. publ. 173 c.; Ouvrier 216 s.
- Cons. d'Etat. Commune 2612-20. — Cons. d'Etat 389. — Requête civ. 267. — Trés. publ. 1082, 1156-10, 1170. — Voirie p. terre 347, 581.
- 4 Cass. Enquête 218 c., 220, 394 c., 398 c.
- Besançon. Disposit. entre vifs 2933-20.
- Bruxelles. Appel civ. 418.
- Rennes. Vente publ. d'immeub. 541-30, 560-10, 914, 919, 1296-10.
- Toulouse. Obligat. 4110-10.
- 5 Décr. Impôts Indir., p. 406; Manufact. 72-10.
- Aix. Contr. p. corps 144-10.
- Rennes. Instr. civ. 10 c.; Jugem. par défaut 251 c., 351-20 c.; Péremption 6.
- Cons. d'Etat. Conflit 48. — Eau 473-110. — Jugem. 938-10.
- 6 Cass. Cassation 1878. — Contrat de mar. 234. — Droit marit. 2161. — Enreg. 2311, 3157. — Faillite 159-10. — Vente 2044-10.
- Besançon. Jugem. 949.
- Orléans. Obligat. 3506 c.; Responsabilité 422. — Vente 81, 1461.
- Paris. Appel civ. 1074.
- Cons. d'Etat. Eau 563-130.
- 7 Cass. Cassation 262, 393; Instr. crim. 131-30 c. — Cassation 2244 c.; Loi 373-30; Prescript. crim. 187, 232. — Crimes contre les personnes 69. — Instr. crim. 1626-40. — Quest. préjud. 24.
- Amiens. Vente publ. d'immeub. 813, 1275.
- Besançon. Usage 79.
- Toulouse. Domicile 48-20. — Péremption 9.
- Avis Cons. d'Etat. Loi 165-160.
- 8 Décr. Propriété féodale, p. 352; Voirie par eau, p. 723.
- Cass. Contr. de mar. 4316, 4333 c. — Domm. destr. 203 c.; Quest. préjud. 48-20. — Forêts 893 c., 1695. — Instr. crim. 1921, 2055, 2553.
- Liège. Compét. admin. 205-10; Dom. de l'Etat 243.
- Rennes. Mariage 829-20.
- Cons. d'Et. Impôts dir. 611-20, 657 c.
- 9 Cass. Cassation 189. — Instr. minist. 61-40.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3129-10. — Obligat. 4052-10.
- Nîmes. Arbitr. 1029, 1370 c.
- Paris. Faillite 48-20.
- 10 Avis Cons. d'Et. Organ. judic., p. 1504.
- 11 Douai. Jugem. 668-10.
- Rennes. Délai 90 c.; Ordre 642 c., 679-10-30 c., 706-10 c., 985-30 c., 1020 c., 1087, 1090.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 361; Eau 478 c.; Organ. administr. 354. — Commune 1690, 1707 c., 1899, 1917, 2299 c.; Usage 271 c. — Compét. administr. 443 c.; Vente administr. 309-10. — Quest. préjudic. 201-10. — Vente administr. 234-20, 254, 364.
- 12 Décr. Douanes, p. 576; Nom 9.
- Cass. Appel incid. 120; Chose jugée 208-50. — Faillite 134. — Jugem. par défaut 150-10. — Vente publ. d'immeub. 512, 897 c., 1329-20.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 2343 c.
- Liège. Dépôt 225; Disposit. entre vifs 166, 323-20 c., 4120 c.; Substitut. 19 c.
- Limoges. Acte de l'Etat civ. 412 c. — Success. 88 c., 89 c., 97, 98 c.

Janvier.

- 12 Paris. Vente publ. d'immeub. 1730 c., 1732.
- 18 Cass. Nom 4 c., 28, 32-10 c. — V. 12 janvier.
- Bruxelles. Compte courant 90; Contr. par corps 469 c.
- Caen. Contr. de mar. 3904 c., 3906.
- Colmar. Success. 1084.
- Nîmes. Appel civ. 996; Contr. de mar. 3491.
- Turin. Notaire 774.
- Cons. d'Etat. Commune 2612-110. — Conflit 56 c., 67.; Voirie p. terre 1430. — Eau 478-100. — Jugem. 928-10; Voirie par terre 1445-50.
- 14 Décr. Douanes, p. 576; Industrie, p. 671.
- Cass. Compét. comm. 346. — Compét. crim. 393. — Vol 510.
- 15 Décr. Org. écon., p. 1288; Org. milit., p. 1880; Vétérin. 3 s.
- Cass. Complice 21-10.
- Aix. Comp. comm. 408 c.; Except. 389.
- Bruxelles. Deg. de jurid. 189-10. — Privil. et hypoth. 1011.
- Caen. Effets de comm. 88 c., 196-20.
- Colmar. Vente 72 c., 170 c., 493.
- Grenoble. Acquisec. 407.
- Nancy. Acquisec. 727; Enquête 130.
- Paris. Ordre 416-10. — Privil. et hypoth. 952, 961, 982.
- Toulouse. Jug. p. défaut 406-10.
- Cons. d'Etat. Conflit 72. — Obligat. 2819. — Trav. publ. 1246-20, 1248-10 c. — Vente admin. 123-20, 225-50.
- Avis Cons. d'Et. Mise en jugement. 91.
- 16 Bruxelles. Enquête 638.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 2180.
- 17 Décr. Marais 6.
- Cons. d'Etat. Commune 1817-10.
- 18 Cass. Disposit. entre vifs 255 c., 2513-10, 2537 c.; Oblig. 6277 c., 5309 c.; Substit. 254 c.
- Cons. d'Etat. Commune 1906, 2475. — Demande nouv. 272; Jugem. p. déf. 506-10, 527 c.; Vente administr. 143. — Dom. nat. 16. — Impôts dir. 458-10, 613. — Mines 526-10 c., 527, 532; Mise en jugem. 180-20 c. — Success. 1234. — Vente administr. 329-30.
- 19 Cass. Effets de comm. 814-10. — Instr. crim. 1626-40. — Prescript. civ. 5064-60. — Reprise d'inst. 103.
- Bruxelles. Paternité 457-10.
- Rouen. Compét. comm. 153.
- Toulouse. Contrat de mar. 3274. — Paternité 492-20.
- Avis Cons. d'Etat. Conflit 6, 192.
- 20 Cass. Culte 535-10. — Mandat 130-30.
- Angers. Eau 254.
- Liège. Mariage 144, 149, 153, 163.
- Paris. Contr. par corps 907-20, 910 c.
- Rennes. Chose jugée 386-10. — Exploit 640-30.
- Trèves. Conciliat. 109; Disposit. entre vifs 545.
- 21 Cass. Cassation 1342-20, 2254 c.; Instr. crim. 2740. — Chose jug. 87. — Fonctionn. publ. 476 c. — Org. judic. 596-10. — Témoin 669. — Tentative 96-70. — Vol 400-10, 404.
- Bruxelles. Effets de comm. 141.
- Caen. Effets de comm. 88 c., 196-30.
- Liège. Acte de comm. 128.
- Metz. Except. 279.
- Paris. Avoue 234.
- Rennes. Chose jugée 87. — Enquête 300.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 1922 c., 1837-10.
- 22 Décr. Bourse de commerce 115; Culte, p. 708.

Janvier.

- 22 Cass. Abus de conf. 178 c.; Mandat 170-10 c.; Vol 221. — Appel crim. 207, 374. — Faux 399-20. — Impôts Indir. 416-10-20. — Instr. crim. 2053, 2120-30, 3170. — Tentative 86-10. — Voirie p. eau 583-10.
- Trèves. Adopt. 192.
- Cons. d'Etat. Commune 2384.
- Avis Cons. d'Etat. Conflit 207 c.
- Circ. Vagabondage 154.
- 23 Décr. Culte, p. 708.
- Cass. Appel crim. 270. — Cassation 851; Désistement 257 c. — Forêts 894, 1697, 1703 c.; Crimes c. les personnes 30-10. — Impôts Indir. 383-10, 354-30, 358-10. — Instr. crim. 188 c., 194 c. — Peine 265, 535-10.
- Angers. Compét. comm. 352.
- Bruxelles. Péremption 52, 318 c.
- Caen. Mariage 172-40.
- Paris. Louage 518-20.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 20; Taxe de denrées 10. — Conflit 209. — Eau 121-20, 141-50 c. — Emigré 401, 403-50.
- 24 Besançon. Désistement. 115.
- 25 Décr. Pension, p. 752.
- Cass. Avoue 132. — Vol 81-10.
- Turin. Arbitr. 984.
- 26 Cass. Arbitr. 1180. — Privil. et hypoth. 653 c., 675-50. — Servitude 949; Usage 591 c.
- Rennes. Obligat. 5319 c.; Vérificat. d'écrit. 176. — Péremption 154.
- 27 Cass. Disposit. entre vifs 2796-30, 3295-10, 3296.
- Agen. Dem. nouv. 66-20.
- Caen. Disposit. entre vifs 1581.
- Rennes. Contrat de mar. 724.
- 28 Cass. Appel crim. 213, 253; Mandat 103 c. — Cassation 766. — Instr. crim. 844, 1626-40, 2906, 2916-30. — Org. judic. 573-30. — Séparat. de corps 498-10-20-30.
- Metz. Disp. entre vifs 3002-10 c., 3003-10.
- 29 Cass. Cassation 670. — Commune 1329. — Instr. crim. 1336-30, 1642, 1681, 3186. — Rentes foncières 58.
- Poitiers. Dépôt 226-30; Obligat. 3114-20 c.
- Rennes. Chose jugée 374-40 c.; Jugem. 326-40.
- 30 Bruxelles. Mariage 153-10 c.; 160. — Vente publ. d'immeub. 1341 c., 1458.
- Colmar. Renvoi 30-20, 52 c.
- Paris. Domicile 32-20. — Privil. et hypoth. 1310.
- Tribunal de la Seine. V. 1833.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 420.
- 31 Décr. Commune 136; Place de guerre, p. 941; Trav. publ., 180, p. 847; Voirie p. terre 198.
- Cass. Forfait. 33-30.
- Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 214-40; Forêts 990. — Dom. nat. 30-10. — Trés. publ. 448-10.

Février.

- 1 Cass. Cassation 1427 c.; Droit civ. 617 c.; Loi 547 c.; Success. 111-10. — Enreg. 1651.
- Bruxelles. Ordre 936-10.
- Turin. Jugem. 667.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 458 c.; Cons. d'Etat 179, 220. — Emigré 196, 401. — Vente administr. 258 c., 330-10.
- 2 Cass. Appel civ. 776 c.; Cassation 1132 c., 1153 c., 1154. — Obligat. 1497. — Prescript. civ. 531.
- Grenoble. Péremption 316.
- 3 Cass. Contrainte par corps 472. — Dispositions entre vifs 226, 696, 2124-10 c. — Privil. et hypoth. 1160-10.
- Bruxelles. Appel incid. 76.

Février.

- 3 Caen. Compét. administr. 141 c.; Emigré 77, 396 c., 398 c.; Droit 69 c.
- Trèves. Jug. par défaut 372-60.
- Cons. d'Etat. Expropriation publ. 19-10.
- 4 Cass. Douanes 886-20 c., 985-70 c., 1010. — Impôts indir. 580-10-20-30. — Pêche marit. 14 c. — Success 164-10.
- Bruxelles. Contrat de mar. 1137 c.; Interrog. sur faits et art. 15-20.
- 5 Sénat-cons. Dom. extr. 20-50.
- Cass. Frais 991-20; Instr. crim. 536-10 c., 529 c., 814, 3175, 3753. — Jugem. 1071-10. — Org. milit. 285-30. — Vol 393-20.
- Agen. Eau 554-50.
- Bordeaux. Droit civ. 467-40.
- Metz. Verif. d'écrit. 83-10.
- Rennes. Faux incid. 83-10.
- 6 Lyon. Contr. par corps 472.
- Paris. Appel civ. 1268. — Vente publ. d'immeub. 560-40.
- 7 Décr. Avocat 77; Mise en jugem. 69.
- Cons. d'Etat. Dom. nat. 16. — Emigré 179-130. — Manufact. 83-10. — Vente admin. 142.
- 8 Cass. Contr. de mar. 4329; Loi 362-20. — Enreg. 4268, 4709, 5382.
- Paris. Cautionnem. 127. — Contr. par corps 173-30.
- Cass. Enquête 73-10; Jugement 668-20; Mat. somm. 79 c. — Frais 908. — Jugem. 54-10. — Org. judic. 569.
- Agen. Deg. de jurid. 320.
- Rennes. Conciliat. 255, 301 c.; Except. 130 c.
- Instr. Mines 395.
- 10 Cass. Cassation 628-10. — Effets de comm. 758. — Enreg. 2074 c., 2076, 2113. — Propr. féod. 160-70. — Propr. littér. 253.
- Bourges. Minist. publ. 167; Requête civ. 121-20 c. — Ordre, V. 10 août 1812.
- Limoges. Prescript. civ. 826-50, 1123; Success. 1156, 2233-20, 2236.
- Paris. Faillite 897.
- Rennes. Arbitr. 1028.
- 11 Décr. Corse 2, p. 498; Trés. publ., p. 1128.
- Cass. Cassation 1342-30. — Expert. 87. — Instr. crim. 1955, 2659, 3175; Serment 186-20. — Obligat. 2683-10. — Privil. et hypoth. 1428. — Propriété 611 c.; Servitude 209.
- Grenoble. Appel civil 855 c., 906.
- Paris. Absent 231. — Faillite 1077-10. — Substitut. 330.
- Instr. Enreg. 816; Ordre 500 c.; Voirie p. terre 62.
- 12 Cass. Cassation 66 c., 820; Discipl. 175-19, 231 c. — Cassation 236 c., 1030, 1068; Peine 993-20. — Compét. crim. 596, 699-10 c. — Faux 178, 183 c. — Instr. crim. 2520-10. — Vol 466-30.
- Bordeaux. Appel civ. 648.
- Rennes. Exploit 57-20 c., 348-10, 523-20.
- 13 Dijon. Vente publ. d'imm. 511. — Proclam. Culte, p. 708; Traité intern., p. 518.
- 14 Cass. Serment 169-10.
- Nîmes. Responsab. 318-20 c., 366.
- Cons. d'Etat. Commune 1673 c. — Concess. administr. 35-10; Mines 188 c., 235-30 c., 496-40 c. — Emigré 179-120, 401. — Travaux publ. 1256-30. — Vente administr. 314-10.
- 15 Cass. Enreg. 6007. — Success. 1541, 1557.
- Bordeaux. Privil. et hypothèques 2126-10.
- Liège. Enquête 239-10.
- Nîmes. Retenue 17.

Février.

- 15 Rouen. Adopt. 131.
- Circ. Voirie par terre 211.
- 16 Cass. Enreg. 5497, 5499 c. — Instr. crim. 2691. — Juifs 24-30. — Propr. féod. 327-10. — Société 1664-20.
- Agen. Appel inc. 76. — Obligat. 4669-20.
- Colmar. Saisie-exéc. 40, 233 c.
- Liège. Refere 168-10.
- Paris. Separat. de corps 424-30, 430, 496-20.
- Pau. Contr. par corps 923-20 c., 927.
- Rennes. Faux inc. 36-10.
- Toulouse. Mariage 83-10.
- Avis. Cons. d'Etat. Culte, p. 708.
- 17 Cass. Enreg. 2179. — Servitude 1280.
- Caen. Success. 1950.
- Rennes. Droit marit. 99.
- Trèves. Jugem. p. défaut 136-40c., 229.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 41.
- Decis. Culte 575.
- 18 Cass. Cassation 233. — Chose jugée 291; Faillite 48-20. — Compét. crim. 157. — Complice 66. — Faux 141-10, 143 c.
- Instr. crim. 1062-30 c. — Faux 232; Témoin. faux 32, 55-20c.; Vol 741-20. — Faux inc. 285 c., 307. — Instr. crim. 2036. — Serment 29-10.
- Aix. Contrat de mar. 3512.
- Bruxelles. Success. 316.
- Rennes. Obligat. 4057-20.
- Circ. Notaire 105.
- 19 Cass. Appel crim. 95 c., 126. — Cassation 1929. — Chasse 464, 465. — Chose jugée 535. — Compét. crim. 174, 193 c., 205 c. — Contrav. 199 c., 403 c., 407 c., 410 c., 411 c.; Droit rural 208; Jeu-pari 47 c.; Loi 367-20, 550-30 c., 551-20 c. — Procès-verb. 400-20, 417-30 c.
- Agen. Deg. de jurid. 320.
- Rennes. Louage à dom. cong. 31-10.
- 21 Toulouse. Arbitr. 537.
- 20 Limoges. Absent 148 c.
- Cons. d'Etat. Vente administr. 155-10.
- 21 Cass. V. 21 janvier 1813.
- 22 Décr. Eau, p. 327; Jour férié 63; Voirie p. eau 175 s., 296, 344, 369.
- Cass. Action 318 c.; Prêt à intér. 56; Privil. et hypoth. 2398 c.; Success. 1682 c.
- Cons. d'Etat. Commune 2334-20. — Conseil d'Etat 83-60.
- Avis Cons. d'Etat. Culte, p. 708.
- 23 Cass. Enquête 85; Société 874-10. — Frais 99-40.
- Colmar. Mariage 660-10, 684-20 c., 698-50 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 3868-20.
- 24 Cass. Except. 278. — Peine 605-20. — V. 24 juin 1813.
- Besançon. Désistement. 115.
- Colmar. Exploit 232-20 c.; Ordre 865, 934-10.
- Rennes. Obligat. 1357-20.
- Riom. Vente publ. d'imm. 264-20.
- 25 Cass. Appel crim. 152 c., 214; Cassation 262 c., 393; Instr. crim. 131-30 c. — Défense 59.
- Faillite 268-50. — Faux 422. — Instr. crim. 1064. — Procès-verbal 151-70, 495 c., 500-20. — Reglem. de juges 147.
- Surenchère 370. — Vol 763-20.
- Bruxelles. Enquête 408; Instr. civ. 92 c.
- Lyon. Privil. et hypoth. 1002.
- Pau. Commiss. 364.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 2937 c.; Success. 548, 2050, 2056.
- 26 Bordeaux. Privil. et hypoth. 1613-10.
- Nîmes. Récusation 87 c., 107.
- Orléans. Vente 1756 c.
- Riom. Disposit. entre vifs 3198.
- 27 Cass. Appel crim. 374. — Complice 157-10. — Impôts indir. 505. — Instr. crim. 1005. — Peine 463. — Vol 427, 436.

Février.

- 27 Paris. Except. 289-40. — Faillite 480. — Obligat. 2278.
- 28 Cass. Reglem. de juges 63. — V. 8 février.
- Mars.**
- 1 Décr. Cassation 29; Marais 6; Minist. publ., p. 6; Propr. féod., p. 351.
- Bruxelles. Contr. p. corps 807.
- Trèves. Mariage 492, 562-10.
- Cons. d'Etat. Vente administrat. 284. — Voirie p. terre 1558-30.
- 2 Rennes. Monnaie 73.
- 3 Cass. Compétence comm. 325. — Contr. p. corps 175; Demande nouv. 128. — Faillite 345.
- Délib. Agrée 37.
- 4 Cass. Compét. 208. — Conciliat. 118-20. — Contrat de mar. 3026. — Instr. crim. 105, 2691. — Jugem. p. déf. 279-10. — Tentative 89-50. — Vol 660-10.
- Aix. Mariage 443.
- Besançon. Vente publ. d'imm. 1801-10.
- Liège. Ordre 937-30.
- Rennes. Propriété féod. 222-20.
- 5 Cass. Commune 1219; Poids et mesures 142-20. — Contrat de mar. 3026. — Impôts indirects 244. — Jugem. p. déf. 328-30, 367-10.
- 6 Bruxelles. Acte de comm. 120; Commerc. 22 c.; Compét. com. 159 c.
- Colmar. Obligat. 4053-10.
- Douai. Expert. 289.
- Grenoble. Frais 329.
- Rennes. Disposit. entre vifs 652.
- Cons. d'Etat. Vente administr. 315-10.
- 8 Cass. Obligat. 3666.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 2544-10.
- Nîmes. Deg. de jurid. 202.
- 9 Cass. Faillite 256. — Oblig. 1758.
- Bruxelles. Biens 235.
- Dijon. Disposit. ent. vifs 2806-10.
- Liège. Disposit. ent. vifs 2976-30.
- Paris. Action 109; Privil. et hypoth. 2795 c.
- Rennes. Chose jugée 234, 343 c.; Jugem. 163-100 c.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 2544-20.
- Décis. Enreg. 2017.
- 10 Cass. Acte de l'état civil 447 c.; Droits civ. 716 c.; Emigré 86. — Commerc. 87. — Compétence civ. trib. d'arr. 143. — Jugem. 978-10; Succession 835-20. — Peine 607-80.
- Agen. Minorité 786.
- Angers. Mariage 175.
- Liège. Biens 136.
- Paris. Propriété littér. 251.
- 11 Cass. Appel crim. 67. — Cassation 670. — Compét. crim. 596. — Contrav. 50. — Instr. crim. 2569-50. — V. 15 février 1816.
- Bruxelles. Enquête 218.
- Liège. Mines 563.
- Paris. Acquiescem. 66 c., 427; Appel civil 716, 1179; Exploit 523-10 c. — Ordre 717-10 c.; Privil. et hypoth. 928, 967 c., 975.
- Rennes. Contr. par corps 71. — Deg. de jurid. 212.
- Toulouse. Contrat de mar. 832 c., 838.
- 12 Décr. Ordres civ. et milit. 107.
- Cass. Compét. crim. 549 80; Instr. crim. 859, 1595-10, 3244-10. — Frais 1025-10. — Jugem. 790-10. — Peine 562.
- Bourges. Effets de comm. 694.
- Paris. Substit. 220 c., 221.
- Pau. Arbitr. 114.
- Trèves. Appel civil 777 c.; Exploit 433-30.
- 13 Cass. Mariage 613-30, 725 c.; Puiss. paternelle 125 c.
- Besançon. Contr. p. corps 734, 745 c., 769 c., 1028 c.; Jugem. 401 c., 408 c.; Vente publique d'imm. 393 c.

Mars.

- 13 Caen. Except. 289-40 c.
- Liège. Mines 489.
- Paris. Faillite 414.
- Rennes. Contrat de mar. 1631.
- Trèves. Exploit 319-30.
- 14 Cass. Enreg. 6277.
- 15 Cass. Degre de jurid. 126-80. — Prescript. civ. 1128-1129 c.
- 16 Décr. Org. administr. 315; Poudres, p. 51; Procès-verb. 491.
- Cass. Contrat de mar. 1970. — Jugem. par défaut 261. — Privil. et hypoth. 641. — Substitut. 14-30.
- Colmar. Contr. de mar. 270 c.; Notaire 372 c. — Obligation 3313-10, 3782-20; Responsab. 303-10 c., 399 c.
- Liège. Compét. comm. 258 c.; Faillite 1001, 1317-10.
- Limoges. Mat. somm. 44-40.
- Paris. Privil. et hypoth. 852.
- 17 Cass. Chose jugée 551, 564 c.; Obligat. 531-10 c., 2636-20, 5107-10 c. — Disposit. entre vifs 198 c., 199. — Privil. et hypoth. 1478-20, 1480-20-30 c., 1521-10 c., 1533-30 c., 1548-40 c.
- Colmar. Appel civ. 309, 819 c.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 341-10.
- Rouen. Paternité 688; Success. 280 c., 305, 309-20 c.
- 18 Décr. Droit civ., p. 40; Hospices p. 71; Pension, p. 752.
- Cass. Abus de confiance 123 c.; Cassation 558 c., 742; Vol 675. — Cassation 487, 670, 1343 c.; Instr. crim. 1066, 1502, 1596; Tentative 96-20. — Voirie par terre 622.
- Paris. Renvoi 77, 85 c.
- Cons. d'Etat. Commune 1684-40, 1689. — Emigré 179-10. — Propriété 378. — Voirie p. terre 1142, 1586, 1620, 1644-10 c.
- 19 Cass. Appel crim. 27. — Chose jugée 414; Instr. crim. 861-30 c., 1054 c., 1168-30 c., 2266.
- Procès-verb. 678-10, 679-20.
- Liège. Privil. et hypoth. 1527-10, 1616-50.
- Turin. Appel incid. 69 c.; Vente 2016.
- 20 Loi. Commune 136; Forêts 104; Mines 718 c.; Trés. publ. 310, 321 s., 398, p. 1128.
- Colmar. Success. 1528-20.
- Paris. Effets de comm. 469.
- Rouen. Mariage 86-10.
- 22 Décr. Commiss. de police 23, 37; Mines 751, 779 s., 787, 804 s.; Org. judic., p. 1504; Travaux publ. 615, 652.
- Cass. Contr. par corps 481; Expert. 278-20; Société 635.
- Nîmes. Contr. par corps 735, 1028-40 c.; Frais 121 c.
- Cons. d'Et. Impôts indir. 601-10.
- 23 Cass. Chose jugée 374-30. — Enquête 665. — Success. 627. — Tentative 89-30. — Vente publ. d'immeub. 1429-10.
- Bordeaux. Compét. civ. trib. d'arrond. 183 c.; Saisie-arrest 385-10.
- 24 Cass. Appel civ. 1288; Compét. comm. 78 c. — Enreg. 233, 4980-20 c. — Obligat. 2645-20. — Prescript. civ. 926. — Propriété féodale 354.
- Colmar. Minorité 686-10 c.; Paternité 526 c., 543-30.
- Rennes. Expert. 88.
- 25 Décr. Culte, p. 708; Traité internat., p. 518.
- Cass. Affiche 96 c., 101; Appel crim. 94, 114 c.; Cassation 939; Jugem. 867 c. — Compét. crim. 598. — Faux 48. — Fonct. publ. 156-30. — Peine 544, 546. — Vol 332.
- Bruxelles. Loi 298 c.; Separat. de corps 365, 367 c., 379.
- Liège. Disposit. entre vifs 2861-30, 3047-20. — Effets de commerce 821, 831 c.

Mars.

- 25 Rennes. Exploit 361-20.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 190; Jugem. par défaut 527.
- 26 Cass. Appel crim. 89; Loterie 12 c. — Allentat aux maris 21, 26 c. — Commiss. de police 33 c.; Presse-outr. 695. — Complice 171. — Crimes contre les personnes 162. — Fms 124. — Instr. crim. 654-20, 3740. — Jeu 96 c., 99. — Pêche fluv. 158. — Peine 131-20. — Presse-outr. 857-10 c., 468. — Témoin 99-10. — Vol 57, 598 c.
- Bourges. Degre de jurid. 195; Prêt à intérêt 60.
- Bruxelles. Loi 273; Prescript. civ. 1072. — Rentis consid. 232-30 c.
- Paris. Substitut. 158-20.
- Rennes. Expert. 297 c., 307-20. — Verific. d'écrit. 126.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 234. — Decis. Frais et dépens 165.
- 27 Amiens. Faux incid. 36-20.
- Bruxelles. Effets de comm. 142.
- Caen. Exploit 542; Huisier 102.
- Paris. Appel civ. 249. — Separat. de corps 470-30.
- 28 Cass. Presse-outr. 911 c.
- 29 Décr. Cour des comptes 11.
- Cass. Effets de comm. 367, 38 c., 457 c.
- Agen. Cautionnem. 127.
- Montpellier. Privil. et hypoth. 854.
- 30 Cass. Arbitr. 117; Compét. comm. 311 c. — Effets de comm. 377. — Enreg. 5514. — Pannem. 365-40, 369-50. — Refere 20.
- Bourges. Mariage 264 c., 270.
- Turin. Compét. comm. 358 c., 395; Saisie-arrest 111 c.
- 31 Cass. Faillite 630-10. — Prêt à intérêt 211-10; Rentis consid. 36 c., 38 c. — Propriété féodale 409 c., 411.
- Paris. Except. 274-20 c.; Exploit 311-30.
- Rouen. Effets de comm. 214.
- Turin. Domicile élu 44-10 c.; Effets de comm. 109-30, 124 c.
- Avril.**
- 1 Ord. Bois et charbons 113.
- Cass. Cassation 670, 1874-10 c.; Chose jugée 443; Jugem. 329 c.; Presse-outr. 133-20. — Compét. crim. 599 c., 730. — Instr. crim. 135 c. — Complice 19. — Crimes contre les personnes 259. — Fonctionn. publ. 670-10, 138-10 c. — Forfait. 64-10. — Instr. crim. 796, 919 c., 1025-50 c., 1955. — Interdiction 14-20. — Obligat. 1620. — Saisie-exéc. 93. — Serment 27-10.
- Orléans. Vente 145-20.
- Circ. Taxe de décèdes 9.
- 2 Cass. Impôts indir. 23-30.
- Besançon. Peremption 191.
- Metz. Jugement. 321, 539.
- Nîmes. Deg. de jurid. 156-20.
- 3 Sénat-cons. Droit cons. p. 324; Garde nat., p. 25.
- Paris. Compét. comm. 137.
- Rennes. Péremption 187, 210 c., 267.
- 4 Liège. Compét. comm. 233. — Contr. par corps 430 c.; Faillite 127-20 c.; Obligat. 4099-20 c., 4107 c.
- 5 Décr. Carte nat., p. 294.
- Cass. Appel civ. 648. — Contrat de mar. 2059 c., 2061, 2062. — V. 6 avril.
- Lyon. Success. 3306-10.
- Paris. Agent diplomat. 116; Prescript. civ. 289-10 c.; Vol 78 c.
- Rennes. Exploit 237.
- Avis Cons. d'Et. Manufact. 2.
- 6 Cass. Cassation 1161; Faux 116-20 c. — Obligat. 260. — Success. 280.
- Agen. Disposit. entre vifs 274.

Avril.

Colmar. Contrat de mar. 2207.
Grenoble. Disposit. entre vifs 1842.
Paris. Obligat. 3203.
Droit. Frais et dépens, p. 67; Gendarme, p. 472.
Ord. Caucass. administr. 8.
Cass. Acte conserv. 18 c.; Action 274 c.; Mandat 26-10. — Priv. et hypoth. 849-20. — Société 34-90, 267.
Dumas. Desaven 44.
Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 119-20; Dom. nat. 25 c.; Vente administr. 21 c., 377.
Droit. Conseil d'Etat, p. 184; Dom. extraord. 19.
Cass. Cassation 1946 c.; Défense 113. — Compét. crim. 699. — Contr. de mar. 2340. — Faux 410. — Impôts indir. 525; Procès-verb. 113. — Instr. crim. 344-30.
Agen. Contr. par corps 154.
Bruxelles. Absent 130.
Cen. Exploit 66-40.
Metz. Disposit. entre vifs 543.
Toulouse. Jugem. par défaut 403-10.
Cen. Commune 499.
Cass. Abus de confiance 135 c.; Bibliothèque 80 c.; Vol 349-20. — Cassation 1453. — Complice 138. — Forêts 929, 1730. — Impôts indir. 233. — Peine 232-30.
Agen. Contr. de mar. 421.
Colmar. Faillite 1196.
Metz. Obligat. 2892.
Paris. Surendere 139-10, 442 c.
Droit. Armes, p. 240; Droit cons. 101, p. 324; Gendarme, p. 472.
Agen. Domicile 91.
Paris. Deg. de jurid. 114 c., 130-20; Domicile élu 22.
Cen. Frais et dépens 1061, 1090.
Droit. Notaire 428.
Instr. Frais et dépens 1045.
Droit. Impôts indir., p. 406; Octroi 300, p. 12.
Cass. Action possess. 34, 725 c., 732 c. — Complice 247.
Paris. Conclut. 10.
Cass. Appel civ. 667 c., 1305. — Commune 1389. — Faux incid. 76-10. — Loi 223 c. — V. 13 avril 1815.
Paris. Obligat. 3785.
Bennes. Peremption 187.
Cen. Forêts 1365.
Stat. Cons. Don. de la cour. 16-20.
Cen. Nautisme, 272.
Agen. V. 4 avril.
Limoges. Except. 279.
Bennes. Compte 432; Exploit 367-10.
Rouen. Faillite 734 c., 737-10, 734-10 c.
Cons. d'Etat. Compét. administr. 454 c.
Decis. Enreg. 5670.
Cass. Abus de confiance 141; Caution. de finet. 70 c., 72 c.; Contr. par corps 236 c. — Cassation 670. — Coutume 93. — Vol 409, 417, 424, 414-30.
Agen. Separat. de corps 474, 476, 477, 480-10.
Rennes. Exploit 277.
Rouen. Vente 90-10, 91 c.
Droit. Nautisme, 271, 276-20.
Cen. Peine 129-10. — Vol 268, 281-10, 326, 517-40.
Droit. Faillite 807-20.
Bennes. Exploit 171-10 c., 232-30.
Cen. Vol 281-20.
Cass. Action 283. — Disposit. entre vifs 2729. — Substit. 215.
Decis. Enreg. 5670.
Instr. Vagabondage 134.
Cass. Cassation 1028, 1509 c.; Requête civ. 21 c. — Contrat 90 mar. 3904; Normandie 67 c. — Contr. par corps 395, 470. — Loi 119 c.; Mines 719; Servitude 31-10 c.
Bruxelles. Avoue 211.
Colmar. Serment 27.
Paris. Vente administr. 44.

Avril.

22 Cass. Biens 247. — Contrav. 33 c., 123. — Défense 55. — Forêts 640 c., 1712. — Peine 307 c. — Prescript. crim. 153 c., 229-10, 232. — Responsabilité 74-20. — Bruxelles. Caution. 246.
— Colmar. Juifs 14.
— Liège. Disposit. ent. vifs 3047-10.
— Rennes. Conciliat. 53 c.; Except. 282-30; Privilèges et hypoth. 1739-10-20 c., 1478-30. — Société 198-40 c., 503.
23 Cass. Acte de commerce 86; Commerce, 24 c. — Compétence crim. 595. — Complice 49 c.; Faux 227 c., 257. — Forêts 373-10; Forfait, 55, 64-40. — Postes 144 c. — Règlement de Juges 240-20. — Serment 22.
— Aix. Effets de comm. 288; Mandat 225-20 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 3499.
24 Colmar. Faillite 252-30, 267-30 c., 289 c.
— Paris. Arbitr. 312; Contrat de mar. 1697 c.
25 Cass. Enreg. 4431.
26 Cass. Cassation 760 c. — Deg. de jurid. 202. — Emigré 140-20, 204-20 c.; Faillite 559.
— Nîmes. Peremption 199 c., 211-20 c., 219 c., 278-10.
— Paris. Ordre 49-10, 680 c., 706-10.
27 Cass. Commune 2603, 2661 c., 2662. — Exploit 540-30.
— Colmar. Minorité 190, 251-30 c., 553 c.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 3077; Obligation 3549 c.
— Turin. Enquête 404; Serment 152 c.
— Déclis. Frais et dépens 1157.
28 Decr. Prud'hommes, p. 534.
— Cass. Action poss. 691, 694 c.; Dépot 222 c. — Commune 1510. — Contr. par corps 462. — Imp. indir. 100.
— Aix. Rentes constit. 135 c., 169.
— Limoges. Arbitr. 285, 287 c. — Contr. de mar. 1073.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 1839.
— Rennes. Contrat de mar. 1328, 1329 c. — Jug. d'av. dire droit 5-10 c.; Oblig. 2208, 2216 c.
— Trèves. Enquête 619.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 361 c.
29 Cass. Cassation 670. — Chose jugée 150; Ordre 1114-10 c. — Compét. crim. 162-20 c.; Faux 232, 234. — Instr. crim. 1103-40, 1753, 3732, 3740. — Peine 541-20.
30 Cass. Appel crim. 338 c.; Chose jugée 582 c.; Compétence crim. 525. — Impôts indir. 562.
— Besançon. Vente publ. d'immeub. 1030.
— Colmar. Oblig. 1791.
— Metz. Appel civ. 247.
— Rennes. Exploit 543-30.

Mai.

1 Caen. Exploit 271-30.
— Paris. Interdict. 158-20. — Minorité 770.
— Cire. Impôts dir. 588.
— Statuts not. Paris. Notaire 17.
3 Bordeaux. Privil. et hypoth. 1290.
— Caen. Jugem. par défaut 212, 225-80.
4 Cass. Servitude, V. 24 mai.
— Colmar. Acte de commerce 86; Juifs 25-10 c.
— Douai. Exploit 102.
— Liège. Success. 73.
— Metz. Avoue 220 c.; Peremption 260.
— Paris. Servitude 531-10, 537 c., 538 c.
— Toulouse. Vente publ. d'immeub. 761.
5 Cass. Acquis. 41; Chose jugée 206-20; Jugement par défaut 228-10. — Effets de comm. 732. — Privil. et hypoth. 1607.
— Besançon. Obligat. 2134-20.
— Bourges. Enquête 224.

Mai.

5 Bruxelles. Acte de comm. 77 c., 120, 230 c.; Commerce, 22 c.; Compét. comm. 159 c.
— Orléans. V. 3 mars 1813.
— Paris. Privil. et hypoth. 2220-10.
— Riom. Contr. par corps 156.
— Cire. Enreg. 549; Notaire, p. 590.
— Decis. Org. marit. 554-60.
6 Cass. Cassation 1342-30; Instr. crim. 1626-40. — Deg. de jurid. 53-90. — Faux 193 c.; Instr. crim. 3350-20; Prescript. crim. 228 c., 239 c., 232, 2608. — Jugem. 845.
— Agen. Contr. de mar. 3833-10, 3840 c.
— Bruxelles. Contr. p. corps 915. — Disposit. entre vifs 3129-10. — Enquête 638-40. — Scellés 34.
— Paris. Peremption 175-20, 211-10.
— Turin. Compét. civ. tribu. de paix 333.
— Decis. Enreg. 2591.
7 Cass. Acquis. 920 c.; Impôts indir. 589, Procès-verb. 429, 484-20. — Commune 705. — Faux incid. 391. — Imp. indir. 202-40, 203-20 c. — Vol 126-20.
— Metz. Obligat. 1786.
— Nîmes. Acquis. 66 c., 409; Jugement 439-30 c. — Vente publ. d'immeub. 783.
8 Bourges. Effets de commerce 635-20.
— Cons. d'Etat. Caution. 172. — Exprop. publ. 14-20.
9 Colmar. Privilèges et hypothèques 1999-20.
10 Cass. Minorité 557; Transaction 43 c.
— Rouen. Acte de comm. 370 c.; Faillite 113 c., 358.
— Cons. d'Etat. Commune 2434, 2461. — Emigré 114; Rentes constit. 128.
— Decis. Enreg. 3612; Impôts dir. 591-40 c., 625-20.
11 Cass. Appel civ. 183 c.; Deg. de jurid. 380-20; Jugem. 168-80 c.; Presse-out. 1453 c. — Contrainte par corps 133.
— Bourges. Exploit 632 c., 637-10.
— Toulouse. Separation de corps 298-10.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 5751.
12 Cass. Commune 1994, 2043 c., 2088 c. — Desistement 132-30 c.; Exploit 144-10; Vente publ. d'immeub. 461, 1107. — Privil. et hypoth. 1548-50.
— Paris. Complice 33 c.; Contr. de mar. 4106; Responsabilité 71; Obligat. 4737 c.
— Rennes. Minist. publ. 146.
— Trèves. Appel civ. 169.
13 Cass. Adultère 60 c., 96; Exploit 731-10 c. — Contrat de mar. 987; Contrav. 38 c.; Peine 766-40 c. — Frais 988-10. — Instr. crim. 814. — Jugement 236-10. — Obligat. 2774. — Org. milit. 314. — Serment 178.
— Amiens. Privil. et hypoth. 2330-20.
— Liège. Disposit. entre vifs 141.
— Metz. Usage 400.
— Rennes. Arbitr. 1189; Exploit 56, 150-10.
— Toulouse. Louage à locat. perpét. 3-20.
— Solut. Enreg. 436.
14 Decr. Vagabondage, p. 5.
— Cass. Cassation 609. — Deg. de jurid. 674. — Dom. destr. 244 c.; Forêts 144, 817 c., 860 c.; Voirie 188 c. — Faux incid. 323. — Instr. crim. 2519-10, 2541. — Vol 352 c., 673, 676 c., 688 c.
— Aix. Echange 12; Vente 1450 c.
— Bourges. Faillite 378-10.
— Colmar. Contr. de mar. 1316.
— Lyon. Disposit. entre vifs 925.
— Paris. Prescript. riv. 618.
15 Decr. Boucher 103; Droit civil, p. 41; Eau, p. 330; Narais 6; Privil. et hypoth. p. 49, 529.
— Cass. Enreg. 2523.
— Paris. Interdict. 80.

Mai.

15 Cons. d'Etat. Commune 1073 c. — Compét. administr. 112-20 c.; Conflit 26-20, 180; Travaux publ. 1248-20. — Hospices 67, 92-10. — Impôts indir. 601-20. — Trav. publ. 1214; Voirie par terre 1354-70.
16 Cass. Louage 55-20.
17 Decr. Prud'hommes, p. 535.
— Arrête. Agrée 36.
— Cass. Adopt. 153.
— Paris. Acquis. 225 c., 600. — Arbitr. 666, 1316 c., 1317 c.
— Cons. d'Etat. Emigré 402-110. — Impôts dir. 621-10; Voirie p. terre 1631, 1639. — Trav. publ. 1252-10.
18 Cass. Action possess. 737; Jugem. d'av. dire droit 21-20 c. — Effets de comm. 392, 401 c., 448 c.; 457 c., 511 c. — Minorité 549-30. — Prescript. civ. 941.
— Caen. Privil. et hypoth. 2309; Rente viagère 147 c.
— Colmar. Obligation 1163, 5113-20 c.; Vente 319 c.
— Nîmes. Chose jugée 587 c.; Faillite 693, 703 c., 770 c.
— Turin. Ordre 867-30.
— Decis. Enreg. 3612, 4919, 5941.
19 Cass. Abus de confiance 121 c., 122 c.; Vol, V. 14 mai 1813. — Cassation 883 c.; Jugem. 193-30.
— Aix. Eau 85 c.; Servitude 108.
— Colmar. V. 19 juin 1814.
— Limoges. Compét. comm. 184.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 388-10, 389 c.
— Rennes. Appel civ. 1142. — Expert. 296. — Rente viagère 68.
— Trèves. Appel civ. 996.
— Turin. Disposit. entre vifs 3802.
20 Cass. Faux incid. 300, 303. — Instr. crim. 1036; Temoign. faux 103-10 c. — Vol 555.
— Grenoble. Deg. de jurid. 210.
— Paris. Contr. par corps 71.
— Rennes. Exploit 77-10.
21 Cass. Cassation 1069 c.; Instr. crim. 2194 c., 2195; Renvoi 142 c. — Faux 33. — Impôts indir. 216. — Paternité 365-10. — Vol 517-20.
— Agen. Disposit. entre vifs 133; Loi 314 c.
— Colmar. Société 1641.
— Metz. Privil. et hypoth. 1292-10 c., 1294-10.
— Montpellier. Exploit 322.
— Orléans. Saisie-exéc. 11-40. — Saisie-gagerie 10 c.
— Paris. Contrat de mar. 2324; Success. 2338.
22 Cass. Nautisme, 173 c.; Usure 19. — V. 21 mai.
— Liège. Ordre 934-10.
— Montpellier. Dem. nouv. 36.
— Paris. Arbitr. 847, 1154 c. — Success. 294-20.
— Rennes. Louage à dom. cong. 9.
— Cons. d'Etat. Commune 2290, 2581, 2624. — Conseil d'Etat 124-10. — Contr. administr. 34. — Dom. nat. 30-20. — Eau 358-10, 363-70. — Emigré 401. — Rentes constit. 222. — Tres. publ. 957. — Vente administr. 155-10.
23 Arrête. Forêts 373.
24 Cass. Enreg. 3977, 4130. — Servitude 1283.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 2529.
— Bourges. Disposit. entre vifs 639.
— Limoges. Caution. 127; Contrat de mar. 526 c., 3922, 3937-20; Privil. et hypoth. 1997.
— Paris. Contr. p. corps 1041-50.
25 Cass. Action poss. 798. — Chose jugée 302. — Prêt à inter. 247.
— Aix. Echange 46.
— Amiens. Intervention 94-10. — Servitude 847.
— Liège. Mines 508-30.
— Paris. V. 1814.
— Rouen. Vente publ. d'immeub. 389.
— Rouen. Droit civ. 443; Loi 289 c., 298-10 c., 423-10 c.

Mai.

26 Cass. Arbitr. 91, 1223 c., 1324 c. — Propriété feud. 354.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1030, 2203.
— Orléans. Dépot 251.
— Paris. Faillite 480.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 126, 2644 c., 2647 c.; Enreg. 5751.
28 Cass. Cassation 670, 1496 c. — Forêts 373. — Temoign. 260-10.
— Metz. Papier-monna. 29.
— Trèves. Acquis. 678 c.; Adultère 88 c.; Separat. de corps 263 c., 433-20-30, 463-40 c.
29 Cass. Cassation 1765-10 c.; Presse-out. 784. — Chose jugée 429. — Forêts 684. — Mat. d'or et d'argent 167. — Serment 176, 204-10.
— Colmar. Arbitr. 765 c., 843 c., 899.
— Grenoble. Saisie-arrest 339.
— Paris. Oblig. 4119-30. — Paternité 272.
— Pau. Disposit. entre vifs 4414-30.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 145; Droit civ. 251. — Emigré 401, 505-120. — Voirie p. terre 167.
30 Instr. Enreg. 4919.
31 Ord. Gendarme, p. 473.
— Cass. Disposit. entre vifs 1660, 1667. — Enreg. 1399 c., 1483.
— Besançon. Requête riv. 221.
— Paris. Deg. de jurid. 292-10. — Oblig. 1861. — Ordre 363-10 c., 364, 911, 1194-10.
— Rennes. Distr. p. contr. 84, 116 c.
— Toulouse. Commission. 362.
— Cons. d'Etat. Commune 2624.

Juin.

1 Cass. Chose jugée 319-10. — Disp. entre vifs 4312. — Enreg. 252.
— Agen. Enquête 426.
— Bourges. Faillite 1164.
— Rennes. Desistement 24.
— Decis. Enreg. 3615, 3628.
2 Cass. Disposit. entre vifs 3620, 3624 c.; Success. 1013-10-20 c. — Enreg. 4066.
— Rennes. Acte de comm. 337.
— Toulouse. Jugem. par défaut 165.
3 Cass. Enreg. 4798. — Impôt indir. 188-50, 566-20 c., 561. — Jugem. 278-10, 758-60. — Oblig. 1302, 2274-10 c.
— Agen. Conclut. 2 c., 22-20 c.; Enquête 413, 416 c.
— Angers. Separat. de corps 34 c., 423-20.
— Metz. Disp. entre vifs 4292-20.
— Paris. Exception 329; Obligation 4899-20.
— Rennes. Exploit 524-40. — Priv. et hypoth. 1437-10.
4 Cass. Commune 1223. — Compét. crim. 703 c. — Jugem. 804-10.
— Metz. Jugem. 616-30.
— Instr. Enreg. 3613, 3628.
5 Cass. Ordre 1037-10.
— Limoges. Arbitr. 1046.
— Lyon. Arbitr. 46 c., 758.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 839.
6 Cons. d'Etat. Chose jugée 67-10. — Louage administr. 16-170.
7 Liège. Compét. comm. 494.
8 Cass. Deg. de jurid. 475. — Except. 317-20. — Peremption 342-10 c., 353-10.
— Aix. Enreg. 1244 c.
— Bourges. Minorité 243.
— Caen. Enquête 202.
9 Cass. Enreg. 5174, 5501 c., 5662; Usufruit 484 c.
— Caen. Mariage 261.
— Orléans. Vente 143-30.
10 Arrête. Agrée 19.
— Cass. Appel crim. 58; Instr. crim. 844 c. — Deg. de jurid. 655-10. — Forfait, 41. — Instr. crim. 1533, 1791-60. — Jugem. 257-10; Verif. d'écrit. 67-10. — Règlement de Juges 175. — Vol 170.
— Aix. Faillite 1162.
— Decis. Org. marit. 507.

Juin.

- 11 Cass. Commune 373, 1100-10. — Contrav. 221; Instr. crim. 21 c., 124-30 c.; Douanes 1003, 1016-30 c.; Peine 807-80 c.; Forfait 103; Instr. crim. 1008. — Instr. Trav. publ. 523. — Réglem. Org. Instr. publ. p. 1346.
- 12 Cons. d'Et. Emigre 110-50, 401. Cass. V. 13 juillet 1813.
- Liège. Saisie-arrest. 176-10. — Orleans. Echange 14, 20.
- 14 Décr. Cautionn. 18; Copie de pièces 6; Exploit 21; Exprop. publ. 85; Faux 223; Gr. ce 11; Huissier 12; Org. colon. 119-10; Serment, p. 6; Vente publ. de meubles 5 c.
- Cass. Compet. comm. 470. — Vente publ. d'immeubles 1564, 1731 c.
- Rennes. Verif. d'écrit. 24. — Réglem. Forêts 499 c.
- 15 Cass. Contrav. par corps 472. — Enreg. 5536. — Disp. entre vifs 2190. — Mandat. 26-20 c.; Priv. et hypoth. 1499-50.
- Colmar. Effets de comm. 128. — Limoges. Tierce opposit. 203-20. — Paris. Disp. entre vifs 303, 488 c. — Pau. Priv. et hypoth. 2651. — Trèves. Exploit 133.
- 16 Décr. Armes, p. 246. — Cass. Recusation 48-30 c.; Obligat. 2052.
- Bourges. Appel incid. 93. — Limoges. Cautionnem. 127. — Nîmes. Priv. et hypoth. 863. — Paris. Acquisseem. 321 c., 701 c.; Appel civ. 293.
- 17 Arrêté. Agrée 19.
- Cass. Cassation 1658-30 c.; Force majeure 12-10 c. — Cassation 1749-60; Instr. crim. 3263-30. — Contumace 82; Séparat. de corps 84 c. — Loi 323-30. — Obligat. 4896-20. — Org. milit. 830-10. — Priv. et hypoth. 1754. — Réglem. de juges 193. — Séparat. de corps 495-20.
- Paris. Distr. par contr. 118. — Vente 123-10.
- 18 Cass. Compet. crim. 427; Instr. crimin. 1030-10 c. — Forêts 1273. — Impôts indir. 580-10. — Instr. crim. 1064-10, 1641, 3186; Vol 538-10. — Sel 56. — Vol, V. 18 juin 1813.
- Paris. Except. 491. — Tierce opposit. 30.
- 19 Cass. Chasse 233. — Instr. crim. 3714-10. — Org. judic. 655. — Peine 94.
- Paris. Péréemption 42-10, 217. — Cons. d'Etat. Compet. administr. 53, 370 c.; Impôts indir. 650-10. — Vente administr. 355.
- Délib. Expert. 481.
- 21 Besançon. Enreg. 58-50 c., 153 c., 188 10, 209 c.
- Liège. Enquête 417. — Metz. Obligat. 4128. — Paris. Success. 1925. — Rennes. Acte de comm. 339. — Cons. d'Etat. Chose jugée 361; Jugem. 928-10; Org. admin. 447. — Vente admin. 348-40.
- 22 Décr. Voirie par eau 296. — Cass. Appel civ. 873. — Deg. de jurid. 41 c. — Paternité 492-10, 510 c., 535-10 c.
- Limoges. Disposit. entre vifs 3988.
- Nancy. Contr. p. corps 554, 597 c., 789 c., 834 c.; Effets de comm. 391 c.; Exploit 371-40 c.
- Paris. Péréemption 136. — Rennes. Appel civ. 1282. — Circ. Vagabondage 154. — D. cis. Notaire 622, p. 590. — Instr. Passeport 50.
- 23 Cass. Chose jugée 133-40. — Disposit. entre vifs 1674 c., 2438 c., 2458; Obligat. 4597 c.; Transaction 153 c.
- Rennes. Vente 1114. — Cons. d'Etat. Conflit 49.
- 24 Arrêté. Contrat de mar. 2211.

Juin.

- 24 Cass. Faux 69; Loi 351-30. — Forêts 376 c.; Vol 212. — Ordre 934-10. — Org. judic. 691-30. — Prescript. crimin. 68. — Vol 313, 316.
- Bordeaux. Priv. et hypoth. 2967-10 c., 2991 c.
- 25 Cass. Compet. crim. 401-10. — Impôts indir. 107. — Vente de subst. falsif. 32 c., 62, 71 c.
- Liège. Presse-outrage 869-80, 1381 c.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 1938-10.
- Rennes. Interrog. sur faits et art. 30-10. — Priv. et hypoth. 564.
- 26 Bruxelles. Délai 25; Priv. et hypoth. 1647, 1677-20.
- Colmar. Ordre 816.
- Paris. Compet. civ. trib. d'arr. 98-20.
- 28 Aix. Droit marit. 1740.
- Bourges. Jugem. 271, 389-50. — Caen. Vente 833 c., 1342-30. — Paris. Commerc. 98. — Instr. Trav. publ. 244.
- 29 Cass. Contrav. 141 c.; Eau 47 c.; Voirie p. eau 55 c., 229. — Effets de comm. 611. — Enreg. 5543, 5548. — Louage à local. perpét. 3-10; Prescript. div. 959 c.; Priv. et hypoth. 1717-60 c.; Propriété féodale 180-20 c., 207-10, 302 c.; Rentes foncières 58.
- Bordeaux. Arbitr. 165.
- Bruxelles. Enquête 367-10.
- Paris. Domicile élu 105-40. — Jugem. 492.
- Rennes. Compet. 61.
- Décis. Frais 1157.
- 30 Décr. Voirie par eau, p. 68, 789.
- Cass. Enreg. 2231, 5119, 5191 c. — Nantissim. 258 c., 188.
- Bourges. Faillite 226.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 79-10. — Compet. administr. 159; Vente administr. 242-40, 309-10 c. — Eau 563-50. — Louage administr. 16-180.

Juillet.

- 1 Sénat-cons. Droit constit., p. 324.
- Cass. Appel crim. 187. — Enquête 449. — Expert. 213. — Procès-verb. 261-10. — Réglement de juges 234-10. — Serment 177-10. — Tentative 86-20.
- Bordeaux. Saisie-arrest 50-30.
- Orleans. Contrat de mar. 2234.
- Paris. Disposit. entre vifs 372-20.
- Rouen. Obligat. 364-20.
- Toulouse. Jugem. 461-10.
- Instr. Enreg. 5087.
- 2 Cass. Cassation 1316 c.; Jour férté 63; Jugem. 785-40; Loi 88 c. — Complice 130, 135 c. — Instr. crim. 3178. — Pêche fluv. 233; Peine 453 c., 466. — Serment 177-10.
- Bordeaux. Saisie-arrest 60.
- 3 Colmar. Renvoi 30-20, 52 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 386-20.
- Rennes. Servitude 639.
- Rouen. Appel incid. 4.
- 4 Décr. Majorat 4-140; Mines 181, 781, 787, 791, 805.
- Avis Cons. d'Etat. Org. milit. 213.
- 5 Cass. V. 26 juillet.
- Limoges. Contrat de mar. 3479, 3185 c.
- Paris. Disposit. ent. vifs 4155-10.
- Riom. Effets de comm. 138.
- 6 Décr. Eau, p. 331.
- Cass. Avocat 294 c., 539. — Crim. cont. les person. 159.
- Aix. Org. milit. 341-30.
- Paris. Contrat de mar. 1214.
- Turin. Vente publ. d'im. 1765.
- Décis. Enreg. 5418, 5582.
- 7 Décr. Vente administr. 38.
- Paris. Ordre 1037-10 c.; Vente publ. d'im. 1758.
- Pau. Vente publ. d'im. 1154-20, 1731.
- Avis Cons. d'Etat. Commune 136, 1885 c.

Juillet.

- 8 Cass. Armes 43; Vol 482. — Chose jugée 533-40. — Compet. crimin. 281-30 c.; Coumace 91; Ministère publ. 65-10. — Complice 152; Vol 653 c. — Faux 250 c.; 266. — Forfait 104. — Instr. crim. 2315, 2658, 2915-20. — Séparat. de corps 220, 247 c. — Serment 169-20, 176, 181.
- Montpellier. Arbitr. 528 c., 529.
- Toulouse. Loi 273 c.
- 9 Cass. Chose jugée 414. — Complice 21-10. — Forêts 1359. — Instr. crim. 61-40; Responsab. 153-20. — Instr. crim. 1132-10, 1541-10. — Jugem. p. déf. 481-10. — Peine 114. — Serment 121. — Vol 814-10, 912.
- Metz. Acte de comm. 317. — Verif. d'écrit. 23.
- Turin. Effets de comm. 556.
- 10 Cass. Deg. de jurid. 52-10.
- Grenoble. Disposit. ent. vifs 608.
- Orleans. Desaveu 72.
- Turin. Priv. et hypoth. 429; Transcript. hyp. 621 c., 626 c.
- Traité. Traité internat., p. 518.
- 12 Cass. Obligat. 2081 c.; Rentes constit. 157, 165-10 c.
- Aix. Action 213 c.; Compte 204-10 c.; Obligation 3104-30 c., 4009-10.
- Gènes. Commissionn. 168, 197 c.
- Paris. Vente publ. d'im. 2212.
- Rennes. Frais et dépens 93; Séparat. de corps 198-30.
- Circ. Vente administr. 41.
- 13 Cass. Dem. nouv. 30 c., 252-20; Obligat. 2439. — Dispositions entre vifs 452-30-30. — Douanes 678, 854. — Normandie 76 c.; Séparat. de corps 366, 368.
- Agen. Disposit. entre vifs 593.
- Grenoble. Success. 1243-30.
- Poitiers. Exploit 259-30.
- Rennes. Chose jugée 215-30 c.; Expert 97-20, 142 c.
- Rouen. Dem. nouv. 159-20.
- Cons. d'Etat. Commune 1643, 1672 c.; Compet. administr. 143; Propriété 682-10 c. — Dom. nat. 21-10; Vente administr. 267-30, 363-10. — Hospices 91. — Tierce-opposit. 294. — Vente administr. 363.
- Avis Cons. d'Etat. Culte 626.
- 14 Cass. Acquisseem. 257; Appel civ. 293 c. — Ordre 985-30 c.; Priv. et hypoth. 2374.
- Limoges. Rentes foncières 58.
- Rennes. Contr. par corps 63; Frais et dépens 82. — Huissier 160.
- 15 Cass. Chose jugée 426. — Instr. crim. 1626-40, 2353, 2614, 3553-10. — Peine 114.
- Limoges. Priv. et hypoth. 596-10, 602-10 c.
- Metz. Disposit. entre vifs 2519-10.
- 16 Cass. Faux 114-30, 199. — Vol 248.
- Metz. Vente publ. d'im. 465.
- Paris. Priv. et hypoth. 2606 10 c., 2643.
- Instr. Enreg. 2575.
- 17 Grenoble. Disposit. entre vifs 2349. — Rentes constit. 169-10.
- Paris. Priv. et hypoth. 2773.
- Cons. d'Etat. Mines 520-40 c., 694-10 c.
- 19 Décr. Acte de l'état civ. 63 c. — Cass. Arbitr. 512, 658 c.
- 20 Cass. Louage 326.
- Cons. d'Etat. Hospices 91, 95 c. — Voirie p. terre 420.
- Décis. Enreg. 1467.
- 21 Cass. Disposit. entre vifs 829 c., 836 c., 856, 900-10 c.
- Colmar. Priv. et hypoth. 720.
- Trèves. Acquisseem. 667 c.; Appel civ. 1131.
- 22 Cass. Acquisseem. 759 c.; Oblig. 4528-20. — Chose jugée 567-40 c.; Compet. crim. 605. — Enreg. 4962-20. — Instr. crim. 9531, 3750. — Réglement de juges 142. — Scellés 157. — Sel 76. — Vol 265-20.
- Paris. Désistement. 65.

Juillet.

- 23 Cons. d'Etat. Conflit 211.
- Solut. Enreg. 2392.
- 23 Cass. Appel crim. 331 c., 332 c.; Serment 201-50. — Dénonciat. calomn. 30-30 c., 36 c., 139. — Instr. crim. 884. — Presse-outr. 844. — Serment 176, 181. — Vol 468-20. — V. 14 mai 1813.
- Nancy. Contr. par corps 729, 1030-10 c.
- Rouen. Dem. nouv. 159-20.
- 24 Grenoble. Deg. de jurid. 214.
- Rennes. Compet. civ. trib. d'arr. 158.
- 26 Cass. Adultère 95 c.; Séparat. de biens 69. — Disposit. entre vifs 1098. — Enreg. 3289. — Instr. crim. 147.
- 27 Cass. Chose jugée 14, 811 c. — Contumace 99. — Deg. de jurid. 130-40. — Enreg. 5457. — Success. 1459.
- Caen. Ordre 709-10, 748-10 c., 747 c.
- Rennes. Obligat. 4403-40; Sec. publ. 408.
- Rouen. Contr. par corps 744 c., 753 c., 974.
- 28 Cass. Contr. par corps 431. — Org. judic. 668. — Priv. et hypoth. 1719. — Vol 363.
- Bruxelles. Douanes 887.
- Paris. Louage 683, 684-10 c.
- Rennes. Contrat de mar. 4308-30-60; Deg. de jurid. 4322.
- 29 Cass. Acquisseem. 809 c.; Contumace 82 c., 100 c., 102. — Contrav. 425 c., 465 c., 466; Dom. destr. 267 c.; Vol 402. — Evasion 57-10. — Impôts indir. 205. — Instr. crim. 890 20, 1322-30, 3170. — Péréemption 14-40. — Poudres 30.
- 30 Cass. Appel crim. 236 c.; Chose jugée 480 c.; Mines 568. — Crimes contre les personnes 157. — Loi 367-50. — Substitut. 264-50. — Vol 816.
- Aix. Puiss. patern. 141, 157 c.
- Bourges. Faillite 226.
- Colmar. Priv. et hypoth. 1648, 1681.
- Orleans. Acquisseem. 478.
- Toulouse. Success. 604-70.
- Turin. Compet. civ. trib. de paix 335.
- 31 Cass. Référé 92.
- Colmar. Obligat. 1449. — V. 21 juillet.
- Paris. Priv. et hypoth. 2319.

Août.

- 1 Décis. Enreg. 1130.
- 2 Cass. Vente 552-10.
- Bordeaux. Contrat de mar. 3445, 3454, 3457, 3966, 3967-10, 3972.
- Paris. Faux 149-30. — Vente publ. d'im. 1896-10.
- 3 Cass. Arbitr. 1069, 1170 c., 1156 c.; Enreg. 4970-30.
- 4 Cass. Commune 1969 c., 1970. — Réglem. de juges 116.
- Colmar. Appel civ. 1010.
- 5 Décr. Soie 3; Voirie par eau, p. 736-210.
- Cass. Appel civ. 1090. — Arbitr. 1343. — Chose jug. 416. — Effets de comm. 312. — Impôts indir. 894. — Instr. crim. 2537, 2739; Prescript. crim. 87. — Témoin 527-50.
- Paris. Prescript. civ. 589.
- 6 Cass. Dom. destruct. 70. — Frais et dep. 1017; Instr. crim. 3759. — Impôts indir. 136, 303-30, 587-30.
- Paris. Exploit 521-50 c.; Reprises d'inst. 99.
- Rennes. Exploit 72-40; Louage 125, 583, 831-20. — Oblig. 1316.
- 7 Cass. Cassation 1286-90.
- Agen. Obligat. 4187.
- Colmar. Contrat de mar. 1103 c., 1105 c.; Mariage 608-30 c., 658-10.
- Rennes. Expert 286. — Obligat. 5160-10. — Vice rédhibit. 37 c., 111, 128 c., 185 c., 165 c.

Août.

- 7 Rouen. Vente publ. d'im. 82, 1321-20 c.
- 9 Paris. Acte de l'état civil 247 c., 413 c.; Paternité 30 c., 125 c., 183-30 c., 135, 205 c., 213 c., 216 c.
- 10 Ord. Boulanger 95.
- Cass. Cautionn. 352. — Deg. de jurid. 149-10; Exploit 132 c. — Disposit. entre vifs 3552-20. — Juils 18 c.; Loi 453.
- Bourges. Disposit. entre vifs 3329.
- Grenoble. Contrat de mar. 356.
- Cons. d'Etat. Forêts 1659; Vente administr. 379.
- Décis. Enreg. 703, 1956.
- 11 Cass. Contrat de mar. 361. — Expert. 366. — Marche de machines 145-80. — Ordre 1470 c.; Vente publ. d'im. 1730.
- Caen. Priv. et hypoth. 3010.
- Rennes. Frais et dep. 714-10.
- 12 Cass. Boulanger 39 c.; Poids et mesures 100-20. — Cassation 674 c., 2142. — Demande contr. 106-10. — Impôts indir. 21, 216. — Instr. crim. 1074. — Org. judic. 683. — Renvoi 162-10, 475, 652-10, 656.
- 13 Décr. Droit civil, p. 41. — Org. instr. publ. p. 1346; Vente p. terre 195.
- Cass. Appel crim. 222. — Commune 1529, 1346 c.; Jour férté 70. — Crimes cont. les person. 155-10. — Impôts indir. 33 c. — Vol 452-30.
- Bruxelles. Mariage 503.
- Grenoble. Dépôt 17-30.
- Paris. Paternité 725-10.
- Rennes. Appel civ. 607; Dem. nouv. 69 c.
- Rouen. Priv. et hypoth. 2-40 c.; Ordre 416-30.
- Trèves. Disposit. entre vifs 30 c., 312.
- Turin. Vente 1445-10, 1493 c.
- 14 Cass. Enreg. 3233, 5159 c., 540 c., 5523 c. — Exploit 346-40 c., 378-30 c., 385-10 c.; Séparat. chère 103 c., 104.
- Paris. Chose jug. 168-40 c.; Morit 175-10.
- Rennes. Jugem. p. déf. 21-90.
- Vente publ. d'im. 51-40.
- Cons. d'Etat. Commune 240.
- Emigre 405-250. — Vente administr. 73.
- 15 Bruxelles. Chose jugée 30 c., 30 c. — Donat. Vol 431-10.
- 16 Cass. Commune 2023, 2941. — V. 26 août.
- Agen. Deni de justice 13-10.
- Douai. Obligat. 4118-20.
- 17 Cass. Cautionn. 127 c.; Commune 216 c.; Compet. comm. 1413; Contrat de mar. 368 c.; Mariage 905. — Contrat de mar. 1429. — Enreg. 5519. — Priv. et hypoth. 1512-40. — V. 76.
- Rouen. Priv. et hypoth. 13-30.
- Circ. Commune 452; Voirie p. terre 1975.
- Décis. Enreg. 671, 2434.
- 18 Cass. Cassation 1716-60 c.; Fam. incid. 58-10. — Impôts indir. 135. — Mariage 736-20. — Obligat. 2063-20.
- Liège. Disposit. entre vifs 348.
- Cons. des prises. Prises mar. 348.
- 19 Cass. Chose jug. 441; Replac. de juges 208 c. — Cass. 23-10. — Instr. crim. 121-20, 1753, 1878. — Vol 542.
- Aix. Priv. et hypoth. 331.
- Paris. Paternité 305.
- Cons. d'Etat. Dom. censu. 1-40. — Emigre 174-60, 179-20, 130. — Forêts 1659. — Instr. publ. 1221-30.
- 20 Décr. Voirie par eau 119-20.
- Cass. Dom. de l'Etat 33. — Bâtiments d'or et d'argent 153-20. — Vol 853.
- Aix. Droit marit. 1442.
- Paris. Obligat. 2074 c., 3073. — Référé 92.
- 21 Agen. Jugem. par défaut 4.

Août.

- 21 Bordeaux. Absence 245. — Substitut. 234.
— Rennes. V. 7 août.
23 Cass. Absence 109; Effets de comm. 215, 224 c., 251 c. — Arbitr. 1115 c.; Enreg. 2495.
— Riom. Loi 288.
— Cirv. Hospices 168, 172.
24 Cass. Except. 532 c.; Loi 250, 252 c.; Obligation 4632-10, 5024-20 c. — Minorité 229-10. — Prescript. civ. 223. — V. 26 août.
— Aix. Compét. comm. 444; Mandat 141 c.
— Metz. Appel incid. 65, 79 c.; Deg. de jurid. 545.
— Poitiers. Effets de comm. 495.
— Rouen. Arbitr. 528.
— Décis. Fraix 1062.
25 Cass. Success. 399; Saisie-arrest 288 c.
— Agen. Péremption 191.
— Metz. Prescript. civ. 363.
26 Cass. Chasse 455. — Dépôt 86-10. — Enreg. 5753. — Impôts indir. 118. — Instr. crim. 376-20; Peine 792. — Jugem. 1092-20. — Presse-out. 774-10. — Procès-verb. 111, 457, 476. — Responsabilité 77.
— Aix. Disposit. entre vifs 2942, 2139-10; Vente 2057-30.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 1771.
— Lyon. Privil. et hypoth. 2336-10.
— Rennes. Vente publ. d'immeub. 515-10.
— Toulouse. Success. 1469.
— Cons. d'Etat. Marché de fourn. 157-50.
— Solut. Enreg. 2347.
27 Cass. Cassation 670, 1923-70 c.; Loi 366-100. — Deg. de jurid. 673-10. — Instr. crim. 1026-10; Procès-verb. 495. — Instr. crimin. 2529, 3170; Vol 416, 247.
— Agen. Péremption 152-10 c., 207, 210 c.
— Lyon. Contr. de mar. 3494. — Surenchère 319.
— Paris. Mariage 722.
— Rennes. Rente viagère 48.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 259.
28 Senat. cons. Instr. crim. p. 340.
— Bourges. Faillite 195-10.
— Colmar. Acquisescem. 219 c.
— Paris. Appel civ. 711 c.; Commerc. 268 c.; Compulsoire 56; Exploit 324-10.
— Rennes. Absence 878 c., 734; Conciliat. 158 c.
— Toulouse. Louage à locat. perpét. 3-20.

- 29 Décr. Copie de pièces 6 c.; Huissier 12-10; Org. colon. 543, 691; Org. instr. publ. p. 1346; Vagabondage, p. 5; Voirie par terre 195, 331, 3391.
— Cass. Dev. de jurid. 192.
— Cons. d'Etat. Emigré 179-120.
30 Cass. Arbitr. 352 c., 356, 1245 c.; Compét. civ. tribunal d'arrond. 224 c.; Compét. comm. 12 c.; Deg. de jurid. 475 c., 480 c., 504-20 c.
— Bordeaux. Contr. de mar. 2581.
— Metz. Jugem. 672.
— Rouen. Compét. comm. 420 c.; Effets de comm. 742.
— Toulouse. Substitut. 14-40.
— Trèves. Séparat. de corps 459-30.
31 Cass. Chose jugée 12; Mandat 226-10. — Effets de comm. 331. — Jugem. d'av. dire 369, 58-20 c.; Péremption 367, 369, 373 c. — Propriété féod. 454.
— Paris. Success. 1529. — Tierce opposit. 65.

Septembre.

- 1 Cass. Cons. 49 c.; Dem. nouv. 6 c., 121 c., 153-10. — Droit marit. 208-10 c., 539 c., 3060.
— Procès-verb. 437. — Vente 90-10.
— Limoges. Domicile 27 c., 29-10.
— Turin. Privil. et hypoth. 2326.

Septembre.

- 1 Instr. Enreg. 1130.
2 Cass. Cassation 1923-70. — Faux 149-50, 415 c. — Règlem. de juges 122, 178. — Témoin 505-30. — Vol 74-60.
3 Cass. Impôts indir. 102-30, 195, 217 c. — Org. milit. 816 c., 848. — Pêche fluviale 228. — Peine 114. — Témoin 446-10.
4 Cass. Appel crim. 153, 205; Instr. crim. 862 c. — Cassation 658. — Mat. d'or et d'argent 95-30. — Preuve 89-10 c. — Procès-verb. 47-30, 288. — V. 4 novembre 1813.
5 Cass. Instr. crim. 1320-20 c. — V. 4 septembre.
6 Décr. Commune 2257-10.
— Cass. Cassation 1154; Enreg. 2378, 3530 c., 5117 c.
— Cons. d'Etat. Compét. 52. — Conseil d'Etat 195. — Emigré 401; Vente administr. 365. — Impôts dir. 383; Trés. publ. 900. — Trav. publ. 197. — Trés. publ. 1039-30.
7 Cass. Cautionn. de fonct. 86. — Vente publ. d'immeub. 610 c., 1575.
— Décis. Exprop. publ. 856 c.
8 Cass. Biens 61; Enreg. 2912 c. — Chose jugée 557-40; Vérificat. d'écrit. 20 c., 81 c.
— Décis. Donnes 129.
9 Cass. Faillite 1420, 1421 c.; Contrat de mariage 1791 c., 1793 c. — Instr. crim. 1429, 1784-10, 2937-10. — Médecine 168. — Peine 618, 657, 807-60. — Paris. Acte de comm. 166.
10 Cass. Cassation 333. — Complice 40, 84. — Dom. destr. 321-50. — Instr. crim. 2658, 3247, 3339. — Peine 332-10. — Prescript. crim. 209, 210. — Témoin 198.
— Rennes. Fraix 83.
11 Rennes. Except. 371.
— Cons. d'Etat. Acquisescem. 937 c. — Commune 1673 c., 2247; Hospices 465; Marché de fourn. 157-70. — Cour des comptes 26 c.; Trés. publ. 977c., 1012c.
12 Instr. Enreg. 3624.
13 Turin. Jugem. 667.
14 Cirv. Mat. d'or et d'argent 35, 41.
15 Paris. Référé 94 c.
16 Rennes. Deg. de jurid. 154; Jugem. par déf. 214.
— Cons. d'Etat. Dom. del'Etat 400; Louage administr. 16-70, 16-180. — Pêche fluviale 65-30 c. — Vente administr. 235. — Voirie p. terre 1142.
23 Paris. Compét. civ. tribunal d'arr. 295; Faux inc. 263 c.; Jugem. 898-40 c.
25 Décr. Banque 110; Bourse de comm. 279; Loterie 10; Minorité 13-30, 456 c.; Octroi, p. 13; Trés. publ. 1234 c.
28 Cons. d'Etat. Compét. administr. 441 c.; Dom. del'Etat. 214-60. — Conseil d'Etat 259.

Octobre.

- 1 Cass. Armes 55. — Forêts 873-20; Forfait. 102-30 c., 118-10. — Instr. crim. 2014-10, 2915-30. — Loi 367-70. — Témoin 189-30.
2 Décr. Avocat 77.
— Cass. Attentat aux mœurs 138. — Instr. crim. 1626-10, 2155, 2389. — Peine 287. — Presse-out. 1570. — Vol 243.
— Rennes. Mat. somm. 43-90.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 291-10. — Peine 608-60.
4 Cass. V. 4 novembre 1813. — V. 4 décembre 1812.
5 Cass. Action 158; Biens 89 c. — Prêt à intérêt, V. 16 novembre 1813.
6 Cass. Contr. p. corps 304.
— Paris. Acte de comm. 179.
7 Cass. Chose jugée 256-20. — Enquête 274 c., 596. — Instr. crim. 2552. — Obligation 4060-10 c., 4063. — Société 318-10. — Usufruit 787 c., 778.

Octobre.

- 8 Décr. Forêts 773; Prof'hommes, p. 534.
— Cass. Complice 80. — Instr. crim. 3788; Peine 425 c.
— Aix. Droit marit. 1684, 1809 c.
12 Cass. Loi 38-40 c.; Minorité 733. — Presse-out. 541.
13 Cass. Action 92; Cassation 1827-30 c. — Enreg. 1283, 1293 c., 1640 c., 4751, 5466 c. — Péremption 324 c.; Prescript. civ. 810, 824-20.
— Paris. Vente publ. d'immeub. 276.
14 Cass. Cassation 1923-80. — Commune 858. — Domicile 11-30. — Faux 250. — Instr. crim. 1811-10. — Rébellion 10-20. — V. 8 octobre.
15 Cass. Armes 55. — Cassation 2349-10 c.; Chose jug. 426 c.; Compét. crim. 664; Crimes c. les person. 181 c. — Complice 26-40. — Faux 178, 443 c. — Instr. crim. 3175. — Min. publ. 319-10. — Peine 232-10, 387. — Vagabondage 57.
16 Cons. d'Etat. Action poss. 820 c. — Conseil d'Etat 806. — Dom. engagés 122. — Emigré 401. — Voirie p. terre 348-10, 349-40, 406-10, 421.
18 Rouen. Vente 1748.
19 Cass. Juits 26-20.
— Circ. Culte 208.
— Décis. Contrat de mar. 299; Notaire, p. 590.
20 Cass. Commune 1547. — Enreg. 5198, 5204 c., 5178. — Séparat. de corps 244, 274-40 c., 308 c., 323 c., 371-30 c.
— Paris. Cautionn. 425 c.; Contr. p. corps 726; Jugem. 658 c. — Instr. Trav. publ. 240, 245.
21 Cass. Appel civil 212. — Chose jugée 419, 420 c.; Instr. crim. 859 c. — Forêts 216. — Instr. crim. 1642, 2350. — Min. publ. 298-10. — Peine 370-30, 371-20 c. — Propriété 608. — Régl. de jures 69, 148-20, 186-30. — Témoin 651. — Vol 543-10.
— Paris. Acquisescem. 814.
22 Cass. Faux 149-40. — Forfait. 59. — Instr. crim. 1073, 1724-30 c., 1726-30, 2353, 3457-20; Org. judic. 612. — Témoin 369-10. — V. 2 octobre.
25 Cass. Cassation 2055. — Prescript. civ. 732, 1064-20.
26 Cass. Enreg. 4808, 5117; Expert. 355 c. — Louage 117. — Success. 601.
27 Cass. Acquisescem. 280. — Compét. civ. tribunal de paix 34 c.; Deg. de jurid. 22. — Disposit. entre vifs 334. — Ordre 934-10. — Péremption 266-20.
28 Cass. Faux 407, 467 c., 478 c., Faux inc. 268 c. — Instr. crim. 2315, 2844, 3403. — Jugem. d'av. dire droit 92-40. — Propriété féod. 449-30. — Témoin 525-10. — Vol 284, 287, 432.
29 Cass. Appel crim. 27; Instr. crim. 844-40 c. — Cassation 1798 c.; Instr. crim. 1006. — Dom. destr. 308-10. — Pêche fluv. 123-40, 158 c. — Procès-verb. 35. — Tentative 69 c., 95 c.
— Aix. Commissionn. 84 c., 122 c.; Compét. comm. 71; Prescript. civ. 988.
30 Cass. Cassation 586. — Commune 1328; Contrav. 343 c. — Crimes contre les personnes 167. — Instr. crim. 1408, 3658.

Novembre.

- 1 Cass. Effets de comm. 701. — Faillite 36. — Surenchère 307. — Décis. Enreg. 4907.
8 Cass. Enreg. 5443, 5622-30. — Jugem. 1020-30. — Loi 180; Mandat 167. — Privil. et hypoth. 1766-20, 1768 c.
4 Cass. Faux 113. — Fraix 1025. — Instr. crim. 1626-40, 1654. — Prescript. crim. 228.

Novembre.

- 5 Cass. Impôts indir. 16-10. — Instr. crim. 498, 500; Prêt à intérêt 305, 306 c., 808 c.
— Orléans. Vente 1460.
6 Décr. Avocat 77; Commune 130; Dom. de la cour. 16-30; Forêts 101; Louage 111. — Louage administr. 39; Org. administr. 459, 460; Scellés 18, p. 768; Taxe 22; Trav. publ. 800; Trés. publ. p. 1128.
— Cons. d'Etat. Conflit 26, 59, 174-40. — Dom. del'Etat 334. — Vente administr. 234-10, 366.
— Avis Cons. d'Etat. Culte, p. 709.
8 Cass. Privil. et hypoth. 931.
— Avis Cons. d'Etat. Voirie par terre p. 193.
9 Cass. Echange 35. — Enreg. 2189; Obligation. 5064-20 c. — Jugem. par défaut 235-40. — Privil. et hypoth. 849.
— Paris. Compét. civ. tribunal d'arrond. 91.
10 Cass. Commune 2108. — Expert. 38c.; Jugem. 13-30. — Loi 309; Minorité 727 c. — Vente 542.
— Colmar. Acquisescem. 673. — Jugem. 553.
— Arr. avoc. Paris. Avocat 300.
11 Décr. Dom. extraord. 22; Garde nat., p. 294; Majorat 4-150 c.; Octroi, p. 12; Sel, p. 860; Trésor publ., p. 1128; Voiture 270.
— Cass. Complice 66. — Obligation 4963-20. — Rébellion 65. — Vol 433.
— Paris. Appel civ. 253.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat. 177. — Culte 664. — Vente administr. 274-10, 277.
— Régl. Vente administr. 279.
12 Cass. Commune 1902; Contrav. 120 c. — Culte 96. — Dénonc. calomn. 12 c., 34 c., 49, 119 c.; Instr. crim. 488 c., 538 c., 547 c. 548 c.; Presse-out. 852 c. — Disposit. entre vifs 2986-10. — Faux 134. — V. 17 novembre.
13 Colmar. Dispositions entre vifs 3076; Obligation 3550 c.
14 Cass. Acquisescem. 401. — Contr. par corps 460. — Enreg. 2610 c., 2611. — Trés. publ. 1373.
— Agen. Oblat. 3874.
16 Décr. Armes, p. 246.
— Cass. Disposit. entre vifs 2315, 2355-20, 4210. — Enreg. 1375, 2053, 2536 c., 3444 c., 5068 c., 5550 c. — Prêt à intérêt 129 c., 130, 175-30 c.
— Rennes. Interdict. 213-10, 217-30 c. — Jugem. par défaut 235-10.
17 Arrêté. Avocat 200.
— Cass. Appel civ. 493 c., 804. — Deg. de jurid. 25, 43 c. — Minorité 238-20 c., 243 c.
— Rennes. Acquisescem. 454. — Saisie-arrest 383.
18 Cass. Abus de confiance 154. — Acte de comm. 220; Commerce. 56 c.; Compét. crim. 162-10 c.; Faillite 1445. — Agent d'affaires 13 c. — Cassation 1695-20 c.; Notaire 534-30. — Faux 287. — Faux inc. 299. — Forêts 802 c., 507 c.; Exploit 745-10. — Impôts indir. 225. — Instr. crimin. 1878. — Péremption 255.
— Lyon. Disposit. entre vifs 151.
— Paris. Effets de comm. 210.
19 Aix. Rentes const. 169.
— Colmar. Faillite 807-10. — Success. 1116-10.
— Metz. Acte de comm. 107; Commerce. 82 c.; Compét. comm. 452 c.
— Paris. Rente viagère 84.
— Rennes. Appel civil 368 c.; Saisie-exéc. 27 c., 224, 227 c.
20 Pau. Acquisescem. 773; Vente publ. d'immeub. 1342-20.
22 Cass. Cassation 1163; Exploit 421-10 c.
23 Cass. Faillite 1817; Vente 1807 c. — Aix. Droit marit. 1460, 1463 c., 1465 c.

Novembre.

- 23 Rennes. Saisie-exéc. 83.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 361. — Jugem. 928-10. — Conseil d'Etat 264. — Contrainte administr. 32. — Vente admin. 22. — Voirie par terre 348-20.
24 Riom. Disposit. entre vifs 2276. — Obligation. 4117-20, 4145-20.
25 Cass. Discipline 121-20 c.; Huissier 120; Obligation. 3061 c. — Industrie 435. — Privil. et hypoth. 1619-20. — V. 25 novembre 1815.
— Paris. Dispositions entre vifs 3090-40.
— Avis Cons. d'Etat. Culte, p. 711.
26 Cass. Appel crim. 357.
— Rouen. Appel crim. 32.
27 Décr. Trés. publ., p. 1128.
— Douai. Compét. comm. 135.
— Paris. Mandat 78. — Mariage 723.
29 Paris. Rente viagère, V. 10 novembre.
— Décis. Huissier 130.
30 Cass. Disposit. entre vifs 2082-20. — Compét. comm. 343.
— Rennes. Minorité 493.
— Rouen. Vente 491, 502, 521 c.
— Circ. Org. administr. 754.

Décembre.

- 1 Cass. Loi 313 c.; Servitude 456 c., 458 c., 473. — Vente publ. d'immeub. 1306 c., 1546.
— Rennes. Louage à dom. cong. 9-10 c., 33-30.
2 Cass. Abus de confiance 65, 185, 187 c., 189 c.; Prêt à intérêt 259-20, 383 c.; Quest. préjudic. 64 c.; Vol 766c. — Crimes c. les personnes 83, 55-10. — Quest. préjud. 39. — Vol 558-20.
— Douai. Commerce. 192; Mariage 809-10.
— Orléans. Avoné 153.
— Paris. Deg. de jurid. 631.
3 Cass. Dom. nat. 12-10 c.; Transact. 148, 158 c. — Instr. crim. 972, 3276-20.
— Bourges. Arbitr. 647, 660 c., 661 c., 668 c.; Recusat 56-30 c.
— Limoges. Vente publ. d'immeub. 1295.
— Paris. Success. 667-10.
— Rennes. Prêt 94.
4 Cass. Chasse 476.
— Limoges. Appel incid. 129.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1815-60.
— Paris. Renvoi 86-10. — Traitement 180; Trés. publ. 399.
5 Décr. Impôts indir., p. 406; Octroi 260.
— Rennes. Huissier 97.
6 Cass. Arbitr. 1233; Dom. del'Etat. 290, 292. — Enreg. 2566, 2629 c. — Privil. et hypoth. 1613-10.
— Rennes. Prescript. civ. 208.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 354; Exprop. publ. 17, 90; Halles 40 c.; Louage emphyt. 21. — Impôts dir. 658-30.
7 Cass. Enreg. 3043, 3048 c. — Jug. p. déf. 236-20.
8 Cass. Appel civil 1129; Avocat 273 c., 278 c.; Deg. de jurid. 563 c., 575 c.; Serment 37 c. — Deg. de jurid. 554-30. — Obligation. 2896. — Prescript. civ. 826-60.
— Angers. Fraix et dép. 809 c.; Interdict. 220-10 c.-20, 284 c.
— Paris. Contr. de mar. 1363; Disposit. entre vifs 2335-30 c.
— Rennes. Huissier 97.
9 Cass. Commune 2143. — Donnes 976 c. — Impôts indirects 513, 603 c.; Mat. d'or et d'arg. 143-10 c.; Instr. crim. 48 c., 58 c., 221-30 c.; Peine 771-20 c., 850 c. — Rébellion 10-20. — Success. 1468.
— Rouen. Exploit 102; Ordre 979.
10 Cass. Instr. crim. 2691; Témoin 153. — Mise en jug. 318. — V. 6 décembre.
— Bourges. Ordre 1049-10, 1051-10.
— Colmar. Success. 1187.
— Rennes. Except. 332-40; Expert. 345.

Décembre.

- 11 Rennes. Contrat de mar. 2453.
— Cons. d'Etat. Compét. administr.
123. — Louage adm. 16-100.
— Avis Cons. d'Etat. Octroi, p. 12.
12 Cass. Enreg. 4751. — Privil. et
hypoth. 632, 643, 672-30, 1708
c., 2085; Transcript. hypoth.
493 c.
— Limoges. Disp. entre vifs 2892 c.;
Faux inc. 51-10.
— Paris. Effets de comm. 504, 535 c.
— Rennes. Louage à dom. cong. 11
c., 33-20 c.; Mariage 818-30.
— Minorité 755.
— Toulouse. Disposit. ent. vifs 516,
3074-30.
14 Cass. Arbitr. 837. — Péremption
59-20 c., 124-30. — Success.
147, 182, 2283-10.
— Caen. Privil. et hypoth. 3010.
15 Décr. Bourse de commerce 116;
Impôts indir. 184; Marché de
sournit. 5-120, 161-10; Requi-
sition 10; Vente de substances
falsif., p. 1049 c.
— Cass. Vente 138-10.
16 Cass. Cassation 541. — Prescript.
crim. 128.
— Orléans. Appel civil 963 c.; Ex-
ploit 389-20, 637-40.
— Riom. Privil. et hypoth. 2435.
17 Décr. Garde nat., p. 294; Place
de guerre, p. 961.
— Cass. Instr. crim. 2844.
— Aix. Obligat. 1778-30.
— Douai. Intervent. 57.
18 Amiens. Appel civ. 1095.
— Limoges. Saisie-exécut. 108.
— Avis Cons. d'Etat. Complice 247.
19 Cass. Obligat. 4522-50 c.
20 Décr. Cassation 1538; Grâce 13 c.
21 Cass. Cassation 699. — Compét.
civ. trib. de paix 191; Instr.
crim. 147. — Enreg. 4142,
5766.
— Bourges. Péremption 31, 88 c.
— Colmar. Arbitr. 355; Juifs 21-20,
23-10 c., 24-30.
— Limoges. Dispositions entre vifs
1020-10.
22 Cass. Absence 430. — Contrat de
mar. 209. — Domicile 34-20 c.,
55 c. — Enreg. 2381.
— Orléans. Except. 332-20.
23 Cass. Dom. destr. 184. — Instr.
crim. 1915.
— Rennes. Mariage 818-50.
24 Cass. Commune 699, 928 c.; Loi
88 c.; Minist. publ. 63-10 c.,
40 c.; Voirie p. terre 1064 c.;
Forêts 1123 c., 1319 c.;
Procès-verb. 574-60 c. — Instr.
crim. 1854-10 c., 1872.
— Bourges. Vente publ. d'imm. 748,
1513-20 c., 1787, 1893-10.
26 Décr. Culte, p. 711, 931; Juifs,
p. 715.
27 Paris. Faillite 231, 343-60 c.
28 Cass. Dem. nouv. 155-30 c.; Pri-
vil. et hypoth. 1720-10-30 c.;
— Enreg. 2092. — Loi 272-
10 c.; Prescript. civ. 1118.
— Propr. féod. 180-30. — Saisie-
arrêt 318-10 c., 358-10.
— Paris. Enquête 190, 192 c.
29 Cass. Dem. nouv. 142-30. —
Juifs 23-30. — Oblig. 2236.
— Agen. Contrat de mar. 421.
— Bourges. Obligat. 3956-10.
— Orléans. Effets de comm. 261;
— Except. 403.
— Toulouse. Péremption 9.
— Circ. Obligat. 3487.
30 Cass. Appel crim. 32, 33 c.
— Chose jugée 571 c.; Dé-
nonciat. calomn. 38 c., 143,
146; Frais et dépens 131 c.;
Forêts 359 c.; Médicine 63;
Pêche fluviale 214 c.; Peine
799 c. — Interrog. sur faits et
art. 41-20.
— Amiens. Acte de comm. 248.
— Paris. Arbitr. 668.
31 Cass. Faux 232, 399-10 c. —
Frais et dépens 1040.
— Rouen. Effets de comm. 809.

Janvier.

- 2 Décr. Impôts indir., p. 407; Oc-
troi 260, p. 12.
— Caen. Saisie des rentes 13 c.
— Règl. Octroi 257.
3 Cass. Cassation 613; Privil. et
hypoth. 1584 c., 1600-10. —
Faillite 394, 803 c.
— Bourges. Neg. de jurid. 232-10.
4 Décr. Org. milit. p. 1881.
— Cass. Enquête 646. — Enreg.
5542.
— Agen. Acquiescem. 220; Appel ci-
vil 184 c.
— Liège. Mines 579-20.
— Riom. Vente publ. d'immeubles
991-20.
5 Cass. Disposit. entre vifs 630,
1680-20, 1694-10. — Norman-
die 81 c.; Prescript. civ. 618;
Success. 1542-30 c., 1554-10.
— Riom. Dépôt 82-20.
— Rouen. Effets de comm. 752; Ex-
ploit 362-20 c., 266-20 c.
6 Décr. Conflit 5; Enreg. 5835.
— Cass. Degré de jurid. 501-20,
503-10 c.; Obligat. 4038.
— Instr. crim. 2226, 3171-20,
3172-20. — Serment 199-20.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 2658.
— Paris. Mandat 225-30.
— Rennes. Compulsioire 26. — In-
terdict. 65-20; 69 c.; Minorité
223 c., 237-10 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 72. — Dom.
nat. 16-40. — Vente administ.
73.
7 Cass. Forêts 340 c., 629; Peine
783-20 c. — Octroi 248-20.
— V. 7 février 1814.
— Bourges. Acquiescem. 467.
— Caen. Mariage 171-10, 260 c.,
265-40 c.
— Paris. Contr. par corps 1044.
— Rennes. Rentes const. 73-10.
— Riom. Jugem. d'av. dire droit
1 c.
8 Décr. Garde nat., p. 294.
— Cass. Instr. crim. 3732.
— Agen. Compét. comm. 188.
— Bourges. Vente publ. d'immeub.
521 c., 912-20.
— Douai. Société 1134.
— Paris. Frais et dépens 856 c.;
Success. 1758.
9 Décr. Impôts dir., p. 265.
10 Cass. Jugem. 377 c.; Vente
publ. d'immeub. 519-20 c.,
934-60 c., 1600.
— Paris. Disposit. entre vifs 1541
c., 1598.
11 Bordeaux. Effets de comm. 750.
— Rennes. Dispositions entre vifs
4479.
— Riom. Rentes foncières 39.
12 Cass. Dépôt 44 c., 136-20 c., 145 c.,
146 c.; Obligat. 4120 c., 4148 c.
— Enreg. 3229. — Obligat.
4454 c.; Propr. féod. 470-20;
Vente publ. d'imm. 518-20 c.,
566-30. — Obligat. 4650-40 c.;
Tierce opposit. 48-10,
253-30 c.
— La Haye. Mandat 303-60.
13 Cass. Action possess. 815. —
Crimes contre l'Etat 100. —
Dem. nouv. 156-20. — Dispo-
sit. entre vifs 1981, 1984-10-
20 c. — Forêts 1319. — Ordre
934-20. — Peine 113-30. —
Prescript. crim. 229-20 c. —
— Vol 393-10.
— Bruxelles. Péremption 844-60.
— Paris. Forêts 466 c.; Responsab.
690. — Ordre 624-30. — Sai-
sie-exécut. 278.
15 Décr. Enreg. 1320; Prêt à Intér.
12.
— Cass. Appel crim. 386. — Cassa-
tion 249 c., 1347 c.; Défense
105 c. — Instr. crim. 2531,
3170; Prescript. crim. 113,
142-10.
— Bourges. Saisie-gagerie 6.
— Bruxelles. Privilèges et hypoth.
1596-10.
— Paris. Saisie-arrêt 426.
17 Décr. Commune 2618; Impôts
indir. 443.
— Cass. Enreg. 4340.

Janvier.

- 17 Cons. d'Etat. Chose jugée 361.
— Commune 2451 c., 2452,
2454; Forêts 988 c.; Dom. de
l'Etat 258 c.; Vente administ.
20-10. — Compét. administr.
217; Jugem. 335-20. — Com-
pét. admin. 367 c.; Impôts dir.
608. — Conflit 49; Hospices
453, 454-10. — Culte 240-20.
— Dom. de l'Etat 227. — Dom.
nat. 16, 28-30; Conseil d'Etat
124-20, 306. — Enreg. 5649;
Loi-82-10 c. — Marche de four-
nit. 145-60. — Règl. admin.
50 c. — Trav. publ. 1212.
— Vente admin. 263.
18 Décr. Prêt à Intér. 12.
— Cass. Cassation 1716-70 c.; Dem.
nouv. 239-10; Vente 145-40;
Obligat. 1043-10 c. — Contr.
par corps 267 c.; Faillite 501-
20, 509 c., 852 c.
19 Cass. Compét. comm. 418 c., 491;
Domicile élu 78. — Juifs 23-20.
— Oblig. 3927 c.; Rente viagère
53 c., 62-10. — Oblig. 2457-10.
— Agen. Appel incid. 76.
— Angers. Dispositions entre vifs
274-40.
— Paris. Vente publ. d'imm. 1736-
20 c., 1745.
— Rennes. Action 162; Prescript.
civ. 848-10. — Compét. comm.
389.
— Avis. Cons. d'Etat. Conflit 192 c.
20 Cass. Complice 40-40. — Enreg.
120. — Propriété 543. — V. 9
février 1814.
— Bruxelles. Obligat. 3324.
— Rennes. Compét. civ. trib. un.
d'arr. 125.
21 Cass. Appel crim. 266; Cassa-
tion 2253-10 c.; Témoign. faux
86-10 c., 99.
— Angers. Paternité 229.
— Douai. Vente 1476-40, 1477-30.
— Paris. Faillite 57-40. — Privil.
et hypoth. 2922-10. — Rentes
constit. 197 c. — Vente 425-30.
— Rennes. Mariage 855 c.
22 Bourges. Caution. 126 c., 130.
— La Haye. Except. 274-60.
23 Cons. d'Etat. Compét. admin. 133
c.; Forêts 1057. — Conflit 32.
— Conseil d'Etat 124-119; Dé-
pôt 268. — Hospices 158.
— Avis. Cons. d'Etat. Préséance
16, p. 378.
24 Cass. Contr. par corps 795; Vente
publ. d'imm. 458-10 c. — En-
reg. 2385 c., 2386 c.; Vente
1674; Obligat. 3490 c. — Instr.
crim. 3455-10.
— Agen. Louage d'ouvr. 44.
25 Cass. Cassation 96; Effets de
comm. 508.
— Nîmes. Success. 1457.
— Rennes. Compét. administ. 175.
— Riom. Contrat de mar. 3331.
— Rouen. Ordre 682-10.
26 Cass. Commerç. 105. — Contrat
de mar. 3457. — Enreg. 1342 c.
— Paternité 425, 688. — Privil.
et hypoth. 1332-20, 2722-10;
2737 c.
— Agen. Jugem. par défaut 57-10.
— Rennes. Faux incid. 257-20.
27 Cass. Complice 175-20. — Cri-
mes contre les personnes 46.
— Instr. crim. 2622, 2658,
2659, 2677-30 c.; Témoin 505-
30, 525. — Serment 199-20.
— Toulouse. Contrat de mar. 831 c.,
832 c., 838.
— Trib. de Châteaudun. Success.
359.
— Avis Cons. d'Etat. Bourse de
comm. 381 c.; Effets de comm.
359; Force majeure 34-40 c.,
35-10 c.; Impôts dir. 416 c.;
Prescript. civ. 791 c.
28 Cass. Attentat aux mœurs 147. —
Instr. crim. 1600-20, 1601 c.,
1624, 3170.
— Amiens. Vente publ. d'imm.
1498-10.
— La Haye. Except. 283, 285.
— Paris. Saisie-arrêt 271.
— Rennes. Propr. féod. 187.

Janvier.

- 29 Ord. Manufact. 48 c., 146-10.
— Paris. Loi 302-10 c.
— Rennes. Jugem. 333-30.
— Cons. d'Etat. Peine 605-40. —
Servitude 1292-20; Voirie par
terre 348-20, 1388-30, 1951,
2110-10.
— Avis Cons. d'Etat. Impôts dir.,
p. 265.
31 Cass. Enreg. 2184, 2586-10, 5213,
5311, 5778.
— Bruxelles. Effets de comm. 461.
— Paris. Disposit. entre vifs 250-10,
272-20 c.

Février.

- 1 Cass. Commune 2227. — Dispo-
sit. entre vifs 3166.
— Riom. Acquiescem. 452 c. —
— Disposit. entre vifs 2086-20.
2 Cass. Action 82. — Dem. nouv.
234-30. — Enreg. 252. — Ma-
riage 718. — Paternité 619-20.
— Peine. V. 7 février 1812.
— Paris. Contr. par corps 481.
— Obligat. 279.
— Rennes. Appel civ. 870.
3 Cass. Enreg. 5115 c. — Except.
72. — Instr. crim. 3684 c.;
Serment 164-10. — Jugement
par défaut 372-60. — Peine
335, 556. — Serment, 186-20.
— Décl. Culte 116.
4 Cass. Complice 107 c., 143. —
Crimes contre les personnes
104. — Serment 178.
5 Paris. Surenchère 206.
— Cons. d'Etat. Trés. publ. 963-30,
964 c. — Vente administ. 73.
7 Cass. Enreg. 2140, 3350. — Obliga-
tion 3860-30 c.
— Paris. Obligat. 5460 c. — Org.
milit. 401-20; V. 2 février.
— Riom. Success. 1636-20.
8 Cass. Enreg. 4041, 4042 c.; Suc-
cess. 216 c. — Propr. féod. 323
c., 486-30.
9 Cass. Désaveu 24 c.; Enreg. 231,
235 c., 3738. — Effets de comm.
111, 461-20 c. — Prises marit.
320.
— Grenoble. Vente 1569-10.
— Paris. Privil. et hypoth. 1719.
10 Cass. Cassation 365. — Impôts
indir. 529-50, 531 c. — Instr.
crim. 1811-10. — Vol 265-10,
419-10.
— Metz. Acquiescem. 709, 714 c.;
Interdict. 217-40.
— Paris. Usufruit 435-10 c.
— Riom. Prescript. civ. 644.
12 Décr. Société, p. 380.
— Paris. Compét. comm. 339 c.;
Mandat 323-10.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 197-10.
— Culte 345-30.
14 Cass. Action possess. 711, 712 c.
15 Cass. Arbitr. 409 c., 410, 1249
c.; Obligat. 4060 c. — Enreg.
5003.
— Bourges. Success. 487, 499.
— Douai. Acte de comm. 374; Man-
dat 130-40 c.
16 Cass. Disposit. entre vifs 3026
c., 3030-20, 3035. — Enreg.
5146. — Obligat. 262 c., 703-
10, 2983-40 c.; Success. 2350.
— Agen. Servitude 851-20-30.
— Toulouse. Dispositions entre vifs
205-10.
17 Cass. Commune 1141. — Com-
pét. comm. 507. — Compét.
crim. 596. — Instr. crim. 1281,
3098.
— Agen. Exploit 283-30.
— Delib. Enreg. 3722.
18 Riom. Dispositions entre vifs
2364.
19 Besançon. Dispositions entre vifs
2940-60.
— Rouen. Disposit. entre vifs 602,
1662-20; Obligat. 3872.
20 Décr. Acte de l'état civil 99 c.;
21 Décr. Marais 6.
— Cass. Acte de comm. 260 c.; Cas-
sation 1874-199; Compét. comm.
172 c.; Juifs 28-10. — Papier
monnaie 18, 23-30.

Février.

- 21 Agen. Privil. et hypoth. 1382.
— Bruxelles. Acquiescem. 603; Ex-
ploit 622-30; Obligat. 246-20
c., 247; Termes sacramentels
57. — Org. milit. 401-10 c.,
401 c.
— Caen. Success. 548.
— Paris. Dispositions entre vifs
2557 c.; Transaction 151-20,
156 c. — Success. 1763.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 119;
Jugem. 906-10. — Contr. par
corps 367, 371 c.; Octroi 14,
92, 318. — Mines 237, 255-10,
262, 559-10 c., 565-10 c., 566
c., 1061 c.
22 Cass. Compte 24 c., 75. — Enreg.
2293.
— Paris. Arbitr. 355.
23 Cass. Cassation 1615-10 c.;
Louage 682, 686 c., 703 c.;
Obligat. 4658-10.
— Rouen. Effets de comm. 488.
24 Cass. Abus de confiance 151.
— Instr. crim. 1878. — Témoin
637-40.
— Agen. Appel civ. 1115, 1122,
1123 c.; Appel incid. 156 c.
— Bourges. Jugem. 441-10.
— Metz. Enquête 602, 605 c.
— Orléans. Arbitr. 1201.
26 Turin. Arbitr. 165, 535 c.
28 Cass. Action possess. 164, 441 c.
— Enreg. 5771.
— Bordeaux. Obligat. 1778-20.
— Paris. Droit civ. 265. — Inter-
dict. 28 c., 76-10 c., 81-20,
108-10 c.; Minorité 195 c.

Mars.

- 1 Cass. Acquiescem. 298. — Papier-
monnaie 18 c., 23-30. — Pat-
nité 335.
— Avis Cons. d'Etat. Org. milit.
812.
2 Cass. Abus de conf. 155 c. — Ap-
pel civil 1011. — Degr. de jurid.
541. — Peine 790; Responsab.
72-10.
— Bourges. Arbitr. 1334.
— Bruxelles. Vente 1775-10.
— Paris. Conciliat. 134. — Success.
181.
— Riom. Success. 1988.
3 Cass. Abus de confiance 154 c. —
Chose jugée 583 c.; Compét.
crim. 309 c., 367; Minist. publ.
65-10 c. — Complice 130. —
Mise en jugem. 143-10.
— Bruxelles. Chose jug. 56-10.
— Faillite 613-80; Obligat. 208-
50 c.
— Riom. Success. 1926.
5 Décr. Avocat 77; Crimes c. Ri-
tat, p. 539.
— Bruxelles. Obligat. 962 c.; Suc-
cess. 691.
— Paris. Paternité 281, 283 c.,
621-30 c.
7 Cass. Enquête 144.
— Bruxelles. Contrat de mar. 318.
8 Cass. Appel civil 465 c., 682 c.
Concl. 78-20 c.; Minist. publ.
99 c., 144-60 c.; Minorité
205 c. — Compte 109; Dem.
nouv. 183-20 c.
— Rennes. Appel incid. 61.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 128.
9 Arrêté. Avocat 116.
— Cass. Droit marit. 203. — Enreg.
5167; Saisie-arrêt 161 c. —
Obligat. 1735-30. — Propr. féod.
257. — V. 9 mars 1813.
— Agen. Exploit 135-50.
— Colmar. V. 9 août 1814.
10 Cass. Conciliat. 299-10; Contrat
de mar. 1350 c.; Oblig. 234.
— Disposit. ent. vifs 453-20.
— Instr. crim. 1878. — Prescrip-
tion 548-10.
— Bruxelles. Except. 531. — Bénéf.
constit. 25-10.
— Paris. Acte de comm. 371.
11 Rennes. Exploit 584-60.
12 Paris. Contr. par corps 462.
— Cons. d'Etat. Dom. nat. 24-20.
— Trésor publ. 946. — Vente
administ. 28-30.

Mars.

- 15 Décr. Culte, p. 711; Garde nat., p. 294.
— Cass. Enreg. 2094, 2120 c., 5750.
— Rennes. Louage 799 c., 809.
— Décis. Enreg. 1890.
16 Cass. Avocat 368 c.; Désaveu 17; Désistement. 132-20 c. — Jugem. p. déf. 214-20. — Ordre 1035-10 c.; Vente publ. d'imm. 1758. — V. 10 mai 1814.
— Agen. Acquiescem. 250.
— Paris. Minorité 649-10-20.
— Rennes. Appel civil 1195; Arbitr. 1258.
17 Cass. Appel crim. 168.
— Angers. Renvoi 77 c., 81.
— Bruxelles. Rentes fonc. 5.
— Instr. Enreg. 4923.
18 Paris. Contrat de mar. 1788.
19 Paris. Acte de comm. 98.
— Rennes. Success. 893.
21 Cass. Compét. administr. 122.
22 Cass. Arbitr. 455, 466 c.; Prêt à int. 168 c. — Dom. de l'El. 382.
— Enreg. 131 c., 1266, 5764.
— Faillite 1009-10.
— Rennes. Obligation 4632-10 c., 4652-20; Rentes constit. 78 c., 86 c.
— Cons. d'Etat. Commune 136; Halles 50 c.
23 Cass. Surendère 105.
— Colmar. Commerce. 34 c.; Compét. comm. 228 c.; Effets de comm. 82-20.
— Paris. Jugem. 682-20.
— Rennes. Appel civ. 232.
— Riom. Contr. p. corps 53.
24 Cass. Enreg. 321 c.; Success. 661, 669-10 c. — Instr. crim. 3170. — Témoin 623-10.
25 Bruxelles. Privil. et hypoth. 284.
— Orléans. Jugem. p. déf. 163.
— Paris. Arbitr. 531, 557, 1015 c.; Désistement. 131 c., 143 c.
— Rennes. Except. 466.
— Riom. Contr. p. corps 156.
26 Riom. Acquiescem. 506.
— Cons. d'Etat. Conflit 175-40. — Jugement p. défaut 518-20. — Vente administr. 267-10 c.
27 Bruxelles. Faillite 74-10-20.
— Cons. d'Etat. Loi 82-10 c.; V. 14 septembre 1814.
28 Orléans. Jugem. p. déf. 461-10.
— Paris. Except. 381 c.; Privil. et hypoth. 3022.
— Rennes. Cautionn. 334 c., 340; Prescript. civ. 639-20 c.
29 Cass. Commissionn. 334 c., 420-20.
— Bourges. Contrat de mar. 1639.
— Oblig. 1708 c., 2076.
30 Cass. Enreg. 2112. — Vente publ. d'imm. 1648.
— Douai. Louage 63.
31 Bruxelles. Louage 536.
— Rennes. Contr. p. corps 796.

Avril.

- 1 Sénat-cons. Droit constitut., p. 324.
— Rennes. Accessoire 78; Frais 41.
— Separat. de corps 217.
— Riom. Contr. par corps 1079.
2 Arrêté. Culte, p. 711.
— Bruxelles. Jugem. 578-30.
3 Décr. Droit constitut., p. 324.
4 Acte du Corps législatif. Droit constitut., p. 325.
— Message du Corps législatif. Droit constitut., p. 325.
5 Arrêté. Org. administr., p. 607.
— Rennes. Louage 771.
6 Constitut. Droit constitut., p. 325.
— Sénat-cons. Loi 18.
— Arrête. Conseil d'Etat, p. 184.
7 Arrêté. Affiche 158; Notaire, p. 590; Obligation, p. 56; Presse-out., p. 404.
— Message du Corps législatif. Droit constitut., p. 328.
8 Arrête. Org. administr., p. 607.
— Cass. Cassation 1816 c. — V. 8 août 1814.
— Rennes. Droit civ. 327.
9 Arrête. Culte, p. 711; Org. administr., p. 607; Org. instr. publ., p. 1346; Trésor public, p. 1128.

Avril.

- 10 Arrêté. Org. administr., p. 607.
— Cass. Usufruit 207.
11 Acte d'abdication de Napoléon. Droit constitut., p. 336.
— Rennes. Enreg. 5713.
13 Arrêté. Place de guerre, p. 941.
— Cass. Enreg. 2085, 2180. — Obligat. 3640-10. — Vente 1561.
— Douai. Jugem. 449; Obligation 1780-10 c.
— Bruxelles. Faillite 65-20 c., 151c., 156-70 c.
14 Arrêté. Postes, p. 11.
— Cass. Cassation 551. — Contrat de mar. 3441-10. — Instr. crim. 847, 3249; Témoin, faux 82.
— Bruxelles. Mariage 661.
16 Arrêté. Conseil d'Etat, p. 184.
18 Paris. Disposit. entre vifs 3137.
19 Arrêté. Culte, p. 711.
— Cass. Peine 607-50.
— Délib. Enreg. 1392.
20 Décr. Droit civ., p. 41.
— Ord. Passe-port, p. 35.
— Cass. Appel civ. 283. — Exploit 540-10.
— Caen. Disposit. entre vifs 178-10.
— Liège. Commissionn. 488.
— Metz. Compét. comm. 172.
— Orléans. Jugem. d'av. dire droit 32-20.
— Paris. Privil. et hypoth. 2319.
21 Décr. Org. marit., p. 1675.
— Cass. Chose jugée 436 c.; Compét. crim. 665 c.; Instr. crim. 2051-10-20. — Impôts indir. 189, 348-10; Procès-verb. 432 c., 445 c., 485 c. — Oblig. 2427-20. — Témoin 538-30.
22 Bourges. Appel civ. 1229 c.; Vente publ. d'imm. 1555.
— Rennes. Appel civ. 1276, 1290c.; Exploit 81-10; Instr. civ. 49 c.
23 Décr. Amnistie, p. 510; Douanes, p. 576.
— Ord. Sucre 4.
— Arrêté. Org. administr., p. 607.
— Convention. Traité international, p. 518.
— Paris. Obligat. 565-10.
25 Cass. Vente publ. d'imm. 1582.
— Liège. Effets de comm. 900, 902 c.
— Rennes. Tierce opposit. 65.
26 Décr. Amnistie, p. 511; Douanes, p. 576; Org. judic., p. 1504.
— Cass. Faillite 801.
— Caen. Jugem. par défaut 430.
— Rennes. Frais 375.
27 Décr. Impôts indir., p. 409.
— Ord. Enreg. 30; Voiture 270.
— Cass. Action possess. 720. — Prescript. civ. 533.
— Agen. Avoué 146; Exploit 358-50 c.
— Bruxelles. Contrat de mar. 1337; Ordre 1201.
— La Haye. Loi 218.
— Paris. Absence 297, 298 c.; Biens 180 c.; Privil. et hypoth. 755 c. — Ordre 257.
— Rennes. Mandat 240; Minorité 445 c., 568 c.; Vente 1687.
28 Cass. Action possess. 65. — Domicile élu 22; Obligat. 2122 c. — Instr. crim. 952, 3353. — Vol 431-10.
— Metz. Privil. et hypoth. 2113-20.
— Rennes. Except. 312.
— Délib. Saisie-arrest 290.
29 Décr. Trés. publ., p. 1128.
— Arrêté. Avocat 117.
— Bourges. Enreg. 5127.
30 Desançon. Delat 87; Saisie-exéc. 289.
— Bourges. Jugem. d'av. dire droit 45-10; Obligat. 4809.

Mai.

- 2 Bruxelles. Effets de comm. 723. — Louage 814-20.
— Liège. Vente publ. d'immeub. 839, 1458 c.
— Déclarat. Ordres civ. et milit. 187.
3 Limoges. Jugement par défaut 151-10.
4 Caen. Privil. et hypoth. 851. — Vente publ. d'immeub. 1240-40.

Mai.

- 5 Ord. Traité internat. p. 518.
— Cass. Instr. crim. 3175.
— Rennes. Success. 820.
— Riom. Deg. de jurid. 279.
— Solut. Enreg. 3550.
6 Liège. Arbitre 549.
8 Bruxelles. Dispositions entre vifs 3173 c.
9 Cass. Enreg. 5581.
— Paris. Faillite 397.
— Toulouse. Privil. et hypothèques 1479.
10 Ord. Forêts 102; Monnaie, p. 383; Org. marit., p. 1675.
— Cass. Enreg. 5047. — Faillite 345-20. — Impôts indir. 69-50. — Vente publ. d'immeub. 223.
— Poitiers. Except. 232.
— Riom. Appel civ. 1090.
— Délib. Agrée 19.
— Proclamat. Impôts indir., p. 409.
12 Ord. Org. milit., p. 1881.
— Cass. Abus de confiance 150. — Compét. administr. 161 c.; Compét. comm. 160, 166 c. — Instr. crim. 1694-40, 1987, 3732. — Mariage 813-20.
— Paris. Acquiescem. 328; Exploit 499.
— Solut. Enreg. 1316, 1319.
13 Paris. Jugem. par défaut 397-30 c. — Obligat. 1658. — Vice rédhibitoire 276 c.
— Rennes. Domicile élu 45 c.; Exploit 278-20, 313-40.
14 Arrêté. Agrée 19.
— Paris. Success. 1554-10.
15 Ord. Org. milit., p. 1881.
— Cass. Success. 2001 c.
— Bruxelles. Jugem. par défaut 239.
— Limoges. Conciliat. 110-60.
— Rieglen. Théâtre, p. 299.
16 Ord. Org. administr., p. 607; Org. milit., p. 1881.
— Bruxelles. Instr. crim. 844-60, 2088-10.
— Liège. Deg. de jurid. 83-10.
17 Ord. Enreg. 6064-80; Impôts indir., p. 449.
— Cass. Adoption 153. — Disposit. entre vifs 4155-10. — Délai 33-10; Vente 1487 c.
— Liège. Compét. comm. 67.
— Paris. Jugem. 151-60. — Tierce opposit. 42-10 c., 160-20.
18 Ord. Dom. apanager 38; Org. marit., p. 1675; Org. milit., p. 1881.
— Cass. Arbitr. 49 c., 612 c., 758, 774 c., 877 c., 1078 c. — Org. judic. 358-10 c.
20 Ord. Postes, p. 11.
— Cass. Abus de confiance 150.
21 Ord. Org. marit., p. 1675; Trav. publ. 847.
— Bruxelles. Obligat. 2898, 3003 c., 3489 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 1650.
— Rennes. Acquiescem. 499 c.
23 Cass. Cassation 1590 c.; Disposit. entre vifs 2839 c., 2927 c.; 2934 c., 2936-20, 2978-20.
— Limoges. Surendère 418.
— Toulouse. Propr. féod. 178 c., 225.
— Décis. Culte 208.
24 Cass. Arbitr. 950, 951 c.
— Liège. Deg. de jurid. 275-10.
— Pau. Commissionn. 321.
25 Ord. Org. marit., p. 1675; Pension, p. 752.
— Cass. Effets de comm. 237-10; Loi 186 c.
— Rennes. Deg. de jurid. 631 c.; Except. 393.
26 Cass. Appel incid. 110 c.; Jugem. par défaut 101, 198-30 c. — Complice 66. — Jugement 761-10.
— Douai. Obligat. 5307.
— Paris. Arbitr. 1043, 1205 c. — Privil. et hypoth. 260-20; Saisie-gagerie 16 c., 18 c.
— Rennes. Ordre 930.
27 Cons. d'Etat. Prises marit. 170-10 c.
28 Riom. Faillite 267-90.
— Pau. Appel civ. 1363.

Mai.

- 29 Ord. Hospices, p. 71.
30 Cass. Conciliat. 120-10. — Oblig. 1371 c., 1525, 2857 c.; Prescript. civ. 658 c.
— Traité. Organ. colon., p. 1027; Traité internat., p. 518; Trés. publ. 445, 532 s.
— Décis. Org. administr., p. 608.
31 Ord. Gendarme, p. 473.
— Cass. Contrat de mar. 1680. — Saisie-arrest 278. — Vente 174.
— Metz. Acquiescem. 718; Enquête 283 c.; Séparat. de corps 290 c.
Juin.
1 Ord. Impôts indir., p. 409.
— Cass. Absence 491. — Cautionn. de fonctionn. 54, 74 c. — Chose jugée 199. — Contrat de mar. 350; Disposit. ent. vifs 137 c., 650 c., 1691 c., 2446-10 c. — Enreg. 5479, 5766.
— Bruxelles. Absence 647.
— Liège. Privil. et hypoth. 1855-30.
— Limoges. Exploit 319-40.
2 Cass. Chasse 471 c., 487. — Disposit. entre vifs 2932-10. — Effets de comm. 470. — Mise en jugem. 293.
— Bruxelles. Jugem. 684; Responsab. 182, 240 c.
— Metz. Acte de l'état civil 346 c.; Mariage 387-20-30-40 c.
— Délib. Agrée 37.
3 Rennes. Propriété féodale 175.
4 Ord. Dom. de la cour. 17; Droit civ., p. 41; Uniforme-costume 17-10.
— Rennes. Louage 339-10; Obligat. 776-10 c.
— Décis. Org. marit., p. 1675.
— Charte. Droit constitut., p. 326; Grèce 11; Liberté individ., p. 18; Organ. colon., p. 1027; Organismat. judic., p. 1504; Organismat. milit., p. 1881; Peine, p. 552; Pension, p. 752; Pétition 8; Presse-out., p. 404; Serment, p. 6; Traité internat., p. 521; Trésor public, p. 1128.
6 Ord. Archives 47; Commune 137; Douanes, p. 576; Organ. marit. 117, p. 1675.
— Cass. Disposit. entre vifs 1667, 4253. — Propriété féodale 351. — V. 6 juin 1811.
— La Haye. Effets de comm. 567.
— Rennes. Vente publ. d'imm. 469, 619 c., 624, 918 c., 989-10 c., 1121-20.
7 Cass. Obligation 1151 c.; Vente 1459-10. — Privil. et hypoth. 1624-20.
— Limoges. Deg. de jurid. 373.
— Paris. Arbitr. 558; Jugement p. déf. 159-10 c. — Emigré 201-40.
8 Ord. Prises marit., p. 929.
— Cass. Chose jugée 370; Compte 186 c.; Requête civile 119 c. — Enreg. 2053.
— La Haye. Privil. et hypoth. 1370-10; Vente publ. d'imm. 666-10.
— Limoges. Acquiescem. 106 c.; Dom. de l'Etat 305, 384 c.; Exploit 413-20 c.
— Rennes. Compét. comm. 29.
— Déris. Enreg. 3294; Org. admin., p. 608; Org. marit., p. 1676.
9 Cass. Effets de comm. 465. — Instr. crim. 2011-10. — Req. civile 221, 227 c.
— Paris. Ordre 974-20; Privil. et hypoth. 1428, 1521-20.
10 Ord. Hospices, p. 71.
— Colmar. Oblig. 539 c., 590.
— Metz. Disposit. entre vifs 545.
— Rouen. Substitut. 234.
11 Charte. Presse-out., p. 404.
— Amiens. Disposit. ent. vifs 1535-10 c., 1562-10 c., 1567-40 c.; Success. 466-10 c.
— Paris. Paternité 309.
13 Ord. Marché de fournil. 5-120.

Juin.

- 13 Cass. Action possess. 368; Servitude 78c. — Action possess. 390; Vente 570 c.
— Paris. Droit civ. 408; Loi 393 c.
— Rennes. Compét. comm. 213; Effets de comm. 100-10; Enquête 547, 614 c., 615 c.; Oblig. 4169 c., 5053-30 c.
— Toulouse. Servitude 1057.
— Cons. d'Etat. Marché de fournil. 161-20.
— Avis Cons. d'Etat. Douanes, p. 576.
14 Ord. Traitement 50.
— Cass. Louage 339 c.; Rentes constit. 169-30, 174 c.; Sommat. 24. — Louage emphyt. 35 c.
— Colmar. Compulsatoire 15.
— Paris. Jugem. p. déf. 192-10.
15 Ord. Org. marit., p. 1676.
— Cass. Appel civ. 873. — Cautionn. 44. — Enreg. 3209-10.
— Bruxelles. Acquiescem. 141, 869 c. — Disposit. entre vifs 8257 c., 3274-20.
— Metz. Appel incid. 51.
— Orléans. Except. 203-100.
— Paris. Domicile élu 22; Obligat. 2124-30 c.
16 Ord. Commune 187; Propriété littér. 132.
— Cass. Serment 164-10-20, 176.
— Bordeaux. Saisie-arrest 362-10.
— Montpellier. Acquiescem. 285.
— Rennes. Success. 2258-20.
18 Cass. Nantissement. 308 c.
— Agen. Rente viagère 106-10.
— Colmar. Arbitr. 1147.
— Rennes. Contrat de mar. 1313-10 c., 1317 c., 2493; Propriété 321 c., 330 c.
19 Arrêté. Amnistie, p. 511; Droit civ. 532.
— Cass. Juifs 19-10.
— Colmar. Vente 159.
20 Ord. Ordres civils et milit. 262.
— Agen. Acquiescem. 121.
— Montpellier. Enquête 607.
21 Ord. Ordres civils et milit. 187; Traitement 22.
— Cass. Acte de l'état civil. 121 c., 143; Mariage 352 c., 558-30 c. — Exploit 656.
— Bruxelles. Enquête 610. — Huissier 35.
— Caen. Rente viagère 87.
— Montpellier. Enquête 448.
— Paris. Contr. de mar. 1541; Expert. 239; Propriété 449 c.
— Rennes. Except. 278.
22 Ord. Org. instr. publ., p. 1346.
— Cass. Bourse de comm. 297 c.; Trés. publ. 1194 c., 1372 c., 1374 c., 1403. — Cassation 1909-50.
— Caen. Servitude 34.
— Paris. Jugem. par défaut 119-30 c., 386-10-40 c.
— Rennes. Appel civ. 1090.
23 Cass. Chose jugée 196-30, 206-40 c. — Exploit 232-20. — Instr. crim. 2055, 3184-30. — Org. judic. 166 c., 183-40. — Renvoi 165-20.
— Orléans. Exploit 308-20, 317.
24 Décis. Enreg. 3050.
25 Paris. Vente publ. d'imm. 1916.
— Rieglen. Uniforme-costume 17-20, 25.
27 Ord. Douanes, p. 576; Pêche marit. 10.
— Cass. Chose jugée 168-100.
— Circ. Douanes 172.
28 La Haye. Except. 170.
— Metz. Absence 511.
— Paris. Appel civ. 1091.
— Riom. Faillite 267-90.
— Rouen. Arbitr. 104.
29 Ord. Cons. d'Etat, p. 184; Corse, 2, p. 498; Culte, p. 711; Org. admin., p. 608; Organ. judic., p. 1504.
— Cass. Bornage 69 c.; Eaux 269; Expert. 278 c. — Rieglen. de jures 41.
— Bourges. Deg. de jurid. 469-20; Vente 1297-10 c.
— Orléans. Acquiescem. 578.
— Rennes. Surendère 313 c., 319.

Juin.

- 20 Ord. Certif. de vie 3; Org. colon. 133-20.
— Cass. Action possesso. 769; Deg. de jurid. 498-64 c.; Chose jugée 157; Nantissem. 221. — Frais 1026. — Instr. crim. 8343. — Notaire 865. — Peine 743-20 c.; 759 c.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 330. — Interrog. sur faits et art. 53-10. — Ordre 1268-10-30. — Privil. et hypoth. 2751-10.
— Paris. Vente publ. d'imm. 430.

Juillet.

- 1 Ord. Org. marit., p. 1676; Trés. publ., p. 1123.
— Cass. Instr. crim. 3718-10. — Peine 836-10.
— Colmar. Propriété féod. 197-30. — Paris. Papier-monnaie 80-20. — Rennes. Reprise d'inst. 39-10.
2 Ord. Amnistie, p. 511.
— Amiens. Surenchère 191-30.
— Colmar. Expert. 218; Success. 3294.
— Décis. Trés. publ. p. 1129.
— Réglem. Uniforme-costume 17-30, 25.
4 Ord. Org. écon., p. 1288.
— Cass. Dépôt 164.
— Rennes. Enquête 475, 541 c., 550 c., 553 c. — Saisie-exécut. 147.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 367 c. — Loi 78-10. — Théâtre 343-10.
5 Ord. Conseil d'Etat, p. 135.
— Cass. Oblig. 1750-70. — Office 47. — Success. 1311.
— Besançon. Contr. par corps 915.
— Metz. Obligat. 1784-10.
— Paris. Acquiescem. 478.
— Rennes. Obligat. 4389-10.
6 Ord. Monnaie, p. 338.
— Cass. Compét. civ. trib. de paix 41 c.; Deg. de jurid. 26; Huissier 160, 166; Jugem. par défaut 330. — Louage administr. 16-140.
— Metz. Papier-monnaie 29.
— Paris. Séparat. de corps 385-100.
7 Cass. Abus de confiance 150 c. — Amnistie 80. — Bourse de comm. 408. — Compét. comm. 501; Mandat 290-10 c. — Complices 49 c.; Faux 237. — Crimes contre les personnes 106. — Deg. de jurid. 556-40; Dem. nouv. 156-30 c.; 171 c.; Interdict. 231 c.; Vente 357 c. — Minist. publ. 270.
— Bourges. Dispositions entre vifs 1733; Notaire 70-10.
— Metz. Appel civ. 751 c.; Domicile élu 119; Exploit 624-30 c.
8 Ord. Commune 137; Douanes, p. 577; Monnaie, p. 383; Nom 9 c.
— Cass. V. 7 juillet.
— Bordeaux. Ordre 541 c.; Privil. et hypoth. 2127, 2148-20-30 c.; Surenchère 156 c.
— Orléans. Vente publ. d'imm. 1693-10.
— Riom. Agent d'aff. 24 c.; Rentes foncières 51-10.
— Solut. Enreg. 2905-40.
9 Paris. Requête civ. 27.
10 Ord. Avocat 515.
11 Ord. Gendarme, p. 473.
— Cass. Contrat de mar. 1222, 1282 c.; Success. 1191-10 c. — Enreg. 2512; Oblig. 3210-10 c.
— Liège. Chose jugée 13 c., 196-20, 257 c.; Servitude 771-10, 787 c.; Vérificat. d'écrit 98 c.
— Déclarat. Amnistie, p. 311.
12 Cass. Commune 2065, 2084 c., 2088 c., 2137 c. — Compét. comm. 420 c., 428 c., 438 c., 454 c.; Except. 403 c., 555. — Réglem. de juges 63. — Vente publ. d'imm. 458-10.
— Agen. Deg. de jurid. 407; Oblig. 1094 c.
23 Cass. Chose jugée 14.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 260.

Juillet.

- 13 Liège. Exploit 120-20, 415-30. — Trés. publ., 807 c.
— Riom. Acquiescem. 853 c.; Contrat de mar. 1798 c., 1803, 1804 c.
— Toulouse. Interdict. 100.
— Circ. Douanes 634.
14 Loi. Dom. extraord. 34.
— Cass. Cassation 2203-30. — Faillite 1394-10, 1467. — Forêts 457 c.; Pêche fluv. 231; Peine 766-60. — Instr. crim. 2413-10. — Obligat. 4454 c.; Propriété féodale 431, 458-20. — Témoin 114-20.
— Bruxelles. Jugem. par déf. 25-20. — Vente 229, 1156 c.
— Riom. Vente publ. d'imm. 2083.
15 Ord. Sceau 4.
— Besançon. Ordre 49-10 c., 663-20, 671-10 c., 680 c., 746-20.
— Bourges. Obligat. 5186-10, 5211-10 c.
16 Ord. Dom. de la cour. 17; Douanes, p. 577; Garde nat., p. 294; Jour férié 14.
— Bourges. Vente publique d'imm. 1461, 1535.
— Paris. Success. 396.
— Rennes. Compte 194-10; Jugem. 326-30 c.
— Riom. Jugem. p. déf. 150-40.
17 Bourges. Prescript. civ. 800.
18 Bruxelles. Mandat 90-30; Oblig. 4538-20 c.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 881.
— Paris. Commune 1413.
— Rennes. Louage à dom. cong. 9.
19 Ord. Ordres civ. et milit. 187, 191; Organ. instr. publique, p. 1346; Serment, p. 6.
— Cass. Effets de comm. 749, 776 c. — Substitut. 221.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 353, 471 c.
— Metz. Enquête 490-10.
— Rennes. Deg. de jurid. 448-90.
20 Cass. Arbitr. 255, 442. — Domicile 35-30; Vente publ. d'imm. 533-10. — Frais 93.
— Colmar. Disposit. ent. vifs 3276.
— Rennes. Compét. comm. 67.
— Rouen. Contr. p. corps 760.
21 Ord. Organ. colon. 483.
— Cass. Complice 49 c.; Faux 237, 231. — Instr. crim. 1628-40. — Peine 96-30. — Proc. verb. 241.
— Bruxelles. Effets de comm. 83-20.
22 Ord. Prises marit., p. 929.
— Rennes. Contrat de mar. 1754, 1755. — Deg. de jurid. 599 c.; Exploit 180-10, 206 c.
23 Amiens. Minorité 687-30 c., 695.
25 Ord. Cour des comptes, p. 509.
— Cass. Enreg. 5659. — Faillite p. 548-10.
— Besançon. Obligat. 4995.
— Cons. d'Et. Droit civ., p. 41.
26 Ord. Douanes, p. 577; Grains, p. 539.
— Cass. Disposit. entre vifs 661, 1664 c., 2925. — Enreg. 3990. — Notaire 751, 786-30.
— Colmar. Enquête 535, 545; Serment 36-10.
27 Ord. Org. marit., p. 1676.
— Cass. Vente publ. d'imm. 341-20.
— Angers. Contr. p. corps 152-10.
— Bordeaux. Séparation de corps 480-30.
— La Haye. Disposit. entre vifs 3427-20.
— Metz. Appel civil 1010.
— Rennes. Tierce-opposit. 79-30.
— Cons. d'Et. Trésor publ. 434-10.
— Délib. Enreg. 3345.
28 Cass. Amnistie 27; Compét. administr. 40 c.; Instr. crim. 908-30 c.; Loi 82-10 c. — Compét. crim. 137. — Organ. milit. 790 c. — Quest. préjud. 51. — Vol 600.
— Paris. Pêche fluv. 239.
— Poitiers. Privilèges et hypoth. 1248-40.
— Rennes. Enquête 197 c., 308, 443 c.
— Riom. Disposit. entre vifs 2335-20, 2940-30.

Juillet.

- 29 Ord. Cour des comptes, p. 509; Enreg. 689; Serment, p. 6; Trésor public, p. 1128.
— Bourges. Contr. p. corps 71.
— Bruxelles. Oblig. 2694.
— Grenoble. Jugem. 183-70.
— Pau. Contr. p. corps 923-30 c., 927.
30 Ord. Org. milit., p. 1881.
— Bourges. Vente publ. d'imm. 553-10.
— Colmar. Commerce 22.
— Grenoble. Louage 506; Obligat. 3909. — Success. 862.
— Liège. Rentes constitut. 160-60.
31 Ord. Secours publ., p. 770.
Août.
1 Ord. Archives 44; Org. milit., p. 1881.
— Limoges. Arbitr. 960. — Enquête 303 c., 307-10.
— Réglem. Théâtre, p. 399.
2 Cass. Emigré 140-10, 204-10 c. — Enreg. 2202-30.
— Caen. Mariage 837.
— Colmar. Acte de l'état civ. 98 c.
— Paris. Vente publ. d'imm. 150, 456.
— Rennes. Jugem. 298-50.
3 Ord. Ordres civils et milit. 187.
— Arrêté. Avocat 76.
— Cass. Enreg. 3714. — Substitut. 234.
— Agen. Appel civ. 1090.
— Bordeaux. Substitut. 113 c., 250 c.
— Bruxelles. Rentes constit. 317.
— Douai. Effets de comm. 481.
4 Cass. Instr. crim. 2814. — V. 93 août.
— Riom. Chose jugée 557-20.
— Rouen. Contrat de mar. 1638-20.
— Toulouse. Coutumace 73.
5 Ord. Garde nat., p. 294.
— Metz. Distrib. par contr. 25; Orde 66 c.
— Décis. Enreg. 5162.
6 Colmar. Enquête 512.
— Metz. Dem. nouv. 108.
— Riom. Jugem. par défaut 253-20.
8 Ord. Gendarme, p. 473; Organ. milit. 1881.
— Cass. Commune 1990; Jugement 1028-20 c.
— Bruxelles. Cautionnem. 379; Loi 401.
— Rennes. Mariage 691; Saisie-exécut. 20 c.
— Riom. Deg. de jurid. 253.
— Instr. Consul 32, 48, 95.
9 Colmar. Contrat de mar. 1796, 1797 c., 1911 c., 2013 c.; Ordre 455; Tierce opposition 206-10 c.
10 Cass. Cautionnem. 31; Enreg. 1514 c.; Privil. et hypoth. 2811-20 c. — Effets de comm. 470. — Enreg. 5826. — Quest. préjud. 31, 205-20 c. — Réglem. de juges 41. — Vente publ. d'imm. 452 c., 458-10, 460 c.
— Bruxelles. Action 254; Obligat. 3860-20. — Except. 176.
— Liège. Compét. comm. 180; Effets de comm. 315.
— Metz. Papier-monnaie 29.
— Paris. Vente publ. d'imm. 488-20 c., 493, 534 c.
— Rennes. Dispositions entre vifs 2983-10.
— Riom. Success. 1817.
— Cons. d'Etat. Cautionnem. de fonct. 132 c.
— Lettre du roi. Grâce 16.
11 Cass. Emigré 405-60. — Témoin 635-40.
— Liège. Privil. et hypoth. 1515-50, 2032.
— Cons. d'Etat. Trés. publ. 434-10.
— Décis. Douanes 179, 342.
12 Ord. Douanes, p. 577.
— Colmar. Absence 222, 231 c.; Acte de l'état civil 119 c.; Acte de notor. 4 c.
— Liège. Compét. civ. 132-10.
— Metz. Ordre 68, 893 c., 896.

Août.

- 12 Rennes. Conciliat. 371 c.; Contr. par corps 173-10; Privil. et hypoth. 1270-10 c.; Vente 1150. — Contrat de mar. 729; Privil. et hypoth. 1013, 1013 c.; Transcript. hypoth. 764 c. — Deg. de jurid. 233, 235.
13 Cass. Instr. crim. 1688. — Jour férié 37-40 c.; Témoin 153, 154-30.
— Bourges. Mariage 796-10.
— Paris. Séparat. de corps 493.
— Decis. Enreg. 4199.
— Réglem. Loi 124; Uniforme-costume 47-40 c., 25.
14 Loi. Uniforme-costume 19.
— Ord. Gendarme, p. 474; Pension, p. 752.
— Cass. Enreg. 5668. — Requête civile 112.
15 Ord. Chasse 11.
16 Cass. Jugem. 61 30; Oblig. 908. — Privil. et hypoth. 245-20.
— Besançon. Jugem. p. défaut 124.
— Bordeaux. Contrat de mar. 4237.
— Bourges. Privil. et hypoth. 729, 1315-30 c. — Usage 350-60.
— Liège. Enquête 286, 371.
17 Cass. Conciliat. 110-40 c., 337. — Dem. nouv. 224 c.; Loi 249-20 c.; Mariage 82-50; Obligat. 4002-20 c. — Paternité 17, 21. — Prescript. civ. 943.
— Besançon. Desistement 149.
— Bourges. Société 668.
— Rouen. Compte 168.
— Trib. de la Seine. Propr. littéraire 314.
18 Ord. Prisons, p. 990.
— Cass. Chose jugée 154-10. — Procs-verb. 683-30.
— Caen. Compét. comm. 218. — Faillite 738-20.
— Nancy. Adopt. 57 c., 61 c.
19 Ord. Dom. apanager 26.
— Cass. Péremption 311-30 c., 352-10; Reprise d'instance 66 c. — Vente publ. d'imm. 484.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 335-50 c., 336.
— Bruxelles. Péremption 144-10.
— Toulouse. Intervention 147-10. — Vente publ. d'imm. 527.
20 Colmar. Acte de l'état civil 98 c. — Contrat de mariage 219, 4344-10.
— Paris. Exploit 445 c.; Obligat. 2696.
— Réglem. Chasse 11, 501; Lieutenant 50.
21 Ord. Emigré, p. 472.
— Bruxelles. Contrat de mar. 512.
— Décis. Douanes 351.
22 Bordeaux. Faillite 412-10.
— Orléans. Deg. de jurid. 419-10.
— Cons. d'Etat. Conflit 43.
23 Cass. Cassation 618-10. — Disposit. entre vifs 1534, 1575.
— Bordeaux. Prêt à intérêt, 213.
— Colmar. Compét. comm. 162.
— Metz. Jugem. par défaut 250-20.
— Nancy. Disposit. entre vifs 2393.
— Rennes. Exploit 524-70; Jugem. d'av. dire droit 47-30.
24 Cass. Substitut. 12-20.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 881.
— Orléans. Deg. de jurid. 98.
— Rennes. Contrat de mar. 1719 c.; Mariage 895. — Obligat. 3279.
25 Bruxelles. Disposit. entre vifs 3638 c., 3724. — Vente publ. d'imm. 177.
— Rennes. Reféré 364.
26 Cass. Défense 49. — Instr. crim. 2313-10.
— Bourges. Obligat. 5338 c.; Ordre 795 c., 924-10 c., 1164, 1165 c.; Privil. et hypoth. 928.
— Liège. Vente publ. d'imm. 960-20.
— Paris. Vente publ. d'imm. 1548-10 c., 1549-10.
— Cons. d'Etat. Culte 637-50.
27 Ord. Gendarme, p. 474; Pension, 752; Traitement 22.
— Bruxelles. Rentes constit. 89-20.
— Colmar. Propriété féodale 197-40.
— La Haye. Responsab. 543-20.
— Nancy. Dispositions entre vifs 2591-20 c.

Août.

- 27 Poitiers. Effets de comm. 488.
— Riom. Acquiescem. 621 c.
— Réglem. Pension, p. 752.
28 Rennes. Faux incid. 537.
29 Angers. Ordre 301.
— La Haye. Société 790.
— Liège. Transaction 30 c., 88.
— Orléans. Ordre 817-30.
— Paris. Prescript. 592.
— Rennes. Minorité 391-10 c., 316 c.; Ordre 867-30, 888, 961 c., 992, 920-10-20-30, 926.
— Riom. Appel civ. 1081.
30 Ord. Manufact. 70-10.
— Cass. Disposit. entre vifs 515. — Enreg. 2591, 3443.
— Besançon. Disposit. entre vifs 2552-20.
— Bordeaux. Rente viagère 98-10 c., 99-30 c. — Vente publ. d'imm. 1532-10.
— Bruxelles. Commissionn. 319, 323 c., 330 c. — Privil. et hypoth. 198-10.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 543.
— Rennes. Domicile élu 27-30; Orde 937-30 c.; Privil. et hypoth. 2770-10 c.
— Cons. d'Etat. Concess. admin. 22; Eau 565-20. — Dem. nouv. 257; Obligat. 2743 c. — Org. administr. 358. — Vente administr. 72.
31 Cass. Enreg. 2095.
— Bourges. Contrat de mar. 2651. — Transcript. hypoth. 153 c.; Vente publ. d'imm. 2122.
— Bruxelles. Commissionn. 474 c., 506. — Dem. nouv. 109-20.
— La Haye. Dem. nouv. 121-40.
— Liège. Privil. et hypoth. 1692-10.
— Orléans. Mat. somm. 65-20.
— Rennes. Rentes constit. 165-10.
— Riom. Contr. par corps 1652, 1680 c.
Septembre.
1 Cass. Cassation 1880 c. — Serment 172.
— Circ. Mines 723.
— Délib. Enreg. 2345; Témoign. 227.
2 Ord. Org. milit., p. 1881.
3 Grenoble. Vente publ. d'imm. 532 c., 896, 1588.
5 Cass. Aggré 67; Compét. civile 161 c.; Compét. comm. 371 c.
6 Cass. Appel civ. 727; Exploit 534-10. — Chose jugée 28-20. — Incident 34 c.
— Cons. d'Etat. Eau 351-10.
7 Cass. Appel inc. 24. — Mandat 491-30. — Oblig. 566-10-20.
8 Cass. Action possesso. 405, 441. — Commerce. 301; Contrat de mar. 1044 c. — Servitude 337-40.
9 Ord. Prisons, p. 990.
— Rennes. Dépôt 108; Obligation 2717 c., 2720 c., 4899-30 c.
10 Ord. Propriété litt. 293.
— Nancy. Expert. 221.
12 Ord. Org. milit., p. 1881.
— Decis. Enreg. 4129.
13 Ord. Halle 20.
14 Ord. Marais 64.
— Cons. d'Etat. Conflit 175-50; Marché de fourn. 151. — Enreg. 5649; Lois 82-10. — Responsabilité 291-30. — Trésor public 1034-10. — Voirie par terre 189, 207 c.
15 Rennes. V. 9 septembre.
16 Loi. Org. marit. 556 c.
18 Ord. Dom. extraord. 27.
— Cass. Chose jugée 413. — Témoin 569 c.
19 Bruxelles. Donn. destr. 106; Réglem. de juges 155 c., 205.
20 Circ. Instr. crim. 1753.
21 Rouen. Arbitr. 529.
— Decis. Douanes, p. 351.
22 Cons. d'Etat. Compét. administr. 154 c.; Conseil d'Etat 204; Hospices 464-10. — Deg. de jurid. 652 c.; Vente administr. 85. — Emigré 401.

Septembre.

- 23 Loi. Impôts dir., p. 265; Org. administr., p. 608; Réquisition 11; Trés. publ. 241, 373, 393, p. 1128; Voirie p. eau, p. 733.
— Ord. Org. milit., p. 1881; Pension, p. 753.
24 Ord. Culte, p. 711.
— Bruxelles. Effets de comm. 49.— Loi 444-20; Prescript. civ. 838.
— Reunies. Saisie-exéc. 20.
26 Ord. Noblesse 30.
27 Decr. Org. instr. publ., p. 1346.
— Ord. Ordres civils et milit. 187.
— Rouen. Contrat de mar. 4301-20.
— Vente publ. d'imm. 971-10.
29 Paris. Adopt. 117 c., 126.
— Statuts. Oblig. 4335.
30 Ord. Voirie p. terre 195, 1881.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 155 c.; Obligat. 2189.— Conseil d'Etat 322.— Vente administr. 223-10, 274-10, 379.

Octobre.

- 1 Ord. Cons. d'Etat. p. 185; Culte, p. 711; Org. milit., p. 1881.
— Cass. Tentative 88-10.—Vol 886.
— Paris. Contr. p. corps 501.—Lol 364 c.
3 Cass. Action poss. 470.—Émigré 140-10, 304-10 c.—Enreg. 5766.
4 Cass. Cassation 1909-20; Dépôt 229; Vente publ. d'imm. 311 c., 418-10, 465 c., 478 c., 711 c., 1812-10 c.—Contr. p. corps 199 c.—Lol 189-10.
5 Ord. Org. instr. publ., p. 1346.
— Cass. Disposit. ent. vifs 1694-20.
— Effets de comm. 16-10.
6 Cass. Jugem. 816; Témoin 525-10 c.—Serment 187-10.
— Paris. Minorité 234 c., 241, 247 c.—Circ. Douanes 63.
7 Ord. Cour des comptes, p. 509; Dom. apanag. 28; Forêts 103; Serment, p. 6; Trésor public, p. 1129.
— Liège. Exploit 121-10.
— Decis. Presse-out. 391.
8 Loi. Org. administr. 373-30.
— Ord. Droit civil, p. 41; Noblesse 30; Ordres civ. et milit. 187.
10 Ord. Corse 3, p. 498.
— Cass. Enreg. 3350.
— Bruxelles. Mines 215, 591.
11 Cass. 1. registr. 5604, 5608 c.—Louage à location perpét. 8; Rentes foncières 59 c., 72-10 c.
12 Cass. Action poss. 95 c., 182 c., 369; Louage 760 c.—Compét. civ. trib. d'arr. 183 c.; Compét. comm. 359; Saisie-arrest 377.—Enreg. 4790.—Propriété féod. 208 c., 250-10.—V. 11 octobre.
13 Ord. Douanes, p. 577.
— Cass. Crimes c. les person. 93.—Régistr. 4074, 5408 c.—Faillite 1253-10.—Instr. crim. 1765, 2218-10, 2232.—Témoin 635-30.
— Decis. Enreg. 5166.
14 Loi. Droit civ., p. 41.
— Ord. Pension, p. 753.
— Cass. V. 13 octobre.
16 Cass. Jugem. 1025-70.
17 Cass. Faillite 1037-20; Privil. et hypoth. 1017 c.
18 Cass. Faillite 1121; Jugement 1030-10.
19 Ord. Mines 183, 247, 474.
— Cass. Enreg. 2123.—Success. 1914; Vente 2017 c.
— Cons. d'Et. Conseil d'Etat 374-20.—Émigré 178-50, 402-140.—Responsabilité 292-30, 799 c.; Trés. publ. 875-20 c..
20 Ord. Serment, p. 6.
— Cass. Commune 1401-40, 1803 c.; Hospices 437 c.—Instr. crim. 2411.—Paine 384-10.—Témoin 150-20.
21 Loi. Presse out., p. 404; Propri. litt., p. 345.
— Ord. Mines 751, 781, 787; Org. milit., p. 1881.
— Cass. Tentative 118-10.

Octobre.

- 21 Liège. Louage 290-30.—Success. 1920.
— Rouen. Arbitr. 529.
22 Bruxelles. Ordre 1049-30 c.
— Decis. Présence 15-200.
23 Ord. Presse-out., p. 404.
24 Ord. Presse-out., p. 404; Propriété litt., p. 443.
— Cass. Enreg. 5173.
25 Ord. Tontine 39.
— Cass. Chose jugée 579-10.—Droit marit. 107.—Success. 1304-30.—Bruxelles. Rentes constituées 87-10 c., 175-30 c.
26 Decr. Prud'hommes, p. 546.
— Ord. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Enreg. 5037.—Louage 352.—Oblig. 2781-10.
27 Cass. Absence 694, 695 c., 699 c.—Except. 338.—Instr. crim. 1292-20, 1672, 1777-30, 3170.—Success. 2326-10.
28 Cass. Cassation 1747-20; Vente de subst. falsifiées 59.—Complice 159-30, 171.—Instr. crim. 1878, 2398-10.
— Circ. Commune 397.
31 Ord. Secours publics, p. 770.

Novembre.

- 1 Cons. d'Etat. Travaux publ. 796, 1161-40, 1811.—Vente administr. 249-10, 274-10, 276, 379.
2 Circ. Douanes 429.
3 Cass. Faillite 1395-10.—Instr. crim. 2455-10.—Org. judic. 695-30.—Témoin 29-30, 211 c.
4 Circ. Acte de l'état civ. 115 c., 459 c.
6 Ord. Culte, p. 711.
7 Ord. Impôts dir. 593-10, 680-30.
— Cass. Mariage 264 c., 265-30.
— Cons. d'Etat. Commune 2303.—Rentes constituées 230.—Vente administr. 71, 84, 274-10.
8 Loi. Biens 266; Dom. de la cour. 17; Louage administr. 39.
— Cass. Contrat de mar. 1080, 1084 c.; Mariage 813-30 c.; Propriété 467 c., 469.—Success. 1895.
— Decis. Oblig. 3610.
9 Cass. Disposit. entre vifs 2550-20; Enquête 56-10 c.; Oblig. 4619-20 c.—Mariage 617.
— Colmar. Surenchère 385.
— Avis Cons. d'Etat. Peine 809 c., p. 552.
10 Rennes. Jugem. 333-30 c.; Séparat. de corps 397.
— Riom. Disposit. entre vifs 1941, 1942, 3161.
11 Ord. Enreg. 6064-90.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3129-10.
— Rennes. Appel civ. 745 c.; Domicile élu 117-10.
12 Agen. Contrat de mar. 2600.
— Caen. Disposit. entre vifs 2796-20 c., 3144-20.
14 Cass. Industrie 288 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 2346-10.
15 Bruxelles. Dem. nouv. 67-10.
— Paris. Arbitr. 842.
— Cons. d'Etat. Commune 2535; Compét. administr. 541 c.; Louage administr. 28-90.—Dom. de l'Etat 119-10; Dom. nat. 18.
16 Cass. Obligat. 1692.—Prescript. civ. 857-10.—Responsabilité 411-10.
— Délib. Enreg. 3846.
— Solu. Enreg. 659.
17 Loi. Sucre 4.
— Cass. Appel crim. 356.—Commune 1782.—Crimes contre les personnes 93.—Expert. 144-10; Jugem. par déf. 130-40-50, 254; Marché de fournit. 149-160, 150-40 c.—Industrie 282 c.—Mariage 813-30.—Propri. litt. 446-10.—Vol 502, 523.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1341.—Rentes constit. 202-30.
— Douai. Rentes constit. 169.

Novembre.

- 17 Orléans. Saisie-arrest 353 c.
— Cons. d'Etat. Vente administr. 267-30 c.
18 Lol. Culte, p. 711; Jour férié 14 c.; Ordre 636; Ouvrier 221 s.; Voies et moyens 8; Voie publ. 8 c.
— Ord. Contrav. 168 c.; Douanes, p. 577; Enreg. 30; Org. milit., p. 1881.
— Cass. Agent d'aff. 13 c.
— Amiens. Prescript. civ. 433.
— Bourges. Vente publ. d'immeub. 1847-20.
— Rennes. Except. 175.
19 Cass. Propri. litt. 393.
20 Ord. Eau 331.
— Arrêté. Avocat 121.
— Cons. d'Etat. Propriété 378.
21 Ord. Contrav. 281 c.
— Cass. Disposit. entre vifs 2491.
— Bruxelles. Enquête 21.—Obligat. 4652-10.
— Solu. Enreg. 578.
22 Cass. Compte 163.—Mariage 490.
— Colmar. Commissionn. 359.—Contrat de mar. 858.
23 Arrêté. Avocat 156.
— Aix. V. 23 novembre 1813.
— Bruxelles. Cautionnem. 116.
— Colmar. Saisie-exéc. 139.
— Liège. Except. 280-20; Exploit 625-20.
— Circ. Douanes 161, 182.
24 Cass. Trés. publ. 540-10.—Vente publ. d'immeub. 598.
— Paris. V. 14 novembre.
25 Lol. Douanes, p. 577.
— Ord. Impôts indir., p. 409; Org. milit., p. 1881; Pension, p. 753.
— Bourges. Obligat. 2637-10.
— Colmar. Comm. 21.
— Paris. Office 51.; Privil. et hypoth. 605-10, 770.
— Délib. Enreg. 4288.
26 Ord. Halles, p. 6.
— Dijon. Louage 74.
— Rennes. Saisie-arrest 362-40, 364 c.
27 Ord. Trav. publ. 1189.
— Cons. d'Etat. Commune 1394 c., 1395 c., 1401-40 c.—Cons. d'Etat 209, 250 c.; Domicile élu 110-30 c.—Vente administr. 187.
28 Ord. Ordres civ. et milit. 108.
— Douai. Disposit. entre vifs 2574 c., 2796-40 c., 2821-30 c., 2870-40, 3090-20 c.; Obligat. 3277 c., 3281 c.
— Toulouse. Contrat de mar. 8538.
29 Ord. Prud'hommes, p. 534.
— Cass. Action poss. 459.
— Bruxelles. Compét. comm. 192, 229 c.
— Riom. Effets de comm. 729.
— Rouen. Compét. comm. 163.
30 Cass. Deg. de jurid. 617.—Dispositions entre vifs 2005 c., 2983-30; Obligat. 2986-30.—Domicile 22 c.; Droit civ. 328 c., 383; Lol 212 c.
— Bourges. Contrat de mar. 1318.
— Bruxelles. Prescript. civ. 641-40.

Décembre.

- 1 Ord. Halles 20.
— Cass. Cassation 1007-40.—Contrat de mar. 919.—Instr. crim. 1812-40, 1826-40.—Vol 405.
— Bourges. Dispositions entre vifs 4659.
— Liège. Compét. comm. 216.
2 Lol. Douanes, p. 577; Grains, p. 539; Organ. colon. 911.
— Ord. Boulanger 109; Dom. extraord. 33; Patente, p. 48; Secours publ., p. 770.
— Cass. Cassation 373 c., 843.—Propriété litt. 88, 204.
— Besançon. Exploit 521-10-60.—Vente publ. d'immeub. 1217-30.
— Cons. d'Etat. V. 27 novembre 1814.
— Decis. Enreg. 2544.
3 Toulouse. Voirie par terre 1347.

Décembre.

- 3 Decis. Douanes 411.
5 Lol. Emigré, p. 479.
— Cass. Cassation 1632-30 c., Privil. et hypoth. 1011 c., 1580.—Servitude 547.
— Paris. Louage 277.
6 Cass. Commissionn. 362.—Vente 123-10.
— Colmar. Obligat. 1204-20.
— Grenoble. Exploit 636-10.
— Paris. Acte de comm. 372; Agent d'affaires 12 c.
— Circ. Mat. d'or et d'argent 28.
7 Arrêté. Avocat 172.
— Cass. Enreg. 1596 c., 1652 c.; Obligat. 2399 c.—Jugem. 222-50.—Success. 1418 c., 1430.
— Paris. Obligat. 2423-10, 3104.
— Riom. Ordre 387, 677.
8 Lol. Impôts indir., p. 409; Octroi 95, 251, 279-10, p. 12.
— Cass. Commissionn. 412 c., 490.—Droit marit. 1740.—Success. 822-10.
— Liège. Exploit 346-10.
9 Ord. Affiche 64 c.; Octroi, p. 12; Org. administr. 373-30; Procès verb. 385 s., 514 s.; Saisie-arrest 163.
— Cass. Instr. crim. 809 c.; Quest. préjudic. 35.
— Bourges. Saisie-arrest 359.
— Bruxelles. Except. 34 c., 54 s., 81.
— Toulouse. Arbitre 1119.
10 Paris. Société 182 c., 629.
— Lettre. Culte 426.
11 Ord. Mise en Jugem. 120; Octroi 40.
— Bruxelles. Avocat 248.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 44-50 c.—Forêts 1059-30.—Mise en Jugem. 159-110, 215, 218, 234-80.—Prises marit. 130-20.—Propriété litt. 253.
12 Ord. Ordres civ. et milit. 108; Org. marit., p. 1676; Org. milit., p. 1881.
— Cass. Enreg. 5478.—Ordre 716-20, 753 c.
— Liège. Privil. et hypoth. 1105.
13 Cass. V. 13 décembre 1813.
— Bourges. Disp. entre vifs 3426.
— Liège. Obligat. 2543 c., 2570-10.
— Paris. Faillite 615-10.
— Riom. Vente publ. d'immeubles 9034-10.
— Toulouse. Privil. et hypoth. 1676-10.
14 Cass. Appel civ. 1090.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 343.—Except. 311.
— Paris. Cautionnem. 27.
— Toulouse. Vente publ. d'immeub. 362.
15 Cass. Acquiséem. 883 c.—Appel crim. 198, 300 c.; Instr. crim. 131-20 c.—Cassation 1454.—Complice 24-10, 168-40; Crimes contre les personnes 66 c.—Dem. nouv. 22.—Instr. crim. 890-20; Procès verb. 188 c., 195.—Instr. crim. 2658.
— Bruxelles. Effets de commerce 153 c., 703-20.
— Toulouse. Effets de comm. 130.
— Lettre. Culte 426.
16 Lol. Douanes, p. 577; Échelles du Levant 7.
— Ord. Droit civ., p. 42; Org. milit., p. 1881.
— Colmar. Appel crim. 37 c.; Instr. crim. 731.
— Liège. Compét. civ. trib. d'arr. 129.
— Metz. Arbitr. 1037.
— Pau. Commissionn. 383 c., 455, 502 c.
17 Lol. Douanes, p. 577; Org. administr. 118-100; Sel, p. 860.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1618.
— Douai. Vente 1497-20.
— Riom. Prescript. civ. 439.
— Decis. Enreg. 3630.
18 Ord. Douanes, p. 579; Grains, p. 539.
19 Ord. Org. milit., p. 1881.

Décembre.

- Cass. Chose jugée 168-50 c.; Disposit. entre vifs 223-30 c., 224.
— Dijon. Effets de comm. 517.
— Riom. Contr. par corps 886; Jugem. 463-10; Oblig. 2760-20.
30 Cass. Chose jugée 49-10.—Enreg. 5437.—Minorité 276.—V. 7 février 1814.
— Circ. Douanes 123, 553.
21 Lol. Absence 633, 681 s., 725; Douanes, p. 579.
— Cass. Mariage 82-40 c., 90-10.
— Riom. Appel civ. 1091.
— Decis. Enreg. 5306.
22 Cass. Disposit. entre vifs 8892.—Instr. crim. 1878.—Presse-out. 782-50.—Substitut. 235.
— Bruxelles. Jugem. par défaut 204-90.
— Riom. Reprise d'inst. 101.
23 Ord. Avoué 27; Gendarme, p. 474; Huissier 12-20; Notaire, p. 590; Organ. milit., p. 1881; Patente, p. 48.
— Cass. Instr. crim. 194, 525 s.—Vol 903.
— Rennes. Jugem. 302-40.
24 Lol. Impôts indir., p. 608.
— Ord. Marais 28, 59-10-20-30; Voiture, p. 998.
— Toulouse. Arbitr. 1312.
26 Ord. Commune 137; Mines 718 c.; Noblesse 30.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 214 s.
27 Ord. Commune 137.
— Cass. Cassation 1698.—Deg. de jurid. 50-10.
— Bruxelles. Exploit 358-10, 375 s.
28 Ord. Lol 153-170; Pension, p. 753; Presse-out., p. 104; Propriété litt. 119.
— Cass. Cassation 1812 c.; Rentes foncières 12.
— Rennes. Contr. par corps 778, 1030-20 c.
— Riom. Verif. d'écrit. 114.
— Rouen. Patente 64.
29 Cass. Cassation 1494.—Chose jugée 466 c., 488; Complice 216 c.—Compét. crim. 107 c.; Instr. crim. 167 c.—Crimes contre les personnes 17.—Jeu 38, 54 c., 57 c.
— La Haye. Société 258.
— Paris. Jugem. 508-40 c.; Success. 744, 1326 c.
— Rouen. Instr. crim. 1480-30.
— Decis. Impôts indir. 618-30.
30 Ord. Org. milit., p. 1881; Trésor public, p. 1129.
— Cass. Instr. crim. 1572.
— Besançon. Arbitr. 684, 1111 c., 1113 c., 1119 c.; Recusation 50 c.
— Bruxelles. Effets de comm. 141.
— Paris. Tierce-opposit. 45-10.
— Riom. Arbitr. 268.
— Rouen. Disposit. par contr. 39 s.; Ordre 57, 284 c., 362, 385, 418-10, 792 c., 929 c., 1017-20.
— Decis. Douanes 223.
31 Bourges. Except. 832-80.
— Bruxelles. Compét. comm. 91.
— Grenoble. Contr. de mar. 4111-30.
— Riom. Obligat. 1081-20, 1043-10.

1815

Janvier.

- 1 Circ. Jour férié 60, 62, 64, 81-30, 87; Org. administr. 754; Secours publ. 434.
2 Bourges. Contrat de mariage 4343-30.
— Paris. Enquête 84 c., 133.—Patente 32.
— Toulouse. Effets de comm. 450.
— Decis. Douanes 65.
3 Ord. Prises marit. 235.
— Bruxelles. Cautionnem. 44 s., 203, 209 c.; Vente 917 c.
— Douai. Biens 92; Privil. et hypoth. 2284 c.
— Grenoble. Appel civ. 1090.
— Montpellier. Org. milit. 377.
4 Cass. Effets de comm. 661.—Privil. et hypoth. 915.

Janvier.

- 4 Grenoble. Appel civil 586 c., 1048.
— Rennes. Privil. et hypothèques 1234-30.
5 Cass. Exploit 619-20 e., 631-30. — Obligat. 1720 c.; Vente 945-10. — Instr. Commis. 2528.
6 Cass. Amnistie 60.
— Bourges. Privil. et hypoth. 1345.
— Colmar. Commission. 374.
— Rennes. Avoué 83; Vente 852-30.
— Riom. Compét. civ. trib. d'arrond. 85; Disposit. entre vifs 173-10, 1298-10.
7 Besançon. Frais 914, 929.
— Paris. Effets de commerce 450, 839 c. — Interdict. 164.
8 Arrêté. Organ. colon. 565.
— Ord. Voie publ. 5-80.
9 Ord. Acte de l'état civ. 24; Cons. d'Etat. p. 185; Pension, p. 753; Prises marit., p. 929.
— Cass. Faillite 233-10.
— Caen. Obligat. 5198-30.
— Grenoble. Substitut. 40.
— Toulouse. Succès. 254.
— Trib. comm. de Paris. Commission. 370.
10 Cass. Exploit 359-100; Matière comm. 46-10 c.; Ordre 49-10 c., 663 c., 680 c., 746-30 c. — Maudat 18-10. — Org. judic. 203 c.
— Liège. Compét. comm. 180; Domicile élu 26-10 c.
— Circ. Commune 178.
11 Ord. Octroi, p. 16; Org. administr., p. 608.
— Cass. Enquête 217, 231; Inter. sur faits et art. 28-20; Obligat. 991, 4632 c. — Privil. et hypoth. 2114-10.
— Liège. Exploit 121-10.
— Orléans. Notaire 615-10, 626; Scellés 17.
— Riom. Obligat. 2536.
12 Cass. Désistement. 182. — Vente publ. d'immeub. 402, 618 c., 768 c. — Vol 429-20 c. — V. 11 janvier.
— Angers. Renvoi 78-20 e., 81.
— Paris. Maritage 842.
13 Ord. Amnistie, p. 511.
— Cass. Contrav. 410, 411 c., 412 c.; Domm. destr. 237 c. — Instr. crim. 470-10.
— Bruxelles. Obligat. 978.
— Colmar. Droit civil 419-30 c., 459.
14 Ord. Boucher 40; Manufact. 19, 52, 120, 123, 193, 193, p. 5; Org. instr. publ., p. 1346; Tappage 7.
— Bruxelles. Saisie-arrest 362-60.
— Grenoble. Privilèges et hypothèques 324-20.
— Paris. Jugem. par défaut 161-40.
— Rouen. Surenchère 352.
15 Cass. Chose jugée 306-30.
16 Ord. Ordres civ. et milit. 108.
— Cass. Privil. et hypoth. 551. — Separat. de corps, V. 16 janvier 1816.
— Bordeaux. Appel civ. 676.
— Bourges. Disp. entre vifs 4163.
— Paris. Minorité 542-30. — Vente publ. d'immeub. 1379.
— Riom. Arbitr. 259 c., 266.
— Cons. d'Etat. Compét. adm. 52 c.
17 Cass. Effets de comm. 844-30.
— Bruxelles. Compét. comm. 181.
— Colmar. Disposit. entre vifs 323, 324 c., 325 c.
18 Cass. Contr. de mar. 3516.
— Metz. Chose jugée 241 c. — Commission. 350 c., 375 c., 393.
— Rennes. Commission. 254. — Contr. par corps 71.
— Cons. d'Etat. Dom. nat. 18-20. — Voirie par terre 348-20, 368-50.
— Déris. Douanes 65.
19 Bruxelles. Rentes const. 153.
— Grenoble. Ordre 921 c., 943.
20 Ord. Gendarme, p. 474; Marché de fourn. 5-70; Org. milit., p. 1881; Pension, p. 753; Trés. publ. 1047.
— Cass. Forêts 1160 c., 1168 c., 1187. — Instr. crim. 3176-40.
— Rouen. Privil. et hypoth. 495.
21 Cass. V. 23 février 1815.

Janvier.

- 22 Grenoble. Oblig. 1987 c.; Privil. et hypoth. 1978.
— Rennes. Obligat. 4009-20. — Ordre 663-10 c., 783-30.
24 Cass. Cassation 1134; Commerce 21 c.; Juifs 15-30, 17-50. — Enreg. 2154. — Intervent. 40-20. — Obligat. 2108.
— Bruxelles. Except. 170.
— Paris. Prêt à inter. 36-20; Vente publ. d'immeub. 197 c., 510 c., 584-10-20.
25 Cass. Deg. de jurid. 48 c.; Enreg. 5827. — Disposit. entre vifs 2953-10. — Effets de comm. 131-10; V. 25 mars. — Enreg. 5622-40, 5719 c. — Prêt à intérêts 173-20.
— Douai. Mariage 171, 479 c.
— Rennes. Louage 287-20.
26 Cass. Compét. comm. 396.
— Decis. Mat. d'or et d'argent 25.
27 Ord. Salubrité publ. p. 669.
— Cass. Faux 194; Instr. crimin. 863-10, 8691.
— Rouen. Rente viagère 98-10.
28 Ord. Commune 138; Cour des comptes, p. 509; Org. administr., p. 608; Org. instr. publ., p. 1346; Trés. publ. 934; Vagabondage, p. 13.
— Bourges. Référé 219-10.
— Riom. Disposit. entre vifs 2940; Enquête 206.
30 Cass. Enreg. 2459. — Privil. et hypoth. 1813-10.
— Bruxelles. Compét. civ. trib. d'arrond. 52.
— Caen. Disposit. entre vifs 566.
— Douai. Domicile élu 25-40; Saisie-exéc. 63 c.
— Rennes. Paternité 620-30c., 624c., 635.
— Riom. Péremption 331.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 499 c.; Marais 80-30.
31 Cass. Enreg. 1709. — Jugem. d'av. dire droit 25-130. — Ordre 72-20, 923 c., 481 c. — Rentes const. 166-50. — Surenchère 63 c.
— Grenoble. Disp. entre vifs 3796.
— Paris. Désaveu 54; Frais 481. — Huissier 101.
— Rennes. Propri. féodale 335.

Février.

- 1 Cass. Enreg. 5236. — Jugement 610.
2 Cass. Attentat aux mœurs 80. — Compét. crim. 598. — Complice 15 c., 21-10. — Instr. 2658. — Vol 513-30.
— Orléans. Arbitr. 84.
3 Rennes. Absence 143 c.; Appel civ. 602.
— Riom. Minorité 558.
— Cons. d'Etat. Emigré 111.
4 Ord. Boulanger 87; Ville de Paris, p. 146.
— Arrêté. Mines, p. 414.
— Bruxelles. Effets de comm. 889.
— Liège. Compét. 39. — Droit civil 271.
5 Instr. Louage administr. 42.
— Cass. V. 15 février.
6 Cass. Enreg. 6096. — Vente publ. d'immeub. 668-10 c., 671.
— Cons. d'Etat. Conflit 74. — Obligat. 2643-30; Trés. publ. 977-10 c., 20 c., 978 c.
— Circ. Sapeurs-pompiers 12, 14.
7 Rennes. Except. 549-10; Scellés 258.
8 Ord. Org. instr. publ., p. 1346; Secours publ., p. 770, 771.
— Cass. Instr. crim. 3732.
— Bruxelles. Louage 335-30-30-60.
— Liège. Rentes const. 134 c., 184, 215-30.
9 Cass. Cassation 1754. — Chasse 373 c.; Procès-verb. 253. — Commune 712 c.; Jour férié 109, 110-30; Peine 104-10. — Obligat. 539. — Vente publ. d'immeub. 688.
10 Ord. Cautionnem. de fonct. 18; Douanes, p. 579; Octroi, p. 461; Trés. publ., p. 1129.

Février.

- 10 Agen. Appel civ. 752 c.; Domicile élu 117-10.
— Paris. Faillite 385.
— Riom. Appel civ. 947; Exploit 266-10 c.
— Decis. Enreg. 5230.
11 Colmar. Dispositions entre vifs 2895-60 c., 2940-40, 2949 c.; Responsabilité 428-20 c.
— Paris. Enquête 534. — Faillite 455 c., 768. — Privil. et hypoth. 1343-10; Rentes const. 203 c.
— Riom. Contrat de mariage 1957, 4178, 4189 c.
— Circ. Prostitut. 15.
12 Ord. Corse 2, p. 498; Org. marit., p. 1676.
13 Ord. Pêche marit. 10.
— Cass. Enreg. 6394.
— Rennes. Faux incid. 175.
— Cons. d'Etat. Commune 1923; Dom. de l'Etat 258 c. — Marché de fourn. 137-30; Trav. publ. 1115. — Vente admin. 63.
— Circ. Douanes 396.
14 Cass. Cassation 1134.
— Liège. Disp. entre vifs 2709-10.
— Orléans. Jugem. 861 c.; Jugem. par défaut 476-10.
— Paris. Vente 1317-10.
15 Ord. Cassation 30.
— Arrêté. Avocat 319.
— Cass. Domicile élu 106-10; Exploit 364-10 c. — Obligat. 558-30 c.; Succès. 970. — Transaction 21-20.
— Bourges. Avoué 288, 289 c., 290 c.; Chose jugée 166-30 c.; Discip. 114 c.
— Grenoble. Absence 263.
— Riom. Expert. 245-30.
— Cons. d'Etat. Prises marit. 199-30.
16 Cass. Enquête 241 c., 243.
— Bruxelles. Forêts 1429 c., 1456 c., 1459.
— Metz. Substitut. 68, 87 c., 182 c.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1499-40.
— Rennes. Vente publ. d'immeub. 1453.
— Toulouse. Péremption 283, 293 c. — Succès. 1836-40.
17 Ord. Impôts ind. p. 410; Ordres civ. et milit. 187; Org. instr. publ. 340, p. 1346, 1347; Présence, p. 378.
18 Ord. Commis.-pris. 8.
— Bruxelles. Instr. crim. 2333-20. — Jugem. 825-10.
20 Ord. Douanes, p. 579; Échelles du Levant 7.
— Cass. Témoin 241 c.
— Paris. Contrat de mar. 532, 706, 769, 2283, 2688, 2800, 2823 c., 2824 c.; Disposit. entre vifs 2340.
— Rennes. Vente 682.
— Riom. Succès. 1304-10-30.
— Cons. d'Etat. Responsab. 291-50; Trés. publ. 1012-30.
21 Colmar. Contrat de mar. 1318.
— Paris. Oblig. 4118-30 c., 4183.
22 Bruxelles. Domicile 107.
— Circ. Octroi 96.
23 Cass. Concl. 94 c.; Except. 584; Exploit 701-10 c.; Huissier 184 c. — Deg. de jurid. 668-10 c.; Forêts 1168 c., 1332, 1324 c.; Instr. crim. 1026-30 c.
— Grenoble. Mariage 553-20, 556-40 c.
— Rennes. Faillite 1211.
— Cons. d'Etat. Conflit 73.
24 Ord. Douanes, p. 581; Org. marit., p. 1676; Sel, p. 860.
— Angers. Deg. de jurid. 631.
— Bourges. Deg. de jurid. 100-30.
— Paris. Adultère 96.
25 Liège. Vente publ. d'immeub. 1803.
— Cons. d'Etat. Acquisitions 941; Tierce-opposit. 294 c. — Rentes const. 221.
26 Cass. V. 26 avril 1815.
27 Ord. Cour des comptes, p. 509; Trav. publ., p. 847.
— Cass. Cassation 630, 1156; Compét. comm. 412 c.; Délai 30 c., 77 c.; Exploit 438; Greffe 17 c.; Ordre 413 c., 676, 678 c., 686c., 1015 c. — Instr. crim. 2187.

Février.

- 27 Besançon. Vente publ. d'immeub. 1365.
— Liège. Conciliat. 191-20.
— Rennes. Puiss. patern. 157.
28 Cass. Disposit. entre vifs 3979. — Privil. et hypoth. 1740-10.
— Besançon. Saisie-arrest 354.
— Caen. Servitude 1275.
— Colmar. Absence 505.
— Paris. Chose jugée 558. — Org. milit. 377.
— Rouen. Enquête 605. — Mariage 83-10 c., 92.
Mars.
1 Cass. Action possess. 390. — Compte 209 c.; Société 785. — Enreg. 2197, 2492.
— Dijon. Privil. et hypoth. 1848.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 531; Cour des comptes 33 c., 36; Trés. publ. 1024-10 c.
2 Ord. Culte, p. 712.
— Cass. Cassation 1912-40. — Commune 1537, 1601-20 c. — Vente 452. — Vente publ. d'immeub. 424.
— Besançon. Enquête 128.
— Colmar. Deg. de jurid. 112-30, 302.
3 Ord. Matières d'or et d'argent, p. 462; Org. judic., p. 1504; Serment, p. 6.
— Cass. Instr. crim. 1289, 3360.
— Amiens. Contrat de mar. 828.
— Bruxelles. Privilèges et hypothèques 2091-10.
— Orléans. Disposit. entre vifs 4257, 4400 c., 4658-10 c.
— Riom. Contrat de mar. 1658.
— Circ. Manufact. 11.
4 Bourges. Prêt à intérêts 22-20.
— Colmar. Absence 193 c., 263, 264 c., 389 c.; Frais 774-30 c.
— Paris. Contrat de mar. 1134. — Surenchère 123.
5 Ord. Crimes c. l'Etat, p. 539; Org. milit., p. 1881.
— Paris. Appel civ. 608. — Privil. et hypoth. 1624-40.
— Cons. d'Etat. Mise en jugement 230-70. — Pêche fluv. 66-20.
7 Cass. Cassation 120. — Effets de comm. 716; Obligat. 5558 c.
— Lyon. Acte de comm. 238 c.
— Convent. Org. colon. 780; Traité Internat., p. 581.
8 Cass. Disposit. entre vifs 3112 c., 3113-20.
— Bourges. Obligat. 2912.
— Toulouse. Vente publ. d'immeub. 337, 488-10 c.
9 Décr. Couleurs nationales, p. 500; Garde nat., p. 294.
— Ord. Garde nat., p. 294.
— Cass. Acte de l'état civil 512; Mise en jugement 58-30.
— Agen. Appel civ. 793.
— Rennes. Deg. de jurid. 212. — Droit marit. 1216.
10 Cass. Commis. de police 33 c.; Procès-verb. 56-30. — Instr. crim. 1429.
— Metz. Compét. comm. 436.
11 Ord. Org. milit., p. 1881.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3342.
— Rouen. Obligat. 2499.
12 Décr. Amnistie, p. 512.
13 Décr. Emigré, p. 473; Loi 19; Ordres civ. et milit. 109, 188; Org. judic., p. 1504; Propriété féodale, p. 351.
— Ord. Organ. colon. 587.
— Caen. Rentes foncières 91-10.
— Liège. Deg. de jurid. 174-70, 432-30. — Disposit. entre vifs 2815-40, 2819-30, 2820.
— Paris. Commission. 227, 228 c. — V. 13 mars 1816.
— Rennes. Obligat. 808-20.
14 Cass. Disposit. entre vifs 4414-30.
15 Arrêté. Discip. 20.
— Cass. Faillite 1155 c.; Vente publ. d'immeub. 1429-30 c., 1430-10. — Juifs 24-30. — Ordre 488-20; Privil. et hypoth. 2304-30; Vente publ. d'immeub. 1429-30 c.

Mars.

- 15 Bruxelles. Deg. de jurid. 124-10.
— Orléans. Deg. de jurid. 125-30.
— Cons. d'Etat. Commune 2305, 2633.
16 Cass. Appel crim. 209. — Instr. crim. 2521-10, 3703 c.
— Agen. Contrat de mar. 2578.
— Bruxelles. Contrav. 412 c.; V. 441, 647. — Peine 473.
— Metz. Disposit. entre vifs 2861, 60 c., 2904-10.
17 Cass. Dem. nouv. 95-50.
— Bourges. Exploit 81-10.
— Bruxelles. Crimes contre les personnes 142.
— Douai. Notaire 376.
— Rennes. Disp. entre vifs 2774-20.
— Rouen. Frais 651 c.
18 Paris. Paternité 599-10.
— Riom. Ordre 858, 1238 c., 1330c.
— Rouen. Paternité 492, 533-10 c., 569-110 c.
19 Cass. Cassation 1692 c.
— Rouen. Faillite 218-70; Vente publ. d'immeub. 373, 391.
20 Cons. d'Etat. Forêts 1060-20.
21 Décr. Garde nat., p. 294; Org. administr., p. 608; Org. instr. publ., p. 1347.
— Cass. Separat. de corps 439.
— Angers. Enquête 243.
— Bruxelles. Conciliat. 47.
— Paris. Priv. et hypoth. 1401-40.
— Toulouse. Louage à locat. perpét. 9-30-30.
22 Cass. Contr. par corps 155.
— Rouen. Tierce opposit. 20-10, 199-30.
23 Ord. Crimes contre l'Etat, p. 439; Org. milit., p. 1881.
— Cass. Contrat de mar. 430; Disposit. entre vifs 506 c., 636, 3253 c. — Instr. crim. 1289, 1797-50.
— Bruxelles. Exploit 226-20. — Substitut. 158-30.
— Rennes. Vente 322.
24 Décr. Organ. administr., p. 600; Presse-out., p. 405.
— Ord. Sceau 4.
25 Décr. Impôts ind., p. 410.
— Cass. Cassation 1454. — Jugem. 65-90.
26 Décr. Emigré, p. 473; Garde nat., p. 294; Presse-out., p. 405.
27 Décr. Armes, p. 246.
— Cass. V. 27 octobre 1815.
28 Décr. Armes, p. 246; Commis. de pol. 23; Douanes, p. 581; Emigré, p. 473; Lieutenant 30.
— Cass. Arbitr. 165, 1133 c., 1241 c.; Compét. comm. 309 c., 210 c.
— Bruxelles. Arbitr. 470. — Requête civ. 74.
29 Décr. Org. colon., p. 1027.
— Cass. V. 29 mai 1815.
— Bruxelles. Oblig. 1041-10.
— Orléans. Dem. nouv. 189.
— Paris. Prescript. civ. 1005.
— Rennes. Société 529.
30 Décr. Enreg. 6064-100; Organ. instr. publ., p. 1347.
— Cass. Crimes contre les pers. 213-20. — Instr. crim. 2915-30.
— Bruxelles. Mines 563.
— Rennes. Contrat de mar. 3261. — Nantiss-ém. 75-10.
— Décr. Enreg. 2938.
31 Décr. Cons. d'Etat, p. 185.
— Cass. Commune 1041-10; Frais 1025.
— Rennes. Mandat 196-20, 258.

Avril.

- 2 Décr. Impôts ind. 288-30; Ordre 393-30 c.
3 Cass. Ordre 508 c. — Surenchère 191-30, 204 c., 220 c. — V. 3 avril 1818.
4 Décr. Armes, p. 246; Douanes, p. 581; Garde nat., p. 294.
— Cass. Dem. nouv. 145. — Deui de justice 7-20. — Privil. et hypoth. 2330-30.
— Rennes. Obligat. 4686-30.
5 Cass. Chose jugée 264 c.; Succès. 403 c., 404, 544-30 c.; Tierce opposit. 137-10 c. — De l. nouv. 180.

Avril.

- 5 Bruxelles. Disposit. entre vifs 3136-30.
— Circ. Prisons 43.
6 Decr. Dom. extraord. 38; Organ. instr. publ., p. 1347; Trésor publ., p. 1129.
— Cass. Enreg. 4830. — Louage 96-30. — Mandat 335 c.; Prêt à inter., V. 26 avril. — Organ. judic. 650. — Témoin 639-10. — Vol 381 c., 382-10.
7 Cass. Presse-outr. 123.
8 Decr. Impôts indir., p. 410; Octroi, p. 26; Serment, p. 6.
— Rennes. Deg. de jurid. 78, 219-50, 446-60 c.
9 Agen. Règlem. de juges 90.
— Bourges. Deg. de jurid. 273-40.
10 Decr. Agent diplomat. 4; Garde nat., p. 294.
— Cass. Disposit. entre vifs 1559, 1563 c.
11 Cass. Appel civ. 1028. — Enreg. 2096, 5056.
— Bourges. Obligat. 5026-10.
— Paris. Contrat de mar. 1973.
— Rennes. Enquête 307-10; Privil. et hypoth. 739; Rentes const. 173.
— Toulouse. Vente publ. d'immeub. 941.
— Décis. Enreg. 6208; Notaire, p. 590; Obligat. 3460 c.
12 Besançon. Arbitr. 939; Except. 516.
13 Cass. Bigamie 26; Instr. crim. 1063 c. — Disp. entre vifs 4320 c. — Enreg. 238-30 c., 2591, 3783. — Rentes foncières 23-30. — Succès. 481.
— Bruxelles. Prescript. civ. 643-30.
14 Decr. Gendarme, p. 474; Pension, p. 754.
— Cass. Amnistie 27; Compét. administr. 40 c.; Loi 82-10 c. — Dem. nouv. 106-20. — Jourféfé 34-10; Ordres civ. et milit. 237. — Org. milit. 790 c. — Témoin 253.
— Bourges. Vente publ. d'imm. 457c., 458-20 c., 461.
— Bruxelles. Prémptou 115 c., 254, 295-30.
— Colmar. Obligat. 3165-30 c.; Vente publ. d'imm. 1043-10.
— Paris. Commune 138. — Droit civ. 289 c., 419-10 c., 456, 458 c.
15 Bourges. Deg. de jurid. 95.
17 Cass. Louage à dom. cong. 28-10-20.
— Toulouse. Arbitr. 1119.
18 Cass. Commune 1817-30. — Exploit 363-10.
— Paris. Compét. comm. 228 c.; Faillite 529; Obligat. 1417-30 c.; Rennes. Mandat 67-30.
19 Decr. Impôts indir., p. 608.
— Cass. Amnistie 151, 152. — Cassation 1692 c.; Prescript. civ. 66. — Deg. de jurid. 53-80.
— Bruxelles. Papier-monnaie 64.
— Grenoble. Huissier 130 c., 134.
— Limoges. Appel incid. 148.
— Rouen. Faillite 67-30, 143 c.
20 Decr. Secours publ., p. 771.
— Cass. Instr. crim. 3473-20. — Mise en jugem. 132. — Vente 1696.
21 Decr. Organ. marit., p. 1676; Presse-outrage, p. 405.
— Cass. Complice 33-10, 68 c. — Instr. crim. 706.
— Paris. Prescript. civ. 747-10 c., 841-20.
— Delib. Enreg. 3147.
22 Decr. Amnistie 7; Droit const., p. 329; Lois 19.
— Bruxelles. Effets de comm. 604.
— Colmar. Obligat. 2498-10; Ordre 1167-30 c.
— Grenoble. Except. 312.
— Acte addit. Droit const., p. 327, 329; Grâce 11; Org. admin. 132; Org. judic., p. 1504; Pédition 9; Presse-outr., p. 405; Trés. publ., p. 1129.
24 Rennes. Saisie-arrest 98.
— Riom. Prêt à inter. 176.
— Toulouse. Acquissem. 865.
25 Cass. Jugem. 61-10. — Obligat. 1785-10. — V. 25 avril 1816.

Avril.

- 25 Paris. Péremption 204 c., 257-30.
26 Cass. Agent diplomat. 143 c.; Enreg. 4158. — Prêt à inter. 112 c., 300.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 286-30.
— Colmar. Louage 300-30.
— La Haye. Compét. comm. 434.
— Rennes. Commission. 400. — Jugem. par défaut 228-30.
27 Decr. Douanes, p. 581; Monum. 6; Organ. instr. publ., p. 1347; Trés. publ., p. 1129.
— Cass. Complice 25 10; Crimes contre les personnes 66 c. — Complice 62 c.; Crimes contre les personnes 127 c.; Instr. crim. 1798-10, 3504-20.
— Cons. d'Etat. Trés. publ. 353-10.
— Avis Cons. d'Etat. Gendarme, p. 474; Pension, p. 754.
28 Douai. Appel civ. 568.
— Metz. Compét. civ. trib. d'arr. 137.
— Orléans. Deg. de jurid. 116-10.
— Pau. Deg. de jurid. 278-10.
29 Grenoble. Compét. 57-30.
— Cour d'ass. de Rouen. Prescript. crim. 228.
30 Decr. Commune 138.

Mai.

- 1 Decr. Gendarme, p. 474; Organ. instr. publ., p. 1347; Org. milit., p. 1881.
— Cass. Except. 253 c. — Loi 190 c.; Oblig. 4005-40. — Ordre 1118-20 c.; Privil. et hypoth. 849, 851, 2997-10-20-30.
2 Cass. V. 22 mai 1875.
3 Cass. Disposit. entre vifs 135-40, 2129; Loi 413-30 c. — Juifs 21-30. — Mandat 238-10.
— Bruxelles. Jugem. par défaut 366-50; Privil. et hypoth. 1130, 1533-40.
— Colmar. Absence 649.
— Metz. Disposit. entre vifs 2747.
4 Decr. Culte, p. 712; Douanes, p. 581.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 111; Trés. publ. 551-20. — Vente administr. 64, 114-60.
5 Cass. Abus de confiance 187. — Forêts 317-40 c., 1168-30; Peine 289, 807-50 c.; Serment 25-20.
— Colmar. Serment 253.
— Metz. Substit. 110-30.
— Riom. Lettres miss. 24-10, 50 c.
6 Cass. Instr. crim. 2424, 2691. — Témoin 191-20.
— Paris. Disposit. entre vifs 1625, 1634 c.; Effets de comm. 809. — Privil. et hypoth. 849-20.
— Riom. Domicile ill. 118-10.
— Rouen. Vente 452-10.
— Décis. Grâce 63.
8 Decr. Trés. publ., p. 1129.
— Liège. Enquête 285-20.
— Paris. Faux incid. 68-50; Oblig. 3853.
— Cons. d'Etat. Poids et mes. 20.
9 Cass. Caution. 206. — Org. milit. 379.
10 Cass. Compét. comm. 280; Enreg. 5682 c.; Faillite 1223 c. — Jugem. 41-30. — Société 807.
— Orléans. Exploit 186-30.
— Paris. Disposit. entre vifs 541, 2350, 2355-10.
— Décis. Frais 1140, 1166.
11 Decr. Presse-outr., p. 405.
— Cass. Org. judic. 146-10. — Société 773. — Vente 103.
— Bruxelles. Minorité 616, 643-10-20 c.; Privil. et hypoth. 2699-40 c.
— Paris. Contrat de mar. 1072.
— Rennes. Dem. nouv. 135-80. — Louage 666.
— Toulouse. Louage à locat. perpét. 9-10.
12 Bruxelles. Louage 372.
— Riom. Oblig. 2697.
— Toulouse. Except. 394.
13 Decr. Org. milit., p. 1881.
— Liège. Deg. de jurid. 387, 889.
— Paris. Oblig. 1998. — Privil. et hypoth. 669, 612 c., 3384 c.

Mai.

- 15 Cass. Acte de comm. 2. — Commerce. 109 c.; Faillite 46-10 c. — Disposit. entre vifs 4658-40.
— Cons. d'Etat. Manufact. 45. — Oblig. 2034-30.
— Règlem. Théâtre, p. 299.
16 Cass. Cassation 1140; Enreg. 6256. — Contrat de mar. 3515.
— Emigré 89 c.; Succès. 442, 486-10. — Faillite 272-20.
— Vente publ. d'immeub. 1283.
— Bruxelles. Compét. comm. 407 c.; Droit marit. 599 c.; Exploit 243.
— Colmar. Vente 167-10.
17 Cass. Enreg. 3859-10.
— Bruxelles. Jugem. par défaut 252.
— Rennes. Deg. de jurid. 498-70. — Exploit 31-50.
18 Cass. Attentat aux mœurs 67, 132 c.; Complice 83, 147; Instr. crim. 2668-10 c.; Peine 410 c.; Témoin 153 c. — Cassation 365. — Matières d'or et d'argent 88. — Règlem. de juges 34.
— Montpellier. Contrat de mar. 355.
19 Cass. Faillite 1437. — Frais et dépens 1017; Instr. crim. 3759. — Vente 501.
— Rennes. Compét. 152, 193-10 c. — Conseil d'Etat. Cons. d'Etat 380-30; Dom. nat. 17-20.
— Circ. Douanes 671.
— Décis. Frais et dépens 877.
23 Cass. Cassation 1590 c.; Contrat de mar. 113 c.; Mariage 854, 988 c.
— Colmar. Privil. et hypoth. 1009.
23 Cass. Succès. 757 c.
— Bruxelles. Jugem. 367.
— Caen. Contrat de mar. 2063.
— Toulouse. Délai 101-10.
24 Cass. Biens 38 c.; Vente 774-10.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1143, 1146 c.
25 Cass. Compét. comm. 485 c.; Règlem. de juges 27. — Complice 69 c.; Instr. crim. 3453-10. — Crimes contre les personnes 43 c.; Instr. crim. 3177-30; Serment 123-40.
— Bruxelles. Appel civil 311 c.; Faillite 352.
26 Cass. Instr. crim. 1254-10, 2694, 3599, 3600.
— Besançon. Except. 156.
— Bruxelles. Vente publ. d'immeubles 87-10, 1254-50.
— Paris. Disposit. entre vifs 198 c., 208-10.
— Rennes. Deg. de jurid. 606. — Faillite 1251-10 c., 1283.
28 Cass. Vol 270, 281-30.
29 Cass. Minist. publ., 117, 123 c. — Paris. Contrainte par corps 350, 383.
— Toulouse. Appel civ. 1090.
31 Decr. Douanes, p. 581; Grains, p. 539.
— Paris. Louage 61.
— Riom. Privil. et hypoth. 1787-10.

Juin.

- 2 Cass. Complice 139. — Vol 410.
— Liège. Privil. et hypoth. 1446.
— Rennes. Rente viagère 114-30.
— Rouen. Cautionnem. 93; Faillite 554 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 370 c.
3 Cass. Cassation 557. — Instr. crim. 3191-10.
4 Cons. d'Etat. Cautionnem. 109; Octroi 71-30 c., 309-30 c.; Compét. administr. 113-30 c.; Trav. publ. 1246-10. — Compét. administr. 122, 158-50; Pêche fluviale 65-40, 66-10. — Cons. d'Etat 111; Trés. publ. 551-20. — Eau 473-60, 478-60. — Trés. publ. 397.
5 Cass. Arbitr. 529.
6 Cass. Disposit. entre vifs 3339-20, 3563; Substit. 94 c. — Enreg. 330 c.; Succès. 766. — Frais et dépens 844-30. — Propriété féodale 444-30.

Juin.

- 6 Bruxelles. Enquête 603 c., 605. — Jugem. par défaut 177-30.
— Paris. Contrat de mar. 4302-20-40. — Ordre 524.
— Décis. Enreg. 2338.
8 Cass. Instr. crim. 2168-20, 2335-10. — Renvoi 66.
— Cons. d'Etat. Concess. administr. 54 c.
9 Cass. Appel crim. 338 c.; Compét. crim. 525. — Instr. crim. 2076-10. — Presse-outr. 1348. — Voiture 453.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3987-30. — Usufruit 387.
— Rennes. Appel incid. 126 c.; Société 1671.
10 Riom. Contrat de mar. 3401.
12 Arrêt. Org. colon. 517.
— Cass. Contrat de mar. 3903; Loi 208-10.
— Paris. Appel civ. 1010. — Cassation 2046 c.; Privil. et hypoth. 2737 c., 2760-10-20.
13 Decr. Dom. extraord. 38.
— Cass. Deg. de jurid. 586; Jourféfé 23 c. — Org. judic. 201-10 c.
— Bruxelles. Dem. nouv. 46. — Saisie-arrest 216.
14 Cass. Arbitr. 114, 164 c., 169 c. — Except. 205-70, 209 c.; Règlem. de juges 30 c. — Peine 608-10, 607-20; Tierce-opposit. 146-10.
— Bourges. Disp. entre vifs 3095.
— Paris. Faillite 65-30.
— Rennes. Saisie-exéc. 11-20.
15 Cass. Chose jugée 89-10 c., 168-60. — Instr. crim. 3263-10. — Presse-outrage 1346. — Privil. et hypoth. 1290.
— Bruxelles. Abus de confiance 48. — Biens 225; Disposit. entre vifs 3871-10 c., 3927 c. — Huissier 22.
— Limoges. Faillite 548-30 c.
16 Cass. Instr. crim. 2478.
17 Bruxelles. Jugem. par défaut 177-30.
— Grenoble. Contrat de mar. 1994.
— Décis. Huissier 130.
19 Cass. Commune 1495. — Ordre 538; Privil. et hypoth. 2126-10.
20 Cass. Crimes contre les personnes 213-20.
— Circ. Prisons 45.
21 Decr. Dom. extraord. 38.
— Cass. Cassation 1134 c., 1165 c.; Commune 1493 c., 2026, 2167c., 2170 c.; Except. 249-10 c. — Contrat de mar. 613 c.; Mariage 702 c., 713-30 c.; Substit. 304. — Enreg. 5168. — Loi 38-30 c.
22 Cass. Amnistie 153. — Chasse 418. — Forêts 1297. — Instr. crim. 1572, 3176-20.
— Pau. Vente 940-10.
— Riom. Vente 1242-10.
— Déclarat. de Napoléon. Droit const., p. 322.
23 Bourges. Vente publ. d'immeub. 107-30.
24 Arrêt. Trés. publ., p. 1129.
— Paris. Obligation 2131.
25 Cass. Règlem. de juges 158 c.
26 Arrêt. Notaire, p. 590; Obligat., p. 56.
— Rennes. Intervent. 117, 118 c.
27 Paris. Mariage 388-50 c.; Privil. et hypoth. 873.
28 Loi. Marché de fourn. 5-120; Réquisition 11; Trésor publ., p. 1129.
— Cass. Acte de l'état civil 466 c.; Obligat. 5158 c.; Paternité 446-10 c., 718 c., 725-10, 731 c. — Chose jugée 77-100. — Jugem. 1051-20. — Puissance patern. 58-10; Séparat. de corps 319-10 c., 395. — Vente publ. d'imm. 551.
— Douai. Arbitr. 1290.
— Metz. Contrat de mar. 1798.
29 Cass. Appel crim. 269. — Org. judic., 682-10.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3851-10.
— Projet de constitut. Droit const., p. 329; Lois 19.

Juin.

- 30 Arrêt. Douanes, p. 581.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 1873.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 154; Emigré 405-280.

Juillet.

- 1 Bruxelles. Jugem. par défaut 167.
2 Loi. Droit const., p. 322.
3 Arrêt. Trés. publ., p. 1129.
4 Cass. Chose jugée 151-10 c.; Ordre 1123-10 c.; Privil. et hypoth. 1134-20, 1613-10 c.
— Rouen. Ordre 494-10 c.; Rentes foncières 97. — Vente 1314.
— Cons. d'Etat. Aliène 185 c. — Théâtre 342-10. — Vente administr. 123-50.
5 Cass. Contrat de mar. 3963-20 c., 3974-10. — Enreg. 2804.
6 Cass. Cassation 252. — Instr. crim. 2011, 2025.
7 Liège. Jugem. par défaut 168.
— Circ. Marche de fourn. 108.
8 Bruxelles. Disposit. entre vifs 4461.
9 Ord. Commune 139; Voirie par terre, p. 155.
— Cass. Enreg. 4759, 4830 c. — V. 18 juillet 1815. — V. 9 juillet 1813.
11 Cass. Acte 15 c.; Obligat. 3238 c.; Privil. et hypoth. 1245. — Enreg. 5771, 5773 c.
12 Ord. Avoué 28; Notaire, p. 590; Org. judic., p. 1504.
— Bruxelles. Exploit 183-20.
— La Haye. Except. 231-30.
— Riom. Appel civ. 1067.
13 Rouen. Rentes fone. 97; Vente 1365-20-30 c.
14 Cass. Appel crim. 228; Vol 148 c. — Bruxelles. Exploit 363-20.
15 Cass. Enreg. 5768.
— Limoges. Privil. et hypoth., V. 1813.
16 Ord. Commune 139; Forêts 103; Org. milit., p. 1881; Trésor publ., p. 1129.
17 Ord. Mines, p. 636; Trav. publ., p. 847.
— Cass. Enreg. 6156.
18 Cass. Appel incid. 131. — Enreg. 3729, 4361, 4759, 4830 c., 4764, 5713 c.
19 Cass. Enreg. 5016, 5656-20.
20 Ord. Presse-outr., p. 405.
— Cass. Privil. et hypoth. 2651. — Règlem. de juges 65, 72. — Témoin 298-10, 505-30. — V. 20 juillet 1814.
— Bruxelles. Scellés 151.
21 Ord. Crimes contre l'Etat, p. 589; Gendarme, p. 474; Org. administr., p. 608; Org. marit., p. 1676; Org. milit., p. 1881.
22 Paris. Acquissem. 444 c.; Avoué 93; Désaveu 75 c., 80 c.; Obligat. 4238 c. — Agent diplomat. 82; Droit civ. 282 c.; Minist. publ. 84-30 c.; Tierce-opposit. 104 c.
24 Ord. Armes, p. 246; Crimes contre l'Etat, p. 539.
— Cass. Commune 639-10 c. — Enreg. 2307, 4764, 5237.
25 Cass. Disposit. entre vifs 2337, 2483; Loi 314 c. — Prescript. civ. 320.
26 Cass. Disposit. entre vifs 3295-20. — Dijon. V. 26 juillet 1816.
28 Ord. Ordres civ. et milit. 116, 188; Trés. publ., p. 1129.
31 Cass. Arbitr. 1197; Référé 94 c. — Dom. de l'Etat 290. — Enreg. 5641.

Août.

- 1 Cass. Enreg. 3135. — Loi 190 c.; Prescript. civile 291 c., 296 c.
— Rennes. Louage 302-20.
2 Cass. Chose jugée 549-10; Except. 544-10. — Jugem. par défaut 323; Juifs 5-10. — Louage 763. — Minist. publ. 52-10.
— Rennes. V. 2 août 1814.

Août.

- 3 Ord. Grains, p. 540; Org. milit., p. 1881.
 — Cass. Success. 548, 550 c., 552 c., 559.
 — Caen. Jugem. par défaut 388-30.
 — Riom. Acte de comm. 380; Comp. comm. 169.
 4 Ord. Organ. instr. publ., p. 1347.
 — Rennes. Saisie-exécut. 291-30.
 5 Cass. Obligat. 747.
 — Orléans. Intervent. 72; Presse-out. 1547-20 c. — Séparat. de corps 138.
 7 Ord. Dom. extraord. 38; Majorat 5 c.
 — Cass. Cassation 149-10; Expert. 289 Mariage 789-10 c., 935-10 c. — Contr. par corps 472.
 — Amiens. Jugem. p. défaut 419-30.
 — Decis. Enreg. 471.
 8 Ord. Presse-outage, p. 405.
 — Cass. Appel civ. 239. — Minorité 396-30; Pui sance patern. 74-10 c. — Obligat. 4118-10.
 — Paris. Obligat. 999-10.
 — Riom. Vente publ. d'immeub. 808-30.
 — Rouen. Effets de comm. 238.
 9 Cass. Avoue 179 c.; Faux incid. 82-10. — Jugem. par défaut 345-10. — Louage à cheptel 46; Privil. et hypoth. 260-30 c.
 — Caen. Surenchère 82.
 — Colmar. Arbitr. 1844 c., 1329.
 10 Ord. Enreg. 6064-110; Org. marit., p. 4376; Pension, p. 734.
 — Cass. Effets de comm. 712. — Faux 145 c., 332 c., 292, 407 c. — Minorité 175-10 c., 183. — Peine 289.
 — Caen. Compét. comm. 229.
 — Rennes. Vente 375.
 — Decis. F. 90, 914.
 — Lettre. 16.
 11 Metz. Frais 9.
 12 Ord. Org. marit., p. 1676.
 — Cass. Enreg. 3766.
 — Paris. Obligat. 3800-10.
 — Rennes. Action 310; Conclusion 18 c., 42 c., 54-10 c.
 13 Ord. Org. instruct. publ., p. 1947.
 14 Ord. Octroi, p. 16; Réquisition 12; Trés. publ. 238, p. 1129; Ville de Paris, p. 146.
 — Cass. Privil. et hypoth. 1625.
 — Paris. Rente viagère 143.
 17 Cass. Cassation 253-90 c.; Faux 179; Instr. crim. 1878, 1883 40.
 — Enreg. 217 c.; Success. 478.
 — Metz. Appel civ. 942; Ordre 647-20 c., 862-30 c.
 18 Cass. Cassation 3077-30. — Instr. crim. 251-10.
 — Solut. Enreg. 2973-10.
 22 Cass. Enreg. 2432.
 23 Ord. Conseil d'Etat, p. 185; Prises marit., p. 929; Trés. publ. 581.
 — Cass. Arbitr. 251. — Vente publ. d'immu. 370-30.
 — Cons. d'Etat. Requête civ. 268.
 24 Ord. Cassation 30; Conseil d'Etat, p. 140.
 — Cass. Cassation 1008. — Commune 659-10 c., 1286; Loi 88 c.
 — Bruxelles. Témoin 513.
 25 Bruxelles. Chose jugée 427-10.
 26 Amiens. Mandat 71-10.
 — Montpellier. Minorité 660.
 28 Ord. Douanes, p. 581.
 — Cass. Cassation 1134. — Enreg. 2377, 5396 c. — Saisie-arrest 175.
 — Paris. Faillite 443 c.; Success. 725.
 29 Cass. Disposit. entre vifs 570. — Domicile élu 110-40 c.; Privil. et hypoth. 2771 c., 2772-10. — Jugem. d'av. dire droit 30-30. — Org. judic. 349.
 — Liège. Société 669.
 — Paris. Privil. et hypoth. 1635-10. — Vente publ. d'immu. 344-10, 593 c., 594 c., 5905 c., 1454 c.
 — Toulouse. Contrat de mar. 4205.
 30 Ord. Notaire, p. 590; Obligation p. 58; Org. milit., p. 1881.
 — Cass. Success. 1844-10, 2288 c.; Oblig. 2898 c.

Août.

- 30 Bourges. Appel civ. 754 c.; Domicile élu 23-70; Priv. et hypoth. 2769 c.
 31 Ord. Org. milit., p. 1881.
 — Cass. Appel civ. 841; Arbitr. 1265 c. — Appel crim. 151 c. — Dénonciat. calomn. 65. — Minorité 117 c., 688 c., 695.
 — Paris. Désistement 111-10 c.; Obligat. 2760-20 c.; Ordre 748 c.; Privil. et hypoth. 2582-10-30.

Septembre.

- 1 Cass. Cassation 1499-10. — Instr. crim. 3170; Témoin 660.
 2 Ord. Pension, p. 754; Trés. publ., p. 847.
 5 Ord. Cons. d'Etat, p. 186; Prises marit., p. 929.
 6 Ord. Commune 139; Grains, p. 540; Org. milit., p. 1881; Tranquill. publ., p. 632.
 7 Cass. Effets de comm. 702-30. — Instr. crim. 2521-10.
 8 Ord. Org. milit., p. 1881; Trés. publ., p. 1129.
 — Bruxelles. Jugem. par défaut 228-40.
 — Liège. Ordre 883-10.
 — Rennes. Droit marit. 654; Jugem. 291-10. — Org. judic. 510-20.
 — Circ. Douanes 498.
 10 Ord. Gendarme, p. 474; Org. administr. 737.
 12 Ord. Uniforme-costume 17-50, 25.
 13 Ord. Ville de Paris 70, p. 146.
 — Rennes. Org. milit. 341-40.
 14 Cass. Instr. crim. 3332. — Rébellion 42.
 15 Ord. Corse 2, p. 498.
 — Decis. Org. milit., p. 1881.
 16 Rennes. Louage à dom. cong. 27, 32-10 c.
 18 Ord. Org. instr. publ., p. 1347; Org. milit., p. 1881; Serment, p. 6.
 19 Ord. Org. administr., p. 608.
 — Paris. Mariage 314; Requête civ. 148 c.
 21 Cass. Compét. crim. 670; Place de guerre 36; Règlement de juges 195. — Instr. crim. 1553, 1696-10, 1813, 2082.
 — Paris. Mariage 145.
 22 Ord. Org. milit., p. 1881.
 23 Ord. Org. milit., p. 1881.
 — Rennes. Except. 282; Jugement 617-30.
 25 Ord. Boucher 134.
 26 Delib. Notaire 302.
 28 Cass. Discipl. 31 c.; Except. 183; Presse-outage 1339 c.
 29 Cass. Instr. crim. 1412, 2538-30. — Peine 80 c., 151-10.
 — Bruxelles. Minist. publ. 51-30.
 30 Ord. Cour des comptes, p. 510.
 — Solut. Enreg. 709.

Octobre.

- 2 Circ. Voirie p. terre 1691, 1976 c., 1985.
 — Instr. Commune 452.
 4 Ord. Ville de Paris, p. 146.
 — Bruxelles. Obligat. 296. — Org. milit. 406 c.
 5 Ord. Marché de fourn. 5-130; Réquisition 12; Trés. public, p. 1129.
 — Cass. Faux 418; Instr. crimin. 2834-10 c. — Presse-outage 1303-10.
 — Bruxelles. Appel civ. 500. — Compét. comm. 419; Vérificat. d'écrit. 40 c.
 — Paris. Arbitr. 1304 c., 1313. — Jugem. 418 c.; Jugem. par défaut 215.
 6 Bruxelles. Disposit. entre vifs 207 c., 3049-10, 3090-20. — Exploit 363-30.
 7 Cass. Instr. crim. 3429 c.
 — Rennes. Jugem. 581.
 9 Caen. Ordre 709-10.
 — Trib. de Senlis. Mariage 719-30-90.
 11 Ord. Commune 139; Octroi, p. 16.

Octobre.

- 12 Cass. Cassation 676. — Compét. crim. 684. — Instr. crim. 2189.
 — Paris. Obligat. 566-30.
 13 Cass. Chose jugée 573. — Complice 40. — Domicile 25. — Eviction 20, 64 c. — Faux 430 Peine 104-120. — Instr. crim. 2006, 2028-20 c. — Presse-outage 541. — V. 14 mars 1816.
 — Metz. Jugem. par défaut 172.
 — Circ. Douanes 91.
 14 Rennes. Jugem. 623.
 15 Ord. Cour des comptes, p. 510; Traitement 37.
 — Bruxelles. Faillite 1382-30 c.
 16 Delib. Enreg. 2356.
 17 Bruxelles. Compét. comm. 401; Jugem. 549.
 19 Cass. Cassation 1342-30. — Instr. crim. 1290-30, 3175. — Témoin 535.
 — Bruxelles. Compét. comm. 419; Vérificat. d'écrit. 40 c. — Délai 25 c.; Privil. et hypoth. 1647 c., 1659-20.
 21 Caen. Certif. de vie 15.
 22 Ord. Org. milit., p. 1881.
 26 Cass. Instr. crim. 2569-20, 2756, 3170. — Vagabondage 70. — Vol 112-40.
 27 Cass. Cassation 369, 735 c. — Complice 103; Domm. destr. 165-10 c., 312 c., 214 c. — Délit 16 c., 27; Rébellion 42. — Forêts 846, 868 c., 1952 c. — Vagabondage 70.
 28 Rennes. Vente 597.
 29 Loi. Crimes contre l'Etat, p. 539; Liberté individ., p. 18; Tranquillité publ. 18 c.
 31 Cass. Droit marit. 797.

Novembre.

- 2 Cass. Cassation 670. — Instr. crim. 1129, 2569.
 — Bruxelles. Deg. de jurid. 210, 245.
 — Liège. Effets de comm. 461-10.
 3 Bruxelles. Cassation 864, 865 c. — Disposit. entre vifs 405. — Enreg. 1711.
 4 Bruxelles. Avoué 246 c.; Cassation 750 c., 754, 1304; Huissier 54. — Enreg. 224, 4035.
 6 Cass. Arbitr. 1046.
 — Bruxelles. Except. 188-30.
 — Douai. Deg. de jurid. 317.
 — Paris. Vente publ. d'immu. 151.
 — Decis. Aliène 31.
 7 Bruxelles. Faillite 567.
 — Instr. Vagabondage 146, 150, 161.
 8 Ord. Enreg. 30.
 — Cass. Disposit. entre vifs 2100-10. — Obligat. 1320; Success. 1431, 1443 c., 1449, 1451-10, 1489, 1485. — Enreg. 2391. — Surenchère 391.
 9 Loi. Presse-out., p. 405.
 — Cass. Témoin. faux 55 c., 69.
 — Toulouse. Privil. et hypoth. 1548-70, 1718.
 10 Ord. Droit civil, p. 42.
 — Cass. Mat. d'or et d'argent 99.
 — Colmar. Obligat. 1616-20, 2232-20 c.
 — Cons. de guerre. Compét. crim. 720.
 13 Ord. Cons. d'Etat, p. 186.
 — Cass. Enreg. 2365, 3464. — Loi 854.
 14 Cass. Adopt. 154. — Contrainte administr. 20 c.; Enreg. 2170, 2526, 5664.
 — Rennes. Jugem. d'av. dire droit 17-10 c., 24-70 c.
 15 Cass. V. 15 décembre 1815.
 — Bruxelles. Surenchère 378.
 — Liège. Surenchère 279.
 — Riom. Vente publ. d'immu. 1647.
 — Toulouse. Usage 112-60.
 16 Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 120. — Contr. par corps 126; Except. 184-20. — Peine 249.
 — Paris. Action 317 c. — Délai 17 c.; Exploit 23-50 c.
 — Circ. Douanes 391.
 — Delib. Enreg. 1478, 1804.
 — Solut. Enreg. 804, 2948.
 17 Ord. Halles 13-70.

Novembre.

- 17 Bruxelles. Chose jugée 240, 247 c.; Peremption 44-10.
 — Paris. Action 317 c. — Ordre 470-20 c., 471; Prêt à intér. 58-10-30.
 18 Ord. Gendarme, p. 475.
 — Bruxelles. Société 1683-10, 1673 c.
 — Colmar. Appel civ. 798 c., 1091, 1150 c., 1156 c.; Except. 547 c.
 — Rennes. Expert. 183-40.
 30 Traité. Traite internat., p. 521, 522; Trés. publ. 532 s.
 — Cass. Disposit. entre vifs 609, 753 c. — Loi 215 c.
 — Orléans. Cassation 937. — Patente 388.
 — Paris. Contrat de mar. 2015.
 — Cons. d'Etat. Chose jugée 85-10, 96-40 c. — Commune 605, 2348, 2531. — Compét. administr. 160 c.; Douanes 921-10. — Compét. administr. 300-50, 306; Condit. 174-30. — Conseil d'Etat 124-30, 191; Requête civ. 267. — Cour des comptes 54-30-30; Trés. publ. 941-10. — Dem. nouv. 276-10; Frais et dépens 1209-90. — Dom. eng. 119-10. — Douanes 921-10-30. — Eau 154, 180, 473-10, 476-90.
 — Pêche fluv. 167. — Engrais 179-180, 317-30, 401, 405-100, 150. — Exprop. publ. 19-30, 23-40, 625-40. — Impôts dir. 603. — Jugem. par défaut 509-10. — Marche de fourn. 146-40. — Mise en jugement 109-20, 206-40, 213-10, 226-80. — Prises marit. 12, 14-10-20, 37, 131, 167-10, 176. — Propri. 378. — Rentes constit. 129-30. — Trav. publ. 1239-10. — Trés. publ. 972-10, 977 c. — Vente administr. 150, 279. — Voirie par terre 2005-30.
 21 Cass. Crimes contre les personnes 28. — Office 47. — Success. 1311.
 22 Ord. Pension, p. 754.
 — Cass. Obligation 4610; Quest. prejudic. 27; Séparat. de corps 475-20, 487; Témoin 225. — Témoin. faux 108 c.
 — Bourges. Ordre 1017-10.
 — Bruxelles. Deg. de jurid. 106-70. — Prescript. civ. 668.
 — Colmar. Compét. comm. 176; Jugem. 449; Obligat. 1781-20, 2423-30.
 23 Ord. Org. milit., p. 1881.
 — Cass. Faux 173 c., 396-10. — Patente 275-30.
 — Colmar. Compét. civ. trib. d'arr. 219 c., 226.
 — Metz. Appel civ. 285.
 — Nîmes. Arbitr. 1181.
 — Paris. Contrat de mar. 1582.
 — Cons. d'Etat. Voirie p. terre 1142.
 24 Bourges. Compét. civ. trib. d'arr. 80.
 — Bruxelles. Prescript. civ. 839.
 25 Cass. Responsab. 693-10.
 — Bruxelles. Rentes constit. 185. — Témoin 655.
 — Colmar. Exploit 473, 483-20.
 27 Cass. Enreg. 238-10.
 — Bruxelles. Appel civ. 1213.
 28 Cass. Eau 357. — Exploit 531-10; Jugem. par défaut 287; Vente publ. d'immu. 1217-30.
 — Bruxelles. Acte de comm. 315.
 — Orléans. Saisie-exécut. 11-10.
 29 Ord. Cons. d'Etat, p. 188; Organ. marit., p. 1676; Trav. publ. 204, p. 847; Voirie p. eau, p. 723.
 30 Cass. Cassation 885-60, 1320-90, 1492.
 — Rennes. Success. 1578.
 — Toulouse. Except. 329.
 — Circ. Douanes 398.

Décembre.

- 1 Riom. Deg. de jurid. 298.
 2 Colmar. Jugem. 644-10 c.; Surenchère 278, 306 c.
 — Rennes. Compét. civ. trib. d'arrond. 219; Obligat. 4780.
 4 Cass. Contrat de mar. 1889; Privil. et hypoth. 1434-20.

Décembre.

- 4 Bruxelles. Effets de comm. 286, 348 c.
 5 Cass. Disposit. entre vifs 593, 611 c. — Droit civ. 447-20. — Enquête 202. — Enreg. 5705. — Vente publ. d'immeubles 511, 566-50 c.
 6 Cass. Acte de comm. 86; Commerce, 21 c.; Juits 23-10 c., 25-20 c. — Contrat de mar. 3228.
 — Chamb. des pairs. Compét. crim. 712, 714, 720.
 — Bourges. Expert. 297.
 — Bruxelles. Rentes constit. 167 a, 170-70.
 — Colmar. Obligat. 279, 3445 a. — Org. milit., 404 c.
 — La Haye. Effets de comm. 330.
 7 Loi. Douanes, p. 581.
 — Cass. Contrat de mar. 2229. — Instr. crim. 3186. — Mat. d'or et d'argent 22, 128-30. — Témoin 635-20.
 — Bruxelles. Arbitr. 188.
 — Colmar. Effets de comm. 208 c., 238.
 — Orléans. Vente 149, 356-20.
 8 Agen. Arbitr. 1028.
 — Bruxelles. Obligat. 1301.
 — Metz. Jugem. 13-70.
 9 Ord. Loterie 10; Monnaie, p. 333; Org. marit., p. 1676.
 — Bruxelles. Chose jugée 280 c.; Deg. de jurid. 256. — Disposit. entre vifs 2833-20, 2974-20, 3044. — Success. 642.
 — Grenoble. Avoue 139-10-60; Deseu 37, 75.
 11 Cass. Contrat de mar. 2786 c., 3779; Echange 22, 28 c.
 — Agen. Vente 1534-20.
 — Colmar. Deg. de jurid. 293-10.
 — Rennes. Conciliat. 53.
 12 Cass. Dépôt 89 c.; Disposit. entre vifs 1601-10 c., 1631, 1647 c.; Faillite 622-10. — Obligat. 285.
 — Bruxelles. Disp. entre vifs 556.
 — Saisie-arrest 84.
 14 Ord. Org. administr., p. 608; Trav. publ., p. 847.
 — Cass. Exploit 282-70. — Instr. crim. 2698, 2767, 2824, 2921.
 — Grenoble. Deg. de jurid. 307-40.
 — Instr. Minist. publ. 228.
 15 Cass. Instr. crim. 1496-10. — Minist. publ. 49-70. — Org. judic. 630-10. — Témoin 436-30, 446-50, 469-20.
 — Besançon. Conciliat. 206-30.
 — Paris. Contrat de mar. 1679. — Obligat. 2278, 4099-30 c.
 16 Bourges. Vente publ. d'immeubles 1546 c., 1563-10.
 — Règlement. Org. marit., p. 1676.
 18 Cass. Appel civ. 1091. — Cassation 1509 c.; Chose jugée 166-30.
 19 Cass. Obligat. 2470-50, 3102 c., 3451. — Règlement de juges 71. — Success. 2417.
 — Agen. Acquiescem. 553.
 — Bourges. Domicile élu 117-10.
 — Grenoble. Biens 139.
 — Paris. Louage 260-30.
 — Rennes. V. 10 décembre 1812.
 20 Loi. Compét. crim. 45, 705; Org. judic., p. 1304; Vol 881, p. 1113.
 — Ord. Droit civil, p. 42; Org. administr. 368, p. 608.
 — Cass. Appel civ. 101. — Success. 647.
 — Paris. Louage 307.
 — Rennes. Jugem. 302-50.
 — Riom. Contr. par corps 884.
 — Rouen. Privil. et hypoth. 2139.
 21 Poitiers. Privil. et hypoth. 319.
 22 Cass. Instr. crim. 1428-20 c., 3508. — Minist. publ. 51-20. — Renvol 121-10.
 — Grenoble. Intervent. 86-10.
 23 Colmar. Compét. admin. 300-70.
 — Rennes. Propriété féodale 248.
 — Cons. d'Etat. Avocat 3, 544, p. 2; Requête civ. 267 c. — Commune 1565-10. — Compét. administr. 53 c., 113-20 c.; Nom 32-20 c., 33 c., 54-10. — Cons. d'Etat 211 c.

décembre.

Cass. d'Etat. Jugem. par défaut 324-10, 327. — Dom. de l'Etat 127, 219-20 c.; Forêts 321. — Emigré 205-10, 405-10. — Forêts 1903. — Frais et dépens 1193. — Halles 56-10. — Mise en jugem. 20 c., 203-10, 216-10, 219-10, 226-60. — Non 34-30, 70 c. — Prises marit. 224. — Voirie par terre 134-30.

Cass. d'Etat. Vente administr. 134-10.

Cass. Instr. crim. p. 340; Minist. publ. p. 0; Org. judic., p. 1304.

Arrêt. Sol. p. 860.

Cass. Arbitr. 31 c. — Mandat 300-10.

Min. Garde nat., p. 294.

Cass. Dispos. entre vifs 2195. — Enreg. 3522. — Société 717-10.

Bruxelles. Contrat de mar. 2077.

Cass. Domicile 136. — Instr. crim. 3276-20.

Cass. Ordre 676, 678 c., 680-10 c.

Cass. Contrav. 483-10; Instr. crim. 870-30; Peine 806-40 c.

— Instr. crim. 3170.

Bruxelles. Domicile élu 19; Exploit 257 c.

Grenoble. Jugem. par défaut 358.

Paris. Arbitr. 279.

Paris. Droit civ. 324-10.

Domicile. Domicile élu 117-10.

Paris. Jugem. par défaut 166.

1816

janvier.

Paris. Traitement 24.

Cass. d'Etat. p. 186.

Paris. Acquisitions 474. — Cassation 126. — Compét. comm. 143. — Instr. par écrit 43. — Jugem. 28-20.

Mise en vente publ. d'immeubles 117-10-20.

Paris. Substitut. 219.

Paris. Contrat de mar. 2175, 2183, 2193 c., 2240.

Paris. Expert. 173.

Paris. Faux 410.

Paris. Jugement par défaut 175-10.

Paris. Privil. et hypoth. 1525-10.

Paris. Vente publ. d'imm. 961-30.

Paris. Success. 2352.

Paris. Dispos. entre vifs 1933.

Paris. Propriété 363 c.

Paris. Org. judic. 239-20.

Paris. Culte, p. 712; Org. milit., p. 1382.

Paris. Sociétés 834.

Paris. Jugem. par défaut 252.

Paris. Minist. publ. 28; Transac-tion 51.

Paris. Gendarmes, p. 475; Org. mil., p. 1382; Ville de Paris, p. 146.

Paris. Société 932.

Paris. Except. 42; Jugem. par défaut 329.

Paris. Louage d'ouv. 159-10-20 c.

Paris. Jugem. par défaut 329.

Paris. Success. 1840.

Paris. Garde nat., p. 294.

Paris. Cassation 1378 c.; Compét. administr. 40 c.; Loi 82-10 c.; Obligat. 3780. — Instr. crim. 1115-10, 2294. — Prise à partie 97.

Janvier.

13 Cass. Obligat. 4459. — Bourges. Deg. de jurid. 103. — Paris. Faillite 46-10.

Rennes. Louage 119.

Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 371.

— Dom. eng. 124-20. — Dom. de l'Etat 213-20. — Dom. nat. 26. — Frais et dép. 1201.

Mise en jugem. 196-70. — Prises marit. 140-30. — Vente administr. 285.

14 Cass. Vente publ. d'imm. 785-10, 852 c., 848 c.

— Cons. d'Etat. Voiture 264.

15 Ord. Trésor publ., p. 1129; Ville de Paris, p. 146.

— Cass. Droit civil 705 c.; Loi 190 c.; Paternité 387-20.

— Liège. Enquête 605.

— Montpellier. Arbitr. 298 c.; 595 c., 597.

16 Loi. Engrég. p. 473.

— Cass. Dispos. entre vifs 1768. — Impôts indir. 23-30, 134. — Juifs 26-10. — Séparation de corps 233 c., 235, 469-10 c. — Temoins 666-20.

— Rennes. V. 16 janv. 1815.

17 Ord. Cour des comptes, p. 510; Peine, p. 552; Trésor public 942, p. 1129.

— Cass. Enreg. 3168; Nantissement, 221 c. — Oblig. 1098.

— Bourges. Privil. et hypoth. 1300.

— Paris. Privil. et hypoth. 1855-40; Vente publ. d'imm. 1772 c., 1840-10 c.

— Riom. Obligation 4835.

18 Ord. Org. instr. publ., p. 1347; Théâtre, p. 209.

— Cass. Crimes contre les personnes 20-60 c.; Tentative 63. — Enreg. 2147. — Org. judic. 622.

— Caen. Prêt à intérêt 352.

— Liège. Compét. comm. 126-10. — Notaire 326.

— Orléans. Expert. 58.

— Paris. Frais 281 c., 949.

19 Loi. Jour férié 14; Monument 6-10.

— Cass. Appel crim. 357. — Instr. crim. 1068-20. — Vol 512-30.

— Bruxelles. Privilèges et hypoth. 1489-30, 1546-50, 1603-70-80 c.

— Rennes. Compte 191-50, 197.

20 Bruxelles. Jugem. p. déf. 192-30.

22 Cass. Pénitence 147-30.

— Dér. Douanes 391.

23 Ord. Org. instr. publ. 466.

— Cass. Cassation 1134 c., 1151 c.; Exploit 380 c.; Mariage 314 c., 326. — Cassation 1379, 1407 c.; Loi 536 c.; Jugement 953 c., 958-10; Prescript. civ. 1064-30. — Cassation 2070; Chose jugée 63-10 c. — Commune 2379 c., 2382-10.

24 Ord. Certificat de vie 5; Notaire, p. 590; Traitement 37; Trésor publ., p. 1130.

— Cass. Arbitr. 513. — Domic. élu 51; Exploit 308-20 c., 320 c.

— Colmar. Presse-out. 651-40.

— Limoges. Jugem. p. déf. 350-20 c., 390-20, 418.

— Orléans. Deg. de jurid. 250-10.

25 Cass. Dispos. entre vifs 2015-10. — Loi 366-60.

— Bruxelles. Commissionn. 269. — Oblig. 1663-10.

26 Cass. Chasse 362. — Enquête 20. — Prescript. crim. 189 c.; Procès-verb. 574-40.

— Colmar. Except. 278 c.; Exploit 623-30.

— La Haye. Commissionn. 265.

— Metz. Loi 558 c.

Janvier.

30 Rouen. Vente 1496.

31 Ord. Org. marit., p. 1676.

— Cass. Cassation 479 c.; Impôts indir. 473, 537 c.

— Bruxelles. Dispos. entre vifs 3346 c.; Substitut. 31.

— Limoges. Vente publ. d'immeub. 295, 566-20.

— Pau. Dispos. entre vifs 646.

Février.

1 Cass. Compét. crim. 596. — Privil. et hypoth. 851, 909-20 c.

— Bourges. Action possess. 642.

— Bruxelles. Effets de comm. 92. — Huissier 160.

— Douai. Dispositions entre vifs 3120-30.

2 Décr. Instr. crim. 945.

— Cass. Domm. destr. 333, 337 c.; Forêts 812; Procès-verb. 704. — Temoins 356.

— Règl. Org. marit. p. 1676.

3 Ord. Culte, p. 712.

— Cass. Appel crim. 371.

— Bourges. Jugement par défaut 257-10.

— Grenoble. Effets de commerce 506-20.

— Montpellier. Acquissem. 603; Conciliat. 190-30; Privil. et hypoth. 2776-10.

— Circ. Douanes 391.

4 Cass. Surendère 137-10.

5 Ord. Ordres civ. et milit. 110.

— Cass. Propr. féodale 410-10 c.

— Toulouse. Rentes foncières 932.

6 Cass. Acquissem. 155 c.; Commune 2492, 2500 c., 2769 c. — Acquissem. 811 c., 825; Dom. nouv. 57-20 c.; Desistement 135 c. — Desistement 33 c.; Prescript. civ. 440-20. — Jugem. d'av. dire droit 21-40. — Surendère 306. — Vol 608 c.

— Colmar. Enquête 378-10.

— Toulouse. Jugem. 302-60.

— Instr. Vagabondage 156.

7 Bourges. Action possess. 642. — Effets de comm. 210.

— Bruxelles. Substitut. 70-20.

8 Ord. administr. p. 608; Pêche marit. 10-30.

— Cass. Crimes contre les personnes 82. — Faillite 153-30. — Privil. et hypoth. 9336-10. — Société 936.

— Bruxelles. Interrog. sur acte et art. 58-20, 73 c.

— Liège. Enreg. 5016.

9 Cass. Cassation 575. — Crimes contre les personnes 85-10 c.; Instr. crim. 1716, 2552; Temoins 154-30.

— Metz. Acte de comm. 77 c., 229.

10 Besançon. Exploit 521-40.

— Bourges. Vente publ. d'immeubles 553-30 c., 561-10 c., 1192.

— Liège. Privil. et hypoth. 2967-20.

— Paris. Mariage 659-30.

— Riom. Dispos. entre vifs 2014.

— Cons. d'Etat. Aliène 185 c.; Théâtre 343-20. — Commune 1434 c., 1828, 2577, 2612-129 c.; Voirie par terre 2177, 2178 c. — Eau 443, 512-90. — Emigré 219-10. — Frais et dépens 1206; Trés. publ. 583-10 c. — Liberté indiv. 29, 30. — Mise en jugem. 162, 196-210, 199-30, 221-120, 237-10. — Octroi 77, 83-20. — Org. marit. 688. — Prises marit. 329-40. — Vente administr. 329-40.

12 Ord. Contumace 47.

— Cass. Appel civ. 492 c.

— Grenoble. Interdict. 240, 242 c.; Success. 1174.

Février.

14 Ord. Cautionnem. de fonet. 18; Monument 6-10; Notaire, p. 590.

— Cass. Contrat de mar. 739; Privil. et hypoth. 1012. — Intervent. 28 c., 61.

— Bruxelles. Loi 273; Rentes constit. 154.

15 Cass. Instr. crim. 1601, 1625-40, 1684-20-30, 2699, 3459; Temoins 154-20, 609-20. — Peine 383, 393 c. — Temoins 118-10, 134-60.

— Grenoble. Action 213 c.

— Riom. Success. 1565-10 c.

16 Cass. Complice 125; Instr. crim. 1496-30, 1628, 1952. — Serment 180-10. — Vol 265-30, 280, 514.

— Bourges. Effets de comm. 832.

— Bruxelles. Chasse 106. — Dispos. entre vifs 2906-10. — Exploit 538.

— Grenoble. Compét. comm. 449. — Success. 1192-20.

— Metz. Commissionn. 262, 360.

— Paris. Refere 94 c.; Vente publ. d'imm. 1851, 1885 c., 2205 c.

19 Grenoble. Puits, patern. 160.

— Toulouse. Pénitence 322.

20 Cass. Dispos. entre vifs 2806-10. — Effets de comm. 488. — Oblig. 3602 c., 3611. — Vente publ. d'imm. 1693-10.

— Rennes. Deg. de jurid. 86; Nantissement. 308.

— Rouen. Commissionn. 354 c., 356.

21 Loi. Org. colon. 911.

— Ord. Org. marit., p. 1676; Org. milit., p. 1832; Pension, p. 754; Serment, p. 6.

— Arrêt. Poids et mesures 13.

— Cass. Tierce opposit. 42-10 c., 96-20 c., 123, 146-20 c.; V. 23 janvier 1816.

— Grenoble. Prescript. civ. 650.

— Liège. Saisie-arrest 304.

— Paris. Effets de comm. 809. — Prescript. civ. 1114.

22 Cass. Instr. crim. 1496-30.

— Bruxelles. Chose jugée 339; Mines 480-30 c.

— Liège. Privil. et hypoth. 2088, 2446, 49 c.

23 Cass. Instr. crim. 1478, 1496-30, 1713-19, 2495, 2691. — Serment 176.

24 Metz. Effets de comm. 972.

— Riom. Privil. et hypoth. 1290.

25 Ord. Pension, p. 751.

26 Cass. Enreg. 5774.

— For. Louage 431. — Success. 1865, 1985, 1986-20 c., 1993.

— Rennes. Chose jugée 21 c., 215-40, 381.

— Instr. Minist. publ. 354.

27 Cass. Arbitr. 51. — Intervent. 46. — Oblig. 1436.

— Bourges. Faillite 396, 1536 c.

28 Ord. Cour des comptes, p. 510; Presse-out., p. 406.

— Cass. Dépôt 118. — Dispositions entre vifs 2706-20 c., 3144-20. — Minist. publ. 157.

— Bruxelles. Pénitence 34.

— La Haye. Dispos. entre vifs 127 c., 140.

— Cons. d'Etat. Emigré 605-120. — Voirie par eau 673-20.

29 Ord. Org. instr. publ. p. 1347; Voirie par terre, p. 193.

— Cass. Société 1134.

Mars.

1 Ord. Commiss. de police 36; Douanes, p. 881.

— Cass. Cassation 551, 560 c. — Forêts 876; Vol 423. — Instr. crim. 1685, 1756, 1953, 2653. — Org. judic. 694. — Vol 643.

— Grenoble. Frais et dépens 927, 928.

2 Cass. Privil. et hypoth. V. 2 mai.

— Bruxelles. Peine 362.

— Rennes. Contrat de mar. 344.

— Civ. Instr. crim. 257.

3 Ord. Ordres civ. et milit. 190; Org. instr. publ., p. 1347; Pension, p. 754.

Mars.

4 Bruxelles. Acquissement 582; Cassation 68 c., 1430 c.; Chose jugée 216-20.

— Liège. Faillite 619.

— Riom. Arbitr. 699 c., 1119 c., 1120 c., 1154.

— Circ. Voirie par terre 1976.

5 Cass. Privil. et hypoth. 423-10, 640 c., 2403 c.

— Liège. Dispositions entre vifs 3432-30.

Mars.

- 18 Cons. d'Ét. Frais et dépens 1212. — Marche de fourn. 141-50. — Mise en Jugem. 199-10. — Prises marit. 197, 198-20 c., 235-30, 238-40. — Procès marit. 61-20 c., 141-20, 262 c.
- 19 Cass. Avocat 339. — Biens 52; Enreg. 2874-10; Mines 763 c.; Privil. et hypoth. 834 c.; Transcription 2068 c.; Commune 2270; Propriété 349 c.
- Douai. Mariage 626.
- Paris. Dépôt 72-40 c., 261-20; Jugem. 136-30.
- 20 Cass. Cautionn. 40. — Enreg. 5478, 5773. — Prét à int. 215. — Bruxelles. Faillite 267-30. — Toulouse. Disposit. entre vifs 2736-20 c., 2742-50.
- Cons. d'Ét. Tierce-opposition 289-30.
- 21 Ord. Hospices, p. 71; Org. instr. publ., p. 1347; Secours instr., p. 771.
- Paris. Minorité 765.
- Rennes. Org. milit. 405.
- Riom. Vente publ. d'imm. 1083-10, 1240-30, 1253, 1282.
- 22 Cass. Complice 36-50; Vol 282 c., 286. — Contrav. 188 c., 412; Forêts 612 c. — Jugem. 765.
- Colmar. V. 22 mai 1816.
- Riom. Prescript. civ. 1083.
- Circ. Prisons 20, 45, 94.
- 23 Ord. Acte de l'état civ. 24; Archives 52.
- 25 Cass. Cassation 337 c.; Privil. et hypoth. 1499-40, 1503 c.
- Paris. Appel civ. 748 c.; Exploit 643 c.; Jugem. p. défaut 269-30; Minorité 757.
- 26 Ord. Ordres civ. et milit. 189, 199, 262.
- Colmar. Servitude 820-10, 845 c., 1041 c.
- 27 Ord. Octroi, p. 16; Organ. instr. publ., p. 1318; Pension, p. 755.
- Cass. Contrat de mar. 224 c., 235 c.; Disp. entre vifs 2033-10, 2059-20 c.; Normandie 56 c. — Disposit. entre vifs 461, 3017, 3115.
- Bruxelles. Faillite 1209 c., 1220; Obligat. 2693-20 c.; 2745 c.
- Limoges. Jugem. p. défaut 127-40.
- 28 Loi. Dom. anapag. 27.
- Cass. Compét. crim. 652. — Dem. nouv. 241. — Instr. crim. 1188, 1839-40; Quest. préjudic. 206.
- Cons. d'Ét. V. 18 mars.
- 29 Cass. Défense 131.
- Besançon. Ordre 823-20, 1257 c.
- Grenoble. Contrat de mar. 3975.
- Riom. Surenchère 193-30.
- 30 Cass. Cassation 423. — Compét. crim. 78; Instr. crim. 859-30 c.
- La Haye. Cassation 206.
- Metz. Disposit. entre vifs 3780, 3782 c. — Vente 1131, 1319 c., 1329 c., 1394.
- Rennes. Oblig. 4170.
- 31 Cass. Instr. crim. 2266, 2844; V. 31 mai 1816.

Avril.

- 1 Cass. Contrainte p. corps 557. — Enreg. 4499 c., 4518. — Ordre 893 c., 894-20.
- Bourges. Exploit 136.
- Toulouse. Privilèges et hypoth. 1598-20.
- Circ. Commune 176.
- 2 Ord. Culte, p. 712.
- Cass. Disposit. entre vifs 1811; Succès 667-20.
- Paris. Contrat de mar. 2147.
- Riom. Privil. et hypoth. 2521.
- Décis. Octroi 269.
- 3 Arrêté. Avocat 76, 156.
- Cass. Disposit. entre vifs 331-50, 3305-40 c. — Domicile 25. — Prêt à int. 31-10-20-30, 33 c.
- Bruxelles. Vente 609 c., 696.
- Colmar. Mariage 925; Ordre 464, 478, 926 c.
- Limoges. Jugem. 608-20.

Avril.

- 4 Cass. Instr. crim. 351-50, 1480-30, 2085-30; Témoign. 214-40, 525, 618.
- Bruxelles. Minorité 453-10.
- Grenoble. Vente publ. d'imm. 1890-10.
- 5 Cass. Deg. de jurid. 674. — Forêts 757-20. — Renvoi 194-10 c.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3035.
- 6 Agen. Succès. 491-10, 506 c.
- Bruxelles. Acte de comm. 354.
- Paris. Oblig. 1867.
- 8 Circ. Org. marit. 554-170.
- 9 Cass. Arbitr. 529, 535 c.; Compét. comm. 312 c.; Mariage 959. — Disposit. entre vifs 1057. — Société 961.
- 10 Cass. Arbitr. 529, 530 c., 535 c.; Compét. comm. 312 c. — Enreg. 5117.
- 13 Ord. Org. milit., p. 1882.
- Cass. Instr. crim. 3184-10. — Org. judic. 658 c., 659. — Serment 210.
- 15 Bruxelles. Enquête 610.
- Rennes. Avoué 142.
- 16 Bruxelles. Oblig. 2265 c. — Vente publ. d'imm. 1217-10.
- 17 Cass. Enreg. 191 c., 669, 4761, 4764 c., 5041 c.; Oblig. 281. — Exploit 212, 685 c. — Oblig. 2857. — Référé 43 c.
- 18 Ord. Prises marit. 264-20; Serment, p. 7.
- Cass. Crimes contre les person. 29; Tentative 88-20, 89-10 c. — Instr. crim. 1138.
- Bruxelles. Arbitr. 1162 c.; Expert. 345. — Faillite 865, 867 c.
- Rennes. Enquête 489, 567, 610 c.
- Cons. d'Ét. Compét. admin. 35 c.; Nom 59 c., 74. — Compét. admin. 165-20, 306. — Dom. nat. 33.
- Emigré 214-60, 404-40. — Frais et dép. 1213. — Hospices 92-30. — Louage adm. 208. — Mise en Jugem. 300-70, 213-30; Propriété féod. 444-20. — Vente administr. 60. — Voirie p. terre 1566 c., 1612-10. — V. 20 mars 1816.
- 19 Cass. Appel crim. 194 c., 198, 285 c.; Instr. crim. 131-20 c. — Vol 113-30.
- Avis Cons. d'Ét. Impôts dir. 390.
- 20 Cass. Appel crim. 177 c.; Enreg. 4334; Procès-verb. 184-30 c. — Instr. crim. 1210-10, 1371, 1455, 3195, 2496-40, 3003. — Presse-outr. 541. — Vol 431-30, 434.
- Paris. Contrat de mar. 1109.
- Acte du gouvernement anglais. Disposit. entre vifs 309.
- 21 Loi. Lettres patentes, p. 12.
- Rennes. Droit marit. 63.
- 22 Liège. Effets de comm. 459-30.
- Paris. Emigré 228 c.; Succès. 683.
- Rennes. Vérif. d'écrit. 75-30, 76. — Instr. Enreg. 4108.
- 23 Cass. Cassation 119. — Commission. 120, 144; Société 931 c. — Enregistr. 2573, 2574 c., 2575 c. — Jugem. par défaut 41-10, 411-10.
- Bruxelles. Jugem. 323-120.
- Grenoble. Loi 240-20.
- Riom. Désistement. 133-20.
- 24 Cass. Appel civ. 1091. — Confit 26-40; Propriété féodale 223-30. — Jugem. 58-70.
- Rouen. Contrat de mar. 224 c., 243; Disposit. entre vifs 2384-20 c.
- Toulouse. Péremption 203.
- Cour d'ass. de la Seine. Compét. crim. 108.
- 25 Cass. Instr. crim. 1371, 1455, 1501-20, 1797-10, 2266, 2691. — Jugem. 805-40. — Vol 364.
- Liège. Exploit 230-10.
- 26 Cass. Forêts 747. — Témoign. faux 32, 85-20 c. — Voirie 366-10.
- Bruxelles. Obligat. 3841 c.; Vente 80.
- Colmar. Privil. et hypoth. 390.
- Liège. Deg. de jurid. 252.

Avril.

- 26 Metz. Enreg. 5685; Frais et dépens 935 c.
- Riom. Enquête 220.
- 27 Bruxelles. Louage 527-10. — Vente publ. d'imm. 1550.
- Riom. Contr. par corps 986.
- Rouen. Contr. de mar. 1798.
- 28 Loi. Absence 340; Acte de l'état civil 109 c.; Affich. 131; Avocat 524; Bois et charbons 34, 35; Bourse de comm. 117; Cautionnem. de fonct. 19; Commission. pris. 9; Contrib. indir., p. 410; Douanes, 581; Emigré, p. 474; Enreg. 31, 6063; Forêts 104; Gendarme, p. 477; Marché de fourn. 5-130, 161-30; Mat. d'or et d'argent, p. 482; Mines, p. 636; Noblesse 33; Notaire, p. 590; Nuit 2; Obligation, p. 56; Octroi, p. 16; Office 53 s., p. 110; Offic. publ. 24 c.; Organ. administr. 118-80, 367-10-30, 374-10, 375-70, 406-360-270-280; Org. colon. 89, 135, 191; Org. de l'Algérie 678; Organ. instr. publ., p. 1348; Presse-outr., p. 406; Privil. et hypoth. 541, p. 49; Procès-verb. 374 s., 384 s.; Requisition 12, 13; Sel, p. 861; Sucre 44; Traitement. 24, 37; Transcription. hypoth. 670, 689; Trés. publ. 1130; Vente publ. de meubles 6 c.; Voirie p. eau, p. 733.
- Cass. Mise en Jugem. 328.
- Rennes. Deg. de jurid. 448-90.
- Decis. Enreg. 2669.
- 29 Liège. Louage 371.
- Rennes. Saisie-arrest 255 c., 263-10.
- Instr. Enreg. 3609.
- 30 Ord. Boucher 137; Cautionnem. de fonctionn. 20.
- Bruxelles. Cautionnem. 32, 181 c.; Privil. et hypoth. 1924.
- Colmar. Obligat. 665-30.
- Montpellier. Louage 22.
- Instr. Enreg. 121.
- 1 Loi. Bourse de comm. 118.
- Cass. Cassation 1404-20; Contrat de mar. 4299-20; 4307-10. — Enreg. 2142, 5833. — Rentes const. 202.
- Bordeaux. Vente publ. d'imm. 509 c., 561-10.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3517.
- Cons. d'Ét. Cautionn. de fonct. 20; Notaire, p. 590. — Emigré 215-60, 409-10, p. 474. — Enreg. 6065-10. — Impôts dir. 575, 658-20. — Marche de fourn. 11, 84-20, 87-20 c. — Notaire, p. 590. — Ordre 292-30 c. — Pension, p. 755. — Prises marit. 261, 272, 273, 329-30. — Privil. et hypoth., p. 49; Transcription. hypoth. 669. — Trésor publ. 1148, 1201. — Vente publ. meub. 5.
- Circ. Douanes 159, 199; Mise en Jugem. 178.
- 2 Cass. Cassation 2137 c. — Forfait. 191-10. — Instr. crim. 1445, 1450, 1746-20, 2999, 3003, 3660. — Obligat. 4198-10. — Privil. et hypoth. 1527-10. — Tentative 89-20-30. — Vente 1084.
- Paris. Compét. comm. 473. — Prescript. civile 1080 1114; Privil. et hypoth. 2401-30 c., 2406-10.
- 3 Ord. Ordres civ. et milit. 110.
- Bruxelles. Org. judic. 683.
- Metz. Succès. 992.
- Riom. Jugem. par défaut 271-10. — Péremption 343.
- Rouen. Disposit. entre vifs 198 c., 207 c., 309.
- Circ. Impôts Indir. 260-30, 269; Passe-port 21.
- 4 Paris. Disposit. entre vifs 1607, 1615 c. — Vente 1174, 1177-20 c.
- Circ. Org. milit. 508.

Mai.

- 1 Loi. Bourse de comm. 118.
- Cass. Cassation 1404-20; Contrat de mar. 4299-20; 4307-10. — Enreg. 2142, 5833. — Rentes const. 202.
- Bordeaux. Vente publ. d'imm. 509 c., 561-10.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3517.
- Cons. d'Ét. Cautionn. de fonct. 20; Notaire, p. 590. — Emigré 215-60, 409-10, p. 474. — Enreg. 6065-10. — Impôts dir. 575, 658-20. — Marche de fourn. 11, 84-20, 87-20 c. — Notaire, p. 590. — Ordre 292-30 c. — Pension, p. 755. — Prises marit. 261, 272, 273, 329-30. — Privil. et hypoth., p. 49; Transcription. hypoth. 669. — Trésor publ. 1148, 1201. — Vente publ. meub. 5.
- Circ. Douanes 159, 199; Mise en Jugem. 178.
- 2 Cass. Cassation 2137 c. — Forfait. 191-10. — Instr. crim. 1445, 1450, 1746-20, 2999, 3003, 3660. — Obligat. 4198-10. — Privil. et hypoth. 1527-10. — Tentative 89-20-30. — Vente 1084.
- Paris. Compét. comm. 473. — Prescript. civile 1080 1114; Privil. et hypoth. 2401-30 c., 2406-10.
- 3 Ord. Ordres civ. et milit. 110.
- Bruxelles. Org. judic. 683.
- Metz. Succès. 992.
- Riom. Jugem. par défaut 271-10. — Péremption 343.
- Rouen. Disposit. entre vifs 198 c., 207 c., 309.
- Circ. Impôts Indir. 260-30, 269; Passe-port 21.
- 4 Paris. Disposit. entre vifs 1607, 1615 c. — Vente 1174, 1177-20 c.
- Circ. Org. milit. 508.

Mai.

- 6 Cass. Effets de comm. 172 c.; Oblig. 4118-20, 4148 c. — Privil. et hypoth. 542-20.
- 7 Cass. Rourse de comm. 389 c.; Cautionn. de fonct. 74; Privil. et hypoth. 572 c., 857-10. — Usage 514 c., 597.
- Paris. Contrat de mar. 1289.
- Rennes. Monnaie 61-40; Prêt à int. 132-10 c.; Oblig. 2096-20, 4209 c.
- 8 Loi. Lois codifiées 5; Séparat. de corps, p. 899.
- Ord. Cautionnem. de fonct. 20; Douanes, p. 584; Trés. publ., p. 1131.
- Cass. Cassation 2175; Règlement. de juges 24 c. — Enquête 167.
- Besançon. Désistement. 133-20.
- Bruxelles. Biens 226; Disposit. entre vifs 3710-10 c.
- Limoges. Exploit 374-10.
- Metz. Effets de comm. 579.
- Circ. Hospices 308.
- Lettre. Douanes 795.
- 9 Ord. Conseil d'Ét. p. 186; Org. administr., p. 608.
- Cass. Chose jugée 186-10. — Commission. 195. — Effets de comm. 461-10. — Instr. crim. 1478, 1481 c., 1943, 2034; Tentative 93-10 c., 94 c., 103.
- Rennes. Org. milit. 405.
- 10 Cass. Appel crim. 266.
- Bourges. Ordre 948-30.
- Bruxelles. Acte de notor. 4; Loi 117 c.
- 11 Colmar. Vente publ. d'imm. 1498-20.
- Limoges. Vente publ. d'imm. 1940-20.
- Paris. Contrat de mar. 233 c., 247 c., 271; Oblig. 3878-20 c., 3931 c. — Paternité 328.
- 14 Cass. Douanes 140 c.; Privil. et hypoth. 543, 544 c. — Enreg. 5527. — Impôts indir. 348-30. — Substitut. 125.
- 15 Ord. Ordres civ. et milit. 190.
- Cass. Cassation 71 c.; Servitude 1084. — Disposit. entre vifs 4596, 4658.
- Douai. Paternité 466-10.
- Liège. Exploit 415-40 c.
- Paris. Exploit 373-30 c.; Privil. et hypoth. 953, 2171-20-30 c.; Vente 1124-20 c.
- Circ. Vagabondage 144.
- 16 Ord. Ordres civils et milit. 190.
- Org. instr. publ., p. 1348.
- Cass. Compét. comm. 343, 354 c. — Honor. 5. — V. 6 mai.
- Angers. Succès. 67.
- Bruxelles. Contrainte p. corps 923-30.
- 17 Cass. Cassation 566. — Forêts 1113.
- Bruxelles. Désistement. 124 c., 148. — Except. 61.
- Colmar. Chose jugée 166-40 c.; Faux incid. 61-20.
- Metz. Contrainte p. corps 594-20, 596 c.
- Cons. d'Ét. Compét. administr. 157 c.; Nom. de l'Ét. 203-40. — Traitement 67.
- 18 Colmar. Acquiesc. 235 c., 833; Minorité 824 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 4472 c.
- 20 Limoges. Demande nouv. 208.
- Nancy. Paternité 675 c., 727 c., 733-10.
- Riom. Absence 522.
- 21 Cass. Enreg. 5478. — Vente publ. d'imm. 934-50 c., 1994-30.
- Bordeaux. Vente publ. d'imm. 521.
- Paris. Vente publ. d'imm. 2182-10.
- 22 Ord. Dom. extrad. 39, 48; Enregistr. 31; Frais, p. 67; Gendarme, p. 477; Oblig., p. 56; Ordres civils et milit. 110; Org. colon. 89 c.; Organ. marit., p. 1676, 1677; Présence, p. 378; Trésor publ. 214, p. 1131.
- Cass. Cassation 92 c.; Jugement 235-10; Reg. civ. 70 c., 116 c. — Vente 685-10; V. 23 mai.
- 23 Cass. Exploit 701-10. — Vente 857 c.; V. 22 mai.
- Orléans. Saisie-exéc. 336 c.

Mai.

- 24 Ord. Privil. et hypoth., p. 49.
- Cass. Instr. crim. 1210-20.
- Bruxelles. Enquête 611.
- 25 Ord. Dom. extrad. 41.
- Cass. Compét. crim. 419-20. — Instr. crim. 124-20.
- Lyon. Effets de comm. 752; Exploit 366-20 c.; Jugem. p. def. 282 c.
- Metz. Oblig. 3494.
- Riom. Conciliat. 229. — Privil. et hypoth. 1145.
- 27 Cass. Privil. et hypoth. 1515-40, 2435.
- Paris. Surenchère 127.
- Toulouse. Contrat de mar. 4289.
- Cons. d'Ét. Dem. nouv. 266-10; Vente administr. 290. — Eau 513-70. — Forêts 1803. — Jug. p. def. 521. — Marché de fourn. 114-10-20, 119-10, 134-10. — Mise en Jugement 196-90, 230-10, 296-320. — Prises marit. 32, 44, 142 c. — 221. 276. — Propriété 378. — Tierce-opposit. 264. — Trésor publ. 421-10, 454, 944, 1115-10. — Voirie par terre 285, 303, 1449-10.
- 28 Arrêt. Bois et charb. 129.
- Cass. Cassation 516 c.; Commune 2043 c., 2208. — Enreg. 6167; Jugem. 552-40 c.; Mat. somm. 43-80.
- Bruxelles. Privilèges et hypoth. 1476-20, 1603-20, 2365-10, 2453.
- 29 Ord. Bourse de commerce 119; Culte, p. 712; Office, 83 s., p. 110; Org. marit., p. 1677; Trésor publ., p. 1132.
- Cass. Enreg. 1284.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 3593.
- La Haye. Enreg. 2346.
- Lyon. Exploit 625-10.
- Orléans. Deg. de jurid. 95.
- 30 Cass. Tentative 89-70-80.
- Angers. Oblig. 4117-10, 4184 c.
- Bordeaux. Mariage 929; Obligat. 2527-10 c.
- Rennes. Bornage 27.
- Instr. Passeport 8, 13, 14, 16, 17, 18, 33, 39.
- 31 Cass. Contrainte p. corps 632 c.; Instr. crim. 550, 551 c.; Jug. d'av. dire droit 87 c.; Mariage 794-40 c. — Instr. crim. 1636-40; V. 31 mars 1816.
- Bruxelles. Ex. p. 125.
- Paris. Vente 885.
- Riom. Vente publ. d'imm. 1180-10, 1520-10 c.
- 1 Cass. Deg. de jurid. 674.
- Bordeaux. Obligat. 2344, 2345 c.
- Douai. Obligat. 3099-30.
- 2 Angers. Faillite 344.
- 3 Instr. Enreg. 4886, 4952, 4953, 5029.
- 4 Liège. Arbitr. 184.
- Toulouse. Privil. et hypoth. 881.
- Cons. d'Ét. Acquiescem. 925; Dom. de l'Ét. 219; Emigré 214-20 c. — Commune 1546. — Confit 49, 219. — Cons. d'Ét. 232; Jugem. par défaut 521; Tierce-opposit. 299-20. — Eau 183. — Hospices 92-20, 454-20. — Prises marit. 260, 267. — Requête civ. 267, 220-10, 281.
- 5 Ord. Culte, p. 712; Droit civ., p. 42; Ordres civ. et milit. 197 c.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 1537.
- Colmar. Cautionnem. 263 c.; Transaction 114.
- Solut. Enreg. 834.
- 6 Cass. Complice 157-40. — Vol 178.
- Bruxelles. Faillite 83.
- Circ. Commune 759 c.
- 7 Cass. Instr. crim. 2001-10. — Presse-outr. 645.
- Rennes. Absence 343; Action possess. 511 c.; Deg. de jurid. 580-30 c.

Juin.

- 1 Cass. Deg. de jurid. 674.
- Bordeaux. Obligat. 2344, 2345 c.
- Douai. Obligat. 3099-30.
- 2 Angers. Faillite 344.
- 3 Instr. Enreg. 4886, 4952, 4953, 5029.
- 4 Liège. Arbitr. 184.
- Toulouse. Privil. et hypoth. 881.
- Cons. d'Ét. Acquiescem. 925; Dom. de l'Ét. 219; Emigré 214-20 c. — Commune 1546. — Confit 49, 219. — Cons. d'Ét. 232; Jugem. par défaut 521; Tierce-opposit. 299-20. — Eau 183. — Hospices 92-20, 454-20. — Prises marit. 260, 267. — Requête civ. 267, 220-10, 281.
- 5 Ord. Culte, p. 712; Droit civ., p. 42; Ordres civ. et milit. 197 c.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 1537.
- Colmar. Cautionnem. 263 c.; Transaction 114.
- Solut. Enreg. 834.
- 6 Cass. Complice 157-40. — Vol 178.
- Bruxelles. Faillite 83.
- Circ. Commune 759 c.
- 7 Cass. Instr. crim. 2001-10. — Presse-outr. 645.
- Rennes. Absence 343; Action possess. 511 c.; Deg. de jurid. 580-30 c.

Juin.

Reunes. Commune 1598. — Contrat de mar. 2552.
 Cass. Action possess. 41. — Faux 54 c., 71 c.; Obligat. 3030 c., 214-19, 4956-19-20 c., 5030-19 c.
 Colmar. Vol 133.
 Reunes. Appel civ. 968 c. — Péremption 154, 209-10 c., 287 c., 292 c.
 Ord. Cantonement. de fonct. 20; Consul. p. 261; Douanes, s. 584; Emigré, p. 474; Impôts indir. p. 518.
 Cass. Acte 6 c. — Disposit. entre vifs 1179 c., 1488 c., 1512.
 Cass. Prescript. civ. 688-30.
 Angers. Vente 445, 1223-29.
 Besançon. Expert. 224 c. — Péremption 202 c., 234.
 Colmar. Vente 1445-20.
 Metz. Exploit 635-20.
 Paris. Arbitr. 1859.
 Paris. Minist. publ. 337.
 Cass. Compét. crim. 652; Instr. crim. 431 c., 2732, 2907, 3243, 3434. — Effets de comm. 188. — Minist. publ. 49-50. — Peine 334.
 Cass. Amnistie. 12, 139 c.; Prescript. crim. 108 c. — Complice 67 c. Crimes contre les personnes 35-40, 129. — Jugem. 512-20. — Vol 237.
 Bruxelles. Disp. entre vifs 256.
 Grenoble. Prescript. civ. 613.
 Colmar. Ordre 131.
 Reunes. Acquiescem. 604 c.
 Cir. Douanes 581.
 Reunes. Expert. 139.
 Rouen. Rentes constitut. 97-20 c., 170-80 c., 193-20.
 Cass. Action possess. 664, 727 c. — Appel incid. 22 c.; Disposit. entre vifs 211, 3036 c. — Arbitr. 949 c., 1290.
 Cass. d'Etat. V. 20 mars 1816.
 Cir. Douanes 511.
 Cir. Douanes 136-10.
 Vol. Amnistie. p. 512; Impôts indir. 160; Sel. p. 861.
 Cass. Cassation 82 c., 1990; Jugem. 1022-50. — Contr. p. corps 143. — Culte 760; Frais et dépens 1025-10.
 Cir. Prescript. civ. 1089-30.
 Cass. Chose jugée 573; Témoin 545-10. — Commune 1833. — Instr. crim. 1558, 1684-20, 1712, 1812.
 Cir. Louage d'ouv. 28.
 Cass. d'Etat. Commune 1401-10. — Compét. administr. 48 c.; Hospices 288, 374. — Compét. administrat. 153 c. — Conseil d'Etat 124-40; Eau 475-80, 518-14. — Forêts 987 c. — Hospices 462. — Manuf. 26-10.
 Ordon. 83-10, 327 c. — Pêche fluviale 66-20. — Trav. publ. 516-10.
 Reunes. Arbitr. 689, 734 c. — Commune 1396; Jug. 298-50.
 Cir. Mines 414-20.
 Cir. Témoin. faux 112.
 Bruxelles. Exploit 183-20, 334-40 c.
 Cir. Privil. et hypoth. 2200, 2303.
 Montpellier. Attentat aux mœurs 143.
 Cass. Appel civ. 1084; Cassation 1871. Effets de com. 506-40 c. Rentes. Acquiescem. 142.
 Douane. Contrat de mar. 4259.
 Cir. Contrat de mar. 3439 c., 1212; Loi 442-10 c.
 Cir. Disposit. entre vifs 240.
 Cir. Contrat de mar. 223 c.; Octroi 76 c.; Privilèges et hypoth. 4075, 1370 c.
 Douane. Jugem. 680-20 c. — Vente publ. d'imm. 1217-40.
 Cir. Commiss. - preneur 9; Notaire. p. 599; Trés. publ. p. 1132; Uniforme - costume 17-60, 43.
 Cir. Agric. 19.
 Cir. Chose jug. 34-10 c.; Vente 1172 c., 1212.

Juin.

26 Besançon. Exploit 264.
 Colmar. Dépôt 189; Obligat. 5117 c.
 Dijon. Obligat. 5455.
 Delib. Enreg. 2568, 2576.
 27 Cass. Compét. crim. 596, 598. — Instr. crim. 1389.
 Bordeaux. Droit marit. 1198.
 Bruxelles. Jugem. p. déf. 130-30.
 Grenoble. Mandat 121-10.
 Paris. Prescript. civ. 1096-10; Prêt à inter. 61.
 28 Cass. Complice 130, 135 c. — Témoin 118-20. — Usufruit 737 c.; Vente 164 c., 166. — Vol 254.
 Cir. Org. administr. 754.
 29 Cass. Crimes contre les personnes. 181. — Instr. crim. 3154-30. — Serment 176. — Vol 773.
 Rennes. Deg. de jurid. 170; Jug. d'av. dire droit 28-170; Oblig. 4666-20 c.
 30 Limoges. Mariage 800 c.; Vente publ. d'imm., v. 31 janv.

Juillet.

1 Bourges. Conciliat. 299-20; Contrat de mar. 1350 c.; Scellés 205.
 Douai. Responsab. 323, 332 c.; Obligat. 3678 c.
 Grenoble. Saisie des rentes 53.
 Decis. Enreg. 4994.
 Delib. Enreg. 4300.
 2 Ord. Secours publ., p. 774.
 Cass. Enreg. 3174. — Vente publ. d'imm. 1571-10.
 Bruxelles. Privil. et hypoth. 1405-10.
 Rennes. Jugem. 163-180, 236-200.
 3 Ord. Absence 636; Bourse de comm. 121; Corse 2, p. 498; Cour des comptes 510; Dépôt 249; Douanes, p. 584; Notaire, p. 590; Oblig., p. 56, 57; Office 85 s., 110; Ordre 115, 565, 572, 1176; Ordres civ. et milit. 189; Org. colon. 89; Trés. publ. 469, p. 1133.
 Cass. Requête civ. 221.
 Metz. Faux inc. 82-20.
 Montpellier. Tierce-opposition 150-20.
 Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 245-10. — Dom. de l'Etat 398-10. — Emigré 405-200. — Jugem. 934. — Prises marit. 135-20, 147, 237, 238-19 c. — Voirie par terre 2229.
 4 Ord. Voie publ. 6-80.
 Cass. Bigamie 54. — Commission. 504. — Prescript. civ. 265. — Recusation 63-20, 176; Renvoi 71-10. — Vol 285.
 Montpellier. Org. milit. 399.
 Paris. Contr. par corps 544 c., 599.
 Rennes. Société 503.
 5 Cass. Appel crim. 168. — Instr. crim. 2971-20, 3562-30. — Prescript. crim. 169.
 Limoges. Contrat de mar. 3503. — Dom. de l'Etat 365 c.; Exploit 518-10, 627 c.
 Rennes. Expert. 281-10.
 6 Decr. Propri. littér. 119 c.
 Bruxelles. Mariage 301, 724-50.
 Grenoble. Privil. et hypoth. 1027 c.
 Toulouse. Surenchère 111.
 9 Cass. Interdict. 220-20. — Mariage 314.
 10 Ord. Monument 4 c.; Ordres civ. et milit. 110.
 Cass. Acte 6 c. — Compét. civ. trib. d'arr. 219; Conclusion 72 c.; Verificat. d'écrit. 72 c. — Douanes 579, 768. — Success. 499.
 Metz. Date 16 c.; Disposit. entre vifs 2679-20, 2777-30.
 Cir. Douanes 286.
 11 Cass. Disposit. entre vifs 3045. — Faillite 1459-30. — Instr. crim. 1315, 3159. — Org. judic. 683. — Société 1048.
 Bruxelles. Disposit. entre vifs 3129-10.

Juillet.

11 Grenoble. Acquiescem. 257. — Contrat de mar. 3500-10.
 12 Cass. Instr. crim. 1983-20, 2351, 3184-50. — Quest. pre-judic. 125-10.
 Angers. Privil. et hypoth. 1123-10.
 Caen. Privil. et hypoth. 1292.
 Colmar. Privil. et hypoth. 433; Vente, V. 12 juin.
 Grenoble. Jugement par défaut 372-10, 421-20.
 Liège. Vente publ. d'imm. 589.
 Rennes. Droit marit. 328, 477, 424, 429, 537, 538, 541 c., 560, 582 c.
 Decis. Douanes 63, 65.
 Instr. Enreg. 4991.
 Lettre. Droit marit. 425.
 13 Rouen. Saisie-arrest 43.
 Toulouse. Domicile 136.
 14 Bruxelles. Mariage 481.
 Règlement. Serment, p. 7.
 15 Bordeaux. Vente viagère 98-10.
 Paris. Effets de comm. 131.
 16 Cass. Appel incid. 22 c.; Tierce-opposit. 159 c.; Vente 1737 c., 1743. — Obligat. 2307.
 Colmar. Vente publ. d'imm. 1359-10.
 Limoges. Appel civ. 453.
 Trèves. Deg. de jurid. 830.
 17 Ord. Chasse 11; Garde nat., p. 294; Gendarmerie, p. 477; Privil. et hypoth., p. 49; Trav. publ. 644-20.
 Cass. Action possess. 477 c., 522 c. Prescript. civ. 958; Usufruit 94 c. — Date 6 c.; Disposit. entre vifs 2795. — Force majeure 10-50.
 Colmar. Chose jugée 200-10, 211-10 c.
 Dijon. Contrat de mar. 353.
 Limoges. Desistement. 157.
 Orléans. Deg. de jurid. 637.
 Rennes. Contrat de mar. 1642 c., 1681; Exploit 80-20.
 Cons. d'Etat. Compét. administr. 53 c. — Cons. d'Etat 165, 216. — Cour des comptes 54-40. — Trés. publ. 902-20 c., 904. — Emigré 205-20. — Enreg. 5649. — Frais et dépens 1195; Tierce-opposition 299-10. — Louage administr. 20-30; Voirie p. eau 578-10-20. — Prises marit. 127-20, 238-30, 243, 254 c., 355, 287.
 Instr. Minist. publ. 354.
 Règlement. Org. marit. 282, 402, 404, 642, 668, 683, 684, 693, 697, 706, p. 1677.
 18 Cass. Adopt. 126. — Complice 125. — Loi 128-40. — Louage 832.
 Besançon. Compét. 156 c., 169.
 Rennes. Disposit. entre vifs 2870-50, 3144-40.
 19 Ord. Douanes, p. 585.
 Cass. Compét. crim. 650; Instr. crim. 1131 c. — Complice 69. — Instr. crim. 1642, 3416-20.
 Bordeaux. Saisie-exéc. 290.
 Bruxelles. Dispositions entre vifs 2912-50.
 20 Amiens. Vente publ. d'imm. 234.
 Bruxelles. Témoin 175-10.
 Douai. Tierce-opposit. 5-10, 236.
 Rennes. Jugem. par défaut 107.
 21 Cass. V. 26 juillet.
 Rennes. Désaveu 43; Faux incid. 11, 39, 42, 75 c.
 22 Arrêté. Mines 414-20.
 Cass. Jugem. 1049-80 c.; Privil. et hypoth. 3008.
 Bruxelles. Instr. crim. 3126. — Vol 640.
 Cir. Monument 13.
 23 Cass. Acquiescem. 481 c.; Deg. de jurid. 578-30; Louage 339-20 c. — Action possess. 344.
 Besançon. Jugem. d'av. dire droit 24-40.
 Cir. Douanes 65; Impôts indir. 277.
 Decis. Douanes 65.

Juillet.

24 Ord. Armes, p. 426; Garde champêtre, p. 267; Garde nat., p. 294; Org. milit., p. 1882; Trés. publ., p. 1133.
 Cass. Contrat de mar. 727 c., 826 c., 827 c. — Instr. crim. 1800. — Vente 650.
 Bruxelles. Mandat 19.
 Montpellier. Exploit 68-70.
 25 Ord. Aliéné 26.
 Cass. Instr. crim. 3159, 3191-40, 3579. — Témoin 214-20.
 Grenoble. Success. 1174.
 Paris. Faillite 603-10.
 26 Ord. Culte, p. 712.
 Cass. Instr. crim. 1671-10, 1676-10, 1733, 2073-10.
 Dijon. Contrat de mar. 1922. — Mariage 810-30.
 Rennes. V. 16 juillet 1814.
 Decis. Notaire 570.
 27 Ord. Echelles du Levant 7.
 Cass. Success. 2188, 2296.
 Angers. Obligat. 5015-30; Vente 1682 c.
 Bruxelles. Disposit. entre vifs 2742-20. — Effets de comm. 512, 520 c.
 Colmar. Disposit. entre vifs 2226.
 Liège. Dem. nouv. 143-30; Privil. et hypoth. 1515-30.
 Limoges. Domicile 52-60; Exploit 218-30.
 29 Cass. Enregistr. 2153, 2203-10, 2212 c.
 Douai. Deg. de jurid. 252, 258-30 c.; Success. 713, 776. — Obligat. 3226.
 Rennes. Paternité 620-40.
 30 Cass. Contrat de mar. 858; Jugem. 308-30. — Enreg. 5318.
 Grenoble. Peremption 143.
 Liège. Cassation 648.
 Paris. Société 1662. — Success. 819.
 31 Ord. Org. marit. 554-160, p. 1678; Sel, p. 841.
 Cass. Dispositions entre vifs 661, 1601 c. — Dom. engag. 86 50. — Effets de comm. 821.
 Grenoble. Ordre 130.
 Paris. Vente publ. d'imm. 2191-10-20.
 Rennes. Commiss. 67; Droit marit. 937 c.

Août.

1 Cass. Cassation 1901. — Chose jugée 88-10; Oblig. 735. — Compét. civ. trib. d'arr. 291. — Faux 43, 427. — Instr. crim. 1422, 2691, 3080-10, 3622-10.
 Rennes. Enquête 198, 559.
 Rouen. Adultère 15.
 2 Ord. Org. instr. publ., p. 1348.
 Cass. Attentat aux mœurs 25 c.; Presse-outrage 859-20, 1381-30 c. — Cassation 644-20 c.; Vol 139-10. — Cassation 1494 c.; Complice 62 c.; Instr. crim. 2526-10, 2811-10.
 Angers. Effets de comm. 181.
 Metz. Faux 235.
 Rennes. Oblig. 3637.
 Cir. Prisons 16.
 3 Reunes. Mandat 219.
 Rouen. Avocat 306 c.; Enquête 261-20.
 6 Rennes. Acte de l'Etat civ. 373. — Instr. Trav. publ. 195.
 7 Riom. Acquiescem. 117; Avocat 368 c.
 Cons. d'Etat. Commune 542; 2292, 2306, 2407-40; Conflit 73. — Commune 2447. — Compét. administr. 23; Conseil d'Etat 389. — Conflit 49. — Conseil d'Etat 191; Jugem. par défaut 502-10. — Douanes, p. 585. — Emigré 179-150, 401. — Forêts 987 c., 987 c. — Frais et dépens 1206. — Grains, p. 540. — Mise en Jugem. 196-130. — Prises marit. 127-10, 240-30, 262.
 Decis. Impôts indir. 122.
 8 Ord. Douanes, p. 585; Industrie, p. 671; Médecine 194, 195, p. 587.

Août.

9 Cass. Attentat aux mœurs 138 c., 140 c., 148, 152 c.; Cassation 1609-10 c., 1765-40 c.; Privil. et hypoth. 1848. — Compét. crim. 684. — Règlement de juges 167.
 Caen. Usufruit 682 c., 695.
 Decis. Trés. publ. 1158-10.
 10 Paris. Contrat de mar. 451 c.; Privil. et hypoth. 2526.
 12 Besançon. Exploit 63-30.
 Instr. Minist. publ. 355.
 13 Cass. Arbitr. 16; Société 1342-10. — Dispositions entre vifs 264-60; Droit civ. 415, 476 c.; Loi 398-10 c. — Jugem. 318-60. — V. 13 avril 1816.
 Colmar. Compét. civ. 130-30.
 14 Ord. Impôts indir., p. 608; Org. milit., p. 1882; Pêche marit. 56; Pension, p. 755; Sel 48; Traitement 25; Uniforme costume 28.
 Angers. Faillite 722.
 Orléans. Jugem. 617-30.
 Rennes. Domicile 20-30; Saisie-conservatoire 28.
 16 Cass. Cassation 1754. — Instr. crim. 2658.
 Colmar. Louage 457-10 c., 465.
 Grenoble. Ordre 770, 1094-10.
 Metz. Deg. de jurid. 576; Paternité 280.
 Rennes. Effets de comm. 809, 905 c.; Oblig. 5258 c.
 Rouen. Rentes foncières 69-40.
 Toulouse. V. 1822.
 17 Cass. Instr. crim. 1429, 3608, 3702 c.; Serment 180-40.
 Agen. Appel civ. 435. — Surenchère 115-30, 182 c., 263-10.
 Bourges. Arbitr. 1273. — Vente publ. d'imm. 257, 1329-40.
 Decis. Enreg. 458, 4673.
 18 Colmar. Oblig. 1769, 1776 c.
 19 Cass. Enquête 665. — Peremption 143 c., 163-10, 371 c. — Prescript. civ. 1028, 1042 c. — Vices rédhibit. 276 c., 287.
 Bruxelles. Droit marit. 197.
 Caen. Normandie 72.
 Colmar. Effets de comm. 578-20.
 Paris. Frais 497.
 Cir. Patente 335.
 20 Cass. Enreg. 4187. — Exploit 490-20. — Privil. et hypoth. 1002.
 Paris. Commune 2420.
 Cir. Passeport 48.
 Rég. Passeport 5, 62, 64.
 21 Ord. Hospices, p. 71.
 Cass. Délai 93 c. — Privil. et hypoth. 676-10. — Usage 139-10. — Vente 1855.
 Besançon. Avoué 125.
 Bourges. Usage 134.
 Cons. d'Etat. Avocat 38. — Commune 546; Compét. administr. 59 c.; Tierce-opposit. 273-10 c. — Commune 532. — Conflit 43 c., 73; Voirie p. terre 2330-10. — Conseil d'Etat 124-50, 268, 273. — Contrainte administr. 30. — Eau 473-50. — Forêts 1060-20. — Marché de fournil. 98-40. — Mise en Jugem. 200-90, 212. — Nom 64. — Révelations de biens, p. 476. — Vente admin. 59-10, 134, 209-10.
 Decis. Enreg. 4925.
 22 Cass. Adultère 29, 50 c. — Instr. crim. 1623, 2983, 3178-50. — Obligat. 2192-20.
 Orléans. Intervent. 42.
 23 Cass. Enregistr. 2573, 5275 c. — Procès-verb. 393 c., 465 c., 466.
 Paris. Vente publ. d'imm. 117.
 Decis. Présence 17.
 24 Bordeaux. Droit marit. 1198, 2290 c.
 Orléans. Bornage 46.
 Paris. Vente 1104.
 Rennes. Arbitr. 124, 978. — Except. 515; Oblig. 635.
 Rouen. Faux inc. 117-30.
 Decis. Enreg. 713.
 26 Cass. Commune 2223-10. — Douanes 777, 903 c., 906-10 c. — Enreg. 2685. — Instr. crim. 3276-40.

Août.

- 26 Paris. Success. 811.
— Riom. Minorité 645, 646 a.
27 Cass. Enreg. 3350.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2581-30.
— Limoges. Frais et dép. 91-30.
— Paris. Contrat de mar. 1146;
— Vente 1885 c. — Droit civ. 422.
— Poitiers. Commission. 68.
— Décis. Enreg. 4507.
28 Loi. Grains. p. 540.
— Ord. Contravent. 291 c.; Forêts 105.
— Cass. Cassation 1912-50; Oblig. 1264. — Dem. nouv. 186; Jug. d'av. dire droit 68-10. — Enreg. 2134, 2207, 5580 c.
— Colmar. Obligat. 4083-10 c.; Société 1640.
— Paris. Privilèges et hypoth. 516;
— Trav. publ. 643-30 c., 663 c. — Privil. et hypoth. 2364-10.
— Règlement. Forêts 105.
29 Cass. Instr. crim. 3658-10.
— Colmar. Faillite 219-10.
— Rennes. Jugem. p. déf. 372-40;
— Saisie-exéc. 12, 48, 50.
30 Cass. Faux 250, 264. — Instr. crim. 1829-20.
— Bordeaux. Surenchère 144 c., 160-10 c., 183.
— Bourges. Compét. comm. 229;
— Jugem. p. déf. 119-20.
— Circ. Douanes 632.
31 Bourges. Faillite 371-20.
— Riom. Ordre 898 c.; Privil. et hypoth. 1294-10.

Septembre.

- 2 Gons. de guerre. Contumace 25.
— Décis. Douanes 128-80; Enreg. 647.
4 Ord. Org. milit. p. 1882.
— Décis. Impôts indir. 153.
5 Cass. Instr. crim. 1862.
— Gons. d'Etat. Patente 299-30.
6 Cass. Instr. crim. 3683, 3684 a.;
— Serment 164-10, 177-10. — Jugem. 848-10. — Loi 340.
7 Décis. Impôts indir. 187.
9 Ord. Instr. crim. p. 340.
11 Décis. Enreg. 1716; Impôts indir. 278, 295-30, 323.
12 Cass. Cassation 2147 c.; Instr. crim. 1085. — Domm. destr. 199; V. 19 septembre. — Instr. crim. 2789, 3300, 3314-10, 3319-10-20. — Mise en jugem. 36-10.
16 Cass. Forfait. 81 c.
17 Circ. Octroi 411.
— Delib. Enreg. 4300.
18 Ord. Trav. publ. 271, 272, p. 847.
— Instr. Commune 402; Garde champêtre 16.
19 Cass. Cassation 158. — Instr. crim. 2399-10-30.
20 Cass. Instr. crim. 1737-20; Témoign. 602-30.
— Circ. Douanes 348.
— Delib. Enreg. 6018.
21 Bruxelles. Faillite 614-10; Obligat. 3912-10 c.
22 Rennes. Jugem. d'av. dire droit 47-40.
23 Ord. Cautionnem. de fonct. 20;
— Culte, p. 712.
26 Cass. Instr. crim. 3684; Serment 164-10, 177-10.
27 Cass. Faux 114-40. — Frais et dépens 1024, 1029. — Instr. crim. 3175. — Procès-verbal 198-30.
28 Cons. d'Etat. Eau 558-40; Frais et dépens 1201, 1206, 1211-70. — Hospices 58. — Manufact. 86. — Mise en jugem. 196-10. — Vente administr. 274-10, 276, 279, 280. — Voiture par terre 183-10, 1237-10, 1164-20.

Octobre.

- 8 Cass. Grimes contre les personnes 287. — Instr. crim. 1498-30, 1642, 2624-30, 2856, 3171-10, 3531, 3702 a.

Octobre.

- 4 Cass. Appel crim. 168; Compét. crim. 521 c.; Disposit. entre vifs 2520-10; Domm. destruct. 200, 203 c.; Frais et dépens 1190; Instr. crim. 163 c., 951 c., 998-20 c., 2447 c.; Jugem. 1103 c.; Obligat. 4877-10 c.; Quest. préjud. 68 c.
— Instr. Enreg. 4507.
5 Décis. Enreg. 698.
7 Bruxelles. Dem. nouv. 286-30.
8 Avis Cons. d'Etat. Impôts indir. 390.
9 Ord. Cautionnem. de fonct. 20; Huissier 12-40.
— Metz. Contr. par corps 322.
10 Ord. Culte, p. 712.
— Cass. Complice 133, 140 c.; Instr. crim. 3428-10 c.; Tentative 64 c. — Dénonc. calomn. 41 c., 44 c., 55; Instr. crim. 546 c., 548 c., 1957, 3620-10, 3630.
11 Cass. Cassation 740. — Instr. crim. 2131, 2437-30.
12 Cass. Dénonc. calomn. 30-10 c.; Instr. crim. 151-40 c.; Presse-outr. 854 c., 1304. — Instr. crim. 929; Liberté indiv. 25-20. — Serment 183-10.
14 Douai. Règlem. de Juges 90.
— Circ. Douanes 223.
15 Circ. Douanes 793, 795.
16 Ord. Org. milit. p. 1882.
— Décis. Enreg. 4901-30.
17 Cass. Instr. crim. 1753, 3619, 3628, 3710-20, 3757, 3764 c., 3765. Org. judic. 685-30.
— Bruxelles. Privilèges et hypoth. 1160-10.
18 Cass. Commune 659-10 c., 1120.
— Complice 74. — Crimes contre l'Etat 102. — Instr. crim. 3741-20, 3748-20. — Loi 240.
— Circ. Secours publ. 198.
19 Bruxelles. Disposit. entre vifs 3081-10.
— Cons. de guerre. Contumace 25.
21 Rennes. Exploit 635-40.
— Cons. d'Etat. Domm. de l'Etat 219-30 c.
— Circ. Impôts indir. 415.
22 Rennes. Arbitr. 209.
23 Ord. Forêts 105.
— Bruxelles. Saisie-arrest 122.
— Cons. d'Etat. Commune 1672 c., 1908 c., 2417, 2449. Conflit 42. — Dom. nat. 28-20. — Eau 68-20, 509-20. — Emigré 100, 210-60 c.; Forêts 991. — Honor. 12. — Mise en jugem. 198-90, 199-30, 205, 226-30. — Privil. et hypoth. 528. — Vente administr. 24.
— Delib. Enreg. 4789.
24 Paris. Chose jugée 315.
25 Ord. Boucher 22.
— Cass. Dénonc. calomn. 33 c., 58 c., 63 c., 103-10, 111-10 c.; Instr. crim. 547 c. — Tentative 86-20-30.
— Décis. Enreg. 688, 690.
26 Bruxelles. Chose jugée 546-10, 556 c. — Rentes constitut. 175-20.
28 Arrêté. Impôts indir. 437.
— Cass. V. 23 décembre 1816.
— Grenoble. Chose jugée 21 c.; V. Rennes. — Privil. et hypoth. 1253.
— Rennes. Droit marit. 1951; Vente publ. d'imm. 398 c. — Oblig. 3285-30 c.; Prêt à intér. 32-20 c., 184 c.; V. Grenoble. — Vente publ. d'imm. 407-10, 465, 975 c., 1287, 1608.
30 Ord. Douanes, p. 585; Sel 48.
— La Haye. Jugem. p. défaut 161-20.
— Cons. d'Etat. Concess. administr. 54.
— Décis. Impôts indir. 617.
31 Cass. Chose jugée 458. — Commune 1214. — Instr. crim. 1354, 2844, 3465, 3466-10. — Jugem. par défaut 45-30.
— Instr. Acte de l'Etat civ. 471 a.

Novembre.

- 2 Circ. Frais 1104.
5 Ord. Douanes, p. 585; Sel, p. 861.
6 Cass. Notaire 432. — Sel 67.
— Liège. Disposit. entre vifs 250-30.
— Instr. Octroi 42, 63, 64, 72, 73, 80.
— Solut. Impôts indir. 326.
7 Cass. Appel crim. 34; Instr. crim. 850 c.
— Bruxelles. Responsab. 92-40.
— Orleans. Appel civ. 1184.
8 Cass. Compét. crim. 534; Degré de jurid. 681. — Crimes contre les personnes 33; Témoign. faux 81-10. — Faux 374.
— Bruxelles. Effets de comm. 917.
10 Rég. Org. marit. 668.
11 Ord. Douanes, p. 585.
— Cass. Propriété féodale 339.
12 Cass. Cassation 2166. — Deg. de jurid. 561-20. — Disposit. entre vifs 2544-10, 2998-10 c.
— Bruxelles. Saisie-conservatoire 9 c., 18.
— Circ. Instr. crim. 1933.
13 Ord. Annistie, p. 513; Avocat 516.
— Cass. Disposit. entre vifs 490, 2736-30, 2759-20 c., 2770-10, 3781 c., 3886 c., 3887 c.; Enquête 130; Vérificat. d'écrit. 75-10 c., 91 c. — Enreg. 5764, 5771. — Propriété féod. 175.
— Circ. Législation 5.
14 Cass. Disposit. entre vifs 1677-20 c., 4510-20 c., 4659. — Instr. crim. 2063-10-20, 3281-20, 3344. — Loi 340. — Responsabilité 70; V. 18 novembre. — Serment 137.
— Metz. Action 231 c.; Conciliat. 377.
— Rouen. Ordre 934-20.
15 Cass. Compét. crim. 548. — Peine 562.
— Paris. Degré de jurid. 441-20; Vente 1297-20.
16 Ord. Ordres civils et milit. 110.
— Bruxelles. Droit marit. 806.
18 Cass. Success. 787 c. — V. 14 novembre.
— Bruxelles. Saisie-arrest 341-30, 422 c.
19 Cass. Chose jugée 349-20 c. — Contrat de mariage 1924 c., 4309-10, 4304 c.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 545.
— Rouen. Voiture 442.
— Toulouse. Péremption 9.
— Trib. civ. de Lyon. Enreg. 1024.
20 Cass. Appel civ. 873. — Cassation 827, 1184 c., 1149; Signification 82.
— Besançon. Vente publ. d'imm. 501.
— Bourges. Disposit. entre vifs 3044.
— Colmar. Louage 197-10, 217-20.
— Rennes. Désistement 156 c., 159.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 159, 526; Trés. publ. 429-20-40. — Conflit 59. — Demande nouv. 266-20; Emigré 404-50. — Dom. nat. 16-60. — Enreg. 6085.
— Impôts dir. 847. — Mise en jug. 194-70, 203-40, 206-50. — Trés. publ. 440-30, 443, 448-30. — Voirie p. terre 179-10, 1354-90, 2302-10.
— Arr. avoc. Paris. Avocat 205.
— Décis. Impôts indir. 340.
21 Cass. Jugem. d'av. dire droit 28-60. — Procès-verb. 887. — Success. 2176.
— Bruxelles. Jugem. 693-10.
— Liège. Enreg. 4741.
— Riom. Effets de comm. 189.
22 Ord. Douanes, p. 585; Grains, p. 540.
— Cass. Attentat aux mœurs 164 c., 167 c.; Chose jugée 467 c., 471, 491 c.; Complice 36-70 c. — Org. judic. 562. — Peine 232-10. — V. 15 janvier 1816.
— Bruxelles. Défense 249 c.; Enquête 279.
— Paris. Rentes constit. 159 a., 161 c.; Vente 1270-20.
— Rennes. Jugem. 510, 571-40 a.

Novembre.

- 23 Rouen. Disposit. entre vifs 567.
25 Cass. Disposit. entre vifs 690.
— Besançon. Frais et dépens 910.
— Nancy. Servitude 760.
26 Cass. Exploit 281-10 c.; Privil. et hypoth. 641. — Frais et dépens 99-20.
— Paris. Mandat 227-30.
— Rennes. Contrat de mar. 4146; Obligat. 544-30.
— Instr. Enreg. 718.
27 Ord. Douanes 1012; Loi 156-10;
— Org. administr. 221.
— Cass. Commune 2529 c.; Louage administr. 22-10. — Conciliat. 107-30. — Interdlet. 160-10 c., 164. — Minorité 156-10 a.
— Amiens. Commune 1770.
— Orleans. Conciliat. 107-30.
28 Cass. Disposit. entre vifs 2939. — Instr. crim. 3278-30.
— Colmar. Contrat de mar. 796; Mariage 839 c.; Scellés 232; Success. 1615 c., 1616 c., 2223 c.
29 Cass. Témoign. faux 34-10. — Témoign. 364. — Vente publ. d'imm. 972-10.
— Colmar. Commission. 228.
— Paris. Majorat 15-10.
— Rouen. Minorité 193-10, 195 c.

Décembre.

- 2 Cass. Presse-outr. 376 c. — Privil. et hypoth. 3010.
— Paris. Mariage 545, 589-10 c.
— Riom. Prescript. civ. 105, 421-20, 673.
3 Cass. Privil. et hypoth. 1210-10.
— Besançon. Appel crim. 363.
— Colmar. Faillite 64-40, 134, 142.
— Riom. Disposit. entre vifs 3998.
4 Ord. Organ. marit. 554-160, p. 1678; Sel, p. 861.
— Cass. Adopt. 215 c.; Contrat de mar. 3261; Normandie 40. — Enreg. 5302. — Jugem. 279-30; Jugem. par défaut 10-50.
— Besançon. Appel civ. 242 c.; Jugem. par défaut 20.
— Bruxelles. Louage 774. — Success. 1749-10.
— Arrêté avoc. Paris. Avocat 175.
— Décis. Impôts indir. 167-40, 270, 278.
5 Ord. Org. instr. publ., p. 1248; Org. milit., p. 1882.
— Cass. Action possess. 256. — Disposit. entre vifs 2338 c., 2391-20 c., 2392.
— Colmar. Obligat. 1776.
— Liège. Enreg. 4961 c., 5085.
— Paris. Obligat. 4418-20, 4173 c.
6 Cass. Instr. crim. 3170. — Lettres miss. 32-20; Tentative 113.
7 Ord. Pension, p. 755.
— Colmar. Appel civ. 1198 c.; Exploit 31-30; Jugem. 548-10. — Louage 360-10.
8 Décis. Impôts indir. 125.
— Instr. Cerif. de vie 28 c.
9 Ord. Douanes, p. 585; Grains, p. 540.
— Décis. Douanes 105 247.
10 Cass. Contrat de mariage 2244, 2245 c., 2247 c. — Enreg. 4483; Notaire 71-30, 493-20 a.
11 Ord. Garde nat., p. 294; Sapeurs-pompier, p. 696.
— Cass. Disposit. entre vifs 587 c., 4449, 4475-10 c. — Obligat. 2011-20. — Propriété 240 a.; Traité internat. 156 c., 201-10.
— Trib. de Colmar. Mariage 806-20.
— Cons. d'Etat. Commune 2616-20. — Compét. administr. 205-40. — Cons. d'Etat 113; Dom. de l'Etat 395 c. — Emigré 352, 409-40. — Marché de fourn. 143-30. — Mise en jugem. 19, 186-10, 200-30, 223. — Monnaie 61-10-20. — Responsab. 291-40. — Tierce-opposit. 286; Trésor publ. 453-10, 1041. — Voirie p. terre 227, 1913.

Décembre.

- 11 Décis. Impôts indir. 616-40.
12 Colmar. Mariage 796 c.; Séparat. de corps 90 c., 229. — Ordre 873.
— Orleans. Tierce-opposit. 155.
— Paris. Privil. et hypoth. 928.
— Cons. d'Etat. Mise en jugement 166-30.
13 Cass. Instr. crim. 3658-10. — Règlem. de juges 171-40. — Bruxelles. Acte de comm. 92.
— Caen. Peine 728-50 c.
14 Bruxelles. Mariage 160.
— Paris. Privil. et hypoth. 321.
— Pau. Contrainte par corps 534.
— Rennes. Minorité 662-30 a.
— Rouen. Action 179 c.
15 Liège. Ordre 757.
— Paris. Rentes constit. 27.
16 Bordeaux. Disposit. entre vifs 4001.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 544.
— Décis. Enreg. 4966.
17 Cass. Disposit. entre vifs 4473-20. — Loi 275 c.; Substitut. 266. — Paternité 599-10.
18 Ord. Org. milit., p. 1882.
— Cass. Cassation 1139. — Enreg. 5627. — Success. 670.
— Bruxelles. Obligat. 1709.
— Orleans. Saisie-arrest 336-50 c.
— Riom. Dispos. entre vifs 1993-30.
— Toulouse. Oblig. 2337 c.; Privil. et hypoth. 1570-20.
— Décis. Impôts indir. 278; Octroi 189-40.
19 Cass. Droit marit. 1462. — Vente publ. d'imm. 854, 1355 c.
— Metz. Dispos. entre vifs 2904-10, 3132 c., 3133 c.
— Rennes. Caution. de fonction. 64.
20 Cass. Complice 70. — Papier-monnaie 21.
— Besançon. Séparat. de corps 269.
21 Cass. Appel crim. 356. — Instr. crim. 1559, 1572, 2193-10.
— Rennes. Contrainte p. corps 60.
22 Bourges. Acquiesc. 434.
23 Ord. Culte, p. 712; Eau, p. 331; Voiture, p. 998.
— Cass. Adopt. 57; Cassation 1653-10 c.; Paternité 735-30 c.
— Bourges. Enreg. 5009; Exploit 165-10 c.
— Liège. Action 83 c.; Demande nouv. 46; Transaction 173.
— Rennes. Acquiesc. 684. — Minist. publ. 223.
— Instr. Enreg. 4306.
24 Cass. Action poss. 482. — Jugem. 299-20.
— Colmar. Absence 726 a., 730.
25 Ord. Organ. colon., p. 1021.
26 Cass. Défense 59. — Procès-verb. 970 c., 610-10. — Serment 188-10. — Témoign. 614-10, 637-10-30, 639-10-40.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 1344, 1443 c. — Effets de comm. 87. — Exploit 428-10, 492-20. — Privilèges et hypoth. 1556-20; Transcript. hypoth. 112 c. — Vente 595.
— Orleans. Saisie-exéc. 80 c., 123.
— Paris. Prescript. crim. 125-10.
27 Cass. Renvoi 128, 164.
— Montpellier. Vente publ. d'imm. 1488.
— Orleans. Vente 145-50, 736.
28 Cass. Chose jugée 468, 488 a.; Forfait. 94 c.; Instr. crim. 1102-10 c., 2691 c., 2704 c.
— Bourges. Privilèges et hypoth. 1658-10.
— Metz. Faillite 250 c., 522 c., 1163.
30 Cass. Appel incid. 160 c.; Disposit. entre vifs 178-10, 1089-10 c.; Success. 1071 c., 1079 c., 1229 c., 1252 c.
— Grenoble. Péremption 266.
— Montpellier. Vente publ. d'imm. 1448-30.
31 Cass. Arbitr. 817, 1337 c. — Disp. entre vifs 2974-30.
— Cour supr. de Bruxelles. Compét. civ. trib. d'arr. 218.
— Bruxelles. Action poss. 758. — Enreg. 916. — Except. 566.
— Caen. Org. milit. 341-40.

Janvier.

- 1 Cass. Faux 407.
2 Loi. Culte, p. 712; Disposit. entre vifs, p. 47.
— Ord. Douanes, p. 585; Évasion 50; Org. marit., p. 1678; Prisons 109, p. 991.
— Cass. Chose jugée 538-10; Commune 1928, 2531 c.; Compét. administr. 458 c., 462 c.; Forfait 69; Bailles 73 c.; Obligat. 4902-10.
— Orléans. Vente 1260.
— Rennes. Vente publ. d'immeub. 1359-20.
3 Aix. Arbitr. 484 c., 473, 1105 c., 1109 c., 1142 c.
— Bourges. Appel civ. 711.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 2265-20 c.
— Rennes. Dem. nouv. 37-20.
— Riom. Deg. de jurid. 324-49.
4 Cass. Instr. crim. 3146-10, 3170, 3184-10, 3318-10, 3516 c.; V. 4 juin 1817.
— Agen. Appel civ. 1084.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2352-30. — Faillite 1260.
— Colmar. Mariage 755 c., 760-20, 763 c.
— Douai. Rentes const. 178-10.
— Paris. Effets de comm. 408 c., 535.
— Toulouse. Arbitr. 339, 299 c., 427 c.
7 Cass. Disp. entre vifs 2870-60. — Jugem. 61-60; Minorité 541, 547. — Vente publ. d'immeub. 191-20.
— Colmar. Obligat. 5310.
— Dijon. Propriété 291-50, 380-20.
— Riom. Péremption 205-30.
— Decis. Certif. de vie 61 c.
8 Ord. Douanes, p. 585; Enreg. 2335; Octroi, p. 16; Org. colon. 941, 989, p. 1037.
— Cass. Cassation 911. — Jugem. d'av. dire droit 17-40; Obligat. 4943-30 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 566.
— Dijon. Jugem. 454.
— Cons. d'Etat. Commune 1815, 2612-30, 2613. — Compét. administr. 44-40; Cons. d'Etat 100-190; Culte 547, 552-30; Forêts 1658-10. — Hospices 88, 137-30, 426 c. — Jugem. par défaut 502-20. — Majorat 36. — Mines 536. — Mise en jugem. 57-30, 230-30. — Nom 60. — Vente administr. 354, 382. — Voirie par terre 1176-10.
— Decis. Impôts indir. 374.
9 Cass. Deg. de jurid. 453-30 c.; Privil. et hypoth. 1762. — Disposit. entre vifs 713.
— Nancy. Scellés 46, 93 c.
— Orléans. Disposit. 112.
10 Cass. Instr. crim. 2987-30; Témoin 115-30. — Instr. crimin. 3186.
— Bordeaux. Vente 1616-20.
— Bruxelles. Jugem. d'av. dire droit 42-60.
— Rennes. Droit marit. 1586.
11 Cass. Appel crim. 268; Forêts 573 c. — Crimes contre l'Etat 100. — Instr. crimin. 1695, 1697-30, 2046-30, 3713-30. — Procès-verbal 107, 615.
— Liège. Privil. et hypoth. 1448.
— Limoges. Vente publ. d'immeub. 1533-20.
— Rouen. Droit civ. 385 c., 349, 465 c. — Saisie-arrest 81.
12 Loi. Absence 176 c., 179, 636, 660 c., 670 c., 708 c., 729.
— Cass. Appel civ. 1154. — Faux incid. 289; Procès-verb. 185 c., 902-30 c.
— Grenoble. Péremption 124-30.
— Delib. Enreg. 4300.
14 Cass. Faillite 1117 c.; Privil. et hypoth. 1003, 2249-10-20, 2332-30 c.
— Bruxelles. Compét. administr. 9. — Disposit. entre vifs 667, 2577. — Privil. et hypoth. 660.
— Colmar. Compét. comm. 335 c.; Effets de comm. 903, 908 c.
— Paris. Arbitr. 271.

Janvier.

- 14 Rennes. Compét. comm. 227.
Dem. nouv. 88; Rente viagère 130-10.
15 Cass. Privil. et hypoth. 1593. — Rente viagère 21.
— Limoges. Jugement d'av. dire droit 49-20 c.; Séparat. de corps 103-60, 122-30 c., 130 c.
— Poitiers. V. Limoges.
16 Cass. Instr. crim. 2659.
— Colmar. Deg. de jurid. 638-10 c.; Except. 884 c.; Tierce-opposit. 125-20 c., 200; Vente 833-10 c.
— Riom. Forêts 1700.
— Circ. Octroi 382, 411.
17 Cass. Appel crim. 374. — Peine 209, 384-10. — Vagabondage 68. — Vol 323-30 c., 468-10.
— Bruxelles. Effets de comm. 457. — Privil. et hypoth. 1025.
— Caen. Normandie 12.
— Decis. Certif. de vie 63; Obligat. 3604.
18 Ord. Loi 156-20, 166 c.; Organ. administr. 231.
19 Riom. Contrat de mar. 531 c.; Vente 585-40.
20 Cass. Cassation 1143. — V. 20 février 1817.
— Circ. Douanes 55.
— Decis. Douanes 494.
22 Ord. Org. milit., p. 1882.
— Cass. Enreg. 5766.
— Toulouse. Vente publ. d'im. 580.
23 Cass. Cassation 1499-30. — Défense 115. — Domic. 46-50. — Juifs 12, 23-10; Loi 546 c.
— Bruxelles. Except. 265. — Expert. 173, 188-30 c.
— Colmar. Arbitr. 1096 c., 1136.
— Dijon. Organ. milit. 402 c.; Succès. 1186-20.
— Liège. Privil. et hypoth. 851.
— Rennes. Appel civil 716 c.; Exploit 523-10.
24 Cass. Cassation 387. — Instr. crim. 1771-20. — Jugem. 800.
— Orléans. Except. 129. — Saisie-exéc. 33 c.
25 Paris. V. 25 février 1819.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 291-20.
— Circ. Patente 335.
27 Cass. Success. 472 c.
— Rennes. Appel civil 978. — Arbitr. 1241, 1264.
— Decis. Enreg. 704; Notaire, p. 590; Oblig. 3614.
28 Cass. Commune 2147. — Faillite 993. — Jugem. 1001-130; Org. judic. 347-10.
— Caen. Effets de comm. 88, 187-30 c., 196-30 c.
— Metz. Commerce 22.
29 Cass. Loi 42; Prescript. civiles 1020 c.
— Rennes. Appel civ. 681 c., 689 c.; Délai 92 c.; Exploit 61 c., 66-62 c., 105-30; Ordre 893 c., 895-20 c.
— Rouen. Absence 654.
— Decis. Impôts indir. 92.
30 Cass. Règ. de juges 63-10. — Témoin 401.
— Bruxelles. Obligat. 3525 c., 3839.
— Liège. Disposit. entre vifs 815 c.
— Paris. Domicile 96; Exploit 278-10 c.
— Circ. Douanes, 54, 57, 282.
31 Cass. Appel crim. 174; Forêts 415-30 c. — Complice 16 c., 84-10 c. — Instr. crimin. 1513, 1754-30, 2514, 2517, 2552 c., 2691. — Procès-verb. 192, 202 c.
— Besançon. Vente publ. d'im. 895, 935-20 c., 1254, 1259-30 c., 1462.
— Liège. Disp. entre vifs 2370-70, 3129-10.
— Orléans. Vente 102-10.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 143-60. — Concess. admin. 57. — Conflit 51. — Cons. d'Etat 134-60. — Dom. engag. 129-10. — Dom. nat. 30-30. — Emigré 405 note. — Marais 10 c.; Marché de fourn. 159-10. — Prises marit. 264-30 c., 265. — Tierce-opposit. 293-20 c., 300. — Trésor public 909-10, 947, 1047-10, 1064, 1090. — V. 24 février 1817.

Février.

- 1 Ord. Grains, p. 540.
— Agen. Mariage 149 c., 181 c., 175, 183 c., 186 c.
2 Cass. Cassation 119, 487; Enreg. 5782.
— Paris. Effets de comm. 471-20; Obligat. 359 c.
— Rennes. Compte 76.
4 Cass. Biens 92, 135 c.; Privil. et hypoth. 1301, 2284 c. — Propriété feod. 167-20, 187.
5 Ord. Ord. instr. publ., p. 1348.
— Cass. Commission. 38. — Disposit. entre vifs 4542-10. — Enreg. 5771, 5806. — Mariage 834-10 c., 935-10.
— Grenoble. Culte 985-10.
— Limoges. Acquis. 443 c., 792; Exploit 104-10, 376-10, 592-20. — Deg. de jurid. 125-20.
— Orléans. Jugem. 963-60.
— Rouen. Intervent. 58.
— Cons. d'Etat. Commune 141.
— Avis Cons. d'Etat. Tontine 32.
6 Cass. Privil. et hypoth. 698.
— Rouen. Droit marit. 2189.
7 Cass. Instr. crim. 1312-50, 1323-10, 1721-30 c., 1726-10, 1898, 3663.
8 Cass. Amnistie 61, 139 c.; Cassation 224 c.
— Bordeaux. Vente publ. d'im. 214, 553-30 c., 556 c.
— Dijon. Ordre 1209; Vente 1044.
— Orléans. Deg. de jurid. 367.
— Paris. V. 3 février.
— Riom. Disposit. entre vifs 2004, 2081.
10 Cass. Cassation 1163; Exploit 434-10 c. — Privil. et hypoth. 856-10, 859 c.
— Cons. d'Etat. Théâtre, v. 24 février.
— Decis. Acte de l'état civil 111.
11 Cass. Effets de comm. 495. — Jugem. p. déf. 241.
— Lyon. Privil. et hypoth. 1410.
12 Loi. Liberté indiv., p. 18; Tranquillité publ. 18 c.
— Ord. Huissier 12-50; Org. instr. publ., p. 1348.
— Cass. Contr. de mar. 2059c., 2063, 4992-30 c., 4800-20 c.
— Domicile élu 13 c., 52 c.; Exploit 144-10, 239. — Jugem. 350.
— Limoges. Appel civ. 888 c., 391 c.
— Metz. Délai 44 c.; Jugem. 318-70 c., 480-20 c.; Ordre 647-20 c.; Vente publ. d'immeubles 882, 1029 c., 1518-30 c.
— Paris. Faillite 392.
— Cons. d'Etat. Commune 2616-30.
— Decis. Octroi 165.
13 Cass. Acquis. 450.
— Besançon. Conciliat. 107-20.
— Liège. Privil. et hypoth. 1545-10.
— Orléans. Deg. de jurid. 430-40.
— Rennes. Séparat. de corps 67.
— Instr. Enreg. 799, 4925.
14 Cass. Instr. crim. 2691, 2714-20, 2739, 3335-10.
— Bordeaux. Appel civil 1084; Domicile élu 13 c.; Exploit 239 c.
— Grenoble. Disp. entre vifs 3891.
— Paris. Minorité 422.
15 Cass. Mat. d'or et d'arg. 69, 97 c., 190.
— Paris. Emigré 185-80; Succès. 208-20.
17 Cass. Jugem. 436-30 c.; Saisie-arrest 286.
— Bruxelles. Contrat de mar. 315 c., 269; Lois 245 c.; V. 8 mai 1819.
18 Grenoble. Reprises d'inst. 24-20.
— Paris. Faillite 677 c., 766-50 c., 768-10 c., 839.
19 Ord. Caution. de fonctionn. 21; Monument 37; Notaire, p. 590.
— Bruxelles. Contr. p. corps 473.
20 Cass. Commission. 258. — Faux 258; Instr. crim. 3193-20 c. — Succès. 1104.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1731.
— Liège. Vérif. d'écrit. 122 c., 125.
— Rennes. Vente publ. d'im. 457, 458-20.
— Tribunal comm. Marseille. Droit marit. 2033.

Février.

- 20 Instr. Enreg. 1132, 1304, 3826.
21 Cass. Poids et mesures 158.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 292.
— Circ. Greffe 136; Notaire, p. 590; Office 57, 202.
— Decis. Office 118-30.
22 Orléans. Deg. de jurid. 367; Droit civ. 456.
— Circ. Douanes 124, 854, 857.
— Instr. Org. instr. publ. 268.
23 Ord. Amnistie, p. 513.
24 Liège. Privil. et hypoth. 1388.
— Paris. Disposit. entre vifs 379-20.
— Pau. Privil. et hypoth. 1956.
— Cons. d'Etat. Théâtre 125, 126-10 c., 135 c.
25 Cass. Contrat de mar. 3954-10. — Faillite 768-10.
— Agen. Acquis. 795; Obligat. 5188 c.
— Grenoble. Culte 985-10.
— Liège. Disp. entre vifs 3498-30.
— Paris. V. 25 février 1819.
— Rennes. Compte 54 c., 193-80.
— Riom. Obligat. 4324.
— Circ. Forêts 1341, 1347.
— Decis. Enreg. 2624.
26 Ord. Organ. économ., p. 1289; Trav. publ., p. 348; Ville de Paris 25, p. 146.
— Bruxelles. Huissier 37.
— Rouen. Contrat de mar. 4303-50.
— Cons. d'Etat. Commune 2448. — Compét. administr. 489 c.; Frais et dépens 1209-70; Tierce opposit. 266 c.; Trés. publ. 801 c. — Cons. d'Etat 76-50, 269; Eau 477-10, 558-110-160. — Frais et dépens 1209-10. — Impôts indir. 286-10. — Jugem. par défaut 520-50. — Marché de fourrit. 10-20, 13-10, 48-90, 50-20. — Mise en jugem. 196-50, 209-10. — Requête civ. 267, 282-30; Tierce opposit. 278-10, 279. — Vente administr. 155-30, 337.
27 Cass. Contrat de mar. 3778 c., 3903, 3909 c.; Loi 412 c.; Normandie 70 c.
— Bruxelles. Hospices 98.
— Grenoble. Mariage 494-10, 553-10 c., 558-10 c., 564 c., 816-10 c.
— Orléans. Conclusion 34.
— Rennes. Arbitr. 1241, 1264.
28 Loi. Presse-outrage 406.
— Arrêté. Monument 27.
— Convention comm. V. 1er juin 1818.
— Delib. Enreg. 2390.

Mars.

- 1 Cass. Cassation 1008.
— Aix. Frais et dépens 84.
— Liège. Prescript. civ. 227.
— Riom. Minorité 297.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1152.
2 Cass. Voiture 270.
— Grenoble. Péremption 144-20.
4 Cass. Absence 77, 90 c. — Chose jugée 589. — Loi 190 c.
— Bruxelles. Arbitr. 1273, 1277 c.
— Colmar. Enquête 325 c. — Obligat. 2552.
— Metz. Acte de notoriété 10.
— Rennes. Jugem. 616-10.
5 Cass. Faux incid. 90; Société 268-10. — Obligat. 1586 c.; Rente viagère 106-10. — Rentes foncières 91-10. — Vente 1173.
— Toulouse. Adopt. 45 c., 52.
6 Cass. Action posses. 480 c.; Servitude 37; Usage 104 c.; Vente 1070 c. — Cassation 316, 549 c.; Peine 659-30-40-50.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 3277-40.
7 Ord. Disposit. entre vifs, p. 47; Forêts 108; Organ. milit., p. 1882; Traitement 22.
— Cass. Abus de confiance 91 c.; Vol 74-80 c., 90 c., 662 c., 758, 787 c. — Compét. crimin. 409; Minist. publ. 65-60. — Crimes contre les personnes 175-10. — Huissier 66. — Instr. crim. 516, 3040. — Minist. publ. 49-20. — Presse-outr. 1347.

Mars.

- 7 Toulouse. Effets de comm. 95.
8 Grenoble. Succès. 1174.
— Riom. Contr. p. corps 117 c.; Contrat de mar. 4244; Incident 26 c.
— Circ. Instr. crim. 127, 916.
11 Cass. Exploit 484. — Vente publ. d'immeub. 740.
— Colmar. Obligat. 3967 c.; Privil. et hypoth. 1738-40.
— Rennes. Appel incid. 33.
12 Ord. Organ. instr. publ. 268.
— Cass. Enreg. 5117. — Prêt à intérêt 192.
— Rouen. Contrat de mar. 1891; Privil. et hypoth. 893 c.
13 Ord. Forêts 106.
— Cass. Peine 479. — Témoin 539-50.
— Agen. Succès. 240.
— Bruxelles. Exploit 67-50.
— Colmar. Ordre 378, 419-10; Privil. et hypoth. 2389-10 c., 2407.
— Grenoble. Succès. 1174.
— Paris. Action 148; Contrat de mar. 1998 c.; Mariage 796-50 c. — Prescript. civile 881-10, 943 c.
14 Cass. Appel crim. 187. — Impôts indir. 138. — Mise en jugem. 274.
— Dijon. Rente viagère 117.
— Circ. Douanes 307.
17 Agen. Paternité 700-40.
— Caen. Acquis. 829.
— Grenoble. Deg. de jurid. 424. — Exploit, V. 17 mai 1817.
— Circ. Impôts indir. 405; Vagabondage 25; Voiture 270, 286, 295.
18 Cass. Dépôt 142-20; Hospices 491. — Prêt à int. 169.
19 Loi. Effets de comm. 24; Lois codifiées 8-10 c.; Organ. colon. 806.
— Ord. Monnaie, p. 383; Sel, p. 361.
— Cass. Chose jugée 558; Obligat. 235 c. — Compét. comm. 195. — Dem. nouv. 234-40.
— Rennes. Séparat. de corps 52, 240-40 c.
— Toulouse. Expert. 218.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 208-20. — Dépôt 266; Tierce-opposit. 275, 289-20 c. — Compét. admin. 538. — Concess. admin. 17-10; Mines 585, 608, 723. — Conflit 231. — Culte 284 c., 290. — Dom. nat. 17. — Emigré 408-70. — Impôts indir. 271, 601-30. — Manufact. 66. — Mise en jugem. 196-130. — Prises marit. 266. — Théâtre 344. — Voirie p. terre 280-10.
20 Cass. Appel crim. 144-c.; Jugem. d'av. dire droit 90-60; Presse-outr. 817. — Arbitr. 1343. — Instr. crim. 1638. — Séparat. de corps 501.
— Paris. Droit civil 446. — Emigré 75-30.
— Rennes. Avoué 116.
21 Cass. Amnistie 62, 139 c.; Cassation 2244 c. — Appel crim. 266. — Forêts 739, 1432. — Impôts indir. 216.
— Bourges. Caution. de fonct. 104.
— Bruxelles. Droit civil 267-30. — Péremption 114, 159-40, 260-10 c.
— Lyon. Vente publ. d'im. 1078, 1548-10 c., 1549-30.
— Metz. Nautilism. 75-20.
22 Bruxelles. Disp. entre vifs 3057-30. — Servitude 831-10 c., 838 c., 836.
— Metz. Deg. de jurid. 339; Ordre 60, 705-10, 893, 919, 942, 948-30 c.
23 Paris. Jugem. 565.
24 Cass. Emigré 127-10.
— Limoges. Deg. de jurid. 105-40.
— Paris. Droit civil. 318-10. — Privil. et hypoth. 668-10.
— Rennes. Interdict. 172-20.
— Riom. Jugem. par défaut 250-20.
— Toulouse. Obligat. 5138-10.
— Decis. Douanes 349.

Mars.

- 25 Loi. Affiche 131 c.; Enreg. 33, 6066-10; Forêts 108; Impôts dir., p. 265; Impôts indir., p. 418; Marché de fourniture, 107; Octroi 251, 281-29, p. 16; Organ. économ., p. 1289; Patente, p. 48; Pension, p. 755; Presse-out., p. 406; Traitement 26, 37; Trésor public, p. 1133; Voirie par eau, p. 633; Voiture, p. 1035.
- Bordeaux. Abus de confiance 156.
- Bourges. Deg. de jurid. 339.
- Bruxelles. Acquissem. 110 c.; Exploit 306 c., 308-10 323 c. — Mandat 82.
- Paris. Louage 979-10.
- Circ. Organ. admin. 993.
- Lettre. Droit marit. 404, 1041.
- 26 Cass. Société 1662.
- Grenoble. Acquissem. 410.
- Lyon. Exploit 275-50.
- Rennes. Jugem. par défaut 148 c., 391-10, 398 c.
- Riom. Vente publ. d'imm. 975, 989-30.
- Cons. d'Etat. Prises marit. 221, 273.
- 27 Loi. Douanes, p. 585; Sucre 44.
- Cass. Cassation 1007. — Enreg. 5552, 5574 c.
- Angers. Louage 480; Obligat. 5188.
- Colmar. Contr. par corps 962.
- Nîmes. Désistement 132-50.
- Orléans. Obligat. 2150.
- Paris. Vente 1901-10.
- Riom. Conciliat. 105-30 c., 210-10.
- Circ. Impôts indir. 72.
- 28 Cass. Cassation 670. — Rente viagère 96 c., 98-10 c., 99-30.
- Rennes. Conclusions 34-40.
- Circ. Douanes 317.
- 29 Aix. Obligat. 2713-40. — Usufruit 425.
- Besançon. Vérif. d'écrit. 159.
- Lyon. Effets de comm. 238.
- Rennes. Deg. de jurid. 629; Louage 326-10-20-30, 358.
- Rouen. Privil. et hypoth. 1676-10; 7685-10.
- Décis. Douanes 349.
- 31 Cass. Enreg. 3450.
- Liège. Vente publ. d'imm. 592.

Avril.

- 1 Cass. Contr. p. corps 395, 481. — Deg. de jurid. 92. — Jugem. 496, 497 c. — Privil. et hypoth. 1631-30.
- Bastia. Expert. 182-30.
- Circ. Taxe de denrées 9.
- 2 Loi. Org. administr. 718.
- Ord. Culte, p. 712; Disp. entre vifs 422 c., 1502, p. 47; Eau, p. 332; Peine, p. 552; Prisons, p. 997; Secours publ., p. 771; Trésor publ. 1180, p. 1134; Ville de Paris 21 c., 71.
- Cass. Appel civ. 1263; Contrainte p. corps 90 c. — Douanes 437, 367; Droit marit. 559 c. — Enreg. 5764.
- Toulouse. Succès. 713.
- Decis. Impôts indirects 47, 53, 268-10.
- 3 Bruxelles. Forêts 222. — Octroi 50, 194-20 c., 401 c.
- Decis. Impôts indir. 260-60.
- 5 Cass. Dom. destr. 204 c.; Oblig. 4898; Quest. préjud. 67 c.
- Circ. Prisons 41-60-80, 44 c.
- 7 Decis. Enreg. 1750.
- 8 Bourges. Bois et charb. 154. — Deg. de jurid. 380-20.
- Decis. Impôts indir. 124.
- 9 Cons. d'Et. Commune 23. — Conciliat. 175-60, 229. — Cons. d'Etat 198; Vente admin. 339-80, 367. — Culte, p. 713. — Dom. de l'Etat 232. — Eau 182, 233 c., 474-30 c., 509-20 c. — Emigré 212-20, 405-110-180. — Impôts dir. 651. — Organ. admin. 363, p. 608. — Saisie-exéc. 287-20. — Terre opposit. 288, 299. — Trav. publ. 1211.
- Instr. Patente 190, 335.

Avril.

- 10 Cass. Cassation 1453 c.; Organ. judic. 337 c.; Presse-out., 697-30 c., 722-10, 1486-20 c.
- Circ. Patente 335.
- Decis. Culte 208.
- 11 Cass. Abus de confiance 82 c., 87 c., 167. — Cassation 1342-40 c.; Instr. crim. 1130, 1321-10, 1754-20, 1829-10, 3084-20, 2098 c., 2991, 3246, 3282, 3286-10; Témoin 566, 573. — Instr. crim. 2441-30, 2613 c., 3108, 3587; Quest. préjud. 48; Vol 150.
- Délib. Enreg. 347.
- Solut. Enreg. 320, 1066.
- 12 Cass. Access. 91 c.; Cassation 1953; Chose jugée 530 c.; Dem. nouv. 131 c., 283-20; Jugement 901. — Appel crim. 230 c., 231; Prescript. crim. 230 c., 2532. — Instr. crim. 1628, 2543, 2552. — Procès-verb. 586-20.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3851-20.
- Cons. d'Et. Disposit. entre vifs 1503.
- 13 Bruxelles. Faillite 1329.
- 14 Cass. Cassation 2066 c.; Contr. par corps 486. — Privil. et hypoth. 1667-10.
- Rennes. Responsabilité 420-40.
- 15 Cass. Action posses. 531. — Règlement de juges 58-10.
- Limoges. Contr. judic. 14; Ordre 323, 1113-20-30.
- 16 Ord. Organ. économ., p. 1289.
- Cass. Domicile 25. — Mariage 103 c., 494.
- Rennes. Greffe 112 c.
- Circ. Commune 415, 759 c.; Impôts indir. 344.
- 17 Cass. Compét. crim. 553; Quest. préjudic. 234 c. — Faillite 826 c., 873. — Presse-out. 1342.
- Colmar. Appel civ. 394 c.; Chose jugée 363-30 c.; Conciliat. 161; Exploit 586-10 c. — Contrat de mar. 1355.
- Grenoble. Jugement par défaut 257-10.
- 18 Cass. Acte 2; Cassation 851; Forfait. 94-10.
- Aix. Mariage 424.
- Liège. Exploit 585-20.
- Lyon. Désistement 87-30.
- Avis Cons. d'Etat. Culte 776.
- Decis. Obligat. 3457 c.
- Délib. Enreg. 2942.
- 19 Ord. Cons. d'Etat, p. 186; Organ. administr., p. 608.
- Cass. Appel crim. 59 c.; Frais et dépens 991-10; Jugem. par défaut 493-10, 494-10.
- Paris. Contrat de mar. 1677; Mariage 749-40 c.
- 22 Cass. Disposit. entre vifs 1349-10. — Témoin 631.
- Bruxelles. Contrat de mar. 2203.
- Rennes. Saisie-exéc. 14.
- 23 Ord. Avoue 28.
- Cass. Minorité 464-10 c., 729-40-50 c.; Puissance paternelle 127 c. — Rentes foncières 37. — Servitude 776-10.
- Toulouse. Contrat de mariage 4032-10.
- 24 Ord. Voie publ. 6-10.
- Rennes. Responsab. 175-10.
- 25 Bruxelles. Contrat de mar. 513 c., 538.
- Colmar. Compét. civ. des tribuns d'arrond. 213; Conciliat. 288 c.; Défense 267 c.; Domicile élu 125; Mariage 835-20; 860-10 c.; Ordre 934-10, 935-20 c., 30 c., 979, 986-30; Privil. et hypoth. 1483, 1486-10.
- Toulouse. Contrat de mar. 832.
- 26 Cass. Crimes contre l'Etat 99.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3863 c., 3889 c.; Scelles 38 c.
- Nancy. Règlement de juges 21 c.; V. 26 avril 1827.
- 28 Rennes. Arbitr. 1113; Except. 208 c.
- Riom. Disposit. entre vifs 671.
- Circ. Archives 60.
- Instr. Enreg. 2634.

Avril.

- 29 Cass. Instr. crim. 163 c., 553, 554 c.
- Grenoble. Vente publ. d'immeub. 132.
- Limoges. Disposit. entre vifs 1717-10, 1732 c., 1734-10 c.
- Metz. Arbitr. 175; Compét. comm. 297 c.
- Paris. Louage 799.
- 30 Ord. Sel, p. 862.
- Cass. Acquissem. 815; Compte 133 c., 160 c.
- Amiens. Vente 1500-30, 1541 c.
- Bruxelles. Except. 34.
- Decis. Impôts indir. 36, 51, 59.

Mai.

- 1 Cass. Privil. et hypoth. 423-10.
- Bruxelles. Except. 512.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 2759-30; Verificat. d'écrit. 76 c., 81 c.
- 2 Cass. Loi 340. — Org. milit. 894-30.
- Metz. Papier-monnaie 29.
- 3 La Haye. Compét. 39; Compét. comm. 47 c.
- 4 Riom. Privil. et hypoth. 673-10.
- 5 Cass. Enreg. 2985, 2992 c., 3603 c. — Propriété feod. 191-20.
- 6 Grenoble. Peremption 242-10.
- Metz. Obligat. 589, 1523-20 c., 4039 c.; Vente 2051 c.
- Riom. Compét. comm. 216.
- 7 Ord. Banque 172.
- Cass. Arbitr. 958 c., 960; Prise à partie 38 c. — Enreg. 5771.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 1734-10; Oblig. 856-10 c.
- Paris. Deg. de jurid. 300.
- 8 Cass. Impôts indir. 121.
- Limoges. Compte cour. 102.
- Rennes. Faillite 768-10.
- 9 Cass. Compét. crim. 708.
- Bruxelles. Enquête 271.
- Toulouse. Except. 316.
- Decis. Enreg. 688, 709.
- 10 Grenoble. Enquête 443.
- 12 Cass. Louage 457-10 c., 472.
- Grenoble. Peremption 161-20.
- Poitiers. Exploit 520-10.
- Toulouse. Mariage 82-50.
- Decis. Douanes 63; Enreg. 45.
- 13 Cass. Enreg. 523, 5432, 5142. — Loi 267-20. — Vente 417.
- Bruxelles. Absence 89 c., 121.
- Liège. Conciliat. 110-50.
- Limoges. Deg. de jurid. 429-60.
- 14 Ord. Oblig., p. 58; Ville de Paris, p. 146.
- Cass. Cautionn. 156. — Chose jugée 369. — Enreg. 2295, 3773 c.
- Riom. Acte de l'Etat civil 154. — Privil. et hypoth. 673-10.
- Rouen. Peremption 18.
- Trib. de la Seine. Brevet d'invent. 377.
- Cons. d'Etat. Appel civil 987 c.
- Cons. d'Etat 239, 244. — Frais et dép. 1195, 1212. — Hospices 464-30. — Marché de fourniture 48-20, 149-30, 155-30. — Mise en jugem. 205-20-30. — Patente 337. — Vente administr. 245, 274-10, 276, 339-30.
- Decis. Impôts indir. 36, 131; Octroi 156.
- 16 Cass. Cassation 670. — Jugem. 1102-80 c.; Rebellion 22 c., 37-10.
- Lyon. Peremption 279-10.
- 17 Ord. Enreg. 51; Forêts 109; Postes, p. 11.
- Cass. Crimes contre les personnes 17.
- Bourges. Enreg. 70 c.
- Grenoble. Exploit 359-10.
- Riom. Succès. 2292; Vente 1571.
- Rouen. Commiss. pris. 20.
- Circ. Impôts indir. 91.
- 20 Cass. Louage 540. — Privil. et hypoth. 849.
- Grenoble. Frais et dépens 180, 221 c., 529 c., 546 c.; Mat. somm. 9 c.
- Rennes. Pérempt. civ. 1052-30.
- 21 Ord. Cour des comptes, p. 510; Org. milit., p. 1882; Secours publ., p. 771.
- Cass. Paternité 145-10.

Mai.

- 21 Limoges. Arbitr. 703.
- Metz. Interdict. 260-20, 287 c., 307-10 c.
- Cons. d'Etat. Commune 2604. — Conseil d'Etat 209, 214, 216, 316; Trés. publ. 962 c., 974-10. — Mise en jugem. 237-40. — Servitude 1293-10; Voirie par terre 303. — Succès. 983. — Usage 263-50. — Vente admin. 133-30.
- Decis. Impôts indir. 24, 154, 560-50.
- 22 Cass. Disposit. entre vifs 3276. — Effets de comm. 238. — Instr. crim. 1628. — Vol 364.
- Angers. Appel civ. 541; Obligat. 137 c. — Succès. 2074.
- Metz. Disposit. entre vifs 2305-10 c., 2310-10. — Obligat. 2969-10; Succès. 604-30, 769.
- Toulouse. Appel civ. 1138.
- 23 Cass. Exploit 701-10; Huissier 164. — Instr. crim. 1334-90.
- Bruxelles. Forêts 1068. — Témoin 352.
- Liège. Vente publ. d'imm. 506 c., 1588.
- Paris. Privil. et hypoth. 2778.
- Rennes. Ordre 444. — Succès. 2126-10.
- 24 Amiens. Louage 480.
- Bruxelles. Voiture 420, 462.
- Dijon. Paternité 532-10, 671-40 c., 672-40 c.
- 25 Circ. Douanes 64.
- 26 Liège. Exploit 417-90.
- Decis. Dom. de l'Etat 81-410; Douanes 749-30.
- 27 Cass. Contrat de mar. 344.
- Riom. V. 27 mars 1817.
- Rouen. Interrog. sur faits et art. 81 c.; Jugem. d'av. dire droit 36-10, 42-80 c. — Référé 54.
- 28 Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 109. — Exploit 135-10. — Privil. et hypoth. 2139, 2151.
- Circ. Impôts indir. 332.
- 29 Cass. Complice 251. — Instr. crim. 1482, 1754-20, 1983-20, 2967-10, 3276-40, 3619, 3630. — Obligat. 2738-30.
- Amiens. Vente 1500-30.
- Colmar. Vente 768-30.
- 30 Angers. Notaire 89 c.; Obligat. 3245.
- Orléans. Except. 293.
- Rennes. Jugem. 17-50 c.; Jugem. d'av. dire droit 25-140.
- Rouen. Enquête 149 c., 159.
- Avis. Patente 52.
- 31 Riom. Privil. et hypoth. 2074.
- Instr. Enreg. 4973.

Juin.

- 2 Cass. Compét. comm. 343.
- Paris. Contrat de mar. 827 c., 828.
- Riom. Disp. entre vifs 3114-10.
- 3 Cass. Acte de comm. 18 c.; Compét. comm. 46. — Contrat de mar. 2516. — Disposit. entre vifs 626-40-50.
- Bruxelles. Privil. et hypoth. 416 c., 651, 1670-10 c.
- Grenoble. Appel civ. 169.
- 4 Ord. Forêts 109.
- Cass. Except. 305-40. — Enreg. 5416. — Faux incid. 280 c., 297; Procès-verb. 208 c. — Instr. crim. 3175; V. 4 janvier 1817.
- La Haye. Compét. 36. — Compét. civ. trib. d'arrond. 219.
- Toulouse. Except. 394.
- 5 Cass. Vol 142.
- Bruxelles. Délai 25 c.; Privil. et hypoth. 1647, 1660, 1663-10 c.
- Limoges. Ordre 827-20.
- Rennes. Tierce-opposit. 209.
- 6 Cass. Forêts 1936-10.
- Bourges. Usufruit 200.
- Grenoble. Contrat de mar. 1890, 1897.
- Metz. Vente publ. d'immeub. 258.
- Decis. Enreg. 3226.
- 7 Grenoble. Privil. et hypoth. 1586-20.

Juin.

- 7 Limoges. Deg. de jurid. 229; Ordre 416-10.
- Riom. Ordre 416-10, 741, 764-20, 767, 1050-10 c.
- Rouen. Douanes 488 c.; Faillite 1288 c.; Privil. et hypoth. 545-20 c.
- 8 Bruxelles. Privil. et hypoth. 1914.
- 9 Cass. Douanes 637. — Enreg. 5623-30. — Procès-verb. 214-10, 326-20 c., 329 c.
- Rennes. Commission. 21 c.
- Exploit 72-50; Mandat 50 c.
- Riom. Contrat de mariage 158, 1706 c., 3579-20.
- 10 Cass. Disposit. entre vifs 1106 c., 3113-30.
- Bourges. Contrat de mar. 24.
- Grenoble. Exploit 362-20.
- Riom. Acquissem. 306. — Contrat de mar. 332. — Obligat. 4253 c., 4796-10.
- 11 Ord. Emigré, p. 474; Org. p. 16.
- Concordat. Culte, p. 712; Instr. internat., p. 522.
- Cass. Commune 1580. — Fin 331-50 c.; Privil. et hypoth. 1370 c., 1411-10. — Instr. publ. 48-30. — Subst. 12.
- Bordeaux. Privil. et hypoth. 12.
- Bruxelles. Privil. et hypoth. 12 c., 1192-20.
- Cons. d'Etat. Cassation 34; Compét. 48; Confis. 134; Cons. d'Etat 153; Dom. 60; 117-60. — Chose jugée 54. — Commune 1937 c.; Contr. de l'Etat 146-30; Emigré 173. — Dom. de l'Etat, p. 51.
- Eau 558-20, 565-30. — Instr. par terre 680-10. — Instr. 901. — Marais 120-10. — Mise de fourniture 83-60, 91-20. — Mise en jugem. 214. — Trés. publ. 551-30.
- Decis. Impôts indir. 155, 156.
- 12 Cass. Chose jugée 417 c.; Compét. crim. 506-10; Instr. d. 1131. — Contr. par corps c., 560, 580 c. — Enreg. 61.
- Bruxelles. Contrat de mar. 10. — Jugem. par défaut 406-10.
- Rennes. Arbitr. 934 c.; Droit rit. 544, 2164 c., 2274 c.; Jugem. par défaut 199-10.
- 13 Bourges. V. 13 décembre 1816.
- Orléans. Arbitr. 778; Dom. élu 91-10.
- Paris. Substitut. 63.
- Riom. Paternité 544-30.
- 14 Nîmes. Exploit. 519-30.
- Rennes. Vente publ. d'imm. 1268-10.
- 15 Nîmes. V. 15 juin 1819.
- 17 Cass. Appel civil 1080. — Cassation 1653-30 c.; Compét. 1770, 2713 c., 2738 c., 558-10 c.; Presse-out. 121.
- Compét. comm. 421.
- Aix. Droit marit. 1024.
- Bruxelles. Louage 837-10.
- Colmar. Privil. et hypoth. 1671-10.
- Rennes. Except. 283; Exploit 18.
- 18 Ord. Impôts indir. 631, p. 58.
- Cass. Certif. de vie 15; Lettre de mort 15. — Rente viagère 15. — Vente publ. d'imm. 377-10; Contrat de mar. 2198. — Deg. de jurid. 561.
- Metz. Enquête 159 c., 160, 310 c.
- 19 Cass. Appel crim. 121; Rente 778-40 c. — Cassation 1752; Chose jugée 426 c.; Instr. crim. 662; Instr. crim. 365; Oblig. 2495 c. — Vente 10 c., 1853-20.
- Paris. Arbitr. 582, 1824; Compét. comm. 309 c. — Privil. et hypoth. 679.
- Rennes. Jour frié 45-50; Instr. p. déf. 252, 253-20.
- 20 Ord. Notaire, p. 590; Org. p. 135-20; Pension, p. 753.
- Cass. Cassation 1345 c.; 485; Faux incid. 257; Instr. crim. 1637; Témoin 128; Instr. crim. 1745. — Procès-verb. 924 c., 1261-40.

Juin.

- 30 Grenoble. Arbitr. 239.
— Orléans. Arbitr. 1259, 1306 c. —
Frais et dép. 703.
— Rennes. Prêt à intérêt. 365-10.
— Riom. Contrat de mar. 3239-10;
Jugem. p. déf. 127-30.
— Convention postale. Traité inter-
national, p. 532.
— Delib. Enreg. 3154.
31 Cass. Commune 1219.
— Rennes. Intervent. 84-10.
32 Cass. Deg. de jurid. 268-10. —
Effets de comm. 111, 456-10 c.
— Enreg. 6163. — Faux incid.
279-10.
— Grenoble. Arbitr. 1296.
— Liège. Exploit 41-20 c.
— Rennes. Vente publ. d'immeubles
1083-10.
— Toulouse. Dom. de l'Etat 365.
— Décis. Enreg. 716.
34 Cass. Emigré 397-10. — Pres-
cript. civ. 728, 729-10; Privil.
et hypoth. 2541-30 c.
35 Ord. Etablissement d'épargne 10.
— Cass. Contrainte p. corps 16 c.,
118 c., 123-10 c., 129 c., 156;
Demande nouv. 167. — Jugem.
968-10. — Juifs 12; Loi 546 c.
— Bruxelles. Louage 333 c., 334.
— Cons. d'Etat. Commune 1706,
2350; Dom. de l'Etat 74-30 c.,
— Commune 2454. — Compét.
administr. 123; Emigré 111. —
Cons. d'Etat 309. — Dom. de
l'Etat 258. — Eau 449-40.
— Emigré 178-40, 179-100, 307-
79 c. — Expert 371-10. — Mise
en jugement 133. — Propriété
578. — Rentes constitu. 129-10.
— Société 1461. — Traitement
152.
36 Cass. Action possess. 439. —
Compét. civ. trib. d'arr. 131-10.
— Enreg. 5805; Jugem. 198-10.
— Instr. crimin. 1257, 2299,
2533, 3002, 3098 c., 3101-20,
3195.
— Grenoble. Arbitr. 1115.
— Liège. Mines 489.
— Montpellier. Vente publ. d'imm.
1652.
37 Cass. Appel crim. 202. — Chasse
471. — Instr. crim. 2167-30 c.
— Mat. d'or et d'arg. 117.
— Grenoble. Vente publ. d'imm. 650.
— Orléans. Deg. de jurid. 190.
— Paris. Prêt à intérêt, V. 27 juin
1816.
— Rennes. Intervent. 118.
— Instr. Enreg. 688, 703.
38 Toulouse. Servitude 473.
39 Cass. V. 29 juin 1819.
40 Cass. Success. 234 c., 235.
— Paris. Disposit. entre vifs 379-30.
— Riom. Mariage 97, 304 c., 322-30 c.
— Rouen. Paternité 539-30, 677 c.

Juillet.

- 1 Cass. Compét. civ. tribun. d'arr.
69 c. 257.
— Amiens. Priv. et hypoth. 1546-10.
— Limoges. Acquiescem. 561 c.;
Appel civ. 458 c.; Substit. 44.
— Montpellier. Mariage 160, 172 c.,
180 c., 183 c.
2 Ord. Marais 6; Organ. milit.,
p. 1882.
— Cass. Acquiescem. 578. — Sel
76-10. — Société 854.
— Bourges. Contrat de mar. 2064.
— Bruxelles. Caution. 157. — Vente
publ. d'imm. 1311.
— Metz. Privil. et hypoth. 527.
3 Cass. Louage administr. 28-10 c.;
Privil. et hypoth. 1076, 1278 c.
— Oblig. 231-10 c., 1454-50 c.;
Vente 145-60 c., 153-30, 154 c.
— Bruxelles. Droit 102.
— Colmar. Dispositions entre vifs
2939.
— Orléans. Péréemption 159-30,
259 c.
4 Cass. Cassation 566. — Droit
rural 53. — Instr. crim. 3353-10.
— Bruxelles. Ordre 722-10.
— Metz. Disposit. entre vifs 1434-
10 c., 2454.

Juillet.

- 4 Orléans. Deg. de jurid. 197.
— Instr. Certif. de vie 62 c.; Enreg.
6157.
5 Bruxelles. Enquête 21 c., 26 c.,
275-20 c., 596.
— Colmar. Louage 337-30.
— Rennes. Jugem. 394-20 c., 508-
20 c.; Vente publ. d'imm. 253-
10 c., 271. — Prescript. civ.
1072.
7 Cass. Compét. administr. 74-20;
Conciliat. 267 c.; Huissier 162 c.
— Mariage 626; Paternité
682 c.
— Riom. Contr. par corps 1079 c.,
1081.
— Solut. Enreg. 1064.
8 Cass. Octroi 193-10.
9 Cass. Appel civ. 873. — Chose
jugée 110-50. — Disposit. entre
vifs 1204.
— Caen. Vente publ. d'imm. 975.
— Rennes. Deg. de jurid. 76 c.,
92 c., 177-10.
— Circ. Octroi 72.
— Décis. Impôts indir. 163.
— Instr. Chasse 501.
10 Cass. Chose jugée 356-10 c.;
Frais et dépens 919. — Complice
244-30. — Except. 343-50 c.,
346 c.; Oblig. 3777 c.; Vente
publ. d'imm. 259 c., 869-10,
955-10, 10286. — Instr. crimin.
1301, 2522-10, 2552 c., 2762,
2999, 3003, 3170, 3191-10,
3254-40. — Législation 2.
— Bruxelles. Privil. et hypoth.
1322-20.
— Circ. Acte de l'Etat civ. 298 c.
11 Cass. Forêts 317-30; Peine 807-30.
— Impôts indir. 199-10. — Instr.
crimin. 543; Jugem. 793-10,
1086-10, 1099-10.
12 Cass. Jugem. 904-90. — Mat.
d'or et d'argent 183.
— Rouen. Contrat de mar. 1970.
14 Bruxelles. Disposit. entre vifs
490.
— Grenoble. Deg. de jurid. 631.
— Metz. Impôts indir. 575.
— Circ. Douanes 63.
15 Cass. Compét. comm. 184 c.;
Contr. par corps 368 c., 370.
— Bourges. Arbitr. 824, 891 c.,
1119 c., 1154 c.
— Bruxelles. Mandat 237.
— Limoges. Péréemption 224-30.
— Rennes. Interdict. 184-30.
16 Convention postale. Traité inter-
nat. p. 523.
— Cass. Arbitr. 84, 103 c., 1321 c.,
1334 c. — Chose jugée 211-10,
315, 322 c. — Contr. par corps
258 c., 291 c., 301 c., 620 c.,
643; Jugem. 608-80 c.; Prêt à
intérêts 185 c. — Disposit.
entre vifs 1523 c., 2301 c., 2391-10,
2394 c. — Privil. et hypoth. 851,
909-10 c.
— Angers. Scellés 102 c.; Séparat.
de corps 165, 170 c.
— Bruxelles. Conciliat. 104-20 c.,
327 c.; Rentes const. 155.
— Loi 273.
— Metz. Disposit. entre vifs 198.
— Rennes. Expert. 23-10 c., 209 c.,
304-30. — Vérificat. d'écrit.
77-20 c., 152 c.
— Rouen. Péréemption 96.
— Cons. d'Etat. Acquiescem. 934
c.; Cons. d'Etat 207, 258.
— Chose jugée 77-10. — Com-
mune 2454; Dom. de l'Etat 258.
— Commune 2760; Compét.
administr. 154 c. — Conflit 67.
— Emigré 142-30, 207-30,
217-90, 409-30. — Forfait.
73-40. — Impôts dir. 596-10,
624-30. — Jugem. par défaut
527. — Mise en jugement. 197-60.
— Patente 403. — Pêche fluv.
66-40. — Responsab. 615; Voi-
rie par terre 263-10 c.
17 Cass. Arbitr. 1181. — Disposit.
entre vifs 225. — Instr. crim.
2909. — Vol 228.
— Bruxelles. Expert. 188-60.
— Liège. Except. 190-10.

Juillet.

- 18 Cass. Appel crim. 72; Règlement
de juges 155 c. — Appel crim.
202. — Impôts indir. 481; Oc-
troi 386. — Instr. crim. 1629,
1728, 2514, 2536-10. — Ser-
ment 188-20.
— Bourges. Except. 332-40.
— Bruxelles. Exploit 272.
— Metz. Deg. de jurid. 210.
— Nancy. Enquête 104 c., 430.
— Poitiers. Privil. et hypoth. 1844.
19 Cass. Acquiescem. 218 c.
— Bourges. Vente 96.
— Paris. Surenchère 277.
— Riom. Chose jugée 238 c.
20 Cons. d'Etat. V. 30 juillet.
21 Cass. Acquiescem. 548 c. —
Compte 37 c.; Jugem. 18-30.
— Bourges. Exploit 405-20.
— Liège. Privil. et hypoth. 1677-20.
— Toulouse. Enquête 147.
22 Cass. Commissionn. 134, 136-10
c., 145 c. — Effets de comm.
423.
23 Cass. Droit rural 173 c. — Ex-
cept. 115-10 c. — Vente publ.
d'immeub. 234, 235 c., 835 c.,
1277 c., 1320 c.
— Bruxelles. Obligat. 532, 2531 c.
24 Cass. Dem. nouv. 155-10; Nan-
tissement 324. — Disposit. en-
tre vifs 2977. — Peine 212-20.
— Quest. préjud. 86-20.
— Bruxelles. Absence 647. — Prêt
sur gages 5.
— Caen. Privil. et hypoth. 1807.
— Montpellier. Jugem. par défaut
150-40.
— Riom. Acquiescem. 538 c.; Obliga-
tion 4537-20.
25 Cass. Instr. crim. 3529.
— Colmar. Minorité 321, 378, 590 c.
— Metz. Privil. et hypoth. 3351-10.
— Nancy. Vente publ. d'immeubles
1988-10.
— Rennes. Privil. et hypoth. 967,
1624-50.
— Instr. Minist. publ. 343.
26 Bruxelles. Contrat de mar. 4144-
10; Obligat. 3080 c.; Privil. et
hypoth. 909-40.
— Colmar. Séparat. de corps 369.
— Circ. Jugem. 896; Peine 203;
Prisons 21.
— Instr. Minist. publ. 343.
28 Bruxelles. Commissionn. 248. —
Disposit. entre vifs 3553-10. —
Mandat 263-30.
— Grenoble. Exploit 151.
— Limoges. Disposit. entre vifs 2184.
— Nancy. Appel civ. 1139 c.
29 Ord. Disposit. entre vifs 3355;
Org. milit., p. 1882.
— Cass. Désaveu 16 c., 18 c., 65.
— Obligat. 1680-60 c., 5026-10.
30 Ord. Bourse de comm. 129.
— Cass. Disposit. entre vifs 2335-60.
— Rennes. Appel civ. 1183; Frais
et dépens 470-10. — Enquête
456 c., 560 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2612-60.
— Cons. d'Etat 217. — Dé-
pôt 265. — Marché de fourn. 68.
— Mise en jugement. 230-20.
— Pêche fluviale 16 c., 33, 34
c., 43 c. — Voirie par terre
2058-30, 2110-10.
— Délib. Enreg. 3838.
31 Cass. Aubon de confiance 76 c.,
150; Cautionnem. de fonctionn.
65 c. — Désistement. 116. — Ef-
fets de comm. 218 c., 414,
579, 901 c. — Témoin 656-20.
— Dijon. Louage 335-40.
— Riom. Rentes const. 171 c.,
175-10.
— Circ. Mat. d'or et d'argent 24.

Août.

1. Aix. Droit marit. 1982.
1 Cass. Aubon de confiance 191 c.;
Quest. préjud. 69; Témoin 394.
— Bordeaux. Saisie-arrest 51-40.
— Grenoble. Contrat de mar. 1677.
— Rennes. Absence 164.
— Rouen. Appel incid. 40; Contrat
de mar. 3898 c.; Ordre 973 c.
— Décis. Enreg. 2609.

Août.

- 2 Bourges. Louage à cheptel 69.
— Caen. Disposit. entre vifs 2683.
— Colmar. Intervent. 27-20. — So-
ciété 971 c., 972-10 c., 973 c.,
978 c.
— Orléans. Arbitr. 897, 916 c., 1166.
4 Cass. Contrat de mar. 1135; Ex-
ploit 373-10. — Privil. et hy-
poth. 495. — V. 11 septembre
1817.
— Agen. Société 718.
5 Cass. Bourse de comm. 381 c.;
Droit civil 311 c.; Effets de
comm. 825; Except. 153. —
Oblig. 2851-40.
— Bourges. Compét. civ. trib. de
paix 28; Conciliat. 271; Ex-
cept. 311 c.
— Paris. Contrainte p. corps 1086.
6 Decr. Voiture 269.
— Ord. Loi 156-30 c.; Postes, p. 11.
— Cass. Enreg. 5684 c.; Impôts in-
directs 447 c., 449; Référé
237-10 c.
— Dijon. Contrat de mar. 1889,
1894 c.
— Lyon. Minorité 768.
— Paris. Droit civ. 273-10, 331-10 c.
7 Cass. Action poss. 621, 633 c. —
Instr. crim. 2658, 3528-10.
— Règlement de juges 63.
— Agen. Contrat de mar. 2580.
— Caen. Emigré 237.
— Grenoble. Droit civil 438-20.
— Rennes. Disp. entre vifs 1169 c.,
1171-10, 1671-60 c., 1691.
8 Cass. Crimes contre les personnes
28 c., 39 c.; Tentative 83. —
Serment 209; Témoin 368-10 c.,
20 c.
9 Orléans. Interdict. 160-10 c., 164,
182-10 c.; Minorité 156-10 c.
— Paris. Ordre 809; Req. civ. 130.
— Rennes. Dem. nouv. 259-20.
— Circ. Douanes 398.
— Delib. Enreg. 5291.
10 Convention postale. V. 3 juin
1818.
— Bourges. Désaveu 35.
11 Cass. Cassation 1156.
— Bourges. Appel civ. 1091.
— Paris. Domicile 59-60 c.; Loi
396 c.; Mariage 507.
— Rennes. Contrat de mar. 2191,
2233. — Enquête 230.
— Circ. Douanes 580.
— Décis. Certif. de vie 64 c.; Enreg.
1024.
12 Arrêté. Certif. de vie 5; Notaire,
p. 590.
— Cass. Acquiescem. 247 c., 385;
Cassat. 1722 c. — Avoué 192 c.
— Effets de comm. 461-10.
— Besançon. Péréemption 85, 178.
— Colmar. Compét. civ. trib. d'arr.
78; Loi 419 c.
— Rennes. Vente 578 c., 646.
13 Loi. Voiture 371.
— Ord. Amnistie, p. 513; Voiture
415 c.
— Cass. Degré de jurid. 30. — Dis-
posit. entre vifs 986-10, 1667,
1669-10 c., 3593. — Effets de
comm. 362. — Oblig. 4210. —
V. 13 mai 1817.
— Besançon. Vente publ. d'imm.
1030.
— Bourges. Presse-outr. 744, 788 c.
— Lyon. Disposit. entre vifs 3571.
— Orléans. Action 160 c.; Matières
somm. 32.
14 Cass. Cassation 1403 c.; Commis-
sionn. 275 c.; Effets de comm.
244; Frais et dépens 86 c.
— Faux 128, 156 c. — Instr. cri-
min. 1680-20, 1695-10-30 c.,
2179-30.
15 Cass. Appel incid. 79.
16 Cass. Instr. crim. 2569-10.
— Besançon. Action 262.
— Bordeaux. Appel civ. 411 c.;
Droit civ. 331-20; Jugem. par
défaut 185, 186 c.; Référé
146 c.; Saisie-arrest 122 c.
— Bourges. Deg. de jurid. 610;
Marché de fourn. 148-40.
— Metz. Loi 98 c. — Traité in-
ternat. 183 c.
— Rennes. Conciliat. 295-20, 299.
— Mandat 65.
17 Limoges. Acquiescem. 664 c.

Août.

- 18 Cass. Disposit. entre vifs 3088-20,
3090-10.
19 Cass. Disposit. entre vifs 4121,
4122 c.
— Rennes. Saisie-exéc. 296 c.;
Saisie-revendic. 12. — Vente
publ. d'imm. 348.
— Riom. Chose jugée 235 c.; Fail-
lite 546-30 c., 1077-40 c., 50 c.
Privil. et hypoth. 281-10; Tierce
opposit. 97 c. — Enquête 140.
20 Ord. Huissier 12-60; Serment,
p. 7.
— Cass. Except. 201 c., 203-20 c.;
Règlem. de juges 9-50.
— Amiens. Puiss. patern. 171 c.
— Ren. Es. Mandat 237-30.
21 Cass. Appel crim. 323, 330 c.;
Peine 200. — Cont. at de mar.
2890, 3263, 3742-20. — Instr.
crimin. 3276-10. — Prescript.
crim. 232.
— Orléans. Deg. de jurid. 116-20.
— Rennes. Droit marit. 930.
22 Cass. Cassation 560; Faux 221.
— Complice 35-10, 246-40. —
Impôts indir. 189.
— Bourges. Faillite 614-40.
— Riom. Deg. de jurid. 368-10.
— Décis. Certif. de vie 62 c.
23 Lyon. Ordre 106-10.
— Rennes. Compte 47. — Exploit
273-20.
— Riom. Disp. entre vifs 4216-20.
25 Ord. Majorat 5; Notaire, p. 590.
26 Cass. Co. pét. crimin. 506-10;
Instr. crim. 1131.
— Cons. d'Etat. Concess. administ.
65.
— Circ. Douanes 60.
27 Ord. Douanes, p. 586; Grains,
p. 540; Notaire, p. 590; Saisie-
arrêt, p. 490.
— Arrêté. Avocat 175.
— Cass. Cassation 1969-10. — Chose
jugée 21 c., 204-10. — Enreg.
2145.
— Angers. Contrat de mar. 1759 c.;
Dépôt 228-10 c.; Séparat. de
corps 176.
— Colmar. Contrat de mar. 219. —
Droit civ. 246 c.
— Grenoble. Péréemption 42-20,
325-10.
— Metz. Except. 58 c., 104.
— Nîmes. Domicile 52-50.
— Pau. Contrat de mar. 4098.
— Rouen. Contr. par corps 558 c.,
605 c.; Droit civ. 534.
— Toulouse. Minist. publ. 160;
Requête civ. 125.
— Cons. d'Etat. Compét. administ.
308-30, 427 c.; Voire par
terre 1176-20-30. — Co. cess.
administ. 18 c.; Eau 194. —
Conseil d'Etat 202-10, 209, 260.
— Dom. de l'Etat 210; Dom. ex-
traord. 25 30; Vente administ.
41-10. — Eau 561-60. — Mise
en jugement. 215. — Pension,
p. 755; Traitement. 26. — Trésor
publ. 975. — Vente administ.
132, 184.
28 Cass. Appel crim. 377.
— Tribun. du Puy. Notaire 627.
29 Cass. Cassation 448-40; Culte 66.
— Forêts 1421.
— Besançon. Intervent. 147-10.
— Bourges. Appel civil 685 c.; Ex-
ploit 108-60; Ordre 411 c.;
Privil. et hypoth. 660.
30 Cass. Instr. crim. 2141-40.
— Caen. Oblig. 3113-10.
— Grenoble. Péréemption 155-10.
— Rennes. Enquête 25-10.
— Décis. Enreg. 1444.

Septembre.

- 2 Toulouse. Vente publ. d'immeub.
1217-20.
3 Décis. Octroi 67-20.
4 Cass. Cassation 1008.
5 Cass. Instr. crim. 650, 651 c.
10 Ord. Avocat 517; Douanes, p. 586;
Echelles du Levant 7.
— Metz. Mariage 716.

Septembre.

- 10 Cons. d'Etat. Compét. administr. 113-20 c., 306; Conflit 174-50. — Cons. d'Etat 134-20. — Eau 449-130. — Impôts indir. 443. Loterie 37. — Marais 47. — Obligat. 1817; Org. administr. 129.
- Circ. Douanes 590.
- Décis. Douanes 494.
- Instr. Forêts 1992.
- 11 Cass. Dénonc. calomn. 103-20. — Instr. crim. 1153-10, 2439-20, 2537; Tentative 34.
- Circ. Or. an. administr. 787.
- 12 Convent. postale. Traité internat., p. 522.
- Cass. Procès-verb. 791-20-30.
- Décis. Enreg. 6390.
- 13 Rennes. Compét. comm. 121.
- 14 Cass. Faux 496.
- 15 Cass. Crimes contre les personnes 208-10; Médecine 72 c. — Forêts 1269. — Instr. crimin. 1031, 2177-30.
- 16 Cass. Amnistie 39.
- 17 Bruxelles. Référé 127.
- Cahier des charges. Trav. publ. 212 s.
- 25 Cass. Dénonc. calomn. 68. — Instr. crimin. 1891; Témoin 678-70.
- Statuts not. Paris. Obligat. 3778, 4298.
- 26 Cass. Cassation 1296, 2340-40 c.; Complice 229, 242 c. — Serment 164-10-40, 175.
- Décis. Enreg. 3988.
- 27 Rennes. Acquiescem. 260 c.; Compét. comm. 27; Désistement. 79 c. — Louage 136.
- Décis. Voiture 307.

Octobre.

- 1 Ord. Eau 478-150.
- 2 Cass. Instr. crim. 3039. — Presse-outrage 1355.
- Statuts notaires Paris. Obligat. 3720-10.
- 3 Cass. Armes 41 c.; Rébellion 58. — Association de malfaite. 16. — Complice 333; Peine 437. — Douanes 284-10, 796 c. — Faux 344 c.; Instr. crim. 2532-20, 2691, 3040.
- Bruxelles. Enreg. 916, 1089.
- Avis Cons. d'Etat. Voirie par eau 549, 558.
- 4 Bruxelles. Enreg. 1088, 2292-30, 5426, 5532, 5738.
- 6 Cons. ponts et chauss. Trav. publ. 527.
- 7 Solut. Enreg. 3517.
- 8 Ord. Presse-outrage, p. 406.
- 9 Cass. Serment 177-10, 181.
- 10 Cass. Appel crim. 322. — Cassation 218 c. 670, 1980. — Instr. crim. 1483, 3472-10, 3541; Témoin 153. — Instr. crim. 1536-10, 1756, 1766, 2179-20, 2177-10; Témoin 298 c. — Instr. crim. 3177-50, 3669. — Mise en jugement 56-10-30 c. — Témoin 116. — Vol 601.
- Décis. Instr. crim. 943.
- Lettre. Témoin 139-30.
- 11 Cass. Chose jugée 567-30-40 c., 575 c.; Compét. crim. 605 c., 606-20, 609 c., 613 c. — Instr. crim. 2433, 3170.
- Rennes. Dem. nouv. 187 c.; Exploit 193-30.
- Instr. Enreg. 4258.
- 14 Circ. Douanes 429.
- 15 Circ. Impôts indir. 13.
- 16 Cass. Avortement. 11, 12 c., 14 c. — Compét. crim. 638. — Tentative 89-60 c.
- Bruxelles. Conciliat. 382.
- 17 Cass. Défense 150.
- 18 Cass. Droit rural 103; Contrevent. 199 c., 209 c. — Faux 430, 437 c. — Forêts 1266.
- Metz. Attentat aux moeurs 28 c.; Presse-outr. 860, 945 c.
- 20 Bruxelles. Disposit. entre vifs 180-30.
- 21 Décis. Douanes 511.
- 22 Ord. Org. marit., p. 1678; Org. milit., p. 1882.

Octobre.

- 23 Bruxelles. Prescript. civile 981, 989 c.
- Liège. Enquête 210 c., 242 c., 523-10.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 29; Tierce-opposition 269. — Compét. administr. 123; Emigré 209-140; Papier-monnaie 16-40. — Compét. administrat. 154. — Hospices 464-20. — Marché de fourn. 50-10. — Vente administr. 312. — Voirie p. terre 2110-10, 2111-10, 2115.
- Décis. Voiture 330.
- Delib. Enreg. 2273.
- Instr. Société 1451 c., 1457, 1800 c.
- Solut. Impôts indir. 248.
- 24 Ord. Gendarmerie, p. 477.
- Cass. Instr. crim. 2266; Témoin 597-10. — Org. milit. 799-10; Privil. et hypoth. 1113 c.; Responsab. 777-30 c. — Témoin 446-10.
- 24 Cass. Degré de jurid. 673-20. — Instr. crim. 1501-10. — Jugement. p. def. 494-20. — Loi 348. — Quest. préjud. 117-30, 180 c. — Recusation 97-10, 139 c.
- Décis. Notaire 302, p. 599.
- 25 Bruxelles. Défense 72.
- 27 Decis. Certificat de vie 52 c.
- 29 Ord. Droit civil, p. 43; Ordres civ. et milit. 194 c.
- Décis. Impôts indir. 40, 251.
- 30 Cass. Douanes 583, 1016-60 c.
- 31 Cass. Cassation 158; Instr. crim. 1983-50, 2035, 2273, 2271-30, 3170; Témoin 136-10.
- Bruxelles. Exploit 556.
- Avis Cons. d'Etat. Eau 345, 431-60, 448.
- Décis. Certificat de vie 63 c.

Novembre.

- 3 Cons. d'Etat. Mise en jugement 339-30.
- Circ. Douanes 61.
- 4 Cass. Enreg. 3166. — Faillite 617-10. — Mandat 228-10.
- 6 Circ. Douanes 398.
- 8 Ord. Org. administr. 387, p. 608; Org. milit., p. 1882; Traité internat., p. 522.
- Cass. Compét. comm. 516. — Droit marit. 1198, 1237 c. — Instr. crim. 88-50 c., 495 c.; Jugement. 1064-30; Renvoi 149 c. — Privil. et hypoth. 1503-40. — Procès-verb. 660-10 c.; V. 7 novembre.
- Cons. d'Etat. Commune 1672 c., 1680-40, 1886, 2257-30, 2258 c., 2294 c. — Conflit 201; Trésor public. 551-40. — Emigré 209-130. — Forêts 985-10, 986 c. — Marché de fourn. 136-20. — Mise en jugement. 67. — Trav. publ. 1267-10. — Vente administr. 15. — Voirie par terre 335, 1159-10, 1646.
- 7 Cass. Cassation 450. — Forêts 1298; Instr. crim. 273 c.; Procès-verbal 560 c.; V. 6 novembre. — Instr. crim. 272-30; Procès-verb. 53-30 c. — Instr. crim. 3199-10. — Procès-verb. 733-10.
- 10 Cass. Jugement. par défaut 405 c., 419-30.
- Aix. Obligat. 3918.
- Rouen. Commerce. 242 c.; Effets de comm. 814-30.
- Décis. Certificat de vie 55 c. 1817.
- Avis Cons. d'Etat. Responsab. 340.
- 12 Cass. Contrat de mar. 3817.
- Orléans. Contrat de mar. 1833.
- Circ. Douanes 330.
- Décis. Notaire, p. 590.
- 13 Cass. Avoué 140-10, 191 c. — Mandat 309-10.
- Bruxelles. Mandat 230-30; Récompense 40 c.

Novembre.

- 13 Liège. Privil. et hypoth. 1603-10, 110 c.
- 14 Ord. Voie publ. 5-60.
- Cass. Instr. crim. 2141-10, 3035-30, 3575-20.
- Orléans. Contrat de mar. 1943, 2123 c., 2139 c.; Privil. et hypoth. 928. — Expert. 244-10.
- Décis. Douanes 396.
- Lettre. Cuite 529.
- 15 Metz. Presse-outr. 697-10.
- Bruxelles. Contrainte par corps 854. — Peine 294.
- 17 Cass. Régente civile 304, 309 c.
- 18 Ord. Cour des comptes, p. 510; Trés. publ. 731, 745, 766, 922, 927, p. 1134, 1135.
- Cass. Compét. civ. trib. de paix 109. — Douanes 806, 812 c.
- Douai. Désaveu 69-10.
- Rennes. Servitude 1003-20.
- Rouen. Vente publ. d'immeubles 538.
- Décis. Frais 1009.
- 19 Ord. Douanes, p. 588; Poudres, p. 52.
- Cass. Certificat de vie 13 c., 20; Péremption 211-10 c.; Rente viagère 154 c., 158 c.; Vente publ. d'immeub. 365, 1872-10. — Privil. et hypoth. 1720-30. — Rente viagère 98-10 c., 99-10 c. — Success. 3101.
- Paris. Arbitr. 859.
- Décis. Octroi 227, 233.
- 20 Cass. Compét. crim. 510 c.; Presse-outrage 1474. — Complice 44-30. — Disposit. entre vifs 2976-40. — Effets de comm. 131. — Responsab. 208-10.
- 21 Cass. Cassation 1563. — Impôts indir. 23-30 c., 122; Procès-verb. 399-30 c. — Impôts indir. 303; Procès-verb. 431-10 c.
- Agen. Désaveu 117.
- Angers. Obligat. 2321.
- Metz. Jugement. par défaut 251-10.
- Paris. Compét. comm. 195; Obligat. 4112 c., 4177-30 c.
- Avis Cons. d'Etat. Mines 775.
- 22 Bruxelles. Absence 647.
- 24 Cass. Faillite 319; Huissier 86.
- Rennes. Frais et dépens 83; Scellés 55.
- 25 Cass. Appel civ. 1138 c.; Cassation 74. — Grâce 56 c.; Organ. milit. 391-40 c., 394.
- Liège. Jugement. d'av. dire droit 36-30.
- Paris. Propriété littér. 820.
- Décis. Douanes 62.
- Delib. Enreg. 1241.
- Delib. mot. Paris. Obligat. 3472.
- 26 Cass. Chose jugée 110-30.
- Décis. Impôts indir. 160, 320.
- 27 Ord. Affiche 83 c.
- Cass. Abus de conf. 129. — Privil. et hypoth. 1318-30.
- Bruxelles. Exploit 288-40 c.; Vente publ. d'immeubles 409, 466-30.
- 28 Cass. Cassation 1754. — Impôts indir. 623, 624 c.
- Bruxelles. Contravention. 379 c.; Faux 21, 32 c.
- Liège. Vente publ. d'immeubles 418-40.
- Metz. Contrat de mar. 741, 2387 c.; Obligat. 5549 c.
- 29 Décis. Enreg. 4919.
- 30 Cons. d'Etat. Voirie par eau 161.

Décembre.

- 1 Cass. Propriété 421.
- Metz. Procès-verb. 610-60.
- 2 Cass. Chose jugée 212-30, 210 c.
- Bruxelles. Success. 1920, 1928-10, 1940, 2019.
- Circ. Greffe 54.
- 3 Cass. Commune 2067. — Douanes 178, 896 c. — Obligat. 5114-10 c.; Papier-monnaie 22. — Rentes foncières 59, 96 c. — Vente 1247 c., 1254 c., 1290-20 c., 1342-10.
- Colmar. Servitude 1035.

décembre.

- 3 Cons. d'Etat. Acquiescem. 925 c.; Emigré 214-30; Vente administr. 287. — Avocat 543; Commune 186 c.; Compét. administr. 43-10 c., 300-30 c., 488 c. — Cuite 635, 643; Jugement. 907, 938-60; Saisie-arrest 30. — Conseil d'Etat 199, 209. — Dom. engag. 10, 61-10. — Dom. nat. 16, 27-10. — Emigré 179-10, 401. — Marché de fourn. 56-50. — Mise en jugement. 186-140, 226-30. — Obligat. 2742 c. — Success. 2144. — Trav. publ. 815-10. — Vente administr. 335-10. — Voirie par terre 335, 2115.
- Règlement. Organ. marit. 541 s., p. 1678.
- 4 Cass. Cassation 1494. — Instr. crim. 8350-30. — Success. 254. — Vente 452-40.
- 5 Cass. Impôts indir. 579-10; Procès-verb. 205-20 c., 404-20 c. — Témoin 22-10 c., 128-20.
- Circ. Douanes 128-70.
- 6 Metz. Procès-verb. 586-10-60.
- 8 Cass. Mise en jugement. 54-60.
- Rennes. Compte 191-20.
- 9 Cass. Compét. civ. trib. de paix 109 c., 119 c.; Louage 238-30; Servitude 668 c. — Privil. et hypoth. 1626.
- Bruxelles. Exploit 210, 210. — Surenchère 296.
- Metz. Commissionn. 337; Deg. de jurid. 354-40 c.
- Rennes. Acquiescem. 559; Obligat. 731.
- 10 Ord. Enreg. 3294; Forêts 109; Org. milit., p. 1882.
- Cass. Cassation 1872. — Contrat de mar. 1263 c., 1269. — Enreg. 1176, 5719. — Instr. par écrit 11. — Prescript. civile 1064-20-30. — Vente 1672.
- Metz. Obligat. 3461, 3465 c.
- Orléans. Arbitr. 1159, 1181.
- Rennes. Vente publ. d'immeub. 538.
- Cons. d'Etat. Commune 2348-30; Mise en jugement. 197-10, 200-60, 237-20. — Trav. publ. 844-10 c., 855, 864 c., 1138-10. — Voirie par terre 124-40.
- Décis. Impôts indir. 388.
- 11 Cass. Domicile élu 14 c., 15, 19-30 c., 101-30 c.
- Bruxelles. Acte de l'état civ. 371.
- Orléans. Saisie-exéc. 173.
- Rennes. Obligat. 4738-40, 4906 c.
- 12 Cass. Org. milit. 830-20; Règlement. de juges 191. — Procès-verb. 474, 478.
- Paris. Ordre 1357-10 c.; Privil. et hypoth. 952, 989.
- Rennes. Appel civ. 606. — Jugement 389-60.
- Circ. Douanes 417.
- 13 Ord. Org. marit., p. 1679.
- Bourges. Commissionn. 460.
- 15 Cass. Dom. de l'état 291.
- Metz. Forêts 721.
- 16 Cass. Avoué 132.
- Riom. Jugement. par défaut 406-10.
- 17 Cass. Cautionnem. 303. — Vente 291-40.
- Paris. Contr. par corps 741-10 c., 753 c., 892.
- Circ. Douanes 269, 246.
- Delib. Enreg. 993, 995.
- 18 Cass. Impôts indir. 533 c.; Voiture 370. — Impôts indir. 579-20. — Obligat. 2693-10. — Témoin 603-10, 639-10, 674-40. — Voiture 305.
- Bruxelles. Obligat. 4044.
- 19 Cass. Chose jugée 574 c.; Crimes contre les personnes 238 c.; Responsabilité 92-90 c., 101-10.
- 22 Liège. Conciliat. 130.
- Rennes. Prescript. av. 808.
- 23 Cass. Enreg. 4774.
- Liège. Compét. comm. 89; Minist. publ. 231 c. — Mariage 643.
- 24 Ord. Place de guerre, p. 641; Secours publ., p. 771; Voie publ. 5-80.
- Cass. Arbitr. 578 c., 613. — Commissionn. 62. — Commune 2027. — Juifs 48, 30.

Décembre.

- 24 Grenoble. Contrat de mariage 3578-30.
- 26 Ord. Douanes, p. 588; Octroi, p. 17.
- Cass. Complice 247. — Instr. crim. 868-10; Témoin 394.
- Orléans. Saisie-exéc. 223.
- Riom. Contrat de mar. 1889.
- 27 Cass. Cassation 1749-10 c.; Instr. crim. 3262-50. — Complice 7; Témoin. faux 63 c. — Impôts indir. 216 c., 225-10. — Instr. crim. 2121, 2126 c., 3170, 3184-10; Jugement. 816.
- Rennes. Except. 145 c.
- 29 Cass. Contrat de mar. 1973.
- Grenoble. Contrat de mar. 1907.
- 30 Lol. Presse-outr., p. 406.
- Cass. Obligation poss. 544.
- Aix. Obligat. 2294-20 c., 2295-30 c., 2303-10.
- Metz. Arbitr. 1264 c., 1223. — Contr. par corps 743 c., 831.
- 31 Ord. Eau. p. 333; Impôts indir. 608; Org. milit., p. 1882.
- Cass. Contrat de mar. 4348.
- Décis. Impôts indir. 283-10.

1818

Janvier.

- 2 Cass. Cassation 423. — Forêt 114, 128 c.
- Toulouse. Contrat de mar. 3304.
- 3 Agen. Acquiescem. 690, 715 c.
- Dijon. Disp. entre vifs 1033-10.
- Liège. Disp. entre vifs 2581-30.
- Rennes. Appel civil 1090. — Jugement. 229. — Monnaie 61-40; Obligat. 5394-20.
- 4 Cass. Privil. et hypoth. 1701-30.
- Riom. Exploit 278-20.
- 4 Besançon. Acte de comm. 212 c.; Compét. comm. 18, 102; Exploit 2-0-30.
- Bruxelles. Cautionn. 115.
- Rennes. Exploit 447; Jugement 285-50; Privilèges et hypoth. 1242-20.
- Riom. Péremption 341-10.
- 7 Cass. Appel civil 1330 c.; Cassation 1149; Vente publ. d'immeub. 1548-10 c., 1553-10. — Arbitr. 117, 165 c. — Conciliat. 121. — Emigré 67. — Enregist. 5638, 5738, 5766. — Exploit 351-10 c.
- Besançon. Chose jugée 343 c.
- 8 Cass. Instr. crim. 3176-30.
- Agen. Vente publ. d'immeubles 1823-20.
- Besançon. Conciliat. 113.
- Grenoble. Conciliat. 49.
- 9 Ord. Bourse de comm. 123; Cautionn. de font. 21; Douanes, p. 588; Forêts 110; Notaire, p. 590; Org. marit., p. 167; Serment, p. 7; Trésor public 1148 c., p. 1135.
- Cass. Dommages destruct. 127, 289 c.; Loi 550-20 c.
- Metz. Cuite 620-10.
- Règlement. Organ. marit., p. 1679; Pension, p. 756.
- 10 Rennes. Appel civil 670 c.; Exploit 402.
- 12 Cass. Chose jugée 369-30; Compte 168.
- Grenoble. Deg. de jurid. 135-30.
- Décis. Impôts indir. 612; Notaire 627; Voiture 291.
- 13 Cass. Cassation 76 c.; Jug. d'av. dire droit 12-30. — Disposit. entre vifs 693, 3016 c., 3021 c., 2023 c. — Enreg. 147, 2265 c. — Témoin. faux; V. 13 février.
- 14 Cass. Effets de comm. 851. — Privil. et hypoth. 631 c., 477, 1857 c., 2065 c. — Success. 3253-10.
- Bruxelles. Jugement. 37-10-30, 45-10.
- Cons. d'Etat. Forêts 1864. — Imp. indir. 297. — Marché de fourn. 49-120. — Mise en jugement. 190-160. — Patente 88. — Prises marit. 339-10. — Travaux publ. 569-10.

Janvier.

- 15 Cass. Cassation 2070. — Organ. judic. 354-30. — Paternité 376 c., 645; Témoin 453.
— Dijon. Privil. et hypoth. 1820-10.
— Paris. Privil. et hypoth. 1846-90.
— Toulouse. Contrat de mar. 1682.
16 Cass. Instr. crim. 1680-30, 1695, 2519-30 c., 2521-10, 2576-20. — Org. judic. 243.
— Bruxelles. Effets de comm. 371.
— Metz. Oblig. 92-30; Tierce-opposit. 71 c.
— Orléans. Deg. de jurid. 314.
— Rennes. Contr. par corps 221; Exploit 72-30-30; Mandat 271. — Prêt à intérêt. 120.
17 Cass. Dom. de l'Etat 262 c. — Industrie 428-10 c.; Tentative 112-30. — Obligat. 2440-10. — Procès-verb. 343.
— Amlens. Ordre 108-30.
— Decis. Culte 579.
18 Orléans. Saisie-exéc. 289.
19 Poitiers. Requête civ. 19.
20 Cass. Compét. comm. 434; Règlement de juges 58 c., 65 c.
— Grenoble. Action 308.
— Decis. Enreg. 604.
21 Cass. Compét. comm. 504; Mandat 498 c. — Compét. crimin. 115.
— Bruxelles. Conciliat. 72.
22 Cass. Cassation 236 c., 1055 c. — V. 13 janvier.
— Colmar. Except. 279 c.; Exploit 140; Nullité 35.
— Rennes. Acquiescem. 108 c. — Référé 44, 89 c.
23 Cass. Impôts indir. 423; Procès-verbal 69-10 c.
— Rennes. Oblig. 4131, 4146-10.
24 Ord. Org. colon. 661.
— Colmar. Appel civ. 1003.
25 Cass. Acte de comm. 86; Commerce, 21 c. — Effets de comm. 517, 802-30 c. — Loi 37-10 c., 106 c., 419c.; Success. 849, 854.
— Grenoble. Exploit 160-20.
— Paris. Disposit. entre vifs 379-10.
— Riom. Surendre 21-20.
26 Cass. Enreg. 3737 c., 3740, 3743c., 4465 c., 4541 c., 5432 c.
— Colmar. Vente 640.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 349, 351, 1019 c., 1434-40 c., 1445, 1622, 1671 c.; Transcrit. hypoth. 536 c.
— Metz. Vente publ. d'imm. 107-10, 1323 c., 1452 c.
27 Cass. Arbitr. 1343. — Contrat de mar. 2132, 2165; Exploit 646 c.; Jugem. 579-20 c. — Dom. de l'Etat 995. — Org. judic. 666.
— Bruxelles. Contrat de mar. 2302, 2308 c., 2306.
— Paris. Compte 85, 87 c., 115-30 c.
— Rennes. Faux incid. 38.
— Circ. Douanes 590.
— Decis. Certif. de vie 59 c.
28 Cass. Cassation 158, 1340 c.; Instr. crim. 364-40. — Expert. 39-40 c. — Jugem. 1086-10; Propr. litér. 330, 487 c. — Prescript. crim. 40-20.
— Besançon. Ordre 934-10. — Privil. et hypoth. 1546-100, 1685-10. — Tierce-opposit. 42-10.
— Liège. Deg. de jurid. 680.
— Circ. Douanes 400.
— Decis. Enreg. 2778.
29 Paris. Privil. et hypoth. 422-10 note.
— Riom. Compét. comm. 227.
— Chambre des pairs. Compét. crim. 712, 730, 737.
— Decis. Impôts indir. 282-10.

Février.

- 1 Decis. Culte 208.
2 Cass. Disp. entre vifs 2772-10.
— Grenoble. Acquiescem. 640. — Frais et dépens 375.
— Decis. Douanes 728.
— Instr. Enreg. 3294.
3 Cass. Chose jugée 200-10. — Obligat. 1735-20, 2574, 2528 c. — Rennes. Contr. par corps 1012.

Février.

- 3 Rouen. Acquiescem. 299; Règlement de juges 46-10 c., 80.
— Decis. Enreg. 4883; Frais 1138.
4 Rennes. Expert. 144 c., 243.
5 Cass. Cassation 236 c., 1055 c., 1479. — Dom. destr. 285 c., 289; Droit rural 177 c.; Contrat. 430 c. — Instr. crim. 1889. — Usufruit 695.
— Bruxelles. Enquête 599, 640 c.
— Metz. Commune 2227.
6 Ord. Douanes, p. 588; Grâce 11; Hospices, p. 72; Prisons 66, 70, 98; Secours publ., p. 772; Traité internat., p. 522.
— Cass. Impôts indir. 309. — Instr. crim. 1638-40, 2721-20. — Organ. colon. 197-30.
— Metz. Vente publ. d'immeubles 1447-20.
— Orléans. Paternité 145-10.
— Riom. Compét. comm. 504.
7 Rennes. Ordre 894-30.
— Circ. Douanes 728.
— Decis. Obligat. 3461.
8 Cass. Privil. et hypoth. 1720-30.
— Grenoble. Jugem. 676-10.
— Paris. Emigré 53 c.
— Rennes. Contrat de mar. 1644.
10 Ord. Grains, p. 540.
— Cass. Action 179 c.; Privil. et hypoth. 1755, 1984 c.; Vente publ. d'immeubles 127 c.
— Bruxelles. Appel civ. 285 c.; Effets de comm. 331. — Contrat de mar. 1405 c., 1428.
— Rennes. Success. 1120-10; Vente 748.
11 Cass. Jugement d'av. dira droit 7-30. — Vérif. d'écrit. 82-30.
— Grenoble. Ordre 705-10.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 3998-20 c., 2002-20.
— Cons. d'Etat. Commune 2612-70. — Compét. administr. 371 c.; Impôts dir. 662. — Cons. d'Etat 389. — Dom. nat. 19-20; Trés. publ. 425, 439. — Prises marit. 266. — Responsabilité 796-10; Trés. publ. 437-30, 1026-20 c. — Vente administr. 207-20.
— Decis. Impôts indir. 561.
12 Cass. Complice 132 c., 175-10 c.; Défense 56; Instr. crim. 2011 c., 2014-20, 2194; Témoin 434-10. — Responsab. 249-10.
— Bruxelles. Enquête 523-30 c.
— Metz. Exploit 17 c.; Jugem. 491-10, 507; Jugem. par défaut 287-10; Juits 5-30 c.
— Rennes. Servitude 411. — Vente publ. d'immeubles 50, 1142 c., 1152-10 c., 1165 c.
— Riom. Contrat de mar. 254 c.; Obligat. 3312. — Vente publ. d'immeuble. 1801-30.
13 Cass. Cassation 1755 c.; Instr. crim. 1032 c.; Témoin. faux 93. — Instr. crim. 3068-10.
— Colmar. Disposit. entre vifs 8170-20, 2218 c.; Droit civil 123 c., 402 c.; Obligat. 3295 c.
— Metz. Jugem. 572-30.
— Rennes. Désaveu 33 c.; Exploit 374-40 c.; Mariage 384-50 c.
14 Orléans. Vente 138-30.
— Rennes. Appel civ. 128, 717 c.
— Decis. Enreg. 2669.
15 Cass. Cassation 1989-40. — Délai 17 c.; Effets de comm. 362. — Douanes 173.
— Metz. Vente publ. d'imm. 1323.
— Decis. Frais 660.
17 Cass. Défense 198. — V. 16 février.
— Caen. Mariage 629.
— Orléans. Expert. 292-20.
18 Cass. Disposit. entre vifs 758 c. — Loi 529-20. — Société 34-50. — Success. 1028.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3261-20-30, 3266 c.
— Grenoble. Chose jugée 200-20.
— Orléans. Prescript. civ. 118-10.
— Riom. Notaire 373 c.
— Circ. Hospices 45, 48, 72; Législation 5.
19 Cass. Disposit. entre vifs 2683. — Privil. et hypoth. 1152. — Vente de substances falsifiées 59.

Février.

- 19 Grenoble. Vente publ. d'immeuble. 1532-20.
— Toulouse. Arbitr. 1223.
20 Orléans. Vente 567.
— Decis. Enreg. 4908.
21 Cass. Vol 377, 380.
— Rennes. Prescript. civ. 807. — Success. 1923-30.
22 Cass. Dispos. entre vifs 2080-30. — Enreg. 2431, 5432.
— Toulouse. Propriété 608.
— Decis. Enreg. 701.
24 Aix. Dépôt 108 c.; Oblig. 2719. — Saisie-arrest 48.
— Rennes. Faillite 795; Saisie-arrest 341-10.
— Rouen. Acte de l'état civil 355.
25 Cass. Compét. administr. 129 c.; Domicile 38 c.; Jugem. 441-20c.; Loi 396 c., 397 c.; Mariage 507. — Degré de juridict. 281-30, 397-10 c. — Loi 269. — Obligat. 4137.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 4025, 4062 c.
— Toulouse. Propriété 526-20. — Vente publ. d'imm. 989-30.
— Cons. d'Etat. Commune 442 c., 1688. — Compét. 36 c.; Voirie p. eau 412-20. — Compét. administr. 163; Impôts directs 653-20; Mont-de-piété 68. — Compét. administr. 324 c.; Dom. de la cour. 76. — Compét. administr. 268 c. — Cons. d'Etat 209. — Culte 619. — Dom. engag. 120-20. — Expropri. publ. 12-10. — Jugem. p. déf. 519. — Louage adm. 16-130. — Marché de fourn. 134-40. — Mise en jugem. 184-30, 202-50. — Vente administr. 123-40. — Voirie p. terre 54-10.
26 Cass. Abus de conf. 127 c. — Disposit. entre vifs 2357-10.
— Rennes. Saisie-exéc. 141.
27 Cass. Amnistie 99; Contrat. 56 c.; Peine 257-10 c., 260-10 c. — Commune 666. — Presse-outrage 1277.
— Bruxelles. Chose jugée 546-20.
— Liège. Disp. entre vifs 2147-10.
28 Cass. Faux incid. 327-20.
— Dijon. Vente publ. d'imm. 1327, 1355 c., 1509-10 c.
— Pau. Mariage 521.
— Rouen. Société 193.

Mars.

- 2 Nancy. Vente publ. d'imm. 162 c., 839 c., 1086.
— Rennes. Chose jugée 381 c.; Jugem. 7. 162-110. — Peremption 192.
— Circ. Org. administr. 737.
3 Pau. Minorité 586, 628 c.
4 Cass. Except. 225, 226 c. — Oblig. 1668 c.; Rentes foncières 99 c.; Vente 1251.
— Circ. Prisons 70.
— Decis. Forêts 1218; Impôts indir. 158.
— Délit. Enreg. 1378.
5 Cass. Commune 634; Procès-verbal 163-10 c. — Commune 2079, 2090 c. — Expert. 315-10, 316 c. — Instr. crim. 1495. — Règlement de juges 193. — Vol 410 c., 414 c., 423.
— Bruxelles. Effets de comm. 748. — Règlement. Org. milit. 856-10.
6 Cass. Appel crim. 42, 89 c., 150 c.; Cassation 150 c. — Impôts indir. 401. — Médecine 126.
7 Cass. Octroi 349 c., 356-20 c.
— Bruxelles. Oblig. 789.
— Grenoble. Cautionn. 271.
— Liège. Disp. entre vifs 4376-50.
— Orléans. Disposit. entre vifs 2532; Obligat. 5160-30 c.; 5163 c.
— Paris. Presse-outr. 322.
— Rouen. Cautionnem. 334.
— Circ. Greffe 91-110.
— Decis. Certif. de vie 63 c.
9 Cass. Commune 1781; Exploit 98 c.
— Liège. Privil. et hypoth. 667-10 c., 681, 1671-50.

Mars.

- 9 Nancy. Cautionnem. 157; Jugem. p. défaut 151-40; Oblig. 4100 c. — Rennes. Conciliat. 169-20 c. — Désaveu 43, 148 c. — Effets de comm. 702-20.
10 Loi. Org. milit., p. 1883.
— Cass. Cassation 1838 c.; Privil. et hypoth. 532, 524 c. — Enreg. 5834 c. — Oblig. 509-10, 5163 c. — Paternité 698-20, 672-30, 712 c. — Société 198-40 c., 503.
— Bruxelles. Jugem. par défaut 408-30.
— Rennes. Conciliat. 169-20 c. — Peremption 26.
11 Cass. Cassation 1602 c. — Org. milit. 241-30-60.
— Grenoble. Prescript. civ. 639-10.
— Toulouse. Saisie-exéc. 58-30.
12 Cass. Instr. crim. 1657-10. — Témoin 148-20.
— Rennes. Vente 583. — Vente publ. d'imm. 651.
13 Cass. Presse-outr. 1113.
— Metz. Mise en jugem. 30-40.
— Rennes. Domicile élu 119 c., 123-10.
— Cons. d'Etat. Eau 477-20.
14 Cass. Instr. crim. 1482. — Vol 119-20, 121 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 228 c., 4228-40.
— Rennes. Servitude 1162-10.
— Toulouse. Minorité 453-40. — Org. milit. 480 c.
— Circ. Grâce 34; Prisons 72.
15 Loi. Org. milit. 681.
16 Cass. Faillite 47-10.
— Aix. Mariage 285-20.
— Bruxelles. Loi 273.
— Toulouse. Contr. p. corps 955.
17 Cass. Expropri. publ. 351 c.; Priv. et hypoth. 1333; Rentes constit. 214 c. — Jugem. 60.
18 Cass. Agent d'aff. 15 c., 21 c.; Mandat 71-10 c. — Disposit. entre vifs 2758 c.; Interr. s. faits et art. 19 c., 22-20; Substitut. 251 c. — Droit civil 273-20. — Prescript. civ. 1035.
— Besançon. Vente publ. d'imm. 466-10 c.
— Bruxelles. Except. 272-20 c.; Exploit 231. — Rentes constit. 154.
— Cons. d'Et. Banque 174. — Chose jugée 394-20. — Compét. administr. 161. — Conflit 42; Imp. dir. 647. — Dom. engag. 117-30; Trésor publ. 797 c. — Dom. nat. 16-10; Vente administr. 239-10. — Marché de fourn. 123-10, 145-30 c., 159-60. — Mise en jugem. 212-40. — Trésor publ. 948, 978-30 c. — Vente administr. 137.
— Circ. Douanes 745-20.
19 Cass. Cassation 2245 c.; Contumace 89; Peine 187 c. — Frais 1024. — Prescript. crim. 192; Procès-verbal 89.
— Instr. Trav. publ. 189.
21 Cass. Contumace 15.
23 Rouen. Droit marit. 203.
24 Cass. Enreg. 1818 c.; Rentes constit. 27; Vente 1130 c. — Mariage 754.
25 Ord. Org. milit., p. 1883; Poudres, p. 52.
— Bruxelles. Effets de comm. 590. — V. 25 mars 1817.
— Decis. Impôts indir. 277.
26 Cass. Chose jugée 567-40 c.; Compét. crim. 803-30. — Deg. de jurid. 851. — Faux incid. 327-20. — Instr. crim. 1624, 1829-10; Témoin 118-30. — Instr. crim. 1861-10, 3675-10.
— Decis. Impôts indir. 40.
27 Cass. Affiche 101. — Douanes 1003, 1009-10 c. — Instr. crim. 1062-20.
— Bruxelles. Contrat de mar. 2076.
28 Cass. Cassation 566. — Impôts indir. 134-10, 321 c.; Octroi 321 c.
30 Paris. Disposit. entre vifs 3478; Substitut. 93 c. — Référé 137 c.
31 Cass. Propr. 245-20 c.; Success. 1200.

Avril.

- 1 Ord. Org. milit. p. 1883.
— Cass. Org. instr. publ. 177 c. — Paternité 728-60.
— Dijon. Notaire 572.
— Metz. Louage 528 c., 527, 247 c.
— Délit. Enreg. 347.
— Solut. Enreg. 1088.
2 Ord. Boucher 134.
— Cass. Affiche 129 c.; Enreg. 6196; Frais 680 c.; Vente publ. d'immeubles 949 c. — Instr. crim. 1301, 1319, 3040. — Voiture 300.
— Grenoble. Substitut. 69-10 c.; Success. 1873-10.
— Poitiers. Usufruit 299.
— Circ. Douanes 592.
3 Cass. Défense 48 c. — Instr. crim. 1269-40, 1627-10, 2247, 2335-10, 3033, 3172-30-40 c., 3262-30; Témoin 497-10. — Impôts indir. 226.
— Angers. Louage 526-20-30-40 c.
— Poitiers. Substitut. 144.
4 Lyon. Séparat. de corps 52.
— Rennes. Culte 505; Oblig. 1400 c.
6 Cass. Arbitr. 104, 283 c., 1234 c. — Contrat de mar. 3418-10 c., 3900; Jugem. 273-20.
— Bruxelles. Mariage 172-10.
7 Cass. L'papier-monnaie 29.
— Trib. de Bar-sur-Seine. Bois et charbons 61.
— Circ. Voirie par terre 1975, 1976.
8 Ord. Poudres, p. 52.
— Cass. Arbitr. 1134; Compte 188 c. — Droit civ. 338, 310. — Jugem. 404-50; Règlement de juges 49. — Obligat. 2120 c.; Reutes constit. 165-10.
— Caen. Biens 56.
— Douai. Deg. de jurid. 109-10.
— Rouen. Propriété 477 c.
9 Ord. Org. milit. 1884.
— Cass. Bourse de comm. 381 c.; Effets de comm. 325. — Complice 56; Faux 226 c. — Enquête 193. — Instr. crim. 2004-20.
— Caen. Rentes constit. 89-10.
— Arr. avoc. Paris. Avocat 149.
10 Cass. Complice 206. — Instr. crim. 1291-30, 2987-10, 3156-30. — Peine 282-10. — Presse-outr. 1257-30. — V. 20 avril.
— Cons. d'Etat. Avocat 539; Frais et dépens 1212. — Quest. pré-judic. 213.
11 Bruxelles. Exploit 506-10.
— Caen. Séparat. de corps 14.
— Liège. Compét. comm. 112.
— Riom. Rente viagère 152.
— Délit. Enreg. 995.
12 Loi. Emigré, p. 474.
— Cass. Règlement de juges, V. 22 avril 1808.
— Grenoble. V. 14 avril.
13 Cass. Effets de comm. 821 c., 832. — Success. 1332-10.
14 Cass. Droit civ. 107-10 c., 314-20 c., 319; Obligat. 3295 c.
— Aix. Droit marit. 1685, 1702 c.
— Grenoble. Exploit 142; Huissier 160 c.
15 Loi. Organ. colon. 911, 989, p. 1027.
— Ord. Prud'hommes, p. 534.
— Cass. Impôts indir. 210-20, 414. — Success. 669-20.
— Orléans. Saisie-exéc. 136.
16 Cass. Cassation 1097. — Effets de comm. 299. — Instr. crim. 1662, 1664 c., 2008-10, 2260, 2336, 2347, 2369 c.; Témoin 527-20, 529. — Instr. crim. 2266, 2537, 2552, 2691, 3170. — Organ. col. 197-20. — Organ. judic. 700 c., 701 c., 703. — Vol 208, 223.
— Colmar. Arbitr. 1056 c.; Privil. et hypoth. 1587-50.
— La Haye. Faux 147; Instr. crim. 1132-10.
— Toulouse. Minorité 754-10.
— Decis. Douanes 815.
17 Cass. Instr. crim. 1496-40; Témoin 153. — Instr. crim. 2660. — V. 13 avril.
— Dijon. Disposit. entre vifs 2249, 3284 c.
— Rennes. Faux incid. 125.
— Riom. Exploit 637-30.
18 Arrêt. Boulanger 111.

Avril.

- 20 Cass. Cassation 296, 1154; Contrat de mar. 1135; Vente publ. d'imm. 1155. — Enreg. 2155.
— Bourges. Appel civ. 1209. — Frais et dép. 142-10.
— Grenoble. Deg. de jurid. 458-10.
21 Loi. Douanes, p. 588; Organ. marit. 706, p. 1679; Sel 69; Sermant, p. 6; Vente publ. de marchandises neuves, p. 992; Vente publ. de navires 9.
— Cass. Chose jugée 207-20. — Disposit. entre vifs 1401, 3613.
— Bruxelles. Compét. comm. 334.
— Grenoble. Intervent. 86-10.
— Metz. Compét. comm. 153 c., 156; Louage d'ouvr. 52-20 c.
— Instr. Minist. publ. 208.
22 Ord. Organ. milit., p. 1884.
— Cass. Appel civ. 383 c.; Conciliat. 76; Contr. p. corps 584, 587 c. — Faillite 831. — Oblig. 4118-20, 4148 c., 4180 c., 4748 c. — Priv. et hypoth. 2967-30.
— Grenoble. Exploit 111-30.
— Paris. Priv. et hypoth. 2595-10.
— Cons. d'Etat. Vente administr. 267-60 c.
23 Ord. Avoue 28.
— Cass. Appel civ. 754 c.; Domicile élu 27-30; Ordre 937-30 c.; Priv. et hypoth. 2770-10 c. — Instr. crim. 1224-40, 2624-20. — Oblig. 1754-10.
— Bruxelles. Prescript. civ. 848-20.
— Riom. Success. 1945.
— Cons. d'Etat. Commune 669-10, 2249. — Conflit 49; Eau 558-30.
— Conseil d'Etat 196, 208.
— Culte 287. — Dom. de l'Etat 248-20; Jugem. 904-10. — Lettres minist. 2-10. — Marche de fourn. 133-30. — Mise en jug. 115, 194-10, 234. — Tres. publ. 552. — Vente administr. 59-20, 237-30. — Voirie p. terre 348-20, 581, 1128, 1129, 1354-100.
24 Cass. Attentat aux mœurs 133; Instr. crim. 1883. — Complice 49 c.; Faux 258. — Impôts indir. 565. — Presse-out. 1347.
— Besançon. Compét. comm. 137.
— Bruxelles. Rentes fone. 91-10.
— Grenoble. Arbitr. 322, 1043 c.
— Orléans. Frais et dép. 558-20.
25 Convention. Trésor publ. 532 s., 537; V. 15 juin 1818.
— Angers. Responsabilité 577-10, 697-50 c.
— Paris. Droit civil 85-10.
— Riom. Disp. entre vifs 4617-20, 4619 c.
27 Rennes. Compte 116 c.; Dem. nouv. 95-60 c.; Intervention 94-20 c.; Vente 978 c., 1822, 1995-30 c., 2005-20 c.
— Avis. Voirie par terre 1825, 1833, 1847.
— Instr. Enreg. 4898, 4970-80.
28 Cass. Amnistie 145 c. — Deg. de jurid. 558-90. — Impôts indir. 408 c., 573-30. — Oblig. 2483-10.
— Grenoble. Contrat de mar. 3840.
— Limoges. Priv. et hypoth. 2081-20; Vente publ. d'imm. 308 c.
— Metz. Enquête 284.
— Rennes. Arbitr. 373; Enregistr. 5128 c.; Oblig. 4027 c. — Voirie p. terre 1356-10.
— Décis. Enreg. 2689.
29 Cass. Amnistie 145 c. — Cassation 1882-30 c.; Enreg. 5624-30. — Compét. civ. trib. d'arr. 289 c.; Enreg. 5739. — Contrat de mar. 3945, 3946 c. — Prêt à int. 7 c.; Rentes constitut. 9-10.
— Besançon. Vente publ. d'immeub. 1312.

Mai.

- 1 Ord. Pension, p. 750.
— Cass. Appel crimin. 366; Vol 728-40. — Commune 1219. — Douanes 978 c.; Procès-verbal 23. — Instr. crim. 3456-40. — Procès-verb. 123.
— Aix. Société 1631.
2 Cass. Commune 1337. — Mise en jugem. 292-10.

Mai.

- 2 Grenoble. Ordre 816.
— Metz. Appel crim. 210 c.; Impôts indir. 530.
4 Cass. Acquisescem. 247 c., 469 c., 482, 603 c.; Contr. par corps 1026 c., 1074 c.
5 Cass. Cassation 1878 c.; Chose jugée 545 c.; Disposit. entre vifs 2361-10; Instr. crim. 229 c. — Contrat de mar. 3852. — Deg. de jurid. 441-10.
— Bordeaux. Exploit 653.
— Liège. Péremption 290-20 c.
— Trib. de la Seine. Propr. litt. 95.
— Circ. Douanes 551.
6 Loi. Traité internat., p. 522; Trés. publ., p. 1135.
— Ord. Org. milit., p. 1884; Pension, p. 756; Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Contr. de mar. 2215, 2653 c. — Disposit. entre vifs 1667 c., 1668-30, 1693 c. — Emigré 122-10, 126 c., 127 30 c.; Priv. et hypoth. 734 c.; Jugem. 65-50.
7 Cass. Appel civ. 748 c.; Except. 274-10 c.; Exploit 364 c.; Vente publ. d'imm. 90 c., 1482 c., 1489 c., 1531-10 c., 1537-20. — Cassation 158, 164; Instr. crim. 643, 859; Renvoi 148. — Prescript. civ. 586. — Vente 1534-30.
— Bruxelles. Conciliat. 178-30.
— Poitiers. Saisie-exéc. 91.
— Rennes. Droit marit. 66, 198 c., 256-10 c.
— Riom. Vente publ. d'imm. 463, 599 c.
— Toulouse. Vente publ. d'imm. 1447-40.
8 Cass. Complice 244-60. — Instr. crim. 1104-10, 2039, 2218-50. — Procès-verb. 112.
— Décis. Enreg. 2991.
9 Colmar. Verif. d'écrit. 86, 103 c.
— Paris. Instr. crim. 1062-20.
— Rennes. Surenchère 137-20 c., 179.
11 Bruxelles. Disposit. entre vifs 1667 c., 1669-20. — Droit marit. 2174; Mandat 197, 222. — Loi 245 c.
— Rennes. Faillite 592.
— Circ. Douanes 728, 888.
12 Metz. Acquisescem. 624 c.; Arbitr. 653 c., 666 c., 688 c., 697 c., 1252 c. — Action 170; Obligat. 3171 c.; Priv. et hypoth. 1148-20 c. — Mandat 434-10.
— Rennes. Droit marit. 1319.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 2915-10.
13 Ord. Pêche marit. 39.
— Bruxelles. Exploit 468.
— Colmar. Mariage 83-40, 88-50-60 c.
— Nancy. Tentative 68-30 c.
— Poitiers. Arbitr. 84, 103 c., 757, 1334 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 62 c., 312 c.; Cons. d'Etat 209; Mines 251. — Emigré 207-30. — Marche de fourn. 163-30-40. — Mines 562. — Mise en jugem. 239-90. — Octroi 335-10. — Voirie p. terre 1354-110, 1449-20.
14 Cass. Impôts indir. 207. — Renvoi 181.
— Grenoble. Contrat de mar. 1852 c.
15 Loi. Affiche 131; Dom. engagés, p. 194; Dom. extraord. 48; Enreg. 31, 6066-10; Impôts indir., p. 265; Impôts indir., p. 420; Majorat 9 c.; Nécéc., p. 568; Monument 28, 36; Octroi 281-20, 294, p. 17; Organ. milit., p. 1884; Patente, p. 49; Pension, p. 756; Presse-outrage, p. 406; Traitement 27, 37; Trés. publ., 385, 551, p. 1136; Vente publ. march. neuves, p. 992.
— Cass. Associat. de malfait. 15 c., 20. — Cassation 363.
— Chambre des pairs. Duel 115.
— Besançon. Contr. de mar. 1806 c.
— Orléans. Saisie-exéc. 18.
— Décis. Culte 116.
16 Circ. Douanes 546.
18 Cass. Rentes foncières 50, 95; Vente publ. d'immeubles 646.
— Paris. Culte 114-30, 115-30.

Mai.

- 18 Circ. Commiss. de police 33 c.; Commune 402, 479; Garde champ. 16; Impôts indir. 159, 344.
19 Cass. Vices rédhibit. 124, 128 c. — Lyon. Contr. par corps 72.
— Toulouse. Minorité 806.
— Décis. Voirie p. eau 92.
— Lettre. Eau 153, 473-160.
20 Loi. Voirie p. eau 534.
— Ord. Certif. de vie 5; Culte, p. 713; Impôts indir., p. 420; Législation 8; Notaire, p. 590; Organ. milit., p. 1884; Pension, p. 757; Poudres, p. 52.
— Cass. Commissionn. 318 c., 447. — Contr. par corps 304. — Contrat de mar. 229.
— Agen. Contrat de mar. 444.
— Toulouse. Servitude 829-10.
— Circ. Impôts indir. 52.
— Convention. Traité internat., p. 522.
— Instr. Org. milit., p. 1884.
21 Besançon. Effets de comm. 693.
— Bruxelles. Effets de comm. 135.
— Liège. Enquête 517-10.
— Orléans. Arbitr. 675; Récusation 132.
— Poitiers. Privileges et hypothèques 1641-10.
22 Cass. Domm. destr. 150-20 c. — Douanes 1003-40. — Vol 108, 400-30.
— Bruxelles. Exploit 358-20. — Loi 249-30.
— Nîmes. Interdict. 217-100.
— Rennes. Obligat. 370-60, 999-10.
— Rouen. Priv. et hypoth. 1108, 1388, 1521-20.
23 Cass. Vente publ. d'imm. 1531-30. — Metz. Forêts 571.
— Paris. Vente publ. d'immeubles. V. 33 mai 1808.
— Rouen. Droit marit. 203.
— Décis. Certif. de vie 61.
25 Bruxelles. Témoin 203.
— Limoges. Acquisescem. 796 a.
— Toulouse. Commune 2487.
26 Cass. Emigré 210-50.
— Aix. Droit marit. 209 c., 220 c., 1422.
— Colmar. Contrat de mar. 4328; Loi 256.
— Liège. Priv. et hypoth. 1627-10.
— Lyon. Surenchère 148.
27 Cass. Arbitr. 1247 c., 1264 c., 1339; Intervent. 27-10 c.; Pérempt. 332 c. — Jugem. 200-10; Papier-monnaie 44-10.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 387; Jugem. 291-10.
— Caen. Acte de comm. 208; Société 228-10 c.
— Orléans. Expert. 224-20.
— Riom. Disposit. entre vifs 440.
28 Cass. Cautionnem. 339. — Défense 57; Instr. crim. 2219-30, 2569-30; Témoin 575-30. — Peine 659-20. — Vente publ. d'immeub. 400, 832 c. — Vol 547.
— Rennes. Appel civ. 593 c.; Expert. 355 c.
29 Cass. Appel crim. 264 c.; Exploit 747 c.; Impôts indir. 527. — Instr. crim. 938, 3381-10. — Procès-verb. 113-10.
— Metz. Frais et dépens 614-20; Juifs 21-20; Loi 357; Obligat. 3085-20, 4650-50 c.; Prescript. civ. 1086.
30 Cass. Cassation 443 c., 2203-30 c.; Compét. crim. 300-10 c.; Témoin. faux 81-20; Témoin 118-30. — Faux 426. — Forêts 739, 1433 c.
— Rouen. Absence 508.
— Décis. Enreg. 148.
— Délit. Enreg. 5238.
31 Cass. Vente 177-30.
— Paris. Prescript. civ. 1089-10.

Juin.

- 1 Convent. Traité internat., p. 522.
— Arrêté. Impôts indir. 428.
— Rennes. Contr. p. corps 833 c., 870 c.; Faux incid. 57, 75-60 c., 79 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 69. — Trav. publ. 1297-20.

Juin.

- 2 Cass. Arbitr. 72, 1218 c. — Prescript. civ. 744.
— Grenoble. Contr. de mar. 4175 c., 4180 c.; Disposit. entre vifs 509, 513, 514, 523, 1067.
— Orléans. Compét. civile trib. de paix 318.
— Paris. V. 2 juin 1817.
— Rennes. Deg. de jurid. 380-20.
— Cons. d'Etat. Vente admin. 248.
3 Ord. Octroi, p. 17; Prud'hommes, p. 535; Traité internat., p. 522.
— Cass. Acquisescem. 578. — Commune 1391 c.; Reprises d'inst. 39-20. — Disposit. entre vifs 3570-40. — Faillite 829.
— Rennes. Séparat. de corps 369.
— Cons. d'Etat. Commune 1684-30; 1707 c., 2243, 2432, 2612-80; Compét. admin. 118. — Conflit 32. — Cons. d'Etat 124-70, 143-20, 201, 238. — Eau 474-50, 558-50. — Expert. 385 c.; Exprop. publ. 17-60. — Manufact. 78, 94-10. — Marché de fourn. 141-30. — Nom 54-30, 61, 62-10. — Voirie p. terre 431, 463, 2058-30.
4 Cass. Instr. crim. 1302-20, 2691. — Minorité 298, 748 c.; Oblig. 2898 c. — Témoin 398-10.
— La Haye. Arbitr. 1328.
— Délit. Enreg. 1392.
5 Cass. Faux 234, 441 c. — Voiture 366-20.
— Bruxelles. Loi 421-20.
8 Bruxelles. Transaction 90.
— Grenoble. Deg. de jurid. 327-10.
— Rouen. Faillite 735-30, 759 c.
9 Cass. Jugem. 991-10. — Loi 168.
10 Ord. Organ. milit., p. 1884; Poudres, p. 52.
— Cass. Expert. 280. — Priv. et hypoth. 1737-60.
— Orléans. Peine 659-10.
— Décis. Impôts indir. 53, 256.
11 Cass. Appel crimin. 75 c.; Cassation 182 c.; Commune 706 c., 707 c., 1144. — Contrat de mar. 1798, 1864 c., 1868 c. — Douanes 1016-30 c.; Peine 807-90. — Instr. crim. 1066; Tentative 71 c. — Instr. crim. 2537, 2691.
— Orléans. Vente 159.
— Décis. Enreg. 5239.
12 Cass. Abus de conf. 151 c., 157. — Peine 129-20. — Presse-out. 935-30.
— Avis. Trésor public 611, 625.
— Circ. Douanes 131; Hospices 309.
13 Cass. Domm. destr. 250; Quest. préjud. 54-40 c.
— Limoges. Enquête 379-20, 443 c.
— Rennes. Commissionn. 174, 175 c.
— Riom. Effets de comm. 809.
15 Convention. Traité internat., p. 522; Trésor publ., p. 1136.
— Cass. Chose jugée 316 c.; Paternité 390.
— Liège. Prêt à intérêts 50.
— Rouen. Enquête 145.
— Toulouse. Disp. entre vifs 1627.
— Tribunal comm. Marseille. Droit marit. 631.
16 Cass. Deg. de jurid. 33. — Disposit. entre vifs 2446-10. — Effets de comm. 850. — Loi 294-10; Louage emphyt. 34; Rentes fone. 92-10. — Success. 2205.
— Poitiers. Saisie-arrest 362-40, 364 c.
— Rennes. Intervent. 108 c.; Péremption 224-20, 259 c.
— Riom. Péremption 97. — Priv. et hypoth. 1969.
— Toulouse. Prêt à int. 82.
17 Amiens. Vente 1500-90-100, 1506-30 c., 1526 c., 1541 c.
— Rouen. Contr. par corps 753; Délit 43 c.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 77-20, 102-10. — Commune 142-60; Mise en jugem. 226-30 c. — Commune 2436-20. — Compét. 36c. — Compét. administr. 231. — Cons. d'Etat 79-10, 180, 239. — Marché de fourn. 42-30; 49-10, 134-90. — Mise en jugem. 196-20. — Voirie par terre 401, 421, 1140.

Juin.

- 17 Décis. Impôts indir. 275, 279.
18 Cass. Normandie 81 c.; Success. 1554-10.
— Besançon. Enquête 618, 641. — Mat. somm. 65-10.
— Metz. Jugem. par déf. 43-10. — Mariage 88-20.
— Rennes. Acquisescem. 223 c.
19 Cass. Commune 1219. — Forêts 395 c.; Instr. crim. 304. — Impôts indir. 563. — Instr. crim. 1983-30, 2045-30, 3117-20, 3171-20. — V. 19 juin 1819.
— Paris. Vente 860.
— Rennes. Obligat. 5316.
20 Cass. V. 19 juin.
— Besançon. Expert. 221; Success. 1704-30.
— Paris. Bourse de comm. 488.
22 Cass. Dom. de l'Etat 290. — Jugem. par défaut 371-30, 421-30 c.; Oblig. 3932 c.; Priv. et hypoth. 2682-10.
— Metz. Arbitr. 1097, 1239 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2334-30, 2345-10 c.
23 Cass. Vol 365.
— Limoges. Exploit 405-50.
— Paris. Contrat de mar. 1867; Loi 272-20 c., 380-30 c.; Mariage 728; Prescript. civ. 1072, 1094.
— Riom. Louage 849.
— Circ. Douanes 128.
24 Ord. Org. colon., p. 1027.
— Cass. Action possess. 74. — Chose jugée 136-20 c.; Vente publ. d'imm. 265, 528. — Jugem. 151-30.
— Aix. Domicile élu 106-10.
— Bruxelles. Effets de comm. 190.
— Grenoble. Deg. de jurid. 120.
— Orléans. Dem. nouv. 72.
25 Cass. Deg. de jurid. 575. — Instr. crim. 3195.
— Rennes. Exploit 504-30; Jugem. par défaut 163; Oblig. 1544 c., 1580-10; Rentes foncières 29, 51-20.
26 Angers. Priv. et hypoth. 1347.
— Bruxelles. Cautionn. 231, 313 c. — Prescript. civ. 640 c.
27 Rennes. Appel civ. 922 c.
28 Bordeaux. Arbitr. 705, 728 c.
29 Cass. Péremption 257.
— Paris. Mariage 638-50.
— Décis. Douanes 396.
30 Cass. Cassation 279 c.; Dom. de l'Etat 290, 295 c.; Tierce-opposit. 158; Vente 930. — Except. 343-10; Surenchère 244.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 295; Jugem. 13-250 c. — Obligat. 2443-10.
— Grenoble. Tierce-opposit. 147-40.
— Nîmes. Priv. et hypoth. 2380-10.
— Pau. Jugem. par défaut 103.
— Instr. Enreg. 1996, 1999.
— Lettre. Forêts 1059.

Juillet.

- 1 Ord. Bourse de commerce 124; Mat. d'or et d'argent 18-110; Vente publ. marchand. neuves p. 972.
— Cass. Commune 1558 c.; Deg. de jurid. 498-10 c.; Désistement. 87-30; Jugem. 60; Org. judic. 377-10 c. — Quest. préjudic. 111-20.
— Colmar. Obligat. 4856.
2 Cass. Impôts indir. 179-10-20, 296 c. — Jugem. 1071-30; Témoin 192. — Loi 168. — Mat. d'or et d'argent 108, 128-30 c.
— Toulouse. Obligat. 5548 c.
3 Cass. Cassation 1499-20, 1877-70. — Complice 144-20. — Témoin 567.
— La Haye. Jugem. 658-30.
— Metz. Jugem. d'av. dire droit 25-150 c., 44-10.
4 Besançon. Arbitr. 1335.
— Grenoble. Contrat de mariage 3164-10.
— Metz. Appel crim. 278.
6 Cass. Cassation 487; Impôts indir. 472 c., 481 c.; Voiture 270. — Enreg. 148, 2268 c.

Juillet.

- 1 Grenoble. Effets de comm. 374; Privil. et hypoth. 1269-2^e c. — Pérépation 83.
- Rennes. Commune 1407; Jugem. 998-6^e c.
- 7 Cass. Dem. nouv. 259. — Loterie 28. — Vente publ. d'immeub. 446-1^e.
- Rennes. Arbitre 1338.
- Rouen. Normandie 67 c.
- Toulouse. Paternité 230, 233 c.
- Cons. d'Etat. Commune 1366.
- Décl. Certif. de vie 62 c.
- 8 Ord. Org. milit., p. 1884; Pension, p. 757.
- Cass. Enreg. 3449. — Jugem. 532-1^e. — Obligat. 3491.
- Bruxelles. Deg. de jurid. 629.
- Rouen. Denonc. calomn. 38; Presse-outrage 855.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 177, 209. — Culte 637-4^e. — Impôts dir. 184. — Manufact. 83-1^e, 91. — Mise en jugem. 197-5^e. — Trav. publ. 871, 1162 c. — Trés. publ. 875-3^e, 888 c., 892-1^e c.
- Décl. Impôts indir. 57; Octroi 96.
- 9 Cass. Crimes contre les personnes 29-1^e. — Forêts 1439 c., 1467 c., 1528. — Vol 312-1^e.
- Circ. Substances vénérées 37 c.
- Instr. Chasse 504.
- 10 Cass. Instr. crim. 1188, 1814-1^e, 2413-3^e.
- 11 Rennes. Arbitr. 165.
- Riom. Mariage 82-10^e.
- Instr. Assurances terr. 312; Société 1459, 1585.
- 12 Ord. Chapelier, p. 82.
- 13 Cass. Action 85 c.; Compét. civ. trib. d'arrond. 130-3^e.
- Metz. Compét. comm. 153.
- Montpellier. Vente publ. d'immeub. 2237.
- Paris. Denonc. calomn. 34 c., 138, 144 c. — Minorité 350.
- Rouen. Surenchère 285, 317.
- Décl. Acte de l'état civ. 327 c. — Enreg. 658.
- 14 Cass. Chose jugée 45-4^e c.; Disp. entre vifs 3133.
- Bruxelles. Cautionnem. 292; Obligat. 1523-3^e c. — Exception 559-3^e, 566 c.; Vérif. d'écrit. 43 c.
- Limoges. Disposit. entre vifs 1033-3^e; Success. 1070.
- Metz. Disposit. entre vifs 1617, 1627 c.
- 15 Ord. Org. milit., p. 1884; Poudres, p. 52; Wattingues, p. 1356.
- Cass. Acquisc. 33 c., 306 c., 478. — Arbitr. 101 c., 567. — Chose jugée 287-3^e. — Date 27 c.; Enquête 163 c., 438 c.; Pérépation 144-1^e, 153-2^e c. — Sel 74-4^e.
- Angers. Vente publ. d'immeub. 1776.
- Metz. Acquisc. 597.
- Rennes. Exploit 313-1^e.
- Toulouse. Vente 310-2^e.
- 16 Cass. Action 294 c.; Faillite 331-3^e c.; Privil. et hypoth. 1410; Vente 1241-1^e c. — Complice 138-2^e. — Faux 145. — Instr. crim. 2721-3^e, 2915-2^e, 2923; Vol 466-2^e. — Témoin 635-3^e. — Vol 330.
- Bordeaux. Privil. et hypoth. 1006.
- Rennes. Expert. 207, 230 c.
- Riom. Disposit. entre vifs 2033 c.; Substitut. 122.
- Toulouse. Privilèges et hypoth. 3670, 2704-1^e.
- 17 Cass. Industrie 435. — Instr. crim. 3170.
- Dijon. Disposit. entre vifs 4508.
- Orléans. Ordre 108-3^e; Privil. et hypoth. 3029.
- 18 Cass. Cassation 452-6^e c.
- Bruxelles. Enreg. 4728, 4751 c.
- Rouen. Faillite 1288.
- 21 Cass. Effets de comm. 362. — Enreg. 254, 264 c. — Loi 364; Usufruit 164 c.
- Bruxelles. Jugem. p. déf. 291-3^e.
- Metz. Notaire 50 c., 60.

Juillet.

- 21 Paris. Droit civil 325.
- Lettre. Acte de l'état civil 32 c., 38 c.
- 22 Ord. Douanes, p. 590; Org. milit., p. 1884.
- Cass. Chose jugée 377-2^e. — Commune 2085. — Jugem. 99.
- Grenoble. Conciliation 384.
- Orléans. Contrainte p. corps 481.
- Rennes. Séparat. de corps 164.
- Cons. d'Etat. Commune 369, 2450. — Compét. administr. 163-6^e; Domaines de l'Etat 209-5^e c. — Emigré 404-7^e. — Manufact. 24-1^e, 32-1^e. — Marché de fourn. 48-1^e. — Mise en jugem. 97. — Prises marit. 347, 349 c. — Propriété 158. — Quest. préjud. 212-1^e. — Usage 453-3^e.
- 23 Cass. Cassation 670. — Impôts indir. 277. — Instr. crim. 3194 c., 3440. — Oblig. 1010-1^e, 4007-1^e. — Procès-verbal 707.
- Grenoble. Saisie-arrest 58 c., 72-1^e.
- Limoges. Appel civil 1084.
- Orléans. Jugem. par déf. 336-3^e.
- Rennes. Faillite 1077-3^e.
- Delib. Enreg. 1297.
- 24 Cass. Acquisc. 919; Appel crim. 99 c., 101 c.; Appel incid. 180 c. — Instr. crim. 1018-3^e, 1026-3^e; Minist. publ. 49-6^e. — Instr. crim. 1495, 1501-1^e. — Volture 280.
- Bruxelles. Enquête 602 c., 632.
- Décl. Enreg. 4319.
- 26 Cons. d'Etat. Commune 2619-9^e.
- 27 Cass. Propriété féodale 434, 462.
- Caen. Mariage 149.
- Metz. Appel crim. 262 c., 372.
- Rennes. Commissionn. 361 c., 399 c., 502. — Intervent. 148-3^e.
- Toulouse. Vente publ. d'immeub. 2130-1^e.
- Décl. Privil. et hypoth. 2959.
- 28 Cass. Arbitr. 686 c., 986. — Disposit. entre vifs 1401. — Exploit 121-1^e.
- Beaunon. Vérif. d'écrit. 75-1^e.
- Bruxelles. Compét. 36. — Compét. civ. trib. d'arr. 242. — Faillite 613-9^e.
- Cons. d'Etat. Vente administ. 194.
- 29 Ord. Certif. de vie 5; Etabliss. d'épargne 11; Manufact. p. 5; Notaire, p. 590; Traité intern., p. 522.
- Cass. Action poss. 395. — Contrat de mariage 355; Disposit. entre vifs 2170 c. — Effets de comm. 481. — Vente publique d'immeub. 318-4^e, 935-2^e c.
- Metz. Usufruit 177.
- 30 Cass. Cassation 1499-4^e. — Commune 219. — Instr. crim. 1601, 1626-4^e, 1771-4^e, 2034. — Postes 51 c., 52-1^e.
- Bruxelles. Acquisc. 314.
- Liège. Enquête 368-4^e.
- Orléans. Expert. 230.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 1686-2^e; Transaction 16.
- Avis. Voirie p. eau 552.
- 31 Cass. Attentat aux mœurs 129, 131 c. — Contrat. 407 c.; Vol 422-2^e. — Instr. crim. 2624-4^e. — Presse-outr. 1292-4^e, 1473 c. — Procès-verbal 294, 546, 613. — Témoin 603.
- Colmar. Acquisc. 241 c.; Disp. entre vifs 4405.
- Grenoble. Droit marit. 349.
- Paris. Louage à cheptel 44-2^e, 47-1^e c., 5^e c.
- Toulouse. Compét. civile trib. de paix 106.

Août.

- 1 Cass. Contrav. 241; Droit rural 218-2^e. — Défense 74.
- Dijon. Success. 366; Oblig. 4485.
- Paris. Disposit. entre vifs 2389-1^e c.; Mariage 524, 581-2^e c.
- 2 Ord. Droit civ., p. 43; Gendarme, p. 477; Org. milit., p. 1884.
- Angers. Obligat. 3187.
- Nîmes. Vente 1256.

Août.

- 2 Riom. Jugem. par défaut 127-1^e, 356-1^e c.
- Décl. Enreg. 2008.
- 3 Cass. Cassation 490 c.; Domicile élu 108; Rente viagère 167.
- Limoges. Success. 1901.
- Riom. Contr. par corps 157.
- Instr. Enreg. 1471.
- 4 Cass. Cassation 905 c., 2104 c.; Chose jugée 35 c.; Enreg. 2350, 2709 c., 5756 c. — Reglem. de Juges 9-2^e.
- Riom. Appel civ. 1033; Arbitr. 574; Delai 64 c.; Rente viagère 119, 120 c.
- 5 Ord. Eau 473-15^e; Jeu 8; Monument 36 c., 38; Organ. milit., 682 s., p. 1884.
- Cass. Cautionn. 306.
- Dijon. Faillite 213-3^e, 216 c.
- Douai. Faillite 17-5^e c., 1237; 1243 c.; Oblig. 2423-3^e c.
- 6 Cass. Cassation 438; Impôts indir. 535. — Instr. crim. 141-1^e, 978-1^e, 998-1^e.
- Lyon. Privil. et hypoth. 2074.
- Arr. avoc. Paris. Avocat 96.
- 7 Cass. Amnistie 31. — Compét. crim. 636, 637 c. — Discip. 213-5^e; Fonctionn. publ. 131-3^e; Instr. crim. 121-5^e c.; Presse-outr. 739 c. — Impôts indir. 235. — Postes 67-1^e, 69-1^e. — Voirie 294 c., 357-3^e.
- 8 Cass. V. 7 août.
- Aix. Droit marit. 535.
- Décl. Enreg. 4579.
- 10 Cass. Org. milit. 391-1^e c., 394.
- Colmar. Disposit. entre vifs 1417, Oblig. 3295 c., 4579-3^e c.; Responsabilité 411-2^e c.
- Rennes. Acquisc. 636 c.
- 11 Cass. Commissionn. 260. — Droit marit. 1036. — Louage 99 c.; Minorité 205, 402-3^e c., 477 c., 483 c.
- Metz. Récusat. 78-1^e c., 106.
- Rennes. Action 178.
- 12 Ord. Emigré, p. 474.
- Cass. Avoué 193 c. — Success. 1163. — Vente administ. 380.
- Agen. Obligat. 49.
- Caen. Mariage 149.
- Orléans. Vente 419.
- Toulouse. Vente 1550-2^e.
- Cons. d'Etat. Acquisc. 298, 940. — Commune 2612-13^e; Compét. admin. 163-7^e, 488 c.; Marché de fourn. 157-3^e c. — Conseil d'Etat 298. — Effets de comm. 945. — Nom 54-4^e, 63-2^e. — Trav. publ. 1130. — Voirie par terre 1354-11^e.
- Décl. Impôts indir. 311.
- Instr. Organ. milit. 298, 299, p. 1885.
- 13 Cass. Contrat de mar. 1798 c., 1897. — Impôts indir. 565. — Instr. crim. 2538-3^e, 3191-3^e, 3347-1^e. — Procès-verb. 463. — Voirie 294.
- Décl. Procès-verb. 638.
- 14 Cass. Bourse de comm. 262 c., 268 c., 491 c., 498, 508 c.; Cassation 1765 c.; Jugem. 761-5^e c., 793-2^e c.; Témoin 214-1^e c. — Chose jugée 418-1^e. — Instr. crim. 1613.
- Metz. Vente publ. d'immeub. 1976.
- Riom. Enquête 607.
- Rouen. Droit marit. 2001.
- Toulouse. Obligat. 2651-1^e c., 2686; Prêt à intérêt. 167 c.
- Circ. Org. milit. 294.
- 16 Cass. Requête civ., V. 16 août 1808.
- 17 Metz. Faillite 69; Obligat. 3912-2^e c.
- Montpellier. Vente publ. d'immeub. 1639-1^e, 1735 c.
- Rennes. Acquisc. 441 c., 841 c.; Désaveu 16, 56 c., 151 c.
- 18 Cass. Deg. de jurid. 497-2^e; Org. judic. 277-1^e c. — Dom. eng. 117-6^e c. — Jugem. 60 c. — Oblig. 47-1^e c. — Success. 254.
- Grenoble. Compét. comm. 163.
- Rennes. Contrat de mar. 1769.
- Toulouse. Enquête 377-1^e.

Août.

- 18 Avis Cons. d'Et. Commiss. pris. 9.
- Circ. Douanes 674.
- Lettre. Conseil 38.
- 19 Ord. Ville de Paris, p. 146.
- Cass. Chose jugée 579-4^e. — Deg. de jurid. 278-1^e. — Dépôt 241-2^e c. — Intervent. 152 c.; Privil. et hypoth. 1708 c.; Tierce-opposit. 43 c., 150-2^e; Vente 1435 c. — V. 19 février 1818.
- Grenoble. Acquisc. 237.
- Limoges. Exploit 264.
- Pau. Surenchère 160-2^e.
- Riom. Pérépation 62-1^e.
- Toulouse. Appel incid. 130.
- Delib. Enreg. 3391.
- 20 Cass. Cassation 735, 875 c. — Commenc. 264 c.; Effets de comm. 95, 137 c. — Compét. crim. 164-3^e. — Douanes 813. — Impôts indir. 206-1^e c., 208 c., 250, 258 c.; Procès-verb. 488 c. — Impôts indir. 498. — Procès-verbal 22. — Témoin 446-1^e.
- Angers. Servitude 472 c., 474-1^e.
- Metz. Obligat. 783 c.; Vente 886.
- Cons. d'Etat. Octroi 40, 41, 171.
- Arr. avoc. Paris. Avocat 212.
- 21 Cass. Défense 48; Evasion 72. — Instr. crim. 1274, 3023, 3334-3^e, 3375-2^e. — Voirie 429-1^e.
- Caen. Absence 655.
- Colmar. Usage 95; V. 29 août.
- Avis Con. d'Etat. Enreg. 3221.
- Circ. Impôts indir. 13.
- 22 Metz. Dénonciat. calomn. 17 c., 137; Presse-outr. 875-1^e c.
- Circ. Douanes 609.
- 23 Cons. d'Etat. Emigré 207-5^e.
- 24 Cass. Enreg. 5240.
- Toulouse. Mariage 751-3^e c., 758-1^e, 761 c.
- Circ. Douanes 286, 465.
- 25 Cass. Acquisc. 364; Cassation 1869 c.; Jugem. 54-1^e; Success. 205, 206-4^e c., 1720. — Cassation 1132.
- Lyon. Effets de comm. 377.
- Rennes. Louage 250.
- Toulouse. Puiss. patern. 121.
- Cons. d'Etat. Commune 2604. — Concess. administ. 65. — Conseil d'Etat 100-17^e; Jugem. p. défaut 501-3^e. — Conseil d'Etat 126, 157, 389; Mines 253 3^e. — Eau 119; Voirie p. eau 107, 119-3^e. — Marché de fourn. 147. — Prises marit. 299. — Voirie p. eau 88.
- Décl. Impôts indir. 209.
- 27 Cass. Cassation 155 c.; Instr. crim. 439 c., 574. — Disposit. entre vifs 2530-3^e. — Impôts indir. 28, 326-1^e. — Marché de fourn. 134-1^e. — Presse-outr. 869-9^e.
- Grenoble. Obligat. 4136-1^e.
- Lyon. Disposit. entre vifs 286.
- Rennes. Effets de comm. 417, 445.
- Riom. Minist. publ. 78 c.; Ren-voi 14.
- Arr. avoc. Paris. Avocat 198.
- 28 Cass. Chasse 471. — Commune 989 c., 990-3^e; Contrav. 103 c., 104 c., 105 c. — Jugem. 742-2^e. — Témoin 91-5^e.
- Grenoble. Effets de comm. 479.
- Lyon. Oblig. 4742-1^e c., 4763-1^e, 4765-4^e c., 4778-1^e c.
- 29 Colmar. Usage 542 c.; V. 21 août.
- Dijon. Paternité 456 c., 710 c., 719.
- Grenoble. Paternité 674-2^e.
- Metz. Compét. civ. trib. d'arr. 81, 268; Success. 2243.
- Toulouse. Compét. comm. 359-3^e; Deg. de jurid. 137.
- 31 Cass. Acquisc. 60, 845 c., 860 c.; Appel civ. 599 c.; Rentes const. 166-1^e c.
- Bourges. Acte de notor. 4 c.
- Grenoble. Arbitr. 1119. — Compét. comm. 359-1^e. — Contrat de mar. 3927.
- Lyon. Obligat. 4116-1^e.
- Rennes. Minorité 209-2^e c., 258-1^e c., 260, 262 c., 271 c.; Tierce-opposit. 31 c.

Septembre.

- 1 Grenoble. Deg. de jurid. 327-1^e. — Pau. Agréé 41.
- Toulouse. Surenchère 331.
- 2 Ord. Gendarme, p. 477.
- Rennes. Tierce-opposit. 201-2^e.
- 4 Cass. Appel crim. 343.
- 9 Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 142, 252, 272. — Hospices 70, 100. — Impôts dir. 615. — Mis. en jugem. 231-1^e, 229-3^e, 234, 236-3^e, 242.
- 10 Cass. Instr. crim. 3186, 3193-3^e. — Vol 365.
- Circ. Mat. d'or et d'arg. 56; Octroi 96.
- 11 Cass. Appel crim. 68 c., 86 c.; Compét. crim. 323, 411 c.; Instr. crim. 71 c., 142 c.; Responsab. 505-5^e. — Complice 239. — Voirie 294.
- Décl. Enreg. 1442, 2725.
- Instr. Certif. de vie 62 c.
- 16 Ord. Cour des comptes, p. 510; Trésor publ., p. 1136.
- Décl. Impôts indir. 36, 153.
- 17 Cass. Cassation 1007-4^e, 1462 c., 1956 c.; Instr. crim. 1642, 2572. — Témoin 614-2^e.
- Décl. Instr. crim. 945.
- 18 Arrêté. Mines 477.
- Cass. Presse-outr. 1463.
- 19 Cass. Appel crim. 310; Défense 64, 117. — Instr. crim. 2961. — Jugem. 842-3^e. — Vol 348.
- Instr. Trav. publ. 195.
- 22 Cons. d'Etat. Eau 119.
- Décl. Douanes 534, 556.
- 33 Ord. Cour des comptes, p. 510; Douanes, p. 590; Industrie, p. 674; Organ. milit., p. 1885.
- Liège. Mines 55, 106.
- 24 Cass. Forfait. 54-2^e.
- Trib. comm. Paris. Agréé 30.
- Statut. Oblig. 3717.
- 25 Cass. Impôts indir. 306. — Instr. crim. 1429, 1724-3^e c., 1726-3^e, 3176-4^e. — L'aine 418-2^e. — Témoin 171-1^e. — Tentative 96-1^e. — Vol 167 c., 653.
- Décl. Enreg. 745.
- Solut. Org. milit. 338.
- 26 Rennes. Deg. de jurid. 262-1^e.
- Décl. Org. milit. 267.
- 30 Ord. Garde nat., p. 294.

Octobre.

- 1 Cass. Complice 35-1^e c., 3^e. — Instr. crim. 1556-3^e, 2526-2^e.
- 2 Cass. Instr. crim. 296 c.; Mat. d'or et d'argent 152, 159-3^e; Procès-verb. 143 c., 505-1^e c. — Instr. crim. 3016. — Minist. publ. 67 c., 110-1^e. — Peine 268, 289.
- Riom. Jugem. 676-1^e; V. 12 octobre.
- 7 Ord. Commune 142; Majorat 3; Notaire, p. 591; Tontine 33, 40 c., 47 c.; Ville de Paris 23 c.
- Bruxelles. Commissionn. 73, 88 c. — Instr. Minist. publ. 303.
- 8 Cass. Compét. crim. 633 c.; Complice 214-1^e c.; Instr. crim. 1469 c., 1593; Vol 190 c. — Faux 258. — Instr. crim. 3384-4^e. — Témoin 219. — Vol 65-1^e, 481.
- Bruxelles. Acte de comm. 92.
- Lettre. Octroi 296-1^e c.
- 9 Convention. V. 26 octobre.
- Rennes. Mariage 168.
- 10 Bruxelles. Louage 497-2^e. — Minorité 331-2^e.
- Circ. Douanes 60.
- Delib. Enreg. 2225.
- 12 Riom. Jugem. 613-2^e.
- 13 Décl. Douanes 515; Enreg. 4006.
- 14 Ord. Grâce 11.
- Arrêté. Nourrice 5.
- Circ. Organ. milit. 294.
- Décl. Impôts indir. 218, 294; Voirie 308.
- 15 Cass. Boulanger 31 c.; Commune 1271. — Complice 36, 170-1^e. — Faux 419, 426, 430. — Minist. publ. 68-1^e. — Prêt à intérêt 509.

Octobre.

- 15 Circ. Douanes 446; Organ. milit. 255.
16 La Haye. Arbitr. 876.
— Circ. Prisons 70.
17 Cass. Cassation 1286-30; Domm. destr. 242 c., 251. — Commune 1133.
21 Ord. Boulanger 91; Pêche marit. 10.
— Cons. d'Etat. Commune 2243, 2612-140. — Emigré 111. — Hospices 77. — Mise en jugem. 30-10, 196-170, 237. — Trés. publ. 429-40. — Vente admin. 67, 255, 315-20.
— Circ. Douanes 479; Org. milit. 268.
— Instr. Org. milit., p. 1885.
22 Cass. Acquissem. 878; Compét. crim. 507, 525, 536 c. — Huissier 131.
23 Paris. Référé 199 c.
24 Bruxelles. Faux 231.
25 Solut. Organ. milit. 241.
26 Ord. Traite intern., p. 523.
— Decis. Enreg. 6016.
27 Cass. Impôts indir. 233.
28 Lettre. Eau 153.
29 Cass. Serment 144 c. — Témoin 644-10.
— Bruxelles. Chose jugée 592. — Desaven 42 c., 45, 68-40 c.

Novembre.

- 3 Cass. Arbitr. 909, 910 c.; Cassation 487 c.; Exploit 232-20. — Droit marit. 495.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 116-20.
4 Cass. Acquissem. 923 c.; Chose jugée 570. — Enreg. 2933. — Jugem. 57-20. — Propriété féodale 160-80, 331-20.
— Decis. Forêts 188, 189 c.
5 Cass. Chose jugée 588. — Défense 59. — Disposit. entre vifs 1384. — Instr. crim. 3037-10, 3180. — Vol 365.
— Bruxelles. Acte de comm. 204 c., 205 c., 212; Compét. comm. 114 c.
— Cass. Obligat. 4763-10.
7 Decis. Douanes 728.
9 Bruxelles. Enquête 300-10, 500 c.
10 Cass. Absence 691. — Arbitr. 510. — Compte cour. 39 c., 102, 120 c. — Exploit 118-50. — Loi 273. — Rentes constituées 168-10, 178-10, 185 c.
— Bourges. Vente 66 c., 71.
— Bruxelles. Cassat. 936. — Enreg. 9153.
— Metz. Droit civil 306-30 c., 307. — Exploit 317.
11 Cass. Chose jugée 286. — Dispos. entre vifs 2446-10 c., 2459-10c. — Loi 259-30, 264 c.
— Angers. Vente 167-30.
— La Haye. Contrainte p. corps 570.
— Decis. Enreg. 685.
12 Cass. Disposit. entre vifs 2184, 3185 c., 3685 c. — Mise en jug. 2151. — Renvoi 138.
13 Cass. Avoué 140-10, 191 c.; Except. 582 c.; Instr. crim. 936 c. — Chasse 21, 23 c., 30 c. — Instr. crim. 1666.
— Bruxelles. Cautionn. 358. — Commissionn. 169, 204 c.; Faillite 1268 c.
— Metz. Enquête 693.
— Cons. d'Etat. Mise en jugem. 228-70. — Travaux publ. 1211.
— Decis. Frais 1103.
14 Bruxelles. Contr. par corps 367 c.; Effets de comm. 407 c., 410.
— Paris. Contr. de mar. 2548; Emigré 129-10, 132-20.
16 Cass. Acquissem. 503 c., 764; Vente publ. d'im. 1561 c.
— Rouen. Disposit. entre vifs 2137.
17 Cass. Disp. entre vifs 311; Droit civ. 480 c., 536 c.; Substit. 111 c. — Faillite 401 c., 434 c. — Bruxelles. Forfait. 190, 191-30 c., 193 c. — Instr. crim. 3660; Organ. judic. 685-40.
18 Ord. Traite intern., p. 522.
— Cass. Arbitr. 544 c., 701 c., 1133. — Servitude 88 c.; Succes.

1525.

Novembre.

- 18 Cons. d'Etat. Commune 1421; Voirie p. terre 2110-10. — Commune 1546. — Compét. admin. 150; Eau 473-30. — Compét. admin. 174-20. — Cons. d'Etat. 191, 209. — Consul 45; Mise en jugem. 228-110. — Dom. de l'Etat 327; Frais et dep. 1209-40. — Forêts 146, 1059-50; Frais et dépens 1193, 1201. — Jugem. par défaut 521. — Mise en jugem. 226-10. — Nom 54-20, 66 c. — Théâtre 337. — Trav. publ. 1034-20-30, 1037 c.
— Decis. Forêts 1709.
— Delib. Enreg. 859.
— Solut. Enreg. 1171.
19 Cass. Défense 43 c., 50. — Impôts indir. 626. — Jugem. 65-80, 1051-10. — V. 19 nov. 1819.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 309-30. — Louage 335-10, 542 c.; Obligat. 1202-40 c. — Vol 126-10.
— Metz. Ordre 138-20.
— Decis. Enreg. 684, 708.
20 Cass. Commune 674 c.; Culte 66. — Impôts indir. 386-20. — Instr. crim. 1720-50, 1733-10.
— Metz. Saisie-exéc. 88, 203 c., 215 c.
— Riom. Contrat de mar. 254 c.; Notaire 372 c. — Disposit. entre vifs 1669-10; Obligat. 3313-10; Responsabilité 400 c.
— Circ. not. Paris. Cautionn. de fonct. 106 c.
21 Ord. Boulanger 92.
— Pau. Vente publ. d'im. 1598.
— Rennes. Désistement 87-20.
22 Ord. Banque 175.
— Cass. Jugem. 988-10. — V. 25 novembre.
— Aix. Droit marit. 1915.
— Bourges. Deg. de jurid. 257. — Disposit. entre vifs 1393; Succes. 1601-20.
— Cons. d'Etat. V. 23 avril 1818.
24 Cass. Amnistie 77. — Commune 1985-30; Vente 2016 c. — Impôts indir. 406-30.
— Montpellier. Interrog. sur faits et art. 103. — Jugem. 441-30.
25 Ord. Ordres civ. et milit. 189.
— Cass. Contrat de mar. 4306-10. — Deg. de jurid. 510-30 c.; 563-10; Référé 88 c.; Scellés 110 c. — Disposit. entre vifs 3571. — Impôts indir. 355, 544.
— Decis. Impôts indir. 36.
— Solut. Organ. milit. 243.
26 Cass. Attentat aux mœurs 20, 30 c. — Impôts indir. 431. — Instr. crim. 2531, 2546 c., 2552, 2658. — Obligat. 2194.
— Bruxelles. Loi 326.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2258-10.
27 Cass. Impôts indir. 207; Procès-verb. 143 c., 146-10 c. — Impôts indir. 214, 243.
— Bourges. Appel civ. 1200; Désistement 106 c.
— Metz. Faux 220.
28 Riom. Péremption 353-20.
— Rouen. Droit marit. 442.
29 Paris. Vente publ. d'immeubles 1890-20.
— Solut. Organ. milit. 268.
30 Cass. Action possess. 38; Conclus. 17 c.
— Aix. Mandat 497, 498 c.
— Bruxelles. Conclus. 77-40 c. — Contr. par corps 70.

Décembre.

- 1 Cass. Effets de comm. 238. — Oblig. 92-10.
— Aix. Vente 690.
— Besançon. Except. 223.
— Grenoble. Mariage 172-10.
— Metz. Minorité 458; Privil. et hypoth. 2682-20 c.
— Riom. Disposit. entre vifs 2059-20, 2939, 3214-10, 3632; Succes. 241, 2266.
— Circ. Org. milit. 497.
2 Cass. Vente 1106, 1540 c.
— Angers. Vente publ. d'im. 655. — Decis. Douanes 515.

Décembre.

- 3 Ord. Org. milit., p. 1885.
— Cass. Abus de confiance 112 c.; Dépot 132-10; Obligat. 4820-10 c. — Impôts indir. 228-10. — Quest. préjudic. 17-30. — Témoin 647-10.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3010-20, 3438. — Faux incid. 166, 168 c. — Jugem. 558-10. — Instr. Org. milit., p. 1885.
4 Cass. Impôts indir. 298-20, 430; Instr. crim. 298 c.
— Riom. Contrat de mar. 4005.
— Rouen. Acte de comm. 86; Commerce 21 c.
7 Cass. Faux incid. 39-10.
— Bruxelles. Exploit 108-120.
— Rennes. Vente publ. d'im. 780, 1786, 1815 c.
— Riom. Obligat. 5240.
8 Ord. Corse 2, p. 488; Org. judic., p. 1504.
— Cass. Acte de comm. 75. — Cassation 1224.
— Angers. Désistement 86.
— Grenoble. Jugem. p. défaut 110-10.
— Metz. Arbitr. 645, 668 c.
— Toulouse. Jugem. 613-10.
9 Cass. Eau 358; Propriété 167-10 a. — Impôts indir. 438.
— Orléans. Jugem. 963-40.
10 Cass. Cassation 452-30. — Droit marit. 1020. — Procès-verbal 273. — Tentative 86-40.
— Besançon. Vente publ. d'im. 1597, 1736-30.
— Bruxelles. Effets de comm. 123. — Vente 699.
11 Cass. Impôts indir. 498, 552.
— Metz. Obligat. 618; Société 857-40 c.
12 Ord. Douanes, p. 590; Industrie, p. 671; Prud'hommes, p. 535.
— Agen. Acquissem. 609.
— Riom. Disposit. entre vifs 358.
— Cons. d'Etat. Frais et dépens 1207, 1209-30 c., 1217; Jugem. 921-10, 936 c. — Marché de four. nit. 86. — Mise en jugem. 200-50, 224-90, 226-100, 233-10. — Nom 54-40. — Quest. préjudic. 212-20. — Vente administ. 214-10, 345-10. — Voirie par terre 2206 c.
13 Cass. Douanes 1003-40; Octroi 225 c.
14 Cass. Minorité 844-20.
— Besançon. Appel civ. 748 c.; Exploit 404-20.
— Bourges. Contr. par corps 1086.
— Liège. Degre de jurid. 50.
— Toulouse. Saisie-exéc. 193.
15 Cass. Cassation 809, 1078 c. — Chose jugée 36 c.; Interdict. 215-10. — Deg. de jurid. 296-10, 403-10. — Disposit. entre vifs 762. — Jugem. par défaut 211-20 c.
— Bourges. Exploit 115-20.
— Lyon. Société 225.
16 Cass. Avoué 132. — Mandat 177-30. — Rentes constituées 185-10.
17 Ord. Dom. de l'Etat, p. 97; Org. administ., p. 608; Org. instr. publ., p. 1348.
— Cass. Enquête 492 c.; Obligat. 3152-20. — Instr. crim. 164. — Témoin 151.
— Toulouse. Vente 530.
18 Cass. Douanes 1003-40. — Voiture 258-20.
— Aix. Droit marit. 442, 1371 c.
— Grenoble. Obligat. 1042.
19 Bourges. Deg. de jurid. 256. — Jugem. p. déf. 374-40.
— Paris. Référé 54.
21 Cass. Adultère 63 c.; Séparat. de corps 70-30.
22 Cass. Conciliat. 105. — Contrat de mar. 150 c.; Disposit. entre vifs 2380-20-30-80.
— Metz. Arbitr. 1158.
— Decis. Douanes 494.
23 Ord. Octroi, p. 17.
— Cass. Commune 838 c.; Contrat de mar. 980, 994 c.; Contrav. 203 c.; Droit rural 108-10 c.; Obligat. 1472-10 c. — Jugem. p. déf. 95-20.
— Metz. Minorité 732-20.

Décembre.

- 23 Paris. Disposit. entre vifs 3412.
— Rennes. Dépot 216, 236-20 c., 244 c., 246; Except. 160-60 c. — Référé 91.
— Toulouse. Contr. de mar. 4150-20. — Privil. et hypoth. 1025.
24 Ord. Dom. de la cour. 18-30.
— Cass. Contumace 21. — Faillite 58-20, 1365. — Instr. crim. 2294, 2659, 2691. — Poids et mes. 125-10.
— Bruxelles. Arbitr. 117, 165. — Faillite 317, 325-50.
— Paris. Contrat de mar. 1303.
— Cons. d'Etat. Commune 1923; Dom. de l'Etat 258. — Commune 2450; Vente administ. 449. — Conflit 180. — Conseil d'Etat 209, 259. — Désistement. 216-20; Frais 1209-20. — Eau 130, 148 c.; Voirie p. eau 61 c., 84 c., 93 c. — Eau 478-10. — Vente administ. 23 c. — Eau 513-80, 561-70; Propriété 574 c. — Emigré 214-20. — E. propr. publ. 22-40. — Faux 53. — Forêts 1060-50. — Impôts dir. 61-10, 71. — Impôts indir. 270-40. — Jugem. par déf. 498-10 c., 50. — Manufact. 141, 156. — Mise en jugem. 186-20, 204, 226-120, 228-80. — Trésor public 387. — Vente administ. 181, 169. — Voirie p. terre 1357-10.
26 Cass. Impôts indir. 228-30, 236 c., 240.
— Liège. Société 1442-20.
— Circ. Vente publ. d'im. 1960 c.
28 Cass. Acquissem. 737 c.; Cassation 1148; Disp. entre vifs 2511 c., 3493-20; Jugem. 13-260. — Org. milit. 397-30.
— Grenoble. Enquête 359.
29 Cass. Notaire 511-10, 514-10 c. — Obligat. 881-10.
— Grenoble. Distrib. p. contr. 94-20; Saisie-arrest 446-20 c.
— Metz. Interdict. 78-20 c.; Minorité 188, 245-10 c.
— Paris. Obligat. 793-10.
30 Ord. Halles 77; Organisat. milit., p. 1885; Traitement 23.
— Cass. Acquissem. 563 c. — Bornage 18 c., 19; Cassat. 1659-20 c.; Forêts 286 c. — Effets de comm. 834. — Impôts indir. 150 a., 327, 474-20. — Jugem. 959-120. — Rentes fons. 64.
— Bruxelles. Enquête 239.
— Grenoble. Contr. de mar. 4111-30.
31 Cass. Appel crim. 72 c.; Contrav. 243. — Enreg. 5019.
— Metz. Appel civil 1091.
— Rouen. Compét. comm. 271 c.

Janvier.

- 2 Paris. Paternité 537 c., 582-20; Succes. 307 c., 328 c.
— Rennes. Requête civ. 62-20.
— Riom. Disposit. entre vifs 628.
— Rouen. Octroi 248 c., 251-30, 356-10 c.
3 Bruxelles. Arbitr. 165.
— Grenoble. V. 3 janvier 1820.
4 Nîmes. Compét. comm. 395; Saisie-conservatoire 24 c.
— Solut. Org. milit. 242.
5 Cass. Disposit. entre vifs 2207-10. — Notaire 528-10.
— Metz. Arbitr. 529.
— Circ. Grâce 12.
6 Arrêté. Org. colon. 763.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 434-60.
— Dijon. Oblig. 1907-10; Ordre 717-30 c.
7 Cass. Instr. crim. 1485, 3184-30, 3619, 3624, 3630, 3682 c.; Serment 164-10.
— Douai. Privil. et hypoth. 1527-10.
8 Cass. Duel 104; Instr. crim. 810-10 c., 20 c., 1062-30, 3719. — Jugem. 790-10; Témoin 898-20, 400 c., 401 c. — Voiture 289.
— Bruxelles. Effets de comm. 141.
— Nîmes. Jugem. d'av. dire droit 40-30.

Janvier.

- 8 Orléans. Oblig. 991, 992; Vente 142 c., 153-40 c.
9 Cass. Crimes contre les personnes 119 c.
— Paris. Faillite 709-10.
— Delib. Enreg. 3548.
10 Cass. Oblig. 3187.
11 Cass. Impôts indir. 216, 300 c.
— Paris. Contrat de mar. 1222, 1224 c., 1282 c.
12 Cass. Cassation 463. — Jugem. d'av. dire droit 52-10.
— Metz. Prêt à intérêt. 80.
— Rennes. Jugem. par défaut 124.
— Toulouse. Enquête 222.
13 Ord. Industrie, p. 672; Organ. économ., p. 1289; Trés. publ., p. 1136.
— Cass. Agréé 36 c., 62 c.; Avoué 94 c., 134. — Cassation 2157-30.
— Bruxelles. Jugem. 192-20.
— Rennes. Absence 103; Obligat. 1732 c., 3187.
14 Cass. Domicile 52-60 c.; Règlen. de juges 120, 121 c. — Peine 766-20.
— Rennes. Action 239 a.
— Riom. Contrat de mar. 4293-16.
— Instr. Org. judic. 621.
15 Cass. Complice 158-30. — Défense 59. — Instr. crim. 3428-30, 3453.
— Lyon. Contr. par corps 73.
— Metz. Deg. de jurid. 43.
— Montpellier. Emigré 83.
16 Bruxelles. Servitude 458.
— Lyon. Vente publ. d'im. 635.
— Orléans. Impôts indir. 82, 126 a., 129 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 967.
— Delib. Enreg. 437.
17 Cass. Crimes contre les pers. 21.
18 Cass. Frais et dépens 517 c.
— Rennes. Frais et dépens 670-10.
19 Cass. Contr. par corps 201 c.; Faillite 557. — Desaven 61-30 c., 69-20, 71 c. — Droit civil 534.
— Nîmes. Instr. crim. 218.
— Decis. Frais et dépens 1094, 1108.
20 Ord. Chambre de commerce 3; Grains, p. 540.
— Cass. Effets de comm. 444. — Témoin 400 c., 401 c.
— Nanry. Absence 504 a.
— Nîmes. Exploit 134.
— Orléans. Appel civil 810.
— Cons. d'Etat. Commune 1515, 1672. — Cons. d'Etat 182, 191. — Dom. nat. 41-20; Emigré 179-30, 180, 224-20. — Mise en jugem. 112-20, 224-20. — Patente 279-110. — Trésor public 942-10, 972-20. — Vente administ. 310-20, 311, 323, 352.
— Decis. Impôts indir. 124.
— Instr. Enreg. 1582.
21 Circ. Douanes 477, 577.
22 Cass. Cassation 168; Instr. crim. 1801 c., 3387-20, 3413-10 c. — Procès-verbal 406 c., 408.
— Bruxelles. Loi 343-30.
— Grenoble. Surenchère 97.
— Rennes. Droit marit. 321. — Référé 84.
— Rouen. Privil. et hypoth. 192.
23 Cass. Domm. destruct. 217 c., 328, 334 c., 341 c. — Impôts indir. 215, 300 c., 505 c., 506 c.
— Douai. Interdict. 289-60 c. — Paternité 498 c., 509 c., 555-70.
25 Arrêté. Dom. extraord. 43.
— Cass. Emigré 225, 229-10.
— Besançon. Biens 40.
26 Cass. Cassation 1619-10 c.; Commune 1849, 2235. — Effets de comm. 539.
— Paris. Privil. et hypoth. 952; V. 16 janvier.
27 Cass. Adultère 63 c.; Jugement 197-10; Séparation de corps 70-20 c., 231 c., 233. — Disp. entre vifs 1340 c., 1341 c.; Loi 519 c.; Minorité 766, 82 c.; Oblig. 295-10 c. — Organ. milit. 397-20.
— Besançon. Jugem. p. déf. 150-70.
— Bordeaux. Oblig. 2503-20.
— Caen. Contrat de mar. 1188.

Janvier.

- 17 Douai. Success. 1102-10.
— Rennes. Domicile 142; Prescript. civ. 1015.
28 Cass. Déclaration calomn. 81; Instr. crim. 151-40 c.; Enreg. 3858. — Success. 785-20.
— Bruxelles. Privilèges et hypoth. 1295-10, 1552-30, 1599.
— Poitiers. Louage 610 c.; Privil. et hypoth. 386-20.
— Rennes. Deg. de jurid. 94.
29 Cass. Instr. crim. 1636-40. — Poids et mes. 13. — Témoin 339-20, 405 c.
30 Cass. Douanes 821-30.
— Besançon. Exploit 100.
— Dijon. Vente publ. d'imm. 89.

Février.

- 1 Cass. Contrat de mar. 3427 c., 3503-10-20 c.; Loi 506 c.
— Bruxelles. Péremption 70.
— Décis. Culte 208.
2 Cass. Commune 1843. — Disposit. entre vifs 925. — Effets de comm. 346. — Enreg. 2396, 4197 c. — Success. 1203, 1233-20 c. — V. 3 février.
— Amiens. Surenchère 141 c., 152.
— Toulouse. Appel civ. 1138.
— Avis Cons. d'Etat. Voiture 809;
3 Ord. Douanes. p. 590.
— Cass. Cassation 630; Privil. et hypoth. 1552-40, 1666 c. — Effets de comm. 445; Obligat. 2446-30, 2626-30 c., 40 c., 2749-10 c., 5307 c. — Médecine 78 c.
— Bruxelles. Compét. crim. 317.
— Metz. Jugem. 657.
— Rennes. Appel incid. 147; Interdict. 182-20 c.
— Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 240. — Dom. eng. 77, 128-20. — Dom. nat. 37. — Emigré 168, 179-10-20, 180, 207-70, 405-120; Peine 607-40. — Manufact. 96-30, 98 c., 118, 128 c., 138 c. — Marché de fourniture 115-20. — Mise en jugem. 194-30, 200-40. — Trés. publ. 1025. — Vente administr. 365.
4 Cass. Abus de confiance 38 c.; Complice 124-10 c.; Faux 318, 349 c.; Instr. crim. 3496-20 c.; Serment 111-50. — Chasse 437; Compét. crim. 441 c. — Contr. par corps 228 c., 318. — Dem. nouv. 76. — Faillite 613-30. — Instr. crim. 2514, 3186. — Jugem. p. défaut 17-10. — Poids et mes. 162-20. — Serment 119, 130.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 578.
— Colmar. Société 1358-10 c., 1361-10.
— Liège. Intervent. 120. — Loi 105. — Mariage 559.
— Rennes. Société 764.
— Rouen. Contr. par corps 787 c., 792; Jugem. 327-20 c.
— Décis. Douanes 223.
5 Cass. Cassation 167 c.; Chose jugée 426 c.; Compét. crim. 665 c.; Contumace 91; Expert. 401-20 c.; Faux 489 c., 499 c.; Gendarme 58-30; Instr. crim. 1233, 1342, 2173-10, 2266, 2268-20, 2910-10 c., 2967-30 c.; Org. judic. 685-40 c.; Chasse 437. — Impôts indir. 19-20. — Témoin 453, 171-10, 174, 367.
— Grenoble. Louage 764.
— Riom. Expert. 293.
— Bruxelles. Contrat de mar. 515.
— Dijon. Faillite 1036-20.
— Metz. Oblig. 2191-40, 4420.
6 Ord. Voirie p. terre, p. 195.
— Cass. Action 262; Dom. de l'Etat 325.
— Bruxelles. Contrat de mar. 512.
— Paris. Action 179 c. — Vente publ. d'imm. 137.
7 Cass. Chose jugée 377-50. — Contrat de mar. 236-20. — Org. judic. 366.
— Limoges. Mat. somm. 8.
8 Ord. Douanes, p. 590.
9 Cass. Enreg. 5766, 5779.

Février.

- 10 Nîmes. Deg. de jurid. 450.
— Paris. Vente publ. d'imm. 2139-20.
— Rennes. Effets de comm. 832.
— Circ. Instr. crim. 599, 607 c., 611 c., 618 c., 692 c., 708 c., 797 c.; Liberté indiv. p. 18; Minist. publ. 337 c.
11 Cass. Appel crim. 66. — Conclus. 77-30 c.; Deg. de jurid. 494 c., 640. — Faux 258.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 519. — Interrog. sur faits et art. 73. — Louage emphyt. 7-20. — Société 646.
— Dijon. Séparat. de corps 289, 305-30 c.
— Grenoble. Contrat de mar. 1890 c., 1897.
— Metz. Oblig. 4003-30.
— Nîmes. Vente 1449.
— Rennes. Louage 736.
12 Cass. Appel crim. 310 c.; Dénonciat. calomn. 80; Instr. crim. 933-19, 993-20, 1011-10.
— Metz. Vol 235.
— Avis Cons. d'Etat. Trav. publ. 642, 644, 668 c.
13 Cass. Garde champ. 25 c., 35-10; Instr. crim. 293 c.; Jour férié 103, 105-30 c.; Impôts indir. 420. — Vol 227-30.
— Orléans. Conciliat. 122.
14 Ord. Org. marit. 491, p. 1679; Pêche marit. 30.
15 Cass. Deg. de jurid. 284-30 c.; Halles 70; Louage administr. 22-40 c.
16 Cass. Domicile 52-50.
— Metz. Compét. comm. 153.
— Riom. Domicile 114; Jug. p. déf. 150-20, 154-10.
17 Arrêté. Mines 715.
— Bruxelles. Appel civil 1135 c. — Disposit. entre vifs 508. — Interrogat. sur faits et art. 26, 67-10 c.; Jug. d'av. dire droit 36-50 c.
— Metz. Oblig. 778, 3188, 3189 c.
— Décis. Enreg. 5195.
18 Cass. Bigamie 13 c., 16 c., 17 c., 37 c., 50 c.; Cassat. 1920-40 c.; Compét. crim. 135 c.; Contumace 90 c.; Droit civil 158 c. — Dem. nouv. 15. — Emigré 229-20. — Instr. crim. 1630. — Loi 114 c.; Organ. coloniale 31-10-20-30. — Presse-outrage 1172. — Procès-verbal 474 c.
— Rouen. Référé 65, 84 c.
19 Cass. Attentat aux mœurs 106. — Contumace 91. — Impôts indirects 258-20, 515 c. — V. 9 février.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3187.
20 Amiens. Paternité 599-20; Substitut. 148.
— Bruxelles. Cassat. 474.
— Paris. Société 1469-20.
— Riom. Oblig. 4175-20. — Privil. et hypoth. 881-20.
21 Cass. Vente publ. d'imm. 842 c., 1274-30, 1565 c., 1578-20 c.
— Bruxelles. Cassat. 1174, 1731 c.; Prescription civ. 124, 806. — Oblig. 5251.
22 Cass. Chasse 476 c. — Vérificat. d'écrit. 70-20.
— Bourges. Appel civil 1091.
— Rennes. Compte 147-40; Conciliat. 104-30.
23 Rennes. Oblig. 780-10, 4777 c., 4945-10.
24 Cass. Complice 43 c., 79, 106 c., 211 c., 244-50; Vol 174 c., 699 c. — Emigré 208-10. — Exploit 734-30; Forêts 510 c.; Prescript. crim. 135. — Instr. crim. 1626-40. — Jugem. 748, 785-20. — Vol 611.
— Besançon. Disposit. entre vifs 2986-20.
— Metz. Interdict. 208-50.
— Nîmes. Success. 2083-40.
— Orléans. Ordre 811-40; Vente 148. — Success. 1437.
— Paris. Exploit 256 c.; Privil. et hypoth. 2257 c.
— Décis. Culte 444.
— Delib. Enreg. 3609.

Février.

- 26 Cass. Instr. crim. 1532.
— Colmar. Oblig. 588-30 c., 4935-20 c., 4947 c., 4950-30.
— Dijon. Privil. et hypoth. 1672.
— Grenoble. Péremption 84.
— Metz. Conciliat. 76; Deg. de jurid. 444-20.
— Orléans. Intardiet. 88.
— Paris. Contr. p. corps 1041-30.
— Decis. Douanes 136-20.
27 Angers. Commerc. 192 c.; Contrat de mariage 1021; Mandat 176-20 c.
— Paris. Paternité 437-70 c., 513 c., 709.
28 Bourges. Intervent. 75.
Mars.
1 Cass. Action possess. 28.
— Bruxelles. Peine 266.
2 Cass. Faillite 218-10, 220 c. — Douai. Vente publ. d'imm. 578, 615 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 4169-30 c., 4167.
3 Ord. Organ. colon. 530.
— Cass. Compét. crim. 196-30 c.; Faux 174-70. — Papier-monnaie 20.
— Besançon. Disposit. entre vifs 2940-50; Substitut. 148.
— Bruxelles. Contumace 94, 113; Organ. judic. 689-10. — Jugem. 756; Témoin 86.
— Orléans. Effets de comm. 362.
— Riom. Régim. de juges 78 c.
— Solut. Enreg. 567.
4 Ord. Grains, p. 540; Organ. judic., p. 1504.
— Cass. Abus de confiance 28. — Arbitr. 131.
— Dijon. Usage 588.
— Rouen. Normandie 81.
— Cons. d'Etat. Acquis. 947 c.; Marais 78-10, 98, 103 c., 114-20 c., 40 c. — Conflit 56.
— Cons. d'Etat 243; Marais 74, 76-10, 105-20. — Dom. de l'Etat 387. — Dom. nat. 17-10; Emigré 209-160; Trés. publ. 439. — Eau 408-40. — Emigré 207-60, 209-50; Vente admin. 125, 259. — Marché de fourniture 133-80, 137-10. — Mise en jugem. 196-180, 206-100, 232. — Obligat. 4431. — Traitement 154, 156. — Trés. publ. 1029-20. — Vente administr. 233-10, 348-30.
5 Cass. Enreg. 5794. — Faux 389. — Impôts indir. 293. — Procès-verb. 120, 122, 259, 309-10. — Toulouse. Enquête 97.
6 Riom. Disp. entre vifs 1986-50. — Toulouse. Privil. et hypoth. 1290 c., 1299-10.
7 Solut. Organ. milit. 257.
8 Cass. Commission. 481.
— Nîmes. Effets de comm. 436.
9 Cass. Absence 641, 651 c., 735 c. — Enquête 596 c., 636 c., 639-30. — Normandie 31 c. — Prêt sur gages 10; Tentative 59 c. — Servitude 922.
— Nîmes. Contrat de mar. 3200-20. — Toulouse. Cautionn. 196.
10 Loi. Poudres, p. 52; Sel, p. 862.
— Ord. Bourse de commerce 52; Douanes, p. 590; Prad'hommes, p. 535.
— Cass. Enreg. 3017.
— Angers. Commission. 269.
— Bruxelles. Jugem. 182.
— Limoges. V. 10 mai 1819.
— Metz. Deg. de jurid. 470.
11 Cass. Biens 79 c.; Expert. 24 c.; Organ. colon. 33, 177, 616-40; Req. civ. 240 c.; Chasse 478 c.; Prescript. crim. 148-30. — Dénonciat. calomn. 89.
— Bruxelles. Minorité 148.
— Colmar. Dgm. nouv. 215-20.
— Nîmes. Faux incid. 117-10.
12 Cass. Chose jugée 521 c. — Dénonciat. calomn. 65. — Impôts indir. 188-10. — Instr. crim. 1261, 1312-30, 2266.

Mars.

- 12 Colmar. Paternité 581.
— Metz. Emigré 130; Prescript. civ. 478-20.
— Rennes. Compét. comm. 29.
— Décis. Enreg. 4130.
13 Cass. Cassation 971 c. — Chose jugée 558. — Instr. crim. 2078, 2085.
— Agen. Deg. de jurid. 210.
— Nîmes. Appel civil 730 c. — Jug. p. déf. 336-10.
— Rouen. Huissier 132.
14 Cass. Cassation 423.
15 Cass. Jugem. 1005-60.
— Nîmes. Success. 1120.
16 Loi. Poudres, p. 52.
— Cass. Amnistie 77. — Org. colon. 552.
— Grenoble. Appel civil 141.
17 Ord. Soie 3.
— Cass. Action possess. 215, 216 c., 696, 766 c.; Dén. de just. 17 c. — Enquête 430. — Expert. 39-10, 277-20 c.; Oblig. 797-10 c. — Mariage 735-10.
— Bruxelles. Louage 853.
— Nîmes. Ordre 651.
— Riom. Enquête 492 c.; Faux incid. 207-60 c., 222 c.; Oblig. 3150-10.
18 Cass. Effets de comm. 141.
19 Cass. Forfait. 153; Jugem. 837-10. — Quest. préjud. 55, 100-10 c.
— Riom. Contrat de mar. 3243.
— Decis. Enreg. 3617.
20 Besançon. Vente 1484-10, 1500-30 c.
— Decis. Enreg. 2789.
21 Cass. Forêts 717.
22 Cons. d'Etat. Vente administr. 848-50.
23 Cass. Avoué 125; Jugem. p. déf. 40-20 c.; Prêt à int. 110-10 c. — Contrat de mar. 1838, 4231 c., 4236 c., 4239 c.; Responsabilité 29-10 c. — Minorité 209-20.
— Pau. Commerc. 164.
— Toulouse. Péremption 9. — Success. 935-20.
24 Ord. Instr. publ. p. 1348.
— Cass. Vente publ. d'imm. 580.
— Metz. Obligat. 1884-10, 3228; Rentes constitut. 232-40 c.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 294-10, 361; Mise en jugem. 226-110. — Commune 274 c., 1478.
— Cons. d'Etat 150; Jugement p. défaut 519, 537. — Cons. d'Etat 178, 192, 209. — Culte 285-10, 290 c. — Dom. engagés 7. — Louage administr. 20-10; Voirie p. eau 561. — Manufact. 82-10. — Mise en jugem. 224-40. — Vente administr. 331-30. — Voirie p. terre 408-10, 406-10, 441-10.
25 Cass. Abus de conf. 135 c.; Bibliothèque. 80 c.; Vol 349-10. — Contrat de mar. 4318. — Instr. crim. 363-40, 1261 c., 1262, 2249, 2268, 2303-30, 2616, 3191-20, 3522-20. — Témoin 148-10-20.
— Aix. Disposit. entre vifs 3230-30.
— Angers. Dépôt 138-50.
— Bruxelles. Chasse 107.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 2776; Jugem. 617-90 c.
— Rennes. Paternité 546-40.
26 Ord. Org. instr. publ. 378.
— Cass. Boulanger 71 c.; Compét. crim. 383 c.; Cassat. 628-40. — Commune 793 c., 806 c., 845. — Octroi 386, 390.
— Bruxelles. Vol 781.
— Limoges. Prescript. civ. 78.
— Solut. Droit polit. 190.
27 Cass. Régim. de juges 240; V. 27 mai 1819.
— Bruxelles. Exploit 273.
30 Cass. Cassation 1621 c.; Effets de comm. 504-70, 517 c.; Oblig. 2415-20 c.
— Nîmes. Acquis. comm. 649.
31 Ord. Hospices, p. 72; Révélation de biens, p. 424.
— Cass. Acquis. 354 c.; Enreg. 5818; Saisie-arrest 24-10 c. — Privil. et hypoth. 2299. — Surenchère 308-10; Vente publ. d'imm. 1644 c.

Mars.

- 31 Grenoble. Contrat de mar. 3332.
— Metz. Tierce-opposit. 45-20.
— Toulouse. Compét. crim. 539. — Deg. de jurid. 632-50.
— Cons. d'Etat. Acquis. 942. — Compét. administr. 133; Emigré 207-90. — Compét. administr. 126, 151; Emigré 405-70. — Conseil d'Etat 209, 247, 249. — Vente administr. 148. — Eau 152, 202, 203 c., 473-40. — Forêts 1059-20. — Garde nat. 42-10. — Manufact. 95. — Mise en jug. 186-100, 237, 335-20, 350. — Org. milit. 668-10; Trés. publ. 424-130. — Travaux publics. 712. — Vente administr. 174, 331-70, 345-20.
Avril.
1 Cass. Disposit. entre vifs 948. — Instr. crim. 363-60, 791, 2016; Témoin 458-20. — Instr. crim. 3409-10. — Louage 319.
— Bordeaux. Responsab. 579-20.
— Metz. Contrat de mariage 1878, 1879 c. — Disposit. entre vifs 3030-10.
2 Cass. Appel crim. 284 c.; Exploit 731-30; Forêts 510 c.; Compét. crim. 507. — Faux 114-20. — Instr. crim. 1993-20. — Jeu 74. — Procès-verbal 409. — Règlement de juges 193.
— Bruxelles. Cautionn. 33.
— Limoges. Appel civ. 454.
— Lyon. Success. 2281-10.
— Orléans. Deg. de jurid. 95.
— Riom. Effets de comm. 855.
3 Arrêt. Monument 32.
— Liège. Enquête 373.
— Lyon. Acquis. 225 c., 624 c., 631.
— Orléans. Deg. de jurid. 95.
4 Bruxelles. Disposit. entre vifs 512. — Prescript. civ. 1120; Privil. et hypoth. 2517-30 c.
— Grenoble. Minorité 687-10, 694.
5 Cass. Cassation 473; Exploit 94. — Dem. nouv. 23-40. — Droit civil 182 c., 303 c.; Success. 110-10-20; Trait. intern. 183 c. — Organ. judic. 456. — Vente publ. d'imm. 1312.
— Dijon. Compét. comm. 387.
— Douai. Jour férié 49-20.
7 Ord. Culte, p. 712.
— Cass. Acquis. 771 c.; Cassat. 1659-100. — Désistement. 73 c.; Faillite 1260-10-20-30. — Exploit 351-10 c., 359-60; Surenchère 352 c. — Mariage 935-10. — Vente 814.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 153-20 c.; Forêts 1059-60. — Culte 285-20, 290 c. — Eau 94; Voirie p. eau 116 c. — Emigré 408-40. — Servitude 691; Voirie par terre 844. — Trésor public 542. — Vente administr. 136, 165-40, 291-10.
— Décis. Impôts dir. 142.
8 Cass. Duel 98.
9 Ord. Bourse de comm. 125; Industrie, p. 672; Prisons, p. 991; Vente publ. de marchand. neuves, p. 992.
— Grenoble. Success. 1174.
— Circ. Société, p. 380.
10 Cass. Abus de conf. 187. — Chasse 469. — Commune 707 c., 1119; Revendeur 3. — Instr. crim. 1242-50, 1632, 2004, 2247, 2249, 2266, 2516-10, 2724.
12 Décis. Culte 568, 575, 584.
13 Cass. Action possess. 68, 159 c., 160 c., 416 c.; Eau 252 c.; Cassation 1268.
14 Loi. Bourse de comm. 44, 126; Trésor public 1114, 1145, 1231, p. 1136.
— Ord. Notaire, p. 591; Trés. publ. 1114, 1145, 1233 s., p. 1136.
— Cass. Arbitr. 1043 c., 1089.
— Chose jugée 215-10.

Avril.

- 15 Cass. Cassation 1283-30. — Contrainte p. corps 181; Obligat. 2338 c.; Douanes 1016-30; Peine 453 c.; Instr. crim. 3553-30. — Loi 111 c.; Octroi 389. — Org. colon. 31-30, 370.
- 16 Cass. Appel civ. 931 c.; 932 c.; Chose jugée 14 c.; Impôts indir. 523 c., 524, 531 c.; Commune 1070. — Evasion 45-30 c.; Instr. crim. 2659, 2668-30, 3620-20, 3623-10 c.; Jugem. 1080-10 c.; Impôts 524. — Peine 74. — Serment 183-10. — Bruxelles. Effets de comm. 141. — Louage 570. — Pau. Except. 329. — Toulouse. Saisie-exéc. 82.
- 19 Cass. Compét. crim. 132 c.; Droit civil 423.
- Metz. Procès-verb. 500-40. — Nîmes. Compét. comm. 447. — Paris. Référé 103 c.
- 20 Cass. Privil. et hypoth. 423-40. — Bruxelles. Contr. par corps 559.
- 21 Ord. Poudres, p. 52; Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Chose jugée 589. — Compét. administr. 300-70. — Impôts dir. 590 c. — Saisie-arrest 403 c.
- Bourges. Louage 664. — Bruxelles. Loi 332; Obligat. 1553 c.; Privil. et hypoth. 510; Rentes constit. 91, 185 c.
- La Haye. Effets de comm. 486-30. — Toulouse. Tierce-opposit. 187-10.
- 22 Cass. Instr. crim. 2009. — Témoin 609-20.
- Douai. Conciliat. 191-30; Mariage 149 c.; 173-20 c.; 309 c.
- Limoges. Acquissem. 664 c.
- 23 Cass. Commune 1279. — Impôts indir. 82 c.; 88.
- Angers. Servitude 504-10, 566 c.
- Orléans. Saisie-exéc. 129.
- 24 Toulouse. Obligat. 3187.
- 25 Cons. d'Etat. Cons. d'Etat. 78-40.
- 26 Angers. Absent 619.
- Bruxelles. Droit marit. 203. — Enquête 410.
- Rennes. Vente publ. d'immeub. 1537.
- Toulouse. Contr. par corps 1069.
- 27 Cass. Cassation 1642 c.; Droit 85-10; Droit polit. 106 c.; Substitut. 24-60 c.
- 28 Cass. Compét. comm. 195; Obligat. 4177-30 c.; Privil. et hypoth. 2178.
- Angers. Contrat de mar. 305.
- Dijon. Disposit. entre vifs 4163.
- Douai. Obligat. 1294.
- Metz. Emigré 110-30 c.; Prescript. civ. 211, 847 c.; Rente viagère 188 c.
- Cons. d'Etat. Octroi 177-30.
- Delib. Enreg. 3625.
- 29 Cass. Cassation 1018; Instr. crim. 1626-40, 2441-10, 2603-10; Témoin 446-10. — Instr. crim. 1208, 1596, 3318-20, 3392-10 c.; 3514 c. — Mandat 221-10.
- Bruxelles. Requête civ. 28, 218 c.
- Douai. Arbitr. 348, 362 c.
- Circ. Commiss. de police 33 c.
- 30 Cass. Commune 1143-10. — Instr. crim. 1596, 1754-20, 2284; Témoin 460-30, 610.
- Décis. Frais 1103.
- Instr. Etablissement. d'épargne 13.

Mai.

- 1 Cass. Conclusion 47 c.
- Douai. Emigré 244.
- Metz. Domain. destr. 250.
- Rennes. Vente publ. d'im. 530.
- Instr. 1121 c.; 1156 c.; 1161 c.; 1177 c.; 1183 c.; 1184 c.; 1201 c.; 1224 c.; 1226 c.; 1231.
- 4 Cass. Banque 52. — Commune 1963; Deg. de jurid. 596.
- Bourges. Vente publ. d'immeubl. 1318-20.
- La Haye. Contr. par corps 1027.
- Rennes. Deg. de jurid. 176.
- Riom. Disp. entre vifs 2077-10.
- 5 Ord. Mat. d'or et d'argent 18-110.
- Besançon. Obligat. 347.

Mai.

- 5 Colmar. Obligat. 5234 c.; 5310. — Servitude 79-10.
- Orléans. Expert. 182-20, 235. — Jugem. d'av. dire droit 30-30.
- 6 Cass. Prescript. civile 686-10, 704 c. — Témoin 632-20.
- Riom. Contr. par corps 872.
- Toulouse. Except. 329. — Ordre 836-10.
- 7 Cass. Appel crim. 306; Cassation 644-20 c. — Commune 901-20; Contravention. 142 c. — Dénonc. calomn. 61 c.; Presse-outrage 869-50. — Forêts 1487. — Règlement. de juges 188.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3208-10.
- Douai. Obligat. 4579-30 c.; Propriété 329-40 c.; Responsabilité 421.
- Circ. Trav. publ. 274.
- 8 Bruxelles. Contrat de mar. 315 c.; 369; Loi 245.
- Metz. Jugement 1061-30.
- Riom. Obligat. 2851-30.
- 9 Orléans. Except. 332-20.
- 10 Cass. Dem. nouv. 103-20 c.; Enreg. 4336, 5318.
- Limoges. Jugement par défaut 415-40.
- Paris. Référé 203 c.
- 11 Cass. Loi 238-30; Puissance patern. 171 c.; 178 c. — Obligation 4253-10.
- Limoges. Except. 280-40.
- 12 Ord. Org. colon., p. 1037.
- Cass. Cassation 164-20 c.; Substitut. 119. — Rentes constit. 178-10-30 c.
- Angers. Exploit 633-30.
- Metz. Arbitr. 819 c.; 843, 848 c.; 1081 c.
- Nîmes. Contr. par corps 71. — Disposit. entre vifs 532.
- Pau. Requête civ. 97.
- Rennes. Conclus. 24-70.
- Riom. Disposit. entre vifs 2943-20, 4489-10.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 450; Conflit 33, 51. — Commune 2456-50. — Compét. administr. 29; Cons. d'Etat 102-10, 111, 389. — Eau 473-20. — Emigré 207-100. — Frais et dépens 1217. — Impôts dir. 471-30. — Manufact. 88, 126. — Mise en jugem. 57-20, 135-10, 194-50, 197-40, 209-60, 221-10, 110, 224-90, 228-100. — Nom 66. — Secours publ. 45. — Trav. publ. 1271-10. — Vente administr. 155-10. — Voirie par terre 485.
- Solut. Enreg. 4289.
- 13 Cass. Appel crim. 177 c. — Mandat 292.
- Limoges. Absent 108 c.
- Orléans. Jugem. 626, 949. — Mat. somm. 32, 49.
- 14 Cass. Cassation 165. — Instr. crim. 850.
- Angers. Surenchère 149-10 c.; 150 c.; 155.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 1750 c.; 1753 c.; 1948 c.; Success. 251, 255 c.
- Paris. Prêt à intérêt 150 c.; Success. 928.
- 15 Rennes. Prescript. civ. 581.
- Delib. Enreg. 3079.
- Statuts. Prisons, p. 992.
- 17 Loi. Affiche 156 c.; Lois codifiées 13-20; Organ. colon. 131, 728; Presse-outr., p. 406; Réquisition 19.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 2908-10, 2912-20.
- 18 Cass. Arbitr. 1238. — Contrat de mar. 1970. — Organ. milit. 377. — Privil. et hypoth. 552, 2294.
- Rennes. Acquissem. 747. — Vente publ. d'im. 1481-10.
- Rouen. Bourse de comm. 517.
- Circ. Greffe 91-80; Notaire, p. 591.
- 19 Ord. Cour des comptes, p. 510; Prud'hommes, p. 534.

Mai.

- 19 Cass. Arbitr. 503 c.; 505; Dom. de l'Etat. 293 c.; Emigré 174 c. — Disposit. entre vifs 1113-10. — Enreg. 421. — Louage emphyt. 34 c.; Rentes fonc. 13, 93-10 c.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 517.
- La Haye. Faillite 325-20-40. — Orléans. Jugem. 949.
- 21 Cass. Attent. aux mœurs 91. — Cassation 1339-30. — Duel 100.
- Bruxelles. Faillite 517-10. — Intervention 147-10. — Peine 187-10.
- Nîmes. Contrat de mar. 1846. — Deg. de jurid. 434-30.
- Orléans. Deg. de jurid. 367 c.
- 22 Cass. Cassation 1543; Grâce 19 c. — Instr. crim. 994; Minist. publ. 14-10; Témoin 632-10-20. — Instr. crim. 1467.
- Bruxelles. Acte de comm. 205, 307 c.; Société 227-10 c. — Privil. et hypoth. 1035.
- Metz. Témoin 389-30.
- Nîmes. Louage 142, 845 c.; Obligat. 5006-10 c.
- 24 Nancy. Rentes constit. 27.
- 25 Cass. Commune 2566 c.; 2567.
- Bruxelles. Contr. par corps 587 c.; Effets de comm. 407 c.; 410.
- Rennes. Appel civ. 769.
- 26 Loi. Affiche 93 c.; Agent diplom. 97 c.; Douanes, p. 591; Organ. colon. 728; Presse-outr., p. 406.
- Ord. Cour des comptes, p. 510; Industrie, p. 672.
- Cass. Dem. nouv. 222-30. — Disposit. entre vifs 3249. — Jugem. 274-10.
- Bruxelles. Enquête 66.
- La Haye. Faillite 267-80.
- Metz. Jugem. par défaut 417-10. — Delib. Enreg. 2589.
- 27 Cass. Frais et dépens 968; Règlement. admin. 178. — Instr. crim. 1612, 2455-30, 3583.
- Mandat 150-10 c.; Privil. et hypoth. 1264, 1481 c. — Règlement. de juges 340-30.
- Bruxelles. Contrat de mar. 1013.
- Rennes. Absence 661. — Louage à dom. cong. 37.
- Riom. Contrat de mar. 1886, 1909.
- 28 Cass. Prescript. crim. 22.
- Grenoble. Contrat de mar. 3672.
- La Haye. Jugem. 36.
- Rennes. Droit civil 419-50.
- Riom. Disposit. entre vifs 2971 c.; 2978-30.
- Toulouse. Nantisssem. 260-20 c.; Prêt à intérêt 298.
- 29 Limoges. Deg. de jurid. 264.
- Metz. Chasse 363 c.; 376.
- Paris. Privil. et hypoth. 2600.
- Delib. Enreg. 1626.
- Lettre. Consul 38.
- 30 Riom. Vente publ. d'im. 525-10 c.; 555.
- 31 Grenoble. Obligat. 4136-10.

Juin.

- 1 Bruxelles. Peine 297.
- Colmar. Impôts indir. 661-20.
- Metz. Exploit 624-20 c. — Pêche fluv. 207.
- Nîmes. Acquisse. 681, 714 c. — Enquête 609.
- C. d'app. de Mauricie. Oblig. 2916.
- Instr. Min. publ. 201; Ordre 698 c.
- 2 Bruxelles. Faux incid. 118.
- Douai. Deg. de jurid. 161-10.
- Limoges. Jeu 51 c.; 53; Trésor public 1411-10 c.
- Nîmes. Minorité 757.
- Orléans. Jugem. 13, 270; Récusation 71.
- Cons. d'Etat. Commune 143, 493, 495 c.; Halles 38 c.; 46 c.; 50-10 c. — Compét. administr. 53 c.; Nom 48-10, 63 c.; 63-30 c. — Cons. d'Etat 237. — Eau 474-40. — Impôts dir. 456. — Marché de fourn. 115. — Mise en jugem. 58-20, 135-10, 219-30, 226-10, 228-40. — Octroi 82, 326. — Vente administr. 111, 466-30, 291-10.

Juin.

- 3 Cass. Renvoi 122.
- Bruxelles. Absence 101.
- Limoges. Exploit 358-40.
- Poitiers. Droit marit. 2308.
- 4 Arrêté. Org. colon. 717.
- Cass. Bigamie 40. — Instr. crim. 3350-40. — Presse-outr. 781.
- Riom. Jugem. p. déf. 235-30.
- Rouen. Effets de comm. 629.
- Avis Cons. d'Etat. Loi 558.
- 5 Poitiers. Appel civil 469.
- 6 Cass. Commissionn. 229 c.
- 7 Metz. Forêts 621.
- 8 Cass. Acquisse. 637. — Privil. et hypoth. 1844. — Vente 587.
- Liège. Exploit 419.
- Nîmes. Disp. entre vifs 1099-40 c.
- 9 Ord. Presse-outr., p. 407, 408.
- Cass. Saisie-arrest 406.
- Rouen. Arbitr. 431.
- 10 Cass. Renvoi 156.
- Bruxelles. Date 16 c.; Disposit. entre vifs 1414-10-30; Obligat. 3377 c. — Intervent. 96-10.
- Colmar. Nantisssem. 309-10.
- Poitiers. Louage 376 c.; 399.
- 11 Cass. Faux 451.
- Nîmes. Appel civil 971; Deg. de jurid. 309-20 c.; Tierce-opposit. 210 c.
- Poitiers. Privil. et hypoth. 1341.
- Instr. Organ. milit. 236, 240, 245, 246, 257, 268, 298.
- 12 Bruxelles. Saisie-arrest 362-30.
- Limoges. Exploit 404-20.
- 13 Caen. Mariage 558-30.
- 14 Bruxelles. Effets de comm. 513-20; Privil. et hypoth. 1267-20 c. — Exploit 153.
- Montpellier. Commune 1553.
- Rennes. Interdict. 312-30 c.; Loi 341.
- 15 Cass. Compét. civ. trib. de paix 147.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 2203. — Louage à cheptel 82.
- Poitiers. Privil. et hypoth. 2005; Surenchère 215-40.
- Rennes. Papier-monna. 34 c.; 37.
- Rouen. Contrainte p. corps 974.
- 16 Ord. Douanes, p. 591; Industrie, p. 672.
- Cass. Chose jugée 49-20 c.; Deg. de jurid. 562-40. — Success. 1867.
- Nîmes. Vol 138-10.
- 17 Arrêté. Mines 416-10.
- Cass. Acquissem. 883 c.; Appel crim. 198; Instr. crim. 131-20 c.; 1077 c. — Complice 40. — Contrat de mar. 1832, 2249 c. — Crimes contre les personnes 23.
- Metz. Commissionn. 310 c.
- Toulouse. Chose jugée 373.
- Solut. Org. milit. 237.
- 18 Cass. Impôts indir. 69-30, 82 c.; 88, 515 c. — Vol 406.
- Colmar. Obligat. 4936-10.
- Metz. Exploit 62-70; Huissier 402 c.; Responsabilité 471-10 c.
- Nîmes. Appel civil 1081.
- Riom. Effets de comm. 845.
- Rouen. Paternité 64.
- Toulouse. Obligat. 4242-20.
- 19 Cass. Impôts indir. 565.
- Metz. Deg. de jurid. 313; Saisie-exéc. 293.
- Nîmes. Conciliat. 168-20; Contr. p. corps 258 c.
- Rennes. Expert 333.
- Toulouse. Jugem. p. déf. 260-10.
- 20 Bruxelles. Commissionn. 253 c.; 255, 256 c.; 263 c.; Mandat 208 c.
- Décis. Enreg. 5270.
- 21 Cass. Mandat 262-10 c.; 359 c.; Société 574.
- 22 Cass. Mariage 415 c.; 424; Nom 14-10 c.; Paternité 661 c. — Surenchère 288.
- Grenoble. Surenchère 146-10-20.
- Metz. Compét. civ. trib. d'arr. 270; Contrainte p. corps 495 c.
- Montpellier. Contrat de mariage 3967-20.
- Rouen. Droit marit. 1999.
- Circ. Passeport 50.
- Solut. Org. milit. 238.

Juin.

- 23 Ord. Commune 143; Douanes, p. 591; Garde nation, p. 294; Grains, p. 510; Voie publ. 6-10.
- Cass. Arbitr. 982 c.; 1305 c.; 1335.
- Limoges. Acquisse. 377. — Appel civil 1348.
- Metz. Contrat de mar. 1760 c.; Séparat. de corps 177.
- Poitiers. Domicile 25.
- Cons. d'Etat. Aliéné 185 c.; Théâtre 342-30. — Commune 1584, 2246-40. — Compét. administr. 118; Trésor public 1063 c.; 1094 c. — Conflit 50-60, 231. — Cons. d'Etat 199, 208. — Dom. de l'Etat 215-30. — Eau 105, 558-50; Org. administr. 440. — Emigré 180, 207-50, 218-10. — Impôts dir. 573, 659-10. — Manufact. 54. — Mise en jugem. 194-80. — Privil. et hypoth. 534. — Quest. préjudic. 198-10. — Trav. publ. 1161-10, 1172. — Vente administr. 188-20, 219, 291-20, 332-60. — Voirie par terre 1154-10, 1358-40.
- 24 Cass. Instruit. crim. 1829-10, 2506-10. — Mise en jugem. 164, 165-40 c.; 166 c.
- Bruxelles. Mandat 309.
- Rouen. Minorité 810.
- 25 Cass. Cassation 1991 c.; Instr. crim. 1290-10, 1321-20 c. — Faux 206. — Procès-verb. 231.
- Bruxelles. Exploit 492-30.
- Metz. Faux 129.
- Montpellier. Oblig. 5188 c.; 5199.
- 26 Bruxelles. Effets de comm. 141.
- Rennes. Absence 672; Demande nouv. 57-30 c.
- Décis. Enreg. 2576.
- 27 Loi. Trésor public 652, p. 1137.
- Cass. V. 29 juin.
- 28 Cass. Jugem. 1012-40.
- Bruxelles. Compét. crim. 440-30; Mariage 196-10 c.
- Paris. Paternité 55-20 c.; 30, 133-30 c.; 217 c.
- Riom. Disposit. entre vifs 270-40.
- Toulouse. Contrat de mar. 329.
- Cons. d'Etat. Mise en jugem. 155.
- 29 Ord. Culte, p. 713.
- Cass. Contrainte par corps 143; Vente 1049 c. — Deg. de jurid. 355-30 c.; Mandat 30-20. — Effets de comm. 702-30, 731 c.; Exploit 359-30; Jugem. p. déf. 76-10, 98 c.; 239 c. — Interdict. 132-c, 288. — Voiture 416-30, 460-10.
- Montpellier. Procès-verb. 761-10.
- Riom. Saisie-exéc. 101.
- 30 Bruxelles. Privil. et hypoth. 224.
- Caen. Retenue 34-10.
- Grenoble. Appel civil 1274.
- Nancy. Contrainte par corps 361.
- Nîmes. Success. 579-30, 2256-40.
- Orléans. Enquête 638-40.
- Décis. Douanes 494.

Juillet.

- 1 Cass. Cassation 722. — Instruit. crim. 3179.
- Bruxelles. Jugem. p. déf. 228-20.
- Poitiers. Deg. de jurid. 332-20; Ordre 1342-10 c.
- Rennes. Faillite 541.
- 2 Cass. Crimes contre les personnes 20. — Paternité 371. — Peine 289.
- Bruxelles. Compét. administr. 104-30.
- Grenoble. Success. 622.
- Limoges. Privil. et hypoth. 442.
- Paris. Disposit. entre vifs 1360.
- Rennes. Appel civil 1290; Instr. civ. 49 c. — Exploit 73-10.
- 3 Metz. Appel crim. 244.
- 4 Bruxelles. Contrat de mar. 1690.
- 5 Cass. Vente 1686, 2049, 2054.
- Douai. Appel incid. 52.
- Liège. Obligat. 2291-10.
- Nîmes. Effets de comm. 62, 154, 823 c.
- Paris. Responsab. 197 c.; 218.
- Rennes. Expert. 24.

Juillet.

- 6 Cass. Acquis. 733. — Action poss. 35. — Vente publique d'im. 1562-30.
— Nîmes. Vente publ. d'im. 1210.
— Rennes. Chose jugée 177-30. Dépot 245.
— Riom. Contrat de mar. 3479-30.
7 Décret. Sel. p. 862.
— Cass. Brevet d'invent. 263.
— Bruxelles. Enquête 201-20. — Excerpt. 34. — Saisie-foraine 3, 8 c.
— Colmar. Substitut. 69-30.
— Limoges. Appel civ. 458.
— Riom. Exploit 65-20.
— Cons. d'Etat. Impôts indirects 268-30-40, 270. — Mise en jug. 221-10, 224-30, 228-30-30.
— Circ. Greffe 67-30; Org. milit. 212, 316.
8 Cass. Action 336 c.; Action poss. 528; Enquête 431 c., 515; Intervention 121 c., 125-40 c.; Cassation 670. — Instr. crim. 1004, 3314-10; Peine 354-30. — Instr. crim. 3466-30; Tentative 86-80. — Vol 65-30.
— Bruxelles. Cassat. 812.
— Paris. Société 1663.
— Rennes. Recusat. 10-30.
— Riom. Dispos. entre vifs 1195 c.; V. 18 juillet 1809.
— Circ. Notaire 27.
9 Cass. Douanes 1003-40. — Octroi 50, 171, 172, 299-30 c. — Procès-verbal 409, 415 c.
— Grenoble. Jugem. p. défaut 382, 421-40; Privil. et hypoth. 381.
— Metz. Vol 282-10.
10 Bruxelles. Acquis. 666 c.; Contrat de mar. 1050.
— Montpellier. Arbitr. 1063.
— Turin. Echange 7 c.
11 Cass. Enquête 244; Jugement 991-30 c.
— Bruxelles. Domicile 6 c. — Exploit 206 c., 308-10, 323 c.; Jugem. 285-40.
12 Cass. Droit marit. 849, 851 c.; Effets de comm. 460 c. — Ordre 794. — Success. 1938-30.
— Bruxelles. Cassat. 662.
— Colmar. Disposit. entre vifs 3171; Droit civ. 402.
14 Loi. Lois codifiées 5; Pension, p. 757; Success. 115, p. 179; Traitement 27, 37; Trés. publ. 1189 c., p. 1137.
— Cass. Cassation 1151; Mariage 783-50 c., 860-50 c. — Privil. et hypoth. 2372-50. — Vente 960, 1821 c.
— Poitiers. Deg. de jurid. 600 c.; Exploit 516-30 c.; Obligation 2097-30 c., 2107-10 c., 2114. — Jugem. p. déf. 381-30.
— Rennes. Acquis. 485; Appel civil 750 c., 1014; Demande nov. 67-20. — Contrainte par corps 929. — Désaveu 125.
— Rouen. Boulanger 83 c.; Privil. et hypoth. 216.
— Cons. d'Etat. Commune 1598, 1672 c., 2248, 2536. — Compét. administr. 161. — Cons. d'Etat 223-30-40; Mise en jugem. 214. — Impôts indir. 270-60. — Manufact. 83-20. — Marché de fourn. 148-30. — Octroi 28-10, 89, 98, 268, 271, 280. — Prises marit. 264-50, 267. — Vente administr. 260. — Voirie p. terre 848-70.
15 Cass. Appel civ. 807. — Cassation 670, 1062 c., 1064, 1515; Chose jugée 450 c.; Conflit 51; Forfait. 45; Quest. préjud. 205-10 c. — Faux 140-30, 219 c.
— Bruxelles. Appel civ. 792; Jugem. 9-20. — Désaveu 149.
— Nîmes. Paternité 438.
16 Loi. Dom. de la cour. 18-40; Douanes, p. 591; Grains, p. 540.
— Cass. Instr. crim. 1686-10.
— Orléans. Vente 575.
— Instr. Aliéné 28; Enreg. 6013.

Juillet.

- 17 Loi. Dom. de la cour. 18-40; Impôts indir., p. 420; Obligat., p. 58; Patente, p. 49; Place de guerre, p. 942; Presse-out., p. 408; Trav. publ. 184, 185, 1203, p. 848; Trésor publ., p. 1137; Voiture 261, 263, p. 1036.
— Ord. Culte, p. 714.
— Cour des pairs. Compét. crim. 712, 720.
— Rennes. Exploit 171-30.
— Circ. Douanes 356.
18 Paris. Surenchère 76, 100.
— Circ. Notaire 185, 192, 195, 683.
19 Cass. Compét. comm. 463; Mandat 498 c.
— Liège. Deg. de jurid. 354-40.
— Paris. Success. 85.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1687.
20 Ord. Org. colon. 526.
— Cass. Cautionnem. 118. — Vente 582.
— Bourges. Contr. de mar. 470 c.; Dem. nouv. 234-50. — Enreg. 70 c.; Obligat. 3217.
— Colmar. Disposit. entre vifs 1617, 1627.
— Rennes. Louage 735, 736 c., 760 c., 772 c.
— Rouen. Faillite 1361-10.
— Circ. Voiture 261.
21 Cass. Mandat 180.
— Bruxelles. Contr. par corps 567. — Effets de comm. 51, 119 c. — Enquête 243.
— Rennes. Loi 63-10.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1686.
— Avis Cons. d'Etat. Acte de l'état civ. 82 c.
22 Cass. Cassation 1340; Faillite 1467, 1489-10 c.; Org. judic. 684-40. — Commune 1305-30. — Contrat de mar. 3916-10; Privil. et hypoth. 958 c. — Instr. crim. 2258-10. — Quest. préjud. 123-10, 144-10.
— C. sup. de Bruxelles. Contr. par corps 754.
— Lyon. Privil. et hypoth. 967.
— Orléans. Saisie-arrest 50-40.
— Poitiers. Arbitr. 292, 599 c., 733 c.
— Rouen. Emigré 226.
23 Cass. Dénonc. calomn. 52, 64 c. — Renvoi 130-10.
— C. sup. de Bruxelles. Acte de comm. 204.
— Rennes. Contr. de mar. 3243 c. — Dem. nouv. 146; Success. 785-10.
24 Bruxelles. Faillite 1225-10.
— Paris. Cautionnem. 59.
— Delib. Enreg. 4968.
25 La Haye. Exploit 492-30.
26 Cass. Minorité 665-10 c., 668-10; Prescript. civ. 1126 c.
— Rennes. Deg. de jurid. 306-30. — Dem. nouv. 42. — Droit marit. 2187.
27 Cass. Acquis. 909 c. — Arbitr. 503 c., 505; Dom. de l'Etat 293 c.; Exploit 140 c. — Enreg. 2666 c., 4148, 6021. — Témoin 515.
— Rennes. Emigré 185-50.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 1100-20.
28 Ord. Voie publ. 6-140.
— Cass. Commission. 460. — Obligation 610; Ordre 106-20.
— Bourges. Contr. de mar. 2351.
— Bruxelles. Jugement 651. — Obligation 4173.
— Colmar. Obligat. 3957.
— Riom. Disposit. entre vifs 737, 2079-10 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 29; Vente publ. marchandises neuves 12. — Cons. d'Etat 269, 214; Cour des comptes 88 c., 51 c., 54-10 c., 55, 58 c. — Cons. d'Etat 235. — Culte 734-10. — Emigré 207-10-80. — Impôts dir. 46-30, 536. — Liberté indiv. 31. — Mise en jugem. 200-80, 221-10, 224-60. — Octroi 22-30, 55, 280. — Voirie par eau 613-40.

Juillet.

- 29 Cass. Appel crim. 366. — Défense 118. — Droit marit. 1319. — Privil. et hypoth. 1956.
— Rennes. Droit marit. 92.
— Riom. Appel civ. 683 c.; Exploit 68-70 c.
30 Cass. Instr. crim. 138-10. — Mat. d'or et d'argent 128-30.
— Colmar. Faillite 268-10.
— Grenoble. Frais et dépens 374.
— Limoges. Appel civ. 175.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 4157.
31 Orléans. Cassation 2157-50.
— Paris. Disposit. entre vifs 3493-30, 3549-10 c., 3595 c.; Substitut. 35-10 c., 352-10 c.
— Rennes. Jugement 873-30 c., 614-20.
— Circ. Commune 474.
Août.
1 Instr. Prostitut. 15.
2 Rennes. Conciliat. 87 c.; Dépot 150-10; Prescript. crim. 104 c.
3 Cass. Appel civ. 681 c. — Chose jugée 217; Exploit 66-60 c.; Faillite 537; Mandat 395 c., 442 c.; Ordre 899-10; Privil. et hypoth. 1388; Société 758 c., 1032, 1033 c., 1041 c. — Privil. et hypoth. 1223-10.
— Douai. Droit civ. 707 c., 709.
— Avis comm. An. Voirie p. eau 549.
4 Ord. Org. marit. 633 c., p. 1879.
— Cass. Action poss. 633, 637c.; Cassation 79 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 217 c.; Jugem. d'av. dire droit 73-30 c. — Org. colon. 31-30.
— Metz. Comm. 39.
— Rennes. Success. 480.
— Riom. Contrat de mar. 3462.
— Cons. d'Etat. Commune 2604, 2616-40. — Garde champêtre 52. — Mise en jugem. 230-40; 235-10. — Prises marit. 240-30. — Trés. publ. 429-40, 976-20, 984.
5 Ord. Majorat 5.
— Cass. Abus de confiance 135 c.; Biblio. 80 c.; Vol 349-10.
— Besançon. Vérificat. d'écrit. 74.
— Dijon. Privil. et hypoth. 1627-20.
— Metz. Disposit. entre vifs 1532c., 1985-10; Emigré 151-40.
— Rennes. Compét. comm. 453.
— Solut. Enreg. 2008.
6 Cass. Peine 428. — Témoin 130.
— Angers. Minorité 89-20, 247 c., 748 c.
— Décis. Greffe 13.
7 Caen. Compét. comm. 282 c.; Faillite 817.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 2549.
— Lyon. Obligat. 2497-30.
— Règlement. Prisons, p. 992.
8 Colmar. Disposit. entre vifs 158-20 c.; Substitut. 116, 123 c.
9 Nîmes. Appel civ. 853; Jugem. p. défaut 828-30 c. — Effets de comm. 532.
— Rennes. Domicile 134-30 c.; Excerpt. 128 c., 281 c.; Exploit 217-30, 292-30 c.
10 Cass. Acte de l'état civ. 355; Consul 61 c.; Loi 190 c.; Mariage 401 c., 565-10 c. — Brevet d'invent. 359. Responsab. 740.
— Limoges. Absence 180.
— Poitiers. Jugem. 644-20.
11 Ord. Douanes, p. 591; Poudres, p. 52.
— Cass. Action poss. 775, 777 c.
— Poitiers. Jugem. p. défaut 240. — Privil. et hypoth. 1498 c., 1499-40 c., 1503 c., 1644-10.
— Cons. d'Etat. Conflit 42 c.; Prises marit. 264-40. — Eau 558-40. — Hospices 455; Vente admin. 236 c. — Voirie p. terre 438-10.
12 Cass. Instr. crim. 2537, 2552.
— Mat. d'or et d'argent 49-30 c., 35. — Org. colon. 616-10-30-40.
— Règlement. de juges 169.
— Bruxelles. Compét. crim. 142; Complice 221 c.

Août.

- 12 Metz. V. 19 août.
— Orléans. Mariage 90-50.
— Poitiers. Deg. de jurid. 196.
13 Cass. Cassation 1923-90; Impôts indir. 586. — Frais et dépens 394-60. — Impôts indir. 165 c., 360.
— Paris. Propriété littér. 93, 326.
— Poitiers. Enquête 230 c.; Excerpt. 319; Exploit 160-30 c.; Huissier 97 c.
— Rennes. Mariage 397-30.
— Rouen. Appel civ. 1265.
— Cons. d'Etat. Usage 261.
14 Cass. Témoin 446-10. — V. 14 août 1831.
— Metz. Adultère 51.
15 Rouen. Compét. comm. 397-30, 407 c.; Droit marit. 101 c.; Excerpt. 244 c.
— Circ. Douanes 443.
16 Cass. Enreg. 5533.
— Nîmes. Excerpt. 312 c.; Péremption 294 c., 302, 313 c.
17 Cass. Compét. comm. 366. — Prescript. civ. 747-30.
— Metz. Péremption 266 c., 267, 271 c.
— Toulouse. Tierce-opposit. 187-10.
18 Ord. Acte de l'état civ. 24, 83 c.; Avoué 28; Cour des comptes, p. 510; Huissier 12-70; Trésor public, p. 1137.
— Arrêté. Org. colon. 666.
— Cass. Arbitr. 262 c., 271, 272 c., 300 c., 1042 c.
— Delib. Enreg. 1620.
19 Cass. Commune 1320, 2020 c., 2063; Loi 148 c. — Complice 67; Témoin 508. — Contrat de mariage 3500-30. — Douanes 999-10, 1003-40. — Evasion 73. — Témoin 661, 688 c.
— Metz. Disposit. entre vifs 429.
— Nîmes. Compét. comm. 448. — Exploit 547.
— Poitiers. Jugem. 613-30, 682-30 c.
— Rennes. Compét. comm. 393. — Deg. de jurid. 263; Saisie-conservat. 21 c., 23.
20 Cass. Associat. de malfaiteurs 8. — Cassat. 1557 c.; Témoin. faux 55 c., 81-20 c., 91, 94. — Forêts 1295.
— Aix. Droit marit. 99.
— Amiens. Commune 2635.
— Toulouse. Success. 1874.
— Solut. Org. milit. 239.
21 Nîmes. Jugem. p. déf. 257-10.
22 Ord. Conseil d'Etat, p. 187; Industrie, p. 672, 673; Organ. économ., p. 1289.
— Cass. Compét. administr. 413 c., 437 c.; Eau 47 c., 540 c.; Voirie p. eau 55 c., 329 c., 337. — Papier-monnaie 23-30, 29.
— Bourges. Prescription civ. 774, 797-20.
— Rennes. Deg. de jurid. 87 c., 92; Louage 349-10-30 c., 10 c.
24 Cass. Deg. de jurid. 621. — Disp. entre vifs 4292-10. — Requête civ. 20.
— Metz. Jugem. 768-40.
— Nîmes. Ordre 789 c., 985-40, 989. — Privil. et hypoth. 1766-30.
— Rennes. Minorité 561 c., 602-20, 636-10 c.
25 Ord. Culte, p. 714.
26 Cass. Mariage 202. — Prise à partie 13, 15-20 c.
— Metz. Compte 164 c., 180.
27 Cass. Acquis. 909 c. — Contrat. vent. 230. — Contumace 100, 102. — Instr. crim. 3129. — Presse-out. 1395-10.
— Bourges. Deg. de jurid. 314. — Vice rédhibitoire 87 c., 106 c., 166-40, 169 c.
— Caen. Louage 364 c., 388.
— Colmar. Notaire 288-30 c.; Obligation 348-10, 3096 c.
— Orléans. Comm. 103.
— Rennes. Concl. 78-40 c.; Jugem. 379 c., 598-50 c., 644-60 c., 690-40; Vente publ. d'immeub. 1600 c. — Mandat 63,

Août.

- 28 Bourges. Faillite 708 c., 710, 758.
— Lyon. Paternité 457-30.
— Delib. Forêts 189.
29 Bourges. Absence 106.
— Rouen. Contrat de mar. 3905.
31 Cass. Contrainte p. corps 599.
— Agen. Acquis. 272.
— Bourges. Acte de l'état civil 468. — Acte de notoriété 4 c.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 157 c.; Minorité 654, 661-20 c. — Privil. et hypoth. 881.
Septembre.
1 Ord. Cour des comptes, p. 510; Douanes, p. 591; Toulaine 41.
— Cons. d'Etat. Commune 143 c.; 548, 1899; Compét. administr. 143; Dom. de l'Etat 219 c. — Commune 2243, 2305, 2624 c. — Compét. administr. 103-140. — Conflit 73; Marché de fourn. 133-70. — Cons. d'Etat 186. — Frais et dépens 1194. — Marais 114-60. — Mise en jugem. 196-120. — Octroi 171. — Vente administr. 151, 190, 238, 313-20, 331-10, 349. — Voirie p. terre 279, 368-10, 540, 1140, 1647.
— Delib. Privil. et hypoth. 3016.
2 Avis comm. fin. Voirie p. eau 558.
3 Cass. Instr. crim. 3439-40.
— Décis. Enreg. 3544.
4 Bruxelles. Obligat. 2300-20.
— Circ. Octroi 269.
6 Cons. d'Etat. V. 13 août 1819.
7 Metz. Recusation 78-10 c., 106.
8 Ord. Prisons 99.
— Cons. d'Etat. Commune 725, 727 c., 1372, 1499 c., 1653 c., 2607-10. — Compétence 36 c. — Compét. administr. 113-40. — Conseil d'Etat 111, 186. — Culte 538 c., 543. — Eau 526-20. — Emigré 209-60. — Expert 376 c., 380 c.; Marais 21 c., 23, 28, 90, 112. — Faux 167. — Impôts dir. 79. — Mise en jugem. 186-40-50, 208-10. — Octroi 83-10, 94-10-20, 275. — Trav. publ. 630-10. — Trésor publ. 363-10, 1093. — Vente administr. 118. — Voirie par terre 2309-10.
9 Cass. Garde champêtre 54-10; Instr. crim. 2085-10; Org. judic. 695-10; Presse-out. 904-80 c. — Instr. crim. 1116.
— Paris. Référé 229-10.
— Circ. Impôts indir. 13.
10 Cass. Commune 1219; Poids et mes. 128, 138.
— Cons. d'Et. V. 1er septembre.
11 Rennes. Commiss. 484.
— Delib. Enreg. 3791.
12 Ord. Culte, p. 714.
13 Circ. Voirie par terre 490.
— Décis. Privil. et hypoth. 2868, 2873.
15 Paris. Référé 201 c.
16 Cass. Cassation 1493. — Instr. crim. 2034, 2439, 2105, 2505. — Vol 244.
17 Cass. Discipl. 233-20. — Frais et dépens 1031-30.
— Bruxelles. Mariage 172-10.
19 Circ. Passe-port 53, 57.
22 Ord. Forêts 110.
23 Cass. Instr. crim. 1301, 2072-20, 3532-20.
24 Ord. Vidange 34, 42.
— Cass. Discipl. 233-30; Frais et dépens 1031-30; Garde champêtre 13 c. — Faux 475. — Instr. crim. 1713-40, 3098 c., 3107-30; Témoin 93-50. — Instr. crim. 2188-10, 2552. — Témoin 615-10-20. — Voirie p. terre 1844.
29 Ord. Douanes, p. 591.
— Décis. Impôts indir. 329.

Octobre.

- 4 Cass. Témoign. faux 109.
 5 Cass. Attentat aux mœurs 82. — Instr. crim. 237-40. — Vol 365.
 — Bruxelles. Contumace 64.
 5 Cass. Procès-verbal 438-20 c.
 — Instr. Forêts 110.
 6 Ord. Grains. p. 540.
 7 Bruxelles. Jugem. p. déf. 180-10, 337 c.
 8 Cass. Médecine 41-10. — Organ. judic. 590; Récession 179. — Procès-verbal 637.
 — Cons. d'Etat. Commune 1680-20. — Décis. Frais et dép. 1062.
 13 Ord. Pension. p. 757; Trés. publ. 1145, p. 1137.
 — Avis com. int. Trés. publ. 637.
 14 Cass. Instr. crim. 1301, 2538-20, 2908-10.
 15 Cass. Cassation 851; Voiture 287. — Instr. crim. 1080 c.
 — Bruxelles. Mandat 46-40, 116 c.
 18 Bruxelles. Obligat. 2455-10 c.; Rentes constitut. 184 c., 213.
 — Circ. Secours publ. 454.
 — Instr. Minist. publ. 228.
 20 Ord. Org. milit., p. 1679; Org. milit., p. 1885.
 — Paris. Contrainte p. corps 985.
 — Cons. d'Etat. Commune 2244. — Conseil d'Etat 78-20; Douanes 920. — Cons. d'Etat 124-100. — Eau 561-20. — Emigré 180, 21-20. — Marché de fourniture 134-10. — Mise en jug. 194-20, 203-20, 226-20, 228-20. — Patente 546-10. — Prises marit. 148-20. — Trésor publ. 453-20. — Vente administrat. 109-10. — Volonté p. terre 1358-40.
 — Circ. Org. administrat. 738.
 21 Cass. Instr. crim. 2178-20.
 — Bruxelles. Distrib. par contrib. 138; Jugem. p. déf. 176-30 c.
 22 Cass. Instr. crim. 1829-10. — Presse-outr. 1455.
 — Décis. Enreg. 711, 727; Privil. et hypoth. 2830.
 23 Ord. Vidange 34, 50.
 — Solut. Org. milit. 268.
 25 Circ. Assurances terrestres 28.
 — Instr. Privil. et hypoth. 2868, 2873, 2947.
 27 Ord. Impôts indir. 420; Octroi 260.
 — Bruxelles. Mandat 261; Responsabilité 74-10 c.
 — Cons. d'Etat. Culte 594. — Mise en jugem. 199-20, 239-10. — Traitement 64-10-20, 68, 70, 86-10. — Vente administrat. 331-40.
 28 Cass. Impôts indir. 250.
 — Arrangement. V. 24 juillet 1820. — Instr. Enreg. 2917, 2927.
 30 Bruxelles. Disposit. entre vifs 2948.
 31 Ord. Org. milit. 87, p. 1679.
 — Paris. Contrainte p. corps 955.

Novembre.

- 3 Ord. Frais et dépens. p. 67.
 4 Cass. Mat. d'or et d'argent 79. — Vol 925.
 — Bruxelles. Acquissem. 666 c.
 5 Cass. Instr. crim. 991; Règlement de juges 175 c., 177 c., 186-60 c., 211.
 — Décis. Enreg. 2430.
 8 Ord. Voie publ. 6-10.
 9 Cass. Enreg. 4190; Jugem. par défaut 137-10. — Privil. et hypoth. 928.
 — Liège. Louage 540.
 10 Ord. Boucher, 8, 22.
 — Cass. Action possess. 102; Compét. civ. trib. d'arrond. 217 c.; Degré de jurid. 32 c.; Bourse de comm. 267. — Success. 2309-20.
 — Bruxelles. Discip. 264, 286 c.; Huissier 118, 119.
 — Metz. Exploit 521-70; Péremption 153, 154 c.
 — Orléans. Obligat., V. 17 novembre; Vente 77-10.

Novembre.

- 11 Cass. Jugement 837-20 c.; Vol 68 c., 82-30, 706 c. — Paternité 719, 725-10 c.
 — C. sup. de Bruxelles. Cassation 2083 c.; Compét. crim. 639 c.; Instr. crim. 8399-10.
 — Bruxelles. Acquissem. 908 c.; Complice 66, 162-10. — Dépôt 236.
 — Nîmes. Louage à cheptel, 15, 27 c.
 — Décis. Notaire, p. 591.
 — Instr. Enreg. 5071-30, 5278; Obligat. 8247.
 12 Cass. Org. milit. 1002-20. — Prêt à intérêt 211.
 — Nîmes. Success. 669-20.
 — Décis. Frais et dépens 1079.
 — Instr. Enreg. 711.
 13 Rouen. Contrat de mar. 3892-10 c., 3900.
 14 Cass. Cassation 1092 c.
 15 Riom. Deg. de jurid. 639.
 — Cons. d'Etat. Eau 534-30, 565-40.
 16 Cass. Désaveu 69-10, 71 c. — Surenchère 280.
 — Metz. Enquête 241 c., 248, 2510; Except. 317-70 c.
 17 Cass. Deg. de jurid. 209-10. — Désistement. 92-20. — Privil. et hypoth. 1919-10.
 — Bruxelles. Enquête 221, 223 c.
 — Nîmes. Vente publ. d'imm. 326, 523 c., 524 c., 968 c.
 — Orléans. Obligat. 4017-10.
 — Rennes. Exploit 73-30.
 — Cons. d'Etat. Commune 2430; Dom. nat. 40; Vente 461; Vente administrat. 44. — Conseil d'Etat 90-20. — Dom. nat. 24-20-40.
 — Vente administrat. 357-30.
 — Emigré 179-30, 211-20. — Expert. 272. — Forêts 1060-40.
 — Hospices 70. — Manufact. 148-10. — Mise en jugem. 188, 225.
 — Prises marit. 211. — Vente administrat. 175, 247, 267-10 c., 315-30. — Volonté p. terre 182-20.
 — Décis. Douanes 494.
 18 Cass. Impôts indir. 461-40. — Instr. crim. 3337. — Jugem. 192-10. — Témoin 223-10; Tentative 88-40. — Vente 1963.
 19 Cass. Faux 141-30; Impôts indir. 166-10, 518 c.; Sel 107. — Loi 554-60 c.; Org. instr. publ. 300-10.
 — Bourges. Acte de comm. 208; Société 228-10 c.
 — Limoges. Success. 2278-10.
 — Nîmes. Ordre 783-10-20.
 — Orléans. Ordre 827, 937-30.
 — Toulouse. Success. 213-10.
 — Cons. d'Etat. Vente administrat. 284.
 — Circ. Org. milit. 709.
 21 Orléans. Vente 774-20.
 — Poitiers. Témoign. faux 55.
 22 Ord. Org. colon. 503, p. 1027.
 — Cass. Dépôt 90 c.; Disposit. entre vifs 1646-10.
 — Toulouse. Séparat. de corps 267.
 23 Metz. Mariage 767.
 — Rennes. Vente publ. d'imm. 466.
 24 Ord. Amnistie, p. 513; Boucher 131.
 — Bruxelles. Chose jugée 45-50 c.; Jugem. d'av. dire droit 64-80; Loi 249-30, 250.
 — Metz. Compte 53, 69 c.; Société 1606-40 c.; Saisie-exéc. 244.
 — Orléans. Expert. 60; Vente publ. de meubles 63 c.
 — Rennes. Exploit 72-20; Mariage 891-10, 926; Ordre 418, 709-10.
 25 Ord. Org. écon. 73, p. 1289.
 — Cass. Cassation 2249-60 c.; Faux 128. — Forfait. 65-20. — Loi 351-30. — Péremption 258.
 — Metz. Commune 1396. — Deg. de jurid. 351-40.
 — Nîmes. Disp. entre vifs. 2427-10.
 — Orléans. Vente 325.
 26 Cass. Commune 671 c.; Culte 66.
 — Colmar. Usage 440, 577.
 — Cass. d'Etat. Légalisation 6-30.
 — Circ. Douanes 799.
 27 Bruxelles. Loi 321.
 — Paris. Contrat de mar. 1288-20.
 — Riom. Disposit. entre vifs 712; Success. 1091 c.

Novembre.

- 27 Trib. de la Seine. Théâtre 185.
 29 Cass. Vente publ. d'imm. 1571-10.
 — Toulouse. Deg. de jurid. 161-30.
 30 Cass. Obligat. 1498, 2602. — Success. 254, 255 c.
 — Décis. Assurances terr. 32.
 Décembre.
 1 Ord. Douanes, p. 591; Industrie, p. 673.
 — Cass. Mandat 312-20; Tierce-opposit. 67 c., 290-10. — Obligat. 2809-30 c., 3811; Vente 79-40 c.
 — Limoges. Exploit 124-10.
 — Metz. Interdict. 217-50.
 — Nîmes. Contrat de mar. 2856, 3862 c.
 — Cons. d'Etat. Compétence 26 c. — Conflit 70; Octroi 369. — Cons. d'Etat 231-20. — Cour des comptes 25. — Culte 641. — Frais et dépens 1193. — Marché de fourniture. 42-20-80, 50-60. — Prises marit. 170-20. — Trav. publ. 630-40. — Trésor publ. 931 c., 1028, 1089 c., 1092 c. — Vente administrat. 351-10.
 2 Cass. Compét. crim. 252 c.; Presse-outr. 872, 1381-20. — Faux 240. — Procès-verbal 588-10. — Success. 977.
 — Riom. Pavil. et hypoth. 2351-30.
 3 Cass. Dénonc. calomn. 16 c., 43; Instr. crim. 546 c.; Presse-outr. 875-10. — Forêts 717 c., 1433 c., 1946-40. — Impôts indir. 261, 258-20, 518 c. — Procès-verbal 674-30.
 — Metz. Arbitr. 1175; Except. 230-10; Reprise d'inst. 82.
 — Nîmes. Cautionn. 268 c.; Effets de comm. 495.
 4 Bruxelles. Enquête 21.
 — Metz. Impôts indir. 578-60, 579-30 c., 40 c.
 6 Cass. Contrat de mar. 1439, 1477 c.
 7 Cass. Cassation 1874-170; Expert. 44 c.; Louage 22; Obligat. 240 c.; 253 c. — Commune 1823, 1708 c. — Organ. milit. 388.
 — Rennes. Obligat. 277-30. — Success. 1920.
 8 Cass. Conciliat. 231. — Jugem. 995-10; Péremption 214.
 — Bourges. Arbitr. 446 c., 1120, 1154 c.
 — Metz. Appel civ. 254.
 — Paris. Privil. et hypoth. 990, 995 c.
 — Trib. de commerce de Marseille. Droit marit. 814.
 — Décis. Impôts indir. 67, 248.
 9 Cass. Cassation 321 c.; Peine 744 c., 752-30; Vérif. d'écrit. 186 c. — Crimes contre les personnes 148 c., 163-30 c.; Peine 527. — Impôts indir. 318; Jugem. 65-70; Procès-verbal 484 c. — Impôts indir. 462-30. — Jugem. 197-10; Vente publ. de meubles 77.
 — Toulouse. Obligat. 1230-10.
 10 Cass. Enreg. 5760. — Impôts indir. 82 c., 85-30, 194 c.
 — Caen. Mariage 172-10, 186, 330.
 — Colmar. Contr. par corps 229, 903 c.
 — Metz. Acte de comm. 310. — Arbitr. 161, 538 c.
 — Circ. Course de chevaux 1, 2.
 — Décis. Enreg. 2828, 2830.
 11 Bruxelles. Compét. comm. 104.
 — Metz. Organ. milit. 780-10.
 — Nîmes. Jugem. par défaut 294-10.
 — Pau. Enquête 185-10.
 12 Toulouse. Disp. entre vifs 1171 c.
 14 Cass. Acte de comm. 40 c., 249. — Cassation 1179 c.; Disposit. entre vifs 3478, 4376-70 c. — Enreg. 5694; Saisie-arrest 90 c. — Jugem. par défaut 14, 225-50. — Vente publ. d'imm. 102-20 c., 114-20, 1000 c.

Décembre.

- 15 Cass. Cassation 1590 c.; Disposit. entre vifs 2839 c., 2952-30, 3027 c., 3063 c.
 — Angers. Vérif. d'écrit. 75-20.
 — Douai. Appel civ. 1139; Enquête 283.
 — Nîmes. Vente publique d'imm. 1736-30.
 — Circ. Passe-port 43.
 16 Ord. Biblioth. 52.
 — Cass. Demande nouvelle 139. — Instr. crim. 1597. — Jugem. p. déf. 461; Presse-outr. 818.
 — Caen. Obligat. 4333.
 — Rennes. Dom. de l'Etat 374 c.; Exploit 627; Jugem. 879; Peine 812; Prescript. crim. 34 c., 119 c.
 17 Cass. Crimes contre les personnes 189 c., 168 c.; Puissance patern. 48. — Privil. et hypoth. V. 17 novembre 1819.
 — Metz. Degré de jurid. 76, 186-10. — Instr. crim. 848.
 — Nîmes. Enquête 140-10 c., 361; Frais et dép. 414 c.
 18 Liège. Rentes constitut. 53 c.; Saisie-arrest 135-20, 409 c.
 — Nîmes. Chose jugée 377-30.
 — Paris. Contrat de mar. 2393.
 — Rennes. Demande nouv. 100-10; Minorité 644-30.
 19 Paris. Contrat de mar. 1131. — Faillite 1071.
 20 Cass. Compte 71-10; Propriété 367-10 c.
 — Liège. Enreg. 5108.
 — Metz. Vol 171-10.
 21 Ord. Voie publ. 5-120.
 — Cass. Désistement. 117-10. — Sel 35.
 — Colmar. V. 21 décembre 1819.
 — Riom. Success. 650.
 22 Ord. Boucher 105; Organ. colon., p. 1027.
 — Cass. Acte de l'état civ. 150; Paternité 334 c. — Enreg. 2073, 3212 c. — Renvol 88.
 — Limoges. Deg. de jurid. 114.
 — Orléans. Privil. et hypoth. 2779.
 — Paris. Vente publ. d'imm. 216 c., 441-10, 449 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe de denrées 7.
 23 Cass. Cassation 558 c. — Exploit 108-80, 122-10 c. — Gendarme 58-40. — Instr. crim. 1573, 1839-30, 2956; Témoin 538-10. — Jugem. p. déf. 103-20.
 — Aix. Droit marit. 1786.
 — Cons. d'Etat. Louage administrat. 16-150.
 24 Cass. Chasse 231. — Compétence crim. 662 c.; Instr. crim. 2537. — Complice 21-10. — Instr. crim. 1829-50, 3714-30. — Presse-outr. 941. — Renvol 114.
 — Poitiers. Obligat. 4593-40 c.
 — Rennes. Contrat de mar. 1936.
 25 Ord. Organ. instr. publ. 269, p. 1248.
 — Arrêt. Prisons 34, 93, 102.
 — Règlement. Prisons 41.
 27 Cass. Jugem. 1028-30. — Obligat. 2713-10. — Org. judic. 355-10.
 — Toulouse. Droit civil 419-20 c., 425-10 c.; Except. 79 c., 149-20.
 28 Cass. Obligat. 1353-10. — Organ. colon. 616-20.
 — Besançon. Exploit 68-30, 123-10.
 — Avis Cons. d'Etat. Disposit. entre vifs 1503.
 — Décis. Douanes 64.
 29 Ord. Douanes, p. 591; Hospices, p. 72.
 — Cass. Servitude 503-10.
 — Riom. Rentes constitut. 91 c., 99-40.
 — Cons. d'Etat. Cautionn. de fonctionn. 90; Trésor publ. 982 c. — Commune 2342-10 c., 2454.
 — Compét. administrat. 163-80.
 — Conflit 42. — Eau 473-60.
 — Emigré 235, 402-170. — Manufact. 61. — Marché de fourniture. 125; Trés. publ. 974-20, 979 c.
 — Mise en jugement 228-10, 228-30. — Org. milit. 668-20.
 — Prises marit. 177. — Vente administrat. 201, 241, 294-20, 330-20. — Volonté p. terre 348-30, 421.
 — Décis. Impôts dir. 81.

Décembre.

- 30 Cass. Bigamie 54. — Disposit. entre vifs 449-20; Obligat. 1139 c.; Rente viagère 19-10. — Enreg. 5481, 5537 c. — Instr. crim. 2538-20.
 — Aix. Droit marit. 208-30.
 — Besançon. Acquissem. 261 c.; Désistement. 79 c.
 — Douai. Vérif. d'écrit. 41.
 — Rennes. Compte 147-20. — Privil. et hypoth. 1589-10.
 — Riom. Désistement. 46-20.
 31 Cass. Chasse 239 c. — Impôts dir. 520. — Instr. crim. 1596, 1597. — Procès-verb. 701-10.
 — Bruxelles. Obligat. 3982.
 — Douai. Exploit 173.
 — Metz. Jugem. 390-30 c.
 — Toulouse. Conclues. 55.
 — Avis Cons. d'Et. Trés. publ. 1189.
 — Décis. Douanes 424; Droit marit. 79.
 — Instr. Douanes 778 c.
 1820
 Janvier.
 1 Bordeaux. Disposit. entre vifs 2684.
 2 Arrêt. Organ. colon. 466.
 — La Haye. Cautionn. 271.
 3 Cass. Enreg. 734; Faillite 968 c. — Enreg. 5765. — Instr. crim. V. 13 janvier. — Vente 2044-20 c., 2056-10.
 — C. sup. de Bruxelles. Acte de comm. 85.
 — Grenoble. Exploit 184 c., 187-20.
 — Limoges. Success. 730.
 — Nîmes. Expert. 335-20, 338 c.; Frais et dépens 568-30 c.
 — Rennes. Vente 672.
 — Toulouse. Compét. comm. 358; Interdict. 131.
 4 Cass. Action 91. — Deg. de jurid. 557-10 c.; Expert. 45 c., 53 c., 55 c., 75 c., 298, 322 c. — Privil. et hypoth. 1720-30.
 — Aix. Dem. nouv. 29 c.; Droit marit. 2312.
 — Rouen. Arbitr. 626 c., 628 c., 629 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 807.
 5 Ord. Org. milit., p. 1885.
 — Cass. Peine 552-30; Vérif. d'écrit. 185 c., 186 c.
 — Bourges. Vente publ. d'imm. 1820.
 — Cayenne. Paternité 555-60.
 — Metz. Acquissem. 673.
 — Paris. Minorité 631-30.
 6 Cass. Défense 48.
 — Bruxelles. Contrat de mar. 1935. — Responsab. 230-10.
 — Riom. Privil. et hypoth. 1300 c.
 — Arr. avoc. Paris. Avocat 17.
 7 Cass. Forêts 717, 1432-10, 1458 c., 1477, 1936-20.
 — Agen. Deg. de jurid. 381-10.
 — Bordeaux. Droit marit. 2077, 2081.
 — Colmar. Appel civ. 942; Exploit 70.
 — Grenoble. Privil. et hypoth. 1996-10.
 — Limoges. Exploit 627-40.
 — Avis Cons. d'Etat. Dom. privé 28.
 8 Caen. Servitude 1201 c.
 — Colmar. Arbitr. 1061 c., 1053; Société 662. — Vente publ. d'imm. 458-20.
 9 Toulouse. Disposit. entre vifs 1875 c., 1877; Obligat. 4651 c.
 10 Cass. Contrat de mar. 3520-20.
 — Agen. Acquissem. 130; Désaveu 125 c.
 — Rennes. Enquête 59.
 — Riom. Deg. de jurid. 286.
 11 Cass. Disposit. entre vifs 379-10.
 — Amiens. Jugem. par défaut 277-30, 409-10, 426-10.
 — Bruxelles. Exploit 565-20.
 12 Ord. Cautionn. de fonction. 21; Loi 156-40 c.; Notaire, p. 594; Pension, p. 757; Presse-outr., p. 408; Propriété litig. 119.

Janvier.

- 12 Cass. Effets de comm. 584. — Obligat. 1385-40; Prescript. civ. 978. — Vente publ. d'immeubles 465, 918 c.
- Douai. Arbitr. 1073 c., 1119 c., 1176.
- Nîmes. Instr. crim. 773; Tierce-opposit. 119 c.
- Décis. Enreg. 2329.
- 13 Décr. Propriété littér. 119.
- Cass. Instr. crim. 819 c., 1064 c., 1089, 1596, 3751-30, 3338 c., 1089, 784. — Serment 181; Témoin 102-30, 637-30.
- Agen. Obligat. 4060-10.
- Bruxelles. Except. 502-90 c.; Obligat. 4881 c., 4883, 5443 c.
- Rennes. Avoué 333; Obligation 2259 c. — Minist. publ. 161-30; Papier-monnaie 47-30; Prêt à inter. 20.
- 14 Cass. Acte de comm. 33; Impôts indir. 298-10; Mines 753. — Complice 48 c.; Faillite 1484-30. — Procès-verbal 289.
- Rennes. Expert. 300-30.
- Riom. Emigré 88.
- Rouen. Prescript. civ. 286.
- 15 Cass. Commune 746 c., 754; Outoi 30 c., 81 c. — Contrat de mar. 991; Impôts indir. 307 c. — Org. milit. 784-30.
- Colmar. Obligat. 580-10 c.; Vente publ. d'immeub. 3240.
- Limoges. Org. 979.
- Nîmes. Org. milit. 313-10 c., 317.
- Rennes. Vente publ. d'immeub. 1357.
- Circ. Org. marit. 683.
- 16 Bruxelles. Péréemption 121-20 c., 243-10.
- 17 Cass. Effets de comm. 664.
- Bordeaux. Contrat de mar. 2881.
- Bourges. Except. 36.
- Douai. Désistement. 24 c.; Minorité 90, 512 c.
- Nîmes. Contr. par corps 71.
- Rouen. Mariage 166-60.
- Décis. Ordre 118, 500, 769 c.
- 18 Cass. Action 102 c., 107; Disp. entre vifs 4394. — Agréé 58c.; Jugem. par défaut 367-10. — Dispos. entre vifs 687, 3481-30.
- Amiens. Obligat. 583-20.
- Bruxelles. Jugem. par défaut 150-30, 406-10.
- Metz. Faux 157-30, 183 c.
- Rennes. Effets de comm. 408; Obligat. 5054.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 2074.
- Circ. Instr. crim. 1455.
- 19 Ord. Avoué 28; Trésor public, p. 1137.
- Cass. Faillite 795.
- Riom. Oblig. 2222-40; Privil. et hypoth. 2164-130 c., 2166 c.; Vente publ. d'immeub. 1764 c., 2147.
- Tribun. de comm. de Marseille. Droit marit. 1193.
- 20 Cass. Bourse de comm. 198 c. — Cassation 170 c., 196 c., 1735-6; Instr. crim. 1051-10-30, 1073.
- Dépôt 78-10; Oblig. 2340 c. — Enreg. 5132. — Instr. crim. 2838-10, 2961, 3340. — Serment 24-40. — Succès. 908. — Vente 1213.
- Besançon. V. 22 janvier.
- Bruxelles. Rentes const. 166-40; Vol 267.
- 21 Bruxelles. Responsabilités 92-10, 215-10 c.
- 22 Cass. Impôts indir. 204 c., 214 c., 316, 515. — Voiture 569.
- Besançon. Exploit 316-10, 524-40.
- 23 Cons. d'Etat. Acquissem. 948. — Commune 1546, 2309. — Compét. administr. 371 c.; Impôts dir. 395-30, 500, 660-40, 664 c. — Compét. administr. 383 c. — Dom. de l'Etat 185; Emigré 213-30, 215-30. — Eau 730-6 c., 835-110, 398-10. — Effets de comm. 419. — Emigré 214-40. — Enreg. 6086; Except. 71. — Impôts dir. 640-10. — Manufact. 172.

Janvier.

- 23 Cons. d'Etat. Marché de fourn. 43-90, 44-70, 49-60, 122-30. — Mise en jugem. 221-110, 224-90-110, 226, 229, 228-10-30-30. — Trav. publ. 1297-40. — Vente administr. 323, 363-30. — Voirie p. terre 1145, 3058-30.
- Décis. Douanes 754.
- 24 Cass. Chose jugée 498-10 c.
- Limoges. Commune 1479-30.
- Nancy. Absence 796 c., 793.
- Rennes. Enreg. 5787; Ordre 467 c.
- 25 Appel civ. 1224 c.; Enquête 147. — Enreg. 5538. — Industrie 216-10. — Succès. 2142.
- Bordeaux. Cassation 1297 c.; Disposit. entre vifs 4091; Loi 109-10 c.; Souveraineté 52-30. — Org. colon. 39.
- Colmar. Haussier 37.
- Paris. Compét. comm. 72.
- Rennes. Contr. par corps 176-30. — Faillite 412-30 c., 422 c., 424 c., 425 c., 608.
- Toulouse. Adjudic. 59; Séparat. de corps 385 c.
- 26 Ord. Org. milit. p. 1235.
- Cass. Obligat. 3099-30.
- Amiens. Prescript. civ. 1082-40, 1059; Rentes foncières 11; Retenue 14.
- Bruxelles. Rentes foncières 22-10.
- Riom. Oblig. 2394-10 c., 2396-40.
- Tribun. de comm. de Marseille. Droit marit. 2176.
- 27 Cass. Commune 1348. — Crimes contre les personnes 265 c., 266-10. — Exploit 249. — Instr. crim. 1212-10. — Prescript. crim. 198.
- Caen. Servitude 34.
- Metz. Appel civ. 1300.
- Nancy. Disp. entre vifs 2974-50.
- Paris. Contrat de mar. 1444.
- 28 Cass. Contrav. 308-10 c.; Droit marit. 108-10-30. — Forêts 1936-30.
- Rennes. Jugem. 210-20.
- Riom. Deg. de jurid. 126-20. — Succès. 1029.
- Touloué. Responsab. 403-10.
- Circ. Douanes 317; Hospices 377.
- 29 Cass. Obligat. 1483 c.
- Bourges. Jugem. 569, 585-30.
- Bruxelles. Except. 274-30.
- Toulouse. Servitude 385-10, 592-10 c.
- Delib. Enreg. 4375.
- 31 Cass. Obligat. 2061 c.; Saisie-exécut. 223.
- Metz. Appel crim. 245.
- Nîmes. Privil. et hypoth. 225.
- Circ. Douanes 823.

Février.

- 1 Cass. Avoué 247 c.; Contr. par corps 222 c.; Désaveu 94 c., 104-20. — Disposit. entre vifs 635. — Dom. engagés 128-10. — Instr. par écrit 28-10; Jugem. 61-50 c., 200-40; Vérif. d'écrit. 30 c.
- Rouen. Contrat de mar. 4155.
- 2 Ord. Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Action possess. 479, 569 c.; Commune 1483-10 c. — Effets de comm. 625-30. — Saisie-arrest 135-30-40 c.
- Bourges. Acte de l'Etat civ. 437 c., 468; Acte de notoriété 4 c.
- Bruxelles. Effets de comm. 449 c., 459-10.
- Liège. Conciliat. 253.
- Riom. Contrat de mar. 4109 c., 4139.
- Toulouse. Obligat. 2099-10.
- 3 Cass. Appel crim. 118 c.; Chasse 365 c.; Forêts 401 c.; Procès-verbal 12 c., 13 c., 176 c., 289; Témoin 141 c., 403 c. — Cassation 1383 c.; Loi 554-10 c.; Poudres 20; Règlem. admin. 179 c. — Compét. crim. 81; Instr. crim. 411-10 c., 1256-10, 1347-10, 3446-30.
- Bruxelles. Exploit 326-10.
- Riom. Succès. 666.

Février.

- 4 Ord. Gendarme, p. 477; Voiture, p. 998.
- Cass. Impôts indir. 222-40. — Instr. crim. 3321-30. — Procès-verb. 438-10; V. 11 février.
- Toulouse. Jugem. 598-30.
- Delib. Enreg. 1036.
- 5 Metz. Commissionn. 195 c.; Compét. comm. 436 c.; Nantisssem. 112-30.
- Rennes. Retenue 34-30.
- Circ. Voirie par eau 553.
- Lettre. Notaire, p. 591.
- 7 Cass. Disposit. entre vifs 1317-30.
- Nîmes. Vente publ. d'immeub. 167.
- Rennes. Obligat. 5043-40.
- 8 Cass. Disposit. entre vifs 2320-30, 3263 c., 3319 c.; Enquête 56-30 c. — Enreg. 1944, 2000 c.
- Besançon. Exploit 105-40.
- Paris. Effets de comm. 406.
- Rouen. Deg. de jurid. 149.
- 9 Cass. Action possess. 41. — Descente sur les lieux 19. — Disposit. entre vifs 1934.
- Bourges. Dépôt 160-30.
- Bruxelles. Dem. nouv. 100-30.
- Touloué. Deg. de jurid. 95.
- 10 Cass. Assoc. de malfait. 10. — Instr. crim. 3057. — Peine 264.
- Metz. Vente 375-30.
- 11 Ord. Amnistie, p. 512; Avoué 28.
- Cass. Chasse 231. — Procès-verb. 388, 397 c., 484 c. V. 4 février.
- Réconsat. 128-30. — Voiture 294.
- Bruxelles. Enquête 559. — Enreg. 563, 5766. — Obligat. 1202-50, 5068-10.
- Metz. V. 12 février.
- Cons. d'Etat. Acquissem. 951.
- Commune 1643, 2534-10.
- Compét. admin. 135, 155, 207-30 c.; Voirie par terre 2058-30, 2290-10. — Compét. administr. 442 c.; Vente administr. 302-10. — Eau 186, 490.
- Emigré 405-90. — Hospices 414, 422, 438. — Mise en jugem. 208-20, 234-50. — Vente administr. 302-30, 278, 379.
- 12 Bruxelles. Effets de comm. 517 c.
- Metz. Contr. par corps 331, 597 c.
- 13 Cass. Instr. crim. 1681; V. 3 février.
- 14 Bruxelles. Enreg. 2202. — Obligat. 1315 c., 4092, 4162 c., 5110-30 c.
- Liège. Enquête 463.
- Metz. Disp. entre vifs 3871-50.
- Rennes. Minorité 835-10.
- 15 Decis. Impôts indir. 81.
- Delib. Enreg. 1036.
- 16 Cass. Prescript. civ. 646.
- Bruxelles. Vente 1050-40.
- Rennes. Désistement. 47.
- 17 Cass. Attentat aux mœurs 63, 69 c.; Instr. crim. 1195-30 c.
- Complice 234. — Faux 36. — Obligat. 1612-10. — Privil. et hypoth. 688; Succès. 1366 c.; Vente 1166-10. — Procès-verbal 438. — Témoin 433-30.
- Besançon. V. 17 février 1821.
- Rennes. Disposit. entre vifs 2761.
- 18 Cass. Délit 53 c.; Jour férié 48 c.; Procès-verb. 56, 123 c., 130 c., 227-30-40-40 c., 289 c. — Postes 62-10. — Quest. préjud.
- C. sup. de Bruxelles. Compét. comm. 363.
- Bourges. Interrog. sur faits et art. 43-30, 73 c.
- Caen. Normandie 61 c.
- La Haye. Compét. comm. 216.
- Rennes. Servitude 781-29.
- Rouen. Vente 1496.
- Decis. Enreg. 682.
- 19 Ord. Peine, p. 552.
- Besançon. Vente publ. d'immeub. 336.
- Bourges. Saisie-brandon 39.
- 20 Cass. Avocat 499 c.
- Bruxelles. Faux incid. 191.
- Colmar. Appel incid. 3 c.; Obligat. 2280 c., 2282-10, 2288 c.
- 21 Ord. Org. administr. p. 608.
- Bruxelles. Vente publ. d'immeub. 1551.

Février.

- 21 Caen. Faillite 662-30.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 3240 c., 3300 c.; Notaire 412.
- Rennes. Appel civ. 750 c.; Exploit 171-30.
- 22 Cass. Commune 1781. — Peine 335. — Prises marit. 42-10. — Rente viagère 54.
- Angers. Louage 459.
- Caen. Scelles 277.
- Paris. Privil. et hypoth. 1623-10.
- 23 Ord. Avoué 28.
- Cass. Disposit. entre vifs 1409, 2358-10. — Enreg. 2410 c., 2412, 2416 c.; Vente publ. d'immeub. 1906 c., 2237 c.
- Amiens. Deg. de jurid. 364-20.
- Bourges. Bois et charbons 154.
- Metz. Exploit 262-30.
- Rennes. Enquête 307-10. — Jugem. 233-70.
- Cons. d'Etat. Commune 1546, 1551, 1928 c., 2537 c.; Compét. administr. 371 c., 466 c.; Impôts dir. 605-30. — Conflit 167-30. — Cons. d'Etat 287, 362-30. — Culte 550; Hospices 88. — Deg. de jurid. 650 c.; Vente administr. 281. — Jouis 9-20. — Marché de fourn. 52-10. — Mise en jugem. 184-20, 199-30. — Trés. publ. 426-110, 452-10. — Vente administr. 158, 242-30.
- 24 Cass. Appel crim. 181 c.; Chose jugée 498-10 c.; Impôts indir. 488-10 c.; Instr. crim. 49 c.; Poudres 41. — Commune 755 c., 1083 c., 1100-30; Grains 61-30 c. — Forêts 401 c., 408 c.; Procès-verbal 12 c., 12, 176. — Mariage 959.
- Douai. Contr. par corps 955.
- Orléans. Prescript. civ. 118-30.
- Paris. Commissionn. 373.
- Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 201, 232-30 c., 234.
- 25 Cass. Médecine 194 c.; Propriété littér. 340. — Peine 769. — Responsab. 505-30.
- Paris. Faillite 674 c., 728-10.
- Rennes. Conclus. 2 c.; Enquête 232, 563 c.
- Toulouse. Vente 391-30.
- 26 Ord. Org. administr. p. 608.
- Bourges. Org. judic. 147-40 c., 167-20.
- Douai. Désaveu 102.
- Metz. Acquissem. 896.
- Riom. Obligat. 344.
- 28 Cass. Commissionn. 494.
- Liège. Exploit 319-50.
- Nîmes. Succès. 209, 210.
- 29 Cass. Contrat de mar. 4104-20. — Disposit. entre vifs 2532, 2534 c.; Obligat. 5160-30 c. — Disposit. entre vifs 5684; Privil. et hypoth. 2257 c. — Intervent. 111 c.; Péréemption 330. — Sarcophage 160-30.
- Bourges. Succès. 1920.
- Metz. Vente publ. d'immeubles 384, 408-10 c., 491-10 c.
- Rennes. Obligat. 4821.

Mars.

- 1 Ord. Bourse de comm. 122.
- Cass. Action possess. 834; Appel civ. 793, 1000. — Disposit. entre vifs 3505-50. — Prescript. civ. 1105. — Sel 76-30.
- Metz. Vente 1323-30, 1392 c.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 3444 c., 3452 c., 3454-10.
- Decis. Impôts indir. 187.
- 2 Cass. Action possess. 449. — Contrat de mar. 2025; Domm. destr. 22, 89-20 c.
- Limoges. Acquissem. 36 c.
- Decis. Org. marit. 726.
- 3 Ord. Avoué 28.
- Cass. Compét. crim. 560. — Dommages destruct. 75.
- Besançon. Expert. 231.
- Nîmes. Culte 621-10.
- Paris. Dispos. entre vifs 4361 c.; Substitut. 126-10 c., 246. — Sarcophage 86.

Mars.

- 3 Rennes. Succès. 436-30.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5883.
- 4 Bourges. Exploit 278-80, 369-20.
- Bruxelles. Effets de comm. 461-10.
- Paris. Référé 69, 167 c.
- Rennes. Deg. de jurid. 511; Jugem. 41-10, 49-30. — Séparat. de corps 53-10 c., 369.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 348-60.
- Decis. Notaire 467, p. 591.
- 6 Cass. Privil. et hypoth. 1623-10.
- Decis. Voirie p. eau 119-40.
- 7 Cass. Cassation 1860; Disposit. entre vifs 1675-30 c., 1685 c.; Intervent. 47-30 c.; Nantisssem. 247 c.; Obligat. 1031-10 c., 3112-30 c., 3113-10, 4945-10 c., 5314-30 c., 5315-20 c. — Degré de juridict. 554-40; Succès. 737 c., 738 c. — Péréemption 62-10.
- Rennes. Droit marit. 1379; Privil. et hypoth. 1499-20-30, 1522 c., 1825, 1848-30, 2300, 2426-10.
- 8 Cass. Biens 40 c.; Vente publ. de récoltes 7-10.
- Bruxelles. Vente 961.
- Colmar. Succès. 764.
- Liège. Vente publ. d'immeub. 1216-10.
- Nîmes. Obligat. 519-20.
- 9 Cass. Disposit. entre vifs 1751. — Instr. crim. 8983 c., 2987-10. — Preuve 9-40 c.; Témoin 194.
- Rennes. Acquissem. 711; Appel incid. 29; Jugem. p. def. 163 a.
- Frais et dep. 91-40 c.; Servitude 551, 553 c.
- Arr. avoc. Paris. Avocat 156.
- 10 Cass. Attentat aux mœurs 92. — Cassation 1007-40. — Procès-verb. 277.
- Aix. Société 1333 c., 1335-10.
- Toulouse. Ordre 924-30.
- C. d'ass. Haute-Garonne. Vol 437.
- 11 Bruxelles. Except. 101.
- Colmar. Droit civ. 467-20.
- 12 Loi. Dom. engag. p. 194.
- 13 Cass. Cassat. 1163; Jugem. 981-10.
- Bordeaux. Prescript. civ. 1080.
- Paris. Oblig. 4060-20.
- Rennes. Domicile élu 123-30; Exploit 171-60 c.
- 14 Amiens. Faillite 218-30; Succès. 807 c.
- Metz. Faillite 219-30, 367.
- Rennes. Exploit 348-20.
- 15 Cass. Disposit. entre vifs 248. — Dom. engag. 50-40.
- Bourges. Acquissem. 787 c.
- Grenoble. Disp. entre vifs 2177.
- Paris. Papier-monna. 62.
- 16 Ord. Gendarme, p. 477.
- Cass. Appel civ. 754 c.; Cassation 1653-20 c.; Domicile élu 21-30 c.; Ordre 927-30 c.; Privil. et hypoth. 423-10, 637 c., 1546-100, 1658-20, 2403 c., 2770-10 c. — Instr. crim. 1615, 1658-30.
- Colmar. Succès. 464.
- Liège. Oblig. 1682-10; Vente 62 c.
- 17 Cass. Presse-outr. 702-80.
- Bruxelles. Jugem. par défaut 208, 204-10.
- Instr. Enreg. 689.
- 18 Bruxelles. Interrog. sur faits et art. 61.
- Rouen. Privil. et hypoth. 1670-30. — Instr. Enreg. 1471.
- 19 Ord. Avoué 28; Privil. et hypoth. 526.
- Cass. Renvoi 172.
- Tribun. de comm. de Marseille. Droit marit. 1279.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 77-40; Dom. de l'Etat 399-10. — Compét. administr. 369 c.; Impôts dir. 649-30; Ordre 292-30 c. — Conseil d'Etat 227. — Cour des comptes 51, 53; Trés. publ. 967. — Dom. nat. 49-10.
- Eau 564-20. — Emigré 179-30, 207-10, 405-20. — Marché de fourn. 114-30. — Mise en jugem. 221-30, 229-20. — Trés. publ. 440-40. — Vente administr. 324, 350. — Voirie par terre 406-20, 626-10.
- Avis. Cons. d'Etat. Impôts dir. 653-50.

Mars.

- 20 Ord. Ordres civ. et milit. 190.
— Cass. Exploit 37, 181-20, 223 c., 233-30 c. — Obligat. 5118-20 c.
— Besançon. Désistement. 23.
— Metz. Procès-verb. 13, 123.
— Delib. Enreg. 1235.
21 Cass. Biens 42; Enreg. 2913 c. — Disposit. entre vifs 1736. — Enreg. 2459, 2444 c. — Louage 324-20; Privil. et hypoth. 2116-10 c.
— Bourges. Enquête 531.
— Metz. Effets de comm. 380.
— Circ. Org. marit. 726; Org. milit. 279.
22 Cass. Compét. administr. 442 c.; Vente administr. 239-10. — Douanes 437-30, Sel 57 c. — Exploit 33-40. — Prêt à intérêt. 177; Retenue 12 c.
— Angers. Séparat. de corps 369.
— Orléans. Enquête 25-30.
— Paris. Commenc. 91.
23 Cass. Cassation 1919-90 c.; Compét. crim. 47; Instr. crimin. 1188. — Contumace 91. — Effets de comm. 807. — Instr. crim. 1613. — Org. colon. 180. — Vente publ. d'im. 150 c., 224, 1499-10 c., 1571-10 c., 50 c.
— Bruxelles. Faillite 199.
— Grenoble. Conciliat. 77 c., 105-80. — Vente 639-10; Vente publ. d'im. 219.
— Metz. Deg. de jurid. 127-50 c.; Disposit. entre vifs 2569, 3202. — Success. 2094. — Tierce-opposit. 308.
— Orléans. Responsab. 678-20 c.; Saisie-exécut. 338.
— Rouen. Surenchère 162.
24 Ord. Avoué 58.
— Cass. Impôts indir. 75-20. — Instr. crim. 3159, 3186.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 314.
— Paris. Référé 204 c. — Vente administr. 212.
— Rennes. Compét. comm. 331.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 385 c.; Impôts indir. 390, 602-30, 623; Trés. publ. 958. — Eau 451, 525-10. — Emigré 209-70. — Marché de fourn. 40-10, 42-60. — Théâtre 123. — Vente administr. 309-30. — Voirie par terre 2010, 2373, 2390.
— Décis. Enreg. 2943; Vente publ. meub. 66.
25 Lyon. Contrat de mar. 2062, 4293 c., 4298 c.
— Paris. Nom 44.
— Rennes. Acte de l'état civ. 123 c. — Action possess. 593; Dom. de l'Etat 310-20; Saisie-arrest 126. — Jugem. d'av. dire droit 48-40.
— Riom. Contrat de mar. 1247 c., 4264. — Emigré 49.
26 Loi. Liberté indiv. p. 19; Tranquill. publ. 18 c.
27 Cass. Cassation 192.
28 Ord. Culte. p. 714.
— Traité. Traité internat. 198, p. 522.
— Cass. Cassation 1806-10 c.; Disposit. entre vifs 4508, 4577 c., 4623-20 c., 4643 c., 4655 c.; Obligat. 2956 c.; Success. 2331. — Commissionn. 501. — Compét. comm. 359-20; Deg. de jurid. 137. — Contrat de mar. 1450, 1451 c., 4075-10 c.; Jugem. 168-20 c.
— Paris. Saisie-arrest 426.
— Rouen. Bourse de comm. 457 c.
29 Cass. Acquisecem. 429 c. — Compét. civ. trib. de paix 239, 240 c. — Enreg. 2231 c., 2232, 2237 c.
— Bruxelles. Conciliat. 191-30 c.; Mariage 142-20, 151 c., 153-10 c., 180 c., 309.
— Circ. Commune 530.
30 Cass. Procès-verb. 347. — Témoin 679-10.
— Bruxelles. Contrat de mar. 315, 389, 516, 317; Loi 244.
— Solat. Droit polit. 188.

Mars.

- 31 Loi. Presse-outr. p. 409.
— Ord. Gendarme. p. 477; Org. milit., p. 1885.
— Rouen. V. 31 mai 1820.
— Circ. Greffe 80-140.
Avril.
1 Ord. Presse-outr. p. 409.
— Cass. Crimes contre les personnes 163 c. — Voirie par terre 1876-20. — Vol 328.
— Circ. Voirie p. eau 403.
2 Ord. Org. instr. publ., p. 1348.
3 Ord. Corse 2, p. 198; Gendarme, p. 477.
— Cass. Acte de l'état civil 402 c.; Faux incid. 43 c.; Paternité 230. — Décis. Forêts 1668.
6 Ord. Cautionn. de fonctionn. 21.
— Cass. Fonctionn. publ. 157. — Impôts indir. 318, 515 c. — Instr. crim. 2927-20. — Paternité 728-20-40 c. — Peine 769.
7 Cass. Complice 184. — Désistement. 244. — Instr. crimin. 1037-20; Prescript. crimin. 127-10.
10 Toulouse. Effets de comm. 93. — Jugem. 223-20.
11 Cass. Disp. entre vifs 2974-40. — Dom. nat. 10 c., 50; Emigré 206 c., 248 c. — Voirie p. eau 614-30.
— Rouen. Vente publ. d'im. 535-20.
12 Cass. Accessoire 30 c.; Appel civ. 372 c., 456 c.; Deg. de jurid. 187 c.; Frais et dépens 140 c., 142-10 c., 20 c.; Responsabilité 459 c. — Organ. colon. 31-30. — Paternité 468-20, 474 c.
— Dijon. Disposit. entre vifs 2312, 2859-20 c.
— Limoges. Servitude 467.
— Metz. Compét. comm. 187.
— Toulouse. Distribut. p. contrib. 93-30, 182 c., 189 c.
13 Arrêté. Org. colon. 666.
— Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 81. — Instr. crim. 2710. — Paternité 183, 386 c. — Presse-outr. 1562 c., 1563. — Témoin 463.
— Angers. Success. 1944-20.
— Circ. Org. instr. publ. 517.
14 Ord. Avoué 28.
— Cass. Contrainte p. corps 710 c., 878 c.; Rébellion 37-30. — Faux incid. 298-40. — Instr. crim. 153-40, 1628-30-40, 3702 c.
— Bruxelles. Faillite 1317, 1332 c. — Référé 130.
— Douai. Privil. et hypoth. 2203.
— Liège. Droit civil 331-50.
15 Ord. Douanes, p. 591; Prud'hommes, p. 535.
— Metz. Appel crim. 310; Procès-verb. 68.
— Paris. Cautionnem. 135, 150 c., 379 c., 403 c.; Success. 882 c., 883 c.
— Décis. Privil. et hypoth. 2236.
17 Riom. Privil. et hypoth. 1887.
— Rouen. Domicile élu 123-40.
— Toulouse. Disp. entre vifs 736.
18 Cass. Dem. nouv. 170-20; Jugem. p. déf. 17-10.
19 Cass. Commenc. 267; Compulsatoire 37 c. — Organ. judic. 202-30. — Rentes const. 78 c.; Rentes foncières 4-10, 14-20, 22. — Société 187-10.
— Angers. Disp. entre vifs 4250-40.
— Toulouse. Contr. de mar. 3390-20.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1279.
20 Cass. Cassation 262; Instr. crim. 1343-20. — Complice 249. — Dénonc. calomn. 127. — Oblig. 4744, 5014-10. — Vente 534.
— Bruxelles. Société 202.
— Metz. Minorité 114 c., 217.
— Rennes. Compte 141, 142 c., 191-10 c.; 193-40 c.; Item. nouv. 95-30 c.; Except. 332-50 c.
— Circ. Acte de l'état civ. 81 c., 84 c.
21 Cass. Appel crim. 288. — Contumace 38. — Dénonc. calomn. 67.
— Rennes. Dem. nouv. 69.
— Toulouse. Requête civ. 20.

Avril.

- 22 Cass. Garde champêtre 35-10 c.; Gendarme 36 c.; Jour férié 103, 105-30 c.; Procès-verb. 9-10 c. — Instr. crim. 141-20, 2122, 2403 c. — Serment 130. — V. 22 avril 1822.
23 Limoges. Jugem. 124-10.
— Cons. d'Etat. Emigré 179-120.
24 Cons. d'Etat. Vente admin. 170.
25 Ord. Notaire, p. 591; Scellés, p. 709.
— Cass. Prescript. civ. 1135; Rentes const. 234-30.
— Bordeaux. Contrat de mar. 4025.
— Nîmes. Vente publ. d'immeubles 1216-60.
— Rennes. Disp. entre vifs 2882 c.; Ordre 959-10.
— Riom. Arbitr. 703.
— Toulouse. Faillite 219-40. — Vente publ. d'im. 1525-20.
— Cons. d'Etat. Commune 2407-10; Vente admin. 341 c. — Conflit 46. — Cons. d'Etat 202-20, 314. — Emigré 207-10-30, 209-80, 216-20. — Marché de fourn. 43-60, 48-30. — Mise en jugem. 224-80, 228-10-90. — Vente administr. 170.
— Instr. Vente publ. de meubles 54.
26 Cass. Faillite 736.
— Metz. Except. 77-20; Pérempt. 353-30.
— Toulouse. Jugem. p. déf. 110-20.
27 Ord. Gendarme, p. 477.
— Cass. Cassation 1349-30 c.; Peine 659-60. — Discip. 247 c. — Instr. crim. 1532, 1545, 1601, 1731-10, 1756, 1789-10 c., 2347, 3450. — Jugem. d'av. dire droit 28-70.
— Agen. Deg. de jurid. 211.
— Rouen. Vente publ. d'im. 656 c., 666-20.
— Toulouse. Désaveu 31 c.; Jugem. par défaut 35-30.
28 Cass. Avocat 475 c., 484, 497 c.; Cassation 1944 c.; Défense 28 c., 137 c., 188 c.; Discipline 267 c.; Instr. crim. 2400 c.; Jugem. 1094-70 c. — Compét. crim. 662. — Douanes 999-30, 1003-40.
— Bruxelles. Louage 576, 841.
29 Montpellier. Compét. comm. 447.
— Paris. Commissionn. 380.
— Toulouse. Arbitr. 275, 300 c., 1115 c., 1250 c.; Obligat. 3828 40 c. — Vente publ. d'im. 382.
30 Cass. Dem. nouv. 38-10.
— Trib. de Saint-Etienne. Mines 154.
Mai.
1 Cass. Obligat. 4118-20 c., 4148.
— Bourges. Disposit. entre vifs 3653-30 c., 3661.
— Bruxelles. Jugem. 573-40.
— Douai. Culte 621-20.
— Circ. Archives 80.
— Décis. Enreg. 3662.
2 Cass. Enreg. 2244, 3879 c. — Interrog. sur faits et art. 28-10.
— Colmar. Enquête 371.
— Rennes. Jugem. 683; Jugem. par défaut 238.
— Cons. d'Etat. Hospices 77.
3 Colmar. Ordre 1107-10 c.; Privil. et hypoth. 1532-20.
— Douai. Hospices 413.
— Décis. Enreg. 1716.
4 Ord. Org. milit., p. 1885.
— Cass. Cassation 676. — Forêts 1946-30. — Pêche fluv. 197. — Privil. et hypoth. 1969. — Procès-verb. 618-10, 680. — Voirie p. terre 300.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1585-20 c., 1586-20, 2832 c., 3020 c.
— Grenoble. Ordre 933-10, 937-30.
— Limoges. Ordre 746-30.
— Metz. Faillite 544-10; Prescript. civ. 987, 1015 c.; Privil. et hypoth. 195.
5 Ord. Mat. d'or et d'argent, p. 462.
— Cass. Deg. de jurid. 671; Serment 199-10. — Impôts indir. 243. — Vol 725 c., 787 c.

Mai.

- 5 Aix. Servitude 337-10.
— Amiens. Frais et dépens 120-10, 134 c.
— Bruxelles. Effets de comm. 449 c., 456-30.
— Cons. d'Etat. Trésor publ. 537.
— Avis. Cons. d'Etat. Forêts 1632.
8 Cass. Cassation 292, 1138 c. — Vente publ. d'immeub. 1902.
— C. belge. Loi 273.
— Angers. Adultère 60.
— Toulouse. Arbitr. 269 c., 299, 1250 c.; Contr. de mar. 1358 c.
9 Grenoble. Obligat. 4118-20.
— Metz. Acquisecem. 545 c.; Appel incid. 88 c.; Jugem. d'av. dire droit 24-80.
— Paris. Contrat de mar. 771. — Disposit. entre vifs 363-10, 375-10 c.
— Toulouse. Intervent. 149 c.
10 Cass. Appel incid. 62; Emigré 210-80; Papier-monnaie 69-30. — Surenchère 179.
— Grenoble. Contrat de mar. 1798.
12 Ord. Avoué 28.
— Cass. Cassation 1244 c.; Instr. crim. 888; Jugement 1101-10; Presse-outr. 537-60, 1849-30 c., 1851-10 c. — Instr. crim. 1439; Mise en jugem. 58-40.
— Caen. Contr. par corps 248; Success. 1218.
— Limoges. Except. 347.
— Orléans. Deg. de jurid. 212.
— Cons. d'Etat. Acquisecem. 952. — Commune 1521 c., 1524, 1546, 1551. — Emigré 207-20, 218-10. — Marché de fourn. 134-10. — Mise en jugem. 57-20, 165-20, 228-100. — Tierce-opposit. 284. — Vente administr. 267-60 c.
13 Cass. Commune 1213-30. — Postes 95 c., 98.
— Amiens. Acquisecem. 320.
— C. sup. de Bruxelles. Chose jugée 546-30.
— Bruxelles. Contrat de mar. 516, 4317. — Loi 261.
— Paris. Droit civil 429.
— Rennes. Arbitr. 705.
— Delib. Enreg. 1442.
14 Rennes. V. 14 mars 1820.
15 Cass. Contumace 79.
— Rouen. Vente publ. d'immeub. 1989-10.
— Décis. Douanes 66.
16 Cass. Action possess. 102. — Mandat 310-20. — Responsab. 698-10.
— Rennes. Appel incid. 52; Désistement. 124, 185-20 c.
— Riom. Acquisecem. 396 c.; Rentes const. 216.
17 Cass. Action possess. 378, 449, 761. — Except. 150.
— Colmar. Success. 1870, 1871-20 c.
— Douai. Commissionn. 211 c., 320.
— Orléans. Jugem. d'av. dire droit 27-20.
— Riom. Appel civ. 681; Exploit 68-80.
18 Ord. Org. instr. publ., p. 1348.
— Cass. Armes 46 c.; Vol 595-10. — Jugem. 800-20. — Paternité 457-20.
— Colmar. Requête civ. 55-10.
— Paris. Théâtre 236.
— Riom. Disposit. entre vifs 575.
— Toulouse. Vente publ. d'immeub. 1216-20.
19 Cass. Instr. crim. 1478.
— Rennes. Emigré 118-20; Prescript. civ. 623. — Saisie-exécut. 46, 132 c., 215 c.
— Toulouse. Compét. comm. 184; Effets de comm. 79, 131 c.
20 Amiens. Acquisecem. 644.
— Metz. Avocat 480 c., 491. — Org. milit. 780-20.
— Rennes. Acquisecem. 413 c., 428.
22 Rennes. Appel civ. 1084.
23 Aix. Commune 2380.
— Colmar. Privil. et hypoth. 2203.
— Toulouse. Privilèges et hypoth. 1546-70.
25 Cass. Instr. crim. 2017-10; Témoin 529-10. — Instr. crimin. 2693.

Mai.

- 26 Cass. Commune 791; Contrav. 270 c.; Prescript. crim. 211. — Impôts indir. 184. — Instr. crim. 1395-30, 1408.
— Bruxelles. Droit civ. 204. — Mines 194.
— Metz. Appel civ. 732; Demise élu 117-10. — Enquête 34.
— Rennes. Arbitr. 209. — Instr. par écrit 33-10. — Prescript. civ. 622.
— Riom. Vente 317-50 c.
— Circ. Commiss. de police 4; Notaire 361, p. 591.
27 Ord. Prud'hommes, 535.
— Liège. Disposit. entre vifs 21, 1912 c.; Emigré 173 c.
— Rouen. Droit marit. 524.
— Toulouse. Arbitr. 34, 1357 c.
— Circ. Douanes 54, 134, 140, 141, 144, 157, 345.
28 Loi. Trés. publ., p. 1137.
— Ord. Gendarme, p. 477.
29 Bruxelles. Mariage 743.
— Metz. Forêts 621.
30 Cass. Except. 241. — Mariage 717. — Obligat. 2896-10. — Surenchère 57, 98, 210-10.
— Rouen. Acte de comm. 71.
31 Cass. Mise en jugem. 151-20; Obligat. 4907.
— Colmar. Contr. par corps 131.
— Orléans. Deg. de jurid. 441-20.
— Riom. Contrat de mar. 1331.
— Rouen. Contr. par corps 229 c. — Vente publ. d'im. 192.
Juin.
1 Cass. Disposit. entre vifs 673. — Instr. crim. 3073-20.
— Bruxelles. Louage 319, 324 c. — Mandat 115-30 c., 40 c., 19.
2 Cass. Octroi 49 c., 134-19, 26-10 c.
— Douai. Vente publ. d'immeub. 1736-60.
3 Cons. d'Etat. Commune 191 c., 1902; Forêts 1944 c.; Jugem. par défaut 521. — Compét. 36 c.; Octroi 90, 102 c., 3114, 325-20 c. — Compét. admin. 29; Octroi 28-30, 33-10. — Conflit 221 c. — Eau 448-10, 486-50, 525-80. — Frais et dépens 1211-40. — Jugem. par défaut 527. — Mise en jugem. 200-80, 209-90, 224-20-120. — Vente administr. 257.
— Avis. Cons. d'Etat. Culte 160.
4 Cass. Cassation 810.
5 Agen. Acquisecem. 121.
— Douai. Tierce-opposit. 114-20; Vente 150-20 c.
6 Cass. Absence 76 c.; Caution 1236-60; Frais et dépens 76 c.; Ordre 1605 c.; Privil. et hypoth. 1284, 1621-20 c. — Compte 68; Jugem. d'av. dire droit 81-10 c.
— Rouen. Paternité 24-30 c., 25, 259 c.
7 Loi. Douanes, p. 501; Contr. p. 540; Sacre 44.
— Ord. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Action possess. 294, 295 c. — Deg. de jurid. 533. — Enreg. 1100. — Minorité 324-40 c., 689-20-30 c., 691 c., 694.
— Bordeaux. Péremption 231.
— Bruxelles. Louage 158.
— Liège. Mines 444-10.
— Metz. Org. judic. 480 c.; Requête civile 99 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 16, 3774 c.
— Rennes. Success. 847.
8 Cass. Prescript. crim. 294.
— Riom. Enquête 379-40.
9 Cass. Mat. d'or et d'argent, p. 54 c. — Presse-outr. 37-20.
— Bruxelles. Loi 230.
— Limoges. Dem. nouv. 35-20.
— Riom. Jugem. par défaut 152 c., 291-10, 299 c., 444-10 c.
— Décis. Douanes 66; Enreg. 64.
10 Ord. Contrav. 284 c.
— Colmar. Privil. et hypoth. 1704-10 c.

Juin.

- 10 Metz. Témoins 22-30.
— Paris. Success. 898.
— Rennes. Domicile élu 106-10; Exploit 364-20 c.
- 11 Cass. Instr. crim. 2560-30.
12 Cass. Jugem. 1034-10.
— Rennes. Faux incid. 37.
13 Cass. Substitut. 337.
— Bourges. Expert. 165, 168 c.
— Bruxelles. Obligat. 544-30.
— Paris. Jugem. d'av. dire droit 34-10.
- 14 Cass. Cassation 628-30; Contrat de mar. 1303; Obligat. 5164 c. — Success. 1901, 1982 c., 1985-10, 1994.
— Décis. Frais et dépens 1128.
- 15 Cass. Chose jugée 425; Instr. crim. 1483. — Crimes contre les personnes 211-20. — Instr. crim. 1951-20, 3250 c., 3270 c., 3347, 3699. — Obligat. 1907-10; Ordre 717-20 c., 749 c. — Vente 890.
— Limoges. Biens 80, 82 c.
— Orléans. Prescript. civ. 920.
— Riom. Mariage 805-20; Obligat. 881-30.
- 16 Ord. Prisons 108.
— Cass. Instr. crim. 3244-30.
— C. sup. de Bruxelles. Compét. civ. trib. d'arr. 218. — Exploit 417-10.
— Régien. Org. marit. 309.
17 Ord. Avoué 28; Organ. judic., p. 1504.
— Rennes. Saisie-arrest 355. — Vente 572.
— Toulouse. Contrat de mar. 3930.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 207-10. — Cons. d'Etat 271. — Eau 514-30. — Mise en jugem. 197-20. — Pension 15, 74. — Prises marit. 263-30. — Voirie p. eau 640.
— Circ. Matières d'or et d'arg. 180; Org. marit. 696.
- 20 Cass. Acquiescem. 433 c.; Arbitr. 68; Dom. de l'Etat 298-20. — Cassation 1684 c.; Obligat. 1400, 3037 c. — Greffe 38 c.; Obligat. 169-10; Office 203 c. — Verif. d'écrit. 75-10.
— Douai. Absence 105.
— Montpellier. Domicile élu 11-30, 92 c.; Saisie-exéc. 62 c.
— Poitiers. Compét. crim. 539.
- 21 Cass. Biens 40; Forêts 1681 c.; Vente 617-20 c. — Exception 205-30, 213 c. — Louage 546. — Org. judic. 387, 390-30 c.
— Bruxelles. Faillite 328-30, 241 c., 475 c., 542 c., 816. — Jugem. 404-10.
- 22 Cass. Instr. crim. 1496-10, 2223, 2249, 2254-10, 3128, 3139, 3173-10; Témoins 446-10, 538-30, 618. — Mandat 74-20. — Quest. préjud. 72-30.
— Bruxelles. Mandat 428.
— Douai. Faillite 766-30-30.
— Metz. Propriété féodale 296.
23 Cass. Forêts 1433 c., 1946-30. — Serment 24-20. — Vol 209.
— Grenoble. Arbitr. 1030.
— Rennes. Exploit 63-10. — Jugem. 41-30.
— Cons. d'Etat. Marché de fourn. 122-20.
- 24 Orléans. Mat. somm. 29.
— Toulouse. Mariage 421 c.; Paternité 315 c., 333-30.
- 26 Cass. Notaire 527-20. — Procès-verb. 786.
— Caen. Prescript. civ. 677.
— Colmar. Prescript. civ. 1086.
— Limoges. Privilèges et hypoth. 639-10, 1672 c., 1674 c.
— Metz. Témoins 195.
— Paris. Vente 2054.
— Riom. Péremption 348-10.
- 27 Cass. Acquiescem. 67 c., 411, 621 c.; Appel incid. 25 c., 128 c.
— Bourges. Saisie-arrest 418 c., 446-20 c., 452-10.
— Paris. Success. 819.
— Solnt. Org. milit. 241.
- 28 Cass. Cassation 1698-30 c.; Dispos. entre vifs 270-40. — Droit civil 342. — Enreg. 5517.

Juin.

- 28 Bruxelles. Cassation 1416. — Jugem. 299-20.
— Metz. Rente viagère 98-10.
- 29 Cass. Chose jugée 559. — Compét. civ. trib. d'arr. 11 c.; Compét. civ. trib. de paix 130. — Instr. crim. 2240. — Procès-verb. 361. — Voirie p. terre 1123-10.
— Grenoble. Vente 1500-60.
- 30 Cass. Cassation 551, 558. — Douanes 1012 c., 1014-10.
— Bourges. Arbitr. 1259, 1358 c. — Saisie-exéc. 224.
— Colmar. Obligat. 173-10.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1670-20.
— Circ. Org. marit. 699.
— Décis. Douanes 494.

Juillet.

- 1 Ord. Pension, p. 757.
— Cass. Contumace 102 c., 106-10. — Mat. d'or et d'argent 136-10.
— Bourges. Vente publ. d'immeub. 399-10-30, 404.
— Bruxelles. Jugement par défaut 181-30.
- 2 Cons. d'Etat. Compét. administr. 419 c., 430 c.; Voirie par terre 1827-20, 1836 c., 1840 c., 1853 c. — Eau 473-40. — Mise en jugem. 203-30-60. — Vente administr. 332-30. — Voirie par terre 150.
- 3 Cass. Cassation 1585 c.; Degré de jurid. 570 c.; Enquête 519-10, 541 c., 610 c.
- 4 Loi. Banque 90.
- Cass. Cassation 809; Enregistr. 5818. — Deg. de jurid. 384. — Dispos. entre vifs 358. — Impôts indir. 146-10-30.
— Rennes. Deg. de jurid. 560-30 c., 580-40.
— Toulouse. Dispos. entre vifs 726. — Décis. Enreg. 4954.
- 5 Ord. Assoc. illic. 11. — Organ. instr. publ. 484, p. 1249.
— Cass. Effets de comm. 430 c., Nantisssem. 110. — Enreg. 4075, 5133.
— Angers. Dispos. entre vifs 2760, 2762 c.; Verificat. d'écrit. 76-30 c.
— Lyon. Arbitr. 1120 c., 1154.
- 6 Loi. Ordre civ. et milit. 191 s.
— Décr. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 114. — Droit polit. 132. — Instr. crimin. 3175, 3186. — Obligat. 1643. — Privil. et hypoth. 2015-10. — Témoins 471-10, 609-20.
- Guadeloupe. Société 1129.
— Rennes. Arbitr. 292 c.; Chose jugée 378-10 c.; Mariage 961; Obligat. 2989-30, 4526 c. — Contrat de mar. 4318.
— Rouen. Paternité 725-20.
— Cons. d'Etat. Trés. publ. 1029.
- 7 Cass. Frais et dépens 968 c., 988-20.
— Bruxelles. Conciliat. 367. — Désaveu 13.
— Metz. Enquête 92 c., 193.
8 Bruxelles. Acte de comm. 269.
— Paris. Mariage 393-30 c., 405-10.
— Toulouse. Conciliat. 49.
— Trib. de Toul. Enreg. 5383.
- 9 Cass. Dom. nat. 18; Propriété 378.
— Cons. d'Etat. Commune 1082; Mise en jugem. 164 c. — Commune 2315-40, 2348; Dom. de l'Etat 319. — Compét. admin. 143, 232 c.; Dom. de l'Etat 264-30. — Conseil d'Etat 209, 217. — Emigré 179-30-410, 309-40, 405-300. — Halles 46 c., 56-10. — Marché de fourn. 148-30, 150-30. — Mise en jugem. 163, 194-60, 199-20, 319-30, 221-30, 238. — Prises marit. 327. — Vente administr. 309-10, 313-10, 339-20.
- 10 Loi. Bourde de comm. 45.
— Cass. Org. milit. 377 c., 378.
— Rennes. Défense 273 c., 274; Faillite 114.

Juillet.

- 11 Cass. Action possess. 169, 645 c.; Propriété 187-80 c.; Sommat. 29 c. — Cassation 1895-50 c.; Chose jugée 22 c.; Effets de comm. 480 c., 643 c., 855. — Contrat de mar. 171 c., 173, 2166 c. — Dispos. entre vifs 2392, 3395-10; Usufruit 419. — Prescript. civ. 1040-10. — Privil. et hypoth. 1720-30; Vente 169.
- 12 Ord. Banque 207.
— Cass. Défense 59. — Effets de comm. 402.
— Décis. Impôts indir. 118.
- 13 Ord. Pension, p. 758.
— Cass. Compét. crim. 638 c.; Témoins 468. — Deg. de jurid. 668-20; Dépôt 34. — Forfait. 33-40. — Instr. crim. 363-50. — Jugem. 832-10. — Vente 1231-30.
— Douai. Contr. par corps 949.
— Limoges. Effets de comm. 408.
— Metz. Privil. et hypoth. 978, 986 c., 989 c., 993 c.
— Riom. Obligat. 3283; Tierce-opposit. 207-10 c., 224.
- 14 Cass. Compét. crim. 184-20.
— Orléans. Avocat 274.
— Toulouse. Appel civ. 730 c.; Exploit 545-10.
— Instr. Enreg. 2927, 3295.
- 15 Cass. Appel crim. 124; Compét. crim. 283 c. — Instr. crim. 1426, 3589 c. — Jugem. 768.
— Riom. Dispos. entre vifs 1530.
- 16 Ord. Cons. d'Etat, p. 187.
- 17 Cass. Obligat. 4853.
— Paris. Droit civil 534.
— Rennes. Except. 298-10.
— Cons. d'Etat. Commune 2349; Compétence 151 c.
- 18 Cass. Appel civ. 1309; Privil. et hypoth. 2751-20.
— Metz. Contrat de mar. 1057 c., 1420 c.; Priv. et hypoth. 856-10, 3380-30.
— Nîmes. Contrat de mar. 4090.
— Poitiers. Arbitr. 532.
— Rennes. Appel civil 1290 c.; Degré de jurid. 306; Dem. nouv. 25-20 c.; Jugem. 333-70; Obligat. 156, 2810 c. — Vente 664.
— Riom. Responsab. 429-40.
— Rouen. Vente 1574-30.
- 19 Loi. Jeu 8; Pension, p. 758; Trés. publ., p. 1137.
— Cass. Action possess. 350, 603 c. — Commune 2326. — Contrat de mar. 451 c.; Privil. et hypoth. 2595-10. — Dem. nouv. 137-10. — Dispos. entre vifs 1688-10. — Jugem. 206.
— Rennes. Distrib. par contrib. 57 c., 75; Saisie-arrest 44-20. — Jugem. 372 c.; Obligat. 255-10, 268 c., 376-10 c., 1752-10 c.
- 20 Cass. Cassation 733. — Domm. 229. — Instr. crim. 1495, 2038. — Serment 168-40.
— Bruxelles. Notaire 580, 588 c.
— Toulouse. Obligat. 2665, 4724 c. — Instr. Obligat. 3403.
- 21 Cass. Appel crim. 325; Forêts 401 c., 408 c.; Procès-verbal 13 c., 154 c.; Témoins 136-20 c. — Instr. crim. 1201-30, 2726. — Peine 271-20. — Prescript. crim. 47.
— Pau. Effets de comm. 414.
— Décis. Enreg. 3663, 3834, 5893.
- 22 Ord. Org. instr. publ., p. 1349.
— Bruxelles. Effets de comm. 141.
— Douai. Rente viagère 138-30 c.
— Grenoble. Acquiescem. 38.
— Metz. Appel crim. 288.
- 23 Loi. Chamb. de comm. 4; Greffier, p. 544; Impôts directs, p. 266; Impôts indir., p. 420; Médecine, p. 568; Octroi, p. 17; Organ. économ. 59, p. 1389; Poudres, p. 52; Traitement 27; Trés. publ., p. 1138.
- 24 Loi. Traité internat., p. 522; Trésor publ., p. 1138.
— Cass. Droit marit. 556 c.; Octroi, 177-20.

Juillet.

- 24 Paris. Obligat. 3809-30 c., 3811, 4499-20 c., 4816 c.; Vente 79-40 c.
— Rennes. Mariage 568-10.
- 25 Cass. Enreg. 5541-20. — Expert. 91 c., 173.
— Rennes. Commissionn. 503.
— Rouen. Dispos. entre vifs 557.
- 26 Ord. Douanes, p. 592; Org. marit., p. 1680.
— Cass. Prescript. civ. 1050. — Prêt à intérêt 7. — Success. 2197-10 c.
— Bruxelles. Success. 1121-10.
— Caen. Rentes const. 180.
— La Haye. Exploit 105-10.
— Rennes. Faux incid. 259.
— Décis. Impôts indir. 246-10.
- 27 Cass. Attentat aux mœurs 58. — Cassation 433, 551; Instr. crim. 1132-20. — Cassation 670, 676, 1641 c.; Obligat. 2503-20. — Commune 1329. — Faillite 1506; Instr. crim. 1829-40; Témoins 674-20, 677. — Loi 415-20. — Organ. judic. 700, 703 c. — Vol 570-30.
— Angers. Except. 280-30.
— Lige. Eau 546.
— Orléans. Deg. de jurid. 237.
- 28 Ord. Avoué 28; Cautionnem. de font. 21; Notaire, p. 691.
— Cass. Cassation 551. — Douanes 1006-10-30. — Forêts 1570. — Grenoble. Exploit 659-20.
— Paris. Chose jugée 392.
— Cons. d'Etat. Commune 447; Culte 602. — Commune 2575. — Compétence administr. 369 c.; Jufs 9-10. — Compét. admin. 509 c. — Concess. administr. 13; Cons. d'Etat 123; Eau 105. — Cons. d'Etat 209. — Emigré 235. — Hospices 433. — Marché de fourn. 128-30, 142-20, 159-30. — Mise en jugem. 228-90. — Procès-verb. 762. — Responsab. 257. — Travaux publ. 1267-50. — Trés. publ. 553. — Usage 263-20. — Vente administr. 246, 341, 343. — Voirie p. terre 526, 640-30.
- 29 Cass. Appel crimin. 366. — V. 29 juin 1820.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1911-20.
- 31 Ord. Commiss. pris. 9.
— Cass. Dom. de l'Etat 231.
— Montpellier. Deg. de jurid. 304-10.
— Rennes. Deg. de jurid. 116-20.
— Rouen. Success. 30.
— Toulouse. Privil. et hypoth. 774 c., 935.

Août.

- 1 Ord. Org. administrat. 363, 368, 387, p. 608.
— Cass. Acquiescem. 624 c., 676. — Appel incid. 134 c.; Chose jugée 241 c.; Commissionn. 387, 388 c. — Mariage 288 c., 521-10-30 c. — Vente 53-10.
— Bruxelles. Appel incid. 77.
— Paris. Avoué 245 c.; Contrat de mar. 2441, 2442 c.; Vente publ. d'im. 152 c., 303 c.
- 2 Ord. Avoué 28; Chambre de comm. 4; Douanes, p. 592; Pension, p. 758.
— Cass. Dispos. entre vifs 2760-30; Verif. d'écrit. 76 c., 182-30 c. — Industrie 243; Poids et mesures 283 c. — Mariage 785 c.; Privil. et hypoth. 1546-110. — Obligat. 1998 c.; Privil. et hypoth. 2384-10.
— Poitiers. Success. 1189.
— Rennes. Minorité 607.
- 3 Cass. Cassation 963; Commune 1521 c., 1589; Deg. de jurid. 211. — Prese-out. 837-30.
— Colmar. Enquête 371 c., 388.
— Limoges. Acquiescem. 751.
- 4 Cass. Appel crim. 14 c., 20 c., 21 c.; Cassat. 150 c., 168 c.; Instr. crim. 427, 631 c., 634-10-30 c. — Compét. crim. 47. — Prêt à intérêts 279, 815-10.

Août.

- 4 Colmar. Degré de jurid. 478 c., 211.
— Riom. Success. 366.
— Circ. Greffier 105.
— Décis. Privil. et hypoth. 2380.
5 Bourges. Action 151.
6 Rennes. Obligat. 2193-30.
7 Cass. Emigré 194-20.
— Caen. Compétence comm. 436 c.; Faillite 269 c., 1256-50-60, 1282 c.; Vente 88 c.
— Paris. Contrat de mar. 1971.
— Rennes. Séparat. de corps 106.
— Toulouse. Dispos. entre vifs 1099-30 c., 1108 c.; Success. 1029.
- 8 Cass. Vente publ. d'im. 387-20.
— Colmar. Contrat de mar. 1856 c., 1988. — Usage 370-60 c.
— Limoges. Vente publ. d'immeub. 1536 20.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1304.
- 9 Ord. Ordres civils et milit. 110.
— Traité. V. 11 décembre 1820.
— Cass. Contr. de mar. 915. — Dem. nouv. 95-70. — Surenchère 111.
— Angers. Obligat. 4095-20.
— Colmar. Appel civil 752 c.; Domic. élu 117-10; Exploit 195-40.
— Douai. Vente publ. d'im. 585-10, 594 c.
- 10 Cass. Complice 81-10 c., 169-10. — Dispos. entre vifs 1749-40. — Instr. crim. 1645, 2855-10. — Serment 188-10.
— Bruxelles. Domm. destr. 128-20.
— Rennes. Dom. de l'Etat 365 c., 370 c., 376; Domicile élu 118-30 c.; Exploit 411 c.
- 11 Cass. Avocat 365 c.; Défense 125; Presse-out. 1215 c. — Org. judic. 691-40. — Quest. préj. d. 137-20.
— Grenoble. Exploit 339-10.
— Paris. Refère 195.
— Rouen. Propriété 428.
— Décis. Enreg. 4954.
- 12 Amiens. Faillite 1451.
— Riom. Enquête 209.
- 14 Cass. Loi 344-20; Péremption 25; Success. 1445 c., 1446 c.
— Grenoble. Dispos. entre vifs 4486-10.
— Paris. Saisie de rentes 44.
— Rennes. Except. 128.
- 16 Cass. Enreg. 1523 c. — Obligat. 2486-10; Vente 1233, 1361.
— Angers. Contrat de mar. 1375 c., 1980.
— Colmar. Louage emphyt. 29 c., 37 c., 39 c., 41-20.
— Metz. Industrie 212-10; Manufact. 170-10 c.; Propriété 164 c., 168-20 c.
— Orléans. Séparat. de corps 194-40.
— Rennes. Obligat. 2193-50.
— Cons. d'Etat. Commune 590, 600; Mise en jugem. 239-40 c. — Conseil d'Etat 120. — Dom. de l'Etat 132-10. — Emigré 179-50, 207-40. — Mise en jugem. 224-30-70.
- 17 Cass. Cassation 2157-50; Degré de jurid. 877 c. — Faux 64, 65 c. — Instr. crim. 1395-20, 2913-20. — Procès-verbal 304-20. — Serment 213.
— Orléans. Deg. de jurid. 288.
— Toulouse. Compét. 48.
- 18 Cass. Chose jugée 456.
— Paris. Prescript. civ. 583-10.
— Décis. Enreg. 1814.
- 19 Cass. Loi 190-20 c.
— Agen. Deg. de jurid. 175-10.
— Bourges. Contr. par corps 71.
20 Bourges. Appel incid. 38; Disp. entre vifs 592.
- 21 Rennes. Exploit 304-10. — Ma-rais 118.
— Rouen. Contrat de mar. 3649.
— Toulouse. Peine 610.
- 22 Rennes. Commune 1546. — Success. 480.
- 23 Arrêté. Nourrice 8.
— Cass. Acte de comm. 77 c.; Compét. comm. 290 c.; Société 225. — Adopt. 149 c.; Substitut. 377.
— Colmar. Compét. crim. 127.
— Orléans. Exploit 334-40.
— Riom. Org. judic. 183-20.

Août.

- 23 Cons. d'Etat. Compét. administr. 29, 339 c.; Marais 94, 114-70. — Conseil d'Etat 227, 389; Mines 253-30. — Eau 335-10; Propriété 578-20 c. — Mise en jugement 221-10, 224-100. — Octroi 88-20. — Requête civ. 267, 268. — Trés. publ. 406. — Vente administr. 117-10, 139.
- 24 Cass. Chasse 388 c.; Procès-verbal 275 c. — Emigré 110-40 c., 126. — Forêts 1554 c., 1569. — Jugem. 790-10.
- Bourges. Success. 826.
- Toulouse. Prêt à inter. 82.
- 25 Bordeaux. Contrat de mar. 1425.
- 26 Cass. Douanes 878-50 c., 1015; Procès-verb. 37 c.
- Amiens. Contr. par corps 181.
- Orléans. Compét. comm. 400.
- Paris. Contrat de mar. 3435.
- Rennes. Contrat de mar. 1007 c., 1014. — Deg. de jurid. 166-50, 186-20.
- 28 Ord. Douanes, p. 582.
- Bourges. Deg. de jurid. 271-80.
- Colmar. Deg. de jurid. 321-10 c.
- Paris. Compét. 22.
- Riom. Appel civ. 1004.
- 29 Cass. Privil. et hypoth. 1008. — Reglem. de juges 63.
- Besançon. Exploit 415-60.
- Grenoble. Contr. par corps 778 c.
- Rennes. Jugem. 614-10.
- Solut. Droit polit. 278.
- 30 Ord. Soie 3.
- Cass. Except. 171-50. — Papier-monnaie 29.
- Lyon. Absence 332 c.; Disposit. entre vifs 286. — Mines 156.
- Orléans. Intervent. 50.
- Paris. Référé 109 c. — Substitut. 141-20.
- Riom. Biens 126; Vente publ. d'immeub. 64, 519-40 c., 1794 c.
- 31 Cass. Desistement 256. — Instr. crim. 2037. — Jugem. par défaut 443-10.
- Besançon. Arbitr. 898, 913, 945.

Septembre.

- 1 Cass. Instr. crim. 2658. — Procès-verbal 21 c., 396, 397 c., 421 c., 426.
- Toulouse. Saisie-exéc. 121.
- Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 258.
- 3 Solut. Droit polit. 191-30.
- 4 Ord. Culte, p. 714.
- 6 Ord. Hospices, p. 72; Pension, p. 758.
- Arrêté. Nourrice 5.
- Cons. d'Etat. Chose Jugée 361; Cons. d'Etat 111, 166. — Commune 144 c., 1515. — Conflit 44. — Cons. d'Etat 196-40, 227. — Dom. de l'Etat 203. — Emigré 180, 209-120, 214-20. — Impôts indir. 270-30. — Jugem. p. def. 821. — Marché de fourn. 69-60. — Mise en jugement 221-30, 226-40 c., 239-100. — Patente 873. — Théâtre 330. — Trésor publ. 424-60, 431-10, 432. — Vente administr. 129, 225-10, 342.
- 7 Cass. Compét. crim. 526. — Instr. crim. 124-50, 2266, 2287-10, 3108 c., 3117-10.
- 8 Cass. Faux 114-20. — Impôts indir. 295-40. — Pêche fluv. 201.
- 9 Grenoble. Exploit 232-40.
- 11 Déclis. Impôts indir. 212.
- Solut. Droit polit. 180.
- 13 Ord. Avoué 28; Banque 90; Majorat 5 c.; Mines 183.
- 14 Cass. Instr. crim. 1951-20, 3032-10, 3172-60.
- 15 Cass. Instr. crim. 1829-10. — Solut. Droit polit. 201.
- 16 Cass. Forêts 373-30; Forfait, 102-20 c., 118-20; Vol 775 c.
- Circ. Frais et dép. 1187.
- Solut. Droit polit. 207.
- 18 Solut. Org. milit. 241.
- 30 Ord. Wedecin 175, p. 569.
- Circ. Eau 61.
- Déclis. Droit marit. 684; Greffe 56.

Septembre.

- 21 Cass. Forêts 1398; Procès-verbal 677-10 c. — Instr. crim. 1829-50. — Jugem. 790-10, 801; Jugem. p. def. 471-10. — Peine 769.
- 22 Cass. Attentat aux mœurs 92. — Faux 243. — Forêts 911. — Instr. crim. 1960-10, 2498-20; Témoin 593-20. — Peine 556.
- 23 Circ. Douanes 607.
- Instr. Enreg. 4954.
- 27 Ord. Org. milit., p. 1885.
- 28 Cass. Faux 478. — Forêts 1986, 1988 c.; Témoin 469-20. — Org. judic. 650. — Vol 916.
- 29 Cass. Abus de conf. 81; Complice 48 c.; Instr. crim. 1011-60 c. — Jugem. 738-20; Subst. venén.; V. 29 décembre 1820.
- Solut. Droit polit. 285.

Octobre.

- 3 Cass. Presse-outr. 1230 c.
- 4 Ord. Org. instr. publ. 375, 377, p. 1349; Pêche marit. 10.
- 5 Cass. Abus de confiance 95; Vol 76-30 c. — Forêts 408; — Procès-verb. 257-30.
- 6 Déclis. Enreg. 745, 757.
- 7 Paris. Droit polit. 308-20.
- Déclis. Frais et dépens 1087.
- 9 Rouen. Acte de comm. 225; Assurances terrestres 34 c.
- 10 Metz. Témoin 112.
- 11 Ord. Forêts 111; Org. judic. 205, 220 s., 371 s., p. 1504; Organ. milit., p. 1885.
- 12 Cass. Cassation 925. — Instr. crim. 1957. — Reglem. de juges 193.
- Amiens. Faillite 1451.
- Trib. de Strasbourg. Enreg. 1234.
- 13 Cass. Cassation 643 c. — Commune 888 c., 889; Jugement 758-20. — Forêts 1566. — Octroi 389. — Vagabondage 132.
- Circ. Impôts indir. 13.
- 14 Cass. V. 19 octobre.
- Bruxelles. Enquête 563 c. — Louage 336-30-40 c. — Séparat. de corps 231.
- 18 Ord. Organ. instr. publ. 269, p. 1350.
- Bruxelles. Arbitr. 1111.
- Liège. Jugem. 662; Saisie-exéc. 10-20 c.
- Déclis. Enreg. 5383.
- 19 Cass. Chose jugée 427-10 c., 518-10 c.; Compét. crim. 651. — Instr. crim. 1429.
- Paris. Référé 103 c.
- 20 Ord. Amnistie, p. 514.
- Cass. Instr. crim. 2036; Témoin 551-10-20. — Presse-outr. 666 c., 735, 1120-20.
- Bruxelles. Privil. et hypoth. 1801 c., 2080.
- 21 Bruxelles. Peremption 217.
- Déclis. Douanes 670; Frais et dépens 1003.
- 22 Ord. Droit polit. 193.
- 23 Ord. Grains, p. 540; Org. milit., p. 1885.
- Solut. Droit polit. 191-10.
- 24 Liège. Mariage 265-80 c., 309, 313 c.
- 25 Ord. Pension, p. 758.
- Bruxelles. Vente publ. d'immeub. 452 c., 462-20.
- Liège. Saisie-exéc. 10-20.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 476.
- 26 Ord. Org. milit., p. 1885.
- Cass. Cassation 2255-40 c. — Commune 778; Contravent. 263 c. — Instr. crim. 2299, 3385-30. — Témoin 657.
- 27 Cass. Impôts indir. 82 c., 88, 102-20 c.
- Cons. d'Etat. Droit polit. 196.
- 28 Metz. Chasse 333, 464 c.
- Circ. Douanes 734.
- 29 Ord. Vagabondage, p. 13.
- Loc. Attournement 10; Crimes contre l'Etat 133 c.; Garde champêtre, p. 267; Gendarmerie, p. 478; Nuit 2; Passeport, p. 35; Présence, p. 378; Prisons 74; Procès-verb. 296 s.; Serment, p. 7.

Novembre.

- 1 Ord. Org. administr., p. 606; Org. instr. publ., p. 1350.
- Cons. d'Etat. Commune 2243; Jugem. 928-30; Requête civ. 257. — Commune 2407-20, 2454. — Compét. administr. 152 c.
- Conflit 42. — Concess. administr. 62. — Conseil d'Etat 202-30, 227. — Desistement 206; Frais et dépens 1209-20. — Dom. publ. 74-40 c.; Eau 550-50. — Emigré 216-20, 217-40, 223-20. — Hospices 459; Vente administr. 155-20. — Marché de fourn. 159-80-90. — Mise en jugement 152-40, 196-130, 221-70-90-120. — Traitement 81. — Vente administr. 222, 267-60 c., 279. — Voirie par terre 1152, 2115.
- Reglem. Présence, p. 378.
- 2 Cass. Cassation 178. — Instr. crim. 186 c.; Presse-outr. 515. — Témoin 498-10.
- 3 Cass. Appel crim. 322. — Cassation 2253-100 c.
- Bruxelles. Peremption 161-30, 278-30 c., 279-30 c.
- Circ. Douanes 667.
- Déclis. Enreg. 4642.
- Solut. Droit polit. 191.
- 6 Cass. Cassation 1139, 1145 c. — Défense 186 c.
- Solut. Droit polit. 171-40.
- 7 Cass. Appel crim. 239. — Contrat de mar. 1006; Oblig. 4087 c. — Enreg. 3462, 5214.
- Liège. Prescript. civ. 680-10.
- 8 Ord. Cour des comptes, p. 511; Trés. publ., p. 1138.
- Cass. Frais et dépens 394-20 c.; Paternité 303; Success. 181, 182 c.; Vente 1018 c. — V. 6 novembre.
- 9 Arrêté. Impôts indir. 528; Trés. publ. 745, 918, 924, 925.
- Cass. Attentat aux mœurs 24. — Cassation 644 c., 679 c. — Enreg. 5090. — Impôts indir. 164-10. — Peine 356. — Presse-outr. 735, 1322, 1329 c. — Société 1636. — Vente publique d'immeub. 889.
- Orléans. Notaire 522.
- Déclis. Substitut. 225.
- 10 Cass. Commune 1497; Instr. crim. 1669-10; Presse-outr. 1084 c. — Procès-verb. 421. — Serment 204-10.
- Bruxelles. Faillite 1231. — Success. 1891.
- Paris. Disposit. entre vifs 893-10.
- Circ. Douanes 346.
- 12 Arr. avoc. Paris. Avocat 173.
- 13 Cass. Enreg. 1191. — Jugem. 13-28. — Privil. et hypoth. 851.
- 14 Cass. Commerce 164. — Disposit. entre vifs 615. — Minorité 665-10 c., 668-20. — Obligat. 2486-20.
- 15 Ord. Culte 649.
- Arrêté. Org. colon. 623.
- Cass. Contrat de mar. 2679. — Dem. nouv. 79. — Enreg. 5111.
- Orléans. Except. 283.
- Rennes. Except. 317-80.
- Instr. Chasse 399 c.
- 16 Cass. Disposit. entre vifs 2488. — Impôts indir. 85-20. — Procès-verbal 298, 460-20, 486 c., 512 c. — Vente 148-70.
- Liège. Demande nouv. 61 c.; Société 143.
- Metz. Industrie 212-10.
- Rouen. Compte courant 48-10. — Faillite 610-30.
- 17 Cass. Disposit. entre vifs 1881 c.
- 18 Ord. Trésor publ. 765.
- 20 Paris. Privil. et hypoth. 1028.
- 21 Cass. Contrainte p. corps 955. — Expert. 182-30, 244-10 c.; Prêt à intérêts 159-10 c. — Exploit 524-80.
- Bruxelles. Cassat. 2103.
- 22 Ord. Forêts 111; Voirie, p. 999.
- Cass. Commune 2382-30. — Contrat de mar. 1458. — Privil. et hypoth. 673-10.
- Bruxelles. Instr. crim. 1322-60, 1340. — Vol 798-40.
- Limoges. Exploit 286.

Novembre.

- 22 Paris. Référé 96 c.
- Riom. Exploit 203; Oblig. 4779.
- Toulouse. Obligat. 2220-30; Privil. et hypoth. 2166 c.
- 23 Ord. Corse 2, p. 498.
- Cass. Compét. crim. 595; Instr. crim. 1921. — Prescript. civ. 657.
- Rennes. Contrat de mar. 1635; Jugem. p. def. 259-10. — Rente viagère 116-10.
- Riom. Obligat. 542-10, 4950-80 c.
- Solut. Droit polit. 263-30.
- 24 Cass. Faillite 1474. — Obligat. 1474-30.
- Bourges. Contrat de mar. 1875.
- Colmar. Jugem. 163-120.
- Metz. Action 294 c.; Obligat. 2479-20 c.; Ordre 495 c., 1060 c.; Privilèges et hypoth. 1503, 3324-20 c.; Vente 1315-10 c., 1241-30 c.
- Déclis. Enreg. 1836; Hospices 889.
- 25 Circ. Douanes 605.
- 26 Riom. Commune 1493; Peremption 68 c., 208.
- 27 Cass. Procès-verbal 422.
- Bruxelles. Instr. crim. 3413-10.
- 28 Cass. Discipl. 89 c., 146, 198 c., 196 c.
- Rennes. Demande nouv. 98-30.
- 29 Cass. Deg. de jurid. 61. — Privil. et hypoth. 2074.
- Liège. Mines 56.
- Metz. Appel incid. 11.
- Orléans. Tierce-opposit. 47.
- Paris. V. 20 novembre.
- Rennes. Enquête 416, 520-30, 539. — Nantissem. 182.
- Solut. Droit polit. 278.
- 30 Cass. Défense 189 c.; Discipl. 148, 196 c.; Instr. crim. 464 c.; Serment 148 c. — Témoin 54 c.
- Bruxelles. Faillite 278-80.
- Poitiers. Exploit 548-10.
- Rennes. Séparat. de corps 365.

Décembre.

- 1 Cass. Instr. crim. 1753, 1757 c., 1863, 1878.
- Bruxelles. Contr. par corps 1027; Jugem. par défaut 404-40.
- Colmar. Emigré 132-60, 140-10, 227, 241-20, 406-40 c.
- Orléans. Jugem. par défaut 150-40.
- 2 Besançon. Culte 588-20.
- Paris. Servitude 633 c., 635.
- 4 Cass. Success. 1989, 1990.
- Aix. Droit marit. 858.
- Douai. Acte de comm. 225; Assurances terrestres 34 c.
- Paris. Paternité 59.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2003.
- Circ. Douanes 388.
- 5 Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 85. — Enreg. 4781. — Impôts indir. 116. — Success. 1016.
- Rouen. Bourse de comm. 395.
- 6 Cass. Enreg. 2508 c., 2520 c., 5393, 5768.
- Bruxelles. Cautionnem. 230. — Obligat. 2979-40 c.
- Cons. d'Etat. Acquissem. 926; Cons. d'Etat 219; Eau 401 c. — Action possess. 298 c., 406; Eau 444 c. — Commune 2469. — Concess. administr. 63 c.; Emigré 202-30, 207-10 c.; Hospices 76. — Conflit 37, 49, 221; Trav. publ. 1217. — Cons. d'Etat 201. — Contr. par corps 384. — Dom. engages 117-90 c., 122. — Dom. nat. 28-10. — Droit marit. 312. — Emigré 211-10, 214-10; Trés. publ. 430-20, 437-30. — Forêts 1440. — Impôts indir. 270-60. — Marché de fourn. 49-30, 69-40, 159-130. — Mise en jugement 196-140, 221-60-100, 228-30, 230-50. — Place de guerre 134-10. — Travaux publ. 1221-10. — Vente administrat. 207-10, 267-30, 291-30, 344. — Voirie par terre 1161-10. — V. 27 décembre.

Décembre.

- 7 Cass. Appel civil 1160. — Enreg. 5320. — Success. 600.
- Rouen. Droit civil 705 c.; Paternité 387-20.
- Circ. Douanes 139.
- 8 Cass. Compét. crim. 594; Instr. crim. 1058 c. — Douanes 990-20. — Procès-verb. 792-10, 793 c.
- Aix. Droit marit. 1269 c., 1888, 1891 c., 1899 c.
- Liège. Exploit 597.
- 9 Cass. Privil. et hypoth. 1163.
- Pau. Contrat de mar. 1621-10, 2303.
- Rennes. Vente publ. d'immeubles 1831-10.
- Cons. d'Etat. Trésor. publ. 923.
- 11 Ord. Traite intern., p. 581.
- Cass. Enreg. 3222, 5878 c.
- Circ. Archives 60.
- 13 Cass. Action possess. 309. — Desistement 86.
- Nîmes. Appel civil 1150.
- Paris. Frais et dép. 915; Jugem. 134-10 c. — Mariage 813-10.
- Riom. Interr. s. faits et art. 57-40.
- Rouen. Contrat de mar. 3578-20.
- 13 Ord. Org. milit., p. 1886.
- Cass. Cassat. 1615-10 c.; Louage emphyt. 32 c.; Propriété leod. 324. — Louage 438-10, 463 c.
- Bourges. Exploit 547-30.
- Orléans. Usufruit 415-10.
- Déclis. Frais et dép. 1009-30.
- 14 Cass. Crimes contre les personnes 20-60 c.; Tentative 62. — Crimes contre les personnes 157. — Enreg. 4937. — Impôts indir. 519.
- Lyon. Obligat. 4619-30.
- Montpellier. Compét. comm. 510.
- Orléans. Deg. de jurid. 231.
- Paris. Référé 69, 167 c.
- Rouen. Droit marit. 284.
- 15 Cass. Cassation 1649-30. — Poids et mesures 182 c., 184.
- Grenoble. Jugem. 598-10.
- 16 Cass. Cassation 858. — Instr. crim. 105 c.
- Liège. Faillite 1036-30.
- Metz. Poids et mes. 196-30.
- Orléans. Jugem. par def. 226-30, 367-10.
- Arrêté avoc. Paris. Avocat 444.
- Circ. Douanes 346.
- 18 Colmar. Surenchère 130, 234-20.
- Rennes. Avoué 148 c.; Dom. de l'Etat 17, 110-20.
- 19 Cass. Jugem. par défaut 135 c. — Oblig. 4274; Rentes constituées 72-40. — Obligat. 4496-30. — Vente 1856. — Vérificat. d'écrit. 53 c.
- Poitiers. Presse-outr. 861, 934.
- Toulouse. Responsab. 404-10.
- Déclis. Enreg. 5283.
- 20 Ord. Disp. entre vifs, p. 47; Médecine, p. 541; Organ. instr. publ., p. 1350; Trés. publ., p. 1138.
- Cass. Impôts indir. 413. — Obligat. 718-20 c.; Requête civile 79 c., 97.
- Aix. Faillite 147-20, 267-10 c.
- Bruxelles. Référé 184.
- Grenoble. Deg. de jurid. 95. — Prêt à inter. 7.
- Nîmes. Prescript. civ. 843-30.
- Déclis. Forêts 781.
- 21 Cass. Action possess. 756; Org. judic. 185-20. — Instr. crim. 1167-10, 2553.
- Agen. Deg. de jurid. 320.
- Bastia. Obligat. 588-20 c.
- Grenoble. Appel civ. 637 c.; Exploit 89-30.
- Rennes. Exploit 505.
- 22 Ord. Octroi 49 c., 184-20-30, 360, 363 c.
- Cass. Commune 1219. — Instr. crim. 1572-10.
- Colmar. Desaveu 16 c., 59.
- Metz. Mont-de-piété 54 c.; Nantissem. 86.
- Orléans. Saisie-arrest 71.
- Riom. Effets de comm. 809.
- 23 Ord. Culte 214-10.
- Metz. Impôts indir. 497, 580.
- Procès-verb. 143 c.
- Rennes. Expert. 41.

Décembre.

- 26 Cass. Dem. nouv. 82 c.; Vente publ. d'immeub. 1448-16-20. — Org. Judic. 214.
- Rennes. Séparat. de corps 119, 152 c.; 226 c., 231 c.
- 78 Cass. Enreg. 4702, 4754 c., 4834 c. — Forêts 790 c., Servitude 654. — Frais et dépens 913. Success. 835-10, 914.
- Grenoble. Obligat. 3983-30.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 176-60. — Compét. administr. 158; Marcé de fourn. 2-30. — Compét. administr. 339 c., 444 c.; Dom. de l'Etat 258-30. — Conflit 78; Organ. milit. 318-40. — Conseil d'Etat 227. — Désistement. 202. — Dom. eng. 74-50. — Eau 347-10, 449-10 c., 475-70; Pêche fluv. 68-20 c. — Eau 561-30. — Emigré 214-40. — Manufact. 78. — Mise en jugement. 142 c., 176, 196-110 c., 226-10, 236-20. — Nom 60. — Requête civ. 280-20. — Vente administr. 330-30.
- 28 Cass. Except. 508. — Instr. crim. 1619 c., 1652, 2470-10, 3098 c., 3104-10.
- Orléans. Arbitr. 655, 657, 670.
- Paris. Vente publ. d'immeub. 454-10, 458-20 c., 465 c., 503 c.
- Rennes. Obligat. 776-30; Saisie foraine 14 c. — Oblig. 3947-10.
- Riom. Exploit 385-30.
- 29 Cass. Cassation 181. — Commune 1279. — Subst. vénén. 10.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1588.
- 30 Caen. Ordre 696-20.
- Rennes. Disposit. entre vifs 2676, 2134 c.
- 31 Arr. avoc. Paris. Avocat 322.

1891

Janvier.

- 1 Ord. Dom. de l'Etat, p. 97; Enreg. 56; Impôts Indir., p. 420; Org. administr. 315.
- Limoges. Dem. nouv. 96. — Minorité 698 c.; Puissance paternelle 197.
- Riom. Disposit. entre vifs 2027-10 c., 2101.
- 3 Cass. Arbitr. 421. — Emigré 224-20 c., 227-40. — Expert. 341. — Success. 260-20.
- Cayenne. Obligat. 3758.
- Rennes. Privil. et hypoth. 459, p. 49.
- 4 Cass. Compte cour. 66 c. — Défense 61. — Exploit 381-40. — Forêts 1568. — Instr. crim. 3711-10-30; Serment 177-30 c. — Privil. et hypoth. 2342.
- Aix. Vente 1124-10, 1136 c.
- Bruxelles. Exploit 373-90; Vente publ. d'immeub. 209-20, 302 c.
- 5 Cass. Contr. par corps 818 c.; Rébellion 87-20.
- Colmar. Except. 283.
- Lyon. Responsab. 78 c., 79.
- Orléans. Jugem. par défaut 133.
- Toulouse. Appel civ. 716 c.; Exploit 369-10 c., 592.
- 6 Cass. Instr. crim. 1108 c.; Presse-ur. 582-10.
- Rennes. Compte 38.
- Circ. Frais et dépens 56.
- 6 Caen. Retenue 26-20.
- Metz. Forêts 916. — Vagabondage 71.
- Décis. Enreg. 5079.
- 9 Ord. Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Dom. de l'Etat 382.
- Faillite 872. — Mariage 210, 468-10 c. — Règlem. de juges 24, 37 c. — Société 1663-10.
- Metz. Except. 311.
- Rennes. Droit marit. 396, 400 c., 542 c.

Janvier.

- 10 Ord. Douanes, p. 592.
- Cass. Enreg. 5553. — Faillite 1244, 1247-10 c., 1278 c., 1293 c. — Minorité 676; Obligat. 2423-30 c., 2900 c. — Organ. judic. 238. — Substitut. 232.
- Amiens. Disposit. entre vifs 1667; Puissance patern. 139; Success. 1121-20. — Usufruit 176.
- Orléans. Enquête 308.
- Cons. d'Etat. Commune 2575, 2576 c. — Compét. administr. 23. — Culte 446. — Dom. de l'Etat 244; Vente administr. 366-10. — Eau 96; Travaux publ. 978. — Eau 563-40. — Emigré 217-30, 235. — Manufact. 88. — Patente 38-10. — Traitement 64-30, 148, 153, 204. — Vente administr. 279.
- Circ. Impôts indir. 538.
- 11 Cass. Incident 28-20. — Instr. crim. 2168-10 c.; Témoin 639-10 c., 644-20 c.
- Colmar. Obligat. 5497.
- Paris. Trésor publ. 1396, 1734 c.
- 12 Cass. Boulanger 39 c.; Poids et mesures 100-20. — Douanes 978 c.; Procès-verb. 23, 321-20 c., 329 c. — Instr. crim. 363-20. — Peine 537.
- Amiens. Commune 1386, 1390 c., 1378 c., 2374; Frais et dépens 46 c. — Jugem. 334-30.
- Bourges. Louage à cheptel 49.
- Metz. Appel civ. 1040.
- 13 Colmar. Frais et dépens 901.
- Paris. Substitut. 188-10.
- Delib. Enreg. 4300.
- 14 Bruxelles. Exploit 574.
- 15 Cass. Cassation 622; Jugem. par défaut 69; Mat. somm. 76 c.
- Rouen. Domicile élu 92.
- 16 Cass. Action possess. 778. — Dem. nouv. 68. — Disposit. entre vifs 1190 c.; Success. 972.
- Besançon. Exploit 133 c.; Péremption 293, 253-30.
- Bourges. Disposit. entre vifs 5842.
- Rennes. Droit marit. 203.
- Cons. d'Etat. Vente administr. 309-70.
- 17 Cass. Obligat. 2497-30.
- Bourges. Vente publ. d'immeub. 692 c., 722.
- Grenoble. Conciliat. 114, 115.
- Lyon. Compét. comm. 147 c., 154.
- Riom. Disposit. entre vifs 2513-20.
- Rouen. Jugem. d'av. dire droit 39-20.
- 18 Cass. Cassation 706; Instr. crim. 2086-20. — Disposit. entre vifs 3791. — Effets de comm. 845; Org. judic. 249, 354-10. — Prescript. civ. 65.
- Metz. Disposit. entre vifs 350, 356 c.
- Cons. d'Etat. Procès-verb. 776 c.
- 19 Cass. Attentat aux mœurs 124, 126 c. — Complice 59-10 c., 157-20; Instr. crim. 2810. — Frais et dépens 1024. — Rébellion 16.
- 20 Toulouse. Jugem. 677-40.
- 21 Nîmes. V. 20 janvier.
- 22 Cass. Jugem. 882-10.
- Colmar. Huissier 50 c.; Vente publ. d'immeub. 478, 476 c.
- Metz. Abus de confiance 106 c.; Appel crim. 378 c.; Vol 76-40, 79-10 c.
- Rennes. Acquissem. 726; Jugem. d'av. dire droit 28-180. — Chose jugée 381; Emigré 100 c.; Jugem. 7 c.
- 23 Ord. Mat. d'or et d'argent 29 c.; Vente publ. meubl. 9.
- Cass. Douanes 845-10.
- Limoges. Deg. de jurid. 253-20.
- Metz. Acte de l'Etat civ. 482.
- 24 Agen. Disposit. entre vifs 1112.
- Bourges. Disposit. entre vifs 1433, 1438, 1467. — Obligat. 4580.
- Bruxelles. Exploit 190-10, 364-40 c.; Faux 140-50; Jugem. 53-30.
- Rennes. Enquête 560. — Notaire 564.

Janvier.

- 25 Cass. Cassation 2203-40; Commune 793 c., 806 c., 815; Instr. crim. 903-10 c.; Jugem. 602-10. — Commerç. 181.
- Mandat 176-30 c.; Obligat. 4960-10 c., 5110-10 c.
- Complice 170-10. — Effets de comm. 629; Force majeure 10-40 c. — Instr. crim. 1464, 1624.
- Bourges. Org. milit. 341-10.
- Lyon. Jugem. par déf. 111-10.
- Toulouse. Acquissem. 580 c., 617; Séparat. de corps 244.
- 26 Cass. Commune 650-10 c., 962.
- 27 Metz. Compét. civ. trib. de paix 35 c.; Deg. de jurid. 121-10.
- Rennes. Droit marit. 1715.
- Riom. Jugem. par défaut 381-40; Obligat. 4006.
- 29 Cass. Arbitr. 1183 c., 1306; Chose jugée 200-20.
- Paris. Référé 103 c.
- Toulouse. Appel civ. 1223 c.; Interdict. 305 c.; Mariage 130.
- 30 Ord. Org. milit., p. 1836.
- Cass. Dom. eng. 34. — Org. judic. 429.
- Bourges. Prescript. civ. 184.
- Poitiers. Exploit 687-20.
- Toulouse. Séparat. de corps 52, 219 c.
- 31 Cass. Expert. 355, 360 c.; Exploit 524-90; Jugem. 972-80; Vente 1777-10. — Privil. et hypoth. 1677-10.
- Colmar. Rentes foncières 23-20.
- Metz. Abus de confiance 112 c., 187; Obligat. 4681 c., 5131 c.
- Orléans. Jugem. 621. — Vente 148-20.

Février.

- 1 Cass. Appel crim. 150. — Procès-verbal 733-20.
- Bourges. Arbitr. 690.
- Metz. Dispos. entre vifs 3190-20.
- Rennes. Louage à dom. cong. 35.
- 2 Aix. Surenchère 205-10.
- Bruxelles. Effets de comm. 809.
- Colmar. Rentes fonc. 23-20.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 306 c.; Marché de fourn. 52-20. — Cons. d'Etat 360-20; Req. civ. 278, 281; Tierce-oppos. 280-40; 293-20; Vente 536. — Dom. de l'Etat 122, 228, 327. — Emigré 207-50. — Expert. 367. — Marché de fourn. 148-70. — Mise en jugement. 165-10, 186-60, 207, 209-20. — Poids et mes. 197. — Prises marit. 242; Trés. publ. 335. — Req. civ. 285 c. — Vente administrat. 218-10, 233-20, 239-10, 330-40.
- 3 Ord. Douanes, p. 592; Manuf. 58; Poudres, p. 53.
- Cass. Crimes contre les personnes 183-10 c.; Instr. crim. 2542, 2919; Jugem. 1081.
- Bruxelles. Enquête 485-10, 519-40 c.
- Colmar. Except. 85, 95 c.; Frais et dép. 381 c.
- Dijon. Privil. et hypoth. 979.
- 4 Décis. Voirie p. eau 61.
- 5 Lyon. Compét. comm. 480.
- Riom. Contrat de mar. 3969-30; Privil. et hypoth. 135 c., 880, 891 c., 2448-20, 2449.
- 6 Ord. Médecine, p. 542.
- Cass. Concess. administr. 16. — Privil. et hypoth. 1687-20.
- Avis Cons. d'Etat. Conflit 19 c., 215 c.; Enreg. 796.
- 7 Cass. Enreg. 4728, 4739 c. — Obligat. 4310.
- Agen. Contrat de mar. 2603-20.
- Rouen. Contrainte p. corps 955.
- 8 Cass. Appel crim. 387 c.; Peine 274. — Cassation 1431. — Douanes 978 c.; Procès-verbal 23, 344 c., 380 c. — Success. 85.
- Aix. Mariage 454 c., 591-20.
- Rennes. Appel civ. 718.

Février.

- 9 Cass. Appel crim. 40 c. — Commune 1091; Procès-verb. 93 c., 227 c.
- Toulouse. Exploit 362-30.
- 10 Bourges. Biens 69.
- Limoges. Compét. comm. 434, 470; Règlem. de juges 58.
- Paris. Disposit. entre vifs 1611.
- Pau. Paternité 12.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 198 c., 200. — Exploit 404-10 c.; Jugem. p. déf. 294-10.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 83, 1583-20, 1585-20, 1600 c.; V. 10 mars 1821.
- 11 Cons. d'Etat. Voirie p. terre 1143.
- 12 Bordeaux. Adopt. 58.
- Bruxelles. Arbitr. 454.
- Rennes. Dispos. entre vifs 2762; Verificat. d'écrit. 77-30 c.
- 13 Cass. Société 869-10 c., 883.
- Riom. Success. 456, 741 c.
- Rouen. Contrat de mar. 3530.
- 14 Bruxelles. Exploit 359-10.
- Caen. Contrat de mar. 3878-50; Normandie 78 c.
- Orléans. Mat. somm. 48.
- Riom. Jugem. 507 c.
- 15 Cass. Forêts 506 c., 510; Exploit 734-10, 737 c. — Obligat. 77 c.; Preuve 28. — Témoin 652-10.
- Bruxelles. Obligat. 4895-10.
- Metz. Absence 176 c., 181.
- Rennes. Contrat de mar. 948 c. — Degré de jurid. 253-10. — Jugem. 333-10.
- Riom. Péremption 48, 166 c.
- Toulouse. Commis. 467.
- 16 Cass. Garde champêtre 46. — Serment 183-20, 186-20.
- Aix. Echelles du Levant 9 c.; Exploit 471 c.
- Orléans. Usufruit 508.
- 17 Besançon. Désistement. 87.
- Paris. Compte 27; Mandat 248-10; Serment 1165. — Contrat de mar. 3917.
- Rennes. Désistement. 75; Droit marit. 581.
- 18 Ord. Mines 684 s., 745-30, 800.
- 19 Cass. Disposit. entre vifs 4008; Success. 832.
- Aix. Compét. administr. 140.
- Bruxelles. Impôts Indir. 633-40. — Obligat. 2326.
- Rennes. Absence 672 c.; Enquête 630 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 838.
- 20 Cass. Disposit. entre vifs 2817 c.; 4163; Faux incid. 56-10 c.; Obligat. 2626 c. — Droit civil 490 c., 491 c., 613 c. — Jugem. par défaut 227-70.
- 21 Cass. Avoué 235 c., 245 c.; Désaveu 12 c.; Responsab. 675-40. — Disposit. entre vifs 335-10. — Minorité 787 c., 848; Privil. et hypoth. 1027 c.
- Limoges. Péremption 353-40.
- Cons. d'Etat. Conflit 67.
- Décis. Enreg. 2.
- 22 Ord. Archives 27; Majorat 8; Pension, p. 758.
- Cass. Instr. crim. 1784-20, 1878, 2193-30. — Obligat. 2503-30.
- Bastia. Obligat. 2209.
- Bruxelles. Enquête 192, 271 c., 272 c. — Saisie-arrest 358-40.
- Grenoble. Péremption 366-10.
- Cons. d'Etat. Commune 431, 1515 c., 1564, 1566-10, 2559, 2582. — Compét. administr. 363, 366 c.; Impôts dir. 597-10, 600 c. — Cons. d'Etat 112, 201; Trés. publ. 581-60. — Cons. d'Etat 271, 273; Jugem. par défaut 506-70; Tierce-oppos. 274. — Cons. d'Etat 264; Trav. publ. 394-19, 518-10 c., 530-10 c., 531-40 c., 534-30 c. — Cons. d'Etat 389. — Contr. administr. 8; Trés. publ. 925 c., 1085. — Dom. de l'Etat 232-40; Propriété 378; Vente administr. 164, 326. — Dom. destr. 244 c.; Forêts 817. — Emigré 179-70, 207-50. — Hâlle 38 c., 46 c., 50-30 c., 56-10, 57 c., 58. — Impôts directs 495.

Février.

- 22 Cons. d'Etat. Jugem. 920; Patente 384. — Marche de fourn. 144-80. — Mise en jugem. 57-50, 189; Responsab. 254-30 c. — Mise en jugem. 190. — Org. milit. 668-30. — Patente 435. — Traitement 190, 209. — Voirie par terre 2802-40.
- Decis. Douanes 581-40.
- 23 Cass. Instr. crim. 1465. — Jugem. 761-20; Organ. judic. 572-40. — Procès-verb. 415.
- Amiens. Prêt à inter. 59-10; Privil. et hypoth. 139 c., 460-30.
- Metz. Enquête 493. — Vol 219.
- 24 Toulouse. Acquissem. 227; Privil. et hypoth. 1151 c., 1160-20.
- Riom. Appel civ. 997.
- Rouen. Commission. 418 c.; Responsab. 186-50.
- Solut. Enreg. 834.
- 26 Arrêt. Trés. publ. 1199.
- Grenoble. Séparat. de corps 231.
- Limoges. Disposit. entre vifs 2011 c., 2043.
- Metz. Appel crim. 146 c.; Chasse 385 c., 466; Forêts 408 c.; Témoin 130 c., 115-10 c. — Presse-outr. 935-40, 1220 c.
- 27 Loi. Culte, p. 714.
- Ord. Culte 143; Org. instr. publ., p. 1350.
- Cass. Contr. de mar. 3469. — Deg. de jurid. 629. — Disposit. entre vifs 909; Jugement 61-10, 77 c. — Disposit. entre vifs 2163, 2169 c., 2191 c. — Frais et dépens 85. — Surenchère 332.
- Toulouse. Success. 463-20.
- 28 Cass. Deg. de jurid. 212. — Disposit. entre vifs 3213-20.
- Bourges. Deg. de jurid. 457-20.
- Bruxelles. Contr. par corps 264 c., 266.
- Limoges. Contrat de mar. 2073.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 1559 c., 1569-20.
- Paris. Action possess. 184 c.; Prescript. civ. 323; Servitude 370 c.
- 28 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2095.

Mars.

- 1 Cass. Acte de l'Etat civil 216. — Cassation 1626-30 c.; Disposit. entre vifs 1985-10, 2062 c. — Faux 419, 443, 487. — Impôts Indir. 493.
- Bourges. Dispos. entre vifs 3729, 3883 c.
- Grenoble. Jugem. 281-90.
- 2 Cass. Procès-verbal 410-10. — Vol 366.
- Colmar. Chasse 105.
- Lyon. Mines 252-30, 566.
- Riom. Compét. comm. 364.
- Decis. Enreg. 745.
- 3 Grenoble. Ordre, V. 8 mars 1822.
- Liège. Exploit 357-20.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2063.
- 5 Cass. Mariage 288 c., 521-20.
- Metz. Impôts Indir. 516-10-20-30, 596-20-30-40-50-60.
- Rennes. Louage 342-20-30 c.
- 6 Cass. Emigré 226. — Success. 885.
- Caen. Ordre 709-20-30.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 1129. — Mat. somm. 9.
- 7 Cass. Commerç. 103. — Exploit 479-30, 496 c.
- Orléans. Enquête 503.
- Paris. Privil. et hypoth. 1546-120-130 c.
- Cons. d'Etat. Acquissem. 943. — Commune 1672 c.; Voirie par terre 2110-20. — Eau 554-20; Vente administrat. 832-30. — Impôts dir. 606 c., 634. — Mise en jugem. 206-180. — Octroi 277. — Trav. publ. 463, 490-10 c. — Vente administr. 124, 135, 183, 183. — Voirie p. eau 332; Voirie p. terre 2086 c., 2284-20, 2217.

Mars.

- 8 Loi. Trésor publ., p. 1138.
— Cass. Cassation 223, 858 c. — Crimes contre les personnes 163 c.; Règl. de juges 175. — Disposit. 213-70 c.; Instr. crim. 121-60 c.; Jugem. 1069 c.; Témoin 130 c., 144-40. — Force maj. 12-50. — Frais et dépens 1023-30. — Organ. colon. 363. — Procès-verbal 44-30, 443, 464-20 c. — Responsab. 531-20. — Témoin 444-10.
— Bourges. Complice 92.
— Bruxelles. Substitut. 70-10.
— Liège. Privil. et hypoth. 1035.
— Metz. Disp. entre vifs 2320-40 c., 3271-10 c., 3288-20 c., 3305 c.; Enquête 456 c., 489.
— Rennes. Minorité 482.
9 Cass. Attentat aux mœurs 87. — Contravent. 495. — Instr. crim. 1629, 1643, 1708-10.
— Bourges. Contr. p. corps 803. — Responsab. 579-10.
10 Amiens. Success. 2256.
— Metz. Minorité 681.
— Rennes. Enquête 55; Obligat. 162 c., 2062-60, 2154 c.; Priv. et hypoth. 2723-20.
— Toulouse. Success. 1240.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre, V. 10 février.
12 Roum. Contrat de mar. 4177.
— Dupleche. Org. marit. 188.
13 Cass. Cassation 795 c.; Conflit 73. — Vente administr. 339-30.
— Metz. Cautionn. 379 c.; Except. 90, 98.
14 Ord. Chambre de comm. 4; Trés. publ., p. 1138.
— Cass. Cassation 479 c., 1148, 1159-30 c. — Contr. p. corps 955. — Domicile élu 106-10; Exploit 31-30 c., 364-20 c., 385-30 c. — Enreg. 5759.
— Amiens. Acquissem. 623 (bis) c. — Bourges. Expert. 185.
— Grenoble. Contrat de mar. 4296.
— Circ. Douanes 503, 504.
15 Cass. Commissionn. 97 c., 247 c.; Mandat 276-10 c., 330 c. — Complice 310. — Forfait. 67 c., 75, 76 c. — Instr. crim. 3314-30. — Liberté indiv. 60. — Presse-outr. 883-30 c., 1571-10.
— Bruxelles. Commissionn. 181 c., 211; Faillite 1028. — Effets de comm. 888. — Industrie 324-40. — Orléans. Prescript. civ. 498.
— Rennes. Domicile élu 12 c., 19-30 c., 59; Expert. 188-30 c.; Exploit 228 c.
16 Cass. Commune 988 c., 998-10; Contravent. 119 c. — Témoin 107-40, 214-10 c.
— Bruxelles. Scellés 83 c., 136.
— Paris. Commerce. 278 c.
— Rouen. Minorité 649-40.
— Circ. Org. milit. 293.
— Delib. Enreg. 527.
17 Bruxelles. Privil. et hypoth. 1030.
— Paris. Rentes constituat. 227-20.
19 Cass. Brevet d'invent. 69, 334 c., 359 c.
— Nancy. Privil. et hypoth. 675-10.
— Rennes. Biens 97; Vente publ. d'imm. 519-50 c.
20 Cass. Jugem. 68; Renvol 88. — Jugem. par défaut 168 c.
— Bourges. Exploit 547-30.
— Poitiers. Disposit. entre vifs 159-40.
21 Ord. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Acquissem. 551; Org. colon. 107 c., 182 c. — Acquissem. 573 c. — Renvol 63 c., 82.
— Angers. Disposit. entre vifs 4216-30, 4217 c.
— Colmar. Louage 846. — Obligat. 3841.
— Rennes. Obligat. 1761.
— Cons. d'Etat. Action possess. 362 c.; Eau 561-20. — Commune 1479-20, 1642 c.; Conseil d'Etat 318 c., 389; Mines 252-30. — Dom. eng. 75-10, 99-10. — Dom. de l'Etat 214-10; Eau 559-30.

Mars.

- 21 Cons. d'Etat. Impôts indir. 449. — Marais 120-20. — Marché de fourn. 12-30, 50-30, 101-40, 114-60. — Poids et mes. 195-20. — Trés. publ. 876. — Usage 376-20. — Vente administr. 274-30, 309-10.
— Lettre. Discipline 16.
22 Cass. Appel crim. 125 c.; Deg. de Jurid. 679. — Attentat aux mœurs 80. — Compét. civ. trib. d'arrond. 131-40. — Instr. crim. 2088-20, 2294; Témoin 468, 577-30.
— Aix. Désaveu 82.
— La Haye. Enreg. 4809.
— Paris. Référé 74, 167 c.
— Rennes. Ordre 724-20, 927 c.
— Toulouse. Prescript. civ. 116 c., 502; Privil. et hypoth. 2536 c., 2550-20 c.
— Cons. d'Etat. Emigré 235.
— Circ. Douanes 598, 600, 605, 606, 607.
23 Arrêté. Forêts 163, 169.
— Cass. Chose jugée 571 c.; Dénonciat. calomn. 33 c., 145. — Contravent. 25, 240-10 c., 243. — Renvol 191. — Success. 135.
— Bourges. Distrib. par contrib. 91-10.
— Avis Cons. d'Etat. Compét. administr. 157-20; Dom. de l'Etat 230 c.
— Instr. Forêts 212, 998, 1011, 1013.
24 Amiens. Ordre 494-20.
— Besançon. Effets de comm. 375.
— Bruxelles. Faillite 251 c., 267-10 c., 605-10, 802 c., 823 c.
— Grenoble. Contrat de mar. 3503c., 3966, 3973 c.
25 Bruxelles. Commissionn. 183.
26 Cass. Cautionnem. de fonct. 54.
— Douai. Contrat de mar. 1278.
— Metz. Appel incid. 63 c.; Except. 74, 96 c. — Chose jugée 537; Vol 750-20.
— Cons. d'Etat. Dom. eng. 57.
27 Cass. Biens 98 c.; Obligat. 4333; Saisie-exercut. 31-20 c.; Vente publ. d'immeub. 63 c. — Louage 58. — Obligat. 2423-20.
— Bourges. Vente 1138-10.
— Lyon. Privil. et hypoth. 602-30.
— Rennes. Arbitr. 108, 513 c., 869 c.
28 Ord. Boucher 105; Octroi, p. 17.
— Cass. Effets de comm. 413 c., 464. — Mandat 158-30 c.; Obligat. 49, 5052-40 c.; Propriété 824, 338-20 c.
— Bruxelles. Arbitr. 388.
— Rennes. Droit marit. 1712 c.; 1720 c., 1856, 1857 c., 1858 c.
— Cons. d'Etat. Hospices 435. — Tierce-opposit. 298. — Vente administr. 309-60, 340.
29 Ord. Org. administr. 226, 306, 788-10, 806-10, p. 608.
— Cass. Commune 839 c., 844, 886 c.; Voirie par terre 2307-30 c., 2321 c. — Commune 1143-20, 1231. — Success. 1685.
— Angers. Acquissem. 237 c.; Minorité 196-10-20 c., 251-30 c., 377-40 c., 387 c.
— Grenoble. Jugem. par défaut 412-10.
— Paris. Paternité 603, 606 c., 608 c.
— Dreis. Impôts indir. 227, 570.
30 Amiens. Notaire 751, 752, 833 c.
— Bruxelles. Peremption 146 c., 253.
— Orléans. Appel incid. 43.
31 Amiens. Prescript. civ. 480.
— Limoges. Emigré 403-90.
— Metz. Responsabilité 676 c.; Vente 829.
— Montpellier. Acte de comm. 104 c.
— Toulouse. Org. judic. 146-20.

Avril.

- 2 Ord. Org. instr. publ., p. 1350.
— Cass. Disposit. entre vifs 1562-20, 1941 c.

Avril.

- 2 Rouen. Disposit. entre vifs 3408-20; Droit civ. 186; Success. 110-40 c.
3 Cass. Absence 587 c., 619, 621. — Prescript. civ. 613.
— Bourges. Vente 291-50.
— Grenoble. Vente publ. d'immeub. 658.
4 Cass. Cassation 1439, 1590 c. — Faillite 1295. — Lettre miss. 24-30; Mandat 229 c., 406 c. — Success. 1864.
— Amiens. Surenchère 397.
— Bourges. Deg. de Jurid. 404-10.
— Delib. Enreg. 5413-30.
5 Cass. Instr. crim. 1590-10, 1686-10. — Peine 239.
— Bourges. Vente 992-10, 1016-10 c., 1024 c., 1028 c.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 3011 c., 3037 c., 3080 c., 3084-10.
6 Cass. Faux incid. 316-20. — Jugem. 744-30. — Procès-verbal 404-30. — Volture 294, 257-10 c.
— Bruxelles. Effets de comm. 702-20.
— Colmar. Vente 976, 1000.
— Riom. Biens 64 c.; Substitution 67-30. — Prescript. civ. 832.
— Cons. d'Etat. Droit polit. 138.
7 Colmar. Contr. par corps 158 c., 251 c., 304 c.; Vente 1013. — Privil. et hypoth. 2527-10 c.
— Liège. Enquête 227, 237-20 c., 416 c.
— Metz. Appel crim. 242.
— Pau. Commune 2422.
— Rennes. Jugem. 959-30.
— Avis Cons. d'Etat. Notaire, p. 591; Obligat. 3692, 3741.
8 Cass. Demande nouv. 243 c.; Enquête 39, 643 c.
9 Besançon. Usage 359-20 c.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1651, 1659-30 c.
— Paris. Biens 57 c.; Obligation 4874-10.
10 Cass. Cassation 1388 c.; Servitude 314-10-20.
— Rennes. Arbitr. 149.
— Circ. Voirie par terre 1425.
11 Cass. Impôts indir. 150. — Vente publ. d'immeub. 1915-10.
— C. sup. de Liège. Compét. comm. 328.
— Angers. Chose jugée 276; Paternité 198 c., 203 c. — Exploit 89-10 c.
— Orléans. Organ. judic. 154-10, 505-10.
— Toulouse. Ordre 894-40.
— Decis. Enreg. 2568.
— Lettre. Contravent. 178; Forêts 791.
12 Cass. Arbitr. 450, 454 c. — Exploit 139. — Faillite 198-20. — Forêts 425 c.; Instr. crim. 544.
— Aren. Acquissem. 295.
— Dijon. Emigré 236, 242 c.
— Grenoble. Privil. et hypothèques 1525-30.
13 Cass. Complice 36-40; Témoin 525, 577-20, 623-20.
— Amiens. Vente publ. d'immeub. 1830.
— Orléans. Enquête 308.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 1717-10, 1728-30 c.; Obligat. 981-20 c.
14 Cass. Crimes contre les personnes 173-10 c., 174. — Procès-verb. 24, 25.
— Dijon. Emigré 236, 242 c.
— Lyon. Disposit. entre vifs 1617-20.
— Metz. Contrat de mar. 1646. — Obligat. 2979-30. — Procès-verb. 578.
— Paris. Arbitr. 741. — Référé 114-10 c.
— Avis Cons. d'Etat 307.
15 Cons. d'Etat. Impôts indir. 184.
16 Cass. Privil. et hypoth. 1820-10; Vente publ. d'imm. 380-10 c., 383 c. — Récusation 75.
— Paris. Success. 2081-10.
— Chamb. des pairs. Compét. crim. 727, 738.
17 Cass. Effets de comm. 724. — Jugem. 979-40. — Success. 228.

Avril.

- 17 Rennes. Succession 51, 53 c. — Toulouse. Effets de comm. 226.
18 Cass. Degre de Jurid. 364-30. — Disposit. entre vifs 4478. — Enregist. 291, 2331 c., 2232, 5462 c., 5743. — Success. 2248. — V. 8 avril.
— La Haye. Arbitr. 1190.
— Conseil d'Etat. Commune 1828, 2632-20. — Compét. administr. 54, 220; Conflit 29, 48. — Cons. d'Et. 190, 356; Incident 28-20. — Cons. d'Etat 365. — Cour des comptes 54-10. — Dom. de l'Etat 219 c.; Forêts 991. — Dom. de l'Etat 399-40; Dom. nat. 18-10. — Droit marit. 312; Patente 277. — Juifs 9-30. — Manuf. 120-10. — Marché de fourn. 37, 149-50. — Tierce-opposit. 309; Voirie par terre 368-10, 1184-10. — Trésor publ. 424-20, 432. — Vente administr. 289 c., 334-70.
— Avis Cons. d'Etat. Compét. administr. 157-20; Imp. dir. 653-50.
19 Cass. Cassation 1463 c.; Instr. crim. 1485, 2866, 2577, 2602; Peine 134 c.; Témoin 247-30, 574 c., 575-20. — Instr. crim. 1572-30, 159-10. — Serment 168-20, 177-40, 183-40.
— Bruxelles. Saisie-arrest 13.
— Circ. Acte de l'état civil 472 c.
20 Ord. Uniforme-costume 17-70, 25.
21 Cass. Forfait. 68-10. — Jugem. 740-30; Serment 199-40. — Prescript. crim. 69; V. 22 avril. — Presse-outr. 1361.
— Liège. Compét. comm. 260 c.; Faillite 285, 614.
— Déris. Culte 426.
— Delib. Enreg. 1235.
22 Cass. Abus de conf. 43 c., 54 c., V. 21 avril.
23 Loi. Trésor public, p. 1138.
— Ord. Ordres civils et milit. 190; Organ. instr. publ., p. 1350; Org. marit., p. 1680; Villes de France 3.
24 Cass. Commune 3655, 2682 c. — Propriété féodale 208.
— Paris. Disposit. entre vifs 1863.
— Lettre. Impôts indirects 553.
25 Cass. Impôts indir. 159 c. — Nantissement 223-20.
— C. sup. de Bruxelles. Appel civ. 1011; Commissionn. 183. — Peremption 124-20 c., 270.
— Colmar. Org. milit. 409.
26 Cass. Loi 539-20 c.; Mise en jugement 292-10, 294 c.
— Bruxelles. Absence 79; Organ. milit. 408. — Enreg. 492-30.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 1577.
27 Cass. Impôts indirects 522. — Vol 419-20, 435.
— Decis. Forêts 1730.
30 Cass. Enregist. 3989, 5001 c., 5033 c. — Obligat. 5163.
— Colmar. Surenchère 247, 307, 382.
— Douai. Disposit. entre vifs 4537.
— Liège. Prescriptions civ. 575-30.
— Metz. Appel incid. 178.
— Toulouse. Contr. p. corps 1078 c.; Frais et dép. 811 c.; Obligat. 2219 c., 2320 c., 2328, 2332-20 c. — Instr. crim. 200-20, 220 c. Obligat. 4623-20 c.
— Decis. Enreg. 2727.

Mai.

- 1 Agen. Séparat. de corps 369.
2 Limoges. Emigré 402-150.
3 Bourges. Louage 830.
— Bruxelles. Compét. civ. trib. d'arr. 194 c.; Vente publ. d'immeub. 1037. — Jugem. 548-30.
4 Cass. Chasse 340. — Commune 913-30. — Peine 193.
— Angers. Vente publ. d'immeub. 898-10.
— Rennes. Success. 1768-20.
— Delib. Enreg. 3368.
5 Toulouse. Société 998.
— Delib. Enreg. 2568.
7 Aix. Droit marit. 208-20 c., 522 c., 2226 c., 2309.

Mai.

- 7 Colmar. Privil. et hypoth. 1753, 1885 c., 2302 c.
— Rennes. Success. 968.
— Rouen. Jugem. 438 c., 608-70.
— Toulouse. Ordre 894-40.
8 Cass. Appel civ. 1104. — Contrat de mar. 1075. — Oblig. 4017-10.
— Amiens. Acquissem. 637 c.
— Riom. Success. 1028.
9 Cass. Adultère 63 c.; Séparat. de corps 70-40 c., 194-40. — Chose jugée 273, 274 c.; Emigré 173 c., 227-10.
— Amiens. Compulsoire 42, 56 c.
— Bourges. Conciliat. 193-20.
— Liège. Disposit. entre vifs 706, 3608 c., 4380 c.
— Arrêté avoc. Priv. Avocat 148.
— Circ. Douanes 572.
— Decis. Enreg. 1235.
10 Cass. Enreg. 1162 c., 321 c. — Frais et dépens 1024, 1029. — Impôts indir. 170. — Presse-outr. 875-10, 887-20 c.
— Amiens. Mariage 149 c., 190-10, 316 c.
— Rouen. Chose jugée 87-20.
— Déris. Impôts indir. 256.
11 Cass. Impôts indir. 416 c., 433; Procès-verb. 288-30 c. — Impôts indir. 582.
— Grenoble. Contr. de mar. 3937-30.
— Orléans. Désaveu 73; Expert. 148.
— Toulouse. Peremption 310-20; Prescript. civ. 559 c.
12 Metz. Acquissem. 623 (bis) c.; Jugem. d'av. dire droit 37-40.
— Pau. Nom 13.
13 Colmar. Oblig. 2294-20 c., 2296-10 c., 20 c., 3303-10.
14 Cass. Except. 681 c., 499.
— Bruxelles. Peine 815.
— Colmar. Privil. et hypoth. 554.
15 Cass. Loi 355.
— Poitiers. V. 15 mai 1822.
— Rennes. Demande nouv. 128-20.
16 Convention. V. 22 août 1821.
— Cass. Désistém. 64-10; Enreg. 5654. — Jugem. 56-10.
— Bruxelles. Cautionn. 338. — Disposit. entre vifs 2899.
— Metz. Servitude 172-10.
— Rennes. Faillite 810-50.
— Riom. Appel civ. 688 c.
17 Cass. Commune 1219. — Complice 141 c.; Instr. crim. 1694, 1726, 2632, 3252.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 3137.
— Douai. V. 17 mai 1820.
— Riom. Contrat de mar. 1271.
— Circ. Notaire 434 c., p. 591.
18 Cass. Appel crim. 248. — Peine 562.
— Toulouse. Propri. féodale 334-30.
— Decis. Enreg. 2197, 6003.
19 Douai. Effets de comm. 809.
21 Cass. Organ. colon. 661-20-30-40.
— Circ. Passeport, 18, 58.
— Decis. Impôts indir. 167-30.
22 Cass. Règl. de juges 25-20 c., 46-20.
— Agen. Disposit. entre vifs 2964.
— Bruxelles. Vente publ. d'imm. 476.
23 Cass. Disposit. entre vifs 689, 2124-20 c.; Jugem. 1028-10 c.
— Bruxelles. Jugem. 404-30.
24 Loi. Instr. crim., p. 340; Lois codifiées 11.
— Cass. Forêts 317-50, 1938-10; Peine 807-40. — Gendarm. 28 c.; Instr. crim. 363 c.; Procès-verb. 105 c., 291, 296-10 c. — Instr. crim. 186 c., 3740. — Jugem. 226-20 c.; Puissance paternelle 58-40, 60 c.; Séparat. de corps 123 c., 318 c., 819-10 c., 327-10 c.
— Colmar. Privil. et hypoth. 2263.
— Limoges. Deg. de Jurid. 294-20.
— Montpellier. Jugem. par défaut 41-20.
— Rennes. Tierce-opposit. 197-20.
25 Cass. Faux 407. — Impôts indir. 178 c., 223, 244.
— Colmar. Rentes foncières 26-10.
— Rouen. Procès-verb. 61-20, 564.
— Circ. Org. marit. 693.

Mai.

- 25 Limoges. Mariage 813-30 e., 841-30.
— Metz. Compét. comm. 469-10 e.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1712.
— Toulouse. Commerce. 173.
26 Agen. Paternité 153, 154 e., 174-30 e.
— Metz. Mat. d'or et d'argent 169-10.
— Paris. Substitut. 174-30.
— Décis. Enreg. 3272.
29 Cass. Commissionn. 215. — Obligation. 4886-10 e.
— Grenoble. Appel incid. 98.
— Metz. Vol 207.
— Rennes. Appel incid. 150; Conclusions. 97.
30 Ord. Trés. publ., p. 1138.
— La Haye. Disposit. entre vifs 3044.
— Limoges. Obligation. 2727. — Prescript. civ. 613.
— Riom. Appel civ. 698 e.; Disposit. entre vifs 518, 519; Exploit 634-10.
— Cons. d'Etat. Commune 2263. — Compét. administr. 369 e.; Impôts directs 655-10 e.; Cons. d'Etat 214; Eau 52-30 e., 60 e.; Pêche fluv. 33-20 e.; Cons. d'Etat 324, 343; Tierce-opposit. 270. — Eau 350-30 e., 393 e., 395, 396 e., 449-10, 476-70, 558-30 e. — Manufact. 43, 124. — Marché de fourniture. 127-60.
— Mise en jugem. 226-10 e.
— Org. milit. 699. — Procès-verb. 765-30. — Trav. publ. 435-10; Trés. publ. 433, 466-10, 1091. — Vente administr. 58, 73, 164, 329-10, 330-20-60, 331-10. — Volonté par terre 1757.
31 Riom. Conclut. 65 e.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 336 e.
— Instr. Enreg. 6048.

Juin.

- 1 Cass. Faillite 48-80. — Instr. crim. 1429 e., 1430 e., 1493 e. — Jeu 99 e.; Loterie 12 e.
— Liège. Privil. et hypoth. 1591.
— Limoges. Acte de comm. 179.
— Metz. Minorité 738-10 e.; Obligation. 2896-40; Propriété 323 e.; Vente 978 e.
— Orléans. Deg. de jurid. 48; Vente 1103.
— Décis. Enreg. 66.
2 Cass. Appel crim. 242. — Commune 1332.
— Amiens. Désistement. 186.
— Bourges. Société 854 e., 856.
— Instr. Enreg. 6157.
3 Cass. Jugem. 1022-30.
4 Cass. Chasse 477 e.
— Grenoble. Exploit 296-10.
— Metz. Enreg. 4997; Exploit 734-10 e.; Mise en jugem. 136.
5 Cass. Chose jugée 20 e., 202-10, 296 e.; Disposit. entre vifs 1925; Obligation. 4589-10 e. — Deg. de jurid. 591.
6 Cass. Cautioun. 55 e.; Obligation. 534-20 e.; Vente publ. d'imm. 2099. — Disposit. entre vifs 1414-30 e.; Mariage 90-50; Obligation. 3537-10 e., 4586-10 e., 4597-40 e.
— Bruxelles. Contr. p. corps 961.
— Douai. Arbitr. 218.
— Lyon. Louage 458-10, 465 e.
— Metz. Disposit. 339; Greffe 44 e.; Scellés 70, 138 e.
— Rennes. Servitude 867-10.
— Décis. Douanes 515.
7 Cass. Appel crim. 210 e.; Impôts indir. 520. — Compét. civ. trib. d'arrond. 118. — Exploit 285. — Faux 408. — Forêts 1269. — Impôts indir. 202-30. — Instr. crim. 788, 1029-20 e., 3186. — Vol 513-30.
— Liège. Exploit 405-30.
8 Ord. Cour des comptes, p. 511; Trésor publ., p. 1138.
— Cass. Droit rural 48-10-30, 212 e.
— Lyon. Disposit. entre vifs 198.
— Rouen. Bourse de comm. 917.

Juin.

- 9 Ord. Org. milit., p. 1886.
— Amiens. Contrat de mar. 1281.
— Bruxelles. Contr. p. corps 178.
11 Liège. Enreg. 159.
— Nîmes. Acquissem. 650.
12 Cass. Disposit. entre vifs 2684, 2964-20. — Effets de commerce 434-30.
— Nîmes. Louage 59 e.; Minorité 803 e., 803, 837-20 e.
— Rennes. Prêt 193 e.
— Rouen. Droit marit. 1358 e.
13 Bruxelles. Succès. 1809.
— Caen. Séparat. de corps 369.
— Colmar. Org. milit. 344.
— Limoges. Péremption 125-10.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 54. — Conflit 179-30. — Cons. d'Etat. 209. — Dom. de l'Etat 214-30, 234. — Dom. engag. 117-30. — Droit civil 363. — Eau 550-70. — Impôts dir. 881. — Jugem. 933; Tierce-opposit. 280-10. — Marché de fourniture. 93-80. — Tierce-oppos. 264, 287; Trav. publ. 396, 694.
— Décis. Org. instr. publ. 378.
14 Cass. Duel 100. — Faux 174-80 e., 195. — Instr. crim. 3710-30. — Loi 554-60 e.; Org. instr. publ. 300-10. — Renvoi 126. — Serment 174. — Témoin 214-20, 635-50 e. — Volonté 294, 357-10 e.
— C. sup. de Bruxelles. Biens 111.
— Orléans. Saisie-revendic. 16.
— Instr. Enregist. 1573, 1581 e., 2917.
15 Cass. Exploit 756-30; Serment 103. — Frais et dép. 988; Serment 204-10. — Prêt à intérêts 302-30 e., 315-10; Prêt sur gages 7-30 e.
— Grenoble. Jugem. 443.
— Nîmes. Séparat. de corps 372.
— Orléans. Degré de jurid. 292 e., 301-20.
16 Amiens. Disposit. entre vifs 4294-10.
— Bruxelles. Privilèges et hypoth. 1456 e., 1608.
— Colmar. Cautioun. 330 e., 338; Privil. et hypoth. 1685-10 e.
— Orléans. Frais et dép. 332; Ordre 874 e.
18 Rennes. Conciliat. 53 e.; Nantissem. 290. — Prescript. civ. 915-30.
— Toulouse. Contrat de mar. 331; Obligation. 152-30 e.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1354.
19 Cass. Faillite 714, 726-20 e.; Quest. préjud. 17-10 e.
— Agen. Acte de l'Etat civil 149.
— Lyon. Privil. et hypoth. 2967-40.
— Poitiers. Jugem. p. déf. 425-40.
— Rennes. Except. 533 e.
— Circ. Douanes 61.
20 Ord. Avoué 32; Douanes, p. 592; Volonté, p. 999.
— Cass. Contrat de mar. 4014 e.; Disposit. entre vifs 1089.
— Orléans. Jugem. p. déf. 41-30.
— Paris. Contrainte p. corps 955.
— Riom. Contrat de mar. 3324; Mariage 922 e.
— Cons. d'Etat. Action possess. 302 e.; Compét. admin. 417 e.; Eau 825-10-30. — Commune 1565-10, 2428; Compét. administr. 60 e.; Dem. nouv. 267; Frais et dép. 1211-30. — Commune 3709. — Conseil d'Etat 100-80. — Marché de fourniture. 163-60. — Cons. d'Etat 157; Marché de fourniture. 148-90. — Cons. d'Etat 209. — Culte 557, 602 e. — Eau 551-40, 550-10. — Poids et mesures 195-10. — Vente administr. 165-20, 170, 339-80.
21 Cass. Forêts 401. — Instr. crim. 2067-20. — Jugement 1086-10; Peine 271-30. — Pêche fluv. 124-40. — Vol 438.
— Bruxelles. Arbitr. 703 e., 718.
— Metz. Obligation. 1778-20.
— Nîmes. Contrat de mar. 3505.
— Paris. Référé 35 e.
— Rennes. Société 513, 887, 889.
— Décis. Impôts indir. 432.

Juin.

- 22 Cass. Impôts indir. 243. — Instr. crim. 1429, 2305-20. — Octroi 368-10. — Voiture 450.
— Colmar. Acte de comm. 53; Privil. et hypoth. 1122-20 e.; Requête civile 84 e.; Société 204 e.
— Circ. Org. milit. 238.
— Décis. Enreg. 5502.
23 Bruxelles. Obligation. 2260-10, 2702.
— Paris. Surendere 280.
— Rennes. Org. milit. 341-40.
— Riom. Ordre 1180-10 e.; Vente publ. d'imm. 1840-30.
25 Ord. Amnistie, p. 514.
— Cass. Cassation 1589-10 e.; Privil. et hypoth. 1535 e., 2972-20.
— Metz. Impôts indir. 575.
— Riom. Exploit 339-50.
— Circ. Douanes 632.
26 Cass. Acte de comm. 86 e.; Commerce. 21 e.; Juits 15-10, 17-30. — Arbitr. 215; Prescript. civ. 604. — Ordre 294.
— Grenoble. Paternité 711-20 e.
— Rennes. Mandat 305.
27 Ord. Huissier 12-80.
— Cass. Action possess. 102 e., 781. — Cassation 1053 e. — Faillite 550 e., 559-40 e., 1049, 1316 e.; Jugem. 580-10 e.; Saisie-arrest 276 e.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1298.
— Colmar. Paternité 682.
— Riom. Acquissem. 810 e. — Désistement. 139 e.
— Toulouse. Mariage 163, 173-10-60 e. — Succès. 1023.
28 Cass. Instr. crim. 1301, 1576-40, 1733-10. — Obligation. 3112-20 e.; Prêt à intér. 259-50. — Serment 186-30.
— Bruxelles. Contr. par corps 955 e., 967, 1090 e.
— Paris. Faillite 1072.
— Rennes. Notaire 504-40.
— Rouen. Propriété féodale 356.
29 Cass. Contravent. 431, 437 e. — Forêts 1274, 1619. — Jugem. 1099-30. — Peine 190-10.
— Metz. Jugem. par défaut 202.
— Pau. Jugem. 396 e.; Saisie-exécution. 24-10.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 2077; Obligation. 3549 e.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 5456.
— Décis. Greffier 58.
30 Caen. Normandie 67 e.

Juillet.

- 1 Instr. Privil. et hypoth. 2850, 2855.
2 Limoges. Exploit 186-10.
— Metz. Forêts 844. — Procès-verb. 109, 586-10, 637 e., 642-30.
— Rennes. Deg. de jurid. 171-10. — Obligation. 4496-40 e.; Succès. 1637-10.
— Toulouse. Minorité 402-30.
3 Cass. Arbitr. 503; Dom. de l'Etat 293 e. — Enreg. 2122. — Org. colon. 681-10-80. — Prud'hommes 85.
— Metz. Compét. crim. 160; Évasion 64.
— Paris. Disposit. entre vifs 3100-40. — Poitiers. Exploit 553.
— Rennes. Deg. de jurid. 448-90 e.; Louage à domicile cong. 33-40-60; Obligation. 2115, 5164-10.
— Rouen. Faillite 610-30.
4 Loi. Culte, p. 714; Douanes, p. 592; Grains, p. 540.
— Ord. Cautiounem. de fonctionn. 32; Impôts indir., p. 631; Notaire, p. 591; Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Compét. administr. 183-20. — Droit rural 76. — Prescript. civ. 126, 226-30.
— Bourges. Disposit. entre vifs 4376-10.
— Caen. Contrat de mar. 3960-40, 3972.
— Colmar. Contrat de mar. 3068.
— Douai. Obligation. 3341.
— Limoges. Contrat de mar. 3567; Frais et dépens 375 e.
— Metz. Oblig. 990-20, 999-10 e., 3582-10 e.

Juillet.

- 4 Pau. Arbitr. 999.
— Rennes. Succès. 576.
— Rouen. Servitude 38.
5 Cass. Commune 816. — Faux incid. 108. — Jugem. 768-20. — Organ. judic. 281. — Peine 271-10.
— Amiens. Séparat. de corps 244.
— Bourges. Degré de jurid. 631, 636 e.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3858.
— Circ. Forêts 1267.
6 Cass. Forêts 408 e.; Gendarmerie 26 e.; Procès-verb. 9-50, 13, 291. — Instr. crim. 1647-10.
— Grenoble. Succès. 1120.
— La Haye. Contr. par corps 472.
— Montpellier. Vente publ. d'imm. 525-10.
— Toulouse. Propriété 329-20.
7 Riom. Succès. 619.
8 Ord. Trés. publ., p. 1138.
— Nîmes. Mariage 172-30.
9 Cass. Contr. par corps 955.
— Bourges. Conciliat. 49 e., 218.
— Bruxelles. Paternité 228.
— Liège. Obligation. 999-10 e.; Société 143.
— Metz. Mat. d'or et d'argent 161-20 e., 165-10.
— Rennes. Servitude 413-10 e., 433 e., 435 e., 436.
10 Cass. Action possess. 182 e.; Certificat de coutume 2 e.; Servitude 191 e., 886, 900 e.
— Bourges. Absence 680.
— Metz. Minorité 678.
— Rouen. Contrat de mar. 3169-10. — Péremption 62-10 e., 138-10.
11 Cass. Effets de comm. 154, 817 e.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3603-10. — Mariage 180.
— Douai. Acte de comm. 380.
— Nîmes. Obligation. 5888.
— Riom. Servitude 1135-30.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 726.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1880.
12 Cass. Jour férié 100. — Prescript. civ. 227, 833.
— Bruxelles. Oblig. 2463-30; Vente 1176 e.
— Rennes. Obligation. 4693-30 e.
— Riom. Mariage 818-60 e.; Obligation. 4150-10.
13 Cass. Cassation 252.
— Lyon. Acquissem. 864.
14 Amiens. Huissier 84.
— Bruxelles. Nantissem. 287.
— Liège. Nantissem. 241.
16 Ord. Archives 27.
— Cass. Privil. et hypoth. 2360-10, 2362 e. — Servitude. V. 10 juillet.
— Nîmes. Vente publ. d'imm. 27.
— Ch. des pairs. Compét. crim. 727, 733.
17 Bruxelles. Disposit. entre vifs 2881 e., 2884-30. — Louage 472.
— Caen. Servitude 1276.
18 Cass. Disposit. entre vifs 1305-20 e.; Enreg. 4714, 4718 e., 4755. — Effets de comm. 814-20. — Obligation. 2677. — Presse-out. 1065. — Succès. 730.
— Caen. Normandie 61.
— Cons. d'Etat. Commune 2300. — Conflit 181-10. — Cons. d'Etat 195, 197-10, 204, 209, 211, 389; Expert. 384-10. — Culte 538. — Dom. publ. 78 e.; Volonté par terre 1166, 1388, 1448-90. — Dom. nat. 45. — Hospices 93. — Marais 107. — Mise en jugem. 41 e., 145-40, 187-10, 217 e. — Pension 196.
— Trav. publ. 903, 904-10. — Vente administr. 82, 87. — Volonté par terre 216 e., 1947, 2006-50 e., 2233-10 e.
19 Cass. Appel crim. 78 e.; Cassation 2253-30 e.; Douanes 937. — Impôts indir. 62. — Instr. crim. 1464, 3177-40-60. — Quest. préjud. 185-10.
— Amiens. Jugem. p. défaut 46-20.
— Bourges. Frais et dépens 928.
— Montpellier. Expert. 220.
— Poitiers. Propriété féodale 386.

Juillet.

- 20 Cass. Avoué 214. Renvoi 66 e. — Compét. civ. trib. d'arrond. 87. — Contr. par corps 2-7-10. — Notaire 355 e.; Responsabilité 353-10 e. — Donn. desir. 314-20. — Douanes 987; Droit marit. 557 e.
— C. sup. de Bruxelles. Enreg. 1225, 3624, 5215, 5485.
— Caen. Servitude 561.
— Colmar. Frais et dépens 80.
— Limoges. Jugem. par déf. 150-40.
— Lyon. Contrat de mar. 3745-10.
— Riom. Contr. de mar. 4186. — Décis. Forêts 781.
21 Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 94-20; Ordre 300 e.
— Bourges. Dénonc. calomn. 12 e., 72.
— Limoges. Acquissem. 863; Ordre 937-30.
— Metz. Société 1671.
— Toulouse. Mariage 149 e., 172-10, 175 e.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 543.
— Delib. Enreg. 999.
22 Liège. Contrat de mar. 1695.
— Rouen. Disp. entre vifs 2445-10.
23 Cass. Émigré 396-30.
— Metz. Responsabilité 699.
— Pau. Vol 335 e., 343.
— Rennes. Biens 251.
— Riom. Exploit 332-10.
24 Cass. Cassation 1388-20 e.; Contrat de mar. 3811, 3812 e., 3815 e.; Privil. et hypoth. 900 e., 903 e., 3330-110 e. — Commissionn. 269; Jugem. 954-120. — Dem. nouv. 114. — Mariage 90-20.
— Metz. Exploit 593-30.
25 Cass. Arbitr. 1154. — Enreg. 2275, 5998 e. — Impôts indir. 474-10; Sel 58.
— Colmar. Nantissem. 307.
— Circ. Hospices 351.
— Décis. Enreg. 659.
26 Loi. Dom. extraord. 51; Presse-outage, p. 409.
— Ord. Certif. de vie 5; Législation 8; Notaire, p. 591.
— Cass. Presse-outage 741, 904-40 e., 1344 e., 1349 e., 1361 e. — Procès-verb. 586-30.
— Amiens. Except. 505.
— Besançon. Expertise 221.
— Liège. Appel incid. 52.
— Décis. Certif. de vie 53 e.
— Avis Cons. d'Etat. Volonté par terre 1494.
27 Cass. Dom. de l'Etat 304.
— Bourges. Forêts 719.
— Décis. Greffe 80-160.
— Lettre. Grâce 54.
28 Colmar. Adopt. 112, 180 e.
— Rennes. Disposit. entre vifs 2392, 2395.
30 Grenoble. Avocat 246, 251 e., 259 e.; Honoraires 4 e.
31 Loi. Impôts dir. p. 286; Impôts indir., p. 431; Org. administr. 786; Org. judic. p. 1505; Prisons, p. 992; Traitement 37; Trés. publ., p. 1138.
— Ord. Culte, p. 714.
— Cass. Action possess. 599. — Org. judic. 390-10. — Propr. féodale 179 e., 350-30.
— Metz. Octroi 49, 154-30, 404.
— Montpellier. Appel incid. 53 e.; Désistement. 123 e., 133-10, 156 e.
— Paris. Succès. 1029.
— Lettre. Forêts 796, 801 e.

Août.

- 1 Ord. Place de guerre, p. 942; Privil. et hypoth., p. 49; Procès-verb. 715; Serment, p. 7; Trav. publ. 179, 182, 185, 186, 189, 1203, p. 848.
— Cass. Expert. 43, 210 e. — Obligation. 2716.
— Décis. Enregist. 4963; Obligation. 3272-40 e.

Novembre.

- 21 Ord. Douanes, p. 593; Mines 608, 682 s., p. 636; Org. colon. 114; Pêche marit. 10; Trés. publ., p. 1138.
- Cass. Contr. de mar. 1899. 1900c. — Obligat. 2333. — Privil. et hypoth. 2300.
- Bruxelles. Chasse 472, 475 c. — Presse-outr. 192-10.
- Colmar. Commune 2050; Exploit 273; Rentes constituées 234-40.
- Paris. Prescript. civ. 930.
- 22 Cass. Contrat de mar. 4104-50, 4182. — Impôts indir. 69-40, 70 c. — Instr. crimin. 4174, 1890-10.
- Agen. Obligat. 3960-10.
- Bruxelles. Mines 194.
- 23 Cass. Mal. d'or et d'argent 90. — Octroi 222-30. — Procès-verb.
- Bruxelles. Adultère 29, 78 c. — Except. 557.
- Circ. Douanes 607.
- Decis. Pêche fluv. 17, 18.
- 24 Bruxelles. Domm. destr. 197.
- La Haye. Enreg. 5432.
- Chambre des pairs. Compét. crim. 732.
- Avis com. fin. Enreg. 4882.
- Delib. Enreg. 1571.
- Instr. Enreg. 4909; Notaire 219.
- 25 Cass. Enreg. 863, 5766.
- Bruxelles. Chasse 471. — Dénonciat. calomn. 27. — Enreg. 6025. — Instr. crim. 707 c., 732 c., 781.
- 27 Grenoble. Servitude 921-10. — Sarenchère 156, 160-30.
- Metz. Industrie 217-10.
- Rennes. Minorité 237-10.
- Circ. Minist. publ. 75.
- Hérès. Hospices 120.
- 28 Ord. Pension, p. 758.
- Cass. Compét. civ. trib. de paix 152. — Droit marit. 442, 1371 c. — Effets de comm. 378, 407 c.
- Amiens. Privil. ethypoth. 2286-10.
- Cons. d'Etat. Commune 2446-20.
- Conseil d'Etat 186-50, 197-10; Impôts dir. 481-10. — Eau 423. — Impôts dir. 623; Trés. publ. 941-20, 958, 1011 c. — Voirie par terre 183-20, 1128.
- 29 Cass. Mise en jugem. 258.
- Metz. Ordre 979.
- Orléans. Obligat. 2969-20; Vente 134, 541.
- 30 Cass. Appel crim. 181 c. — Instr. crim. 56 c.; Loterie 36; Peine 773-30 c. — Mise en jugem. 22, 84 c.
- Amiens. Deg. de jurid. 112-10.
- Bourges. Contr. par corps 880 c., 1007.
- Decis. Enreg. 5352.

Décembre.

- 1 Bourges. Désistement. 47.
- Orléans. Impôts indir. 172.
- 2 Limoges. Exploit 375-10.
- 3 Cass. Absence 540 c.; Privil. et hypoth. 1035.
- Rouen. Délai 25-50 c., 80 c.; Rente viagère 56.
- 4 Cass. Cautionnem. de fonet. 95; Enreg. 648 c.; Loi 497-10 c. — Compét. civ. trib. d'arrond. 64; Règl. de juges 68 c. — Enreg. 5415. — Privil. et hypoth. 547.
- Colmar. Presse-outrage 872 c., 934.
- Limoges. Disposit. entre vifs 3075-20.
- 5 Cass. Enreg. 5466, 5531. — Privil. et hypoth. 1999-10.
- Colmar. Vente publ. d'immeub. 1746, 1748 c.
- Montpellier. Acquissem. 712 c.; Appel civ. 1138.
- Toulouse. Deg. de jurid. 128-10; Enquête 405.
- Decis. Enreg. 8050.

Décembre.

- 6 Cass. Appel crim. 288; Impôts indir. 489. — Arbitr. 123 c., 184 c., 1281; Compét. comm. 318 c. — Dépôt 78-30. — Impôts indir. 493. — Instr. crim. 5179. — Organ. judic. 668. — Procès-verb. 421, 522 c.
- Bourges. Appel crim. 248. — Forêts 401 c.; Procès-verbal 642-10.
- Paris. Change 2 c.; Commerce. 227 c.; Effets de comm. 871; Prescript. civ. 291 c.
- Arr. avoc. Paris. Avocat 182.
- 7 Cass. Appel crim. 61 c., Instr. crim. 1048; Presse-outrage 1178 c.; Responsabilité 65 c. — Instr. crim. 1829-40, 1910, 1925-20 c., 1958-30.
- Colmar. Assurances terr. 25.
- Lyon. Obligat. 5033-10. — Péremption 133-10.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 4178-10, 4178 c.
- 8 Bruxelles. Except. 542 c. — Orléans. Avocat 338.
- Rouen. Jugem. par défaut 111-10.
- 9 Amiens. Except. 349 c.
- 10 Cass. Avoué 192 c.; Douanes 303-20. — Enreg. 5437 c., 5452.
- Aix. Droit marit. 1838.
- Limoges. Exploit 375-10.
- 11 Ord. Pêche marit. 30.
- Cass. Disposit. 285. — Disposit. entre vifs 1989. — Enreg. 4355, 5355. — Jugem. 1050-10.
- Amiens. Appel incid. 137 c.; Mariage 641, 698-40 c.
- Bourges. Chose jugée 202-10; Disposit. entre vifs 1190, 1925 c.; Obligat. 4593-40 c.
- Grenoble. Enquête 130, 392 c., 445 c.
- Paris. Puissance patern. 58-30; Séparat. de corps 318 c., 319-10 c., 322 c., 325 c.
- Rouen. Frais et dépens 527; Jugem. 669.
- 12 Ord. Conflit 7.
- Cass. Obligat. 2440-20. — Ordre 1107-10 c.; Privil. et hypoth. 1552-20.
- Colmar. Obligat. 3785, 3807 c.
- Toulouse. Péremption 314 c., 315.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1686, 1688 c.
- Decis. Enreg. 658, 4970-80; Forêts 262.
- Lettre. Impôts indir. 268-20.
- 13 Cass. Appel crim. 190. — Cassation 566. — Commune 1083, 1123, 1218 c. — Droit marit. 1025. — Vol 925.
- Rouen. V. 8 décembre.
- Instr. Enreg. 4882.
- 14 Cass. Impôts indir. 237. — Octroi 20 c., 197 c., 371 20; Procès-verb. 385 c. — Rébellion 63-20.
- Bruxelles. Prescript. civ. 903, 910 c.; Propriété 320 c.
- Caen. Deg. de jurid. 249.
- Limoges. Privil. et hypoth. 1440.
- Instr. Greffier 56.
- 15 Amiens. Appel incid. 54, 56 c.; Désistement. 126 c. — Rentes constit. 175-10.
- Bourges. Deg. de jurid. 435-20.
- Caen. Obligat. 4144-10.
- Liège. Faillite 74-30 c., 156-80.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4596.
- 17 Grenoble. Privil. et hypothèques 1893-10.
- Limoges. Contrat de mar. 4093.
- Pau. Obligat. 4498-50, 4812 c.
- 18 Cass. Chose jugée 40-10. — Dom. 44-10.
- Bordeaux. Faux incid. 192.
- Limoges. Substitut. 103-40.
- Rouen. V. 8 décembre.
- 19 Ord. Prises marit. 301.
- Cass. Cassation 1630-40 c.; Compét. comm. 445 c., 447; Mandat 140-10 c., 141 c. — Conflit 181-20. — Disposit. entre vifs 4234-10. — Effets de comm. 248. — Instr. crim. 1741-20.
- Bourges. Disp. entre vifs 3017 c., 2115, 2116 c. — Mandat 99 c., 181 c.; Success. 689.

Décembre.

- 19 Riom. Conciliat. 224-20 c.; Effets de comm. 922.
- Cons. d'Etat. Commune 1371, 2834-20. — Compét. admin. 146; Organ. colon. 288. — Compét. admin. 219 c.; Eau 563-80. — Conflit. 177-30.
- Cons. d'Etat 209, 327, 331-30; Pension 196. — Exprop. publ. 85; Voirie par terre 1551. — Impôts dir. 478. — Jugem. par défaut 506-50. — Mise en jugem. 96, 191, 239-60. — Trés. publ. 1042-10. — Vente admin. 363-30.
- 20 Cass. Effets de comm. 414. — Faux incid. 99-50 c., 111. — Instr. crim. 1495. — Vol 909, 925.
- Bruxelles. Cassation 867; Except. 79.
- Limoges. Louage à col. perpét. 31.
- Orléans. Expert. 227-10. — Vente 1628 c.
- Paris. Disp. entre vifs 823-10, 826 c.
- Rennes. Droit marit. 1885.
- 21 Cass. Commune 888 c., 891; Contrav. 118 c.; Faillite 552 c.; Douanes 976-30; Instr. crim. 3334-10; Peine 750-10 c.
- Amiens. Servitude 641, 655-20 c., 658-10 c.
- Colmar. Vente publ. d'immeubles 1988-30.
- Riom. Appel civ. 793 c.
- Toulouse. Contrat de mar. 1253 c.; Disposit. entre vifs 803, 877-10, 1197-10, 12350 c.
- 22 Bruxelles. Compét. comm. 66.
- 23 Cass. Règlement de juges 167-20.
- 24 Arrêt. Médecine 94.
- Cass. Enreg. 3128, 3538 c.; Louage 471 c. — Enreg. 3870-10.
- Rouen. Peine 606-10.
- 25 Ord. Bibliothèque 52.
- Cass. Agée 58 c.; Jugem. p. défaut 367-30. — Prescript. civ. 577 c., 1062.
- Colmar. Vente 1083, 1088-20 c.; Vente publ. d'immeub. 1002 c., 2175.
- Rennes. Acquissem. 271 c.
- 27 Cass. Exploit 109-20. — Instr. crim. 1775-10, 2527.
- Grenoble. Surendichère 77 c., 81.
- 28 Bruxelles. Enquête 538.
- Toulouse. Obligat. 1036 c., 1046 c.; Vente 141, 150-30 c.
- 29 Loi. Trésor publ., p. 1139.
- Cass. Culte 100. — Enreg. 2495. — Vol 335 c., 343.
- Amiens. Enquête 293; Expert. 54 c.
- Bruxelles. Obligat. 5341 c., 5348. — Péremption 252 c.
- Colmar. Chasse 167. — Commune 2365, 2564-10 c.
- Grenoble. Servitude 1058.
- Limoges. Privil. et hypoth. 881-20.
- 30 Riom. Success. 885, 897.
- 31 Cass. Appel civ. 215 c.; Deg. de jurid. 31, 475. — Privil. et hypoth. 1434-20.
- Bruxelles. Droit civ. 245.
- Montpellier. Mariage 165-10-20 c., 186 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1756.
- Lettre. Acte de l'état civ. 30.

1892

Janvier.

- .. Liège. V. 4 février 1822.
- .. Paris. Propriété littéraire 179.
- 2 Rennes. Acquissem. 178, 463 c.; Jugem. p. def. 141 c.
- 3 Ord. Org. milit., p. 1886.
- Cass. Compét. criminelle 252 c.; Presse-outr. 872, 1381-20. — Effets de comm. 582. — Instr. crim. 1429. — Interdict. 232. — Mariage 852-10. — Organ. judic. 171. — Privil. et hypoth. 527. — Société 1663-20. — Témoin 538-10.
- C. sup. de Bruxelles. Droit civil 123-10.

Janvier.

- 3 Amiens. Minorité 557.
- Limoges. Exploit 619-20.
- Martinique. Privil. et hypoth. 258.
- Rouen. Obligat. 2415-30.
- Delib. Enreg. 681.
- 4 Ord. Pêche marit. 56.
- Cass. Vol 365 c., 384.
- Amiens. Appel civ. 1122.
- Paris. Huissier 130.
- 5 Cass. Arbitr. 577. — Dem. nouv. 240-10. — Prescript. civ. 765.
- Bruxelles. Dem. nouv. 195 c.; Droit marit. 201 c. 1369, 1381 c. — Vente publ. d'immeub. 14 c., 151 c., 454-20 c., 1332-10 c., 1840-10, 2188-10 c., 2211 c.
- Liège. Paternité 371-50.
- 6 Cass. Jugem. 830-50.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 793, 885.
- Cons. d'Etat. Conflit 86-20.
- 7 Ord. Org. colon., p. 1027.
- Metz. Appel crim. 378 c.; Peine 549.
- Decis. Douanes 740.
- 8 Cass. Enreg. 3085, 4585, 6097. — Peine 812, 824 c.
- 9 Ord. Cons. d'Etat, p. 187; Grains, p. 541; Org. administr. p. 608; Postes, p. 11.
- Cass. Dom. eng. 50-90, 74-20 c. — Interdict. 56; Mariage 778-10 c.; Tierce-opposit. 89 c. — Oblig. 519-30. — Privil. et hypoth. 979.
- 10 Cass. Instr. crim. 1117, 2531, 2660. — Organ. milit. 830-30; Règl. de juges 196.
- Agen. Privil. et hypoth. 2751-30.
- Bruxelles. Renvoi 79-20.
- Poitiers. Success. 237.
- Solut. Enreg. 802.
- 11 Cass. Impôts indir. 75-20, 79.
- Bourges. Vente publ. d'immeub. 368-40.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 1407 c., 1414-30; Oblig. 4578 c.
- Decis. Douanes 511; Enreg. 5647, 5648.
- 12 Cass. Enreg. 5117. — Impôts indir. 565.
- Bruxelles. Société 1667-30.
- Caen. Disposit. entre vifs 16426, 1645.
- Lyon. Société 159.
- Paris. Faillite 281-20.
- Rouen. Contrat de mar. 3737.
- 14 Bruxelles. Contrainte par corps 567 c. — Deg. de jurid. 31; Saisie foraine 15 c. — Effets de comm. 185, 375 c., 407 c.
- Caen. Effets de comm. 555.
- Rennes. Expert. 103.
- Riom. Rentes foncières 53.
- 15 Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 17.
- Limoges. Disposit. entre vifs 285.
- Poitiers. Jugem. par défaut 291; Obligat. 3777 c.; Vente publ. d'immeub. 259.
- Riom. Disposit. entre vifs 1352.
- Rouen. Ordre 424-10.
- 16 Ord. Org. marit., p. 1680; Voirie par eau 660 c.
- Cass. Chose jugée 77-110 c. — Complice 139. — Délai 39 c., 30 c.; Vente publ. d'immeubles 941-20. — Enreg. 4290.
- Amiens. Avoué 223.
- Limoges. Prescript. civ. 1105.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 154 c.; Culte 630, 642 c., 652. — Compét. administr. 387 c.; Trav. publ. 404-30, 1245-10. — Compét. administr. 414 c.; Dom. publ. 82 c.; Propriété 96 c.; Trav. publ. 966. — Conflit 42, 53 c.; Voirie par eau 258. — Conflit 73. — Cons. d'Etat 195, 227. — Culte 547. — Dem. nouv. 267; Trés. publ. 1053-20. — Exprop. publ. 14-30. — Forêts 235; Frais et dépens 1201, 1211-30; Intervention 158-50; Vente administr. 176, 178, 244. — Forêts 974, 982 c.; Vente administr. 100. — Jugement 922-10. — Manufact. 82. — Marché de fournil. 70-30, 71-10. — Mise en jugement 177-20; Voirie par terre 540. — Mise en jugem. 210.

Janvier

- 17 De r. Hospices 377.
- Cass. Action possess. 733 — Conciliat. 145. — Instr. crim. 2569-90, 2705, 3192-20.
- Amiens. Louage 838-30-30-40.
- Bruxelles. Droit marit. 538 c., 826, 941 c.
- Grenoble 426 c., 428.
- Liège. Accessoire 31 c.; Frais 1191.
- 18 Cass. Appel crim. 356; Cassation 2253-20, 1451 c. — Chasse 479 c.; Prescript. crim. 122, 145-20, 150. — Contr. de mar. 3680. — Instr. crim. 870, 2537.
- Metz. Ordre 979. — Privil. et hypoth. 669-40.
- Delib. Enreg. 1252.
- 19 Limoges. Faillite 605-20.
- Rouen. Substitut. 206-20.
- 22 Cass. Cassation 2015 c., 2016. — Deg. de jurid. 557-10. — Trés. publ. 610-20 c., 692-20.
- Paris. Droit civ. 472-20.
- 23 Ord. Org. milit., p. 1886.
- Cass. Contr. p. corps 181; Obligat. 2338 c. — Disposit. entre vifs 597. — Enreg. 5533, 5696 c., 5700 c.; Prescript. crim. 100-10 c.; Saisie-arrest 290 c. — Prescript. civ. 232.
- Agen. Jugem. par défaut 161-10.
- 24 Cass. Attention aux mœurs 124; Fonctonn. ubl. 47-70 c. — Cassation 479, 566, 1603-30 c. — Dem. nouv. 215; Disposit. entre vifs 1548 c.; Except. 559-10 c. — Compét. civ. trib. de paix 258. — Instr. crim. 8560-40. — Obligat. 173-10.
- Bruxelles. Requête civ. 181-10, 205, 211.
- Grenoble. Péremption 195.
- Montpellier. Chose jugée 273, 274 c.; Emigre 173 c.
- Rennes. Absence 640. — Droit marit. 1194, 1196 c.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 1166.
- Circ. Org. Enreg. 268, 288.
- 25 Besançon. Enquête 387.
- Limoges. Minorité 466.
- Metz. Vagabondage 55.
- Nîmes. Contrat de mar. 4247-10.
- Toulouse. Appel civ. 568; Jugem. par défaut 236-30, 425-60 c.
- Avis com. int. Commune 2663.
- 26 Agen. Vente publ. d'immeub. 535-10.
- Amiens. Jugem. d'av. dire droit 17-50, 45-50; Obligat. 1612-20.
- Bourges. Appel incid. 138; Dem. nouv. 253 c.; Surendichère 14 c.
- Bruxelles. Contrat de mar. 2899; Jugem. par défaut 106-80; Privil. et hypoth. 928.
- Dijon. Acquissem. 90.
- Lyon. Disposit. entre vifs 3245.
- Circ. Douanes 740.
- 28 Cass. Saisie-arrest 449 c.
- Aix. Droit marit. 1503 c., 1701-20, 2067 c.
- Metz. Garde champêtre 187.
- Paris. Séparat. de corps 307. — Vente 934 c.
- 29 Cass. Commission. 930. — Contrat de mar. 4070. — Faux incid. 153-40. — Vente publ. d'immeub. 1795.
- Grenoble. Appel civ. 1091; Deg. de jurid. 127-90.
- Metz. Verificat. d'écrit. 87.
- Nîmes. Appel incid. 123; Désaveu 40.
- Toulouse. Jugem. 511-10.
- 30 Ord. Douanes, p. 593; Trés. publ. 1212.
- Cass. Chose jugée 215-160. — Dom. privé 19.
- Limoges. Saisie-arrest 127. — Vente administr. 384.
- Circ. Eau 352; Place de guerre 98.
- Instr. Enreg. 8647, 5648.
- 31 Cass. Compét. crim. 130-10. — Instr. crim. 167 c. — Domm. destr. 308-20. — Expert. 100. — Forfait. 150. — Instr. crim. 1621. — Obligat. 2194. — Vol 210-10, 211 c., 252 c.
- Grenoble. Dom. de l'Etat 294; Tierce-opposit. 22 c., 98.

Février.

- 1 Cass. Commune 718, 1315 c.; Régim. administr. 155. — Défense 231 c. — Droit rural 209. — Forêts 458. — Impôts dir. 235, 243 c. — Procès-verb. 59-30, 654.
- Bruxelles. Compét. administr. 103-140; Eau 541-30 c.
- Caen. Instr. par écrit. 87.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1290, 1973.
- 2 Bourges. Jugem. d'av. dire droit 58-50 c.
- Bruxelles. Timbre 141 c.
- Grenoble. Success. 1176.
- Paris. Faillite 783-10.
- 4 Cass. Acte de l'état civ. 170. — Cautionn. de fonctionn. 54, 74 c. — Enreg. 2695, 4420 c.; 6027-10 c.; Transcript. hypoth. 706 c.
- Caen. Privil. et hypoth. 1310-20.
- Liège. Transcription 79.
- Limoges. Contrat de mar. 3316.
- Paris. Effets de comm. 236.
- 5 Caen. Vente publ. d'immeubles 989-10.
- Paris. Faillite 926; Privil. et hypoth. 2485 c., 2493 c.
- Toulouse. Cautionn. 66 c.; Contrat de mar. 3185, 3390-20-50-60; Minorité 596.
- 6 Ord. Eau 202.
- Cass. Compét. comm. 520 c.; Droit civ. 341. — Mandat 383-20 c.; Prescript. civ. 1040-20. — Propriété 161, 390-20 c. — Vente publ. d'imm. 2118.
- Aix. Saisie-gagerie 8.
- Limoges. Prescript. civ. 1055-10.
- Orléans. Deg. de jurid. 93.
- Rennes. Effets de comm. 64.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 188, 201. — Eau 55-20, 509-40 c.; 564-10. — Expert. 384-20. — Forêts 976. — Garde nat. 689. — Mont-de-piété 39. — Prises marit. 317. — Trés. publ. 538.
- Decis. Enreg. 2568.
- 7 Ord. Halle 13-80, 18.
- Cass. Cassation 635. — Impôts indir. 170. — Instr. crim. 1778-10-20. — Jugem. 510. — Responsabilité 544-30, Voiture 58. — Vente 796.
- Bourges. Jugem. par déf. 421-50.
- Grenoble. Exploit 333 c., 339-20.
- Metz. Société 1635-30 c., 1660.
- 8 Amiens. Enquête 95.
- Decis. Certif. de vie 68 c.; Enreg. 4901-50.
- 9 Cass. Discipl. 141.
- Bruxelles. Désaveu 55; Obligat. 4612 c.
- Pau. Obligat. 1934-10.
- 10 Ord. Trés. publ., p. 1139.
- 11 Nîmes. Minist. publ. 28; Obligat. 3961.
- 12 Cass. Enreg. 237-30, 2355 c., 5344 c. — Jugem. d'av. dire droit 42-110 c.; Péremption 366 c., 367. — Vérificat. d'écrit. 113 c.
- Bourges. Saisie-arrest 360-10.
- Bruxelles. Cassation 477; Effets de comm. 141; Vérificat. d'écrit. 115. — Deg. de jurid. 559-30; Effets de comm. 256. — Obligat. 1198-20 c., 4788-10 c., 5352-30.
- 13 Ord. Org. milit., p. 1886.
- Cass. Acquis. 43 c.; Cassation 111, 480. — Cautionn. 304, 306 c. — Commune 2082. — Separat. de corps 325.
- Bruxelles. Appel civ. 937 c.; Exprou. publ. 24-20 c., 572.
- Grenoble. Privil. et hypoth. 637.
- Pau. Puissance patern. 186-10 c., 196.
- 14 Cass. Complice 231. — Faillite 1071. — Instr. crim. 1195. Vol 419-30. — Instr. crim. 1683, 358-20.
- Grenoble. Désistement. 43-20 c.; Péremption 314 c., 351-10, 359 c.
- Limoges. Jugem. p. déf. 404-20 c. 426-20.

Février.

- 15 Cass. Cassation 1008. — Organ. colon. 1000.
- Amiens. Disp. entre vifs 900-20.
- Metz. Arbitr. 159.
- Paris. Disposit. entre vifs 2063-30.
- Trib. de la Seine. Propriété lit. 162.
- Circ. Douanes 461.
- 16 Bruxelles. Disposit. entre vifs 3257, 3262 c., 3428 c.
- Limoges. Saisie-brandon 46.
- Paris. Louage 456.
- Cons. d'Etat. Jugem. 920.
- 18 Cass. Cautionnem. 157; Obligat. 4100 c. — Chose jugée 118.
- Amiens. Descente s. les lieux 10.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 1985-60, 2077-20.
- Rennes. Obligat. 5205.
- 20 Ord. Pêche marit. 10.
- Cass. Compét. comm. 184. — Instr. p. écrit 15.
- Bruxelles. Dem. nouv. 170-30.
- Caen. Faillite 732.
- Cons. d'Etat. Cassat. 1528 c.; Marche de fourn. 149-110. — Compét. administr. 53 c.; Forêts 3038. — Compét. administr. 152 c.; Impôts dir. 616-10, 647.
- Compét. administr. 433 c.
- Voltaire par terre 149 c., 151, 298-10. — Conflit 59, 73.
- Cons. d'Etat 112, 309, 365.
- Demande nouvelle 273-10 c.; Marché de fourn. 40-70, 124.
- Douanes 994-20; Mise en jugem. 200-100, 201. — Eau 558-40. — Marché de fourn. 55, 159-20. — Req. civ. 283-20. — Traitement 139. — Trés. publ. 426-20, 449-10. — Vente administr. 164. — Voltaire p. terre 1141-30, 1149-30, 1912-10.
- Instr. Certif. de vie 25 c., 64 c.; Enreg. 4901-50, 5281.
- 21 Ord. Voie publ. 6-110.
- Cass. Action 181. — Complice 232. — Mat. d'or et d'arg. 121. — Procès-verb. 168.
- Bruxelles. Arbitr. 1321 c., 1834.
- Colmar. Forêts 219.
- Paris. Louage 751-20, 854.
- Avis Cons. d'Etat. Eau 61; Pêche fluv. 15 c., p. 443.
- 22 Cass. Chasse 101 c., 106 c., 194. — Contrav. 50 c.; Peine 829. — Impôts indir. 359.
- Aix. Compét. comm. 184.
- Colmar. Mariage 829-10.
- Paris. Refere 201 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2021.
- Decis. Enreg. 6387.
- 23 Amiens. Except. 207.
- Bourges. Faux incid. 200.
- Bruxelles. Société 210, 1691-10.
- Paris. Mariage 421 c.; Paternité 312, 315 c.
- 25 Ord. Officier de paix 7.
- 26 Cass. Prescript. civ. 101. — Surenchère 195-10-20. — Vente 1531.
- Limoges. Disp. entre vifs 2997-10.
- Lyon. Effets de comm. 863-10, 868 c.
- 27 Ord. Avocat 226; Avoué 27; Défense 171; Org. colon. 188.
- Cass. Org. colon. 32, 570.
- Metz. Appel civil 573; Exploit 186-10.
- Rouen. Compét. civ. trib. d'arr. 94-10.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 201, 227. — Marché de fourn. 10-40, 128-60, 159-70-120.
- Mise en jugem. 96. — Vente administr. 146.
- Circ. Forêts 907.
- Instr. Enreg. 3306.
- Solut. Enreg. 3178.
- 28 Cass. Propriété féod. 473. — Saisie-arrest 445-10, 458-10 c.; Tierce-opposit. 42-10 c. — Témoin 446-10.
- Aix. Requête civ. 140.
- Amiens. Privil. et hypoth. 1149.
- Ang rs. Privil. et hypoth. 1343; Rentes constitut. 203 c.
- Bourges. Chasse 471; Prescript. crim. 176-50.
- Instr. Enreg. 4970-80.

Mars.

- 1 Cass. Forêts 408 c. — Impôts indir. 116, 358 c.; Procès-verb. 488. — Pêche fluv. 193.
- Bruxelles. Désistement. 114. — Domicile élu 35-60; Saisie-exécution 56 c.
- Metz. Domicile 40-20.
- Riom. Compét. comm. 464, 479 c.
- Toulouse. Nantissement. 275-10; Procès-verb. 12 c.; Témoin 145-10.
- 2 Bruxelles. Appel civ. 1118 c. — Disposit. entre vifs 4166.
- Vente publ. d'imm. 1529-20, 1531-10.
- Grenoble. Deg. de jurid. 248-30.
- Riom. Deg. de jurid. 210.
- Trib. de la Seine. Propr. littér. 326.
- 3 Loi. Acte de l'état civ. 24 c.; Propriété 218-40; Salubrité publ., p. 669.
- Grenoble. Ordre 746-40.
- 4 Limoges. Disp. entre vifs 350.
- Nîmes. Faux incid. 200.
- Riom. Disp. entre vifs 2027-30.
- Privileges et hypoth. 881, 891 c., 1679-10.
- 5 Cass. Brevet d'invent. 105; Expert. 222 c. — Enreg. 5766. — Juifs 28-20.
- Bastia. Disp. entre vifs 3214.
- Cass. Commune 1552, 3756 c., 2769 c., 3771.
- 6 Arrêté. Mat. d'or et d'argent, p. 463.
- Cass. Action possess. 249, 477 c.; Usufruit 737 c., 774 c. — Enreg. 3110, 3130, 3835 c.
- Amiens. Effets de comm. 449.
- Bruxelles. Privil. et hypoth. 1163.
- Limoges. Acquis. 664 c.
- Nîmes. Faux incid. 31 c.; Intervent. 33-20.
- 7 Cass. Forêts 484 c.; Voltaire par terre 1193-20.
- Angers. Substitut. 50 c., 60 c., 121, 233 c.
- Bourges. Commune 1532.
- Bruxelles. Chose jugée 381; Obligat. 3090-10 c.; Vente publ. d'imm. 226, 1832-10.
- 8 Cass. Commune 1161. — Compét. crim. 506-30. — Renvoi 126.
- Bordeaux. Interdict. 239-10.
- Bourges. Dépôt 320 c., 322 c., 326-10-40 c., 227 c.; Vente 1648 c. — Presse-outr. 863, 866 c.
- Bruxelles. Droit marit. 837.
- Colmar. Vente publ. d'imm. 167 c., 173 c., 1331-20.
- Montpellier. Droit civ. 419-90 c., 459.
- 9 Bruxelles. Arbitr. 117 c., 121, 165 c. — Except. 356.
- Colmar. Effets de comm. 378-10, 927 c.
- 12 Cass. Contrat de mar. 801. — Saisie-arrest 158. — Privil. et hypoth. 525; Trav. publ. 644-30 c.
- 13 Cass. Cassation 885-80. — Contr. par corps 481.
- Cons. d'Etat. Cassation 1528 c.; Requête civ. 291. — Commune 1401-30, 1405-40 c., 1499 c., 1653 c. — Cons. d'Etat 146; Incident 28-10, 172-10; Dem. nouv. 269. — Marais 114-10 c., 119. — Mise en jugem. 145-30, 200-90. — Prises marit. 334. — Trés. publ. 434-30, 437-40, 540, 1086.
- 14 Cass. Contrat de mar. 3943.
- Bastia. Disp. entre vifs 3343.
- Bruxelles. Cassation 196; Instr. crim. 61-50.
- Colmar. Effets de comm. 675.
- Grenoble. Péremption 209.
- Orléans. Arbitr. 357, 1025, 1307.
- Rennes. Propriété 153.
- Toulouse. Success. 673.
- 15 Cass. Défense 130. — Serment 169-10. — V. 16 mars.
- Besançon. Saisie-exéc. 120.
- Bourges. Success. 863-20.
- Grenoble. Minorité 757.
- Rouen. Faillite 1256-10.

Mars.

- 16 Cass. Commune 1230. — Impôts indir. 278, 508-10 c.; Peine 839-10 c.; Procès-verb. 389 c., 397 c. — Forêts 748, 1398 c. — Poids et mes. 192 c.
- Bourges. Appel civ. 878; Deg. de jurid. 621 c.; Réiere 169.
- Bruxelles. Contr. par corps 255.
- Paris. Privil. et hypoth. 1568-10. — Subst. vénén. 16.
- 17 Loi. Presse-outr., p. 409.
- Orléans. Org. judic. 504-10.
- 18 Metz. Procès-verb. 793-10 c., 20-30 c., 794 c.
- Riom. Arbitr. 293.
- Trib. d'Orange. Forêts 1032.
- 19 Cass. Disposit. entre vifs 3772.
- Angers. Peine 232-40, 242 c.
- Bourges. Expert. 227-10, 344-40.
- Poitiers. Légalisation 2; Obligat. 3776 c., 3777 c.; Vente publ. d'immeub. 259, 525-10 c.
- Toulouse. Commune 2692.
- 20 Ord. Org. milit., p. 1886.
- Cass. Enreg. 3304.
- Amiens. Servitude 620.
- Bruxelles. Rentes foncières 76 c.; Vente 1111-20.
- Limoges. Contrat de mar. 3348. — Servitude 549.
- Pau. Disposit. entre vifs 269 c., 270-10; Jeu 47 c.
- Riom. Prêt à intér. 203-10.
- Cons. d'Etat. Commune 2257-30; Tierce-opposit. 281-20. — Compét. administr. 127; Trés. publ. 549-10. — Compét. administr. 151; Dom. de l'Etat 254. — Conflit 48. — Conseil d'Etat 227. — Traitement 106. — Trés. publ. 437-40, 551-50.
- Decis. Douanes 499.
- Instr. Enreg. 1605, 1629 c.
- 21 Ord. Voie publ. 6, 11.
- Cass. Chasse 101 c., 318; Délit 12 c.; Crimes contre les personnes 39 c. — Contrat de mar. 1687; Obligat. 1300 c. — Effets de comm. 444. — Exploit 458, 506-20 c. — Faillite 66 c., 136 c., 147. — Prêt à intér. 179-20.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 3268.
- La Haye. Contrat de mariage 2470.
- Metz. Disposit. entre vifs 3434-10, 4413-20.
- Montpellier. Privil. et hypoth. 623-30.
- Orléans. Conciliat. 105-60.
- Paris. Louage 39 c., 331.
- Rouen. Obligat. 2602.
- 22 Cass. Cassation 663. — Commune 389 c., 844 c., 815. — Prescript. crim. 141. — Procès-verb. 403-20. — Success. 1696-20.
- Amiens. Deg. de jurid. 121-30.
- Besançon. Disposit. entre vifs 112-10.
- Bruxelles. Dem. nouv. 191, 245 c.
- 23 Paris. Effets de comm. 809.
- Toulouse. Effets de comm. 507-10.
- Decis. Enreg. 648.
- 25 Loi. Affiche 156; Culte 80; Lois codifiées 13-20; Instr. crim., p. 340; Organ. colon. 736; Presse-outr., p. 409.
- Besançon. Enquête 549.
- Limoges. Absence 196 c., 225, 240 c.
- 26 Cass. Cassation 1662 c.; Disposit. entre vifs 198, 204-20 c.; Exploit 215-20 c., 262-40.
- Amiens. Compét. comm. 277. — Jugem. par défaut 123, 216 c., 379 c.
- Colmar. Rentes foncières 23-20.
- Limoges. Jugem. 693-20.
- Metz. Vente 1833.
- Paris. Industrie 325.
- 27 Cass. Disposit. entre vifs 891 c., 909; Intervent. 40-10; Instr. par écrit 118. — Except. 231-20. — Privil. et hypoth. 1624-60.
- Montpellier. Appel inc. 160 c.; Disposit. entre vifs 1099-10; Success. 1079 c., 1229 c., 1252.
- Orléans. Expert. 79-10.

Mars.

- 27 Paris. Référé 226 c.
- Decis. Enreg. 4157; Frais et dépens 1003.
- Delib. Agent diplomatique 144 c.
- 28 Cass. Action possess. 697. — Cassation 453-70. — Commune 1169. — Complice 170-20-30. — Délit 2 c.; Peine 290. — Instr. crim. 1626-30. — Jurem. 582-20; Prescript. civ. 483.
- Besançon. Culte 549, 602.
- Liège. Privil. et hypoth. 1035.
- Metz. Disposit. entre vifs 3213-30.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 3085-30.
- Pau. Péremption 192.
- 29 Cass. Agent diplomat. 144 c. — Appel crim. 185 c.; Minist. publ. 50-10. — Organ. colon. 1032. — Poids et mes. 187-20. — Presse-outr. 871-50.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 2135-30. — Obligat. 4113-30, 4148 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 2921; Vente publ. d'imm. 1907 c.
- 30 Agen. Commune 1422-30.
- Amiens. Enquête 262; Récomp. 174; Séparat. de corps 249; Témoin 56 c.
- Avis Cons. d'Etat. Culte, p. 715.
- Instr. Enreg. 648.
- 31 Loi. Trés. publ., p. 1139.

Avril.

- 1 Cass. Enregist. 1177, 1184 c., 1293 c., 2186; Obligat. 5094-40 c. — Enreg. 5710. — V. 6 mai.
- Limoges. Contrat de mar. 3998; Obligat. 2636-30.
- Rennes. Louage à dom. cong. 1-20-30.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1171.
- 2 Cass. Commerce. 492; Mandat 176-30 c. — Contr. p. corps 991-30.
- Aix. Avocat 165.
- Montpellier. Except. 307.
- 3 Cass. Cassation 1417c. — Emigré 217-50. — Jugem. 998-20.
- Cons. d'Etat. Eau 431-190.
- 4 Cass. Faux 53. — Instr. crim. 3350-40. — Jour férie 34-30.
- Bruxelles. Obligat. 5298.
- 5 Decis. Frais et dép. 1106.
- 6 Cass. Défense 11 c.; Faillite 561-10-20. — Peine 337-40; Voiture 262, 357-50 c.
- Bruxelles. Faillite 867-50.
- Delib. Enreg. 2007.
- 9 Cass. Cautionn. 367. — Disposit. entre vifs 1957. — Prises marit. 322.
- 10 Cass. Chose jugée 586-10. — Impôts indir. 455, 456 c.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 44-10.
- Delib. Enreg. 1504.
- 11 Cass. Cassation 1772 c.; Presse-outr. 683, 822 c. — Contrav. 287; Peine 806-30. — Enreg. 4330. — Instr. crim. 1787-10. — Paternité 16. — Vol 234-30.
- Bruxelles. Enquête 218 c., 239 c., 239 c., 473 c., 559 c., 683.
- Caen. Mariage 157-10.
- Colmar. Appel civ. 484 c.; Minorité 543; Tierce-opposit. 316; Vente publ. d'imm. 1987 c.
- 12 Cass. Commune 659-10c., 738 c., 1074, 1114. — Forêts 859, 861 c., 1150 c., 1188 c., 1190 c. — Instr. crim. 1647-20, 1648 c.
- Bourges. Vente publ. d'immeub. 1507.
- 13 Bruxelles. Compét. comm. 471, 482 c. — Disposit. entre vifs 3057-40; Faillite 1253-30; Ordre 1168.
- Lyon. Vente publ. d'imm. 1216-40.
- Delib. Enreg. 2983.
- 15 Arrêté. Douanes 148.
- Cass. Action poss. 441. — Commune 2537-30 c.; Compét. administr. 462 c. — Vente publ. d'immeub. 487, 458-10 c., 20 c.
- Cons. d'Etat. Emigré 170-90.

Avril.

- 16 Cass. Exploit 178. — Minorité 649-40 c.; 673 c.; Success. 580 — Rente viagère 7, 73; Vente 356-30 c.
- Agen. Absence 269, 327; Success. 280.
- Poitiers. Échange 19.
- 17 Loi. Voirie p. eau, 83, p. 540.
- Ord. Org. marit., p. 1680; Trav. publ. 1267-30.
- Cass. Jugem. 979-50, 1011-10. — Mandat 22-10.
- Amiens. Abus de conf. 187.
- Bruxelles. Droit civil 286-20.
- Lyon. Appel civ. 770 c.; Disposit. entre vifs 1231-10 c.; Privil. et hypoth. 709-20.
- Metz. Faillite 210.
- Montpellier. Expert. 139-10.
- Cons. d'Etat. Commune 1515. — Compét. admin. 318 c.; Prises marit. 275. — Conflit 171.
- Cons. d'Etat 150; Jugem. par défaut 506-10. — Cons. d'Etat 201, 209, 227; Mines 541, 550. — Cour des comptes 54, 55 c.
- Culte 631 c. — Jugem. 920. — Marché de fournitures 57-60, 142-40. — Mise en jugement 211-20. — Organ. marit. 948. — Trésor public 541.
- Décis. Douanes 901.
- Delib. Enreg. 3116.
- Cass. Attention aux mœurs 83. — Forêts 509 c.; Compét. crimin. 483; Exploit 721 c. — Instr. crimin. 3353-20. — Matières d'or et d'arg. 71 c.; Procès-verbal 500-30. — Pêche viv. 124-10, 181.
- Bourges. Voirie p. terre 1340-10.
- Bruxelles. Exploit 494. — Faillite 267-50. — Saisie-exéc. 11-30, 26 c.
- Metz. Deg. de jurid. 348-10-20; Ordre 835-10 c.
- 19 Cass. Douanes 833; Impôts indir. 424; Procès-verb. 61-10 c.
- Bordeaux. Success. 321.
- Metz. Borne 48.
- Poitiers. Disposit. entre vifs 269, 3013 c.
- Circ. Douanes 143, 157.
- 30 Cass. Procès-verb. 376, 377.
- Paris. Obligat. 2906.
- Pau. Commissionn. 385 c.; Compét. com. 74; Responsab. 553.
- Cons. d'Etat. Conflit 160-40, 167-30.
- Circ. Organ. marit. 703.
- Delib. Enreg. 1146 c., 1641.
- 21 Cass. Régien. de juges 175.
- 22 Cass. V. 20 avril.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 2581-40.
- Rennes. Cassat. 2177.
- Decis. Culte 369.
- 23 Ord. Douanes 593.
- Cass. Biens 58; Enreg. 2886 c., 2909 c.
- Bourges. Absence 528.
- Colmar. Appel civil 748 c.; Except. 272-20; Jug. p. déf. 205.
- Paris. Droit civ. 320.
- 24 Cass. Arbitr. 1236. — Chose jugée 374-40; Conclus. 88-10 c.
- Contrat de mar. 2113. — Enreg. 2463, 5842.
- Amiens. Acquisc. 664. — Privil. et hypoth. 499 c., 501-10.
- Bruxelles. Effets de comm. 571.
- Caen. Obligat. 4053-10 c., 4077.
- Liège. Faillite 1314.
- 25 Cass. Chose jugée 349-30. — Effets de comm. 329. — Mise en jugem. 270. — Poids et mesures 128-90 c., 144-10.
- Angers. Faux incid. 33.
- Bruxelles. Intervention 120. — Obligat. 4140, 5280 c.
- Decis. Contrainte p. corps 311.
- 26 Cass. Contrav. p. corps 311. — Crimes contre les personnes 30-30 c.; Instr. crim. 2799. — Impôts indir. 615. — Instr. crimin. 1389.
- Amiens. Désistement 24.
- Orléans. Deg. de jurid. 341; Ordre 835-10 c.
- Paris. Vente 1754 c., 1763.
- Toulouse. Cassat. 2028.
- 27 Cass. Contrat de mar. 2398.
- Instr. Discipl. 22.

Avril.

- 29 Cass. V. 29 août 1882.
- Amiens. Deg. de jurid. 191 c.
- Toulouse. Except. 128-20.
- Instr. Cerif. de vie 43 c., 44 c.
- 30 Cass. Arbitr. 114 c., 204; Société 226 c. — Enreg. 1731 c., 5760. — Vente 395.
- Convent. Trésor public 539.
- Régien. Prison 23, 24, 94; Uniforme-costume 33.

Mai.

- 1 Loi. Enreg. 6066-20; Impôts indir., p. 421; Trés. publ., p. 1139.
- Ord. Culte, p. 716; Douanes, p. 593; Org. milit., p. 1886; Pension, p. 759.
- Cass. Arbitr. 84, 1321 c., 1334 c. — Forêts 1699.
- Rouen. Effets de comm. 348.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 71-30; Dom. extraord. 40. — Forêts 1677; Usage 348-30. — Manufact. 81, 86, 104-10. — Nom 56-30. — Org. colon. 331.
- Propriété littér. 120. — Traitement 85; Trés. publ. 578.
- Voirie p. terre 196, 349-10, 1971.
- Delib. Enreg. 3076.
- 2 Cass. Brevet d'invent. 375. — Octroi 193-20, 401 c., 408 c.; Peine 807-70 c. — Paternité 701. — Péremption 46.
- 3 Bourges. Obligat. 2346.
- 4 Cass. Forêts 219, 221 c.; Dom. destr. 193-50 c.
- Amiens. Jugem. d'av. dire droit 24-20.
- Bruxelles. Effets de comm. 487; Exploit 521-80.
- Toulouse. Contr. par corps 170-10.
- Avis Cons. d'Etat. Impôts indir. 390.
- 5 Orléans. Désistement. 143.
- 6 Cass. Enreg. 3075, 2192 c. — Obligat. 4901.
- Bourges. Appel civ. 632 c., 677, 762 c., 778 c., 1273 c.; Domicile 40-20 c.
- Metz. Appel civ. 265. — Appel crim. 246.
- Paris. Référé 204 c.
- 7 Cass. Régien. de juges 10-10 c., 20 c., 25, 32.
- Bruxelles. Distr. par contr. 37; Domicile élu 21-30 c.; Saisie-exéc. 282-20 c., 343 c.
- Caen. Frais et dépens 201-40.
- Metz. Obligat. 3737.
- Delib. Enreg. 2650.
- 8 Cass. Except. 333.
- Bruxelles. Faillite 831-10; Intervent. 147-40; Privil. et hypoth. 1095, 1123 c. — Intervent. 146-10-20, 157 c.; Jugem. 13, 29 c.
- Limoges. Success. 463-20, 583.
- Rennes. Success. 181.
- Riom. Exploit 361-10.
- Cons. d'Etat. Commune 1690, 1707 c., 1884 c., 2408-10; Trav. publ. 1132-40. — Commune 2452; Dom. de l'Etat 258. — Commune 2534-20. — Compét. administr. 412 c.; Eau 530-10, 533-10 c. — Conseil d'Etat 71-80, 201, 217, 230, 241.
- Dom. de l'Etat 33, 325; Dom. nat. 41; Jugem. p. défaut 511-20, 531; Vente 612-20.
- Emigré 401. — Halles 87.
- Impôts indir. 270-40. — Jugem. par déf. 498-30. — Trés. publ. 429-50, 540, 589. — Vente administr. 227, 279, 333-20.
- Voirie p. terre 1951-20, 2005-30, 2085 c., 2108-30; 2302-20, 2312, 2317.
- Delib. Enreg. 2385.
- 9 Cass. Arbitr. 1269. — Cassation 212; Instr. crim. 3472-30. — Arbitr. 911, 926. — Enreg. 2425, 4344 c. — Instr. crimin. 2168-10.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 2978-10. — Faillite 1105.

Mai.

- 10 Cass. Impôts indir. 500. — Instr. crim. 855. — Loi 350-50, 352c., 373-10 c.; Instr. crim. 1114-10.
- Mise en jugem. 325; Procès-verb. 405, 542 c.
- Amiens. Saisie-arrest 351; Obligat. 2758 c.
- Bordeaux. Servitude 781-10.
- Toulouse. Vente publ. d'immeub. 568.
- 11 Ord. Impôts indir., p. 421.
- Cass. Eau 136, 143.
- Amiens. Désistement 46-30; Jugem. d'av. dire droit 25-160 c.
- Bourges. Deg. de jurid. 327-10. — Vente publ. d'immeub. 972-30.
- Bruxelles. Effets de comm. 729.
- Grenoble. Contrat de mar. 3361.
- Orléans. Usufruit 303.
- Cons. d'Etat. Propriété 378.
- Circ. Greffe 80-100.
- 13 Arrêté. Avocat 517.
- Cass. Enreg. 2491.
- 14 Cass. Cassation 1669-10 c.; Responsab. 307-10, 311-10 c., 429-20 c. — Enreg. 2175.
- Delib. Notaire 363.
- 15 Ord. Org. administr. 370, p. 608.
- Cass. Contrat de mar. 3201-10. — Enreg. 5318. — Jugem. par défaut 60-10. — Oblig. 5278.
- Prescript. civ. 595-10. — Privil. et hypoth. 2799. — Surenchère 155.
- Bordeaux. Droit marit. 1466.
- Bruxelles. Appel inc. 76.
- Orléans. Dépôt 202.
- Poitiers. Prêt à intér. 124-20 c.; Société 1465 c., 1646.
- 16 Bruxelles. Biens 25 c.; Disposit. entre vifs 3996 c.
- 17 Cass. Culte 835 c.; Vol 132. — Peine 550. — Régien. de juges 166-30, 234-10.
- Orléans. Deg. de jurid. 435-30.
- 18 Ord. Théâtre, p. 299.
- Cass. Armes 66. — Subst. vénén. 16.
- Amiens. Jugem. d'av. dire droit 26-10.
- Bourges. Tierce-opposit. 15-10; Biens 181 c.
- Bruxelles. Interdict. 173. — Louage 303-20.
- Limoges. Jugem. par défaut 406-10 c., 407.
- Cons. d'Etat. Emigré 405-230.
- 19 Bordeaux. Jugem. par défaut 406-10.
- 20 Rouen. Appel civ. 343; Deg. de jurid. 188-30 c.
- 21 Cass. Disposit. entre vifs 4234. — Mandat 194-30, 214 c., 266-10 c.; Jugem. 1014-40 c.; Prescript. civ. 1058. — Substitut. 12-30.
- Bruxelles. Instr. crim. 98.
- Circ. Frais et dépens 1094.
- 22 Ord. Organ. admin., p. 608; Voirie par terre, p. 196.
- Cass. Appel civ. 1129. — Arbitr. 249 c.; Minorité 651-20. — Cassation 1518; Commune 1673 c.; Etablissement publ. 15 c.; Jugem. 1048-10. — Enreg. 2844 c., 2922. — Intervent. 64. — Jugem. 999-50 c.
- Bruxelles. Exploit 275-20.
- Guadeloupe. Propriété 312-40.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 335.
- 23 Cass. Commissionn. 467. — Disposit. entre vifs 642, 1611, 1636 c. — Instr. crimin. 1668, 1680-60. — Jugem. 963-150.
- Mise en jugem. 4-20 c., 61-10 c.; Quest. préjud. 125-20 c. — Obligat. 507 c., 4580.
- Vente publ. d'immeub. 1448-10.
- Bourges. Faux incid. 68-10 c.
- Orléans. Faux incid. 123.
- Paris. Assurance territ. 278. — Trés. publ. 1297-10.
- 24 Angers. Disp. entre vifs 4172-10. — Riom. Prescript. crim. 494.
- 25 Cass. Action possess. 798 c.; Deg. de jurid. 30.
- Angers. Acte de l'Etat civ. 30 c., 230 c., 239 c., 260 c., 410, 411; Obligat. 4668 c. — Success. 89 c., 92 c., 97 c.

Mai.

- 25 Bruxelles. Contr. par corps 1030-30, 1038 c.; Deg. de jurid. 634-20. — Obligat. 2345 c., 2356 c.; Vente publ. d'immeub. 119, 278.
- Grenoble. Privilèges et hypoth. 1693-20.
- Riom. Jugem. par défaut 59-10.
- Delib. Enreg. 1382.
- 27 Limoges. Retenue 29.
- Rennes. Biens. 79.
- 28 Ord. Haras 10.
- Cass. Industrie 320 c., 321-30, 328 c. — Privil. et hypoth. 1912-10.
- Amiens. Faillite 1544. — Vente admin. 198.
- Nîmes. Acquisc. 844.
- Rennes. Rentes fonc. 70-40.
- Decis. Greffe 80.
- 29 Ord. Expert. 368; Jugem. par défaut 507; Organ. admin. 441.
- Cass. Interdict. 24-20, 27-70, 256-50.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 975-10. — Enreg. 5622-50.
- Cons. d'Etat. Commune 2593. — Concess. admin. 27 c.; Tierce-opposit. 267. — Conflit 28.
- Cons. d'Etat. 119 c., 208, 335; Expert. 384; Marais 67 c., 72 c., 96-10. — Cons. d'Etat 201; Marché de fourn. 127-10.
- Cons. d'Etat. 209. — Emigré 186. — Mise en jugem. 184-10, 209-80. — Organ. colon. 95-10, 96-10 c. — Prises marit. 214. — Traitement 60.
- 30 Cass. Chasse 471, 486. — Instr. crim. 1127, 1129, 1386, 1495, 3445-20; Jugem. 866-30. — Instr. crim. 2567-20, 2659.
- Bourges. Avocat 151, 160 c., 397 c.
- Lyon. Huissier 154 c.; Jugem. par défaut 137-20; Surenchère 113 c.
- Orléans. Compte 147-30.
- 31 Cass. Chasse 471. — Frais et dépens 1025. — Impôts indir. 22 c., 228, 589-10. — Peine 541-30. — Presse-out. 861. — Procès-verb. 464-40.
- Aix. Arbitr. 1328.

Juin.

- 1 Ord. Org. instr. publ., p. 1350.
- Cass. Vente publ. de récoltes 9-10.
- Amiens. Usufruit 524.
- Angers. Arbitr. 1025.
- Caen. Rentes constitut. 166-10.
- Colmar. Enquête 370.
- Grenoble. Contrat de mar. 1829.
- Limoges. Ordre 856.
- Montpellier. Acquisc. 297.
- Pau. Commune 2073.
- Circ. Privil. et hypoth. 2840.
- 3 Metz. Appel crim. 374, 378 c.
- 4 Cass. Jugem. 119 c., 121-10. — Obligat. 1486. — Rentes constitut. 217-20, 228 c.
- Metz. Privil. et hypoth. 967.
- 5 Ord. Octroi 91; Traité Internat., p. 522.
- Cass. Exploit 109-50. — Huissier 58.
- Besançon. Usage 558.
- Paris. Référé 131 c.
- Riom. Contrat de mar. 3969-50.
- 6 Cass. Appel crim. 288. — Culte 64 c.; Jour férié 65. — Effets de comm. 426. — Impôts indir. 115 c., 116; Octroi 20 c. — Instr. crimin. 1209, 1210-20; Jugem. 846-30, 847-10. — Procès-verbal 389 c.
- Grenoble. Contrat de mar. 2277. — Péremption 236.
- 7 Cass. Cassation 168.
- 8 Ord. Sel, p. 862.
- C. sup. de Bruxelles. Compét. civ. trib. d'arr. 219. — Faillite 267-80.
- Colmar. Acte de comm. 205.
- Riom. Exploit 370.
- 10 Limoges. Expert. 309.
- Cons. d'Etat. V. 12 juin.
- Lettre. Notaire 508, p. 501.

Juin.

- 11 Cass. Contrainte p. corps 985. — Eaux 136, 143. — Privil. et hypoth. 881-20. — Tierce-opposit. 193-20.
- Decis. Frais et dép. 1062.
- 12 Cass. Arbitr. 872 c.; Mandat 113-10. — Effets de comm. 809.
- Amiens. Acquisc. 564.
- Liège. Disp. entre vifs 1298-20, 1359.
- Orléans. Voirie p. terre 348-50, 349-30.
- Pau. Obligat. 1778-20.
- Rennes. Faillite 238-10.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 201, 761; Trés. publ. 1018-20. — Mise en jugem. 211-10. — Vente administr. 163, 214-40, 330-20.
- Delib. Enreg. 1472.
- 13 Limoges. Compte 104; Contr. p. corps 266-20 c.
- Poitiers. Acquisc. 377 c.; Exploit 283-10; Success. 553, 557 c.
- Rouen. Contrat de mar. 2582 c., 3159; Normandie 67 c.
- 14 Cass. Commune 806 c., 815.
- Grenoble. Obligat. 5133-10.
- Circ. Douanes 580.
- 15 Cass. Désaveu 77.
- Aix. Effets de comm. 659.
- Amiens. Exploit 543-10. — Jugem. 578-20.
- Bruxelles. Commissionn. 229, 237. — Except. 502-10. — Intervent. 58-20. — Louage à cheptel 80. — Mat. somm. 8 c., 39-80.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 269 c., 270-10. — Dom. engag. 18-10, 77.
- Rouen. Faillite 1256-10.
- 17 Cass. Séparat. de corps 373.
- Colmar. Serment 25-40.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 1556-10 c., 1562, 1568; Transcript. hypoth. 475 c.
- Limoges. Contr. de mar. 1623.
- Paris. Disposit. entre vifs 2711.
- Toulouse. Contr. par corps 760 c., 767.
- 18 Ord. Industrie 130.
- Cass. Dem. nouv. 247 c.; Vente 291-50. — Disposit. entre vifs 520, 4619-10. — Jugem. 65-30.
- Aix. Société 663 c., 665 c., 667.
- Amiens. Obligat. 563-20.
- Metz. Privil. et hypoth. 1704-30.
- Paris. Effets de comm. 407; Obligat. 2714.
- Decis. Frais et dépens 1187.
- 19 Cass. Péremption 115.
- Delib. Enreg. 2694.
- 20 Cass. Cassation 696, 702 c. — Contrat de mar. 1647. — Instr. crim. 2337, 3477, 3524-10. — Minorité 130-10.
- La Haye. Jugem. 963-50.
- Liège. Crimes contre les pers. 88-10; Instr. crim. 2907-20.
- Lyon. Contr. par corps 204.
- Orléans. Jugem. par déf. 192-50.
- Rennes. Biens 245.
- Rouen. Compét. comm. 216.
- Toulouse. Vente publ. d'immeub. 527.
- 21 Cass. Forêts 715. — Vol 925.
- Bruxelles. Disp. entre vifs 207.
- Grenoble. Rente viagère 54.
- Metz. Exploit 406 c.; Jugem. par défaut. 355-10 c., 394-30; Saisie-arrest 391.
- 22 Cass. Compte cour. 99-30. — Enreg. 5510.
- Amiens. Louage 478-10.
- Limoges. Désistement 128 c.; Enquête 134.
- Rouen. V. 28 juin.
- Toulouse. Chose jugée 257-20.
- 24 Cass. Enreg. 3104, 2212 c., 5581.
- Amiens. Exploit 327 c.; Saisie-exéc. 128 c.
- Metz. Responsabilité 245-40.
- Traité. V. 23 juin 1823.
- 25 Cass. Acte de comm. 104. — Brevet d'invent. 219. — Chose jugée 578 c.; Disposit. entre vifs 4300. — Contrat de mar. 3726, 4292-40. — Success. 2202. — Vente 969.

Juin.

- 25 Amiens. Ordre 868.
— Bruxelles. Obligat. 4174. — Témoign. 125.
— Grenoble. Contrat de mar. 3579-10, 3899-20.
— Rennes. Jugem. d'av. dire droit 17-30 e., 24-100.
26 Ord. Huissier 12-90.
— Cass. Action possess. 534; Bornage 23 c.; Cassation 1388-30c.; Louage emphyt. 3 c., 4 c., 8 c., 8 c. — Industrie 359-20.
— Amiens. Fonctionn. publ. 119-30 c.; Droit polit. 48; Organ. admin. 1035.
— Caen. Normandie 61 c.
— Liège. Deg. de jurid. 445.
— Limoges. Loi 320-20 c.; Disposit. entre vifs 669 e., 677; Success. 1096-10.
— Lyon. Commerç. 223 c.; Contr. par corps 464-10; Contrat de mar. 1048 c.
— Rouen. Success. 1560.
— Cons. d'Etat. Bois et charbons 125 c. — Commune 2450; Tierce-opposit. 280-30. — Conseil d'Etat 217. — Jugem. par défaut 507, 590-10; Trav. publics 4132-70. — Louage administr. 16-30; Pêche fluv. 66-50 c. — Nom 69.
27 Cass. Adopt. 207. — Cassation 163, 569, 851, 1053 c. — Commune 2691, 2692. — Jugem. 30-10 c., 767-10, 1034-20. — Mandat 283-30. — Peine 284-10.
— Rouen. Privil. et hypoth. 851, 1638-30. — Vente publ. d'immeub. 525-30, 1529-10, 1531-10-30.
28 Cass. Cassation 170, 1007.
— Colmar. Vente publ. d'immeub. 785-20, 1250-40, 1785.
— Grenoble. Domicile élu 106-10; Exploit 364-30 c.
— Riom. Jugem. par déf. 102.
— Rouen. Droit marit. 74.
— Décis. Enreg. 760.
29 Grenoble Obligat. 4990-30.
— Cons. d'Etat. Enreg. 906.

Juillet.

- 1 Cass. Commune 2757.
— Limoges. Vente 501-10.
2 Cass. Domicile 22; Exploit 479-10 c.; Jugem. par défaut 574-10 c.; Jugem. 990-100. — Mandat 287.
— Amiens. Appel civ. 663 c.; Exploit 68.
3 Ord. Gendarmerie, p. 402; Organ. milit., p. 1846.
— Cass. Deg. de jurid. 595-20. — Expert. 312. — Servitude 187.
— Amiens. Action possess. 46; Compét. civ. trib. de paix 257 c. — Usage 524-30.
— Riom. Privil. et hypoth. 448.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 217 c.; Conflit 25, 26-30 c. — Compét. administr. 404 c. — Conseil d'Etat 227. — Dom. nat. 16-30; Requête civ. 267. — Impôts indir. 369. Jugem. 27-40. — Tierce-opposit. 291-20. — Trav. publ. 462. — Trés. publ. 438.
— Grenoble. Success. 3312.
4 Cass. Cassation 670. — Deg. de jurid. 668-30, 674. — Instr. crim. 1846. — Règlement de juges 18-10, 134 c.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 667.
— Trib. d'Amiens. Huissier 50.
— Délit. Obligat. 3696-40.
— Statuts not. de Paris. Notaire 105.
5 Cass. Contrav. 131, 134 c., 143 c., 479.
— Bourges. Bois et charbons 100.
— Metz. Prescript. civ. 650. — Privil. et hypoth. 2540 c. — Règlement de juges 205.
6 Cass. Expropriat. publ. 22-70. — Vérificat. d'écrit. 58 c., 191-10.
— Montpellier. Jugem. par défaut 111-30 c., 100-410.
7 Cons. d'Etat. Conflit 221.

Juillet.

- 8 Cass. Disposit. entre vifs 1245 c.; Enreg. 884 c., 3795. — Douanes 226-10. — Enreg. 281, 2367 c., 2389 c., 2426 c.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 1434-40 c., 2203 c., 2204.
9 Cass. Jugem. 198-30. — Substitut. 76.
— Amiens. Vente publ. d'immeub. 1079-10.
— Colmar. Deg. de jurid. 364-40.
— Paris. Absence 648. — Disposit. entre vifs 743; Usufruit 131 c.
— Rouen. Séparat. de corps 373.
10 Ord. Effets de comm. 458-30; Grains, p. 541; Mines 691; Org. milit., p. 1886.
— Aix. Contrat de mar. 3257.
— Bruxelles. Contrat de mar. 1564.
— Caen. Contrat de mar. 2579, 2583 c.
— Rouen. Ordre 974-30.
— Toulouse. Séparat. de corps 231.
— Cons. d'Etat. Commune 432. — Conseil d'Etat 255; Vente administr. 809-50 c. — Jugem. par défaut 506-80. — Marché de tournit. 21-20, 112-10 c., 137-130-140. — Trav. publ. 741, 766. — Trés. publ. 436-10, 444-10. — Vente administr. 239-30. — Voirie p. eau 611-10. — Voirie p. terre 352, 306-30.
11 Cass. Compét. crim. 594. — Enreg. 5745; Requête civ. 28 c. — Instr. crim. 1687. — Mat. somm. 59 c.
— Grenoble. Demande nouv. 99-50.
— Liège. Disposit. entre vifs 2226; 3626; Obligat. 2168 c.
— Limoges. Demande nouv. 224-70.
12 Cass. Instr. crim. 1389, 2572. — Poids et mes. 27-10 c., 114-40, 115 c.; Procès-verb. 224-20, 791-40 c.
— Bourges. Faillite 58-10.
— Caen. Disposit. entre vifs 269.
— Grenoble. Jugem. d'av. dire droit 24-10.
— Metz. Vente publ. d'immeub. 106-60, 113-20 c., 1146 c., 1152-20 c.
— Décis. Enreg. 4962-30, 4971-30; Forêts 1344; Procès-verbal 630 c.
13 Amiens. Dispositions entré vifs 2412 c., 2474, 2496.
— Bourges. Surenchère 409.
— Paris. Adopt. 40 c., 52.
— Pau. Dépôt 147 c.; Disposit. entre vifs 2724; Obligat. 4832.
15 Cass. Intervent. 82-20; Tierce-opposit. 43 c.
— Bruxelles. Intervent. 104-10 c. — Paternité 89.
— Caen. Normandie 58.
— Paris. Effets de comm. 248 c. — Faillite 1009-20.
16 Cass. Commune 1398-20, 1418-20 c.; Deg. de jurid. 558-10. — Commune 1977, 2050 c., 2052 c. — Enreg. 4815 c., 4817; Loi 501-10 c.
— Limoges. Acquissem. 664 c.
— Pau. Privil. et hypoth. 1809-10.
— Rouen. Domm. destr. 25-10.
17 Loi. Marché de fournit. 108.
— Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 268. — Surenchère 397, 398.
— Limoges. Minorité 107; Prescript. civ. 1080.
— Montpellier. Contr. de mar. 3220.
— Paris. Propriété littér. 324.
— Pau. Disposit. entre vifs 338-20, 3473 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 181-30, 211; Marché de fournit. 132-30. — Conseil d'Etat 241. — Emigré 403-40; Marché de fournitures 46-40, 96-30. — Forêts 982, 1050 c. — Impôts indir. 273 c., 136-70, 137-110. — Mise en jugement. 186-70. — Vente administr. 369.
— Circ. Forêts 1344; Prisons 21, 43.
— Décis. Certif. de vie 54 c., 62 c.; Enreg. 4992-30.
— Instr. Ministère public 243.

Juillet.

- 18 Cass. Cassation 1609-20 c.; Propriété 167-20; Servitude 138 c. — Demande nouv. 189. — Disposit. entre vifs 152. — Domm. destr. 319. — Instr. crim. 1467, 1869, 1801, 1826-40. — Obligat. 515-10.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2588.
— Liège. Mariage 90-100.
— Rennes. Disp. entre vifs 1942, 1944 c.
— Riom. Frais et dépens 921.
19 Cass. Mise en jugement. 306.
— Amiens. Ordre 894-30.
— Bourges. Exploit 125. — Surenchère 203-10.
— Limoges. Ordre 700-10.
20 Angers. Louage 505.
— Grenoble. Servitude 476-20, 490 c.
— Limoges. Vente publ. d'immeub. 1498-10, 1520-10.
— Toulouse. Contrat de mar. 3760-20 c., 3765, 4222.
21 Metz. Presse-out. 1038, 1290-10.
22 Cass. Except. 303-50; Vente publ. d'immeub. 105 c., 114-30 c., 122 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 4100-30.
— Caen. Ordre 705-10, 817-40.
— Montpellier. Except. 243-30 c.
— Cour d'ass. Haut-Rhin. Témoin 204.
23 Cass. Disposit. entre vifs 1565, 1941 c. — Enreg. 3489.
— Décis. Frais et dépens 1062; Impôts directs 503, 550.
24 Cass. Chose jugée 526. — Commune 1674. — Disposit. entre vifs 1617-20. — Jugem. 196-50, 200-20. — Séparat. de corps 319-10. — Vente publ. d'immeub. 507-50.
— Bordeaux. Organ. colon. 711.
— Bourges. Disp. entre vifs 304-40.
— Riom. Contrat de mariage 4193, 4304-10.
— Délit. Enreg. 4899.
25 Cass. Contrat de mar. 3539. — Jugem. d'av. dire droit 24-130. — Jugem. p. défaut 425-40. — Peine 479.
— Bourges. Appel crim. 219.
— Orléans. Dispos. entre vifs 2753.
26 Cass. Cassation 670. — Forêts 496; Procès-verb. 728 c. — Frais et dép. 294-90.
— Amiens. Interrog. s. faits et art. 57, 111 c.
— Riom. Effets de comm. 507-30, 517 c.; Prescript. civ. 698 c.
27 Loi. Douanes, p. 593; Sel 69; Sucre 44; Trés. publ. 725-30.
— Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 203 c.
— Bordeaux. Cautionn. 66.
— Bourges. Requête civ. 100.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 4334-20. — Hospices 126 c., 229.
— Paris. Paternité 711-30.
— Décis. Mines 142.
28 Ord. Douanes, p. 594.
— Circ. Douanes 417, 500, 703, 1020.
29 Orléans. Contrat de mar. 1102.
— Rennes. Absent 107.
30 Cass. Emigré 338. — Faillite 789. — Faux incid. 288. — Obligat. 2456. — Privil. et hypoth. 2074.
— Besançon. Mariage 151, 163 c., 168 c., 315 c.
— Cons. d'Etat. Trés. publ. 445.
31 Ord. Commiss., p. 9; Notaire, p. 591.
— Cass. Contr. de mar. 3597, 3511 c. — Disposit. entre vifs 447.
— Angers. Propriété féodale 463.
— Cons. d'Etat. Commune 1565-40; Jugem. 332-20. — Compét. administr. 391 c. — Conflit 183-20. — Cons. d'Etat 100-10-130. — Cour des comptes 53; Trésor public 949-10. — Culte 285 c., 291. — Eau 528-30. — Emigré 214-40.

Juillet.

- 31 Cons. d'Etat. Impôts indir. 769, 970-70. — Mandat. 27-40. — Marché de fournit. 106-10, 111-10; Trésor public 455. — Marché de fournit. 127-80, 143-40. — Tierce-opposit. 306. — Travaux publics 1267-50; Voirie p. terre 840. — Trésor public 293, 209-20. — Vente administr. 67, 87, 361. — Voirie p. terre 1912-20.
— Circ. Douanes 605.
Août.
1 Cass. Appel crim. 20; Instr. crim. 427 c., 429 c., 634-10 c., 20 c. — Impôts indir. 233; Peine 833.
2 Cass. Dénonciat. calomn. 59, 88. — Instr. crim. 1686-10. — Organ. milit. 878. — Quest. préjudic. 54-10.
— Angers. Appel civ. 981.
— Beaumont. Expert. 259.
— Metz. Substitut. 156.
— Rouen. Instr. crim. 719.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 592.
3 Cass. V. 3 août 1829.
— Circ. Douanes 86, 270.
— Délit. Enreg. 2955.
5 Bourges. Dem. nouv. 88; Enquête 561 c.
— Metz. Abus de conf. 194 c.; Dépôt 134-10.
6 Cass. Compte 22; Nantissement 256 c. — Disposit. entre vifs 732. — Prêt à intérêt. 85-10.
— Grenoble. Avoué 187 c.; Exploit 853-90 c.; Ordre 42 c., 475 c., 647-10, 650, 777 c.; 862-10 c.
— Limoges. Enquête 102.
— Montpellier. Exploit 375-20 c., 377 c.
— Nîmes. Domicile élu 11-30, 121 c.; Saisie-exéc. 61 c.
— Rouen. Acte de comm. 315.
7 Ord. Salubrité publ. p. 670; Serment, p. 7.
— Cass. Avoué 393; Défense 244 c. — Contr. par corps 955. — Except. 160-30. — Success. 1653.
— Dijon. Appel civ. 990.
— Délit. Enreg. 3339.
8 Cass. Impôts indir. 520; Loi 548-10 c. — Octroi 172. — Récompense 128-30.
— Circ. Mat. d'or et d'argent 135.
9 Cass. Faux incid. 295.
— Amiens. Privil. et hypoth. 1004.
— Bourges. Reprise d'inst. 86. — Vente publ. d'immeub. 1310 c.
— Limoges. Arbitr. 862.
10 Bordeaux. Droit marit. 1923; Jugem. 979-70.
— Limoges. Except. 327.
— Rouen. Contr. par corps 596-50, 799 c.
— Décis. Douanes 141, 144; Forêts 1003.
— Délit. Enreg. 419, 1212.
— Instr. Enregistr. 4861, 4962-50, 4971-20, 5072.
12 Cass. Jugem. 980-70.
— Rennes. Droit marit. 220, 2200 c.
— Décis. Instr. crim. 1278.
13 Cass. Droit marit. 854, 861 c., 862 c. — Org. colon 661-30. — Privil. et hypoth. 1712.
— Bruxelles. Jugem. par déf. 425-10, 426-20.
— Décis. Pêche fluv. 235.
14 Loi. Trés. publ., p. 1139; Voirie par eau, p. 735-20-70-100, 736-110-150-160, 738-320-650.
— Cass. Faillite 271-40. — Mariage 939.
— Besançon. Action possess. 829.
— Nancy. Procès-verbal 729.
— Orléans. Jugem. d'av. dire droit 26-20.
— Cons. d'Etat. Commune 726 c.; Compét. administr. 44-70. — Commune 1940 c., 2299.
— Compét. administr. 80 c., 123; Emigré 403-40. — Compét. administr. 126 c.; Domm. de l'Etat 229-20.

Août.

- 14 Cons. d'Etat. Conflit 175-70. — Conseil d'Etat 196-30; Jugem. 938-10. — Conseil d'Etat 209. — Culte 545-40. — Dom. publ. 78-30. — Domm. eng. 70. — Eau 474-10 c., 508; Vente administr. 171-10-30 c. — Eau 477-30-40. — Emigré 207-10, 209-30, 218-20. — Hospices 76. — Jugem. 933; Tierce-opposit. 280-10. — Jugem. par défaut 521. — Maires 110. — Marché de fournit. 139-140. — Mise en jugement 197-30.
— Décis. Certif. de vie 62 c., 63 c.; Impôts indir. 160.
16 Cass. Commune 1414 c.; Intervent. 167-10 c.; Quest. préjud. 125-10-30 c. — Instr. crim. 3760; Peine 438 c.
— Metz. Disposit. entre vifs 3850. — Domm. destr. 25-20.
— Rennes. Jugem. 18-30; Jugem. d'av. dire droit 19.
— Toulouse. Arbitr. 1802 c., 1812.
— Décis. Douanes 511.
17 Loi. Eaux minér., p. 504; Garde champêtre, p. 267; Octroi 281-40, 282 s., p. 17; Org. administr. 693; Pension, p. 759; Trés. publ. 414, 456 s., 1124, p. 1139.
— Cass. Contrav. 418 c., 423 c.; Domm. destr. 276, 292 c., 294 c.; Droit rural 179 c. — Procès-verb. 631.
— Bourges. Dépôt 156-10.
— Grenoble. Exploit 345; Obligat. 3434 c.
— Lyon. Privil. et hypoth. 1309-20, 1687-10.
— Nîmes. Procès-verb. 301-14.
— Riom. Société 1716 c.
— Toulouse. Success. 263.
— Délit. Enreg. 4051.
— Instr. Certif. de vie 62 c., 63 c.
19 Cass. Cassation 1683 c.; Success. 489. — Org. judic. 306-10.
— Bordeaux. Cautionn. 234, 239 c.
20 Cass. Commune 1403, 1963 c., 2251. — Contr. par corps 253. — Domicile élu 26-30. — Jugem. 249.
— Dijon. Pêche fluv. 43-10 c.; Vente publ. d'immeub. 1788-10.
21 Ord. Prud'hommes, p. 534; Voie publ. 6-10.
— Cass. Commune 2575, 2576 c. — Disp. entre vifs 371 c., 379-20. — Oblig. 2884-20 c. — Renvoi 62. — Substitut. 13-10.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 2091-20 c., 2967-10 c., 2981, 2994 c.
— Nîmes. Acquissem. 394, 816 c.
— Toulouse. Success. 1240.
22 Ord. Presse-out., p. 410.
— Cass. Cassation 1755 c.; Règlement de juges 199. — Contrav. 61. — Défense 200. — Obligation 8194-30; Renvoi 47; Séparat. de corps 263 c. — Instr. crim. 3350-10. — Org. milit. 878. — Poids et mes. 115, 148-20 c.
— Toulouse. Propriété 264.
23 Cass. Forêts 715, 729 c. — Quest. préjudic. 173-10.
— Bourges. Compét. comm. 223.
— Grenoble. Séparation de corps 209-20.
— Metz. Agréé 57 c.; Avoué 267 c.; Défense 277 c.; Dévotion 14; Jugem. par déf. 26-30 c.
— Paris. Assur. territ. 278. — Mat. d'or et d'argent 60.
— Rouen. Obligat. 3298, 3339 c.
— Toulouse. Société 257-40.
— Avis. Trés. publ. 1219.
24 Colmar. Deg. de jurid. 269-30; Dem. nouv. 113; Prescript. civ. 951.
— Limoges. Disposit. entre vifs 850-30.
— Orléans. Saisie-exéc. 137 c., 169 c.
— Rennes. Mandat 115-10, 414-10 c. — Mont-de-piété 48 c., 50.
25 Aix. Effets de comm. 227.
26 Lyon. Interrog. sur faits et art. 62-10-30 c.

Août.

- 27 Cass. Disposit. entre vifs 368, 613. — Loi 295 c., 302-10 c. — Bordeaux. Compét. comm. 84. — Bruxelles. Faillite 147-10, 153-30, 1353. — Metz. Avoué 245. — Discipl. 285. — Paris. Arbitr. 998.
- 28 Ord. Pension, p. 759; Sapeurs-pompiers 18, p. 696; Ville de Paris 58.
- Cass. Contrat de mar. 3502-30. — Renvoi 13.
- Colmar. Obligat. 4350.
- Cons. d'Etat. Compét. administ. 245; Conflit 46. — Cons. d'Etat 113, 204; Impôts dir. 404. — Eau 430-30, 449-50, 473-30 c. — Expropriat. publ. 12-30 c., 23-50; Travaux publ. 1198. — Forêts 979. — Notaire 35-10 c., 50 c., 51, p. 591. — Trés. publ. 533-10, 1053-10.
- 29 Cass. Droit civil 534. — Exploit 744-20. — Instr. crim. 1757. — Org. judic. 247-10.
- Bourges. Jugem. p. déf. 476-20 c., 480-20.
- Colmar. Minorité 395-10, 396 c., 398 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 967.
- 30 Cass. Chasse 471. — Douanes 831; Liberté indiv. 37 c. — Instr. crim. 2123. — Jour férié 77. — Vol 297.
- Amiens. Deg. de jurid. 166-30.
- Angers. Compét. comm. 486.
- Bourges. Péréemption 118.
- Grenoble. Vente publ. d'immeub. 1290-30.
- 31 Limoges. Jugem. p. déf. 62-10. — Paris. Success. 896 c., 976.

Septembre.

- 2 Ord. Voie publ. 6-90.
- 3 Ord. Douanes, p. 594; Organ. marit., p. 1680.
- 4 Ord. Prud'hommes, p. 535.
- Cons. d'Etat. Compét. 18 c.; Impôts directs 373; Trésor public 533-90, 1018-10. — Compét. administ. 433 c. — Conflit 73. — Cons. d'Etat 272. — Desistement 215. — Dom. de l'Etat 122. — Dom. extraord. 12, 25. — Manufact. 75-10. — Marché de fourniture 42-10-40. — Travaux publ. 1203. — Trésor publ. 538. — Usage 263-10. — Voirie par terre 3230-10, 3244-10.
- 5 Cass. Avortem. 13. — Instr. crim. 1080.
- 6 Ord. Organ. instr. publ., p. 1851.
- Cass. Commune 999; Contravent. 112 c., 113 c. — Instr. crim. 2155-30, 2222, 2331, 2358.
- Bruxelles. Référé 83; Scellés 186, 270 c.
- Cons. d'Etat. Théâtre 331.
- Décis. Douanes 511.
- 9 Bruxelles. Chose jugée 212-30, 310 c.
- Rouen. Instr. crim. 719.
- 10 Decis. Frais et dép. 1048; Minist. publ. 347; Peine 633.
- 11 Loi. Voiture 371, 446 c.
- Delib. Enreg. 2626.
- 12 Cass. Contravent. 236, 477. — Minist. publ. 110-60.
- Circ. Douanes 598.
- 13 Ord. Culte, p. 715.
- Cass. Commune 1219; Poids et mes. 128. — Jour férié 68 c., 109.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 797.
- 14 Ord. Cour des comptes, p. 541; Trav. publ. 377; Trésor public 685, 686, 850, p. 1139; Vente administ. 38.
- Liège. Contrat de mar. 2820.
- 17 Org. Organ. milit., p. 1886; Témoin 240.
- Circ. Mise en jugem. 178.
- 18 Ord. Org. milit., p. 1886.
- Delib. Enreg. 2437.
- 19 Cass. Duel 100 c., 101, 103 c., 104c. — Instr. crim. 1495, 2170, 3661; Mise en jugem. 896. — Org. judic. 466.

Septembre.

- 20 Cass. Attentat aux mœurs 92. — Commune 659-10 c., 1293. — Complice 68 c.; Faux 478. — Instr. crim. 3346-10.
- C. sup. de Bruxelles. Compét. comm. 187.
- Décis. Dom. de l'Etat 325.
- 22 Ord. Salubrité publique, p. 673.
- Arrêté. Org. instr. publ. 369.
- 23 Ord. Douanes, p. 595.
- 26 Ord. Douanes, p. 595.
- Cass. Cassation 2192. — Complice 140; Instr. crim. 1199-30 c., 1789-20.
- 27 Cass. Complice 139; Instr. crim. 1750 c., 1816, 1956 c. — Impôts indir. 103-40. — Instr. crim. 1562-10. — Serment 24-20.
- Circ. Jugem. 896; Peine 206.
- 28 Bruxelles. Peine 478.
- 30 Decis. Frais et dépens 1063.

Octobre.

- 1 Arrêté. Douanes 98; Org. instr. publ. 375, 377, 378.
- 2 Ord. Pension, p. 759.
- Delib. Enreg. 1867.
- 3 Cass. Cassation 137 c.; Défense 35 c., 82 c.; Droit polit. 124 c.; Instr. crim. 1269-20, 1272-20, 1398, 1772-20, 2681. — Cassation 819, 844 c.
- 4 Cass. Presse-outr. 209. — Tentative 88-60.
- Bruxelles. Cassation 853.
- Décis. Mat. d'or et d'argent 38, 178.
- 5 Cass. Commune 1151 c., 1162.
- Circ. Greffe 80-130.
- 7 Bruxelles. Prescript. civ. 738-20.
- 8 Circ. Mat. d'or et d'argent, 30, 41, 56, 140.
- 9 Ord. Impôts Indir., p. 267.
- Decis. Douanes 139; Frais et dépens 1063.
- 10 Cass. Amnistie 105, 116 c., 121 c. — Copie 901 c.; Contravent. 142 c. — Crimes contre les personnes 151 c., 181. — Impôts indir. 302-60. — Instr. crim. 2537, 2552, 3389, 3520. — Octroi 223-30.
- Liège. Enreg. 5445.
- Circ. Douanes 278.
- 11 Cass. Forêts 1420 c., 1423, 1486 c.; Procès-verbal 836-40. — Org. judic. 248-10.
- 12 Bruxelles. Instr. par écrit 90. — Prescript. civ. 1048-10.
- Delib. Enreg. 2727.
- 13 Bruxelles. Prescript. civile 708. — Separat. de corps 150 (V. 1821).
- 15 Bruxelles. Privil. et hypoth. 669-20; Transcript. hypo. 560 c.
- 16 Ord. Org. judic., p. 1505. — Pension, p. 759.
- Bruxelles. Compét. comm. 237. — Enquête 559, 640; Rentes foncières 23-10 c.
- 17 Cass. Commune 1330; Contrav. 320 c., 338 c. — Presse-outr. 837-40.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 2788 c., 3035 c.
- Liège. Vente publ. d'imm. 2082.
- 18 Cass. Forêts 340 c., 829, 829; Peine 782-20 c.; Impôts indir. 102-60, 110 c., 515 c. — Instr. criminelle 273; Procès-verbal 53-40 c. — Peine 849 c.; Poids et mesures 137, 152 c., 160 c.
- Bruxelles. Contrainte par corps 173-60 c.; Jugem. 168-50 c.; Vente 1862 c., 1867, 1899-10 c.
- 20 Ord. Organ. milit., p. 1886.
- 21 Bruxelles. Voirie p. terre 84.
- Decis. Enreg. 1575; Droit marit. 1474 c.
- 24 Cass. Huissier 103 c.; Instr. crim. 1696, 1698 c.; Responsabilité 478 c. — Instr. crim. 1790-10. — Peine 385.
- 25 Ord. Organ. marit., p. 1680.
- Cass. Matières d'or et d'arg. 90, 91-10 c. — Voirie p. eau 642-10 c.
- Arrêté. Wattingues 29, p. 1357.
- Decis. Org. milit. 299.
- 30 Bruxelles. Exploit 108-130.

Octobre.

- 27 Cass. V. 17 octobre.
- 28 Ord. Etablissement d'épargne 14.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1768, 2181.
- Decis. Légalisation 5.
- Solut. Enreg. 3560.
- 31 Ord. Culte, p. 715; Voie publ. 6-30.
- Cass. Commune 1212 c., 1213-10. — Compét. crim. 299, 399 c.; Droit rural 169-10 c.; Instr. crim. 188 c. — Contrav. 483. — Instr. crim. 1797-10.
- Novembre.
- 4 Cass. Mariage 461 c., 540 c., 531, 532 c.
- Bruxelles. Cassation 853. — Crimes contre les personnes 208-30.
- 5 Cass. Dom. eng. 37-10. — Enreg. 2698; Transcript. hypo. 706 c. — Louage administ. 16, 20.
- Cons. d'Etat. Marché de fourniture 159-40-60.
- 6 Ord. Corse 2, p. 498; Gendarmerie, p. 492; Org. judic. 143, 277 c., p. 1505.
- Cass. Chose jugée 386-40.
- C. sup. de Bruxelles. Chasse 58, 435 c.; Instr. crim. 116 c. — Mat. d'or et d'argent 106 c., 176.
- Cons. d'Etat. Concess. administ. 17-20 c.; Dom. de l'Etat 281. — Org. col. 388. — Conflit 42; Trav. publ. 1247. — Mise en jugem. 152-50.
- Delib. Enreg. 3136.
- 7 Cass. Commune 791; Prescript. crim. 211. — Contrat de mar. 696; Usufruit 215 c. — Instr. crim. 1457. — Péréemption 368, 372 c. — Serment 204-40. — Success. 1782-30.
- Orléans. Vente 301.
- Circ. Douanes 301.
- 8 Arr. avoc. Paris. Avocat 176.
- Cass. Acquiscesc. 831.
- Dépêche. Org. marit. 678, 694.
- 9 Aix. Contr. par corps 733 c.; Jugem. par défaut 351-30.
- 11 Cass. Enreg. 1712. — Enreg. 2138, 2165 c.; Obligat. 3836 c. — Louage à dom. cong. 7.
- 12 Cass. Culte 641. — Disposit. entre vifs 1314 c., 4406. — Enreg. 5803. — Except. 204-20. — Exploit 319-50. — Prescript. civ. 330. — Rentes constitut. 1811-10 c. — V. 21 novembre.
- Colmar. Expert. 129-10.
- 13 Ord. Org. marit., p. 1680; Postes, p. 12; Voirie p. eau, p. 738-70, 736-150.
- Cass. Action possess. 212. — Appel civ. 1010 c.; Domicile élu 28-40 c.; Jugem. p. défaut 326-10, 327-10. — Prescript. civ. 241 c.; Servitude 1050-10.
- Aix. Droit marit. 1444 c., 1866.
- Bruxelles. Dénonciat. calomn. 35.
- Montpellier. Presse 515. — Privil. et hypoth. 2980.
- Orléans. Vente 90.
- Cons. d'Etat. Commune 2267-30. — Compét. administ. 169-90; Conflit 59; Dom. de l'Etat 238 c.; Success. 429. — Conflit 181-40. — Dom. eng. 128-80. — Emigré 405-270. — Marché de fourniture 41 c., 88-80, 70-40, 100-20, 101-10, 102-10, 103-10, 104-10, 105-10, 106-10, 107-10, 108-10, 109-10, 110-10, 111-10, 112-10, 113-10, 114-10, 115-10, 116-10, 117-10, 118-10, 119-10, 120-10, 121-10, 122-10, 123-10, 124-10, 125-10, 126-10, 127-10, 128-10, 129-10, 130-10, 131-10, 132-10, 133-10, 134-10, 135-10, 136-10, 137-10, 138-10, 139-10, 140-10, 141-10, 142-10, 143-10, 144-10, 145-10, 146-10, 147-10, 148-10, 149-10, 150-10, 151-10, 152-10, 153-10, 154-10, 155-10, 156-10, 157-10, 158-10, 159-10, 160-10, 161-10, 162-10, 163-10, 164-10, 165-10, 166-10, 167-10, 168-10, 169-10, 170-10, 171-10, 172-10, 173-10, 174-10, 175-10, 176-10, 177-10, 178-10, 179-10, 180-10, 181-10, 182-10, 183-10, 184-10, 185-10, 186-10, 187-10, 188-10, 189-10, 190-10, 191-10, 192-10, 193-10, 194-10, 195-10, 196-10, 197-10, 198-10, 199-10, 200-10, 201-10, 202-10, 203-10, 204-10, 205-10, 206-10, 207-10, 208-10, 209-10, 210-10, 211-10, 212-10, 213-10, 214-10, 215-10, 216-10, 217-10, 218-10, 219-10, 220-10, 221-10, 222-10, 223-10, 224-10, 225-10, 226-10, 227-10, 228-10, 229-10, 230-10, 231-10, 232-10, 233-10, 234-10, 235-10, 236-10, 237-10, 238-10, 239-10, 240-10, 241-10, 242-10, 243-10, 244-10, 245-10, 246-10, 247-10, 248-10, 249-10, 250-10, 251-10, 252-10, 253-10, 254-10, 255-10, 256-10, 257-10, 258-10, 259-10, 260-10, 261-10, 262-10, 263-10, 264-10, 265-10, 266-10, 267-10, 268-10, 269-10, 270-10, 271-10, 272-10, 273-10, 274-10, 275-10, 276-10, 277-10, 278-10, 279-10, 280-10, 281-10, 282-10, 283-10, 284-10, 285-10, 286-10, 287-10, 288-10, 289-10, 290-10, 291-10, 292-10, 293-10, 294-10, 295-10, 296-10, 297-10, 298-10, 299-10, 300-10, 301-10, 302-10, 303-10, 304-10, 305-10, 306-10, 307-10, 308-10, 309-10, 310-10, 311-10, 312-10, 313-10, 314-10, 315-10, 316-10, 317-10, 318-10, 319-10, 320-10, 321-10, 322-10, 323-10, 324-10, 325-10, 326-10, 327-10, 328-10, 329-10, 330-10, 331-10, 332-10, 333-10, 334-10, 335-10, 336-10, 337-10, 338-10, 339-10, 340-10, 341-10, 342-10, 343-10, 344-10, 345-10, 346-10, 347-10, 348-10, 349-10, 350-10, 351-10, 352-10, 353-10, 354-10, 355-10, 356-10, 357-10, 358-10, 359-10, 360-10, 361-10, 362-10, 363-10, 364-10, 365-10, 366-10, 367-10, 368-10, 369-10, 370-10, 371-10, 372-10, 373-10, 374-10, 375-10, 376-10, 377-10, 378-10, 379-10, 380-10, 381-10, 382-10, 383-10, 384-10, 385-10, 386-10, 387-10, 388-10, 389-10, 390-10, 391-10, 392-10, 393-10, 394-10, 395-10, 396-10, 397-10, 398-10, 399-10, 400-10, 401-10, 402-10, 403-10, 404-10, 405-10, 406-10, 407-10, 408-10, 409-10, 410-10, 411-10, 412-10, 413-10, 414-10, 415-10, 416-10, 417-10, 418-10, 419-10, 420-10, 421-10, 422-10, 423-10, 424-10, 425-10, 426-10, 427-10, 428-10, 429-10, 430-10, 431-10, 432-10, 433-10, 434-10, 435-10, 436-10, 437-10, 438-10, 439-10, 440-10, 441-10, 442-10, 443-10, 444-10, 445-10, 446-10, 447-10, 448-10, 449-10, 450-10, 451-10, 452-10, 453-10, 454-10, 455-10, 456-10, 457-10, 458-10, 459-10, 460-10, 461-10, 462-10, 463-10, 464-10, 465-10, 466-10, 467-10, 468-10, 469-10, 470-10, 471-10, 472-10, 473-10, 474-10, 475-10, 476-10, 477-10, 478-10, 479-10, 480-10, 481-10, 482-10, 483-10, 484-10, 485-10, 486-10, 487-10, 488-10, 489-10, 490-10, 491-10, 492-10, 493-10, 494-10, 495-10, 496-10, 497-10, 498-10, 499-10, 500-10, 501-10, 502-10, 503-10, 504-10, 505-10, 506-10, 507-10, 508-10, 509-10, 510-10, 511-10, 512-10, 513-10, 514-10, 515-10, 516-10, 517-10, 518-10, 519-10, 520-10, 521-10, 522-10, 523-10, 524-10, 525-10, 526-10, 527-10, 528-10, 529-10, 530-10, 531-10, 532-10, 533-10, 534-10, 535-10, 536-10, 537-10, 538-10, 539-10, 540-10, 541-10, 542-10, 543-10, 544-10, 545-10, 546-10, 547-10, 548-10, 549-10, 550-10, 551-10, 552-10, 553-10, 554-10, 555-10, 556-10, 557-10, 558-10, 559-10, 560-10, 561-10, 562-10, 563-10, 564-10, 565-10, 566-10, 567-10, 568-10, 569-10, 570-10, 571-10, 572-10, 573-10, 574-10, 575-10, 576-10, 577-10, 578-10, 579-10, 580-10, 581-10, 582-10, 583-10, 584-10, 585-10, 586-10, 587-10, 588-10, 589-10, 590-10, 591-10, 592-10, 593-10, 594-10, 595-10, 596-10, 597-10, 598-10, 599-10, 600-10, 601-10, 602-10, 603-10, 604-10, 605-10, 606-10, 607-10, 608-10, 609-10, 610-10, 611-10, 612-10, 613-10, 614-10, 615-10, 616-10, 617-10, 618-10, 619-10, 620-10, 621-10, 622-10, 623-10, 624-10, 625-10, 626-10, 627-10, 628-10, 629-10, 630-10, 631-10, 632-10, 633-10, 634-10, 635-10, 636-10, 637-10, 638-10, 639-10, 640-10, 641-10, 642-10, 643-10, 644-10, 645-10, 646-10, 647-10, 648-10, 649-10, 650-10, 651-10, 652-10, 653-10, 654-10, 655-10, 656-10, 657-10, 658-10, 659-10, 660-10, 661-10, 662-10, 663-10, 664-10, 665-10, 666-10, 667-10, 668-10, 669-10, 670-10, 671-10, 672-10, 673-10, 674-10, 675-10, 676-10, 677-10, 678-10, 679-10, 680-10, 681-10, 682-10, 683-10, 684-10, 685-10, 686-10, 687-10, 688-10, 689-10, 690-10, 691-10, 692-10, 693-10, 694-10, 695-10, 696-10, 697-10, 698-10, 699-10, 700-10, 701-10, 702-10, 703-10, 704-10, 705-10, 706-10, 707-10, 708-10, 709-10, 710-10, 711-10, 712-10, 713-10, 714-10, 715-10, 716-10, 717-10, 718-10, 719-10, 720-10, 721-10, 722-10, 723-10, 724-10, 725-10, 726-10, 727-10, 728-10, 729-10, 730-10, 731-10, 732-10, 733-10, 734-10, 735-10, 736-10, 737-10, 738-10, 739-10, 740-10, 741-10, 742-10, 743-10, 744-10, 745-10, 746-10, 747-10, 748-10, 749-10, 750-10, 751-10, 752-10, 753-10, 754-10, 755-10, 756-10, 757-10, 758-10, 759-10, 760-10, 761-10, 762-10, 763-10, 764-10, 765-10, 766-10, 767-10, 768-10, 769-10, 770-10, 771-10, 772-10, 773-10, 774-10, 775-10, 776-10, 777-10, 778-10, 779-10, 780-10, 781-10, 782-10, 783-10, 784-10, 785-10, 786-10, 787-10, 788-10, 789-10, 790-10, 791-10, 792-10, 793-10, 794-10, 795-10, 796-10, 797-10, 798-10, 799-10, 800-10, 801-10, 802-10, 803-10, 804-10, 805-10, 806-10, 807-10, 808-10, 809-10, 810-10, 811-10, 812-10, 813-10, 814-10, 815-10, 816-10, 817-10, 818-10, 819-10, 820-10, 821-10, 822-10, 823-10, 824-10, 825-10, 826-10, 827-10, 828-10, 829-10, 830-10, 831-10, 832-10, 833-10, 834-10, 835-10, 836-10, 837-10, 838-10, 839-10, 840-10, 841-10, 842-10, 843-10, 844-10, 845-10, 846-10, 847-10, 848-10, 849-10, 850-10, 851-10, 852-10, 853-10, 854-10, 855-10, 856-10, 857-10, 858-10, 859-10, 860-10, 861-10, 862-10, 863-10, 864-10, 865-10, 866-10, 867-10, 868-10, 869-10, 870-10, 871-10, 872-10, 873-10, 874-10, 875-10, 876-10, 877-10, 878-10, 879-10, 880-10, 881-10, 882-10, 883-10, 884-10, 885-10, 886-10, 887-10, 888-10, 889-10, 890-10, 891-10, 892-10, 893-10, 894-10, 895-10, 896-10, 897-10, 898-10, 899-10, 900-10, 901-10, 902-10, 903-10, 904-10, 905-10, 906-10, 907-10, 908-10, 909-10, 910-10, 911-10, 912-10, 913-10, 914-10, 915-10, 916-10, 917-10, 918-10, 919-10, 920-10, 921-10, 922-10, 923-10, 924-10, 925-10, 926-10, 927-10, 928-10, 929-10, 930-10, 931-10, 932-10, 933-10, 934-10, 935-10, 936-10, 937-10, 938-10, 939-10, 940-10, 941-10, 942-10, 943-10, 944-10, 945-10, 946-10, 947-10, 948-10, 949-10, 950-10, 951-10, 952-10, 953-10, 954-10, 955-10, 956-10, 957-10, 958-10, 959-10, 960-10, 961-10, 962-10, 963-10, 964-10, 965-10, 966-10, 967-10, 968-10, 969-10, 970-10, 971-10, 972-10, 973-10, 974-10, 975-10, 976-10, 977-10, 978-10, 979-10, 980-10, 981-10, 982-10, 983-10, 984-10, 985-10, 986-10, 987-10, 988-10, 989-10, 990-10, 991-10, 992-10, 993-10, 994-10, 995-10, 996-10, 997-10, 998-10, 999-10, 1000-10.

Novembre.

Décembre.

- 18 Cons. d'Etat. Compét. administr. 158-50; Louage administr. 16-120; Pêche fluviale 68-60 c. — Eau 550-120 c., 551-10. — Expert. 384-40; Hospices 77. — Halles 71, 73 c.; Louage administr. 22-30. — Impôts dir. 63. — Organ. colon. 36, 95-30.
- 19 Cass. Cassation 743 c.; Gardien nat. 315-10, 408, 833-50, 676, 684, 696. — Contrav. 188 c., 207 c., 404, 410 c.; Instr. crim. 139-50 c. — Dem. nouv. 199. — Disposit. entre vifs 3740. — Enreg. 4071. — Instr. crim. 2132. — Impôts indir. 318.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 232, 3225 c.
- Limoges. Deg. de jurid. 324.
- Orléans. Usufuit 214-20.
- Rennes. Faillite 49-50.
- Riom. Success. 1932.
- 21 Limoges. Frais et dépens 934. — Privil. et hypoth. 2114-20.
- Lyon. Jeu 36 c., 53, 57 c.
- Orléans. Deg. de jurid. 241. — Org. milit. 399-30.
- Avis Cons. d'Etat. Droit civil 747.
- 22 Montpellier. Privil. et hypoth. 881.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 55 c.
- 23 Orléans. Prescript. civ. 127-10. — Circ. Greffe 54.
- 24 Cass. Cassation 357 c.; Instr. crim. 1193. — Cassation 1909-10. — Enreg. 5746. — Jugem. 976-60. — Presse-outr. 820 c., 1184 c.
- Bourges. Disp. entre vifs 4448.
- Grenoble. Disp. entre vifs 2607.
- Liège. Jugem. par défaut 164.
- 25 Ord. Douanes. p. 595; Octroi, p. 17; Org. judic., p. 4305; Prud'hommes, p. 534; Trésor public 415, p. 1139; Uniforme-coutume 17-30, 39.
- Circ. Douanes 416.
- 26 Cass. Cassation 819. — Chose jugée 168-90. — Commune 3380.
- Amiens. Disp. entre vifs 1428-20.
- Paris. Bourse 368; Propriété 217 c.; Trésor public 1263-10 c.
- Circ. Mat. d'or et d'arg. 28.
- 27 Cass. Impôts indir. 97, 176, 493, 515 c.
- Liège. Instr. crim. 2141-50.
- Limoges. Enquête 171.
- Rennes. Arrêt. 403.
- 28 Bruxelles. Désist. 245 c., 246 c. — Enreg. 5821. — Frais et dép. 994-10 c.; Instr. crim. 499 c., 512-40 c., 535, 832 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 891 c., 1030.
- Rouen. Disposit. entre vifs 304; Peine 728-10 c.
- Circ. Mat. d'or et d'arg. 42.
- 30 Cass. Enreg. 4824; Expert. 59-10 c., 355 c.
- Bourges. Commune 1432-20; Voirie p. terre 1345-30 c.
- Caen. Normandie 61, 63, 65.
- Lyon. Arrêt. 729.
- C. d'ass. d'Amiens. Presse-outr. 1555.
- Cons. d'Etat. Commune 2347, 2454; Dom. de l'Etat 258. — Conseil d'Etat 84-120, 100-70, 303. — Enreg. 6158. — Jugem. p. défaut 506-50; Vente administr. 164, 167. — Mise en jug. 237-60-70. — Pension 226. — Requête civ. 269, 276 c., 279. — Vente administr. 70, 259, 331-60.
- 31 Cass. Action 182; Frais et dép. 394-30 c.; Affiche 88 c.; Brevet d'invent. 162 c., 375; Conclus. 77-10 c.; Arrêt. 328 c.; Cassat. 276 c.; Mariage 783-40. — Vente 925.
- Poitiers. Enquête 394.

1823

Janvier.

- 1 Cass. Acquiescem. 173 c.; Désistement. 13 c.; Obligat. 597-10. — Vente 687, 765 c., 1194 c.
- Bruxelles. Interdict. 300-40.

Janvier.

- 2 Colmar. Mariage 238.
- Paris. Rente viagère 87; Saisie des rentes 13 c.
- Rennes. Jugem. p. déf. 418-10.
- Rouen. Privil. et hypoth. 909-30.
- Toulouse. Cautiomm. 357.
- 3 Cass. Attentat aux mœurs 123. — Instr. crim. 1667-10. — Organ. judic. 682-10. — Peine 441.
- Bruxelles. Appel civil 390; Disposit. entre vifs 3653-10-30, 3666-20 c.
- Rouen. Droit marit. 2069.
- Toulouse. Péréemption 97, 156 c.
- Décis. Enreg. 679.
- 4 Cass. Compét. crim. 366 c. — Organ. colon. 1013. — Renvoi 156, 157.
- Metz. Acte de comm. 317.
- Orléans. Greffe 201-10.
- Paris. Minorité 729-60.
- Rouen. Jugem. p. déf. 378-10.
- Delib. Enreg. 1819, 3728.
- 5 Caen. Disposit. entre vifs 1376.
- Paris. Ordre 732-10-20, 893 c.
- 6 Amiens. Privil. et hypoth. 640.
- Bruxelles. Louage 837-29, 842 c. — V. 16 janvier.
- Paris. Mandat 75.
- Circ. Avocat 54.
- 7 Aix. Droit marit. 1491, 1769 c.
- 8 Ord. Préséance, p. 379.
- Cass. Droit marit. 2232. — Oblig. 3341; Responsab. 409 c., 679. — Substitut. 174-30 c.
- Avis Cons. d'Etat. Droits civils 747, 777; Grâce 22 c., 49; Pension, p. 759.
- Delib. Enreg. 849.
- 9 Cass. Bourse de comm. 429 c., 496. — Instr. crim. 1188, 1563-20; Témoin 270-20. — Vente publ. d'imm. 944-30.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3432-20 3445.
- Caen. V. ci-dessous Rouen.
- Paris. Séparat. de corps 166-10-20.
- Poitiers. Contrat de mar. 3188.
- Rouen. Disposit. entre vifs 235.
- 10 Cass. Appel crim. 121. — Cassat. 985; Instr. crim. 1117-10. — Commune 1230. — Instr. crim. 3658, 3659, 3665. — Jugement 831-40. — Vol 227-30.
- Bourges. Compét. comm. 147 c., 440. — Obligat. 4118-20.
- Colmar. Dom. de l'Etat 342.
- Lyon. Péréemption 144-30.
- Nancy. Enquête 285.
- 11 Paris. Instr. crim. 713, 720 c.
- 12 Metz. Obligat. 2060.
- 13 Cass. Expert. 225-40, 230 c.
- Aix. Privil. et hypoth. 625.
- Besançon. Usage 359-30 c.
- Caen. Disposit. entre vifs 3782, 4033 c.
- Liège. Privil. et hypoth. 1619-30.
- Rennes. Mariage 662.
- Toulouse. Appel civ. 395 c.; Contrainte par corps 767, 1015 c., 1030-40 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1159.
- 14 Cass. Effets de comm. 84 0. — Obligat. 2209. — Prescript. civ. 582-10. — Servitude 337-10. — Success. 621-30.
- Dijon. Effets de comm. 848-10.
- Metz. Surenchère 288.
- Rouen. Exploit 359-50; Surenchère 333 c.
- 15 Ord. Douanes. p. 595; Sucre 44; Trésor public, p. 1139.
- Cass. Compte cour. 46-10, 147 c.; Effets de comm. 433 c.; Contr. de mar. 3669. — Disposit. entre vifs 3486, 3487 c.
- Caen. Chose jugée 557-30; Responsab. 438-10. — Contrainte p. corps 383. — Normandie 61.
- Limoges. Mariage 172-10.
- Pau. Privil. et hypoth. 881-20.
- Décis. Enreg. 3052, 4934.
- 16 Cass. Arrêt. 1178; Compét. civ. trib. d'arr. 294 c.; Mat. somm. 65-30. — Crimes contre les personnes 102. — Instr. crim. 1647-30 c., 1790-30, 2248, 2606, 3278-10. — Jugem. d'av. dire droit 40 c.

Janvier.

- 16 Angers. Enquête 210, 528 c.
- Bruxelles. Louage 210-10. — Privil. et hypoth. 2474-10. — Servitude 26.
- Montpellier. Interdict. 215-30.
- 17 Cass. Appel crim. 74. — Contrav. 327, 340-20 c.; Règlem. de juges 155, 174 c. — Défense 84. — Presse-outrage 416.
- Aix. Requête civile 157, 163.
- Grenoble. Louage 397.
- Lyon. Mines 201, 361 c., 594 c.
- Paris. Adultère 32. — Emigré 129, 132-10 c., 201-50 c.; Prescript. civ. 1053-30 c.; Rentes fons. 70-40 c. — Obligat. 2394-10 c., 2303-20, 2305 c., 5297.
- Rouen. V. 7 février; Séparat. de corps 158 c.
- Cons. d'Etat. V. 30 décembre 1822.
- Circ. Douanes 415; Voirie par terre 2272.
- 18 Ord. Organ. colon., p. 1027.
- Amiens. Prescript. civ. 1124 c.; Success. 1550, 1556.
- Colmar. Effets de comm. 387.
- Paris. Action 81 c., 92 c.; Prescript. civ. 876 c.; Rentes constitut. 29.
- 19 Bourges. Degré de jurid. 548 c.; Jugem. 575-10.
- 20 Bruxelles. Obligat. 4899-40.
- Liège. Disp. entre vifs 3867-10.
- Limoges. Appel incid. 115.
- Paris. Vente publ. d'imm. 491-40 c., 493, 503 c.
- 21 Aix. Séparat. de corps 369.
- 22 Cass. Disposit. entre vifs 178-20. — Instr. crim. 152-40. — Vente 1033.
- Paris. Péréemption 145-20 c., 169.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 55 c., 123; Emigré 402-30.
- Concess. administr. 14; Eau 335-70, 825-20 c. — Cons. d'Etat 71-50. — Dom. extraord. 25 c., 29; Majorat 40 c. — Eau 500-30, 550-70 c. — Impôts directs 652, 660-20. — Pêche fluviale 33-30, 60-10. — Proc. verb. 765-10-20. — Trav. publ. 1174-10, 1211. — Voirie p. terre 1837-20.
- 23 Cass. Acquiescem. 886 c.; Désistement. 235 c.; Instr. crim. 63 c., 923. — Chasse 108. — Instr. crim. 2018, 2470-20, 2942. — Jugem. 16-40. — Renvoi 168.
- Rennes. Appel civil 142. — Servitude 1119; Vente administr. 346.
- Circ. Dom. destr. 26.
- Instr. Douanes 616.
- 24 Cass. Vol 210-60, 211 c., 219 c., 252 c.
- 25 Amiens. Disp. entre vifs 2743-10, 2772-20.
- Bastia. Disposit. entre vifs 1867, 1676, 1828-30.
- Bruxelles. Arrêt. 527.
- Caen. Contrat de mar. 3578-10 c., 3583, 3583 c., 3588 c.; Normandie 71 c.
- Colmar. Mariage 393-20 c., 405-10.
- Lyon. Loi 388-10.
- Montpellier. Privil. et hypoth. 865.
- Paris. Référé 69, 167 c.
- 26 Cass. Instr. crim. 3461 c.
- 27 Cass. Enreg. 5048.
- Grenoble. Droit civ. 249 c., 438-20, 447 c.
- Limoges. Faillite 80 c., 376-10.
- 28 Cass. Jugement d'av. dire droit 32-30.
- Poitiers. Obligat. 2426-50.
- 29 Ord. Organ. économ. 1289; Org. milit., p. 1886.
- Aix. Exploit 72-60 c., 470 c.; Echelles du Levant 9 c.
- Bordeaux. Servitude 1113.
- Cons. d'Etat. Commune 1868. — Cons. d'Etat 100-90; Marché de fourn. 141-20. — Emigré 216; Dom. extraord., 25, 44; Eau 194; Loi 82-30, 84-30, 124-10. — Hospices 84-10. — Mise en jugem. 67, 69, 237-30, 145-20, 210. — Trav. publ. 1191. — Vente administr. 189. — Voirie p. terre 229.

Janvier.

- 30 Cass. Avortem. 11. — Cassat. 774. — Délai 12-10; Procès-verbal 129 c., 276 c. — Disp. entre vifs 2051-40 c., 3003-20, 3099-10. — Mines 578, 592 c. — Témoin. faux 34-10. — Vol 786.
- Donai. Ordre 438; Privil. et hypoth. 2288-10.
- Grenoble. Désaveu 125.
- Toulouse. Propriété 122-10 c., 123-30.
- 31 Cass. Cassation 198. — Faux incid. 311-50, 316-40. — Instr. crim. 296 c.; Procès-verbal 269, 610-40.
- Amiens. Enquête 519-20.
- Metz. Acquiescem. 845.
- Rouen. Vente publ. d'imm. 368-20.
- Trib. de comm. de Marseille. Droit marit. 864, 1637.

Février.

- 1 Bordeaux. Droit marit. 1692.
- Lyon. Ordre 255.
- Pau. Disposit. entre vifs 128.
- 2 Ord. Instr. publ. 384, 385, 386, 395, 484, p. 1351.
- Cass. Acquiescem. 189 a. — Action 249.
- 3 Bordeaux. Arrêt. 732, 740 c.
- Metz. Faillite 217.
- Rouen. Action 294 c.; Vente 294 c.; Vente 1356-60.
- 4 Cass. Acquiescem. 864. — Degré de jurid. 253-10. — Dom. de l'Etat 294. — Disposit. entre vifs 3846. — Obligat. 3980; Success. 967 c.; Usufuit 92 c. — Presse-outrage 1572-20.
- Bourges. Vente 826.
- Circ. Acte de l'Etat civ. 81 c.
- Décis. Frais et dépens 1131.
- 5 Ord. Org. marit., p. 1680; Org. milit., p. 1886; Pêche marit. 30.
- Cass. Disposit. entre vifs 2602. — Louage administr. 20-20.
- Metz. Privil. et hypoth. 2200, 2204.
- Pau. Rente viagère 113 c., 138-20.
- Lettre. Notaire, p. 591.
- 6 Cass. Commune 909, 974 c., 977 c.; Contrav. 135 c., 185 c.; Quest. préjudic. 101-10 c.; Discip. 55 c., 174. — Faux 114-20. — Instr. crim. 1676-30. — Peine 268-10, 565-10.
- Bruxelles. Privilèges et hypoth. 1801 c., 2080.
- 7 Limoges. Ordre 705-20.
- Metz. Obligat. 4173.
- Limoges. Exploit 170-10.
- Nîmes. Jugem. 181.
- Toulouse. Mariage 778-20, 955; Interdict. 44 c.
- 8 Circ. Culte 363; Secours publics 141 c.
- Instr. Enreg. 679; Hospices 41, 44, 53, 149, 150, 172, 183, 185, 186, 191, 201, 202, 238, 259, 260, 264, 265, 273, 274, 285, 308, 309, 321, 324, 353, 367, 369, 411 s., 448; Louage adm. 26, 38, 40; Nourrices 13, 15; Organ. admin. 454; Sec. publ. 164 c., 174 s., 183 s., 196 s., 359, 368, 370, 387, 410.
- 10 Cass. Acquiescem. 425; Désistement. 61 c., 76-20. — Emigré 226.
- Nîmes. Vente publ. d'imm. 112, 113-10 c., 116 c.
- Trib. d'Albi. Contrainte p. corps 972.
- 11 Cass. Arrêt. 1026, 1249, 1250 c., 1214 c.; Conclus. 48 c. — Obligat. 450. — Organ. colon. 552. — Success. 2231.
- Nîmes. Disp. entre vifs 4486-10.
- Rouen. Except. 149-30.
- 12 Bourges. Appel incid. 128 c., 131.
- Orléans. Disp. entre vifs 4300. — Jugem. d'av. dire droit 84.

Février.

- 12 Cons. d'Etat. Commune 1562; Hospices 437. — Cons. d'Etat 174, 246; Dom. de l'Etat 228, 277, 323. — Dom. nat. 37; Pêche fluv. 33-40 c. — Disp. entre vifs 431-10. — Emigré 207-10; Jugem. p. déf. 531, 531. — Majorat 38. — Mise en jugem. 180-10, 181 c., 186-20, 241. — Organ. colon. 37, 288 c. — Requête civ. 272. — Trés. publ. 533-20.
- 13 Cass. Appel civ. 1114. — Crimes contre l'Etat 127 c., 128, 129 c.; Tentative 52. — Expert. 225-40, 230 c. — Forêts 1433.
- Rouen. Disposit. entre vifs 3097.
- Circ. Frais 887.
- 14 Cass. Jeu 97. — Vol 925.
- Bourges. Privilèges et hypoth. 202-30.
- Paris. Responsabilité 245-30, 375-30 c.
- Poitiers. Disposit. entre vifs 622.
- 15 Amiens. Interdict. 220-30.
- Bourges. Contrat de mar. 1798 c., 1897. — Jugem. par défaut 257-10; Vente publ. d'imm. 1235-10.
- Grenoble. Cautiomm. de fons. 101. — Privil. et hypoth. 2197.
- Limoges. Faillite 1187.
- Metz. Arrêt. 1296.
- Instr. Minist. publ. 218.
- 16 Cons. d'Etat. Vente administr. 43-20.
- Circ. Matières d'or et d'arg. 121, 179.
- 17 Cass. Cassation 97; Faillite 251. — Peine 606-10.
- Limoges. Arrêt. 1026.
- Nancy. Dom. engag. 51-10.
- Rouen. Séparat. de corps 383-20, 387 c.
- 18 Cass. Chose jugée 87-30 c.; Désistement. 64-30. — Deg. de jurid. 210.
- Nîmes. Domicile élu 119-30.
- Paris. Bourse de comm. 303 c., 312 c.; Trésor public 1311 c., 1375, 1404 c.
- Circ. Hospices 408, 411.
- 19 Cass. Cassation 1962 c.; Requête civile 58. — Enreg. 5356.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 264-30, 270-20 c.
- Caen. Acquiescem. 804. — Contrainte p. corps 913.
- Dijon. Dispos. entre vifs 248-30.
- Poitiers. Disp. entre vifs 3113-40.
- Rennes. Exploit 619-10.
- Toulouse. Priv. et hypoth. 673-30.
- Cons. d'Etat. Commune 1359, 1715 c., 2452; Dom. de l'Etat 258. — Compét. administr. 111. — Cons. d'Etat 339. — Cour des comptes 39; Marché de fourn. 132-30. — Culte 541, 552-40; Hospices 88. — Désist. 314. — Eau 525-10 c., 526, 550-20-10. — Emigré 217-20. — Juifs 10-10. — Jugem. p. déf. 504, 523-30. — Marché de fourn. 140-10. — Voirie p. terre 368-30, 1752.
- Décis. Enreg. 5285; Frais et dépens 1135.
- 20 Ord. Eau, p. 334; Organ. économ. 1289.
- Cass. Appel crim. 89. — Défense 28 c., 188; Discipline 123 c. — Success. 280, 282 c.
- Grenoble. Exploit 653.
- Nîmes. Presse-outrage 1243 c., 1250 c., 1253-20, 1450-20 c., 1565 c.
- 21 Bruxelles. Except. 343.
- 22 Caen. Contrat de mariage 2572, 2651 c.
- Colmar. Usage 256.
- 24 Paris. Emigré 208-20.
- 25 Cass. Enreg. 2603. — Noblesse 39 c., Non 18, 49 c. — Vente publ. d'imm. 1796.
- Poitiers. Compétence comm. 444; Mandat 141 c. — Mariage 223-20 c.; Jugem. p. déf. 406-30, 409-40.
- Cons. d'Etat. Vente admin. 263.

Février.

- 26 Cass. Cassation 627; Degré de jurid. 248-20; Péremption 301 c.—Cautionn. 118.—Degré de jurid. 561-20.—Enreg. 4010.—Paternité 426.
- Cons. d'Et. Commune 186, 2627.
- Conflit 175-30; Vente administr. 230.—Cons. d'Etat 123, 150; Jugement p. défaut 518-20.—Dom. de l'Etat 254 c.; Forêts 979, 983 c.—Trés. publ. 332.—Eau 473-10.—Hospices 454-40.—Impôts dir. 134.—Mise en jugem. 210.—Organ. admin. 410-10.—Prud'hommes, p. 535.—Quest. préjud. 212-30 c.—Trav. publ. 622-30, 696, 1043.—Trés. publ. 909-30 c., 1034-40, 1053-10.
- Décis. Voiture 262.
- 27 Cass. Arbitr. 438 c., 1025.—Contravent. 340-10.—Disposit. entre vifs 3805.—Impôts indir. 97, 176, 493, 513 c.—Péremption 197.
- Rennes. Scellés 255.
- Stat. not. Paris. Notaire 444.
- 28 Cass. Appel crim. 310.—Pêche fluv. 226.
- Metz. Crimes contre les personnes 268-20.
- Poitiers. Obligat. 4105, 4175-10 c.-30 c., 4443-20 c., 4465 c.

Mars.

- 1 Colmar. Effets de comm. 85-30.—Grenoble. Deg. de jurid. 297.—Liège. Faillite 559-10.—Metz. Action 270.
- 2 Rennes. Deg. de jurid. 95.
- 3 Bourges. Success. 1622-10.
- 4 Cass. Avoué 61 c.; Enreg. 2181 c., 2349; Jugem. 296.—Compét. admin. 233.—Enreg. 4487.—Vente 2063-10.
- Paris. Contr. par corps 524.
- Poitiers. Acquiescem. 648.
- Instr. Enreg. 4901-40, 4934.
- 5 Ord. Postes, p. 12; Trés. publ. 1145, 1201, p. 1139.
- Cass. Enreg. 5480.—Frais et dépens 91-50 c.; Impôts indir. 471, 473 c.
- Agen. Nantissém. 107-10.
- Bruxelles. Acte de comm. 382.
- Orléans. Intervent. 84-20.
- Poitiers. Minorité 802.
- 6 Cass. Crimes contre les pers. 201 c.; Instr. crim. 2438-10, 2659, 2740-10 c., 3499-10 c.—Presse-outr. 1444-10 c., 1554.
- Agen. Obligat. 3327-20.
- Bruxelles. Droit marit. 386, 406 c.
- Douai. Minorité 427.
- Grenoble. V. 16 mars.
- 7 Cass. Chasse 22 c., 88, 106 c., 231 c.—Dénonc. calomn. 13 c., 113; Presse-outr. 369-60.—Enquête 57; Obligat. 4619-70.—Procès-verb. 612.
- Bourges. Ordre 937-30.
- Limoges. Contrat de mar. 1767.
- Poitiers. Enquête 243, 528.
- 8 Cass. Presse-outr. 203-20, 964-20 c., 970.
- Instr. Org. milit. 517, 518, 521, 522, 524, 525, 526, 527, 530, 531; Scellés 16 c.
- 10 Cass. Enreg. 2476, 5576.—Règlém. de juges 171-10.
- 11 Cass. Cassation 504 c., 505.—Imp. indir. 611.—Vente publ. d'imm. 1640 c., 1712.
- Agen. Degré de jurid. 253-30.
- Limoges. Absent 512.
- 12 Ord. Presse-outr., p. 410; Voirie p. eau, p. 739, 75.
- Cass. Arbitr. 1078; Success. 698.—Contrat de mar. 4287-30.
- Angers. Contrat de mar. 759.
- Bruxelles. Contrat de mar. 1564.
- Nîmes. Obligat. 4886-10.
- Paris. Vente publ. d'imm. 192.
- Rennes. Emigré 118-20.
- Toulouse. Ordre 818-10, 996-10; Tierce-oppo. 40 c.

Mars.

- 12 Délib. Enreg. 983.
- Instr. Enreg. 5285.
- 13 Cass. Absence 289; Privil. et hypoth. 1220-10 c.; Vente publ. d'imm. 536.—Cassation 670.—Contr. de mar. 3840.—Faillite 317-20, 997; Obligat. 3911-20 c.; Société 817.—Instr. crim. 2391-30, 3752.—Mandat 399.—Presse-outr. 1389-10.
- Rennes. Arbitr. 486.
- Délib. Roulangier 99.
- 14 Aix. Droit marit. 1915, 1947 c.
- Rouen. Faillite 623.
- 15 Bastia. Disposit. entre vifs 4860.
- Bourges. Exploit 217-40.
- Colmar. Serment 25-50.
- Lyon. Prescript. civ. 1080.
- Metz. Absence 61 c., 75 c., 122.
- Paris. Obligat. 1086-30 c., 1263.—Success. 2153.
- Délib. Enreg. 3408, 3411.
- 16 Grenoble. Conciliat. 41 c., 137 c.; Péremption 112, 317.
- 17 Loi. Trés. publ., p. 1139.
- Cass. Compte cour. 74 c.—Vol 383.
- Amiens. Acte de comm. 119.—Privil. et hypoth. 967.
- Rennes. Commenc. 222; Contrat de mar. 1021 c.
- 18 Cass. Success. 1002.—Vente publ. d'imm. 27.
- Agen. Paternité 558.
- Bordeaux. Substitut. 143.
- Paris. Droit civ. 85-20; Droit polit. 106 c.
- 19 Ord. Impôts dir., p. 267; Organ. colon. 151; Org. milit., p. 1884; Patente 116; Trés. publ. 611.
- Cass. Enreg. 3220.—Obligat. 3987 c.; Vente 1790-10.
- Colmar. Dénonc. calomn. 1 c., 100.
- Limoges. Absence 127.
- Paris. Contrat de mar. 533, 3904; Puissance patern. 166.—Propriété littér. 176.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 419 c., 420 c.; Voirie par terre 1814-10, 1840.—Cons. d'Etat 204, 280.—Cour des comptes 53; Trés. publ. 949-30.—Manufact. 33-19, 57 c., 131, 138.—Octroi 291.—Tierce-oppo. 322.—Trav. publ. 1211, 1218-20.—Voirie par terre 182-10, 2284-10.
- Décis. Pêche fluviale 165.
- Délib. Enreg. 2174, 4383.
- 20 Cass. Instr. crim. 1704-90, 3525-30.—Jugem. 832-20.—Jugement par défaut 257-20.—Quest. préjud. 112-20, 125-10.—Vol 925.
- Bruxelles. Contrat de mar. 509.—Disposit. entre vifs 3790.
- Nîmes. Vente publ. d'immeubles 444-20 c.
- Poitiers. Disposit. entre vifs 823-90, 826 c.
- 21 Cass. Chasse 101.—Mat. d'or et d'argent 67-50.—Vagabondage 60, 78.
- Bourges. Exploit 346-10.
- Lyon. Arbitr. 1396.
- Orléans. Usufruit 681-10.
- Poitiers. Jugem. p. défaut 411-20.
- Trib. d'App. Enreg. 5077.
- 22 Amiens. Exprop. publ. 24-90.
- Riom. Minorité 765.
- Circ. Greffe 80-110.
- Délib. Enreg. 5280.
- 23 Cass. Vente publ. d'immeubles. V. 23 mars 1820.
- 24 Paris. Saisie-arrest 358-50-60.
- Rennes. Contravent. 50.
- Lettre. Voirie par terre 2229.
- 25 Cass. Chose jugée 132-50, 362-40; Compét. comm. 277; Faillite 425 c., 550 c., 551 c.—Frais et dépens 162-10, 166 c.
- Agen. Disposit. entre vifs 452.
- Metz. Séparat. de corps 369.
- 26 Ord. Org. judic., p. 1505.
- Cass. Cassation 320.—Droit marit. 2171 c., 2187, 2204 c.

Avril.

- 26 Cons. d'Etat. Cassation 1537 c.; Requête civile 381.—Chose jugée 31; Expert. 370.—Commune 1601-10, 2349; Compét. administr. 151.—Cons. d'Etat 240.—Dem. nouv. 267; Vente administr. 330-30.—Dom. nat. 33; Trés. publ. 355-20.—Emigré 408-10.—Guerre 3-10.—Org. administr., p. 609.—Trés. publ. 426-30, 449-10.—Vente administr. 180.
- 27 Cass. Frais et dépens 1017; Instr. crim. 716-30, 1598, 3354, 3759.—Peine 91.—Poids et mesures 19-10, 125-20-30 c.
- Bruxelles. Péremption 130.
- 28 Bruxelles. Faillite 267-10-70.—Servitude 812-30.
- Rouen. Privil. et hypoth. 900 c. (V. 28 mai.)
- Cons. d'Etat. Vente administr. 330-60.
- 29 Cass. V. 21 mars.
- Délib. Enreg. 4499, 4516.
- 30 Angers. Commune 2688.
- 31 Loi. Dom. de la cour. 18-50.
- Circ. Contumace 20.
- Avril.
- 1 Cass. Commerçant 184; Contrat de mar. 1038 c., 1360.—Deg. de jurid. 204-10.—Disp. entre vifs 714 c., 728.—Obligat. 2415-40.—Org. colon. 353; Règlém. de juges 70.
- 2 Ord. Mach. à vapeur 3; Voirie p. eau, p. 723.
- Cass. Arbitr. 456.—Disposit. entre vifs 1649-10; Obligat. 2561 c.—Enreg. 4190.—Jugem. par déf. 277.—Péremption 141-20 c., 167.
- Grenoble. Success. 1451-10; V. 21 avril.
- Avis com. int. Accessoire 47 c.
- Délib. Enreg. 3570.
- 3 Cass. Complice 170-10.—Instr. crim. 938-10.—Jugem. 794.—Vérific. d'écrit. 70-10.
- Agen. Success. 1239.
- Bruxelles. Mariage 156 c., 174-10.
- Liège. Chasse 422.
- Instr. Impôts dir. 157.
- 4 Cass. Commune 1163.—Compét. crim. 578.—Vol 138-10.
- Amiens. Deg. de jurid. 175-30.
- Bourges. Compét. civ. trib. de paix 153.
- 5 Cass. V. 1825.
- Bruxelles. Deg. de jurid. 62; Propriété 192.
- Paris. Droit marit. 2016.
- 7 Ord. Trav. publ. 710-20, 754, 1249 c.
- Cass. Enreg. 3453; 5016 c.; Usufruit 80-10 c.—Enreg. 3858 c., 3864.
- 8 Loi. Trés. publ., p. 1139.
- Cass. Action possess. 630.—Cassation 1911-40.—Jugem. 168-30.—Vente 1783-20.
- Amiens. Acte de comm. 51.—Deg. de jurid. 284-10.—Vente publ. d'imm. 1500-30.
- Montpellier. Ordre 139, 333-20 c.; Douanes 147.
- 9 Ord. Boucher 8.
- Cass. Contr. de mar. 3292; Normandie 40 c.—Contrat de mar. 3523, 4312-50.—Deg. de jurid. 512.—Faillite 165.
- Lyon. Commissionn. 269.
- Décis. Forêts 773.
- 10 Cass. Commune 1143, 2422.—Douanes 833 c.; Impôts indir. 418, 419 c.; 423 c., 424 c., 427 c.; Instr. crim. 298 c.; Procès-verb. 61-10 c., 202 c.—Instr. crim. 819, 1083 c., 1147-10, 1167-30 c., 2308-50 c.
- Aix. Droit civ. 448.

Avril.

- 10 Caen. Interrog. sur faits et art. 9 c., 16-20.—V. 10 avril 1828.
- Paris. Bourse de comm. 416 c.; Trés. publ. 1194, 1404-20 c., 1409-10 c., 1419-20 c., 1423 c.
- Stat. not. Paris. Notaire 273.
- 11 Cass. Frais et dépens 1024.
- Angers. Louage 120 c.; Obligat. 3936 c.
- Poitiers. Acquiescem. 624 c.
- 12 Paris. Success. 548 c., 562.
- Toulouse. Arbitr. 728.
- 13 Cass. Enreg. 2459 c., 2509, 2520 c.—Minorité 815.
- 14 Agen. Acquiescem. 664 c., 667.
- Liège. Saisie-exéc. 335 c., 342.
- 15 Cas. Disposit. entre vifs 1775.
- Amiens. Jugem. d'av. dire droit 26-30.
- Caen. Faillite 774-10-20, 1422 c.
- Paris. Vol 101.
- Strasbourg. Enreg. 1187.
- Cons. d'Etat. Trés. publ. 1059 c.; V. 16 avril.
- 16 Ord. Hospices, p. 74; Pension, p. 760; Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Effets de comm. 318.—Prescript. civ. 578.
- Bruxelles. Privil. et hypoth. 669-20; Transcript. hypoth. 560 c.
- Limoges. Saisie-exéc. 48.
- Cons. d'Etat. Boucher 114.—Conflit 211.—Conseil d'Etat 204, 238; Vente administr. 220-10, 315-10-40.—Conseil d'Etat 209, 358; Trav. publ. 391, 434-10, 692.—Dem. nouv. 271-10; Trés. publ. 1055, V. 15 avril.—Exprop. publ. 14-40.—Mise en jugem. 210.
- Circ. Voiture 278.
- 17 Cass. Chasse 362.—Chose jugée 208-70.—Compét. admin. 144-20; Dom. publ. 73-40 c.—Instr. crim. 1855 c., 1876-10.—Paternité 714.—Saisie-arrest 423.
- 18 Cass. Crimes contre les personnes 30-20.—Dénonc. calomn. 10 c.; 88.—Procès-verb. 262.
- La Haye. Faillite 1501.
- Rennes. Exploit 641-10.
- Décis. Pêche fluv. 17, 18.
- 19 Aix. Obligat. 5506.
- Dijon. Commune 1963.
- Grenoble. Vente publ. d'immeub. 1829-20.
- Metz. Acte de comm. 31; Frais et dépens 91-60 c.
- Paris. Minorité 313 c., 593 c., 615 c., 644-50, 661-40 c., 736.
- Avis Cons. d'Etat. Propr. littér. 281.
- 20 Circ. Octroi 295.
- 21 Cass. Enreg. 2914.—Mines 156, 160 c., 543 c.
- Grenoble. Prescript. civ. 659 c.; Success. 1460, 1487.
- Lyon. Arbitr. 196, 529, 601 c.
- Circ. Garde champ. 16, 37.
- 22 Cass. Arbitr. 705.—Droit marit. 1145; Mandat 228-20 c.—Enreg. 451 c., 497 c., 880, 1167 c., 1197 c.—Propriété 167-30, 450 c.—Vente 1728-10.
- Nîmes. Désistém. 148 c.; Ordre 418-60-70, 417-10 c.-30 c.-30 c.-40 c., 766-30 c.
- 23 Ord. Commune 146; Cour des comptes, p. 511; Prises marit. 333; Trés. publ. 934; Voirie p. terre, p. 196, 1703 c.
- Cass. Contr. de mar. 515.—Prise à partie 14-30.—V. 29 avril.
- Grenoble. Privil. et hypoth. 2200.
- Metz. Privil. et hypoth. 1388.
- Cons. d'Etat. Action possess. 299 c.—Conflit 73, 87.—Conseil d'Etat 280, 303.—Eau 97, 431-10 c., 477-70.—Majorat 37-10.—Manufact. 70-10.—Mont-de-piété 47 c., 67.—Org. marit. 955.—Trav. publ. 1211.—Trés. publ. 362-20, 1053-20.

Avril.

- 23 Délib. Enreg. 1417.
- 24 Cass. Biens 241.—Instr. crim. 3662, 3697 c.; Serment 183-40.—Org. judic. 361 20.—Presse-outrage 537-50, 650 c.—Serment 183-30.
- Pau. Arbitr. 697 c., 765 c., 775 c., 776 c., 785, 921 c.; Obligat. 5361 c.
- 25 Ord. Eau, p. 344; Voirie p. eau, p. 738-599, 739-680.
- Cass. Appel crim. 234 c.; Appel incid. 172.—Instr. crim. 3347-40.—Minist. publ. 60.
- Paris. Privil. et hypoth. 2606-10 c., 2607-10.
- 26 Liège. Cassation 1659-100 c.; Faillite 134 c., 156-90.
- Limoges. Domicile élu 117-10.
- Paris. Compét. civ. trib. d'arrond. 203 c.; V. 28 avril.
- 27 Instr. Certif. de vie 40 c.
- 28 Cass. Deg. de jurid. 563-30.—Privil. et hypoth. 2515-10.
- Paris. Droit civil 318-10, 323 c.
- Rennes. Arbitr. 373.—Compét. civ. trib. d'arrond. 133.
- Circ. Forêts 157.
- 29 Cass. Jugem. 1001-170.—Obligat. 1923-10, 2851-20, 4087, 4186 c.—Privil. et hypoth. 1149.
- Aix. Droit marit. 1472 c., 1527 c., 1701-40 c., 1743.
- Bourges. Exploit 68-70; Obligat. 3511 c.; Responsab. 423.
- Bruxelles. Desaveu 27.
- Caen. Success. 1182.
- Metz. Chose jugée 313 c.
- Montpellier. Adopt. 196.
- Instr. Notaire, p. 591.
- 30 Loi. Saisie-arrest, p. 490.
- Ord. Org. milit., p. 1886.
- Cass. Avoué 223.
- Agen. Disposit. entre vifs 574.
- Limoges. Exploit 543-30.
- Avis com. int. Commune 2663.
- Circ. Greffe 80-100.
- Délib. Enreg. 1956, 1961 c.

Mai.

- 1 Cass. Chose jugée 110-20.—Commune 659-10 c., 933 c., 1072; Contravent. 98 c., 145 c., 151, 152 c.—Donnicie 59-30, 67 c., 73 c.—Jugem. par défaut 1-10-10, 160-30.—Instr. crim. 550.—Pêche marit. 71.—Procès-verb. 729.
- Colmar. Privil. et hypoth. 1434-20.
- La Haye. Interrog. sur faits et art. 57.
- Paris. Contr. de mar. 1007; Mariage 810-10 c.
- Toulouse. Absence 493; Disposit. entre vifs 750 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. eau 597.
- Circ. Voiture 262.
- 2 La Haye. Dénonc. calomn. 135-10.
- Montpellier. Frais et dépens 183-10.
- Orléans. Acquiescem. 804.
- Paris. Prêt à intérêts 211-30 c., 259-10 c., 262-10.
- 3 Agen. Vente publ. d'immeubles 891, 934-40.
- Amiens. Commune 1445.
- Bruxelles. Société 1618-130.
- 5 Agen. Obligat. 5138-30.—Rébellion 39-40 c.
- Caen. Privil. et hypoth. 2200, 2203.
- Nancy. Usage 541 c.
- Rouen. Commissionn. 203; Droit marit. 1457 c.
- 6 Cass. Dom. engag. 50-60.—Prêt à intérêts 54 c.; Rentes const. 165-30.—Rentes foncières 91-20.
- Aix. Banquier 31 c.
- Rouen. Vérific. d'écrit. 70-50.
- 7 Cass. Deg. de jurid. 423-10 c.; Huissier 130.—Frais et dépens 470-20; Scellés 281 c.—Greffe 23 c.—Ordre 954-10-20.—Privil. et hypoth. 1546.

Mai.

- 7 Amiens. Vente 1463-10.
— Rennes. Appel civil. 531 c., 532.
— Droit marit. 2230.
— Cons. d'Etat. Commune 547, 548 c., 1678 c., 2286, 2638 c.; Culte 627. — Conseil d'Etat 164.
— Domaines de l'Etat 254; Jugement 911-30. — Compétence administr. 336 c.; Eau 415-30, 482-60 c., 472 c.
— Emigré 214-50. — Mise en jugement. 186-90. — Voirie p. terre 1138, 2076, 2129-10.
— Lettre. Forêts 1996.
9 Arrêté. Mines 372.
— Cass. Jugem. 791-10, 798-10 c., 1086-20 c. — Mat. d'or et d'argent 81.
— Amiens. Notaire 511-20 c., 516-20, 516-10 c.; Obligat. 2862 c.
— Bordeaux. Propriété 160 c.; Servitude 702; 1208 c.
— Paris. Pêche fluviale 35 c.
— Rouen. Droit marit. 1697. — Enquête 523-30.
10 Loi. Trés. publ. p. 1139.
— Amiens. Emigré 132-20 c., 138, 232 c., 238 c.
— Bastia. Disposit. entre vifs 4187.
— Bordeaux. Exploit 663-30 c.; Ordre 863-30.
12 Ord. Org. milit., p. 1886.
— Cour d'ass. Haute-Garonne. Paternité 367 c.; 369-20, 378 c.
— Circ. Contumace 20; Douanes 147.
13 Cass. Cassation 3028. — Prescript. civ. 101; Rentes foncières 77. — Success. 2234-10. — Vente 153-20.
— Caen. Obligat. 1886.
— Limoges. Acquisecem. 70, 800 c., 664.
— Paris. Disposit. entre vifs 4235.
— Circ. Frais et dépens 978.
14 Ord. Douanes. p. 595.
— Cass. Descendance sur les lieux 50.
— Disposit. entre vifs 5144.
— Enreg. 1405, 4417 c. — Privil. et hypoth. 1704-20. — Voirie p. terre 1359-10.
— Amiens. Compte 31, 98 c.
— Guadeloupe. Prescript. civ. 683.
— Poitiers. Commerc. 195 c.; Obligat. 205.
— Delib. Enreg. 1606; Obligation 2402.
15 Cass. Chose jugée 56-610; Droit marit. 2099 c.; Faillite 1404-40 c. — Instr. crim. 1074, 1650-10. — Presse-outrage 205-20.
— Bruxelles. Appel civil. 127.
— Circ. Procès-verb. 777.
16 Cass. Imp. indir. 164-20, 252-20. — Instr. crim. 1192-40. — Peine 865-10. — Vol 336.
— Bourges. Degré de jurid. 186-40.
— Bruxelles. Disp. entre vifs 2826.
— Liège. Privil. et hypoth. 868.
— Orléans. Exert. 194.
— Paris. Success. 1910.
— Rennes. Contrat de mar. 324.
17 Cass. Presse-outr. 1143-20.
— Bourges. Privil. et hypoth. 967.
— Rouen. Appel civil 719.
— Cons. d'Etat. Vente administr. 309-10.
— Décis. Frais et dép. 1009.
— Delib. Enreg. 3543.
18 Lyon. Arbitr. 192 c.; Compét. comm. 306 c.; Société 658.
— Rennes. Greffe 59.
19 Agen. Concluc. 92 c.; Obligat. 1490-20; Success. 2053.
— Colmar. Obligat. 2011-30.
— Metz. Ordre 1164.
20 Cass. Exploit 381-10; Vente publ. d'imm. 1386. — Obligat. 2939. — V. 20 mai 1824.
— Circ. Mat. d'or et d'arg. 40.
— Lettre. Frais et dép. 1048.
21 Ord. Voie publ. 6-40; Voiture, p. 999.
— Cass. Appel civil 1091. — Contr. p. corps 541. — Jugem. 287-30.
— Limoges. Intervent. 89-20.
— Poitiers. Contrat de mar. 1928, 1930 c. — Notaire 774.
— Rouen. Saisie-arrest 277-10.

Mai.

- 21 Cons. d'Etat. Commune 2634-10, 3670; Cons. d'Etat 79-40. — Compét. administr. 219 c. — Dom. extraord. 53. — Emigré 216-10. — Mise en jugement. 69, 210. — Vente administr. 123-60. — Voirie par terre 1681-20, 1837-30, 1951, 2076, 2110-10.
— Décis. Douanes 54, 141.
22 Cass. Imp. indir. 65-20. — Instr. crim. 1069; Office 368. — Instr. crimin. 1650-20. — Jugement 1063-20.
— Bastia. Vente publ. d'imm. 103-20 c., 295-20 c., 618, 1290 c.
— Besançon. Disposit. entre vifs 920 c., 2989-20.
— Liège. Compét. comm. 113.
— Décis. Douanes 421.
23 Cass. Organ. colon. 1002-10.
— Rennes. Absence 563.
— Trib. de Douai. Enreg. 2924.
24 Amiens. Appel civil 481.
— Liège. Instr. crim. 93 c.; Presse-outr. 867-30, 1121-10 c.
— Montpellier. Contrat de mariage 2967-40 c.
26 Cass. Obligat. 4108 c., 4111-10.
— Grenoble. Instr. crim. 680, 681-10 c.
— Liège. Exploit 232 c., 370-50. — Saisie-gagerie 25, 31, 38, 39.
— Limoges. Contrainte par corps 732, 993-10 c.; Jugem. p. def. 350-30 c.
— Metz. Degré de jurid. 149-10.
27 Cass. Cautionn. 416 c.; Surenchère 166-10. — Enreg. 2100 c., 2401, 2411 c., 2429. — Obligat. 3885-20, 3967 c. — Vente 1061.
— Limoges. Absence 276.
— Poitiers. Vente publ. d'imm. 421.
— Dépêche. Organ. marit. 679, 680.
28 Ord. Douanes. p. 595; Org. judic., p. 1505.
— Cass. Enregistr. 5783. — Faillite 273-10; Mariage 955-10 c.; Minorité 106 c.; Obligat. 903-20 c.
— Aix. Arbitr. 735 c., 738, 1112 c.
— Grenoble. Exploit 653 c.; Frais et dép. 276 c., 282-20, 921 c.; Obligat. 3584 c.
— Orléans. Saisie-arrest 50-50.
— Rouen. V. 28 mars 1822.
29 Cass. Disposit. entre vifs 4537-20. — Impôts indir. 186, 257 c. — Presse-outr. 149.
— Colmar. Contrat de mar. 2435; Disposit. entre vifs 2552-40.
— Rouen. Commune 1438.
30 Cass. Instr. crim. 683 c. — Rébellion 34-40, 39-40 c.
— Bruxelles. Obligat. 5144-10.
— Montpellier. Obligat. 1425-10.
— Nîmes. Disp. entre vifs 3344-10, 4164.
— Rouen. Surenchère 306, 316, 316-10.
— Toulouse. Obligat. 2427-30.
31 Amiens. Louage 551.
— Bruxelles. Cassation 74.

Juin.

- 1 Rennes. Except. 329.
— Circ. Douanes 421.
2 Cass. Enreg. 5711, 5764 c.; Saisie-arrest 257 c. — Obligat. 4178-20.
— Caen. Contrainte p. corps 253-30.
3 Cass. Défense 148. — Demande nouv. 55-20. — Prescript. civ. 904.
— Amiens. Vente publ. d'imm. 1948, 1943 c.
— Liège. Société 1637.
— Poitiers. Success. 1996.
4 Ord. Halles 13-90; Trésor publ., p. 1140.
— Cass. Commune 497; Octroi 306. — Contrat de mariage 3831. — Disposit. entre vifs 1593 c., 1594-10; Obligat. 4556-90.
— Jugem. 973-10. — Péremption 231.
— Bourges. Paternité 208 c., 331 c., 339.
— Bruxelles. Demande nouv. 125.

Juin.

- 4 La Haye. Instr. crim. 1224-30.
— Orléans. Reféré 48 c., 58 c., 125.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 397 c.; Trav. publ. 1239-20.
— Cons. d'Etat 227, 246; Dom. de l'Etat 322. — Cons. d'Etat 304, 332-10; Eau 512-10 c.; Voirie p. terre 2092-20, 2379.
— Eau 474-40; Frais et dép. 1212. — Emigré 402-50. — Expropriat. 386; Expropri. publ. 17-70. — Frais et dép. 1212, 1214. — Halles 69; Marché de fourn. 90-10 c. — Tierce-opposit. 270.
— Voirie p. terre 1993-30. — Trav. publ. 788, 811, 1267-50.
5 Cass. Boucher 34. — Instr. crim. 1650-20, 3660.
— Limoges. Délai 62 c.; Ordre 716-30, 746-30 c., 923-40 c.
— Paris. Compét. 57-20; Distrib. p. contrib. 43 c.
— Rouen. Contr. de mar. 3945.
6 Bordeaux. Droit marit. 1692.
— Metz. Droit civil 306-20.
— Nîmes. Louage 137; Obligat. 4616 c.
— Circ. Douanes 348.
9 Cass. Action poss. 424 c.; Prescript. civ. 314 c. — Culte 645.
— Montpellier. Ordre 1050-30, 1104.
10 Cass. Degré de jurid. 151-20. — Disposit. entre vifs 198, 209 c. — Obligat. 1302-10. — Vente 766-10. — Vente publ. de marchand. nouv. 14.
— Amiens. Acte de comm. 222 c.; Agent d'aff. 6.
— Douai. Biens 53; Privil. et hypoth. 1789.
— Limoges. Disposit. entre vifs 3139-30.
— Paris. Usufruit 745-10.
— Poitiers. Vente publ. d'imm. 153, 151 c.
11 Ord. Trésor publ. 1079, p. 1140.
— Cass. Contrat de mariage 1862. — Saisie-arrest 360-30.
— Delib. Enreg. 3762, 3863.
12 Cass. Appel crim. 128; Peine 778-10 c. — Cassation 1206. — Imp. indir. 64. — Lettres miss. 730 c.; Paternité 267 c., 271 c., 615 c., 621.
— Aix. Effets de comm. 226.
— Lyon. Exploit 424-10.
13 Cass. Forêts 716 c., 725. — Peine 102-10.
— Agen. Success. 473.
— Aix. Droit marit. 2034.
— Riom. Exploit 346-20.
14 Orléans. Dispos. entre vifs 2769.
16 Cass. Droit marit. 558 c., 599 c.; Douanes 437-20 c., 688. — Enreg. 4149, 4809, 5658, 5661 c., 5667 c.; Peine 758 c.; Saisie-exéc. 12.
— Agen. Success. 280.
— Liège. Degré de jurid. 202.
— Circ. Frais et dépens 1107.
17 Cass. Emigré 402-20. — Exploit 653 c. — Société 1010.
— Caen. Privil. et hypoth. 3076, 2132-10, 2152.
— Liège. Rentes fonc. 14-10.
— Décis. Frais et dépens 59.
18 Ord. Eaux minér. p. 504; Halles 22; Mont-de-piété, p. 401.
— Cass. Appel civil 327; Cassation 2053 c. — Arbitr. 865. — Cassation 1164 c.; Privil. et hypoth. 1452-20; Transcript. hypoth. 420 c. — Dom. de l'Etat 290, 995, 843. — Enreg. 2908.
— Agen. Servitude 835-30.
— Metz. Exploit 659-20 c.; Ordre 862-20; 936-20.
— Cons. d'Etat. Commune 1642, 1707 c., 2286, 2347. — Conseil d'Etat 209; Jugem. par défaut 521, 531. — Dom. extraord. 25 c.; Majorat 37-40. — Droit civ. 364; Eau 487-120. — Manufact. 123; Prises marit. 214. — Dom. de l'Etat 254; Voirie p. terre 1357-20, 354, 1353-20. — Trés. publ. 910, 1003. — Voirie p. terre 1146-10.
19 Cass. Instr. crim. 1616 c., 1790-20, 2219-50, 3095. — Témoin. faux 34-10.

Juin.

- 19 Agen. Deg. de jurid. 394.
— Angers. Privil. et hypoth. 967.
— Bruxelles. Absence 478.
— Colmar. Mariage 493-20.
20 Cass. Chasse 23 c., 108. — Crimes contre les personnes 24-10 c.; Instr. crim. 2801. — Forêts 317-60 c., 359. — Instr. crim. 1616, 1790-30.
— Amiens. Priv. ethypoth. 1148-30.
— La Haye. Enreg. 2892.
— Avis comm. int. Commune 3663.
21 Pau. Minorité 352-10.
22 Arrêté. Org. colon. 715.
— Aix. Droit marit. 1008.
— Metz. Obligat. 2896-40.
— Pau. Exploit 358-30.
— Circ. Passe-port 31.
23 Ord. Traité internat., p. 522, p. 582.
— Cass. Substitut. 204. — V. 23 janvier 1823.
— Angers. Arbitr. 706.
— Liège. Disposit. entre vifs 2678-10.
— Riom. Appel civil. 882.
24 Ord. Boulanger 100.
— Cass. Disposit. entre vifs 2669; Substitut. 174-40. — Faux incid. 211, 233. — Servitude 778-10.
— Amiens. Ordre 751-10.
— Rennes. Conciliat. 176-20 c.; Ordre 363-10, 384 c.; Tierce-opposit. 213 c.
25 Ord. Manufact. 58, p. 5; Organ. milit., p. 1886.
— Cass. Descendance sur les lieux 33 c.; Jugem. d'av. dire droit 34-10.
— Bordeaux. Forêts 1461.
— Poitiers. Ordre 82-10-20.
— Décis. Enreg. 4901-20.
26 Ord. Mines 751; Organ. écon., p. 1289.
— Cass. Notaire 871. — Vol 541.
— Colmar. Absence 151 c., 172 c., 177, 481 c.
— Paris. Chose jugée 280-10. — Société 224.
— Rennes. Frais et dépens 885-10. — Instr. Minist. publ. 268.
27 Cass. Forfait. 51 c., 54-10. — Instr. crim. 2305-40 c.; Témoin 637-30 c. — Org. colon. 1023.
— Bourges. Domicile élu 94-30. — Obligat. 3223; Vente publ. d'immeub. 348 c.
— Colmar. Assurances terr. 32.
— Metz. Deg. de jurid. 350-20; Vérificat. d'écrit. 113.
— Paris. Trés. publ. 1192 c., 1269 c., 1405-10.
28 Cass. Douanes 850 c.; Procès-verbal 302 c., 377.
— Angers. Enquête 490, 493 c.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 2186.
— Liège. Privil. et hypoth. 1822-20.
— Circ. Mat. d'or et d'argent 28; Vente publ. de meubl. 70.
29 Ord. Banque 176.
30 Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 203 c.; Droit civ. 320, 323 c.
— Amiens. Demande nouv. 58.

Juillet.

- 1 Cass. Arbitr. 504, 593, 698 c., 998; Cassation 1174; Tierce-opposit. 19. — Except. 202-60.
— Lyon. Vente 836-10.
2 Cass. Action possess. 471 c.; Servitude 1281. — Enreg. 3983, 3989, 4129 c. — Faillite 268-60. — Privil. et hypoth. 1693-10.
— Poitiers. Deg. de jurid. 314.
— Cons. d'Etat. Acquisecem. 854; Emigré 209-110. — Compét. administr. 29. — Dom. de l'Etat 145; Expropri. publ. 602. — Dom. de l'Etat 164. — Manufact. 80, 97, 171, 173. — Marché de fourn. 44-20, 101-20, 142-80.
3 Cass. Appel civil. 1190. — Défense 148. — Disposit. entre vifs 1000. — Faillite 1448 c. — Industrie 403.
— La Haye. Cautiannem. 92.
— Lyon. Disposit. entre vifs 766.

Juillet.

- 3 Orléans. Disposit. entre vifs 4372.
4 Cass. Presse-outrage 928-10. — Témoin. faux 34-10. — Vol 466-10.
— Lyon. Péremption 191.
— Montpellier. Appel civil. 1302.
— Nîmes. Contrat de mar. 1971.
— Paris. Obligat. 4590.
— Pau. Chose jugée 264.
— Statuts not. Paris. Obligat. 3498.
5 Cass. Mise en jugement. 36-20. — Rentes const. 76 c.
— Besançon. Compte 191-70.
— Grenoble. Frais et dépens 88 c., 928.
— Metz. Mariage 699-50.
— Pau. Obligat. 4854.
— Delib. Enreg. 1035.
7 Grenoble. Instr. crim. 619.
— Metz. Vente publ. d'immeubles 2233.
8 Cass. Conciliat. 208. — Disposit. entre vifs 256-20 c., 2665-10, 2707 c., 2709-20 c.
— Limoges. Péremption 87 c., 246, 354-20 c.
— Lyon. Exploit 116. — Ordre 692-10.
— Rouen. Propriété féodale 257.
— Circ. Obligation 3428, 3428 c., 2429 c.
— Décis. Notaire 667.
9 Ord. Organ. écon., p. 1389; Org. milit., p. 1886; Voiture, p. 999.
— Cass. Action possess. 580 c., 685. — Jugem. 1034. — Org. colon. 176.
— Bruxelles. Chose jugée 157.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 2926 c., 2995.
— Delib. Enreg. 1621.
10 Cass. Instr. crim. 1572-20, 1577-10 c., 1616, 1790-30, 3516, 3620-30, 3622-10 c. — Paternité 320-30. — Société 1129.
— Bordeaux. Privil. et hyp. 1633-20.
— Grenoble. Privil. et hyp. 1523-10, 1623-10.
— Orléans. Servitude 653-10.
11 Cass. Affiche 100 c.; Cassation 767 c.; Déné de justice 18-20 c.; Jugem. 884-10-20 c.; Presse-outrage 1851-20; Responsab. 783 c. — Jugement 1072-10; Témoin 638-30 c., 674-40.
— Grenoble. Ordre 970-10-20.
— La Haye. Faillite 1090.
— Liège. Deg. de jurid. 50.
12 Bruxelles. Disposit. entre vifs 3173.
— Rouen. Privil. et hypoth. 271, 1841-10, 1852-20.
— Toulouse. Deg. de jurid. 280-20, 381-20-40.
— Avis Cons. d'Etat. Octroi 273, 232.
14 Cass. Enreg. 539. — Jugem. 1018.
— Aix. Droit marit. 1396.
— Montpellier. Mariage 834-30.
15 Cass. Dom. engag. 37-20.
— Circ. Mont-de-piété 61.
— Instr. Enreg. 4901-30.
16 Ord. Archives 27; Avoué 30.
— Cass. Contrat de mar. 2318 c.; Enreg. 4239, 5416 c. — Prescript. civ. 215.
— Grenoble. Success. 2265.
— Metz. Privil. et hypoth. 2203.
— Decis. Contrat de mar. 289; Notaire, p. 591.
17 Cass. Classe 371 c., 434; Procès-verbal 697 c. — Commune 2762. — Discipline 60 c., 63 c., 175-10. — Faux 174-40, 399-20 c. — Frais et dépens 1017; Instr. crim. 3159, 1183.
— Caen. Contrat de mar. 3287 c., 3927, 3930 c., 3991; Success. 548. — Normandie 81 c.
— Grenoble. Appel civil 353 c., 466 c.; Avocat 127.
— Metz. Appel civil. 825.
— Orléans. Effets de comm. 848.
18 Cass. Commune 1947 c.; Jour légal 74. — Org. instr. publ. 299-10. — Pêche fluv. 174.
— Limoges. Org. judic. 488-20.
— Montpellier. Acquisecem. 637.
— Paris. Privil. et hypoth. 3607-10.

juillet.

Pauvres. Commune 1418-30.
 Toulouse. Privil. et hypoth. 1606.
 1819. 2546-74.
 Deas. Fureg. 714.
 Pau. Contrat de mar. 1012; Prêt à inter. 42-49 c.
 Cons. d'Etat. Organ. admin. 440.
 Deas. Enreg. 1504.
 Ord. Manufact. 58.
 Grenoble. Société 817-20. 820 c.
 Cass. Bourse de comm. 357.
 Faillite 272-49; Obligat. 2608.
 Paternité 222. — Privil. et hypoth. 219; Saisie-gagerie 15-10 c. — Rentes fonc. 26.
 Met. Appel civ. 709.
 Deas. Frais et dép. 1162.
 Ord. Cour des comptes. p. 511;
 Culte. p. 715; Impôts directs. p. 287; Presse. p. 410; Trésor publ. p. 1140.
 Cass. Appel incid. 67. — Disposit. entre vifs 803. — Enquête 231.
 — Enreg. 3799; Organ. judic. 150.
 Bourges. Appel civ. 1139.
 Ordon. Reg. de jurid. 193.
 Metz. Disposit. entre vifs 1969.
 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1389.
 Cons. d'Etat. Cautionn. de fonction. 125. — Commune 504.
 1834. 1562 c. — 1603-29. 1673 c.; Usage 263-30. — Commune 2287.
 226-19; Frais et dép. 1212.
 — Compét. administr. 53 c.; Forêts 2228. — Compét. administr. 123; Emigré 114. — Cons. d'Etat. 31-29. 118. 209. 249. — Dom. d'Etat 298-49. — Emigré 297-29. 204-20. — Forêts 938. — Frais et dép. 1201. — Imp. dir. 42-29. — Jugem. p. def. 312.
 — Manufact. 61. 80. 84. — Marché de fournil. 12-100-110-130. 50-110. 37-79. — Trav. publ. 1211.
 — Trésor publ. 424-80. 1115. — Voirie p. eau 456.
 Cass. Avoine 199 c.; Surenchère 409. — Cassation 2249 c. 29 c.; Paternité 269-60. — Expert. 354. — Instr. crim. 1108.
 1719-30. — Responsabilité 572.
 Rennes. Responsab. 463-49.
 Bordeaux. Disposit. entre vifs 1959.
 Bruxelles. Chasse 422. — Dom. d'Etat 261.
 Metz. Privil. et hypoth. 2114-40.
 Contr. par corps 89 c.; Jugem. 495 c. 624-30. 630 c.
 Rennes. Obligat. 4851-10.
 Or. avoc. Paris. Avocat 129.
 Cass. Chose jugée 526-29; Prêt à inter. 313 c. — Org. milit. 779.
 248. 875-49; Reglem. de juges 183.
 Bruxelles. Contrat de mar. 1565.
 Maye. Substitut. 69-29. 75-10. 81-10.
 Ordon. Reg. de jurid. 394.
 Metz. Vente publ. d'immeub. 2193-19.
 Metz. Voirie p. eau 92.
 Cassation 1374 c. 1628;
 Enreg. 5234 c. Obligat. 356-19 c.; Transaction 21-20. — Denot 133 c.
 Bruxelles. Compét. administr. 438.
 Metz. Enreg. 1504. 5419-10.
 Metz. Eau 126. 153.
 Metz. Enreg. 1523 c. Obligat. 334-19 c. 2475-30 c. 2181 c.; Privil. et hypoth. 278. 286 c.; 319 c. 1313-20 c.
 Ordon. Reg. de jurid. 405-20.
 Rennes. Pénalité 251.
 Bruxelles. Impôts dir. 597-20 c.; 638-19.
 Grenoble. Ordre 806.
 Metz. Usurp. de costume 9.
 Cassation 1849-30. — Commune 1570. — Discipl. 64. 101 c.; 191 c. — Domicile élu 113-10. — Jugem. 368-10. — Louage 186.
 Bruxelles. Faillite 537.
 Metz. Servitude 304-20.
 Metz. Frais et dépens 1166.

Juillet.

30 Cass. Contrat de mar. 3013 c.; Enreg. 2224. 3421. 3539 c. — Impôts indir. 138-20. 538. — Vente publ. d'immeub. 494 c. 553-30.
 — Lyon. Ordre 693.
 31 Cass. Armes 42. 68 c. — Cassation 557. — Chose jugée 462-10. — Instr. crim. 186 c.; Presse-out. 140. 349 c. — Instr. crim. 1219-19. 1686-10; Tentative 93-30.
 — Angers. Faillite 378-20.
 — Colmar. Loi 317 c. 320 c.; Culte 623 c. 633 c.; Disposit. entre vifs 215-10 c. 412 c.; 419-20. 421 c. 426 c. 490 c. 3120 c.
 — Toulouse. Presse-out. 1107-30.

Août.

1 Cass. Commune 1182. — Presse-out. 214. — Procès-verb. 548. — Témoin. faux 34-10. — Voirie p. terre 1428-10.
 — Colmar. Pêche fluv. 10. 77 c. — Dijon. Obligat. 2934.
 — Grenoble. Ordre 175. 970-20 c.
 — Orléans. Except. 562.
 — Paris. Jugem. 209-30-40. 998-110.
 — Poitiers. Mandat 496.
 — Toulouse. Arbitr. 705. 720 c.
 2 Ord. Culte. p. 931.
 — Colmar. Faillite 378-30. 389 c.
 — Paris. Délat. 68; Desaveu 130 c.
 — Rennes. Mariage 678-10.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1094.
 — Cons. d'Etat. Compét. administr. 90; Conflit 29. 73.
 3 Paris. Obligat. 5523-10 c.
 5 Cass. Adopt. 112. 118 c. — Cassation 1902; Chose jugée 303 c.; Commerce. 266 c.; Droit marit. 1466; Obligat. 4212 c.; Prêt à inter. 308 c.; — Compét. administr. 508 c.; Mise en Jugem. 177-10. — Emigré 210-40.
 — Amiens. Arbitr. 434.
 — Metz. Privil. et hypoth. 2515-20.
 — Paris. Cassat. 2037.
 6 Ord. Frais et dép. p. 68; Narais 21. 40-29 c. 91-10 c.; Travaux publ. 1210.
 — Cass. Enreg. 5992. — Success. 1671.
 — Aix. Commission. 342 c. 375 c.; Droit marit. 1838 c.; Mandat 201. 216 c. 233 c.
 — Douai. Disp. entre vifs 1414-20. 1467 c. 1479 c.; Mariage 803 c.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 271. — Expropriat. publ. 13-19. — Marché de fournil. 101-30-100. 102-20. — Mise en Jugem. 210.
 — Avis com. int. Commune 2663.
 7 Cass. Adultère 43. 77 c. 81 c. — Instr. crim. 3178-29. 3186. — Jugem. 1014-40. — Pêche fluv. 95. 122-20. — Témoin. faux 34-10.
 — Metz. Absenté 175; Jugem. par def. 200-10.
 — Rennes. Obligat. 2880-10.
 8 Cass. Peine 769. — Reglem. de juges 177.
 — Paris. Appel crim. 28.
 — Poitiers. Propriété feod. 478-30.
 — Toulouse. Arbitr. 720.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1713.
 9 Grenoble. Minorité 486.
 — Metz. Enquête 605.
 — Paris. Trésor publ. 1375. 1404 c. 1422 c.
 — Instr. Obligat. 3426.
 10 Ord. Crimes contre l'Etat 13.
 — Circ. Douanes 1025.
 — Décrets. Douanes 131.
 11 Orléans. Dispos. entre vifs 3137.
 — Toulouse. Vente publ. d'immeub. 1148-19. 1165 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2177.
 12 Cass. Compét. comm. 383. — Disposit. entre vifs 672; Jugem. 984-10; Minorité 588 c. 734-20 c.; Héritiers d'inst. 24-10 c. — Effets de comm. 767. — Emigré 339.

Août.

13 Grenoble. Pénalité 153-20. 220.
 — Paris. Privil. et hypoth. 1670-10.
 — Poitiers. Appel civ. 1135 c.; Except. 548.
 13 Ord. Organ. colon. 1027.
 — Cass. Contrat de mar. 4228-20. — Jugement 1092-90; Mandat 360-10; Success. 1167. — Voirie 271. — V. 28 août.
 — Caen. Chose jugée 44-10. 375-20 c. — Contrat de mar. 4303.
 — Nîmes. Obligat. 4242-10.
 — Paris. Appel civil 765; Obligat. 2891. 4048.
 — Toulouse. Société 1064.
 — Cons. d'Etat. Commune 547. — Compét. admin. 150 c. 408 c. — Cons. d'Etat. 78-69. 203. 271. — Eau 487-139. 205-39. 809-40 c. — Emigré 113. 401. — Hospices 93. 456-20. — Manufact. 26-29. — Marché de fournil. 88-79. 142-50. — Mise en Jugem. 210. — Voirie par terre 1482. 1787. 1920.
 14 Cass. Appel civil 718. — Appel crim. 327. 328 c.; Concl. 51 c.; Dem. nouv. 286-20 c.; Forêts 345 c. — Jour féte 68; Pêche fluv. 237 c. — Obligat. 52 c.; Quest. préjud. 183-30. — Obligat. 440-19. — Quest. préjud. 97-10. — Vente 1552 c. 1883.
 — Angers. Obligat. 1618-20; Société 164 c.
 — Paris. Domicile 53-10. — Prêt à intérêts 157; Rentes constitutives 109 c.
 — Rennes. Faux incid. 131. — Interdict. 281.
 — Décrets. Culte 116.
 16 Grenoble. Privil. et hypoth. 417-10.
 — Lyon. Privil. et hypoth. 881-20.
 18 Cass. Action possess. 625. 626 c. — Enreg. 4826.
 — Bordeaux. Disposit. entre vifs 3157.
 — Caen. Normandie 78 c.
 — Douai. Droit marit. 1557.
 — Limoges. Absence 147.
 — Montpellier. Obligat. 1040 c.
 — Rennes. Obligat. 3136.
 — Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 209.
 19 Cass. Bourse de comm. 347 c. — Cassation 347 c. — Obligat. 4719-39 c.; Trés. publ. 1129. 1193 c. — Séparat. de corps 372. — Vente 1378.
 — Trib. comm. de Marseille. Contr. par corps 136.
 20 Ord. Culte. p. 715; Org. instr. publ. p. 1352.
 — Cass. Renvoi 66. — Vente publ. d'immeub. 1220-10. 1224 c. 1571-49 c.
 — Douai. Droit marit. 1557.
 — Lyon. Arbitr. 688. 729 c.
 21 Cass. Forêts 1683 c.; Garde champ. 41; Voirie 449-20.
 — Lyon. Impôts indir. 12-10.
 — Metz. Disposit. entre vifs 2878-10. 3129-10.
 — Orléans. Vente 669.
 — Rennes. Droit civ. 326; Séparat. de corps 199-10 c.
 — Décrets. Douanes 144.
 22 Cass. Eau 61 c.; Pêche fluv. 15; Voirie p. eau 47-80. — Presse-out. 498.
 — Décrets. Enreg. 745. 757.
 23 Besançon. Faux incid. 71.
 — Bordeaux. Privil. et hypoth. 2409 c.; Rente viagère 150.
 — Bourges. Effets de comm. 519-10.
 — Bruxelles. Contr. par corps 859; Obligat. 2354.
 — Caen. Propriété feod. 98 c.; Rentes foncières 68-20 c.
 — Orléans. Discipl. 81. 165.
 — Rennes. Acquisitions. 107 c. — Droit marit. 2143.
 — Stat. not. de Paris. Obligat. 3720-10.
 24 Cass. Cassation 1765-30 c.
 — Aix. Contrat de mar. 3540-10.

Août.

26 Cass. Appel civ. 968 c. 1154; Exploit 104-30 c. — Appel incid. 96 c.; Jugem. 283-20 c.; 995-30 c.; Obligat. 3021-30; Success. 200-39. 3316. — Effets de comm. 815. — Enreg. 2792. — Organ. judic. 349.
 — Bourges. Contr. p. corps 813 c.; 898 c. 902. 930 c. 948 c.; Nullité 54 c.
 — Paris. Trésor publ. 1106. 1269 c. 1405-20 c.
 27 Ord. Impôts indir. p. 421.
 — Cass. Compét. administr. 246 c.; Culte 650 c. 774 c.; Louage administr. 22-20. — Disposit. entre vifs 112-10. — Surenchère 202-10.
 — Limoges. Frais et dépens 126 c. 145.
 — Cons. d'Etat. Frais et dépens 1195-10; Travaux publ. 835. — Marché de fournil. 42-160. — Mise en Jugem. 132-120. — Octroi 61. 318. — Théâtre 97. 339. — Trés. publ. 1034-50. — Vente administr. 87.
 — Décrets. Enreg. 5072.
 28 Cass. Appel crim. 89. — Fonction. publ. 135; Presse-out. 766 c. — Frais et dép. 991-30. — Instr. crim. 1041. 3191-20. 1681. — Peine 550. — Prescript. crim. 158. — Quest. préjudic. 100-10 c. 125-10. 128 c. 130-20. — Voirie p. terre 1448 c.
 — Colmar. Servitude 88.
 — Metz. Privil. et hypoth. 1568-10.
 — Orléans. Enquête 695.
 — Avis Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat. p. 97; Impôts dir. 329.
 29 Bordeaux. Obligat. 2062-10.
 — Paris. Org. milit. 392-19. 394 c.
 — Cons. d'Etat. Marché de fournil. 149-139.
 — Décrets. Enreg. 3294.
 30 Metz. Interdict. 19-19. 53 c.
 — Rouen. Chose jugée 155; Mariage 704 c.
 Septembre.
 3 Ord. Manufact. 67-10; Prises marit. 342. 263-29; Voirie par eau. p. 737-359.
 — Cons. d'Etat. Conflit 171. 192. 227 c. — Trav. publ. 1211.
 4 Cass. Peine 766-30. — Presse-out. 857-60.
 5 Décrets. Douanes 407.
 6 Circ. Organ. marit. 706.
 — Instr. Enreg. 5072.
 10 Paris. Saisie-execut. 266 c.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 304. 305.
 — Circ. Notaire. p. 691.
 — Décrets. Enreg. 3919.
 11 Cass. Instr. crim. 3044; Témoin 639. — Org. judic. 711. — Peine 80 c. 151-10. — Témoin 575. — Vol 434.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 725-39.
 — Circ. Notaire. p. 591.
 12 Cass. Cassation 1764 c.; Presse-out. 837-10. — Jour féte 81-10. — Presse-out. 488.
 17 Ord. Pension. p. 760.
 — Paris. Refere 194.
 — Décrets. Douanes 185; Enreg. 3050.
 18 Cass. Avocat 469. — Instr. crim. 2123. — Vol 264-10.
 19 Cass. Cassation 1451 c. — Instr. crim. 848. 2911-10. 2537. — Org. judic. 695-20. — Voirie 428.
 — Circ. Org. milit. 237. 306.
 — Solut. Enreg. 6081.
 20 Ord. Manufact. 19.
 — Cass. Chasse 194 c.; Droit rural 137; Vol 129-10 c. — Forêts 203 c. 1683 c.; Garde champ. 38; Minist. publ. 217 c.; Serment 88 c. — Jugement 780-10.
 23 Circ. Greffe 107.
 24 Paris. Refere 228 c.
 — Circ. Enreg. 4932. 4953.
 — Delib. Enreg. 1167.

Septembre.

25 Cass. Instr. crim. 1715. — Serment 28-40.
 — Paris. Avoine 115.
 26 Cass. Abus de confiance 187 c. 203; Obligat. 3176-10 c. — Instr. crim. 1647-10. 2012-30. — Médecine 135-10. — Paternité 371. — Poids et mesures 153.
 30 Cass. Adultère 107.
 Octobre.
 1 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2058.
 2 Cass. Cassation 1295. — Instr. crim. 1339. 1655. 2135. 2513-20. — Peine 550.
 3 Cass. Acte de l'état civil 217. — Contratvent. 470.
 — Instr. Minist. publ. 339.
 4 Cass. Cassation 423. — Contratvent. 130. — Mise en Jugem. 94. 146 c. — Organ. colon. 1003.
 — Bruxelles. Commerce. 264.
 7 Solut. Notaire 303.
 8 Delib. Enreg. 2992.
 9 Cass. Cassation 2248 c.; Crimes contre les personnes 201 c.; Instr. crim. 3296. 3469-30.
 — Bruxelles. Interdict. 295-30.
 — Circ. Culte 186.
 10 Cass. Commune 1083 c. 1089. — Discipl. 113-30. — Presse-out. 372 c. — Témoin 651.
 — Bruxelles. Success. 1020.
 — Toulouse. Expert. 218.
 11 Paris. Affiche 127 c.
 14 Décrets. Enreg. 2924.
 15 Ord. Hospices. p. 74.
 — Liege. Desistement. 128.
 17 Cass. Appel crim. 29; Instr. crim. 402 c. 846 c.
 — Bruxelles. Louage 503.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2120.
 18 Bruxelles. Chose jugée 266. — Delib. Enreg. 2416.
 19 Circ. Culte 186.
 20 Cass. Peine 550.
 22 Ord. Organ. colon. p. 1027.
 23 Cass. Témoin 602-39. — V. 30 octobre.
 34 Cass. Contratvent. 132; Droit rural 214 c.; Peine 780; Voirie par terre 190 c. 1123-10 c. 1816-10 c. — Instr. crim. 1746-19. 1772-30. 1961-20.
 — Colmar. Appel crim. 217. 222 c.
 — Nancy. Forêts 320-30.
 25 Circ. Droit publ. 206-30.
 — Delib. Enreg. 4955.
 — Bruxelles. Compét. comm. 77.
 — Circ. Instr. crim. 551.
 29 Ord. Machines à vapeur 2; Mines 514; Organ. administr. p. 609.
 — Bruxelles. Compét. comm. 149.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1564.
 — Cons. d'Etat. Eau 202. 476-30; Expert. 386 c. — Manufact. 151-10. — Marché de fournil. 97-20. 114-40. — Mise en Jugem. 209-100.
 30 Cass. Cassation 897. — Commune 847; Instr. crim. 291. — Jugem. 824-10. — Procès-verb. 259.
 — Bruxelles. Jugem. 201.
 — Cons. d'Etat. Culte 648.
 31 Bruxelles. Arbitr. 721.
 — Trib. comm. de Marseille. Disposit. entre vifs 3062.
 Novembre.
 2 Cass. V. 26 novembre.
 3 Cons. d'Etat. V. 5 novembre.
 4 Cass. Appel civ. 268 c. — Cassation 1444 c.; Greffe 126 c. — Chose jugée 60 c.; Obligat. 2339 c. 2353. — Discipl. 238. 239 c. — Jugem. 259-10.
 — Liège. Compét. administr. 234.
 5 Ord. Douanes. p. 599; Greffe. p. 354; Organ. judic. p. 1309; Org. milit. p. 1820.
 — Cass. Commune 774. — Jugem. 302-10. — Success. 1077.

Novembre.

- 5 Bruxelles. Appel incid. 39; Contrat de mar. 2648. — Privil. et hypoth. 669-20; Transcript. hypoth. 560 c.
- Cons. d'Etat. Commune 1411 c., 1499-30, 1653 c., 1672 c., 1673 c.; Dom. de l'Etat 228 c.; Usage 254. — Compét. administr. 337 c.; Except. 108. — Compét. administr. 421 c. — Conseil d'Etat 77-30; Tierce-opposit. 293-10. — Dom. de l'Etat 201, 228; Forêts 992 c. — Eau 431-120 c., 503-40. — Marché de fourniture 117-10; Trés. publ. 1068. — Marché de fourniture 159-10-30. — Mise en jugem. 210.
- Décis. Forêts 1444.
- 6 Cass. Absence 288; Paternité 536. — Appel crimin. 58 c.; Instr. crim. 857-10. — Deg. de jurid. 85 c., 111. — Faillite 1423 c.; 1256-10; Obligation 3420-10 c. — Instr. crim. 2166. — Presse-out. 1244 c., 1245 c., 1450-40 c. — Procès-verb. 113, 146-20.
- Liège. Prescript. civ. 773.
- 7 Cass. Acte de l'état civ. 220. — Commune 1163-10. — Forêts 605. — Gendarme 28 c.; Instr. crim. 283 c.; Procès-verb. 291.
- C. sup. de Bruxelles. Deg. de jurid. 256.
- Décis. Transcript. hypoth. 687 c.
- 8 Bruxelles. Agent d'aff. 7 c.
- 9 Agen. Obligat. 4087 c., 4123 c.; Paternité 673-30.
- Décis. Culte 579.
- 10 Cass. Enregistr. 4152. — Peine 605-20, 606-10.
- Caen. Propriété 362.
- Liège. Ordre 894-60.
- 11 Cass. Contrat de mar. 3189. — Disposit. entre vifs 2841; Exploit 144-20 c. — Eureg. 6017. — Règlement administr. 97. — Success. 1723 c., 1731.
- 12 Cass. Contrat de mar. 4105. — Enreg. 6038. — Jugem. 1034-40. — Vente publ. d'immeub. 171-10.
- Cons. d'Etat. Bourse de comm. 48; Trés. publ. 1346 c. — Commune 2306. — Emigré 315-30, 408-30; Vente administr. 57, 94, 101, 102, 274-20. — Forêts 1650. — Marché de fournitures 102-30; Trés. publ. 1054-10. — Trav. publ. 1056, 1058. — Trés. publ. 1069, 1074-30.
- Instr. Enreg. 4952, 4953.
- 13 Cass. Biens 234. — Cassat. 1513; Jugem. 68; Jugem. par défaut 111-40. — Commission. 417 c.; Postes 135-10. — Faillite 1468. — Instr. crimin. 2034, 2295, 3552. — Mat. somm. 43-10. — Office 84, 189 c.
- Agen. Péremption 8.
- Bastia. Commune 1763 c.; Culte 620-30-30 c.
- Grenoble. Défense 73 c.; Jugem. p. défaut 463. — Instr. crimin. 1062-10.
- Metz. Deg. de jurid. 377; Expert. 218.
- Orléans. Deg. de jurid. 404-10.
- Cons. d'Etat. Guerre 4-30.
- 14 Bourges. Ordre 959-30.
- Metz. Vente publ. d'immeub. 927, 991-10.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2065.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 2101.
- Décis. Pêche fluv. 242.
- 15 Instr. Minist. publ. 208.
- 16 Cass. Eau 474-60 c.; Société 871.
- 17 Arrêté. Organ. colon. 714.
- Cass. Chose jugée 284-10. — Except. 272-20 c.; Exploit 378-50.
- 18 Cass. Action 276; Compét. admin. 165-30 c.; Eau 69 c.; Loi 540-30 c.; Mandat 491-10-20 c. — Disposit. entre vifs 783-20. — Enreg. 3267, 3273 c. — Obligat. 2426-20. — Vente 1134.
- Amiens. Vente publ. d'immeubles 1137-10, 1152-40 c.
- Bourges. Org. milit. 393-10.
- Toulouse. Mariage 705.

Novembre.

- 19 Ord. Agent diplomat. 219; Org. Judic. 300, p. 1505; Pension, p. 760; Presse-out., p. 410.
- Cass. Biens 128 c., 129; Enreg. 2907 c., 3908 c. — Chose jugée 284-40. — Distrib. par contrib. 44. — Organ. colon. 616-40.
- Montpellier. Contrat de mar. 444.
- Cons. d'Etat. Expert. 365; Imp. directs 463. — Marché de fournitures 45-20, 96-50, 101-60, 103-30. — Trésor public 1063.
- 20 Cass. Commune 2073. — Conflit 73. — Contrat de mar. 3352-20. — Défense 81. — Exploit 144-10. — Propriété littéraire 179. — Quest. préjud. 87-10.
- Colmar. Presse-out. 1308-10.
- Orléans. Saisie-exéc. 194 c.
- 21 Ord. Eau minér. 28.
- Cass. Demande nouvelle 285 c.; Instr. crim. 955-40 c., 1014 c.; Pêche marit. 71. — Mise en jugem. 112-10. — Org. col. 1003.
- Amiens. Mandat 327-10 c.; Notaire 448-10 c., 511-30 c., 514-30; Prêt à intérêt. 119 c. — Vente publ. de récoltes 9-20.
- Nîmes. Commune 2156 c.; Dom. de l'Etat 306 c.; Trésor public 324. — Jugem. 677-10.
- Lettre. Voirie p. terre 2229.
- Règlement. Org. administr. 738.
- 22 Arrêté. Eau minér. 27.
- Bourges. Contrat de mar. 4222.
- Caen. Propriété 362.
- Rennes. Exploit 181-10, 397 c.; Nullité 34 c.
- 23 Cass. Cassation 92 c., 499.
- Liège. Faillite 613-100-110; Prêt à intérêt. 184-30 c.
- Toulouse. Appel civ. 219 c.; Deg. de jurid. 363-30, 370-20, 388; Except. 542.
- 25 Cass. Avoué 293. — Commune 1479-30-40-30. — Péremption 124-20 c., 143, 144-30 c. — Propriété littér., V. 20 novembre. — Société 850, 1693-20. — V. 26 novembre.
- 26 Ord. Acte de l'état civ. 51 c., 84 c.; Avoué 38; Etat civil 3; Org. milit., p. 1886; Presse-out., p. 410.
- Cass. Disposit. entre vifs 1426-10. — Enreg. 2082. — Obligat. 5015-40.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 1308, 1386 c.
- Colmar. Office 199; Vente 1147 c.
- Grenoble. Chasse 231.
- Limoges. Disposit. entre vifs 3057-20.
- Lyon. Obligat. 3956-20.
- Metz. Contrat de mar. 329 c., 387.
- Circ. Forêts 1003.
- Décis. Enreg. 1152.
- 27 Ord. Eau, p. 335; Voirie par eau, 739-60.
- Cass. Chasse 67. — Contrat de mar. 3840. — Dom. de l'Etat 343, 365 c. — Jugem. 1022-40. — Quest. préjud. 107-30.
- Agen. Paternité 569-130.
- Bastia. Org. judic. 498-10.
- Bourges. Presse-out. 761.
- Bruxelles. Acquiescem. 632 c. — Désistement. 21. — Interdiction 293 c.; Prescript. civ. 686-40.
- Rouen. Droit civil. 768 c.; Obligat. 3862.
- Avis Cons. d'Etat. Loi 462.
- 28 Bruxelles. Appel civil 129, 658; Faillite 1363.
- Paris. Tierce-opposit. 60-20.
- 29 Cass. Voiture 428.
- Colmar. Domicile élu 27-30 c.; Ordre 937-30 c.; Privil. et hypoth. 737, 2770-10-20 c.
- Rennes. Exploit 3448-40.
- 30 Liège. Saisie-arrest 95-20.
- Instr. Hospices 381.

Décembre.

- 1 Cass. Action possess. 329; Culte 588-10 c.; Prescript. civ. 197 c. — Effets de comm. 808.
- Lyon. Exploit 116.
- 2 Lyon. Compét. comm. 479, 480 c.

Décembre.

- 3 Rouen. Eau 136.
- 3 Angers. Retenue 26-10.
- Bourges. Verif. d'écrit. 119.
- Cons. d'Etat. Cautionn. de fonct. 90. — Commune 2448. — Emigré 215-30; Vente admin. 94-95. — Marché de fourniture 106-30, 119-50; Mise en jugem. 152-30. — Mines 533 c., 559-20. — Mise en jugem. 152-110. — Traitement. 80. — Trés. publ. 449-10, 1055. — Vente admin. 230.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1509.
- Décis. Traitement 50.
- 4 Cass. Cassation 168, 551 c.; Complice 68; Instr. crimin. 208. — Obligat. 4899-50, 5205. — Org. judic. 249. — Privil. et hypoth. 647.
- Nîmes. Success. 1971.
- Paris. Brevet d'invent. 190 c. — Vente publ. de meubles 33-100; 34-20 c., 35-20.
- Poitiers. Vente publ. d'immeub. 1830.
- 5 Cass. Appel crim. 28; Instr. crim. 832 c., 844-50 c., 846 c., 1103-10. — Quest. préjud. 110.
- Poitiers. Appel civ. 1139.
- Trib. des Sables-d'Olonne. Disp. entre vifs 3704-40.
- 6 Cass. Success. 1442 c., 1497, 1498 c.
- Bruxelles. Huissier 110.
- Grenoble. Jeu 14 c., 26, 53 c.
- Montpellier. Obligat. 4916.
- 7 Agen. Success. 1839.
- Poitiers. Appel civ. 1215.
- 8 Bruxelles. Frais et dépens 920 c.
- Caen. Vente 510.
- Grenoble. Privil. et hypoth. 881.
- 9 Cass. Action possess. 575. — Faillite 810-10.
- Caen. Vente 2021.
- Liège. Vente publ. d'immeub. 1216-30-30.
- Rouen. Enquête 523-30.
- Avis Cons. d'Etat. Frais et dépens 1128.
- 10 Ord. Dom. anapager 28; Trés. publ., p. 1140; Voirie p. terre, p. 739-60.
- Cass. Effets de comm. 862. — Exploit 275-30. — Obligation 5284-10. — Servitude 33-10 c.; Success. 1520.
- Paris. Jugem. d'av. dire droit 46-30 c.; Privil. et hypoth. 2220-20.
- Rennes. Office 137 c., 369, 377 c.
- Décis. Enreg. 3728.
- 11 Arr. avoc. Paris. Avocat 114.
- Cass. Enquête 366. — Instr. crim. 1455. — Société 1469-10.
- Agen. Disp. entre vifs 1735-10.
- Angers. Acte de comm. 86; Commerce. 21 c.; Obligat. 4118-20 c., 4154 c., 4175-20 c.
- Bastia. Serment 64-20.
- Bruxelles. Enquête 120.
- 12 Ord. Trav. publ. 269, p. 848.
- Cass. Cassation 1383 c.; Loi 554-30. — Instr. crim. 1949; Jugem. 816, 820 c.; Paternité 371.
- Angers. Obligat. 348-10, 1096 c., 4666-20 c.
- Metz. Action possess. 820.
- 13 Grenoble. Appel civ. 169 c., 180; Contr. par corps 71 c.; Deg. de jurid. 282-20 c. — Contrat de mar. 3309-10; Obligat. 2883-30 c.
- 14 Amiens. Contr. par corps 955; Deg. de jurid. 76.
- 15 Douai. Faillite 1326-10.
- 16 Ord. Notaire, p. 591.
- Cass. Droit marit. 1681. — Obligat. 2423-30, 4619-30-40, 4899-60 c.
- Agen. Obligat. 5138-20.
- 17 Ord. Org. colon. 137, p. 1027.
- Cass. Acquiescem. 496 c.; Enquête 129 c., 160, 361 c., 365 c. — Jugem. 197-10. — Marais 49. — Peine 605-20. — Société 553.
- Bordeaux. Péremption 161-10, 167.
- Paris. Vente publ. d'immeub. 844.

Décembre.

- 17 Cons. d'Etat. Chose jugée 361; Cons. d'Etat 100-100. — Dépôt 263; Trés. publ. 432. — Marché de fourniture 101-70. — Mise en jugem. 210. — Trés. publ. 380. — Usage 263-60. — Voirie p. eau 574. — Voirie p. terre 1154-10, 1585-10-20.
- Circ. Procès-verb. 630.
- 18 Cass. Faux 117. — Instr. crim. 1455, 2393 c., 3704.
- Agen. Jugem. 881; Obligation 3866 c.
- Besançon. Disposit. entre vifs 3004.
- Bordeaux. Contrat de mar. 379.
- Bruxelles. Cautionnem. 156. — Enquête 382. — Prescript. civ. 114.
- Lyon. Compét. comm. 476.
- 19 Cass. Instr. crimin. 3191-30. — Presse-out. 135 c., 151. — Témoin 307.
- Bourges. Acte de comm. 86; Commerce. 21 c.
- Bruxelles. Accessoire 59 c.
- Colmar. Contr. par corps 176-40 c.; Faillite 1093; Privil. et hypoth. 1378 c.
- Orléans. Vente 613.
- 20 Ord. belge. Absence 79.
- Angers. Disposit. entre vifs 95.
- Bruxelles. Jugem. d'av. dir. droit 40.
- Nancy. V. 20 décembre 1823.
- Délit. Enreg. 1417.
- 22 Cass. Enreg. 6015.
- 23 Cass. Monnaie 62. — Succession 2058, 2067.
- Instr. Vente publ. meub. 11-79-80.
- 24 Ord. Ville de Paris 21 c.; Voirie par terre 2343 s., p. 196.
- Cass. Emigré 158-10, 161 c., 406-60 c. — Jugem. d'av. dire droit 31-20 c. — Privil. et hypoth. 2015-20.
- Grenoble. Contrat de mar. 3535; Ordre 915-10 c., 1319-10-20 c., 1323 c.
- Liège. Vol 170.
- Nancy. Forêts 546-20 c., 1391. — Procès-verb. 594-30.
- Paris. Acquiescem. 799; Arbitr. 1114 c.; Obligat. 3044-30 c.
- Cons. d'Etat. Commune 2582; Trés. publ. 431-30 c. — Conseil d'Etat 272; Contrainte admin. 22. — Conseil d'Etat 389; Voirie p. terre 614. — Eau 513-20. — Manufact. 67-20. — Mise en jugem. 210. — Trav. publ. 1273-30.
- Solut. Droit polit. 315.
- 26 Ord. de pol. Abrevoir 9.
- Cass. Attention aux mœurs 109; Instr. crim. 2825 c. — Faux 57; Instr. crim. 2306-10 c. — Huissier 103 c.; Instr. crim. 1706, 1713-30.
- Orléans. Domicile élu 41-30.
- 27 Ord. Travaux publ. 757, 758, p. 1140.
- Cass. Appel crim. 219. — Dem. nouv. 285. — Presse-outrage 871-30.
- Dijon. Obligat. 2667 c.
- Nancy. Procès-verbal 594-30.
- 29 Ord. Cour des comptes, p. 511; Trés. publ., p. 1140.
- Cass. Disposit. entre vifs 1350.
- Liège. Faillite 141 c., 151. — Privil. et hypoth. 669-30.
- 30 Ord. Peine, p. 552.
- Arrêté. Org. instr. publ. 348.
- Cass. Acquiescem. 664. — Compét. civ. trib. de paix 258. — Deg. de jurid. 210. — Jugem. 506. — Vente publ. d'immeub. 934-10.
- Agen. Biens 245.
- Liège. Faillite 141 c., 151.
- Limoges. Appel civ. 530.
- Paris. Appel civ. 538 c.; Obligat. 2470-60.
- Poitiers. Privil. et hypoth. 237.
- Riom. Contr. par corps 138, 163 c.
- Rouen. Obligat. 2867-10, 4473 c.
- Délit. Enreg. 1047.
- 31 Cass. Enreg. 1712, 2438, 2516, 2517 c., 4743, 5368 c., 5369. — Success. 61.

Décembre.

- 31 Bordeaux. Faux incid. 118.
- Bourges. Jugem. par déf. 130-20, 153-10 c., 161-30 c.
- Bruxelles. Exploit 65-70.
- Caen. Ordre 709-40-50.
- Liège. Jugem. par déf. 225-60. — Paternité 731-20.
- Metz. Chose jugée 263.
- Montpellier. Commission. 487.
- Nancy. Forêts 532; Procès-verb. 591-20.
- Circ. Acte de l'état civ. 81 c.; Minist. publ. 173 c.
- Règlement. Réquisit. 24.

Janvier.

- 1 Règlement. Réquisition 26.
- 2 Angers. Exploit 640-30.
- 3 Cass. Instr. crimin. 3190-20; Témoin 584-10. — Peine 231. — Témoin 433-30.
- Bastia. Souveraineté 52.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 4092, 4093 c.
- La Haye. Instr. civ. 47.
- Pau. Cautionn. 334, 842 c.
- Cons. d'Etat. Dem. nouv. 267.
- 4 Angers. Presse-outrage 631-20, 857-40 c.
- Circ. Place de guerre 63.
- 5 Cass. Commune 1794.
- Liège. Jugem. d'av. dire droit 36-30.
- Lyon. Arbitr. 729.
- Paris. Obligat. 2322-10; Ordre V. 5 janvier 1823; Privil. et hypoth. 2186 c.
- Rennes. Disp. entre vifs 331-40.
- Riom. Acquiescem. 318. — Vente 525-30 c., 951.
- Toulouse. Arbitr. 117c., 184c., 199.
- 6 Ord. Industrie, p. 674; Org. administr., p. 609; Org. économ., p. 1289.
- Cass. Contrat de mar. 539 c.; Mariage 398 c.; Privil. et hypoth. 865. — Disp. entre vifs 4215-20. — Servitude 252-30.
- Aix. Mariage 165-10.
- Caen. Appel civ. 795, 903 c.
- Rennes. Minorité 478.
- Rouen. Compét. comm. 472.
- 7 Cass. Disposit. entre vifs 829 c., 856. — Faillite 617-20. — Jugem. 197-10. — Prescript. civ. 984. — Propriété féod. 459-20.
- Nancy. Forêts 334, 533 c., 544-30, 623.
- Délit. Enreg. 1720.
- Règlement. Org. marit., p. 1690.
- 8 Cass. Acquiescem. 685. — Complice 248 c.; Instr. crim. 1363, 1839-40, 1958-10; Témoin 190. — Instr. crimin. 1613, 3186; Vol 270. — Vente 1994, 2018.
- Agen. Demande nouv. 116-30.
- Bourges. Exploit 757-10.
- Limoges. Jeu 50, 53 c.
- Montpellier. Deg. de jurid. 188-40 c.; Jugem. 318-30 c.; Jugem. p. déf. 261, 296-40, 309.
- Riom. Exploit 65-30; Ordre 867-10 c., 897 c., 899-20, 914 c., 916 c.
- Lettre. Eau 126.
- 9 Cass. Cassation 837; Force maj. 25 c. — Instr. crim. 1596, 1678. — Vol 319.
- Bruxelles. Mariage 164-20, 178 c., 180 c.
- La Haye. Dispos. entre vifs 1632.
- Toulouse. Séparat. de corps 198-30, 255-10 c.
- 10 Ord. Culte 233.
- Cass. Appel crim. 342. — Instr. crim. 2032-20. — Presse-out. 658.
- Colmar. Commune 1604 c.
- Délit. Enreg. 497, 1019.
- 11 Délit. Droit marit. 552.
- 12 Agen. Dispos. entre vifs 1033-10.
- Dijon. Obligat. 1415.
- 13 Cass. Appel incid. 33. — Mandat 129-20 c.; Notaire 251-40. — Mines 546. — Règlement. de jugem. 1446.

Janvier.

- 13 Rouen. Faillite 1036-50.
 14 Ord. Org. milit., p. 1886.
 — Cass. Borne 188. — Cassation 1608-109 c.; Success. 181, 182 c. — Enreg. 2211, 5370. — Impôts indir. 341-10. — Jugem. 197-10; Obligat. 5128 c., 5133-10.
 — Caen. Obligat. 5052-60-70.
 — Grenoble. Minorité 357 c. — Success. 1118, 1428-30.
 — Paris. Jugem. p. déf. 410-10.
 — Cons. d'Etat. Conflic. 1687-10. 2288 c. — Conflic. 73. — Conseil d'Etat 209; Jugem. p. défaut 520-20; Tierce-opposit. 289-10. — Dom. publ. 27 c., 74-10; Voirie p. terre 545. — Impôts indir. 397; Patente 137. — Manufact. 67-30, 123-30, 134-10. — Marché de fourn. 101-10. — Patente 53-10.
 15 Cass. Cassation 3220 c.; Complice 178-30; Instr. crim. 3505-40. — Commune 1854. — Louage emphyt. 7-30; Privil. et hypoth. 789-10. — Propriété féod. 163-10.
 — Agen. Contrat de mar. 446, 477, 3530.
 — Aix. Disposit. entre vifs 3104-10. — Besançon. Désistement. 153.
 16 Loi. Cour des comptes, p. 311.
 — Cass. Appel crim. 198; Instr. crim. 131-20 c. — Enreg. 5010-20. — Instr. crim. 1398, 3073.
 — Poitiers. Appel incid. 58; Désistement. 125 c. — Vente publ. d'imm. 99, 1216-30, 1571-20.
 — Cons. d'Etat. Impôts dir. 184-20.
 17 Agen. Lettres miss. 24-30 c.; Vente 66 c., 95.
 — Bruxelles. Enquête 482.
 — Caen. Success. 502.
 — Colmar. Compét. comm. 254 c.; Faillite 378-30, 389 c., 390 c.
 — Metz. Jugem. par défaut 326-20, 327.
 — Pau. Prêt à intér. 206.
 — Riom. Ordre 979; Privil. et hypoth. 1164-30; Transcrit. hypoth. 520 c.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 637.
 — Delib. Enreg. 3637.
 19 Cass. Emigré 64.
 — Caen. Faillite 708 c., 711.
 — Colmar. Mariage 679, 719 c.
 — Limoges. Prescript. civ. 953-10 c., 956; Vente 1290-50 c.
 — Toulouse. Success. 2211-10; Obligat. 5548 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1842.
 — Décis. Enreg. 5289.
 20 Cass. Action possess. 87, 285 c., 388 c., 624 c. — Crimes contre les personnes 43 c.; Instr. crim. 3659, 3177-30, 3619; Jugem. 55-10, 347-10.
 — Agen. Enquête 147.
 — Colmar. Disposit. entre vifs 3247 c., 3255 c., 3256 c., 3259, 3263 c., 3267, 3268.
 — Paris. Culte 286-10.
 — Riom. Disp. entre vifs 2710-10.
 21 Bruxelles. Deg. de jurid. 354-40.
 22 Ord. Org. marit., p. 1680; Pension, p. 760.
 — Cass. Enreg. 2111. — Interrog. sur faits et art. 29. — Org. jud. 578-20, 656, 666. — Presse-out. 209, 1020 c., 1021. — Vol 267.
 — Agen. Droit civ. 608.
 — Caen. Instr. crim. 936.
 — Grenoble. Louage 364 c., 388.
 — Liège. Prescript. civ. 1017.
 — Paris. Disposit. entre vifs 2626.
 — Toulouse. Jugem. p. défaut 474-10 c.; Prescript. crim. 125-20.
 — Cons. d'Etat. Action possess. 302 c.; Eau 52-10, 524-10 c., 525-10; Voirie par eau 232-10, 334 c. — Commune 1918; Compét. administr. 352 c., 454 c.; Usage 268. — Compét. admin. 878 c.; Impôts dir. 610-50 c., 632-20.

Janvier.

- 22 Cons. d'Etat. Conflic. 160-50 c., 176-60 c.; Eau 544-10. — Cons. d'Etat 113, 203, 209, 304. — Eau 351-20 c., 435. — Forêts 982, 1050 c. — Guerre 4-20. — Marché de fourn. 101-90. — Trav. publ. 723. — Trés. publ. 378, 1053-10, 1074-20.
 23 Cass. Instr. par écrit 18. — Org. colon. 1009-20, 1013, 1022.
 — Bourges. Arbitr. 408 c., 705 c., 1323.
 — Caen. Acquissem. 656; Obligat. 5263 c., 5278-10 c.
 — La Haye. Enreg. 4120, 4450 c., 5809 c.
 — Lyon. Disposit. entre vifs 185-10.
 — Rouen. Contrat de mar. 3469-20, 3579-40 c.; Normandie 71 c.
 — Circ. Douanes 504.
 24 Cass. Instr. crim. 1630.
 — Bruxelles. Effets de comm. 142. — Prescript. civ. 889.
 — Dijon. Faillite 437.
 — Toulouse. Contrainte par corps 418; Faillite 613-40.
 — Delib. Enreg. 1646; Obligat. 2439-20 c.
 25 Ord. Prises marit., p. 929.
 26 Cass. Arbitr. 1175. — Forêts 1460, 1467 c.; Usage 111 c.
 — Caen. Contrat de mar. 3800. — Louage 526-10; Obligat. 4021 c.
 — Douai. Dom. publ. 44.
 — Limoges. Commune 1452. — Règlement de juges 79 c., 99-10.
 — Metz. Jugem. p. déf. 475.
 — Décis. Enreg. 4900.
 27 Cass. Chose jugée 110-10. — Compét. crim. 140-10; Vol 901, 935, 937 c. — Enreg. 5173. — Vente 3067.
 — Agen. Séparat. de corps 70-30.
 — Caen. Faillite 1264.
 — Liège. Effets de comm. 809.
 — Limoges. Success. 2230.
 — Paris. Adopt. 186. — Assurances terrest. 198 c.; Louage 364 c., 388, 396. — Procès-verb. 179 c.
 28 Ord. Org. marit., p. 1680.
 — Cass. Arbitr. 1073 c.; Commune 1838, 1795 c. — Cassat. 1651 c.; Faillite 438-30. — Contrat de mar. 4300-10. — Disposit. entre vifs 439 c., 447. — Enreg. 4126. — Responsab. 732.
 — Agen. Prêt à intérêts 219.
 — Amiens. Avocat 453, 471 c.
 — Angers. Acte de commerce 123; Commerce, 44 c.; Compétence comm. 159 c., 168 c.
 — Bruxelles. Minorité 394-20.
 — Limoges. Deg. de jurid. 289; Minorité 475 c., 480.
 — Lyon. Interrog. s. faits et art. 58.
 — Pau. Chose jugée 526.
 — Poitiers. Disp. entre vifs 2742-30.
 — Rennes. Prescript. civ. 835.
 — Rouen. Emigré 324-30, 324-40 c., 50 c.
 — Av. com. int. Commune 1365.
 29 Cass. Cassat. 69, 1003, 1040 c.; Presse-out. 1186 c.; Tierce-opposit. 319 c. — Crimes c. l'Etat 87-10. — V. 20 janvier.
 — C. sup. de Bruxelles. Enreg. 1010.
 — Lyon. Disposit. entre vifs 807.
 — Orléans. Deg. de jurid. 287-10.
 — Circ. Trésor publ. 754.
 — Instr. Commune 530.
 30 Cass. Imp. indir. 238, 242, 243 c. — Instr. crim. 199 c.; Quest. préjud. 43. — Instr. crim. 2039. — Obligat. 3521-20 c.; Procès-verb. 82, 483 c.
 — Bruxelles. Enreg. 4815.
 — Metz. Mise en jugem. 830.
 — Orléans. Deg. de jurid. 196.
 — Rennes. Acquissem. 67 c.
 — Toulouse. Impôts dir. 614.
 — Circ. Impôts indir. 215.
 31 Cass. Compét. crim. 235 c., 387 c., 396-60. — Enreg. 1765. — Prescript. crim. 212.
 — Agen. Contrat de mar. 3457 c., 3834.
 — Angers. Dispos. entre vifs 1362.
 — Dijon. Adopt. 112.

Février.

- 1 Ord. Avoué 30; Obligat., p. 58.
 — Caen. Instr. par écrit 68-10, 100.
 2 Cass. Deg. de jurid. 561-40 c., 624.
 — Bourges. Acquissem. 666; Appel civ. 1139 c.
 — Bruxelles. Enreg. 4469. — Jugem. 1025-20.
 — Toulouse. Success. 1121-10.
 — Solut. Org. milit. 268.
 3 Cass. Dem. nouv. 30 c., 214 c.; Privil. et hypoth. 1681 c., 1690-10. — Jugem. par défaut 49-10, 222 c.
 — Liège. Compte 42; Deg. de jurid. 385.
 4 Cass. Chose jugée 565. — Deg. de jurid. 37.
 — Douai. Péremption 12-10.
 — Grenoble. Privil. et hypoth. 2203.
 — Limoges. Except. 410-30.
 — Montpellier. Paternité 334, 338 c.
 — Rouen. Servitude 163.
 — Cons. d'Etat. Compét. administr. 416 c.; Pêche fluv. 115 c.; Voirie par eau 258, 346-10.
 — Compét. administr. 424-50 c. — Contrainte administr. 31. — Dom. eng. 75-30. — Eau 498. — Emigré 224. — Forêts 1444. — Guerre 4-40-50. — Trav. publ. 1161-20. — Trés. publ. 569-10, 582-30. — Vente administr. 267-40 c. — Voirie p. terre 3040-10.
 — Reglem. Bois et charbons 106.
 5 Cass. Cassation 1066; Org. milit. 871, 884-20-30. — Complice 23-30, 130, 135 c.
 — Agen. Paternité 446-20 c., 725-30.
 — Paris. Effets de comm. 883-20.
 — Circ. Douanes 742.
 6 Cass. Commune 633 c., 834 c.; Forêts 1854. — Evasion 68-10, 69 c. — Jugem. 824-20. — Prescript. crim. 169.
 — Colmar. Substitut. 169.
 — Metz. Mandat 279.
 — Nîmes. Success. 665.
 7 Cass. Commune 633 c., 927-10 c., 30. — Forêts 370.
 — Bastia. Disp. entre vifs 3199-10.
 — Bruxelles. Compét. civ. trib. d'arr. 290. — Faillite 300.
 — Grenoble. Vente publ. d'immeub. 1730.
 — Orléans. Vente publ. d'immeub. 2124.
 — Paris. Agréé 57 c.; Deg. de jurid. 629 c., 631 c.; Dem. nouv. 69 c.; Désaveu 15. 34 c., 143 c.; Société 76 c.
 — Solut. Enreg. 1718.
 8 Agen. Frais et dépens 93; Saisie-brandon 19.
 9 Cass. Adopt. 58.
 — Caen. Société 1660.
 — Metz. Appel crim. 374 c.; Chasse 417, 465.
 — Pau. Obligat. 1037-20 c., 1046-10.
 — Instr. Impôts dir. 416.
 10 Ord. Majorat 5.
 — Cass. Action possess. 394 c.; Servitude 220 c., 1282. — Cassation 1443-40.
 — Aix. Responsabilité 627.
 — Bordeaux. Droit civ. 469 c.; Effets de comm. 210.
 — Bruxelles. Jugem. 675.
 — Colmar. Commune 1534, 1576-30 c., 1591 c.
 — Avis Cons. d'Etat. Enreg. 745.
 — Décis. Frais et dépens 1048.
 11 Ord. Org. judic., p. 1503.
 — Cass. Arbitr. 428 c., 823 c., 856 c., 862; Conciliat. 358 c.; Org. judic. 356-30. — Chose jugée 268 c.; Obligat. 1425; Vente 1295 c. — Enquête 58. — Org. colon. 532.
 — Grenoble. Deg. de jurid. 151-20.
 — Co s. d'Etat. Commune 1735 c.; om. del'Etat 228; Usage 265. — Commune 3695; Trés. publ. 363-30. — Dom. de l'Etat 167, 258. — Frais 1203-10; Vente administr. 86. — Marché de fourn. 46-50, 96-60, 101-50. — Place de guerre 28-10, 60-20, 132-20-30-40, 141. — Trés. publ. 379. — Usage 263-70.

Février.

- 11 Delib. Enreg. 3723.
 12 Cass. Cassation 1359 c.; Vol 927. — Disposit. entre vifs 1107. — Faillite 614-20. — Instr. crim. 1041. — Obligat. 193-10.
 — Amiens. Acquissem. 195 c.; Droit civ. 95; Droit polit. 111 c.
 — Bruxelles. Conciliat. 169-30 c.
 — Poitiers. Obligat. 2034-20; Privil. et hypoth. 2393.
 — Rennes. Droit polit. 111 c.; Trans-action 72.
 — Riom. Success. 240.
 13 Cass. Médecine 170-10. — Procès-verb. 256 c., 258.
 — Bourges. Ordre 440.
 — Douai. Adopt. 116 c.
 — Grenoble. Contrat de mar. 3807, 3846 c.
 14 Amiens. Acquissem. 195 c.; Droit civ. 95; Droit pol. 111 c.
 — C. sup. de Liège. Biens 65; Saisie-exécut. 130, 173 c.
 — Paris. Vente publ. d'imm. 1412.
 — Decis. Frais et dépens 59.
 — Delib. Enreg. 2629.
 16 Cass. Douanes 956 c. — Enreg. 541, 4973-60 c., 6121 c. — Organ. colon. 317-10, 570 c.
 — Paris. Forêts 781. — Servitude 674-10 c.
 17 Cass. Cassation 1715-10 c.; Dem. nouv. 57-50 c.; Droit marit. 365, 1361 c.
 — Colmar. Droit civ. 289.
 — Lyon. Compét. comm. 425 c., 476.
 — Nîmes. Disposit. entre vifs 2773.
 18 Cass. Cassation 1044 c.; Nom 44. — Emigré 190-10; Exploit 391. — Emigré 226. — Privil. et hypoth. 1801 c., 2080.
 — Lyon. Cassation 1982 c.; Requête civ. 38.
 — Cons. d'Etat. Commune 725 c.; Voirie p. terre 1681-10, 1837-40. — Compét. civ. trib. de paix 261; Voirie p. terre 1558-40. — Eau 514-10. — Trés. publ. 1070.
 19 Cass. Disposit. entre vifs 4571-10-30 c. — Vente 133.
 — Agen. Minorité 603, 815 c.
 — Amiens. Contrat de mar. 1799, 1851 c.
 — Angers. Dispos. entre vifs 3258.
 — Liège. Obligat. 541-20 c., 4131.
 — Orléans. Dom. prive 19.
 20 Cass. Défense 37. — Instr. crim. 1051-20, 1163, 1210-10, 1223-10. — Peine 397.
 — Agen. Deg. de jurid. 191.
 — Amiens. Deg. de jurid. 548 c.; Jugem. 575-20.
 — Caen. Contr. de mar. 4319-10. — Normandie 61 c.
 — Colmar. Compte 105, 106 c.; Intervent. 23-10 c.; Jugem. 333-10 c.
 — Rennes. Faux incid. 36-30.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1688.
 21 Cass. Chose jugée 521. — Commune 660 c., 1161. — Faux 437. — Org. judic. 376-20. — Org. milit. 884-10. — Presse-out. 162 c., 166 c., 485-30.
 — Pau. Faillite 118-20 c., 238-50, 1151-10 c.; Vente publ. d'imm. 818-10 c.
 — Rouen. Vente 647-10.
 — Toulouse. Compét. comm. 507.
 22 Cass. Action possess. 41. — Chose jugée 392. — Enreg. 83, 5148-20. — Obligat. 4138.
 — Bruxelles. Disposit. entre vifs 3695.
 — Colmar. Enquête 494.
 — Nancy. Effets de comm. 817.
 24 Agen. Success. 3050.
 — Montpellier. Référé 121-20.
 — Paris. Vente publ. d'imm. 1989-10.
 25 Ord. Eau, p. 335.
 — Cass. Biens 58; Enreg. 2909 c. — Obligat. 3233 c.; Privil. et hypoth. 1247.
 — Avis com. int. Commune 2365, 2390.
 — Circ. Voiture 316.
 26 Cass. Jugem. 197-10. — Mandat 382-40. — V. 26 janvier 1824.

Février.

- 26 Bruxelles. Enquête 66, 84 c., 133. — Except. 62.
 — Circ. Culte 186.
 — Décis. Enreg. 543.
 27 Cass. Crimes contre les personnes 153-30. — Instr. crim. 1429. — Peine 139-10, 153-40 c. — Témoin 601-10.
 — Paris. Appel civ. 785.
 — Decis. Trésor publ. 956.
 28 Ord. Prises marit., p. 929.
 — Cass. Peine 297. — Vol 378, 380.
 — Bruxelles. Péremption 119 c., 124.
 — Rennes. Demande nouv. 127-10; Droit marit. 99; Responsabilité 177-50 c.; Saisie-arrest 151-10 c. — Droit marit. 114.
 — Riom. Action 294 c.; Ordre 493 c.; Vente 1290-70, 1341-40 c. — Verificat. d'écrit. 58 c.
 — Toulouse. Avoue 336.
 — Circ. Mat. d'or et d'arg. 57.
 Mars.
 1 Cass. Appel civ. 599; Chose jugée 248; Domicile élu 95; Except. 261 c., 277 c.
 2 Liège. Crimes contre les personnes 176.
 — Nancy. Procès-verb. 594.
 3 Cass. Cassation 1653-170 c.; Obligat. 2349. — Cassation 1973. — Chose jugée 523-30, 567-10.
 — Bruxelles. Disposit. entre vifs 490, 3641 c.
 — Rouen. Privil. et hypoth. 414.
 — Delib. Enreg. 859, 1171, 1188.
 4 Cass. Deg. de jurid. 556-50 c.; D. posit. entre vifs 248, 25-30 c.; Enquête 29-10 c.; Jugem. 65-60. — Faillite 394-20. — Mandat 386. — Obligat. 2060.
 — Montpellier. Except. 171-10.
 — Nîmes. V. 4 mai 1824.
 — Paris. Exprop. publ. 96.
 5 Cass. Instr. crim. 1168-20, 3560-10; Organ. judic. 684-40.
 — Bordeaux. Substitut. 204.
 — La Haye. Louage 322.
 — Rouen. Cautionnem. 156.
 6 Cass. Commune 1134. — Compét. crim. 63. — Douanes 1006-40. — Renvoi 116.
 — Circ. Douanes 478.
 — Instr. Enreg. 4900.
 8 Cass. Org. judic. 570.
 — Grenoble. Arbitr. 1264 c., 1321, 1323 c. 1354 c.; Contr. p. corps 481 c.; Dem. nouv. 146 c.
 9 Cass. Absence 642, 671 c., 735 c.; Cassation 89, 1141; Deg. de jurid. 254-10 c. — Paternité 725-10.
 — Paris. Vente 932-10.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1853, 2022.
 10 Cass. Cassation 1695-30 c.; Effets de comm. 471, 639 c. — Disposit. entre vifs 198 c., 204-40, 3088-30; Droit civil 212 c. — Org. milit. 397-10.
 — Liège. Mariage 581-10, 591-30 c.
 — Nancy. Forêts 532.
 — Rouen. Acquissem. 437; Ordre 893 c., 895-30.
 — Toulouse. Except. 343-50 c., 346 c.; Vente publ. d'imm. 1028.
 11 Cass. Agent d'affaires 16 c.; Mandat 75. — Contrat de mar. 1871 c.; Louage 97, 98 c., 220. — V. 11 mai 1824.
 — Agen. Contrat de mar. 4250, 4252; Disposit. entre vifs 1111.
 — Bruxelles. Dem. nouv. 80 c., 147 c.
 — Caen. Deg. de jurid. 95 c.
 — Metz. Jugem. 616-10.
 — Nancy. Privil. et hypoth. 1151.
 — Pau. Conciliat. 344 c., 347, 348 c.; Obligat. 4777 c. — Pêche fluviale 15.
 — Poitiers. Ordre 451 c., 1215-10-20 c.; Privil. et hypoth. 2292.
 — Circ. Greffe 55-20.
 12 Cass. Instr. crim. 1568-10.
 — Caen. Péremption 289.
 — Grenoble. Contr. par corps 71.
 — La Haye. Enreg. 4991

Mars.

- 13 Cass. Mat. d'or et d'argent 173.
— Jugem. par défaut 433-10.
— Bruxelles. Obligat. 4632-20.
— Dijon. Appel civ. 1128.
— Paris. Appel civ. 373.
15 Cass. Deg. de jurid. 440. — Propriété féodale 162-10.
— Agen. Disposit. entre vifs 3446 c.; Succès. 2212-30.
— Liège. Deg. de jurid. 278-20.
— Riom. Disposit. entre vifs 788, 792 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2037.
16 Cass. Comm. 36. — Degré de jurid. 447. — Surenchère 168, 792 c.
— Bruxelles. Contrat de mar. 137. — Prescript. civ. 338.
— Colmar. Contrat de mar. 320 c., 390.
— Grenoble. Disp. entre vifs 1417.
— Liège. Péremption 338.
— Lyon. Mat. somm. 77.
— Pau. Tierce-opposit. 112 c.
— Toulouse. Compte 49 c., 54 c., 191-60 c.; Deg. de jurid. 476 c., 521 c.; Dem. nouv. 104-20 c.; Faillite 352 c.; Frais 955 c.; Jugem. 559-50 c.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 429.
17 Ord. Org. marit., p. 1680.
— Cass. Arbitr. 732, 752 c.; Cassat. 68 c.; Jugement 958-10 c. — Compte cour. 74 c.; Jugement 963-50 c.; Papier-monnaie 52-30; Prêt à inter. 112 c., 127, 170; Retenue 32 c. — Contr. p. corps 40. — Jugem. 1005-89. — Servitude 909.
— Bourges. Disp. entre vifs 2353.
— Poitiers. Surenchère 160-40.
— Toulouse. Forêts 521.
— Decis. Forêts 496.
18 Cass. Privil. et hypoth. 2286-10.
— Société 622.
— C. d'ass. du Haut-Rhin. Instruct. crim. 500, 515.
19 Cass. Cassation 400.
— Amiens. Servitude 885-20, 892-20 c., 1083 c.
20 Ord. Industrie, p. 674; Org. administr., p. 609; Org. économ., p. 1289.
— Bordeaux. Exploit 638-30.
— Grenoble. Deg. de jurid. 216.
— Liège. Faillite 268-40.
— Nancy. Forêts 1293. — Procès-verb. 594-10-60.
— Instr. Minist. publ. 197.
22 Cass. Cassation 1698-30; Prêt à inter. 860.
— Metz. Acte de l'état civ. 223, 224.
— Montpellier. Deg. de jurid. 592 c.; Org. judic. 176-10.
— Nîmes. Mines 92 c.; Société 232-30.
— Paris. Minorité 248, 397 c.
23 Cass. Chose jugée 168-110 c.; Compét. comm. 352 c.; Obligat. 3099-20. — Compét. administr. 155-10; Dom. extraordin. 45 c. — Disposit. entre vifs 2724; Obligat. 3523 c.
— Bruxelles. Comm. 263. — Saisie-arrest 255 c., 313.
— Caen. Commission. 203.
— Paris. Faillite 560-10 c., 596 c.; Succès. 1435-20, 1439, 1475, 1478-10.
— Rouen. Contrainte p. corps 283. — Vente publ. d'im. 561-40.
24 Cass. Emigré 151-30. — Vente publ. d'im. 368-50 c., 1307.
— Amiens. Privil. et hypoth. 2639.
— Liège. Obligat. 4738-50.
— Poitiers. Vente publ. d'im. 1318.
— Cons. d'Etat. Commune 2467; Conflit 43 c. — Compét. admin. 119; Conflit 171, 175-90. — Cons. d'Etat. 79-10; Trav. publ. 432-20. — Cons. d'Etat. 120, 174. — Dom. de l'Etat 228; Usage 263-70. — Dom. nation. 16, 19-30, 32-30, 39; Vente admin. 267-10. — Eau 504. — Emigré 409-60. — Jugem. p. déf. 516. — Marché de fourn. 50-100, 101-80. — Mise en jugement 177-80.

Mars.

- 24 Cons. d'Etat. Org. colon. 136 c.; Traitement 164. — Prises marit. 250; Traité internat. 152-40 c. — Traitement 61. — Trav. publ. 1107-10, 1175-10, 1273-30.
Tres. publ. 457-10-20, 1034-30.
25 Cass. Contrat de mar. 3216. — Instr. crim. 2609-80, 2728. — Louage 367, 415-10 c.; Responsab. 500-20 c. — Vol 82-60.
— Amiens. Usage 524-30.
— Bruxelles. Disp. entre vifs 1415.
— Grenoble. Obligat. 5105.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 270-20. — Louage 392.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 162 c.; Tontine 43.
26 Cass. Jugem. p. déf. 453-50 c., 467-10. — Postes 64-20, 75-10. — Bordeaux. Demande nouv. 258 c. — Donat. Scelles 46 c., 93 c., 130.
— Liège. Vente publ. d'im. 507-70.
— Montpellier. Org. judic. 160-20, 163.
— Toulouse. Acte de l'ét. civ. 188 c.; Disposit. entre vifs 2771 c.; Mariage 210 c., 213 c., 447, 556-50 c., 568-70 c.
27 Grenoble. Usufruit 984-10.
— Montpellier. Expert. 185, 218-20, 315-50 c.
— Paris. Prêt à inter. 58-10; Privil. et hypoth. 169, 586 c. — Tierce-opposit. 198-10.
— Delib. Enreg. 1694, 2687.
28 Cons. d'Etat. Acquissem. 330 c.
29 Colmar. Deg. de jurid. 321-10.
— Donat. Avocat 235.
— Grenoble. Exploit 545-10.
— Nîmes. Péremption 56, 129-10 c.
— Poitiers. V. même date Nîmes.
— Riom. Servitude 524.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2375 c.; Rentes constituées 149.
— Circ. Greffe 80-150.
30 Cass. Chose jugée 374-50. — Dom. engag. 99-20. — Jugem. p. déf. 158-60. — Séparat. de corps 372.
— Agen. Commune 1422-30.
— Metz. Mat. d'or et d'arg. 131.
— Poitiers. Jugem. d'av. dire droit 24-130.
— Rennes. Appel civ. 1138.
— Toulouse. Contr. p. corps 978 c.; Jugem. 407 c.
31 Cass. Contrat de mar. 698, 707, 1391, 1392 c., 4322; Papier-monnaie 80-50. — Disposit. entre vifs 1351.
— Agen. Conciliat. 115.
— Caen. Emigré 237.
— Dijon. Obligat. 4961-30.
— Grenoble. Vente publ. d'im. 420.
— Rouen. Prescript. civ. 905.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 408 c. — Dom. nat. 25 c.; Vente administr. 21. — Emigré 404-60. — Impôts indir. 271. — Marché de fourn. 114-50.
— Avis Cons. d'Etat. Enreg. 429.
— Decis. Impôts dir. 232.

Avril.

- 1 Cass. Commune 1274. — Désaveu 66. — Instr. crim. 857 c., 1051-80, 3474-20. — Privil. et hypoth. 1534. — Témoin 141, 505-50 c.
— Bruxelles. Mariage 759-30.
— Lyon. Désaveu 40, 143 c.
— Metz. Disp. entre vifs 1315-30.
— Poitiers. Disp. entre vifs 2742-30.
2 Ord. Org. colon. 530.
— Cass. Voiture 419 c., 429-10-20.
— Agen. Effets de comm. 621.
— Colmar. Loi 98 c.; Succès. 113; Traité internat. 179 c., 183 c.
— Metz. Obligat. 4557.
— Orléans. Disposit. entre vifs 1018 c.; Succès. 1254.
— Rouen. Contrat de mar. 3159; Normandie 67 c.
3 Cass. Prêt à inter. 259-30.
— Amiens. Perempt. 102-20, 259 c.
— Caen. Biens 23; Concess. administr. 53 c.; Dom. publ. 50 c.; Privil. et hypoth. 787 c.; Propriété 69 c.

Avril.

- 3 Grenoble. Commune 1327.
— Liège. Péremption 277.
— Delib. Enreg. 1504, 1521.
5 Cass. Commission. 470.
— Colmar. Disposit. entre vifs 2607, 2615 c., 4154 c.
— Grenoble. Acte de l'état civ. 188 c.; Mariage 568-30-40 c.
— Lyon. Commission. 388 c., 469 c., 459. — Emigré 129-20, 366-20; Prescript. civ. 211.
— Paris. Exprop. publ. 55-40.
— Rennes. Appel civ. 926 c. — Culte 539-10. — Désistement 156.
— Riom. Vente publ. d'immeubles 1021-20, 1830.
6 Cass. Action possess. 575, 725 c. — Disposit. entre vifs 2896-50 c., 2956-30. — Dom. engag. 51-10. — Exploit 85-10; Jugem. 1001-190, 1005-60; Saisie-arrest 205. — Mat. somm. 17; Org. judic. 350. — Vente publ. d'immeub. 525-10 c., 967.
— Caen. Deg. de jurid. 95. — Privil. et hypoth. 1680-10.
— Liège. Deg. de jurid. 190 c., 199, 515.
— Toulouse. Jugement par défaut 333-50.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 2040.
7 Cass. Acquissem. 200 c., 241, 868 c. — Biens 187; Enreg. 1772, 1774 c., 2871 c.; Mines 89. — Org. milit. 341-50.
— Grenoble. Surenchère 15 c., 232.
— Lyon. Industrie 290-10.
— Paris. Privil. et hypoth. 2578.
— Poitiers. Acte de l'état civil 142 c.; Disposit. entre vifs 454 c.; Jugem. 333-120 c.; Paternité 718-10, 726 c., 730 c., 746-10 c.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 138, 355 c.; Loi 54, 55 c. — Conflit 161-50; Succès. 428; Trav. publ. 1175-10. — Cons. d'Etat 249-318. — Dom. nat. 38; Vente administr. 94. — Eau 475-50 c., 476-80, 513-20.
— Loterie 37. — Marché de fourn. 43-10, 55. — Voirie par terre 368-30.
8 Ord. Org. instr. publ., p. 1352.
— Cass. Séparat. de corps 56-30. — Serment 204-40.
— Amiens. Appel civ. 126 c.; Interrog. sur faits et art. 57, 111 c.
— Caen. Disp. entre vifs 2714-10.
— Metz. Obligat. 3468, 3644.
— Nîmes. Mat. somm. 45-10.
— Paris. Arbitr. 119.
— Pau. Ordre 321, 494-30.
— Rouen. Obligat. 4763-10, 4774 c.
— Decis. Forêts 1393.
9 Cass. Impôts indir. 469-30.
— Bordeaux. Séparation de corps 56-20.
— Bourges. Effets de comm. 519-10, 942 c.
— Bruxelles. Jugement par défaut 453-30.
10 Grenoble. Succès. 1429.
— Rouen. Faillite 745.
12 Bourges. Rentes constit. 206-10 c.; Rentes foncières 91-10.
— Toulouse. Compét. comm. 4.0.
13 Cass. Faux incid. 36-10 c., 118 c., 133. — Jugem. 1001-180; Vérific. d'écrit. 70-30.
— Caen. Rentes constit. 166-10.
14 Cass. Acte de notor. 4; Cassation 1044 c.; Certif. de coutume 2 c.; Compét. admin. 75-50 c.; Loi 117 c., 482-10 c. — Biens 188; Contrat de mar. 605 c.; Enreg. 1773 c., 1774 c., 2871 c. — Biens 245; Cassation 874, 1607-50 c.; Date 9 c.; Jugem. 213-40 c.
— Cons. d'Etat. Domaines engagés 81-10-20, 114, 132; Dom. nat. 38. — Manufact. 41-10, 84; Servitude 336 c.
— Delib. Enreg. 2714, 2727.
15 Cass. Cassation 448-60 c.; Instr. crim. 1290-60 c., 2347, 2758-20 c., 2987-30, 3263-10 c., 3626 c.; Jugem. 846-10. — Cassation 2320 c. — Commune 961; Voirie par terre 1920 c.

Avril.

- 15 Caen. Normandie 67 c.
16 Ord. Ordres civils et milit. 262.
17 Cass. Instr. crim. 2141-10, 3359-20, 3377-10. — Peine 442. — Renvoi 118, 119.
— Bruxelles. Appel civ. 357 c.; Deg. de jur. 49.
— Solut. Enreg. 1033.
18 Bordeaux. Contr. par corps 71.
20 Cass. Action possess. 752.
— Colmar. Désistement 87-50.
21 Ord. Marché de fourn. 6-20; Organ. marit., p. 1680; Organ. milit., p. 1886.
— Cass. Brev. d'invent. 268 c., 277, 334 c. — Privil. et hypoth. 2560-30 c., 40 c., 50 c., 60 c.
22 Cass. Presse-out. 1307-10. — Quest. préjud. 127.
— Bruxelles. Appel civ. 265.
— Paris. Bourse de comm. 356 c.; Trésor publ. 1203.
23 Cass. Mat. d'or et d'arg. 143. — Peine 410-30. — Quest. préjud. 122, 133-10.
— Paris. Obligat. 2761 c.; Privil. et hypoth. 2290.
— Trib. de la Seine. Assurances terrestres 242.
24 Nancy. Procès-verb. 68.
— Toulouse. Acquissem. 279 c., 287, 809, 844.
26 Cass. Désaveu 18 c., 46 c., 59. — Dom. de l'Etat 19. — Paternité 511 c., 555-60.
— Paris. Presse-out. 1494.
— Rouen. Compét. comm. 254 c.; Faillite 389.
— Trib. de Falaise. Enreg. 5325.
— Réglem. Biblioth. 68.
27 Cass. Cassation 1425 c.; Jugem. 1025-70 c.; Saisie-arrest 188. — Privil. et hypoth. 1019 c., 1037, V. 87 août.
— Bruxelles. Enquête 800 c., 520.
— Colmar. Vente 1729-20.
— Metz. Disposit. entre vifs 1479.
— Paris. Emigré 227-40.
— Rouen. Vente publ. d'immeubles 1529-10.
28 Agen. Séparat. de corps 369, 372.
— Grenoble. Compét. crim. 549-30; Crimes contre les personnes 182 c.; Instr. crim. 859.
— Metz. Eau 263.
— Riom. Contrat de mar. 3950-20.
— Rouen. Louage 74.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 306; travaux publ. 594. — Eau 396, 414 c. — Forêts 980. — Marché de fourn. 107; Trésor public 451, 437-10, 958.
— Delib. Enreg. 1690.
29 Cass. Attentat aux mœurs 97. — Cassation 1651-19; Disposit. entre vifs 257 c., 270 c., 2711, 3505-60, 4309 c.; Jugem. 952-10. — Instr. crim. 1066. — Mat. d'or et d'argent 70. — Vente 150-40.
— Bruxelles. Rentes foncières 15.
— Grenoble. Action 114.
— Rouen. Vente publ. d'immeubles 1529-10.
— Arr. avoc. Paris. Avocat 116.
30 Cass. Armes 44. — Forêts 912, 1431, 1432-20 c., 1946-30 c. — Vol 412.
— Toulouse. Arbitr. 235, 1168 c., 1169 c.; Demande nouv. 49 c.; Contrat de mar. 3481 c.
— Circ. Notaire, p. 991.

Mai.

- 1 Pau. Mariage 182-10 c., 187.
3 Bourges. Demande nouv. 219-10.
— Metz. Faillite 207.
4 Cass. Commune 1570. — Jugem. 1014-10. — Ordre 974-30. — Vente publ. d'immeubles 2166 c.
— Amiens. Surenchère 71-10.
— Grenoble. Servitude 1058.
— Nîmes. Contr. par corps 768 c., 774 c., 811, 860; Jugem. 729 c.
— Poitiers. Appel civ. 264.
— Toulouse. Ordre 879-10.
— Decis. Contrat de mar. 295.
5 Ord. Mat. d'or et d'argent, p. 463; Org. milit., p. 1686.

Mai.

- 5 Cass. Deg. de jurid. 438. — Du posit. entre vifs 4291. — Instr. crim. 5766. — Jugem. p. déf. 367-10.
— Agen. Compét. comm. 46 c.; 470.
— Trib. comm. de Marseille. Du marit. 1049.
6 Cass. Cassation 2131 c. — Eau 4014. — Org. judic. 686. — Te moin 538-40.
— Agen. Compétence comm. 47. — Compte 49 c. — Jugem. 612 c.
— Caen. Contrat de mar. 320 c.
— Orléans. Expert 241.
7 Cass. Fonctionn. publ. 115-10 c.; Garde nat. 19, 160 c. — Org. milit. 89-60. — Peine 121 c.; Prêt à intérêts 311.
— Bourges. Commune 2601; Obligat. 249-10 c.
— Toulouse. Contr. de mar. 320 c.
8 Cass. Chasse 34 c., 100 c., 11. — Mise en jugem. 113.
— Bruxelles. Exploit 49-10. — Obligat. 3248-20; Prescript. 949.
— Dijon. Privil. et hypoth. 124, 2406-20.
— Grenoble. Exploit 745-20.
— Metz. Acte de comm. 111 c.; Appel civil 177 c.; Charret. 111; Comm. 34 c.; Jugement 123-20 c., 229.
— Montpellier. Arbitr. 191.
— Paris. Arbitr. 630.
— Toulouse. Faillite 1120 c., 1124. — Jugem. p. déf. 35-20.
10 Agen. Prescript. civ. 134.
— Caen. Contrat de mar. 320 c.; Normandie 37 c., 61.
— Rennes. Demande nouv. 24.
— Circ. Mariage 247.
11 Cass. Contrat de mariage 3745-30 c. — Eareg. 111. — Obligation 4619-30. — Vente 639-30; V. juie.
— Bourges. Exploit 545-10; Obligat. 856-20. — Usage 322 c.
— Rouen. Obligat. 1184.
12 Cass. Dom. extraord. 11. — Instr. crim. 270-10. — Vente admin. 6015. — Vente admin. 22.
— Bordeaux. Péremption 25.
— Bruxelles. Enquête 211. — 492-10. — Faux incid. 74, 223-20.
— Dijon. Mat. d'or et d'arg. 194.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 274.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 87-40. — Conflit 86-10 c.; Conflit d'Etat 76-10; Théâtres 18-10. — Secours publ. 31.
— Théâtre 331.
— Avis Cons. d'Etat. Mat. d'arg. 45.
13 Cass. Acquissem. 47 c. c.; Cassation 1728-20 c.; Compét. administr. 246, 253 c.; Conflit 15 c.; Disposit. entre vifs 515; Emigré 124-10; Obligat. 93-20 c. — Fam. dép. 993-20. — Instr. crim. 563, 700. — Org. judic. 116.
— Bruxelles. Vente publ. d'im. 87-20.
— Grenoble. Loi 599. — Obligat. 1864-10.
— Delib. Org. instr. publ. 172.
— Arr. avoc. Paris. Avocat 116.
14 Cass. Appel crim. 127. — Faux dépens 978-40; Instr. crim. 3762 c. — Impôts indir. 85-40, 102-20, 304 c., 315 c.
— Limoges. Appel civ. 49 c.; Eau 1050-10.
— Rouen. Droit marit. 2145-20.
— Trib. de Bordeaux. Contrat de mar. 2586.
— Trib. comm. de Marseille. Du marit. 2103.
15 Cass. V. 25 mai.
— Grenoble. Succès. 2091.
16 Aix. Ministère public V. 15 mai.
17 Cass. Disposit. entre vifs 259 c.
— Bourges. Enreg. 5120. 0 c.
— Rouen. Surenchère 264.
— Traité. Traité internat. 177-80.

M.

Arbitr. 1180 c.; Cassation 1831-32 c.; Droit marit. 1931 c. 2669. — Contrat de mar. 1223, 2419 c., 3736, 3739 c.; Enreg. 4136.
 Arg. V. 18 août.
 Baux. Louage 749, 844 c., 838 c.
 Effets de comm. 182.
 Ventes. Vente publ. d'immeub. 1130-39.
 Ventes. Exploit 631-39.
 Vente publ. d'immeub. 1651.
 Disposit. entre vifs 334 c.; Substitut. 37 c., 39 c., 43-49. Success. 886 c.
 Secours publ. 208.
 Org. milit. p. 1886; Voirie p. 50, p. 238-339.
 Jugem. Par défaut 1357, 1575 c. — Entre 126-20, 227-20 c. — Enreg. 5716. — Servitude 1172-19.
 Demandes. Demande nouv. 35-20.
 Rente. Rente 937-39.
 Montpellier. Privil. et hypoth. 1130-39.
 Chose jugée 360-20 c.; Contrat de mar. 3967-30 c.; Enreg. Privil. et hypoth. 782 c. — Enreg. 770, 1192, 1748, 1713, 1712.
 Cassation 1600-70 c.; Louage d'immeub. 90 c., 109. — Faux 431. Tentative 31 c. — Instr. crim. 1957. — Prescript. crim. 113-20. — Propriété féodale 412. — Succession 735 c., 798.
 Enquêtes. Enquête 371.
 Mat. d'or et d'argent 44.
 Paris. Obligation. 3749-39.
 Octroi 176. — Poids et mesures 121 c., 128-40, 143-19, 143-40 c.
 Rente. Contrat de mar. 3789.
 Disposit. entre vifs 259. — Privil. et hypoth. 918.
 Frais et dépens 558-40.
 Obligat. 3952.
 Rente. Contr. par corps 758.
 Vente administ. 198.
 Jugem. par défaut 88.
 Chose jugée 227 c.; Deg. de jur. 623.
 Jugem. par défaut 325-19.
 Enreg. 680. Huissier 157.
 Enreg. 2006.
 Absence 735 c. — Effets de comm. 726. — Privil. et hypoth. 231-20.
 Privil. et hypothèques 239-19.
 Contrat de mar. 2147.
 Acquiescem. 603, 613 c.; Faillite 1261-19 c.
 Abscondit. Distrib. par publ. 12.
 Ordres civils et milit., 194, 195 c.; Prof. hommes, p. 535.
 Enquêtes. Enquête 372.
 Soins 831-19, 861 c.
 Louage 278.
 Puissance patern. 120.
 Act. Arban possess. 508 c.; Enreg. 238.
 Disposit. entre vifs 1138.
 Acquiescem. 444 c.; Ar. 1332 c., 1314, 1319 c., 1350 c.
 d'Etat. Commune 390, 461 c., 2538, 2670. — Condit. 171 c. — Eau 443-59, 513-40 c. — Jugem. 904-20, 928-39; Trés. publ. 129-40, 438, 446, 452-20. — Vente administ. 164. — Rente par terre 302.
 Arban 294 c.; Vente 1343.
 Droit civil 571-20 c., 584 c., 585 c.
 Deg. de jur. 124-20. — Prescript. civ. 79, 224 c.; Privil. et hypoth. 2536 c. — Jugem. 128-19.
 Exploit 555-40.
 Disposit. entre vifs 3279 c., 3345.
 Contrat de mar. 254 c.; Rente 372 c.; Obligat. 3313-20; Responsab. 401.

Mai.

29 Cass. Impôts indir. 518. — Instr. crim. 1301, 2720-39. — Prêt à intérêt. 315-19. — Procès-verb. 586-19.
 Bourges. Acte de comm. 380.
 Paris. Exploit 370 c.
 Instr. Enreg. 680.
 Cons. d'Etat. Eau 513-40.
 Bourges. Deg. de jur. 148.
 Montpellier. Arbitr. 819, 839 c., 871 c.
 Juin.
 Cour d'ass. de la Somme. Peine 298.
 Cass. Cassation 1635-30 c.; Commune 2043, 2061 c., 2124 c. — Droit marit. 2166.
 Grenoble. Privilèges et hypoth. 1787-20, 1996 c.
 Paris. Contrat de mar. 1971.
 Ord. Avoué 28.
 Cass. Contrat de mariage 1727. — Privil. et hypoth. 635-20; Vente 1841-20.
 Bourges. Enquête 126. — Prescript. civ. 513.
 Grenoble. Vol 138-19.
 Orléans. Dispos. entre vifs 1408.
 Poitiers. Traité int. nat. 183 c.
 Rennes. Priv. et hypoth. 1292-20.
 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 435.
 Circ. Mat. d'or et d'arg. 44.
 3 Ord. Voirie p. eau, p. 739-690.
 Cass. Obligation. 3802 c., 3806.
 Besançon. Obligation. 5227; Saisie-gagerie 9.
 Liège. Vol 67.
 Rouen. Vente publ. d'immeub. 1530-20 c., 1834-19.
 Cass. Acquiescem. 917; Appel crim. 180 c., 304 c.; Désistement. 243 c.; Forêts 437 c.; Compét. crim. 338 c., 406; Peine 347 c. — Instr. crim. 1626-40. — Prescript. crim. 117. — Renvoi 125-19.
 Agen. Deg. de jur. 95.
 Rouen. Vente publ. d'immeub. 1458.
 Toulouse. Exploit 684; Frais et dép. 732 c.; Refere 38.
 5 Ord. Culte. p. 716.
 Agen. Acquiescem. 466.
 Pau. Appel civ. 771 c.; Deg. de jur. 459-20; Reprises d'inst. 31.
 Rouen. Effets de comm. 802-30; Prêt à intérêts 167 c.
 Solat. Enreg. 738.
 7 Rouen. Péremption 192 c., 193 c., 206.
 8 Rouen. Contrat de mariage 1953, 3139 c.; Puissance patern. 53 c.
 9 Loi. Org. milit., p. 1886.
 Ord. Boucher 136; Voirie p. eau 181; Voirie p. terre 4096 c., 4701 c., 2243, 2253 c., 2254 c., 2255 c., 2263 c.
 Cass. Disposit. entre vifs 249-30; Obligation. 4586-20 c.
 Caen. Rentes constituées 179.
 Toulouse. Ordre 117-30 c., 934-20 c.; Privil. et hypoth. 448.
 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1127.
 Cons. d'Etat. Louage administ. 16-30. — Org. 288, 796-19. — Voirie p. terre 1128, 1132-20, 2121-19, 2128-20 c.
 10 Cass. Arbitr. 337 c.; Faillite 171 c.; Obligation. 3298. — Affentat aux mœurs 101, 196 c. — Discipline 293-50. — Imp. indir. 341, 342. — Jugem. 1045-19; Servitude 84. — Org. judic. 475. — Séparat. de corps 32 c., 194-70. — Vol 512-20.
 Agen. Appel incid. 160 c.; Disposit. entre vifs 1099-19; Success. 1079, 1229 c., 1232. — Deg. de jur. 174-19 c., 214.
 Lyon. Contenteur p. corps 826 c.; Rébellion 39-39.
 Poitiers. Acquiescem. 785.
 Rouen. Contenteur p. corps 200; Jugem. p. déf. 59-20.

Juin.

11 Cass. Culte 84 c.; Jour férié 61. — Faux 232, 234. — Instr. crim. 2067-19; Témoin 639-39. — Instr. crim. 3462.
 Angers. Acte de comm. 36; Compét. comm. 190 c., 214 c.
 12 Lyon. Servitude 867-39, 885-39, 1935.
 Denb. Enreg. 848 c., 1704, 1805.
 14 Cass. Contrat de mar. 1990 c.; Mariage 849-70 c.; Saisie-gagerie 66.
 Lyon. Commission. 243 c.; Société 1680.
 15 Cass. Enreg. 5171-20. — Mariage 960. — Obligation. 4763-19. — Paternité 531.
 Amiens. Arbitr. 47, 454 c.
 Bourges. Servitude 870.
 Metz. Délai 87 c.; Ordre 821, 862-40, 903, 905, 908. — Organ. judic. 201-20.
 Toulouse. Domicile élu 26-40.
 Decis. Impôts dir. 238.
 Instr. Hospices 371.
 16 Loi. Bourse de comm. 129; Cour des comptes. p. 511; Enreg. 34; Notaire. p. 581; Obligation. p. 58; Organ. judic. 282 a., p. 1503; Pension. p. 760.
 Ord. Eau, p. 335; Voirie par eau, p. 739-750.
 Cass. Appel incid. 33. — Compét. civ. trib. arr. 130. — Deg. de jur. 440 c., 642-19. — Enreg. 830, 2626 c.; Transcription. hypoth. 137 c., 672 c., 689. — Organ. judic. 176-19, 178-39. — Vente publ. d'immeub. 1492-19.
 Bruxelles. Péremption 79 c.
 Grenoble. Ordre 899-39.
 Liège. Deg. de jur. 458-50; Jugem. p. défaut 419-40.
 Paris. Privil. et hypoth. 1687-39.
 Cons. d'Etat. Commune 888 c.; Voirie p. terre 1837-39, 2108-39. — Commune 3355, 2578 c. — Cons. d'Etat 160-20. — Dom. de l'Etat 119. — Emigré 402-109. — Marais 93. — Marché de fournil. 106-40; Trés. publ. 504. — Tierce-opposit. 289-39. — Vente administ. 363-60.
 17 Cass. Dom. engag. 69. — Halles 33. — Procès-verb. 678-20.
 Besançon. Avoué 162, 164 c.
 Bruxelles. Enquête 521-19.
 Limoges. Lettre miss. 28; Séparat. de corps 43-19 c.
 Paris. Compét. comm. 159; Contrainte p. corps. 369 c.
 18 Cass. Cassation 1746-40 c.; Compét. crim. 112; Crimes contre l'Etat 72 c. — Compét. crim. 61. — Jour férié 81-39. — Org. milit. 879. — Presse-outrage 1365 c., 1494, 1553 c. — Témoin 270-19.
 Bourges. Vente publ. d'immeub. 1468-19.
 Metz. Minorité 538 c.; Privil. et hypoth. 2683.
 Rouen. Forêts 1993 c.; Jugement 837-40.
 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1730.
 19 Agen. Prêt à intérêt. 26-19. — Vente 1913-20.
 Bourges. Faillite 1077-20.
 Grenoble. Effets de comm. 169.
 20 Agen. Acquiescem. 707 c.
 Nancy. Conciliat. 210-19; Exploit 104-20.
 21 Bruxelles. Substitut. 342, 344, 362 c.
 Cons. d'Etat. Dom. d'Etat 258 c.
 22 Cass. Disposit. entre vifs 730. — Domicile élu 80 c.; Effets de comm. 268; Obligation. 1485-19 c., 5503 c.
 Caen. Obligation. 3229 c., 3324 c.; Privil. et hypoth. 1246, 1264 c.
 Montpellier. Enquête 209, 230.
 Nîmes. Agrie 57 c.; Desaveu 13 c., 15, 109 c.
 Circ. Frais et dépens 1162.
 23 Ord. Dom. apanager 28; Org. marit., p. 1680.

Juin.

23 Cass. Cassation 1603-119. — Contrat de mar. 1921. — Disposit. entre vifs 3265, 3269 c., 3471 c. — Privil. et hypoth. 856.
 Agen. Disposit. entre vifs 717. — Droit civil 668.
 Bruxelles. Enreg. 2844 c., 2885 c., 2934.
 Cons. d'Etat. Compét. 48 c.; Cons. d'Etat 206; Marais 16 c., 111-19. — Cons. d'Etat 249; Hospices 454-39, 458-39 c. — Cons. d'Etat 332-19. — Eau 509-39. — Trav. publ. 471, 1224-20. — Trés. publ. 1053-19, 1057, 1063-39.
 24 Loi. Impôts indir., p. 421, 422; Octroi 181, 251, p. 17.
 Cass. Chose jugée 410-40. — Contrat de mar. 3927 c., 3993.
 Caen. Prescript. crim. 190.
 Grenoble. Faux 134-39.
 Circ. Douanes 63.
 25 Loi. Lois codifiées 13-30; Peine, p. 553; Vol, p. 1113.
 Cass. Appel crim. 16. — Cassation 1088; Forêts 1432-19, 1539-39 c., 1546 c. — Complice 23-20. — Huissier 103 c.; Instr. crim. 1647-20, 1653. — Quest. prejud. 112-119, 123-19.
 Agen. Expert. 245-19.
 Aix. Contrat de mar. 1971, 1981 c.
 La Haye. Mandat 78.
 Poitiers. Droit marit. 2215.
 Cons. d'Etat. V. 23 juin.
 26 Cass. Faux incid. 328 c.; Octroi 383. — Presse-outr. 199.
 Grenoble. Disposit. entre vifs 2305-20.
 Paris. Arbitr. 1141 c.; Société 1653-19. — Nom 21 c., 26.
 Pau. Disposit. entre vifs 3704-39; 3961-19 c.
 Rouen. Disposit. entre vifs 385; Success. 1028 c.
 Rouen. Contrat de mar. 3502 c., 3953-19; Vente publ. d'immeub. 842 c., 1221-19, 1222-50 c.
 28 Cass. Chose jugée 276; Paternité 194 c., 202 c. — Organ. judic. 392-19.
 Aix. Privil. et hypoth. 2626.
 Metz. Forêts 705.
 Nîmes. Exploit 548-19.
 Cour d'assises de Rouen. Évasion 68-19, 69 c.
 29 Cass. Action possess. 44. — Chose jugée 526. — Conclut. 24-50 c.; Enquête 420 c.; Obligation. 2297. — Jugem. 963-119. — Obligation. 4454 c.
 Angers. Adopt. 144 c.
 Rennes. Cassation 1424 c.; Loi 121 c.; Obligation. 3218-19.
 30 Ord. Trav. publ. 1234, 1263-19.
 Cass. Cassation 770. — Compét. civ. trib. d'arr. 114; Faillite 4170 c.; Ordre 290 c. — Minist. publ. 61-19. — Propriété 167-49.
 Amiens. Appel incid. 77. — Droit rural 73.
 Caen. Disposit. entre vifs 3769; Scelles 29 c.
 Cons. d'Etat. Bois et charbons 43; Patente 278-20 c. — Compét. administ. 374 c.; Impôts dir. 601-20, 624-40. — Conflit 46-19, 73. — Eau 560-60, 574. — Impôts dir. 573, 649-40 c.; Ordre 292-39 c.; Manuf. 67-20. — Propriété 378. — Vente administ. 326, 362.
 Decis. Douanes 728.
 Delib. Enreg. 404.

Juillet.

1 Cass. Faux 428. — Industrie 135. — Instr. crim. 1953-19, 3640. — Obligation. 4961-19. — Peine 296. — Serment 171.
 Agen. Appel civil 1236 c.; Appel incid. 20 c.; Disposit. entre vifs 856.
 Paris. Arbitr. 729.
 Poitiers. Priv. et hypoth. 2221 c.
 2 Cass. Contravent. 130, 143 c., 144 c. — Mat. d'or et d'arg. 67-50 c., 82-19, 144-19 c.

Juillet.

2 Angers. Vente 439.
 Grenoble. Domicile élu 118-19; Exploit 473 c.
 Metz. Disposit. entre vifs 4521 c., 4527.
 Riom. Acte de comm. 245.
 3 Grenoble. Success. 1886, 1942-20 c.; Transaction 16 c.
 Limoges. Ordre 639 c., 746-19 c.; Privil. et hypoth. 1657.
 5 Cass. Minut. public 95; Séparat. de corps 502.
 Bordeaux. Contr. de mar. 3971 c.; Disposit. entre vifs 909, 948 c.
 Caen. Contrat de mar. 3814.
 Lyon. Vente publ. d'immeub. 1561-19.
 Rouen. Usufruit 206, 379 c.
 6 Cass. Imp. indir. 412-20, 475 c., 477 c.
 Agen. Dispos. entre vifs 4510-19, 4648-19 c.
 Caen. Contrat de mariage 3627, 3770-19-20. — Servitude 564.
 Poitiers. Appel civ. 345 c., 356 c.; Deg. de jur. 113-19 c.; Contrat de mariage 1993, 1925 c.; Prescript. civ. 739. — Arbitr. 740.
 7 Ord. Corse 2, p. 408; Org. marit., p. 1680; Organ. milit., p. 1386; Substitut. public. p. 573.
 Cass. Chose jugée 261. — Crimes contre les personnes 106. — Disposit. entre vifs 1170 c., 1674-19. — Jugem. 979-20. — Ordre 1049-40. — Paternité 439-39.
 Agen. Acquiescem. 73 c., 672, 722 c.
 Bourges. Success. 993. — Tierce-opposit. 236.
 Metz. Disposit. entre vifs 2026, 2111.
 Montpellier. Success. 1891.
 Instr. Forêts 253, 254, 262, 268, 270, 271.
 8 Cass. Appel incid. 33; Contr. de mar. 3934 c. — Instr. crim. 1708-19, 3054, 3082; Témoin 126-70, 501-19. — Nantissement. 107-19. — Paternité 371-20.
 Metz. Séparat. de corps 104-19.
 Delib. Trésor publ. 1297.
 9 Cass. Cassation 463 c., 546. — Org. col. 1045.
 Paris. Faillite 1064.
 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 681.
 10 Aix. Droit marit. 2287.
 Amiens. Ordre 524-20; Privil. et hypoth. 2179; Vente 1164.
 Rouen. Dispos. entre vifs 1931 c.; Interrog. s. faits et art. 31-39; Obligation. 4579-19 c.
 Decis. Droit pol. 292.
 Delib. Enreg. 1035.
 Solat. Enreg. 807.
 12 Cass. Privil. et hypoth. 672-40 c., 673-20 c., 674 c., 675-19, 1410 c., 1708 c.
 Caen. Droit marit. 1965. — Émigré 237.
 Colmar. Obligation. 5114-20; Prêt à intérêts 124-39 c.
 Liège. Refere 162.
 Nîmes. Paternité 718-39.
 Pau. Office 379.
 Circ. Presse-outr. 139.
 14 Cass. Chose jugée 257-20. — Demande nouvelle 107. — Enreg. 6381, 5568 c., 6045.
 Caen. Vente publ. d'immeub. 585-20.
 Grenoble. Disposit. entre vifs 1539 c., 1570. — Effets de com. 411. — Success. 1921-49.
 Paris. Disposit. entre vifs 1842.

Juillet.

- 14 Cons. d'Etat. Commune 2448, 2482. — Compét. administr. 368 c.; Impôts dir. 532, 635-29. — Culte 236 c., 239-10, 240-10 c. — Exprop. publ. 13-79, 13-50. — Marché de fourn. 46-30, 112-20, 137-120, 142-10. — Décis. Mat. d'or et d'arg. 18-30.
- 15 Ord. Océroi, p. 17.
- Cass. Cassation 760. — Douanes 837-30; Procès-verbal 335-20. — Instr. crim. 162 c.; Témoin 170-10-20-40-50, 186 c. — Instr. crim. 1636-40, 3170. — Organ. colon. 759. — Rente viagère 51 c., 52 c., 62-20 c., 68 c.
- Caen. Contrat de mar. 1349; Mariage 836 c.
- Grenoble. Servitude 65, 71 c.; Voirie p. terre 575-20 c., 1573 c. — Pau. Office 76 c.
- 16 Cass. Cassation 637; Quest. préjud. 125-10. — Commune 721. — Procès-verb. 193, 497.
- Grenoble. Contrat de mar. 1700.
- La Haye. Chose jugée 333.
- Montpellier. Mariage 835-30.
- Cons. d'Etat. Wattingue 41 c. — Reglem. Mont-de-piété, p. 401.
- 17 Cass. Loi 274.
- Paris. Faillite 974-10.
- Rouen. Obligat. 2663.
- Décis. Enreg. 5396.
- 18 Ord. Voirie par eau, p. 739-690.
- 19 Arrêté. Voirie par eau 661.
- Cass. Vente publ. d'im. 1447-10-30 c., 1498-10, 1571-30 c.
- 20 Cass. Appel incid. 775 c.; Domicile élu 25-50. — Succession 1876.
- Grenoble. Contrat de mar. 1010; Obligat. 4805.
- 21 Ord. Org. marit., p. 1680; Voirie par chemin de fer 874-430.
- Cass. Cassation 1852. — Cautionnem. 83. — Chose jugée 285-10; Deg. de jurid. 504-30 c. — Effets de comm. 809. — Intervent. 135.
- Agen. Acquissem. 266, 273 c.
- Bruxelles. Mines 602.
- Montpellier. Vente publ. d'im. 1342-10.
- Poitiers. Success. 2016-10.
- Rennes. Disposit. entre vifs 3705; Obligat. 2618-30 c.
- Riom. Acquissem. 221.
- Cons. d'Etat. Consul 35. — Emigré 408-30. — Frais et dépens 194; Travaux publ. 785, 797, 808, 809, 810, 909-10, 1211. — Trés. publ. 444-20.
- Delib. Enreg. 3637.
- 22 Cass. Assoc. de malfait. 21, 22. — Attentat aux mœurs 123. — Complice 146 c. — Eau 128 c., 135. — Faux 140-40. — Procès-verb. 637.
- Grenoble. Prescript. civ. 1026.
- Liège. Servitude 837-10.
- Montpellier. Mandat 419-10 c.
- Paris. Faillite 1359-10.
- Arr. avoc. Paris. Avocat 517.
- 23 Cass. Commune 1154. — Poids et mesures 128-10. — Procès-verb. 75, 626. — Propriété littér. 91.
- Limoges. Dem. nouv. 256; Puissance patern. 140, 141 c.
- Toulouse. Deg. de jurid. 166-60.
- 24 Bourges. Organ. judic. 180. — Privil. et hypoth. 1815.
- Bruxelles. Compét. comm. 102.
- Liège. Compét. administr. 35.
- Traité internat. 159 c.
- Metz. Contrat de mar. 2150; Seales 176 c.
- Rouen. Contrat de mar. 3906. — Vente 1795.
- Circ. Médecine 81.
- Delib. avoc. Limoges. Avocat 312.
- 25 Rennes. Deg. de jurid. 95.
- Décis. Chasse 391 c.
- 26 Aix. Appel civ. 1285 c.
- Grenoble. Exploit 162 c., 163.
- 27 Cass. Privil. et hypoth. 851.
- Bruxelles. Droit riv. 356-10. — Jugem. par défaut 165.
- Metz. Appel riv. 996.
- Poitiers. Appel incid. 76 c., 78; Disposit. entre vifs 3819.

Juillet.

- 27 Toulouse. Jugement 380 c.
- Solut. Enreg. 5922.
- 28 Lol. Bois et charbons 140; Industrie, p. 674; Lois codifiées 13-40 c.; Mines 608, 680, p. 637; Voirie par eau, p. 723; Voirie par terre 197, 347, 377, 398 c., 460, 498, 613, 697, 783 s.
- Cass. Cassation 479; Désistement 74-20 c.; Effets de comm. 694, 695 c. — Privil. et hypoth. 271. — Rentes foncières 91-10.
- Amiens. Vente 1468.
- Liège. Deg. de jurid. 174-30.
- Nancy. Forêts 1191.
- Riom. Privil. et hypoth. 1692-10.
- Toulouse. Contr. par corps 758.
- Cons. d'Etat. Bourse de comm. 211. — Commune 449 c., 450, 2267-20. 2600, 2607-30; Culte 816-20 c. — Compét. admin. 30, 150 c. — Cons. d'Etat 201. — Eau 193; Voirie p. eau 562-10. — Marché de fourn. 108. — Place de guerre 84-10. — Prises marit. 249. — Trésor publ. 1150. — Voirie par terre 1951, 21-18-30.
- Delib. Enreg. 2789.
- Solut. Enreg. 4440.
- 29 Cass. Complice 162-20 c., 172-10; Instr. crim. 3474-10 c. — Mise en jugem. 22, 97 c.
- Amiens. Oblig. 3893-10, 2979-20.
- Bordeaux. Privil. et hypoth. 1147.
- Grenoble. Minorité 735; Obligat. 2314 c.
- Lyon. Arbitr. 1154; Parenté 23.
- Poitiers. Acte de comm. 324 c.; Cautionnem. 49; Deg. de jurid. 613 c.
- Solut. Enreg. 719.
- 30 Orléans. Deg. de jurid. 631.
- 31 Arrêté. Mines 416-20.
- Dijon. Privil. et hypoth. 1029-20, 1058 c.
- Grenoble. Péremption 267.
- Delib. Enreg. 1290, 1627, 2356.

Août.

- 1 Cons. d'Etat. Conflit 26-50. — Impôts dir. 95.
- 2 Rastia. Séparat. de corps 264.
- 3 Ord. Archives 140.
- Cass. Dispos. entre vifs 1426-30. — Dom. engag. 93-50. — Majorat 37-29, 39 c. — Requête civ. 100.
- Caen. Vente publ. d'im. 1274-20, 1447-30.
- Colmar. Témoin. faux 19 c., 20.
- Rennes. Appel riv. 418; Compte 111 c. — Disposit. entre vifs 3534.
- 4 Loi. Trésor publ. 286 s., p. 1140.
- Ord. Frais et dép. p. 68; Organ. marit., p. 1680.
- Cass. Obligat. 3327-30. — Success. 2099-20. — Vente 1463-10. — V. 11 août.
- Agen. Dispos. entre vifs 4537-10.
- Bordeaux. Faillite 412-20, 425; Jugem. 185-50.
- Grenoble. Responsab. 506.
- Paris. Emigré 396-30.
- Poitiers. Vente 1993-20. — Vente publ. d'im. 1478, 1478-10 c.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 327. — Hospices 460-10; Tierce-opposit. 278-20 c. — Jugem. p. def. 506-40, 521. — Marché de fourn. 106-50, 119-20. — Org. administr. 405-10. — Tierce-opposit. 283-20. — Trés. publ. 436-30, 467-20. — Voirie p. terre 252; 306-10.
- Décis. Enreg. 768.
- Lettre. Vente publ. de meubles 100.
- 5 Cass. Cassation 1662 c.; Interdict. 246-10; Propriété 319 c. — Emigré 297-50. — Organ. judic. 385-10. — Peine 356-10. — Prêt à intérêts 150-10.
- Agen. Appel incid. 76 c.; Disposit. entre vifs 2922, 2616 c., 3103-10 c., 3144-50 c.; Obligat. 3526 c.
- Angers. Contrat de mar. 4326-10.
- Caen. V. 3 avril 1824.

Août.

- 5 Lyon. Vice rédhibit. 50 c., 66 c., 88, 165 c., 177-10 c., 185 c.
- 6 Cass. Appel crim. 106 c.; Cassat. 401; Minist. publ. 42 c. — Armes 48 c., 58, 61 c. — Cassation 2255-20 c.; Peine 138, 153-40 c. — Défense 64. — Renvoi 118 c., 134-40.
- Amiens. Interdict. 193-10.
- Bourges. Appel civil 264.
- Lyon. Péremption 136 c., 137, 191 c.
- Metz. Chasse 425.
- Paris. Arbitr. 1323. — Faillite 1035 c.
- 7 Liège. Référé 206.
- Rouen. Obligat. 4900.
- Delib. Enreg. 1622.
- 9 Caen. Privil. et hypoth. 1801, 2080.
- Metz. Vol 138-20.
- 10 Cass. Cassation 1909-20; Contrat de mar. 4318, 4334, 4337, 4338. — Enreg. 6025. — Org. judic. 154-20.
- Aix. Commune 2368.
- Colmar. Vente publ. d'im. 1033.
- Poitiers. Notaire 781.
- 11 Ord. Avoué 27; Organ. marit., p. 1680; Presse-out. p. 410; Trav. publ. 390, 446 c.
- Cass. Cassation 1609-40; Loi 531-10 c.; Jeu 23 c.; Trésor public 1375, 1404 c., 1433 c.
- Emigré 240 c., 241-10 c.; Privil. et hypoth. 150. — Jugem. 1012-30. — Rente viagère 58-20. — Servitude 867-10, 886 c., 889 c. — Trésor publ. 1272 c., 1375, 1404 c.
- Rennes. Expert. 198 c., 200 c., 201 c., 212 c., 213 c., 218-30.
- Riom. Contrat de mar. 3493; Surenchère 65 c., 129.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat. 84-90. — Deg. de jurid. 653 c.; Org. administr. 409. — Eau 469-10. — Marais 120-30. — Mines 497. — Vente administr. 164, 239-40. — Voirie p. eau 549-30.
- Delib. Enreg. 1756.
- 12 Cass. Absence 107; Frais et dép. 26 c., 37-30; Jugem. 198-30; Tierce-opposit. 127-30; Vente 1931-10 c. — Faux 114-20. — In-tr. crim. 1626-40.
- Agen. Vente 1739-10.
- Aix. Droit riv. 423 c., 438-40.
- Lyon. Frais et dép. 246.
- Pau. Contrat de mar. 2524-20, 3535-20 c.
- Rennes. Pêche fluv. 34.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 2694-30.
- 13 Amiens. Obligat. 1920 c.; Privil. et hypoth. 488, 669-10.
- Bourges. Deg. de jurid. 118.
- Limoges. Conciliat. 101-10 c.; Jugem. 595.
- Poitiers. Appel incid. 59 c.; Exploit 117-20.
- Rouen. Acquissem. 273 c.; Privil. et hypoth. 2020. — Dénouciat. 63 c., 66-20 c., 103-30.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2178.
- 14 Cass. Presse-out. 229.
- Rennes. Exploit 283-40.
- Rouen. Dépôt 177.
- 15 Ord. Presse-out. p. 410.
- Instr. Trav. publ. 189.
- 16 Ord. Douanes, p. 308; Presse-out. p. 410.
- 17 Ord. Pension, p. 760.
- Cass. Cassation 1648 c.; Dispos. entre vifs 205-30, 3128 c.; Substitut. 264-70 c. — Enreg. 2212.
- Grenoble. Dispos. entre vifs 572.
- Metz. Commission. 456.
- Montpellier. Org. judic. 160-10.
- Nîmes. Org. de jurid. 582.
- Reglem. Monument 38, 39; Org. milit. 683 s.; Trav. publ. 189.
- 18 Agen. Disposit. entre vifs 3208-20 c.; Notaire 105.
- Grenoble. Demande nouv. 187-20 c.; Mariage 778-40; Ordre 842 c., 683-10, 746-40 c. — Exploit 753-30.

Août.

- 18 Orléans. Disp. entre vifs 1684-80. — Paris. Obligat. 2295-30.
- Rouen. Droit riv. 106; Droit pol. 103 c., 107 c., 110 c.
- 19 Cass. Certif. de vie 15; Obligat. 1202-20 c.; Rentes fonc. 92-20 c.; Rente viag. 155-10 c.; Vente 1273-10-20, 1274 c. — Témoin 882-10, 384 c. — Vol 925.
- Agen. Contrat de mar. 1894.
- Bourges. Disp. entre vifs 2723 c., 3007 c., 3008-10, 3605-10 c., 4242, 4250-10 c.
- Metz. Paternité 505 c., 517, 518 c., 519 c.
- Nîmes. Deg. de jurid. 582. — Org. judic. 176-10.
- Poitiers. Mariage 818-40.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 1422; Obligat. 1089-20 c.
- 20 Ord. Manufact. p. 5; Pension, p. 760.
- Cass. Conclus. 75 c.; Instr. crim. 2027-20. — Contrav. 495 c., 497; Droit rural 218-30-40. — Eviction 12-10-20. — Pêche fluv. 89-20 c., 151, 207 c.
- Agen. Contrat de mar. 1894.
- Caen. Success. 1430, 1452, 1469, 1485.
- Toulouse. Emigré 202-10.
- 21 Paris. Arbitr. 741, 926 c.
- 22 Limoges. Avocat 309; Avoué 217 c.
- Nancy. Saisie-arrêt 445-10.
- 24 Cass. Success. 213-30 c., 249.
- Grenoble. Jugem. 690-30. — Jugem. p. def. 194-40.
- Poitiers. Culte 97-10.
- Rennes. Droit marit. 2060 c., 2179.
- Toulouse. Responsab. 403-30.
- 25 Cass. Absence 733.
- 26 Ord. Cons. d'Etat, p. 187; Forêts 114; Marais 82; Organ. instr. publ. 120, 324, p. 1352; Uniforme-costume 17-30, 29.
- Cass. Faux 249, 341 c., 345 c. — Fonctionn. publ. 84 c.; Forfait. 68-20 c., 72, 80 c.; Instr. crim. 3418 c.; Peine 801 c. — Frais et dép. 1037-30; Contrav. 459 c.; Vol 783. — Hospices 432.
- Bourges. Ordre 813 c.
- Caen. Mariage 166-70.
- Pau. Faillite 75 c., 384, 387 c., 389 c., 390 c.
- Trib. de Savenay. Enreg. 5077.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 158-30 c. — Cons. d'Etat 361; Eau 109; Intervent. 158-60. — Dom. de l'Etat 120 c., 127 c., 253. — Eau 478. — Emigré 218-30-40; Trés. publ. 440-30. — Impôts directs 649-40; Ordre 292-30 c. — Marais 97. — Marché de fourn. 40-50, 52-40, 149-60. — Org. admin. p. 609. — Organ. col. 95-30, 96-30. — Place de guerre 132-30, 140; Trésor public 436-40, 451. — Traitement 60. — Vente administr. 219. — Voirie par terre 408-30.
- 27 Cass. Evasion 44. — Interdict. 117 c.; V. 27 avril 1824. — Témoin. faux 20-10.
- Agen. Requête civ. 100.
- Angers. Disposit. entre vifs 240, 249-40 c., 250-20 c.; Responsab. 186 c. — Faillite 156-30.
- Bourges. Acte de commerce 86; Commerce 21 c.; Faillite 64-10 c.
- Grenoble. Forêts 1527.
- Metz. Appel crim. 164 c.
- Montpellier. Arbitr. 98, 100 c., 1020 c., 1323 c., 1334 c.
- 28 Cass. Forêts 1698; Jugem. d'av. dire droit 92-110 c. — Procès-verbal 154-10 c., 856-10.
- Lyon. Arbitr. 529.
- Orléans. Expert. 326, 336.
- Paris. Louage 481.
- Pau. Disposit. entre vifs 555, 675 c.; Success. 1577.
- Delib. Enreg. 3517, 4051.
- 30 Cass. Avoué 293, 294 c.; Défense 188 c.; Discip. 254 c.
- Caen. Vente publ. d'im. 589.
- Douai. Adopt. 116 c.
- Lyon. Avoué 143.

Août.

- 30 Paris. Loi 395; Mariage 217 c.
- Rouen. Contrat de mar. 4316-20.
- 31 Cass. Exploit 133-30 c. — Mariage 508 c., 561-20, 568-20 c., 710 c., 779 c.
- Agen. Acquissem. 686.
- Douai. Emigré 138.

Septembre.

- .. Instr. Commune 583 s.
- 1 Ord. Gendarmerie, p. 492; Org. administr., p. 609; Sapeurs-pompiers, p. 698.
- Douai. Contr. p. corps 1079 c., 1081.
- Toulouse. Contr. p. corps 766 c., 767, 901 c., 918 c.; Jugem. 731 c.
- 2 Cass. Cassation 670.
- 3 Cass. Appel crim. 36 c., 181 c.; Douanes 948, 951 c.; Instr. crim. 850 c., 851 c.
- Circ. Douanes 351, 353, 361.
- 4 Cass. Frais et dép. 1040. — Jour férié 81-30. — Vol 797-10.
- Décis. Enreg. 5258.
- 6 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1658.
- 8 Ord. Org. marit., p. 1680.
- Cass. Presse-out. 1292-30, 1384-10 c., 30 c.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 235. — Cons. d'Etat. 163-10, 171-10, 271; Tierce-opposit. 477 c. — Dom. nation. 38. — Marché de fournitures 45-10, 134-70, 143-70; Tierce-opposit. 275-20. — Usage 376-10. — Voirie par terre 46 c., 1478.
- Instr. Enreg. 738, 1023, 1043, 2936, 2937.
- 9 Cass. Contravent. 407; Vol 87 c. — Instr. crimin. 1579, 1643, 2752, 3104-10. — Org. milit. 967-10. — Peine 301.
- Circ. Douanes 56.
- 10 Cass. Forêts 1432-20, 1438 c., 1467 c. — Instr. crim. 1576-20, 1626-40, 1641. — Quest. préjud. 134-10. — Témoin 639-30.
- Circ. Douanes 56.
- 14 Caen. Contrat de mariage 2100; Disposit. entre vifs 517.
- 15 Delib. Enreg. 2312, 3464.
- 18 Ord. Org. milit., p. 1684; Pension, p. 762.
- Cass. Cassation 1066. — Org. judic. 255. — Org. milit. 571, 884-20-30, 941 c. — Témoin 512.
- 21 Décis. Frais et dép. 1002-10.
- 22 Ord. Org. instr. publ., p. 132.
- Delib. Enreg. 2637, 3758.
- 24 Cass. Cassation 1399; Renvoi 17 c., 90 c., 106. — Discip. 213-80-90; Instr. crim. 321-70 c. — Frais et dép. 1040. — Peine 510, 514. — Témoin 36-20, 507-30.
- 25 Arrêté. Douanes 416, 417.
- Cass. Instr. crim. 796 c., 808, 885 c.; Jugem. 1064-30 c. — Instr. crim. 1773-30, 1904-10, 2028-30, 2034, 2183 c.; Témoin 609-10. — Vol 82-40, 663 c.
- 27 Cass. V. 25 septembre.
- 28 Caen. Servitude 253-10.
- Montpellier. Appel civ. 1268.
- 29 Ord. Culte, p. 716; Presse-out., p. 411.
- Delib. Enreg. 3710, 3769.
- 30 Cass. Instr. crim. 2122, 2439 c., 3682. — Prescript. crim. 66.

Octobre.

- .. Circ. Commune 759 c.
- 1 Cass. Faux 395, 396 c., 468 c. — Impôts indir. 166-10.
- 2 Cass. Commune 669-20; Eau 461 c.; Quest. préjud. 95 c. — Org. judic. 243, 344. — Procès-verb. 330-50.
- Bruxelles. Compét. comm. 227.
- 4 Circ. Enreg. 234.
- 5 Décis. Bois et charbons 153.
- 7 Cass. Instr. crimin. 1453, 1495, 2300, 3447. — Org. judic. 692.

Octobre.

- 7 Rouen. Mariage 149 c., 157-30 c., 172-30 c., 184 c., 186.
 8 Cass. Complice 135. — Faux 501.
 — Peine 80 c., 190-30.
 9 Cass. Cassation 1765-30; Contr. par corps 815 c.; Culte 97-10.
 — Forêts 1710. — Instr. crim. 1192-10. — Médecine 149, 151 c., 157 c., 170-30. — Procès-verb. 138-10.
 — Circ. Douanes 416.
 — Délib. Enreg. 3766.
 10 Délib. Enreg. 4054.
 11 Cass. Quest. préjud. 482. — Réclamation 11, 179 c.
 — Bruxelles. Acte de l'état civ. 362.
 — Louage 263 c., 354.
 — Grenoble. Instr. crim. 446-30, 562, 582.
 12 Cass. Commune 1077. — Forêts 606; Quest. préjud. 112-30.
 — Usage 393. — Procès-verbal 678-10. — Rébellion 14 c., 32.
 — Solut. Enreg. 4623-10.
 13 Délib. Enreg. 3720.
 14 La Haye. Disposit. entre vifs 3050.
 — Liège. Disp. entre vifs 3145-10.
 — Nancy. Forêts 1179.
 — Décis. Enreg. 3171.
 15 Cass. Forêts 620, 624 c., 629 c. — Obligat. 4900; Quest. préjud. 65 c., 185-30. — Témoin 507-30.
 — Bruxelles. Faillite 267-40.
 — Liège. Success. 1928 c.
 16 Cass. Appel incid. 178 c. — Org. colon. 1026.
 17 Bourges. Obligat. 4874.
 — Paris. Vol 829.
 18 Cass. Acquissem. 903 c., 904, 915 c.; Procès-verb. 45-20 c. — Obligat. 4590, 4591-10 c. — Org. judic. 454-30 c.
 — Bruxelles. Forfait. 64-30; Témoin 88.
 19 Bruxelles. Arbitr. 119, 360, 534 c., 848.
 20 Ord. Revendeur 4.
 — Bruxelles. Déistém. 110.
 — Nancy. Procès-verb. 91.
 21 Cass. Droit civ. 381 c.; Instr. crim. 1384, 1504. — Organ. judic. 682-10. — Procès-verbal 701-20.
 22 Cass. Action 267 c.; Exploit 94 c.; Forêts 423, 435 c., 437. — Frais et dépens 1011. — Procès-verb. 371 c., 610-50, 619.
 — Lettre. Impôts dir. 30.
 23 Circ. Voirie par terre 630, 668, 675.
 24 Ord. Cautionnem. de fonct. 22.
 — Instr. Voirie par terre 762.

Novembre.

- 3 Arrêté. Douanes 136-10.
 — Cass. Action possess. 346 c.; Compét. administr. 64 c., 245 c.; Dom. de l'Etat 163 c.; Prescript. civ. 181; Vente admin. 361-20 c. — Substitut. 156.
 — Bruxelles. Appel civ. 906; Délai 25-70 c.
 4 Ord. Enreg. 59; Organ. admin. p. 609; Trés. publ. p. 1140.
 — Cass. Chose jugée 402; Presse-contr. 1304 c.
 — Bruxelles. Mariage 163.
 — La Haye. Droit marit. 301, 303, 324.
 — Cons. d'Etat. Acquissem. 933 c. — Compét. administr. 370 c.; Impôts dir. 649-50, 654-10. — Compét. administr. 416 c.; Pêche fluv. 115 c.; Voirie p. eau 258, 346-10 c. — Cons. d'Etat 111; Trés. publ. 551-60.
 — Emigré 402-180; Vente admin. 289-30. — Louage admin. 16-60; Pêche fluv. 66-30. — Marché de fourn. 48-100, 128-30. — Usage 270.
 5 Cass. Dom. destr. 327 c., 328, 341 c.
 — Circ. Hospices 304.
 — Délib. Enreg. 704, 1187.

Novembre.

- 8 Cass. Mariage 328. — Rentes foncières 61, 78-10, 78 c.
 9 Cass. Contrat de mar. 324, 329 c. — Faillite 397. — Servitude 1060 c., 1113.
 10 Cass. Absence 512, 623 c.; Jugement 1034-50 c. — Cassation 1596 c.; Enreg. 3159, 3175 c. — Faillite 1339.
 — Bruxelles. Prescript. civ. 743.
 — Toulouse. Dom. destr. 103.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 933.
 11 Ord. Org. marit., p. 1886.
 — Cass. Action possess. 680. — Appel crim. 266, 337 c. — Commune 661 c., 1321; Compét. crim. 339 c. — Disposit. entre vifs 905. — Exploit 697-30 c.; Instr. crim. 520-30. — Frais et dépens 974, 1035, 1030-30. — Impôts ind. 515 c., 589-40. — Instr. crim. 984 c., 1051-70. — Minist. publ. 21-20. — Privil. et hypoth. 460-10, 1949, 1958 c. — Grenoble. Armes 58, 61 c.
 12 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2176.
 13 Amiens. Action 114.
 — Pau. Délai 114 c.; Exploit 883-10; Jugem. par défaut 66-10; Ordre 817-10 c.
 — Rouen. Eau 560-70.
 14 Cass. Jugem. 335-30.
 — Aix. Contr. par corps 768, 862 c.
 — Caen. Appel civ. 1229 c.; Vente publ. d'immeub. 1020, 1553 c.
 — Nancy. Mariage 658-10.
 — Nîmes. Contr. par corps 867.
 — Paris. Référé 201 c.
 15 Cass. Contrat de mariage 1281, 3470 c.; 3745-30 c.; Success. 1039 c. — Nom 4 c., 27 c., 34-10.
 — Aix. Jugem. p. déf. 406-70; Min. publ. 28.
 — Décis. Impôts dir. 233.
 — Lettre. Greffe 73.
 16 Cass. Cassation 1668-10 c.; Mat. somm. 62 c.; Responsab. 238-20. — Commune 1588, 1783 c., 1784 c. — Privil. et hypoth. 2087-40.
 — Cons. d'Etat. Compét. administr. 296; Conflit 46-10. — Compét. administr. 410 c.; Voirie par terre 1912-30. — Cons. d'Etat 901. — Marché de fourn. 69-30, 70-10 c., 117-30, 132-10. — Org. admin. 161 c. — Marché de fournitures 137-10. — Vente admin. 345-10.
 17 Cass. Acquissem. 457; Jugem. p. déf. 137-20. — Commune 712 c., 737-40 c., 1019, 1046-10 c.; Contrav. 308 c. — Compét. crim. 161-30 c.; Instr. crim. 1103-20. — Compét. crim. 491, 539 c. — Contrat de mar. 987; Jugem. p. déf. 436-10 c. — Crimes contre les personnes 249-30.
 — Mandat 115-10, 412 c. — Société 243.
 — Agen. Servitude 1057.
 — Amiens. Prescript. civ. 1064-40.
 — Cons. d'Etat. Voirie p. terre 40 c.
 — Avis Cons. d'Etat. Forêts 796.
 18 Caen. Rentes foncières 40-30. — Usage 521-30.
 — Paris. Industrie 363.
 — Rouen. Faillite 1167.
 19 Cass. Cassation 1398 c.; Contrat de mar. 3882. — Impôts indir. 201.
 — Agen. Saisie-exéc. 53.
 — Caen. Privil. et hypoth. 2789-10; Success. 1416 c.
 — Toulouse. Chose jugée 567-10.
 20 Cass. Procès-verbal 691-30.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 253.
 21 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 173.
 22 Cass. Arbitr. 759 c., 1083, 1281 c.; Cassation 1437; Chose jugée 369-40; Compte 178-20 c., 189 c. — Enreg. 6097. — Jugem. 963-60. — Saisie-arrest 143.
 — Agen. Appel incid. 160; Disposit. entre vifs 860-10 c., 1099-10; Succession 1079 c., 1229 c., 1252 c.

Novembre.

- 23 Caen. Ordre 1295-10. — V. 25 novembre.
 — Liège. Dénonciat. calomn. 141.
 — Toulouse. Appel incid. 81.
 — Arrêté avoc. Paris. Avocat 204.
 — Décis. Médecine 99.
 — Instr. Minist. publ. 186.
 24 Ord. Ordres civils et milit. 110; Org. milit., p. 1886; Pension, p. 762; Trésor publ. 731, 745.
 — Cass. Chose jugée 591. — Privil. et hypoth. 1624-70, 2343. — Vente publ. d'im. 1558.
 — Agen. Vente publ. d'im. 1351, 1361-20, 1736-30.
 — Délib. Enreg. 4495.
 25 Cass. Appel crim. 117 c.; Instr. crim. 1015. — Cassat. 1870-60c.; Jugem. 333-160 c. — Commune 2151. — Délai 54 c.; Jour férié 45-40; Jugem. p. défaut 312, 313 c. — Org. col. 387 c. — Prises marit. 24. — Procès-verb. 730. — Serment 191. — Vente publ. d'im. 2186-20.
 — Amiens. Appel civ. 596; Expert. 172 c., 184 c.; Jugem. 425 c.
 — Caen. Distrib. p. contrib. 146 c.; Privil. et hypoth. 851, 891, 909-30. — V. 23 novembre.
 — Grenoble. Disposit. entre vifs 4486-20, 4619-10 c.
 — Liège. Contrat de mar. 1645.
 — Poitiers. Mariage 683 c., 684-30.
 26 Bourges. Vente publ. d'im. 1252.
 — Bruxelles. Faillite 704.
 — Nîmes. Disp. entre vifs 3942-20.
 — Poitiers. Exploit 103-30.
 — Rouen. Except. 581; Jugem. par défaut 336-20 c.
 27 Amiens. Dem. nouv. 50; Distrib. par contrib. 146 c.; Ordre 1295-10 c.; Privil. et hypoth. 3498, 2583 c.; Success. 1364; Vente 1333 c., 1360-10 c.
 — Colmar. Jugem. p. déf. 406-30. — Metz. Chasse 425.
 28 Nancy. Usufruit 877.
 29 Cass. Privil. et hypoth. 1158.
 — Aix. Vente admin. 198.
 — Caen. Contr. p. corps 501.
 — Montpellier. Privil. et hypoth. 1809-10; Vente publ. d'im. 418-50 c.
 30 Cass. Expert. 171 c., 305; Saisie-brandon 28 c. — Faillite 1355. — Paternité 224.
 — Grenoble. Vente 971.
 — Lyon. Jugem. p. déf. 111-10.
 — Montpellier. Huissier 15-20, 160.

Décembre.

- 1 Ord. Compét. administr. 466 c.; Dom. engag. 76-40, 117-50, 123-10 c.; Org. milit., p. 1886; Traité internat., p. 523.
 — Cass. Appel incid. 64 c.; Biens 78; Jugem. 304-40 c. — Contrat de mar. 3464-10-40 c. — Faillite 1009-20. — Organ. colon. 487. — Privil. et hypoth. 877-20 c., 1010, 1068, 1632-10.
 — Cons. d'Etat. Dom. engag. 7. — Trés. publ. 424-70. — Org. admin. 318-10.
 — Lettre. Impôts dir. 576.
 2 Cass. Cassation 134 c., 1434 c.; Frais et dépens 1035-20 c.; Jugem. 1064-100 c.; Procès-verb. 98 c., 505-20, 506 c. — Cassation 1434 c.; Frais et dépens 1035-10 c.; Jugem. 1064-10 c.; Mat. d'or et d'argent 160 c., 177 c.; Procès-verb. 39 c., 41-10 c., 505-20, 506 c. — Douanes 663 c., 825-10, 885-30. — Procès-verb. 353 c., 356-40 c. — Douanes 746-10; Traité internat., 291 c. — Loi 559-30 c. — Mandat 169-30; Responsab. 685 c. — Organ. colon. 364-10. — Prêt à intérêt. 312. — Vol 482.
 — Orléans. Disposit. entre vifs 2359.
 — Poitiers. Org. judic. 511-10 c., 512, 515 c. — Serment 42-10.
 3 Grenoble. Contrat de mariage 4062-10.
 — Lyon. Ordre 847-2.

Décembre.

- 3 Orléans. Contrat de mar. 2312.
 — Paris. Louage 73, 322-10 c.
 4 Ord. Uniforme-costume 28.
 — Cass. Duel 100.
 — Amiens. Obligat. 2983-10.
 — Bruxelles. Disposit. entre vifs 2681 c., 2688 c., 2694-20. — Org. milit. 835-10.
 — Grenoble. Except. 382.
 — Paris. Compét. crim. 177 c.
 — Cons. d'Etat. Voirie par eau 258, 346-10 c.
 5 Décis. Enreg. 4275.
 6 Agen. Obligat. 1778-30 c.; Rentes foncières 95; Retenue 13-30.
 — Liège. Compte cour. 105. — Nantissement 255.
 — Toulouse. Privil. et hypoth. 860, 881, 895 c., 2203.
 7 Cass. Droit marit. 1692, 1693 c.
 — Bourges. Enquête 467, 528 c.
 — Grenoble. Arbitr. 1120, 1249 c.
 — Paris. Commenc. 197 c.; Contrat de mar. 1977 c.; Faillite 389. — Mariage 718-30, 768 c.
 — Toulouse. Péremption 125-20.
 — Décis. Douanes 353.
 8 Ord. Théâtre, p. 300.
 — Cass. Absence 498. — Action possess. 692. — Disposit. entre vifs 1099-20, 1104 c. — Minorité 427. — Servitude 1046.
 — Angers. Paternité 446-50, 781-30 c., 738-10 c., 746-30 c.
 — Bourges. Deg. de jurid. 212.
 — Lyon. Obligat. 905 c., 2332-10.
 — Poitiers. Contrat de mar. 3158-10, 3164-20.
 — Rennes. Saisie-exéc. 10-10.
 — Riom. Surenchère 129.
 — Rouen. Ordre 60, 705-30; Vente publ. d'immeubles 313 c.
 9 Cass. Cassation 1718-20 c.; Désistement 9-20-40 c., 43-30 c., 108-10 c.; Mat. somm. 46-10 c.; Ordre 416-10-60-70, 668-20-30 c., 996-20. — Jugem. 259-50, 998-30, 1046-10 c.; Privil. et hypoth. 2606-10 c., 2607-10, 2611 c., 2654 c.
 — Caen. Dem. nouv. 50; Privil. et hypoth. 1364-20 c., 1493-10, 1700.
 10 Cass. Commune 697 c., 902; Contrav. 144 c.; Loi 88 c. — Instr. crim. 1301, 1302-10 c. — Org. milit. 863-10. — Poids et mesures 109-30. — Procès-verbal 278.
 — Bruxelles. Délai 48; Saisie-arrest 239 c.
 — Toulouse. Acquissem. 861; Jugem. par défaut 400-30, 419-30.
 — Trib. de la Seine. Vente publ. d'immeub. 1938-20, 1946.
 — Circ. Consul 51.
 11 Cass. Instr. crim. 3686; Serment 169-10 c. — Vol 829.
 — Aix. Jugem. par défaut 75-10 c.; Success. 743.
 — Besançon. Mat. somm. 80.
 — C. C. de Liège. Jugem. 551.
 — Poitiers. Paternité 546-50 c., 735-19, 736 c.
 12 Ord. Org. instr. publ. p. 1252.
 13 Cass. Acquissem. 169, 196 c.; Appel civ. 360 c.; Notaire 864 c. — Jugem. 972-10. — Privil. et hypoth. 1147.
 — Amiens. Jugem. 42-30, 60.
 — Rouen. Servitude 333.
 — Toulouse. Chose jugée 565-10.
 14 Cass. Chose jugée 284-30. — Douanes 148 c.; Privil. et hypoth. 545-10 c., 635. — Effets de commerce 627.
 — Caen. Contrainte par corps 732. — Jugem. par défaut 351-30 c.
 — Liège. Enreg. 4794.
 — Metz. Interd. 35-30.
 — Rouen. Contrat de mar. 4319-10. — Faillite 1529-10.
 — Décis. Présence 21.
 15 Cass. Acte de comm. 223 c.; Agent d'affaires 9 c.; Société 224. — Biens 140 c.; Enreg. 3026 c.; Louage emphyth. 15-10. — Commune 2467. — Deg. de jurid. 38. — Prescript. civ. 360. — Vente 135.

Décembre.

- 15 Caen. Jugem. par défaut 368.
 — Rennes. Appel civ. 685 c.; Exploit 84.
 — Cons. d'Etat. Commune 1401-20. — Compét. administr. 162 c., 207-30. — Cons. d'Etat 336, 361; Voirie par terre 2325-10, 2330-30. — Manufact. 27-20, 176-10. — Marché de fourn. 97-30, 411-30, 159-150; Trés. publ. 450-20, 536. — Octroi 320. — Tierce-opposit. 294. — Trés. publ. 1054-20, 1063-10.
 16 Cass. Dom. de l'Etat 106; Hospices 445. — Peine 510. — Propriété féod. 468-10. — Vol 253.
 — Douai. Obligat. 3022.
 — Grenoble. Contr. p. corps 955.
 — Lyon. Obligat. 3956 20 c.; Vente 1791-10.
 — Circ. Impôts indir. 372, 375.
 17 Cass. Chasse 469. — Commune 712 c., 1000; Contrav. 104 c., 110 c., 122 c. — Désist. 232 c.; Instr. crim. 130-50-60 c. — Procès-verbal 140-10. — Renvoi 119, 127.
 — Agen. Disposit. entre vifs 1562-10 c., 1564. — Minorité 636.
 — Amiens. Contrat de mariage 639, 2629 c., 2686 c.
 — Angers. Dispos. entre vifs 1292; Success. 1905.
 — Besançon. Saisie-exéc. 121.
 — Metz. Ordre 796.
 — Poitiers. Arbitr. 3111.
 — Décis. Douanes 353.
 18 Bourges. Frais et dépens 954. — Obligat. 3206 c.
 — Bruxelles. Disposit. entre vifs 3116.
 — Rennes. Prises marit. 261-60. — Instr. Droit polit. 292; Enreg. 807, 1626, 3900, 3931, 4382.
 20 Ord. Douanes, p. 595.
 — Cass. Acquissem. 474 c.
 — Agen. Concl. 88-20 c.; Défense 240; Jugem. 162-10 c.; Mariage 448 c., 483; Minist. publ. 109.
 — Paris. Obligat. 4082.
 — Rennes. Renvoi 112.
 — Décis. Frais et dép. 1111.
 21 Ord. Organ. colon. 527.
 — Cass. Conciliat. 224-30. — Ordre 363-20 c. — Tierce-opposition 203-30 c., 213 c. — Voirie par terre 2075-10 c., 2108-10 c., 2109.
 — Amiens. Compét. comm. 147. — Prescript. civ. 1072, 1081.
 — Colmar. Usage 158, 370-40 c.
 — Paris. Faillite 476. — Substitut. 114.
 — Rennes. Commissionn. 362, 364 c.
 — Rouen. Distr. p. contr. 151.
 22 Cass. Conflit 30 c. — Deg. de jurid. 556. — Instr. crim. 2379. — Minist. publ. 148; Travaux publ. 1256-20.
 — Aix. Droit marit. 287, 288 c., 300 c., 1398 c.
 — Lyon. Acquissem. 275 c.; Vente publ. d'im. 1183.
 — Pau. Jugem. 106; Ordre 814.
 — Rennes. Jugem. 244-30, 247 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1137.
 — Cons. d'Etat. Absence 726; Pérempt. 75 c., 131-10, 283-10 c. — Avocat 540; Désaveu 61 c. — Chose jugée 294-40; Marais 110. — Commune 1898. — Cons. d'Etat 373. — Dom. nation. 37. — Eau 513-20, 563-90. — Marché de fourn. 98-30, 109. — Manufact. 120, 126, 137. — Trés. publ. 1054-10. — Vente admin. 331-10.
 23 Cass. Cassation 304-70. — Compét. civ. trib. d'arr. 67. — Instr. crim. 1626-40. — Jugem. 970-30. — Minist. publ. 53-20.
 — Agen. Compét. administr. 166-40.
 — Colmar. Except. 167.
 — Dijon. Péremption 281.
 — Lettre. Notaire, p. 591; Vente publ. de meubles 12 c., 82.

Décembre.

- 24 Cass. Acquissem. 167 c. v. 31 46-
cembre. — Appel crim. 123 ;
Compét. crim. 423. — Cassation
566, 892. — Commune 1165. —
Instr. crim. 1819 ; Témoin 567.
— Instr. crim. 2028-30. — Mise
en jugement 147-30 c. 316. —
Peine 517. — Prud'hommes 80.
— V. 24 décembre 1882.
— Bordeaux. Commissionn. 89 c.,
164.
— Paris. Arquissem. 700.
— Pau. Tierce-opposit. 131.
— Nîmes. Minorité 656-20, 659 c.
— Toulouse. Acte de comm. 32 c.
— Delib. Enreg. 1463.
27 Cass. Demande nouv. 213.
28 Cass. Chose jugée 390-10 ; Man-
dat 254 c. — Compét. 64 c., 74 c ;
Deg. de jurid. 498 c.-30 c., 505.
— Disposit. entre vifs 2748-10-
30 c. — Effets de comm. 311 c.,
711.
— Agen. Servitude 913.
— Bourges. V. 18 décembre 1884.
— Colmar. Abus de conf. 41.
— Poitiers. Contr. p. corps 71. —
Privil. et hypoth. 1030, 1031.
29 Ord. Sapeurs-pompier. p. 698.
— Cass. Assurances terrest. 82.
— Loi 338-30. — Vente publ.
d'imm. 1880.
— Agen. Compét. trib. de paix 40 c ;
Degré de jurid. 95 ; Jugement
333-30 c. — Désistement. 42, 47 c.
— Aix. Compét. comm. 394 c., 395.
— Delib. Enreg. 1434, 1453 c.
30 Cass. Appel incid. 83 c., 98 c. ;
Propriété 160 c. ; Servitude
703, 786 c. — Cassation 443 ;
Peine 510, 516. — Commune
3688. — Instr. crim. 3686 ; Ser-
ment 169-10. — Peine 510. —
Serment 149-30.
— Grenoble. Dispos. entre vifs 721.
— Lyon. Deg. de jurid. 346-20 ; Or-
dre 847 c., 849 c.
— Rennes. Droit marit. 1685. —
Vente publ. d'imm. 790.
31 Cass. Cassation 783. — Forêts
384 c., 437, 714, 715 c., 1386 ;
Procès-verb. 662-30 c., 676-30.
— Jugem. 331-60. — Procès-
verb. 652.
— Aix. Droit marit. 1086, 1093 c.,
1095 c., 1097 c., 1128 c.
— Amiens. Défense 219.
— Besançon. Désistement. 153.
— Pau. Vente publ. d'imm. 1729.
— Circ. Contumace 22.

1825

Janvier.

- 2 Cons. d'Etat. Chose jugée 361. —
Manufact. 37-30.
3 Cass. Contrat de mar. 3734 c.,
3745-10. — Jugem. 919-30.
— Colmar. Obligat. 1901-10 c. ; Pri-
vil. et hypoth. 2386. — Vente
publ. d'immeubles 404, 762,
973-40.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 2645.
— Metz. Forêts 1853.
— Paris. Action 116 c. ; Compét.
civ. tribun. d'arrond. 191. —
Patrimoine 208-20 c., 388-40 ;
Success. 181-30.
— Clrp. Boulanger 99.
4 Cass. Contr. p. corps 486. — Dépôt
12-20 ; Jugem. 283, 991-40 ; Loi
190-10 c. — Organ. colon. 163.
— Org. milit. 415. — Vente
publ. d'immeubl. 2201-10.
— Bourges. Séparat. de corps 39.
— Bruxelles. Conciliat. 49 c., 105-
70, 216 c.
— Rouen. Commissionn. 49, 267 c. ;
Faillite 1232 c. ; Obligat. 1964 c.,
2418-30 c.
5 Cass. Cassation 1693 c. ; Enreg.
2225. — Compét. civ. tribun.
d'arrond. 254 ; Contrat de mar.
1881 c. ; Intervent. 130. — Vé-
rif. d'écrit. 78, 172 c.

Janvier.

- 5 Agen. Arbitr. 350, 1043 c.
— Lyon. Presse-out. 1382.
— Nîmes. Peremption 129-20 ; Re-
prises d'instance 65 c.
— Paris. Appel civ. 1090.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 838.
— Decis. Frais et dépens 1116.
— Delib. Enreg. 3957.
6 Cass. Propriété 319-40.
— Bourges. Quest. préjud. 149-20.
— Limoges. Contrat de mar. 306.
— Paris. Domicile élu 11-10.
— Circ. Instr. crim. 590.
7 Cass. Instr. crim. 837 c., 1098,
1358, 1605 c.
— Bruxelles. Saisie-arrest 176-20.
— Paris. Droit civil 296 c. — Ju-
gem. d'av. dire droit 60. —
Vente 568-30, 1600.
8 Cass. Cassation 1679-40.
— Agen. Dépôt 321. — Désistement. 50.
— Aix. Conciliat. 79 c., 197.
— Paris. Conciliat. 79 c., 104-20 c. ;
Obligat. 2093 c. ; Rentes fon-
cières 91-10.
9 Ord. Prud'hommes, p. 505.
10 Ord. Org. colon. 479.
— Cass. Loi 83 c. ; Rentes consti-
tut. 227-10, 228 c. — Obligat.
2713-20. — Ordre 636 c.
— Rennes. Requête civile 167. —
Trav. publ. 1170.
11 Cass. Brevet d'invent. 46 c., 50
c., 299 c. — Cassation 1603-
70 c. ; Contrainte par corps 136.
— Contrat de mar. 3347 ; Dis-
posit. entre vifs 526-50 ; Obligat.
4537-30 c. ; Prescript. civ.
762 ; Substitut. 175. — Frais
et dépens 98 c. ; Obligat. 1516-
10, 1570-10 c. — Success.
191-20.
— Agen. Majorat 22.
— Aix. Compulsoire 17 c. ; Greffier
69.
— Bourges. Obligat. 4172-20, 4173 c.
— Bruxelles. Droit marit. 841.
— Caen. Exploit 376-20. — Perem-
ption 6-20, 18.
— Colmar. Dom. de l'Etat 538-40.
— Paris. Acquissem. 208. — Com-
pét. comm. 459 ; Effets de
comm. 880 c.
— Toulouse. V. 12 janvier.
12 Ord. Culte, p. 716 ; Organ. colon.
135-50 ; Pension, p. 762 ; Voi-
rie par terre 421, 20-5-30.
— Cass. Droit marit. 2283 c., 2287.
— Jugement 1997-50 ; Propriété
féod. 83-20-30-40-50, 86 c.
— Office 48-20.
— Agen. Frais et dépens 711 ; Ordre
1144-10 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
2673-20.
— Grenoble. Chasse 359 ; Peine
432 c.
— Toulouse. Contr. par corps 918 c.,
932 c., 989 c., 993-10 c., 995.
— Cons. d'Etat. Compét. administ.
183-30 ; Dom. publ. 78 c. —
Conflit 171 c., 173. — Jugem.
923. — Manufact. 67-30, 106.
— Marché de fourn. 98-20,
100-30, 128-30. — Mise en ju-
gem. 177-20. — Vente admin.
73, 75, 84, 239-10, 276, 277.
13 Cass. Acquissem. 838 c. ; Culte,
623. — Arbitr. 1132 c., 1335.
— Cassation 1610-30 c. ; Suc-
cess. 2269, 2307. — Chose ju-
gée 525-40.
— Grenoble. Chasse 359 ; Peine
452 c. — Privil. et hypoth.
1505-50.
— Lyon. Exploit 24-20 c., 385-40 ;
Peremption 296 c., 353-60 c.
14 Aix. Droit civil 247 ; Prêt à inter-
341-10 c.
— Colmar. Contrat de mar. 2539.
— Douai. Faillite 268-30 ; Tierce-op-
posit. 236-10.
— Grenoble. Disposit. entre vifs
526-10-20.
— Paris. Effets de comm. 847 ; Pres-
cript. civ. 681 c. — Jugem. par
défaut 152-20 ; Saisie-exéc. 75 c.

Janvier.

- 14 Pau. Disposit. entre vifs 1100-40.
— Rennes. Deg. de jurid. 470-40 ;
Jugem. par défaut 120-80, 158-
60 c., 403-20.
— Decis. Douanes 411 ; Mat. d'or et
d'argent 18-50, 25.
15 Loi. Dom. de la cour. 19.
— Cass. Compét. crim. 401-30 ;
Contravent. 132 c. ; Domm.
destr. 327-10 c., 337 c., 341. —
Compét. crim. 406 ; Peine
348-10, 347. — Instr. crim.
2550-20, 3707-10 c. ; Vol 610.
— Peine 447.
— Agen. Ordre 629, 974-40 ; Privil.
et hypoth. 879.
— Aix. Acte de comm. 86 c. ; Com-
merc. 21 c. ; Compét. comm.
190, 214 c.
— Paris. Presse-outage 1309, 1310.
— Riom. Disposit. entre vifs 671.
16 Ord. Haras 30.
17 Caen. Rentes constituées 166-40,
167 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 1089.
18 Cass. Disposit. entre vifs 4972. —
Effets de comm. 878. — Enreg.
2454 c., 3016 c., 3143 ; Louage
27 c. — Enreg. 4744, 5724 c.,
6287. — Ordre 509 c. ; Suren-
chère 301. — Org. colon. 353.
— Success. 585.
— Aix. Faillite 65-20, 165-30 c.
— Metz. Appel civil 818 ; Vente
publ. d'imm. 1736-30 c. — Peine
895-10.
— Paris. Disposit. entre vifs 4174 ;
Success. 1191-20, 1632. — Ex-
pert. 249-20 ; Jugem. 578-10 c.
— Poitiers. Contrat de mar. 1764 c. ;
Référé 24, 219-120 c.
19 Ord. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Cassation 1617 c. ; Pres-
cript. civ. 64 ; Rentes consti-
tuées 52 c. ; Retenue 34 c., 366.
— Conciliat. 58 c., 194 ; Ex-
cept. 311 c. — Org. judic. 172-40.
— Servitude 476-40, 786.
— Besançon. Jugem. 677-10.
— Paris. Arbitr. 812.
— Poitiers. Contrat de mar. 1442.
— Rouen. Ordre 419-10, 1019-50.
— Toulouse. Eau 119-20 ; Voirie p.
eau 119 c.
— Cons. d'Etat. Acquissem. 939 c. —
Compét. administ. 386 c. ; Tra-
vaux publ. 633. — Compét. ad-
ministr. 413 c. ; Eau 558-60.
— Dom. engag. 67-30-40, 93-10.
— Eau 513-20.
— Circ. Douanes 58.
— Delib. Enreg. 775.
20 Cass. Compét. crim. 387 c. ; Con-
trat de mar. 987 ; Mariage 794-
20 c. ; Presse-out. 825-10 ;
Domicile élu 19 c. ; Louage 475.
— Except. 274 c. ; Exploit 612-30.
— Faux 92. — Peine 481, 513-30 ;
Vol 493-10. — Substitut. 75-20.
— Colmar. Rentes fonc. 36-20.
— Grenoble. Commerce. 1418-40.
— Lyon. Chasse 136.
21 Metz. Quest. préjud. 52-30.
22 Cass. Appel crim. 133 c., 219,
295 c. — Cassation 188 c. —
Peine 671 ; Témoin 214-10 c.,
233-20. — Référé 54 c.
— Bourges. Jugem. p. def. 482.
— Riom. Disposit. entre vifs 1522,
1530 c.
24 Cass. Cassation 1591 c. ; Obligat.
4559 ; Privil. et hypothèques
1624-30.
— Montpellier. Contrat de mariage
3469-30 c. ; Disposit. entre vifs
2417.
— Nancy. Mandat 130-100 c. ; Ma-
riage 853 c. ; Vente 1778 c.
— Privil. et hypoth. 952 c.,
961 c., 967 c., 978 c., 980 c.,
984 c., 989, 2418-40 c., 2422 c.
— Paris. Bourse de comm. 373.
— Toulouse. Degré de jurid. 587 ;
Except. 332 c., 50 c. ; Jugem.
298-60 ; Obligat. 2914.
25 Cass. Cassation 1898, 1901 ; Faux
incrid. 51-20 c. ; Obligat. 881-
30 c. ; Saisie-arrest 233 ; Tresor
1000-60, 612 c. ; Chasse 359 c.

Janvier.

- 25 Cass. Contrat de mar. 2465-30 ;
Obligat. 990-50 c., 3939 c. ;
Peine 738-20. — Droit civil
324-20. — Exploit 495-20 ; Nul-
lité 38 c. — Octroi 116 c., 236
20. — Org. judic. 146-20.
— Lyon. Faillite 251.
— Nîmes. Disp. entre vifs 3060-40.
— Paris. Absence 617. — Vol 239.
— Toulouse. Action possess. 821.
— Trib. de la Seine. Propriété 205.
26 Cass. Action possess. 730. — Ap-
pel civ. 202. — Prises marit.
324, 325.
— Amiens. Rentes constituées 99-40,
169-10 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 1816.
— Faillite 1120.
— Lyon. Deg. de jurid. 108-20. —
Dépôt 199. — Disposit. entre
vifs 4291.
— Nîmes. Contrat de mar. 447.
— Paris. Frais et dép. 915 ; Obligat.
2586 c.
— Poitiers. Servitude 188.
— Rouen. Séparat. de corps 878.
— Delib. Enreg. 2573.
27 Cass. Obligat. 3048 c., 4378.
— Aix. Culte 645 ; Except. 532 c. ;
Frais et dép. 91-70 ; Société
98 c.
— Paris. Société 849.
— Rouen. Commune 1831.
28 Cass. Instr. crim. 1568-20, 2303-
40, 2774-10, 3616 ; Jugem. 860 ;
Témoin 656-90 c. — Instr. crim.
2700-10 c. — Jugem. 822-10. —
Vol 285.
— Angers. Mariage 918 c. ; Obligat.
5230, 5235 c.
— Bruxelles. Exploit 296.
— Lyon. Privil. et hypoth. 2203.
29 Cass. Compét. crim. 177 c. ; Mise
en jugem. 279 c., 297, 321. —
Droit civ. 318 c. ; Instr. crim.
1384, 1504 c. — Procès-verbal
237-20.
— Bruxelles. Exploit 30-20 ; Obligat.
5164-30 c.
— Grenoble. Appel civ. 441 c. ; Obligat.
2989-20. — Obligat. 2498-
20 c. ; Ordre 1167-20 c. ; Vente
publ. d'imm. 1824 c., 1847-40.
— Paris. Faillite 918.
— Rouen. Appel civ. 126 c. ; Inter-
rog. a. faits et art. 57.
— Delib. Enreg. 3929, 3930.
— Solut. Enreg. 765.
30 Ord. Garde nat. p. 294.
— Amiens. Tierce-opposit. 185-10 c.
— Decis. Douanes 1025.
— Lettre. Etablissement. publ. 13.
31 Cass. Faux incid. 183. — Vente
publ. d'imm. 525-20 c., 580-40.
— Amiens. Ordre 863-10.
— Dijon. Faillite 1126 c.
— Nîmes. Faillite 258.

Février.

- 1 Cass. Cassation 1889-30 ; Culte
572, 573 c., 583 c., 585 c. ;
Obligat. 816 c. ; Propriété féod.
58 c. ; Servitude 25 c. — Effets
de comm. 559 c., 592, 621 c.,
632 c., 633 c. — Minorité 157,
177, 311 c. — Org. colon. 562.
— Privil. et hypoth. 1526, 1546-
80 c., 1589-10 c.
— Paris. Faillite 163. — Vol 503.
— Poitiers. Servitude 1008.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1681.
2 Ord. Forêts 114 ; Prud'hommes,
p. 535 ; Voirie par terre 1123,
1163-20.
— Cass. Cassation 74, 877 ; Deg. de
jurid. 558-10 c. ; Jugement 15-
10-20 c. (V. 5 février) ; Jugem.
d'av. dire droit 36-40 c. ; Prud'-
hommes 88-10. — Servitude
1034, 1076 c.
— Bourges. Conciliat. 295-10 c. ;
Défense 234.
— Bruxelles. Exploit 142 c., 353,
655-10 c. ; Peremption 293 c.
— Nîmes. Peremption 276.
— Paris. Exploit 31-60. — Louage
765.
— Poitiers. Huissier 109 ; Respon-
s. 379 c.

Février.

- 2 Cons. d'Etat. Commune 1672. —
Compét. administ. 143 ; Con-
flit 173-109. — Compét. admin.
150 c. ; Eau 513-10, 531-30.
— Cons. d'Etat 71-49, 157-10 ;
Impôts dir. 351 c. ; Mari-
16 c., 96-20. — Eau 195 ; Oc-
troi 189-10. — Eau 500.
— Voirie par eau 39. — Impôts
dir. 624-60, 660-20. — Instr.
publ. 1048, 1054-30. — Enq.
557.
— Circ. Douanes 141.
— Instr. Certif. de vie 62 c.
3 Cass. Chose jugée 155. — Obligat.
2002-10.
— Agen. Prescript. civ. 1000.
— Bruxelles. Appel incid. 71.
— Colmar. Avoue 248-10 c. — Chose
jugée 377-40.
— Grenoble. Domicile élu 11-10.
— Paris. Presse-out. 168-10, 210 c.
— Riom. Jugem. 13-30.
4 Cass. Cassation 1863-10 c. — Car-
trav. at. 138 c., 150 ; Jugem.
800-40 c. ; Procès-verbal 131 ;
Voirie par terre 1672-10 c. —
Faux 399-30. — Instr. crim.
2001-20.
— Grenoble. Effets de comm. 459-40. — Org. judic. 562.
— Liège. Adultère 49.
— Lyon. Jugem. par défaut 285-10.
— Prescript. civ. 1020.
— Paris. Faux 323.
— Toulouse. Appel civ. 881 ; En-
reg. 563. — Date 21 c. ; Perem-
ption 159-20 c., 291-20 c.,
352-10 c.
5 Cass. Chose jugée 470 c. ; Ma-
glem. de juges 175. — Jugem.
54-10, 55-60 ; V. 2 février.
— Obligat. 5170-30 c., 5174-40 c.
— Procès-verb. 80 c., 188, 184 c.
261 c., 272, 278 c. — Eau
515.
— Amiens. Frais et dépens 221. —
Ordre 1011.
— Bordeaux. Faillite 154 ; Intervent.
148-10.
— Dijon. Désistement. 74-30 ; Tierce-
opposit. 156-20.
— Montpellier. Effets de comm. 430.
— Delib. Enreg. 3941.
7 Cass. Cassation 1612 c. ; Ser-
vitude 28.
— Bourges. Appel civ. 561.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs
2908-10, 2992, 3174 c. ; Eau
civ. 558-20.
— Douai. Effets de comm. 37.
— Toulouse. Faillite 1210, 1212-
30 c.
— Avis Cons. d'Etat. Hospices 18.
8 Cass. Avoue 180 c. ; Jugem. d'av.
dire droit 65-40 c. — Chose
jugée 238-20. — Contr. par
corps 1086.
— Agen. Disp. entre vifs 2551-10.
— Caen. Appel civ. 945.
— Poitiers. Loi 268-20 ; Prémun-
ter. 175-70.
9 Ord. Industrie, p. 674 ; Manufact.
p. 6 ; Organ. économ. p. 124.
— Cass. Cassation 1344 c. ; Eau
48 c. ; Exploit 544. — Cassation
1603 c. — Chose jugée 21-10 c.
— Loi 54, 55 c. — Faux 124,
207-20. — Org. milit. 379-20 c.,
395-10.
— Aix. Deg. de jurid. 339.
— Douai. Faillite 81.
10 Cass. Cassation 1724-70 c. ; Ma-
g. 1618-20 ; Société 154 c.
— Aix. Substitut. 258-10 c., 262.
— Bruxelles. Prescript. civ. 53.
— Grenoble. Deg. de jurid. 260.
11 Cass. Impôts indir. 12-10, 30 c.,
515 c. — Fonctions pub. 92-10-20 ; Impôts indir. 100.
— Instr. crim. 269 c. ; Procès-
verbal 387 c. — Instr. crim.
1651. — Obligat. 307. — Peine
447.
— Colmar. Deg. de jurid. 503 c. —
Org. judic. 176-10.
— Orléans. Dispositions entre vifs
3867-20-30.

Février.

- 11 Paris. Disposit. entre vifs 1190.
— Rouen. Voirie par terre 576-10.
13 Cass. Faux incl. 301, 312 c. —
Instr. crim. 1951-30.
— Aix. Contrat de mar. 3548.
— Bourges. Effets de comm. 81;
Obligat. 522-10 c.
— Montpellier. Acte de l'état civil
139.
— Riom. Jugem. par défaut 160-20.
— Rouen. Expert. 402 c.; Vol 131.
14 Arrêt. Mines 434.
— Cass. Enreg. 4197 c.; 5419-10.
— Obligat. 4620 c.; Preuve 59.
— Caen. Obligat. 1534 c.; Success.
1359, 1360, 1492.
— Metz. Vol 531.
— Rouen. Obligat. 4587.
15 Ord. Organ. colon. 667.
— Cass. Mariage 705.
— Bruxelles. Obligat. 4794-20. —
Pereupation 116.
— Paris. Appel civ. 1088. — Jugem.
529-10, 768-10.
16 Ord. Voirie p. terre 1159-20, 1165,
1448-100.
— Cass. Chose jugée 326. — Com-
mune 2034.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 113.
— Demande nouv. 368-40.
— Marché de fournitures 52-50,
128-80. — Octroi 306-30 c.,
353-40. — Trésor public 459,
1053-40, 1054-10, 1055. — Vente
administr. 348-10.
— Délit. Enreg. 2489, 3258.
17 Cass. Cassation 1280 c.; Prise à
partie 46. — Chose jugée 45-60
c.; Prescript. civ. 339 c. — Propriété
feod. 178-30.
— Amiens. Obligat. 659.
— Caen. Propriété littér. 137-10.
— Paris. Impôts indir. 233.
— Poitiers. Rentes constituées 72-30
c., 79-30 c.
18 Aix. V. 10 février.
— Amiens. Expert. 258 c., 267.
— Frais et dép. 202 c., 544.
— Caen. Servitude 146.
— Metz. Huissier 102.
— Poitiers. Enquête 39 c.; Séparat.
de corps 305-30.
19 Cass. Compét. crim. 500 c.; Fo-
rets 546-40 c., 717 c., 1946-60.
— Faux 149-60; Instr. crim. 1951-30.
— Jugem. 822-30 c.
— Faux incid. 318, 319 c.; Mi-
nist. publ. 192 c.; Procès-verb.
208 c. — Fonctionn. publ. 92-30;
Instr. crim. 295 c.; Procès-
verb. 542 c., 553 c. — Poids et
mes. 128-10 c., 152 c., 154-20.
— Presse-out. 651-30.
— Bourges. Arbitr. 705 c., 738 c.,
1323.
— Caen. Délit 25-40 c., 29 c.; Obligat.
2470-70; Privil. et hypoth.
1647, 1671-40.
21 Cass. Arbitr. 690.
— Bourges. Success. 474.
— Paris. Mariage 217 c., 332-10. —
Privil. et hypoth. 1686-10.
— Cons. d'Etat. Trés. publ. 449-10.
22 Cass. Appel civ. 1134. — Cassa-
tion 1280 c.; Prise à partie 17 c.,
18. — Commune 1346; Impôt
47-10 c. — Jugem. 989-30.
— Org. colon. 616-40. — Privil.
et hypoth. 672-30, 1658-30,
1708 c. — Témoin 418.
— Bourges. Vente publ. d'immeub.
1736-30.
— Rouen. Tierce-opposit. 128.
— Toulouse. Peremption 199-30.
— Denis. Enreg. 694.
23 Cass. Cassation 1573, 1860; Com-
mune 1418-50. — Exploit 359-
50; Surenchère 333 c. — Ex-
propriat. publ. 55-40-50. — Fo-
rets 1461. — Jugem. p. défaut
112-10. — Org. judic. 385-30.
— Caen. Contrainte p. corps 191 c.,
248.
— Liège. Avocat 248.
— Limoges. Disp. entre vifs 2968.
— Poitiers. Interdict. 158-20. — Mi-
norité 340.
— Circ. Instr. crim. 1295.
24 Ord. Pêche marit. 10; Voirie par
terre 2108-60, 2128-10, 2331-
10-30.

Février.

- 24 Cass. Except. 253 c.; Interdict.
84-10 c.; Jugem. 1042-30 c.;
Minorité 189-30.
— Agen. Obligat. 515-20, 873-10 c.
— Aix. Intervent. 74-40.
— Bruxelles. Obligat. 4656.
— Metz. Peremption 284.
— Paris. Effets de comm. 862. —
Jugem. p. défaut 394-10 c.; V.
15 février. — Louage 452 c.,
477 c., 481. — Vente publique
d'immeub. 156.
— Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 118-
30, 258-10; Forêts 989. — Dom.
de l'Etat 225; Usage 263-70.
— Hospices 449-30, 463 c.; Se-
cours publ. 394 c. — Trés. publ.
424-10. — Vente administr. 183,
248-30.
25 Cass. Instr. crim. 1717-10. —
Peine 357-90 c.; Poids et me-
sures 84-10.
— Bordeaux. Contr. p. corps 391.
— C. C. de Bruxelles. Enreg. 2193.
— Caen. Acte de comm. 234 c., 403;
Cautioun. 83 c.; Compét. comm.
23 c.; Contrainte p. corps 463 c.
— Paris. Droit civil 467-10 c.; Obligat.
2806. — Jugem. p. défaut
367-10.
— Riom. Dispos. entre vifs 1849-40,
1352 c., 3607 c.; Substitut. 199,
217 c.
— Rouen. Absence 119; Privil. et
hypoth. 1015 c.
26 Cass. Appel crim. 366. — Compét.
crim. 329-30 c.; Gendarmerie
58-10. — Culte 84 c.; Jour férié
75. — Instr. crim. 451.
— Bourges. Vente publ. d'immeub. 2061.
— Caen. Emigré 221-10.
— Douai. Degré de jurid. 232-30;
Désistement. 87-60.
— Paris. Propriété littér. 334-10.
— Riom. Disposit. entre vifs 1109.
27 Ord. Org. milit. p. 1886.
— Grenoble. Contr. de mar. 3194-10.
28 Cass. Cassation 1422; Contr. de
mar. 3333-10 c., 3474 c., 3837
c., 3922 c., 3930; Disposit. en-
tre vifs 505 c., 1200 c.; Loi 17-
50 c.; Obligat. 2835 c.; Pres-
cript. civ. 718 c.; Propriété
825-30 c. — Jugem. p. défaut
374-30.
— Agen. Notaire 110 c., 781, 842 c.
— Lyon. Jugem. p. défaut 127-20,
338-40.
— Montpellier. V. 1^{er} juillet.
— Paris. Obligat. 2709 c.; Vente
1745, 1753-10 c.
— Riom. Responsab. 312-20 c., 328
c., 334.
— Toulouse. Contr. de mar. 4237.
29 Arrêt. Voirie p. terre 1743-30.
— Cass. V. 19 février.

Mars.

- 1 Cass. Enreg. 114, 5098 c., 5427
c.; Loi 191-20 c.
— Amiens. Enreg. 5176, 5177 c.
— Bourges. Org. milit. 366.
— Montpellier. Mariage 783-10.
— Rouen. Obligat. 348.
— Cons. d'Etat. V. 1^{er} mai 1833.
— Circ. Notaire, p. 591; Obligat.
4337-60.
2 Cass. Contr. de mar. 379; Obligat.
563-10 c. — Expert. 241.
— Forêts 605.
— Bourges. Louage 144, 778-40 c.,
20 c.
— Colmar. Assur. terrestres 27. —
Cassation 2055.
— Lyon. Pérép. 102-10.
— Poitiers. Mariage 173-10, 180 c.,
181 c.; Nullité 28 c.; V. Rennes.
— Rennes. Acquissem. 800; Ju-
gem. d'av. dire droit 26-50;
Obligat. 2893-10. — Interdict.
25-10.
— Rouen. Contr. de mar. 2117.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 89-10.
— Arr. avoc. Paris. Avocat 175.
3 Ord. Culte, p. 716; Prud'hommes,
p. 535.

Mars.

- 3 Cass. Cassation 1716-80 c.; Nam-
tissement. 308 c.; Obligat. 5020-
30 c.; Prêt à intérêts 203-30.
— Contr. par corps 501. — Ju-
gement 1005-50. — V. 2 août.
— Colmar. Deg. de jurid. 593. —
Org. judic. 176-10.
— Rennes. Vérificat. d'écrit. 74-10.
— Riom. Presse-out. 709-80.
— Cons. d'Etat. Compét. administr.
433 c.; Voirie p. terre 2330-10.
— Confit 61, 176. — Hospices
374. — Manufact. 46, 101-10,
153, 159. — Trav. publ. 1211.
— Vente administr. 235, 363-40.
— Voirie par eau 524.
— Lettre. Voirie p. eau 598.
4 Cass. Appel crim. 379; Compét.
crim. 416 c. — Dom. destr. 150-
30 c., 179; Exprop. publ. 65 c.,
69 c.; Jugem. 1033-30. — Faux
141-30. — Peine 514. — Vol
143-10.
— Bourges. Acte de comm. 160.
— Grenoble. Ordre 934-20.
— Paris. Acte de comm. 223.
— Commissionn. 126 c.; Compét.
comm. 507, 513 c.; Faillite
1324 c.
5 Cass. Acquissem. 886 c.; Instr.
crim. 1217 c. — Organ. instr.
publ. 299-20. — Peine 509-40,
688-30.
— Bruxelles. Droit marit. 952. —
Effets de comm. 369.
— Colmar. Chose jugée 538.
— Grenoble. Obligat. 981-30 c.; Pres-
cript. civ. 853 c., 918; Privil.
et hypoth. 2511 c.
— Toulouse. Acte de comm. 76,
328 c.; Compét. comm. 160 c.
— Arbitr. 1027. — Deg. de ju-
rid. 582. — Faillite 1197.
— Org. judic. 172-10-30. — Vente
publ. d'immeub. 535-10.
6 Loi. Dom. de la cour. 30-10.
7 Cass. Puissance patern. 111.
— Riom. Privil. et hypoth. 1525-10.
— Toulouse. Acquissem. 591 c.,
657.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 603.
— Decis. Forêts 1351.
8 Cass. Domicile 44; Effets de comm.
826. — Jugem. 998-60; Obligat.
217. — Paternité 433; Success.
889.
— Caen. Acte de comm. 164.
— Colmar. Chose jugée 528; No-
taire 780 c.
— Rennes. Jeu 30.
9 Cass. Appel civil 692; Exploit
108-10. — Avocat 180 c., 181 c.;
Deg. de jurid. 548; Jugem. par
dér. 349-30. — Deg. de jurid.
25. — Dom. de l'Etat 294. —
Mariage 713-30.
— Angers. Prescript. civ. 900-20;
Propriété 329-30 c.; Responsa-
bilité 324 c.
— Poitiers. Acquissem. 555, 757 c.
— Instr. Vente publ. de meub. 50.
10 Ord. Agré 46 c.; Frais et dépens,
p. 68; Haras 20; Org. judic.
518 a., p. 1505, 1506; Organ.
milit., p. 1886.
— Cass. Success. 2055.
— Grenoble. Adopt. 116 c. — Org.
judic. 173-30.
— Liège. Acquissem. 576. — In-
terdict. 34.
— Paris. Assur. terrestres 235.
— Mariage 165 c., 177-10, 178 c.
11 Cass. Abus de confiance 22 c.,
41, 43 c., 53 c., 54 c.; Cassa-
tion 444 c., 1924-10 c.; Pres-
cript. crim. 69 c. — Dom. de
l'Etat 406 c.; Frais et dépens
1027-30 c., 1133. — Peine
688-10, 796 c. — Procès-verb.
296-10.
— Paris. Vol 382-30.
— Rouen. Faillite 518; Vol 750-70 c.
12 Aix. Compét. comm. 387.
— Bruxelles. Effets de comm. 933.
— Paris. Cautiounem. 343.
— Reglem. Bois et charbons 93.
14 Cass. Dom. de l'Etat 342; Vente
1004.
— Liège. Contr. par corps 712 c.

Mars.

- 14 Nancy. Distr. par contrib. 147.
— Paris. Disposit. entre vifs 801.
15 Cass. Brevet d'invent. 69, 360 c.;
Chose jugée 257-40 c. — Con-
trat de mar. 2520. — Enreg.
884 c., 3796. — Enreg. 5567,
5796. — Org. judic. 150. —
Privil. et hypoth. 414, 3153 c.
— Bordeaux. Obligat. 4961-10.
— Paris. Instr. crim. 851.
— Poitiers. Exploit 188-20.
16 Cass. Cassation 84 c.; Deg. de
jurid. 369-10; Dom. de l'Etat
890 c.; Enreg. 5828; Forêts
856 c., 1038. — Deg. de jurid.
554-30. — Effets de comm.
297-10. — Enreg. 942, 949 c.,
1226 c., 5804; Jugem. 186.
— Bruxelles. Contrat de mar. 1767
c., 1999, 2021 c.
— Caen. Contrat de mariage 1784,
1762 c., 1763 c.; Séparat. de
corps 173 c.
— Lyon. Puissance patern. 23 c.,
58-50, 63 c.; Séparat. de corps
318 c., 319-20 c., 355 c.
— Orléans. Saisie-arrest 258.
— Paris. Privil. et hypoth. 1256-
10 c., 1266.
— Poitiers. Rentes const. 72-10.
17 Ord. Organ. écon. p. 1389;
— Cass. Accessoire 43 c.; Obligat.
1601 c.; Vente 510. — Cassation
1007-30; Succession 1092. —
Obligat. 4405; Transaction 38 c.
— Amiens. Prescript. civ. 181, 313
c., 471; Usage 130 c.
— Bruxelles. Action 318 c.; Res-
ponsab. 767; Voirie par terre
1815 c.
— Rouen. Retenue 34-30.
— Cons. d'Etat. Compét. administr.
421 c. — Dom. de l'Etat 332.
— Eau 513-70. — Impôts directs
123, 436-60, 488-10; Patente
32-20, 379. — Marché de four-
nit. 88-40, 101-80, 110-30,
141-10; Trésor publ. 1038.
— Traitement 89; Trés. publ. 405,
458-30. — Voirie p. terre 348-30.
18 Cass. Eau 535; Voirie p. eau
334 c. — Instr. crim. 1437,
1512-20 c. — Médecine 54-10.
— Bourges. Prescription civile 59,
1080, 1081 c.
— Caen. Compét. comm. 153 c.
— Paris. Obligat. 2415-60.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 1901.
— Circ. Douanes 637.
19 Cass. Acquissem. 900; Cassation
2201; Compét. crim. 426 c.,
524; Instr. crim. 968-10 c.;
Obligat. 842 c. — Compét.
crim. 407; Peine 343, 348-10.
— Grenoble. Appel civ. 1071, 1131 c.
— Paris. Nullité 16 c.; Saisie-gage-
rie 38.
— Trib. de la Seine. Disposit. entre
vifs 3409.
— Délit. Transcript. hypoth. 695 c.
20 Toulouse. Prescript. civ. 63.
21 Cass. Cassation 1439 c.; Compét.
comm. 426; Except. 338 c.,
380 c. — Enreg. 5091.
— Caen. Jugem. par défaut 421-30.
— Nancy. Ordre 979, 987.
— Paris. Impôts indir. 223, 296 c.,
323. — Trés. publ. 1389-10.
22 Cass. Appel civ. 1063 c.; Cassa-
tion 368-40; Chose jugée 54-
10 c.; Jugem. 11 c.; Jugem.
d'av. dire droit 17 c.; Jugem.
par défaut 26 c., 40-30.
— Commune 2118. — Compét.
administr. 74; Huissier 46 c.
— Obligation 226 c., 3862,
3873 c.; Peine 728-40 c.
— Amiens. Privil. et hypoth. 1013.
— Bruxelles. Faillite 1456c., 1483-50.
— Témoin 470.
— Caen. Privil. et hypoth. 2200.
— Lyon. Effets de comm. 109-30 a.,
205, 461-20 c.
— Metz. Vente publ. d'immeub. 1504.
— Nancy. Enquête 457.
— Paris. Absence 658, 719 c.; Loi
339-10 c. — Action 87 c., 256
c.; Except. 401; Vente 94 c.,
983-20.
— Rouen. Commisloctm. 146.

Mars.

- 23 Cass. Acte de l'état civ. 180 c.;
Paternité 241. — Arbitr. 1141
c.; Société 1064. — Cassation
1652-120 c.; Contr. par corps
180 c.; Rentes const. 158-10
c., 190. — Cassation 1728 c.;
Jugement par défaut 137-70,
148 c. — Frais et dépens 92-50,
Jugement 373-50 c.; Vente
publ. d'immeubles 231-10.
— Obligat. 896-10 c.; Propriété
451 c.; Usufruit 745-10. — Org.
judic. 412-10 c.
— Amiens. Dén. de justice 13-70 c.;
Prise à partie 13.
— Douai. Scelles 76, 112 c., 132 c.
— Grenoble. Frais et dépens 978-10.
— Limoges. Jugem. d'av. dire droit
40 c.; Obligat. 5284-30.
— Paris. Chose jugée 24-50 c.;
Frais et dépens 365.
— Délit. Disposit. entre vifs 969;
Enreg. 1065.
— Instr. Enreg. 1687, 2191, 9228,
9240 c., 4132, 4832, 5296.
24 Loi. Organ. marit. 835; Trav.
publ., p. 848; Voirie par eau
406, 410, 448, p. 723.
— Cass. Deg. de juridict. 659-10,
879 c. — Faux incid. 148 c.,
195, 206-30 c. — Huissier 48 c.,
Mandat 302-30. — Notaire 514-
10 c., 689. — Obligat. 5052-80.
— Bastia. Paternité 62, 130 c.
— Caen. Instr. par écrit 32-30 c.,
34 c.
— Liège. Privil. et hypoth. 1679-10.
— Poitiers. Contrat de mar. 177 c.,
3054.
— Decis. Enreg. 4872.
25 Cass. Appel crim. 357; Renvoi
300 c. — Contrat de mar. 1126;
Peine 782-10 c. — Impôts in-
dir. 395. — Instr. crim. 3350-50.
— Bourges. Saisie-gagerie 11.
— Caen. Contrat de mar. 4303.
— Colmar. Deg. de jurid. 593. —
Echange 53. — Organ. judic.
176-10.
— Limoges. Appel civ. 878.
— Paris. Mariage 704. — Prescript.
crim. 100-20; Trésor public
999 c.
26 Cass. Chasse 233. — Commune
659-30 c., 697 c., 903; Contra-
vent. 144 c.; Forêts 249 c.;
Lettre miss. 6 c.; Obligat. 3035
c. — Commune 707 c., 1063,
1196 c.; Loi 88 c.; Impôts in-
directs 295-20; Peine 173 c. —
Poids et mesures 22, 111.
— Aix. Droit marit. 203, 223, 1380.
— Amiens. Vente 363 c., 964, 1431.
— Bruxelles. Mines 203.
— Douai. Copie de pièces 18 c.
— Liège. Disposit. entre vifs 3140.
— Paris. Vente publ. d'immeub. 1930-
10, 1932 c.
— Poitiers. Dispos. entre vifs 990.
— Circ. Course de chevaux 2.
28 Cass. Compét. administr. 250;
Dom. de l'Etat 262 c. — Impôts
indir. 473 c., 474-10.
— Paris. Contrat de mar. 4309-10,
4310-10. — Privil. et hypoth.
1752.
29 Cass. Compte 150 c., 176, 185 c. —
Faillite 74-40.
— Caen. Normandie 81 c.
— Nancy. Except. 318-10.
30 Cass. Appel civil 586 c., 593 c.,
982, 1047 c.; Signification 32.
— Contr. de mar. 4316 c.; En-
reg. 3440, 5758.
— Angers. Disposit. entre vifs 2818
— Caen. Demande nouv. 211-20.
— Solut. Enreg. 3892.
31 Ord. Forêts 114.
— Cass. Crim. contre les personnes
183-20; Instr. crim. 1576-10
— Défense 131.
— Besançon. Exploit 490-20 c.,
563-40.
— Bruxelles. Chasse 53, 338 c.,
377 c.
— Cons. d'Etat. Acquissem. 929 c.;
Commune 1674 c.; Vente ad-
min. 815-50, 851-30. — Chose
jugée 77-30; Dom. étranger 97.

Mars.

- 31 Cons. d'Ét. Chose jugée 361; Jugem. p. déf. 520-30. — Commune 1673 c.; Dom. de l'État 219. — Conflit 52; Voirie p. terre 1138. — Cons. d'État 76-20, 196-40, 314. — Dom. engagés 124-30; Vente administr. 331-50. — Eau 523. — Impôts dir. 660-20; Jugem. 928-30. — Trésor public 429-30. — Vente administr. 31, 76, 113-10, 225-30, 309-10, 351-30.

Avril.

- 1 Solut. Org. milit. 244, 256.
2 Cass. Cassation 1761 c.; Presse-outr. 703-89, 785 c. — Impôts indirects 206-20-30 c. — Peine 282-20. — Presse-outr. 1221-60 c., 1249-30.
— Bruxelles. Avocat 248.
3 Delib. Enreg. 2825.
5 Cass. Cassation 1607-40 c.; Disposit. entre vifs 95. — Cassation 1870-40; Désistement 142-30 c.; Péremption 12-10. — Délai 25 c.; Privil. et hypoth. 1647, 3012.
6 Loi. Dom. de l'État, p. 98; Sol. p. 862.
— Cass. Dispos. entre vifs 1056-10. — Except. 231-40; Expert. 83. — Org. judic. 655. — Prescript. civile 1121.
— Metz. Procès-verbal 586-50.
— Paris. Louage 133 c., 142-40. — Privil. et hypoth. 2143.
— Delib. Obligat. 3576.
7 Cass. Compét. comm. 335; Except. 204-10 c.; Règlement de juges 127 c.
— Liège. Assurances terrestres 36 c., 296.
— Paris. Paternité 718-20.
8 Cass. Faux 39. — Gendarmerie 24 c.; Procès-verbal 286 c. — Instr. crim. 3687 c.; Jugem. 739-70. — Prêt à intérêt 230 c., 273-10 c.
— Amiens. Mariage 163, 174-10.
— Bourges. Deg. de jurid. 406-30.
— Caen. Obligat. 4175-20.
— Paris. Société 997. — Success. 785-10, 794, 946.
— Solut. Enreg. 3538.
9 Cass. Crimes c. les personnes 170-30. — Faux 215-20. — Impôts indir. 246-30-30 c. — Instr. crim. 1116.
— Douai. Séparat. de corps 100-10.
— Nancy. Forêts 1156.
— Paris. Commerce 48.
— Circ. Temoins 315.
— Décis. Frais et dép. 1111, 1187; Greffe 80-10; Instr. crim. 574, 916, 1294, 1295.
— Delib. Enreg. 3250, 3254, 3828, 4215.
— Statut. Org. instr. publ. 52, 344, 345, 46, 376, 394.
10 Loi. Crim. c. l'État 14; Org. col. 128-10; Org. marit. 714 c., 821, p. 1680; Org. milit. 942 s.; Vol 301, p. 1113.
— Cass. Appel civ. 259 c.
11 Cass. Deg. de jurid. 30. — Enreg. 5358. — Jugem. 122-10.
— Bordeaux. Prescript. civ. 849-10 c.
— Paris. Arbitr. 752, 1043 c., 1327 c.
— Rennes. Faillite 301. — Tierce-opposit. 60-30.
12 Nancy. Jugem. p. déf. 300-10.
— Rennes. Vérificat. d'écrit. 68.
— Toulouse. Séparat. de corps 72-20. — Vente publ. d'imm. 961-40, 968 c.
13 Ord. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Disp. entre vifs 2139-20 c.; Enreg. 2118, 3870-20, 5473 c., 5590 c. — Jugem. 1002-20; Ordre 933-20.
— Amiens. Assurances terrestres 249.
— Montpellier. Frais et dép. 419.
— Paris. Privil. et hypoth. 1422.
— Poitiers. Propriété 114-20.
— Rennes. Mines 716.
— Toulouse. Deg. de jurid. 249.
— Instr. Privil. et hypoth. 3012.

Avril.

- 14 Cass. Compét. civ. tribun. d'arr. 131-10; Faillite 1325-10 c. — Instr. crim. 3494. — Vente publ. d'imm. 1849.
— Bordeaux. Obligat. 1389.
— Bourges. Abus de conf. 187 c. — Appel crim. 248.
— Paris. Contrat de mar. 1225.
— Rouen. Degr. de jurid. 325-40; Jugem. p. déf. 151-30 c.
15 Cass. Cassation 1920-10 c.; Faillite 1394-70; 1477 c.; Témoin 94 c., 214-10 c. — Complice 79-10; Vol 174 c. — Impôts indir. 250. — Nuit 5; Vol 466-50, 649-20.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2710-80.
— Paris. Compét. comm. 520; Droit civ. 340 c., 341 c.
16 Cass. Commune 631 c., 1063-10; Loi 88 c. — Commune 1044; Contravent. 123, 477 c. — Mise en Jugem. 145-40. — Peine 344-10.
— Bruxelles. Enreg. 154, 5843.
— Toulouse. Contr. p. corps 974.
— Cons. d'État. Expert. 367.
17 Ord. Org. colon. 914 s.; Traité internat., p. 523; Trés. publ., p. 1140.
18 Cass. Cassation 1397 c.; Disposit. entre vifs 4090.
— Aix. Contrat de mar. 230.
— Colmar. Faillite 738-30.
— Riom. Contrat de mar. 1306 c. — Degr. de jurid. 256; Success. 437-30, 466-20, 510-10 c.
19 Cass. Action possess. 331, 787 c.; Culte 588-20 c.; Prescript. civ. 201 c. — Cassation 1660-40 c.; Séparat. de corps 56-20, 272-40 c.
20 Loi. Culte, p. 716; Domm. destr. 157; Lois codif. 13-50 c.; Vol 185 c., 344.
— Ord. Avoue 28.
— Cass. Arbitr. 112; Compét. civ. tribun. d'arr. 11 c., 222 c.; Compétence comm. 311 c.; Jugem. 299-60. — Chose jugée 45-70.
— Privil. et hypoth. 1151, 1257 c.
— Bourges. Discipl. 38 c.; Notaire 794. — Dom. de l'État 374 c., 385; Usage 524-20.
— Orléans. Tierce-opposit. 109.
21 Arrêté. Org. colon. 778.
— Colmar. Degr. de jurid. 582. — Org. judic. 176-10.
— Grenoble. Presse-outr. 1334.
— Toulouse. Substitut. 276.
22 Angers. Usage 599.
— Bourges. Degr. de jurid. 187-30.
— Colmar. Jugem. p. déf. 294-10.
— Metz. Dénonciat. calomn. 119.
— Paris. Pêche fluv. 84.
— Poitiers. Obligat. 1820-10 c.; Privil. et hypoth. 2351-30.
— Rennes. Enquête 464, 493.
— Rouen. Dénonciat. 28, 65 c. — Retenue 34-30.
— Trib. de la Seine. Louage 70 c.
23 Aix. Droit marit. 1550, 1563 c., 1847 c., 2024 c.
— Amiens. Défense 309, 214 c., 219 c.
— Bourges. Appel incid. 17; Contr. p. corps 777; Demande nouv. 30 c., 75; Frais et dép. 720 c. — Vente publ. d'imm. 1043-20.
— Paris. Compét. comm. 498. — Jeu 36.
25 Cass. Disposit. entre vifs 2735 c., 3009 c., 3081-20, 4149 c., 4151 c., 4260.
— Aix. Péremption 225.
— Amiens. Trésor publ. 1388 c.
— Bruxelles. Péremption 287.
— Trib. de Pamiers. Enreg. 2303.
— Cons. d'État. Compét. administr. 499 c.
26 Cass. Degr. de jurid. 558-10; Descende s. les lieux 16. — Obligat. 4877-20. — Org. col. 616-10.
— Paris. Vol 421.
— Poitiers. Ordre 446-10 c., 453, 791.
27 Loi. Emigré, p. 474; Ordre 1253; Saisie-arrest, p. 490; Trés. publ. 1144, p. 1140.

Avril.

- 27 Cass. Chose jugée 59-10 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 26 c.; Dépôt 215; Except. 233-10 c.; Frais 274-10 c.; Référé 121-20, 179 c.; Règlem. de juges 49 c.; Renvoi 185 c.; Scellés 286 c.; Success. 487. — Forêts 1698. — Impôts indir. 440. — Jugem. p. défaut 349-10 c.; Péremption 314.
— Lyon. Deg. de jurid. 339.
— Montpellier. Faillite 389.
— Cons. d'État. Douanes 87. — Eau 335-20, 521 c.; Voirie par eau 45-10 c., 223, 334 c. — Eau 561-90. — Marais 87-20.
— Marché de fournil. 42-50.
— Mines 542. — Pêche fluv. 33-50.
— Trav. publ. 779, 1189, 1223-30. — Trésor publ. 1046.
— Vente administr. 109-20, 133.
— Voirie par eau 50, 90, 740.
— Voirie p. terre 1145.
28 Cass. Org. colon. 616-10, 618.
— Colmar. Degr. de jurid. 582. — Org. judic. 176-10.
— Paris. Scellés 45.
— Rennes. Arbitr. 373.
— Rouen. Effets de comm. 434-40.
29 Cass. Abus de conf. 126 c.; Faillite 518. — Compét. crim. 162-30 c.; 590 c.; Faux 174-10; Forfait 33-50 c., 39 c. — Impôts indir. 413, 454 c. — Instr. crim. 1302-10, 1376, 1495.
— Lyon. Disposit. entre vifs 3434-30 c. — Notaire 411.
— Poitiers. Jugem. p. déf. 389-10.
— Rennes. Louage à dom. cong. 32.
— Toulouse. Disp. entre vifs 1843.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 797.
30 Cass. Organ. marit. 976. — Propriété littér. 137-10.
— Metz. Enquête 611.
— Toulouse. Contr. p. corps 888.
— Delib. Enreg. 1618.

Mai.

- 1 Loi. Trésor public 318, 347 s., p. 1140.
— Ord. Emigré, p. 476; Monnaie, p. 383; Saisie-arrest, p. 490.
2 Cass. Contrat de mar. 3910-30 c.; Loi 388-10; Normandie 67 c.
— Toulouse. Success. 1238-10, 1240.
3 Cass. Dén. de just. 7-40; Jugem. 744-10.
— Amiens. Appel incid. 68.
— Paris. Jugem. p. déf. 406-10. — Rébellion 28-20.
— Circ. Frais 999, 1000; Greffe 67.
4 Ord. Amnistie, p. 514; Hospices, p. 74.
— Cass. Chose jugée 233 c.; Contr. de mariage 757 c., 759, 806 c., 1440 c. — Contr. de mar. 1382; Loi 285 c.; Louage 63 c. — Délai 49-30 c.; Requête civ. 28 c., 93-20 c., 100; Vente publique d'imm. 297 c. — Minorité 568 c.; Obligat. 5033-10. — Privil. et hypoth. 1105, 1519, 1583-30-40 c., 50 c., 1587-30, 2304-30 c., 2401-20-30.
— Bourges. Disposit. entre vifs 605; Success. 1028 c.
— Grenoble. Arbitr. 567. — Louage 142-10. — Vente publ. d'imm. 1409-20.
— Montpellier. Exploit 118-20, 124-10 c.
— Paris. Contrat de mar. 1760 c.; Séparat. de corps 173. — Vente 1907. — Vente publ. d'imm. 2140.
— Poitiers. Disp. entre vifs 1559 c., 1572; Vente 1177-10 c.
— Riom. Interdict. 256-10, 276 c.
— Rouen. Enquête 527-10.
— Cons. d'État. Demande nouvelle 268-10; Usage 263-80. — Expropriat. publ. 13-10. — Organ. milit. 531. — Place de guerre 26-10, 60-10. — Travaux publ. 489-10. — Trésor publ. 562.
— Instr. Enreg. 3301.
5 Colmar. Société 753, 828.

Mai.

- 5 P. ris. Compulsoire 27 c.; Interrog. s. faits et art. 33, 38 c.
— Poitiers. Cautionn. 66 c.; Nullité 38; Obligat. 2961 c., 4539-10.
— Cons. d'État. Vente administr., V. 5 mai 1830.
6 Cass. Cassation 948; Jugement 768-50. — Peine 513-10-30, 514.
— Besançon. Obligat. 3138 c.
— Caen. Appel civ. 842 c., 906 c., 907; Séparat. de corps 293 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 1311.
— Paris. Bourse de comm. 297, 410. — Faillite 421-10, 947 c.
7 Cass. Cassation 2089; Instr. crim. 3273 c. — Commune 659-10 c., 20 c., 1323. — Except. 337 c.; Exploit 759 c.; Jugem. p. déf. 477.
— Aix. Compét. comm. 288.
— Lyon. Contrainte p. corps 737 c., 803 c., 830 c., 1017; Jugem. 387-10 c.; Intervent. 106-10.
— Paris. Obligat. 150-10 c.
8 Ord. Emigré, p. 479; Trés. publ., p. 1140.
9 Cass. Dispos. entre vifs 2673-20; Jugem. 122-20 c.
— Montpellier. Compét. civ. trib. d'arr. 303 c.; Péremption 124-20 c., 133-20.
— Rennes. Obligat. 1471.
— Toulouse. V. 9 mai 1826.
10 Cass. Bornage 42 c.; Vente publ. d'imm. 1788-10. — Contrat de mar. 3572. — Disposit. entre vifs 3137. — Législation 7. — Organ. colon. 566. — Servitude 1036.
— Metz. Louage 813; Saisie-exéc. 113, 203 c.
— Poitiers. Deg. de jurid. 269-70. — Enquête 528 c., 548, 570-10 c.
11 Cass. Action poss. 455. — Compét. administr. 73-10 c. — Enreg. 220, 2097, 2130 c., 2326 c., 4980-10 c. — Faillite 474 c., 1172; Obligat. 2073 c.; Privil. et hypoth. 2166 c. — Octroi 135-10. — Organ. judic. 350. — Success. 963.
— Metz. Servitude 171.
— Poitiers. Société 1605-20, 1610 c., 1614 c.
— Cons. d'État. Cons. d'État 89-20. — Dom. de l'État 228; Usage 270. — Dom. nation. 38. — Vente administr. 43-10. — Emigré 179-10. — Hospices 97. — Impôts dir. 46-10 c., 47-20 c. — Manufact. 67-20. — Marché de fournil. 127-20. — Place de guerre 26-10. — Usage 270. — Voirie p. eau 569.
12 Loi. Voirie p. terre, p. 132, 168, 176, 197, 203 s.
— Ord. Cour des comptes, p. 511; Trésor publ., p. 1140.
13 Cass. Forêts 605.
— Paris. Trésor publ. 1216.
14 Cass. Appel crim. 185; Ministère publ. 50-10 c.
— Aix. Responsab. 250-10.
— Bourges. Privil. et hypoth. 1250 c., 1628.
— Paris. Arbitrage 921. — Ordre 1037-20.
— Rennes. Disposit. entre vifs 2818, 3603-30; Obligat. 5000.
— Rouen. Acte de commerce 206; Commerce 34 c.
15 Orléans. Office 203.
— Cons. d'État. Compét. administr. 365 c.
16 Cass. Cassation 24; Degr. de jurid. 49 c.; Notaire 310-50 c.
— Metz. Dénonciat. calomn. 55.
— Paris. Louage 398. — Servitude 1115.
17 Cass. Acquiesc. 844. — Appel incid. 134 c. — Vente 1791-20 c., 1795.
— Caen. Compét. comm. 385.
— Paris. Prescript. civ. 322.
— Rouen. Privil. et hypoth. 797; Vente publ. d'imm. 745 c.
— Toulouse. Contr. p. corps 481.

Mai.

- 18 Cass. Cassation 1619-20; Commune 2010, 2050 c. — Cassation 1679-20; Disposit. entre vifs 251, 3504 c., 3506 c., 4378 c., 4413-30 c.
— Nîmes. Contravent. 275 c.; Dépôt 163.
— Paris. Compte courant 9 c., 77; Prescript. civile 1098-20 c. — Contrainte p. corps 71. — Privil. et hypoth. 334, 338.
— Delib. Enreg. 3188.
19 Cass. Louage 300-20.
— Paris. Contrainte p. corps 121, 749 c., 918 c.; Jugem. 361 c.
— Circ. Mines 414.
20 Cass. Mat. d'or et d'arg. 61-40, 144-20 c. — Poids et mesures 138-10.
— Angers. Disposit. entre vifs 2533-20 c., 2810 c., 2812; Obligat. 3629 c.
— Paris. Cautionn. 270.
21 Loi. Trés. publ., p. 1141.
— Angers. Usage 599.
— Bruxelles. Compét. comm. 98.
— Nancy. Usufruit 416-10.
— Paris. Ordre 1021 c.
— Rouen. Propriété féod. 356.
— Décis. Douanes 456; Enreg. 603.
22 Ord. Cautionn. de fonction. 12; Organ. judic., p. 1506; Prof. hommes, p. 534.
27 Rouen. Faillite 609, 623 c.; Obligat. 4199 c.
— Instr. Enreg. 3294.
24 Ord. Culte, p. 717; Disposit. entre vifs et testam., p. 47.
— Caen. Chose jugée 92-60; Jugem. p. déf. 406-10.
— Poitiers. Vente publ. d'imm. 1335.
— Rouen. Acte de comm. 226; Assurances terrestres 36.
25 Lyon. Arbitr. 1323.
— Poitiers. Jugem. 300-10.
— Delib. Enreg. 230, 2391.
26 Bourges. Action poss. 235 c. — Servitude 584-10.
— Grenoble. Organ. judic. 173-20.
— Orléans. Saisie-gagerie 20 c.
— Poitiers. Vente publique d'imm. 1998-10.
27 Bruxelles. Effets de comm. 564.
— Caen. Disposit. entre vifs 2697-10-30.
28 Ord. Amnistie, p. 514.
— Traité. Traité intern. 36, p. 123.
— Cass. Commune 999 c., 992; Contravent. 103 c., 105 c., 279.
— Faux 318; Instr. crim. 2478-30 c. — Médecine 24-20, 61.
— Amiens. Mariage 632-20.
— Grenoble. Contrat de mariage 3164-30.
— Toulouse. Acte de comm. 24 c.; Compét. comm. 180 c.; Effets de comm. 461-10 c., 421, 497 c.
— Delib. Enreg. 1631.
29 Ord. Amnistie, p. 515.
30 Cass. Cassation 1585 c.; Enquête 467, 469 c.
— Aix. Ordre 1215-30.
— Liège. Péremption 152-20 c., 315.
— Rouen. Obligat. 1944 c.; Privil. et hypoth. 1671-20.
31 Traité. Traité intern. 36, p. 522.
— Cass. Enregistrement. 2611; Obligat. 5322-20. — Prescript. civ. 854-10. — Servitude 819-70.
— Amiens. Vente publique d'imm. 1521-10.
— Colmar. Disposit. entre vifs 407, 458 c.; Success. 350.
— Montpellier. Success. 240.
— Rouen. Droit marit. 2264.
— Décis. Impôts dir. 252.

Juin.

- 1 Paris. Bourse de comm. 28.
— Delib. Enreg. 1107, 3590; Obligat. 3576, 3589.
2 Cass. Cassation 443; Faux 173-10 c., 185; Instr. crim. 2470-30 c.; Loterie 19 c.; Peine 105 c. — Commune 706 c., 1144 c., 1144; Loi 550-30 c.; Peine 20-20 c. — Commune 901 c.; Contravent. 133. — Compét. crim. 114. — Vol 594.

Juin.

- 3 Colmar. Usage 370-70 c. 410-120.
— Poitiers. Vente publique d'imm.
1988-10.
3 Cass. Faillite 1460. — Instr. crim.
859-10, 990-10 c. — Presse-outr.
1198, 1800 c.
— Paris. Appel incid. 55. — Société
733.
4 Bourges. Chose jugée 151-20 c.;
Degré de jurid. 342-30; Ordre
836-20 c., 1125-20. — Faux in-
cid. 64 c., 82-40. — Obligat.
5135-10.
— Caen. Disposit. entre vifs 3772,
3788 c.
— Grenoble. Degré de jurid. 208.
— Metz. Degré de jurid. 418; Man-
dat 139-10.
— Toulouse. Effets de comm. 376.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre
1911-30.
5 Instr. Emigré 332-20, 346, 365.
6 Bourges. Enquête 485, 507 c.;
Obligat. 3150-20 c.
— Grenoble. Hospices 417.
7 Cass. Commissionn. 197. — Con-
travent. 233. — Disposit. entre
vifs 3097; Obligat. 3348 c. —
Disposit. entre vifs 3258.
— Colmar. Cassation 2303-30.
— Montpellier. Contr. de mar. 1898
c., 3598, 3607 c.; Faillite 549.
— Décis. Douanes 670.
8 Ord. Organ. milit. p. 1887.
— Bruxelles. Effets de comm. 588.
— Grenoble. Contr. de mar. 334-
10-20; Obligat. 3385 c., 2441 c.
— Paris. Prescript. civ. 680, 881-10.
9 Cass. Droit civil 184; Success.
113 c., 114 c.; Traité internat.
183 c. — Forêts 790 c.; Servi-
tude 653-10. — Vente 2001-20.
— Vente publ. d'imm. 1628.
— Aix. Appel civil 1015.
— Rouen. Avocat 303; Témoin 48-
10 c.
— Décis. Enreg. 5011.
10 Cass. Huissier 103 c.; Instr. cri-
min. 1626-40 c., 1703 c., 1705
c., 1706, 1708-30 c., 1719-20 c.,
1723-20 c., 1775-20.
— Grenoble. Cautionn. 23 c., 67,
97 c., 156 c.; Obligat. 3382-
20 c.
— Nîmes. Puissance patern. 24-30.
— Orléans. Priv. et hypoth. 2427-10.
— Rennes. Dispos. entre vifs 2439.
— Rouen. Obligat. 2025 c.
— Toulouse. Avoué 221 c., 223.
11 Cass. Amnistie 117 c., 118, 139 c.;
Grâce 43 c. — Cassation 1401 c.,
1414, 1415 c., 1748 c.; Jugem.
1019 c., 1102-40; Peine 83;
Procès-verb. 171-20 c.; Témoin
23-40. — Domicile 43-10.
— Huissier 103 c.; Instr. crimini.
1703, 1704-10, 1705, 1706.
— Organ. colon. 351 c., 585, 628.
— Pêche fluv. 89-10.
— Bourges. Prêt à intérêts 27-20.
— Grenoble. Contr. de mar. 3493 c.;
Surenchère 51-30 c., 65, 66,
219 c., 260-40 c.
— Paris. Droit civil 385-10. — Effets
de comm. 213, 347 c.; Faillite
1205 c. — Faux incid. 19; Quest.
préjud. 17-10 c.
— Circ. Mines 268.
— Délib. Enreg. 925.
12 Bordeaux. Priv. et hypoth. 273.
13 Loi. Trésor publ., p. 1141.
— Cass. Honor. 9 c.; Loi 115-30 c.;
Peine 370-20 c. — Vente publ.
de meubles 107.
— Caen. Interrog. sur faits et art.
44 c., 4-10.
— Metz. Saisie-gagerie 19.
— Montpellier. Jugem. p. déf. 163.
— Toulouse. Enquête 866 c., 370.
14 Aix. Acquissem. 123, 134 c.;
Désaveu 29 c. — Compét. comm.
468.
— Colmar. Témoin 398-40.
— Grenoble. Contr. de mar. 3523.
— Metz. Notaire 757.
— Rennes. Commune 1420.
— Toulouse. Disp. entre vifs 4203-10.
15 Loi. Grains, p. 541.
— Cass. Obligat. 2415-70; Priv. et
hypoth. 967.

Juin.

- 15 Bruxelles. Dem. nouv. 128-10. —
Effets de comm. 489.
— Lyon. Saisie-arrest 44-20.
— Paris. Compét. civile trib. d'arr.
100. — Propriété féod. 299.
— Rouen. Commissionn. 201, 209 c.;
Faillite 1237 c., 1262-20 c.;
Vente 104.
— Toulouse. Jugem. p. déf. 108 c.,
111-130.
— Cons. d'Etat. Commune 601, 1400
c., 2351. — Conflit 211. — Dom.
de l'Etat 323 c.; Forêts 473,
478 c. — Emigré 41-10. — Frais
et dépens 1209-30; Marché de
fournit. 146-20. — Impôts dir.
624-50, 626-20. — Marché de
fournit. 50-30; Monnaie 72-20.
— Marché de fourn. 101-190.
— Place de guerre 26-10, 60-
10, 140. — Prises marit. 248.
— Trésor public 323, 537. — Vente
administr. 330-50.
— Décis. Frais et dép. 1111.
— Délib. Enreg. 934.
16 Angers. Disposit. entre vifs 783-10.
— Bourges. Forêts 1683 c.; Garde
champ. 41.
— Paris. Louage 516, 597 c.
— Poitiers. Enquête 239-40 c., 240 c.,
543 c.
— Circ. Notaire 684.
17 Cass. Commune 1142; Règlem.
de juges 204. — Compét. crim.
401-40; Vol 444-50 c. — Indus-
trie 100 c.; Mat. d'or et d'arg.
60-10, 68 c. — Organ. judic.
682-10. — Peine 311-10.
— Angers. Minorité 719-40 c.; Sub-
stitut. 359 c.; Tierce-opposit.
27 c., 148-20.
— Bourges. Enquête 230.
— Caen. Priv. et hypoth. 1603-120.
— Lyon. Dem. nouv. 202; Success.
1873-10 c., 1904, 1909, 1913 c.,
1956 c.
— Paris. Saisie-arrest 296.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 1714, 2239.
— Instr. Culte 670.
18 Aix. Faux incid. 92-20.
— Colmar. Vice rédhib. 274.
— Metz. Jugem. par déf. 109-10.
— Paris. Faillite 649, 851 c. — Obliga-
tion 2183.
— Circ. Culte 479.
19 Ord. Cautionn. de fonctionn. 22.
20 Caen. Obligat. 3909-10, 4954-40 c.
— Lyon. Acquissem. 628.
— Nancy. Prescript. civ. 1086.
21 Cass. Deg. de jurid. 540-10 c.,
588-10; Faillite 810-30, 818 c.;
Jugem. 971-40 c., 1019-10;
Prêt à intér. 85-40, 175-80;
Forêts 1460. — Huissier 79 c.;
Loi 190-20 c.; Prêt à intér. 85-
30 c.; Success. 993, 994 c.
— Paris. Except. 298.
— Poitiers. Biens 227 c.; Disposit.
entre vifs 3985-10 c.; Substitu-
tut. 198.
— Rouen. Compét. comm. 397-20,
407 c.
22 Cass. Effets de comm. 146-10,
816 c. — Ordre 221, 494-30 c.,
779 c., 996-20; Rente viagère
129. — Tierce-opposit. 203-40.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 404-10.
— Grenoble. Priv. et hypoth. 881.
— Lyon. Disposit. entre vifs 1667 c.,
4569 c., 4619-20; Success. 1120 c.
— Poitiers. Prescript. civ. 1088;
Vente 1003.
— Cons. d'Etat. Acquissem. 989 c.
— Commune 1565-10-30, 1755
c., 1756; Compét. administr.
137, 351 c., 479 c.; Manufact.
21-40 c., 33-20 c., 24, 27-10 c.,
68 c. — Compét. administr.
390 c., Trav. publ. 1143-10.
— Conseil d'Etat 111, 308. — Eau
414, 426 c., 449-110, 574-10.
— Marché de fourn. 43-20-30,
57-80, 69-80, 84-60. — Octroi
67-10, 317, 318. — Place de
guerre 132-10. — Trés. publ.
259, 551-60, 1001, 1053-40,
1055. — Vente 812-30. — Vente
administr. 88, 216-20, 225-30,
226, 339-50-60. — Voirie par
terre 189, 351-10.

Juin.

- 22 Délib. Enreg. 5502.
23 Cass. Domicile élu 122-40. — Oc-
troi 51.
— Caen. Faux incid. 74 c.
— Grenoble. Disposit. entre vifs
2997-30.
— Nancy. Contr. de mar. 3542.
— Paris. Acte de comm. 226. — Ar-
bitr. 1006 c.; Presse-outr. 1273.
— Substitut. 123 c., 163-20.
24 Cass. Compét. crim. 614.
— Bordeaux. Contr. de mar. 739.
— Grenoble. Appel civ. 1218; Chose
jugée 363-20 c., 392 c.
— Riom. Action possess. 724 c.
— Commune 2076, 2120 c., 2153 c.
25 Ord. Pension, p. 764.
— Cass. Compét. crim. 367 c.; Déné-
ciation 13-30 c.; Prescript.
crim. 214. — Deg. de jurid.
676; Jugem. 1077-19. — Forêts
855. — Presse-outr. 175, 491-20.
— Aix. Contr. par corps 764, 1030-
40 c.
— Amiens. Usage 118-30.
— Caen. Droit marit. 1760.
— Paris. Conclusions 55. — Disposit.
entre vifs 3660 c., 4309.
— Vente publ. d'imm. 1989-20.
26 Ord. Avoué 28.
27 Cass. Contr. de mar. 4228-10.
— Règlem. administr. 72. —
Usufruit 595.
— Bordeaux. Tentative 68-30 c.
— Bruxelles. Enquête 223, 227, 230,
236.
— Caen. Contr. de mar. 3299.
— Grenoble. Deg. de jurid. 592;
Org. judic. 172-30.
— Paris. Référé 177 c.
— Circ. Enreg. 612.
28 Cass. Action possess. 635; Com-
pét. civ. trib. d'arrond. 217 c.;
Except. 160-30 c. — Action
possess. 663. — Dem. nouv.
127-20; Société 531-10. —
Disposit. entre vifs. 4160.
— Effets de comm. 64, 224 c.;
Obligat. 4960-20 c. — Mandat
22-80.
— Aix. Cassation 942.
— Bourges. Prescript. civ. 621-20.
— Colmar. Obligat. 2964.
— Poitiers. Servitude 884-20, 1082 c.
— Rouen. Priv. et hypoth. 321.
— Circ. Culte 568, 584.
29 Cass. Adopt. 194 c., 196; Dis-
posit. entre vifs 749 c. — Cas-
sation 1862-50 c.; Nom 24-20,
42 c. — Organ. judic. 358-20,
361-20.
— Amiens. Vente administr. 309-80.
— Bourges. Obligat. 4556 c., 4575.
— Nîmes. Vente publ. d'imm. 1522.
— Paris. Jugem. par défaut 325-20.
— Obligat. 2147.
— Toulouse. Disposit. entre vifs
1563-10.
— Circ. Douanes 598.
— Délib. Enreg. 1233.
— Instr. Emigré 274-20, 336-10,
347, 348, 365; Enreg. 694,
4873, 5079.
30 Cass. Action 319 c.; Péremption
219 c., 300. — Commerce 1977.
— Grenoble. Contr. de mar. 3816 c.,
4063 c. — Priv. et hypoth. 901.
— Liège. Jugem. 1001-100.
— Limoges. Dem. nouv. 257 c.; Ju-
gem. 259-60; Prescript. civile
1072.
— Poitiers. Exploit 282-60. — Priv.
et hypoth. 255; Saisie-gagerie
17-20 c.
— Trib. de la Seine. Priv. et hy-
poth. 347 c.
— Circ. Douanes 494.

Juillet.

- 1 Cass. Forêts 931, 1252 c. — Instr.
crim. 877 c.; Témoin 259 c.,
264. — Procès-verbal 612-10.
— Bourges. Exploit 757-20.
— Colmar. Contr. de mar. 2994.
— Montpellier. Vente publ. d'imm.
635.
— Paris. Bourse de comm. 387.
— Riom. Péremption 350-10.

Juillet.

- 2 Cass. Amnistie 90. — Org. milit.
828-30 c.
— Bourges. Délai 42 c.; Référé 94;
Saisie-exéc. 30.
— Bruxelles. Contr. de mar. 2900.
— Lyon. Vente 835-10.
— Paris. Prescript. civ. 1090.
3 Nancy. Commune 2149.
4 Cass. Disposit. entre vifs 3885 c.;
Emigré 199 c., 226 c., 227-30,
229-30 c., 247-10 c.
— Lyon. Arbitr. 539.
— Metz. Adultère 123.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 84-40.
— Décis. Enreg. 4874; Forêts 1152.
5 Cass. Disposit. entre vifs 1319 c.;
Success. 1080. — Jugement
1034-60 c.; Société 1607-10;
Success. 1535. — Obligat. 4916.
— Grenoble. Exploit 625-10. — Obliga-
tion 563-30.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 279.
6 Ord. Organ. économ. p. 1289.
— Cass. Action possess. 295 c., 375;
Servitude 151-20 c., 158 c.
— Disp. entre vifs 3427-10. — En-
reg. 4801, 5371 c. — Faux incid.
18, 92-30. — Mat. somm. 16.
— Liège. Action possess. 459.
— Pau. Jugem. 163-130; Louage
389-20 c., 417; Responsabilité
232 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr.
29. — Cons. d'Etat 113, 219;
Voirie par eau 574, 611-40.
— Dom. de l'Etat 187. — Marché
de fourn. 108; Trés. publ. 458.
— Nom 40. — Trés. publ. 1056,
1065-60. — Voirie par terre
1814-30, 1815.
— Décis. Notaire, p. 591. — V.
1^{er} juin 1825.
7 Cass. Deg. de jurid. 552-10. —
Rentes constituées 167.
— Bastia. Transaction 78.
— Bruxelles. Matières d'or et d'ar-
gent 88-70, 95-10, 123.
— Poitiers. Deg. de jurid. 114. —
Obligat. 635, 3882-30 c., 4507
c. — Vente 170.
— Riom. Désistement. 158-20.
— Circ. Avocat 517; Douanes 590;
Emigré 251, 263, 273, 393,
293, 295, 365; Enreg. 3309,
4987.
— Délib. Org. instr. publ. 373.
8 Loi. Voirie par eau, p. 733.
— Besançon. Deg. de jurid. 151-20.
— Bordeaux. Effets de comm. 681.
— Poitiers. Péremption 346-10 c.
— Rouen. Propriété féodale 357.
— Circ. Culte 474, 479; Douanes
1025.
9 Cass. Crimes contre les person-
nes 226; Impôts indir. 16-20 c.
— Instruct. crimini. 884; Ju-
gem. 826, 839-10; Serment
204-40.
— Montpellier. Compét. comm. 427.
— Nîmes. Success. 635.
— Paris. Disposit. entre vifs 926 c.,
989 c., 1019 c., 1020 c., 1022.
— Exploit 211-30.
— Délib. Enreg. 1382.
11 Aix. Interdict. 29-10.
— Paris. Acte de comm. 242; Théa-
tre 325 c.
12 Arrêté. Org. instr. publ. 294 c.
— Cass. Appel civ. 875. — Chose
jugée 559-10 c., 563 c.; Faux
incid. 67, 222 c. — Demande
nouv. 164. — Obligat. 3988-30
c.; Société 615, 747 c., 857-10.
— Agen. Cassation 2171; Disposit.
entre vifs 1100-50.
— Colmar. Obligat. 607.
— Paris. Acquissem. 204, 212 c.;
Contr. par corps 72, 462 c.;
Deg. de jurid. 224-40 c. —
Louage d'ouv. 94.
— Rouen. Faillite 188.
13 Ord. Culte 649; Douanes, p. 595;
Eau p. 335; Organ. économ. 56;
Org. judic., p. 1506; Voirie
par eau 181.
— Cass. Avocat 235. — Organ. co-
lon., 570.
— Bourges. Deg. de jurid. 100-40.
— Grenoble. Arbitr. 397 c., 1279;
Deg. de jurid. 406-60 c.

Juillet.

- 13 Paris. Séparat. de corps 339.
— Cons. d'Etat. Commune 1367;
Cons. d'Etat 247 c. — Compét.
administr. 68-20; Cons. d'Etat
249; Marché de fourn. 146-
10 c.; Travaux publ. 1271-10.
— Compét. administr. 383 c. —
Conflit 178. — Cons. d'Etat
201. — Hospices 414. — Ma-
nufact. 67-20. — Marché de
fournit. 128-90. — Paten-
t. 170-30, 171. — Tierce-opposit.
281-10. — Vente administr.
270. — Trav. publ. 800, 801-
30 c., 1273-10, 1290. — Usage
93-60. — Vente admin. 81. —
Voirie par terre 368-10 c., 384-
20, 396-20 c., 1558-20, 2330-10,
2330-20.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 793.
— Lettre. Notaire 267.
14 Cass. Droit civ. 423 c., 438-40,
443 c., 446 c.; Traité internat.
125 c. — Faux 220; Loi 121 c.,
530 c., 533-10 c.; Obligat.
2348-10. — Prescript. civ. 411.
— Bruxelles. Appel civ. 1221 c.;
Chose jugée 546-40.
— Caen. Action possess. 227 c.;
Prescript. civ. 256; Servitude
593-10 c., 598 c., 599 c.
— Liège. Faillite 108.
— Metz. Obligat. 463.
— Paris. Compét. comm. 336.
15 Cass. Instr. crim. 1248-30, 2253-6.
— Aix. Commissionn. 268 c., 271 c.,
475 c.; Vente 675 c.
— Paris. Contr. de mar. 352.
— Toulouse. Acte de comm. 165 c.,
208 c., 215.
— Circ. Avoué 363.
— Décis. Enreg. 6145.
— Règlem. Douanes 371 a., 379 a.
16 Aix. Droit marit. 2098.
— Amiens. Dispos. entre vifs 1715.
— Toulouse. Société 1442 c., 1555.
— Délib. Enreg. 1194.
17 Ord. Greffe 555.
— Circ. Disposit. entre vifs 1502 a.
18 Cass. Priv. et hypoth. 2267;
Vente 1359 c.
19 Cass. Action possess. 72 c., 78 c.;
Cassation 1652-120 c.; Servi-
tude 58. — Agrée 52 c.; Com-
pét. administr. 73-30; Loi 482-
80 c.; Mandat 106 c. — Cassa-
tion 101.
— Nancy. Louage 364 c., 388.
— Toulouse. Disposit. entre vifs
1011.
— Circ. Douanes 456.
20 Ord. Culte, p. 717; Impôts ind.,
p. 422.
— Cass. Expert. 82.
— Colmar. Assurances terrest. 261.
— Grenoble. Vente publique d'imm.
1730.
— Paris. Louage 684-20. — Obligat.
2688.
— Poitiers. Degré de jurid. 202.
— Décis. Douanes 411.
21 Cass. Action possess. 665 c.;
Prescript. civ. 177 c.; Servitude
352-10.
— Bruxelles. Mariage 640-20.
— Poitiers. Faillite 719.
— Rouen. Rentes constituées 158.
22 Cass. Cassation 358, 1376; Droit
marit. 410 c., 414 c.; Ministère
publ. 256 c. — Cassation 443 c.
— Org. colon. 373, 374 c., 383,
387, 585, 587.
— Paris. Compét. comm. 229; Con-
trainte p. corps 71.
— Grenoble. Contr. de mar. 638.
— Riom. Dispos. entre vifs 4455 c.,
4488-30.
— Toulouse. Effets de comm. 72;
Loi 529-40 c.
— Décis. Douanes 670.
23 Cass. Deg. de jurid. 671. — Instr.
crim. 1418; Interdict. 289-80 a.
— Prêt à intérêts 283, 315-10 c.
— Angers. Disp. entre vifs 1348-30.
— Bruxelles. Faux incid. 72.
— Rouen. Disp. entre vifs 2806-20.
— Circ. Hospices 304.
24 Ord. Org. judic., p. 1506.
— Paris. Droit civil 767-30 a.; V.
24 juillet 1825.

Juillet.

- Cass. Commune 1848-20; Exploit 95-30 c.
— Bruxelles. Obligat. 1400.
— Grenoble. Contr. de mar. 3333-30.
— Toulouse. Vente publ. d'imm. 560-10.
— Circ. Avoué 263; Courses de chevaux 2.
26 Cass. Contr. de mar. 3390-30, 3730 c. — Dem. nouv. 162-10; Jugem. 970-30. — Impôts indir. 375. — Obligat. 2948-10. — Priv. et hypoth. 1521-10, 1589-10. — Renvoi 71-30.
— Montpellier. Appel incid. 1091.
— Nîmes. Ordre 547.
— Paris. Règ. de juges 152.
— Poitiers. Jugem. p. déf. 65 c. — Vente publ. d'imm. 1594 c.
27 Cass. Appel civil 230 c.; Commune 746 c.; Degré de jurid. 23 c.; Except. 543 c.; Octroi 49 c., 50 c., 168-10, 350-10-30. — Compét. 56 c.; Séparat. de corps 91-10-40 c. — Obligat. 3090, 3624 c.; Responsab. 810-10, 322.
— Aix. Droit marit. 2201.
— Bourges. Société 779.
— Bruxelles. Délai 101-30 c.
— Liège. Faillite 1917-90.
— Montpellier. Appel civ. 629, 1074 c. — Arbitr. 339, 578 c.; Contr. de mar. 4054 c.
— Paris. Vente publ. d'imm. 1948.
— Riom. Contr. de mar. 3440-10, 3730 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2446-30.
— Délib. Enreg. 1035, 3731.
— Lettre min. Office 96.
28 Cass. Chose jugée 245-250 c.; Ordre 1118-30 c.; Priv. et hypoth. 1699. — Paternité 618 c., 619-40.
— Agen. Dispos. entre vifs 188-30.
— Dijon. Disposit. entre vifs 4648.
— Paris. Contrainte p. corps 72, 76; Degré de juridict. 224-20 c.; Louage 435. — Référé 81. — Succès. 1095.
— Circ. Emigré 254, 256-30, 266, 281, 282, 285, 289, 292, 296, 341, 342.
— Instr. Enreg. 4874.
29 Cass. Instr. crim. 1688-30; Témoign. 446-30, 515, 525-30.
— Caen. Propriété 186 c.
— Colmar. Eau 568-60.
— Paris. Vente publ. d'imm. 1946.
— Rouen. Dépôt 143-30.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 423, 2014.
30 Cass. Appel crim. 71 c.; Cassation 184; Voirie p. terre 1428-10. — Cassation 1048. — Chasse 887 c.; Procès-verbal 47-10, 399, 390 c., 296 c. — Contrav. 498-40; Procès-verbal 255. — Impôts indir. 69-10, 188-70, 907 c. — Responsab. 505-40.
— C. c. belge. Jugem. 1011-20, 1089-20. — Mines 441-10.
— Colmar. Obligat. 3717.
— Nîmes. Appel civ. 348 c.; Avocat 263, 454 c., 468; Minist. publ. 234 c.
— Paris. Trésor public 1376-20-20, 1405-30 c.
— Rouen. Effets de comm. 900-10; Loi 115-30 c.
— Trib. de la Seine. Priv. et hypoth. 338-20.
34 Arrêté. Mines 368.
— Ord. Traité intern., p. 822.

Août.

- 1 Cass. Arbitr. 608; Cassation 1433 c.
— Lyon. Faillite 726-40, 876 c.
— Paris. Contr. de mar. 178. — Frais et dépens 614-10 c.; Saisie-arrest 353.
— Toulouse. Tentative 3472.
2 Cass. Cassation 1487-30; Forêts 1645. — Domaines engagés 63. — Jugem. 982-30. — Mandat 142-30. — Mariage 764-30. — Serment 64-30.

Août.

- 2 Aix. Avoué 284 a.; Bourse de comm. 447 c.; Intervent. 35-10; Loi 82-30.
— Metz. Jugem. 662.
— Paris. Servitude 973.
— Toulouse. Contr. de mar. 3341-30.
3 Ord. Culte. p. 717.
— Cass. Arbitr. 888; 708 a., 729 c.; Loi 347 c. — Cassation 628-30; Droit marit. 1643. — Cassation 1518. — Cautionn. 66.
— Angers. Jugem. par déf. 75-20.
— Lyon. Enquête 638-20.
— Montpellier. Disp. entre vifs 3877.
— Paris. Paternité 680.
— Rennes. Conclut. 57-30.
— Toulouse. Compét. crim. 539.
4 Ord. Org. colon. 131.
— Cass. Compte 70 c.; Priv. et hypoth. 1123-20 c.; 1568-10.
— Paris. Effets de comm. 538. — Jugem. 383-30; Succès. 454.
— Circ. Douanes 404, 406, 407, 411.
5 Cass. Cassation 2244 c.; Contumace 88; Prescript. crim. 35 c. — Impôts indir. 199-30, 315-30-40, 567-10. — Vol 210-50.
— Caen. Deg. de jurid. 95.
— Colmar. Minorité 640.
— Poitiers. Enquête 136.
— Circ. Douanes 670; Propriété 212.
6 Cass. Commune 737-10 c., 1212 c.; Poids et mes. 24. — Dénonciat. calomn. 78 c.; Prescript. crim. 72.
— Aix. Mat. d'or et d'argent 34 c.
— Bordeaux. Arbitr. 1854.
— Bourges. Compét. comm. 229-30; Effets de comm. 90 c., 197-40 c., 488 c.
— Paris. Requête civ. 108.
— Déclat. Impôts dir. 832.
— Délib. Enreg. 4407.
7 Ord. Cour des comptes, p. 511; Org. marit. 141, p. 1681; Trés. publ., p. 1141.
— Bordeaux. Mandat 424.
— Règ. Organ. marit., p. 1682; Uniforme-costume 44.
8 Cass. Arbitr. 98 c., 271 c.; 419 c., 1042 c., 1328.
— Caen. V. 8 avril.
— Metz. Impôts indir. 110-20.
— Paris. Arbitr. 1314 c.; Contr. par corps 481. — Effets de comm. 852.
9 Cass. Biens 46 c., 53; Priv. et hypoth. 794 c., 1759 c. — Compét. administr. 141 c., 276. — Emigré 53-20 c.
— Caen. Acte de l'Etat civ. 163.
— C. d'ass. Ille-et-Vilaine. Témoin 454.
— C. d'ass. de l'Isère. Instr. crim. 97.
— Solut. Enreg. 3028.
10 Ord. Prud'hommes, p. 535; Voirie p. terre 619, 1128.
— Cass. Action posses. 449. — Appel civil 1100; Interdict. 110 c., 141 c.; Jugem. d'av. dire droit 74 c.; Jugem. par déf. 136-20 c. — Disposit. entre vifs 2745-40. — Intervent. 53-30. — Minorité 210. — Org. colon. 32. — Propriété 504.
— Caen. Emigré 65; Mandat 486-20. — Propriété 338-10.
— Colmar. Disposit. entre vifs 1686-30; Vente 399-10.
— Limoges. Jugem. par déf. 253-20.
— Trib. de Soissons. Presse-outrage 782-80.
— Cons. d'Etat. Commune 1515, 1911-20. — Conseil d'Etat 93-20, 191. — Jugem. 923-30. — Conseil d'Etat 195, 203, 237.
— Forêts 1905. — Conseil d'Etat 201. — Emigré 402-160.
— Guerre 4-10. — Trés. publ. 363-40. — Marché de fourn. 481-70. — Mines 463-20-30. — Tierce-opposit. 278. — Trav. publ. 754. — Vente administr. 223-20, 228, 309-10. — Voirie par eau 578-30.
11 Cass. Cassation 1417 c.; Contr. de mar. 3910-10; Loi 47-10 c.; Normandie 67 c. — Enregistr. 305 c.; Obligat. 4473-10 a.; Succès. 579-10, 618, 638. — Jugem. 1035-40.

Août.

- 11 Caen. Louage 62-10 c.; Disposit. entre vifs 123; Substitut. 123; Usufruit 180.
— Paris. Contr. de mar. 2171.
19 Cass. Cassation 2245 c.; Chose jugée 407; Evasion 79 c. — Instr. crim. 2448-30. — Renvoi 126, 165-10 c.
— Angers. Forêts 1463. — Mandat 139-90, 141 c.
— Paris. Propriété 298.
— Pau. Contr. de mar. 3276, 3442-20 c., 3803 c.
13 Cass. Chose jugée 482-20; Faillite 1404 c., 1415. — Forêts 917.
— Trib. d'Épernay. Voirie par terre 178-10.
— Cons. d'Etat. Eau 339.
— Circ. Emigré 257, 275, 276, 277, 290, 298, 312-20, 334, 349.
— Délib. Enreg. 1724.
— Solut. Enreg. 737.
15 Décis. Enreg. 4173.
16 Cass. Contr. de mar. 4300-40. Disposit. entre vifs 1268; Prêt à intérêts 150-20 c. — Louage 321.
— Nancy. Exploit 624-20.
— Paris. Faillite 260-30. — Trés. publ. 1376-50 c., 1420-10.
— Toulouse. Jugem. par défaut 336-50 c., 347-30.
17 Ord. Culte 288-10; Industrie, p. 674; Manufact. 65 c., 67-50, 87-10 c., 120 c., 126 c., 135, 148 c., 149; Organ. colon., p. 1027.
— Cass. Adultère 63 c.; Mariage 769 c.; Séparat. de corps 70-20. — Contr. de mar. 2619. — Deg. de jurid. 554-60. — Faillite 1285.
— Caen. Compét. comm. 178.
— Paris. Emigré 132-70; Prescript. civ. 614 c.
— Rennes. Droit marit. 1642.
— Cons. d'Etat. Commune 2576, 2670. — Compét. administr. 14-10; Conflit 48; Sel 80. — Compét. admin. 168 c.; Eau 412; Conflit 50-10; Cons. d'Etat 125, 146. — Courses de chevaux 3; Jeu 31 c. — Culte 775. — Dom. engagés 125. — Eau 503-10, 524-10; Voirie par eau 233, 334. — Emigré 187-50. — Exprop. publ. 38; Voirie p. terre 124-20 c., 1569-10 c. — Marché de fourn. 89, 138-10; Organ. admin. 161 c. — Place de guerre 72, 121. — Trav. publ. 1161-90. — Trés. publ. 1015-10, 1080. — Voirie par terre 1146-10, 1358-40, 1794-40.
18 Cass. Chose jugée 130 c. — Org. judic. 508. — Usage 260.
— Amiens. Frais et dépens 733 c.
— Paris. Action 229 c.; Jugem. d'av. dire droit 43-30 c.; Succès. 731. — Loi 264; Usufruit 476 c., 178 c.
— Rennes. Compét. civ. trib. d'arrond. 132-20.
— Circ. Commune 397.
— Règ. Obligat. 1751 c.; Organ. colon. 792.
19 Bourges. Frais et dépens 624.
— Metz. Obligat. 4844.
20 Cass. Cassation 1797 c.; Complice 122-30 c.; Mat. d'or et d'argent 122 c.; Vol 826-10, 893-20. — Chasse 389 c.; Procès-verbal 268. — Crimes contre les personnes 245 c.; Instr. crim. 2505-10. — Faux 149-70.
— Amiens. Vente publ. d'imm. 1777-10-20.
— Besançon. Péremption 127-30.
— Colmar. Jugem. 983-10.
— Douai. Faillite 479.
— Grenoble. Enquête 93, 486; Minist. publ. 205 c. — Expert. 183, 188-20-30 c.
— Paris. Responsab. 681.
— Riom. Deg. de jurid. 592. — Org. judic. 176-40 c., 178-10.
21 Ord. Org. colon. 47 s., 75, 90, 92, 95, 100, 280 a., 377, 422 a., 470 a., p. 1027; Sol., p. 482.

Août.

- 22 Aix. Responsab. 614.
— Lyon. Arbitr. 192 c., 200; Compét. comm. 308 c.
— Paris. Mariage 730-10; Obligat. 5241-10 c.
— Circ. Consul 68.
— Solut. Enreg. 587.
23 Cass. Cassation 1724 30; Contr. de mar. 1809 a., 1820; Vente 430. — Disposit. entre vifs 2928, 4161-20; Loi 26 c. — Organ. colon. 710.
— Bourges. Obligat. 5132-30.
— Lyon. Commerç. 226 c., 264.
— Paris. Action posses. 425 c. — Contr. de mar. 1978. — Puissance patern. 65 c., 78 c.
24 Cass. Cassation 1893-30; Contr. de mar. 390, 1857 c.; Disposit. entre vifs 685 c.; Except. 537 c.; Loi 296 c. — Commune 1286. — Jugem. 216. — Notaire 521.
— Amiens. Chose jugée 343 c.; Honoraires 7; Jugem. 332-20.
— Caen. Faillite 52-30.
— Paris. Faillite 409-20.
— Pau. Demande nouv. 189; Disposit. entre vifs 886 20, 4048 c.; Except. 533 c., 559-30 c.
— Rennes. Acte de comm. 205 a.; Compét. comm. 124.
— Toulouse. Compét. comm. 184; Deg. de jurid. 606 c.
— Arrêté avoc. de Paris. Avocat 97.
25 Cass. Jugem. par défaut 176-100 c.; Prise à partie 48 c., 65-10. — Renvoi 101 c.
— Aix. Disposit. entre vifs 2608, 2638 c.
— Bordeaux. Paternité 230-30.
— Colmar. Substitut. 116, 156 a., 183 c.
— Metz. Droit civil 563.
— Orléans. Intervent. 148-20.
— Paris. Société 1669.
26 Cass. Cassation 1921; Except. 165-30; Forêts 484 c.; Voirie par terre 352-30 c., 1343.
— Faux 176-10. — Gendarme 24-20 c.; Procès-verb. 286 c.; Voiture 360. — Prêt à intérêts 230 c., 278-10 c., 274.
— Bourges. Saisie-exéc. 119-10, 122.
— Caen. Priv. et hypoth. 2508-20.
— Grenoble. Vente publ. d'imm. 1806.
— Nancy. Loi 839-10 c.; Priv. et hypoth. 2608-20, 2659-30 c.
— Paris. Deg. de jurid. 615.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1067.
27 Cass. Commune 1330; Droit rural 220 c. — Frais et dépens 1035-20; Jugement 785-30, 821-10. — Appel crim. 106; Minist. publ. 50-30 c. — Presse-outrage 929. — Procès-verbal 237-10. — Renvoi 120.
— Amiens. Exploit 547-30; Rentes foncières 66-10 c.
— Lyon. Disposit. entre vifs 223-10.
— Paris. Disposit. entre vifs 3409.
— Riom. Ordre 517-30 c.; Priv. et hypoth. 2187-40; Vente 1165 c.
— Rouen. Priv. et hypoth. 200-10.
29 Aix. Disposit. entre vifs 237-30.
— Bordeaux. Appel civil 1230; Presse-outrage 888.
— Lyon. Appel civ. 701 c.; Arbitr. 650; Exploit 445-20.
— Paris. Effets de comm. 147.
30 Cass. Appel civ. 1168 a.; Intervent. 18 c., 52-10, 114, 127 c.; Reprises d'instance 49 c.; Vente publ. d'imm. 163 c. — Domicile 52-60. — Effets de comm. 368. — Faillite 2245. — Priv. et hypoth. 2200, 3206.
— Aix. Droit marit. 2097.
— Caen. Contr. de mar. 5863.
— Lyon. Acte de comm. 269 c.; Compét. comm. 486; Contrainte par corps 71 c. — Enquête 638-20.
— Nîmes. Succès. 1605-10.
— Paris. Péremption 89.
— Poitiers. Absent 689.
— Toulouse. Priv. et hypothèques 682-10.

Août.

- 30 Decis. Notaire, p. 591; Obligat. 3436, 3427 c., 3439 a.
31 Cass. Cassation 1445 a.; Prescript. civ. 1101 c.; Servitude 886 c., 890 c., 1070. — Exploit 653-80 c.; Ordre 647-30, 661 c., 709-50, 758-20 c., 853-10. — Jugem. 511-10; Vente publ. d'imm. 271 a.
— Lyon. Arbitr. 1284; Requête civ. 20 c.
— Orléans. Priv. et hypoth. 225.
— Paris. Compétence 68.

Septembre.

- 1 Ord. Grains, p. 541; Org. écon., p. 1289; Vétérinaire 1.
— Cons. d'Etat. Commune 1671 a., 1674; Conseil d'Etat 77-30. — Commune 1924; Conflit 68. — Conseil d'Etat 157; Marché de fourn. 54, 58-20 c. — Eau 448. — Exprop. publ. 13-10. — Marché de fourn. 46-10. — Théâtre 333, 349 c. — Tierce-opposit. 291-20. — Trésor public 467-10.
— Circ. Org. administr. 735.
2 Cass. Commune 1332 c.; Contr. 240-20. — Dénonciat. calomn. 44; Instr. crim. 548 c. — V. 3 septembre.
— Circ. Contrav. 23; Peine 107 c.
— Decis. Douanes 704.
3 Cass. Commune 934-40 c.; Contrav. 96 c., 98 c., 148 c., 151. — Forêts 1607.
4 Cons. d'Etat. Concess. administr. 20 c. — Eau 439-30. — Imp. dir. 39 c., 42-10-20 c., 43-10 c., 50, 648-10. — Jugem. 920. — Manufact. 87-20. — Trés. publ. 1080.
— Lettre. Notaires 448-20, p. 591.
7 Instr. Cautionn. de fonction. 119 c.
8 Paris. Notaire 625; Scellés 164.
9 Cass. Appel crim. 89. — Commune 1130. — Instr. crim. 908-20; Peine 104-180 c. — Instr. crim. 2569-80; Peine 884-20 c. — Vol 217-30, 253.
12 Bruxelles. Acte de comm. 212.
— Circ. Mat. d'or et d'arg. 23.
13 Decis. Greffe 80-150.
14 Decis. Enreg. 744.
15 Ord. Sol., p. 882.
— Cass. Chose jugée 317 c.; Compét. administr. 218 c.; Voirie p. terre 2374. — Crimes contre les personnes 203. — Instr. crim. 1535, 1626-40, 2489-30, 2700, 3244-30, 3267.
16 Ord. Voirie p. eau, p. 73-37.
17 Cass. Arbitr. et dép. 999, 1027-20. — Org. colon. 1037.
18 Cass. Instr. crim. 2472-30.
19 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1993.
— Circ. Douanes 181.
20 Paris. Faux 320.
21 Grenoble. Règ. de juges 206.
— Paris. Arbitr. 89, 1327 c.
22 Ord. Dom. de l'Etat, p. 98.
— Cass. Domm. destr. 308-30 c.; Instr. crim. 1064, 1061 a.; Tentative 71 c., 96-60 c. — Instr. crim. 2758-30. — Règ. de juges 176 c., 230.
24 Cass. Commune 2532-10 c.; Louage administr. 23-10 c.; Quest. préjud. 83-20 c., 111-10. — Instr. crim. 1353-10, 1359, 1426 c., 1436, 1438 c.; Jugem. 814-20 c.; Prud'hommes 157.
— Cons. d'Etat. Vente admin. 170.
26 Circ. Emigré 253, 262, 264-10, 297.
— Décis. Frais et dép. 59.
28 Paris. Action 119 c.; Vente publ. d'imm. 2198.
29 Paris. Effets de commerce 333, 344 c.
30 Cass. Instr. crim. 1498-10-30. — Peine 298. — Rébellion 50.
— Paris. Saisie-exéc. 266 c.
— Instr. Enreg. 823, 744, 2822, 2889.

Octobre.

- 1 Cass. Action 120 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 95 c.; Frais et dépens 92-10 c.; Mat. somm. 46-10 c.; 305-10 c.; Ordre 49-30 c.; Réglem. de juges 9-10, 129 c.; 131 c.; 136 c. — Compét. crim. 158. — Faux 291; Vol 141-30 c. — Voirie p. terre 1438-10.
- Solut. Enreg. 2487.
- 2 Ord. Org. marit. 216, p. 1682; Trés. publ., p. 1141.
- 3 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 897.
- 4 Guyane franç. Obligat. 2503-40. — Circ. Enreg. 6145.
- 5 Décis. Timbre 139-30.
- Solut. Enreg. 4375.
- 6 Bruxelles. Mines 449-30.
- Rennes. Deg. de jurid. 288-30.
- 7 Cass. Faux 302, 327 c.; Témoign. 464, 468 c.; 575-10. — Faux 327; Instr. crim. 2472-10 c.; 2439-30 c. — Jugem. 1059 c.; 1106-10. Voirie p. terre 206-30.
- Décis. Enreg. 4173.
- Delib. Enreg. 2441, 2454 c.
- 8 Cass. Contrav. 131 c., 134 c., 142. — Procès-verb. 670. — Vol 444-60.
- 9 Ord. Douanes, p. 595; Greffe, p. 555; Ordre 161; Salubrité publ., p. 673; Voirie par eau, p. 737-290.
- Cass. Impôts indir. 397.
- 12 Bruxelles. Mines 340.
- Paris. Jugem. 426, 432-70; Obligat. 1780-20-50. — Vente publ. d'imm. 1532-10 c., 1534-50.
- Delib. Enreg. 1838.
- 13 Bruxelles. Vente 1537.
- Circ. Boulanger 98.
- 14 Cass. Cassation 2248 c.; Complice 112, 113 c. — Crimes contre les personnes 226. — Instr. crim. 3369.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 1989-20.
- Décis. Enreg. 2689.
- 15 Cass. Cassation 1764 c.; Compét. crim. 416 c.; Complice 66 c.; Presse-outr. 537-10 c., 596, 1132. — Commune 737-30 c.; 982; Compét. administr. 84-50 c.; Contrav. 135 c. — Faux 302; Grâce 45 c.; Peine 158-10, 296 c. — Org. judic. 358-30.
- Paris. Forêts 895, 917 c.
- 19 Ord. Voirie p. eau 396, p. 738-150.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2199.
- Cons. d'Etat. Action possess. 305 c.; Compét. administr. 417 c.; Eau 445-30. — Commune 2295, 2438-30, 2617 c., 2618. — Compét. administr. 146. — Conflit 66. — Conseil d'Etat 95-10. — Dom. de l'Etat 218. — Expropriat. publ. 13-30, 21-20, 65-20; Trav. publ. 1161-50-60. — Marais 114-30. — Trav. publ. 1161-70.
- Réglem. Org. marit., p. 1682.
- 20 Bruxelles. Except. 63.
- Rouen. Cass. 171. — Presse-outr. 1221-50.
- 21 Cass. Avocat 347 c.; Presse-outr. 139. — Compét. comm. 179 c.; 194; Effets de comm. 140 c. — Frais et dépens 1045-10 c.; Peine 545. — Mise en Jugem. 334. — Vol 394-20.
- Poitiers. Tierce-opposit. 59 c.
- Decis. Enreg. 3716.
- 22 Ord. Organ. administr. 278.
- Cass. Complice 84-20, 1036 c.; Douanes 1007-10; Jugem. 823-20; Prescript. crim. 114. — Faux 395, 396 c.; Fonct. publ. 49 c.
- Angers. Instr. crim. 815.
- 23 Cons. d'Etat. Emigré 331.
- Circ. Avoué 263.
- 25 Cons. d'Etat. Org. colon. 41.
- Decis. Frais et dépens 1130; Instr. crim. 564.
- 26 Cons. d'Etat. Commune 2486. — Compét. administr. 387 c., 384 c.; Trav. publ. 1274-10. — Conflit 48. — Conseil d'Etat 79-30 c., 128-20; Manufact. 67-30, 66, 164 c.

Octobre.

- 26 Conseil d'Etat 335. — Eau 474-20; Vente administr. 171-10; Voirie par terre 252. — Exprop. publ. 13-10. — Marché de fourn. 40-10; Postes 18-20. — Marché de fourn. 101-190. — Trés. publ. 376-10. — Vente administr. 157, 164, 288.
- Delib. Enreg. 1688.
- Avis. Culte 784.
- 27 Bourges. Degré de jurid. 252.
- 28 Arrêté. Avocat 182.
- Cass. Contrav. 143.
- Delib. Agrée 34.
- 29 Bruxelles. Substitut. 70-10, 134 c.
- 30 Delib. Enreg. 4524.
- 31 Ord. Halles 34.
- Bruxelles. Cassation 552.
- Paris. Saisie-arrest 372-30.
- Decis. Mines 197.

Novembre.

- 2 Liège. Exploit 625.
- Delib. Enreg. 2641.
- 5 Decis. Douanes 335.
- Cass. Commune 682-20, 712 c., 718 c., 1303 c.; Eau 452. — Mat. d'or et d'argent 136-30, 164-10 c.; Procès-verb. 26 c. — Voirie par terre 1095, 1122-10.
- Rouen. Effets de comm. 61.
- D. is. V. 1823.
- 6 Cass. Loi 267-10 c.; Obligat. 847-10 c.; Prêt à intérêts 109-10, 111 c., 121 c., 180 c. — Success. 631 c.
- Metz. Presse-outrage 726-50.
- Paris. Deg. de jurid. 181.
- Decis. Enreg. 2239.
- 8 Cass. Cassation 1238-50 c.; Impôts indir. 478 c.; Jugement 295, 296 c. — Effets de comm. 638 c., 817. — Prêt à intérêts 231-20.
- Paris. Obligat. 565-20.
- Circ. Instr. crim. 1295.
- Lettre. Forêts 1781.
- 9 Cass. Action possess. 748. — Arbitr. 1223; Compét. civ. trib. d'arrond. 806 c. — Except. 318-20.
- Amiens. Cautionn. 231 c.; Vente 1879-50.
- Grenoble. Contrainte par corps 803 c., 809 c., 905.
- Paris. Demande nouv. 260-20 c.
- 10 Cass. Tierce-opposit. 46.
- Amiens. Enquête 544.
- Paris. Droit civ. 348-20. — Jugem. par défaut 336-60.
- 11 Cass. Chasse 475. — Dom. destr. 37-10. — Jour férié 77; 101, 106 c.; Peine 566-20 c. — Presse-outr. 168-20.
- 12 Paris. Distrib. par contrib. 88.
- 14 Cass. Appel civ. 513 c.; Commune 1603-30, 3013 c.; Jugem. 1043-40.
- Bourges. Enquête 467, 528 c.
- Caen. Contrat de mar. 1705 c., 1713, 4085 c.; Obligat. 1598 c.; Séparat. de corps 16 c.
- Colmar. Louage 187.
- Nîmes. Appel civ. 243.
- Paris. Arbitr. 1204; Contrainte par corps 733 c.
- Decis. Culte 868.
- 15 Cass. Domaines engagés 50-30; Mat. somm. 53 c. — Emigré 227-60. — Impôts indir. 409.
- Aix. Compét. comm. 509. — Droit marit. 3097.
- Rouen. Acquiescem. 199. — Compét. comm. 177 c. — Contr. par corps 294 c., 1004; Obligat. 4472-20 c.
- 16 Ord. Dom. de l'Etat 247-20; Vente administr. 275 c., 276 c.
- Cass. Cassation 309 c.; Deg. de jurid. 606; Vente administr. 339-40. — Cassation 1660-60 c., 1694 c., 1848; Enquête 57 c.; Mariage 955-60 c.; Paternité 278 c.; Séparat. de corps 279-30. — Louage 20 c.; Recusation 82-10, 127 c., 131 c., 134 c. — Org. judic. 431.

Novembre.

- 16 Paris. Dénonciat. calomn. 12. — Disposit. entre vifs 3883.
- Toulouse. Action 247 c.; Appel civ. 568 c., 598 c.; Vente 1448-20.
- Cons. d'Etat. Commune 2480; Dem. nouv. 266-30 c. — Compét. administr. 53. — Conseil d'Etat 88-50, 166 c.; Trés. publ. 435. — Conseil d'Etat 195, 306; Patente 327. — Culte 656. — Eau 478-20. — Guerre 2-20. — Impôts dir. 437-30. — Marché de fourn. 57-40; Prisons 30-120. — Trav. publ. 508-50. — Vente administr. 56. — Voirie par terre 325.
- Delib. Enreg. 2342.
- 17 Cass. Commune 2074.
- 18 Cass. Faux 343-10-20. — Impôts indir. 108; Octroi 312 c.; Procès-verbal 399-60 c. — Réglem. de juges 175 c. — Responsab. 305-20.
- Orléans. Expert. 198.
- Rouen. Contrat de mar. 1971; Mariage 857-20 c.
- 19 Paris. Effets de comm. 958.
- Rouen. Vente publ. d'immeub. 1861, 1869 c.
- Cons. d'Etat. Action possess. 362 c.
- Circ. Douanes 597.
- 20 Grenoble. Obligat. 8204-10.
- 21 Cass. Compét. crim. 251 c., 306; Instr. crim. 154, 155 c. — Vente 1846.
- Circ. Douanes 594.
- 22 Cass. Adopt. 112, 159 c., 226 c.; Chose jugée 29 c. — Cautionnem. 70 c., 156 c., 335; Obligat. 4496-60 c. — Commissionn. 136-10.
- Aix. Jugem. 100-10.
- Bruxelles. Mat. d'or et d'arg. 174.
- Paris. Servitude 504-20. — Tierce-opposit. 336.
- Circ. Passeport 50, 54.
- 23 Ord. Cautionnem. de fonct. 22.
- Cass. Cassation 1298; Disposit. entre vifs 2796-10 c., 3144-30; Loi 33 c.; Obligat. 8374 c.; Cassation 1716-40; Disposit. entre vifs 258-40, 2477 c. — Compét. civ. trib. d'arr. 304. — Deg. de jurid. 524. — Enreg. 5203.
- Bourges. Acquiescem. 686 c.
- Colmar. Saisie-arrest 280 c.
- Grenoble. Bigamie 46.
- Lyon. Enreg. 5129.
- Paris. Appel incid. 139. — Tierce-opposit. 182.
- Cons. d'Etat. Commune 2573. — Compét. administr. 45. — Emigré 405-20. — Marché de fourn. 58-10, 96-10. — Trésor publ. 440-10. — Vente administr. 57, 96.
- 24 Cass. Cassation 1806-40 c.; Disposit. entre vifs 1292, 1693 c. — Compét. comm. 389. — Discip. 55. — Prescript. civ. 841-40. — Success. 1908 c.
- Bruxelles. Forêts 1695.
- Nancy. Frais et dépens 915; Obligat. 2586 c.
- 25 Cass. Faux 408, 422. — Peine 399-10.
- Paris. Conciliat. 96-30.
- 26 Cass. Action possess. 494 c.; Complice 226; Jugem. 246-90; Prescript. civ. 298.
- Amiens. Acquiescem. 493; Enquête 505 c., 539-10, 546 c.
- Liège. Disposit. entre vifs 109, 2795.
- Trib. de la Seine. Contr. par corps 790, 969 c.
- 28 Caen. Faillite 1178-10-20; Privil. et hypoth. 2032 c., 2037 c.
- Rouen. Obligat. 418-10 c., 2491; Vente 1700.
- Toulouse. Faux 220; Loi 529-30; Obligat. 2549-10.
- 29 Cass. Commune 1963, 1964 c., 1966 c.; Prescript. civ. 432 c.; Usage 177 c. — Jugem. 998-10; Jugem. par déf. 22-19, 22 c. — Ordre 139; Privil. et hypoth. 2082. — Success. 331. — Vente publ. d'imm. 1285.

Novembre.

- 29 Amiens. Vente publ. d'immeub. 1819.
- Bourges. Cautionnem. 126.
- Dijon. Vente 1808.
- Liège. Louage 145.
- Paris. Compét. comm. 154.
- 30 Ord. Voirie p. eau, p. 739-800.
- Cass. Acquiescem. 258 c.; Arbitr. 184 c., 191. — Acquiescem. 762. — Appel civil 375 c.; Chose jugée 57; Compét. civ. trib. de paix 225 c.
- Bordeaux. Arbitr. 1183, 1200 c.; Obligat. 4404 c.
- Bourges. Appel civ. 1127; Jugem. 13, 31 c.
- Orléans. Trés. publ. 793, 1376-10 c., 1409-20 c., 1415 c., 1416 c., 1432 c.
- Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 258-20 c.; Forêts 989 c.; Usage 268. — Solut. Enreg. 918.
- Décembre.**
- 1 Cass. Louage 254. — Obligat. 1472-90.
- Amiens. Prescript. civ. 984-30.
- Paris. Compét. comm. 400. — Disposit. entre vifs 3367.
- Rouen. Contrat de mar. 1804.
- Toulouse. Enquête 378-30.
- 2 Cass. Appel crim. 95. — Instr. crim. 1195-30 c., 1201-40 c., 2742-10, 2761 c., 3390 c., 3216. — Jugem. 758-130. — Voirie par terre 2287-20 c., 2324.
- Rouen. Acte de comm. 159; Commerce 41 c.
- 3 Cass. Commune 1158.
- Paris. Culte 91-50, 200 c.
- Decis. Enreg. 4875; Forêts 1119.
- 4 Cass. Dépôt 60-20 c.; Jugem. 997-20; Notaire 491-20 c.; Responsab. 380.
- Metz. Presse-outrage 904-80.
- Montpellier. Obligat. 5194-40; Transaction 35 c.
- Paris. Culte 91-50.
- Riom. Contrat de mar. 3464; Disposit. entre vifs 2058 c., 2298-20, 2418 c.
- 6 Cass. Jugem. 954-160. — Success. 1588.
- Metz. Voirie par terre 442-10.
- Paris. Obligat. 3935.
- 7 Cass. Commissionn. 497, 498 c. — Défense 228 c.; Dom. de l'Etat 380 c.; Dom. engagés 105-10. — Jugem. 197-10. — Jugem. par défaut 495-50.
- Bourges. Intervent. 80-30.
- Douai. Mat. somm. 34.
- Lyon. Saisie-arrest 335.
- Montpellier. Surenchère 285 c., 325 c., 339.
- Paris. Minorité 454.
- Poitiers. Vente publ. d'immeub. 1529-10.
- Rouen. Mariage 86-20 c., 90-60 c.
- Cons. d'Etat. Conflit 80 c.; Trav. publ. 1273-30. — Cons. d'Etat 118. — Hospices 378; Secours publ. 399, 400. — Place de guerre 92-10, 96 c. — Usage 270.
- 8 Cass. Distrib. par contrib. 18; Privil. et hypoth. 174 c., 586 c. — Obligat. 890. — Privil. et hypoth. 1511-20.
- Lyon. Procès-verbal 264, 267 c.
- Poitiers. Jugem. par défaut 258.
- 9 Cass. Complice 162-30 c.; Instr. crim. 2585, 2907 c.
- Aix. Commune 2162.
- Amiens. Contrat de mar. 1844, 1851 c., 1865 c.
- Caen. Exploit 229.
- Metz. Paternité 45, 46 c., 50 c.
- Montpellier. Deg. de jurid. 162-20.
- Orléans. Cassation 2021.
- Paris. Commerce, 1533, 1608-10 c., 1632 c., 1763 c.
- Rouen. Disposit. entre vifs 1349-20, 2297 c.
- 10 Cass. Instr. crim. 827, 1096, 2438-20. — Peine 807-10 c.; Voiture 294 c., 257-20.
- Grenoble. Organ. judic. 172-20.

Décembre.

- 12 Cass. Enquête 67 c.; Société 224-10, 648 c.
- Bourges. Vente 1261-10, 1253 c.
- Rouen. Contrat de mar. 3888.
- 13 Cass. Faillite 630. — Impôts indir. 406-10, 477-10. — Jugem. 574.
- Bourges. Servitude 1022.
- Pau. Compte 295.
- Rennes. Acte de comm. 357.
- 14 Ord. Postes, p. 12.
- Cass. Deg. de jurid. 606; Faillite 437, 470 c., 519 c., 552-10 c., 1141 c.; Responsab. 252 c. — Disposit. entre vifs 185-10. — Droit marit. 2143.
- Caen. Disposit. entre vifs 3161.
- Lyon. Privil. et hypoth. 608-20.
- Orléans. Acquiescem. 550.
- Paris. Saisie-arrest 52-20. — Société 868-20.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 149; Cons. d'Etat 204; Eau 415-10. — Voirie par terre 1287-20.
- Delib. Agrée 39.
- 15 Cass. Jugem. 998-40; Minorité 549-50; Obligat. 2955-10; Prescription civ. 1126; Vente 25, 4850. — Privil. et hypoth. 1028-20, 1058 c.; 1062 c.
- Paris. Action possess. 527. — Presse-outr. 1206.
- Poitiers. Contrat de mar. 730.
- Rennes. Prescript. civ. 208.
- 16 Cass. Défense 66. — Dom. destr. 27-10; Instr. crim. 3078, 2082-10. — Vol 574-10, 578 c.
- Aix. Jugement par défaut 466-10; Tierce-opposit. 59 c., 318, 319 c.
- Amiens. Compét. civ. trib. d'arr. 235; Except. 111-30 c., 146 c., 204 c.
- Grenoble. Vente 143.
- Lyon. Louage 465.
- 17 Bourges. Acquiescem. 596; Désistement 75 c.
- Colmar. Obligat. 1926-10.
- Toulouse. Compét. comm. 408.
- Decis. Enreg. 4173.
- Arrêté avoc. de Paris. Avocat 132.
- 18 Ord. Impôts indir. 224; Poids et mesures, p. 966.
- 19 Bourges. Société 24.
- Paris. Obligat. 2099-20.
- 20 Cass. Degré de jurid. 556-60; Usage 524-80 c., 568. — Disp. entre vifs 1745, 1761-10 c., 1771 c.; Substitut. 206-30. — Disposit. entre vifs 3078; Jugem. 198-40; Servitude 1010. — Jugem. 189 c. — Org. colon. 570.
- Metz. Appel civ. 943 c.
- Nancy. Deg. de jurid. 612-10.
- Paris. Bourse de comm. 183 c. — Obligat. 3587.
- Poitiers. Contrat de mar. 759.
- Rouen. Disposit. entre vifs 2744 c., 2742-50.
- 21 Ord. Org. milit., p. 1887.
- Cass. Chose jugée 313. — Commune 2107, 2116 c., 2151 c. — Conciliat. 65-10. — Deg. de jurid. 219-30; Expert. 382-10. — Privil. et hypoth. 1199.
- Amiens. Contrat de mar. 1777, 1780 c.
- Bordeaux. Acquiescem. 204.
- Bourges. Obligat. 2431. — Vente 1201-10.
- Caen. Disposit. entre vifs 2908, 2908-30 c.
- Metz. Vente 729 c.; Vente publ. d'imm. 2139-50.
- Montpellier. Obligat. 5287.
- Cons. d'Etat. Commune 2243-10; Forêts 1899. — Conflit 201; Instr. admin. 15-10, 16-10. — Conseil d'Etat 79. — Demande nouvelle 246-40; Emigré 396-50. — Eau 516. — Manufact. 18, 27-20, 47. — Marché de fourn. 126.
- Circ. Douanes 67.
- 22 Aix. Paternité 279 c.
- Amiens. Louage 478-10.
- Bruxelles. Expert. 338.
- Grenoble. Dispos. entre vifs 162, 1794 c.

Décembre.

- 22 Montpellier. Instr. crim. 101 c.; Presse-outr. 1126.
— Nîmes. Droit civ. 85-30 c., 99 c., 111-10.
— Avis Conseil d'Etat. Commune 2456-30.
— Circ. Commune 538, 1241 c., 1252 c.
— Instr. Boucher 9.
23 Cass. Compét. comm. 416 c.; Complice 157-30 c.; Dépôt 143-30; Domm. destr. 190 c., 203-30 c., 205-30 c.; Jugem. 1064-40 c., 1095-10 c.; Crimes c. les personnes 186; Poids et mesures 19-30 c., 110-30 c., 128-110, 162 c.; V. 24 décembre.
— Bourges. Appel civ. 586 c., 1049.
— Rennes. Droit marit. 1573.
— Délib. Enreg. 968, 3959, 4051.
24 Cass. Complice 45-40, 49 c.; Faux 227 c.; Instr. crim. 1201, 2622 c.; Vol 224-10 c.; Jugement 1059 c., 1095-30; Prêt à intérêt. 280 c., 315-10; Jugem. 1096-30; Prêt à intérêt. 269, 273-10, 297 c., 310.
— Bruxelles. Enreg. 5204.
— Douai. Obligat. 2584-10.
— Paris. Brevet d'invent. 77.
— Pau. Douanes 197.
— Rouen. Voirie p. terre 1336-10, 1340-30 c., 1345-30, 1403 c.
26 Cass. Dom. de l'Etat 118-10, 246 c.; Vente 534 c.; Vente administr. 374-30 c.
— Nancy. Arbitr. 1028.
— Paris. Propriété 200.
27 Cass. Ordre 571-20.
— Bruxelles. Enreg. 5541-50; Jugem. 296-60.
— Montpellier. Interrog. s. faits et art. 58.
— Paris. Success. 840.
28 Ord. Octroi 219, p. 17.
— Cass. Avocat 309, 457 c., 488 c.; Success. 105. — V. 30 décembre.
— Bourges. Absence 664.
— Grenoble. Contrat de mar. 3809; Privil. et hypoth. 881.
— Limoges. Minorité 649-30 c.
— Montpellier. Servitude 476-80 c., 1054.
— Nancy. Forêts 726, 731.
— Nîmes. Success. 864.
— Rennes. Prescript. crim. 102; Séparat. de corps 181 c., 194-30.
— Cons. d'Etat. Acquissem. 956 c.; Commune 590, 2446-10; Conseil d'Etat 362; Hospices 458. — Voirie par eau 552.
— Voirie par terre 592, 1128, 2195-30.
— Arrêté. Avocat 182.
29 Amiens. Contrat de mar. 1297 c.; Mariage 801.
— Caen. Prescript. civ. 797-30 c.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 1389.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 709, 1360 c.
30 Cass. Abus de conf. 127 c.; Peine 305-10; Exploit 756-40; Forêts 507 c.; Peine 384 c.
— Amiens. Compét. civ. trib. de paix 35 c.; Degré de jurid. 100-10.
— Bourges. Exploit 221-50.
— Limoges. Compét. comm. 222.
— Paris. Privil. et hypoth. 360-10.
— Riom. Action 86.
— Instr. Enreg. 737.
31 Cass. Octroi 155-10.
— Amiens. Action 271.
— Bruxelles. Bourse de comm. 421.
— Paris. Arbitr. 845, 1180, 1189 c.
— Circ. Poids et mesures 43, 47, 66, 70.

1826

Janvier.

- 1 Bruxelles. Effets de comm. 410.
2 Ord. Organ. colon., p. 1031; Sci., p. 822.
— Metz. Appel crim. 168, 248.
— Rouen. Droit marit. 1159.

Janvier.

- 3 Cass. Arbitr. 886. — Conciliat. 58. — Contrat. 57. — Deg. de jurid. 564-10. — Jugem. 1010-30.
— Amiens. Deg. de jurid. 57.
— Bordeaux. Accessoire 90 c.; Demande nouv. 139; Séparat. de corps. 194-60, 268.
— Colmar. Office 158.
— Grenoble. Appel civ. 126 c.; Interrog. sur faits et art. 59, 62-30 c.; Jugem. p. défaut 204-30.
— Liège. Pérempt. 164, 168-10 c.
— Lyon. Disp. entre vifs 807; Loi 513 c.
— Rennes. Jugem. 432-40 c.; Obligat. 2637-10; 3165-10 c.
— Riom. Disposit. entre vifs 1796 c., 1797.
4 Cass. Disposit. entre vifs 3137 c., 3189-30. — Mat. comm. 44-20; Vente publ. d'imm. 165.
— Bordeaux. Arbitr. 329 c.
— Douai. Ordre 753, 924-30 c.
— Pau. Substitut. 57-10 c., 203-30, 283 c.
— Riom. Appel civ. 595, 1207; Ordre 816 c., 888-10 c., 894-70 c., 959-30 c.
— Trib. de la Seine. Propriété littér. 349.
5 Bordeaux. Acte de l'état civil 169 c.; Contrat de mar. 1624, 2196 c.
— Bruxelles. Rente viagère 126.
— Grenoble. Obligat. 1848-30.
— Rennes. Effets de comm. 730; Obligat. 4970.
6 Cass. Instr. crim. 2345.
— Nancy. Deg. de jurid. 76.
— Paris. Usufruit 435-30, 436 c.
7 Cass. Domm. destr. 27-30, 92 c.; Enreg. 5010-30; Exploit 767-10 c.; Forêts 508 c.; Instr. crim. 1680-10. — Faux 166-30. — Organ. marit. 976. — Presse-outrage 871-40, 872.
— Riom. Appel civ. 1274.
— Circ. Exprop. publ. 221.
8 Traité. V. 4 octobre 1826.
9 Cass. Contrat de mar. 1954 c.; Mariage 749-10.
— Bordeaux. Intervent. 93 c.; Société 486, 884, 1805-30 c., 1634 c.; 1648 c., 1663-30 c.
— Grenoble. Droit civil 438-30.
— Nancy. Conclusion 93 c.; Deg. de jurid. 191; Obligat. 2863 c.; Société 156 c., 1637 c.
— Paris. Absence 402.
— Rouen. Contr. par corps 733 c.; Jugem. par défaut 351-40.
— Instr. Min. publ. 185.
10 Cass. Appel civ. 930 c., 990; Cassation 1439 c.; Contr. de mar. 3485-30. — Dom. de l'Etat 66; Hospices 132 c.
— Amiens. Effets de comm. 853.
— Bordeaux. Commissionn. 480. — Prêt à intérêt 259-30, 261.
— Bourges. Contrat de mar. 1143 c.; Prescript. civ. 933-10.
— Lyon. Commissionn. 325; Effets de comm. 378 c.
— Poitiers. Jugem. p. défaut 70-50; Obligat. 5369.
— Rennes. Obligat. 5304.
— Toulouse. Commune 1408 c., 1444, 1489 c.
— Trib. comm. de Caen. Industrie 281.
11 Ord. Douanes, p. 596; Org. instr. publ., p. 1352.
— Cass. Péremption 11-30.
— Bordeaux. Louage 469, 609 c.; Saisie-revendicte 14.
— La Haye. Domicile 108.
— Lyon. Disposit. entre vifs 2978-30.
— Paris. Avoué 231.
— Rouen. Contrat de mar. 360.
— Cons. d'Etat. Action possess. 734 c.; Commune 2307; Compét. administr. 146 c.; Conflit 49, 171 c., 173. — Eau 537; Voirie par eau 258. — Emigré 214-10, 405-30. — Voirie par terre 1128.
— Dér. Douanes 128-80.
12 Cass. Cassation 1898.
— Amiens. Appel incid. 47.
— Bruxelles. Demande nouv. 93.

Janvier.

- 12 Paris. Vente 1748 c., 1749 c.
— Pau. Cautionnem. 63 c.; Prescript. civile 539; Success. 2257 c., 2258-20, 2305-30, 2327-20, 2328.
— Rennes. Enquête 571-30 c.; Jugem. 13-30.
13 Aix. Appel incid. 76, 87 c.
— Amiens. Frais et dépens 921.
— Rennes. Avocat 388 c.; Désaveu 18 c.; Obligat. 2646-20, 5091-10 c.; Demande nouv. 167 c.; Enquête 448. — Droit marit. 722.
14 Cass. Abus de confiance 42. — Attentat aux mœurs 76. — Gendarmerie 61 c.; Presse-outrage 749-10. — Organ. colon. 990-10.
— Aix. Droit marit. 1686, 2201 c.
— Bordeaux. Arbitr. 1350 c., 1354, 1358 c.
— Paris. Appel crim. 168. — Compét. civ. trib. d'arrond. 142.
— Rouen. Vente publ. d'imm. 1861.
15 Ord. Cassation 32; Minist. publ., p. 6; Présence, p. 379.
16 Cass. Action possess. 538; Louage à complans 5 c.; Bigamie 12 c., 35 c., 47, 48 c.
— Bourges. Except. 332-20.
— Cour d'assises de Bruxelles. Instr. crim. 498.
— Caen. Normandie 67 c.; Privil. et hypoth. 2200, 2203.
— Colmar. Frais et dépens 696, 705 c.; Ordre 691 c., 774-10 c.
— Grenoble. Vente publ. d'imm. 258.
— Metz. Vente 1545 c.
17 Cass. Arbitr. 740, 804 c., 1250 c.; Except. 350 c.; Cassation 1091; Faillite 783-30. — Deg. de jurid. 558-10; Enquête 99 c.; Prescript. civ. 262 c.; Société 1673.
— Bordeaux. Appel civ. 616, 778.
— Rouen. Faillite 1357.
— Circ. Douanes 417.
18 Ord. Cons. d'Etat, p. 188; Frais, p. 68; Voirie p. eau, p. 736-150; 739-780.
— Cass. Propriété 153.
— Poitiers. Faillite 218-30.
— Cons. d'Etat. Commune 2603. — Compét. administr. 60 c.; Hospices 491. — Conflit 70 c.; Octroi 306-30, 361 c.; Cons. d'Etat 143-40; Eau 423-30 c., 561-100. — Cons. d'Etat 314. — Emigré 209-200. — Jugem. par défaut 506-30. — Travaux publ. 705. — Trés. publ. 530.
19 Cass. Garde nat. 278, 323, 439-40, 532-10, 676. — Jugem. 304-40; Success. 464.
— Amiens. Dépôt 143-30 c.; Obligat. 5124-10 c.; Propriété 195, 198 c.
— Lyon. Presse-outr. 322-10, 332.
— Metz. Paternité 466-30.
— Paris. Acquissem. 600 c.; Contr. par corps 173-30 c.; Exploit 232-30, 271-10 c.; Mandat 405-30. — Vente 525-50 c., 759, 766-50.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 2272.
— Délib. Avocat 537.
20 Cass. Avocat 300 c., 303; Témoin 42-20 c.; Compét. crim. 398 c., 399 c., 401-60; Droit rural 170 c., 222 c.; Deg. de jurid. 671 c., 673-40 c.; Exploit 724 c., 727-30. — Instr. crim. 2434-30; Vol 326 c.; Minist. publ. 49-30. — Organ. judic. 890-30, 398 c.; Poids et mes. 152 c., 166-10.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 1654 c.; Obligat. 2590, 4646 c.
— Paris. Prescript. civ. 932-30; Vente 1290-40 c.
— Poitiers. Frais 625. — Privil. et hypoth. 922.
23 Bordeaux. Contrat de mar. 2511, 2514 c., 2580 c.; Délai 29 c.; Ordre 524 c.; Privil. et hypoth. 1647 c.; Vente publ. d'imm. 1759 c.; Droit marit. 1615. — Success. 2184.
— Caen. Obligat. 2304-20.
— Paris. Vente 613.

Janvier.

- 24 Cass. Cassation 2157-40; Deg. de jurid. 548 c.; Jugem. 575-30 c.; Renvoi 189-10 c.; Disposit. entre vifs 1086. — Impôts indir. 368; Tierce-opposit. 60-30. — Vente 947.
— Bordeaux. Séparat. de corps 240-50. — Vente publ. d'immeub. 683 c., 1617-10.
— Grenoble. Degré de jurid. 597; Vente 426-10 c., 1691 c.; Vente publ. d'immeub. 1175.
— Montpellier. Organ. milit. 437-30.
— Paris. Contrat de mar. 1677.
— Rouen. Faillite 343-30; Louage d'ouvr. 183 c.
— Toulouse. Vente 1043.
— Décis. Impôts dir. 153, 154.
25 Cass. Contrat de mar. 3304 c., 3968-20, 3979; Mariage 818-30 c.; Ordre 240 c., 1232-10 c., 20 c.
— Amiens et Rennes. Except. 499.
— Bordeaux. Contrat de mar. 453; Minorité 825 c.; Obligat. 908-20 c., 2920 c.; Success. 1509 c., 1601 c.
— Caen. Deg. de jurid. 108.
— Rennes. Appel incid. 46 c.; Chose jugée 215-50. — Minorité 651-40.
— Délib. Enreg. 1552, 4376.
26 Cass. Appel civ. 1138. — Attentat aux mœurs 31 c.; Condamnation 10; Frais et dépens 38 c.; Jugem. 1096-50; Presse-outr. 866-10, 871-10 c., 60. — Disposit. entre vifs 1408; Obligat. 503 c., 4584 c.; Faux 298, 306 c., 327 c.; Obligat. 8171-10 c.; Procès-verb. 252-20.
— Aix. Vente 329.
— Bordeaux. Rente viagère 70-30.
— Caen. Disposit. entre vifs 3344-20.
— Grenoble. Compte 158, 206 c.; Obligat. 4095-30.
— Rennes. Deg. de jurid. 56.
— Traité de navig. V. 8 février 1826.
27 Cass. Cassation 857 c.; Crimes contre les personnes 43 c.; Instr. crim. 3177-30. — Loi 67. — Organ. milit. 416 c.; Poids et mes. 162-40.
— Bordeaux. Obligat. 849-20. — Privil. et hypoth. 2448-20.
— Colmar. Chose jugée 160.
— Rennes. Droit marit. 194, 199 c.; Société 530.
— Délib. Enreg. 2727.
28 Cass. Commune 1553; Loi 552 c.; Enquête 217 c., 231; Exploit 370-30 c.
— Douai. Vente publ. meubl. 97.
— Metz. Chasse 442.
— Paris. Arbitr. 986. — Minorité 565 c., 569 c.; Vente 448.
— Rennes. Minorité 569-60; Propriété 320.
30 Cass. Dom. de l'Etat 166. — Peine 813. — Prêt à intérêt. 85-50; Responsab. 339-10; Vente administr. 273.
— Bourges. Servitude 1137-30; Voirie p. terre 1350 c.
— Caen. Privil. et hypoth. 1692-30.
31 Cass. Chose jugée 335. — Compét. administr. 236 c.; Enquête 395 c., 406 c.; Except. 327. — Faillite 1251-20. — Jugem. 1043-50.
— Agen. Vente 1329.
— Bruxelles. Appel civ. 357 c.; Deg. de jurid. 49.
— Caen. Compét. comm. 178.
— Colmar. Appel civ. 711 c.; Minorité 809-30 c.; Exploit 524-120.
— Metz. Dom. de l'Etat 338-30.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 1989-30.
— Riom. Contrat de mar. 1941.
— Toulouse. Jugem. 985-40; Vente publ. d'immeub. 1698 c.
— Circ. Bourse de comm. 532.

Février.

- 1 Aix. Contrat de mar. 3810.
— Bordeaux. Adopt. 116 c.; Contrat de mar. 454; Obligat. 2920 c., 4506-10.
— Lyon. Servitude 826.

Février.

- 1 Paris. Référé 203 c.
— Poitiers. Disposit. entre vifs 1595-10.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1491 c.
— Délib. Enreg. 1723.
2 Ord. Impôts indir., p. 606; Org. instr. publ. 484.
— Cass. Chose jugée 45-80. — Domicile 104-10; Jugem. 108-30. — Délai 58 c.; Faux incid. 153-20-30. — Minist. publ. 111.
— Aix. Appel incid. 51.
— Cons. d'Etat. Commune 572; Compét. administr. 60 c.; Emigré 402-90. — Trav. publ. 666, 998 c.
3 Cass. Cassation 423. — Contr. 57. — Contumace 29; Instr. crim. 1043 c.; Huissier 80 c.; Impôts indir. 68, 493. — Instr. crim. 2543 c., 2700, 2701 c., 2956 c., 3346-30 c.; Peine 343.
— Bruxelles. Absence 100. — Cautionnem. 179.
— Caen. Disposit. entre vifs 237-40, 2603-10 c.
— Rouen. Procès-verb. 392 c.
— Décis. Douanes 355.
4 Cass. Commune 1115. — Dépôt 129. — Témoin 389-40.
— Amiens. Chasse 333; Responsab. 188-10 c.
— Aix. Arbitr. 703, 1232 c.
— Grenoble. Acte de comm. 311; Effets de comm. 814-40 c.; Prescript. civ. 976 c.
5 Colmar. Compét. civ. trib. d'arr. 219; Effets de comm. 338, 898.
— Avis Cons. d'Etat. Org. administr. 437.
— Avis com. du content. Instr. administr. 18.
6 Cass. Cassation 308-20; Enquête 306 c.; Impôts dir. 213, 474 c., 476; Jugem. 187 c.; Contr. par corps 527 c.; Droit civil 400-10-20; Droit polit. 109-20. — Enreg. 2105, 5541-30.
— Aix. Exploit 260-10.
— Caen. Compét. civ. trib. d'arr. 253; Obligat. 2198 c.
7 Cass. Acte de comm. 278 c.; Deg. de jurid. 608; Mines 92 c.; Société 232-30, 583 c.; Arbitr. 315, 413 c., 1249 c.; Chose jugée 20, 249 c.; Prescript. civ. 1085.
8 Ord. Douanes, p. 596; Traité international, p. 523.
— Cass. Bourse de comm. 116 c.; Office 76 c., 195, 379.
9 Cass. Arbitr. 1276.
— Amiens. Paternité 537, 597.
— Liège. Faillite 154-40.
— Paris. Contrat de mar. 2544-20. — Ordre 1311-30 c.; Privil. et hypoth. 967, 3301-10.
— Poitiers. Faillite 235.
10 Cass. Commiss. de police 31 c.; Procès-verbal 47-20 c., 492. — Presse-outr. 494-40.
— Bordeaux. Arbitr. 998. — Degré de jurid. 299, 306.
— Bourges. Exploit 641-20.
— Montpellier. Compét. comm. 367.
— Paris. Loi 379; Obligat. 5147 c.; Prescript. civile 1055-30 c., 1072 c.
— Rennes. Servitude 353-30.
11 Bordeaux. Contrat de mar. 3197. — Droit marit. 1204 c., 1211 c., 2218, 2225 c., 2243 c.
— Douai. Obligat. 2869-20 c.; Trans-action 97 c.
— Paris. Obligat. 3343 c.; Responsab. 169.
12 Cass. Commune 2270; Propriété 349 c.; Séparat. de corps 572.
— Bordeaux. Obligat. 983 c., 998-40, 1001 c.
— Bruxelles. Absence 727.
— Grenoble. Défense 232 c.; Réclamation 152.
— Limoges. Hospices 408 c., 418.
— Metz. Presse-outr. 703-10.
— Paris. Appel civ. 457 c.; Appel incid. 108 c.; Contr. p. corps 790, 800 c.; Success. 605.

Février.

- 14 Cass. Arrêt. 801. — Contrat de mar. 1012; Prêt à int. 42-40 c. — Deg. de jurid. 30. — Effets de comm. 842. — Except. 261; Privil. et hypoth. 2114-30; Vente 964. — Prescript. civile 94 c.
- Bordeaux. Mariage 310. — Rentes fonc. 63-30.
- Grenoble. Evasion 22.
- Paris. Culte 93-10.
- Rouen. Privil. et hypoth. 1677.
- Toulouse. Prescript. civ. 1086.
- 15 Cass. Assurances terrest. 26 c., 27, 149 c.; Cassation 1377 c.; Loi 85 c.; Société 1478-10 c.; 1485 c. — Brevet d'inv. 190 c. — Droit marit. 818 c., 1760, 1770 c.; Obligat. 4968 c. — Vente publ. de meubles 35-20.
- Amiens. Vente publ. d'imm. 1514.
- Pau. Acquisc. 666; Nantissém. 313.
- Rennes. Acte de l'état civil 417.
- Avis Cons. d'Etat. Enreg. 609.
- 16 Cass. Conciliat. 56. — Faux incid. 151.
- Bruxelles. Rentes constituées 98 c., 166-40.
- Caen. Disposit. entre vifs 756 c., 775, 786 c.
- Lyon. Presse-outr. 194. — Responsab. 193-30.
- Rennes. Mariage 154.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 316, 1639, 1931.
- Cons. d'Etat. Commune 1617; Impôts dir. 438-10, 471-30; Volie par terre 813. — Commune 1683, 2360; Dom. de l'Etat 398-30; Usage 263-30. — Compét. administr. 374 c.; Impôts dir. 601 c., 604, 606-10 c.; Conseil d'Etat 196-30. — Culte 340-10. — Dom. nat. 26, 89 c.; Vente administr. 267-50, 323-10. — Exprop. publ. 22-10; Trav. publ. 1807 c. — Garde nat. 37. — Louage administr. 16-60; Pêche fluviale 66-70; Marché de fourn. 93-70; 116-50-30. — Mines 526-10; 532, 694-30; 742. — Trav. publ. 1211. — Trés. publ. 1004, 1047-30, 1053-40. — Vente administr. 335-30. — Volie par terre 630, 1100.
- 17 Cass. Appel crim. 144 c., 347 c.; Avoué 189; Deg. de jurid. 671 c., 673-50 c.; Instr. crim. 1029-30 c., 1687-30, 1942-10, 1943; Jugem. d'av. dire droit 90-20 c. — Renvol 190.
- Bordeaux. Success. 768, 773 c.
- Grenoble. Comm. 713, Minorité 813 c.
- Riom. Jugem. par déf. 102.
- 18 Cass. Impôts indir. 909 c., 428; Procès-verbal 399-70 c., 401-50 c.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 231-30.
- Rouen. Vente publ. de réc. 7-30-30.
- Lettre. Volie p. terre 1771.
- 20 Cass. Acquisc. 89 c.; Arbitr. 1253; Dom. de l'Etat 294; Prescript. civ. 878-10.
- Aix. Droit civ. 467-30.
- Nancy. Dem. nouv. 256.
- Paris. Presse-outr. 333-20 c.
- Riom. Contrat de mar. 1929 c.
- Circ. Hospices 312.
- 21 Cass. Action possess. 292 c.; Cassation 1869; Dom. de l'Etat 257; Droit civ. 474-30; Vente administr. 373-20 c. — Enreg. 1523 c.; Obligat. 2483-10. — Exploit 188. — Ordre 536-10 c.; Privil. et hypoth. 218-10 c., 2195.
- Amiens. Exploit 548-10; V. 1828.
- Bordeaux. Compét. comm. 153. — Disposit. entre vifs 249-20, 1669 60 c. — Servitude 1017.
- Bruxelles. Exploit 468.
- Limoges. Disposit. entre vifs 434-10, 602 c.
- Nîmes. Vérificat. d'écrit. 19-10 c., 191-10 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 3806.

Février.

- 21 Rennes. Interrog. sur faits et art. 88. — Séparat. de corps 966, 327-10 c.
- 22 Ord. Dom. nat. 20-10; Emigré 267; Org. milit., p. 1887.
- Cass. Success. 699.
- Caen. Acte de l'état civil. 158 c.; Contrat de mar. 8837; Mariage 959-20 c.
- Cons. d'Etat. Cautionnem. de fonct. 123. — Conflit 78. — Forêts 1044. — Marché de four-nit. 2-10, 134-20, 137-40, 139-10. — Mont-de-piété 40 c.; Trés. publ. 550. — Org. milit. 315-20. — Trés. publ. 546, 941-30, 1001. — Volie p. terre 651.
- Délib. Enreg. 192.
- Instr. Org. marit. 188.
- 23 Cass. Obligat. 3488. — Prescript. civ. 497.
- Bruxelles. Minorité 516.
- Caen. V. 23 février 1825.
- Douai. Arbitr. 288, 289 c.; Obligat. 1213 c. — Assur. terrest. 288, 289 c.
- Limoges. Disp. entre vifs 602 c.; Loi 301 c.
- Toulouse. Rébellion 89-10.
- Délib. Enreg. 6241.
- 24 Cass. Bigamie 46, 48 c. — Compét. crim. 407; Peine 348-40 c.; Réglem. de juges 304 c.
- Bordeaux. Cautionnement 162; Louage 335-20 c.; Obligat. 3882-40 c.
- Bourges. Louage 851.
- Limoges. Acquisc. 270; Deg. de jurid. 339; Ordre 144-20, 1375-20.
- Nancy. Deg. de jurid. 84.
- Rennes. Appel civil 1192.
- Délib. Douanes 750, 751.
- 25 Cass. Dénonciat. calomn. 35 c., 70 c., 101, 105 c. — Discipline 139 c., 164-10. — Instr. crim. 1489, 1829-30, 1876-30. — Manufact. 184-10. — Prêt à intér. 315-20 c., 317.
- Bordeaux. Vente publ. d'immeub. 526-30.
- Bourges. Faillite 1249-10, 1274 c.
- Bruxelles. Chasse 53.
- Paris. Contrat de mar. 1007 c., 1014, 4030 c. — Jugem. par défaut 415-30. — Loi 378-30; Prescript. civ. 1126 c.; Privil. et hypoth. 2519 c.
- Rennes. Vente 275-20.
- Circ. Impôts dir. 167.
- 26 Cass. Org. judic. 385-10.
- Paris. Absence 523.
- 27 Bordeaux. Droit marit. 286 c., 2066 c., 2067; Loi 550-10 c. — Eau 558-70. — Success. 2007, 2017, 2059-10 c.
- Bourges. Exprop. publ. 24-90. — Peine 762; Qualité 25.
- Caen. Loi 533-30.
- Montpellier. Vérification d'écrit. 182-40.
- Nancy. Prescript. civ. 256.
- 28 Cass. Action possess. 358. — Disposit. entre vifs 3787, 3871-40 c.; Frais et dépens 51-30 c.; Success. 2089-10 c.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 306. — Jugem. par déf. 59-30.
- Bruxelles. Instr. crim. 2365, 2370; Minist. publ. 312. — Té-moin 663-30.
- Nîmes. Except. 289-30.
- Délib. Certif. de vie 69 c.

Mars.

- 1 Cass. Brevet d'invent. 78. — Com-m. 170; Contrat de mariage 1034 c.; Mandat 176-40 c. — Domicile 115-30; Except. 135 c.; Réglem. de juges 31 c., 33 c.
- Aix. Péremption 217.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 631 c.; Demande nouv. 261 c.; Except. 539-10 c.; Mariage 955-20; Obligat. 1518-10 c.
- Paris. Disp. entre vifs 1648-20; Obligat. 2563 c. — Jugement p. déf. 426-30.

Mars.

- 1 Riom. Appel civ. 284 c.; Obligat. 4832, 5371 c.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 427; Mariage 859-10; Volie p. terre 405-10-30, 406-10, 417, 431, 1128, 1138-30, 1168-30. — Cons. d'Etat 71-20. — Eau 232, 337-30 c., 349-20, 415-30 c., 462-60 c. — Emigré 404-30. — Manufact. 67-20. — Org. marit. 947-10. — Trav. publ. 389-30, 801-10-30. — Trés. publ. 963-10.
- Délib. Enreg. 602.
- 2 Cass. Compét. administr. 184-10. — Toulouse. Privil. et hypoth. 673-30, 1410 c., 1442.
- 3 Cass. Expropriat. publ. 40-10 c.; Propriété littér. 201. — Faux 68. — Instr. crim. 3039, 3177-30, 3178-50, 3500-20. — Peine 103-30.
- Bordeaux. Obligat. 4056-10.
- Bourges. Avocat 367.
- Metz. Enquête 171.
- Paris. Emigré 65, 67 c., 89 c., 247-20 c.
- Poitiers. Jugem. d'av. dire droit 28-20.
- Instr. Enreg. 918.
- 4 Cass. Commune 990-20, 1335; Condamnation 7; Exploit 677-30; Jugem. p. déf. 431-30-10; Procès-verbal 10-50 c., 189-10. — Org. judic. 682-10. — Prêt à intérêts 270 c., 205 c., 306 c., 307 c.
- Bordeaux. Success. 777.
- Grenoble. Contrat de mar. 3382.
- Société 281-20.
- Cons. d'Etat. Volie par terre 2092-10.
- 6 Bourges. Commune 1604.
- Caen. Vente publ. d'imm. 809-30, 831-20 c.
- Montpellier. Avoué 213; Enquête 72 c.
- 7 Cass. Action possess. 483 c.; De-mande nouv. 110 c.; Droit rur. 57-10; Usage 137 c. — Chose jugée 312 c.; Jugem. 1014-30 c.; Success. 69-10, 683. — Usage 69.
- Bordeaux. Compte cour. 52.
- Bruxelles. Prescript. civ. 856-10.
- Nîmes. Privil. et hypoth. 1647.
- Rennes. Deg. de jurid. 151-10.
- Circ. Douanes 228, 333.
- 8 Cass. Cassation 1991 c., 2067, 2173 c. — Enreg. 5512, 5514 c.
- Bordeaux. Avoué 120 c., 122.
- Metz. Obligat. 1905-30.
- Circ. Instr. crim. 1295.
- 9 Ord. Org. instr. publ. p. 1352; Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Arbitr. 1178; Faux incid. 82-100, 146 c.
- Caen. Contr. p. corps 350, 472.
- Liège. Prêt à intér. 225.
- Nîmes. Fonctionn. publiques 123; Presse-outr. 882-10.
- 10 Cass. Chose jugée 460 c.; Méde-cine 193-10. — Crimes c. les personnes 153-10 c., 185-10. — Impôts indir. 124 c. — Instr. crim. 1464, 3413-20; Vol 506-50. — Org. marit. 976. — Peine 470-10.
- Liège. Mines 431.
- Paris. Postes 63.
- Rouen. Droit marit. 2203, 2260 c.
- 11 Cass. Faux 400-10. — Org. milit. 854-20. — Procès-verbal 214. — Volture 304-30.
- Amiens. Exploit 613 c.; Frais et dépens 940; Obligat. 2589; Prescript. civ. 72.
- Lyon. Arbitr. 729.
- Metz. Appel civ. 735 c.; Domicile élu 31; Saisie-exéc. 53 c., 61 c.
- Paris. Louage 224, 276 c. — Pa-ternité 14 c., 652-40.
- 12 Ord. Org. marit., p. 1682.
- Besançon. Mat. somm. 52.
- 13 Cass. Cassat. 81-40; Imp. indir. 407, 476; Jugem. 187 c.; Jug. p. déf. 49-30.
- Paris. Adultère 18 c., 21 c., 108, 113 c., 114 c.

Mars.

- 13 Rouen. Compulsoire 23, 53 c.; Notaire 337 c.; Obligat. 4313 c. — Droit marit. 1761, 1931 c.
- 14 Arrêt. Mines 159.
- Cass. Compétence comm. 499; Compte 50 c.; Réglem. de ju-ges 56-30 c. — Enreg. 5541-40. — Vente 363 c.
- Bruxelles. Demande nouv. 95-90; Jugem. 285-30.
- Nancy. Minorité 292.
- Rouen. Obligat. 4118-20.
- Rouen. Privil. et hypoth. 2350.
- 15 Cass. Action possess. 158. — Compét. civ. trib. d'arr. 297 c.; Contrat de mar. 3881 c., 3885; Except. 113 c., 162-20; Org. judic. 427 c.; Vente 8021, 2023 c. — Effets de comm. 334 c., 459-30, 463 c. — Faillite 971-10. — Impôts indir. 117.
- Bourges. Exploit 545-10. — Minori-té 598-10.
- Colmar. Disposit. entre vifs 3206.
- Liège. Médecine 78.
- Lyon. Effets de comm. 544, 710 c., 863 c.
- Paris. Effets de comm. 102. — Obligat. 1693-30 c., 2103. — Transaction 160.
- Pau. Substitut. 113-20.
- Rouen. Paternité 584-30.
- Cons. d'Etat. Commune 2558, 2574 c. — Compét. administr. 368 c.; Impôts directs 625-10, 653-10. — Cons. d'Etat 181. — Dom. de l'Etat 211; Frais et dép. 1201, 1317; Trésor public 584-10. — Dom. nation. 28-40, 37-30; Vente administr. 13. — Eau 342, 472. — Guerre 3-30. — Manufact. 65 c., 68, 69 c., 104 c. — Patente 108-30. — Tré-sor public 434-10, 1053-50, 1065-20. — Volie p. terre 157 c., 179-60, 206-10, 2195-10.
- 16 Cass. Complice 113; Instr. crim. 2907 c., 3355 c.; Témoign. faux 60 c. — Jugem. 1036-20-30.
- Amiens. Chose jugée 387-30. — Jugem. 572-30.
- Colmar. Biens 110. — Commune 1422-40.
- Grenoble. Vente 1477-20, 1498.
- Pau. Commune 1777 c.
- Poitiers. Contrat de mar. 154, 4327 c.
- 17 Amiens. Contrat de mar. 1823; Obligat. 996 c. — Expert. 127.
- Bordeaux. Dom. de l'Etat 352. — Vice rédhib. 164, 166-40 c.
- Bourges. Jugem. par déf. 374-20; Obligat. 2275. — Prescript. civ. 1081. — Saisie-arrêt 7 c., 58 c., 72-30.
- Paris. Contr. par corps 942. — Séparat. de corps 30-10.
- Riom. Disposit. entre vifs 2616.
- 18 Cass. Cassation 1749-80 c., 1920-10 c.; Complice 83 c.; Faillite 68 c., 1458-30 c., 60 c., 1482-60 c.; Instr. crim. 1713-10, 2414-30, 2552, 2693, 2786-30, 3478, 3497; Témoign. 247-30. — Instr. crim. 2706-10, 3104-30, 3396 c. — Témoign. 138-30, 262.
- Amiens. Deg. de jurid. 126-60.
- Bruxelles. Enreg. 3044.
- Paris. Deg. de jurid. 444-10. — Louage 481.
- Rennes. Acquisc. 506, 744 c. — Délai 68 c.; Jour férié 53; Jugem. 462-30.
- 19 Ord. Org. colon., p. 1031.
- 20 Cass. Enreg. 4585, 5713 c. — Obligat. 4350, 4419 c., 4939-20 c.
- Bordeaux. Except. 370.
- Dijon. Contrat de mar. 1144.
- Nancy. Eau 358-20.
- Paris. Nom 91 c.; Propri. litt. 418.
- Rennes. Disp. entre vifs 4474-20.
- Délib. Procès-verb. 630.
- 21 Cass. Compét. comm. 473. — Disposit. entre vifs 1422; Man-dat 150-20 c.; Obligat. 4585 c., 4588 c.; Privil. et hypoth. 940 c., 1230-10 c. — Privil. et hypoth. 258. — Substitut. 276.

Mars.

- 21 Bordeaux. Compét. comm. 507.
- Nancy. Deg. de jurid. 314.
- Trib. de Caen. Louage 693.
- 22 Cass. Appel incid. 35, 113 c., 160.
- Success. 1696-10.
- Bordeaux. Séparat. de corps 61-20.
- Bruxelles. Appel civ. 265.
- Rennes. Servitude 819-60.
- Avis. Culte 691.
- Délib. Frais 1014, 1113.
- 23 Cass. Appel civ. 347 c.; Discipl. 168, 183 c. — Instr. crim. 1916, 2576.
- Amiens. Vente publ. d'immeub. 1326.
- Bruxelles. Contr. par corps 565 c.; 566 c.; Droit civil 275, 276.
- 26 Ord. Org. milit., p. 1887.
- Cass. Poids et mesures 128-10, 154-10; V. 25 mars 1825.
- 28 Circ. Mines 365.
- 29 Douai. Disposit. entre vifs 326.
- 30 Instr. Enreg. 412, 439, 918, 2239, 4375; Hospices 381.

Avril.

- 1 Cass. Boulanger 34; Peine 356-20 c. — Commune 676-20, 1212 c., 1213-20. — Culte 98; Dom. destr. 458. — Faux 185 c., 397; Instr. crim. 2473-20. — Jugem. 768-10; Peine 509-30. — Procès-verb. 158-10, 899.
- Douai. Accessoire 86 c.; Deg. de jurid. 346-30; Ordre 847 c., 848-20 c.; Privil. et by-oth. 891.
- Solut. Enreg. 3545.
- 3 Cass. Commune 1532. — Minist. publ. 91-20 c.; Nom 28.
- Paris. Success. 774-30.
- 4 Cass. Acquisc. 944; Emigré 181-10 c. — Chose jugée 333-40. — Commune 2118. — Except. 384. — Loi 339-70 c.; Notaire 531-20, 534-10 c. — Surenchère 154-30.
- Amiens. Acte de comm. 113 c., 372; Charron 1 c.; Commerçant 34 c.; Effets de comm. 933 c.
- Bordeaux. Jugement 438-60 c.; Vente publ. d'imm. 1031 c., 1032.
- Limoges. Vente 381-10.
- Circ. Frais et dép. 1174, 1176.
- Délib. Impôts dir. 233.
- 5 Ord. Org. milit., p. 1887.
- Cass. Effets de comm. 407 c., 568; Obligat. 1644-10 c. — Oc-tobre 241-90, 252 c. — Propriété 333 c.
- Bordeaux. Vente 933-40, 934 c.
- Caen. Impôts indir. 173.
- Liège. Chasse 397.
- Metz. Dispos. entre vifs 3710-30.
- Cons. d'Etat. Conflit 175-110. — Mines 509 c., 528 c., 581.
- Délib. Enreg. 1026.
- 6 Cass. Compét. admin. 40 c.; Degré de jurid. 554-70 c., 588-20 c.; Droit civ. 450 c.; Loi 82-10 c., 109-20 c.; Obligat. 821 c.; Prescript. civ. 564 c.; Souve-raineté 52. — Org. colon. 38 c.
- Bruxelles. Success. 163-10.
- Paris. Commissionn. 415.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 925.
- 7 Cass. Vol 253.
- Délib. Enreg. 1885.
- 8 Cass. Affiche 57 c.; Contumace 15 c., 16-20. — Contrav. 307 c. — Faillite 1444 c.; Peine 541-10. — Fonctionn. publ. 146-10 c.; Forêts 395 c., 1683 c.; Garde champét. 42-10, 43 c., 54-20 c. — Instr. crim. 2725 c., 671 c.; Serment 143; Témoign. 82, 214-10 c., 224. — Jugem. 1035 c., 1081. — Peine 479.
- Amiens. Degré de jurid. 126-60.
- Bordeaux. Jug. d'av. dire droit 34-90; Servitude 201-10 c., 317-10. — Société 1727.
- Paris. Effets de comm. 438. — Volie par terre 2166 c., 2184.
- 10 Besançon. Usage 214 c.

Avril.

- 10 Bordeaux. Séparation de corps 36-10.
— Bourges. Enquête 67 c., 171 c., 173, 194 c.
— Lyon. Effets de comm. 733 c.; Contrainte p. corps 758.
— Metz. Compét. crim. 579.
11 Cass. Obligat. 4748 c.; Paternité 975-10.—V. 11 avril 1887.
— Bordeaux. Contrat de mar. 1828.
— Colmar. Vente 1279-20 c.-80, 1873 c., 1390 c.
— Nancy. Mariage 763-20.—Péremption 342-20, 344 c.
— Paris. Jug. p. déf. 79-40.—Référé 137 c.
— Poitiers. Degré de jurid. 212.
— Rennes. Obligat. 2869-20.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 1151.
12 Bourges. Obligat. 2584-30.
— Caen. Surenchère 83.
— Grenoble. Appel civ. 180; Degré de jurid. 263-20 c.
— Metz. Péremption 35 c., 168-10 c., 173, 217 c.; Vente publique d'immeub. 1000 c.
— Nancy. Exploit 490-30 c.
— Pau. Servitude 780-20.
— Rouen. Abence 615.—Commissionn. 41.
13 Cass. Cassation 1592 c.; Jugem. 1006-10.—Propriété féod. 352.
— C. d'ass. de la Seine. Liberté indiv. 22.
14 Cass. Complice 40-10.—Instr. crim. 1709-60, 3285-40.—Jugem. 1081-40.—Peine 297 c., 399-30, 514.
— Besançon. Tierce-opposit. 256.
— Bordeaux. Obligat. 4387.
— Paris. Mandat 477; Obligat. 2961 c.—Obligat. 2283 c.; Privil. et hypoth. 1429 c., 1696.
— Delib. Enreg. 3956.
15 Cass. Commune 1218 c.; Impôts indir. 281-20; Poids et mes. 31 c.; Réglem. administr. 67 c.—Crimes c. les personnes 20, 25-10; Instr. crim. 3499-40.—Discipl. 108.—Faux 59; Instr. crim. 3279-10.—Instr. crim. 381 c.; Mat. d'or et d'arg. 153-30, 160 c., 164-10 c.; Procès-verbal 26 c.—Prescript. crim. 165.—Prêt à inter. 271-90.
— Aix. Compét. civ. trib. de paix 114.
— Riom. Privil. et hypoth. 1292-10, 2200, 2203.
— Rouen. Degré de jurid. 390.
17 Cass. Enreg. 884 c., 3777, 3797 c., 5359.
— Caen. Contr. par corps 44 c., 54.
— Metz. Vente 782.
— Riom. Intervent. 116 c.—Péremption 226.
— Rennes. Appel civ. 468.
18 Cass. Action posses. 610.—Jugem. 113-100 c.; Preuve 13 c.; Obligat. 657.—Jugem. p. défaut 374-20.—Org. judic. 150.
— Amiens. Jugem. par déf. 71-20.
— Bordeaux. Contr. par corps 71.
— Bruxelles. Péremption 322.
— Nancy. Forêts 1803.
— Toulouse. Presse-out. 826, 890 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 42.
— Decis. Timbre 139-30.
19 Ord. Voirie par chem. de fer, p. 874-430; Voirie par eau, p. 39-780.
— Cass. Action 204 c.; Appel civil 504 c., 603 c., 856 c.; Desistement 34 c.; Faillite 207, 238-30 c.; Jugem. 414-10; Jugem. d'av. dire droit 46-40 c.—Enquête 247.—Notaire 494-10 c., 527-40.—Enreg. 2420.
— Bordeaux. Propriété 312-30.
— Lyon. Servitude 480.
— Paris. Arbitr. 170, 1274.
— Trib. de la Seine. Instr. crim. 104-10.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 167-10.—Emigré 291-10.—Mandat 125-30 c., 189.—Marché de fourn. 49-39, 119-10.—Trés. publ. 1074-30.
— Doubs. Enregist. 1259; Timbre 139-20.

Avril.

- 20 Cass. Hospices 133, 134 c.—Privil. et hypoth. 2625.—Propriété féodale 410-20.
— Bruxelles. Obligat. 5198-10.
— Nancy. Cassation 3115 c.; Exploit 490-30 c.—Mariage 699-40.
21 Cass. Complice 17-10 c.; Contrat. 51 c., 413 c.; Jugem. 785-20 c.; Vol 444-70.—Peine 509-30.—Règlem. de juges 175.—Voiture 310.
— Bordeaux. Conciliat. 112-10.—Tierce-opposit. 184.
— Bourges. Acte de comm. 347.
22 Agen. Jugem. 27-100 c.
— Amiens. Obligat. 3053.
— Paris. Commissionn. 189; Effets de comm. 49-20 c.—Louage 76-10.
— Rennes. Jugem. 588 c., 593 c.
23 Caen. Ordre 525-10; Privil. et hypoth. 1895, 2181-10 c.
24 Cass. Acquiescem. 159 c., 290; Emigré 181-10 c.; Dom. de l'Etat 312 c.; Tierce-opposit. 99 c.
— Aix. Enquête 495, 500 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1816.
— Delib. Enreg. 1251.
25 Cass. Obligat. 2663.—Prescript. civ. 142, 650 c., 652; Privil. et hypoth. 2546 c.—Vente 150-50-60.
— Amiens. Obligat. 1152-10.
— Bourges. Prêt à inter. 29-10.—Success. 2313, 2322.
— Caen. Enregist. 4960; Exploit 165-30.
— Paris. Obligat. 512.
— Rouen. Référé 95 c., 236.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 155.
26 Cass. Effets de comm. 468-20.—Privil. et hypoth. 1998, 2020; Vente 1533.
— Colmar. Associat. illie. 32.
— Dijon. Disposit. entre vifs 1330.
— Lyon. Arbitr. 233 c., 689 c., 717; Obligat. 91-10 c.; Ordre 61 c., 286 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1004.
— Decis. Peine 759 c.
27 Cass. Except. 333-40 c.; Ordre 90 c.; Vente publ. d'immeub. 1739.—Obligat. 1929 c.; Privil. et hypoth. 488 c., 669-10; Transcrit. hypoth. 560.—Obligat. 4748 c.
— Bordeaux. Contrat de mar. 4279-20 c.; Success. 1058.
— Bruxelles. Minorité 102.
— Poitiers. Jugem. 27-30 c.; Vente publ. d'immeub. 2080.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 150 c., 424-30 c.; Dom. publ. 73-80 c.; Eau 162, 168 c., 503-10 c., 550-30 c.; Voirie p. eau 163 c.—Expropri. publ. 12-90.—Impôts dir. 686-20.—Taxe 17-30.
— Circ. Notaire 644.
28 Cass. Instr. crim. 3499-30.—Nullité 56 c.; Presse-outage 693-20 c., 898, 899 c., 1401-20 c.—Poids et mes. 128-70, 154-10.
— Dijon. Deg. de jurid. 121-30; Obligat. 5202.
— Nancy. Privil. et hypoth. 1619-10.
— Toulouse. Vente publ. d'immeub. 370-10.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 866.
— La Haye. Jugem. 404-30.
— Trib. de la Seine. Propriété lit. 234.
— Delib. Enreg. 2583, 3957.
29 Cass. Cassation 2248 c.; Faux 110.—Chose jugée 18; V. 26 avril.
— Faux 174-30-50 c., 285 c., 399-20 c.—Instr. crim. 320, 426 c.; Substitut. 62.—Jugem. 816 c., 818-10, 761-60 c., 1059 c., 1095-30 c., 1101-20-40-50 c.—Presse-outage 1289 c., 1273 c.
— Grenoble. Contrat de mariage 249-20.

Avril.

- 29 Toulouse. Disposit. entre vifs 2815-20, 3104-30; Responsab. 427-30, 438-10 c.
30 Loi. Org. colon. 914 a.; Trésor publ., p. 1141.
Mai.
1 Amiens. Exploit 376-30.
— Caen. Disposit. entre vifs 566.—Interdict. 44 c., 369.
— Nîmes. Mariage 813-30.
— Paris. Arbitr. 46 c., 51.
— Pau. Adopt. 117 c.
2 Cass. Enreg. 898, 899 c., 901 c.—Expert. 278-40 c.; Propriété 471 c., 484.—Jugem. 1003-140; Saisie-arrest 126.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 2246, 2273 c.; Obligat. 2911-30; Privil. et hypoth. 462-10 c., 469.—Prêt à inter. 29-20.
— Nancy. Compte 151, 159 c., 167 c.; Demande nouv. 47 c.
— Toulouse. Compét. comm. 178; Effets de comm. 81-10 c.
3 Bordeaux. Deg. de jurid. 248-40.
— Caen. Frais et dépens 45-30 c.; Obligat. 5017, 5037-30 c.
— Metz. Acquiescem. 677 c.
— Arrêt. Culte 784.
— Delib. Enreg. 3267.
4 Cass. Trav. publ. 805.—Vente publ. d'immeub. 1254-30 c.—Cons. d'Etat. Servitude 407; Voirie p. eau 332; Voirie p. terre 362-20 c., 2058-30, 2338.
5 Cass. Cassation 2078; Témoign. faux 79 c.; Témoign. 689 c.—Défense 143, 145 c.—Instr. crim. 1720-10.—Peine 311-10, 342.—Responsab. 505-60.
— Aix. Appel civ. 1266; Obligat. 108.
— Bordeaux. Responsab. 213-10.
— Paris. Assurances terrest. 78 c.; Louage 204.—Avené 243 c.
— Rennes. Mariage 636.
— Circ. Impôts indir. 120-30, 224.
6 Cass. Acquiescem. 916 c.; Peine 260-10.—Cassation 194; Commune 1418-60 c.; Contravent. 359 c.; Degré de jurid. 661; Dom. destr. 247, 213 c.; Mise en jugem. 61-30, 69 c., 132-50 c.; Quest. préjudic. 97-50.—Commune 1218; Poids et mesures 22 c.—Instr. crim. 219-20 c., 1090.
— Montpellier. Enquête 459.
— Pau. Acte de l'état civil 126 c., 129, 130 c.
— Toulouse. Paternité 689-10-20 c., 701 c.; Success. 380 c.
— Decis. Voirie p. terre 1622.
— Delib. Agrée 21.
— Lettre. Obligat. 3480.
7 Ord. Disposit. entre vifs, p. 47.
8 Cass. Enreg. 949, 1017 c., 2098, 5123 c.—Pêche fluviale 83-60, 84 c., 86 c.
9 Ord. Org. colon. 915.
— Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 118.—Emigré 209-170.—Enreg. 4686, 4767 c.—Responsab. 647.
— Aix. Propriété féod. 409.
— Amiens. Société 785.
— Paris. Chasse 476.—Except. 278.—Séparat. de corps 378.
10 Cass. Chose jugée 46-10.—Contrat de mar. 2212.—Except. 338-30; Instr. p. écrit 28 c.—Success. 1874 c., 1733-10, 1797 c., 1836-10 c.
— Besançon. Douanes 923.
— Bordeaux. Acquiescem. 66 c., 545 c., 654.
— Bourges. Dispos. entre vifs 1679 c.; Vente 385-30.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2454-30.
— Nîmes. Vente 1231-30.
— Paris. Louage 70 c.; Vente 290-30, 305 c.—Success. 483.
— Pau. Obligat. 2752.
— Rouen. Effets de comm. 550.
— Toulouse. Appel civ. 762 c.; Dom. 62 c., 109-20; Exploit 86-30 c.
— C. d'ass. de la Seine. Evénement 69.

Mai.

- 11 Cass. Jugem. 1004.—Vente publ. d'immeub. 1478.
— Liège. Péremption 284.
— Paris. Arbitr. 845.
— Poitiers. Distr. p. contr. 142 c.; Frais et dép. 710-60 c.; Ordre 863-10, 876-20, 937-30.
12 Cass. Appel civ. 1170 c.; Jugem. 755; Quest. préjud. 87-70.
— Bordeaux. Prêt à inter. 73.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 587, 811.
— Dépêche. Org. marit. 692.
13 Cass. Compét. crim. 76; Forêts 484 c.—Faillite 1459-10-20; Instr. crim. 3209-30 c., 3461 c.—Faux 175-10; Instr. crim. 2471-10.—Vol 550-10.
— Lyon. Enquête 67.
— Paris. Faillite 68-30; Lettr. miss. 7-10.
— Riom. Contrat de mar. 1574.
— Toulouse. Avené 171 c.; Récusat. 10-70, 71 c.
— Decis. Frais et dép. 1012.
14 Ord. Etablissement. d'épargne 15.
— Delib. Enreg. 2198.
15 Liège. Exploit 231; Huissier 105 c.—Jugem. 193-50.
16 Cass. Prescript. civ. 169.
17 Loi. Douanes. p. 596; Lois codificées 5; Organ. colon. 115; Sore 44; Trés. publ. 522.
— Ord. Success. 124.
— Grenoble. Contrat de mar. 3619, 3621 c.—Instr. crim. 946, 947 c.
— Rennes. Jugem. 223-30.
— Rouen. Faillite 234-10.
— Toulouse. Contrat de mar. 3581.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 682.
— Cons. d'Etat. Conflit 71-10-30.—Success. 428.—Traitement 213, 216.
— Delib. Enreg. 1291.
18 Cass. Commune 2127.
19 Ord. de pol. Halles 94.
Cass. Cassation 444; Faux 175-20.—Contumace 15; Frais et dépens 1138 c.—Instr. crim. 1643 c., 1647-40.
— Bourges. Obligat. 4875-10.
— Colmar. Appel incid. 132, 143 c., 158 c.
— Lyon. Mat. somm. 45-10; Ordre 1008 c.
20 Cass. Cassation 1796 c.; Vol 780 c., 925.—Impôts indir. 366.—Mise en jugem. 253 c., 267.—Vol 688.
— Bruxelles. Appel civ. 1135 c.—Contrainte par corps 262.—Contrat de mar. 2106.
— Metz. Notaire 751 c., 762-20 c., 788.
— Rouen. Pérempt. 191, 201, 284 c.
21 Cass. Compét. administr. 143-10.
— Bourges. Voirie par terre 1336-30.
— Nancy. Privil. et hypoth. 967, 989.
— Nîmes. Péremption 127-60, 129 c.
— Paris. Arbitr. 752, 795 c.
— Rennes. Droit marit. 1083, 1122 c., 1212 c.
— Toulouse. Chose jugée 523 c.
22 Cass. Cassation 2247 c.; Contr. par corps 417 c.; Droit marit. 74, 286 c.
— Amiens. Desistement 53.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3314-20.
— Caen. Vente 249.
— Circ. Douanes 459, 461, 466, 475, 509.
24 Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 293; Mat. somm. 17 c.—Jugem. 991-30.
— Bourges. Contrat de mar. 1725 c., 1835 c., 1901.
— Caen. Acte de comm. 310.
— Rennes. Chose jugée 528.—Obligat. 2583.
— Delib. Enreg. 2252, 2964.
25 Paris. Obligat. 3539-10 c., 3578-10 c.; Responsab. 420-30.
26 Cass. Contrav. 471, 479 c.—Crimes contre les personnes 294-30; Instr. crim. 3742 c.—Instr. crim. 1423 c., 1482, 2086-30, 2259, 2037-20.—Témoign. 180-30.

Mai.

- 26 Bruxelles. Appel civ. 1135 a.—Cassation 904, 1609-30 c.; Vente 576-20.
— Paris. Privil. et hypoth. 322.
— Riom. Rente viagère 73.
— Rouen. Vente publ. d'immeub. 2210.
27 Amiens. Surenchère 173-20-30.
— Rouen. Compét. comm. 32.
29 Cass. Commissionn. 499.
— Metz. Presse-out. 703-30.
— Rouen. Péremption 227 c.
— Decis. Enreg. 5003.
30 Cass. Biens 86; Enreg. 2905-10, 2971-10 c.—Cassation 368-70; Chose jugée 22; Disposit. entre vifs 172-30 c., 2330 c.—Enreg. 5695, 5706 c., 6197 c.—Surenchère 116.—Vente 1899-30.
— Bruxelles. Enreg. 5978.
— Lyon. Jugement d'av. dire droit 47-50.
— Nancy. Loi 225 c.; Séparat. de corps 503 c., 506.
— Paris. Chose jugée 137; Contrat de mar. 1717 c.
— Decis. Enreg. 2588; Frais 1099, 1100.
31 Cass. Commune 2062 c.; 2116.—Contrat de mar. 813 c., 422; Loi 505-30 c.; Mariage 712-10 c.; Privil. et hypoth. 967 c., 1001 c.; Vente 1691 c.—Enregist. 2185.
— Bordeaux. Acte de l'état civil 374.—Saisie-arrest 163.
— Bourges. Office 392.
— Paris. Action 120 c.; Réglem. de juges 103, 138 c.; Ordre 294-40 c., 805 c.—Vente 2043 c., 2057-70 c., 2062-30.
— Rouen. Droit marit. 254-10; Louage d'ouv. 117-30 c.
— Decis. Frais et dépens 1099, 1100.
Juin.
1 Cass. Cassation 1716-90 c.; Obligat. 1043-40 c.; Propriété 339-20 c., 368 c.; Vente 51-20 c., 52-30.—Privil. et hypoth. 1751.
2 Bruxelles. Cassation 907; Obligat. 231.—Loterie 15 c.
— Riom. Vente publ. d'immeub. 1536-10.
— Toulouse. Loi 135.
3 Cass. Cassation 161; Instr. crim. 1103-20; Prêt à inter. 271-30 c., 272.—Contrav. 241; Réglem. de juges 204 c.—Instr. crim. 1495, 1498-70, 1636-40.—Presse-out. 129, 465-40 c.—Montpellier. Enquête 290 c., 426-10.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 2033, 2034 c.
4 Bruxelles. Enreg. 2634.
— Caen. V. 4 juin 1925.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 148.
5 Bordeaux. Hospices 421.
— Metz. Jugem. 858-20.
— Paris. Success. 296, 1260 c.—Vente 1215.
6 Cass. Chose jugée 204-30 c.; Disposit. entre vifs 2812-20.—Jugem. 41-10, 58-80 c.—Privil. et hypoth. 881-20.
— Amiens. Effets de comm. 482.
— Grenoble. Success. 1961.
— Paris. Obligat. 931-10 c.; Privil. et hypoth. 1744.
— Toulouse. Compét. comm. 508; Except. 151 c.
7 Loi. Eau 201; Enreg. 2220-20.—Ord. Poids et mes., p. 938.
— Cass. Adopt. 113.—Appel civil 516 c.; Cassation 1847 c.; Cote 618 c., 628.—Degré de jurid. 126-100.—Expert. 38.—Prescript. civ. 276-40.
— Bordeaux. Contrat de mar. 2106, 2114 c.
— Traité. V. 14 octobre 1896.
— Cons. d'Etat. Commune 1963.—Compét. administr. 145; Success. 430.—Conseil d'Etat 250.—Emigré 273-10.—Trav. publ. 1150-29, 1297-40.—Voirie p. terre 441.

Juin.

- 8 Cass. Compét. comm. 434 c.; Domestique élu 63 c.; Règlement de juges 65. — Expert. 39. — Success. 1819.
- Amiens. Degr. de jurid. 680.
- Décis. Douanes 860.
- 9 Cass. Cassation 2183 c.; Instr. crim. 130-30 c.; Minist. publ. 81-49 c.; Peine 276-10, 278 c. — Faux 400-20. — Impôts indir. 102-40. — Instr. crimin. 1120.
- Nancy. Compét. comm. 153.
- Paris. Prescript. civ. 537.
- Rouen. Nantissement. 112-10 c.; Ré-tention 18, 78 c.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 2230.
- 10 Cass. Cassation 428, 551, 561; Instr. crim. 141-19 c. — Compét. crim. 368-60. — Contrav. 61. — Impôts Indir. 111-39; Procès-verb. 436 c., 449 c. — Instr. crim. 3038; Jour férié 32-20. — Org. judic. 686.
- Besançon. Commune 1963.
- Paris. Vente publ. de rec. 8-10.
- 11 Bruxelles. Except. 96.
- 12 Paris. Prescript. civ. 326.
- Déris. Douanes 557.
- 13 Cass. Absence 53 c.; Droit civil 450 c.; Souveraineté 53. — Compte 91. — Disposit. entre vifs 246. — Org. colon. 34 c.
- Bourges. Commerce. 272, 276 c., 279 c.; Contrat de mar. 288 c., 296 c.; Peine 762 c.; Prescript. crim. 231 c.
- Nancy. Adopt. 157; Chose jugée 29 p.
- Trib. de la Seine. Contrainte par corps 800.
- 14 Ord. Prud'hommes, p. 538.
- Cass. Mise en jugement 108 c., 154 c.; Saisie-arrest 443-30. — Vente 355-40.
- Amiens. Acte de comm. 381. — Vente publ. d'imm. 52.
- Grenoble. Jugem. par déf. 470 c., 482.
- Lyon. Cautionnem. 206.
- Paris. Success. 1386.
- Avis com. fn. Enreg. 344 c.
- Déris. Douanes 604.
- 15 Cass. Impôts indir. 234. — Jugem. 671; Jugem. par défaut 800-10; Saisie-arrest 94 c. — Success. 496.
- Aix. Vente publ. d'immeub. 1502.
- Bruxelles. Droit marit. 1546.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 174.
- 16 Cass. Instr. crim. 1736, 1769-10, 3045-10. — Jugem. 793-10, 828-120 c.; Peine 358-30 c.; Presse-outr. 157 c., 159, 485-40-60.
- Liège. Mines 447.
- Nîmes. Responsab. 520.
- Dépêche. Org. milit. 707.
- Instr. Certif. de vie 62 c.; Enreg. 609.
- 17 Cass. Degré de jurid. 673-60. — Instr. crim. 3703.
- Aix. Arbitr. 919 c.; Commerce. 261; Jugem. d'ar. dire droit 42-49.
- Bordeaux. Obligat. 2248-30.
- Bruxelles. Instr. crim. 512.
- Grenoble. Obligat. 2133-30.
- Metz. Appel civ. 863; Vente publ. d'imm. 1526-30 c.
- Rouen. Degré de jurid. 346-40 c.; Ordre 327-30; Privil. et hypoth. 598-30.
- 18 Ord. Voirie p. eau 561.
- Cass. Impôts indir. 342.
- 19 Cass. Droit marit. 1396; Société 1677 c. — Enreg. 378, 3367 c.
- Amiens. Effets de comm. 99 c.
- Paris. Contrainte p. corps 811. — Paternité 34-30, 45-30 c.
- Rennes. Caution. 289 c.
- Rouen. Droit marit. 1190, 1193 c., 1113 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1781.
- 20 Cass. Commissionn. 456; Frais et dépens 374-30 c.; Obligat. 8107-20 c. — Enreg. 5288. — Expert. 268-10. — Org. milit. 283.
- Bordeaux. Action 259.

Juin.

- 20 Grenoble. Appel crim. 46.
- Orléans. Chose jugée 598.
- Rennes. Absence 661, 671 c., 134 c.
- Déris. Impôts dir. 233.
- 21 Loi. Dom. de la cour. 20-30; Trésor publ. p. 1141.
- Cass. Cassation 1640-39 c.; Société 1443 c., 1489-30.
- Bruxelles. Péremption 206-20.
- Caen. Postes 71.
- Lyon. Acte de comm. 271 c.; Appel civ. 597 c., 633 c.; Chose jugée 225-10 c.; Compét. comm. 335 c.; Effets de comm. 48 c., 174.
- Cons. d'Etat. Acquiesc. 935 c. — Cassation 1093 c.; Cons. d'Etat 374-10; Désaveu 51 c. — Commune 2154, 2454 c.; Vente administr. 373-10 c. — Commune 2468; Compét. administr. 80 c., 158-30, 371 c.; Impôts directs 680-30. — Compét. administr. 424-40 c.; Voirie p. terre 124-10, 305. — Compét. administr. 424-30 c.; Propriété 683. — Dom. engag. 96-10. — Dom. publ. 52-30 c.; Eau 58-10 c., 634-30; Voirie p. eau 253-10, 324 c. — Eau 350-10, 476-50-80, 530-20. — Frais et dép. 1211-10. — Pension 158. — Tierce-opposit. 289-30. — Voirie par terre 203-30.
- 22 Cass. Compét. crim. 130-30 c.; Instr. crimin. 147, 479 c.; Loi 451, 452 c.; Presse-outr. 1130 c., 1417 c. — Droit marit. 2016. — Forêts 931, 1252 c., 1467 c., 1539-49, 1993 c., 1998 c., 2082; Intervent. 167-10 c.; Loi 454 c.; Quest. préjud. 118-110; Servitude 396 c. — Organ. judiciaire 174-30. — Presse-outr. 236.
- Bordeaux. Contrat de mar. 283.
- Colmar. Contrat de mariage 831; Degré de jurid. 582.
- Grenoble. Jugement 512-10 c.; Vente publ. d'imm. 271.
- Montpellier. Droit civ. 94.
- 23 Ord. Org. colon. 479 c.
- Cass. Faux 53. — Instr. crimin. 1423 c., 1482. — Peine 331-30, 509-20; Vol 272, 394-30. — Responsab. 562.
- Agen. Disposit. entre vifs 148; Jugem. 123.
- Bourges. Ordre 40.
- Solut. Enreg. 1064.
- 24 Cass. Loi 41-30 c., 123 c., 561-30 c.; Presse-outr. 209.
- Besançon. Contr. p. corps 1024.
- Bordeaux. Privilèges et hypoth. 1442, 1656.
- Montpellier. Huisserie 81.
- 25 Ord. Douanes, p. 597.
- Cass. Appel civil 1140. — Commune 1877, 1880 c., 2015 c., 2056 c.; Degr. de jurid. 627 c.; Dom. de l'Etat 307 c.; Intervent. 147-50 c.; Jugem. 259-70; Trés. publ. 324. — Enreg. 3441.
- Aix. Droit marit. 1692.
- Amiens. Prescript. civ. 1068.
- Bordeaux. Success. 689-40.
- Colmar. Surenchère 406.
- Liège. Enquête 865.
- Nancy. Loi 530 c.; Notaire 780-40.
- Paris. Disposit. entre vifs 1779, 1780 c. — Vente 1334-10.
- 27 Cass. Appel civil 308 c.; Enreg. 1158, 4323 c., 5740 c.
- Bordeaux. Surenchère 148 c., 164.
- Metz. Appel civil 929.
- Paris. Jug. p. déf. 193.
- 28 Cass. Commissionn. 209. — Contr. de mar. 3539, 3547 c.; Obligat. 2935; Success. 855 c., 2335. — Org. colon. 182.
- Amiens. Péremption 95 c., 185, 224-80 c.
- Bourges. Usufruit 395 c., 420.
- Grenoble. Vente publ. d'imm. 835.
- 29 Cass. Contrav. 50. — Instr. crim. 2658, 2678 c. — Org. col. 1003.
- Amiens. Exploit. 613-30 c.; Frais et dép. 940. — Péremption 354-30 c., 361.
- Bruxelles. Responsab. 577-10.
- Paris. Intervent. 33-40.

Juin.

- 29 Riom. Ordre 259-20.
- Rouen. Contrat de mar. 3444.
- 30 Cass. Cassation 2255-30 c.; Instr. crim. 2506-20. — Presse-outr. 329.
- Bordeaux. Degré de jurid. 170.
- Grenoble. Success. 1034.
- Nancy. Jug. p. déf. 176-70.
- Paris. Saisie-arrest 446-10, 452-10 c.
- 1 Ord. Prud'hommes, p. 538.
- Arrêté. Mines 608, 619.
- Cass. Appel crim. 104; Commune 801 c., 1174; Contrav. 142. — Chasse 354.
- Bruxelles. Except. 107.
- Paris. Org. milit. 587.
- Rouen. Agrée 54 c.; Défense 277 c.; Jugem. p. déf. 406-10 c.
- 2 Aix. Droit marit. 1657; Obligat. 207 c.
- 3 Cass. Notaire 82, 86. — Vente publ. d'immeub. 112, 113-10 c.
- Caen. Degré de jurid. 232-30, 469-10.
- Riom. Faux incid. 129.
- 4 Cass. Cassation 518, 794, 795 c. — Commissionn. 140; Effets de comm. 343 c.; Faillite 1300 c., 1301 c., 1302 c. — Jugem. par déf. 79-10 c. — Louage d'ouvr. 42, 45 c. — Organ. colon. 163.
- Société 104-10.
- Bordeaux. Contrat de mar. 3285.
- Caen. Contrat de mar. 3625, 3781; Frais et dép. 375.
- 5 Cass. Action possess. 50 c., 824 c., 825 c., 838, 839; Cassation 1860; Chose jugée 228 c.; Propriété 308 c., 309. — Substit. 288.
- Angers. Compte 158.
- Bastia. Paternité 598, 597.
- Bordeaux. Degré de jurid. 221.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 2028-10, 2079-40 c.
- Paris. Success. 502.
- Poitiers. Absence 672 c., 787. — Exploit 558-20; Intervent. 96-80, 125-10 c.
- Cons. d'Et. Conseil d'Etat 84-20, 209, 245-20. — Emigré 255.
- Delib. Enreg. 2292, 4240.
- 6 Loi. Trés. publ. p. 1141.
- Cass. Cassation 1477 c.; Commune 712 c. — Cassation 1477 c.; Compét. administr. 77; Compét. crim. 59 c., 269 c. — Enreg. 5264; Faux 194. — Expert. 290-10. — Instr. crimin. 2545 c., 2678 c., 2679-10. — Jour férié 105-10; Procès-verbal 9-10 c. — Mise en jugem. 308.
- Amiens. Vente 1500-80-110 c.
- Angers. Privil. et hypoth. 320.
- Bordeaux. Degré de jurid. 249. — Jeu 48; Trés. publ. 1416 c. — Success. 2262, 2313.
- Grenoble. Acquiescem. 137, 805 c., 861 c.; Jugem. p. déf. 419-30 c.; Obligat. 8486-40 c.
- Paris. Contrainte par corps 1081; Effets de comm. 109-20. — Success. 1244. — V. 6 juillet 1827.
- Rouen. Expert. 242-20.
- 7 Bordeaux. Acquiescem. 565 c. — Vente publ. d'immeub. 1587.
- Orléans. Faillite 218-40, 395; Vente publ. d'immeub. 51 c., 137 c., 248, 489-10 c., 750-30 c., 760-10 c., 1062 c., 1291 c., 1294 c.
- Déris. Enreg. 4173.
- 8 Cass. Cassation 1891 c.; Disposit. entre vifs 1100-50, 1101 c. — Success. 1031 c.
- Caen. Servitude 808 c., 818.
- Dijon. Success. 1945.
- Metz. Appel civ. 1084.
- Paris. Faillite 57-80.
- Pau. Effets de comm. 249.
- 9 Ord. Cour des comptes, p. 511; Trés. publ. 929, p. 1141.
- 10 Rouen. Contrat de mar. 2109 c., 2243 c., 2250 c.

Juillet.

- 11 Cass. Adopt. 42; Paternité 487 c. — Cassation 1417 c.; Loi 343-10; Reprise d'inst. 71 c. — Commune 1438. — Compét. administr. 483 c.; Manufact. 170-10; Propriété 166-20 c.; Responsab. 162 c., 250-10. — Contrat de mar. 2054, 2294 c. — Emigré 198. — Faux incid. 19.
- Bordeaux. V. 11 février.
- Montpellier. Contrat de mariage 1774, 1777 c., 3530 c.
- Rouen. Contrat de mar. 185 a., 186.
- Toulouse. Faillite 198-30.
- 12 Aix. Privil. et hypoth. 449-10; Success. 124 c.
- Lyon. Privil. et hypoth. 2763-19.
- Montpellier. Droit civ. 264-90 c., 285-10 c., 425-30 c., 541 c.
- Nîmes. Contrainte p. corps 802 c., 997 c., 998; Gendarme 44 c.
- Paris. Compét. comm. 376; Contr. par corps 43-10 c.
- Cons. d'Etat. Instr. administr. 16-40.
- 13 Cass. Adopt. 59, 130 c. — Contr. de mar. 858, 4103 c., 4105 c. — V. 15 juillet.
- Aix. Cassation 2014.
- Angers. Retenue 16.
- Bordeaux. Arbitr. 48, 700 p. — Bourse de comm. 448; Intervent. 23-20 c.
- Bourges. Servitude 222-30.
- Paris. Jugem. par déf. 195.
- 14 Cass. Faillite 539-30, 1478 c., 1482-30 c.; Loi 367-60, 548-10 c.
- 15 Cass. Impôts indir. 352-10; Procès-verb. 399-80 c. — Instr. crim. 3113. — Jeu 70 c.; 71, 75 c. — Mariage 170-10 c. — Rébellion 37-40.
- Amiens. Except. 534. — Obligat. 4055-20.
- Bordeaux. Servitude 1050-20.
- Bourges. Surenchère 176.
- Circ. Hospices 304.
- 16 Ord. Impôts dir., p. 267.
- 17 Cass. Droit civil 498, 559 c.
- Amiens. Degré de jurid. 334.
- Bordeaux. Vente publ. d'imm. 263.
- Lyon. Exploit 613-30 c.; Frais et dép. 940.
- Paris. Disposit. entre vifs 259, 370-10 c., 2414-10 c.
- Rouen. Office 88.
- Toulouse. Arbitr. 401.
- Déris. Enreg. 4044.
- 18 Cass. Minorité 219 c., 266, 782 c.; Règlement de juges 45 c. — Vente publ. de récoltes 9-30.
- Caen. Obligat. 526 c., 527 c., 5048.
- Colmar. Faillite 728-20 c., 757; Jug. p. défaut 110-30; Obligat. 3911-40 c.
- Rennes. Voiture 174.
- Cons. d'Etat. V. 8 juillet 1822.
- 19 Ord. Commune 1363 c., 1474.
- Cass. Chose jugée 190-30, 206-50 c. — Compét. administr. 165-50, 483 c.; Manufact. 170-10-30, 173-10 p.; Responsab. 228 c., 239-30 c. — Compétence civ. trib. de paix 109 c., 114 c.; Manufact. 170-10, 173-10 c. — Délai 101 c.; Effets de comm. 681; Loi 491-80 c. — Forêts 207 c.; Responsab. 637, 841 c. — Propriété 166-20 c.
- Bordeaux. Success. 1870, 1875.
- Grenoble. Exploit 381-10.
- Nîmes. Contrat de mar. 3502-20.
- Rennes. Minorité 719-10 c.
- Rouen. Effets de comm. 276-19.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1927.
- Cons. d'Etat. Avocat 548. — Compét. administr. 161; Cons. d'Et. 800, 208 c. — Compét. admin. 331 c.; Manufact. 27-20, 28. — Cons. d'Et. 83-30, 314. — Culte 687-10-20. — Hospices 78; Trés. publ. 424-60. — Mines 555. — Pension 247. — Tierce-opposit. 270 c. — Trésor public 424-30, 447-10-30, 1052-10, 1086.
- 20 Arrêté avoc. de Paris. Avocat 111.

Juillet.

- 20 Cass. Défense 128. — Emigré 405-210. — Vol 113-10.
- Bruxelles. Minorité 468, 469 c. — Vente publ. d'imm. 181 c.
- Colmar. Priv. et hypoth. 2533-30.
- Metz. Enquête 119 c., 138, 232-10 c.
- Paris. Désistement. 96.
- 21 Arrêté. Trésor public 939.
- Cass. Instr. crim. 1498-78, 1544, 1717-49 c., 2196, 2327-28, 2266, 3002, 3005; Témoin 609-10. — Instr. crim. 1718-30. — Vol 928.
- Aix. Droit marit. 1200.
- Bordeaux. Except. 511.
- Grenoble. Success. 1239.
- Paris. Prêt à inter. 271-10.
- 22 Paris. Acte de commerce 267 c.; Compét. comm. 166. — Prescript. civ. 1057.
- Pau. Adopt. 28 c., 41, 52 c.
- Toulouse. Effets de comm. 71.
- Déris. Forêts 1141.
- 23 Ord. Octroi 374, p. 17; Org. milit., p. 1887; Trésor public, p. 1141.
- 24 Aix. Droit civil 269-10-20.
- Bordeaux. Accessoire 18 c.; Propriété 122-10 c., 679 c.; Servitude 1097. — Usage 325.
- Paris. Emigré 135, 334 c.
- Riom. Faux incid. 144.
- Rouen. Expert. 242-30.
- Toulouse. Mariage 422.
- Déris. Droit marit. 79.
- 25 Cass. Action possess. 568, 655 c.; Commune 1414 c. — Bourse de comm. 387. — Enquête 456 c., 480. — Obligat. 173-20.
- Bordeaux. Mandat 136-20 c., 402-40 c.; Obligat. 3200 c.
- Caen. Propriété 343 c., 348-30 c.
- Paris. Degré de jurid. 406-140. — Obligat. 2048, 2111 c.; Peine 757-30 c. — Rente viagère 72-10. — Success. 671, 817.
- 26 Ord. Douanes, p. 597; Organ. économ. 1290; Organ. milit., p. 1887; V. 12 août.
- Cass. Cassation 2012 c., 2037; Emigré 231 c. — Règlement de juges 12.
- Bordeaux. Appel incid. 58.
- Bourges. Exploit 87 c., 118-20.
- Poitiers. Privil. et hypoth. 1788.
- Rennes. Compte 127.
- Cons. d'Etat. Commune 2530, 2533-20; Compét. administr. 153; Louage admin. 16-80. — Compét. admin. 91; Eau 428-20. — Compét. civ. trib. de paix 261. — Cons. d'Etat 217. — Emigré 404-20. — Exprop. publ. 21-19, 24-50 c. — Impôts indir. 270-50. — Jeu 34-10. — Jugem. p. déf. 506-30. — Trésor public 449-10, 1001, 1063-30.
- Déris. Commune 3262.
- Solut. Enreg. 850.
- 27 Cass. Privil. et hypoth. 912. — Vente 2057-20.
- Lyon. Org. milit. 768.
- Paris. Contrainte p. corps 71. — Péremption 314.
- 28 Cass. Bigamie 19, 30 c.; Tentative 67 c. — Impôts indir. 83. — Instr. crimin. 1199-50 c.; Vol 506-70.
- Aix. Arbitr. 190 c., 199 c.; Compét. 39 c.; Compét. comm. 305, 412 c.; Loi 348-20 c.
- Bourges. Vente 1203.
- Paris. Requête civ. 114 c.
- 29 Cass. Cassation 851. — Fonctionn. publ. 152-10-20. — Peine 145-40.
- Amiens. Dispos. entre vifs 1763.
- Lyon. Effets de comm. 407.
- Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 130-10. — Droit civil 268-20. — Paternité 45, 85 c.
- 31 Cass. Arbitr. 1236. — Douanes 793 c., 850.
- Bordeaux. Disp. entre vifs 4192. — Louage 415-20. — Péremption 19, 327; Prescript. crim. 809-10 c. — Privil. et hypoth. 2201, 2203.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 1998-30.

Juillet.

- 31 Rennes. Avocat 137 c., 144 c., 399.
— Toulouse. Disp. entre vifs 4413-10.

Août.

- 1 Cass. Contrainte par corps 83 c., 1017; Mat. som. 37-140 c.
— Rennes. Arbitr. 138, 168 c.
— Circ. Impôts indir. 124.
— Instr. Certif. de vie 35 c., 36 c., 37 c., 38 c.; Notaire, p. 591.
2 Ord. Voirie p. eau, p. 738-670.
— Cass. Cassation 1909-40 c.; Jugem. 431 50 c.; Ordre 688.
— Enreg. 5360.
— Aix. Arbitr. 803; Deg. de jurid. 589 c.
— Caen. Appel civ. 1130. — Contrat de mar. 3879-10.
— Douai. Vente 1800.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 213; Huissier 26 c.; Voirie par terre 1124. — Dom. publ. 63 c.
— Eau 69, 406-30, 423-30, 527-10, 561-10. — Majorat 41. — Manufact. 67-40, 85, 193. — Pension 175. — Trav. publ. 417-10, 704. — Trés. publ. 434-120, 1035. — Voirie p. eau 611-30. — Voirie p. terre 1723, 1738-10, 1729-20, 1993, 2097-10, 2193-30, 2338.
3 Cass. Associat. illic. 32; Culte 91-10 c.
— Caen. Contrat de mar. 1974.
— Nancy. Enquête 407.
— Riom. Contrat de mar. 3768; Success. 1434; Tierce-opposit. 187-10 c., 193-30. — Ordre 959-40; Privil. et hypoth. 133; Vente publ. d'imm. 777.
— Ch. des pairs. Compét. crim. 720, 734.
4 Cass. Appel crim. 82, 151 c.; Presse-out. 857-70 c., 1394, 1557-30 c.; Cassation 1795 c.; Fonctonn. publ. 149-30 c., 153-10. — Faux 263; Tentative 57-30 c. — Instr. crim. 3500-30.
— Aix. Obligat. 5311.
— Lyon. Ordre 1114-20 c.; Vente publ. d'imm. 1768.
— Paris. Propriété littér. 279.
— Riom. Prescript. civ. 1056 c.; Rentes constituées 169-10 c., 173.
5 Cass. Chose jugée 465; Prescript. crim. 74 c.; Prêt à intér. 281 c.; 300-10 c. — Minist. publ. 55, 65, 270 c.
— Amiens. Saisie-arrest 43.
— Colmar. Appel civ. 1011; Compét. comm. 377 c.
6 Aix. Except. 180-30.
7 Cass. Chose jugée 387-30; Jugem. 461-30; Obligat. 2327 c. — Enreg. 490, 1169 c. — Interdict. 49-10 c., 50.
— Angers. Org. instr. publ. 302.
— Bourges. Usage 530.
— Colmar. Contrainte p. corps 775; Exploit 226-30 c.
8 Cass. Acquissem. 315 c.; Dispos. entre vifs 326, 331-30 c.; Interrog. sur faits et art. 43 c., 63 c.; Obligat. 5124-20 c. — Propriété féodale 460.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 1891.
— Caen. Ordre 683-20.
— Lyon. Deg. de jurid. 154-30.
— Rennes. Arbitr. 1177, 1190 c.
9 Cass. Acquissem. 67 c., 418; Mariage 763-30. — Cassation 1839-40. — Droit marit. 391 c., 1923. — Org. judic. 189 c. — Surenchère 131. — Trés. publ. 791 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 2870-80, 3167.
— Dijon. Contrat de mar. 2251.
— Grenoble. Obligat. 2441.
— Poitiers. Acquissem. 774.
10 Cass. Faux 28, 29; Instr. crim. 2474-10. — Monnaie 74 c. — Instr. crim. 1429, 1431, 3068-20, 3125. — Jugement 54-20, 797-10, 55-60. — Privil. et hypoth. 1089. — Vol 495.

Août.

- 10 Agen. Obligat. 4538-10.
— Aix. Droit marit. 591, 593 c.
— Paris. Acte de comm. 117.
— Décis. Enreg. 3274.
11 Cass. Appel crim. 133 c.; Jugem. d'av. dire droit 89-10. — Faux 21 c., 25. — Instr. crim. 884; Jugem. 839-10. — Instr. crim. 3385-70.
— Amiens. Désistement. 57.
— Bordeaux. Compét. comm. 185.
— Bourges. Deg. de jurid. 129-40. Obligat. 613-10.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2181, 2182.
12 Cass. Appel crim. 35 c.
— Amiens. Jugem. par def. 176-40; Obligat. 5368 c.
— Colmar. Rentes constituées 42; Rentes foncières 70-30 c.
— Grenoble. Arbitr. 703, 740 c., 848 c. — Success. 502.
— Rouen. Success. 819.
13 Décis. Commune 1825.
14 Cass. Contrat de mar. 1124-70. — Emigré 126-20 c., 127-20 c., 185-110 c., 189-20, 210-10 c. — Enreg. 5568.
— Angers. Chasse 50 c., 54.
— Besançon. Enquête 195.
— Bordeaux. Mandat 110-10.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1243-30.
15 Cass. Brevet d'invention 312 c.; Cassation 1736-50 c.; Louage d'ouv. 106-10. — Deg. de jurid. 349-10; Ordre 841 c. — Dispos. entre vifs 4491 c., 4492-10. — Faillite 1320. — Vente publique d'imm. 1268-20.
— Angers. Privil. et hypoth. 1292 c., 1622-20, 2968.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 466-20.
— Grenoble. Appel civil 880; Délai 54; Exploit 355 c., 359-10; Jour férié 16 c. — Exploit 160-10.
17 Bordeaux. Presse-out. 1040.
18 Cass. Chose jugée 543 c. — Instr. crim. 150-40, 152-30 c. — Org. marit. 1005-10.
— Amiens. Contrat de mar. 1677; Enquête 238-10 c.
— Angers. Vente 970-30.
— Bourges. Vente publique d'imm. 1075-10, 1076 c.
— Paris. Associat. illic. 65 c.; Culte 422; Instr. crim. 466 c.
— Poitiers. Acquissem. 597.
19 Cass. Forfait. 103-30 c., 118-30; Garde champét. 50 c. — Loi 47-40 c. — Procès-verbal 138-10-70. — Serment 204-50.
— Bordeaux. Loi 274 c.; Obligat. 1403 c.; Rente viagère 133; Vente 1233 c. — Propriété 455.
— Lyon. Société 1589.
— Paris. Obligat. 3355.
— Riom. Avoué 143 c., 170.
21 Cass. Tierce-opposition 190 c., 193-40.
— Agen. Success. 1028.
— Caen. Presse-out. 127, 138 c., 173 c.
— Metz. Dom. engag. 87 c., 87-30.
— Nancy. Impôts dir. 559, 660-50 c.; Prescript. civ. 1104 c.
22 Cass. Cassation 1606-50 c., 1617 c.; Disposit. entre vifs 1311 c.; Obligat. 505 c. — Organ. milit. 391-30.
— Bordeaux. Désistement. 48. — Mariage 818-90.
— Bourges. Conciliat. 191-10 c.; Vente publ. d'imm. 2084-10.
— Lyon. Compét. comm. 390 c.; Contrainte p. corps 759. — Effets de comm. 702-20.
— Paris. Privil. et hypoth. 2475-10.
— Toulouse. Jug. p. def. 418-10 c., 425-10.
23 Cass. Acquissem. 312; Jug. p. def. 120-10 c., 148 c. — Cassation 4390 c.; Loi 38-40 c.; Prescript. civ. 708. — Contrat de mariage 386; Mariage 393-20 c., 394-30 c., 405-10. — Jugem. 183 c., 197-10; Mariage 893-10, 900-10. — Marais 34. — Obligat. 4346 c., 4420.
— Aix. Contr. p. corps 758, 838 c., 923-30 c., 926 c.; Dem. nouv. 30 c., 166 c.

Août.

- 23 Bordeaux. Hospices 408 c., 432, 433 c. — V. 23 août 1823.
— Cons. d'Etat. Désistement. 211-20; Etablissement. publ. 14. — Marais 76-50. — Travaux publ. 493.
— Avis. Place de guerre 135.
— Délib. Enreg. 2380.
24 Cass. Action 140 c.; Compét. civ. trib. de paix 17. — Faillite 774-30, 1379-80. — Prescript. civ. 915.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 4255.
— Lyon. Arbitr. 46, 49 c., 1182; Vente 386 c. — Rébellion 39-30.
— Paris. Référé 103 c.
25 Cass. Cassation 233, 2255-10 c.; Instr. crim. 3357-10, 3378. — Instr. crim. 1650-30, 3177-30; Témoin 632-30 c.; Tentative 93-30. — Instr. crim. 3177-20; Témoin 455-10, 652-30. — Poids et mesures 144-10 c.
— Agen. Org. milit. 313.
— Besançon. Demande nouv. 126; Jugem. 960-10.
— Colmar. Assurances terrest. 69, 84 c., 244 c.; Privil. et hypoth. 2277 c.
— Rennes. Contrat de mar. 845.
— Rouen. Contrat de mar. 2617 c.; Faillite 1090.
26 Cass. Cassation 454. — Compét. crim. 341 c.; Quest. préjudic. 223-10; Voirie p. eau 656-10-20. — Frais et dép. 1045-20. — Imp. indir. 487 c., 512; Octroi 377 c.
— Bastia. Contr. p. corps 825, 857 c., 922 c.
— Grenoble. Acquissem. 675 c.
— Paris. Jeu 17.
— Rennes. Commune 2458.
28 Besançon. Loi 38-20.
— Bordeaux. Effets de comm. 248. — Faillite 828. — Jeu 17, 19-30 c. — Obligat. 5160-20.
— Colmar. Arbitr. 1028.
— Nancy. Compét. 153.
— Paris. Propriété littér. 420.
— Instr. Trav. publ. 204.
29 Cass. Dem. nouv. 219-20. — Droit civ. 467-30.
— Bourges. Conciliat. 53 c., 106; Servitude 639. — Deg. de jurid. 597-50.
— Grenoble. Contr. de mar. 4150-30.
— Nîmes. Contrat de mar. 3809.
— Poitiers. Disposit. entre vifs 200.
— Décis. Frais 1041.
30 Ord. Monnaie, p. 383; Org. colon. p. 1031.
— Cass. Absence 468, 502 c. — Effets de comm. 84; Obligat. 516 c.; Société 920 c. — Enreg. 500, 865 c., 1169 c., 6040.
— Colmar. Exploit 311-20.
— Douai. Obligat. 4376-10.
— Riom. Deg. de jurid. 210.
— Cons. d'Etat. Emigré 258-20. — Instr. administ. 13-140.
— Délib. Enreg. 1233.
31 Cass. Cassation 2018 c.; Frais 885-20.
— Amiens. Action 170; Expert. 216; Obligat. 3471 c.
— Bastia. Contr. par corps 265 c.; 304 c., 324 c.; Domicile 80 c.; Intervent. 27-30 c.; Minorité 209-30 c., 734; Puiss. patern. 19 c., 55 c., 74-10 c.
— Bordeaux. Dem. nouv. 86, 171. — Servitude 1050-30, 1059.
— Bourges. Compét. crim. 460. — Success. 1896, 1899 c.
— Lyon. Intervent. 98-10; Tierce-opposit. 193-70 c.
— Poitiers. Jugem. 360.

Septembre.

- 1 Cass. Cassation 1747-10 c.; Contrav. 465 c.; Presse-out. 1331. — Faux 110. — Greffe 129-30 c.; Jugem. 739-10. — Instr. crim. 3393, 3733 c.; Peine 433 c.
— Bordeaux. Société 930-40, 936 c.
2 Cass. Peine 694-10.
3 Décis. Contrat de mar. 295.

Septembre.

- 6 Cons. d'Etat. Chose jugée 76-30 c.; Commune 1693, 1905 c.; Compét. administ. 69-10 c. — Commune 1359, 1715 c., 1716 c. 1465. — Compét. admin. 37-50. — Conseil d'Etat 204, 209. — Conseil d'Etat 214, 217; Expropriat. publ. 13-50, 18-60. — Dom. engagés 64 c., 73-30, 101-60 c., 70 c. — Eau 476-80. — Emigré 217-60. — Trés. publ. 436-40. — Obligat. 249-20. — Org. marit. 459. — Prises marit. 302. — Trésor publ. 355-30. — Voirie p. eau 611-40. — Voirie par terre 54-40, 1136, 1948, 2006-80, 2248-10, 2307-10.
— Délib. Enreg. 4407, 4594.
7 Cass. Contrav. 484 c. — Règlement de juges 174 c.
8 Cass. Cassation 443; Crimes contre les personnes 19, 20-10-40; Peine 105 c. — Cassation 2248 c.; Faux 169, 185 c., 387. — Instr. crim. 1473, 1859 c., 1909 c., 3660, 3499-30.
9 Cass. Cassation 2248 c.; Vol 643, 663. — Compét. crim. 474-40; Loi 455 c.; Traité internat. 274 c., 320 c. — Crimes contre les personnes 213-10; Instr. crim. 3385-80, 3493-110. — Forêts 1467 c.; Quest. préjudic. 95, 112-10. — Peine 170-10 c.; Prêt à intér. 299 c.; Vol 925. — Peine 440, 545. — Poids et mesures 138-30, 142-30 c., 153 c.
— Nancy. Forêts 608.
14 Cass. Cassation 443 c., 452-40 c.; Instr. crim. 2294, 2696, 2773; 2785, 2908-30; Témoin 653. — Cassation 2248 c.; Témoin. faux 32 c., 55 c., 58-10, 59 c., 60 c. — Faux 428. — Instr. crim. 3429.
— Décis. Enreg. 2927; Vente publ. de meub. 67.
15 Cass. Domm. destr. 71; Instr. crim. 1200 c. — Quest. préjudic. 161-40, 172.
22 Cass. Défense 62, 116 c., 147 c. — Org. judic. 573-20.
— Solut. Enreg. 3537.
23 Cass. Cassation 1000 c., 1008; Commune 714 c.; Grâce 13 c. — Peine 376-20 c.; Poids et mes. 109-30, 110.
27 Ord. Bourse de comm. 129; Forêts 114; Org. milit. p. 1887; Pêche marit. 10.
— Solut. Enreg. 2272, 2480.
29 Cass. Instr. crim. 3033, 3172-80, 3341 c.
30 Cass. Cassation 260 c., 536 c., 945, 1530; Instr. crim. 622; Jugem. 744-20, 882-40; Minist. publ. 74 c.; Témoin 235, 514. — Instr. crim. 121-30 c., 327, 379 c. — Org. colon. 173, 349 c., 351, 616-30, 639. — Témoin. faux 32 c., 58-20, 59 c.
— Liège. Louage 584-40.
— Décis. Frais et dépens 1079, Instr. crim. 541, 559, 763, 881. — Circ. Témoin 293, 294.
— Instr. Enreg. 950, 2588, 4396; Expert. 406, 410; Frais et dépens 55, 56, 1075, 1079, 1105, 1110, 1115, 1121, 1124, 1128, 1141, 1145, 1150, 1168, 1169; Greffe 144; Instr. crim. 1295 c., 1306.

Octobre.

- 1 Caen. Pêche fluv. 90 c.
2 Metz. Instr. crim. 512-30.
— Décis. Douanes 481.
3 Ord. Organ. econom. p. 129 c.; Traité intern. p. 523, 524, 582.
— Délib. Agrée 112; Enreg. 1231, 1692.
— Solut. Enreg. 2272.
6 Cass. Abus de conf. 202 c.; Cassation 973; Degré de juridic. 672-50; Dépôt 132-20; Obligat. 4772-10 c.

Octobre.

- 6 Délib. Enreg. 1448-10, 1453 c., 2568, 3764.
7 Cass. Commune 707; Compét. crim. 340 c., 349; Contrav. 89 c., 94 c.; Loi 67 c.; Peine 82-10 c.; 92 c.; Règlement de juges 204. — Compét. crim. 474-20; Grâce 30 c. — Instr. crim. 3508-20. — Règlement de juges 175, 204. — Revendeur 2.
— Bruxelles. Appel crim. 202.
10 Bruxelles. Enquête 289.
— Délib. Enreg. 659.
11 Délib. Enreg. 1192.
12 Liège. Peremption 163-10.
13 Cass. Compét. comm. 229 c.; Faillite 563-30, 1474 c., 1678 c. — Faux 218-50; Instr. crim. 3037-20; Serment 181. — Instr. crim. 1467, 2115. — Peine 283-10.
14 Cass. Appel crim. 333 c.; Compét. crim. 401-70; Procès-verb. 12 c., 642. — Attent. aux meub. 89. — Complice 16 c., 30 c., 34-30 c., 122-30; Mariage 287 c.; Prêt à intér. 294-30 c. — Forêts 336 c., 631, 754 c., 697 c., 718. — Frais et dépens 1032-10. — Jugem. 1081-30; Peine 432 c. — Procès-verbal 189-20.
15 Ord. Monnaie, p. 383; Org. col. p. 1031.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 13-20, 436-20, 449, 575, 598 c., 616, 658-30. — Jug. p. def. 538-40; Voirie p. terre 404. — Marché de fourn. 43-170, 101-110, 150-10 c. — Travaux publ. 411. — V. 25 octobre.
17 Arrêt. Voirie p. eau 294.
— Circ. Douanes 139.
18 Bruxelles. Enquête 108 c., 228.
— Délib. Enreg. 1795, 1881 c.
19 Circ. Douanes 401.
20 Cass. Commune 712 c.; Procès-verbal 232-20. — Evasion 64-50; Instr. crim. 822 c.; Règlement de juges 200 c. — Exploit 727-30.
— Circ. Douanes 754, 755.
— Décis. Dom. de l'Etat 81-100.
21 Caen. Obligat. 2399.
22 Décis. Enreg. 1859.
23 Cons. d'Etat. Commune 2292. — Hospices 95. — Marché de fourn. 53-50, 84-10, 143-10. — Trav. publ. 1297-10. — Trésor publ. 1040-30. — Voirie p. terre 518-10.
— Circ. Douanes 644.
28 Cass. Org. colon. 990-20.

Novembre.

- 1 Ord. Organ. marit. 529, p. 1683; Voirie p. terre 1123, 1164.
— Cons. d'Etat. Commune 1536, 1684-90, 1707 c., 2305. — Emigration. 25. — Emigré 291-10. — Impôts dir. 134. — Marché de fourn. 116-80. — Tierce-opposit. 275-30, 206. — Trésor publ. 481-20. — Vente administ. 222.
2 Liège. Disposit. entre vifs 232. — Obligat. 999-10.
3 Cass. Appel crim. 338 c.; Compét. crim. 525. — Faillite 1434-10; Instr. crim. 2437-40. — Faux 140-30, 260, 185; Instr. crim. 2470-30. — Frais et dép. 986 c.; Instr. crim. 907. — Peine 104-160, 804-10 c.
— La Haye. Privilèges et hypoth. 596-20.
8 Ord. Manufact. p. 6.
6 Nîmes. Exploit 381-20 c.; Reprises d'inst. 25.
7 Cass. Contrat de mar. 448, 449 c., 3576 c.; Loi 384 c. — Droit crim. 395, 409 c. — Enreg. 1237, 1814 c., 4941. — Organ. judic. 162-20. — Vente publ. d'imm. 1447-30, 1478 c., 1730-10.
— Rouen. Compét. civ. trib. d'arr. 208; Privil. et hypoth. 3017 c., 1405-20.
— Décis. Frais et dép. 1164.

Novembre.

- 3 Cass. Compét. 48 c.; Conclusion 98 c.; Forêts 1444, 1535 c.; Jugem. 165 c.; Effets de comm. 459-46; Jugem. 194, 1039-10 c.; Jug. p. déf. 113. — Succès. 2153, 2191 c. — Vente publique d'imm. 254.
- Liège. Faillite 1342.
- Circ. Douanes 429.
- 9 Cass. Contrat de mar. 2034 c., 3501-10-20, 4035-10 c., 4061-10 c., 4065 c. — Exploit 348-50. — Prescript. civ. 48 c., 457-10; Servitude 1051 c.; Usage 132 c.
- Rouen. Chasse 46; Faux 35 c.; Obligat. 4048-10 c.
- 10 Cass. Cassation 1286-10 c.; Imp. indir. 315 c.; Procès-verb. 299-90. — Compét. crim. 250 c.; Presse-outr. 934. — Jugem. 1083-30; Presse-outr. 190, 207 c., 495 c., 875-10 c., 951 c., 964-10 c. — Procès-verb. 57-10.
- Orléans. Chose jugée 166-90.
- 11 Cass. Appel crim. 181 c.; Impôts indir. 487 c.; Volture 360. — Cuite 64 c.; Jour férié 75; Procès-verb. 57-10. — Poids et mesures 89, 111 c., 147-10 c.
- Circ. Hospices 308, 309, 311.
- 12 Ord. Cour des comptes, p. 311; Impôts indir., p. 422; Trésor publ., p. 144.
- 13 Cass. Enreg. 3047.
- Nancy. Acquis. 598; Appel civ. 445; Concl. 2-20 c.
- Paris. Paternité 547-10.
- 14 Cass. Action 183 c.; Cassation 308-30 c.; Emigré 340, 241-50 c.; Ordre 1016 c.; Privil. et hypoth. 1671-60 c., 3499 c. — Cassation 1357 c.; Obligat. 2897 c.; Prescript. civ. 905. — Cassation 1600-30 c.; Preuve 62; Privil. et hypoth. 1830; Transcript 367 c. — Echange 21.
- Bordeaux. Arbitr. 130.
- Bourges. Enquête 372, 478.
- Rouen. Vente publ. d'imm. 745.
- 15 Ord. Manufact. 88, 101 c., 10-30.
- Viorie p. terre 418-30, 113-30.
- Cass. Disposit. entre vifs 264-40, 266 c.; Obligat. 5036 c. — Interdict. 217-80.
- Bastia. Louage 127, 696 c.
- Bourges. Compét. civ. trib. d'arr. 26, 37 c.
- Cons. d'Etat. Appel civ. 928. — Commune 1855. — Impôts ind. 270-20. — Marché de fourn. 42-70. — Trav. publ. 436-10, 1211, 1218. — Trés. publ. 1087-10. — Viorie p. eau 550, 553 c.
- 16 Cass. Cassation 1687-10 c.; Compét. comm. 427, 428 c.; Except. 403 c. — Prêt à intér. 45-10 c., 132-20.
- Bruxelles. Saisie-arrest 355 c., 3191.
- Paris. Responsab. 346-30.
- Poitiers. Enquête 467, 528 c.
- Rouen. Comm. 247 c.; Louage d'ouv. 43.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 705, 706.
- Circ. Viorie p. terre 149, 153.
- 17 Cass. Attentat aux mœurs 149. — Impôts indir. 199 c., 200, 206-10 c. — Instr. crim. 814, 1060 c. — Org. colon. 990-20.
- Bourges. Conciliat. 54.
- Metz. Appel civ. 873.
- Paris. Mariage 748-30.
- Rouen. Servitude 642.
- Déris. Org. marit. 689, 690.
- Delib. Enreg. 3370.
- 18 Cass. Douanes 746-20-30, 988 c., 1000-10. — Garde nat. 193-20, 278, 501, 676.
- Rouen. Commune 1601-30, 1602-30.
- 19 Ord. Trés. publ. 763, 796-90, 875, 882, p. 1441.
- Bordeaux. Mandat 351-20.
- 20 Cass. Acquis. 278. — Contrainte p. corps 160 c., 170-10. — Disposit. entre vifs 1687, 1689-20 c., 1693 c., 1695 c. — Vénér. d'écrit. 108.
- Bourges. Absence 644, 671 c.
- Caen. Disposit. entre vifs 212-10, 210 c.

Novembre.

- 20 Trib. comm. de Bordeaux. Commission. 88 c.
- 21 Cass. Cassation 624-30; Jugement 998-180, 1006-20; Preuve 20, 48 c. — Compét. civile trib. d'arr. 307 c.; Preempt. 144. 30 c., 50 c., 260-10 c., 300-20 c. — Jugem. 981-20.
- Bordeaux. Appel civ. 752 c.; Domicile élu 117-10; Saisie exécut. 57 c.
- Limoges. Enquête 60 c.; Séparat. de corps 306.
- Nîmes. Rébellion 39-20.
- Rouen. Jugem. p. déf. 387-10.
- Circ. Douanes 317.
- Déris. Notaire 289-10, p. 591.
- 22 Ord. Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Dem. nouv. 232-10. — Vente 1207. Vente publ. d'imm. 1216-30 c., 1244.
- Aix. Ordre 879-30, 897.
- Caen. Vice rédhib. 229.
- La Haye. Except. 533 c.
- Limoges. Deg. de jurid. 551-20.
- Cons. d'Etat. Commune 1911-20. — Compét. admin. 33. — Conseil d'Etat 71-10. — Dom. de l'Etat 322. — Vente administ. 810-10. — Eau 475-90, 478-80, 541-10, 544-20. — Forêts 1905. — Manufact. 123-30. — Pension 196. — Trav. publics 1263-20. — Viorie p. terre 1762-10.
- 23 Cass. Chose jugée 233 c.; Contr. de mar. 758 c., 759, 1440 c., 1443 c., 1483 c.
- Liège. Cassation 1473.
- 24 Cass. Contumace 15 c., 16-10, 18 c.
- Caen. Normandie 70 c.
- Delib. Enreg. 1153, 2716.
- 25 Cass. Amnistie 126 c.; Appel civ. 1128 c.; Appel crim. 412 c.; Chose jugée 363-30 c.; Quest. préjudic. 159, 166 c. — Vol 936.
- Amiens. Prescript. civ. 113.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3467. — Interrog. sur faits et art. 99.
- 26 Ord. Procès-verb. 762.
- Colmar. Usage 152 c.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 2182.
- Circ. Prisons 45.
- 27 Montpellier. Privil. et hypoth. 1116-10.
- 28 Cass. Appel civ. 243 c.; Cassation 1818 c., 1909-60; Deg. de jurid. 188-20. — Cassation 1873.
- Amiens. Privil. et hypoth. 1692-10.
- Limoges. Disposit. entre vifs 1521, 1530 c., 1537 c., 2316 c.
- Nîmes. Jugem. par déf. 426-40.
- Orléans. Théâtre 234.
- Paris. Propriété litt. 420.
- Rouen. Deg. de jurid. 191.
- 29 Cass. Emigré 128, 190 c. — Frais et dépens 760. — Org. judic. 383-10 c., 412-20. — Paternité 241-10.
- Bordeaux. Louage 129-10.
- Orléans. Vente publ. d'imm. 1400, 1406-20.
- 30 Cass. Contr. par corps 160 c., 170-10. — Deg. de jurid. 303-20 c.; Saisie-arrest 370. — Jeu 23 c., 36, 40 c., 41 c., 50 c.; Jugem. 998-30 c.; Obligat. 2466 c., 5047-30 c.
- Colmar. Prescript. civ. 900-40 c.
- Poitiers. Vente publ. d'imm. 833.
- Circ. Droit marit. 74.

Décembre.

- 1 Cass. Chasse 385 c.; Demande nouv. 285; Instr. crim. 1014 c. — Douanes 760 c., 984, 1002-30 c., 30-50-90 c. — Droit rural 165, 166 c.
- Bordeaux. Vérif. d'écrit. 41.
- Bourges. Conciliat. 54.
- Lyon. Ordre 709-20 c., 729-10.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 1578.
- Paris. Loterie 37-20.

Décembre.

- 1 Rennes. Droit marit. 1573. — Obligat. 591.
- Rouen. Dem. nouv. 208; Vente 2058.
- 2 Cass. Appel crim. 78, 103 c., 108 c., 109 c.; Quest. préjudic. 181-10 c. — Comm. 147; Faillite 1286 c.
- Caen. Loi 328; Succès. 1471 c. — Privil. et hypoth. 3709-20.
- Dijon. Conciliat. 50 c., 381-20.
- Avis. Cons. d'Etat. Acte de l'Etat civ. 32 c.
- 4 Cass. Cassation 1888 c. — Lettre minist. 3. — Org. milit. 397-40.
- Bourges. Chose jugée 528.
- Metz. Presse-outr. 710, 904-80 c.
- Nancy. Deg. de jurid. 105-40.
- Paris. Prescript. civile 958-10, 1086 c.
- Circ. Notaire 515-50.
- Déris. Douanes 755.
- 5 Cass. Acquis. 89 c.; Assur. terrestres 290; Obligat. 4522-10 c. — Exploit 315 c.; Minorité 524-30 c.; Obligat. 2197; Vente 1488 c. — Obligat. 3111, 4942-60 c., 2954 c., 2975-10, 2982 c., 2985 c.; Prescript. civ. 700 c., 865 c.; Propriété 322 c.
- Caen. Contr. de mar. 33, 82-10.
- Lyon. Arbitr. 800; Deg. de jurid. 547 c.
- Metz. Presse-outr. 710.
- Rouen. Succès. 793, 945 c.
- 6 Ord. Pension, p. 764.
- Cass. Concess. administ. 40 c.; Eau 439-90; Loi 31 c. — Succès. 2087 c.
- Bordeaux. Prescript. civ. 1072.
- 7 Cass. Boucher 65. — Commission. 164, 217 c.; Obligat. 1904 c. — Commune 712 c., 990-40; Contrav. 104 c. — Commune 905 c., 1029-10; Contrav. 136 c. — Expert. 218. — Jugem. 823-30. — Peine 783-50. — Substitut. 102 c., 312. — Viorie p. terre 1915-10.
- Bourges. Rentes constit. 167 c., 175-30.
- Lyon. Obligat. 1034-20 c.; Vente 1510.
- Paris. Référé 103 c.
- Toulouse. Ordre 1050-40, 1266-30.
- Trib. de Grenoble. Presse-outr. 849.
- 8 Cass. Cassation 1439 c.; Discipl. 213-60; Instr. crim. 61 c., 120-10 c.; Jugem. 750-50 c.; Minist. publ. 55 c. — Défense 131. — Fonctionn. publ. 152-10-30. — Instr. crim. 3385-90, 3386-10. — Presse-outr. 191, 209 c.
- Bordeaux. Quest. préjud. 126. — Succès. 1134-10.
- Lyon. Biens 93.
- 9 Cass. Imp. indir. 164-20, 166-10.
- C. sup. Bruxelles. Louage 142-10.
- Grenoble. Impôts indir. 544.
- Nancy. Forêts 623.
- Toulouse. Servitude 653-40.
- 10 Ord. Org. milit., p. 1887.
- 11 Cass. Avocat 53 c.; Défense 209.
- Montpellier. Dom. de l'Etat 365.
- Toulouse. Arbitr. 55.
- 12 Cass. Droit civil 472-10; Vente 991-10 c. — Huissier 75-30 c.; Obligat. 2164; Prêt à int. 77 c. — Prescript. civ. 478-10.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 252.
- Caen. Responsab. 680-10.
- Grenoble. Minorité 554; Privil. et hypoth. 1059 c.
- Metz. Presse-outr. 727.
- 13 Cass. Cassation 1436 c.; Obligat. 5506. — Org. judic. 150.
- Bordeaux. Appel civil 1091.
- Grenoble. Deg. de jurid. 203-40.
- Riom. Obligat. 2896-10.
- Delib. Agrée 21.
- 14 Arrêté. Trésor publ. 773.
- Cass. Deg. de jurid. 216, 221 c. — Disposit. entre vifs 1277.
- C. sup. de Liège. Jugem. 313-20.
- Liège. Exploit 468.
- Limoges. Enquête 127-10. — Rébellion 39-60.
- 15 Cass. Instr. crim. 1686-10. — Vol 210-30, 219 c.

Décembre.

- 15 Bordeaux. Ordre 716-40, 907, 917-30; Privil. et hypoth. 1153, 1439-10-20, 1671-50 c.
- Caen. Acquis. 189 c.; Désistement. 15.
- Lyon. Jug. p. déf. 104.
- Paris. Surenchère 418.
- Rennes. Louage 679, 714 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 953.
- Trib. comm. de la Seine. Impôts indir. 184.
- Instr. Commune 525, 2519; Cour des comptes 40; Forêts 1862; Hospices 263; Impôts dir. 537; Passeport 21; Trés. publ. 858, 860, 917.
- 16 Cass. Chasse 67; Commune 1331-10; Contrav. 339 c. — Procès-verb. 255-30.
- Bourges. Obligat. 4615-30.
- Nancy. Forêts 924.
- Nîmes. Contrat de mar. 446.
- Rouen. Expert. 330 c., 331-20.
- Delib. Enreg. 1448-20, 1453 c.
- 18 Cass. Emigré 161.
- Bourges. Dépôt 226-50; Disposit. entre vifs 2775 c.
- Lyon. Obligat. 4023-20.
- Metz. Appel crim. 379; Faillite 1391-50, 1405.
- Toulouse. Privil. et hypoth. 1058.
- 19 Cass. Absence 696; Appel civil 958; Exploit 288-100. — Action possess. 403; Eau 211-10 c., 475-50 c., 513 c. — Chose jugée 81 c.; Compét. admin. 205-20, 291 c.; Dom. de l'Etat 395 c.; Vente administ. 199 c., 232. — Prescript. civ. 154 c.
- Bordeaux. Privilèges et hypoth. 1089, 1177, 2426.
- Toulouse. Faillite 1256-30 c., 1261-20.
- 20 Ord. Mont-de-piété, p. 403.
- Cass. Jugem. 1025-30.
- La Haye. Arbitr. 112, 117 c.
- Lyon. Commission. 269, 475 c.; Vice rédhib. 75 c., 146-10 c., 151 c.
- Riom. Presse-outr. 1248-10 c., 1256-20.
- 21 Cass. Cassation 1718-130 c.; Droit marit. 1881. — Contrat de mar. 739; Dépôt 226-60. — Vente administ. 32.
- Grenoble. Séparat. de corps 318.
- Montpellier. Commission. 453; Compét. comm. 415, 446 c.; Mandat 141 c.; Vente 777 c.
- Nancy. Forêts 1251.
- Nîmes. Servitude 780-20.
- Trib. de Versailles. Biens 148 c.
- 22 Cass. Peine 298.
- Besançon. Privilèges et hypoth. 1680-30.
- Montpellier. Contrat de mar. 616.
- Paris. Propriété litt. 435.
- Delib. Enreg. 1109.
- 23 Cass. Instr. crim. 1831-10, 1849, 2183-40 c., 3702 c.; Peine 212; Témoin 637-10, 654-60.
- Instr. Enreg. 502, 860, 3191.
- 24 Ord. Hospices, p. 74.
- 25 Décis. Commune 2163.
- 26 Cass. Action possess. 93; Viorie p. terre 451 c. — Appel crim. 97. — Arbitr. 504 c.; Commune 1796; Dom. de l'Etat 313 c. — Compétence administ. 181-40; Eau 549-10; Viorie p. eau 544 c. — Enreg. 4585; Loi 497-20. — Instr. crim. 3716-10. — Jugem. 41-10. — Org. judic. 161-10.
- Bruxelles. Propriété 350-40.
- Colmar. Acquis. 526 c.; Contr. de mar. 1849 c., 1852. — Prescript. civ. 828.
- Paris. Culte 92.
- Poitiers. Jugem. 324, 952-20 c.
- Trib. de Senlis. Enreg. 952.
- 27 Ord. Org. marit., p. 1683.
- Arrêté. Viorie p. eau 296.
- Cass. Mandat 323-20.
- Amiens. Privil. et hypoth. 2705 c.
- Bourges. Exploit 592-10.
- Metz. Louage emphyt. 18 c., 31.
- Nancy. Forêts 332, 461.
- Paris. Jug. p. déf. 326-20.
- Toulouse. Exploit 718.

Décembre.

- 27 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 485, 1701-50.
- Cons. d'Etat. Compét. administ. 165-50 c.; Manufact. 176-20. — Cons. d'Etat 72-40. — Eulgré 291-20.
- 28 Cass. Action possess. 102, 111 c., 136 c. — Appel crim. 366. — Enquête 596.
- Amiens. Disp. entre vifs 2747 c.
- Bruxelles. Disp. p. contr. 21 c., 27 c., 58 c. — Interdict. 87-10 c.; Jug. d'av. dire droit 58-30, 74; Jug. p. déf. 178-10.
- Lyon. Contr. p. corps 481.
- Paris. Avoué 116.
- 29 Cass. Cassation 2257 c.; Peine 147-10.
- Metz. Associat. illicite 32.
- Nancy. Forêts 905, 922 c.
- 30 Cass. Presse-outr. 195. — Viorie p. terre 2005-30, 2097-20 c.
- Paris. Responsab. 193-10.
- Circ. Douanes 152, 153, 154.
- 31 Ord. Org. économ., p. 1290.

1827

Janvier.

- 1 Trib. de Lion. Assur. terrest. 57.
- 2 Caen. Disposit. entre vifs 2059-10-30.
- Grenoble. Biens 21; Privil. et hypoth. 786 c. — Ordre 671-20. — Procès-verb. 562-20, 595.
- Pau. Disposit. entre vifs 173-20, 1811-10 c., 2057 c.
- Rennes. Compét. comm. 359-30.
- Delib. Enreg. 995.
- 3 Cass. Enreg. 768 c., 1043, 3567, 4585, 5212. — Usage 127-20.
- Bourges. Exploit 95-40.
- Bruxelles. Mines 563. — Presse-outr. 1172, 1357-20.
- Caen. Obligat. 4118-30 c.; 4149-10, 4151 c.
- Grenoble. Renvol 101.
- Liège. Enquête 485-10 c., 492-10, 519-50 c.
- Metz. Absence 737.
- Montpellier. Privil. et hypoth. 904, 1686-10.
- Nancy. V. 4 janvier.
- Rennes. Appel civil 695 c.; Exploit 638-60.
- Cons. d'Etat. Culte 734-30; Juifs 10-20. — Emigré 251, 263-10, 326-30-10. — Trav. publ. 630-20, 708, 748.
- 4 Cass. Acquis. 404. — Cassation 1862-60. — Deg. de jurid. 327-20; Vente publique d'imm. 142-10 c., 1504.
- Agen. Emigré 131-10, 387.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 4651-10.
- Bruxelles. Faux insc. 237-30.
- Douai. Faillite 138.
- Nancy. Obligat. 2417-20 c.; Vente 276. — Succès. 767.
- Riom. Gendarme 40 c.; Instruct. crim. 341 c.; Rébellion 39-10.
- 5 Cass. Reglem. de juges 178.
- Metz. Culte 278, 286-10.
- Montpellier. Obligat. 868-20. — Prescript. civ. 266-20.
- 6 Ord. Vole publ. 5-80.
- Cass. Cassation 1478-40 c.; Commune 1092. — Faux 173-40. — Mise en jugem. 319.
- Dijon. Dispos. entre vifs 3260-10; Parenté 16 c.
- Limoges. Acte de comm. 103.
- 7 Paris. Pénitence 21-20 c.
- 8 Caen. Deg. de jurid. 147-20; Exploit 368-10; Prescript. crim. 92-20, 167 c.
- Rouen. Disposit. entre vifs 269.
- 9 Cass. Appel civil 580 c.; Chose jugée 248 c.; Prescript. civile 932-50; Substitut. 409, 410 c., 411 c. — Except. 552-20; Succès. 1340. — Jugem. 259-90. — Propriété féod. 468-20.
- Aix. Droit marit. 1682.
- Bordeaux. Compét. comm. 508.
- Caen. Obligat. 3571 c.; Vente publ. d'imm. 2111.

Janvier.

- 9 Grenoble. Except. 563 c.; Jugem. 166-20; Ordre 746-40 c.; Priv. et hypoth. 1638-40.
- Limoges. Appel civil 950; Exploit 77-10 c.
- 10 Ord. Emigré 362-30; Voirie par terre 1128, 1159-30.
- Cass. Action poss. 320 c., 624 c. — Cassation 1044, 1248 c., 1477 c.; Mise en jug. 159-50 c. — Commune 1831. — Org. milit. 316. — Priv. et hypoth. 856-20.
- Nîmes. Serment 28-30.
- Rennes. Success. 899.
- Cons. d'Etat. Commune 448 c.; Cons. d'Etat 84-80 c. — Commune 1453; Cons. d'Etat 90-10 c. — Cons. d'Etat 334; Tierce-opposit. 267 c., 280-40. — Culte 734-30; Juifs 10-30. — Culte 792. — Eau 569-10. — Emigré 258. — Reg. civ. 278. — Tierce-opposit. 264, 308. — Trav. publ. 1132-40. — Trésor publ. 426-50, 449-20, 1076. — Voirie p. terre 1753-10.
- Clr. Douanes 479, 749-20.
- 11 Cass. Avocat 53 c.; Défense 209. — Disposit. entre vifs 2035 c., 2135-40. — Jug. d'av. dire droit 65-50 c.; Obligat. 4763-10.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 1949-30.
- Douai. Saisie-arrest 252.
- Liège. Prescript. crim. 144.
- Lyon. Except. 559-10 c.-30.
- Orléans. Obligat. 9254.
- Poitiers. Enquête 49.
- Trib. de la Seine. Saisie-arrest 89.
- Décis. Enreg. 613.
- 12 Cass. Instruct. crim. 1302-10, 2028-20.
- Riom. Vente 525-20.
- Delib. Enreg. 2973-20.
- 13 Cass. Désaveu 123 c. — Frais et dép. 1017. — Instr. crim. 1302-20, 1556-40, 1636-60, 2919; Jugem. 1081. — Instr. crim. 1709-70, 2113-30. — Jugem. 1089-30. — Org. colon. 45-10, 1025. — Peine 565-10 c.
- Bordeaux. Arbitr. 1027.
- Bruxelles. Louage 336-50.
- Paris. Conclat. 207.
- 14 Poitiers. Dispos. entre vifs 421.
- 15 Caen. Exploit 336-20.
- 16 Cass. Enreg. 2652. — Vente publ. d'imm. 1906 c., 1915-30.
- Caen. Enquête 323, 238-20; Except. 317-50.
- Metz. Priv. et hypoth. 1684-30.
- 17 Ord. Econ. om. p. 1290.
- Cass. Biens 43, c. Enreg. 107 c., 2913-10 c. — Cassation 1603-10 c.; Obligat. 1886; Ordre 743-10 c., 1419-40 c.
- Caen. Rentes fonc. 43-10.
- Lyon. Except. 272-10 c., 277 c.; Exploit 214-10 c., 427; Jugem. d'av. dire droit 54-20.
- Nancy. Procès-verb. 45, 594.
- Pau. Priv. et hypoth. 2266.
- Poitiers. Vente publique d'imm. 1463-30 c., 1523, 1574-20 c.
- 18 Cass. Cassation 2189 c.; Peine 282-20. — Instr. crim. 1651, 3170. — Jugement 1079-50. — Substitut. 206-40. — Success. 2197-20.
- Angers. Priv. et hypoth. 2435.
- Bruxelles. Obligat. 4701.
- Lyon. Servitude 888.
- Montpellier. Vente 497-10-20.
- Paris. Effets de comm. 558.
- Circ. Halles 31.
- 19 Cass. Défense 59. — Instr. crim. 2126; Serment 106-20. — Instr. crim. 2324, 3359-30, 3369 c. — Peine 565.
- Amiens. Assurances terrestres 247.
- Bordeaux. Action 252 c.; Dispos. entre vifs 711, 731 c., 1283 c., 2211-30-30 c.; Propriété 345-10 c.; Usufruit 378.
- Grenoble. Success. 1698, 2014.
- Orléans. Priv. et hypoth. 2781.
- Paris. Presse-outr. 681.
- Rennes. Enquête 392.
- Riom. Obligat. 5043-50.
- 21 Ord. Org. milit., p. 1287.

Janvier.

- 22 Bordeaux. Appel civ. 568, 599 c.; Mandat 129-30 c., 402-20. — Contrat de mar. 2490, 2494 c.; Obligat. 3939 c.
- Caen. Appel civil 748 c.; Exploit 243, 368-20.
- Grenoble. Success. 1024.
- Nancy. Enquête 239-30.
- Rennes. Except. 328.
- Decis. Douanes 360; Voirie par eau 419-50.
- Lettre. Notaire 269.
- 23 Cass. Action poss. 359. — Compét. civ. trib. d'arr. 76 c.; Domicile 35-10. — Défense 77 c. — Mines 156.
- Bordeaux. Contrat de mar. 2584. — Louage d'ouv. 23, 24 c.
- Nîmes. Domicile élu 22-30; Prescript. civ. 1086; Vente publ. d'imm. 360-10 c.
- 24 Ord. Voiture 93.
- Cass. Acquiescem. 494. — Degré de jurid. 537-20; Expert. 129-20. — Douanes 995. — Enquête 665. — Enreg. 3356, 5090 c., 5633-20 c. — Obligat. 5346.
- Besançon. Minorité 647.
- Bordeaux. Contrat de mar. 2494; Obligat. 3939 c.
- Caen. Priv. et hypoth. 2012; Rentes constituées 202-10. — Procès-verbal 261.
- Paris. Impôts indir. 171-50.
- Toulouse. Dom. de l'Etat 374.
- Cons. d'Etat. Cautionnement de fonction. 131; Contrainte admin. 23; Trav. publ. 1133-10; Trés. publ. 1023-10 c. — Commune 1618, 1682, 1697 c., 1698, 1911-30. — Compét. administr. 146; Vente administr. 358-10. — Compét. administr. 168 c.; Expropri. publ. 23-70. — Cons. d'Etat 214; Trésor public 400. — Emigré 252, 287-30, 332-10, 336-40, 337, 338-10, 344-20. — Voirie p. terre 1128.
- 25 Cass. Frais et dép. 92-20; Obligat. 5114-30 c.; Trésor publ. 1376-10 c., 1409-30 c., 1415 c., 1416 c., 1432 c. — Requête civ. 93-30; Substitut. 175, 264-80.
- Aix. Compét. civ. trib. de paix 111. — Enreg. 5243.
- Pau. Dom. de l'Etat 365; Exploit 497-10.
- 26 Cass. Acte de commerce 288 c.; Compét. crim. 665 c.; Effets de comm. 164 c.; Faux 185 c., 298, 304 c., 305, 306 c., 311 c., 327 c.; Instr. crim. 2448-10 c., 2456-10 c., 2472-40 c. — Crim. c. les person. 20-10-50; Instr. crim. 1201-10, 2724-20. — Faillite 1156 c., 1458-40; Instr. crim. 3264, 3279-20 c., 3432, 3463-20 c., 3475-10 c. — Instr. crim. 2133-10, 3717-20 c.; Serment 177-30. — Organ. judic. 671-10.
- Bordeaux. Biens 102. — Success. 591-10.
- Bourges. Contrat de mar. 207; Disposit. entre vifs 2520-20.
- Colmar. Vente 734.
- Paris. Contravent. 272.
- Poitiers. Péremption 325-20.
- Toulouse. Degré de jurid. 207-10.
- 27 Cass. Cassation 2248 c.; Faux 149-80. — Instr. crim. 2814-20.
- Amiens. Org. milit. 391-50.
- Bordeaux. Arbitr. 167.
- Bruxelles. Presse-outr. 739.
- Metz. Société 52.
- Décis. Certif. de vie 62 c.; Enreg. 4970-80.
- 28 Bruxelles. Jugem. 632-30.
- Caen. Obligat. 666 c., 819-30.
- 29 Cass. Mat. somm. 50. — Vente publ. d'imm. 1362-30.
- Agen. Priv. et hypoth. 2419 c.
- Bordeaux. Arbitr. 1025.
- Metz. Forêts 457 c.; Responsab. 521-30.
- Toulouse. Jug. p. déf. 425-10.
- 30 Cass. Compét. administr. 130; Trésor publ. 377 c. — Matières somm. 26; Obligat. 1415. — Priv. et hypoth. 276. — V. 30 janvier 1894.

Janvier.

- 30 Bordeaux. Degré de jurid. 319, 514 c. — Vente 1181-10.
- Bourges. Appel incid. 89.
- Colmar. Bourse de comm. 447 c.; Intervent. 36-20; Notaire 688-10 c.; Vente publ. de meubles 34-10, 37-10.
- Nîmes. Success. 666-10.
- Paris. Emigré 369 c., 377.
- 31 Ord. Commune 2583; Mines 503; Octroi 335-40; Org. admin. 410-20 c.; Travaux publ. 1211; Voirie p. terre 287, 1558-50 c.
- Cass. Cassation 627, 1148-20, 1149 c., 1151 c.; Chose jugée 225-20 c.; Intervent. 124. — Contrat de mar. 2133.
- Besançon. Contrat de mar. 1970, 2006 c.
- Bordeaux. Frais et dép. 751. — Prescript. civ. 1038.
- Caen. Disposit. entre vifs 468.
- Paris. Droit marit. 1944.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 83-40. — Emigré 287-40. — Trés. publ. 1037 c., 1039 c., 1040-20 c., 1043.
- Février.**
- 1 Cass. Cassation 1678 c.; Substitut. 75-30-30. — Contumace 35. — Minist. publ. 49-50.
- Aix. Droit marit. 2231, 2245 c.
- Bourges. Minorité 679; Prescript. civ. 80 c.
- Caen. Enreg. 5130. — Prescript. civ. 402, 700, 1190; Priv. et hypoth. 2517-20 c.
- Bordeaux. Contrainte par corps 135.
- Bruxelles. Cautionnem. 277.
- Paris. Arbitr. 771. — Jugem. p. défaut 196-10 c.
- Rennes. Arbitr. 155.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 862.
- 2 Cass. Acquiescem. 880 c.; Appel crim. 195 c., 198, 288 c.; Frais et dépens 1038-30 c.; Instr. crim. 131-20 c. — Cassation 2244 c.; Contumace 86; Crimes contre les personnes 170 c.; Prescript. crim. 35 c., 50. — Peine 335, 556. — Presse-outr. 1055, 1541. — Quest. prejudic. 49; Vol 96 c.
- Poitiers. Servitude 616.
- Rouen. Distrib. par contrib. 50 c., 98.
- Trib. de la Seine. Passeport 15.
- Décis. Appel civ. 1342 c.; Peine 739-20.
- 3 Cass. Cassation 529, 1951 c. — Exploit 757-30 c.; Forêts 517. — Commune 650 c., 712 c., 775; Contrav. 204 c., 269 c.; Droit rural 109-30 c.; Peine 373-30 c. — Compét. crim. 550. — Voirie p. terre 1889-10. — Voiture 399. — Vol 714-70, 925.
- Bruxelles. Minorité 250-10-20 a.
- Paris. Emigré 375-20.
- Circ. Org. marit. 689.
- 5 Cass. Emigré 406-50.
- Aix. Jugem. par déf. 280-50.
- Amiens. Vente 1243.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 1646-30-40. — Obligat. 5097. — Prescript. civ. 271-10. — V. 15 février.
- Bourges. Commune 350; Mise en jugem. 65-10 c., 20 c.
- Circ. Douanes 608, 618.
- 6 Cass. Arbitr. 284; Faillite 1321 c. — Enreg. 501 c., 4127. — Jugem. 1030-30 c., 1034-70.
- Besançon. Disposit. entre vifs 331-30, 3478 c., 3589 c.
- Grenoble. Degré de jurid. 634-10.
- Metz. Mines 789, 806 c.
- Paris. Minorité 550-10.
- Delib. Enreg. 2594.
- 7 Cass. Enreg. 4430. — Success. 287.
- Amiens. Assurances terr. 101.
- Bordeaux. Prescript. civ. 77.

Février.

- 7 Bourges. Appel civ. 144 c., 287 c., 1134 c.; Eau 174 c.; Expropri. publ. 23-50 c., 24-60 c., 586-50 c. — Jugem. 180-20. — Minorité 614-60.
- Grenoble. Success. 1424, 1457 c.
- Limoges. Faux incid. 70.
- Lyon. Disposit. entre vifs 4151 c., 4260.
- Pau. Société 927, 1095.
- Delib. Agréé 56 c.
- 8 Cass. Brevet d'invent. 359 c., 390; Dem. nouv. 55-60 c. — Cassation 465. — Faillite 1010.
- Liège. Commune 2599.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 3074-20.
- Rennes. Arbitr. 570; Compét. comm. 27 c.
- 9 Ord. Org. colon. 47 s., 75, 92, 95, 100, 131, 280, 377, 533 a., 594 s., p. 1031.
- Cass. Brevet d'invent. 331 c.; Propriété lit. 473. — Cassation 2093 c.; Instr. crim. 3413-30, 3421 c.; Org. milit. 820-10 c., 847 c.
- Aix. Société 1693-30.
- Angers. Degré de jurid. 129-50; Priv. et hypoth. 2816 c., 2925-10.
- Besançon. Scellés 45, 53 c.
- Bordeaux. Arbitr. 741.
- Nîmes. Prêt à inter. 139.
- Orléans. Vente publ. d'imm. 8021.
- 10 Cass. Cassation 2248 c.; Faillite 1503. — Eau 448 c., 475-100 c., 160. — Faux 130, 175-30 c. — Peine 331, 513-10; Vol 815.
- Bordeaux. Exploit 358-20.
- Grenoble. Tierce opposit. 187-20.
- Rouen. Vente publ. d'imm. 2152.
- Toulouse. Acquiescem. 666. — Obligat. 4876-10 c., 4937.
- 11 Cass. Quest. prejudic. V. 11 février 1837.
- 12 Bordeaux. Servitude 886.
- Nancy. Dom. de l'Etat 373; Exploit 412 c.
- 13 Cass. Bourse de comm. 494 c.; Loi 76-10 c.; Sel 104-10.
- Cassation 1573 c., 1740 c.; Jugem. 333-180; Vente 842; Vente publ. d'imm. 1649.
- Chose jugée 166-50. — Intervent. 28 c., 79. — Jugem. par déf. 230 c., 373-10; Vente publ. d'imm. 1805-20 c.
- Bourges. Enquête 117 c., 389. — Expropri. pu. l. 33-50, 24-60 c., 586-60 c. — V. 7 février.
- Montpellier. Success. 666-30.
- Poitiers. Exploit 425-20, 644 c.; Incident 35-20; Interrog. sur faits et art. 15-30 c., 17.
- Circ. Douanes 61.
- 14 Cass. Chose jugée 374-60; Enquête 369 c.; Frais et dépens 127-20; Obligat. 4963-30. — Disposit. entre vifs 2446-30. — Pêche fluv. 241 c.; Vente administr. 346-80. — Priv. et hypoth. 222.
- Bruxelles. Appel incid. 148 c.
- Douai. Acte de comm. 98; Degré de jurid. 615 c.
- Limoges. Vente 1623 c., 1645, 1850 c.
- Nîmes. Disp. entre vifs 4304-10.
- Rouen. Usage 585-30, 586 c., 587 c.
- 15 Cass. Disposit. entre vifs 352, 471 c., 4250-50. — Jugem. 968-20. — Vente 1628, 1631-30 c.
- Amiens. Séparat. de corps 370.
- Bastia. Arbitr. 193.
- Besançon. Louage 335-10.
- Bordeaux. Mandat 67-20, 328 c., 334 c.; Prescript. civ. 843-10 c.
- Bruxelles. Acquiescem. 190 c. — Priv. et hypoth. 1639-10.
- Grenoble. Procès-verbal 603.
- Lyon. Mat. d'or et d'arg. 89-20, 119-10 c.
- Delib. Enreg. 402.
- Instr. Impôts indir. 408.

Février.

- 15 Arrêté avoc. de Paris. Avocat 521.
- 16 Ord. Org. marit., p. 1683; Prises marit. 246-20.
- Cass. Faux 114-40. — Huissier 103 c. — Postes 55-10.
- Bruxelles. Instr. crim. 104-30.
- La Haye. Effets de comm. 712.
- Lyon. Usufruit 509-10 c., 535-10.
- Cons. d'Etat. Commune 2575, 2576. — Compétence administr. 173-20. — Conflit 171-20. — Cons. d'Etat 319. — Emigré 251, 288-20.
- Delib. Enreg. 829, 952, 1153, 1169, 1956.
- 17 Cass. Instr. crim. 2254-20.
- Paris. Interrog. sur faits et art. 24. — Médecine 182.
- Rouen. Loi 388-20; Normandie 62 c.
- 19 Toulouse. Action 118 c.; Priv. et hypoth. 1980. — Ordre 545.
- Decis. Enreg. 5690.
- 20 Cass. Contrainte par corps 556-50 c. — Obligat. 3947-20.
- Bordeaux. Arbitr. 867, 1213 c.
- Caen. Faillite 343-30; Louage d'ouv. 183 c.
- Gand. Jugement 197-20.
- Poitiers. Appel civ. 1091; Saisie-arrest 241 c.
- 21 Loi. Trés. publ. 791.
- Cass. Action possess. 219. — Cassation 1718-30 c.; Contrainte par corps 171-10 c.; Faillite 1091-10 c., 1093; Priv. et hypoth. 1378 c. — Cassation 1903; Prescript. civ. 893; Tierce opposit. 226 c. — Compétence administr. 168 c.; Expropri. publ. 43-20 c., 584-60. — Notaire 98-10.
- Orléans. Arbitr. 1201; Jugement par défaut 365-30 c.
- Delib. Enreg. 5069.
- 22 Cass. Cassation 1721-10, 1874-100; Contrat de mar. 3167-30, 3821 c., 3822 c. — Compét. civ. trib. d'arrond. 134; Domicile 46-20 c. — Enreg. 602; Transcript. hypoth. 698 c. — Expert. 87; Servitude 586.
- Bastia. Instr. crim. 780.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 2104. — Obligat. 4668-10; Propriété 192-30, 193, 194.
- Bruxelles. Enquête 285-10.
- Grenoble. Chasse 75 c., 207 c. — Ordre 671-20, 704-20. — Success. 1034.
- 23 Cass. Cassation 176. — Chasse 103. — Enreg. 5010-40. — Jeu 54.
- Loterie 25 c. — Médecine 44.
- Besançon. Avocat 144 c.; Désaveu 50; Mandat 81 c.; Obligat. 5228 c.
- Toulouse. Effets de comm. 829 c., 835, 896 c. — Obligat. 1423.
- Delib. Enreg. 2441.
- 24 Cass. Appel crim. 90. — Commune 1073; Voirie par eau 120 c. — Org. milit. 771. — Peine 539. — Voirie par terre 1878. — Vol 870.
- Bruxelles. Saisie-exécution 231-10 c.
- Caen. Mariage 157-10.
- Paris. Vente 1878.
- Rouen. Effets de comm. 488.
- 26 Cass. Chose jugée 59-20 c., 295 c.; Commune 1435. — Enreg. 2577 c., 2601.
- Caen. Effets de comm. 335 c., 456-10 c., 475-20 c., 488. — Obligat. 2874; Success. 464-10 c., 374 c.
- Metz. Postes 76.
- Nancy. Voirie par terre 1437-40.
- Riom. Paternité 551.
- 27 Cass. Contrat de mar. 992; Disposit. entre vifs 2533 c.; Jugem. 272-10; Responsabilité 247-20 c. — V. 23 février.
- Caen. Culte 553, 602; Emigré 364-10, 374 c.
- Pau. Disposit. entre vifs 2538-20.
- 28 Ord. Commune 3609-40; Travaux publ. 1220.
- Cass. Ordre 1215-20.

Février.

25 Dijon. Disposit. entre vifs 8344-20.
— Rouen. Rentes foncières 59, 98;
— Tierce-opposit. 197-101.
— Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 318;
Dom. engag. 125-40. — Emigré
252-20, 288-40-20, 362.
— Trés. publ. 457-10-20.

Mars.

1 Cass. Avocat 99. — Obligat.
2232-10.
— Besançon. Obligat. 147-10, 2888-
20 c., 2948-20 c. — Preuve 25
c.; Success. 2211-80 c.
— Nancy. Absent 687.
— Rouen. Obligat. 1758-20, 2420-
20 c.; Privil. et hypoth. 325;
Retenue 78 c.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 200.
— Règlement. Boulanger 107.
2 Cass. Droit civil 220 c.; Instr.
crim. 2236, 2552; Témoin.
faux 77-10; Témoin 670-50 c.
— Desistement. 238; Forfait. 48;
Instr. crim. 131-30 c.; Peine
229-20. — Presse-outrage 209.
— Bordeaux. Contrat de mar. 4163.
— Montpellier. Expert. 195 c., 291.
— Riom. Success. 1939.
3 Cass. Cassation 181. — Poids et
mesures 148-40. — Postes 68.
— Presse-outr. 209.
— Bordeaux. Conciliat. 105-50. —
Demande nouv. 62.
— Bourges. Exploit 228.
4 Cass. Ordre 888-10 c.
5 Cass. Dom. de l'Etat 342-10;
Frais et dépens 394-40 c.;
Prescript. civ. 98. Vente 1910.
— Douai. Appel civ. 699; Exploit
318-10 c. — Voirie par terre
2185-10.
— Nancy. Privil. et hypoth. 1804-
10 c.
— Rouen. Sarenchère 247, 284,
382.
— Toulouse. Disposit. entre vifs
453 c.; Paternité 734-90;
744-20. — Vente 281-20.
6 Cass. Appel civ. 992 c., 1094;
Contrat de mar. 1993 c.; Ex-
ploit 379 c.; Mariage 174 c. —
Date 33 c.; Disposit. entre vifs
1414-20, 2357-20; Obligation
3882 c., 3621 c. — Mandat
362, 346 c. — Minorité 640.
— Org. milit. 318. — Vente
2034.
7 Cass. Faillite 273-10. — Société
1658. — Vente publ. d'immeub.
577-20.
— Besançon. Chose jugée 21.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
3008-20, 3022 c., 3113-50 c.
— Poitiers. Huissier 113; Responsa-
bilité 682 c. — Séparat. de
corps 153, 178-20 c.
— Delib. Enreg. 3214.
8 Cass. Commissionn. 372 c., 452;
Compét. comm. 420 c. — Ma-
riage 562-40.
— Dijon. Usage 585-20.
— Grenoble. Contrat de mar. 3809,
4062; Privil. et hypoth. 901.
— Toulouse. Mariage 83-50, 88-50
c.; Reprises d'inst. 97.
— Cons. d'Etat. Cassation 1838 c.;
Emigré 355. — Commune 2344-
20, 2867-10 c.; Cons. d'Etat
209. — Commune 2334-20 c.,
2335. — Compét. administr.
179 c., Manufact. 24. — Cons.
d'Etat 89-20, 100-50. — Mé-
decine 201. — Conseil d'Etat
204; Marché de fourn. 69-30,
137-100. — Chose jugée 361 c.;
Marché de fourn. 49-110,
101-140-210, 137-80. — Emi-
gré 207-110, 287-40, 294-20.
— Hospices 85. — Travaux
publ. 607 c., 631, 1135.
9 Cass. Instr. crim. 2458-20-30.
— Aix. Acte de comm. 165.
— Colmar. Disposit. entre vifs 160;
Substitut. 126-20.
— Liège. Exploit 108-10, 189.
— Paris. Société 1478-20.

Mars.

9 Poitiers. Jugem. p. déf. 200-10.
— Circ. Douanes 706.
10 Cass. Appel crim. 52, 53 c.; Instr.
crim. 1144 c.; Jugem. 846 c. —
Attention aux meurs 81 c.; Instr.
crim. 1439, 1480-30, 2114; Ju-
gem. 831-30 c. — Eau 430-60 c.;
Jugem. 800-40; Voirie p. eau
315-10. — Instr. crim. 1439.
— Org. colon. 197-10. — Peine
513-10.
— Amiens. Except. 251; Nullité
20 c.
— Bordeaux. Séparat. de corps
199-20.
— Grenoble. Contrat de mar. 4133 c.;
Prescript. civ. 70 c., 755 c.;
Privil. et hypoth. 2523-10 c.,
2527-20, 2543-20 c.
— Metz. Vente 1734.
— Paris. Disposit. entre vifs 3217 c.
— Industrie 181.
— Traité. V. 9 mai 1827.
11 Loi. Impôts indir., p. 422.
12 Cass. Obligat. 1008 c., 1046.
— Bastia. Droit civ. 182.
— Bruxelles. Compét. civ. tribum.
d'arr. 387. — Jugem. 557-10.
— Caen. Disposit. entre vifs 1648-
90 c.; Mandat 297 c., 456-10.
— Obligat. 1356-10 c.
— Trib. de la Seine. Propriété lit.
348.
13 Cass. Cassation 1044 c.; Discipl.
271. — Contrat de mar. 1268;
Paternité 588, 648-10 c., 656 c.
— Propriété 185; Servitude
347 c., 348-30 c., 798 c.
— Besançon. Obligat. 4495-20.
— Caen. Effets de comm. 314.
— Toulouse. Deg. de jurid. 306-10.
— Delib. Enreg. 3764.
14 Cass. Action possess. 158. —
Compét. civ. trib. d'arr. 268;
Except. 209-20, 429, 430 c.;
Jugem. 363. — Obligat. 4654;
Rentes constituées 78 c.
— Bourges. Mines 625.
— Bruxelles. Compte 108. — Instr.
civ. 93 c., 100.
— Lyon. Huissier 25.
— Paris. Obligat. 4177-80. — Peine
322.
15 Loi. Postes, p. 12.
— Cass. Disposit. entre vifs 4457.
— Monnaie 68 c. — Obligat.
1389.
— Liège. Mines 274-10.
— Rouen. Nom 90; Société 778 c.
— Toulouse. Ordre 1049-10 c.
16 Cass. Instr. crim. 3321 c., 2856,
2959, 2378. — Peine 297 c.,
299-30.
— Bordeaux. Acquissem. 474 c.,
480. — Contrat de mar. 3322;
Except. 593 c.
— Bruxelles. Cassation 582.
— Decis. Douanes 67.
— Delib. Enreg. 3241, 3248 c.
17 Cass. Avortem. 11. — Culte 92.
— Jugem. 1079 50. — Témoin.
faux 29.
— Bourges. Ordre 1051-20.
— Bruxelles. Cassation 582.
— Paris. Mandat 130-50.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2803.
— Toulouse. Success. 851; Vente
publ. d'immeub. 157 c., 165,
1573-20.
18 Cass. Disp. par contr. 48; Saisie-
arrêt 419-10 c. — Jugement
847-20.
— Colmar. Commissionn. 413.
— Nancy. Vente publ. d'immeub.
1079-40.
— Riom. Presse-outr. 681 c., 693-
20 c., 898, 1401-20.
20 Cass. Action possess. 377. —
Disposit. entre vifs 2629.
— Douanes 714, 725-10-20 c. —
Monnaie 68.
— Aix. Séparat. de corps 370.
— Paris. Commune 1623, 1628 c.
— Decis. Certif. de vie 63 c.
— Delib. Enreg. 3047.
— Instr. Enreg. 836, 1227, 1724,
1778, 1859, 3191, 3370; Trans-
cript. hypoth. 684 c.

Mars.

21 Cass. Acquissem. 754. — Cas-
sation 1824-20 c., 1909-20;
Cautionnem. 193 c.; Privil. et
hypoth. 1935 c.; Vente publ.
d'immeub. 215-10-20-30, 1612-
30 c. — Cassation 1807 c.;
Louage d'ouv. 35. — Jugem.
1001-160.
— Bourges. Exploit 66-70; Vente
1584. — Tierce-opposit. 23.
— Caen. Droit marit. 256-20-40 c.
— Grenoble. Contrat de mar. 1890.
— Metz. Puits. patern. 78.
— Pau. Jugem. 467 c.; Vérificat.
d'écrit. 84.
— Poitiers. Arbitr. 1167, 1169 c.;
Demande nouv. 49 c.; Except.
350 c. — Mariage 783-30.
22 Ord. Culte, p. 717; Emigré 263-
20, 336-20; Marais 87-10, 91-
40 c.; Voirie p. terre 2369.
— Cass. Compte 74; Contrainte par
corps 275. — Org. judic. 303.
— Paris. Contrainte par corps 989;
Domicile 33-30; Jugem. par
déf. 425-10.
— Toulouse. Jour. férié 45-70 c.;
Saisie-arrêt 239 c., 254 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. eau 579.
— Voirie p. terre 335.
23 Cass. Complice 25-20 c.; Fonct.
publ. 47-50 c.; Forfait. 68-30;
Instr. crim. 3086-50 c., 3702 c.,
3475-20 c.; Mise en jugement
86-30 c. — Faux 303, 424 c.,
425 c.
— Besançon. Jugem. 519 c.; Vente
publ. d'immeub. 323.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
1717-30 c., 40 c., 1721-20,
1728-10 c. — Mat. sommaires
43-90.
— Circ. Douanes 383.
24 Arrêté. Voirie p. eau 296.
— Cass. Compét. crimin. 161-40 c.;
Instr. crim. 1105-10. — For-
fait. 151; Jugem. 793-30. —
Instr. crim. 1482, 2178, 3037-40.
— Grenoble. Success. 934-10.
25 Cass. Frais et dépens 60; Impôts
indir. 479 c.
— Besançon. Deg. de jurid. 147-30,
364-30 c.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 1750.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 1754-
10; Success. 257-10.
27 Cass. Disposit. entre vifs 4094-20.
— Domaines engagés 44. —
Propriété féod. 168-20. — Vente
publ. d'immeub. 1804.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
2804.
— Bruxelles. Enreg. 5767.
— Nancy. Enquête 220; Exploit 65-
50 c.
— Paris. Gendarme 38; Liberté in-
divid. 22 c.; Officiers de paix
11. — Presse-outr. 604-20 c.
— V. 23 mars.
— Poitiers. Emigré 386.
— Solut. Enreg. 4473.
28 Cass. Arbitr. 750; Délai 98 c. —
Contrat de mar. 3596. — En-
reg. 5297, 5303 c. — Louage
142-70 c., 143 c., 686. — Tierce
opposit. 50 c.
— Bruxelles. Enreg. 863.
— Lyon. Compét. comm. 445; Man-
dat 141 c.
— Rennes. Droit marit. 1083 c.,
1209, 1217 c., 2239 c.
— Decis. Douanes 166.
— Delib. Transcript. hypoth. 696 c.
29 Ord. Douanes, p. 598.
— Cass. Arbitr. 845, 854 c., 1128 c.;
Chose jugée 96-30 c. — Cas-
sation 367 c.; Instr. crim.
2659; Responsab. 579-30. —
Complice 26-10. — Instr. crim.
186 c.; Presse-outr. 515.
— Liège. Contrat de mar. 2692.
— Toulouse. Contrat de mar. 3309-
20; Obligat. 2683-30 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr.
221 c. — Conseil d'Etat 198.
— Dom. de l'Etat 230, 322. —
Emigré 209-100. — Jugem. p.
déf. 521. — Prises marit.
215-30. — Propriété 378.
— Arrêté avoc. de Paris. Avocat
400.

Mars.

30 Cass. Cassation 329; Commune
865 c., 866, 867 c.; Voirie par
terre 1798 c., 1803 c., 1806 c.,
1911-40 c., 2067-40 c.
— Bruxelles. Commissionn. 269.
— Delib. Enreg. 1011.
31 Cass. Forfait. 119; Vol 795-100.
— Besançon. Deg. de jurid. 127-100.
— Paris. Bourse de comm. 442.
Avril.
1 Bastia. Appel civil 210 c. — Ex-
cept. 512.
— Caen. Responsab. 479.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 2203.
— Rennes. Absence 502; Denoie
nouv. 67-30 c.
— Rouen. Faillite 390, 1377 c.
2 Cass. Deg. de jurid. 608. — Ex-
cept. 343-60; Vente publique
d'immeub. 1250-10 c.
— Bordeaux. Droit marit. 1692 c.,
1693, 1700.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 127.
— Paris. Domaines de l'Etat 199 c.,
289 c.; Dom. engag. 15 c., 20 c.
— Decis. Obligat. 3467.
4 Cass. Enreg. 107 c., 1993, 2854 c.,
2912. — Mandat 143-40. — Su-
renchère 278. — Vente 901-40.
— Bourges. Dispos. entre vifs 2747.
— Grenoble. Vente 1180-30.
— Nîmes. Substitut. 203-50.
5 Ord. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Cassation 1874-160 c.;
Disposit. entre vifs 993 c.
— 1671 c.-60 c.; Vente 143.
— Bordeaux. Acquissem. 666.
— Lyon. Contrainte p. corps 150 c.,
176-30 c.; Responsabilité 193-
20 c. — Minorité 395-20; Pui-
sance patern. 55 c., 74-30 c.
— Paris. Appel civil 498 c.
— Toulouse. Impôts indir. 102-40.
— Trib. de Marseille. Arbitr. 821.
6 Cass. Cassation 2248 c.; Crimes
c. les personnes 201, 202 c.;
Instr. crim. 3469-10. — Cassat.
2257 c.; Faux 303, 424 c., 425
c.; Peine 151-10 c. — Jugem.
897-30 c.; Peine 208. — Minist.
publ. 49-40. — Peine 513-10.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3655.
— Vente publ. d'immeub., V.
27 avril 1827.
— Bourges. Usage 260.
— Paris. Arbitr. 193.
— Poitiers. Privil. et hypoth. 1278-
10 c., 1299-20.
— Riom. Enquête 639-10.
— Trib. de la Seine. Disposit. entre
vifs 8729.
— Delib. Enreg. 1231.
7 Cass. Annistie 68; Forêts 447 c.
— Chasse 477. — Forêts 1429.
— Instr. crim. 3294, 3271-10.
— Témoin 577-40. — Pêche fluv.
124-20, 152 c. — Voirie p. terre
1130.
— Bordeaux. Obligat. 4948-10. —
Privil. et hypoth. 2722-20.
— Bruxelles. Jeu 21-50; Vente
1411 c.
— Grenoble. Disposit. entre vifs
3102, 3208-40 c.; Notaire 99 c.,
196 c.; Obligat. 2521-10 c.
— Paris. Commune 2174. — Usage
590 c.
— Rouen. Contrainte p. corps 952 c.,
955. — Minorité 174 c., 206,
234 c.
8 Paris. Notaire 510-30.
— Trib. comm. de la Seine. Indus-
trie 348.
9 Cass. Arbitr. 112 c.; Compét.
civ. trib. d'arr. 220; Compét.
comm. 311 c.
— Caen. Deg. de jurid. 207-20.
— Rennes. Conciliat. 353. — Mandat
73, 336 c. — Minorité 719-20.
10 Cass. Acquissem. 225 c., 233 c.
— Cassation 1251 c., 1273.
— Faux incid. 64 c., 145. — Faux
incid. 46; Mat. somm. 25 c.
— Notaire 495 c., 499-10 c., 514-
40 c., 517. — Org. colon. 374 c.
— Usage 258.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 304-10.

Avril.

10 Caen. Jugem. 432-10 c.; Obligat.
3165-40 c., 3170 c.; Reféré
167 c.; Saisie-exécution 105,
206 c. — Saisie-arrêt 247.
— Montpellier. Contrat de mar. 382.
— Decis. Saisie-arrêt 95.
11 Cass. Acte de comm. 154 c.; Lol
78-20 c. — Action poss. 799 c.;
Compét. civ. trib. de paix 34 c.;
Deg. de jurid. 30 c., 32, 222-
80 c. — Cassation 1597. — Ef-
fets de comm. 931. — Org. jud.
172-10-30. — Org. milit. 412 c.,
413-10-20. — Prescript. civ.
450; Usage 140-20.
— Cons. d'Etat. Commune 2576. —
Compét. administr. 237 c. —
Emigré 234, 264-10, 338-40,
345, 766-20.
— Circ. Douanes 371.
12 Cass. Cassation 1492-10 c.; Té-
moin 460-20 c., 474.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 123-19,
245 c. — Except. 179-10.
13 Delib. Enreg. 867, 868.
14 Cass. Compét. crim. 554. — Fail-
lite 1459-10; Instr. crim. 2735
c. — Faux 166-10, 260. — Instr.
crim. 369 c.; Serment 106-10.
— Instr. crim. 2456-20.
— Bruxelles. Exploit 612; Jugem.
d'av. dire droit 403-30; Success.
821.
— Douai. Mandat 191 c.
— Decis. Instr. crim. 564.
17 Ord. Mines 45.
— Cass. Action possess. 527; Peine
776 c.; Responsab. 181-20 c. —
Disposit. entre vifs 1689-10;
Obligat. 511. — Ordre 1337-20;
Privil. et hypoth. 713-20 c.,
961; Success. 1469, 1486. —
Prescript. civ. 800, 801 c.
— Pau. Success. 2305-40.
18 Cass. Avoué 236. — Cassation
2128 c.; Compét. civ. tribum.
d'arrond. 305 c.; Pénemption
300-10. — Expert. 84 c., 86. —
Responsab. 681.
— Bruxelles. Contrat de mar. 2995 c.,
3009 c., 3010, 3015 c. — Dispos.
entre vifs 3432-40.
— Delib. Enreg. 1305.
19 Cass. Deg. de jurid. 586. — Fail-
lite 438. — Org. judic. 201-10 c.
— Bruxelles. Exploit 521-80.
20 Cass. Compét. crim. 648; Peine
429 c. — Complice 36-60 c., 154;
Instr. crim. 1562. — Faux 185;
Instr. crim. 2471-20. — Peine
458-10. — Règlement de juges 175.
21 Cass. Cassation 1053 c.; Jugem.
80-20 c., 767-30. — Chasse 388
c.; Procès-verb. 574-30, 610-70,
612, 619. — Commune 833;
Responsab. 505-60 c. — Faux
219, 298; Instr. crim. 2472-
60 c. — Instr. crim. 927-20;
Presse-outrage 529. — Mat.
d'or et d'arg. 84 c., 88-20, 90 c.,
92-10 c.
— Dijon. Louage 488.
22 Cass. Dem. nouv. 180 c., 188;
Disposit. entre vifs 1667. —
Org. judic. 297.
— Bourges. Commune 1601-10.
— Rennes. Enquête 232.
24 Cass. Borne 57. — Compétence
comm. 459 c.; Domicile 22 c.;
Droit civil 344-20 c.; Effets de
comm. 332 c., 482 c.; Jugem.
1005-40 c. — Dispos. entre vifs
1343; Obligat. 436 c. — Emigré
231-20.
— Montpellier. Chose jugée 322.
— Paris. Nantissem. 126-20 c.; Pri-
vil. et hypoth. 303.
— Riom. Minorité 643-30.
25 Loi. Org. colon. 989, p. 1040.
— Cass. Commune 2093 c., 2105. —
Compét. crim. 156 c.; Except.
205-30 c.; Prise à partie 49 c.;
Renvoi 95. — Deg. de jurid.
325-20; Frais et dépens 284. —
Enreg. 1227 c., 1230 c., 1691,
— Mat. somm. 25-40.
— Colmar. Obligat. 5284.
— Liège. Cassation 754.
— Paris. Propriété lit. 169-10.

Avril.

- 26 Cass. Cassation 1883 c.; Jugem. 9:0-60; Obligat. 1885 50 c.; Privil. et hypoth. 478-20. — Org. colon. 108-10. — Prescript. civ. 343.
- Aix. Faillite 1243, 1265-30 c.; Obligat. 2417-30 c.
- Grenoble. Vente publique d'imm. 1459-20-50 c.
- Nancy. Compét. civ. trib. d'arr. 136; Faillite 79 c., 1328-30; Règlm. de juges 21 c.
- Riom. Contrat de mariage 2001, 3512 c., 3525 c., 3639 c.
- Rouen. Succès. 699, 2077 c.
- 27 Cass. Contrav. 160. — Instr. crim. 1297, 1302-30, 1550, 1623-10, 1626-40, 1634, 1643 c., 1820; Serment 188-30. — Peine 135 c., 153-30. — Procès-verb. 138-10.
- Bordeaux. Prescript. civile 491, 493 c. — Vente publ. d'imm. 1805-20.
- Bourges. Loi 35; Prescript. civ. 797-30 c.
- Douai. Jug. d'av. dire droit 21-30; Transaction 95 c., 97 c.
- Lyon. Vente publ. d'imm. 452 c., 458-10 c., 462-10 c.
- Paris. Banque 109; Usufruit 173 c.
- Pau. Absent 93 c., 151 c., 210, 219, 231 c., 265 c., 304, 319, 331 c., 332 c.
- Rouen. Presse-outr. 821.
- Toulouse. Appel civ. 1040.
- Cons. d'Etat. Taxe 17-20 c.
- 28 Cass. Commune 888 c., 890, 1323 c.; Contrav. 340-10; Serment 200-10. — Frais et dep. 1028; Jour férié 81-20 c. — Jugem. 744-40. — Org. colon. 1011. — Presse-outrage 205-20, 206 c., 209 c., 1257-10; Procès-verb. 138-10. — Quest. préjud. 172.
- Paris. Prescript. civ. 1052-10 c., 1096-110.
- Riom. Biens 70; Saisie exécut. 150-20 c.
- 29 Ord. Garde nation. p. 394.
- 30 Cass. Jugem. 1014-30. — Ordre 493 c.; Vente 1290-60, 1307-10 c., 1351-40 c., 1315 c.
- Bordeaux. Droit marit. 1688.
- Bourges. Prescript. civ. 1086.
- Bruxelles. Jugem. 594-10.
- Circ. Faillite 371.
- Decis. Certif. de vie 62 c.
- Instr. Trav. publ. 179, 182.

Mai.

- 1 Cass. Action possess. 462. — Vente administr. 324; Voirie p. terre 641 c.
- Toulouse. Appel civ. 793 c.; Emigré 131-10, 387.
- Delib. Enreg. 1680, 2441.
- Lié. Instr. crim. p. 340; Notaire, p. 591; Pétition 20.
- Cass. Appel civ. 1173. — Arbitr. 82 c., 737 c., 739. — Demande nouv. 182. — Impôts indir. 378, 476; Jugem. 196-20. — Tres. publ. 1376-20-30, 1405-30 c. — Vente 1600 c.
- Bastia. Interdict. 24-50.
- Caen. Contumace 80.
- Colmar. Vente 1956-30.
- Grenoble. Impôts indir. 589-10.
- Guadeloupe. Disposit. entre vifs 1058.
- Toulouse. Faux incid. 30, 136 c.; Minorité 522-20 c.
- Cons. d'Etat. Eau 469-40; Servitude 406 c. — Emigré 264-20, 274-10, 280, 338-20, 313, 345-30, 366-40. — Patente 171.
- Circ. Douanes 621.
- Instr. Enreg. 4970-80.
- 2 Cass. Cassation 1666-10 c.; Compét. civ. trib. de paix 114. Manufact. 175-10 c., 177-20 c. — Eau 566-10 c.; Manufact. 177-10, 181 c.; Responsab. 250-20 c.
- Aix. Mariage 782-30 c., 860-30.
- Bordeaux. Conciliat. 180.
- Dijon. Appel civ. 748 c.; Exploit 262-40, 404-30.

Mai.

- 3 Grenoble. Deg. de jurid. 186-10. — Liège. Enquête 250, 371 c.
- Nîmes. Succès. 1878-10.
- Rouen. Droit marit. 1104.
- 4 Arrêt. Nîmes 414-30.
- Cass. Appel crim. 356. — Instr. crim. 3787. — Mat. d'or et d'argent 87. — Peine 293-30.
- Bruxelles. Contrat de mar. 505 c., 510.
- Colmar. Emigré 387.
- Rouen. Vente publ. d'imm. 760-30, 762 c.
- Trib. comm. de la Seine. Industrie 318.
- 5 Cass. Instr. crim. 3037-30; Renvoi 171 c., 175. — Jugem. par déf. 469.
- 7 Cass. Privil. et hypoth. 2171 c. — Bastia. Enquête 389.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 2915-10. — Prescript. civ. 294; Vol 81-20 c.
- 8 Cass. Commune 2374. — Faux incid. 64 c., 82-40. — Obligat. 3785, 3799 c., 3889 c. — Privil. et hypoth. 2204.
- Bordeaux. Compte 92; Demande nouv. 69.
- Caen. Deg. de jurid. 118. — Jugem. 321-10 c.; Ordre 1106-10 c., 30 c.; Tierce-opposit. 81, 253-10 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 123.
- Trib. de la Seine. Mariage 783.
- Cons. d'Etat. Emigré 411-30, 412.
- Decis. Notaire 210, 211.
- Rapp. Forêts, p. 92.
- 9 Ord. Trait. Internat. p. 582.
- Cass. Cassation 1653-100 c., 1840-20 c.; Mat. somm. 56; Prescript. civ. 341-10 c.; Succès. 1505-10, 1723 c., 1842-30 c.
- Trib. de Grenoble. Enreg. 5011.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 174-10. — Emigré 273-20, 295-30, 344, 363.
- Delib. Agrée 21.
- 10 Cass. Acquissem. 266. — Bourse de comm. 387. — Mines 560. — Presse-outr. 668; Verificat. d'écrit. 184-10.
- Bruxelles. Acte de comm. 129. — Demande nouv. 156-40.
- 11 Cass. Contumace 47-30; Loi 71 c.; Témoin 567. — Duel 100. — Vol 496.
- Grenoble. Vente 313.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 509.
- Circ. Halles 31.
- 12 Cass. Chose jugée 521 c.; Compét. crim. 517 c.; Dénonciat. calomn. 1 c., 40, 82 c., 103-40 c.; Discipl. 30-50 c.; Instr. crim. 548 c. — Peine 335-10. — Règlm. de juges 175.
- Amiens. Chasse 397.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 1669-20. — Obligat. 2699; Vente 1183; Vente publ. d'imm. 2130-20 c.
- Dijon. Appel civ. 996 c., 1002.
- Douai. Succès. 1709.
- Cons. d'Etat. Emigré 264-10.
- 14 Cass. Jugem. d'av. dire droit 60.
- Montpellier. Contrat de mar. 517.
- Riom. Exploit 35-40 c.; 424-10, 497-30.
- 15 Cass. Commune 2066. — Enreg. 193-20, 4198 c. — Obligat. 282, 4981-20.
- Bastia. Prescript. civ. 1088.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 531.
- Toulouse. Paternité 732.
- 16 Ord. Commune 2148-10, 2156-40 c.; Quest. préjud. 201-20; Trav. publ. 1235-10.
- Cass. Action possess. 124. — Cassation 1398 c.
- Colmar. Industrie 212-20; Manufact. 170-30 c.
- Grenoble. Discipline 50-20.
- Cons. d'Etat. Chose jug. 101-10. — Commune 1383 c.; Jugem. p. déf. 508-30, 527. — Commune 1686. — Compét. administr. 43-30 c.; Concess. administr. 22 c.; Eau 478-110. — Compét. admin. 443 c.

Mai.

- 16 Cons. d'Et. Cons. d'Etat 124-80, 128-10 c.; Trav. publ. 530-10, 543, 1118-20. — Cons. d'Etat 127; Travaux publ. 500-10 c., 1118-20. — Dom. publ. 52-20 c.; Eau 530; Voirie p. eau 45-10 c., 260-20, 334 c. — Emigré 234, 344; Instr. administr. 17-10. — Emigré 264-20, 265. — Manufact. 27-20. — Tresor publ. 531. — Vente administr. 309-40. — Voirie p. terre 405-10, 1133-30, 1138-10, 1158, 2006-20, 2023, 2302-30 c.
- Decis. Douanes 738.
- 17 Cass. Commune 2040. — Enquête 523-30 c., 530 c. — Jugement 997-80. — Paternité 234.
- Bourges. Contrat de mar. 251; Privil. et hypoth. 1284-10.
- Bruxelles. Peremption 200.
- Liège. Mines 166.
- Limoges. Tierce-opposit. 55.
- Rennes. Arbitr. 1023.
- Riom. Obligat. 2707.
- Toulouse. Contrat de mariage 3967-70.
- 18 Cass. Vol 121 c., 131.
- Angers. Compét. admin. 368 c., 374 c.; Imp. dir. 532 c., 602-40.
- Bordeaux. Société 564.
- Caen. Mariage 264.
- La Haye. Louage 643.
- Nancy. Contr. p. corps 194, 248; Responsab. 217-10 c.; Surencière 193-20. — Usage 424.
- 19 Cass. Appel crimin. 55 c.; Instr. crim. 1041, 1277 c. — Cassat. 1451 c.; Culte 97-20, 105 c.; Peine 110 c. — Cassation 2151. — Instr. crimin. 276 c.; Rénscat. 19 c., 48-10; Renvoi 147-20 c., 161-20. — Presse-outr. 743-40 c., 1389-20.
- Paris. Bourse de comm. 387.
- Rouen. Chose jugée 358-10.
- 21 Cass. Compét. administr. 108 c.; Vente administr. 197.
- Bastia. Appel civ. 682 c. — Exploit 62-30.
- Caen. Arbitrage 1184, 1185 c., 1261 c. — Faillite 97; Obligat. 2339 c.
- Montpellier. Contr. p. corps 181; Obligat. 2311 c.
- Toulouse. Succès. 2053.
- Circ. Droit marit. 387.
- 22 Cass. Commune 3374; Mandat 158-10 c.; Obligat. 4742-20 c. — Désaveu 30 c.; Jug. p. déf. 130-20, 147 c., 227-120 c. — Usage 524-40. — Vente 1161.
- Besançon. Conciliat. 210-10.
- Bordeaux. Absent 656.
- Decis. Douanes 914.
- Delib. Enreg. 338, 938 c., 944.
- Solut. Enreg. 997.
- 23 Ord. Dom. de la cour. 20-40; Organ. économ. p. 1290.
- Cass. Enquête 524.
- Bordeaux. Contrat de mar. 4150-10; Disposit. entre vifs 1683-80 c., 3435 c.
- Lyon. Contrainte p. corps 758.
- Rennes. Privil. et hypoth. 480, 699-10 c.
- Rouen. Contrat de mar. 4319-10.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 190. — Voirie p. terre 2011-10, 2126-10.
- 24 Cass. Commune 1143; Compét. crim. 407. — Faux 298 c., 302 c., 327, 328-10 c., 30 c., 40 c.; Instr. crim. 2431, 2457 c. — Faux incid. 300. — Garde champêt. 48; Liberté indiv. 28 c.
- Bourges. Privil. et hypoth. 423-30 c., 1658-50 c., 2113-30, 2310, 2316, 2427-20 c.; Rente viagère 143-20 c., 149.
- Douai. Vente publ. d'imm. 2051-10.
- Lyon. Disposit. entre vifs 2414-20 c.
- Trib. du Havre. Droit civil 295 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 793.
- 26 Ord. Boulanger 98.

Mai.

- 26 Cass. Acquissem. 886 c. — Cassation 394 c.; Instr. crim. 131-40 c. — Impôts indir. 94, 94 c., 97. — Octroi 171, 232-40. — Org. colon. 45-10 c., 170 c., 361-20 c., 503, 517, 1020. — Vol 728-50.
- Besançon. Privilèges et hypoth. 2410-10.
- Bordeaux. Appel civil 1091.
- Bruxelles. Ordre 485-10 c.
- Lyon. Succès. 1451-20.
- 28 Cass. Cassation 80 c.; Eau 472-130 c., 130 c., 560-70.
- Bourges. Prêt à intérêt 26-30; Privilèges et hypoth. 1692-20, 2395 c.
- Toulouse. Emigré 392.
- 29 Loi. Enreg. 3280-30; Voirie par eau p. 739-799, 740-840.
- Cass. Cassation 1909-90. — Enquête 449. — Obligat. 4875-20 c., 4947 c., 4949. — Papier-monna. 80-40.
- Caen. Ordre 133 c.; Privilèges et hypoth. 1411-20, 1671-20, 2039.
- Montpellier. Prescript. civ. 953-10 c.; Vente 1352, 1290-60, 1323-40 c.
- 30 Cass. Douanes 578 c., 651. — Propriété féod. 288. — Règlm. de juges 59. — V. 1828.
- Aix. Droit marit. 256-30, 2265 c.
- Caen. Rentes fonc. 59, 98; Tierce opposit. 197-10.
- Orléans. Emigré 386.
- Trib. de la Seine. Propriété littéraire 378.
- Instr. Hospices 245, 319, 324, 352, 353, 354, 360.
- Traité. V. 23 septembre 1827, 12 septembre 1835.
- 31 Cass. Cassation 1845; Commune 2366-20, 2372 c., 2650 c.; Responsab. 665 c. — Cassat. 2220 c.; Instr. crim. 1754-20, 3366-20. — Industrie 285, 292 c. — Org. colon. 616-10. — Organ. judic. 506-10. — Règlm. de juges 16-20.
- Bruxelles. Exploit 75-10.
- Nancy. Culte 489-10 c., 598.
- Paris. Privil. et hypoth. 324-30.

Juin.

- 1 Cass. Douanes 966-10; Faux incid. 275, 276 c. — Faux 156. — Organ. colon. 374, 389. — Org. instr. publ. 301-10.
- Bordeaux. Mandat 271-20. — Obligat. 2294-10, 2295-40 c. — Succès. 1568.
- Poitiers. Effets de comm. 922.
- Toulouse. Commune 2650 c.; Eau 360; Responsab. 670-10 c.
- Decis. Douanes 66.
- 2 Cass. Chasse 488. — Presse-outr. 233. — Voiture 426-20.
- Bordeaux. Appel civ. 711. — Disposit. entre vifs 1562-10; Enreg. 573 c.; Mandat 425-10.
- Liège. Enquête 177.
- Paris. Acquissem. 197. — Contrainte p. corps 436 c.
- 3 Cass. Org. colon. 388 c.
- 4 Besançon. Servitude 227-30.
- Toulouse. Faillite 613-50.
- 5 Arrêt. Org. colon. 479 c., 526.
- Cass. Action possess. 810. — Vente 745.
- Guadeloupe. Saisie-arrêt 385 c.
- Metz. Succès. 459.
- Toulouse. Deg. de jurid. 314.
- 6 Loi. Trés. publ. p. 1142.
- Ord. Forêts 115.
- Cass. Enreg. 5569. — Louage d'ouvr. 106-20.
- Bruxelles. Jugem. 163-80.
- Caen. Avocat 137. — Emigré 71.
- Rennes. Obligat. 4390.
- Cons. d'Etat. Emigré 287-10-40.
- 7 Cass. Bourse de comm. 415. — Voirie p. terre 175-10, 638-20 c.
- Bourges. Compét. comm. 220.
- Nancy. Appel civ. 125 c.
- Nîmes. Serment 22-80.

Juin.

- 8 Cass. Faux 298, 327, 328-20. — Instr. crim. 2431 c., 2457-10. — Frais et dépens 1011-20. — Impôts indir. 195, 234, 243, 275 c., 517. — Peine 188-20.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 2146.
- Orléans. Cassation 2037.
- Circ. Douanes 57.
- Delib. Enreg. 1590, 1730.
- Instr. Trés. publ. 908.
- 9 Cass. Contrav. 57 c. — Fam. 399-20.
- Instr. Enreg. 2691, 2699, 2700, 2974.
- 11 Cass. Action possess. 598 c., 614, 615 c.
- Bordeaux. Ordre 705-10.
- Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 215.
- 12 Cass. Cassation 1114 c., 2105 c.; Exploit 22-70 c.
- Bordeaux. Perempt. 102-10, 187.
- Lyon. Société 1471 c.; Vente 1863.
- Delib. Enreg. 435-10, 756.
- 13 Cass. Contrib. indir. 17; Obligat. 5030-10 c. — Enreg. 279, 2381 c., 3355 c., 3367 c. — Jugem. 1001-150, 1002-100. — Ordre 816. — Servitude 211, 600 c.
- Bastia. Contrainte p. corps 264.
- Grenoble. Appel civ. 938.
- Paris. Effets de comm. 665.
- Rouen. Compulsio 9-20 c.; Culte 554; Obligat. 4244-20 c., 789 c.
- Cons. d'Etat. Culte 262. — Emigré 295-10.
- 14 Cass. Cassation 1620-20 c.; Contr. de mar. 1227 c.; Droit civil 691 Emigré 65; Jugem. 994-10; Mandat 130-40 c.; Mariage 586-40 c., 850 c. — Dépôt 61 c.; Louage 402.
- Cons. d'Etat. Marais 106-20.
- 15 Cass. Borne 145. — Faux 290-20 c., 298 c., 312, 327 c.; Instr. crim. 2131 c., 2457 c. — Faux 330, 321 c.; Instr. crim. 2457-20 c., 1284, 1802. — Org. judic. 700. — Serment 177-40.
- Bordeaux. Saisie-arrêt 229, 231 c.; Trésor publ. 598 c., 602, 613 c.
- Montpellier. Enquête 424-10.
- Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 400. — Jugem. p. déf. 458-10. — Séparat. de corps 138.
- Pau. Commune 2167, 2168 c., 2172 c.
- Toulouse. Privilèges et hypoth. 2351-10.
- Delib. Enreg. 3171, 3291.
- 16 Cass. Cassation 2249-20 c. — Complice 140. — Douanes 292-20-30.
- Metz. Interrog. sur faits et art. 16-10.
- Rouen. Compét. comm. 218.
- Delib. Enreg. 1392.
- 17 Delib. Enreg. 3880.
- 18 Cass. Commission. 427. — Effets de comm. 771.
- Nancy. Commission. 2080; Eau 211-10 c.
- 19 Cass. Arbitr. 1345. — Succès. 1135.
- Caen. Mandat 267.
- Montpellier. Dépôt 226-50, 231 c.
- Paris. Emigré 315-30.
- 20 Ord. Org. écon. p. 1290; Pension, p. 764.
- Cass. Effets de comm. 643, 645 c. — Jugem. 985-10, 989-40; Obligat. 5240 c. — Notaire 411-20. — Prescript. civ. 902. — Servitude 40; Usage 334 c., 410-20 c. — Vente 511, 1108 c.
- Agen. Date 19 c. — Succès. 1028.
- Bruxelles. Instr. crim. 843.
- Caen. Contrat de mar. 311; Surencière 65 c.
- Grenoble. Contrat de mar. 4289; Prescript. civ. 591.
- Riom. Prescript. civ. 84; Usage 196-10 c.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 4378.
- Cons. d'Etat. Commune 1522. — Emigré 251. — Manufact. 69.
- Delib. Enreg. 347.

Juin.

- 21 Cass. Banquier 53 c.; Compét. comm. 46 c.; 92; Obligat. 5052-10 c. — Enquête 60; Jugem. 1018-10 c. — Faillite 1389; Faux 298; Instr. crim. 2450-20, 2457-30. — Jugem. 793-30. — Requête civ. 10.
- Bruxelles. Abus de confiance 154. — Frais et dépens 984. — Vol 181.
- Douai. Commerce 154.
- Paris. Jugem. d'av. dire droit 38-40.
- Circ. Boulanger 98.
- 22 Cass. Complice 251.
- Bruxelles. Minorité 169, 356 c., 358 c.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 4213, 4238-50 c.
- Paris. Mandat 248-10.
- Riom. Mariage 761.
- Delib. Enreg. 3836, 3927.
- 23 Cass. Défense 36. — Forêts 317-70 c., 1075 c., 115, 1186 c. — Forêts 1195, 1335, 1336 c. — Instr. crim. 3358, 3362-10, 3339, 3342; Peine 398. — Instr. crim. 2431-40; Tentative 39-40. — Instr. crim. 3098c., 3101-20, 3104-10 c. — Jugem. 832-30. — Prescript. crim. 192.
- Bordeaux. Droit marit. 1988.
- Rennes. Droit publ. 34 c.; Obligat. 3-97.
- Trib. de la Seine. Contr. par corps 585.
- 24 Lol. Tres. publ., p. 1142.
- Ord. Presse-outr., p. 411.
- 25 Arrêt. Donnes 241, 244 s., 252, 253 s., 258, 346, 439. — Propriété 469, 513 c.
- Grenoble. Deg. de jurid. 458-10.
- Lyon. Effets de comm. 715.
- Paris. Contrainte p. corps 823.
- 26 Cass. Cassation 1718-60 c. — Caution. 311 c.; Lol 380-10, 30 c.; Prescript. civ. 639-30 c., 124 c. — Commune 1603-70. — Contrat de mar. 1594.
- Bordeaux. Contr. par corps 812.
- Bruxelles. Cassation 582.
- Pau. Prescript. civ. 869-10.
- Solut. Enreg. 1066.
- 27 Cass. Action possess. 210, 512 c. — Conciliat. 234-30; Vente publ. d'immeub. 999 c. — Enreg. 2800, 5769 c., 5798-30 c. — Org. judic. 161-10. — Vente publ. d'immeub. 186 c., 191-10 c., 635.
- Orléans. Servitude 988.
- Cons. d'Etat. V. 11 juin.
- Décs. Donnes 745-40.
- 28 Cass. Disposit. entre vifs 187-10. — Société 1180-10.
- Caen. Interdict. 84-80, 85 c., 309 c.; Minorité 243 c.
- Grenoble. Responsab. 194.
- Décs. Donnes 623.
- 29 Cass. Complice 79-20; Vol 174 c. — Chose jugée 567-50 c.; Duel 105. — Faux 426. — Instr. crim. 2356, 3126. — Responsab. 889-30 c.
- Bordeaux. Domicile élu 119-30. — Jugem. 454-40.
- Paris. Propriété littér. 360.
- 30 Cass. Appel crim. 357. — Cassation 551, 561, 1407 c. — Domm. destr. 138 c.; Forêts 769; Lol 115-10 c., 531-40 c. — Evasion 24; Traité internat. 277 c., 316 c. — Org. marit. 976. — Procès-verb. 672-20, 680, 703-10, 731.
- Bruxelles. Success. 752.
- Grenoble. Contrat de mar. 4253; Disposit. entre vifs 2428.
- Lyon. Acte de comm. 178; Commerce. 48 c.; Société 876-30.
- Montpellier. Arbitr. 1351.
- Instr. Enreg. 613.

Juillet.

- 1 Bruxelles. Obligat. 1202-50.
- Rennes. Jugem. 578-30.
- 2 Cass. Commune 1595-10. — Prêt à inter. 42-50.
- 4 Bordeaux. Jugem. p. déf. 347-30.

Juillet.

- 1 Metz. Vol 921.
- Riom. Disposit. entre vifs 473.
- 3 Cass. Dispos. entre vifs 2035-40, 2235-40 c. — Vente 1808. — V. 5 juillet.
- Agen. Interdict. 104-10.
- Bordeaux. Jug. p. défaut 250-10, 261.
- Bruxelles. Vente 1780.
- Caen. Prescript. civ. 674.
- Grenoble. V. 7 juillet.
- Lyon. Privil. et hypoth. 1035.
- Toulouse. Obligat. 5284-30.
- Delib. Enreg. 3471, 3177.
- 4 Ord. Org. colon. 585, p. 1040.
- Cass. Donnes 70, 890 c.; Lol 73-10 c. — Mat. somm. 25.
- Limoges. Enquête 102, 308 c., 397-20 c., 405 c.
- Lyon. Société 818, 858 c.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 361 c.; Requête civile 267, 280-10. — Commune 1476. — Compét. administr. 146. — Cons. d'Etat 100-160; Jug. p. déf. 501-30. — Désistement. 216. — Dom. eng. 64-20. — Eau 119 c., 121; Voirie p. eau 91 c. — Eau 231, 406-40, 457-140. — Emigré 119, 258-30, 275, 287-20, 343. — Manufact. 123, 162. — Marché de fourn. 71-30, 98-30, 117-30, 159-110. — Octroi 282, 283-10. — Terre-oppoist. 290-20. — Trav. publ. 480, 590, 594, 625. — Trésor publ. 426-40. — Vente admin. 172. — Voirie p. terre 1749, 1769-20, 1766, 2121-20, 2173 c.
- 5 Cass. Cassation 1620-30 c.; Lol 430; Mandat 143-50 c., 150-10 c.; Privil. et hypoth. 1264 c., 2427, 2429 c.
- Bruxelles. Société 1670.
- Limoges. Minorité 674 c.; Obligat. 2850-30, 3035 c. — Organ. milit. 392-20.
- Montpellier. Vente 769-10.
- Paris. Dom. engag. 73.
- 6 Cass. Cassation 252, 1380-40 c.; Faux 170, 298; Instr. crim. 2457-40, 2776-20. — Contrav. 458 c.; Médecine 69. — Grâce 47, 48 c., 51 c. — Instr. crim. 1284, 1309-20 c. — Lol 554-20 c. — Org. colon. 197-10. — Presse-outr. 269.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 354-40.
- Bourges. Deg. de jurid. 423-40.
- Orléans. Success. 774-40.
- Paris. Arbitr. 292, 297 c., 600 c.; Compét. comm. 299 c.
- 7 Cass. Appel crim. 356; Cassation 2257; Presse-outr. 1196-30. — Commune 1155; Contrav. 338 c.; Force majeure 42 c. — Crimes c. les personnes 201, 202 c.; Instr. crim. 2438-30. — Faux 253. — Impôts indir. 346-20-40 c. — Instr. crim. 832; Lol 455 c.; Traité internat. 274 c. — Vente de substances falsif. 60.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 3592, 3704-50.
- Grenoble. Appel civ. 151 c.; Avocat 463, 486 c., 492 c.; Degré de jurid. 579 c.; Discipl. 74 c., 255 c.; Jugem. 208 c.
- Limoges. Surenchère 383.
- Nancy. Séparat. de corps 244.
- 8 Ord. Enreg. 6086-40.
- 9 Bordeaux. Caution. 93.
- Paris. Faillite 48-30; Vente 740-20. — Faillite 295-10; Privil. et hypoth. 857-20, 859 c.
- 10 Ord. Octroi. p. 18.
- Cass. Appel incid. 123 c., 153 c.; Demande nouv. 190 c.; Except. 535-30 c.; Exploit 195-50 c.; Reprises d'inst. 24-10 c.-30 c. — Chose jugée 332; Demande nouv. 336-20; Jugem. 997-40. — Compét. administr. 170-40 c.; Hospices 393 c., 394.
- Dijon. Compét. admin. 163-100.
- Toulouse. Appel civil 1139. — Disposit. entre vifs 3591-10, 4236 c.; Jug. p. déf. 182-20 c.
- Décs. Octroi 169-10.
- Delib. Enreg. 3011.

Juillet.

- 11 Cass. Cassation 407; Notaire 744-20, 870 c. — Cassation 1095. — Contrat de mar. 4284; Obligat. 2452-50 c.; Privil. et hypoth. 1495-20, 2475-10. — Mariage 173-50, 182 c.
- Angers. Success. 1803.
- Bourges. Jugem. 769-20.
- Nîmes. Absence 311, 268 c.; Paternité 512 c., 527 c. — Interv. 31 c., 32-10.
- Paris. Référé 194 c.
- 12 Cass. Dispos. entre vifs 2983-20. — Obligat. 2584-10.
- Aix. Privil. et hypoth. 1627-30.
- Caen. Bourse de comm. 201 c.; Office 76 c., 85 c., 390.
- Lyon. Adultère 43.
- Rouen. Chose jug. 524; Obligat. 4624-20 c.
- Toulouse. Péremption 9.
- 13 Cass. Cassation 387. — Compét. crim. 648. — Règlement de juges 175.
- Montpellier. Emigré 369-30.
- Nîmes. Paternité 49.
- Toulouse. Appel civ. 294 c., Jugem. 231, 711-120 c., 724-10, 739 c., 731 c.
- 14 Cass. Appel crim. 356 c., 360 c., 362 c.; Cassation 732 c., 960 c., 963; Contrainte p. corps 65 c., 612 c., 632-10 c.; Forêts 583 c.; Forfait. 7-20 c.; Jugem. 800-70 c.; 1102-10 c.; Prêt à inter. 278 c., 300 c., 300-20, 310 c. — Compét. crim. 56 c.; Lol 71 c. — Témoin. faux 45; Témoin 525-40 c., 538-10. — Org. marit. 430 c., 979.
- Bourges. Ordre 143-10 c., 1369 c.; Privil. et hypoth. 2222.
- Pau. Success. 310 c., 842.
- Rouen. Frais et dépens 102 c.; Mariage 699-60 c.
- Toulouse. Absent 348 c., 662 c. — Paternité 116, 217 c.
- 15 Trib. de Cherbourg. Obligat. 1063.
- 16 Cass. Donnes 623. — Droit marit. 2-3.
- Bordeaux. Exploit 359-10. — Propriété 496.
- Bourges. Disposit. entre vifs 2745-10.
- Caen. Contrainte par corps 992.
- Lyon. Interrog. sur faits et art. 22-30.
- Toulouse. Enquête 106; Expert. 197 c., 344 c.
- 17 Cass. Cassation 911 c.; Enquête 76; Enreg. 2959 c., 5747; Vente publ. d'immeub. 2074-20 c. — Caution. 343. — Deg. de jurid. 354-40. — Echange 24. — Louage 851.
- Bruxelles. Contrat de mar. 2791.
- Montpellier. Arbitr. 229 c.; 1306 c.; Mariage 905-80.
- Pau. Péremption 6-40, 128-10.
- 18 Cass. Cassation 1286-40, 1895-10; Obligat. 4763-10. — Cassation 1613 c. — Compét. civ. trib. d'arr. 297 c.; Droit rural 51-10; Except. 162-30; Usage 122-30 c. — Compte 205. — Concess. administr. 38 c., 47-20 c.; Lol 41-10 c.; Obligat. 664 c.; Propriété 57 c., 167-50. — Défense 209. — Disposit. entre vifs 1553.
- Grenoble. Lol 268 c.; Rentes constituées 87-10 c., 169-40, 174; Retenue 18-10 c.
- Lyon. Acte de l'état civ. 221.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 2747, 2775 c.
- Nîmes. Compte 127-20. — Désaveu 68-30.
- Rouen. Commission. 165, 169 c., 204 c.
- Toulouse. Intervent. 72.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 150 c.; Eau 562-10. — Emigré 237, 238-40-70. — Mines 129 c., 162, 526-10 c., 532 c. — Voirie p. terre 1770.
- 19 Cass. Org. judic. 437 c.

Juillet.

- 20 Cass. Cassation 954; Jugement 882-50, 897-20 c.; Prescript. crim. 40. — Instr. crim. 115-20-30 c., 1015, 1647-60, 3919-20; Jugem. 1099-60. — Peine 312.
- Agen. Jugem. par déf. 421-40.
- Angers. Commune 1448.
- Besançon. Emigré 328.
- Bordeaux. Faillite 157-10.
- Caen. Séparat. de corps 18.
- Lyon. Obligat. 2493-20.
- Metz. Contrainte par corps 802 c., 958.
- Orléans. Exploit 319-50.
- 21 Cass. Donnes 999-10, 1001-20 c., 1016-40 c. — Instr. crim. 3360.
- Org. colon. 995, 1024.
- Agen. Disposit. entre vifs 3463; Emigré 138.
- Bordeaux. Obligat. 277-10, 282, 5388 c.
- Dijon. Acquissement. 224, 627 c. — Circ. Secours publ. 171.
- 22 Cass. Force majeure 28 c.; Louage 902-10.
- Bourges. Discipl. 266-70 c.; Notaire 732, 765-10, 833.
- Caen. Compét. civ. trib. de paix 219 c.; Compét. comm. 258 c.; Faillite 1311 c., 1315-10.
- Nîmes. Contrat de mar. 1891; Privil. et hypoth. 2206.
- Paris. Compte cour. 91.
- Decis. Enreg. 6083.
- 23 Bastia. Success. 1034.
- Montpellier. Théâtre 120.
- Toulouse. Deg. de jurid. 76, 95.
- Delib. Enreg. 3541, 3732, 3764.
- Instr. Enreg. 756.
- 25 Ord. Honoraires 12 c.; Travaux publ. 373.
- Cass. Arbitr. 690; Oblig. 5098 c. — Avoué 70 c.; Reprise d'inst. 40. — Cautionnement. 344. — Cautionnem. de fonct. 73, 74 c.; Enreg. 5098 c., 6039; Transcrit. hypoth. 728 c. — Faux incid. 82-40. — Louage 771. — Prescript. civ. 1070.
- Bruxelles. Lol 511 c.
- Caen. Prêt à inter. 259-50 c., 265-10.
- Grenoble. Frais et dépens 84. — Ordre 60.
- Montpellier. Org. milit. 437-30.
- Riom. Obligat. 5114.
- Cons. d'Etat. Commune 208 c., 2334-20; Forêts 1894 c. — Compét. administr. 179. — Concess. administr. 56 c.; Dom. de l'Etat 93, 264-10 c. — Impôts indir. 270-20. — Voirie p. terre 206-50.
- Décs. Enreg. 1537, 1539 c.
- 26 Cass. Commune 662; Contrav. 97 c., 120 c. — Commune 718 c., 844; Voirie p. terre 2131 c., 2362-10 c. — Commune 334-50 c.; Contrav. 152 c. — Compét. crim. 351 c.; Lol 71 c.; Voirie par terre 642, 1139. — Contrat de mar. 1803, 1892 c. — Contrav. 475; Voirie par terre 1474 c. — Disposit. entre vifs 159. — Jugem. 85-50. — Manufact. 184-20. — Pêche fluviale 105, 106. — Vente publ. de meubles 97.
- Angers. Péremption 154.
- Bordeaux. Effets de comm. 62.
- Bruxelles. Except. 241; Jugem. par déf. 326-40 c.
- Nancy. Compét. administr. 193; Lol 66-20 c.
- Orléans. Avoué 116; Saisie-arrest 17 c.
- Rennes. Deg. de jurid. 330.
- Cons. d'Etat. Trav. publ. 1112.
- 27 Cass. Commune 1427. — Enreg. 8010-50. — Obligat. 3053. — Quest. préjudic. 161-20, 173-20 c. — Vol 840, 925 c.
- Angers. Disposit. entre vifs 177.
- Bruxelles. Enquête 484 c. — Obligat. 3069 c.; Paternité 445-10. — Success. 249, 310.
- Nancy. Obligat. 5190.
- 28 Cass. Donnes 982 c., 1006-30. — Presse-outr. 123 c., 302-20, 522 c.

Juillet.

- 28 Bordeaux. Appel incid. 76 c.
- Colmar. Obligat. 3422; Vente publ. de meub. 85 c., 87.
- Rouen. Echange 44 c., 50.
- 29 Ord. Cour des comptes, p. 511.
- 30 Cass. Cassation 1932 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 293 c.; Matières somm. 57. — Disposit. entre vifs 174 c., 185-20; Substitut. 126-30 c. — Privil. et hypoth. 702.
- Limoges. Success. 642, 644 c.
- 31 Cass. Appel incid. 140 c. — Distr. par contrib. 150 c.; Emigré 241-30-40; Ordre 976. — Forêts 781, 790 c.; Servitude 636. — Mines 463.
- Bordeaux. Contrainte par corps 479 c., 1010. — Faillite 793.
- Montpellier. Vente publ. d'immeub. 2150.
- Rouen. Dénonciat. calomn. 40; Instr. crim. 27 c.
- Cons. d'Etat. Honor. 12 c.

Août.

- 1 Ord. Contrav. 507; Dom. apagnage 28; Forêts 111; Nîmes 751; Organ. admin. 374-30; Organ. instr. publ. 524; Procès-verbal 573 s.; Serment, p. 7; Travaux publ. 778, p. 648; Trésor publ. 781; Uniforme-coutume 34, 85; Usage 299, 483; Voirie par terre 197.
- Cass. Mariage 913. — Paternité 718-10, 726 c., 728, 746-20 c.; Tierce-oppoist. 59 c.
- Grenoble. Servitude 476-50.
- Nîmes. Jugem. 251.
- Rennes. Disp. entre vifs 2918-10, 3137, 3148-20.
- Rouen. Acte de comm. 275.
- Trib. de la Seine. Donnes 147.
- 2 Cass. Cassation 1619 c.; Eau 559-10; Servitude 207 c., 326-20. — Compét. comm. 241. — Droit marit. 1079 c., 1849 c., 1854. — Louage 572.
- Besançon. Action possess. 829.
- Grenoble. Mariage 939-20.
- Lyon. Appel civil 465 c.; Droit civ. 107; Droit polit. 102-10 c.; Lol 210; Obligat. 3293.
- Nîmes. Propriété 2915 c.; Success. 1774, 2351.
- Toulouse. Faillite 206-80 c., 1166; Surenchère 68, 134-30 c., 414 c. — Vente publ. d'immeub. 1083-10.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 317.
- Delib. Notaire 428.
- 3 Cass. Cassation 1187; Instr. crim. 1302-20, 1482. — Donnes 197, 994-30 c.; Procès-verbal 321-30. — Donnes 1003-60. — Org. judic. 710-10 c. — Organ. marit. 1008. — Quest. préjudic. 124-20. — Témoin 166-10.
- Bordeaux. Minorité 609-10.
- Caen. Rentes constituées 99-20-30 c., 165-10 c., 169-10.
- Riom. Privil. et hypoth. 1594-10.
- Trib. d'Epervier. Enreg. 4039.
- 4 Cass. Amnistié 70; Cassation 432; Désistement. 41; Forêts 447 c., 576 c., 1269 c. — Compét. crim. 407, 410; Crimes c. les personnes 167 c. — Forêts 317-80. — Industrie 181-10. — Instr. crim. 804; Règlement de juges 160 c. — Org. milit. 774. — Peine 538.
- Bourges. Mariage 71-10.
- Caen. Enquête 240, 307-10; Except. 317-80 c.
- Rennes. Exploit 144-30; Huissier 157 c.
- 6 Cass. Disposit. entre vifs 1293 c., 1349-30, 1355. — Mines 633.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 619. — Success. 315.
- Caen. Rentes constit. 77, 79-20 c.
- Colmar. Compét. civ. trib. d'arr. 227.
- Paris. Conclus. 33; Except. 1420.
- Toulouse. Arbitr. 11781.

Août.

- 6 Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 660.
— Circ. Forêts 1149.
— Décis. Passeport 12, 13.
7 Cass. Ch.-se jugée 166-60; Comm. 107 c.; — Disposit. entre vifs 3596, 3710-20 c., 3847 c.; — Expert. 307.
— Amiens. Vente 1680-90.
— Bordeaux. Péremption 384.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1853.
8 Cass. Bourse de commerce 373, 383 c.; Certif. de propr. 19 c.; Interdict. 295-20 c.; Responsab. 344 c.; — Chose jugée 587-10; Faillite 358-20-30; — Contrat de mar. 2853; — Obligat. 464-10; — Ora. milit. 727-10 c.
— Bourges. Ordre 104, 1245.
— Lyon. Deg. de jurid. 615 c.; Effets de comm. 173.
— Montpellier. Acquis. 670, 707 c.; Paris. Faillite 120.
— Rouen. Minorité 103-50-60 c.; Toulouse. Renvoi 96, 98-10 c.; Cons. d'Etat. Cont. et administ. 397 c.; Trav. publ. 1239-40; — Eau 161-50, 168 c., 333-20; Voirie p. eau 174 c.
— Circ. Presse-outr. 115.
9 Cass. Cassation 1898; Commune 8045; — V. 9 avril 1898.
— Agen. Tierce-opp. sit. 43.
— Toulouse. Jugem. d'av. dire droit 24-70; Minorité 345.
— Trib. comm. de Paris. Société 1125.
— Décis. Pêche Riv. 220.
10 Cass. Cassation 2249-30 c.; Témoin. faux 34-10; — Instr. crim. 1876-30.
— Délib. Enreg. 919.
11 Cass. Cassation 2245 c.; Désaveu 16 c.; 90 c.; Jug. p. déf. 462; — Défense 110 c.; Témoin 247-40 c., 343, 353-10 c.; — Garde nation. 336.
— Lyon. Défense 153.
— Riou. Jug. p. déf. 111-10.
12 Cass. Acquis. 257 c.; Appel incl. 28 c.; Cassat. 1731-30 c.; Désaveu 41 c., 61, 135 c.; Jugem. 1043-60 c.; Obligat. 4642 c.; Limoges. Obligat. 4351.
— Rouen. Priv. et hypoth. 2204.
— Toulouse. Echange 47 c.; Prescript. civ. 759 c., 767, 965 c.; Priv. et hypoth. 2527-30 c.
14 Cass. Eau 359.
— Besançon. Jugem. 1029-10.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeub. 1263.
— Lyon. Absent 470; — Acte de comm. 209.
— Paris. Droit civ. 244.
15 Trib. de Thionville. Notaire 306.
16 Cass. Avoué 162; — Mines 633.
— Bordeaux. Success. 1131-30; 1198 c., 1201 c., 1207, 1628-20; — Montpellier. Priv. et hypoth. 2204.
17 Cass. Adultère 43, 45 c., 77 c., 81 c.; — Faux 303; — Peine 154 c.; — Instr. crim. 1573, 1823-10, 2227-20; — Témoin 450-10.
— Aix. Droit marit. 1945.
— Caen. Org. milit. 437-40.
— Montpellier. Contr. par corps 380, 473, 1088.
— Paris. Emigré 190-20; — Mandat 398 c.
— Riou. Enquête 332 c., 237-10.
— Circ. Octroi 64, 78.
18 Cass. Commune 780; Contravention 264 c.; — Mat. d'or et d'argent 153-10, 160 c., 164-10 c.; — Procès-verb. 28 c., 503 c., 511 c.
— Rouen. Dispositions entre vifs 2050-20.
— Trib. de Sainte-Menehould. Culte 115-30.
20 Cass. Enreg. 3829, 3512, 3514 c.; — Bordeaux. Contrat de mar. 151.
— Douai. Compét. comm. 381.
— Metz. Commission. 448; Vente 249 c.

Août.

- 20 Nancv. Contrat de mariage 656, 1498 c.
— Paris. Société 212.
— Toulouse. Contrainte par corps 824; — Deg. de jurid. 406-40.
21 Ord. Cour des comptes, p. 511; Org. instr. publ., p. 1352; Trésor public, p. 1142.
— Cass. Cautionnement 157 c.; Obligat. 4099-10; — Jugement 965-120; Rentes foncières 30; — Jugem. 1034-80; — Propriété féodale 349-10; — Rentes constit. 239-10.
— Bordeaux. Appel incl. 54; Désistement. 126 c.; — Deg. de jurid. 89 c., 170, 294-10.
— Lyon. Effets de comm. 318.
— Circ. Secours publ. 171.
22 Cass. Success. 927 c., 939; Tierce opposit. 43 c., 172 c.
— Aix. Priv. et hypoth. 2897, 2999 c.
— Bordeaux. Faillite 1149.
— Montpellier. Contrainte par corps 107, 769 c., 774 c.; Jugement 408 c., 432-50 c.
— Paris. Référé 210 c.
23 Cass. Cassation 864-20; Frais et dépens 275 c.; — Chose jugée 46-20; Servitude 820-20, 842 c., 867-20; — Culte 146 c.; V. 25 août; — Exploit 653-40; — Org. judic. 354-10.
— Bordeaux. Frais et dépens 529; Mat. somm. 43 c.
— Grenoble. Jugem. 53-20.
— Nîmes. Effets de comm. 459 c.
— Toulouse. Contrat de mar. 781, 1778 c., 1799 c., 1867 c., 2220 c.; Demande nouvelle 37-40 c.; Jugement 419 c.
24 Arrêté min. fin. Hospices 391.
— Cass. Complice 1 c., 26, 151 c., 160-10; Vol 651; — Enreg. 2084; — Forêts 605; — Instr. crim. 1498-40, 2092-10, 2141-20, 2353, 2371; Témoin 451-10.
— Aix. Mandat 239.
— Angers. Culte 106; Vol 512-50 c.
— Grenoble. Acquis. 719.
— Lyon. Saisie-arrest 245 c., 445-20; — Montpellier. Success. 1239.
— Orléans. Obligat. 4754.
— Rennes. Nantiss. 241.
25 Cass. Cassation 389 c.; Impôts indr. 334; Instr. crim. 49 c.; — Culte 269-10 c., 286-20 c.; Loi 99 c.; — Mise en jugem. 113; Octroi 110 c., 210-10 c.
— Dijon. Appel civ. 1230 c.; Vente 339-30 c.; Vente publ. d'immeub. 1556.
— Metz. Nantiss. 109 c.; Priv. et hypoth. 324-40.
26 Cass. Vente publ. d'immeub. 97.
27 Cass. Action possess. 75 c., 467 c., 793.
— Aix. Mariage 891.
— Bordeaux. Contrat de mar. 2581; — Nantiss. 209-10.
— Caen. Enquête 280 c., 402-10; — Responsab. 428-10; — Vente publ. d'immeub. 1998 30.
— Paris. Obligat. 4091 c., 4175.
28 Ord. Org. instr. publ., p. 1352; Quest. préjud. 201-30; Voirie par terre 296; — Voirie par eau 728.
— Cass. Appel civ. 1192; Obligat. 2082-20, 2105 c.; — Cassation 1575 c.; Disposit. entre vifs 3370 c., 3710-30; Succession 1936; — Organ. colon. 487; — Priv. et hypoth. 1011.
— Besançon. Avocat 137.
— Bordeaux. Appel civ. 1263; Saisie-arrest 7 c., 95-10 c.; — Faillite 282, 1336-20; — Juifs 17-40; — Success. 1347.
— Colmar. Commune 2274 c., 2375.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 578 c., 580 c., 670.
— Nîmes. Contrat de mariage 3733, 3737.

Août.

- 28 Cons. d'Etat. Boulanger 96; Halles 87 c.; — Cassation 1538 c.; Instr. administr. 14-20; Jugement par défaut 521; — Compét. administr. 397 c.; Travaux publ. 1241; — Contrainte par corps 384; Trésor public 993 c.; — Forêts 2028; — Impôts dir. 888; — Instr. administr. 14-20, 17-20; — Marché de fourn. 50-120, 125; — Voirie par eau 611-20, 632; — Voirie par terre 935, 1876-30.
29 Cass. Acquis. 189 c.; — Cassation 1724-100 c.; Contrat de mar. 3878-40, 3881; Success. 383 c., 406 c.; — Cassation 1724-100 c.; Contrat de mar. 3878-40, 3881; Success. 383 c., 406 c.; — Contrat de mar. 1700, 1816 c.; Jugem. par défaut 349 c.; — Org. judic. 358-40-30, 361-20.
— Bordeaux. Séparat. de corps 163.
— Metz. Compét. crim. 140-20.
— Paris. Compét. comm. 362.
— Rouen. Priv. et hypoth. 2751-40.
— Toulouse. Dépôt 226-30.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 432.
30 Cass. Louage emphyth. 21; Priv. et hypoth. 1743; Transcript. hypoth. 2-2.
— Bordeaux. Priv. et hypothèques 2517-20.
— Bourges. Frais et dépens 176 c., 179 c., 181.
— Douai. Obligat. 4878 c.
— Lyon. Nom 29.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 578, 580, 670.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1281.
— Décis. Certif. de vie 53.
31 Cass. Cassation 2244 c.; Prescript. crim. 124-10; — Deg. de jurid. 673-70; — Instr. crim. 1823-10, 1870; — Règlement de juges 175.
— Grenoble. Contrat de mar. 3809; Priv. et hypoth. 2203.
— Nîmes. Enquête 230 c., 237-20; Except. 320 c.
— Paris. Paternité 745.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 508-30 c.

Septembre.

- 1 Ord. Presse-outr., p. 411; Trés. publ. 657, p. 1142.
— Cass. Compét. crim. 140-40 c., 141 c.; Droit civ. 471; Faillite 1394-20-30, 1500; Instr. crim. 417 c.; Loi 451-10-20 c.; — Complice 207-30; — Frais et dépens 976-30; Jour férié 96; — Règl. Org. milit. 624; Régulation 25; Trés. publ. 329.
4 Bordeaux. Vente publ. d'immeub. 1247-10, 1581 c.
6 Paris. Théâtre 204.
— Trib. comm. de Paris. Compét. comm. 174.
— Circ. Douanes 441, 442, 444, 466, 467.
7 Cass. Règlement de juges 175 c., 186-10 c.; Vol 210 50, 274-30, 340, 371 c.
8 Rouen. Vol 735.
11 Bordeaux. Vente publ. d'immeub. 1262-20.
— Trib. de la Seine. Jugem. par déf. 436-30.
— Circ. Forêt 1147, 1247.
12 Trib. de la Seine. Jugem. 429.
13 Cass. Complice 66; Instr. crim. 1257; — Minist. publ. 74 c.; — Org. judic. 710-10.
— Limoges. Droit polit. 540 c.
— Lettre. Vulture 360.
14 Cass. Avocat 307; Instr. crim. 3038; Révél. de secrets 19 c.; Serment 147 c.; Témoin 42-10 c., 44 c.; — Cassation 446; Compét. crim. 652; Instr. crim. 1131; Jugem. 230-20; — Instr. crim. 1588, 1787-20 c.; — Voirie par terre 1058-10 c., 2060-50.

Septembre.

- 14 Trib. comm. de Paris. Arbitr. 493; Org. marit. 677.
— Delib. Enreg. 3957.
17 Aix. Droit marit. 322; Liberté indiv. 66 c.
— Paris. Propriété littér. 475.
18 Delib. Enreg. 3161.
20 Cass. Complice 36-60 c.; Instr. crim. 3543-80, 3620-40, 3622-10 c.; — Jugem. 847-40 c.
21 Cass. Huissier 103 c.; Instr. crim. 1647-50, 1653; — Instr. crim. 1190-40 c.; Témoin. faux 34-10; — Instr. crim. 1508; — Org. judic. 709; — Peine 104-130.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 229, 231-40; Dépôt 60-30; Responsab. 652 c.; — Compét. administr. 103-120 c.; — Loi 61; — Marché de fourn. 71-30; — Org. colon. 1035; — Place de guerre 17, 71, 89, 123; — Place de guerre 17, 47, 69, 69 c., 72 c., 123, 145 c., 153-30; — Presse-outr. 869-40; — Prises marit. 245-40, 246-10, 314; — Trav. publ. 1236-10.
— Delib. Enreg. 2240.
22 Cass. Défense 111 c., 181; Témoin 269, 271 c., 660; — Instr. crim. 2340.
23 Ord. Traité internat., p. 525.
24 Montpellier. Révél. de secrets 12-10 c., 34 c.; Témoin 47-10, 61-10 c.
26 Paris. Jugem. par déf. 257-10; — Trib. de la Seine. Théâtre 161.
— Decis. Voirie p. eau 119-50.
27 Ord. Vulture 999.
— Cass. Dom. destr. 74; — Instr. crim. 339, 1377, 1709-90, 1714-10, 2659, 2680-20, 3199-60.
— Amiens. Droit polit. 540 c.
— Paris. Jugem. p. défaut 325-10.
— Trib. comm. de Paris. Arbitr. 719, 1154 c., 1223 c.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 363-70; — Commune 1898, 2308; — Dom. eng. 50-70 c., 74-10, 80 c.; — Dom. de l'Etat 171 c., 249; — Dom. de l'Etat 229 c.; Forêts 1632 c., 1658-20; — Dom. de l'Etat 253-10; Frais et dépens 1212; — Droit polit. 535.
— Décis. Enreg. 5610.
28 Cass. Commune 709-10 c.; 948; Contrav. 163 c.; Peine 92 c.; — Règlement de juges 171-20, 175, 186-10 c.
— Rennes. Droit polit. 540 c.
30 Ord. Disposit. entre vifs, p. 47; Org. colon. 93, 146 s., 378 s., 463 s., p. 1010, 1041.
— Cass. Attentat aux mœurs 90, 92 c.

Octobre.

- 4 Cass. Cassation 1798 c.; Instr. crim. 1109; Jugem. 745-10; Tentative 96-40, 97; — Commune 988 c., 989 c., 990-10; Contravention 108 c., 104 c.; Faut 298, 424; — Instr. crim. 2567-20, 2659; — Peine 513-10.
— Paris. Arbitrage 188 c.; So lété 1700-10; — Quest. préjud. 14-10.
5 Décis. Enreg. 2689.
— Delib. Enreg. 859, 1097.
6 Trib. de la Seine. Brevet d'invent. 74.
— Cons. d'Etat. Droit polit. 534.
9 Rouen. Droit marit. 889, 900 c.; — Circ. Droit polit. 458-10.
— Delib. Timbre 189-40.
10 Paris. Contrainte p. corps 843.
11 Cass. Cassation 706, 1792 c.; Procès-verb. 116-10 c., 831 c., 854; — Chose jugée 459 c.; Commune 712 c.; — Compét. crim. 488 c.; Instr. crim. 189 c., 924-10 c., 926-10 c.; — Presse-outr. 1078, 1329-20 c.; — Instr. crim. 1650-20, 3030, 3284; — Peine 104-40, 509-20-10; Vol 212; — Peine 175; Vulture 400 c., 423; — Règlement de juges 174 c.

Octobre.

- 11 Paris. Droit civil 388 c.; — Propriété littér. 144.
13 Nîmes. Interrog. s. faits et art. 29, 56 c.
14 Cons. d'Etat. Conflit 475-120, 183.
16 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1853.
18 Cass. Boucher. 42 c., 51, 81 c.; Commune 655 c., 1317 c.; Peine 104-60 c.; Vente de substances falsif. 106-20 c.; — Chasse 375 c.; Procès-verb. 548-10; — Compét. crim. 328 c.; Eau 581-10; Obligat. 867 c.; — Compét. crim. 638; Instr. crim. 1114-20 c.; — Peine 297 c., 299-40; — Responsab. 519-10 c., 790; — Vol 928.
— Trib. comm. du Havre. Droit marit. 1043.
— Trib. de Paris. Jugem. p. défaut 415-10.
19 Paris. Presse-outr. 664 c.; — Delib. Enreg. 1988.
22 Trib. comm. de la Seine. Commission. 334.
23 Circ. Forêts 171.
24 Cons. d'Etat. Compét. administr. 166; Place de guerre 133-10; Cons. d'Etat 209; Trav. publ. 718-10; — Eau 439-40; — Emigré 338-50; — Jugem. p. défaut 508-20; Vente administr. 531, 348-60; — Jug. p. def. 521; — Manufact. 74, 101-20; — Req. civ. 257; — Trav. publ. 718 10; — Voirie p. terre 1161-40.
25 Cass. Commune 656 c., 1213-10; — Douanes 983; — Voirie par terre 1189-20.
26 Cons. d'Etat. Conflit 78; — Delib. Enreg. 4039.
28 Lyon. Mariage 173-30.
29 Trib. de Beaune. Enreg. 2628.
30 Delib. Enreg. 1298.
31 Ord. Avoué 28; Boulanger 10; Org. économ. 4; Org. marit. 643, 651 s., p. 1683.
— Bruxelles. Servitude 478-30.
— Trib. de la Seine. Cons. d'Etat 557 c., 596 80, 836 c.
— Cons. d'Etat. Emigré 255; — Prises marit. 74-10.

Novembre.

- 3 Ord. Amnistie 515; Pension 764.
— Cass. Cassation 1746-109 c.; Contravention 274; — Cassation 1772 c.; — Chasse 455 c.; Peine 108-60 c., 532, 789-10; — Contravention 61; — Dom. destr. 189-20; — Org. instr. publ. 301-30; — Serment 200-10 c.; — Vulture 436-30.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 923.
5 Ord. Presse-outr. 411.
— Cass. Instr. crim. 272 c.
— Rouen. Acquis. 199, 489 c.; — Deg. de jurid. 191.
— Circ. Commune 368.
6 Cass. Commission. 202; — Enreg. 6027; Prêt à intér. 70; Transcript. hypoth. 153 c., 698 c.; — Enreg. 6483; — Jugem. 89-20, 318-90, 323-10; — Org. judic. 150; — Succession 379-20.
— Bruxelles. Jugem. 53-30.
— Caen. Oblig. 2570; Success. 633.
— Paris. Presse-outr. 225-10; Souscript. littér. 12 c.; — Propriété littér. 298.
7 Cass. Cassation 1626-40; Contrat de mar. 649-10 c., 2273 c., 2592, 2680 c.; — Frais et dépens 38; Jugement 10-9-20; Louage 163; — Frais et dépens 473-10 c.; Oblig. 3011 c.; Success. 1196; — Instr. par écrit 33-20; — Jugem. par défaut 836-40; — Prescript. civ. 121 c.; — Bruxelles. Enreg. 5541-50.
— Caen. Deg. de jur. 74, 175-40.
— Trib. comm. de Paris. Arbitr. 141.
8 Cass. Action 309; — Contrat de mar. 2231; — Enreg. 2867.
— Aix. Emigré 317-10, 321 c.; Sec. cess. 656, 684 c.

Novembre.

- 8 Nîmes. Succès. 466-40 c., 588, 1320; Vente publ. d'immeub. 275 c.
- Paris. Contrat de mariage 1070, 1073 c.
- 9 Bruxelles. Mines 461.
- Nîmes. Conciliat. 43 c.
- Paris. Douanes 389-10.
- Pau. Louage 132.
- Delib. Enreg. 2698.
- 10 Caen. Enquête 103, 190 c.
- Lyon. Droit civ. 87, 95 c. — Droit polit. 104 c., 106 c.
- Rouen. Conflit 95-50; Droit polit. 542 c.
- 12 Cass. Acquissem. 247 c., 342 c., 445. — Disposit. entre vifs 986-20 c., 30 c., 987 c., 1005 c.; Jugement 954-120 c.; Obligat. 45-7.
- Bruxelles. Mariage 39-70.
- Montpellier. Droit civ. 95; Droit polit. 103 c., 542 c.
- 13 Cass. Commune 1226, 1233 c. — Disposit. entre vifs 1667; Vente 361-10. — Jugem. 323-30. — Org. colon. 618-10. — Vente publ. d'immeub. 809-30, 831-30 c.
- Caen. Disposit. entre vifs 2747 c., 2748.
- Toulouse. Droit polit. 456 c., 496.
- Circ. Instr. crim. 1284, 1396.
- 14 Ord. Org. judic., p. 1506.
- Cass. Absent 707. — Privil. et hypoth. 2432-10.
- Bruxelles. Absent 499.
- Cons. d'Etat. Conflit 78; Droit polit. 531, 540.
- 15 Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 198 c.; Droit civ. 286-20, 426 c. — Disposit. entre vifs 1315-10; Obligat. 433.
- Bordeaux. Arbitr. 529 c., 531, 535 c.; Obligat. 4731-c; Société 652 c.
- Metz. Ordre 482-20 c.
- Riom. Défense 36 c., 77.
- Toulouse. Conflit 60-10 c.; Droit polit. 443 c., 451 c., 542 c.
- 16 Cass. Cassation 2203-50. — Complice 62 c.; Crimes contre les personnes 25-40 c., 127 c., 129; Instr. crim. 412, 3255-30, 3398. — Faux 216.
- Riom. Disposit. entre vifs 1105.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1017.
- 19 Bordeaux. Compét. comm. 221; Effets de comm. 448 c.
- 20 Cass. Chose jugée 90; Faillite 1539. — Rente viagère 129 c.; Vente 1243, 1245 c.
- Décis. Notaire 306, p. 59.
- 21 Ord. Culte, p. 747.
- Cass. Arbitr. 945 c., 1068. — Enreg. 5088. — Faillite 198-30, 210, 328-60, 1161 c. — Mariage 397-60. — Privil. et hypoth. 1389.
- Bordeaux. Droit marit. 1194.
- Bruxelles. Exploit 207.
- Paris. Contrat de mar. 1971.
- Cons. d'Etat. Dom. nat. 16-20-20. — Droit polit. 540. — Emigré 287, 288-30, 337.
- Décis. Frais et dépens 1079.
- Lettre de naturalisat. Droit civil, p. 43.
- 22 Cass. Cassation 1444 c.; Disposit. entre vifs 198 c., 200. — V. 21 novembre.
- Metz. Appel civ. 614 c.
- Paris. Contrainte par corps 823. — Industrie 181.
- Circ. Org. marit. 637 s.
- 23 Cass. Acte de comm. 98 c.; Cassation 1769 c.; Chose jugée 534 c.; Commerce. 29 c.; Faillite 1396, 1397 c. — Instr. crim. 72, 163 c., 1034 c.
- Responsab. 50 c. — Instr. crim. 2113-30; Témoin 638. — Règlement de juges 174.
- Montpellier. Vente publ. d'immeub. 1080.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 357.

Novembre.

- 25 Ord. Org. marit., p. 1683; Trésor publ. 1143.
- Toulouse. Presse-outrage 587.
- 26 Orléans. Vente publ. d'immeub. 1730.
- Paris. Vente publ. d'immeub. 1437.
- 27 Cass. Cassation 308-80, 1718-30 c.; Chose jugée 12-90; Jugem. 259-100 c., 1050-20. — Cassation 338 c.; Compte courant 28 c., 145 c.; Effets de comm. 420; Faillite 823 c. — Commune 1963, 1964 c., 1966 c. — Servitude 554-10.
- Bordeaux. Vente publ. d'immeub. 526-10 c., 512-20, 864 c.
- Nîmes. Exploit 256 c.; Privil. et hypoth. 2258.
- 28 Cass. Faillite 127-20; Ordre publ. 5-120. — Interrog. sur faits et art. 17. — Jugem. 392 c., 393-30; Usage 122-20. — Privil. et hypoth. 338.
- Agen. Disposit. entre vifs 805.
- Aix. Contrat de mar. 1971.
- Cons. d'Etat. Droit polit. 193.
- 29 Cass. Contrat de mariage 1059 2488 c. — Eau 100. — Privil. et hypoth. 1154.
- Besançon. Appel civ. 725; Enquête 506; Exploit 331-20-30 c.
- Douai. Vente publ. d'immeubles 2003-20.
- Nîmes. Mariage 89-10 c., 90-70.
- Trib. comm. de Senlis. Société 1098-20.
- Décis. Enreg. 4910.
- 30 Ord. Postes, p. 13.
- Cass. Cassation 452-50; Instr. crim. 2500, 2717 c. — Chasse 378 c.; Procès-verbal 298.
- Défense 103 c.; Instr. crim. 1753, 1854-20. — Témoin. faux 119.
- Bordeaux. Appel civil 265.
- Caen. Eau 384, 573-110.
- Rouen. Tierce-opposit. 85-10.
- Circ. Org. marit. 529.
- Delib. Enreg. 3941.
- Lettre. Forêts 962.

Décembre.

- 1 Cass. Cassation 2205. — Compét. crim. 486 c.; Exploit 741. — Contrav. 138; Garde champêtre. 29-10; Instr. crim. 291 c.; Jugem. 821-40. — Exploit 741. — Org. milit. 835-20 c., 869 c.
- Poinis et mes. 162-50. — Renvoi 185 c., 195.
- Besançon. Surenchère 144.
- Bordeaux. Servitude 781-30.
- 3 Cass. Action possess. 749; Contrainte p. corps 347; Jugement 965-20; Responsab. 243-10 c. — Jugem. 274-30.
- Bordeaux. Compte courant 146. — Droit marit. 2217 c., 2234. — Notaire 762-20, 833 c.
- Riom. Disposit. entre vifs 2836, 3498-30 c.; Notaire 875-10 c.
- 4 Cass. Cassation 2157-50; Commune 2665 c., 2682, 2688 c., 2713 c., 2735 c., 2737 c., 2740 c., 2752-20 c., 2754 c., 2757 c. — Dom. engag. 51-20. — Enreg. 255, 1103 c. — Obligat. 2707 c., 5114-50 c.; Vente 1729-20. — Org. judic. 386 c.
- Nancy. Acte de comm. 314 c.
- Paris. Armes 74; Loi 475-20 c. — Jug. p. déf. 190-20. — Substit. 95, 106, 258-20.
- Rouen. Cautionn. 29 c.; Cautionn. de fonctionn. 49 c.; Prêt à intérêt 218 c.
- 5 Cass. Enreg. 1615, 1667 c., 1846 c. — Prescript. civ. 1087. — Servitude 802 c., 973. — Vente publ. de récoltes 7-20-30, 9-30. — Vente publ. d'immeub. 653-20.
- Aix. Droit marit. 1400, 1401.
- Bordeaux. Appel incid. 76 c.
- Caen. Servitude 139, 326-10 c., 4162-20 c., 30 c., 1246 c.
- Colmar. Mariage 655.

Décembre.

- 6 Cass. Action possess. 74 c., 76, 167 c. — Faux incid. 82-40 c.
- Bruxelles. Droit marit. 1037.
- Paris. Référé 176 c.
- Rennes. Effets de comm. 388.
- Cons. d'Etat. Commune 2623-20; Trésor publ. 556. — Droit polit. 540.
- Arrêtés avocats de Paris. Avocat 172, 178.
- Chambre des not. de Paris. Notaire 273.
- 7 Cass. Commune 866, 867 c.; Voirie par terre 1798 c., 1806 c., 1911-40 c. — Instr. crim. 990-10, 1626-40, 1709-30; Témoin 446-10. — Instr. crim. 1737-30; Témoin 153. — Presse-outr. 1078. — Vol 314, 322-10 c.
- Bordeaux. Privil. et hypoth. 971. — Servitude 504-30.
- Caen. Vente 832-20.
- 8 Cass. Commune 1101. — Industrie 319; Renvoi 194-30 c.
- Pau. Deg. de jurid. 191.
- 9 Traité de paix. Portier 5-50.
- 10 Cass. Prescript. civ. 498, 568 c., 803 c.
- Bordeaux. Effets de comm. 768.
- Paris. Mariage 893-10.
- Rennes. Absent 703.
- Décis. Enreg. 872, 1183.
- 11 Cass. Action possess. 459. — Descende s. les lieux 15. — Frais et dép. 394-10; Propriété 154. — V. 12 novembre.
- Agen. Disposit. entre vifs 805.
- Aix. Péréemption 62-20.
- Paris. Disposit. entre vifs 1300; Souscription 6.
- Circ. Douanes 57.
- Instr. Minist. publ. 305.
- 12 Ord. Enreg. 3269.
- Cass. Acte de l'Etat civ. 129; Loi 250-20 c.; Obligat. 4619 c. — Chose jugée 306-60; Faillite 858-40 c., 869, 875 c.
- Mat. somm. 37-330; Obligat. 4532-20; Prescript. civ. 967 c. — Commerce. 364; Interrog. s. faits et art. 28-30 c., 49 c. — Compte 175. — Enquête 57 c.
- Bordeaux. Jen 36.
- Limoges. Dispos. entre vifs 2733.
- Lyon. Péréemption 224-40.
- Toulouse. Effets de comm. 277.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 149. — Dom. de l'Etat 98. — Voirie p. terre 2108-60, 2331-30.
- Circ. Douanes 603, 604, 605, 606.
- 13 Cass. Douanes 385-50. — Droit civ. 185. — Mariage 704; Saisie arrêt 183 c.
- Pau. Emigré 369-40.
- Trib. comm. de Paris. Assurances terrestres 86.
- 14 Cass. Faux 86. — Instr. crim. 1709. — Org. milit. 820-60.
- Aix. Arbitr. 188; Société 158 c.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 525.
- Surenchère 21-10, 192, 195-40c.
- Caen. Jug. p. déf. 428-10-40 c.
- Lyon. Appel civ. 578.
- Montpellier. Privil. et hypoth. 2114-40.
- Nancy. Acquis. 655 c.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 4148.
- 15 Cass. Commune 1298, 1232 c. — Compét. crim. 391 c.; Jugem. 748-20. — Compét. crim. 499 c.; Exploit 700-10; Garde champêtre. 24-90; Responsab. 508-60. — Frais et dép. 1032-20. — Imp. indir. 352-20. — Instr. crim. 1233. — Mise en jugem. 62. — Org. judic. 561. — Quest. pré-judic. 163 c., 174-30.
- Agen. Obligat. 1887.
- Bruxelles. Deg. de jurid. 354-40.
- Grenoble. Faux incid. 70.
- Rouen. Arbitr. 1091.
- Instr. Enreg. 995, 994, 997 c., 1063, 4478, 4836.
- 16 Ord. Org. colon., p. 1044.
- 17 Cass. Effets de comm. 473-10; Obligat. 4960-30 c.
- Bordeaux. Obligat. 4591-20 c.; Prêt à intérêt. 206.

Décembre.

- 17 Caen. Minorité 648-10; Privil. et hypoth. 1069 c.
- Grenoble. Jug. p. déf. 136-10.
- Nancy. Emigré 372-30 c., 373-10-20 c.
- 18 Cass. Appel crim. 181 c., 333 c. — Cassation 1658-40 c.; Droit marit. 1339 c.; Louage 364 c., 388, 389-10 c., 398 c. — Commerce. 364; Concl. 72-30 c. — Contrat de mar. 1571 c., 1574, 2303. — Org. judic. 589.
- Amiens. Minorité 729-20.
- Bordeaux. Exploit 370-20. — Obligat. 1425-20.
- Colmar. Appel civ. 394 c.; Jugem. 608-40, 633-10.
- Décis. Enreg. 4971-40.
- 19 Ord. Org. colon. 517.
- Cass. Acte de comm. 336; Banquier 40 c.; Compte cour. 67 c., 98 c., 110-30 c.; Prêt à intérêt. 234-10. — Contr. de mar. 2562 c., 3158-20-30 c. — Obligat. 3097-10. — Vérif. d'écrit. 63 c., 88-30 c., 423-40.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 2749.
- Montpellier. Loi 299.
- Toulouse. Dom. de l'Etat 226; Dom. publ. 78; Voirie p. eau 614-10.
- Cons. d'Etat. Trav. publ. 473-10-30, 485 c., 577, 578 c., 1138-20, 1267-40. — Trés. publ. 1135-20.
- 20 Lyon. Péréemption 267, 271 c.
- Rennes. Appel civil 1011.
- Toulouse. Vente publique d'immeub. 910 c., 1830-10, 1846.
- Décis. Avoué 33 c., 35 c.; Droit civil 236 c.
- 21 Cass. Compét. crim. 407; Peine 348-10. — Contumace 117-30. — Faux 243-30; Règlement de juges 175. — Instr. crim. 1255-30, 3479-60; Peine 392-10.
- Bordeaux. Effets de comm. 954. — Frais et dép. 625 c.; Saisie-exécut. 250.
- Colmar. Usage 574.
- Grenoble. Disp. entre vifs 1417; Obligat. 3325 c., 4581.
- Montpellier. Voirie p. terre 1557.
- Paris. Usage 559.
- 22 Cass. Cassation 581. — Chose jugée 521; Dénonciat. jaloux. 14 c., 35 c., 40, 82 c., 103-10 c., 112 c.; Instr. crim. 70, 548 c.; Jugem. 1064-30 c. — Commune 790.
- 23 Ord. Emigré 479.
- Cons. d'Etat. Vente 885.
- 24 Cass. Chose jugée 332; Demande nouv. 153-50 c.; Dispos. entre vifs 1839 c., 1859 c., 4294-20 c., 4295 c., 4300.
- Nîmes. Succès. 2011.
- Paris. Faillite 421-20-30-40, 847 c.; Frais et dép. 373 c.
- Rouen. Propriété 477.
- Trib. d'Auxerre. Avocat 415.
- Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 595.
- Circ. Consul 66.
- 26 Ord. Matières d'or et d'arg. 464; Monnaie 383; Org. colon. 502; Org. milit., p. 1887; Sel, p. 862.
- Cass. Acquissem. 871. — Contr. p. corps 301. — Deg. de jurid. 607-20 c.; Jugement 999-139; Obligat. 525.
- Bourges. Minorité 605-10.
- Bruxelles. Deg. de jurid. 354-40.
- Caen. Normandie 31.
- Paris. Mariage 810-40.
- Rouen. Avocat 223 c.; Défense 249; Enquête 279 c.
- Trib. de Barbezieux. Enreg. 2918.
- Trib. de Soissons. Enreg. 2258 c., 2806.
- Cons. d'Et. Conflit 86, 129, 144 c. — Caste 558 c., 647-10. — Mise en jugem. 177-20. — Trav. publ. 884, 1205-10, 1274-20. — Voirie p. terre 1483, 1484 c., 1814-20, 2299-70.
- 27 Bruxelles. Conciliat. 97.
- Limoges. Frais et dépens 690; Vente publ. d'immeub. 1780-10-20-30-40.

Décembre.

- 27 Montpellier. Exploit 885.
- Rouen. Chose jugée 594.
- 28 Cass. Appel crim. 366. — Crimes c. les personnes 151 c.; Instr. crim. 2583, 2590 c. — Jugem. 1083-30; Presse-outrage 416, 418 c., 421 c.
- Paris. Presse-outr. 194.
- 29 Cass. Cassation 1764 c. — Organ. coloniale 67 c., 172 c., 192 c., 258-10 c., 349, 350 c. — Organ. judic. 245-30 c., 247-30 c.
- Lyon. Absent 616; Mandat 151-10; Privil. et hypoth. 2706, 2711 c.
- Montpellier. Obligat. 4541-30 c.; Vente 228-10-30 c.
- Nîmes. Vente publ. d'immeub. 1990.
- Paris. Paternité 337. — Société 1007, 1035 c.
- 30 Ord. Org. colon. 521.
- Paris. Obligat. 864.
- Trib. de la Seine. Mariage 905-10.
- 31 Paris. Effets de comm. 232.
- Riom. Disposit. entre vifs 3626.
- Circ. Impôts Indir. 263.

1898

Janvier.

- 1 Paris. Propriété littér. 162.
- Delib. Enreg. 1185.
- 2 Cass. Action 169 c.; Cassation 332; Frais et dép. 127, 131 c.; Jugem. 56-30. — Action 374 c.; Interv. 68; Jugem. 395. — Mandat 26-30 c., 28-20. — Appel civ. 156 c.; Jug. p. déf. 318. — Disposit. entre vifs 987 c., 1011. — Papier-monna. 74-20.
- Paris. Mandat 139-20, 141 c.
- 3 Ord. Cassation 2132; Compétence crim. 396-70 c.; Pêche marit. 56.
- Cass. Cassation 444; Faux 311; Instr. crim. 2472-70 c. — Chose jugée 349-70 c. — Commune 782; Contravention 280. — Compét. comm. 147. — Compte 173. — Instr. crim. 2600. — Voirie par eau 613-30.
- Grenoble. Appel civil 363 c.; Avoué 282-290; Discipl. 281-10 c.
- Paris. Référé 103 c.
- Cons. d'Etat. Bornage 27 c.; Chose jugée 76-10 c.; Commune 1905, 1933 c., 2152 c.; Dom. de l'Etat 258 c.; Frais et dép. 1212; Quest. préjud. 212-40 c. — Dom. de l'Etat 254. — Vente administ. 264-20, 332-10.
- Av. comm. An. Enreg. 8011.
- 4 Ord. Org. admin., p. 609; Org. instr. publ. p. 1352.
- Cass. Org. judic. 172-10 c. — Renvoi 121-20. — Voirie p. terre 1439.
- Grenoble. Jugem. p. déf. 158-10.
- Limoges. Exploit 319-50; Vente publ. d'immeub. 830-10.
- Delib. Enreg. 1502.
- 5 Bourges. Excerpt. 317-40.
- Paris. Théâtre 169.
- 6 Ord. Org. administ. 609.
- Agen. Obligat. 4973.
- Besançon. Vente publique d'immeub. 1091.
- 7 Caen. Louage 667.
- Colmar. Appel civ. 835 c.; Récusation 113-10, 146 c.; Serment 42-20. — Organ. judic. 511-10 c., 515 c.
- Nancy. Obligat. 4796-30.
- Orléans. Forêts 371.
- Rennes. Enquête 536-10.
- Circ. Mines 368.
- 8 Douai. Mariage 149 c., 154 c., 156; Notaire 401 c.
- Liège. Faillite 1394.
- Limoges. Dispositions entre vifs 2141-10.
- 9 Ord. Presse-outr. 155, p. 411; Vente administ. 880-70.

Janvier.

- 9 Cass. Action possess. 395. — Brevet d'invent. 77. — Commerc. 209 c.; Contrat de mar. 2003 c.; 3503-20, 3932 c.; Vente 1144 c.
- Bourges. Except. 317-40.
- Nîmes. Jugem. 181; Mariage 893-10 c.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 67-50. Commune 410, 2304, 2366-30 c. — Compét. admin. 207-10; Dom. nat. 25. — Cons. d'Etat 84-150; Jugem. par défaut 501-40. — Cons. d'Etat 120; Jugem. par défaut 537. — Dom. de l'Etat 254; Vente administ. 125, 314-20. — Forêts 1658. — Jugem. par défaut 506-60. — Manufact. 102. — Tierce opposit. 275-10. — Trav. publ. 488, 508-10.
- 10 Arrêté. Avocat 193.
- Cass. Disposit. entre vifs 522. — Privil. et hypoth. 2288-10. — Propriété 370-20.
- Agen. Deg. de jurid. 212.
- Besançon. Domicile 141; Usage 327.
- Nîmes. Jugem. par défaut 84.
- Paris. Frais et dépens 944-40.
- Trib. comm. de Paris. Théâtre 169.
- 11 Cass. Crimes contre les personnes 35-30.
- Aix. Société 1062.
- Bordeaux. Prescript. civ. 457-20, 510.
- Bruxelles. Except. 29.
- Nancy. Privil. et hypoth. 2445.
- Paris. Propriété littéraire 320.
- Trib. de Bordeaux. Théâtre 189.
- Instr. min. guerre. Travaux publ. 177, 182.
- 12 Cass. Défense 36, 77 c. — Instr. crim. 3407-10, 3443; Témoin 170-80 c., 175-20.
- Bordeaux. Prescript. civ. 74.
- Bourges. Deg. de jurid. 496-10 c.; Ordre 1354-10-30.
- Bruxelles. Péréption 163-20.
- Caen. Prêt à intérêts 259-50, 265-10.
- Colmar. Jugem. 163-90; Renvoi 31 c.
- Montpellier. Privil. et hypoth. 2201, 2303.
- Lettre. Forêts 251.
- 13 Lettre. Impôts dir. 429.
- 14 Cass. Industrie 290-10.
- Nîmes. Compét. administ. 112-30.
- Orléans. Obligat. 4099-10, 4076-20 c.
- Toulouse. Acquissem. 553; Effets de commerce 109-10.
- 15 Cass. Chose jugée 330-30; Ordre 666 c.; Privil. et hypoth. 1613-30, 2402, 2406-30. — Matières somm. 43-30; Obligat. 4061-30; Vente 617-30 c.
- Bordeaux. Faillite 425.
- Douai. Disposit. entre vifs 1839 c.; Séparation de corps 372 c., 382-10.
- Nancy. Emigré 387. — Success. 1859.
- Paris. Mise en jugem. 266.
- Toulouse. Compét. crim. 513; Faillite 1334 c.
- 16 Cass. Appel crim. 181 c., 333 c. — Cassation 1641 c., 1688; Obligat. 2422-40 c., 2503-60, 5132 c. — Demande nouv. 44, 259 c. — Jugem. 41-10, 42-40. — Obligat. 4258.
- Bordeaux. Jugem. 438 c.
- Caen. Obligat. 1414.
- Grenoble. Contrat de mar. 3852; Success. 212-20 c.
- Guadeloupe. Biens 134.
- Lyon. Droit polit. 155.
- Cons. d'Etat. Commune 1817, 1707 c., 2359. — Cons. d'Etat 83-20; Octroi 68 c., 342-10. — Eau 79-70 c., 82, 325-70 c.; Servitude 402 c.; Voirie par eau 233-30, 389. — Manufact. 183-40. — Travaux publ. 1114. — Trés. publ. 963. — Voirie par terre 803-30, 1016, 1475, 3069, 3040-10.

Janvier.

- 16 Trib. comm. de la Seine. Commissionn. 366.
- 17 Cass. Cassation 1492-40 c.; Jugem. 758-120-130. — Compét. administ. 249. — Compétence crim. 648. — Disposit. entre vifs 3361. — Faux 305. — Instr. crim. 3126; Responsab. 288-30. — Règlement de juges 167-10, 234-20 c., 235. — Témoin 451-20. — Vérificat. d'écrit. 70-30.
- Bruxelles. Louage 376.
- Caen. Péréption 162, 169 c.
- Lyon. Vol 138-30.
- Montpellier. Success. 1034.
- 18 Cass. Amnistie 146; Forêts 449 c.; Instr. crim. 224 c. — Commune 635; Demande nouv. 280; Impôts indir. 487 c. — Compét. crim. 387, 398-70; Peine 782-20. — Faux in-id. 141 c.; Instr. crim. 3403. — Presse-outr. 229.
- Agen. Acquissem. 553, 757 c.
- Colmar. Louage à locat. perpét. 16. — Serment 25-40.
- Grenoble. Mariage 857-30 c.
- Lyon. Compét. civ. trib. d'arrond. 19 c.; Compét. crim. 615 c.; Instr. crim. 552.
- Riom. Privil. et hypoth. 2203, 2351-50, 2360-20 c.
- Toulouse. Obligat. 4495-40 c.; Tierce-opposit. 30.
- Circ. Octroi 78.
- Délit. Organ. instr. publ. 377.
- 19 Aix. Deg. de jurid. 300.
- Angers. Peine 545. — Responsab. 405.
- Dijon. Appel civil 1162.
- Douai. Contrat de mar. 515.
- Liège. Mines 447.
- Limoges. Compét. comm. 442 c., 448 c.; Vente 1128 c.
- 20 Ord. Octroi 253-10; Org. marit., p. 609.
- Cass. Jugem. 37-20.
- 22 Cass. Cassation 1653-200 c.; Obligat. 2358-30-40. — Impôts directs 559, 660-50 c. — Jugem. 575-60 c. — Mat. somm. 11, 53 c.; Propriété féodale 327. — Mat. somm. 37-130. — Obligat. 5037-10, 5331 c. — Prescript. civ. 1101 c. — Privil. et hypoth. 1737-50.
- Bordeaux. Obligat. 3114-30, 4954-30 c.
- Paris. Culte 91-30.
- Poitiers. Appel civ. 1221 c.; Enquête 149. — Disposit. entre vifs 288 c., 791, 792 c., 2745-10 c.
- Rouen. Propriété 263; Usufruit 165 c.
- 23 Cass. Enreg. 3912, 5832; Forêts 589 c.; Prescript. crim. 42 c. — Interdiction 24-10. — Vente 901-20.
- Bordeaux. Propriété 123-30.
- Bourges. Success. 493-30.
- Liège. Mines 187.
- Nancy. Interdiction 215-70 c.; Presse-outrage 202-10.
- Paris. Propriété littér. 399.
- Toulouse. Emigré 387; Prescript. civ. 847-10.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1185.
- Cons. d'Etat. Commune 1680-10. — Dom. nat. 16-50, 40-20. — Vente administ. 107 c.
- Droit polit. 540. — Emigré 215-30. — Travaux publ. 393, 704.
- Lettre. Forêts 247, 290, 296.
- 24 Cass. Compét. crim. 217 c.; Faux 425; Instr. crim. 1367. — Complice 73; Faillite 1500 c. — Disposit. entre vifs 154; Emigré 99-40. — Demande nouv. 363; Saisie-arrest 421 c.; Tierce opposit. 184. — Faillite 1501. — Instr. crim. 1480-30.
- Bourges. Obligat. 993 c.; Vente 152.
- Dijon. Obligat. 4255.
- Douai. Emigré 62 c., 132-20, 235 c., 386 c., 388-30 c.

Janvier.

- 24 Lyon. Deg. de jurid. 381; Mariage 278, 321 c.
- Orléans. Avoué 264 c.; Intervent. 36-10.
- Paris. Arbitr. 92.
- Rennes. Success. 1303.
- Dér. Dom. de l'Etat 81-100.
- 25 Cass. Compét. admin. 73-40 c.; Défense 36, 77 c. — Exploit 732-10; Forêts 507 c., 509 c. — Faux 401. — Forêts 1331, 1332 c., 1336 c. — Instr. crim. 2193-50, 2332, 3055, 3066. — Témoin 635-30, 639-10.
- Bordeaux. Jugem. p. déf. 111-10; Limoges. Deg. de jurid. 322.
- Poitiers. Enquête 114-10.
- Instr. Forêts 169.
- 26 Aix. Compét. comm. 450.
- Besançon. Vente publique d'imm. 1091.
- Bourges. Commerc. 137 c., 142. — Louage à cheptel 85.
- Bruxelles. Jugem. 53-30.
- Limoges. Prescript. civile 1081, 1094.
- Lyon. Obligat. 4173.
- Paris. Chose jugée 579-20. — Emigré 310, 411-10 c., 414-50.
- Rennes. Contrat de mar. 685.
- Toulouse. Péréption 78-10.
- 27 Cons. d'Etat. Droit polit. 172-10.
- Avis com. int. Commune 505.
- 28 Cass. Contrainte administ. 24 c.; Enreg. 5176, 5181 c., 5670 c.; Privilèges et hypoth. 1110 c. — Vente 2013-10.
- Bordeaux. Disp. entre vifs 1985-40, 2123 c.; Obligat. 2749-20 c., 4638.
- Lyon. Appel civil 1011.
- Paris. Effets de comm. 909; Emigré 130 c., 232 c.
- Rennes. Louage 279-30.
- Rouen. Acquissem. 534 c. — Expert. 273 c. — Surenchère 280.
- Decis. Enreg. 5011.
- 29 Cass. Douanes 86, 146 c., 889-20 c., 1019 c. — Obligat. 732 c., 797-20.
- Grenoble. Droit polit. 542 c.
- Liège. Deg. de jurid. 129-10; Privil. et hypoth. 2814-10 c.
- Délit. Contr. de mar. 4309-30.
- 30 Cass. Boulanger 57 c.; Commune 1272 c., 2368, 2373 c. — Chose jugée 163; Contrat de mariage 911 c.; Obligat. 990-10 c., 3917 c., 3962-20. — Contrat de mar. 2739; Mariage 691 c.; Organ. judic. 501-10. — Séparat. de corps 207-20.
- Pau. Obligat. 4460.
- Cons. d'Etat. Commune 2586; Cons. d'Etat 239; Trav. publ. 695. — Compét. administ. 61, 155-20 c. — Conflit 167-20; Droit polit. 534, 535, 539, 541-10. — Org. marit. 694. — Trav. publ. 780 c., 1239-30.
- 31 Cass. Acquis. 555, 757 c.; Jug. p. déf. 127-80. — Cassation 423, 895, 1187 c. — Contravention 411 c., 413; Instr. crim. 2134-30. — Mandat 280; Obligat. 2672 c. — Organ. judic. 154-30, 161-10 c. — Vente 1241-10.
- Agen. Emigré 387; Usufruit 417.
- Bordeaux. Emigré 366-10.
- Bruxelles. Compét. comm. 104.
- Nîmes. Jugem. 572-70.
- Riom. Deg. de jurid. 582. — Org. judic. 172-10-30.
- Toulouse. Jug. p. déf. 96, 99.

Février.

- 1 Cass. Cassation 1746-170 c.; Jugem. 1068; Peine 866-20. — Presse-outr. 489-30. — Règlement. administ. 155 c.
- Besançon. Acquissem. 153; Appel civ. 511 c.; Commune 2489-30; Exploit 498-40.
- Bordeaux. Minorité 597.
- Caen. Vente pub. d'immeubles 1638.

Février.

- 1 Montpellier. Contrat de mar. 3443-10; Privil. et hyp. 877-20.
- Trib. de la Seine. Voirie par eau 402-10 c.
- Délit. Frais et dépens 973.
- Besançon. Org. marit. 396.
- Nancy. Culte 286-30, 287 c.
- Toulouse. Appel civil 1045. — Péréption 9, 127-40.
- 4 Cass. Commerc. 264; Compuls. 57 c.; Prêt à intér. 231-10.
- Rouen. Faillite 432.
- 5 Cass. Cassation 1711 c.; Obligat. 193, 3104-40 c., 4934 c., 5043 c.; Propriété 370-10 c.; Requête civ. 101-10. — Enquête 412-10. — Loi 276 c.; Privil. et hypoth. 1692-10. — Responsab. 614.
- Nancy. Deg. de jurid. 330.
- Rennes. Louage à dom. cong. 6-20.
- 6 Ord. Désistement. 182 c.; Frais et dépens 503. — Trés. publ. 711, p. 1143.
- Caen. Boulanger 17; Industrie 376-20 c.
- Colmar. Compét. civ. trib. de paix 229; Jugem. 24-50 c.; Privil. et hypoth. 1137 c.
- Douai. Louage 538.
- Grenoble. Contrat de mar. 3332; Obligat. 2841-20 c.
- Limoges. Jugem. 677-20.
- Nîmes. Vente publ. d'immeub. 404, 589 c.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 77-50; Instr. administ. 14-20. — Compét. administ. 162; Conflit 201; Instr. administ. 15-10; Théâtre 347. — Eau 131-10-20; Voirie p. eau 85 c.; Voirie par terre 421.
- Dér. Douanes 128-30; Forêts 315.
- Instr. Enreg. 3269.
- 7 Cass. Compét. crim. 216 c.; Instr. crim. 1243, 1353-20. — Règlement de juges 175.
- Bourges. Dom. de l'Etat 383.
- Grenoble. Contrat de mar. 3201-20; Instr. crim. 788, 789 c.
- Montpellier. Deg. de jurid. 166-20, 458-20 c.; Loi 293-40 c.; Vente 1231-30.
- Nancy. Servitude 781-30.
- Riom. Usage 176-10-30.
- 8 Cass. Mise en jugem. 57-60.
- Bordeaux. Prescript. civ. 1094; Success. 1469.
- Colmar. Propriété féodale 436-30.
- Rennes. Servitude 805-30.
- Délit. Enreg. 639, 1108.
- 9 Cass. Renvoi 161 c., 164-10.
- Rennes. Disposit. entre vifs 122.
- Toulouse. Except. 301 c.; Exploit 596-40, Jugem. 274-20 c.
- 10 Ord. Org. admin., p. 609; Org. instr. publ. 120, p. 1352.
- Douai. Contrat de mar. 1702, 2136-10 c.; Disposit. entre vifs 4503-10 c., 4556 c.
- 11 Cass. Enreg. 951; Minorité 622 c. — Jugem. 50-50. — Organ. judic. 149-30, 297 c. — Propriété 661; Servitude 72 c.; Voirie p. terre 122 c.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 4264; Rente viagère 49 c., 57.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 960.
- 12 Cass. Contrat de mar. 1971; Désistement 22 c.; Mariage 782-10 c., 792-30; Obligat. 4485 c. — Surenchère 270-20.
- Bruxelles. Cassation 545, 582. — Saisie-arrest 85. — Servitude 1264.
- Caen. Vente publ. d'immeubles 1102-10.
- Lettre. Forêts 252.
- 13 Cass. Cassation 2005. — Dom. publ. 44 c.; Eau 282 c.; Prescript. civ. 188-30; Servitude 69 c.; Voirie par terre 122 c. — Vice rédhib. 144 c., 164, 176 c.
- Bordeaux. Appel incid. 62.
- Bruxelles. Appel crim. 32. — Instr. crim. 1176.

Février.

- 13 Limoges. Obligat. 454 c., 892-20; Success. 615.
- Lyon. Cassation 922 c.; Jugem. 579-80 c.; Jugem. par défaut 61 c.; Mariage 317 c., 318, 323 c.; Requête civ. 248 c.
- Montpellier. Expert. 72 c.; Vente 112-10 c.; 195-30, 366 c.; 383 c., 392 c.
- Cons. d'Etat. Conflit 201; Instr. administ. 15-10. — Droit polit. 534, 539. — Marche de fournil. 149-40.
- 14 Arr. Mat. d'or et d'arg. 34.
- Cass. Jugem. 501, 633-20; Jugem. par déf. 17-10; Vente publ. d'immeub. 1553 c., 1580. — Obligat. 3087. — Règlement de juges 28-10.
- Bruxelles. Rentes constituées 155.
- Nancy. Jugem. par déf. 163-20. — Obligat. 3960.
- Rennes. Adopt. 116 c. — Louage 490.
- Riom. Success. 1240.
- 15 Cass. Boucher 74 c.; Compét. crim. 407; Peine 318-40. — Commune 650 c., 815 c., 817. — Compét. crim. 577. — Contrav. 98 c., 135 c., 138 c., 137, 152. — Forêts 3011. — Forfait. 106-10. — Peine 101-90, 782-30 c. — Presse-outr. 825-40, 1383, 1489-30 c. — Quest. préjudic. 181-40; Voirie par terre 1031 c., 1123-10-20.
- Aix. Droit marit. 1095.
- Grenoble. Dén. de justice 22; Enquête 436 c.; Responsab. 284 c.
- Rouen. Exploit 256; Privil. et hypoth. 2253.
- 16 Cass. Cassation 441.
- Bordeaux. Mariage 654 c., 655.
- Douai. Success. 1572 c., 2137.
- 17 Ord. Org. milit., p. 1687.
- Cons. d'Etat. Forêts 989.
- 18 Cass. Cassation 1115 c., 2126 c., 2185 c.; Compét. civile trib. d'arr. 308 c.; Péréption 102-30 c., 103 c., 144-30. — Exploit 121-90-100. — Louage 113-20; Recusal. 10-10. — Renvoi 165-10.
- Aix. Droit marit. 1553, 1882 c., 2158 c.
- Caen. Contrat de mar. 3305.
- Paris. Obligat. 1907-40.
- 19 Cass. Privil. et hypoth. 1292. — Success. 478-30.
- Colmar. Oblig. 513-20, 4984-30 c.
- Douai. Compét. comm. 393; Contrainte p. corps 759 c.
- Rouen. Priv. et hypoth. 1568-10.
- Délit. Enreg. 448, 868, 3840, 1075, 1110 c., 2806.
- Instr. Voirie p. terre 119.
- 20 Ord. Marais 87-10, 91-60; Org. colon., p. 1044; Travaux publ. 1174-30; Trésor publ. 611.
- Cass. Cassation 1892; Privil. et hypoth. 523, 533 c. — Deg. de jurid. 401. — Org. colon. 152 c.
- Liège. Greffe 72; Jugem. 39-30.
- Nîmes. Commissionn. 491.
- Paris. Séparat. de corps 190.
- Rennes. Appel civil 682 c., 1229, 1231; Deg. de jurid. 635 c.; Exploit 62-30 c.; Huissier 102.
- 21 Cass. Cassation 1606-40 c., 1909-80; Dispos. entre vifs 1571. — Droit polit. 498-20 c., 563 c. — Faillite 1306. — Forêts 317-20; Procès-verb. 677-20. — Forêts 1982. — Instr. crim. 1064-30, 2441-40, 2609-10.
- Amiens. Exploit 454-10. — Privil. et hypoth. 1680-20.
- Angers. Vente 355-50.
- Bruxelles. Except. 78.
- Limoges. Emigré 270, 383 c.
- Paris. Effets de comm. 218 c., 253 c., 900. — Faillite 1529-10.
- 22 Cass. Attentat aux mœurs 25, 30 c. — Avocat 305; Cassation 1936-30; Jugem. 758-40; Témoin 62 c. — Org. milit. 439, 872-10. — Peine 328-10.

Février.

- 22 Angers. Contrat de mar. 1855, 1877 c.
— Limoges. Compét. comm. 478.
— Toulouse. Intervent. 68 c.; Mandat 25 c., 29-10 c.; Ordre 437.
— Délit. Enreg. 659.
23 Besançon. Contrat de mar. 2166.
— Bruxelles. Commissionn. 162.
— Jugem. 158.
— Colmar. Appel civil 923; Nantiss. 166 c.
— Douai. Enquête 559.
— Grenoble. Jugement 608; Ordre 814.
— Rouen. Séparat. de corps 370.
— Cons. d'Etat. Vente admin. 123-10.
25 Aix. Contrainte p. corps 708.
— Douai. Prescript. civ. 190.
— Lyon. Jug. p. déf. 105.
— Rennes. Obligation 531-30 c., 5250.
— Rouen. Contrat de mar. 3595.
— Dispos. entre vifs 747 c., 1167.
26 Cass. Chose jugée 332 c.; Jugem. p. défaut 17-10; Vente publique d'imm. 1510-10.
— Lyon. Arbitr. 210; Compétence comm. 307 c.
— Toulouse. Domicile élu 30-20; Saisie-exéc. 281 c.
— Cons. d'Etat. Vente par terre 1133-40-50.
27 Cass. Expert. 307 c., 319, 321 c.
— Faillite 479; Vente publ. de marchandises neuves 31.
— C. c. belge. Enreg. 5695.
— Bourges. Vente 468.
— Rouen. Vente publ. d'imm. 2048.
— Douai. Droit civil 275, 278.
— Lyon. Société 866.
— Paris. Saisie-arrest 51-30.
— Riom. Jugem. 550-30.
— Solut. Enreg. 1750, 1962.
28 Cass. Cassation 1734-30 c.; Compét. admin. 163-100, 209-10 c.; Obligation 589-20 c.; Office 189 c., 190 c.; Chose jug. 486, 491 c.; Instr. crim. 122-10 c.; Contrat de mar. 186.
— Degré de jurid. 582 c.; Paternité 279 c.
— Fonctionn. publ. 135 c.; Presse outr. 693.
— Impôts indir. 351, 363.
— Org. colon. 173.
— Org. judic. 193-30, 385-10-30 c.
— Besançon. Commune 1817-30 c., 1818-30; Forêts 1806 c.
— Bruxelles. Dispos. entre vifs 3985-20, 3990.
— Caen. Normandie 67 c.
— Cons. d'Etat. Commune 1818, 2575; Prescript. crim. 100; Voirie par terre 1128, 1140, 1161-20, 1173, 1175, 1186, 1196-10-30.
— Compét. admin. 458-20 c., 459 c.; Forêts 1060-50.
— Compét. admin. 169 c.; Exprop. publ. 23-20, 232-30 c.; Compét. admin. 463; Halles 73.
— Conflit 73.
— Cons. d'Etat. 100-120.
— Dom. de l'Etat 254.
— Droit polit. 534, 541-20.
— Eau 336-20; Voirie par eau 218-10.
— Eau 462-30, 551-10.
— Emigré 405-190.
— Manufact. 95.
— Marché de fournil. 48-40.
— Patente 173.
— Signification 54.
— Voirie par terre 1170, 1756, 4503.
— Circ. Trésor publ. 754.
29 Cass. Appel crim. 357; Règlement de juges 175.
— Arbre 6 c.; Compét. crim. 994 c., 304; Contrat 241; Domm. destr. 243 c.; Droit rural 181 c.; Instr. crim. 82 c., 130-20 c., 884 c.; Jugem. 1083-40 c.; Minist. publ. 40 c.; Chasse 403; Forêts 419 c.; Compét. crim. 280-30 c.; Discip. 233-40; Responsab. 506.
— Instr. crim. 100 c.; Peine 543.
— Nîmes. Nantiss. 81.

Mars.

- 1 Cass. Procès-verb. 529.
— Besançon. Interdict. 87 c.; Jugem. p. défaut 177-20.
— Bordeaux. Droit marié 2069, 2071 c.

Mars.

- 1 Paris. Nantiss. 116; Obligation 3912-30.
2 Cass. Douanes 954.
3 Cass. Action possess. 316 c.; Dom. publ. 44, 62 c.; Prescript. civ. 204 c.
— Bourges. Acquiescem. 695.
— Caen. Contumace 74.
— Montpellier. Verif. d'écrit. 79, 174 c.
— Paris. Arbitr. 340.
— Toulouse. Emigré 234, 347.
— Instr. Minist. publ. 358.
4 Cass. Action possess. 739 c.; Cassation 1432 c.; Jugem. 954-149; Jugem. d'av. dire droit 6 c., 28-90 c.
— Cassation 1883 c.; Chasse 377 c.; Garde champêtre 40; Instr. crim. 269 c., 290 c.; Loi 83 c.; Effets de comm. 468-10.
— Enreg. 6015.
— Loi 293-40 c.; Vente 1231-30.
— Bordeaux. Arbitr. 135, 1477 c.; Impôts dir. 605-30.
— Caen. Distr. par contrib. 147.
— Nîmes. Faillite 1084.
— Poitiers. Jugem. par déf. 71-10.
— Trib. comm. de la Seine. Industrie 181.
— Délit. Enreg. 1537, 1539 c.
5 Cass. Action possess. 116, 798 c.; Degré de jurid. 33 c.; Notaire 298 c., 405-70 c.; Vente publ. d'imm. 3022-10-20.
— Servitude 508-20.
— Rouen. Paternité 25 c., 45, 57-20 c., 126 c., 152 c.
6 Ord. Emigré 205; Notaire, p. 591.
— Cass. Contrat de mar. 1144; Vente 1789 c., 1781-10 c.; Faux 308 c., 308, 441 c.
— Instr. crim. 1738-10, 1757, 1823-20.
— Angers. Contrat de mar. 2002.
— Bourges. Prescript. civ. 787.
— Liège. Mines 294, 452-20.
— Lyon. Mines 154, 318.
— Montpellier. Dispos. entre vifs 1646-30 c.; Mandat 456-20; Mariage 785; Obligation 5114-60.
— Poitiers. Degré de jurid. 116-30.
— Intervent. 89-30.
— Rouen. Enquête 281, 233 c.; Exploit 370-30 c.
— Cons. d'Etat. Commune 368.
— Compét. admin. 103-120 c.; 302 c.; Conflit 86.
— Conflit 179-20 c.; Jugement 917 c.; Voirie par terre 1140.
— Droit polit. 534, 536.
— Org. colon. 1034, 1035.
— Travaux publ. 1171.
— Vente admin. 265.
— Voirie p. terre 360.
7 Cass. Appel civ. 140; Avoué 73; Défense 39 c., 40 c., 77 c.; Jugem. 1061-90 c.; Commune 709-20; Contrav. 49 c., 51 c.; Peine 836-50 c.; Faillite 1287 c., 1452, 1482-30; Instr. crim. 1303-20, 1498-30, 2990.
— Forêts 380 c., 817 c.; Vol 409.
— Impôts indir. 141-20, 365.
— Grenoble. Péremption 129-40.
— Rouen. Interrog. sur faits et art. 57.
— Circ. Forêts 296, 315.
— Décis. Enreg. 4682.
8 Cass. Cassation 1187 c.; Jugem. 853; Prêt à intérêt. 294-10.
— Contrav. 489-10.
— Règlement de juges 175.
— Besançon. Transact. 162.
— Bourges. Instr. crim. 139-60.
— Bruxelles. Acquiescem. 624; Appel incid. 53 c.; Manufact. 170-20.
— Contrat judic. 3 c.; Mandat 24.
— Nancy. Forêts 353, 444, 664.
9 Cass. Instr. crim. 1702.
— Riom. Gendarmerie 63 c.; Rébellion 43-30.
10 Cass. Prescript. civ. 907-10, 1120; Privil. et hypoth. 2517-30 c.
— Besançon. Bornage 81.
— Bordeaux. Louage 277-20.
— Dijon. Ordre 687.

Mars.

- 10 Douai. Contrat de mar. 821.
— Circ. Forêts 1873, 1874 c., 1875 c.
— Délit. Enreg. 1314, 1315, 1319.
11 Cass. Action possess. 375; Minist. publ. 110-20 c.; Servitude 151-20 c.; Dispos. entre vifs 542, 2449.
— Enquête 121.
— Enreg. 5749; Forêts 587 c.
— Org. judic. 347-20.
— Bruxelles. Dem. nouv. 218.
— Dijon. Except. 331 c.; Expert. 185.
— Nîmes. Faillite 1077-70.
— Circ. Passeport 37, 38.
12 Cass. Commune 1967.
— Emigré 126 c., 187-10.
— Bruxelles. Enreg. 5766.
— Caen. Vente publ. d'immeubles 1083-20.
— Colmar. Contrainte p. corps 835.
— Limoges. Contrat de mar. 832 c., 833, 849 c.
— Nîmes. Compét. comm. 198, 359 c.; Vente publ. d'imm. 1483, 1519.
— Riom. Prêt à intérêt. 207.
13 Ord. Voirie par eau, p. 737, 34.
— Cass. Appel civ. 1076; Degré de jurid. 500-40; Jugem. par déf. 114-20 c., 347-40.
— Cassation 698.
— Cassation 2070; Effets de comm. 550; Obligation 4327 c.; Ordre 489-20 c.; Vente 1803-10 c.; Conciliat. 131 c.; Crimes contre les personnes 20; Instr. crim. 1199-30, 3177-70.
— Témoin 33.
— Vol 493-20.
— Bordeaux. Degré de jurid. 406-50.
— Bruxelles. Obligation 4960-10.
14 Cass. Cassation 2209; Jugement 838-20.
— Org. milit. 820-70.
— Peine 292-10.
— Bordeaux. Contrat de mar. 1338, 1352 c.; Effets de comm. 723.
— Limoges. Compét. crim. 479.
— Mandat 141 c.
— Presse-outr. 834-10.
— Nîmes. Appel civ. 812.
— Paris. Exprop. publ. 34-20.
— Poitiers. Mariage 859-40.
15 Cass. Cassation 557 c.; Instr. crim. 1336-10.
— Contrav. 51 c.; Frais et dépens 976-110 c.; Peine 837-10 c.; Poids et mes. 162-30, 163 c.; Contumace 90 c.; Peine 136.
— Crimes contre les personnes 170-10.
— Impôts indir. 315-10, 352-30.
— Jugem. 1078.
— Besançon. Péremption 102-10; Prescript. civ. 849-40 c.
— Toulouse. Contrainte par corps 997 c., 1083.
16 Cons. d'Etat. Droit polit. 538, 512-10.
17 Cass. Obligation 3354 c.; Responsab. 403-50.
— Bordeaux. Privil. et hypothèques 1663-20 c., 1687-20.
— Rennes. Presse-outrage 515.
— Lettre. Notaire 724.
18 Cass. Contrat de mar. 4091.
— Jugem. d'av. dire droit 58-40 c., 75 c.; Paternité 725-50, 746-40 c.; Succession 377 c.; Mat. somm. 57-20.
— Success. 1137.
— Besançon. Arbitr. 314 c., 316 c., 1337, 1340.
— Bordeaux. Faillite 201; Mariage 878 c.; Obligation 4040.
— Bourges. Recusation 11.
— Bruxelles. Faillite 64-60 c., 65-80 c., 67-10, 74-50 c.
— Caen. Cautionnem. 334; Effets de comm. 680.
— Paris. Voirie par terre 1465-30.
— Rouen. Interrog. sur faits et art. 41-30 c., 49, 60-10 c.
19 Cass. Emigré 224-30.
— Notaire 496-10.
— Org. milit. 216.
— Bordeaux. Contrat de mar. 1457.
— Pau. Ordre 951-20, 979.
— Poitiers. Exploit 545-10.
— Rouen. Mariage 156.
20 Ord. Octroi 853-10.

Mars.

- 20 Cass. Compét. crim. 201 c.; Instr. crim. 1081 c.; Vol 367.
— Défense 183; Loi 150 c.; Normandie 74; Succession 1866, 1867; Vente 2013-20.
— Forêts 789 c.; Servitude 578 c., 595 c., 637; Vente 568-30.
— Forêts 838.
— Vente de substances falsifiées 60.
— Lyon. Effets de comm. 710.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 2200, 2204.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 169 c.; Exprop. publ. 23-20, 233-10 c.; Travaux publ. 1255.
— Expropriation publ. 69.
— Voirie par eau 613-20.
21 Ord. Organ. milit. p. 1887.
— Cass. Commune 698; Garde champêtre 35-10 c.; Contrav. 309 c.; Forfait. 156 c.; Peine 548; Vol 925.
— Peine 348-20.
— Bordeaux. Effets de comm. 714-10 c., 821.
— Effets de comm. 802; Obligation 2016 c.; Prescript. civ. 493 c.; Success. 949.
— Bourges. Dispositions entre vifs 2936-20.
— Délit. Enreg. 685, 3916, 3956, 3957.
22 Cass. Forêts 456.
— Impôts indir. 166-40, 226; Jugem. d'av. dire droit 92-20 c.
— Agen. Saisie-brandon 45.
— Bruxelles. Privil. et hypothèques 1659-10.
— Paris. Nom 15 c.; Paternité 433-30, 738-10 c.; Propriété litt. 364.
— Rouen. Commissionn. 136-20.
— Instr. Enreg. 859, 872, 1153, 4919.
24 Cass. Contrat de mariage 2406, 2463 c.
— Bourges. Chose jugée 210.
— Dijon. Vente publ. d'immeubles 1113.
— Rennes. Adoption 116 c.
25 Cass. Cassation 1862-40, 1909-100.
— Chose jugée 247 c.; Success. 1134-30; Tierce opposit. 151.
— Compét. comm. 204 c.; Effets de comm. 99; Jugement 998-90 c.
— Angers. Adopt. 116 c.
— Besançon. Bourse de comm. 198 c.; Obligation 485, 569-30 c.; Office 85 c., 160 c.
— Caen. Contrat de mar. 3996-40; Normandie 69.
— Colmar. Compét. admin. 212; Culte 539-20; Dom. de l'Etat 398 c.
— Dijon. Appel civ. 1010.
— Trib. de la Seine. Except. 44.
26 Cass. Chose jugée 89, 219-10 c., 383 c.; Jugem. 978-60-190.
— Demande nouv. 256; Jugement 998-160 c.; Séparat. de corps 118 c., 133.
— Org. judic. 404 c.; Vente 1254.
— Besançon. Degré de jurid. 114.
— Trib. comm. de la Seine. Propriété litt. 165.
— Cons. d'Etat. Emigré 401.
27 Ord. Presse-outr. 157, p. 411.
— Cass. Attentat aux mœurs 101; Minorité 764 c.; Témoin 635-20.
— Droit marit. 2225.
— Org. judic. 666.
— Douai. Adultère 37.
— Limoges. Contr. par corps 827.
— Lyon. Contrat de mar. 3345.
— Dispos. entre vifs 2478.
— Paris. Avocat 100, 274 c.
— Org. judic. 167-10 c.
— Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 831.
— Trib. de la Seine. Théâtre 248.
— Cons. d'Etat. Droit polit. 534, 537.
28 Cass. Cassation 1008.
— Vol 506-90.
— Bordeaux. Contrat de mar. 2370, 2515 c.
— Ordre 63-10.
— Lyon. Ordre 960-60.
— Circ. Douanes 410.

Mars.

- 29 Cass. Appel crim. 181; Douanes 861.
— Angers. Dispos. entre vifs 258-50, 3491 c.
— Bordeaux. Acquiescem. 322.
— Intervent. 85.
— Grenoble. Contrat de mar. 3669-60, 3970.
30 Ord. Cour des comptes, p. 511.
31 Cass. Cassation 344 c.; Saisie-arrest 167.
— Jugem. par défaut 323.
— Bordeaux. Chose jugée 44-20 c.; Jugem. 958-130; Jugem. d'av. dire droit 21-60.
— Toulouse. Appel incid. 126 c., 136.
Avril.
1 Cass. Marché de fournil. 98-10.
— Bordeaux. Ordre 483 c.
— Rennes. Privil. et hypoth. 2123 c.; Surenchère 37.
2 Ord. Instr. admin. 16-20; Travaux publics 638, 706-10; Voirie par terre 540, 2046-10.
— Cass. Enreg. 1669, 3758-10 c., 3883 c., 5798-30 c.; Faux incid. 18.
— Org. judic. 151-40.
— Bordeaux. Dispos. entre vifs 2330-50, 3235 c.; Faillite 218-60; Tierce opposit. 95 c.
— Bourges. Appel civil 439 c.; Intervent. 40-20 c., 128; Reute viagère 6 c.; Vente 1214.
— Douai. Commissionn. 139.
— Rennes. Louage 540.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 217.
— Marais 58, 109-10; Recusal. 22.
— Voirie p. terre 405-10.
3 Ord. Voie publ. 6-100.
— Cass. Compét. crim. 632.
— Instr. crim. 1876-30, 3678, 3697 c.
4 Délit. Enreg. 1597.
5 Cass. Douanes 876 c.; Procès-verbal 20 c., 25 c., 29 c., 316.
— Privil. et hypoth. 1249.
— Voirie p. eau 660-10.
— V. 19 octobre 1825.
— Toulouse. Conclus. 96-10.
— Tr. de Chât.-Gontier. Enreg. 1548.
6 Cons. d'Etat. Emigré 217-10.
7 Circ. Commune 178.
8 Cass. Acte de comm. 226; Assur. terrestre 36 c.; Cassation 1883 c.; Chose jugée 349-50.
— Jug. d'av. dire droit 47-50.
— Référé 54 c.
9 Cass. Dom. de l'Etat 60 c.; Rentes constit. 42; Rentes fonc. 70-30 c.; Enreg. 3697 c., 3700.
— Mat. somm. 27.
— Vente admin. 80 c.
— Paris. Scellés 272 c.; Success. 1857; Usufruit 61 c.
10 Cass. Attentat aux mœurs 138.
— Défense 127; Témoin 650-80 c.; Faux 328-20-70; Instr. crim. 2457-50 c., 2581-20 c.; Instr. crim. 3126, 3128-50; Responsab. 888-30.
— Peine 282-40, 284, 510.
— Péremption 186-20.
— Serment 111-40.
— Caen. Contrat de mar. 1327 c.
— Trib. comm. de Rouen. Effets de comm. 739.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 314.
11 Cass. Cassation 445; Faux 114-20, 428; Peine 104-150 c., 103 c.
— Compét. crim. 369-50, 399 c.; Quest. préjud. 90-20 c.; Contr. trav. 50 c.; Org. colon. 1003, 1023, 1033.
— Peine 305-20.
— Colmar. Contrat de mar. 63-20; Degré de jurid. 294 c.
— Décis. Impôts dir. 279.
12 Douai. Droit civ. 374-10.
13 Ord. Corse 2, p. 498.
— Cons. d'Etat. Commune 1423, 1752 c.; Conflit 167-20.
— Emigré 258-20, 300; Instr. admin. 14-20.
— Trav. publ. 1211.
— Trésor publ. 457-30, 1029-10.
14 Bordeaux. Intervent. 46.
— Décis. Forêts 1069.

Avril.

- 15 Cass. Cassation 1898. — Émigré 131-10, 242 c.; Obligat. 2594 c.; Prescript. civ. 531 c., 630-20 c. — Caen. Mariage 665. — Toulouse. Compét. comm. 391. — Vente publ. d'imm. 962, 973 c. — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1103. — Cons. d'Etat. Chose jugée 67-30; Tierce-opposit. 278-30 c.; Compét. admin. 335 c., 538 c. — Cons. d'Etat 189. — Émigré 287, 294-30, 327-10. — Patente 240. — Trav. publ. 1211. — Vente admin. 136. — 16 Cass. Commissionn. 429. — Contrat de mar. 2668; Disposit. entre vifs 2318-20 c.; Obligat. 4083. — Prescript. civ. 801, 1053-10; Propr. feod. 381-30. — CIRC. Médecine 159, 189. — 17 Arrêté. Org. colon. 776. — Cass. Disposit. entre vifs 2799, 3140, 3189. — Peine 513-10, 514. — Postes 91-10. — Scellés 119 c., 120, 148 c. — Vente publ. d'imm. 723. — Riom. Disposit. entre vifs 1821. — Délib. Enreg. 2563. — 18 Cass. Attentat aux mœurs 139; Chose jugée 430-10; Instr. crim. 1083 c. — Commune 659-20, 718, 1145, 1293 c. — Fonct. publ. 88; Frais et dépens 1025-20; Minist. public, 14-20, 65-40. — Forêts 457 c.; Responsab. 519-10. — Huissier 65. — Poids et mes. 100-10. — Règlement de juges 158-20; Renvol 165-10. — Bordeaux. Jugem. p. déf. 250-30. — Grenoble. Intervent. 75-10. — Limoges. Contrainte par corps 157. — Rouen. Distr. par contrib. 94-30; Faillite 652. — 19 Bordeaux. Nantissement. 309-20. — Orléans. Forêts 738. — Riom. Contrat de mar. 1307; Succession 437-10. — Délib. Enreg. 3563, 3477. — 20 Ord. Sapeurs-pompiers. p. 698. — 21 Ord. Org. Instr. publ. p. 1352. — Cass. Enreg. 3236. — Mariage 778-40; Ordre 248 c., 742-10 c. — Colmar. Obligat. 8144-20. — Grenoble. Privil. et hypoth. 892, 1839-40-50 c. — Décis. Cautionn. de fonct. 22; Notaire 594; Obligat. 2170 c. — 22 Cass. Compét. comm. 231; Dem. nouv. 197 c.; Obligat. 5043-60. — Chose jugée 413. — Degré de jurid. 552-30; Obligat. 3531; Tierce-opposit. 27-10. — Effets de comm. 458-40. — Mariage 919; Obligat. 5083 c., 8294-30 c. — Aix. Obligat. 1063. — Bordeaux. Compét. comm. 424, 444 c., 454 c.; Mandat 141 c. — Effets de comm. 863-30. — Dijon. Assur. terrestres 101. — Montpellier. Degré de jurid. 319. — Paris. Disp. entre vifs 2673-40. — Toulouse. Exploit 313-40. — 23 Cass. Commune 1580-20. — Disposit. entre vifs 3172 c.; Droit civ. 107-30 c., 211; Droit polit. 109-10 c.; Loi 210 c.; Obligat. 3295 c. — Limoges. Jugem. par déf. 388-10. — Paris. Acte de comm. 59. — Rouen. Droit polit. 263-10. — Trib. de Nancy. Culte 115-30. — 24 Cass. Cassation 1749-20 c.; Instr. crim. 3262-70. — Cassation 2248 c.; Faux 418 c., 430; Instr. crim. 3357-20 c.; Compét. crim. 502 c.; Instr. crim. 917, 1084 c.; Postes 517 c.; Contravent. 24; Peine 102-10 c.; Presse-out. 806 c., 1243. — Défense 116; Faux 260. — Disposit. entre vifs 4144-10. — Faux 298. — Forêts 340 c., 628. — Gendarmerie 23 c.; Postes 124. — Instr. crim. 3610-30. — Obligat. 1507-20, 3249-10 c. — Vol 741-40.

Avril.

- 24 Angers. Privil. et hypoth. 973. — Bourges. Louage 260. — Prescript. civ. 533. — Nîmes. Saisie-arrest 453 c., 454. — Rouen. Contrat de mar. 3963-10. — 25 Cass. Chasse 240. — Faux 49. — Bordeaux. Commissionn. 505 c.; Vice rédhibil. 58, 130-10 c., 166-20 c. — Faillite 610-10. — Trib. comm. de Paris. Théâtre 220. — Cons. d'Etat. Compét. administr. 145-30. — Conflit 26-10, 167-20-50. — Conseil d'Etat 78-30, 335. — Dom. nat. 37-20; Prescript. civ. 187 c.; Voirie p. terre 1547. — Droit polit. 535, 519-20; Instr. crim. 1519. — Halles 52, 59 c.; Théâtre 107-10, 112 c.; Trav. publ. 1211. — Trav. publ. 578, 1274-20. — Voirie par terre 373, 419-10, 1128. — 26 Cass. Cassation 1271. — Douanes 760 c., 984, 1003-20 c., 30 c., 50 c., 90 c.; Presse-out. 25 c., 46 c., 372 c. — Frais et dépens 1025-10; Quest. préjudic. 181-20. — Industrie 181-10. — Org. colon. 375 c., 386. — Bruxelles. Scellés 193. — Arrêté. Trés. publ. 1210. — 28 Cass. Disposit. entre vifs 541. — Amiens. Chose jugée 202-20. — Lyon. Faillite 57-30. — Nîmes. Enquête 104, 432 c.; Récusation 110 c. — Org. judic. 455 c. — Paris. Subst. vénéneuses 16. — V. 22 avril. — Rennes. Commissionn. 87 c.; Société 135. — Rouen. Servitude 645. — Toulouse. Jugem. p. déf. 406-10. — 29 Cass. Emigré 91, 313-40 c. — Lyon. Adultère 119 c. — Délib. Enreg. 1890. — 30 Ord. Org. judic., p. 1506. — Cass. Acte de comm. 280; Cassation 1909-120 c.; Except. 198 c.; Mines 103 c.; Société 1636 c., 1639 c. — Jugement 306-60; Obligat. 5402. — Bordeaux. Enquête 403-20. — Octroi 387. — Caen. Contr. de mar. 4204, 4205, 4214. — Colmar. Compét. administr. 179. — Org. milit. 315 c. — Paris. Chose jugée 387-10. — Poitiers. Droit marit. 1045, 1046 c.; Obligat. 1245. — Toulouse. Disposit. entre vifs 403; Success. 374, 376. — Cons. d'Etat. Action possess. 300 c.; Eau 565-70. — Conflit 46. — Conseil d'Etat 191. — Eau 346-30. — Emigré 288-50. — Manufact. 48, 163-10. — Trav. publ. 644-40. — Trésor public 591.

Mai.

- 1 Cass. Commune 1259. — Compét. crim. 374. — Instr. crim. 2659. — Obligat. 2639. — Privil. et hypoth. 1692-10. — Témoin 639-10; Vol 73-70. — Vente de substances falsif. 58, 59 c., 60 c. — Grenoble. Jugement par défaut 158-50. — Nancy. Voirie par terre 1517-40. — Paris. Arbitre 600-10. — Compétence comm. 299 c. — 2 Cass. Prescript. civ. 838-40 c., V. 1838. — Aix. Droit marit. 1306. — Bordeaux. Intervent. 46. — Tribunal de la Seine. Droit civil 895 c. — Décis. Enreg. 4361. — Délib. Enreg. 2367. — 3 Bruxelles. Absent 11 c.; Action 144 c.; Compét. civ. tribunal. d'arrond. 64. — Appel civ. 773; Exploit 250 c. — Metz. Commissionn. 478-10. — 4 Décis. Commune 143.

Mai.

- 5 Bordeaux. Disposit. entre vifs 3248, 3377-10, 3307; Obligat. 3528-20 c., 4538-30. — Voirie par terre 352-40. — Paris. Privil. et hypoth. 260-10. — Délib. Agrée 27. — 6 Cass. Disposit. entre vifs 2755. — Jugem. 805-20. — Nancy. Contrainte par corps 885. — Rouen. Acte de comm. 299. — Contrat de mar. 3528. — Propriété 150-20; Servitude 198-10 c. — Toulouse. Prescript. civ. 1086. — Trib. comm. de Joigny. Bois et charbons 52, 55 c. — Décis. Enreg. 3419. — 7 Ord. Machines à vapeur 2; Manufact. 71 c., 94-20; Voirie par eau, p. 738-490. — Cass. Arbitr. 93, 1328 c. — Cassation 93; Compét. civ. tribunal. d'arrond. 159 c.; Exception 230-10. — Disposit. entre vifs 1559. — Bruxelles. Jugem. 283, 311. — Douai. Droit civil 274-30 c., 276 c., 311 c., 315, 399 c.; Contr. p. corps 559 c., 567 c.; Except. 115-40 c. — Trib. de Cambrai. Culte 115-30. — Trib. de la Seine. Théâtre 267. — Cons. d'Etat. Commune 594, 2268-20. — Cons. d'Etat 84-30. — Circ. Douanes 409. — 8 Cass. Cassation 1066 c. — Compét. crim. 625; Paternité 371-50 c.; Quest. préjudic. 76-10 c. — Disposit. entre vifs 140-10. — Droit rural 35 c., 68-30. — Servitude 945 c.; Usage 309 c. — Instr. crim. 1030-20, 2396 c. — Org. marit. 976. — Témoin 84. — Bordeaux. Servitude 476-10, 481 c. — Décis. Compét. crim. 407. — 9 Cass. Chasse 375 c.; Procès-verbal 543-20. — Commune 659-20 c., 718 c., 974. — Except. 174-20; Instr. crim. 150-50 c.; Quest. préjud. 83-10 c.; Vol 113-20 c. — Quest. préjud. 145-30. — Bordeaux. Faillite 155-40. — Lyon. Contrainte par corps 866, 997 c.; Responsab. 482-20 c. — Délib. Enreg. 1113. — 10 C. d'ass. du Tarn. Instr. crim. 1285, 2008-60. — Avis Cons. d'Etat. Notaire, p. 591; Office 63. — 11 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1087. — Cons. d'Etat. Majorat 30. — 12 Cass. Arbitr. 741; Descende sur les lieux 21 c. — Rouen. Privil. et hypoth. 596-30. — 13 Cass. Commune 1752, 1818-10 c. — Disposit. entre vifs 605, 1100-60 c. — Mandat 359. — Limoges. Défense 228; Matières som. 53 c. — Lyon. Appel civil 219 c.; Except. 542. — Paris. Presse-out. 644. — 14 Cass. Effets de comm. 71. — Jugem. 49-10. — Servitude 554-10. — Grenoble. Obligat. 4143, 4175-40 c. — Paris. Mariage 695. — Rouen. Contrat de mar. 3528. — Cons. d'Etat. Conflit 167-30 c.; Voirie p. terre 640-10. — Cons. d'Etat 119. — Droit polit. 531, 541-10. — Eau 192; Trav. publ. 1161-110. — Emigré 261; Instr. administr. 14-20. — Pêche fluv. 33-70. — Trésor publ. 590. — 15 Paris. Obligat. 4862-30 c., 4970. — 16 Cass. Complète 243; Instr. crim. 8172-70. — Crimes c. les personnes 16; Instr. crim. 8178-30. — Faux 310. — Loi 551-90 c.; Témoin 490-10. — Riom. Droit civil 477; Émigré 124-10 c. — Trib. comm. de Paris. Théâtre 294.

Mai.

- 17 Cass. Avocat 502. — Chasse 127. — Instr. crim. 186 c. — Colmar. Dem. nouv. 189; Except. 553 c.; Jug. p. déf. 111-30. — Domicile élu 90-20. — Poitiers. Adopt. 118 c. — Rouen. Avoué 119. — Solut. Enreg. 4413. — 19 Arrêté. Frais et dép. 644. — Cass. Org. judic. 358-30. — Bordeaux. Séparat. de corps 78, 79-30 c. — Grenoble. Commune 1579-60 c.; Demande nouv. 88-40. — 20 Cass. Action possess. 460; Servitude 910. — Chose jugée 27 c.; Commune 3471-10. — Enreg. 3456. — Jugem. 1002-50 c.; Obligat. 643-10. — Usage 530. — Bordeaux. Jugem. 454-30. — Servitude 153 c., 171. — Vente publ. d'imm. 370-10, 386. — Paris. Impôts indir. 138-40; Octroi 255 c.; Responsab. 639-20 c. — Privil. et hypoth. 646; Vente 1358 c. — Toulouse. Degré de jurid. 330; Dem. nouv. 252-10 c.; Privil. et hypoth. 1677-30 c., 1680-10 c. — Délib. Enreg. 1538. — Instr. Impôts dir. 29. — 21 Cass. Effets de comm. 434-40. — Emigré 353, 414-40 c.; Obligat. 863-20. — Vente 1956-10. — Except. 249. — 22 Cass. Cassation 670, 2248 c.; Huissier 122. — Disposit. entre vifs 4415-10. — Forêts 1699; Vente 736 c. — Instr. crim. 1508 c., 2970, 3603-10. — Jugem. 394-10; Vente 1913-20. — Org. colon. 173. — Aix. Arbitr. 1164. — Angers. Domicile 116. — Bruxelles. Procès-verb. 795-10. — Metz. Obligat. 1031-30 c.; 3112-10 c., 4745, 4798 c. — Paris. Effets de comm. 143. — Décis. Hospices 443; Notaire 593, 636; Secours publ. 403 c. — 23 Cass. Impôts indir. 63, 815 c., 346. — Industrie 181-20. — Octroi 195. — Procès-verbal 423, 522-30. — Voiture 309. — Besançon. Servitude 819-10, 824-10 c. — Bordeaux. Société 1122. — Montpellier. Appel incid. 52; Désistement. 117-20 c. — Paris. Contrat de mar. 4312-10. — 24 Besançon. Servitude 214-40 c., 228. — 25 Ord. Voirie par eau 723. — 26 Bourges. Servitude 562. — Rouen. Compét. crim. 153. — Décis. Enreg. 4972-40. — 27 Cass. Cassation 1606-70; Disp. entre vifs 1830. — Contumace 80. — Prescript. civ. 911 c., 1121. — Vol 854. — Toulouse. Except. 330-20. — Délib. Forêts 1505. — 28 Cass. Commerce. 87 c., 93; Jugem. 998-10 c. — Loi 293-10 c.; Obligat. 2853-20 c., 2856 c.; Success. 628-10-20, 623 c. — Org. judic. 404 c. — Séparat. de corps 109. — Bourges. Interdict. 90. — Caen. Avoué 142 c.; Désaveu 38. — Nancy. Forêts 465. — Rouen. Compét. admin. 183-40. — 29 Cass. Instr. crim. 2911-30, 3328-20. — Jugem. d'av. dire droit 21-30; Transaction 95 c., 97 c. — Vol 91 c., 138-40 c., 150 c., 152-30. — Besançon. Reprises d'inst. 72. — Lyon. Peine 545. — Nancy. Contrat de mariage 2149, 2159 c., 2361; Emigré 169 c., 339 c.; Success. 488 c. — Lettre. Forêts 242, 256.

Mai.

- 30 Cass. Commune 1218 c.; Poids et mes. 28-10. — Compét. crim. 577 c.; Instr. crim. 833 c.; Jugem. 7 c., 1099-60 c.; Peine 777-30 c. — Douanes 973 c., 1000-30, 1003-70, 1008-90. — Instr. crim. 412; Règlement de juges 214. — Renvol 126. — Besançon. Except. 344. — Rouen. Disposit. entre vifs 1670. — Toulouse. Société 537. — 31 Bruxelles. Propriété litig. 348. — Caen. Contrat de mar. 2022 c., 2649 c. — Riom. Prescript. civ. 408 c., 782. — Rouen. Privil. et hypoth. 2623-10.

Juin.

- 1 Cons. d'Etat. Chose jugée 74-10; Conflit 48, 69. — Conflit 3; Trav. publ. 1154. — Droit polit. 541-30. — Emigré 235. — Impôts dir. 466-20. — Manufact. 48, 151-20. — Trav. publ. 1211. — Trésor public 1053-40, 1074-40, 1078. — Voirie par terre 405-10, 418-20, 441-10, 1128. — 2 Bastia. Contr. de mar. 2006 c.; Disp. entre vifs 136, 2976-50 c.; Substitut. 226. — Bruxelles. Action 860 c. — Rouen. Faillite 218-50, 222. — Cons. d'Etat. V. 10 mai. — Avis comm. fin. Enreg. 4301. — Délib. Enreg. 1320. — 3 Cass. Droit marit. 242 c., 1963. — Limoges. Enquête 98. — Poitiers. Acquiescem. 579. — Toulouse. Arbitr. 299 c., 323 c., 1158 c., 1192, 1288 c., 1313 c. — Ordre 1382 c. — Décis. Instr. crim. 1285. — 4 Cass. Chose jugée 324 c.; Privil. et hypoth. 1116-10. — Matières som. 25. — Org. judic. 178-20. — Montpellier. Compétence comm. 235. — Nîmes. Jugem. 612-10. — Poitiers. Intervent. 74-20. — Toulouse. Enquête 487 c., 526 c., 527-20. — 5 Ord. Organ. milit. p. 1887. — Cass. Chose jugée 314 c.; Compét. administr. 105, 183-40 c.; Mines 512 c., 513 c. — Concl. 84 c.; Jugem. 156-10 c.; Jugem. d'av. dire droit 91-10; Presse-out. 1243-20. — Org. colon. 752, 763, 764-10-20. — Bordeaux. Demande nouv. 274-10 c.; Forêts 514; Instr. crim. 121-40; Responsab. 68; Témoin. faux 86-20, 96 c. — Nancy. Peine 723-30. — Poitiers. Vente 915-30. — Cons. d'Etat. Emigré 327-30. — 6 Bordeaux. Succession 757 c., 891 c. — Paris. Théâtre 206. — Poitiers. Enquête 477-20. — Rouen. Bourse de comm. 501. — Circ. Organ. marit. 709. — 7 Cass. Organ. colon. 187. — Pau. Avocat 248 c., 251; Degré de jurid. 520 c.; Frais et dépens 947 c.; Honoraires 8 c. — 8 Ord. Avoué 28. — 9 Bourges. Commune 2375-10. — Montpellier. Success. 639-10. — Rouen. Vente 659-20. — Circ. Douanes 630. — 10 Cass. Mandat 331-10. — Ordre 438. — Besançon. Forêts 1899. — Bordeaux. Compte 156, 195 c., 199; Obligat. 2883 c. — Vente publ. d'imm. 1117. — Montpellier. Obligat. 4017-30 c.; Vente 77-20. — 11 Cass. Action possess. 109, 363. — Chose jugée 40-70; Jugem. d'av. dire droit 24-150 c. — Contrat de mar. 3795 c.; Vente publ. d'imm. 1221-10. — Règlement de juges 174.

Juin.

- 11 Bordeaux. Acte de l'état civ. 457. — Biens 331 c.; Disposit. entre vifs 2605-30, 3985-30 c. — Bourges. Eau 390; Servitude 156 c. — Limoges. Conciliat. 101-10 c.; Jugem. 597-10, 677-30. — Montpellier. Prescript. crim. 100-30. — Cons. d'Etat. Commune 428, 2289 c. — Cons. d'Etat 204. — Emigré 304-10. — Travaux publ. 590, 594. — 12 Cass. Cassation 550, 557. — Chasse 50, 355 c. — Chasse 365 c.; Commune 712 c. 981; Manufact. 186-20 c.; Peine 104-70 c.; Procès-verbal 9-20 c., 139-60 c. — Commune 659-20 c., 1147. — Commune 815; Frais et dépens 1025-10; Instr. crim. 124-80 c.; Servitude 953-20 c. — Commune 1221 c.; Poids et mesures 82-10. — Douanes 1004-20 c., 1008-40. — Jugem. 70 c., 281-10 c., 827-10, 828 c., 995-10, 1001-6. — Poids et mesures 128-30. — Aix. Contrat de mar. 1974. — Angers. Dispositions entre vifs 945-10. — Besançon. Obligat. 4056-10. — Bruxelles. Except. 66, 79 c. — Paris. Référé 194 c. — Cons. d'Etat. Voirie par terre 3366. — 13 Cass. Commune 1122. — Fonctionn. publ. 47-30 c.; Presse-outrage 711-10. — Procès-verbal 431-20. — Bordeaux. Mariage 784. — Paris. Acte de comm. 272. — Vente 493, 1453 c. — Poitiers. Exploit 545-10. — Scellés 215. — Tribunal. de la Seine. Théâtre 107-10. — Délit. Enreg. 1662. — 14 Amiens. Vente 1746-10. — Bruxelles. Obligat. 174, 2334. — Pérémpcion 201. — Privil. et hypoth. 1849. — Paris. Disposit. entre vifs 2457 c.; Emigré 84, 187 c. — Rouen. Saisie-arrest 94. — 15 Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 367. — 16 Ord. Org. instr. publ. p. 1352. — Uniforme-coutume 17-110, 44. — Cass. Enregist. 5491, 5534 c., 5493 c. — Faillite 781-40. — Bordeaux. Exploit 596-50. — Paris. Effets de comm. 224, 226 c., 228 c. — 17 Aix. Avoué 235; Huissier 98 c. — Bourges. Vente 1847. — Pau. Compét. civ. trib. de paix 311. — 18 Cass. Cassation 1599-20 c.; 1716-100 c.; Obligat. 613-10. — Recusat. 74. — Paris. Société 1057. — Délit. Enreg. 1873. — 19 Loi. Trésor publ. p. 1143. — Ord. Org. instr. publ. p. 1352. — Cass. Armes 41 c., 46 c.; Vol 595-30. — Cassation 1615-50 c.; Enreg. 3040. — Compét. crim. 281-40; Jugem. 743; Presse-outr. 1063. — Compét. crim. 407; Peine 348-30. — Industrie 138-30. — Instr. crim. 3834-10. — Liberté indiv. 70, 84 c. — Colmar. Faux incid. 27. — Pau. Arbitr. 1060 c., 1249 c., 1305 c., 1306. — Cons. d'Etat. Org. marit. 947-40. — Patente 55. — Trav. publics 1266-10, 1270. — Vente admin. 97. — Voirie par terre 419-20, 1539-10. — 20 Cass. Cassation 1482; Imp. indir. 148; Octroi 210-20 c. — Commune 1245-20; Procès-verbal 168 c. — Défense 19 c.; Frais et dep. 974; Voirie par terre 1106-10. — Manufact. 56 c.; Mines 697-10. — Poids et mesures 83-20. — Quest. préjud. 146-10.

Juin.

- 20 Bruxelles. Disposit. entre vifs 1358-20. — Paris. Faillite 1377. — Trib. comm. de Paris. Théâtre 410. — Délit. Enreg. 1981, 8975. — Solut. Enreg. 1982. — 21 Ord. Médecine 199. — Cass. Commune 1215. — Colmar. Prescript. civile 1086; Priv. et hypoth. 2203 c., 2424. — Paris. Désaveu 26. — Rouen. Ordre 495 c.; Vente 1315-20 c., 1360-20. — 22 Limoges. Contrat de mar. 2055, 2056 c.; Loi 218 c.; Mariage 804-20. — 23 Cass. Avocat 137, 455 c., 464 c. — Avoué 201. — Bordeaux. Except. 62 c., 92. — Expert. 57 c.; Jug. d'av. dire droit 62-10. — Liège. Emigré 190-30. — Nancy. Loi 463. — Paris. Référé 132. — Circ. Impôts dir. 30. — Instr. Enreg. 3271. — Lettre. Hospices 159. — 24 Ord. Voirie p. eau, p. 735-70. — Cass. Action poss. 456 c., 744. — Cassation 1669-30 c.; Chose jugée 522 c.; Notaire 751 c., 752 c., 762-20, 780 c., 871 c. — Contrat de mar. 907; Disp. entre vifs 2620-20, 4021; Enquête 463, 486 c., 535 c. — Enreg. 801 c., 5440. — Bordeaux. Deg. de jurid. 354-40. — Bruxelles. Enreg. 5728. — Caen. Comm. 94 c., 249, 264 c. — Circ. Impôts dir. 20. — Delit. Enreg. 4321. — Instr. Patente 425. — 25 Arrêté. Nom 9 c. — Cass. Appel crim. 349 c. — Cassation 1679-50 c.; Disposit. entre vifs 4201 c., 4202-10, 4230-30 c. — Vente publ. d'immeub. 2011. — Besançon. Success. 2093. — Bordeaux. Louage 412. — Bruxelles. Cassation 1589-40; Jugem. 978-10. — Grenoble. Chasse 334. — Paris. Contrat de mar. 2434. — Rouen. Faillite 272-30. — 26 Cass. Cassation 1345 c.; Instr. crim. 2193-10; Témoin 467. — Cassation 1683; Succession 310-20 c., 857-10, 1457. — Témoin 635-30 c., 637-40. — C. C. Bruxelles. Enreg. 4810, 4815 c. — Bruxelles. Contrat de mar. 1778. — Colmar. Descente sur les lieux 12 c.; Expertise 20-10, 32 c., 125 c. — Nancy. Usage 226. — Orléans. Except. 20-20, 44 c. — Riou. Faux incid. 113 c., 129. — Instr. Enreg. 1436. — 27 Cass. Douanes 291-10, 1016-70 c.; Instr. crim. 1076 c., 2475-10 c., 2418-60. — Jugem. 831-40, 1055. — Peine 284. — Témoin 93-30, 191-20, 689-10, 682-10 c. — Bordeaux. Faillite 269; Obligat. 2687-20. — Rouen. Arbitr. 207, 633 c.; Compét. comm. 301 c. — 28 Aix. Droit marit. 2067. — Caen. Obligat. 2013. — Grenoble. Deg. de jurid. 127-10. — Nancy. Forêts 337. — Paris. Faillite 396-20. — Rouen. Commissionn. 132 c., 243 c.; Faillite 1029. — Décis. Forêts 1030, 1042. — 29 Ord. Org. marit. p. 1683. — Bordeaux. Saisie-exécut. 58-30. — Bourges. Exploit 638-40. — Délit. Enreg. 548. — 30 Cass. Enreg. 5744; Organ. admin. 236 c. — Bourges. Notaire, 571 c., 574-20, 390 c.

Juin.

- 30 Colmar. Brevet d'invent. 373 c.; Compét. crim. 345; Propriété littér. 477 c. — Riou. Mariage 77-20. — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 222, 223. — 1 Cass. Assurances terrestres 386; Cassation 1666-20 c.; Responsab. 100 c. — Chose jugée 54; Contrat de mar. 1618, 2643 c., 2850 c.; Obligat. 4175-20, 5320. — Contrat de mar. 2179; Puissance paternelle 143 c.; Scellés 224 c. — Bordeaux. Jug. p. déf. 48. — Colmar. Disp. entre vifs 3213-10. — Montpellier. Action 294 c.; Vente 1323-50. — Chose jugée 280 c.; Contrat de mar. 1307 c.; Success. 503-10 c., 507. — Domicile élu 31-10; Saisie-exécut. 62 c. — Nîmes. Responsab. 145; Théâtre 229. — Paris. Faillite 574-20. — Rouen. Jugem. p. déf. 34-10. — Prescript. civ. 1033. — Toulouse. Ordre 408 c.; Privil. et hypoth. 3205-10. — Délit. Enreg. 3855. — Lettre. Forêts 1820 c., 1832. — 2 Loi. Droit polit. (Instr. crim.) p. 340. — Cass. Effets de comm. 216. — Papier-monna. 63-20; Prescript. civ. 459, 1092. — Prescript. civ. 841-30 c.; Success. 612, 621-40-60. — Besançon. Exploit 499. — Bordeaux. Contr. de mar. 4236-10. — Bruxelles. Enreg. 4812. — Paris. Droit civ. 283-40. — Louage d'ouv. 139-10-20 c. — Pau. Vente 8069-20. — Trib. de la Seine. Imp. indir. 411. — Cons. d'Etat. Commune 446. — Conflit 175-130 c., 201; Trav. publ. 439-10, 1174-20. — Prises marit. 70-40. — Circ. Forêts 256, 1960. — Instr. Org. marit. 240, 604. — Solut. Enreg. 4416. — 3 Cass. Chose jugée 89-30; Dem. nouvelle 81; Enquête 59 c.; Douanes 162. — Instr. crim. 2473-220. — Prêt à intér. 45-10, 132 c. — Besançon. Vente 1956-20. — Bourges. Usage 154-10 c., 412 c., 516. — Bruxelles. Droit civil 899 c. — Grenoble. Contrat de mar. 1890, 3809. — Montpellier. Ordre 1096-20. — Nancy. Commune 1531; Dom. de l'Etat 343 c., 346 c., 349 c. — Rouen. Contrat de mar. 1239 c., 1246 c.; Disposit. entre vifs 2244-10-20. — 4 Arrêté. Voirie p. eau 296. — Cass. Commune 660 c., 1198; Compét. admin. 195-10 c.; Contravent. 279 c. — Commune 925. — Complice 175-30; Peine 271-40 c.-50 c. — Médecine 179. — Org. colon. 174 c., 586. — Org. jud. 712 c. — Reglem. de juges 158-30 c., 209; Renvoi 165-10 c. — Lyon. Servitude 777-10. — Montpellier. Compétence comm. 352 c.; Jeu 14, 43 c. — Orléans. Obligat. 1089-30 c.; Privil. et hypoth. 1741, 1801 c., 2080 c. — Paris. Bourse de comm. 395. — Droit marit. 2377 c., 2283, 2311. — Forêts 456. — Obligat. 2420-30 c. — Rouen. Ordre 525-10; Privil. et hypoth. 2114-40, 2181-10; Sur-enchère 175, 198-10. — Délit. Enreg. 2678. — 5 Cass. Appel crim. 347 c.; Deg. de jurid. 621 c., 675; Quest. préjud. 95, 100-20. — Forêts 1024. — Pêche fluv. 104, 106, 191.

Juillet.

- 1 Cass. Assurances terrestres 386; Cassation 1666-20 c.; Responsab. 100 c. — Chose jugée 54; Contrat de mar. 1618, 2643 c., 2850 c.; Obligat. 4175-20, 5320. — Contrat de mar. 2179; Puissance paternelle 143 c.; Scellés 224 c. — Bordeaux. Jug. p. déf. 48. — Colmar. Disp. entre vifs 3213-10. — Montpellier. Action 294 c.; Vente 1323-50. — Chose jugée 280 c.; Contrat de mar. 1307 c.; Success. 503-10 c., 507. — Domicile élu 31-10; Saisie-exécut. 62 c. — Nîmes. Responsab. 145; Théâtre 229. — Paris. Faillite 574-20. — Rouen. Jugem. p. déf. 34-10. — Prescript. civ. 1033. — Toulouse. Ordre 408 c.; Privil. et hypoth. 3205-10. — Délit. Enreg. 3855. — Lettre. Forêts 1820 c., 1832. — 2 Loi. Droit polit. (Instr. crim.) p. 340. — Cass. Effets de comm. 216. — Papier-monna. 63-20; Prescript. civ. 459, 1092. — Prescript. civ. 841-30 c.; Success. 612, 621-40-60. — Besançon. Exploit 499. — Bordeaux. Contr. de mar. 4236-10. — Bruxelles. Enreg. 4812. — Paris. Droit civ. 283-40. — Louage d'ouv. 139-10-20 c. — Pau. Vente 8069-20. — Trib. de la Seine. Imp. indir. 411. — Cons. d'Etat. Commune 446. — Conflit 175-130 c., 201; Trav. publ. 439-10, 1174-20. — Prises marit. 70-40. — Circ. Forêts 256, 1960. — Instr. Org. marit. 240, 604. — Solut. Enreg. 4416. — 3 Cass. Chose jugée 89-30; Dem. nouvelle 81; Enquête 59 c.; Douanes 162. — Instr. crim. 2473-220. — Prêt à intér. 45-10, 132 c. — Besançon. Vente 1956-20. — Bourges. Usage 154-10 c., 412 c., 516. — Bruxelles. Droit civil 899 c. — Grenoble. Contrat de mar. 1890, 3809. — Montpellier. Ordre 1096-20. — Nancy. Commune 1531; Dom. de l'Etat 343 c., 346 c., 349 c. — Rouen. Contrat de mar. 1239 c., 1246 c.; Disposit. entre vifs 2244-10-20. — 4 Arrêté. Voirie p. eau 296. — Cass. Commune 660 c., 1198; Compét. admin. 195-10 c.; Contravent. 279 c. — Commune 925. — Complice 175-30; Peine 271-40 c.-50 c. — Médecine 179. — Org. colon. 174 c., 586. — Org. jud. 712 c. — Reglem. de juges 158-30 c., 209; Renvoi 165-10 c. — Lyon. Servitude 777-10. — Montpellier. Compétence comm. 352 c.; Jeu 14, 43 c. — Orléans. Obligat. 1089-30 c.; Privil. et hypoth. 1741, 1801 c., 2080 c. — Paris. Bourse de comm. 395. — Droit marit. 2377 c., 2283, 2311. — Forêts 456. — Obligat. 2420-30 c. — Rouen. Ordre 525-10; Privil. et hypoth. 2114-40, 2181-10; Sur-enchère 175, 198-10. — Délit. Enreg. 2678. — 5 Cass. Appel crim. 347 c.; Deg. de jurid. 621 c., 675; Quest. préjud. 95, 100-20. — Forêts 1024. — Pêche fluv. 104, 106, 191.

Juillet.

- 5 Amiens. Obligat. 4648. — Grenoble. Exploit 24-20, 619-20, 625-60. — Limoges. Vente publ. d'im. 242. — Rouen. Pérémpcion 136-20. — Privil. et hypoth. 2782. — Circ. Conflit 10, 131, 199. — 7 Cass. Exploit 424-10; Loi 501 c., 514-20 c. — Rouen. Droit marit. 271. — 8 Cass. Exploit 424-10. — Frais et dép. 127-40; Jugem. 259-80; Vente publ. d'immeub. 1844-10, 1876-10, 1878, 2193. — Frais et dépens 134. — Aix. Mines 195. — Bordeaux. Success. 850. — Bourges. Contrat de mar. 2222; Success. 2088 c. — Caen. Disposit. entre vifs 1440. — Montpellier. Arbitr. 1339, 1340 c. — Paris. Séparat. de corps 189. — Poitiers. Commune 1586-20 c.; Pérémpcion 67-30, 245 c. — 9 Cass. Acquis. 250. — Cassation 618-30; Pérémpcion 133-20. — Contrat de mar. 1827 c., 1828. — Jugem. 1046-20. — Pérémpcion 347-10. — Aix. Effets de comm. 223. — Société 857-30. — Bordeaux. Instr. civile 87 c.; Jugem. 144-20. — Bourges. Louage 747 c. — Bruxelles. Culte 307. — Caen. Jug. d'av. dire droit 87-20. — Dijon. Minorité 809-30; Obligat. 1317 c. — Paris. Contrat de mar. 3963-20. — Faillite 654 c., 788. — Traité. Enreg. 2593. — 10 Cass. Faux 214, 412; Instr. crim. 1101, 1113-10. — Hospices 440 c.; Saisie-arrest 83; Secours publ. 402, 403 c., 406 c., 407 c., 409 c. — Instr. crim. 1947. — Vente publ. d'im. 1844-10, 1876-10, 1878, 2193. — Bourges. Org. milit. 341-30. — Pau. Responsab. 88, 175-20 c. — 11 Cass. Frais et dépens 994-20. — Quest. préjud. 223-20. — Bourges. Conciliat. 226. — Montpellier. Servitude 226. — Riou. Avocat 237. — Toulouse. Transaction 161. — 12 Besançon. Chose jugée 359 c.; Pérémpcion 361. — Bourges. Dom. destr. 305. — Bruxelles. Avocat 248 c., 250, 263 c.; Conciliat. 200 c. — Grenoble. Servitude 920-10. — Montpellier. Acte de comm. 359. — Toulouse. Deg. de jurid. 163. — Circ. Forêts 228. — 13 Cons. d'Etat. Commune 2552; Trav. publ. 577 c. — Compét. admin. 387 c.; Conflit 175-140; Travaux publ. 1218-10. — Conflit 177-40. — Eau 558-109, 566-20. — Marais 43, 82, 83 c. — Trav. publ. 424-10, 446, 620, 1161-50. — Voirie p. terre 1723, 1728-20, 2115, 2230-10. — 14 Angers. Attentat aux mœurs 139. — Bourges. Enquête 127-10, 285-40 c.; Except. 317-40 c. — Lyon. Action 187 c.; Arbitr. 98 c., 100 c., 732 c., 849 c., 891 c., 1178 c., 1247 c., 1311 c., 1381 c., 1328. — 15 Cass. Appel incid. 99 c.; Commune 1990; Demande nouv. 211-30; Usage 578-20 c. — Disposit. entre vifs 4378. — Vente 1775-20. — Caen. Contrat de mar. 1701 c., 1779, 1786 c., 1789 c., 1790 c., 1864 c.; Except. 255 c. — Lyon. Commune 1440; Voirie p. terre 2108-20 c., 2331-40 c. — Décis. Forêts 1505. — 16 Ord. Contravent. 293 c.; Voiture, p. 999. — Cass. Cassation 1657 c.; Vente 1853-10 c., 1878. — Louage à dom. cong. 5-20. — Success. 1457 c., 1458, 1465 c. — Agen. Expert. 212. — Bastia. Success. 1101.

Juillet.

- 16 Douai. Frais et dépens 181. — Lyon. Success. 308. — Montpellier. Exploit 483-20. — Paris. Acte de comm. 159 c.; Commerce 41 c. — Poitiers. Domicile élu 19. — Rouen. Séparat. de corps 48. — Circ. Hospices 467. — 17 Cass. Cassation 670. — Compét. civ. trib. d'arrond. 131-20; Reglem. de juges 56-40 c. — Effets de comm. 404 c.; Jugem. 131. — Expert. 291. — Forfait 110. — Instr. crim. 1798-20, 2776-30. — Organ. judic. 671-10. — Aix. Droit marit. 162 c., 252. — Angers. Demande nouv. 106-20 c.; Paternité 569-30. — Bruxelles. Obligat. 1736-30. — 18 Loi. Presse-outr., p. 411; Vo-lonté 131. — Cass. Appel crim. 357. — Brevet d'invent. 331 c. — Défense 74, 108 c.; Deg. de jurid. 668-40 c.; Forêts 543 c.; Jugement 800-40 c.; Presse-outr., 697-40 c., 726-10, 869-10 c., 902 c. — Org. milit. 895-10. — Besançon. Douanes 827; Instr. crim. 337 c. — Bourges. Success. 926. — Grenoble. Appel civ. 490. — Metz. Emigré 316. — Paris. Faillite 574; Privil. et hypoth. 228. — Pau. Commune 2325. — Avis. Cons. d'Etat. Impôts dir. 853-50. — Traité. V. 31 décembre 1822, 12 septembre 1825. — 19 Cass. Instr. crim. 684, 886 c. — Jour férié 98. — Manufact. 180 c. — Octroi 155-20, 163 c., 218. — Procès-verbal 83. — Bourges. Deg. de jurid. 303-20. — Bruxelles. Louage d'ouv. 52-30. — Montpellier. Success. 2120 c., 2121-10. — Paris. Organ. colon. 928. — Rouen. Privil. et hypoth. 865-40; Vente 1239 c. — Tribunal. de la Seine. Exception 57 c. — 20 Ord. Organ. colon. p. 1044. — Bruxelles. Référé 17. — Commune 1522. — 21 Cass. Enreg. 970, 1668 c. — Prescript. civ. 181, 318 c.; Propriété 100 c., 101 c.; Usage 120 c. — Paris. Cassation 2184 c.; Eau 457-20 c., 560-70. — Trib. de Saverny. Séparat. de corps 390, 391 c. — 22 Cass. Contrat de mar. 4316 c.; Enreg. 3441. — Enquête 30, 102 c. — Jour férié 49-10-20 c.; Vente 1732-20, 1733 c., 1754. — Obligat. 4149-10 c., 4158 c. — Success. 1090. — Surenchère 244-10. — Vente admin. 315-80. — Bourges. Success. 441-20. — Rouen. Interdict. 220-40. — Délit. Enreg. 328, 2198. — 23 Cass. Avoué 201; Obligat. 1709, 2580 c. — Jugem. 196-30; Vente publ. de meubles 66. — Paris. Propriété littér. 95. — Société 974-10, 1095-10 c., 1365-10 c. — 24 Cass. Disposit. entre vifs 1999 c., 2015 c., 4455 c., 4551 c., 4617-10. — Evrasion 68-20. — Faux incid. 207-10 c.; Jugem. 198-50. — Frais et dépens 36 c., 87-10; Obligat. 2493-20; Prêt à Intérêts 185 c.; Vente 1159 c. — Instr. crim. 1574, 1602-20, 1626-40. — Besançon. Demande nouv. 30 c., 37-30. — Bourges. Nantissém. 241, 249 c. — Bruxelles. Contrat de mar. 3014, 3014 c.; Success. 234 c. — Dijon. Domicile élu 109-10. — Lyon. Vente 2057-50. — Rouen. Responsab. 426-40.

Juillet.

- 25 Cass. Cassation 3215. — Forêts 1294.
— Bourges. Peine 324.
— Colmar. Acte de l'état civil 229.
— Toulouse. Chose jugée 280 c. — Succès. 1238-29.
— Circ. Hospices 367; Monument 15.
— Traité. V. 21 septembre 1828.
26 Cass. Adultère 31 c.; Cassation 424. — Commune 704, 1036. — Jugem. 825-20-30, 1092-30 c. — Règlem. de juges 186-50.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 353 c.; Mariage 857-10; Minorité 308 c.
— Paris. Octroi 171. — Propriété littér. 384.
27 Cass. Compét. crim. 413.
— Nîmes. Instr. crim. 497.
28 Cass. Contravent. 158. — Pêche fluviale 44. — Privil. et hypoth. 861-30, 882 c.
— Bruxelles. Ordre 827-20. — Privil. et hypoth. 797.
— Colmar. Vente publ. d'immeub. 1234.
— Paris. Presse-outr. 416.
— Pau. Privil. et hypoth. 448-20; Succès. 1235 c., 1239.
— Toulouse. Contrainte par corps 764.
29 Ord. Presse-outr., p. 412.
— Cass. Action possess. 503; Loi 263 c.; Louage à complants 7 c. — Chose jugée 215-190; Manufact. 180 c.; Responsabilité 238-40. — Eau 56, 161 c.; Pêche fluviale 33-80 c., 42; Voirie par eau 44 c., 166 c. — Mandat 263-1-40; Prescript. civile 843-20 c. — Privil. et hypoth. 1688 c., 1689-10. — Vente publ. d'immeub. 526-20.
— Toulouse. Enquête 638-30. — Mariage 109, 504 c.
30 Loi. Loi 462.
— Ord. Mines 171; Organ. judic. 619, p. 1506.
— Cass. Délai 108 c.; Enquête 156, 235 c., 238 c.; Exploit 553-10 c.; Jugement 326-60 c., 328 c., 880-10 c., 997-10 c.; Recusation 78-40 c. — Effets de comm. 88 c., 431. — Impôts indir. 344-20. — Organ. judic. 174-40 c.
— Agen. Expert. 244-10.
— Angers. Chose jugée 547-10.
— Besançon. Succès. 240.
— Bourges. Dépôt 160-20 c., 179 c.; Disposit. entre vifs 1656.
— Paris. Distrib. par contrib. 92; Ordre 482-30 c.; Privil. et hypoth. 201.
— Poitiers. Faillite 854.
— Toulouse. Vente publ. d'immeub. 1281.
— Trib. civ. de Châtillon-sur-Seine. Vente 1986 c.
— Trib. de la S. Inc. Contrat de mariage 25-5.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 207-20 c., 424-10 c.; Voirie par terre 2330. — Conflit 175-10. — Dom. nat. 62. — Emigré 110-80. — Travaux publ. 1161-120.
31 Cass. Action possess. 739 c., 798; Deg. de jurid. 30 c., 503-30 c. — Effets comm. 488. — Instr. crim. 3557-40. — Peine 458-20. — Prescript. civ. 471 c.
— Aix. Succès. 801.
— Besançon. Bornage 67; Forêts 296 c.
— Trib. de la Seine. Arbitr. 454 c., 716, 1036 c.
— Décis. Instr. crim. 799.

Août.

- 1 Cass. Poids et mesures 128-40, 142-10, 154-20. — Procès-verb. 583.
— Bordeaux. Domicile élu 25-90.
— Rennes. Association illicite 53; Quête 74, 78.

Août.

- 2 Cass. Cassation 572; Peine 261-10 c. — Contravention 473-20, 478 c. — Exploit 697-40. — Instr. crim. 71; Responsab. 787 c. — Jour férie 55. — Procès-verbal 289 c., 294-60. — Voirie p. terre 1097-30, 1123-10, 2047.
— Bourges. Faillite 49-10, 89; Société 1382 c.
— Paris. Propriété littér. 387; Société 208, 237.
— Toulouse. Jugem. 677-50.
— Trib. comm. de Besançon. Société 946.
3 Ord. Voirie p. terre 219-10, 221-10 c., 262-10.
— Colmar. Emigré 228.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 374; Voirie p. terre 1985.
4 Cass. Obligat. 5149-10; Octroi 265; Preuve 77-10.
— Toulouse. Jugem. 677-50.
5 Cass. Caution. 41. — Donanes 254, 284-20 c. — Enreg. 230-30, 489 c., 2333 c.
— Bordeaux. Appel civ. 1058.
— Grenoble. Contr. de mar. 3535-10.
— Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 595.
— Circ. Commune 2545.
6 Ord. Avoûé 28.
— Loi. Tresor publ. p. 1143.
— Cass. Enreg. 5744; Org. admin. 236 c. — Obligat. 4737, 4942-30 c.
— Bourges. Contrat de mar. 2296 c.
— Dijon. Impôts indir. 315 10.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau, p. 737-30.
7 Cass. Faillite 979-10. — Forêts 499 c.; Huissier 65. — Instr. crim. 3170. — Org. judic. 690.
— Caen. Forêts 1045.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 3146-30.
— Paris. Except. 379.
— Poitiers. Deg. de jurid. 76.
8 Cass. Contravent. 420 c. Domm. destr. 84 c., 106; Instr. crim. 2434-50 c. — Duel 100, 106 c. — Presse-outrage 162 c., 485-30, 486-30 c.
— Bordeaux. Droit marit. 1766.
— Paris. Rentes constit. 22, 111 c.
— Poitiers. Succès. 1412, 1473.
— Riom. Ordre 635, 684 c.; Succès. 786.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1016.
— Trib. de la Seine. Jugem. 614-30.
9 Ord. Aliéné 23; Nourrice 16.
— Cass. Appel crim. 69. — Commune 659. — Poids et mes. 128-20 c., 138-40 c., 165.
— Bordeaux. Délai 71 c.; Faux Inc. 111.
— Bourges. Acte de comm. 103.
— Grenoble. Presse-outr. 1547-20.
— Paris. Except. 379.
— Instr. Grâce 33.
10 Cons. d'Etat. Chose jugée 361 c.; Vente admin. 166-30. — Commune 413, 2336; Forêts 1888 c. — Cons. d'Et. 227. — Culte 560. — Eau 436, 500-30. — Hospices 375. — Marché de fourn. 93-20. — Vente admin. 338. — Voirie p. terre 614, 2881-10.
11 Bordeaux. Péremption 167 c., 168-20, 353-50 c.
— Caen. Chose jugée 166-70; Commerce. 145, 153 c.; Minorité 812 c.; Obligat. 2891 c.; Société 75 c.
— Toulouse. Contr. p. corps 765-10, 913 c.
— Décis. Privil. et hypoth. 1454, 2942.
12 Cass. Absent 527; Contr. p. corps 264; Contr. de mar. 1623, 2209 c.; Minorité 112 c.; Obligat. 4993 c. — Appel civil 1244 c. — Chose jug. 392 c.; Délai 98 c.; Jugem. 463-20 c.; Vérif. d'écrit. 84. — Jugem. 306-60.
— Bordeaux. Obligat. 3093-20 c.
— Grenoble. Contrat de mar. 3670; Dispos. entre vifs 1806. — Deg. de jur. 330. — Servitude 920-10.
— Lyon. Mines 92 c., 102 c., 194; Société 735 c., 1884 c.

Août.

- 12 Orléans. Chose jugée 519-30; Obligat. 5039 c.; Rente viagère 176 c.
— Cons. d'Etat. Emigré 215-20. — Patente 263.
13 Cass. Disposit. entre vifs 950-10. — Org. milit. 392-30, 395-30 c. — Privil. et hypoth. 2408 c., 2410-10-20; Rente viagère 151 c.; Vente 1138-20 c.
— Bruxelles. Contr. p. corps 518 c., 567.
— Colmar. Compétence civ. trib. de paix 328.
— Grenoble. Médecine 71.
— Lyon. Jug. p. déf. 151-40.
— Rennes. Instr. civ. 95, 104 c.
— Trib. de la Seine. Industrie 265.
— Cons. d'Etat. Commune 2248-30, 2298 c. — Org. marit. 948. — Place de guerre 147, 153-30 c. — Prise marit. 71-30. — Trav. publ. 481-19, 424-20-30, 431-60, 490-20, 511, 512. — Tres. publ. 539.
14 Cass. Bourse de comm. 387. — Chose jugée 168-130. — Organ. judic. 385-10, 409-10. — Temoins 652-30.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 1685-30, 1889-10.
— Nîmes. Enquête 199-10c., 278, 369c.
— Paris. Jug. p. déf. 125-30.
— Pau. Obligat. 4447, 4460 c.
— Circ. Org. administr. 738.
— Décis. Présence 15-120.
16 Cass. Forêts 320, 704. — Prêt à inter. 230 c., 274.
— Bourges. Ordre 807.
— Orléans. Forêts 738-20.
17 Loi. Tres. publ., p. 1143.
— Poitiers. Faillite 1359-20.
18 Cass. Cassation 1657 c.; Jugem. 1014-50. — Org. milit. 393.
— Grenoble. Enquête 69-10. — Privil. et hypoth. 1419 c., 1436; Succès. 1562.
— Montpellier. Frais et dép. 163-20.
19 Cass. Cassation 1417 c.; Dispos. entre vifs 148; Jugem. 113 c., 116 c., 123, 130 c., 217 c., 268-30 c.; Recusat. 169. — Org. judic. 345. — Privil. et hypoth. 2114-40.
— Bordeaux. Faillite 1527-10.
— Paris. Mandat 413.
— Trib. de la Seine. Disposit. entre vifs 4248.
— Delib. Enreg. 1495.
20 Loi. Ville de Paris 21, p. 146.
— Ord. Peine 590, p. 553.
— Cass. Expert. 97-30, 218-20 c., 226 c., 299 c., 312-20 c.; Usage 490-20 c. — Faillite 190.
— Bordeaux. Obligat. 2861-10; Vente 545.
— Bourges. Responsab. 254-10c., 279.
— Lyon. Arbitr. 232, 1121; Contrat de mar. 3482-20 c., 3568 c.
— Nancy. Procès-verb. 734.
— Paris. Arbitr. 708.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2277.
21 Cass. Appel civ. 755 c.; Domicile élu 11-40; Saisie-exéc. 61 c. — Arbitr. 193; Cassation 93 c.; Compét. comm. 306 c.; Frais et dép. 939. — Cassat. 1600-10c.; Chose jugée 329, 581 c.; Forêts 1568 c. — Douanes 830-10 c.; Procès-verbal 301-30. — Instr. crim. 1720-20. — Mise en jugem. 126.
— Grenoble. Obligat. 1265 c., 2710 c.; Vente 1787.
— Lyon. Mines 207.
— Montpellier. Privil. et hypoth. 877-20, 2203.
— Convention. V. 16 avril 1829.
22 Cass. Crimes contre les personnes 153-10 c., 185-20. — Frais et dép. 1038-10 c.; Presse-outrage 857-60, 1213 c. — Poids et mes. 147-20-30 c., 148-10.
— Bourges. Obligat. 2457-20.
— Caen. Contrat de mar. 3752-20.
— Douai. Médecine 138.
— Trib. de la Seine. Louage 300-80.
— Cons. d'Etat. Tierce-opposition. V. 22 août 1828.

Août.

- 23 Grenoble. Révélation de secrets 34 c.; Temoins 49, 61-20 c.
— Paris. Acte de commerce 385 c.; Compét. comm. 211. — Faillite 1217-10.
— Trib. de la Seine. Responsab. 133.
— Cons. d'Etat. Imp. dir. 453.
34 Ord. Traité intern., p. 525.
35 Cass. Nat. somm. 48-10 c.; Ordre 548-10, 557 c., 560 c., 996-30 c.
— Aix. Contr. p. corps 560 c.; Droit civ. 276.
— Bourges. Contr. de mar. 325.
— Caen. Frais et dép. 251.
— Colmar. Paternité 145-30.
— Lyon. Appel civ. 745 c.; Domicile élu 31-20; Exploit 619-20 c.; Faillite 206-30; Saisie-exéc. 62 c.
— Montpellier. Jugem. 677-60.
— Riom. Vente 771.
— Rouen. Appel civ. 450.
— Circ. Droit public. 444, 445-10.
36 Cass. Contr. de mar. 3512.
— Bordeaux. Droit marit. 1755.
— Metz. Deg. de jurid. 210.
— Paris. Presse-outr. 1132.
— Poitiers. Compétence comm. 349; Mandat 497c. — Enquête 114-20.
— Toulouse. Faillite 1081.
— Delib. Enreg. 2338.
37 Ord. Chemin de fer, p. 856-210; Organ. colon. 47 s., 75, 92, 95, 100, 131, 280, 377, 635 s., p. 1044.
— Cass. Absent 103, 103 c., 619 c., 677. — Acquiesc. 170 c.; Contr. de mar. 296. — Assur. terr. 101. — Chose jugée 258-10; Louage 234 c. — Dom. de l'Etat 365 c., 374. — Jugem. 998-170c. — Privil. et hypoth. 1527-10.
— Amiens. Appel civ. 378 c.
— Bordeaux. Paternité 230.
— Caen. Puss. patern. 186-30.
— Lyon. Expert. 336. — Privil. et hypoth. 2351-70.
— Orléans. Compte 154.
— Paris. Propriété littér. 131.
— Cons. d'Etat. Commune 2361; Dom. de l'Etat 219 c. — Commune 2533-10; Travaux publics 1279-10 c. — Cons. d'Et. 172-30. — Marché de fourn. 69-40-70. — Trésor public 1037, 1072 c., 1081 c. — Vente admin. 171-60-90. — Voirie p. terre 348, 405-20, 1299.
38 Cass. Instr. crim. 2659. — Ordre 295. — Société 939.
— Angers. Absent 236, 237 c.
— Besançon. Enreg. 5509.
— Rennes. Obligat. 4669.
— Toulouse. Contr. de mar. 3760-20 c.; 3761, 3765 c. — Disp. entre vifs 267-10, 274-30.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1101, 1133, 1444.
39 Cass. Compét. crim. 829, 352 c.; Contrav. 469 c. — Compét. crim. 368-90 c., 373; Quest. préjud. 181-30 c.
— Aix. Droit marit. 430.
— Besançon. Obligat. 2024.
— Bordeaux. Appel civ. 341; Domicile élu 104-40; Frais et dép. 290 c., 926. — Jen 59.
— Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 115.
— Trib. de la Seine. Arbitr. 220.
30 Ord. Org. instr. publ., p. 1353.
— Bourges. Except. 281.
— Lyon. Arbitr. 1358; Compét. civ. trib. d'arr. 161 c.
— Poitiers. Appel incid. 48.
— Rouen. Contrat de mar. 3661. — Minorité 730 c.; Succès. 838-30, 951 c., 955 c.
— Circ. Voirie p. terre 1910.
31 Ord. Culte, p. 717; Organ. colon. 320, 325, 326 s., 379, 404, 785, p. 1048. — Org. écon., p. 1290; Org. marit., p. 1683.
— Cons. d'Etat. Commune 2310, 2626 c., 2673. — Emigré 304-20. — Frais et dép. 1193. — Procès-verbal 752. — Théâtre 227 c., 228. — Tres. publ. 1079. — Vente admin. 328. — Voirie par terre 391, 2164.
— Bruxelles. Obligat. 3442.

Septembre.

- 1 Ord. de police. Chiffonner 1; Voie publ. 6, 13 c.
— Paris. Arbitr. 181.
— Circ. Forêts 247.
4 Cass. Cassation 197 c.; Instr. crim. 2412-30.
5 Ord. Voie publ. 6-20.
— Cass. Attentat aux mœurs 85; Règlem. de juges 175 c. — Douanes 973 c., 1008-20; Faux 290, 297 c., 331 c.; Instr. crim. 2021. — Fournaux. publ. 84-10 c.; Octroi 368-20 c., 387; Poids et mesures 193 c. — Forêts 367. — Peine 310-40. — Renvoi 126c.
4 Cass. Organ. judic. 684-20.
5 Decis. Frais et depens 1108.
6 Cass. Commune 835 c.; Droit marit. 79 c., 81; Jugem. 800-40. — Jour férie 99. — Voirie par terre 2067-20, 2179-10, 2220-10 c.
8 Circ. Forêts 1861.
10 Ord. Voie publ. 6-20-90.
11 Cass. Compét. crim. 244 c.; Presse-outr. 1381-30. — Compét. 35-10. — Instr. crim. 3571. — Peine 374-20, 221-10, 517; Vol 274-10. — Règlem. de juges 186-10, 204.
12 Cass. Amnistie 68; Forêts 447 c., 1289, 1326 c. — Assoc. ill. 53; Culte 86 c. — Presse-outr. 209.
— Solut. Enreg. 4970-50.
14 Lettre. Notaire 512-30; Vente publ. de meubles 111.
15 Delib. Enreg. 2563.
16 Circ. Forêts 1217.
— Delib. Enreg. 2440.
— Lettre. Notaire, p. 591.
17 Paris. Acte de comm. 36 c., 273 c.; Compét. crim. 202 c., 228; Effets de comm. 187-20 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2059.
— Décis. Impôts indir. 45.
18 Ord. Voiture 304.
— Cass. Cassation 400; Voirie par terre 2067-20. — Cassation 584, 806 c., 842, 1181 c.; Défense 90 c. — Commune 69-10, 1067 c. — Commune 901 c.; Contravent. 143; Procès-verb. 238 c. — Crimes contre les personnes 20; Instr. crim. 1576-30, 1577-10, 1602-10, 1724-10. — Organ. marit. 770-20 c. — Voirie par terre 1806, 1807.
— Paris. Jugem. 644-40.
— Trib. comm. de Paris. Commission. 86.
19 Cass. Cassation 2092 c.; Crimes contre les personnes 16, 24, 154; Instr. crim. 2452 c. — Cassation 2192; Faillite 1386c., 1389 c., 1456-30; Instr. crim. 2450-30 c., 2452 c. — Cassation 2257 c., Défense 158 c.; Faux 298 c., 425 c.; Instr. crim. 3566-10.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 592.
20 Ord. Manufact., p. 6; Org. milit., p. 1887.
— Cass. Cassation 2082; Faux 245 c.; Instr. crim. 2722-20, 2844 c., 3469-10 c. — Chasse 416 c., 429 c., 483; Forêts 419 c.; Péremption 147-40 c. — Chasse 483; Péremption 147-40 c. — Complice 45-10, 49 c.; Instr. crim. 3544 c. — Défense 158 c.; Instr. crim. 3546-10. — Org. judic. 682-10. — Pêche illic. 405, 106. — Peine 514.
21 Ord. Traité internat., p. 382.
22 Trib. comm. de Paris. Compét. comm. 127-10.
23 Trib. d'Orléans. Forêts 413.
24 Ord. Grâce 38; Huissier 11; Org. colon. 146 s., 376 s., 347 s., 605 s., p. 1034; Organ. judic., 348 s., 351 s., 359 s., 368, 433, 568.
— Paris. Référé 24 c., 180 c.

Septembre.

- 25 Cass. Instr. crimin. 990-40; Règlement de juges 175, 189, — Instr. crim. 2407, 2559-10. — Témoin 169-20. — Vol 234-30-40.
- 26 Cass. Propriété littér. 509. — Tentative 114, 118-10 c.; Vol 877 c., 925.
- Délit. Enreg. 435-20, 1409. — Instr. Enreg. 3419, 3433, 3437 c. 3766.
- 27 Cass. Appel crimin. 208, 260 c.; Except. 578 c. — Chasse 483; Forêts 489 c.; Péremption 147-40 c. — Instr. crim. 274; Procès-verb. 66 c. — Loi 559-30 c.; Salubrité publ. 159-10 c., 161. — Octroi 171. — Presse-out. 541.
- Trib. de Compiègne. Kureg. 5200. — Décis. Douanes 391.
- 28 Ord. Douanes, p. 598; Grains, p. 541.
- 29 Montpellier. Absent 92; Vol 69-30 c., 752-80 c., 906 c. — Abus de confiance 92.

Octobre.

- 2 Cass. Appel crim. 151 c.; Cassation 190. — Compét. crimin. 645 c., 649; Instr. crimin. 1131 c. — Organ. judic. 694. — Peine 282-10, 284. — Renvoi 126.
- 3 Cass. Cassation 1407 c.; Loi 531-60 c.; Pêche fluviale 121. — Bruxelles. Voiture 396. — Décis. Enreg. 3413, 3586. — Instr. Minist. publ. 358, 359.
- 5 Arrêt. Organ. colon. 666. — Cass. Forêts 723, 1510. — Circ. Douanes 391.
- 6 Trib. de la Seine. Saisie-arrest 184.
- 7 Trib. comm. de Marseille. Jugem. par défaut 335-10.
- 8 Décis. Forêts 1012.
- 9 Liège. Responsab. 91.
- Paris. Jugem. par défaut 326-60.
- 10 Cass. Chasse 109. — Forêts 732. — Forfait. 110. — Instr. crim. 2933, 2967-10, 3101-10; Témoin 525 c. — Org. judic. 672-10. — Peine 517. — Règlement de juges 334-10.
- Trib. comm. de Soissons. Vente publ. de marchand. neuves 89. — Circ. Usage 266.
- Délit. Enreg. 2593.
- 12 Ord. Organ. colon., p. 1063; Priv. et hypoth. 1367, p. 49; Voirie par eau 181, p. 723.
- 13 Besançon. Adultère 21 c.; Attention à la pudeur 61.
- Caen. Vente publ. d'immeubles 592.
- 15 Ord. Boulanger 111; Forêts 122; Mat. d'or et d'argent, p. 464; Monnaie, p. 585.
- Paris. Arbitr. 728. — Contrainte par corps 350. — Saisie-arrest 164.
- Avis Cons. d'Etat. Impôts directs 409.
- Décis. Enreg. 66.
- 16 Arrêt. Forêts 208.
- Cass. Cassation 252, 785 c., 1108; Désistement 228 c. — Crimes contre les personnes 201, 202 c. — Instr. crim. 1256-10, 1709-100, 3127-10, 3128, 3297, 3366, 3714-20 c.
- Bruxelles. Except. 77-10.
- Rouen. Culte 146 c., 269-30, 286-10 c.
- Délit. trib. comm. Paris. Agréé 37.
- 18 Nancy. Forêts 414 c., 749. — Solut. Enreg. 2966.
- 19 Ord. Organ. colon. 530, p. 1063; Circ. Contrat de mar. 1786. — Décis. Enreg. 5890.
- 21 Cons. d'Etat. Mise en jugement 230-50.
- Circ. Droit polit. 461.
- Délit. Contrat de mar. 296; Enreg. 585, 1753.
- 22 Décis. Douanes 467.

Octobre.

- 23 Bruxelles. Contr. par corps 575. — Solut. Enreg. 5610.
- 24 Circ. Forêts 2013.
- 25 Bruxelles. Jugem. d'av. dire droit 25-150.
- Circ. Forêts 1013.
- 26 Ord. Organ. colon., p. 1066.
- Cons. d'Etat. Conflit 48; Emigré 405-310. — Conflit 175-150; Voirie par eau 344. — Expert. 381, 386 c. — Manufact. 88, 104-20. — Pension 157. — Trés. publ. 970. — Vente administr. 338 c. — Voirie par terre 1794-10, 1968, 2215-10, 2302-40.
- 27 Arrêt. Halles 27.
- Trib. de Sedan. Enreg. 4707.
- 28 Circ. Douanes 467.
- Solut. Enreg. 4861, 4962-50.
- 29 Ord. Organ. colon. 570, p. 1066; Voiture, p. 999.
- 30 Cass. Instr. crimin. 1837.
- 31 Cass. Cassation 136. — Organ. judic. 248-10. — Quest. préjudic. 116-50.
- Circ. Douanes 640.

Novembre.

- 2 Ord. Biblioth. 39; Organ. milit., p. 1887.
- 3 Liège. Pérempt. 351-20.
- Solut. Droit polit. 201, 278.
- 4 Paris. Organ. colon. 938.
- 5 Ord. Presse-out., p. 412.
- Bruxelles. Nimes 203.
- Cons. d'Etat. Commune 479; Compét. admin. 106, 201 c. — Compét. admin. 396 c. — Travaux publics 1236-10. — Conflit 175-160 c.; Marché de fourn. 145-40. — Conseil d'Etat 213; Voirie par terre 1024. — Emigré 214-70. — Frais et dép. 1203-30. — Impôts dir. 654-20. — Organ. colon. 289-20, 293. — Trav. publ. 421-40, 782. — Trésor publ. 424-130.
- Décis. Hospices 53, 241.
- 6 Cass. Absent 99; Frais et dépens 137-40. — Abus de conf. 204 c. — Cassation 1614-10 c.; Loi 37-20 c.; Servitude 179, 1014 c. — Instr. crim. 1549-20, 1714-30. — Mandat 253-10 c., 267; Obligation 4841 c. — Organ. judic. 361-20-40.
- Paris. Chasse 100. — Org. milit. 387.
- 7 Rouen. Contr. de mar. 202.
- 8 Cass. Appel civ. 1101.
- Bruxelles. Enquête 316-10.
- Nancy. Forêts 357.
- 9 Ord. Avoué 28; Forêts 800.
- Cass. V. 9 décembre.
- 10 Ord. Boulanger 111.
- Cass. Notaire 417 c., 419 c., 422 c., 423 c., 527-30. — Tierce-opposit. 182.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 571.
- Décis. Forêts 1963.
- 11 Cass. Absent 494; Disposit. entre vifs 123; Puissa. paternelle 114-10 c. — Avoué 254 c.; Compte 33 c., 58-10, 59 c. — Cassation 871, 2021. — Contrat de mar. 306, 330 c.; Dispos. entre vifs 610 c., 663 c.; Loi 304-10 c.; Mariage 832-10 c.; Obligation 448 c. — Jugem. 61-10.
- Liège. Success. 1136.
- Paris. Désaveu 31; Jug. p. déf. 411-10 c.
- Décis. Certif. de vie 46 c.
- 12 Ord. Haras 4; Prud'hommes, p. 534; Uniforme-costume 39.
- Cass. Commune 2174, 2371 c.; Dem. nouv. 143-10 c.; Obligation 8158 c.; Usage 590 c. — Jugem. 979-120. — Vente publ. d'imm. 198, 508 c.
- Circ. Vérif. d'écrit. 56.
- 13 Cass. Cassation 1652-10 c.; Faillite 156-40. — Forêts 897. — Poids et mes. 28-20, 142-20 c.
- Aix. Droit marit. 2199.
- Bruxelles. Exception 79.

Novembre.

- 13 Montpellier. Disposit. entre vifs 3759; Usufruit 477 c.
- Paris. Abus de conf. 179 c.; Mandat 170-20.
- Cons. d'Etat. V. 22 juin 1825.
- 14 Agen. Chose jugée 299-10; Droit polit. 154, 474-50 c.
- Nancy. Degré de jurid. 469-30 c.; Obligation 2059-30 c., 2119-30, 2131 c.
- Paris. Emigré 366-10.
- Rouen. Contrat de mar. 3445 c.; Mariage 832-40; Obligation 4150-10 c.
- 15 Cass. Enreg. 5354.
- Amiens. Chose jugée 299-10; Droit polit. 154, 214, 474-50 c.
- Angers. Presse-out. 930.
- Bordeaux. Contr. p. corps 610 c., 651; Degré de jurid. 225-30. — Forêts 593 c.
- Paris. Appel civil 770; Ordre 667-10 c.; Priv. et hypoth. 1418 c., 1439-10, 2428-30 c.; Success. 815.
- 16 Ord. Organ. administr., p. 609; Organ. instr. publ., p. 1353; Organ. milit., p. 1837.
- 17 Bordeaux. Disposit. entre vifs 1986-30.
- Bourges. Exploit 283-40.
- Nîmes. Arbitr. 292, 299 c., 1295 c.; Degré de jurid. 406-70; Except. 278.
- Toulouse. Compét. comm. 216; Effets de comm. 81-20 c.
- 18 Cass. Acquiescem. 266 c.; Tierce-opposit. 128, 146-30 c. — Acquiescem. 513, 783 c.; Mariage 835-30. — Echange 50; Priv. et hypoth. 1746 c. — Jugem. 85-30. — Vente 740-30; Vente publ. d'imm. 782 c., 2139-10 c.
- Bordeaux. Défense 236; Presse-out. 1263-10 c.
- Bruxelles. Deg. de jurid. 91-20, 95 c.
- Délit. Enreg. 1992.
- Lettre. Louage administr. 85.
- 19 Ord. Mines, p. 637.
- Cass. Action possess. 211 c.; Deg. de jurid. 558-30. — Action possess. 459 c., 545, 546 c.; Tierce-opposit. 125-10 c. — Chose jugée 176-30; Compte 178 c. — Chose jugée 547-30.
- Bruxelles. Exploit 160-60. — Jugem. par déf. 49-20.
- Caen. Servitude 1143 c.
- Metz. Disposit. entre vifs 2878-20, 3032, 3129-10 c., 3132 c.
- 20 Cass. Bigamie 18, 49 c.; Chose jugée 427-20 c.; Instr. crimin. 1497, 1723-30, 2311, 3304 c., 3317. — Vente 1751, 1784.
- Caen. Droit marit. 1122 c., 1133, 1219 c. — Obligation 4050 c., 4053-20.
- Colmar. Duel 100.
- Douai. Droit polit. 214.
- Montpellier. Deg. de jurid. 249.
- 21 Cass. Acquiescem. 889 c.; Appel crim. 181 c.; Douanes 869-10-20, 957 c., 1000-30; Instr. crim. 52 c. — Boulanger 28; Commune 1049 c.; Contrav. 477 c. — Droit rural 209. — Forêts 837 c., 687, 689 c. — Jugem. 824-50. — Voirie par terre 2067-20 c., 2096-30 c., 3371-10.
- Bordeaux. Désistement. 118-30 c.; Intervent. 68 c.; Mandat 25 c.; Ordre 437, 929.
- Rouen. Contrat de mar. 4303, 4309-20; Prescript. civ. 718.
- Toulouse. Appel civ. 218 c., 219 c.; Except. 542 c., 543.
- Délit. Enreg. 2657, 2974.
- 22 Cass. Loi 462 c., 561-30 c., 40 c.; Presse-out. 209. — Frais et dépens 1040.
- Bruxelles. Dem. nouv. 144.
- Paris. Contrat de mar. 272 c.; Disposit. entre vifs 2054 c.; Loi 429-10 c. — V. 15 novembre.
- Décis. Office 371.
- 23 Trib. de Vassy. Notaire 744-10.
- 24 Cass. Cassation 1606-30 c.; Contrat de mar. 223 c., 230.

Novembre.

- 24 Paris. Conclus. 30-20 c.; Impôts indir. 98; Jugem. 748.
- Rouen. Jugem. 1022-60 c.
- 25 Cass. Acquiescem. 687; Jugem. 575-40. — Commune 1560, 2438, 2470; Obligation 3138 c.; Requête civ. 152 c. — Conciliation 315, 316 c.; Jugem. par défaut 181-30 c. — Contrat de mar. 238; Disposit. entre vifs 1946. — Jugem. 983-10.
- Besançon. Droit rural 41.
- Bruxelles. Contr. par corps 585.
- Caen. Priv. et hypoth. 1622-30.
- Nîmes. Compét. comm. 198, 359 c.
- Poitiers. Délai 87.
- Riom. Minorité 175-20.
- Circ. Impôts dir. 417, 561.
- Décis. Présence 14.
- Solut. Enreg. 983, 2973-30.
- 26 Ord. Emigré, p. 480.
- Cass. Acquiescem. 550. — Cassation 1212. — Cassation 1732-50 c.; Obligation 5190-20; Transact. 21-10 c. — Compét. comm. 520; Droit civ. 344 c.; Disp. entre vifs 333 c., 419-10, 3422-20 c. — Ordre 143-10, 1258 c., 1269. — Surenchère 87 c., 88.
- Angers. Compét. comm. 424.
- Bordeaux. Dom. de l'Etat 225. — Saisie-exécut. 216.
- La Haye. Disposit. entre vifs 2041-10 c., 3051 c., 3058-20.
- C. G. Liège. Enreg. 5541-70.
- Liège. Cassation 754.
- Lyon. Louage 279-10.
- Paris. Propr. littér. 443 c., 444.
- Riom. Arbitr. 292. — Disposit. entre vifs 4594.
- Rouen. Arbitr. 891 c., 1177.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 538. — Emigré 209-90. — Manufact. 82-20. — Prises marit. 199-10.
- 27 Cass. Cassation 1597. — Instr. crimin. 120-20 c., 1143 c., 1149 c.; Minist. publ. 57. — Peine 285. — Commune 1787. — Serment 102, 104-10.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 314.
- Bourges. Gendarme 61 c.
- Caen. Dépôt 246.
- Colmar. Droit polit. 154.
- Nancy. Droit polit. 268, 501-30 c., 513 c.
- Paris. Except. 373; Obligation 2930.
- 28 Cass. Chasse 334. — Commune 1134. — Compét. crim. 401-80; Contrav. 495 c. — Frais et dépens 1023; Minist. publ. 277. — Prescript. civ. 311 c., 815. — Quest. préjudic. 173-20, 181-50.
- Besançon. Droit rural 58-20.
- Poitiers. Droits civils 758.
- Riom. Enquête 231 c., 238-20, 509, 546-40 c. — Vente publ. de marchandises neuves 89.
- Cons. d'Etat. Commune 594.
- Délit. Enreg. 4416.
- Solut. Enreg. 1476, 2973-40.
- 29 Cass. Peine 292-10. — Vol 871.
- Bordeaux. Acquiescem. 666 c.; Obligation 4763-10 c., 4913-20.
- Bruxelles. Contrainte par corps 565. — Exploit 572.
- Liège. Except. 61, 79 c.
- Lyon. Appel civ. 435 c., 476 c.; Désistement. 136 c.; Disposit. entre vifs 1218-10 c., 1918-10, 3110 c., 3114-20; Propriété 291-50 c., 307-10 c., 329-40 c.
- Orléans. Enquête 149.
- Rouen. Frais et dépens 234-20 c., 416 c., 417, 423 c., 424 c.; Huissier 43 c.
- Circ. Impôts dir. 561.
- Solut. Enreg. 967.

Décembre.

- 1 Cass. Obligation 659, 714 c., 1595 c.
- Lyon. Effets de comm. 407.
- Rennes. Vente publ. d'imm. 1099.
- 2 Cass. Arbitr. 1182; Désistement 117-30 c. — Chose jug. 387-30. — Dem. nouv. 142-20. — Louage à cheptel 16.

Décembre.

- 2 Bordeaux. Date 26 c.; Pérempt. 153-10.
- Paris. Droit polit. 154.
- Riom. Deg. de jurid. 293-20, 295 c.
- Rouen. Faillite 1263.
- 3 Ord. Prises marit. 47 c., 68.
- Cass. Chose jugée 55 c.; Commune 1469 c., 1642, 1673 c.; Degré de jurid. 606 c.; Renvoi 204-20 c. — Enreg. 3792. — Jugement 1032. — Récusat. 174, 177 c.
- Bordeaux. Contr. p. corps 741-60 c., 765-20.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 2985-40.
- Liège. Acquiescem. 486.
- Lyon. Success. 2277-20 c., 2281.
- Cons. d'Etat. Commune 2456-10. — Compét. administr. 369 c.; Imp. dir. 397, 400. — Conflit 61; Trav. publ. 1161-140. — Désist. 200; Marais 106-10 c., 111-30 c., 116. — Dom. extraord. 71 c., 72 c., 73 c. — Manufact. 77.
- 4 Cass. Faux 298, 327; Instr. crim. 2473-120. — Forêts 526, 1693 c. — Pêche fluv. 104.
- Bruxelles. Vente publ. de récolt. 7-20-30.
- Nancy. Disposit. entre vifs 4218.
- Nîmes. Obligation 1531.
- Orléans. Droit polit. 423-30 c., 437 c.
- Paris. Arbitr. 86 c., 93, 902 c., 1020 c., 1024 c.
- 5 Cass. Appel crim. 333 c.; Dem. nouv. 279-40. — Impôts directs 171-10, 175.
- Aix. Jugem. 11 c.; Jug. d'av. dire droit 17 c.; Jug. p. déf. 26-10 c., 43-70, 222 c., 225-30 c.; Mandat 123-10.
- Bruxelles. Obligation. 2084.
- C. supér. d'Ecosse. Tranquillité publ. 6.
- Nancy. Société 1716.
- Riom. Désistement. 112.
- Délit. Enreg. 3162.
- 6 Cass. Attention aux mœurs 101. — Loi 491-10 c.; Minorité 764 c. — Postes 64-20, 104 c., 135-30 c.
- Paris. Contr. p. corps 1041-60.
- Circ. Greffe 80-110.
- 7 Caen. Rente viagère 144 c., 146.
- 8 Cass. Propriété féod. 436.
- Bourges. Notaire 644 c., 715-10, 718 c., 750 c., 766 c.
- Liège. Exploit 419.
- Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 115.
- 9 Cass. Acquiescem. 734; Jug. d'av. dire droit 28-10 c. — Cassation 1600-110 c.; Commune 2015 c., 2147 c., 2162. — Copie de pièces 84. — Enquête 402-20, 403 c., 418 c. — Jugement 244-50 c., 253-40. — V. 10 décembre.
- Bordeaux. Exploit 65-10. — Faillite 54.
- Douai. Enquête 492; Faux incid. 186, 187 c.
- Montpellier. Obligation. 3152-10 c.
- Nancy. Forêts 344, 459, 546-30, 1255.
- Rouen. Mandat 231.
- Délit. Enreg. 1670, 2810.
- 10 Cass. Action possess. 392. — Cassation 341; Vente publ. de récoltes 9-70. — Chose jug. 349-60 c.; Usufruit 503-10 c., 29 c., 525-10-20. — Effets de comm. 544. — Frais et dép. 960; Prescript. civ. 106, 1020 c. — Jugem. 999-10; Mat. somm. 41-20. — Minorité 220.
- Bruxelles. Interdict. 122.
- Nîmes. Priv. et hypoth. 2204.
- Pau. Droit polit. 176.
- Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 115.
- 11 Arr. avoc. de Paris. Avocat 189.
- Cass. Faux 431; Tentative 51 c. — Org. marit. 1053 c., 1054. — Vente publ. d'imm. 2206.
- Amiens. Droit polit. 266.
- Guadeloupe. Success. 933-20.
- Orléans. Notaire 578 c., 582-10.
- 12 Circ. Org. marit. 668.

Décembre.

- 13 Cass. Org. marit. 418 c., 979.
— Grenoble. Effets de comm. 850.
— Obligat. 442.
— Paris. Privil. et hypoth. 678-20.
— Riom. Obligat. 454 c.; Succès.
615.
— Rouen. Droit polit. 140, 267.
— Décis. Enreg. 4859.
14 Ord. Org. milit., p. 1887.
15 Bordeaux. Droit maritime 2136,
2188 c. — Scellés 32-20.
— Caen. Notaire 297-20, 770 c.
— Paris. Arbitr. 422.
— Pau. Droit polit. 138.
16 Cass. Acquissem. 583; Louage
233. — Arbitr. 647 c., 656 c.,
752. — Effets de comm. 839;
Obligat. 510-40 c.
— Bourges. Exploit 366-20 c., 305,
336 c.
— Grenoble. Droit civ. 115-10.
— Nîmes. Vente 833.
— Pau. Droit polit. 517.
— Trib. civil de Beauvais. Privil. et
hypoth. 2061.
— Décis. Notaire 219.
17 Ord. Marché de fournit. 6-30;
Org. marit., p. 1683; Org. mil-
lit., p. 1887.
— Cass. Cassation 1584-30 c. —
Chose jugée 332. — Contrat de
mar. 3275; Obligat. 4721 c.;
Vente 590 c. — Copie de pièces
32 c.; Huissier 71. — Récusat.
63-20, 112 c.
— Dijon. Désistement. 161.
— Rouen. Privil. et hypoth. 334-50.
— Cons. d'Etat. Chose jug. 12-60 c.
— Dom. de l'Etat 258-20 c. —
Eau 476-60. — Manufact. 85.
18 Cass. Bourse de comm. 300;
Commerc. 124 c. — Cassation
566. — Enreg. 106, 3188 c. —
Instr. crimin. 1598, 2311. —
Obligat. 4904 c.; Société 851.
— Bruxelles. Louage 138. — Obligat.
4716.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 2303.
— Lyon. Obligat. 4176-10.
— Metz. Douanes 162.
— Rennes. Droit polit. 155.
— Riom. Absent 661.
— Circ. Forêts 308.
— Instr. Enreg. 3377.
19 Cass. Forêts 695. — Instr. crim.
2519-30, 3518. — Peine 491. —
Quest. préjud. 102-10.
— Amiens. Droit polit. 141.
— Toulouse. Peremption 9, 184, 224-
50 c.
20 Cass. Cassation 1214 c.; Impôts
indirects 102-40. — Cassation
1293 c. — Cassation 1758 c.;
Impôts indir. 315-10.
— Bruxelles. Mines 132-10-20.
— Caen. Loi 278; Privil. et hypoth.
1346 c.
— Limoges. Contr. de mar. 1890 c.;
Priv. et hypoth. 856-40; Tierce-
opposit. 223 c.
— Rouen. Droit polit. 454 c., 458-
30; Mandat 157-20.
21 Ord. Org. colon. 148, 376, 642,
p. 1066.
22 Cass. Vente publ. d'imm. 243 c.,
247 c., 1353.
— Bordeaux. Faillite 613-60; Obligat.
3911-10 c., 3975; Société
975 c.
— Bourges. Degré de jurid. 634-10;
Dem. nouv. 25-10 c.
— Rouen. Droit polit. 438 c.
23 Cass. Disposit. entre vifs 332-10,
3344-30. — Disposit. entre vifs
3125; Jugem. 197-10. — Except.
258. — Obligat. 4255-20-30.
— Bordeaux. Contr. par corps 591,
594 c.; Degré de jurid. 225-30.
— Douai. Droit polit. 314.
— La Haye. Exploit 401.
— Nancy. Forêts 357, 738-30.
— Délib. Enreg. 1129 c., 1138, 1287.
24 Ord. Organ. instr. publ., p. 1353;
Prises marit. 218.
— Cass. Cassation 1398; Droit rural
49 c. — Cassation 1626-10 c.;
Disposit. entre vifs 2300. —
Cassation 1683 c.; Succès.
501-20. — Commune 1627. —
Dem. nouv. 239-30.
— Bordeaux. Cassation 948.

Décembre.

- 24 Grenoble. Contr. de mar. 3797-20.
— Instr. crim. 23-40.
— Liège. Faillite 187.
— Limoges. Succès. 1867.
— Orléans. Droit polit. 138, 139-10.
— Paris. Privil. et hypoth. 2019.
— Poitiers. Obligat. 4756.
— Rennes. Droit polit. 214, 225-20.
— Louage d'ouv. 111.
— Cons. d'Etat. Expropriat. publ.
13-90. — Imp. indir. 270-20. —
Manufact. 67-40. — Org. marit.
947-30. — Place de guerre 69,
71, 102-20, 118; Servitude
401 c. — Vente administr. 338.
— Voirie p. terre 405-20.
26 Cass. Faux 315, 327 c., 328-60 c.
— Bourges. Droit polit. 141.
— Caen. Normandie 61.
— Grenoble. Avocat 432 c., 446,
480 c.; Avocat 297 c.; Presse-
outr. 1486-90 c.; Procès-verbal
151-130 c. — Médecine 22-10.
— Paris. Disposit. entre vifs 406;
Succès. 380.
— Décis. Fraix et dép. 1141.
27 Cass. Cassation 1792; Procès-
verbal 590. — Commune 901 c.,
1179; Contravent. 96 c., 142,
145 c. — Procès-verbal 167. —
Serment 104-20.
— Colmar. Société 950.
— Dijon. Obligat. 4235.
— Nîmes. Obligat. 4900.
— Paris. Culte 70 c., 114-30 c., 117,
118 c.
— Rouen. Assur. terrest. 24; Priv.
et hypoth. 2277 c.
28 Ord. Aroue 25; Trav. publ. 271 s.,
p. 848.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 150.
29 Cass. Absent 348 c.; Paternité
116. — Action poss. 681, 720 c.
— Faillite 1402, 1479 c. —
Obligat. 3353 c.; Responsabilité
403-30.
— Caen. Droit polit. 214.
— Décis. Forêts 1901.
30 Cass. Commune 2368 c. — Contr.
par corps 487; Enquête 605;
Fraix et dép. 101-10 c. — Dem.
nouv. 117-20. — Enquête 804 c.;
Industrie 99 c.; Louage d'ouv.
43-20.
— Bordeaux. Faillite 1527-60.
— Montpellier. Préemption 121-10,
297, 312 c.
— Poitiers. Enquête 471; Faillite
138 c.
— Délib. Enreg. 1878.
31 Ord. Enreg. 46; Org. colon. 545,
p. 1070; Traité intern., p. 523,
582.
— Bruxelles. Degré de jurid. 91-10,
449-50. — Enquête 524.
— Cons. d'Etat. Conflit 182. — Cons.
d'Etat 76-60. — Dom. engagés
104-20. — Eau 450. — Emigré
217-70. — Imp. dir. 40, 42-10 c.;
Patente 211 c. — Travaux publ.
810. — Trésor public 456-20,
1087-20.
— Instr. Enreg. 2942, 4488.
— Traité. Droit civ. 431.

1898

Janvier.

- 1 Cass. Attentat aux mœurs 70. —
Chose jugée 426; Instr. crim.
1316. — Commune 637 c., 967;
Manufact. 188 c.
— Riom. Chose jugée 476.
2 Cass. Douanes 900; Except. 161-
20 c. 578 c.; Forêts 484 c.;
Bourges. Appel civ. 1177 c.;
Servitude 1002-50.
— Bruxelles. Arbitr. 441, 618, 1054
c., 1093 c.
— Grenoble. Droit civil 250 c., 290
c., 438-10.
— Paris. Saisie-arrest 47.
3 Cass. Puissance paternelle 97.
— Agen. Servitude 1159-10.
— Caen. Emigré 317-20.
— Riom. Vente 1094.
— Décis. Notaire 130.

Janvier.

- 6 Cass. Cassation 1662 c.; Inter-
dict. 68, 87 c.; Jugem. d'av.
dire droit 53-10; Mariage 329 c.
— Enreg. 256, 3512 c. — Ju-
gem. 197-10; Mariage 764. —
Propriété 398.
— Montpellier. Disposit. entre vifs
1015.
— Paris. Propriété 401; Voirie par
terre 175-20.
— Rouen. Usage 143.
— Délib. Enreg. 8959.
7 Cass. Action posses. 652 c.,
659; Except. 237 c.; Fraix et
dépens 274-30. — Action posses-
s. 762. — Dom. engagés
87-20. — Obligat. 5048.
— Bourges. Servitude 977 c., 1092.
— Bruxelles. Degr. de jurid. 132-10.
— La Haye. Exploit 401.
— Nîmes. Vol 295, 382-60 c.
— Poitiers. Délai 43. — Enquête
595.
— Rennes. Faillite 193.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 1808.
8 Cass. Faillite 130. — Instruit.
crimin. 1429. — Jugem. d'av.
dire droit 7-10 c.; Prescript.
civ. 836-20; Servitude 871.
— Peine 292-20. — Renvoi
91-20.
— Bruxelles. Ordre 801-10.
— Grenoble. Mariage 401-10.
— Lettre. Forêts 289.
9 Cass. Cassation 541. — Douanes
413. — Instr. crimin. 1510-10.
— Organ. colon. 197-10. —
Puissance paternelle 138.
— Bordeaux. Except. 424. — Faux
incid. 68-20, 113 c., 122 c.
— Rennes. Dépôt 134-20 c. — Droit
polit. 517.
— Rouen. Abs. de confiance 167,
191 c. — Compét. comm. 474.
— Toulouse. Propriété 488-20.
10 Cass. Voiture 271.
11 Ord. Culte 256, 268-10 c.; Pos-
tes, p. 13.
— Cons. d'Etat. Commune 1668,
1707 c., 2632-10. — Conflit 61.
— Marché de fournit. 40-20.
43-40. — Voirie par terre 369,
1155.
12 Angers. Chasse 408.
— Grenoble. Degr. de jurid. 635 c.;
Exploit 332-10.
— Circ. Hospices 219.
— Décis. Mat. d'or et d'argent 13,
49-50.
13 Cass. Acte de comm. 23 c., 275;
Cassation 1621 c.; Compét.
comm. 417 c.; Domicile élu 44
c. — Effets de comm. 746 c.;
Chasse 196 c.; Responsab. 738.
— Caen. Jugem. par défaut 17-10.
— Liège. Degr. de jurid. 174-40. —
Succès. 110-30.
— Nancy. Forêts 1227, 1230.
— Nîmes. Vente publ. d'immeubles
937.
— Paris. Cautionnement de fonc-
tion. 89.
14 Cass. Enreg. 4126. — Except.
205-60; Renvoi 95 c.; Société
187-20, 194-10 c., 843 c.,
1723 c.
— Orléans. Droit polit. 266, 449 c.,
470 c.
— Rennes. Faillite 130.
— Rouen. Brevet d'invent. 77.
15 Cass. Appel civ. 1186. — Avocat
53 c.; Loi 66. — Contumace
117; Jugem. 1078-10. — Instr.
crim. 1767; Serment 114-10.
— Jugement 1629-10. — Mi-
nist. publ. 49. — Succès. 966.
— Angers. Appel civ. 1156 c.; Ex-
cept. 347 c.; Vente publ. d'im-
meubles 1499-10, 1589-30 c.
— Bruxelles. Contrat de mar. 1145.
— Disposit. entre vifs 2747.
— Caen. Privil. et hypoth. 2204.
— Paris. Propriété littér. 386.
— Trib. correct. de Grenoble. Méde-
cine 155.
16 Cass. Chasse 408. — Instr. crim.
1092, 2659, 3612. — Témoin
542, 670-30 c.
— Agen. Droit polit. 309.

Janvier.

- 16 Paris. Compét. crim. 466 c.;
Contravent. 345; Crimes contre
les personnes 215.
— Toulouse. Contrainte par corps
173-30. — Disposit. entre vifs
2780-20 c., 30 c. — Obligat.
1094-20, 2484 c.
17 Cass. Adultère 40, 45 c., 46 c.,
122 c. — Attentat aux mœurs
151, 155 c.; Compét. crim. 507
c.; Jugem. 818-20. — Chose
jugée 447. — Commune 709-
10 c.; Instr. crim. 895; Jugem.
787-10; Peine 92 c.; Voirie p.
terre 2378-10, 2377. — Contu-
mace 85. — Faux 430, 437. —
Manufact. 187.
— Besançon. Appel civil 556 c.,
938 c.; Loi 43-20 c., 30 c.;
Vente 1078.
— Bourges. Chose jugée 239 c.;
Disposit. entre vifs 208, 4079 c.
— Nancy. Société 256-50.
— Instr. Enreg. 4861, 4882, 4963-50.
18 Ord. Org. instr. publ., p. 1353.
19 Cass. Appel civ. 1230; Vente
publ. d'immeub. 1553-10 c.,
1556 c.
— Bordeaux. Interdict. 49-10.
— Paris. Droit polit. 240.
— Circ. Douanes 478.
20 Cass. Obligat. 2888-10. — Organ.
judic. 376-10.
— Bordeaux. Degr. de jurid. 327-10.
— Caen. Servitude 1143 c.
— Paris. Théâtre 205.
— Circ. Douanes 709.
— Délib. Enreg. 2902, 2978-30.
21 Ord. Org. instr. publ., p. 1353.
— Bruxelles. Mines 133. — Obligat.
4954-30.
— Guadeloupe. Surencière 240,
261 c.
— Cons. d'Et. Commune 435, 2395c.;
Jugem. par déf. 512 c. — Con-
seil d'Etat. 143 c. — Emigré
208. — Org. milit. 302, 305 c.
22 Cass. Acquissem. 238; Eau 174
c.; Expropriat. publ. 17-80 c.,
24-20-30 c., 598 c. — Appel
crim. 386 c.; Chasse 24,
170 c.; Forêts 361 c. — Faux
174-40. — Instr. crim. 1680-10.
— Procès-verb. 39-40, 42-10 c.,
59-80.
— Dijon. Disposit. entre vifs 3594.
— Toulouse. Fraix et dépens 50 c.;
Prêt à intér. 88; Saisie-arrest
453-20.
23 Cass. Mines 676-20. — Org. mil-
lit. 830-60. — Quest. préjudic.
112-40. — Vol 841-30, 872 c.
— Colmar. Disp. entre vifs 3412-10.
— Paris. Médecine 207. — Société
1371-10.
— Poitiers. Commune 1587.
— Riom. Arbitr. 915. — Contrainte
par corps 482 c.; Effets de
comm. 508, 509 c.; Obligat.
4114 c.; Prescript. civ. 640 c.
— Servitude 141, 172 c., 1218 c.
— Délib. Enreg. 9313.
24 Grenoble. Acte de comm. 327 c.;
Effets de comm. 507-20, 527 c.
— Nîmes. Jugem. p. déf. 428-40.
— Paris. Mandat 157-10.
25 Bordeaux. Disposit. entre vifs
309 c., 322 c., 2516 c., 2658 c.;
Droit civil 186.
— Bourges. Usage 287.
— Colmar. Arbitr. 1157.
27 Cass. Acquissem. 90, 95 c.;
154 c.; Cassation 1743 c.; Com-
mune 2489 c.; Jugem. 334-60 c.
— Appel civ. 188. — Arbitr.
212. — Cassation 1695-10 c.;
Prescript. civ. 73. — Usage
190-10. — V. 29 janvier.
— Aix. Adultère 125.
— Bordeaux. Droit marit. 1669,
1766 c. — Droit marit. 2387.
— Expertise 113 c. — Obligat.
5880-10 c., 3913.
— Orléans. Jugem. par déf. 408-50.
— Paris. Emigré 371. — Société
408 c.
28 Ord. Halles 14; Impôts indir.
413; Jugem. 1036-10; Nan-
dat 241-30; Prescript. civ.
78.

Janvier.

- 28 Besançon. Droit civ. 111-30;
Obligat. 3238 c.
— Caen. Compét. comm. 511.
— Colmar. Vol 444-80.
— Riom. Impôts indir. 315-10.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 1694.
— Délib. Enreg. 2363.
29 Cass. Attentat aux mœurs 120.
— Cassation 1286-50; Forêts 128
Frais et dépens 983-30. —
Contrat de mar. 131. — Douanes
838; Rébellion 44 c. — Instr.
crim. 3032-20, 3342. — In-
fermé 62-10. — Obligat. 447;
Propriété féodale 153-30.
— Organ. colon. 668 c. — Pro-
priété littér. 364. — Rentes
constit. 73; Rentes laïques
81-20. — Responsab. 116-10.
— Servitude 696 c.
— Bordeaux. Vente 1564.
— Bruxelles. Degr. de jurid. 116,
150-20.
— Poitiers. Faillite 204-50.
— Riom. Mariage 894-30.
— Rouen. Rentes constituées 2;
Rente viagère 91, 92 c.
30 Cass. Compét. crim. 433; Instr.
crim. 29 c.; Jugem. 539-40;
Vol 77 c. — Presse-outr. 158.
— Voiture 488-50, 437.
— Délib. Enreg. 553, 554.
31 Ord. Théâtre, p. 200.
— Cass. Servitude 1159-10-30. —
Octroi 222-30, 408 c.
— C. C. Belge. Jugem. 129-40.
— Bruxelles. Compét. civ. urban.
d'arr. 160-10. — Enquête 42.
— Grenoble. Enquête 521.
— Paris. Succès. 925-10.
— Rouen. Absent 487.
- Février.**
- 1 Cons. d'Etat. Dom. eccl. 12.
— Emigré 261. — Marché de
fournit. 86-30, 90-30. — Instr.
publ. 437-40.
2 Nîmes. V. 2 février 1830.
— Paris. Faillite 1189.
— Riom. Faux incid. 129.
— Rouen. Notaire 398, 421 c. —
Org. 3167 c., 3282-10.
3 Cass. Avocat 137. — Cassation
1597. — Conciliat. 38. — En-
reg. 4020; Succès. 510 c.;
Faillite 218; Responsab. 54-
20 c. — Jugem. 1351-10 c.;
Obligat. 5190. — Témoin
sit. 19 c., 154-20. — Instr.
1724.
— Bordeaux. Droit marit. 1787
c., 1891 c. — (Orléans) 197-10,
977-10, 978; Priv. et hypoth. 2408
c., 2410-30, 2410-30, 2410-30, 2410-30
10 c.; Rente viagère 181 c.;
— Bruxelles. Disposit. entre vifs
286.
— Paris. Disposit. entre vifs 10-
30; Substitution 137.
— Riom. Prescript. civ. 557.
— Délib. Enreg. 1642.
4 Ord. Voirie par eau, p. 711.
— Cass. Action posses. 381; Ex-
propriat. 678 c.; Fraix et dépens
320 c. — Cassation 1251 c.;
Douanes 718. — Degr. de jurid.
498-30, 504-30 c. — Dispens.
dépens vifs 3871-30 c.; Frais et
dépens 51. — Emigré 131 c.,
224-10 c., 228 c., 218-10 c.;
Obligat. 4001 c., 4173-20.
— C. C. belge. Disposit. entre vifs
3504.
— Bordeaux. Jugem. 564-20.
— Grenoble. Vente publ. d'imm.
1137-20.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 230 c.
— Paris. Obligat. 2726-20.
— Toulouse. Cautionnem. 511 c.;
Org. 2098 c., 20 c.
5 Cass. Cassation 117-339 c., 117-
339 c.; Chose jugée 457; Instr. crim.
1039 c., 1044. — Disposit. en-
tre vifs 2554-10; Nant. 84 c.
— Dom. destr. 304.

Février.

- 5 Aix. Commune 1996.
— Angers. Contrat de mar. 1449.
— Bordeaux. Contrat de mariage 3718-10.
— Poitiers. Appel civ. 283 c.; Dom. de l'Etat 383; Jugem. par défaut 43-10 c., 44-10 c., 198-30 c.
— Rouen. Contrat de mar. 3581.
6 Cass. Attentat aux mœurs 77; Compét. crim. 182-40 c.; Presse-outr. 1189-10, 1200 c., 1221-30 c., 50.
— Poitiers. Acquiescem. 696 c.
7 Cass. Impôts indir. 166-40.
— Angers. Rente viagère 24.
— Bourges. Vente publ. d'immeub. 1977, 2049.
— Bruxelles. Droit marit. 398. — Enreg. 5443.
— Colmar. Faillite 1151-30, 1361.
— Lyon. Frais et dépens 496.
— Clrc. Usage 377.
— Delib. Enreg. 4708.
8 Ord. Cour des comptes, p. 54; Org. milit., p. 1887.
9 Amiens. Contrat de mar. 1084; Privil. et hypoth. 2333 c.
— Bordeaux. Commissionn. 275 c.; Mandat 180-70.
— Bourges. Exploit 160-40 c.; Vente publ. d'immeub. 606, 1508-10 c.
— Nancy. Emigré 183-70 c., 130 c., 234-10; Obligat. 1044 c.; Substitut. 379 c.
— Paris. Droit polit. 141, 214.
— Rennes. Droit marit. 1200, 2220.
— Rouen. Appel civ. 403 c.; Interrog. sur faits et art. 12.
— Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 839.
10 Cass. Chose jugée 50-10. — Obligat. 2695-30. — Privil. et hypoth. 1291-10, 1290. — Vente administr. 333-30.
— C. C. Liège. Enreg. 980.
— Paris. Travaux publ. 820.
— Rouen. Compét. comm. 397-30; Mandat 262-30 c.
— Décis. Frais et dépens 1135.
11 Ord. Voirie par eau 737-30.
— Cass. Compét. admin. 173-30. — Compét. comm. 419; Obligat. 2440-30 c. — Jugem. 559-80.
— Bordeaux. Effets de comm. 863-30, 864 c.; Obligat. 5357-30 c.
— Bourges. Compte courant 28 c.; Faillite 1198-20, 1204.
— Liège. Enreg. 5754; Frais et dépens 885. — Responsab. 431-10.
— Paris. Adultère 114.
— Cons. d'Etat. Concess. administr. 34-10 c.; Mines 187, 496-40 c.; Dom. de l'Etat 229 c.; Forêts 1531, 1659. — Eau 421. — Instr. administr. 14-30. — Loi 426. — Prises marit. 245-50, 247. — Trésor public 480-20, 1002.
12 Cass. Chose jugée 283-20 c.; Obligat. 302 c.; Prescript. civ. 633, 653 c.; Success. 1367. — Enreg. 1990. — Frais et dépens 1017. — Poids et mesures 128-50. — Procès-verb. 324-20, 584.
— Bourges. Vol 138-20.
— Bruxelles. Effets de comm. 194-20.
— Grenoble. Obligat. 305 c., 445-10, 1069 c.
— Poitiers. Enquête 38.
— Lettre. Forêts 1086.
13 Aix. Disposit. entre vifs 188-30.
— Bourges. Action possess. 824; Except. 370 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 269 c., 3312-10; Obligat. 3654 c., 3663 c.; Substitut. 69-40 c.
14 Cass. Commune 1450.
— Colmar. Contrainte par corps 609.
— Paris. Contrainte par corps 137. — Référé 203 c. — Vente 808.
— Rouen. Faillite 566.
— Toulouse. Privil. et hypothèques 831-20. — Success. 170.
15 Ord. Organ. colon. 667.
— Cass. Peine 331.
16 Cass. Dénonciat. calomn. 119; Presse-outr. 525 c.

Février.

- 16 Bordeaux. Obligat. 1470 c.; Prescript. civ. 261; Responsabilité 243-30 c.
— Grenoble. Enquête 463.
— Paris. Séparat. de corps 317 c., 319-10, 334 c., 372.
— Rouen. Faillite 819, 823-30 c.
17 Cass. Contr. de mar. 1569, 1573 c. — Enreg. 3995.
— Aix. Disposit. entre vifs 2080-20.
— Nancy. Frais et dép. 809 c.; Interd. 133.
— Paris. Obligat. 4101.
— Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 769.
— Trib. de la Seine. Médecine 309.
— Delib. Notaire 667.
18 Ord. Trav. publ. 1267-50.
— Cass. Cassation 1596 c.; Enreg. 89; Vente 327 c. — Cassation 1606-90 c.; Disposit. entre vifs 1715. — Enregistr. 234, 3804, 4462 c. — Prêt à intér. 259-30.
— Caen. Vente publ. d'imm. 507-30 c., 331-10.
— Grenoble. Vente publique d'imm. 1503.
— La Haye. Cautioun. 341.
— Lyon. Privil. et hypoth. 1803 c., 1392.
— Orléans. Substitut. 112-30.
— Paris. Jugem. 434-30.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 883 c.; Mines 172; Trav. publ. 1226-20. — Concess. administr. 48; Voirie p. eau 583-10, 583-20, 601. — Conflit 181-50. — Cons. d'Etat 93-10, 204. — Imp. dir. 235. — Trés. publ. 429-10. — Voirie p. terre 1795-10.
19 Cass. Appel crim. 185, 186 c.; Minist. publ. 50-10 c., 53 c.; Chose jugée 422; Privil. et hypoth. 1292-10 c., 1299-20, 1103 c. — Frais et dép. 1027-40 c.; Jugem. 990-10 c., 1090-20. — Frais et dépens 1040. — Org. judic. 245-40, 247-30. — Org. milit. 897-10. — Propriété féod. 384-30. — Règlement de juges 175. — Renvoi 199 c.
— Amiens. Vente publ. de récoltes 7-20-30.
— Bruxelles. Effets de comm. 226, 228 c. — Obligat. 2648-50.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 4493; Obligat. 446.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 706; Success. 1473, 1480.
— Poitiers. Contrat de mar. 1102, 2239 c.; Disp. entre vifs 940 c. — Cons. d'Etat. Notaire 851.
20 Cass. Appel crim. 67, 76 c.; Quest. préjud. 164-10, 167 c. — Compét. crim. 407. — Forêts 836. — Peine 348-60. — Vente de substances falsif. 109, 111 c.
— Angers. Disp. entre vifs 1714-20; Obligat. 3960-30 c.
— Bordeaux. Ordre 927-30.
21 Bordeaux. Surenchère 296 c., 314; Vente 466-10 c.
— Bourges. Appel civil 1003; Jug. p. déf. 243 c.
— Bruxelles. Vente 509.
— Lyon. Mines 579-10 c.
— Orléans. Forêts 325 c., 625, 690 c. — Procès-verb. 577-10.
— Rennes. Frais et dép. 68-30 c.
— Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 764.
22 Ord. Dom. de l'Etat, p. 98; Enreg. 66; Gresse, p. 555; Loterie 10; Organ. colon. 89; Propriété 209 c.; Trés. publ. 522; Vente publ. de meubles 9, 48-30 c.
— Décis. Forêts 1608.
23 Cass. Echange 48 c.; Effets de comm. 27; Mat. somm. 41-30.
— Bordeaux. Droit marit. 509 c., 1073 c., 1098, 1123 c.
— Grenoble. Dem. nouv. 52; Servitude 886.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1182.
— Paris. Société 1371-10.
— Riom. Mariage 841 c.
— Décis. Forêts 1856.
24 Cass. Mandat 137. — Success. 1335.

Février.

- 24 Bordeaux. Contr. de mar. 2164, 2176; Scellés 176 c. — Ordre 716-50.
— Montpellier. Privil. et hypoth. 877-20.
— Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 769.
— Décis. Forêts 198.
— Delib. Enreg. 3202.
25 Ord. Hospices 456-10.
— Cass. Contr. de mar. 201. — Disp. entre vifs 1663. — Jugem. 54-10.
— Angers. Appel incid. 99; Mariage 694.
— Caen. Mariage 926.
— Metz. Armes 74; Loi 475-20 c.
— Orléans. Avoué 282 c.; Discipl. 249-20.
— Paris. Arbitr. 217 c., 1281.
— Rouen. Privil. et hypoth. 324-50.
— Cons. d'Etat. Sel 21 c., 87.
26 Cass. Compét. crim. 407; Peine 348-50. — Loi 524-10 c.; Privil. et hypoth. 851, 928. — Rébellion 37-50. — Servitude 988; Vente 1069 c.
— Caen. Contr. p. corps 178-40.
— Grenoble. Forêts 1532.
— Lyon. Acte de comm. 40, 278 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 4442 c.; Droit civ. 482 c.; Emigré 302-30 c., 310-30 c., 313-20.
— Orléans. Disp. entre vifs 287-10.
— Paris. Contr. p. corps 304, 306 c.; Obligat. 1484-10 c. — Surenchère 176.
— Toulouse. Péremption 17, 65, 69.
27 Bordeaux. Priv. et hypoth. 425-30, 2309 c.; Saisie-arrest 465; Vente publ. d'imm. 2168 c.
— Paris. Société 408 c.
— Rouen. Loi 294-30; Rentes constit. 165-10 c.
— Delib. Enreg. 1891.
28 Cass. Impôts indir. 10-20; Instr. crim. 270 c.; Serment 63-30 c.
— Paris. Arbitr. 195; Compétence comm. 806 c.

Mars.

- 1 Ord. Postes, p. 13.
2 Cass. Assurances terrestres 247.
— Orléans. Culte 607.
— Paris. Compét. administr. 103-130. Liberté individ. 32 c. — Jugem. par déf. 428-20. — Privil. et hypoth. 258; Saisie-gagerie 17-30 c.
3 Cass. Discipline 66; Jugem. 183-60 c., 1051-40. — Effets de comm. 798. — Enreg. 4509.
— Paris. Emigré 319-50. — Tierce-opposit. 68 c., 128.
4 Cass. Appel civ. 1207; Ordre 816 c., 894 c., 959-20 c.; Vente publ. d'immeubles 1556 c.; Contr. de mar. 4288-20, 4316 c.; Loi 388-20; Normandie 63 c.
— Cons. d'Etat. Commune 1719. — Conflit 191-50. — Voirie par terre 422.
5 Cass. Bois et charbons 60 c.; Eau 164-10, 180 c.; Impôts 49-30 c.; Voirie par eau 524 c. — Chose jugée 46-30; Enquête 314 c.; Jugem. 66-10. — Contrat de mar. 1291. — Jugem. 65-70. — Pêche fluviale 87, 90 c.; Prescript. crim. 43. — Règlement de juges 175, 287-10. — Servitude 1006-30-50.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 1359. — Jugem. 557-20, 559-170. — Privil. et hypoth. 1486-20, 1546-50 c., 1603-130.
— Paris. Eau 67. — Interd. 114-30.
— Rouen. Emigré 188-50.
— Toulouse. Arbitr. 299, 757.
— Trib. corr. de la Seine. Industrie 265, 270, 355.
— Circ. Forêts 1001, 1390; Médecine 115.
— Arrêté avoc. de Paris. Avocat 321; Discipline 20.
6 Aix. Arbitr. 98 c., 1178 c., 1249 c., 1221 c., 1237.
— Lyon. Disposit. entre vifs 187-20, 4814-10 c.

Mars.

- 6 Instr. Enreg. 1662 c., 1671, 1673 c., 1695 c., 1760, 1847 c., 1854 c.
7 Cass. Forêts 819, 873.
— C. C. Liège. Action possess. 459; Jugem. 963-70 c.
— Grenoble. Faux 179.
— Nîmes. Vol 469.
8 Ord. Emigré, p. 480; Traité internat. p. 525.
— Liège. Disposit. entre vifs 1623.
9 Paris. Disp. entre vifs 1652-10.
— Riom. Action 148.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1948.
— Circ. Louage administr. 25.
10 Cass. Appel civ. 512 c., 568 c., 574 c., 959 c.; Commune 1623 c.; Except. 453 c., 461, 476 c.; Obligat. 1582 c.; Vente 929 c. — Cassation 1649-60 c.; Disposit. entre vifs 3733 c., 3008-20, 3022 c., 3112 c., 3113-50 c., 3163 c., 3164; Faillite 171 c.; Obligat. 2525-30 c. — Jugem. 973-20. — Obligat. 2453-20. — Org. judic. 268.
— Orléans. Contrav. 481; Dom. destr. 289; Droit rural 177 c. — Quest. préjud. 164-10, 475.
11 Cass. Enreg. 5372; Transcript. hypoth. 426 c., 741 c. — Org. colon. 616-50. — Surenchère 205-10.
— C. C. belge. Contrat de mar. 3010, 3011 c., 3015 c.
— Bruxelles. Obligat. 3739; Responsab. 733.
— La Haye. Enreg. 5663-10.
12 Cass. Appel crim. 136 c., 296, 299 c.; Mise en jugem. 154 c., 177-20; Presse-outr. 1386 c. — Appel crim. 257. — Compét. civ. trib. d'arr. 218 c.; Compét. trib. de paix 44 c., 320, 323 c.; Deg. de jurid. 412 c. — Forêts 946. — Impôts indir. 91, 188-110. — Privil. et hypoth. 1749 c.; Transcript. hypoth. 222 c.; Vente 1800. — Règlement de juges 175, 227-10.
— Bruxelles. Contrainte par corps 457. — Droit marit. 1036.
— Dijon. Deg. de jurid. 569-10; Jugem. par déf. 21 c.
— Liège. Exploit 35-60, 415-30 c.
— Paris. Acte de comm. 59.
— Riom. Servitude 22.
13 Cass. Forêts 885, 886 c., 932 c., 939 c., 944 c., 985; Quest. préjud. 84-50; Procès-verb. 692-20 c.
— Besançon. Effets de comm. 647 c.
— Bordeaux. Obligat. 4031 c., 4071 c.; Société 1133. — Rente viagère 98-10, 99-20 c.; Vente 1242 c.
14 Paris. Droit civ. 516; Emigré 302 c.; Prescript. civ. 799.
— Riom. Prescript. civ. 580.
15 Cons. d'Etat. Commune 9308. — Compét. administr. 379; Conflit 178-170; Trav. publ. 1121. — Conseil d'Etat 196-40, 204; Marais 40-10. — Emigré 285.
16 Cass. Contr. de mar. 3219, 3918-10 c.; Loi 259 c.
— Bordeaux. Success. 2191 c., 2206.
— Paris. Success. 1307. — Vente publ. de marchand. neuves 12, 84, 87.
17 Cass. Effets de comm. 430, 710, 863 c., 869 c. — Faillite 973-40. — Jugem. 305-70; Vice rédhib. 289. — Nantissement 109 c.; Privil. et hypoth. 324-40; Rent. 18 c. — Notaire 491-10 c., 510-40.
— Bordeaux. Minist. publ. 123; Saisie-brandan 29.
— Colmar. Mise en jugem. 302.
— Delib. Enreg. 1247.
18 Cass. Absent 266 c., 470. — Arbitr. 1251. — Cassat. 1653 c.; Contrat de mar. 1971, 1972 c., 1975 c. — Droit civ. 95 c. — Except. 290-30 c.; Frais et dépens 42; Jugem. 1032-70. — Matières somm. 26-20; Obligat. 2863. — Success. 2122-10.

Mars.

- 18 Nancy. Commune 1916.
— Paris. Adultère 115; Obligat. 5168 c. — Société 1606-60.
— Circ. Trés. publ. 906.
19 Cass. Instr. crim. 1290-70, 1302-10. — Peine 297 c., 299-50. — Témoin 136-30-40.
— Grenoble. Prescript. civ. 844-10 c., 953-10 c., 1089-40.
— Cons. d'Etat. Culte 364.
20 Cass. Instr. crim. 2553. — Jugem. 821-20. — Vol 226.
— Aix. Forêts 1718.
— Angers. Droit polit. 263-30.
— Bordeaux. Contr. p. corps 858.
— La Haye. Enquête 160 c., 323 c., 405-20, 492-20 c.
— Liège. Faillite 271-50.
21 Cass. Boulangerie 47.
— Bordeaux. Avocat 340, 341 c.
— Bourges. Vente publ. d'imm. 1809.
— Bruxelles. Faux incid. 255.
— Paris. Commissionn. 246.
— Rouen. Contrat de mar. 3950-30.
— Toulouse. Appel civ. 161 c.; Deg. de jurid. 168-70 c., 314 c., 326, 334 c.
22 Trib. corr. de la Seine. Industrie 370.
23 Cass. Dispos. entre vifs 2553-20, 2810 c., 2812-40, 2818 c.; Obligat. 3576 c.
— Bourges. Notaire 715-20.
— Bruxelles. Office 106.
— Grenoble. Mandat 374-10.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 710.
— Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 204 c.; Mariage 305. — Saisie-arrest 343.
— Toulouse. Privil. et hypoth. 669-10; Transcript. hypoth. 560 c.
— Trib. d'Avesnes. Enreg. 3330.
24 Cass. Acte de l'état civil 145. — Cassation 1807 c., 1576-30 c., 1612 c.; Substitut. 258-20, 261 c., 365. — Effets de comm. 760. — Forêts 993 c.; Obligat. 4738-60; Responsab. 280 c. — Océroi 251. — Privil. et hypoth. 1751; Propriété féod. 222-10; Rentes fonc. 58, 72-20 c. — Vente 1189.
— Instr. Enreg. 974, 983, 2978-30-40, 3188, 3418, 3586 c., 4859, 6218, 6230 c.
25 Cass. Acquiescem. 698; Arbitr. 1249. — Faux incid. 11 c., 70. — Mat. somm. 42-40. — Vente 902-10.
— Bordeaux. Vente publique d'imm. 368-30, 394 c., 503 c., 568-10 c.
— Bourges. Appel civ. 586 c.; Obligat. 1490-10 c. — Frais et dép. 558-50.
— Bruxelles. Appel civ. 1123.
— Lyon. Péremption 160, 286 c.
— Nancy. Appel civ. 238; Deg. de jurid. 458-10.
— Nîmes. Commune 1424 c.; Compét. administr. 427 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 3633, 3913 c.; Obligat. 1653 c. — Propriété 290 c.
— Riom. Obligat. 2893-10.
— Décis. Enreg. 4851.
26 Ord. Cour des comptes, p. 511; Org. Instr. publ. 269, p. 1353; Trésor publ., p. 1143.
— Cass. Prescript. crim. 101; Surenchère 392, 393 s.
— Angers. Disposit. entre vifs 1325; Obligat. 2146 c.
— Bruxelles. Effets de comm. 446. — Nom 22-10. — Success. 166.
— Cons. d'Etat. Eau 421; Mines 694-40. — Marché de fourn. 93-10, 137-50, 140-20.
27 Cass. Vol 210-80.
— Agen. Ordre 934-20.
— Angers. Acquiescem. 684; Obligat. 2869-20; Prescript. civ. 846-30; Prêt à intér. 259-40.
— Bourges. Compét. civ. trib. de paix 990. — Contr. admin. 38 c.; Enreg. 6041; Priv. et hypoth. 2874 c., 3035 c.
— Décis. Enreg. 4887.
— Solut. Enreg. 573.

Mars.

- 28 Cass. Cassation 425; Instr. crim. 1291-10, 1302-10 c., 2305-90, 2764, 2993-30; Témoin. faux 84, 92 c., 102; Témoin 541. — Contrav. 441. — Org. judic. 694. — Peine 174-10. — Proc. verb. 661.
- Paris. Contr. par corps 192-90; Contr. de mar. 3427. — Louage 479-30.
- 29 Instr. Faillite 443 c.
- 30 Cass. Action poss. 320 c.; Voirie par terre 442-10. — Substitut. 203-30, 231 c.
- Bordeaux. Distrib. par contrib. 85-30. — Obligat. 3947-30 c., 3960-30.
- Bourges. Except. 283. — Expert. 127, 218 c., 243 c.
- Bruxelles. Droit civ. 383-20.
- 31 Cass. Contrainte par corps 383; Douanes 856 c. — Mat. somm. 57-30. — Vente 734.
- Bourges. Exploit 421-20, 422 c.
- Nancy. Forêts 380 c.
- Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 756.
- Circ. Forêts 1930.
- Décis. Notaire 195.
- Déclarat. Enreg. 5372.

Avril.

- 1 Cass. Cassation 1645; Faillite 46, 136 c. — Cassation 1909-130 c.; Rente viagère 73 c. — Compét. comm. 367; Faux incid. 93, 94 c. — Enreg. 3805, 4462 c., 4752 c. — Prescript. civ. 601 c., 792, 1110. — Vente 356-10 c.
- Bourges. Quest. préjudic. 164-20.
- Paris. Faillite 1127.
- Toulouse. Péremption 15.
- 2 Cass. Chose jugée 491 c.; Déné de justice 15 c.; Instr. crim. 122-20; Minist. publ. 310 c. — Disposit. entre vifs 1831 c., 1868, 1929 c., 1930 c. — Fonct. publ. 156-40. — Instr. crim. 1380, 1472, 1510-20, 1829-50, 1832, 1921, 1925-30. — Jugem. d'av. dire droit 26-60. — Org. judic. 672-20. — Privil. et hypoth. 952 c., 967 c., 989.
- Cons. d'Etat. Voirie par eau 550.
- 3 Cass. Instr. crim. 979 c., 998.
- Amiens. Domicile élu 52.
- Bordeaux. Prescript. civ. 267-10.
- La Haye. Deg. de jurid. 138-40, 273-60.
- Rouen. Org. milit. 413-30-40.
- Décis. Enreg. 2689.
- Delib. Enreg. 1301.
- 4 Cass. Renvoi 147-30.
- Aix. Droit marit. 1838.
- Bordeaux. Appel civ. 594, 628 c., 1047 c.; Arbitr. 571 c.
- Bruxelles. Obligat. 4026.
- Riom. Vente 415.
- Trib. comm. de Paris. Agréé 20.
- 5 Ord. Voirie p. eau, p. 736-150.
- Bourges. Propriété 151; Servitude 70 c.; Voirie p. terre 129 c.
- 6 Bruxelles. Compét. comm. 54, 131.
- Paris. Dépôt 179-20; Obligat. 5138-10 c.
- Toulouse. Dom. de l'Etat 337-30, 349 c.
- 7 Cass. Cassation 1606-100 c.; Disposit. entre vifs 2146. — Privil. et hypoth. 946 c. — Disposit. entre vifs 1300; Souscript. 6 c. — Pérempt. 230.
- C. C. belge. Instr. crim. 3680.
- Besançon. Jugem. par déf. 45-60.
- Paris. Propriété littér. 406.
- Toulouse. Jugem. 237 c., 330-30 c.; Péremption 175-30 c.; Vente publ. d'immeub. 368-20, 1021-10 c. — Privil. et hypoth. 881-90, 916 c.
- Trib. de Caen. Louage 693.
- 8 Ord. Douanes, p. 598; Greffe 153; Industrie, p. 675; Place de guerre 70, 102-10, 118.

Avril.

- 8 Cass. Action 126; Compét. civ. trib. de paix 125 c.; Eau 565-30; Instr. administ. 13-10. — Biens 120; Enreg. 2904 c., 2971-20 c. — Contr. de mar. 1125; Exploit 376-40; Tierce-opposit. 256; Usage 344 c. — Mariage 832-50. — Obligat. 2871-10. — Vente publ. de récoltes 9-40.
- Angers. Séparat. de corps 45-20.
- Bordeaux. Domicile 116.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 1750 c.; Success. 210. — Obligat. 4068. — Privil. et hypoth. 1679-10.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 837.
- Cons. d'Etat. Conflit 77. — Emigré 338-60. — Loi 469-10. — Marché de fourn. 149-10. — Voirie par terre 1911-50 c., 1996, 2203-10.
- Circ. Douanes 383.
- 9 Cass. Cassation 1630 c.; Emigré 318, 320 c.; Transaction 132-90 c.; Commissionn. 215; Faillite 560-30 c. — Droit polit. 170, 551 c. — Instr. crim. 1385, 1513-10, 3568-10.
- Aix. Commissionn. 137.
- Caen. Rentes constituées 15.
- Nancy. Faillite 827; Obligat. 2281 c.
- Orléans. Privil. et hypoth. 1576.
- Poitiers. Disposit. entre vifs 3216-10.
- Rennes. Exploit 525-40.
- Riom. Substitut. 200.
- 10 Cass. Cassation 2355-50 c.; Instr. 3386-20. — Compét. crim. 197 c.; Règlém. de juges 193. — Faux 218-40. — Instr. crim. 446-10, 448-30; Renvoi 196 c. — Peine 327-10. — Règlém. de juges 186-10.
- Bourges. Obligat. 2145-30.
- Toulouse. Presse-outr. 1203-10, 1228-10 c.
- Trib. de la Seine. Brevet d'invent. 298.
- Lettre. Passeport 15.
- 11 Bruxelles. Deg. de jurid. 389.
- Liège. Disposit. entre vifs 270.
- Paris. Domicile élu 93-10. — Effets de comm. 599; Obligat. 1876-10 c., 1979 c.
- 12 Ord. Emigré, p. 480.
- Cons. d'Etat. Bourse de comm. 176 c.; Conflit 57, 201; Instr. admin. 15-20; Mise en jugem. 176. — Eau 189, 432-40 c., 426 c. — Expropriat. publ. 13-30, 17-10-20. — Manufact. 171, 173. — Marché de fourn. 116-60. — Octroi 317 c., 324-10. — Org. écon. 61. — Tierce-opposit. 310. — Travaux publ. 1274-30. — Voirie par terre 2340.
- 13 Paris. Emigré 316.
- Décis. Timbre 140-20.
- 14 Cass. Commune 2272; Responsab. 500-40 c.; Disposit. entre vifs 325, 1178. — Mandat 352. — Récusation 142.
- Bordeaux. Faillite 814.
- Bourges. Enquête 467.
- Bruxelles. Appel civ. 1123. — Désistement 68.
- Paris. Effets de comm. 828; Emigré 137 c., 139 c. — Jugem. 529-20. — Organ. colon. 925, 931.
- Rennes. Success. 2316-10.
- Delib. Enreg. 2433.
- Solut. Droit polit. 474-40.
- 15 Loi. Ouvrier 36; Pêche fluv., p. 443; Procès-verb. 550, 717 c.; Serment, p. 7; Voirie par eau 45 s., 48 s., 78, 356.
- Ord. Voirie par eau, p. 738-590.
- Cass. Cassation 1200, 2247 c.; Contrainte par corps 419-10. — Douanes 610.
- Bordeaux. Prescript. crim. 96.
- 16 Cass. Instr. crim. 990-40, 2268-10. — Presse-outr. 513, 1290-20.
- Bruxelles. Enreg. 5158.
- 17 Circ. Trav. publ. 908.
- Delib. Enreg. 1988.
- Instr. Enreg. 4887.

Avril.

- 18 Décis. Impôts dir. 589.
- 19 Bourges. Jug. p. déf. 62-20, 87, 235-20, 373-20.
- 21 Cass. Effets de comm. 437. — Décis. Office 209.
- 22 Cass. Servitude 616. — Circ. Forêts 211.
- 23 Cass. Complice 57-10; Faux 236 c. — Dom. destr. 37-30, 93. — Jugement 303-10, 812-10. — Obligat. 4155, 5244-20 c. — Privil. et hypoth. 2445. — Renvoi 73. — Vente publ. d'immeub. 1669.
- Bruxelles. Deg. de jurid. 150-30 c., 268-10, 436 c., 449-90 c., 450-20 c. — Interdict. 277-20. — Louage 497-10.
- 24 Cass. Appel crim. 82; Compét. crim. 540 c. — Cassation 252. — Commune 736 c.; Compét. crim. 353. — Commune 791; Contrav. 370 c.; Prescript. crim. 211. — Contravention 138. — Faillite 1425; Vol 837. — Frais et dép. 1025; Garde champêtre 29-20. — Org. colon. 361, 371 c., 998, 1021.
- 25 Cass. V. 23 avril.
- 26 Ord. Org. colon., p. 1088; Voirie p. chem. de fer 856-210.
- 27 Cass. Commune 1946 c., 1961, 2050 c.
- Bourges. Contrat de mar. 1503.
- Toulouse. Contrat de mar. 4148.
- Cons. d'Etat. Trésor publ. 878.
- 28 Cass. Action poss. 161 c., 396. — Arbitr. 82 c., 92, 100 c., 109 c., 1178 c.; Chose jugée 366-50 c.; Disposit. entre vifs 4468-30 c., 4541 c.; Enregist. 3937, 3955.
- Bordeaux. Responsab. 403-10 c.
- Paris. Effets de comm. 76 c., 88 c., 178.
- 29 Cass. Privil. et hypoth. 1459 c., 2968, 2986 c. — Vente publique d'immeub. 1317.
- Bordeaux. Appel civil 551 c.; Ordre 912-10 c., 937-30 c. — Disposit. entre vifs 3143-60.
- Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 190; Vente publ. d'immeub. 1393-10 c.
- Toulouse. Effets de comm. 544.
- Cons. d'Etat. Instr. admin. 16-40. — Traitement 213.
- 30 Cass. Cassation 423. — Compét. administ. 202. — Instr. crim. 810-10-20, 2457-80, 2478-80. — Peine 512. — Success. 1800.
- Bordeaux. Référé 213, 213.
- Montpellier. Droit polit. 138, 140.
- Riom. Avocat 439 c., 454.
- Rouen. Faillite 1529-60.
- Décis. Enreg. 3294.

Mai.

- 1 Cass. Abus de confiance 47; Faux 346 c.; Jugem. 793-30. — Chose jugée 525-30; Huissier 67 c. — Commune 719-10. — Forêts 318-10 c., 1154 c., 1186.
- Rouen. Organ. milit. 413-30, 437-10.
- 2 Bordeaux. Except. 332-10. — Emigré 320.
- Bruxelles. Saisie-arrest 55-10.
- Grenoble. Culte 91-20; Vol 739.
- Rouen. Contrat de mar. 3306-30.
- 3 Bruxelles. Appel civ. 1182 c.
- 4 Cass. Success. 1906 c., 1909.
- Bordeaux. Frais et dépens 127-30.
- Colmar. Commune 276, 277; Contrat de mar. 283 c., 296 c.; Notaire 310-40 c.
- Nîmes. Appel civ. 136 c.; Interrog. sur faits et art. 29, 49 c., 62 c.
- Paris. Exploit 728-30 c.; Jugem. par défaut 476-30.
- 5 Arrêté. Organ. instr. publ. 376, 377, 378.
- Ord. Voie publ. 5-440.
- Cass. Action 121 c.; Règlém. de juges 15-10 c., 20. — Commissionn. 485; Prescript. civile 643-40 c. — Contrat de mar. 1971, 1972 c.; Ordre 249.

Mai.

- 5 Agen. Rente viagère 73; Vente 356-10.
- Bordeaux. Société 1606-20.
- Bruxelles. Droit civil 322.
- Caen. Greffe 195.
- Grenoble. Paternité, V. 5 août.
- Montpellier. Droit polit. 124, 138.
- Orléans. Avoué 190; Forêts 371; Frais et dépens 1091 c.
- Toulouse. Interrog. sur faits et art. 54, 65 c.; Jugem. d'av. dire droit 36-40 c. — Mise en jugem. 258, 271, 273.
- Delib. Enreg. 2391.
- 6 Cass. Compé. 73. — Serment 69-10. — Vente 1304.
- Bastia. Culte 487 c.; Dom. publ. 80.
- Bourges. Cautionnement 23 c.; Obligat. 50.
- Colmar. Success. 2211-20.
- Paris. Mat. d'or et d'argent 153-30.
- Rouen. Saisie-arrest 168 c., 396-10 c.
- Cons. d'Etat. Eau 422-50; Place de guerre 17, 70, 77-10, 101, 103.
- 7 Cass. Action poss. 453 c., 454, 788 c.; Servitude 399 c. — Appel civ. 220 c.; Deg. de jurid. 92 c., 203-30, 498-40 c.; Except. 543 c. — Attention aux mœurs 68; Instr. crim. 2498 c., 2911-20 c. — Commune 1787; Exploit 95-20 c. — Complice 20 c., 22-10. — Défense 141. — Faux 114-40. — Forêts 1595; Procès-verbal 691-10 c. — Forêts 1909; Usage 326 c. — Instr. crim. 1429. — Jugem. 848-10. — Servitude 899 c.
- Bruxelles. Vente 963.
- Nîmes. Contrat de mar. 2054, 3924 c.; Prescript. civ. 728 c.
- Orléans. Emigré 187-10.
- Paris. Faillite 140-20. — Success. 80-40.
- Toulouse. Chose jugée 114-20. — Contrat de mar. 331; Disposit. entre vifs 2313-20, 2315 c., 2330.
- Arrêté. avoc. de Paris. Avocat 212.
- 8 Cass. Jugem. 838-30; Prêt à intérêts 276 c., 277. — Procès-verbal 791-50.
- Bordeaux. Acquiescem. 610.
- Bourges. Avoué 57 c.; Enquête 287.
- Paris. Effets de comm. 865. — Scellés 16.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 683.
- 9 Cass. Appel civ. 1349.
- Bordeaux. Jugem. 344-10; Vente publ. d'immeub. 557.
- Paris. Expropriation publique 21-30.
- Pau. Paternité 250-30 c., 252, 318-30 c., 355 c.
- Pondichéry. Obligat. 1874-10.
- 10 Ord. Organ. administ. 375-130, 408-70; Organ. colon. 667; Travaux publ., p. 848; V. Table des articles; Voirie par terre, 77, 87.
- 11 Cass. Vérificat. d'écrit. 58 c., 191-10-20.
- Bruxelles. Arbitr. 1334.
- Montpellier. Prescription civile 945.
- Circ. Greffe 57.
- 12 Cass. Prescript. civ. 675. — Privil. et hypoth. 544 c., 567, 2419 c.
- Bruxelles. Cautionnem. 193.
- Caen. Compét. comm. 339.
- Montpellier. Enquête 390, 467 c., 534 c.
- Orléans. Office 318-10 c.; Privil. et hypoth. 338-30.
- Riom. Obligat. 3577.
- Toulouse. Obligat. 1979.
- Trib. comm. du Havre. Effets de comm. 760.
- Delib. Enreg. 1302.
- 13 Ord. Haras 5; Organ. colon., p. 1088.

Mai.

- 13 Cass. Commissaire priseur 40 c.; Compét. administ. 74-10; Honoraires 9 c. — Disposit. entre vifs 2834. — Disposit. entre vifs 2834, 2989-30 c., 4266 c.; Faux incid. 121 c. — Faillite 273-10.
- Caen. Biens 181 c.; Disposit. entre vifs 3711; Emigré 268; Revendication 2.
- Poitiers. Conciliat. 233.
- Toulouse. Minorité 450-30. — Obligat. 2895-20 c.
- Cons. d'Etat. Commune 2203. — Emigré 326-10. — Frais et dépens 1209-50. — Marché de fourn. 146-10. — Org. marit. 946-30. — Voirie par eau 584.
- 14 Cass. Amnistie 69 c.; Forêts 447 c., 1299. — Arbitr. 287 c., 326 c.; Mines 601. — Compét. crim. 163. — Forêts 1306. — Instr. crim. 1174. — Mandat 263-10 c., 433. — Peine 542. — Prêt à intérêts 169. — Règlém. de juges 89, 210; Voirie p. terre 1911-50 c.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 1194.
- Grenoble. Contrat de mariage 3848, 3866 c.
- Paris. Arbitr. 355 c., 1187, 1189 c., 1350 c., 1357 c. — Effets de comm. 75.
- Riom. Success. 1028.
- Rouen. Séparat. de corps 280.
- Décis. Enreg. 2855.
- 15 Cass. Commune 1215; Règlém. administ. 67 c. — Forêts 328-10.
- Bordeaux. Vente 654.
- Colmar. Contrat de mar. 2910.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 396.
- 16 Cass. Abus de confiance 188 c.; Effets de comm. 441. — Appel crim. 151 c.; Cassation 190.
- Amiens. Chose jugée 48-10.
- Bordeaux. Saisie-exéc. 277.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3732.
- Dijon. Disposit. entre vifs 187-30.
- Liège. Acte de l'état civ. 224.
- Paris. Contrat de mar. 379-30. — Vente publ. de récoltes 8-20.
- Toulouse. Servitude 877-30.
- Circ. Douanes 433.
- Delib. Enreg. 460.
- 18 Cass. Arbitr. 129. — Cassation 1649-50 c.; Obligat. 9064. — Compét. admin. 74-50. — Péremption 111.
- Bordeaux. Commissionn. 233; Lettres missives 15 c.; Obligat. 4218 c.
- Colmar. Obligat. 3403.
- Nancy. Contr. par corps 1081.
- Rennes. Minorité 287-10 c. — Organ. marit. 751.
- Rouen. Contrat de mar. 3589-30.
- Décis. Forêts 269.
- 19 Cass. Prescript. civ. 113.
- Paris. Agent diplom. 117; Saisie-exéc. 208 c.
- Riom. Enquête 470.
- Delib. Enreg. 1692.
- 20 Ord. Voiture 94-10, 106.
- Cass. Action poss. 389, 739 c. — Commune 486 c.; Propriété 335-30. — Compét. civ. trib. de paix 318. — Compte 157. — Mandat 374-20.
- Bordeaux. Compét. comm. 232. — Consul 35-30, 38 c.; Droit civil 303 c.; Minist. publ. 150 c.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 2651 c., 2698, 2735. — Jugem. par défaut 346.
- Grenoble. Obligat. 4930.
- Montpellier. Jugem. 281-70.
- Nîmes. Faux inc. 119-30.
- Poitiers. Acquiescem. 637 c., 630.
- Rouen. Paternité 619-50, 625 c., 650 c., 693.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 131; Marché de fourn. 93-50. — Vente admin. 152.

Mai.

- 21 Cass. Cassation 1008 c., 1011; Contrav. 236. — Commune 767; Contrav. 182 c., 183 c. — Instr. crim. 1642. — Organ. judic. 623. — Quest. préjudic. 161-10. — Vente de substances falsifiées 37 c.
- Nancy. Prescript. civ. 192.
- Nîmes. Ordre 1296-10.
- Rouen. Contrat de mar. 3642, 3646.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 938, 944 c., 1684-40 c., 2415-10 c.
- Lettre. Forêts 1129.
- 22 Aix. Industrie. 361 c., 363, 365 c.; Nom. 80 c.
- Angers. Culte 535-20; Rentes constituées 58-10 c. — Rentes foncières 54. — Tierce-opposit. 98-10.
- Bourges. Enquête 397.
- Bruxelles. Procès-verbal 414.
- Poitiers. Acte de comm. 380.
- Rouen. Acte de comm. 170; Commune 106 c.; Compét. crim. 500; Except. 535-30 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 719, 909.
- 23 Bordeaux. Deg. de jurid. 168-40; Louage 292; Obligat. 4618.
- Bourges. Privil. et hypoth. 423-20, 2392-30 c., 2418-10 c., 2426-20 c.
- Bruxelles. Presse-out. 1341 c., 1347.
- Grenoble. Vente 312.
- Arr. avoc. Paris. Avocat 187.
- 24 Ord. Organ. milit., p. 1887.
- 25 Cass. Brevet d'invent. 315, 359 c. — Instr. crim. 3347-20.
- Douai. Faillite 595 c., 605-30.
- Riom. Faillite 378-40.
- Toulouse. Prescript. civ. 541-30.
- 26 Cass. Action possess. 577; Cassation 69 c. — Arbitr. 98 c., 843, 1338 c. — Chose jugée 566-30. — Compét. admin. 217; Dom. de l'Etat 249 c. — Contr. par corps 406; Jugem. par défaut 75-30; Obligat. 5052-100, 5208-30 c. — Disposit. entre vifs 4056. — Jugem. 998-140 c.
- Limoges. Absent 672.
- Toulouse. Loi 328-10 c., 20 c.; Success. 1405, 1470. — Faux inc. 307-40, 222 c.; Obligat. 2150-10 c.
- Trib. comm. de Marseille. Action possess. 355; Prescript. civ. 195 c.; Servitude 193 c.
- Cons. d'Etat. Emigré 407.
- Delib. Enreg. 460.
- 27 Cass. Chose jugée 169-10 c.; Faillite 901-30. — Enreg. 651. — Faillite 1009-30. — Frais et dépens. 688 c.; Notaire 510-30. — Obligat. 1414, 1578 c.; Rentes const. 182 c.; Success. 906.
- Limoges. Usage 104 c.
- Lyon. Contrat de mar. 335, 1700.
- Montpellier. Appel civ. 939, 1001 c.
- Nîmes. Acte de comm. 64 c., 107; Commerce. 32 c.
- Paris. Appel crim. 219.
- 28 Loi. Dom. de l'Etat, p. 98; Traitement 50.
- Ord. Organ. marit., p. 1683.
- Liège. Deg. de jurid. 306-10.
- Cons. d'Etat. Conflit 61. — Requête civ. 222-10; Trav. publ. 261. — Théâtre 98.
- 29 Cass. Forêts 732. — Instr. crim. 816-10-20, 990; Règlement de juges 186-30. — Octroi 154-30.
- Angers. Bigamie 22.
- Bordeaux. Success. 2194, 2196, 2313.
- Bruxelles. Compét. comm. 227.
- Colmar. Servitude 315.
- Paris. Exploit 380 c.; Mariage 311. — Séparat. de corps 162.
- Delib. Enreg. 416.
- 30 Cass. Instr. crim. 1429, 1431, 1832, 1850-20. — Forêts 1993 c.; Instr. crim. 995.
- Aix. Compét. comm. 164.
- Amiens. Compét. admin. 203.

Mai.

- 30 Bordeaux. Except. 390; Jugem. d'av. dire droit 49-40. — Obligat. 3878 c.
- Bourges. Compét. civ. trib. de paix 157.
- Douai. Droit marit. 841.
- Riom. Jugem. par défaut 271-10.
- Toulouse. Mandat 13-10, 169-60 c.; Responsab. 315-20, 347-10 c.
- 31 Ord. Monnaie, p. 385; Organ. milit., p. 1887; Place de guerre, p. 946.
- Juin.
- 1 Cass. Chose jugée 166-80. — Disposit. entre vifs 4534-30. — Jugem. 1025-10.
- Besançon. Disposit. entre vifs 1349-30.
- Montpellier. Arbitr. 647 c.; Récusat. 27 c.-30 c.
- Nîmes. Usage 181.
- Decis. Notaire 309, p. 591-110.
- 2 Cass. Chose jugée 46-40. — Droit marit. 722, 2264 c. — Mariage 172 c., 179. — Organ. colon. 994 c., 997 c. — Responsab. 608-20 c.
- Bordeaux. Bourse de comm. 514 c.; Douanes 606; Droit marit. 561.
- Bruxelles. Exploit 178-100. — Organ. judic. 166.
- Trib. de la Seine. Théâtre 207.
- Cons. d'Etat. Contr. admin. 37 c.
- Delib. Enreg. 347.
- 3 Loi. Postes, p. 13.
- Ord. Etablissement d'épargne 17.
- Cass. Conclusion 87-30 c.; Jugem. 272; Obligat. 5059. — Disposit. entre vifs 2533-10 c., 4250-10 c. — Douanes 711.
- Aix. Droit marit. 356, 358 c.; Obligat. 2633-30 c.; Saisie-arrest 170 c.; Traitement 172 c., 192 c.
- Bordeaux. Ordre 426 c., 807, 820-30, 828-20, 897 c., 1191-10 c., 1192-20 c., 1322-10-20-30 c.
- Lyon. Contrat de mar. 3563.
- Paris. Abus de conf. 151 c.; Vol 81-30. — Minorité 453-20; Obligat. 246 c. — Organ. milit. 401-10 c.
- Riom. Contrav. 345; Crimes c. les persoun. 215 c.
- Trib. de Redon. Minorité 720.
- Lettre. Forêts 962.
- 4 Cass. Conclus. 94 c.; Jugem. par déf. 486. — Impôts ind. 166-20. — Instr. crim. 1739-20.
- Angers. Obligat. 4959-20.
- Paris. Disposit. entre vifs 1397, 1667 c.; Obligat. 5141 c. — Médecine 65.
- Riom. Imp. ind. 69-60, 515-10 c.; Procès-verbal 403-30 c.
- 5 Cass. Adultère 111, 115 c., 125 c. — Peine 565-10 c.
- Bordeaux. Appel civ. 1084.
- Paris. Droit civil 129, 263 c. — Loterie 17 c.; Obligat. 584. — V. 25 juin.
- 6 Agen. Success. 1029, 1134.
- Angers. Success. 493-10.
- Besançon. Vente 1736.
- Bourges. Degré de jurid. 340 c.; Ordre 1321, 1342-20 c., 1344-10 c.-30 c. — Vente 230.
- Grenoble. Contrat de mar. 156, 1515 c., 1890. — Organ. judic. 162-10. — Prescript. civ. 1086.
- Paris. Commiss. -pris. 49. — Obligat. 5563.
- Decis. Notaire 309, p. 591.
- 8 Cass. Commiss. 139, 170 c., 204 c. — Faillite 1304 c. — Procès-verbal 587.
- 9 Ord. Théâtre, p. 301.
- Cass. Absent 43 c., 86 c.; Interdict. 252-30 c., 267-30 c.; Mariage 907. — Contrat de mar. 3201-20. — Prescript. civ. 1072, 1086 c.
- Nîmes. Péremption 188.
- Poitiers. Acquisc. 626 c., 620.

Juin.

- 10 Arrêté. Voirie p. eau 296.
- Ord. Eau 141-10; Organ. milit., p. 1888; Trav. publ. 1271-10; Voirie p. eau 365.
- Cass. Organ. colon. 934.
- Cons. d'Etat. Cassation 1527 c. — Cons. d'Etat 223-20. — Manufact. 88. — Marché de fourn. 58-70, 101-20. — Théâtre 345; Trav. publics 509, 1271-10. — Trésor publ. 1053.
- Circ. Droit marit. 79; Douanes 163, 326.
- 11 Ord. Halles 13.
- Cass. Appel crim. 176 c.; Forêts 569. — Cassation 1949 c., 2244 c.; Imp. indir. 544; Prescript. crim. 179 c. — Compét. comm. 246; Presse-out. 1381-40. — Compétence crim. 407; Peine 348-30. — Désistement. 221; Jugem. 897-20 c.; Peine 233-20. — Forêts 460. — Postes 91-10. — Vol 429-10.
- Bruxelles. Deg. de jurid. 126-40. — Obligat. 1311.
- Paris. Commiss.-priseur 22.
- Poitiers. Acquisc. 335. — Compét. comm. 444; Mandat 141 c. — Deg. de jurid. 248-50. — Toulouse. Minorité 498; Success. 590, 1028.
- Règlement. Halles 76.
- 12 Cass. Défense 70. — Procès-verb. 59-30, 563-10, 693-10 c.
- Amiens. Paternité 519 c., 521 c.; Success. 249.
- Montpellier. Privil. et hypoth. 194.
- Rennes. Exploit 326-20.
- Circ. Enreg. 2108.
- Decis. Enreg. 5890.
- Delib. Enreg. 314, 1070, 1072 c., 1559.
- 13 Bordeaux. Enquête 185-30.
- Bruxelles. Commission. 123 c.; Compét. comm. 507.
- 14 Ord. Organ. colon. 489 s., p. 1088.
- Decis. Douanes 49.
- 15 Cass. Cassation 1698-40 c.; Obligat. 4963-10 c., 4970. — Commune 1438.
- Bruxelles. Exploit 362-30.
- Nancy. Commune 1818-30.
- Nîmes. Contr. par corps 900 c., 923-30, 926 c., 997 c.
- Circ. Vente publ. de marchand. neuves 28, 30.
- 16 Cass. Cassation 1737 c.; Emigré 84 c.; Loi 520 c.; Mariage 39-60 c., 386 c., 388-10-20 c., 40 c., 394-40 c., 397 c., 586-10 c. — Faux incid. 82-30 c.; Pérempt. 215 c.; Tierce-opposit. 160; Vente 1960 c.
- Bourges. Louage 677, 687 c.
- Bourges. Jugem. par déf. 418-30. — Rentes foncières 52.
- Bruxelles. Péremption 127-50, 163-40.
- Circ. Douanes 749-40.
- Delib. Enreg. 4496.
- Instr. Patente 424.
- 17 Cass. Poids et mes. 165.
- Bordeaux. Obligat. 3847.
- Bourges. Notaire 334-10 c., 598 c.; Responsab. 833. — Obligat. 2788-10.
- Liège. Commission. 237.
- Paris. Médecine 208-10, 206-10, 207, 227.
- Riom. Success. 1704-30.
- Cons. d'Etat. Commune 1480.
- Decis. Frais et dépens 1048, 1140.
- 18 Cass. Cassation 1919-80. — Chose jugée 419, 420 c.; Compét. crim. 557 c.; Règlement de juges 175 c. — Instr. crim. 1680-10; Témoin 651. — Instr. crim. 2600, 2629. — Peine 126-10. — Procès-verb. 583, 584.
- Rouen. Organ. milit. 414-10.
- 19 Cass. Complice 28 c., 45-20, 49 c. — Instr. crim. 3098, 3101-10. — Peine 513-20. — Voirie par terre 1428-10.
- Orléans. Appel civ. 1175 c.; Appel incid. 18; Except. 238; Minorité 509-40, 523 c.

Juin.

- 19 Paris. Acte de l'état civ. 162.
- Rouen. Disposit. entre vifs 2687 c., 2702.
- Delib. Enreg. 4212.
- 20 Cass. Cassation 403; Commune 840 c.; Voirie p. terre 2067-30, 2344-30 c., 80.
- Paris. Société 1053.
- 21 Ord. Majorat 5.
- 22 Caen. Contrainte par corps 316.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 1749-20-30.
- Nîmes. Effets de comm. 72, 644.
- 23 Cass. Commune 1846. — Droit polit. 138, 214.
- Bordeaux. Vente publ. d'immeub. 1441.
- Colmar. Forêts 1301. — Vente 112-30.
- Nîmes. Désistement. 118-10; Privil. et hypoth. 2223-10. — Privil. et hypoth. 673-40 c., 1410 c., 1545-30.
- Toulouse. Désistement. 118-10; Privil. et hypoth. 2223-10.
- Delib. Enreg. 1222.
- 24 Ord. Organ. instr. publ., p. 1383; Organ. milit., p. 1888.
- Cass. Acte de comm. 278 c.; Privil. et hypoth. 973; Société 282-20 c., 481 c., 915 c. — Cassation 995. — Cassation 1595-30 c.; Enreg. 4581; Usufruit 80-20. — Cassation 1844 c.; Commune 1601-30, 1769. — Enreg. 5719, 5764. — Mat. comm. 41. — Notaire 52.
- Aix. Droit marit. 2230.
- Grenoble. Faux 347.
- C. C. Liège. Mines 294.
- Ile Bourbon. Droit marit. 805 c., 815, 825 c.
- Trib. de la Seine. Impôts indir. 326-20.
- Cons. d'Etat. Appel civ. 901. — Emigré 366-40. — Instr. admin. 17-30; Marché de fourn. 48-180, 129-40, 149-20. — Trésor publ. 1073-10.
- Circ. Forêts 269, 296; Passeport 41.
- 25 Cass. Instr. crim. 1480-40, 1495, 3098 c., 3099.
- Bruxelles. Saisie-arrest 50-20, 51-70 c.
- Paris. Loterie 17 c.
- Riom. Droits polit. 478 c.
- Toulouse. Prêt à intérêt. 230.
- Cons. d'Etat. Mise en jugement 196-20.
- 26 Cass. Compét. crim. 160. — Jugem. 871-10.
- Liège. Instr. crim. 1296 c., 2628-30; Serment 110-30.
- Poitiers. Acte de l'état civ. 483; Droit civ. 555 c.
- 28 Loi. Nom. de la cour. 20-50; Voiture, p. 999.
- Nancy. Appel civ. 472.
- Instr. 12-2; 3613, 4854.
- 29 Cass. Amnistie 135; Faux 49; Instr. crim. 190 c.; Témoin 191-10. — Chose jugée 166-90. — Obligat. 5065-20 c.; Prescript. civ. 530, 580 c. — Org. colon. 934.
- Decis. Commune 536; Forêts 290; Mat. d'or et d'argent 178.
- Lettre. Agrée 31.
- 30 Arrêté. Organ. marit. 505.
- Cass. Droit marit. 256-30, 2268 c.
- Bourges. Compét. comm. 213, 229. — Notaire 487-20. — Péremption 316.
- Grenoble. Contrat de mar. 4191.
- Nancy. Exploit 760 c., 761-20. — Forêts 481.
- Decis. Douanes 629, 640; Forêts 1932; Greffe 80-160.
- Delib. Enreg. 3929.

Juillet.

- 1 Ord. Industrie 156.
- Cass. Chose jugée 71 c.; Compét. 48 c.; Compét. comm. 362; Droit civil 280 c. — Commune 2423 c. — Contrat de mariage 3345. — Dispositions entre vifs 2312-30 c. — Rentes const. 88-30.

Juillet.

- 1 Montpellier. Obligation 3353 c.; Responsab. 404.
- Toulouse. Droits polit. 140, 5130.
- Trib. d'Orléans. Culte 307.
- Cons. d'Etat. Cassation 1528 c. — Emigré 240.
- 2 Cass. Abus de confiance 30; Faux 178-50, 347. — Instr. crim. 1739-10. — Peine 297 c., 299-60.
- Bordeaux. Frais et dépens 558-60.
- Bruxelles. Avoué 113. — Enquête 599 c., 639-20.
- Nîmes. Frais et dépens 72-40. — Minorité 525-10, 527-10, 732-30 c.
- Paris. Domicile élu 105-10, 106-20 c.
- 3 Cass. Cassation 418; Dénonciat. calomn. 23. — Impôts indirects 422. — Org. milit. 832-10.
- Cons. d'Etat. Forêts 1688.
- Avis. comm. int. Culte 481-40.
- Delib. Enreg. 2264.
- 4 Loi. Postes, p. 13.
- Bordeaux. Jugem. 464-40; Obligat. 1204-30 c.
- Riom. Exploit 56 c., 149 c., 344.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 2302-40.
- Decis. Droit marit. 552.
- 6 Cass. Arbitr. 147, 157 c.; Compét. admin. 387 c.; Travaux publics 1245-20 c. — Assurance terrestre 101. — Chose jugée 99-70; Compét. civ. trib. de paix 332 c. — Organ. judic. 361-20. — Prescript. crim. 100-30. — Usage 493.
- Bruxelles. Domicile élu 19.
- 7 Cass. Chose jugée 307 c., 334 c.; Except. 555 c.; Obligat. 5191-40; Transaction 35 c. — Droit marit. 1755. — Privil. et hypoth. 1679-10. — Vente 492, 1453 c. — Voirie par terre 2185-10.
- Bruxelles. Cassation 908.
- Nîmes. Nom. 20-30.
- Paris. Distrib. par contrib. 91 c., 92-20, 111 c.
- Toulouse. Deg. de jurid. 378.
- Decis. Frais et dépens 1006.
- Delib. Enreg. 1392.
- 8 Cass. Action possess. 320 c.; Voirie par terre 425 c., 442-20 c., 448-10. — Cassation 60. — Douanes 364. — Organ. colon. 352 c. — Propriété 570.
- Bordeaux. Minorité 452-20; Obligat. 1716 c.; Vente 1822.
- Bruxelles. Enreg. 4708.
- Colmar. Emigré 305.
- Metz. Enquête 38 c.
- Paris. Vente 1979-30.
- Toulouse. Ordre 959-40-70, 967 c.
- Cons. d'Etat. Eau 121-10, 531. — Hôpital es 80. — Prises marit. 245-20. — Travaux publ. 508-40, 1184-80. — Trés. publ. 457-40.
- Circ. Prisons 91, 100.
- 9 Cass. Cassation 566. — Commune 1199-20; Contrav. 285 c., 286 c. — Contumace 86; Prescript. crim. 35 c. — Industrie 439-10. — Instr. crim. 3320.
- Aix. Instr. crim. 149-10.
- Nancy. Deg. de jurid. 320; Jugem. 391; Loi 115-20 c.
- Nîmes. Chasse 519.
- Orléans. Vente 1181-20.
- Toulouse. Commission. 420-30.
- Circ. Droit marit. 79.
- 10 Cass. Compét. crim. 301 c., 372. — Forêts 811. — Impôts indir. 585.
- Bordeaux. Obligat. 2296-30.
- Bourges. Obligat. 1939 c.; Privil. et hypoth. 1973-10.
- Montpellier. Mandat 124, 125-20 c.
- Paris. Mariage 211.
- Riom. Mariage 553-10, 556-10.
- Toulouse. Effets de comm. 830.
- Solut. Droit polit. 201.
- 11 Grenoble. Frais et dépens 811 c.; Obligat. 3326, 2327 c., 2328 c.

Juillet.

- 11 Paris. Acte de comm. 98; Faillite 49-30 c.; Disposit. entre vifs 2373 c.; 2275; Obligat. 981-20 c.; 1009 c.; 2381 c.; Prescript. civ. 842-10 c.; Privil. et hypoth. 1744; Emigré 319-20; Vente publ. d'immeubles 1980-20, 1937 c.
- Rennes. Bortage 19, 23 c.
- Riom. Surenchère 285, 286.
- Toulouse. Success. 2031.
- 12 Cass. Acquissem. 431; Cassation 1603-30 c.; Loi 421; Privil. et hypoth. 2497 c.; Chose jugée 50-30; Commune 1797; Droit maritime 567, 2237 c.; Ordre 60; Prêt à intérêt 179-30; Bordeaux. Emigré 317-30; Obligat. 116.
- Lettre. Notaire, p. 592; Obligat. 3362.
- 14 Cass. Bourse de comm. 390 c.; 395; Cautionnem. de fonce. 49 c.; 60 c.; Faillite 1145-10 c.; Prêt à intérêt 169 c.; Expropriat. publ. 32-100, 24-80 c.; Prescript. civ. 484-10; Presse-outrage 388-10.
- Bordeaux. Desistement. 120-10.
- Nancy. Forêts 1227, 1330.
- Nîmes. Exploit 595-10.
- Riom. Disposit. entre vifs 1488 c.
- Trib. d'Aurillac. Except. 387.
- Trib. de Belfort. Assur. terr. 178.
- 15 Loi. Organ. marit. 783; Organ. milit. p. 1888; Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Acquissem. 220; Jugem. 108, 119, 120 c.; 135-10 c.; Acte de comm. 225 c.; Assur. terrestres 299; Action posses. 729; Jugem. 260; Obligat. 4269 c.; 4273 c.
- Bourges. Contrat de mar. 1923.
- Nîmes. Expert. 304-10.
- Paris. Privil. et hypoth. 2200, 2203.
- Cons. d'Etat. Instr. civ. 16-40; — Manufact. 79; — Trésor public 426-70; — Voirie p. terre 2129-30, 2337-10.
- Circ. Douanes 122; Notaire 187 c.; 194 c.; 197, 767, p. 592.
- Lettre. Forêts 211.
- 16 Cass. Crimes c. les personnes 20; — Faux 218-40, 391 c.; — Instr. crimin. 1841; Jugem. 814-60 c.; Serment 121; — Instr. crimin. 3062 c.; 3286 c.; 3304, 3317 c.
- Bruxelles. Enquête 500 c.; 502, 558 c.
- Nîmes. Jugem. p. déf. 181-40.
- Paris. Obligat. 1356-30 c.; 1513-20.
- Toulouse. Success. 1034.
- Delib. Enreg. 2563.
- 17 Cass. Abus de conf. 69, 70 c.; 208 c.; Instr. crim. 23-60 c.; Faux 359; — Quest. préjudic. 174-10; — Vol 210-20, 219 c.
- Aix. Commission. 287; Droit marit. 1440 c.; 1686 c.
- Angers. Disp. entre vifs 1020-50.
- Lyon. Jug. p. déf. 192-20, 199; — Success. 492, 505.
- Orléans. Surenchère 82 c.
- Paris. Compét. civ. trib. d'app. 190; Vente publ. d'imm. 1393-10; — Enquête 487.
- Trib. comm. de la Seine. Contr. p. corps 526; Propriété littér. 263.
- Circ. Archives 60.
- 18 Bruxelles. Société 166-30 c.; 1618-60.
- Paris. Domicile 46-40.
- 19 Ord. Enreg. 48; Org. colon. 457, p. 1090; Org. milit., p. 1888; Poudre, p. 53.
- 20 Cass. Degré de jurid. 562-30 c.; Jugem. 69 c.; — Enreg. 2103, 5520 c.; — Obligat. 2765-10; — Vente publ. de marchand. neuves 38-30.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 596; Success. 1031-40, 1120-10.
- Bourges. Enquête 467 c.; 515 c.; 526-20.
- Nancy. Usage 521 c.; 542.
- 21 Cass. Emigré 133; Obligat. 2821 a.; — Jugem. 1024-20.

Juillet.

- 21 Aix. Presse-outr. 388-20.
- Bordeaux. Obligat. 4058.
- Paris. Médecine 158, 214-10.
- Décis. Imp. dir. 162.
- 22 Ord. Voiture, p. 939.
- Cass. Cassation 1590 c.; Dispos. entre vifs 2838 c.; 2936-20; — Désaveu 69-50, 71 c.; — Vente 1956-70.
- Bordeaux. Obligat. 4126-20.
- Bourges. Success. 1175.
- Lyon. Jugem. 300-30.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5423.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 77-60; Forêts 1531; — Commune 1869, 2450; — Emigré 110-70; — Garde champ. 16; — Propriété 682-20.
- Avis Cons. d'Etat. Commune 404.
- 23 Cass. Contumace 109.
- 24 Cass. Appel crim. 73; — Forfait. 85 c.; Postes 145; Vol 251 c.
- 25 Cass. Douanes 162; — Voirie par terre 2032 c.; 2035, 2047.
- Rouen. Séparat. de corps 369, 371-10 c.; 20 c.; 281-10.
- Toulouse. Exploit 404-40 e.; 405-20; Nullité 39 c.
- 26 Loi. Dom. de l'Etat 99; Trésor publ. 913, p. 1143.
- Ord. Soie 3.
- 27 Cass. Acquissem. 66 c.; 424; — Contrat de mar. 3685-10.
- Bordeaux. Arbitr. 1126; Chose jugée 30.
- Colmar. Domicile 63 c.; 120 c.; Exploit 117-40 c.; Saisie-arrest 227, 246 c.; 256 c.
- Grenoble. Privilèges et hypoth. 1292-10.
- Nîmes. Propriété 578-30; Servitude 198-40 c.
- Paris. Nantissement. 175.
- 28 Cass. Acquissem. 66 c.; Obligat. 4528-10; — Dépôt 107-10 c.; Mandat 22-20; — Rentes fonce. 27.
- Bourges. Obligat. 3537-20; Responsab. 420-20.
- Bruxelles. Appel civ. 1150; — Enquête 478; — Instr. crim. 512; — Obligat. 1396-10-30; Privil. et hypoth. 2760.
- Nancy. Forêts 535, 1611.
- Riom. Responsab. 385-10, 439 c.
- Trib. de Montauban. Obligat. 478 c.
- Delib. Enreg. 3785, 4584.
- 29 Loi. Voirie p. eau, p. 735-20.
- Ord. Org. colon., p. 1090; Org. instr. publ., p. 1353.
- Cass. Cassat. 1600-120 c.; Chose jugée 14 c.; Dom. engag. 77-10-30, 78 c.; Loi 41-30 c.
- Nîmes. Contr. par corps 926 c.; 928.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 3819, 3848 c.; Usufruit 383 c.
- Cons. d'Etat. Emigré 287, 288-60; — Instr. admin. 14-20; — Trav. publ. 1161-40.
- Circ. Imp. dir. 83.
- 30 Cass. Commune 1102-40 c.; 1118; Instr. crim. 28 c.; 30 c.; Faux 343-40; Règlement de juges 175; — Forêts 181; Mise en jugem. 312 c.; — Instr. crim. 2305-60, 3219-20, 3719-10; — Org. milit. 964.
- Angers. Servitude 778.
- Bordeaux. Action 274 c.; Obligat. 5214-20, 5227 c.; Vente 1831-10 c.
- Paris. Distrib. par contrib. 88 c.; 120, 164 c.; Tierce-opposit. 187-30 c.
- Rouen. Contrat de mar. 3589-10.
- 31 Arrêté. Archives 27.
- Cass. Frais et dép. 968 c.; 988-40; — Instr. crim. 1867, 2479, 2659.
- Angers. Servitude 516.
- Bordeaux. Vérif. d'écrit. 33, 103 c.
- Bourges. Forêts 1683 c.; Garde champêtre 42-20; — Privil. et hypoth. 1909 c.; 2346-40; Vente 553-30.
- Douai. Culte 825-10.
- Paris. Acquissem. 160 c.
- Rennes. Exploit 36, 425-10 c.; 495 c.; 498-10 c.
- Toulouse. Chose jug. 205 c.; 325.
- Circ. Douanes 607.

Août.

- 1 Cass. Appel crim. 73; — Cassation 1186 c.; Contravent. 472; — Chasse 196 c.; Droit rural 134; — Commune 1155; — Org. judic. 691-50; — Témoin 380.
- Bordeaux. Frais et dépens 43.
- Bourges. Action 184 c.; Expert. 81-20; Ordre 548 c.; Privil. et hypoth. 2124 c.; Surenchère 39 c.; Appel civ. 1081.
- Paris. Contrat de mar. 2470.
- Toulouse. Jugem. 438; — Référé 167 c.
- Cour d'ass. de la Moselle. Frais et dépens. 993-10; Instr. crim. 116.
- Trib. corr. de la Seine. Propriété litt. 400.
- 2 Loi. Trés. publ., p. 1143.
- Décis. Forêts 1609.
- 3 Cass. Absent 463; — Success. 2137; Transcript. hypoth. 156 c.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 2850-30.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 925.
- 4 Cass. Contrat de mar. 1557; — Douanes 875 c.; Droit marit. 1641 c.; 1761 c.; Procès-verb. 160 c.; — Office 27.
- Aix. Contrat de mar. 4173-10.
- Bordeaux. Frais et dépens 651 c.; Mariage 799-30 c.; Vente publ. d'immeub. 371-10 c.; 1524.
- Colmar. Industrie 281.
- Grenoble. Droits pol. 155.
- Nancy. Adoption 189.
- Riom. Louage 384 c.; 411.
- Circ. Octroi 218.
- 5 Ord. Org. milit., p. 1888.
- Cass. Acquissem. 66 c.; 720; — Biens 134; — Prescript. civ. 869-20; Rentes constituées 238 c.
- Bordeaux. Frais et dépens 917.
- Gand. Dem. nouv. 123-30.
- Grenoble. Paternité 448-50 c.; 735.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 924.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 294; Dom. nat. 21; — Commune 1401-30, 1405-30 c.; 1499 c.; Commune 2438; — Eau 150; Voirie par eau 53 c.; 56 c.; 103 c.; — Emigré 255-20, 294-40; — Instr. crim. 14-30; — Marais 59-40 c.; 91-30; — Voirie p. terre 2286.
- Circ. Vente publ. de marchandises neuves 28.
- 6 Cass. Appel crim. 103; — Expert. 87; — Forêts 1429; — Mines 447 c.; 449-10; Peine 217-10, 297 c.; 299-60, 787.
- Aix. Acte de comm. 131.
- Caen. Obligat. 4905 c.; Responsab. 246-10 c.; 317-30.
- Colmar. Responsab. 655.
- Lyon. Degré de jurid. 632-30; Exploit 181-30.
- Montpellier. Boulanger 57 c.; Commune 2368.
- Paris. Acte de comm. 312 c.; 378; Effets de comm. 933 c.; Arbitr. 87 c.; 547 c.; 799.
- Rouen. Org. milit. 437-10.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 320.
- 7 Cass. Exploit 709-20; — Frais et dépens 995; — Instr. crim. 264 c.; 889 c.; Procès-verbal 180; — Voirie p. terre 1523-20, 1807-10 c.; 1911-50, 2296-30; — Commune 716 c.; Voirie p. terre 2287-20.
- Amiens. Obligat. 4833.
- Bordeaux. Appel civ. 878; — Exploit 537-30, 510-70 c.; 543-40 c.; — Vente 1729-60.
- Bruxelles. Puissance patern. 58-60; Séparat. de corps 123-20 c.
- Lyon. Appel civ. 754 c.; Domicile élu 27-30 c.; Privil. et hypoth. 1114, 2770-30.
- Paris. Prescript. civ. 520.
- Circ. Org. marit. 403, 673.
- 8 Ord. Culte, p. 717; Org. admin., p. 609; Org. économ., p. 1290; Voie publ. 4 c.; 5-10 c.; Voirie p. terre 1870 c.; p. 198.

Août.

- 8 Besançon. Usage 351.
- Bordeaux. Obligat. 1196-10 c.; Vente 688.
- Trib. corr. de la Seine. Presse-outr. 972 c.
- Delib. Enreg. 5030.
- 10 Cass. Emigré 215-40; Jugem. 8; — Expert. 59-20, 218 c.; 234-40 c.; Jugem. d'av. dire droit 65-60 c.; Mat. somm. 27-30, 34 c.; 43-90 c.; — Prescript. civ. 301.
- C. d'assises de Maine-et-Loire. Loi 491-50.
- Grenoble. Faillite 130.
- Limoges. Avocat 259.
- Rennes. Droit marit. 317.
- Décis. Présence 14.
- 11 Cass. Cassation 1148-40 c.; Minorité 754 c.; Privil. et hypoth. 1749 c.; 2300, 2304; — Compét. administr. 179; — Organ. milit. 315 c.; — Success. 1081 c.; 1034.
- Bordeaux. Obligat. 2637-30.
- Lyon. Contr. de mar. 3726; Vente 600.
- Paris. Acte de comm. 63, 69 c.
- 12 Cass. Cassation 1620 c.; Faux incid. 39-10 c.; 85-10; Trans-action 132-90 c.; Usage 424; — Contrat de mar. 3325, 2431 c.; Success. 2257-20 c.; — Enreg. 2328, 2333 c.
- Bordeaux. Compét. civ. tribunal d'arr. 302.
- Douai. Privil. et hypoth. 548.
- Lyon. Louage 394-10 c.; 412.
- Nîmes. Ordre 709-10, 746-30.
- Orléans. Absent 643, 662 c.; 671 c.
- Trib. comm. de Marseille. Compét. administr. 212; Conflit 61.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 72-30; — Eau 462-20; — Forêts 1905-60; — Prises marit. 212; — Trav. publ. 801-10-30.
- 13 Cass. Cassation 446; — Complice 66, 175-40; Instr. crim. 1705, 1709-119, 3201, 3170, 3479-30; — Presse-outr. 1435.
- Aix. Obligat. 5807; Serment 28-10 c.
- Bordeaux. Prescript. civ. 1055-30; — Prêt à int. 179-40.
- Bourges. Except. 561 c.; Surenchère 107, 223-10 c.; 246 c.
- Nîmes. Médecine 185, 186-10 c.
- Paris. Référé 94 c.
- Rennes. Cassation 1167.
- Toulouse. Jug. p. déf. 493-20.
- 14 Cass. Chasse 449 c.; Procès-verb. 296-40; — Commune 1084; Frais et dép. 1045-30; Jugem. 838-30; Octroi 53 c.; — Compét. crimin. 407; Poids et mesures 148-30; — Procès-verbal 227; — Quest. préjud. 104-20.
- Aix. Consul 35-10-20, 42 c.
- Bordeaux. Appel civ. 456 c.; Degré de jurid. 163.
- Bourges. Minorité 598-20.
- Dijon. Arbitr. 544.
- Paris. Contr. p. corps 72, 207 c.; 304; Degré de jurid. 282-20; Exploit 521-140 c.
- Riom. Disposit. entre vifs 411 c.; 1479, 1512 c.; — Success. 1708.
- Trib. comm. de Paris. Industrie 293.
- Trib. de Saint-Étienne. Mines 154, 158.
- Delib. Enreg. 2727.
- 16 Ord. Traité internat., p. 525, 526.
- Trib. de Bordeaux. Presse-outr. 334.
- 17 Cass. Compét. administr. 266; Jugem. 1033-10; — Enreg. 5784; — Obligat. 2618-10; 5050-20; — Organ. colon. 552.
- Bestia. Obligat. 4666-60 c.; Paternité 537 c.; 543-40 c.; 547-50 c.
- Bourges. Défense 194.
- Avis. comm. fin. Enreg. 6097.
- 18 Cass. Bigamie 56 c.; Mariage 133 c.; Responsab. 193-30; — Enreg. 106, 3168 c.; — Jugem. 197-50, 305-40; — Organ. judic. 156 c.

Août.

- 18 Cour d'ass. de Seine-et-Oise. Peine 283.
- Bordeaux. Faillite 615-40.
- Paris. Vente 1235-20.
- Rouen. Privil. et hypoth. 2626 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 487, 1758.
- Décis. Enreg. 4858.
- Solut. Enreg. 3378.
- 19 Cass. Cassation 1898; — Contrat de mar. 1705 c.; 1795, 1797 c.; — Disposit. entre vifs 1100 c.; 1100-50; — Enreg. 4739 c.; 4737, 4751 c.; — Mandat 20-10; — Usage 104, 218-10 c.
- Aix. Biens 248.
- Bordeaux. Conciliat. 206-20, V. 19 août 1826.
- Bourges. Jugement 338-10.
- Paris. Effets de comm. 251.
- Riom. Success. 1175, 1183.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 64; — Place de guerre 17, 69, 70, 71; — Voirie par terre 1178-20.
- Circ. Impôts ind. 57.
- 20 Cass. Forêts 1241; — Instr. crim. 1195-10 c.; Vol 570; — Instr. crim. 1844, 3620-50, 3630; Jugement 847-50; Témoin 493; — Jugem. 822-40; — Obligat. 158; — Vol 227-40.
- Bordeaux. Avocat 248.
- Bourges. Fonctions. publ. 142.
- Cons. d'Etat. Culpé 273-30.
- Décis. Impôts directs 153, 154.
- 21 Cass. Cassation 1663 c.; 1746-10 c.; Prêt à intérêt 204, 310; — Manufact. 184-30; — Mines 677; — Poids et mesures 187-30.
- Aix. Obligat. 840 c.; — Prêt à intérêt 165-50, 168 c.
- Bordeaux. Acquissem. 249; — Dom. de l'Etat 317 c.; Minist. publ. 135 c.
- Orléans. Action 102; — Disposit. entre vifs 1667.
- Pau. Pêche fluviale 127, 168 c.
- Poitiers. Presse-outr. 620.
- Riom. Disposit. entre vifs 2227-10-20.
- Toulouse. M se en jugement 277.
- Trib. de Saint-Pol. Forêts 3017.
- 22 Bourges. Compét. comm. 449.
- Grenoble. Obligation 4136-19, 4153 c.
- C. d'ass. des Bouches-du-Rhône. Témoin 478.
- 23 Ord. Org. instr. publ., p. 1353.
- 24 Cass. Arbitr. 274 c.; 422; Obligat. 3871 c.; — Cassation 1025 c.; — Enreg. 3653; — Impôts dir. 139; — Obligat. 2034-20.
- Aix. Contrat de mariage 4116.
- Bordeaux. Appel civ. 411 c.; Jugem. par défaut 186; Référé 145 c.; Saisie-arrest 122 c.
- Bourges. Frais et dépens 189, 176 c.; 177 c.; 220 c.; — Frais et dépens 887.
- Nîmes. Cassation 1739 c.; Compét. comm. 385 c.; Jugem. 322; Jugem. par défaut 181-40 c.
- Paris. Compét. comm. 154.
- Riom. Droits polit. 494.
- 25 Cass. Chose jugée 24; Vente 1847; — Notaire 715-30; — Vente 1302.
- Bordeaux. Emigré 138, 286, 288-10.
- Colmar. Enquête 220 c.; 230 c.; 423; — Frais et dépens 92-30 c.
- Montpellier. Nantissement 298-29, 299, 311 c.; Prêt à intérêt 251 c.; Vente 1445-40 c.
- Nancy. Degr. de jurid. 458-10; Jugem. d'av. dire droit 68-50; — Prescript. civ. 137.
- Paris. Droits polit. 473.
- 26 Ord. Huissier 13-10; Organ. administ., p. 609.
- Cass. Action posses. 457, 473 c.; — Contrainte p. corps 252.
- Agen. Enquête 604, 608 c.
- Paris. Jugem. par défaut 323-20.
- Cons. d'Etat. Culpé 273-30; — Dom. de l'Etat 269, 299-30; — Douanes 675; — Eau 185-30-40; — Marché de fournil. 94-40; — Place de guerre 17, 69, 71; — Servitude 406 c.; Voirie par terre 2089-10, 2129-20; — Traux publ. 376; — Usage 263-20.

Août.

- 27 Cass. Acquissem. 88 c., 78 c.; Cassation 1743-10 c.; Mandat 313-30 c.; Obligat. 5034-20 c., 5511. — Action possess. 64.
- Agen. Except. 315 c.; Mariage 158 c., 166-20. — Exploit 359-30-100 c.
- Angers. Vente 291-60, 298 c.
- Douai. Société 679.
- Grenoble. Enquête 361-20, 365 c., 367-20 c., 394 c.
- Paris. Instr. civ. 37 c.; Jugem. 144-20.
- Rouen. Ordre 382 c., 456; Privil. et hypoth. 1532.
- Toulouse. Cautionnem. 341.
- Cons. d'Etat. Culte 273-20.
- 28 Cass. Cassation 2210; Complice 166 c. — Commune 718 c., 1047. — Compét. administr. 225 c. — Contravent. 399. — Défense 133. — Fonctionn. publ. 143; Instr. crim. 264 c.; Procès-verb. 180 c. — Peine 312; Poids et mesures 109-20.
- Bordeaux. Droit marit. 1527. — Enquête 160, 432-10 c. — Faillite 582. — Jugem. 464-50.
- Grenoble. Prescript. civ. 728.
- Orléans. Mat. somm. 46-10.
- Paris. Séparat. de corps 870, 371-20.
- Poitiers. Domicile élu 119-20; Jugem. par défaut 326-50.
- Rouen. Droits polit. 150.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 443.
- Décis. Forêts 1935.
- Delib. Enreg. 1019.
- 29 Cass. Cassation 2234 c.; Instr. crim. 3470. — Compét. civile trib. d'arrond. 88. — Organ. colon. 219. — Pêche fluviale 120-20. — Témoin 496-20. — Voirie par terre 1911-50.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 210; Vente 3002.
- Lyon. Vente publ. d'immeubles 1214-10.
- Montpellier. Surenchère 278.
- 30 Ord. Org. instr. publ., p. 1352, 1354.
- 31 Bourges. Acte de l'état civil 165; Enquête 86 c. — Jugem. 677-70.
- Caen. Normandie 61 c., 66 c., 72 c.
- Nîmes. Jugem. par défaut 372-20, 414-30 c.; Péremption 135 c.; Reprises d'instance 104 c.
- Riom. Emigré 312-60.
- Cons. d'Etat. Théâtre 127 c., 128.
- Avis Cons. d'Etat. Enreg. 3320.
- Décis. Privil. et hypoth. 2874.

Septembre.

- 1 Trib. comm. de la Seine. Bourse de comm. 357.
- Delib. Agent diplomatique 144; Privil. et hypoth. 3931.
- 2 Cons. d'Etat. Commune 1368 c.; Voirie p. terre 614, 615. — Conflit 67, 103, 106. — Eau 537-40; Procès-verbal 744 c. — Forêts 1531; Usage 263-80. — Instr. administr. 16-40; Marais 56, 58 c., 62, 78-20, 108 c. — Place de guerre 17, 73, 80-20, 144. — Place de guerre 17-20, 21-20, 105; Procès-verbal 777. — Trav. publ. 1289.
- 3 Cass. Appel crim. 185, 186 c., 232 c.; Minist. publ. 50-10 c., 53 c.
- 4 Cass. Forêts 1468. — Instr. crim. 1739-10, 1751, 3680. — V. 24 septembre.
- Décis. Douanes 491.
- Delib. Enreg. 595, 2036.
- 5 Trib. corr. de Verdun. Presse-outr. 1410-20.
- 7 Cass. Instr. crim. 2250; V. 17 septembre.
- Nîmes. Jugem. 832-40.
- 8 Ord. Voie publ. 4 c., 8-10 c.
- Arrêté. Org. instr. publ. 311.
- Trib. comm. de Montreuil. Jug. p. déf. 127-60.

Septembre.

- 9 Ord. Voirie p. eau, p. 723.
- Bordeaux. Dispos. entre vifs 3315; Jugem. 617-40.
- Nancy. Adoption 176 c. — Droit polit. 285-40.
- Paris. Appel civil 846. — Référé 194 c.
- 10 Cass. Faux 429.
- Bordeaux. Droits polit. 135, 140.
- Bourges. Crimes c. les persona. 168-10.
- Paris. Chose jugée 438; Quest. préjud. 22 c. — Médecine 144, 171-10 c.
- Trib. de Chartres. Notaire 758, 762-20, 775.
- Trib. comm. de Montreuil. Jug. p. déf. 154-20.
- Décis. Dom. de l'Etat 81-10 c.
- Delib. Enreg. 2198.
- 11 Cass. Attentat aux mœurs 156. — Presse-outr. 328-20. — Renvoi 171.
- 12 Cass. Boulanger 22; Commune 1262; Industrie 179. — Forêts 826. — Peine 337; Presse-outr. 1023 c., 1200 c., 1202-10 c., 1228-10 c.-30 c.
- Douai. Bourse de comm. 266.
- 13 Ord. Commiss. de police 24; Industrie, p. 675; Mat. d'or et d'arg., p. 464.
- 14 Cass. V. 4 septembre.
- Décis. Enregist. 3927, 3931-10, 3942, 3956.
- Lettre. Org. marit. 451.
- 15 Circ. Prisons 72.
- Delib. Privil. et hypoth., V. 10 septembre.
- 17 Cass. Défense 102. — Instr. crim. 1878, 2911-30, 3680. — Témoin. faux 117.
- Paris. Contr. p. corps 794. — Référé 185 c.
- 18 Cass. Faux 298, 327. — Instr. crim. 3320-10; Témoin 561. — Loi 559-10 c. — Organ. milit. 822-10. — Presse-outr. 620, 1292-10 c.
- Avis. Secours publ. 390.
- Circ. Forêts 392.
- 19 Ord. Presse-outr. 212; Voie publ. 6-30 c.
- Trib. de la Seine. Office 91.
- Lettre. Forêts 656, 768.
- 20 Ord. Poudres, p. 53.
- Paris. Médecine 110 c., 205, 212-80 c., 214-20.
- 21 Bruxelles. Assurances terrestres 249 c.
- Trib. de la Seine. Domicile élu 97-10.
- 22 Toulouse. Droits polit. 478.
- 23 Ord. Machines à vap. 2; Org. administr., p. 609.
- Paris. Médecine 171-10.
- 24 Cass. Forêts 687 c., 869. — Imp. indir. 386-10. — Instr. crim. 264 c.; Procès-verbal 189-30; Responsab. 789-20 c. — Instr. crim. 1255-30, 1483, 1756, 2362-20, 3634-30, 3703 c. — Organ. judic. 250. — Poids et mesures 29. — Témoin 539-20.
- 25 Cass. Cassation 1736-40 c.; Contr. p. corps 567 c., 573 c., 588 c.; Droit civil 261-10 c.; Effets de comm. 883-10. — Droits polit. 478 c.
- Amiens. Droits polit. 141.
- Lettre. Forêts 1267.
- 26 Instr. Enreg. 1302, 3377, 3378, 4399, 3284.
- 27 Ord. Org. instr. publ., p. 1354.
- 30 Règlement. Org. marit. 282, p. 1683.

Octobre.

- 1 Cass. Défense 111 c.; Témoin 271. — Faux incid. 304.
- Paris. Référé 203 c.
- 2 Trib. de Caen. Société 1186; Surenchère 278.
- Delib. Enreg. 4498.
- 3 Bourges. Droits polit. 168-10.
- 8 Cass. Appel crim. 240; Cassation 376 c., 378 c.; Instr. crim. 1003 c. — Discipline 87 c., 81; Instr. crim. 1148 c.

Octobre.

- 9 Trib. de Niort. Presse-outr. 180.
- 10 Ord. Douanes, p. 598; Org. colon., p. 1090; Org. instr. publ., p. 1354; Pension, p. 764.
- Cass. V. 10 octobre 1839.
- 12 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 392.
- Décis. Enreg. 1996; Notaire 186, p. 592.
- 13 Colmar. Droit civ. 91, 92 c.
- Décis. Enreg. 66.
- Delib. Enreg. 2454.
- 14 Paris. Success. 848 c.
- 15 Cass. Compét. crim. 403. — Instr. crim. 1647-70 c., 1711, 1736-40, 1775-30. — Procès-verbal 227. — Récusat. 10-60, 175-20 c.-40 c.-50.
- Paris. Contr. p. corps 945; Vente 1732-10 c. — Disp. entre vifs 2563.
- Décis. Impôts dir. 548.
- 16 Bruxelles. Pérempt. 98 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 440.
- 17 Trib. de Vouziers. Chasse 433.
- Décis. Org. instr. publ. 269.
- Solut. Enreg. 1625.
- 18 Ord. Boacher 94; Halles 17; Médecine, p. 542; Ordres civ. et milit. 199; Organ. instr. publ., p. 1354.
- Paris. Référé 99 c.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 449 c.
- 20 Bruxelles. Prescript. civ. 123.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2026.
- Delib. Enreg. 593, 1000.
- 21 Paris. Droits polit. 285-20, 544 c.
- 22 Cass. Acquissem. 167; Forêts 437 c. — Cassation 1019 c., 1025 c. — Commune 1322 c. — Jour férié 105-20; Procès-verbal 9-10 c. — Minist. publ. 65-10. — Peine 509-10; Vol 894-10. — Quest. préjud. 101-30.
- Bruxelles. Obligat. 4088.
- Montpellier. Droits polit. 478 c.
- Paris. Mariage 153. — Théâtre 164-10.
- 23 Décis. Douanes 368; Notaire 187, p. 592.
- Delib. Agrée 31.
- 24 C. sup. de Bruxelles. Bourse de comm. 295; Dem. nouv. 185-10 c.; Droit marit. 850 c.
- Lettre. Impôts dir. 519; Impôts indir. 421.
- 25 Ord. Douanes, p. 598; Org. colon., p. 1090; Industrie 42; Voie publ. 6-10.
- 27 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1982.
- Delib. Enreg. 3119, 3518.
- 28 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 864.
- Cons. d'Etat. Commune 469. — Cons. d'Etat 201. — Culte 235, 236-50 c. — Dom. nat. 25. — Eau 509-10; Instr. admin. 13-20. — Emigré 178-20, 288-20-70. — Expropriat. publ. 18-20-30. — Forêts 1531, 2036. — Org. milit. 687 c., 689. — Usage 263-90. — Voirie p. terre 1335, 1409.
- Circ. Douanes 363.
- 30 Delib. Enreg. 758, 2658, 3927.
- 31 Ord. Commune 1069; Industrie 196.

Novembre.

- 1 Ord. Trésor public 751, 748, 757, 758, p. 1143.
- 2 Décis. Forêts 593 c., 595, 1948.
- 3 Cass. Dom. de la cour. 48 c. — Péremption 228.
- 4 Ord. Prud'hommes, p. 535.
- Bruxelles. Chose jugée 497-30.
- 5 Cass. Acquissem. 905 c., 913; Procès-verbal 160 c. — Appel crim. 174 c., 178 c.; Chasse 431, 491 c.; Forêts 415 c., 420 c.; Responsab. 581-20 c. — Jugem. 1058-30; Jug. d'av. droit 92-30; Peine 342 c.
- Voirie p. terre 1125-30-30.
- Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 254.

Novembre.

- 5 Décis. Forêts 1582.
- Solut. Enreg. 3931-20.
- 6 Bourges. Droits polit. 281.
- Delib. Enreg. 2563, 5383.
- 8 Cons. d'Etat. Conflit 123. — Dépôt 264; Trésor public 426-50. — Forêts 1655. — Impôts dir. 96. — Manufact. 32-20 c., 72-20 c., 93. — Marché de fourniture 146-10. — Trav. publ. 1175-30. — Trésor publ. 1077. — Voirie p. terre 156 c., 206-40, 302 c.
- 9 Cass. Peine 300-10.
- Nancy. Compét. civile trib. d'arr. 121-50.
- Paris. Appel crim. 874.
- 10 Cass. Arbitr. 55, 542 c., 713 c., 714 c. — Cassation 1687-20 c.; Obligat. 851-30, 2715-10 c. — Commissionn. 424, 465 c.; Voirie 171 c. — Effets de comm. 923, 927 c.; Obligat. 640 c. — Presse-outr. 1834. — Substitut. 343.
- Bruxelles. Notaires 213.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2026.
- Circ. Douanes 433, 434, 486, 487.
- Delib. Enreg. 984.
- Solut. Enreg. 963.
- 11 Ord. Archives 27; Organ. instr. publ., p. 1354.
- Cass. Action poss. 269 c.; Cassation 1839-30; Deg. de jurid. 39; Récusat. 10-50 c. — Action poss. 475. — Cassation 1650-30 c., 1898; Expert. 195 c., 216, 219 c. — Disposit. entre vifs 237-20, 332-20 c., 2748. — Mandat 46-50 c.
- Bruxelles. Exploit 490-20.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 980, 1932.
- 12 Arrêté. Impôts indir. 430.
- Cass. Contrav. 482-20. — Faillite 1463-10; Instr. crim. 9433-40 c. — Forêts 1168-20. — Frais et dép. 968 c., 988-50. — Instr. crim. 1604. — Peine 300-20.
- Agen. Contrat de mar. 1380.
- Bruxelles. Assurances terrestres 75, 196 c., 206 c.; Louage 386. — Disposit. entre vifs 3654, 3677 c., 4009 c.; Scellés 32-10 c., 38 c.
- Nancy. Obligat. 565-80; Vente 472-10.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 2748.
- 13 Ord. Trav. publ. 185; Trés. publ. 711.
- 14 Bruxelles. Minorité 506.
- 15 Limoges. Absent 663.
- 16 Cass. Conciliat. 103-30; Servitude 977 c., 997. — Disposit. entre vifs 205-50. — Privil. et hypoth. 932. — Société 996.
- Douai. Droit civ. 114 c., 594.
- 17 Cass. Acquissem. 874; Appel civil 285 c. — Disp. entre vifs 504, 522 c., 1239 c.; Success. 607. — Enquête 590 c.; Obligat. 4482-30, 4756 c., 4789 c.
- Bourges. Contrat de mar. 277 c., 1152, 1369 c., 1396 c.; Deg. de jurid. 127-10; Mariage 783-20; Minorité 527-20; Obligat. 4486, 4536-10 c.
- Montpellier. Date 27 c.; Pérempt. 37, 153-20 c., 282 c.
- 18 Ord. Voirie p. terre 1529-20.
- Cass. Commissionn. 48; Société 1660 c. — Commune 1263 c.; Halles 87 c.; Obligat. 1693-10 c., 2103. — Faillite 184-30. — Louage 301-20. — Minist. publ. 21-10. — Org. judic. 507-10.
- Bourges. Forêts 1597.
- Bruxelles. Exploit 174-30 c., 180-20.
- Toulouse. Vente publ. d'imm. 1483, 1519 c.
- Tr. de Tournon. Presse-outrage 1311.
- 19 Cass. Commune 1188 c.; Liberté Individ. 58. — Commune 1490.
- Contrav. 512 c.; Forêts 637, 882 c.; Quest. préjud. 98-10 c. — Instr. crim. 3660. — Peine 514. — Presse-outr. 887-30 c., 1198-10.

Novembre.

- 19 Paris. Interr. s. faits et art. 85-10, 62.
- Rouen. Contrat de mariage 3601, 3677.
- 20 Bordeaux. Contr. p. corps 901.
- Douai. Vol 82-70.
- Nîmes. Faillite 807-40 c.; Interv. 82-10, 88 c.; Obligat. 994-30 c., 995 c.; Tierce-opposit. 43 c.
- Paris. Droits polit. 141, 250, 480-20 c. — Saisie-exéc. 281 c.
- Toulouse. Jug. p. déf. 294-10.
- Circ. Instr. crim. 559.
- 21 Cass. Cassation 193 c., 584.
- Bruxelles. Cautionn. 157.
- Colmar. Enquête 492 c.
- Grenoble. Acquissem. 359.
- Montpellier. Nantiss. 260-20 c.; Prêt à intérêts 208.
- Cons. d'Etat. Marché de fourniture 127.
- 22 Ord. Org. colon. 460, 489 a., p. 1090.
- Colmar. Obligat. 3152.
- Cons. d'Etat. Commune 1371; Cons. d'Etat 158-30. — Dom. de l'Etat 254. — Expropriat. publ. 13-40, 16-10. — Marché de fourniture 127. — Usage 263-100. — Voirie p. terre 2125-10.
- 23 Cass. Acquissem. 460. — Compuls. 16; Concl. 36 c.; Except. 492; Jugem. 254; Obligat. 4210 c.; Preuve 58. — Effets de comm. 751. — Emigré 165-60, 405-10 c.
- Bordeaux. Acquissem. 123 c., 341; Contr. de mar. 1341 c.; Désaveu 85; Success. 1805.
- Lyon. Appel civil 491 c., 984 c.; Pérempt. 78, 823 c.
- Metz. Droits polit. 176.
- 24 Cass. Deg. de jurid. 568-10; Jugem. 209-30 c., 998-110. — Enreg. 4374 c., 4293.
- Bordeaux. Compét. civile trib. de paix 152. — Contr. p. corps 743; Faux incid. 51-30 c.; Obligat. 3044-50 c. — Droit marit. 2154, 2201. — Vente publ. d'imm. 2209.
- Rennes. Appel civil 352.
- Delib. Enreg. 4002.
- 25 Cass. Commissionn. 48. — Commune 2375. — Enreg. 4896.
- Bruxelles. Désistement. 64-40 c. — Interr. s. faits et art. 53-30 c. 58. — Vente 1727.
- Orléans. Effets de comm. 844.
- Cons. d'Et. Cons. d'Etat 100-110; Trav. publ. 381-20. — Culte 272 c., 273-20. — Travaux publ. 1297-50.
- Décis. Mines 528-30.
- 26 Cass. Chasse 475 c., 481; Prescript. crim. 121 c. — Défense 61. — Douanes 1016-80 c.; Impôts indir. 573-30. — Instr. crim. 3012-10, 2047; Jugem. 156-140, 584; Procès-verbal 138-10.
- Besançon. Privilèges et hypoth. 1330-30.
- Liège. Deg. de jurid. 164, 453 c.
- Paris. Faillite 967-10.
- 27 Angers. Paternité 378.
- Bordeaux. Délai 101 c.; Surenchère 85, 135 c.
- Bourges. V. 17 novembre.
- Nîmes. Dénonciat. calomn. 39 c., 102, 105 c.
- 28 Ord. Contravent. 487; Voie publ. 6-60.
- Liège. Fris et dép. 931, 1091 c.
- Limoges. Obligat. 4406-10 c.
- Toulouse. Responsab. 1410.
- 29 Ord. Trésor public, p. 1144.
- Cass. Cassation 1615-80 c.
- Paris. Droits polit. 506.
- 30 Cass. Mat. somm. 50 c.; Obligat. 2457-20. — Ordre 332-10 c.; Privil. et hypoth. 1680-30. — Prêt à intér. 42-70 c.; Usurfruct 206 c., 734.
- Bruxelles. Avocat 243.
- Limoges. Obligat. 297-10 c.
- Metz. Droits polit. 503-10.
- Décis. Notaire, p. 592.
- Solut. Enreg. 418.

Décembre.

- 1 Cass. Appel civil 776; Cassation 1152 c., 1153. — Cassation 816; Discipl. 290 c.; Dispos. entre vifs 2142 c.; Enreg. 383, 3861. — Douanes 999-40. — Effets de comm. 480-30, 857 c. — Bordeaux. Vente 425-10-20. — Nancy. Appel civil 339 c.; Expert. 261 c., 263 c., 264; Frais et dép. 453 c.; Jugem. 185-80 c. — Paris. Bourse de comm. 534. — Rennes. Expert. 58-10.
- 2 Cass. Action 219 c.; Action poss. 80; Eau 378 c.; Dispos. entre vifs 1725 c.; Success. 1878-20, 1883 c.
- C. C. belge. Jugem. 298-40.
- Colmar. Presse-outr. 194.
- Lyon. Compét. comm. 461.
- Paris. Arbitr. 857.
- 3 Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 206; Trav. publ. 1074-10. — Désistement 200 c., 205. — Dom. engag. 41. — Dom. nation. 24-30. — Prises marit. 245-10. — Voirie par terre 2399; V. 18 novembre.
- 3 Ord. Voie publ. 5-50.
- Cass. Impôts indir. 354. — Instr. crim. 1429. — Jour fériel 86.
- Aix. Culte 91-60.
- Pau. Obligation. 4678-20, 5189-10 c., 5203-10 c.
- Toulouse. Acte de comm. 269; Effets de comm. 47-20 c.; Deg. de jurid. 243-40.
- Délib. Enreg. 4500.
- 4 C. C. belge. Jugem. 197-30.
- Bordeaux. Vente publ. d'imme. 1458.
- Bourges. Acte de comm. 38 c., 269; Commerç. 24 c.; Compét. comm. 235 c.
- Paris. Saisie-exéc. 193 c.
- Toulouse. Degré de jurid. 315.
- Délib. Enreg. 4313.
- 5 Rouen. Faux incid. 118, 119-10 c., 125 c., 153-30 c.
- 6 Ord. Voirie p. eau, p. 738-40.
- 7 Ord. Org. marit. 491; Pêche marit. 10, 30.
- Cass. Cassation 1732-30 c.; Obligation. 5021-10. — Commission. 320. — Contrat de mar. 1971, 1972 c., 1979 c. — Exploit 61 c., 66-20. — Jugem. 1001-200 c.
- Bordeaux. Appel civil 556 c.; Dispos. entre vifs 1802-10.
- Bruxelles. Enreg. 4516.
- Paris. Scellés 100-10, 110 c.
- 8 Ord. Industrie, p. 674; Org. économ., p. 1290.
- Cass. Acquiscém. 640 c.; Cassation 1202 c., 1909-150; Désaveu 18 c., 65 c.; Jugem. 322-40 c.; Jug. d'av. dire dr. 40 c.; Obligation. 5278, 5279. — Action 141. — Louage à dom. cong. 23-30-40. — Org. judic. 380.
- Amiens. Transact. 22-20.
- Bordeaux. Degré de jurid. 332. — Faillite 387.
- Caen. Droit rural 51-30 c.; Usage 112-30.
- Délib. Enreg. 746, 2927.
- Lettre. Pêche marit. 41.
- Solut. Enreg. 4500.
- 9 Cass. Dem. nouv. 262 c.; Dispos. entre vifs 1512 c.; Minorité 729-20-30 c.; Ordre 418-10; Privil. et hypoth. 1048-20 c. — Paternité 337.
- Angers. Vente 1574-40.
- Caen. Biens 243.
- Douai. Contr. par corps 524 c., 569. — Industrie 366.
- Orléans. Séparat. de corps 402 c.; Success. 1227.
- Trib. de Soissons. Dispos. entre vifs 1616-30 c.; Effets de comm. 455-30.
- 10 Avis Cons. d'Etat. Notaire, p. 592; Obligation. 3892 c.
- Réglem. Hospices 432, 489.
- 10 Cass. Forêts 365. — Quest. préjud. 113-40.
- Bruxelles. Acte de comm. 165.
- Paris. Acte de comm. 56 c., 273 c.; Compét. comm. 302.
- Poitiers. Jug. p. déf. 73-20.
- Rouen. Propriété littér. 99.

Décembre.

- 11 Cass. Commune 1014. — Douanes 999-60. — Jugem. 1083-50. — Org. colon. 373. — Procès-verb. 9-40.
- Douai. Peine 338; Presse-outr. 1023.
- Trib. comm. de Niort. Presse-outr. 1138.
- 12 Dijon. Exploit 338.
- Grenoble. Acte de comm. 198; Commerç. 53 c.
- Lyon. Obligation. 4150-20.
- Paris. Compét. comm. 147. — Mandat 91-10; Mariage 853 c.
- 13 Ord. Douanes, p. 599; Imp. ind., p. 423; Organ. milit., p. 1888; Poudres, p. 53; Voirie p. chem. de fer, p. 875-4314.
- Rouen. Propriété littér. 99.
- 14 Cass. Chose jugée 169-20; Obligation. 3886-30, 3911-90 c., 3978 c. — Dispos. entre vifs 538. — Vente 1860.
- Bordeaux. Biens 77; Saisie-exéc. 180-10 c.
- Bourges. Bourse de comm. 457 c.; Vente publ. de marchand. neuves 27.
- Nancy. Assurances terrestres 105. — Faillite 656 c., 731-20 c., 733-40 c., 801; Saisie-exéc. 112 c., 154.
- Toulouse. Vente publ. d'imme. 909.
- Circ. Enreg. 5113.
- Solut. Enreg. 1976.
- 15 Cass. Cassation 662 c.; Effets de comm. 810; Prescript. civile 58 c. — Chose jugée 152 c., 215-160 c.; Ordre 1125-30 c.; Privil. et hypoth. 1671-20 c.; 1884-30, 2304, 2310 c.; Transcription. 791 c. — Contr. de mar. 3417; Obligation. 2108. — Mat. somm. 57-40. — Prescript. civ. 67 c.
- C. C. belge. Cassation 733 c.; Voirie p. terre 1541 c.
- Guadeloupe. Org. colon. 320. — Presse-outr. 869-30 c., 1503 c.
- Poitiers. Privil. et hypoth. 1268 c., 1487, 2360-20.
- 16 Ord. Org. administr., p. 609; Organ. instr. publ., p. 1354; Voie publ. 5-80.
- Cass. Dispos. entre vifs 2717 c.; Faux incid. 72. — Emigré 131-20 c., 386; Loi 539 c. — Minorité 66 c., 371 c., 376 c.; Puissance paternelle 21 c., 78, 79 c., 178 c.
- Agen. Lettres miss. 23 c.
- Bordeaux. Arbitr. 59 c., 172; Compét. comm. 304 c.; Société 857-20 c.
- Bruxelles. Cassation 380 c.
- Paris. Obligation. 1878.
- Poitiers. Acquiscém. 169; Minist. publ. 91-40 c. — Jugem. d'av. dire droit 77.
- 17 Cass. Faux 426; Vol 165-10 c.
- Bruxelles. Exprop. publ. 24-70.
- Nancy. Deg. de jurid. 115-10.
- Paris. Culte 91-40; Loi 540-40 c. — Obligation. 3239-20 c., 3802.
- Organ. judic. 373-10, 375.
- Rennes. Jugem. 356.
- Toulouse. Jugem. 376 c.; Vente publ. d'immeub. 230.
- Instr. Trav. publ. 215.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 121.
- 18 Cass. Forêts 701 c., 816, 1257 c., 1259 c., 1260 c. — Forêts 1692; Quest. préjud. 116 c. — Forêts 1995. — Instr. crim. 3193-30.
- Agen. Enreg. 2401.
- Trib. de Lille. Enreg. 1888.
- Délib. Agrée 27; Enreg. 5267.
- 19 Ord. Halles 27.
- Pau. Dispos. entre vifs 3335.
- Riom. Jugem. par défaut 400-10.
- Toulouse. Contrat de mar. 3323 c., 3525.
- 21 Cass. Enreg. 330 c.; Succession 774-40. — Enreg. 4414. — Jugem. 9 c.; Vente 601, 938.
- Nancy. Société 256-10.
- Nîmes. Obligation. 529-20; Vices rédhibitoires 116.

Décembre.

- 21 Paris. Dispos. entre vifs 250-30. — Prescript. civ. 1080, 1081.
- Riom. Enquête 459.
- Décis. Enreg. 2727.
- 22 Cass. Conclusions 57-30; Jugem. 975-10 c.; Obligation. 5239-10 c. — Contrat de mariage 2147, 2182 c., 2469 c., 2470 c. — Dispos. entre vifs 1736-30 c.; Enreg. 3662 c., 3663.
- Lyon. Dispos. entre vifs 157; Puissance paternelle 139 c., 140 c.
- Nancy. Forêts 690, 1199, 1227.
- Paris. Contrainte par corps 512.
- Poitiers. Appel civil 569.
- 23 Ord. Trés. publ. 657, p. 1144.
- Cass. Commune 2154. — Demande nouv. 236. — Prescript. civile 795. — Privil. et hypoth. 379-20. — Privil. et hypoth. 1788; Rentes constit. 202-10 c.
- Bruxelles. Prescript. civ. 1046.
- Liège. Mines 583.
- Cons. d'Etat. Commune 2564. — Marché de fourn. 19-20. — Vente administr. 265.
- 24 Cass. Culte 104; Instr. crim. 3177-10 c. — Forêts 1938. — Instr. crim. 1772-50, 3059, 3193-40. — Org. judic. 694. — Peine 509-50. — Vol 395, 570-20.
- Bruxelles. Appel civ. 710; Discipl. 287 c.
- Lyon. Contrat de mar. 2123.
- Pau. Compét. crim. 421 c.; Demande nouvelle 287 c.; Exploit 731, 747 c.; Forêts 509 c.; Loi 389 c.; Pêche fluviale 106 c.
- Rennes. Désistement. 88, 142-10 c.
- Riom. Deg. de jurid. 662; Presse-outrage 860, 1097 c., 1557-10.
- Trib. de la Seine. Brevet d'invent. 47.
- Délib. Enreg. 1463.
- 26 Cass. Cassation 786 c.; Forfait. 106-20; Réglem. de juges 175, 200 c.
- Colmar. Droit civil 90, 398-10 c.
- Délib. Agrée 42.
- 27 Ord. Org. milit., p. 1888.
- 28 Cass. Contravent. 392 c.; Minist. publ. 96-20; Peine 225 c. — Enreg. 4043. — Réglem. de juges 58-20. — Transaction 451-30.
- Nancy. Action 292 c.; Faillite 1036-30-40; Privil. et hypoth. 379-20. — Faillite 1037.
- Rapport. Notaire 824.
- 29 Cass. Cassation 1396 c.; Success. 176-10. — Instr. crim. 3454-10. — Success. 1896, 2094. — V. 19 décemb. 1828.
- Bordeaux. Séparation de corps 104-20.
- Grenoble. Domicile 99-30.
- Nancy. Forêts 905, 922 c.
- Instr. Enreg. 595, 3320, 4858.
- 30 Arrêté. Trés. publ. 278, p. 1144.
- Cass. Cassation 1698-50 c.; Dispos. entre vifs 253 c., 473. — Loi 149. — Prescript. civile 341-10.
- Bordeaux. Jugem. par défaut 295-10.
- Bourges. Notaire 493-10, 500.
- Bruxelles. Effets de comm. 417.
- Toulouse. Obligation. 4110-10.
- Cons. d'Etat. Prises marit. 210.
- Délib. Enreg. 4981.
- Solut. Enreg. 1982.
- 31 Ord. Douanes, p. 599.
- Cass. Chose jugée 430 c.; Instr. crim. 990-30; Règlement de juges 175. — Défense 53. — Instr. crim. 3098 c., 3104-40.
- Organ. judic. 646 c., 650, 656 c. — Témoin 567.
- Angers. Vente publ. de marchandises neuves 38-30.
- Caen. Bourse de commerce 457 c.; Vente publ. de marchand. neuves 27, 112 c., 115 c. 116.
- Normandie 65 c.
- Nîmes. Appel civil 975.

Janvier.

- 1 C. d'ass. de la Creuse. Instruct. crim. 1753.
- 2 Cass. Forêts 690. — Procès-verb. 196-80.
- Bourges. Appel civil 218 c.; Except. 543.
- Paris. Obligation. 1691-10 c.
- Riom. Obligation. 2028 c.; Vente 1196-30.
- 3 Ord. Org. milit., p. 1822.
- 4 Cass. Dispos. entre vifs 1562-30 c., 1595-10, 2314 c.; Transcription. hypoth. 468 c.; Jugem. 1000-30. — Success. 837.
- Bordeaux. Avocat 310.
- Grenoble. Commune 1532 c., 1801-30 c., 1802-30 c., 1623.
- Nîmes. Obligation. 4136-20.
- Paris. Instr. crim. 1407, 1492.
- 5 Cass. Contr. de mar. 1772; Faillite 1537-110; Jugem. 997-400-110 c.; Séparat. de corps 452-30. — Obligation. 4551.
- Aix. Office 145-10 c.
- Dijon. Deg. de jurid. 181-10.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 725-20, 822, 828, 896.
- 6 Ord. Manufact. 24-20 c., 73-10; Voirie p. terre 423, 1729-30.
- Cass. Chose jugée 594; Obligation. 3735 c. — Compét. civile trib. d'arr. 93-40; Ordre 300 c. — Dispos. entre vifs 950-20. — Enreg. 5985.
- Aix. Effets de comm. 201.
- Rennes. Enquête 464 c., 558.
- Trib. de la Seine. Agent d'affaires 5 c.
- Cons. d'Etat. Commune 594, 600, 1371. — Commune 2361; Compétence administr. 143; Dom. de l'Etat 219 c. — Cons. d'Etat 209; Eau 500-10.
- Culte, p. 717. — Dom. engagés 118-10. — Instr. admin. 13-30.
- Place de guerre 69-10.
- Trésor public 986, 1015-20.
- Voirie par terre 412-10, 273, 1448-110.
- 7 Cass. Commune 1119. — Compét. crim. 69 c., 81, 105 c.; Instr. crim. 414 c.; Réglem. de juges 234-30 c. — Frais et dép. 978-10. — Instr. crim. 1053, 1798-40. — Jugem. 1058-50; Peine 104-190 c., 788-30 c. — Vol 210-40, 219 c.
- Bourges. Vente publ. de meubles 60-20.
- Colmar. Chose jugée 48-20; Dispos. entre vifs 1859 c., 4305.
- Grenoble. Commune 1605-20.
- Montpellier. Action 127. — Contr. de mar. 3688.
- Orléans. Paternité 337.
- Paris. Compét. civile trib. d'arr. 54.
- Poitiers. Acquiscém. 846; Jug. p. déf. 427-10 c.
- Trib. de Vic. Deg. de jurid. 188-50 c.; Frais et dép. 453, 454.
- Délib. Enreg. 859.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 106.
- 8 Cass. Appel crim. 69; Instr. crim. 908-50 c.; Jugement 748-90; Peine 104-170 c.; Voirie par terre 2218-20 c., 2295-10 c. — Commune 1021-10; Contrav. 295 c. — Quest. préjud. 136.
- Bordeaux. Expert. 289; Frais et dép. 44 c., 91-10 c.
- Caen. Avocat 374 c., 409, 427 c., 437 c., 462 c.; Degré de jurid. 590 c.; Discipl. 74 c.
- Colmar. Degré de jurid. 300 c.; Frais et dép. 609 c.; Obligation. 3908 c., 3983 c.; Saisie-arrest 362-40, 364 c. — Dom. de l'Etat 380 c.; Dom. engag. 105-20.
- Délib. Enreg. 4247.
- 9 Cass. Obligation. 4549-10 c.
- Aix. Bourse de comm. 429.
- Paris. Culte 105; Loi 531 c. — Vérificat. d'écrit. 19.
- Riom. Appel civil 873.
- 10 Ord. Postes, p. 13.
- Décis. Presse-outr. 402.

Janvier.

- 11 Cass. Appel civil 513 c.; Commune 1391 c., 1580-40, 1603-30 c.; Reprises d'inst. 29-30 c.; Cassation 1669-20 c.; Exploit 416-10; Dispos. entre vifs 3908-20; Responsab. 135-10.
- 12 Cass. Cassation 1673-40 c., 1818, 1863 c.; Compte 57-30; Contr. p. corps 416-10 c.; Marché de fourn. 58. — Mandat 248-20.
- Caen. Appel civil 1084.
- Montpellier. Arbitr. 85 c., M, 1157 c., 1178 c.
- Nîmes. Surenchère 360.
- Paris. Médecine 215-20. — P. remption 145-30, 171. — Récrat. 102-10 c.; Théâtre 159.
- Décis. Frais et dép. 1106.
- 13 Cass. Peine 292-30, 300-30.
- Dijon. Servitude 1121.
- La Haye. Enreg. 728.
- Poitiers. Rentes fonc. 100-10.
- Avis. Enreg. 2789, 2790 c.
- 14 Cass. Douanes 992-10; Jugement 1087 c. — Exploit 761-20; Forêts 502 c. — Faux 136; Témoin 635-10. — Forêts 822, 1995, 2041 c. — Instr. crim. 2472. — Procès-verbal 703-20.
- Bordeaux. Frais et dépens 99-10; Mandat 261; Retention 41 c. — Tierce-opposit. 48.
- Bruxelles. Compétence civ. trib. d'arr. 160-20. — Dépôt 138-20.
- Grenoble. Mariage 857-30.
- Montpellier. Exploit 590.
- Nancy. Compét. admin. 165-30, 483 c., 484 c.; Compétence civ. tribunal. de paix 111; Propriété 166-20.
- Paris. Effets de comm. 115-10-20. — Presse-outr. 965 c., 974 c., 1295-20, 1487 c.
- Toulouse. Org. judic. 375.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 102.
- 15 Cass. Cassation 1744 c. — Cote 91-60. — Exploit 755-10; Forêts 502 c.
- Paris. Enquête 92 c., 147 c., 153.
- Toulouse. Success. 1638-10.
- Délib. Enreg. 4213.
- Solut. Enreg. 2992.
- 16 Cass. Chose jugée 420 c.; Instr. crim. 990-10-20. — Forêts 363; Eau 390. — Forêts 363; Procès-verbal 691-50. — Instr. crim. 1533. — Mines 694-40. — Presse-outrage 586.
- Bourges. Faillite 1124.
- Bruxelles. Droit marit. 2284. — Effets de comm. 65, 441 c. — Société 857-30. — Vaineur 389-50, 390-30 c.
- Grenoble. Privil. et hypoth. 831.
- 17 Cons. d'Etat. Cour des comptes 48.
- 18 Cass. Avoné 182 c.; Chose jugée 374-70 c.; Enquête 187 c.; Jugem. 326-70 c.; Jugem. par défaut 225-70 c., 234-30 c., 431. — Cassation 1652-150 c.; Dispos. entre vifs 3213-10; Loi 121 c. — Cassation 1837; Impôts indir. 476 c., 483; Jugem. 191 c. — Commune 2098, 2103 c., 2157 c. — Enreg. 735. — Deg. de jurid. 210, 345-30 c.; Obligation. 4854 c. — Mat. somm. 50; Rente viagère 32.
- Nîmes. Contrat de mariage 359, 3233 c.; Jugem. 183; Mariage 900.
- Pau. Jugem. 25-10, 707-10 c.; Séparat. de corps 108, 144 c.
- Décis. Secours publics 302.
- 19 Cass. Cautionnem. 79. — Dispos. entre vifs 267-10, 289 c., 434-40 c.; Obligation. 4533 c.; Dispos. entre vifs 176-30; Obligation. 513 c. — Dispos. entre vifs 4416-30. — Exploit 454-70.
- Bordeaux. Obligation. 5841-30. — Paternité 555-40 c., 635-10.
- Bourges. Success. 1982 c., 1983; Vente 2050-60.
- Bruxelles. Appel civil 1051.
- Caen. Droit polit. 517.
- Nancy. Forêts 1296.
- Paris. Compét. administr. 177.

Janvier.

- 19 Cons. d'Etat. Droit marit. 325 c., 606.
— Delib. Enreg. 430, 859, 878.
20 Ord. Travaux publ. 540, 706-20, 757-10.
— Cass. Cassation 1803-10 c.; Contrat de mariage 3003, 3012 c., 3028 c.; Cassation 1648 c., 1728 c.; Mariage 748-30; Cassation 1911-70 c.; Demande nouvelle 184-20; Frais et dépens 92-40; Vente 892-10; Conclusions 2-40. — Exploit 457-30.
— Dijon. Forêts 1340.
— Grenoble. Obligat. 1353-20 c., 3538-10, 3549 c.
— Liege. Effets de comm. 126.
— Paris. Arbitr. 184; Société 995.
— Cons. d'Etat. Eau 473-30.
21 Bruxelles. Mines 449-10.
22 Cass. Cassation 444 c.; Instruat. crim. 3157-70. — Cassation 2248 c.; Chose jugée 501 c.; Complice 61 c., 116 c.; Faillite 1481-20; Obligat. 1471. — Chose jugée 572; Frais et dépens 99-50 c.; Instr. crim. 517, 1429, 1625-10, 1876-30; Jugem. 1064-60; Faux 432. — Instr. crim. 3413-50; Vol 267 c.
— Caen. Vente 1271.
— Delib. Enreg. 3935.
23 Aix. Compét. comm. 153.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3186-30; Prescript. civ. 714.
— Bruxelles. Privil. et hypoth. 1983.
— Grenoble. Prescript. crim. 122 c.
— Paris. Presse-outrage 1335. — Voirie par terre 444.
— Riom. Success. 1302.
24 Ord. Organ. économ., p. 1290.
25 Cass. Contrat de mariage 3553, 3557 c.; Usage 491, 585-40 c.
— Bordeaux. Presse-outrage 567-30, 569, 1307-30.
— Montpellier. Surenchère 185.
— Nancy. Vente 636.
— Paris. Faillite 1192. — Saisie-exécution 266 c.
26 Cass. Cassation 68 c.; Discipline 175-40. — Disposit. entre vifs 261. — Emigré 368.
— Trib. de Metz. Success. 1833.
— Décis. Frais et dépens 1006.
27 Cass. Chose jugée 595; Obligat. 4624-30 c.; Deg. de jurid. 503-10. — Société 52. — Success. 1700-20. — Tierce-opposit. 55.
— Angers. Obligat. 4789 c.; Prescript. civile 836-40 c.; Rentes constit. 83-30 c.; Rentes foncières 54.
— Bordeaux. Obligat. 5241-30.
— Poitiers. Compét. comm. 153 c., 156.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 1469, 1470.
— Trib. de Montreuil. Enregistr. 2291.
— Solut. Enreg. 1961.
28 Cass. Attentat aux mœurs 33; Cassation 2248 c.; Défense 144, 145 c.; Instr. crim. 3287-10, 3289 c., 3292 c.; Instr. crim. 3048, 3086, 3319-40, 3324 c., 3348-10 c., 3377-20, 3381 c., 3490 c.; Récusation 170, 171.
— Bordeaux. Instr. crim. 109-30 c.; Médecine 108 c., 159.
— Bruxelles. Contrainte par corps 557. — Deg. de jurid. 440-80.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 185.
29 Cass. Attentat aux mœurs 130, 151; Cassation 1765-40. — Jugem. 813-30, 1058 c., 1101-60. Règlem. de juges 174, 331.
— Angers. Droit marit. 2264; Prescript. civile 843-70 c.
— Bordeaux. Vente publ. de marchand. neves 28-30.
— Riom. Vente publ. d'imm. 659, 663 c.
— Circ. Organ. milit. 279, 280.
— Delib. Enreg. 1725.
— Solut. Enreg. 1791.

Janvier.

- 30 Cass. Amnistie 147; Cassation 446; Forêts 449 c.; Obligat. 5167 c.; Preuve 100-30; Réserves 9; Responsab. 496.
— Bourges. Société 982.
— Paris. Faux 131.
— Toulouse. Désistement 154.
— Trib. comm. de Paris. Huissier 18; Légalisation 5.
Février.
1 Cass. Acquissem. 527; Obligat. 1778-60, 3163; Transaction 121 c.; Vente publ. d'imm. 1024 c., 1234. — Acquissem. 684; Dem. nouv. 471 c.; Incid. 18. — Enreg. 4030; Success. 774-50 c., 916; Transcript. hypoth. 373 c.; Faillite 539-20. — Obligat. 3173. — Responsab. 206-10. — V. 1^{er} février 1831.
— Dijon. Degré de jurid. 114.
— Nancy. Obligat. 519-40.
— Trib. de Vervins. Enreg. 3731 c., 3767.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 169.
2 Cass. Jugem. 974-10; Mat. somm. 44-30 c.; Vente publ. d'imm. meubles 340, 407-10 c., 431 c. — Péremption 62-20, 133 c. — Success. 665.
— C. d'ass. de la Seine. Défense 132.
— Colmar. Jug. p. déf. 139 c.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 2173.
— Paris. Contrat de mar. 2544 c.; Effets de comm. 818; Mariage 837 c.; Intervent. 47-40.
— Toulouse. Mariage 152.
— Décis. Forêts 603.
— Delib. Enreg. 6130.
3 Ord. Culte, p. 717; Dom. de l'Etat 99 c., p. 99; Trésor publ., p. 1144.
— Cass. Contrat de mar. 616, 984 c.
— Bordeaux. Mariage 674, 684-40 c.
— Lyon. Absent 537. — Cautionn. de fonctionn. 65 c.; Contr. par corps 219 c., 225. — Désistement. 125, 125 c.
— Riom. Appel crim. 352.
— Cons. d'Etat. Commune 439. — Instr. admin. 16-40. — Manufact. 32-30, 67-40, 72-30 c., 81 c., 85. — Octroi 317, 340. — Trav. publ. 417-20, 438, 707, 744.
— Instr. Minist. publ. 312.
4 Cass. Cassation 353. — Chasse 252, 408. — Chose jugée 420 c.; Instr. crim. 990-30; Règlem. de juges 175. — Frais et dépens 1023-10. — Instr. crim. 1609-20, 1625-30, 3255-30; Rébellion 63-30 c.; Peine 297 c., 301.
— Bordeaux. Appel civil 873. — Contrat de mar. 3600; Obligat. 2226. — Péremption 136-30.
— Pau. Loi 291 c.; Obligat. 2873 c., 2941-30 c., 2955-20 c.; Prescript. civ. 856 c.; Success. 606 c.
— Riom. Exploit 218-10 c., 221-10 c.
— Rouen. Contrat de mar. 3642.
— Tr. de référé. Théâtre 293.
— Circ. Forêts 1922.
5 Cass. Dénonc. calomn. 53; Instr. crim. 546 c., 1089; Loi 374; Peine 113-50 c.; Forêts 819; Procès-verbal 692-30 c.; Org. colon. 159 c., 164.
— Bordeaux. Arbitr. 426 c., 427 c.; Conciliat. 239-30 c.; Obligat. 4871-30.
— Douai. Attentat aux mœurs 149, 154 c.; Prostitution 32.
— Paris. Référé 195 c.
— Delib. Enreg. 4512.
6 Cass. Appel crim. 15. — Forêts 489 c.; Jugement 1094-30 c.; Prescript. crim. 169.
— Agen. Jug. p. déf. 428-30.
— Bordeaux. V. 8 février.
— Grenoble. Avocat 175; Droit civil 327 c. — Disposit. entre vifs 362-30, 378 c.

Février.

- 6 Paris. Effets de comm. 197-20, 405 c. — Vente publ. de meubl. 48.
— Trib. de Nogent-le-Rotrou. Privil. et hypoth. 3061.
8 Cass. Appel civil 1174. — Cassation 1609-40 c.; Transact. 129-10; Vente 1956-40. — Emigré 78; Mariage 805-30 c.
— Amiens. Effets de comm. 643.
— Angers. Acte de comm. 324.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 1898 c.; Success. 89 c., 94 c., 97-30.
— Nîmes. Contrat de mariage 1336; Usage 288.
— Riom. Enquête 461.
— Cons. d'Etat. Propriété 291-50 c., 297, 302 c.
9 Cass. Commune 87-30. — Interdiction 10 c., 184-20; Obligat. 4542-10 c.; Vérificat. d'écrit. 70-10 c. — Obligat. 452 c.; Success. 616 c., 1103 c.; Transact. 162. — Vente 1846, 1850 c.
— Aix. Droit marit. 1686.
— Bourges. Biens 133 c.; Degré de jurid. 308; Saisie-exécut. 177.
— Lyon. Bourse de comm. 198 c.; Obligat. 569-30 c.; Office 318-10 c.; Privil. et hypoth. 838-40.
— Nancy. Forêts 459.
— Poitiers. Exploit 312.
— Décis. Présence 14.
— Delib. Enreg. 2725, 5469.
10 Ord. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Appel civil 808; Arbitr. 1227 c. — Emigré 369-30.
— Minorité 676 c.; Obligat. 2954.
— Bruxelles. Obligat. 3539-30 c., 3620. — Privil. et hypoth. 1203.
— Orléans. Dispos. entre vifs 2934 c., 2936-30; Substit. 114-20.
— Paris. Droit marit. 1057. — Enquête 231.
— Riom. Act. poss. 80 c.; Eau 573-30; Propriété 576-10; Servitude 107 c.; Contrat de mar. 2012 c., 3969-50.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 204; Trav. publ. 519. — Désistement. 214. — Imp. dir. 63. — Organ. colon. 307. — Usage 263-30.
11 Cass. Commune 974; Contrav. 165 c.; Quest. préjud. 101-30.
— Voirie p. terre 1373 c.; Instr. crim. 585, 3481-30, 3495-20; Vol 321 c.
— Caen. Mise en jugem. 258.
— Rennes. Dispos. entre vifs 2603-20, 2722 c.
— Riom. Success. 3044, 3056.
— Toulouse. Substit. 277-10.
— Solut. Enreg. 2952.
— Arrêté. Avocat 212.
12 Cass. Cassation 725; Instr. crim. 713, 720, 736; Quest. préjud. 133-50 c.; Chasse 98. — Forêts 1227.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3759-20, 3764.
— Bourges. Degré de jurid. 116-20.
— Bruxelles. V. 12 février 1832.
— Grenoble. Contrat de mar. 170, 2248 c., 2250, 2250 c., 2321 c., 3165 c.; Dem. nouv. 187-30 c.; Success. 2050 c.
— Montpellier. Droit marit. 2265; Expert. 285-40 c.
— Paris. Propriété 523-10. — Vente 1839.
— Riom. Usufruit 474.
13 Bourges. Absent 393 c.
— Bruxelles. Société 826, 839, 858.
— Metz. Action 206 c.; Vente publ. de marchandises neves 112.
— Référé 223; Vente publique de marchand. neves 24 c., 23-10, 29-30.
— Paris. Privil. et hypoth. 268-10.
— Rennes. Success. 639-30.
— Toulouse. Acte 36 c.; Obligat. 365-10, 367 c., 869 c., 4124 c.
14 Ord. Organ. instr. publ., p. 1354.
15 Cass. Cassation 1875; Disposit. entre vifs 2142 c.; Enregistr. 3658, 3859-30 c.; Commissi. 48, 99 c.; Mandat 130-70 c. — Vente 789.
— Agen. Vente publ. de marchand. neves 37.

Février.

- 15 Bordeaux. Mat. somm. 37-100.
— Bourges. Appel inc. 92 c., 97 c., 114.
— Metz. Vente publ. de marchand. neves 112.
— Tr. de Nantes. Enreg. 1463.
16 Cass. Cassation 1718 70 c.; Jugement 88-10 c.; Loi 553-30 c.; Tierce-opposit. 151-30 c., 236. — Faux incid. 82-40; Jugem. 9-30.
— Amiens. Prescript. civ. 219.
— Bordeaux. Contrainte par corps 530.
— Lyon. Privil. et hypoth. 1685-10.
— Nancy. Forêts 365.
— Orléans. Jugement par défaut 150-70. — Médecine 159-20 c., 187.
— Décis. Frais et dépens 1115.
17 Ord. Impôts indir., p. 423; Octroi 260, p. 18.
— Cass. Frais et dépens 338. — Société 403, 751 c., 775, 951 c., 2316-20.
— Agen. Obligat. 3248-40, 5188; Vente 350-10.
— Colmar. Obligat. 2882.
— Pau. Privil. et hypoth. 936.
— Poitiers. Expert. 187 c., 188-40.
— Cons. d'Etat. Demande nouvelle 268-20; Travaux publ. 463. — Voirie par eau 171.
18 Cass. Faux 125, 260. — Instruat. crim. 3619; Jugem. 847-50.
— Caen. Contrat de mar. 3733.
— Paris. Acte de commerce 325; Compét. comm. 206 c.; Effets de comm. 185 c.
— Décis. Notaire 14.
— Règlem. Voirie par terre 1081.
19 Cass. Cassation 356 c. — Cassation 1087 c.; Jugem. 1097-10 c.; Peine 94; Prêt à intérêts 379 c., 305 c.
— Agen. Minorité 207 c., 288 c., 441 c., 687-20 c., 692.
— Bordeaux. Acquissem. 566.
— Paris. Faillite 236-10 c.; Louage 335-50.
— Rennes. V. 29 février.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2163.
— Circ. Douanes 474.
20 Cass. Cassation 1376 c.; Compét. admin. 485 c.; Manufact. 185-10. — Contravent. 394 c., 395; Jugem. 540 c. — Enreg. 2412, 4968 c. — Exploit 127-50 c., 728-10. — Presse-outr. 693-10.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 212.
— Paris. Effets de comm. 321-10.
— Rennes. Conflit 79-30.
— Riom. Enquête 558.
21 Instr. Trés. publ. 908.
22 Cass. Avocat 536. — Chose jugée 52-30 c.; Compie 130; Jugem. par défaut 349-20 c.; Obligat. 2633-20 c.; Droits polit. 311, 503-20 c.; Mat. somm. 57. — Servitude 626. — Tierce-opposit. 23.
— Rennes. Louage 457-20, 476 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 909.
— Décis. Enreg. 3789.
— Lettre. Obligat. 3738.
23 Cass. Chose jugée 43; Exception 506 c.; Organ. colon. 475-20. — Organ. judic. 364.
— Bruxelles. Avocat 348.
— Paris. Effets de comm. 640.
24 Ord. Organ. milit., p. 1888.
— Cass. Privil. et hypoth. 1685-30, 1889-10 c.-20.
— Besançon. Forêts 1259.
— Bourges. Prescript. civ. 345.
— Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 399-20. — Requête civile 281.
25 Cass. Instr. crim. 2355, 3740-20. — Minist. publ. 37-40. — Presse-outrage 1114, 1123. — Vol 512-40.
— Besançon. Forêts 1615.
— Bruxelles. Effets de comm. 136. — Jugem. par défaut 253-10. — Procès-verb. 279.
— Lyon. Exploit 425-10, 498-10.

Février.

- 25 Paris. Presse-outrage 641.
— Toulouse. Presse-outrage 494-20.
— Trib. de Château-Thierry. Enreg. 4054.
— Circ. l'Place de guerre 63, 152.
26 Bordeaux. Domicile élu 23 20.
— Bourges. Distrib. par contrib. 147.
— Montpellier. Success. 1117, 1123.
— Pau. Mise en jugem. 358.
27 Bruxelles. Délai 30 c.; Ordre 676.
— Colmar. Culte 564.
— Rennes. Douanes 175; Jour fé-rie 86 c.
— Décis. Office 208.
28 Lettre. Douanes 130.
29 Rennes. Acquissem. 391.
Mars.
1 Cass. Arbitr. 1306; Jugem. 202 c.; Obligat. 3414 c.; Cassation 1600-30 c.; Dem. nouv. 255 c. — Cassation 1678 c.; Disposit. entre vifs 174 c., 187-20, 2614 10 c.; Jugem. 82-20, 278 c.
— Paris. Louage 278-20. — Propriété littér. 332.
— Riom. Obligat. 501, 539-30 c.; Paternité 733-40 c.
— Toulouse. Req. civ. 164.
2 Cass. Conciliat. 173-10 c.; Privil. et hypoth. 1943, 2469 c., 2515-30, 2666. — Date 20 c.; Dispos. entre vifs 685.
— Colmar. Deg. de jurid. 116-20.
— Lyon. Jug. d'av. dire dr. 65-70 c.; Péremption 63-10 c., 124-40 c., 232 c., 299.
— Riom. Vérificat. d'écrit. 27 c., 29-10, 42 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2178.
— Delib. Enreg. 776, 1888.
3 Cass. Arbitr. 1059 c., 1183; Conciliat. 95; Dem. nouv. 169-30 c.; Except. 149 c. — Disposit. entre vifs 1560-10. — Usage 454-10.
— Aix. Vente 404-10.
— Angers. Commune 1832.
— Douai. Saisie-arrest 114; Success. 821 c.
— Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 158. — Propriété littér. 110.
— Riom. Privil. et hypoth. 2607-20 c., 2616.
— Toulouse. Ordre 709-60. — Success. 2379-20.
4 Ord. Voirie par eau, p. 737-240; Voirie p. terre 2122.
— Cass. Faux 20 c., 23-40. — Instr. crim. 87, 124-90. — Jugement 1095-50 c.; Loi 540-40 c.; Organ. judic. 373-10 c., 374, 375 c. — Peine 513-20; Vol 493-20. — Poids et mes. 33-10.
— Bruxelles. Appel civ. 707. — Crimes c. les person. 169. — Jour fé-rie 45-50; Jug. p. déf. 261. — Séparat. de corps 254-20.
— Paris. Domic. élu 111-40 c.; Jug. p. déf. 394-10, 475-10.
— Poitiers. Contr. de mar. 1816 c., 1853.
— Cons. d'Etat. Agent dipl. 220 c.; Compét. admin. 48 c. — Commune 2532-20; Compét. admin. 463 c.; Marché de fourn. 157-60. — Prises marit. 186-10-20. — Vente admin. 225-10. — Voirie par eau 660-20. — Voirie par terre 422, 1128.
— Circ. Témoin 330.
— Sent. arbitr. Droit marit. 1939, 1949.
5 Dijon. Délai 113.
— Lyon. Degré de jurid. 147-50.
— Orléans. Biens 202 c.; Rentes fone. 56. — Enquête 222.
— Paris. Propriété littér. 264.
— Pau. Forêts 808.
— Delib. Enreg. 1392.
6 Arrêté. Douanes 46, 17.
— Angers. Louage emphyt. 16; Obligat. 857 c.
— Bordeaux. Désistement 46-40; Distrib. p. contr. 43.

Mars.

- 16 Colmar. Prescript. civ. 954-10.
— Dijon. Contrat de mar. 1338.
— Toulouse. Effets de comm. 110.
— Jug. p. déf. 406-60, 408-10 c.
8 Cass. Cassation 1682 c.; Succes.
489, 511 c.
— Lyon. Jug. p. déf. 44-30 c.; Mat.
somm. 79.
— Paris. Référé 204 c. — Saisie-
exécut. 268 c.
9 Cass. Disposit. entre vifs 308.
— Jugem. 1003-30.
— Bordeaux. Arbitr. 781. — Biens
245; Disposit. entre vifs 3872.
— Bourges. Appel incid. 54. —
Organ. milit. 335-30.
— Poitiers. Appel civil 418 c.; Ar-
bitr. 1168 c., 1174 c., 1190.
— Rouen. Priv. et hypoth. 1367-40.
10 Cass. Droit polit. 204. — Emigré
312-70, 319-30.
— C. d'ass. de la Seine. Instr. crim.
3392-30.
— Bourges. Enreg. 3123; Obligat.
594 c.
— Bruxelles. Conciliat. 104-30 c.;
107-40; Usufruit 125.
— Rouen. Arbitr. 92.
— Tribunal de la Seine. Bourse de
comm 357 c. — Enreg. 4070.
— Cass. Commune 1280. — Instr.
crim. 2458-10 c., 2471-30,
2472-50 c., 2581-10 c.,
2584-10, 3378-30, 3381 c. —
Vol 468-40.
— Agen. Vente 1829.
— Angers. Jugem. p. déf. 409-50.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 3987,
3991 c.
— Poitiers. Appel incid. 125. — Ex-
cept. 476. — Mariage 105.
— Riom. Prêt à intérêts 221-20.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat. 196-30;
Jug. p. déf. 498-40. — Exprop.
publ. 14-10, 17-30-40-50.
11 Arr. avoc. de Paris. Avocat 315.
12 Cass. Mise en jugem. 306.
— Montpellier. Substit. 174-50.
— Paris. Obligat. 3311. — Théâtre
164-30.
— Trib. corr. de la Seine. Propriété
littér. 317 c.
13 Bourges. Arbitr. 673. — Chose
jugée 134-30; Ordre 1417 c.
— Douai. Compét. crim. 448.
— Lyon. Privilèges et hypoth. 701;
Transcript. hypoth. 571 c.
— Paris. Interr. s. faits et art. 57.
— Solut. Enreg. 3379.
14 Ord. Forêts 445.
— Décis. Organ. marit., p. 1683.
15 Cass. Faillite 1341; Tierce-op-
posit. 20-20 c. — Servitude 79-20.
— Grenoble. Contr. par corps 1086.
— Paris. Propriété féod. 162-30.
— Riom. Enquête 147. — Mariage
618-30.
— Rapport. Trésor public 126, 805.
16 Cass. Emigré 309. — Matières
somm. 58. — Servitude 897-20.
— Success. 24 c.
— Amiens. Faillite 674.
— Nancy. Forêts 365.
— Paris. Disposit. entre vifs 301 c.;
Emigré 54. — Responsab. 305-
20 c., 321-10.
— Solut. Enreg. 2955, 4989; Vente
publ. de meubl. 96.
17 Cass. Contrat de mar. 909 c.,
3661. — Droit civ. 443-30;
Traité internat. 149 c., 156.
— Eureg. 116; Ordre 1173 c. —
Mat. somm. 58. — Obligation
3911-10.
— Bordeaux. Droit marit. 2292. —
Privil. et hypoth. 478.
— Bourges. Mariage 412-10 c., 419-
20, 565-30 c., 589-30 c.
— Bruxelles. Contrainte p. corps 196.
— Dijon. Action possess. 330.
— Rouen. Disp. entre vifs 414-60.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 628.
— Décis. Ordre 77.
— Circ. Douanes 63.
18 Cass. Faux 105; Obligat. 3532 c.
— Instr. crim. 1636-40, 1709-20.
— Bordeaux. Desistement. 185-10.
— Péremption 153-30, 154 c. —
Séparat. de corps 215.
— Bruxelles. Pérempt. 246-40.

Mars.

- 18 Colmar. Dom. engagés 111.
— Douai. Distr. par contr. 38.
— Montpellier. Forêts. 1154.
— Nîmes. Impôts indir. 106, 109 c.
— Paris. Référé 228 c.
19 Cass. Dom. de l'Etat 398 c.
— Frais et dépens 999; Res-
ponsab. 642 c. — Industrie
181-30. — Organ. colon. 652.
— Procès-verb. 263.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3131.
— Nancy. Minorité 471, 582-10 c.;
Prescript. civ. 1096-30 c.; Privil.
et hypoth. 2418-10.
— Paris. Arbitr. 392 c., 552 c., 572,
634 c., 898 c., 1196 c.; Droit
civ. 432 c.
— Décis. Forêts 485.
— Délit. Enreg. 3767.
20 Cass. Appel crimin. 178 c.; Fo-
rêts 416 c., 568, 1194 c., 1201
c., 1206; Peine 778 c.; Procès-
verb. 686-10 c. — Forêts 751.
— Bordeaux. Mariage 39-30 c., 449;
Paternité 439-20 c., 40 c.
— Bourges. Appel civ. 419 c.; Ar-
bitr. 1190.
— Paris. Emigré 304-40. — Obligat.
2012, 4113.
— Toulouse. Commissionn. 166 c.;
Effets de comm. 223.
— Cons. d'Etat. Octroi 40.
— Décis. Douanes 212.
21 Ord. Voirie par chemins de fer
856-210.
22 Cass. Prescript. civ. 833.
— Bourges. Adopt. 117 c.
— Grenoble. Disp. entre vifs 3562.
— Lyon. Saisie-arrest 445-20.
— Paris. Propr. litt. 84.
23 Cass. Commune 188 c., 1824 c.;
Requête civ. 162-10. — Instr.
crim. 3714-30. — Servitude 226.
— Bourges. Minorité 552; Prescript.
civ. 484-30; Vente publ. d'im-
meubles 2050, 2112.
— Dijon. Obligat. 4227.
— Nîmes. Effets de comm. 922.
24 Cass. Cassation 1815-70 c.; Ju-
gem. 1034-10; Obligat. 1086-
10 c. — Disposit. entre vifs
2275; Obligat. 1009 c. — Man-
dat 169-40 c.; Vente publ. d'im-
meubles 1122-10. — Obligat.
2453-10; Société 1045.
— Aix. Droit marit. 1637.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs
3817-20, 5110-50.
— Nîmes. Défense 277 c.; Jugem.
550-40 c.; Jugem. p. défaut 369
c.; Loi 531-70 c.; Mandat 105
c.; Poitiers. Distrib. par contr. 176
c., 155, 160 c.
— Toulouse. Contr. de mar. 3196-30.
— Trib. d'Auch. Enreg. 3618.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 489.
— Trib. de la Seine. Contr. p. corps
541.
25 Ord. Cons. d'Etat, p. 189; Halles
17; Machine à vapeur 2.
— Cass. Affiche 118 c.; Commune
1354. — Attentat aux mœurs
100 c., 112, 120 c.; Instr. cri-
min. 2475-20 c. — Commune
1117. — Compét. crim. 196-40.
— Forêts 337 c., 764; Jugem.
805-50 c. — Forêts 873.
— Instr. crimin. 955-10 c.; Procès-
verb. 292, 298 c. — Organ.
marit. 961-10 c. — Prescript.
crimin. 82; Voirie par terre
2385 c., 2402 c.
— Grenoble. Contrat de mar. 3621
c., 3777. — Privil. et hypoth.
2348-60.
— Lyon. Except. 230-30, 236 c.
— Paris. Faillite 483; Référé 227-
40 c.
— Riom. Privil. et hypoth. 1740 c.;
Success. 1870.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 1816.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 67;
Tierce-opposit. 264. — Chose
jugée 844-30. — Commune
2305; Compét. admin. 143;
Frais et dépens 1213. — Dom.
de l'Etat 243, 247-20 c.; Vente
admin. 274-10 c., 675. — Ma-
nufact. 22-20.

Mars.

- 25 Arr. avoc. Paris. Avocat 172.
26 Cass. Forêts 1213, 1241 c. — Im-
pôts indir. 541. — Voirie par
terre 2288-10.
— Bordeaux. Servitude 1065-20.
— Caen. Disp. entre vifs 420-20.
— Liège. Dom. destr. 153 c., 213.
— Paris. Acquissem. 816 c.; Fail-
lite 1359-30.
27 Cass. Cassation 725, 1765-30 c.;
Instr. crim. 713 c., 120, 736 c.;
Presse-outr. 565 c., 567-30,
569 c.
— Bruxelles. Chasse 48.
— Paris. Appel civ. 1230 c.; Vente
publ. d'immeubles 1556.
— Presse-outr. 180. — Privil. et
hypoth. 519.
— Toulouse. Obligat. 5054-40.
— Décis. Forêts 1802, 1922.
— Instr. Enreg. 953, 1169 c., 3727,
3687.
28 Ord. Monnaie, p. 385; Organ.
marit., p. 1683.
— Paris. Distrib. p. contr. 67, 72 c.,
88 c.
29 Cass. Chose jugée 82 c.; Compét.
admin. 205-30; Dom. de l'Etat
369 c. — Commune 1824. —
Privil. et hypoth. 2019.
— Paris. Privil. et hypoth. 578,
1276 c., 1277.
— Circ. Impôts dir. 87.
— Décis. Enreg. 68.
30 Cass. Action possess. 449 c.,
621 c., 630. — Faillite 1529-30.
— Minorité 676; Obligat. 2954.
— Pérempt. 14-10, 192, 193 c.,
195 c. — Prêt à intérêts 116.
— Voirie 409.
— Bordeaux. Droit marit. 1970.
— Nancy. Forêts 915.
— Nîmes. Success. 1947.
— Poitiers. Compét. comm. 470.
31 Cass. Chose jugée 261-10; Com-
pét. admin. 216 c.
— Angers. Contrat de mar. 155,
4319-30 c.; Disposit. entre vifs
547, 1594-20 c., 2267 c., 2355-
20 c.
— Bordeaux. Enquête 21 c., 591 c.;
Mat. somm. 41 c.; Obligat.
4176-10; Vérificat. d'écrit. 10 c.
— Bourges. Privil. et hypoth. 1123.
— Lyon. Chose jugée 211-30.
— Poitiers. Privil. et hypoth. 1036.

Avril.

- 1 Ord. Org. Instr. publ., p. 1354.
— Cass. Acte de comm. 228 c., 801;
Commerç. 70 c. — Boulangerie
20; Industrie 165 c. — Instr.
crim. 2087-10. — Procès-verbal
111. — Témoin 446-10.
— Lyon. Frais et dép. 134 c., 923.
— Paris. Compétence comm. 208.
— Presse-outr. 565, 567-10 c. —
Propriété littér. 478.
— Pau. Privil. et hypoth. 2365.
— Rouen. Presse-outr. 180.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 85,
196-30, 203, 208. — Dom. eng.
118-30. — Vente administr. 179.
— Arrêté. Avocat 170, 198.
2 Cass. Compét. crim. 446 c.; Mi-
nes 449-20 c.; Peine 96-10.
— Contrav. 471, 473, 481-10.
— Presse-outr. 494-20.
— Bordeaux. Séparat. de corps 318
c., 327-30, 330 c.
— Nîmes. Enquête 126 c., 177; Vé-
rificat. d'écrit. 86 c., 170 c.
— Paris. Faillite 1186.
— Poitiers. Compét. crim. 264 c.;
Faillite 1311.
— Décis. Enreg. 5072.
3 Cass. Commune 1305-30. — Fo-
rêts 1432-10, 1434 c., 1438 c.
— Imp. indir. 462-20, 465 c. —
Instr. crim. 892; Procès-verb.
9-30, 189-40. — Poids et mes.
40, 138-70 c. — Procès-verbal
588, 685.
— Angers. Saisie-arrest 450.
— Bordeaux. Prêt à intérêts 52.
— Saisie-gagerie 38 c., 40 c., 41
c., 44.

Avril.

- 3 Bruxelles. Arbitr. 1317. — Disp.
entre vifs 1570 c., 2315.
— Colmar. Expert. 74, 91-20 c.
— Orléans. Chasse 487 c.; Compét.
crim. 419-10 c.; Prescript. cri-
min. 176-30, 179 c.
— Rennes. Vente 394, 398.
4 Cass. Action possess. 391. — Cas-
sation 1640-40 c., 1673-50 c.;
Société 1478-20. — Compte
129-10, 131 c. — Règlement de
juges 186-30. — Vice rédhibit.
381-10.
— Montpellier. Forêts 454.
— Nancy. Enquête 122; Obligat.
1512-10.
— Nîmes. Exploit 594.
— Décis. Enreg. 699.
— Instr. Minist. publ. 312.
5 Cass. Avocat 249; Compét. civile
tribun. de paix 24 c.; Obligat.
2202. — Cassation 2241; Con-
clus. 77-30 c.; Jugem. 163-160;
Nom 50 c. — Intervent. 30 c.,
66 c., 117, 118 c.; Obligat. 4295.
— Propriété féod. 195. — Vente
publ. d'im. 1736-30.
— Bordeaux. Droit maritime 2104,
2110 c., 2111 c. — Obligat. 2757
c.; Saisie-arrest 350-20.
— Bourges. Privil. et hypoth. 2548-
10 c.
— Paris. Exploit 103-10 c.; Suren-
chère 108 c., 121. — Saisie-ga-
gerie 14.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 725-10, 1341, 1383 c.
7 Cass. Cassation 278 c., 470; Fail-
lite 242 c.; Vente 1235-30. —
Paternité 640; V. 13 avril.
— Bourges. Minorité 853.
— Pau. Privil. et hypoth. 1632-80.
— Rennes. Compét. comm. 143.
— Trib. comm. de Paris. Industrie
293, 300.
— Cons. d'Etat. Org. milit. 301-10.
— Trésor public 540.
— Délit. Enreg. 317.
8 Cass. Abus de conf. 36 c.; Faux
349; Instr. crimin. 1563-30,
1919 c., 2552, 2698-10. — Instr.
crim. 3196, 3714-30. — Postes,
p. 64-30.
— Bruxelles. Droit marit. 401.
9 Délit. Enreg. 2001, 3209 c., 4054.
10 Cass. Commune 1347 c.; Jour fé-
rié 76. — Manufact. 184-40-50,
193 c.
11 Ord. Org. colon., p. 1092.
12 Nancy. Forêts 870.
13 Cass. Cassation 864; Jugem. 997-
50. — Compét. admin. 140 c.;
Droit civil 486; Emigré 313-30,
414-90 c. — Enreg. 1195.
— Mariage 677. — Servitude 154.
— Douai. Presse-outr. 909.
— Décis. Secours publ. 366.
14 Cass. Action possess. 1590 c., 422.
— Cassation 1657 c.; Vente
791 c. — Douanes 255. — Enreg.
5729. — Jugem. 99 c. — Organ.
colon. 475-10. — Vente 813.
15 Cass. Avortem. 11. — Cassation
293; Décès. 3 c.; Instr. crim.
204 c. — Chose jugée 420 c.;
Instr. crim. 990-90. — Instr.
crim. 3702 c.; Jugem. 846-40,
847-30; Témoin 535-30; Vol
255. — Instr. crim. 1876-30,
1935-10; Témoin 674-30, 682-
40. — Org. judic. 694.
— Bruxelles. Except. 213, 216 c.
— Solut. Enreg. 3767-20.
— Arrêté. Avocat 172.
16 Nîmes. Success. 1375.
— Paris. Presse-outr. 572.
— Rouen. Office 316.
— Délit. Enreg. 881 c., 1067.
19 Cass. Acquissem. 372, 474 c.;
Appel civ. 314 c. — Deg. de ju-
rid. 168-20. — Pérempt. 136-10.
— Paris. Obligat. 4173-30. — Référé
97.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 1922.
20 Cass. Avocat 474, 488 c.; Disépt.
175-20 c. — Compét. administ.
539. — Dom. destr. 27-40. —
Effets de comm. 809.
— Bruxelles. Compét. comm. 41, 62.

Avril.

- 20 Grenoble. Servitude 353.
— Décis. Frais et dep. 1009.
21 Cass. Compétence comm. 478. —
Compte 125-10 c.; Défense
232 c.; Frais et dep. 599 c.;
Instr. p. écrit. 17 c., 42, 45-10
c.; Jugem. 58-30 c.; Ordre 812-
10 c. — Degré de jurid. 323. —
Droit maritime 2277, 3211. —
Success. 1944-10. — Témoin
446-30.
— Bourges. Vente 866, 1054.
— Orléans. Droits polit. 329.
— Paris. Contrat de mar. 1094 c.,
1959, 1960 c. — Success. 1093
c., 2095.
— Toulouse. Servitude 476-40, 529.
— Trib. de Marseille. Droit marit.
509.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat. 196-30.
— Jugem. 924; Voirie p. terre
2299-10. — Pension 302.
— Trav. publ. 400 c., 629, 1161-
10. — Voirie p. terre 981.
— Décis. Notaire 574.
22 Cass. Cassation 1919-10 c.; Ex-
cept. 579; Instr. crim. 1107 c.
— Frais et dep. 1037 c.; Instr.
crim. 3738. — Jugem. 719-10.
— Postes 62-10. — Vol 560.
— Bruxelles. Obligat. 5187.
— Poitiers. Enquête 402.
— Circ. Douanes 63.
23 Cass. Associat. illicite 33 c., 34
51 c.; Culte 83 c., 84 c.
— Presse-outr. 874 c., 1295-30.
— Bordeaux. Effets de comm. 50.
— Grenoble. Echange 46.
— Paris. Bourse de comm. 407.
— Délit. Enreg. 377, 4105.
— Solut. Enreg. 5263.
24 Dijon. Interdict. 19-10 c., 54.
— Nancy. Jugem. par défaut 383 c.,
404-30.
25 Ord. Gendarme, p. 492.
26 Cass. Appel civil 690; Exploit
124-30. — Compét. administ.
21; Mise en jug. 54-40; Vente
publ. d'im. 573 c. — Douanes
634 c., 747, 768 c., 767 c., 771
c.; Jug. d'ass. dire. 26-20 c.;
Peine 174 c.; Procès-verbal
228-50 c. — Jugem. 1016; Priv.
et hypoth. 676-30.
— Bordeaux. Servitude 1002-30,
1090 c.
— Bourges. Avocat 246, 256 c., 259
c.; Honor. 4 c., 8 c.
— Paris. Adopt. 146 c., 159; Jugem.
224-60 c. — Médecine 171-30.
— Vente publ. de meubles 39.
— Trib. de Barcelonnette. Douanes
924.
— Solut. Enreg. 4486.
27 Cass. Cassation 1600-140; Ex-
ploit 418; Trésor publ. 607 c.
— Cassat. 1698-80 c.; Disposit.
entre vifs 325, 463-30 c., 471
c.; Obligat. 4956-10 c., 5030-
40 c. — Minorité 484-20. —
Success. 307.
— Aix. Droit marit. 439.
— Bourbon. Obligat. 2705.
— Bruxelles. Jug. p. déf. 279-20.
— Prescript. civ. 826. — V. 18
mars 1828.
— Nancy. Vente 61-20.
— Avis. Impôts dir. 50.
28 Cass. Cassation 1810-50; Contr.
p. corps 419-90; Prud'hommes
94. — Enregistr. 4679, 5463,
5570 c.
— Amiens. Forêts 1227.
— Angers. Vente publique d'im.
542-30.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
4206-30 c., 4233 c.
— Poitiers. Faillite 271-30.
— Rennes. Minorité 485-30, 683 c.;
Obligat. 4520-10 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 401, 901, 1534.
— Instr. Enreg. 5073.
— Lettre. Forêts 656.
29 Cass. Affiche 89 c.; Jugem. 797-
20 c., 803-30; Serment 153-70.
— Chasse 470. — Dem. nouv.
279-20 c.; Pêche fluv. 24. —
Forêts 686 c., 693. — Instr. crim.
842, 1390-40. — Vente de
substances falsif. 94. — Vol 236.

Avril.

- 29 Bruxelles. Disposit. entre vifs 1830. — Enquête 498.
— Orléans. Appel incid. 102.
— Trib. du Mans. Forêts 416, 567.
30 Cass. Cassation 423. — Cassation 1825 c.; Droit marit. 307 c.; Douanes 77-20, 715 c., 946 c.; Jugem. 805-80. — Chasse 478 c.; Jugem. p. déf. 472; Prescript. crimin. 143. — Forêts 358 c., 371. — Organ. colon. 51-10 c., 323, 339, 383 c. — Vol 612-10. — V. 13 avril.
— Bordeaux. Commune 486 c., 488, 489 c., 494, 2387 c.; Halles 34 c., 46 c.; Prescript. civ. 158-20 c.
— Lyon. Appel crim. 50.
— Paris. Armes 74.
— Delib. Enreg. 3956, 3957.
— Instr. Minist. publ. 237.

Mai.

- 1 Cass. Forêts 1 c., 887. — Quest. préjud. 106-90, 108-90.
— Agen. Ordre 979; Tierce-opposit. 181-10.
— Besançon. Forêts 537.
— Bruxelles. Arbitr. 648 c., 692. — Enquête 501 c., 517-20 c., 558.
— Grenoble. Deg. de jurid. 339.
— Paris. Success. 558.
2 Ord. Org. instr. publ., p. 1354.
3 Cass. Complice 69. — Exploit 728-20. — Expert. 53 c.; Eau 363 c.; Jugem. 985-10; Pêche fluviale 45. — Exploit 182 c.; Obligat. 4754. — Succession 1880, 1939.
— Angers. Défense 246; Droits polit. 509 c.
— Caen. Normandie 66 c.
— Douai. Acquiescem. 379.
4 Cass. Arbitr. 1178. — Enregistr. 5484 c., 5571. — Récusation 26 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 614, 1681 c.; Success. 1120 c.
— Aix. Droits polit. 449.
— Limoges. Notaire 414, 424 c.
— Poitiers. Obligat. 1246-20.
— Trib. de Bordeaux. Douanes 473 c.; Responsabilité 334 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 571.
— Circ. Impôts indir. 58.
— Delib. Enreg. 2480, 2409.
— Solut. Enreg. 3772.
5 Cass. Privil. et hypoth. 710 c.; Substitut. 394-10.
— Aix. Droits polit. 318.
— Angers. Appel civ. 249 c.; Désistement. 111-10, 134 c.; Vente 1438.
— Bordeaux. Obligat. 3639.
— Bourges. Chose jugée 163; Contrat de mar. 1053-10, 1817 c., 2014 c.
— Colmar. Ordre 1845.
— Dijon. Voirie par terre 1384-10.
— Nîmes. Prescript. civ. 1081.
— Toulouse. Vente publ. d'immeub. 1463-30.
— Cons. d'Etat. Bois et charbons 153; Eau 397, 401; Travaux publ. 1173. — Cons. d'Etat 239 c. — Cons. d'Etat 336; Trav. publ. 903. — Emigré 46. — Pension 129. — Rentés constit. 58-40. — Vente administr. 140, 144, 305. — Voirie par terre 3386.
6 Cass. Cassation 373 c., 845; Forêts 530-10, 1572. — Gendarme 58-10. — Jugem. 821-30.
— Agen. Privil. et hypoth. 2351-60, 2360-30.
— Décis. Notaire 680; Office 300 c.
7 Cass. Cassation 1183. — Chose jugée 483; Forêts 742, 1535 c., 1584. — Pêche fluviale 24, 171 c. — Procès-verbal 98 c., 313-20 c.
— Solut. Enreg. 2790, 2569.
8 Cass. Forêts 489 c., 1434, 1510 c.
— Bordeaux. Faillite 918; Saisie-execut. 282-10.
— Bourges. Exploit 221-90.

Mai.

- 8 Paris. Hospices 84-30 c.; Prescript. civ. 830 c., 837.
— Toulouse. Huissier 106.
— Solut. Enreg. 673.
10 Cass. Eau 562-30.
— Paris. Presse-out. 1141.
11 Cass. Appel civ. 569 c.; Cassation 1650-60 c.; Chose jugée 52-30 c.; Except. 479 c., 552-30; Jugem. par défaut 324-30 c., 341 c. — Faillite 414-10. — Jugem. par défaut 413. — Servitude 885-40.
— Caen. Normandie 66 c.
— Lyon. Privil. et hypoth. 2301.
— Paris. Propriété littér. 137-20.
— Pau. Enquête 368-30 c.; Jugem. 333-50 c.; Serment 25-40 c., 26-20.
— Rennes. Disposit. entre vifs 1823, 1839 c.
— Solut. Enreg. 943.
12 Cass. Action possess. 404. — Disposit. entre vifs 1829 c., 1843. — Douanes 470 c.; Octroi 954; Responsab. 215-20 c. — Enreg. 8008, 2009 c., 4990 c. Exploit 424-10. — Minorité 356, 373 c. — Saisie-arrest 82.
— Bourges. Demande nouvelle 235.
— Colmar. Vente publ. d'immeubles 380-20 c.
— Poitiers. Péremption 167.
— Trib. comm. de Marseille. Effets de comm. 408.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 100-170, 889. — Eau 572-40. — Halles 71. — Impôts dir. 64; Instr. admin. 17-30. — Organ. marit. 946-10, 948.
13 Cass. Commune 1129. — Contrevent. 53. — Forêts 1938. — Prescript. crimin. 302.
— Bruxelles. Hospices 101; Saisie-arrest 29.
— Paris. Obligat. 2648-30.
— Pau. Except. 374-50.
— Delib. trib. comm. de Paris. Agréé 21.
14 Cass. Cassation 1477 c.; Forêts 1177. — Compét. administr. 485 c.; Manufact. 300. — Droit rural 219-10.
— Metz. Faillite 83 c.; Société 964.
— Pau. Délai 68 c.; Echange 36 c.; Jugem. 468 c., 559-150 c.; Prescript. civ. 250; Success. 1920; Vente 1933.
15 Cass. Forêts 414, 613, 2023. — Impôts indir. 493.
— Bruxelles. Droit civil 350-30.
— Paris. Distrib. par contrib. 89.
17 Cass. Action 188 c.; Cassation 304-10 c.; Faux incid. 311 c.; Jug. p. déf. 237-90; Obligat. 4630 c.
— Pau. Action 396; Nantiss. 310 c.
— Riom. Prêt à int. 65-20; Saisie-arrest 341-10 c.
— Décis. Enreg. 3941.
18 Cass. Acquiescem. 368; Cassat. 338 c.; Contrat de mar. 3923; Prescript. civ. 728 c. — Commune 1437; Propriété 168 c. — Dom. de l'Etat 107 c., 169-10; Prescript. civ. 181 c. — Surenchère 278.
— Bordeaux. Frais et dép. 562 c., 710-20; Ordre 993 c., 1101 c.
— Riom. Jug. p. déf. 271-10.
— Circ. Presse-out. 115.
19 Ord. Org. admin., p. 609; Trav. publ., p. 849.
— Cass. Acquiescem. 483. — Compte 147-50. — Droit civil 168 c., 244; Loi 423-40 c. — Enquête 57 c.; Paternité 252. — Exploit 504-40. — Organ. judic. 391 c., 397-30 c.
— Caen. Serment 61.
— Dijon. Forêts 814, 1901, 1206.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 837 c., 939.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 2493-20 c., 2423-40, 3606 c.
— Paris. Contr. p. corps 591-30. — Effets de comm. 230-10.
20 Ord. Org. colon., p. 1092.
21 Bruxelles. Minorité 635.
— Lyon. Except. 359.
— Paris. Deg. de jurid. 212.

Mai.

- 23 Cass. Chasse 489. — Compétence crim. 549-40; Voirie par eau 662-10 c., 682-10. — Instr. crim. 1592-10.
— Bordeaux. Presse-out. 1009-20.
— Trib. de la Seine. Office 387-10, 308 c.
23 Cons. d'Etat. Commune 1565-10. — Emigré 408-60.
24 Cass. Avoué 170. — Droit marit. 2267; Frais et dépens 274-40; Loi 377; Prescript. civ. 1126 c. — Imp. indir. 381.
25 Ord. Machines à vap. 2; Voirie p. terre, p. 200.
— Cass. Cassation 1652-190 c.; Vente 741, 775 c., 891 c. — Emigré 384-20. — Faux incid. 39-10 c., 85-20; Jugem. 179-10 c., 1029-20 c.; Jugem. 1009-20; Servitude 1067; Usage 112-40 c. — Org. col. 929.
— Bordeaux. Servitude 907-10.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 2378-20, 2392 c., 2395-10 c.
— Montpellier. Commune 897 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 17; Voirie p. terre 1845.
— Delib. Enreg. 446.
26 Cass. Cassation 781. — Compét. comm. 339. — Contrat de mar. 2059, 4299-10; Normandie 51 c. — Droits polit. 139; Loi 72-30. — Enreg. 3225. — Imp. indir. 479; Obligat. 2729-20 c.
— Jour férié 45-40. — V. 25 mai.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 2174.
— Colmar. Disp. entre vifs 3591-20; 4376-80 c.
— Dijon. Forêts 1213, 1238. — Péremption 169, 273 c.
— Liège. Deg. de jurid. 635-20.
— Nîmes. Paternité 252, 318 c.
— Toulouse. Organ. milit. 435-30-60.
27 Cass. Cassation 1478-40 c.; Contrevent. 298. — Imp. indir. 581; Procès-verb. 404-40.
— Bordeaux. Compét. comm. 382.
— Montpellier. Acte de comm. 228. — Usage 190-30.
— Pau. Appel civil 383 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 280 c.; Contr. par corps 566 c., 587, 594 c., 596-40 c., 858 c.; Droit civil 276; Jugem. 731 c.
— Riom. Péremption 350-20.
— Toulouse. Privilèges et hypoth. 1548-40.
— Instr. Enreg. 4500.
28 Cass. Domm. destr. 101; Instr. crim. 3070. — Jour férié 82-30.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3810; Privil. et hypoth. 2200, 2206. — Droits polit. 210.
— Rouen. Droit marit. 1843.
— Avis. Secours publ. 377.
— Delib. Enreg. 2291.
29 Ord. Org. admin. 260; Org. instr. publ., p. 1354; Voirie p. terre, p. 200.
— Cass. Commune 1455; Compét. crim. 471 c.; Forêts 1468, 1469. — Jug. p. déf. 455-10. — Org. judic. 391-10. — Vol 493-20.
— Bourges. Contrat de mar. 2324.
— Décis. Forêts 769.
30 Caen. Obligat. 4175-20.
31 Cass. Chose jugée 232 c.; Commune 1383 c.; Propriété féod. 413.
— Riom. Obligat. 2893-30 c.; Vente publ. d'im. 2051-20.

Juin.

- 1 Cass. Jugem. d'av. dire droit 44-50.
— Bordeaux. Substitut. 67-40.
— Riom. Commune 1569, 2498 c.; Désistement. 30 c.
2 Cass. Acquiescem. 841 c.; Appel civ. 440 c.; Faux incid. 85-30; Intervent. 194 c., 128; Servitude 1137-10 c. — Enregistr. 1783 c.; Vente 1680-20.
— Angers. Droits polit. 478.

Juin.

- 1 Bruxelles. Enreg. 4708.
— Nîmes. Minorité 644-70.
3 Cass. Instr. crim. 1626-40. — Peine 128-20. — Procès-verb. 138-20. — Quest. préjud. 161-50, 173-10. — Vol 274-20.
— Montpellier. Obligat. 2854-30; Privil. et hypoth. 866; Success. 621-50.
— Rouen. Droits polit. 478, 482.
— Instr. Enreg. 2992.
4 Cass. Cassation 1477 c.; Impôts indir. 342, 347; Procès-verbal 400-30. — Chose jugée 431; Compét. crim. 428 c.; Forêts 547 c. — Commune 849. — Contravent. 389, 395 c.; Frais et dép. 1037-10; Impôts indir. 94; Médecine 73 c.; Procès-verbal 444. — Jugem. 742-10; Serment 202-10. — Mise en jugement 253 c., 258, 268-10 c., 269 c. — Procès-verbal 328-30.
— Bruxelles. Obligat. 4758-30.
— Colmar. Responsab. 897 c.; Vente publ. d'immeub. 1428-10.
— Lyon. Effets de comm. 166 c.; Privil. et hypoth. 1267, 2298c.; Success. 788.
— Montpellier. Ordre 867-50, 959-20 c.
— Circ. Douanes 56.
5 Cass. Forêts 487 c., 1705; Prescript. crim. 179 c., 188 c., 195 c.
— Grenoble. Jugement par défaut 110-50.
6 Ord. Hospices, p. 74; Mat. d'or et d'argent, p. 464; Monnaie, p. 385; Peine, p. 553; Prisons, p. 992; Secours publ., p. 772.
— Nîmes. Vente 1337.
— Cons. d'Etat. Commune 1700 c.; Compét. administr. 487 c. — Commune 1865; Dom. de l'Etat 147 c. — Compét. administr. 63-10 c., 419 c.; Voirie p. terre 2334-10. — Conflit 183-30. — Eau 188. — Instr. crim. 14-20. — Marché de fourn. 58-30; Travaux publ. 394-30. — Réglem. administr. 75.
— Delib. Enreg. 3937.
7 Cass. Jugem. 197-80. — Mines 194; Société 738 c.; 1077. — Vente 283.
— Nancy. Droits polit. 296 c., 236 c., 429 c., 458-10 c., 478 c., 481-10 c.
— Toulouse. Mariage 186. — Obligat. 2897 c.; Success. 503-20. — Cons. d'Etat. Tierce-opposit. 309. Travaux publ. 1174-20.
8 Cass. Disposit. entre vifs 3146-10. — Bordeaux. Deg. de jurid. 357-10; Vente publ. d'im. 1217-50. — Except. 444.
— Douai. Droit polit. 478.
— Circ. Exprop. publ. 68.
— Instr. Enreg. 878, 8788, 4828.
9 Ord. Trésor publ., p. 1144.
— Cass. Cassation 1866-40 c.; Domicile 25 c., 28, 35-20 c. — Délai 79 c.; Domicile élu 19-10 c., 99; Except. 236 c.; Expert. 30 c.; Quest. préjudic. 150 c. — Disposit. entre vifs 2414-20, 2445-20 c. — Organ. colon. 930. — Vente 138.
— Amiens. Assoc. illic. 34.
— Bordeaux. Bourse de comm. 291.
— Colmar. Serment 61.
— Nancy. Droits polit. 478-20 c., 503-40 c., 60 c.
— Orléans. Défense 246; Droits polit. 509-30 c.
— Toulouse. Success. 1140.
— Cons. d'Etat. Commune 1652, 1653 c., 1715 c. — Compét. administr. 386 c.; Trav. publ. 500-20. — Cons. d'Etat 76-90. — Désistement. 303; Emigré 253. — Dom. engag. 122. — Expropriation publique 24-10. — Place de guerre 47, 145; Procès-verbal 778. — Place de guerre 72-19, 103, 107. — Travaux publ. 882. — Voirie par terre 156.

Juin.

- 10 Cass. Acquiescem. 898; Attentat aux mœurs 92. — Cassation 1936-10 c.; Impôts indir. 492 c.; Mat. d'or et d'argent 79, 92-30; Procès-verbal 138-40 c. Instr. crim. 1505-10. — Instr. crim. 1841 c., 2396, 3705; Jugem. 814-50. — Instr. crim. 2104-20, 2718; Témoin 615-20. — Instr. crim. 3078-20, 3101-20. — Org. milit. 747-10.
— Cour d'ass. de la Seine. Instr. crim. 2018-20.
— Besançon. Droits polit. 509-40 c.
— Montpellier. Contrat de mariage 1971; Nantiss. 238 c.
— Paris. Appel civ. 374 c. — Propriété 311-30.
— Pau. Substitut. 126-40 c., 189; Success. 1953, 1978-20.
— Poitiers. Droits polit. 478; Success. 3312.
— Rennes. Péremption 345.
— Riom. Contrat de mariage 3484.
11 Cass. Commune 1116-10. — Impôts indir. 277. — Industrie 244; Peine 532 c. — Instr. crim. 897-10; Procès-verbal 138-20 c. — Instr. crim. 2459.
— Aix. Enquête 477, 559 c.
— Bordeaux. Faillite 79-10.
— Montpellier. Success. 2053, V. 1839.
— Orléans. Droits polit. 124.
— Paris. Droits polit. 140.
— Toulouse. Contrat de mar. 2189, 3187 c. — Disposit. entre vifs 2719-40 c.; Faux incid. 50 c., 72.
— C. d'ass. d'Indre-et-Loire. Instr. crim. 348; Lettres missives 31-10 c.; Poste, 19 c.
— Trib. comm. de Marseille. Effets de comm. 3185, 3181 c.
— Circ. Procès-verbal 598.
— Delib. Enreg. 4548.
— Solut. Enreg. 3636.
12 Grenoble. Brevet d'invention 82; Obligat. 539-30 c.
— Paris. Adultère 45. — Droits polit. 254.
— Trib. de la Seine 172, 177.
— Delib. Enreg. 3874.
13 Ord. Organ. instr. publ. 879, p. 1354; Voirie par eau, p. 740-840.
— Bordeaux. Enquête 166.
— Cons. d'Etat. Place de guerre 92-10.
— Delib. Enreg. 2391.
— Solut. Enreg. 2477.
14 Cass. Appel civil 777 c.; Exploit 478. — Arbitr. 726. — Contrat de mar. 1140; Tierce-opposit. 148 c. — Droits polit. 137. — Presse-outage 173-10 c.
— Bordeaux. Droits polit. 140, 437 c., 479-30-40 c.
— Bourges. Droits polit. 158, 370, 275, 876, 423-30 c., 437 c.
— Colmar. Responsabilité 705.
— Grenoble. Droits polit. 157, 228, 277.
— Nancy. Droits polit. 479-70 c.
15 Cass. Compte 140. — Expert. 79-10; Frais et dépens 45-50 c., 486 c.
— Bordeaux. Droits polit. 131, 197, 299, 437 c., 479-10 c., 482 c., 503-30 c.
— Bourges. Droits polit. 163.
— Bruxelles. Appel civ. 696 c.; Exploit 409-40, 635-30.
— Douai. Droits polit. 487.
— Nîmes. Loi 533-10 c.; Obligat. 3248-50.
— Paris. Droits polit. 141, 166-50.
— Delib. Enreg. 817.
— Solut. Enreg. 1223.
16 Ord. Chambre de comm. 4; Gendarme, p. 492; Org. econom., p. 1290.
— Cass. Cassation 1606-110 c.; Success. 1101. — Disposit. entre vifs 2745-20. — Domicile 102 c.; Droits polit. 85, 329 c., 332 c., 353 c.
— Bordeaux. Droits politiques 172, 260-10.

Juin.

- 16 Bruxelles. Prescript. civ. 834.
— Dijon. Droit polit. 250.
— Nancy. Délai 25-60 c., 29 c.;
Droits polit. 235-10, 498-10 c.,
500 c.
— Nîmes. Minist. publ. 216; Vente
publ. d'imm. 1571-60.
— Circ. Presse-out. 137, 138, 208.
47 Cass. Acte de l'état civil 161.
— Chasse 314 c.; Forêts 348.
— Commune 654. — Instr. crim.
3568. — Postes 79-10. — Procès-
verbal 476 c., 589-10. — Voirie
p. terre 2300-20. — Vol 281-30.
— Bordeaux. Droits polit. 438 c.,
445 c.-30 c., 447-20 c., 499-30.
— Imp. dir. 597-30.
— Bourges. Droits polit. 140, 257,
503-10 c.
— Bruxelles. Dispos. entre vifs 122.
— Lyon. Prescript. civ. 394. — So-
ciété 610.
— Paris. Droits polit. 367.
— Circ. Douanes 603; Mat. d'or et
d'arg. 166.
18 Cass. Disposit. entre vifs 2079-
20 c. — Forêts 1180, 1196 c.
— Instr. crim. 3729-20 c., 3314-
20, 3348-30, 3434, 3499-20,
3579. — Quest. préjud. 143-40.
— Bordeaux. Droits polit. 126, 173-
40, 176-20, 263-20, 445 c.
— Bourges. Droits polit. 157, 449-
20 c., 481 c.
— Nîmes. V. 18 janvier.
— Poitiers. Exploit 188, 540-30;
Huissier 103.
— Toulouse. Ordre 1186-10 c.; Pri-
vil. et hypoth. 1679-10; Priva-
tion publ. d'imm. 1834-
40 c.
19 Ord. Voie publ. 6-10.
— Bordeaux. Chose jugée 184. —
Droits polit. 229, 474-30 c. —
Faillite 971. — Vente publique
d'imm. 1498-10.
— Grenoble. Droits polit. 148.
— Lyon. Saisie-arrest 360-40.
— Nancy. Douanes 827.
— Paris. Droits polit. 104, 276.
— Toulouse. Disposit. entre vifs
3378.
— Lettre. Voirie p. eau 94.
— Solut. Enreg. 5884.
20 Ord. Avoué 28.
21 Cass. Cassation 1177; Droits po-
lit. 556 c.
— Nancy. Dom. de l'Etat 383; Loi
531-80 c. — Droits polit. 161,
288, 289, 512 c.
— Décis. Notaire 680; Office 300 c.
22 Cass. Cassation 1609-30 c.; Nan-
tissement 307 c.; Prêt à intérêts
203-30 c., 205 c.; Transact.
96-30 c.; Vente 1719. — Com-
mune 500, 505 c., 761 c., 782
c.; Halles 64 c. — Prescript. civ.
630-30.
— Bordeaux. Droits polit. 299, 429
c., 460-30 c., 463 c., 479-40 c.,
481-20 c., 502-30 c.
— Orléans. Droits polit. 455.
23 Ord. Forêts 122; Patente 205;
Voirie p. eau 640-10, 653 c.
— Cass. Commissionn. 136-30. —
Dom. publ. 30 c.; Eau 34 c.;
Organ. marit. 751.
— Bordeaux. Droits polit. 255, 478-
30 c., 498-40 c., 499-20 c.,
501-10 c.
— Bruxelles. Frais et dép. 885-40.
— Grenoble. Preempt. 100-10-20.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 80-10;
Compét. admin. 212. — Impôts
dir. 116. — Voirie p. terre 2283.
24 Cass. Cassation 1549-10. — Dom-
estr. 210-20.
— Décis. Enreg. 4302.
25 Cass. Appel crimin. 69; Cassat.
184 c. — Cassation 2203-40;
Compét. crim. 273 c.; Instr. crim.
903-10 c. — Compét. crim.
401-30. — Forêts 857. — Quest.
préjud. 54-20.
— Bordeaux. Verif. d'écrit. 87.
— Colmar. Contr. p. corps 994.
— Orléans. Droit civ. 89.
— Décis. Douanes 442.
— Délib. Enreg. 3782, 3867.

Juin.

- 26 Cass. Délai 31 c.; Droits polit.
474-10 c., 480 c., 513 c.
— Droits polit. 140, 143, 502-30 c.
— Droits polit. 511 c.; Jugem.
999-20.
— Bordeaux. Enquête 81.
28 Cass. Action possess. 655 c., 748;
Enquête 57; Loi 554-90 c. —
Chose jugée 208-80. — Droits
polit. 290. — Enreg. 5771.
— Bordeaux. Droits polit. 275.
— Bruxelles. Mariage 395-10 c.,
397-20, 531 c.
— Caen. Acte de comm. 180.
— Nancy. Dom. de l'Etat 383.
— Solut. Enreg. 5398.
29 Cass. Droits polit. 503-10 c., 50 c.
— Privil. et hypoth. 1671-30.
— Aix. Culte 70, 139 c.; Loi 557 c.
— Bordeaux. Cautonn. 129.
— C. C. Bruxelles. Enreg. 5651.
— Grenoble. Droits polit. 264-40.
— Nancy. Forêts 367, 623, 1227,
1228.
— Riom. Disposit. entre vifs 4344-
20 c., 4351; Obligat. 2155-30 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 2173.
— Décis. Forêts 209.
30 Cass. Cassation 1604 c.; Droits
polit. 511-20 c., 566-10.
— Caen. Compét. comm. 351.
— Nancy. Appel civ. 1161.
— Pau. Privil. et hypoth. 2203; Suc-
cess. 1397.

Juillet.

- 1 Cass. Commerce, 681-10, 718 c.;
Contravent. 143 c. — Com-
pét. crimin. 123 c. — Droits po-
lit. 478 c., 552 c., 558-30 c.,
30 c. — Gendarmerie 43-10 c.
— Impôts indir. 589-20. — Instr.
crim. 1719-50, 3510. — Presse-
out. 1068.
— Agen. Jugem. par défaut 274-20;
Privil. et hypoth. 1616-60.
— Bordeaux. Prescript. civ. 364-20.
— Douai. V. 9 juillet.
— Grenoble. Contrat de mar. 3505.
— Grenoble. Acte de comm. 43.
— Paris. Compét. civ. trib. d'ar-
rond. 35. — Dépôt 82-30,
332 c. — Sureauère 146-20,
169 c.
— Trib. de Chartres. Dépôt 150-30.
— Trib. de la Seine. Louage em-
phyt. 9; Privil. et hypoth. 820 c.
— Théâtre 343.
2 Cass. Cassation 1141 c.; Droits
polit. 499-40 c., 559-20 c., 561.
— Cassation 1736-10 c. — Droits
polit. 581-20 c., 562-30 c.,
566-30-30.
— Agen. Jugem. 257-10; Obligat.
532-30.
— Bruxelles. Responsab. 49, 564 c.
— Liège. Contrat de mar. 1638-10.
4 Ord. Octroi 143.
— Colmar. Privil. et hypoth. 151 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 441.
5 Cass. Cassation 1144 c.; Droits
polit. 499-40 c., 559-30 c., 561 c.
— Cassation 1147 c.; Droits
polit. 177, 350, 269-10, 356,
561-20 c., 562-10 c., 20-30-40 c.
— Convention. Organ. de l'Algérie,
p. 764.
6 Cass. Cassation 1144 c.; Droits
polit. 560. — Cassation 1174;
Droits polit. 272, 473, 495-10
c., 499-10-40 c., 537 c., 559-10
c., 562-40 c. — Privil. et hy-
poth. 1230-20. — Vente 1800.
— Grenoble. Prescript. civ. 650.
— Montpellier. Disposit. 3902; Suc-
cess. 1435.
— Paris. Appel civ. 394 c.; Except.
172; Exploit 584-10 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 2122.
7 Cass. Cassation 1606-120; Con-
trat de mar. 3605; Prescript.
civ. 729-20. — Droits polit. 251,
557 c., 558-10, 560. — Enreg.
5572.
— Angers. Action possess. 833 c.;
Servitude 607.
— Bordeaux. Obligat. 2751 c.; Pri-
vil. et hypoth. 2544.

Juillet.

- 7 Bourges. Appel civ. 420 c.; Ordre
488-10, 1050-10.
— Grenoble. Deg. de jurid. 330.
— Lyon. Appel civ. 998.
8 Cass. Acquissem. 908 c.; Instr.
crim. 1331-20. — Faux 170;
Instr. crim. 3479-30. — Té-
moign. faux 55 c., 58-20, 59 c.
— Grenoble. Ordre 671-40 c.; Pri-
vil. et hypoth. 2366.
— Paris. Effets de comm. 641.
— Poitiers. Except. 333-70. — Ma-
riage 116.
— Toulouse. Exprop. publ. 572.
— Decis. Enreg. 2296.
9 Cass. Cassation 783. — Crimes
contre les personnes 30-30;
Instr. crim. 2659, 3620-20;
Jugem. 847-60. — Vol 925.
— Agen. Contrat de mar. 4177 c.,
4183.
— Angers. Obligat. 556 c.
— Bordeaux. Contr. par corps 129
c., 160 c., 171-20. — Jugem.
par défaut 151-40.
— Douai. Presse-out. 268-30.
— Lyon. Chose jugée 377-60.
— Paris. Nom 51.
— Trib. comm. de Marseille. Droits
marit. 797.
— Circ. Douanes 440.
— Solut. Enreg. 1528.
10 Cass. Vente publ. d'immeubles
1428-20 c., 1488-30, 2069.
— Bruxelles. Péremption 252 c.,
256; Presse-out. 831.
— Martinique. Obligat. 2027-10.
— Montpellier. Compét. comm. 153.
— Nancy. Exploit 498-10.
— Paris. Droits polit. 353.
— Rouen. Droit marit. 603.
— Décis. Forêts 2012.
11 Nancy. Obligat. 376-20.
12 Ord. Référé 167.
— Cass. Bourse 458 c.; Vente publ.
de marchand. neuves 23, 114 c.
— Droits polit. 135 c., 251; Loi
502 c. — Droits polit. 266, 509
c., 514.
— Aix. Droit marit. 414.
— Montpellier. Prescript. civ. 694.
13 Cass. Appel civ. 586 c., 594 c.,
1045 c.; Cassation 1414; Pé-
rempt. 218-10. — Cassation
1144 c.; Droits polit. 560. — Cas-
sation 1715-90 c.; Deg. de ju-
rid. 613; Faillite 615-10; Mat.
somm. 37-160. — Droits polit.
479-30 c. — Emigré 367-20.
— Organ. judic. 349.
— Bordeaux. Arbitr. 426 c., 474,
1005 c., 1120 c.
— Bourges. Exploit 685; Référé
41 c.
— Bruxelles. Rentes constit. 202-10.
— Paris. Propriété littér. 338.
— Solut. Enreg. 786.
14 Cass. Compét. civ. trib. d'arrond.
277, 292 c.; Disposit. entre vifs
1203 (10); Mat. somm. 57-50 c.;
Success. 1679 c. — Disposit.
entre vifs 3594. — Enreg.
4935. — Exploit 256; Privil. et
hypoth. 2258; Travaux publ.
1172. — Jugem. 376, 498,
998-120; Mat. somm. 37-120;
Prescript. civ. 1086. — Organ.
judic. 201 c. — Propriété 127.
— Besançon. Forêts 1756.
— Bourges. Arbitr. 411, 443, 741 c.
— Paris. Contrat de mar. 2320. —
Domicile élu 15.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 78-20;
Compét. administr. 205-50;
Conflit 48; Voirie p. eau 611-50.
— Eau 503-20; Jugem. par dé-
faut 507. — Instr. administr.
13-40. — Travaux publ. 391-30,
615, 758. — Vente administr.
145. — Voirie par terre 2008-
7, 2111-20, 2193.
15 Cass. Commune 1063-20, 1099.
— Crimes contre les personnes
24-30 c.; Instr. crim. 1505-
20, 2312-10, 3459. — Témoin
491-30.
— Bourges. Prescript. crim. 88-10
c., 202.
— Toulouse. Commune 2655 c.,
2684 c., 2741 c., 2761.
16 Ord. Gendarmerie, p. 92.

Juillet.

- 16 Bordeaux. Prêt à intérêts 120.
— Lyon. Paternité 145-20.
— Montpellier. Faux incid. 27 c.,
38.
— Orléans. Louage 800.
— Poitiers. Trés. publ. 1166.
— Riom. Presse-out. 888.
— Toulouse. Faillite 57-60.
— Délib. Enreg. 957.
17 Cass. Droits polit. 347-10 c., 479-
20 c.
— Grenoble. Servitude 217 c.,
252-40.
19 Cass. Action possess. 686.
— Droits polit. 176-30. — Eau 208-
20 c., 211-20 c.-30 c.; Pro-
priété féodale 485-20 c.; Servi-
tude 327-30, 329 c.
— Bordeaux. Chose jugée 335; Jug.
d'av. dire dr. 15 c. — Obligat.
1452 c.; Société 1605-10,
1667-30.
— Grenoble. Acte de comm. 227.
— Circ. Prisons 43.
20 Cass. Brevet d'invent. 308, 325.
— Jug. d'av. dire droit 28-110.
— Agen. Jugem. 609.
— Bourges. Compét. civ. trib. d'arr.
129; Faillite 1325-30 c.; Privil.
et hypoth. 1687-40.
— Solut. Enreg. 3891, 5984.
21 Cass. Chose jug. 48-70 c. — Com-
pét. civ. trib. de paix 240; Ex-
pert. 166. — Dispos. entre vifs
710; Prescript. civ. 1096-40.
— Douanes 748-10, 834 c., 835-
20 c. — Mandat 151-20; Privil.
et hypoth. 1409-30, 2705 c.
— Besançon. Mines 59.
— Bordeaux. Abus de conf. 154 c.,
213 c.; Appel incid. 165, 169 c.;
Instr. crim. 201 c.; Obligat.
2440-40 c. — Droit marit. 1533.
— Sureauère 269; Vente 830 c.
— Colmar. Chose jug. 124. — Usage
305 c.
— Douai. Appel civ. 183.
— Trib. de Bourbon-Vendée. Chose
jugée 24 c.
22 Cass. Appel crim. 291 c., 357.
— Complice 49 c., 51; Faux 227 c.
— Org. judic. 611 c., 614 c.
— Renvoi 167. — Vol 274-40.
— Bruxelles. Vente publ. d'imm.
2023-20.
— Douai. Acte de comm. 139 c.,
161; Commerce, 42 c.
— Grenoble. Contrat de mar. 3969-
70 c.; 3973.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 1974, 2012.
23 Cass. Cassation 153 c.; Révélat.
de secrets 13; Témoin 41 c.,
42-10 c., 46-10-20, 60-10 c.
— Commune 1195-10; Contravent.
284 c., 295 c. — Propriété littér.
427-20, 426 c. — Quest. préjud.
172.
— Angers. Faillite 1094.
— Bordeaux. Commune 1532, 1601-
30 c., 1602; Except. 538 c.
— Grenoble. Expert. 117.
— Paris. Médecine 205.
— Décis. Enreg. 703.
— Délib. Enreg. 1681.
24 Bordeaux. V. 1831.
— Grenoble. Obligat. 147-30.
— Nancy. Obligat. 440-20.
— Paris. Appel civ. 981.
25 Ord. Droits polit. 66; Presse-out.,
p. 412.
26 Ord. Org. colon. 146 s.
— Cass. Commune 2101, 2103 c. —
Enreg. 2110, 2120 c. — Interr.
s. fait et art. 35.
— Agen. Faux incid. 82-50.
— Bordeaux. Enquête 231. — Privil.
et hypoth. 2184-10.
— Liège. Except. 379-20.
— Nancy. Paternité 509-20.
— Décis. Impôts dir. 153, 151.
27 Cass. Prescript. civ. 532; Usage
174-20 c.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 215.
— Dépôt 218 c., 239.
— Décis. Frais et dép. 1115.
— Délib. Enreg. 1692.
28 Cass. Substances vénén. 41.
— Agen. Crimes c. les personn. 34.

Juillet.

- 28 Aix. Minorité 413 c.; Scellés 86,
136 c., 148 c., 147 c., 208 c.,
221 c.
— Bruxelles. Arbitr. 703. — Obligat.
2613 c., 3650, 3669 c.; Privil.
et hypoth. 1342. — Ordre 419-
30, 668-10.
— Liège. Jug. par déf. 260-30, 261,
306.
— Montpellier. Disposit. entre vifs
4621 c.; Success. 2192.
— Rennes. Except. 283 c.
— Trib. comm. de la Seine. Presse-
out. 184; Réglém. administr.
21 c.
— Cons. d'Etat. Acquissem. 935 c.
— Circ. Forêts 209.
29 Ord. Presse-out., p. 412.
— Arrêté. Garde nat., p. 291.
— Amiens. Contrat de mar. 2908.
— Bordeaux. Appel crim. 167 c.;
Degré de jurid. 660.
— Poitiers. Dispos. entre vifs 180-40.
30 Montpellier. Contr. p. corps 402.
— Paris. Effets de comm. 409,
598 c.
— Poitiers. Privil. et hypoth. 304.
— Substit. 149.
— Rouen. Obligat. 1237.
31 Arrêté. Effets de commerce 691;
Garde nat., p. 294; Garde nat.
mob. 1.
— Proclamation. Droit constitut.
p. 333.
— Cass. Appel civil 193 c.; Chasse
422 c., 426; Instr. crim. 194 c.
— Cassation 568. — Cassation
1477 c.; Poids et mes. 67-10.
— Cassation 1478-40 c.; Commune
645, 666 c.; Réglém. administr.
86 c. — Compét. crim. 292 c.,
354; Contravent. 120 c. — Frais
et dép. 983-10. — Témoin 365.
— Grenoble. Arbitr. 848 c., 849.
— Toulouse. Faillite 813. — Notaire
298 c.; Obligat. 2282-10 c.;
Privil. et hypoth. 1261.

Août.

- 1 Ord. Droit constitut., p. 333;
Organ. marit. 539.
2 Ord. Amnistie, p. 515; Droit
constitut., p. 333.
— Agen. Grains 52.
3 Ord. Notaire, p. 592; Obligat.
p. 58.
— Aix. Droit marit. 1627, 2187 c.
4 Toulouse. Substit. 114-30, 206,
209 c.
5 Cass. Commune 781; Contravent.
264 c. — Instr. crim. 1709-30,
1719-40. — Jugem. 831-40.
— Montpellier. Servitude 550.
— Poitiers. Appel civ. 427.
— Rennes. Interdict. 27-90.
6 Ord. Garde nat., p. 294.
— Cass. V. 26 août.
7 Charte. V. 14 août.
— Cass. Cassation 4700, 1083 c.
8 Arrêté. Organ. de l'Algérie 430.
— Charte. V. 14 août.
— Cass. Action possess. 364, 720 c.
— Success. 1934, 1980.
10 Cass. Cassation 1641 c.; Obligat.
2503-50. — Chose jugée 190-
40. — Enreg. 4437, 5990.
— Besançon. Forêts 336, 1534.
— Bordeaux. Acquissem. 610.
— Montpellier. Faillite 412-30.
— Nancy. Privil. et hypoth. 1589-30.
11 Ord. Organ. administr., p. 609;
Organ. judic., p. 1506.
— Cass. Cassation 1615 c., 1731-
50 c.; Chose jugée 932 c.; Frais
et dépens 473-20; Obligat.
1591. — Privil. et hypoth.
443 c., 448, 684-20 c.; Success.
1240. — Vente 916, 945-20.
— Paris. Droit marit. 1248.
12 Ord. Conseil d'Etat, p. 169.
— Amiens. Effets de comm. 445-30.
— Caen. Effets de comm. 314; Obli-
gat. 530 c.
— Paris. Avoué 115 c.; Faillite 504;
Mandat 303 c.
13 Ord. Dom. de la cour. 81; Ordres
civ. et milit. 200; Org. marit.
86, p. 1683; Sceau, p. 701;
Sermout, p. 7.

Août.

- 13 Grenoble. Demande nouv. 116-20; Jugem. 585-40.
— Nancy. Forêts 1383.
— Trib. de Mont-de-Marsan. Contrat de mar. 2583 c.
— Delib. Enreg. 129.
— Instr. Enreg. 5430.
14 Charte. Droit constitut., 65, p. 333.
— Ord. Sceau, p. 701.
— Cass. Amnistie 127; Cassation 442 c.; Commune 896 c., 1031; Frais et dépens 974 c. — Faux 193.
16 Ord. Garde nat., p. 294; Gendarmerie, p. 492; Notaire, p. 592; Obligat., p. 30.
— Cass. Disposit. entre vifs 440, 1980-10 c. — Obligat. 1921, 9579. — Success. 405.
— Nancy. Jugem. par défaut 227-60.
— Paris. Référé 167 c.
17 Ord. Monnaie, p. 385.
— Cass. Contrat de mar. 4294; Disposit. entre vifs 2350 c., 2766. — Obligat. 4766-10. — Privil. et hypoth. 2351-70. — Propriété 291-50 c.; Success. 415.
18 Cass. Acquissem. 332; Cassation 328 c.; Obligat. 5250. — Cassation 1619-30 c.; Commune 1997, 2031 c.; Demande nouv. 54 c.; Privil. et hypoth. 1994-30 c.; Vente publ. d'immeubles 1147 c. — Deg. de jurid. 170. — Jugem. 53-39. — Privil. et hypoth. 1677-40. — Vente 391-40.
— Douai. Instr. crim. 765.
— Orléans. Industrie 362; Vente 788 c.
— Circ. Organ. milit. 250.
19 Cass. Assoc. illic. 35; Culte 74 c.; Loi 556 c. — Faux 318. — Instr. crim. 2520-20; Peine 293-40 c. — Jugem. 812-30.
— Colmar. Assur. terr. 252 c., 262.
— Nîmes. Success. 1034.
— Paris. Médecine 173, 186 c. — Privil. et hypoth. 1201.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1491 c., 1812.
— Solut. Enreg. 355.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 156.
20 Ord. Conseil d'Etat, p. 189, 190.
— Paris. Médecine 174, 214-30 c.
— Trib. de Bourges. Organ. milit. 414-20.
21 Décis. Organ. marit., p. 1683.
22 Ord. Contravent. 487; Garde nat., p. 294; Organ. colon., p. 1092; Voie publ. 6-60.
— Cass. Contrat de mar. 2329-40 c., 3963-10, 4035-20 c. — Douanes 933 c.; Faux inc. 281. — Enreg. 2711. — Enreg. 5749; Frais et dépens 292 c. — Jugem. 1010-40.
24 Ord. Impôts indir., p. 608; Org. instr. publ., p. 1354.
— Cass. Acquissem. 248 c., 529 c., 774; Cassation 1732 c., 1725 c. — Compét. comm. 441; Vente 271 c. — Organ. colon. 931.
— Bordeaux. Contrat de mar. 341, 2055 c.
— Grenoble. Domicile élu 13 10.
— Paris. Chose jugée 388-10.
— Delib. Enreg. 5065.
25 Ord. Org. civ. et milit. 200.
— Cass. Impôts indir. 188-130 c., 328, 478. — Jugem. 54-10. — Usage 176-10, 204 c.
— Bourges. Compét. comm. 23.
26 Ord. Amnistie, p. 515; Culte, p. 931.
— Cass. Boulanger 76 c.; Compét. crim. 407; Peine 157 c. — Cassation 1002 c.; Chasse 364. — Instr. crim. 1835-30, 2961 c., 2964-10. — Peine 348-70 c.
— Bordeaux. Crimes contre les personnes 166-20. — Peine 447.
— Grenoble. Forêts 530-30. — Procès-verb. 109.
— Orléans. Saisie conservat. 8 c., 24 c.
— Paris. Adultère 99.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 156.
27 Ord. Acte de l'état civ. 24; Avocat 64; Org. milit., p. 1888.

Août.

- 37 Lyon. Commune 2311.
— Montpellier. Commissionn. 377, 493 c.
— Trib. comm. de Paris. Agréé 20.
— Delib. Organ. judic. 519.
28 Ord. Amnistie, p. 515; Organ. admin., p. 609.
— Colmar. Mont-de-piété 58.
— Montpellier. Huissier 56 c., 82 c., 128, 140 c.; Obligat. 571; Office 862 c.
— Trib. de Chaumont. Obligation 614 c.
30 Cass. Eau 566-30; Émigré 386.
— Grenoble. Success. 1737.
— Paris. Référé 121-10.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 687, 928.
— Trib. comm. de Paris. Faillite 862.
— Décis. Forêts 1733.
— Instr. Forêt. publ. 227.
31 Loi. Notaire, p. 592; Serment, p. 7.
— Ord. Commiss. de police 25; Garde nat., p. 294; Organ. colon., p. 1092; Organ. marit., p. 1683; Serment, p. 7.
— Cass. Demande nouv. 255 c.; Faillite 566.
— Trib. de la Seine. Séparat. de corps 103-10.
— Cons. d'Etat. Commune 2305.
— Conseil d'Etat 120. — Ex-prop. publ. 23-80. — Travaux publ. 385, 499, 506-10, 767, 959, 1116, 1118-10, 1128.
— Delib. Enreg. 3237.

Septembre.

- 2 Cass. Appel crim. 176 c.; Cassation 2233-30 c.; Forêts 569. — Cassation 380; Instr. crim. 3324 c., 3357-40; Vol 139-30 c., 145 c. — Cassation 449; Défense 143; Instr. crim. 2091-20, 2142-10, 3575-30 c.; Témoin 678-60. — Forêts 1717. — Instr. crim. 1750, 2828-20.
— Cons. d'Etat. Culte 244-20.
— Décis. Enreg. 686, 4916.
4 Ord. Cour des comptes, p. 511; Domaine privé 21; Gendarmerie, p. 492.
5 Ord. Amnistie, p. 516.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 184-10.
6 Ord. Organ. instr. publ., p. 1354.
— Douai. Postes 64-10, 81.
7 Loi. Acte de l'état civil 24 c.
— Ord. Organ. colon., p. 1092.
— Décis. Organ. marit., p. 1683.
— Solut. Enreg. 2346.
8 Loi. Enreg. 35.
— Ord. Gendarmerie, p. 493.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 833.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 209. — Expert. 388; Impôts dir. 132 c. — Jugem. par défaut 532-10; Place de guerre 97.
— Décis. Notaire 125.
9 Cass. Cassation 2248 c.; Faux 45; Instr. crim. 2506-50, 2917-10 c. — Faux 115. — Jugem. 1079-50.
10 Cass. Amnistie 144. Cassation 742 c., 763 c., 769.
— Décis. de la Chamb. des députés. Office 85 c., 88 c., 137.
— Delib. Enreg. 1052, 1945.
— Instr. Enreg. 1322 c., 1328.
— Solut. Enreg. 437.
11 Loi. Amnistie, p. 516; Droit civil 492, p. 48; Instr. crim. p. 340; Pension, p. 764; Tranquillité publ. 18 c.
— Ord. Commiss. de police 25.
12 Instr. Enreg. 3460, 3462.
13 Circ. Forêts 272.
14 Ord. Chasse 11; Cons. d'Etat 84-70; Culte 792; Théâtre 127 c., 129-10.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 419-10.
15 Circ. Douanes 598.
16 Cass. Faux 421. — Instr. crim. 2451-10, 3397 c., 3409-20, 3426 c. — Peine 295. — Témoin 428, 618-20 c.

Septembre.

- 16 Nancy. Jugem. 397-50.
— Circ. Hospices 41, 48, 250, 252, 253, 256, 397.
17 Lyon. Contrat de mar. 1712.
— Circ. Hospices 42; Secours publ. 364 c.
— Décis. Enreg. 5262.
18 Ord. Poudres, p. 53.
— Cass. Assoc. illic. 84, 51 c.; Commune 1355 c.; Culte 84 c., 86 c.; Loi 556 c. — Cassation 1472 c. — Quest. préjudic. 412-50.
— Décis. Commune 356; Uniforme-coutume 37.
20 Paris. Assoc. illic. 18.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 203, 225; Prisons, p. 992.
— Déis. Enreg. 4971-40.
— Solut. Enreg. 1754, 2031.
21 Ord. Loi 157.
22 Ord. Avoué 28; Halles 22.
— Trib. de Marseille. Bourse de comm. 512 c.; Droit marit. 1736.
— Décis. Enreg. 698.
23 Cass. Avoué 50 c.; Serment 46. — Instr. crim. 2516-20, 2542-20.
— Paris. Peine 332-20.
— Décis. Forêts 363.
— Delib. Enreg. 3502.
24 Ord. Ville de Paris, p. 146.
— Cass. Cassation 1478-40 c.; Pêche fluviale 120-20. — Degré de jurid. 677. — Forêts 939 c., 948, 1606, 1616. — Impôts indir. 421; Procès-verbal 428. — Mat. d'or et d'argent 60-20, 68 c.; Procès-verbal 151-70 c., 495 c., 502-20 c., 517.
— Trib. de Châteaudun. Saisie-exécution 30 c.
— Circ. Commune 356.
— Delib. Enreg. 1382, 4544.
— Lettre. Agrée 20.
25 Ord. Trav. publ. 448 c., 559.
— Cons. d'Etat. Eau 472. — Trav. publ. 699.
26 Ord. Amnistie, p. 516.
— Cons. d'Etat. Théâtre 126-20.
— Solut. Enreg. 814, 2387.
27 Circ. Grâce 13.
— Instr. Enreg. 446, 699, 2941, 3956, 3957.
28 Ord. Organ. colon., p. 1092; Org. marit. 1683; Voirie p. eau p. 736-180.
— Cass. Deg. de jurid. 49.
— Trib. de Domfront. Responsab. 129-10.
30 Ord. Organ. instr. publ., p. 1354.
— Bastia. Deg. de jurid. 109-30.
— Trib. comm. de Paris. Industrie 379.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 71-100, 204, 219. — Commune 1885, 2446-40. — Mise en jugement 112-20. — Patente 124, 339.
— Solut. Enreg. 8730.

Octobre.

- 1 Ord. Avoué 28; Voie publ. 6-10.
— Cass. Cassation 1295 c. — Compét. admin. 75-10. — Org. judic. 666.
— Delib. Enreg. 1288.
— Solut. Enreg. 528.
2 Solut. Enreg. 4945.
4 Ord. Organ. colon., p. 1092.
7 Ord. Trésor public, p. 1144.
— Cass. Défense 103-20 c.; Instr. crim. 2199; Témoin 81 c., 87. — Impôts indir. 363.
— Trib. de la Seine. Org. col. 181.
8 Loi. Attribut. 24; Crimes c. l'Etat 6 c., p. 639; Instr. crim., p. 340; Lois codifiées 11-10; Presse-out. p. 412.
— Cass. Cassation 1746-160 c.
— Delib. Enreg. 4929-10.
10 Cass. Serment 119.
— Ord. Voirie p. terre 77.
11 Loi. Lois codif. 13-50 c.; Organ. milit., p. 1888.
— Ord. Nîmes, p. 637; Pension, p. 764; Voirie p. eau, p. 787-350, 739-790.
13 Ord. Culte, p. 717.

Octobre.

- 13 Trib. de la Seine. Quest. préjud. 18.
— Cons. d'Etat. Place de guerre 118.
— Décis. Agréé 20.
— Delib. Org. judic. 519.
14 Bruxelles. Séparation de corps 70-10.
15 Cass. Appel crim. 361 c.; Frais et dép. 966-20, 983-20. — Vol 570-60.
— Trib. comm. de Paris. Questions préjud. 17-10 c.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 663-30. — Place de guerre 17.
16 Ord. Dom. de la cour. 84; Org. instr. publ., p. 1354; Org. milit., p. 1888.
17 Loi. Impôts indir., p. 423.
19 Ord. Org. marit., p. 1683; Télég., p. 37; Trav. publ., p. 849.
20 Loi. Douanes, p. 599; Grains, p. 541.
— Ord. Org. instr. publ., p. 1354.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 380, 587, 590, 592.
— Cons. d'Etat. Usage 291.
21 Ord. Amnistie, p. 516; Culte, p. 717.
— Cass. Amnistie 139 c., 145; Cassation 181 c., 186 c.; Prescript. crim. 90 c., 155 c.; Voirie par terre 2407 c. — Organ. judic. 692-10. — Peine 511.
— Paris. Droits polit. 179-20.
— Trib. de la Seine. Acte de l'état civil 58 c.; Mariage 757-20.
— Trib. comm. de Paris. Propriété littér. 324.
22 Cons. d'Etat. Action poss. 299 c.; Eau 465-10; Trav. publ. 1054 c. — Commune 2151; Dom. de l'Etat 254, 270 c.; Marché de fourn. 48-80; Vente admin. 264-10 c., 265 c. — Commune 2580. — Dom. engag. 119-30. — Eau 465-10, 562-30. — Impôts dir. 136-10. — Trésor publ. 389-30, 401. — Voirie p. eau 612-50. — Voirie p. terre 371-10, 1299, 1305.
23 Solut. Enreg. 1339.
25 Ord. Culte, p. 717.
— Lettre. Prises marit. 214.
26 Trib. comm. de Paris. Propriété littér. 249.
— Trib. de la Seine. Contr. p. corps 327.
27 Ord. Culte, p. 717.
— Cons. d'Etat. Trésor public 800.
— Avis Cons. d'Etat. Domaines de l'Etat 138.
28 Ord. Commune 1069; Voie publ. 5-140 c.
— Cass. Attentat aux mœurs 38 c., 88. — Vol 494-20.
29 Ord. Avoué 28.
— Cass. Appel civil 358 c.; Cassat. 1295; Degré de juridic. 49; Notaire 310-60 c. — Propriété littér. 99. — Vol 234-50.
— Bruxelles. Org. judic. 183-20.
30 Bruxelles. Acte de comm. 19 c., 324 c., 397; Cautionn. 121 c.
— Rennes. Droits polit. 305, 308-10.
31 Ord. Avoué 28; Sceau, p. 702.
— Bourges. Droits polit. 214.

Novembre.

- 1 Ord. Organ. marit., p. 1683.
3 Cass. Procès-verbal 14.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1695.
4 Cass. Instr. crim. 990-20, 1506, 2179-30, 2287-10; Témoin 635-20 c., 637-30, 642 c. — Organ. judic. 691-10.
— Solut. Enreg. 1504.
5 Aix. Compét. comm. 177.
— Rennes. Désistement 156 c. 184.
8 Ord. Amnistie, p. 516; Enreg. 35; Monnaie, p. 385.
— Cass. Chose jugée 350-10; Frais et dépens 37-20; Obligation 1793-30 c. — Contrat de mar. 2123 c., 2243 c., 2316 c., 2910.
— Défense 200 (V. 9 novembre). — Société 78.
— Agen. Arbitr. 579, 710 a.

Novembre.

- 8 Riom. Disposit. entre vifs 4213, 4229 c.
9 Cass. Cassation 1419 c.; Jugem. 980-10 c., 1010-50 c.; Lettre miss. 2 c., 22; Séparat. de corps 38-10 c., 43-30. — Contrat de mar. 4114; Normandie 51 c.; Puissance paternelle 156 c. — Vente 849.
— Douai. Privil. et hypoth. 1634-40.
— Nîmes. Prescript. civ. 469.
— Paris. Exploit 269.
— Delib. Enreg. 334.
10 Ord. Culte, p. 717; Organ. milit., p. 1888.
— Cass. Cassation 1837 c. — Date 27 c.; Obligat. 4278-30, 4281 c., 4372 c., 4374 c., 4918 c. — Org. judic. 424-10 c., 426.
— Dijon. Forêts 1238.
— Limoges. Bourse de comm. 201 c. — Office 390, 393 c.
— Rennes. Droits polit. 160.
11 Cass. Instr. crim. 2014-20; Témoin 157, 628. — Instr. crim. 3505-30.
— Agen. Action 160 c.; Success. 1239, 1285 c.
— Orléans. Enquête 177.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 124-10, 614 c., 617.
12 Ord. Corse 2, p. 498; Org. judic., p. 1506; Organ. milit., p. 1888; Trésor publ., p. 1144; Voie publ. 6-40.
— Cass. Commune 707 c., 710 c., 1100-30; Revendeur 3.
— Bruxelles. Effets de comm. 506-20; Obligat. 3842 c. — Minorité 381-10, 382 c.
— Colmar. Délai 114. — Vente 1894-40.
13 Ord. Organ. milit., p. 1888.
14 Ord. Organ. milit., p. 1888.
15 Ord. Organ. milit., p. 1889; Pêche fluviale, p. 452.
— Cass. Chose jugée 335 c., 385. — Défense 201 c.; Jugem. 51-80.
— Colmar. Commissionn. 212.
— Montpellier. Arbitr. 231; Contrat de mariage 3568 c.; Demande nouv. 106 c. — Forêts 920.
— Décis. Forêts 1035.
16 Cass. Cassation 1903. — Obligat. 5563.
— Bordeaux. Compét. comm. 443. — Mandat 151 c.
— Bourges. Servitude 638, 653-20 c., 658-20 c.
— Bruxelles. Saisie-arrest 242.
— Caen. Substitut. 70-30.
— Nancy. Droits polit. 503-10.
— Rennes. Droits polit. 140, 160.
— Toulouse. Exploit 492-50.
— Delib. Enreg. 2849.
17 Cass. Arbitr. 863 c., 864 c., 1175, 1180 c.; Except. 111-70 c., 148 c. — Arbitr. 1351, 1353 c., 1358 c.; Mandat 374-30 c.; Mat. somm. 42-20 c. — Disci. 67-30. — Faux incid. 92-40 c., 101; Transact. 166. — Jugem. 179-10, 323-50.
— Bourges. Exploit 63-20, 424-20, 497-40.
— Colmar. Prescript. civ. 1086.
— Montpellier. Contrat de mar. 3513 c., 3953-10.
18 Cass. Cassation 252. — Instr. crim. 2130-10, 3700-20. — Vol 546.
— Agen. Contrat de mariage 1256, 3186-20; Prescript. civ. 1093 c., 1094 c.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1784-50.
— Trib. de la Seine. Séparat. de corps 248 c., 255-40.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 156.
19 Ord. Notaire, p. 592.
— Arrêté. Org. instr. publ. 294 c.
— Aix. Droit marit. 1341, 1395 c.
— Colmar. Louage 558-20 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 1750.
— Paris. Acte de comm. 59.
31 Ord. Mines 484.
32 Ord. Biblioth. 31.
— Cass. Action possess. 482; Usage 118-40 c. — Effets de comm. 234. — Prud'hommes 88-20.
— Besançon. Forêts 1279.

Novembre.

- 22 Circ. Conflit 11.
 23 Cass. Obligat. 1713-10.
 — Bordeaux. Droit marit. 1937.
 1959 c.; Mandat 139-30 c.,
 141 c.
 — Bourges. Interrog. sur faits et
 art. 44 c., 45-20.
 — Metz. Copies de pièces 47.
 — Décis. Grâce 19.
 — Solut. Enreg. 1548.
 24 Ord. Gendarme, p. 493.
 — Chamb. des pairs. Compét. crim.
 176, 720, 723, 734, 735; Presse-
 outr. 567-50, 642-10 c., 1308-
 20, 1404.
 24 Cass. Faux incid. 85-40; Obligat.
 1250 c.; Vente 812-40.
 — Paternité 445-50 c., 547-10-20
 c., 689-30 c., 693 c.; Success.
 275 c.
 — Besançon. Forêts 1395.
 — Bourges. Servitude 1028 c.,
 1029.
 — Poitiers. Arbitr. 184.
 — Rennes. Séparat. de corps 102.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit
 marit. 1791.
 25 Cass. Chasse 483 c.; Prescript.
 crim. 148. — Contumace 87.
 — Peine 136-30.
 — Paris. Faillite 65-40 c., 1331,
 1352 c.
 — Riom. Contrainte par corps 924,
 925 c.; Jugem. 397-10 c. — Ir-
 vil. et hypoth. 1308.
 — Toulouse. Minorité 363-30.
 26 Ord. Organ. milit., p. 1889.
 — Paris. Faillite 974. — Obligat.
 2659-20.
 — Poitiers. Exploit 359-10.
 — Trib. de Moulins. Presse-outrage
 180.
 — Délit. Enreg. 4250.
 27 Bourges. Faillite 1081 c.; Suren-
 chère 136.
 — Bruxelles. Société 1618-50.
 — Paris. Société 877, 972-50.
 — Décis. Organ. marit., p. 1688.
 29 C. des pairs. Responsabilité
 777-10.
 — Loi. Presse-outr., p. 412.
 — Ord. Monnaie, p. 385.
 — Cass. Action possess. 384 c.;
 Eaux minér. 13-20 c.; Servitu-
 de 118 c., 183-10. — Appel
 civil 1162. — Obligat. 3194,
 4378-30, 4330 c., 4374 c. — Propriété
 371.
 — Aix. Droit marit. 2286.
 — Bastia. Success. 1622-20.
 — Riom. Cautionnem. 416 c.; Suren-
 chère 171.
 30 Cass. Appel civ. 1155 c.; Except.
 549-20. — Jugem. 1051-50.
 — Responsab. 318-40 c.
 — Agen. Commune 2681 c.; Usage
 113 c.; Vente 1069.
 — Bastia. Degré de jurid. 109-30;
 — Bordeaux. Cautionnem. 20 c.,
 97 c.; Effets de comm. 942;
 Mandat 331-30 c.
 — Bourges. Appel civ. 591. — En-
 quête 358, 485-30, 495, 535. —
 Usage 337, 410-10 c.
 — Lyon. Jugem. par défaut 330.
 — Nancy. Domm. destr. 318.
 — Nîmes. Contrat de mar. 3480.
 — Poitiers. Success. 641, 645.
 — Cons. d'Etat. Compét. administ.
 44-20; Exprop. publ. 95. —
 Dom. engagés 118-30. — Dom.
 nat. 37-10; Vente administ. 11.
 — Instr. administ. 14-20; Jugem.
 914; Obligat. 3033 c. —
 Procès-verbal 740. — Travaux
 publ. 585.
 — Décis. Culte 208; Enreg. 6145.

Décembre.

- 1 Ord. Organ. colon., p. 1092.
 — Cass. Contrat de mar. 909 c. —
 Contrat de mar. 3661; Obligat.
 3911-10 c. — Délai 54 c.; En-
 reg. 3605; Vente publ. d'im-
 meubles 1709 c. — Douanes
 930 c., 938-10; Huissier 32-
 40 c. — Enreg. 3938.
 — Grenoble. Disposit. entre vifs
 2439-20.

Décembre.

- 1 Nancy. Obligat. 831; Vente 1267.
 2 Cass. Cassation 445 c., 446 c.,
 Instr. crim. 3568. — Contumace
 122 c.; Frais et dépens 1037-20.
 — Impôts indir. 584-10, 603,
 608.
 — Agen. Acquiescem. 727 c.; Appel
 civ. 519 c.; Enquête 283.
 — Angers. Contrat de mar. 3399.
 — Bruxelles. Disp. entre vifs 8715,
 3829 c.
 — Paris. Rébellion 28-10.
 — Riom. Interdict. 339-30.
 3 Cass. Cassation 634 c. — Règlem.
 de juges 229-10.
 — Bruxelles. Degr. de jurid. 354-40.
 — Grenoble. Servitude 478-30.
 — Paris. Peine 258-30, 259 c.
 — Riom. Droit rural 56-20.
 4 Arrêt. Contr. par corps 311.
 — Agen. Compét. admin. 170-10 c.;
 Contr. par corps 908, 909 c.;
 — Bourges. Demande nouv. 174 c.;
 Prescript. civ. 462; Servitude
 1104.
 — Grenoble. Cautionn. 64; Obligat.
 4031-40 c. — Conciliat. 55.
 — Paris. Société 617.
 — Rouen. Presse-outr. 679.
 — Toulouse. Obligat. 960 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit
 marit. 1107, 1143, 1160, 1489.
 6 Cass. Commissionn. 485, 493 c.;
 Contrat de mar. 1832 c., 1836 c.,
 1842; Frais et dépens 86 c.,
 90-30 c.
 — Bordeaux. Droit marit. 1861 c.,
 1966, 1967 c., 1968 c., 1969 c.
 — Bruxelles. Compét. civ. trib. d'arr.
 204 c.; Mariage 305-10.
 — Riom. Degr. de jurid. 634-30;
 Enreg. 5009; Exploit 165-30 c.;
 7 Ord. Organ. admin., p. 609; Org.
 marit., p. 1683; Organ. milit.,
 p. 1889.
 — Cass. Compét. admin. 132; Vente
 1851 c. — Contrat de mar.
 1971, 1978 c.; Ordre 349. —
 Contrat de mar. 3200-30. —
 Jugem. 979-150.
 — Douai. Contr. par corps 1041-
 10 c., 40.
 — Metz. Jugem. par défaut 889-20.
 — Poitiers. Appel civ. 688. — Com-
 pét. civ. trib. d'arr. 159; No-
 taire 337 c.
 — Toulouse. Privil. et hypoth. 1801
 c., 3080.
 — Délit. Enreg. 6115.
 8 Ord. Emigré, p. 480; Org. marit.
 p. 1683; Travaux publ., p. 849;
 Trés. publ., p. 1144.
 — Cass. Emigré 187-10.
 — Angers. Avoué 47 c., 186; Fonct.
 publ. 81 c.; Règlem. de juges
 77 c.
 — Paris. Acte de comm. 39 c.; So-
 ciété 198-20. — Jugem. par
 défaut. 406-10 c., 411-50.
 — Toulouse. Jugem. par défaut
 425-10. — Success. 2046 c.,
 2052.
 9 Cass. Amnistie 52 c., 77 c., 128;
 Délit polit. 7-10 c., 89 c.
 — Compét. crim. 273 c.; Des-
 cente sur les lieux 28; Instr.
 crim. 896-20, 903-20 c.; Pro-
 cès-verb. 15 c., 170 c., 175;
 Responsab. 236; Témoin 248-
 50 c. — Frais et dépens 977-10.
 — Peine 513-10; Vol 492-20.
 — Témoin 680.
 — Agen. Disposit. entre vifs 369-10.
 — Bordeaux. Culte 634.
 — Bourges. Degr. de jurid. 232-40;
 Obligat. 2085.
 — Bruxelles. Compét. civ. trib. d'arr.
 130-30 c.; Compét. comm. 449.
 — Jugem. par défaut 43-50.
 — Martinique. Vérif. d'écrit. 80 c.,
 72-20.
 10 Loi. Affiche 119 s., 147 s.; Instr.
 crim., p. 340; Lois codifiées
 11-30, 13-60 c.; Minist. publ.,
 p. 6; Org. admin. 529; Org.
 judic. 291 s., 300, 446, p. 1506;
 Presse-outr., p. 412.
 — Ord. Salubrité publ. 37.
 — Cass. Douanes 930 c., 938-10;
 Huissier 32-40 c., 166 c.

Décembre.

- 10 Bordeaux. Cautionn. 156 c. —
 Obligat. 4007-30, 4035 c., 4082 c.
 — Bourges. Compét. civ. trib. d'arr.
 173; Conclusions 29-20 c.; In-
 cident 35-10; Minorité 609-
 20 c.; Obligat. 4880-10.
 — Nancy. Forêts 1616.
 — Toulouse. Faillite 57-70.
 11 Loi. Organ. judic. 291 s., 300,
 446, p. 1506.
 — Ord. Organ. milit., p. 1889; Priv.
 et hypoth. 1367 s., p. 49.
 — Bourges. Louage 581; Obligat.
 1401 c.
 — Caen. Disp. entre vifs 2689-10.
 — Paris. Acte de comm. 39 c.;
 Compét. comm. 290 c.; Société
 198-30, 227-30 c.
 12 Loi. Impôts indir. 113, 151, 287,
 339, p. 423; Trésor publ.,
 p. 1144.
 — Ord. Contravent. 487; Voie publ.
 6-40, 6-60.
 — Orléans. V. 15 décembre.
 — Circ. Impôts indir. 33.
 13 Loi. Acte de l'état civ. 24 c.;
 Adopt. 23 c.; Ord. civ. et milit.
 111.
 — Ord. Organ. marit., p. 1683.
 — Cass. Cassation 1113, 1421 c.;
 Contrat de mar. 3919; Loi
 40 c.; Prescript. civ. 713 c. —
 Cassation 1715-60 c.; Chose
 jugée 177-10 c.; Prescript. civ.
 1105; Propriété 337, 448 c. —
 Contrat de mar. 3787. — Pro-
 priété 538. — Vente administ.
 314-30.
 — Bruxelles. Except. 488.
 — Lyon. Prescript. civ. 290.
 — Toulouse. Vente 2018, 2054.
 14 Loi. Enreg. 6087; Postes, p. 13;
 Presse-outr., p. 412.
 — Arrêt. Organ. de l'Algérie 456.
 — Cass. Disposit. entre vifs 1133.
 — Agen. Minorité 100.
 — Caen. Vente publ. d'immeubles
 1560-30, 1562-20 c.
 — Poitiers. Presse-outr. 897-10. —
 Privil. et hypoth. 900 c., 903.
 — Solut. Enreg. 1323.
 15 Cass. Acte de comm. 85 c., 113,
 116 c.; Cassation 1678-90 c.;
 Chose jugée 99-60 c.; Com-
 merce. 84 c.; Faillite 1333.
 — Appel incid. 100 c.; Enquête
 389. — Droit marit. 2234. —
 Prescription civ. 838-20. —
 Propriété 256 c., 315 c.; Vente
 1623 c., 1645, 1650, 1653 c.
 — Metz. Interrog. sur faits et art.
 57, 111 c.
 — Montpellier. Enquête 239 c., 309
 c., 375-20, 430 c.
 — Nîmes. Disposit. entre vifs 1923.
 — Orléans. Jugem. p. défaut 259-20,
 261.
 — Paris. Obligat. 932-20 c.; Privil.
 et hypoth. 1235.
 16 Ord. Culte 247, 255-10.
 — Cass. Procès-verbal 381-10. — Vol
 394-40.
 — Bruxelles. Droit marit. 917.
 — Nîmes. Commune 1531; Dom. de
 l'Etat 346 c., 349 c., 352 c.;
 Ordre 713-20.
 — Poitiers. Degr. de jurid. 280-40.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit
 marit. 1804.
 — Cons. d'Etat. Commune 415 c.;
 Dom. de l'Etat 155 c.; Impôts
 dir. 133 c. — Compét. administ.
 383 c.; Trav. publ. 1267-
 40, 1269. — Cons. d'Etat 361;
 Intervent. 158-10; Marché de
 fourn. 148-10; Tierce-oppo-
 sit. 267. — Marché de fourn.
 93-30, 119-30, 137-60. — Vente
 administ. 115, 363-50. — Voi-
 rie par terre 40.
 — Arr. avoc. Paris. Avocat 97, 172.
 17 Ord. Organ. instr. publ., p. 1354;
 Organ. milit., p. 1889.
 — Toulouse. Trés. publ. 610, 617 c.
 — Solut. Enreg. 5325.
 18 Paris. Commissionn. 464, 474 c.
 — Poitiers. Domm. destr. 314; Pres-
 cript. crim. 209 c.
 19 Nîmes. Contrat de mar. 2711, 2712.
 — Poitiers. Presse-outr. 1381-50 c.
 20 Ord. Archives 52.

Décembre.

- 20 Cass. Cassation 1331 c., 1590 c.;
 Disposit. entre vifs 2337 c.,
 2839 c., 2969, 3082 c.; Obligat.
 3538-20 c. — Chose jugée 112;
 Obligat. 4031 c.; Société 1123.
 — Discipl. 91, 289 c. — Dis-
 cipl. 91, 289 c.; Except. 333-
 50 c. — Expert. 281-20, 302 c.;
 Vérificat. d'écrit. 182-60 c.
 — Colmar. Obligat. 3926.
 — Limoges. Disposit. entre vifs
 3472-20, 4379 c.
 31 Ch. des pairs. Compét. crim. 714,
 730, 731, 733. — Responsab.
 254-30, 271-10, 372.
 — Cass. Cassation 1164 c.; Procès-
 verbal 359-20. — Contrat de
 mar. 2469 c., 2470; Mandat
 249-20. — Douanes 999-30. —
 Impôts indir. 578-30-40 c. —
 Prescript. civ. 573. — Pro-
 priété 124-10-20.
 — Amiens. Notaire 255 c.; Success.
 1753.
 — Bastia. Degr. de jurid. 389.
 — Colmar. Success. 739.
 — Grenoble. Paternité 81.
 — Délit. Enreg. 3641.
 22 Metz. Avoué 244.
 — Paris. Effets de comm. 568.
 — Toulouse. Exploit 292-50.
 — Dépêche. Douanes 753.
 23 Ord. Ville de Paris, p. 146.
 — Cass. Instr. crim. 1879-10,
 2473-10.
 — Bruxelles. Puissance paternelle
 186-10, 187 c.
 — Montpellier. Mariage 668-10,
 752 c.
 — Nîmes. Action 269 c.; Appel civ.
 523 c.; Mandat 46-20.
 — Paris. Surenchère 278.
 24 Ord. Forêts 122; Gendarme,
 p. 493.
 — Cass. Cassation 2118; Contumace
 54 c. — Compét. crim. 318;
 Exploit 695 c.; Forêts 454 c. —
 Org. judic. 682-10. — Presse-
 outr. 1302-30.
 — Bordeaux. Louage 823-10. —
 Vente publ. d'im. 1893-20.
 — Bourges. Vices rédhibit. 166-10,
 170 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit
 marit. 1862.
 — Instr. Enreg. 686, 1052, 4916,
 4971-40.
 — Solut. Enreg. 437.
 25 Ord. Culte, p. 717; Organ. instr.
 publ., p. 1354.
 — Cass. Vol 185.
 26 Cons. d'Etat. Arbitr. 1144 c.,
 1165; Compét. admin. 170-30
 c. — Concess. admin. 33-10 c.;
 Eau 185-10, 439-120; Travaux
 publ. 455 c. — Eau 532. — Garde
 champét. 17; Impôt 48 c. — Im-
 pôts dir. 38. — Manufact. 67-40.
 — Organ. marit. 947-20. —
 Patente 355-10, 392. — Place
 de guerre 17, 100. — Procès-
 verbal 742. — Théâtre 126-20,
 132.
 27 Cass. Cassation 1421; Contrat de
 mar. 1470, 1471 c.; Loi 40 c. —
 Droit marit. 2199, 2273 c. —
 Enreg. 2652, 5589-10. — Ser-
 vitude 886, 892-20 c.; Voirie p.
 terre 1458 c.
 — Rennes. Interdict. 145 c., 165-
 30, 174 c.
 — Riom. Compét. comm. 359, 362
 c.; Degré de jurid. 161-20, 170
 c.; Effets de comm. 65.
 — Toulouse. Obligat. 539 c., 544-30.
 28 Ord. Cour des comptes, p. 511;
 Org. admin. 221, p. 609; Org.
 instr. publ., p. 1354.
 — Cass. Acte de comm. 292. — Com-
 pét. civile trib. d'arr. 297 c. —
 Contrat de mar. 1011, 1012 c.;
 Mariage 768 c., 810-20 c.;
 Jugem. 1039-20. — Org. judic.
 424-20.
 — Nancy. Privil. et hypoth. 1201.
 — Riom. Faux incid. 68-20.
 — Cons. d'Etat. Eau 574.

Décembre.

- 29 Cass. Absent 93 c., 1516, 310, 319,
 231 c., 304, 319; Loi 339-30 c.
 — Action poss. 575 c.; Com-
 pét. civile trib. de paix 111 c.,
 119. — Cassation 1510; Faux
 incid. 82-40 c., 207-70 c.; Ju-
 gem. 1005-70 c.; Degré de ju-
 rid. 85 c., 121-30. — Faux in-
 cid. 206-10.
 — Lyon. Assurances terrestres 100.
 Obligat. 2428-10 c.
 — Nancy. Forêts 1203. — Société 33.
 — Orléans. Obligat. 3939 c.; Privil.
 et hypoth. 942.
 — Paris. Faillite 630-20.
 — Poitiers. Contr. p. corps 158.
 — Toulouse. Appel civil 954.
 — Rapport. Commune 151.
 30 Loi. Org. colon. 131.
 — Ord. Amnistie, p. 517.
 — Cass. Appel incid. 124. — Défense
 110 c.; Instr. crim. 2275-10,
 2970; Témoin 583 c. — Instr.
 crim. 1818, 1955, 2774-30,
 3620-10; Jugem. 847-70.
 — Metz. Servitude 498.
 — Paris. Prescript. civ. 851.
 — Circ. Douanes 357.
 31 Loi. Cassation 34.
 — Ord. Garde nat., p. 294; Organ.
 milit., p. 1889; Ville de Paris
 25, p. 446.
 — Cass. Cassation 1032 c.; Instr. crim.
 2607. — Compét. crim.
 409. — Instr. crim. 2607. — Jug.
 p. déf. 442-20. — Organ. judic.
 635 c., 656, p. 1506.
 — Bourges. Cautionn. 185 c.; Obli-
 gat. 2455-40; Prescript. civile
 929, 930 c., 940 c.; Privil. et
 hypoth. 1938 c., 2165, 2506-20
 c., 3058 c., 3510 c.
 — Colmar. Faillite 979-20. — Organ.
 judic. 498-30 c.
 — Poitiers. Appel civ. 255, 690 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit
 marit. 1861, 1958.
 — Délit. Enreg. 2474.

1831

Janvier.

- 1 C. de Bruxelles. Témoin 613-20 c.,
 619-10.
 2 Cass. Cassation 1609-90 c.; Con-
 trat de mar. 3390-30; Success.
 1305 c. — Cassation 1611-10;
 Transaction 22-10, 126 c., 113
 c. — Contrat de mar. 1971; Or-
 dre 249.
 — Bourges. Exploit 506-30. — No-
 taire 715-40.
 — Paris. Société 921.
 — Rennes. Avoué 73; Compét.
 trib. d'arr. 166 c.; Copie des
 pièces 59 c.
 4 Cass. Acquiescem. 593 c., 738,
 833 c. — Cassation 1619 c.;
 Obligat. 599 c.; Substit. 16.
 — Dom. de l'Etat 338-30. —
 Obligat. 56 c.; Privil. et hypoth.
 2471 c., 2722-20. — Usage 165,
 499.
 — Bourges. Interdict. 219-10.
 — Colmar. Contrat de mar. 2314.
 — Nancy. Vente admin. 2003-10.
 — Paris. Vente 1097.
 — Solut. Enreg. 1822.
 5 Loi. Emigré, p. 480; Trés. publ.
 p. 1144.
 — Ord. Douanes, p. 599; Forêts
 122; Impôts ind., p. 423, 608;
 Postes, p. 13.
 — Cass. Contrat de mar. 382, 384 c.
 — Colmar. Chose jugée 476.
 — Lyon. Vente publ. d'im. 1988-20.
 — Nancy. Degré de jurid. 450-10.
 — Nîmes. Privil. et hypoth. 1150-10.
 — Paris. Louage 541.
 — Trib. civil de la Seine. Propriété
 lit. 326.
 — Solut. Enreg. 4276.
 — Arr. avoc. de Paris. Avocat 202,
 204.
 6 Ord. Organ. colon. 916.
 — Cass. Cassation 833. — Délit po-
 lit. 7-90. — Peine 513-10; Vol
 494-10, 506-50.

Janvier.

- 6 Aix. Compét. comm. 42e., 396e.; Droit civil 333.; Saisie-arrest 141 c.; Saisie-conservat. 9 c.
- Bordeaux. Commune 1413, 1576-80 c.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 1434-20.; Privil. et hypoth. 912 c., 3330-60 c.
- Décis. Commune 414.
- 7 Ord. Commune 151.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 198-10.
- Bourges. Commune 1603-20.
- Dijon. Org. judic. 425.
- Grenoble. Intervent. 85.
- Montpellier. Contr. de mar. 3809.
- Nancy. Exploit 659-40.
- Paris. Obligat. 2012.
- Délib. Enreg. 4003.
- 8 Paris. Appel civ. 1008.; Privil. et hypoth. 2773-30 c.; Contr. p. corps 535 c.; Droit civ. 399.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 67-40 c.; Marché de fourn. 133-20, 137-70.; Cons. d'Etat 233-20.; Frais et dép. 1213.; Nom 48-10.; Patente 377.; Théâtre 126-20, 132.
- 9 Lyon. Jug. p. déf. 326-60.
- 10 Cass. Arbitr. 197.; Chose jugée 177-20.; Compét. comm. 306 c.; Société 749, 1642 c.; Compte 72.; Demande nouv. 150-10 c.; Louage emphyt. 23-30.
- Bourges. Enquête 397 c., 467 c., 473 c., 480, 508 c., 526 c.
- 11 Arrêté. Douanes 133.
- Cass. Cassation 1133.; Emigré 279-10.; Success. 342.; Contr. de mar. 533 c., 3530, 3901 c., 3908.; Success. 468.
- Aix. Commission. 152.; Faillite 1233, 1298 c.
- Bordeaux. Commune 1439.; Compét. admin. 150 c.
- Caen. Contrat de mar. 3809.
- Colmar. Acte de l'état civil 173.; Acte de notor. 10 c.; Contr. de mar. 240 c.; Juifs 8-10 c.
- Grenoble. Org. milit. 435-30.
- Paris. Disposit. entre vifs 4317.
- Toulouse. Jugem. 362 c.; Saisie-exécution 82 c.; Vente 1757.; Vente publique d'imm. 892 c., 1235 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1934.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 111.
- 12 Ord. Cour des comptes, p. 511.; Enreg. 56.; Mont-de-piété, p. 403.; Trésor publ. 932.
- Cass. Faillite 677, 737 c.; Mat. sommaire 31.; Prescript. civ. 942 c., 950, 954-10 c.; Privil. et hypoth. 2517-20 c.; Requête civ. 126-30.
- Aix. Disposit. entre vifs 2634-20.
- Colmar. Faux inc. 280.
- Grenoble. V. 18 avril.
- 13 Ord. Culte, p. 718.
- Cass. Compét. crim. 407.; Instr. crim. 1507, 1580, 1625-40 c.; Instr. crim. 1625-40, 3149-10.; Tentative 88-50.
- Colmar. Appel civil 981.; Puiss. patern. 122.; Usufruit 757 c.
- Montpellier. Obligat. 4176-10.
- Nîmes. Mat. d'or et d'arg. 151-10.
- Rennes. Avoué 242-20 c.; Délai 118.; Frais et dép. 901 c.; Jugem. 476-20 c.; Jugem. p. déf. 194-20 c.
- 14 Ord. Culte, p. 718.; Disposit. entre vifs, p. 47.; Marais 6.
- Cass. Cassation 674.
- Bourges. Contr. de mar. 2296 c.; Success. 2091.
- Paris. Contrat de mar. 2206.
- Poitiers. Désistement 67.; Faillite 783-30.; Jugem. 354 c.
- 15 Bordeaux. Acquiescem. 267.
- Bruxelles. Enquête 597.
- Paris. Cautionn. 140.; Contr. p. corps 451-30 c.; Degré de jurid. 638-20.
- Rennes. Société 1607-30.
- 17 Ord. Commune 1565-10.
- Cass. Arbitr. 1033 c., 1124 c.; Jugem. 579-10.; Cautionn. 235 c., 356 c.; Effets de comm. 680.; Compét. admin. 883 c.; Exploit 23-40.

Janvier.

- 17 Bordeaux. Frais et dépens 473-30 c.; Success. 1787, 2020.
- Bourges. Servitude 1040 c.; Vente publ. d'immeub. 1790.; Scelles 53.
- Colmar. Commiss. pris. 41, 49 c.
- Montpellier. Avoué 203.; Mandat 462 c.; Perempt. 276 c., 284 c., 287 c., 288 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 1444 c., 1458, 1485.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 204.; Vente admin. 12.; Eau 467-20.; Prescript. civ. 154 c.; Servitude 1128-10 c.; Trav. publ. 1054.; Eau 471-10.; Travaux publ. 1054 c.; Eau 477-50.; Marché de fourn. 84-40.; Mariage 70-20, 104-30.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1950.
- 18 Ord. Organ. instr. publ., p. 1354.
- Cass. Abus de confiance 48 c.; Enquête 28.; Jugem. 1008-10 c.; Obligat. 4648.; Enreg. 2003 c., 3320.
- Nancy. Surenchère 90, 111.
- Poitiers. Interrog. sur faits et arg. 9 c.; Jugem. 163-210 c.; Jugem. d'av. dire droit 45-60 c.; Obligat. 461-20 c., 30.
- Rennes. Acte de comm. 31.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 313.; Organ. marit. 947-20.; Dom. engagés 119-20.; Patente 354.; Place de guerre 110.; Procès-verb. 740.; Voirie par terre 2319.; Vente admin. 210.; Voirie p. terre 2100-10 c.; Arr. av. de Paris. Avocat 118, 156.
- 19 Cass. Action possessoire. 600.
- Distrib. par contrib. 152.
- Bourges. 999-50.; Notaire 514-20.; Obligat. 2862 c.
- Bordeaux. Douanes 712.; Organ. colon. 388 c.
- Limoges. Action possessoire. 287 c.; Usage 142 c., 195.
- Paris. Obligat. 1599-10.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 927, 928.
- Circ. Trésor publ. 1233.
- 20 Cass. Cassation 1549-20.
- Agen. Privil. et hypoth. 2204.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 406-20.; Obligat. 4408, 4424 c.
- Bruxelles. Chasse 423.; Instr. crim. 189 c., 470-40 c.
- Colmar. Conciliat. 54 c.; Contrat de mar. 780 c., 845.; Except. 311.; Vente publ. d'immeubles 1148-10, 1165 c.
- Grenoble. Paternité 724-20-30.
- Poitiers. Conclus. 54-50.
- 21 Trib. comm. de la Seine. Jour férié 18, 38-10.
- 22 Ord. Hospices, p. 74.; Secours publ., p. 772.
- Cass. Contravent. 306.; Faillite 1394-40, 1453 c.; Vol 403.
- Grenoble. Enquête 154.
- Riom. Mat. somm. 45-20.
- 23 Ord. Organ. instr. publ., p. 1354.
- 24 Cass. Servitude 327-10.
- Toulouse. Jugem. par défaut 454.
- 25 Ord. Cour des comptes, p. 511.; Organ. admin., p. 609.; Organ. instr. publ., p. 1354.; Théâtre p. 301.; Voirie par terre 81.
- Cass. Chose jugée 52-20.; Jugem. par défaut 335-20 c.; Deg. de jurid. 559-20.; Paternité 35 c., 45, 126 c., 152 c.
- Bordeaux. Arbitr. 839.; Droit marit. 2237.; Expert 326 c.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 269.
- Paris. Prescript. civ. 568, 635 c.; Poitiers. Mise en jugem. 37-20 c., 258 c., 268-40.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 427.; Voirie par terre 1133-30.; Organ. marit. 950-10.; Forêts 1936.; Impôts dir. 438-50 c.; Impôts dir. 663-40.; Travaux publ. 1337.; Voirie par eau 579.
- 26 Cass. Cassation 1876.; Enreg. 5218, 5812 c.; Vente admin. 319 c.; Vente publ. d'immeubles 579.

Janvier.

- 26 Bordeaux. Contrat de mar. 1923.; Mandat 277 c.; Prêt à intérêts 181-20 c.; Obligat. 1755.
- Toulouse. Louage 210-40.; Pêche fluv. 81.
- 27 Arrêté. Forêts 153.
- Ord. Organ. admin., p. 609.; Organ. économ., p. 1290.; Trésor publ., p. 1144.
- Cass. Cassation 1007-40, 1017 c.; Chose jugée 482 30.
- Bourges. Compte 88 c.; Obligat. 5118-30.
- Paris. Appel civ. 819 c.; Faillite 708 c., 1369.
- Poitiers. Deg. de jurid. 114.
- Rennes. Dom. engagés 111.; Dom. publ. 30 c.
- 28 Bourges. Disp. entre vifs 789-10, 792 c.
- Bruxelles. Effets de comm. 484.; Except. 463.
- Colmar. Compét. admin. 300-60.; Culte 501-10 c.
- Nîmes. Disp. entre vifs 2571 c., 3300-20.
- Rouen. Obligat. 2648-10.; Substitut. 69-30.
- Toulouse. Acquiescem. 197 c., 214, 829 c.
- Solut. Enreg. 783.
- 29 Loi. Organ. admin. 760.; Pension, p. 764.; Trésor publ. 290, 416, 418, 420 s., 453 s., 460 s., 462, 475, 490, 499 s., 514, 525, 529, 554, 641, 658, 695, p. 1144.
- Nancy. Deg. de jurid. 177-30.; Effets de comm. 758.; Huissier 104 c.; Responsab. 471-50 c.
- 30 Ord. Voirie par eau, p. 737-410 c.
- 31 Arrêté. Douanes 345.
- Cass. Deg. de jurid. 631 c., 633.
- Bourges. Voirie p. terre 1356-20.
- Nîmes. Appel civ. 363 c.; Discipline 261-20.
- C. d'ass. de la Seine. Défense 108.; Instr. crim. 2222 c.
- Circ. Secours publ. 182.

Février.

- 1 Cass. Enreg. 4442.; Presse-outrage 548-20.
- Aix. Appel incid. 379 c.; Deg. de jurid. 410-10 c.; Référé 162 c.
- Bordeaux. Compét. civ. trib. d'arrond. 219.
- Bourges. Contrat de mar. 1224.; Faillite 1077-60.; Loi 253 c.; Obligat. 995-30 c.; Privil. et hypoth. 736 c., 756, 2281 c., 2633 c.; Propriété 264 c.; Success. 2063 c.
- Colmar. Enquête 205 c.; Obligat. 3638 c., 3639.
- Lyon. Privil. et hypoth. 196-10.
- Nîmes. Commune 1517.; Travaux publ. 404-49, 1248-30.
- Paris. Faillite 215.
- Délib. Droit marit. 552.; Enreg. 4859.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 206.
- 2 Ord. Cons. d'Etat, p. 190.
- Cass. Forêts 1463, 1467 c., 1495 c., 1671 c.; Frais et dépens 70.; Jugem. 1012-20 c.; Mat. somm. 37-170.; Pérempt. 200, 217 c.; Obligat. 1248-10 c.; Organ. colon. 936, 937.
- Bruxelles. Privil. et hypothèques 668-40.
- Lyon. Arbitr. 925.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4616.
- Solut. Enreg. 783.
- 3 Ord. Org. instr. publ., p. 1354.
- Cass. Cassation 1746-120 c.; Instr. crim. 2004-30, 2584-20.; Règlement de juges 190.
- Bordeaux. Privil. et hypoth. 476.; Vol 76-10.
- Bourges. Vagabondage 58, 104 c.
- Colmar. Faux inc. 144.
- Dijon. Renvol 78.
- Grenoble. Privil. et hypoth. 856-20, 2203.
- 4 Ord. Trés. publ., p. 1144

Février.

- 4 Cass. Commune 1004-10 c.; Compét. crim. 292 c., 355.; Contravent. 120 c.; Commune 1169.; Compét. crim. 292 c., 354.; Instr. crim. 1879-20.
- Bordeaux. Vente 797 c., 826 c., 933-20.
- Paris. Référé 228 c.
- 6 Cons. d'Etat. Eau 171 c., 505.; Eau 398-20.; Jugem. par défaut 507.; Organ. administr. 441.; Trav. publ. 849 c., 861.; Marché de fourn. 118 c., 122-10.; Prêt à intérêts 186 c., 181-40.; Disposit. entre vifs 180-30.; Substitut. 137, 163-30, 307 c.; Vente 506.
- 7 Cass. Impôts indir. 396.; Jugem. 27-80.; Jugem. par défaut 181-40.; Disposit. entre vifs 180-30.; Substitut. 137, 163-30, 307 c.; Vente 506.
- Toulouse. Contr. de mar. 1787 c., 1864 c.; Except. 349 c.
- 8 Loi. Culte 735, p. 718.
- Cass. Acquiescem. 458.; Chose jugée 40-80.; Droit marit. 1945.; Jugem. d'av. dire droit 47-60.; Société 1471 c.; Vente 1863.
- Aix. Droit marit. 219, 220, 1372.
- Cons. d'Etat. Dom. nat. 37.
- Forêts 1905-50.; Marché de fourn. 49-100, 52-30, 114-70.; Quest. préjud. 212-50.
- Circ. Douanes 576, 578.
- Arr. av. de Paris. Avocat 118, 172.
- 9 Cass. Droit civ. 183.
- Pau. Except. 100 c.; Faillite 523 c.; Mandat 337 c.; Prêt à intérêt. 71-20 c.; Transact. 22-30.
- Trib. de la Seine. Privil. et hypoth. 668-10.
- Avis. Cons. d'Etat. Voirie par terre 1582.
- 10 Ord. Ordres civ. et milit. 111.
- Cass. Complice 145.; Ministère publ. 68.; Vol 884.; Impôts indir. 65-10 c., 106, 109 c.; Instr. crim. 1437.; Organ. judic. 562 c., 572-10-20.
- Bordeaux. Success. 1234-20.
- Liège. Contrainte par corps 472.; Effets de comm. 141.
- Lyon. Voirie par terre 95 c.
- Paris. Compét. civ. trib. d'arrond. 129.; Dépôt 138-80.; Obligat. 4075 c.
- 11 Angers. Commune 1862.
- Besançon. Dom. de l'Etat 289.; Dom. engag. 30.
- Poitiers. Conciliat. 100.
- 12 Bordeaux. Dem. nouv. 251-20.
- Colmar. Dom. de l'Etat 365.; Nantissement. 311.; Prêt à intérêts 203 c.; Trés. publ. 1244.
- 13 Paris. Forêts 1133.
- 14 Cass. Chose jugée 124.; Péremption 286.; Preuve 20-20.
- Bordeaux. Responsab. 188-10.
- Bruxelles. Contrat de mariage 2891.
- Poitiers. Désistement 67.
- 15 Ord. Organ. colon. 187 s., p. 1092.
- Cass. Enreg. 1076.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 724, 733.
- 16 Ord. Organ. administr., p. 609.; Organ. économ., p. 1290.; Organ. instr. publ., p. 1354.; Sceau, p. 701.
- Cass. Bourse de comm. 198 c.; Obligat. 569-30 c.; Office 318-10 c.; Privil. et hypoth. 338-40.; Emigré 85-30, 313-10 c.; Substitut. 281 c.; Enreg. 3172, 5863-20.; Organ. judic. 550-20, 365-10.
- Nancy. Acquiescem. 377.; Jugem. par défaut 384-20.
- Avis. Forêts 276.
- 17 Arrêté. Forêts 204, 205.
- Cass. Instr. crim. 1759.
- Bruxelles. Faillite 803 c.
- Rouen. Droit marit. 2009.
- 18 Cass. Appel crim. 343, 357 c.; Règlement de juges 186-20 c.; Renvol 200.; Cassation 168.; Instr. crim. 1089.; Défense 131.; Garde nation. 154-20, 405-60, 557-30.
- Grenoble. Droit civ. 114 c., 594.
- Cons. d'Etat. Place de guerre 144 c.

Février.

- 19 Ord. Organ. économ., p. 1290.
- Organ. marit. 48, p. 1683.
- Trav. publ., p. 850.
- Cass. Bourse de comm. 479, 507 c.; Jugem. 790-20.
- Bruxelles. Except. 450, 510 c.
- Grenoble. Faux 272.
- Limoges. Success. 493-30, 502 c.
- 20 Bordeaux. Deg. de jurid. 231.
- 21 Cass. Contrat judic. 10-20 c.; Jugem. 971-80.; Obligat. 2145-40.; Société 136 c., 1626 c.; Enreg. 5703.
- Amiens. Vente publ. d'imm. 417.
- Bordeaux. Effets de comm. 147.
- Rennes. Biens 243.
- Circ. Eaux minér. 20.
- 22 Ord. Organ. milit., p. 1889.
- Cass. Chose jugée 169-30 c.; Success. 636 c., 639-10.; Contrat de mar. 335, 2069 c.; Disposit. entre vifs 2330 c.; Mariage 703 c., 710 c.; Transact. 82-20.; Enreg. 4461, 4685 c.; Jugem. 1021-30.; Privil. et hypoth. 2897.; Success. 2011.
- Lyon. Obligat. 4407-10, 4409 c., 4920 c.
- Montpellier. Obligat. 4379.
- Paris. Ordre 320.
- Décis. Dom. de l'Etat 101 c.
- 23 Cass. Cassation 1606-110 c.; Disposit. entre vifs 563 c.; Emigré 312-40 c., 329.; Substitut. 279 c.; Success. 1015 c.; Vente 1956-50 c.; Cassation 1653-140 c.; Effets de comm. 258 c., 628.; Cassation 1891.; Chose jugée 178-10.; Obligat. 5081-10 c.; Prescript. civ. 438.; Prescript. civ. 871, 872 c., 873 c.; Vente 1095 c.; Serment 111-10.
- C. d'ass. du Haut-Rhin. Compét. crim. 616.; Instr. crim. 115-10.; Responsab. 787 c.
- Bourges. Vente 651-20.
- Bruxelles. Contrat de mar. 225.
- Paris. Théâtre 243.
- Poitiers. Faillite 1253-20.
- Rouen. Dispositions entre vifs 916-10.
- 24 Ord. Organ. colon., p. 1092.
- Cass. Instr. crim. 429.; Mise en jugem. 303 c.; Règlement de juges 183.
- Bordeaux. Contrat de mar. 2169.; Privil. et hypoth. 1679-10.
- Bruxelles. Exploit 301.
- Metz. Enquête 141.; Obligat. 3190 c., 3809 c., 3809-20, 4499-10 c.
- Orléans. Disposit. entre vifs 2599.
- Paris. Commerce 87.
- 25 Cass. Success. 1102-30 c. (V. 23 février).
- Bordeaux. Appel civ. 820.; Ordre 1295-10 c.
- Montpellier. Compét. comm. 227, 229.
- Paris. Contrat de mar. 4306-20 c.; Privil. et hypoth. 883, 1632-90 c.
- Circ. Douanes 475.
- 26 Grenoble. Commune 2374.; Echange 47 c.; Interrog. sur faits et arg. 57.; Prescript. civ. 985.
- 28 Ord. Garde nat., p. 295.; Mines 745-30.; Organ. milit., p. 1684.; Trav. publ. 331 s., p. 850.; Voirie par terre, p. 200.
- Cass. Arbitr. 123 c., 539 c., 696.; Disposit. entre vifs 524.; Forêts 790 c.; Servitude 655-10.; Jugem. 1037-10.
- Bordeaux. Biens 232.; Disposit. entre vifs 3484 c.
- Grenoble. Privil. et hypothèques 1679-10.
- Cons. d'Etat. Commune 562.; Compét. administr. 401 c.; Jugem. par défaut 498-50.; Voirie par eau 169 c., 275-20 c., 292 c., 340 c.; Voirie par terre 181.; Compét. administr. 582.; Cons. d'Etat 103-40.; Cons. d'Etat 129.; Trav. publ. 1146-20.; Impôts dir. 85.
- Metz. Appel civ. 138.
- Rennes. Dispositions entre vifs 2555-20.

Mars.

- 1 Ord. Org. colon., p. 1092; Org. marit. 90, p. 1684.
 — Cass. Disposit. entre vifs 187-20.
 — Faillite 967-30. — Jugem. 298-30. — Jugem. 1010-60.
 — Prescript. civ. 378 c.; Servitude 1012; 1099.
 — Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 818-20, 1544.
 — Bourges. Exploit 637-20. — Péremption 135.
 — Caen. Privil. et hypoth. 1636 c., 2196.
 — Douai. Avoué 50 c.; Instr. crim. 1060 c.; Mise en jugem. 322 c.; Presse-outrage 711-40-50 c.; 897-30 c., 1056 c., 1064 c., 1075 c., 1405.
 — Lyon. Vente publ. d'imm. 818-20, 1544.
 — Nancy. Disposit. entre vifs 725 c., 3010.
 — Paris. Jugem. 608-10; Jugem. p. défaut 336-30 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1488.
 — Délit. Enreg. 3433.
 — Rapport. Commune 151.
 — Arr. avoc. de Paris. Avocat 172.
 2 Cass. Compte 156; 180 c.; Obligat. 840 c., 1615 c.; Prêt à intérêts 165-30 c.
 — Bourges. Absent 215 c., 234; Tierce-opposit. 26-10 c.
 — Caen. Privil. et hypoth. 1116-20.
 — Paris. Saisie-arrest 24-20.
 — Trib. de comm. de Paris. Obligat. 179; Théâtre 188 c., 198 c.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 5003.
 — Instr. Enreg. 6146.
 — Solut. Enreg. 5610.
 3 Cass. Faillite 1289 c.; Instr. crim. 2450-30, 3250. — Peine 282-30. — Propriété 455. — Vol 428.
 — Bourges. Trav. publ. 1225, 1233 c. — Usage 492, 493 c., 585-50 c.
 — Caen. Normandie 29 c.
 — Grenoble. Surenchère 383.
 — Paris. Commission. 371, 402 c., 426 c.; Faillite 49-30 c., 91 c.; Société 895, 898 c.
 — Poitiers. Deg. de jurid. 210.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 686.
 4 Loi. Instr. crim. p. 340; Lois codifiées 11-30; Organ. colon. 989 s., p. 1092; Organ. judic. 445, 627, 673, p. 1505.
 — Ord. Marché de fourn. 6-40.
 — Cass. Instr. crim. 486; Presse-outr. 639 c., 642-20. — Organ. judic. 598 c., 602.
 — Bourges. Demande nouv. 94-10 c.; Ordre 985-50; Privil. et hypoth. 967.
 — Bruxelles. Disposit. entre vifs 3137, 3139-10, 3210-20, 3289.
 — Colmar. Enquête 379-10.
 — Douai. Postes 104, 107 c.
 — Pau. Acquiescem. 508.
 — Circ. Mariage 307, V. 14 mars.
 5 Cass. Cassation 642 c. — Contrav. 61; Peine 344-20 c. — Crimes contre les personnes 148 c., 150 c., 184. — Poids et mesures 166-40.
 — Angers. Mines 296-10 c.
 — Bordeaux. Acte de comm. 150. — Jugem. 621. — Saisie-exéc. 300 c.
 — Bruxelles. Demande nouv. 38-50.
 — Montpellier. Ordre 957, 959-80 c.
 — Paris. Surenchère 176.
 — Toulouse. Nantissém. 263; Obligat. 2870-20 c.
 — Trib. de la Seine. Privil. et hypoth. 668-10.
 — Cons. d'Etat. Octroi 389-60.
 — Circ. Voirie par eau 183.
 7 Ord. Organ. instr. publ. 516 s., p. 1354.
 — Cass. Avoué 244; Cassation 266 c.; Défense 183 c. — Conciliation 265 c.; Jugem. 1045-20 c.; Obligat. 4762-30 c., 4796-20.
 — Bordeaux. Except. 443; Obligat. 2472 c., 2773; Prescript. civile 576. — Faux incid. 56-40.

Mars.

- 7 Bourges. Cautionnem. 303; Obligat. 1398 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 686.
 8 Cass. Cassation 304-30; Mariage 393-10. — Compét. civ. trib. d'arrond. 131 10. — Consul 57 c., 74; Expert. 163-10 c., 165 c. — Contrat de mariage 4086. — Louage 558-10 c.; Mariage 724-10-20 c., 30 c.; Obligat. 653 c. — Mariage 393-10, 451 c. — Pérempt. 238 c., 239 10. — Serment 98 10 c.
 — Grenoble. Vente 426-40-50.
 — Nancy. Forêts 1169.
 — Trib. de Laon. Culte 65; Jour férié 17.
 — Arr. avoc. de Paris. Avocat 190.
 9 Ord. Organ. milit. p. 1889.
 — Cass. Cassation 1650-70 c.; Enreg. 3603; Société 1064 c. — Organ. colon. 317-20, 323-20 c. — V. 8 mars.
 — Bourges. Instr. crim. 158.
 — Grenoble. Privil. et hypothèques 1732-30; Success. 1416-289, 1424; Transcript. hypothécaire 498 c.
 — Liège. Mariage 305-40.
 — Nîmes. Contrat de mar. 3658. — Contrat de mar. 4294, 4295 c.; Privil. et hypoth. 860 c., 861 c.
 — Paris. Prescript. civ. 743.
 — Cons. d'Etat. Conflit 74, 77, 99, 103. — Eau 558-150. — Impôts dir. 456.
 10 Ord. Forêts 122, 1750.
 — Cass. Compét. crim. 474-50. — Instr. crim. 2250 c., 2253. — Org. marit. 961-20.
 — Toulouse. Jugem. par défaut 378-20.
 11 Ord. Org. instr. publ. p. 1355.
 — Cass. Appel crim. 351. — Loi 517 c.; Presse-outrage 266.
 — Bordeaux. Appel civ. 707. — Demande nouv. 221. — Mariage 714-30.
 — Bruxelles. Contrat de mar. 1918, 2363 c.
 — Circ. Impôts indir. 550.
 12 Ord. Conflit 202; Cons. d'Etat, p. 190; Minist. publ. p. 6; Organ. instr. publ. p. 1355.
 — Cass. Crimes contre les personnes 20-40; Instr. crim. 2143, 2714-10, 2910-20; Témoign. faux 78 c.
 — Bourges. Vices rédhib. 278 c., 281-20 c., 296.
 — Caen. Contrat de mar. 4044.
 — Colmar. Dom. de l'Etat 365.
 14 Cass. Chose jugée 178-30. — Rentes const. 214-10. — Vente 1736, 1786-40 c.
 — C. d'ass. de Paris. Loi 561-10 c.; Presse-outr. 1056.
 — Bordeaux. Conciliat. 177; Demande nouv. 319-30, 220-20 c.; Intervent. 97; Tierce-opposit. 213 c.
 — Bourges. Disposit. entre vifs 4225.
 — Paris. Vente publ. d'immeubles 1430-20.
 — Pau. Commune 2078 c.; Prescript. civ. 247, 367 c.; Servitude 194 c., 831 c., 832 c., 834, 886 c., 892-20 c.
 — Circ. Mariage 348 c., 358.
 15 Loi. Dom. de la cour. 81.
 — Cass. Cassation 1511. — Commune 1475, 1480 c., 1481 c., 1752 c. — Loi 398; Paternité 502; Success. 1879 c. — Organ. colon. 656.
 — Colmar. Instr. crim. 116.
 — Paris. Contrat de mar. 3914; Obligat. 4481 c. — Domicile 22 c.
 — Instr. Enreg. 5334; Obligation 3597.
 — Arr. avoc. de Paris. Avocat 168.
 16 Cass. Cassation 1164. — Compét. admin. 81 c.; Servitude 576. — Emigré 370; Obligat. 1188 c. — Prescript. civ. 78.
 — Bastia. Chose jugée 268 c.; Obligat. 1344.

Mars.

- 16 Bordeaux. Compét. comm. 461.
 — Bruxelles. Exploit 542.
 — Colmar. Except. 322-60 c.; Obligat. 1523-40. — Organ. judic. 140 c.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 2651. — Vente 339-30.
 — Avis. Commune 1129.
 17 Ord. Dom. privé 31; Organ. admin., p. 609.
 — Cass. Chose jugée 501; Complice 49 c., 72 c., 225 c.; Faillite 1389 c., 1484-10 c., 40 c., 1493-20 c., 1398; Instr. crim. 2450, 3547 c. — Contumace 91.
 — Bordeaux. Saisie-conservat. 3. — Saisie-exéc. 246, 247 c.; Tierce-opposit. 60-40 c.
 — Bourges. Instr. crim. 109-10 c.; Médecine 162.
 — Liège. Minorité 385.
 — Lyon. Faillite 1529-10.
 — Paris. Prescript. civ. 1137-10; Privil. et hypoth. 2518 c.
 — Poitiers. Deg. de jurid. 151-10.
 18 Ord. Voirie par terre, p. 200.
 — Cass. Annistie 52 c. — Peine 514.
 — Lyon. Obligat. 2679.
 — Montpellier. Contrat de mar. 1777. — Privil. et hypoth. 1742-30.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 610.
 — Instr. Enreg. 1548, 2474.
 19 Cass. Commune 1149. — Domm. destr. 29; Loi 491-20 c.; Peine 82-10 c., 30 c. — Instr. crim. 3413-40.
 — Bourges. Acte de comm. 43; Appel civ. 1084 c.
 — Dijon. Chose jugée 341-10; Désistement 93 c.
 — Paris. Acte de comm. 56 c., 98, 273 c.; Compét. comm. 228 c.
 — Pau. Dem. nouv. 239-40 c.; Mariage 915, 937-30 c.; Obligat. 4942 c., 4943-30 c.
 — Toulouse. Action possess. 833 c. — Enquête 209.
 — Solut. Enreg. 375, 564, 4358.
 20 Loi. Ville de Paris, p. 146.
 — Dijon. Société 944.
 — Paris. Référé 232-10 c.
 21 Loi. Acte de l'état civ. 33 c.; Commune 151; Délibération 5; Org. admin., p. 609; Ville de Paris 34.
 — Cass. Action possess. 355, 731 c.; Servitude 193 c. — Arbitr. 439 c. — Désistement. 46-50. — Faillite 1199. — Servitude 865-10 c., 894, 895. — Vente 808.
 — Douai. Impôts indir. 589-50, 596-10; Instr. crim. 627.
 — Montpellier. Acte de comm. 328; Mandat 497-10 c.
 — Rennes. Arbitr. 273, 1002 c., 1168 c.; Société 1058 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1431.
 22 Loi. Culte 141; Délibération 5; Garde nat. p. 295; Organ. admin. 253, 406-210; Préséance, p. 379; Sapeurs-pompiers 2.
 — Ord. Culte, p. 718; Serment, p. 7.
 — Cass. Avocat 277, 278 c.; Serment 38-10 c., 30 c. — Douanes, 472 c., 867. — Exploit 118-10. — Mariage 858-10. — Tierce-opposit. 85-10.
 — Bastia. Arbitr. 305, 1035 c., 1245 c., 1338 c.
 — Bordeaux. Appel civil 620 c.
 — Nancy. Société 1620-10. — Vente publ. d'immeubles 2003-10.
 — Circ. Culte 500.
 — Instr. Dom. de l'Etat 101 c.; Dommages-intérêts 101 c.
 23 Cass. Chose jugée 160; Prêt à intérêts 96-10 c. — Dépôt 21 c., 101 c.; Mandat 157-10, 160 c., 164 c., 165 c.; Octroi 255 c., 257 c. — Marais 115. — Organ. colon. 923, 929.
 — Bruxelles. Forêts 830. — Obligat. 4727 c.; Vente 290-40, 295 c., 318 c.

Mars.

- 23 Douai. Contrat de mar. 1669; Exploit 376-50; Tierce-opposit. 43 c., 205 c.
 — Lyon. Deg. de jurid. 116-70.
 — Nancy. Jugem. d'av. dire droit 9-10.
 — Paris. Presse-outr. 1471.
 — Delib. Enreg. 816; Ordre 501 c.
 24 Cass. Instr. crim. 3495-10.
 — Bordeaux. Appel crim. 232 c., 249.
 — Bourges. Degré de jurid. 95.
 — Circ. Douanes 1025 n.
 25 Loi. Forêts 123; Trésor public, p. 1144.
 — Cass. Degré de jurid. 673-80. — Vol 272.
 — Bordeaux. Saisie-arrest 362-30.
 — Douai. Notaire 193.
 — Grenoble. Disposit. entre vifs 1013; Obligat. 4473-10 c.
 — Montpellier. Success. 680.
 — Orléans. Contrat de mar. 1996; Surenchère 179-10 c. — Domic. élu 103-30; Exploit 364-40 c.
 — Paris. Minorité 509-60 c.; Vente 1192. — Saisie-arrest 349 c., 358-70, 414 c.
 — Décis. Mines 744.
 26 Loi. Impôts dir., p. 268; Patente, p. 49; Trésor public 710.
 — Ord. Emigré, p. 480; Trés. publ., p. 1144.
 — Cass. Boucher. 14, 16 c.; Commune 659-20 c., 967 c., 1253; Industrie 176 c. — Instr. crim. 990-30, 1131. — Propriété litt. 474.
 — Bordeaux. Contrat de mar. 4232 c., 4236.
 — Bruxelles. Faux 54, 55 c.
 — Colmar. Servitude 819-20.
 — Paris. Prescript. civ. 1080; Prêt à intérêts 159-30; Retenue 11 c.
 — Rennes. Jug. p. déf. 37.
 — Rapport. Attribut. 11.
 27 Ord. Trésor public, p. 1144.
 — Arrêté. Vente admin. 38.
 — Paris. Référé 74.
 28 Ord. Culte 255-20-30 c., 40 c., 306-10 c.; Halles 24; Mines 751.
 — Cass. Enreg. 4761.
 — Besançon. Mines 496-30, 563 c.
 — Bordeaux. Appel civil 663; Demande nouv. 322-40; Désistement. 118-20. — Eau 266-30; Expert. 20-30, 168 c.; Jugem. d'av. dire droit 21-10; Usage 118-20 c.
 — Bourges. Servitude 664.
 — Douai. Droit civil 594.
 — Nancy. Dom. de l'Etat 383.
 — Rennes. Louage à dom. cong. 31-20.
 29 Ord. Avoué 28.
 — Cass. Enreg. 3934. — Success. 2297-10.
 — Aix. Mariage 763-30.
 — Bourges. Exploit 339-30 c.; Obligat. 4053-20.
 — Nancy. Forêts 1169.
 — Paris. Arbitr. 1395 c., 1326.
 — Cons. d'Etat. Conflit 96, 167-50 c. — Emigré 295-20.
 — Décis. Enreg. 5003.
 — Délit. Enreg. 5380.
 — Instr. Hospices 373.
 — Solut. Enreg. 5344.
 30 Loi. Dom. publ. 67, 71; Exprop. publ. 25; Pension, p. 764; Tray. publ., p. 850.
 — Cass. Cautionn. de fonctionn. 56 c., 89; Privil. et hypoth. 409 c. — Obligat. 5094-30 c.; Propriété 370-30. — Privil. et hypoth. 904, 1686-10. — Procès-verbal 335-30.
 — Bordeaux. Appel crim. 357 c.
 — Bourges. Obligat. 4051-10, 4076 c., 4080 c., 4500 c.
 — Instr. Impôts dir. 174 s., 193 s., 234 s., 257 s., 277 s., 330 s., Trésor public 908.
 31 Cass. Contrav. 229. — Faux 502; Instr. crim. 435 c., 2971-40; Jugement 740-20, 825-40, 847-80. — Loi 178-50. — Organ. admin. 145 c. — Organ. judic. 630-30.
 — Amiens. Presse-outrage 459.
 — Poitiers. Prescript. civ. 582.

Mars.

- 31 Circ. C. des comptes 40; Impôts dir. 511, 515, 528, 534; Trésor publ. 858.
 — Convent. Etats riverains du Rhin V. 26 juillet 1831.
 — Instr. Garde nationale 216-10.
 Avril.
 1 Ord. Industrie 150.
 — Réglem. Hospices 493-150; Org. milit. 529.
 2 Ord. Cons. d'Etat, p. 190; Hospices, p. 74.
 — Cass. Cassation 354 c.; Fam. 327 c., 328-10 c.; Instr. crim. 2473-10 c. — Cassation 600; Organ. milit. 756-20. — Expert. 415 c.; Faux 497 c.; Instr. crim. 2975; Serment 111-30. — Instr. crim. 990-10-30; Réglem. juges 175, 227-10. — Instr. crim. 2726. — Org. colon. 22. — Témoin 221.
 3 Ord. Avoue 28.
 4 Ord. Mines 671; Organ. instr. publ., p. 1355.
 — Cass. Cassation 1736-20 c.; Jugem. 83. — Responsab. 31.
 — Bruxelles. Jugem. 163-10, 164.
 5 Ord. Avoué 28; Halles 24.
 — Cass. Chose jugée 302-20, 311 c.; Ordre 486 c., 790-10 c.; Instr. crim. 4718. — Instr. écrit 44. — Faillite 1187, 1293 c.
 — Grenoble. Instr. crim. 621-20.
 — Solut. Garde nat. 34.
 6 Cass. Action 267 c., 268 c.; Cassation 1651-99, 1824; Droit marit. 1843; Jugem. 7270 c.; Prises marit. 11 c.; Action possess. 733. — Convention 711. — Chose jugée 22. — Commune 2167. — Jugem. 113, 999-30; Mandat 10. — Jugem. 273-60. — Organ. milit. 391-20.
 — Bruxelles. Enquête 139; Exploit 26 c.
 — Paris. Concess. admin. 24; Eau 553.
 7 Cass. Acte de l'état civ. 360; Crimes contre les personnes 148 c.; Instr. crim. 1060 c.; Paternité 502. — Domm. destr. 308-40; Contrav. 233 c.; Réglem. de juges 175, 227-10.
 — Colmar. Privil. et hypoth. 224.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1609.
 8 Loi. Instr. crim. p. 340; Lois codifiées 11-30; Organ. colon. 989 s., p. 1092; Organ. judic. 445, 627, 673, p. 1505.
 — Cass. Cassation 1383 c.; Instr. crim. 105.
 — Cons. d'Etat. Conflit 104; Eau 553, 577. — Cons. d'Etat 150. — Culte 372, 733-40; Manufact. 76. — Patente 54. — Travaux publ. 569-20.
 — Circ. Forêts 168.
 — Décis. Société 893 c.
 9 Ord. Voie publ. 6-40.
 — Paris. Société 182 c., 1654-10.
 10 Loi. Attribut. 11; Instr. crim. et milit. 203; Pension, p. 764; Saisie-arrest, p. 490; Trésor public 710; Trés. publ. 315; Trés. publ. forme-costume 22, 59; Ville de Paris 53 c.
 11 Ord. Org. milit., p. 1889.
 — Cass. Cassation 1415 c.; Deg. de jurid. 97-20, 104 c.; Douanes 947-10. — Instr. crim. Loi 47-20 c. — Faillite 122-20-30; Obligat. 524 c., 4748-10 c., 4865 c. — Instr. 1014-60. — Louage 412-10; Mandat 309-20.
 — Bruxelles. Exploit 124-30.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1553.
 12 Loi. Organ. administr. 69; Organ. milit., p. 1889.
 — Ord. Garde nat., p. 390; Organ. marit., 726.
 — Cass. Disposit. entre vifs 10, 4492-20, 4498 c.; Servitude 1696-30 c. — Frais et dépens 163-20; Mat. comm. 12-10 c.

Avril.

- 12 Agen. Vente publ. d'immeubles 1556.
— Paris. Appel civ. 374 e.
13 Ord. Forêts 445; Trésor public, p. 1144.
— Cass. Chose jugée 50-80.
— Compét. admin. 267. — Exploit 35-50, 58 c., 150-20 c.
— Impôts indir. 380. — Organ. milit. 435-20. — Saisie-arrest 348.
— Bordeaux. Enquête 184, 190-20 c.
— Grenoble. Organ. milit. 435-20.
— Rouen. Vente publ. d'immeubles 518-10.
— Toulouse. Obligat. 2867-20; Succès. 2303.
14 Cass. Organ. instr. publ., p. 1355.
— Presse-outr. 905-30 c., 1408-10-20 c. — Vol 217-20.
— Bastia. Mise en jugement. 258.
— Dijon. Effets de comm. 544.
— Paris. Faillite 499, 850 c. — Organ. colon. 927. — Vente 1742.
— Pau. Contrat de mar. 221, 248 c.
— Rennes. Vêrificat. d'écrit. 78.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 476-30. — Vente administr. 315-60.
15 Ord. Organ. instr. publ., p. 1355.
— Cass. Loi 178-30-40 c.
— Bordeaux. Succès. 240.
— Limoges. Succès. 869.
— Paris. Effets de comm. 596.
— Circ. Garde nat. 526.
16 Cass. Acquiescem. 908; Instr. crim. 1334-10 c. — Compét. crim. 52; Loi 351-40 c. — Délai 101 c.; Loi 161. — Instr. crim. 2856, 3104-10, 3554-30. — Loi 178-30. — Organ. colon. 1028. — Règlement de juges 175.
— Bruxelles. Arbitr. 852 c., 546.
— Paris. Compét. administr. 164. — V. 6 avril.
— Instr. Enreg. 4890; Garde nat. 707-20.
— Solut. Enreg. 2809.
17 Delib. Enreg. 6231.
18 Loi. Douanes, p. 599; Enreg. 36; Impôts indir., p. 269; Organ. marit. 374, p. 1684; Pension, p. 766; Saisie-arrest 490; Traitement, 28 c., 38 c.; Trés. publ. 1103, p. 1144.
— Ord. Organ. instr. publ., p. 1355.
— Cass. Commission. 404 c., 478-10. — Enquête 494 c., 497; Industrie 99 c.; Louage d'ouvriers 52-10 c. — Enreg. 190-10 c.; Obligat. 363 c. — Jugem. 62, 179-40.
— Bruxelles. Conciliat. 167, 168-10 c.; Enquête 368, 605 c., 640 c. — Défense 236.
— Grenoble. Contrat de mar. 4265-10. — Expert. 285-10; Vente 1576-50.
— Paris. Péréemption 329.
19 Loi. Affiche 70 c.; Droits polit. 66; Organ. administr. 636; Trésor publ. 734, 735.
— Cass. Jugem. 296-30; Louage 539; Obligat. 1394 c.; Péréempt. 14-10 c., 30 c.; Prescript. civ. 675 c. — Obligat. 1878, 1892 c. — Rentes constit. 166-30.
— Caen. Acte de notor. 3.
— Grenoble. Mariage 698-50.
— Nîmes. Contrat de mar. 3658.
— Paris. Prescript. civ. 495, 830.
— Décis. Douanes 123.
20 Cass. Chose jugée 280 c.; Obligat. 5216; Succès. 937, 958. — Commune 1818-20, 1904 c.; Forêts 1748 c. — Contrat de mar. 3332, 3831 c.; Except. 560 c.; Obligat. 4487-10 c. — Organ. colon. 941.
— Bordeaux. Compét. civ. trib. d'arrond. 82 c.; Succès. 1510, 1528-10, 1672 c., 1676.
— Bourges. Mines 342.
— Douai. Louage d'ouvriers 105.
— Lyon. Contrat de mar. 773, 714, 983 c., 1123 c., 1298 c., 1299 c., 1560 c., 3165 c.; Contumace 61 c.
— Paris. Faillite 224-20. — Interdict. 219-30 c., 221-40.
— Circ. Droits polit. 248.

Avril.

- 21 Loi. Trésor public, p. 1144.
— Cass. Instr. crim. 1619, 2451-20.
— Bordeaux. Domicile élu 118-10.
— Pau. Prescript. civ. 540.
22 Ord. Garde nation., p. 301.
— Cass. Chasse 103; Droit rural 139.
— Garde nation. 688-20, 684.
— Procès-verbal 287.
— Bourges. Instr. crim. 470 c.; Presse-outr. 1056, 1096 c.
— Colmar. Privil. et hypoth. 800; Vente publ. d'imm. 519-10 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 3420-20, 3544-30 c.; Substitut. 45.
— Poitiers. Interrog. s. faits et art. 58-30, 108 c.
— Trib. comm. de Marseille. Vente 715-10.
— Cons. d'Etat. Conflit 44; Vente admin. 231 c. — Cons. d'Etat 209. — Travaux publics 500-30, 1194-50.
— Delib. Enreg. 5133.
23 Cass. Cassation 1008; Compét. crim. 401-90. — Délai 101 c.; Loi 178-40. — Exploit 709-30. — Garde nat. 315-10, 478-10, 505-10.
— Bordeaux. Péréempt. 108 c.; Privil. et hypoth. 1810-10; Vente publ. d'imm. 418-50 c.
— Liège. Contrat de mar. 1635.
— Paris. Obligat. 1778-40 c.; Prêt à intérêt 36.
25 Ord. Organ. instr. publ., p. 1355.
— Cass. Appel civil 941 c., 1009; Responsabilité 167 c. — Contrat de mar. 3726; Jugem. 1051-10; Obligat. 436; Succès. 1299 c.; Vente 490 c., 600, 856 c., 1038 c. — Vente 1956-60.
— Agen. Contrat de mar. 445.
— Grenoble. Société 769.
— Grenoble. Arbitr. 299, 576 c. — Crimes c. l'Etat 74; Instr. crim. 175 c.
— Montpellier. Arbitr. 101 c., 1178.
— Instr. Enreg. 3294.
— Lettre. Garde nation. 71.
26 Cass. Acquiescem. 330. — Compte 154, 171 c.; Minist. public 91-30 c.; Secours publics 398 c. — Surenchère 340, 261 c.; Vente 1330 c., 1746-10.
— Bourges. Minorité 315, 421 c., 224-60 c., 270.
— Bruxelles. Péréemption 91-20 c., 224-60 c., 270.
— Montpellier. Enquête 313 c., 554, 4235, 5075-20 c., 5085 c., 5214-20, 5227 c., 5228 c.
— Bordeaux. Contrat de mar. 1956; Mariage 696 c.
— Bruxelles. Jug. p. déf. 78-10.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 2521.
— Montpellier. Mariage 938, 956 c.; Obligat. 880-10 c.; Tierce-opposit. 88 c.
— Poitiers. Obligat. 2088 c., 2065 c.; Rentes constit. 177; Rentes fonc. 85 c.
— Rouen. Rentes constit. 208-10.
— Instr. Enreg. 138.
28 Ord. Organ. marit. 1634; Trésor public, p. 1144.
— Cass. Cassation 158 c., 1920-20 c.; Instr. crim. 1361, 3101-10; Loi 179-10 c. — Chose jugée 507; Instr. crim. 1355; Peine 139-20 c.; Témoin 187, 576. — Org. judic. 638.
— Colmar. Prescript. civ. 947.
— Nîmes. Commerce. 49 c.; Faillite 46-20 c., 64-20, 149 c.
— Orléans. Exploit 467; Jugem. p. déf. 417-30; Saisie-arrest 246-10 c.
— Paris. Obligat. 3998-30.
— Circ. Garde nation. 294.
29 Ord. Chambre de comm. 4; Douanes, p. 599; Industrie, p. 675; Organ. économ. 6, 9, 41 c., p. 1290, 1291; Org. instr. publ., p. 1355; Privil. et hypoth. 782; Secours publ., p. 712; Trésor publ. 1125, 1146, 1180, p. 1146; Ville de Paris 33 a.

Avril.

- 30 Cass. Amnistie 148 c.; Commune 707; Revendeur 3. — Commune 1192-10; Contravention 273 c., 276 c., 285 c. — Domm. destr. 193. — Garde nation. 19; Presse-outr. 593-30 c., 697-30 c. — Instr. crim. 2716-10, 2799 c., 3126, 3483. — Poids et mesures 113-10.
— Paris. Droit marit. 1812.
— Poitiers. Appel civil 754 c., 887 c.; Délai 89 c., 101-10 c.; Domicile élu 27-30; Ordre 892 c., 899-10, 903, 904, 937-30; Privil. et hypoth. 2770-10 c.
— Circ. Douanes 475.
— Lettre. Médecine 186.
30 Ord. Ordres civ. et milit. 111.
— Caen. Rentes constituées 188-20.
— Décis. Frais et dép. 1096-20.
— Solut. Enreg. 5390.
Mai.
2 Cass. Contrat de mar. 1836 c., 1843; Jug. par déf. 387-30 c., 418-30 c. — Jug. p. déf. 384, 30 c., 418-10-20 c.; Péréemption 236 c.
— Bordeaux. Succès. 1108. — Vente publ. d'imm. 1254-10.
— Bourges. Compét. civ. trib. d'arr. 85.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 3298.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1674.
3 Ord. Organ. marit., p. 1684.
— Cass. Action possess. 126 c., 790. — Contr. p. corps 984.
— Bruxelles. Jugem. 298-70.
— Grenoble. Culte 146, 247-10.
4 Cass. Assurances terrest. 14 c.; Louage 800, 804, 805 c., 809 c., 810 c. — Effets de comm. 121 c., 340, 909-30 c. — Obligat. 4175-20. — Récusat. 78-10 c.; Renvoi 78, 92 c.
— Nîmes. Vente publ. d'imm. 1323, 1509-40.
— Paris. Disposit. entre vifs 305. — Référé 69.
5 Ord. Commune 594.
— Cass. Disposit. entre vifs 3059. — Jugem. 1002-30. — Obligat. 4888-10. — Servitude 753 c., 765.
— Bourges. Presse-outr. 1512.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 122.
— Metz. Abus de conf. 48, 50 c., 51 c., 187 c., 189 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 509; Responsab. 188-20.
— Cons. d'Etat. Commune 594; Impôts dir. 32, 121-20, 126-20, 136-20; Jugem. 918; Org. admin. 348-20. — Marché de four. 149-150.
6 Bordeaux. Enquête 626.
— Dijon. Avoué 148; Péréemption 372 c.
— Montpellier. Vente 1578.
— Avis. Commune 2100.
— Solut. Enreg. 4325.
7 Ord. Haras 6; Org. économ., p. 1291.
— Bourges. Appel crim. 235 c., 234 c., 288 c.; Appel incid. 173, 179 c.; Comp. crim. 525 c. — Compét. administr. 270 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 266; Eau 558.
— Bruxelles. Degré de jurid. 310, 354-40; Saisie-foraine 4.
— Duel 102. — Instr. crim. 982, 983 c.
— Grenoble. Obligat. 4541-20 c.; Société 538.
— Paris. Vente 1236-10.
— Rennes. Expert. 58-20.
9 Cass. Action possess. 449 c., 453. — Dépôt 86-30 c., 122-30. — Enreg. 3457.
— Paris. Disposit. entre vifs 3185-10; Parenté 11 c. — Jugem. p. déf. 394-10. — Référé 174 c.
— Pau. Compét. 127-30. — Compte 161; Société 781 c., 799.
— Solut. Enreg. 1264.

Mai.

- 10 Ord. Trésor public 1123, 1146, p. 1145.
— Cass. Compét. admin. 251 c.; Voirie p. eau 548. — Droit civil 477. — Enreg. 291 c., 1349, 1356, 1358 c. — Privil. et hypoth. 936.
— Colmar. Servitude 819-50.
— Paris. Louage emphyt. 9.
— Delib. Enreg. 6279.
— Solut. Timbre 105-20.
11 Ord. Archives 29; Traitement 38.
— Cass. Action possess. 598 c., 612. — Appel civil 790 c.; Exploit 521-20. — Disposit. entre vifs 2603-20, 2673-30 c., 2722 c. — Louage 725. — Obligat. 3404-50.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 198-20.
— Toulouse. Avoué 116 c., 118.
12 Ord. Commune 1069 c.; Cons. d'Etat. p. 190; Douanes, p. 600; Halles 97; Minist. publ., p. 6.
— Cass. Contravention 362, 483-20. — Faux 152. — Instr. crim. 859. — Presse-outrage 1067. — Procès-verbal 9-20 c., 14, 189-50.
— Bourges. Intervent. 126 c.; Succès. 2015.
— Dijon. Presse-outrage 235-10 c., 264 c., 270 c., 374-10, 380 c.
— Grenoble. Contr. de mar. 910 c., 3421, 3662; Obligat. 3883 c., 3914 c.
— Montpellier. Contrat de mariage 4041.
— Toulouse. Dom. publ. 58 c.; Servitude 74 c., 451-10.
— Cons. d'Etat. Forêts 1438.
14 Ord. Secours publics, p. 772.
— Cass. Forêts 1701.
— Bordeaux. Appel crim. 82.
— Bruxelles. Appel civil 428; Jugem. 236-20-30, 257-20.
— Paris. Except. 79. — Instr. crim. 1419.
— Rennes. Minorité 377-20.
— Toulouse. Acte de comm. 269; Compét. comm. 235 c.
— Instr. Impôts dir. 177, 188.
— Solut. V. 10 mai.
15 Ord. Théâtre, p. 301.
— Circ. Trésor public 1223.
— Instr. Enreg. 5189.
16 Cass. Cassation 1480 c.; Reprises d'inst. 72. — Contrat de mar. 3910-30, 3912 c. — Enreg. 5759. — Minorité 651.
— Besançon. Forêts 1412; Usage 452-30.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 452-30.
— Pau. Succès. 1584.
— Toulouse. Vente publ. d'immeub. 1728.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 587, 592.
— Décis. Copie de pièces 38.
17 Cass. Compét. admin. 252; Deg. de jurid. 558-30 c.; Dom. de l'Etat 261 c.; Frais et dépens 456-20 c. — Disposit. entre vifs 640, 2307-20 c. — Interdict. 221-20. — Obligat. 2126-20. — Organ. judic. 172-10-30.
— Bordeaux. Compét. comm. 227. — Dépôt 223, 224 c.; Saisie-arrest 130 c., 149 c.; Saisie-conservat. 3; Surenchère 272 c. — Exploit 370-40, 375-30 c.
— Bourges. V. 7 mai.
— Caen. Normandie 31.
— Lyon. Succès. 1920, 1931.
— Montpellier. Minorité 301-50.
18 Cass. Disposit. entre vifs 188-30; Expert. 42 c.; Succès. 2348. — Obligat. 1953 c.; Privil. et hypoth. 398, 528 c. — Organ. judic. 353-20.
— Dijon. Forêts 536.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 3987-20, 4230-10.
— Toulouse. Obligat. 4652-10 c., 4687.
— Instr. Impôts dir. 79.
— Solut. Garde nat. 99.
19 Cass. Instr. crim. 2777-20.
— Circ. Garde nat. 64.
— Décis. Enreg. 6231; Garde nat. 199, 551.
— Solut. Garde nat. 131-30, 541-40.

Mai.

- 20 C. d'ass. de Montpellier. Instr. crim. 1753-10, 1879-30.
— Cass. Défense 116; Instr. crim. 2075 c., 2418-20 c., 2517. — Organ. judic. 628. — Peine 102-90 c.
— Bordeaux. Désistement. 118-20.
— Cons. d'Etat. Acquiescem. 957; Place de guerre 131; Trésor publ. 563 c. — Marais 89. — Marché de fournil. 44-60.
— Avis Cons. d'Etat. Garde nat. 43.
21 Bordeaux. Intervent. 96-20.
— Bourges. Appel civil 845.
— Lyon. Succès. 587.
— Paris. Contrat de mar. 3253; Emigré 371-20 c. — Chose jugée 568-30.
— Cons. d'Etat. Garde nat. 91.
23 Cass. Eau 573-20 c.; Manufact. 170-40-50, 173 c.
— Bruxelles. Compét. comm. 509; Obligat. 5342-20 c.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 182; Usufruit 390-40 c., 391 c.
— Lettre. Garde nat. 801; Serment 115.
24 Cass. Vente publ. d'immeubles 1218-30.
— Douai. Presse outre. 1136.
— Nancy. Deg. de jurid. 212, 381-60.
— Orléans. Rente viagère; Succès. 2285; Vente. V. 26 mai.
— Delib. Enreg. 1258, 2832.
25 Cass. Compét. admin. 75-10. — Disposit. entre vifs 3591-20, 4376-60 c.
— Limoges. Biens 181 c.; Emigré 288.
— Paris. Mandat 122, 131 c.; Vente publ. d'immeubles 454-10 c.
— Toulouse. Désistement. 120-20.
— Circ. Garde nat. 256.
— Décis. Garde nat. 22.
26 Cass. Cassation 756 c. — Garde nat. 478 c., 684. — Instr. crim. 3393; Jugem. 820-20. — Jugem. 790-10 c., 793-30 c.; Mines 676-10, 803 c., 806 c. — Peine 126-20. — Règlement de juges 175, 227-10. — Témoin 656-60.
— Colmar. Prescript. civ. 177 c.; Servitude 358, 1030 c.
— Grenoble. Vente publ. d'immeubles 1503.
— Orléans. Rente viagère 72-20-30 c., V. 21 mai; Vente 1566-20 c., 1576-10 c.
27 Ord. Voirie par terre 2283.
— Bourges. Arbitr. 301. — Dem. nouv. 251-40; Obligat. 2497-40; Vente publ. d'immeubles 1216-10-30, 1218, 1459-30.
— Grenoble. Obligat. 134, 529-20 c.
— Limoges. Obligat. 53, 3814 c., 3316 c.
— Pau. Except. 272-10 c.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 129, 449, 461-30. — Voirie p. terre 1594.
28 Ord. Garde nat., p. 301; Télégraphe, p. 37.
— Cass. Compét. crim. 299.
— Colmar. Obligat. 2588-30.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 1118.
— Pau. Servitude 145 c.; Vente 652.
— Riom. Enquête 289.
— Toulouse. Except. 390 c.
— Cons. d'Etat. Culte 426 c. — V. 28 mars. 1831.
30 Ord. Organ. marit., p. 1684.
— Cass. Douanes 385-20 c.; Procès-verb. 203-30 c., 358-10. — Douanes 599. — Jugem. 53-60, 1010-10. — Rente viagère 73; Vente 1574-40. — Société 768, 787 c.
— Bourges. Enquête 69-20 c., 127-20, 136 c., 174 c., 176 c., 285 c., 289 c., 425 c.; Exception 324 c.
— Bruxelles. Droit civil 123-20, 560-10 c., 20 c., 30 c.; Obligat. 3327-30 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 2315.
— Riom. Assur. terr. 180.
— Cons. d'Etat. Forêts 2028.
— Circ. Voirie par terre 1676.

Mai.

- 31 Ord. Donanes, p. 600.
— Cass. Arbitr. 134 c.; 137 c.; Cassation 1874-189; Société 1806-60. — Cassation 1718-90 c.; Contrat de mar. 2313. — Garde nat. 34, 235, 708. — Notaire 235. — Obligat. 4833. — Obligat. 4921 c., 4930; Recusat. 10-40, 76 c. — Société 1371-10. — Surenchère 51-30, 146-50. — V. 31 mars 1831.
— Instr. Garde nat. 38-20, 58, 63, 71, 88, 99, 361, 590, 703.
— Solut. Garde nat. 98.

Juin.

- 1 Cass. Chose jugée 114-20. — Vente 2052-30. — Vente publ. d'immeubles 1736-30.
— Bourges. Acte de l'état civil 431.
— Grenoble. Arbitr. 416, 785 c., 793, 847 c., 1154 c. — Faillite 74-40, 140-30 c., 40 c.; Société 183 c., 629 c., 633 c.
— Montpellier. Emigré 285.
— Paris. Affiche 106 c.; Brevet d'invent. 383 c.; Peine 865 c., 870. — Arbitr. 1803.
2 Ord. Donanes, p. 601; Grains, p. 541.
— Cass. Défense 63; Instr. crimin. 2028-70 c., 2034, 2048; Jugem. 1071-70 c. — Frais et dépens 691 c.; Ordre 117 c., 456 c.; Privil. et hypoth. 1532. — Frais et dépens 1016; Instr. crimin. 3735, 3738 c., 3761 c. — Organ. judic. 666.
— Bordeaux. Jugem. 584-10; Succès. 638, 1353, 1565-30, 1677-10.
— Bourges. Chose jugée 205 c., 547-30; Prêt à intérêts 259-50 c., 382-30 c.
— Bruxelles. Vente 177-40.
— Grenoble. Ordre 436; Prescript. civ. 479-10; Vente publ. d'immeubles 819 c.
— Lyon. Frais et dépens 142-30.
— Metz. Vente 1971.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 1579.
— Paris. Contrat de mar. 3435 c., 3504, 3643 c. — Quest. préjud. 14-20.
3 Cass. Cassation 404 c. — Chose jugée 420 c. — Instr. crimin. 1833-30, 1839-10. — Règlement de juges 175.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 191.
— Bourges. Privil. et hypoth. 1825.
— Pau. Servitude 140, 1183 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 74. — Eau 401; Travaux publ. 1173. — Marché de fourn. 16-10.
— Solut. Enreg. 5291.
4 Ord. Organ. milit., p. 1889; Vidange 31.
— Agen. Emigré 386.
— Nancy. Expert. 195.
— Paris. Contrat de mar. 4034-30. — Référé 124, 179-30 c.
— Trib. de Paris. Culte 678.
6 Cass. Dem. nouv. 48 c.; Société 968 c., 979. — Faillite 195-20; Mariage 878 c.
— Nancy. Obligat. 387.
— Paris. Acte de comm. 403. — Arbitr. 1154.
7 Cass. Impôts indir. 584-10, 608.
— Bourges. Droits polit. 237, 247-30.
— Bruxelles. Mariage 395-20, 397-50 c., 405-30 c.
— Montpellier. Usufruit 524.
— Orléans. Jugem. p. défaut 426-50.
8 Cass. Saisie-arrest 168, 396-10 c.; Vente 1694 c. — Vente publ. de récoltes 9-20-70-100.
— Bordeaux. Jugem. par défaut 78-20.
— Bourges. Servitude 838.
— Paris. Faillite 828.
— Toulouse. Absent 339; Frais et dépens 774-20 c. Minorité 450-20.

Juin.

- 8 Cons. d'Etat. Concess. admin. 44 c.; Eau 404-10; Exprop. publ. 16-30. — Conflit 103, 106. — Eau 438-10; Loi 82-40 c.
— Solut. Enreg. 2434.
9 Ord. Greffe, p. 555; Propriété 219 c.; Vente publ. de meubles 9.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 833.
— Cass. Cassation 2119 c., 2154 c.; Instr. crimin. 1230, 1302-10, 2956; Serment 186-30; Témoin 118-10. — Instr. crim. 2569-50, 3428-30.
— Bruxelles. Forfait. 120-10; Garde-champêtre 35-30 c.
— Liège. Deg. de jurid. 268-30.
— Paris. Commissionn. 386; Effets de comm. 829 c.; Force maj. 10-30. — Frais et dép. 946-20.
10 Cass. Amnistie 125. — Instr. crim. 1845-10, 3153-10.
— Agen. Emigré 139-10, 366-50, 889.
— Bordeaux. Obligat. 2417-30. — Vente 654. — Vente publ. d'imm. 1896-20.
— Bourges. Enquête 225, 301 c.
— Montpellier. Nantissement. 212.
— Nancy. Forêts 1647.
— Poitiers. Enquête 104; Voirie p. terre 509 c.
— Rennes. Appel incid. 112.
— Riom. Usage 449.
— Solut. Enreg. 3434-10.
11 Ord. Org. milit., p. 1684.
— Cass. Appel crim. 87, 111 c., 118 c., 122 c.; Enquête 590-10 c.; Instr. crimin. 880 c.; Jugem. 1063-30 c.; Procès-verb. 12 c., 164-20 c. — Presse-outr. 562-10, 863 c.
— C. d'ass. de la Seine. Instr. crim. 2018-20.
— Bourges. Compét. civile trib. d'arr. 319.
— Lyon. Servitude 1024.
— Paris. Jugem. 475 c., 1012-80.
13 Cass. Cassation 1827-20 c.; Société 1007, 1035 c. — Contr. de mar. 383. — Donanes 470.
— Agen. Success. 1106-10 c., 1107.
— Bruxelles. Except. 188-40.
— Colmar. Vente publ. d'imm. 97.
— Nîmes. Procès-verbal 531-20 c.
— Paris. Référé 103 c.
— Cons. d'Etat. Expert. 378.
14 Cass. Arbitr. 531 c., 544, 731 c. — Arbitr. 1177, 1180 c.; Degré de jurid. 612 c. — Minorité 314. — Privil. et hypoth. 1627-30, 1632-80, 1663-10, 1679-10.
— Paris. Instr. crim. 512.
— Pau. Compétence 57-40; Vente 1255 c.
15 Ord. Industrie 178; Voie publ. 6-20 c.
— Cass. Acte de l'état civil 416 c.; Paternité 82 c., 161 c., 172. — Compét. admin. 140; Emigré 397-20 c. — Effets de comm. 385 c., 457 c., 475-30. — Org. judic. 224-10.
— C. C. belge. Mines 100.
— Angers. Effets de comm. 647; Loi 524-10 c.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 689-10-70 c.
— Colmar. Appel civil 1086; Emigré 118-20, 133. Obligat. 947.
— Avis. Enreg. 1619.
16 Ord. Revendeur 1.
— Cass. Appel civil 568. — Instr. crim. 1425, 3153-10. — Organ. judic. 682-10. — Rente viagère 70-20 c.; Vente 1242 c. — Rente viagère 98-10. — Témoin 662-30. — Vente 1956-20.
— Agen. Dispos. entre vifs 850-30.
— Colmar. V. 15 juin.
— Grenoble. Absent 689.
— Paris. Chose jugée 137.
— Toulouse. Nantissement. 148-10-20 c.; Privil. et hypoth. 304 c.
— Trib. de la Seine. Médecine 209.

Juin.

- 16 Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 144; Voirie p. terre 405-10, 409-10, 411-10. — Cons. d'Etat 249. — Dom. de l'Etat 254. — Eau 171 c., 192, 506-20 c.; Trav. publ. 1196 c. — Responsabilité 290; Trésor public 902-20 c.
— Solut. Enreg. 435-30.
17 Cass. Contravention 412 c.; Vol 452-10. — Instr. crimin. 3160, 3305. — Org. milit. 878-10. — Peine 126-70, 167-10 c.
— Agen. Jug. p. déf. 412; Saisie-arrest 373 c.
— Bordeaux. Appel civil 697; Exploit 640-10.
— Grenoble. Success. 2312.
— Paris. Degré de jurid. 685; Délit polit. 7-30.
— Rouen. Chasse 25, 238 c.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 2667.
— Décis. Impôts dir. 57.
18 Cass. Faux 328-30. — Voirie par terre 3067-20.
— Amiens. Usage 98.
— Nancy. Degré de jurid. 381-60.
— Paris. Demande nouv. 234-60 c.; Saisie-arrest 12; Théâtre 248 c. — Effets de comm. 459-60.
— Rennes. Disp. entre vifs 2971-10.
20 Cass. Absent 667, 735 c. — Instr. p. écri 60, 118 c.; Rente viagère 106-30. — Org. col. 553. — Org. judic. 245-20 c.
— Amiens. Privil. et hypoth. 2793-40, 2806 c.
— Bruxelles. Effets de comm. 638.
— Trib. comm. de Marseille. Effets de comm. 442.
— Trib. de Nantes. Enreg. 1336.
21 Ord. Secours publics, p. 772.
— Cass. Absent 536 c., 532 c., 537, 1239 c., 1339. — Contr. de mar. 2122 c., 2123, 2139 c.
— Bordeaux. Saisie-arrest 334.
22 Cass. Cassation 1678 c.; Disposit. entre vifs 4201 c., 4202-20, 4215-30 c. — Droits polit. 1014 c. — Voirie p. terre 1356-30.
— C. d'ass. de la Seine. Instr. crim. 2019.
— Bordeaux. Commiss. 153 c.; Privil. et hypoth. 303; Responsab. 177-10 c. — Faux incid. 68-40, 77-10 c.
— Colmar. Disp. entre vifs 3449 c., 4156.
— Grenoble. Vente publ. d'imm. 1378-30 c., 1417.
— Lyon. Arbitr. 92. — Délai 110; Jugem. 144-30 c.
— Toulouse. Demande nouv. 149. — Enquête 553.
— Cons. d'Etat. Forêts 1257.
23 Cass. Compét. admin. 308 c.; Culte 146 c., 247, 271 c.; Fonctionn. publics 51 c.; Mise en jugem. 34-10 c. — Instr. crim. 3087-20, 2131, 2362-40, 2553.
— Bruxelles. Contr. par corps 575.
— Lyon. Dépôt 241-10 c.; Vente 1377.
— Paris. Obligat. 2568-10.
24 Cass. Boucher 61. — Cassation 843; Garde nat. 154-60, 313-30, 408 c., 445-10. — Commune 1125. — Instr. crim. 2130-10, 3534-10.
— Aix. Vente 596.
— Bordeaux. Vente publ. d'imm. 1509-20.
— Paris. Presse-outr. 1562.
— Poitiers. Appel civil 588 c., 1050 c.; Contrat de mar. 2053 3115 c.; Ordre 511 c., 512-10 c.-20 c.; Privil. et hypoth. 2174-10-20 c.-30 c., 2281 c.; Vente 339-20 c., 340 c. — Droit maritime 1867 c., 1936, 2285 c.
— Décis. Enreg. 1897.
25 Cass. Fonctionn. publ. 47-100 c.; Huissier 31 c.; Presse-outrage 1210-20 c., 1517-30.
— Bordeaux. Except. 283.
— Bourges. Ordre 1049-10.
— Bruxelles. Exploit 521-10 c. — Nantissement. 170.

Juin.

- 25 Lyon. Appel civil 574.
— Paris. Faillite 1036-60; Privil. et hypoth. 386-10 c. — Surenchère 166-90, 182.
— Toulouse. Arbitr. 426 c., 427, 430 c.
— Trib. de la Seine. Disposit. entre vifs 1640.
26 Bruxelles. Surenchère 176.
27 Cass. Acte de commerce 343. — Cassation 1650-80 c.; Droit civil 106 c.; Droits polit. 103, 564-10, 1014 c. — Chose jugée 48-10; Enquête 584 c. — Disp. entre vifs 2462 c., 2476. — Except. 270 c.; Exploit 514-20 c., 515-10 c.; Loi 76-30 c. — Org. judic. 353-10.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 1104.
— Bourges. Avoué 200; Désaveu 81 c.; Distrib. p. contr. 121 c.; Obligat. 5114-10 c.
— Paris. Faillite 221. — Loi 77.
— Trib. comm. de Bordeaux. Droit marit. 725-30.
28 Cass. Assurances terrestres 84; Privil. et hypoth. 2277 c. — Cassation 273; Success. 284, 296, 308 c. — Disposit. entre vifs 1752. — Obligat. 3287-10.
— Aix. Droit marit. 2238, 2240 c., 2241 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 4414-50. — Vente 1198; Vente publ. d'imm. 894 c., 898-20.
— Bruxelles. Jugem. 82-10.
— Colmar. Except. 536 c.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 1669-40.
— Solut. Enreg. 814.
29 Cass. Enquête 524 c., 610. — Instr. crim. 3160.
— Angers. Réemption 43.
— Bruxelles. Degré de jurid. 347; Exploit 413-20 c., 498-30 c.; Ordre 845.
— Colmar. Vente publique d'imm. 359-20.
— Riom. Usage 452-30.
— Toulouse. Hom. de l'Etat 383; Exploit 413-20 c., 498-30 c.
— Cons. d'Etat. Hospices 418.
30 Cass. Complice 228; Instr. crim. 2538-20 c., 3707-20. — Faux 328-30; Instr. crim. 2473-20, 3576. — Règlement de juges 175, 227-10.
— Lyon. Désaveu 68-20 c.; Désistement. 141.
— Décis. Impôts dir. 57.
— Lettre. Hospices 145.

Juillet.

- 1 Ord. Organ. colon., p. 1093; Organ. marit., p. 1684, 1685.
— Cass. Adultère 42 c.; Compét. crimin. 444 c.; Crimes contre les personnes 289. — Boucher 101. — Loi 84-10 c.; Voirie par eau 661.
— Aix. Compét. admin. 256.
— Montpellier. Effets de commerce 229.
— Paris. Puissance paternelle 27 c.
— Poitiers. Greffier 74 c.; Notaire 53. — Privil. et hypoth. 662, 1385 c., 1456-20-60.
— Avis. Commune 410.
2 Ord. Organ. milit., p. 1889; Pension, p. 767.
— C. C. belge. Instr. crimin. 3459.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 315, 451 c. — Saisie-arrest 206.
— Colmar. Deg. de jurid. 300.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 910 c.
— Paris. Compét. civ. trib. de paix 169 c. — Prescript. civ. 1080. — Propriété 566-20, 592 c.; Vente 653 c.
4 Bordeaux. Arbitr. 140 c., 165; Compét. comm. 300 c.
— Colmar. Chose jugée 237 c.; Faillite 555, 1048 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1057-30.

Juillet.

- 4 Traité. Trésor publ. 544 c. — V. 14 juin 1835, 19 mars, 11 et 21 mai 1834.
5 Cass. Chose jugée 344-10, 352-20; Sapeurs-pompiers 3; Succès 1339.
— Agen. Jugem. d'av. dire 38-20, 44-60 c.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 32-10.
— Bruxelles. Instr. crimin. 342-20.
— Instr. Garde nat. 34, 63, 81, 283, 300; Sapeurs-pompiers 1.
6 Ord. Jour férié 16.
— Cass. Cassation 1128. — Privil. et hypoth. 1199 c. — Vente 1123-30, 3292 c.
7 Ord. Donanes, p. 601; Impôts indir., p. 631; Trésor publ. 111.
— Cass. Instr. crim. 3022-20, 3153-10, 3410, 3522-30.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 1634-40.
— Bruxelles. Expert. 226.
— Nancy. Contr. par corps 184-10.
— Toulouse. Contr. par corps 184-10; Obligat. 3885-30 c., 3947-10.
— Décis. Enreg. 1607.
— Solut. Enreg. 556.
8 Cass. Instr. crimin., 810-10-20.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 324.
— Nîmes. Domicile 90.
9 Besançon. Usage 505-10, 506 c.
— Bourges. Mariage 43-20.
— Bruxelles. Huissier 160 c., 161.
— Grenoble. Société 1606-30.
— Instr. Enreg. 2107.
10 Ord. Organ. colon., p. 1093.
11 Cass. Cassation 1614-20 c.; Enquête 516; Vente 521 c.; Disposit. entre vifs 1520 c.; Domicile 109-10, 111 c. — Emigré 219-40. — Restes des institutions 158.
— C. C. belge. Enreg. 2254.
— Colmar. V. 11 juillet 1832.
12 Ord. Organ. colon., p. 1093.
— Cass. Arbitr. 673.
— Bourges. Success. 1878, 1921.
— Grenoble. Paternité 446-40.
— Nîmes. Contrat de mar. 1880; Mariage 796-30 c.
13 Ord. Amnistie, p. 517.
— Cass. Cassation 1653-40 c.; Org. 2710 c.; Vente 1771 c.; Commune 2509 c.; Société 212-20; Obligat. 444 c. — Propriété 1604-10 c.
— Aix. Compét. 53 c.; Droit 334, 343 c.
— Bordeaux. Effets de comm. 215-30 c.
— Besançon. Forêts 328-30.
— Grenoble. Responsabilité 25-30 c., 437.
— Lyon. Disp. entre vifs 2310-40.
— Montpellier. Forêts 408 c.
— Décis. Enreg. 6143.
14 Cass. Frais et dép. 993-10, 1000.
— Instr. crim. 3153-10, 3200.
— Vol 253.
— Liège. Jugem. 636-30.
— Orléans. Amnistie 44.
— Paris. Compét. crim. 221, 724. — Org. instr. publ. 300-20.
— Pau. Mise en jugem. 24-20, 160-10; Responsab. 478; Peine 189-20.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 207; Cons. d'Etat 304. — Commune 1442, 2465 c.; Instr. crim. 16-30; Voirie par terre 24-10, 1993-20. — Dom. nat. 54-10. — Eau 423. — Patente 24-10. — Voirie p. terre 2019, 2215-10, 2215-20.
— Convention. Trésor publ. 544 c.
15 Ord. Avoué 28.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 3911-30, 3963-30 c.
— Liège. Chose jugée 28.
— Paris. Acte de comm. 65, 67 c.
— Instr. Garde nat. 84, 54-10, 708.
16 Ord. Org. instr. publ., p. 1257.
— Paris. Faillite 1062.
17 Angers. Avoué 184.
18 Cass. Jug. p. déf. 17-10. — Privil. et hypoth. 2204; V. 14

Juillet.

- 18 Colmar. Cautionn. 42.
— Paris. Disp. entre vifs 4208-90.
19 Cass. Cassation 317 c.; Douanes 289 c.; Procès-verbal 366-30.
— Douanes 238 c.; Procès-verbal 155 c., 358-30.
— Douanes 289 c., 1016-90 c. — Priv. et hypoth. 2200. — Société 256-20, 646 c. — Voirie p. eau 598.
— Bordeaux. Appel incid. 84 c.; Bourse de comm. 533, 538 c.; Frais et dépens 79 c.; Mandat 346-20 c. — Disposit. entre vifs 1611, 1750 c., 2139-30, 2170 c.
— Bourges. Mandat 423.
— C. C. Bruxelles. Désaveu 135.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 1889-30.
20 Ord. Garde nat. p. 301.
— Cass. Acquissem. 343 c., 374, 421 c., 569 c., 837 c., 897 c.; Douanes 837-30, 1016-40 c., 100 c. — Hospices 125.
— Angers. Disposit. entre vifs 864.
— Bourges. Appel civil 420 c.; Ord. 1050-10, 1156. — Enquête 538-30.
— Douai. Voirie p. terre 628-20 c., 638-10.
— Paris. Contrainte p. corps 427. — Faillite 1237; Obligat. 2417-10 c.; Vente 1238 c., 1330-10 c.
21 Cass. Crimes c. les personnes 259-20 c.; Instr. crim. 990-30 c.; Quest. préjudic. 72-10. — Instr. crim. 990-10-30; Régl. de juges 175, 186-10.
— Aix. Greffier 103 c.; Instr. crim. 1040 c.
— Douai. Dom. de l'Etat 111-20 c.; Dom. engag. 28.
— Toulouse. Jug. p. déf. 279-50.
22 Arrêté. Voirie p. eau 183.
— Cass. Cassation 423.
— Bordeaux. Appel civil 711 c.; Exploit 524-130; Prescript. civ. 1074.
— Bourges. Prescript. civ. 342-10.
— Grenoble. Degré de jurid. 675 c.; Délit polit. 7-40.
— Liège. Arrêt. 54 c., 870.
— Poitiers. Jug. p. déf. 97-10.
23 Bordeaux. Pérémpction 328.
— Paris. Obligat. 1736-30. — Rentes constit. 166-30 c., 176. — Scellés 227.
24 Bordeaux. Success. 796.
25 Cass. Cassation 1511. — Chose jug. 257-10 c.; Commune 2118, 2147 c. — Loi 342-30; Usage 351, 371-50 c.
— Bastia. Appel civil 1091.
— Rennes. Droit marit. 450, 1370 c.
26 Cass. Jugem. 179-30. — Priv. et hypoth. 2200, 2204. — Servitude 777-10.
— Bordeaux. Exception 822-10. — Louage 228-10, 230 c., 232-10 c.; Obligat. 4881 c.
— Bruxelles. Action 205 c.; Minorité 253.
— Colmar. Appel civil 818; Vente publ. d'im. 50 c., 647, 1508-30 c.
— Nancy. Vente 1393.
— Paris. Théâtre 274.
27 Bruxelles. Absent 351.
— Lettre. Commune 531.
28 Ord. Org. milit., p. 1889.
— Bruxelles. Legs p. l'hér. 442-10. — Pérémpction 280, 292 c., 296 c.
29 Bruxelles. Faux 134 c., 336.
30 Cass. Boulanger 31 c., 34. — Faux 399-20. — Frais et dép. 977-20; Témoins 150-40. — Instr. crim. 1797-20. — Jugem. 1087-30; Vol 925. — Peine 485. — Témoins. Faux 58-10.
— Colmar. Juifs 21-10. — Obligat. 3878-10.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 158-10. — Impôts dir. 93-40. — Vente 458.
31 Ord. Garde nat., p. 301.

Août.

- 1 Ord. Organ. colon. 923-20.
— Cass. Biens 181 c. — Délai 32-20 c.; Enreg. 5604. — Organ. colon. 923-20. — Vente 1831-10 c.
— Bordeaux. Acte de comm. 295, 391 c.; Commerç. 710; Except. 146 c.
2 Cass. Contrat de mar. 517; Success. 388 c. — Compét. admin. 176. — Compét. civ. trib. de paix 328. — Mat. sommaires 12-10.
— Bordeaux. Acquissem. 539 c., 650; Appel civil 1070 c. — Distrib. par contrib. 77, 162 c. — Priv. et hypoth. 294 c., 587 c.
— Lyon. Arrêt. 1351.
— Metz. Dom. engagés 86-90; Loi 62 c., 189-30 c.
— Nancy. Droit civil 231.
3 Cass. Avocat 470. — Biens 134. — Cassation 1698-90 c.; Contrat de mar. 2620. — Organ. judic. 435-10 c. — Vente 766-30.
— Bourges. Action possess. 464 c.; Servitude 818-30.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 1431.
— Trib. comm. de Bordeaux. Droit marit. 1638.
— Trib. de la Seine. Propriété littéraire 173-10.
— Avis. Commune 505.
4 Cass. Chasse 463 c.; Prescript. crim. 148. — Chose jugée 427-30; Compét. crim. 626 c. — Effets de comm. 41. — Org. milit. 829.
— Bourges. Arrêt. 1053, 1168 c.
— Grenoble. Prescript. civ. 954-10.
— Lyon. Obligat. 542-10, 4949. — Organ. milit. 435-10, 439-20.
5 Ord. Théâtre 129-30, 133 c., 335 c.; Trav. publ. 936, 941 c., 942 c.
— Cass. Cassation 1774 c.; Presse-outr. 538 c., 552-20. — Garde nat. 20 c.; Presse-outr. 904-90 c., 1056 c., 1105-40 c., 1572-40.
— Angers. Acquissem. 765.
— Poitiers. Acquissem. 191 c., 193; Appel civil 470 c., 699; Interdict. 244-20 c.; Minist. publ. 99 c.
— Cons. d'Etat. Marché de fourn. 48-50.
— Avis Cons. d'Etat. Garde nat. 292.
— Circ. Garde nat. 72.
— Instr. Garde nat. 84, 87, 58, 575.
— Solut. Garde nat. 75-40.
6 Bordeaux. Vente 1370, 1383 c.
— Colmar. Compét. admin. 453 c.; Usage 627.
— Paris. Obligat. 2501-20.
— Circ. Forêts 680.
8 Cass. Cassation 1619-40 c.; Usage 524-60 c. — Faillite 331-20.
— Montpellier. Forêts 520 c.
— Nancy. Minorité 484-40.
— Trib. de Tours. Enreg. 1394.
9 Cass. Action possess. 537. — Cassation 1715-70 c.; Compét. admin. 246 c.; Eau 260 c.; Enquête 423 c.; Obligat. 1512-10. — Droit marit. 508. — Organ. judic. 511-20; Organ. marit. 453 c.
— Paris. Acte de comm. 210, 215 c.; Société 182 c., 228-20 c., 1658-20 c. — Propriété 66. — Référé 167.
10 Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 158; Frais et dépens 946-10 c. — Enreg. 3935. — Jugem. 985-10. — Mandat 309-40; Société 500 c. — Obligat. 536 c.; Priv. et hypoth. 1367-40, 1322-20 c.
— Bastia. Compét. comm. 23.
— Bordeaux. Biens 181 c. — Emigré 84, 271; Mariage 71-20, 581 c., 586-30 c.
— Bourges. Chose jugée 370 c.; Compte 178. — Servitude 1026.
— Paris. Contrat de mar. 3455. — Priv. et hypoth. 2201.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 680.

Août.

- 10 Trib. de la Seine. Théâtre 288 c., 287.
— Solut. Enreg. 784.
11 Cass. Chose jugée 401; Forêts 441 c. — Vol 520.
— Montpellier. Degré de jurid. 561-30.
— Nîmes. Commissionn. 809 c., 385.
— Paris. Chose jugée 838-10.
— Trib. de la Seine. Médecine 178-30 c., 205 c., 219 c.
— Circ. Organ. admin. 834, 860, 863, 864, 910, 921, 975, 1027, 1028.
— Décis. Enreg. 6213.
— Instr. Commune 208, 244; Org. admin. 894.
12 Ord. Gendarmerie, p. 493.
— Cass. Cassation 611; Garde nat. 422-10. — Garde nat. 147-90, 398-20, 422-10, 480-10, 697-10 c. — Frais et dépens 994-30. — Jugem. 1074-10, 1079-30 c.
— Bordeaux. Degré de jurid. 78, 191 c. — Faillite 343-80. — Jugem. par défaut 213-10, 231 c., 285 c.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 2903, 4163.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 208 c.; Eau 471-20; Trav. publ. 1054 c. — Conflit 74, 108. — Marais 56, 109-40. — Trésor publ. 1054-10.
— Delib. Enreg. 6214.
13 Agen. Deg. de jurid. 153-20.
— Angers. Jeu 14, 37 c.
— Dijon. Vente 2063.
— Paris. Effets de comm. 595, 624 c. — Faillite 273-10; Priv. et hypoth. 1414.
— Rennes. Except. 149.
— Delib. Notaire 408-30.
16 Ord. Salubrité publ., p. 673.
— Cass. Cassation 1632 c.; Loi 250-20 c.; Obligat. 4744 c., 4745, 4756 c. — Cautionn. 263. — Compét. admin. 258; Dom. de l'Etat 262 c.; Emigré 185-130. — Deg. de jurid. 126-30. — Enreg. 5128; Obligat. 594 c. — Jugem. par défaut 79-10.
— Bordeaux. Mandat 309-30.
— Bourges. Commune 1549. — Deg. de jurid. 184-20; Dom. de l'Etat. 342-30, 353 c., 365 c., 374 c. — Frais et dépens 45-40 c.
— Colmar. Culte 721.
— Grenoble. Obligat. 245 c., 364-50 c.; Mariage 779-30 c.; Minorité 103 c.; Ordre 543, 937-30 c., 947.
— Nancy. Forêts 818 c., 848. — Priv. et hypoth. 1308.
— Toulouse. Demande nouv. 246.
17 Cass. Disposit. entre vifs 1823, 1859 c. — Disposit. entre vifs 1979-10 c.; Enreg. 3887, 4214 c., 4465 c. — Emigré 386; Prescript. civ. 771 c. — Enreg. 5600; Obligat. 3880-30 c. — Exploit 246. — Obligat. 1713, 5028-20 c.
— Angers. Avoué 184; Enquête 216 c.
— Trib. comm. de Marseille. Effets de comm. 822 c., 833.
18 Cass. Cassation 9232; Loi 463 c.; Organ. milit. 962-20. — Faux 112; Règlement de juges 175. — Jugem. 80-30, 767-30 c.
— Montpellier. Cautionn. 132 c.; Surendre 145.
— Cons. d'Etat. Emigré 330-10, 340, 341-10. — Voirie par eau 617-10.
19 Cass. Appel crimin. 357 c.; Règlement de juges, 175. — Instr. crim. 8153-30, 3160.
— Bordeaux. Servitude 699.
— Colmar. Juifs 22-10.
— Grenoble. Mines 140.
— Lyon. Compét. comm. 476.
— Paris. Jugem. 24 c.
— Poitiers. Appel incid. 36.
— Rennes. Droit marit. 876.
— Delib. Enreg. 3676, 3677, 3678.

Août.

- 20 Bordeaux. Surendre 144 c., 152-20, 154-10 c.
— Caen. Normandie 61 c.
21 Ord. Salubrité publ., p. 673; Se-cours publ., p. 712.
22 Ord. Trésor public, p. 1145.
— Cass. Acte de l'état civil 162. — Arrêt. 1271 c.; Jugem. 333-130. — Dispos. entre vifs 3736. — Succession 2275. — Vente publ. d'im. 2069.
— Bordeaux. Droit marit. 2085.
— Grenoble. Jugem. 608-30 c.; Ordre 1178-10.
— Paris. Obligat. 3717.
— Rennes. Marais 76-70.
23 Cass. Action 188 c.; Cassation 304-80; Enquête 70. — Gendarmerie 21-10 c.; Serment 55. — Prescript. crim. 46-30. — Success. 1724.
— Bordeaux. Instr. crim. 542 c. — Saisie-arrest 55-30.
— Bourges. Success. 1570.
— Colmar. Commissionn. 272.
— Lyon. Commissionn. 63, 106 c.; Mandat 251-20 c.
— Pau. Pérémpction 87.
— Delib. Enreg. 4563.
24 Ord. Théâtre, p. 301.
— Cass. Adopt. 161 c., 189, 248 c.; Cassation 1698-100 c. — Compte 40; Disposit. entre vifs 1985-40, 2031 c., 3552 c.; Mandat 237-10 c.; Substit. 207 c. — Copie de pièces 47. — Jugem. 1028-40. — Org. judic. 385-10. — Vente 1356-10.
— Angers. Effets de comm. 747.
— Bordeaux. Contrat de mar. 2647 c., 4238. — Demande nouv. 246; Douanes 582; Exception 563-20 c.; Exploit 262-30 c.; Frais et dép. 903; Prêt à intérêt. 125-20.
— Bourges. Success. 1570.
— Lyon. Interdict. 212.
— Nancy. Jugem. 329.
— Paris. Appel civil 376; Degré de jurid. 55-60 c., 410-30 c.; Jug. p. déf. 328-10 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 820.
— Décis. Presse-outr. 385.
25 Cass. Attentat à la pudeur 84. — Cassation 404 c. — Cassat. 1511 c.; Jugem. 308 c.; Responsab. 317-30. — Instr. crim. 994, 2546, 3110. — Obligat. 4670, 5127 c.; Vice redhibit. 56 c., 335 c.
— Aix. Commissionn. 174, 189 c., 195 c., 204 c.; Donnicelle 14-30 c.
— Lyon. Mariage 559. — Mariage 732-10; Obligat. 5400-20 c. — Mont-de-piété 51.
— Nancy. Ordre 811-20. — Success. 315.
— Paris. Effets de comm. 718.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 3994.
26 Ord. Salubrité publ., p. 673.
— Cass. Org. judic. 231. — Presse-outr. 1486-30 c.-100 c.
— Bordeaux. Prescript. civ. 271-20. — Vente 1747.
— Bourges. Org. judic. 305.
— Colmar. Dom. destruct. 30.
— Dijon. Forêts 728.
— Douai. Responsab. 648.
— Paris. Référé 175 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 175-180. — Dom. de l'Etat 152. — Vente admin. 165-70.
— Instr. Prisons 77.
— Solut. Enreg. 425.
27 Ord. Forêts 125.
— Cass. Attentat aux mœurs 296. — Cassation 1792 c.; Mat. d'or et d'argent 60-20, 68 c.; Procès-verbal 502 c. — Garde nat. 410, 422-40, 671-10 c. — Instr. crim. 990-10-30; Règlement de juges 175, 186-10. — Instr. crim. 3329-20, 3331-20 c., 3351 c.; Vol 561, 698. — Presse-outrage 359-40.
— Bordeaux. Vente 568-10, 673 c.
— Nancy. Désaveu 56.

Août.

- 27 Paris. Acte de comm. 254; Bourse de comm. 420 c. — Vente 452-20; Vente publ. d'im. 2119.
28 Agen. Ordre 632-30 c.
— Paris. Vente 1334-20.
29 Cass. Action poss. 203. — Compét. civ. trib. d'arr. 104. — Jugem. 1002-40. — Obligat. 519-40, 5026-30 c., 5077.
— Bordeaux. Vente 1197-10.
— Solut. Enreg. 440, 793, 814.
30 Cass. Jugement 244-40, 303-20; Vente 2057-70 c., 2062-30. — Org. judic. 361-20-40.
— Agen. Disposit. entre vifs 630, 854 c., 930 c., 2339 c.
— Bordeaux. Appel civil 1093 c., 1141; Jug. d'av. dire droit 24-160 c.; Jug. par défaut 113 c., 242 c. — Appel civil 1217 c. — Deg. de jurid. 327-10. — Obligat. 1774.
— Bourges. Jug. par défaut 120-30; 158-20; Obligat. 3249-20, 4586-10. — Référé 224 c. — Usage 349-10, 363-20 c.
— Colmar. Compét. comm. 504.
— Grenoble. Success. 1426, 1463, 1464.
— Limoges. Contrat de mar. 847.
— Lyon. Jugem. 326-80, 330-10 c.
— Nancy. Separat. de corps 233-30, 304-10 c.
— Paris. Contrat de mar. 339.
31 Cass. Action poss. 656 c., 744; Degré de jurid. 30. — Faillite 1152 c.; Tierce-opposit. 95. — Instruction par écrit 11; Jugem. 1051-60. — Notaire 215, 713 c., 739 c., 869 c. — Obligat. 4671.
— Besançon. Forêts 1524.
— Bordeaux. Arrêt. 176; Société 908 c., 907 c., 908 c., 1606-50, 1660 c. — Faillite 155-40. — Saisie-arrest 301.
— Bourges. Vente 740-10.
— Lyon. Compét. comm. 439, 447 c.
— Nancy. Faillite 247. — Forêts 1227.
— Orléans. Dispos. entre vifs 3591, 3659 c.
— Paris. Effets de commerce 407, 891-10. — Faillite 901-20.
— Poitiers. Avoué 53; Vente publ. d'im. 1510 c.
— Cons. d'Etat. Pension 215.
— Avis. Hospices 147 c.; Patente 218.
Septembre.
1 Cass. Instr. crim. 328. — Loi 554-10 c.; Poudres 19 c., 20 c., 42 c.; Règlement admin. 179 c.
— Cons. d'Etat. Emigré 224-60, 259-10, 310-20, 414-80.
— Circ. Garde nat. 214.
2 Cass. Faux 260. — Instr. crim. 1080, 1201-30, 2731-10. — Prescript. crim. 46-30.
— Solut. Enreg. 4883, 4884, 5279.
3 Cass. Adultère 33; Instr. crim. 939-20. — Commune 917 c.; Voirie 204-10. — Deg. de jurid. 673-30; Exploit 728-30. — Frais et dép. 1038-20; Témoins 247-10.
— Circ. Forêts 1347.
— Décis. Priv. et hypoth. 2849.
6 Bordeaux. Obligat. 2177.
7 Ord. Organ. colon., p. 1093; Org. instr. publ., p. 1353; Org. marit., p. 1685.
— Trib. comm. de Marseille. Brevet d'invent. 222; Droit marit. 917.
8 Ord. Pension, p. 788; Prisons 26; Trésor public 1145.
— Cass. Complice 90 c. — Instr. crim. 1902, 3160, 3537.
9 Ord. Cons. d'Etat, p. 190; Prises marit., p. 929.
— Cass. Culte 146 c., 247-30, 271 c. — Garde nat. 20 c., 384-60, 430 c.; Règlement de juges 197. — Impôts ind. 485-40 c.; Procès-verbal 471. — Règlement de juges 175, 227-20. — Voirie 421.
Digitized by Google

Septembre.

- 10 Cass. Cassation 590 c.; Garde nat. 691. — Cassation 592 c.; Garde nation. 34, 542-30, 548, 561-10, 593-20, 605-20, 686. — Chasse 108, 469; Exploit 748-20. — Commune 818; Droit rural 83 c. — Garde nation. 621, 622-10 c., 630-10 c., 693. — Instr. crim. 400 c., 1055. — Poids et mes. 128-20, 135. — Procès-verbal 199. — Voirie p. terre 2288-10.
- Instr. Garde nat. 64, 89, 95, 285, 537; Sapeurs-pomp. 7.
- 13 Instr. Garde nat. 93.
- 14 Ord. Org. marit., p. 1685.
- 15 Ord. Org. milit. 301-20.
- Cass. Attentat à la pudeur 67 c., 92; Instr. crim. 3479-50 c. — Instr. crim. 2923-20; Jugem. 846-70. — Instr. crim. 3160. — Témoin 223.
- Cons. d'Etat. Acte possess. 302 c.; Compét. admin. 417 c.; Eau 79-60, 525-40-90 c.; Propriété 578-10 c.; Org. commune 436; Octroi 295 c.; Org. milit. 301-20, 681 c.; Cons. d'Etat 186-10; Trav. publ. 536. — Cons. d'Et. 338-20. — Emigré 237-20. — Trav. publ. 501-10, 716, 1211. — Trésor public 1066. — Voirie par terre 640-50.
- Instr. Garde nat. 263, 558, 561-10; Hospices 335, 353.
- 16 Ord. Salubrité publ., p. 678.
- Cass. Cassation 1749-90 c.; Défense 64; Faillite 1394-40 c., 1412 c., 1423 c., 1436 c., 1457, 1482-20 c., 440 c.; Instr. crim. 2028-50 c., 2449 c.; Faux 39 c.; Instr. crim. 2028-40, 3117-30, 3153-20, 3542. — Instr. crim. 1951-50 c., 3005; Jugem. 798-10, 808-20; Rébellion 61; Serment 168-10; Témoin 525, 601-10, 609-10.
- 18 Circ. Commune 213, 214, 223, 224, 226, 227, 229.
- Trib. civ. de Saumur. Droits polit. 119-10-20-40.
- 20 Ord. Salubrité publ., p. 678.
- Bruxelles. Commune 2653 c., 2679-20 c., 2694, 2711 c.
- Instr. Enreg. 3395, 4325.
- 21 Bruxelles. Avoué 189-20; Désaveu 37 c., 43 c. — Avoué 154; Reprises d'inst. 84 c.
- 22 Cass. Complice 183-20. — Faux 44; Instr. crim. 2463 c., 2474-20 c., 2713 c. — Instr. crim. 2300; Témoin 554. — Instr. crim. 3160.
- 23 Cass. Instr. crim. 1379, 1490, 3162-10. — Serment 39.
- 24 Ord. Org. colon., p. 1093; Organ. marit., p. 1685.
- Cass. Appel crim. 117 c.; Forêts 408 c.; Témoin 347-10 c., 310-10. — Instr. crim. 3160. — Instr. crim. 3562; Minist. publ. 323. — Org. marit. 916. — Presse-outr. 257 c., 281-10.
- Circ. Prisons 77.
- Solut. Enreg. 5370.
- 26 Cass. Forêts 1995.
- 27 Délit. Enreg. 2746.
- 28 Ord. Salubrité, p. 678.
- 29 Ord. Garde nat., p. 301.
- Cass. Appel crim. 91; Jugement 1094-80 c. — Cassation 1475-30 c.; Evasion 13; Tentative 107 c.
- 30 Cass. Cassation 3093 c.; Instr. crim. 3161-20, 3371-20. — Garde nat. 58, 543-10. — Instr. crim. 1393, 3050-20.
- Instr. Impôts directs 174 s., 188, 193, 196 s., 230 s., 264 s., 277 s., 328 s.

Octobre.

- 1 Ord. Mines 751.
- 2 Ord. Gendarmerie, p. 498.
- Lettre. Impôts dir. 553-20.
- 4 Bordeaux. Louage 203, 208-10 c., 207 c.
- 5 Arrêté. Prisons 87.

Octobre.

- 5 G. d'ass. de la Seine. Frais et dép. 978-30.
- Régim. Prisons 23.
- Solut. Enreg. 4298.
- 6 Cass. Fonctionn. publ. 149-40. — Instr. crim. 3153-40. — Jugem. 1105-70. — Renvoi 150-10, 178 c.
- 7 Cass. Instr. crim. 1608, 3161-10, 3385-50. — Instr. crim. 1558, 1886-20, 2913-10 c., 3661; Jugem. 739-60. — Vol 612-20.
- 8 Bruxelles. Except. 79.
- Cons. de discipline de Valognes. Garde nat. 480-40, 491.
- Solut. Enreg. 477, 2407 c.
- 10 Circ. Impôts dir. 415, 518, 535.
- 11 Délit. Enreg. 1946.
- 12 Ord. Org. colon., p. 1093.
- Cass. Garde nat. 501-80, 684. — Instr. crim. 2050.
- 14 Cass. Faux 288. — Instr. crim. 3394, 2026-10.
- Cons. d'Etat. Dom. extraord. 67, 71. — Expropriat. publ. 55-30.
- Décis. Impôts dir. 162.
- Solut. Enreg. 2810, 3637.
- 15 Ord. Salubrité publ., p. 678.
- Cass. Cassation 636 c.; Garde nat. 694-10. — Défense 70. — Garde nat. 403-80, 501-10.
- Circ. Forêts 2013, 2014 c.
- 16 Loi. Trésor public, p. 1145.
- 18 Cass. Garde nat. 444.
- C. C. belge. Jugem. 262, 300-30, 301-20.
- Bruxelles. Enquête 367-30. — Exploit 633-20.
- 19 Dijon. Procès-verb. 118-40, 589-10 c.
- 20 Cass. Armes 43 c.; Instr. crim. 4776, 3131; Rébellion 59. — Commune 712, 720 c., 737-20 c., 1209 c.; Compét. crim. 348 c.; Voiture 202 c. — Garde nat. 58, 501-10, 506-10. — Régim. de juges 186-10. — Tentative 86-60.
- Bruxelles. Acte de l'état civ. 222.
- Colmar. Domm. destr. 30.
- Paris. Except. 66.
- 21 Ord. Procès-verbal 752.
- Cass. Cassation 415; Forêts 543; Instr. crim. 952; Jugem. 793-20; Peine 105 c.; Vol 660-30. — Cassation 1774 c.; Presse-outrage 538 c., 567-40, 785 c., 1135. — Chose jugée 469. — Instr. crim. 1753, 1992.
- Cons. d'Etat. Commune 550. — Marché de fourn. 48-160. — Mise en jugem. 249. — Travaux publics 168. — Voirie p. eau 365.
- Délit. Enreg. 4061.
- 22 Cass. Cassation 591 c.; Garde nat. 57, 340, 648-10, 691. — Compét. crim. 60 c.; Garde nat. 111, 150-30, 342-30, 539-10, 659-30, 661-10, 680-20, 686; Jugem. 255-40. — Contrat-vent. 281 c.; Gendarmerie 82; Procès-verbal 293-10 c. — Défense 116 c.; Garde nat. 324, 427-10, 506-10 c., 540-20, 580-10, 581, 561-30-50, 603, 644-10, 654-40, 683. — Presse-outr. 1056, 1104.
- Bruxelles. Compét. comm. 468.
- Trib. de la Seine. Except. 66.
- Circ. Douanes 601.
- 24 Solut. Enreg. 5385.
- 25 Ord. Mines 745-30.
- Circ. Garde nat. 438.
- Décis. Culte 67.
- Instr. Délai 83; Garde nat. 333, 511, 575, 579, 589, 676, 691, 694-40, 697, 699, 703; Récusat. 37 c.
- 26 Trib. comm. de Marseille. Compét. comm. 165.
- 28 Bruxelles. Instr. crim. 3303-10.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Et. 100-40; Nom 41. — Degré de jurid. 646 c.; Demande nouv. 273; Eau 898-30; Trav. publ. 840. — Eau 430-70; Tierce-opposit. 270 c., 294. — Voirie p. terre 143, 149, 151 c., 961-10.
- Délit. Enreg. 5655, 5961.

Octobre.

- 31 Bruxelles. Compét. crim. 599.
- C. sup. de Bruxelles. Instr. crim. 2783; Témoin. faux 27, 103-20 c. — Loi 557.
- Liège. Assurances terrestres 79.
- Délit. Enreg. 3764.
- Novembre.
- 2 Bruxelles. Disposit. entre vifs 2796-50, 3144-60.
- Lyon. Interdict. 221-30.
- 3 Ord. Mont-de-piété 403.
- Cass. Chasse 109, 406. — Contrat-vent. 55. — Culte 146 c., 247-40, 271 c. — Faillite 1460, 1461 c.; Instr. crim. 3189 c. — Presse-outr. 969.
- Orléans. Vente 1634.
- 4 Cass. Compét. crim. 610; Douanes 907-10 c. — Presse-outrage 1336.
- Bruxelles. Abus de conf. 187.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 838.
- Cons. d'Etat. Commune 427 a., 443 c., 2630. — Eau 473-180.
- Avis Cons. d'Etat. Commune 438.
- Circ. Forêts 1001.
- Délit. Enreg. 2475.
- 5 Cass. Cassation 636 c.; Garde nat. 694-10. — Compét. crim. 336-10 c.; Médecine 55; Peine 116 c., 798. — Faux 114-20, 234. — Peine 257-40. — Régim. de juges 175, 181, 228.
- 6 Loi. Trésor public, p. 1145.
- 7 Décis. Garde nat. 199.
- Montpellier. Forêts 500.
- Paris. Vente publ. d'imm. 1416.
- 8 C. d'assises de Bastia. Compét. crim. 605.
- C. d'assises de la Seine. Atoulements 28.
- Douai. Obligat. 5246.
- Lyon. Cassation 1131 c., 1142; Exploit 19 c.; Huissier 147 c.; Nullité 19 c.
- 9 Ord. Org. colon., p. 1092.
- Cass. Cautionn. 118. — Chose jugée 238-10; Faillite 819-20, 1380 c.; Jugem. 198-60. — Obligat. 1736-40. — Org. judic. 224-20, 225 c.
- Paris. Propriété rur. 94.
- Pau. Degré de jurid. 551-30; Huissier 85 c.; Jugem. 585-50 c.; Parenté 23; Vente publique d'imm. 1325-20.
- Avis Cons. d'Etat. Culte 592.
- Circ. Presse-outr. 129.
- Décis. Enreg. 6099.
- 10 Cass. Cassation 636 c. — Garde nationale 399, 528-20, 536-20, 560-30.
- Colmar. Vagabondage 59.
- Instr. Prud'hommes 150.
- 11 Cass. Quest. préjud. 145-60. — Régim. de juges 174.
- Colmar. Absent 135; Jugem. 262 c., 725; Mandat 130-50 c.; Scellés 108 c., 182-30. — Référé 19 c., 176 c. — Vagabondage 59.
- Nancy. Degré de jurid. 80-30, 100-30.
- Orléans. Vente 1504.
- Cons. d'Etat. Eau 898-40; Jugem. 922-20; Trav. publ. 850, 864. — Emigré 207-50. — Manufact. 44, 77, 96, 104-40, 105-40. — Théâtre 336-30.
- 12 Bourges. Frais et dép. 78, 107 c., 108 c.
- Colmar. Vagabondage 59.
- 13 Paris. Contr. p. corps 311.
- 14 Cass. Cassation 1679-60; Dispos. entre vifs 250-20, 258-60 c. — Contrat de mar. 1336, 1354 c. — Intervent. 26 c. — Impôts ind. 457. — Obligat. 5037-50.
- Paris. Référé 202 c.
- 15 Ord. Salubrité publ., p. 678.
- Cass. Emigré 371-10. — Obligat. 8333 c., 5331-30 c.; Société 776 c., 950. — Voirie par terre 384-10, 442-30 c., 568 c., 1260 c.

Novembre.

- 15 Colmar. Obligat. 133, 4541-10 c. — Nancy. Désistement 35, 156 c., 184 c.; Dom. de l'Etat 325 c. — Toulouse. Avoué 116, 124 c. — Cons. d'Etat. Dom. engag. 117-80.
- 16 Ord. Trés. publ. 641, p. 1145.
- Cass. Cassation 1653-60 c.; Ordre 671-20-30, 706-20 c. — Emigré 380-10, 382.
- Bruxelles. Privil. et hypoth. 786. — Success. 895.
- Douai. Success. 591-30.
- Nîmes. Exploit 532-10. — Organ. judic. 379.
- Cons. d'Etat. Commune 2514.
- Decis. Douanes 67.
- Sentence arbitr. Usage 406 c.
- 17 Cass. Voirie par terre 2075-20 c., 2296-70, 2300-60.
- Colmar. Société 1691-20 c.
- Délit. Enreg. 3179.
- 18 Cass. Cassation 1383 c.; Chasse 105. — Garde nat. 146-50, 147-40, 150-20 c., 193 c., 216 c., 488-50 c., 505-20, 634.
- Paris. Vente 37.
- Cons. d'Etat. Commune 1754.
- 19 Ord. Org. colon. 127 c., p. 1093.
- Cass. Expert 337 c.; Vice rédhib. 74, 131 c., 132 c., 135 c.
- Bruxelles. Droit civil 350-30.
- Grenoble. Contrat de mar. 3545.
- Liège. Prescript. civ. 1079-40.
- 20 Pau. Commune 1693, 1694 c.
- 21 Cass. Acquissem. 53 c., 161, 826 c.; Dom. de l'Etat 313 c.; Biens 181 c. — Deg. de jurid. 366; Dom. nat. 12-20. — Organ. colon. 923.
- Bourges. Délai 107 c. — Disposit. entre vifs 421, 430 c., 1601-30 c. — Organ. judic. 344.
- Nancy. Contr. par corps 72 c., 1003, 1010 c.; Jugement 644-70 c.; Jugem. p. défaut 409-20. — Minorité 514.
- 22 Cass. Emigré 386. — Jugement 1003-10; Obligat. 2473-30 c.; Vente 1337.
- Agen. Garde nat. 468-10.
- Colmar. Privil. et hypoth. 1753, 1885 c. — V. 23 novembre.
- Liège. Enquête 246, 316-20, 317 c., 871 c.
- Paris. Cassation 942.
- Toulouse. Rente viagère 78 c., 74; Vente 478, 1577 c.
- Instr. Garde nat. 539.
- 23 Ord. Voie publ. 5-60.
- Cass. Absent 688; Cassation 1883 c.; Chose jugée 21 c., 44-30 c.; Jugem. 974-20; Prescript. civ. 849-20. — Cassation 81-30 c.; Exploit 347-40 c., 371 c.; Prescript. civ. 836-40 c.; Rentes constit. 88-20 c.; Rentes foncières 54. — Force majeure 12-40.
- Bordeaux. Mandat 495; Obligat. 923 c. — Mise en jugem. 152-60-70 c.
- Bruxelles. Deg. de jurid. 127-70. — Louage 675.
- Colmar. Privil. et hypoth. 2302 c.; V. 23 novembre.
- Paris. Peine 562; Presse-outr. 491-10 c.
- Circ. Organ. administr. 284.
- Décis. Grâce 19.
- 24 Cass. Régim. de juges 182.
- Liège. Assur. terrestre 84.
- Montpellier. Exploit 633-70 c.; Ordre 864, 956 c., 957.
- Nancy. Deg. de jurid. 50. — Dom. de l'Etat 369, 372 c.
- Paris. Contrainte par corps 71.
- 25 Ord. Organ. milit., p. 1889.
- Cass. Avoué 190 c.; Chose jugée 567-40 c.; Compét. crim. 606-10, 618 c.; Instr. crim. 822 c., 8767 c.; Jugement 1094-20 c., 1102-70 c. — Bornage 27 c. — Culte 146 c., 247-50, 271 c. — Douanes 947-30; Forêts 513 c. — Peine 183; Presse-outr. 1433-20 c.
- Aix. Paternité 725-10.

Novembre.

- 25 Bordeaux. Compét. comm. 204 c.; Effets de comm. 99 c.; Organ. milit. 413-60. — Responsab. 598. — Voirie par terre 2337-30.
- Paris. Référé 175.
- Toulouse. Commissionnaire 182. — Obligat. 4788 c., 4792.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 294. — Cons. d'Etat 213; Voirie par terre 952-10, 1024. — Eau 99-10-20-30. — Emigré 287. — Expert. 373 c., 376; Impôts directs 100 c., 489 c.; Instr. administr. 14-10. — Vente administr. 127.
- 26 Cass. Affiche 140 c.; Commune 707 c.; Contrat-vent. 487; Jugem. 1094-50; Revenant 3. — Cassation 1108; Désistement 40 c.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 327-10.
- Caen. Normandie 81 c.
- Montpellier. Organ. milit. 437-30.
- Paris. Organ. colon. 923.
- Trib. de Caen. Frais et dépens 193.
- Lettre. Vente publ. de meubles 12 c., 82.
- 28 Ord. Ordres civil et milit. 201.
- Cass. Cassation 95 c.; Compét. 50; Contrainte par corps 430 c., 431 c.; Deg. de jurid. 266-20 c.; Jugem. 1005-10 c.; Obligat. 534-30 c. — Effets de comm. 844. — Prescript. civile 503; Privil. et hypoth. 307; 2548-10 c. — Prescript. civile 656.
- Aix. Success. 880.
- Bruxelles. Deg. de jurid. 106.
- Decis. Enreg. 6289.
- Lettre. Vente publ. de meubles 12 c., 82 c.
- 29 Ord. Hospices, p. 74; Organ. économ. 91, p. 1291; Sapeurs-pompier 772; Secours publ., p. 772.
- Cass. Arbitr. 441; Jugem. 212-20. — Cassation 1858 c.; Jeu 23 c., 59. — Cassation 2173 c.; Jugem. 179-20, 191 c. — Compét. comm. 94 c.; Société 104.
- Dijon. Obligat. 2452-30.
- Montpellier. Contrat de mariage 3967-60.
- Orléans. Octroi 305.
- Paris. Contrainte par corps 567 c.; Droit civil 274-30-50 c.; Effets de comm. 885; Loi 438-10 c.
- Poitiers. Interrog. sur faits et art. 42-30.
- Décis. Hospices 263.
- 30 Ord. Contrat-vent. 163.
- Cass. Compét. 47 c.; Dispos. entre vifs 445-10; Jugem. 1043-70. — Dispositions entre vifs 3412-10.
- Bordeaux. Appel civ. 1217 c.; Jugem. 459-40, 460-30 c., 476-30 c.
- Bourges. Servitude 612.
- Bruxelles. Société 1618-30-50 c.
- Limoges. Jour férié 18; Référé 50 c.
- Nîmes. Minorité 100; Privil. et hypoth. 1030 c., 1031 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre, p. 201.
- Circ. Frais et dépens 1078.
- Convention sur la traite des noirs. V. 25 juillet 1833.

Décembre.

- 1 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 765.
- Bordeaux. Appel civ. 446; Contrainte par corps 76 c., 1015 c., 1018; Domicile élu 26-60 c.; Exploit 236-30 c., 581-10 c.
- Montpellier. Domicile élu 29-30.
- Paris. Compét. comm. 187; Effets de comm. 85 c.; Contrat par corps 441 c. — Exception 149-40 c.
- Solut. Enreg. 92, 2764 a.

Décembre.

- 2 Cass. Garde nat. 190-10, 250, 315-20, 414-10-20, 487-80, 644-10, 645. — Garde nation. 668, 669-10, 680; Jugement 744-50.
- Bordeaux. Faillite 606; Frais et dépens 746 c.; Jugem. 608-50, 698-110 c.; Saisie-gagerie 320.
- Paris. Faillite 735. — Organ. colon. 930.
- Delib. Enreg. 409.
- 3 Ord. Avoué 28.
- Cass. Garde nat. 32 c., 340 30 c., 356 c., 360-40, 492-60. — Loi 559-30 c. — Salubrité publ. 140 c., 159-10-20 c.
- Aix. Prescript. civ. 630 c.; Succès. 1438-10.
- Bruxelles. Disp. entre vifs 3601.
- Nancy. Servitude 235.
- Paris. Propriété littér. 407.
- Cons. d'Etat Commune 2569. — Conflit 133. — Théâtre 41. — Trés. publ. 439-30.
- Solut. Enreg. 704.
- 5 Ord. Boucher 151; Salubrité publique 673; Volie par eau, p. 727-410.
- Cass. Acquiscem. 834; Chose jugée 239 c.; Disposit. entre vifs 206, 3506-20 c., 3561 c. — Cassation 1475-30 c., 2199; Serment 90. — Disposit. entre vifs 206.
- Colmar. Expert. 335-30.
- Paris. Arbitr. 854, 863 c.
- Rennes. Acte de l'état civ. 160; Prescript. civ. 548 c.
- Solut. Enreg. 704.
- 6 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 765.
- Cass. Cassation 1645; Interdict. 24 c., 25-20 c., 27-80, 216-20 c. — Compét. Comm. 251; Obligat. 2374-20 c. — Effets de comm. 649, 758 c.; Jugem. 978-180.
- Paris. Droit civil 270. — Effets de comm. 330-10; Faillite 140-50 c.
- 7 Cass. Action possess. 830; Enquête 32-40 c., 368-10. — Obligat. 4763-10; Privil. et hypoth. 1378 c.
- Aix. Commission. 293.
- Bordeaux. Arbitr. 151 c., 180 c.; Mandat 335.
- Paris. Faillite 974-10. — Ordre 1273-10 c., 20 c.; Prescription civile 1088 c.; Privil. et hypoth. 423-30 c., 1639 c., 1670 c., 1685-40.
- 8 Cass. Enreg. 3798.
- Bordeaux. Contrat de mar. 343, 2134 c., 2644 c. — Jugement 397-80 c.; Vente publ. d'immeub. 345, 769 c., 1247-30 c. — Vente 952.
- Caen. Séparat. de corps 185, 208 c.
- Liège. Obligat. 2630.
- Solut. Enreg. 605.
- 9 Cass. Attentat aux mœurs 102. — Faillite 1488-20. — Poids et mesures 138-10, 158.
- Bordeaux. Désaveu 176. — Prescript. civ. 1057-10.
- Paris. Presse-outr. 504-10.
- Cons. d'Etat. Marché de fourniture 87-10; Presse-outr. 223-20; Souscript. littér. 14 c. — Octroi 317, 324-20, 329. — Trés. publ. 429-30, 440-50, 452-30, 549, 551-70.
- 10 Cass. Défense 33 c.; Instr. crim. 1956-10.
- 11 Bruxelles. Vol 126-30.
- 12 Cass. Disposit. entre vifs 4344-30 c., 4351; Obligat. 3455-30 c., 2484 c. — Enquête 477, 516 c. — Jugem. 1013-80 c.; Privil. et hypoth. 193, 519; Saisie-arrest 158 c.; Travaux publ. 677 c.; Vente 1817 c.
- Nîmes. Avoué 46 c.; Serment 45.
- 13 Cass. Cassation 1698-60 c., 1707 c.; Enquête 52-10 c.; Jugem. 998-50, 1008-20 c. — Cassation 1909-160 c.; Société 964. — Chose jugée 202-30 c.; Domaines engagés 20. — Emigré 104; Frais et dépens 903; Papier-monnaie 49-30. — Vente publ. d'immeub. 1263.

Décembre.

- 13 Bordeaux. Acte de comm. 363 c.; Compét. comm. 173; Lég. de juridict. 76, 191. — Mandat 194-30.
- Bourges. Commune 1459 c., 1441; Servitude 764-10 c.
- Grenoble. Contrat de mariage 3524-10.
- Nancy. Forêts 740 c., 914.
- Paris. Appel civ. 374 c.
- Toulouse. Faux incid. 184, 188 c.
- Instr. Enreg. 1388, 1393, 1399 c., 1402 c.
- 14 Ord. Commune 1069; Voie publ. 6, 80 c., 90 c., 100 c.
- Cass. Bois et charbons 57 c.; Impôts 46; Loi 497-30 c. — Cassation 284, 1844 c.; Commune 1405-20 c., 1417. — Contr. judic. 11 c.; Privil. et hypoth. 2346.
- Besançon. Forêts 1611.
- Limoges. Succès. 666-20, 1028.
- Circ. Douanes 123, 128.
- 15 Cass. Exploit 767-20; Faux 337, 342. — Instr. crim. 2525, 2552 c., 2626-20 c., 3533-20. — Liberté indiv. 72, 76 c.
- Colmar. Assurances terrestres 106, 194 c., 196 c. — Emigré 368.
- Poitiers. Appel civ. 1016.
- Trib. de la Seine. Théâtre 172.
- Cons. d'Etat. V. 15 septembre 1831.
- Circ. Impôts dir. 342.
- 16 Loi. Traitement 38 c.; Trés. publ., p. 1146.
- Cass. Frais et dépens 978-30. — Témoin 19.
- Aix. Disposit. entre vifs 1200.
- Lyon. Recusat. 97-80.
- Rennes. Deg. de jurid. 420-30; Louage 856.
- Cons. d'Etat. Nom 63-40. — Traitement 213.
- 17 Loi. Trés. publ., p. 1146.
- Cass. Compét. crim. 610 c.; Douanes 907-30 c., 973 c., 974. — Faux 261. — Instr. crim. 8165-20.
- Toulouse. Contrat de mar. 3154 c., 3341-30, 3348 c.
- Trib. corr. de la Seine. Presse-outr. 836 c.
- Lettre. Impôts dir. 143.
- 19 Cass. Action possess. 669. — Cassation 969 c.; Renvoi 98-30. — Cassation 1317 c., 1319 c.; Recusat. 102-10 c., 116-20; Requête civile 71-30 c. — Cassation 1658-100 c.; Faillite 156-30.
- Cons. d'Etat. Expropri. publ. 38.
- Delib. Enreg. 2874.
- 20 Cass. Disposit. entre vifs 107 c., 135 c., 4335 c.; Substitut. 149, 164 c. — Enreg. 3682. — Privil. et hypoth. 667-30-20, 1679-100.
- Bordeaux. Action 287; Jug. 354.
- Bourges. Appel civ. 395 c.; Conciliat. 53 c., 165; Except. 311 c. — Paris. Arbitr. 1150.
- 21 Cass. Arbitr. civil 697 c.; Exploit 622-10 c., 623; Obligat. 2027-10. — Chose jugée 561 c.; Imp. indir. 411 c., 413, 503 c.; Responsab. 640 c. — Dom. de l'Etat 851. — Enreg. 237-10, 2343 c., 3942 c.
- Aix. Séparat. de corps 304.
- Bastia. Obligat. 738-20 c.
- Bordeaux. Effets de comm. 725.
- Bourges. Servitude 801.
- Douai. Commune 2065 c., 2087, 2123 c.
- Lyon. Acquiscem. 746 c.; Appel civil 559; Faillite 548-30 c.; Tierce-opposit. 92 c. — Succès. 2075, 2123-10.
- Paris. Propriété littér. 84.
- 22 Cass. Acquiscem. 23; Cassation 134 c.; Frais et dép. 978-30. — Amnistie 68; Forêts 445 c., 447 c., 1288 c. — Faux 428. — Instr. crim. 1772, 3599, 3600. — Procès-verbal 162, 703-30.
- Bruxelles. Compét. crim. 599.
- Paris. Faillite 105, 107 c., 243 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 2397 c.

Décembre.

- 22 Cons. d'Etat. Conflit 25.
- Décis. Frais et dép. 1062.
- 23 Loi. Dom. de la cour. 97.
- Cass. Appel crim. 18, 20 c.; Culte 146 c., 247-60, 271 c.; Instr. crim. 487 c. — Culte 141; Garde nat. 71, 73, 495 c., 633-40 c. — Règl. de juges 167-20 c.
- Aix. Prescript. civ. 1016.
- C. C. belge. Chose jugée 452 c., 475.
- Bordeaux. Chose jugée 167-10. — Nantissement. 276-30; Obligat. 2415-80 c.
- Bourges. Commune 104; Compét. comm. 334 c., 335; Degré de jurid. 371-20 c.; Exception 115-10 c.
- Bruxelles. Presse-outr. 826.
- Lyon. Mariage 143-20, 152 c., 153-20 c., 169 c.
- Paris. Société 865-10.
- Toulouse. Saisie-arrest 85.
- Décis. Enreg. 5157.
- 24 Cass. Garde nat. 501-10, 531-10, 633-10, 680, 684, 686.
- Bruxelles. Instr. crim. 75; Serment 131.
- Paris. Médecine 203-10, 210, 223, 228, 229, 230.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 294-50 c., 380; Désistement. 217 c. — Enreg. 143.
- Delib. Enreg. 4121.
- Solut. Enreg. 5556.
- 26 Cass. Contrat de mar. 2751 c., 2793 c.; Enreg. 3409, 3410 c., 6024-10.
- Décis. Pêche fluv. 78.
- Instr. Prisons 99.
- 27 Ord. Gendarme, p. 493; Mariage 198; Voie publ. 6-40.
- Cass. Acquiscem. 179 c. — Chose jugée 261-20. — Jugem. 1031-110 c.; Notaire 248 c., 414. — Mariage 449; Paternité 475 c. — Org. judic. 404.
- C. sup. de Bruxelles. Contravent. 388.
- Nancy. Degré de jurid. 330. — Forêts 736.
- Paris. Privil. et hypoth. 1453-20, 1667-20.
- Instr. Enreg. 3676, 3678, 4093.
- 28 Cass. Disposit. entre vifs 1678 c.; Rente viagère 72-30-30; Vente 353 c., 355-60 c., 1566-20 c., 1576-10 c. — Droit civil 434; Except. 42 c. — Expert. 96. — Jugem. 1003-20, 1048-20; Loi 323-10 c.; Mariage 211, 450 c.
- Lyon. Chose jugée 468-70.
- Orléans. Appel civil 408; Jugem. 253-30, 257-10 c.
- Poitiers. Obligat. 1233; Rentes constituées 202-10 c.
- Rouen. Prescript. civ. 116 c., 954-30.
- Solut. Enreg. 5418.
- 29 Loi. Droit constit., p. 334; Majorat 6; Présence, p. 379; Traitement 54.
- Cass. Cassation 1066 c. — Cassat. 1777 c.; Presse-outrage 273. — Compét. comm. 101 c.; Droit marit. 1340, 2195 c.; Prescript. civ. 645 c.; Vente 1815 c. — Responsab. 568, 705 c.
- Bordeaux. Contrat de mar. 2645, 2657 c.; Vente 1932.
- Rouen. Droit marit. 803 c., 343 c., 449, 451 c., 452 c., 474 c., 725 c., 734 c., 1368 c.
- Solut. Vente publ. de meubles 87, 88.
- 30 Cass. Cassation 541, 676. — Faux 303, 328-30; Instr. crim. 2457-10. — Forêts 145. — Garde nat. 149, 418-10, 502-30, 506-20. — Instr. crim. 2163; Témoin 681 c. — Instr. crim. 3165-10.
- Douai. Vol 129-40 c.
- Poitiers. Jug. par défaut 160-40, 258-30.
- Delib. Enreg. 140.
- 31 Ord. Loi 159.
- Cass. Enreg. 5440.
- C. d'assises de la Gironde. Droit marit. 327; Responsab. 230-30.

Décembre.

- 31 Colmar. Compétence comm. 263; Degré de jurid. 582, 589 c.; Faillite 414-20. — Org. judic. 504-10.
- Limoges. Désistement. 117-30.
- Paris. Abus de conf. 177 c. — Garde nat. 464-10.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 294-50 c., 380; Req. civile 258. — Commune 1687-30. — Conseil d'Etat 76-40. — Conseil d'Etat 354 c.; Instr. admin. 16-40; Travaux publ. 1268-20, 1269. — Jug. p. déf. 317. — Théâtre 328, 336.
- Circ. Hospices 353; Passe-port 60.
- Instr. Garde nat. 133, 221, 254, 290, 291, 391, 544, 705; Hospices 325.
- 1832
- Janvier.
- 2 Cass. Eau 572-50 c.; Mandat 231. — Eau 572-60.
- Paris. Assur. terrestre. 209.
- Poitiers. Domm. destr. 150-40; Evasion 15 c.
- Rennes. Droit civil 291 c.; Pêche marit. 19.
- Rouen. Contrat de mar. 3677 c., 3679.
- 3 Cass. Cassation 1699 c.; Prescript. civ. 376. — Effets de comm. 821; Instr. civ. 94. — Emigré 104 c., 219, 391 c.; Impôt 46 c.; Imp. dir. 61-40 c. — Emigré 386. — Enreg. 3600. — Jugem. 70. — Loi 218 c.; Mariage 804-10. — Min. public 118.
- Bordeaux. Obligation 4089 c., 4096-10.
- Caen. Compét. civile trib. d'arr. 152.
- Lyon. Mariage 699-40.
- Poitiers. Expert. 79-20, 300-20 c.
- 4 Ord. Culte, p. 719; Dom. de l'Etat, p. 99.
- Cass. Cassation 1658-70 c.; Droit marit. 338 c., 1838. — Paternité 731-10.
- Bastia. Compét. comm. 179 c., 193; Effets de comm. 395 c.
- Instr. Prisons 77.
- Solut. Enreg. 796.
- 5 Cass. Frais et dép. 1017. — Instr. crim. 1897-30, 1951-30, 3066, 3712 c.; Jugement 825-56. — Instr. crim. 2233-10; Témoin 567 c.
- Agen. Appel civil 497 c., 765, 766 c.; Mariage 860-40 c.
- Bordeaux. Compét. crim. 540.
- Bruxelles. Instr. civ. 41 c.
- Trib. de Bar-sur-Aube. Privil. et hypoth. 2883, 2885 c.
- Décis. Enreg. 4820; Garde nat. 591.
- 6 Cass. Garde nation. 73, 320-10, 495, 505-50, 548, 686.
- Paris. Abus de conf. 110, 141 c., 156 c.; Cautionn. de fonctionn. 70 c.; Conclus. 86 c.; Contr. p. corps 221-10 c.
- Poitiers. Vente publique de marchand. neuves 27.
- 7 Cass. Cassation 843 c.; Garde nat. 58, 147-30, 501-30, 506-30, 536-20, 697-20. — Quest. préjud. 147. — Responsab. 255.
- Trib. de la Seine. Théâtre 181.
- 8 Circ. Forêts 997, 998.
- 9 Ord. Org. instr. publ., p. 1355.
- Cass. Acquiscem. 589 c.; Disp. entre vifs 1678.
- Aix. Nantissement 99; Succès. 2004.
- Bordeaux. Arbitr. 54, 55 c.
- Bourges. Expert. 356 c., 257 c., 262 c., 263; Frais et dép. 453 c., 909 c., 930-20 c., 936 c.; Jugem. 420 c.
- Lyon. Désaveu 14.
- Montpellier. Péremption 194.

Janvier.

- 9 Orléans. Médecine 54-20, 140; Vol 835.
- Paris. Contr. p. corps 961.
- Cons. d'Etat. Commune 726 c. — Compét. admin. 56 c., 207-20 c.; Voirie par terre 211-10. — Cons. d'Etat 351. — Nom 41. — Vente admin. 114-10, 225-20, 237.
- Solut. Enreg. 3502.
- 10 Cass. Dépôt 180; Obligat. 5118-20 c.
- Bordeaux. Droit marit. 598.
- Bruxelles. Jugement 485-30; Reprises d'inst. 76 c.
- Nîmes. Enquête 558.
- Toulouse. Servitude 821-10.
- Conseil d'Etat. Commune 1685, 1707 c. — Eau 421. — Emigré 363; Hospices 79 c. — Nom 71. — Vente admin. 119-10, 171-30.
- Circ. Greffe 80-140.
- 11 Cass. Appel incid. 114 c.; Obligat. 4538-30.
- Bruxelles. Exploit 304-20. — Péremption 287, 288 c., 291-20 c., 292 c.
- Paris. Désistement. 55, 88 c.
- Toulouse. Jugem. 493 c.
- Avis Cons. d'Etat. Commune 2516.
- Solut. Enreg. 3758.
- 12 Cass. Action posses. 250 c.; Cassation 1391, 1687-30 c.; Chose jugée 385-30 c.; Loi 40; Prescript. civ. 376-10 c., 390-20 c., 435, 881-20 c. — Crimes contre les personnes 153-30. — Discipl. 175-20. — Instr. crim. 2563-30, 3160.
- Agen. Prescript. civ. 499, 686-50 c.
- Bruxelles. Instr. crim. 149-20.
- Douai. Appel civ. 817 c.; Contr. par corps 567 c., 568 c., 596-60 c., 602 c., 604 c.; Droit civil 274-30 c., 378; Effets de comm. 885 c., 886; Reféré 24 c., 85 c.
- Montpellier. Obligat. 3171 c.; Prêt à intér. 197; Usufruit 476 c.
- Circ. Instr. crim. 2029.
- 13 Cassation 551, 561 c. — Instr. crim. 1394, 3153-60, 3162-20, 3165-30. — Jugem. 852-30 c. — Vol 524-10.
- Bordeaux. Compét. crim. 241 c., 540 c.; Presse-outr. 927 c., 1320-10 c., 1331-110.
- Colmar. Assur. terrestre. 919.
- 14 Ord. Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Commune 694 c.; Garde nation. 119-10, 393 c. — Instr. crim. 2507. — Loi 71 c.; Pêche marit. 57. — Mise en jugement. 268-40, 269 c.
- Bourges. Instr. crim. 109. — Vétérinaire 8.
- Bruxelles. Instr. crim. 61.
- Lyon. Biens 21; Execut. 171-30 c., 192 c.; Privil. et hypoth. 789 c.; Saisie-exéc. 117-20 c.
- Paris. Culte 114-30 c., 177, 118 c. — Vérificat. d'écrit. 70-50.
- Solut. Poids et mesures, 431.
- 15 Ord. Prud'hommes, p. 535.
- 16 Cass. Compét. administr. 233; Dom. de l'Etat 262 c.; Vente 647-20 c.; Vente administ. 212 c.
- Bordeaux. Chose jugée 53 c., 328 c.; Désistement. 95; Expropriat. publ. 326 c. — Disposit. entre vifs 3985-50.
- Grenoble. Minorité 582-20 c. — Privil. et hypoth. 1054-10.
- Montpellier. Intervent. 125-20 c.; Mariage 782-30, 860-20 c.
- Nîmes. Appel civ. 765 c., 766 c. (V. même date Montpellier).
- Paris. Dispositions entre vifs 3985-50.
- 17 Cass. Contr. par corps 244, 204 c.; Frais et dépens 101-20 c., 830; Jugem. 1008-30; Obligat. 1488-30; Recusat. 73-20; Scellés 279. — Organ. judic. 421-30. — Vente 1742.
- Bordeaux. Compét. comm. 229.
- Rennes. Mandat 317.

Janvier.

- 17 Trib. correct. de la Seine. Accessoire 47 c.
- 18 Cass. Action possess. 43; Except. 460 c.; Intervent. 91-40 c.; Tierce opposit. 125-20 c.; Cassation 1722 c.; Surenchère 34 c.; Vente 1097; Vente publ. d'immeub. 1752 c.; 1778 c.; Commerc. 266 c.; Mandat 237-20, 253-10 c.; Obligat. 2013, 2659-10 c., 4212 c.
- Besançon. Forêts 336 c., 1524.
- Bravelles. Deg. de jurid. 132-30; Exploit 58-110. — Saisie-arrest 57, 136-10.
- Grenoble. Appel civ. 570, 571 c.; Tierce opposit. 119 c.
- Lyon. Disposit. entre vifs 2795 c., 2812-30 c. — Responsabilité 304, 305-10 c., 393-20 c.
- Toulouse. Success. 1836-20.
- 19 Ord. Secours publ., p. 772.
- Cass. Emigré 132-50 c., 386, 398-30 c.; Mandat 309-10; Société 500 c. — Responsabilité 321-10. — Vol 741-50.
- Caen. Contrat de mar. 1593 c., 1618 c., 2381, 2389 c., 2391 c., 2424 c.
- Colmar. Acquisecem. 296 c., 543.
- Montpellier. Appel civ. 485 c., 487 c.; Paternité 715, 728-20 c.
- Cons. d'Etat. Commune 547; Impôts dir. 185 c.; Jugem. 922-30. — Cons. d'Etat 231-20, 251, 292-10; Place de guerre 115 c. — Cons. d'Etat 331-20; Huissier 32 100. — Eau 48 c.; Voirie par eau 243-19, 378 c.; Emigré 336-10, 344-10. — Garde nat. 68. — Vente administr. 165-10-50, 339-20.
- Réglem. Organ. marit., p. 1685.
- 20 Ord. Commune 1068; Sapeurs-pompier, p. 698; Voie publ. 6-10 c.
- Cass. Cassation 158 c., 1921; Instr. crim. 2659, 3357-50. — Chose jugée 513; Témoin 431. — Instr. crim. 3160. — Rébellion 60.
- Agen. Arbitr. 773 c., 860 c., 900 c., 1035.
- Bordeaux. Arbitr. 94, 1328 c. — Contrat de mar. 3202-10.
- Grenoble. Contrat de mar. 4068-30; Obligat. 1281 c.; Prescript. civ. 1089-40; Privil. et hypoth. 2147; Vente 1187 c.
- Poitiers. Demande nouv. 495 c.
- Rouen. Arbitr. 936.
- 21 Ord. Halles 14.
- Riom. Except 132 c.; Vente publ. d'immeubles 1268-30, 1535.
- 22 Décis. Garde nat. 98.
- 23 Cass. Cassation 1584-20 c.; Obligat. 445-30 c., 2940 c., 4474 c.; Vente 517 c., 545. — Chose jugée 138; Vente publ. d'immeubles 1814 c.; V. 23 janvier 1832.
- Aix. Notaire 688-30 c.
- Bourges. Deg. de jurid. 104.
- Bruxelles. Faux 240. — Intervent. 55.
- Trib. comm. de Paris. Propriété littér. 172.
- 24 Cass. Compét. comm. 48; Deg. de jurid. 614 c.
- Aix. Appel civil 131; Expert. 206 c.
- Bordeaux. Enquête 380 c., 406; Exploit 359-90 c.
- Colmar. Contrat de mar. 1398 c.; Success. 1693; Vente publ. d'immeubles 1135.
- Douai. Responsab. 262.
- Poitiers. Compét. comm. 162.
- Instr. Enreg. 5186.
- Solut. Enreg. 435-40.
- 25 Cass. Demande nouv. 52. — Effets de comm. 455-30; Disp. entre vifs 1625. — Intervent. 147-60.
- Agen. Société 318.
- Aix. Droit marit. 223, 1322 c., 1424 c.
- Bourges. Action 148 c., 167. — Minorité 529; Peine 722.

Janvier.

- 25 Pau. Vente publ. d'immeubles 232-10.
- 26 Ord. Pension, p. 769.
- Cass. Conclus. 58; Jugem. 975-20 c.; Loi 323-30 c.; Peine 828; Success. 212. — Instr. crim. 1774-10, 3689; Jugem. 740-10. — Instr. crim. 3091; Jugem. 739-40. — Organ. judic. 694.
- Bruxelles. Scellés 75.
- Liège. Faillite 252-20.
- Montpellier. Agent d'aff. 12 c.; Commerc. 100. — Organ. milit. 437-10.
- Paris. Ordre 1049-80.
- Poitiers. Privil. et hypothèques 1493-30.
- Circ. Secours publ. 202; Trésor publ. 748, 754.
- Décis. Enreg. 6144.
- 27 Cass. Culte 823.
- Colmar. Appel civ. 1129; Faux incid. 148 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 827.
- Circ. Douanes 594.
- Delib. Enreg. 4256.
- 28 Cass. Abus de confiance 105 c., 106 c.; Vol 79-30. — Cassation 2214; Chose jugée 518-20 c. — Chose jugée 459; Commune 968 c.; Instr. crim. 27 c.; Manufact. 189; Peine 104-40 c. — Compét. crim. 100 c.; Renvoi 126. — Date 19 c.; Exploit 22-60 c.; Instr. crim. 1696, 1699-20.
- Grenoble. Intervent. 31; Presse-outr. 1246 c.
- Paris. Compét. admin. 297; Référé 234-10 c.; 237-20 c.
- 30 Limoges. Acquisecem. 222 c.
- Montpellier. Prêt à inter. 179-50.
- Poitiers. Instr. crim. 1041, 1042 c.
- 31 Loi. Pension, p. 770.
- Cass. Disposit. entre vifs 2053-20; 2059-10 c., 2060 c. — Enreg. 2854.
- Agen. Contrat de mar. 3974-20 c., 3988-10, 4010-10 c. — Responsab. 599-20.
- Bordeaux. Appel civil. 501; Demande nouv. 235; Faillite 219-30, 1153; Minist. publ. 91-50; Vente publ. d'immeubles 541-40, 942. — Droit civil 256.
- Bourges. Commune 1977.
- Poitiers. Servitude 857.
- Solut. Enreg. 1932.

Février.

- 1 Cass. Acquisecem. 735; Prescript. civ. 207 c. — Cassation 1703 c., 1718-10; Obligat. 2500 c., 4935-30 c., 5020-50 c., 5043-70. — Enreg. 1548, 4491, 5755 c.; Frais et dépens 60 c. — Expert. 315-20-30-40. — Prescript. civ. 455-20 c.; Substitut. 14-10.
- Bourges. Disposit. entre vifs 4250-10. — Jugem. par défaut 257-10.
- Paris. Tierce-opposit. 187-10, 193-60.
- 2 Cass. Compétence civile trib. d'arrond. 80; Droit civ. 279-20 c. — Instr. crim. 2395, 3612-10; Jugem. 1099-40 c. — Organ. judic. 697-10. — Peine 300-20.
- Bordeaux. Contrat de mar. 1378.
- Nancy. Exploit 32-50.
- Paris. Obligat. 1010-20 c.; Privil. et hypoth. 735, 813. — Ordre 535 c. — Privil. et hypoth. 2137 c. — Tierce-opposit. 187-10 c., 193-60.
- Solut. Enreg. 6131.
- 3 Aix. Minorité 180, 233 c., 258-20 c., 562 c.
- Bourges. Exploit 507 c.; Vente publ. d'immeub. 408-20.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 4873.

Février.

- 3 Paris. Quest. préjudic. 215. — Surenchère 51-10, 139-30.
- Toulouse. Appel civ. 1229 c., 1236 c.; Désistement 42 c., 143 c.; Vente publ. d'immeub. 1555, 1886.
- Cons. d'Etat. Commune 1865; Dom. de l'Etat 147 c. — Commune 2337. — Forêts 1377; Voirie par terre 132-30, 323. — Marché de fourn. 101-10, 110-20, 116-40. — Voirie par terre 1929-20; Voirie par eau 331-20.
- Delib. Enreg. 4129, 6237.
- 4 Cass. Compét. crim. 562. — Forfait. 93-30-40 c. — Mont-de-piété 51; Prêts sur gages 12 c. — Impôts indir. 286. — Instr. crim. 1157. — Organ. colon. 777 c. — Organ. marit. 1009; Organ. milit. 880 c.
- Grenoble. Enquête 444. — Ordre 867 c., 959-40-50.
- Paris. Puissance patern. 158.
- 5 Aix. Droit civ. 277 c., 419-80; Effets de comm. 893 c.
- 6 Cass. Cassation 1676 c.; Obligat. 4462 c.; Usage 181; Vente administr. 336-20 c. — Garde nat. 146-30 c., 216, 255, 427-20 c., 448-40, 457-60 c., 505-40. — Instr. crim. 1297 c., 1301, 2303, 2971-50 c., 2989; Témoin 620-10. — Instr. crim. 2725.
- Angers. Garde nation. 468.
- Bruxelles. Avoué 197.
- Lyon. Exploit 198-20; Jugement d'av. dire droit 26-80.
- Montpellier. Faux incid. 36-50 c.; Vente publ. d'immeub. 281 c., 1535, 1583.
- Paris. Propriété littér. 105.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 334.
- Delib. Agrée 22.
- Lettre. Impôts dir. 535.
- Solut. Enreg. 4345.
- 7 Cass. Appel civ. 556 c.; Appel incid. 118 c., 150 c.; Loi 43-20 c.; Vente 1058 c., 1078. — Compét. civ. trib. d'arrond. 297. — Organ. judic. 424-40 c. — Renvoi 73. — Timbre 139-10.
- Aix. Compét. comm. 507.
- Bordeaux. Société 1094.
- Grenoble. Compét. comm. 229.
- Nîmes. Appel civ. 1090.
- Paris. Disposit. entre vifs 3692; Enreg. 1244 c. — Société 1144.
- Toulouse. Contrat de mar. 3727.
- 8 Cass. Arbitr. 645 c., 649, 665 c. — Cassation 1653-190 c.; Domicile 42 c.; Vente publ. d'immeubles 388, 546 c. — Enreg. 4445, 4447 c. — Obligat. 975 c., 2024.
- Bordeaux. Prescript. civ. 240 c.; Servitude 1059, 1071 c.
- Bourges. Privil. et hypothèques 2682-30.
- Nîmes. Saisie-arrest 445-30 c.; Success. 818; Tierce-opposit. 182 c.
- 9 Loi. Douanes, p. 601.
- Cass. Assoc. de malfait. 17, 200 c.; Crimes contre l'Etat 144-10; Instr. crim. 3348 c., 3359-40 c. — Cassation 694. — Commune 923; Contravent 130 c., 134 c., 143 c. — Enreg. 5124; Vente 1109 c. — Enreg. 5133.
- Expert. 283-10, 308 c.; Jugem. 1046-30 c. — Peine 284.
- Aix. Surenchère 380 c., 388.
- Bordeaux. Appel civ. 816.
- Paris. Propriété littér. 389 c., 447.
- Rennes. Mandat 317.
- Toulouse. Dispositions entre vifs 565. — Disposit. entre vifs 1810, 2110-20 c.; Vente 1692 c.
- 10 Cass. Abus de confiance 452 c.; Dépôt 11-30 c.; Mandat 69-10 c. — Cassation 161, 201 c., 969 c.; Renvoi 176-20. — Instr. crim. 1195-40, 1577-20.
- Aix. Bourse de comm. 465. — Contrat de mar. 4033-10. — Minorité 559; Obligat. 138 c., 241 c.

Février.

- 10 Caen. Obligat. 698 c.; Vente 1747. — Montpellier. Vente publ. d'immeub. 1459-40.
- Orléans. Forêts 1463.
- 11 Ord. Douanes, p. 602.
- Cass. Abus de conf. 212; Instr. crim. 150-20 c., 152-30 c. — Forêts 1936-30. — Garde nat. 468-10, 671-20, 684. — Peine 346.
- Bourges. Degré de jurid. 434-30.
- Delib. Enreg. 1933.
- 12 Cass. Enreg. 237-30, 4980-20 c. — Bruxelles. Faux incid. 99; Instr. crim. 160 c.
- 13 Cass. Action 148; Vente 2056-30 c.
- Bordeaux. Mandat 426; Privil. et hypoth. 2114-40 c.
- Circ. Douanes 513, 569.
- Solut. Enreg. 131.
- 14 Ord. Garde nat., p. 301.
- Cass. Action possess. 806; Conclus. 48 c.; Deg. de jurid. 498-50. — Contr. p. corps 609, 630 c.; Instr. crim. 49 c.; Octroi 392 c., 396-30 c. — Domicile 46-60 c. — Enreg. 3939.
- Bordeaux. Notaire 423 c.; Obligat. 4767-10 c., 4785.
- Douai. Mariage 664; Papier-monn. 63-30.
- Lyon. Org. instr. publ. 299-30.
- Paris. Banque 157 c.; Obligat. 141. — Contrat de mar. 3525 c.; 3527 c., 3700, 3704. — Société 1144.
- Pau. Servitude 103.
- 15 Loi. Pension, p. 770.
- Cass. Cassation 1721-20 c.; Obligat. 1837, 3230 c., 4542-29; Privilèges et hypoth. 1244 c.; Success. 1361. — Cassat. 1858 c.; Culte 540; Prescript. civ. 836-50. — Contrat de mar. 2568 c., 3008 c.; Enreg. 3434, 3886 c. — Dom. de l'Etat 111-10 c.; Dom. engagés 33. — Effets de comm. 239. — Enquête 617 c.; Jugement 1045-30. — Obligat. 5245-20.
- Aix. Acquisecem. 705; Appel civ. 1047 c.; Disposit. entre vifs 256-30. — Effets de comm. 365.
- Bordeaux. Paternité 555-60. — Privil. et hypoth. 2402 c., 2410-40 c., 2444 c.; Rente viagère 151 c.
- Bourges. Enquête 558.
- Bruxelles. Exploit 260-20, 288-30 c., 337 c.
- Paris. Privilèges et hypoth. 988, 2203. — V. 15 février 1832.
- Rapport. Cassation 1539.
- 16 Cass. Arte poss. 438 c.; Servitude 1033, 1078 c. — Armes 41. — Contrat de mariage 2199. — Forêts 432. — Garde nat. 436. — Instr. crim. 1638, 1729. — Jugem. 1042-90. — Org. judic. 378-10.
- Agen. Acquisecem. 674 c., 675 c.
- Colmar. Paternité 115 c.; Séparation de corps 89-10.
- Lyon. Peine 146.
- Nancy. Faillite 64-40.
- Nîmes. Emigré 248.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 59 c.; Impôts dir. 642. — Compét. admin. 345 c., 363. — Degré de jurid. 650 c.; Théâtre 119 c., 336. — Dom. nat. 41-10. — Emigré 325-70, 411-20.
- 17 Ord. Org. milit., p. 1889.
- Cass. Garde nation. 149, 402-70, 418-30, 433-10, 501-40, 646-10, 661-10. — Postes 62-20.
- Presse-outr. 1056 c., 1105-20. — Procès-verbal 679-30. — Voirie p. terre 2328-20.
- Agen. Obligat. 1871.
- Aix. Obligat. 2957-10, 2959 c.; Prescript. civ. 695 c.
- Bordeaux. Privilèges et hypoth. 2783.
- Bruxelles. Désistement. 123-10 c., 160.
- Grenoble. Obligat. 547.
- Lyon. Avoué 118; Honor. 8 c.

Février.

- 17 Cons. d'Etat. Chose jugée 50-90. — Conflit 48.
- Delib. Enreg. 2416.
- 18 Ord. Salubrité publ., p. 671.
- Cass. Garde nat. 119-20, 357-40, 681; Jugem. 744-40. — Garde nat. 309-80, 417, 571-20, 590-50, 679-10, 684.
- Lyon. Obligat. 3833, 4049 c. — Instr. Garde nat. 568.
- Solut. Enreg. 548.
- 20 Loi. Eau, p. 336; Enreg. 299-40.
- Voirie par eau, p. 139-70.
- Aix. Obligat. 1835-30 c.
- Grenoble. Défense 240 c.
- Paris. Demande nouv. 1154-10. — Success. 1821-10.
- Toulouse. Contr. par corps 223, 324 c.; Séparation de corps 212.
- 21 Cass. Contrat de mar. 3910.
- Louage 611. — Deg. de jurid. 560-30. — Garde nat. 553, 572-10. — Société 631 c., 632.
- Aix. Obligat. 3187.
- Grenoble. Contrat de mar. 439-20; Mariage 834-40; Saisie-exéc. 289.
- Lyon. Privil. et hypoth. 639-20.
- Delib. Enreg. 1897.
- 22 Cass. Enreg. 4328. — Instr. crim. 1462 c. — Organ. judic. 424-30.
- Bordeaux. Caution. 261.
- Bruxelles. Mandat 139-60.
- Colmar. Presse-outr. 1105-40.
- Rouen. Obligat. 5245-30.
- 23 Cass. Défense 162 c.; Instr. crim. 3586; Témoin 698-40, 71-80 c. — Instr. crim. 1040.
- Presse-outr. 1095-10. — Prescript. civ. 741 c., 743, 751.
- Bordeaux. Contumace 31 c.; lai 67 c.; Exploit 182 c.; 30; Jugem. par défaut 402.
- Liège. Faillite 159-40.
- Montpellier. Contr. par corps 955.
- Nîmes. Prêt à inter. 118.
- Toulouse. Mariage 896.
- 24 Ord. Avoué 28; Peasos, p. 1; Privil. et hypoth., p. 48; Trésor publ., p. 1146.
- Cass. Frais et dépens 974-1191 c.; Prescript. crim. 214. — Garde nat. 30 c.; Presse-outr. 897-30 c., 1529. — Garde nat. 414-10, 490-10, 501-20, 502-30 c.
- Bourges. Obligat. 2430-10, 4-30 c.
- Douai. Mat. d'or et d'argent 159-40 c.; Procès-verbal 34. — Vol 702.
- Nancy. Obligat. 1778-30; Vente 1835.
- Solut. Obligat. 4599.
- 25 Ord. Gendarmerie, p. 492.
- Bourges. Echange 42.
- Colmar. Success. 1584.
- Paris. Privil. et hypoth. 1844. — Référé 50 c.
- Solut. Enreg. 5187.
- 26 Aix. Avoue 106; Témoin 410.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 10, 294; Organ. admin. 910-10. — Forêts 1531. — Impôts dir. 304.
- 27 Loi. Douanes, p. 602.
- Cass. Cassation 443, 89 c.; Compét. crim. 585 c.; Décret 33 c., 149 c., 150 c.; Polit. 27-10 c., 30 c.; Presse-outr. 593-10, 702-10, 1037-1433, 1439 c. — Domicile 105-10.
- Bruxelles. Contrat de mar. 257, 2740 c.; Disposit. entre vifs 2011 c., 3041-30, 3419. — Vente publ. d'immeubles 129-10, 1736-30.
- 28 Cass. Biens 146 c., 201 c.; Enreg. 3069. — Ecluse fonticr's 56, 61, 63-10.
- Aix. Enquête 261 c.; Faux 206-30.
- Bourges. Contrat de mar. 257. — Demande nouv. 265.
- Grenoble. Contrat de mar. 257.
- Paris. Privil. et hypoth. 141.
- Trib. de Lyon. Enreg. 4506.

Février.

- 39 Ord. Gendarme, p. 493.
 — Cass. Chose jugée 21 c., 38 c.; Eau 168 c., 190. — Commune 1589-20; Servitude 1114, 1142 c. — Contrat de mariage 189, 520 c.; Normandie 67 c. — Enreg. 4799, 4828 c.; Expert. 305 c. — Minist. publ. 96-10; Vente 1986 c.
 — Aix. Obligat. 3112-40.
 — Bordeaux. Acte de comm. 291; Mines 156 c.; Société 236 c.
 — Bruxelles. Exploit 81-20.
 — Limoges. Disposit. entre vifs 4456-30, 4594 c.
 — Orléans. Su. cess. 1959.
 — Paris. Vente publ. de récoltes 8-20.
 — Toulouse. Appel incid. 91.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 1234 c., 1325.

Mars.

- 1 Loi. Octroi 183.
 — Ord. Org. instr. publ., p. 1355; Orkan. marit., p. 1685; Prud'hommes, p. 535.
 — Arrêté. Org. colon. 539.
 — Cass. Cassation 192 c., 584; Chose jugée 436; Jugem. d'av. dire droit 99-100 c.; Commune 1436. — Contrat de mar. 3473, 3475 c., 3580 c. — Contrav. 426 c.; Domm. destr. 215. — Date 21 c.; Dispos. entre vifs 2669-10 c.; Jugem. 1001-70 c. — Forêts 489 c. — Prescript. crim. 169. — Propriété 473-10, 480 c.
 — Bordeaux. Contr. jud. 8 c.; Prescript. civ. 1057-30; Prêt à int. 39-30 c.; Success. 954.
 — Bruxelles. Chasse 105.
 — Lyon. Jugem. 463-30.
 — Paris. Commissionn. 189. — Jug. p. def. 413 c., 415-30-40 c.
 — Poitiers. Prescript. civ. 1432.
 — Rennes. Avocat 336.
 — Circ. Douanes 463, 464, 474, 475.
 — Décis. Office 80.
 — Delib. Presse-outr. 883-20.
 2 Loi. Archives 52; Dom. de la cour. 21-10; Dom. de l'Etat, p. 99; Dom. privé 21; Impôts dir., p. 369.
 — Cass. Cassation 1279; Garde nat. 333-30, 337-10, 528-10, 582-10, 639-20, 659-10. — Forêts 494 c., 2024 c., 2025. — Garde nation. 402-10, 493-10, 581-30, 646-10, 676 c. — Médecine 142, 150-10 c.
 — Bordeaux. Disposit. entre vifs 4593.
 — Bourges. Degré de jurid. 292.
 — Bruxelles. Org. milit. 719.
 — Montpellier. Acte de l'Etat civil 158 c.; Paternité 388-20.
 — Poitiers. Compte 101-10; Prescript. civ. 849-30; Tierce-opposit. 328 c.
 — Trib. comm. de Paris. Propriété lituer. 108, 109 c.
 — Cons. d'Etat. Concess. admin. 21 c.; Eau 422-30 c., 562-40; Cons. d'Etat 838-30; Except. 509. — Impôts dir. 180.
 — Circ. Eaux minér. 25.
 3 Bourges. Saisie-arrest 338, 358-30 c., 362-30 c., 364 c.
 — Bruxelles. Demande nouv. 153-20. Obligat. 4116-30 c., 4118-30 c., 4148, 4173-20.
 — Paris. Contrat de mar. 1970.
 — Solut. Enreg. 5668; Peine 756 c.
 4 Bruxelles. Appel civil 1279; Except. 838 c.; Exploit 588 c., 647 c.; Instr. civ. 41 c.; Jugem. 235-30, 299-70 c.; Jugem. par déf. 62-50.
 — Colmar. Mandat 121-30; Vente publ. d'imm. 145 c., 454-30 c.
 — Lyon. Acte de comm. 212.
 — Rennes. Compét. admin. 14-30; Notaire 628-10 c.
 — Rouen. Commune 1446.
 — Circ. Forêts 1012.

Mars.

- 6 Cass. Cassation 163-90 c.; Propriété 486.
 — Nîmes. Obligat. 1317 c.; Prescript. civ. 660 c., 665.
 — Décis. Enreg. 2418.
 7 Cass. Arbitr. 92, 100 c., 1327 c. — Expert. 301-20. — Jugem. 971-30 c.; Vente 362.
 — Bruxelles. Acquissem. 266 c.; Contrat de mar. 1718. — Eau 213.
 — Lyon. Vente publ. d'imm. 1637.
 — Décis. Frais 1108.
 8 Cass. Cassation 1517-20 c.; Chose jugée 340 c.; Contrat de mar. 3540-30, 3542 c., 3546 c., 3904 c. — Cassat. 1670 c.; Droit marit. 333 c., 340 c., 367 c., 603, 673 c.; Jugem. 1020-80 c. — Faux 174-30 c., 399-20. — Faux incid. 123; Vente 2042. — Jour ferié 33-10, 35-20 c.
 — Grenoble. Notaire 386.
 — Liège. Disposit. entre vifs 4506.
 — Nancy. Séparat. de corps 103-20, 201 c.
 — Trib. de Neuchâteau. Enregistr. 4232, 5159 c.
 9 Cass. Garde nation. 63, 536-10, 544-40 c. — Jugem. 1089-10.
 — Aix. Vente 632.
 — Bruxelles. Acquissem. 623 bis.
 — Douai. Bourse de comm. 264.
 — Nancy. Office 376.
 — Paris. Effets de comm. 248.
 — Cons. d'Etat. Commune 1501, 1653 c.; Frais et dép. 1212. — Compét. admin. 345 c.; Degré de jurid. 650 c.; Octroi 84-10 c., 818, 324-20 c.; 327 c. — Cons. d'Et. 209. — Org. admin. 868.
 10 Cass. Domicile 127 c.; Garde nation. 143-30 c., 488-40, 501-40, 503-20, 678-10.
 — Colmar. Dispos. entre vifs 3422-50 c., 3535 c., 3692 c. — Servitude 780-20.
 — Grenoble. Privil. et hypothèques 1692-20.
 — Metz. Appel crim. 30; Instr. crim. 848 c.
 — Nancy. Forêts 1639, 1662 c.; Frais 85 c.
 — Paris. Appel incid. 107 c.; Ordre 709 c., 915-10-20 c.; Privil. et hypoth. 2315.
 — Solut. Enreg. 435-60.
 11 Lyon. Théâtre (V. 11 mars 1833).
 12 Cass. Référé 50 c.
 — Besançon. Forêts 896 c.
 — Lyon. Compét. comm. 235 c.; Effets de comm. 48.
 — Montpellier. Avocat 259; Honoraires 8 c.
 — Nancy. Obligat. 4942-40.
 13 Ord. Culte, p. 719.
 — Cass. Loi 59; Société 52 c.
 — C. d'ass. de la Seine. Instr. crim. 626 c.; Presse-outrage 604-10.
 — Besançon. Forêts 836, 890.
 — Bordeaux. Demande nouv. 251-30; Vente publ. d'imm. 541-50 c., 542-30, 545 c.
 — Nancy. Forêts 1639. — Vente publ. d'imm. 2003-10.
 — Paris. Dom. de la cour. 92 c.; Louage 212. — Enquête 147.
 — Solut. Enreg. 4885.
 14 Cass. Cassation 1648 c.; Success. 2256-40. — Compét. admin. 197 c.; Loi 72-10 c.; Obligat. 3404-10. — Substitut. 69-30, 81-20 c.
 — Angers. Faillite 1159.
 — Bordeaux. Obligat. 3260.
 — Bruxelles. Acte de comm. 47.
 — Rouen. Propriété 68-10.
 — Toulouse. Appel civ. 880; Délai 54 c.; Jour ferié 46.
 15 Cass. Attentat aux mœurs 28 c.; Presse-outr. 651-10, 859-10 c., 866 c. — Forêts 841. — Instr. crim. 3575-30. — Saisie-arrest 361-20.
 — Orléans. Compét. civ. tribuna. d'arrond. 159.

Mars.

- 16 Ord. Organ. colon., p. 1099.
 — Cass. Cassation 218. — Fonctionn. publ. 47-10 c. — Garde nat. 403-10, 590-30, 604, 672-10, 676, 686. — Presse-outr. 940-20.
 — Aix. Responsab. 204-10.
 — Bordeaux. Obligat. 1484-10 c.; Responsab. 249-30. — Success. 950, 1872 c., 1888 c.; Vente 1279-40.
 — Montpellier. Disposit. entre vifs 870.
 — Orléans. Success. 85.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1379.
 17 Loi. Très. publ., p. 1146.
 — Cass. Cassation 592 c.; Garde nat. 644-10, 693. — Garde nation 184-20, 538-40. — Garde nation. 154-30, 387-60 c., 395-50, 621 c., 628-10. — Garde nat. 195-10 c., 333-20 c., 336-10, 439-20, 488-50. — Garde nation. 537, 552-20, 570, 589, 605-20 c., 671-180. — Garde nat. 560-20, 561-60, 637-10, 648. — Garde nation. 669-40, 676.
 — Paris. Faillite 1527-70.
 — Delib. Enreg. 2045.
 18 Ord. Très. publ., p. 1146.
 — Bruxelles. Enquête 611.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 384.
 19 C. C. belge. Enreg. 3229.
 — Delib. Forêts 581.
 — Solut. Enreg. 427.
 20 Cass. Action possess. 789. — Chose jugée 183; Obligation 5072-20, 5100-40 c. — Effets de comm. 314. — Enreg. 5777. — Loi 76-30; Obligat. 1037-30. — Organ. judic. 353-10. — Témoin 639-10.
 — Bruxelles. Compét. crim. 178-30.
 — Rouen. Contrat de mar. 4037-10.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1442.
 — Décis. Frais et dépens 1063.
 21 Loi. Affiche 78 c.; Culte 141; Eau, p. 336; Organ. admin. 232, 375-80, 406-240, 788-20, 806-30; Organ. instr. publ. 506; Organ. marit. 102, 203, 212; Organ. milit., p. 1889; Privil. et hypoth. 1275; Ville de Paris 83 c., 36.
 — Cass. Chose jugée 368-60 c.; Prescript. civ. 508, 602-10 c.; Usage 168, 390. — Disposit. entre vifs 2325 c., 2362 c.; Obligat. 4175-20. — Forêts 1468 c.; Usage 143.
 — Aix. Contrat de mar. 3342; Disposit. entre vifs 2404 c.
 — Bordeaux. Arbitr. 117.
 — Lyon. V. 4 août 1831.
 — Toulouse. Destitement 30 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 576.
 22 Cass. Bois et charbons 60 c.; Boucher 108; Impôts 49-30 c. — Commissaires-priseurs 20. — Contrav. 419 c.; Domm. destr. 82, 84. — Jugem. 825-60. — Louage 527-20. — Octroi 22 c., 23 c., 188-10 c., 20 c. — Peine 509-30; Vol 273. — Prescript. civ. 782; Success. 1339 c.; Vente publ. d'imm. 271 c.
 — Bordeaux. Loi 57 c.; Peine 87 c.; Presse-outr. 123. — Privil. et hypoth. 1301.
 — Grenoble. Disposit. entre vifs 3112-70.
 — Paris. Bourse de comm. 310; Compte-courant 42 c.; Jeu 52 c.; Nantissement 82 c.; Trésor publ. 1409-30 c., 49, 1430-10 c.
 — Circ. Commune 210, 218; Douanes 581.
 — Décis. Frais et dépens 1158.
 23 Loi. Concess. admin. 61.
 — Cass. Cassation 391; Témoin 248-60. — Commune 914. — Garde nat. 115, 207, 487-10, 644-10.

Mars.

- 23 Bordeaux. Obligat. 2400 c.; Rentes constit. 152; Vente 1248 c., 1350 c., 1379-10 c. — Voirie par eau 652.
 — Paris. Instr. crim. 626 c. — Louage 72.
 — Avis Cons. d'Etat. Garde nat. 80, 546.
 — Circ. Douanes 555; Impôts indir. 550.
 — Solut. Garde nat. 704.
 24 Ord. Monnaie, p. 385.
 — Cass. Abus de confiance 120. — Voiture 448.
 — Nancy. Exploit 376-60.
 — Paris. Médecine 108 c.; Subst. vénéneuses 14 c., 17.
 — Cons. d'Etat. Chose jugée 86-20. — Conseil d'Etat 176. — Impôts dir. 619-60. — Jugem. 931; Marché de fourmit. 103-10, 129-10. — Organ. colon. 344-10.
 25 Bruxelles. Jugem. 301-30, 559-90.
 26 Bordeaux. Acquissem. 385 c. — Bruxelles. Deg. de jurid. 514.
 — Grenoble. Vente 428-30.
 — Paris. Notaire 688-20. — Success. 1099.
 27 Ord. Organ. colon., p. 1099.
 — Cass. Acquissem. 100; Action possess. 376, 392 c., 401 c.; Compét. civ. trib. de paix 326 c.; Enquête 79 c.; Minorité 841 c.; Prescript. civ. 686-70-800. — Acquissem. 801 c.; Loi 521 c.; Prescript. civ. 646; Rentes constituées 186, 236 c. — Cassation 304-60; Commerce. 164 c., 188. — Enreg. 230, 235 c. — Obligat. 1246-20.
 — C. d'ass. de l'Herault. Instr. crim. 3755-20.
 — Amiens. Dispositions entre vifs 4468-10.
 — Bourges. Enquête 176.
 — Caen. Effets de comm. 332.
 — Lyon. Mariage 948-20 c.; Privil. et hypoth. 1216, 1297.
 — Paris. Tierce-opposit. 187-40.
 — Rennes. Mandat 317.
 — Trib. de Valence. Office 118.
 — Décis. Douanes 552.
 28 Agen. Contrat de mar. 3972 c., 3974-30 c., 3989-10 c., 4035-30-40.
 — Aix. Frais et dépens 473-40; Preuve 67 c.
 — Besançon. Douanes 862.
 — Bourges. Exploit 625-10.
 — Colmar. Usage 370-30 c., 451-20 c.
 — Paris. Except. 29.
 — Poitiers. Obligat. 525.
 — Toulouse. Effets de comm. 378, 638 c.; Except. 314 c.
 29 Loi. Commune 153; Impôts indir. 148, 150; Octroi 190, 309, 214, 221, 391 s., p. 18; Ville de Paris 70 c., p. 146.
 — Cass. Arbitr. 1050 c., 1154; Cassation 1882 c.; Jugem. 168-40 c., Mandat 367 c. — Instr. crim. 1850-10, 1876-30, 1900-10, 1958-20, 1970 c., 2227-20, 2972-10, 3186, 3621-10; Minist. publ. 32, 49-40-80. — Instr. crim. 2372. — Organ. judic. 666. — Témoin 191-10, 652-20 c.
 — Grenoble. Mandat 225-40.
 — Paris. Bourse de comm. 304 c., 310 c.; Nantissement 82 c.; Trésor publ. 1377-10, 1420-30 c., 1423 c.
 — Toulouse. Success. 768.
 — Cons. d'Etat. Conflit 62. — Dom. engagés 122-30. — Loi 71 c.; Mont-de-piété 67.
 — Instr. Presse-outr. 401.
 30 Cass. Adultère 29 c., 74; Jour ferié 35-30. — Crimes contre les personnes 173-30. — Instr. crim. 1856, 3111-30, 3302 c. — Jugem. 824-60.
 — Aix. Droit civil 440.
 — Colmar. Forêts 1815; Usage 371-30 c.
 — Poitiers. Emigré 224-70.
 — Décis. Enreg. 2669.

Mars.

- 30 Delib. Poids et mesures 172.
 — Instr. Organ. milit. 239, 254, 281, 319, 329, 340, 354, 375; Postes 126.
 — Solut. Enreg. 588.
 31 Cass. Amnistie 71; Forêts 447 c. — Amnistie 71 c.; Forêts 1240 c.; Voirie par terre 1892-30 c. — Appel crim. 359; Presse-outr. 1295-20 c. — Chasse 260 c. — Compét. admin. 78 c.; Garde nat. 486 c., 622-30, 688-10 c. — Compét. crim. 413. — Défense 149; Organ. instr. publ. 321. — Forêts 518. — Garde nat. 150-60, 337 c., 339-10; Grâce 12 c. — Garde nat. 536-10, 683, 681.
 — Bourges. Action possess. 833 c.; Servitude 607.
 — Paris. Société 1159-10.
 — Toulouse. Obligat. 1882-10. — Organ. milit. 435-10.
 Avril.
 1 Ord. Halles 15.
 — Paris. Référé 167 c.
 2 Bordeaux. Société 1655-40.
 — Nîmes. Contrat de mar. 3795.
 — Delib. Privil. et hypoth. 2851.
 3 Ord. Etablissement. publ. 4.
 — Cass. Commissionn. 346. — Exploit 161 c.; Surencière 121, 139-30.
 — Bordeaux. Huissier 40 c.; Obligat. 3067-10.
 — Nîmes. Contrat de mar. 1666.
 — Paris. Vente publ. de récoltes 9-70.
 4 Cass. Contrat de mar. 3418-10 c., 3465 c., 3900 c.; Disposit. entre vifs 2443 c., 2445-30. — Effets de comm. 114 c., 565. — Success. 925-10.
 — Metz. Forêts 2025-30.
 — Riom. Disposit. entre vifs 4212.
 — Delib. Enreg. 3946.
 5 Ord. Organ. milit., p. 1892.
 — Cass. Chose jugée 342 c.; Contrat de mar. 2306, 2434 c.; Success. 639-30 c. — Compét. crim. 647. — Dom. destr. 219; Evasion 18 c., 54 c. — Instr. crim. 1602-30 c., 1646, 1690, 2087-30, 2185 c.; Témoin 586-10. — Instr. crim. 1646, 1690. — Organ. judic. 712.
 — Agen. Privil. et hypoth. 2200.
 — Aix. Action 275 c.; Commerçant 260; Mandat 49 c.; Société 1053 c.
 — Bordeaux. Droit marit. 2030 c., 2076, 2083 c., 2094 c.
 — Liège. Contrainte par corps 591-30, 598, 603.
 — Rouen. Obligat. 5043-30.
 6 Ord. Archives 29; Culte, p. 719.
 — Cass. Cassation 1029 c. — Compét. crim. 639 c. — Grâce 48. — Instr. crim. 2458-20, 2471-30 c. — Organ. milit. 830-10.
 — Bordeaux. Acquissem. 806 c.; Appel civil 285 c.; Obligation 4763-10 c., 4765-10. — Disposit. entre vifs 272-40.
 — Bourges. Louage 3747.
 — Aix. Notaire 448-30.
 — Nancy. Ordre 1050-10-50 c.
 — Trib. de la Seine. Contrainte par corps 1043.
 — Delib. Poids et mesures 171.
 7 Cass. Cassation 409, 1099 c., 1055 c., 1066. — Organ. milit. 919.
 — Aix. Disposit. entre vifs 189.
 — Bordeaux. Compét. civ. tribuna. d'arrond. 219.
 — Bourges. Expert. 29 c.; Référé 18, 40 c., 36 c.
 — Bruxelles. Exploit 94.
 — Caen. Paternité 668 c.
 — Paris. Organ. colon. 928.
 — Rennes. Place de guerre 54.
 — Toulouse. Appel incid. 91. — Arbitr. 782.
 8 Cass. Récusation 84 c.
 9 Besançon. Privil. et hypoth. 1626.
 10 Loi. Peine, p. 553; Tranquillité publ. 21-10 c., 29 c.

Avril.

- 10 Ord. Sa'ubrité publ. p. 673.
— Bordeaux. Effets de comm. 278.
— Toulouse. Arbitr. 782.
11 Cass. Jugem. 1045-40 — Preuve 24.
— Aix. Frais et dépens 289; Jugem. par défaut 190 c.
— Orléans. Separat. de corps 35-40 c., 198-60.
— Paris. Enquête 492-10.
— Solut. Enreg. 2807, 3047.
12 Cass. Défense 54; Instr. crim. 1394, 1984-10; Jugem. 814-30 c. — Disposit. entre vifs 1484 c., 1485, 1486 c.
— Bordeaux. Vente 2041-30 c., 2062-20.
— Bruxelles. Jugement par défaut 62-30.
— Grenoble. Forêts 1937.
— Lyon. Cautionnem. 157, 305 c., 306 c., 307 c. — Obligation 4099-20 c., 4135-20 c., 4149-20 c. — Privil. et hypoth. 2812.
— Metz. Forêts 1649.
— Cons. d'Etat. Acte de comm. 218 c.; Compét. administr. 387 c.; Travaux publ. 1930. — Commune 2334-30; Forêts 1894 c. — Dom. de l'Etat 138 c.; Prêt à intérêts 91 c., 133 c.; Vente admin. 69. — Dom. extraord. 10. — Manufact. 87-30 c., 90 c., 101-20. — Marché de fourn. 101-20. — Organ. admin. 414-30. — Patente 171.
— Travaux publ. 1174-20. — Voirie par terre 2100-20, 2302-50, 2312. — Voirie par terre 2110-10, 2111-20.
— Solut. Enreg. 3617.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 206.
13 Cass. Frais et dépens 1017. — Garde nation. 403-10 c., 599-30, 655-20, 672-30. — Instr. crim. 2257, 2391-40, 2559-20, 2911-40, 3084, 3800. — Organ. judic. 698-10.
— Bordeaux. Saisie-exécut. 119, 122 c.
— Lyon. Commune 1454; Forêts 1411 c. — Privil. et hypoth. 978. — Privil. et hypoth. 2978-10; Responsab. 307-30 c.
— Nancy. Enigres 386.
— Paris. Deg. de jurid. 301-10.
— Toulouse. Usage 128.
— Trib. de Nantes. Impôts dir. 140.
14 Loi. Fonction. publ. 114; Organ. marit. 437 s., p. 1685; Organ. milit. 77, 120 s., 140, 155 s., p. 1892.
— Cass. Amnistie 28; Garde nation. 345-10 c. — Exploit 734-20. Forêts 510. — Garde nation. 309-10, 405-60.
— Bordeaux. Vente 498-20.
15 Loi. Douanes, p. 603; Grains, p. 541.
— Bruxelles. Enquête 213.
16 Loi. Lois codif. 5.
— Bordeaux. Société 1358-10 c., 1361-20.
— Bourges. Disposit. entre vifs 198 c., 202 c.; Faux incid. 189; Interdict. 230-20.
— Guvane. Vente 1279.
— Paris. Ordre 1189-10.
17 Loi. Contr. p. corps 27; Contrav. 41 c.; Lois codif. 5, 13-70; Octroi, p. 18; Organ. col. 119-20, 765, 794; Prisons 41; Trésor publ. 862, 992.
— Cass. Cassation 1044 c., 1248 c.; Minist. publ. 58-10. — Cassat. 323 c.; Privil. et hypoth. 995-10. — Minist. publ. 58-20-30.
— Aix. Adopt. 114.
— Bourges. Effets de comm. 196-10, 198 c.
— Grenoble. Atourpement 23; Liberté indiv. 78-30 c.; Mise en jugem. 79 c.
18 Cass. Brevet d'invention 248 c., 360. — Chose jugée 48-10 c.; Servitude 1063. — Compte 127-20. — Enquête 61. — Ordre 1098-30 c.; Privil. et hypoth. 1495-30 c., 1687-40; Tierce-opposit. 203-50 c. — Servitude 1053 c.

Avril.

- 18 Bordeaux. Compét. comm. 461.
— Poitiers. Success. 549, 563 c.
— Circ. Grâce 34.
19 Loi. Garde nat. p. 301; Ordres civils et milit. 201; Signification 12.
— Cass. Cassation 1004. — Faux 45; Instr. crim. 1626-40. — Peine 331. — Témoin 681.
20 Loi. Organ. marit. 91, 96 s., p. 1685.
— Ord. Etabliss. publ. 4.
— Cass. Org. judic. 359-10.
21 Loi. Commune 153; Cons. d'Etat, p. 190; Cour des comptes, p. 511; Culte, p. 719; Dom. de l'Etat 144; Droit civ. 376, 379; Eaux, p. 336; Eaux minér. et therm., p. 505; Enreg. 37, 6068; Garde champét., p. 267; Impôts dir., p. 269, 423; Monument 8; Nom 9 c.; Office, p. 110; Ordres civ. et milit. 203; Organ. administr. 267-30; Organ. colon. 125-40, 916; Organ. econom., p. 1291; Organ. instr. publ., p. 1355; Petition 30; Postes, p. 13; Trav. publ. 165, p. 850; Trésor public, p. 1146; Voirie par terre, p. 200, 789, 805 s., 808 s., 1028, 1135; Voirie 491 s.
— Ord. Pension, p. 771.
— Cass. Appel crim. 357. — Garde nat. 148-30, 685-30. — Jugem. 846-50; Témoin 223-30. — Org. milit. 962-10. — Voirie p. terre 2310-10.
— Douai. Instr. crim. 446-30.
— Grenoble. Désistement. 46-60.
— Paris. V. 38 avril.
— Cons. d'Etat. Commune 1546. — Voirie p. eau, p. 723. — Voirie p. terre 1153.
— Circ. Mat. d'or et d'arg. 49-10.
— Lettre. Garde nat. 707-30.
22 Loi. Dom. de l'Etat 144; Eau, p. 336; Enreg. 3280-50; Pêche marit. 10, 30; Voirie par eau, p. 737-390.
23 Cass. Vente 1861.
— Bruxelles. Commerce 52.
— Cons. d'Etat. Dom. engagés 118-40. — Eau 349-30 c., 477-60. — Forêts 1737. — Garde nat. 226. — Organ. admin. 864-20, 910-10. — Patente 274-10.
24 Loi. Cassation 34.
— Ord. Cons. d'Etat, p. 191; Organ. judic. p. 1506; Organ. marit. 91, 100, 295, p. 1686.
— Délib. Enreg. 5415.
25 Cass. Cassation 1089 c.; Règlement de juges 9-40 c., 36 c., 139 c.; Vente publ. d'im. 1393-20, 1448-40 c.
— Colmar. Impôts indir. 286.
— Circ. Commune 413 c.
— Instr. Organ. de l'Algérie 843.
26 Loi. Ville de Paris, p. 146.
— Ord. Organ. instr. publ., p. 1355.
— Cass. Contr. de mar. 3447; Deg. de jurid. 607-30; Frais et dep. 558-70. — Droit civ. 345, 346 c., 347 c.; Droit marit. 1206 c. — Instr. crim. 1469-10, 1876-30. — Mandat 477.
— Pau. Obligat. 399-20 c.; Saisie-arrest 428-10.
— Déclis. Obligat. 3467 c.
27 Ord. Mines, p. 637; Pension, p. 771.
— Cass. Organ. colon. 261 c., 268, 315 c.
— Bruxelles. Acte de comm. 204, 315 c.
28 Loi. Crimes contre l'Etat, p. 539; Instr. crim., p. 340; Lois codif., 11, 13-30 c.-80; Org. col. 122; Peine, p. 553; Vol, p. 1113; Prostitution 7; Visa 11.
— Ord. Organ. milit., p. 1892.
— Cass. Commune 696-10, 701 s.
— Bourges. Commune 1419 c.; Demande nouv. 34.
— Paris. Notaire 739 c.
— Circ. Greffe 64; Notaire, p. 593; Obligat. 2467; Scellés 235.

Avril.

- 29 Circ. Mariage 228, 247 c.
— Déclis. Garde nat. 285.
30 Ord. Organ. col., p. 1093; Pension, p. 771.
— Paris. Louage 226.
— Instr. Enreg. 3653.
— Solut. Poids et mes. 171.
Mai.
1 Ord. Organ. admin. 363, 368, p. 609; Prud'hommes, p. 534.
— Cass. Appel civil 513 c.; Commune 1603-40; Jugem. 84-20, 301-50. — Biens 232. — Cassat. 1823-60 c.; Obligat. 4480; Success. 1313. — Faillite 1240, 1284 c.; Vente 273 c.
— Bruxelles. Droit marit. 859.
— Lettre. Notaire 29.
2 Cass. Arbitr. 478. — Commune 2370. — Exploit 453.
— Bourges. Disposit. entre vifs 3125; Obligat. 3152-20 c.
— Paris. Référé 161 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1285.
— Trib. correct. de la Seine. Médecine 214-60.
3 Loi. Concess. admin. 94.
— Ord. Organ. milit. 658, 662.
— Cass. Attentat aux mœurs 119, 118 c.; Instr. crim. 1705, 1778-20, 2454-40 c., 3456-10 c., 3479-40 c.; Témoin 635-30 c., 639-50. — Délit polit. 15-10, 26 c. — Faux 53, 56; Instr. crim. 192-40, 2442. — Vol 326.
— Bordeaux. Obligat. 2472.
— Grenoble. Forêts 828.
— Cons. d'Etat. Commune 1717. — Cons. d'Etat 215, 319. — Eau 558-100. — Organ. admin. 988-10. — Voirie p. terre 1148.
4 Cass. Forêts 181; Mise en jugem. 311 c. — Garde nation. 402-20, 410, 468-20. — Presse-outrage 485-50.
— Aix. Vente 694.
— Bordeaux. Servitude 382-30 c., 844. — Vente publ. d'im. 1838.
— Orléans. Adopt. 116 c.
— Toulouse. Contr. de mar. 3854.
5 Ord. Impôts dir., p. 270.
— Cass. Attentat aux mœurs 93 c.; Chose jugée 572; Compétence crim. 606-40 c.; Responsabilité 158. — Cassation 2197; Instr. crim. 606-10 c.; Renvoi 183 c., 183. — Instr. crim. 1838-10.
— Solut. Enreg. 2308.
6 Loi. Dom. de l'Etat 144.
7 Cass. Commissaire-priseur 32 c.; Douanes 51 c. — Vente publ. de meubles 48.
— Bordeaux. Droit marit. 2072.
— Bourges. Acquissement. 474.
— Metz. Forêts 2024.
— Paris. Action 190 c.; Bourse de comm. 314; Dépôt 11-60 c.; Intervent. 48 c.; Obligat. 2721-20 c.
— Traite. V. 1er octobre 1833.
8 Ord. Etabliss. publ. 4; Organ. colon., p. 1093.
— Cass. Dom. engag. 111. — Eau 335, 569-20; Responsab. 239-30 c.; Servitude 98 c. — Impôts indir. 453. — Rentes constit. 205-10-20 c.; Rentes fonc. 101 c. — Vente publ. d'im. 242.
— Bordeaux. Vente publ. d'im. 423, 773.
— Grenoble. Chose jugée 338 c.; Faux incid. 61-10; Jugem. d'av. dire droit 43-70 c.
9 Cass. Défense 191-30 c. — Enreg. 291 c., 1350, 2832. — Règlement de juges 145. — Success. 2097.
— Bourges. Mariage 684-50. — Org. milit. 413-60.
— Bruxelles. Compét. admin. 75-50.
— Cons. d'Etat. Dom. extraord. 25, 46.
10 Cass. Cassation 673, 769. — Dom. engag. 111. — Instr. crim. 1838-20, 3101-20 c., 3104-10, 3127-20, 3309. — Louage 129-20 c., 162-60.

Mai.

- 10 Lyon. Contr. p. corps 928.
— Nancy. Dom. engag. 34.
— Rouen. Chose jugée 21 c.
— Déclis. Enreg. 4904.
— Délib. Enreg. 542, 2604, 4923.
11 Ord. Douanes, p. 603.
— Cass. Attentat aux mœurs 141, 166 c. — Commune 1125, 1180. — Garde nat. 409-30, 403-40, 413-10, 469-20, 680-20. — Minist. publ. 270-10. — Vol 218.
— Nancy. Expert. 84.
— Solut. Enreg. 2974.
12 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 765.
— Cass. Cassation 951 c.; Chasse 311 c.; Garde nation. 695. — Fonctionn. publ. 56 c.; Garde nat. 385-20, 590-40, 686. — Forêts 1170. — Garde nat. 82-10, 146-30, 150-60, 250, 505-30, 538-10, 562-10, 625-10, 628-10. — Garde nat. 147-50 c., 458; Jugem. 1100-30. — Garde nat. 340-10; Loi 130-10 c. — Garde nat. 385-40, 431-70, 538-20, 562-20, 615-10, 686.
— Bruxelles. Faillite 47-30-30-40-50.
— Colmar. Usage 413 c.
— Douai. Privil. et hypoth. 1746.
— Liège. Mariage 649.
— Paris. Théâtre 106, 107-10.
14 Bourges. Obligat. 5147 c. — Prescript. civ. 1051.
— Colmar. Ordre 980-20.
— Grenoble. Contr. de mar. 1919.
— Lyon. Société 974-20.
— Paris. Cautionn. de fonctionn. 67. — Notaire 42-30.
15 Cass. Contr. de mar. 1336; Intervent. 26 c.; Usage 288. — Enreg. 4832. — Faillite 782.
— Grenoble. Compte 169; Prescript. civ. 797-60 c.
— Déclis. Douanes 569.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 102.
16 Ord. Dom. engagés 93-30, 129-20 c.; Organ. colon. 109, p. 1093.
— Cass. Enreg. 1178, 1184 c., 1293 c., 2654. — Jugem. 982-30.
— Bordeaux. Absent 521. — Usufruit 229-30.
— Bruxelles. Frais et dépens 289, 283-30 c. — Mines 455.
— Lyon. Contr. de mar. 3561.
— Paris. Référé 226 c.
— Cons. d'Etat. Récusat. 22.
17 Loi. Octroi 262.
— Ord. Organ. judic., p. 1506.
— Cass. Garde nat. 73, 75, 360, 388, 402-20, 421, 468. — Défense 158 c. — Instr. crim. 3566-10. — Obligat. 136-10; Office 168-10 c.; Vente 137 c., 1557 c., 1708-10 c. — Postes 118. — Presse-outr. 940-30.
— Paris. Propriété littér. 164.
— Poitiers. Disposit. entre vifs 437.
— Déclis. Douanes 128.
18 Cass. Garde nat. 145-30 c., 405-40 c., 488-20 c., 508, 538-30 c., 593-10-30 c. — Garde nat. 395-20, 670. — Garde nat. 402-20.
— Bordeaux. Droit marit. 1924.
— Paris. Privil. et hypoth. 2075. — Success. 2200, 2201 c.
— Poitiers. Acte de comm. 363 c.; Compét. comm. 129.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 5025-10, 3181-60 c. — Minorité 150-10 c., 363-50.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 959.
19 Cass. Cassation 554; Instr. crim. 1325 c., 1425 c.; Presse-outr. 1199-20. — Garde nat. 111, 150-50 c., 395-30, 599-20. — Instr. crim. 1669-10, 1700-20. — Serment 204-20-30.
21 Bordeaux. Arbitr. 234; Contr. de mar. 2482-20 c.
— Grenoble. Arbitr. 357 c., 358.
— Liège. Témoin 266.
— Limoges. Vente 864.
— Nancy. Saisie-arrest 362.
— Pau. Référé 40 c., 42-10.
— Toulouse. Commune 2489;

Mai.

- 21 Circ. Commune 404; Org. milit. 236, 243, 267, 279, 280, 297.
22 Ord. Dom. de la cour. 8.
— Cass. Acte posses. 456 c.; Jugem. 120, 137 c.; Servitude 831-20. — Arone 244, 245 c.; Copie des pièces 47 c., 48-10, 52-10 c.; Défense 185 c. — Cassation 911. — Cassation 1744 c.; Dom. de l'Etat 28-10; Propriété 70-20; Usage 47 c. — Compét. admin. 74-40. — Contr. de mar. 3300. — Tierce-opposit. 273-50 c., 281-40.
— C. d'ass. de la Seine. Presse-outr. 1556-30.
— Agen. Vente 221 c.
— Bordeaux. Arbitr. 242, 291 c., 299 c., 440 c., 897 c., 1024 c., 1050 c., 1063 c.; Obligat. 408 c., 4060-40.
— Liège. Témoin 170-30.
— Paris. Abus de confiance 114; Conclusion 86-10 c.; Contr. par corps 224-20 c., 257 c., 648 c.; Mandat 15-10 c. — Responsab. 357-10.
— Circ. Greffe 141; Impôts indir. 288, 290.
— Délib. Brevet d'invent. 208 c.; Enreg. 1897.
— Instr. Enreg. 4166.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 102.
23 Cass. Action posses. 400 c.; Jug. de jurid. 558-40; Demande nouv. 24 c., 143-40 c.; Loi 20-10 c.; Obligat. 4223-10 c.; Servitude 1064; Usage 104 c., 129-70 c., 395-20 c., 490-10 c., 578-40 c., 50 c. — Enreg. 5557, 5602. — Instr. parat. 18-10. — Serment 201-10.
— Bruxelles. Compét. comm. 15. — Contr. par corps 80 c., 102. — Jugem. 616-40.
— Metz. Huissier 102.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 2531; Responsab. 247-30 c.
— Nîmes. Avocat 158; Peremption 269 c.
— Paris. Trésor publ. 1406-10.
— Toulouse. Arbitr. 666 c., 1220, 1340 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1331.
24 Cass. Boulanger 24. — Deg. de jurid. 673-30. — Except. 170-20. — Forêts 427; Frais et dépens 1039. — Instr. crim. 1289, 1301 c. — Obligat. 404-30 c., 4245 c.; Prescript. 606-10 c.; Rentes constituées 83 c., 112. — Vol 225.
— Lyon. Servitude 837-30 c.
— Poitiers. Appel civil 1064. — Privil. et hypoth. 93-20, 115 c.
— Délib. Enreg. 2793.
25 Ord. Culte, p. 719; Pension, p. 771.
— Cass. Abus de confiance 12; Vol 349-30. — Cassation 40; Témoin. faux 64. — Contr. crim. 503; Renvoi 124-20; Garde nat. 403-50, 480-20, 679-70, 685-10, 686. — Liberté 2-div. 78-40.
— Angers. Deg. de jurid. 49; Presse-outr. 1019.
— Bruxelles. Chasse 469.
— Grenoble. Contr. de mar. 194; 3183-10.
— Montpellier. Jugem. 168-70.
— Trib. de Chion. Déclis 153; Jugem. par défaut 23-30 c.
— Cons. d'Etat. Acquissement 19; Conseil d'Etat 382; Travaux publ. 160. — Compét. admin. 499 c.; Concess. 113; Travaux publ. 384. — Dom. app. 62-10. — Eau 337-10. — Instr. 1176.
26 Ord. Pension, p. 771.
— Cass. Demande nouv. 283 c.; Forêts 522, 523 c., 524 c., 525 c. — Dénonciat. calom. 16-20. — 106 c. — Forêts 521, 525. — Garde nat. 405-40, 87, 664.
— Bordeaux. Ordre 671-10, 96-20, 974-50.

Mai.

- 28 Dijon. Usage 518-20, 519 c.
— Paris. Référé 204 c. — Vente publ. de meubles 33-20, 34-20 c., 37-20 c., 45 c.
— Delib. Enreg. 1933.
— Solut. Enreg. 2047.
27 Ord. Pension, p. 771; Secours publics, p. 772; Trésor public 822.
28 Ord. Organ. de l'Algérie 1206 s., 1236; Secours publics, p. 772.
— Bordeaux. Acquisement 47 c.; Contrat de mar. 2512-30 c.; 2655 c., 2660, 2662 c.; Contr. judic. 10-30; Ordre 505 c.; Prêt à intér. 27-30; Privil. et hypoth. 144, 164 c., 2112-10.
— Bruxelles. Compét. comm. 124.
— Paris. Référé 139-20 c., 147-30 c.
— Circ. Douanes 417.
— Solut. Garde nat. 375.
29 Cass. Cassation 1607-30 c.; Disposit. entre vifs 3590, 3665, 2668, 2733-20, 4201 c., 4217.
— Cassation 1667-30 c.; Disp. entre vifs 4201 c., 4204, 4217, 4376-70 c. — Enreg. 4597, 5190.
— Forêts 790; Servitude 653-20 c. — Péremption 230.
— C. C. belge. Faux 55 c. — Instr. crim. 2564, 3335.
— Nancy. Dom. de l'Etat 369.
— Paris. Appel civil 900; Preuve 54 c.
30 Cass. Chose jugée 521 c.; Discipline 89 c., 147, 194 c.
— Bruxelles. Témoign. faux 119.
— Grenoble. Obligat. 3953; Servitude 23 c.
— Nancy. Faillite 1341-20.
— Décis. Impôts directs 323, 325.
31 Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 73; Droit civil 490 c.

Juin.

- 1 Cass. Boucher 43 c., 51. — Forêts 1757 c.; Mise en jugem. 155. — Garde nat. 43-10, 61, 405-10, 582-20.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeub. 1994-10-20.
— Liège. Disposit. entre vifs 545.
— Nancy. Dom. de l'Etat 374. — Ordre 1053-20 c.
— Poitiers. Except. 497 c. — Except. 497 c., 504; Jugem. 485-10 c.
— Rennes. Droit civil 553.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1827-30.
— Instr. Garde nation. 565; Jour fé-rié 35-40.
2 Cass. Cassation 2002, 2950 c. — Chose jugée 596 c.; Jugem. 243-20; Obligat. 4623-20, 4635 c.; Récusation 189, 172 c. — Complice 120, 140, 150 c. — Enreg. 433. — Garde nation. 61, 543-20. — Ordre 382 c.
— Aix. Commune 2682 c., 2686 c.; Responsabilité 500-30.
— Bruxelles. Cassation 826-60 c., 852, 854 c. — Chose jugée 418-10.
— Paris. Obligat. 5014-20. — Référé 139-20 c.
— Riom. Rentes constit. 219.
— Toulouse. Rente viagère 98-10.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 78-50; Expropriation publ. 21-40. — Cons. d'Etat 339; Voirie par terre 1133-30. — Emigré 363.
— Décis. Douanes 640.
3 Trib. de Bourges. Vente publ. de meub. 63.
4 Cass. Cassation 2183; Chose jugée 329 c.; Compétence 48; Compte 136; Contr. par corps 419-40 c.; Jugem. 1041-60; Mandat 317; Marché de fourn. 48-190. — Faillite 246.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 4087-50 c., 4090.
5 Cass. Cassation 466. — Chose jugée 137; Deg. de jurid. 579 c., 607-10 c.; Except. 171-30 c., 235-30 c.; Jugem. 273-30 c., 323-130. — Droit marit. 1589; Obligat. 4478-30 c. — Servitude 240-10.

Juin.

- 5 Bordeaux. Impôts directs 542 c., 653-30; Saisie-exéc. 74 c.
— Caen. Success. 1891, 1894.
— Grenoble. Contrat de mariage 3186-50.
— Toulouse. Bourse de comm. 297; Obligat. 413-20 c.
— Trib. de Lyon. Loi 498.
6 Ord. Garde nation., p. 301; Organ. économ., p. 1291; Organ. milit., p. 1893.
— Bordeaux. Domicile élu 117-10 c., 119-20; Except. 280-40.
— Bruxelles. Arbitre 1259, 1313 c.
— Rigm. Dispositions entre vifs 1984-60.
— Toulouse. Eau 214-30 c., 377; Propriété 466 c.; Voirie par eau 57 c.
7 Ord. Org. colon. 115-10, p. 1093.
— Cass. Cassation 1920-30 c.; Défense 121 c.; Garde nation. 654-50 c.; Presse-outr. 1197-20, 1338 c. — Disposit. entre vifs 4156; Jugem. 33-20, 151-50, 273-80, 323-150. — Jugement 196-40 c. — Voirie par terre 1331 c., 1342 c., 1345-30 c. — Vol 227-50.
— Bordeaux. Success. 866; Vente 411.
— Trib. de Clermont. Responsabilité 161.
— Décis. Enreg. 4922.
8 Ord. Dom. publ. 69; Trav. publ. 262, p. 850.
— Arrêté. Mines 416-30.
— Cass. Bourse de comm. 264. — Garde nation. 82-10 c., 216 c., 281 c., 387-80 c., 413-10, 505-40, 509-10, 666-10 c.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 327-10. — Nantissém. 76 c., 92-10, 121 c., 145 c.
— Bourges. Vente publ. de meub. 63, 64-10 c.
— C. d'ass. du Pas-de-Calais. Instr. crimin. 2653-30.
— Cons. d'Etat. Commune 1921. — Marché de fourn. 64-50. — Place de guerre 78-10. — Procès-verbal 740. — Trav. publ. 1173. — Voirie par terre 1749, 1792, 2319.
9 Cass. Abus de confiance 217 c.; Agent d'affaires 13 c. — Boulanger 50. — Cassation 821. — Commune 650, 988 c., 993 c.; Contravent. 104 c., 110 c. — Compét. administr. 192; Compét. crimin. 345 c.; Défense 151 c., 154 c.; Jugement 800-40 c. — Compét. crimin. 499 c.; Forêts 454 c.; Responsab. 505-10. — Poids et mesur. 166-20.
— Bordeaux. Séparat. de corps 124 c., 327-30.
— Rouen. Minorité 599.
— Solut. Enreg. 2977.
10 Bordeaux. V. 10 juin 1831.
11 Rouen. Chose jugée 101-30; Emigré 209-10 c.; Hospices 77 c.; Loi 66-30 c.
— Trib. comm. de Paris. Théâtre 239.
— Décis. Douanes 388.
12 Cass. Appel civ. 1120. — Disposit. entre vifs 1986-30.
— Nancy. Privil. et hypoth. 2426-10 c., 2427-30, 2430 c., 2437 c. — Vente 742.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 2189.
— Rennes. Appel instr. 127.
— Solut. Enreg. 3716.
13 Cass. Arbitr. 170; Compét. comm. 303 c.
— Paris. Obligat. 3717.
— Toulouse. Péremption 218, 266-30 c.
14 Cass. Commune 1531 c., 1601-30 c., 1602-10 c., 1787, 2151; Dom. de l'Etat 346 c., 347-20. — Droit marit. 2009, 2010 c., 2086 c. — Faux 311, 327; Instr. crimin. 2457-60. — Instr. crimin. 1569, 1626-40, 2272-30; Serment 111; Témoin 64 c.

Juin.

- 14 Colmar. Appel civ. 944 c., 983; Paternité 181 c.
— Limoges. Arbitr. 1168.
— Nancy. Obligat. 5366.
— Toulouse. Success. 1138-10.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 394.
15 Ord. Contravent. 272; Prostitution 13.
— Cass. Amnistie 29; Garde 342-60 c., 315-20 c. — Cassation 143, 1354 c.; Instr. crimin. 968-30 c. — Commune 932. — Contravent. 91 c. — Garde nat. 99-10, 309-130, 413-30, 414-20, 501-10, 505-60. — Mise en jugem. 278-10. — Responsab. 523.
— Bruxelles. Chose jugée 221.
— Grenoble. Servitude 918-20.
— Cons. d'Etat. Commune 441, 1838 c.; Culte 490-10 c. — Compét. admin. 448 c.; Place de guerre 153, 154 c.
16 Ord. Chambre de commerce 5; Douanes, p. 603; Organ. économ. 57, 68, p. 1294; Soie 3.
— Cass. Commune 953; Contravent. 162 c.; Procès-verb. 164-80 c. — Garde nat. 415, 505-30, 507. — Instr. crimin. 2786-40 c.; Jugem. 797-30; Presse-outr. 687-10 c., 1082, 1551-30 c.
— Besançon. Privil. et hypoth. 963, 966 c., 1079.
— Bruxelles. Défense 75, 77 c. — Enquête 611.
— Lyon. Obligat. 833.
— Pau. Privil. et hypoth. 1276.
— Toulouse. Obligat. 5073.
— Solut. Enreg. 6237.
17 Ord. Chambre de commerce 5; Organ. économ., p. 1291.
— C. C. Bruxelles. Instr. crimin. 2691, 2741-30; Vol 454.
— Dijon. Forêts 2040.
18 Ord. Salubrité publ., p. 673.
— Cass. Acquisém. 66 c.
— Grenoble. Ordre 899-50.
— Nîmes. Ordre 709-50.
— C. d'ass. du Rhône. Défense 119 c.; Delit polit. 37-20 c.; Presse-outr. 1197-20.
19 Ord. Gendarmerie, p. 494; Haras 7; Organ. marit., p. 1687.
— Cass. Cassation 1676 c.; Obligat. 2443, 2501-10 c., 2503-50 c. — Chose jugée 40-80 c.; Délai 68 c.; Enquête 199-10 c., 646 c., 669, 672 c.; Obligat. 5247 c. — Exploit 345; Jugem. par défaut 169 c., 249. — Faillite 1537-80.
— Bordeaux. Exploit 568. — V. 9 juin.
— Nancy. Forêts 1169.
— Riom. Vente 1765.
— Toulouse. Dom. de l'Etat 380 c.; Dom. engagés 105-20-30 c.; Frais et dépens 66. — Vente 1803-20.
— Circ. Douanes 494.
20 Arrêté. Voirie par eau 199.
— Cass. Biens 131; Enreg. 2908 c., 2971-30 c. — Commune 2597; Réquisition 13 c. — Domicile 113 c., 131-20; Exploit 113 c. — Effets de comm. 599. — Transaction 139-30.
— Bordeaux. Compét. crim. 634 c.; Jugem. par défaut 43-60. — Frais et dépens 127-60. — Mariage 676 c., 686-30.
— Colmar. Deg. de jurid. 458-30.
— Paris. Référé 180 c.
— Cons. d'Etat. Deg. de jurid. 651 c.
— Décis. Forêts 2023.
— Solut. Enreg. 817, 1643 c.
21 Cass. Enreg. 1693. — Instr. crimin. 1626-40; Témoin 169-20. — Trésor publ. 1163-10. — Vol 253.
— Lyon. Exploit 234-10; Faillite 332.
— Montpellier. Contrat de mar. 3187.
— Nîmes. Forêts 728.
— Toulouse. Minorité 485-10; Obligat. 2681 c., 2692 c.
22 Lol. Ville de Paris 41. — V. 22 juin 1838.

Juin.

- 23 Cass. Abus de confiance 111 c.; Quest. préjudic. 42-30; Vol 76-50. — Boulanger 73 c.; Cassation 161 c.; Commune 1116-20; Jugem. d'av. dire droit 89-30. — Commune 1116-20. — Complice 231 c.; Instr. crim. 1197, 1201 c., 2498-10 c. — Faux 319, 327 c., 425 c.
— Bordeaux. Droit marit. 863.
— Douai. Nantissém. 265.
— Grenoble. Enquête 88 c.; Serment 38-20.
— Poitiers. Emigré 414-10.
23 Ord. Notaire, p. 592; Serment 67.
— Cass. Cassation 969 c.; Peine 187-40. — Contumace 90 c. — Faillite 1389 c.; Instr. crimin. 2450-20. — Faux 66; Instr. crimin. 2235, 3368-10; Jugem. 1092-50; Témoin 656-70.
— Colmar. Privil. et hypoth. 1029-10, 1062 c.
— Cons. d'Etat. Notaire 37.
24 Arrêté. Trésor publ. 887, 889, 919.
25 Cass. Acquisém. 560; Propriété 367-20.
— Paris. Trésor publ. 1169.
— Circ. Douanes 417; Trésor publ. 921.
26 Cass. Adopt. 60. — Biens 181 c., 243; Emigré 268 c., 269 c. — Chose jugée 350-20 c.; Disposit. entre vifs 1139; Jugem. 17-60 c.
— Bruxelles. Demande nouv. 251-10; Minist. publ. 92; Obligat. 2984-20 c.
— Colmar. Compét. civ. trib. d'arr. 131-10. — Privil. et hypoth. 1122-20.
— Rennes. Faillite 402.
— Trib. de la Seine. Propriété littér. 314.
— Circ. Douanes 417.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 171.
27 Cass. Actions posses. 736. — Eau 170 c.; Responsab. 648. — Jugem. 289. — Ordre 143-20 c. — Servitude 872. — Success. 1881 c., 1937. — Vente publ. d'immeub. 417.
— Aix. Presse-outr. 226.
— Bordeaux. Faillite 729 c., 737-20.
— Dijon. Forêts 1995 c.
— Grenoble. Commune 2655, 2737, 2752-30.
— Lyon. Vente 1491-20, 1508 c.
— Rouen. Dispositions entre vifs 1986-10.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 741.
— Cons. d'Etat. Enreg. 370 c., 1395.
28 Ord. Frais et dép., p. 68.
— Cass. Crimes cont. les personnes 201; Instr. crim. 3357-60 c. — Frais et dépens 1025. — Garde nation. 387-10, 402-50, 409. — Instr. crimin. 1285, 1832-30; Minist. publ. 298. — Instr. crim. 1838-10, 2730-10, 3647. — Témoin 666-10.
— Bordeaux. Voiture 434-30.
— Bruxelles. Propriété littér. 437.
— Liège. Privil. et hypoth. 1659-10 c.
— Montpellier. Pérempt. 224-70. — Privil. et hypoth. 1181.
— Paris. Faillite 213-30.
— Poitiers. Compét. comm. 461.
— Solut. Enreg. 6208.
29 Ord. Traitement 105-10.
— Arrêté. Mont-de-piété, p. 404.
— Cass. Place de guerre 33.
— Liège. Voiture 152.
— Nancy. Usage 127-30, 343.
— Cons. d'Etat. Commune 2562. — Cons. d'Etat 78-10. — Conseil d'Etat 212; Organ. administr. 1015-10. — Emigré 351. — Marché de fourn. 57-30; Prisons 30-20. — Organ. admin. 1035; Tierce-opposit. 264, 281-30. — Organ. colon. 151. — Travaux publ. 799, 801-10, 810, 901, 1161-130. — Voirie par terre 961-20, 2087-10.
— Instr. Enreg. 4885.

Juin.

- 30 Cass. Appel crim. 357; Règlen. de juges 161 c. — Cassation 253 c.; Compét. crim. 670 c.; Lois 66-40 c.; V. 29 juin. — Commune 680, 718 c. — Fonctions publics 141; Huissier 21 c. — Garde nat. 536-20, 559-30 c. — Octroi 189-20 c. — Place de guerre 33. — Propriété littér. 437. — Témoin 247-70. — Vol 476.
— Liège. Disposit. entre vifs 1430. — Toulouse. Compét. comm. 461.
— Trib. de Saint-Dic. Frais et dép. 445.
— Delib. Enreg. 2746 c.
— Solut. Enreg. 6045.

Juillet.

- 2 Cass. Emigré 364-20.
— Bruxelles. Enquête 366 c., 371.
— Delib. Enreg. 4613.
3 Cass. Chose jugée 258-20 c.; Disposit. entre vifs 38-9; Exploit 348-10; Jugem. 971-60; Tierce-opposit. 193-60. — Success. 249.
— Aix. Contrat de mar. 1262.
— Paris. Contrainte par corps 976.
— Delib. Enreg. 151.
4 Cass. Action posses. 362 c.; Cassation 498; Marais 91-20. — Jugem. 1001-110.
— Bordeaux. Compte courant 39 c., 76, 80 c., 92 c., 107 c. — Effets de comm. 911; Obligat. 2426-10; Prêt à intérêts 46 c. — Expert. 144-20, 219.
— Trib. comm. de Paris. Banque 103.
— Avis com. Int. Culte 784, 786.
5 Cass. Arbitr. 358 c., 420 c., 1094, 1095 c., 1346. — Contravent. 469. — Faillite 615. — Instr. crimin. 2411; Obligat. 3108 c. — Organ. judic. 696. — Substit. 70-30, 258-10 c. — Témoin 559.
— Aix. Cassation 1366 c.; Loi 554-60 c. — Organ. instr. publ. 300-20, 301-40. — Vente publ. d'immeub. 561-30.
— Bordeaux. Organ. judic. 245-50. — Vente publ. d'immeub. 116.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 808-30.
6 Cass. Cassation 2200. — Crimes contre les personnes 26 c.; Instruit. crimin. 2634-10-20, 2720-20, 3536-10, 3692. — Garde nation. 148-20. — Instr. crimin. 1892, 3654-20. — Organ. judic. 694. — Presse-outrage 147-10, 1043.
— Bordeaux. Contrat de mar. 2511, 2661 c. — Mariage 612.
— Guadeloupe. Interdict. 230-10 c.
— Limoges. Dispositions entre vifs 2714-20; Paternité 633-10.
7 Ord. Trés. publ., p. 1148.
— Cass. Garde nation. 626-30, 656-10 c., 663-10 c. — Place de guerre 33.
— Agen. Vente 768-40.
— Guadeloupe. Privil. et hypothèques 262.
— Paris. Commissionn. 410.
— Rouen. Société 1621-10.
8 Paris. Référé 104-10.
9 Ord. Avoué 28.
— Cass. Droits polit. 119-10-30; Faillite 168 c.
— Bordeaux. Faillite 159-20.
— Bruxelles. Enquête 521-10. — Obligat. 4226.
— Nîmes. Impôts indir. 450.
— Circ. Droit marit. 77; Organ. marit. 548.
10 Ord. Organ. économ., p. 1291.
— Cass. Appel civ. 1216 c. Chose jugée 388-10. — Faillite 268-70.
— Colmar. Commissionn. 490.
— Poitiers. Appel crimin. 29 c.; Instr. crimin. 402.
— Toulouse. Cassation 2183 c.; Péremption 102-40.

Juillet.

- 10 Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 204, 228; Dom. engag. 71 c., 7-30. — Emigré 295-10, 340-10. — Impôts directs 263, 492-20, 495-20. — Traitement 88-10. — Decis. Enreg. 6915.
- 11 Cass. Contrainte par corps 955. — Vente 1198.
- Aix. Douanes 878-10 c., 989-20; Procès-verb. 31-20 c.
- Bordeaux. Droit marit. 1756. — Jugem. 677-80. — Obligat. 1238 c.; Rentes constit. 181-20. — Colmar. Expert. 188-20. — Médecine 46; Vétérinaire 8 c. — Rouen. Droit marit. 1121.
- 12 Ord. Organ. colon. p. 1093.
- Cass. Enreg. 1488; Mandat 310-10 c. — Faillite 353 c., 1186, 1198 c. — Instr. crim. 1303 c., 1210-20, 2500 c., 2557 c., 2703 c. — Instr. crim. 2272-40, 2579; Jour férié 33-30. — Instr. crim. 2857. — Référé 50 c., 204 c.
- Bordeaux. Appel civ. 90. — Martinière. Nantiss. 217. — Montpellier. Disposit. entre vifs 1102.
- Paris. Obligat. 2452-30. — Lettre. Forêts 1561.
- 13 Cass. Cassation 1750 c.; Crimes contre l'Etat 119 c.; Instr. crim. 3262-60; Presse-outrage 515. — Garde nat. 148-10. — Instr. crim. 1836, 2731-10. — Instr. crim. 3191-10, 3375-20; Témoin 152.
- Orléans. Usage 216-20.
- Paris. Disposit. entre vifs 764.
- 14 Cass. Cassation 590 c.; Garde nation. 691-10. — Conclusions 80-10 c.; Garde nation. 598-20, 611-10. — Défense 29 c.; Garde nation. 403-30, 439-30, 607-20. — Enreg. 5427. — Exploit 22-20, 55 c., 728-40. — Garde nation. 337 c., 368-10, 382, 381-30, 391, 395-10, 403-20-30, 405-20-30, 409, 499, 509-20 c., 512-10 c., 552-110, 570, 588, 599-10, 621, 654-10, 654-10 c., 661-20 c., 666-20. — Jugem. 1105-60. — Peine 188-20.
- Bordeaux. Nantiss. 176; Prescription 289-20 c.
- Grenoble. Action possess. 832 c.; Preuve 51 c.; Servitude 1277.
- Lyon. Saisie-arrest 418.
- Paris. Droit civil 314-20. — Decis. Enreg. 1395.
- Delib. Enreg. 716.
- 15 Bruxelles. Commune 2658 c., 2693.
- Paris. Assur. terrest. 92.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 180; Délai 45 c.; Emigré 325-20, 361. — Emigré 306, 384, 411-20. — Forêts 1658. — Garde nat. 241-20, 249.
- 16 Cass. Cautionn. 265 c.; Contrat de mar. 1054; Priv. et hypoth. 2333 c. — Jugement 963-50. — Org. judic. 413-20.
- C. C. Bruxelles. Enreg. 4819, 5003. — Jugem. 301-10.
- Lyon. Société 968.
- Paris. Médecine 110. — Vente 907 c., 1318.
- Toulouse. Jugem. p. défaut 211-50, 267-30, 292.
- 17 Ord. Forêts 125.
- Cass. Obligat. 2641-10 c., 2775; Retenue 23 c.
- Bruxelles. Obligat. 3957.
- Colmar. Arbitr. 728.
- Grenoble. Exploit 388-10, 500 c.
- Nancy. Forêts 362, 463, 1287.
- Cons. d'Etat. Marché de fourn. 94.
- Instr. Enreg. 1396.
- 18 Cass. Cassation 112 c.; Société 1607-20, 1687 c. — Dénonciat. calomn. 16 c.; Frais et dépens 880-20 c.; Mise en jugem. 296 c.; Prise a partie 11, 73 c. — Vente publ. d'imm. 1571-70.
- Bordeaux. Mandat 494.
- Bourges. Success. 2053.

Juillet.

- 18 Bruxelles. Cassation 793.
- Colmar. Compét. comm. 476.
- Trib. correct. de Lille. Douanes 947-20.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3712.
- Avis. Imp. dir. 515.
- Decis. Forêts 2012 c., 2016.
- 19 Ord. Salubrité publique, p. 673.
- Cass. Biens 142 c.; Louage emphyt. 2 c., 3 c., 4 c., 6 c., 8 c., 9; Priv. et hypoth. 820 c. — Instr. crim. 1397, 1595-20 c., 2368-10. — Org. judic. 700 c., 701.
- Agen. Responsab. 599-10.
- Grenoble. Cautionn. 43; Obligat. 2032-20 c.
- Liège. Postes 52 c., 78-30 c., 136; Témoin 181-10.
- 20 Cass. Cassation 2068 c., 2085 c.; Chose jugée 446. — Exception 575-40. — Garde nat. 468-10, 578. — Instr. crim. 1397, 1595-20, 1669-20, 1680-40, 1700-10 c. — Presse-outr. 1506-10. — Renvoi 201.
- Bourges. Distrib. p. contrib. 146; Ordre 1298 10 c.; Priv. et hypoth. 950-10-20; Vente 1721 c. — Vérificat. d'écrit. 111.
- Colmar. Degré de jurid. 438-30.
- Grenoble. Droit personnel 1; Obligat. 1889-10 c. — Success. 1028.
- Limoges. Appel civil 1229, 1276 c.; Except. 58 c.; Vente publ. d'imm. 1556 c.
- Lyon. Peine 146, 189-10 c.
- Montpellier. Office 145-20.
- Nîmes. Jugem. 181.
- Paris. Vente 1335-10 c.
- Rouen. Prescript. civ. 76.
- Cons. d'Etat. Action poss. 299 c.; Eau 475-150. — Conseil d'Etat 180 c.; Délai 45 c.; Instr. admin. 14-20; Voirie par terre 941, 959, 973, 977-20, 980, 1017, 1035. — Cons. d'Etat 204. — Degré de jurid. 651 c.; Jugem. p. défaut 532-30; Marché de fourn. 48-110. — Eau 351-30. — Emigré 265-20. — Exploit 33; Jugem. p. déf. 498-60. — Garde nat. 249. — Impôts ind. 267-20. — Instr. admin. 13-50; Voirie 239. — Organ. col. 806. — Place de guerre 69. — Trav. publ. 871. — Voirie par terre 2100-20, 2309-10, 2319.
- Delib. Enreg. 1899.
- 21 Cass. Cassation 926; Instr. crim. 271 c., 1113-20; Jugem. 1101-70; Serment 70-10. — Garde nation. 42-10, 91 c., 147-50 c., 148-10 c., 254, 333, 342-70, 497-10, 499 c., 592-10. — Jugem. 1095-60; Presse-outrage 1213-10. — Organ. judic. 231 c.
- Aix. Instr. crim. 1041.
- Bordeaux. Vente publ. d'imm. 380-40 c., 574 c., 576.
- Liège. Abus de conf. 77.
- 22 Arrêté. Monument 18.
- 23 Cass. Chose jug. 26-30 c.; Droit civil 133; Loi 466 c.
- Grenoble. V. 25 juillet.
- Instr. Mines 414.
- 24 Ord. Chasse 11.
- Cass. Absent 113 c.; Agent d'aff. 15 c.; Mandat 68-10. — Cassation 1492 c., 1737 c.; Servitude 1063. — Compét. admin. 74-10; Discipl. 54 c.; Notaire 642 c.; Disp. entre vifs 364, 375-20 c.
- Bourges. Expert. 145; Référé 224.
- Bruxelles. Cassation 793.
- Montpellier. Arbitr. 867.
- Poitiers. Faillite 974.
- 25 Cass. Effets de comm. 422; Frais et dép. 394-50 c.; Interrogat. s. faits et art. 68 c.; Jugement p. déf. 44-30 c., 200-20 c.; Obligat. 3204 c.; Vente 1785-10 c. — Substit. 174-50.
- C. C. belge. Cassation 866.
- Bordeaux. Halles 64, 65.
- Grenoble. Usage 141.
- Poitiers. Effets de comm. 224 c., 229.

Juillet.

- 25 Toulouse. Success. 1029.
- Trib. de Lyon. Servitude 364.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 108.
- Delib. Enreg. 5413-10.
- 26 Cass. Chose jugée 290 c.; Commune 1492; Jugem. 959-10 c. — Contumace 117-30. — Faux 339; Instr. crim. 2463-10, 2733 c. — Garde nat. 146-10, 403-60, 410, 421, 480-30, 598-10. — Instr. crim. 1772-40, 2219-30, 3375-10. — Notaire 526-20; Obligat. 3501 c., 3809-20, 4499-10 c., 4816 c. — Témoin 520-10.
- Agen. Disposit. entre vifs 1116.
- C. C. belge. Cassation 866.
- Limoges. Acte de l'Etat civil 151.
- Rouen. Droit marit. 455.
- 27 Ord. Mines 183.
- Cass. Abus de conf. 130 c.; Garde nat. 484-20. — Amnistie 134; Cassation 442 c. — Org. milit. 878-10.
- Bruxelles. Prescript. civ. 1128.
- Poitiers. Dom. de l'Etat 352-10. — Serment 69-10.
- 28 Colmar. V. 20 juillet.
- Grenoble. Minorité 402-40.
- Liège. Degré de jurid. 120-40. — Procès-verbal 106, 129.
- 30 Bordeaux. Disposit. entre vifs 185-20.
- C. de Liège. Dénonciat. calomn. 1, 69 c.
- Lyon. Arbitr. 190.
- 31 Arrêté. Organ. colon. 582.
- Cass. Action possess. 612. — Action possess. 838; Cassation 1902; Commune 2081, 2089 c. — Arbitr. 201; Vente publique d'imm. 1994-40 c. — Contrat de mar. 805; Echange 25 c.; Enreg. 4253 c. — Effets de comm. 210 c., 640. — Nantiss. 212; Prêt à inter. 85-60; Retention 76 c.; Saisie-arrest 146 c.
- Bordeaux. Organ. milit. 438.
- Nîmes. Degré de jurid. 605 c., 615.
- Toulouse. Acquiescem. 642. — Saisie-exéc. 220.
- Trib. d'Auxerre. Vente 2051.
- Cons. d'Etat. Eau 422-50 c., 475-140. — Emigré 302-10, 325-10.

Août.

- 1 Ord. Organ. instr. publ. p. 1355.
- Cass. Biens 243; Compte 96 c.; Frais et dépens 83; Monnaie 61-50. — Enquête 21 c., 24.
- Metz. Commune 2705.
- Montpellier. Obligat. 2476; Vente 1360-30.
- Paris. Acquiescem. 812; Saisie-arrest 281 c. — Référé 131 c.
- Trib. corr. de Pont-l'Évêque. Loi 372 c.
- Solut. Garde nation. 170, 173.
- 2 Cass. Chose jugée 470. — Faillite 773. — Garde nation. 354, 364, 414-30, 537, 673-10. — Instr. crim. 1580. — Minist. publ. 61-20. — Procès-verbal 833.
- Bastia. Arbitr. 1168.
- Grenoble. Commune 1585.
- Montpellier. Commune 2124.
- Paris. Acte de comm. 250 c., 251; Compét. comm. 93 c. — Médecine 214-20-40-50.
- Rouen. Priv. et hypoth. 287.
- Solut. Enreg. 4863.
- 3 Ord. Organ. judic., p. 1507.
- Bordeaux. Contrat de mariage 3437. — Exploit 531-110; Success. 1416.
- Colmar. Success. 1844.
- Nancy. Usage 426 c.
- Nîmes. Enquête 69-10.
- Rennes. Droit marit. 207 c., 509 c., 2295. — Société 1608-30.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 248.

Août.

- 4 Cass. Appel crim. 81; Cassation 2253-30 c. — Cassation 218. — Commune 723, 939; Jugement 1102 c. — Garde nation. 145 c., 281, 395-40, 405-70 c., 508, 546, 676. — Jugem. 841-40. — Presse-outrage 871-30, 932-40 c., 1391. — Témoin 877 c.
- Grenoble. Contrat de mar. 3590 c., 3594-40, 3603 c. — Louage 141, 743-30 c.
- Montpellier. Demande nouvelle 155-40 c.; Obligat. 434 c.; Success. 615.
- Paris. Obligat. 1362.
- Circ. Forêts 1109.
- Solut. Enreg. 2014.
- 5 Paris. Droit civil 332-20, 384 c.; Saisie-arrest 90 c.
- 6 Ord. Culte, p. 718.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 893.
- Cass. Commune 1852; Exploit 425-40; Servitude 1136 c. — Voirie par terre 2087-20.
- Caen. Normandie 61, 62.
- Lyon. Faillite 154-30.
- Paris. Surendre 140 c., 161-10 c., 329 c., 337, 365-20 c.
- Decis. Enreg. 6205.
- Lettre. Frais et dépens 1147.
- 7 Cass. Disposit. entre vifs 526-30. — Propriété 449.
- Liège. Contrainte par corps 284.
- Paris. Acte de comm. 68; Commerce 222 c.; Contr. par corps 464-20; Contrat de mariage 1048 c. — Industrie 272, 276-10 c.
- Circ. Prisons 41.
- Decis. Enreg. 5077, 6280.
- 8 Cass. Chose jugée 211-30, 212-10 c. — Contrillat. 320, 324 c. — Forêts 874 c. — Prêt à intérêts 85-70; Usage 371-10 c., 452-20. — Vente publ. d'imm. 1844-20.
- Bordeaux. Vente publ. d'imm. 1952-20, 2167.
- Bourges. Acquiescem. 268 c.
- Grenoble. Obligat. 432 c.; Success. 616.
- Limoges. Obligat. 1438 c.
- Lyon. Cautionnement 318; Chose jugée 266; Jugem. 241-20 c.; Tierce-opposit. 120 c.
- Paris. Priv. et hypoth. 1825-20. — Vente publ. de marchand. neuv. 27.
- Toulouse. Enquête 131, 178 c., 391 c., 419 c.
- 9 Cass. Compét. crim. 637; Instr. crim. 2425 c. — Emigré 4666, 5680 c. — Faux 375. — Instr. crim. 2635. — Priv. et hypoth. 1591-30.
- Caen. Obligation 1939 c., 1942 c.; Priv. et hypoth. 1735.
- Grenoble. Prescript. civ. 1132.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1989.
- Circ. Douanes 555.
- 10 Cass. Cassation 1983. — Contrat. 339. — Impôts indirects 188-60.
- Caen. Frais et dépens 924. — Poitiers. Dispositions entre vifs 1407.
- Trib. de B... Notaire 666.
- Decis. Forêts 1003.
- 11 Ord. de police. Salubrité publ. 37.
- Cass. Garde nation. 504. — Instr. crim. 8633; Peine 562 c.
- Agen. Contrat de mar. 4237.
- Lyon. Contrat de mar. 2375.
- Cons. d'Etat. Intervent. 158-10.
- Circ. Organ. marit. 704.
- 12 Ord. Avoué 30.
- Circ. Douanes 474.
- 13 Cass. Contrat de mariage 1502, 2351 c. — Enquête 618; Exploit 681; Serment 155 c.
- Grenoble. Deg. de jurid. 388-20.
- Decis. Enreg. 1918. — Success. 419; Trésor publ. 471 c.

Août.

- 14 Cass. Acquiescem. 627 c.; Commune 1620; Compét. civ. trib. d'arroud. 17; Except. 233-30 c.; Instr. crim. 138-20; Voirie p. terre 1845, 1866 c. — Action 219 c.; Action possess. 71, 80 c. — Deg. de jurid. 41. — Enreg. 3149, 5767 c. — Faux incid. 93-50 c.; Jugem. par défaut 45-60; Reprises d'instance 8 c. — Garde nat. 644-10. — Instr. crim. 2091-40. — Vente publ. d'imm. 2196.
- Bordeaux. Contrat de mar. 4231 c., 4236; Demande nouv. 12 c.; Jugem. 389-20 c. — 30 c.; Vente publ. d'imm. 547, 1568. — Retention 29-20 c.
- Trib. de Rennes. Notaire 648, 655, 659, 718; Serment 47.
- Circ. Mines 414.
- 16 Ord. Organ. colon. p. 1093.
- Cass. Cassation 174, 2290 c., 2322 c. — Instr. crim. 539 c., 1102-20 c., 1117-20, 1320-10 c., 3566-20. — Peine 335-30.
- Bordeaux. Domicile élu 117-10, 119-30 c.
- Bruxelles. Priv. et hypoth. 363, 438 c.
- Grenoble. Contrat de mar. 404-10, 4067; Priv. et hypoth. 902 c.
- Nancy. Propriété 69-10.
- Paris. Arbitr. 768, 1337 c. — Mandat 15-20; Responsabilité 362 c.; Médecine 110. — Obligat. 1215; Success. 22-20. — Référé 203 c. — Tierce-opposit. 195 c., 196-50 c.
- Cons. d'Etat. Commune 298 c.; Organ. administr. 843-30. — Compét. administr. 150; Cons. d'Etat 361. — Condit. 77, 102. — Cons. d'Etat 318; Organ. administr. 1014-10. — Cons. d'Etat 361. — Dom. de l'Etat 323. — Emigré 263-30, 325-60, 326-20, 354, 372-20. — Exprop. publ. 55-50. — Impôts ind. 267-10. — Organ. administr. 886-10. — Pension 132. — Place de guerre 92-20, 93-20. — Voirie par eau 194.
- Solut. Enreg. 2047.
- 17 Cass. Cassation 893; Instr. crim. 1752 c., 1797-30, 2195 c. — Chose jugée 428. — Compét. crim. 133 c.; Instr. crim. 176, 2635, 3233.
- Paris. Compét. administr. 137; Dom. de la cour. 91 c. — Priv. et hypoth. 1299-30.
- Circ. Greffe 98-30, 107.
- 18 Cass. Commune 718 c., 1183; Reglem. administr. 67 c. — Garde nation. 148-50, 403-70, 421-30, 893-40. — Instr. crim. 3225-10. — Presse-outrage 1390-30; Serment 304-50.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 238 c.; Droit civil 690 c.; Propriété 333.
- Circ. Mines 414.
- 19 Cass. Presse-outr. 1290-40.
- Cons. d'Etat. Condit. 103. — Mines 850. — Organ. administr. 1011, 1013-10. — Trav. publ. 454. — Voirie par terre 350-20, 1155.
- 20 Cass. Disposit. entre vifs 1486-40.
- Bordeaux. Appel civ. 1340; Jugem. par défaut 326-40 c., 340 c.
- Bourges. Faillite 494; Success. 1491.
- 21 Cass. Appel civ. 697 c.; Compte 188; Exploit 624-30. — Cassation 1639-10 c.; Obligat. 673-20 c.; Responsabilité 231-20 c.; Transact. 22-30, 31-10 c. — Organ. colon. 617. — Servitude 33-20; Success. 1723, 1724.
- Grenoble. Commune 2368.
- Lyon. Contr. de mar. 4770 c.; Emigré 383-20-30 c.; Priv. et hypoth. 913.
- Poitiers. Saisie-exéc. 278.

Août.

- 21 Trib. de Bar-sur-Aube. Enreg. 4552.
— Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 741.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 449.
22 Cass. Arbitr. 106 c. 936. — Jugem. 196-60; Obligat 4763-10.
— Bordeaux. Effets de comm. 838, 840 c. — Prêt à intérêt 7.
— Grenoble. Vente publ. d'immeub. 779, 1833 c.
— Metz. Contrat de mar. 227 c., 303; Mandat 132-20.
— Tribunal de Saint-Quentin. Enreg. 3410, 3411 c.
— Tribunal de Valenciennes. Enreg. 4833.
— Solut. Enreg. 3720.
23 Cass. Cassation 1848; Échange 25 c.; Substitut. 206-30. — Disposit. entre vifs 3137. — Fonctionn. publ. 146-30; Forêts 398 c.; Garde champêtre 54-20 c. — Garde nation. 468-30. — Instr. crim. 1797-40.
— Paris. V. 16 août 1832.
24 Cass. Accessoire 38 c.; Garde nation. 63, 134, 399, 600-10, 674-20. — Appel crim. 443 c.; Instr. crim. 1008; Jugem. d'av. dire droit 90-30; Presse-outrage 331-10. — Cassation 1924-20; Loi 554-10 c.; Poudres 20. — Délit polit. 20. — Garde nation. 331, 501-70, 531-20, 589, 618-10, 658-10, 660. — Jugem. 758-30; Jugem. d'av. dire droit 91-20. — Jugem. par défaut 495-10.
— Dijon. Banquier 33, 42 c., 46 c.; Compte cour. 98 c.
— Cons. d'Etat. Commune 202. — Cons. d'Etat 143-30. — Dom. extraord. 46 c. — Eau 469-30. — Garde nation. 241-20, 342, 349. — Garde nation. 381; Organ. administr. 541, 908-10, 943. — Patente 254-60. — Vente administr. 235-60.
— Solut. Enreg. 1932.
25 Cass. Commune 871; Voirie par terre 2232 c. — Consul 40. — Garde nation. 50-20 c., 90-10 c., 492-30 c., 586. — Droit constitut. 87; Usurp. de costume 19. — Renvoi 114 c., 154 c.
— Bordeaux. Concluc. 46; Obligat. 5113-10 c. — Disposit. entre vifs 4163.
— Douai. Contrainte par corps 666.
— Grenoble. Avoué 168.
— Paris. Compét. comm. 32. — Péremption 198, 376.
27 Cass. Effets de comm. 251; Faillite 1012 c.
— Grenoble. Appel civ. 1004; Domicile élu 110-10 c.
28 Ord. Organ. économ. p. 1291; Organ. instr. publ. p. 1355; Organ. milit. p. 1893.
— Cass. Médecine 55; Peine 116 c., 798 c. — Voirie 426-60.
— Bordeaux. Jugem. 622-10. — Obligat. 4759.
— Bourges. Propriété 335-10; Responsabilité 308-10 c., 386, 419 c.
— Metz. Vente 573.
— Nancy. Vente publ. d'immeub. 648.
— Délit. Enreg. 3260, 5538.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 324.
29 Cass. Chose jugée 62-40; Jugem. 1049-100; Jugem. par défaut 245-20 c.; Chose jugée 57; Demande nouv. 30 c., 334-80; Saisie-exéc. 24. — Distrib. par contrib. 38. — Effets de comm. 776; Huissier 106. — Vente publ. d'immeubles 1431.
— Bordeaux. Succès. 1842-10, 2018-10.
— Bourges. Contrat de mar. 333; Disposit. entre vifs 2082-10-20.
— Nîmes. Conciliat. 224.
— Paris. Rentes constituées 166-30.
30 Cass. Absent 540; Chose jugée 21; Mariage 423. Rébellion 51. — Témoin 639-10.
— Grenoble. Ordre 68, 896 c., 1295-10 c.

Août.

- 30 Orléans. Appel civ. 568 c.
— Trib. de Saint-Dié. Notaire 998.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 322 c., 326. — Postes 155. — Théâtre 347. — Vente admin. 345-30.
— Décis. Frais et dépens 1115.
21 Ord. Organ. colon. p. 1093; Pension, p. 771.
— Cass. Cassation 351, 856 c.; Instr. crim. 3274. — Complice 86.
— Douai. Douanes 1002; Responsab. 788 c.
— Grenoble. Commerç. 409.
— Nancy. Dom. engagés 112. — Émigré 223-10. — Jugem. 391. — Mandat 288.
— Paris. Contrat de mar. 3520-10, 3523 c.
— Trib. de Saint-Étienne. Mines 158.
— Cons. d'Etat. Avocat 354 c., 557; Serment 49 c.
— Instr. Succès. 419.

Septembre.

- 1 Cass. Abus de conf. 187 c.; Obligat. 4688-10; Témoin 129 c., 166-20. — Cassation 337; Garde nat. 63, 147-60, 234-10, 402-20, 408-10, 406, 509-30, 578. — Instr. crim. 109-30 c.; Médecine 162. — Intervent. 167-10 c.; Quest. préjud. 148.
— Paris. Reféré 81 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 245. — Cons. d'Etat 362; Instr. admin. 13-60; Voirie p. terre 1827-10, 2024-10 c., 2025-30 c., 40 c. — Jug. dir. 486.
2 Ord. Org. instr. publ. p. 1355.
4 Arr. avoc. de Paris. Avocat 101.
— Lettre. Oblig. 3775.
6 Liege. Abus de conf. 78.
7 Ord. Organ. marit. p. 1687.
— Cass. Cassation 168, 851, 856 c.; Compét. crim. 122 c.; Droit nat. 81; Instr. crim. 172 c.
— Délit. Enreg. 6127.
8 Cass. Mines 48, 690 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre, V. 1^{er} septembre.
— Délit. Enreg. 5245.
9 Ord. Douanes p. 603.
10 Cass. Amnistie 45.
— Toulouse. Propriété 123-20.
— Solut. Garde nat. 37, 38, 39, 170, 171, 172, 175, 176, 266, 268, 289.
11 Ord. Organ. col. p. 1093; Pension, p. 771.
13 Cass. Cassation 252, 1475-40. — Organ. col. 377. — Peine 331, 337 c., 562 c.
— Paris. Contr. p. corps 987.
— Décis. Frais et dép. 1140; Pêche fluv. 78; Voirie p. eau 165.
14 Cass. Appel crim. 18, 20 c., 22 c.; Instr. crim. 427 c.; Témoin 810 c. — Complice 225-10. — Contumace 108. — Instruet. crim. 1374 c., 1510-60, 1594 c., 3135-20, 3146-20, 3303, 3722. — Organ. milit. 767-10.
15 Ord. Océrol. p. 18.
— Cass. Garde nat. 81, 152, 402-30, 405-30, 444, 496-10, 501-90, 536-20. — Presse-outr. 281-20. — Témoin 232-30.
— Décis. Forêts 2023.
— Instr. Enreg. 4861.
16 Solut. Enreg. 2038.
18 Ord. Organ. colon. p. 1093.
— Décis. Enreg. 6127.
19 Cass. Amnistie 45. — Forêts 449 c., 622, 1184, 1186 c. — Peine 103; Témoin 101, 637-10 c. — Vol 652-20.
— Paris. Reféré 228 c.
20 Ord. Org. milit. p. 1893.
— Cass. Attentat aux meurs 31 c.; Cassation 1790; Presse-outr. 583. — Attentat aux meurs 35; Loi 366-70. — Forêts 891, 1288 c., 1291, 1626. — Instr. crim. 1547-10, 1836-20, 2643-10.
— Bruxelles. Instr. crim. 939-30.
— Paris. Reféré 90. — Séparat. de corps 328.

Septembre.

- 21 Cass. Instr. crim. 1534-20, 1793, 2637.
— Solut. Enreg. 1279.
22 Ord. Organ. colon. p. 1093.
— Cass. Cassation 363; Instr. crim. 2653-10. — Garde nation. 386, 668. — Instr. crim. 3199-20; Témoin 208, 645 c. — Jugem. p. déf. 455-20 c.; Presse-outrage 912, 1299-10, 1578. — Organ. judic. 391-20 c.
— Bruxelles. Jug. p. déf. 43-80.
23 Ord. Organ. économ. p. 1291.
25 Décis. Douanes 317.
26 Avis. Commune 174.
— Décis. Hospices 416.
27 Ord. Organ. colon. 470 s.
— Cass. Commune 876; Voirie par terre 2289-10 c. — Contumace 116; Instruet. crim. 1353-30, 1357-20, 1820, 1823-10 c., 2731-20, 2820 c.; Témoin 467. — Peine 535. — Quest. préjud. 145-50. — Récusat. 19 c.
— C. d'ass. de la Seine. Prisons 85.
28 Cass. Crimes c. l'Etat 106; Délit polit. 11-10. — Garde nat. 669-30. — Voirie p. terre 418-30.
29 Ord. Org. instr. publ. p. 1355.
— Cass. Douanes 266-40. — Garde nation. 417, 433-20, 453-30. — Jug. p. déf. 440. — Organ. col. 328 c.
— Grenoble. Vol 513-20.
30 Orléans. Appel civil 568 c. — Compét. civile trib. d'arr. 149, 372 c.; Enreg. 5829 c.
— Instr. Enregistr. 2973-40, 3611, 4904, 4972-40.

Octobre.

- 1 Décis. Douanes 98; Notaire, p. 592.
2 Bordeaux. Jugem. 615; Obligat. 3161 c.
3 Cass. Garde nat. 709.
4 Cass. Instruet. crim. 1334-20, 2001-30.
— Bruxelles. Abus de conf. 95 c. — Paris. Reféré 100.
— Solut. Enreg. 1503, 1644.
5 Cass. Douanes 862, 954 c., 973 c. — Témoin 260-20.
— Circ. Douanes 482.
— Délit. Enreg. 5958.
— Solut. Enreg. 117, 1633, 5288; Ordre 1172 c.
6 Ord. Huissier 13-20.
— Cass. Affiche 142; Contravent. 489 c., 492 c. — Commune 974; Contravent. 165 c. — Commune 1210; Contravent. 278 c. — Commune 1128. — Forêts 1179 c., 1183; Procès-verbal 662-40 c. — Garde nation. 337-10 c., 496-20. — Manufact. 166-30 c.; Procès-verb. 146-20. — Responsab. 505-60. — Voirie par terre 2108-30 c., 2396-20, 2340-10. — Voirie 443-10.
— Solut. Enreg. 2366; Garde nation. 171, 182, 558.
7 Ord. Peine, p. 556.
8 Arrêté. Organ. de l'Algérie 364, 365, 376, 383.
— Délit. Enreg. 5890.
9 Arrêté. Trés. publ. 775 c., 872, 929, 966, 980, 1139.
10 Cass. Cassation 2220 c.; Instr. crim. 3266-10. — Garde nation. 85, 405-30, 488-30, 496-30-40 c., 505-40, 506-10, 536-20. — Instr. crim. 1892. — Voirie par terre 2296-70.
— Paris. Brevet d'invention 106.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 886.
11 Ord. Biblioth. 22-20; Dom. de la cour. 21-20; Organ. admin. p. 609; Organ. instr. publ. 180.
— Cass. Chose jugée 514 c. — Garde nation. 108-10. — Instr. crim. 1570, 1613, 1669-10, 1680-30.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 443-20.
— Solut. Enreg. 4268.

Octobre.

- 12 Solut. Enreg. 4938.
13 Cass. Crimes contre l'Etat 81, 87-20 c., 94 c.; Instr. crim. 2159 c., 2463 c., 2554 c., 2765 c., 2778 c., 2780-20 c., 2977 c. Lettre miss. 31-40 c.; Minist. publ. 67 c.; Témoin 214-10, 223-20, 239, 624 c.
15 Ord. Avoué 28; Organ. milit. p. 1893.
— Douai. Dénonciat. calomn. 91.
— Lyon. Droit nation. 81; Instr. crim. 172 c.
— Cons. d'Etat. Amnistie 137. — Emigré 304-30. — Garde nation. 249. — Jugem. par défaut 500-20. — Trav. publ. 801-10. — Vente administr. 271-20.
— Décis. Frais et dépens 1158.
16 Ord. Cour des comptes, p. 511; Salubrité publ. p. 673; Trés. publ. p. 1146.
17 Cass. Cassation 218, 636 c., 1976. — Garde nation. 108-10, 422-20. — Instr. crim. 2652, 3107-10. — Poids et mesures 34-20, 128-60 c., 148-10 c.
— Décis. Enreg. 4939.
— Solut. Enreg. 4975.
18 Cass. Cassation 568. — Garde nation. 330, 414-50, 646. — Jugem. 817-30.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 58 c. — Conflit 212. — Expropriat. publ. 13-80. — Impôts directs 180, 268. — Trav. publ. 418-20, 482, 593, 752.
— Solut. Enreg. 1344, 1726.
19 Cass. Complice 106; Instr. crim. 1665-20, 3184-40 c. — Organ. milit. 837-30. — Règlement de juges 193.
— Solut. Frais et dépens 445.
20 Cass. Amnistie 91; Forêts 1466 c., 1741, 1990 c., 2003 c., 2004 c., 2006 c. — Cassation 967 c., 974; Délai 54 c.; Jugem. par défaut 469. — Complice 85; Presse-outrage 1146 c.; Instr. crim. 2993-40. — Organ. judic. 685-30 c., 697-20. — Poids et mesures 128-50. — Procès-verbal 89.
21 Ord. Douanes p. 603; Organ. marit. p. 1687.
22 Cons. d'Etat. Acquiescem. 162, 936 c.; Dom. de l'Etat 313; Trav. publ. 1132-60. — Commune 2517. — Expropriat. publ. 16-20. — Jugem. par défaut 498-70. — Organ. administr. 1006, 1014-10.
— Instr. Voirie par eau 165.
— Solut. Enreg. 1332.
26 Ord. Organ. instr. publ. p. 1355.
27 Délit. Enreg. 876.
— Solut. Enreg. 1381, 3892.
29 Ord. Trés. publ. p. 1146.
— Circ. Culte 720.
30 Ord. Organ. milit. p. 1893.
— Délit. Enreg. 3124.
— Solut. Garde nation. 26.
31 Ord. Organ. colon. p. 1093.

Novembre.

- 1 Paris. Théâtre 164-20.
2 Cons. d'Etat. Bornage 27 c.; Place de guerre 63, 66 c., 144 c. — Compétence admin. 59 c.; Eau 430-40 c., 509-50. — Conflit 181-60. — Organ. administr. 864-20.
— Trib. de la Seine. Propriété lit. 217.
— Cons. d'Etat. Org. admin. 1002; Tierce-opposit. 264. — Règlement de juges 240-10.
3 Cass. Délit polit. 11-10. — Dispos. entre vifs 1875 c., 1922 c., 1923, 1929 c., 1936 c. — Forêts 722-20, 1256 c., 1257. — Procès-verbal 592.
5 Cass. Commune 1521. — Compét. admin. 68-30 c., 177. — Privil. et hypoth. 881-20.

Novembre.

- 6 Cass. Chose jugée 215-60 c.; Effets de comm. 600 c.; Exploit 78 c.; Mandat 468 c.; Obligat. 2408-10 c.; Prescript. civ. 550 c.; Prêt à int. 125-20. — Culte 335 c. — Disposit. entre vifs 1875 c., 1922 c., 1923 c., 1939 c., 1936. — Enreg. 2103, 2122 c., 2654, 6100.
— Nancy. Forêts 532 c.
7 Cass. Action 925 c.; Mandat 33; Obligat. 382 c. — Dispos. entr. vifs 1985-20, 2097 c. — Domicile 25, 26 c.; Exploit 63-50, 221-10 c.; Mandat 26-40 c. — Vente 1338. — V. 6 novembre.
— Bruxelles. Jugem. 483-20.
— Cons. d'Etat. Peine 679.
— Décis. Presse-outr. 402.
8 Cass. Contrainte p. corps 417 c.; Droit marit. 216 c., 824 c., 837 c., 847, 867 c., 880 c. — Droit marit. 842. — Instr. crim. 1954. — Instr. crim. 2385-20, 3681 c.; Rébellion 55. — Org. milit. 878-20. — Serment 3-10.
— Agen. Cassation 1607 c.; Dispos. entre vifs 3284 c., 3285.
— Paris. Reféré 90, 214 c.
9 Cass. Instr. crim. 1962-20. — Presse-outr. 857-50.
— Paris. Propriété littér. 385, 403.
— Cons. d'Etat. Concess. admin. 25-30 c.; Eau 573-10; Travaux publ. 1201, 1257 c. — Obligat. 2188; Trésor public 438 c., 447 c.
— Circ. Douanes 474.
— Décis. Enreg. 4894.
— Délit. Copie de pièces 15, 16.
— Lettre. Garde nat. 290.
— Solut. Garde nat. 372-10, 566.
10 Cass. Compét. crim. 159-30. — Douanes 837-40.
12 Cass. Appel civil 1181; Prescript. civ. 1130 c. — Cassation 997, 1032 c.; Droit civ. 283 50; Exploit 456-10 c. — Commune 1586-10 c.; Péremption 50 c., 183 c., 184, 311-10 c. — Trésor public 1203 s.
— Solut. Enreg. 2071, 5018.
13 Cass. Acquiescem. 451. — Expert. 185.
— Gand. Jugem. 632-10.
— Nîmes. Arbitr. 817, 829 c.
— Orléans. Requête civ. 181-20.
— Paris. Acte de comm. 59.
14 Ord. Biblioth. 40.
— Cass. Action 97; Jugem. 53-30. — Action posses. 688; Commune 1633; Jugem. 999-40. — Cassation 1089, 1090 c. — Chose jugée 89-50 c.; Peine 148-10 c., 189-20; Prêt à int. 299 c. — Dom. engagés 48. — Jugem. 166-30, 988-10. — Nom 20.
— Caen. Ordre 682-20 c.
— Montpellier. Obligat. 5288.
— Paris. Contr. p. corps 361-10.
— Rennes. Office, V. 24 novembre.
— Convent. V. 5 juin 1834.
— Décis. Enreg. 5078.
15 Ord. Forêts 125.
— Cass. Appel civil 1163. — Garde nat. 543-10. — Instr. crim. 8603-20. — Jug. p. déf. 398. — Vente 1069-20.
— Bordeaux. Instr. crim. 980 c.; Jugem. 1058-30.
— Orléans. Succès. 925-10.
16 Cass. Faux 140-30-40, 219 c. — Frais et dépens 976; Voirie par terre 2396-40. — Garde nation. 387-50, 470. — Instr. crim. 1714-30.
— Paris. Disposit. entre vifs 2634-10 c., 2640.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 390 c.; Trav. publ. 1129-30. — Cons. d'Etat 361; Expert. 879; Instr. administr. 12-70; Marais 109-30. — Dom. extraord. 17, 25 c.; Majorat 14 c. — Expropriat. publ. 18-10. — Garde nation. 238, 242, 249. — Organ. administr. 1014-10. — Organ. colon. 95-30 c., 97, 152 c. — Traitement 60, 62, 64-10.
— Délit. Enreg. 6285.

Janvier.

- 4 Paris. Obligat. 3717 c.; Scellés 189.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 423 c. — Cons. d'Etat 125-20; Dom. engagés 121 c., 124 c., 130. — Désistement. 212. — Instr. administr. 13-90. — Voirie par terre 1833-10, 1601, 1619-10.
- Avis. Commune 2400.
- 5 Cass. Arbitr. 1275 c., 1226, 1332 c. — Faux 327 c., 328-70. — Garde nation. 385-50, 418-10, 422-30, 516, 637-20, 686.
- Bordeaux. Obligat. 3509 c.; Vente 1463-20.
- Liège. Dispositions entre vifs 2896-60.
- Trib. de Laon. Enreg. 3414.
- Lettre. Garde nation. 76-30.
- 6 Circ. Garde nation. 73.
- 7 Ord. Impôts indir., p. 424; Octroi 260, p. 18.
- Bruxelles. Saisie-arrest 51-60 c., 54.
- Nîmes. Chose jugée 301 c.; Défense 215.
- Paris. Droit civ. 428; Jugem. par défaut 348-10 c.
- Delib. Enreg. 1873, 1875 c.
- Solut. Enreg. 979.
- 8 Cass. Vente publ. d'immeubles 1416.
- Agen. Enquête 523; Servitude 1266.
- Bordeaux. Contr. par corps 43-20. — Vente 454.
- Metz. Obligat. 5400-10 c.; Paternité 487.
- Nîmes. Prescript. civ. 266-30.
- Trib. de Metz. Enreg. 1674 c., 1677.
- 9 Cass. Action possess. 584; Responsab. 52 c., 90-10 c. — Loi 76-50 c., 554-70 c.; Vente publ. de marchand. neuves 12, 87.
- Bastia. Success. 1622-30.
- Lyon. Vente publ. d'immeubles 106-10, 112 c., 113 c., 116 c.
- Metz. Demande nouv. 246; Dom. de l'Etat 338-50. — Forêts 1644.
- Nîmes. Dépôt 132-90 c.; Mandat 454-30; Obligat. 3257. — Priv. et hypoth. 1594-30.
- Avis. Halles 69.
- 10 Cass. Cautionnem. 247. — Enreg. 1495 c., 1518 c., 1518 c., 1569, 1676 c. — Instr. crimin. 1589. — Instr. crimin. 1660, 2235-10; Témoins 446-10, 524-10. — Instr. crimin. 1764. — Presse-outrage 1056 c., 1063-10.
- Bastia. Vente 1503-20.
- Bourges. Faillite 273-30.
- Grenoble. Minorité 719-50.
- 11 Cass. Cassation 543; Garde nation. 34, 74, 350, 535-20, 542-30, 595, 610. — Témoins 198-10.
- Bordeaux. Faillite 454 c., 720. — Jugem. par défaut 73-10.
- Metz. Arbitr. 529 c., 924.
- Montpellier. Contrat de mariage 354. — Disposit. entre vifs 1750, 4589 c.; Mandat 136-30 c.; Success. 231 c.
- Toulouse. Arbitr. 766, 797 c.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 250 c.; Dom. extrarod. 25; Majorat 15-20. — Trav. publ. 1121.
- 12 Cass. Complice 225-20. — Disposit. entre vifs 368-10; Jugement 1001-80 c.; Loi 540-40 c. — Disposit. entre vifs 2634-20, 3642-40 c., 2663 c. — Instr. crimin. 2150-10. — Obligat. 3083; Usage 463, 493 c., 592. — Organ. judic. 373-20. — Réclamation 19 c.; Renval 166-20.
- Bordeaux. Appel civ. 395 c.; Jugem. par défaut 181-20.
- Bruxelles. Mines 324-10.
- Grenoble. Forêts 1937.
- Liège. Chasse 325; Prescription crimin. 315.

Janvier.

- 12 Toulouse. Compét. comm. 457 c., 458.
- 14 Cass. Défense 189 c.; Discipl. 89 s., 151, 195 c., 198 c. — Garde nation. 390-10. — Success. 610.
- Montpellier. Appel incid. 64 c.; Minist. publ. 28. — Vente publ. d'immeub. 963, 1293-10 c.
- Rennes. Deg. de jurid. 510-10. — Avis. Commune 2400.
- 15 Besançon. Deg. de jurid. 229. — Excerpt. 188-10. — Forêts 949.
- Bourges. Appel incid. 123 c., 161; Exploit 283-50; Obligat. 1939 c.; Priv. et hypoth. 1009, 1973-10. — Cassation 1653-50 c.; Compétence administr. 278; Dom. de l'Etat 262 c.; Servitude 788 c. — Commerce. 241. — Success. 860-20; Vente publ. d'immeub. 3067 c.
- Orléans. Intervent. 102.
- Toulouse. Acte de comm. 393; Obligat. 2675-10 c.; Société 934.
- Trib. de Laon. Enreg. 912.
- Delib. Enreg. 4107.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 197.
- 16 Cass. Défense 41 c. — Douanes 78; Grains 29 c.; Loi 72-10 c. — Vente publ. d'immeub. 183.
- Bordeaux. Avoué 139-30 c.; Désaveu 78 c.; Expertise 1263-10, 139, 146. — Obligat. 209-19, 3152-30 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 1997.
- Solut. Enreg. 2977.
- 17 Cass. Délit 22 c.; Prescript. crim. 49. — Descente s. les lieux 13 c.; Expert. 20-30 c.; Jugement 994-20. — Hospices 94-10-30. — Instr. crimin. 1549-10, 2642-10 c. — Vente 1271.
- Bordeaux. Commissionn. 186.
- Liège. Mariage 698-20.
- Limoges. Obligat. 569-40 c., 757 c.; Office 74-10 c., 145-10 c.; Responsab. 348-40.
- Lyon. Vente publ. d'immeub. 560-20.
- Paris. Disposit. entre vifs 1840.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1931.
- Cons. d'Etat. Commune 2562. — Cons. d'Etat 218 c.; Organ. admin. 1015-20. — Désistement. 215. — Organ. admin. 1025; Tierce-opposit. 264. — Pension 228.
- 18 Cass. Compét. crim. 233, 540 c.; Loi 495-10 c. — Délit polit. 20-30; Instr. crim. 734.
- Aix. Droit marit. 1397.
- Grenoble. Appel civ. 468 c.; Deg. de jurid. 494 c.; Ordre 937-30 c.; Priv. et hypoth. 363, 3612 c., 3613 c., 3622 c., 3756, 3758 c., 2759-10 c.
- Metz. Compét. comm. 206; Effets de comm. 85 c.
- Nancy. Appel civil 1086; Délai 54 c.; Jour férié 45-50 c.; Jug. p. déf. 163 c., 253-30 c.; Saisie revend. 85 c.
- 19 Cass. Cassation 158 c., 166, 554 c., 841 c.; Instr. crim. 1187 c.; Presse-outrage 700 c. — Biens 203 c. — Garde nat. 688-30. — Instr. crim. 2444-10.
- Agen. Effets de comm. 721.
- Bruxelles. Chasse 363. — Dispos. entre vifs 332-30. — Mines 273-10.
- Douai. Octroi 14 c., 243 c., 347-10.
- Trib. de la Seine. Culte 652.
- Solut. Garde nat. 707-20.
- 21 Bruxelles. Cassation 793.
- Cons. d'Etat. Dom. extrarod. 46 c.; V. 11 janvier.
- 22 Cass. Compte 154 c., 172 c.; Désistement. 66-40 c., 104; Transact. 95 c., 96-30 c. — Jugement 1019-30; Mandat 169-20, 356, 360-30 c. — Priv. et hypoth. 365-30.
- Gand. Jug. d'av. dire droit 27-30.
- Metz. Disposit. entre vifs 3328.
- Obligat. 3556-30 c., 3557 c.
- Montpellier. Contr. de mar. 1632.

Janvier.

- 22 Rennes. Contumace 53 c., 99. — R. vol 64-20 c., 100.
- Trib. de Saverne. Enreg. 5066.
- Solut. Garde nation. 32, 46, 103, 165-10-20, 466, 535, 547-20.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 211.
- 23 Ord. Organ. milit., p. 1893.
- Cass. Vente publ. d'immeub. 1075-20.
- Colmar. Mariage 88-40. — Reprises d'instance 85.
- Dijon. Procès-verbal 90.
- Nancy. Exploit 545-20.
- Rennes. Société 1479.
- 24 Cass. Acquiescem. 89 c.; Obligat. 4521-10; Success. 2313. — Action 261 c.; Obligat. 2938-40 c., 4537-40 c., 4871; Prescript. civ. 858 c. — Instr. crim. 2636, 2643-10.
- Bordeaux. Priv. et hypothèques 1194-10.
- Dijon. Usufruit 537.
- Montpellier. Usage 191-30.
- Circ. Douanes 485.
- 25 Cass. Cassation 1288 c., 1289; Règlement de juges 197.
- Bordeaux. Intervent. 104-20 c., 118.
- Caen. Vente 2041-10 c., 2056-20.
- Paris. Bourse de commerce 377, 381 c.
- Rouen. Médecine 162.
- Cons. d'Etat. Avocat 546 c.; Compét. admin. 58 c.; Impôts dir. 617, 639-10. — Cassat. 1528 c. — Cons. d'Etat 118-10, 227. — Cons. d'Etat 361; Intervent. 158-20. — Eau 141-10; Voirie p. eau 90-10 c. — Org. admin. 992. — Traitement 82. — Trésor public 963-20.
- Delib. Enreg. 3495; Poids et mesures 169.
- Solut. Enreg. 4775.
- 26 Loi. Jour férié 15.
- Cass. Contr. jud. 12. — Effets de comm. 891-10. — Garde nat. 123 c., 143-20, 154-80 c., 373-50 c., 623-10 c., 630-30 c., 688-10 c. — Instr. crim. 1210-30, 1841, 1556-30, 3111-10. — Jugem. 978-90, 1051-70.
- Paris. Disposit. entre vifs, V. 16 janvier. — Mandat 15-30 c.; Responsab. 357-30, 359 c.
- Pau. Ordre 441, 1354-40 c., 1356 c., 1380 s., 1882 c.
- Toulouse. Prêt à intérêt. 59-10.
- Lettre. Notaire 487-50.
- 28 Cass. Enregist. 3087; Propriété féod. 271 c. — Enreg. 6101. — Mines 496-30.
- Agen. Désistement. 143.
- Colmar. Arbitr. 3034-10.
- Nancy. Servitude 819-30, 888 c.
- Nîmes. Jugement. 677-50.
- Paris. Référé 70 c.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 2904-20.
- Lettre. Impôts dir. 534.
- 29 Cass. Acquiescem. 251 c., 293; Cassation 1722 c.; Dom. engagés 28; Prescript. civ. 838-10. — Acquiescem. 693.
- Aix. Transaction 100-10.
- Bastia. Acte de comm. 274 c. — Compét. comm. 203.
- Bordeaux. Droit marit. 1894.
- Bourges. Contrat de mar. 89.
- Lyon. Compét. comm. 150.
- 30 Cass. Octroi 105 c.; Responsab. 639; Trésor public 571.
- Bruxelles. Effets de comm. 854.
- Dijon. Forêts 1520.
- Paris. Contr. p. corps 796 c., 749, 924 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1364.
- Trib. de Saint-Quentin. Enreg. 318, 2451 c.
- Trib. correct. d'Yvetot. Forêts 244.
- 31 Loi. Dom. de l'Etat, p. 99; Marche de fournir. 6-50; Organ. admin., p. 609; Organ. instr. publ., p. 1255; Postes, p. 13; Propriété 218-50; Trésor public 511, p. 1116.
- Arrêté. Organ. colon. 688.

Janvier.

- 31 Cass. Acquiescem. 339. — Appel crim. 110 c.; Avoue 189; Imp. indir. 517 c.; Tentative 119. — Boulanger 43 c.; Contravent. 51; Peine 836-20 c.; Poids et mesures 161 c. — Chose jugée 318 c.; Dom. engagés 55. — Commune 784; Contrevenant 261 c. — Compét. crimin. 368-80 c., 373; Quest. prejud. 173-20 c., 181-10; Voirie par eau 123 c. — Contrat de mar. 269 c., 310. — Enreg. 2119. — Forêts 454 c., 457 c.; Instr. crim. 71; Responsab. 519-30. — Prescript. crimin. 147. — Presse-outrage 147-40.
- Aix. Louage 277-10.
- Bordeaux. Jugement 1077-20. — Organ. judic. 412-10.
- Nancy. Absent 116 c., 240 c., 457 c., 669; Prêt à intérêts 78-20 c.; Success. 218 c.
- Paris. Arbitr. 178; Compétence comm. 297 c.; Société 1693-10. — Effets de comm. 85-20.
- Circ. Douanes 137.
- Février.**
- 1 Cass. Cassation 1949 c.; Chasse 467 c.; Forêts 489 c.; Loi 372 c.; Prescript. crimin. 122, 124-20, 179 c. — Commune 1155. — Contravent. 61. — Poids et mesures 102-10. — Voirie par terre 1937-10-20, 1954 c., 2006-90 c.
- Agen. Jugem. 162 c.; Minorité 77.
- Trib. de Tarascon. Culte 736; Loi 475-40 c.
- Cons. d'Etat. Eau 538. — Voirie par terre 143 c., 179-10, 2029-10.
- 2 Cass. Commune 1787; Compét. administr. 203. — Contrat de mar. 4318. — Garde nation. 124, 535, 663 c. — Instr. crim. 1886-10. — Jugem. 971-70.
- Rennes. Obligat. 3484.
- 3 Cass. Garde nation. 645.
- 4 Cass. Chose jugée 184.
- Bordeaux. Jeu 24.
- Bruxelles. Exploit 231.
- Liège. Success. 1125.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 230-20.
- 5 Cass. Contrainte par corps 913 c.
- Douai. Procès-verbal 358-30.
- Paris. Disposit. entre vifs 3185. — Faillite 628.
- Trib. de la Seine. Bourse de comm. 214 c.
- 6 Cass. Action possess. 480; Prescript. civ. 263 c., 315, 571-10 c.-30 c.; Preuve 52 c.; Propriété 674-40 c.; Usage 104 c., 173 c. — Arbitr. 549 c., 945 c.; Cassation 1437-40; Compét. comm. 416. — Contrat de mar. 2611, 2612 c. — Enreg. 2400 c., 2401, 2414 c., 5434 c.; Vente 1152 c.; Vente publ. d'immeub. 1906 c., 2135 c. — Paternité 444-40.
- Aix. Substitut. 160.
- Lyon. Adopt. 152; Chose jugée 29 c. — Louage 273; Prostitution 13. — Séparat. de corps 71, 299 c.
- C. C. belge. Faux 258.
- Paris. Société 1475.
- Poitiers. Enquête 498.
- 7 Cass. Bourse de comm. 485, 467 c.; Droit marit. 1469 c.; Enreg. 1576. — Cassation 1776 c.; Instr. crimin. 1075; Presse-outrage 785 c. — Défense 129-30; Instr. crimin. 2839-10. — Délit polit. 20-10. — Instr. crimin. 831 c.
- Aix. Vente 188.
- Gand. Avocat 250 c.; Conciliat. 53 c., 200; Jugem. 1041-10.
- Metz. Dom. de l'Etat 346 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 181; Règlement de juges 180, 187, 229-30; Success. 1508. — Distrib. par contrib. 98. — Priv. et hypoth. 689-30.

Février.

- 8 Cass. Garde nation. 326 c., 350-10, 374 c., 474-20 c., 489, 511 c., 670-10. — Peine 440.
- Agen. Vente publ. d'immeubles 102-40, 112 c.
- Bordeaux. Arbitr. 136 c.; Société 1693-20.
- Colmar. Honoraires 8.
- Nancy. Exploit 58-30 c.; Interdict. 184-50; Success. 2091; Vente 413-10 c. — Procès-verbal 630.
- Paris. Biens 127.
- Cons. d'Etat. Avocat 546 c.; Impôts dir. 117-10, 463-20 c., 639-10 c.; Patente 171 c., 204. — Compét. administr. 371 c.; Impôts dir. 648-20. — Cons. d'Etat 121; Organ. admin. 441, 444 c. — Douanes 623. — Forêts 937; Instr. admin. 17-10. — Garde nation. 48 c., 203-10. — Narais 69. — Maiche de fournir. 139-20. — Organ. admin. 908-40.
- Déris. Douanes 745-10.
- Delib. Enreg. 3281.
- 9 Cass. Cassation 893. — Commune 848, 1156. — Garde nation. 63, 80, 82-20, 146-30, 162, 250, 309-100. — Octroi 172; Procès-verbal. 526 c. — Procès-verbal 138-10.
- Douai. Procès-verbal, V. 5 février.
- Paris. Avoué 116; Prescript. civ. 694 c. — Bourse de commerce 447 c.; Copie de pièces 47. — Intervent. 35-20. — Référé 177 c.
- Rennes. Deg. de jurid. 543 c.; Enquête 231 c., 432-30.
- 10 Nancy. Enquête 237-10.
- 11 Cass. Action possess. 537. — Effets de comm. 482.
- Nancy. Prescript. civ. 127.
- Rennes. Séparat. de corps 231. — Instr. Trés. publ. 908.
- 12 Cass. Mariage 894-50 c., 60 c., 397-10, 504.
- Bastia. Jugem. 511-50; Vente publ. d'immeub. 271 c.
- C. C. belge. Enreg. 2604.
- Colmar. Usage 191.
- Nîmes. Priv. et hypoth. 1809-20, 2203.
- Paris. Expropri. publ. 740-20.
- Pau. Notaire 338, 339 c., 440 c.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 60.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 211.
- 13 Cass. Demande nouv. 116-30; Disposit. entre vifs 3562-10, 3853; Jugem. 997-90; Papier-monnaie 52-40; Success. 674, 763. — Procès-verbal, V. 15 février.
- Aix. Huissier 37-20; Mandat 123-20 c.
- Bastia. Droit civ. 230. — Organ. marit. 214.
- C. C. belge. Enreg. 102, 5763 c., 5776 c., 5800 c., 5805 c.
- Dijon. Forêts 418.
- Grenoble. Louage emphyth. 28, 25.
- Nîmes. Success. 1732.
- Paris. Faillite 273-20 c.; Obligat. 3988-40.
- Poitiers. Domicile élu 117-10. — Jugem. d'av. dire droit 39-40.
- Avis. Mont-de-piété 30; Vente 459.
- Circ. Notaire 556.
- 14 Cass. Action possess. 91 c., 390 c., 408 c.; Eau 213 c., 214-20, 419 c., 549-30 c. — Commune 819 c.; Droit rural 85. — Commune 961; Compét. admin. 485 c.; Manufact. 52-20 c., 144 c., 190-10 c. — Effets de comm. 829; Faillite 217-10 c. — Poids et mesures 122-70.
- Besançon. Usage 84-30, 510-20 c.
- Caen. Normandie 81 c.
- Liège. Cautionnem. 279.
- Limoges. Obligat. 2180-10.
- Nancy. Success. 1411.
- Paris. Chose jugée 418-20. — Honoraires 5.

Février.

- 14 Trib. de la Seine. Brevet d'invent. 57.
 15 Cass. Forêts 327-10. — Garde nation. 471-10, 473 c. — Procès-verbal 642 c.
 — Bordeaux. Pêche fluviale 30.
 — Vente publ. d'immeub. 973-59.
 — Colmar. Prescript. civ. 379 c.; Vente 757.
 — Nancy. Forêts 327-10, 367, 368 c., 371.
 — Paris. Contrat de mar. 988; Contumace 61 c. — Référé 139-20 c.
 — Cons. d'Etat. Commune 1695. — Manufact. 80. — Trav. publ. 417-150. — Voirie par terre 3089-10, 3090, 2307.
 16 Ord. Trés. publ., p. 1147.
 — Cass. Avoué 50 c.; Serment 45. — Commune 697 c., 901 c., 903; Contravent. 142 c., 143 c., 144 c.; Jugem. 202 c., 334. — Commune 669 c., 693-20. — Contravent. 133. — Garde nation. 379-40, 501-50, 580. — Organ. judic. 218-10.
 — Caen. Disposit. entre vifs 216.
 — Limoges. Acte de comm. 199; Commerç. 51 c.; Compétence comm. 185 c.; Effets de comm. 155-20 c.
 17 Lyon. Acte de comm. 390 c.; Compét. comm. 507 c.
 18 Cass. Enreg. 866, 891 c., 1179, 1184 c., 1293 c., 1300 c., 3471 c., 5612 c.
 — Besançon. Jugem. 303-50.
 — Decis. Frais et dépens 1158.
 19 Cass. Acquiescem. 248 c., 333. — Compét. comm. 135 c.; Prud'hommes 86-10.
 — C. C. belge. Enreg. 4425.
 — Bruxelles. Enreg. 462.
 — Cons. d'Etat. Compét. administr. 435 c. — Marché de fourn. 145-50.
 20 Cass. Appel civ. 1287 c.; Arbitr. 119; Cassation 1640 c.; Jugem. 163-50. — Cassation 92; Exploit 547-70.
 — Paris. Biens 110.
 — Rouen. Action 180; Vente 1424 c.
 21 Cass. Concluse. 23 c.; Garde nat. 654-30, 658. — Culte 114-30 c., 116 c., 117, 118 c.; Loi 99 c.; Garde nat. 334-20, 337, 431-10, 434. — Garde nat. 398-20, 419, 438. — Instr. crim. 1755-10. — Quest. préjudic. 161-30.
 — Bruxelles. Témoin 64, 347 c., 348 c.
 — Douai. Faillite 606. — Forêts 1436.
 — Liège. Arbitr. 103.
 22 Cass. Instr. crim. 1970 c.
 — Cons. d'Etat. Commune 595. — Conflit 29, 69. — Cons. d'Etat 95-20; Postes 155. — Conseil d'Etat 144. — Organ. admin. 1004. — Patente 157, 154.
 — Avis Cons. d'Etat. Commune 300; Organ. milit. 705.
 — Circ. Forêts 1999.
 — Decis. Douanes 57; Office 208.
 23 Ord. Organ. milit., p. 1893.
 — Cass. Garde nat. 433-20. — Jugem. 898-30 c.; Peine 338 c., 243, 260-20. — Procès-verb. 600.
 — Bruxelles. Rébellion 26.
 — Paris. Arbitr. 145 c.; Compét. crim. 298-30; Société 1335-20-30. — Faillite 974-10.
 — Rennes. Office 38 c., 95.
 24 Ord. Sapeurs-pompiers, p. 698.
 25 Ord. Pension, p. 771.
 — Montpellier. Notaire 860.
 — Nancy. Contr. par corps 248.
 — Poitiers. Mandat 39-20.
 26 Cass. Action possess. 320 c.; Voirie par terre 425 c., 449. — Bordeaux. Obligat. 2043 c.; Priv. et hypoth. 320.
 — Colmar. Faillite 268-20 c., 271-30 c., 559-30; Intervent. 48 c.
 — Douai. Except. 146 c.

Février.

- 26 Paris. Contrat de mar. 3797-20, 3798 c., 3989-20 c.; Vente 1193 c. — Faillite 798-20.
 — Délib. Enreg. 3846, 4302, 4481, 6218.
 — Arr. avoc. de Paris. Avocat 175.
 27 Cass. Privil. et hypoth. 550, 616 c.
 — C. C. belge. Effets de comm. 192, 200 c.
 — Bruxelles. Séparation de corps 354-30.
 — Avis. Culte 608.
 28 Cass. Contrat de mar. 1836 c., 1845. — Expert. 301-30. — Procès-verb. 593. — Instr. crim. 1709-129, 3193-30 c., 3449-20. — Instr. crim. 2020-30, 3209-20.
 — Bordeaux. Procès-verb. 9-70 c., 14 c., 105, 289 c.
 — Grenoble. Vente publ. d'immeubles 1536-10.
 — Paris. Mandat 341-20.
 — Poitiers. Mariage 921 c.
 Mars.
 1 Ord. Agent diplomat. 213.
 — Cass. Presse-out. 859-30, 940-10.
 — Metz. Assur. terrest. 157.
 — Montpellier. Prescript. civ. 846-30 c.; Prêt à intérêts 178-20, 362-10.
 — Nancy. Forêts 366.
 — Cons. d'Etat. Commune 2624. — Compét. admin. 428 c.; Voirie p. terre 1153, 1574.
 — Délib. Enreg. 1268, 3687, 3891, 3984; Presse-out. 535-10. — V. 1^{er} mars 1832.
 2 Loi. Dom. spangier 29, 30.
 — Cass. Garde nat. 483-40. — Instr. crim. 516; Jug. d'av. dire droit 87 c. — Organ. milit. 750 c. — Peine 536.
 — Aix. Expert. 366.
 — Bordeaux. Contrat de mariage 3535-30.
 — Lyon. Degré de jurid. 147-40.
 — Paris. Privil. et hypoth. 1962.
 — Decis. Enreg. 1466.
 4 Ord. Trésor public, p. 1147.
 — Cass. Commune 1996. — Privil. et hypoth. 2363 c., 2368.
 — Douai. Saisie-arrest 50-10.
 5 Cass. Cassation 1695-20. — Eau 573-30. — Enreg. 4423. — Organ. milit. 413-50. — Règlement de juges 35. — Vente 596.
 — Metz. Success. 518.
 — Pau. Contrat de mar. 3838; Minist. public 107-10 c.; Scellés 313 c.; Success. 719, 993-30; Vente publ. d'im. 24-10 c., 1221-20 c.
 — Toulouse. Success. 548, 566-20, 568 c.
 — Délib. Enreg. 6025.
 — Règlement. Organ. instruct. publ., p. 1355.
 6 Cass. Cassation 1652-240 c.; Commission. 189; Effets de comm. 49-10 c. — Compétence comm. 477.
 — Bastia. Obligat. 4771.
 — C. C. belge. Péréemption 146 c., 287.
 — Bordeaux. Degr. de jurid. 434-40.
 — Bruxelles. Exploit 262-10.
 — Douai. Disposit. entre vifs 3918-20, 3070-10 c.
 — Grenoble. Cautionn. 66.
 — Metz. Expropriat. publ. 821.
 — Paris. Obligat. 91-20.
 — Pondichéry. Jug. p. déf. 396-10, 398 c.
 — Trib. de la Seine. Consul 61.
 7 Cass. Action 189 c.; Cassation 804-40; Exploit 68-60; Jugem. 1042-110. — Cassation 678, 769. — Enreg. 4436, 4442.
 — Grenoble. Forêts 380 c., 780 c., 1509.
 — Metz. Commune 2734, 2779 c.
 8 Cass. Instr. crim. 2653; Peine 534-20 c. — Peine 134, 359, 690-10. — Presse-out. 1303-20.

Mars.

- 8 Bordeaux. Forêts 523 c., 539; Procès-verb. 585 c.
 — Nancy. Forêts 723, 737, 737-20, 815.
 — Orléans. Cassation 2177; Vente publ. de récoltes 7-20.
 — Toulouse. Compte 155.
 — Cons. d'Etat. Compét. admin. 58 c.; Instr. admin. 14-20. — Cons. d'Etat 72-50 c.; Garde nat. 26. — Trav. publ. 389-10.
 — Délib. Enreg. 454.
 9 Loi. Monument 5-40.
 — Cass. Compétence comm. 131. — Presse-out. 904-70.
 — Metz. Contr. de mar. 2354; Obligat. 4407-20 c.
 — Paris. Contr. p. corps 153-30.
 10 Ord. Avoué 27, 28.
 — Poitiers. Vente 452-40.
 11 Cass. Vente 1825.
 — Lyon. Théâtre 32.
 — Paris. Acte de commerce 245; Change 3 c.; Echange 14 c.; Monnaie 72-10 c. — Compét. admin. 137; Dom. de la cour. 91 c.; Marché de fourn. 134-80 c. — Convent. V. 5 juin 1834.
 12 Cass. Emigré 369-10; Prescript. civile 1081. — Mandat 379. — Prescript. civ. 1041. — Vente publ. d'im. 1854-20-30 c., 1956 c.
 — Metz. Commune 2743 c., 2744, 2747 c., 2771 c.; Degr. de jurid. 54 c.
 — Montpellier. Minorité 724; Paternité 163-20 c.
 — Nancy. Prescript. civ. 982 c.
 — Nîmes. Frais et dép. 394-80.
 — Délib. Enreg. 3008, 4972-40.
 — Arr. avoc. de Paris. Avocat 183, 192, 195.
 13 Cass. Chose jugée 325. — Compét. civile trib. d'arr. 297. — Faillite 531, 559-30 c., 553 c., 630-30 c., 854 c.; Responsab. 195 c. — Organ. judic. 424 c., 424-60 c. — V. 25 mars.
 — C. C. belge. Exploit 364-40.
 — Bordeaux. Appel civil 1013; Demande nouv. 256; Ordre 737; Vente publique d'im. 121. — Chose jugée 338. — Loi 843-10 c.; Reprise d'instance 70-10.
 — Bruxelles. Mariage 910.
 — Liège. Ordre 452.
 14 Cass. Acquiescem. 587. — Action 96 c.; Culte 624 c.; Degré de jurid. 28. — Commune 712 c., 864; Peine 387-20 c.; Jeu 103; Peine 241; Règlement de juges 174. — Témoin 471-20, 613-20.
 — Agen. Contrat de mar. 4262-30; Jugem. 318-10; Prescript. civ. 273 c.
 — C. C. belge. Exploit 179.
 — Bruxelles. Jugement 333-170. — Saisie-brandon 15, 22 c. — Souveraineté 57 c.
 — Dijon. Mines 644.
 — Lyon. Disposit. entre vifs 3435-10.
 15 Cass. Forêts 1180, 1196 c., 1241. — Organ. instr. publ. 323-10.
 — Amiens. Intervent. 31-10.
 — Bordeaux. Contr. p. corps 155 c., 170-30. — Vente publ. d'im. 1847-80 c., 2184.
 — Bruxelles. Arbitr. 843 c., 856, 863 c. — Exploit 740.
 — Lyon. Prescript. civ. 1104 c.
 — Nancy. Forêts 362, 423 c., 529, 623, 737-30.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 212; Organ. admin. 1015-10. — Jug. p. déf. 506-40.
 — Avis comm. int. Culte 784, 785.
 — Délib. Enreg. 1995.
 16 Cass. Forêts 414 c., 447 c., 742, 747, 1249, 1254, 1535 c. — Garde nation. 309-80, 317, 448-40, 678.
 — Bruxelles. Faux incl. 199 c., 222.
 — Paris. Bourse de comm. 368; Trés. publ. 1262-10, 1302 c.
 — Toulouse. Appel civ. 147 c.; Vente 452-30, 467 c.; Vente publ. d'im. 2117.

Mars.

- 17 Angers. Contrat de mar. 1440.
 18 Cass. Vices rédhibit. 288.
 — Bourges. Organ. milit. 414-20.
 — Dijon. Mandat 157-30.
 — Nancy. Substitut. 138.
 — Paris. Arbitr. 147.
 — Rennes. Droit marit. 2164.
 — Toulouse. Degr. de jurid. 160-20.
 — Decis. Garde nation. 345-40.
 19 Cass. Cassation 908. — Dom. engagés 45. — Jugem. 298-30. — Vices rédhibit. 288.
 — Agen. Prêt à intérêts 26-20.
 — Bordeaux. Dispositions entre vifs. 4175.
 — Toulouse. Mariage 778-60 c.; Ordre 357, 462.
 — Trib. correct. de la Seine. Médecine 209.
 — Délib. Enreg. 554, 901.
 20 Loi. Trés. publ., p. 1147.
 — Cass. Contrainte par corps 514. — Degr. de jurid. 672-10. — Disposit. entre vifs 2745-10. — Enreg. 3778, 3779 c. — Jugem. 1020-30.
 — Agen. Vente publ. d'immeubles 907.
 — Aix. Disposit. entre vifs 3438-40.
 — Douai. Usufruit 416-10.
 — Lyon. Frais et dépens 234.
 — Paris. Presse-out. 1006. — Surenchère 137-30 c.
 — Rouen. Eau 425; Industrie 211 c.
 — Toulouse. Avoué 118; Contrat de mar. 3752-20 c.
 — C. d'ass. de la Seine. Presse-out. 994-40.
 21 Cass. Dom. destr. 308-40. — Garde nation. 319-60. — Instr. crim. 1344-20. — Usage 498.
 — Grenoble. Obligat. 2898-30.
 — Liège. Disposit. entre vifs 3706.
 — Lyon. Organ. milit. 435-10 c., 439-10.
 — Paris. Faillite 395-10.
 — Solut. Enreg. 1987.
 22 Ord. Impôts indir., p. 424; Octroi 260, p. 18.
 — Cass. Garde nation. 160-30, 533, 673-40. — Garde nation. 372-40, 501-80-100, 566-30, 575, 576, 582, 641, 671-30.
 — Dijon. Forêts 1328.
 — Paris. Faillite 694.
 — Lyon. Compét. administr. 397 c.; Trav. publ. 1203-10.
 — Cons. d'Etat. Compét. administr. 63-20 c. — Manufact. 79. — Place de guerre 63, 66.
 — Circ. Commune 300. — Greffe 80-119.
 — Convent. sur la traite des noirs. V. 25 juillet 1833.
 — Délib. Enreg. 6147.
 23 Bordeaux. Disposit. entre vifs 3113-80. — Exploit 633; Ordre 888-10.
 — Bruxelles. Contrat de mar. 1069.
 — Colmar. Servitude 781-40.
 — Grenoble. Séparation de corps 372.
 — Paris. Faillite 273-20 c.; Mise en Jugem. 277.
 — Poitiers. Obligat. 3958-60.
 — Cons. d'Etat. Postes 158.
 — Instr. Enreg. 1583, 3375, 4894, 5071-30, 5073.
 24 Cass. Compét. civ. trib. d'arr. rond. 297. — Interdict. 74-10. — Organ. judic. 424-70 c. — Saisie-arrest 365 c.
 — Bastia. Loi 418-10; Succession 1095.
 — Orléans. Dom. engagés 51-40.
 — Toulouse. Prescript. civ. 444.
 26 Cass. Contrat de mar. 1891. — Disposit. entre vifs 1078 c.; Emigré 231-30. — Enreg. 3940, 5713 c.
 — Bourges. Exprop. publ. 24-40.
 — Caen. Success. 1120.
 — Colmar. Dispositions entre vifs 331-40.
 — Gand. Obligat. 2417-50.
 — Limoges. Dispositions entre vifs 854.
 — Circ. Prisons 21.
 — Délib. Enreg. 8784.

Mars.

- 26 Arr. avoc. de Paris. Avocat 101, 195, 448.
 27 Cass. Droit civ. 270. — Except. 157 c. — Obligat. 1096. — Prescript. civ. 833; Propriété féod. 194.
 — Bordeaux. Contrat de mar. 2644. — Dem. nouv. 116-40; Obligat. 3933 c., 3104-50. — Presse-out. 1261-30; Vente publ. d'immeub. 1314-20, 1332.
 — C. C. belge. Disposit. entre vifs 1340.
 — Metz. Procès-verbal 633.
 — Nîmes. Prescript. crim. 96-30, 167 c. — Péréemption 127-30.
 — Paris. Référé 167 c. — Surenchère 104-30, 223-20 c.
 28 Cass. Instr. crim. 2641, 2933 c. — Instr. crim. 344-10 2183-30; Lettre miss. 31-20 c. — Success. 980.
 — Angers. Contumace 61, 62 c. — Mandat 69-20 c., 218 c.; Responsab. 350.
 — Bordeaux. Domicile élu 22-40 c.; Obligat. 2204 c., 2322-30; Priv. et hypoth. 2166 c. — Exploit 221-50, 455-10 c.
 — Grenoble. Trav. publ. 1037-10.
 — Metz. Cautionnem. 114; Obligat. 484 c., 4122 c., 4176-30 c. — Forêts 1657.
 — Rennes. Séparat. de corps 204.
 — Riom. Obligat. 364-20.
 — Circ. Douanes 533; Impôts indir. 37; Octroi 260, p. 18.
 — Délib. Enreg. 4693.
 29 Cass. Crimes contre l'Etat 144-20, 151. — Instr. crim. 1649. — Organ. colon. 219. — Usup. de costume 23.
 — Bordeaux. Commune 2371, 2372.
 — Grenoble. V. 23 mars.
 — Lyon. Obligat. 2432-40. — Priv. et hypoth. 326.
 — Nîmes. Dom. de l'Etat 399-10 c., 353.
 — Cons. d'Etat. Commune 2210; Instr. administr. 18-50.
 — Avis comm. int. Commune 2438.
 — Délib. Enreg. 283, 329.
 30 Cass. Cassation 1924-30. — Garde nation. 345-40. — Organ. instr. publ. 335-10.
 — Douai. Louage d'ouv. 116 c., 117-10; Trav. publ. 89 c.
 — Lyon. Contrat de mar. 3634.
 — Metz. Faillite 76, 1354; Obligat. 2339 c., 2343 c.; Prescript. civ. 900-30 c.; Responsab. 396 c.; Tierce-opposit. 233 c.; Vente 339-50 c.
 — Nancy. Voirie par terre 1337-20.
 — Nîmes. Forêts 740 c.; Procès-verb. 608.
 — Pau. Chose jugée 99-40 c., 378 c.; Commune 2571; Louage locat. perpét. 8; Obligat. 1344.
 — Rennes. Mariage 698-70.
 — Decis. Garde nat. 452.
 — Instr. Annistie 117.
 — Solut. Garantie nation. 293.
 31 Loi. Lois codifiées 2-20; Société 815, p. 380.
 — Lyon. Expropriat. publ. 70.
 — Solut. Enreg. 1987, 4430 c.
 Avril.
 1 Cass. Appel civ. 881.
 — Angers. Crimes contre les personnes 214-10; Responsab. 182-10 c.
 — C. C. belge. Exploit 108-10.
 — Besançon. Forêts 528.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 6361.
 2 Arrêté. Organ. de l'Algérie 392.
 — Cass. Action 410 c.; Conclusion 45 c.; Droit civil 302 c., 314-20, 384-10 c.; Jugem. 1005-30 c.; Faillite 1145-20 c.; Prêt à inter. 89-10-30; Privil. et hypoth. 2397 c., 2436-10 c.
 — C. C. belge. Enreg. 218; Obligat. 2509.

Avril.

- 2 Bordeaux. Appel civ. 588 c.; Interdict. 121 c., 141; Intervent. 74 c. — Contravent. 803; Gendarmerie 44 c.
- Colmar. Culte 497-10, 501 c.; Obligat. 404 c.
- Toulouse. Deg. de jurid. 147-50.
- Trib. de Vervins. Enreg. 3852 c., 3931.
- 3 Cass. Action poss. 480 c., Prescript. civ. 263 c., 315, 571-10 c.; Preuve 32 c.; Propriété 674-40; Usage 190-20 c. — Disposit. entre vifs 1718-10.
- Bruxelles. Except. 269.
- Avis com. int. Hospices 168.
- 4 Cass. Attentat aux mœurs 121. — Instr. crim. 1244-10. — Instr. crim. 1769-50, 3818-30 c.; Témoin 609-30. — Organ. milit. 850-10.
- Décis. Douanes 128-80. — Enreg. 1998.
- 5 Cass. Instr. crim. 1718-40.
- Gand. Contrat de mar. 1161; Obligat. 3939 c. — Disposit. entre vifs 3021; Obligation 3498 c.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 14. — Commune 1478. — Cons. d'Etat 334; Enquête 62-30; Marché de fourrai. 58-80. — Exprop. publ. 13-60. — Manufact. 180.
- Delib. Enreg. 4497.
- 6 Loi. Droit civil 371.
- Cass. Commune 998; Contravent. 113 c. — Frais et dépens 1033; Instr. crim. 1718-40. — Garde nation. 325, 385-30, 398, 583, 613, 654-30. — Instr. crim. 349. — Poids et mesures 128-80 c., 145, 158 c.
- 8 Ord. Forêts 445.
- Solut. Enreg. 2644.
- 9 Cass. Chose jugée 50-30 c.; Droit marit. 988; Expert. 300-30 c. — Contr. par corps 528.
- Bourges. Vente 1840.
- 10 Cass. Enreg. 6141; Privil. et hypoth. 3874 c. — Jugem. 998-130 c.; Enquête. 2568-10. — Organ. milit. 435-40. — Société 1693-10.
- Paris. Chose jugée 216-30.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1300.
- 11 Cass. Except. 340. — Instr. crim. 3621-20, 3709. — Privil. et hypoth. 800; Vente publ. d'im. 517-10 c.
- 12 Arrêté. Organ. instr. publ. 398.
- Cass. Domm. destr. 211, 214 c. — Instr. crim. 1195-30 c., 1196-20 c. — Faux 260. — Instr. crim. 1091 c.; Vol 440. — V. 11 avril.
- Paris. Accessoire 57 c.; Disposit. entre vifs 3592. — Arbitrage 90, 1178 c.
- Delib. Agrée 37.
- 13 Cass. Chasse 90, 101 c. — Commune 644, 649 c., 1152 c., 1180, 1227. — Forêts 1814; Prescript. crim. 173 c. — Forêts 1938-40. — Postes 117.
- Douai. Louage d'ouvriers 116 c., 117-20. — Trav. publ. 682 c.
- Paris. Mariage 659.
- Toulouse. Obligat. 1202-70 c.
- Cons. d'Etat. Théâtre 100.
- 14 Bordeaux. Presse-outrage 855.
- 15 Cass. Action poss. 643 c.; Chose jugée 161; Commune 1603-60, 1787 c.; Except. 370, 691 c., 665 c.; Frais et dépens 47-30; Servitude 1066, 1071 c.
- Aix. Compét. civ. trib. d'arr. 228.
- Douai. Except. 79.
- Gand. V. 5 avril.
- Liège. Privil. et hypoth. 1606-10.
- Paris. Bourse de commerce 386, 387 c.; Cautionn. de fonctionn. 70 c.; Seclens 187.
- Circ. Prisons 17, 20, 42, 43, 44, 74.
- 16 Cass. Action poss. 57. — Bourse de comm. 403 c., 407; Cassat. 1858 c.; Trésor public 1432 c., 1434 c. — Cassation 1636-50; Contrat de mar. 2828, 2957 c. — Jugem. 17-70; Usage 578-0 c. — Jugem. 982-40.

Avril.

- 16 Nancy. Deg. de jurid. 87, 381-50. — Paris. Référé 94-20 c., 169. — Delib. Enreg. 1780.
- 17 Loi. Pension, p. 771; Trés. publ. 515.
- Cass. Appel incid. 102. — Contr. p. corps 420. — Enreg. 5349, 5557. — Jug. p. déf. 335-30.
- Alger. Notaire 287 c., 288-30 c.; Responsab. 406, 414-10 c.
- C. Cass. belge. Jugem. 308-70; Pérempt. 372, 377-10 c.
- Paris. Obligat. 3128.
- Trib. de Saint-Quentin. Avocat 281; Enregist. 5327.
- Décis. Douanes 484.
- 18 Cass. Cassation 1673-10 c.; Instr. crim. 2855-10; Vol 208. — Chose jugée 101-30; Compét. admin. 221 c.; Emigré 407 c.; Hospices 480 c.; Loi 66-30 c. — Instr. crim. 2258-20, 2693. — Octroi 362-10. — Org. judic. 632. — Poids et mes. 162-80, 166-40.
- Aix. Disposit. entre vifs 8917.
- C. G. belge. Jugem. 808-70.
- Bordeaux. Cautionnem. de fonctionn. 105. — Contrat de mar. 2861.
- Douai. Douanes 914-10.
- Nîmes. Forêts 728.
- Paris. Acquissem. 823; Tierce-opposit. 68 c.; Vente publique d'im. 725. — Effets de comm. 223. — V. 12 avril.
- Cons. d'Etat. Dom. extraord. 25, 33 c.; Emigré 807-10. — Pension 191 c., 193.
- Circ. Notaire 658 c., 684 c., p. 592.
- Arrêté avoc. de Paris. Avocat 413.
- 19 Cass. Appel crim. 219. — Contravent. 51; Peine 837-10. — Forêts 371, 422 c. — Garde nat. 406-90.
- Bordeaux. Acte de comm. 187. — Contr. p. corps 987.
- Dijon. Obligat. 2501-30; Vente 1285 c., 1357 c.
- Douai. V. 18 avril.
- Limoges. Discip. 180, 184-20 c.
- Paris. Société 1628.
- 20 Cass. Abus de conf. 120 c.; Garde nat. 464-20. — Forêts 480. — Garde nat. 686.
- Bruxelles. Except. 79.
- 21 Cass. Mariage 567.
- Colmar. Arbitr. 198.
- Montpellier. Obligat. 5168, 3259 c.
- Paris. Acte de l'état civ. 28; Patente 523-30 c.
- Rennes. Enreg. 5329.
- Décis. Instr. crim. 1284.
- 22 Loi. Culte, p. 719; Dom. de l'Etat, p. 99; Organ. colon. 316; Org. instr. publ. p. 1356; Sel, p. 862; Trésor public, p. 1167.
- Cass. Biens 130; Enreg. 2903 c., 2970 c. — Contrat de mar. 3960-40. — Disposit. entre vifs 1668-40. — Exploit 546-80.
- Bordeaux. Arbitr. 669.
- Bourges. Commune 1270.
- Rennes. Appel civil 1090 c., 1091.
- Delib. Enreg. 2912, 3196.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 178.
- 23 Loi. Obligat., p. 58; Org. colon. 58 c., 78 c., 145, 451, p. 1093, 1094; Sel, p. 862; Trésor public 658, 677, 828, 830, 841 c.; Voirie par terre, p. 200-70.
- Cass. Acquissem. 579; Distrib. par contrib. 149 c.; Ordre 571-20 c. — Commune 1423. — Commune 1884 c., 1829; Jugem. 61-50 c., 66-20. — Enreg. 4021. — Ordre 867-40 c. — Responsab. 680-30.
- Dijon. Mise en jugem. 174.
- Paris. Effets de comm. 978. — Vente 1226-20.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1452.
- Trib. de Toulon. Organ. marit. 514 c.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 944-40. — Prises marit. 70-30 c.

Avril.

- 25 Cass. Commune 712 c., 2237. — Chose jugée 460, 498-30 c. — Enreg. 3601. — Frais et dépens 1034. — Instr. crim. 1085-20, 1606, 1626-40, 1928. — Minist. publ. 117 c., 118, 121; Obligat. 371 c.; Requête civ. 126-30 c. — Organ. judic. 635. — Poids et mesures 128-50, 138-10, 148-10.
- Bordeaux. Cautionn. de fonct. 46 c., 105; Disposit. entre vifs 3923. Tierce-opposit. 229.
- Nancy. Obligat. 5194-50, 5051.
- Orléans. Paternité 460.
- Cons. d'Etat. Garde nat. 283 c., 241-10. — Patente 208. — Voirie par eau 89, 116. — Voirie par terre 242, 286, 303, 575-10.
- 26 Loi. Grains, p. 542; Sucre 5, 44.
- Ord. Pêche marit. 10, 20.
- Cass. Garde nat. 421, 512, 527. — Presse-outr. 1105-30 c., 1107-30.
- Aix. Compét. admin. 132.
- Douai. Douanes 284-30.
- Paris. Assurances terr. 205. — Disposit. entre vifs 450. — Interdict. 297-20 c., 307-40. — Mariage 49 c., 288-10 c.
- Delib. Enreg. 4946.
- 27 Cass. Cassation 377 c. — Forêts 1720. — Forêts 1179, 1185 c., 1596. — Garde nat. 56, 544-10, 572-30, 576. — Garde nat. 154-10 c., 260, 265, 407-10, 487-40 c. — Garde nat. 262, 286, 645. — Garde nat. 446 c., 448-50, 466-20 c. — Garde nat. 421, 444.
- Bourges. Obligat. 4742-10 c., 4763-30.
- Paris. Appel crim. 18; Instr. crim. 427 c.
- 28 Circ. Douanes 594, 616.
- 29 Cass. Action 127; Usage 893 c. — Commission. 127.
- Liège. Compét. comm. 102.
- Montpellier. Forêts 728.
- Toulouse. Commune 1546.
- Circ. Garde nat. 73, 78-20.
- Décis. Commune 308; Garde nat. 128, 155-10.
- Delib. Enreg. 3196.
- 30 Loi. Voirie par eau, p. 740-60.
- Ord. Organ. colon. p. 1094.
- Cass. Disposit. entre vifs 189. — Disposit. entre vifs 189, 1172; Privil. et hypoth. 1048-30 c.; Puissance paternelle 88 c. — Enreg. 5149. — Réclamation 54. — Servitude 1078. — Vente 1261.
- Aix. Disposit. entre vifs 1122.
- Bordeaux. Jugem. par défaut 388. — Louage 712.
- Dijon. Usage 518-30, 519 c.
- Lyon. Jugem. par défaut 282-30.
- Metz. Disposit. entre vifs 3128; Responsab. 441-10.
- Trib. de la Seine. Contrainte par corps 316.
- Circ. Douanes 132.
- Delib. Enreg. 6283.
- Traité. V. 1^{er} octobre 1822.

Mai.

- 2 Cass. Crimes contre l'Etat 35 c.; Instr. crim. 2675-30; Rébellion 32 c. — Faux 178. — Forêts 318-30, 1075 c. — Instr. crim. 2855-30, 2998. — Propriété 113, 114, 399-20; Voirie par eau 111.
- Bordeaux. Presse-outr. 889-30.
- Lyon. Contrat de mar. 3632, 3633 c., 3698 c.
- Paris. Référé 178 c.
- 3 Arrêté. Culte 155.
- Cass. Appel crim. 107 c.; Commune 693-30, 719-30, 984 c., 1313 c.; Eau 455 c.; Loi 88 c. — Douanes 950.
- Aix. Loi 501-30.
- Bordeaux. Obligat. 1744. — Success. 2042, 2047.
- Douai. Vagabondage 82 c.

Mai.

- 3 Rennes. Dispositions entre vifs 4224-20.
- Cons. d'Etat. Commune 1884-10, 1707 c. — Instr. admin. 12-110. — Organ. admin. 1025; Tierce-opposit. 278-50 c., 281-30.
- Delib. Enreg. 1755.
- 4 Ord. Organ. marit. p. 1667.
- Cass. Douanes 793; Procès-verbal 302 c., 379 c. — Frais et dépens 994-50. — Impôts indir. 498. Voirie par terre 2033.
- Bordeaux. Surenchère 191-10.
- Delib. Enreg. 4780.
- 5 Ord. Peine, p. 556.
- 6 C. G. belge. Enreg. 4609.
- Paris. Référé 199 c.
- 7 Cass. Arbitr. 570; Cassation 1840-80 c. — Cassation 1874-80. — Emigré 225, 312-50 c.; Jugem. par défaut 60-30. — Enreg. 5490-30, 5624 c. — Obligat. 3049 c.; Paternité 539-10.
- Bordeaux. Enquête 459.
- Paris. Mise en jugem. 360-30.
- Poitiers. Arbitr. 1188 c., 1294; Exploit 570.
- Cons. d'Etat. Octroi 296.
- Delib. Enreg. 5952.
- Solut. Enreg. 6217.
- 8 Arrêté. Organ. de l'Algérie 381.
- Cass. Arbitr. 467 c., 468 c., 664 c., 1150; Obligat. 834 c. — Compét. admin. 124 c.; Obligat. 1891-10; Trés. publ. 609 c.
- Bastia. V. 13 février 1833.
- Douai. Vente 1039.
- Paris. Compét. comm. 250 c.; Faillite 843-70; Succession 1149 c.
- Rennes. Appel civ. 139. — Success. 478.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5057.
- Delib. Enreg. 4530.
- 9 Loi. Enreg. 3286-60.
- Ord. Trés. publ., p. 1147.
- Cass. Cassation 595. — Commerce 81; Obligat. 4107-20 c. — Disposit. entre vifs 2698. — Instr. crim. 1773-30. — Témoin 633.
- Bastia. Success. 66-20.
- Bordeaux. Jugem. 163-40.
- Grenoble. Obligation 3885-10 c., 3960-40.
- Nancy. Deg. de jurid. 202.
- Paris. Arbitr. 1091 c., 1272, 1321 c., 1325 c. — Disposit. entre vifs 2156; Privil. et hypoth. 2913.
- Pau. Impôts indir. 180.
- Poitiers. Eau 565-90.
- Trib. de Versailles. Enreg. 1779.
- 10 Loi. Enreg. 8280-70.
- Bordeaux. Obligat. 5204-20.
- Grenoble. Exploit 545-40.
- Poitiers. Notaire 504-40.
- Rouen. Contrat de mar. 1890.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 196-50, 207-10; Cour des comptes 51, 55 c. — Instr. administ. 13-100. — Voirie par terre 1301.
- Delib. Enreg. 4882.
- Instr. Enreg. 5098.
- 11 Cass. Cassation 161 c., 204 c., 981, 964 c., 967 c., 968 c.; Loi 827-20; Presse-outrage 1058 c., 1081-10, 1441-20 c., 1444-20. — Organ. judic. 700.
- Agen. Contr. de mar. 3751; Saisie-arrest 136-30 c. — Success. 544-30.
- Bordeaux. Contrat de mar. 6249. — Success. 501-20, 603-40, 678, 1316 c.
- Bruxelles. Crimes contre les personnes 271.
- Lyon. Vente 1916-30 c., 2084.
- Rouen. Qualité 31-30 c.
- 12 Ord. Trés. publ. 832, p. 1147.
- Circ. Organ. milit. 297.
- Décis. Enreg. 6218.
- 13 Ord. Organ. colon., p. 1094.
- Cass. Acquissem. 90 c., 778 c.; Vente publ. d'immeub. 1690. — Médecine 188-30 c.; Obligat. 577 c., 2788-20 c., 2974 c.; Vente 1387 c., 1427.

Mai.

- 13 Aix. V. 31 mai.
- Bordeaux. Except. 206.
- Colmar. Commissionnaire 395, 404 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3253.
- Dépêche. Organ. marit. 317.
- 14 Cass. Compét. comm. 516 c.; Droit marit. 203 c., 455. — Rentes foncières 65; Success. 2078 c., 2095-20, 2125-20 c.
- Aix. Contrat de mar. 157.
- Lyon. Mines 48 c. — Obligat. 4141, 4176-30 c.
- Metz. Faillite 1395-20; Instr. crim. 446-40.
- Nancy. Commune 2380.
- 15 Cass. Mines 296-40 c. — Success. 1921, 1985-40.
- Agen. Disposit. entre vifs 1620.
- Bastia. Chose jugée 539-20.
- Bordeaux. Success. 2098 c., 2101.
- Douai. Appel civ. 418 c.; Arbitr. 1188.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 610, 724.
- 16 Cass. Référé 92 c.
- Delib. Enreg. 5429.
- 17 Cass. Forêts 318-30 c., 1115. — Instr. crim. 1951-20, 3590. — Procès-verbal 59-30. — Quest. préjud. 181-10. — Renvoi 126.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 2821-10, 2999-20; Obligation 3414 c.
- Douai. Voiture 378 c., 429-10 c. — 30 c., 434-40.
- Lyon. Arbitrage 1263 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 290.
- Nancy. Except. 290-20. — Exploit 62-40 c.
- Cons. d'Etat. Commune 1929-10, 3476. — Désistement 208. — Forêts 1362; Procès verb. 636. — Impôts dir. 197-20, 265-10. — Pension 242.
- Décis. Enreg. 6295.
- 18 Cass. Instr. crim. 2653-20; Peine 565-10 c. — 30 c. — Loi 375.
- Agen. Ordre 928-10.
- Lyon. Privil. et hypoth. 2967-10 c., 2981, 2994 c.
- Paris. Arbitr. 448 c., 463 c., 987, 1153 c., 1154 c., 1168 c.
- Pau. Obligat. 1407, 1461-10 c.
- Riom. Compét. admin. 165-60 c.; Notaire 46 c., 61-10.
- Rouen. Mandat 481.
- Trib. correct. de la Seine. Médecine 209.
- Décis. Enreg. 793.
- 19 Bruxelles. Biens 123 c.; Privil. et hypoth. 368-30.
- 20 Bordeaux. Droit marit. 2229.
- Limoges. Jugem. 584-10.
- Paris. Compét. admin. 289; Dom. de l'Etat 247-40 c.; Vente admin. 295.
- Circ. Hospices 325.
- Delib. Enreg. 3813.
- 21 Cass. Action 210 c.; Action poss. 77; Degré de jurid. 558-60 c.; Enquête 617. — Cassation 1584-40 c.; Disposit. entre vifs 2599, 2603-10 c., 2609 c., 2610 c. — Organ. judic. 123. — Organ. milit. 414-40 c., 435-10. — Vente 1956-80.
- Amiens. Assurances terrest. 62.
- Bourges. Dispos. entre vifs 2624.
- Gand. Minorité 485 c., 469 c.
- Limoges. Usage 186, 426 c.
- Trib. de Bar-sur-Aube. Enregist. 4363.
- Arrêté avoc. de Paris. Avocat 314.
- 22 Cass. Action poss. 159, 635 c. — Banque 107 c.; Enreg. 1794. — Deg. de jurid. 330. — Dispos. entre vifs 1998 c.; Succession 1099, 1102-40. — Effets de commerce 716; Obligat. 5538 c. — Enreg. 2240, 3943 c.
- Agen. Vente 1348-40.
- Gand. Degré de jurid. 202.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 2187-30.
- Circ. Impôts indir. 143.
- Décis. Enreg. 5952.

Mai.

- 23 Cass. Cassation 783; Frais et dépens 1012 c. — Cautionnem. 48, 345 c. — Faux 260 c., 276. — Forêts 318-40 c., 710. — Garde nat. 402-20. — Quest. préjud. 161-50. — Voirie p. terre 1896. — Paris. Propriété littér. 437.
- 24 Ord. Mines 249.
- Cass. Appel crim. 165 c.; Instr. crim. 512. — Cassation 161 c., 961, 968 c.; Loi 527-30; Presse outrage 1081-10, 1441-20 c., 1444-20. — Octroi 248-10. — Organisation. judic. 700. — Témoin 370-10.
- Aix. Octroi 355-10.
- Gan. Biens 123 c.; Privil. et hypoth. 362-20, 386-20 c.
- Nancy. Exploit 426; Huissier 103 c.
- Pau. Contrat de mar. 3202-20, 3530.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2192, 2197.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 160 c. — Mines 254. — Théâtre 29-10, 328 c.
- Delib. Enreg. 3028, 4618, 4621.
- 25 Cass. Compét. crim. 724.
- Montpellier. Société 832.
- Paris. Prescript. civ. 1088-10. — Référé 137 c., 219-120 c. — Société 1534.
- 26 Ord. Avoué 38; Travaux publics, p. 851; Wattingues 17, 24, p. 1357.
- Colmar. Arbitr. 1284 c., 1290, 1291 c.
- 27 Bordeaux. Vente publique d'imm. 561-40, 571 c.
- Colmar. Appel civil 1188.
- Circ. Mat. d'or et d'arg. 123.
- 28 Cass. Faillite 373-50.
- Dijon. Usage 518-10.
- Nancy. Arbitrage 1071 c., 1147, 1154 c., 1165 c. — Assur. terr. 13 c.; Usage 395-10, 405-10 c., 426 c. — Procès-verb. 589-20 c.
- Rennes. Vente 370.
- Delib. Enreg. 3644.
- 29 Cass. Droit civil 311 c., 314-30; Except. 111-40 c. — Enregistr. 1430.
- Bruxelles. Désaveu 23; Pérempt. 253; Reprise d'inst. 55 c.
- Grenoble. Instr. crim. 150-60.
- Nîmes. Prescript. civ. 566-10.
- Trib. de Cherbourg. Enreg. 6000.
- 30 Cass. Faux 306. — Frais et dep. 1035-50. — Garde nat. 120-30, 398-10, 517-60, 519-10-30, 532-30 c., 688 c. — Instr. crim. 1110-40; Jugem. 758-10 c.
- Toulouse. Privil. et hypoth. 1903.
- Trib. de Nauriac. Enreg. 1135.
- 31 Ord. Commune 1189; Manufact. p. 6.
- Cass. Appel crim. 219. — Force maj. 46 c.; Forêts 707 c., 1140. — Garde nat. 440-30, 671-60. — Pêche fluv. 108 c., 131.
- Aix. Arbitr. 82 c., 703 c., 936 c., 993 c., 1306 c., 1323; Loi 553-10 c.; V. 3 mai.
- Lyon. Trav. publ. 1146-30.
- Nancy. Prescript. civ. 452; Usage 127-50 c., 452-60.
- Rennes. Droit marit. 1140.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 173.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 71. — Trav. publ. 417-30, 492-10 c., 506-40, 518-20, 531-30.
- Avis com. int. Secours publ. 391.

Juin.

- 1 Cass. Garde nation. 266, 819-20, 517-10, 532-30. — Impôts indir. 589-30; Procès-verbal 164-60 c. — Vagabondage 111, 112 c.
- Bruxelles. Dénonciat. calomn. 35.
- Metz. Action 206 c.; Référé 233.
- 2 Ord. Cons. d'Etat. Trav. publ. 506-20.

Juin.

- 3 Cass. Impôts indir. 467.
- Angers. Instr. crim. 215; Poudres 43 c.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 2918-30, 3085-10.
- 4 Cass. Demande nouvelle 81-10; Propriété féodale 162-30; Jugem. 56-20, 998-150 c.; Obligat. 297-10; Recusat. 76.
- Obligat. 1077 c.; Usage 453-30.
- C. c. belge. Commissionn. 208; Prescript. civ. 274 c., 278 c.
- Gand. Louage 337-40 c., 548-20.
- Lyon. Vente publ. d'imm. 338 c., 985.
- Metz. Appel civil 132; Huissier 95.
- Toulouse. Emigré 201-60.
- Trib. correct. de Paris. Presse-outr. 848-20.
- Cons. d'Etat. Trésor publ. 398.
- 5 Cass. Contr. de mar. 3247. — Jugem. d'av. dire droit 5-40 c., 21-50; Obligat. 5303-30. — Jugem. d'av. dire droit 26-90.
- Obligat. 1112 c.; Privil. et hypoth. 1181.
- Bordeaux. Transact. 22-40.
- Liege. Contrat de mar. 1637.
- Metz. Commune 2682 c., 2664, 2665 c., 2683, 2692 c., 2743, 2753; Demande nouv. 136-10 c. — Forêts 332, 1583 c.
- Rennes. Evasion 60.
- Delib. Enreg. 5276.
- Solut. Enreg. 806.
- 6 Cass. Appel crim. 44. — Substitut. 159, 277.
- Agen. Obligat. 4546 c.
- Bordeaux. Notaire 552 c., 754-20 c., 854.
- Riom. V. 6 juin 1832.
- Trib. de la Seine. Cautionnem. de fonct. 75 c., 81.
- Decis. Douanes 179, 342.
- 7 Cass. Impôts indir. 515 c., 578. — Loi 554-10 c.; Poudres 20. — Médecine 54-20, 55, 150-30. — Reglem. de juges 175, 191.
- Nancy. Appel civ. 762; Exploit 374-20 c.
- Toulouse. Appel incid. 141; Orde 977-10 c.
- Decis. Enreg. 684, 714.
- Delib. Enreg. 1513.
- 8 Cass. Garde nation. 255, 309-10, 359-50 c., 421, 445, 562-30. — Pêche fluviale 122-10, 138.
- Bruxelles. Dénonciat. calomn. 70, 138.
- Decis. Douanes 100.
- 10 Loi. Trés. publ. 289, 320, 328 s., 329, 331, 332, 335 s., 338, 341, 1118, p. 1148.
- Cass. Acte de l'état civ. 132, 133 c.; Compulsoire 30 c.; Paternité 266 c.
- Aix. Contrainte par corps 439; Effets de comm. 159 c.; Mandat 90-10 c.
- Bordeaux. Dispositions entre vifs 3457.
- Bruxelles. Saisie exécut. 343.
- Paris. Biens 123 c. — Faillite 130-20 c., 674. — Obligat. 1939 c.; Ordre 528-20; Privil. et hypoth. 1974, 2180-20.
- Cons. d'Etat. Commune 202.
- 11 Cass. Cassation 1153 c., 1168. — Forêts 1639, 1651 c., 1656 c.; Obligat. 4448-10 c. — Servitude 1075.
- Besançon. Abus de confiance 130 c.; Garde nation. 464-20.
- Lyon. Contrat de mariage 1055; Mariage 870 c.
- Paris. Loi 58-10.
- Rennes. Demande nouv. 189. — Except. 333.
- Cons. d'Etat. Marais 24.
- Delib. Enreg. 2321, 4396, 4416, 5064, 5399, 5417 c., 5922. — Presse-outr. 394.
- Arrêté avoc. de Paris. Avocat 182, 324.
- 12 Cass. Appel civ. 697 c.; Exploit 623-30. — Trav. publ. 820.
- Colmar. Commune 1919.

Juin.

- 12 Orléans. Obligat. 4903.
- Paris. Contr. de mar. 3340-10.
- Trib. de Reunnes. Enreg. 5200.
- Circ. Forêts 1713, 1714.
- Delib. Agrée 64.
- 13 Cass. Emigré 381-30. — Garde nat. 471-10. — Instr. crim. 3050-10-40. — Pêche fluviale 149.
- Agen. Tierce-opposit. 164.
- Bordeaux. Compét. civ. 267; Obligat. 4876-30 c.
- Rennes. Acte de comm. 278.
- 14 Loi. Trés. publ. p. 1148.
- Ord. Dom. de l'Etat, p. 99; Voie publ. 6-110.
- Cass. Instr. crim. 2014-20. — Jugem. 811-20; Procès-verbal 206 c. — Organ. Judic. 312 c., 813 c. — Presse-outrage 174 c., 189 c., 485-20.
- Bordeaux. Appel civ. 644 c., 716.
- Caen. Office 380, 388 c.
- Nancy. Appel incid. 167, 178; Appel crim. 189, 224 c.
- Nîmes. Servitude 633.
- Paris. Agrée 67; Compét. comm. 284; Faillite 1063 c.
- Delib. Enreg. 2535.
- 15 Cass. Action 235 c.; Instr. crim. 109-30 c.; Intervent. 37 c.; Médecine 162, 163 c.; Tierce-opposit. 54 c. — Forêts 1227.
- Bordeaux. Except. 518; Instr. par écrit. 89 c.
- Lyon. Obligat. 4846.
- Nancy. Deg. de jurid. 397-60.
- Paris. Notaire 688-20; Vente publ. de meubles 34-20, 45. — Référé 119 c.
- Pau. Perempt. 202 c., 305-40.
- Rouen. Obligat. 4759.
- Toulouse. Substitut. 165.
- Trib. du Havre. Enreg. 6016.
- 16 Arrêté. Mines 34, 81.
- 17 Cass. Prescript. civ. 630.
- Bourges. Prescript. civ. 882-10.
- Trib. de Charleroy. Mines 382.
- Decis. Notaire 842.
- Delib. Avoué 281; Enreg. 5327.
- 18 Cass. Commissionn. 311 c., 410, 411 c., 425 c., 433 c. — Privil. et hypoth. 938. — Privil. et hypoth. 1452 c.; Success. 785-10 c., 794.
- Agen. Disposit. entre vifs 2335-50 c.; Vente 1180-20, 1201-30 c.
- Nancy. Privil. et hypoth. 2115-10; Vente 1423 c., 1740 c., 1762 c., 1813-10.
- Delib. Enreg. 1068.
- Arrêté avoc. de Paris. Avocat 183.
- 19 Cass. Privil. et hypoth. 1164-10, 1452-30, 1545-40; Transcript. 430 c.
- Bastia. Contrainte par corps 510; Obligat. 2748 c.
- Paris. Référé 100.
- Tribunal de Draguignan. Enreg. 2496.
- 20 Cass. Dom. engagés 18-80-90 c., 76 30, 109-50 c. — Instr. crim. 1974, 2714-30, 2733 c., 2746. — Instr. crim. 2188-60, 2983 c., 2993-20; Témoin 581 c. — V. 29 juin.
- Bordeaux. Exploit 58-100.
- Grenoble. Chose jugée 185. — Forêts 733.
- Limoges. Substitut. 120.
- Nîmes. Forêts 1737.
- Orléans. Commiss. priseurs 22 c.; Vente publ. de meubles 48.
- Paris. Théâtre 164-20. — Vente publ. d'imm. 2101.
- 21 Ord. Organ. admin. 965-10; Org. marit. p. 1687; Prud'hommes p. 535.
- Cass. Acte de l'état civil 238. — Instr. crim. 1778-30. — Org. marit. 975-10, 1029 c., 1035 c. — Prisons 108 c.
- Bordeaux. Jugem. par défaut 79-70.
- Paris. Médecine 171-10, 309. — Obligat. 559-20. — Reglem. de juges 125-20.

Juin.

- 21 Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 100-110. — Desistement. 214. — Garde nat. 46, 226, 229. — Organ. admin. 890-10, 965-20. — Théâtre 45-20, 331 c., 334 c. — Travaux publ. 417-40, 743, 1118-10, 1132-40. — Vente admin. 171-70, 331-20.
- Delib. Enreg. 448.
- 22 Loi. Organ. admin., p. 810; Serment, p. 7; Trés. publ. 734; Ville de Paris 41; Voirie par terre 1226.
- Cass. Enreg. 2275 c.; Privil. et hypoth. 2201.
- Agen. Contrat de mar. 3359-30.
- Bordeaux. Acte de comm. 280, 282; Prêt 191-10 c.; Société 618 c.
- Bruxelles. Enquête 238-30.
- Caen. Normandie 72 c.
- Metz. Enquête 559.
- Paris. Disposit. entre vifs 4414-60. — Médecine 151, 166 c.
- 23 Ord. Organ. colon. 1037; Traitement internat. p. 526.
- Cass. Commiss. priseurs 49.
- Bastia. Obligat. 2885-40, 3920 c., 3947 c.; Success. 2009 c.
- Bordeaux. Jugem. par défaut 89-10; Référé 79 c.
- Decis. Presse-outr. 394-20.
- Instr. Enreg. 684.
- 25 Ord. Organ. colon. 93, p. 1094.
- Cass. Jugem. 84-30, 275 c.; Papier monnaie 40. — Jugem. 285-10; Minist. publ. 190; Vérificat. d'écrit. 134 c.
- Metz. Privil. et hypoth. 1410.
- Pau. Surenchère 184.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 250.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 316.
- 26 Cass. Arbitr. 925, 1158 c. — Prescript. civ. 853. — Propriété 528-10.
- Agen. Faux incid. 212.
- Nancy. Contrat de mar. 1416, 4010-60. — Obligat. 5137. — Péremption 227 c. — Prescript. civ. 809-10.
- Paris. Référé 139-20 c.
- Circ. Trésor publ. 1233.
- Solut. Enreg. 4317.
- 27 Loi. Monument 13; Trésor publ. p. 1148; Voirie par terre, 40, 85, p. 200.
- Cass. Instr. crim. 1389, 1391 c., 1626-10, 3091-50. — Instr. 1839-10, 2149, 2644, 3589; Jugem. 766 c.; Témoin 598 c. — Obligat. 633. — Peine 319.
- Bordeaux. Demande nouv. 189.
- Colmar. Responsab. 745.
- Douai. Peine 328-40.
- Lyon. Paternité 304.
- 28 Loi. Culte, p. 719; Dom. de la cour. 81; Impôts dir. p. 271; Impôts indir. 140, p. 425; Monument 25 c.; Octroi 258 s.; Organ. admin. 757; Organ. instr. publ. 204, 225, 247, 490, p. 1356, 1358; Trésor publ. p. 1148; Voirie 311, 319-10, p. 1036.
- Ord. Avoué 38; Douanes, p. 603; Halles 14, 24; Hospices, p. 78; Secours publ., p. 772.
- Cass. Instr. crim. 3050-30, 3164, 3239-10.
- Grenoble. Servitude 623-20.
- Lyon. Servitude 892-40, 1185 c.
- Paris. Forêts 1008. — Propriété littér. 95. — Référé 138-10.
- Poitiers. Enquête 48 c., 175.
- Toulouse. Faillite 129.
- Delib. Enreg. 385, 783, 1383, 2659.
- 29 Loi. Voirie par chemins de fer, p. 855-120.
- Ord. Douanes, p. 603; Trésor publ., p. 1148.
- Cass. Contumace 15, 16-10 c., 18 c., 34 c. — Instr. crim. 1636-40, 1730-30. V. 20 juin.
- Agen. Emigré 375-10.
- Bordeaux. Contrat de mar. 834 c., 839, 2599 c.
- Rennes. Office 182.
- 30 Instr. Enreg. 2727.
- Solut. Enreg. 437.

Juillet.

- 1 Ord. Voirie par eau, p. 740-970. — Cass. V. 1er juillet 1831.
- Bordeaux. Saisie-exécut. 212.
- Bourges. Contr. p. corps 678.
- 2 Cass. Cassation 1640-100 c.; Société 1631-10. — Chose jugée 24 c.; Dom. de l'Etat 165 c., 113 c.; Dom. engagés 18-20 c., 30. — Chose jugée 353-10 c.; Dom. de l'Etat 347-10. — Normandie 61 c.; Rentes fonc. 34, 61, 63-10, 79-10.
- Montpellier. Vente publ. d'imm. 1498-30.
- 3 Arrêté. Douanes 479.
- Bordeaux. Prescript. civ. 478-20.
- Colmar. Instr. crim. 921-20.
- Paris. Droit civil 83; Emigré 302-20.
- Pau. Arbitr. 713, 1328 c.
- Trib. de la Seine. Presse-outrage 525-20.
- 4 Cass. Commiss. de police 38 c.; Fonctionn. publics 131-10 c.; Presse-outr. 760, 781-10 c.; V. 24. — Jugem. 999-70; Mines 72; Obligat. 3533, 4542-40 c. — Témoin. faux 36.
- Angers. Arbitr. 1058.
- Bordeaux. Séparat. de corps 219-30 c.
- Pau. Obligations 3884 c.; Vente 1821-30.
- Trib. de Bourg. Jugem. 165 c.
- Cons. d'Etat. Eau 421.
- 5 Ord. Dom. de la cour. 98.
- Cass. Amnistie 32, 139 c. — Forêts 454 c.; Instr. crim. 71. — Voirie par terre 2006-10 c., 2047.
- Agen. Mandat 384; Prescript. civ. 991 c., 1009 c.
- Aix. Droit civ. 349 c.; Droit marit. 1440 c., 1443 c., 1447.
- Bordeaux. Action 150 c.; Vente publ. d'imm. 2153. — Faillite 739. — Servitude 153.
- Lyon. Contrat de mar. 3896.
- Montpellier. Eau 119-10 c.; Propriété 480 c., 490.
- Paris. Médécine 30.
- Toulouse. Mariage 90-90.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 1161-150.
- Delib. Enreg. 5092.
- Lettre. Garde nat. 891, 643-30, 652.
- 6 Cass. Commune 659-10 c. 20 c., 874; Voirie p. terre 1937-10 c., 1938-20 c., 1954 c., 2006-90 c., 2282-10 c. — Garde nat. 157, 312, 359-20, 366-40 c., 372-40 c., 404 c., 487-40, 618-20 c., 648-30, 650, 662-40, 669-10-50, 670-10.
- Bordeaux. Faux incid. 190.
- Bruxelles. Exploit 641-30; Vente 178-20.
- Gand. Disposit. entre vifs 3495; Loi 535 c.
- Grenoble. Impôt 49-10 c.; Théâtre 57, 106-10 c. 20 c. 30 c.
- Paris. Médecine 182; Substances vénén. 34. — Privil. et hypoth. 703.
- Toulouse. Vente publique d'imm. 830-20.
- 7 Loi. Dom. de l'Etat, p. 90; Dom. publ. 67; Eaux, p. 336; Exces de pouvoir 46; Expropriation publ. 26; Trav. publ., p. 131; Voirie p. terre, p. 200.
- Cass. Organ. judic. 412-10 c.
- 8 Angers. Garde nat. 474-10.
- Paris. Contrat de mar. 770; Privil. et hypoth. 1202 c. — Vente publ. d'imm. 65.
- Pau. Prescript. civ. 739-40.
- 9 Ord. Forêts 125; Trésor publ., p. 1149.
- Cass. Dom. engagés 25-10 c., 27. — Société 974-20.
- Agen. Contrat de mar. 824.
- Bastia. Mandat 314-20.
- Bordeaux. Obligat. 544-20.
- Caen. Surenchère 285, 286, 310.
- Lyon. Faillite 271-60; Vente publ. d'imm. 1500-40.
- Montpellier. Success. 1035.

juillet.

Trib. de Bourg. Jugem. 145 c.; Jug. p. déf. 316 c.
 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2085.
 Cons. d'Etat. Marché de fourniture 48-10 c.
 Agen. Arbitr. 649, 779 c., 782 c., 883 c. — Contrat de mar. 3710, 3718-20, 3723 c., 3801, 3803, 3803, 3856 c., 3859.
 Colmar. Mariage 757-10, 758-10 c., 760-10 c., 761; Séparat. de corps 138 c.
 Dijon. Forêts 1256.
 Liège. Prescription civile 1058, 1096-54.
 Lyon. Appel civil 1113.
 Paris. Vente 1240-10.
 Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 204; Frais et dépens 1202; Impôts dir. 180; Patente 400. — Instr. admin. 13-120; Travaux publics 1171. — Manufact. 120 c., 123-50. — Marché de fourniture 123. — Place de guerre 33. — Quest. préjud. 312-60.
 Circ. Douanes 240, 650.
 Ord. Organ. admin. 221; Secours publ. p. 712; Trésor publ. p. 1142.
 Cass. Cassation 1877-30, 1883 c., 1901, 1910-40 c.; Demande nouv. 81. — Instr. crim. 3335. — Success. 312-30.
 Aix. Droit marit. 338, 341 c.
 Bordeaux. Deg. de jurid. 126-60, 380-40 c.
 Colmar. Forêts 33 c.; Usage 303 c., 324, 370-50 c., 635 c.
 Dijon. Forêts 1807.
 Grenoble. Prescript. crim. 122.
 Limoges. Surenchère 260-10. — V. 14 juillet.
 Nancy. Compte 153; Mandat 232, 242. — Dom. de l'Etat 374. — Interdict. 216-20 c. — Prêt à intérêt 109-30.
 Orléans. Loi 496 c.; Voirie par terre 3033.
 Lettre. Impôts dir. 517.
 Cass. Instr. crim. 1858-20, 2125. — Organ. judic. 695-20.
 Bordeaux. Organ. milit. 435-20.
 Grenoble. Ordre 128-10-20. — Success. 115.
 Nancy. Deg. de jurid. 143, 166-50. — Louage 687-20, 693.
 Paris. Voirie par terre 626-20.
 Poitiers. Compét. civile trib. d'arrond. 219; Industrie 341, 347 c.
 Delib. Enreg. 91, 4939.
 Cass. Cassation 1020 c., 1023 c. — Chose jugée 518-60; Compét. crim. 540 c., 543; Prescript. crim. 147 c.; Règlement de juges 192 c. — Organ. colon. 357.
 Gand. Louage 834.
 Metz. Disposit. entre vifs 1642.
 Rennes. Société 421.
 Toulouse. Arbitr. 102 c., 1178.
 Limoges. Surenchère 146-50; V. 11 juillet.
 Cass. Contrat de mar. 4191; Disposit. entre vifs 1747, 3536 c.; Emigré 55-10. — Faux incid. 39-30.
 Aix. Vente 1347.
 Colmar. Enquête 230 c., 234 c., 237-30; Except. 325-10 c.
 Limoges. Propriété 312-30 c.
 Rouen. Obligat. 860 c.
 C. d'assises de la Seine. Peine 139-30.
 Circ. Octroi 296-20-40.
 Ord. Etablissement d'épargne 20; Organ. instr. publ. 225, p. 1258.
 Cass. Obligat. 3536-10.
 Agen. Compte 25; Mandat 236-20 c.
 Nancy. Appel civ. 1092.
 Paris. Deg. de jurid. 581.
 Delib. Enreg. 1505, 1933, 5406.
 Arrêté avoc. de Paris. Avocat 478.
 Cass. Acquisecem. 872; Jugem. 350-20 c. — Contrat de mar. 2914; Loi 204 c.

Juillet.

17 Bordeaux. Contrat de mar. 1847, 1851 c.; Exploit 275-40.
 — Bruxelles. Privil. et hypoth. 2958.
 — Douai. Vente 1766-10.
 — Nancy. Interdict. 216-20.
 — Avis com. int. Commune 2440.
 — Circ. Exprop. publ. 432, 433, 436.
 18 Cass. Appel crim. 46. — Cassation 256 c. — Deg. de jurid. 558-70; Enquête 91 c., 128 c.; Huissier 167 c.; Jugem. p. défaut 245. — Instr. crim. 3709. — Peine 692. — Presse-outr. 147-20, 189 c.
 — Agen. Référé 232-60.
 — Amiens. Prescript. civ. 1081.
 — Bordeaux. Faillite 1381.
 — Douai. Compét. civ. trib. d'arrond. 121; Compétence commune 461 c.
 — Toulouse. Organ. colon. 930.
 — Cons. d'Etat. V. 10 juillet.
 19 Cass. Commune 659-10 c., 673 c., 943-20, 1128, 1146. — Frais et dépens 1024. — Instr. crim. 504 c., 539. — Voirie par terre 1124-10. — Voiture 339, 340 c.
 — Bordeaux. Acquisecem. 636.
 — Paris. Disposit. entre vifs 914, 984 c.; Success. 1121.
 — Rennes. Appel civ. 385 c.; Disposit. 55 c., 282. — Organ. judic. 435 c.
 — Trib. de Lectoure. Enreg. 3618, 4963.
 — Cons. d'Etat. Chose jugée 76-30 c.; Cons. d'Etat 144. — Commune 1885. — Compét. admin. 143. — Cons. d'Etat 119, 197-10; Frais et dépens 1203-70; Organ. admin. 425. — Frais et dépens 1202; Louage 642 c.; Louage admin. 20-50; Prisons 33 c. — Impôts directs 661-10; Pension 114, 193, 241. — Trav. publ. 530-10, 534-10 c.-40 c.
 — Avis com. int. Commune 2369.
 20 Loi. Aliéné 33.
 — Cass. Compét. crim. 332 c., 540 c. — Loi 496 c.; Médecine 43, 54-20 c. — Voirie par terre 2067-20.
 — Lyon. Concess. admin. 34-20 c.; Mines 85-10, 102 c.
 — Paris. Contrat de mar. 1054; Ordre 1313 c., 1338 c. — Droit marit. 2196.
 21 Ord. Voirie par chemins de fer 858-210.
 — Trib. de Montauban. Enreg. 1952.
 22 Loi. Délibération 5.
 — Cass. Emigré 225.
 — Bordeaux. Surenchère 72.
 — Lyon. Louage 571-20. — Reprises d'inst. 83 c.
 — Nîmes. Arbitr. 1298 c., 1313.
 — Paris. Référé 193 c.
 — Trib. d'Autan. Enreg. 5052.
 — Décis. Garde nation. 270, 203, 664; Impôts dir. 510.
 — Instr. Impôts dir. 40.
 — Solut. Oblig. 473 c.
 23 Arrêté. Organ. colon. 765.
 — Cass. Arbitr. 536, 741 c.; Contr. par corps 446 c.; Société 1896 c. — Dom. engagés 87-30. — Dom. nation. 12-30. — Enreg. 2371. — Bourse de comm. 230 c.; Faillite 1223; Trés. publ. 1210 c. — Success. 860, 862 c.; Vente publ. d'immeub. 2057 c.
 — Nancy. Faillite 411, 1376-20.
 — Paris. Privil. et hypoth. 427.
 — Delib. Enreg. 318, 2451 c.
 — Instr. Enreg. 714.
 24 Cass. Dom. de l'Etat 369, 374 c.; Jugem. par défaut 231 c. — Enreg. 5697. — Presse-outr. 738 c. (V. 4 juillet).
 — Amiens. Avocat 172 c.; Défense 276; Huissier 18 c.
 — Nancy. Enquête 491; Disposit. entre vifs 2845, 2905-20; Faux incid. 199-10; Obligat. 3144 c.
 — Nîmes. Servitudes 682.
 — Toulouse. Dispositions entre vifs 1278; Success. 2299.

Juillet.

24 Trib. de Montbéliard. Douanes 934-30.
 — Instr. Enreg. 714.
 25 Ord. Organ. judic. p. 1507.
 — Cass. Expert. 22 c., 35 c., 190, 290-30 c.; Jugem. 1035-20 c.; Vérific. d'écrit. 177 c., 182-30 c. — Faillite 1456; Instr. crim. 3166 c. — Instr. crim. 1838-10, 2130-20.
 — Aix. Séparat. de corps 373.
 — Bordeaux. Ordre 812-40.
 — Nancy. Avoué 264 c.; Bourse de comm. 447 c.; Frais et dépens 256; Intervent. 35-20.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 170. — Intervent. 161.
 — Ord. Traité internat., p. 526.
 26 Ord. Organ. colon. 123, 786 s., 795, p. 1094, 1098; Traité internat., p. 528; Voirie par eau, p. 733.
 — Cass. Cassation 161 c.; Jugem. 1064-70 c.; Quest. préjud. 86-20. — Garde nation. 457-70, 460-10. — Garde nation. 462-40; Témoin 196-20. — Responsab. 506.
 — Colmar. Vente publ. d'immeubles 1416.
 — Montpellier. Nantissement. 275-10.
 — Paris. Instr. crim. 110.
 — Circ. Hospices 231.
 — Delib. Enreg. 2404 c., 2406.
 27 Loi. Travaux publ. 161.
 — Bruxelles. Disp. entre vifs 290.
 29 Rennes. Avoué 227.
 30 Cass. Contrainte par corps 208 c., 244 c., 253, 344 c.; Enquête 617; Serment 41-20. — Jugem. 991-50. — Privil. et hypoth. 2301. — Récusation 10-30.
 — Bordeaux. Contrat de mar. 1784, 1828 c.; Frais et dépens 788 c.
 — Nancy. Exploit 339-40.
 — Paris. Dom. de la cour. 87.
 — Rennes. Minorité 193-20. — Organ. judic. 412-30.
 — Circ. Douanes 429.
 31 Cass. Contr. de mar. 381; Obligat. 3104-10 c., 4956-20 c. — Effets de comm. 453-40. — Enreg. 3499. — Vente publ. d'immeub. 1114 c., 1562-40.
 — Bordeaux. Compét. civ. trib. de paix 67. — Droit marit. 509 c., 510 c., 3307. — Organ. marit. 461 c. — Reprises d'instance 26 c., 106.
 — Grenoble. Chose jugée 480-30.
 — Paris. Faillite 1066-10; Privil. et hypoth. 1115 c. — Privil. et hypoth. 2350. — Responsab. 163.
 — Toulouse. Contrat de mar. 3303.
 — Cons. d'Etat. Commune 1565-10 c.; Cons. d'Etat 360-10; Dom. de l'Etat 254; Vente admin. 113-20. — Cons. d'Etat 338-60. — Deg. de jurid. 650 c. — Impôts indir. 209, 210, 336, 442-10. — Organ. admin. 864-20, 978-10. — Patente 32-10, 141-60, 154, 254-60, 355-20. — Trav. publ. 858. — Vente admin. 165-60.

Août.

1 Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 40. — Voirie par chemins de fer 529. — Voiture 235 c.
 — Grenoble. Prescript. civ. 562.
 — Nancy. Dom. engagés 108-10 c., 110.
 — Paris. Jugem. par défaut 437.
 — Poitiers. Société 613-20.
 — Rennes. Obligat. 2896-40.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 932.
 — Trib. de la Seine. Cautionnem. 266.
 2 Cass. Instr. crim. 4505-30, 1764. — Peine 139-30, 142 c. — Voirie p. terre 1798, 2058-20.
 — Bordeaux. Acquisecem. 682; Expert. 136, 182-40 c., 201 c., 204 c.; 211 c., 234-10 c. — Mandat 399.

Août.

3 Paris. Appel crim. 292. — Huissier 69; Impôts indir. 415 c.; Presse-outr. 743-20 c.
 — Toulouse. Privil. et hypoth. 1292-10, 1740; Success. 1365.
 — Avis com. int. Halles 69.
 — Delib. Enreg. 2617, 4289, 5077.
 3 Cass. Appel crim. 103 c., 104. — Fonct. publ. 58 c. — Forêts 1688.
 — Lyon. Obligat. 1296-10-20.
 — Montpellier. Vente publ. d'immeub. 1501.
 — Paris. Obligat. 3404-10.
 — Rouen. Contrat de mar. 3805.
 — Circ. Voirie par terre 1986, 1997, 1998.
 — Instr. Voirie par terre 1978.
 4 Ord. Organ. colon., p. 1099; Trés. publ., p. 1149.
 — Bordeaux. Péremption 226.
 — Colmar. Faux incid. 118.
 5 Cass. Chose jugée 353-20 c.; Commune 1848, 2224 c., 2236 c. — Enreg. 1524, 5719.
 — Paris. Référé 173 c.
 — Toulouse. Success. 668-10.
 — C. d'ass. de la Meurthe. Cassation 2082; Instr. crim. 2502 c., 2638.
 6 Cass. Compte 57-10 c.; Expert. 49. — Enreg. 4347. — Faux 141-50 c.; Obligat. 3248-50.
 — Bordeaux. Jugem. 628-20. — Privil. et hypoth. 1930, 1936. — Success. 748; Vente publ. d'immeubles 1592 c.
 — Colmar. Propriété littér. 126-20, 138-20, 139 c.
 — Nîmes. Contrat de mar. 2010.
 — Paris. Servitudes 752.
 — Toulouse. Prescript. civ. 1072-20.
 — Delib. Enreg. 5018.
 — Arrêté avocats de Paris. Avocat 193.
 7 Cass. Action possess. 754 c.; Deg. de jurid. 582-20; Jugem. 958-40 c.; Jugem. d'av. dire droit 44-10 c. — Action possess. 309; Appel civ. 190 c. — Disposit. entre vifs 983, 988. — Prescript. civ. 847-20 c.; Usage 512-20, 519 c., 520 c., 521 c., 524-10 c.
 — Bordeaux. Privil. et hypoth. 245-10, 261-20 c.
 — Orléans. Dispositions entre vifs 1676 c.
 — Paris. Arbitr. 140 c.; Compét. comm. 300 c.
 — Poitiers. Dispositions entre vifs 4651-40 c.; Success. 665-20, 130, 685 c., 1028.
 — Toulouse. Contrat de mariage 3989-30.
 8 Cass. Jugem. 1081-10. — Voirie par terre 1798 c., 2088-20 c., 2067-10, 2218-10.
 — Aix. Disposit. entre vifs 175.
 — Bordeaux. Presse-outr. 1214. — Tierce-opposit. 193-50.
 — Colmar. Acquisecem. 189 c.; Contrat de mar. 2130 c., 2131. — Obligat. 4520-20.
 — Liège. Contrat de mar. 1619.
 — Lyon. Appel civ. 291 c. (V. 8 août 1892); Obligat. 1424 c.
 — Paris. Effets de comm. 52.
 — Circ. Commune 456, 2553.
 — Delib. Douanes 269.
 — Instr. Manufact. 19.
 9 Lyon. Disposit. entre vifs 2322-10-20.
 — Paris. Interrog. sur faits et art. 61. — Saisie-arrest 140, 317 c.
 — Rennes. Commissionn. 184.
 — Toulouse. Arbitr. 759 c., 1088.
 — Avis com. int. Commune 2490.
 10 Cass. Cassation 193, 474 c. — Commune 997; Contravention 118 c. — Commune 1146. — Douanes 970 c. — Faux 23-20. — Forêts 318-50, 1891 c.; Quest. préjud. 54-30 c. — Instr. crim. 1114-30. — Procès-verb. 312-50 c., 315-20. — Vol 143-30.
 — Bruxelles. Rente viagère 129.
 — Colmar. Forêts 1025.

Août.

10 Liège. Instr. crim. 1167-30, 1171, 1177.
 — Paris. Brevet d'invent. 334.
 — Décis. Notaire 564, p. 592.
 11 Cons. d'Etat. Compét. admin. 88 c.; Impôts dir. 307, 327, 618-10.
 12 Cass. Biens 52; Enreg. 2874-20; Mines 763 c.; Transcrit. hypoth. 71 c. — Douanes 828.
 — C. C. belge. Jugem. 7.
 — Bordeaux. Privil. et hypothèques 1208-20.
 — Décis. Douanes 165-10.
 13 Cass. Cassation 1701 c.; Commerce. 264 c.; Exception 493; Frais et dépens 163-40, 284 c.; Preuve 61. — Enreg. 628 c., 5192-10. — Jugem. 167-10. — Organ. judic. 361-60, 424-80.
 — Toulouse. Loi 294-40 c.; Prescript. civ. 575-40.
 — Delib. Enreg. 3025, 3951.
 — Arrêté avoc. de Paris. Avocat 317, 433.
 14 Cass. Biens 190; Contrat de mar. 605 c.; Enreg. 1793 c., 5810 c.; Frais et dépens 286; Loi 549 c. — Dom. de l'Etat 353. — Douanes 269. — Jugem. 13-30 c.; Success. 1142, 1148. — Propriété 291-50 c., 305 c.; Success. 174. — Vente publ. d'immeubles 2148-10.
 — Bruxelles. Faillite 172; Minorité 358 c. — Mariage 724-60.
 — Bordeaux. Jugem. 459-50; Péremption 150.
 — Colmar. Mout-de-plétié 49.
 — Grenoble. Brevet d'invent. 82 c., 214.
 — Paris. Référé 427 c.
 — Poitiers. Vente 1583-10-20-20.
 — Avis com. int. Secours publ. 392.
 16 Cass. Instr. crim. 971; Témoin 385. — Instr. crim. 3153-70. — Presse-outr. 536 c., 584.
 — Bordeaux. Exploit 566-20; Instr. civile 41 c. — Jugem. 598-30, 677-30.
 — Nîmes. Dispositions entre vifs 251 c.
 — Paris. Compét. civ. trib. d'arrond. 217 c.; Except. 160-40.
 — Poitiers. Quest. préjud. 198-20.
 — Cons. d'Etat. Commune 2362. — Cons. d'Etat. 364; Désistement. 287. — Eau 185-20; Travaux publ. 815-20. — Frais et dépens 1203-30; Marché de fourniture. 56-60. — Impôts dir. 175, 287, 311. — Octroi 355-10, 361 c., 364 c. — Voirie par terre 1299, 2029-30.
 — Avis com. int. Commune 455.
 — Delib. Enreg. 1717, 5391.
 17 Cass. Commune 631 c., 638. — Droit rural 85. — Forêts 1305, 1363, 1370. — Garde nation. 46, 385-40, 400-10, 421, 457-10, 468-50, 501-60 c.
 — Aix. Obligat. 2664.
 — Angers. Chose jugée 182.
 — Décis. Office 208.
 18 Ord. Agent diplomat. 198.
 — Cons. d'Etat. Commune 507 c.; Voirie par eau 651-10 c., 653-10. — Conseil d'Etat 257 c.; Instr. admin. 13-130; Vente admin. 130. — Garde nation. 226-10. — Impôts directs 75, 181, 492-10, 617, 618-20. — Marais 92. — Patente 229-10.
 19 Cass. Acquisecem. 843; Cassation 329 c., 479 c., 1167; Disposit. entre vifs 4536.
 — Circ. Impôts dir. 425.
 20 Loi. Serment. p. 7.
 — Ord. Consul, p. 261; Organ. admin. p. 611; Organ. instr. pub. 506.
 — Cass. Cautionnem. 83; Contr. par corps 454 c.; Obligat. 1237. — Commune 1721, 1810, 1811 c.; Deg. de jurid. 351-80; Forêts 1880 c.; Servitudes 1234 c.; Usage 90-10, 211-50. — Loi 72-10 c.; Obligat. 3406-10.

Août.

- 30 Aix. Vente publ. d'immeub. 1332-30 c., 1331-30 c., 1738-10.
— Bordeaux. Conciliat. 119-10; Obligation. 370-30.
— Colmar. Usage 191-10.
— Orléans. Compét. civ. trib. d'arrond. 28.
— Paris. Vente 756.
— Circ. Douanes 57.
— Décis. Enreg. 5072.
— Delib. Enreg. 525; Presse-outr. 494.
31 Cass. Arbitr. 439. — Jugement 45-30, 1010-30. — Privil. et hypoth. 1636, 2196.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 269; Obligation. 4106 c.
— Metz. Forêts 1618.
— Rennes. Séparat. de corps 86.
— Toulouse. Contrat de mariage 4063-30. — Disposit. entre vifs 4620.
— Décis. Peine 778 c.
22 Ord. Organ. colon. 57, 281, 285, 428, 470, p. 1099.
— Cass. Compét. crim. 835 c.; 102 gém. 42-10; Mandat 210. — Crimes contre l'Etat 189.
— Aix. Défense 212.
— Besançon. Forêts 1908.
— Bordeaux. Exploit. 405-40 c.; Péremption 184, 284 c. — Organ. milit. 820-30.
— Montpellier. Arvoté 206 c., 207; Société 164 c.
— Pau. Obligation 180.
23 Ord. Consul. p. 462; Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Frais et dépens 1024. — Instr. crim. 1429. — Organ. milit. 822-30.
— Circ. Culte 441.
— Delib. Enreg. 1851.
24 Ord. Consul. p. 263; Organ. instr. publ., p. 1359; Télégraphe, p. 37.
— Arrêté. Organ. instruct. publique 271 c.
— Cass. Instr. crim. 948. — Quest. préjudic. 101-30.
— Paris. Organ. judic. 156. — Société 1338-10-30.
25 Cahier des clauses et condit. gén. Concess. administr. 107.
— Delib. Enreg. 1851.
26 Ord. Douanes, p. 603.
— Cass. Prescript. civ. 283 c.; Succès. 555.
— Bordeaux. Chose jugée 268 c.; Commune 339 c., 3603.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 434-70.
— Douai. Forêts 1227, 1229 c.
— Paris. Frais et dépens 917.
— Instr. Enreg. 4131.
27 Cass. Cassation 1147; Obligation. 33, 3283 c., 3316 c.; Privil. et hypoth. 1260 c. — Dom. de l'Etat 339; Dom. nation. 32-10. — Privil. et hypoth. 2201. — Vente 401-10 c., 20 c.
— Bordeaux. Action 301 c.; Deg. de jurid. 153-10 c., 337-10 c., 331; Vente publ. d'immeubles 146. — Ordre 1037-30.
— Lyon. Acquisitions. 683; Compét. administr. 165-30; Manufact. 170-60 c.
— Montpellier. Succession 615 c., 621-20.
— Nancy. Forêts 641, 371.
— Paris. Mariage 374-10.
— Toulouse. Obligation. 454-10, 2854-30 c.; Prescript. civ. 1119-10 c.
— Cons. d'Etat. Commune 1865-10 c.; Compét. admin. 212; Culte 837-30. — Commune 3342-10; Forêts 1899. — Conflit 26-50 c. — Conflit 63; Trésor public 589. — Conflit 167-10; Trav. publ. 1139-40. — Conseil d'Etat 204, 219; Trav. publ. 494. — Conseil d'Etat Pension 140. — Place de guerre 69.
— Delib. Enreg. 985, 1001.

Août.

- 28 Cass. Compét. admin. 189; Salubrité publ. 162 c. — Compét. civ. trib. de paix 245 c.; Louage 307; Obligation. 3152-10 c. — Contrat de mar. 156, 1890, 1910 c.; Tierce-opposit. 209 c.
— Metz. Forêts 507 c. — Jugem. 566-30.
— Montpellier. Acte de comm. 287. — Commerce. 74 c.
— Rennes. Trav. publ. 1167-10.
— Circ. Impôts dir. 243.
29 Cass. Cassation 638 c.; Gardé nat. 711-10. — Faux 428. — Gardé nat. 138-20, 137, 402-40 c., 438, 563, 670-10.
— Colmar. Baquette 94.
— Grenoble. Commission 425, 426 c.
— Paris. Industrie 424-10.
— Trib. de Château-Thierry. Enreg. 6919.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 98-10.
30 Cass. Cassation 1477 c.; Commune 892; Voirie par terre 1811 c., 1826 c., 1843 c. — Commune 1208; Contravention. 275 c. — Instr. crim. 3256-10. — Mise en jugement. 54-80, 174.
— Aix. Droit marit. 877 c., 1573 c., 1681, 1682 c. — Obligation. 591 c.
— C. C. belge. Cassation 600.
— Grenoble. Prescript. civ. 1089-36.
— Nancy. Contrainte par corps 37; Faillite 371-10, 376-40, 1536.
31 Cass. Crimes contre l'Etat 144-30; Jugem. 130-30. — Crimes contre l'Etat 144-30. — Expert 401, 414; Instr. crim. 950, 1042.
— Metz. Jour férié 41 c.; Peine 378 c.; Presse-outr. 137 c., 165, 485-50 c.
— Paris. Arbitr. 448. — Référé 131 c.
— Pau. Loi 333-10 c.
— Instr. Enreg. 5072; Privil. et hypoth. 2889.

Septembre.

1. Circ. Consul 66.
2 Paris. Faillite 1410 c., 1424 c., 1433 c., 1442.
— Décis. Douanes 568.
3 Delib. Enreg. 1830, 4818.
4 Grenoble. Vol 139-36.
5 Cass. Contravention. 167 c. — Faux 163, 165 c., 176-10 c., 218 c., 407 c. — Instr. crim. 790 c., 3153-80. — Peine 159, 460.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1123, 1861.
6 Cass. Appel crim. 383. — Compét. crim. 93 c.; Evasion 68-20, 75 c. — Contravention. 155, 156-20 c. — Gardé nat. 114, 344-10, 359-40, 384-20, 390-30 c., 427-40, 552-30-80 c. — Instr. crim. 718, 818 c., 1088 c. — Jugem. 758-110.
— Circ. Douanes 655.
7 Cass. Chasse 76. Délai 82 d. — Except. 576 c.; Gardé nat. 385-60 c., 593-10, 805-10 c., 651.
— Gardé nat. 78-10, 809-140. — Poids et mesures 60.
10 Delib. Enreg. 1455.
11 Cass. Gardé nat. 166.
12 Cass. Faillite 1458; Instr. crim. 2518-10 c. — Faux 58, 60; Instr. crim. 1971, 2677-10 c., 2678 c. — Instr. crim. 1798, 3411-30.
— Circ. Forêts 1080.
13 Cass. Attentat aux mœurs 107. — Impôts indir. 560-10.
— Liège. Contr. par corps 758.
— Paris. Référé 100 c.
— Rennes. Appel incid. 176; Médecine 153-30.
— Avis. Culte 824.
14 Ord. Voirie par terre; p. 200.
— Cass. Commune 792. — Gardé nat. 284, 364, 388-70, 444, 866-10. — Instr. crim. 3845-30.
15 Ord. Médecine, p. 542.
— Arrêté. Médecine, p. 542.
— Instr. Organ. administrative. 519, 524, 549.

Septembre.

- 16 Circ. Organ. administr. 523.
— Decis. Enreg. 4410.
17 Circ. Trav. publ. 274.
— Delib. Enreg. 4467.
18 Ord. Exprop. publ. 27; Frais et dépens. p. 68; Greffe, p. 555.
— Organ. milit., p. 1895; Secours publ., p. 773.
— Paris. Droit civil 485-20-30; Loi 406-10 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 134; Trésor public 584-20 c. — Impôts dir. 660-20. — Instr. administr. 16-60. — Traitement 86-40. — Trav. publ. 630-30.
19 Cass. Cassation 637 c.; Gardé nation. 694-20. — Complice 134-70; Instr. crim. 2537 c., 2550-10, 2556 c., 2246 c., 3282 c., 3453-20 c. — Instr. crim. 1988-20. — Serment 164-30.
20 Cass. Contrainte par corps 877 c.; Procès-verbal 57-30; Uniforme-coutume 56. — Gardé nation. 891, 402-20, 448-20, 559-10, 632-80, 643-30. — Instr. crim. 3050-50, 3719-20.
— Decis. Douanes 166.
21 Cass. Contravention. 475. — Exploit 751-20; Forêts 507. — Gardé nation. 413-20, 456. — Octroi 394. — Vagabondage 111, 112 c. — Voirie par terre 2860-10.
22 Bruxelles. Jugem. par défaut 166.
23 Ord. Organ. milit., p. 1895.
24 Circ. Forêts 558.
25 Amiens. Notaire 542 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 90.
— Circ. Douanes 102.
26 Cass. Commune 827. — Forêts 1025. — Forêts 1370; Procès-verbal 313-30, 636, 690.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 913.
— Decis. Notaire 648.
27 Cass. Contravention. 68; Poids et mesures 158. — Gardé nation. 384-90, 486. — Procès-verbal 136 c., 164-30, 174 c. — Quest. préjud. 146-20; Voirie par terre 1125-40, 2372-10 c.
— Avis comm. Int. Commune 513.
— Delib. Enreg. 3205, 4254.
28 Cass. Forêts 1025. — Gardé nation. 76-10, 88, 497-40, 501-30.
— Douai. Procès-verbal 143.
— Trib. de la Seine. Contr. p. corps 801.
— Decis. Enreg. 4922.
30 G. C. belge. Enreg. 2099.
— Delib. Enreg. 2240 c.
— Instr. Enreg. 783, 2624, 2971, 8943, 4972-40, 5591.
— Lettre. Office 124, 125 c., 131, 123 c.

Octobre.

- 1 Ord. Organ. écon. p. 1291; Traité internat., p. 528.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1686, 1766.
— Delib. Enreg. 2979, 2998 c., 5400.
2 Paris. Médecine 42.
— Lettre. Impôts dir. 554.
3 Cass. Appel crim. 202. — Gardé nat. 88, 669-30. — Instr. crim. 2956.
4 Ord. Industrie, p. 678; Organ. écon., p. 1291.
— Circ. Organ. marit. 693.
5 Arrêté. Douanes 753.
— Cass. Crimes contre l'Etat 155 c.; Instr. crim. 2603-20, 2675-10 c. — Gardé nat. 819-10-70, 373, 448-30, 501-30. — Témoin 181-20, 184 c.
— Liège. Mise en jugement. 290.
6 Ord. Dom. de l'Etat, p. 99; Dom. publ. 71.
7 Ord. Traité internat., p. 528.
— Cass. Gardé nat. 98, 126, 137, 258, 546-10, 547, 564, 584, 706.
— Decis. Douanes 635.
8 Paris. Médecine 48-20 c., 40 c.
— Circ. Douanes 85.
— Delib. Enreg. 2718.

Octobre.

- 9 Lettre. Douanes 180, 460.
— Bruxelles. Interdict. 307-30.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 730.
— Decis. Douanes 467.
10 Ord. Bourse de comm. 52; Industrie, p. 676; Organ. écon., p. 1291.
— Cass. Commune 659-10 c., 1063 c., 1196; Contravention. 285 c. — Contravention. 51.
— Decis. Impôts indir. 285.
— Lettre. Organ. milit. 702.
11 Ord. Culte 524, p. 719.
— C. C. belge. Instr. crim. 1020; Procès-verb. 147.
— Paris. Affiche 127 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 384; Voirie par terre 408-10, 1106-50, 1951. — Forêts 1419; Frais et dépens 1203-10-80. — Gardé nat. 235. — Impôts dir. 328-20, 333, 485, 481-30, 618-20. — Place de guerre 64, 65, 142 c.
— Decis. Forêts 1857.
— Delib. Enreg. 4351.
12 Ord. Trésor publ., p. 1149.
— Cass. Cassation 592c. — Cassation 1940; Gardé nat. 538-10, 544-20. — Gardé nat. 165-30, 281, 341, 357, 366-10, 409, 457-10, 559-20, 562-30, 643-20, 676. — Jugem. 756-70. — Minist. publ. 295-10.
14 Paris. Industrie 917.
— Trib. comm. de Paris. Presse-outr. 247.
16 Paris. Référé 139-30 c.
17 Arrêté. Organ. de l'Algérie 1250.
— Cass. Jugem. 1099-20. — Organ. colon. 219. — Organ. judic. 685-30.
— Circ. Forêts 304.
18 Ord. Postes, p. 13.
— Cass. Cassation 1787; Presse-outr. 1005-10 c., 1444-10 c., 1446.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 469 c.; Poids et mesures 195-30. — Conflit 104. — Impôts dir. 121, 192-30, 297-10, 438, 466-10. — Manufact. 143 c., 163-20. — Marché de fournil. 40-60, 69-90.
19 Ord. Voie publ. 6-40.
— Cass. Peine 318 c., 320. — Presse-outr. 994-40 c., 60 c., 1005-10 c., 1444-10 c., 1446.
20 Cons. d'Etat. Office 399.
21 Dépêche. Organ. marit. 710.
— Delib. Enreg. 5057.
22 Ord. Consul, p. 265.
— Paris. Référé 204 c.
24 Ord. Consul, p. 264; Gardé nat., p. 301.
— Decis. Douanes 734.
25 Ord. Consul, p. 265; Passeport, p. 35; Legalisation 8.
— Cass. Passeport 50, 51, 52, 54, 55, 57; Vagabondage 154.
— Bruxelles. Acte de comm. 206.
— Cons. d'Etat. Commune 591, 600, 2482. — Compét. 48; Conflit 106. — Impôts dir. 191-30-60, 282, 299 c. — Organ. admin. 1013-10. — Voirie par terre 1728, 1728-40, 1749.
26 Ord. Consul, p. 263; Douanes 118.
— Trib. de la Seine. Contrainte par corps 827.
28 Douai. Procès-verb. 309; Rébellion 29-10.
29 Ord. Consul, p. 265; Organ. marit. 572, 678, p. 1687.
— Douai. Procès-verb. 330-80.
30 Grenoble. Postes 60.
31 Cons. d'Etat. Impôts dir. 114; 461-30, 619-40. — Org. colon. 344-10. — Patente 52. — Trav. publ. 610.

Novembre.

- 1 Ord. Organ. marit. 252.
2 Circ. Consul 61.
— Decis. Douanes 568, 754.
3 Toulouse. Frais et dépens 205.
— Delib. Enreg. 1873, 4155, 4458.
— Instr. Voirie par terre 62.

Novembre.

- 6 Cass. Commune 527 c.
— Bruxelles. Enquête 63.
— Gand. Chose jugée 313; Evén. 74 c.
— Guadeloupe. Contrat de mar. 2319.
— Justice de paix de Paris. Saisie-exéc. 163.
7 Ord. Consul, p. 269.
— Cass. Commune 716 c., 107 c., 1180. — Poids et mesures 27-20 c., 30 c., 33-20.
— Lettre. Présence 20.
8 Ord. Organ. instr. publ. p. 1359.
— Cass. Cassation 203 c.; Inapp. par défaut 493-30; Presse-outrage 1542. — Compét. admin. 186.
— Riom. Presse-outr. 32-20.
— Cons. d'Etat. Commune 431; Crim. 792 c. — Compét. admin. 48 c. — Trav. publ. 118-20; Voirie par terre 649-30 c.
— Avis Cons. d'Etat. Organ. mil. 372.
— Decis. Commune 288.
— Delib. Enreg. 4359, 4769, 602.
9 Cass. Faux 810. — Impôts indir. 284. — Jugement 622-10, 170-50 c.
— Caen. Obligation. 4861.
— Liège. Appel crim. 281 c.
— Nancy. Forêts 187.
10 Colmar. Jugem. 908-20; Jugem. par défaut 399.
11 Cass. Jugem. 997-30 c.; Nuis. 481 c., 503, 520 c.; Privil. et ténements 116 c., 119 c. — Enreg. 2463, 211 c.
— C. C. belge. Cassation 664.
— Paris. Chose jugée 174; Statutes 1211-30 c.
— Rennes. Chasse 100.
12 Ord. Voirie par terre, p. 24.
— Cass. Action possessoire. 74; Conflit 1891 c.; Obligation. 10-10 c.; Rétusat. 10-10 c.; Prescript. 1504 c.; Prescript. 947. — Organ. judic. 702.
— Paris. Acte de comm. 259.
— Trib. comm. de Paris. Contr. civ. trib. d'arrond. 24; Instr. trib. 333-10 c.
13 Cass. Accessoire 91 c.; Act. civ. 439 c.; Chose jugée 25-30 c., 40 c., 324 c., 341-10; Demande nouv. 217 c.; Frais dépens 473-60 c.; Respons. 241 c. — Biens 234. — Conflit de mar. 2296 c.; Success. 173 c., 1584. — Forêts 1239; Obligation. 4381 c.; Prescript. 1080 c.; Usage 434-20.
— Bourges. Faillite 563.
— Colmar. Culte 732-10.
— Metz. Chasse 458 c.; Forêt 42; Responsab. 568 c. — Faux 778.
14 Arrêté. Organ. de l'Algérie 26.
— Cass. Cassation 1827; Comm. mar. 262 c.; Loi 432 c.; Obligation. 1874-10. — Forêts 189; Obligation. 61-10 c., 749 c.; Gardé nat. 58-20. — Instr. crim. 57 c.; Octroi 381. — Services 608.
— Bastia. Droit polit. 214.
— G. C. belge. Jugem. par défaut 453-40.
— Dijon. Forêts 1237.
— Paris. Société 1020.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 17-70. — Emigré 237. — Nuis. 499 c.; Voirie par terre 67-40. — Mont-de-piété 32. — Instr. publ. 1173. — Voirie par terre 527. — Voirie par terre 67-40, 581.
15 Cass. Douanes 812-10, 899-20. — Forêts 1140-20, 183. — Forêts 1201; Procès-verb. 69-20 c. — Mise en jugement. 29. — Procès-verbal 679-40. — Serment 193; Témoin 147 c., 167-80. — Voirie par terre 1941 c., 2042-10.
— Bastia. Droits polit. 437 c.
— Douai. Contrat de mar. 634 c., 643, 1609 c.; Pénurie pour nuelle 119 c.; Unfruit 119 c.

Novembre.

- 15 Liège. Prescript. crim. 145-10.
 — Nancy. Mandat 227-40.
 — Paris. Droit civil 189 a.; Success. 391.
 — Cons. d'Etat. Concess. admin. 16 c.
 — Delib. Enreg. 5053.
 16 Cass. Req 358-40. — Forêts 1291, 1512 c. — Garde nation. 409, 495, 569.
 — Montpellier. Société 1439.
 — Paris. Abus de confiance 110, 141 c., 156 c.; Cautionnem. de fonction. 70 c.; Contrainte par corps 224-30 c., 257 c., 641 c.; Instr. crim. 164 c.; Mandat 15-10 c.; Notaire 353 c.
 — Instr. Passeport 18.
 18 Cass. Contr. de mar. 4998-20. — Except. 531 c.; Obligat. 4874 c.; Privil. et hypoth. 1153 c., 1267-30, 1443 c., 2998 c.; Success. 788.
 — C. C. belge. Cassation 1599-10 c.; Obligat. 4171, 4561. — Enreg. 10. — Exploit 39-70.
 — Circ. Douanes 699, 734, 741.
 19 Cass. Appel civ. 820 c.; Chose jugée 223 c.; Commune 1471; Obligat. 4979. — Contrat de mar. 3567; Privil. et hypoth. 3626 c.
 — Douai. Compét. comm. 100.
 — Delib. Enreg. 1053.
 — Depêche. Organ. marit. 710.
 20 Cass. Action possess. 221. — Compét. comm. 148. — Effets de comm. 446 c.; Faux incid. 95. — Enreg. 3859-30. — Evasion 70 c. — Obligat. 1199; Transcription 119 c.
 — Bordeaux. Disposit. entre vifs 2164 c., 3330. — Servitudes 792.
 — Dijon. Forêts 1227.
 — Paris. Appel crim. 335 c.; Jugement par défaut 467-10.
 — Delib. Enreg. 5052.
 21 Cass. Commune 815; Droit rural 78 c. — Commune 901 c.; Contrav. 142. — Désistement 130. — Disposit. entre vifs 4659-30; Obligat. 5190-20 c.; Faillite 1394-10. — Forêts 2000, 2006; Quest. préjud. 181-10. — Frais et dépens 924. — Garde nation. 431, 580-10, 689.
 — Aix. Droit marit. 164, 165, 168, 243, 610.
 — Metz. Séparat. de corps 92-10 c., 94-10.
 — Nancy. Rentes constituées 26-20.
 — Paris. Garde nation. 423-30, 444, 469-10, 471-30.
 — Pau. Procès-verbal 636.
 22 Cass. Garde nation. 671-40. — Presse-outrage 469, 1058 c., 1244.
 — Bruxelles. Abus de confiance 166.
 — Paris. Compét. 34 c.; Prescript. civ. 1006 c. — Success. 865.
 — Poitiers. Exploit 454-60; Vente publ. d'immeub. 351 c.
 — Cons. d'Etat. Chose jugée 78-30, 112-30, 127-10. — Compétence administr. 43-30. — Marché de fourn. 58-40, 96-30, 119-30, 127-40. — Prêt à intérêts 43-30; Travaux publics 433-10, 694 c. — Trés. publ. 439-50.
 23 Arrêté. Trés. publ. 754.
 — Cass. Commune 991; Contrav. 109 a. — Faux 29; Instr. crim. 1298-30. — Garde nation. 639-30. — Quest. préjud. 186.
 — Bastia. Droit publ. 351 c.
 — Bruxelles. Disposit. entre vifs 890, 4474-30.
 24 Cass. Garde nation. 620-20.
 Douai. Cautionnem. 123. — Rente viagère 96-20 c., 113.
 — Rennes. Commune 2095; Obligat. 317 c.
 — Toulouse. Obligat. 4104.
 25 Cass. Appel incid. 80 c.; Demande nouv. 91-30 c.; Nullité 66 c.; Vente 1564. — Disposit. entre vifs 421, 1602 c. — Enreg. 2123, 4443. — Success. 9215. — Vente 573; Vente publ. d'immeub. 2159-30.

Novembre.

- 26 Bordeaux. Arbitr. 184.
 — Colmar. Mines 782. — Privil. et hypoth. 1030.
 — Paris. Obligat. 2031-30 c.; Privil. et hypoth. 335, 357 c.
 — C. d'ass. du Cantal. Presse-outr. 1535; Témoign. 274 c.
 — Trib. d'Alençon. Saisie-brandon 30 c.; Vente 350-10.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1103.
 — Delib. Enreg. 5587.
 27 Cass. Disposit. entre vifs 3197 c., 3190-30, 3332-30 c. — Enreg. 4793; Prescript. civ. 554-30; Minist. publ. 118; Paternité 252, 261 c. — Obligat. 3034-30.
 — Bastia. Droit polit. 471 c.
 — Dijon. Forêts 609, 1491.
 — Orléans. Appel civ. 981.
 — Poitiers. Privil. et hypoth. 1814; Vente publ. d'immeub. 441-20 c., 444-20 c.
 — Cons. d'Etat. Voirie par eau 612-30.
 — Circ. Compét. administr. 160 c.; Obligat. 3034-30.
 28 Ord. Consul. p. 270.
 — Cass. Chose jugée 490 c.; Règlement de juges 175, 184-10-30. — Cassation 1626-64 c.; Contrat de mar. 3311, 3312 c., 3313 c.; Frais et dépens 738 c.; Obligat. 3941. — Donm. destit. 193-30 c., 205-30. — Jugem. 1006-30 c.; Servitudes 488 c., 1079. — Obligat. 5014-30. — Organ. judic. 409-20; Success. 85.
 — Amiens. Désaveu 49.
 — Bastia. Droit polit. 501-20 c.
 — Bordeaux. Instr. crim. 95; Minorité 709 c.
 — Grenoble. Peine 452. — Vol 668-10.
 — Nancy. Vente 350-20.
 29 Ord. Gendarmerie. p. 494.
 — Cass. Attentat aux mœurs 28 c.; Jugem. 1096-30; Presse-outr. 864. — Faux 435. — Instr. crim. 648 c., 837 c., 1191, 2432-30 c.
 — Aix. Privil. et hypoth. 2360-30.
 — Bordeaux. Chose jugée 204-30; Privil. et hypoth. 2542-30; Vente publ. d'immeub. 105, 1252 c.
 — C. C. belge. Presse-outr. 1357-20.
 — Cons. d'Etat. Chose jugée 77-70; Jugem. 329-30. — Commune 434; Frais et dépens 1903-30; Travaux publ. 173, 518-30. — Commune 2623-10. — Impôts dir. 186, 196. — Instr. administr. 16-70. — Trés. publ. 1074-60. — Vente administr. 186.
 — Avis Cons. d'Etat. Culte 304.
 — Instr. Consul 57, 68 c.; Echelles du Levant 9.
 30 Cass. Faux 298. — Jugem. 932-10 c.; Théâtre 51. — Presse-outrage 235 c., 270.
 — Aix. Ordre 789-10; Succession 9074.
 — Rouen. Louage d'ouv. 144, 151 c.
 — Circ. Forêts 1040, 1041 c., 1042 c.
 — Instr. Consul 67.

Décembre.

- 1 Aix. Presse-outr. 1268-30.
 — C. C. belge. Enreg. 705.
 2 Cass. Appel civ. 574 c.; Contrat de mar. 4085-20. — Cassation 1179 c.; Commission. 890; Intervent. 153 c. — Commune 2125.
 — Nîmes. Deg. de jurid. 116-40, 291 c.
 — Rennes. Requête civ. 234.
 3 Cass. Success. 2256-20.
 — Nancy. Compte 150.
 — Poitiers. Organ. judic. 404.
 — Instr. Enreg. 5093, 5093.

Décembre.

- 4 Cass. Action possess. 103 c., 111 c., 117, 236. — Avocat 474 c.; Discipline 280. — Cassation 1901; Chose jugée 49-30; Jugem. d'av. dire droit 36-10 c. — Compét. admin. 164, 165-70 c.
 — Bordeaux. Mandat 228-30.
 — Dijon. Forêts 1201.
 — Paris. Vente 1797.
 5 Cass. Commune 1037, 1293 c.; Procès-verb. 163-40. — Commune 1135. — Forêts 546-50; Prescript. crim. 136 c. — Forêts 1257, 1261 c. — Obligat. 4819-30. — Poids et mesures 57 c., 73, 115 c. — Question préjud. 106-30. — Rentes constituées 166-20. — Success. 1873-30.
 — C. C. belge. Loi 492-60.
 — Limoges. Surenchère 297, 344-10, 382; Vente publ. d'immeubles 1831.
 — Paris. Avocat 355 c., 413, 457 c.
 — Niom. Demande nouv. 64-10.
 — C. d'ass. Haute-Vienne. Instr. crim. 1470.
 — Trib. de Corbeil. Enreg. 3897.
 — Trib. pol. de Paris. Commune 905 c.
 — Trib. du Vigan. Enreg. 4906.
 — Cons. d'Etat. Impôts dir. 204-30. — Instr. admin. 16-80; Traité internat. 153; Trésor public 564-10. — Mines 555. — Pension 190.
 6 Cass. Commune 711, 1477. — Eau 448 c., 475-120; Quest. préjudic. 97-40 c. — Organ. milit. 830-60. — Règlement admin. 149 c. — Voirie par terre 2295-20.
 — Bordeaux. Appel civil 384.
 — Orléans. Cassation 2185 c.; Désistement 74-40; Jugem. par défaut 364; Vente publ. d'immeub. 457, 458-20 c.
 — Bordeaux. Contrat de mar. 1284; Success. 1052 c., 1251 c.
 — Colmar. Usage 624-20 c.
 — Douai. Donat. public 47-60 c.; Prescript. civ. 305 c.
 — Paris. Désistement 168.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1686.
 — Delib. Enreg. 1568, 1985, 4456.
 7 Cass. Appel crim. 105. — Appel crim. 188; Compét. crim. 569 c.; Deg. de jurid. 673-140; Dénonciat. calomn. 24, 54 c., 58 c., 63 c., 74 c., 102-30 c., 117 c.; Minist. publ. 50-20 c. — Faux 173-60. — Procès-verb. 164-40, 172-10 c., 174 c. — Vol 506-80.
 — Liège. Désistement 253; Instr. crim. 536.
 — Nancy. Forêts 365, 828, 1026.
 8 Bruxelles. Frais et dépens 287, 288.
 — Paris. Propriété littér. 104-20.
 9 Cass. Action possess. 406 c.; Eau 381 c.; Servitudes 1294. — Organ. judic. 153-30.
 — C. C. belge. Compét. 36.
 — Nancy. Deg. de jurid. 17, 106-80, 518.
 — Paris. Privil. et hypoth. 1871; Vente publ. d'immeub. 653-10.
 — Pau. Douanes 1014-10.
 — Toulouse. Contrat de mar. 4261 c., 4267; Prescript. civ. 1073-30 c.; Usufruit 472, 473 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 663.
 — Circ. Consul 49.
 — Decis. Douanes 317-10.
 10 Ord. Course de chevaux 2 c.; Haras 8.
 — Cass. Emigré 388-40 c.; Ordre 1253-10-30. — Garde nation. 671-50.
 — Nancy. Attentat aux mœurs 158.
 — Toulouse. Dispositions entre vifs 2141-20.
 — Tribunal de Valence. Enreg. 4203.
 11 Cass. Cassation 1823-20 c. — Demande nouv. 67-40 c.; Prescript. civ. 520; Scellés 92 c. — Effets de comm. 369; Jugement 302-30.

Décembre.

- 11 Grenoble. Loi 378 a.; Obligat. 5110-30 c.
 — Metz. Faillite 92.
 — Metz. Attribut. 21.
 — Circ. Volture 321, 323, 324.
 — Instr. Enreg. 4890.
 12 Cass. Contrat de mar. 4034-40. — Garde nation. 693. — Instr. crim. 2637.
 — Colmar. Culte 722-10-30; Except. 539-20 c.
 — Lyon. Culte 829. — Organ. milit. 369-10.
 — Paris. Privil. et hypoth. 1020 c., 1124.
 — Cons. d'Etat. Trés. publ. 436-10.
 13 Ord. Condit 85-60 c., 155.
 — Cass. Garde nation. 307, 308, 366-60 c., 565.
 — Caen. Surenchère 17 c., 18; Vente publ. d'immeubles 144-20-40 c.
 — Montpellier. Privil. et hypoth. 881-30, 916.
 — Toulouse. Arbitre 109.
 — Cons. d'Etat. Eau 415-30, 473 c.
 — Delib. Avocat 25; Enreg. 2973-50, 6117.
 — Solut. Enreg. 1932.
 14 Cass. Cassation 968; Jugement 398-30 c.; Presse-outr. 1008, 1447-10 c. — Chose jugée 459, 480; Contrav. 104 c.; Jugem. 774. — Faux 55; Instr. crim. 2671 c.
 — Bordeaux. Servitudes 792.
 — Grenoble. Effets de comm. 509 c., 509; Obligat. 4100, 4175-30 c.
 — Paris. Obligat. 4052-30 c., 4056-30 c., 4073. — Paternité 578 c., 580 c., 581.
 — Toulouse. Mariage 699-20.
 15 Ord. Haras 9, 10.
 — Cons. d'Etat. Règlement administr. 41-20 c.
 16 Cass. Douanes 924; Procès-verb. 322-30 c. — Obligat. 4227. — V. 26 décembre.
 — Amiens. Jugem. par défaut 17-50.
 — Bourges. Obligat. 5233; Success. 1928-30, 1977.
 — Nîmes. Disposit. entre vifs 3481-40-50 c.; Substitut. 42-30.
 — Paris. Paternité 636-50. — Substitut. 67-59, 232 c.
 — Rennes. Interdict. 85-40, 71 c., 120 c., 122 c., 215-80 c., 234 c., 238 c., 250-10-30 c.
 — Circ. Voirie par terre 1997, 1998.
 — Instr. Voirie par terre 1978.
 17 Cass. Enreg. 5759. — Faillite 1131 c., 1132 c., 1133. — Vente publ. d'immeub. 2209.
 — Caen. Propriété 453.
 — Colmar. Avocat 378.
 — Douai. Compte courant 66 c.; Obligat. 1217 c.; Privil. et hypoth. 1323-10, 1324 c.
 — Gap. Except. 509-30.
 — Metz. Commune 484.
 — Paris. Arbitr. 144; Compétence comm. 298 c. — Peine 157-10.
 — Delib. Enreg. 2188, 3175 c.
 — Arrêté avoc. de Paris. Avocat 114.
 18 Cass. Organ. instr. publ. 322-20.
 — Bruxelles. Acquisit. 367.
 — Dijon. Forêts 128.
 — Paris. Vente publ. d'immeub. 789, 1720-50.
 — Rennes. Obligat. 4906 c.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 3431.
 19 Cass. Commune 681-40-50. — Compét. administr. 73-20. — Expert. 129-40, 815-60; Jugement par défaut 486; Mines 893 c. — Instr. crim. 3228-10. — Organ. judic. 218-20 c.
 — Bordeaux. Faillite 157-80.
 — Nancy. Prescript. civ. 817.
 — Paris. Droit civil 304, 385-30 c.; Mariage 638-10 c.
 — Rennes. Société 307.
 — Rouen. Acte de comm. 232.
 20 Cass. Cassation 951 c.; Chasse 311 c.; Garde nation. 448-50, 698; Peine 963-10. — Garde nation. 398-30. — Presse-outr. 782-120.

Décembre.

- 20 Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 447-10 c., 549-18 c., 564, 574 c., 595 c., 850 c.
 — Nancy. Vente publ. de meubles 48-10.
 — Nîmes. Défense 214, 219 c.; Intervent. 36-20 c.
 — Paris. Nantissement 128.
 — Cons. d'Etat. Compét. administr. 53 c.; Huissier 19 c.; Office 399.
 — Circ. Hospices 219.
 21 Cass. Cassation 1370 c.; Volture 447-30 c., 448.
 — Bordeaux. Cautionnem. 98 c., 429.
 — Nancy. Forêts 421, 4471. — V. 1^{er} février 1834.
 22 Lyon. Postes 54 c., 57.
 23 Cass. Acquisit. 743. — Organ. judic. 392-20.
 — Paris. Refère 195 c.
 — Pau. Cautionnem. 202.
 — Trib. de Chartres. Enreg. 2563.
 24 Cass. Brevet d'invention 357. — Beg. de jurid. 499-10. — Exploit 434-20; Surenchère 107. — Jugem. 991-60.
 — Bordeaux. Chose jugée 139 c.; Louage 205-40-50 c. — Loi 114-10; Pension 210 c.
 — Colmar. Nantissement. 369-40. — Expert. 181 c., 328, 331-30 c., 49 c.; Serment 98-20 c.
 — Douai. Mariage 699-20 c.
 — Paris. Scellés 173 c.; Succession 726.
 — Pau. Obligat. 4986.
 — Trib. d'Altkirch. Enreg. 1779.
 — Avis com. int. Commune 3441.
 25 Arrêté. Hospices 468.
 26 Cass. Action possess. 228; Dom. engagés 21-10 c., 39 c.; Jugement 1051-80; Propriété 69-10. — Forêts 366 c., 1165. — Instr. crim. 1198-70, 1510-30, 1532-10, 1643, 1712-10 c., 1769-70, 2648-10, 3373.
 — Paris. Compét. administr. 536. — Industrie 281 c., 293, 300 c., 309 c., 310 c.; Loi 75-20 c. — Presse-outrage 275, 276 c., 394-10.
 — Rennes. Deg. de jurid. 209; Dépot 170, 119-30 c., 190 c.
 — Circ. Douanes 485; Forêts 163.
 27 Cass. Evasion 60; Presse-outr. 124, 125 c.
 — Douai. Douanes 796 c., 978, 1004-30 c.
 — Grenoble. Pêche fluviale 134 c., 138.
 — Limoges. Propriété 291-19 c.; Success. 548, 560, 569; Vente 497-40.
 — Toulouse. Usage 115.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 271.
 — Delib. Enreg. 3772.
 28 Cass. Cassation 369; Contumace 48 c.
 — Gand. Appel civ. 1268; Jugem. 693-10.
 — Grenoble. Privil. et hypothèques 888-10.
 — Paris. Bourse de comm. 483. — V. 1^{er} décembre.
 29 Cass. Commune 1177.
 — Paris. Refère 199 c.
 — Trib. civ. d'Orléans. Copie de pièces 21.
 — Trib. comm. de Paris. Règlement de juges 38.
 — Instr. Enreg. 4254, 5193-30.
 31 Cass. Action possess. 264 c.; Cassation 1663 c.; Compét. 25 c.; Demande nouv. 30 c., 234-10; Obligat. 2938 c., 447-20 c.; Prescript. civ. 559; Prêt à intérêts 213-10. — Douanes 610. — Privil. et hypoth. 257. — Propriété féodale 162-10, 286 c.
 — Bourges. Enquête 244-30.
 — Caen. Vente publ. d'immeubles 1988-20.
 — Grenoble. Vente 1569-20.
 — Nîmes. Dom. de l'Etat 341 c., 342-30.
 — Delib. Enreg. 1991, 2617.
 — Solut. Garde nation. 119, 278, 276, 275, 276.

Janvier.

- 1 Circ. Organ. admin. 316.
 2 Cass. Cassation 1007-30, 1017 c.; Instr. crim. 3048-30, 3345 c.; 3373 c. — Descente s. l. lieux 46 c.; 35; Jugement 281-30 c.; Minist. public 101 c. — Exploit 766; Instr. crim. 1673. — Presse-outrage 679 c. — Vente publ. d'imm. 576, 585-30.
 — Agen. Pêche fluv. 62 c., 64.
 — Colmar. Acquissem. 691; Dépôt 228-30; Expert. 79-10. — Usage 577.
 — Grenoble. Postes 114, 118.
 — Montpellier. Servitudes 33-10.
 — Paris: Jugem. 373-10 c.
 — Rennes. Faillite 402; Requête civile 61 c., 108 c.
 — Trib. de la Seine. Propriété litt. 257.
 3 Cass. Affiche 117 c.; Commune 1354 c., 1355. — Attentat aux mœurs 135. — Cassation 386 c., 395; Désistement 338-30 c.; Instr. crim. 131-50 c. — Garde nat. 119-30, 154-70 c., 384 c., 319-50 c., 457-10 c., 478-30 c.; Loi 327-10 c. — Garde nat. 309-90, 431, 682, 700-30. — Théâtre 62-30 c.
 — Cons. d'Etat. Compét. administr. 423 c.; Voirie par terre 1582, 1583-10, 1585-50, 1586, 1602-10. — Imp. dir. 461-30. — Marché de foirait. 49-50; Travaux publ. 452. — Patente 61-30, 104-10.
 4 Cass. Comm. dént. 193 c.; Forêts 219. — Enreg. 4952-10. — Instr. crim. 2778. — Témoign. faux 34-10.
 — Dijon. Compét. admin. 257.
 — Limoges. Conciliat. 163.
 — Lyon. Trav. publ. 934, 949.
 — Nancy. Forêts 342.
 5 Grenoble. Acte de comm. 354.
 — Trib. de Bourges. Organ. admin. 474 c., 478-70, 981.
 6 Cass. Enreg. 95, 110 c., 2458, 3754 c.
 — Besançon. Dom. engagés 48.
 — Bordeaux. Notaire 609 c.; Office 360, 374 c.; Succès. 1311.
 — Paris. Commune 1180. — Paternité 66, 219 c.
 — Rennes. Mise en Jugem. 277.
 7 Ord. Org. instr. publ. p. 1359.
 — Cass. Frais et dép. 169, 176 c., 180 c., 188 c.; Mat. somm. 63. — Poids et mes. 112.
 — Bordeaux. Organ. admin. 476-30.
 — Dijon. Forêts 699.
 — Nancy. Jug. p. déf. 425-30.
 — Paris. Nandat 400-30 c., 450.
 — Poitiers. Servitudes 638.
 — Toulouse. Servitudes 503-30.
 8 Ord. Mines 258.
 — Cass. Dispos. entre vifs 915-30 c. — Jugem. 1042-190 c.; Surenchère 439-40, 197, 371, 278 c.; Vente publ. d'imm. 1444 c. — Organ. judic. 233. — Servitudes 88, 92 c. — Succès. 1074.
 — Bruxelles. Nantissement 169.
 — Liège. Faillite 215-10.
 — Montpellier. Culte 542-10.
 — Nancy. Exploit 658-40; Ordre 708.
 — Nîmes. Défense 314, 219 c. — Loi 475-60.
 — Orléans. Enreg. 5329.
 — Pau. Exploit 752.
 — Rennes. Responsab. 675-10.
 9 Cass. Désistement 219. — Peine 314-10, 530. — Règlement de juges 13 c.; Vente publ. d'imm. 1834-30-30, 1854 c.
 — Colmar. Mariage 640-30.
 — Gand. Droit civil 353-30.
 — Nancy. Prescript. civ. 453.
 — Paris. Arbitr. 827, 893 c., 1071, 1161 c.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 930.
 — Cons. d'Etat. Hospices 58.
 10 Cass. Chasse 67 c.; Commune 1319. — Instr. crim. 1880; Témoign. 429. — Instr. crim. 2568.

Janvier.

- 10 Bordeaux. Faux incid. 223-10.
 — Paris. Référé 215 c.
 — Trib. de Lille. Obligat. 643-30.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2092.
 — Trib. comm. de Paris. Société 223.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Et. 338-50. — Frais et dép. 1203-60; Imp. indir. 262-10. — Manufact. 129-20, 130 c.
 11 Cass. Affiche 114 c., 115 c.; Commune 1355; Presse-outr. 145 c., 512 c. — Instr. crim. 2508-10; Vol 506-40 c., 639.
 — Bordeaux. Absent 493; Disposit. entre vifs 1314; Exploit 454-30 c., 460. — Vente publ. d'imm. 1497-30.
 — Bruxelles. Contr. p. corps 566. — Except. 149-30; Pérempt. 274.
 — Colmar. Presse-outr. 1058, 1554.
 — Grenoble. Deg. de jurid. 130-10.
 — Limoges. Enquête 374.
 — Paris. Huissier 169.
 12 Ord. Serment, p. 7.
 — Bordeaux. Droit marit. 1631-30, 1750 c.
 — Paris. Privil. et hypoth. 2203.
 13 Bastia. Droit polit. 493 c.
 — Nîmes. Arbitr. 472.
 14 Cass. Chose jugée 89-30.
 — Besançon. Disposit. entre vifs 4182.
 — Bordeaux. Servitudes 995.
 — Bourges. Servitudes 492.
 — Liège. Chasse 126.
 — Paris. Compét. admin. 167; Responsab. 359. — Contr. p. corps 704; Presse-outr. 702-70 c.
 — Delib. Enreg. 2637, 3656, 3975 c.; Presse-outr. 1447-30.
 15 Cass. Disposit. entre vifs 2634-10 c., 2640. — Enreg. 6024-20. — Organ. judic. 395-10 c., 405. — Servitudes 1160.
 — Bordeaux. Faillite 919.
 — Douai. Disposit. entre vifs 8129-10 c., 4052 c.; Notaire 414.
 — Liège. Faillite 108.
 — Paris. Théâtre 348.
 — Toulouse. Obligations 994-30 c., 2881 c.; Prescript. civ. 844-30.
 — Avis Cons. d'Et. Frais et dépens 999.
 — Décis. Enreg. 2617, 5079.
 16 Cass. Cassation 671 c., 958. — Cassation 1487-30; Emigré 230; Req. civ. 100 c.; Transact. 130. — Deg. de jurid. 556-70; Disposit. entre vifs 2342; Succès. 640. — Garde nat. 358. — Instr. crim. 3347-60. — Peine 531-10, 643-30. — Presse-outr. 682-10.
 — Grenoble. Disposit. entre vifs 367, 368-30 c. — Succès. 1216.
 — Lyon. Contr. de mar. 3317.
 — Paris. Référé 204 c.
 — Poitiers. Organ. judic. 404.
 — Trib. comm. de la Seine. Industrie 364, 368-10.
 17 Ord. Impôts indir., p. 609.
 — Cass. Cassation 590 c.; Garde nat. 691-20. — Eau 584; Instr. crim. 25 c., 124-10 c. — Garde nat. 396-30, 630.
 — Lyon. Louage 364 c., 373 c., 383-10, 403 c.
 — Nancy. Pêche fluviale 161. — Sol 31 c., 106.
 — Orléans. Dom. engagés 127-10.
 — Toulouse. Minorité 363-10.
 — Cons. d'Etat. Compét. administr. 44-80; Halle 31, 32 c.; Loi 74. — Cons. d'Etat 195, 196-40. — Impôts dir. 166. — Postes 155. — Requête civ. 291 c. — Trésor public 456-10.
 — Chambre des députés. Majorat 7.
 18 Cass. Architecte 17 c.; Commune 1218; Poids et mes. 30 c. — Garde nat. 391, 521-20. — Instr. crim. 1076 c.; Jugem. 1108-30 c. — Bourbon. Privil. et hypothèques 1871-10.
 — Bruxelles. Jug. d'av. dire droit 35-80.

Janvier.

- 18 Paris. Dépôt 14-40 c.; Notaire 353. — Société 1675-10.
 — Rennes. Commune 2679-10. — Enquête 89.
 20 Grenoble. Loi 378-10; Prescript. civ. 1126 c.
 — Paris. Echange 45; Privilèges et hypoth. 431; Transcript. hypoth. 624 c., 626 c.
 — Trib. de Colmar. Jour férié 42 c. — Décis. Dom. de l'Etat 100.
 21 Cass. Chose jugée 186-10 c.; Obligat. 2008; Prêt à intérêts 31-40 c. — Douanes 97. — Jugem. 1006-40 c.; Prescript. civ. 599 c., 632, 841-40 c.; Succès. 1555 c., 1564. — Obligat. 4645. — Requête civ. 130.
 — Aix. Mat. somm. 8 c., 44-40.
 — Grenoble. Contr. de mar. 3332.
 — Pau. Dom. élu 25-80 c.; Exploit 235 c.; Privil. et hypoth. 2698 c., 2732-10-30 c., 2772-30 c. — Jug. p. déf. 402.
 — Delib. Enreg. 3028, 3641, 4847.
 22 Cass. Cassation 1909-170; Contr. p. corps 481 c.; Société 1064. — Compét. admin. 240 c.; Impôts indir. 15 c.; Jugem. d'av. dire droit 52 c.; Quest. préjud. 198-30.
 — Bordeaux. Appel incid. 136; Contr. de mar. 1863, 1864 c.; Except. 349 c., 359-40 c.
 — Bruxelles. Conciliat. 54. — Enquête 550, 640 c.
 — Caen. Contr. de mar. 1954.
 — Dijon. Forêts 629.
 — Grenoble. Jug. p. déf. 421-70.
 — Metz. Forêts 568.
 — Poitiers. Enquête 130 c., 199-30 c., 203, 204 c.
 — Trib. de Rennes. Enreg. 5105, 5246 c.
 — Trib. de la Seine. Presse-outrage 383-60.
 23 Cass. Instr. crim. 2650-40.
 — Aix. Poids et mes. 173-10.
 — Bordeaux. Reprises d'inst. 89.
 — Liège. Vente publ. d'imm. 107-30.
 — Paris. Bourse de commerce 374; Obligat. 4306 c.; Responsab. 264 c., 444 c.; Trésor public 1219 c.
 24 Cass. Commune 1153. — Compét. crim. 445 c. — Evasion 69-30, 69 c.; Instr. crim. 2426 c. — Médecine 54-30 c., 55, 56 c. — Voirie p. terre 2396-30.
 — Aix. Droit. marit. 356 c., 1300; Traitement 172 c.
 — Dijon. Mines 158 c.
 — Grenoble. Disposit. entre vifs 1633, 1648-20.
 — Lyon. Jugement 281-80; Vente publ. d'imm. 1693-40 c.
 — Pau. Contr. p. corps 797 c., 798, 991-10.
 — Trib. comm. de Paris. Acte de comm. 242; Théâtre 168 c.
 — Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 303, 306, 364. — Dom. de l'Etat 147 c., 154. — Eau 408 c., 410-10, 489-50 c., 473-70 c. — Impôts dir. 191, 437-10. — Responsab. 363; Travaux publics 920 c. — Décis. Douanes 103.
 — Delib. Enreg. 2496, 4149.
 25 Cass. Avocat 352, 481 c.; Défense 119 c., 121 c.; Presse-outrage 1276 c.
 — Agen. Degr. de jurid. 339; Jug. p. déf. 388-30.
 — Bordeaux. Compte 36.
 27 Cass. Octroi 288, 310 c.
 — C. C. Beige. Enreg. 5033.
 — Nancy. Exploit 319-60.
 — Rennes. Jugem. 291-30.
 28 Ord. Mines 751.
 — Cass. Acquissem. 479; Frais et dép. 933 c. — Effets de comm. 407. — Exploit 344-30 c.; Expropriation publ. 164 c., 276, 284 c. — Obligat. 3911-50.
 — Liège. Faillite 64-80.
 — Trib. comm. de Paris. Privil. et hypoth. 186, 196-10 c., 214 c.

Janvier.

- 28 Delib. Enreg. 1930, 3119.
 — Instr. Enreg. 3821.
 29 Cass. Cassation 1603-40 c., 1874-120 c.; Emigré 157 c.; Faillite 974 c.; Force majeure 32-30 c.; Jugem. 353-10 c.; Obligations 870 c., 1362. — Douanes 323, 499, 635 c. — Organ. colon. 931. — Organ. marit. 482 c.
 — Bastia. Droit polit. 437 c., 491 c.
 — Bordeaux. Droit marit. 2073 c., 2074.
 — Dijon. Forêts 538.
 — Douai. Vente publ. d'imm. 1768.
 — Nancy. Degr. de jurid. 146. — Prescript. civ. 149.
 — Paris. Retenue 37. — Théâtre 165.
 — Trib. correct. d'Yvetot. Procès-verbal 571.
 30 Cass. Appel crim. 221; Exploit 751-10 c. — Forêts 523 c., 533; Procès-verbal 585 c., 610 c. — Privil. et hypoth. 2282; Succès. 1432. — V. 31 janvier.
 — Bordeaux. Contr. de mar. 405.
 — Grenoble. Procès-verbal 118-50.
 — Rennes. Acquissem. 414; Appel civil 577; Demande nouv. 71-30 c.; Vente 1592. — Jug. d'av. dire droit 24-149.
 — Toulouse. Surenchère 215-10, 217 c.
 — Circ. Impôts indir. 324; Secours publics 202.
 — Solut. Enreg. 6033.
 31 Cass. Exploit 398-30 c.; Impôts indir. 493. — Instr. crim. 660; Peine 682-10, 697 c., 702; Prescript. crim. 32 c.
 — Lyon. Appel crim. 32.
 — Paris. Servitudes 1009.
 — Pau. Acte de comm. 113, 205 c.; Commerce 34 c.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Et. 338-60. — Emigré 414-70. — Forêts 1899. — Impôts dir. 615-30. — Manufact. 82-10. — Octroi 350-10 c.-30 c., 355-30. — Patente 29-60, 413-30. — Pêche marit. 33.
 — Décis. Douanes 546.
 — Delib. Enreg. 2670, 4298.

Février.

- 1 Cass. Cassation 418; Commission. 308 c.; Industrie 424-10, 426-10 c., 50 c., 431 c.; Tentative 119-80 c. — Crimes contre les personnes 120. — Faux incid. 271. — Forêts 371, 432 c. — Postes 605-10.
 — Aix. Arbitr. 220; Loi 477-30 c.
 — Bordeaux. Deg. de jurid. 321-10.
 — Liège. Prescript. crim. 123.
 — Nancy. Forêts 841.
 — Rennes. Office 142. — Trav. publ. 1167.
 — Trib. correct. de la Seine. Portier 5-70.
 2 Gand. Obligat. 2935.
 — Décis. Mines 137, 229.
 3 Cass. Cassation 1734-30 c.; Contr. de mar. 1813. — Garde nation. 527.
 — Bastia. Mariage 82-110, 623 c.; Paternité 598-10 c., 80 c.
 — Paris. Référé 195 c. — Tierce-opposit. 181-90.
 — Rennes. Compét. comm. 489.
 — Rouen. Privil. et hypoth. 2607-30, 2612 c.
 — Décis. Enreg. 4964-20.
 4 Cass. Deg. de jurid. 411 c.; Huissier 95. — Deg. de jurid. 585 c., 607-40; Jugem. 634; Saisie-arr. 312-30. — Tierce-opposit. 244. — Enreg. 140, 3276 c. — Jugem. 302-90. — Organ. judic. 361-30. — Secours publ. 59 c.
 — Aix. Faillite 295-30 c., 1222 c., 1279.
 5 Cass. Prescript. civ. 833; Rentes foncières 56, 63-10.
 — Bruxelles. Compét. comm. 109. — Demande nouv. 185-20.

Février.

- 5 Colmar. Appel civ. 446 c.; Contr. judic. 13 c.; Obligat. 5180.
 — Lyon. Servitudes 924.
 — Paris. Obligat. 2363; Trés. publ. 1413 c.
 — Poitiers. Vérificat. d'écrit. 121-10-50.
 — Toulouse. Vente 453.
 — Trib. de la Seine. Propr. Ind. 351.
 6 Ord. Majorat 30.
 — Cass. Instr. crim. 1566, 1600-10, 1636-40; Jugem. 1099-30. — Instr. crim. 1592-30, 1857, 1859 c. — Vente 2000.
 — Bordeaux. Mandat 214.
 — Metz. Mandat 269 c.
 — Poitiers. Disposit. entre vifs 2670.
 — Décis. Douanes 665.
 7 Cass. Appel crim. 221; Exploit 751-10 c. — Forêts 523 c., 533; Procès-verbal 585 c., 610 c. — Privil. et hypoth. 2282; Succès. 1432. — V. 31 janvier.
 — Bordeaux. Contr. de mar. 405.
 — Grenoble. Procès-verbal 118-50.
 — Rennes. Acquissem. 414; Appel civil 577; Demande nouv. 71-30 c.; Vente 1592. — Jug. d'av. dire droit 24-149.
 — Toulouse. Surenchère 215-10, 217 c.
 — Circ. Impôts indir. 324; Secours publics 202.
 — Solut. Enreg. 6033.
 31 Cass. Exploit 398-30 c.; Impôts indir. 493. — Instr. crim. 660; Peine 682-10, 697 c., 702; Prescript. crim. 32 c.
 — Lyon. Appel crim. 32.
 — Paris. Servitudes 1009.
 — Pau. Acte de comm. 113, 205 c.; Commerce 34 c.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Et. 338-60. — Emigré 414-70. — Forêts 1899. — Impôts dir. 615-30. — Manufact. 82-10. — Octroi 350-10 c.-30 c., 355-30. — Patente 29-60, 413-30. — Pêche marit. 33.
 — Décis. Douanes 546.
 — Delib. Enreg. 452.
 8 Cass. Presse-outr. 1447-30. — Vol 440.
 — Orléans. Instr. crim. 57 c.; Octroi 381.
 — Paris. Exploit 586-20 c.; Reins 145; Obligat. 1885-30 c.; Privil. et hypoth. 183, 338-10, 344-10 c.
 — Décis. Douanes 165-40.
 10 Cass. Effets de comm. 38 c.; Enreg. 3619.
 — Rouen. Vente publ. d'immeubles 616.
 11 Cass. Action posses. 222. — Assurance terrestre 249 c., 260 c.; Louage 369. — Compét. comm. 352, 458 c.; Deg. de jurid. 554-90 c.; Jugem. 168-10 c.; Privil. et hypoth. 2812 c.; Mandat 157-30, 323 c., 371 c., 380 c., 413-30 c.; Obligat. 5406 c., 5410 c., 5475 c. — Trés. publ. 610, 617 c.
 — Besançon. Pérempt. 143 c., 325-40-50 c.
 — Liège. Disposit. entre vifs 4128, 4303.
 — Paris. Organ. colon. 926.
 — Delib. Enreg. 1505, 2847, 4480, 5101, 6031.
 — Solut. Enreg. 2874.
 12 Ord. Dom. de l'Etat 97; Organ. marit., p. 1687.
 — Cass. Action posses. 36, 570 c.; Commune 1430 c.; Voirie par terre 1450 c. — Enreg. 75, 3585 c., 5103 c., 5341-40 c.
 — Bruxelles. Jugement par défaut 43-90.
 — Trib. de la Seine. Mont-de-piété 65 c., 80 c., 81.
 13 Cass. Action posses. 229 c.; Commune 2124. — Affiche 117 c., 153 c.; Commune 1254. — Commune 988 c., 994 c.; Contr. travent. 116 c., 118 c. — Exploit 513-30 c.; Jugem. 22-10 c., 1008-60 c.; Preuve 37-30 c.; Propriété 68-10. — Force majeure 46 c.; Forêts 704, 706 c.; Procès-verbal 665 c. — Jugem. 333-140 c.; Propriété 67-10 c., 68-10. — Vol 224-50.
 — Bordeaux. Arbitr. 1277.
 — Douai. Notaire 336-30.
 — Décis. Commune 438.

Février.

- 14 Cass. Action possess. 806. — Cassation 2205 c.; Deg. de jurid. 683-10 c.; Délai 35 c.; Jugem. par défaut 443-30; Témoin 95 c. — Garde nation. 255 c.; 372-30. — Voirie par terre 1896.
- Aix. Arbitre 603.
- Bourges. Compét. civ. tribun. d'arrond. 77.
- Gand. Jugem. 13, 24; Mariage 638-30, 739-10 c.
- Liège. Chasse 126.
- Lyon. Avocat 146.
- Paris. Obligat. 4738-70; Success. 1885, 1970, 1972.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 271. — Dom. de l'Etat 272. — Impôts dir. 113-20, 310-20, 461-30. — Trav. publ. 531-50, 541 c., 549. — Trés. publ. 429-10, 452-40.
- Délit. Enreg. 2914-10, 2916-10, 5347.
- 15 Cass. Cassation 210 c.; Instr. crim. 3066 c., 3130, 3256-40, 3731. — Presse-outrage 258, 1533-20 c.
- Bruxelles. Organ. judic. 514.
- Grenoble. Assurance terrestre 269.
- Nancy. Compte courant 55.
- Paris. Assurance terrestre 212. — Propriété littér. 108 c., 110.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 549, 551.
- 16 Loi. Lois codifiées 13-60 c.; Presse-outr. 455 s., p. 413.
- C. d'ass. de la Seine. Adultère 90; Instr. crim. 2466-10 c.
- 17 Cass. Privil. et hypoth. 1684-40.
- Lyon. Prescript. civ. 900-40; Privil. et hypoth. 1720-30 c.; Transcription. hypoth. 509 c.
- Poitiers. Privil. et hypoth. 291.
- 18 Ord. Exprop. publ. 28; Marais 13; Trav. publ. 331 s., p. 851; Voirie par terre, p. 201.
- Nîmes. Contrat de mar. 3466.
- Orléans. Presse-outr. 1523.
- Paris. Jugem. par défaut 227-100 c.
- Riom. Deg. de jurid. 59 c.; Industrie 324-10-20, 327 c., 332 c.; Jugem. 27-70; Prud'hommes 64.
- Délit. Enreg. 5275.
- 19 Cass. Cassation 1620-30 c.; Droit marit. 1121; Mandat 114-20 c.; — Compte 150 c., 155.
- Bordeaux. Culte. 490-30 c., 493; Prescript. civ. 836-60. — Org. colon. 317-20.
- Bourges. Appel incid. 76.
- Bruxelles. Enquête 369 c., 372.
- Paris. Conciliat. 317-10.
- Rennes. Récusation 58.
- 20 Cass. Contravent. 458 c.; Médecine 70. — Emigré 131-10, 132-30 c. — Médecine 70. — Règlém. de juges 9-30, 134 c., 135 c. — Serment 111-10, 118.
- Bordeaux. Compét. comm. 415.
- Bruxelles. Duel 112.
- Liège. Action 381 c.; Except. 533. — Disposit. entre vifs 560.
- Montpellier. Privil. et hypoth. 1545-40.
- Paris. Faillite 1527-90, 1528 c. — Privil. et hypoth. 688-20.
- 21 Cass. Compét. admin. 346 c.; Jugem. 1045-50 c.; Propriété 117. — Poids et mesures 163-20.
- Rennes. Chose jugée 283-30 c.; Disposit. entre vifs 1215, 1231-20 c., 1242 c.; Success. 1793 c.
- Cons. d'Etat. Conflit 50-30 c., 55 c., 93-10; Dom. publ. 78 c.
- 22 Cass. Cassation 1775 c.; Presse-outr. 567-60, 582-20 c.; Chose jugée 446. — Délit polit. 16-10. — Forêts 490, 949 c., 967 c. — Jugem. 1102-60.
- Bordeaux. Péremption 341-20.
- Paris. Action 125 c.; Servitudes 482 c.; Vente 1096-30.
- Rouen. Substitut. 166.
- Ord. Vole publ. 6-40.

Février.

- 23 Loi. Gendarme, p. 494.
- 24 Cass. Propriété 296-30 c., 311-10. — Aix. Droit marit. 914.
- Metz. Forêts 423.
- Montpellier. Exploit 359-10.
- Pau. Eau 208-20 c.; Propriété 167-60 c.; Propriété féodale 435-40 c.
- Trib. de Gray. Obligat. 3389-10.
- 25 Cass. Avoué 845 c.; Frais et dépens 72-10 c.; Privil. et hypoth. 977. — Disposit. entre vifs 216. — Frais et dépens 358, 398 c., 399 c., 457 c., 862 c., 863 c.
- Bastia. Appel civ. 1091, 1092 c.
- Bourges. Except. 283.
- Colmar. Vente publ. d'immeubles 780 c.
- Lyon. Date 24 c.; Désistement. 166 c.; Pérempt. 148, 223 c.
- Montpellier. Success. 1138-20.
- Nancy. Faux incid. 194.
- Paris. Disposit. entre vifs 1944; Rentes constituées 138 c.
- Poitiers. Appel civil 379 c.; Deg. de jurid. 410-20 c.; Domicile élu 30-30; Exploit 185; Saisie-exécut. 236 c., 281 c. — Servitudes 491.
- Délit. Enreg. 2753.
- 26 Cass. Acquissem. 158 c., 945 c.; Arbitr. 1235 c.; Compét. admin. 269 c.; Dom. de l'Etat 311. — Contrat de mar. 3503 c., 3520. — Faillite 193, 1356 c.; Jugem. par défaut 414-10 c.; Saisie-arrest 427 c., 428-10. — V. 1835.
- Bastia. Péremption 95, 130 c.
- Bruxelles. Arbitre 1270. — Jugem. 323-70.
- Lyon. Organ. milit. 376 c., 436, 438-10 c.
- Nîmes. Privil. et hypoth. 905, 2365.
- Toulouse. Effets de comm. 832; Minorité 754-30 c.; Pérempt. 347-20 c.; Reprises d'instance 24-10 c.
- 27 Cass. Domicile 46-90, 133 c.; Exploit 334-30 c.; Forêts 1429. — Instr. crim. 2150-30, 2464 c.; Témoin 592 c.
- Bordeaux. Crimes contre les personnes 120. — Mariage 894-10.
- Douai. Success. 326.
- Grenoble. Assurances terrestres 84, 231 c.; Cautionn. 231 c.; Privil. et hypoth. 2277 c.
- Lyon. Péremption 78-20, 136-10.
- 28 Cass. Contrat de mar. 3734 c., 3740 c., 3745-10, 3757 c.; Requête civile 100. — Douanes 617, 618 c., 619 c.; Droit marit. 215 c. — Frais et dépens 994-50. — Jugem. d'av. dire droit 92-40; Voirie par terre 2005-40, 2360-20 c. — Procès-verb. 603, 641-10.
- Bordeaux. Chose jugée 103.
- Bruxelles. Jugem. 693-40.
- Nancy. Vente 627.
- Paris. Conclus. 77-50 c.; Ordre 335, 506.
- Poitiers. Contrat de mar. 2040, 2043 c.
- Riom. Notaire 81-20.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 323-20. — Marché de fourn. 16-20. — Voirie par terre 1730-10.
- Délit. Enreg. 1877, 5105.

Mars.

- 1 Cass. Cassation 1746-80 c.; Loi 541 c.; Propriété littér. 437, 438 c. — Contravent. 458 c.; Culte 826 c.; Médecine 47. — Garde nation. 147-10, 466-20, 674-10.
- Paris. Commission 268 c., 278; Vente 674 c.
- Pau. Servitudes 892-20 c., 893.
- Toulouse. Arbitr. 759 c., 1083.
- 2 Paris. Vente publ. d'imm. 1401, 1506.

Mars.

- 3 Cass. Cassation 2157 c.; Chose jugée 63-10 c.; Effets de comm. 544, 760 c.
- C. C. belge. Disposit. entre vifs 3441.
- Colmar. Success. 1473, 1477.
- Grenoble. Culte 146; V. 3 mai 1831.
- Montpellier. Forêts 1163, 1206, 1231.
- Paris. Responsab. 644; Trésor public 1220 c.
- 4 Cass. Appel incid. 79; Intervent. 146-20. — Cassation 1577 c.; Obligat. 3138. — Compétence admin. 75-10; Jugem. 159-90 c. — Contrat de mariage 3946. — Privil. et hypoth. 2731.
- Bordeaux. Commiss. 182 c.; Faillite 1256-30, 1284 c. — Vente 1722-10.
- Paris. Cautionn. de fonctionn. 66 c., 81, 82 c.
- Circ. Douanes 485.
- Délit. Enreg. 5305.
- 5 Cass. Compte cour. 18 c., 21 c.; Obligat. 5073-10 c.; Trés. publ. 1406-10. — Jugem. 58-50, 1012-60; Prêt à intérêts 175-40.
- Dijon. Forêts 424, 515; 614. — Procès-verb. 71.
- Grenoble. Jug. p. déf. 47-30.
- Paris. Privil. et hypoth. 2418-30.
- Poitiers. Jugem. 232-10.
- Rennes. Compét. 46.
- Trib. de Compiègne. Enreg. 1515.
- Trib. correct. de la Seine. Propriété littér. 375.
- Décis. Douanes 213.
- 6 Cass. Cassation 1633-70 c.; Dépôt 222; Référé 24 c., 126-20 c., 128. — Commune 773, 774 c., 777 c.; Contr. 256 c., 258 c., 269. — Enreg. 2251, 2709 c., 5559 c., 5562 c. — Forêts 536, 1163, 1363; Procès-verbal 636 c. — Garde nation. 309-30, 607-10. — Obligat. 5035. — Procès-verbal 687-10.
- Nîmes. Compét. civ. trib. d'arr. 119.
- Orléans. Forêts 1637.
- Paris. Privil. et hypoth. 472-10, 1250 c.
- Trib. de Compiègne. Enreg. 1515.
- 7 Cass. Cassation 1603-60 c.; Jour férié 52 c.; Obligat. 4730-30 c.; Vente 1485, 1486, 1494-20 c. — Garde nat. 590-20. — Organ. instr. publ. 323-30. — Voirie p. eau 315-20.
- Grenoble. Commission. 416 c.; Voiture 183.
- Toulouse. Exploit 641-40.
- Cons. d'Etat. Frais et dépens 1203-20. — Impôts dir. 278-10, 288. — Organ. admin. 405-20. — Travaux publics 456, 460, 596, 1132-50, 1213. — Trésor public 1065-10. — Voirie p. eau 582-20.
- Délit. Enreg. 4323.
- Instr. Forêts 493; Pêche fluviale 193 c.
- 8 Cass. Exploit 425-10, 431 c.; Fonctionn. publics 88 c.; Procès-verbal 617-20. — Forêts 318-60 c., 1936-40. — Garde nat. 319-60.
- Bruxelles. Enquête 364-10.
- Grenoble. Contrat de mar. 3418-40, 3457; Privil. et hypoth. 2693-20.
- Paris. Commune 2523-20.
- Riom. Privil. et hypoth. 2203.
- Toulouse. Exploit 359-40.
- Décis. Douanes 103.
- 9 Aix. Nantissement 318; Obligat. 2870-20 c.
- 10 Arrêté. Monument 13.
- Cass. Obligat. 5147 c.; Prescript. civ. 588 c., 1051.
- Bourges. Disposit. entre vifs 2747.
- Liège. Contr. par corps 1030-60.
- Toulouse. Dom. destruct. 176 c. — Frais et dép. 992 c.; Propriété. 56-20 c.; Travaux publ. 785, 791 c., 211 c.
- 11 Ord. Prud'hommes, p. 534.

Mars.

- 11 Cass. Cassation 1600-90 c.; Obligat. 772 c.; Privil. et hypoth. 1299-20, 1319-20 c., 2730 c.; Tierce-opposit. 146-10 c. — Cassation 1893-40 c.; Disposit. entre vifs 3600. — Chose jugée 388-20; Commune 1851. — Disposit. entre vifs 1997; Success. 116-10 c.
- Gand. Ordre 426 c., 722-20, 791-10 c., 20 c., 30 c.
- Paris. Compét. comm. 154. — Louage 340-40.
- Délit. Enreg. 1498.
- 12 Cass. Action 293 c.; Emigré 315-10. — Chose jugée 134 c.; Compét. comm. 153; Conciliat. 239-20 c.; Expert. 23-20 c.; Industrie 99 c., 122 c.; Louage d'ouv. 41 c.; Prescript. civile 991 c. — Jugem. 101-10. — Vente publ. d'immeub. 2181 c.; V. 12 mars 1833.
- Aix. Avocat 247, 335 c.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 1834; Mandat 351; Prêt à intér. 194 c.
- Nîmes. Prescript. civile 900-50, 944 c.
- Rennes. Organ. judic. 404.
- Trib. de la Seine. Obligat. 318. — Propriété littér. 305.
- 13 Cass. Boulanger 12, 40, 52 c.; Commune 636 c., 720 c., 1268, 1274 c.; Compét. admin. 199 c.; Jugem. 1100-30 c.; Loi 491-70 c.; Peine 93 c. — Evan. 73; Règlém. de juges 158-40 c. — Garde nation. 421, 450, 608-10. — Jugem. 1025-50, 1105-50.
- Bourges. Avocat 383, 395 c., 397 c., 400 c.
- Bordeaux. Success. 466-30.
- Grenoble. Obligat. 5120. — Responsab. 537 c., 642.
- Paris. Appel civ. 1237; Exploit 165 c.
- Pau. Servitudes 1266.
- 14 Cass. Cassation 1688 c.; Obligat. 2501-20, 2503-50 c. — Commune 1066, 3147. — Compét. crim. 412; Garde nation. 323-20. — Contravent. 109 c.; Procès-verbal 177-10. — Garde nation. 148-10 c., 307, 330-20 c., 338-10, 342-70, 366-50, 403-50, 539-50, 556-20. — Garde nation. 700-30; Jugem. 792-10. — Organ. milit. 696 c.
- Bordeaux. Vente 74.
- Colmar. V. 23 mai 1834.
- Paris. Mariage 758-20.
- Riom. Descente sur les lieux 20-10.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 470.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 46 c.; Presse-outr. 105. — Compét. admin. 371; Impôts dir. 648-20. — Cons. d'Etat 204. — Dom. de l'Etat 265-50. — Forêts 647. — Impôts dir. 324, 461-30. — Pension 330.
- Délit. Enreg. 1987, 3116, 4973.
- 15 Cass. Instr. crim. 3143-10.
- Bordeaux. Demande nouv. 64-20 c.; Louage d'ouv. 99, 100 c.
- Caen. Presse-outr. 1389-40.
- Rennes. Organ. judic., V. 13 mars 1834.
- Toulouse. Obligat. 4956 c.; Success. 309-10.
- Trib. comm. de Paris. Propriété littér. 169-20 c.; Théâtre 263 c., 265.
- Circ. Hospices 468-20.
- 16 Nancy. Prescript. civ. 683 c.
- 17 Cass. Société 944.
- Bordeaux. Privil. et hypoth. 868.
- Bruxelles. Enquête 537, 538-30 c., 539-20 c.
- Gand. Faillite 267-70.
- Paris. Nantissement. 271 c. — Privil. et hypoth. 1004. — Référé 131 c.
- Pau. Louage 278-30.
- Rennes. V. même date, Cour de Pau.
- Rouen. Usage 155.

Mars.

- 17 C. d'ass. de la Seine. Instr. crim. 1433.
- 18 Cass. Emigré 228 c.; Success. 518 c., 980. — Jugem. 1005-20; Nom 23-20.
- Grenoble. Vente publ. d'immeub. 1882, 2203 c.
- Rennes. Travaux publ. 1167-20.
- Riom. Presse-outr. 567-60.
- 19 Cass. Action possess. 193. — Cassation 1600-150 c.; Cautionnem. 43; Jugem. 1051-90 c. — Cassation 1816 c.; Jugem. 980-30, 989-50, 1012-70. — Droit marit. 3307. — Organ. marit. 461 c.
- Besançon. Société 273.
- Bordeaux. Commune 2655 c., 2697.
- Pau. Chose jugée 803-10 c.; Droit civ. 532 c., 528; Loi 554-50 c.; Tierce-opposit. 43.
- Rennes. Récusation 58; Règlém. de juges 75 c. — Servitudes 919.
- Trib. de Vienne. Enreg. 1385 c., 1386.
- Décis. Douanes 540.
- 20 Cass. Complice 136 c., 169-20. — Contravent. 412 c.; Vol 432-20. — Bordeaux. Disposit. entre vifs 287; Success. 1232 c., 1233 c. — Propriété 392.
- Liège. Jugem. 677-40.
- Paris. Domicile 30 c.; Droit civil 265 c.
- Avis Cons. d'Etat. Commune 2517.
- Décis. Notaire 643, 666, 667 c., 669 c.
- 21 Cass. Contravent. 162; Jugement 795. — Crimes contre les personnes 157. — Emigré 132-30 c., 134. — Faux 326. — Garde nation. 91.
- Angers. Jugem. 509 c., 512-30; Vente publ. d'immeub. 274 c.
- Liège. Exploit 373-30.
- Nancy. Dom. engagés 38-10.
- Paris. Dom. engagés 51-30.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 47 c. — Impôts indir. 274, 333. — Patente 47-40. — Procès-verbal 740-20.
- Délit. Enreg. 2914-10.
- 22 Cass. Garde nation. 573-40, 574. — Octroi 210-20.
- Bordeaux. Succession 2103 c.; Vente publ. d'immeub. 2193, 2202-20 c.
- Paris. Contrat de mariage 614 c., 646. — V. 22 novembre 1834.
- Pau. Jugem. 534.
- Trib. correct. de la Seine. Propriété littér. 90.
- Circ. Disposit. entre vifs 3408.
- 23 Paris. Médecine 160.
- 24 Bruxelles. Effets de comm. 590. — Paris. Success. 1721-10, 2072; Tierce-opposit. 198-20.
- 25 Cass. Cautionn. 265 c.; Contr. de mar. 1054, 1057 c., 1066 c., 3408; Ordre 1318 c., 1338 c.; Privil. et hypoth. 961 c., 2332 c., 2335 c. — Enreg. 214. — Success. 1031 c., 1034. — Vente publ. d'immeub. 1501.
- Bordeaux. Appel civ. 972.
- Paris. Compét. admin. 93-10; Droit civil 411 c.
- Trib. civ. de Paris. Privil. et hypoth. 2203; Saisie-arrest 446-10-30.
- 26 Cass. Avoué 57 c.; Contr. judic. 14-10 c.; Désaveu 81 c., 69-80 c., 71 c., 132; Jugem. par défaut 331-30 c.; Mandat 133 c.; Obligat. 3004 c.; Transaction 57. — Cassation 876; Conflit 92, 95-10 c. — Douanes 864-10 c., 963 c.; Intervent. 59. — Exploit 388-20 c., 425-40. — Instr. par écrit 29-10.
- Bordeaux. Conclus. 30, 35 c.; Domicile 40-30. — Disposit. entre vifs 110. — Faillite 331-40; Privil. et hypothèques 468-10, 1114 c.
- Bruxelles. Enquête 638.
- Liège. Vente 1731.

Mars.

- 26 C. d'ass. de la Seine. Complice 75; Crimes contre les personnes 304 c.
27 Loi. Trés. publ., p. 1149.
— Cass. Complice 136 c., 169-20.
— Instr. crim. 2376, 3600.
— Trib. comm. de Paris. Arbitre 946; Avocat 329 c.
28 Poitiers. Deg. de jurid. 114.
29 Grenoble. Instr. crim. 850.
— Lettre. Impôts dir. 535.
30 Ord. Monnaie, p. 385.
31 C. C. belge. Enreg. 23446, 2930.

Avril.

- 1 Cass. Compétence admin 15 c.; Mandat 95 c.; Société 1470 c., 1479; Enreg. 5459.
— C. C. belge. Action possess. 740.
2 Cass. Disposit. entre vifs 890; Lois 325; Obligat., V. 2 avril 1835; Reglem. de juges 57.
— Instr. Privil. et hypoth. 1453.
3 Cass. Renvoi 67.
— Bourges. Dispos. entre vifs 1018 c., 1020-60, 1021 c.
— Paris. Affiche 131 c.; Vente publ. d'imm. 1434.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 204; Impôts dir. 436-60; Patente 213.
4 Ord. Organ. admin., p. 611.
— Cass. Cassation 1778 c.; Presse-outr. 254, 1014 c.; Commune 2131 c., 2151; Organ. marit. 1003-50; Presse-outr. 263 c.
— Delib. Enreg. 1757, 2687.
5 Cass. Forêts 1025; Quest. préjud. 87-20, 147 c.
— Aix. Disposit. entre vifs 4163.
— Paris. Faillite 810-70.
6 Ord. Archives 29; Eaux minér. et therm. 15; Organ. admin., p. 611; Organ. judic. 479.
— Guadeloupe. Vente 1186-30.
7 Cass. Cassation 1809 c.; Dispos. entre vifs 526-30.
— Bordeaux. Degré de jurid. 409-10 c.; Privil. et hypoth. 980; Surenchère 146-40.
— Toulouse. Success. 2228.
8 Loi. Dom. de la cour. 97; Trésor public 474.
— Ord. Dom. de l'Etat, p. 99.
— Cass. Assur. terrest. 85 c., 187; Compét. civ. trib. d'arr. 147 c.; Cassation 1823-30 c.; Minorité 618; Chose jugée 354-10 c.; Jugem. 168-100 c.; Privil. et hypoth. 1744; Dom. de l'Etat 333; Place de guerre 54; Effets de comm. 647.
— Amiens. Vente 1226.
— Bastia. Acte de comm. 211; Société 228-30 c.
— Nîmes. Obligat. 5190-10.
— Paris. Assur. terrest. 191; Date 21 c.
9 Cass. Disposit. entre vifs 3576 c.; Dom. de l'Etat 310-10 c., 325; Dom. de l'Etat 342-30; Frais et dépens 65; Faillite 1077-39; Loi 279 c.; Prescript. civ. 878-39.
— Nancy. Acquiescem. 268 c.; Success. 3218-10.
— Paris. Disposit. entre vifs 1668-40 c., 1675 c.; Obligation 5079-30.
— Rouen. Jugem. 512-20 c.; Vente publ. d'imm. 211.
— C. d'assises de la Seine. Défense 142.
— Décis. Douanes 492.
10 Loi. Associat. illicites, p. 289; Associat. de secours mutuels 22 s.; Droit publ. 22; Lois codif. 11; Ouvrier 143 s.; Réunions publ. 4.
— Bordeaux. Commiss. 472.
— Paris. Biens 112.
1 Cass. Contrat de mariage 507 c., 1064 c.; Instr. crim. 3377, 3381 c.; Vente publ. d'imm. 908.
— Bordeaux. Frais et dépens 128; Responsab. 112-30 c.

Avril.

- 11 Paris. Contr. p. corps 361; Rétéré 182, 219-90.
— Cons. d'Etat. Commune 208 c.; Organ. admin. 813-10; Concess. admin. 88; Hospices 75; Droit civil 100; Halles 75; Impôts dir. 191-50; Organ. milit. 159 c., 668-40; Patente 326.
— Avis com. Int. Commune 1091.
— Instr. Enreg. 144.
12 Cass. Bourse de comm. 493, 497 c.; Cassation 1924-40 c.; Except. 575-60 c.; Jugem. 1103-20 c.-30 c.; Nullité 26 c.; Preuve 89-50 c.; Commune 659-10 c.-30 c., 1088; Grains 64 c.; Instr. crim. 23-70 c.; Commune 1107; Loi 556 c.; Org. milit. 880 c.
— Nancy. Louage 330, 413.
— Paris. Acquiescem. 543; Acte de comm. 66; Acte de comm. 325 c., 401 c., 405; Cautionn. 110 c.; Effets de comm. 520; Demande nouv. 115-20; Success. 1820.
14 Cass. Enreg. 4277.
— Bastia. Cautionn. 64 c.; Loi 323 c.; Success. 612, 613 c., 617, 621-50 c., 624.
— Gand. Exploit 122-20.
— Liège. Degré de jurid. 115-30.
— Montpellier. Dom. engagés 31.
— Rennes. Conflit 95-20 c., 110-20, 114 c., 147.
15 Cass. Acquiescem. 582; Acte de comm. 278 c.; Arbitrage 593; Cassation 327 c.; Mines 92 c., 195; Société 232-10 c., 236-70, 257-20, 584; Cassation 1872; Jugem. 1040; Mandat 312-10 c.; Obligat. 91-20, 2375 c., 3832; Obligat. 3670.
— Bordeaux. Vente publique d'imm. 792.
— Paris. Acte de comm. 196; Commerce. 54 c.; Propriété littér. 111.
— Toulouse. Mariage 698-30; Paternité 711-50.
— Delib. Enreg. 1500, 3932-10.
— Solut. Enreg. 2477.
16 Cass. Commune 1571 c., 1630-19; Conclus. 92 c.; Emigré 285; Prescript. civ. 826-70 c.; Loi 327; Paternité 445-50 c.; Notaire 364.
— Angers. Surenchère 203.
— Bruxelles. Compét. comm. 48.
— Except. 97, 102 c.
— Poitiers. Dispos. entre vifs 1595-20; Privil. et hypoth. 926 c.
— Rennes. Dénonciat. calomn. 63 c., 69.
— Circ. Douanes 492.
17 Cass. Arbitr. 185; Cassat. 1781-40 c.; Obligat. 5037-60; Disposit. entre vifs 602; Droit marit. 390; Instr. crim. 2109, 2919-30 c., 3454-20; Jugement 831-40, 1080-20; Société 256-70, 257-30, 584.
— Dijon. Mines 496-30.
— Paris. Privil. et hypoth. 494.
— Rennes. Faillite 822-10.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 299-30; Commune 1700; Conseil d'Etat 303; Frais et dépens 1203-50; Impôts dir. 113-20; Traitement 213, 216; Trav. publ. 1173; Trésor publ. 429-40, 452-50.
18 Cass. Enreg. 3682; Instr. crim. 3163, 3356; Peine 82-40 c.; Tentation 86-50 c.; Jugement 1064-30 c.; Vol 655; Organ. judic. 685-10.
— Montpellier. Servitudes 1161-10.
— Poitiers. Degré de jurid. 130-50.
— Toulouse. Compét. comm. 461; Disposit. entre vifs 3909.
— Avis. Commune 514.
19 Cass. Boucher 66; Commune 913 c.; Commune 702 c., 721 c., 1101, 1237 c.; Compét. admin. 20v c.; Grains 63-50 c.; Commune 1105; Grains 64 c.; Commune 1115.

Avril.

- 19 Bordeaux. Pérempt. 168-30.
— Paris. Acte de l'Etat civil 426.
— Decis. Douanes 634-20.
20 Loi. Organisat., p. 611; Ville de Paris 12, 20, 27, 28, 29, 34, 74, p. 147.
— Instr. Commune 468.
21 Cass. Acte poss. 40 c., 48, 57 c., 715 c.; Jugem. 166-50 c.
— Gand. Compét. admin. 37-60.
— Rennes. Théâtre 105.
22 Cass. Contrat de mar. 303; Jurid. 23-30; Mandat 132-20; Disposit. entre vifs 2128-10-20; Mariage 85-10; Nantiss. 217; Vente 52-10.
— Paris. Dom. publ. 47-40.
— Rouen. Arbitr. 1027.
— Toulouse. Vente publique d'imm. 819-30.
— Trait. V. 9 décembre 1834.
23 Ord. Voiture, p. 999.
— Cass. Exploit 89-20; Nullité 17 c.; Faillite 807-50; Obligat. 581-20; Société 153 c., 325, 1634 c.
— Bordeaux. V. 30 avril.
— Nancy. Prescript. civ. 308 c., 310.
— Riom. Frais et dép. 856 c.; Success. 1758, 1822 c.
24 Ord. Halles 28.
— Cass. Abreuvier 17 c.; Commune 1025 c.; Instr. crim. 894; Arbitr. 84 c., 680 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 219; Associat. de malfait. 18; Avocat 276 c.; Instr. crim. 1372; Cassation 184; Cassation 1678 c., 1679-10 c.; Dispos. entre vifs 3435-10; Commune 641 c., 668, 1046-20 c.; Commune 995 c.; Contravent. 117 c.; Instr. crim. 120-30, 906 c.; Jug. d'av. dire droit 92-50 c.; Minist. publ. 57; Jugem. 50-40, 232 c., 268-20 c.; Jug. p. déf. 40-40 c.; Nantiss. 217.
— Bordeaux. Success. 355, 577.
— Liège. Compétence comm. 102; Compte courant 100, 101 c., 123 c.
— Metz. Forêts 728.
— Paris. Cautionnem. de fonctionn. 79 c., 85; Industrie 82; Société 926-10; Vente 1639.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 460.
— Delib. Commissaire-pris. 17.
25 Cass. Contravent. 473; Témoin 91-60; Discipline 225-40; Prescript. crim. 213; Serment 187-30; Vol 446-50; V. 21 avril.
— Bourges. Forêts 1430.
— Cours. d'Etat. Agent d'aff. 28 c.; Patente 37-50; Compét. admin. 459 c.; Dom. de l'Etat 288; Voirie par eau 612-30-40; Cons. d'Etat 272; Imp. dir. 444; Poids et mes. 77, 78; Impôts dir. 617, 618-20; Instr. admin. 14-20; Organ. admin. 608; Patente 229-30.
— Solut. Garde nat. 26.
26 Cass. Commune 891, 1039 c.; Consul 40; Garde nat. 90-30 c.; Renvoi 129-10.
— Bruxelles. Droit civil 253.
— Colmar. Commune 2679-10 c., 2680.
— Paris. Commissionn. 357.
— Rennes. Obligat. 1950.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 261.
— Decis. Dom. de l'Etat 100.
27 Paris. Contr. p. corps 500.
— Delib. not. Paris. Ligat. 3593, 4300.
28 Orléans. Vente b.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1103.
29 Cass. Contrat de mariage 533 c., 3417 c., 3899 c., 3904 c., 3906 c., 3908, 3916-10 c.; Disposit. entre vifs 2630 c.; Vente 2032 c., 2041-10, 2056-20.
— Bordeaux. Reprises d'Inst. 12; Vente publ. d'imm. 1308 c.
— Decis. Passeport 59.
— Delib. Enreg. 2858, 2481.

Avril.

- 30 Cass. Avoué 136; Cassat. 1833-90 c.; Minorité 175-40 c.-50 c., 209-40; 356 c., 359 c.; Enreg. 4443; Enreg. 5784 c.; Jugem. 1046-40; Privil. et hypoth. 2201; Requête civile 179.
— Bordeaux. Droit marit. 1883.
— Bruxelles. Enquête 252; Jugem. 13-120.
— Liège. Puissance paternelle 131.
— Nancy. Prescript. civ. 81.
— Nîmes. Separat. de corps 44.
— Paris. Vente publ. d'imm. 1376, 1393, 1958-10 c.
— Trib. de Toul. Enreg. 1880.
Mai.
1 Loi. Droit civil 371.
2 Cass. Chose jugée 516 c.; Défense 123 c.; Dénonciat. calomn. 111-20 c.; Presse-outr. 1501; Témoin 365-20 c., 375 c.
— Bordeaux. Appel civil 646; Appel incid. 111 c.; Conclusions 50-10 c.
— Douai. Presse-outr. 599.
— Paris. Demande nouv. 203 c.; Droit civil 400-30; Référé 195 c.
— Toulouse. Propriété 609-10.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 204; Expert. 365 c.; Impôts dir. 99; Organ. administr. 841; Pension 162; Requête civile 268 c., 277, 281 c.
3 Loi. Dom. apanager 29; Dom. de la cour. 36.
— Ord. Boucher 98.
— Cass. Atroupement 19; Dom. destr. 177; Peine 370 c.; Presse-outr. 541 c., 604-30 c.; Chasse 67; Commune 768 c.; Chasse 105; Chasse 448; Forêts 518 c.; Garde nation. 140 c., 622-50, 634-20 c.; Instr. crim. 1823-20, 1827, 1882, 1885-20 c., 1887 c., 2218-20, 2319-40 c., 2327-30 c., 2927-30 c., 3080-20; Pêche fluv. 25; Récusation 42 c., 128-10 c.
— Bourbon. Domicile élu 127-20; Mandat 85 c.
— Bruxelles. Procès-verbal 267.
— Paris. Droit civ. 284, 515 c.
4 Loi. Trésor publ. 417, 460, 493, 554, p. 1149.
— Trib. de la Seine. Effets de comm. 617 c., 618.
5 Ord. Forêts 125.
— Cass. Cassation 1155-20; Domicile 131-30 c.; Exploit 217-50 c., 221-30; Péremption 324, 326 c.; Prescript. civile 565 c.
— C. C. belge. Enreg. 689.
— Grenoble. Action possess. 384 c.; Servitudes 183-30.
— Rennes. Obligation 3589 c.; Poids et mesures 173-30.
— C. d'ass. de la Flandre orientale. Désistement. 254 c.
— C. d'ass. de Gand. Presse-outr. 1548-10.
— Décis. Office 84 c., 148.
— Instr. Notaire 487.
6 Cass. Acquiescem. 683; Chose jugée 711-30; Expert. 85 c.; Cassation 304-50; Enreg. 3323, 5548-70; Obligat. 5230 c., 5245-30.
— Besançon. Forêts 1611.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 282-30, 324.
— Paris. Intervent. 37.
7 Cass. Acquiescem. 266; Cassation 1890; Demande nouv. 117-30 c.; Ordre 1303-20; Dom. de l'Etat 112 c.; Dom. engagés 25-20, 38-50 c.; Forêts 1648 c.; Enreg. 107 c., 1400.
— Angers. Scellés 266.
— Bordeaux. Obligat. 4820-30, 5111 c.; Office 146 c., 193 c.
— Bruxelles. Dispositions entre vifs 2452; Louage 617-20, 620-10 c., 20 c.

Mai.

- 9 Cass. Cassation 966, 1980 c.; Commune 1306; Complice 161-30; Instr. crim. 1708-50, 3080-50; Faillite 325-10; Jugem. 1020-50 c., 1033-20 c.; Instr. crim. 2680-10 c.; Obligat. 5095; Organ. judic. 363-10; Poids et mesures 29-10, 60 c., 61 c.; Vente publ. d'imm. 2132.
— Bordeaux. Enquête 306; Organ. judic. 404.
— Bruxelles. Fonctionn. publ. 143-10.
— Grenoble. Forêts 704, 708 c., 708 c.; Presse-outr. 682-20, 1196-30.
— Liège. Mines 561-10-30 c.
— Pau. Acquiescem. 143.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 196-30; Eaux 438-30, 457-110, 469-20; Intervention 162; Jugem. 921-30; Marché de fourn. 149-70; Organ. administr. 540-30, 594-40; Pension 208 c., 209 c., 234.
— Avis com. Int. Commune 339.
— Delib. Enreg. 3314, 4498.
— Instr. Enreg. 2612.
10 Cass. Loi 103 c.; Voirie par terre 1939-50 c., 2067-10, 2072 c., 2218-10, 2290.
— Bordeaux. Substitut. 43-40; Vente 466-20.
— Paris. Louage 379; Société 142; Surenchère 27, 184 c.
12 Cass. Biens 30; Enreg. 2889 c.; Cassation 1544-50 c.; Disposit. entre vifs 1285 c.; Precept. civile 611 c., 694; Dom. engagés 103; Enreg. 3992, 5490 c.
13 Ord. Salubrité publ., p. 673.
— Cass. Disposit. entre vifs 4178; Privil. et hypoth. 308 c.; Usage 182.
— Aix. Droit marit. 543.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 224; Effets de comm. 306.
— Delib. Enreg. 3832.
14 Cass. Acte de l'Etat civil 416 c., 451 c.; Compét. 33 c.; Droit de justice 7-50 c.; Droit civil 136, 316-20 c., 546 c., 563 c.; Mariage 307; Disposit. entre vifs 3919; Droit marit. 470 c., 2085 c., 2087; Prescript. civile 62 c., 440; Société 944.
— C. C. belge. Greffe 149.
— Bordeaux. Acte de comm. 249 c.; Vente 1834.
— Metz. Enquête 169, 170 c.
— Poitiers. Acte de comm. 408.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2014.
— Trib. de Mayenne. Enreg. 5973.
— Décis. Douanes 792.
15 Ord. Organ. marit., p. 1687.
— Cass. Abus de confiance 200 c.; Dépôt 12-30 c., 22 c., 28 c., 141; Obligat. 1893-20 c.; Disposit. entre vifs 2310-10 c., 3153; Enreg. 3640, 3886 c.; Faux 55; Instr. crim. 2671.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 325-10.
— Grenoble. Forêts 560.
— Liège. Interrog. sur faits et art. 61.
— Rouen. Compét. comm. 424.
— Toulouse. Contrat de mar. 2053, 3116 c.
16 Cass. Chasse 105; Commune 1236; Loi 80 c.; Poids et mesures 183 c.; Disposit. entre vifs 1980-10; Forêts 1261, 1212 c.; Jugem. 518-30; Poids et mesures 167; Quest. préjud. 140-20, 141 c.
— Besançon. Forêts 1325.
— Bordeaux. Success. 1794, 2242.
— Douai. Contrat de mar. 514.
— Nancy. Exploit 634-30 c.; Prescript. civile 639-20.
— Orléans. Biens 135.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2092.
— Trib. de la Seine. Théâtre 261.
— Cons. d'Etat. Comm. commun. 34 c.; Organ. administr. 595-10; Voirie par eau 533-20.
— Delib. Enreg. 1499.

Mai.

- 17 Loi. Banque 90; Dom. de l'État 144, p. 99.
— Ord. Voie publ. 5-70.
— Cass. Chasse 408; Compét. crim. 516 c.; Droit rural 171 c. — Forêts 431, 432 c., 565 c., 1179, 1203 c., 1209. — Garde nation. 117-10, 385-40. — Garde nation. 161, 446, 448-40 c.; Peine 97 c. — Garde nation. 309-80, 385-40.
— Paris. Contrat de mar. 1893. — Vente publ. d'immeubles 741, 1410.
— C. d'ass. de l'Aisne. Instr. crim. 2018-50.
— Trib. correct. de la Seine. Propriété littér. 388.
— Delib. Enreg. 4498.
19 Loi. Fonctionn. publ. 114; Organ. marit. 101 s., 273, p. 1687; Organ. milit. 1895.
— Ord. Traitement 19.
— Cass. Douanes 78. — Enreg. 4412.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeub. 2085.
— Trib. comm. de Paris. Propriété littér. 172.
20 Loi. Voirie par eau, p. 730.
— Cass. Dum. engages 25-20 c., 30. — Enreg. 5766. — Jugement 1026-60.
— Delib. Enreg. 357, 3501, 3920.
21 Cass. Banque 209 c. — Enreg. 5541-80. — Jugem. 303-39, 999-60; Prescript. civile 542 c. — Jugem. par défaut 406-60. — Prêt à intérêts 221-20.
— Caen. Vente publ. d'immeubles 1736-30.
— Colmar. Faux incid. 73.
— Orléans. Vente administr. 347.
— Poitiers. Responsabilité 471-20; Saisie-revendication 32.
— C. d'ass. du Brabant. Instr. crim. 2547.
22 Cass. Acquiescem. 301; Cassation 1724-20 c.; Obligation 4067; Vente 1259. — Copie de pièces 50-10 c., 30 c.; Instr. civil. 23 c. — Instr. crim. 1845-20, 1876-30, 2120-20. — Organ. judic. 361-60. — Responsab. 516. — Témoin 300.
— Angers. Obligation. 28 4 c., 2932 c.; Prescript. civ. 690, 669.
— Grenoble. Contrainte par corps 104.
— Nancy. Désistement. 117-30.
— Paris. Privil. et hypoth. 1185.
— Rouen. Responsabilité 129-30.
23 Loi. Ordres civils et milit. 203; Organ. colon. 916; Tres. publ., p. 1119.
— Ord. Organ. administr. 458.
— Cass. Cassation 1775 c.; Presse-outrage 567-60, 582-20 c.
— Colmar. Notaire 284 c., 862.
— Orléans. Bois et charbons 64.
— Cons. d'Etat. Concession administr. 68; Cons. d'Etat 197-10; Dom. de l'Etat 161; Organ. administr. 160 c. — Cons. d'Etat 196-30; Organ. administr. 594-10, 603, 608. — Conseil d'Etat 218, 303. — Impôts directs 168, 186. — Impôts indir. 262-10. — Organ. adm. nistr. 601-40. — Patente 56, 153-40, 326.
24 Loi. Armes, p. 252; Allouement. 13, 33; Douanes, p. 603; Enreg. 38, 606-90; Impôts indir. 148; Or. roi 133, 190, 208, 209, 214, 221, 359, 374, 391 s., p. 18; Organ. colon. 158-30; Organ. instr. publ., p. 1839; Tresor publ., p. 1149; Uniforme-coutume 62.
— Ord. Télégraphe, p. 37.
— Cass. Forêts 936-50, 1249, 1432-20 c.
— Amiens. Avoué 243-40. — Contr. de mar. 1479.
— Montpellier. Obligation. 966-20.
— Trib. de Saverne. Disposit. entre vifs 1180-10.
25 Cass. Vente 56.
26 Cass. Enreg. 1676, 1678 c., 2868.

Mai.

- 26 Bastia. Action 230; Deg. de jurid. 315; Obligation. 930-10.
— Nancy. Exploit 473-30.
— Cons. d'Etat. Conflit 86-30.
— Circ. Consul 57.
27 Loi. Secours publ., p. 774.
— Cass. Action possess. 159. — Cassation 1155-50. — Cassation 1286-90 c.; Ordre 960-40. — Cassation 1614-30 c.; Servitudes 1135-10. — Enreg. 4555. — Prescript. civ. 1096-30 c.; Vente 321-10.
— Besançon. Forêts 1325.
— Grenoble. Défense 214, 216 c. — Montpellier. Ordre 960-40.
— Rouen. Appel civil. 265; Jugem. par défaut 351-50 c., 489-10; Privil. et hypoth. 1158.
— Toulouse. Contrat de mar. 1474.
28 Cass. Enquête 231. — Jugem. 285-40; Success. 1054.
— Bordeaux. Obligation. 4056-10, 4070-10; Transaction 32 c. — Servitudes 995.
— Bourges. Privil. et hypoth. 271.
— Gand. Instr. crim. 939-40-50 c., 940.
— Pau. Success. 2047, 2049, 2050, 2068.
— Poitiers. Deg. de jurid. 109-40.
29 Cass. Appel civil. 1284 c.; Vente publ. d'immeub. 1567-30, 1673, 2223 c. — Cassation 1775 c.; Presse-outrage 538-30, 593-50. — Instr. crim. 990-50-30 c. — Organ. judic. 691-20.
— Aix. Compét. comm. 423.
— Bordeaux. Enquête 487.
— Bruxelles. Appel crim. 218 c.
— Grenoble. Requête civile 64-10-20-30 c., 138 c.
— Limoges. Vente publ. d'immeub. 650.
— Poitiers. Mariage 82-70 c.-80, 89-30 c.
— Trib. comm. de Paris. Industrie 368-20.
— Tribunal de Troyes. Enreg. 2241.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 114.
30 Cass. Boulanger 12 c., 13, 30 c., 67 c.; Industrie 179 c. — Droit civ. 80, 595 c. — Manufact. 192-20. — Serment 301-10.
— Bruxelles. Défense 220 c.
— Colmar. Louage 240.
— Grenoble. Privil. et hypothèques 881-20.
— Nancy. Chose jugée 521 c.; Notaire 790.
— Poitiers. Deg. de jurid. 112-30 c.
— Tribunal de Péronne. Enregistr. 1900.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 93-40, 240. — Conflit 149; Trav. publ. 1174-60, 1211. — Cons. d'Etat 204. — Eau 472. — Imp. dir. 25, 132. — Interdict. 172-30. — Jour félié 25; Jugem. 926; Organ. administr. 591-50, 601-10, 608, 635, 642. — Patente 153-50, 171. — Voirie par terre 903, 988.
31 Cass. Cassation 979; Chasse 311 c.; Jugem. 872; Presse-outr. 1010 c. — Règlement administr. 144-30 c.
— Bruxelles. Instr. crim. 108.
— Douai. Procès-verbal 587.

Juin.

- 2 Ord. Douanes, p. 604; Org. marit., p. 1687.
— Cass. Dom. engagés 45, 103-20, 111. — Faux incid. 73 c., 83. — Peremption 136-20. — Société 182 c., 1655-20 c., 1656-10.
— Nancy. Chose jugée 529 c.; Discipl. 267-10, 270; Notaire 731, 734 c., 737 c., 738 c., 862. — Vente 1273-30.
— Paris. Domaines de l'Etat 365 c., 383, 388 c.
— Instr. Effets de comm. 778.
3 Cass. Chose jugée 15 c.; Privil. et hypoth. 2632-10.
— Besançon. Usage 186.
— Metz. Usage 459-50.

Juin.

- 3 Paris. Arbitr. 594.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 209.
— Dérès. Commune 16, 43.
— Delib. Enreg. 1764.
4 Cass. Chose jugée 389. — Demande nouv. 216; Droit marit. 317, 318; Responsab. 177-30 c. — Eau 444-30-40; Servitudes 328 c. — Organ. marit. 615 c. — Success. 1905; Vente 2020 c. — C. G. de Bruxelles. Servitudes 780-20.
— Aix. Prescript. civ. 909.
— Amiens. Obligation. 4935-30.
— Bourges. Loi 382. — Prescription civ. 831.
— Bruxelles. Contr. p. corps 424.
— Toulouse. Biens 249.
— Cons. d'Etat. Voirie p. eau 651-10.
5 Ord. Traitement internat., p. 528; Vidange 61 c., 62 c., 81.
— Cass. Compét. crim. 93 c., 96 c.; Evasion 74, 75 c. — Disposit. entre vifs 3570-30 c., 4199 c., 4201 c., 4202-30. — Droit polit. 328-10 c.-50 c., 494-10 c., 507 c.
— Bordeaux. Enquête 520-20. — Pérempt. 206.
— Douai. Bourse de comm. 273.
— Lyon. Presse-outrage 723-30 c., 1524.
6 Ord. Vidange 86.
— Arrêté. Minist. 751.
— Cass. Disposit. entre vifs 4619-30 c., 4868-10; Success. 1190, 1794 c. — Faux 388. — Forêts 1533. — Presse-outrage 994-70, 1009 c.
— Grenoble. Procès-verbal 636.
— Nancy. Forêts 822.
— Trib. de Charleville. Enreg. 3316.
— Cons. d'Etat. Caution. de fonctionn. 124. — Cons. d'Etat 300; Organ. admin. 594-30, 646. — Cons. d'Etat 334; Enquête 62-10. — Frais et dép. 1203-50; Impôts directs 42-10, 61-30, 108. — Mise en jugem. 180-30. — Organ. admin. 473-30 c., 627, 636. — Trav. publ. 296, 418-30, 433-20, 508-30.
— Delib. Enreg. 144.
7 Cass. Crimes c. les person. 255 c., 265, 267-10 c. — Garde nat. 358. — Instr. crim. 1073.
— Besançon. Obligation. 2658.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3186-40, 3197.
— Bruxelles. Demande nouv. 156-50.
— Grenoble. Compét. comm. 253; Faillite 120; Privil. et hypoth. 1045 c.
— Paris. Acquiescem. 861; Jug. p. def. 384-10 c.; Ordre 479, 718, 3915-20. — Recusat. 49, 116-10 c., 120 c. — Vente publ. d'imm. 2156-10.
8 Ord. Mines 246.
— Paris. Propriété littér. 812.
9 Cass. Expert. 392 c. — Expropriat. publ. 249 c., 268.
— Amiens. Disposit. entre vifs 198.
— Bastia. Dom. de l'Etat 343, 346 c. — Paris. Success. 308.
10 Bordeaux. Vérification d'écrit. 70-50.
— C. G. de Bruxelles. Jugem. par défaut 387, 1802.
— Colmar. Commerce. 273, 276 c.; Contrat de mar. 290 c., 1781 c.
— Rouen. Prescript. civ. 1037-30.
— Cons. d'Etat. V. 4 juin 1834.
— Solut. Enreg. 4396.
11 Cass. Appel civil 1176 c.; Chose jugée 336 c.; Louage 121 c. — Pérempt. 370, 371 c. — Prescript. civ. 508; Preuve 52 c.
— Bruxelles. Contrat de mar. 1410. — Disposit. entre vifs 3213-10 c.; Droit civil 216; Obligation 3327-30 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 2632-30. — Trésor public 1405-40. — Vente publ. d'imm. 2156-20-30.
— Pau. Servitudes 1118-10.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 196-30. — Cons. d'Etat 354; Org. admin. 608. — Org. admin. 519-10, 592-10, 605-30, 607-10, 608, 609-10, 636.
— Avis Cons. d'Etat. Hospices 444.

Juin.

- 12 Cass. Faillite 1103. — Forêts 318-70 c., 1562, 1932 c. — Forêts 536; Procès-verbal 641-30 c.-30 c. — Instr. crim. 316, 666 c. — Presse-outr. 769 c.
— C. C. belge. Bourse de comm. 305, 270 c.
— Grenoble. Complice 43-30; Forêts 356.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 4684-10 c., 1876-30, 1916 c.
— Rennes. Presse-outr. 1264.
— Rouen. Faillite 1081-20.
13 Cass. Cassation 1864; Imp. indir. 453 c.; Obligation. 2035. — Chasse 105. — Défense 142. — Degré de jurid. 499-20; Enquête 24 c.; Exception 140 c., 317-10 c. — Garde nation. 400-20. — Instr. crim. 407. — Témoin 144-20.
— Bordeaux. Enquête 173.
— Gand. Exploit 425-10.
— Avis com. int. Commune 2464.
14 Cass. Procès-verbal 116-20 c., 128 c., 435, 481 c.
— Aix. Propriété 133-60.
— Douai. Compétence 26 c.; Conflit 206; Loi 503 c.
— Paris. Organ. colon. 931.
— Rouen. Obligation. 5314-10, 5328 c.
— Delib. Enreg. 4206.
15 Ord. Banque 90.
— Cass. Acquiescem. 922 c. — Disposit. entre vifs 3200-20; Parenté 16 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 3324; Responsab. 429-50.
— Pau. Propriété 121-10.
— Delib. Enreg. 4206.
17 Cass. Action poss. 159. — Appel civil 1113, 1201 c.; Jugem. 273-40; Jug. d'av. dire droit 56-10 c.; Vente publ. d'imm. 189 c. — Cassation 56 c.; Commune 1364. — Compulsatoire 10. — Contrat de mar. 4316; Disp. entre vifs 545 c. — Instr. crim. 1271-10 c.
— Douai. Degré de jurid. 99-30.
— Gand. Jugem. 323-60.
— Paris. Effets de comm. 877; Loi 401 c.
— Rennes. Contumace 126 c.; Droit polit. 113, 446 c.
— Cons. d'Etat. Commune 427 c.
— Déis. Douanes 179, 342, 556.
— Delib. Enreg. 4087, 5500.
18 Cass. Avocat 378. — Contrat de mar. 2330; Success. 2105 c. — Propriété 674-50 c., 680-10.
— Bordeaux. Effets de comm. 747.
— Pau. Droit polit. 171-30.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 847.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2214.
— Cons. d'Etat. Impôts directs 182, 476-10. — Org. admin. 639. — Patente 338-10.
19 Ord. Organ. instr. publ., p. 1252.
— Cass. Cassation 1640-30 c.; Responsabilité 93 c.; Société 966, 1421 c. — Faillite 606. — Garde nat. 513.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3969-80, 3971.
— Montpellier. Degré de juridiction 449-80.
— Poitiers. Droits polit. 328-20 c., 319-10 c.
— Toulouse. Commune 2679-10, 2747 c.
— Delib. Privil. et hypoth. 2949.
20 Ord. Sel, p. 862.
— Cass. Commissionn. 466. — Désaveu 56 c., 69-30, 71 c. — Forêts 183; Mise en jugem. 190 c. — Garde nat. 671-70. — Poids et mesures 27-40 c., 33-20. — Voirie par terre 1537-30, 1922-30 c., 2287-10.
— Aix. Contrat de mar. 4032-20; Dom. publ. 44 c.
— Douai. Paternité 645-30.
22 Cass. Poids et mesures 33-30.
23 Cass. Appel civil 581; Cassation 340 c.; Jugem. 58-60. — Prescript. civ. 375.
— Riom. Compét. comm. 388.

Juin.

- 24 Cass. Appel incid. 19 c.; Caution. 395 c.; Except. 359. — Cassation 1884. — Effets de comm. 439 c.; Faillite 1192. — Jug. p. def. 147 c., 161-40.
— Bordeaux. Obligation. 1512-10.
— Paris. Absent 49 c.
— Trib. de la Seine. Contumace 64, 66 c.
25 Cass. Cassation 1441 c., 1886; Disposit. entre vifs 289, 3599 c. — Cassation 1630 c.; Dispos. entre vifs 1878; Success. 2399; Transact. 132-30 c. — Disposit. entre vifs 519 c., 570 c., 574 c., 575. — Mandat 421. — Pêche fluviale 79. — Propriété 66; Servitudes 61 c.; Vente 1074-10 c.
— Colmar. Obligation. 613-20.
— Circ. Organ. milit. 283, 259, 267, 268.
26 Cass. Faux 418.
— Liège. Enquête 85 c.
— Lyon. Cassation 975; Jug. d'av. dire droit 91-30.
— Montpellier. Arbitr. 680 c., 682.
27 Cass. Agent d'av. 17 c.; Jugem. 1025-40; Obligation. 665-10. — Compét. crim. 229. — Forfait. 193 c.; Peine 558; Renvoi 308. — Garde nat. 466-30 c., 469-20. — Ordres civils et milit. 277 c.; Usurp. de cost. 22.
— Bordeaux. Pérempt. 346-20, 358-60 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 3060-10.
— Cons. d'Etat. Commune 444. — Cons. d'Etat 334; Jugem. p. def. 511-30, 512. — Forêts 657 c.; Trav. publ. 773, 777 c., 787 c., 811 c. — Jugem. par défaut 511-40. — Travaux publ. 738. — Trésor publ. 506-10.
— Delib. Enreg. 781.
28 Cass. Abus de conf. 200 c.; Obligation. 4893-10. — Vol 872.
— Bordeaux. Prescript. civ. 385-10 c., 924; Vente 498-30 c.
— Liège. Presse-outr. 712.
— Paris. Droit civil 383.
29 C. C. belge. Contumace 15.
30 Bruxelles. Course de chevaux 4 c., 5; Jugem. 938 c.
— Paris. Compét. civile trib. d'arr. 190 c.; Vente publ. d'imm., V. 30 avril. — Contrat de mariage 3424 c., 3530.

Juillet.

- 1 Cass. Cassation 917; Expropriat. publ. 265, 289 c., 301 c. — Cassation 1087-40 c.; Echange 37. — Cassation 1704 c.; Louage 864 c., 388, 389-40 c.; Responsabilité 217 c. — Droit marit. 203. — Except. 534.
— Bordeaux. Servitudes 151-10.
— Déis. Douanes 664.
2 Cass. Disposit. entre vifs 1794. — Faillite 309, 321-10 c.; Frais et dépens 90-10.
— Bruxelles. Acte de comm. 372, 390; Compét. comm. 217 c. — Enquête 25-40 c., 496 c., 550 c., 598, 601 c.
— Paris. Peine 708-10. — Propriété littér. 418-10.
— Trib. de Paris. Enreg. 1781.
3 Arrêté. Dom. de l'Etat 356, 357, 358, 360, 364, 383, 388, 389, 391, 401, 402, 405; Trésor public 785.
— Cass. Arbitre 865 c., 921 c., 926, 927 c., 1136 c. — Disposit. entre vifs 2918-30, 3085-40 c. — Distrib. par contrib. 30 c., 85-20 c.; Jugem. 1036-40 c.; Nantiss. 104; Vente 1680-30 c. — Instr. crim. 2643-30. — Jugem. 303-40. — Organ. judic. 691-70. — Témoin 668-20.
— Bordeaux. Privil. et hypothèques 2391-10; Ordre 949-10, 1230 c. — Success. 1743.

Juillet.

- 3 Donai. Degré de jurid. 458-40; Prescript. civile 1088.
— Liège. Action 185 c.; — Mines 112.
— Limoges. Exception 348 c.
— Nancy. Copie de pièces 58.
— Paris. Promette litér. 455. — Référé 103 c.
— Ch. des not. de Bergerac. Notaire 765-10.
— Règlement. Forêts 241.
4 Cass. Commune 2758 c., 2761, 2775 c.; 2782 c.; Jugem. 358 c. — Forêts 183; Mise en jugem. 156 c.; — Garde nat. 309-10, 347, 390-20, 402-50 c., 413-50, 421, 422-20, 444, 492-50.
— Douai. Chose jugée 423.
— Gand. Jugem. par défaut 426-50.
— Grenoble. Procès-verb. 590, 618-20, 625, 706 c.
— Paris. Référé 139 c.
— Poitiers. Exploit. 124-100.
— Cons. d'Etat. Commune 1369. — Concess. administr. 46 c.; Eau 462-40, 464. — Dom. de l'Etat 239-10. — Eau 463-10. — Impôts dir. 113-40, 628-30. — Impôts dir. 645; Patente 382. — Instr. admin. 14-20. — Organ. admin. 608. — Patente 314. — Travaux publics 492-30, 696.
— Circ. Etablissement d'épargne 20.
5 Ord. Salubrité publ. p. 673.
— Cass. Attentat aux mœurs 138, 139 c., 143, 151 c., 168 c., 169 c.; Cassation 1765-40 c.; Chose jugée 485-20 c.; — Quest. préjud. 108-10.
— Grenoble. Forêts 820, 1372.
— Paris. Appel civ. 863; Exploit 562; Vente publ. d'im. 1526-30 c.; — Propriété 591-50 c., 566-10. — Vente 1491-10 c.
6 Ord. Organ. colon. p. 1099.
— Bordeaux. Office 360, 374 c.
— Avis com. int. Commune 1131.
7 Cass. Disposit. entre vifs 427, 430 c., 343-40 c.; Exploit 431.
— Bruxelles. Enquête 498.
— Décis. Douanes 223.
8 Ord. Dom. de la cour. 98; Donations. p. 479, 604; Enreg. 6069; Traité internat., p. 538.
— Cass. Cassation 1630 c.; Mandat 247 c.; Transaction 22-40. — Disposit. entre vifs 2861-40; Substitut. 64. — Organ. colon. 171. — Vente 1039.
— Grenoble. Surenchère 60.
— Nîmes. Minorité 383 c., 384.
9 Cass. Action 189 c.; Cassation 304-20 c.; Défense 228 c.; Enreg. 2186 c., 2190, 5713 c. — Cassation 1584-30 c., 1609; Obligation 729 c.; Vente 312. — Cassation 1600-160 c.; Obligation 24-30 c.; Prescript. civ. 1091-10 c.; Privil. et hypoth. 423-10 c., 1639 c., 1670-10 c., 1685-40; Vente 1351 c. — Obligation 2475-10 c.; Ordre 1273-10 c.
— C. C. belge. Emigré 205. — Obligation 25-10-30; Vente 1285 c., 1357 c.
— Montpellier. Propriété féod. 189.
— Nancy. Faillite 546-20 c., 1449; Vente publ. d'im. 140 c., 336 c. — Vente 1507.
— Nîmes. Contrat de mar. 1249 c.; Faillite 331-60.
— Orléans. Contrat de mar. 1070.
— Rennes. Discipline 247-30 c.; Mandat 13-20; Notaire 860 c.; Responsabilité 345-10 c., 375-10 c.
— Riom. Ordre 959-30 c.
10 Cass. Appel crimin. 80; Cassation 190 c.; Deg. de jurid. 662 c.; Presse-outrage 872 c., 1381-60 c.; — Droit civil 229; Garde nation. 50-20 c., 30 c., 492-10 c.; — Expert. 82. — Faux 298. — Garde nation. 254, 309-80, 391, 409, 682. — Presse-outr. 902 c., 1397-10.

Juillet.

- 10 Bordeaux. Contrat de mar. 3224. — Bruxelles. Enquête 500.
— Liège. Désistement 113.
— Trib. de Dijon. Enreg. 3046.
— Lettre. Commune 2494.
11 Cass. Compét. crimin. 95 c.; Évasion 74. — Faux 88; Loi 491-20 c.; — Instr. crimin. 1114-40. — Règlem. de juges 175.
— Bordeaux. Success. 205-10.
— Pau. Société 151.
— Toulouse. Obligation 2867-20.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2031.
— Cons. d'Etat. Bibliothèque 63. — Compét. administr. 361 c.; Impôts dir. 95. — Organ. administr. 545-20, 554-20.
12 Cass. Cassation 1659 c.; Instruit. crimin. 955-20 c.; Matières d'ore et d'argent 152 c., 159-30 c.; Procès-verbal 41-20 c., 44 c., 509-20, 512 c. — Loi 497-40; Sel 26-10 c., 34 c., 106. — Obligation 4988 c.; Quest. préjud. 92. — Peine 582; Postes 128 c.
— Amiens. Poids et mesures 173-10.
— Bordeaux. Contrat de mariage 8969-120.
— Grenoble. Contrat de mariage 3332; Prescript. civ. 944, 1137-20 c.
— Nancy. Obligation 871-20 c.; Office 139-10, 143 c.; — Privil. et hypoth. 570.
— Paris. Assurances terrestres 102.
— Toulouse. Préemption 193.
— Trib. de Valenciennes. Commune 833; Droit rural 110.
13 Trib. de Strasbourg. Enreg. 1900.
14 Cass. Contrat de mar. 847; Obligation 939 c.; — Success. 1888.
— Nancy. Forêts 502 c.
15 Décret. Organ. colon. 479.
— Cass. Action possess. 57 c., 548; Expert. 235-10 c.; Jugem. 196-70 c., 970-110 c.; — Compét. comm. 461. — Conclusions 73; Vérificat. d'écrit. 12-20 c., 73-10. — Obligation 1522-40, 1759, 4327 c.
— Aix. Appel civil 784.
— Bruxelles. Jugem. 618.
— Paris. Commissionn. 421, 426 c.
— Circ. Douanes 568.
— Délit. Enreg. 4229, 4232.
16 Cass. Action 186; Cassation 1646 c.; — Disposit. entre vifs 335-30, 336 c.; — Droit civil 114 c., 594. — Intervent. 98-10, 126 c.; Tierce-opposit. 193-10 c., 80 c.; Vente publ. d'immeub. 1150 c.
— Bordeaux. Cautionnem. 324 c.; Privil. et hypoth. 2704-20; Success. 637.
— Caen. Action 207 c.; Privil. et hypoth. 1433 c.; Success. 540, 856 c.; Vente 1391 c.; Vente publ. d'immeubles 682 c.
— Paris. Surenchère 38.
— Rouen. Disposit. entre vifs 157 c.; Success. 555, 556, 557 c.
— Trib. de Nîmes. Enreg. 894.
17 Cass. Chose jugée 455. — Conciliat. 224; Frais 605 c.; — Instr. crimin. 1076. — Organ. milit. 786-10, 787-20. — Vol 69-10.
— Limoges. Obligation. 1248.
— Lyon. Délai 15 c.; Force majeure 9-160 c.; Jugem. 224-10; Vente publ. d'immeub. 1585-10, 1637.
— Toulouse. Acte de comm. 68. — Commune 1548-30.
18 Cass. Chasse 406. — Forêts 825-20, 841. — Octroi 116.
— Grenoble. Échange 46, 49 c.
— Pau. Arbitr. 293.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 580-20 c.; Voltaire par terre 1155. — Cons. d'Etat 217; Jugem. 919. — Impôts dir. 231-40-50; Jugem. 921-10. — Trés. publ. 1063, 1067, 1070, 1071.
— Délit. Enreg. 3216.

Juillet.

- 19 Amiens. Enreg. 5329, 5730 c. — Bruxelles. Délit polit. 16-20. — Limoges. Obligation. 4895-20. — Paris. Voirie par terre 2219-10. — Délit. Enreg. 1922.
— Instr. Enreg. 2874 c., 2875, 2880, 6261.
20 Trib. correct. de Paris. Brevet d'invent. 296.
— Lettre. Préséance 30.
21 Cass. Accessoire 98 c.; Cassation 366 c.; Frais et dépens 973 c. — Eau 334 c.; Propriété féodale 484 c.; Servitudes 252-40-50.
— Bordeaux. Commissionn. 217. — Compét. civ. trib. d'arrond. 155 c.; Domicile élu 73.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1809-30.
22 Décret. Organ. colon. 451.
— Ord. Organ. de l'Algérie 809 s., p. 765.
— Cass. Acquissem. 702; Société 852. — Avocat 457, 474 c.; Cassation 1820 c.; Discipline 89 c.; — Mines 646, 692 c.; — Vente 768-10.
— Circ. Commune 232 c.
— Décis. Douanes 90.
23 Cass. Action possess. 685; Compét. administr. 279 c.; Organ. judic. 191-20. — Commune 2325; Usage 326 c.; — Disposit. entre vifs 3498-10; Substitut. 95 c., 120. — Obligation 2152-20. — Vente 1377.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 354-40.
— Nîmes. Commune 2229.
— Pau. Deg. de jurid. 289.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2728.
— Cons. d'Etat. Patente 154.
— Avis Cons. d'Etat. Bols et charbons 58.
24 Cass. Cassation 446; Exception 578; Instr. crimin. 3603-10. — Chasse 313. — Loi 134 c.
— Agen. Délai 91.
— Bordeaux. Compét. comm. 381. — Droit marit. 724.
— Grenoble. Vente 1513.
— Lyon. Honor. 8. — Responsab. 218 c., 220.
— Montpellier. Société 892.
— Décis. Enreg. 2918; Office 82.
25 Cass. Attentat aux mœurs 138. — Cassation 571. — Garde nation. 363, 412-10, 414-10. — Paternité 645-30; Vol 169 c.
— Liège. Exploit 744-30.
— Nancy. Forêts 1173, 1206.
— Toulouse. Société 858.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 86-10; Commune 1502. — Compét. administr. 442 c., 499 c. — Cons. d'Etat 304; Voirie par terre 2071-10, 2118 c. — Eau 503-30; Trav. publ. 1197 c.; Voirie par eau 174 c. — Manufact. 112. — Marché de fourn. 22. — Organ. administr. 535-20, 642. — Trav. publ. 1146-10. — Voirie par terre 2128-30.
— Décis. Notaire 127.
26 Ord. Voirie par eau, p. 730.
— Cass. Garde nation. 309-80, 397-10. — Instr. crimin. 1832-10, 1840-10; Jugement 1099-40 c.
— Paris. Société 218-20.
— Toulouse. Obligation. 1397.
30 Cass. Action 294 c.; Vente 833 c., 1347, 1356-10 c.; — Banque 209 c.; Huissier 84 c.; Notaire 386, 405 c.; Prêt à intérêts 221-10 c.; — Frais et dépens 325; Récusation 165 c.; Responsabilité 284 c.; — Frais et dépens 394-70 c.; Obligation 1516-20 c., 1570-30 c.; Vente 833 c., 874 c., 1347, 1356-10 c.; — Privil. et hypoth. 2201.
— Bordeaux. Success. 743.
— Douai. Success. 1976.
— Liège. Instr. crimin. 1048-20.
— Toulouse. Except. 29, 84 c.; Jugem. par défaut 100 c.
— Décis. Douanes 476.
31 Ord. Organ. marit., p. 1687.

Juillet.

- 31 Cass. Attentat aux mœurs 98. — Cassation 701. — Délit polit. 11-20; Presse-outr. 611. — Disposit. entre vifs 3194; Obligation 3330 c.; — Droits polit. 430 c., 432 c., 438 c.; — Évasion 20. — Garde nation. 431-10 c., 434 c., 454, 601, 671-160. — Vente publ. d'immeub. 1768.
— Amiens. Office 130.
— Nancy. Exploit 653-10. — Prescript. civ. 1122.
— Lettre. Préséance 17.
Août.
1 Cass. Garde nat. 29. — Procès-verb. 507.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3700; Vente publ. d'im. 142-10 c., 293 c., 323, 574 c., 585-40 c., 760-30 c., 979-60 c., 995 c. — Rente viagère 142.
— Metz. Arbitr. 1157.
— Paris. Privil. et hypoth. 202-20. — Propriété 291-20 c. — Success. 416, 422.
— Cons. d'Etat. Commune 2452; Conseil d'Etat 168, 304; Dom. de l'Etat 258; Jugem. par défaut 527. — Compét. admin. 143. — Compét. admin. 404 c.; Voirie par terre 157. — Cons. d'Etat 303. — Eau 524-10 c., 530-40; Voirie par eau 814-10. — Eau 530-30; Voirie par eau 59, 375-10 c. — Eau 570-10. — Impôts dir. 46-20, 108, 113-20-50, 329, 333, 636. — Propriété 560-10. — Voirie par terre 294, 725-10.
— Délit. Enreg. 384, 4972-60; Ordre 79 c.
2 Cass. Force majeure 46 c.; Forêts 707 c.; Procès-verb. 184-30, 665 c., 690-10 c.; — Forêts 432. — Agen. Disposit. entre vifs 234, 292 c.
— Nancy. Dom. engagés 35-60.
— Rouen. Obligation 5914-10, 5228 c.
— Trib. de Libourne. Enreg. 3618.
— Cons. d'Etat. Commune 1894.
4 Cass. Commune 1916, 2354 c.; Compét. admin. 241 c.; — Enreg. 5764, 5799, 5801.
— Grenoble. Arbitr. 1158 c., 1182.
— Paris. Vice rédhibit. 295.
— Lettre. Impôts dir. 524.
5 Ord. Enreg. 6069, 6087; Trés. publ. p. 1149.
— Cass. Discipline 148. — Évasion 68-30, 69 c.; Instr. crimin. 2426 c. — Presse-outr. 147-20, 148 c., 189 c.
— Limoges. Droit polit. 265-10, 482-10 c.
— Nancy. Faillite 1529-10.
— Paris. Copie de pièces 47; Intervent. 35-20 c.; — Organ. milit. 414-30, 417-10 c.
— Circ. Travaux publ. 179.
6 Cass. Force majeure 46 c.; Forêts 707 c.; Procès-verb. 148-30, 665 c., 690-20 c. — Presse-outr. 254, 1014 c.
— Bordeaux. Biens 236; Contrat de mar. 831 c., 852 c.; Disposit. entre vifs 1519 c.; Obligation 4593-30 c.
— Bourges. Contrat de mar. 1484, 2701, 3990 c.
— Dijon. Forêts 617, 624 c., 842.
— Pau. Loi 250-40; Minorité 416-10 c.
7 Cass. Cassation 639 c.; Organ. colon. 935, 940. — Commune 1855. — Forêts 183; Mise en jugem. 156 c.; — Instr. crimin. 1482, 2266. — Peine 694-10. — Prescript. civ. 186.
— Bordeaux. Dispositions entre vifs 1731.
— Colmar. Disp. entre vifs 1667 c., 3605-20, 4250-10, 4251 c.; Vente 1601 c.
— Liège. Avocat 87.
— Nancy. Louage 696, 710, 719.
— Paris. Dom. de la cour. 89.
— Toulouse. Société 1044, 1435 c.

Août.

- 7 Trib. de Corbeil. Enreg. 3990.
— Circ. Prisons 21, 42, 43, 44.
— Décis. Douanes 183-40 c.; Forêts 269.
8 Convention. V. 28 septembre 1825.
— Cass. Commune 1017; Contrat. 93 c. — Exploit 701-20; Huissier 164. — Médecine 127; 101. — Voirie par terre 225 10, 2295-30 c.
— Conseil d'Etat. Commune 201 c.; Voirie par eau 651-20. — Expropriation publique 154-10. — Forêts 1830. — Impôts dir. 116, 122, 286. — Marché de fourn. 52-50, 120-10. — Patente 154.
— Circ. Douanes 491.
— Délit. Délai 53 c.; Enreg. 494.
9 Cass. Garde nat. 598-20. — Minist. publ. 37.
— Bruxelles. Demande nouv. 151-10.
— Martinique. Acquisition. 331 c.; Organ. colon. 114 c.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 2780-10.
— Instr. Instruction admin. 2.
10 Ord. Conciliat. 36; Cons. d'Etat. p. 191; Org. de l'Algérie 15, 598, 599, 642, 753, p. 763; Sément. p. 7.
— Circ. Privil. et hypoth. 267.
11 Ord. Gendarmerie, p. 434.
— Colmar. Arbitrage 172 c., 125.
— Paris. Expert. 83-30.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 335-60, 417 c.
12 Cass. Cassation 350; Org. colon. 570. — Cassation 1909-20; Chose jugée 563 c., 589; Disposit. entre vifs 2840; Exploit 491; Org. judic. 189. — Enreg. 4599, 5758, 5764. — Procès-verb. hypoth. 856-30.
— C. C. belge. Jugem. 754-30 c.; Louage d'ouv. 43-10.
— Rouen. Acquissem. 365, 1204; Faux incid. 149 c.
— Toulouse. Prescript. civ. 105 c.; Avis com. int. Secours p. 376.
13 Cass. Privil. et hypoth. 2206.
— Bordeaux. Ordre 827-40, 1028-30, 1050-10, 1133-10.
— Paris. Société 709 c., 825; Success. 860.
— Poitiers. Avocat 135 c.; Requête civile 202.
— Trib. de Melun. Enreg. 1953.
— Trib. de la Seine. Enreg. 574.
14 Cass. Enreg. 4634. — Impôts dir. 166-30. — Poids et mesures 15.
— Agen. Servitudes 864 c., 874-60, 880-10 c.
— Bruxelles. Cautionn. 124.
— Grenoble. Arbitr. 1339. — Procès-verb. 618-10.
— Liège. Exploit 58-10.
— Paris. Organ. milit. 414-30.
15 Cons. d'Etat. Conseil d'Etat. — Demande nouv. 274-10. — Impôts dir. 217-20; Jugem. 25-30. — Dom. de la cour. 24. — Impôts dir. 65. — Octroi 54-30 c., 259 c., 304-40, 343-30, 350-30. — Patente 154. — Travaux publics 355.
16 Cass. Associations illicites 11. — Cassation 2199; Compét. comm. 288 c.; — Garde nat. 86-30, 50, 409, 440-10, 497-30, 60-40.
18 Traité. V. 9 décembre 1834.
— Cass. Prescript. crimin. 44.
— Amiens. Privil. et hypoth. 104 c., 1040-10-20.
— Paris. Acte de comm. 38.
— Pau. Obligation. 468 c.; Sécheresse 413-20, 483 c., 481 c.
— Rennes. Séparat. de corps 74.
19 Cass. Cassation 1417-30, 1627-10. — Interdict. 216-30 c.; Jura 72-30 c., 265 c.; — Cass. 4 1902; Frais et dépens 309, 86 c.; Prescript. civile 314.
— Bordeaux. Vente 314-30 c., 315 c.
— Metz. Minorité 699 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 187. — Référé 100 c.

Août.

Trib. de Saint-Marcellin. Enreg. 3247.
 Cass. Chose jugée 461-30. — Compét. admin. 390 c.; Trav. publ. 1140, 1163 c. — Enreg. 1325, 4970-40, 5110 c.
 Grenoble. Privil. et hypoth. 2253.
 Decis. Enreg. 4229, 4232.
 Ord. Archives 51; Cour des comp. p. 511; Trésor public, p. 1149.
 Cass. Chose jugée 510 c.; Obligat. 4985-20, 5376 c. — Disposit. entre vifs 3489. — Instruction par écrit 68-20; Success. 1747. — Loi 491-80 c.
 Nancy. Eau 266-10.
 Pau. Jugem. par défaut 395-10.
 Ord. Douanes. p. 605; Org. instr. publ. p. 1359.
 Cass. Commune 943-30; Vidange 69 c. — Complice 78 c.; Temoinage faux 62. — Crimes contre les personnes 149, 183-30 c. — Garde nat. 54, 61, 71, 322-10, 493-10. — Vol 813-20.
 Agen. Vente publ. d'immeubles 1222-30, 1513-50 c.
 Amiens. Privil. et hypoth. 1067.
 Grenoble. Degré de jurid. 407; Prescript. civ. 1120; Privil. et hypoth. 2517-30 c.
 Orléans. Ordre 575; Privil. et hypoth. 2164-10, 2168-20, 2169 c., 2179.
 Trib. d'Epervay. Enreg. 996.
 Cons. d'Etat. Caution de fonction. 57. — Chose jugée 44-20 c.; Emigré 354. — Extraord. 23, 71 c. — Impôts dir. 113-30. — Voirie par terre 1771.
 Delib. Enreg. 5413-20.
 Cass. Adultère 106. — Forêts 240 c., 834. — Garde nat. 113, 123, 409, 421. — Peine 115, 709 c.
 Amiens. Disposit. entre vifs 198 c., 203, 212 c.
 Bordeaux. Biens 237; Disposit. entre vifs 3986-10.
 Paris. Jugem. 353-20, 574 c. — Obligat. 1607. — Presse-outr. 459.
 Pau. Privil. et hypoth. 1293-20 c.; Renties constit. 202-10.
 C. des comptes. C. des comptes 26-10.
 Poitiers. V. 28 août.
 Trib. de Dreux. Enreg. 2679.
 Cass. Commune 1977; Prescript. civ. 836-70. — Droits polit. 95 c.
 Douai. Vente publ. de récoltes 9-10.
 Pau. Nourrices 3 c.
 Mines. Contrat de mar. 3806.
 Paris. Discip. 121-10 c.; Inter-vent. 38; Notaire 660 c., 690 c. — Notaire 820 c., 828 c., 829.
 Ord. Avoué 28, Gendarme, p. 494.
 Cass. Enreg. 133, 293 c., 930 c., 4362 c.
 Trib. de la Seine. Propriété litt. 304.
 Delib. Enreg. 1401.
 Cass. Cassation 1395 c.; Prescript. civ. 76, 586 c., 797-50; Usage 178 c.
 Orléans. Ordre 478-10, 64 c.
 Toulouse. Vente 973.
 Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 73; Trav. publ. 673; Voirie p. terre 118.
 Cass. Cassation 1927-150; Expropiat. 25; Instr. crim. 723 c.; Presse-outr. 137-40. — Chose jugée 331 c.; Défense 241.
 Gen. Privil. et hypoth. 178 c., 180, 501-20 c.
 Orléans. Dispos. entre vifs 3037 c., 3081-30. — Exploit 259-20 c., 260-20; Responsab. 483 c.
 Toulouse. Enquête 87 c., 377-10.
 Pau. Bourse de comm. 447 c.; Cassation 1746-130 c.; Instr. crim. 86 c., 107 c.; Interv. 37.
 C. belge. Délit polit. 16-20.
 St. Saisie-revendic. 7.
 Orléans. Loi 419.

Août.

29 Paris. Commune 2657, 2679-10 c., 2733 c., 2732 c., 2757 c. — Disposit. entre vifs 2038 c., 2325-10 c., 2400, 3818 c.; Propriété 201-30 c., 332 c. — Responsab. 308.
 — Toulouse. Appel crim. 113.
 — Cons. d'Etat. Compétence admin. 137; Dom. de la cour. 93. — Compét. admin. 444 c.; Conseil d'Etat 339 c.; Dom. de l'Etat 243; Vente admin. 296-10. — Cons. d'Etat 81-130; Désistement. 209; Secours publ. 148. — Cons. d'Etat 338-70, 339. — Eau 401-20; Voirie p. eau 138-20 c. — Eau 472. — Impôts dir. 160-20, 337-10, 618-20, 625-10. — Voirie par terre 2011-30, 2016-30, 2089-30, 2311-20-70, 2216-10, 2286.
 — Avis com. int. Secours publ. 390.
 — Circ. Imp. ind. 150.
 — Delib. Enreg. 5401.
 30 Cass. Contrav. 495. — Forêts 199-30 c., 2026, 2027 c.; Peine 803 c. — Forêts 535.
 — Cons. d'Etat. Demande nouvelle 276-20.
 — Lettre. Forêts 297.

Septembre.

1 Ord. Chantier, p. 80; Organ. de l'Algérie, p. 765.
 — Limoges. Contrat de mar. 3967-70, 3974-40 c.
 3 Ord. Prod'hommes, p. 534.
 — Delib. Enreg. 2983.
 4 Cass. Délit polit. 7-50.
 — Instr. Privil. et hypoth. 1165.
 5 Cass. Crimes contre les personnes 247-10. — Impôts dir. 431 c., 435. — Octroi 220, 267 c. — Org. marit. 1003-50. — Procès-verbal 527. — Vol 741-60.
 — Delib. Enreg. 405.
 — Solut. Enreg. 3478.
 6 Cass. Douanes 807, 808, 966-20.
 — Trib. de Reims. Enreg. 4501.
 10 Trib. d'Angers. Vente publ. de meubles 63.
 11 Ord. Salubrité publ., p. 673.
 — Cass. Minist. publ. 49-40.
 12 C. C. belge. Cassation 1456.
 — Bruxelles. Règlement. admin. 115.
 — Paris. Presse-outr. 672, 674 c.
 13 Ord. Halles 26.
 — Cass. Cassation 2357 c.; Peine 683. — Instr. crim. 1838-10, 2130-40.
 — Douai. Discip. 69 c.; Notaire 732, 767 c., 853 c., 866 c.
 — Grenoble. Chasse 275; Mise en Jugem. 310-20 c.
 14 Circ. Forêts 163.
 16 Ord. Trésor public, p. 1150.
 17 Cass. Compét. crim. 92. — Compét. crim. 100 c.; Renvoi 126. — Témoin 517-20 c., 521 c., 627.
 — Lettre. Impôts dir. 529.
 18 Cass. Douanes 77-20 c.; Jugem. 793-20 c.; Organ. colon. 51-20 c., 330, 471.
 — Circ. Organ. milit. 178.
 19 Cass. Appel crim. 106; Ministère public 42 c. — Forêts 544; Loi 493 c.; Ministère public 268 c.; Témoin 280.
 — Avis Cons. d'Etat. Commune 2516.
 — Decis. Enreg. 65.
 20 Cass. Compét. crim. 104. — Renvoi 138 c., 160.
 24 Cass. Complice 66; Instr. crim. 1670, 2537 c., 3702 c.; Témoin 485. — Instr. crim. 1791-30.
 25 Cass. Compét. crim. 297. — Désistement 229. — Procès-verbal 138-10-30-30. — Témoinage faux 81-30. — Voirie par terre 1566 c., 1630 c., 1635 c. — Vol 743.
 — Paris. Contr. p. corps 966.
 — Cons. d'Etat. Chose jug. 294-30. — Commune 2314, 2345-50. — Forêts 1414, 1905-20. — Règlement. admin. 157. — Voirie p. terre 1993, 2181-10.
 — Decis. Douanes 353.

Septembre.

26 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 765.
 — Cass. Expropriation publ. 274 c., 484-10. — Huissier 93. — Instr. crim. 1349-50. — Vol 372.
 — Quest. prejud. 146-30. — Voirie p. terre 2302-20.
 — Douai. Médecine 61.
 27 Cass. Garde nat. 384-80.
 30 Trib. comm. de Paris. Agréé 67.
 Octobre.
 1 Cass. Attentat aux mœurs 44; Cassation 2253-40 c. — Faux 333.
 2 Cass. Cassation 1108; Médecine 150-20, 165 c. — Imp. ind. 166-80-90. — Instr. crim. 138-30.
 3 Cass. Instr. crim. 1082; Presse-outr. 593-40 c., 594. — Organ. milit. 830-60. — Voirie p. terre 2067-20.
 — Bruxelles. Vol 220.
 — Avis. Commune 514.
 — Decis. Obligat. 3759 c.
 4 Cass. Manufact. 185-20. — Peine 356-40. — Voirie p. terre 2167.
 5 Poitiers. Faux 141-60, 143 c.
 7 Decis. Douanes 190, 191.
 — Delib. Enreg. 348, 3932-40.
 — Solut. Enreg. 1932.
 8 Cass. Instr. crim. 1764, 3453-90, 3357-30. — Voirie par terre 2097-20.
 — Paris. Contr. p. corps 949.
 9 Cass. Instr. crim. 3102. — Procès-verbal 138-30; Voirie p. terre 2033, 2296-70 c.
 — Paris. Compét. admin. 183-60. — Refere 232-20 c.
 10 Ord. Enreg. 0069, 6140; Hospices 330.
 — Cass. Appel crim. 222. — Forêts 840. — Garde nation. 448-50.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 303.
 — Forêts 1437 c., 1944. — Manufact. 82.
 11 Arrêté. Dom. de l'Etat 102.
 — Cass. Appel crim. 110 c.; Avoué 189. — Faux 67, 358. — Garde nat. 405-60, 459. — Peine 768.
 — Douai. Jugem. 613-40, 676-10 c.
 — Delib. Enreg. 612.
 13 Paris. Notaire 532-10; Rétenion 25-10 c.
 14 Avis com. int. Halles 77.
 15 Ord. Forêts 125.
 — Arrêté. Organ. colon. 458.
 — Cass. Compét. crim. 368-30. — Exploit 755-20; Forêts 502 c., 503 c. — Forêts 536. — Garde nat. 606, 694-30 c. — Instr. crim. 1714-40. — Presse-outr. 375-20, 376 c., 489-30 c. — Voirie par terre 272-20 c.
 — Paris. Droit civil 274-10 c.; Effets de comm. 877.
 16 Lyon. Mines 48 c.
 17 Cass. Cassation 2252 c.; Compét. crim. 142; Complice 221 c.; Traite internat. 317. — Quest. prejud. 161-40; Voirie p. terre 1436-20.
 — Nancy. Exploit 583-20.
 — Cons. d'Etat. Chose jugée 361; Cons. d'Etat 201, 209. — Compét. admin. 386 c.; Trav. publ. 710-10. — Dom. de l'Etat 354. — Imp. dir. 216-10.
 18 Cass. Cassation 1667 c.; Jug. p. def. 474-20 c.; Presse-outrage 1572-30, 1575-40 c. — Droits polit. 507 c. — Garde nat. 309-110, 435-30, 449. — Procès-verbal 9-60. — Témoin 398-30.
 19 Bastia. Servitudes 478.
 20 Paris. Douanes 659-50, 661.
 — Decis. Notaire 668.
 21 Metz. Forêts 842.
 — Delib. Enreg. 3117.
 22 Decis. Douanes 650.
 23 Paris. Acte de comm. 88. — Droits polit. 298.
 — Delib. Enreg. 2268; Transcript. hypoth. 635 c.
 24 Cons. d'Etat. Eau 90, 491. — Org. milit. 668-30. — Patente 59-20, 412. — Prisons 30-20, 32 c. — Travaux publ. 791, 801-10, 805.

Octobre.

24 Decis. Douanes 650.
 — Solut. Enreg. 401.
 25 Circ. Hospices 388; Impôts dir. 430.
 27 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 821, 1123.
 28 Circ. Enreg. 5647, 5648.
 — Decis. Office 101 c.
 — Delib. Enreg. 1135.
 29 C. C. belge. Commune 2655 c., 2679-20.
 — Decis. Douanes 246.
 30 Cass. Instr. crim. 3546; Témoinage faux 62 c.
 — Cons. d'Etat. Commune 1928; Compét. admin. 462 c.; Mines 510, 529. — Demande nouv. 276; Trav. publ. 568-20, 1119, 1275-170. — Désistement. 205. — Hospices 373; Secours publ. 400. — Impôts dir. 234-20.
 — Circ. Forêts 264.
 — Decis. Notaire 44, 612; Obligat. 3759 c.
 — Delib. Enreg. 3117.
 31 Arrêté. Org. instr. publ. 376, 377.
 — Bruxelles. Compétence comm. 50, 130.
 Novembre.
 4 Cass. Cassation 1781 c.; Presse-outr. 1572-50.
 — Bruxelles. Degré de jurid. 108.
 — Rennes. Droits polit. 203, 211. — Droits polit. 329-10 c.; Notaire 33.
 5 Cass. Cassation 1909-190; Mont-de-piété 47 c., 49, 50 c. — Enreg. 917, 919 c. — Frais et dép. 43; Prêt à intérêts 85-80. — Jugem. 1912-80.
 — Cons. d'Etat. Octroi 40.
 6 Cass. Dou. engag. 35-30. — Instr. crim. 1092. — Témoin 171-20.
 — Delib. Enreg. 1407.
 7 Cass. Cassation 1686-60 c.; Presse-outr. 1252 c., 1412. — Jugem. 793-40; Presse-outr. 3441-40.
 — Cons. d'Etat. Commune 1939. — Conflit 146; Trav. publ. 1173, 1175. — Impôts directs 61-20. — Patente 311. — Trav. publ. 692.
 — Avis. Forêts 908.
 — Circ. Enreg. 2477.
 — Decis. Douanes 458.
 — Delib. Enreg. 435-30 c., 438, 461 c.
 — Instr. Enreg. 4396.
 8 Cass. Cassation 529; Forêts 574 c.; Instr. crim. 614 c., 1158, 1162; Organ. judic. 596-20 c.
 — Martinique. Jug. p. def. 196-30. — Solut. Enreg. 3210.
 10 Cass. Appel civil 1230 c.; Vente publ. d'imm. 1556. — Emigré 250 c., 376.
 — Aix. Forêts 1036-70.
 — Bruxelles. Demande nouv. 170-40.
 — Paris. Garde du comm. 11; Responsab. 95 c., 231-10 c., 487 c.
 14 Cass. Compét. comm. 155 c.; Prod'hommes 89. — Copie de pièces 24 c.; Enreg. 5560. — Dispositions entre vifs 946-10, 948 c. — Louage 345-30 c.; Louage administr. 16-40 c., 99, 20-90 c.; Voirie par eau 575-10 c., 612-20 c. — Mandat 341-10.
 — Pau. Compét. comm. 176 c.; Effets de comm. 79, 91 c., 131 c.; Obligat. 529-50 c., 5109 c.
 — Avis com. int. Hospices 148.
 — Decis. Copie de pièces 22.
 — Delib. Biens 43 c.; Enreg. 4201, 5280; Répertoire, p. 216.
 12 Cass. Banquier 33; Prêt à intérêts 234 c. — Enreg. 2494. — Jugem. 200-30. — Mandat 92. — Ordre 671-40 c.; Privil. et hypoth. 2302 c., 2366; Vente publique d'immeubles 2145 c. — Poids et mesures 173-10.
 — Bruxelles. Concub. 161 c. — Contrat de mariage 1611.
 — Metz. Frais et dépens 994-40.

Novembre.

13 Cass. Boulanger 13; Industrie 179 c. — Cassation 1008. — Commune 996 c.; Contrav. 115 c., 116. — Condamnation 7 c.; Jugem. 1061-80. — Contrat-vent. 410 c.; Dom. destr. 258 c., 260. — Instr. crim. 902; Procès-verbal 45 c. — Instr. par écrit 23-20 c.; Jugem. 82-20, 134 c. — Jug. m. 999-90 c.; Préemption 287, 331-30 c. — Postes 118. — Procès-verbal 171-30 c.; Témoin 22-20. — Quest. prejud. 146-30. — Règlement. de juges 176.
 — Bruxelles. Louage 577.
 — Montpellier. Appel civ. 1084 c.; Obligat. 1292-10 c.; Vente 1119.
 14 Cass. Commune 820; Droit rural 82 c. — Commune 2572. — Organ. marit. 837, 1006.
 — Cons. d'Etat. Conflit 74, 103, 104. — Cons. d'Etat 161, 271, 295. — Garde nation. 203-20. — Impôts dir. 181, 187. — Inter-tourment 161. — Marche de fournil. 56-10. — Tres. publ. 821. — Voirie par eau 156.
 — Delib. Enreg. 794.
 15 Ord. Chantier, p. 80.
 — Cass. Garde nation. 309-80, 337-30, 402-20, 421.
 — Bruxelles. Degr. de jurid. 330.
 — Grenoble. Obligat. 3832-20, 4485-20 c.
 — Montpellier. Obligat. 2801.
 — Paris. Vente publ. d'imm. 1308.
 — Pau. Droits polit. 216.
 — Rouen. Bourse de commerce 296.
 — Instr. Organ. instr. publ. 382.
 16 Circ. Eau 91; Voirie p. eau 210.
 — Instr. Mines 691.
 17 Cass. Commune 2705. — Enreg. 1323.
 — Bourges. Surenchère 21-10.
 — Limoges. Verbat. d'écrit. 22.
 — Montpellier. Organ. judic. 403.
 — Paris. Compét. civile trib. d'arr. 79, 199 c.; Droit civil 264-10.
 — Instr. Enreg. 726, 728, 739, 741, 2919.
 18 Cass. Action possess. 348. Org. judic. 153-20; Prescript. civ. 186. — Cassation 1653-20 c.; Contr. p. corps 188 c., 257 c., 641; Dépôt 17 c., 112 c. — Compétence civ. trib. d'arr. 288 c.; Degré de jurid. 499 c., 503-40 c., 581. — Mandat 50 c.; Obligat. 4176-40.
 — C. C. belge. Jugem. 1000-130.
 — Douai. Enreg. 5174; Usufruit 484 c.
 — Trib. de Saverne. Enreg. 5336.
 — Decis. Notaire 29.
 — Delib. Enreg. 753, 1814; Office 131, 136 c.
 19 Cass. Cassation 911, 913-90 c.; Demande nouv. 160-10 c.; Jugem. 894-10. — Cassation 1599-10 c.; Enreg. 103; Vente 1680-50 c. — Disposit. entre vifs 1984-60. — Douanes 533-10. — Enreg. 3625; Huissier 76 c. — Enreg. 5139-30. — Mandat 102-30; Qualité 31-20 c. — Obligat. 2092-10.
 — Aix. Compét. civ. trib. d'arr. 258.
 — Orléans. Chose jugée 214.
 — Paris. Refere 115 c.
 20 Cass. Chose jugée 216-20. — Compét. comm. 150. — Forêts 1118 c., 1227. — Jugem. 259-190. — Propriété 681-20. — Sel 107-50. — Société 793; Success. 2048 c.
 — Liège. Jugem. 121-20.
 — Toulouse. Privil. et hypoth. 1540-10-20 c.
 21 Cass. Commune 640 c., 858; Ville de Paris 47 c.
 — Douai. Douanes 875-40 c.; Procès-verbal 20.
 — Nancy. Forêts 1626.
 — Orléans. Désistement. 92-30.
 — Trib. comm. de Paris. Obligation 4711.

Novembre.

- 21 Cons. d'Etat. Chose jugée 361. — Commune 2486 c.; Compétence admin. 60 c.; Jugem. admin. 151. — Cons. d'Etat 102-30. — Dom. de l'Etat 554. — Hospices 460-30. — Impôts dir. 113-30.
- 22 Convention. V. 19 décembre 1834. — Aix. Degré de jurid. 300. — Bruxelles. Intervent. 118. — Nancy. Forêts 2033-10-20 c.; 50 c. — Paris. Appel crim. 163 c.; Attentat aux mœurs 140, 151 c.; Instr. crim. 512. — Commune 2657, 2679-10 c.; 2733 c.; 2757 c.; Société 1655-20 c.; 1663-10.
- 23 Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 204.
- 24 Cass. Cassation 1652-40 c.; Dom. enclaves 86-10; Loi 189-30 c.; Contrat de mar. 3017 c.; Enreg. 3392, 3434 c.; Jugement 267-30. — Organ. judic. 297. — Circ. Voiture 358.
- 25 Ord. Medecine 39.
- Cass. Disposit. entre vifs 2305; Obligat. 2780-10 c.; Jugem. 999-10 c.; Obligat. 909-20 c.; 1087-10 c.; 2983-10; Transact. 111 c.
- Bordeaux. Contrat de mar. 2466, 4141 c.
- Paris. Compét. comm. 203.
- Trib. comm. de Falaise. Effets de comm. 760.
- Trib. de Sainte-Menehould. Assur. terrestr. 301.
- Delib. Enreg. 1410, 1439 c.
- 26 Cass. Cassation 481 c.; Commune 1537 c.; Forêts 472; Jugement 21-10 c.; Demande nouv. 199; Obligat. 3958 c.; Vente 1792. — Douanes 875-30 c.; — Enreg. 3541 c.; 3594. — Procès-verbal 355 c.; 356-20.
- Bordeaux. Compétence civ. trib. d'arr. 276 c.; Jugem. 417; Org. judic. 378-30. — Success. 848; Vente publ. d'imm. 2004-10.
- Nancy. Success. 121-10.
- Paris. Refere 161 c.
- Rennes. Commerce 186 c.; Compét. comm. 366; Jugem. 663-10 c.; Quest. préjud. 216 c.
- Riom. Peine 328-40.
- Rouen. Théâtre 110.
- Toulouse. Désistement. 186.
- 27 Ord. Cassation 34; Greffe, p. 535.
- Cass. Amnistie 31; Instr. crim. 1865, 1877, 1885-30; 2566; Organ. colon. 218 c.; 224-10; 231 c.; 233 c.; 243 c.; 268 c.; Recusation 129; Témoin 687; Tentative 56. — Instr. crim. 1549-30. — Notaire 351-20 c.; Vente publ. d'imm. 2051-10. — Privil. et hypoth. 963.
- Liège. Exploit 415-50.
- Nîmes. l'age 190-30.
- Paris. Notaire 522-30, 534-50. — Responsab. 358-10 c.; 362-20.
- 28 Ord. Douanes. p. 605.
- Cass. Crimes e. l'Etat 28, 69 c.; 70 c.; Instr. crim. 96 c.; 1074 c.; Traité internat. 134 c.
- Paris. Acte de commerce 242 c.; 243. — Obligat. 4428-10.
- Cons. d'Etat. Commune 1696 c.; Hospices 414. — Impôts dir. 73, 186. — Organ. admin. 479, 541, 542, 543, 592-20, 648-10. — Patente 336-60. — Pension 219. — Place de guerre 151. — Trésor public 458-10.
- 29 Cass. Cassation 3078 c.; Contumace 117-30; Instr. crim. 1904, 1351-20, 1357-20, 1364. — Instr. crim. 510 c.; Mat. d'or et d'arg. 142-30. — Instr. crim. 3089 c.; 3090.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 3669-10.
- Douai. Commune 2367 c.; Privil. et hypoth. 2695.
- Paris. Vente publ. d'imm. 2090.
- Toulouse. Contrat de mar. 3539; Prêt à intérêts 86-10.
- Trib. de la Seine. Responsabilité 687 c.
- 30 Ord. Passeport. p. 35.
- Metz. Mise en jugem. 37-30 c.; 54-30 c.; 170.
- Instr. Mines 313.

Décembre.

- 1 Cass. Acquiescem. 359; Contrat de mar. 3538, 3543 c.; — Chose jugée 76-40; Commune 2486 c.; Forêts 1897 c.; 1905-20 c.
- Douai. Droit civil 274-60 c.; Effets de comm. 46, 322 c.; 407 c.; 600 c.; 853-20 c. c.; Obligat. 2443-20 c.
- Montpellier. Obligation 4988.
- Paris. Contr. par corps 940-10. — Culte 513-10. — Privil. et hypoth. 338-10 c.; 379-40.
- 2 Cass. Assur. terrestres 253. — Contrat de mariage 2119, 2131 c.; Délai 77 c.; Jugem. 273-80.
- Bastia. Culte 539-30.
- Douai. Usufruit 539-10, 538 c.
- Montpellier. Faux indiv. 122.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1765.
- 3 Cass. Absent 311, 218 c.; 263 c.; Chose jugée 256-10 c.; Organ. judic. 4-8-30; Paternité 117 c.; 193; Tierce-opposit. 36-20 c. — Action poss. 750. — Cassation 15-9-30 c.; Expert. 47-10 c.; Force majeure 10-20 c.; Obligat. 1593. — Garde nation. 439-60. — Nantissement. 185. — Privil. et hypoth. 888-10. — Success. 861, 862 c.
- Rennes. Acte de notoriété 4 c.; Droit civil 570; Emigré 189 c.
- Riom. Classe 475.
- Solut. Enreg. 4082, 6206.
- 4 Cass. Exploit 103-50; Success. 9064.
- Liège. Enquête 211. — Exploit 288-50.
- Rennes. Exploit 521-120; Jugem. 144-40.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1838.
- 5 Cass. Cassation 193, 584. — Commune 1329; Peine 357-10. — Forêts 1121, 1298 c.; 1615 c.; Instr. crim. 273; Procès-verbal 54 c.; 321-40 c.; 560 c.; 60-20 c. — Garde nation. 671-30.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 337-10.
- Grenoble. Procès-verbal 606. — Success. 677.
- Nancy. Forêts 1243.
- Nîmes. Eaux 560-20.
- Paris. Industrie 186; Organ. milit. 417-20.
- Rouen. Compét. comm. 225.
- Toulouse. Tierce-opposit. 82.
- Cons. d'Etat. Conflit 80-20; Dom. de la cour. 93. — Cons. d'Etat 303. — Désistement. 211-40. — Emigré 359-30. — Impôts dir. 61-20, 113-30, 241. — Voirie par terre 324, 1723, 1736, 1737, 1729-10, 1945, 2010, 2324-10.
- 6 Cass. Appel crim. 303 c.; Désistement. 239; Voirie par terre 2090-10. — Cassation 724, 825. — Garde nation. 254-20. — Garde nation. 323; Mandat 167-30. — Impôts indir. 565; Loi 494 c. — Jugem. 1061-40. — V. 6 décembre 1833.
- Aix. Contrainte par corps 77 c.; 758 c.; 763; Jugem. par défaut 881-60 c.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 3142.
- Rennes. Compét. administr. 12 c.; Mise en jugem. 54-60; Presse-outr. 1201 c.
- Toulouse. Contrat de mar. 339; Success. 2284-30 c.; 228 c.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 137.
- 7 Grenoble. Obligat. 4060-50.
- 8 Convention. V. 26 septembre 1835.
- Cass. Obligat. 4804 c.; Vente 771. — Privil. et hypoth. 2201.
- Bastia. Echange 19; Obligation 994-10; Success. 2030; Tierce-opposit. 43 c.; 146-10, 191 c.
- Bourges. Droits polit. 286.
- Trib. de Rennes. Enreg. 4444.
- 9 Ord. Traité internat. p. 528.
- Traité. Traité internat. V. 26 juillet 1837.
- Cass. Cassation 1138.

Décembre.

- 9 Aix. Expert. 106 c.; 128 c.; 139-30.
- Bordeaux. Faillite 798-80, 1075.
- Liège. Péremption 268-10.
- Rennes. Organ. judic. 410-10, 421 c.
- Avis com. int. Hospices 46.
- Delib. Enreg. 5414-30.
- 10 Cass. Effets de comm. 848-10; Obligat. 5052-60 c.; 5053-20 c. — Ordre 635, 709-60. — Servitude 1121.
- Bordeaux. Faux 364, 367 c.
- Trib. correct. de la Seine. Propriété littér. 391.
- Décis. Notaire 848.
- 11 Cass. Appel civ. 291 c.; Chose jugée 266; Jugem. 23 c.; Tierce opposit. 120 c.; Chose jugée 357-10 c.; Frais et dépens 137, 146; Privil. et hypoth. 187 c.; Success. 1858, 1860 c. — Compét. crimin. 416 c.; Pêche fluviale 84 c.; 240; Peine 373-10 c.; Vol 418 c. — Jugem. par défaut 394-40. — Peine 151-20. — Témoin. faux 63.
- Bordeaux. Success. 1414.
- Colmar. Exploit 435-30.
- Grenoble. Chasse 481.
- Paris. Bourde de comm. 198 c.; 300 c.; Office 127 c.; 318-10 c.; 337; Privil. et hypoth. 344 c.; Privil. et hypoth. 980; Surenchère 138.
- Rennes. Vente 1858 c.; 1864.
- Trib. de Laon. Enreg. 450.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3604.
- 12 Cass. Cassation 448-50 c.; Désistement. 218; Faux 68, 430; Instr. crim. 1709-10 c.; 1773-10, 2109. — Jugem. par défaut 458-20.
- Bordeaux. Contrat de mar. 2610. — Saisie-arrest 43.
- Nancy. Usage 581.
- Pau. Servitude 776-20.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 169. — Cons. d'Etat 201; Marché de fourn. 143-20. — Cons. d'Etat 395. — Impôts directs 115, 449-20, 448, 628-20, 635-20. — Organ. administr. 605-20. — Trés. publ. 375-20. — Voirie par terre 1014-20, 2024-10, 2025-20, 2068-10 c.
- 13 Cass. Commune 1157, 1177. — Forêts 897. — Garde nation. 402-50, 404, 618-20.
- Bordeaux. Faux 127 c.; 141-70.
- C. d'ile-Bourbon. Minorité 515-20.
- Douai. Chasse 333; Peine 843 c.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 3909-30. — Impôts indirects 166-30.
- Liège. Privil. et hypoth. 360-20.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 188-20, 3501 c.; 3522 c.
- Nancy. Louage 290-10, 475-20.
- Paris. Privil. et hypoth. 2157-20.
- 14 Ord. Halles 25, 93.
- Cass. Défense 209. — Organ. instr. publ. 322-10.
- Paris. Effets de comm. 552; Paternité 439-10, 555-50 c.
- 15 Ord. Amnistie, p. 517.
- Cass. Cassation 1810 c.; Loi 58-20; Organ. colon. 48-40, 9-4. — Disposit. entre vifs 3342 c.; 8243 c.; 3310 c.; 3328, 3333 c.; Obligation 3557 c.
- Rennes. Deg. de jurid. 109-50.
- Toulouse. Contr. de mar. 3344.
- 17 Cass. Cassation 1369 c.; Jugem. par défaut 111-60; Mariage 940 c.; — Enreg. 4412. — Mariage 907-30. — Société 640.
- Aix. Séparation de corps 43-20.
- Bastia. Paternité 648-10.
- Bruxelles. Exemption 216.
- Nîmes. Exploit 424-10.
- Paris. Loi 70 c.; Médecine 124 c.; 178-20.
- 18 Cass. Cassation 551, 561 c. — Compte 25; Mandat 236-30 c. — Louage 521.
- C. C. belge. Instr. crim. 844-80.
- Pau. Disposit. entre vifs 4414-40. — Tierce-opposit. 193-30.

Décembre.

- 18 Rennes. Vente publ. d'imm. 561-50.
- Trib. de Lorient. Vente publ. de meubles 63.
- 19 Ord. Traité internat. p. 582.
- Cass. Exploit 725 c.; 726; Forêts 504 c.; 513 c.
- Trib. civ. de la Seine. Mariage 78.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 838, 882.
- Cons. d'Etat. Commune 1500; Impôts dir. 448. — Commune 2533-40. — Conseil d'Etat 354; Instr. crim. 14-20. — Except. 309. — Garde nat. 226. — Impôts dir. 98-20, 186; Organ. admin. 604, 635. — Patente 170-10. — Pension 229. — Traitement 86-30.
- 20 Cass. Procès-verb. 377 c. — Responsabilité 513-10 c.; 581-10 c.; Voiture 455-10. — Voirie par terre 1891-10.
- Montpellier. Acte de commerce 181. — Voirie par eau 615 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 1973-10. — C. d'ass. de l'Aube. Instr. crim. 3673-20.
- Circ. Commune 582; Hospices 340.
- Décis. Notaire 842.
- 21 Ord. Prud'hommes, p. 535; Sainbrite publ. p. 673.
- 22 Ord. Trésor publ. p. 1150.
- Cass. Exprop. publ. 98-20 c.; 249, 786 c. — Ordre 1244. — Presse-outr. 384.
- Bourges. Substitut. 69-90.
- Gand. Scelles 16.
- Lyon. Acquiescem. 769 c.
- Paris. Commune 2752-40.
- Rennes. Prescript. civ. 1080.
- Toulouse. Conclus. 16-10 c.; Contrat de mar. 3818, 3859 c.; 4066-10.
- Décis. Office 80.
- 23 Ord. Travaux publics, p. 851.
- Cass. Cassation 1609-100 c.; Disposit. entre vifs 1311. — Compét. admin. 183-60; Monument 12 c.; Production 20. — Effets de comm. 241, 252 c.; Faillite 1012 c.; Mandat 314-20 c.; Obligat. 4479; Vente 51-40 c.
- C. C. belge. Cassation 750.
- Trib. de Châteauroux. Brevet d'invent. 378.
- Décis. Forêts 881.
- Delib. Enreg. 818, 2789.
- 24 Ord. Traité internat. p. 528.
- Cass. Absent 674 c. — Cassation 476; Dén. de justice 13-80 c.; Intervent. 49 c.; Privil. et hypoth. 1204; Vente 153-40. — Disposit. entre vifs 124 c.; 175; Frais et dépens 46. — Obligat. 2891 c.; 2700 c.; 2705; Vente 1826 c.; 1197-10.
- Bordeaux. Prescript. civ. 915-10 c.; Success. 553 c.; 2009 c.; Vente 580.
- Caen. Contrat de mariage 3878-20 c.; 30.
- Limoges. Contrat de mar. 4267.
- Nancy. Désistement 35, 186-30. — Dom. de l'Etat 310. — Exploit 359-10.
- 25 Ord. Cautionn. de fonctionn. 22; Gendarmerie, p. 484; Sapeurs-pompiers 698.
- Cass. Complice 169-30; Faux 61 c.; Contrainte 471 c.; 481-20. — Crimes contre les personnes 23; Instr. crim. 3347-70, 3505-20.
- Nancy. Forêts 1227.
- Rennes. Mandat 369.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 79-20. — Impôts directs 160-10, 182, 301-10, 418. — Jugem. 910; Organ. admin. 414-40. — Marché de fourn. 100-10, 101-150. — Patente 134, 248.
- Delib. Enreg. 985, 4524.
- 27 Cass. Garde nat. 394, 439-10, 669-40 c.; Procès-verb. 313-40 c.; 323-30 c.; 328-40 c.; 332-50 c. — Question préjud. 156. — Règlm. admin. 155-30. — Serment 107.

Décembre.

- 27 Bastia. Compét. crim. 622-20, 30 c.; Presse-outr. 1170 c.; 1199-10 c.; 1200 c.; 1201 c.; 1221-70 c.; 1298-40 c.
- Paris. Contumace 64, 65 c. — Disposit. entre vifs 1346-20 c.; 1948-40 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 824-20.
- 28 Ord. Amnistie, p. 517.
- Delib. Enreg. 4474.
- 29 Cass. Frais et dépens 470-30; Jugement 54-40, 85-50 c.; 70 c.; Jugem. par défaut 81-20 c.
- Colmar. Eviction 68-30.
- 30 Ord. Industrie 130.
- Cass. Arbitr. 782, 1032. — Enreg. 3894, 5588, 5799, 5801 c.
- Bruxelles. Deg. de jurid. 210 c.; 514; Exploit 36.
- Lyon. Presse-outrage 268-70 c.; 80 c.
- Paris. Dénonciat. calomn. 29.
- Pau. Usage 503 c.; 585-40.
- Decis. Notaire 29; Office 123 c.; 134.
- 31 Cass. Acquiescem. 531 c.; Obligat. 5073, 5079-10 c.; Arbitr. 241, 982 c.; Défense 198; Instr. par écrit 40-20. — Chose jugée 23 c.; 278 c.; Paternité 99 c.; 145-20, 184 c.; 195 c.; 219 c. — Enreg. 4945. — Jugem. 335-40; Mandat 253-20. — Obligat. 1150-20 c.; Rentas constituées 26-20, 30 c.; 160-10 c.; Vente 249 c.
- Agen. Contrat de mar. 3543.
- Dijon. Forêts 1607.
- Douai. Disp. entre vifs 1646-30.
- Pau. Contrat de mar. 3811; Privil. et hypoth. 914 c.
- Rennes. Paternité 727, 733-20 c.; Trib. de Jugem. 184-20 c.; Notaire 842 c.; 852.
- Circ. Douanes 113; Forêts 229.
- Insur. Enreg. 2918, 4363.

1885

Janvier.

- 2 Cass. Faux 179-20.
- C. C. belge. Instr. crim. 54.
- Cons. d'Etat. Beauver 40 c.; 41 c.; 46, 53 c. — Commune 1500. — Cons. d'Etat 296; Imp. dir. 639-30. — Cons. d'Etat 299. — Impôts dir. 73, 448. — Organ. admin. 608. — Voirie p. eau 10, 375-20, 390.
- 3 Ord. Organ. marit. p. 1687.
- Cass. Boulanger 73 c.; Commune 1116-10 c.; 1276. — Commune 729. — Commune 1036; Contrav. 158 c.
- Limoges. Vente publ. d'imm. 1535 c.; 1557, 1559.
- Nancy. Degré de jurid. 309-40. — Privil. et hypoth. 874 c.
- Rennes. Except. 344.
- 4 Circ. Douanes 498.
- 5 Ord. Douanes. p. 605.
- Cass. Obligat. 2044 c.; 2453-30.
- Riom. Mat. som. 62.
- Toulouse. Appel civil 533 c.
- Avis Cons. d'El. Commune 2514.
- Delib. Enreg. 6268; Transcript. hypoth. V. 23 octobre 1831.
- 6 Cass. Deg. de jurid. 623 c.; Discipl. 50-10, 76 c. — Privil. et hypoth. 1537-10.
- Bordeaux. Séparat. de corps 231.
- Paris. Obligat. 933-10 c.
- Pau. Exploit 473 c.; 542.
- Toulouse. Enquête 90, 104 c. — Recusat. 12, 173 c.
- 7 Ord. Vole publ. 5-80.
- Cass. Cassation 1596 c.; Enreg. 97, 3353 c.; Société 128 c. — Commune 1378 c.; 1578; P. rempt. 35 c.; 179 c.; 377-10 c.
- Aix. Forêts 1936-10.
- Bourges. Dispositions entre vifs 492-30.
- Pau. Vente publ. d'imm. 1861-30 c.; 1876-20, 1877 c.

Janvier.

Toulouse. Enquête 559. — Presse
outr. 249.
Droit. Enreg. 4524.
Cass. Action poss. 320 c., 484;
Servitude 1108 c. — Complice
33-29. — Domm. destr. 48, 91-
89 c. — Faux 67, 435 c.
C. C. belge. Cassation 788. —
Compét. crim. 409.
Bruxelles. Jug. p. def. 51.
Colmar. Forêts 1179.
Cass. Cassation 831 c. — Com-
mune 811. — Conflit 175-199 c.,
192, 227 c.; Industrie 78 c.,
140. — Garde nat. 338 c., 340,
421, 459, 460-30 c. — Instr.
crim. 818 c., 831. — Instr. crim.
89-39; Procès-verb. 257-79. —
Peine 443-29. — Procès-verbal
116 c., 598, 614 c.
Grenoble. Contrat de mar. 3600,
3699-30.
Nancy. Forêts 832, 837, 2014,
2016 c. — Pêche d'au. 177.
Toulouse. Contrat de mar. 3341-
12, 1346-39 c., 3349 c., 3350 c.
— Success. 1177.
Trib. comm. de Marseille. Droit
mar. 650.
Vos Commune 179.
Bruxelles. Domm. destr. 338.
Cass. Disposit. entre vifs 254,
2718 c.
Grenoble. Chose jugée 548; Res-
ponsabilité 139 c.
Nancy. Frais et dép. 127-79,
132 c., 308 c., 1093 c.
Paris. Contrat de mar. 2111 c.,
2131, Minorité 555 c.; Obligat.
199 c. — Tierce-opposit. 84.
Paris. Chose jugée 531 c.; Notaire
73-30, 288-40 c., 790-20.
Paris. De la Seine. Industrie 133.
Paris. Marché de fournil. 30 c.;
Privil. et hypoth. 1278, 1277
c., 1573-39 c.; Travaux publics
300 c., 363 c.
Paris. Dom. publ. 44; Place de
guerre 21-30.
Paris. Contrat de mar. 3816;
Privil. et hypoth. 901 c.
Paris. Disposit. entre vifs 421. —
Rentes et inst. 48.
Paris. d'Etat. Conflit 61. — Cons.
d'Etat 171. — Dom. de l'Etat
248-30, 360 c. — Impôts directs
180. — Marché de fournil. 100-
30. — Trésor public 595.
Paris. Trésor public 908.
Paris. Avoine 207; Preuve 57 c.;
Société 184 c. — Obligat. 2452-
19. — Prescriptions civ. 362 c.;
Propriété 124-10-30.
Paris. Avoine 140-30.
Paris. Presse-outr. 424-30, 457 c.
— Refuse 199 c.
Paris. Cons. d'Etat. Culte 675.
Paris. Cons. de Paris. Avocat 112.
Paris. Enreg. 3585; Société 184 c.
— Minorité 594 c., 595 c., 599.
Paris. Arbitr. 165 c.; Compétence
comm. 412.
Paris. Organisation. Organ. colon. 142.
Paris. Forêts 625.
Paris. Vente publ. de meubles
81-19.
Paris. Commune 177 c.; Compét.
civ. 218 c.; Prescript. civ.
131; Propriété 390-139 c.;
Servitude 118 c., 175 c. — Dis-
posit. entre vifs 3179 c.; Res-
ponsabilité 421-19. — Instr. crim.
73-39, 3212. — Jugem. 1005-
19 c., 1044 c.; Usage 518-39,
519 c., 520 c.
Paris. C. belge. Degré de jurid. 51.
Paris. Frais et dép. 89-20;
Servitude 824, 824-30 c., 850 c.
— Loi 381 c.; Prescript. civ.
70 c., 772 c., 832 c., 929 c.
— 1126 c.; Privil. et hypoth.
1202 c., 2500 c., 2523-20 c.,
2524-40 c. — Success. 1838,
1839 c.
Paris. Procès-verbal 636.
Paris. Instr. crim. 1825-60,
1826-18. — Peine 126-50. —
Tramway. Inst. 58-39, 59 c.
Paris. Pos. es 30; Responsabilité
181 c. — Vol 90.
Paris. Acte de comm. 103.

Janvier.

16 Toulouse. Appel civil 558 c.; Suc-
cess. 1885, 1930. — Prêt à
intérêts 233-10.
— Décis. Vente publ. de meubles 82.
17 Cass. Armes 64. — Cassation
126 c., 222; Degré de jurid.
663-50 c.; Mines 569; Sel 93 c.
— Crimes contre les personnes
183-30. — Faux 23-29.
— Lyon. Peremption 132.
— Trib. de Reims. Enreg. 4155.
— Circ. Forêts 831, 906 c.
19 Ord. Obligat., p. 58.
— Cass. Exprop. publ. 462-20 c.,
517 c., 529-29, 553 c. — Usage
190-30.
— Bordeaux. Commerce 35.
— Caen. Normandie 72 c.
— Douai. Minorité 629.
— Grenoble. Arbitr. 1030; Réserves
2 c.
— Limoges. Dispositions entre vifs
195.
— Paris. Reféré 109 c.
— Toulouse. Contrat de mar. 3553.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
mar. 2163.
20 Loi. Trésor publ. 721.
— Ord. Mercurie, p. 542.
— Cass. Cassation 1850-10 c.; Pro-
priété 298-10 c., 528-29, 605 c.,
608 c. — Effets de comm. 747;
Jugem. 195, 198-70, 974-30 c.
— Usage 246-29, 280-10 c.
— C. C. belge. Except. 234.
— Bourges. Obligat. 424-10 c.;
Prescript. civ. 605.
— Montpellier. Effets de comm. 155;
Obligat. 4110-10 c., 4112 c.
— Orléans. Faillite 1671.
— Trib. d'Yvetot. Caution. de fonction-
naires 112.
— Cons. d'Etat. Conflit 104, 133. —
Dom. de la cour. 84. — Nom
31-10. — Voirie par terre 2010,
2284-10.
— Décis. Enreg. 3324.
21 Cass. Cassation 1619-10 c.; Trans-
action 22-30 c., 131-30, 134-
10 c. — Disposit. entre vifs
110. — Usage 165.
— Angers. Vente 239.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
1202.
— Colmar. Vente 1709.
— Dijon. Forêts 1172, 1206.
— Grenoble. Contrat de mar. 3593,
3594-40 c.; Organ. milit. 414-30.
— Metz. Procès-verbal 390.
— Trib. comm. de Paris. Acte de
comm. 46.
22 Ord. Peine, p. 556; Prisons,
p. 1093.
— Cass. Complice 36-40 c., 58; Faux
226 c., 227, 260. — Douanes
846-10; Responsab. 255 c.,
643 c.; Tres. publ. 571 c.
— Faux 435; Peine 643-10. —
Instr. crim. 2640.
— Grenoble. Forêts 327-30.
— Toulouse. Arbitr. 1075; Frais et
dépens 102 c.
23 Cass. Cassation 1549-30. — Or-
gan. judic. 424-30. — Témoin
102-10 c., 207, 591 c., 645 c.
— Aix. Disposit. entre vifs 4240.
— Ordre 1018 c.; Privil. et hypo-
thèques 2290-10 c.; Success.
2092.
— Bordeaux. Exploit 376-70.
— Rouen. Contrat de mar. 3571.
— Delib. Enreg. 3565. — V. 23 oc-
tobre 1834.
24 Ord. Tres. publ., p. 4150.
— Cass. Appel crim. 156. — Cassa-
tion 2081; Instr. crim. 3359
c. — Commune 885 c. — Con-
trainte par corps 687; Forêts
594 c. — Garde nation. 50-10.
— Impôts indir. 493. — Instr.
crim. 990-30-50.
— Bordeaux. Minorité 465 c., 633.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 843
c., 843 c., 1740-40; Surenchère
35.
— Paris. Effets de comm. 650.
— Toulouse. Contrat de mar. 832c.,
832.
— Cons. d'Etat. Forêts 1892.

Janvier.

25 Paris. Vente publ. d'immeubles
1915-30.
— Décis. Mines 81.
26 Cass. Droit civil 111-20. — Usage
190 c.
— Lyon. Privil. et hypoth. 435; Pro-
priété 446.
— Paris. Cautionnem. de fonctionn.
65 c.; Contrainte par corps 125.
— Desistement. 194. — Suren-
chère 278.
— Rennes. Défense 224 c., 239;
Mémoire, p. 602; Presse-outr.
1261-30 c.
27 Cass. Cautionnem. 122, 185 c.
— Bruxelles. Enquête 532.
— Colmar. Puissance patern. 165.
— Paris. Contrat de mariage 356-
20 c., 786, 790 c.
— Delib. Enreg. 450.
28 Cass. Arbitr. 867, 1158 c., 1182
c. — Cassation 342; Intervent.
30 c., 66. — Compét. civ. trib.
d'arrest. 274; Compét. crim. 461
c. — Compulsaire 28; Desis-
tement. 49. — Degr. de jurid.
281-40, 293-30 c. — Effets de
comm. 38 c.; Enreg. 3619. —
Notaire 328 c., 333 c.; Obligat.
1261 c.
— Angers. Trav. publ. 1167.
— Bordeaux. Paternité 327. —
Presse-outr. 802.
— Limoges. Effets de comm. 651.
— Toulouse. Renvoi 105.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 140. —
Domaine publ. 63 c.; Eau 32-
10 c., 534-10; Voirie par eau
45-10 c., 223, 334. — Frais et
dépens 1203-29; Prêt à intérêts
71-10. — Impôts directs 192,
264-10, 375. — Trésor public
436-20-30.
29 Cass. Appel crim. 70. — De-
mande nouvelle 90-10; Ordre
1100-10. — Disposit. entre
vifs 547 c., 599; Jugem. 1051-
109 c.; Loi 305 c. — Jugement
821-10, 1002-459; Minist. publ.
67. — Témoin 609-10.
— Paris. Contr. par corps 515-10.
30 Cass. Garde nat. 306-20, 364.
— Instr. crim. 2673-30; Liberté
indiv. 60 c.; Peine 480 c.
— Aix. Surenchère 21-29, 278 c.,
299 c., 300 c.
— Amiens. Vente publ. d'immeubl.
668-50.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs
3210-10.
— Liege. Compét. crim. 518.
— Nancy. Dom. engagements 87-30.
— Pau. Adultère 29.
— Décis. Impôts dir. 363, 417, 430.
— Lettre. Commune 2317.
31 Cass. Abus de confiance 36; Faux
349 c. — Complice 160-30;
Témoin 398-30, 400 c., 401 c.,
413 c. — Crimes contre les
personnes 19. — Instr. crim.
1770-40.
— Bordeaux. Servitude 583.
— Bruxelles. Effets de comm. 463;
Except. 159-60.
— Paris. Compét. comm. 297. —
Except. 58.
— Trib. de Bourbon-Vendée. Postes
128.
Février.

Février.

1 Ord. Culte 153.
2 Cass. Culte 628. — Droits polit.
265-20.
— Paris. Faillite 195.
— Rennes. Minorité 175-30.
— C. d'ass. de la Seine. Droit civil
115-20 c., 593.
3 Cass. Cassation 1147, 1148 c.;
Exploit 175-10 c.; Jug. p. def.
273-29. — Contr. de mar. 2363;
Emigré 187-20, 368 c.; Pres-
cription civ. 826-30. — Disposit.
entre vifs 3344. — Effets de
comm. 229. — Exploit 308-30,
323 c.; Pérémp. 191 c., 284.
— C. C. belge. Enreg. 3029; Jugem.
304-10.

Février.

3 Bordeaux. Coutume 72-10;
Droit civil 241 c.; Except. 61;
Privil. et hypoth. 1709 c.
— Paris. Exploit 451-29.
— Trib. comm. de Paris. Industrie
251, 2-0-10.
— Cons. d'Etat. Commune 1363-30.
— Compétence admin. 390 c.,
393 c.; Travaux publ. 1139-69.
— Concess. admin. 9 c.; Voirie
p. terre 2171. — Conflit 99, 103
c., 112-30 c., 121 c., 133 c.,
137, 146 c., 192 c. — Conseil
d'Etat 298; Enreg. 4912; Imp.
dir. 639-30 c. — Cons. d'El. 303.
— Impôts dir. 188, 331, 337-29.
— Jug. p. def. 198-80; Voirie
p. terre 182-49, 203-10.
— Décis. Douanes 128.
— Delib. Enreg. 5443.
4 Cass. Contrat de mariage 947 c.;
Interdiction 321-40, 322 c.
— Disposit. entre vifs 2311-20;
Surenchère 187. — Dom. engag.
36, 111 c.; Prescript. civ. 984
c. — Usage 108.
— Bordeaux. Conciliat. 290; Mandat
132-30 c. — Domicile élu 41-10.
— Bourges. Séparat. de corps 49-10.
— Bruxelles. Enquête 366; Jug. p.
def. 362.
— Limoges. Obligat. 2428-20.
— Lyon. Acte de commerce 403 c.;
Cautionnem. 48.
— Montpellier. Sépar. de corps 330.
— Poitiers. Faillite 150.
— Trib. correct. de la Seine. Pro-
priété littéraire 89.
— Décis. Douanes 167.
5 Ord. Concess. admin. 61; Mat.
d'or et d'argent, p. 464.
— Cass. Instr. crim. 1593, 3107-10,
3578; Jugem. 825-79. — Oblig.
519-10 c.; Preuve 100-20.
— Prescript. crim. 40; Prisons
78. — Substitut. 484.
— Aix. Faillite 412-10.
— Martinique. Société 114.
— Orléans. Mariage 789-20.
— Toulouse. Voiture 426-10.
— Cons. d'Etat. Frais et dépens
1203-50.
— Circ. Passeport 56, 59.
— Delib. Enreg. 450.
6 Cass. Faux 478; Instr. crim.
2267-60; Témoin 174; V. 10
février.
— Aix. Disposit. entre vifs 2488-29.
— Amiens. Jugem. d'av. dire droit
21-10 c.
— Nîmes. Forêts 355, 563.
— Orléans. Rente viagère 124 c.;
Vente 1241 c.
— Toulouse. Obligat. 4658-30.
— Lettre. Organ. instr. publ. 377.
7 Cass. Acquiescem. 883; Appel
crim. 198 c.; Instr. crim. 131-
20 c. — Chasse 363; Témoin
23c. — Denonciat. calomn. 103-
30, 112 c. — Instr. crim. 1070,
1110-30 c. — Quest. préjud.
124-20.
— Grenoble. Effets de comm. 377;
Privil. et hypoth. 1269-30 c. —
Industrie 377.
— Paris. Commerce. 187; Faillite
1394. — Prêt à intérêts 304-10.
— Toulouse. Compét. admin. 268.
8 C. C. belge. Jugement 954-40.
— Lyon. Success. 3093, 3096.
9 Cass. Vente publ. d'imm. 1484.
— Colmar. Notaire 396-30, 409 c.
— Lyon. Contrat de mar. 3561.
— Paris. Intervent. 45.
— Pau. Servitude 1182, 1183 c.,
1184 c.
— Rennes. Fonctionn. publics 139;
Presse-outr. 763 c.
10 Cass. Arbitrage 90, 161, 782 c.,
1325 c., 1332 c. — Cassation
1898; Chose jugée 332; Loi
76-30; Organ. judic. 353-10;
Usage 88, 143 c. — Faux 478;
Instr. crim. 518-20; Témoin
171-10, 173 c., 174; V. 6 fé-
vrier. — Louage d'ouv. 139-50
c., 60 c., 144, 154 c.
— Bordeaux. Desistement. 186.
— Colmar. Vente 483.
— Paris. Organ. colon. 928. — Ré-
féré 178 c.

Février.

10 Cons. d'Etat. Compétence admin.
365 c., 369 c.; Impôts dir. 646-
30, 653-10-29; Mi e en jugem.
180-10. — Impôts dir. 264-50 c.,
316-10, 318. — Patente 90. —
Trésor public 881-40.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 801.
— Circ. Trav. publ. 378; Voirie par
terre 211.
11 Cass. Cassation 1610 c.; Success.
2283-40, 2330. — Emigré 115-
20; Prescript. civ. 339 c.; Pro-
priété 345-30. — Enreg. 4809,
5767. — Jugem. 48-10 c., 121-
99, 135 c., 263 c. — Jugement
d'av. dire droit 66-10.
— Bordeaux. Contrat de mar. 4106.
— Bruxelles. Expert. 170.
— Dijon. Forêts 1172, 1201, 1206,
1227.
— Nancy. Forêts 1630.
— Orléans. Jugem. 617-60.
— Delib. Enreg. 1312.
— Solut. Enreg. 2380 c.
12 Loi. Impôts indir. 605 s., p. 609.
— Cass. Cassation 168 c.; Instru-
crim. 619 c., 1095 c., 1158. —
Compét. admin. 184-20 c.
— Demande nouv. 160-19 c.; Ju-
gem. 934-19. — Enreg. 4731-20,
4781 c.; Jugem. 973-30.
— Bruxelles. Duel 112.
— Grenoble. Interdict. 184-60; Mi-
norité 307 c.
— Limoges. Faux incid. 253.
— Lyon. Absent 692. — Exploit
137-10.
13 Ord. Impôts indir., p. 609; Sel,
p. 862.
— Cass. Faux 343-50; Règlement de
juges 175. — Garde nat. 51.
— Aix. Success. 1034.
— Bordeaux. Vente 1227.
— Colmar. Assurances terrest. 301.
— Nancy. Obligat. 2902-10.
— Toulouse. Contr. p. corps 498. —
Exploit 318-20, 426.
— Circ. Douanes 128.
— Delib. Enreg. 1692.
14 Ord. Gendarmerie, p. 494; Organ.
de l'Algérie, p. 785.
— Cass. Acquiescem. 883. — Cassa-
tion 3088; Instr. crim. 2160 c.,
2165 c.; Témoin 686-30-30. —
Prescript. civ. 964 c.
— Angers. Interrog. a. faits et art.
58, 62; Jugem. d'av. dire droit
37-30 c.
— Bruxelles. Compét. comm. 125.
— Limoges. Arbitr. 1309, 1323 c.
— Paris. Associat. de secours mu-
tuels 22 c.; Associat. illégit. 22.
— Denonciat. calomn. 45.
— Décis. Douanes 138.
15 Ord. Exprop. publ. 28 c.; Tra-
vaux publics, p. 831.
16 Cass. Servitude 820-30 c., 834 c.,
886, 892-20 c.
— Bruxelles. Cassation 904.
— Lyon. Minorité 470-10 c., 487 c.,
637 c.; Puissance paternelle
128 c., 128 c., 151.
— Paris. Reféré 69, 1676.
— Cons. d'Etat. Desistement 209,
215. — Dom. engagements 61-20 c.,
62-20 c., 96-20 c., 30 c., 104-
30-40 c., 30 c., 123-20 c. —
Dom. publ. 79-10 c.; Propriété
96 c.; Travaux publics 965.
— Patente 177-10. — Trav. publ.
706-30. — Trésor public 126-10.
— Décis. Notaire 48-50, 509 c.,
714 c.; Office 97.
17 Cass. Jugement 374-40; Minorité
333-10 c., 363-10. — Jugement
1053-60; Obligat. 5080.
— Grenoble. Demand. nouv. 69 c.;
Forêts 1847. — Forêts 186.
— Paris. Instr. crim. 1431.
— Rennes. Séparation de corps 29-
10 c., 68.
— Delib. Enreg. 3192.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 199.
18 Cass. Action poss. 111 c., 114;
Exception 233-20 c. — Arbitr.
56 c., 817, 1136 c. — Cassation
1653-30; Prescript. civile 509,
637-10, 783; Usage 139 c.,
163 c., 173-10 c., 419. — Com-
mune 1772. — Degré de jurid.
561-30.

Février.

- 18 C. C. belge. Faillite 271-50.
— Bordeaux. Rente viagère 96 c., 98-10 c.
— C. d'ass. de l'Hérault. Organ. milit. 369-20.
— Cons. d'Etat. Patente 108-40.
19 Cass. Bourse de commerce 273, 335 c., 360 c. — Commune 799.
— Dom. destr. 41. — Société 516 c.; Tierce-opposit. 73 c., 317-30.
— Bruxelles. Jugem. par défaut 174.
— Paris. Indus. 307.
— Rennes. Success. 1733-20.
20 Cass. Commune 766.
— Bordeaux. Jugement par défaut 415-10.
— Bruxelles. Expert. 170; Instr. crim. 998; Prescription crim. 170.
— Paris. Propriété littér. 375.
— Pau. Usage 173-10, 211-30 c.
— Poitiers. Commune 441, 1838 c.; Culte 481-10 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2318; Tierce-opposit. 261 c., 273-30 c., 280-20 c. — Eau 371.
— Impôts directs 31, 63, 186, 216. — Marché de fourn. 50-140 c.; Travaux publics 43-20.
— Marche de fourn. 84-40. — Organ. admin. 608. — Patente 59-10, 368. — Voirie par terre 1583-10, 1601, 1612-10, 1793.
21 Cass. Cassation 222, 2079; Crimes contre les personnes 347-10 c. — Garde nat. 396-20, 483-30.
— Pau. Action 192.
— Toulouse. Surenchère 284, 287.
23 Cass. Compét. admin. 234 c.; Demande nouvelle 28 c., 99-60; Dom. de l'Etat 263 c.; Forêts 1412 c.; Usage 98. — Obligat. 3199 c., 3204-10. — V. 23 février 1837.
— Paris. Contrat de mariage 2616, 2700 c. — Privil. et hypoth. 1303, 1388 c.
— Rennes. Louage 736.
— Cons. d'Etat. Commune 2429 c.
24 Cass. Arbitr. 1061 c.; Assurances terr. 29 c., 167 c., 305; Chose jugée 201-10; Frais et dépens 45-70 c. — Cassation 789. — Compét. civ. trib. d'arr. 34 c.; Domicile 46-30. — Enreg. 1932.
— C. C. belge. Enreg. 5431.
— Montpellier. Jugement 635-20.
— Avis. Commune 310.
— Circ. Matière d'or et d'argent 62.
— Délit. Enreg. 2678, 2681 c.
25 Ord. Monnaie, p. 385.
— Cass. Contrainte par corps 361, 364 c.; Vente publ. d'immeubles 1928 c. — Dén. de justice 14; Obligat. 1055 c., 4050 c., 4070-10, 5118-70 c.; Transaction 32 c. — Exploit 546-40. — Instr. crim. 191 c. — Séparation de corps 424-40. — Vente 1879-10.
— C. C. belge. Enreg. 104.
— Bordeaux. Vente 184-20.
— Lyon. Disposit. entre vifs 1601-30 c., 1618-10 c.
— Metz. Forêts 1510.
— Paris. Faillite 805.
26 Ord. Marché de fourn. 6-60; Organ. instr. publ., p. 1359.
— Cass. Dépôt 111; Enreg. 6262. — Frais et dépens 704 c.; Jugem. par défaut 67; Ordre 816 c., 819-30; Priv. et hypoth. 1185. — Peine 325-20 c., 331-10.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3500-30; Prescription civile 728 c., 729-30 c.
— Caen. Propriété littér. 395.
— Liège. Compét. crim. 387.
— Paris. Faillite 295-20, 537 c., 856.
— Rouen. Exploit 375-40.
27 Cass. Appel crim. 368. — Chose jugée 567-80 c.; Instr. crim. 523 c., 3765; Presse-outrage 1537-10 c.
— Douai. Appel crim. 303; Jour férié 45-10 c.

Février.

- 27 Cons. d'Etat. Accessoire 43 c.; Impôts directs 21, 90-10 c., 20 c., 105 c. — Compét. admin. 137; Dom. de la cour. 90-10. — Compét. admin. 444 c.; Dom. de l'Etat 243; Vente admin. 374-10, 375. — Conseil d'Etat 296. — Dom. de l'Etat 42. — Frais et dépens 1303-60; Impôts indir. 261-10-30, 262-20 c. — Impôts directs 336-10-20, 471-10, 476-50. — Organ. colon. 136; Trésor public 444 c., 473-50. — Patente 161. — Travaux publics 706-40.
— Lettre. Bois et charbons 124.
28 Cass. Contumace 47 c.; Organ. milit. 169 c., 928. — Faux 163, 176-10 c., 20 c. — Forêts 1624. — Garde nat. 154-40. — Médecine 69. — Organ. colon. 201, 203 c., 244 c., 247 c., 249 c., 253-10 c., 258-20 c., 270 c.
— Décis. Mines 285-20.
— Solut. Enreg. 3192.

Mars.

- 1 Ord. Commune 156; Secours publics, p. 774.
— Riom. Société 785 c., 788.
2 Cass. Cassation 1595-30 c.; Enreg. 1139, 3383. — Louage à colon. perpét. 2 c.; Propriété féodale 282 c.
— Bastia. Disposit. entre vifs 1435-10 c., 1961; Obligation 4579-50 c., 4582 c.
— Colmar. Effets de comm. 434-50.
3 Cass. Compét. comm. 479. — Success. 1451-20-30, 1469.
— Paris. Cassation 1516 c.; Requête civile 117. — Distrib. p. contrib. 85-10, 86-20 c., 102 c.
— Trib. de Pau. Saisie-exéc. 116 c.; Délit. Enreg. 1069.
4 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 765.
— Cass. Chose jugée 243 c.; Droit marit. 1397; Faillite 563 c. — Organ. judic. 405.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 1602-10, 1632 c., 2425 c.
— Grenoble. Instr. crim. 116.
— Paris. Prescription civile 953-10.
— Cons. d'Etat. Culte 234-20.
— Circ. Prisons 137.
5 Cass. Cassation 187, 976 c.; Instr. crim. 1365, 2007 c. — Garde nation. 21; Mise en jugement 89 c., 157 c. — Instr. crim. 3314-10 c., 3324 c., 3347-50, 3371-10. — Obligat. 2572. — Pêche fluviale 25. — Procès-verbal 355-50.
— Douai. Deg. de jurid. 300; Saisie-arrest 856-30.
— Grenoble. Forêts 963. — Louage 285; Mines 759 c.
— Montpellier. Prescript. civ. 958.
— Paris. Commerc. 164 c., 171. — Loi 554-60 c. — Référé 198 c.
— Toulouse. Exploit 654-20. — Péremption 203, 201 c.
— Trib. d'Argentan. Privil. et hypoth. 2237-10.
— Décis. Enreg. 4670.
— Solut. Enreg. 3193.
6 Cass. Contravent. 39 c.; Garde nation 446. — Contumace 85; Prescript. crim. 127-20 c. — Garde nation. 107, 229 c., 333 c. — Pêche fluviale 156 c., 157, 158 c.
— Angers. Servitude 579.
— Trib. de Saint-Dié. Enreg. 6223.
— Cons. d'Etat. Commune 2334-20. — Compét. admin. 338 c., 480 c. — Concess. admin. 15-30 c.; Dom. de l'Etat 121 c., 185, 265-10, 269. — Conflit 101; Travaux publ. 1667-60. — Eau 466-30-40, 476-40 c. — Emigré 261. — Impôts directs 49, 108, 116, 234-10. — Organ. admin. 1013-30. — Trésor publ. 429-30, 551-40.

Mars.

- 7 Ord. Gendarme, p. 494.
— Cass. Boulanger 34. — Chose jugée 417 c.; Faux 260; Instr. crim. 859; Tentative 57-20 c. — Commune 1226; Poids et mesures 182 c., 181 c. — Forêts 1523. — Garde nation. 359-20.
— Bordeaux. Obligat. 4956-20 c., 5050-30.
— Bourges. Jugem. par défaut 212.
— Colmar. Acquissem. 649; Appel civ. 446 c.; Jugem. 525; Obligat. 5188; Privil. et hypoth. 2083 c.
— Douai. Appel incid. 10 c.; Contr. par corps 668.
— Nancy. Deg. de jurid. 108.
— Paris. Société 134-20; Vente 659-30 c.
— Rennes. Arbitre 551; Except. 111-30 c.
— Rouen. Avocat 229 c., 303 c., 305 c., 357, 364 c.; Presse-outrage 1218-10 c., 1262 c.; Témoin 42-20 c., 60-20 c., 62 c.
— Toulouse. Obligation 485-10-20, 4806-10 c.
— Trib. de Bar-le-Duc. Biens 22; Enreg. 2893 c.
8 Cass. Interdict. 294 c.
— Décis. Mines 285-10.
9 Cass. Cautionnem. 349 c.; Douanes 77 c., 470 c., 473, 508 c.; Loi 75-10 c. — Douanes 468-20, 473 c., 498 c.
— Bastia. Intervent. 94; Jugem. par défaut 46-30, 200-30 c.
— Gand. Faillite 801-10.
10 Cass. Cassation 1898 c.; Forêts 1647; Usage 411 c.
— Nancy. Exploit 335-20.
— Circ. Hospices 378, 381.
— Délit. Enreg. 3767-10.
— Solut. Enreg. 3899.
11 Cass. Chose jugée 236 c.; Privil. et hypoth. 550-10, 553-20 c. — Effets de comm. 695. — Impôts indir. 406-20.
— Bordeaux. Exploit 77-20 c.; Péremption 163-10-40, 282 c.
— Bourges. Trait. internat. 156.
— Colmar. Jugem. 410-20 c.; Vente publ. d'immeub. 238-20, 271 c.
— Lyon. Droit civil 167, 168 c.
— Montpellier. Récusation 39 c.; Renvoi 23, 43 c.
— Paris. Tierce-opposition 70-20, 236 c.
12 Loi. Privil. et hypoth. 781.
— Cass. Instr. crim. 3314-10, 3321-10. — Peine 692. — Vente publ. d'immeub. 2220-10.
— Bruxelles. Contrat de mar. 2695 c., 2701.
— Douai. Voirie par terre 168.
— Nîmes. Contrat de mariage 3332. — Forêts 530-10.
— Paris. Vente 2039, 2056-50 c.
— Rennes. Saisie-exéc. 62.
— Trib. de Laon. Enreg. 2949.
13 Cass. Cassation 821. — Compét. crim. 188 c.; Organ. milit. 899-10. — Contravent. 392 c.; Jugem. 884; Peine 225 c. — Jugem. par défaut 453-60; Quest. préjud. 87-30.
— Orléans. Obligat. 4763-10 c.; Vente 1059 c., 1072.
— Paris. Appel crim. 18 c.; Instr. crim. 636-10.
— Toulouse. Deg. de jurid. 195. — Enquête 67.
— Trib. de Gray. Enreg. 1073.
14 Cass. Cassation 1792 c.; Forêts 1997 c., 2020. — Octroi 193-30, 401 c.; Procès-verbal 535. — Organ. colon. 197, 205 c., 227 c., 258 c.
— Dijon. Commune 3492.
— Lyon. Reprises d'instance 38-20.
— Nancy. Success. 1756.
15 Cass. Organ. judic. 405.
16 Cass. Garde nation. 642-30.
— Bourges. Chose jugée 37; Ordre 1122 c.
— Lyon. Mariage 640-20.

Mars.

- 16 Nancy. Except. 544; Exploit 108-30-50.
17 Ord. Etablissement d'épargne 21. — Arrêté. Organ. de l'Algérie 893.
— Cass. Appel civ. 408 c.; Jugem. 252 c., 253-30, 700 c. — Cautionnem. 349 c.; Douanes 550 c., 553. Instr. crim. 331 c. — Dem. nouv. 30 c., 178 c., 198; Loi 298 c.; Normandie 57 c.; Prescript. civ. 709; Séparat. de corps 381-20 c. — Enreg. 4593.
— Dijon. Interdict. 221-60.
— Trib. de Clermont-Ferrand. Disposit. 17-40 c.
— Cons. d'Etat. Boulanger 15; Compét. admin. 44-70 c. — Commune 1839. — Commune 1898, 1992 c., 2296-20; Tierce-opposit. 264 c. — Compét. admin. 151. — Cons. d'Etat 184, 296. — Patente 352-20, 365.
— Délit. Enreg. 3237.
18 Cass. Défense 207, 211 c. — Disposit. entre vifs 1919-10 c., 2156; Privil. et hypoth. 2913. — Droit marit. 580. — Prêt à intérêts 105; Usufruit 396 c.
— Limoges. Appel civ. 1138.
19 Ord. Salubrité publ., p. 673.
— Cass. Chose jugée 179; Louage 273, 274 c. — Commune 934-40 c.; Contravent. 98 c., 151. — Douanes 242. — Instr. crim. 2567-10-30, 2666, 2674. — Obligat. 4763-10 c.; Vente 144. — Quest. préjud. 82-10, 102-50, 133-10 c., 49 c.
— Aix. Interdict. 67 c., 78, 101 c.; Jugem. par défaut 178-20; Minorité 175-10 c., 197-10 c.
— Nancy. Commune 2424 c.
— Poitiers. Ordre 949-20; Privil. et hypoth. 1586-10.
— Rouen. Privil. et hypoth. 856-30.
— Trib. d'Yvetot. Obligat. 2184 c.; Prêt à intérêts 59-20, 153 c.
20 Loi. Voirie p. terre, p. 201.
— Cass. Cassation 2119 c.; Contumace 119; Instr. crim. 1309. — Contr. par corps 667, 669, 678, 685. — Contr. par corps 689; Frais et dé. 1134 c. — Contr. par corps 686; Crimes c. les personnes 31-20. — Voirie 449-10.
— Bordeaux. Frais et dépens 651 c.; Obligat. 2707 c.; Vente 1729-30; Vente publ. d'immeub. 141, 156, 372. — Jug. p. déf. 411-40.
— Montpellier. Mariage 88-30.
— Paris. Enquête 35 c.; Expert 28.
— Toulouse. Prescript. civile 679. — Prêt 192.
— Délit. Enreg. 3641.
— Instr. Cour des comptes 28.
21 Cass. Délai 590; Impôts ind. 493.
— Bastia. Deg. de jurid. 635 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 1304-50, 1386 c.
— Rennes. Deg. de jurid. 565.
— Toulouse. Organ. milit. 341-30-40.
— Circ. Forêts 908.
— Décis. Expropriation publ. 845.
22 Ord. Concession admin. 72, 76; Expropriat. publ. 29; Travaux publics, p. 851.
— Cass. Garde nat. 614.
23 Cass. Acquissement 737 c.; Cassation 488; Enquête 135 c.; Tierce-opposit. 315. — Faux incid. 184.
— C. C. belge. Jugem. 978-20.
— Bastia. Success. 1875, 1882, 1886, 1891 c., 1929, 1977, 1978, 1980.
— Bourges. Banquier 31 c., 39 c., 41 c., 44 c., 46 c. — Compte cour. 90 c., 98 c., 116-30 c.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 1445-20.
24 Cass. Deg. de jurid. 47 c.; Enregistr. 2793 c., 5125 c.; Vente 1534-10 c. — Obligat. 4346 c.; Vente publ. d'immeub. 433, 489-20 c. — Organ. judic. 417-40; Pérempt. 43.
— Bruxelles. Enquête 638-10.
— Grenoble. Contrat de mar. 1826; Ordre 970-10 c.

Mars.

- 24 Rennes. Saisie-arrest 445-40.
25 Cass. Cassation 1651-40, 1718-120 c.; Droit maritime 863 c., 1681, 1759 c. — Compte 59; Prescript. civ. 932-60 c.; Propriété 398-10. — Deg. de jurid. 481-50; Jugement 991-70 c. — Nantisme 265.
— Agen. Mise en jugem. 59.
— Bruxelles. Enquête 232.
— Lyon. Disposit. entre vifs 372-10, 453-20 c.
— Paris. Avoué 160 c.; Ordre 431 c., 735-10-20 c., 30 c.; Reprises d'inst. 14 c., 51.
— Pau. Forêts 1880.
— Cons. d'Etat. Commune 1918 c.; Compét. admin. 325 c.; Dom. de l'Etat 339 c.; Forêts 1641 c., 1661. — Concess. admin. 87. — Eau 488. — Hospices 76-20. — Octroi 317. — Pension 180. — Trésor public 406. — Voirie par terre 2024-10, 2213.
26 Cass. Armes 80, 87 c. — Instr. crim. 1375; Organ. colon. 125-10-20-30, 205; Peine 102-30; Vol 186 c., 513-50 c. — Instr. crim. 3227; Témoin 594-30.
— Bordeaux. Usage 343.
— Douai. Huissier 70.
— Grenoble. Forêts 752.
— Paris. Success. 394.
27 Cass. Brevet d'invention 354 c.; Propriété littér. 425, 437 c., 434 c., 466. — Responsab. 380. — Voiture 391, 426-40 c.
— C. C. belge. Compét. crim. 39.
— Bourges. Action possess. 833 c.; Servitude 607.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 2414-30.
— Orléans. Enreg. 5329.
— Paris. Droit civil 278. — V. 31 mars 1836.
— Toulouse. Enreg. 5174 c., 5391 c.; Papier-monna. 80-30; Prescript. civ. 493 c., 748-30, 749 c.
— Instr. Enreg. 4587, 4589.
28 Cass. Deg. de jurid. 668-60 c.; Desistement 234 c.; Instr. crim. 130-40. — Faillite 1456-20. — Garde nat. 398-20.
— Douai. Disposit. entre vifs 2025.
— Grenoble. Success. 800.
— Liège. Except. 62.
— Paris. Compét. admin. 137; Dom. de la cour. 95 c.
30 Ord. Avocat 64.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 590.
— Cass. Commune 1448. — Droit polit. 438 c., 439-20 c., 491 c., 545 c. — Enreg. 1526.
— Bourges. Dispos. entre vifs 1354-20, 1672; Société 883 c.
— Colmar. Obligat. 1916.
— Lyon. Servitude 744-10.
— Rennes. Adopt. 116 c.
31 Cass. Commune 1405-10. — Contrat de mariage 853 c.; Enreg. 4955. — Exploit 493-60. — Forêts 790 c.; Servitude 638 c., 644. — Voirie p. terre 1951-20 c., 2005-40 c., 2369-20.
— Bastia. Exception 291; Exploit 62-60.
— Bruxelles. Exploit 103.
— Paris. Presse-outr. 146 c.
— Rouen. Dispositions entre vifs 4261 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 74, 99, 101. — Cons. d'Etat 242. — Dom. de l'Etat 254; Forêts 86.
— Frais et dé. 1203-10. — Impôt dir. 187, 191, 631-40. — Organ. admin. 608. — Organ. colon. 344-20.

Avril.

- 1 Cass. Biens 74 c., 136; Enreg. 2906 c.; Usufruit 297 c. — Cassation 1614-60 c.; Chose jugée 55; Prescription civile 449 c.; Preuve 20-30; Usage 135-20.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2729.

Avril.

- 1 Cass. Attentat aux mœurs 38. — Contrainte par corps 678. — Dom. de l'Etat 41 c. — Dom. engagés 26-30, 44-46 c. — Dom. engagés 35-39; Jugem. 24-30 c. — Faux 302, 338-30. — Instr. crim. 357. — Obligat. 399-70; Vol 110-10 c.
- Bordeaux. Dispositions entre vifs 2317. — Droit marit. 2186. — Obligat. 4535-10; Transaction 145 c.
- Limoges. Acquissem. 142, 216 c.; Jugem. par défaut 150-30.
- Lyon. Disp. entre vifs 112-30.
- Nancy. Jugem. 302-10, 354.
- Rennes. Organ. milit. 760 c.; Témoin 32-30 c., 80-10.
- Toulouse. Success. 2001; Vente 113-20 c.
- 3 Cass. Architecte 17 c.; Poids et mesures 30. — Garde nat. 323; Peine 104-30; Presse-outrage 1313 c. — Garde nat. 517-40. — Poids et mesures 62.
- C. C. belge. Cassation 740.
- Angers. Privil. et hypoth. 2208, 2211; Transcription hypoth. 793 c.
- Bordeaux. Obligat. 2096-30.
- Gand. Demande nouvelle 27.
- Limoges. Arbitr. 1028.
- 6 Ord. Salubrité publ., p. 673.
- Cass. Commune 929; Fraix et dépens 1025 c., 1029 c.; Voirie par terre 1165 c. — Commune 1243 c.; Peine 357-10 c.; Théâtre 85. — Eaux 453-10; Voirie par terre 330 c. — Garde nat. 487-20-30, 497-30. — Garde nat. 643; Serment 303. — Vente de substances falsifiées 32 c., 43.
- Amiens. Ordre 439 c.; Privil. et hypoth. 2288-30.
- Bordeaux. Faillite 72-30. — Ordre 1184-10 c.; Privil. et hypoth. 1742-30; Vente 1284 c.
- Paris. Contrat de mar. 1949. — Société 768.
- 8 Caen. Appel civil 389.
- 6 Ord. Organ. colon., p. 1099; Salubrité publ., p. 673.
- Cass. Dom. publ. 44 c.; Echange 40; Expropriation publ. 628 c.
- Colmar. Société 808.
- Liège. Louage 839.
- Lyon. Success. 2089.
- Montpellier. Loi 243-10 c.; Success. 603, 604 c., 608, 613 c. — Organ. milit. 368-30.
- Paris. Surenchère 146-50.
- Rennes. Contrainte par corps 89 c.; Jugem. 605 c., 608-60; Obligat. 3084 c.
- Trib. de Bourbon-Vendée. Vente publ. de meubles 63.
- Trib. de Dreux. Enreg. 3459.
- 7 Cass. Commission. 321. — Enreg. 4019. — Octroi 305. — Vente 1226.
- Bordeaux. Droit marit. 1679, 1698.
- Lyon. Disposit. entre vifs 179-10, 4129 c.; Fraix et dépens 71-20 c.; Propriété 146 c.
- Paris. Acte de commerce 46; Commerç. 25 c.
- Rennes. Compte 75.
- Riom. Biens 180 c.; Domicile 22 c.; Droit civil 85-40 c., 86-20, 113-10 c., 30 c., 383-10 c., 423-20 c.; Loi 423-20 c.
- Cons. d'Etat. Conflit 207; Place de guerre 154 c. — Conseil d'Etat 201. — Conseil d'Etat 362-30; Marché de fourn. 155-40. — Fraix et dépens 1203-70. — Impôts indir. 142-10-30-40, 437 c. — Manufact. 419 c. — Trés. publ. 1074-50.
- Solut. Enreg. 3899.
- 8 Cass. Cautionnement 203; Vente 1842 c. — Compét. civ. trib. d'arr. 293; Loi 76-30; Obligat. 547, 2144-30 c., 2257 c., 4538-50 c., 5046 c.; Organ. judic. 353-10. — Exprop. publ. 91.
- Bordeaux. Contrat de mariage 2669-90.

Avril.

- 8 Caen. Appel civil 389.
- Dijon. Obligat. 848.
- Grenoble. Contrat de mar. 1858, 3977 c.; Disposit. entre vifs 185-30 c.
- Lyon. Presse-outr. 267.
- Metz. Forêts 327-40, 632, 1291. — Instr. crim. 394.
- Paris. Faillite 594.
- Rennes. Acquissem. 515 c.; Obligat. 4538-10.
- 9 Cass. Appel incid. 66; Jugement 224-30 c. — Cassation 1681-40 c.; Disposit. entre vifs 367, 369 c., 493-40 c. — Défense 112 c.; Instr. crim. 2234, 2390 c.; Témoin 539-10 c. — Faillite 1103. — Instr. crim. 1223-20. — Requête civile 64-10, 135 c., 138 c., 143 c.
- Liège. Désaveu 58, 119 c.
- Paris. Droit maritime 1631-10 c., 1632 c., 1635 c., 1671.
- Rennes. Commune 1605-20; Compét. admin. 196-20 c.; Impôts dir. 643; Voirie par terre 1580 c., 1586 c.
- Circ. Organ. marit. 193.
- 10 Cass. Forêts 340 c., 821. — Prescript. crim. 162; Voirie par terre 2407 c. — Témoin 572.
- Amiens. V. 10 avril 1839.
- Douai. Douanes 837-10.
- Orléans. Commune 1476.
- Circ. Commune 566, 586, 620.
- Delib. Enreg. 4154 c., 4155.
- Instr. Hospices 309, 317, 332, 369, 381.
- 11 Loi. Voirie p. eau, p. 720.
- Cass. Compét. admin. 195-40 c.; Huissier 19 c.; Loi 477-20 c.; Office 397. — Témoin 600.
- C. C. belge. Instr. crim. 345-10.
- Colmar. Acquissem. 70.
- Paris. Arbitr. 530 c., 538.
- Rennes. Défense 165.
- 12 Ord. Organ. instr. publ., p. 1359.
- 18 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 763.
- Cass. Ordre 1205. — Presse-outr. 382, 394-10 c., 30.
- Besançon. Forêts 1429.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 1867-20.
- Bourges. Except. 271; Minorité 73-20. — Prêt à intér. 42-30 c.; Vente 1026 c., 1426 c., 1429 c., 1430 c.; Vice rédhibit. 50-20 c., 66 c., 68 c., 302.
- Colmar. Success. 2223.
- Douai. Louage 248.
- Paris. Avocat 461. — Droit civ. 105.
- 14 Cass. Compét. admin. 309-30; Trav. publ. 1029 c.
- Paris. Effets de commerce 753. — Substit. 105-10.
- 15 Ord. Douanes, p. 605.
- Cass. Chose jugée 59-30 c.; Compétence 48 c.; Douanes 780 c.; Procès-verb. 146-30, 368 c.; Disposit. entre vifs 5084-30. — Organ. milit. 299.
- Bordeaux. Crimes c. l. personnes 121; Presse-outr. 802. — Duel 105. — Notaire 361; Scellés 182-10 c.
- Bruxelles. Enquête 72 c., 599 c., 639-20. — Jugem. 37-30.
- Liège. Disposit. entre vifs 2680; Vérificat. d'écrit. 54 c.
- Pau. Vente publ. d'imm. 1515.
- Instr. Voirie par terre 62.
- 16 Loi. Organ. milit., p. 1895.
- Cass. Chasse 374 c.; Forêts 474 c.; Procès-verbal 184-30 c., 679-30. — Forêts 1429. — Instr. crim. 2079-30. — Témoin 641-20.
- Bruxelles. Jugem. d'av. dire droit 43-60.
- 17 Bourges. V. 30 mars 1835.
- Décis. Privil. et hypoth. 1374.
- Delib. Enreg. 3671.
- 18 Ord. Echelles du Levant 7, p. 541.
- Cass. Exploit 744-40; Instr. crim. 971. — Garde nat. 73, 160-30, 165-40, 418-20 c., 419, 423-30, 495, 516, 639-10, 648-10, 659-20. — Peine 563; Poudres 21, 36.
- Bruxelles. Séparation de corps 100-10.

Avril.

- 18 Orléans. Chose jugée 209.
- Paris. Contr. p. corps 561.
- Cons. d'Etat. Conflit 148. — Cons. d'Etat 201. — Cons. d'Etat 354; Garde nat. 241-30, 246. — Cons. d'Etat 354; Trav. publ. 627.
- Contravention 496-30, 499.
- Fraix et dépens 1203; Organ. colon. 112; Trésor public 397.
- Garde nat. 226. — Imp. dir. 186. — Organ. admin. 601-10.
- Patente 101-20. — Trav. publ. 1171. — Vente admin. 33, 52, 53.
- Solut. Enreg. 4719.
- 19 Cass. Action possess. 331.
- 20 Trib. de la Seine. Théâtre 168.
- Cons. d'Etat. Conflit 99, 104. — Désistement 209, 214. — Dom. de la cour. 90-20. — Imp. dir. 186, 418-20. — Marché de fourn. 53-40. — Octroi 278 c.; Trésor public 902-40. — Pension 197.
- Voirie p. eau 354.
- 21 Cass. Chose jugée 46-60; Fraix et dép. 558-40; Vente 1639.
- Emigré 173; Organist. judic. 413-50. — Success. 326.
- C. C. belge. Cassation 754.
- Delib. Enreg. 1721, 2604; Ordre 78 c.
- 22 Cass. Acte de comm. 300; Salubrité publ. 136 c. — Défense 229 c., 240; Serment 69-20.
- Fraix et dépens 99-30; Vente 893. — Obligat. 525. — Servitude 1054 c.; Usage 191-30.
- Grenoble. Deg. de jurid. 338-30; Ordre 1348-10 c.
- Paris. Obligat. 3288 c.; Privil. et hypoth. 1260-10-20. — Presse-outr. 489-30.
- 23 Cass. Cassation 618-40; Deg. de jurid. 126-40. — Cassation 1746-140 c.; Instr. crim. 2314; Organ. coloniale 254 c.; Témoin 458-10 c., 507-50 c., 575-10, 577-50 c., 647-50. — Commune 640 c., 1177; Réglem. admin. 160 c. — Commune 933; Contrav. 151 c.; Fraix et dép. 1025. — Commune 945-10. — Contrat. 99. — Instr. crim. 3126; Responsab. 388-30 c.; Jugem. 774. — Peine 357-10 c.; Réglem. admin. 67. — Serment 204-50.
- Tribunal d'Amiens. Enreg. 283, 2265 c., 4401.
- Décis. Douanes 426.
- 24 Ord. Postes, p. 13.
- Cass. Boulanger 32. — Commune 1245-30. — Règlement de juges 175, 233.
- Douai. Appel crim. 303; Désistement 218 c.
- 25 Cass. Compétence admin. 93-20; Compét. crim. 283-20. — Discipline 169. — Garde nat. 419.
- Paris. Contrat de mar. 1890 c., 1891.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 222.
- 27 Cass. Appel incid. 112 c.; Cassation 189-20-30. — Commune 1788 c.; Except. 392.
- Gand. Except. 566 c.; Interdict. 85.
- 28 Cass. Cassation 129. — Cassation 1589-20 c.; Vente 1634. — Enreg. 5584. — Exploit 490-40; Requête civile 191 c. — V. 28 janvier 1835.
- Bordeaux. Effets de comm. 226, 228 c.
- Bourges. Dispositions entre vifs 2256-10 c.
- 29 Cass. Action 122 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 152; Contr. de mar. 2914 c. — Contr. admin. 15; Serment 55 c., 66-20. — Droit marit. 2166, 2169 c. — Forêts 1658.
- Caen. Obligat. 2869-20; Prêt à intérêts 263-10.
- Delib. Enreg. 1810, 3671.
- 30 Cass. Contrat de mar. 157; Minorité 461, 630 c.; Prescript. civ. 1096-60 c. — Crimes c. les personnes 365, 267-10 c. — Servitude 555. — Témoin 166-10, 211-20.

Mai.

- 1 C. C. belge. Règlm. de juges 185.
- 2 Cass. Boulanger 34. — Cassation 787. — Commune 1184. — Obligat. 5024-30. — Voirie par terre 1898-10.
- Bourges. Désistement. 157.
- Colmar. Ordre 1071-10.
- Grenoble. Effets de commerce 197-20.
- 3 Delib. Enreg. 4342.
- 4 Agen. Avocat 292, 461 c.
- Bordeaux. Vente publ. d'immeub. 2034-20.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3431.
- Nancy. Avocat 290, 461.
- Paris. Dom. de la cour. 95 c. — Success. 785-10 c., 794.
- Rouen. Avocat 292.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 361 c.; Requête civile 258. — Conseil d'Etat 72-10; Traité international. 152-40; Trésor public. 499-30, 547. — Organ. admin. 961. — Requête civile 278, 281, 283.
- Instr. Disposit. entre vifs 429; Notaire 341.
- 5 Cass. Cassation 67 c., 265 c.; Discipline 158, 163 c., 187 c. — Cassation 1208, 1581. — Disposit. entre vifs 761, 1683-20 c., 4386 c.; Obligat. 1054 c., 1058 c. — Privil. et hypoth. 1742-30; Surenchère 26. — Vente 3063.
- Bordeaux. Effets de comm. 902.
- Lyon. Surenchère 146-10.
- Rennes. Demande nouv. 94-20.
- 6 Cass. Avocat 114 c.; Jugem. 970-90; Société 1534. — Cassation 1640-90 c.; Jugem. 970-40; Société 1370-10. — Cassation 1823-40; Prescript. civ. 741. — Contr. de mar. 110 c., 1954. — Louage à cheptel 76 c.; Privil. et hypoth. 271, 283.
- Limoges. Enquête 456 c., 480.
- Paris. Louage 472 c., 479-20.
- Rennes. Prescript. civ. 317; Société 1605-40, 1617.
- 7 Cass. Forêts 523; Procès-verbal 640. — Forêts 533 c., 1492. — Quest. préjud. 97-20 c.
- C. C. belge. Compét. crim. 539, 541 c.
- Aix. Accessoire 17 c.; Eaux min. 12; Propriété 391.
- 8 Cass. Appel crim. 178 c.; Forêts 415. — Cassation 595. — Forêts 416; Instr. crim. 53-20 c. — Forêts 1140-30, 1291 c. — Peine 692. — Procès-verbal 674-30.
- Angers. Dispositions entre vifs 2642-10.
- Bordeaux. Jugem. 624-20, 628 c.
- Douai. Commune 2125.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 1374, 4600 c., 4633 c., 4684-10; Obligat. 4531-10 c.; Success. 2190 c., 2314-10 c., 2317 c., 2324 c.
- Limoges. Obligat. 4960-50.
- Toulouse. Acte de commerce 818, 319 c., 334 c.; Nantissement. 112-20 c.
- 9 Cass. Garde nation. 391, 414-30, 419, 440-30; Peine 163-20 c. — Impôts directs 138-30, 390 c. — Organ. milit. 830-40, 831 c.
- Bruxelles. Contrat de mariage 3039.
- Paris. Droit civil 355-10.
- Solut. Enreg. 3688.
- 11 Cass. Degr. de jurid. 355-30; Eaux 258. — Exprop. publ. 28 c., 265-50, 371 c., 324 c., 676 c. — Requête civile 96 c.
- Amiens. Acte de comm. 202.
- Colmar. Contrat de mar. 1636.
- Montpellier. Vérificat. d'écrit. 89.
- Paris. Surenchère 22-30, 23-20 c.
- Solut. Enreg. 3932-10.
- 12 Loi. Majorat 16; Trésor public 1173 c.
- Cass. Cassation 84, 606; Degr. de jurid. 442-20. — Cassation 1609-70 c.; Compte 183; Vente 1722-10.

Mai.

- 12 Cass. Cautionnement 325 c., 356 c.; Effets de comm. 680; Jugem. 305-30; Jugem. par défaut 148 c., 391-30. — Contr. p. corps 934. — Désistement. 142-30 c. — Prescript. civ. 1081.
- Paris. Distrib. p. contrib. 143 c., 145 c.; Office 318-10 c., 321 c.; Ordre 863-10 c.; Privil. et hypoth. 338-30 c., 346-30. — Vol 338.
- 13 Ord. Organ. instr. publ., p. 1359.
- Cass. Acquissem. 50; Cassation 1653-130 c.; Faillite 187, 1069; Jugem. 986; Obligat. 553, 5386. — Chose jugée 258-30 c.; Intervent. 87 c.; Société 613-30, 616 c.
- C. C. belge. Action possess. 159 c., 163, 810 c.
- Bordeaux. Acquissem. 616.
- Dijon. Forc. 1901.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 945-20, 2427 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3597.
- 14 Cass. Cassation 139 c.; Défense 97 c.; Instr. crim. 947. — Cassation 772. — Cassation 1487-50; Chose jugée 215-70 c.; Commune 1776 c., 1913; Requête civile 102 c.; Usage 579. — Contr. p. corps 678, 690. — Garde nat. 323-20; Prescript. crim. 78 c. — Garde nat. 359-30 c., 423-50, 453-20, 474-20, 675-20, 686. — Jugem. p. déf. 453-70. — Vente publ. d'imm. 844.
- Bordeaux. Success. 1626.
- Grenoble. Forêts 1937.
- Rennes. Surenchère 159, 170, 174-20.
- 15 Cass. Commune 1169. — Contr. p. corps 630 c., 683; Impôts ind. 602 c. — Forêts 1510. — Garde nation. 326-10 c., 398-30, 431, 443, 598-10. — Peine 95. — Poids et mesures 62. — Prescript. crim. 77. — Réglem. admin. 165-10 c. — Substances vénéneuses 18. — Voirie par terre 1937-40.
- Liège. Degr. de jurid. 123-20.
- Lyon. Mariage 713-40 c.; Vente 486.
- Nîmes. Chose jugée 526; Demande nouv. 279-20 c.; Notaire 860-20 c.
- Rennes. Attentat aux mœurs 144.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 471 c.; Cons. d'Etat. 164. — Cons. d'Etat 338-50. — Dom. engagés 123-30, 127-20 c. — Expertise 384-10; Marais 65. — Expertise 364-20 c., 374 c.; Forêts 1416, 1417 c., 1548. — Garde nation. 260. — Pension 179, 225.
- 16 Loi. Organ. colon. 119-30.
- Ord. Organ. judic. 406, p. 1507; Séparat. de corps, p. 900.
- Bruxelles. Instr. crim. 107.
- Paris. Désaveu 136; Jugement 432-90. — Faillite 188, 901-10.
- 18 Cass. Action 220 c.; Chose jugée 180-30 c.; Servitude 1171-10. — Emigré 153-30, 388-20 c.
- Bordeaux. Droit marit. 102; Propriété 225 c.
- Douai. Assurances terrestres 59, 189 c., 217 c.
- Paris. Référé 139-20 c.
- Cons. d'Etat. V. 28 mai.
- Décis. Organ. milit. 174.
- 19 Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 83. — Obligat. 2659-30. — Success. 670, 679 c. — Vente 1840.
- Douai. Droit civil 73, 86-10 c., 92-10 c., 597-10 c. — Prêt à intérêts 101.
- Paris. Louage 87.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 201, 203; Désistement. 201. — Dom. de l'Etat 190. — Eaux 335-40, 393 c.; Voirie par eau 237 c., 238 c. — Eaux 566-40. — Except. 376 c., 378-30; Voirie par terre 961-10, 987, 991, 997. — Impôts dir. 468. — Organ. administr. 591-20-40, 593-10-20 c., 974-20. — Travaux publ. 433-30, 486.

Mai.

- 10 Délit. Enreg. 2563, 2586-10, 3665.
 11 Cass. Abus de confiance 218; Faillite 1507 c.; Commune 2471-30; Forêts 1446, 1449 c.; Jugem. 1048-100. — Douanes 261; Impôts indir. 573-40 c. — Prescript. civ. 257.
 — Amiens. Arbitr. 603.
 — Paris. Organ. colon. 929. — Vente publ. d'imm. 1703.
 21 Cass. Délit polit. 19. — Domicile 112 c.; Exploit 754-10. — Fonctionn. publ. 58 c.; Mise en jugem. 307-10; Vol 213 c. — Instr. crim. 1118.
 — Bordeaux. Mariage 613-30, 614 c.
 — Limoges. Cautionnem. 334. — Séparation de corps 73 c., 79-10-20, 314 c.
 — Paris. Appel civil 420 c.; Ordr. 381, 749 c., 1106-30 c. — Disposit. entre vifs 3398.
 — Rennes. Saisie-exécution 274 c.; Usufruit 197.
 22 Cass. Appel crim. 260, 265 c. — Brevet d'invention 237 c.; Chose jugée 424 c.; Propriété littér. 478 c. — Garde nation. 687. — Octroi 231 c., 333-10. — Organ. milit. 326-30, 328-10. — Tentative 112-10. — Témoin 631, 632 c. — Vol 752-60.
 — Aix. Instr. crim. 156, 549 c.
 — C. d'ass. de la Seine. Presse-outr. 1477-10.
 — Instr. Exprop. publ. 753.
 23 Cass. Chasse 430 c.; Forêts 421. — Peine 140-10, 163-30 c. — Prescript. crim. 84.
 — Amiens. Dispositions entre vifs 258-70.
 — Bordeaux. Mines 794 c.; Servitude 989. — Référé 208, 219-60.
 — Caen. Descende sur les lieux 22 c.
 — Montpellier. Vente publ. d'immeub. 1629-10.
 — Paris. Interdiction 35-10; Intervent. 69 c.
 — Toulouse. Obligat. 2152-40.
 24 Douai. Compét. comm. 440.
 25 Loi. Hospices, p. 75. — Louage administr. 25.
 — Cass. Jugem. 41-10-70.
 — Montpellier. Adolp. 49; Frais et dépens 981 c. — Cassation 2022.
 — Nancy. Deg. de jurid. 103.
 — Paris. Commune 2216. — Enreg. 5178. — Paternité 509; Succès 353 c.
 — Toulouse. Usage 196-20.
 26 Cass. Cassation 1445 c., 1464 c.; Contrat de mar. 1479, 2711 c. — Cassation 1909-320; Jugem. 973-90 c.
 — Bourges. Obligations 4214-10 c., 5188; Prescript. civ. 605.
 — Metz. Chose jugée 26-20; Droit civil 453 c.; Obligat. 4448; Rentes foncières 55; Transaction 21-30 c.
 — Paris. Compét. administr. 223.
 27 Cass. Cassation 1909-230 c.; Succès 873 c., 2103 c., 2126-20; Vente publ. d'immeub. 1893. — Deg. de jurid. 523 c.; Jugem. par défaut 79-30. — Obligat. 1516-30.
 — Bruxelles. Louage 304 c., 734 c., 743-90.
 — Colmar. Usage 163.
 — Dijon. Obligat. 4520-20.
 — Douai. Mariage 149 c., 151 c., 152 c., 153 c., 161.
 — Metz. Forêts 2021.
 — Nancy. Usage 146.
 — Paris. Saisie-gagerie 47.
 — Rennes. Acquiescem. 607.
 28 Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 234-30. — Cons. d'Etat 381; Intervent. 158-30. — Forêts 1377; Instr. civ. 21 c.; Procès-verbal 759-10, 764 c.; Voirie p. terre 144-10, 179-20, 180, 183-20, 222.

Mai.

- 29 Cons. d'Etat. Impôts dir. 174. — Jeu 34-20-30; Louage 776. — Organ. administr. 922-10, 1001-10. — Trav. publ. 433-30-40, 485. — Voirie par terre 1140, 1154-10, 1185, 1176-20, 1818 c., 2024-10.
 30 Cass. Cassation 627 c.; Garde nation. 694-30. — Commune 681-20. — Forêts 318-80 c., 1224. — Garde nation. 342-40. — Halles 68. — Jugement par défaut 443-40. — Substances vénéneuses 18.
 — Bordeaux. Vente 1355-20.
 — Colmar. Jugem. 824-70; Office 74-20 c., 82, 390 c.
 — Douai. Compét. administr. 394 c.; Trav. publ. 1223. — Postes 55-20.
 — Montpellier. Disposit. entre vifs 1721.
 30 Ord. Prud'hommes, p. 535.
 — Cass. Garde nation. 111 c., 150-40-50, 247, 434, 502-10, 660, 678-20, 681. — Procès-verbal 225.
 — Paris. Contrat de mar. 3158-60. — Saisie-arrest 427 c., 428. — Vente 2039 c., 2061.
 — Rennes. Mise en jugem. 22, 151-10, 159-10, 174, 175.
 — Toulouse. Prescript. civ. 533.
 — Décis. Grâce 19.
 31 Nancy. Procès-verbal 650.
 — Cons. d'Etat. Garde nation. 203.

Juin.

- 1 Bordeaux. Transaction 85.
 — Gand. Disposit. entre vifs 1960.
 — Paris. Vente 753.
 — Décis. Douanes 512.
 — Delib. Enreg. 2686-10.
 2 Cass. Disposit. entre vifs 615 c., 1554, 1660 c. — Distrib. p. contr. 87-10 c.; Emigré 134 c.; Ordr. 1322-40-50; Prescript. civ. 68 c., 1078, 1080 c., 1081 c., 1083 c. — Domaines engagés 86-70.
 — Paris. Presse-outr. 1296.
 — Toulouse. Adopt. 116 c.
 3 Cass. Acte de comm. 328. — Action possess. 446. — Mariage 834-80. — Obligations 4935-30, 5043-90 c. — Obligat. 5101 c.; Prescript. civ. 583, 593-40. — Organ. judic. 405. — Preuve 52 c.; Usage 190-50. — Propriété féodale 169, 286 c., 299 c. — Usage 190-40, 211-30 c.
 — Douai. Désistement 184 c., 144.
 — Grenoble. Conclus. 57-10.
 — Paris. Compte 174.
 — Toulouse. Exploit 135-20, 143-30.
 — Décis. Douanes 467.
 4 Cass. Action possess. 103 c., 330, 687 c.; Culte 487 c., 568 c.; Domaine public 60 c.; Prescript. civile 197 c. — Complice 68 c.; Faillite 1485-20; Instr. crim. 2410. — Faux 405. — Obligat. 1160-10 c.; Office 130.
 — Agen. Contrat de mariage 4181, 4203.
 — Aix. Commune 1919.
 — Bordeaux. Délai 54 c.; Jour férié 45-20; Ordr. 906 c. — Jugem. 846-80. — Ordr. 1189-30 c., 1192-30 c.; Privil. et hypoth. 2291.
 — Colmar. Enquête 78. — Expertise 160.
 — Grenoble. Culte 679, 684.
 — Metz. Degré de jurid. 80.
 — Montpellier. Jug. p. déf. 427-20.
 — Nîmes. Contrat de mariage 1856, 2054 c., 3924 c.
 — Rennes. Mandat 70. — Minorité 383.
 — Trib. de Strasbourg. Enreg. 400.
 5 Loi. Etabliss. d'épargne 24; Trésor public 623, p. 150.
 — Cass. Compét. crim. 62 c., 243, 277 c. — Garde nat. 392, 469-20. — Organ. milit. 806.

Juin.

- 5 Bordeaux. Echange 50; Vente publ. d'imm. 161. — Effets de comm. 613.
 — Douai. Compétence civ. trib. de paix 184. — Peine 336-10. — Surenchère 22-20, 23-20, 24-20.
 — Nîmes. Action 218 c., 223; Obligat. 3869 c.
 6 Cass. Boulanger 34. — Garde nat. 247, 391, 678-20, 681. — Octroi 247-20; Procès-verbal 525.
 — Bruxelles. Arbitr. 799.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 71-70; Mise en jugem., V. 6 juin 1884.
 — Circ. Hospices 381.
 7 Ord. Dom. de l'Etat, p. 99.
 9 Cass. Contr. de mar. 4339, 4342; Succès 1024, 1085 c.
 — Liège. Mines 322-20, 343, 598.
 — Trib. d'Alais. Enreg. 2241, 3495.
 — Décis. Notaire 205.
 10 Ord. Organ. milit. 970, p. 1895.
 — Cass. Cassation 1607-70 c.; Disposit. entre vifs 3481-30 c.; Descende sur les lieux 13 c.; Expert. 20-30 c., 32 c., 68. — Dom. engagés 51-30. — Effets de comm. 424; Obligat. 5062-80 c.
 — Aners. Usage 461.
 — Colmar. Procès-verbal 526.
 — Nancy. Mandat 13-80; Responsabilité 355-20 c.
 — Rouen. Obligat. 2044 c., 2392 c., 2452-20-30-40.
 — Cons. d'Etat. Dom. engagés 81-40, 103-50. — Impôts directs 476-20; Jugem. 923-30. — Organ. administr. 686, 878-30, 892-60, 943. — Trav. publics 1248-10. — Voirie par eau 385. — Voirie par terre 135, 219-10, 265-20 c.
 — Décis. Enreg. 2563, 3665.
 11 Ord. Salubrité publ., p. 673.
 — Cass. Commune 2097, 2103 c., 2151 c. — Disposit. entre vifs 4449. — Instr. crim. 1897-20. — Obligat. 810-20, 4963-10. — Organ. colon. 322. — Saisie-arrest 371.
 — Limoges. Faux 277.
 — Nîmes. Faux 262; Tentative 57-30.
 — Poitiers. Obligat. 1459 c.; Rentes foncières 49.
 — Rennes. Deg. de jurid. 254-10. — Deg. de jurid. 448-110 c.; Vente 594, 1098 c.
 — Rouen. Enreg. 5354.
 — Trib. de Bourges. Enreg. 6032.
 — Trib. de Sedan. Avoué 136 c.; Mandat 357.
 — Trib. de Thionville. Enreg. 5444.
 — Solut. Enreg. 2361.
 12 Ord. Télégraphes, p. 87.
 — Cass. Contrainte par corps 678. — Instr. crim. 1882; Serment 117-10. — Peine 311-10.
 — Cons. d'Etat. Commune 224 c.; Manufact. 31.
 13 Cass. Cassation 573, 1011 c. — Commune 712 c., 840; Peine 376-10 c.; Voirie par terre 2344-70 c. — Défense 105 c.; Garde nation. 626-10. — Garde nation. 75-20, 503-10. — Impôts indir. 446 c.; Procès-verbal 464-40 c., 469. — Instr. crim. 2819-20. — Serment 105; Témoin 268-50 c.
 — Colmar. Mise en jugem. 159-10-60 c., 170.
 — Rennes. Deg. de jurid. 136. — Disposit. entre vifs 2745-10. — Décis. Notaire 180, 176; Office 383.
 14 Loi. Emigré 260; Traité internat., p. 528; Trés. publ. 544, p. 1150.
 — Avis Cons. d'Etat. Culte 418.
 15 Loi. Impôts indir. 493, p. 425.
 — Cass. Contrat de mariage 4286; Normandie 62 c.
 — C. C. belge. Appel civ. 175.
 — Bastia. Usufruit 284-10.
 — Bourges. Vente publ. d'immeub. 489-10, 553 c., 1286-30 c.
 — Caen. Contrat de mariage 3578-10 c., 3892; Disposit. entre vifs 4488-10, 4504 c., 4448-10 c.

Juin.

- 15 Colmar. Obligat. 990-10.
 — Douai. Avoué 195 c.; Contr. par corps 624 c.; Défense 190 c.; Discip. 87 c.; Notaire 638 c.; 767 c., 838, 866 c.
 — Liège. Avoué 174.
 — Paris. Louage 444-10.
 — Décis. Notaire 29.
 — Instr. Enreg. 3316.
 16 Ord. Avoué 28.
 — Cass. Concess. administr. 49 c.; Eaux 92; Propriété 119 c.; Enreg. 5373 c. — Impôts dir. 268 c., 274. — Rentes constituées 22; Rentes foncières 2-10 c., 51-20 c. — Tierce-opposit. 19 c., 99. — Trav. publ. 871 c., 1193.
 — Bordeaux. Témoin 47-20.
 — Colmar. Compte 68; Jugement 579-10.
 — Nîmes. Dispositions entre vifs 304; Droit civil 769.
 — Rouen. Servitude 819-40.
 17 Cass. Deg. de jurid. 49; Enreg. 5782, 5830 c.; Jugem. 980-80; Peine 814 c., 816, 825 c.; Prescript. crim. 34. — Disposit. entre vifs 494 c., 3524 c.; Substitut. 156.
 — C. C. belge. Commune 2696, 2768 c.; Jugem. 281-60, 1030-20 c.
 — Aix. Contr. p. corps 103 c., 837, 853 c.
 — Limoges. Contrat de mar. 1917 c., 1945, 2488 c., 2738 c., 3737 c.
 — Lyon. Mines 84 c.
 — Metz. Forêts 1986 c., 1988.
 — Cons. d'Etat. Dom. de la cour. 24 c. — Frais et dépens 1203-20. — Frais et dépens 1211-30; Impôts dir. 436-40, 661-10. — Marché de fourniture. 84-40. — Organ. administr. 608, 826-20, 950-10-30.
 — Instr. Privil. et hypoth. 2950.
 18 Cass. Abus de confiance 107; Dépot 12-30 c. — Cassation 1652-10 c.; Substitut. 252-30. — Crimes contre les personnes 107. — Faux 478. — Jugem. 800-50 c., 802-10. — Poids et mesures 40 c., 58, 152, 158. — Responsabilité 129-20. — Témoin 44.
 — Bordeaux. Compét. comm. 326; Jugem. 362; Obligat. 2644-50 c.
 — Liège. Disposit. entre vifs 2579.
 — Lyon. Louage d'ouv. 146, 147 c., 156 c.
 — Paris. Enquête 129.
 — Poitiers. Droit rural 33 c., 56-30.
 — Toulouse. Contrat de mar. 1774, 1777 c.
 — Trib. de Saintes. Enreg. 4175.
 19 Cass. Armes 68. — Commune 870 c., 1851.
 — Bordeaux. Jugement 612-10 c., 620 c. — Obligat. 2637-40 c.; Ordr. 512-40 c.; Privil. et hypoth. 2112-30, 2125 c.
 — Douai. Prêt à intérêts 101.
 — Gand. Mariage 84.
 — Limoges. Acquiescem. 597; Appel civ. 449 c.; Contrat de mariage 2147, 2168 c., 2638 c.
 — Nancy. Exploit 374-20.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 247.
 — Cour des Pairs. Avocat 478.
 — Delib. Enreg. 1763.
 20 Cass. Cassation 855 c., 1168. — Complice 169-40. — Garde nation. 503-40.
 — Bordeaux. Contrat de mariage 949 c., 1891; Privil. et hypoth. 880, 881-20.
 — Bourges. Servitude 607.
 — Douai. Commune 2591, 2592 c.
 — Paris. Ordr. 766-10, 1050-10.
 — Toulouse. Compét. comm. 181 c.; Effets de comm. 56, 110 c.
 — Avis Conseil d'Etat. Commune 2455.
 — Décis. Saisie-arrest 163.
 21 Ord. Douanes, p. 608.
 — Douai. Ordr. 1322-40-50.
 22 Loi. Organ. colon. 122, 263, p. 1099.

Juin.

- 22 Cass. Action possess. 397; Cassation 88; Compét. civ. trib. de paix 261 c. — Conciliat. 217; Succès 1578 c., 1579.
 — Bordeaux. Substitut. 801.
 23 Cass. Appel civ. 353 c.; Avocat 236 c.; Compét. admin. 109-30; Défense 211 c., 213 c., 216 c.; Jugement 161 c.; Loi 476-30 c.; Minist. publ. 214-30 c.; Avoué 145 c.; Désaveu 49, 89 c. — Chose jugée 70; Compét. admin. 269-20. — Commune 1588 c., 1787 c., 1969. — Défense 209. — Témoin 262-40 c.
 — Paris. V. 22 juin 1836.
 — Rouen. Contrat de mar. 2407.
 — C. d'ass. de la Seine. Défense 72.
 24 Cass. Dom. de l'Etat 111-30 c., 113 c.; Dom. engagés 31-20. — Preuve 70; Procès-verbal 330-20. — Usage 112-60, 247 c.
 — Bruxelles. Jugement 692-10.
 — Dijon. Procès-verbal 71.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 3561.
 — Décis. Culte 208.
 25 Ord. Cautionn. de fonctionn. 23.
 — Cass. Forêts 921. — Impôts indir. 590; Procès-verbal 33 c. — Obligat. 2204 c.; Vente 131-20. — Peine 692. — Presse-outr. 1424 c.
 — Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 1531-20.
 — Colmar. Acquiescem. 722.
 — Lyon. Mines 156.
 — Nîmes. Forêts 524.
 — Orléans. Absent 248, 250 c., 365 c.
 — Paris. Contrat de mar. 2594.
 — Rennes. Dispositions entre vifs 3435-20.
 — Toulouse. Surenchère 378 c., 326 c., 327-10, 353 c., 368 c.
 — Trib. corr. de Paris. Brevet d'invention 275.
 26 Loi. Douanes, p. 608.
 — Ord. Organ. de l'Algérie, p. 765; Postes, p. 14.
 — Cass. Compét. crim. 506-30 c.; Instr. crim. 2956; Médecine 152-10, 233-10 c. — Forêts 1671. — Instr. crim. 61-60 c.; Peine 106; Propriété littéraire 486. — Instr. crim. 3080-10. — Jugem. 847-100. — Voirie par terre 1937-40, 2047-20, 2094-10, 2099-30.
 — Caen. Contrat de mariage 2220, 3445 c., 3548 c., 3732, 3761 c.
 — Grenoble. Organ. milit. 360-10.
 — Nancy. Forêts 365.
 — Cons. d'Etat. Commission. 344; Patente 280. — Commune 1315. — Conseil d'Etat 78-90. — Frais et dépens 1201. — Impôts dir. 181, 634-20. — Patente 118.
 — Décis. Enreg. 1922.
 27 Cass. Compét. 129; Contr. par corps 637 c., 691 c.; Instr. crim. 1489-20, 2176-20, 3194, 3448 c., 3759; Serment 111-20; Témoin 594-10. — Faux 399-20. — Garde nat. 120-10, 121-40, 452-10.
 — Liège. Poids et mesures 143.
 — Paris. Degré de jurid. 299 c.; Traitement 182.
 — Rennes. Faillite 129.
 — Toulouse. Dispositions entre vifs 3639 c., 3737.
 28 Circ. Frais et dépens 995.
 29 Loi. Dom. de la cour. 97.
 — Circ. Organ. milit. 267.
 30 Loi. Dom. de la couronne 97, 98; Traitement 28.
 — Cass. Enreg. 3619, 4942. — Usufruit 537.
 — Liège. Exploit 218-20.
 — Rouen. Eaux 574.
 — Toulouse. Vente publ. d'immeubles 808-10.
 — Circ. Aliéné 32.
 30 Loi. Eaux, p. 336; Trésor public, p. 1150.
 — Decret. Organ. colon. 638.
 — Ord. Douanes, p. 603. — Monnaie, p. 385; Uniforme-coutume 18, 86.

Juin.

- 30 Cass. Conflit 306.
— Bordeaux. Désistement 51.
— Grenoble. Obligat. 1844.
— Nancy. Jugem. par défaut 123-30.
— Poitiers. Frais et dépens 393 c.
Jugem. par défaut 71-20.
— Trib. de Limoges. Enreg. 5390.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 50 c.; Pension 182. — Compét. admin. 407 c.; 424-10 c.; Voirie par terre 56-10. — Impôts dir. 108, 339. — Manufact. 105-20. — Patente 47-10, 296, 404. — Postes 18-10.

Juillet.

- 1 Ord. Organ. de l'Algérie 896 c.
— Cass. Compétence civ. trib. d'arr. 300. — Contr. de mariage 3400, 4111-30 c.; 4208 c. — Enreg. 2002. — Jugem. 1001-30; Success. 1965 c.; 1978.
— C. C. belge. Cassation 913-100 c., 1836.
— Bordeaux. Délai 106 c.; Jugem. 680-20.
— Bruxelles. Enquête 21 c., 26 c. — Jugem. 668-30.
— Douai. Mines 793.
— Riom. V. 1^{er} mars 1835.
— Décis. Notaire 106.
2 Loi. Dom. de l'Etat 49; Postes, p. 14.
— Cass. Cassation 1202 c., 1747-40 c.; Faux 409 c., 478; Tentative 58 c. — Crimes c. 1. personnes 25-40 c., 155-30 c., 157, 158 c. — Crimes c. 1. personnes 139 c.; Instr. crim. 2591-10. — Enquête 480 c., 611 c., 642 c., 651 c., 660. — Instr. crim. 2250 c., 2253-20. — Instr. crim. 3348-40; Rébellion 18. — Obligations 3080 c., 2130. — Organ. milit. 368-10.
— Grenoble. Forêts 879 c., 888, 890 c.
— Paris. Arbitrage 1035 c., 1335 c., 1339. — Assur. terrest. 103. — Substit. 72.
— Trib. de Narbonne. Enreg. 4718.
3 Loi. Dom. de la cour. 36.
— Ord. Douanes, p. 605.
— Cass. Cassation 1489; Garde nat. 675-60, 674 c. — Commune 838; Réglem. admin. 155-20; Voirie par terre 3067-40 c. — Commune 1175; Jugem. 786-30 c., 806-50 c. — Contravent. 498-30. — Forêts 942 c., 944, 950 c. — Garde nation. 161, 489, 541. — Voirie par terre 1937-10-20.
— Bordeaux. Acquissement. 767.
— Nîmes. Forêts 1239.
— Orléans. Effets de comm. 453 c.; Interdict. 221-50, 223 c., 224 c.
— Rouen. Contr. civ. 842-30.
— Toulouse. Propriété littér. 427 c., 486-10.
— Trib. de la Seine. Jour férié 428.
4 Cass. Compét. crim. 283-30; Jugem. 774 c. — Garde nat. 326-20; Peine 163-30. — Garde nat. 356 c., 384-20, 391, 444, 480-50, 522, 547-10, 561-70, 670, 575 c., 573, 631, 633-50, 645, 648-30, 650.
— Paris. Louage 370.
— Rennes. Louage à dom. cong. 33-30.
— Toulouse. Effets de comm. 54, 110 c.
5 Poitiers. Droit civil 278.
6 Cass. Pénemption 144-40.
— Caen. Responsabilité 393-20.
— Grenoble. Prescript. civ. 561.
7 Cass. Acte de l'Etat civil 348; Faux incid. 82-80. — Contrat de mariage 1261, 2342 c.; Jugem. 999-140 c.; Successions 1050, 1102-20 c. — Droit marit. 1140.
— Gand. Eaux 213.
— Paris. Crimes c. l'Etat 87-30. — Référé 69, 167 c.
— Instr. Trav. publ. 117, 178, 180, 181, 183, 185, 193.

Juillet.

- 8 Cass. Cassation 1440 c.; Compét. admin. 955; Date 44 c.; Emigré 371-30 c., 40 c.; Obligat. 3076-20 c.; Prescript. civ. 592 c. — Disposit. entre vifs 4201 c., 4202-40, 4230-30 c.
— C. C. belge. Degré de juridict. 564-30, 579 c.
— Bruxelles. Exploit 501-20.
— Paris. Référé 109 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2604; Notaire 324 c.
— Décis. Office 21 c., 82, 92 c., 271; V. 18 juillet.
9 Cass. Contr. p. corps 701. — Faux 314, 328-60 c.; Instr. crim. 3500 c. — Garde nat. 73-20.
— Aix. Exploit 473-20.
— Bordeaux. Ordre 309.
— Liège. Privil. et hypoth. 1243.
— Nancy. Usage 418 c.
— Rennes. Culte 602.
— Trib. de la Seine. Industrie 270, 325.
10 Ord. Pêche fluv. p. 458; Voirie p. eau 51, 165.
— Cass. Commune 1004-20-30 c.; Contravent. 120 c. — Garde nat. 438. — Médecine 185.
— Bordeaux. Jugem. p. déf. 60-40.
— Rennes. Appel civil 1263. — Except. 283.
— Trib. d'Anecenis. Enreg. 6840.
— Cons. d'Etat. Arrondiss. p. 270; Organ. admin. 212. — Commune 1769. — Compét. admin. 54; Invention, p. 173. — Patente 52. — Requête civ. 280-10. — Voirie p. terre 1756.
— Avis. Culte 425.
— Délit. Enreg. 2735, 3504.
11 Bordeaux. Obligat. 609 c.; Vente publ. d'imm. 669-20.
— Douai. Obligat. 182-40.
— Paris. Commission. 364.
— Circ. Commune 505.
— Décis. Discipl. 31 c.; Nom 14; Notaire 56, 789 c., 852.
— Solut. Enreg. 5225 c., 5247.
12 Cass. V. 13 mai 1835.
13 Cass. Jugem. 980-30.
— Nîmes. Effets de comm. 224.
— C. d'ass. de la Seine. Avocat 232, 488 c.
— Trib. civil de Paris. Agréé 62.
14 Loi. Etats-Unis, V. 14 juin 1835.
— Cass. Cassation 615; Emigré 153-20; Prescript. civ. 893; Tierce-opposit. 100 c., 226 c. — Emigré 27 c., 55-10, 57 c. — Organ. judic. 405.
— Paris. Disposit. entre vifs 4387. — Jugem. p. déf. 325-30.
15 Cass. Cassation 1307 c., 1576-40 c.; Disposit. entre vifs 1981 c., 1985-30, 2003 c., 2062 c.
— Chose jugée 25 c., 88-20; Obligation 5143-20 c.; Usage 294 c. — Enreg. 5719. — Privil. et hypoth. 551-60.
— C. C. belge. Enreg. 656.
— Caen. Contr. p. corps 75.
— Dijon. Forêts 1259, 1510, 1511 c.
— Liège. Avoué 174. — Except. 93.
— Nîmes. Expertise 76.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 640, 704.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 137; Conflit 80; Dom. de la cour. 93 c. — Dom. de la cour. 93. — Forêts 642, 1437, 1944. — Garde nat. 228. — Impôts dir. 240. — Octroi 186. — Ordres civils et milit. 198. — Organ. admin. 903-10. — Patente 214. — Voirie p. eau 183, 223-30, 639-10.
— Circ. Commune 410; Impôts ind. 124; Octroi 169-20 c.
16 Cass. Contr. par corps 679; Faux 314 c., 316; Instr. crim. 2716-30, 2799 c. — Contr. par corps 690. — Crimes contre les personnes 66. — Expert. 21 c.; Servitude 659 c., 675-20. — Instr. crim. 1613, 2143-30.
— Agen. Pêche fluviale 37-10.
— Bordeaux. Substitut. 30.
— Grenoble. Success. 591-30.
— Rennes. Minist. publ. 124 c.

Juillet.

- 17 Ord. Organ. marit. 801, p. 1587.
— Cass. Cassation 1797 c.; Complice 74; Faux 141-70 c., 143, 326-40 c., 20 c., 417 c.; Instr. crim. 1119 c. — Faux 260; Réglement de juges 178. — Garde nat. 146-30 c., 209-10 c., 548-30. — Impôts indir. 258-10.
— Limoges. Except. 389-30.
— Toulouse. Propriété littér. 579 c., 486-10.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 112.
— Avis. Hospices 175 c., 181.
18 Orléans. Délai 105 c., 113; Jugement 697 c. — Presse-outrage 358. — Surenchère 348.
— Paris. Arbitr. 1237; Dom. de l'Etat 298-40 c. — Mise en jugem. 90.
— Décis. Serment 66, 67.
20 Ord. Dom. de l'Etat, p. 99; Douanes, p. 606; Organ. instr. publ., p. 1359; Salubrité publ., p. 673.
— Cass. Appel civil 1044; Obligat. 1581 c. — Chose jugée 180-10 c.; Compét. admin. 256, 299 c.; Dom. de l'Etat 262 c. — Jugement 999-120, 1029-30; Mariage 834-70, 923 c. — Voirie par terre 211.
21 Cass. Descendance sur les lieux 19-10. — Vente publ. d'immeubles 1893.
— Montpellier. Société 1439.
— Avis. Culte 168, 793.
22 Cass. Action 191 c.; Dispositions entre vifs 3611-10 c., 4376-20 c.; Substitut. 180. — Honoraires 5. — Prescript. civ. 1023-10. — Obligat. 986-20. — Prescript. civ. 463 c., 505-30; Usage 143 c., 145 c., 155, 175-30 c.
— Bordeaux. Commission. 251.
— Caen. Obligat. 3134 c.; Voirie par terre 1345-10, 1346 c.
— Dijon. Société 969, 970.
— Limoges. Contrat de mar. 3230, 3612 c., 4235 c.
— Orléans. Servitude 884-10.
— Toulouse. Nantissement 241.
— Trib. de Sarreguemines. Enreg. 1935.
— Trib. de Vitry. Enreg. 4594.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 361. — Commune 1515. — Impôts dir. 116, 135, 186, 287, 461-30. — Organ. admin. 593-30, 909, 952-10. — Patente 244-30. — Travaux publics 533.
23 Cass. Cassation 1646-50 c., 1648 c.; Mandat 914; Prêt à intérêt 86-20. — Compét. crim. 98; Peine 104-10. — Compét. crim. 494 c.; Exploit 729-20. — Dénonciat. calomn. 66-10. — Vente 223-10, 1981-10. — Voirie par terre 3006-40, 2220-20, 2295-30.
— C. C. belge. Instr. crim. 107.
— Bordeaux. Appel civil 743; Domicile élu 27-30 c. — Prescript. civ. 1130, 1132 c.
— Colmar. Exploit 558-60. — Success. 1980.
— Paris. Scellés 260.
— Toulouse. Culte 684-20 c.; Disposit. entre vifs 337 c.
— Délit. Enreg. 1345.
24 Cass. Commune 985; Témoin 368-50 c. — Jugem. 999-150; Mariage 219; Paternité 322-50; Success. 2324-10; Transaction 75 c. — Procès-verbal 128-30.
— Bordeaux. Enquête 252.
— Douai. Instr. crim. 578.
— Lyon. Enreg. 6195-30 c.; Prêt à intérêt 35; Success. 798, 1398.
— Orléans. Dispositions entre vifs 2423.
— Paris. Droit civ. 767-80 c.; Minorité 73-20 c., 150-20 c., 210; Peine 661 c.
— Pau. Commune 1546; Exploit 596-60 c.
— Trib. d'Anecenis. Responsab. 36 c.
— Cons. d'Etat. Expert. 376 c., 378; Mines 178 c., 541 c., 596-10. — Trés. publ. 443, 551-60.
— Délit. Enreg. 870.

Juillet.

- 25 Cass. Garde nation. 184.
— Bruxelles. Exploit 653-50. — Mines 714.
— Colmar. Acquissement. 722.
— Metz. Jugem. par défaut 62-30; Ordre 618-10.
— Paris. Droit marit. 198.
— Toulouse. Responsab. 418.
— Trib. comm. de Pontarlier. Propriété littér. 433, 493 c.
— C. des comptes. Cour des comptes 26-20, 27 c.; Trésor public 935 c., 935 c.
26 Paris. Compét. comm. 261.
— Toulouse. Vente publ. d'immeub. 187 c., 194-10.
27 Ord. Organ. milit., p. 1899.
— Décis. Office 347.
— Délit. Enreg. 2949, 8501.
29 Bruxelles. Mariage 331.
30 Ord. Biblioth. 26; Presse-outrage 157, p. 413.
— Cass. Forêts 1622; Procès-verb. 184-30 c., 186 c., 672. — Garde nation. 431-20, 432-30; Quest. préjud. 148-20. — Garde nation. 518, 587. — Instr. crim. 963. — Presse-outr. 1107-10 c.
— Bruxelles. Fonctionn. publ. 50 c.
— Grenoble. Contrat de mar. 278 c., 479.
— Paris. Assurances terrestres 68. — Référé 69, 167 c.
— Toulouse. Privil. et hypothèques 1685-50.
31 Paris. Commission. 171, 204 c. — Contrainte par corps 219 c., 225; Dépôt 112 c.
— Rennes. Acte de l'Etat civ. 351.
— Délit. Enreg. 1329.
— Instr. Enreg. 612, 1994, 4092. — Embelliss. d'épargne 147.
Aout.
1 Cass. Contrat de mar. 3562. — Faillite 1463-20; Instr. crim. 2469-30 c.
— Paris. Attentat aux mœurs 31, 43, 62 c. — Dom. engagés 16 c.; Travaux publ. 1192-10 c.
— Toulouse. Commune 2713; Usage 594.
2 Convention. V. 2 décembre 1835.
— Bourges. Commune 1787-30.
3 Cass. Commission. 365. — Effets de commerce 205-10 c., 232. — Voirie p. eau 501.
— Montpellier. Forêts 507 c.
— Délit. de la chamb. des not. Notaire 818.
4 Cass. Cassation 1596-40 c.; Contrat de mar. 3981-30 c.; Enreg. 2484. — Dom. de l'Etat 338; Dom. engagés 38-50. — Enreg. 3607. — Mandat 162 c.; Notaire 107 c.; Obligat. 4661. — Surenchère 22-10, 23 c.
— Trib. civil de Paris. Agréé 68.
5 C. C. belge. Degré de jurid. 202. — Obligat. 3068.
— Dijon. Forêts 334 c., 845.
— C. d'ass. de la Meurthe. Instr. crim., V. 5 août 1833.
— Chre. Aléné 33.
— Solut. Enreg. 3476.
6 Cass. Instr. crim. 1819, 2067 c.
— Bordeaux. Vente publ. de meubles 23 c., 43-10.
7 Bordeaux. Acquissement. 307. — Obligat. 713, 780 c.
— Orléans. V. 12 août.
— Paris. Séparat. de corps 91-60.
— Poitiers. Contumace 73-20; Dom. de l'Etat 407 c.; Saisie-arrest 25 c.
— Cons. d'Etat. Commission. 24 c.; Patente 280. — Commune 594; Compét. admin. 470 c., 523 c. — Compétence admin. 491 c.; Pension 206. — Exprop. publ. 833. — Impôts dir. 108. — Organ. admin. 969-10. — Pat. m^{te} 101-30, 204. — Place de guerre 134-20. — Trés. publ. 1073-20.
— Délit. Enreg. 495, 747, 1451.

Aout.

- 8 Cass. Dénonciat. calomn. 48, 67 c., 63 c., 83 c., 124 c.; Instr. crim. 465 c.
— Bruxelles. Jugem. 958-50.
— Liège. Mines 495.
— Limoges. Prescript. civ. 1060.
10 Cass. Jugem. 1013-10.
— Rennes. Louage à dom. cong. 33-20.
11 Cass. Contravent. 232 c.; Copie de pièces 29, 34; Défense 185 c.; Huissier 72; Servitude 823; Voirie p. terre 1409 c., 1415 c. — Dom. de l'Etat 111-40 c.; Dom. engagés 42; Echange 29 c. — Enreg. 4600. — V. 19 août.
— Trib. d'Angers. Saisie-arrest 302.
— Trib. de Moissac. Enreg. 1381.
— Circ. Douanes 61; Uniforme-coutume 52.
— Instr. Enreg. 3278-80.
12 Cass. Appel civil 359 c.; Discipl. 247-30; Notaire 229 c., 860 c. — Cassation 1044 c., 1047 c.; Frais et dép. 61. — Douanes 74, 75 c.; Loi 69 c.; Organ. admin. 119 c. — Effets de comp. 400. — Enreg. 4962-30. — Jugement 298-60.
— Bruxelles. Ordre 668-10.
— Dijon. Nantissement 80.
— Lyon. Mines 64.
— Orléans. Dispos. entre vifs 1668-40 c. — Obligat. 5079-30.
— Paris. Vente 1334-30.
13 Cass. Faux 24; Réglem. de juges 227-10 c. — Garde nat. 46 c., 146-60 c., 147-70. — Instr. crim. 194-110 c., 1841, 1891, 2453-20. — Organ. milit. 909-30 c., 957-30. — Postes 63. — Réglem. de jugem. 175 c.
— C. C. belge. Complice 133.
— Bordeaux. Saisie-arrest 210-30 c.
— Montpellier. Servitude 451-10.
— Rennes. Commune 1603-10.
14 Bruxelles. Place de guerre 122.
— Liège. Vol 446-30.
— Nancy. Forêts 821.
— Paris. Dispos. entre vifs 946-10, 948 c.
— Cons. d'Etat. Place de guerre 184-30-40.
— Circ. Frais et dép. 1134.
— Lestre. Contr. p. corps 667.
15 Cass. Complice 144-10 c.
17 Loi. Impôts directs, p. 271; Organ. instr. publ., p. 1359; Trés. publ. 338, p. 1150, 1154.
— Ord. Gendarmerie, p. 491.
— Trib. de Tours. Enreg. 5573.
— Circ. Concess. administr. 72.
18 Ord. Trés. publ., p. 1451.
— Cass. Compét. administr. 946. — Enreg. 736. — Mariage 736.
— Circ. Impôts indir. 155 c., p. 274.
— Délit. Enreg. 1957.
19 Cass. Avoué 243-40, 292 c.; Cassation 1652-150 c., 1732-60 c., 1895-40 c., 1898 c.; Chose jugée 332 c.; Deg. de jurid. 628 c.; Désistement. 9-30 c., 40 c., 118-10 c.; Discipl. 288 c.; Success. 1659 c. — Enreg. 2592. — Récusation 39 c.; Remov. 23, 43 c.
— Bordeaux. Jugem. 617-50.
— Douai. Enquête 496, 517-50.
— Poitiers. Rentes constit. 178-30.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 372-30. — Commune 1711. — Commune 1893, 2407-30 c.; Surenchère 290 c. — Concess. admin. 91; Dom. de l'Etat 148, 149; Frais et dépens 1203-10. — Impôts dir. 428, 460, 485, 638-40 c. — Patente 32-10, 123. — Trav. publ. 381-10. — Trésor publ. 381.
20 Convention. V. 3 octobre 1835.
— Cass. Réglem. de juges 184. — Vente 599.
— Bordeaux. Droit marit. 73 c., 1590, 1607 c., 1657 c., 2069 c.
— Nancy. Presse-outr. 1506-20.
— Poitiers. Vente publ. d'immeub. 114-50.
— Trib. de la Reole. Enreg. 2496.
— Circ. Trés. publ. 746.
— Délit. Commissaires-priseurs 17.

Août.

- 21 Cass. Commune 740. — Contr. par corps 689. — Enquête 88 c.; Except. 317-20 c.; Serment 38-20. — Exploit 799-10; Instr. crim. 189 c. — Faux 430. — Forêts 1241, 1242 c. — Organ. judic. 700, 701; Serment 109-20 c., 110-10 c., 114-20; Témoins 679-20.
- Bordeaux. Contrat de mariage 3520.
- Douai. Dom. de l'Etat 370.
- Poitiers. Dispositions entre vifs 2561-10.
- Toulouse. Contrainte par corps 369.
- Trib. de Rouen. Enreg. 6027.
- 22 Cass. Attentat aux mœurs 133. — Garde nation. 622-20; Récusation 70-10. — Garde nation. 644-10. — Jugem. 415-80. — Pêche fluviale 196; Procès-verbal 733-30 c.
- Bordeaux. Chose jugée 589.
- Colmar. Vente publ. d'immeubles 1157, 1183 c., 1485 c.
- Paris. Succ. 641.
- Rouen. Dom. engag. 56-10; Usage 178.
- 23 Ord. Exprop. publ. 28; Travaux publ. p. 852.
- 24 Cass. Enreg. 1900, 5758, 5766, 5837 c., 5843. — Organ. judic. 405, 423 c. — Privil. et hypoth. 2201.
- Besançon. Forêts 504-40 c.
- Bordeaux. Bourse de comm. 537 c.; Jeu 21-20; Vente 136-30 c., 228-20 c.
- Bruxelles. Distrib. par contrib. 17.
- Colmar. Arbitr. 454.
- Nancy. Obl. gat. 3717 c.; Scellés 189.
- 25 Cass. Appel civ. 1223 c.; Travaux publ. 1027-10, 1046 c. — Cassation 305; Droit marit. 1573 c.; Société 151, 173-20 c., 1059 c. — Domicile 25, 28 c. — Jugem. 1013-10 c.; Prescript. civ. 326; Privil. et hypoth. 2330 c.
- Bordeaux. Except. 294 c.; Exploit 518-20; Reprises d'inst. 79 c., 80 c.
- Bourges. Separat. de corps 272-10.
- Nancy. Deg. de jurid. 296-40.
- Trib. de Senlis. Privil. et hypoth. 988.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 295; Garde nation. 216 c. — Faux 152. — Mines 680. — Place de guerre 83. — Travaux publ. 409, 483, 191-50, 492-20. — Voirie par terre 883, 944.
- Avis Cons. d'Etat. Etablissement d'épargne 52 c., 55.
- Delib. Enreg. 1877.
- Instr. concess. administr. 72.
- 26 Cass. Droit civ. 356. — Obligat. 4966-10, 5053-30 c.; Prêt à intérêts 93 c. — Requête civile 176 c., 181-20.
- Colmar. Cassation 2016.
- Douai. Notaire 84; Vente publ. de meubles 57-20, 61-10 c.
- Montpellier. Usage 277.
- Cons. d'Etat. Compétence administr. 196-20 c.; Conflit 93-20 c., 146 c.; Voirie par terre 1580, 1583-10, 1586, 1644 30. — Compét. administr. 492 c.; Exprop. publ. 40-20; Impôts indir. 609-10-20-30-40. — Conflit 99. — Dom. de la cour. 93. — Exprop. publ. 40-20. — Organ. admin. 601-30, 1004.
- Décis. Enreg. 2919.
- 27 Cass. Acquiescem. 338 c.; Arbitre 1252; Désaveu 63 c., 143 c. — Cassation 1630 c.; Disposit. entre vifs 560; Juifs 8-30 c.; Obligat. 3860-40; Succession 2268; Transaction 133. — Crimes contre les personnes 247-10. — Garde nation. 33, 139 c. — Prescript. civ. 909.
- Bordeaux. Acte de comm. 314.
- Lyon. Société 134-10.
- Metz. Exploit 413.

Août.

- 27 Paris. Contrat de mar. 356-20 c., 787, 790 c. — Presse-outrage 845.
- Pau. Disposit. 3216-20, 4163 c.
- Rennes. Saisie-exéc. 89, 130 c.
- Trib. de Pontaise. Enreg. 4582.
- 28 Cass. Instr. crim. 1609. — Organ. milit. 360-10. — Voirie par terre 2353.
- Bordeaux. Acte de comm. 379. — Vente 1445-30.
- Caen. Propriété 330.
- Grenoble. Abus de confiance 71 c.
- Pau. Domicile 30. — Mise en jugem. 66-10.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 838.
- 29 Cass. Garde nation. 90-20.
- Bordeaux. V. 20 août.
- Bruxelles. Compét. civ. trib. d'arrond. 369.
- Douai. Privil. et hypoth. 888 c.
- Paris. Vente 1680-60 c.
- Trib. de Châteauneuf. Enreg. 1515.
- 31 Ord. Théâtre. p. 301.
- Trib. de Tours. Enreg. 1678, 1688 c.

Septembre.

- 2 Limoges. Contrat de mar. 3615.
- 3 Cass. Garde nat. 459, 598-40. — Instr. crim. 1848; Témoin 446-10, 472-10.
- Limoges. Contrainte par corps 940-20.
- Pau. Surenchère 86.
- 4 Cass. Domm. destr. 327-20; Eaux 310 c.; Expert. 400 c. — Faux incid. 267 c.; Forfait. 33-60 c.
- Décis. Enreg. 1957, 1961 c.
- 5 Cass. Contrav. 205 c., 208-20 c.; Droit rural 109-40. — Contrav. 466 c., 479. — Forêts 1456. — Instr. crim. 3308. — Jeu 102. — Voirie par terre 1721.
- Douai. Mariage 149 c., 159-20.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2258.
- 8 Bruxelles. Forêts 452.
- Trib. comm. de Paris. Faillite 86; Société 1044.
- Delib. Enreg. 496, 1054, 2643 c.; Transaction 19 c.
- Solut. Enreg. 2735.
- 9 Loi. Affiche 156; Défense 15; Instr. crim. p. 341; Lois codifiées 11, 13; Organ. colon. 123; Organ. judic. p. 1507; Peine, p. 556; Presse-outr. p. 413; Souscription 9.
- Ord. Instr. crim. p. 341; Théâtre 301.
- Instr. Enreg. 6102.
- 10 Cass. Forêts 733. — Instr. crim. 2183-40 c., 2402, 2951-10 c.; Témoin 656-40. — Instr. crim. 3160. — Minist. publ. 37-10.
- Cons. d'Etat. Commune 234 c., 2280. — Frais et dépens 1203-20. — Organ. admin. 956-30, 1014-10. — Sel 87. — Voirie par terre 2071-20, 2118 c.
- 11 Cass. Instr. crim. 2643-20, 2932 c.
- C. d'ass. de la Seine. Instr. crim. 3053.
- Delib. Enreg. 3115.
- 12 Ord. Traité internat. p. 528.
- Cass. Compét. crim. 286 c., 298. — Instr. crim. 2559-20; Peine 641-10. — Instr. crim. 2643-30. — Quest. préjud. 113.
- Décis. Enreg. 4950.
- Solut. Enreg. 4556.
- 14 Ord. Organ. marit. p. 1687.
- 17 Cass. Complice 161-30; Faillite 1455 c., 1499 c., 1505; Instr. crim. 520-20 c., 1823-50 c., 2449 c., 3080-30 3255-60 c.; Faux 260. — Instr. crim. 3254-10.
- 18 Cass. Forêts 744, 1507 c., 1534 c. — Garde nat. 29, 141 c., 150-40 c., 314, 319-30 c., 322-10 c., 323-10, 325, 363 c., 384-50 c., 431, 457-20.

Septembre.

- 18 Cass. Jugem. d'av. dire 99-60; Voirie par terre 2351, 2353 c. — Voirie par terre 2382.
- Paris. Abus de confiance 179; Vol 738 c.
- 19 Ord. Amnistie. p. 517.
- Paris. Exploit 230-20.
- Delib. Enreg. 5413-30.
- 20 Trib. de Paris. Portier 5-10.
- 21 Circ. Voirie par terre 503, 1515.
- Décis. Notaire 149, 150.
- 22 Metz. Forêts 344, 1279.
- Delib. Enreg. 5450.
- 23 Ord. Trésor public, p. 1151.
- Delib. Enreg. 1428.
- 24 Cass. Contr. par corps 690. — Degré de jurid. 672-10. — Forêts 539. — Instr. crim. 2537, 2844, 2925-20; Peine 153-10 c.
- 25 Cass. Appel crim. 77; Preuve 42-10 c.; Voirie par terre 1436-10 c. — Chose jugée 446. — Culte 156. — Loi 554-10 c.; Poudres 25.
- 26 Ord. Traité internat. p. 525.
- Solut. Enreg. 4281.
- 27 Ord. Banque 176.
- 29 Ord. Organ. instr. publ. 777. p. 1359; Organ. marit. p. 1627.
- Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 2004-20.
- Circ. Jugem. 915 c.; Organ. admin. 349.
- Delib. Enreg. 767, 768 c.
- 30 Trib. de la Seine. Scellés 95.
- Trib. comm. de la Seine. Théâtre 253 c., 302.

Octobre.

- 1 Cass. Contrainte p. corps 678 c.; Instr. crim. 2675-30. — Eaux 582-10. — Faux 428, 435; Instr. crim. 3163-30. — Impôts indir. 169, 170 c., 575-30.
- Décis. Notaire 605.
- Delib. Enreg. 504.
- 2 Cass. Contr. de corps 667.
- Trib. comm. de Marseille. Compét. comm. 407.
- 3 Ord. Organ. admin. 785-10; Traité internat. p. 529.
- Cass. Cassation 722 c. — Faux 281-20; Propriété 128 c.; Voirie par terre 1085 c. — Peine 139-10, 167-30 c., 161-10 c., 163-40 c.; Presse-outr. 1018 c. — Recusat. 121-20.
- Décis. Douanes 514.
- 5 Circ. Culte 720.
- 7 Lettre. Garde nat. 568.
- 8 Cass. Compét. crim. 93 c.; Peine 701-30. — Garde nat. 420; Sapeurs-pomp. 9. — Instr. crim. 1588, 3485-30.
- Paris. Propriété littér. 404-20 c., 116, 411.
- Solut. Enreg. 2452.
- 9 Cass. Impôts indir. 136 c., 140; Jug. p. déf. 480-10, 481-20 c.
- C. C. beige. Cassation 571, 733 c. — Complice 128-10.
- Paris. Reféré 137 c.
- Trib. de Senlis. Domicile 59-70 c.
- Delib. Enreg. 511-40.
- 10 Ord. Douanes. p. 606; Halles 23.
- Cass. Commune 916; Voiture 204-20 c.
- Lettre. Notaire 339 c., 448-20 c., 477, 478 c.
- 12 Circ. Organ. marit. 285.
- 13 Décis. Douanes 50.
- Delib. Enreg. 3615, 3699, 5248.
- 14 Circ. Etablissement d'épargne 25.
- Solut. Enreg. 5263.
- 15 Cass. Impôts indir. 493, 495. — Instr. crim. 888-30.
- Décis. Commune 1116.
- Solut. Enreg. 8249.
- 16 Ord. Trésor public, p. 1151.
- Cass. Commune 1015; Voirie par terre 1567 c. — Compét. crim. 540. — Contrav. 228. — Voirie p. terre 2016-10.
- Décis. Douanes 165-40.
- 17 Trib. d'Avignon. Enreg. 5077.
- 18 Metz. Forêts 738, 747 c.
- 19 Cons. d'Etat. Forêts 1829, 1848 c., 1894 c.

Octobre.

- 20 Cass. Commune 791 c.; Contrav. 270 c.; Prescript. crim. 211. — Discip. 213-20, 214 c.; Instr. crim. 121-20 c.; Presse-outr. 1185-30 c. — Forêts 950. — Voirie p. terre 2094-10.
- Delib. Enreg. 4671, 5444.
- 21 Cass. Défense 113 c.; Instr. crim. 517-10, 5263-10. 3464 c.; Témoin 275.
- Cons. d'Etat. Commune 225; Usage 217. — Compét. admin. 492 c.; Exprop. publ. 40-20; Impôts indir. 609-10-20-30-40. — Impôts dir. 303. — Impôts indir. 274. — Organ. admin. 907, 956-20, 985-10. — Patente 31-10 c. — Voirie p. terre 932, 949, 964.
- 22 Ord. Salubrité publ. p. 673.
- Cass. Peine 336-20, 559 c., 697-20.
- C. C. beige. Chose jugée 473-10.
- 23 Cons. d'Etat. Compét. admin. 49; Organ. instr. publ. 358. — Conc. admin. 16; Dom. de l'Etat 265-20 c.; Eaux 73 c., 279 c., 513-20 c. — Conflit 68-30, 108, 123, 132, 137 c., 141-10. — Course de chevaux 61. — Emigré 359-30. — Imp. dir. 304-10. — Organ. admin. 967-10. — Patente 400. — Prises marit. 339. — Trav. publ. 1174-130. — Voirie p. terre 2213.
- 24 Circ. Etablissement d'épargne 75.
- 26 Ord. Gendarmerie. p. 484; Serment, p. 7.
- 27 Arrêté. Uniforme-coutume 36.
- C. C. beige. Degré de jurid. 48.
- Delib. Enreg. 1005.
- 28 C. C. beige. Cassation 137, 128 c.; Témoin. taux 99. — Instr. crim. 1910.
- Décis. Notaire 853.
- 30 Delib. Enreg. 1428.
- Solut. Enreg. 649, 3237.
- 31 Ora. Organ. de l'Algérie, p. 765.
- Douai. Appel civil 394 c.; Delib. 116 c.; Exploit 584-20.
- Instr. Enreg. 2128, 2747 c., 3278-79, 4154 c., 4155.

Novembre.

- 2 Cons. d'Etat. Culte 241, 354 c., 690 c., 698-10, 701 c.
- Décis. Notaire 41-10; Office 113-20 c.
- 3 Paris. Instr. crim. 506.
- Instr. Etablissement d'épargne 141.
- 4 Cass. Cassation 1711 c.; Obligat. 120, 193 c. — Droit polit. 286. — Organ. judic. 248-30, 398; Paternité 492-10.
- Bruxelles. Exploit 211-20.
- Cons. d'Etat. Appel civil. 154 c.; Impôts dir. 30, 164 c., 450 c., 640-20 c. — Assurances terr. 33; Frais et dépens 1203-50; Patente 279-80. — Cons. d'Etat 218; Organ. admin. 1014-10. — Culte 538; Tierce-opposit. 264, 293-20. — Eau 439-10 c., 449-120; Tierce-opposit. 294 c. — Place de guerre 69, 118. — Travaux publics 552. — Voirie par terre 234.
- Décis. Organ. de l'Algérie 1250.
- 5 Cass. Abus de confiance 71. — Agréé 55 c.; Contr. par corps 469 c.; Effets de comm. 290, 292 c.; Frais et dépens 522 c.; Organ. judic. 503-30 c. — Cassation 1394 c.; Garde nat. 503. — Chose jugée 100-30; Jugement 13-330 c., 300-40; Procès-verbal 209 c. — Peine 692. — Presse-outr. 170-10. — Serment 204-10.
- Décis. Douanes 291.
- 6 Cass. Deg. de jurid. 672-10.
- Rouen. Acquiescem. 159; Commune 2489 c.; Contrat de mar. 1340, 2082 c.; Servitude 362 c.
- 7 Cass. Procès-verbal 11 c.
- Paris. Propriété littér. 93, 431 c., 502 c.

Novembre.

- 8 Bruxelles. Octroi 194-20, 461 c.
- Delib. Enreg. 944.
- 9 Ord. Trésor publ. p. 1151.
- Besançon. Compét. admin. 263.
- Circ. Archiver 67.
- Delib. Enreg. 1528.
- 10 Arrêté. Mines 229.
- Cass. Cassation 1715-90 c.
- Paris. Arbitr. 596 c., 602.
- Décis. Douanes 49.
- 11 Ord. Douanes, p. 606; Organ. de l'Algérie, p. 765; Poudres, p. 53.
- Cass. Acte de comm. 188; Obligat. 4973-10. — Contrat de mar. 1890; Tierce-opposit. 226 c. — Responsabilité 113-10 c., 451.
- Paris. Exprop. publ. 558-10.
- 12 Ord. Organ. marit. p. 1687; Trésor publ. p. 1151.
- Cass. Appel crim. 374 c.; Instr. crim. 1005. — Faux 54. — Force majeure 8-40 c.; Procès-verbal 451-10. — Impôts indir. 127, 486 c.; Procès-verbal 464-30. — Jugement 736-20; Serment 205; Témoin 256. — Obligat. 5190-10.
- Décis. Office 121.
- 13 Cass. Boucher 43; Commune 841, 963 c., 1148. — Garde nation. 58, 466-30, 556-20. — Intervent. 167-20 c.; Quest. préjud. 121-10, 171 c. — Loi 340-10. — Manifest. 53-30 c.
- Aix. Surenchère 287.
- Montpellier. Organ. milit. 435-10-50.
- Paris. Adoption 116 c.
- Toulouse. Obligations 2056 c., 2158-50.
- C. d'ass. de l'Aveyron. Instr. crim. 24, 227-10; Responsabilité 101 c.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 444; Dom. de l'Etat 129, 247; Frais et dépens 1150-20; Vente administr. 293-10. — Cote 192, 814 c. — Eaux 666-10 c., 500-10 c. — Place de guerre 77-20, 83, 84-20.
- Delib. Enreg. 3309.
- Solut. Enreg. 3336.
- 14 Ord. Bourse de comm. 129.
- Cass. Commune 1076; Eaux 854-60 c.; Reglem. administr. 83 c.; Voirie par eau 351 c. — Commune 1765-20. — Contrav. 61. — Enreg. 5073; Procès-verbal 630 c. — Forêts 153, 1946-10. — Impôts indir. 575-10. — Mise en jugem. 384.
- Bourges. Chose jugée 216-50.
- Bruxelles. Peremption 131-80.
- Montpellier. Deg. de jurid. 523, 253-10.
- Paris. Privil. et hypoth. 968.
- Rouen. Compét. administr. 240.
- Toulouse. Société 167.
- Circ. Etablissement d'épargne 141.
- Décis. Notaire 177.
- 15 Cass. Forêts 1304.
- Douai. Fonctions. publ. 89 c.; Procès-verbal 795-20.
- Orléans. Faillite 1432.
- Delib. Notaire 184-20.
- 16 Cass. Action possess. 103, 113 c. — Timbre 142-10. — V. 16 novembre.
- Gand. Deg. de jurid. 422-40.
- Montpellier. Forêts 507 c.
- Cons. d'Etat. Commission. 34 c.; Commune 1389 c., 2368-30 c., 2292; Cons. d'Etat 84-40 c.; Exploit 422 c. — Commune 1565-10. — Compét. administr. 48 c.; Traitement 71. — Patente 395. — Trav. publ. 571, 1273-30.
- 17 Ord. Organ. milit., p. 1895.
- Cass. Cassation 1522; Chose jugée 58 c., 358-10. — Cassation 2183; Exception 384 c., 443; Vente 538 c. — Commune 1548-10. — Enreg. 4101. — Obligat. 5129. — Prescript. civ. 729 c., 729-10; Privil. et hypothèques 2541-30 c.

Novembre.

- 17 Grenoble. Contrat de mar. 3960.
— Toulouse. Chasse 479 c.; Prescript. crim. 145-20.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 488-30.
18 Ord. Presse-outr. p. 414.
— Cass. Biens 23; Enreg. 2287 c.; 2892 c.; Privil. et hypoth. 788 c.; Cassation 1619-50 c.; Chose jugée 174; Usage 452-40 c.; Compét. civ. trib. d'arrond. 28; Contrat de mar. 1714 c.; 1715 c.; 1738 c.; Intervent. 129 c.; Tierce-opposit. 228 c.; Disposit. entre vifs 3811 c.; Enreg. 2231 c.; 2232, 4659 c.
— Bruxelles. Droit civil 314-40.
— Metz. Forêts 719.
19 Cass. Cassation 572; Impôts indir. 295-50; Peine 261-20 c.; Douanes 864-20 c.; 1008-80, 1005 c.; Enreg. 236, 4659 c.; Garde nation. 398-10, 433-20; Instr. crim. 3248 c.; 3298, 3302, 3311 c.; Société 1043.
— Paris. Servitudes 1006-40.
— Circ. Secours publ. 42, 113.
20 Cass. Cassation 1202 c.; Vol 69 c.; 72 c.; 82-80; Contravent. 223 c.; Voiture 417.
— Colmar. Usage 284.
— Paris. Ordre 756-10, 782 c.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 386-30; Faillite 246; Jugem. 100-20; Obligat. 1297.
— Cons. d'Etat. Marché de fourn. 101-230.
21 Cass. Chose jugée 459 c.; 460; Forêts 320 c.; 704, 708 c.; Bruxelles. Presse-outr. 816.
— Limoges. Acte de comm. 208 c.; Appel civ. 1011; Except. 163-10 c.; Paris. Prescript. civ. 287.
— Rouen. Faillite 709-10.
22 Cass. Chose jugée 571; Exception 566 c.; Exploit 375-30; Instr. crim. 155 c.; Jugem. 102-10; Presse-outr. 1221-20 c.; 1249-20, 1539 c.
— C. C. belge. Péremption 183.
— Bourges. Acte de comm. 183.
— Bruxelles. Contr. par corps 1029.
— Nancy. Deg. de jurid. 126-140.
— Paris. Organ. milit. 438-10 c.; 444.
— Trib. de Montargis. Enreg. 2046.
23 Ord. Organ. marit. p. 1688.
— Cass. Action possess. 448 c.; Servitudes 1117-10; Dispositions entre vifs 2813; Obligat. 3482 c.; 3590 c.; 3594 c.; Faillite 270 c.; 856; Impôts indir. 284, 481.
— Rennes. Chasse 105.
— Arr. des avoc. de Paris. Avocat 171.
— Délib. Enreg. 4175.
24 Cass. Obligat. 2894-10, 2895-30 c.; Privil. et hypoth. 2201.
— Bastia. Droits polit. 171-10, 188.
— Trib. de la Seine. Enreg. 6027.
— Décis. Forêts 498.
25 Cass. Arbitr. 192; Commune 2187; Prescript. civ. 328-30; Faux 428.
— Nîmes. Forêts 1940.
— Paris. Deg. de jurid. 260-30.
— Rennes. Arbitr. 160 c.; 326 c.; 383 c.; 407, 409 c.
— Trib. de Compiègne. Enreg. 120.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2303.
— Circ. Frais et dépens 1168.
— Décis. Compulsatoire 54; Obligat. 4319 c.
27 Cass. Dom. publ. 44, 62 c.; Privil. et hypoth. 2031 c.; Rentes foncières 56, 57 c.; 65 c.; 75 c.
— Aix. Faillite 106.
— Bordeaux. Dispositions entre vifs 1805.
— Orléans. Dom. engagés 18-60-100 c.; 110 c.; 120 c.
— Paris. Contrainte par corps 170-30.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1589.

Novembre.

- 27 Cons. d'Etat. Confit 110-10; Discip. 173; Traitement 113-10; Exploit 288-30 c.; Jour férié 27-10 c.; Place de guerre 80-20 c.; 107 c.; 109, 122 c.; Procès-verbal 776 c.; 779 c.; Force majeure 38 c.; Octroi 85-10; Marché de fourn. 57-90; Obligat. 45-20; Trésor publ. 336; Organ. administr. 610, 864-20, 974-10; Pension 201; Traitement 76, 79; Trésor publ. 387, 399, 460-10.
28 Ord. Organ. instr. publ. p. 1359.
— Cass. Cassation 1650-20 c.; Volture 266.
— Bordeaux. Arbitr. 900 c.; 1026.
— Montpellier. Deg. de jurid. 110.
— Nîmes. Forêts 1432.
— Paris. Domicile 83.
30 Liège. Louage 708.
— Montpellier. Forêts 731.
— Paris. Presse-outr. 283-50; Référé 204 c.; Délib. Enreg. 3399.

Décembre.

- 1 Ord. Organ. instr. publ. p. 1500.
— Cass. Cassation 1610-20; Jugem. 973-30; Cassation 2159 c.; Chose jugée 63-20 c.; Commune 1578-20 c.; Enreg. 4733, 4745 c.; 5413-50 c.; Obligat. 860-20 c.; Qualité 31-30 c.; Vente 1765; Servitudes 781-50; Usage 518-10, 520, 521 c.; Bordeaux. Jugem. p. déf. 406-40.
— Douai. Contrat de mar. 468; Droit civil 538.
— Montpellier. Force maj. 17 c.; Instr. Vente publique de meubles 48-20.
2 Ord. Armes 18; Traitement internat. p. 529; Voirie par eau, p. 730.
— Cass. Action 284 c.; Jugem. 108-70; Cassation 1732-70 c.; Enquête 23 c.; 523-30; Usage 624-20 c.; 629-10 c.; Obligat. 3076-30 c.; Scellés 227; Voirie p. eau 498 c.
— C. C. belge. Enreg. 5385.
— Amiens. Action possess. 485 c.; Chasse 44; Obligat. 1092 c.; Propriété 67-20 c.; 74 c.
— Bruxelles. Demande nouv. 20.
— Caen. Disposit. entre vifs 2928; Responsab. 437 c.
— Lyon. Privil. et hypoth. 1790.
— Nancy. Responsab. 420-10 c.; Paris. Obligat. 3044-40 c.; Privil. et hypoth. 167, 610 c.
— Rennes. Except. 160-50.
— Rouen. Pérempt. 322; Privil. et hypoth. 1594-40.
— Décis. Notaire 29; Office 124.
3 Cass. Complice 170; Enreg. 2226; Mandat 14 c.; 169-80 c.; Responsabilité 308, 347-20 c.; 379-10 c.; Témoin 613-10.
— Trib. de Château-Thierry. Enreg. 417.
— Circ. Octroi 72.
— Décis. Douanes 277.
4 Ord. Organ. marit. p. 1688.
— Cass. Garde champêtre 25-20; Poids et mesures 74.
— Bordeaux. Success. 1521.
— Douai. Instr. crim. 853.
— Limoges. Success. 1029, 1034.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 1750.
— Nancy. Forêts 1169, 1173.
— Paris. Poudres 27.
— Trib. de la Seine. Contr. par corps 544 c.; 545 c.; 966.
— Cons. d'Etat. Commune 2334-20; Confit 74, 99; Cons. d'Etat 26; Trésor public 360 c.; 593; Organ. admin. 961; Patente 108-40, 288, 360.
— Instr. Commune 340.
5 Cass. Compét. crim. 529; Lettre 26, 27.
— Bordeaux. Obligat. 993.
— Liège. Exploit 521-20.
— Montpellier. Surenchère 192-30, 247.

Décembre.

- 5 Nancy. Forêts 357, 1586.
— Paris. Appel civil 847 c.; Dés-aven 127; Prescript. civile 1027-10.
— Toulouse. Effets de commerce 844-20.
6 Cass. V. 9 décembre.
7 Ord. Organ. de l'Algérie 836, p. 765; Prêt à intérêts 12 c.; Paris. Substit. 128.
— Trib. de Dijon. Enreg. 4580 c.; 5475.
— Délib. Enreg. 1915.
8 Cass. Compét. admin. 237; Dom. de l'Etat 262 c.; Procès-verb. 324 c.
— Aix. Jugem. 13-34, 662-10 c.; Bastia. Délati 84 c.; Droit polit. 500-20 c.; Jour férié 45-30.
— Bordeaux. Notaire 530; Obligat. 5015-50 c.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 4270.
— Délib. Enreg. 553, 554, 2735, 3866, 6024.
9 Arrêté. Organ. de l'Algérie 281.
— Cass. Biens 124 c.; Privil. et hypoth. 370-10; Tierce-opposit. 43 c.; 195 c.; 196-50 c.; Vente 1239 c.; Contr. de mar. 4291-20, 4313; Enreg. 4732; Expropriat. publ. 23-60; Travaux publ. 1183 c.; Jugem. 281-30; Vente publ. d'imm. 1131, 1692-40 c.; Servitudes 470 c.
— Aix. Mise en Jugem. 126, 320 c.; Metz. Forêts 638, 1243.
— Trib. de la Seine. Garde du comm. 10.
10 Cass. Avortem. 17; Instr. crim. 2441-60; Contrat de mariage 2219; Jugem. 999-10; Récusat. 74; Success. 1216-20, 1217; Contrat de mar. 2432 c.; Prêt à intérêts 86-30 c.; 161 c.; Success. 639-30 c.; 1216, 1217 c.; Crimes contre les personnes 183-20.
— Grenoble. Avocat 387, 395 c.; 396 c.; 397 c.; 400 c.
— Montpellier. Droit marit. 197.
11 Cass. Faux incid. 327-40; Montpellier. Obligat. 1124.
— Nancy. Forêts 1234.
— Pau. Obligat. 2931; Prescript. civ. 690, 9931 c.
— Trib. de Bourges. Enreg. 4406.
— Lettre. Impôts indir. 529.
— Règim. Prisons 92.
12 Cass. Commune 1279; Garde nat. 457-30.
— Bordeaux. Propriété 418.
— Limoges. Faux incid. 58-30.
— Paris. Intervent. 299; Obligat. 2082 c.; Ordre 611 c.; Privil. et hypoth. 2164-20.
— Rennes. Mandat 120 c.; 180-90; Obligat. 1354 c.
— Toulouse. Conciliat. 120-20, 127 c.; 138 c.; Privil. et hypoth. 1285.
— Trib. de Vendôme. Enreg. 247, 2809 c.
— Décis. Office 129.
13 Cass. Témoin 677 c.; 682-60.
— Amiens. Propriété littéraire 370.
— Montpellier. Forêts 533, 1306, 1208, 1374.
— Paris. Paternité 724-60.
14 Cass. Acte de comm. 387; Commerce 78 c.; Compét. comm. 154 c.; Cassation 771 c.; Jugem. par défaut 17-50; Organ. judic. 405; Propriété 123-60.
— Bastia. Droits polit. 184, 185.
— Bordeaux. Compét. comm. 436 c.; Vente 1128 c.
— Grenoble. Arbitr. 879, 1061 c.; 1354 c.
— Montpellier. Forêts 1995.
— Nancy. Forêts 1140-50.
— Décis. Notaire 130.
— Délib. Enreg. 1196.
15 Cass. Cassation 1658-40 c.; Douanes 684, 686; Force majeure 48-60 c.; Organ. marit. 514 c.; 847 c.; Commission. 217.

Décembre.

- 16 Amiens. Contr. par corps 245 c.; 492.
— Bordeaux. Assent 159, 521 c.; Vice rédhibit. 185.
— Limoges. Dispositions entre vifs 2182 c.
— Paris. Jugem. p. déf. 140.
— Trib. de L... Notaire 467-30, 643 c.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 568-20; Force majeure 13 c.; Trésor public 903 c.; Cons. d'Etat 486 c.; Organ. admin. 965-20, 1012-10; Demande nouv. 268-30 c.; Impôts dir. 176-10, 186, 261-10; Organ. coloniale 180; Traitement 105-30, 113-30; Place de guerre 62 c.; 69-40 c.; 70; Trav. publ. 440; Trésor publ. 1015-30; Voirie p. terre 2284-10.
17 Cass. Contr. p. corps 690; Faux incid. 55 c.; 212; Instr. crim. 3133 c.; 3143-30, 3154-30; Règim. de juges 175; Usage 186.
— C. C. belge. Cassation 670.
— Bordeaux. Vente 1177-30.
— Grenoble. Contrat de mar. 2578, 4064-20.
— Liège. Mines 508-20, 596-20.
— Nîmes. Forêts 942.
18 Cass. Instr. crim. 2441-70; Presse-outr. 1292-20.
— Colmar. Jugem. 135-10.
— Liège. Appel civil 1356.
— Montpellier. Success. 1029.
— Paris. Arbitr. 186.
— Rennes. Jugem. 9-40; Obligat. 1127.
— Toulouse. Appel civil 219 c.; Except. 542; Jugem. p. déf. 347-50 c.
— Avis. Culte 606.
19 Ord. Prisons, p. 1009.
— Cass. Défense 70 c.; Presse-outr. 1477-20; Faux 265; Faux 435; Instr. crim. 3409-30; Manufact. 191.
— Caen. Peine 606-20, 607-90.
— Colmar. Acquiescem. 638 c.; Jugem. 419-10; Jugem. p. défaut 296-30 c.
— Douai. Mandat 263-20; Prescript. civ. 843-40 c.
— Paris. Frais et dép. 998, 1190 c.; Privil. et hypoth. 1973-20-30; Référé 103 c.
— Trib. de ... Notaire 645.
20 Paris. Prescript. civ. 1031, 1032.
21 Cass. Obligat. 1691-20 c.; Trésor public 609; Vente 1797.
— Bordeaux. Paternité 725-10, 726 c.; 729 c.
— Lettre. Organ. marit. 667.
22 Cass. Compét. civ. trib. de paix 178; Emigré 344 c.; 367-30; Enreg. 2281; Faillite 173 c.; 561; Forêts 1647 c.; 1648; Usage 459-40 c.
— Paris. Vol 382-20.
— Poitiers. Droit marit. 511.
— Décis. Notaire 763, 842.
23 Cass. Cassation 1603-130 c.; Obligat. 8101 c.; Procès-verb. 664; Cassation 1732-40 c.; Enreg. 2618 c.; Obligat. 3888 c.; 4748-20 c.; 4903, 5079-20 c.; 5124-20 c.; Effets de comm. 641; Emigré 135, 139 c.; 386 c.; 390 c.; Jugem. 303-80; Jugem. p. déf. 40-50 c.
— C. C. belge. Jugem. p. déf. 60-20; Mandat 20-40.
— Besançon. Obligat. 2127.
— Bruxelles. Demande nouv. 63; Pérempt. 213.
— Guadeloupe. Saisie-exéc. 112.
— Lyon. Paternité 144 c.; 174.
— Pau. Fonctionn. publ. 38.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 4616-20 c.; 4634-20 c.; Expert. 40 c.; Success. 2195 c.; Success. 1245.
— Trib. de Blois. Enreg. 6026.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2604.

Décembre.

- 23 Cons. d'Etat. Commune 1639; Commune 2560 c.; 2570; Loi 83 c.; Compét. admin. 207-30 c.; Voirie p. terre 368-40, 441-10; Dom. de la cour. 85-10; Domaines de l'Etat 316 c.; 319; Dom. engagés 122; Eaux 340-10 c.; 466-10 c.; 470-20; Mines 727 c.; Patente 254-4; Travaux publ. 714; Voirie par terre 297, 1128, 1154-10, 2028, 2283 c.
24 Cass. Commune 229 c.; Origine 5137; Crimes c. les personnes 88-20; Expert. 39-20; Jugem. 1039-30; Servitudes 827 c.; Instr. crim. 2135-20, 3010, 3696; Témoin 611; Loi 474-20 c.; 477-10 c.; Mines 496-30; Voirie p. terre 168.
— Bordeaux. Jugem. p. déf. 120-60.
— Gand. Droit marit. 829.
— Metz. Contrat de mar. 635, 636 c.
— Trib. de la Seine. Distrib. par contrib. 182.
— Circ. Douanes 435.
25 Limoges. Dispos. entre vifs 4644.
26 Cass. Cassation 589 c.; Garde nation. 517-20 c.; 533, 692; Faux 428, 435; Instr. crim. 1351-20, 1360, 1832-30; Témoin 223-30, 449; Peine 525-20.
— Dijon. Privil. et hypoth. 1260.
— Douai. Nom 13, 15; Paternité 728-20-30 c.
— Nancy. Forêts 1230, 1245, 1279.
— Paris. Compét. civile trib. d'arr. 26 c.; 190; Vente publ. d'imm. 1294 c.; Contrainte p. corps 548 c.; 547 c.; 951 c.; 966; Droit civil 339 c.; Evasion 19.
27 Cass. Effets de comm. V. 29 décembre.
— C. C. belge. Cassation 448; Dés-aven 112.
28 Ord. Douanes, p. 606.
— Cass. Commune 2571, 2593 c.; Douanes 444-20, 923 c.
— Bourges. Louage 286-10.
— Caen. Disposit. entre vifs 1570e.
— Liège. Pêche fluv. 92.
— Montpellier. Forêts 461.
— Paris. Emigré 210-20; Référé 150 c.
— Poitiers. Exploit 135-30.
— Trib. de Béthune. Enreg. 2679, 3958.
— Trib. de la Seine. Saisie-arrest 426.
— Circ. Octroi 384.
29 Ord. Impôts indir., p. 425; Octroi 138.
— Cass. Effets de comm. 282; Jugem. 980-100; Obligat. 882 c.; 4467 c.; 5053-40; Organ. judic. 409-40.
— Bruxelles. Exploit 235-60.
— Lyon. Privil. et hypoth. 691-10; Success. 1630-30 c.
— Paris. Culte 481-20; Force majeure 8-20 c.; Responsab. 146; Théâtre 273 c.; Industrie 281 c.; 293 c.; 295, 300 c.; 304 c.; Délib. Enreg. 521.
30 Cass. Jugem. 988-20; Saisie-revendic. 7; Substit. 138.
— Bruxelles. Contr. par corps 1030.
— Dijon. Forêts 1436 c.
— Metz. Forêts 1171, 1199, 1206.
— Orléans. Demande nouv. 205-20 c.; Prescript. civ. 75 c.; Servitudes 1238-10.
— Paris. Obligat. 67-30.
— Trib. de Montpellier. Enregistr. 2747.
31 Ord. Loi 159; Trésor public p. 1151.
— Cass. Cassation 1630 c.; Transac. 85, 132-40 c.; Compét. crim. 531; Contr. p. corps 667; Faux 430; Huissiers 21-40 c.; Presse-outr. 1518; Presse-outr. 239 c.; 352.
— Aix. Arbitr. 479.
— Douai. Fonctionn. publ. 181-20.
— Lyon. Paternité 619 c.; 619-1 c.; 696.

Décembre.

- 21 Orléans. Chasse 479 c.; Prescript. crim. 145-10. — V. 30 décembre.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2892, 2896 c.
— Trib. comm. de la Seine. Jugem. p. déf. 196-30.

1896

Janvier.

- 1 Ord. Organ. milit. p. 1896; Sécours publ. 485 c.
— Arrêté. Asphyxie 2.
2 Cass. Peine 559-10 c., 691. — Vagabondage 77.
— Grenoble. Culte 481-30.
— Paris. Appel civil 989. — Privil. et hypoth. 961, 963 c.
3 Solut. Enreg. 362.
4 Cass. Instr. crim. 2028-10. — Organ. judic. 149-30.
— Limoges. Forfait. 65, 120-30 c.; Vol 795-30.
5 Ord. Salubrité publ. p. 679.
— Cass. Commune 1329. — Garde nat. 123, 123 c., 403-40 c.
— Nancy. Forêts 1636.
— Paris. Appel crim. 19 c., 20, 21 c.; Instr. crim. 428 c.
— Trib. de Narbonne. Date 25 c.; Enreg. 153, 3192.
— Delib. Enreg. 4367.
6 Cass. Cassation 522 c.; Exprop. publ. 99 c., 106 c., 135 c., 152-30 c., 249-30 c., 256 c., 267 c., 272 c., 283, 286 c., 333 c., 712 c., 715 c.; Jugem. 198-80 c.; Voirie p. chemin de fer 118 c.; Douanes 931 c., 950.
— Agen. Office 139-30, 145-30 c.
— Bordeaux. Faillite 287; Obligat. 1305 c.
— Paris. Faillite 107.
— Rennes. Appel civil 356; Jugem. p. déf. 357-10.
— Trib. de Nancy. Enreg. 3682.
— Trib. correct. de la Seine. Presse outr. 258.
7 Cass. Acquisement 907; Cassation 556 c.; Instr. crim. 1332 c. — Chose jugée 515; Défense 140 c.; Instr. crim. 2188-20, 2978; Temoins 270-30 c., 581 c.; Obligat. 728-10 c.; Société 1523-30. — Papier-monnaie 6-40.
— Douai. Acquis. 3830-20 c., 4498 c., 4637 c., 4683 c.; Vente 61-30.
— Grenoble. Avocat 388, 401 c.; Cassation 939 c.
— Paris. Contr. p. corps 962.
— Toulouse. Instr. crim. 1165.
— Decis. Hospices 340.
8 Cass. Cassation 2093 c.; Instr. crim. 1534-10, 3239-40. — Forêts 1410, 2038. — Instr. crim. 2393, 3380-30. — Quest. préjud. 48-10; Vol 82-20.
— Aix. Droit marit. 2290.
— Bourges. Prescript. civile 356 c.; Servitudes 217 c., 229-40 c., 259-30.
— Paris. Chasse 54. — Exploit 492-70.
— Toulouse. Acquisement 386.
— Cons. d'Etat. Commune 580; Compét. admin. 13 c.; Hospices 318 c. — Commune 592. — Commune 2267-40; Conseil d'Etat 247 c.; Exploit 425-50 c.; Compét. admin. 361 c., 362 c.; Impôts dir. 95. — Cons. d'Etat 102-70; Impôts dir. 95. — Culte 491, 537. — Désistement 308. — Eaux 95; Travaux publics 992. — Emigré 403-60. — Frais et dép. 1204, 1205-20. — Garde nat. 43. — Impôts dir. 57-40, 305-10 c., 485-30; Secours publ. 44 c. — Impôts dir. 108, 399, 334-10, 374, 475-30, 481-30. — Jugem. p. déf. 505-10; Tierce-opposit. 264 c.; Organ. admin. 839-10 c., 980, 983-10, 985-30. — Patente 370-50. — Pension 128, 161. — Trésor public 473-20. — Voirie p. terre 1923, 1204, 3123, 3234.
9 Cass. Garde nat. 44.

Janvier.

- 9 Douai. Acquisement. 234 c.; Enquête 24 c., 26.
— Paris. Intervention 90; Société 1381. — Privil. et hypoth. 471-10. — Reféré 150 c.
— Trib. de la Seine. Propriété lit. 415.
— Trib. comm. de la Seine. Mont-de-piété 78.
— Decis. Saisie-arrest 168.
— Instr. Trav. publ. 219.
11 Cass. Cassation 528 c., 803 c., 879 c., 917 c.; Delai 46 c., 56 c., 44 c.; Eaux 198 c.; Expropriat. publ. 281 c., 298 c., 297 c., 309 c., 314, 315 c., 586-20 c., 627 c., 668 c.
— Paris. Appel civil 126 c.; Interrog. sur faits et art. 57, 61. — Compét. administr. 195-60; Loi 477-40.
— Riom. Vente 437-10.
— Toulouse. Faillite 506, 507 c., 968 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 391.
— Cons. d'Etat. Frais et dépens 1204, 1205-30 c.
12 Ord. Culte, p. 719.
— Cass. Acquisement. 884 c., 882; Obligat. 4548 c.; Success. 1717 c.; V. 30 février 1886.
— Bordeaux. Acquisement. 643.
— Paris. Théâtre 163.
— Trib. de la Seine. Success. 420.
— Trib. de Villeneuve-d'Agén. Enreg. 2220.
— Cons. d'Etat. Patente 104-70.
— Delib. Enreg. 5591.
— Solut. Enreg. 4063.
13 Cass. Chose jugée 41-10 c.; Jugem. d'av. dire droit 24-170 c.; Success. 1618, 1619 c., 1721, 2216 c. — Commune 1573. — Enquête 670. — Interrog. sur faits et art. 41-40; Requête civile 105-10.
— Agen. Contr. de mariage 2158, 2160 c.; Disposit. entre vifs 1894-20.
— Lyon. Privil. et hypoth. 2126-20, 2135 c.
— Montpellier. Forêts 1643.
— Nîmes. Interdict. 126-20.
— Trib. de Bordeaux. Enreg. 5401.
14 Cass. Enreg. 4354, 5362 c., 5612 c.; Prescript. civ. 565 c.; Prêt à intérêts 101. — Expert 245 c.; Obligat. 2658; Succession 1273 c. — Force majeure 44 c.; Forêts 1375. — Garde nat. 33 c., 497-50 c. — Propriété 448 c.
— Liège. Disposit. entre vifs 598, 3918, 3971 c.
— Limoges. Peine 568 c.; Postes 69 c., 30, 128.
— Nîmes. Chasse 338 c., 345.
— Paris. Acte de comm. 74.
— Trib. de Corbeil. Privil. et hypoth. 2925-20.
— Trib. de la Seine. Mandat 116.
15 Cass. Postes 110-10-30.
— Lyon. Usufruit 231 c., 439.
— Orléans. Cassation 2205; Loterie 26, 27.
— Paris. Privil. et hypoth. 888-10.
— Decis. Notaire 142.
— Delib. Notaire 184-10.
— Instr. Enreg. 3316.
16 Cass. Forêts 1434 c., 1458; Quest. préjud. 112-10 c. — Forêts 1587. — Instr. crim. 2973; Jugem. 1073-20; Serment 111-10, 117-30, 122. — Instr. crim. 2974-10. — Jugement par défaut 473.
— Amiens. Dispositions entre vifs 1007-30.
— Bruxelles. Chasse 424. — Louage 761.
— Lyon. Action 246. — Deg. de jurid. 191.
— Nancy. Appel civil 1049 c., 1167; Compét. comm. 445 c., 474; Mandat 138 c., 140-30.
— Paris. Droit civ. 444, 476 c.; Loi 406-30 c. — Organ. milit. 286-30.
— Instr. Forêts 882.

Janvier.

- 18 Agen. Success. 1523.
— Lyon. Interrog. sur faits et art. 32 c.; Prescript. civ. 930.
— Paris. Cautionnem. de fonctionn. 65 c., 72 c.
— Trib. de la Seine. Presse-outr. 250.
19 Cass. Contr. de mar. 354; Dispositions entre vifs 1756 c. — Contr. de mariage 2735 c., 4144-20 c.; Faillite 1091-20. — Copie de pièces 47, 48-30 c.; Privil. et hypoth. 2237-10 c.; Loi 293-30 c.; Nantissement 219-20; Vente 1639 c., 1480 c.
— Bordeaux. Enquête 28; Jugem. d'av. dire droit 43-30 c.
— Pau. Prescript. civ. 69.
— Cons. d'Etat. Droit marit. 520 c.; Organ. marit. 435 c. — Impôts directs 48, 108, 110, 197-10, 200 c., 216-30, 274, 640. — Marché de fourn. 88-20. — Patente 104-69, 399-30. — Procès-verbal 286, 298 c., 740-20 c. — Voirie par terre 949, 961-20, 964.
— Avia. Culte 518.
— Decis. Notaire 151.
20 Cass. Acte de commerce 354 c.; Compét. comm. 238; Effets de comm. 933 c. — Chose jugée 48-20 c. — Disposit. entre vifs 181; Jugem. 971-10 c.; Success. 1508. — Effets de comm. 812. — Jugem. 1000-40 c., 50 c.; Privil. et hypoth. 2250; Responsab. 168.
— Anvers. Chasse 53.
— Metz. Forêts 532, 594.
21 Cass. Complice 134-30. — Exploit 709-60. — Faux 174-30-60, 399-20 c. — Instr. crim. 1159-30; Vol 334-30 c. — Jugement 1136-50.
— Agen. Success. 2313.
— Bordeaux. Acte de comm. 270; Effets de comm. 902 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3672.
22 C. des pairs. Compét. crim. 733.
— Cass. Chasse 444; Compét. crim. 477 c.; Quest. préjud. 93 c., 140-10 c. — Contr. de mariage 3558 c.; V. 22 juin 1836. — Impôts indirects 251. — Instr. crim. 3180.
— Limoges. Obligat. 4987, 5072-10 c.
— Paris. Loterie 37. — Substit. 167, 168 c.
— Trib. du Vigan. Enreg. 496.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 793.
23 Cass. Presse-outr. 872 c., 534-20. — Quest. préjud. 146-30.
— Aix. Vente publ. d'im. 1981.
— Circ. Commune 2440.
24 Arrêté. Mines 416-40.
— Cass. Enreg. 6220. — Responsab. 680-20.
— Pau. Export. 58-40 c., 186, 189-20 c.
— Rennes. Désistement 187, 184 c.
25 Ord. Trésor public, p. 1151.
— Cass. Action poss. 395. — Compét. civile trib. d'arr. 200 c.; Droit civil 265. — Contr. de mariage 1890 c.; Privil. et hypoth. 256-40; Tierce-opposition 223 c. — Contr. de mar. 3471 c.; V. 26 janvier 1837. — Disposit. entre vifs 1020-50. — Prescript. civ. 312.
— Aix. Défense 277 c.; Jugem. par déf. 24-20.
— Caen. Exploit 389-10 c., 441-30 c.; Mines 761 c.; Société 236.
— Paris. Vente 1177-40.
— Riom. Loi 66-10.
— Rezen. Jugem. p. déf. 247-40.
— Avis. Secours publ. 390.
— Circ. Acte de l'état civil 308 c.
27 Cass. Enreg. 6353. — Obligation 5053-40.
— Colmar. Presse-outr. 904-30.
— Metz. Forêts 344.
— Paris. Arbitr. 769 c., 1153.
28 Cass. Demande nouv. 208; Vente 2015-30 c., 3011-20. — Instr. crim. 2143-10, 2181-10, 3283-20 c.; Jugem. 611-10. — Organ. de l'Algérie 709-10.

Janvier.

- 28 Grenoble. Contr. de mar. 1961; Mariage 608-20 c. — Forêts 1193, 1617.
— Lyon. Obligat. 4800-10.
— Nîmes. Forêts 950.
— Rennes. Conflit 204. — Dom. de l'Etat 365 c., 372, 374 c.
— Trib. de Vervins. Enreg. 468 c., 471, 627.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 280. — Impôts dir. 121-20, 451, 464-10, 618-20. — Organ. colon. 325, 546, 279 c. — Trav. publ. 382, 387.
— Circ. ch. not. Certif. de propr. 6.
29 Cass. Garde nat. 432-10. — Imp. indir. 290-30. — Preuve 67 c. — Voirie par terre 2287-20, 2375-30.
— C. C. belge. Paternité 371-40.
— Grenoble. Intervent. 117; Jugem. p. déf. 213-30.
— Lyon. Succ. ss. 2284-30 c.
— Paris. Postes 111.
— Pau. Contr. de mar. 1792.
— Delib. Enreg. 2339, 2612.
30 Cass. Exprop. publ. 54; Voirie p. terre 2163-10. — Obligation 4897-10. — Voirie p. terre 1922-20, 2375-30.
— Paris. Forfait. 7-10; Instr. crim. 248-20 c., 663 c.; Lettres miss. 31-30 c.; Prise à partie 15-30, 22 55. — Peine 692.
— Delib. Enreg. 5591.
31 Caen. Paternité 164 c., 169, 170 c., 171 c.
— Nancy. Voirie p. terre 122 c.
— Decis. Greffe 117; Notaire 177.

Février.

- 1 Cass. Cautionnem. 157 c., 199 c.; Jugem. 952-30, 954-30; Obligat. 4099-20, 4619-80 c., 4642 c., 4676 c.
— Agen. Privil. et hypoth. 2321.
— Montpellier. Success. 1785.
— Nancy. Deg. de jurid. 76, 173-30.
— Paris. Droit civil 529 c.; Loi 423; Paternité 312 c.; Succession 119 c.
2 Décret. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Effets de comm. 205-20, 230-10 c. — Enquête 425-10.
— Exprop. publ. 114-10, 133 c., 265-20 c., 266 c., 270-30 c. — Jugem. 1038. — Quest. préjud. 216. — Servitudes 225.
— Agen. Contr. de mariage 1437, 3961-10 c.
— Bourges. Faillite 1108 c.; Privil. et hypoth. 875.
— Paris. Prescript. civ. 1006 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 167-30.
— Solut. Enreg. 638, 2437, 3470.
3 Cass. Commune 2039, 2125 c. — Tierce-opposit. 193-30; Vente publ. d'immeubles 668-20 c., 30 c., 40 c.
— Agen. Vente 1317-30.
— Bastia. Contr. de mar. 459; Disposit. entre vifs 3773-20, 3847 c.; Usufruit 439 c.
— Bourges. Obligat. 3908 c., 3983 c.; Saisie-arrest 336-40 c., 427.
— Grenoble. Acte de comm. 270; Effets de comm. 390 c., 902 c.
— Paris. Acte de commerce 81. — Louage emphyt. 7-40, 13 c.; Nantissement 78; Privil. et hypoth. 842 c.
4 Cass. Enquête 316-30 c.; Jugem. d'av. dire droit 66-30 c.; Mandat 171-40 c.; Obligat. 3112-40, 4935-30 c.; Organ. milit. 444 c. — Vérificat. d'écrit. 22. — Vol 368.
— Aix. Société 122-30.
— Douai. Chose jugée 293.
— Paris. Prêt à intérêts 194.
— Pau. Demande nouv. 33.
— Cons. d'Etat. Commune 2345-50; Forêts 1905-40 c. — Conflit 106; Marais 76-60. — Conflit 109. — Culte 302. — Hospices 446 c.; Impôts dir. 189; Octroi 93, 335-50. — Impôts dir. 193,

Février.

438. — Manufact. 76-30. — Marais 35. — Marché de fourn. 137-150. — Organ. administr. 859-20, 919, 943-20. — Patente 156.
— Solut. Enreg. 3632.
5 Cass. Faux 428. — Instr. crim. 2227-20, 2938-10.
— Grenoble. Paternité 145-30, 174 c., 184 c., 219 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 2067.
— Trib. de Rethel. Vente publ. de meubles 57-10 c., 64-10.
— Trib. de la Seine. Contr. parccps 1082.
— Trib. correct. de la Seine. Propriété littér. 101-10.
6 Cass. Compét. administr. 368 c.; Mise en jugem. 37-10. — Impôts indir. 337, 506-20 c. — Jugem. 968-30 c.
— Dijon. Contr. de mar. 2295.
— Paris. Bourse de comm. 499; Vente 843-10 c., 1007 c. — Cassation 2040, 2643 c. — Organ. colon. 928.
8 Cass. Absent 688; Cassation 1599 c.; Prescript. civ. 510-30. — Cassation 1596 c.; Forêts 1040 c., 1446. — Organ. judic. 152. — Paternité 735-10.
— Caen. Obligat. 2645-60; Prescript. civ. 1061.
— Douai. Compét. comm. 476.
— Lyon. Vente 821.
— Paris. Ordre 438 c., 510 c., 513-30 c.; Privil. et hypoth. 2112-20.
9 Cass. Avocat 279; Serment 41-10 c. — Cassation 909; Compt. courant 40. — Domicile élu 23-10 c.; Jugem. par défaut 154-30, 409-60 c.; Organ. judic. 163 c. — Minist. publ. 148, 128; Prêt à intérêts 20-30; Transaction 23-40 c., 26-20 c.
— Aix. Privil. et hypoth. 2762-30.
— Gand. Appel crim. 318.
— Lyon. Arbitr. 401. — Exploit 626-70.
— Metz. Forêts 344.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 3303 c.; Notaire 378.
— Trib. de la Seine. Propriété lit. 10.
10 Cass. Acte de comm. 202; Marché de fourn. 94-50, 150-10 c. — Enquête 73-20 c.; Vente publ. d'immeubles 1788-30-30. — Jugem. 1019-50 c.; Mandat 233 c.; Prescript. civ. 1016.
— Bruxelles. Except. 100, 216 c.
— Lyon. Commune 1984 c.; Jugem. 904-30. — Disposit. entre vifs 257 c.
— Metz. Obligat. 1091-10; Rentes foncières 58.
— Montpellier. Action 191 c.; Disposit. entre vifs 3611-10, 470-20 c., 80 c.; Substit. 181.
— Pau. Acquisement. 190.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 637.
— Instr. Enreg. 1329, 3919, 4373.
11 Cass. Armes 74 c.; Compét. administr. 194 c.; Loi 475-20 c. — Droit marit. 438.
— Bordeaux. Arbitr. 235 c.; Contr. de mar. 3473 c., 3481.
— Martinique. Nom 19-10.
— Montpellier. Commune 2151.
— Paris. Disposit. entre vifs 741. — Success. 338 c.
— Riom. Contr. de mar. 632 c., 841 c., 847.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2835.
— Trib. correct. de la Seine. Propriété littér. 405.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 205. — Dom. publ. 63 c.; Eaux 19-10; Voirie par cas 45-10 c., 203-20 c., 223-20, 266, 334 c. — Emigré 209-150. — Marché de fourn. 58-60. — Octroi 171. — Patente 246-70. — Peine 781 c.; Voirie par terre 2311-30. — Trav. publ. 491-10. — Usage 264. — Voirie par cas 516-20, 551 c.
12 Orléans. Assur. terrestres 209, 252 c., 254.
— Trib. comm. de la Seine. Success. 1208.

Février.

- 13 Circ. Organ. marit. 154.
— Décis. Douanes 166, 218.
13 Ord. Dom. de l'Etat 99.
— Cass. Loi 583 c.; Presse-outrage 209; Règlement. administr. 176.
— Agen. Contrat de mar. 8440 c.
— Bordeaux. Faux incid. 78.
— Bruxelles. Chasse 48 c., 490.
— Lyon. Disposit. entre vifs 328-40, 382-40 c.; Obligat. 4878 c.; Substitut. 359-40.
— Nancy. Octroi 308-20.
— Paris. Contr. par corps 800 c. — Minorité 303-30 c.; Vente publ. d'immeub. 2023-10 c., 2025.
— Ordre 416-10, 708.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1816.
14 Cass. Ordre 1004.
— Solut. Presse-outr. 383-10.
15 C. des pairs. Compét. crim. 733.
— Cass. Cassation 1591 c.; Ordre 1004; Privil. et hypoth. 1626.
— Compétence admin. 203 c.; Obligat. 5146 c.; Vente 757.
— Aix. Compét. comm. 391.
— Bruxelles. Désistement. 87-70.
— Caen. Référé 139-20 c.
— Douai. Action poss. 833 c.; Servitudes 581-20.
— Liège. Vol 798-50.
— Limoges. Absent 78 c., 150; Demande nouv. 190 c.
— Montpellier. Faillite 57-50.
— Paris. Privil. et hypoth. 198-30.
16 Cass. Chose jugée 180-80; Jugem. 1007-30; Propriété 486, 488-10 c., 681-10.
— Grenoble. Banquier 29 c., 44 c., 46; Compte 98 c.; Compte cour. 98 c., 114 c.; Prêt à int. 330 c.
— Paris. Propriété litt. 379 c., 381.
— Trib. de Saint-Pol. Enreg. 3564.
17 Ord. Dom. de l'Etat 92; Sapeurs-pomp. p. 698.
— Cass. Chose jugée 167-30; Obligat. 2018 c., 5358; Prêt à int. 81; Jugem. p. déf. 19 c., 283 c.; Mise en jugem. 83; Mandat 860-30 c.; Obligat. 4193 c., 4195-10; Procès-verbal 318-10, 321-50; Quest. préjud. 198-20 c.; Substitut. 89-80.
— Dijon. Forêts 1250.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1508, 1900, 4091.
18 Cass. Appel crim. 353 c. — Culte 269-40, 287 c.; Expert. 166 c.; Faux 46; Forêts 1234; Mandat 363 c.; Prescript. civ. 1098-30; Prêt à intérêt 183-20; Quest. préjud. 171.
— Lyon. Contr. p. corps 155.
— Paris. Propriété litt. 815.
— Pau. Appel civil 693; Droit civil 407 c.
— Riom. Disposit. entre vifs 2107-10; Succ. 730.
— Cons. d'Etat. Commune 1709 c.; Compét. admin. 60 c.; Exprop. publ. 788; Place de guerre 139, 137 c.; Compét. admin. 48 c.; Pension 25; Emigré 325-20-30; Impôts dir. 464-10; Organ. admin. 899-10, 1009.
19 Cass. Appel crim. 18; Instr. crim. 487 c. — Appel crim. 241; Chose jugée 363 c.; Preuve 89-70; Témoin 23; Pêche fluv. 156 c., 157.
— Montpellier. Acte de comm. 107; Commerç. 39 c.
— Paris. Effets de comm. 666.
— Toulouse. Désistement. 186; Responsab. 95 c.
20 Cass. Contr. ind. 16-20; V. 12 janvier 1836; Mandat 168-30.
— Dijon. Forêts 1464.
— Douai. Postes 117, 118, 120; Procès-verbal 360 c.
— Metz. Succès. 2030-30.
— Paris. Brevet d'invention 248; Pérempt. 198; Presse-outr. 329-10.
— Délit. Enreg. 3475.
21 Cass. Rente viagère 74; Vente 1577 c.
— Paris. Compét. civile trib. d'arr. 124.

Février.

- 22 Trib. de Bernay. Enreg. 4527.
23 Cass. Degré de jurid. 500-10; Dom. engagés 27-20-30-40; Douanes 938-20, 939 c. — Enreg. 5088; Scellés 231 c., 268; Usufruit 385 c.
— Bordeaux. Effets de comm. 291.
— Société 374-30, 1660 c.
— Douai. Contrat de mar. 515.
24 Cass. Cautionn. de fonctionn. 125.
— Dijon. Forêts 1279.
— Lyon. Privil. et hypoth. 234.
25 Cass. Cassation 1732-40 c.; Disposit. entre vifs 1687 c.; Obligat. 5059 c., 5079-30; Commune 777, 784 c.; Contravent. 258 c. — Faux 283, 284 c. — Presse-outr. 209; Témoin faux 33 c., 34-20; Témoin 692.
— Bordeaux. Compét. civile trib. d'arr. 145; Droit civil 460 c.
— Colmar. Exploit 324-30.
— Grenoble. Huisier 87.
— Lyon. Disposit. entre vifs 4144-20 c.; Obligations 3248-80, 3249-40.
— Metz. Forêts 344, 362.
— Paris. Dispos. entre vifs 3552 c., 3906-10, 3909-10, 4211 c., 4225-30 c.
— Solut. Enreg. 1414.
26 Ord. Douanes. p. 608.
— Cass. Abus de conf. 48 c.; Faux 184; Instr. crim. 1210-50; Attentat aux mœurs 114; Poids et mesures 87 c.
— Aix. Exploit 615.
— Nancy. Succès. 1824-40.
— Paris. Jugem. par défaut 325-30.
27 Cass. Forêts 1532; Vol 119-30.
— Paris. Obligat. 1708; Responsab. 645.
— Toulouse. Degré de jurid. 151.
— Privil. et hypoth. 2193 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2578; Compét. admin. 406 c.; Place de guerre 125-10; Voirie par terre 272-50 c. — Cons. d'Etat 216, 389; Garde nation. 328-20; Impôts dir. 98-30, 617.
— Organ. admin. 1014-20.
— Patente 219-90; Travaux publ. 417-50, 716; Voirie par eau 190 c., 301-10.
29 Ord. Organ. marit. 141, 171, p. 1688.
— Cass. Bourse de comm. 377; Copie de pièces 29; Huisier 73; Responsab. 245-20 c., 653 c.; Tres. publ. 571, 1220 c.
— Paris. Jugem. 438 c. — Privil. et hypoth. 796. — Référé 70 c., 167.

Mars.

- 1 Cass. Enreg. 875 c., 1903. — Organ. milit. 391-50, 394 c. — Presse-outr. 383-40, 525-10 c.
— Bruxelles. Acquiescement 284, 482 c.
— Colmar. Prescript. civ. 1096-100.
— Paris. Expropriat. publ. 55-10; Recusation 48.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 3235-20 c., 3423-30.
— Circ. Impôts indir. 213 c., 360-40, 366, 270.
— Délit. Enreg. 480.
2 Cass. Disposit. entre vifs 4163. — Expert 171; Usage 147-10, 160 c., 161 c., 163 c. — Prescription civile 508 c., 509 c., 797-40-50, 803 c.; Servitudes 1249 c.
— Bourges. Banquier 34 c., 39, 41c., 44 c.; Compte-courant 98 c., 107 c., 118-30 c.
— Douai. Voirie par eau 623-10.
— Lyon. Succès. 1029.
— Orléans. Privil. et hypoth. 2203.
— Paris. Effets de comm. 813.
— Decis. Douanes 426.
3 Cass. Biens 337; Disposit. entre vifs 2986-10; Cassation 366 c.; Frais et dépens 973 c.; Peine 96-30; Chasse 231; Désistement 106; Instr. crim. 2308-20, 2370, 3566-10.

Mars.

- 4 Cass. Paternité 64, 212 c., 301 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2344-10.
— Toulouse. Prescript. civ. 923.
— Trib. de Limoges. Enreg. 3088, 3115 c., 3215, 5444.
— Trib. de Tulle. Enreg. 1515.
5 Cass. Commune 916; Compét. crim. 260 c.; Industrie 241c.; Loi 88 c. — Forêts 993.
— Garde nat. 458, 459, 594-10.
— C. C. belge. Peine 297 c., 304.
— Bourges. Vente 2080-30.
— Douai. Compét. admin. 283.
— Lyon. Banque 209 c.; Prêt à intérêt 221-20.
— Rouen. Surenchère 278 c., 299.
— Trib. de Villefranche. Enreg. 4210.
6 Cass. Commune 646; Organ. admin. 252 c. — Date 10 c.; Instr. crim. 1696-20; Forêts 523, 526 c. — Pêche fluviale 128.
— Bordeaux. Obligat. 1681 c.; Succès. 1744.
— Orléans. Complices 214.
— Paris. Responsabilité 347-20.
— Toulouse. Privil. et hypoth. 2353-10 c., 2360-30.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 234-10.
7 Cass. Faillite 120 c., 1081-10.
— Aix. Exploit 504-10.
— Caen. Degré de jurid. 314.
— Trib. de Saumur. Enreg. 4438.
8 Cass. Enreg. 3090. — Interdict. 221-60, 223-10 c. — Jugem. par défaut 127-50.
— C. C. belge. Jugement 959-144, 971-20, 1001-30.
9 Cass. Appel civil 1234-6; Enquête 147 c., 178 c., 289, 291 c. — Cassation 1678 c.; Disp. entre vifs 4240; Chose jugée 21 c., 50-40 c.; Jugement 1018-10; Privil. et hypoth. 1810-10; Vente publ. d'immeub. 445 c.
— Bourges. Dispositions entre vifs 944 c., 948, 2814 c.; Obligat. 3264 c., 3568 c.
— Metz. Forêts 344.
— Trib. de Colmar. Enreg. 2840.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 83; Commune 1918, 2360; Compét. admin. 352 c., 454 c.; Dom. de l'Etat 398-30 c.; Usage 263-80.
— Commission. 34 c. — Compét. admin. 121 c., 187 c.; Dom. de la cour. 93, 94 c. — Compét. admin. 362 c.; Impôts dir. 95.
— Cons. d'Etat 167-20; Impôts dir. 416-40, 635-10 c., 636 c. — Garde nat. 241-30, 246. — Impôts dir. 98, 113-10, 209. — Manufact. 98-20.
— Organ. admin. 859-10, 864-10-20, 974-20, 997. — Patente 359-50. — Pension 218, 235.
— Procès-verbal 782; Voiture 221 c. — Tierce-opposit. 267.
— Voirie par terre 350-10.
10 Cass. Armes 80. — Faux 265.
— Forêts 1175, 2033-30-40 c. — Garde nat. 387-70. — Impôts indir. 282-20. — Organ. milit. 787-30. — Privil. et hypoth. 1748; Transcript. hypoth. 223 c.; Vente 1368-10 c.
— Agen. Appel incid. 25.
— Grenoble. Industrie 217-30.
— Limoges. Contrat de mar. 3485 c.; Succès. 948; Transaction 56 c. — Vente 1187 c., 1228.
— Paris. Assurances terrestres 218, 226 c., 280 c.
— Riom. Demande nouv. 70-10; Louage 401; Obligat. 1423-10; Succès. 1348.
— Rouen. Chose jugée 579-50; Prescript. civ. 287, 288 c.
— Trib. d'Auxiers. Enreg. 6024.
11 Bourges. Exploit 198-30.
— Douai. Compét. admin. 283.
— Gand. Faillite 1173-30; Privil. et hypoth. 2037 c.
— Paris. Appel civil 853; Mandat 110-20; Appel incid. 33 c., 43 c.; Disposit. entre vifs 179-20; Substitut. 233 c. — Crimes contre les personnes 173.
— Requête civile 60.
— Lettre. Impôts directs 580.

Mars.

- 12 Ord. Salubrité publique, p. 673.
— Cass. Instr. crim. 1318.
— Bruxelles. Faillite 478.
— Paris. Propriété litt. 294.
— Rouen. V. 10 mars.
— Trib. de Vervins. Mines 700.
13 Bourges. Usage 547, 548.
— Pau. Péremption 223 c., 224-50 c., 267.
14 Cass. Organ. judic. 408.
— Colmar. Intervent. 94-30.
— Nancy. Jugem. 392, 397-40.
— Orléans. Avoué 242-30; Frais et dépens 256 c.
— Paris. Culte 513-20; Servitudes 79-30, 1117-40 c., 1202 c.
15 Cass. Acquiescem. 69. — Appel incid. 15 c.; Degré de jurid. 632-10 c.; Jugem. 1000-40 c.; Obligat. 223 c., 4297 c., 4414 c.; Vente 844. — Douanes 842, 843 c.
— Liège. Compétence crim. 539; Fonctionn. publ. 143-20.
— Delib. Enreg. 3881.
16 Cass. Arbitr. 603, 1277 c. — Commune 2374, 2471-20 c.; Forêts 1589 c.; Servitudes 1250-10 c.; Usage 191. — Contrat de mar. 3500-40. — Degré de jurid. 229.
— Enreg. 5339, 5340 c.; Procès-verbal 784 c., 788 c.
— Gand. Chasse 465.
— Metz. Forêts 344.
— Cons. d'Etat. Commune 2321, 2343 c.; Compét. admin. 138; Forêts 1899. — Compét. admin. 103-150 c.; Eaux 78, 335-50; Travaux publ. 1174-70 c.; Vente admin. 206.
— Compét. admin. 308 c., 403 c.; Voirie par terre 134-10, 137, 220-30, 247-10, 279-10. — Eaux 573-10. — Frais et dépens 1203-10; Trav. publ. 501-20, 542. — Frais et dépens 1211-60. — Impôts dir. 293-20. — Tres. publ. 800. — Voirie par terre 2068.
— Avis Cons. d'Etat. Organ. milit. 505.
— Circ. Hospices 355.
17 Ord. Sel 69.
— Cass. Commune 415 c.; Servitudes 491. — Commune 2019; Usage 249.
— C. C. belge. Appel crim. 218; Cassation 455 c.
— Aix. Avocat 459.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 1259.
— Colmar. Exploit 636-30.
— Paris. Contrat de mariage 3130, 4040 c. — Mariage 338-30 c., 418-30, 412-30 c.; Paternité 330-30 c. — Saisie-arrest 447-20 c., 459-10.
— Trib. de La Reole. Enreg. 3496.
18 Cass. Commune 800. — Faux incid. 323-10. — Forêts 402 c., 441 c.; Postes 123; Procès-verbal 11 c., 798 c., 795-30; Impôts indir. 493; Procès-verbal 428.
— Paris. Acte de comm. 320; Compétence comm. 10 c. — Vente 1901-30.
— Délit. Enreg. 1031.
19 Ord. Mines 751; Traité internat., p. 519.
— Arrêt. Organ. de l'Algérie 870.
— Cass. Commune 683-10, 930, 1011 c., 1016, 1323. — Compét. crim. 343 c.; Voirie par terre 1123. — Forêts 457 c.; Frais et dépens 1023-30; Responsabilité 505-90, 519-10 c. — Forêts 1466 c., 1990, 2009. — Garde nation. 431. — Mise en jugem. 113; Octroi 110 c.; Vol 146 c.
— Gand. Frais et dépens 987-10.
— Montpellier. Contumace 64, 65 c., 73 c. — Effets de comm. 54.
— Paris. Contrat de mar. 2019-10. — Privil. et hypoth. 2031 c.; Surenchère 191-20 c., 324 c., 413 c., 418, 420 c. — Surenchère 23-10 c., 29 c.
— Trib. de Namur. Mines 444-40.
20 Cons. d'Etat. Paternité 81.
21 Cass. Jugem. 988-30.

Mars.

- 21 Colmar. Appel civ. 606 c.; Faillite 783-40, 810-60.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 753.
— Trib. comm. de Paris. Industrie 231.
22 Cass. Chose jugée 145. — Louage 899; Requête civile 93-10 c., 101-20 c. — Propriété 70-60; Usage 598 c.
— Agen. Culte 671-10, 672-20, 673 c.; Obligat. 61-30 c.
— Besançon. Forêts 705.
— Colmar. Vente 833, 835-10 c., 839-40 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 823-20 c., 923-10.
— Lyon. Contrat de mar. 1719; Jugem. 709 c., 719 c.
— Paris. Appel civil 1084; Compét. comm. 411 c.; Effets de comm. 818-40 c. — Comp. t. admin. 184-30; Trésor public 1135-10 c. — Disposit. entre vifs 3683-40; Succès. 74 c. — Référé 322-30 c.
— Délit. Enreg. 8243.
— Lettre. Impôts dir. 541.
23 Cass. Accessoire 4 c.; Cassation 1652-170 c.; Vente publ. de meubles 14 c., 33-20, 31-30 c., 35-10 c. — Action poss. 453 c., 463 c.; Servitudes 897-10, 1107-30 c., 1277 c. — Enreg. 5004. — Faillite 1159, 1164 c.; Vente publ. d'immeub. 2084-20 c.
— Bruxelles. Louage 466 c., 472-20.
— Cons. d'Etat. Conflit 209. — Cons. d'Etat 342; Impôts indir. 261-40, 270-10. — Dom. extraord. 25, 46; Emigré 210-30; Peine 660. — Eaux 457-10. — Travaux publics 221, 508-60, 1107-30. — Voirie p. terre 2010, 2284-10.
— Lettre. Forêts 297.
24 Ord. Mines 751.
— Cass. Peine 667.
— Grenoble. Avocat 490.
— Toulouse. Absent 274; Appel civ. 444 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3027, 6024.
25 Cass. Cassation 1059. — Force majeure 45-20; Huisier 64; Instr. crim. 2417, 3584 c. — Monnaie 76. — Procès-verbal 165-20; Voirie p. terre 1897-10 c.
— Nancy. Pêche fluv. 175.
26 Convent V. 30 septembre 1836, 16 février 1837.
— Ord. Douanes. p. 607; Voie civ. 5-60.
— Cass. Instr. crim. 3475-30; Vol 73-10. — Procès-verbal 436. — Quest. préjud. 103-20. — Ren-voi 194-20.
— Bruxelles. Enquête 108.
— Montpellier. Contumace 73, 74 c. — Tierce-opposit. 150-30.
— Nancy. Saisie-arrest 251.
— Paris. Privil. et hypoth. 468-30, 856, 921, 1047. — Vente 1711.
— Pau. Arbitr. 234, 1338 c.; Contr. de mar. 3482-10 c.; Succès. 2246 c.
— Rouen. Servitudes 1171-20.
— Toulouse. Industrie 310 c., 329, 331 c.
27 Paris. Chose jugée 534; Instr. crim. 859.
28 Cass. Action poss. 159 c. — Faux incid. 16 c., 23.
— Douai. Appel civil 515.
29 Ord. Organ. colon. 122, p. 1099.
— Cass. Faillite 821-30 c., 1171; Ministère public 118 c., 156 c., 167 c. — Jugem. d'av. dire droit 236-10. — Société 786. — Vente 236 c., 239. — Vente publique d'immeub. 1216-10 c., 1498-40.
— Paris. Effets de comm. 890, 891-30 c.; Loi 444-10 c. — Référé 188 c.
— Délit. Enreg. 793, 4378.
30 Convention. V. 17, 26 juin 1836.
— Cass. Cassation 1159-10; Domicile 40-50 c.; Privil. et hypoth. 1208-20. — Enquête 521. — Obligat. 4630-60 c., 8019, 5028-30 c.

Mars.

- 30 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 796.
— Trib. de Senlis. Enreg. 5633.
— Règlement. Voirie p. eau 296.
31 Ord. Organ. instruct. publ. 570, p. 1350.
— Cass. Abus de conf. 76 c. — Commune 810. — Garde nat. 342-80, 394-30, 419. — Instr. crim. 1626-40, 1874-30, 1924-30, 2233-30, 2328, 2844, 3651-10; Témoin 184-80, 446-30, 452, 568 c., 599-10, 637-30.
— C. G. beige. Chasse 359; Peine 452. — Serment 190.
— Instr. Enreg. 4675; Imp. dir. 149.

Avril.

- 1 Paris. Référé 97 c.
2 Cass. Contumace 17. — Forêts 435 c.; Frais et dépens 101.
3 Ord. Douanes. p. 607; Industrie, p. 676.
4 C. d'ass. de la Seine. Presse-outrage 1566-30.
5 Cass. Action 193 c.; Dispos. entre vifs 2154 c., 2400. — Degré de jurid. 212. — Disposit. entre vifs 112-20; Notaire 68 c. — Servitudes 1004-60, 1015-10 c. — Orléans. Obligation 3406-30.
— Trib. de Lille. Crimes contre les personnes 173-30.
— Circ. Impôts indir. 268.
— Ponts et chaussées. Voirie par eau 165.
6 Cass. Commune 1476. — Obligation 1763-10, 4780 c.
— Paris. Biens 124 c.; Privil. et hypoth. 363 c., 365-30.
— Riom. Prescript. civ. 907-30 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 407 c., 414 c.; Dom. publ. 82 c.; Propriété 23 c.; Voirie par eau 376-10. — Compét. administr. 300-80; Cons. d'Etat 182; Domicile 126. — Cons. d'Etat 209, 215, 216, 327. — Demande nouv. 273-10 c.; Travaux publ. 1174-40. — Impôts dir. 239, 252, 475-10. — Manufact. 92-10. — Organ. marit. 870-10. — Patente 394. — Place de guerre 84-30-40. — Vente administr. 117-20, 338. — Voirie par eau 314-20.
7 Cass. Contr. par corps 678. — Dom. anapager 48 c., 51 c., 601 c.; Dom. de l'Etat 216 c., 393. — Garde nation. 459. — Instr. crim. 2299. — Minorité 515-20.
— Douai. Abus de confiance 69.
— Trib. de Cahors. Enreg. 3902.
— Décis. Douanes 377.
8 Convention. V. 15 avril 1840.
— Cass. Commune 1023; V. 8 avril 1826. — Règlement. administr. 108 c.
— Bruxelles. Serment 190 c.
— Caen. Normandie 70.
— Paris. Presse-outrage 173-20. — Saisie-arrest 43.
— Riom. Appel civil 365 c.; Avoué 282 c.; Discipline 283-10.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 391.
— Avis. Hon. extraord. 67.
9 Cass. Chasse 53, 55 c. — Chose jugée 530; Prud'hommes 131 c.
11 Cass. Compét. civ. trib. de paix 19. — Hon. de l'Etat 114-10 c.; Prescript. civ. 217, 1131; Usage 410 c.
— Paris. Secours publ. 61. — Servitudes 1016, 1267 c.
— Toulouse. Commune 2694.
— Trib. de Soissons. Enreg. 5323.
— Solut. Enreg. 4560.
12 Cass. Appel civ. 1311 c., 1346; Cassation 310 c. — Obligation 1015 c.; Privil. et hypoth. 735, 813, 2137 c.; Success. 1283 c. — Organ. judic. 458 c.
— Bordeaux. Contrat de mariage 3531.
— Paris. Voirie par terre 2163-50.

Avril.

- 13 Cass. Assurances terrestres 256. — Contrainte par corps 146 c., 152-30, 358 c. — Enreg. 2329, 2333 c.
— Bourges. Commune 2739.
— Caen. Servitudes 1168 c.; Vente 833 c.; Vidange 18 c.
— Douai. Jugem. d'av. dire droit 26-130.
— Trib. de la Seine. Garde nation. 297.
— Cons. d'Etat. Agent d'affaires 28 c.; Patente 37-30. — Chose jugée 101-30. — Cons. d'Etat 95. — Cons. d'Etat 145; Impôts dir. 75, 186, 217-10, 461-30, 495-20, 621-30, 636. — Manufact. 88. — Pension 159.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 793.
14 Cass. Cassation 1715-80 c., 1877-40; Effets de comm. 434-30; Enquête 620 c. — Compét. crim. 93; Peine 704-30. — Distrib. par contrib. 192, 194 c., 196 c.; Prêt à intérêts 59-30. — Incident 24-40. — Obligation 1805 c., 2173 c., 2178 c.; Ordre 471 c., 1039 c., 1236 c.
— Agen. Obligation 4660.
— Aix. Avocat 291.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 194.
— Douai. Peine 693.
— Paris. Obligation 1843-10 c.; Vente 1886.
— Riom. Appel crim. 224 c.; Appel incid. 177; Presse-outrage 302.
15 Loi. Trés. publ., p. 1151.
— Cass. Appel crim. 48; Cassation 168; Instr. crim. 1083 c. — Organ. milit. 277.
— Limoges. Dispositions entre vifs 1469.
— Nancy. Faillite 1245; Forêts 1500, 1510.
— Paris. Peine 562; Substances vénéneuses 16, 41. — Jugement par défaut 194-30.
— Cons. d'Etat. Patente 62-10.
— Delib. Enreg. 2981.
16 Cass. Compétence admin. 396 c.; Forêts 659, 665 c., 670 c.; Travaux publ. 778 c., 1222 c., 1227-10-20 c. — Compét. admin. 508 c.; Voirie p. terre 2206-10. — Travaux publ. 1236-10 c. — Voirie p. terre 2371-20-30.
— Bordeaux. Success. 1236.
— Montpellier. Vente publ. d'imm. 786.
— Paris. Armes 82. — Référé 81.
— Toulouse. Compét. comm. 512.
18 Cass. Jugement 70-10; Mariage 707 c.; Minist. publ. 48-10.
— Agen. Office 145-20.
— Aix. Disposit. entre vifs 844.
— Bordeaux. Théâtre 108.
— Bruxelles. Jugem. 611.
— Paris. Louage 382. — Mandat 253 c., 259-20, 294-10 c., 306, 327-30 c.; Obligation 1487 c.; Responsabilité 481 c.
— Circ. Grefte 52.
— Instr. Enreg. 2701.
— Lettre. Office 110.
19 Cass. Action possess. 793. — Cassation 3159 c.; Vérif. d'écrit. 89. — Chose jugée 209. — Privil. et hypoth. 2978-10; Responsabilité 246-20 c. — Responsab. 670-20.
— Bordeaux. Acte de comm. 388; Bourse de comm. 223 c.; Compét. comm. 139 c.; Effets de comm. 933 c.
— Rouen. Ordre 1385 c.
— C. d'ass. de Vaucluse. Parenté 16; Témoin 110-10 c.
— Delib. Enreg. 1465, 2564, 2707.
20 Cass. Acquiescem. 288 c., 739; Cassation 71 c., 328 c.; Tierce-opposit. 148-30. — Cassation 308-100 c.; Servitudes 1138-10. — Cassation 1047 c.; Droit polit. 513 c.; Frais et dép. 62. — Compét. civ. trib. d'arr. 86. — Enreg. 5493. — Octroi 289-10-20.

Avril.

- 20 Douai. Faillite 547.
— Metz. Commune 2429 c.; Privil. et hypoth. 1193.
— Ponts et chaussées. Voirie par eau 165.
21 Ord. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Cassation 1519-40. — Chose jugée 173-10. — Copie de pièces 27 c., 29 c.; Huissier 72; Peine 744-20 c. — Peine 667-10.
— Aix. Contrat de mar. 4133, 4134 c.; Prescript. civ. 747-20 c.
— Bordeaux. Vente 972. — Vente 974 c.; Vente publ. d'immeubles 2163 c.
— Nîmes. Avocat 503. — Chasse 338 c., 345.
— Paris. Appel civil 365 c.; Compétence civ. trib. d'arr. 278 c.; Discip. 67-10, 285 c. — Obligation 2938-10.
— Trib. civ. de Pau. Vente publique d'imm. 194-10 c., 20.
— Cons. d'Etat. Commune 2263. — Compét. admin. 44-60. — Cons. d'Etat 84-10. — Conseil d'Etat 196-30, 209; Trésor public 426-90. — Impôts dir. 194-10. — Pension 201. — Théâtre 120, 166 c.
22 C. des pairs. Compét. crim. 196.
— Cass. Instr. crim. 517, 518 c., 1348, 3681-10, 3768 c.
— Colmar. Obligation 2917.
— Paris. Hospices 128.
— Delib. Enreg. 4083, 5979.
23 Loi. Imp. indir. 102, 164, 318, 351, 365, p. 426, 699.
— Cass. Forêts 128 c., 1291. — Voiture 449-20.
— Amiens. Préemption 58.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 419, 423-30 c.
— Paris. Effets de commerce 322; Prescript. civ. 698 c. — Ordre 439 c. — Privilèges et hypoth. 2288-30.
— Cons. d'Etat. Commune 1900, 2594. — Dom. de la cour. 92. — Eaux 439-50. — Impôts dir. 53, 103-20, 175, 231-10, 439-10, 475-20, 476-30. — Marché de fourn. 48-40. — Organ. admin. 759-10. — Sel 78. — Vente admin. 114-30. — Voirie p. terre 136, 1176-20.
24 Cons. d'Etat. Théâtre 120.
25 Cass. Commune 1963, 2151 c.
— Douai. Faillite 1037; Privil. et hypoth. 379-50 c.
— Lyon. Privil. et hypoth. 200-20.
— Rennes. Responsab. 101-20.
26 Loi. Droit civil 876, 379.
— Cass. Disposit. entre vifs 4480-20 c.; Enreg. 237-20 c., 3190, 3936 c., 5586 c. — Enreg. 1900, 1905 c. — Société 479 c., 905.
— Bordeaux. Faillite 685 c., 687.
— Paris. Mariage 149, 166-10, 172-10, 182-20, 186, 187, 188. — Obligation 5045 c.
— Ponts et chaussées. Voirie par terre 155.
27 Cass. Cassation 1635; Minorité 661-40; Success. 1624-20 c. — Expert. 277-30.
— Metz. Forêts 344, 630. — Procès-verbal 635.
— Paris. Faillite 1048.
— Rennes. Organ. judic. 402.
— Rouen. Eaux 551-30.
28 Cass. Cassation 1427 c., 1447; Droit civil 86-20; Loi 418-30 c., 423-30 c. — Cassation 2090 c.; Instr. crim. 2447-40, 3239-30 c. — Evasion 16; Procès-verb. 264 c. — Garde nat. 429; Presse-outr. 750 c. — Instr. crim. 737. — Peine 450. — V. 29 avril.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 2188.
— Douai. Vagabond. 123-10 c., 20.
— Nîmes. Avocat 503.
— Paris. Commission. 83 c.; Mandat 302. — Contr. p. corps 985.
— Toulouse. Privilèges et hypoth. 1619-50.

Avril.

- 29 Ord. Organ. col., p. 1099; Org. marit., p. 1688.
— Cass. Contr. p. corps 678. — Instr. crim. 2329-10; Témoin 652-30. — Règlement de juges 166-20.
— Dijon. Acquiescem. 731.
— Limoges. Prescript. civ. 536.
— Paris. Obligation 3164-10 c.
30 Cass. Forêts 1510, 1534 c.
— Amiens. Séparat. de corps 91-30.
— Bruxelles. Commune 2747, 2770 c.
— Toulouse. Caution. 181 c., 185 c.; Privilèges et hypoth. 1932, 1940-40 c.
— Trib. de Besançon. Forêts 1608.
— Cons. d'Etat. Trés. publ. 902-30.
Mai.
1 Cass. Cassation 1417 c.; Chose jugée 215-200. — Effets de comm. 198.
— Paris. Instr. crim. 297 c.; Mise en jugement 57-70.
— Pau. Frais et dépens 127-80.
— Toulouse. Propriété 488-20.
— Trib. de Laval. Enreg. 4939.
2 Cass. Disposit. entre vifs 3121; Responsabilité 112-40.
— Bordeaux. Commune 943-40.
— Limoges. Culte 481-20.
— Décis. Cautionnem. de fonctionn. 30 c.
— Delib. ch. not. de Nancy. Notaire 782-10.
3 Cass. Action 93 c.; Droit marit. 2196; Jugem. 164 c.; Prescript. civ. 277 c., 278-20 c. — Commune 1791, 2151; Jugem. 18, 35 c., 1010-70, 1048-30. — Dom. publ. 31 c.; Eaux 36 c.; Propriété 105. — Procès-verbal 105, 114 c. — Procès-verbal 359-30.
— Agen. Interdict. 262.
— Aix. Droit marit. 2169.
— Bastia. Absent 689; Contrat de mar. 503, 4164 c., 4173-20 c.; Loi 235 c.
— Bruxelles. Faillite 267-10.
— Caen. Success. 1120.
— Douai. Commune 1625.
— Décis. Mines 751.
4 Cass. Chasse 233. — Faux 430. — Garde nation. 450. — Loterie 19. — Paternité 439. — Vente 2039 c., 2061.
— Bastia. Faux incid. 291; Mise en jugement 251 c.
— Caen. Obligation 2492 c.; Rentes constit. 113 c., 219; Saisie-arrest 449 c.
— Douai. Absent 275; Droit civil 474-20.
— Pau. Jugem. d'av. dire droit 8; Vente 1777-30.
— Delib. Enreg. 4082, 5279.
5 Ord. Banque 165.
— Cass. Faux 389; Garde nation. 316 c. — Impôts indir. 61, 291 c.
— Bordeaux. Acquiescem. 62, 847 c.; Jugem. par défaut 80 c.; Obligation. 1117-20 c., 1576 c., 1581, 4723-30 c.; Vente publique d'immeubles 1216-40, 1468-40 c., 50 c.
— Poitiers. Contrat de mar. 132 c., 2615.
— Cons. d'Etat. Commune 2366-10. — Compét. administr. 56 c. — Compét. administr. 242, 338 c., 339 c.; Cons. d'Etat 72-30; Dom. de l'Etat 265-30, 269 c. — Compét. administr. 432 c.; Voirie par terre 1911-60. — Cons. d'Etat 83-10; Disposit. entre vifs 431-30. — Cons. d'Etat 303. — Eaux 119, 141-40, 151, 631 c.; Voirie par eau 107. — Forêts 1558. — Impôts directs 186, 252, 331, 473. — Marché de fourn. 56-40. — Octroi 104. — Organ. administr. 1025; Tierce-opposit. 364. — Patente 75. — Trav. publ. 696. — Vente 165-30, 338, 348-10. — Voirie par terre 961-10-20, 964, 990, 1014-10, 2386.

Mai.

- 7 Loi. Dom. de l'Etat 144.
— Cass. Contr. de mar. 265 c.; Mariage 90-30-50 c.; Obligation 419-10 c., 4947 c., 4949 c.
— Bastia. Octroi 329.
— Bordeaux. Contrat de mar. 1116, 2191 c.; Loi 377 c.; Privil. et hypoth. 1641-60.
— Colmar. Expert. 40-20 c.; Vente publ. d'imm. 2235 c., 2254.
— Paris. Dom. engagés 17 a., 70.
8 Ord. Dom. de l'Etat 49; Exm. nér. 10.
9 Cass. Accessoire 40 c.; Action possess. 230 c.; Prescript. civ. 329 c.; Propriété 400. — Action 90 c.; Obligation 2760-10 c.; Privilèges et hypoth. 1784 c., 1843.
— Angers. Cassation 128.
— Douai. Disposit. entre vifs 467. — Success. 350.
— Paris. Garde nat. 431-30.
— Trib. de St-Yrieix. Enreg. 2114.
10 Cass. Cassation 690; Prescript. civ. 91, 997. — Distrib. p. contr. 142 c. — Enreg. 142 c.; Exploit 653-60, 657-10 c.; Ordre 662-10 c., 678 c.
— Bruxelles. Effets de comm. 336.
— Caen. Faillite 206-70, 1363-50.
— Douai. Compte cour. 28; Faillite 1195 c.
11 Cass. Commune 2697. — Marché de fourn. 134-110; Travaux publ. 1129 c. — Prescript. civ. 509; Usage 142 c., 162. — Usage 211-40.
— Dijon. Forêts 1279.
— Douai. Compét. comm. 114.
— Paris. Société 226-10, 928 c.
— Trib. de Roanne. Enreg. 3391.
— Trib. de la Seine. Enreg. 5874.
— Delib. Enreg. 3215, 5444.
12 Ord. Organ. marit., p. 1688; Se-lubrité publ., p. 673.
13 Loi. Instr. crim. 3011, p. 241; Lois codif. 11.
— Cass. Appel crim. 312; Jugem. 732-70 c. — Minist. publ. 207. — Témoin 613-10.
— Douai. Conciliat. 292; Mandat 133 c.; Obligation 5124-20 c., 5123-20 c.
— Nancy. Except. 410-30.
— Paris. Affiche 3; Presse-outrage 127 c. — Mise en jugement 207-30.
— Toulouse. Notaire 756-30.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 160-20 c.; Eaux 131-30, 141-30 c.; Voirie par eau 56 c., 108 c.; Voirie p. terre 580. — Emigré 414-30-70. — Guerre 2. — Travaux publ. 596. — Voirie par terre 1146-20.
— Décis. Enreg. 252, 2875.
14 Cass. Chasse 95, 101 c. — Contr. par corps 681 c., 698. — Faux 478. — Garde nat. 50-40.
— Paris. Référé 84.
— Toulouse. Contrat de mar. 4264.
15 Bruxelles. Faillite 1576.
— Décis. Notaire 29.
16 Cass. Cassation 1718-40 c.; Chose jugée 14 c., 123; Exploit 636-20; Jugement 1030-40; Mandat 335.
— Paris. Servitudes 522.
— Delib. Enreg. 2564.
17 Cass. Accessoire 43 c.; Cassation 2206 c.; Chose jugée 63-30; Commune 731; Règlement. admin. 95 c. — Arbitrage 448, 562 c., 1181 c.
— Agen. Huissier 25 c.; Notaire 252; Obligation. 2123 c.
— Amiens. Arbitr. 829.
— Orléans. V. 31 mai.
— Paris. Prêt à intérêts 168.
— Delib. Enreg. 812 c., 2754.
18 Ord. Trait. internat., p. 323.
— Cass. Transaction 95-10.
— Colmar. Vol 219.
— Douai. Privil. et hypoth. 1917-10, 2131. — Servitudes 994.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3290.
— Décis. Douanes 161.

Mai.

- 19 Cass. Acquissem. 767. — Commune 750; Octroi 50 c., 171 c., 299-30 c. — Faux 399-30. — Garde nat. 405-60, 567-30. — Agen. Privil. et hypoth. 2471 c., 2722-30, 2998 c.
- Grenoble. Forêts 939, 1721.
- Poitiers. Jugement 9-50 c.
- Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 754.
- Décis. Notaire 108, 174.
- Règlement. Vol 574-30, 575 c.
- 20 Loi. Concession admin. 73, 77; Dom. de l'Etat 144, 182, p. 99; Forêts 126; Org. admin. 318, 319; Serment, p. 8; Voirie p. terre 98, p. 201.
- Cass. Associat. illicites 34 c., 51, 54 c., 64 c.; Culte 83 c., 84 c., 85 c.
- C. C. de Belgique. Chasse 465.
- Bourbon. Obligat. 2150.
- Bourges. Prescript. civ. 331 c.
- Colmar. Obligat. 999-30.
- Paris. Notaire 471, 511-50 c.; Ordre 507-10 c., 20 c., 1118-40 c. — Servitudes 776-30.
- Trib. d'Alger. Organ. de l'Algérie 598.
- 21 Convention. V. 20 août 1836.
- Loi. Commune 157; Forêts 118; Loterie, p. 260; Mines 389 c., 608, 680, 751; Organ. admin. 260, 406-20, 689; Organ. colon. 135-40; Voirie par terre, p. 301.
- Ord. Organ. milit. 186, p. 1898; Traite internat., p. 529.
- Cass. Avoué 137 c.; Presse-outrage 1210 c., 1223, 1340 c., 1348-10, 1451-10. — Commune 914. — Forêts 1323. — Organ. de l'Algérie 816. — Postes 118, 123. — Quest. préjud. 189.
- Trib. d'Agén. Enreg. 3812.
- Cons. d'Etat. Marais 41.
- Decis. Enreg. 5235.
- 22 Ord. Octroi, p. 18.
- Delib. Enreg. 6001.
- 23 Agen. Loi 474-10 c.; Office 113-10 c.; Serment 45.
- Bruxelles. Désistement 46-10.
- Caen. Success. 1130-30.
- Rennes. Arbitr. 831.
- 24 Loi. Dom. de l'Etat 74.
- Cass. Disposit. entre vifs et testamentaires 1824 c., 1867-30; Expert. 47-30 c. — Pérempt. 209-30.
- Caen. Responsabilité 315-10 c., 403-40.
- Paris. Instr. crimin. 506.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 223-40; Interdiction 114-10; Minist. publ. 28 c. — Organ. judic. 185-20.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 209. — Pension 190. — Tres. publ. 473-30. — Voirie par terre 1769-30.
- 25 Loi. Trésor publ., p. 1151; Voirie par terre, p. 206.
- Cass. Chose jugée 37; Ordre 1123 c. — Enreg. 2453. — Expert. 32.
- C. C. de Belgique. Péremption 42-30, 59-10 c.
- Agen. Exploit. 650.
- Lyon. Presse-outrage 1221-10.
- Circ. Douanes 931.
- 26 Cass. Chasse 463 c.; Responsabilité 519-30. — Contrat de mariage 3455; Privil. et hypoth. 954 c., 2201. — Contrat de mariage 3514. — Contravention 240-20. — Deg. de jurid. 68. — Fonctionnaire publ. 88 c.; Impôts indir. 426 c.; Poids et mesures 68. — Postes 130 c., 121-10; Procès-verbal 794 c. — V. 25 mai.
- Nîmes. Appel criminel 206 c.; Avocat 503; Jugem. 25-20 c. — Forêts 1940.
- 27 Convention. V. 20 août, 16 septembre 1836.
- Ord. Paternité 660.
- Orléans. Deg. de jurid. 129-10, 453-30; Privil. et hypoth. 2814-10 c. — Success. 549, 567 c.

Mai.

- 27 Trib. d'Angers. Enreg. 3916.
- Trib. de Châteaudun. Enreg. 2651.
- Delib. Enreg. 493.
- 28 Loi. Consul, p. 270; Echelles du Levant 2, 10, 13; Trésor publ., p. 1151.
- Cass. Chasse 95, 101 c.; Chose jugée 48-50 c., 436 c.; Jugem. d'av. dire droit 92-70. — Commune 681-30 c., 730. — Postes 73. — Propriété littér. 138-10, 142 c., 426 c.
- Dijon. Commune 1468.
- Trib. de Bastia. Obligat. 459 c.
- 30 Cass. Chose jugée 34-30 c.; Disposit. entre vifs 1102; Expert. 301-10 c.; Success. 1815. — Obligat. 321. — Séparat. de corps 372.
- Rouen. Compét. admin. 148; Pêche fluv. 67-20 c.
- 31 Cass. Dom. de l'Etat 363 c.; Dom. engag. 113-10 c.; Exploit. 31-70 c.; Prescript. civ. 487-10. — Enreg. 142, 5432 c.; Loi 323 c. — Enreg. 4880, 5432 c. — Instr. civ. 12 c. — Nantissem. 80, 82 c., 181-30; Obligat. 5055-50 c.
- C. C. de Belgique. Mines 329-10, 600.
- Orléans. Faillite 708.
- Toulouse. Organ. judic. 163.
- Delib. Enreg. 5592.

Juin.

- 1 Cass. Cassation 1640-70 c., 1718-130 c.; Faillite 319 c.; Société 1608-30. — Dom. nat. 32 c.; Usage 247. — Jugement 1000-70 c.; Obligat. 3968; Success. 999 c. — Ministère public 72.
- Agen. Pérempt. 129-50.
- Angers. Servitudes 590.
- Paris. Contrat de mariage 1270; Disposit. entre vifs 4364 c.
- Cons. d'Etat. Domaines engagés 76-30. — Impôts dir. 107, 191, 213-10, 621-30. — Nom 81-20. — Trav. publ. 508-20, 692, 696, 753, 936, 940-10 c., 941 c., 943 c. — Voirie par terre 627-10, 1097-40, 1102.
- 2 Cass. Commune 1787; Loi 192-40 c.; Octroi 178. — Compét. criminel. 105; Règlement de juges 166-40. — Forêts 1671; Loi 339-40 c. — Garde nat. 486-30, 489-30. — Mandat 93 c.; Privil. et hypoth. 1223-30 c.; Société 1038 c., 1038. — Presse-outrage 561. — Question préjudic. 132-20.
- Gand. Droit marit. 2262, 2263 c., 2264 c., 2270 c.
- Grenoble. Forêts 560.
- Delib. Enreg. 909.
- 3 Cass. Défense 30, 92 c.; Vagabondage 123-20. — Poids et mesures 109-10. — Presse-outr. 169-10.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 1423. — Frais et dép. 334 c.; Huissier 44 c., 63.
- Paris. Action poss. 334 c.; Servitudes 476-70 c., 781-60. — Trésor public 1196 c.; Vente 1808.
- Trib. de Corbeil. Enreg. 459.
- Trib. de Redon. Enreg. 4205.
- 4 Loi. Impôts indir. 631.
- Cass. Cassation 855 c., 1188. — Garde nat. 142 c., 423-30. — Jugement. 109-30. — Paine 140-20.
- Grenoble. Minorité 175-60 c., 287-20 c.; Obligat. 4482 c.; Success. 778. — 784, 1765.
- Liège. Faillite 238-20.
- Paris. Forêts 1224.
- Decis. Douanes 66.
- 6 Cass. Faillite 1352.
- Besançon. Douanes 828.
- Montpellier. Forêts 594, 1281.
- Rouen. Eaux 573-50.
- Trib. de Montargis. Enregistra. 6228.

Juin.

- 7 C. des pairs. Compét. crim. 732.
- Cass. Action poss. 483; Servitudes 897-10 c. — Action poss. 602; Compét. admin. 103-140 c., 183-30 c.; Dom. publ. 78 c.; Eaux 541-20 c. — Cassation 1586 c.; Contrat de mar. 2329-30 c., 3466-30, 3785 c.; Jugem. 166-60 c.; Obligat. 1417-10 c. — Cassation 1603-40 c.; Obligat. 1116-10 c.; Vente 184-10. — Louage 248. — Obligat. 1248.
- Amiens. Jugem. p. déf. 426-40.
- Bordeaux. Bourse de comm. 522 c.; Droit marit. 1440, 1445 c. — Jugement 598-40; Mandat 18-20; Société 111 c.
- Trib. de Nîmes. Enreg. 1449.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 91; Frais et dép. 1203-30; Jugem. 929-10; Octroi 335-30 c. — Cons. d'Etat 193; Pension 193 c. — Cons. d'Etat 303. — Expert. 365 c.; Patente 370-20. — Frais et dép. 1203-50; Patente 257, 258; Société 233-40. — Halles 32; Marché de fourn. 111-10. — Jugem. p. déf. 499; Trav. publ. 801-10, 813. — Organ. admin. 907, 950-40. — Patente 26, 102, 186, 279-10, 376. — Trav. publ. 433-40, 491-20, 591, 628. — Voirie par terre 408-20.
- 8 Cass. Douanes 251. — Jugement 163-20 c.; Jugem. p. déf. 361; Saisie-arrest 103 c. — Organ. judic. 361-20-50. — Servitudes 835-20.
- Agen. Absent 465. — Saisie-brand. 30.
- Bordeaux. Substit. 201.
- Caen. Arbitrage 167 c.; Société 1606-80.
- Paris. Distrib. par contrib. 29; Notaire 608 c.; Office 318-10 c., 350; Privil. et hypoth. 338-30 c., 340 c., 346-30 c.
- Trib. de Vouziers. Enreg. 2691.
- Circ. Faillite 377.
- 9 Loi. Trésor public 516, 609, 626 c., 634 c., 636 c., p. 1151.
- Cass. Contrat de mar. 1549 c., 2594-10-20, 2708 c. — Médecine 68.
- Paris. Bourse de commerce 297, 304 c.; Dépôt 11-20. — Contr. p. corps 675 c., 680, 682 c. — Success. 1073-10. — Tres. publ. 1377-10-20 c., 1389-30 c., 1397-30 c., 1401, 1423, 1426 c. — Rouen. Culte 542-20 c.
- Toulouse. Forêts 1064.
- 10 Cass. Acquissem. 911; Appel crim. 161 c.; Boucher 62, 82 c. — Forêts 405 c.; Minist. publ. 273-20; Témoin 368-10 c., 370-20. — Presse-outr. 957.
- Gand. Contr. p. corps 949.
- Paris. Conciliat. 141.
- Trib. de la Seine. Louage 287-30.
- Instr. Enreg. 6077.
- 11 Cass. Cassation 628-60, 2253-50; Compét. criminel. 368-40. — Garde nat. 432-20, 671-10. — Impôts indir. 290-10 c., 319. — Responsabilité 695-10.
- Paris. Distrib. par contrib. 41.
- Rennes. Privil. et hypothèques 1740-30.
- Toulouse. Dispositions entre vifs 4619-10.
- Trib. de Sarreguemines. Enreg. 365.
- Delib. Enreg. 2114.
- 13 Arrêté. Douanes 532.
- Paris. Contrat de mar. 1961; Mariage 608-20 c.; Prescript. civ. 623-10 c. — Mariage 402, 556-70 c.
- 14 Cass. Cassation 1863-80; Douanes 915-10. — Forêts 1023. — Jugement 273-70 c., 965-90. — Jugement 1013-30 c.; Vente publ. d'immeubles 608. — Organ. judic. 297. — Séparat. de corps 79-10-20. — V. 14 juin 1837.
- Paris. Substit. 326 c., 370 c.
- Rouen. Disposit. entre vifs 4486.

Juin.

- 14 Cons. d'Etat. Commune 851 c.; Compét. admin. 508 c.; Voirie par terre 2106 c., 2113 c., 2115 c., 2203-20, 2205 c. — Commune 2234-20 c., 2345-60. — Emigré 253. — Impôts directs 621-30. — Trav. publ. 417-60. — Delib. Enreg. 5583-10.
- 15 Cass. Cassation 703. — Cassation 1689 c.; Demande nov. 160-20 c.; Enquête 39 c.; Séparat. de corps 206, 212-40 c., 305-10 c. — Jugement 1007-80. — Usage 202.
- Paris. Privil. et hypoth. 2295.
- Toulouse. Compét. comm. 254 c.; Faillite 376-20. — Péremption 192.
- Trib. de Péronne. Enreg. 1118.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1387, 1389 c.
- Circ. Hospices 369.
- Instr. Commune 483.
- Lettre. Commune 390.
- 16 Ord. Pêche marit. 39.
- Cass. Cassation 3156 c., 2232; Prescript. criminel. 155; Voirie par terre 2407 c. — Discipline 89 c.; Notaire 732. — Enquête 52-20. — Instr. criminel. 1955, 2258-30, 2391-10, 3479-30.
- C. C. de Belgique. Droit civ. 127-10.
- Aix. Paternité 632-10-30.
- Angers. Disposit. entre vifs 2909.
- Limoges. Mandat 75.
- Rouen. Prescript. civ. 508.
- C. d'ass. de la Seine. Instr. crim. 2018-30.
- Decis. Douanes 165-20.
- 17 Ord. Banque 165; Traité intern., p. 529.
- Cass. Défense 122 c.; Garde nat. 566-40. — Jugement 1061-50. — Procès-verb. 40, 42-20, 515.
- Caen. Normandie 62.
- Douai. Faux 106; Forfait. 93-20 c.
- Grenoble. Cassation 1991; Emigré 376.
- Metz. Forêts 1466 c.
- Paris. Arbitr. 1081, 1113 c. — Privil. et hypoth. 380.
- Cons. d'Etat. Org. admin. 892-30.
- Decis. Douanes 190, 191, 212.
- 18 Cass. Abreuvier 23 c.; Commune 1000, 1332 c.
- Bruxelles. Commune 3667, 2731 c., 2735 c., 2737 c., 2755 c. — Enquête 397-10, 432-30 c.
- Lyon. Intervent. 75-20.
- Paris. Contr. par corps 1082. — Servitudes 473.
- Pau. Contrat de mar. 267, 270 c.
- 20 Cass. Enreg. 3848 c.
- Gand. Obligat. 4136-20.
- Paris. Responsab. 544-10, 545 c.; Voirie 153 c.
- Avis Cons. d'Etat. Commune 1083. — Halles 34.
- 21 Loi. Gendarme, p. 494; Organ. marit. 184, 202, 567, p. 1682; Serment, p. 8.
- Cass. Cassation 1854 c.; Obligat. 3134 c.; Voirie par terre 1331 c., 1342 c., 1345 c., 1346 c., 1348 c., 1356-30 c.
- Limoges. Disposit. entre vifs 4578.
- Lyon. Péremption 116, 212 c.
- Nîmes. Contrat de mar. 3472.
- Paris. Bourse de comm. 309, 318 c.; Tres. publ. 1424 c.
- Riom. Servitudes 327-20.
- Circ. Douanes 532.
- Decis. Cautionnem. de fonctionn. 36.
- Delib. Enreg. 5583.
- 22 Cass. Action poss. 341; Compétence 43 c.; Compét. admin. 305 c.; Dom. de l'Etat 115 c. — Cassation 789. — Cassation 1302 c.; Contrat de mar. 3552 c., 3553, 3554-10 c.; Jugement 960-20. — Cassation 1673-100 c.; Mandat 13-30, 20-30 c.; Responsab. 375-50 c. — Chose jugée 50-50; Jugem. 568-30; Jugem. d'av. dire droit 25-10 c., 66-40; Renvoi 189-20 c. — Contrat de mar. 3552 c., 3553, 3554-20 c.

Juin.

- 22 C. C. de Belgique. Cassation 918-110 c. — Bordeaux. Dispositions entre vifs 700, 703 c., 1382 c. — Privil. et hypoth. 2166 c., 2168-30.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 51 c., 442 c. — Droit civil 177. — Ordres civil et milit. 195. — Eaux 457-59, 478. — Force publique 20 c., 28 c.; Octroi 25-20 c., 88-30 c., 339 c., 331. — Marché de fourn. 50-70. — Organ. admin. 956-30, 1002. — Patente 246-80, 413-10. — Vente administr. 113, 338, 318-10. — Voirie par terre 1176-30.
- Instr. Privil. et hypoth. 1374.
- 23 Ord. Commune 18; Organ. intern. publ., p. 1360.
- Cass. Delit polit. 15-20. — Faux 428. — Instr. publ. 3153.
- Bordeaux. Bornage 23; Usufruit 602 c.
- Grenoble. Privil. et hypoth. 211 c., 2722-30, 2978-20 c.
- Paris. Droit civil 314 c., 314; Séparat. de corps 93 c. — Paternité 5-40.
- Poitiers. Action poss. 833 c. — Servitudes 581-20.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1589.
- Circ. Forêts 163.
- Decis. Douanes 344-40.
- 24 Cass. Défense 122 c.; Garde nation. 400-20, 404 c., 408 c. — Demande nov. 279-10 c.; Forêts 516 c.; Instr. criminel. 979-10, 927-10 c. — Impôts indir. 515; Octroi 195 c. — Juge 1790-10, 793-20; Vol 66 c., 140-10.
- C. C. de Belgique. Péremption 209-20.
- Bordeaux. Ordre 1340-10 c.; Privil. et hypoth. 877-10, 2376 c.; Success. 1476.
- Paris. Saisie-arrest 447-20.
- Circ. Compét. administr. 430 c.
- Industrie 100 c.; Mines 289.
- Instr. Commune 2364 c., 2476 c.; Enreg. 3237, 3309, 5326; Forêts 1797.
- 25 Cass. Commune 712 c., 811. — Règlement. administr. 153 c. — Voirie par terre 2296-20 c., 2353, 2355 c.
- Metz. Travaux publ. 1141.
- Paris. Effets de comm. 374 c.; Obligat. 2474; Privil. et hypoth. 1328-10.
- Pau. Effets de comm. 374-30.
- Decis. Douanes 433.
- Instr. Enreg. 3866.
- 26 Ord. Traite internat., p. 529.
- Nîmes. Vente, V. 29 juin.
- 27 Colmar. Presse-outr. 1202-30.
- Nancy. Faillite 1317-50, 1529-20.
- Instr. Enreg. 909, 1506, 1908 c.
- 28 Arrêté. Organ. instr. publ. 377.
- Cass. Mandat 92. — Rentes ci-jointes 169-10, 170-30 c. — Success. 1888 c., 1891, 1892 c., 1897 c.
- Bordeaux. Société 213. — Vente publ. d'immeubles 500, 553 c., 2024-20.
- Paris. Organ. milit. 837-40.
- Rouen. Servitudes 168.
- Delib. Enreg. 793.
- 29 Cass. Cassation 1414, 1658-50 c.; Droit marit. 1917 c., 2017 c. — Cassation 1673-70 c.; Maria e 34, 425 c. — Secours publics 62.
- Bruxelles. Appel civ. 605 c.
- Grenoble. Postes 113, 118.
- Metz. Forêts 181.
- Nîmes. Vente 2024 c., 2031.
- Toulouse. Dispositions entre vifs 1718-50, 1780 c.; Privil. et hypoth. 2078-20, 2077.
- Decis. Enreg. 3339, 3081.
- 30 Cass. Commune 848; Servitudes 395 c. — Contrainte par corps 678. — Défense 20 c., 92 c.; Garde nation. 598-30, 671-30. — Duel 105; Responsabilité 103 c. — Garde nation. 415-40, 597, 671-90. — Industrie 134-20.

Juin.

- 30 Bordeaux. Conciliat. 271, 282 c.; Désistement. 184 c. — Li. s'ier 25 c.; Notaire 282; Obligation 1128 c.
- Limoges. Appel civ. 895 c., 898.
- Paris. Propriété littér. 129-10.
- Poitiers. Dispositions entre vifs 2843.

Juillet.

- 1 Cass. Ombres 55-20 c., 65. — Presse-outr. 170-10. — Quest. préjud. 154-10.
- Lyon. Acte de comm. 185; Quest. préjud. 198-40 c.; Voirie par chemin de fer 90, 119 c., 492 c.
- Décis. Douanes 131.
- 2 Loi. Douanes. p. 607; Organ. marit. p. 1688.
- Arrêté royal. Mines 416-50.
- Besançon. Faillite 798-60.
- Metz. Obligat. 3400.
- Paris. Commune 1531; Dom. de l'Etat 347-20 c., 353 c.; Usage 142 c., 248-20, 280-10 c.
- Louage 323-10; Ordre 517-10, 739; Privil. et hypoth. 1350, 2116-30 c.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 37-20 c.; Trait. d'Internat. 325.
- Concess. administr. 19, 26 c.; Travaux publ. 1125 c.; Voirie par eau 516-10. — Conflit 78, 96-30 c. — Cons. d'Etat 303. — Disposit. entre vifs 325-30; Jugem. 904-40; Loi 1. — Eaux 424. — Impôts dir. 186, 206, 464-10. — Industrie 100 c. — Manufact. 49, 157-10 c. — Patente 29-60, 103-40. — Place de guerre 33.
- 4 Cass. Disposit. entre vifs 112-20 c.; Jugem. 125; Nom 34-20-30; Obligat. 1255 c.
- Agen. Usufruit 291, 296 c.
- Amiens. Industrie 424-10.
- Montpellier. Forêts 490.
- Paris. Minorité 624.
- Trib. d'Alger. Organ. de l'Algérie 777-30.
- 5 Loi. Douanes. p. 608; Organ. administr. 118-100; Organ. marit. 485, 578, p. 1688.
- Cass. Cassation 644-10 c., 816; Discip. 290 c. — Cassation 1596 c.; Commune 2421; Obligat. 4536-20 c.; Propriété 151; Servitudes 70 c., 73; Voirie par terre 122 c., 1534-10. — Cassation 1724-90 c.; Louage 547; Marché de fourn. 88-90. — Effets de comm. 123, 838 c. — Exprop. publ. 226.
- Bordeaux. Mariage 608-40.
- Metz. Place de guerre 14 c., 15 c., 19, 20 c., 146 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 780; Trés. publ. 583-30.
- Delib. Enreg. 4210; Succession 508.
- 6 Cass. Acquisitions. 436; Contrat de mar. 2301; Disposit. entre vifs 2375 c.; Obligat. 3496-10 c., 4495-60 c.; Success. 1622-50 c. — Acte de comm. 179 c., 312 c., 379; Cassation 1673-80 c. — Cassation 1092 c., 1629-80 c.; Transaction 134-10. — Intervention 45; Paternité 119 c., 351 c.
- Décis. Douanes 57.
- 7 Cass. Action possess. 740, 807; Degré de juridict. 532-40 c. — Commune 927-20. — Forêts 848. — Serment 55.
- Agen. Prescript. civ. 860, 968 c.
- Paris. Société 726 c.; Success. 1870; Vente 3050-50 c. — Trés. publ. 1166.
- 8 Cass. Contr. p. corps 669. — Instr. crim. 1823-40, 3015-10, 3157-20, 3199-30, 3384-10 c., 3386-90. — Peine 285-10. — Vol 567.
- Grenoble. Faux 283. — Org. milit. 348 c., 360-20 c.
- Paris. Domicile élu 19-30 c., 44-10. — Loi 497-10 c. — Mariage 703; Saisie-ar. 184 c.

Juillet.

- 8 Trib. de Paris. Arbitr. 750.
- Circ. Hospices 104; Trésor publ. 1180.
- 9 Loi. Cautienn. de fonctionn. 23; Org. colon. 89; Pêche marit. 10, 30; Trésor publ. 516, 609, 626 s., 634 s., p. 1151; Voirie par eau 407, 730, p. 731; Voirie par terre, p. 206.
- C. des pairs. Compét. crim. 733.
- Cass. Défense 108 c.; Forêts 543 c.; Instr. crim. 1018-10. — Jugement 1083-70.
- Bourges. Vente 2050-30.
- Bruxelles. Contr. par corps 950.
- Paris. Presse-outr. 338 c. — Voirie p. terre 2203-40.
- 10 Paris. Instr. crim. 606-20.
- Trib. de la Seine. Portier 5-30.
- 11 Cass. Enreg. 2264.
- Bruxelles. Acquissement. 624.
- Paris. Action 224 c.; Bourse de commerce 209 c., 213, 293 c.; Cautienn. de fonctionn. 106 c., 123 c.; Distrib. par contrib. 19 c., 165 c.; Ordre 975-30; Société 165-30 c., 178-10. — Cautienn. 321, 341 c. — Instr. crim. 104-20; Presse-outr. 1128.
- Tribunal de Chateauroux. Enreg. 4802.
- Circ. Organ. milit. 235, 261.
- 12 Ord. Commune 157; Org. Instr. publ., p. 1360.
- Cass. Action 206 c.; Cassation 351; Vente publ. de marchand. neufs 28-30, 29-10, 112. — Commune 904. — Compétence admin. 75-20. Instr. crim. 403 c.; Minist. publ. 24 c. — Discip. 180-40. — Enreg. 2341; Obligat. 5113-40 c.; Vente 527 c. — Enreg. 4020. — Prescript. civ. 1082, 1096-10 c. — Privil. et hypoth. 1527-20.
- Agen. Culte 671-20, 672 c., 673 c.; Success. 328.
- Rouen. Commune 2322.
- Cons. d'Etat. Compétence admin. 339 c.; Désistement. 210; Dom. de l'Etat 185 c., 187, 193 c., 280; Frais et dép. 1203. — Marais 18. — Mont-de-piété 41. — Organ. admin. 593-70, 595-20. — Trésor public 932.
- Décis. Douanes 629.
- Delib. Enreg. 192, 2354, 5391.
- 13 Cass. Disposit. entre vifs 4646, 4647-10 c. — Enreg. 2004.
- Rouen. Responsab. 389.
- Trib. de Lyon. Enreg. 2604.
- Trib. de Vitry. Enreg. 3473.
- 14 Ord. Armes 29; Consul, p. 274; Douanes, p. 609.
- Cass. Contr. p. corps 667; Faux 428. — Séparat. de corps 207-10 c.
- Bordeaux. Exploit 424-20 c., 431. — Loi 328-10 c.; Privilèges et hypoth. 1516-150; Success. 1416, 1469, 1491 c.
- Colmar. Except. 253 c.; Interdict. 75 c., 76-30 c., 84-30; Minorité 175-60 c., 187 c., 200 c.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 1306 c., 1387 c., 1479 c., 1488 c., 1512 c. — Prescription civ. 333-30 c.
- Nîmes. Abus de conf. 75.
- Paris. Presse-outr. 314 c., 316-10, 319 c., 1042 c.
- Trib. de Clamecy. Obligat. 3740.
- Trib. de Clermont-Ferrand. Enreg. 3817.
- 15 Traité. V. 19 septembre 1836.
- Cass. Arbitr. 106. — Avoué 195 c.; Forêts 203 c., 1683 c.; Garde champét. 38 c.; Serment 88. — Commune 1242-10.
- Crimes c. l. personnes 247-20. — Désistement. 237; Instr. crim. 181-60. — Garde nat. 671-10. — Presse-outr. 736. — Procès-verbal 625, 706 c.
- Caen. Privilèges et hypoth. 180, 2595-10 c.
- Lyon. Mines 77.

Juillet.

- 16 Aix. Impôt 49-10 c.; Théâtre 106.
- Bordeaux. Pérépension 128-30.
- Orléans. Presse-outr. 507.
- Paris. Vente 1452.
- Toulouse. Chose jugée 206-70 c., 244 c.; Obligat. 3931 c. — Disposit. entre vifs 3570-10.
- Trib. de la Seine. Presse-outrage 183.
- Circ. Douanes 250, 251, 645.
- Delib. Enreg. 2356.
- 18 Loi. Alién. 33; Enreg. 39; Imp. direct. p. 271; Jeu 8; Organ. instr. publ., p. 1360; Trésor publ., p. 1151, 1152.
- Cass. Disposit. entre vifs 1297-10 c.; Rente viagère 50, 141 c. — Success. 212-10.
- Paris. Responsab. 544-20. — Vente publ. d'imm. 2138.
- Cons. d'Etat. Tierce-opposit. 270.
- Circ. Douanes 378.
- Décis. Notaire 226; Office 80.
- 19 Ord. Boulanger 92.
- Traité. V. 19 septembre.
- Cass. Compét. admin. 280; Dom. de l'Etat 214-80 c. — Dépôt 12-40; Dispos. entre vifs 1116. — Obligat. 5359.
- Cons. d'Etat. Dom. nation. 33. — Eaux 465-20, 473-140. — Mont-de-piété 41.
- 20 Cass. Action possess. 785. — Disposit. entre vifs 2438, 2444-30-40 c. — Enreg. 5710, 5760. — Organ. judic. 297 c.
- Colmar. Usage 180.
- Dijon. Forêts 615.
- Liège. Exploit 64.
- Lyon. Commerce 28.
- Paris. Faillite 324. — Privil. et hypoth. 1303.
- Trib. d'Alger. Enreg. 3258.
- Cons. d'Etat. Commune 2428. — Compét. administr. 469 c., 470 c. — Cons. d'Etat 100-60; Mines 255-20. — Cons. d'Etat 303. — Cour des comptes 26-30; Trés. publ. 937. — Douanes, p. 609. — Eaux 79-20, 80 c., 528-70 c.; Voirie par eau 203-10, 223-10, 388. — Eaux 233; Trav. publ. 1071. — Eaux 400; Prêt à intérêt, 69-20 c.; Trav. publ. 407, 829, 865, 1121. — Eaux 530-70; Voirie par eau 287, 341 c. — Frais et dépens 1203-70; Travaux publics 706-50, 718-20, 719, 858. — Manufact. 79, 84, 88. — Organ. administr. 611-10, 1002. — Voirie par terre 1760.
- Avis Cons. d'Etat. Halles 40.
- 21 Cass. Enquête 174. — Obligation 5078 c.; Servitudes 476-70, 1250-30 c. — Témoin. faux 62. — Témoin 613-10.
- Bordeaux. Contrat de mar. 4248.
- Cayenne. Compulsatoire 12.
- Grenoble. Demande nouv. 246; Minorité 686-20 c.; Succession 1186-10. — Organ. milit. 462 c.
- Paris. Acte de comm. 43; Obligat. 3911-60 c.
- 22 Cass. Jugem. 748-60. — Organ. milit. 862-10. — Peine 528-10.
- Amiens. Commune 1329.
- Bourges. Attentat aux mœurs 28 c.; Presse-outr. 868. — Forêts 1419.
- Dijon. Compét. civ. trib. de paix 277 c.; Servitudes 593-20; Voirie par terre 668 c.
- Montpellier. Arbitr. 1180; Compét. civ. trib. d'arrond. 26 c., 29 c.
- Trib. de la Seine. Contrat de mar. 1934.
- Instr. Enreg. 3307; Expropriation publ. 357.
- 23 Cass. Attentat aux mœurs 49 c.; Instr. crim. 3244-40, 3357-20. — Témoin. faux 60 c. — Cassation 451. — Décès 3 c.; Faux 437. — Cassation 1478-40 c.; Loi 531-30; Règlem. admin. 150-10 c. — Chose jugée 216-50; Faux 372; Jugem. 1096-40; Prescript. crim. 48. — Commune 1152. — Contrav. 69.

Juillet.

- 23 Cass. Vente de substances falsifiées 112 c., 113 c. — Garde nation. 368-20. — Passeport 4 c.; Vagabondage 72-20. — Postes 74. — Quest. préjudic. 132-20, 161-40.
- Dijon. Disposit. entre vifs 251, 2241-30.
- Montpellier. Contrat de mariage 3870.
- Paris. Effets de comm. 925. — Propriété littér. 293, 416-20. — Société 1576 c.
- Cons. d'Etat. Trav. publ. 610.
- 24 Circ. Douanes 497, 547, 551, 559; Organ. marit. 144.
- 25 Cass. Action possess. 159.
- Paris. Chose jugée 100-20, 341-20 c.
- 26 Cass. Action possess. 384 c.; 759; Eaux minér. 13-20 c.; Servitudes 118 c., 183-20 c. — Contr. par corps 276 c., 503 c.; Jugem. 1000-110; Mandat 224-20 c., 295; Responsabilité 135-30 c. — Saisie-ar. 418 c., 459 c., 460 c., 463 c. — Surenchère 306 c., 318.
- Lyon. Organ. milit. 384.
- Paris. Compét. civ. trib. d'arrond. 45. — V. 20 juillet.
- Trib. de Grenoble. Enreg. 6220.
- Décis. Culte 569.
- Delib. Enreg. 3931, 6024.
- 27 Ord. Halles 28.
- Trib. de Grenoble. Enreg. 5218, 5250.
- 29 C. C. belge. Droit civil 127-10.
- Montpellier. Effets de commerce 320, 324 c.
- 30 Arrêté. Mines 707.
- Cass. Faux 236. — Instr. crim. 1136-10. — Témoin 682-30.
- Limoges. Compét. comm. 154. — Louage 129-30.
- Nancy. Forêts 1649; Usage 84-10 c.
- Avis Cons. d'Etat. Douanes 1846.
- Décis. Propriété littér. 346.
- Lettre. Enreg. 5374.
- 31 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 768.

Août.

- 1 Cass. Crimes contre les personnes 248-10. — Droit civil 594. — Enreg. 238-30 c., 2470 c., 3703, 5712 c., 5713 c.; Dispositions entre vifs 1465 c.
- Besançon. Procès-verbal 71, 92 c.
- Liège. Enquête 523-30.
- Nîmes. Louage 129-30; Obligat. 4663-20 c.
- Riom. Commune 1476, 1480 c., 1489 c., 1491 c., 1574.
- Rouen. Privil. et hypoth. 1287-50.
- Toulouse. Acte de l'état civil 116, 166.
- 2 Ord. Voirie par eau, p. 731.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 537, p. 765.
- Colmar. Action 223 c., 234 c., 290 c.; Cassation 1895-50; Chose jugée 224 c.; Frais et dépens 36 c., 45-130; Obligat. 990-10, 991 c., 5043-100 c.; Commune 663, 684-20 c.; Mise en jugem. 63, 152-30 c., 177-20 c.
- Paris. Disp. entre vifs 2679-30, 3759.
- Trib. de Limoges. Enreg. 3463.
- Trib. de Metz. Obligat. 3991, 3996.
- Trib. de la Seine. Minorité 770-10.
- Cons. d'Etat. Commune 2353. — Compét. admin. 37-10. — Droit marit. 679. — Manufact. 111. — Marché de fourn. 61-10. — Organ. admin. 976-70, 998. — Patente 99. — Responsabilité 143-30. — Voirie par terre 2089-20, 2306-10.
- Décis. Douanes 650.
- Delib. Enreg. 5013, 5015 c.
- 3 Cass. Acquissement. 585 c.; Jugem. 968-50; Obligat. 4775, 5324 c.

Août.

- 3 Cass. Arbitr. 198; Assurances terrestres 303 c. — Cassation 10-40 c.; Servitudes 554, 45 c. — Enreg. 4711, 4765 c.; Expert 315-10 c. — Expert 25-10 c. — Obligat. 3219-20. — Responsabilité 453-20 c.
- Bordeaux. Contrainte par corps 492.
- Caen. Ordre 682-30 c.
- Dijon. Forêts 709 c., 1261.
- Grenoble. Paternité 674.
- Metz. Forêts 594.
- Trib. de Brignolles. Action 21.
- Avis Cons. d'Etat. Cote 49-10, 490-20.
- 4 Ord. Commune 1350; Voye pub. 6-60.
- Arrêté. Enreg. 4997.
- Cass. Abus de confiance 114. — Forêts 514, 722-30 c., 815. — Jeu 12. — Quest. préjudic. 104-50.
- Bordeaux. Obligat. 1371 c., 359-10 c., 3899-10, 4549-10; Vaux 98 c.
- Grenoble. Prescript. civ. 263.
- Décis. Ordre 1236.
- 5 Cass. Commune 1055; Indemnité 117 c.; Peine 357-40 c. — Garde nat. 398-30, 457-30. — Peine 163-90.
- Bordeaux. Dispositions entre vifs 2691.
- Limoges. Dispositions entre vifs 449-30.
- Montpellier. Domicile 21; Faux 838-10.
- Paris. Demande nouvelle 14.
- Trib. d'Angers. Enreg. 254.
- Circ. Alién. 33.
- Delib. Notaire 698-20 c., 701 c., 824.
- 6 Cass. Commune 703; Peine 73-10 c. — Commune 578 c.; Peine 419-30 c. — Compét. crim. 474-70 c.; Instr. crim. 121-20; Minist. publ. 59-20 c. — Contr. trav. 399 c.; Except. 471. — Instr. crim. 385 c.; Peine 357-30 c. — Douanes 6-10 c., 793 c.; Procès-verbal 24-30 c. — Garde nat. 45-20 c., 686-20. — Jugem. 753-50.
- Bordeaux. Louage 332, 334, 352 c.
- Décis. Office 208.
- 7 Ord. Organ. économ., p. 129.
- 8 Ord. Douanes, p. 609.
- Cass. Enreg. 1184 c., 1294, 5211. — Enreg. 2625; Transaction 157 c. — Enreg. 5764 c., 5753 c., 5754 c., 5755 c. — Ordre 10 c.; Privil. et hypoth. 288-30. — Success. 1512.
- Gand. Voirie par chemin de fer 184.
- Paris. Appel civil 376 c. — Faux 857 c.; Servitudes 102-30.
- Rouen. Privil. et hypoth. 126-30.
- 9 Cass. Action possess. 693. — Assurance terrestre 180. — Faux 2212 c., 3943, 5802 c.; J. s. 303-110 c. — Enreg. 2-10 c.; Privil. et hypoth. 297-20 c.; Responsabilité 269-10 c., 474.
- Agen. Contrat de mariage 2161 c.
- Aix. Droit marit. 1734 c., 173.
- Limoges. Pérépension 161-30 c., 167 c., 192 c.
- Orléans. Contrat de mar. littér. Disposit. entre vifs 157-30.
- Paris. Appel civil 376 c. — Chose jugée 173. — Degré de juridict. 410-50. — Refère 31 c. — Vente 1197-20.
- Pau. Servitudes 1178-10.
- Trib. de Limoges. Enreg. 678.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 200-90 c.; Voirie par eau 61-70, 612-60 c. — Conseil d'Etat 363. — Travaux publics 43-20. — Voirie par terre 114. — Vaux par eau 226, 264-30.

Août.

- 9 Décis. Douanes 637.
10 Cass. Enreg. 1516, 1517 c., 1518 c. — Obligat. 61-30.
— Bourges. Notaire 615-20 c.; Scellés 17.
— Bruxelles. Vente 1497-30, 1501-30 c., 1508-10 c.
— Douai. Mise en jugem. 277.
— Lyon. Tierce-opposit. 193 c., 195 c. — Vente publ. d'imm. 669, 670 c.
— Orléans. Discipline 62.
— Trib. de Brignolles. Notaire 61-20.
— Trib. de Fongères. Enregistr. 3758 40.
— Trib. de Sarreguemines. Enreg. 1508.
— Circ. Art de l'état civil 449.
— Instr. Enreg. 890, 4897.
11 Cass. Chasse 359; Instr. crimin. 731-10 c.; Peine 452 c. — Enreg. 1607. — Garde nat. 397-20.
— Poids et mesures 124. — Vagabondage 134.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3607.
— Bourges. Voiture 416-10, 460-20 c.
— Liège. Enquête 372.
— Montpellier. Mariage 90-40.
— Paris. Brevet d'invent. 61, 77 c.
— Poitiers. Vente publ. d'immeubles 1585-20.
— Trib. comm. de Paris. Assurances terrestres 56.
— Trib. de la Seine. Matières d'or et d'arg. 173.
— Décis. Droit marit. 408.
12 Ord. Hospices 495-150; Organ. milit. p. 1896.
— Aix. Arbitr. 1030.
— Gand. Except. 60.
— Grenoble. Obligat. 5403; Travaux publ. 1030 c.
— Nancy. Success. 2258.
— Paris. Dom. engagés 117-40.
— Trib. de Pont-Audemer. Enreg. 5498, 5585.
— Trib. de la Seine. Responsabilité 544-40.
— Décis. Forêts 269.
13 Cass. Douanes 908. — Garde nat. 398-30; Peine 300-30 c. — Voirie p. eau 662-20.
— C. C. belge. Serment 190 c.
— Paris. Chose jugée 597-20; Obligat. 4623-30 c. — Louage 754.
— Rouen. Commissionn. 198.
— Toulouse. Ordre 971.
— Trib. de Corbeil. Régim. admin. 146.
14 Colmar. Eaux 552-10.
— Trib. d'Alger. Contr. p. corps 316.
15 Ord. Sapeurs-pompiers. p. 698.
— Poitiers. Contrat de mar. 1677.
16 Arrêté. Organ. de l'Algérie 380.
— Cass. Enquête 140 c.; Jugement 224-20.
— Agen. Responsabilité 310-30 c., 393-10.
— Bordeaux. Dispos. entre vifs 232.
— Orléans. Presse-out. 1514.
— Paris. Témoign. faux 38-10, 66.
— Rennes. Mariage 91-20.
17 Cass. Action possess. 80, 804 c.; Jugement 980-110 c. — Cautionnem. 334, 344 c. — Compét. civ. trib. de paix 35. — Enreg. 3585, 3596 c. — Impôts indir. 384.
— Amiens. Success. 827.
— Metz. Forêts 344.
— Paris. Compét. civile trib. d'arr. 190; Vente publ. d'imm. 1394 c. — Exploit 624-40. — Jugem. par défaut 367-10.
— Cons. d'Etat. Compétence admin. 219 c.; Voirie par terre 358, 398-10. — Conflit 26-50 c., 103 c., 167-40; Voirie p. eau 122; Voirie p. terre 44 c. — Emligré 209-180. — Garde nat. 324-30. — Impôts dir. 214, 243. — Manufact. 79. — Marché de fourn. 48-70. — Organ. milit. 161-10. — Patente 246-10, 288. — Trav. publ. 408. — Voirie par terre 737-10, 8029-20.

Août.

- 18 Cass. Contr. p. corps 964 c., 965. — Enquête 108, 165. — Expert. 39-30; Obligat. 4619-60 c. — Forêts 1054; Procès-verb. 663 c., 687-20 c. — Peine 470-20; Presse-out. 1330 c. — Voirie p. terre 3300-10.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 435-40.
— Paris. Compét. comm. 235.
— Rennes. Dispos. entre vifs 1870.
— Lettre. Octroi 409.
19 Ord. Organ. milit. p. 1896; Uniforme-costume 18, 28.
— Cass. Commune 1028-10. — Impôts indir. 513; Peine 786 c. — Manuf. 189. — Octroi 248-30. — Procès-verb. 366-30.
— C. C. belge. Jugement 1094-10.
— Bordeaux. Obligations 3111 c., 3113-10.
— Douai. Instr. crim. 969.
— Paris. Agent d'aff. 18 c.
— Circ. Prisons 116.
— Décis. Douanes 175, 317.
— Delib. Notaire 696-20 c., 705, 804 c., 809 c., 812 c., 824.
20 Ord. Traité internat. p. 529, 531.
— Cass. Organ. milit. 845. — Voiture 408-10, 411-30 c.
— Bordeaux. Appel incid. 92. — Faillite 1048.
— Dijon. Servitudes 1174.
— Pau. Vente 833, 1008 c.
— Rouen. Compét. admin. 259.
— Trib. de St-Dié. Enreg. 809, 3706.
— Trib. de la Seine. Contr. p. corps 1061.
22 Cass. Cassation 690; Jugement 984-20. — Cassation 882. — Chose jugée 41-30 c.; Défense 183 c.; Dispositions entre vifs 4169 c., 4387; Jugem. 163-250 c.; Jugem. d'av. dire droit 27-60 c., 66-50 c. — Privil. et hypoth. 502 c., 570.
— Aix. Péremption 122.
— Besançon. Forêts 1881.
— Montpellier. Enquête 189.
— Trib. de Cosne. Enreg. 2678.
— Trib. de N. — Dépôt 11-50 c.
— Circ. Forêts 1007.
— Delib. Notaire 760.
23 Cass. Deg. de jurid. 331; Vente publ. d'immeubles 146 c. — Exception 462; Jugement 954-150 c., 970-20. — Faillite 668 c.; Société 1298 c., 1321 c.; Vente publique d'immeubles 1390, 1423 c. — Faux incident 58-20.
— Bordeaux. Compét. comm. 424, 445.
— Paris. Accessoire 76 c.; Compét. 80. — Acquiescem. 603. — Référé 232-40 c.
— Cons. d'Etat. Cassation 1936-20 c.; Douanes 972-30 c.; Procès-verbal 303-20, 309 c. — Cons. d'Etat 76-30; Course de chevaux 2. — Cons. d'Etat 76-100; Passeport 10. — Cons. d'Etat 335; Expert. 376; Voirie par terre 994. — Eaux 346-40, 414 c., 430-50, 439-70 c. — Octroi 184, 337-20 c. — Patente 455-40, 248, 311. — Pension 121, 187, 202. — Traitement 222. — Voirie par terre 51 c., 581, 585, 1475 c., 2060-20.
24 Cass. Contrat de mar. 3158-60, 3167 c., 3542 c. — Exploit 425-40, 498-10. — Faillite 694, 783-30 c., 798-10 c. — Vente publ. de marchandises neuves 14, 29-20, 112.
— Colmar. Forêts 1301.
— Paris. Contr. par corps 966.
— Cons. d'Etat. Octroi 41, 45, 119-10.
25 Ord. Douanes, p. 609.
— Cass. Peine 171; Prêt à intérêts 281 c. — Poids et mesures 128-90.
— Bordeaux. Louage 286-20.
— Caen. Normandie 69 c., 70.
— Montpellier. Interdiction 24-30, 256-60 c.
— Nîmes. Forêts 1519.
— Trib. d'Arcis-sur-Aube. Enreg. 6223.

Août.

- 25 Trib. de Corbeil. Enreg. 4349.
— Delib. Enreg. 1900.
26 Cass. Presse-out. 316-10-40 c., 319 c.
— Douai. Bigamie 22 c., 23, 50 c.
— Lyon. Presse-outage 949.
— Nancy. Forêts 690.
— Paris. Privil. et hypoth. 2332 c.
— Poitiers. Avoué 153 c.; Vente publ. d'immeub. 1282, 1529-20.
— Rouen. Compét. comm. 387 c.; Jugement par défaut 359 c., 425-50.
— Décis. Enreg. 3282; Voirie par terre 481 c.
27 Nancy. Louage 281.
— Paris. Contr. par corps 91. — Exploit 753-30; Prescript. crim. 122.
— Pau. Assur. terrestres 64; Obligat. 5395 c.
— Trib. d'Evreux. Notaire 56-10.
— Décis. Grâce 19.
28 Ord. Organ. milit., p. 1897.
29 Cass. Action possess. 729 c., 805; Deg. de jurid. 617 c. — Effets de comm. 215, 738 c. — Paris. Disposit. entre vifs 2338, 2339 c. — Faillite 798-30.
— Rennes. Demande nouv. 54.
— Trib. de Strasbourg. Enreg. 4257.
30 Cass. Conclusions 40 c.; Minist. publ. 214-10. — Douanes 258, 544.
— Amiens. Droit marit. 442.
— Caen. Acquiescem. 215.
— Lyon. Faillite 501; Mandat 294-30 c.
— Nancy. Organ. judic. 512.
— Paris. Effets de comm. 109-20, 111 c.
— Delib. Enreg. 740.
— Instr. Enreg. 3286.
31 Ord. Boucher 98.
— Cass. Action possess. 120; Frais et dépens 68-10 c.; Mise en jugem. 63 c., 152-100 c., 1770.
— Bordeaux. Organ. colon. 923.
— Nancy. Forêts 1241.
— Paris. Commissionn. 159. — Compét. civ. trib. d'arrond. 109. — Deg. de jurid. 314.
— Rouen. Contrat de mar. 3700.
— Décis. Organ. milit. 561.

Septembre.

- .. Décis. Notaire 180.
1 Ord. Greffier, p. 555.
— Arrêté. Organ. colon. 776.
— Cass. Cassation 1747-70 c.; Presse-outage 316-30, 537-10 c. — Instr. crim. 1782, 1858-10.
— C. C. belge. Témoin 678-30.
2 Ord. Pêche marit. 10.
— Cass. Organ. marit. 1002-30. — Organ. milit. 786-30 c., 850-20, 875-10 c.
3 Cons. d'Etat. Chose jugée 201-10. — Chose jugée 364 c.; Conseil d'Etat 118-20. — Commune 2456-30. — Frais et dép. 1211-50 c., 1215. — Garde nat. 579. — Impôts dir. 262, 493-60. — Manufact. 109 c., 123-60, 133. — Marché de fourn. 128-10 c. — Nom 31-30. — Organ. milit. 668-60. — Patente 77, 172-10, 254-40. — Procès-verb. 740, 741 c.; Voirie par terre 2367. — Trésor publ. 434-70. — Vente admin. 116.
— Circ. Organ. marit. 144.
— Décis. Patente 77.
4 C. C. belge. Jugem. par défaut 349-40.
— Cons. d'Etat. Action possess. 317; Dom. publ. 78 c.; Voirie par terre 351-90 c., 452 c., 572-10 c., 1128, 1163-20, 1179 c. — Conflit 141-20, 150 c.; Pêche fluviale 67-20 c. — Eaux 525-110. — Impôts dir. 283, 640-10. — Jugem. par défaut 506-90. — Manufact. 97. — Pension 148. — Travaux publics 447, 1183-10, 1275-50. — Usage 270. — Voirie par terre 1169, 1910 c., 2213, 2367.

Septembre.

- 6 Bruxelles. Faux 366. — Vol 69-20 c., 773.
— Delib. Enreg. 5633.
7 Cons. d'Etat. Conflit 61.
— Arrêté. Voirie par eau 296.
— Circ. Commune 438; Octroi 293 c., 294 c.
8 Paris. Postes 73.
— Circ. Voirie par terre 697, 698.
9 Cass. Avoué 50 c.; Cassation 728; Presse-outage 897-40 c., 905-60 c., 1517-10. — Témoin 154-40.
— Nancy. Forêts 1169, 1371.
— Delib. Enregistr. 6128.
10 Cass. Commune 1066 c.; Minist. publ. 275 c. — Compét. crim. 487; Forêts 516 c.; Instr. crim. 926-10 c.; Renvoi 198 c.; Vagabondage 72-10 c. — Fonctionn. public 51. — Organ. milit. 695-10, 696 c., 713 c.
— Circ. Passeport 44, 45.
11 Décis. Enreg. 3282.
12 Circ. Voirie par terre 784, 797, 877, 878.
13 Delib. Enreg. 1847, 1854 c.
14 Dijon. Forêts 1279.
— Trib. d'Alger. Organ. de l'Algérie 663.
15 Cass. Instr. crim. 3091. — Témoign. faux 55 c., 58-40, 59 c., 66 c.
16 Ord. Impôts indir., p. 609; Traité internat., p. 531.
— Cass. Complice 87. — Instr. crim. 2465, 2574 c. — Organ. marit. 721 c.
— Delib. Enreg. 2340.
17 Cass. Commune 912. — Instr. crim. 1070; Jugem. 1065 c.; Témoign. faux 50 c. — Organ. marit. 715 c., 719 c. — Presse-outage 468. — Témoin 619-20, 622 c.
19 Ord. Douanes, p. 609; Organ. administr., p. 611; Traité internat., p. 531.
20 Metz. Procès-verbal 75.
— Trib. comm. de Paris. Propriété littéraire 256.
— Circ. Impôts indir. 299, 324.
— Delib. Notaire 160.
21 Circ. Hospices 353.
— Décis. Douanes 312.
22 Cass. Attentat aux mœurs 121; Instr. crim. 2475-20 c. — Boucher 42 c., 43, 63 c. — Commune 703. — Contr. par corps 678. — Dom. destr. 49, 98 c. — Frais et dép. 1017. — Instr. crim. 2673-10; Peine 363-20 c.
23 Cass. Cassation 851; Garde nat. 99-30; Perempt. 100. — Garde nat. 409. — Mise en jugem. 284. — Postes 115. — Procès-verbal 164-80. — Quest. préjud. 183. — Témoin 370-10, 371 c. — Voirie par terre 2206-100, 2246-10.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 897.
24 Ord. Org. instr. publ., p. 1361.
— Arrêté. Mines 229, 235.
— Cass. Contr. p. corps 678. — Loterie 26, 27. — Organ. marit. 827. — Serment 200-10.
— Décis. Enreg. 5113.
25 Tribunal de Savenay. Enregistr. 5190-10.
26 Cass. Responsab. 506 c.
— Paris. Faillite 574; Privil. et hypoth. 228 c.
29 Cass. Faux 238. — Règlement de juges 175.
— Instr. Notaire 54.
30 Ord. Traité internat., p. 531.
— Cass. Forêts 478-30, 481 c. — Forfait. 110. — Instr. crim. 1465, 1705, 1720-40, 1850-30.
— Circ. Impôts indir. 215.
— Delib. Enreg. 3917.

Octobre.

- 3 Aix. Servitudes 1173-20.
6 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 768.
— Cass. Attentat aux mœurs 51 c., 135. — Contr. p. corps 685. — Faux 327; Instr. crim. 2457-90, 2473-110 c. — Instr. crim. 1373.

Octobre.

- 6 Paris. Droit polit. 267.
7 Cass. Appel crim. 357. — Armer. 61; Loi 540-20 c. — Cassation 612 c.; Octroi 208-20, 289.
— Delib. Enreg. 946, 1448-30, 1634.
8 Cass. Commune 669-30, 712 c., 1333 c. — Garde nat. 155-20. — Garde nat. 337, 627, 632; Jugement 814-80, 1071-90; Régencat. 177. — Jugement 779-40. — Poids et mesures 37, 158. — Vagabondage 134.
9 Décis. Obligat. 3743.
11 Ord. Organ. marit., p. 1688.
— Trib. de Savenay. Enreg. 5190-10.
— Circ. Voirie par terre 1057.
— Décret. Organ. colon. 451.
— Delib. Enreg. 4259.
12 Paris. Mariage 872.
13 Cass. Contrainte p. corps 685. — Contravent. 199 c., 209; Faux 260. — Contravent. 471, 481-20 c.; Presse-out. 684 c., 1069 c. — Faux 236. — Poids et mesures 127.
— Paris. Minorité 178-60. — Référé 139-10 c.
14 Ord. Impôts dir. 114, 494.
— Dijon. Forêts 1238.
— Cons. d'Etat. Compétence admin. 198-20; Travaux publ. 1207. — Compét. admin. 339 c.; Dom. de l'Etat 218. — Patente 62-10, 229-30, 231, 342-30, 347. — Voirie p. terre 2216-10.
— Circ. Douanes 708.
— Instr. Enreg. 5113.
15 Ord. Organ. des colonies, p. 1099; Voirie par eau 407, p. 731.
— Orléans. Droit polit. 218-10.
— Paris. Référé 139-20 c. — Vol 112.
— Circ. Douanes 466.
17 Cass. Impôts indir. 848. — Témoin 218.
18 Ord. Douanes, p. 609; Organ. administr., p. 611; Traité internat., p. 531.
19 Metz. Procès-verbal 75.
— Trib. comm. de Paris. Propriété littéraire 256.
— Circ. Impôts indir. 299, 324.
— Delib. Notaire 160.
21 Circ. Hospices 353.
— Décis. Douanes 312.
22 Cass. Attentat aux mœurs 121; Instr. crim. 2475-20 c. — Boucher 42 c., 43, 63 c. — Commune 703. — Contr. par corps 678. — Dom. destr. 49, 98 c. — Frais et dép. 1017. — Instr. crim. 2673-10; Peine 363-20 c.
23 Cass. Cassation 851; Garde nat. 99-30; Perempt. 100. — Garde nat. 409. — Mise en jugem. 284. — Postes 115. — Procès-verbal 164-80. — Quest. préjud. 183. — Témoin 370-10, 371 c. — Voirie par terre 2206-100, 2246-10.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 897.
24 Ord. Org. instr. publ., p. 1361.
— Arrêté. Mines 229, 235.
— Cass. Contr. p. corps 678. — Loterie 26, 27. — Organ. marit. 827. — Serment 200-10.
— Décis. Enreg. 5113.
25 Tribunal de Savenay. Enregistr. 5190-10.
26 Cass. Responsab. 506 c.
— Paris. Faillite 574; Privil. et hypoth. 228 c.
29 Cass. Faux 238. — Règlement de juges 175.
— Instr. Notaire 54.
30 Ord. Traité internat., p. 531.
— Cass. Forêts 478-30, 481 c. — Forfait. 110. — Instr. crim. 1465, 1705, 1720-40, 1850-30.
— Circ. Impôts indir. 215.
— Delib. Enreg. 3917.

Novembre.

- 1 Ord. Douanes, p. 609.
— Cons. d'Etat. V. 1^{er} nov. 1826.
2 Cass. Douanes 540, 541.
3 Cass. Armes 61, Loi 510-20 c. — Instr. crim. 1349; Témoin 588, 613-10. — Instr. crim. 1980-40, 1994-20. — V. 30 novembre 1836.

Novembre.

- 3 Douai. Disposit. entre vifs 2419 c., 4183.
 - Avis Cons. d'Etat. Culte 481-60, 490-20.
 - Déclis. Enreg. 5613.
 4 Cass. Cassation 1319-50 c.; Faux 310; Instr. crimin. 1355, 2086-40, 3554-20; Minist. publ. 313-50; Serment 112, 115-10.
 - Rouen. Règlém. de juges 91.
 - Trib. d'Arcis-sur-Aube. Enreg. 2241, 3945.
 - Cons. d'Etat. Commune 2624. — Cons. d'Etat 342; Forêts 983, 1076 c. — Emigré 251. — Impôts dir. 102, 107, 109-30, 125-10, 196, 216. — Mines 727 c.; Patente 254-40. — Patente 170-20, 173, 240. — Voirie par terre 2068, 2117-30.
 - Delib. Enreg. 5921.
 5 Cass. Impôts indir. 343.
 - Circ. Forêts 269.
 - Déclis. Notaire 95.
 - Delib. Enreg. 2725, 6024.
 - Instr. Voirie par eau 439, 440, 444, 445, 448, 455, 467, 469, 470, 476, 509.
 6 Ord. Dom. de l'Etat 92.
 - Paris. Obligat. 1034.
 7 Cass. Instr. crimin. 261-60 c.; Postes 123; Procès-verbal 793 c. — Presse-outr. 195, 209 c.
 - Alger. Organ. de l'Algérie 777-30.
 - Rouen. Commune 1516.
 - Déclis. Presse-outrage 402.
 8 Cass. Action 267, 372c.; Appel civil 523 c.; Exploit 99; Société 182 c., 489 c.; Travaux publics 1031 c. — Action possess. 69, 733; Compétence administr. 146 c.; Responsabilité 246-30 c. — Garde nat. 441-20. — Org. judic. 149-20. — Usage 166, 191-20 c.
 - Paris. Mandat 139-40. — Success. 651.
 - Déclis. Enreg. 2954.
 - Delib. Notaire 754, 755.
 9 Ord. Voirie par eau 642.
 - Cass. Compét. admin. 148; Eaux 550-110 c.; Pêche fluviale 13 c., 16 c., 37-10. — Effets de comm. 394, 457 c., 462. — Impôts indir. 312. — Prêt à intérêt 253.
 - Paris. Usufruit 416-10.
 - Rouen. Contrat de mar. 1834. — Obligat. 503-20.
 - Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 102-70; Impôts dir. 95, 621-20. — Conseil d'Etat. 119; Expert. 869; Travaux publics 1273-20. — Eaux 335-60. — Impôts dir. 464-10. — Pension 181. — Voirie par terre 1733, 1736, 1738-30, 2079-40, 2250-10. — Voirie 88 c., 106, 109 c.
 10 Cass. Contravent. 502-70; Droit rural 209 c. — Disposit. entre vifs 492-20, 4173-20 c., 4259 c. — Douanes 945, 967; Procès-verbal 323-40 c., 330-70 c., 333-10 c., 30 c. — Impôts indir. 232. — Vente 1709. — Voirie par terre 1937-10-20, 2288-20 c., 2351. — Voirie 434-30, 447-10.
 - Bordeaux. Acte de commerce 79. — Vente 471.
 - Paris. Société 1079.
 11 Cass. Cassation 637 c.; Garde nat. 694-30. — Contrainte par corps 687. — Garde nat. 397-30, 533. — Instr. crimin. 1978. — Quest. préjudic. 87-60, 147 c.
 - Montpellier. Contrat de mariage 3239-20, 3721 c.
 - Déclis. Enreg. 703.
 12 Paris. Ordre 1193-10; Prescript. civ. 1084.
 13 Cass. Presse-outrage 203.
 4 Cass. Obligation 3993 c.; Saisie-arrest 366-10.
 - Metz. Forêts 336, 630.
 - Paris. Bourse de commerce 297; Trésor public 1377-30 c.
 - Cons. d'Etat. Organ. administr. 594-10.
 15 Cass. Cassation 1588 c., 1673-30 c.; Droit civil 538, 539 c., 540 c.; Jugement 1000-10 c. —

Novembre.

- 15 Cassation 1902; Prêt à intérêt 175-50. — Disposit. entre vifs 2070, 2331 c. — Mariage 959-30. — Usage 190-30.
 - Caen. Servitudes 1021-20.
 - Paris. Faillite 704. — Louage d'ouvr. 153.
 16 Cass. Chose jugée 186-20 c.; Vente 1279, 1339 c. — Disposit. entre vifs 2561-19, 2777 c., 3565 c., 3637, 3679 c.; Success. 693, 9008 c. — Propriété féodale 414-10 c., 415 c. — Vente 1445-30.
 - Agen. Contr. par corps 907-30.
 - Bastia. Travaux publ. 1285.
 - Bordeaux. Exploit 531.
 - Orléans. Vente 1284-10.
 - Pau. Vente 1470.
 - C. d'ass. du Nord. Instr. crimin. 3499-70.
 - Cons. d'Etat. Commune 186, 751 c. — Concessions administratives 116; Trav. publ. 468. — Conseil d'Etat 130 c.; Impôts dir. 186, 195-30. — Halles 32, 43 c., 60 c., 62 c. — Patente 280. — Pension 244. — Travaux publ. 831, 1174-120 c., 150.
 17 Cass. Arbitre 851. — Instr. crimin. 500, 3713-30.
 - Agen. V. 16 novembre.
 - Bordeaux. Compét. administr. 190.
 - Grenoble. Effets de comm. 38, 378 c. — Forêts 560.
 - Liège. Cassation 2177.
 - Montpellier. Privil. et hypoth. 900.
 - Rennes. Comm. 203 c.; Obligat. 368; Propriété 322 c.
 - Trib. comm. de Paris. Effets de comm. 760.
 - Déclis. Enreg. 3713.
 18 Cass. Commune 1485; Jugement 748 c. — Deg. de jurid. 671 c., 674; Instr. crimin. 106.
 - Colmar. Domaine de l'Etat 308; Vente 1050-50, 1053 c., 1056 c.
 - Montpellier. Privil. et hypoth. 2303.
 - Orléans. Conciliat. 193; Obligat. 1830-20 c., 1907-50 c., 2436-30; Ordre 1184-20 c., 1199 c.
 - Paris. Jugem. par défaut 453-80; Presse-outr. 1517-10.
 - Rennes. Compét. civ. trib. de paix 313 c.
 - Rouen. Commune 1332.
 - Toulouse. Obligat. 2869-20 c., 2936 c.; Prescript. civ. 855, 861 c.; Prêt à inter. 263-10 c., 20 c.
 - Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 72-60 c.
 - Delib. Enreg. 237-30.
 19 Cass. Forêts 1463; Loi 192-30 c.; Servitudes 396 c.
 - C.C. belge. Cassation 644 c., 679.
 - Bordeaux. Obligation 3917 c., 3963-10.
 - Caen. Arbitr. 798, 799 c.; Mandat 280 c.
 - Nancy. Vente 1386.
 - Paris. Presse-outr. 1517-10; V. 18 novembre. — Société 1399.
 - Avis. Commune 2461.
 20 Instr. Hospices 189, 205, 260, 261, 268, 275, 299, 312, 366, 373, 384, 386.
 21 Ord. Archives 29.
 - Cass. Enreg. 2264, 5720. — Expropriat. publ. 90-30, 263 c. — Obligat. 1713-30, 1715 c.
 - Bastia. Avocat 287.
 - Bourges. Saisie-exéc. 146.
 - Montpellier. Success. 431, 1121-10.
 - Paris. Dépôt 175-20, 176 c.
 22 Cass. Action possess. 798; Deg. de jurid. 30 c. — Dom. engag. 35, 38-60 c., 90 c. — Impôts indir. 284. — Privil. et hypoth. 968.
 - Aix. Privil. et hypoth. 883.
 - Bourges. Acte de comm. 111.
 - Pau. V. 23 novembre 1836.
 - Trib. de la Seine. Huissier 100.

Novembre.

- 22 Cons. d'Etat. Commune 1369. — Commune 2239; Cons. d'Etat 227, 314. — Demande nouv. 287 c., 270-20 c.; Trav. publ., 433-60. — Eaux 514-30; Marais 66; Travaux publ. 1074-20. — Emigré 362-30. — Impôts dir. 95, 113-10, 217-10, 628-50. — Manufact. 92, 104-50. — Patente 32-10, 62-20, 173. — Place de guerre 136. — Voirie par terre 757.
 - Delib. Enreg. 5113-60.
 23 Ord. Organ. marit., p. 1688.
 - Cass. Action possess. 693 c., 751. — Appel incid. 51 c.; Jugem. par défaut 347-30; Responsabilité 114-10 c. — Compét. administr. 393 c.; Eaux 407 c., 492; Trav. publ. 861 c., 1167 c. — Enreg. 3178. — Exploit 121-50; Vente publ. d'immeubles 338 c., 489-30 c., 630 c., 985, 991-30 c. — Exploit 441-10.
 - Paris. Cassation 2232.
 - Cons. d'Etat. Vente administr. 156.
 24 Cass. Faillite 1430. — Garde nation. 309-120, 348, 685-30. — Jugem. 198-90. — Obligation 1916.
 - Amiens. Copie de pièces 47, 50-10 c., 51-10 c., 20 c., 52-40 c., 70 c.; Privil. et hypoth. 2238 c.
 - Bourges. Appel civ. 1301. — Consul 85.
 - Bourges. Procès-verbal 83.
 25 Cass. Commune 1018; Contravention 1093 c. — Forêts 454 c.; Instr. crimin. 909. — Garde nation. 132. — Impôts indir. 375-20.
 - Aix. Vente publ. d'immeubles 2086.
 - Amiens. Impôts indir. 425.
 - Bruxelles. Acquiescem. 879.
 - Grenoble. Appel crim. 385; Forêts 563 c.
 - Nancy. Incid. 32.
 - Nîmes. Commune 2487.
 - Paris. Compét. administr. 75-40 c.; Propriété littér. 99, 100 c.
 - Toulouse. Droits polit. 515 c.
 - Trib. de la Seine. Théâtre 169, 477.
 - Circ. Commune 394, 397, 530, 558. — Organ. admin. 752; Prisons 81.
 26 Ord. Commune 157; Forêts 127; Notaire 41-10.
 - Agen. Cautionnem. 348.
 - Colmar. Forêts 1819.
 - Paris. Exception 536; Faillite 564 c. — Obligat. 3111, 3113-10 c., 4787-20 c., 4790-30 c., 40 c., 4793 c., 4943-60 c. — Peine 115 c., 679, 702-20 c. — Privil. et hypoth. 888-30.
 - Rouen. Contrat de mar. 3158-50.
 27 C. d'ass. de la Seine. Presse-outr. 553-30.
 28 Cass. Jugem. 294.
 - Metz. Forêts 1370.
 - Nîmes. Forêts 1433.
 29 Cass. Appel civ. 769 c., 1091; Cassation 499, 647, 1155-30 c. — Cassation 1908-240; Obligat. 1117-20 c., 1426; Tierce opposit. 118 c. — Chose jugée 46-70. — Jeu 21-30.
 - Bordeaux. Success. 2047.
 - Dijon. Privil. et hypoth. 2322-10.
 - Paris. Exploit 505; Mariage 165-30.
 - Pau. Vente publ. d'imm. 1939-30.
 - C. d'ass. d'Ille-et-Vilaine. Défense 132.
 - Delib. Enreg. 4257.
 - Instr. Enreg. 4931.
 30 Ord. Organ. milit., p. 1897.
 - Cass. Organ. milit. 820-30.
 - Paris. Contr. par corps 732.
 - Rennes. Assurances terrest. 170.
 - Rouen. Interdict. 74-20.

Novembre.

- 30 Toulouse. Appel civ. 387; Compét. civ. trib. d'arrond. 280 c.; Contr. par corps 1058-30 c.
 - Cons. d'Etat. Commune 1713. — Emigré 152-30 c., 403. — Forêts 1437, 1944. — Impôts directs 103-10, 197-20, 208. — Cons. d'Etat 84-100; Impôts indirects 140; Octroi 338-20.
 - Bourges. Chasse 469.
 - Limoges. Assurances terrestres 314 c., 318, 324 c., 336 c.
 - Metz. Effets de comm. 125.
 - Nîmes. Forêts 327-40.
 - Orléans. Contrat de mar. 1054; Privil. et hypoth. 1528, 2333 c.
 - Paris. Distrib. par contrib. 112, 114 c. — Surenchère 210-30.
 2 Ord. Travaux publics 933; Voirie par eau, p. 736-250.
 - Agen. Bourse de comm. 198 c.; Contrat de mariage 633, 643 c.
 - Bordeaux. Faillite 733-30.
 - Douai. Chasse 228 c., 344.
 - Paris. Avocat 368 c.; Conclusions 32; Obligation 5091-10 c.; Ordre 706-30, 713-30 c. — Obligat. 301-10, 4453 c.
 - Trib. de Péronne. Action 211 c.; Propriété 56-30.
 - Delib. Enreg. 5921.
 3 Cass. Chose jugée 430-20 c.; Complice 35; Défense 146; Frais et dépens 932-20; Instr. crimin. 111, 1758 c., 1761-20, 1881-10-30, 1886-50, 2918-30, 2233-10 c., 30, 2790-30, 2799, 19, 2963, 4965, 2967-30, 3217, 3481-10, 3610, 3681-20, 3755; Jugement 802-40, 1084-40; Notaire 44; Organ. judic. 703; Presse-outrage 1325; Responsabilité 72-20-30-40; Témoin 205, 265-40, 446-40.
 - Paris. Association illicite 36; Culte 83 c., 138-10. — Contrat de mariage 623, 825 c.; Transcrit. hypoth. 213 c. — Privil. et hypoth. 689-40, 2303.
 - Pau. Droit civil 383-10; Except. 29-10 c. — Forêts 343 c., 430; Demande nouvelle 105-20.
 - Trib. de Brest. Organ. marit. 447.
 4 Ord. Douanes. p. 609; Marché de fourn. 6-70, 15 s., 23 s.; Organ. admin. 286 s., 296; Prisons 29; Trav. publ., 852; V. Table des articles; Trésor public, p. 1182.
 5 Cass. Avocat 311; Cassation 1286-60 c. — Appel civil 580 c.; Cassation 340, 1092 c.; Chose jugée 216-40 c.; Commune 2109 c., 2151 c., 2153 c., 2154. — Appel civil 701 c.; Cassation 1321 c.; Exploit 23-70 c.; 145-30; Jugem. 179-50; Requête civile 69-20 c.
 - Bourges. Vente publ. d'immeub. 1378-50.
 - Caen. Demande nouvelle 50; Contrat de mar. 3809, 3876 c.
 - Douai. Chasse 363.
 - Nancy. Jugement 291-30.
 - Paris. Procès-verbal 418.
 6 Cass. Acquiescem. 681; Contumace 75; Enreg. 4753 c. — Action possess. 30 c., 395, 745 c. — Compét. administr. 358 c.; Emigré 204-40; Culte 483-30 c.; Obligat. 2794 c. — Dom. engagés 38-10 c. — Jugem. 16-50, 957, 999-80. — V. 14 décembre 1836.
 - Paris. Contr. par corps 567 c., 949.
 - Trib. de Vitry-le-François. Enreg. 2241, 2945.

Décembre.

- 1 Cass. Commune 2494; Désistement 70 c. — Défense 191; Enquête 115 c.; Except. 250; Jugement 1000-90. — Frais et dépens 558-90.
 - Bourges. Chasse 469.
 - Limoges. Assurances terrestres 314 c., 318, 324 c., 336 c.
 - Metz. Effets de comm. 125.
 - Nîmes. Forêts 327-40.
 - Orléans. Contrat de mar. 1054; Privil. et hypoth. 1528, 2333 c.
 - Paris. Distrib. par contrib. 112, 114 c. — Surenchère 210-30.
 2 Ord. Travaux publics 933; Voirie par eau, p. 736-250.
 - Agen. Bourse de comm. 198 c.; Contrat de mariage 633, 643 c.
 - Bordeaux. Faillite 733-30.
 - Douai. Chasse 228 c., 344.
 - Paris. Avocat 368 c.; Conclusions 32; Obligation 5091-10 c.; Ordre 706-30, 713-30 c. — Obligat. 301-10, 4453 c.
 - Trib. de Péronne. Action 211 c.; Propriété 56-30.
 - Delib. Enreg. 5921.
 3 Cass. Chose jugée 430-20 c.; Complice 35; Défense 146; Frais et dépens 932-20; Instr. crimin. 111, 1758 c., 1761-20, 1881-10-30, 1886-50, 2918-30, 2233-10 c., 30, 2790-30, 2799, 19, 2963, 4965, 2967-30, 3217, 3481-10, 3610, 3681-20, 3755; Jugement 802-40, 1084-40; Notaire 44; Organ. judic. 703; Presse-outrage 1325; Responsabilité 72-20-30-40; Témoin 205, 265-40, 446-40.
 - Paris. Association illicite 36; Culte 83 c., 138-10. — Contrat de mariage 623, 825 c.; Transcrit. hypoth. 213 c. — Privil. et hypoth. 689-40, 2303.
 - Pau. Droit civil 383-10; Except. 29-10 c. — Forêts 343 c., 430; Demande nouvelle 105-20.
 - Trib. de Brest. Organ. marit. 447.
 4 Ord. Douanes. p. 609; Marché de fourn. 6-70, 15 s., 23 s.; Organ. admin. 286 s., 296; Prisons 29; Trav. publ., 852; V. Table des articles; Trésor public, p. 1182.
 5 Cass. Avocat 311; Cassation 1286-60 c. — Appel civil 580 c.; Cassation 340, 1092 c.; Chose jugée 216-40 c.; Commune 2109 c., 2151 c., 2153 c., 2154. — Appel civil 701 c.; Cassation 1321 c.; Exploit 23-70 c.; 145-30; Jugem. 179-50; Requête civile 69-20 c.
 - Bourges. Vente publ. d'immeub. 1378-50.
 - Caen. Demande nouvelle 50; Contrat de mar. 3809, 3876 c.
 - Douai. Chasse 363.
 - Nancy. Jugement 291-30.
 - Paris. Procès-verbal 418.
 6 Cass. Acquiescem. 681; Contumace 75; Enreg. 4753 c. — Action possess. 30 c., 395, 745 c. — Compét. administr. 358 c.; Emigré 204-40; Culte 483-30 c.; Obligat. 2794 c. — Dom. engagés 38-10 c. — Jugem. 16-50, 957, 999-80. — V. 14 décembre 1836.
 - Paris. Contr. par corps 567 c., 949.
 - Trib. de Vitry-le-François. Enreg. 2241, 2945.

Décembre.

- 6 Cons. d'Etat. Compét. administr. 34; Conseil d'Etat 71-10. — Compét. admin. 136; Trésor public 1134. — Concess. administr. 57. — Impôts directs 194-10, 462-50. — Patente 254-60. — Règlém. administr. 96; Voirie par terre 1157.
 7 Ord. Affiche 74 c.
 - Cass. Cassation 1640-80 c.; Société 421, 1608-20 c. — Compét. administr. 263. — Acquiescem. 470 c.; Exploit 454-30 c.; Jugem. 1000-100; Jugem. par défaut 140, 411-30 c. — L. 218 c.; Mariage 804-30. — Obligat. 4820-30.
 - Amiens. Dépôt 18-10.
 - Bordeaux. Droit marit. 1701-10.
 - Bruxelles. Chose jugée 547-90.
 - Circ. Douanes 66.
 8 Cass. Action possess. 340 c.; Appel civil 1346; Jugement 1037-30; Peine 738-30; Propriété 254 c., 360. — Disposit. entre vifs 258-70. — Minorité 617 c., 624. — Organ. milit. 962-10. — Vente 753.
 - Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 1163-10.
 - Douai. Conciliat. 161; Vente 1018.
 - Limoges. Acte de comm. 332.
 - Paris. Tierce opposit. 183-20.
 - Rennes. Serment 161, 162; Témoin 295 c., 299 c.
 - Toulouse. Péremption 100-90 c.; Prescript. crim. 123.
 9 Ord. Peine 590, p. 556.
 - Cass. Industrie 424-10. — Loi 192-80; Presse-outr. 416 c.; Servitude 396 c.
 - Aix. Droit marit. 1142.
 - Bordeaux. Vente 1973-30.
 - Caen. Contrat de mar. 3970, 3972 c.; Séparation de corps 346 c., 370, 372.
 - Douai. Chasse 451 c.
 - Paris. Biens 121 c.; Nantiss. 280, 281 c.; Propriété 458-10 c. — Voirie 408-10, 411-20 c.
 - Rouen. Acte de comm. 313.
 - Trib. de la Seine. Louage 223-30.
 10 Cass. Faillite 1489. — Instr. crimin. 1357-10, 1639-10, 1699-50, 2354, 3136-10. — Instr. crimin. 2741-49, 2799-20, 2834-30 c.; Vol 315. — Organ. colon. 255.
 - Aix. Rentes constituées 169-10, 170-10 c., 20 c.
 - Douai. Saisie-arrest 7, 64-20.
 - Gand. Disposit. entre vifs 4000.
 - Paris. Distrib. par contrib. 153-20; Faillite 1147. — Substitut 105-30, 258-30.
 - Poliers. Chasse 511.
 - Rouen. Faillite 1339-20.
 - Circ. Douanes 632.
 - Delib. Enreg. 2470.
 12 Cass. Acte de commerce 116 c.; Compét. comm. 24 c., 61 c., 134, 144 c., 154 c., 155 c.; Industrie 99 c.; Prud'hommes 82 c. — Action possess. 601, 791 c.; Compét. admin. 146 c. — Cassation 1095 c.; Servitude 562, 773-30 c.
 - Déclis. Office 114.
 13 Cass. Action poss. 633 c.; Servitude 607.
 - Bordeaux. Saisie-arrest 453.
 - Gand. Duel 112.
 - Nancy. Privil. et hypoth. 1123.
 - Pau. Demande nouv. 161; Disposit. entre vifs 2386, 2668, 2758 c.; Droit civil 419-30 c.; Paternité 731 c.
 14 Ord. Traité internat., p. 331.
 - Cass. Droits polit. 474-20, 547 c. — Disposition entre vifs 351; Minorité 110 c., 111 c.; Privil. et hypoth. 1030 c. — Huissier 139-20. — Serment 58.
 - Besançon. Forêts 478.

- 14 Dijon. Forêts 1315.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 207;
— Délai 60 c. — Impôts dir. 216,
231-30, 284, 481-30. — Organ.
milit. 161-30. — Travaux publ.
856. — Voirie p. eau 464, 521.
— Décis. Enreg. 2937.
15 Cass. Commune 681-30, 730 c.;
Forges 3 c.; Jugement 841-30.
— Faux 398, 399-30 c. — Obliga-
gat. 4742-10 c., 1809.
— Agen. Commune 1431 c., 1432;
— Voirie p. terre 1356-40 c.
— Grenoble. Forêts 1325.
— Paris. Faillite 702-30.
— Poitiers. Contrat de mar. 3424 c.,
3509.
16 Cass. Domaines engagés 27-50 c.,
45. — Médecine 152-10, 222 c.
— Pêche fluv. 156 c., 157; Procès-
verbal 733 c.
— Aix. Disposit. entre vifs 3371.
— Nancy. Vente 290-30.
— Paris. Comm. 29. — Faillite
1033.
— Rennes. Obligat. 5192 c.; Pater-
nité 631.
— Cons. d'Etat. Responsab. 646.
— Delib. Enreg. 333, 5417.
17 Cass. Cassation 1348 c.; Défense
53; Instr. crim. 1261, 3519-
20, 3521-10. — Contrainte par
corps 685; Instr. crim. 2151-
10 c.; Témoin 565 c. — Instr.
crim. 3949, 3441 c., 3585 c.;
Loi 366-80. — Org. colon. 250.
— Voirie par terre 2011-30 c.,
2220-30.
— Montpellier. Forêts 1206.
— Paris. V. 10 décembre.
— Delib. Enreg. 3823.
18 Ord. Organ. marit., p. 1688.
— Bourges. Acquiescement 78 c.;
Success. 2022.
19 Cass. Poids et mesures 73; V. 10
octobre.
— Agen. Effets de comm. 143 c.,
146-20.
— Bordeaux. Organism. milit. 398,
410 c.
— Limoges. Pérempt. 271 c.
— Paris. Surenchère 174-10.
— Poitiers. Garde nation. 359-40 c.,
474-30.
— Décis. Office 208.
20 Cass. Chose jugée 48-40. — Compé-
t. admin. 287; Degré de ju-
rid. 585 c.; Domaines de l'Etat
249 c.; Jugement 1045-80 c.;
Vente admin. 121 c., 330-80.
— Faux incid. 307-30; Frais
et dép. 86 c., 90-30. — Jugem.
d'av. dire droit 13-30 c.
— Bordeaux. Servitudes 808 c., 812-
10, 1011-20 c., 1238-10.
— Pau. Saisie-exéc. 123.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 279-10
c., 293-110 295, 306 c. — Pa-
tente 53-30-30, 166, 364.
— Place de guerre 69-20 c., 84-
50 c., 110. — Trésor publ. 543.
— Voirie p. terre 1531, 3025-10.
21 Cass. Commune 1814-40 c., 1913;
Forêts 1905-30 c. — Compét.
comm. 387 c.; Pérempt. 95.
— Minorité 476 c., 576; Vente
531-20 c. — Obligat. 1938-10 c.,
1939 c., 1942 c. — Privil. et hypo-
th. 1735. — Obligat. 3191.
— Amiens. Privil. et hypoth. 1067.
— Bordeaux. Degré de jurid. 811.
— Bourges. Servitude 441.
— Paris. Arbitrage 100, 1334 c. —
Commission. 330, 396 c. —
Obligat. 1914. — Rente viagère
113, 115 c. — Voirie p. chemin
de fer 378.
— Poitiers. Ogde 979.
— Circ. Enreg. 5714, 5768 c., 5797.
— Solut. Enreg. 1407, 1479.
22 Ord. Mines, p. 637.
— Cass. Complice 250. — Instr. cri-
min. 2646-10, 2932 c., 3151-
20. — Organ. judic. 361-80-80.
— C. C. belge. Faux 24.
— Bordeaux. Arbitr. 1332, 1354 c.,
1356 c., 1357 c. — Jugement p.
défaut 294-10. — Mandat 71-20,
75 c.

- 22 Bruxelles. Exploit 481-30.
— Douai. Contrat de mar. 1643.
23 Bruxelles. Désistement 124.
— Pau. Enquête 492-30.
— Toulouse. Disposit. entre vifs
4627.
— Circ. Douanes 485.
— Instr. Enreg. 1204.
24 Cass. Avocat 493, 494 c., 495 c.;
Discipl. 103 c.; Instr. crim. 1106
c., 1351-30 c.; Témoin
197 c.
— Trib. de Nogent-le-Rotrou. No-
taire 513-30.
— Circ. Voirie par eau 470; Voirie
p. terre 1252, 1253.
— Instr. Enreg. 252, 382, 726, 792,
2330, 4205, 4275, 4514, 4650
c., 5475, 5979; Greffe 148.
25 Poitiers. Contrat de mar. 3561.
26 Ord. Voie publ. 5-80.
— Cass. Dom. de l'Etat 339-20 c.;
Forêts 1650. — Faillite 563.
— Paris. Ordre 1049-90.
27 Nîmes. Appel civil 1072 c., 1084.
— Paris. Enquête 55 c.; Expert. 28;
Exploit 513-40.
— Trib. de la Seine. Vente publ.
d'immeubles 810 c.
— Décis. Forêts 1142.
28 Cass. Accessoire 33 c., 99 c.; In-
tervent. 123-30 c.; Vente publ.
d'immeubles 1567-30.
— Bastia. Disposit. entre vifs 1678-
20; Success. 1126.
— Bourges. Tierce-opposit. 238.
— Poitiers. Appel civil 547 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 128,
209, 335, 359-40. — Impôts
directs 38-10, 116, 126-10,
464-10 c. — Impôts directs
194-20; Jugement 911-20,
922-30. — Impôts dir. 195-10.
— Manufact. 81-10. — Trésor
publ. 1053-40, 1056, 1057.
— C. d'ass. de la Seine. Instr. cri-
min. 2018-40.
29 Ord. Organ. marit., p. 1688.
— Cass. Cassation 1686-50 c.; Con-
trat de mar. 205 c., 735 c.; Do-
milité 20. — Chose jugée 537.
— Contrainte par corps 685.
— Contravent. 368. — Enregist.
5588-10. — Instr. crim. 3080-60.
— Amiens. Frais et dépens 90-50;
Prescript. civ. 511.
— Lyon. Responsabilité 632.
— Trib. de Troyes. Référé 219-20.
30 Ord. Organ. marit., p. 1688.
— Cass. Abus de confiance 89.
— Matière d'or et d'argent 88-80,
123 c. — Octroi 193-40.
— Angers. Peine 236-30.
— Bourges. Degré de jurid. 125-10.
— Nancy. Forêts 882 c., 884 c.,
Forêts 1613.
— Paris. Chose jugée 592. — Privil.
et hypoth. 2923-10.
— Toulouse. Peine 378; Presse-
outrage 883-10 c., 1295-10,
1305-10 c.
— Trib. de Charleville. Enreg. 245,
4471.
— Circ. Douanes 1025.
31 Cass. Faux incid. 300.
— Bordeaux. Droit marit. 2179.
— Caen. Usufruit 243 c.
— Nîmes. Eaux 503-40.
— Paris. Bureau de commerce 492.
— Mariage 839.
— Pau. Prescript. civ. 747-40.
— Circ. Forêts 1869.

- 2 Cass. Comm. 299.
— publ. 298. — Commune 299.
— Contrat de mar. 3421 c., 3559,
3561 c. — Exprop. publ. 523 c.,
554, 655-10 c., 659 c.
— Amiens. Acte de l'Etat civil 218.
— Presse-outrage 1228-40.
— Bourges. Louage 271-20, 300-
10 c.

- 2 Douai. Responsabilité 393-10,
395 c.
— Décis. Notaire 824.
3 Cass. Cassation 1898; Chose ju-
gée 14 c.; Degré de jurid. 608;
Dom. de la cour. 74 c.; Théa-
tre 348-10-20. — Privil. et hypo-
th. 262, 507 c.
— Bastia. Disposit. entre vifs 1085.
— Delib. Enreg. 3689.
4 Cass. Contrat de mar. 380, 1348
c.; Office 145-20 c., 381 c. —
Vente publ. d'imm. 312, 425
c., 1510-30 c.
— Caen. Jugement 340 c.
— Dijon. Pêche fluv. 137.
— Orléans. Commune 1571, 1852 c.
5 Cass. Accessoire 43 c.; Cassation
2093 c.; Instr. crim. 3154-50.
— Action possess. 103 c., 118.
— Faux 66. — Peine 688-30.
— Témoin 214-30, 609-20. — Vente
publ. d'imm. 1560-30, 1598 c.
— Montpellier. Contumace 78-10.
— Nîmes. Discipline 93 c.; Notaire
802 c., 808 c., 827.
— Paris. Prêt à intérêts 61, 186-10 c.,
75. — Access. 43 c.; Cassation
2253-60. — Chose jugée 421;
Instr. crim. 34 c.; Prêt à in-
térêts 308 c. — Instr. crim.
3307. — Peine 303. — Prêt à
intérêts 299-10 c., 308 c.
— Poitiers. Dispositions entre vifs
1796. — Minist. publ. 117.
— Toulouse. Effets de comm. 76.
— Cons. d'Etat. Manufact. 82-30.
— Organ. admin. 910-10. — Pa-
tente 32-10, 104-90. — Travaux
publies 433-60, 492-40. — Vol-
rie par terre 1148. — Voiture
108-10.
— Delib. Enregist. 3932; Obligat.
3710.
— Solut. Enreg. 788.
7 Ord. Trait. internat., p. 531.
— Cass. Défense 108; Industrie
430; Instr. crim. 501, 1013-
20. — Société 273, 274 c., 571,
774 c.
— Bruxelles. Faillite 73 c., 753.
— Montpellier. Privil. et hypoth.
1125.
— Toulouse. Expert. 84.
— Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 251.
9 Resançon. Forêts 823, 848.
— Colmar. Success. 785-10, 787,
790 c., 797.
— Liège. Enquête 129.
— Nîmes. Success. 1344; Vente
1306 c.
— Paris. Discipline 266-50. — Effets
de comm. 529.
— Décis. Notaire 96, 560; Office
145.
10 Cass. Accessoire 99 c.; Jugement
900 c.; Propriété littéraire 497.
— Cassation 1724-100 c.; Con-
trat de mariage 2272 c., 2273.
— C. d'ass. de la Seine. Presse-
outrage 649.
11 Cass. Cassation 1660-50 c.; Loi
78-40 c.; Séparat. de corps
26 c., 33 c., 272-10, 295 c.
— Degré de jurid. 500-20; Désis-
t. 66-30. — Responsabilité
112-50. — Organ. judic. 406-10.
— Caen. Appel civil 349 c.; Avocat
109, 138 c., 454 c.
— Paris. Appel civil 420 c.; Ordre
1050-10, 1053-20.
— Poitiers. Compét. comm. 25.
— Riom. Contrat de mar. 265 c.,
312; Exploit 288-60. — Date
24 c.; Obligat. 3129 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2342-20;
Compét. admin. 457 c. — Compé-
t. admin. 109 c.; Voirie par
eau 170. — Eaux 465-20; Tierce-
opposit. 270 c. — Forêts
1901. — Impôts directs 213-20,
216. — Jugem. par défaut
523-20. — Travaux publics
491-30, 518-30, 531-10, 547,
590, 594. — Voirie par eau
625. — Voirie par terre 236-10,
304-40, 441-10.

- 12 Cass. Contr. par corps 678. —
Garde nat. 85, 147-30, 338,
419 c., 423-50 c., 497-60 c.,
620-10 c. — Obligat. 539 c.;
Privil. et hypoth. 1328-20 c.;
Vente 1711. — Procès-verbal
98 c., 318-20 c., 336-10. —
Témoin 678-50.
— Paris. Société 476.
— Trib. de Pithiviers. Enreg. 388.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre
2286.
13 Cass. Chasse 479 c.; Prescript.
crim. 145-10. — Chasse 423
c.; Prescript. crim. 137. —
Commune 1194; Contravent.
285 c. — Compét. crim. 159-
50 c., 423 c., 557 c.; Instr.
crim. 718 c.; Presse-outrage
1100 c., 1107.
— Toulouse. Surenchère 215-20.
— Delib. Enreg. 1453.
14 Angers. Privil. et hypoth. 459-10.
— Poitiers. Postes 88.
— Trib. de Montloup. Obligation
3661.
— Trib. de Montpellier. Enregist.
5192-20.
15 Ord. Organ. milit., p. 1897.
— Nîmes. Saisie-arrest 336-20.
16 Cass. Commune 2185 c.; Pérempt.
101 c.; Prescript. civ. 850. —
Obligat. 364-20, 378 c., 1087-
20, 4558 c.; Privil. et hypoth.
1234-10 c. — Prêt à intérêts
353.
— Amiens. Faillite 1430.
— Bruxelles. Instr. crim. 998.
— Orléans. Action 311; Expert. 58-
10 c., 269 c.
— Rouen. V. 16 juin 1837.
17 Cass. Domicile 20 c., 39. — Droits
polit. 198. — Obligat. 452;
Success. 616.
— Paris. Obligat. 2228-20.
— Pau. Disposit. entre vifs 2813;
Obligat. 3590.
— Rouen. Contrat de mar. 3700.
— Circ. Commune 394, 395, 358 c.
18 Cass. Cassation 290, 1089 c.,
2183; Expropriation publ. 293-
10 c., 323 c.; Mandat 154 c. —
Enquête 94, 127-20 c.
— Bruxelles. Effets de comm. 94.
— Caen. Servitudes 1198.
— Nîmes. Exploit 111-10.
— Paris. Obligat. 5188. — Privil.
et hypoth. 436, 1350, 1950 c.
— Rouen. Responsabilité 697-30 c.
— Trib. de Besançon. Enreg. 1364.
— Avis Cons. d'Etat. Voirie par
terre 364, 1234 c., 1476 c.,
2082 c.
— Décis. Organ. de l'Algérie 848 c.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 111.
19 Cass. Accessoire 93 c.; Jugement
1051-110. — Appel crim. 83 c.;
Cassation 190; Commune 1178.
— Appel crim. 83 c.; Cassa-
tion 190; Commune 1178.
— Appel crim. 315; Témoin
171-30, 179 c.; Vol 863.
— Commune 1181. — Défense 68;
Exception 575-50 c.; Exploit
751-30. — Disposit. entre vifs
204-10. — Instr. crim. 2008-
80. — Jeu 105 c., 106 c.; Re-
vendeur 3. — Péremption 346-
30 c., 348-20 c. — Témoin
635-30 c., 656-10, 658 c.
— Bourges. Attentat aux mœurs 153.
— Colmar. Forêts 1658.
— Liège. Cautionn. 347.
— Lyon. Obligat. 742; Voirie par
eau 531.
— Paris. Copie de pièces 52-20. —
Obligat. 4113.
— Riom. Appel civil 487.
— Rouen. Rentes const. 165-20.
— Trib. de Nantes. Enreg. 5433.
— Décis. Notaire 49, 53, 565; Office
113-20.
— Delib. Enreg. 4105.
20 Ord. Amnistie, p. 517; Douanes,
p. 609; Organism. de l'Algérie,
art. 71, 72, 185.
— Cass. Commune 1021-20, 1023 c.;
Contravent. 301 c., 301 c. —
Commune 1167; Contravent.
279. — Commune 1323 c.;

- 20 Cass. Contravent. 329; Force ma-
jeure 11-80 c. — Faux 147,
170 c. — Instr. crim. 3734.
— Bordeaux. Jugement 548-20.
— Lyon. Disposit. entre vifs 4487,
4497 c.
— Pau. Acte de l'Etat civil 138 c.;
Intervention 100 c.; Parenté
379 c., 388-30.
— Solut. Enreg. 753, 923.
21 Cass. Chasse 428, 504 c.; Com-
pét. admin. 262 c.; Mise en ju-
gem. 130 c. — Recusat. 70-30.
— Bruxelles. Mines 480-10.
— Nancy. Usage 445-50, 467.
— Paris. Cautionnem. de fonctionn.
74. — Contrat de mariage 3701.
— Pau. Obligat. 5124.
— Poitiers. Delit 24 c.; Substances
venéneuses 10 c., 18, 39 c.
22 à 18. de Castres. Enreg. 4784.
23 Cass. Accessoire 51 c. — Compte
71-30 c., 73; Disposit. entre
vifs 3568-20 c.; Loi 333-20 c.;
Renvoi 192 c.; Success. 591-
40, 669 c., 672 c., 687 c. —
Obligat. 4729 c.; Prescription
civ. 882-10.
— Liège. Acquiescement 294.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 55
c.; Eau 340-20, 415-30 c. —
Conseil d'Etat 80 c.; Dom. de
l'Etat 251; Vente admin. 156.
— Désistement. 211-10. — Impôts
indir. 569. — Marché de four-
nit. 49-40; Trav. publ. 556.
— Organ. admin. 858, 983-40.
— Patente 41-40, 363-20. — Trav.
publics 1106-10 c.; Voirie par
terre 240, 294.
— Circ. Organ. marit. 593.
— Decis. Droit marit. 408.
24 Cass. Cassation 1607-80 c.; Dis-
posit. entre vifs 2493-20 c.,
3422-30, 3440 c., 3569 c. —
Chose jugée 526. — Contrat de
mar. 2319; Privil. et hypoth.
2663 c.; Success. 2033. — For-
êts 1637, 1639 c., 1642 c.
— C. C. belge. Enreg. 5525, 5775-
10 c.; Obligat. 4663-30 c.
— Bordeaux. Demande nouvelle 73;
Ordre 712-10, 792 c., 1340-20 c.
— Pau. Contr. p. corps 250. — Dis-
posit. entre vifs 3432-10.
— Cons. d'Etat. Commune 2291.
— Delib. Enreg. 1835, 4349 c.
— Depêche. Organ. marit. 709.
25 Ord. Amnistie, p. 517.
— Cass. Commune 2095, 2108 c.,
2104 c.; Exploit 350 c., 506-40.
— Obligat. 3137 c. — Prescript.
civ. 478-10 c., 557-10. — Vente
publ. d'imm. 216-60, 225 c.
— Metz. Forêts 417 c., 916.
26 Cass. Cassation 530; Peine 134-
20, 147-30 c., 153-30 c. — Cassa-
tion 1895-40; Contr. de ma-
riage 3333-20, 3867 c.; Dispo-
sit. entre vifs 569-30 c., 1771
c., 1773 c.; Loi 293-20 c.;
Substitut. 205 c.; V. 26 janvier
1836. — Faux 328-50; Instruit.
crim. 1758, 1892, 2224-20,
3457-40; Témoin 446-30, 463.
— Garde nat. 466-30, 469-20.
— Instr. crim. 2963-10.
— Metz. Faux incid. 193.
— Cour d'assises du Cher. Défense
131; Instr. crim. 2306-20 c.
27 Ord. Manufact., p. 7; Watrin-
gues 17, p. 1357; V. Table des
articles.
— Cass. Abus de conf. 35 c., 168. —
Appel crim. 178 c.; Forêts 446
c., 567. — Exprop. publ. 54;
Voirie par terre 2047, 2163-
20 c., 2190 c. — Mines 437-
698 c. — Organ. milit. 827-10.
— Bordeaux. Exploit 359-70.
— Bourges. Distrib. p. contrib. 162.
— Nancy. Forêts 1241, 1273.
— Paris. Assurances terrestres 182.
— Référé 190.
28 Ord. Organ. milit., p. 1897.
— Cass. Boulanger 52. — Cassation
399. — Contravent. 143. — Garde
nat. 385-10, 423-40-50, 661-10,
676-10.

Janvier.

- 28 Grenoble. Assurances terrest. 28.
— Paris. Droit civil 420.
— Rouen. Séparat. de corps 373.
30 Cass. Action possess. 32 c., 159 c., 678, 710 c.
31 Ord. Organ. marit., p. 1882; Voirie p. chem. de fer, p. 867-3150.
— Cass. Accessoire 51 c.; Prescript. civ. 882-30 c.; Vente 619 c., 651-10 c.; Acte de comm. 232; Agent d'aff. 12 c.; Agréé 67 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 162 c.; Compét. comm. 370 c.; — Cassation 1824-100 c.; Commune 2364 c., 2180 c., 2481, 2186 c., 2487 c., 2190 c.; Compét. admin. 191 c.; Désistement 166 c.; Perempt. 210 c.; Transaction 61 c.; — Contrat de mar. 105; Date 25 c.; — Contrat de mariage 8553 c., 3571, 3588 c.; Nantissement. 223-10 c., 236 c., 284 c., 314 c.; Prêt 147 c.; — Faillite 708. — Frais et dépens 86; Vente 1355-10, 1373-10 c. — Obligation. 3929 c., 4018-20 c., 4729. — Octroi 142; Preuve 64 c.
— Bordeaux. Droit marit. 1826.
— Paris. Expropriat. publ. 54, 698 c.
— Poitiers. Dom. publ. 44 c., 85 c.; Servitude 67; Voirie par terre 1544 c.

Février.

- 1 Ord. Organ. marit., p. 1888.
— Cass. Arbitr. 666 c., 669. — Demande nouv. 240-20; Loi 424-10-20 c.; Success. 114. — Organ. colon. 40 c., 114 c. — Transaction 132-50 c., 135 c.; Usage 403 c., 416, 451-20 c., 454-30 c.
— Bordeaux. Armes 68; Crimes contre les personnes 130-30; Presse-outr. 697-10, 782-100.
— Bourges. Vente 1401, 1410 c.
— Bruxelles. Jugem. 1001-40.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 364.
— Delib. Enreg. 1635, 4349 c.
— Règlement. Postes 16.
2 Cass. Cassation 1921 c., 1927-130; Instr. crimin. 3014-20 c., 3023-10 c., 20 c. — Commune 669-40, 1028-20, 1041-20. — Impôts indir. 240, 242 c. — Instr. crimin. 3097, 3572-10. — Obligation. 4238 c., 4764-10.
— Agen. Commune 2571.
— Rennes. Nantiss. 376.
— Rouen. Industrie 284.
3 Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 526-10, 578 c., 944-40 c.
— Bourges. Dispositions entre vifs 3812.
— Trib. de Corte. Armes 56 c.
— Trib. d'Epervay. Enreg. 4055.
— Decis. Notaire 201; Société 162.
4 Agen. Success. 2300-20.
— Colmar. Responsabilité 42, 79 c.
— Grenoble. Office 370, 373-10 c., 375 c.
— Limoges. Faillite 1037 c., 1039, 1236 c.; Privil. et hypoth. 379-50 c. — V. 4 février 1835.
— Paris. Success. 1630-10 c., 2036, 2065 c., 2066 c.
— Poitiers. Adultère 36, 125 c.; Appel crimin. 234 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 396 c.
4 Arrêté. Forêts 1745, 1750.
6 Cass. Chose jugée 579-60; Forêts 1176 c. — Mandat 155-10; Vérificat. d'écrit. 30 c., 72-10.
— Limoges. Degré de jurid. 234; Frais et dépens 915.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 428 c.; — Compét. admin. 429 c.; Voirie par terre 627-20, 1097-40, 1137, 1140. — Cons. d'Etat 803. — Pension 135, 147 c. — Voirie par terre 358, 368, 2029-40, 2344-20, 2368.

Février.

- 7 Cass. Expropriation publ. 480, 498-10 c., 40 c., 600 c., 807 c., 829-30 c., 538 c., 635 c., 690 c.
— Trib. de Châteauroux. Enregist. 3682.
— Cons. d'Etat. Eaux 79-40, 525-50; Peine 808-10 c.; Voirie par eau 218, 387-10. — Eaux 524-10. — Organ. milit. 156-20. — Patente 185-10, 803. — Pension 228.
— Delib. Enreg. 733.
8 Cass. Cassation 68 c.; Copie de pièces 29; Culte 504; Huissier 72; Jugement 958-20. — Cassation 1843 c.; Compte 148 c.; Frais et dépens 112; Hospices 440 c.; Jugement 163-170 c. — Cassation 1895-50 c., 1910-50 c.; Intervention 45 c.; Jugement 333-150 c.; Obligation. 1886-10 c.; Tierce opposition 187-40, 235 c. — Compét. admin. 109 c.; Obligation. 1116-20 c., 1124. — Compét. admin. 184-50; Faillite 88 c. — Enreg. 1783, 4504 c. — Forêts 498 c. — Forêts 1941; Droit rural 91; Transaction 132-60 c.; Usage 328 c., 454-10 c. — Organ. colon. 50-10 c., 663. — Prescript. civ. 923; Propriété 312-10 c. — Rentes constit. 219.
— Bastia. Success. 1351; Transaction 120, 137-30 c.
— Paris. Success. 1149.
— Trib. de Blois. Discipline 268; Notaire 790-20, 791 c.
— Trib. de Parthenay. Enreg. 5077.
— Solut. Enreg. 5358.
9 Cass. Action possess. 124. — Appel crimin. 100, 209 c.; Chose jugée 504 c. — Enreg. 2853, 2935 c. — Garde nat. 66, 458, 482-10, 520, 544-30, 561-20. — Instr. crimin. 2783, 2816-10. — Organ. milit. 786-20. — Vente publ. d'immeub. 991-40 c., 993, 1315 c.
— Lyon. Obligation. 3096.
— Orléans. Faux incid. 119-10.
— Paris. Saisie-arrest 427 c., 428-20.
— Trib. de Strasbourg. Enreg. 904.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 95. — Voirie par terre 1151, 1183.
— Solut. Enreg. 5411.
10 Bordeaux. Demande nouvelle 58; Vente 1766-20.
— Montpellier. Obligation. 2895-30.
— Trib. d'Altkirch. Enreg. 2712.
— Trib. de Châteauroux. Enreg. 3559, 3585.
11 Cass. Boucher 48; Commune 964 c.; Loi 88 c. — Cassation 2073; Douanes 826; Procès-verbal 865-20 c. — Garde nation 596; Instr. crimin. 1677 c. — Quest. préjud. 180.
— Caen. Instr. crimin. 614 c.
— Douai. Trav. publ. 1167-30.
— Grenoble. Contrat de mariage 3532-40.
— Paris. Acte de comm. 41.
— Trib. de Mortain. Enreg. 2670.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 2281-10.
13 Cass. Droits polit. 330 c. — Jugem. 101-20.
— Paris. Effets de comm. 199. — Obligation. 529-40 c.
14 Cass. Cassation 869, 1898 c.; Chose jugée 14 c.; Cour des Comptes 35 c.; Forêts 1642 c., 1643. — Cassation 1095 c.; Contr. par corps 141-10; Jugem. 1008-40 c.; Vente 526 c. — Droit civil 284-30, 286-10 c.
— Bordeaux. Vente 667, 668 c., 715-20 c.; Vice rédhibitoire 78 c.
— Paris. Appel civil 1010.
— Poitiers. Appel civil 243. — Serment 212 c.; Témoins 338-10.
15 Ord. Voiture, p. 999.
— Cass. Enquête 543 c.; Obligation 4238; Prêt à intérêts 87. — Ordre 438 c.; Privil. et hypoth. 2286-20.
— Limoges. Délai 101-20.
— Lettre. Voirie par terre 790, 840, 850.

Février.

- 16 Ord. Traité internat., p. 531.
— Cass. Acte de l'état civ. 188 c.; Enreg. 70 c. — Action possess. 770. — Attentat aux mœurs 114, 115 c.; Instr. crimin. 1755-20, 1758, 2940; Témoins 153 c.; 169-10. — Faux 260; Règlement de juges 175. — Obligation. 4406 c., 4410 c.
— Colmar. Voirie par terre 3355.
— Grenoble. Forêts 560.
— Paris. Effets de comm. 760.
— Cour des Comptes. Hospices 157.
17 Cass. Compét. crim. 297 c., 378 c.; Obligation. 5172 c.; Voirie par terre 2356-10 c. — Délit 25 c., 26-20 c.; Procès-verbal 9-20, 14 c. — Faux incident 323-30. — Impôts indir. 188-80. — Postes 78-10, 105-20 c.
— Amiens. Vente publ. de marchandises neuves 28-30, 29-10, 112.
— Caen. Propriété 69-20 c.
— Paris. Brevet d'invent. 183.
— Trib. de Villefranche. Enreg. 5287; Notaire 249.
18 Arrêté de police. Voirie par terre p. 206.
— Cass. Enreg. 772 c.
— Angers. Obligation. 3838 c., 3998 c. — Rente viagère 16 c., 17.
— Paris. Obligation. 593, 793-20, 1470 c. — Servitudes 1082. — Société 150 c., 179-10 c.
— Trib. de Chartres. Enreg. 6250.
— Cons. d'Etat. Impôts indir. 143-10.
19 Cass. Prescription civ. 284.
— Decis. Notaire 646.
20 Cass. Commune 2680, 2728 c. — Enreg. 1507, 1517 c.
— Bruxelles. Degr. de jurid. 115-30.
— Liège. Except. 533.
21 Cass. Brevet d'invent. 82 c., 214. — Cassation 1607 c., 1651-20 c.; Contrat de mariage 2200 c.; Disposit. entre vifs 2630 c., 2634-20 c., 2642-10; Jugem. 1002-120 c.; Success. 638. — Conciliat. 273 c., 278. — Obligation. 529-10 c.
— Bourges. Ordre 1189-10 c., 1193-20 c.; Privil. et hypoth. 1119.
— Orléans. Acte de comm. 179.
— Paris. Enquête 208.
— Rouen. Success. 1651.
22 Ord. Biblioth. 31.
— Cass. Cassation 1652-230 c.; Commune 1986; Expert. 82. — Jugem. 1003-50, 1084-40 c., 1094-40; Jugem. par défaut 40-60; Vente 802-20.
— Agen. Contr. par corps 911.
— Dijon. Forêts 1793.
— Nîmes. Vente publ. d'immeubles 61-10.
— Paris. Rente viagère 96 c., 98-10 c., 129.
— Trib. de Thionville. Enreg. 3945.
— Cons. d'Etat. Commune 2372, 3579; Compét. admin. 493 c.; Culte 241, 701 c. — Cons. d'Etat 819; Dom. engag. 122. — Travaux publ. 1174-140. — Voirie par terre 614, 1388.
— Solut. Enreg. 5192-20.
23 Ord. Armes 18; Organ. de l'Algérie, p. 765.
— Cass. Cassation 1781-40 c.; Faillite 332. — Chose jugée 567 c.; Instr. crimin. 523 c., 2391-20, 3565, 3766; Presse-outr. 994-20 c., 1444-10 c., 1537-10 c., 1549-40. — Compét. civ. trib. d'arrond. 147 c., 262 c.; Except. 212. — Evasion 76. — Instr. crimin. 718 c. — Jugem. par défaut 433-20, 445-10 c. — Organ. judic. 620.
— Aix. Droit marit. 179.
— Orléans. Minist. publ. 144-20 c.; Minorité 205 c., 254; Ordre 795 c.
— Pau. Vente publ. d'immeubles 1936.
— Cons. d'Etat. Garde nation. 43. — Organ. administr. 638, 1002, 1014-10-30, 1025. — Patente 226. — Voirie par terre 179-40, 214-30, 1937-60 c., 1938-80 c., 2006-50 c.

Février.

- 24 Cass. Cassation 1517-30 c.; Chose jugée 536-30; Voirie par eau 558 c. — Compét. crim. 290; Instr. crimin. 31 c. — Forêts 647. — Instr. crimin. 828 c.; Jugem. 80 c., 767-40. — Quest. préjud. 107-10.
— Bourges. Usufruit 745-20.
— Paris. Vente 1199.
— Decis. Douanes 179, 843; Enreg. 6103.
— Delib. Privil. et hypoth. 1469.
25 Cass. Mat. d'or et d'argent 28; Vente publ. de meubles 70 c.
— Amiens. Minorité 301-30; Substitut. 203-60.
— Caen. Contrat de mar. 845; Privil. et hypoth. 1348.
— Toulouse. Abus de confiance 196.
— Trib. comm. de Bordeaux. Droit marit. 1056.
— Decis. Douanes 66.
26 Paris. Marité 527.
27 Cass. Expropriat. publ. 522-10. — Jugem. 987. — V. 23 février.
— Besançon. Transaction 73-20.
— Liège. Mines 56.
— Montpellier. Degr. de jurid. 656.
— Demande nouv. 279-60; Vagabondage 65.
— Paris. Contrainte par corps 964 c., 965.
28 Ord. Armes 18; Organ. de l'Algérie, p. 765.
— Cass. Chose jugée 40-100; Concess. administr. 31-10.
— Aix. Assurances terrestres 76; Louage 385 c.
— Poitiers. Travaux publ. 643 c., 647.
— Rouen. Ordre 795.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 560.
— Trib. comm. de la Seine. Théâtre 151.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 209.
— Lettre. Voirie par terre 699, 768.
— Delib. Enreg. 3958.
Mars.
1 Cass. Contrat de mariage 110. — Effets de comm. 844-20.
— Bordeaux. Prescript. civ. 1122.
2 Cass. Cassation 1911-80. — Compét. admin. 428 c.; Voirie par terre 1131-10. — Faux 174-30, 399-20 c. — Obligation. 3104-50; Prescript. civ. 484-20. — Requête civ. 60 c.
— C. C. belge. Cassation 1386.
— Bourges. Vagabondage 135.
— Limoges. Acte de comm. 317.
— Nan-y. Exploit 376-80.
— Nîmes. Forêts 432, 733.
— Paris. Théâtre 163.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2378.
— Toulouse. Privil. et hypoth. 1121.
— Trib. de Cusset. Commerce 278.
— Trib. de Limoges. Enreg. 1018 c., 1028.
— Solut. Enreg. 3654.
3 Cass. Faux 301; Instr. crimin. 2776-40; 2799-10 c. — Poids et mes. 138-60 c., 143, 162-30 c.; Procès-verb. 165-30 c. — Presse-outrage 1228-40.
— Bourges. Appel civil 748 c.; Exploit 404-20.
— Bruxelles. Jugem. p. déf. 150-30.
— Nancy. Contrat de mar. 620, 657, 8476 c.
— Paris. Théâtre 163.
— Pau. Commissionn. 394.
— Conseil d'Etat. Commune 454 c.; Impôts directs 50. — Compétence administr. 460 c.; Conseil d'Etat 362; Intervent. 159; Voirie par eau 637-10, 649-10. — Concess. admin. 108. — Impôts dir. 112-20, 216. — Octroi 79. — Patente 32-10, 86, 105-10, 343. — Pension 124-10. — Vente admin. 333-10.
— Decis. Douanes 615.
4 Cass. Abus de conf. 69. — Poids et mesures 138-10 c., 145.
— Bruxelles. Jugement 680, 681.
— Orléans. Avocat 137, 378 c., 395 c., 396 c.

Mars.

- 4 1. is. Instr. crim. 1041 c.; Presse-outr. 878-20 c., 883-10.
— Rouen. Arbitrage 106. — Obligation. 2863-20.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1331.
5 Toulouse. Saisie-exécution 168, 191 c.
6 Cass. Effets de comm. 328 c. — Mariage 393-30.
— Delib. Enreg. 3590.
7 Cass. Commerce. 256; Société 477. — Obligation. 4199 c.; Société 477. — Voirie p. terre 1356-30, 1364 c.
— Amiens. Compét. comm. 329.
— Metz. Usage 93-30, 428 c., 516 c.
— Paris. Compét. comm. 236; Vice rédhibit. 120.
— Tribunal de Goudon. Commune 1424.
— Trib. de Nantes. Enreg. 989.
— Delib. V. 24 février.
8 Cass. Commissaire-priseur 30 c.; Vente publ. de meubles 88-10. — Contrat de mar. 847; Frais et dép. 473-50 c.; Obligation. 539 c.; Transcrit. hypoth. 214 c. — Obligation. 1811, 2592, 4380-20 c.
— Caen. Servitude 31.
— Colmar. Expert. 82.
— Grenoble. Degré de jurid. 127-40, 245 c.
— Limoges. Compét. comm. 451; Vente 240-10 c.
— Paris. Responsabilité 61-10-20 c.
— Decis. Douanes 321.
9 Cass. Cassation 895-30 c., 1874-210 c.; Vente 437-10. — Commissaire de police 38 c.; Fonctionn. publ. 131-10. — Disposit. entre vifs 1633, 1673 c. — Domicile élu 131 c.; Huissier 99; Mandat 186 c. — Evasion 21. — Instr. crim. 3154-40. — Mandat 186 c.; Obligation. 1951 c. — Vente 1869. — Vol 843, 872 c.
— Grenoble. Successions 1120 c., 1123 c.
— Nancy. Eaux 253.
— Paris. Faillite 224, 224-30.
— Toulouse. Mines 676-30, 694 c.
— Trib. de Toulouse. Enreg. 5333-30.
10 Cass. Contravent. 56. — Forêts 816. — Loi 192-20 c.; Presse-outr. 416 c., 419; Théâtre 76.
— Bourges. Responsabilité 506-20.
— Nancy. Forêts 357, 1241. — Gardanne 26 c.; Impôts indir. 593, 593 c.
— Trib. de Versailles. Imp. dir. 578.
— Decis. Notaire 29.
— Delib. Enreg. 1900.
— Solut. Enreg. 1027; Voirie par terre 770-10.
11 Cass. Cassation 1770 c.; Garde nation. 413-60, 416. — Exploit 731-20. — Forêts 1757 c.; Mise en jugem. 64-30 c., 170, 173 c.
— Amiens. Louage 206. — Usage 222.
— Bourges. Propriété 320.
— Bruxelles. Faillite 376.
— Caen. Biens 252.
— Nancy. Forêts 1356.
— Paris. Brevet d'invention 397 c. — Contrat de mariage 334. — Propriété littéraire 366.
12 Ord. Salubrité publ., p. 674.
13 Cass. Appel Inad. 128.
— Caen. Normandie 63.
— Orléans. Appel civil 1193 c.; Degré de jurid. 105-30; Demande nouv. 91-10 c.
— Paris. Assurances terrestres 143. — Paternité 636-20.
— Poitiers. Abus de confiance 186.
— Rennes. Conciliation 351.
— Cons. d'Etat. Expertise 377; Impôts dir. 95 c., 470 c.
14 Cass. Acquiescem. 93 c., 851 c.; Désistement. 66-20; Success. 332. — Compét. civ. trib. d'arr. 78 c.; Loi 419, 422 c. — Contrat de mar. 1792; Séparat. de corps 342 c. — Enreg. 4967, 5037 c., 5350 c., 5715-30 c. — Vérificat. d'écrit. 67-20, 70-40 c.
— Nancy. Contrat de mariage 1639, 1638-30.

Paris. Jugement 533-10 e., 20.
Sout. Enreg. 2027, 2029 e.
Cass. Cassation 1446 e.; Commune 1990, 2068; Jugement 107-10, 294-90; Domaines de l'Etat 112 e.; Dom. engagés 34; L. 10 e.; 25 e.; Nautisme 119-20 e.; Propriété 145 e.; Mariage 870-20 e.; Surenchère 104-20, 222-20 e., 225 e.
C. C. belge. Enreg. 5362.
Cass. Compte courant 53-40. — Obligat. 2044 e.
Colmar. Octroi 101.
Cass. d'Etat. Impôts dir. 258. — Org. admin. 967-20, 972-10.
Droits. Commune 414; Forêts 269.
Cass. Abus de confiance 167 e.; Cassation 1924-30; Exploit 210 e.; 221-50 e.; Instr. crim. 354; Procès-verbal 9-30 e.; Vol 342; Cassation 1910 e.; Garde nation. 61, 212, 219-10 e., 552-20 e.; Instr. crim. 1238-10, 1239 e.; 1693, 1975-10, 2156-10.
Grenoble. Acte de comm. 355; Vente publ. de marchandises 27 e.
Montpellier. Prescript. civ. 479-40.
Pau. Obligat. 2938.
Paris. de Chaumont. Enreg. 5461.
Cass. d'Etat. Commune 2182 e.; 2248. — Dom. de l'Etat 131-10, 252. — Dom. extraord. 25 e.; Majorat 15. — Impôts dir. 113-10. — Patente 173-20. — Vol par terre 1176-30.
Paris. Commune 538.
Paris. Enreg. 733.
Paris. Legalisation 7.
Paris. Poudres 44. — Voirie par terre 1141-60, 1328 e.
Paris. Obligat. 4706-20 e.
Paris. Cautionnem. 334.
Paris. Eviction 39.
Paris. Forêts 367, 368.
Paris. Except. 565; Vente 1194.
Paris. de Marseille. Enreg. 587.
Paris. Chasse 341. — Exploit 131-10. — Forêts 1419. — Jugem. 754-40.
Paris. Prescription 301, 358 e.
Paris. Compét. civ. trib. d'arrond. 190; Vente publ. d'immeubles 1293-10 e.; — Obligat. 1997 e.; Ordre 863-10; Privil. et hypoth. 2384-20.
Paris. d'Angers. Enreg. 3565.
Paris. d'Etat. Dom. de l'Etat 258.
Paris. Ordre 1194-30 e.
Paris. Droits publi. 491 e.
Paris. Saisie-arrest 2337.
Paris. Succès. 355.
Paris. Rentes constituées 166-40; Vente 1159 e.
Paris. Contrat de mar. 2705.
Paris. Distrib. par contrib. 14.
Paris. Cote 234-10 e., 448.
Paris. Disposit. entre vifs 856.
Paris. Mandat 414-20 e.; — Obligation 1112-20 e.; Vente 191-30.
Paris. Contrat de mar. 2708.
Paris. Compét. comm. 235. — Enchère 208; Exploit 81 e., 60-80.
Paris. Voirie par terre 863, 864.
Paris. Action posses. 609; Responsabilité 176-10 e.; Degré de jurid. 530-20 e.; Jugement 222-30; Prescription 477-20, 48 e.; Responsab. 739-10. — Disposit. entre vifs 4182.
Paris. Cautionnem. 363.
Paris. de Dijon. Enreg. 1456.
Paris. de Peronne. Enreg. 1362.
Paris. Contravent. 39 e.; Peine 159. — Forêts 1199, 1200 e.; 1503 e.; Procès-verbal 685-10 e.; Paris. de Clermont-Ferrand. Récompense 92.
Paris. Instr. crim. 3521.
Paris. Douanes 353.
Paris. Enreg. 1344.

25 Cass. Chose jugée 256-30 e.; Forêts 1490, 1492 e., 1671 e.; Loi 339-50 e.; Quest. préjud. 111-60 e.; — Faux 48; Jugem. 1101-80. — Circ. Commune 212 e.
26 Trib. de Saint-Etienne. Enreg. 3315, 3318 e.
27 Bruxelles. Contr. par corps 393.
Montpellier. Forêts 450.
Circ. Commune 539, 540, 2505.
Droits. Douanes 353; Organ. marit. 248.
Instr. Impôts dir. 345.
28 Cass. Cassation 1487-30; Demande nouvelle 435-40 e.; Enquête 562, 570-20 e.; Jugem. 1008-80 e.; Requête civ. 686, 77-10 e.; — Servitudes 1158 e., 1206-10; Vente 1071-10 e.; Vidange 18 e.; — Vente 1238. — Vente publ. d'immeubles 1769.
C. C. belge. Cassation 1824 e.
Paris. Obligat. 5312.
Trib. de la Seine. Prescript. civ. 999.
Circ. Forêts 200, 206.
29 Cass. Action 194 e.; Lomage 458-20, 463-30 e., 464 e.; — Disposit. entre vifs 2254. — Marais 76-20; Travaux publics 1131-10 e.
— Bruxelles. Cautionnem. 109.
— Paris. Privil. et hypoth. 202-10.
— Trib. de Saint-Quentin. Enreg. 3030.
30 Ord. Voie publ. 6-110.
— Cass. Appel crim. 357; Règlement de juges 233. — Cassation 1614-80; Chose jugée 173-20; Jugem. 1010-10 e.; — Jugem. 820-10. — Servitudes 494 e., 528, 1141 e.
— Limoges. Compét. crim. 520, 525.
31 Loi. Etablissement d'épargne 26; Obligat. p. 58.
— Cass. Prêt à intérêts 271-20 e., 286.
— Bourges. Action posses. 833 e.; Servitudes 807.
— Gand. Contr. par corps 990.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3030, 3034 e.
— Circ. Impôts directs 590.

Avril.

1 Loi. Loi 464, 484 e.; Organ. judic. 422; Voirie par terre, 85, p. 207.
— Ord. Hospices, p. 75; Org. judic. 422.
— Cass. Cassation 128, 389 e., 436 e., 2322 e.; Impôts indir. 534 e.; Instr. crim. 49 e.; Instr. crim. 4260-60, 2338. — Jugement 817-50. — Témoin 462 e., 472-30.
— Bourges. Privil. et hypoth. 2133.
3 Cass. Impôts indir. 610; Loi 366-90 e.; — Vente publique d'imm. 220-10, 1232-20 e., 1331-30 e., 1573 e.
— Bastia. Expertise 286 e., 306. — Privil. et hypoth. 819, 851.
— Bourges. Dom. de l'Etat 108.
— Bruxelles. Avoué 175.
— Paris. Servitudes 1002-10. — Usage 416 e.
4 Cass. Acquisition 730; Droit rural 31 e.; Prescript. civ. 368 e.; — Disposit. entre vifs 3900. — Domicile 30 e.; Mariage 477-20. — Frais et dép. 670 e.; Loi 553-20 e.; Matière comm. 9-30 e., 44-30, 46-10 e.; Vente publ. d'imm. 1023 e.; — Obligat. 4660. — Paternité 157, 189 e.; — Vente 466-20 e.; Vente publ. d'imm. 2085.
— Paris. Société 834.
— Conseil d'Etat. Commune 729; Balles 31, 33. — Conflit 61. — Dom. engagés 64-30, 67-20 e.; — Eau 52-30 e., 386-30 e., 534-30.

4 Cons. d'Etat. Jugem. p. déf. 498-20. Tierce-opposit. 275; Voirie p. terre 135. — Travaux publics 1221-30. — Voirie p. eau 225, 234 e., 337-10 e., 358.
5 Cass. Cassation 606, 1736-30 e.; Faux incl. 75-70, 82-60 e.; Chose jugée 186-30, 231 e.; Compét. comm. 424. — Droits polit. 215. — Eau 560-20. — Jugem. p. défaut 626 e.; Propriété 56-40 e.; Responsabilité 176-20. — Prescript. civ. 576 e., 856, 1130.
— Bourges. Vente publique de marchandises neuves 25-30.
— Colmar. Except. 564.
— Paris. Garde nat. 42-30.
— Toulouse. Obligat. 2941-10.
— Circ. Commune 232 e.
6 Cass. Cassation 1045 e.; Compét. admin. 216. — Cassation 1052, 1961, 2111 e.; — Compét. crim. 153 e.; — Contrainte par corps 686. — Expert. 401 e.; Instr. crim. 2174-10. — Voirie p. terre 2067-60, 2074 e.
— Colmar. Forêts 1311.
— Orléans. Organ. judic. 328-20.
— Poitiers. Jugement 485-20 e.; Jugem. p. défaut 179-10.
— Trib. de Poitiers. Enreg. 1385 e., 1386.
— Trib. de Versailles. Enreg. 2595.
— Décis. Douanes 804.
7 Ord. Organ. marit. 670.
— Cass. Appel crim. 18 e.; Instr. crim. 427 e., 634-10-20 e., 636 e., 637 e.; Appel crim. 110 e.; Avoué 189. — Chasse 474 e., 477; Frais et dépens 1011 e.; Prescript. crim. 22 e.; Commune 1243-40. — Forêts 891 e.; Rébellion 38. — Forfait. 69; Octroi 23 e.; Serment 413. — Voirie p. terre 3373.
— Bourges. Servitudes 222-30.
— Poitiers. Jugement 625, 677-40 e.
8 Cass. Avocat 53 e.; Défense 209. — Organ. milit. 786-30 e.; — Vagabondage 134.
— Paris. Effets de comm. 459-70. — Trib. de la Seine. Enreg. 1018.
— Solut. Enreg. 3558.
9 Bruxelles. Chose jugée 104.
10 Cass. Chose jugée 358-20.
— Amiens. V. 10 avril 1839.
— Orléans. Ordre 883, 909 e.
— Rouen. Scellés 20, 110 e.
11 Cass. Cassation 75 e.; Jugem. d'av. dire droit 42-120 e.; Servitudes 214-10. — Compét. civ. trib. d'arrond. 12. — Contrat de mar. 1852 e., 1859. — Faux incl. 87. — Organ. judic. 149-40. — Vente publ. d'imm. 1218-70.
— Bordeaux. Droit marit. 1834.
— Caen. Vente 1524, 1538 e.
— Liège. Mines 130.
— Montpellier. Médécine 153-40, 222 e.; — Pêche fluviale 135 e., 157.
— Paris. Propriété 124-40.
— Cons. d'Etat. Commune 1545. — Commune 2038, 2639 e.; Trésor public 260 e., 594 e.; Compét. admin. 362 e.; Impôts directs 107-20. — Cons. d'Etat 204; Vente administr. 114-20, 161. — Conseil d'Etat 342, 361. — Droit marit. 1423, 1555 e.; Marché de fourn. 12-20 e., 134-70. — Impôts dir. 109-30, 126-10, 192. — Marché de fourn. 40-80. — Patente 101-40. — Pension 181, 332, 237 e.; — Voirie par terre 2211-10-80, 2213.
12 Cass. Chose jugée 527 e.; Notaire 741-10 e., 786-10. — Droit rural 44, 51-30 e.; Transaction 132-70 e.
— Bruxelles. Intervent. 83.
— Circ. Impôts directs 506.
13 Cass. Abus de confiance 136, 176 e.; Vol 214 e.; — Cassation 547; Faux 438, 435; Instr. crim. 1626-20, 1682, 1744, 1764, 1767, 2068-20, 2154-20 e., 2388-30, 2938-20, 3678. —

13 Cass. Contumace 33 e.; Exploit 137-20. — Faux 343-60; Instr. crim. 1850-40, 1982-20, 2067-10, 2167-20, 2592-20, 2619, 2630; Jugem. 847-10; Témoin 154-10, 468. — Organ. judic. 651, 679 e., 684-50 e., 693-10. — Prescript. civ. 365; Vente admin. 316-30.
— Angers. Dispositions entre vifs 178-50.
— Colmar. Renvoi 52, 91-40.
— Lyon. Succès. 773.
— Paris. Faillite 1085.
— Lettre. Mines 345.
14 Cass. Crimes contre les personnes 88-30. — Forêts 953, 955 e., 1116. — Instr. crim. 2640, 3218-10 e.; Témoin 260-30 e., 562. — Instr. crim. 3377-20.
— Agen. Disposit. entre vifs 895-10, 900 e., 970.
— Colmar. V. Cass. 8 février 1842.
— Douai. Vente 148.
15 Ord. Douanes, p. 609.
— Cass. Cassation 1793 e.; Voirie 449-10, 450 e.; Défense 56 e.; Instr. crim. 1260-30, 2190-10 e.; — Postes 101-10. — Serment 304-10. — Voirie par terre 3371-40.
— Amiens. Mariage 180.
— Paris. Acte de comm. 105; Commerçant 30 e.; Contrat de mariage 2701. — Dépôt 246. — Nom 24-30 e.
— Trib. d'Evreux. Enreg. 6223.
17 Cass. Action posses. 621, 636 e., 811 e.; Cassation 1735 e.; — Cassation 243 e., 473, 1154; Prêt à intérêts 246. — Jugem. par défaut 17-80. — Obligat. 1427-60, 1823 e., 1884 e.; Société 142 e., 1055 e.
— Pau. Appel civil 917. — Désistement. 71 e., 101, 107 e.; — Effets de comm. 730.
— Rouen. Culte 670 e.; Hospices 170; Obligat. 2062-40.
— Trib. de Rennes. Enreg. 3682.
— Décis. Hospices 390.
— Solut. Domicile 99 e.; Enregistr. 1331.
18 Cass. Abus de confiance 128. — Commune 1015 e., 1016.
— Douai. Nautisme 111-10.
— Limoges. Acquissem. 725. — Appel civil 246.
— Rouen. Droit marit. 2092.
— Delib. Enreg. 1509, 5976.
19 Cass. Cassation 1131 e., 1186; Chose jugée 258-40 e.; Dom. de l'Etat 103 e., 113; Dom. engagés 25-20 e., 30.
— Amiens. Contrat de mar. 3424, 3589.
— Colmar. Vente 802-30, 847 e.
— Paris. Vente 1279-50, 1344.
— Riom. Prescript. civ. 501; Privil. et hypoth. 2508-30 e., 2550-10 e.
— Rouen. Jugement 553.
— Trib. de Blois. Enreg. 5901.
20 Cass. Cassation 1478-40 e.; Chasse 231. — Cassation 1882-90; Chose jugée 589. — Compét. comm. 411 e.; Effets de comm. 320. — Contrat de mar. 2421. — Contr. par corps 66.
— Faux incl. 196 e.; Jugement 1000-120 e.; — Instr. crim. 1609-40, 1625-80. — Organ. colon. 216, 217 e.; — Vol 734, 768 e.
— Aix. Paternité 84-20.
— Limoges. Faux 191.
— Circ. Forêts 169.
21 Cass. Boulanger 40 e.; Poids et mesures 101-20. — Faux 174-130; Funct. publ. 47-80 e.; — Voirie 434-20 e., 452.
— Paris. Servitudes 1006-30.
— Delib. Enreg. 885.
22 Cass. Access. 79 e.; Forêts 1053 e., 1066 e., 1074 e., 1094 e., 1100, 1102, 1758 e.; — Commune 1177; Jeu 104 e.; — Voirie par terre 2300-10.

22 Grenoble. Forêts 652.
— Toulouse. Société 828 e., 829 e., 837.
— Delib. Enreg. 4568.
23 Bourges. Contrat de mar. 1411.
— Cons. d'Etat. Commune 564. — Commune 2034; Trésor public 473-20 e.; — Dom. de l'Etat 188 e., 222 e., 282 e.; Echange 22 e.; Forêts 992. — Impôts dir. 113-30, 182, 190 e., 231-10. — Marché de fourn. 64-70. — Organ. milit. 6-8-80, 727-20. — Pension 194, 208, 243. — Place de guerre 324. — Trav. publ. 603. — Trésor public 388, 398. — Voirie par terre 225.
— Décis. Office 121.
24 Ord. Organ. colon. p. 1099; Organ. marit., 1688.
— Cass. Dom. engagés 127-10.
— Paris. Minorité 230-30. — Succès. 2120 e., 2121-20 e.
— Rouen. Normandie 63.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 808.
— Trib. de Metz. Notaire 85.
— Trib. de la Seine. Propriété litig. 312.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 336 e.; Tierce opposit. 270. — Compét. administr. 415 e.; Voirie par eau 331-10; Voirie par terre 1912-30. — Cons. d'Etat 203. — Eau 325-40. — Peine 808-20 e.; — Impôts dir. 186. — Instr. civ. 21; Jugem. par défaut 499 e.; Tierce-opposit. 284 e., 285 e.; Voirie par terre 933. — Patente 62-20, 104-50, 279-120. — Pension 132, 178. — Trav. publ. 1174-20. — Voirie par terre 1992, 2001 e., 2201. — Instr. Mines 284.
25 Cass. Commissionn. 35; Copie de pièces 26 e., 27 e.; Frais et dépens 558-100 e., 110 e., 561 e.; — Forêts 498 e.
— Bordeaux. Organ. colon. 143 e.
— Nancy. Jugem. par défaut 413-20.
— Delib. Enreg. 904.
26 Cass. Accessoire 93 e.; Eau 531-30; Jugem. 1052-10. — Chose jugée 358-30; Jugement 18-40 e.; — Jugement 129-10; Servitudes 1021-10-20, 1037-10 e.
— Colmar. Servitudes 320.
— Paris. Impôts indir. 344 e.; Nat. d'or et d'argent 116; Prescript. crim. 23 e.; — Trésor public 1137.
— Riom. Culte 568-20, 587.
— Rouen. Dom. publ. 56; Prescript. civ. 495 e.
— Trib. de Vitry. Enreg. 2670.
— Solut. Notaire 249.
27 Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 45. — Compét. civ. trib. d'arrond. 81 e.; Except. 188-30. — Défense 210. — Instr. crim. 1713-30, 2160. — Postes 116; Voirie 288 e.
— Agen. Disposit. entre vifs 1523 e.; Obligation 3883-70 e., 3960-40 e.
— Bastia. Armes 53. — Peine 561.
— Bordeaux. Demande nouv. 223-10 e.
— Paris. Acte de comm. 345.
— Trib. de Sens. Privil. et hypoth. 298, 598-30 e.
28 Cass. Commune 938. — Jugement 828-10, 829-10 e.
— Aix. Acte de comm. 33.
— Douai. Vente publ. de marchand. neuves 52.
— Paris. Effets de comm. 458-20.
— Trib. de Châteauneuf. Enreg. 6250.
— Décis. Douanes 213.
— Delib. Enreg. 3375, 3851.
29 Ord. Organ. marit. p. 1688.
— Cass. Arrêt. 100 e.; 106; Dom. nouv. 281 e.; — Delib. 25; Témoin 418. — Forêts 322 e.; — Frais et dépens 1015.
— Paris. Obligat. 3204-20.
— Rouen. Nautisme 115-10.
— Décis. Enreg. 3120.

Mal.

1. Circ. V. mai 1847.
 1 Arr. avoc. de Paris. Avocat 198.
 2 Loi. Mines 145, 175 s., 299, 310 s., 311, 312, 330, 373, 554; Telegraphie, p. 37.
 — Cass. Appel civil 384; Contrainte p. corps 587 c.; Enreg. 894 c., 5136-10. — Faux incid. 66 c.; Requête civ. 143, 176 c.
 — Bastia. Degré de jurid. 139-30; Effets de comm. 819. — Obligat. 4175-40 c.
 — Bourges. Paternité 626, 654 c.
 — Nîmes. Paternité 539-10, 545 c., 582-10 c.; Success. 336 c.
 — Orléans. Société 144.
 — Cons. d'Etat. Place de guerre 79. — V. 3 mai.
 — Lettre. Voirie par terre 793, 862.
 3 Cass. Biens 949; Cassation 1609-60 c., 1898 c.; Chose jugée 187 c.; Effets de comm. 549 c. — Cassation 1159-50; Dom. engagés 49 c., 51-40, 93-30 c., 97-10 c., 98 c., 126 c.; Forêts 498 c. — Obligat. 2426-40. — Règlement de juges 51 c., 52 c.
 — Bruxelles. Degré de jurid. 76. — Except. 78.
 — Douai. Industrie 132. — Organ. milit. 435-70. — Ouvrier 211 c.
 — Limoges. Contr. de mar. 3718-30.
 — Lyon. Louage 476.
 — Metz. Forêts 478.
 — Nancy. Faillite 1527-40. — Usage 497 c.
 — Cons. d'Etat. Chose jugée 86-30; Commune 445. — Commune 1562, 1707 c., 1709 c.; Compét. admin. 60 c., 313 c.; Marché de fourn. 48-150 c.; Trav. publ. 468. — Organ. admin. 759-20; Trésor public 506-20. — Voirie p. terre 885. — V. 2 mai.
 — Avis Cons. d'Etat. Mines 244, 245.
 — Delib. Enreg. 885, 4568.
 4 Loi. Forêts 127.
 — Aix. Usage 427.
 5 Cass. Forêts 321 c., 731, 1532 c.; Peine 412-10 c.; Forfait. 64-50 c., 71, 102-20 c., 121-40 c. — Instr. crim. 3119. — Quest. préjud. 112-70.
 — Paris. Compétence comm. 336. — Instr. crim. 1007.
 — Rouen. Effets de comm. 769.
 — Toulouse. Nantiss. 276.
 — Circ. Organ. marit. 701.
 — Décis. Douanes 131.
 6 Cass. Forêts 331 c., 1588. — Impôts indir. 581. — Jugement p. défaut 459. — Peine 260-20. — Poids et mesures 128-30 c., 128-100, 169-70. — Voirie par terre 2009.
 — Bordeaux. Obligat. 5130-20 c.
 — Bourges. Obligations 3423-50 c., 2505.
 — Gand. Minist. publ. 23, 24.
 — Paris. Faillite 768-20. — Privil. et hypoth. 550-20.
 — Decis. Poids et mesures 173.
 7 Loi. Domaines de la cour. 21-20.
 8 Loi. Organ. milit. p. 1897.
 — Ord. Amnistie, p. 517.
 — Cass. Arbitr. 601 c., 602.
 — Bourges. Acquiesc. 217; Contr. p. corps 330 c.
 — Paris. Jugem. p. déf. 426-50.
 9 Cass. Compétence admin. 282 c.; Contr. de mariage 3473-20. — Copie de pièces 29. — Enreg. 5967, 5999 c.; Transcript. hypoth. 730 c.; Jugem. d'av. dire droit 13-10 c.; Usage 190-30. — Prescript. civ. 797-50; Servitudes 1249 c.; Usage 181 c.
 — Caen. Désist. 99; Ordre 818-10.
 — Colmar. Arbitr. 537.
 — Lyon. Obligat. 3283 c.
 — Nancy. Usage 470-10.
 — Paris. Contr. p. corps 631; Frais et depens 989 c. — Succession 1652 c.
 — Pau. Vente publ. d'imm. 191-20.
 — Trib. de Bressuire. Enreg. 4327.
 — Circ. Amnistie 59, 75 c., 101 c.
 — Delib. Enreg. 5583-20.

Mal.

- 10 Cass. Droits polit. 142, 148. — Enreg. 3384. — Presse-outrage 402. — Prêt à intérêts 28-10, 184-10; Société 144; Théâtre 316 c.
 — Amiens. Privil. et hypoth. 1801, 1807 c., 1810-30, 2030 c.; Vente publ. d'imm. 1141.
 11 Cass. Compét. admin. 74-70 c.; Vente publ. de récoltes 9-80.
 — Bordeaux. Obligat. 5107-40 c.
 — Paris. Contr. de mariage 2373, 2695 c., 2700.
 12 Cass. Peine 354-20 c.; Presse-outrage 297-10, 996.
 — Bordeaux. Privil. et hypoth. 2332 c.
 — Bourges. Chasse 363 c.; Enreg. 5009. — Témoin 23.
 — Grenoble. Responsabilité 105-20; Saisie-arrest 418, 463.
 — Paris. Faux 311. — Success. 770. — Trib. de la Reole. Enreg. 3192.
 — Delib. Enreg. 1457.
 13 Ord. Douanes, p. 610.
 — Cass. Instr. crim. 769 c., 774. — Poids et mesures 41. — Procès-verb. 687-30. — Témoin 370-10. — Voiture 187.
 — Caen. Normandie 64. — Servitudes 565, 776-50 c., 1011-10 c., 1305.
 14 Loi. Organ. marit. 96 s., p. 1688.
 15 Toulouse. Usufruit 496.
 — Lettre. Voirie p. terre 789.
 16 Ord. Dom. de la cour. 85-20.
 — Douai. Absent 526, 536 c., 538 c.
 — Cons. d'Etat. Chose jugée 78-40; Compét. administr. 61; Jugem. 906-20. — Compét. administr. 114-30; Forêts 992. — Eaux 81; Voirie par eau 392-10 c.; Marché de fourn. 50-40. — Organ. administr. 593-40. — Trav. publ. 604, 632, 692, 750, 755, 769. — Vente administr. 110, 160.
 — Delib. Enreg. 4500.
 17 Ord. Organ. administr. p. 611.
 — Loi. Travaux publ. 163, p. 852; Trés. publ. 337, p. 1152.
 — Agen. Avocat 382, 389 c., 395 c., 397 c.
 — Dijon. Forêts 1793.
 — Nancy. Louage 210-20, 818.
 — Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 151 c., 268. — Eaux 491-20; Trav. publ. 830 c. — Impôts dir. 186, 237-10. — Patente 53-30. — Pension 198.
 18 Cass. Cassation 445; Faux 66. — Cassation 735 c.; Garde nation. 711-20. — Contr. par corps 886.
 — Aix. Biens 238.
 — Angers. Dispositions entre vifs 2819-10.
 — Cayenne. Arbitr. 598.
 — Cons. d'Etat. Commune 433. — Compét. administr. 481 c.; Manufact. 60, 67-70, 79. — Compét. crim. 121; Presse-outr. 417. — Cons. d'Etat 214 c.; Dom. de l'Etat 300, 318 c., 320 c. — Cons. d'Etat 335; Expert. 371-20; Forêts 657 c.; Trav. publ. 893 c. — Eaux 141-20, 466-10. — Impôts dir. 108. — Manufact. 75-40. — Organ. administr. 545-10, 549-30, 842-120. — Organ. milit. 312-10. — Pension 181. — Voirie par eau 108 c. — Voirie par terre 1156.
 — Solut. Enreg. 435-50.
 19 Loi. Dom. apanager 38.
 — Cass. Cassation 380; Impôts indir. 536; Procès-verbal 452, 453. — Impôts indir. 179-20 c., 229. — Pêche fluv. 112 c., 113 c. — Poids et mesures 93-10.
 — Lyon. Paternité 735-10.
 — Paris. Forêts 663, 665 c.
 — Delib. Voirie par terre 1612, — Solut. Enreg. 1156.
 20 Loi. Voiture 353, 336 s., p. 1036.
 — Ord. Forêts 128.
 — Cass. Instr. crim. 2190-30, 2974-20, 3291, 3605; Serment 108-20 c. — Procès-verbal 159-10 c. — Voirie par terre 1682-20.

Mal.

- 20 Paris. Impôts indir. 487 c., 490; Instr. crim. 49 c.; Octroi 380 c.
 — Circ. Douanes 520.
 — Decis. V. 29 mai.
 21 Ord. Mines 751; Organ. milit. p. 1897.
 22 Bordeaux. Effets de comm. 805.
 — Nancy. Servitudes 913-10; Usage 349-20 c., 30 c.
 — Rouen. Acte de comm. 57. — Rentes constituées 195.
 — Delib. Enreg. 2761.
 23 Cass. Arbitr. 752 c., 762 c., 767, 883 c. — Cassation 1658 c.; Faillite 506, 507 c. — Cassation 1822; Emigré 189-40 c., 209-210, 409-30 c.; Requête civile 89-20 c. — Droit rural 58-10; Propriété 70-30 c.
 — Caen. Avoué 81, 174 c.; Deg. de jurid. 569-40 c.
 — Rouen. Obligat. 509-20.
 — Tribunal d'Avranches. Servitudes 1116-10 c.
 — Cons. d'Etat. Commune 230.
 24 Ord. Organ. colon. p. 1099.
 — Cass. Commune 2739. — Disposit. entre vifs 184-20 c., 3611-10 c., 4376-90 c.; Substitution 181. — Enreg. 2550. — Jugem. 1037-30, Verdict d'écrit. 70-10.
 — Bordeaux. Nantiss. 276. — Saisie-arrest 51-50.
 — Bourges. Arbitr. 371 c., 425 c., 1028.
 — Colmar. Droit rural 57-20.
 — Paris. Propriété littér. 396.
 — Trib. de Namers. Enreg. 2857.
 25 Cass. Crimes contre les personnes 258-10. — Effets de comm. 212; Faillite 1190 c. — Garde nation. 384-70. — Instr. crim. 515, 1498-20, 1505-30 c., 1539, 1544, 1732, 1740, 1758, 1907. — Obligat. 5053-30 c.
 — Bordeaux. Mandat 119.
 — Nancy. Succession 2267.
 — Paris. Enquête 38 c.; Séparat. de corps 61-10, 102-50 c. — Sur-enchère 146-30.
 — Décis. Poids et mesures 173.
 — Delib. Enreg. 2344.
 26 Cass. Médecine 178-10 c.; Peine 82-50; Substances vénéneuses 10-50.
 — Agen. Contr. de mar. 393.
 — C. C. belge. Instr. crim. 844-80.
 — Bruxelles. Serment 190 c.
 — Douai. Presse-outr. 963.
 — Toulouse. Mariage 963. — Vente publ. d'imm. 537 c., 539.
 — Cons. d'Etat. Chose jugée 77-80. — Compét. administr. 57 c.; Voirie par terre 405-20, 581. — Conflit 104. — Cons. d'Etat 227, 280. — Désist. 311-30. — Eaux 79-30, 80 c.; Procès-verbal 748-20. — Frais et depens 1203-40. — Patente 53-20, 155-10, 159-10 c. — Procès-verbal 768.
 — Delib. Enreg. 2716.
 27 Ord. Acte de l'Etat civ. 329 c.
 — Cass. Abus de confiance 196; Cassation 1974 c., 2174 c.; Instr. crim. 136 c.; Obligat. 4890 c.; Témoin 181. — Fonct. publ. 143.
 — Colmar. Bourse de comm. 447 c.; Intervention 36-40 c.; Vente publ. de meubles 37-20.
 — Paris. Contr. de mariage 1675, 1677 c.; Séparat. de corps 417-20 c. — Garde de comm. 12-20; Office 397 c.
 — Pau. Contr. de mar. 2282.
 — Circ. Douanes 520.
 28 Décis. Notaire 35-30 c.
 29 Ord. Voie publ. 4 c.; Voirie par terre, p. 206.
 — Cass. Dom. engagés 45, 89 c., 103-30 c.
 — Agen. Obligat. 4853.
 — Bourges. Nantiss. 276-30.
 — Caen. Vente publ. d'immeubles 1536-30.
 — Liège. Except. 79.
 — Paris. Copie de pièces 52-30.

Mal.

- 29 Décis. Notaire 188 c., 201, 204 c., 208. — Serment 66.
 30 Ord. Amnistie, p. 518.
 — Cass. Cassation 1147, 1615-20 c., 1668; Demande nouv. 118-30; Louage 191. — Commune 1568, 1787-20 c.; Forêts 885 c.; Jugem. par défaut 46-10; Usage 293 c. — Except. 318 c., 561 c.; Ordre 478-10-20-30, 618 c., 1097 c. — Jugem. par défaut 296-10. — Prescript. civ. 331 c., 512.
 — Bastia. Intervent. 147-70.
 — Caen. Cautionnem. de fonctionn. 55.
 — Paris. Arbitr. 1039.
 — Pau. Mariage 699-70.
 31 Cass. Action 147. — Chose jugée 233 c.; Jugem. 1043-20 c.; Servitudes 1080 c.; Tierce-opposit. 237. — Commune 1433 c.; Compét. administr. 150 c.; Servitudes 1071 c.; Voirie par terre 1461-20. — Dom. de l'Etat 339 c.; Dom. engagés 25-60 c., 35 c., 20 c., 38-70 c.
 — Agen. Disposit. entre vifs 1520. — Obligat. 4417.
 — Bruxelles. Peremption 323-20-30 c.
 — Rennes. Action possess. 617.
 — Lettre. Culte 592.
 Juin.
 1 Ord. Voie publ. 5-70.
 — Cass. Peine 131. — Sel 57-20. — Vagabondage 134.
 — Bordeaux. Deg. de jurid. 196 c., 362.
 — Douai. Classe 451 c.
 — Limoges. Emigré 128, 142-30; Prescript. civ. 485-10.
 — Nancy. Enquête 558.
 — Paris. Disposit. entre vifs 251. — Success. 416, 420 c.
 — Toulouse. Presse-outr. 282-20, 289 c., 510 c.
 — Trib. de Castelnaudary. Enreg. 2170.
 — Delib. Enreg. 2963.
 2 Cass. Commune 689-10; Contrav. 108 c. — Contrav. 183; Force maj. 44 c. — Organ. milit. 786-10. — Procès-verbal 164-90. — Sainbrity publ. 151.
 — Aix. Commune 2326-10. — Effets de comm. 210.
 — Pau. Vente publ. d'imm. 1617-30.
 — Trib. de Condom. Enreg. 595.
 — Cons. d'Etat. Commune 1709 c., 2354; Compét. admin. 60 c., 313 c., 442 c.; Dom. de l'Etat 254 c.; Vente admin. 332-30 c., 338. — Conflit 106. — Marché de fourn. 135-30; Trésor public 382. — Travaux publ. 417-70 c., 434-40, 435 c., 439 c., 475 c., 484 c., 499-50 c., 501-30 c., 534-20 c., 545, 596 c., 694 c., 733 c. — Trésor public 463-20, 482-10, 561-30. — Voirie p. eau 382.
 3 Cass. Cassation 826-130. — Except. 401 c. — Impôts indir. 96.
 5 Ord. Vidange 50.
 — Cass. Enreg. 5491, 5493 c. — Impôts indir. 284; Médecine 193 c. — Instr. crim. 1866, 2175-10; Serment 108-20 c.; Témoin 594-20, 602-30.
 — Paris. Obligat. 1902 c.; Privil. et hypoth. 1801 c., 2075-30-40 c., 50 c., 2080 c.
 — Pau. Contr. de mar. 4053.
 — Rouen. Contr. de mariage 3629, 3630 c., 3667 c.
 — C. d'ass. de la Seine. Amnistie 82.
 — Instr. Degré de jurid. 48 c.; Enreg. 2974, 5264, 5618, 5649; Notaire, p. 592; Peine 746.
 — Solut. Enreg. 469.
 6 Cass. Cassation 1436 c., 1862-10 c. — Concession admin. 52 c.; Enreg. 1783, 3095 c. — Enreg. 5761. — Frais et dep. 193; Jugement 1033-10; Ordre 881-10 c. — Octroi 149.

Juin.

- 6 Bruxelles. Louage 296-40 c., 671 c., 537. — Mines 760.
 — Paris. Vol 525.
 — Lettre. Voirie p. terre 696, 1285, 1324-10, 1344.
 7 Cass. Acte de comm. 62; Cautionnem. 36 c., 83 c.; Contr. corps 454 c. — Demande nouv. 264 c.; Louage 240-10-20 c., 30 c. — Obligations 1360-20 c., 2411 c. — Propriété 291-30 c., 366-20 c.; Success. 416, 417 c., 420 c.
 — Bruxelles. Assurances terrest. 57. — Faillite 1233.
 — Caen. Culte 605-10-20. — Prêt à intérêts 116 c.; Privil. et hypoth. 425-10; Vente 1216.
 — Douai. Contr. par corps 633-30.
 — Guyane. Transaction 155.
 — Orléans. Fonctionn. publ. 88-20.
 — Decis. Notaire 77; Office 208.
 — Instr. Enreg. 1509, 1512 c., 1781, 1900, 3319.
 8 Loi. Culte, p. 719.
 — Convent. V. 6 décembre 1828.
 — Cass. Contr. p. corps 684. — Faillite 120 c., 1081. — Faux 428, 435. — Jugem. 824-30. — Voirie p. terre 2052.
 — Paris. Adultère 31, 108 c. — Faillite 1035 c.
 9 Cass. Poids et mesures 128-20. — Poudres 48. — Quest. préjud. 125.
 — Bordeaux. Désist. 116.
 — Bruxelles. Except. 79.
 — Caen. Arbitr. 853, 1357 c.
 — Pau. Appel civil 420 c.; Ordre 1050-70 c., 1054.
 — Poitiers. Ordre 708.
 10 Amiens. Distrib. par contrib. 79.
 — Douai. V. 10 juillet 1837.
 11 Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 239 c.
 12 Loi. Ordres civil. et milit. 222 c.
 — Decret. Organ. colon. 595.
 — Arrêté. Mines 608, 636.
 — Besançon. Forêts 1304.
 — Limoges. Compét. comm. 421.
 — Delib. Enreg. 1329.
 13 Cass. Avoué 132 c.; Frais et dép. 121-20 c.; Honor. 5. — Brevet d'invent. 263; Cassation 1891; Demande nouvelle 136-20 c. — Copie de pièces 29. — Faillite 544-40; Rente viagère 124 c., 138-10 c.; Vente 1277 c. — Obligation 5081-20 c. — Vente 1241 c. — Voirie p. terre 1464-30.
 — Bordeaux. Enquête 482.
 — Riom. Degré de jurid. 170.
 — Toulouse. Industrie 418-10, 425 c.
 — Decis. Commune 2213; Douanes 520.
 14 Cass. Dispos. entre vifs 284 c., 2909. — Jugem. 76-10; Minist. publ. 70 c. — Jugem. 958-120 c.; Peremption 63-20, 121-20 c., 134 c. — Organ. colon. 351-10. — Prescript. civ. 566-10; Prêt à intérêts 144 c.
 — Agen. Disposit. entre vifs 4571-20, 4574 c.
 — Lyon. Disposit. entre vifs 176-40.
 — Metz. Privilèges et hypoth. 1637, 2228; Vente 62-10 c.
 — Nancy. Copie de pièces 29. — Prescript. civ. 873. — Rentes constit. 239-20. — Tierce-opposit. 206-20.
 — Conseil d'Etat. Commune 397; Compét. admin. 469 c., 470 c. — Compét. admin. 327 c.; Conseil d'Etat 143 c.; Garde nat. 244-10. — Compét. admin. 328 c.; Impôts dir. 160-30; Organ. admin. 687-10. — Compétence admin. 408 c.; Voirie par terre 1794-30. — Concess. admin. 17-30 c.; Forêts 1642 c., 1689, 1660 c. — Cons. d'Etat 103-20. — Eaux 533-30; Voirie p. eau 343 c. — Impôts dir. 64. — Jugement p. déf. 498-90; Organ. admin. 441. — Voirie par terre 1137. — Manufact. 126, 132 c. — Patente 219-20. — Trésor public 481-50. — Voirie p. terre 1732, 1790 c., 1818 c., 2211-120.

Juin.

- 15 Cass. Cassation 1832; Domaine publ. 37. — Chose jugée 203-20 c.; Contrat de mariage 3314 c., 3806, 3841 c. — Contr. p. corps 687 c., 689. — Droits polit. 506 c. — Peine 338-40. — Presse-out. 697-10 c., 702-40, 793-20 c. — Vagabondage 81.
- Amiens. Jeu 20.
- C. C. belge. Mines 730.
- Liège. Instr. crim. 788.
- Lyon. Adultère 64, 78 c., 78 c.
- Paris. Acquiescem. 540 c.; Appel civ. 261; Succession 1831 c. — Brevet d'invent. 215.
- Circ. Voirie p. terre 852.
- Décis. Douanes 602; Enregistr. 4425; Notaire 161, 169.
- Délib. Office 110 c., 121.
- 16 Loi. Ordres civils et milit. 204, 223 c.
- Cass. Contrainte par corps 688. — Douanes 1017-10. — Forêts 848. — Forêts 1199, 1200 c., 1203 c.; Procès-verbal 688-10.
- Amiens. Obligat. 9248-70.
- Bourges. Success. 548, 566.
- Pau. Désistement. 148; Pérempt. 57 c.
- Rouen. Prescript. civ. 602-20; Usage 168, 423-10, 627 c., 629-20 c.
- 17 Paris. Obligat. 3204-30.
- Pau. Ordre 667-20; Privil. et hypoth. 1063.
- Trib. d'Evreux. Enreg. 550; Ordre 2327-10 c.
- Circ. Organ. milit. 694.
- 18 Cass. Grâce 38. — Organ. colon. 550. — Organ. judic. 424-100.
- Trib. de Nîmes. Notaire 788.
- Délib. Enreg. 1654.
- 20 Cass. Arbitr. 524. — Cassation 1610-40 c.; Dispositions entre vifs 4509-10, 4656 c.; Obligat. 2981 c.; Success. 2355; Vente 51-40 c. — Cassation 1732-30 c.; Demande nouv. 236-20 c.; Jugement p. défaut 152-100 c.; Saisie-exéc. 118.
- Bordeaux. Enquête 254 c., 490-30.
- Colmar. Jugem. par défaut 76-20.
- Cons. d'Etat. Commune 1891; Vente administ. 300-30 c.; Conseil d'Etat 100-30; Impôts indir. 564. — Conseil d'Etat 185, 196-30. — Conseil d'Etat 261; Intervent. 158-80; Marché de fourn. 53-10. — Eaux 415-30 c., 478. — Impôts dir. 44, 129, 216. — Louage d'ouv. 144; Travaux publics 571 c. — Ordres civil et milit. 196. — Organ. admin. 952-20.
- 22 Cass. Compét. civ. trib. de paix 223, 230 c.; Demande nouvelle 23 c.; Except. 160-30 c. — Conclusions 29-10 c.; Demande nouvelle 159-10 c.; Enquête 37; Presave 70 c. — Disposit. entre vifs 1423; Mandat 146-10 c.; Minist. publ. 118. — Droits polit. 294; Jugem. 198-50. — Marché de fourn. 125.
- C. C. belge. Enreg. 5574.
- Lyon. Obligat. 3204-10.
- Paris. Disposit. entre vifs 944.
- 23 Cass. Action 196 c.; Désaveu 69-90, 71 c., 125 c. — Contrainte par corps 253 c.; Demande nouvelle 21 c.; Jugement 168-110, 1009-10, 1010-80; Obligation 771-10. — Duel 107; Instr. crim. 811 c., 2445-10 c. — Ordre 1335 c.; Privil. et hypoth. 461.
- C. C. belge. Disposit. entre vifs 168-30.
- Limoges. Effets de comm. 301.
- Paris. Désistement. 259 c. — Saisie-arrest 427.
- Rennes. Société 858, 863 c.
- Riom. Contr. par corps 828 c., 827.
- Circ. Impôts indir. 260-10.

Juin.

- 23 Cass. Appel crim. 360 c., 362 c.; — Complice 213 c.; Contr. par corps 682 c.; Obligation 5174-20 c.; Vol 122-20 c., 177. — Vagabondage 134.
- Gand. Acquiescem. 402. — Enquête 525-20.
- Trib. d'Angers. Enreg. 958.
- Trib. de la Seine. Enreg. 2912, 5140-10.
- Décis. Commune 520.
- Délib. Enreg. 2530.
- 24 Cass. Contr. par corps 690. — Forêts 1133, 1300, 1309 c. — Peine 145. — Question préjud. 87-50.
- Douai. Commissionn. 364.
- Nancy. Usage 251.
- Paris. Dom. de la cour. 65, 66; Dom. de l'Etat 281. — Industrie 287, 290 c., 290-10 c., 300, c., 307 c.; Instr. crim. 526-20.
- Trib. de Contances. Enreg. 2970.
- 25 Cass. Contrainte par corps 679.
- Limoges. Dispositions entre vifs 5802-20.
- 26 Cass. Enreg. 2896, 4692 c.
- Bruxelles. Mines 211.
- Caen. Appel civil 940 c., 1044.
- Nancy. Emigré 169-10; Prescript. civ. 1077.
- Pau. Contrat de mar. 3708 c., 3719, 3720, 3923-20 c.
- Rouen. Notaire 34 c., 41-20, 62-10.
- 27 Cass. Cassation 1584 c., 1602 c.; Obligation 551. — Cassation 1653-180 c.; Vente 863. — Enregistr. 326, 349 c.; Success. 498 c. — Enregistr. 3933.
- Jugem. par défaut 120-60-70 c. — Organ. judic. 284, 362 c. — Organ. milit. 407 c. — Prescript. civ. 864-10.
- Bruxelles. Mines 207.
- 28 Cass. Action 248 c. — Cassation 827.
- Caen. Privil. et hypoth. 294.
- Douai. Louage d'ouv. 139-40 c., 159-30 c.; Trav. publ. 575 c., 579. — Obligat. 704 c.; Vente 888.
- Lyon. Forfait. 69. — Théâtre 219-10-20.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 48 c.; Postes 156. — Compét. administ. 103-180 c., 195-50 c.; Impôts directs 641; Sel 79. — Compét. admin. 385 c.; Trav. publ. 1106-20. — Conflit 61. — Dom. de la cour. 86. — Travaux publics 808, 1149.
- 29 Cass. Contrainte par corps 670. — Contrat de mar. 3878-30; Normandie 71 c.; Obligation 896-20 c., 1033-50 c. — Défense 32. — Faux 66. — Organ. milit. 832-20. — Peine 323-30.
- Nancy. Avoué 178.
- Décis. Enreg. 2341.
- 30 Arrêté. Mines 618.
- Cass. Peine 336-20. — Témoin 619-10, 622 c.
- Gand. Exploit 653.
- Montpellier. Faillite 251.
- Nancy. Enquête 558-20.
- Pau. Avocat 225 c.; Défense 249 c.; Enquête 279 c.; Mariage 892-10.
- Trib. de Bruxelles. Enreg. 2663, 8431 c.
- Décis. Enreg. 4096.

Juillet.

- .. Décis. Voirie par terre 1220.
- 1 Cass. Faux 277. — Grâce 44; Instr. crim. 1668, 2169-10, 2634-30, 2934 c.; Peine 271-10 c.; Témoin 663-10 c. — Prescript. crim. 20, 151 c., 161, 79 c.; Voirie par terre 1924 c., 2408 c.

Juillet.

- 1 Douai. Disposit. entre vifs 1783 c.; Servitudes 1020-10.
- Circ. Hospices 369.
- Décis. Culte 158.
- 2 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1143.
- 3 Cass. Domicile élu 127-20-30-40.
- Bordeaux. Contrat de mar. 3969, 3973 c.
- Liège. Louage 319.
- Décis. Enreg. 4867.
- 4 Loi. Acte 24; Monnaie, p. 326; Poids et mesures, p. 988; Procès-verbal 790; Serment, p. 8.
- Ord. Chose jugée 338.
- Cons. d'Etat. Amnistie 88. Compét. administ. 362 c.; Expert. 383-10-20; Impôts dir. 21-10 c., 20 c., 104. — Conflit 67. — Cons. d'Etat. 334; Expertise 364-30 c.; Jugem. par défaut 521, 531; Place de guerre 114-10, 117 c. — Dom. de la cour. 90-20. — Dom. de l'Etat 153. — Forêts 980. — Impôts dir. 51. — Pension 181. — Place de guerre 69, 90-10, 93-30. — Trav. publ. 418-40, 433-40, 434-80, 637, 845, 1161-30, 1174-160; Voirie par eau 173. — Voirie par terre 961-30.
- Délib. Enreg. 587.
- 5 Cass. Arbitr. 118, 1281 c.; Compét. comm. 311 c.; Deg. de jurid. 608 c.; Société 892; Vente 1879-20 c., 30 c. — Action possess. 375 c.; Servitudes 151-10-30. — Cassation 1442 c. — Comm. 89; Faillite 1105 c., 1118 c. — Interdict. 24-30, 99 c., 149 c., 257-10 c.; Jugem. 1000-20 c. — Obligat. 4459 c.; Propriété féodale 189.
- Bourges. Compét. administ. 258.
- Bruxelles. Arbitr. 81 c., 367 c., 689 c., 726 c., 789. — Contr. par corps 523 c., 537 c., 530. — Deg. de jurid. 354-40. — Droit civil 883-20.
- Nancy. Compét. civ. trib. d'arrond. 26 c., 218. — Compét. comm. 30, 476 c.; Vente 103-20 c.
- 6 Cass. Dom. engagés 40; Dom. de l'Etat 114-20 c.; Prescript. civ. 465 c. — Forêts 1234. — Voirie par terre 3067-20 c., 3076 c., 3091-10 c., 2101, 2370 c.
- Nancy. Success. 1843.
- Nîmes. Dom. de l'Etat 353.
- Pau. Conciliat. 256; Exception 480 c.
- 7 Arrêté. Archives 44.
- Cass. Crimes contre les personnes 85 c., 248 c.; Instr. crim. 2495. — Faux 399-20; Mise en jugem. 56-20 c. — Org. milit. 308.
- Bordeaux. Mandat 23-10.
- Montpellier. Vente 421 c., 425-10 c., 426-70, 427 c.
- Délib. Enreg. 2964, 5028.
- 8 Loi. Dom. extraord. 55; Obligat. p. 58; Organ. colon. 89; Trés. publ. 421, 502, 623, 627, 641, p. 1152.
- Cass. Contr. par corps 686. — Forêts 1182, 1197 c.; Procès-verbal 668 c. — Instr. crim. 2859-10. — Propriété 157; Témoin 395-10-20, 446-30, 456, 496-30. — Terres vaines et vagues 4.
- Paris. Amnistie 78; Exploit 731-20 c.
- 10 Ord. Organ. milit. p. 1897.
- Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 42 c., 119; Compétence comm. 37 c.; Except. 242 c. — Dom. de la cour. 64 c.; Usage 125.
- Agen. Effets de comm. 680.
- Colmar. Acte de comm. 340; Obligat. 816 c., 3835, 4500 c.
- Douai. Compét. civ. trib. d'arrond. 26 c., 218.

Juillet.

- 10 Lyon. Contrat de mariage 3853, 3856.
- Paris. Acte de comm. 241 c.
- Toulouse. Dispositions entre vifs 3553 c., 3591-10, 3664-10 c.
- Trib. d'Abbeville. Compét. administ. 184-60.
- Cons. d'Etat. Place de guerre 90-20. — Place de guerre 90-20, 106; Procès-verbal 780 c.
- 11 Loi. Eaux, p. 337.
- Cass. Commissionn. 184; Droit marit. 877 c. — Servitudes 865-10. — V. 12 juillet.
- Nancy. Dom. de l'Etat 363; Exploit 498-20. — Usage 458-50 c.
- Paris. Faillite 862-20, 1529-20 c.
- Rennes. Droit marit. 3079.
- Décis. Douanes 253, 659.
- Délib. Enreg. 3707, 5403.
- 12 Loi. Douanes, p. 610; Org. col. 514.
- Ord. Patente 159-10.
- Cass. Action 195 c.; Demande nouv. 142-20; Frais et dép. 86 c., 99-40 c.; Obligat. 1496 c., 3098 c., 4320-20; Responsab. 245-10 c.; Vente 881 c. — Assur. terrestres 118 c., 199 c., 213, 226 c., 280 c. — Brevet d'invent. 154. — Contrat de mar. 1070.
- Besançon. Priv. et hypoth. 2252.
- Bordeaux. Prêt à intérêts 297.
- Paris. Acquiescem. 603. — Vérif. d'écrit. 37.
- Cons. d'Etat. Compétence admin. 534. — Expert. 366; Imp. dir. 213 c., 463-40. — Garde nation. 43. — Impôts dir. 640. — Manuf. 122. — Org. admin. 637, 1004.
- Organ. milit. 185-10. — Patente 104-50, 328-10. — Voirie par terre 2025-20, 2029-30, 2211-10, 2212-20, 2223, 2250, 2310-20.
- Décis. Hospices 286.
- 13 Ord. Organ. judic. 135 s., p. 1507.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 690, 696.
- Cass. Cassation 1798 c. — Complice 161-10; Instr. crim. 1223-30, 3524-20 c.; Témoin 446-50. — Instr. crim. 1892, 2268-50, 2859-10. — Jugement 954-100; Servitudes 901.
- Aix. Nantiss. 276; Ordre publ. 2.
- Grenoble. Forêts 415 c., 548, 563 c.
- Poitiers. Société 1608-10.
- Riom. Contr. p. corps 827.
- Rouen. Contrat de mar. 4040.
- Trib. d'Amiens. Copie de pièces 30.
- Instr. Voirie p. eau 150.
- 14 Loi. Commune 158; Garde nat. p. 302; Ville de Paris 33 c.
- Cass. Complice 344-70; Témoin 425, 446-10 c. — Peine 167-30.
- Bordeaux. Success. 1029. — Vente publ. d'imm. 1525-30.
- Colmar. Absent 342; Ordre 465 c.
- 15 Cass. Appel crim. 87 c., 63 c.; Instr. crim. 706, 732 c., 733 c., 748 c., 749 c.
- Nancy. Exploit 147.
- Nîmes. Dénonciat. calomn. 127.
- Orléans. Adultère 109.
- Paris. Prêt à intérêts 186. — Vente publ. d'imm. 2148-10.
- Rouen. Chasse 105.
- 16 Loi. Voirie par eau, p. 736-200.
- 17 Loi. Trésor publ. p. 1152; Voirie par chemin de fer, p. 858-120, 858-760, 868-3390.
- Ord. Octroi 219, p. 18; Sel, p. 862.
- Cass. Acte de commerce 48. — Action possess. 122; Jugement 959-130 c. — Dispos. entre vifs 2413, 2415-30 c. — Obligation 3914-60 c. — Responsab. 435.
- C. C. belge. Enreg. 5472.
- Agen. Faillite 1103; Loi 279 c.
- Bourges. Compét. comm. 24.
- Liège. Exploit 37.
- Trib. de Metz. Action poss. 410; Eaux 547 c.

Juillet.

- 18 Loi. Commune 158, p. 272; Cour des comptes, p. 511; Délibérat. 7; Octroi 41, 276; Organ. administ. V. Table des articles; Privil. et hypoth. 1225; Secours publics, p. 774; Souscript. 7; Sucre 5; Travaux publics, p. 852; Trésor publ. 933, 1180; Ville de Paris 12, p. 147; Voirie par eau 525; Voirie par terre, p. 207; Wattingues 48.
- Ord. Hospices, p. 75.
- Cass. Chose jugée 140; Exprop. publ. 41 c., 583 c.; Mines 64, 163 c., 356, 357 c.; Trav. publ. 815-30 c.; Voirie p. chemin de fer 139 c., 130 c. — Servitude 434, 439 c.
- Nancy. Exploit 217-40.
- Paris. Société 1482.
- Pau. Effets de commerce 393. — Usage 200.
- 19 Cass. Cassation 885-70, 1863-110 c.; Propriété 68-20; Servitudes 118 c., 137 c. — Dom. de l'Etat 379 c.; Enquête 29-20 c.; Expert. 23-30, 173 c., 197 c.; Jugem. 487 c. — Droit rural 69-10. — Privil. et hypoth. 1811; Success. 1368, 1369 c.; Vente publ. d'imm. 447.
- Dijon. Contrat de mar. 1458.
- Rouen. Office 358.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 4348.
- Cons. d'Etat. Commune 454 c.; Impôts dir. 45, 50 c., 492-40 c. — Commune 1523 c., 1939 c., 2447, 2451 c. — Compét. admin. 370 c.; Impôts dir. 650-20. — Cons. d'Etat 233; Impôts dir. 640-10; Voirie par terre 2386. — Cons. d'Etat 303. — Impôts dir. 110. — Organ. admin. 554-20; 956-30. — Patente 153-30. — Vente administ. 119-20, 122.
- 20 Loi. Commune 159; Enreg. 40, 6070; Forêts 133; Impôts dir. p. 272; Impôts indir. 336, 387, 891 c., p. 426; Nom 9 c.; Octroi 251; Patente, p. 49; Prisons 106; Trésor public, p. 1152; Voirie par terre, p. 207; Voirie 253, 336 s., p. 1036.
- Cass. Exces de pouvoir 14. — Expertise 349 c., 357 c. — Instr. crim. 1502-10, 2148 c., 2378, 2379, 2307; Témoin 666-30. — Instr. crim. 1394. — Poids et mesures 183. — Vente 2024 c., 2031.
- Amiens. Intervent. 39 c.; Prise à partie 56 c.
- Limoges. Contr. p. corps 425 c.; Effets de comm. 159 c., 900.
- Lettre. Préséance 30.
- 21 Grenoble. Loi 417.
- Paris. Faillite 224-40.
- Trib. de la Seine. Obligat. 3663.
- Délib. Enreg. 1397, 4197.
- 22 Cass. Association illic. 36, 44 c.; Culte 83, 84 c., 136-10. — Cassation 409. — Cassation 423; Instr. crim. 1015, 1035; Témoin 340-20. 341, 415 c. — Forêts 1026, 1275. — Organ. marit. 1052-10. — Théâtre 33 c., 165. — Voirie par terre 343 c., 843, 8376.
- Bordeaux. Privil. et hypoth. 1404; Rentes const. 194.
- Caen. Obligat. 4866 c. — Office 287-20, 289-30 c.; Vice rédhib. 115 c.
- Limoges. Enquête 233 c., 605 c., 606, 607 c., 638 c.
- Paris. Prescript. civ. 1089-20. — Responsabilité 153.
- Pau. Arbitr. 1188 c., 1296; Deg. de jurid. 126-50 c.
- Décis. Enreg. 5028.
- 24 Cass. Action possess. 621; Degré de jurid. 552-30; Jugement 580 c. — Commune 2579-10, 2738 c., 2763 c.

Juillet.

- 24 Colmar. Privil. et hypoth. 222.
— Paris. Obligat. 1842.
— Circ. Enreg. 5648.
— Décis. Privil. et hypoth. 2275.
— Instr. Garde nat. 41.
25 Ord. Douanes, p. 610.
— Cass. Action possess. 297 c., 318, 337 c., 706 c.; Chose jugée 46-80 c.; Jugem. d'av. dire droit 27-40 c.; Prescript. civ. 182-20 c. — Concess. admin. 35-30 c., 36 c.; Jugem. 1040 c.; Vente publ. d'imm. 753, 861 c. — Obligat. 779 c.; Vente publ. d'imm. 753, 861 c.
— Aix. Duel 110.
— Caen. Disposit. entre vifs 756 c.; Success. 1029, 1035.
— Lyon. Dispositions entre vifs 2311-10.
— Trib. de Montargis. Enreg. 5201.
— Decis. Douanes 127; Notaire 29; Office 123.
— Delib. Enreg. 6024.
26 Ord. Douanes, p. 610; Traité internat., p. 531.
— Cass. Jugement 1012-30 c.; Success. 775, 843.
— Bourges. Cautionn. 334.
— Lyon. Commissionn. 213.
— Paris. Faillite 224-40.
— Pau. Jugem. par défaut 200-40.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 52 c.; Garde du comm. 12-10; Office 397 c., 399 c. — Compétence administr. 324 c.; Concess. admin. 17-40; Règlém. de juges 337 c.; Conseil d'Etat 124-90; Impôts directs 97, 621-20; — Impôts directs 77, 130. — Impôts directs 448, 646-30. — Patente 271-20. — Voirie par terre 1159-30.
27 Douai. Arbitr. 814, 868 c.
— Montpellier. Forêts 705.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1143.
28 Ord. Office 89.
— Gand. Dispositions entre vifs 3493-10.
29 Aix. Notaire 63.
— Nancy. Avoué 176. — Jugement par défaut 2276 c. — Obligat. 5368; Transaction 36-30.
31 Ord. Organ. admin., p. 611; Organ. judic. 190.
— Arrêté. Mines 653.
— Cass. Cassation 800; Conflit 204. — Minist. publ. 27. — Organ. judic. 292 c. — Usage 461.
— Bourges. Duel 110.
— Douai. Loi 262-10.
— Montpellier. Forêts 899.
— Nancy. Vente 871.
— Pau. Duel 110.
— Circ. Forêts 168.
— Decis. Usage 299.

Août.

- 1 Cass. Commune 1773, 1787 c. — Compét. civ. trib. d'arrond. 46; Demande nouv. 83 c., 227 c.; Except. 171-40 c.; Vente 1818. — Droits polit. 508 c. — Enreg. 5761. — Privil. et hypoth. 2204. — Travaux publics 1215.
— Caen. Biens 123 c.; Faillite 1035 c.; Privil. et hypoth. 362-40.
— Grenoble. Peremption 217.
— Trib. d'Orléans. Enreg. 983.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 38 c., 246 c. — Compét. admin. 46 c.; Presse-outrage 102, 103 c. — Dom. de la cour. 84-10. — Forêts 978. — Marché de fourn. 32-30, 137-30. — Organ. administr. 520, 530-10, 578-30. — Organ. colon. 50-80 c., 314-10. — Patente 390, 392 c., 1168 c.
— Circ. Sapeurs-pompiers 6.
— Decis. Voirie par terre 1255.
— Instr. Expropriat. publ. 228, 243 c., 359, 841.

Août.

- 2 Cass. Dom. engagés 38-20-30. — Prescript. civ. 594, 1132.
— Colmar. Peine 560 c.; Postes 146 c.
— Limoges. Contrat de mar. 1777, 1786 c., 1884 c.
— Nancy. Vente 1576-40.
— Trib. de Kirecourt. V. 23 août.
— Circ. Voirie par terre 821, 823, 825, 822.
3 Cass. Compét. administr. 396 c.; Contravention 235; Forêts 672 c.; Trav. publ., 1227-30 c. — Complice 252; Instr. crim. 2282-20 c. — Mariage 698-80. — Privil. et hypoth. 696 c.; Success. 1635. — Voirie par terre 2060-60 c., 2332-30.
— Colmar. Commune 2497; Désistement 33 c., 71, 118-60 c.; Usage 496 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 3554 c.
— Nîmes. Commune 2655 c., 2679-10 c., 2683 c., 2686 c., 2690.
— Paris. Organ. milit. 444.
— Riom. Contr. par corps 768 c., 980 c., 994.
— Delib. Enreg. 4237.
4 Cass. Boulanger 22 c., 23. — Cassation 1472 c. — Commune 957, 1304. — Compét. crim. 295; Condamnation 5; Deg. de jurid. 638; Delit 26-30 c.; Jugem. 749-30, 1102-50; Jugem. d'av. dire droit 86. — Faux 428. — Jugem. 1074-20 c.; Procès-verbal 177-20; Serment 200-10 c.; Témoin 250-20 c., 339-10. — Quest. préjudic. 102-20; Voirie par terre 2094-10, 2360-30. — Salubrité publ. 41. — Voirie par terre 1541, 1891-50, 1984, 2360-40 c.
— Bourbon. Vente 945-30.
— Lyon. Privil. et hypoth. 2202.
— Decis. Hospices 358.
— Delib. Enreg. 1026.
5 Cass. Commune 985. — Mines 433-30.
— Bruxelles. Instr. crim. 978-30.
— Colmar. Enquête 492-50. — Usage 496 c. — V. 3 août.
— C. d'ass. des Basses-Pyrénées. Chose jugée 567-50 c.
— Cons. d'Etat. Traitement 203.
— Circ. Impôts indir. 14.
— Decis. Forêts 153.
7 Cass. Enreg. 1516, 1517 c., 1518 c. — Louage à complans 4. — Mandat 75-10, 343 c., 4517 c. — Organ. judic. 359-30. — Procès-verbal 323-30.
— Paris. Droit civil 769.
— Pau. Société 703.
— Rennes. Arbitr. 170.
— Règlém. Voirie par eau 296.
8 Cass. Action possess. 470 a.; Loi 382; Prescript. civ. 1131 c.; Servitudes 1076, 1077 c., 1132 c.; Usage 112. — Cassation 68 c.; Disposit. entre vifs 351, 258-80 c., 4619-70 c.; Jugem. 958-20; Minist. publ. 193. — Enreg. 5758. — Faux incident 119-10, 148 c.; Jugem. 568-10 c. — Procès-verbal 345-30.
— Aix. Emigré 55-20.
— Nîmes. Obligat. 2067-20.
— Paris. Propriété littér. 194.
— Pau. Success. 934-10 c., 2277-20.
— Riom. Disposit. entre vifs 2688.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 974-30.
9 Cass. Cassation 1670 c.; Responsabilité 135-30, 344-20. — Disposit. entre vifs 4472, 4647-30 c. — Enreg. 3916. — Péremption 121-20 c., 181 c., 202 c., 205-40. — Serment 55.
— Aix. Chose jugée 483; Faillite 1395-30 c., 1405 c., 1408 c.
— Metz. Procès-verbal 635.
— Pau. Minorité 509-30; Nantissem. 238 c.; Propriété 435-10; Rétention 19 c. — Privil. et hypoth. 1207-40.
— Circ. Impôts indir. 329.

Août.

- 10 Cass. Cassation 1945. — Contrainte par corps 687 c. — Contumace 117-10. — Instr. crim. 1718-10, 1733-30, 1892, 1914 c., 2242, 3671, 3695, 3721-20-30c.; Minist. publ. 110-40-50. — Instr. crim. 3155, 3240-10, 3422. — Témoin 578-40 c.
— Dijon. Success. 1704-40.
— Liège. Enquête 301.
— Nîmes. Contrat de mar. 3594-30.
— Paris. Privil. et hypoth. 1503-30, 2972-30 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 543, 545-30, 602, 943.
11 Cass. Action possess. 617; Jugem. 778-50 c.; Question préjudic. 90-10 c. — Faillite 1394-20, 1432 c.; Instr. crim. 184 c. — Obligat. 2274-30 c. — Peine 692. — Voirie par terre 2056-20, 2354.
— Douai. Louage 492 c., 494-20, 514-10 c. — Obligat. 3880-10 c., 3885-60 c.
— Lyon. Assurances terrestres 160.
— Orléans. Prescript. civ. 1046-10.
— Trib. de Bagnères. Enreg. 706.
— Trib. de Douai. Enreg. 5200.
12 Cass. Cassation 1746-150 c., 1955 c.; Garde nat. 367-30.
— Commune 964; Manuf. 186-40. — Forêts 1611. — Instr. crim. 59 c., 1003 c.; Peine 774 c.; Voiture 461. — Question préjudic. 164-30, 175 c.
— Amiens. Substitut. 179-30. — Success. paternelle 189.
— Paris. Effets de comm. 270.
— Pau. Disposit. entre vifs 754-20. — Forêts 1480 c.; Usage 29.
— Trib. de Nogent-le-Rotrou. Notaire 515-10.
— Cons. d'Etat. Marché de fourn. 22-30, 137-30.
— Lettre min. Voirie par terre 694.
— Circ. Organ. milit. 235, 259, 262, 297.
14 Cass. Cassation 694, 708 c. — Droits polit. 34 c., 249. — Faux incid. 76-10. — Organ. judic. 163. — Péremption 193.
— Aix. Chose jugée 546-30 c.; Propriété 348-30.
— Amiens. Arbitr. 106, 1022 c.
— Caen. Contrat de mar. 3752-10.
— Montpellier. Chose jugée 482-20; Faillite 1404-20, 1405 c., 1436-20 c., 1439 c., 1443 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 93-30; Conflit 106, 140 c. — Dom. de l'Etat 209; Emigré 905-30, 211-30, 408-30. — Impôts directs 264-10. — Machine à vapeur 5. — Marché de fournitures 48-10. — Organ. admin. 519-20, 544-20, 545-20, 550-20, 584, 595-30, 607-10, 648-20, 908-30. — Patente 52, 271-10. — Trésor public 355-40. — Voirie par terre 207, 1128.
— Decis. Douanes 202.
— Instr. Trésor public 908.
15 C. d'ass. des Basses-Pyrénées. Duel 105.
16 Cass. Cassation 711; Chose jugée 21 c., 169-40; Vente 1510 c. — Contrat de mariage 3432 c., 3553, 3554-30 c., 8565 c., 3566 c.
— Amiens. Vente publ. d'immeub. 1451-20.
— Lyon. Acte de commerce 269.
— Paris. Absent 692. — Droit marit. 1874, 1876 c.
— Pau. Jugem. par défaut 425-30.
17 Cass. Crimes contre les person. 250-10; Jugem. 838-10 c. — Instr. crim. 1183; Mise en jugem. 55. — Instr. crim. 1408. — Instr. crim. 8578-20. — Témoin 446-10, 472-10. — Organ. colon. 339.
— Agen. Contrat de mar. 405. — Obligat. 3929 c., 4018-20 c. — Bordeaux. Obligat. 693.
— Dijon. Travaux publics 1767.
— Douai. Vente publ. de marchandises neuves 27.

Août.

- 17 Montpellier. Culte 481-40.
— Nancy. Société 1605-50.
— C. d'ass. de Maine-et-Loire. Presse-outrage 1307-10.
— Instr. Octroi 64.
18 Cass. Chose jugée 420 c.; Instr. crim. 990-10; Règlém. de juges 188-30. — Instr. crim. 2971-60; Témoin 820-10. — Mines 442, 447 c., 448-10 c., 450-10 c.
— Bordeaux. Obligat. 5130-30.
— Toulouse. Arbitr. 292, 401 c. — Exploit 654-20.
— Delib. Enreg. 1947.
19 Cass. Fonctionn. public 133. — Garde nat. 359-20. — Presse-outrage 742.
— Caen. Contr. judic. 7-30; Eau 345 c., 848 c., 678-60 c.; Servitudes 233-30.
— Paris. Instr. crim. 513. — Référé 189 c.
— Pau. Success. 1928-20.
— Toulouse. Appel civil 218 c.; Compét. civ. trib. d'arrond. 284; Degré de jurid. 512-20c., 516 c.; Exception 543 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 962.
— Cons. d'Etat. Commissaires priseurs 24; Compét. admin. 14-20 c.; Mont-de-piété 68. — Commune 1520, 1711. — Dom. de la cour. 85-30. — Impôts directs 108, 272, 228-10. — Marché de fourn. 66. — Mines 182, 550. — Organ. administr. 536, 544-10, 550-20, 554-20, 593-30. — Pension 124-20, 231 c., 234. — Trésor public 355-50.
— Avis com. int. Hospices 276.
— Circ. Voirie par terre 364.
— Delib. Enreg. 4778.
20 C. d'ass. de la Charente. Vol 227-20.
21 Ord. Impôts directs, p. 427.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 977.
— Cass. Contrat de mar. 4285-20; Disposit. entre vifs 1632 c.; Effets de comm. 474; Jugem. 1035-30. — Douanes 778 c., 881 c., 906-20. — Enregist. 4783. — Jugem. 1050-30 c.; Mandat 282 c., 314-30; Responsabilité 110 c. — Obligat. 5020-60. — Success. 1129-20, 1130.
— Paris. Privil. et hypoth. 193.
— Circ. Forêts 1364.
22 Arrêté. Voirie par eau 296.
— Cass. Absent 660, 671 c., 735 c., 736. — Dom. publ. 47-40; Eau 164-20; Prescript. civ. 172 c.; Servitudes 369 c.; Taxe 17-20. — Frais et dépens 560-10. — Vente publ. d'imm. 1515-10. — Jugement 1005-90; Prescript. civ. 585.
— Bordeaux. Chose jugée 586.
— Orléans. Scellés 345 c.; Vente publ. de meubles 64-90.
— Paris. Privil. et hypoth. 697-10.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 84-110.
— Décis. Commune 2224; Douanes 650; Forêts 1907.
23 Cass. Chose jugée 170-10 c., 216-50. — Faillite 331-40. — Minorité 603 c., 619.
— Nîmes. Appel civil 490.
— Rouen. Louage admin. 80-10 c. — Trib. de Mirecourt. Privil. et hypoth. 1658-60, 3028.
24 Cass. Contumace 117-10. — Faux 66. — Instr. crim. 3880-20. — Organ. judic. 155 c. — Vente publ. d'imm. 2228.
— Riom. Success. 819.
— Rouen. Vente publ. de marchandises neuves 28-10-30.
25 Ord. Banque 173; Etablissement d'épargne 27; Traité internat., p. 532; Travaux publ., p. 832; Voirie par chemin de fer 873-380.
— Cass. Jugement 1078-10.
— Nancy. Acquiescem. 144 c., 146; Appel civ. 488 c. — Usage 566 c.

Août.

- 25 Orléans. Interdict. 221-70, 222-20 c., 308-10 c.
— Trib. de Corbeil. Enreg. 5616.
— Trib. de Vassy. Enreg. 2612.
26 Cass. Cassation 777 c.; Instr. crim. 1127; Jugement 546; Presse-outrage 1269.
— Paris. Propriété littér. 379.
— Rennes. Postes 151-30 c., 152 c.
— Circ. Biblioth. 77; Douanes 640.
27 Rouen. Obligat. 3490 c.
28 Cass. Access. 43 c. — Cassation 2016, 2020, 2061 c., 2062 c. — Enreg. 4020. — Enreg. 4939. — Trésor public 1273 c. — Privil. et hypoth. 550-30.
— Paris. Contrat de mar. 2201 c., 2361 c., 2379; Séparation de corps 157-10 c., 20 c. — Obligat. 2648-20.
— Poitiers. Chose jugée 476.
— Toulouse. Acquiescem. 377.
— Cons. d'Etat. Compétence admin. 127. — Dom. engagés 83, 116, 125-20-30. — Frais et dépens 1203-30. — Octroi 340. — Organ. admin. 906, 914-10, 949-10, 950-10-30, 952-30. — Place de guerre 114-20. — Travaux publ. 569-10. — Trésor public 1137.
— Circ. Forêts 2014.
29 Cass. Enreg. 4150; Loi 422 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 3456. — Mariage 724.
— Pau. Acquiescem. 646.
— Rennes. Contrat de mar. 2116 c.; Success. 120-10-30. — Obligat. 212-30 c., 5314 c. — Succession 530-20, 531 c.
30 Ord. Droit civil 501, p. 44.
— Cass. Enreg. 3397. — Jugement 955-60; Vente 686 c., 744 c.; 756, 766-40 c., 892-20 c.
— Bordeaux. Droit marit. 848, 1071 c.; Force majeure 81 c.
— Colmar. Absent 176.
— Douai. Obligat. 5245-40.
— Toulouse. Success. 1623-60, 1641, 1110-50.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 363, 848 c.
— Paris. Cautionnem. de fonctions. 59 c.; Privil. et hypoth. 367 c., 2994-10-20. — Référé 226.
— Pau. Obligat. 2585 c. — Néteté 26 c., 29, 42-30 c.
— Toulouse. Expropriat. publ. 683.
— Cons. d'Etat. Acquiescem. 552; Vente admin. 332-20. — Architecte 13 c. — Commune 1701 c. — Cons. d'Etat 363; Mairies 17 c., 26, 84 c. — Dom. de l'Etat 146-10. — Garde nat. 43, 225, 229 c., 244-60 c. — Pension 153.
— Trav. publ. 423-70-80 c., 20 c., 431, 457 c., 490-30-40, 491-40, 546, 563 c., 697 c.

Septembre.

- 1 Cass. Amnistie 21; Grèce 22 c. — Mat. d'or et d'argent 22-40. — Voiture 304-10.
— Amiens. Jugem. 414-10.
— Douai. Presse-out. 983.
— Paris. Propriété littér. 384.
— Décis. Commune 2463; Voirie p. terre 1490.
2 Cass. Abus de confiance 118. — Instr. crim. 3729-10, 3390-10, 3710-10. — Peine 694-10. — Responsabilité 319-40.
— Trib. de Grenoble. Enreg. 2612.
3 Trib. de paix de Paris. Portier 5-60.
7 Ord. Forêts 128.
— Cass. Peine 325 c., 565-10.
— Circ. Commune 523.
8 Cass. Commune 950, 1091. — Compét. crim. 296; Contrav. 243, 502-10 c.; Droit rural 209 c. — Complice 55 c., 170-10. — Instr. crim. 1809, 1963, 2254-30, 3368-10. — Presse-out. 702-40 c., 730 c., 792-30, 1122.

Septembre.

- 1 Cass. Cassation 179; Instr. crim. 1255-10. — Fonctionn. publ. 153-20; Presse-outrage 1333-40 c. — Instr. crim. 1774-20, 3204.
- 2 Décis. Culte 589.
- 3 Ord. Organ. colon., p. 1099.
- 4 Décis. Office 113-30.
- 5 Cass. Attentat aux mœurs 104; Instr. crim. 2719-40 c.; Jugem. 817-40. — Défense 103-30 c.; Instr. crim. 2221-10, 2266, 2961. — Instr. crim. 1436, 1429, 1433, 2017-20, 3549-10.
- 15 Cass. Attentat aux mœurs 68; Instr. crim. 2758-30 c. — Cassation 2189 c.; Contumace 123. — Deg. de jurid. 672-10. — Forêts 1740, 2000 c., 2038. — Presse outr. 179-20.
- Colmar. Instr. crim. 707.
- Trib. de Toulon. Enreg. 5380, 5688 c.
- Avis Cons. d'Etat. Pêche fluviale 30 c.
- Avis min. Commune 500.
- Delib. Enreg. 1841, 2670, 5017, 6034.
- 16 Ord. Trésor publ. 641, p. 1152.
- Dijon. Forêts 535.
- Circ. Douanes 439.
- 17 Ord. Commune 159; Hospices 354, 358; Secours publics, p. 774; Trés. publ., p. 1152.
- Circ. Hospices 372.
- 18 Décis. Commune 881; Voirie par terre 1623.
- Delib. Enreg. 4778.
- 20 Décret. Organ. colon. 596.
- 21 Ord. Organ. milit., p. 1897.
- Cass. Cassation 319 c.; Faux 181; Instr. crim. 1261, 1344. — Forêts 183; Mise en jugem. 184 c. — Forêts 1245 c., 1319. — Instr. crim. 1575 c., 1581, 3568, 3572.
- 22 Arrêté. Voirie par eau 296.
- Cass. Adultère 109, 125 c. — Instr. crim. 2360; Serment 126 c.
- Dédec. Commune 114.
- Delib. Enreg. 3953, 3954 c.
- 23 Cass. Appel crim. 370. — Attentat aux mœurs 46 c., 96, 105 c.; Instr. crim. 2873 c., 2891 c. — Cassation 1426; Domm. destr. 196; Instr. crim. 999. — Forêts 403 c.; Procès-verbal 177-20; Témoin 250-30 c. — Forêts 1720. — Obligation 5167 c. — Peine 152-10.
- 25 Ord. Organ. milit., p. 1897.
- Gand. Deg. de jurid. 324.
- Trib. de Mons. Dénonciation calomnie 63.
- 26 Ord. Organ. judic., p. 1507.
- Réglem. Organ. Instr. publ. 398.
- 27 Ord. Secours publ., p. 775.
- Cass. Témoin 539-30.
- Douai. Droits polit. 247-20 c.
- Paris. Agent d'affaires 22 c.
- Cons. d'Etat. Commune 2268-10.
- Delib. Enreg. 5017.
- 28 Cass. Attentat aux mœurs 96 c., 105. — Commune 1839; Réglem. administr. 125. — Contrainte par corps 890. — Faux incid. 185. — Instr. crim. 2971-70. — Jugem. 314-70. — Peine 160. — Poids et mesures 148-10, 162-30 c.
- Trib. de comm. de Paris. Propriété littér. 297.
- 29 Ord. de police. Commune 1046.
- Douai. Douanes 870, 958 c.
- Cons. d'Etat. Culte 592.
- 30 Circ. Hospices 243, 250, 358, 372; Mines 608.
- Dédec. Voirie par terre 2076.

Octobre.

- 1 Cons. d'Etat. Place de guerre 78-20.
- Circ. Mines 608, 618 c.
- 3 Ord. Théâtre, p. 301.
- Circ. Hospices 372.
- 4 Ord. Vole publ. 5-120.

Octobre.

- 4 Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1701-30.
- Déris. Commune 706, 839 c., 3535.
- 5 Cass. Voirie par terre 2356-20.
- Paris. Référé 177 c.
- 6 Cass. Compét. crim. 303; Jugem. 772 c., 808 c. — Compét. crim. 398; Contravent. 498-10. — Compét. crim. 401-10; Contravent. 240-30, 498-30 c. — Faux 185 c., 277. — Forfait. 68-30. — Loi 340-40. — Mise en jugem. 278-20, 324 c. — Renvoi 139-20.
- Solut. Enreg. 2970.
- 7 Ord. Avoué 25.
- Arrêté. Mines 578.
- 8 Caen. Culte 492.
- 9 Ord. Org. marit. 641, p. 1688; Pension, p. 773.
- 11 Paris. Abus de confiance 187. — Propriété littér. 148.
- 12 Cass. Contrainte par corps 686, 690. — Instr. crim. 1573 c., 1581. — Instr. crim. 2133-20, 3533-30; Témoin 496-40, 666-40, 678-20. — Serment 138.
- Amiens. Droits polit. 143.
- Paris. Contr. par corps 893; Jugem. 555 c.; Faillite 380. — Jugem. 555 c.; Référé 178 c., 179-10 c., 184 c. — Presse-outrage 123.
- Lettre. Douanes 444.
- 13 Cass. Compétence crim. 554; Presse-outrage 963-10.
- Nancy. Domicile 100. — Droits polit. 143, 165, 267.
- Avis Cons. d'Etat. Enreg. 3324.
- 16 Ord. Banque 165.
- Toulouse. Instr. crim. 638.
- 17 Cass. Cassation 1926 c. — Compét. crim. 561. — Droit rural 169-30. — Instr. crim. 1625-50, 1684-10, 1693 c. — Organ. de l'Algérie 748-10. — Procès-verbal 176.
- Circ. Organ. marit. 272.
- Dédec. Douanes 94. — Office 104, 125 c., 133 c., 135 c.; Notaire 29, 48 c., 557 c., 743.
- 18 Cass. Douanes 846-30 c., 40 c., 847-10, 20 c., 30 c., 964 c. — Frais et dépens 1009-30 c.
- 19 Cass. Adultère 24, 35 c.; Appel crim. 368 c. — Crimes contre les personnes 48 c.; Instr. crim. 2944.
- Paris. Référé 194 c.
- Cons. d'Etat. Commune 727, 2668. — Impôts dir. 176, 186. — Organ. marit. 872-20. — Patente 105-80. — Voirie par eau 331-10.
- Dédec. Dom. de l'Etat 128.
- 20 Instr. Enreg. 6122.
- 21 Bourges. Droits polit. 148.
- Trib. de la Seine. Exploit 270.
- 22 C. U. Beige. Interrog. sur faits et art. 29 c., 57 c., 61.
- Colmar. Droits polit. 143, 221, 256, 340.
- Montpellier. Droits polit. 143.
- Lettre. Voirie par terre 696, 1868.
- 24 Arrêté. Traitement 174.
- Amiens. Force majeure 34 c.; Droits polit. 458-40 c., 504-10 c.
- Limoges. Instr. crim. 707, 708.
- Montpellier. Droits polit. 199.
- Delib. Enreg. 6026.
- Instr. Voirie par terre 508.
- 25 Montpellier. Droits polit. 122. — Obligation 2357 c.
- Trib. de la Seine. Brevet d'invent. 384.
- Instr. Voirie par terre 1975, 1977.
- 26 Ord. Greffe, p. 556.
- Grenoble. Droits polit. 143.
- Paris. Acquiescem. 199. — Droits polit. 143.
- 27 Ord. Vole par eau 422 c., p. 724.

Octobre.

- 27 Douai. Droits polit. 143.
- Nancy. Droits polit. 233, 241.
- Cons. d'Etat. Commune 2407-40; Compét. admin. 155 c., 283 c. — Conseil d'Etat 332-30. — Dom. extraord. 25. — Impôts directs 640-10; Voirie par terre 2386. — Mines 789, 803 c. — Patente 253-20, 294. — Place de guerre, V. 2 octobre. — Travaux publics 521-20.
- Circ. Travaux publics 351.
- Dédec. Enreg. 6142.
- Delib. Enreg. 1904.
- 28 Ord. Organ. admin., p. 611.
- Besançon. Droits polit. 143.
- Bordeaux. Droits polit. 285-10.
- Limoges. Droits polit. 143, 504-10 c.
- Montpellier. Droits polit. 148, 194, 464.
- Poitiers. Droits polit. 143.
- 30 C. U. Beige. Enreg. 1854.
- Douai. Chasse 451 c.
- Limoges. Droits polit. 146.
- 31 Décret. Organ. admin., p. 611.
- Limoges. Droits polit. 298, 340, 506 c.
- Montpellier. Droits polit. 461.
- Toulouse. Droits polit. 143.
- Circ. Mines 230.
- Novembre.
- 1 Cons. d'Etat. Commune 1520. — Conseil d'Etat 203, 314, 325. — Eaux 415-30. — Marché de fournil. 64-30. — Patente 338-10. — Travaux publics 933.
- 2 Bruxelles. Faillite 221.
- Metz. Faillite 378-40, 379 c.
- Rouen. Droits polit. 541.
- 3 Ord. Organ. milit., p. 1897.
- Dédec. Octroi 36, 115; Secours publics 360.
- Lettre. Hospices 376.
- 4 Ord. Marché de fournil. 7.
- Trib. comm. de Nantes. Organ. marit. 442.
- 6 Lettre. Hospices 376.
- 7 Ord. Cassation 36.
- Delib. Enreg. 1338.
- 9 Bastia. Droits polit. 462 c.
- Trib. de Charleville. Enregist. 2852.
- 10 Arrêté. Prison 67.
- Cass. Commune 1112. — Contravent. 348. — Serment 500-10. — Voirie par terre 1119.
- Dédec. Voirie par terre 1980, 2396.
- Delib. Enreg. 3952, 3954 c.
- 11 C. U. Beige. Défense 59.
- Paris. Faillite 1039 c.; Privil. et hypoth. 270-20; Vente 1256-30 c. — Obligation 1674 c. — Prescript. civ. 388.
- 12 Ord. Organ. instr. publ., p. 1361; Présence, p. 379.
- Cass. Faillite 674, 781 c.
- Alx. Compét. civ. trib. d'arrond. 122.
- Douai. Droits polit. 500-10 c.
- Circ. Impôts indir. 415, 597.
- 14 Loi. Affiche 74 c.
- Ord. Commune 159; Hospices 205 s.; Louage admin. 33; Marché de fournil. 156 s.; Organ. admin. 296; Secours publics, p. 775; Travaux publics 871, 634 c., p. 832.
- Cass. Chose jugée 89-40. — Enreg. 2748, 5289. — Faux incid. 68-20.
- Dédec. Notaire 125.
- Instr. Discipline 78.
- Cons. Ponts-et-chaussées. Trav. publics 923.
- 15 Cass. Contrat de mar. 4088 c.; Privil. et hypoth. 838-20. — Instr. crim. 1431. — Jour férié 50.
- Amiens. Faillite 425 c., 1051; Privil. et hypoth. 133.
- Caen. Prêt à intérêt 163-20.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 1261. — Minorité 661-30. — Obligation 4521-10 c.

Novembre.

- 15 Metz. Forêts 1627.
- 16 Ord. Organ. milit., p. 1897.
- Cass. Chasse 242 c., 253, 408 c. — Commune 868. — Médecine 219. — Question préjudic. 101-50. — Voirie p. terre 1952-10.
- Dédec. Hospices 377.
- Lettre. Impôts directs 535.
- 17 Colmar. Prud'hommes 93.
- Nancy. Forêts 468, 1140-50, 1278.
- Pau. Loi 377-10; Prescript. civ. 1126 c.
- Delib. Enreg. 2612.
- 18 Ord. Organ. admin. 520; Organ. marit., p. 1688.
- Cass. Impôts directs 243. — Vol 69 c., 72 c., 82-10.
- Alx. Obligat. 2673.
- Bruxelles. Concliat. 102-40.
- Grenoble. Voiture 389-20 c., 50.
- Paris. Obligat. 574, 2309-20, 3532-10 c.
- 19 Cons. d'Etat. Commune 1923, 2454; Vente admin. 373-20. — Conflit 137-10. — Impôts dir. 186, 629. — Patente 67. — Travaux publics 417-80, 423, 479, 608. — Voirie par terre 684 c., 685, 932, 964, 977.
- 20 Cass. Commune 1475; Droit rural 50-10 c.; Servitudes 1266; Usage 122-10 c.
- Amiens. Prescript. civile 985-20 c.; Privil. et hypoth. 298, 815 c., 828-30 c.
- Caen. Mariage 366.
- Gand. Deg. de jurid. 249.
- Trib. comm. de la Seine. Théâtre 264.
- Dédec. Enquête 31; Notaire 557, 698-10, 742 c.; Office 97 c., 104 c.; Témoin 40-10-20.
- 21 Ord. Voirie par chemin de fer, p. 380, 873.
- Cass. Acquiescem. 314; Jugem. d'av. dire droit 42-90 c., 55-20 c.; Péremption 23 c.; Prescript. civ. 544, 559 c. — Acquiescem. 630; Cassation 629, 1844; Commune 1370.
- Bourges. Arbitr. 757.
- Bruxelles. Brevet d'invention 68. — Disposit. entre vifs 256, 269 c., 3730 c.
- Paris. Référé 193 c.
- Toulouse. Prescript. civ. 836-80, 1130; Propriété féodale 440; Rentes fonc. 31-10.
- Dédec. Mines 286.
- Delib. Enreg. 4929-20.
- 22 Ord. Commune 159.
- Cass. Cassation 864-50, 1828-40 c., 1909-250; Commune 1476; Deg. de jurid. 496 c., 500-30 c., 644-90 c.; Exemption 111-60 c.; Fonctionn. publ. 88 c.; Jugement 13-360 c., 253-10; Loi 249-10 c. — Cassation 1316 c., Ministère publ. 118. — Compét. admin. 268. — Contrat de mar. 2527 c.; Enreg. 3195. — Minorité 824. — Servitudes 1174.
- Pau. Vente publ. d'imm. 1483.
- 23 Cass. Cassation 442 c.; Octroi 389. — Cassation 1797 c.; Instr. crim. 1060, 1087, 1078; Jugement 1103-10. — Compétence crim. 489; Demande nouvelle 279-10 c.; Forêts 516 c.; Instr. crim. 326-10 c. — Peine 377-60 c.; Postes 62-20, 70, 132.
- Paris. Peine 693.
- 24 Convent. V. 8 décembre 1838.
- Cass. Compét. civile trib. de paix 83 c.; Enreg. 3058; Louage hérédit. 2 c.; Propriété féod. 271 c., 273 c. — Expropri. publ. 54; Voirie p. terre 2047 c.
- Pau. Succès. 765.
- Rouen. Huissier 38 c.; Mandat 23-20, 264.
- Dédec. Secours publ. 419.
- Lettre. Octroi 183.
- 25 Ord. Organ. admin., p. 611.
- Arrêté. Mines 681.

Novembre.

- 25 Cass. Compét. crim. 214; Instr. crim. 1351-40; Jugem. 1071-80; Prêt sur gages 5 c., 9; Témoin 506. — Culte 796; Jugem. 84-12 c.; Prescript. crim. 86 c.; Voirie p. terre 2204 c. — Instr. crim. 1732-10, 1976, 1997 c., 2359. — Procès-verbal 401-10.
- Bourges. Interdict. 274.
- Paris. Faillite 390; Référé 179-10 c. — Presse-outr. 147-10 c., 149, 150 c.
- 26 Cons. d'Etat. Pension 160.
- 27 Cass. Cassation 1612 c.; Servitudes 1953. — Exempt. 338-40; Jugement 1030-27 c. — Responsab. 304, 311-90 c., 317-10 c., 392-20 c.
- C. U. Beige. Cassation 313.
- Paris. Voirie par terre 459.
- Pau. Biens 239; Disposit. entre vifs 3486 c.
- Trib. de Nevers. Copie de pièces 16.
- Dédec. Voirie par terre 1205.
- Delib. Enreg. 1899.
- 28 Arrêté. Enreg. 56.
- Cass. Copie de pièces 47. — Exploit 453-20.
- Montpellier. Deg. de jurid. 113-20. — Jugem. p. défaut 115-60.
- Nîmes. Surenchère 289.
- Orléans. Postes 151-10, 152.
- Pau. Enquête 153, 161 c.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 107. — Mines 148.
- Dédec. Douanes 251.
- 29 Cass. Acquiescem. 699; Arbitr. 719 c., 1020, 1025 c. — Acquiescem. 387 c., 366; Prescript. civ. 1036 c., 1037-10. — Cassation 67 c.; Compét. admin. 75-30 c.; Disposit. 32 c., 292, 293 c.; Notaire 874 c.; Droits polit. 504-20, 515 c. — Enregist. 2548. — Vente 1133-10 c.
- Amiens. Faillite 1037 c., 1039 c., 1232 c., 1250-10 c., 1280-20, 1281 c., 1303 c.; Obligation 2417-40 c.
- Grenoble. Privil. et hypoth. 2253.
- Paris. Jugem. par défaut 167-20.
- Rouen. Faillite 1035; Privil. et hypoth. 379-50; Vente 1236-30.
- Trib. d'Amiens. Obligation 3741.
- Dédec. Octroi 139; Secours publ. 200.
- Delib. Enreg. 2670.
- 30 Ord. Organ. milit., p. 1897.
- Cass. Abus de conf. 132. — Evulsion 39. — Garde nat. 143-40, 414-50, 438-40.
- Amiens. Contrat de mar. 1303, 3453 c.
- Lyon. Minorité 175-50 c., 237-20 c., 30 c., 214, 363-20 c., 377-30 c., 388 c.
- Nîmes. Forêts 1194.
- Paris. Jugem. p. def. 326-60. — Presse-outrage 223-30.
- Décembre.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 191.
- 1 Ord. Organ. instr. publ., p. 1361.
- Liège. Avocat 275 c.
- Orléans. Scellés 93.
- Toulouse. Faillite 223 c. — Obligation 999-40.
- Avis. Mines 47, 278-10 c., 286, 358.
- 2 Cass. Amnistie 79 c., 149. — Voirie par terre 1112, 1114 c., 2356-30.
- Alx. Vente publ. d'imm. 930 c., 961-50.
- Paris. Référé 103 c.
- Rennes. Obligation 440-30.
- Trib. d'Autun. Enreg. 3684.
- 4 Cass. Access. 73 c., 82 c.; Chose jugée 123, 153 c. — Action possess. 200; Prescript. civ. 357 c. — Commission. 333; Enquête 27 c. — Jugem. 972-60. — Jugem. 1052-20 c.; Succès. 2224-20. — Paternité 785-10 c., 728-30 c. — Vi redhibil. 167.

Décembre.

- 14 Aix. Prêt à intérêts 48-30 c., 165-20 c.
— Rennes. Mandat 249-40, 390 c.
— Trib. de Nantes. Enreg. 3684.
— Cons. d'Etat. Impôts directs 87.
— Organ. admin. 1005. — Voirie par terre 381-10.
5 Cass. Banque 101 c.; Effets de comm. 925; Société 1576 c. — Enreg. 1336. — Obligat. 4450.
— Dijon. Commune 2595.
— Nancy. Saisie - gagerie 13 c.; Saisie revendic. 17.
— Pau. Intervention 131; Vente 852-10.
— Cons. d'Etat. Commune 209, 1701, 2346. — Conseil d'Etat 201. — Dom. de l'Etat 137; Travaux publics 392-10 c.; Impôts directs 209, 216-30, 264-30. — Octroi 278 c.; Trésor public 902-40. — Théâtre 328. — Travaux publics 426, 489-20, 817. — Voirie p. eau 583-20, 601. — Voirie par terre 932, 2117-20, 2311-90.
6 Cass. Cassation 1332 c., 1590; Exploit 597-30. — Chose jugée 103, 116-40 c. — Dispositions entre vifs 198. — Expropriat. publ. 462-30 c., 529-10. — Industrie 363; Louage 560; Vente 788 c.
— Aix. Enquête 147 c.; 148-30; Exception 321 c.
— Angers. Discipline 57 c.
— Bordeaux. Cautionn. 93 c.; Faillite 653, 651 c., 803 c., 1068 c.
— Dijon. Forêts 1793, 1796 c.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 314.
7 Cass. Cassation 1067; Défense 22. — Frais et dépens 989; Presse-outrage 782-40 c., 1397. — Serment 30-40.
— Aix. Contrat de mar. 1890 c., 1893.
— Douai. Effets de comm. 928.
— Grenoble. Procès-verbal 503.
— Liège. Interrog. sur faits et art. 103.
— Metz. Dom. engagés 38-30.
— Paris. Exploit 753-10.
— Rennes. Discipline 58 c.
8 Cass. Déclaration calomnieuse 43 c., 41; Instr. crimin. 546 c.; Presse-outrage 1352-10 c. — Douanes 869, 958 c. — Impôts indir. 28-20. — Presse-outr. 963-10. — V. 18 décembre.
— Limoges. Dispositions entre vifs 3572, 3573 c.; Success. 480-80 c. — Obligat. 149 c.
— Toulouse. Absent 787.
9 Cass. Instr. crimin. 1770-50.
— Paris. Usurp. de const. 20.
11 Grenoble. Vente 765-60.
— Nancy. Dom. engagés 81-30 c., 87-30. — Success. 2336, 2338 c.
— Orléans. Compét. comm. 222; Effets de comm. 466-10 c., 475-10, 488 c.
— Instr. Organ. marit. 310.
12 Ord. Organ. instr. publ. p. 1361.
— Cass. Accessoire 80 c.; Cassation 3010 c.; Prescript. civ. 867 c., 875 c., 750 c., 768; Vente 937 c.
— Limoges. Disposition entre vifs 3881-10.
— Lyon. Privil. et hypoth. 1308.
— Orléans. Domicile élu 111 c.; Vente publ. d'imm. 1529-30 c.
— Paris. Contrainte p. corps 448 c.; Effets de comm. 158 c., 529. — Théâtre 264.
— Poitiers. Enquête 538-10.
— Rouen. Faillite 221.
— Trib. de Mayenne. Notaire 761-20, 780-30.
— Cons. d'Etat. Compétence admin. 48 c.
13 Cass. Contrat de mariage 3736. — Enreg. 2241, 3944 c. — Nantisement 141-30.
— Bruxelles. Degré de jurid. 126-120.
— Douai. Compét. comm. 476.

Décembre.

- 13 Metz. Privil. et hypoth. 1525-40. — Nîmes. Disposit. entre vifs 744.
— Poitiers. Prêt à intérêts 306.
— Rouen. Industrie 151.
— Circ. Vente publ. d'imm. 1960 c.
14 Loi. Concess. admin. 78 c.
— Ord. Dom. de l'Etat 182, p. 99;
— Forêts 128; Vente admin. 38.
— Cass. Chasse 480 c.; Pêche fluv. 53 c., 100 c., 101 c., 102 c.; Prescript. crim. 129 c., 223 c.; Quest. préjud. 97-30 c. — Forfait. 109. — Instr. crim. 1727-30; Témoin 538-10 c., 50. — Instr. crim. 2044. — Organ. judic. 646.
— Aix. Acquiescem. 189. — Compét. admin. 281.
— Douai. Chasse 127, 344.
— Limoges. Mise en jugem. 160-20.
— Paris. Vente 1356-20.
— Trib. de Saintes. Enreg. 2686-30.
— Trib. correct. de la Seine. Presse-outrage 121.
— Cons. d'Etat. Boulanger 32, 24 c.; Loi 67 c. — Cons. d'Etat 150; Jugem. p. déf. 527. — Conseil d'Etat 303. — Garde nat. 226. — Halles 31, 32 c. — Impôts dir. 232-10, 484-10, 621-30. — Procès-verbal 752. — Travaux publ. 560, 600, 637. — Trésor publ. 468. — Voirie p. eau 177, 376-20. — Voirie p. terre 754-10.
15 Ord. Forêts 108; Voirie p. chemin de fer, p. 858-760.
— Cass. Duel 108.
— Pau. Disposit. entre vifs 626.
— Avis. Mines 199, 237, 239.
— Circ. Hospices 243, 354, 372, 383.
16 Ord. Forêts 128.
— Cass. Cassation 1478-30 c.; Témoin 25. — Faux 175-40. — Médecine 225-10, 227, 235. — Organ. milit. 803-10.
— Amiens. Louage 837-30.
— Bourges. Incident 21-50; Saisie-gagerie 12 c., 48.
— Grenoble. Office 214, 245 c.
— Orléans. Complice 79-40, 214-20; Vol 174 c.
— Paris. Société 207-10. — V. 30 novembre.
17 Cass. Cassation 1746-130 c., 1747-60 c.; Médecine 203-10.
— Circ. Expropriat. publ. 339; Voirie p. terre 508 c.
18 Cass. Cassation 1626-20 c.; Disposit. entre vifs 1988. — Except. 561; Ordre 715-10 c. — Jugement 72-10; Jugem. d'av. dire droit 66-60; Servitudes 830 c. — Success. 2234-20, 2237 c.
— C. c. belge. Cassation 499; Degré de jurid. 257.
— Caen. Chose jugée 15 c., 31; Contrat de mar. 3440, 4019-10; Prêt à intérêts 165-10.
— Nancy. Prescript. civ. 677.
— Paris. Appel civ. 126 c.; Interrog. s. faits et art. 57 c., 61. — Mariage 384-20 c., 428 c., 565 c., 590 c.
— Décis. Douanes 259.
19 Cass. Appel civil 630 c.; Ordre 456 c., 960-60. — Cassation 1188. — Enreg. 175, 3682 c. — Pénem. 121-10, 129-50, 176.
— Amiens. Cautionn. 265 c.; Contr. de mar. 325, 1054, 4180; Faillite 1112 c.; Privil. et hypoth. 3332 c.
— Nancy. Degré de jurid. 188.
— Paris. Effets de comm. 654.
— Circ. Forêts 1011, 1341.
— Délib. Enreg. 3330-10, 3667.
20 Ord. Org. milit. p. 1897; Trésor publ. p. 1153.
— Cass. Compte cour. 46-20 c.; Effets de comm. 423 c. — Enreg. 2880 c.; Mines 61 c., 75 c., 77. — Enreg. 3737, 4767 c. — Obligat. 2655 c., 2664. — Propriété féod. 167-30, 187 c.
— Amiens. Contrat de mar. 1054; Faillite 1112; Priv. et hypoth. 976-10, 2332 c. — Faillite 1223 c., 1280-10-20, 1281 c., 1203 c.
— Nîmes. Avocat 88. — Dispos. entre vifs 122.

Décembre.

- 21 Cass. Crimes contre les personnes 2; Vol 160. — Faillite 1493. — Garde nation. 90-20.
— Aix. Action 282. — Exploit 434; Société 125 c.
— Amiens. Domicile élu 10 c.; Saisie-exécut. 38.
— Angers. Enquête 815-20 c.
— Bordeaux. Propriété 70-40.
— Bourges. Compét. crim. 441-30; Forges 3; Industrie 141-10 c.
— Caen. Contrat de mar. 3571.
— Lyon. Attentat aux mœurs 151.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 341, 347 c.
— Nancy. Obligat. 5210-30.
— Poitiers. Acte de comm. 204 c., 205.
— Rouen. Faillite 1174; Privil. et hypoth. 2450-30 c.
— Toulouse. Vente publ. d'immeubles 379.
— Cons. d'Etat. Eaux 104-30, 346-10, 415-30, 430-30, 478. — Jugem. 921 c. — Manufact. 51 c., 52-40, 89-10. — Organ. admin. 972-20. — Trav. publ. 417-30. — Trés. publ. 376. — Voirie par terre 1749, 2010, 2089-30, 2091, 2224. — V. 14 décembre 1837.
— Circ. Dom. de l'Etat 81, 110. — Douanes 155.
22 Ord. Commune 159; Organ. instr. publ. p. 1361.
— Cass. Droit rural 38-30 c., 161. — Duel 109, 120, 126. — Forêts 337 c., 358 c., 687, 933. — Procès-verbal 164-70 c.
— Montpellier. Contrat de mariage 3553; Ordre 696-30.
— Paris. Référé 139-10 c.
— Poitiers. Action 142; Exception 300 c.; Exploit 591-10 c.
— Rouen. Contrat de mar. 3700.
— Trib. de Romorantin. Enreg. 1810, 3669.
— Chamb. des notaires de Paris. Notaire 768.
— Circ. Cote 497.
— Lettre. Commune 894.
23 Aix. Exploit 98-10.
— Bastia. Renvoi 98-30.
— Rouen. Expert. 46 c., 325.
25 Ord. Organ. milit. p. 1897; Traitement 19, 40, 135 a., 178 a.; Trés. publ. p. 1153.
— Montpellier. Droit marit. 1102.
26 Ord. Voirie par eau 364.
— Cass. Avoue 242-30, 243 c.; Frais et dépens 250 c., 900-10 c., 903-10 c.; Jugem. 357-40 c. — Obligat. 5138-20 c. — Vente publ. d'immeub. 2221.
— Nancy. Obligat. 2107-30 c.
— Cons. d'Etat. Bois et charbons 49. — Commune 2314-30, 2315, 2344 c. — Compét. administr. 137. — Eaux 449-60. — Forêts 981. — Pension 160. — Voirie par terre 1103-10, 2025-30. — Voiture 104-10.
27 Cass. Absent 223 c., 448; Acte de l'état civil 119 c.; Acte de notoriété 40 c.; Intervent. 180 c.; Transaction 103-20 c. — Brevet d'invent. 48, 308 c., 214 c., 334 c.; Mat. comm. 12-20 c.
— Bastia. Droits polit. 435 c., 488 c.
— Bruxelles. Arbitre 883, 891 c.
— Rouen. Enreg. 5153; Succession 917 c.
28 Cass. Défense 126; Instr. crimin. 2751-30. — Faillite 1389 c., 1461. — Instr. crimin. 1659-20, 3240-20.
— Grenoble. Forêts 432.
— Poitiers. Exploit 58-130.
— Riom. Presse-outrage 282-30, 284.
29 Cass. Chasse 436 c.; Compétence crimin. 396-90; Contravent. 188 c.; Droit rural 189-20 c.; Vol 446-60. — Contravention 439; Quest. préjud. 104-50.
— Bruxelles. Louage 491.
— Délib. Enreg. 1455, 3757-10.
30 Grenoble. Date 27 c.; Saisie-arret 413; Vente 1768 c.

Décembre.

- 30 Limoges. Success. 1129.
— Na cy. Louage 210-30.
— Paris. Contr. par corps 267 c.; Faillite 500, 501 c. — Distrib. par contrib. 87-20, 100 c.; Ordre 411 c. — Ordre 446-20 c.; Surenchère 92; Tierce-opposit. 192-20 c. — Success. 470.
31 Ord. Garde nation., p. 302.
— Cons. d'Etat. Cote 522.

1838

Janvier.

- 2 Cass. Cautionn. 265; Contrat de mariage 1054 c.; Privil. et hypoth. 2338 c. — Dispositions entre vifs 1735-30 c.; Success. 241. — Faillite 1035 c.; Privil. et hypoth. 338-10, 356-20 c., 379-20 c. — Vente 1873.
— Besançon. Appel civil 126 c.; Interrogat. sur faits et art. 18 c., 57.
— Liège. Faux 476; Faux incid. 230.
— Paris. Arbitr. 167 c.; Bourse de comm. 293 c.; Office 357 c., 366 c.; Société 163-30.
— Rouen. Compét. comm. 483.
— Trib. de Glen. Prescript. crim. 94 c.
— Cons. d'Etat. Commune 1500. — Compét. admin. 344 c.; Eaux 119 c., 131 c., 151, 449-70, 507 c., 530-40; Voirie par terre 269; Voirie par eau 107 c. — Compét. admin. 429 c.; Jugement 910-10; Voirie par terre 581, 1140. — Compét. admin. 434 c.; Voirie par terre 1582, 1586, 1628-10, 1641. — Conseil d'Etat 96-10. — Impôts directs 186, 231-30, 448. — Manufact. 195-10. — Mise en jugem. 196-40. — Organ. admin. 956-40, 985-10. — Organ. milit. 185-20. — Pension 125. — Voirie par eau 236.
— Convention. V. 31 mars, 4 mai 1838.
3 Cass. Date 7 c.; Disposit. entre vifs 2690, 2691 c.; Jugem. 70, 72-10 c., 978-100-110; Minist. publ. 62 c. — Dispositions entre vifs 3327 c., 3330.
— Dijon. Forêts 1370.
— Lyon. Contrat de mariage 3196-10 c., 3416-10-20.
— Rennes. Désistement 100; Vérificat. d'écrit. 111.
— Circ. Commune 649.
— Instr. Reglem. admin. 127 c.
4 Cass. Attentat aux mœurs 139. — Cassation 614-40. — Instr. crimin. 2436, 3612-30.
— Aix. Droit marit. 366. — Médecine 226.
— Douai. Droit civil 116; Obligat. 5095-10.
— Paris. Compét. crim. 161-30 c., 226 c.; Instr. crimin. 810-30, 859 c.
5 Cass. Acquiescem. 906; Instr. crimin. 1837 c., 1339 c. — Boulanger 73; Commune 1116 c. — Instr. crimin. 2319-10, 3223 c. — Jugem. d'av. dire droit 91-40; Jugem. par défaut 435; Témoin 171-10. — Procès-verbal 779.
— Angers. Discipline 124 c.
— Dijon. Obligat. 1594 c.; Vente 1385.
— Nancy. Contr. par corps 442. — Privil. et hypoth. 956.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 3721 c., 3817-10; Usufruit 384-30 c.
— Paris. Mines 791, 796 c.
— Pau. Usufruit 93.
— Circ. Forêts 163, 1365.
6 Cass. Exception 576. — Instr. crimin. 3674; Témoin 573 c. — Peine 692, 694-10. — Témoin 572.
— Paris. Dispositions entre vifs 3574-20. — Louage 275, 468-10 c., 20 c.

Janvier.

- 6 Poitiers. Appel crim. 383. — Instr. crimin. 968, 987, 1008 c.; Responsabilité 525, 526 c., 637 c.
— Trib. comm. de Paris. Propriété littér. 99.
— Circ. Forêts 632.
7 Trib. de Nevers. Success. 256 c.
8 Cass. Avocat 404, 460 c., 474 c.; Discipline 247-10 c. — Cassation 1719; Obligation 2299-10 c., 4350-10 c., 4394-10 c., 5011, 5030-30 c.; Prescript. civ. 900-60, 923 c. — Enreg. 6220.
— Bordeaux. Mariage 640-10.
— Bruxelles. Jugement 693-30.
— Nancy. Faillite 1529-10. — Sur viendus 924-30.
— Pau. Mariage 699-80 c., 720.
9 Cass. Cassation 1627-10 c.; Compét. civ. trib. d'arond. 219. — Obligat. 1260-10. — Chose jugée 22. — Compte courant 67 c.; Effets de comm. 220, 621-10 c., 20 c. — Saisie-arret 6154.
— Agen. Effets de commerce 647, 651 c.
— Bordeaux. Compét. civ. trib. d'arond. 133-30 c.; Compétence comm. 507, 513 c.; Faillite 1324 c. — Servitudes 851-20, 835-10 c.
— Douai. Servitudes 33-40-50.
— Orléans. Association illicite 57; Cote 74 c., 78 c.; Loi 537 c.
— Paris. Arbitr. 477.
— Pau. Contrat de mar. 266, 1286 c.
— Rouen. Obligat. 209-10, 220-30 c., 2938-10 c.
10 Cass. Appel civil 1335 c., 1336. — Copie de pièces 19 c.; Enregistr. 6210. — Impôts directs 607-10; Usage 191-30. — Vente publ. d'immeubles 653-10 c., 686.
— Angers. Compte 69, 153; Jugem. 963-30.
— Bastia. Exploit 656-20 c., 671 c.; Obligat. 5365.
— Caen. Acquiescem. 199.
— Douai. Contrat de mariage 2340, 2358 c.
11 Cass. Faux 147 c., 170; Instr. crimin. 3469-20 c. — Instr. crimin. 1592-10, 2012. — Org. judic. 639.
— Bruxelles. Instr. crimin. 512.
— Rouen. Contrat de mariage 3700.
— Toulouse. Degré de jurid. 314.
— Trib. de Chaumont. Enreg. 2328.
— Trib. de la Seine. Enreg. 5408.
— Cons. d'Etat. Douanes 918-20-30. — Eaux. 474-70. — Impôts indir. 607. — Organ. admin. 878-10, 906. — Pension 112, 147 c., 120, 182 c. — Propriété 93. — Sol 78. — Travaux publics 558, 1135-30.
12 Cass. Compét. crim. 189 c.; Instr. crimin. 990-40. — Faux incid. 332-10. — Organ. judic. 651.
— Aix. Privil. et hypoth. 126 c., 188.
— Angers. Mariage 392-20.
— Bordeaux. Contrat de mar. 4060-20-30-40; Vente 423 c., 1281 c.
— Rouen. Contrat de mar. 3760.
— Avis. Mines 336, 467, 518.
13 Cass. Cassation 153 c.; Droit civil 787-40 c.; Serment 144, 1506. — Droits polit. 1069-10. — Presse-outrage 660 c., 1071.
— Amiens. Mariage 688.
— Pau. Interdict. 27-20, 220-40 c., 231 c.
— Arrêté Mines 81.
15 Cass. Cassation 308-120 c., 1009; Droits polit. 533-90 c. — Cassation 1718-40 c.; Droits polit. 513, 566-50. — Enreg. 5771. — Frais et dépens 67 c.; Jugem. par défaut 88, 111-20 c.
— Aix. Contrat de mariage 1609; Mandat 245-20 c.

Janvier.

- 15 Colmar. Effets de comm. 902.
— Poitiers. Action possess. 47; De-
gré de jurid. 607-20 c.; Jugem.
478-10 c.; Référé 236 c.
— Circ. Impôts indir. 120.
16 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 765;
Trés. publ., p. 1153.
— Cass. Contrat de mariage 146 c.;
Disposit. entre vifs 178-30 c.,
187-30; Mariage 907-20 c.;
Obligat. 428-20 c. — Prescript.
civ. 444.
— Besançon. Deg. de jurid. 578-50.
— Caen. Surenchère 278, 382.
— Douai. Acquiescem. 473.
— Lyon. Acte de comm. 316, 318 c.
— Obligat. 447.
— Nîmes. Loi 99 c.; Prescript. civ.
836-90 c.
— Paris. Mandat 89-10; Mariage
840-40 c. — Quest. préjudic.
19-30.
— Pau. Disposit. entre vifs 1177 c.,
1979-20.
— Rouen. Contrat de mar. 3625.
— Instr. Enreg. 5339.
17 Ord. Patente 105-30.
— Cass. Acquiescem. 359; Jugem.
par défaut 10-60. — Acte de
notoriété 4 c.; Contrat de mar.
941 c., 946 c.; Enquête 107;
Fonctionn. publ. 89-30 c. —
Action possess. 833 c.; Servi-
tudes 607. — Cassation 1508;
Chose jugée 141; Requête civ.
105-30 c. — Comm. 316;
Mariage 841-50. — Serment
55. — Usufruit 106.
— Beauvais. Enreg. 4060.
— Pau. Acquiescem. 505.
— Rouen. Faillite 343-50, 344-30 c.,
40 c., 50 c.; Force majeure 11-
10 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2404;
Compét. administr. 60 c. —
Cour des comptes 56. — Or-
gan. administr. 956-30. — Pa-
tente 241, 248. — Pension
126. — Travaux publ. 591, 612,
1174-30, 1193-20. — Voirie
par eau 246, 375-30; Voirie par
terre 323-10.
18 Ord. Garde nation., p. 303.
— Cass. Commune 670 c., 943;
Compét. administr. 194 c., 195-
20 c.; Loi 89 c., 475-10 c.; Ré-
glem. administr. 116 c.
— Bordeaux. Conclusions 16-80 c.;
Contrat de mar. 1615 c., 2196
c., 2434; Instr. civ. 14 c.; Obligat.
1484-40 c.; Usufruit 394
c., 501 c.
— Lyon. Disposit. entre vifs 1179;
Obligat. 3110.
— Paris. Bourse de comm. 309, 310
c.; Trés. publ. 1423 c., 1434 c.,
1425 c. — Impôts indir. 460.
— Pau. Deg. de jurid. 174-70, 292.
— Décis. Douanes 345.
19 Ord. Banque 163.
— Cass. Cassation 449 c., 1023;
Complice 40-50; Instr. crim. 2628-30 c., 3438 c., 3504-30 c.
— Complice 37; Peine 476.
— Dom. destr. 165-20; Instr.
crim. 3467 c. — Instr. crim. 1751.
— Peine 153-30.
— Bordeaux. Success. 473.
— Bourges. Obligat. 3389, 3596-30
c., 3603 c., 3612 c., 3656-10
c., 3660-10 c.
— Caen. Eaux 347, 348 c., 578-60 c.
— Paris. Contrat de mar. 1989.
— Pau. Disposit. entre vifs 1359.
20 Cass. Commune 1516 c.; Tierce-
opposit. 55. — Paux 277.
— Douai. Office 145-40.
— Orléans. Voiture 266 c., 315.
— Circ. Grâce 34.
22 Cass. Cassation 1840-70 c.; Instr.
par écrit 20. — Enreg. 3848,
4977 c.
— Douai. Success. 1740, 3006.
— Limoges. Responsabilité 392 c.,
436-20.
— Nancy. Demande nouvelle 40 c.,
230-30 c.; Disposit. entre vifs
4511; Obligat. 440; Succession
293, 294-10, 310, 321, 323,
397, 1096-20.

Janvier.

- 22 Rouen. Enquête 480 c., 525,
536-20.
— Toulouse. Disposit. entre vifs
321; Obligat. 4951 c., 4956-
10 c.
— Décis. Traitement 176-20.
23 Cass. Demande nouv. 108. — Ju-
gem. 330-20.
— C. C. belge. Acquiescem. 471. —
Enreg. 5022.
— Bordeaux. Eaux 565-10; Servi-
tudes 222-60 c., 309 c.
— Paris. Vente 512.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3915.
— Cons. d'Etat. Vente admin. 40.
24 Cass. Cassation 1862-130 c.;
Droits polit. 274, 565. — Fai-
llite 333 c., 1107 c.; Obligat.
2228-40; Ordre 1203 c.; Privil.
et hypoth. 952 c., 985, 989;
Vente 1304.
— Bordeaux. Vagabondage 135.
— Bourges. Ordre 416-40, 1023 c.
— Bruxelles. Enquête 230.
— Douai. Demande nouv. 135-50.
25 Cass. Abus de confiance 98;
Louage à cheptel 37 c., 42 c.
— Abus de confiance 187. —
Compét. crim. 238; Forêts
476. — Droit civ. 68-10; Té-
moign. 86, 153, 507-40;
— Amiens. Paternité 636-50.
— Riom. Cuite 837.
— Rouen. Fraits et dépens 130-30
c., 122; Privil. et hypoth. 891
c.; Surenchère 221 c.
— Toulouse. Compét. civ. trib. un.
d'arrond. 99.
— Cons. d'Etat. Compét. administr.
416 c. — Eaux 187; Servitudes
400 c.; Voirie par eau 175,
376-30. — Organ. administr.
907, 908-30, 956-40, 960, 991-
30, 1030-10. — Patente 73-30,
— Voirie par eau 175 c., 243-
30, 381.
26 Cass. Cassation 446 c.; Instr. cri-
min. 3225-30. — Industrie
418-10. — Vente de substances
faussifiées 91 c., 100.
— Amiens. Péremption 347.
— Colmar. Désistement 54; Vérificat.
d'écrit. 185 c.
— Metz. Surenchère 418-30.
— Nancy. Org. instr. publ. 226-10.
— Delib. Enreg. 3915.
27 Cass. Amnistie 72; Forêts 318-
90 c.; Peine 377-20 c. — Cas-
sation 738, 983. — Cassation
1840, 1766-70 c., 1921; Fraits
et dépens 1043; Instr. crim. 1322-
10, 1287-20, 3961 c., 3964-
20, 3969 c., 3983. — Compét.
crim. 301. — Contravention
235. — Fraits et dépens 1032;
Contrav. 198; Vol 448. —
Loi 174 c.
— Bourges. Dispositions entre vifs
3817-30.
— Nancy. Jugem. par défaut 336-60.
— Mise en Jugem. 807-30,
331 c.
— Paris. Abus de confiance 38.
— Trib. de Lille. Enreg. 3030.
28 Avis Cons. d'Etat. Impôts directs
84.
— Instr. Expropriat. publ. 348 c.
29 Cass. Arbitre 239, 299 c.; Con-
trat de mar. 3472, 3482-20 c.;
— Cassation 1658-109 c., 1889-
50; Exception 496 c.; Pres-
cript. civ. 595-20, 1081; Suc-
cess. 1341. — Cassation 1905
c.; Conciliat. 58, 166; Jugem.
984-30. — Société 969, 970 c.
— Vente publ. d'immeubles
518-10, 562 c.
— C. C. belge. Enreg. 2103.
— Décis. Douanes 300.
30 Cass. Impôts indir. 290-20.
— Aix. Disposit. entre vifs 2147-20.
— Douai. Success. 1131, 1177.
— Paris. Contrat de mar. 194 c.,
201. — Disposit. entre vifs
979, 1100-70 c.; Substitut. 328
c. — Presse-outrage 982-40.
— Rouen. Faillite 326. — Obligat.
5214-10, 5228 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 695.
— Delib. Enreg. 2736, 2941.

Janvier.

- 31 Ord. Traité internat., p. 532.
— Cass. Cassation 1829 c.; Domic. élu
127-20-30-40. — Jugem. 1033-10;
Propriété 473-20. — Propriété
69-30 c.; Success. 1526, 1542-
20; Usage 21 c.
— Aix. Servitudes 1117-30.
— Bordeaux. Compét. crim. 123;
Droit marit. 609 c.; Instr. cri-
min. 171 c.
— Bruxelles. Contrat de mar. 1635
c., 184 c.
— Limoges. Deg. de jurid. 110, 183
c., 184 c.
— Nancy. Prescript. civ. 203; Servi-
tudes 67 c., 76; Voirie par
terre 1538-10 c.
— Trib. de la Seine. Compulsatoire
19 c.
— Cons. d'Etat. Commune 1696. —
Compétence administr. 308 c.;
Mise en Jugem. 58-50. — Com-
pét. administr. 338 c. — Cons.
d'Etat 291; Organ. administr.
1019-10. — Cons. d'Etat 302.
— Eaux 338-10, 395 c. — Ju-
gem. 923; Usage 624-10, 630 c.
— Mise en Jugem. 58-10. —
Trav. publ. 436-20, 477. —
Voirie par terre 2111-30. —
Voiture 113-20.
— Arrêté avoc. de Paris. Avocat
184.
— Rapport. Aliéné, p. 441.
Février.
1 Cass. Faux 249, 341 c.; Serments
116. — Instr. crim. 2806-20.
— Aix. Domicile élu 91-30 c., 93-
30 c.; Vente publ. d'imm. 348.
— Angers. Minorité 178-60, 301-
30 c.
— Caen. Vente publ. d'imm. 2087 c.
— Montpellier. Avocat 608.
— Trib. de la Seine. Enreg. 6200.
— Décis. Douanes 501.
— Delib. Enreg. 638; Organ. instr.
publ. 341.
2 Cass. Impôts indir. 83-30; Pro-
cès-verbal 401-30 c. — Manuf.
103; Quest. préjud. 331 c.
— Nancy. Commune 2074; Conclut.
48 c.; Jugem. d'av. dire droit
68-40 c. — Disposit. entre vifs
1435-20 c.; Notaire 345 c., 382
c., 389. — Responsab. 311-30
c., 317-20 c., 360 c., 387-10
c., 416-10.
— Orléans. Commune 2657.
— Paris. Certif. de vie 80 c.; Res-
ponsab. 337.
— Poitiers. Mandat 217-10-20.
— Décis. Douanes 602.
— Delib. Enreg. 4928.
3 Bordeaux. Faillite 224.
— Grenoble. Commune 1451, 1489
c.; Demande nouv. 189 c.
— Nancy. Forêts 216.
— Orléans. Commune 2655 c., 2657,
2694 c.
— Paris. Loi 419, 422 c.; Success.
1221, 1223 c.
— Toulouse. Obligat. 4487 c., 4523-
10-20.
4 Ord. Cons. d'Etat, p. 191.
— Cass. Action possess. 162, 803 c.;
Demande nouv. 244 c.; Jugem.
1033-10 c., 30 c. — Instr. crim.
3153.
— Bourges. Prêt à intérêts 145.
— Nancy. Exploit 550.
5 Cass. Cassation 1743-20 c.; Chose
jugée 358-40 c.; Vente 1308. —
Commune 1918 c., 1919, 1920
c., 3360 c.; Compét. admin.
352 c.; Dom. de l'Etat 398-30
c.; Emigré 209-190 c., 320 c.,
405-20 c.; Usage 269 c. — Dis-
posit. entre vifs 739; Obligat.
3931 c., 5124-40, 5128 c.
— Besançon. Forêts 369.
— Bordeaux. Cuite 485.
— Lyon. Mises 572-30.
— Paris. Vol 477.
— Delib. Enreg. 3993.
7 Cass. Enreg. 2567, 3444, 3583;
5359 c. — Louage 333.
— Bastia. Droits polit. 436 c.

Février.

- 7 Bruxelles. Avoué 202. — Droit
civil 187-20. — Faillite 787,
810-20 c.
— Paris. Servitudes 1007.
— Solut. Enreg. 5110.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 182.
8 Cass. Douanes 878-30 c. — Instr.
crim. 2375-20, 2364. — Mise en
Jugem. 99.
— Aix. Avoué 220 c. — Responsab.
458.
— Gand. Disposit. entre vifs 429,
4034 c., 4074, 4075 c.
— Tribunal de Mayenne. Obligat.
565-50.
— Cons. d'Etat. Compétence admin.
416 c.; Voirie par eau 110. —
Condit 146; Trav. publ. 1208.
— Conseil d'Etat 274 c.; Res-
ponsab. 798. — Impôts dir. 121-
20. — Organ. admin. 894-30,
903-20-30 c., 912, 983-30, 992,
1020-10-20. — Pension 148, 149,
150. — Trav. publ. 606-80, V.
14 janvier.
9 Cass. Commune 814; Droit rural
38-20, 74, 162-10. — Contra-
vent. 166.
— Gand. Except. 533.
— Poitiers. Acquiescem. 630; Acte
de comm. 147 c.; Compétence
comm. 336.
— Toulouse. Compét. comm. 458.
— Trib. d'Epervay. Enreg. 5201.
— Décis. Notaire 196.
— Delib. Enreg. 3341.
10 Ord. Trésor public, p. 1153.
— Pau. Acquiescem. 399 c.
— Circ. Commune 357; Domaines
de l'Etat 182; Forêts 126.
12 Cass. Cassation 286, 801; Droits
polit. 143, 553 c., 554. — Cas-
sation 308-130 c., 1009. — No-
taire 489 c., 493-30, 516-30 c.
— Bordeaux. Paternité 66 c., 653-
10, 654 c.
— Gand. Except. 556.
— Trib. de Montauban. Notaire 229,
715-50, 716 c., 719 c.
— Circ. Org. judic. 299 c., 435-10.
— Traité. Organ. colon. 217, V. 30
mai.
13 Ord. Organ. instr. publ., p. 1362.
— Cass. Compétence admin. 132. —
Compte 174; Obligat. 606 c.
— Requête civile 134, 136 c.
— Success. 3089-20. — Vente publ.
de marchand. neuves 14, 28-
30 c., 29-30 c.
— Colmar. Vente publ. d'immeubles
1154-10.
— Gand. Contumace 86.
14 Ord. Organ. colon. 723, p. 1099.
— Cass. Arbitr. 147. — Avoué 112;
Compte 41-90 c.; Mandat 313-
10 c. — Délai 95 c.; Fraits et
dép. 334 c.; Jugement 180-30.
— Jugement 42-30. — Organ.
milit. 392-20, 395-30 c.
— Bordeaux. Jugem. p. déf. 499-30.
— Rouen. Contrat de mariage 3700.
— Toulouse. Date 21 c.; Exploit 61
c., 63-80.
— Trib. de la Flèche. Enreg. 6213.
— Cons. d'Etat. Compétence admin.
346 c.; Pension 327. — Compét.
admin. 434 c.; Voirie par terre
1583, 1586, 1628-10. — Force
majeure 9-70 c.; Travaux publ.
515. — Forêts 1142. — Organ.
admin. 943, 1019-30. — Organ.
marit. 868-40. — Patente 219-
70. — Pension 124, 174. — Pro-
cès-verbal 748-10.
— Convention. V. 10 décembre
1838.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 182,
532.
15 Cass. Serment 29-30. — V. 3 fé-
vrier.
— Caen. Obligat. 5242-10.
— Colmar. Usage 84-10, 558-50 c.
— Paris. Chose jugée 188-20. —
Comm. 174 c.; Contrat de
mar. 1062; Minorité 835-20 c.;
— Contr. par corps 537 c.; Ef-
fets de comm. 407, 891-20 c.;
— Rennes. Presse-outrage 895 c.,
897-50, 1124 c., 1410-10 c.
— Rouen. Cautionnem. de fonction-
naires 70.

Février.

- 15 Toulouse. Acte 28 c.; Disposit.
entre vifs 1298-30; Obligat.
87-10 c.; Privileges et hypoth.
1410; Rente viagère 95-10 c.,
138-20 c.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 181.
16 Cass. Abus de confiance 115,
196 c., 203 c.; Cassation 1745-
80 c.; Dépôt 137 c.; Vol 53-
10 c. — Instr. crim. 1991,
1996.
17 Cass. Instr. crim. 1062-30.
— Ch. des pairs. Office 54.
18 Angers. Effets de comm. 477.
19 Cass. Appel incid. 5 c., 112.
— Bourges. Appel incid. 159; Vente
2041-40 c., 3043 c.
— Rennes. Droit marit. 2080.
20 Cass. Privil. et hypoth. 1067.
— Agen. Avocat 386.
— Caen. Normandie 81 c.; Prescript.
civ. 686-30 c., 1123.
— Douai. Success. 1177, 1185.
— Nîmes. Prescript. civ. 1123.
— Rouen. Contrat de mar. 3700.
— Circ. Impôts directs 442.
— Lettre. Commune 550.
21 Cass. Avocat 416, 486 c.; Presse-
outrage 1256-10 c. — Effets
de comm. 373 c.; Privil. et hy-
poth. 1267-50; Renvoi 98-40 c.
— Enregist. 1386, 1516 c.,
4485 c. — Minorité 629 c.
— Bastia. Success. 575; Vente publ.
d'imm. 1153-30.
— Bordeaux. Prescript. civ. 1075.
— Liège. Louage 278-40-50 c.
— Nîmes. Absent 661, 679 c.
— Trib. de Blois. Privil. et hypoth.
2925-30.
— Avis Cons. d'Etat. Commune
2800, 2331.
— Circ. Forêts 159.
22 Cass. Attentat aux mœurs 128 c.,
153.
— Angers. Deg. de jurid. 181-20.
— Bordeaux. Vol 813-50.
— Nîmes. Evasion 16; Prisons 58 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 123.
— Trib. de la Seine. Impôts directs
54, 304-10.
— Cons. d'Etat. Acquiescem. 937;
Mairis 87-30. — Compét. ad-
min. 401 c.; Voirie par terre
2079-30. — Compét. admin.
404 c.; Voirie par terre 158-10,
322. — Forêts 1823, 1897 c.;
— Louage 345-10; Louage admin.
48-30. — Manufact. 72-30, 99,
148-30 c. — Marché de fournil.
56-20; Travaux publics 492 60.
— Mise en Jugem. 216-30. —
Ordres civil et milit. 213-10-20.
— Organ. admin. 903-10, 958-10,
1015-10. — Patente 142, 155-20,
279-70, 352-10. — Pension
169. — Procès-verbal 787;
— Voirie par terre 2378 c. — Tra-
vaux publics 768, 1139-20,
1174-30. — Vente 666-10.
— Voirie par eau 641-10, 651-20
c., 40 c. — Voirie par terre
245-10, 1128, 1187, 1791, 2011-
20, 2110-10, 2214, 2216-10,
2228-20. — Voiture 105-40,
327.
— Décis. Contrav. 88 c.
23 Arrêté. Organ. de l'Algérie 376,
383.
— Cass. Dénonciat. calomn. 133. —
Forêts 2011. — Procès-verbal
772.
— Aix. Forêts 1574; Usage 108-
10 c.
— Gand. Mandat 67-10.
— Trib. de Lille. Enreg. 2892 c.
— Delib. Enreg. 3521.
25 Ord. Voirie par chemin de fer,
p. 858-78.
— Cass. V. 23 février.
26 Ord. Organ. colon. 343 s., p. 1099.
— Cass. Acquiescem. 867 c., 740;
Compte 21 c., 71-20; Disposit.
entre vifs 198 c., 213-20. —
Commune 1879-30; Demande
nouvell. 108 c.; Prescript. civ.
328 c., 333-30 c.; Usage 117 c.
— Commune 2319 c.; Droit
civil 107; Forêt 1781. — De-
gré de jurid. 112-30. — Effets
de comm. 818, 809 c.

Février.

- 26 Besançon. Commune 2683 c.; Forêts 1500 c., 1616.
— Paris. Disposit. entre vifs 4264.
— Refere 139-30 c., 147-30 c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 1201.
— Circ. Trésor public 872; Voirie par terre 797.
27 Cass. Acquissem. 340 c., 731; Expert 55 c.; Jugem. d'av. dire droit 24-180 c.; Succès. 1721-20, 1736 c. — Commune 1919, 1920 c., 2360 c.; Compét. admin. 352 c., 454 c.; Dom. de l'Etat 398-30 c.; Emigré 208-190 c., 220 c.; Usage 249 c., 217 c. — Délai 91.
— C. C. belge. Enreg. 5534.
— Paris. Société 1721-10.
— Rouen. Trésor public 615 c., 638, 639 c.
— Trib. de la Seine. Théâtre 189.
28 Ord. Hospices 495-150; Organ. milit., p. 1898.
— Cass. Accessoire 83 c.; Cassation 2080 c.; Enquête 166 c., 169, 428 c.; Arbitr. 661, 671 c.; Récusat. 141 c.; Tierce opposit. 24-20 c. — Enreg. 5078.
— Colmar. Contrat de mar. 2147 c., 2150.
— Limoges. Chasse 399; Rébellion 39-10 c.
— Metz. Forêts 2026.
— Rouen. Propriété 452; Servitudes 1004-10 c., 1044 c.
— Cons. d'Etat. Forêts 879.

Mars.

- 1 Cass. Attentat aux mœurs 48; Cassation 1459 c., 1956 c.; Compét. crim. 127. — Instr. crim. 3145; Peine 538-10 c. — Octroi 224. — Presse-outr. 328-30 c. — Témoin 609-10.
— Besançon. Contrat de mar. 3553.
— Bordeaux. Usfruit 475.
— Lyon. Office 109, 327 c.; Privil. et hypoth. 344 c. — Travaux publics 953 c., 1167-30.
— Riom. Expropriat. publ. 389 c., 586-30.
— Rouen. Peine 692, 694-20.
— Trib. de Bethel. Notaire 716.
— Trib. de Versailles. Enreg. 2679.
2 Ord. Amnistie, p. 518; Organ. marit., p. 1688.
— Cass. Cassation 551; Commiss. de police 38 c.; Fonctionn. public 131-10. — Cassation 1784; Presse-outrage 297-10.
— Avis. Mines 244, 246.
3 Cass. Forêts 626.
— Caen. Disposit. entre vifs 1710; Loi 333-20 c.; Succès. 1838-30-30.
— Orléans. Vente publ. d'immeub. 1299.
— Paris. Jugem. par défaut 426-50.
— Trib. de Brives. Enreg. 1136.
4 Ord. Avoue 25.
5 Cass. Cassation 286, 301; Droits polit. 143, 522 c., 554. — Cassation 1063-90 c.; Mariage 91-20. — Cassation 1131 c., 1132; Jugement 1652-30 c.; Vente publ. d'imm. 1077 c., 1097 c., 1113-30 c., 1121-10, 1667 c. — Dom. engagés 113-30. — Vente 1786-10.
— Paris. Privil. et hypoth. 217, 313 c.
— Instr. Cautionn. de fonctionn. 107 c., 108, 109 c., 110 c.; Enreg. 5669.
6 Loi. Voirie par chemins de fer, p. 875, 467.
— Cass. Compét. admin. 264; Voirie par eau 641-10. — Degré de jurid. 126-130 c., 157-30. — Dispositions entre vifs 203. — Distrib. par contrib. 89-10; Ordre 481 c.
— Paris. Assurances terrestres 184.
— Toulouse. Compét. civ. trib. de paix 150; Compét. comm. 144.

Mars.

- 6 Délib. Enreg. 591.
7 Cass. Chose jugée 120. — Enreg. 315-10 c.; Séparat. de corps 217 c., 218 c., 257 c., 273 c., 274 c. — Prescript. civ. 882-30.
— Trib. de Boulogne. Médecine 59.
— Cons. d'Etat. Commune 1913 c.; Compét. admin. 151 c., 352 c.; Dom. de l'Etat 398-30; Usage 263-80. — Conseil d'Etat 71-110-120. — Caste 490-30. — Impôts directs 216. — Trésor public 544.
8 Cass. Cassation 1468; Peine 285-20, 309 c. — Instr. crim. 2067-30, 2711. — Instr. crim. 2793, 2766; Serment 188-40; Témoin 448. — Prêt à intérêts 305 c., 308.
— C. C. belge. Instr. crim. 131-30. — Caen. Privil. et hypoth. 599.
— Dijon. Disposit. entre vifs 4182.
— Douai. Organ. milit. 367.
— Grenoble. Paternité 480.
— Limoges. Enquête 456, 468 c., 521-20 c., 541 c., 543 c., 564 c. — Paris. Presse-outrage 212.
— Rouen. Dispositions entre vifs 2361-30.
Trib. de la Seine. Enreg. 504 c., 1877.
Circ. Douanes 136-30.
9 Cassation 673; Instr. crim. 1224-10, 2776-50; Jugement 847-10; Témoin 153. — Chasse 440, 441 c.; Garde champêtre 46 c.; Mise en jugem. 309-10 c. — Commune 1042, 1052. — Forêts 1307. — Instr. crim. 1455.
— Nancy. Vagabondage 135.
— Paris. Séparat. de corps 54-10 c., 107 c., 259 c., 260-30.
— Trib. de la Seine. Action 148 c., 167; Enreg. 236-80. — Enreg. 2591.
— Délib. Enreg. 850.
10 Bourges. Vente 120-10 c. — Vice rédhibit. 66 c., 71.
— Bruxelles. Mines 97-30, 480-60.
— Colmar. Usage 280-30, 287 c.
— Nancy. Ordre 526-20 c.
— Rouen. Contrat de mar. 3553.
12 Cass. Disposit. entre vifs 2845; Enquête 492-30; Obligation 3152-20 c. — Emigré 28 c., 130. — Jugement 958-20; Sel 68, 72 c. — Bruxelles. Degré de jurid. 96.
— Colmar. Office 318-20 c.; Privil. et hypoth. 346-20. — Office 335 c.
— Orléans. Privil. et hypoth. 1685-60, 1689-10 c.
— Riom. Effets de comm. 848-20.
— Toulouse. Obligation 2470-10 c., 4316.
— Solut. Enreg. 1900.
13 Cass. Commune 1603-80 c., 1605-30-40 c.; Instr. p. écrit. 18-20. — Jour férié 50; Vente publ. d'imm. 2107.
— C. C. belge. Contumace 80; Loi 374-20.
— Bourges. Contrat de mar. 2204.
— Lyon. Nourrice 12; Saisie-exécut. 158-20 c.
— Rennes. Société 1674.
— Trib. de Limoges. Enreg. 1295, 1520.
— Trib. de la Pointe-à-Pitre. Notaire 532-20, 533-10 c.; Réten-tion 25-20 c.
14 Cass. Cassation 1652-210; Sur-enchère 149-20. — Domaines engagés 110. — Effets de comm. 838. — Jugement 989-20. — Privil. et hypoth. 1871-20-30 c.; Usfruit 291, 294 c., 295 c., 296 c.
— Bourges. Obligation 1156-10.
— Bruxelles. Mines 104, 186.
— Douai. Frais et dép. 194 c., 196, 261 c., 277 c.
— Metz. Forêts 1850.
— C. d'ass. de la Seine. Except. 579.
— Lettre. Secours publics 323, 333.
15 Cass. Instr. crim. 1892, 1928-20, 1994, 1998 c., 2460, 2620-10, 2630-40, 2626.

Mars.

- 15 Limoges. Vente 240-10.
— Lyon. Faillite 668.
— Paris. Ordre 374; Privil. et hypoth. 2762-20. — Témoin. faux 37.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3386.
— Tribunal d'Orléans. Obligation 3426, 3431, 3655.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 24 c.; Marché de fourn. 57-10-109, 84-60 c. — Compét. admin. 137; Dom. de la cour. 9 c.; Louage 108 c. — Concess. admin. 20; Dom. de l'Etat 270. — Impôts dir. 121-90, 128. — Pension 202. — Trav. publ. 586. — Voirie par terre 887, 2010, 2215-20, 2284-30.
— Déris. Douanes 300.
— Solut. Enreg. 6187.
16 Ord. Dom. de l'Etat 92; Gendar-me, p. 494; Organ. marit. 99; Organ. milit. 90, 127 s., 161, 590, p. 1898; Trav. publ. 185.
— Grenoble. Contrat de mar. 3930.
— Limoges. Prescription civ. 778; Succès. 753 c., 809 c.
— Nancy. Obligation 2760-30 c.; Privil. et hypoth. 2179-20; Vente 1162-10 c.
— Poitiers. Faillite 234-10; Privil. et hypoth. 516; Travaux publ. 663 c., 688 c.
— Trib. de la Seine. Mont-de-piété 55.
— Circ. Commune 340.
17 Cass. Cassation 1460 c., 1955. — Commune 1029-20 c., 30 c.; Voirie par terre 1892. — Voirie par terre 1582 c., 1585-20 c., 1630 c., 1899.
— Bruxelles. Intervent. 89-40.
— Paris. Propriété 385; Servitudes 920-30 c.
— Trib. de Pont-Audemer. Enreg. 6086.
— Règlement. Organ. marit. 150.
19 Cass. Contrat de mar. 468. — Expropriat. publ. 54; Privil. et hypoth. 1208 c.; Voirie p. terre 2165 c., 2194 c. — Société 1653-20 c., 1656-10.
— Liège. Degré de jurid. 428-50.
— Paris. Compétence admin. 208 c.; Servitudes 222-50. — Exception 79.
— Toulouse. Privil. et hypoth. 1920.
— Trib. d'Alger. Organ. de l'Al-gérie 656 c.
20 Cass. Acte de l'Etat civil 131; Paternité 285 c.
— Montpellier. Paternité 66, 174-40 c., 219 c., 347 c.
— Paris. Commune 2694.
— Pau. Effets de comm. 177, 928 c.
— Toulouse. Obligation 4423.
— Trib. de Limoges. Enreg. 3795.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 77-70; Compét. admin. 53 c.; Peche Riv. 68-10 c.; Impôts dir. 190. — Marché de fourn. 42-120, 64-40, 93-40. — Mise en jugem. 209-30, 221-20, 232. — Organ. admin. 864-20, 899-20, 1001-20, 1003. — Patente 204 c., 416.
— Décis. Douanes 515.
21 Cass. Commune 2125, 2151; Do-maines engagés 110 c.; Prescript. civ. 345 c., 515, 569 c.
— Bruxelles. Acquissem. 178 c., 231, 303 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 4601.
— Limoges. Compét. comm. 184.
— Lyon. Arbitr. 84, 100 c., 959 c., 1010 c., 1083 c., 1157 c., 1178.
— Nîmes. Acte de l'Etat civil 435.
— Orléans. Interdict. 221-70, 222-20 c.
— Poitiers. Commune 2149.
— Trib. de Schlestadt. Vente publ. de meubles 41.
22 Cass. Cassation 1915; Chose ju-gée 472 c. — Contrainte par corps 686. — Chose jugée 461-10; Instr. crim. 899-10; Ju-gem. 786-10; Voirie par terre 2034, 2069 c.
— Paris. Chose jugée 587-20; Fai-lite 663. — Théâtre 290.

Mars.

- 22 Rennes. Compét. civ. trib. d'ar-rond. 227.
23 Cass. Cassation 1914 c.; Procès-verb. 799. — Prêt à intérêts 271-20 c., 286. — Vol 822, 851 c.
— Besançon. Degr. de jurid. 151.
— Gand. Except. 58.
— Montpellier. Effets de commerce 101.
— Nancy. Dom. engagés 25-50. — Forêts 1589, 1572 c.
— Paris. Jeu 80.
— Trib. d'Epervay. Copie de pièces 17; Enreg. 5662; Huissier 73, 74; Peine 752-40 c.; Procès-verbal 784.
— Circ. Forêts 163.
24 Cass. Amnistie 100; Forêts 447 c. — Complice 214-30; Vol 180 c. — Crimes contre les personnes 288 c.; Instr. crim. 1073. — Dom. destr. 47; Instr. crim. 2897 c. — Impôts in-dir. 233. — Médecine 32-20.
— Bordeaux. Désistement. 119-10.
— Colmar. Substitut. 57-20.
— Douai. Voirie par terre 171.
— Circ. Douanes 914.
25 Ord. Commune 160 c.; Manufact., p. 7.
— Trib. de Pont-Audemer. V. 25 mal.
26 Cass. Acquissem. 289; Séparat. de corps 298. — Arbitre 668; Règlement de juges 46-30 c., 51, 96 c. — Commune 3608. — Con-flict 184 c. — Droit marit. 575. — Except. 509-10 c.; Jugem. 971-30. — Organ. judic. 406-10, 428 c. — Surenchère 49-10 c., 215-50 c.; Tierce-opposi-t. 43 c., 146-40 c., 150 c.
— Bastia. Louage d'ouv. 161.
— Colmar. Vente publ. d'immeub. 106-10.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 844 c., 849.
— Limoges. Prescript. civ. 310, 797-10.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 606, 2896-70 c.
— Paris. Appel civ. 742, 885 c.; Ré-féré 83 c., 86 c. — Voirie par terre 2104.
— Circ. Forêts 999, 1001, 1005, 1011, 1341, 1353, 1365, 1390. — Voirie par terre 598, 606.
— Décis. Enreg. 3848.
27 Ord. Garde nation., p. 303.
— Cass. Cassation 461; Contrat de mar. 1135; Jugem. 989-70. — Faillite 729 c., 733-30, 742 c. — Jugement 983-30, 988-40, 1041-50. — Presse-outr. 498.
— Amiens. Acquissem. 498.
— Besançon. Amnistie 81.
— Bourges. Usage 592-10.
— Bruxelles. Cassation 74 c.
— Paris. Contrainte par corps 1061.
— Droit marit. 2032, 2216 c.
— Poitiers. Vagabondage 135.
— Rouen. Arbitre 100, 1178 c., 1324 c.
— Rapport. Alléné, p. 448.
28 Ord. Garde nation., p. 303.
— Cass. Acquissem. 126. — Pri-vil. et hypoth. 1894-40. — So-ciété 808.
— Caen. Appel crim. 140; Instr. crim. 707, 731 c., 734 c.
— Limoges. Contrat de mar. 3196.
— Nancy. Dom. engagés 25-40.
— Orléans. Avocat 224.
— Cons. d'Etat. Action possess. 201 c.; Chose jugée 224 c.; Faux 554-40. — Commune 598; Compét. admin. 523 c. — Con-flict 43 c.; Dom. de l'Etat 202-20; Trés. publ. 582-10 c. — Eau 457-30. — Impôts dir. 472. — Mise en jugem. 209-50, 226-90. — Patente 411. — Prêt à in-térêts 69-10, 88 c.; Trav. publ. 693, 698. — Voirie par terre 1882, 1586, 1628-10, 1641.
— Instr. Commune 2327; Forêts 1819 c.

Mars.

- 29 Cass. Commune 690-10. — Com-pet. crim. 104-10 c.; Instr. crim. 804, 805-10. — Faillite 1210 c., 1391 c., 1455-10 c.; Faux 478; Instr. crim. 1651-30, 2449, 2453-10, 2535-10 c.; 2445-10, 3540. — Procès-verb. 255-40.
— Agen. Succès. 791, 797 c.
— Angers. Disposit. entre vifs 117; Tierce-opposi. 173 c.
— Bordeaux. Contrat de mar. 169.
— Nîmes. Exploit. 750; Forêts 54-10 c.
— Orléans. Loi 331-40 c.; Oblig. 3249-30.
— Riom. Surenchère 160-50 c.
— Trib. de Pont-Audemer. Notar. 42-30, 56-20, 61-30, 63-30.
30 Ord. Notaire 560.
— Cass. Cassation 1952; Garde na-tion. 331 c., 333-30, 375 c., 597, 698 c. — Loi 510-10 c.; Presse-outr. 140; Proprié littér. 450 c.
— Aix. Chose jugée 181 c.; Conz. par corps 359.
— Poitiers. Acquissem. 443.
— Toulouse. Obligation 2294-10.
— Trib. de Caen. Enreg. 1730.
— Cons. d'Etat. Commune 1711, 1758. — Compét. admin. 360 c.; Impôts directs 617-10. — Pension 177-10. — Trav. publ. 495, 497 c., 694. — Vente par chemin de fer 532.
— Avia. Mines 563-30.
31 Ord. Traité internat., p. 321.
— Cass. Commune 1956 c., 198-40. — Théâtre 77.
— Aix. Servitudes 854.
— Amiens. Désistement. 157.
— Bourges. Enreg. 5125; Oblig. 594-20, 3211 c.
— Limoges. Exploit. 544-90.
— Montpellier. Contrat 100.
— Paris. Effets de comm. 324.
— Poitiers. Vagabondage 123.
— Rouen. Médecine 184-10.
— Toulouse. Frais et dépens 24.
- Avril.**
- 1 Circ. Matières d'ur et d'exp. 25.
2 Cass. Droits polit. 443, 454-20. — Jugem. 115, 122-20 c.; Org. gat. 548. — Jugem. 121-30 c.; Organ. judic. 408.
— Bourges. Compét. admin. 54. — Vente admin. 121 c.
— Caen. Faillite 704.
— Douai. Surenchère 253; Ven. publ. d'immeubles 2105 c.
— Liège. Jugem. 677-40.
— Pau. Faillite 709-20.
— Poitiers. Vagabondage 135.
3 Cass. Acquissem. 364; Act. 126 c., 179. — Louage 459 c.; Minorité 155-10 c.; Vente publ. d'immeub. 2035 c. — Prescript. 316. — Succès. 1548.
— Limoges. Minorité 603 c.
— Paris. Arbitr. 953; Fai- dent 78-20 c.; Ré-tent 1.
4 Cass. Action 246; Re- 75 c.; Prescript. civ. — Arbitr. 822, 828 c.; 109 c.; Exploit. 568 c.; Expropri. publ. 535 c. — Jugem. 1603-20 c.; Org. gat. 4785 c.; Propriété 40 c.
— Angers. Obligation 3444-20.
— Caen. Servitudes 1215-10.
— Douai. Place de guerre 35.
— Limoges. Compét. comm. 322.
— Trib. de Bellay. Enreg. 322.
— Ch. des députés. Office 57.
— Arrêté des avoc. de Paris. Aug. 186.
5 Cass. Crimes contre les per- nes 681-10 c.; Instr. crim. 2-10. — Duel 123, 126 c.; Instr. crim. 1074 c.
— Cass. Discipl. 379.

Avril.

- Colmar. Adopt. 240 c.; Minorité 716; Paternité 632 c.
Nîmes. Contr. de mar. 3783.
Paris. Priv. et hypoth. 379-30, 380 c.
Rouen. Acte de comm. 315.
Toulouse. Concès. 25; Obligat. 4457.
Trib. de la Seine. Enreg. 1464, 3682, 4460.
Circ. Impôts indir. 269.
Cass. Cassation 572. — Exploit 718-50. — Faux 843 c., 352; Instr. crim. 2811-20, 2881-100; Peine 323-10; Témoin 681, 678-10. — Instr. crim. 897-20, 901 c.; Réglem. administr. 144. — Instr. crim. 1071, 1100 c., 2819, 2870 c., 2897. — Organ. judic. 684-50. — Poids et mesures 126-40.
Bordeaux. Compét. civ. trib. d'arrond. 190 c.; Vente publ. d'immeubles 1393-10. — Saisie-arrest 361 c. — Surenchère 295 c.; Vente publ. d'immeubles 1375, 1378-40 c., 1510-30 c.
Caen. Séparat. de corps 260-10. — Gand. Droit marit. 447, 448; Jugem. 549-40.
Limoges. Obligat. 2866-10.
Orléans. Prêt à intér. 61.
Poitiers. Dispositions entre vifs 1580-30 c., 1570-10; Obligat. 881-40 c.; Silence 12.
Riom. Forêts 231 c., 973; Prescript. civ. 522 c., 906 c., 1120 c.
Saint. Enreg. 596.
Rapport. Compét. civ. trib. de paix 12.
Ord. Matières d'or et d'argent, p. 464.
Amiens. Procès-verb. 235-50 c., 709; Réglem. administr. 89.
Bordeaux. Prêt 191-20.
Orléans. Conciliat. 362; Frais et dépens 328 c.; Greffier 175 c.
Paris. Référé 201 c. — Success. 1029.
Rennes. Compét. comm. 229.
Loi. Dom. de la cour. 82.
Avis Cons. d'Etat. Forêts 1865, 1867 c.
Cass. Avocat 368 c.; Contr. de mar. 3582-30 c., 3592 c., 3604; Obligat. 5091-20. — Commune 2319 c., 2330 c.; Forêts 1813 c., 1819; Loi 537 c. — Organ. judic. 361-50.
Cons. d'Etat. Impôts dir. 448.
Loi. Organ. colon. 128-50.
Arrêté Trés. publ. 754.
Cass. Demande nouvelle 287 c.; Faux incid. 56-50, 260 c. — Contr. de mar. 215 c., 220 c., 248 c., 349 c. — Disposit. entre vifs 2398, 2420 c.; Loi 41-10 c. — Enreg. 1484. — Frais et dépens 690 c.; Ordre 665-10, 1206. — Loi 91-30; Propriété féodale, 483-30 c.; Servitudes 231 c.; Traité interr. 188 c. — V. 18 avril.
Circ. Matières d'or et d'argent 18-30-50-60.
Loi. Deg. de jurid. 9; Lois codifiées 7; Ordre 850; Organ. colon. 119-40, 469; Organ. judic. 135, 149, 194, 195, 291, 299, 301, 441, 737, p. 1507.
Ord. Commune 160.
Cass. Disposit. entre vifs 3492; Obligat. 850 c.; 851-20 c., 854 c. — Disposit. entre vifs 8070-10-30 c., 4376-40 c. — Eaux 573-70. — Enreg. 3918, 8936 c.
Douai. Commission. 206.
Pau. Contr. de mar. 3455 c., 3459 c.
Cass. Assort. illie. 37, 88 c., 89 c., 40 c.; Cille 74 c., 83 c., 423 c.; Loi 537 c. — Cassation 826-120. — Faux 428.

Avril.

- Cons. d'Etat. Compét. administr. 389 c.; Concès. administr. 30; Voirie par eau 649-20 c. — Impôts dir. 115, 191-20, 174, 183, 216, 664-20. — Jugement par défaut 535; Référé 23, 225 c.; Voirie par terre 2230-20. — Manufact. 73-30. — Organ. administr. 636, 914-20, 992, 999, 1002. — Paiente 219-60, 379-10. — Pension 143; Traitement 138. — Procès-verbal 751; Voirie par terre 220-10, 224, 280-20. — Trav. publ. 447-100-110, 478 c., 486, 540 c., 1273-30. — Trésor public 581-90. — Vente administr. 171-20. — Voirie par terre 397, 405-20, 581.
Orléans. Duel 110.
Trib. de Charolles. Enreg. 3947.
Delib. Enreg. 4343.
Cass. Culte 827.
Circ. Douanes 306, 494.
Ord. Boucher 40; Commune 160; Manufact. p. 7.
Arrêté. Monument 27; Trav. publ. 233.
Circ. Impôts dir. 373.
Cass. Compét. administr. 258; Jugem. 1043-30 c.; Minist. publ. 149. — Loi 63 c.; Obligation 2707 c., 5241, 5213 c.; Propriété féodale 161, 192 c., 322 c.; Vente 1129-50. — Servitudes 1173-20, 1214 c., 1238-10 c., 1275 c.
Cass. Droit marit. 195, 196 c.; Société 1686 c.; Vente 1732-30 c. — Expert. 27, 255 c.; Success. 1718 c. — Secours publ. 62.
Delib. Enreg. 4939.
Cass. Absent 526, 532 c., 536 c.; Cassation 1393 c. — Action possess. 68, 395 c. — Except. 256-10 c., 271. — Prescription civ. 102. — Voirie par terre 353.
Cass. Abus de confiance 115; Vol 80-10 c., 520 c. — Cassation 2517 c.; Contrainte par corps 693, 695.
Cons. d'Etat. Impôts directs 125-20, 311, 467. — Organ. admin. 842-10, 843-10, 854-30. — Paente 57-20, 246-20. — Pension 137, 147 c. — Trésor public 478-40. — Voirie par terre 405-10, 581, 1176-30.
Cass. Dom. destr. 91-20 c.; Instr. crim. 2588. — Subst. vénén. 30.
Paris. Instr. crim. 707 c.
Delib. Enreg. 3916-20.
Cass. Commune 1283.
Bruxelles. Except. 61.
Lyon. Disposit. entre vifs 465 c.
Paris. Acquissem. 202; Acte de comm. 98 c.; Compét. comm. 56 c.; Contrainte p. corps 412, 535 c.
Paris. Armes 30 c.; Responsab. 471-30 c., 678-30 c.; Saisie-exéc. 186.
Cons. d'Etat. V. 22 août.
Cass. Compétence admin. 393 c.; Trav. publ. 1168. — Disposit. entre vifs 2936-10. — Droits polit. 461-50 c., 463, 465 c.
Colmar. Assurances terrestres 71; Défense 243 c.; Louage 419, 430 c.
Paris. Contrat de mar. 1982.
Circ. Dispositions entre vifs 429, 1502 c.
Loi. Trésor publ. p. 1153.
Cass. Cassation 1436 c.; Droits polit. 466, 495-30, 566-40. — Droits polit. 217. — Expertise 800-10 c.; Servitudes 1173-10.
Bordeaux. Avoué 115 c.; Faillite 506-20 c.
Caen. Compét. admin. 397 c.; Trav. publ. 1239-50.
Paris. Dom. de la cour. 31.
Trib. de Marvejols. Enreg. 403.
Delib. Enreg. 6218.

Avril.

- Cass. Droits polit. 217, 284-20, 296 c., 340-10 c., 343 c. — Expropriat. publ. 168; Voirie par terre 493 c.
Bordeaux. Vice rédhib. 106 c.
Nîmes. Usage 202-20.
Paris. Ordre 1168 c.; Privil. et hypoth. 2348, 2522 c.
Rouen. Prêt à intérêts 306.
Trib. de Château-Thierry. Enreg. 2670.
Cass. Instr. crim. 1467. — Organ. milit. 830-10, 831-40 c., 909-30 c. — V. 6 avril.
Limoges. Enquête 554.
Montpellier. Prescript. civ. 444 c., 448.
Paris. Cautionn. 255. — Surenchère 244-30.
Trib. de la Seine. Mont-de-piété 80, 81 c.
Loi. Mines, p. 637; Org. admin. 356-20.
Cass. Adultère 64; Séparat. de corps 71 c. — Cassation 2247; Contr. par corps 693, 695 c. — Faillite 1450.
Colmar. Usage 154-20 c.
Limoges. Dénonciat. calomn. 44.
Cons. d'Etat. Compétence admin. 246 c. — Concès. admin. 44 c.; Eaux 414 c., 424, 463 c.
Cons. d'Etat 362. — Impôts dir. 119, 464-30. — Mise en jugem. 192-20. — Organ. admin. 943, 949-30, 977. — Trav. publ. 520, 532, 801-10.
Delib. Enreg. 1353, 1848.
Ord. Bois et charbons 113.
Cass. Instr. crim. 2401-30.
Bourges. Intervent. 133 c.; Minorité 583 c.; Privil. et hypoth. 1052-10 c., 1054-20 c., 1058, 2418-20.
Limoges. Dénonciat. calomn. 44.
Paris. Mandat 170-30. — Ordre 748 c.
Cass. Comm. 250 c.; Obligat. 1034, 4764-20 c., 4787-20 c., 4790-30 c., 406, 4793 c., 4942-60 c., 5045 c. — Compét. admin. 393 c.; Trav. publ. 1167-30. — Douanes 284-30 c., 40, 501 c. — Droits polit. 337.
Bourges. Obligat. 4774.
Grenoble. Enquête 110.
Paris. Interdict. 143 c.; Louage 68; Obligat. 377 c.
C. de la Réunion. Organ. colon. 480.
Circ. Commune 185.
Cass. Compulsoire 12; Dépôt 68 c. — Disposit. entre vifs 1099 c., 1100-30 c., 1101 c., 1202, 2079-30 c., 2112 c. — Dom. engagés 14-30 c., 109-20-30 c.; V. 2 mai 1828.
Bourges. Degré de jurid. 303-10.
Colmar. Commune 2609-30.
Nîmes. Vente publ. d'immeubles 1180-20.
Paris. Compét. comm. 476.
Rouen. Acquissem. 777 c.; Faillite 58-30 c., 1338-20.
Trib. de Bernal. Enreg. 2670.
Trib. de Chartres. Enreg. 4460.
Circ. Forêts 1007; Matières d'or et d'arg. 38.
Cass. Compétence admin. 308 c.; Mise en jugem. 34-20 c., 76. — Contr. p. corps 690. — Frais et dép. 994-50. — Garde nat. 149 c., 191, 457-50.
Bourges. Voiture 399 c., 449-20.
Nîmes. Forêts 1194.
Paris. Echange 36.
Ord. Traité interr. p. 532.
Cass. Except. 428 c. — Faux incid. 300.
Nancy. Vente 1459-30.
Trib. de Tours. Boulanger 22.
Grenoble. Acte de l'état civil 497 c.; Crimes contre les personnes 255 c., 367-10; Sec. publ. 159.
Toulouse. Bourse de comm. 254.
Trésor publ. 1159-30 c., 1196 c. — Minorité 403-20.

Mai.

- Trib. de Chartres. Enreg. 6240.
Ord. Dom. de l'Etat, p. 99; Trésor public 785 c.
Cass. Droit rural 57-20; Jugement 50-10. — Jugem. 268-40; Servitudes 320. — Jugem. 1043-40 c., 1051-10 c.; Louage 323, 301-10 c. — Mines 752 c.; Obligat. 732 c.; Propriété 385. — Organ. judic. 356.
Bourges. Culte 539-40.
Montpellier. Surenchère 346-30, 349.
Paris. Dépôt 174-10.
Conseil d'Etat. Amnistie 85. — Compét. admin. 43-20.
Circ. Organ. milit. 235, 236, 240, 270.
Cass. Acquissem. 495 c., 756, 772 c., 784 c.; Appel civil 504 c., 603 c.; Cassation 1089 c., 1090 c.; Faillite 219-50, 240 c.; Vente publ. d'im. 971-20. — Action 163; Droit rural 86 c. — Action possess. 765, 801 c.; Demande nouv. 23-20 c., 187-60 c., 211-40 c.; Except. 543 c. — Cassation 1088 c.
Amiens. Mandat 242.
Caen. Acte de comm. 206. — Contr. de mar. 1456, 1480 c., 1488 c., 3995 c., 3996-10 c.; Privil. et hypoth. 782 c.
Nîmes. Disp. entre vifs 2861-50.
Paris. Commune 2657.
Cass. Cassation 1600-170 c.; Jugement 54-40; Paternité 45 c., 50 c., 52 c., 56 c., 129 c., 175, 176 c. — Commune 2016; Jugement 1011-40 c.; Prescript. civ. 569-20 c.; Usage 253 c. — Faux incid. 279-20. — Prescript. civ. 1133.
Bastia. Nantissement 241.
Bordeaux. Vol 752-110.
Bruxelles. Enquête 396 c., 500 c., 519-30, 541 c.
Gand. Exploit 581-20.
Lyon. Privil. et hypoth. 1260-10.
Montpellier. Prescript. civ. 535; Success. 549.
Cons. d'Etat. Compétence admin. 316 c.; Culte 237. — Culte 701 c. — Eaux 116. — Expert. 365 c.; Patente 370-20. — Impôts dir. 79-20, 109-10, 186, 191-20, 232-10, 636. — Marché de fourn. 50-90. — Notaire 35-30 c., 50 c., 51. — Patente 370-40, 396-10.
Avis Cons. d'Etat. Voirie p. terre 624 c., 628, 631 c.
Ord. Mines 486.
Loi. Archives 59; Commune 160; Delibérat. 8; Dom. de l'Etat, p. 100; Enreg. 5941; Halles, p. 6; Impôts dir., p. 272; Monument 35 c.; Organ. admin., p. 611; Privil. et hypoth. 1227; Trav. publ. 171, 672, p. 852; Trés. publ., p. 1153; Ville de Paris 40 c., 73; Voirie par terre 78, p. 207.
Cass. Chasse 479; Prescriptions crim. 145-19 c.
Agen. Dispos. entre vifs 4488-20.
Bourges. Complice 214-20. — Rébellion 39-80.
Lyon. Expropriat. publ. 440.
Toulouse. Obligat. 3508.
Tribunal de la Seine. Enreg. 963, 2400 c., 2401, 5151.
Trib. de Troyes. Enreg. 6221.
Cass. Commune 2319; Forêts 1781 c. — Voiture 389-20 c., 50.
Colmar. Obligat. 1460-10; Rentes fonc. 34.
Nancy. Chose jugée 482-20; Faillite 1404-30 c.
Paris. Crimes contre les person. 291-20; Instr. crim. 446-50 c. — Réhabilit. 2.
Cons. d'Etat. Compétence admin. 404 c.; Voirie p. terre 208-30, 395-20. — Concès. admin. 46 c.; Eaux 399. — Cons. d'Etat 368; Responsab. 295 c., 296. — Impôts dir. 44, 473, 474 c. — Organ. admin. 592-30, 914-30, 979.

Mai.

- Cons. d'Etat. Organ. milit. 127-30. — Trav. publ. 700. — Voirie par terre 620.
Solut. Enreg. 1069.
Bruxelles. Enquête 271. — Exploit 294. — Péréempt. 192.
Ord. Cour des comptes, p. 511; Trésor publ., p. 1153.
Cass. Cassation 870; Exploit 260-20; Jugement 183-10 c. — Disposit. entre vifs 1797 c., 1802-20; Frais et dépens 36 c., 45-80 c., 86 c.; Jugem. 440 c. — Limoges. Appel civil 1353.
Trib. de Tours. Loi 50 c.
Cass. Arbitr. 85 c., 106, 107 c., 340, 959 c.; Presse-out. 1521 c.; Prise à partie 38 c.
Nîmes. Vente publ. d'immeubles 114-50.
Paris. Mat. d'or et d'arg. 13-10.
Toulouse. Disposit. entre vifs 14646. — Ordre 1019-50.
Cour d'assises de Seine-et-Marne. Instr. crim. 516.
Circ. Voirie p. terre 1284.
Delib. Enreg. 1923, 4318.
Cass. Compte-courant 87 c., 116 c.; Effets de comm. 318 c.; Prêt à intérêts 12 c., 25 c., 171 c.; 833-10, 240 c.; Société 987 c. — Degré de jurid. 553, 554-110; Jugement 950; Obligat. 4386-10. — Obligat. 5115-20 c.; Servitudes 31 c., 1161-19, 1181 c.
Agen. Ordre 710.
Caen. Bourse de comm. 503. — Vente 1071-20.
Rouen. Droit marit. 588.
Ord. Théâtre, p. 301.
Cass. Commune 1202. — Chasse 338. — Contumace 117-10. — Voirie par terre 2048-10.
Caen. Voiture 246.
Nîmes. Contr. par corps 179 c.; Minorité 213, 258-30 c.; Vente 507 c.; Obligat. 2981 c.
Paris. Faillite 975-10.
Ord. Poids et mesures, p. 988.
Cass. Abus de confiance 193; Compét. crim. 419-30 c. — Forêts 1140-40. — Impôts dir. 864. — Traité interr. 228.
Bordeaux. Mariage 911.
Caen. Péréempt. 124-40 c., 168-50, 207 c.
Nancy. Contrat de mariage 818; Disposit. entre vifs 1567-20.
Paris. Compét. admin. 103-100. — Voirie par eau 360 c.
Cons. d'Etat. Compét. admin. 408 c.; Travaux publics 1132-10, 1280-10; Voirie par terre 1708. — Culte 592. — Eaux 141-30. — Impôts directs 40-10, 191-40, 198, 202, 634-10. — Organ. admin. 948-10. — Patente 90, 249-30. — Pension 127-20, 137, 147 c. — Voirie par eau 562-30.
Delib. Enreg. 4929.
Ord. Mont-de-piété, p. 404.
Cass. Cassation 1778 c., 1779 c.; Presse-outage 629. — Matières d'or et d'argent 69-20, 88-50 c., 136-30 c. — Organ. milit. 850-20.
Caen. Louage 217-10.
Colmar. Dom. de la cour. 33 c.; Dom. de l'Etat. 140.
Paris. Minorité 847.
Poitiers. Rente viagère 135-80.
C. d'ass. du Gard. Instr. crim. 2098-70, 2010 c.
Loi. Organ. colon. 115-20; Vice rédhib. 15, p. 44. — V. Table des articles.
Cass. Action possess. 319; Voirie par terre 1367-10 c. — Dispositions entre vifs 2502-30, 2819-10 c., 3033 c.; Obligat. 2538-30 c., 3815 c. — Dispositions entre vifs 3554-30; Obligat. 5107-30 c. — Obligat. 2658-20; Preuve 71 c.
Limoges. Eaux 280-40.
Paris. Loi 842.

Mai.

- 21 Rouen. Compte-courant 30.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 2408.
- 22 Ord. Organ. instr. publ. 455, p. 1362.
- Cass. Cassation 503; Disposit. entre vifs 1298-40 c., 4474-40, 4479-20, 4509-30 c., 4520 c.; Obligat. 72 c.; Vente 51-40 c., Copie de pièces 47, 48-40 c., 50-10 c., 30 c., 40 c., 50 c., 51-10 c., 20 c., 52-30 c., 50 c., 70 c.
- Bourges. Ordre 1340-30 c.; Privil. et hypoth. 2377.
- Douai. Contrat de mar. 1100; Obligat. 3939 c.
- Paris. Compét. crim. 555.
- Avis. Disposit. entre vifs 431-20, Rapport. Aliène, p. 445.
- 23 Cass. Action possess. 121 c., 558; Contrat de mariage 1323 c., Cassation 1898 c.; Mines 625; — Contrat de mar. 1103 c., 1407, 1477 c.; — Enreg. 5712 c.; Jugement 302-100; Travaux publics 321; — Faillite 1529.
- Angers. Rentes constit. 47 c., 40.
- Paris. Faillite 702 c.; Notaire 608 c.; Office 318-20 c., 324-10, 334 c., 350 c.; — Privil. et hypoth. 347 c.
- Poitiers. Obligat. 1078.
- Riom. Travaux publics 1167.
- Trib. d'Alger. Organ. de l'Algérie 642-10.
- Trib. du Havre. Paternité 453, 455 c.
- Convention. Traité international, V. 16 décembre 1838.
- 24 Riom. Avocat 251.
- Décis. Enreg. 6139.
- 25 Loi. Action possessoire 22; Compét. civ. trib. de paix 12; Exces de pouvoirs 4; Huissier 13-30; Jugem. 648 s.; Lois codifiées 1; Organ. colon. 119-50-60, 466 s.; Ordre 838; Ouvrier 10 s., 78; Presse-outrage p. 414; Servit. a gages, 3, 12; Voirie par chemin de fer 496 s., 509; Voirie par terre 1420 s.
- Arrêt. Prisons 67.
- Cass. Cassation 1747-50 c.; Jeu 80, 85 c.; — Presse-outrage 897-50 c., 905-40 c., 1418 c., 1119 c., 1528-10-30 c.
- Agen. Fonction. publics 132; Presse-outrage 731-40 c.
- Aix. Prescript. civ. 152; Servitudes 1118 c., 1127-20 c.; Usage 139-20 c.
- Amiens. Success. 394.
- Bruxelles. Loi 374-20.
- Dijon. Mines 61, 203 c., 204 c.
- Nancy. Vente 192.
- Rennes. Appel civ. 1150.
- Riom. Surenchère 324 c., 360.
- Rouen. Descende sur les lieux 22.
- Trib. de Pont-Audemer. Notaire 42-30.
- 26 Cass. Cassation 162; Instr. crim. 709, 747, 748 c., 749 c.; Complice 20 c.; Faillite 1493-30 c., 1501-20 c.; Instr. crim. 2585 c., 2757, 2887-10, 3478, 3577, 3685; Témoin 568, 599-20 c.; — Faux 428, 435; — Instr. crim. 3759; — Peine 331-20 c.
- Bourges. Deg. de jurid. 303-40.
- Douai. Dispositions entre vifs 2643-10.
- Limoges. Nantissim. 320 c.; Obligat. 2931, 4538-60 c.; Prêt à intérêts 171 c.; — Servitudes 554-20, 555 c.
- Cons. d'Etat. Garde nation. 43.
- 27 Loi. Poids et mesures, p. 989.
- Ord. Manuact., p. 8.
- Cass. V. 27 janvier 1838.
- Paris. Ordre 1127-10.
- 28 Loi. Deg. de jurid. 12; Faillite, p. 19; Lois codifiées 8-30; Vente publ. de marchand. neuv. p. 993.
- Cass. Commune 2329. — Droits polit. 146, 230-10; Voirie par terre 739. — Jugem. 1011-40.
- Nancy. Deg. de jurid. 126-140.

Mai.

- 28 Paris. Péremption 145-20, 168-30.
- Cons. d'Etat. Cautionnement de fonctionn. 48 c.; Compét. administr. 131 c., 489 c., 493 c., 493 c.; Prescript. civile 1100-1101; Trés. publ. 556-30, 560.
- Commune 202. — Commune 598, 599 c., 602 c.; Force majeure 9-80 c., 35-30 c.; Trésor publ. 943 c.; — Compét. administr. 508; Voirie par terre 614 c.; — Concess. administr. 104. — Frais et dépens 1193.
- Jugem. 931-10. — Octroi 163 c.; Poids et mesures 14-10.
- Organ. administr. 878-10. — Prescript. civ. 1100, 1101.
- 29 Cass. Cautionnem. 334, 338 c.; Chose jugée 214-20 c.; — Disposit. entre vifs 945-20, 2427 c.; — Frais et dépens 686 c.; Règlem. de juges 9-40 c., 85-10 c., 139; Vente publ. d'immeubles 1393-20 c.
- Bordeaux. Servitudes 1121.
- Bourges. Obligat. 394.
- Caen. Effets de comm. 125.
- Avis. Commune 471.
- 30 Loi. Postes, p. 14.
- Ord. Hospices 308; Organ. colon. 917; Traité internat., p. 532.
- Cass. Bourse de commerce 212; Cautionnem. de fonctionn. 81 c.; Jeu 61 c.; Ordre 975-30 c.; Trés. publ. 1380-10 c., 1408-10 c.; — Cassation 1173; — Cassation 1668-30 c.; Mariage 82-10 c., 80 c., 90 c., 120 c.; — Servitudes 474-20.
- Paris. Faillite 75.
- Rennes. Exploit 160-20.
- Riom. Adoption 116; Contrat de mar. 1288-30 c.; Postes 154.
- Toulouse. Exploit 108-20.
- Décis. Notaire 594.
- 31 Ord. Biblioth. 47; Bois et charbons 8; Commune 160, 559 s.; Cour des comptes, p. 511; Forêts 251; Hospices 316, 319, 321, 325, 331 s.; Impôts dir., p. 272; Marché de fourniture 70; Organ. colon., p. 1099; Organ. marit., p. 1688; Responsabilité 293 s.; Secours publ., p. 775; Traitement 24; Trésor public 804 s., p. 1154; Vente administr. 38.
- Cass. Instr. crim. 1078, 3302, 3203-30.
- Besançon. Compét. comm. 421; Effets de comm. 652 c.
- Bordeaux. Séparat. de corps 369.
- Limoges. Contr. par corps 166; Contrat de mar. 3593 c.
- Metz. Vente publ. d'immeubles 1254-20.
- Paris. Success. 1039.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5424.
- Circ. Commune 2402 c.
- Règlem. Dom. de l'Etat, p. 99.

Juin.

- 1 Cass. Appel crim. 266; Serment 199-10 c., 30 c., 40 c., 206-10; Témoin 389-40 c., 395-20 c., 398-20 c.; Commune 795; Droit rural 38-10 c., 30 c., 47 c.; — Serment 199-10 c., 30 c., 40 c., 206-10.
- Agen. Contrat de mar. 3003-20, 3012 c.; Substitut. 151.
- Amiens. Saisie-arrest 151.
- Paris. Vente publ. de récoltes 98.
- Solut. Enreg. 3915.
- 2 Cass. Commune 690-50, 691 c.; — Chasse 336, 337 c., 343 c.; — Peine 147-20 c., 30 c., 163-10 c.; — Forêts 1119.
- Garde nation. 438. — Jeu 81.
- Presse-outrage 697-10 c., 792-30, 793-30.
- Bordeaux. Demande nouv. 92.
- Caen. Contrat de mar. 3616.
- Décis. Notaire 130.
- 4 Gand. Effets de comm. 183.
- Décis. Timbre 41.
- 5 Bastia. Minorité 321.

Juin.

- 5 Limoges. Prescript. civ. 622-20 c.; Privil. et hypoth. 1704-40 c.; Rentes foncières 25, 51-30, 72-10 c.
- Paris. Rébellion 30-10, 40-10.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 147, 443 c.; — Compétence administr. 327 c.; Cons. d'Etat 142. — Compét. administr. 409 c.; — Conflit 110, 137. — Cons. d'Etat 201. — Cons. d'Etat 209; Eaux 147. — Mise en jugem. 220. — Organ. administr. 610, 834-10, 974-30, 987, 1001-30, 1004. — Organ. milit. 312-10. — Voirie par eau 124-20. — Voirie par terre 440-20.
- Délib. Enreg. 203.
- 6 Amiens. Commissionn. 160.
- Grenoble Commune 2416 c.; Voirie par terre 575-20.
- Rouen. Success. 592.
- Trib. de Rouen. Enreg. 5522.
- Trib. de Saint-Mihiel. Enreg. 2670.
- Circ. Compét. civ. trib. de paix 13; Défense 253 c.; Douanes 486; Huissier 141, 163, 163; Impôts indir. 334.
- Décis. Office 113-30.
- 7 Cass. Exprop. publ. 169-10-20, 711 c.; Voirie par terre 436-10 c., 493 c., 1103-20 c.; — Garde nation. 649. — Instr. crim. 2671.
- Trib. Mise en jugem. 182-90.
- 8 Aix. Biens 240.
- Grenoble. Commune 1451, 1489 c.; Demande nouv. 189 c.; Except. 333 c.
- Nancy. Ordre 1295-10.
- Nîmes. Jugem. 389-40 c., 397-30 c.; Notaire 70; Obligat. 4334-10, 4343 c.
- Rouen. Compét. comm. 476.
- Trib. de Bayeux. Enreg. 3669.
- Trib. de Corbeil. Enreg. 6250.
- Avis. Mines 314, 521-10.
- Circ. Faillite 415.
- 9 Cass. Chasse 242. — Impôts indir. 179-20 c., 229. — Paternité 365-40 c., 369-70.
- Liège. Disposit. entre vifs 3606.
- Limoges. Paternité 437-80.
- Nancy. Renvoi 88.
- Toulouse. Deg. de jurid. 190.
- Circ. Hospices 206, 207, 212.
- Lettre. Commune 2547.
- 10 Loi. Trés. publ., p. 1178.
- 11 Ord. Banque 176.
- Cass. Droits polit. 247-30, 249.
- Mariage 82-10 c., 90-40; Mise en jugement 196-30; Obligat. 4947 c., 4949 c.; — Succession 2300-20 c.
- Montpellier. Peine 563 c.; Presse outr. 282-30, 284 c., 491-10 c.
- Rouen. Effets de comm. 226.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 60; Intervent. 158-10. — Mise en jugem. 200-10, 206-110, 209-40, 221-40, 228-60. — Voirie par terre 737-20, 770-10 c., 2010, 2088-20 c.
- 12 Cass. Enquête 235; Jugem. 997-120 c.; Séparation de corps 242-20-30, 270. — Etat des personnes 2 c.; Paternité 633-20; Transaction 73-20 c.; Expert. 77. — Obligat. 5033-20; Preuve 65 c.
- Bourges. Obligat. 2423-60.
- Nîmes. Succession 912 c.; Vente 1739-20 c., 1916-40.
- Trib. de Senlis. Enreg. 5980, 5982.
- Trib. de Vitry-le-Français. Enreg. 457 c., 468.
- Décis. Douanes 754.
- 13 Cass. Cassation 1101 c., 1102 c., 1103, 1104 c., 1106 c.; Faux incid. 39-10 c., 84 c., 254 c.; Jugement 51-80 c.; Chose jugée 167-30, 182, 326 c.; Faillite 607 c.; — Commune 1362; Jugem. 1036-60 c.; — Obligat. 4986. — Organ. judic. 498-40.
- Bourges. Effets de comm. 902.

Juin.

- 13 Orléans. Dispos. entre vifs 1418; Loi 531-50 c.; Obligat. 3249-30 c.; — Paris. Contr. de mar. 1425, 2707 c., 4025 c.
- Rouen. Obligat. 3104-10.
- Circ. Voirie p. terre 792.
- 14 Cass. Instr. crim. 515.
- Aix. Prescript. civ. 1122 c.
- Bordeaux. Contrat de mar. 3069.
- Colmar. Mariage 559-10.
- Grenoble. Forêts 530-20.
- Poitiers. Disp. entre vifs 128-10.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3554.
- Trib. de Saint-Etienne. Mines 194.
- Cons. d'Etat. Conflit 86-10. — Patente 63-20.
- Circ. Voirie p. terre 787-10, 789 c., 795 c.
- Lettre. Commune 401.
- 15 Aix. Vente 1699.
- Bordeaux. Vente publ. d'imm. 1240-10 c., 1247-30.
- Bourges. Usage 93-40, 502.
- Limoges. Acte de comm. 304.
- Paris. Instr. crim. 446-60. — Obligat. 586; Société 152 c., 173-30 c.
- Pau. Disposit. entre vifs 449-10, 482 c.; Success. 333 c., 339 c.
- Rouen. Obligat. 2203.
- Cons. d'Etat. Procès-verb. 760-20.
- 16 Bordeaux. Obligat. 3746 c.
- Bruxelles. Avorté 190; Frais et dépens 1091 c.; — Chose jugée 462-20.
- Limoges. Degré de jurid. 252.
- Paris. Success. 337.
- Trib. d'Epinal. Témoin 145-30, 146 c.
- 17 Cass. Contr. par corps 690.
- 18 Ord. Bourse de comm. 539.
- Cass. Commissionn. 482, 485 c., 490 c.; — Usage 459-50.
- Besançon. Forêts 941.
- Grenoble. Forêts 560.
- Liège. Cautionn. 144.
- Nancy. Exploit 318, 325.
- Orléans. Société 144, 1096-10 c.
- Poitiers. Contrat de mar. 1890; Obligat. 1987 c.; Privil. et hypoth. 856-40 c.; Tierce-opposit. 228 c.
- Toulouse. Contrat de mar. 443.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 3386.
- Instr. Enreg. 1030, 1947, 2242, 3945 c., 4867, 5028, 5289, 5375.
- 19 Cass. Cassation 76 c.; Jugement 135-10; Jugem. d'av. dire droit 66-70 c.; — Commune 2426 c.; Obligat. 2902. — Expert. 214. — Usage 190-20, 191-30 c.
- Amiens. Faillite 974-20.
- Besançon. Forêts 1488.
- Bourges. Obligat. 1846-20, 2000 c., 2001 c.
- Limoges. Loi 333-30 c.; Success. 1837, 1849 c.
- Rennes. Action possess. 425 c.; Forêts 789; Servitudes 638, 661-10 c.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 29; Eaux 439-60; Frais et dépens 1903-80; Pêche fluv. 69-30 c., 40 c.; — Cons. d'Etat 97. — Impôts dir. 56. — Mise en jugem. 198, 221-50. — Organ. admin. 883-30, 884-20. — Pension 224. — Travaux publics 617, 624. — Voirie par terre 1305, 1723, 1736, 1738-40.
- Décis. Notaire 170, 648.
- 20 Cass. Domicile élu 21-80-90; Exploit 342-30 c.; Pérempt. 268-20; Saisie-exéc. 61 c., 64 c.; — Faillite 786-20. — Ordre 439 c.; Privil. et hypoth. 2288-30, 2289-30 c.; — Ordre 1109-30. — Prescript. civ. 971 c., 974, 975 c.
- Douai. Obligat. 4562.
- Toulouse. Degré de jurid. 802; Saisie-arrest 150.
- C. d'ass. du Rhône. Avortem. 11.
- Trib. de Dieppe. Enreg. 455.
- 21 Cass. Compét. crim. 153-30. — Instr. crim. 2836, 2862-10, 3224. — Organ. judic. 248-40.
- Amiens. Commune 2125.
- Bordeaux. Absent 178 c., 467.

Juin.

- 21 Limoges. Chose jugée 537 c., 528 c.; Discipl. 39 c.; Notaire 756-10 c., 793. — Disposit. entre vifs 1100-30; Jugem. par défaut 111-10 c.
- Nancy. Responsabilité 263-40 c.
- Paris. Boucher 109 c.; Fonction. publ. 55 c., 148; Presse-out. 734-10, 757 c., 904-50 c.; — Faillite 1529-10. — Pêche fluviale 158-20.
- Rouen. Disposit. entre vifs 178-40.
- Trib. de Rouen. Enreg. 2748.
- Trib. de la Seine. Enreg. 2876; Mines 757 c.
- Décis. Commune 536, 2877.
- 22 Arrêt. Dom. de l'Etat 81-110; Forêts 1393.
- Bordeaux. Jugem. 373-40; Vente publ. d'immeubles 142-10 c., 211 c.
- Douai. Commune 2833.
- Limoges. Success. 3088.
- Montpellier. Contumace 73 c.; Faillite 327, 359-20, 1537 c.
- Pau. Arbitre 1337 c., 1333 c., 1333.
- Trib. de Saint-Lô. Enreg. 3585.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1794-20.
- Avis. Mines 228.
- Lettre. Louage administr. 34.
- 23 Ord. Organ. instr. publ. 174.
- Cass. Commune 1344 c., 1347 c.; Cauté 65 c.; Jour férié 17, 71 c., 72 c.; Loi 556 c.; — Compét. crim. 593 c.; Complices 62 c.; Crimes contre les personnes 25-40 c., 129.
- Douai. Disposit. entre vifs 2571.
- Décis. Notaire 100 c., 109 c., 162 c.
- 24 Paris. V. 24 juin 1837.
- 25 Cass. Cassation 2060. — Commune 1848. — Contrat de mar. 3410-20. — Discipl. 176. — Vente 2029.
- Bastia. Disposit. entre vifs 2743-10-20. — Success. 254.
- Paris. Jugem. par défaut 41-30. — Success. 774-20.
- 26 Cass. Attentat aux mœurs 139 c., 153, 158 c.; — Peine 693.
- Limoges. Témoin. faux 31.
- Paris. Acquiescem. 200; Agent d'affaires 12 c.; — Chose jugée 135. — Interdict. 220-50, 222 c., 503-10 c., 292.
- Délib. Enreg. 1922.
- 27 Cass. Chose jugée 203-30 c.; Privil. et hypoth. 1853-10; Vente 1111-30 c.; — Contrat de mar. 147; Disposit. entre vifs 178-40, 1245 c., 1295-30 c.; Obligat. 437 c.; Success. 1350 c.; — Jugement 878-120 c.; Mariage 255-80 c.; — Organ. colon. 142.
- Aix. Mariage 503.
- Colmar. Jugem. par défaut 463-30.
- Nîmes. Privil. et hypoth. 2784.
- Paris. Droit marit. 9190.
- Poitiers. Organ. judic. 811-40-50 c.; — Serment 43 c.
- Toulouse. Interrog. sur faits et art. 90.
- Trib. de Dreux. Enreg. 6223.
- Cons. d'Etat. Commune 548, 2694 c.; — Cons. d'Etat 219; Travaux publ. 437, 692. — Demande nouv. 287; Travaux publ. 609. — Impôts dir. 212. — Patente 189-40, 340-30, 361, 374, 391-50. — Voirie par terre 747-10, 748-10, 768.
- Circ. Voirie par eau 421, 424, 429, 441, 437, 459, 462, 463, 466, 468, 479, 494, 495, 496, 497.
- 28 Cass. Cassation 730. — Instr. crim. 1990-10, 2063-30, 2135-10.
- Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 1988-10.
- Limoges. Nantissim. 309-10.
- Metz. Forêts 382.
- Nîmes. Minist. publ. 108 c., 314; Témoin 376.
- Trib. de Cambrai. Enreg. 3565.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5665.
- Lettre. Cauté 768.

juin.

- Ord. Octroi, p. 18.
Cass. Dénonciat. calomn. 13 c., 19 c., 20 c., 22 c., 44, 61 c.; Exploit 723 c., 737-40 c.; Instr. crim. 546 c.
Pau. Contrat de mar. 2401.
Trib. comm. de Bordeaux. Droit marit. 3219.
Trib. de Loches. Enreg. 2739.
Trib. de Saumur. Enreg. 6185.
Circ. Commune 340 c.
Décis. Organ. instr. publ., p. 1382.
Délib. Enreg. 331; Transcription hypoth. 377 c.
Loi. Aliéné 37; Commune 160; Interdict. 108, 170 s.; Monum. 25 c.; Obligat. 2958 s., 2968 s.; Organ. administ. 253, 747; Privil. et hypoth. 1039, p. 49; Ville de Paris 56 c., p. 147.
Cass. Cassation 1103, 1106 c.; Faux incid. 84 c., 254 c., 271-10 c.; Instr. crim. 1832-30, 1964, 3363. — Procès-verbal 181, 339.
Amiens. Instr. civile 103; Trésor publ. 1376-40.
Grenoble. Priv. et hypoth. 1065.
Paris. Rent. foncières 56, 57 c., 72-10, 75 c.
Rennes. Saisie-arrest 51-20.
Trib. Enreg. 1390.

juillet.

- Loi. Voirie par chemin de fer, p. 848; Voirie 265.
Cass. Acquiescem. 694; Expert. 278-50, 294 c., 590-30 c.; Avoué 170; Chose jugée 87-40.
Chose jugée 132-60 c.; Contrat de mar. 3153. — Droit marit. 546 c., 1142, 1145 c. — V. 9 juillet.
C. C. belge. Voirie p. chemin de fer 122.
Rennes. Compét. comm. 138.
Trib. de la Seine. Notaire 297.
Ord. Douanes, p. 610.
Cass. Disposit. entre vifs 3139-10 c., 3142, 3147 c.; Obligat. 3082 c., 3371 c. — Frais et dép. 53.
Organ. colon. 185. — Surenchère 186 c., 189. — Vente 714.
Nîmes. Appel civ. 1055. — Exploit 415-60.
Paris. Effets de comm. 925. — Except. 126. — Société 1578 c.
Délib. Enreg. 1353.
Trib. de Beauvais. Enreg. 5201.
Loi. Dom. de la cour. 36; Sûreté 5.
Ord. Sûreté 5; Voirie p. chemin de fer, p. 868-3229; Voirie par eau 199.
Cass. Action possess. 276, 735 c. — Action possess. 613; Chose jugée 130 c. — Cassation 1853-140 c.; Obligat. 2338; Saisie-exéc. 31 c. — Compét. admin. 82 c.; Concl. 23-20; Interdict. 252-10, 257-10 c., 261 c., 274 c.; Jugement 159-110 c. — Louage d'ouvriers 145-10. — Ordre 333-20 c., 1271.
Douai. Obligat. 5086-10.
Limoges. Peine 562 c.; Postes 93-10.
Cons. d'Etat. Commune 202. — Cons. d'Etat 196-30, 214; Dom. de l'Etat 318 c. — Cons. d'Etat 217, 218 c., 233. — Degré de jurid. 652 c.; Voirie p. eau 332.
Forêts 977. — Frais et dép. 1303-40; Marché de fourn. 84-50; Travaux publ. 708, 709. — Frais et dép. 1308. — Impôts dir. 102 c., 105, 121-20, 239-10. — Organ. admin. 608, 878-10, 901-40, 958-20. — Organ. colon. 299 c., 315-10. — Organ. milit. 161-30-30. — Patente 41-20, 159-40, 215, 251-40. — Pension 192. — Trav. publ. 806 c., 809 c., 873. — Trésor public 494-10.
Ord. Disposit. entre vifs 431-20.
Cass. Attentat aux mœurs 40. — Faux 325. — Instr. crim. 2369-10. — V. 5 juillet 1838.

Juillet.

- 5 Limoges. Loi 333-30 c.; Success. 1837, 1849 c.
Metz. Degré de jurid. 113-20.
Paris. Distrib. p. contrib. 28 c., 135 c.; Saisie-arrest 134 c., 430 c.
Rennes. Faillite 1260.
Trib. de la Seine. Enreg. 2747.
Solut. Enreg. 2927.
6 Cass. Duel 109, 130, 126. — Forêts 1326, 1556.
Bordeaux. Vente 2044-30, 2066 c.
Limoges. Crimes contre les personnes 270, 282 c.
Nancy. Expert. 167-20. — Notaire 779.
Paris. Vente publ. de marchand. neuves 14, 28-30.
Trib. de Toulouse. Enreg. 6185.
7 Cass. Appel crim. 69 c.; Cassation 184; Degré de jurid. 657-20 c.; Cassation 1477 c.; Dén. de justice 12-90. — Commune 1176; Régim. admin. 121 c., 132 c. — Compét. admin. 410 c.; Voirie par terre 1914 c., 1915-20 c., 1916-10. — Substances vénéneuses 10-20-30-40.
Colmar. Médecine 24-20.
Grenoble. Disposit. entre vifs 3113-90.
Orléans. Postes 74 c., 78-20-30 c., 135-30 c.
Paris. Paternité 619-10 c., 624 c., 625 c. — Voiture 423.
8 Aix. Disposit. entre vifs 4202-50.
9 Cass. Compét. admin. 283; Dom. de l'Etat 249 c.; Vente admin. 317-20 c.; Voirie p. terre 174 c., 205 c. — Conclusions 59 c.; Défense 339 c.; Minist. public 107-30; Obligat. 3892; Scellés 87 c., 93; Success. 2036.
C. C. belge. Cassation 821.
Aix. Disposit. entre vifs 789.
10 Arrêté. Voirie p. eau 296.
Cass. Chose jugée 188; Garde champêtre 44. — Jugement 989-60. — Obligat. 4766 20.
Montpellier. Servitudes 915.
Trib. d'Autun. Enreg. 2933, 5330; Procès-verbal 785 c., 786 c., 788 c.
Délib. Enreg. 1496.
11 Arrêté. Organ. de l'Algérie 392.
Cass. Contrat de mariage 2562, 3158-20-40. — Expropriat. publ. 90-30. — Prescriptions civ. 467; Usage 190-50, 191-30 c. — Servitudes 1270; Usage 147-20 c., 191-30 c.
Bastia. Obligat. 4007-20, 4055-20 c.
Riom. Servitudes 487.
Trib. d'Épernay. Enreg. 947.
12 Cass. Affiche 98. — Cassation 1029; Gendarme 59. — Commune 934-10; Force majeure 11-40 c. — Commune 934-60 c.; Contravent. 98, 151 c., 152 c. — Commune 1092. — Instr. crim. 3155. — Vol 570-40.
Colmar. Duel 110.
Douai. Disposit. entre vifs 3195.
Liège. Vice rédhib. 226.
Riom. Vente publ. d'imm. 1930-30, 1933 c., 1938-20 c., 1940 c.
Trib. de Rouen. Enreg. 2375.
Trib. de la Seine. Enreg. 2461, 2808, 2972-10, 5498 c.
13 Cass. Cassation 1008, 1017 c.; Peine 376-10 c. — Commune 1004-40; Contravent. 130 c. — Impôts dir. 97; Procès-verbal 483 c. — Instr. crim. 3380-20. — Voirie par terre 2006-20 c., 2022.
Poitiers. Jugem. p. déf. 271-20.
Trib. de la Reole. Enreg. 5274.
14 Loi. Impôts dir., p. 272; Organ. administ. 771; Organisation écon. 1291; Prisons 106; Trésor public, p. 1178.
Cass. Affiche 136 c., 143; Cassation 385 c.; Commune 1186 c.; Concl. 32 c.; Contravention 492 c.; Ministère publ. 282. — Garde nat. 410-20, 367-10. — Organ. milit. 776. — Preuve 95 c. — Procès-verbal 239. — Success. V. 18 juillet.

Juillet.

- 14 Amiens. Contrat de mar. 4145-10; Imp. ind. 95 c., 103 c.
Bordeaux. Minorité 170 c., 172-20.
Colmar. Servitudes 978.
Grenoble. Prêt à intérêts 115.
Paris. Propriété littér. 334.
Trib. de Chartres. Enreg. 5267.
Trib. de Château-Thierry. Notaire 236-20 c.
Trib. de Saint-Yrieix. Disposit. entre vifs 3479 c.; Substitution 254 c.
Cons. d'Etat. Amnistie 86. — Compét. admin. 447 c.; Place de guerre 21-40 c., 69 c., 146. — Compét. admin. 457; Forêts 1901. — Frais et dép. 1203. — Mont-de-piété 69. — Organ. admin. 890-20, 950-10-50, 1013-10. — Patente 245, 249-30, 251-60. — Pension 186. — Place de guerre 21-40 c., 69 c., 146. — Voirie par terre 381-20, 1098-10.
15 Paris. V. 5 juillet.
16 Cass. Enreg. 6223. — Jugement 989-10. — Organ. judic. 191-30 c. — Société 1483, 1541 c. — Substitut. 179-20.
Bordeaux. Priv. et hypothèques 1194-20.
Lyon. Disposit. entre vifs 3018-10, 4207.
Pau. Forêts 609.
17 Cass. Avoué 114 c.; Mandat 303-30. — Biens 134; Vente 614 c. — Commune 2694, 2714 c., 2787 c. — Enreg. 5491, 5193 c., 5562 c. — Instr. par écrit 28; Usage 191-30 c., 277, 279 c.
Aix. Bornage 20, 64 c.
Amiens. Faillite 1162.
Bastia. Exploit 633-40.
Paris. Arbitre 1041.
Poitiers. Contrat de mar. 3167-10, 3607.
Circ. Commune 248, 250 c., 256 c., 258 c., 260 c.; Voirie par terre 508.
Délib. Enreg. 3635.
18 Cass. Action possess. 329 c.; Culte 568-30, 587 c., 588-20 c.; Prescript. civ. 198 c. — Cassation 2247 c.; Contr. par corps 693, 695 c. — Enreg. 2085. — Obligation 953 c. — Organ. colon. 921, 933 c. — Priv. et hypoth. 2717 c., 2732-30, 2737 c., 2978-20 c. — Success. 1764-20, 1766, 1893 c.
Caen. Obligat. 4241 c.; Success. 1648, 1649 c.
Grenoble. Commune 1559. — Disposit. entre vifs 2608.
Metz. Forêts 382.
Nancy. Degré de jurid. 172-30.
Nîmes. Délai 76 c.; Enquête 233.
Paris. Contrainte par corps 982 c., 988.
Poitiers. Obligat. 2870-10.
Toulouse. Effets de comm. 472 c.
Trib. de Château-Thierry. Enreg. 2670.
Trib. de la Reole. Enreg. 749, 2975 c.
Trib. de Saint-Michel. Enreg. 4777.
Cons. d'Etat. Action possess. 408; Compét. administ. 438 c.; Eaux 552-40 c. — Compét. administ. 19. — Compét. administ. 57 c.; Voirie par terre 407-20. — Compét. administ. 104-40, 157-30, 369 c. — Cons. d'Etat 217, 233. — Défense 184-20; Patente 363-20. — Impôts dir. 94, 118, 462-60, 471-40. — Octroi 140, 119-30, 338-30. — Organ. administ. 842-20, 943, 950-60, 969-20. — Organ. administ. 1025 c.; Tierce-opposit. 264. — Patente 125, 282, 370-20. — Voirie par terre 781-10, 768, 1235. — Voiture 107, 108-20.

Juillet.

- 19 Cass. Chose jugée 312 c.; Dépôt 48; Responsab. 509-20 c.; Success. 1742, 1745. — Commune 1008; Contravent. 120 c. — Compét. civ. trib. d'arrond. 112. — Contravent. 177, 181 c.; Gendarme 33; Preuve 100-10 c. — Contravent. 346. — Crimes contre les personnes 265 c., 266-40. — Instr. crim. 3155. — Instr. crim. 3704; Jugem. 748-70, 819-20. — Presse-out. 1571-20 c. — Voirie par terre 2094-30.
Colmar. Appel civ. 1090.
Grenoble. Séparat. de corps 262.
Toulon. Compétence administ. 184-60.
Trib. de la Seine. Transcript. hypoth. 711.
20 Ord. Organ. instr. publ., p. 1362.
Cass. Commune 872; Voirie par terre 2321-10 c. — Force majeure 42 c.; Peine 376-10. — Garde nation. 431-60, 432-50. — Instr. crim. 2480-10. — Régim. administ. 140. — Voirie par terre 624 c., 1138-20.
Bourges. Exception 36 c., 77. — Organ. judic. 412-40.
Limoges. Exploit 638-50.
Décis. Douanes 607.
Délib. Enreg. 1243.
21 Ord. Octroi 219, 260.
Cass. Chasse 447 c.; Compét. crim. 495; Peine 841 c. — Commune 689-20; Contravent. 165 c. — Forêts 432 c., 1209. — Garde nat. 117-30 c., 129-10, 144, 348. — Industrie 128. — Presse-out. 1177 c., 1211, 1221-20, 1236 c. — Question préjud. 102-30. — Voirie par terre 2091-10, 2396-40, 2300-40.
Bourges. Conciliat. 210-30.
Lyon. Vente publ. d'immeubles 2095, 2105 c.
Nancy. Mise en jugem. 124.
Nîmes. Forêts 560.
Rouen. Louage 217-30.
23 Ord. Armes 20; Douanes, p. 810, 811.
Cass. Douanes 219, 220 c., 221 c., 223 c.
Aix. Commissionn. 339, 340 c.; 473 c. — Contrat de mariage 3700.
Bordeaux. Jugement 442; Obligat. 1773-10.
Grenoble. Droit civil 264-20 c., 560-40 c., 597-20 c.
Limoges. Jugem. par défaut 161-50; Pérempt. 250; Success. 586.
Paris. Priv. et hypoth. 1234-10.
Rennes. Vente 1681-10.
Riom. Success. 2047.
Toulouse. Responsabilité 441-20 c.
Cons. d'Etat. Compét. admin. 198-20, 392 c. — Desistement 207 c.; Impôts dir. 462-70. — Eaux 439-20. — Impôts indir. 143-20. — Organ. administ. 549-40, 612, 843-10, 904-10, 991-10. — Patente 32-10, 351-80. — Pension 48. — Voirie par eau 894-20. — Voirie par terre 1133-60 c., 2010, 224, 2323.
24 Cass. Compét. admin. 281; Dom. de l'Etat 214-80 c. — V. 21 juillet.
Aix. Droit marit. 577 c., 859.
Bordeaux. Effets de commerce 82-40.
Douai. Voirie par terre 425 c., 430-10.
Paris. Chose jugée 344-20.
Poitiers. Compét. comm. 265.
Trib. de Montauban. Enregistr. 2670.
Trib. de Montmorillon. Enregistr. 2547.
Circ. Mines 241.
Délib. Enregistr. 2504.

Juillet.

- 25 Cass. Demande nouvelle 21; Obligat. 713, 798. — Success. 1748.
Bordeaux. Acquiescement 636; Compét. comm. 145 c.; Mandat 303-40. — Disposit. entre vifs 112-30. — Vente publ. d'immeubles 1845 c., 2190, 2199-20 c.
Colmar. Poids et mesures 93-20.
26 Cass. Culte 146 c., 269-40, 287 c., 305 c. — Expert. 292 c.; Jugement 951-10, 978-120, 1039-40 c.; Obligat. 5075-10 c.; Propriété 431; Vente 1032 c. — Jugement 1037-40.
Aix. Honoraires 6 c.; Office 293-10; Presse-outage 831 c.
Bordeaux. Contrat de mariage 361; Dispositions entre vifs 4610-10 c., 4646 c., 4653; Success. 2313.
Grenoble. Contrainte par corps 492; Saisie-exéc. 57 c., 63 c.
Limoges. Dénonciat. calomn. 48.
Lyon. Servitudes 474-20-80, 725 c.
Nancy. Usage 472.
Poitiers. Contrainte par corps 563.
Rouen. Paternité 652-20 c., 655.
Cons. d'Etat. Compét. crim. 358.
27 Nancy. Organisat. judic. 201-20. — Société 201. — Success. 2085-30 c., 2096.
Paris. Instr. crim. 693.
Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 2239.
Avis. Mines 225.
Circ. Secours publics 154.
28 Loi. Biblioth. 51.
Cons. d'Etat. Dom. extraord. 72.
Avis. Mines 328, 330; Voirie par terre 122.
30 Ord. Mines 751, 805; Voirie par eau, p. 738-590.
Cass. Obligat. 1843-10-20. — Servitudes 1077 c.; Usage 93-10, 104 c. — Vente 1186-20.
Aix. Obligat. 3329-10-30.
Amiens. Exploit 653-30 c.; Ordre 863-10 c.
Bordeaux. Contrat de mariage 2311 c.; Success. 1734.
Bruxelles. Faillite 423.
Paris. Jugem. d'av. dire droit 28-130.
Circ. Biblioth. 78.
Décis. Office 131.
31 Ord. Voirie par eau 735-70.
Cass. Action possess. 698; Frais et dépens 75 c., 88 c.; Jugem. 1049-50 c.
Paris. Loi 37; Usage 123 c.
Circ. Commune 411; Notaire 296.

Août.

- 1 Cass. Enreg. 3682. — Forêts 1484 c.; Loi 538 c.; Usage 190-40 c., 211-20. — Forêts 1484 c.; Loi 538 c.; Usage 211-20.
Bourges. Contrat de mar. 1445.
Dijon. Obligat. 1333.
Douai. Minorité 274 c., 550-20 c., 551-10 c.; Vente 1581 c.; Vente publ. d'immeuble 2076 c.
Limoges. Jugem. 14-10; Servitudes 907-20 c.
Nîmes. Vente publ. d'immeubles 1600 c.
Toul. Use. Obligat. 652. — Organ. milit. 387 c., 392-20 c., 401-50 c.
C. d'ass. de la Seine. Droit civil 92-30; Instr. crim. 1386.
2 Cass. Contr. par corps 815-20. — Faux 302 c., 305 c., 307, 328-20 c. — Instr. crim. 515, 2859-80, 3203-20.
Nîmes. Vente publ. d'immeubles 2174.
Rennes. Dispositions entre vifs 1667 c., 1680 c., 1682 c., 1683-20, 1683 c.

Août.

- 2 Rouen. Privil. et hypoth. 735.
— Trib. de Clermont-Ferrand. Huissier 127.
— Trib. de Paris. Enreg. 2913.
— Cons. d'Etat. Commune 2624.
— Compétence administr. 896 c.; Travaux publ. 1224-30 c.; Compét. administr. 407 c.; Concess. administr. 15-40 c.; Voirie par eau 516-20, 533; Conflit 47-10, 154; Voirie par terre 307; — Dom. engagés 23 c.; 82-20; — Impôts dir. 259, 462-30; — Marché de fourniture 64-30, 127-10; — Mise en jugement 216-20; — Organ. administr. 892-40; — Patente 353-20; — Voirie par terre 1723, 1753-20, 1785.
— Instr. Notaire 783-20.
3 Cass. Cassation 163 c., 201, 577, 971 c.; Faux incid. 106; Instr. crim. 735 c.; Récusation 112-20, 134 c.; Renvoi 176; — Forêts 1199; — Presse-outrage 131-10.
— Aix. Droit civil 208 c.; Minorité 199-10.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 1999.
— Paris. Faillite 980.
— Trib. de Péronne. Enreg. 2913.
— Trib. comm. de la Seine. Faillite 56.
4 Cass. Boulanger 40; — Boulanger 68; Industrie 179 c.; — Compét. crim. 311; — Deg. de jurid. 656; — Forêts 1195; — Impôts indir. 310; — Voirie par terre 2220-10, 2296-60.
— Amiens. Deg. de jurid. 114.
— Angers. Privil. et hypoth. 439-20.
— Dijon. Etat des personnes 6 c.; Loi 208-20 c.; Prescript. civile 1123.
— Limoges. Prescript. civ. 1094.
— Riom. Effets de comm. 195.
— Rouen. Organ. milit. 435-10.
— Trib. de Bastia. Procès-verbal 781-10.
— Décis. Enreg. 4973.
5 Cass. V. 5 août 1834.
— Paris. Tierce-opposit. 77 c.
6 Cass. Acte 3 c.; Cassation 264 c., 685 c., 802 c.; — Cassation 1910-10; Droits polit. 35 c., 118 c.; Faillite 168 c.; — Discepl. 178.
— Besançon. Forêts 329 20, 1299.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 304; Mandat 246.
— Liège. Exploit 383-20 c.; Surenchère 316-20, 361 c.
— Orléans. Forfait. 175.
— Poitiers. Presse-outr. 792-20.
— Rouen. Acte de comm. 405.
7 Ord. Scellés 194.
— Cass. Société 1615 c., 1618-10, 1678 c.
— Besançon. Forêts 1615.
— Paris. Bourse de comm. 379.
8 Cass. Acquiescem. 40 c., 614.
— Droits polit. 148, 360-20; — Success. 175 c., 177.
— Bordeaux. Compét. comm. 265; — Disposit. entre vifs 4590 c.; Success. 1163.
— Orléans. Vente 178-20.
— Paris. Absent 71; — Chose jugée 377-70; — Obligat. 2243.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 303; — Impôts dir. 453; — Marais 26; — Mise en jugement 200-20, 229-10, 333; — Pêche marit. 25; — Poudres 37; — Trésor publ. 460-20, 544, 581-20 c.
— Circ. Commune 345.
— Décis. Privil. et hypoth. 2748.
9 Cass. Affiche 116 c.; Commune 1353; — Boulanger 34, 41 c.; Jugem. 830-30, 833-60, 839-20, 1061-120; — Procès-verbal 176 c.
— Limoges. Servitudes 210.
— Paris. Faillite 1529-40-50; — Obligat. 3243.
— Riom. Droit rural 54; Usage 586.

Août.

- 9 Trib. de Lille. Enreg. 4623-20.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4160.
— Avis. Cons. d'Etat. Commune 2507.
— Convention. V. 18 et 30 novembre 1838.
— Arrêté. Avocat 196.
10 Ord. Organ. instr. publ. p. 1362.
— Cass. Cassation 137, 177 c.; Instr. crim. 1040 c.; — Instr. crim. 2669; Témoin 520-10 c., 630-10; — Médecine 155 c., 173; — Rébellion 34-10.
— Aix. Droit marit. 1270; Obligat. 2031-40 c.
— Bordeaux. Dispositions entre vifs 3675; — Droit marit. 85 c.; Prêt à inter. 245 c., 247.
— Liège. Louage 840.
— Lyon. Disposit. entre vifs 2048 c.; Obligat. 4595 c.; Success. 1544.
— Paris. Duel 110; — Jugem. 476-10 c., 493 c., 521.
— Avis. Trav. publ. 923.
— Instr. Enreg. 3334.
11 Cass. Contumace 33 c.; — Jugem. 849.
— Angers. Société 869-10 c., 879-10.
— Orléans. Exploit 451 c., 454-40 c., 455-20 c.; Vente publ. d'immeubles 452 c., 456.
— Riom. Mines 576.
— Rennes. Minorité 598-30.
— Trib. d'Argentan. Enreg. 725.
12 Ord. Avoué 28.
— Cass. Accessoire 80 c.; Cassation 2063 c.; Success. 2122-30; — Enreg. 3903; — Enreg. 4802; Except. 331-10 c.
— Bourges. Arbitre 1122; Date 24 c.; — Minorité 835-30.
— Paris. Brevet d'invent. 49.
— Trib. de Fontainebleau. Enreg. 5280.
14 Ord. Entrepôt 1; Octroi p. 18.
— Cass. Chose jugée 341-30; Except. 343-40 c.; Faux incid. 75-30 c., 118 c.; Vente publ. d'immeub. 1250-10 c.; — Enreg. 3198, 3840, 3886.
— C. C. belge. Conciliat. 355 c.
— Dijon. Privil. et hypoth. 1456-10.
— Lyon. Contrat de mariage 194 c., 301 c., 3180 c.; Domicile 14.
— Nancy. Deg. de jurid. 108-10.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 293-10, 464-20, 619-10; — Patente 105-20, 136, 340-10, 343, 347.
— Delib. Enreg. 4977.
— Lettre. Commune 402.
15 Ord. Organ. marit. p. 1688.
— Amiens. Jugem. par défaut 120-90 c.; Servitudes 504-20, 557 c.
16 Cass. Cassation 163; — Forêts 417 c.; Mines 439 c., 697-40; Instr. crim. 55 c.
— Besançon. Obligat. 4663-30 c.; Usage 198.
— Bordeaux. Contrat de mar. 1839; — Disposit. entre vifs 4301.
— Nîmes. Contrainte par corps 358 c., 359, 1011 c.
— Paris. Obligat. 4853; — Organ. milit. 440 c.; — Privil. et hypoth. 317.
— Rennes. Interdict. 64 c., 313-10.
— Paternité 275, 308 c.
— Trib. de Brest. Office 115.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4502.
— Circ. Organ. admin. 735.
17 Cass. Amnistie 79 c.; — Cassation 368; — Jugement 1056-10.
— Colmar. Vente publ. d'immeubles 1234.
— Limoges. Mise en jugement. 76.
— Paris. Privil. et hypoth. 456 c., 473-30.
— Rouen. Effets de comm. 330-40.
— Décis. Enreg. 3811.
18 Cass. Garde nat. 129-20; — Impôts directs 357.
— Amiens. Enreg. 5131.
— Bordeaux. Ordre 1278-10 c.
— Bourges. Dénonciat. calomn. 66-30 c., 133; Instr. crim. 116 c.; Responsabilité 711 c.

Août.

- 18 Caen. Contrat de mar. 1609 c.; Disposit. entre vifs 285; Scellés 176 c., 259 c.
— Dijon. Conflit 95-30 c., 300.
— Montpellier. Arbitr. 1197.
— Paris. Deg. de jurid. 217-10.
— Toulouse. Arbitr. 652.
— Trib. de Castres. Enreg. 6024.
20 Cass. Acquiescem. 590; Obligat. 1251 c.; Société 703; — Expropriation publ. 170; Voirie par terre 493 c., 1309 c.
— Nîmes. Pérépension 218, 231 c.
— Trib. comm. de Paris. Droitmarit. 2015.
— Lettre. Culte 784.
21 Ord. Impôts indir. 326, p. 426.
— Cass. Acquiescem. 189; Contrat de mar. 1701 c.; — Donn. engagés 111; — Expropriat. publ. 170; Voirie par terre 493 c.; — Expropriation publ. 643-10-20, 740 c.
— Limoges. Presse-outrage 932-20.
— Lyon. Commission. 468 c., 478-30 c.; — Disposit. entre vifs 327, 420 c.; Substitut. 252-50.
— Nancy. Contrainte par corps 861 c., 873 c., 918 c., 924.
— Toulouse. Deg. de jurid. 621 c.; Référé 123.
— Trib. de Bernay. Enregistr. 434, 456 c.
— Delib. Notaire 169.
22 Cass. Cassation 1102 c.; Date 20 c.; Expropriat. publ. 62 c., 114 c., 162, 254 c., 260-20 c., 270-30 c.
— Limoges. Culte 568-10; 300 c.
— Metz. Forêts 983.
— Paris. Exploit 332-10; Vente publ. d'immeubles 1409-20.
— Poitiers. Compét. civ. trib. d'arrond. 129; Faillite 1335-40 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 208 c., 488; Voirie par terre 56-20 c., 233, 365-30, 303, 325-30; — Compét. administr. 370 c.; Impôts directs 649-50; Ordre 293-30 c.; — Compét. admin. 849 c.; Manufact. 120 c.; — Eaux 567-20; — Garde nat. 43; — Impôts directs 201-10; — Mise en jugement. 192-10; — Organ. admin. 915; — Pension 188; — Tierce-opposit. 276, 290-20 c.; — Voirie par terre 772-10, 1733, 2024-10, 2025-60, 2211-130.
— Instr. Enreg. 5331; Peine 746.
23 Cass. Défense 124 c.; Presse-outrage 1251-10.
— C. C. belge. Loi 482-50.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 210.
— Nancy. Vente publ. d'immeubles 1817, 1819.
— Paris. Société 1540; — Success. 1003.
— Trib. d'Amiens. Enreg. 4924.
— Trib. de Vic. Enreg. 5059.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 492 c.; Trésor publ. 581-20, 1135-30; — Impôts directs 396, 439-30; — Pension 183; — Voirie par terre 424-10.
24 Ord. Commune 160; Gendarme, p. 494; Organ. instr. publ. p. 1362; Serment p. 8.
— Arrêté. Hospices 468-30.
— Cass. Appel crim. 126; — Impôts indir. 169 c., 171-20, 175, 237 c., 244; — Mat. d'or et d'argent 77; Règlement admin. 165-30 c.
— Angers. Privil. et hypothèques 2358-20.
— Bordeaux. Abus de confiance 130; Appel crim. 81 c.
— Bourges. Propriété 124-70.
— Paris. Expropriation publ. 277, 311 c.
— Règlement. Mont-de-piété, p. 404.
— Solut. Enreg. 1335.
25 Ord. Culte, p. 719; Organ. de l'Algérie, p. 785, 804.
— Bourges. Contrat de mar. 1996; Mariage 796-20 c.
— Grenoble. Effets de comm. 47-10.
— Paris. Avoué 114; — Obligat. 448-10.

Août.

- 25 Solut. Enreg. 1337.
26 Lyon. Presse-outrage 1260 c.
27 Cass. Acquiescem. 477; Intervent. 140 c.; Success. 2033 c., 2034; Voiture 416-20 c., 432.
— Amiens. Deg. de jurid. 410-50.
— Bastia. Dispositions entre vifs 2244-40.
— Limoges. Contrat de mar. 4162-10; Vente 1750 c., 1957 c.
— Nancy. Saisie-arrest 263-20.
— Nîmes. Contr. par corps 1044.
— Paris. Assurances terrestres 30.
— Rouen. Obligat. V. 27 août 1837; — Vente publ. d'immeubles 2110.
— Solut. Enreg. 5267.
— Convention. V. 26 octobre et 28 novembre 1838.
28 Cass. Chose jugée 239 c.; Compét. admin. 79 c.; Vente publ. de récoltes 9-80; — Contrat de mar. 2527 c.; Enreg. 3495.
— Trib. de Niort. Presse-outrage 180.
— Cons. d'Etat. Frais et dépens 1203-20.
— Circ. Commune 565 c., 622; Douanes 607.
29 Cass. Appel civil 722 c.; Contrat de mar. 4166 c., 4181, 4202; Distrib. par contrib. 165 c.; Ordre 980-30; Privil. et hypoth. 895 c.; 1663; — Compét. admin. 234; Jugem. 1019-20 c.; — Douanes 781 c., 881 c., 904; Procès-verbal 368 c.
— Bordeaux. Société 1358-10 c., 1361-20.
— Bourges. Exploit 686; Référé 48 c.
— Dijon. Forêts 698.
— Douai. Demande nouv. 55-40 c.; Mines 621, 633 c., 735; — Mariage 514; Responsabilité 438-30 c.
— Rouen. Vente publ. de marchandises neuves 88.
— Trib. de Beziers. Enreg. 2548.
— Trib. de Saint-Quentin. Disposit. entre vifs 1621.
— Trib. de Rethel. Notaire 790-30.
30 Cass. Boulanger 34; — Complice 30; Contrat de mar. 1124-20 c.; — Contrainte par corps 693; — Contravent. 276; Jugement 1056-30; — Organisation milit. 982-10.
— Besançon. Usage 84-30 c.
— Colmar. Faillite 59.
— Douai. Presse-outrage 132 c.
— Grenoble. Frais et dépens 230 c., 225 c., 278, 560-20 c., 888 c.; Greffier 43 c.
— Limoges. Success. 1837, 1849 c.; — Vente publ. d'immeubles 1002 c., 1513-30.
— Lyon. Effets de comm. 173; — Notaire 64.
— Poitiers. Saisie-exéc. 58-10.
— Trib. de Saint-Malo. Enregistr. 3585.
31 Ord. Douanes p. 611.
— Cass. Cassation 633; Industrie 416 c., 419, 420 c.
— Amiens. Preuve 23.
— Lyon. Société 232-10.
— Trib. de Rochefort. Enreg. 1259.
— Instr. Enreg. 3311, 3318.

Septembre.

- 1 Ord. Travaux publics 933.
— Arrêté. Forêts 1394, 1956.
— Amiens. Biens 123 c.; Faillite 1039; Obligation 2428-20 c.; Vente 1234 c., 1236-40 c., 1240-20 c., 1350-20 c.
— Bourbon. Obligat. 5215.
2 Ord. Douanes p. 612; Organ. marit. 520.
3 Decis. Douanes 175.
— Delib. Enreg. 4977.
4 Cons. d'Etat. Impôts dir. 111; — Impôts directs 195; Jugement 923-30; — Impôts directs 293-130, 464-30; — Marais 91-50 c., 114-50 c., 117; — Mise en jugement. 226-70; — Trésor publ. 584-20, 1030 c., 1033 c.

Septembre.

- 6 Cass. Commune 337; Instr. crim. 284; — Contravent. 79; — Jugement 817-60, 822-50; — Organ. judic. 694; — Témoin 502 c., 617.
— Solut. Enreg. 2739.
— Lettre. Mines 693.
7 Cass. Commune 370; Voirie par terre 3018 c., 2221-10 c., 20 c.; — Forfait. 73-10.
— C. C. belge. Instr. crim. 200; — Trib. de Guingamp. Enreg. 190; — Delib. Enreg. 6240.
10 Trib. comm. de la Seine. Pr. priée littéraire 167; Thésor 395.
— Circ. Passeport 44, 45.
11 Circ. Forêts 1011.
12 Metz. Forêts 331, 630.
— Paris. Acte de comm. 68.
13 Paris. Presse-outrage 151.
— Decis. Voirie par terre 2111-40.
14 Cass. Impôts indir. 229, 315-20.
— Paris. Vol 324, 518 c., 543-30 c.; — Avis. Mines 235.
— Delib. Enreg. 403, 3559.
— Lettre. Cultes 599.
15 Ord. Commune 160; Forêts 123.
— Cass. Contravent. 307 c.; V. 15 novembre 1838.
17 Cons. d'Etat. Compét. admin. 372 c.; — Impôts directs 236-50; — Octroi 328; — Organ. admin. 839-20, 1028; — Trav. publics 590, 591, 596, 597, 605; — Trésor public 502.
— Circ. Trésor public 905.
— Decis. Douanes 501.
18 Circ. Aliéné 183.
— Delib. Enreg. 1464.
19 Dijon. Forêts 431.
20 Cass. Acquiescem. 880; Cassation 214; Crimes contre les personnes 245 c., 249-10; Instr. crim. 3751 c.; — Faillite 1359 c.
21 Cass. Amnistie 92, 120 c.; — Exploit 642 c.; — Presse-outrage 1197; — Garde nat. 103, 235 c., 324.
— Paris. Instr. crim. 446-60.
— Circ. Forêts 294.
22 Bourges. Industrie 141-20.
— Instr. Halles 31.
24 Circ. Cultes 766.
25 Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 173-40.
— Circ. Douanes 638; Hospices 174.
27 Ord. Organ. écon. p. 1291.
— Cass. Faux 298; Instr. crim. 3161-10; — Instr. crim. 2940; — Liberté individuelle 64.
— Paris. Jugem. 677-90.
— Avis. Culte 784.
28 Cass. Attentat aux mœurs 47; — Instr. crim. 71; — Question préjudic. 144-20; Voirie par terre 2356-60, 2359 c.
29 Aix. Notaire 572-20.
— Decis. Voirie par eau 422, 425, 429.
— Solut. Enreg. 2962.

Octobre.

- 2 Delib. Enreg. 1958, 1961 c.
3 Decis. Douanes 305.
4 Ord. Garde nat., p. 308.
— Paris. Expropriat. publ. 633-20, 657 c.
— Cons. d'Etat. Commune 248.
5 Cass. Commune 814; — Faux 186; Instr. crim. 2586-10 c., 2727 c.; — Témoin 70, 371.
— Paris. Exploit 753-20; Instr. crim. 660 c.
6 Bourges. Organ. milit. 776.
— Solut. Enreg. 4623-20.
8 Ord. Douanes p. 612.
11 Ord. Presse-outrage p. 414.
— Cass. Instr. crim. 2859-50; Jugement 817-60; — Serment 177-40 c.
12 Cass. Cassation 1796 c.; Vol 883, 809-20.
— Paris. Arbitr. 98; — Compét. admin. 394 c.; Travaux publics 772, 1227-40 c.; — Droits polit. 142; — Référé 228-20 c.

Octobre.

- 12 Delib. Enreg. 3915, 6024.
 13 Ord. Voirie par eau, p. 739-730.
 16 Delib. Enreg. 5972.
 17 Cass. Attentat aux mœurs 180. — Pêche fluv. 171 c., 175.
 18 Ord. Organ. admin. 785-20.
 — Arrêté. Organ. colon. 770.
 — Paris. Question préjudic. 41.
 — Circ. Commune 559; Douanes 424; Voirie par eau 422, 425, 429.
 — Décis. Alléné 220; Enreg. 6141.
 19 Aix. Désistement 166 c.
 — Trib. comm. de la Seine. Propriété littéraire 115.
 — Cons. d'Etat. Compét. administr. 149; Conflit 84 c.
 — Décis. Douanes 311.
 20 Cass. Duel 118; Jugement 748-40 c., 1108-30 c.
 — Douai. Dom. publ. 19.
 — Décis. Enreg. 6129.
 21 Lettre. Contr. admin. 15.
 22 Delib. Enreg. 6026.
 23 Ord. Voirie, p. 999.
 — Amiens. Droits polit. 499-40.
 — Lettre. Mat. d'or et d'argent 14.
 24 Paris. Référé 42-20.
 25 Ord. Organ. instr. publ., p. 1362; Traité internat., p. 532.
 — Arrêté. Organ. instr. publ. 371.
 — Delib. Enreg. 3330-30.
 26 C. C. belge. Jugement 41-60.
 — Trib. comm. de Chartres. Pressoutrage 793-40.
 27 Circ. Douanes 125.
 31 Ord. Forêts 129; Organ. de l'Algérie, p. 765.
 — Cons. d'Etat. Compét. administr. 403 c. — Emigré 359-10. — Impôts directs 79, 109, 238. — Mise en jugem. 231-130, 222. — Patente 212, 246-30. — Voirie par terre 221-20-30. — Volture 88, 108-20 c., 118-50 c.

Novembre.

- 1 Cons. d'Etat. Compét. administr. 380 c.; Impôts directs 67-20, 69 c., 436-10 c. — Eaux 131; Voirie par terre 889. — Fonci. publ. 51; Impôts directs 311 c. — Impôts directs 108, 480. — Patente 290 c., 298, 351-70 c.
 2 Avis. Mines 435.
 3 Bruxelles. Désistement. 24.
 4 Paris. Prêt à intérêts 109-20.
 5 Cass. Cassation 1760 c.; Impôts indir. 576.
 6 Cass. Abus de conf. 187 c.; Obligation 4748-30 c., 4915 c., 5130 c. — Compét. admin. 259; Dom. de l'Etat 262 c.; Obligation 2651-30 c.; Propriété 289-20 c. — Jugement 50-20; Obligation 5403. — Jugement 1034-130; Obligation 4783. — Usage 191-40.
 — Paris. Faillite 311.
 — Trib. comm. d'Alger. Droit marit. 1080.
 — Circ. Forêts 1393.
 7 Cass. Chose jugée 46-90; Expert. 20 c., 78 c., 93. — Chose jugée 121; Jugement 305-60; Succès. 1863; Usage 379. — Intervent. 32; Obligation 8029 c., 5188. — Jugement 311 c.; Séparat. de corps 431; Tierce-opposit. 36 c. — Prescript. civ. 500, 1078; Privil. et hypoth. 5547.
 — Bruxelles. Péremption 248.
 — Liège. Degré de jurid. 160-20.
 — Montpellier. Droits polit. 216.
 — Paris. Organ. judic. 407.
 8 Ord. Banque 176.
 — Cass. Attentat aux mœurs 96; Instr. crimin. 2891 c. — Cassation 592; Garde nat. 693. — Chose jugée. 489. — Garde nat. 110-10, 387-20. — 431-30, 670-10, 675-10. — Gendarmerie 28; Instr. crimin. 262 c.; Procès-verbal 283 c., 284 c. — Instr. crimin. 3202-40.

Novembre.

- 8 Cons. d'Etat. Commune 2392 c., 2393 c., 2394 c., 2408-20 c. — Procès-verbal 751. — Vente administr. 168-10-40.
 9 Paris. Instr. crimin. 88-30, 512. — Avis. Mines 584, 628, 783. — Delib. Enreg. 1933.
 10 Douai. Date 20 c.; Disposit. entre vifs 2692-30.
 — Paris. Jugement 209-60.
 11 Cons. d'Etat. Dom. de la cour. 87.
 12 Ord. Bourse de comm. 529.
 — Cass. Cassation 300 c.; Contr. par corps 148, 358 c., 361-20. — Commune 1949 c., 2003 c.; Dom. de l'Etat 403; Jugement 1041-20 c., 1043-50 c., 1052-40 c. — Enreg. 2003, 3330-20 c. — Ordre 1363 c.; Vente publ. d'immeubles 1936. — Propriété 167-70.
 — Paris. Privil. et hypoth. 2293.
 — Rouen. Chasse 479; Prescript. crimin. 145-10 c.
 — Décis. Enreg. 1958; Greffe 148.
 13 Cass. Action possess. 127. — Cassation 1168 c.; Dom. engagés 21-40 c., 27-10; Obligation 732 c. — Chose jugée 23; Commune 1590; Jugement 559-110 c.; Servitudes 364 c. — Compét. civ. trib. d'arrond. 264 c.; Compét. comm. 253 c.; Faillite 119, 120 c., 1081-30 c., 10818 c. — Enreg. 5657.
 — Bourges. Servitudes 1002-40, 1193 c.
 — Bruxelles. Effets de commerce 883-30.
 — Delib. Enreg. 3559, 4932, 5392.
 14 Cass. Compét. comm. 402; Obligation 1958 c. — Enreg. 3244, 5677 c.; Loi 409 c. — Frais et dépens 62. — Transaction 151-30 c., 155. — Usage 470-10.
 — Bordeaux. Droit marit. 2088.
 — Nancy. Poudres 24, 44 c.
 — Paris. Faillite 285-30 c.; Intervent. 77; Obligation 1756-10. — Privil. et hypoth. 709-10, 1373 c.
 — Rouen. Obligation 1737.
 — Toulouse. V. 14 novembre 1839.
 — Trib. de Vesoul. Notaire 453, 465 c.
 15 Ord. Salubrité publique 37.
 — Cass. Cassation 834, 843 c.; Jugement 1061-130. — Contravent. 807; Postes 161-10. — Droit rural 47-30. — Eaux 581-30; Servitudes 332 c. — Garde nat. 265. — Impôts indirects 184. — Procès-verbal 165-10; Volture 167 c. — Règlement. admin. 152. — Voirie par terre 1112 c., 1114 c., 1115.
 — Amiens. Privil. et hypoth. 2061.
 — Bordeaux. Except. 534; Pérempt. 49 c., 350-30 c.
 — Rouen. Date 5 c.; Disposit. entre vifs 2658. — Séparat. de corps 889.
 — Trib. de Rethel. Enreg. 2244.
 16 Douai. Demande nouv. 55-40 c.; Mines 621, 735 c.
 — Liège. Enquête 638.
 — Paris. Bourse de commerce 537.
 17 Cass. Obligation. 1799 c.; Volture 407, 455-20 c. — Voirie par terre 1110, 1118 c.
 — Douai. Demande nouv. 55-40 c.; Mines 621, 623 c., 735 c.
 — Paris. Bourse de comm. 201 c.; Office 92. — Mariage 736.
 — Rouen. Ordre 525-10 c.; Privil. et hypoth. 2181-10 c.; Surenchère 193-30 c., 198-10.
 — Solut. Enreg. 2927.
 18 Ord. Traité internat., p. 532.
 — Grenoble. Adultère 64; Séparat. de corps 71 c.
 — Cons. d'Etat. Conflit 99. — Voirie par terre 134-10, 220-20, 1785.
 19 Cass. Commune 1390. — Contr. par corps 969 c., 966, 967 c. — Enreg. 3085 c.; Louage 55-10 c.; Société 670; Tierce-opposit. 70-10 c. — Succès. 2034; Tierce-opposit. 188-30, 189 c.

Novembre.

- 19 C. C. belge. Disposit. entre vifs 1669-70, 1674, 1689-20.
 — Nancy. Ordre 483 c.
 — Circ. Voirie par terre 844, 863, 864.
 20 Ord. Organ. marit., p. 1688.
 — Cass. Prescript. civ. 69; Usage 183 c.
 — Bourges. Enquête 69-20.
 — Caen. Mariage 853-30.
 — Paris. Arbitr. 100 c., 936 c., 972, 1312 c., 1334.
 21 Amiens. Mariage 799-30.
 22 Cass. Boulanger 23 c., 69; Contravent. 51 c. — Commune 913-10. — Crimes contre les personnes 51-20 c.; Instr. crimin. 1805, 1807 c., 2864. — Crimes contre les personnes 266-30. — Douanes 869 c., 878-20 c.; Procès-verbal 28, 31-10 c. — Instr. crimin. 3218-20. — V. 6 décembre 1838. — Propriété 237; Usage 232-30.
 — Douai. Succès. 171-20.
 — Lyon. Contrat de mar. 3553 c., 3555; Vente publ. d'immeubles 209-20 c., 446-10 c., 447 c., 448.
 — Nancy. Louage 762.
 — Nîmes. V. 22 novembre 1839.
 — Paris. Action 143 c.; Compét. civ. trib. d'arrond. 57, 75 c. — Avoué 118 c., 133.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 1385, 4581.
 — Trib. de Tremblade. Culte 65 c.; Jour férié 17.
 23 Ord. Trésor public, p. 1178.
 — Cass. Garde nat. 421. — Instr. crimin. 2859-60; Obligation 4934-20; Vol 903-10 c.
 — Limoges. Louage 364 c., 388, 391.
 — Orléans. Saisie-gagerie 4.
 — Rouen. Obligation. 946 c.; Saisie-arrest 59.
 — Trib. de Vassy. Discipline 43 c.
 24 Cass. Peine 109-100, 693.
 — Grenoble. Responsabilité 618.
 — Paris. Prescript. civ. 1096-100.
 — Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 71-60.
 — Avis. Commune 402; Culte 575.
 25 Cass. Vol 800-30 c.
 — Trib. de Savénay. Office 164-10.
 — Traité. V. 3 juin 1839.
 26 Ord. Commune 160 c.
 — Cass. Cassation 779 c.; Exploit 124-100.
 — Rouen. Duel 110 c., 121.
 27 Cass. Arbitr. 169, 174 c.; Compte 170 c.; Obligation. 5410-60 c.; Avocat 353 c., 408, 446 c.; Chose jugée 587 c.; Discipline 27 c. — Expropriation publ. 148.
 — Bastia. Appel incid. 142; Ordre 977-10 c.; Succès. 1029 c.
 — Rouen. Droit marit. 2084. — Pêche fluviale 38.
 — Cons. d'Etat. Jugem. par défaut 508-20; Organ. admin. 442-10. — Patente 365.
 28 Ord. Frais, p. 68; Greffe, p. 559; Traité internat., p. 532; Visa 16.
 — Cass. Cassation 1910 30; Servitudes 1014 c. — Commune 1871 c., 1879 c.; Dom. engagés 21-20 c., 25-40, 74-40 c., 83 c.; Dom. publ. 24 c. — Contrat de mariage 3811 c., 3816; Intervent. 56 c.; Jugement 198-100; Ordre 781-10 c. — Privil. et hypoth. 459-10, 482-20 c., 1949 c., 1957 c. — Trésor public 1166.
 — Bordeaux. Acte de comm. 321. — Arbitr. 1852. — Vente 1799-10.
 — Bruxelles. Jugement 482-30.
 — Paris. Succès. 1558.
 — Poitiers. Usage 502, 525.
 — Riom. Droit civil 645 c., 651; Force majeure 11-20 c.; Obligation 4923 c.
 — Solut. Enreg. 2982.

Novembre.

- 29 Cass. Boulanger 64. — Cassation 538 c., 834; Instr. crimin. 1989-10, 2479-10; Témoin 656-60. — Chose jugée 460. — Garde nat. 588 c.; Jour férié 37-20. — Instr. crimin. 1426. — Vol 853.
 — Amiens. Cassation 1146 c.; Pérempt. 103-10.
 — Orléans. Vente 1777-40.
 — Rouen. Commissionn. 136-20, 154 c., 195 c., 204 c., 210 c.
 — Trib. de la Seine. Enregistr. 988, 5132.
 — Décis. Douanes 531.
 30 Ord. Traité internat., p. 532.
 — Cass. Contravent. 479.
 — Colmar. Contrat de mar. 1811.
 — Paris. Instr. crimin. 1172.
 — Trib. de Vervins. Enreg. 2980.
 Décembre.
 1 Cass. Commune 647 c., 944-10; Peine 98-20. — Douanes 777, 973 c. — Volture 348, 347.
 — Agen. Obligation 5053-10.
 — Bordeaux. Vente 1585.
 — Règlement. Trav. publ. 190; Trésor publ. 746.
 2 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 765.
 — Cass. Cassation 1823-50; Chose jugée 41-20; Obligation 2618-20. — Obligation 1708 c., 2059-20 c., 3106-10.
 — C. C. belge. Enreg. 1863.
 — Colmar. Vente 302.
 — Nancy. Contrat de mar. 1296 c.; Interdict. 251, 278, 314 c.
 — Paris. Ordre 630-10-20-30, 1341-30; Privil. et hypoth. 2203 c., 2205-30 c., 2332-10.
 — Avis. Cons. d'Etat. Monument 24.
 3 Cass. Expert. 279-10 c.; Jugem. 1043-30 c.; Propriété 124-40.
 — Limoges. Pêche fluv. 109.
 — Montpellier. Degré de jurid. 339; Ordre 717-40.
 — Nancy. Eaux 265-10-20-30.
 — Rouen. Contrat de mariage 2943, 3472 c.; Obligation 2943.
 — Lettre. Avocat 102.
 4 Cass. Cassation 1686-30 c.; Domicile 6 c.; Jugem. par défaut 148 c., 151-40. — Cassation 1715-30 c.; Désistement 108-20; Frais et dép. 33; Obligation 92-40, 5514 c.; Requête civile 77-20 c., 80; Succès. 520-20, 524 c., 530 c., 532 c., 533 c., 534 c. — Contrat de mar. 2115 c., 2116 c., 2152 c.; Frais et dép. 33; Obligation 212-30 c., 221 c., 2928 c.; Silence 11; Succès. 520-20, 524 c., 530 c., 532 c., 533 c., 534 c. — Désistement 108-20; Frais et dép. 33; Obligation 92-40, 5514 c.; Succès. 520-20, 524 c., 530 c., 532 c., 533 c. — Disposit. entre vifs 3506-30. — Dom. publ. 44 c., 58 c.; Prescription civile 197 c.; Propriété 108 c.; Servitudes 74 c., 451-10, 452 c., 481 c. — Transaction 146.
 — C. C. belge. Jugem. 969-10.
 — Douai. Mines 158.
 — Toulouse. Abus de confiance 48; Obligation 4870 c., 5040 c.
 — Cons. d'Etat. Compét. admin. 36. — Conflit 66.
 — Avis. Cons. d'Etat. Organ. admin. 205, 206.
 6 Ord. Traité internat., p. 532.
 — Cass. Garde nat. 809-10-40, 441-20. — Instr. crimin. 1975-30, 3281, 3592-10; Jugement 84-10 c.; V. 22 novembre.
 — Bordeaux. Droit marit. 336, 337 c., 398 c., 1844.
 — Nîmes. Succès. 1195.
 — Orléans. Emigré 117; Servitudes 1197.
 — Paris. Jugem. p. déf. 371.
 — Toulouse. Adultère 12 c., 45, 77 c., 81 c.
 — Trib. de Belley. Mines 644.
 — Trib. de Chignon. Enreg. 2950.

Décembre.

- 6 Trib. de la Seine. Enreg. 5616.
 7 Cass. Crimes contre les personnes 249-30.
 — Caen. Contrat de mar. 4218.
 — Toulouse. Obligation. 3983; Privil. et hypoth. 191 c., 314; Saisie-arrest 338-20 c., 427; Témoin. faux 51.
 — Lettre. Culte 590; Secours publ. 532, 533.
 8 Ord. Traité internat., p. 533.
 — Cass. Chose jugée 494; Douanes 862-10-20-30, 881 c.; Faux incid. 290 c.; Instr. crim. 52 c. — Garde nat. 656-20.
 — Bruxelles. Faillite 125.
 — Lyon. Obligation. 4442; Prescript. civ. 454.
 — Paris. Obligation. 1155. — Référé 9, 374-20; Notaire 521-40 c.; Prêt à intérêts 115 c.
 — Circ. Culte 497.
 10 Ord. Traité internat., p. 533.
 — Cass. Demande nouv. 15 c.; Prêt à intérêts 145. — Eaux 259-50; Prescript. civ. 793 c. — Enreg. 3521 c., 3522. — Mariage 255-10. — Organ. colon. 142 c., 143 c., 144 c.
 — C. C. belge. Avocat 536.
 — Nîmes. Privil. et hypoth. 2000-10; Vente publ. d'imm. 1773.
 11 Cass. Cassation 1857. — Enreg. 1180, 1293 c., 2673, 2679 c., 3738-30 c., 3949 c. — Jugem. p. déf. 326-40, 367-20. — Place de guerre 128. — Privil. et hypoth. 2378.
 — Aix. Effets de comm. 214, 217 c.
 — Bordeaux. Succès. 1780.
 — Cons. d'Etat. Impôts dir. 79. — Trav. publ. 561. — Trésor publ. 882, 884, 891.
 12 Ord. Amnistie, p. 518.
 — Cass. Acte de comm. 312; Jugem. 308-80; Prescript. civ. 1096-20. — Cassation 1552-80 c. — Commune 1580-30-60 c.; Prescript. civ. 333-30. — Degré de jurid. 548 c.; Jugem. 569-20 c., 578-50. — Dom. engagés 39, 62-30-50 c., 65 c., 108-30 c.; Loi 41 c., 63-20 c. — Propriété féod. 481.
 — Aix. Enquête 532-30.
 — Amiens. Absent 521.
 13 Ord. Trésor publ., p. 1178.
 — Cass. Instr. crim. 2859-30, 2897, 3133 c., 3134-20, 3380-20.
 — Bordeaux. Contrat de mar. 2311; Succès. 1735 c.
 — Caen. Normandie 61 c.
 — Colmar. Forêts 823, 1285.
 — Nancy. Minorité 303-10; Vente publ. d'imm. 2025 c.
 — Décis. Frais et dép. 1113.
 14 Ord. Forêts 129, 1969; Voie publ. 5-40.
 — Cass. Appel crim. 220 c.; Pressoutr. 1204 c., 1211, 1249-10 c., 1450-30 c., 1567 c. — Peine 787; Prêt à intérêts 287 c.
 — Nancy. Commissionn. 130, 195 c., 215 c.; Nantissém. 112-40 c., 139 c.
 — Nîmes. Chose jugée 205.
 15 Cass. Commis. de police 45 c.; Commune 337; Instr. crimin. 284 c. — Eaux 453-20. — Poids et mesures 62; Règlement. admin. 73. — Règlement. admin. 77-10; Voirie par terre 653 c.
 — Amiens. Dispos. entre vifs 1206 c., 1988 c., 1993 c.; Majorat 17-10.
 — Bruxelles. Mines 450-20, 612.
 — Paris. Obligation. 3219-50.
 16 Ord. Traité internat., p. 532.
 — Cass. V. 16 décembre 1808.
 17 Cass. Cassation 1651-50 c.; Droit marit. 1874, 1875 c. — Commune 1787-20, 2356 c.; Obligation 4385 c. — Eaux 253; Propriété 509 c. — Enreg. 8594. — Octroi 84 c., 151 c.; Règlement. admin. 146.
 — Aix. Degré de jurid. 153-20. — Jugement 694.

Décembre.

- 17 Montpellier. Forêts 1199, 1205 c.
— Paris. Propriété littéraire 314.
— Toulouse. Degré de jurid. 339;
— Ordre 376, 456 c., 830-10,
1107-20, 1230 c.; Privil. et hypo-
th. 2741.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2897-20.
— Cons. d'Etat. Jugement 910-50.
18 Ord. Affiche 30; Avoué 28; Commu-
ne 160; Forêts 1887; Org.
— Cass. Acte de l'état civil 122;
Conciliat. 173-30 c.; Jugement
1032-50 c.; Success. 181 c.
— Besançon. Forêts 432.
— Liège. Louage 128.
— Limoges. Chasse 407.
— Toulouse. Date 17 c. — Disposit.
entre vifs 2697-10.
19 Ord. Voirie par eau, p. 736-410.
— Cass. Expropriation publ. 603 c.,
625-50, 728 c. — Obligat. 2804.
— Scellés 245 c.; Vente publ.
de meubles 64-20.
— C. C. belge. Biens 231. — Enreg.
1133 c., 1997.
— Aix. Droit marit. 340.
— Besançon. Forêts 537.
— Bourges. Commune 1670, 1489 c.;
Demande nouv. 194 c.
— Paris. Contrat de mariage 224 c.,
242, 245 c.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 303;
Demande nouv. 267. — Impôts
directs 97, 270. — Office 52. —
Voirie par terre 933, 2104.
20 Ord. Organ. instr. publ. p. 1362.
— Cass. Presse-outrage 131-20.
— Limoges. Deg. de jurid. 137-110.
— Trib. de Charleroy. Mines 394.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4818.
21 Ord. Impôts indir. 152, p. 426.
— Cass. Commune 919. — Commune
920 c.; Règlem. admin. 110 c.;
Voiture 208. — Témoin 178 c.,
173-10.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3700
c., 3703.
— Bourges. Arbitr. 1123 c.
— Trib. de la Seine. Théâtre 159.
22 Cass. Commune 665; Question
préjudic. 162-20 c. — Commune
700, 1138 c.; Industrie 167 c.,
169-10 c.; Loi 88 c. — Instr.
crimin. 59 c.; Peine 176; Voi-
ture 401 c., 412, 454-10 c.
— Amiens. Disposit. entre vifs 449-
30, 957 c., 3967-40.
— Paris. Frais et dépens 857 c.; Ju-
gem. par défaut 176-80 c.; Suc-
cess. 1209, 1821-20 c., 1831. —
Paternité 221.
23 Ord. Travaux publics 263 s., 284,
p. 832.
— Nancy. Droits polit. 143.
24 Cass. Deg. de jurid. 503-10;
Demande nouvelle 23-30 c.;
Dom. de l'Etat 359. — Emigré
55-20, 395-40 c., 397-30 c.
— Enreg. 1900, 1932 c. — Inter-
dict. 1 c., 184-20, 154-20 c.;
Jugem. par défaut 136-30 c.;
Tierce-opposit. 43 c. — Prêt à
intérêts 133 c., 163 c.; Vente
1379 c. — Servitudes 474-50.
— Paris. Référé 202 c.
— Décis. Culte 569.
— Instr. Enreg. 6139.
— Lettre. Voirie par terre 567.
25 Cass. Chose jugée 59-40, 295 c.;
Dom. engagés 82-10, 431 c.
— Nancy. Forêts 432 c., 1209. —
Forêts 1304.
— Paris. Acte de comm. 360 c.;
Dépôt 174-20.
— Trib. d'Yvetot. Forêts 1242.
27 Cass. Règlem. admin. 77-20.
— Bruxelles. Interdict. 108-20 c.;
V. 29 décembre.
— Colmar. Forêts 1236.
— Montpellier. Pérempt. 352-20.
— Paris. Impôts indir. 370. — Vé-
rificateur d'écrit. 705.
— Trib. de la Seine. Enreg. 6024.
28 Cass. Instr. crimin. 1190, 1839-
20-30, 1841, 1842 c., 2308-70,
2987-40, 3623-20. — Instr. cri-
min. 1210-40; Témoign. faux
77-20.

Décembre.

- 28 Douai. Sucre 25.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 271.
— Lyon. Contrat de mar. 213; Dis-
posit. entre vifs 1604 c., 1606,
1637; Success. 632.
— Décis. Enreg. 707; Office 126,
134.
29 Cass. Cassation 384; Douanes
73 c., 688 c., 967; Loi 73-20 c.;
Procès-verbal 323-60 c., 349-
20 c. — Contrainte par corps
693. — Instr. crimin. 1202,
2724-30 c., 3236-20 c.; Vol
502-30 c.
— Bruxelles. Interdict. 65-50, 96,
104-20 c.
— Douai. Attentat aux mœurs 160.
— Disposit. entre vifs 4185.
— Limoges. Success. 2384-10.
— Paris. Faillite 92 c., 666. — MI-
norité 452.
— Trib. de Château-Thierry. Enreg.
4413, 5992.
— Trib. de Romorantin. Enregistr.
6185.
— Avis. Mines 364.
— Instr. Mines 82.
30 Dijon. Arbitr. 716.
— Cons. d'Etat. Culte 259.
31 Ord. Organ. marit. p. 1688.
— Cass. Expropriat. publ. 586-40 c.,
626 c., 633 c., 640. — Forêts
1549, 1671 c.; Loi 339-60 c.;
Usage 84-10 c. — Obligation
4748-40 c., 4863 c.; Usage
203-30.
— Cons. d'Etat. Compét. admin.
383 c. — Forêts 1732. — Or-
gan. admin. 687-30. — Place
de guerre 78-40. — Voirie par
terre 2089-20.
— Circ. Impôts directs 373.
— Instr. Aliène 220; Enreg. 2804,
3635, 4463, 6973, 6141; Expro-
priat. publ. 111.

1839

Janvier.

- 1 Cass. Cassation 1628 c.; Vente
1680-60. — Droit rural 148 c.;
Jugement 197-50; Responsab.
739-10. — Vente 1199.
— Nîmes. Société 542-10 c., 644.
2 Arrêté. Douanes 901.
— Cass. Instr. crimin. 2871. — MI-
nist. publ. 64-10.
— Bordeaux. Commune 2677; De-
mande nouvelle 55-50 c. —
Obligat. 946. — Vol 677.
— Grenoble. Responsabilité 552.
— Lyon. Mines 57.
— Paris. Société 1466, 1350 c.
— Rennes. Action 313; Biens 125
c.; Vente 1249 c.
3 Cass. Cassation 1019 c., 1025 c.;
Duel 109, 113-10, 119; Instr.
crimin. 2715, 2743. — Com-
mune 670 c., 674 c., 943;
Compét. admin. 194 c., 195-30;
Industrie 209. — Complice 140;
Instr. crimin. 2871 c. — Instr.
crimin. 897-30, 901. — Instr.
crimin. 3180. — Jugem. 817-
30. — Organ. colon. 359. —
Règlem. admin. 116 c. — Voirie
par terre 2296-50.
— Bourges. Paternité 627-10 c.,
619-20 c., 718-30, 724-70 c.
— Lyon. Acte de comm. 143.
— Rouen. Faillite 1336-10, 1539 c.
4 Ord. Trésor publ. p. 1178.
— Cass. Compét. admin. 416 c.;
Eaux 515; Voirie par eau 347-
10 c. — Compét. crimin. 311 c.;
Eaux 579-10; Renvoi 202 c.
— Forêts 1202 c., 1203 c. — Ju-
gement 748-50; Voiture 186.
— Amiens. Avocat 378 c., 380.
— Limoges. Arbitr. 454; Compét.
civ. trib. d'arrond. 195 c.; Do-
mille élu 36 c., 101-20 c.;
Privil. et hypoth. 2360-40.
— Toulouse. Compét. comm. 508.
— Nantissement 153; Vente
83-30 c.

Janvier.

- 6 Ord. Trésor public, p. 1178.
7 Cass. Cassation 915 c.; Enreg.
1674 c., 1678, 1712 c. — Com-
mune 422 c.; Culte 201. —
Enreg. 1678, 1712 c., 2986,
2990 c.
— Aix. Droit marit. 1864.
— Bastia. Degré de jurid. 102.
— Rennes. Appel civil 1072; Dis-
ciple 77 c., 91 c.; Notaire 838
c., 840 c., 857 c. — Arbitr.
1272, 1297 c., 1332 c.
— Rouen. Acte de comm. 216.
8 Cass. Jugement 1040; Privil. et
hypoth. 193, 313 c. — Obligat.
5107-40.
— Bordeaux. Délai 68 c.; Frais et
dépens 91-20; Vente 689.
— Limoges. Prescript. civ. 630 c.;
Success. 1563 c., 1564 c.
9 Cass. Cassation 79 c.; Exception
493, 494 c. — Cassation 641 c.,
753 c., 782 c.; Expropriation
publ. 297, 317 c., 318 c., 494 c.;
Voirie par chemin de fer
118 c., 10 c., 141. — Chose
jugée 23; Droit civil 116; Obliga-
gat. 5071 c., 5095-10. — Dis-
posit. entre vifs 2686, 2694-
50 c.; Jugement 974-40. —
Vente publ. d'immeubles 1665
c., 1666.
— Aix. Servitudes 1005-30.
— Bastia. Nantissement. 260-10-20 c.;
Prêt à intérêts 208 c.
— Bordeaux. Contrat de mar. 2009
c., 3578-40, 3810, 3812, 3999-
10, 4229-20; Obligat. 4576. —
Presse-outrage 928-10 c., 958
c., 1670-10.
— Metz. Forêts 1628.
— Nancy. Forêts 1181.
— Paris. Acte de comm. 270 c.;
Compét. comm. 227.
— Toulouse. Mariage 285-10.
— Trib. de la Seine. Théâtre 168.
— Cons. d'Etat. Forêts 668 c.; Tra-
vaux publics 777. — Impôts
directs 618-20, 636. — Mise en
jugem. 321-40. — Organ. ad-
min. 1012. — Travaux publics
626.
10 Cass. Contr. par corps 667, 693,
693. — Responsab. 246-30 c. —
Témoin 575-10.
— Bordeaux. Effets de comm. 234;
Obligat. 2497-50 c. — Rentes
fonc. 92-20 c.; Rente viagère
98-10 c., 99-40 c.
— Colmar. Disposit. entre vifs 417;
Frais et dép. 68-30 c.; Secours
publics 379 c.
— Douai. Société 458, 584 c., 1512
c., 1518 c.
— Montpellier. Usage 201.
— Rennes. Degré de jurid. 284-20.
— Forfait. 94-20.
— Cons. d'Etat. Compétence admin.
510 c. — Impôts dir. 42-20.
— Organ. admin. 1008, 1027. —
Règlem. admin. 75.
11 Cass. Commune 470 c., 475; Com-
pét. admin. 375-30 c.; Forêts
1863 c., 1866 c., 1869 c.; Voi-
rie par terre 698.
12 Cass. Instr. crim. 1671-20, 2140-
20, 2167-30, 2917-20.
— Amiens. Succession 1957; Vente
2057-60 c.
— Bordeaux. Vente publ. d'imm.
1216-40, 1261.
— Bourges. Prescriptions civ. 922,
936 c.
— Douai. Postes 83, 86 c.
— Gand. Except. 385.
— Toulouse. Compét. civ. trib. d'arr.
43. — Disposit. entre vifs 938,
1683-30 c.
— Délit. Enreg. 3928.
13 Cass. Presse-outrage 963-20.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
4353.
— Bruxelles. Degré de jurid. 380.
— Jugem. p. déf. 258-40.
— Lyon. Echange 46 47 c., 49 c. —
Effets de comm. 900.
— Orléans. Privil. et hypoth. 1067.
— Pau. Privil. et hypoth. 2699-10.

Janvier.

- 14 Cass. Contrat judic. 23; Suc-
cess. 802. — Chose jugée 211-
20 c.; Obligat. 224, 1334 c. —
Enquête 52-30 c.
— Nîmes. Obligat. 2894 c., 2895-40.
— Cons. d'Etat. Compétence admin.
501; Cons. d'Etat 194; Ordres
civil et milit. 230. — Compét.
admin. 415 c.; Eaux 527-30;
Voirie p. eau 331-30 c. — Con-
cess. admin. 14 c.; Eaux 439-
100. — Concess. admin. 49. —
Conflit 106. — Eaux 404-30,
415-30. — Eaux 518; Force
majeure 11-50 c.; Voirie par
terre 251-10. — Emigré 325-
40. — Impôts directs 54. — Oc-
troi 130, 340 c.; V. 24 jan-
vier. — Organist. administr.
1036; Requête civile 293.
— Organ. marit. 830-20, 872-20.
— Patente 117-40, 170-30, 211,
217, 255, 268, 279-140, 281-20.
— Trav. publ. 500-40 c., 594.
— Voirie p. terre 179-30, 366,
1518.
15 Cass. Chose jugée 171-40 c., 268
c.; Compte 58-20; Degré de
jurid. 496-20 c.; Demande nouv.
70-20 c.; Expert. 80-30 c., 319
c.; Instr. civ. 13 c.; Nantisse-
ment 257 c.; Obligat. 1422-10; Prêt
à intérêts 48 c., 162 c.; Procé-
dure 20; Propriété 370-40 c.;
Compét. 51; Except. 235-20 c.
— Droits polit. 439-30 c.
— Bordeaux. Chose jugée 305 c.;
Privil. et hypoth. 1882 c.; Sai-
sie-arrest 12 c., 455. — Contrat
de mar. 1468; Vente 440 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs
159-20; Mariage 393-10; Obliga-
gat. 1249 c.
— Nîmes. Success. 2194, 2284-50 c.,
2327-10.
— Riom. Privil. et hypoth. 1748-10-
20 c., 2114-10 c.; Vente 1606 c.
— Rouen. Obligat. 1907-30 c., 1952
c.; Privil. et hypoth. 2351-80.
— Surenhère 279.
— Cons. d'Etat. Compétence admin.
392 c.
— Circ. Poids et mesures 45, 48.
16 Cass. Descende sur les lieux 15 c.,
22-10; Jugem. 35 c. — Jugem.
988-100 c.; Servitudes 744-
10-20.
— Bordeaux. Success. 491-10, 501-
30, 503-30.
— Bruxelles. Droit civil 314-50,
333 c.
— Dijon. Presse-outrage 180.
— Limoges. Degré de jurid. 434-30.
17 Ord. Organ. instr. publ. p. 1362.
— Cass. Contr. par corps 693.
— Expert. 401-10 c.; Instr. crim.
2150-20, 2169, 2173, 2272-20
c., 2280. — Jugem. 817-10.
— Bordeaux. Chasse 233, 465 c.
— Prêt à intérêts 183-30.
— Metz. Droit civil 397.
— Paris. Défense 41 c.; Octroi 593.
— Circ. Prisons 43.
— Décis. Douanes 106.
18 Ord. Pension, p. 772.
— Cass. Chose jugée 480; Médecine
152-20, 222 c. — Compét. crim.
151 c., 153-30; Instr. crimin.
1105 c. — Instr. crim. 1124.
— Bordeaux. Avoué 147; Obligat.
480-10 c., 5090 c.; Vente 2064 c.
— Grenoble. Etat des personnes 9 c.;
Obligat. 4169-90 c.; Paternité
286 c., 633-20; Transaction
73-30 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1051,
1062 c., 2330-70 c.
— Lettre. Commune 333; Culte 809.
19 Cass. Usurp. de cost. 20.
— Orléans. Propriété 291-50 c.,
303 c., 316, 347 c.
— Paris. Forêts 705; Procès-verbal
668 c.
— Rouen. Compétence comm. 476;
Obligat. 2420-40 c.
— Lettre. Commune 497 c., 501;
Halles 64 c.
21 Ord. Grains, p. 542.

Janvier.

- 21 Cass. Action 129 c.; Disposit.
entre vifs 1551-10 c.; Pril.
et hypoth. 1740-40; Trans-
hypoth. 149 c.; Vente 1-
20 c. — Chose jugée 51, 3-
— Commission. 489. — In-
nes 553 c., 1016-110; F
majeure 38-30 c. — Enreg.
5968, 6024-30 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 777.
— Bourges. Acquissem. 377.
— Montpellier. Effets de comm.
Saisie-arrest 453-20 c.
— Riom. Faillite 389.
22 Cass. Disposit. entre vifs 3-
40 c., 3963 c.; Substitut.
190 c., 203-70. — Pat.
555-20 c.
— Amiens. Acquissem. 498.
— Bordeaux. Effets de comm.
Obligat. 3283 c., 4335 c.
— Bourges. Action possess. 8-
818 c.
— Limoges. Servitudes 352-30.
23 Cass. Enreg. 5589-30. — Suc-
cess. 2075, 2143, 2240.
— Amiens. Action 215; Jugem.
163-330 c.; Société 1690 c.
— Bourges. Ordre 918-30 c.
— Limoges. Biens 73; Degré
juridic. 236; Saisie-exce-
180-30 c.
24 Cass. Instruction crim. 1-
1738-20, 2008-20, 2008-
40, 2224-10, 2233-10, 3-
Minist. publ. 313-10; Te-
72, 136-60, 491-30, 49-
553, 567. — Instr. cri-
2161. — Voiture 411-10, 5-
Angers. Vente 51-30.
— Bourges. Attentat aux m-
151, 159 c.
— C. d'ass. de Limoges. Délit
Frais et dépens 1191 c.; I-
cript. crimin. 29 c., 46-
40 c., 179.
— Trib. de la Seine. Enreg. 60-
— Cons. d'Etat. Loi 469-50 c.
— Circ. Trésor public 748.
25 Arrêté. Prisons 67.
— Cass. Aliéné 263; Cassation
c., 1183 c. — Instr. cri-
970, 1227, 2345-10; Juge
800-60; Loi 493 c., 495-3
Organ. de l'Algérie 748-10.
— Amiens. Vente 569.
— Bordeaux. Compét. comm. —
Degré de jurid. 308-10
315.
— Nîmes. Mariage 82-60 c., 90
Obligat. 4947 c., 4949 c.
Presse-outrage 1231-40, 1-
70 c.
— Cons. d'Etat. Amnistie 84
Commune 1900. — Compét.
min. 342; Demande nouv.
267. — Compét. admin. 37-
Voirie par terre 787-30. —
seil d'Etat 233. — Frais et
peus 1203-70. — Impôts
77. — Octroi 87, 327 c. —
tente 48 c., 104-80, 140-
338-40. — Pension 212.
Travaux publics 742. — Vi-
par terre 221-30, 223. —
748-10, 768.
— Délit. Enreg. 1900.
— Règlement. Voirie par eau 2
26 Cass. Amnistie 79 c., 80.
Avortement 16, 18 c. — Fo-
2025-40.
— Bruxelles. Avocat 248.
— Douai. Office 80 c., 139-
149 c.
— Orléans. Responsab. 385-20.
— Paris. Affiche 91 c.; Arbitr.
c., 1040, 1072 c., 1311 c.
Compét. comm. 37 c.; Ex-
242.
— Rouen. Mariage 923-10; Su-
chère 344-20 c., 358 c., 35-
— Toulouse. Jugem. par défaut
60. — Mines 233 c.; Res-
ponsabilité 630-10.
27 Poitiers. Dispositions entre
1271; Success. 1237.
28 Cass. Arbitr. 571 c., 598; Obli-
317 c. — Enreg. 3800. — I-
priété 180.

Janvier.

- 38 Bordeaux. Commissionn. 146, 174 c.; Droit marit. 260 c., 279 c.; Faillite 355 c.
— Montpellier. Forêts 1194, 1205 c., 1206.
— Riom. Mariage 172-10, 183 c.
39 Ord. Organ. instr. publ., p. 1363.
— Cass. Cassation 1049, 1988 c.; Chose jugée 60 c., 72 c.; Compét. admin. 233; Emigré 413 c.
— Enreg. 2819, 4343 c., 5134 c.; Except. 377 c. — Servitudes 1015-20. — Société 902 c.; Surenchère 126.
— Orléans. Discipline 247.
— Rennes. Acte de comm. 250 c.; Bourse de comm. 221; Commerce. 63 c.; Société 230-10 c., 241 c.
— Cons. d'Etat. Commune 1696, 1891. — Dom. extraord. 35, 73 c.; Pension 154. — Eaux 96, 444-10, 473-190 c. — Forêts 1887, 1893 c. — Hospices 16-20. — Impôts directs 42-10. — Patente 101. — Pension 233. — Procès-verbal 738-30, 751. — Travaux publics 417-120. — Voirie par terre 1634, 1646 c. — Voiture 32.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 178, 207.
— Circ. Douanes 1026.
— Décis. Office 210.
30 Cass. Action 197 c.; Frais et dépens 884 c.; Requête civile 126-30, 127 c.; Société 837, 858 c. — Cassation 1436 c.; Frais et dépens 122; Privil. et hypoth. 891 c., 993 c. — Disposit. entre vifs 2147-30. — Douanes 285; Expert. 350 c. — Enreg. 2737-10, 2745 c., 2751 c., 2881. — Vente publ. de marchandises neuves 28-30.
— Bastia. Armes 56.
— Bordeaux. Propriété 164 c.; Responsab. 118-30.
— Bruxelles. Acquisitions. 858 c.
— Nancy. Vol 709.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1295-20.
— Paris. Acte de comm. 341; Agent d'affaires 190 c.; Compét. comm. 116 c.; 377 c.
— Rouen. Propriété 588; Vente 653 c.
— Circ. Voirie par terre 784, 792.
— Décis. Douanes 402.
31 Cass. Contumace 22; Discipline 211, 212 c., 213-10 c. — Faux incid. 25-30, 254 c. — Instr. crim. 2498-30. — Organ. colon. 376. — Réhabilitation 3.
— Bourges. Prescript. crim. 129 c., 134, 173 c.
— Caen. Usufruit 294 c., 500 c., 889 c.
— Dijon. Forêts 1900, 1915.
— Douai. Exploit 38-10 c., 112-30; Obligat. 2138 c.
— Lyon. Nantissement. 106, 143 c.
— Décis. Douanes 108; Voirie par terre 381.

Février.

- 1 Cass. Cassation 446; Instr. crim. 1228-20 c.; Jugement 819, 847-20; Témoins 199-40.
— Contumace 85. — Expert. 401-20 c.; Instr. crim. 1228-10, 1291-30, 1485, 1900-30, 2174-30, 2233-10, 2774-40; Jugem. 331-10; Serment 108-20 c., 112; Témoins 567, 601-20.
— Amiens. Faillite 1539-40.
— Bordeaux. Servitudes 417, 539 c., 768-10 c., 797 c., 1011 c. — Vente publ. d'imm. 1202-10.
— Toulouse. Ordre 627-10.
— Trib. de Marseille. Douanes 612.
— Délit. Enreg. 1900, 6120, 6230 c.
2 Cass. Duel 109, 120 c., 126 c. — Organ. milit. 776.
— Paris. Exception 27.
4 Cass. Cassation 1595-30 c.; Enreg. 174, 2322 c.; Vente 116 c. — Enreg. 191. — Obligat. 1842; Privil. et hypoth. 967.
— Amiens. Compét. crim. 562.

Février.

- 4 Colmar. Compét. comm. 469-20.
— Montpellier. Forêts 922.
— Nancy. Degré de jurid. 103, 168-30, 261; Exception 230-40; Forêts 1912; Jugement 15-30 c., 242-20, 417. — Disposit. entre vifs 1479. — Forêts 1912.
— Rouen. Appel civil 1227; Saisie-brandon 28 c.; Saisie-gagerie 25.
— Lettre. Commune 1174.
5 Cass. Cassation 1679-30 c.; Disposit. entre vifs 4215-40.
— Bordeaux. Contrainte par corps 907-10. — Droit marit. 1276, 1316 c.
— Trib. de Bourbon-Vendée. Enreg. 3868.
— Trib. de Lyon. Enregistr. 4446, 4447.
— Décis. Douanes 49; Huissier 60.
— Instr. Enreg. 2673, 2681 c., 2713 c., 3922, 3959.
6 Ord. Organ. instr. publ., p. 1363; Organ. milit., p. 1898.
— Cass. Cassation 1903 c.; Dom. engagés 56-10; Prescript. civ. 508 c., 703 c., 797-50 c., 803 c.; Servitudes 1087 c., 1249 c.; Usage 147-30 c., 160 c., 161 c. — Obligat. 4177-40.
— Amiens. Privil. et hypoth. 359-20.
— Colmar. Eaux 63, 214-30 c.; Servitudes 133 c.
— Trib. de la Seine. Société 1132.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 338 c.; Concess. admin. 15-40 c.; Dom. de l'Etat 151, 285-40, 269 c. — Défense 184; Voirie par terre 2211-100, 2299-20. — Désistement 303, 204 c. — Dom. de l'Etat 150. — Impôts directs 483-20. — Mise en jugement 202. — Patente 183-20.
7 Arrêté. Voirie par eau 240.
— Cass. Contumace 92, 94 c.
— C. C. belge. Cassation 679 c., 737.
— Bordeaux. Mandat 121-30 c.; Saisie-arrest 250; Succès. 1638.
— Lyon. Désistement 77 c.; Paternité 201.
— Montpellier. Conciliat. 211.
— Paris. Effets de comm. 892; Loi 429-20 c., 444-10 c.
— Rennes. Compét. civ. trib. de paix 187.
— Lettre. Commune 2331.
— Solat. Enreg. 4413.
8 Cass. Droit civil 81 c.; Etat des personnes 2 c. — Jugement 848-30. — Organ. instr. publ. 235-20. — Peine 838 c. — Poids et mesures 90-10. — Procès-verbal 31-10.
— Aix. Droit civil 419-70; Exploit 77-30; Requête civile 140 c., 143 c., 176 c.
— Orléans. Commune 2655 c., 2657, 2679-10 c., 2694 c.
— Paris. Duel 110, 126. — Vol 232-10.
— Décis. Office 125, 131.
9 Cass. Acquisitions. 918 c.; Adultère 45 c., 47, 77 c. — Forêts 1328. — Instr. crim. 2837, 3729. — Organ. colon. 244.
— Bordeaux. Responsab. 249-40 c., 568, 637 c.
— Bruxelles. Exploit 545-40.
— Colmar. Contrat de mar. 637.
— Limoges. Acte de comm. 314; Caution. 160 c.; Compétence comm. 67 c., 121 c., 142 c.; Obligat. 4960-50 c.
— Paris. Obligat. 8032; Vérificat. d'écritures 16 c. — Office 151, 194 c.
— Cons. d'Etat. Org. admin. 903-40.
— Décis. Vice rédhibit. 273.
11 Cass. Commune 795 c.; Droit rural 47 c., 84 c., 164-20. — Presse-outrage 792-30.
— Caen. Propriété littéraire 138-30.
— Guadeloupe. Organ. colon. 867.
— Rouen. Domicile élu 17 c., 104-20; Frais et dép. 259, 362 c., 887 c.
12 Ord. Gendarmerie, p. 496.
— Agen. Presse-outrage 717.
— Besançon. Forêts 617, 624 c.

Février.

- 12 Cons. d'Etat. Règl. de juges 238.
— Délit. Enreg. 3897-30.
13 Ord. Douanes, p. 612.
— Cass. Appel civil 370 c.; Avoué 79; Jugem. p. déf. 182-10 c.; Référé 80 c. — Brevet d'invent. 61, 62 c., 252 c. — Jugement 1003-60; Obligat. 4769 c. — Paternité 299 c., 653-10, 716 c. — Amiens. Degré de jurid. 349-20.
— Paris. Arbitr. 198, 450 c.
— Rouen. Organ. milit. 401-20.
14 Ord. Garde nat., p. 303.
— Cass. Jugement 839-40.
— Amiens. Frais et dépens 165-20, 528 c., 894-10-20.
— Bruxelles. Dénonciation calomn. 37-20.
— Lyon. Vente publ. d'imm. 106-50 c., 113-40.
— Paris. Effets de comm. 433.
— Rouen. Propriété féod. 357.
— Cons. d'Etat. Amnistie 84. — Commune 2176 c., 2204 c., 2239 c., 2261; Forêts 1743 c. — Compétence admin. 380 c.; Trav. publ. 1297-30. — Expert. 876; Voirie p. terre 994, 1052. — Forêts 1829. — Impôts dir. 121-10, 309, 310-10, 483. — Marché de fournitures 91. — Patente 344. — Pension 141, 177-20.
— Circ. Douanes 675; Hospices 206.
— Décis. Douanes 734; Voirie par terre 511.
— Lettre. Commune 570.
15 Ord. Avoué 28.
— Cass. Jugem. 817 30. — Vol 88.
— Bourges. Contrat de mar. 809; Obligat. 1815 c., 5461 c.
— Limoges. Effets de comm. 230-20.
— Pau. Mariage 749-70.
— Rennes. Degré de jurid. 268-20.
16 Cass. Chose jugée 509 c., 511 c.; Dénonciat. calomn. 48. — Forêts 858. — Poids et mesures 118-30. — Postes 83.
— Bruxelles. Faillite 1529-70.
— Limoges. Contr. de mar. 3520-10.
— Lyon. Droits polit. 441 c., 494-20 c.
— Toulouse. Degré de jurid. 156.
— Décis. Voirie par terre 2076.
18 Cass. Accessoire 93 c.; Cassation 79 c., 313 c., 1509; Jugem. 14-20 c. — Enreg. 2551 c., 2563 c., 2581, 2586-40 c., 2593, 2594 c. — Jugem. 1000-150 c.; Obligat. 810-10 c.; Prescript. civ. 272. — Jugem. 1036-70. — Procès-verb. 28 c. — Surenchère 365-10.
— Colmar. Appel civil 990; Exploit 374-30 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 96-10, 139. — Impôts dir. 43-30, 186, 238. — Manufact. 81-20; Patente 252-20, 338-10. — Trésor publ. 357. — Voirie par terre 219-40, 247-20, 731-20, 796.
— Instr. Commune 463; Voirie par terre 1055, 1197 à 1200, 1204, 1211, 1213 s., 1217, 1219, 1222, 1226, 1231, 1243, 1262, 1279, 1281.
19 Ord. Monum. 29.
— Cass. Droit rural 44-10, 45 c., 58-30 c.; Vente 815 c. — Vente 512, 1922.
— Aix. Culte 487.
— Bordeaux. Deg. de jurid. 632-20.
— Nîmes. Echange 47 c.; Prescript. civ. 927 c., 934.
— Rennes. Action poss. 640; Commune 1599 c.; Pérempt. 106-10 c.; Procédure 10.
— Décis. Douanes 389.
— Instr. Commune 452; Voirie par terre 1985.
20 Ord. Pêche marit. 30.
— Cass. Acquisitions. 325. — Action possess. 393; Eaux 263 c. — Chose jugée 68; Forêts 471 c.; Pérempt. 323-10 c., 325-40; Enreg. 471, 4943. — Jugement 972-40; Succès. 2297-30.
— Bourges. Acquisitions. 723. — Obligat. 171.

Février.

- 20 Lyon. Contrat de mar. 201; Domicile 14 c.
— Nîmes. Droits polit. 271.
21 Cass. Forêts 691, 1877 c. — Garde nation. 309-100, 418-10, 419, 633-30, 653 c. — Jugement 1107-20.
— Amiens. Lettres miss. 7-10, 24-40 c.; Presse-outr. 867-30 c.
— Bordeaux. Arbitr. 1201. — Distrib. p. contrib. 140 c.; Jugem. par défaut 865-40; Responsab. 112-70.
— Limoges. Acte de comm. 318. — Disposit. entre vifs 3817-10. — Louage 364 c., 400; Louage à cheptel 98 c.; Louage à colon. part. 3 c., 23 c.
— Rennes. Acquisitions. 807, 821 c.; Date 11 c.; Frais et dépens 68-30 c.
— Toulouse. Culte 138-20, 698 c. — Lettre. Voirie p. terre 79.
22 Ord. Biblioth. 22.
— Cass. Cassation 193, 584 c. — Droit rural 219; Forêts 866 c. — Forêts 535, 1370. — Industrie 78, 134-10 c. — Postes 93-30. — Presse-outr. 762 c., 869-70. — Voirie p. terre 1937-10-20, 1954 c., 1961 c.
— Bourges. Enquête 381. — Forêts 745.
— Limoges. Enquête 535.
— Nîmes. Droits polit. 120, 148.
— Paris. Acte de commerce 32 c.; Compét. comm. 134 c.; Vice rédhibit. 270, 276 c., 282 c. — Vente publ. d'imm. 1402-10. — Voiture 267, 281 c.
— Rouen. Contrat de mar. 1459 c., 1461-20.
— Toulouse. Arbitr. 732 c., 752 c., 807, 811 c., 829 c., 830 c.
— Circ. Douanes 57.
23 Cass. Chasse 328; Instr. crim. 68 c. — Commune 837 c., 877; Voirie p. terre 1937-40, 1961 c., 2296-20 c. — Forêts 1989. — Poids et mesures 63, 144-20.
— Colmar. Degré de jurid. 174-20.
— Douai. Compét. comm. 142.
— Limoges. Délit 22 c.; Prescript. crim. 48.
— Paris. Affiche 104 c.; Brevet d'invent. 382 c.; Jugement 176. — Faillite 766-40, 772 c., 778-40 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 71-30 c. — Impôts dir. 481-40, 485-10 c. — Trav. publ. 1275-30; Voirie p. terre 1647-10. — Voirie par terre 2095, 2344-40 c.
— Règl. Organ. marit., p. 1682.
25 Cass. Mariage 425 c., 527 c. — Ordre 1167-40 c.; Privil. et hypoth. 2321, 2461 c.
— Besançon. Forêts 502 c., 503-30 c., 1610.
— Bourges. Droits polit. 439-20 c. — Vente publ. d'imm. 1128.
— Colmar. Acte de comm. 226 c., 327 c.; Compét. comm. 40 c.; Deg. de jurid. 615 c.
— Lyon. Organ. milit. 435-10.
— Montpellier. Droits polit. 442 c.
— Nîmes. Vente publ. d'imm. 1232-10, 1529-20 c.
— Paris. Obligat. 2480.
— Instr. Enreg. 5189.
26 Ord. Organ. milit., p. 1898; Poudres, p. 54.
— Cass. Cassation 314; Compétence comm. 462, 502 c.; Règl. de juges 56-60 c.
— Montpellier. Vente publ. d'imm. 1791-50.
— Paris. Droits polit. 439-20 c.
— Pau. Commune 2156.
— Rouen. Chose jugée 315. — Pêche fluv. 97.
27 Cass. Cassation 1629-20 c.; Droit civil 719 c.; Emigré 314-10 c., 30 c.; Etat des personnes 7 c.; Loi 216 c.; Paternité 633-30 c.; Transaction 73-20, 76-10 c., 131-30 c. — Enreg. 1703 c., 1713.
— Ordre 718-10 c. — Servitudes 854.

Février.

- 27 Amiens. Faillite 574-40, 654 c., 806-10.
— Bourges. Droits polit. 442 c., 491 c.
— Nancy. Duel 109, 110 c. — Prescript. civ. 137. — Vente 1797.
— Riom. Contrat de mar. 3640.
— Rouen. Obligat. 1202-70 c.
— Circ. Forêts 1869.
28 Ord. Fourrière 1.
— Cass. Affiche 98; Boulanger 40; Poids et mesures 102-10. — Douanes 814. — Exploit 704-60. — Instr. rim. 1432, 2946. — Salubrité publ. 33.
— Aix. Effets de commerce 424 c., 459-80.
— Limoges. Obligat. 4950-40.
— Poitiers. Acquisitions. 838.
29 Cons. d'Etat. Commune 1567.

Mars.

- 1 Cass. Acquisitions. 167; Forêts 437 c.; Instr. crim. 226 c. — Faux incid. 323-20. — Forêts 913. — Procès-verbal 691-60, 760, 765 c.
— Aix. Chose jugée 21 c.; Effets de comm. 82-30 c., 811-30.
— Amiens. Contrat de mar. 1300 c.; Mandat. 57. — Mariage 853-10.
— Caen. Servitudes 775, 1232 c. — Voirie par terre 1412.
— Paris. Droits polit. 43-20 c.
— Rouen. Contrat de mar. 1459 c., 1461 30, 1464 c. — Saisie-brandon 12.
— Délit. Enreg. 1975.
2 Paris. Acte de comm. 60, 69 c.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 434 c.; Voirie par terre 1583, 1586, 1628-20, 1644-30. — Conseil d'Etat 291. — Impôts dir. 56, 236-30. — Organ. admin. 835, 878-20, 892-50. — Pension 172. — Travaux publics 732.
3 Décis. Douanes 551.
4 Cass. Douanes 774 c., 1009-20-30. — Enreg. 2120. — Jugement 983-40.
— Paris. Privil. et hypoth. 534-20.
5 Arrêté. Prisons 67.
— Cass. Commune 2655 c., 2679-10 c., 40 c., 2715 c.; Jugement 1018-50 c. — Propriété féodale 162-50.
— Bordeaux. Vol 680.
— Paris. Brevet d'invent. 199; Industrie 360-30 c.
— Trib. de paix de Charonne. Médecine 58.
— Trib. de la Seine. Droit marit. 1059.
— Délit. Enreg. 749.
6 Aix. Privil. et hypoth. 2017 c.; Surenchère 44; Vente 1135 c. — Bourges. Expert. 196.
— Orléans. Commerce. 97 c.
— Pau. Ordre 46 c.; Pérempt. 110.
— Lettre. Forêts 1128.
7 Cass. Amnistie 79 c. — Boulanger 32, 35 c., 50 c. — Faillite 1149 c., 1498, 1499 c.; Instr. crim. 1848, 3524-20 c., 3629-20 c. — Témoin 507-60, 668-10. — Instr. crim. 1773-40, 3378-20. — Quest. préjud. 139. — Règl. admin. 150.
— Amiens. Compét. admin. 74-70. — Demande nouvelle 138-10 c.
— Trib. de Marseille. Enreg. 1361.
— Trib. de la Seine. Théâtre 169.
8 Cass. Compét. crim. 842. — Poudres 20 c., 36.
— Amiens. Vente 840.
— Douai. Compét. comm. 228 c., 235.
— Lyon. Péremption 226.
— Orléans. Commune 2857.
— Riom. Responsabilité 310-20.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1809-10; Vente publ. d'immeubles 418-30 c.
9 Caen. Contrat de mar. 619, 3472 c., 3477.
— Paris. Mat. somm. 45-30. — Propriété littér. 176.

Mars.

- 9 Decis. Enreg. 5079; Jour férié 40 c.
- Traité de paix. V. 14 août 1839.
- 10 Ord. Organ. Instr. publ., p. 1363.
- 11 Cass. Compét. admin. 383 c.; Louage d'ouvriers. 124 c.; 127; Travaux publics 1789-30-30. — Prescript. civile 378-30.
- Bruxelles. Contrat de mar. 606.
- Martinique. Organ. colon. 188.
- Paris. Acquissem. 206. — Degré de jurid. 211. — Ordre 1053-20.
- Rennes. Degré de jurid. 469.
- Riom. Compét. comm. 274, 275.
- Trib. de Metz. Enreg. 3565.
- 12 Cass. Cassation 1084 c., 1135 c., 1141 c., 1148-30; Culte 481-40; Exploit 398-10 c.; Obligations 558 c. — Conclusions 47 c.; Contrat de mariage 1125; Dépôt 343, 247 c.; Obligat. 1484-30 c., 3104-10. — Minorité 497-10; 499 c.; Obligat. 4483 c., 4520-30 c.; Success. 781 c., 783 c., 784.
- Bourges. Dispositions entre vifs 821-20.
- Nancy. Arbitre 146, 184 c.
- Limoges. Obligat. 5307.
- Lyon. Disposit. entre vifs 2747-20.
- Paris. Contrainte par corps 724.
- Rouen. Contrat de mariage 3755.
- Cons. d'Etat. Mines 148.
- Clre. Hospices 469; Secours publics 303.
- 13 Cass. Enreg. 5126; Obligations 596 c., 3211 c.
- Montellier. Enquête 466 c., 517-40, 558 c.
- Toulouse. Chose jugée 587-20; Faillite 730 c.
- Circ. Commune 271; Vidanges 68.
- Lettre. Commune 497 c., 501, 674; Halles 63, 64 c.
- 14 Ord. Interdict. 115.
- Cass. Instr. crim. 2961, 2971-80. — Médecine 21, 23-30, 24-30, 42 c., 54-20 c., 62-10.
- Nancy. Compét. comm. 154. — Enquête 231 c., 236. — Servitudes 326-30.
- Paris. Distrib. par contrib. 78; Saisie-arrest 457-10 c., 428-30. — Prescript. civ. 785 c.; Servitudes 869, 880.
- Rouen. Contrat de mariage 3947.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1767.
- Délit. Enreg. 1810.
- Lettre. Volie par terre 506.
- 15 Cass. Forêts 1990. — Garde nat. 424, 562-10. — Jugem. par défaut 450-30; Pêche fluviale 152. — Quest. préjud. 84-30.
- Grenoble. Servitudes 877-20 c.
- Trib. d'Apt. Notaire 445-10, 513-30.
- 16 Cass. Cassation 2081 c., 2195. — Douanes 725-30. — Peine 147-40; Poudres 23 c.
- Amiens. Action 85; Compét. civ. trib. d'arrond. 48.
- Caen. Disposit. entre vifs 1051; Majorat 17-20 c.; Success. 1699.
- Liège. Demande nouvelle 37-30.
- Orléans. Acte de comm. 40 c.; Commerce. 97 c.; Contrainte par corps 159 c., 274-10 c.; Contrat de mariage 1814; Obligat. 751; Privil. et hypoth. 928 c., 1159.
- Paris. Acquissem. 103 c.; Mariage 192-30 c., 796-40.
- Défis. Office 192.
- Délit. Enreg. 3897-20.
- Instr. Enreg. 5079.
- 17 Paris. Deg. de jurid. 243.
- Circ. Culte 813.
- 18 Cass. Appel civ. 1196, 1230 c. — Cassation 2064 c.; Domicile élu 127-20-30-40. — Compét. civ. trib. d'arrond. 219; Saisie-arrest 88 c.
- Nancy. Renvoi 63 c., 88, 100 c.
- Paris. Obligat. 364-30, 3893-30 c.
- Rennes. Servitudes 877-10.
- Rouen. Faillite 1279. — Servitudes 120 c.

Mars.

- 28 Decis. Notaire 95.
- 19 Cass. Cassation 308-110; Enreg. 280, 2333 c., 5813 c. — Commune 2360 c.; Dom. de l'Etat 398-30 c.; Usage 269 c., 283.
- Bourges. Effets de comm. 903.
- Caen. Arbitre 194 c., 1327, 1332 c. — Interdiction 289-30 c., 302-30 c.; Intervention 29 c., 140; Mariage 212 c., 265-70, 804 c.
- Nancy. Faillite 204.
- Défis. Douanes 360.
- 20 Cass. Cassation 1909-110; Conclusions 51 c.; Enreg. 105, 3201 c., 4770 c., 5608 c., 5653 c.; Obligation 1036 c. — Vérificat. d'écrit. 183.
- Bourges. Louage 303-10.
- Caen. Rentes constituées 170-50.
- Nîmes. Arbitr. 619 c., 764 c., 780 c., 783, 826 c., 822 c., 1113 c.
- Paris. Arbitre 1183.
- Rouen. Responsab. 763 c.; V. 6 mars 1843.
- Cons. d'Etat. Octroi 119-20.
- 21 Cass. Affiche 102; Brevet d'invent. 380 c.; Instr. crim. 988 c.; Peine 565-30 c. — Instr. traction criminelle 1457, 2044, 2798-50.
- Aix. Contrat de mariage 3954-30 c., 3957.
- Bordeaux. Cautionnem. 834 c., 341.
- Lyon. Biens 124 c.; Privil. et hypoth. 370-10, 697-20 c.; Vente 1239 c.
- Rennes. Industrie 351.
- Trib. de Caen. Enreg. 989, 1963, 3126.
- Trib. correct. de la Seine. Access. 47 c. — Enreg. 4391.
- 22 Cass. Cassation 1029 c., 1035, 1056 c.; Contumace 107. — Commune 749 c., 759 c.; Volie par eau 647. — Exploit 23-10 c.; Instr. crim. 1673, 1733-10, 1929, 1960, 3575-20. — Instr. crim. 1104-20. — Organ. milit. 929. — Poids et mesures 166-30. — Procès-verbal 343. — Quest. préjud. 117-10.
- Caen. Contrat de mariage 1462-20-30, 4077 c.; Demande nouvelle 260-30 c.
- Liège. Huissier 110.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 4521-20 c., 4528, 4640-20 c.; Minorité 519-10 c.; Obligat. 446 c., 2894 c.; Success. 2314-30 c.
- Paris. Appel crim. 251.
- Toulouse. Deg. de jurid. 14; Disposit. entre vifs 3782 c., 3814, 3865 c.; Ordre 853.
- 23 Cass. Cassation 389; Décès 4 c.; Forêts 444 c.; Instr. crim. 221-10. — Forêts 1999.
- Amiens. Vente 1705.
- Nancy. Commune 2056; Usage 127-10, 129-10 c., 453-50 c.
- Paris. Surenchère 117 c., 167, 210-30 c.
- Poitiers. Dispositions entre vifs 1007-10, 1020-30 c., 1033 c., 1693 c.; Success. 1041 c.
- 25 Cass. Acquissem. 591 c.; Société 785 c., 788. — Compét. admin. 245, 285 c.; Dom. de l'Etat 249 c.; Vente admin. 317-40 c. — Expropriat. publ. 643-30. — Faillite 1011-10-20. — Jugem. 988-40. — Volie par terre 493.
- Nancy. Exception 230-40; Jugem. 15-30 c.
- Défis. Douanes 106.
- 26 Bourges. Effets de comm. 142.
- Paris. Adoption 196; Disposit. entre vifs 1193-10; Obligation 4589-20 c. — Discipl. 17-30; Notaire 754 c., 763 c. — Organ. milit. 435-10-30.
- Défis. Douanes 647.
- Délit. Enreg. 2673.
- Solut. Enreg. 803.

Mars.

- 27 Cass. Chose jugée 559-30. — Disposit. entre vifs 1436 c., 4523-10 c.; Notaire 389. — Jugem. 938 c.; Volie par terre 497 c., 501. — Responsab. 416-10. — V. 25 mars.
- Bordeaux. Droit marit. 2221.
- Bruxelles. Jugem. 477.
- Lyon. Instr. crim. 427 c., 429 c., 634-30 c., 641.
- Montpellier. Acquissem. 32, 748 c.; Saisie-arrest 47.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 149; Concess. admin. 15-20 c.; Eaux 462-50; Trav. publ. 1178-50. — Emigré 267 c., 312-80, 325-50 c., 339 c., 840-20. — Traité internation. 155-10-20. — Voiture 89 c., 91 c., 104-20 c., 108-30 c., 113-30.
- 28 Cass. Faux 234. — Forêts 644, 648 c.; Quest. préjud. 112-30 c. — Instr. crim. 1697-50, 1773-50, 2859-30 c., 2897-10. — Jugem. 1104-10 c.; Vol 733.
- 29 Lettre. Commune 674.
- 30 Ord. Organ. marit. p. 1688.
- Cass. Faux 326, 478 c.; Instr. crim. 2836-30 c., 3658-20, 3666. — Garde nation. 367-10, 571-30, 602-10; Jugem. 800-80. — Instr. crim. 284 c.; Procès-verbal 339.
- Défis. Volie par terre 1234-20.
- 31 Nancy. Forêts 955.
- Avril.
- 1 Cass. Cassation 1910-50 c.; Except. 464 c.; Mandat 119.
- G. C. belge. Avoué 202.
- 2 Cass. Cassation 345; Enregist. 3806, 4462 c., 4136 c., 5802 c.; Jugem. 302-100 c. — Domaines apanag. 53 c.; Dom. de l'Etat 105 c.; Dom. engagés 18-60, 50-50 c. — Privil. et hypoth. 449.
- 3 Cass. Appel civil 1316; Deg. de jurid. 545 c. — Cassation 928-50; Compte cour. 50; Obligat. 2770 c. — Expropriat. publ. 646-10. — Usage 68.
- Bastia. Vente 391-10.
- Bruxelles. Arbitre 741, 799 c.
- Lettre. Commune 2436, 2535.
- 4 Ord. Grains. p. 542.
- Cass. Intervent. 24. — Vol 814-40, 888-50.
- Trib. de la Seine. Enreg. 2839.
- Lettre. Commune 2200 c., 2331.
- 5 Cass. Chasse 479 c.; Chose jugée 567 c.; Compétence crim. 607, 622-50 c.; Instr. crim. 523 c.; Prescript. crim. 109; Presse-out. 1035 c., 1537-10 c., 20 c. — Instr. crim. 1079. — Procès-verbal 760-10. — Volie par terre 2048-10.
- Bordeaux. V. 5 avril 1832.
- Trib. de Boulogne. Enreg. 669.
- 6 Douai. Douanes 877 c.; Procès-verbal 30.
- 7 Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 177.
- 8 Ord. Forêts 129.
- Cass. Enreg. 1531. — Forêts 1133. — Volie par terre 1916-10.
- Bordeaux. Descendance sur les lieux 33 c.; Jugem. d'avant dire droit 28-120, 33-10 c.
- Montpellier. Deg. de jurid. 410-60; Disposit. entre vifs 3643; Jugem. 707-20 c., 723, 963-30 c.
- Nancy. Compét. comm. 468.
- Paris. Droit marit. 489 c., 1925.
- 9 Cass. Appel civil 420 c.; Ordre 448-20 c., 30 c., 40 c., 1050-10 c.; Surenchère 63 c., 99, 260-50 c., 273 c.; Tierce-opposit. 193-20 c., 100 c., 220 c. — Obligat. 5041-10.
- Bordeaux. Compét. civ. trib. d'arr. 50.
- Bourges. Vente 347.
- Caen. Ordre 634-10 c.; Responsab. 347-30, 357-20.
- Rouen. Jugem. p. déf. 831.

Avril.

- 9 Tribunal de Bordeaux. Enregist. 3278-10.
- Circ. Volie par terre 460.
- 10 Cass. Commune 2315 c., 2323; Frais et dépens 48, 90-50 c.; Prescript. civ. 563. — Enreg. 6251. — Forêts 1574; Prescript. civ. 151 c.; Usage 105-10 c., 115 c. — Propriété féod. 163.
- Amiens. Etat des personnes 8; Paternité 350 c., 351 c. — Louage 430-20; Privil. et hypoth. 242 c., 252 c.
- Rouen. Cassation 2185 c.; Péremption 102-10.
- Tribunal de paix de Nogent-sur-Seine. Bois et charbons 63, 82.
- Circ. Aliéné 226.
- 11 Ord. Mines 209; Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Cassation 252. — Organ. marit. 960-10. — Peine 323-30.
- Bordeaux. Arbitre 156. — Prêt à intérêts 37-40.
- Poitiers. Dispos. entre vifs 2957.
- Circ. Volie par terre 699.
- Défis. Douanes 175, 271.
- 12 Cass. Amnistie 82. — Défense 129-20; Instr. crim. 1712-20, 3080-70, 3295; Témoins 35. — Forêts 533.
- Gand. Dispos. entre vifs 835-10, 417 c., 4050 c.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 439-20.
- Défis. Discipl. 127 c., 278; Grâce 21; Notaire 824 c.
- 13 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 765.
- Cass. Appel crim. 254, 259 c.; Mandat 132-10 c.; Quest. préjud. 82-30, 133-10 c., 20 c. — Commune 689-30; Volie par terre 1474-20 c. — Instr. crim. 193-80, 1431. — Voiture 454-20.
- Liège. Dispos. entre vifs 2798-20.
- Paris. Droit civil 855.
- Toulouse. Exploit 548-30; Dispos. entre vifs 3861 c.; Obligation 1581 c.
- Trib. de St-Omer. Enreg. 4209.
- Lettre. Commune 2377 c., 2343-30.
- 14 Bordeaux. Droit marit. 1169.
- Cons. d'Etat. Compétence admin. 456; Trésor public 1135-10 c., 1137. — Compét. admin. 393; Eaux 511 c.; Trav. publ. 1170-20. — Conflit 35. — Trésor public 433-20.
- 15 Cass. Mandat 217-20.
- Aix. Domicile 78.
- Bruxelles. Except. 285.
- Paris. Contrat de mariage 2702, 2703 c.
- Rouen. Société 869-20, 879-20, 880.
- Circ. Trav. publ. 383, 293, 305; Volie par terre 852.
- 16 Cass. Disposit. entre vifs 2107-10-20; Success. 730. — Impôts directs 476. — Privil. et hypoth. 1404; Rentes constituées 196.
- Aix. Droit marit. 1493, 1497 c., 1609 c., 1807 c.
- Caen. Vente 669, 1198 c.
- Trib. de la Seine. Théâtre 238.
- Arr. avoc. de Paris. Bibliothèque 68.
- Lettre. Commune 805.
- 17 Ord. Commune 161; Enreg. 4965; Impôts indirects 224; Poids et mesures, p. 989; Procès-verbal 790; Secours publics, p. 775; Serment, p. 8.
- Cass. Appel civil. 146 c., 149.
- Cassation 1923-60; Exception 537. — Chose jugée 354-20; Compte 38 c., 128, 129-20 c.; Instr. par écrit 67; Jugement 63; Success. 900 c. — Enreg. 2752.
- Bordeaux. Deg. de juridiction 327-10.
- Bourges. Exception 343-70; Jugement 528 c.; Prescript. civ. 930; Privil. et hypoth. 1817-20 c., 2510 c.; Vente publ. d'immeubles 1250-20. — Privil. et hypoth. 1641-40, 1820-20.
- Bruxelles. Jugem. d'av. dire droit 43-70.
- Grenoble. Forêts 667, 1911.

Avril.

- 17 Nancy. Demande nouvelle 224; Forêts 738-40. — Pêche fluviale 107.
- Paris. Société 1420.
- Toulouse. Forêts 313.
- 18 Cass. Attentat aux moeurs 96. — Chose jugée 463; Médecin 66 c. — Instr. crim. 1712-20, 266 c. — Presse-out. 375-10, 489-30 c.
- Amiens. Success. 1173, 1182.
- Bordeaux. Demande nouv. 74 c.; Expert. 52 c., 97-30 c., 286. — Droit marit. 1669.
- Paris. Référé 137 c.
- Limoges. Deg. de jurid. 10; Conciliat. 40 c.
- Toulouse. Contrat de mar. 802.
- 19 Ord. Grains. p. 542.
- Cass. Cassation 1059; Témoign. faux 37. — Crimes contre les personnes 245 c.; Instr. crim. 2505-20. — Instr. crim. 2936. — Presse-outrage 156-20.
- Angers. Contrat de mar. 2978 c.
- Bordeaux. Procès-verbal 33.
- Bourges. Notaire 511-40, 516-40 c. — Success. 1624-20.
- Colmar. Minorité 514.
- Nîmes. Contrat de mariage 2157, 2188 c., 2189 c.; Mandat 100 c.
- Paris. Jugement 508-10 c.; Minorité 301-40 c.; Reprises d'inst. 38-30 c., 44 c.; Tierce-opposit. 110 c.; Vente publ. d'immeub. 275 c., 283.
- Rouen. Contrat de mar. 1798.
- Toulouse. Deg. de jurid. 464; Ordre 1023, 1179 c., 1191-30, 1266-40; Privil. et hypoth. 1704-50.
- Avis Cons. d'Etat. Volie par terre 705.
- Traité. V. 17 juin 1859.
- 20 Cass. Domm. destr. 89. — Jugement 738-50, 822-30. — Organ. judic. 147 c.
- Bordeaux. Arbitr. 784; Louage 109.
- Bourges. Absent 650; Action 237.
- Paris. Paternité 555-30.
- Trib. corr. de Paris. Brevet d'invent. 236.
- Cons. d'Etat. Manufact. 110. — Pension 181. — Volie par terre 80-30.
- 21 Ord. Organ. de l'Algérie 428 c.
- Cons. d'Etat. Volie par terre 1313.
- 22 Cass. Action possess. 585. — Enreg. 5491, 5493 c., 5563 c., 5563 c.
- Aix. Servitudes 980.
- Caen. Séparat. de corps 820, 881-20.
- Limoges. Désistement 25. — Louage à col. perpét. 2.
- Nîmes. Interdict. 53 c., 250-40; Obligat. 4516 c.
- Paris. Effets de comm. 358. — Vente publ. d'immeub. 2100.
- Rennes. Conclusions 98 c.; Deg. de jurid. 196 c.; Effets de comm. 431 c., 812; Prêt à intérêts 134 c.; Requête civile 82 c.
- Circ. Commune 399; Hospices 351.
- 23 Cass. Compte 44-20 c.; Disposit. entre vifs 678; Exploit 8 c.; Success. 1705, 1748-10. — Discipl. 39 c., 41 c.; Notaire 793, 194 c.; Prescript. crim. 26 c.
- Colmar. Conclus. 57-40 c.
- Riom. Référé 84.
- Défis. Enreg. 4867.
- 24 Cass. Enreg. 4912. — Faux incid. 300; Force majeure 9-150 c. — Garde nat. 431-50.
- Amiens. Compét. civ. trib. d'arrond. 138 c.; Faillite 113-30, 1363-10 c.
- Bourges. Contrat de mar. 2497.
- Bruxelles. Louage 334-20.
- Caen. Enquête 68 c., 183-10, 429 c., 433-10 c., 445 c., 450 c.
- Dijon. Forêts 1370; Procès-verb. 636.
- Rennes. Voiture 346.

Avril.

- 24 Trib. de Douai. Enreg. 3030, 3034 c.
- 25 Cass. Arquessem. 908; Crimes contre les personnes 286, 295 c.; Instr. crim. 1334-70 c. — Contrav. 136 c.; Voirie par terre 1915-30 c.; Instr. crim. 1338-30, 3036, 3183, 3668. — Organ. judic. 658.
- Paris. Arbitre 664, 674 c., 958 c., 994 c.; Degré de jurid. 578-40 c.
- Rouen. Dispositions entre vifs 4509-30; Vente 945-30.
- Trib. de Mortagne. Enreg. 3236.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 207 30 c., 428 c. — Compét. admin. 443 c.; Conseil d'Etat 304; Vente admin. 339-10 c. — Conseil d'Etat 345; Patente 63. — Expropriation publ. 698-10 c.; Travaux publ. 864 c. — Impôts directs 639-20 c. — Requête civ. 320-10 c. — Voirie par terre 441-10, 1104-10, 1176-30.
- Instr. Voirie par terre 311.
- 26 Ord. Voirie par terre 1243.
- Cass. Affiche 63 c.; Jour férié 27-30; Procès-verbal 484-40 c. — Chasse 101. — Instr. crim. 2885-30. — Instr. crim. 3008; Témoin 637-40 c. — Instr. crim. 3090, 3684.
- C. C. belge. Complice 162.
- Bordeaux. Servitudes 348-10 c. — Vente publ. d'immeubles 1216-30, 1232 c., 1464, 1526-20 c.
- Douai. Louage 853.
- Poitiers. Ordre 510 c.; Vente publ. d'immeub. 1825.
- Rouen. Propriété 582.
- Toulouse. Prêt à intérêts 210, 352.
- Trib. de la Seine. Trésor public 1197 c.
- Delib. Enreg. 5394.
- 27 Cass. Prêt à intérêts 87 c.
- Agen. Prescript. civ. 840-10 c.
- Aix. Arbitre 243 c., 244, 576 c., 1035 c.
- Bordeaux. Conclusions 78-10 c., 98 c.; Success. 1120-20, 1131, 1155-30 c.
- Lyon. Degré de jurid. 231.
- Paris. Paternité 555-30.
- 28 Trib. de Laon. Enreg. 5301.
- 29 Cass. Cassation 2020, 3023. — Contrat de mar. 1345 c.; Exploit 375-30 c. — Incident 25-10 c.; Ordre 512-40-50; Privil. et hypoth. 2113-30 c., 2185 c.; Vente 1163 c. — Usage 370-10 c.
- Colmar. Effets de comm. 848-30.
- Paris. Servitudes 474-40.
- Trib. comm. d'Auxerre. Bois et charbons 64.
- 30 Cass. Avocat 264, 268 c.; Cassation 864-10; Degré de jurid. 553; Jugem. 210-10 c.; Presse-outrage 1280. — Enreg. 4393.
- Expropriat. publ. 454, 459-10 c., 30 c.; Nom 95 c. — Jugement 1011-30, 1013-70.
- Nîmes. Canal d'Aigues-Mortes 31.
- Paris. Acte de comm. 40.
- Lettre. Commune 333; Garde-champêtre 7; Voirie par terre 705, 766 c.

Mai.

- 2 Cass. Dommages destruct. 50. — Fonctionnaires publics 149-10; Garde champêtre 34-110 c. — Témoin 446-10, 168, 525-10-30, 532-10 c., 682-40.
- Aix. Contrat de mariage 4206, 4213 c.
- Bruxelles. Vente publ. de meubles 63.
- Toulouse. Enreg. 2646-20.
- Decis. Voirie par terre 361, 436, 437, 438, 479.
- 3 Ord. Douanes. p. 612; Organ. marit. p. 1688; Travaux publ. p. 852; Voirie p. eau, p. 736-160.
- Cass. Instr. crim. 2017-30.
- Amiens. Copie de pièces 53 c.; Privilèges et hypoth. 2237-40, 2239 c., 2241 c.

Mai.

- 3 Lyon. Propriété féod. 190-20.
- Rouen. Obligat. 4899-80.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 59-30 c. — Chose jugée 448; Compét. admin. 432; Cons. d'Etat 274. — Compét. admin. 328 c., 331 c.; Voirie par terre 1235-10 c. — Compét. admin. 337 c. — Conflit 99. — Eaux 500-50; Trav. publ. 1183-30. — Manufact. 73-30. — Marché de fourn. 90-30. — Pension 120, 147 c. — Trav. publ. 1132-20. — Voirie par terre 2203-30.
- 4 Cass. Cassation 735; Prêt à intérêts 301. — Instr. crim. 2447-10; Peine 429 c. — Presse-outrage 668, 1531-20 c.
- Dijon. Servitudes 198-10 c.
- Nancy. Acquiescem. 641.
- Rouen. Bourse de comm. 225 c., 464; Vente publ. de marchandises neuves 15 c.
- Decis. Forêts 1863.
- 6 Cass. Acquiescem. 252 c., 248, 815 c.; Cassation 325 c.; Prise à partie 69 c.
- Caen. Contrat de mariage 1475; Obligat. 2471 c.
- Trib. de Bordeaux. Enreg. 2982.
- 7 Cass. Cassation 1407; Obligat. 3249-40 c. — Cassation 1666-70 c.; Domicile 25, 28 c. — Commune 1579-40; Prescript. civ. 445-10; Vente 579. — Jugement 197-50, 306-70, 1030-20. — Notaire 516-20 c., 533-10. — Obligat. 797-30 c.
- Amiens. Acte de comm. 242.
- Bordeaux. Droit marit. 2224 c., 2226, 2256 c., 2268 c. — Vente publ. d'im. 553-60.
- Paris. Droit marit. 1554, 1821 c.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 322.
- Delib. Agrée 38.
- 8 Cass. Chose jugée 142; Compét. admin. 273 c.; Emigré 48, 89 c., 99-30 c., 397-50 c. — Droit marit. 1671. — Exploit 41-10 c.; Faux incid. 82-70.
- Bourges. Dispos. entre vifs 1270; Success. 1567.
- Bruxelles. Enquête 157.
- Caen. Privil. et hypoth. 1886. — Propriété 452; Servitudes 564.
- Avis Cons. d'Etat. Concess. admin. 42.
- Delib. Enreg. 5394.
- Instr. Enreg. 1182, 1184.
- 9 Cass. Servitudes 1807 c.
- Trib. du Havre. Douanes 147.
- Trib. de Nantes. Avoué 76 c.
- 10 Arrêté. Droit civil 774; Prisons, p. 1003.
- Cass. Gendarmerie 29. — Instr. crim. 362 c.; Procès-verbal 298 c. — Instr. crim. 3859-70. — Peine 236-10; Prisons 42. — Poudres 31, 26. — Témoin. faux 99.
- Lyon. Vente publ. d'im. 444-10.
- Pau. Prêt à intérêts 42-60, 53 c., 163 c.
- Rennes. Expert. 285-20.
- Rouen. Arbitre 97 c., 1830. — Privilèges et hypoth. 1833 c., 1338; Vente publ. d'immeub. 185 c., 187 c., 189 c.
- Cons. d'Etat. Compétence admin. 435 c.; Voirie par terre 424-20 c., 430-30 c. — Impôts dir. 311. — Procès-verbal 111 c., 747. — Servitudes 396 c.; Voirie par terre 179-50, 183-20 c. — Voiture 108-20.
- Circ. Passeport 67.
- Decis. Douanes 647.
- 11 Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 18; Impôts indir. 462-10 c.; Quest. préjud. 221. — Forêts 560; Jugem. par défaut 481-20 c. — Mise en jugem. 131. — Prêt à intérêts 301; Vol 752-70 c.
- Bordeaux. Effets de comm. 42. — Prescript. civ. 670.
- Bourges. Agrée 67; Défense 273 c. — Obligat. 4802.
- Paris. Louage 67.
- Riom. Vente 2041-10 c., 2057-10.
- Trib. de Tulle. Enreg. 3030.
- Cons. d'Etat. Pension 127-30.
- 12 Ord. Trav. publ. 852.

Mai.

- 13 C. C. belge. Contrat de mariage 1695 c., 1849.
- Bruxelles. Acquiescem. 127, 455 c.; Avoué 202.
- Lyon. Saisie-arrest 178, 179 c.
- Rouen. Faillite 171 c.; Mariage 158-30 c.; Obligat. 3299.
- Decis. Commune 2515.
- 14 Cass. Faillite 751. — Mat. somm. 44-30; Vente publ. d'immeub. 1596 c. — Privilèges et hypoth. 1808 c., 1809-30-40, 1812 c.
- Caen. Contrat de mar. 3733 c.
- Nancy. Acte de comm. 227; Agent d'aff. 9 c.
- Paris. Dépôt 172-20.
- Rouen. Success. 2122-20.
- Delib. Enreg. 3666.
- 15 Cass. Cassation 2056. — Chose jugée 261-30; Contr. jud. 23 c. — Contrat de mariage 4024 c.; Enreg. 3485; Jugem. 285-60. — Degré de jurid. 292; Disp. entre vifs 3616; Saisie-arrest 14 c. — Effets de comm. 101, 810 c.; Obligations 2422-50 c., 4169 c.; Priv. et hypoth. 415 c. — Jugement 994-30, 1033-10 c. — Organ. judic. 359-10, 395-30 c., 397-30 c.
- Bordeaux. Contrat de mar. 1839, 1840 c.; Priv. et hypoth. 1817-10 c. — Success. 2258-10 c., 2263 c., 2264.
- Lyon. Commissionn. 338 c., 370, 410 c., 421 c.; Responsab. 523 c., 542-10 c.
- Rouen. Jugement 622-30.
- Trib. de Luxe. Expropriat. publ. 124 c., 170; Voirie par terre 1209 c.
- 16 Cass. Compét. administr. 411 c.; Voirie par terre 1475 c., 1918 c., 2060-50 c., 2322-10 c. — Garde nation. 151-50, 551, 552-40, 622-20, 647; Serment 208. — Jugem. 828-30.
- Bourges. Forêts 1206.
- Limoges. Dispositions entre vifs 1570.
- Montpellier. Amnistie 143; Emigré 184-40 c.; Peine 606-30.
- Paris. Industrie 424-10, 425 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1933, 2903.
- Trib. de Troyes. Garde champêtre 32.
- Cons. d'Etat. Commune 1524. — Compét. administr. 134; Trés. publ. 584-40 c. — Compét. administr. 158-10 c. — Trésor public 556-30, 558 c., 583-10 c.
- 17 Cass. Compét. crim. 111; Instr. crim. 1738, 2141-60. — Faux 273. — Garde nation. 146-30, 147-30 c., 30 c., 186 c., 195-20 c., 201, 450, 488-10 c., 672-40 c. — Organ. colon. 235 c., 269 c.
- Nancy. Forêts 327-50.
- 18 Ord. Trav. publ. p. 852.
- Cass. Garde nation. 670-10; Jugem. 1106-20. — Organ. judic. 360-20 c.
- Amiens. Brevet d'invent. 61, 62 c., 252 c.
- Bourges. Chose jugée 230 c.
- Liège. Degré de jurid. 443.
- Nancy. Action 274; Mandat 46-30.
- Orléans. Success. 1933c., 1986-10.
- Paris. Cassation 168; Instr. crim. 1147-10 c., 1162, 1172, 1178-10 c., 1179 c.
- Instr. Trav. publ. 240, 245.
- 19 Cons. d'Etat. Manuf. 41-10, 42.
- 20 Cass. Enreg. 2856; Louage 25 c. — Privil. et hypoth. 1121; Saisie-arrest 445-50 c.
- Riom. Contrat de mariage 832 c., 837 c., 838 c., 859, 3239 c.
- 21 Ord. Voirie p. eau, p. 735-60.
- C. C. belge. Degré de jurid. 128-150, 219-60 c., 222-20 c.
- Rennes. Propriété 107.
- Toulouse. Degré de jurid. 339.
- Trib. de Toul. Enreg. 5200.
- 22 Nancy. Forêts 718 c., 740 c., 1241.
- Rouen. Contrat de mariage 3899; Dispos. entre vifs 4509-30 c.; Vente 945-30 c.
- Decis. Douanes 555.

Mai.

- 23 Ord. Commune 161; Organ. admin. p. 612; Secours publics, p. 775; Trav. publ. 234, p. 852.
- Cass. Chasse 312. — Chasse 339; Peine 147-20 c., 163-60 c. — Instr. crim. 2315. — Prescript. crim. 208; Vol 449 c.
- Bourges. Presse-outr. 702-80.
- Douai. Mariage 654, 698-10 c.
- Montpellier. Contrainte p. corps 1035; Mandat 227-50 c.
- Rouen. Loi 254-50; Privil. et hypoth. 383 c.
- Delib. Enreg. 3666.
- Lettre. Culte 565-10.
- 24 Paris. Complice 79-40 c., 214-30; Vol 174 c., 180 c.
- Circ. Douanes 270.
- 25 Cass. Garde nation. 159, 414-30, 419, 612. — Instr. crim. 2375-30. — Quest. préjud. 132-30.
- Bastia. Servitudes 478.
- Douai. Mariage 91-10.
- Lyon. Desistement 86 c., 119-40.
- Rouen. Emigré 221-20; Success. 548, 553 c., 558 c.
- Trib. de Laon. Enreg. 863.
- 26 Cass. Instr. crim. 2915-30.
- 27 Ord. Trésor public, p. 1178.
- Arrêté. Prisons 28.
- Cass. Brevet d'invent. 215; Obligat. 1251 c., 1252 c., 5816 c. — Chose jugée 48-50; Enquête 26. — Commune 3226-10; Demande nouv. 212; Usage 454-40 c. — Impôts dir. 410.
- Bourges. Interdict. 74-10-30. — Propriété 564 c., 572 c.
- Paris. Vente 437-20.
- Cons. d'Etat. Commune 1718. — Compétence admin. 390 c.; Travaux publ. 836. — Compét. admin. 492 c., 496 c.; Trésor public 466-40, 473-60. — Force majeure 11-30 c.; Marché de fourn. 57-50. — Impôts dir. 47-10. — Place de guerre 20-30. — Trésor public 676, 643-30.
- 28 Ord. Entrepôt 1; Octroi, p. 18.
- Nancy. Scellés 261.
- Paris. Acquiescem. 199, 209 c.; Appel civil 458 c.
- Decis. Douanes 244-30, 246.
- 29 Cass. Cassation 1624-10 c.; Contrat de mariage 3582 c., 3553; Obligat. 2728-10 c.
- Bordeaux. Dispos. entre vifs 3880. — Except. 44. — Notaire 330.
- Douai. Cautionnem. de fonctionn. 65 c.; Contrainte par corps 219 c., 226-10.
- Nancy. Domm. destr. 318.
- Rennes. Commune 1556 c., 1644 c., 2763 c.; Forêts 433 c., 1500. — Paternité 60 c., 61.
- Trib. de Ronen. Enreg. 2578.
- Avis com. int. Commune 2663.
- 30 Ord. Douanes, p. 612.
- Cass. Droit civ. 111; Instr. crim. 1387, 1753 c., 1759-50, 1765 c., 18-4 c., 2267-20, 3482, 3690; Jugem. 704-40, 811-10; Prescript. crim. 48; Serment 180-10; Témoin 560, 603.
- Agen. Impôts dir. 253.
- Bourges. Chasse 508 c., 509 c., 512.
- Paris. Obligat. 1158.
- Rennes. Degré de jurid. 153-30. — Jeu 12 c., 69-10, 75 c.
- 31 Ord. Industrie 154 c.
- Cass. Faux 149-90, 204 c., 216-20 c.
- Bordeaux. Avoué 139-20-50, 141 c.; Demande nouvelle 859 c.; Désaveu 89 c.; Vente publique d'im. 1856 c.
- Lyon. Commune 2668.
- Nîmes. Commune 1477.

Juin.

- 1 Arrêté. Trav. publ. 854, 357.
- Cass. Cassation 676, 958; Défense 155; Instr. crim. 3045-40; Prescript. civ. 25. — Discipline 213-30 c.; Jour férié 67, 68 c.
- Dispos. entre vifs 4654 c. — Forêts 609; Peine 109 c. — Garde nationale 131-20, 420. — Voirie par terre 2258-20, 2376.

Juin.

- 1 Colmar. Obligat. 2902-30 c., 2926 c.; Prescript. civ. 970.
- Nîmes. Force majeure 30 c., 22 c.; Louage 217-50; Voirie p. eau 638-10 c.
- Rennes. Commune 2092.
- Circ. Commune 399; Forêts 150; Hospices 351.
- 2 Ord. Mines 751, 791, 808; Voirie par eau, p. 739-780.
- Grenoble. Forêts 889.
- 3 Ord. Traité internat., p. 533.
- Cass. Cassation 1081 c., 1141, 1147; Contrat de mar. 3441 c., 3529; Nantissem. 236 c. — Effets de comm. 781; Jugement 906-80 c.
- Paris. Obligat. 638-10, 5532-20 c.
- Lettre. Voirie p. terre 793, 1167.
- 4 Cass. Brevet d'invent. 248, 285 c.; Jugement 952-30 c. — Usage 191-40.
- Amiens. Acquiescem. 266 c.
- Bordeaux. Vente 1813-20; Vente publ. d'im. 1098-10.
- Bourges. Arbitre 570; Compét. civ. trib. d'arr. 225 c.; Except. 144 c.; Intervent. 199 c.
- Nîmes. Faillite 129, 1353 c.
- Trib. de Rouen. Enreg. 4295.
- Cons. d'Etat. Mines 280 283 c. — Règlement admin. 75. — Tierce-opposit. 809. — Voirie p. terre 45, 282-10.
- 5 Cass. Action possess. 257 c., 703, 704 c., 705 c.; Compét. admin. 146 c.; Frais et dépens 274-50 c.; Instr. p. écrit 14 c.; Jugem. 928-50 c.; Mat. somm. 74; Prescript. civ. 182; Servitudes 59; Usage 216 c. — Cassation 1715-90 c.; Degré de jurid. 551-40 c.; Obligat. 4534 c.; Propriété 355 c.; Requête civ. 62-10-30 c., 190 c., 233-20 c., 239 c., 250 c. — Succession 1542-10.
- Bourges. Banquier 46; Compte courant 97 c.; Obligat. 539 c.; Prêt à intérêts 125-10 c.; Priv. et hypoth. 1325, 1326 c.
- Bruxelles. Acquiescem. 387.
- Liège. Contrat de mar. 765.
- Montpellier. Obligat. 4767-20.
- Lettre. Douanes 130.
- 6 Ord. Certificat de vie 6; Notaire, p. 592.
- Cass. Allégué 263; Instr. crim. 2008-40, 2430-10. — Cassation 1020 c.; Duel 109, 113-30, 120, 126. — Complice 214-20; Vol 180 c. — Instr. crim. 2859-70, 2891, 3203-60 c., 3413-30 c., 3549-30. — Organ. colon. 357. — Vol 570-20.
- Bordeaux. Separation de corps 54-20.
- Grenoble. Arbitre 299.
- Liège. Louage 271-10, 278.
- Nîmes. Non 17, 23 c.
- Rouen. Droit marit. 202.
- 7 Cass. Cassation 434; Quest. préjud. 134-20. — Commune 978. — Compét. crim. 305; Poids et mesures 117 c., 149. — Garde nat. 121-10, 146-30, 381, 338, 384-40, 487-40, 640-10. — Poids et mesures 34-30. — Procès-verbal 790. — Témoin 471-20.
- Bordeaux. Distrib. par contribut. 68 c., 75, 81 c., 85-10 c., 100 c.
- Gand. Degré de jurid. 219.
- Lyon. Ordre 448-30-10, 559, 560 c.
- Orléans. Privil. et hypoth. 2051, 2916 c.; Transcript. hypoth. 415 c.
- Paris. Propriété 498.
- Rouen. Compétence comm. 445; Mandat 141 c.
- Trib. de la Seine. Frais et dépens 962-10 c., 20 c., 30 c.
- 8 Amiens. Vente 1444-10-20.
- Bordeaux. Contrat de mar. 1011-20; Mariage 668-30 c.
- Paris. Théâtre 169.
- Toulouse. Success. 315.
- 10 Ord. Organ. milit., p. 1898.
- Cass. Enquête 533-30, 529 c. — Enreg. 2747, 5585.
- Caen. Commune 2195.
- Montpellier. Success. 2070.

Juin.

- 41 Loi. Acte de l'état civil 24 c.
— Ord. Organ. colon., p. 1099.
— Cass. Action possess. 481. — En-
reg. 2747. — Forêts 1911. —
Frais et dép. 100-20 c.; Man-
dat 338-20; Obligat. 1469-10;
Responsab. 215-20 c. — Instr.
civ. 57 c. — Organ. judic. 408,
421 c. — Propriété 419.
— Bourges. Acquissem. 689; Ex-
pert. 245 c. — Degré de jurid.
155-10.
— Montpellier. Success. 3017, 3050,
3053, 3059.
42 Ord. Trait. internat., p. 534.
— Cass. Cassation 1630-10 c.; Co-
pie de pièces 34; Mandat 130-
90. — Cassation 1719 c., 1725
c.; Obligat. 4536-10 c., 4550-
10 c., 1589-30, 4593-10 c. —
Jugement 970-100. — Vente
publ. d'im. 387-10, 401 c.,
638 c., 955 c.
— Aix. Effets de comm. 274, 676 c.
— Colmar. Vol 293.
— Grenoble. Forêts 814, 1211 c.
— Orléans. Office 183.
43 Cass. Postes 62-30 c., 75-20,
90-10 c. — Propriété 111 c.;
Quest. préjud. 140-30. — Té-
moin 682-20-50 c.
— Grenoble. Prescript. crim. 98.
44 Arrêté. Hospices 468-40.
— Cass. Douanes 803 c., 806, 811 c.
— Forêts 1583. — Garde nat.
625-40.
— Pours. Minorité 641-10.
— C. d'ass. de la Corse. Cassation
969 c.; Renvoi 176-30.
45 Cass. Degré de jurid. 682. — Oc-
troi 199-10. — Poids et mesu-
res 82-30; Prescript. crim. 81
c. — Poudre 24. — Propriété
274 c., 281 c.
— Bourbon (Ile). Organ. colon. 304.
— Douai. Dom. publ. 47-10; Pres-
cript. civ. 188-10 c.; Preuve
42-30 c.
— Gand. Disposit. entre vifs 249-
40, 3341-10, 3340-10.
— Toulouse. Vente publ. d'immeub.
1533-10.
— Trib. de Saint-Flour. Culte 828.
— Circ. Prisons 21.
— Instr. Mines 414-60.
46 Ord. Poids et mesures, p. 990.
47 Ord. Trait. internat., p. 534.
— Cass. Action 198 c.; Obligations
1078. — Cassation 1585 c.; En-
quête 527-30 c., 530, 547 c.;
Prescript. civ. 838-50. — Chose
jugée 143. — Contrat de mar.
2082. — Degré de jurid. 30. —
Droits polit. 198. — Obligat.
2640-20. — Organ. judic. 172-
10-30.
— Liège. Faillite 575.
— Rouen. Compét. comm. 81.
48 Cass. Cassation 1306, 1630; Pro-
priété 70-50 c.; Transaction
132-90 c.; Usage 446 c. —
Cassation 1653-210 c.; Com-
mune 2100. — Douanes 383-
30-40. — Enreg. 5585.
— Bordeaux. Louage 142-50 c.; Obli-
gat. 5114-30, 5120 c.
— Bourges. Contrat de mar. 1139 c.;
Faillite 615, 616.
— Rennes. Avoué 78.
— Trib. de Bayonne. Douanes 163.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 314.
49 Cass. Louage 475-10; Obligat.
4778-20 c., 5141.
— Bastia. Peremption 353-70.
— Bourges. Arbitre 217, 1133 c. —
Compét. comm. 415.
— Paris. Séparat. de corps 417-30 c.,
418.
— Rennes. Peine 235-30.
50 Ca. s. Cassation 450 c.; Témoin
80-30. — Instr. crim. 1469-
20, 1761. — Organ. milit. 802.
— Liège. Effets de comm. 942.
— Nîmes. Obligat. 2931.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 225. —
Impôts dir. 42-19. — Travaux
publics 747 c., 811. — Trésor
public 545.
— Décis. Commune 486.

Juin.

- 21 Ord. Pension 120, 147.
— Cass. Contrainte p. corps 693. —
Instr. crim. 2186 c., 2519-40;
Jugement 763 c.; Témoin 267,
507-70, 597-20. — Instr. crim.
3684; Jugem. 821-40.
— Bourges. Chose jugée 37-20 c.;
Ordre 338, 1100-20 c., 30 c.,
1114-30 c. — Culte 146.
— Poitiers. Disposit. entre vifs 463-
10 c., 466, 468 c., 481 c.
— Cons. d'Etat. Action 199 c.; Nom
58. — Compét. admin. 50 c.;
Compét. admin. 362 c.; Impôts
dir. 107, 621-20. — Compét.
admin. 455 c.; Usage 627. —
C. des comptes 51, 55. — Im-
pôts dir. 210. — Mines 690. —
Patente 359-40. — Vente ad-
min. 315-70.
22 Cass. Abus de conf. 108. — Instr.
crim. 1426. — Instr. crim. 1620-
20, 1676-20 c., 2233-10,
2401-10; Témoin 567. — Jugem.
822-60.
— Caen. Normandie 81 c.
— Lyon. Propriété 532.
— Nîmes. Appel crim. 18 c.; Instr.
crim. 636-20.
— Paris. Paternité 724-40-50.
24 Cass. Cassation 1609-110 c.;
Vente 421 c., 425-10 c., 428-70,
427 c., 431 c., 432 c. — Compét.
admin. 35 c.; Dépôt 264 c.;
Loi 415-10 c.; Propriété 635-
40 c.; Success. 107 c.; Trait.
internat. 137 c., 138 c., 142 c.,
149 c., 154 c., 156 c., 201-30 c.,
30 c. — Jugement 1000-140 c.;
Success. 2227.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
1297-30; Exploit 547-40.
— Caen. Obligat. 4954-10 c.; Office
318-20 c., 324 c.; Privil. et
hypoth. 346-20, 347.
— Liège. Avoué 247 c.; Contrainte
par corps 222.
— Trib. d'Orléans. Obligat. 4345 c.
— Circ. Prisons 93.
25 Ord. Travaux publics 932.
— Cass. Cassation 1342-40 c. —
Disposit. entre vifs 344 c.; Mi-
norité 598-30. — Disposit. en-
tre vifs 1334-20, 1672; Société
283. — Enquête 269 c., 558-
40 c., 600 c., 613; Serment
158 c.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 196-20.
26 Cass. Compét. comm. 225, 229 c.;
Mariage 806-10 c., 845 c., 853-
20 c., 851-40 c. — Enregist.
2749. — Propriété 305 c.; Suc-
cess. 1629 c., 1777.
— C. C. belge. Mines 156.
— Lyon. Acte de comm. 81; Vente
684.
— Nancy. Disposit. entre vifs 3669.
— Rennes. Privil. et hypoth. 2973.
— Riom. Contrat de mariage 3869.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2829.
— Cons. d'Etat. Commune 394.
27 Cass. Complice 40-20; Instr.
crim. 1302-30, 1764, 2628-
10 c. — Contrainte par corps
693. — Instr. crim. 3206. —
Voleur par terre 342 c., 1065.
— C. C. belge. Enreg. 4717.
— Bordeaux. Compét. civ. trib. d'ar-
rond. 209.
— Limoges. Enquête 559.
— Riom. Contrat de mar. 201.
— Toulouse. Obligat. 258-10 c., 259
c., 277-30 c., 278.
— Trib. de Toulon. Enreg. 5067.
— Trib. de Valenciennes. Enregist.
2980, 3565.
— Circ. Certificat de vie 6.
— Instr. Notaire, p. 592.
28 Cass. Adultère 45 c., 48. — Com-
mune 943; Contrav. 142 c.,
477 c. — Contrav. 332 c.;
Faux 65; Instr. crim. 2443-
30 c., 2670 c., 2679-30 c., 30 c.;
Peine 350 c., 364 c. — Frais
et dépens 983-30. — Garde nat.
240. — Jugement 1061-140. —
Règl. admin. 116 c. —
Voleur par terre 440-10, 1944-
10 c., 1180 c., 1181.

Juin.

- 28 C. C. belge. Domm. destr. 23,
32 c.
— Bordeaux. Servitudes 996, 1051 c.,
1509 c.
— Douai. Louage 111-40 c.; Obligat.
3093-30.
— Nîmes. Compét. comm. 153.
— Poitiers. Success. 580.
— Delib. Enreg. 4975.
29 Arrêté. Agréé 22.
— Bruxelles. Compét. comm. 48 c.,
50.
— Limoges. Faillite 1092.
— Nancy. Contrat de mar. 1184.
— Paris. Adultère 65 c.; Séparation
de corps 77-10. — Faillite 1373-
10; Jugem. p. déf. 326-60 c.
30 Ord. Sucre 5.
— Cons. d'Etat. Domaine publ. 18 c.;
Voleur par terre 54-20, 162 c.,
271-20. — Forêts 668 c.; Trav.
publ. 465. — Impôts dir. 191-
10; Patente 159-60. — Impôts
dir. 495-20, 619-20, 621-40,
636, 638 c. — Patente 26, 32-
10, 126, 246-60. — Peine 808-
30. — Voleur par terre 381-30,
408-10, 441-10, 1098-20, 1104-
10, 1176-30.
Juillet.
1 Loi. Dom. de l'Etat 36.
— Ord. de pol. Commune 1069; Voie
publ., 6-70 c.
— Cass. Cassation 1652-60; Chose
jugée 88-30 c.; Commune 1812
c.; Droit rural 50-20, 51-20 c.;
Servitudes 985 c.; Usage 119,
343.
— Bordeaux. Droit marit. 2039.
— Lyon. Effets de comm. 268.
— Cons. d'Etat. Compét. administ.
364 c. — Cons. d'Etat 238-10;
Pêche fluviale 23 c. — Eaux
466-10. — Eaux 485; Voleur
par eau 275-40 c. — Impôts
dir. 111, 216. — Octroi 353-30.
— Organ. admin. 994. — Patente
216, 253-10, 336-10. — Pension
176, 195 c. — Voleur par eau
386-10. — Voiture 110.
— Circ. Organ. milit. 235.
2 Ord. Biblioth. 41.
— Cass. Cassation 1612 c.; Eaux
456 c., 563-100; Expert. 57 c.;
Frais et dépens 86 c., 111 c.;
Jugement 552 c.; Jugement
d'avant dire droit 66-90 c.,
68-20 c. — Disposit. entre vifs
321, 463-20 c.; Obligat. 4951 c.,
4956-10 c.; Substitution 251 c.
— Notaire 715-60. — Obligat.
1156-10. — Organ. colon. 45
c., 20 c., 143.
— Paris. Compét. civ. trib. d'arrond.
69 c.; Disposit. entre vifs 4123.
— Théâtre 50.
— Nîmes. Exploit 416-20.
— Toulouse. Compét. comm. 38 c.,
331; Jugem. d'av. dire droit
66-80 c.
— Circ. Commune 2381.
— Décis. Biblioth. 74.
3 Cass. Droit marit. 532 c., 1746 c.,
2080 c. — Expropriat. publ. 98-
10 c., 107-10, 131 c., 140 c.,
265-60 c.; Jugem. 1000-160 c.
— Bourges. Obligat. 394.
— Limoges. Prescript. civ. 993. —
Séparat. de corps 186-10.
— Paris. Brevet d'invention 318.
— Trib. de Niort. Enreg. 3278-30.
4 Cass. Eaux 559-20; Servitudes
105. — Exploit 707-20; Voleur
par terre 648 c. — Forêts 709
c., 1257 c., 1261. — Instr. crim.
3203-70.
— Liège. Péremption 83, 66 c.,
284 c.
— Lyon. Eaux 163 c., 506-10.
— Nîmes. Acquissem. 79 c., 726
c.; Except. 326.
— Paris. Ordre 1167-50.
— Décis. Douanes 749-30.
— Delib. Enreg. 4975.

Juillet.

- 5 Cass. Chasse 359; Instr. crim.
3734-20; Peine 452. — Chose
jugée 400-10; Voleur par terre
2094-10 c., 2099-20 c. — Garde
nation. 105, 131, 341, 388, 552-
90, 570, 625-20, 654-60, 700-
40, 702. — Garde nation. 445-
30, 450 c., 503-10, 669-40 c. —
Procès-verbal 434.
— Bordeaux. Commissionn. 482. —
Disposit. entre vifs 1693 c.,
1979-20, 1986-10 c.; Obligat.
1377-10 c.
— Bourges. Servitudes 853.
— Nîmes. Contrat de mariage 4099;
Saisie-arrest 69-20. — Contrat
de mariage 3954-20.
— Toulouse. Société 1434.
6 C. C. belge. Faux 499.
— Bruxelles. Serment 190 c.
— Caen. Commune 2195.
— Cons. d'Etat. Mines 148.
7 Ord. Avoué 28.
— Cass. Expert. 257; Vérificateur d'é-
crit. 31 c.
8 Cass. Date 25 c.; Enreg. 3533,
3532.
— Bordeaux. Contrat de mar. 1339,
2564 c.; Surendre 65 c. —
Appel civ. 264.
— Bruxelles. Arbitr. 550. — Désis-
tement 253 c.
— Rennes. Compét. comm. 512.
— Rouen. Deg. de jurid. 105-20.
— Trib. de Charleroi. Mines 444-20.
9 Ord. Sucre 6.
— Cass. Cassation 1653-120 c.;
Succession 2284-10, 2284-10,
2287 c., 2289. — Enreg. 99,
2789 c., 3177 c. — Enreg. 267;
Obligat. 1117-10 c. — Exprop.
publ. 170; Voleur par terre
493 c., 1209 c. — Expropriat.
publ. 643-40. — Faux incident
32-80 c., 91, 107 c.; Jugement
1034-130 c.
— Bordeaux. Commune 1381, 1464
c. — Enquête 626.
— Paris. Propriété littér. 101.
— Riom. Exploit 581-30.
— Circ. Aliéné 181.
10 Cass. Degré de jurid. 578-40. —
Effets de comm. 56. — Timbre
140. — Vente 1886. — Vice ré-
dhibit. 281-30.
— Bruxelles. Jugem. p. déf. 356-20,
372-50.
— Douai. Faillite 1041-20 c., 1234
c., 1236-20.
— Lyon. Vente 1988.
— Paris. Success. 2050.
— Trib. de Provins. Enreg. 4412.
11 Cass. Attentat aux mœurs 96;
Instr. crim. 2891 c. — Instr.
crim. 1670, 2021. — Privil. et
hypoth. 1267-60. — Usage 86,
431 c., 510-10, 570 c.
— Bordeaux. Contrat de mar. 4241.
— Limoges. Avoué 234, 225 c., 226
c., 238 c., 236 c.; Contrat de
mar. 1824 c., 1829 c., 1870 c.,
1871 c.; Ordre 745-10.
— Nancy. Acquissem. 568; Droit
civ. 472-30.
— Trib. d'Amiens. Enreg. 5201.
— Instr. Commune 2411.
12 Cass. Chose jugée 422. — Culte
828. — Instr. crim. 3549-30. —
Médecine 153-40.
— Bordeaux. Propriété 397; Voleur
p. terre 639 c., 650 c.
— Colmar. Usage 398, 414 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 4037-20.
— Vente 1941.
— Paris. Adultère 61; Compétence
crim. 127 c.
— Toulouse. Compét. comm. 62 c.
— Circ. Forêts 1007.
13 Bordeaux. Voiture 405.
— Liège. Ordre 1031-10, 1050-10
c., 1053-10 c., 20 c.
— Orléans. Vente publ. d'im. 971-
20, 1293-20.
— Toulouse. Dispositions entre vifs
1718-20.
— Lettre. Commune 2475.
15 Cass. Cassation 282, 1092 c.; Dé-
sistement 176 c.; Jugem. p. déf.
46-30. — Péremption 323-10 c.,
325-30, 334 c.

Juillet.

- 15 Bourges. Degré de jurid. 105-30;
Prescript. civ. 1091-20.
— Montpellier. Contr. de mar. 2023.
— Paris. Arbitre 184. — Brevet d'in-
vent. 186.
— Instr. Enreg. 1960, 3330-20; Pri-
sons 74.
16 Cass. Impôts dir. 864.
— Caen. Normandie 74 c.
— Martinique. Nantissement 228.
— Paris. Disposit. entre vifs 712. —
Paternité 94. — Séparation de
corps 81.
17 Cass. Amnistie 79 c., 81; Crise
15 c. — Commune 2334-30 c.;
Peine 373-10 c.; Usage 222-20.
— Sel 101.
— Amiens. Obligat. 2298-60.
— Bordeaux. Nantissement 219-10.
— Vente publ. d'immeub. 566-20,
1314-30.
— Dijon. Degré de jurid. 609-20;
Privil. et hypoth. 663, 3699-30
c., 3027 c.
— Lyon. Compét. admin. 677 c.;
Mines 505.
— Metz. Forêts 351.
— Montpellier. Forêts 854.
— Nancy. Degré de jurid. 233; En-
quête 627 c.
— Paris. Brevet d'invention 335. —
Dispositions entre vifs 1784,
1784 c.
— Riom. Interdict. 222.
— Trib. de Brest. Enreg. 2378-30.
18 Loi. Gendarmerie, p. 697.
— Cass. Commune 1063; Indemnité
140-20 c. — Commune 1104. —
Instr. crim. 1603-60, 3107,
3285; Jugem. 1084-30. — Je-
gem. p. défaut 378-30. — Pro-
priété féod. 249. — Vente publ.
d'im. 1603.
— Angers. Success. 1029.
— Riom. Ordre 959-20 c.
— Toulouse. Demande nouv. 348. —
Privil. et hypoth. 1068, 2478-
10 c.
19 Cass. Amnistie 9 c., 31 c., 55,
117 c. — Complice 160-30;
Instr. crim. 1362, 1602-60. —
Crimes contre les personnes
51-20 c.; Instr. crim. 1603-40.
— Organ. milit. 865.
— Grenoble. Obligat. 5095-20.
— Limoges. Société 1868-10.
— Rouen. Privil. et hypoth. 241 c.;
Société 123.
— Toulouse. Ordre 963-20.
— Circ. Prisons 42.
20 Cass. Droit rural 74, 75 c. — Vo-
ture 304-40.
— Lyon. Dépôt 237, 243 c.
— Metz. Disposit. entre vifs 245.
— Nancy. Degré de jurid. 438-20.
21 Cons. d'Etat. Commune 239 c. —
Dom. publ. 75 c.; Eaux 519-
30 c., 513-60; Voleur par terre
289 c., 1358-40 c. — Secours
publics 148. — Voleur par terre
773-10 c., 774-10.
22 Ord. Mach. à vap. 3; Voleur par
chemin de fer, p. 848.
— Cass. Arbitre 559 c., 1281. —
Cassation 640 c., 651 c., 755 c.,
917 c.; Expropriat. publ. 298,
297 c., 299 c., 317 c. — Degré
de jurid. 314. — Expropriat.
publ. 516-10, 519 c. — V. 36
juillet.
— Bourges. Usage 339-20.
— Limoges. Degré de jurid. 224-20;
Jugem. par défaut 123-20.
— Cons. d'Etat. Commune 235. —
Conseil d'Etat 299. — Impôts
directs 58.
— Lettre. Commune 2435.
23 Cass. Conflit 95-40 c., 200. —
Chose jugée 22; Jugement 509-
110 c.; Privil. et hypoth. 691-40;
Success. 1630-20 c. — Frais et
dépens 278. — Louage employé
21. — Voleur par terre 1230-
20 c., 1356-50.
— C. C. belge. Enreg. 4769, 48116
— Aix. Effets de comm. 492, 912.
— Lyon. Commissionn. 241 c.; Pri-
v. à intérêts 243.
— Poitiers. Enquête 223 c., 433-20

Juillet.

- 23 Circ. Douanes 490.
— Décis. Douanes 460.
24 Loi. Droit civil 377.
— Cass. Action possess. 707, 763.
— Disposit. entre vifs 308 c., 856 c., 857-10 c.; Dispositions entre vifs 3531 c., 3216-20; Droit civil 216 c.; Obligat. 4521-10 c.; Propriété 339-50 c.; Droits politiques 383; Substitut. 231. — Enregistr. 5499, 5578 c. — Forêts 1910; Prescript. civ. 341-30 c.
— Poitiers. Vente publ. d'immeub. 1339.
— Toulouse. Prescriptions civ. 709; Vente 1603 c.
25 Ord. Organ. milit., p. 1898.
— Cass. Appel crimin. 222. — Cassation 83 c., 159; Degré de jurid. 635-30 c.; Instr. crimin. 1180; Loi 79 c.; Peine 75; Presse-out. 1079 c. — Forêts 1585-10-30-30. — Garde nat. 89, 190-30 c., 420 c., 686 c. — Organ. colon. 335 c., 699. — Peine 180. — Témoin 471-20.
— Paris. Contrat de mar. 1417.
— Pau. Emigré 67.
— Poitiers. Obligat. 451 c.
— Circ. Commune 2321.
26 Loi. Trésor public, p. 1178.
— Ord. Gendarme 497.
— Cass. V. 26 juin.
— Caen. Normandie 72.
— Grenoble. Ordre 895-40, 937-40.
— Paris. Faillite 781.
— Riom. Propriété 325 c.
— Trib. de Bourgoin. Enreg. 1849, 3759.
— Trib. civ. de Chartres. Copie de pièces 34.
29 Aix. Mandat 168-30 c.; Obligat. 5244-10 c.; Responsabilité 351-10.
— Douai. Contr. par corps 304 c., 635.
30 Cass. Compét. admin. 144-40 c.; Dom. publ. 62, 74-30 c.; Place de guerre 149 c.; Prescription civ. 203 c. — Disposit. entre vifs 251, 252 c.
— Aix. Commerce. 65, 66 c.
— Amiens. Acte de comm. 67; Obligation 1960-40 c.
— Dijon. Compte 39.
— Grenoble. Dispositions entre vifs 4616-10, 4648.
— Nîmes. Mines 215 c., 349-10-30 c.
— Trib. comm. de la Seine. Société 1386-30.
— Cons. d'Etat. Commune 1565-10, 1566, 1701. — Compét. admin. 470 c., 533 c. — Impôts directs 95, 621-20. — Patente 47-10, 52, 144-30, 219-30.
31 Cass. Commune 300 c., 348, 347 c.; Compét. administr. 308 c.; Fonctionn. publ. 89 c.; Mise en jugement. 71 c., 159-60 c. — Droit marit. 2009 c., 2085 c., 2089, 2091 c. — Enreg. 2876.
— Bordeaux. Compét. comm. 476. — Obligat. 4016.
— Colmar. Commune 2319.
— Dijon. Vente 1689.
— Limoges. Dispositions entre vifs 158-30.
— Montpellier. Contrainte par corps 780 c., 803, 908 c., 910 c., 920 c.; Gendarme 44 c.
— Circ. Commune 2431, 2461.
— Décis. Notaire 127 c.

Août.

- 1 Cass. Arbitre 193, 1333; Compét. comm. 308 c. — Chose jugée 151-30 c.; Ordre 505, 1103 c., 1118-30 c. — Défense 139 c.; Instr. crimin. 1303-10, 1875; Minist. publ. 315-10 c.
— Bruxelles. Faillite 188.
— Limoges. Servitudes 581.
— Lyon. Saisie-arrest 248.

Août.

- 2 Convent. Traité internat., V. 27 août.
— Cass. Cassation 182; Voirie par terre 418-30 c., 624 c., 1122. — Cassation 1019 c., 1023 c.; Duel 109, 113-30, 120, 136. — Cassation 1784 c., 1786 c., 1787 c.; Presse-out. 994-20 c., 995 c., 999 c., 1005-20 c., 1059, 1551-30 c. — Instr. crim. 1636-20. — Jugem. 1056-20. — Organ. colon. 216, 357. — Voirie par terre 2011-10, 2033 c., 2286-20, 2360-60.
— Bordeaux. Forêts 609.
— Bruxelles. Contrat de mar. 3007.
— Grenoble. Obligat. 4077.
— Limoges. Obligat. 2871-30.
— Orléans. Frais et dépens 176, 177 c., 190 c., 195 c.
— Trib. de Châlons-sur-Marne. Enregistr. 4128.
3 Loi. Cour des comptes, p. 511; Trésor public, p. 1178.
— C. C. belge. Instr. crim. 515.
— Amiens. Prescript. civ. 908.
— Décis. Douanes 548.
4 Loi. Organ. milit. 74 s., 78 s., 190, p. 1898.
— Ord. Banque 176.
— Cons. d'Etat. Mines 148. — Mise en jugement. 95.
5 Décret. Organ. colon. 303.
— Cass. Consul 77 c.; Droit marit. 2079. — Obligat. 51 c., 2379 c., 3283 c.; Privil. et hypoth. 1336 c., 1260. — Obligat. 3908 c., 3983 c.; Saisie-arrest 336-60.
— C. C. belge. Cassation 866, 919.
— Bordeaux. Prescript. civ. 110.
— Paris. Contrat de mar. 2217 c., 2223.
— Rennes. Désaveu 53.
— Toulouse. Acquiescem. 728 c.; Enquête 212, 215 c., 413 c., 450 c.
— Circ. Aliéné 191.
— Décis. Douanes 248.
6 Ord. Trésor public, p. 1178.
— Cass. Cassation 1634 c.; Obligat. 4748 c.; Paternité 275-20, 283 c.
— Bourges. Domicile élu 124; Usage 136.
— Cons. d'Etat. Compétence admin. 339 c. — Impôts dir. 293-10. — Patente 111. — Tierce-opposit. 275. — Voirie p. terre 218-10, 220-30 c. — Voiture 114.
— Circ. Hospices 260, 261.
7 Cass. Appel civil 515; Commune 1790 c.; Jugement 1052-60. — Cassation 1606-130 c.; Dispos. entre vifs 1754-30; Jugement 306-40 c.; Success. 257-20. — Eaux 365; Servitudes 342 c. — Expropriat. publ. 41 c.; Mines 48 c., 59, 307 c.; Responsab. 180 c.; Sel 86 c.
— Bruxelles. Louage 366, 416 c.
— Avis Cons. d'Etat. Voirie p. terre 2001.
8 Ord. Trésor public, p. 1178.
— Cass. Compét. admin. 475 c.; Mines 336 c., 576, 578 c.
— C. C. belge. Droit civil 558-10.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3447.
— Grenoble. Forêts 939.
— Paris. Acquiescem. 199 c., 210, 223 c.
— Rennes. Ayové 139-40 c.; Vente publ. d'im. 1398.
— Trib. de Charleroy. Mines 444-30. — Instr. Archives 61.
9 Loi. Trésor public, p. 1178; Voirie p. chem. de fer, p. 848.
— Cass. Industrie 424-10, 429 c.; Loi 494 c.
— Aix. Effets de comm. 911, 918 c.; Obligat. 3067 c.
— Douai. Adoption 147.
— Paris. Mariage 305-30.
— Pau. Action 216 c.; Compét. civ. trib. d'arr. 21; Degré de jurid. 50-20 c.; Sel 79 c.
— Rouen. Contrat de mariage 1942; Saisie-brandon 44 c.; Saisie-exécut. 289 c. — Degré de jurid. 509.

Août.

- 10 Loi. Douanes, p. 612; Imp. ind., p. 609; Matières d'or et d'arg., p. 465; Patente, p. 49; Poids et mesures, p. 992; Presse-out. 414; Sel, p. 882; Sucre 5; Trésor public, p. 1178.
— Cass. Attentat aux mœurs 117. — Faux 28. — Renvoi 163.
— Angers. Contrat de mar. 1777, 1786 c., 1804 c., 1821 c., 4273-30 c.
— Douai. Domm. destr. 150.
— Paris. Acte de l'état civil 420, 424 c.
— Circ. Douanes 548; Organ. admin. 759.
— Lettre. Commune 448.
12 Ord. Forêts 129.
— Cass. Acquiescem. 122 c., 692 c., 711; Demande nouv. 300-30; Prescript. civ. 857-20. — Cassation 1624-30 c.; Contrat de mar. 3573-10-20 c., 30 c., 3811 c., 3825 c.; Mandat 90-20 c. — Contr. jud. 15 c.; Obligat. 5144-30. — Enreg. 2747, 6024-10 c.; Success. 2103 c. — Eoregistr. 3587; Société 184 c. — Enreg. 6024-10, 6016 c.; Transcript. hypoth. 739 c.
— Besançon. Forêts 1582.
— Montpellier. Mariage 265-10 c., 292 c., 300.
— Circ. Voirie p. terre 836.
— Décis. Douanes 60.
— Lettre. Commune 534, 2397, 2438 c.
13 Ord. Organ. milit., p. 1898.
— Cass. Cassation 312 c.; Forêts 1470; Jugem. 1049-60 c.; Usage 93-20 c., 40 c., 507-10 c. — Culte 539-50. — Forêts 36 c., 1461, 1554 c., 1566 c., 1569 c.; Usage 192 c., 211-20 c. — Louage admin. 30-20 c.; Obligat. 3490 c.
— C. C. belge. Faillite 156-40.
— Nancy. Désistement 34; Faillite 532 c.
— Paris. Success. 1153, 1309 c.
— Trib. de Mons. Mines 394.
— Instr. Voirie p. eau 624.
14 Ord. Douanes, p. 612; Traité internat., p. 534.
— Cass. Domm. destr. 50.
— Amiens. Privil. et hypoth. 2204, 2210.
— Bordeaux. Cassation 2086, 2179 c.
— Colmar. Acte de comm. 206.
— Dijon. Cassation 2033.
— Limoges. Appel civil 864; Vente publ. d'im. 1736-30-40, 1884, 1895, 2183-20.
— Nîmes. Droit civil 439.
— Paris. Contr. par corps 75. — Instr. crim. 103.
15 Cons. d'Etat. Compétence admin. 336 c.; Tierce-opposit. 270. — Compét. admin. 416 c.; Eaux 515; Voirie p. eau 347-10 c.; Voirie p. terre 278 c. — Conflit 36 c., 88; Trav. publ. 1131-30. — Eaux 515, 527-20; Voirie par eau 347-30 c.; Voirie par terre 278 c. — Force maj. 45 c.; Voiture 105-10. — Forêts 1414. — Impôts dir. 298. — Patente 87, 354. — Voiture 105-30.
16 Cass. Cassation 670; Instr. crim. 2213; Ministère public 298. — Cassation 830; Presse-outage 169-30. — Instr. crim. 2052-20, 2256-20.
— Nîmes. Compét. comm. 147; Degré de jurid. 606 c.
— Arr. avoc. de Paris. Discipl. 33.
17 Ord. Gendarme, p. 497.
— Cass. Appel crimin. 47, 49 c.; Cassation 98 c., 168; Instr. crimin. 854 c.; 856 c.; Presse-outage 887-10. — Appel crim. 344; Crimes contre les personnes 140 c. — Attentat aux mœurs 141. — Propriété 237. — Récusation 170, 172 c. — Règlém. de juges 175. — Vol 371.
— Caen. Contrat de mar. 3739.
— Douai. Mat. somm. 9-20.
— Nancy. Discipline 113; Obligat. 3369-30. — Jugem. par défaut 45-80.

Août.

- 17 Orléans. Acquiescem. 300 c.; Enquête 102, 307-20 c.; Except. 325-20-30.
— Rouen. Minorité 417.
18 Ord. Organ. marit. 522, p. 1688.
— Caen. Usufruit légal 6 c.
— Paris. Médecine 156-10.
19 Cass. Action possess. 103, 119 c., 125 c.
— Bordeaux. Tierce-opposit. 153-30, 236.
— Douai. V. 10 août.
— Paris. Force majeure 8-70 c., 29; Louage 208 c.
— Rennes. Droit marit. 1016.
— Riom. Séparat. de corps 372.
— Trib. d'Issoudun. Forêts 292.
— Cons. d'Etat. Eaux 492.
— Circ. Douanes 484, 722, 723, 734.
20 Cass. Cassation 1893-70; Chose jugée 41-30; Compulsaire 58; Mines 590 c.; Société 492, 1095-20. — Enregistr. 2070, 2186 c.
— Amiens. Contr. par corps 805 c., 844 c.; Faillite 386.
— Lettre. Culte 804.
21 Ord. Organ. de l'Algérie 428 s., 928, p. 763; Organ. marit., p. 1688; Sucre 6; Trésor publ. 760, p. 1178.
— Cass. Chose jugée 188-20. — Compét. admin. 388 c.; Mise en jugement. 29-20; Marché de fourn. 131-130. — Contrat de mariage. 1982; Jugement 1043-70; Louage d'ouv. 27; Obligat. 604 c. — Jugement 1013-60.
— Angers. Adoption 117.
— Bordeaux. Appel civil 1242; Jugement 532-30 c.; Saisie-arrest 396-20 c.
— Bourges. Dispositions entre vifs 775 c., 786 c.; Exploit 134-40 c., 524-50. — Matière 45-40.
— Limoges. Contrat de mar. 3856, 3857 c.
— Lyon. Organ. milit. 341-10.
— Montpellier. Obligat. 3643.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 1436-10-20, 1438 c.
— Pau. Pêche fluviale 127.
— Poitiers. Enquête 236-20, 238-10.
— Cons. d'Etat. Commune 422 c.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 811. — Forêts 1931. — Voirie par terre 1381 c., 1382 c., 1425 c., 1426 c., 2046.
— Circ. Secours publ. 190.
22 Cass. Cassation 409, 1063, 1371a. — Culte 833-10-30. — Demande nouvelle 135-60; Responsabilité 114-80 c. — Instr. crim. 1712-30; Témoin 416-10. — Loi 468. — Organ. milit. 962-10, 964 c.
— Bordeaux. Commune 2678, 2679-10 c., 2689 c., 2697 c.
— Caen. Enquête 558.
— Nancy. Degré de jurid. 315.
— Paris. Cautionn. de fonctionn. 126, 127 c.; Obligat. 2062-30 c.; Privil. et hypoth. 2845 c.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 34. — Compét. admin. 403 c., 410 c.; Voirie par terre 277. — Eaux 422-10. — Impôts directs 216. — Organ. admin. 159, 950-60, 952-40, 956-30. — Procès-verbal 738-30.
— Avis Cons. d'Etat. Forêts 1734.
23 Arrêté. Organ. de l'Algérie 836.
— Cass. Boulanger 58. — Commune 674, 944-20 c. — Contravent. 69 c.; Procès-verbal 164-60. — Garde nat. 398-30. — Instr. crim. 139-30; Voirie par eau 603. — Minist. publ. 271. — Postes 51 c., 96-10-20. — Quest. préjudic. 172. — Serment 200-10. — Voirie par terre 2334-20.
— Bourges. Forges 3; Industrie 141 c.; Loi 540-20 c.
— Caen. Success. 871 c.; Surenchère 47; Vente publ. d'immeubles 1631.

Août.

- 24 Amiens. Obligation 1156-30 c.; Vente 300.
— Bourges. Matière somm. 35.
— Colmar. Forêts 1315.
— Douai. Usufruit 998.
— Paris. Faillite 235. — 236-20 c., 1041, 1042 c. — Trésor public 1153 c., 1164, 1427.
— Rennes. Acquiescem. 581. — Obligat. 797-40. — Tierce-opposit. 193-20.
— Cons. d'Etat. Conflit 81, 86.
— Décis. Douanes 395.
25 Cass. Cassation 1154; Preuve 27-30; Reprises d'instances 70-20. — Enreg. 2522 c., 60-12; Transcript. hypoth. 263 c., 384 c. — Enreg. 2852, 3433 c.
— Bordeaux. Saisie-arrest 51-10.
— Bourges. Obligat. 4244-10 c., 4245 c.; Prescript. civ. 605.
— Toulouse. Exploit 658-10.
— Règlém. Hospices 482.
— Solut. Enreg. 3518.
27 Convention. V. 17 octobre 1839.
— Ord. Douanes, p. 612; Pêche marit. 58; Traité internat., p. 534.
— Cass. Cassation 1833; Compét. administr. 380 c., 383 c.; Louage d'ouvriers 139-60 c., 159-30 c.; Trav. publ. 579, 1123 c.
— Paris. Théâtre 158.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 459 c., 462 c.; Dom. de l'Etat 288; Voirie par eau 612-20. — Conflit 110-20. — Contumace 68-10. — Droit marit. 745. — Eaux 151; Travaux publ. 819; Voirie par eau 86, 106-20. — Eaux 493. — Forêts 1982; Impôts dir. 81 c. — Garde nation. 43. — Impôts indir. 315. — Patente 306.
— Circ. Commune 448.
— Lettre. Culte 804.
28 Cass. Expropriat. publ. 598-10. — Vente 1177-40, 1222 c., 1223 c.
— Limoges. Dispositions entre vifs 3002-30.
— Trib. de la Seine. Frais et dépens 962-10 c., 20 c., 30 c., 963-30 c.
— Décis. Voirie par terre 1989.
— Lettre. Droit marit. 690.
29 Cass. Amnistie 100 c.; Forêts 447 c. — Amnistie 100 c.; Forêts 1185. — Contr. par corps 693. — Forêts 819-10 c., 1518. — Instr. crim. 3120. — V. 29 août 1838.
— Limoges. Obligation 1461-20 c., 423-10 c., 4449; Prescript. civ. 951 c.; Privil. et hypoth. 1734-20; Rentes foncières 51 30. — Rentes const. 165-10, 202-10-20; Rentes foncières 4-20.
— Paris. Référé 204 c.
30 Cass. Attentat aux mœurs 48; Instr. crim. 3357-90 c. — Cassation 1768-60; Médecine 53 c., 54-20 c., 64. — Complice 55; Instr. crim. 593 c., 3253 c., 3545-10 c., 3766; Presse-out. 1133-30 c., 1537-10 c.
— Douai. Minorité 403-50.
— Grenoble. Contr. par corps 824.
— Paris. Appel civ. 374 c.
— Circ. Poids et mesures 45.
31 Ord. Gendarme, p. 497; Organ. de l'Algérie 352.
— Grenoble. Banquier 39; Compte courant 99-10 c., 111 c., 112 c., 114 c.
— Paris. Faillite 388 c., 389, 391 c. — Référé 95 c.
— Rouen. Deg. de jurid. 150-10, 217-10. — Scellés 44.
— Toulouse. Référé 20-10, 104-30 c.

Septembre.

- 2 Rennes. Jeu 12 c., 69-10.
— Décis. Douanes 248.
3 Bordeaux. Mat. somm. 36.
— Circ. Douanes 55.
4 Cass. Instr. crim. 2903, 3180 3405-10.

Septembre.

- 6 Cass. Instr. crim. 364-30, 2927-40. — Tentative 115 c.; Vol 841-10, 872 c.
- 7 Décis. Douanes 437.
- 8 Ord. Organ. judic., p. 1507.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 842; Demande nouv. 267. — Compét. admin. 528; Cour des comptes 81; Jugem. d'av. dire droit 40-110. — Conflit 137-20; Trav. publics 1175-20. — Voirie par terre 433, 534-40.
- 12 Cass. Cassation 1926 c. — Faux 115. — Instr. crim. 8900. — Organ. de l'Algérie 748-40.
- Paris. Cautioun. 133 c., 379. — Distrib. p. contrib. 76; Privil. et hypoth. 291 c.
- 13 Cass. Cassation 1927-10; Récusat. 102-20 c. — Presse-outr. 1022 c. — Procès-verbal 9-20, 14 c. — Témoin 370-10.
- 14 Ord. Forêts 139.
- 16 Ord. Voirie par chemin de fer, p. 873-359.
- 17 Nancy. Acte de l'état civil 227 c., 499 c., 510; Culte 823-30.
- Décis. Douanes 435.
- Lettre. Commune 2369.
- 18 Ord. Conflit 12, 209; Cons. d'Etat, p. 191; Prises maritimes, p. 929.
- 19 Cass. Compét. crim. 633 c.; Complice 23-20 c., 111; Crimes contre les personnes 62-20 c.; Instr. crim. 1832-30; 2175-20, 2454-50, 2894, 3254-60 c.; Serment 103-30 c. — Complice 66. — Complice 69; Instr. crim. 3551 c. — Instr. crim. 799, 1364 c., 1311, 1394, 1892, 2362-30, 3649. — Peine 448-20. — Témoin 594-40 c.
- Paris. Accessoire 44 c.; Contr. p. corps 246. — Médecine 169.
- 20 Ord. Organ. milit., p. 1898.
- Cass. Commune 1351. — Domm. destr. 61, 169 c. — Instr. crim. 2859-70.
- Circ. Douanes 533; Forêts 172.
- Instr. Forêts 178, 614 c.
- 21 Cass. Cassation 1015 c., 1033; Instr. crim. 2437-50, 2589, 2815-10, 3208, 3415 c., 3746 c. — Exploit 24-40 c.; Instr. crim. 1699-10. — Instr. crim. 1963-10, 1981-30, 2091-60, 2233-40; Témoin 564 c.
- Rouen. Adultère 45 c., 48.
- 22 Arrêté. Bois et charb. 153 c.
- 23 Circ. Douanes 55.
- 24 Décis. Douanes 545.
- Delib. Enreg. 814.
- 25 Traité. V. 24 juin 1840.
- 26 Ord. Organ. colon., p. 1099; Org. marit., p. 1683.
- Cass. Adultère 61 c.; Compét. crim. 127. — Attentat aux mœurs 114. — Commune 979. — Enreg. 4873 c.; Forêts 1370; Procès-verbal 636 c. — Instr. crim. 2859-80.
- Paris. Scellés 51.
- Circ. Hospices 274.
- 27 Ord. Etablissement. publ. 4.
- Cass. Adultère 53; Désistement 254 c. — Boulanger 62 c., 78. — Commune 1032. — Postes 96-10.
- C. C. belge. Faux 327; Instr. crim. 1303-20, 3095.
- Lettre. Commune 513.
- 28 Ord. Secours publ., p. 775, 776.
- Circ. Douanes 308, 480, 490, 491, 545, 565, 567.
- 30 Décis. Pêche fluv. 78.

Octobre.

- 1 Ord. Gendarme, p. 497.
- Circ. Commune 185.
- 2 Paris. Success. 2356.
- 3 Cass. Instr. crim. 2623-50, 3435, 3374-30. — Règlement de juges 167-10 c., 203-10; 234-30. — Voirie 304-30.
- Paris. Ordre 105-80, 489-10. — Référé 219-50. — Scellés 185.

Octobre.

- 2 Circ. Voirie par terre 696.
- 4 Ord. Organ. milit., p. 1898.
- Cass. Commune 853. — Commune 875; Voirie par terre 1899 c. — Contravent. 68; Peine 846-20 c. — Fonctionn. publ. 59; Instr. crim. 261-20 c.; Procès-verbal 760-10. — Organ. judic. 643. — Poids et mesures 102-20. — Voirie par terre 1125-30 c., 1131-10.
- 5 Ord. Amnistie, p. 518.
- Décis. Douanes 647.
- 6 Cass. Droit rural 221.
- 7 Bourges. Acquiescem. 884.
- 8 Circ. Organ. marit. 679.
- 9 Paris. Vente publ. d'immeubles 1335.
- 10 Ord. Mines 607.
- Cass. Instr. crim. 1261, 1847, 3665; Parenté 16 c.; Témoin 110-20 c., 602-30, 639-10-20-30 c., 640 c., 678-40 c. — Instr. crim. 2895.
- Paris. Acquiescem. 207.
- Circ. Voirie par terre 624 c., 628, 631 c., 634 c., 635 c.
- 11 Arrêté. Forêts 158.
- Cass. Forêts 447. — Instr. crim. 2351 c., 2256, 3716-20 c. — Instr. crim. 3273; Témoin 173-20, 174 c. — Récusation 70-20. — Témoin. faux 55 c., 58-50, 59 c.
- 12 Bourges. Droits polit. 249. — Pêche fluviale 94.
- Circ. Douanes 133. — Organ. marit. 144.
- 13 Circ. Douanes 440.
- 17 Ord. Organ. colon., p. 1099; Traité internat., p. 534.
- Cass. Faux 27. — Impôts indir. 431 c., 434.
- Toulouse. Faux 272.
- 18 Cass. Boulanger 49. — Commune 1340 c.; Procès-verbal 165-30 c.; Théâtre 61-20. — Compét. crim. 179. — Compét. crim. 570 c.; Degré de jurid. 672-20. — Médecine 27. — Procès-verbal 240-10.
- 19 Ord. Voie publ. 6-40 c.
- Décis. Traitement 176-30.
- 20 Ord. Impôts indir., p. 436.
- 21 Rouen. Droits polit. 143.
- 22 Lettre. Commune 2331.
- Solut. Enreg. 752.
- 23 Paris. Refère 203 c.
- Décis. Douanes 498.
- 25 Ord. Organ. admin., p. 613.
- 26 Bourges. Scellés 42.
- 27 Décis. Commune 2473 c., 2475.
- 28 Ord. Vote publ. 5-80.
- C. C. belge. Emigré 201-80.
- Décis. Douanes 66.
- 29 Cons. d'Etat. Compét. administr. 492 c.; Marché de fournil. 134-10 c. — Impôts directs 188, 197-30, 335, 398, 473. — Patente 384. — Trésor public 569-40. — Voirie par terre 722, 731.
- Instr. Vente publ. de meubles 50.
- 30 Cass. Faillite 1389 c.; Instr. crim. 2450-40-50.
- 31 Ord. Impôts directs, p. 279; Organ. de l'Algérie, p. 765.
- Colmar. Instr. crim. 707 c.

Novembre.

- 3 Paris. Jeu 12 c., 69-30.
- Circ. Commune 2537.
- 4 Cass. Prêt à intérêt. 306, 307 c.
- 5 Cass. Appel civ. 443; Disposit. entre vifs 1361. — Droit marit. 2034; Jugem. 1043-80 c. — Enreg. 3803, 6220. — Mariage 396-10 c., 30 c., 503.
- Colmar. Effets de comm. 374; Vente 1803-30 c.
- Delib. Enreg. 750.
- 6 Cass. Enreg. 2595, 2971-40.
- Amiens. Contr. par corps 360.
- Nancy. Forêts 1270, 1290.

Novembre.

- 6 Cons. d'Etat. Compét. administr. 416 c.; Voirie par eaux 347-30; Voirie par terre 278 c. — Impôts dir. 120, 216. — Patente 338-20. — Trav. publ. 1174-30. — Voirie par eau 347-40. — Voirie par terre 766-20.
- 7 Cass. Instr. crim. 1802, 1807 c., 2070 c., 3385-60, 3407-20 c.
- Caen. Usufruit 532-20.
- Paris. Responsabilité 391.
- Poitiers. Droits polit. 455-50.
- Toulouse. Droits polit. 487.
- 8 Cass. Cassation 452-70; Prêt à intérêt 273-20. — Crimes contre les personnes 248-20. — Impôts indirects 201 c., 205, 491 c.; Instr. crim. 217; Procès-verbal 401-30 c. — V. 18 novembre.
- Paris. Arbitre 941, 1352 c., 1353 c.; Honoraires 10 c.
- Poitiers. Droits polit. 189, 350 c.
- 9 Cass. Boulanger 12 c., 13 c., 22, 24 c. — Presse-outr. 1348-30.
- Bordeaux. Droit marit. 2152.
- Grenoble. Contrat de mar. 3700, 3780.
- Rouen. Mandat 115-20.
- 10 Ord. Organ. milit., p. 1898.
- Arrêté des avoc. de Paris. Avocat 105.
- 11 Ord. Trésor publ., p. 1178.
- Cass. Contr. judic. 19; Frais et dépens 86; Responsab. 238-10. — Mariage 799-30.
- Nancy. Droits polit. 341.
- Paris. Office 217. — Organ. judic. 508-20. — Servitudes 1086.
- Toulouse. Droits polit. 143. — Instr. crim. 619.
- 12 Cass. Acquiescem. 368; Douanes 843-10, 844 c., 845-40 c., 846-20 c., 870 c. — Brevet d'invention 90, 316 c. — Douanes 843-10, 844, 965-20; Jugem. 14-30 c. — Mariage 514. — Organ. judic. 412-50 c. — Privil. et hypoth. 299.
- C. C. belge. Droit civil 127-10.
- Nancy. Droits polit. 142, 163-20, 201.
- 13 Ord. Banque 176; Salubrité publ., p. 674.
- Cass. Action possess. 686; Propriété féodale 429 c. — Cautiounem. 130. — Deg. de jurid. 50-30 c., 205. — Douanes 286 c., 830-20 c.; Procès-verb. 59-20 c., 336-30, 381-20 c. — Mines 622 c., 785, 736 c.
- Aix. Disposit. entre vifs 1667; Obligation 539.
- Bruxelles. Conciliat. 57.
- Caen. Appel civ. 219 c.; Conciliat. 190 c., 210-30; Deg. de jurid. 129-40 c., 453-20 c.; Except. 542; Privil. et hypoth. 2276-20 c., 3814-20 c. — Droits polit. 329-30 c.
- Orléans. Matières d'or et d'argent 165-30 c.
- Toulouse. Droits polit. 143.
- 14 Cass. Commune 696-30. — Garde nation. 594-30. — Instr. crim. 3157-20. — Procès-verb. 440, 441 c.
- Poitiers. Droits polit. 447-10 c.
- Toulouse. Contr. par corps 949 c., 1084. — Droits polit. 168-20, 461-10, 464.
- 15 Ord. Gendarme, p. 497; Organ. milit., p. 1898.
- Cass. Abus de confiance 160. — Boulanger 89; Peine 255 c. — Commune 860. — Contravent. 280. — Instr. crim. 33, 34, 95. — Procès-verbal 221-10; Télégraphe 152 c. — Vol 446-10.
- Montpellier. Effets de comm. 57.
- Décis. Compétence. administr. 507-20. — Douanes 179, 342.
- 16 Bordeaux. Vente publ. d'immeub. 1618.
- Bourges. Appel civ. 250, 1070 a., 1078 c.
- Montpellier. Effets de commerce 824.
- Paris. Droits polit. 494-30 c. — Presse-outr. 223.

Novembre.

- 16 Toulouse. Disposit. entre vifs 2747, 2770-20 c.
- Trib. de Laon. Enreg. 3020.
- Circ. Hospices 317.
- Instr. Voirie par terre 1310 c., 1311, 1312, 1314 à 1317 c., 1320, 1323 c., 1330 c., 1369 c., 1370 c., 1378 c., 1381 c., 1382 c., 1384 c., 1386 c., 1425 c., 1426 c.
- 18 Cass. Cassation 1889-60; Obligation 2740 c. — Enreg. 2731, 2732.
- C. C. belge. Action possess. 322.
- Bordeaux. Droit maritime 1119, 2288. — Droits politiques 235; Obligation 2334.
- Douai. Droits politiques 454 c., 458-30.
- Montpellier. Droits polit. 489 c., 500-30 c.
- Nancy. Droits politiques 168-90, 454-30.
- 19 Cass. Enreg. 1076, 1090 c.
- Bordeaux. Vente 1091. — Vente publ. d'immeub. 146, 798 c., 972-70 c., 985 c., 987 c.
- Colmar. Contrat de mar. 4314. — Propriété 455.
- Nîmes. Cassation 1604 c.; Droits polit. 463, 549.
- Toulouse. Droits polit. 143.
- 20 Ord. Organ. milit., p. 1898.
- Cass. Enregistr. 895. — Frais et dépens 92-60; Mandat 249-30; Preuve 58 c. — Obligation. 4763-10 c., 4847 c.; Prescript. civ. 609, 870-10 c. — Privil. et hypoth. 470 c., 471-20. — Servitudes 1005-20. — Trésor public 1372 c., 1376-40.
- Douai. Droits polit. 200, 201. — Obligation 1504.
- Grenoble. Forêts 2041.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 209.
- Avis Cons. d'Etat. Voirie p. terre 2240.
- 21 Cass. Attentat aux mœurs 78, 86 c.; Cassation 1795 c.; Séparat. de corps 27 c. — Cassation 584. — Cassation 1103; Voirie par terre 1588-10 c. — Complice 15 c., 23-20. — Contravent. 224 c.; Droit rural 169-40. — Peine 682-20.
- Angers. Droits polit. 298, 489 c., 492-10 c.
- Montpellier. Droits polit. 487-20 c., 498-50 c.
- Cons. d'Etat. Dom. de la cour. 85-20. — Eaux 335-30; Voirie p. eau 237. — Eaux 467-10. — Forêts 1377; Jug. p. déf. 504. — Pension 148.
- Décis. Office 57.
- 22 Cass. Commune 374, 810. — Garde nat. 121-20, 332, 338-20, 533, 567-10.
- Aix. Biens 116.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 3508-30.
- Douai. Douanes 935. — Évasion 57-20; Liberté indiv. 84 c.; Rébellion 39-90.
- Montpellier. Enquête 383.
- Nîmes. Culte 681-10.
- Rouen. Vice rédhib. 300-10.
- 23 Ord. Organ. instr. publ. 271 a., p. 1363.
- Cass. Bigamie 22. — Presse-outr. 277-50.
- Douai. Contr. par corps 758 c., 888, 893 c.
- Nancy. Société 862-50.
- Paris. Distrib. par contrib. 142, 143 c., 151 c.
- C. d'ass. de la Seine. Instr. crim. 2519-50.
- 24 C. des pairs. Presse-outr. 1159.
- 25 Cass. Disposit. entre vifs 982 c., 990 c., 1007-20; Success. 1041 c. — Enregistr. 1908 c., 2965, 5564 c. — Jugement 306-50 c.; Prescript. civ. 791-10; Saisie-arrest 248. — Obligation. 2092-20 c.; Rentes constit. 155 c., 165-10. — Organ. colon. 939.
- Bourges. Droits polit. 166, 172-20, 841-10 c.
- Paris. Droit civil 318. — Droit marit. 1822.
- C. d'ass. du Nord. Instr. crim. 1508.

Novembre.

- 26 Cass. Chose jugée 597-40; Obligation. 4634-20 c. — Commune 2032-20. — Obligation. 1842-10; Ordre 674 c.
- Bourges. Saisie-exéc. 60.
- Cons. d'Etat. Compétence admin. 408 c. — Eaux 79-50; Voirie p. eau 209, 215-10 c., 217 c. — Faillite 1332. — Forêts 1371; Voirie par terre 323, 2322.
- Travaux publics 590, 594, 600, 692 c. — Voirie p. terre 733-10.
- Décis. Douanes 353.
- 27 Cass. Action poss. 746. — Cassation 1878; Date 27 c.; Exploit 32-60; Obligation. 1400 c.; Success. 1245. — Contr. par corps 538 c., 563, 571 c., 593 c. — Vente publ. d'immeubles 1234, 1258 c.
- Bruxelles. Disp. entre vifs 579.
- Douai. Privil. et hypoth. 774 c.
- Paris. Jeu 69-20 c., 89 c., 91.
- 28 Cass. Commune 665, 785 c.; Contravent. 259 c. — Impôts ind. 253. — Instr. crim. 1773-60, 8519-10. — Renvoi 122-20. — Vol 667.
- Lyon. Demande nouv. 288 a. — Disposit. entre vifs 1637.
- Nancy. Contrat de mar. 1631-20.
- Nîmes. Forêts 680, 710 c.; Voirie par chemin de fer 617 c.
- Cons. d'Etat. Cautioun. de fonctionn. 48 c. — Compét. admin. 150; Voirie par terre 1948 c., 2153. — Organ. admin. 1014-10. — Patente 52.
- 29 Cass. Commune 1127-10. — Faux 328-60, 330; Instr. crim. 222-20, 3254-70 c. — Poids et mes. 113-30.
- Bourges. Enquête 516.
- Colmar. Chose jugée 48-30 c.; Jugem. d'av. dire droit 62-40.
- Montpellier. Droits polit. 615.
- Nancy. Obligation. 4366.
- Nîmes. Exploit 268, 454-50 c.
- Rennes. Office 216 c., 353-10.
- 30 Ord. Traite intern., p. 533; Voirie p. eau 417.
- Bruxelles. Mines 219, 597.
- Colmar. Conciliat. 54.
- Paris. Faillite 230-20; Vente publ. d'immeub. 1526-20 c. — Obligation. 647.
- Toulouse. Contr. p. corps 643-20.

Décembre.

- 1 Cass. Commune 690-20.
- Règlement. Trav. publ. 187.
- 2 Ord. Organ. colon., p. 1099.
- Cass. Arbitr. 479, 989 c.; Cassation 316. — Disposit. entre vifs 3710-40 c., 3723 c.; Enreg. 841 c., 5993; Transcript. by rapport. 300 c. — Trav. publ. 1215.
- Bruxelles. Compét. comm. 414.
- Douai. Avocat 253.
- Riom. Except. 160-60; Tierce-opposit. 236.
- Toulouse. Interdict. 299-10.
- 3 Cass. Cassation 1284-70; Enreg. 2005, 2009 c. — Cassation 1625 c.; Contrat de mar. 297; Disposit. entre vifs 227 c.; 2292 c. — Enreg. 4031, 3179 c., 5182 c. — Success. 2123-30. — Vérificat. d'écrit. 70-10.
- Amiens. Contrat de mar. 4347.
- Nîmes. Contrat de mar. 3413. — Servitudes 918-30.
- Rouen. Forfait. 33-20.
- Arrêtés des avoc. de Paris. Avocat 184.
- 4 Cass. Arbitre 152, 165; Cassation 1639 c.; Compét. comm. 310 c.; Société 122-20, 1633 a. — Arbitr. 831. — Compét. administr. 194 c., 197 c.; Expropriat. publ. 55-10, 212 c., 693-30 c., 475-10 c.; Loi 66-20 c., 470-30 c., 475-10 c.; Obligation. 4540 c.; Règlement. administr. 20 c.; Voirie par terre 2200 c. — Enreg. 2900. — Jugement 974-50, 1013-80 c.; Vente 51-30, 342 c. — Obligation. 4512-30 c. — Success. 808.

Décembre.

- 4 C. C. belge. Désistement. 43, 176 c.
— Bourges. Enquête 169.
— Paris. Droit mari. 2030.
— Trib. correct. de Paris. Brevet d'invention 297.
5 Cass. Chasse 20. — Instr. crim. 1773-79, 2074 c.; Jour férié 34-20. — Poids et mesures 112.
— C. C. belge. Instr. crim. 1132-10.
— Angers. Appel civ. 562 c.; Deg. de jurid. 284-20.
— Grenoble. Scellés 244 c.; Vente publ. de meubles 43-20, 57-10 c., 61-10 c.
— Limoges. Privil. et hypothèques 1568-10.
— Nîmes. Concl. 2-50 c.; Compét. 44 c.; Jugem. 167-20.
— Paris. Contrainte par corps 595 c., 786. — Obligat. 3249-50.
— Cons. d'Etat. Commune 1486. — Patente 104-80 c. — Pension 117. — Servitudes 407; Voirie par terre 1794-40, 1844 c., 2308, 2339-10, 2390.
6 Ord. Traité internat. p. 534.
— Cass. Cassation 682; Chasse 357; Complice 16 c. — Douanes 173.
— Bordeaux. Privil. et hypothèques 1040-50.
— Bourges. Exploit 521-120; Obligat. 1930; Privil. et hypothèques 1942-20.
— Lyon. Droit civ. 448.
— Paris. Louage 338-10.
— Décis. Office 207.
— Circ. Forêts 163.
7 Cass. Chose jugée 72 c., 208-10 c., 378 c.; Commune 2571, 2575 c.
— Amiens. Privil. et hypoth. 886.
— Orléans. Instr. crim. 707.
— Paris. Chasse 489. — Servitudes 921.
— Convention. V. 8, 15 février 1840.
8 Ord. Douanes. p. 613.
9 Cass. Commune 473; Forêts 1603 c., 1864 c. — Obligat. 3959 c., 4152; Vérificat. d'écrit. 11 c., 70-10 c. — Prêt à intérêts 109-10 c.; Propriété 438-10-20.
— Caen. Compét. administr. 79 c.; Vente publ. de récoltes 9-60.
— Nancy. Servitudes 1161-20.
— Paris. Prescript. civ. 293, 299 c.; Trésor public 1260-50 c.
— Trib. de Ruffec. Enreg. 2597.
10 Cass. Action 253 c.; Instr. civ. 21 c.; Péremption 58. — Délit 27 c., 101-50; Surencière 86 c. — Jugem. 988-60. — Obligat. 5160-30, 5163 c. — Ordre 985-60; Privil. et hypoth. 1432 c.; Success. 794, 795 c., 806, 934-20, 945. — Saisie-arrest 51-30.
— Bordeaux. Faillite 574-30.
— Nîmes. Chose jugée 48-40 c.; Jugem. d'av. dire droit 62-30.
— Paris. Faillite 59-10, 60 c.
— Trib. de Belfort. Enreg. 2893-30.
— Circ. Culte 497.
— Instr. Voirie p. terre 1234, 2002.
11 Cass. Duel 109, 113-30 c., 121 c., 124 c. — Garde nation. 431-60, 432-50.
— Bordeaux. Privilèges et hypoth. 2075-10.
— Bourges. Cautionn. de fonctionn. 72 c.; Contr. par corps 147 c., 182, 226-20 c.; Prêt 149 c.
— Tribunal de Belfort. Biens 21; Enreg. 2893-30.
— Trib. de la Seine. Frais et dép. 962-10 c., 20 c.
12 Cass. Endragé 374-40 c., 876. — Success. 757-30 c.
— Aix. Exploit 319-60; Obligation 150-30; Success. 2321.
13 Cass. Commune 2649 c.; Impôts indir. 562. — Domain. destruct. 91-30 c.; Instr. crim. 1212, 2895-10, 2897-20; Témoin 270-60 c. — Instr. crim. 2180. — Règlement de juges 189.
— Aix. Biens 48.
— Bruxelles. Acquissem. 462.
— Rouen. Presse-outrage 337-10, 351 c.
14 Ord. Trésor public, p. 1178.
— Arrêté. Voirie p. eau 236.

Décembre.

- 14 Cass. Contr. p. corps 304 c., 635; Peine 418-30 c. — Vol 72 c., 324.
— C. C. belge. Mines 104, 186.
— Amiens. Obligat. 5107-50; Prescript. civ. 983, 984-20.
— Bastia. Except. 179-20 c.; Exploit 442, 587; Jugem. p. déf. 85 c.; Société 141.
— Dijon. Société 983 c., 985.
— Orléans. Usage 587.
— Solut. Enreg. 5071.
16 Cass. Cassation 1724-80 c.; Commune 1841; Prescript. civ. 376 c.; Obligat. 4549-20 c. — Contrainte par corps 746 c., 900 c., 921 c., 923 c., 927, 997 c.
— Angers. Duel 121.
— C. d'ass. du Brabant. Désistement. 254 c.
17 Ord. Organ. Instr. publ. p. 1363.
— Cass. Chose jugée 225-20; Jugement 1086 c.; Prescript. crim. 94 c., 103 c. — Chose jugée 354-30. — Désistement 251 c., 252 c.; Instr. crim. 187; Jugem. p. défaut 247-70 c. — Jugem. 1034-140; Séparat. de corps 240-20. — Surencière 278.
— C. C. belge. Enreg. 728.
— Bastia. Acte de comm. 141. — Compét. comm. 480; Vente 695.
— Bordeaux. Compét. comm. 271 c.; Privil. et hypoth. 273.
— Limoges. Saisie-exéc. 290.
18 Ord. Aliéné 46, 63 c., 81 c., p. 451; Douanes. p. 618.
— Cass. Emigré 369-20 c.; Propriété 264 c.; Success. 1236. — Enregist. 4208. — Louage d'ouvriers 143, 147-20 c. — Mines 77 c. — Privil. et hypoth. 2301.
— Bourges. Banquier 34 c., 39, 41 c., 44; Compte-courant 197 c., 118-20 c.
— Dijon. Forêts 670.
— Douai. Responsabilité 266, 643.
— Grenoble. Forêts 508, 528 c., 533 c.
— Orléans. Commissionn. 304.
— Rouen. Minorité 150-30.
— Trib. comm. de la Seine. Théâtre 148, 149 c.
— Cons. d'Etat. Compét. civ. trib. d'arr. 223. — Conseil d'Etat 291-10. — Impôts directs 304-10. — Organ. colon. 344-20. — Patente 159-10, 170-30.
19 Metz. Effets de comm. 315.
— Toulouse. Contrat de mar. 1631.
— Cons. d'Etat. Commune 2359.
— Compét. admin. 395 c.; Travaux publics 1155-10. — Compét. administr. 396 c.; Forêts 667, 676 c.; Travaux publics 1228 c. — Compét. administr. 492 c., 498 c.; Trésor public 463-30, 481-30. — Forêts 1901. — Travaux publ. 594, 612, 1159-10, 1170-10 c.
— Délit. Enreg. 5201.
20 Ord. Salubrité publ. p. 674.
— Cass. Contravent. 55. — Douanes 213. — Garde nat. 203, 488-50.
— Amiens. Contrat de mar. 4156; Obligat. 4842-20 c.
— Bordeaux. Degré de jurid. 248-10 c.; Désaveu 52 c., 114.
— Caen. Puissance paternelle 129.
— Colmar. Péremption 351-40.
— Douai. Responsabilité 544-50.
— Paris. V. 23 août 1838.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 139.
21 Cass. Impôts indir. 422.
— Bruxelles. Contrainte par corps 472.
— Caen. Usufruit 523.
— Paris. Paternité 584-10.
— Toulouse. Privil. et hypoth. 1202 c.; Success. 548 c., 578.
— Circ. Impôts directs 520, 541, 556; Patente 437.
— Règlement. Compét. admin. 876 c.; Serment 81 c.
22 Arrêté. Voirie par eau 236.
— Cass. Contrat de mar. 3424 c., 3508 c., 3968-24, 3974-30 c.; Ordre 1223-30 c., 40 c., 50 c. — Discipline 69 c.; Notaire 732.

Décembre.

- 23 Douai. Faillite 765.
— Gand. Contrainte par corps 208.
— Montpellier. Quest. préjud. 141.
— Trib. comm. de Paris. Brevet d'invent. 216.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 172.
— Circ. Forêts 159.
24 Ord. Trésor public, p. 1178.
— Arrêté. Voirie par eau 236.
— Cass. Boucher 45; Commune 2650 c. — Cassation 352, 1169 c.; Enreg. 987, 1865 c. — Cassation 1855 c.; Qualité 8. — Date 21 c.; Enquête 426-20 c.; Exploit 58-10. — Frais et dépenses 86. — Voirie par terre 1412.
— Caen. Contrat de mariage 3540-30, 3547; Scellés 121, 230.
— Colmar. Nantissement. 312-20.
— Lyon. Indication 434-10.
— Nîmes. Requête civile 55-10.
— Paris. Contrainte par corps 58. — Privil. et hypoth. 562.
— Trib. de Chartres. Presse-outrage 180.
— Trib. corr. de Lille. Domm. destr. 328.
— Circ. Impôts indir. 224.
25 Ord. Banque 174; Voirie 374 c., 375 c.
26 Cass. Cassation 194, 587; Contr. par corps 710 c.; Jugem. 357; Jugem. par défaut 455-40 c.; Rébellion 24-30 c. — Complice 163 c.; Défense 99 c.; Instr. crim. 1188-40, 2537-10, 2698-20, 2908-20; Témoin 602-30, 602 c., 654 c. — Impôts indir. 389. — Manufact. 147.
— Amiens. Obligat. 440-40.
— Limoges. Servitudes 798-10.
— Rouen. Degré de jurid. 292.
— Trib. comm. d'Auxerre. Bois et charbons 75.
— Cons. d'Etat. Commune 1704. — Conseil d'Etat 334-10. — Eaux 538. — Impôts directs 190. — Patente 344-10. — Trésor publ. 876. — Voirie par terre 1159-30.
27 Cass. Affiche 99; Poids et mesures 142-30. — Appel crim. 359; Règlement de juges 178 c.
— Gand. Disp. entre vifs 2971-10.
— Paris. Cautionn. 879 c.; Surencière 139-10, 146-10-50.
— Rouen. Acquissem. 770 c.; Ordre 705-40-50.
— Cons. d'Etat. Commune 2339; Forêts 1893. — Compét. admin. 60.
— Avis. Mines 454, 456.
28 Ord. Postes. p. 14.
— Cass. Commune 690-30; Culte 817-20 c.
— Bourges. Arbitre 106, 1157, 1178.
— Bruxelles. Louage 495-20.
— Colmar. Appel civil 1044.
— Paris. Arbitre 805-10.
— Toulouse. Forêts 1443 c., 1453.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 628-10.
— Circ. Aliéné 174.
— Lettre. Voirie par eau 543, 549.
29 Ord. Organ. milit. p. 1898.
30 Ord. Douanes, 613; Mat. d'or et d'argent. p. 465; Voirie par eau. p. 732.
— Cass. Cassation 1633 c.; Obligat. 4747 c., 4790-10 c., 4800-10; Vente 41 c., 117 c. — Concl. 48 c.; Incident 43; Jugement 9-40 c.; Servitudes 1164-20 c., 1196 c., 1197, 1211-10 c.; Usage 325 c., 356 c., 637 c. — Enreg. 3919. — Expropriation publ. 440 c., 254.
— Douai. Louage 111-20, 848 c.
31 Cass. Cassation 1624-30 c.; Effets de comm. 125. — Commune 2151, 2153 c., 2153 c., 2154 c.; Prescription civile 442 c. — Enreg. 5348, 5577 c. — Expropriation 444. — Jugem. 1008-50; Servitudes 382-30.
— Amiens. Priv. et hypoth. 1809-10.
— Colmar. Arbitre 218.
— Montpellier. Vente publ. d'imm. 1218-10.
— Paris. Acte de comm. 68.
— Trib. de Villeneuve-sur-Lot. Enregist. 2675.
— Décis. Douanes 438.

Janvier.

- 1 Lettre. Avocat 312.
2 Ord. Halles 13-110.
— Cass. Instr. crim. 3180-10, 3671.
— Paris. Effets de comm. 109-30.
3 Cass. Chasse 509 c., 510 c., 512. — Instr. crim. 872.
— Bordeaux. Effets de comm. 717 c., 757 c., 768 c., 769, 777 c.
— Bourges. Except. 282; Exploit 231-30 c.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 4846.
4 Ord. Organ. colon., p. 1099.
— Cass. Cassation 1003; Voirie par terre 2298-20, 2300-20. — Commune 1030; Voirie par terre 872 c., 1213 c. — Instr. crim. 1874-10, 1883 c.; Serment 109-30, 112 c.
— Bourges. Frais et dép. 201-10, 221-30.
— Caen. Contrat de mariage 1593; Obligations 5243-20 c.; Scellés 167 c.
— Liège. Degré de jurid. 389.
— Paris. Contumace 82. — Jugem. p. déf. 408-60. — Notaire 433 c., 520 c.; Success. 1761 c.
5 Paris. Success., V. 4 janvier.
6 Cass. Avoué 261, 262 c.; Cassation 1475 c. — Cassation 1653-90 c.; Contrat de mar. 5820, 5821 c. — Cautionn. de fonctionn. 50 c.; Frais et dépenses 86; Marché de fourn. 104; Obligat. 2348. — Cautionn. de fonctionn. 50 c., 78 c.
— Bordeaux. Compét. comm. 227; Désistement. 79. — Degré de jurid. 50-40; Impôts indir. 480; Saisie-arrest 104, 106 c.; Voirie p. eau 634.
— Caen. Contrat de mariage 788 c., 790 c., 3233 c., 3273, 3682 c.
— Trib. de Bethune. Enreg. 457.
7 Cass. Dom. engagés 72. — Jugem. 89-10; Société 1621-30. — Marché de fourn. 110-40-50.
— Bordeaux. Jugement 14-40; Reprises d'inst. 16-20 c., 77. — Mariage 305-10. — Rente viagère 77.
— Montpellier. Org. judic. 412-10.
— Rouen. Contrat de mar. 3597.
— Instr. Commune 272.
8 Arrêté. Forêts 159.
— Cass. Cassation 1640-10 c.; Faillite 319 c.; Société 1608-10, 1663-10 c.
— Bordeaux. Acquissem. 721.
— Douai. Chose jugée 322 c.
— Liège. Pérempt. 298.
— Cons. d'Etat. Conflit 60-10 c., 106; Trav. publ. 1273-60. — Patente 254-30-50.
9 Ord. Pension, p. 778; Travaux publ., p. 852.
— Arrêté. Trav. publ. 233.
— Cass. Cassation 445. — Instr. crim. 2895. — Témoin 136-50.
— Aix. Faillite 709-30-40.
— Limoges. Degré de jurid. 814.
— Nancy. Servitudes 1031.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2206.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1788.
— Délit. Enreg. 4128.
10 Cass. Douanes 881 c., 882 c., 906-20, 908 c.; Presse-outrage 753 c. — Poudre 21 c., 26.
— Amiens. Contr. de mar. 1288-30; Postes 151-20. — Surencière 148.
— Rennes. Exploit 395-60.
— Rouen. Arbitre 170.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1788.
— Cons. d'Etat. Manufact. 48.
— Circ. Douanes 402.
— Déris. Douanes 315, 647; Office 208.
— Instr. Forêts 177.
11 Cass. Commune 879 c.; Voirie p. terre 2289-10 c., 2298-20 c., 2300-20. — Faux 430. — Instr. crim. 2917-30.
— Douai. Commissionn. 217.
— Grenoble. Contr. de mar. 3164-40.
— Lyon. Jeu 19-10; Vente 1410 c.
— Nancy. Success. 1681.

Janvier.

- 11 Orléans. Propriété 365-30.
— Rennes. Enquête 532.
— Toulouse. Arbitre 270, 524 c., 533 c.
12 Cass. Cassation 1893-60 c., 1910-70. — Commune 1406. — Exprop. publ. 90-10-40-50, 459-40-50, 505-30 c., 564 c. — Jugem. 611; Minorité 792, 817; Obligat. 1797 c.; Ordre 240 c., 1275-10 c.; Vente publ. d'imm. 1859. — Servitudes 915.
— Amiens. Chasse 415.
— Grenoble. Paternité 505 c., 545; Success. 363 c.
— Rouen. Avocat 467.
14 Cass. Cassation 1614-40 c., 1882; Jugement 972-60 c.; Servitudes 216-20. — Commune 1802-40, 1769 c. — Louage 131. — Vente 945-30, 849 c.
— Bourges. Privil. et hypoth. 930.
— Liège. Demande nouv. 52.
— Rouen. Acte de commerce 111; Commerce, 30 c.
— Trib. de Paris. Brevet d'inv. 211.
15 Cass. Cassation 1611 c.; Servitudes 1171-20. — Compét. admin. 176-50 c.; Octroi 308-20; Quest. préjud. 208 c. — Obligat. 212-30 c.; Success. 1973, 1974, 1978, 1998, 2001; Vente 1884 c., 2044-30 c.
— Bruxelles. Chose jugée 69 c.
— Dijon. Disposit. entre vifs 1421.
— Nancy. Chasse 348. — Chasse 404 c., 470; Frais et dép. 992-60 c.
— Riom. Enquête 423.
16 Cass. Faillite 1449-20, 1454 c.; Instr. crim. 2887-20. — Instr. crim. 1892, 3180.
— Aix. Société 811.
— Bordeaux. Brevet d'inv. 234.
— Paris. Privil. et hypoth. 1685-50.
— Rouen. Organ. judic. 513.
17 Cass. Quest. préjud. 171. — Voirie par terre 1945-10, 2163-40 c., 2296-70 c., 2354 c.
— Nancy. Dom. publ. 47-20; Prescript. civ. 186.
— Nîmes. Commune 2078; Eaux 264 c.
— Paris. Vente publ. d'imm. 877-30.
— Circ. Douanes 1036; Forêts 476.
— Décis. Forêts 1393.
18 Amiens. Mariage 160-10 c., 180, 300 c. — Privilèges et hypoth. 2701-50.
— Bourges. Acte de commerce 326; Cautionn. 160 c.
— Bruxelles. Droit mari. 388.
— Nancy. Obligat. 3433.
— Toulouse. Pension 304.
— Trib. correct. de Dunkerque. Impôts indir. 391.
19 Ord. Voirie par eau, p. 726-150.
— Caen. Acte de comm. 269.
20 Cass. Cassation 1612 c.; Substit. 61 c., 177-80, 265-20 c. — Commune 2049 c., 2139. — Dispositions entre vifs 2859-30, 3024 c. — Douanes 216. — Eaux 570-30; Servitudes 328 c. — Enregist. 3904; Substit. 394-30 c.
— Colmar. Forêts 1781. — Jugem. par défaut 167-30 c.
— Douai. Arbitre 167.
— Limoges. Commune 1426, 1433 c.
— Lyon. Obligat. 539.
— Nancy. Vente 1190.
— Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 256; Exception 201 c.
— Rouen. Droit mari. 391.
21 Cass. Arbitre 768, 780 c., 933 c., 1009 c.; Complé 47 c., 62 c. — Enreg. 6037-30; Prêt à intérêts 70 c.
— Bordeaux. Obligat. 3593.
— Bourges. Success. 593.
— Montpellier. Péremption 229-20.
— Rouen. Voirie par terre 576-20.
22 Cass. Compét. civ. trib. de paix 29; Degré de jurid. 773-70 c. — Faillite 1073 c.; Ordre 1038-30 c., 1211-30 c.; Privil. et hypoth. 2341-10-20, 2438-20. — Paternité 583 c., 653-10 c., 655. — V. 28 janvier.
— Aix. Compét. comm. 674.

Janvier.

- 22 Amiens. Obligat. 1449.
— Besançon. Forêts 367.
— Bordeaux. Droit civil 419-40,
460 c.; Exception 76.
— Bruxelles. Jugement 65-20.
— Caen. Droit marit. 1994.
— Nancy. Saisie-exéc. 231, 232 c.
— Paris. Faillite 196 c., 497.
— Rennes. Enquête 259.
— Trib. de Vitre. Enreg. 2790.
— Cons. d'Etat. Frais et dépens
1203-40; Marché de fourniture
88-10. — Impôts directs 53.
— Pension 131. — Voiture 113-40.
— Circ. Voirie par eau 489, 543,
543, 547.
— Instr. Commune 530.
23 Arrêté. Voirie par eau 296.
— Cass. Cassation 536. — Con-
tinue 85. — Forfait. 123.
— Garde nat. 131, 309-20, 409,
412, 590-60 c., 594-20, 611,
615-20, 616, 644-10. — Instr.
crimin. 2671. — Peine 706,
710 c. — Vol 509-10.
— Bordeaux. Degré de jurid. 80-50.
— Nancy. Ordre 1276 c.
— Paris. Acte de comm. 71; Appel
civil 852.
— Rouen. Compét. comm. 336.
24 Cass. Appel crim. 326. — Com-
mune 1078; Eaux min. 33 c.;
Industrie 223 c. — Culte 786.
— Aix. Louage 347.
— Douai. Disposit. entre vifs 297.
— Toulouse. Degré de jurid. 314.
— Trib. d'Epervy. Enreg. 2932.
25 Aix. Vente 187.
— Paris. Disposit. entre vifs 1632 c.;
Effets de comm. 474.
— Poitiers. Attentat aux mœurs 141.
— Circ. Forêts 1199, 1131.
— Exposé des motifs. Banque 91.
26 Circ. Douanes 133.
27 Cass. Contrat de mariage 514, 518;
Loi 259-10 c. — Enreg. 1386,
2672.
— Nîmes. Faillite 494.
— Paris. Loi 437 c., 440. — Pres-
cript. civ. 719. — Propriété
littéraire 187.
— Rouen. Obligat. 5118-40, 5188 c.
28 Cass. Contr. par corps 152-40 c.;
Faillite 798-60-70-80. — Degré
de jurid. 116-60; Jugement
973-40. — Disposit. entre vifs
3060-20. — Enreg. 2730. —
Obligat. 503 c., 1062 c.; Pro-
prieté féodale 461-10.
— Besançon. Organ. milit. 358-40.
— Bordeaux. Désistement 180 c.;
Vente publ. d'immeubles 838.
— Limoges. Culte 146 c., 286-10.
— Nancy. Servitudes 71. — Voirie par
terre 575-20 c., 1573 c.
— Avis. Disposit. entre vifs 621.
29 Cass. Cassation 1162 c.; Contrat de
mar. 1135; Exploit 347-30
c., 373-40; Servitudes 114,
213 c. — Demande nouvelle 41;
Success. 2112. — Enreg. 3587;
Société 184 c. — Jugement
1039-50; Presse-outrage 1039
c., 1398 c., 1448-10, 1456 c. —
Preuve 27-30 c.; Propriété 675.
— Angers. Demande nouvelle 259 c.;
Disposit. entre vifs 994.
— Nancy. Chasse 454 c.; Pêche flu-
viaire 130 c., 213, 222 c., 235 c.
— Complice 79-30, 215 c. —
Forêts 734, 737-40, 738-50,
1173. — Vol 174 c.
— Rouen. Arbitre 1358.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 73;
Compét. admin. 173-40; Con-
flit 184 c. — Chose jugée 167-
40, 310; Trés. publ. 460-30. —
Commune 1647, 1701 c., 1709 c.
— Compét. admin. 443 c.
— Mise en jugem. 196-10. — Tré-
sor public 461.
30 Cass. Attentat aux mœurs 139.
— Chose jugée 476. — Enreg.
5283. — Garde nat. 108-20,
333 c. — Garde nat. 309-60,
526-30, 572-20 c.
— Dijon. Compét. admin. 79 c.; Vente
publ. d'immeubles 1961.
— Douai. Contrat de mariage 977,
1497 c.

Janvier.

- 30 Liège. Degré de jurid. 115-40.
— Montpellier. Expertise 117 c.,
268-10.
— Nancy. Usage 636.
— Paris. Effets de comm. 109-30.
— Delib. Agréé 43.
31 Ord. Douanes, p. 613; Impôts
indir., p. 426; Trésor public,
p. 1178.
— Cass. Chasse 242 c., 250, 251
c. — Douanes 783; Im-
pôts indir. 436 c.; Rébellion
36-20 c. — Faux 298 c., 300-
302 c. — Garde nat. 326, 359-
60, 374 c. — Peine 126-40.
— Lyon. Contrat de mar. 3563; Pri-
vil. et hypoth. 1004. — Société
1158-10 c., 1341.
— Nancy. Usage 471-30.
— Paris. Office 237 c., 245 c.,
264-10. — Référé 103 c.
— Circ. Hospices 1, 53, 122, 221,
223, 225, 226, 232, 238, 241,
266, 273, 299, 304; Secours
publics 97, 98, 125, 146, 157,
177.
— Décis. Forêts 1394, 1956.
— Instr. Médecine 159, 161.

Février.

- 1 Ord. Douanes, p. 613.
— C. C. belge. Cassation 1141.
— Angers. Prêt à intérêts 35.
— Bruxelles. Compét. comm. 228.
— Limoges. Dispositions entre vifs
2405-10, 2422 c., 2423 c.
— Toulouse. Commune 2376.
— Trib. de Vire. Obligat. 2614.
— Cons. d'Etat. Marché de fourniture
159-170.
2 Ord. Voiture, p. 199.
— Cass. Action possess. 400, 798 c.
766 c., 784.
— Caen. Vente publ. d'im. 1939-
50, 1941 c.
3 Cass. Cassation 640 c., 917 c.;
Expropriat. publ. 296, 313 c.
— Cassation 1874-100 c.; Obliga-
tion 1744. — Commune 1999,
3140 c.
— Bordeaux. Louage 421.
— Montpellier. Acte de l'état civil
183 c.; Mariage 380 c., 568-50.
— Nîmes. Expropriat. publ. 584 c.;
Servitudes 930.
— Paris. Droit civil 598-20.
— Décis. Douanes 99.
— Delib. Enreg. 4949.
4 Cass. Expropriat. publ. 88, 285 c.,
451 c., 537 c., 646 c., 646-20 c.,
670 c. — Expropriation publ.
643-50, 710 c. — Obligat. 4473-
20 c.; Success. 619, 1029, 1031
c. — Vente 1216; Vente publ.
d'im. 9130-30.
— Caen. Degré de jurid. 194.
— Nanç. Vol 662 c., 663-20, 753 c.
— Paris. Exception 29-10, 73 c.
— Cons. d'Etat. Impôts directs 67,
69 c.
— Circ. Notaire 429 c., 672, 715-80
c., 758 c.
— Décis. Office 212 c., 213 c.
5 Cass. Crimes contre les per-
sonnes 90 c.; Instr. crim. 1980-10,
2166, 2784; Témoin
586-20. — Instr. crim. 1624-
40, 2041-20, 2979; Minist. publ.
316; Success. 1943. — Instr.
crimin. 3203-10.
— C. d'ass. de Belgique. Organ.
judic. 504-20.
— Bordeaux. Degré de jurid. 179;
Dépôt 18-20.
— Dijon. Responsabilité 566.
— Lyon. Peine. 696.
— Metz. Vente publ. d'im. 754 c.,
866-10, 940.
— Orléans. Usage 553.
— Rouen. Acte de comm. 59, Faillite
1773-10. — Degré de jurid. 409-30.
7 Cass. Compét. crim. 182. —
Instr. crim. 2786-80. — Or-
gan. milit. 928 c., 948 c.
— Prescript. crim. 61, 100 c.
— Besançon. Dispositions entre vifs
357-10.

Février.

- 7 Nancy. Contrat de mariage 656,
1498 c.
— Paris. Surenchère 196.
— Avis. Mines 521-20.
8 Ord. Traité internat., p. 535.
— Cass. Appel crim. 199. — Com-
pét. admin. 428 c.; Voirie
par terre 624 c., 1131-20. —
Vol 609.
— Ch. des députés. Commiss. de po-
lice 33.
— Ch. des pairs. Trav. publ. 771.
— Angers. Contrat de mar. 3004;
Disposit. entre vifs 651.
— Bastia. Compét. civ. trib. de paix
281; Servitudes 517.
— Bordeaux. Société 1047.
— Bourges. Servitudes 865-20.
— Bruxelles. Demande nouv. 23-10.
— Douai. Disposit. entre vifs 4008.
— Paris. Obligat. 565-60.
— Toulouse. Compét. civ. trib. d'arr.
93-50; Mise en jugem. 65-30 c.;
Voirie par terre 464 c. — Suc-
cess. 335.
10 Ord. Canal latéral à la Loire,
p. 738-50.
— Cass. Cassation 61; Chose jugée
559-40; Faux incid. 241. —
Cassation 350 c.; Prescript. civ.
284 c.; Success. 594 c., 1567.
— Commerce 198; Dépôt 258 c.;
Saisie-exéc. 209 c. — Disp.
entre vifs 569-20. — Droit
marit. 2290, 2291 c.
— Nancy. Société 690.
— Toulouse. Désaveu 88 c., 122.
— Circ. Hospices 201, 204.
— Décis. Douanes 810.
— Instr. Travaux publics 240.
11 Ord. Organ. milit., p. 1898.
— Cass. Appel civil 451 c.; Conclus.
77-30 c.; Demande nouvelle
136-30 c., 260 c.; Exception
392 c., 407; Vente 923 c. —
Cassation 1407 c., 1409 c.,
1589-30 c.; Faillite 1254 c.,
1262-10-30. — Cassation 1695-
10 c.; Jugement 1050-40; Pres-
cript. civ. 72, 83 c., 1042 c. —
Compét. civ. trib. d'arr. 23;
Organ. admin. 199 c.
— Bourges. Vente 1572.
— Bruxelles. Enquête 491 c.
— Circ. Voiture 268.
12 Ord. Forêts 129.
— Cass. Caution. 231 c., 321; Obliga-
tion 1847 c. — Commune 2076,
2158 c.; Servitudes 1091 c. —
Droit marit. 366; Jugem. 248.
— Enreg. 3685.
— Caen. Vente 508.
— Douai. Disposit. entre vifs 1718-
30, 4572 c.
— Grenoble. Forêts 546-60, 563 c.
— Lyon. Postes 151-40; Vente
1853-30.
— Nancy. Forêts 1066 c., 1074 c.,
1094 c., 1100 c., 1103, 1105 c.,
1758 c.; Peine 119-20 c.
— Paris. Référé 114-30 c.
— Circ. Commune 399; Forêts 1146;
Hospices 351; Mont-de-piété
32 c.
13 Cass. Appel crim. 199. — Domm.
destr. 46, 50 c. — Impôts indir.
520; Loi 548-10 c.
— Metz. Degré de jurid. 117-20.
— Nîmes. Mines 447.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 62,
331 c.; Manufact. 28, 30 c.;
Tierce-opposit. 270 c. — Com-
pét. admin. 407 c.; Question
préjudic. 106-40; Voirie par
terre 137, 325-40. — Eaux 415-
30 c., 466-20. — Impôts directs
113-10, 293-30. — Voirie par
terre 730-20, 744.
14 Cass. Commune 1163-20. — Com-
pét. crim. 102; Mat. d'or et
d'argent 162 c. — Procès-verb.
39-40 c., 57-30; Télégr. 147 c.
— Procès-verbal 412. — Vente
de substances falsifiées 42.
— Amiens. Cassation 2172; Droit
marit. 1703.
— Bordeaux. Mandat 445-20; Obliga-
tion 1616-10 c.; Prêt à intérêts
217 c.
— Bourges. Acte de comm. 111.

Février.

- 14 Colmar. Minorité 552.
— Douai. Degré de jurid. 117-10.
— Avis. Commune 2518.
15 Ord. Traité internat., p. 535.
— Ch. des pairs. Travaux publ. 771.
— Douai. Degré de jurid. 160-20.
— Montpellier. Vente publ. d'im.
874, 1468-20 c., 2236 c.
— Paris. Arbitre 84, 100 c. — Fail-
lite 1043; Loi 293-30 c. — Ma-
riage 935. — Office 216, 237 c.,
238 c.
— Rennes. Contrat de mariage 1130;
Dispositions entre vifs 940 c.;
Rente viagère 41 c.
— Cons. d'Etat. Patente 52.
17 Ord. Traité internat., p. 535.
— Arrêté. Org. de l'Algérie, p. 763.
— Cass. Domaines engagés 18-70.
— Traité internat. 157 c. — En-
reg. 2440, 5353 c., 5491, 5493
c., 5562 c., 5563 c. — Frais et
dép. 890.
— Bastia. Enquête 39.
— Colmar. Compét. comm. 502.
— Lyon. Surenchère 363.
— Nîmes. Disp. entre vifs 4314-20.
18 Cass. Droit rural 46; Servitudes
1086. — Privil. et hypoth. 550-
20, 551-30 c., 616 c. — Vente
publ. d'im. 1339.
— Riom. Faillite 1358 c., 1364.
— Rouen. Droit marit. 601.
19 Cass. Cassation 1131, 1163 c.,
2115 c.; Exploit 455-40 c., 459
c. — Cassation 1905; Conci-
liat. 58 c.; Obligat. 4693-10.
— Cassation 1598; Echange 26 c.
— Place de guerre 53.
— Amiens. Except. 187, 193 c.
— Bruxelles. Compét. crim. 221.
— Nancy. Forêts 1276. — Vol 451.
— Rouen. Obligat. 155 c.; Société
77.
— Cons. d'Etat. Commune 1701,
1709. — Compét. admin. 316 c.;
Culte 236-10. — Compét. admin.
328 c., 331 c., 455 c.
— Décis. Douanes 437.
20 Cass. Organ. judic. 684-60.
— Amiens. Obligat. 2223-30; Privil.
et hypoth. 2166, 2170. — Ser-
vitudes 792, 794.
— Bordeaux. Procès-verbal 551,
643-20 c.
— Colmar. Instr. crim. 227-20;
Voirie par terre 2163-30 c., 2384.
— Trav. publ. 1111, 1167-40 c.
— Grenoble. Forêts 759 c., 766,
921 c., 1370, 1373.
— Lyon. Appel civil 1123; Jugem.
d'av. droit 42-130 c.; Vente
publ. d'im. 79. — Voirie par
chemin de fer 187 c.
— Orléans. Dom. de l'Etat 174.
— Poitiers. Contrat de mar. 2439.
— Trib. d'Agén. Enreg. 2633, 4949.
— Cons. d'Etat. Compétence admin.
435; Voirie par terre 1178. —
Compét. admin. 448 c.; Conflit
80-10, 88-10, 103.
21 Cass. Attentat aux mœurs 153 c.,
158. — Cassation 446 c.; Peine
199. — Douanes 339. — Quest.
préjud. 103. — Voirie par terre
1890-60.
— C. C. belge. Enreg. 1784; Jugem.
980-40; Mines 101 c.
— Aix. Faillite 314. — Nautisme.
122 c., 128-10 c., 211; Obligat.
4407 c., 4919-40 c., 5041-20 c.
— Lyon. Effets de commerce 600 c.;
Obligat. 2427-30.
— Paris. Presse-outr. 230-10.
— Toulouse. Industrie 418-20.
22 Cass. Cassation 1008; Poids et
mesures 143-30. — Chasse 297
c.; Forfait. 192. — Contravent.
39 c.; Peine 158. — Garde nat.
621, 630. — Impôts indir. 166-60.
— Industrie 139-20, 140-30.
— Poitiers. Boulanger 70; Compét.
crim. 461 c.; Industrie 427 c.
— Toulouse. Pours. de comm. 198
c.; Obligat. 2441-60 c.; Office
214, 318-20 c., 337-10 c. —
Success. 1884, 1956 c.
— Chambre des députés. Office 55,
200 c., 212 c., 300 c.

Février.

- 24 Ord. Organ. économ., p. 1291.
— Cass. Industrie 351; Mines 73
c., 754 c. — Servitudes 1-2,
1037-20 c.
— Colmar. Demande nouv. 115-20.
— Douai. Disposit. entre vifs 451.
— Nancy. Success. 1624-50.
— Rouen. Vente publ. d'im. 1351.
— Trib. de la Seine. Jugem. 711-20.
— Circ. Vagabondage 24, 51.
25 Cass. Action possess. 337, 391 c.;
— Commune 2051, 2052 c.;
— Douai. de l'Etat 315 c. — Ex-
propriat. publ. 475-10, 487-
c., 492, 515 c. — Organ. judic.
35 c., 559-10-20-30.
— Bourges. Contr. de mar. 1994,
1997; Mariage 796-20 c.
— Colmar. Société 1604-90.
— Limoges. Prescript. civ. 134-90.
26 Cass. Cassation 1603-120 c., 133-
10 c.; Propriété 685 c., 686-
20 c. — Cassation 333, 369 c.
— Culte 561; Prescript. civ.
1134.
— Bastia. Contrat de mar. 6-10,
663, 1107, 1189, 2114 c., 2-3
c.; Demande nouv. 94-20, 14
c.; Usufruit 396-90.
— Bordeaux. Forêts 1719.
— Bruxelles. Effets de comm. 12.
— Caen. Propriété 566-10.
— Colmar. Propriété littér. 234-90.
— Douai. Vente 178-20.
— Limoges. Demande nouvelle 2;
Enquête 153 c., 273 c., 321;
Frais et dép. 437 c.
— Metz. Forêts 406, 460.
— Cons. d'Etat. Jugem. par arbit.
498-90; Organ. admin. 431.
— Mise en jugem. 70. — Trav.
publ. 537, 563.
27 Ord. Organ. colon., p. 109.
— Cass. Amnistie 100 c.; Fals
1180. — Forêts 1208.
— Agen. Culte 146 c., 270-20,
28-10 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
3396.
— Colmar. Success. 1943.
— Orléans. Médecine 141-10.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 254
— Patente 29-10, 31-20,
50, 248.
— Circ. Douanes 490.
28 Ord. Impôts dir., p. 572.
— Aix. Commission. 22, 23, 24
Mandat 221-60.
— Besançon. Usage 97-30 c., 125
524 c., 536 c., 558-20 c., 576
c.
— Douai. Compét. admin. 181-40.
29 Bordeaux. Jugem. 475, 50 c.
— Limoges. Organ. admin. 79-20.
— Orléans. Enquête 411, 457 c.
— Paris. Obligat. 251. — Org. ad-
403-10 c. — Privil. et hypoth.
1572-20. — Vente publ. d'im.
2043-10.
— Rouen. Degré de jurid. 148-20
Faillite 1053. — Droit crim. 20
c.
— Trib. comm. de Marseille. Droit
marit. 1099.
— Cons. d'Etat. Compétence admin.
338 c.

Mars.

- 3 Cass. Cassation 637; Branch
nouv. 50; Disposit. entre vifs
1718-40 c., 1720; Privil. et
hypoth. 1001, 2071. — Con-
sultation 1713 c.; Obligat. 29-
30 c.; Contrat de mar. 164 c., 20-
c.; Faillite 701; Privil. et
hypoth. 2491 c.
— Besançon. Forêts 1283, 1284
c.
— Colmar. Compétence comm. 19
Contr. par corps 20-30; Peine
92-10.
— Metz. Obligat. 2530 c., 435-
20 c.
3 Loi. Compét. comm. 12; Peine
de jurid. 11; Lois const. 10
Organ. judic., p. 1507.
— Cass. Avocat 83. — Enreg. 2-
publ. 1238 c., Imp. de 10-10
617. — Patente 126, 28-50
376. — Trav. publ. 212, 216-50

Mars.

- 4 Cass. Dispos. entre vifs 2867-30, 2910 c. — Obligat. 1086-20 c.; Peine 606-20-30-40; Transaction 103-10 c., 137-40 c. — Trés. publ. 610 c.; Vente 1797.
- Besançon. Notaire 436.
- Bruxelles. Arbitre 840, 850 c., 852.
- Lyon. Arbitre 100, 452 c.
- Nancy. Forêts 1243, 1291.
- Nîmes. Exploit 416-20.
- Paris. Responsab. 490. — Société 879-20 c., 880.
- Rennes. Commune 2529 c.; Force majeure 32-20.
- 5 Cass. Commune 670 c., 943. — Forêts 319-20, 1269 c., 1271 c.; P. inc. 358-20 c. — Instr. crim. 2473-30.
- Amiens. Disposit. entre vifs 837, 971 c.
- Bourges. Vol 769.
- Limoges. Jugem. 222-40.
- Paris. Frais et dépens 149.
- 6 Cass. Cassation 390, 436 c.; Voiture 267. — Chasse 416; Forêts 419 c., 421 c. — Commune 1086 c., 1090, 1103-30 c.; Halles 72 c. — Voiture 267.
- Bourges. Compét. civ. trib. d'arr. 156 c.; Domicile élu 73-20.
- Grenoble. Banquier 34, 44 c.; Prêt à intérêts 236 c.
- Limoges. Dispos. entre vifs 4199, 4230-20 c.
- Montpellier. Nantiss. 275-20; Prêt 169 c.
- Nancy. Disposit. entre vifs 1193-20; Obligat. 4589-30; Prescriptions civ. 920. — Effets de comm. 902.
- Trib. de Tours. Enreg. 2972.
- Décis. Douanes 106.
- Délit. Enreg. 2839, 2830, 2831.
- 7 Bourges. Compét. comm. 426.
- Caen. Séparat. de corps 870.
- Lyon. Responsab. 201.
- Paris. Disposit. entre vifs 820, 1104 c. — Responsab. 546.
- Toulouse. Chose jugée 280 c.
- Lettre. Forêts 650.
- 8 Ord. Forêts 139.
- Amiens. Effets de comm. 459-70.
- 9 Cass. Deg. de jurid. 343 c., 249-20; Ordre 839 c., 852 c. — Douanes 82, 261 c. — Servitudes 417, 797 c., 1172-30 c.
- Décis. Douanes 127.
- Instr. Bois et charb. 67.
- 10 Cass. Demande nouv. 51. — Disposit. entre vifs 1510 c., 1559, 1595-20; Priv. et hypoth. 926; Transcript. hypoth. 468 c. — Expropriation publ. 55-20; Vente publ. de marchand. neuves 15-10, 22 c., 114 c.
- Aix. Minorité 238, 229 c.
- Bourges. Forêts 1796.
- Paris. Acquiescem. 828.
- Pau. Disposit. entre vifs 1637, 1654 c.; Obligat. 4616 c.
- Trib. de la Seine. Propriété littéraire 451.
- Trib. de paix de Paris. Portier 3.
- 11 Cass. Enreg. 4091, 4137 c., 3539-30. — Faux incid. 148 c., 206-30-40-50, 211 c.
- Agen. Culte 683-10.
- Amiens. Compét. comm. 401.
- 12 Cass. Culte 146 c., 270-10, 287 c., 306-10 c.
- C. G. belge. Droit civil 383.
- Amiens. Droit civil 88. — Obligat. 4667-20.
- Bordeaux. Adoption 240 c.; Minorité 714. — Avoué 137; Frais et dépens 142-40 c.; Usufruit 445 c., 446 c. — Vol 847, 876-10 c.
- Bourges. Arbitr. 1148, 1149 c.
- Bruxelles. Compét. comm. 102.
- Colmar. Acquiescem. 610 c.
- Douai. Compét. admin. 100, 165-50; Eaux 573-80.
- Paris. Responsabilité 250-40.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 173.
- Décis. Douanes 121.
- Délit. Enreg. 2829, 2830, 2831.

Mars.

- 13 Cass. Abus de confiance 76 c., 87 c., 185; Compét. crimin. 417 c.
- Angers. Arbitre 471.
- Colmar. Action 212.
- Guadeloupe. Cautionn. 334.
- Limoges. Obligat. 2506.
- Metz. Acquiescem. 631.
- Nîmes. Forêts 1569.
- Rouen. Disposit. entre vifs 3153. — Privil. et hypoth. 2352.
- Trib. corr. de Saint-Pol. Crimes contre les personnes 122.
- 14 Cass. Douanes 881-20 c., 915-20.
- Aix. Droit marit. 531.
- Bordeaux. Obligat. 3641 c. — Procès-verbal 789.
- Douai. Acquiescem. 78 c., 304; Jugement 13-30 c.; Témoin 368 c.
- Limoges. Exploit 67-20.
- Nancy. Contrat de mar. 3547.
- Orléans. Compét. civ. trib. d'arr. 218.
- Décis. Douanes 287; Office 91, 209.
- 16 Cass. Acquiescem. 323 c., 838; Jugement 72-20. — Action 394 c.; Vente 1343-20, 1354 c. — Arbitre 152 c., 481, 1275 c. — Enreg. 3684, 3432 c.
- Caen. Servitudes 564, 1205 c.
- Montpellier. Commune 2728, 2737 c.
- Paris. Louage 550-10 c., 20 c., 40 c.
- Décis. Douanes 461.
- Instr. Organ. milit. 254.
- 17 Ord. Avoué 28; Organ. instr. publ. 379, 380, p. 1363.
- Cass. Faillite 1162; Jugement 1033-10 c.; Vente publ. d'imm. 1953 c. — Eaux 362; Vente admin. 330 c. — Vente 1781-20 c., 1980.
- Bastia. Conclus. 24-30 c., 87-20 c.; Disposit. entre vifs 1960; Obligat. 4596 c.
- Dijon. Privil. et hypoth. 2699-80 c.
- Douai. Paternité 492-30, 567 c., 573 c.
- Paris. Référé 103 c.
- Rouen. Vente publ. de march. neuves 30.
- 18 Ord. Douanes, p. 613; Organ. colon., p. 1099.
- Cass. Action poss. 791. — Biens 124 c.; Privil. et hypoth. 359-20. — Contrat de mariage 126 c.; Mandat 87-40 c.; Mariage 853-10-20 c.
- Bordeaux. Force majeure 8-30 c., 35 c.; Mat. d'or et d'argent 167 c.; Procès-verbal 509-20.
- Douai. Privil. et hypoth. 1234-10, 1382, 1954.
- Grenoble. Société 1335-20-30.
- Limoges. Attentat aux mœurs 141.
- Montpellier. Vente 1768.
- Rouen. Degré de jurid. 201-10 c., 203-50.
- Trib. de Blois. Enreg. 8228.
- Trib. de Lons-le-Saulnier. Conf. 126.
- 19 Cass. Jugement 817-60.
- Caen. Vol 683.
- Montpellier. Ordre 98 c., 456, 1034-20.
- Paris. Assurances terrestres 428 c., 209 c., 311, 320 c., 247 c.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 413 c., 437 c.; Eaux 513-30.
- Compét. admin. 415 c.; Voirie par eau 331-10. — Concess. admin. 20 c., 46 c., 49 c.; Eaux 404-30. — Jugem. 904-50. — Patente 29-70, 57-10. — Trav. publ. 600.
- Avis. Voirie par terre 468, 475 c., 477 c.
- 20 Cass. Postes 51 c., 93-30, 96-10.
- Bordeaux. Bourse de comm. 198 c.; Contrat de mar. 1828; Office 77 c.
- Toulouse. Frais et dépens 849 c.; Success. 1751.
- Trib. de la Seine. Brevet d'invent. 93.
- Instr. Enreg. 4867.

Mars.

- 21 Cass. Complice 40 30, 128-20; Instr. crimin. 2628-20, 2763. — Forêts 423, 447 c. — Peine 528-10.
- Amiens. Dom. de la cour. 65 c.
- Angers. Degré de jurid. 218.
- Bordeaux. Association illicite 66; Association de secours mutuels 26 c., 27; Compét. admin. 15 c. — Disposit. entre vifs 1776.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 1424.
- Délit. Bois et charbons 118.
- 22 Loi. Monument 4-40.
- Ord. Organ. instr. publ., p. 1363.
- 23 Cass. Disposit. entre vifs 1360 c.; Enreg. 3841. — Disposit. entre vifs 1360 c.; Enreg. 3869. — Vice rédhibit. 264, 282-10.
- Aix. Mariage 762-40.
- Caen. Louage 126.
- 24 Ord. Organ. instr. publ. 409, p. 1363; Organ. milit., p. 1898.
- Cass. Arbitre 982 c., 1334; Cassation 1734 c. — Enreg. 2747. — Faillite 657 c., 687; Jugem. 983-50 c.
- Bourges. Bois et charbons 41; Mise en jugem. 121-20 c., 151-40 c. — Séparation de corps 116-40.
- Douai. Dom. de l'Etat 220; Voirie par terre 205-20 c.
- Paris. Bourse de comm. 380.
- Trib. de Marseille. Enreg. 2675.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 175.
- 25 Cass. Cassation 1718-150 c.; Chose jugée 85-20 c.; Emigré 329 c., 414-60 c.; Obligat. 2880-20; Propriété 339-10 c.; Success. 681, 764, 1694, 1762-10; Trésor publ. 1160. — Commune 437, 561 c.; Octroi 281 c., 290 c., 309 c. — Contrat de mar. 507 c., 1064 c.; Loi 411.
- Colmar. Liberté indiv. 56.
- Nîmes. Usage 596.
- Orléans. Faillite 157-30.
- Trib. de Caen. Servitudes 724.
- Règlement. Monument 37.
- 26 Cass. Instr. crim. 3043-20, 3286-40.
- Dijon. Privil. et hypoth. 1069-10, 2699-30 c.
- Douai. Avoué 118.
- Nancy. Arbitre 1179.
- Nîmes. Appel crimin. 210 c.; Impôts indir. 520.
- Paris. Faillite 81, 90 c. — Faillite 542-20 c.; Société 1361-40, 1362 c., 1432-10 c. — Société 1061.
- 27 Cass. Impôts indir. 110. — Instr. crim. 2251, 2736, 3205 c., 2897, 3034, 3382, 3601-10. — Octroi 359.
- Limoges. Demande nouvelle 80-20 c.; Dom. engagés 18-40 c.; Dom. privés 11, 13 c.; Vente 801 c.
- Toulouse. Contrat de mar. 2055, 4250 c.
- Trib. de Saint-Dié. Enreg. 731.
- 28 Ord. Organ. instr. publ. 409, p. 1363.
- Cass. Amnistie 100 c.; Forêts 1180, 1184 c. — Appel crimin. 302. — Commune 854. — Garde nat. 674-30. — Organ. colon. 701.
- Limoges. Minorité 665-20; Prescript. civ. 705 c., 784 c.
- Lyon. Notaire 62-20, 792 c.
- Paris. Mariage 631.
- Poitiers. Chose jugée 476.
- 80 Cass. Eaux 200; Expropriation publ. 827 c.; Voirie par eau 156 c. — Jugement 1031-10 c. — Obligat. 3643. — V. 1841.
- Bordeaux. Droit marit. 2282.
- Rouen. Saisie-arrest 399.
- Décis. Douanes 466.
- 81 Ord. Banque 165.
- Cass. Cassation 1624-40 c.; Dispositions entre vifs 2159 c., 2188. — Expert. 285-20. — Privil. et hypoth. 2237-10, 2239 c.

Mars.

- 31 Aix. Minorité 91.
- Bastia. Paternité 626 c., 636-40, 648-90 c., 651 c.
- Bourges. Louage 859 c.; Louage à cheptel 83.
- Lyon. Contrat de mar. 1462-40, 1463 c.
- Nancy. Vente 1118, 1410.
- Nîmes. Vente 1484-20, 1500-40 c., 1501-20 c.
- Avril.
- 1 Cass. Arbitre 203 c.; Faillite 1372-30; Règlement de juges 29 c. — Enreg. 3031 c., 3033; Louage emphyt. 4 c. — Enreg. 3031 c., 3033, 5438 c., 5139; Louage emphyt. 4 c., 7-50 c. — Prud'hommes 86-20.
- Bourges. Commune 2069; Propriété 124-70.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 1001. — Mines 350-20.
- Colmar. Forêts 1293.
- Paris. Contr. p. corps 330.
- Pau. Contrat de mar. 2480.
- Rennes. Discipl. 266-10 c.; Office 273-10, 275 c.
- Rouen. Contr. par corps 968. — Vente publ. de marchandises neuves 28-30.
- Toulouse. Appel civil 557; Contumace 76-20 c.; Vente publ. d'imm. 1478 c.
- Trib. de Fontainebleau. Substitut. 134.
- Trib. de Saint-Omer. Organ. milit. 359-10.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 291. — Expropriation publ. 745. — Trésor publ. 637.
- 2 Cass. Instr. crim. 1602-20, 2131, 2258-90, 3619. — Organ. milit. 864. — Postes 51 c., 91-20, 97 c., 98, 112, 114 c., 117, 118. — Témoin 446-60.
- C. G. belge. Mines 333, 463-40.
- Amiens. Crimes contre les personnes 100 c.; Substances vénéneuses 21; Tentative 65. — Obligat. 3367 c., 4591-30.
- Douai. Procès-verbal 365-40.
- Limoges. Ordre 1019-100.
- Lyon. Biens 233; Disposit. entre vifs 1034 c., 4586; Succession 230 c., 240.
- Nîmes. Vol 681.
- Paris. Loi 254-60.
- Rouen. Paternité 52.
- 3 Cass. Octroi 153, 223-30, 241-10 c., 366 c. — Sel 83, 110. — Témoin 807-70.
- Bordeaux. Abus de confiance 130; Degré de jurid. 678 c.
- Décis. Douanes 51.
- 4 Cass. Forêts 1493. — Impôts indir. 317. — Instr. crim. 619 c.; Liberté indiv. 44.
- Montpellier. Enquête 558.
- Nancy. Compét. civ. trib. de paix 197. — Louage 116-10.
- Paris. Obligat. 638-20, 5332-20 c. — Usage 595.
- Toulouse. Degré de jurid. 330; Faillite 198-10, 560-40 c., 1157 c.
- 5 Caen. Exploit 639-30; Frais et dép. 532; Responsab. 478 c. — Traité. V. 31 mai 1840.
- 6 Cass. Acquiescem. 862; Jugem. p. déf. 419 10 c., 421-10 c. — Avocat 137, 399 c. — Chose jugée 356-20; Frais et dépens 116-20 c.; Jugement 1049-10 c. — Compétence civ. trib. d'arr. 113, 139 c.
- Aix. Compét. comm. 507.
- Bourges. Commune 1463.
- Lyon. Louage 131, 365 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 2877; Mines 757 c.
- Décis. Douanes 106; Office 210.
- 7 Cass. Cassation 1819-60 c.; Obligat. 865-20; Usage 391-30 c., 451-10 c., 456-50 c., 571 c. — Dom. de l'Etat 157. — Enreg. 2108, 5410, 5589-30 c.
- Amiens. Compét. comm. 337.
- Bordeaux. Vente publ. d'imm. 107-10.

Avril.

- 7 Grenoble. Contrat de mar. 3809. — Contrat de mar. 1077-10, 4062-10; Success. 1952.
- Paris. Société 1060.
- Toulouse. Arbitre 1100, 1157 c., 1178 c. — Chose jugée 268 c.; Jugem. p. déf. 388-30 c., 426-40; Obligat. 1423 c.
- Décis. Douanes 113, 278.
- 8 Cass. Effets de comm. 54 c., 804. — Propriété 541, 512, 564 c., 572. — Société 16-2.
- Amiens. Contr. par corps 101.
- Angers. V. 16 mai 1840.
- Bourges. Servitudes 199.
- Bruxelles. Compét. civ. trib. d'arr. 52.
- Grenoble. Forêts 263.
- Lyon. Privil. et hypoth. 1629-20; Vente publ. d'imm. 1842 c.
- Montpellier. Vente 1439 c., 1480.
- Nîmes. Ordre 1050-10, 1054-10.
- Orléans. Vol 129-60.
- Paris. Presse-outrage 932-50 c.
- Riom. Compét. comm. 184.
- Trib. corr. de Saint-Omer. V. 9 avril.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 70-10, 296.
- 9 Cass. Défense 64; Instr. crim. 2940, 2946. — Faux 53. — Instr. crim. 2678-20.
- Bordeaux. Abus de confiance 209. — Contrat de mar. 334; Dispositions entre vifs 2100-30.
- Douai. Degré de jurid. 117-10.
- Limoges. Chose jugée 289; Degré de jurid. 252, 253-40.
- Lyon. Jeu 19-10.
- Montpellier. Acquiescem. 632; Obligat. 5288 c., 5290 c.
- Paris. Vente 1699.
- Rouen. Acte de comm. 342. — Vente 93.
- Trib. corr. de Saint-Omer. Crimes contre les personnes 122.
- 10 Ord. Organ. instr. publ., p. 1364.
- Cass. Garde nat. 466-30, 469-20. — Prêt à intérêts 230 c., 232.
- Bordeaux. Médecine 183.
- Douai. Appel civil 1189 c.; Vente 805, 1062.
- Gand. Jugement 613-50.
- Limoges. Ordre 1049-10-110.
- Pau. Vente 854.
- Avis. Culte 456.
- 11 Cass. Chasse 237 c., 486, 489. — Forêts 1303, 1305 c. — Instr. crim. 3759, 2816-10, 3712, 3721-40, 3723 c.; Témoin 465, 652-20; Témoin. faux 81-40.
- Bordeaux. Contrat de mar. 1812 c., 1847 c., 1851. — Désistement. 50.
- Lyon. Contrat de mar. 4047-20, 4068-10 c.
- Orléans. Louage admin. 22-60; Vente publ. d'imm. 210 c.
- Paris. Biens 230.
- Circ. Douanes 563.
- 12 Ord. Pension, p. 773.
- 13 Cass. Disposit. entre vifs 407. — Dom. engagés 123-40. — Enquête 558-30; Expert. 53 c., 102 c., 147 c., 159 c., 161; Jugement 978-100 c. — Privil. et hypoth. 401-20. — Success. 350.
- Bourges. Degré de jurid. 155-20-30. — Mandat 276-20.
- Nancy. Conciliat. 107-50; Mandat 265 c.
- 14 Arrêté. Forêts 176.
- Cass. Cassation 640 c., 917 c.; Expropriation publ. 276. — Chose jugée 284-30. — Expropriation publ. 122, 296. — Instr. crim. 2557. — Jugement par défaut 227-20. — V. 13 avril.
- C. G. belge. Faux 20, 53.
- Bordeaux. Acte de comm. 329; Exception. 151 c. — Faillite 296-10, 212 c. — Obligation 516-30.
- Paris. Degré de jurid. 339. — Propriété littér. 248.
- 15 Ord. Traité internat., p. 535, 582.

Avril.

- 15 Cass. Acquissem. 66 c., 367, 741 c.; Jugem. d'av. dire droit 13-20 c.; Obligat. 4748-30 c.; Us. ge 124, 191 c.; — Commune 2233-10. — Date 24 c.; Enreg. 2897-10, 4692 c.; Obligat. 3079 c., 3951 c.; Vente 613 c.; Enreg. 2747, 6034-40 c.; — Expropriat. publ. 454, 465-20 c., 487-60 c., 505-40 c., 519 c., 522-40 c., 549 c.
- Amsterdam. Avocat 344.
- Douai. Appel civil. 1185; Faillite 61, 120 c.
- Circ. Douanes 113.
- 16 Cass. Crimes contre les personn. 62-10 c.; Instr. crim. 2878; Témoin 153, 636-50. — Instr. crim. 805-20. — Témoin 647-30.
- 17 C. C. belge. Enreg. 5456, 5457 c.; Instr. civ. 21 c.
- 18 Ord. rgan. milit. p. 1898.
- Cass. Serment 106-10.
- Trib. d'Auxerre. Vice rédhibit. 329.
- 20 Cass. Jugement 978-20.
- Paris. Droit marit. 2069.
- Cons. d'Etat. Commune 1718. — Commune 1933, 2538 c.; Compét. admin. 466 c.; — Impôts directs 299-10. — Patente 220. — Trésor public 494-20. — Voirie par eau 278, 379; Voirie par terre 215.
- 21 Cass. Arbitre 537. — Brevet d'invent. 82. — Chose jugée 26-30; Faux incid. 85 c.; Contrat de mariage 3414; Jugement 1048-60 c.; Jugement 1014-90 c.; Responsabilité 134.
- Circ. Commune 202, 232 c., 235.
- 22 Arrêté. Forêts 1393.
- Cass. Chose jugée 146; Expert. 196 c., 291 c.; Servitudes 326-30. — Compét. admin. 369. — Enreg. 2898, 4692 c.; — Jugement. 1044-10 c.; Paternité 633-30; Transaction 73-30 c., 76-30 c.; Vente 1799-20, 1916-30 c.
- Paris. Contrat de mar. 2128.
- 23 Loi. Impôts indir. 573, p. 609.
- Cass. Cassation 767. — Témoin 670-20; Témoin. faux 77-10 c., 81-60.
- Toulouse. Vente publ. d'immeubles 1480-10.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 14-40 c.; Travaux publics 1152 c., 1154 c.; — Conflit 30 c., 96, 100, 103. — Conflit 79-40, 103. — Impôts indir. 261-20, 262-30. — Marché de fourn. 42-140. — Patente 295, 345. — Travaux publics 514.
- 24 Ord. Banque 165.
- Cass. Contravent. 78 c.; Domm. destr. 133. — Crimes contre les personnes 62-10 c., V. 14 avril; Instr. crim. 2008, 2022, 2253, 3602; Témoin 827-40. — Instr. crim. 2182-40 c., 2825-30. — Organ. judic. 695-20.
- Circ. Douanes 731.
- Delib. Enreg. 2797.
- 25 Cass. Procès-verbal 168 c., 169.
- Règlém. admin. 108. — Vol 683.
- Circ. Commune 332 c., 344 c., 346 c., 247 c.; Organ. admin. 863.
- 27 Ord. Amnistie. p. 518.
- Cass. Cassation 1889-70; Prescription civile 104 c.; Vente 785 c., 764 c., 768-20, 782 c.; — Degré de jurid. 500-40. — Enquête 628, 629 c.; Jugement 970-70. — Enreg. 1683.
- Arrêté. Mines 416-60.
- Cass. Appel civ. 1167 c.; Success. 1545. — Chose jugée 12-70; Usage 681 c.; — Chose jugée 244. — Dispos. entre vifs 712.
- Aix. Faillite 812 c.
- Bordeaux. Assurances terrestres 183.
- Orléans. Chasse 503 a., 509 c., 512.
- Paris. Presse-outr. 1454.
- Circ. Forêts 1000.

Avril.

- 28 Cass. Commune 2092 c., 2094. — Obligat. 5538. — Success. 792 c., 1461, 2135-20.
- 29 Cass. Jugement 954-150, 972-70; Prêt à intérêts 108.
- Bordeaux. Obligat. 1773-20.
- Colmar. Prescript. crim. 122 c., 179.
- Paris. V. 27 avril.
- Pau. Servitudes 1107-20.
- 30 Cass. Jugement 1061-60; Procès-verbal 174. — Voirie par terre 2099-30.
- Angers. Privil. et hypoth. 2134 c.; Surendère 43.
- Bordeaux. Comm. 83. — Contrat de mar. 1459 c., 1461-40. — Ordre 1218 c.; Privil. et hypoth. 1120.
- Bourges. Poine 338.
- Colmar. Travaux publics 1146-10 c., 1167-50.
- Paris. Arbitre 997; Contr. par corps 533 c.; — Référé 211.
- Pau. Exploit 499.
- Cons. d'Etat. Commune 1661, 1709 c.

Mai.

- 1 Arrêté. Mines 83.
- 2 Cass. Faillite 1483, 1491 c.; Témoin 586-10 c.; — Instr. crim. 506. — Témoin 368-30 c.
- Toulouse. Comm. 212. — Exploit 23-20.
- 4 Cass. Commune 1559. — Notaire 411-10.
- Nancy. Success. 2218-20 c.
- Nîmes. Tierce-opposit. 336.
- Paris. Dispos. entre vifs 450.
- Rouen. Servitudes 113.
- 5 Cass. Degré de jurid. 181-20, 186-30 c.; — Enreg. 976, 4944. — Privil. et hypoth., V. 6 mai.
- Aix. Acte de comm. 251; Arbitre 454 c.; Compétence comm. 93; Office 190 c.
- Amiens. Mandat 129-40.
- Bordeaux. Faillite 852.
- Bruxelles. Compétence civ. trib. d'arr. 160-30 c.
- Douai. Société 844. — Voirie par eau 152.
- 6 Loi. Armes 29.
- Cass. Contrat de mar. 2388 c.; Enreg. 5969. — Enreg. 6034-80 c.; Transcript. hypoth. 714 c.; — Faillite 1169 c.; Surendère 417 c.; Transaction 19. — Organ. colon. 967 c.; — Privil. et hypoth. 2204, 2523-10-30.
- Riom. Biens 251; Loi 319 c.
- 7 Ord. Mines 751.
- Cass. Commune 1094. — Frais et dép. 976-90 c.; Procès-verbal 8 c.; Voirie p. terre 1907 c.; — Garde champêtre 23.
- Toulouse. Vente 2057-80.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3657.
- 8 Cass. Compétence 48 c.; Conflit 213-20.
- Bourges. Degré de jurid. 168-40.
- Nancy. Vente 1710.
- Pau. Cautionnem. 117.
- Rouen. Minorité 393. — Pêche fluv. 27.
- Décis. Douanes 438.
- 9 Cass. Contravent. 238 c., 499.
- Nancy. Priv. et hypoth. 2114-40.
- Rouen. Contrat de mar. 4179.
- Toulouse. Success. 1121-10.
- Circ. Forêts 1005.
- Décis. Office 193.
- 10 Cass. Obligat. 4624-10 c.
- Décis. Notaire 131, 133.
- 11 Arrêté. Mines 416-60.
- Cass. Appel civ. 1167 c.; Success. 1545. — Chose jugée 12-70; Usage 681 c.; — Chose jugée 244. — Dispos. entre vifs 712.
- Aix. Faillite 812 c.
- Bordeaux. Assurances terrestres 183.
- Orléans. Chasse 503 a., 509 c., 512.
- Paris. Presse-outr. 1454.
- Circ. Forêts 1000.

Mai.

- 12 Cass. Acquissem. 359; Cassation 326 c.; Contrat de mar. 3823 c., 3859, 3870, 4002-10 c., 4037-10 c., 4061-10 c., 4076 c.; Propriété 325 c.; — Servitudes 193-10-20.
- Bordeaux. Office 198.
- Caen. Vente 568-20.
- Trib. de Mons. Mines 391-20-40.
- Cons. d'Etat. Commune 1642, 1668, 1701, 1759.
- Circ. Forêts 2019.
- Décis. Douanes 388.
- Solut. Forêts 1135.
- 13 Cass. Avocat 53 c.; Défense 209.
- Cassation 1103; Faux incid. 39-20 c., 84 c.; Jugem. 41-10 c.
- Cassation 1653-180. — Faillite 858. — Commune 2223-30. — Enreg. 5493, 5563 c.; — Organ. colon. 929. — Servitudes 1074. — Vente publ. de marchandises neuves 28-30.
- Bordeaux. Octroi 405. — Peine 162-10 c.
- Douai. Except. 218 c.
- Limoges. Commune 1483 c.; Servitudes 174-20.
- Lyon. Fonctionnaires publ. 145; Presse-outr. 756 c.
- Nancy. Imp. indir. 166-50, 242.
- 14 Cass. Chose jugée 477. — Exploit 22-30 c.; Instr. crim. 1699-30; Responsab. 476. — Instr. crim. 3329-20, 3348-10, 3180. — Organ. judic. 668.
- Aix. Avocat 88.
- Nîmes. Forêts 1737, 1995 c.
- Paris. Référé 203 c.
- Trib. de Rouen. Forêts 1156.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5300.
- 15 Cass. Impôts indir. 870.
- Bruxelles. Denonciat. calomn. 35.
- Limoges. Prescript. civ. 513.
- Paris. Degré de jurid. 876.
- Décis. Douanes 647.
- Delib. Enreg. 2797.
- 16 Cass. Contr. p. corps 693; Instr. crim. 3181-20. — Crimes contre les personnes 20-20 c.; Instr. crim. 2533-10, 2912. — Forêts 1257 c., 1258, 1307, 1308.
- Angers. Séparat. de corps 298-20, 303 c.
- Caen. Eau 50 c., 152 c., 553 c., 554-10.
- Limoges. Compét. comm. 871; Loi 354-50; Privil. et hypoth. 384.
- Paris. Référé 137 c.
- Toulouse. Vente publ. d'immeub. 1701.
- 18 Loi. Organ. colon. 917.
- Cass. Enquête 274, 285-10 c., 417 c.; — Obligation 4623 c., 4773.
- Limoges. Ordre 716-30, 915-30.
- Instr. Organ. milit. 235, 240, 243, 249, 250, 251, 259, 261, 262, 267, 278, 279, 380, 319.
- 19 Cass. Contrat de mariage 126 c., 1300 c.; Mandat 87-40. — Paternité 217 c., 221.
- Limoges. Compét. comm. 422. — Minorité 512.
- Lyon. Obligat. 2988-40.
- Nîmes. Organ. admin. 628.
- Paris. Droit marit. 2036.
- Rouen. Contrat de mar. 4022 c., 4027 c., 4048-10.
- 20 Ord. Prud'hommes. p. 535.
- Cass. Appel civil 396 c.; Cassation 1647 c.; Conciliation 163; Exploit 585-10 c.; — Cassation 1484 c.; Jugement 1048-70 c.; Obligat. 4627 c.; Preuve 69-10. — Contrat de mar. 1184. — Jugement 286, 1032-10; Mandat 425-20 c.; Nantissement 271 c.; Jugem. 953-20 c., 1001-120 c.; Nantissement 271 c.; Mandat 425-20 c.; — Usage 435-10.
- Aix. Jugement p. def. 324-60. — Saïste-arret 157.
- Caen. Obligat. 4848.
- Colmar. Servitudes 1248.
- Paris. Référé 223 c.
- 21 Cass. Condamnat. 4, 8; Jugement 768-40; Peine 82-20. — Garde nat. 169-10. — Organ. colon. 671. — Serment 64-10.

Mai.

- 21 Amiens. Chose jugée 374-80. — Limoges. Minorité 665-10.
- Paris. Duel 110, 121, 124 c. — Effets de comm. 457.
- Cons. d'Etat. Compétence admin. 50 c.; — Imp. dir. 189, 197-10.
- Patente 288. — Vente admin. 51. — Voirie p. terre 730.
- 22 Cass. Cassation 108 c., 1263.
- Faux incid. 298; Procès-verbal 212 c.; — Forêts 932.
- Agen. Commune 2383 c.; Vente 316-30.
- Bordeaux. Appel civil 407; Degré de jurid. 565 c.; Jugem. 163-10. — Caution. 98, 102 c., 106 c.
- Gand. Acte de l'état civil 152.
- Rouen. Degré de jurid. 456. — Servitudes 920-20.
- Cons. d'Etat. Conflit 71, 72, 79-10 c.; Conflit 105; Eaux 560-30. — Impôts dir. 73, 458-30. — Vente admin. 224.
- 23 Cass. Commune 1127-20. — Enreg. 4873, 4974-20 c.; — Poids et mesures 126-50. — Quest. préjudic. 173-20.
- Bordeaux. Dispos. entre vifs 3844; Louage 100 c.; Minorité 476 c.
- Bourges. Obligation 3248-80, 4591-40.
- Caen. Trav. publ. 1240.
- Paris. Théâtre 50.
- Pau. Prescript. civ. 791-20.
- Rouen. Contrat de mar. 4312-20. — Droit marit. 1268. — Faillite 1473.
- 24 Ord. Organ. colon. p. 1099; Organ. marit. p. 1688.
- 25 Cass. Cassation 1910-80; Contr. de mar. 3702. — Chose jugée 353-30; Usage 456-60 c.; Chose jugée 356; Frais et dép. 115 c.; — Propriété 124-80. — Success. 594-30.
- Aix. Success. 2291.
- Caen. Degré de jurid. 284-10.
- Lyon. Exploit 22-10 c.; Vente publ. d'imm. 1617-20.
- Nîmes. Vente 2004 c.
- Paris. Théâtre 346.
- C. d'ass. de la Seine. Instr. crim. 1436.
- Règlém. Monument 37; Travaux publ. 189, 189, 186.
- 26 Ord. Organ. colon. 917.
- Cass. Chose jugée 147. — Conclus. 22-10; Quest. préjudic. 138 c.; — Exprop. publ. 399, 599-10 c., 20 c., 628-30 c., 639-10, 676 c.; — Vente publ. d'imm. 1458-60.
- Caen. Chose jugée 309 c.; Compétence comm. 401; Contr. p. corps 81 c.
- Colmar. Faillite 603-20, 727 c., 735 c., 1367 c.
- Paris. Compét. admin. 174-30. — Mariage 891-30.
- Rouen. Droit marit. 286 c., 1464.
- Trib. de Dole. Pêche fluv. 18.
- 27 Cass. Cassation 1852; Chose jugée 205; Jugem. p. def. 381-50, 410-20. — Chose jugée 359-40 c.; Faux incid. 78, 82-80 c.; Obligat. 3147 c.; — Jugement 285 c., 296-10-30 c.
- Amiens. Société 402.
- Caen. Contrat de mariage 1447, 1466 c.
- Douai. Postes 69-40, 121-20 c.; Privil. et hypoth. 1980.
- Lyon. Responsab. 564. — Vente publ. d'imm. 1451-10 c.
- Nîmes. Obligat. 3880-10 c., 3885-50, 3947 c.
- Paris. Brevet d'invention 186. — Dépôt 124; Faillite 821-30. — Duel 110, 121, 126. — Vente publ. d'imm. 1521.
- Rouen. Distrib. p. contrib. 22 c., 72.
- 28 Trib. de Meaux. Poids et mesures 174.
- Cons. d'Etat. Amnistie 84. — Impôts dir. 458-50; Patente 363-10. — Patente 104-70.
- 29 Cass. Boulanger 70; Compétence crim. 825 c.; Industrie 426-30 c.

Mai.

- 29 Cass. Commune 690-40. — Contrainte par corps 693. — Instr. crim. 2176-30, 2226, 2265-20; Serment 111-10; Témoin 641-10. — Instr. crim. 2897. — Témoin 507-30. — V. 20 mai.
- Bordeaux. Office 358; Saisie-arrest 57, 61, 69-30 c.; Société 179.
- Bourges. Degré de jurid. 56, 218.
- Bruxelles. Compét. comm. 414-20.
- Nancy. Contr. par corps 746 c., 921 c., 922 c., 927, 993-20 c., 997 c., 1021 c.; Demande aout. 30 c., 177-10 c.
- Nîmes. Dispos. entre vifs 2468.
- Orléans. Acquissem. 339 c.; Faillite 75, 110, 1362-40.
- 30 Cass. Commune 861, 1163-30. — Contravent. 35; Hospices 118 c.; Peine 810 c.; — Responsab. 505-70.
- Bordeaux. Compét. civ. tribunal d'arr. 174 c.; Compte 191-20 c.; Minorité 451.
- Rouen. Comm. 32 c.; — Faillite 1247-30. — Privil. et hypoth. 652.
- Trib. des Sables-d'Olonne. Presse outrage 1063-10 c.
- 31 Ord. Commune 163; Secours publics, p. 777; Traité intern., p. 355; Trésor public, p. 1178.
- Jun.
- 1 Cass. Faillite 310-10-20. — Forêts 1447; Loi 348-30 c.; Obligat. 3239-10 c.; Responsab. 304 c., 812-10 c., 389.
- Bastia. Dispositions entre vifs 2170-30.
- Montpellier. Commune 1635; Jugement par défaut 227-130 c.
- Nancy. Avocat 269; Honoraires 4 c.; Vente 2011 c.
- Paris. Vente publique de récoltes 9-50.
- Rouen. Action 294 c.; Vente 1292 c., 1339, 1342-50 c.
- Cons. d'Etat. Conflit 62.
- Circ. Forêts 1393.
- 2 Cass. Commune 1377, 2142; Jugement 974-60, 978-10. — Chose jugée 597-20; Faillite 770 c.; Obligat. 4623-30 c., 4624-30 c.; — Organ. judic. 369, 399 c.; — Paternité 61. — Travaux publics 1147, 1315 c.
- Aix. Obligat. 2866-20 c.; Success. 618 c., 621 60.
- Bordeaux. Office 73, 368 c.
- Bourges. Mines 639.
- Bruxelles. Faillite 1471.
- Caen. Responsabilité 580-10.
- Douai. Dispos. entre vifs 1683-40, 1693 c.
- Nancy. Degré de jurid. 225-40.
- Riou. Contrat de mar. 3544.
- Rouen. Compte 44-10; Jugement 579-10 c.; Procédure 10.
- Trib. comm. de la Seine. Théâtre 225-10.
- 3 Cass. Cassation 1107 c.; — Cassation 1609-120 c.; Success. 2279-10. — Commune 2111, 2128 c., 2152 c., 2160 c.; — Compét. admin. 103-100; Travaux publics 1140 c.; Trésor public 571; Voirie par eau 560 c.
- Aix. Acquissem. 456.
- Bastia. Obligat. 4494.
- Bordeaux. Dispos. entre vifs 1528.
- Bourges. Louage 186 c., 258 c.; Vice rédhibit. 66 c., 71, 155 c., 160 c.
- Poitiers. Vente 355-70.
- Trib. comm. de la Seine. Arbitre 188. — Obligat. 2452-40 c.; Société 904, 907.
- Cons. d'Etat. Trésor publ. 1151.
- 4 Cass. Instr. crim. 1680-50, 1990-20, 2537-20, 2552, 2820, 2966; Témoin 91-40. — Instr. crim. 2160-10. — Témoin 344; V. septembre.
- Bourges. Caisse 385.
- Grenoble. Contrat de mar. 2076.

Juin.

- 4 Limoges. Adoption 180. — Obligation. 4669-10 c. 4876-40; Responsabilité 388 c.
- Nancy. Faillite 388-10, 808.
- Rouen. Compét. comm. 399.
- Trib. de la Seine. Biens 21; Enreg. 2893-10.
- Cons. d'Etat. Disposit. entre vifs 425 c. 1501.
- 5 Colmar. Compét. admin. 383 c.; Travaux publics 1283 c., 1285-10, 1287-10 c.
- Paris. Degré de jurid. 517; Demande nouvelle 137-30 c.
- Rouen. Loi 354-60 c.
- Toulouse. Obligation. 3988 c.; Saisie-arrest 336-30. — Obligation 4648 c.
- Trib. de la Seine. Théâtre 300.
- 6 Loi. Pêche fluviale. p. 453; Trésor public 316, 517 s., p. 1179.
- Caen. Contrainte par corps 693. — Forêts 1618. — Jugement 104-20; Vol 930-50. — Pelas 448-10. — Presse-outrage 268-70.
- Amiens. Disposit. entre vifs 1295-40, 1718-40 c.
- Bordeaux. Rente viagère 121 c., 130-20.
- Bourges. Banquier 470 c.; Compteur courant 130; Degré de jurid. 96, 184-10.
- Colmar. Jugement 486 c., 559-130 c., 140.
- Trib. de la Seine. Frais et dépens 962-10 c., 30 c., 40 c., 60 c.
- 7 Loi. Organ. admin. 356-30.
- 9 Aix. Droit marit. 1189.
- Caen. Manufact. 196.
- Lyon. Arbitre 451.
- Poitiers. Vente 353-70.
- Riom. Avoué 91 c.; Demande nouvelle 286 c.; Frais et dépens 946 c., 983-10-20; Prescript. civ. 71 c., 1022 c., 1035 c.
- 10 Décret. Voirie par eau 740-80.
- Ord. Forêts 129; Organ. instr. publ. p. 1364.
- Bastia. Disposit. entre vifs 171, 172 c.; Tierce-opposit. 146-60.
- Bordeaux. Success. 641 c., 646.
- Grenoble. Forêts 503-40 c.
- Limoges. Prescript. civ. 334.
- Nîmes. Acte de comm. 186.
- Travaux publics 1146-10, 1191-10 c. — Voirie par chemin de fer 145-10 c.
- Riom. Loterie 37.
- Circ. Commune 214.
- 11 Cass. Faux 174-50 c., 278 c., 399-30. — Forêts 344; Contravent. 50 c. — Garde nation. 443-10. — Instr. crim. 3319-20, 3713. — Médecine 25 c., 57.
- Aix. Prud'hommes 86-70.
- Nancy. Faillite 321-20.
- Nîmes. Organ. milit. 282-10.
- Orléans. Culte 370-10, 386-10 c. — Degré de jurid. 95 c., 284-60.
- 12 Cass. Forêts 1181; Procès-verbal 687-40 c. — Forêts 1557 c., 1832, 1856 c. — Forêts 1616. — Procès-verbal 687-40 c.
- Aix. Disposit. entre vifs 2747.
- Nancy. Louage 470, 744, 761-30.
- Rennes. Commission. 147.
- Trib. de Grenoble. Forêts 1313.
- 13 Cass. Forêts 435 c., 730. — Jugement 824-90.
- Bruxelles. Droit civil 350-10 c.; Effets de comm. 893.
- Rouen. Usufruit 415-30.
- 14 Ord. Banque 173.
- Limoges. Adoption 116 c.
- Trib. de Laval. Disposit. entre vifs 25 0.
- 15 Cass. Conclusions 41; Droit rural 40 c., 43 c. — Bureg. 5969.
- Aix. Droit marit. 2227; Jugement 499 c.
- Bourges. Postes 67-80, 117 c. — Prescript. civ. 677 c., 1086.
- Rouen. Acte de comm. 247.
- 16 Cass. Arbitre 866 c., 1197, 1198 c.; Droit civil 428 c. — Propriété 483. — Vente 802-30, 2038-30 c.
- Aix. Droit marit. 1912, 1913 c.

Juin.

- 16 Bastia. Paternité 250-20; Société 271 c.
- Bordeaux. V. 10 juin.
- Limoges. Emigré 127-40.
- Montpellier. Vente 2056-40.
- Pau. Obligation. 581-10 c.; Vente publ. d'imm. 2227.
- 17 Loi. Impôts directs. p. 272; Sel, p. 862; Trésor public, p. 1179.
- Cass. Arbitre 189 c., 832 c., 1274 c., 1326, 1332 c. — Office 151.
- Nancy. Forêts 836, 838.
- Orléans. Acte de comm. 406.
- Toulouse. Degré de jurid. 157-50.
- Circ. Douanes 1036; Impôts dir. 363.
- Instr. Commune 483; Déchéance 8; Hospices 107, 178, 186, 248, 250, 254, 255, 256, 258, 306, 308, 309, 310, 322, 338, 340 s., 370 s., 398 s., 470; Serours publics, p. 577; Serment 81 c.; Timbre 67; Trésor public 877.
- 18 Cass. Attentat aux mœurs 141.
- Aix. Privil. et hypoth. 1871-40.
- Bordeaux. Servitudes 835-50.
- Bourges. Postes 117.
- Limoges. Paternité 86.
- Montpellier. Contrat de mariage 3104; Jugement 107-30.
- Nîmes. Contrat de mar. 356-10 c., 786.
- Paris. Degré de jurid. 232, 253-40 c. — Enquête 147. — Propriété littéraire 129-20, 130 c.
- Rouen. Organ. milit. 401-20, 417-30 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 2893-10-30.
- 19 Ord. Conflit 12; Conseil d'Etat, p. 192; Présence, p. 379.
- Cass. Commune 1127-30; Contravent. 57 c.; Peine 273 c. — Contrainte par corps 693. — Faux 164, 176-30 c., 413-10 c.; Instr. crim. 1123 c. — Forêts 1335. — Forêts 516-70 c., 1180, 1196 c. — Instr. crim. 2897.
- Amiens. Dispositions entre vifs 3599.
- Bourges. Mat. somm. 54.
- Grenoble. Marais 76-30.
- Lyon. Intervent. 77 c.; Surenchère 285, 287, 287.
- Montpellier. Vente publ. d'imm. 1617-40.
- 20 Cass. Instr. crim. 2518-20 c., 2692, 2716-40-50; Presse-outrage 1037, 1392-50 c.
- Bordeaux. Obligation. 4273.
- Bruxelles. Exploit 347-20.
- Limoges. Vente publ. d'immeub. 1478, 1483 c., 1518-30 c.
- Paris. Acte de comm. 173 c., 404. — Compét. admin. 183-50; Eaux 568-10 c.
- 21 Instr. Forêts 177.
- 22 Cass. Acquiescem. 363; Expropriat. publ. 524, 661 c., 677 c. — Procès-verbal 350.
- Bordeaux. Vente publ. d'imm. 289, 866-30, 1250-30 c.
- Colmar. Enquête 559.
- Limoges. Success. 663.
- Paris. Industrie 361-10 c., 365-20.
- Trib. comm. de la Seine. Société 1366-10.
- 23 Cass. Commune 1579-80. — Expropriation publ. 455-10. — Expropriation publ. 522-30 c., 526; Voirie par terre 514 c. — Organ. judic. 248-20. — Prescript. civ. 262.
- Bordeaux. Dépôt 223-20, 246 c.; Vente publ. d'immeubles 774, 1837 c.
- Paris. Obligation. 3146 c., 3147.
- Toulouse. Exploit 65-30; Servitudes 223-40.
- Delib. Enreg. 3866.
- 24 Ord. Traité internat., p. 536, 589.
- Cass. Biens 240; Cassation 1607-90 c. — Cassation 1619-70 c.; Usage 455-20, 585-10 c., 592 c., 602 c. — Douanes 365, 379 c., 384-20, 966-30. — Enregistr. 2112; Prêt à intérêts 116 c.; Faux incid. 39-30 c., 48 c., 85-60. — Impôts 50 c.; Octroi 24.

Juin.

- 24 Metz. Forêts 1154.
- Nancy. Attentat aux mœurs 181.
- Rennes. Success. 939.
- Toulouse. Appel civil 695 c.
- Trib. de Blois. Enreg. 5253.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 93-60. — Commune 1688. — Impôts directs 70-20, 215-20. — Patente 47-50, 53-20-40, 144-20. — Travaux publics 1120, 1275-90 c.
- Décis. Douanes 353.
- 25 Ord. Organ. instr. publ., p. 1364.
- Cass. Armes 83, 84 c. — Contrat de mar. 4247, 4349 c.; Dispositions entre vifs 530 c., 533 c., 550 c., 3013 c. — Faux 119, 234 c.; Instr. crim. 1758 c., 1864-10, 2002, 2008-50 c., 3683, 3651. — Instr. par écrit 57; Jugement 61-20.
- C. G. belge. Acquiescem. 151; Caution. 49; Compét. comm. 229; Effets de comm. 223 c., 228. — Culte 654.
- Bruxelles. Acquiescem. 384.
- Caen. Expert. 244-20.
- Paris. Vente publ. de récoltes 9-80.
- Pau. Expert. 218-20.
- Circ. Aliéné 174.
- Delib. Avocat 537.
- 26 Cass. Classe 476 c.; Prescript. crim. 110 c., 111 c., 132.
- Bordeaux. Obligation. 3956 c.; Vente 1791-30.
- Orléans. Appel civil 609.
- Paris. Instr. crim. 446-40. — Privil. et hypoth. 1737, 2718 c. — Théâtre 289.
- 27 Cass. Abus de confiance 192 c.; Dépôt 130. — Compét. crim. 422 c.; Exception 583 c.; Forêts 1370.
- Bruxelles. Demande nonv. 117-40.
- Limoges. Contr. de mar. 3999-30.
- Orléans. V. au 17 juin.
- Paris. Théâtre 325.
- Trib. de Vendôme. Enreg. 3620, 5254.
- 28 Paris. Propriété littéraire 178-20.
- 29 Cass. Enreg. 2730. — Huissier 114. — Récusation 56-20.
- Bruxelles. Instr. crim. 448-30, 634-30.
- Caen. Compét. civ. trib. d'arrond. 108; Success. 2398 c.
- Rennes. Séparat. de corps 92-20.
- 30 Loi. Banque 91.
- Cass. Contrat de mar. 2251 c., 3923-10; Normandie 72 c.; Propriété 365-10 c.
- Limoges. Contrat de mar. 1419.
- Montpellier. Exception 194.
- Paris. Tentative 67.
- Rouen. Acte de comm. 314; Mines 275 c.
- Toulouse. Cassation 2177; Subst. 203-80. — Privil. et hypoth. 1114.

Juillet.

- 1 Cass. Droit rural 69-20. — Enreg. 4704, 4786 c., 5703, 5776 c. — Surenchère 167.
- Douai. Degr. de jurid. 448-130; Propriété 342.
- Limoges. Disposit. entre vifs 180-40, 4513 c.; Echange 33 c.
- Lyon. Jugem. 82-30; Usufruit 327.
- Montpellier. Interdict. 126-10, 260-30-40, 292-30 c., 296, 298 c.; Loi 241 c., 243-30 c.
- Nancy. Procès-verbal 724.
- Paris. Chasse 486.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 413 c.; Eaux 346-30 c., 478-170 c. — Eaux 243; Travaux publ. 1056 c., 1078 c. — Impôts dir. 54, 56, 184, 186, 278-20. — Patente 47-60, 249-20, 251-10, 338-50. — Procès-verbal 766. — Trav. publ. 737 c., 791. — Voirie par terre 730-10, 1473-10 c., 1526-40 c., 1530, 1762-20 c.

Juillet.

- 1 Circ. Commune 328 c., 633 c., 661, 669 c., 1665; Reglem. administr. 69 c., 133 c., 140 c., 143 c.
- Delib. Agrée 42.
- 2 Cass. Contrat de mariage 2703, 2706 c., 3130 c.; Ordre 246 c. — Garde nation. 393-30, 435. — Servitudes 1107-10; Voirie par terre 1356-60. — Sucre 25.
- Bordeaux. Bourse de comm. 198 c.; Contrat de mar. 633.
- Douai. Conciliat. 71.
- Grenoble. Prescript. civ. 204; Vente 1050-60 c.
- Limoges. Arbitre 1182. — Mandat 130-110.
- Montpellier. Privil. et hypoth. 2203.
- Nancy. Usage 471-30.
- Nîmes. Forêts 1329 c., 1514 c., 1529.
- Paris. Faillite 960.
- Pau. Privil. et hypoth. 1810-40; Vente publ. d'immeubles 446-30 c. — Requête civ. 10, 40 c., 159 c., 171; Tierce-opposit. 108 c.
- Rouen. Séparat. de corps 378, 381-10.
- Circ. Douanes 719.
- 3 Loi. Sucre 6.
- Arrêt. Voiture 204.
- Cass. Chasse 362; Forêts 403 c. — Procès-verbal 9-80.
- C. G. belge. Instr. crim. 239.
- Douai. Exploit 359-60; Surenchère 333 c., 339 c.
- Riom. Paternité 81 c., 478.
- Toulouse. Ordre 108 c.
- Circ. Cassation 1775 c.; Presse-outrage 268-50, 271 c., 273 c.
- 4 Cass. Crimes contre les personnes 248-30.
- Besançon. Servitudes 213 c.
- Bourges. Jugem. par défaut 35-10, 406-10.
- Paris. Exploit 65-10.
- Toulouse. Substitut. 105-40 c., 158-40.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 338 c., 339 c.; Dom. de l'Etat 655-60.
- 6 Loi. Trés. publ., p. 1179.
- Cass. Arbitre 1081; Jugement 163-190.
- Bourges. Enquête 316-50, 379-30.
- Limoges. Louage à colon. perpét. 3, 28.
- Nîmes. Frais et dépens 285; Mat. somm. 77 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 2817.
- Toulouse. Dispositions entre vifs 844.
- 7 Cass. Contrat de mar. 3552. — Culte 485. — Enquête 584 c. — Enreg. 8868. — Obligation 4769-10.
- Caen. Peremption 206.
- Douai. Arbitre 537, 538.
- Paris. Faillite 744.
- Trib. de Strasbourg. Enregistr. 2898-10-30.
- Circ. Droits polit. 518 c.
- 8 Cass. Acquiescement 362 c.; Compte 125-20; Jugement 58-40 c.; Jugement d'avant dire droit 62-20 c. — Droit civil 261-20. — Privil. et hypoth. 459-30, 1516, 2358-20.
- Aix. Droit civil 174-10.
- Amiens. Biens 233.
- Angers. Dispositions entre vifs 824-30.
- Bordeaux. Droit marit. 2085, 2090.
- Dijon. Forêts 1257.
- Lyon. Arbitre 191.
- Paris. Compét. comm. 176; Nantissement. 181-10 c.
- Cons. d'Etat. Commune 1520, 1648. — Compét. administr. 337 c., 459 c. — Conflit 49 c., 224-10. — Marché de fourn. 129-129-20. — Organ. administr. 569-20. — Patente 53-50. — Travaux publ. 731. — Voirie par eau 229, 240, 241; Voirie par terre 216.

Juillet.

- 9 Cass. Cassation 1109 c.; Désistement. 237. — Chose jugée 188-10; Effets de comm. 221. — Commune 187; Compét. civile tribun. d'arrond. 23 c. — Disposit. entre vifs 4552. — Faux 368. — Forfait. 34; Vol 182-20 c. — Instr. crim. 3054 c., 3117-40. — Ministère publ. 313.
- Caen. Contrat de mariage 3230, 3445, 3548 c.
- Grenoble. Appel civ. 1010.
- Paris. Effets de comm. 110.
- Rennes. Prescript. civ. 764 c., 770.
- 10 Ord. Pension, p. 773.
- Cass. Compétence crim. 246; Presse-outrage 822-30 c., 1381-80.
- Colmar. Séparat. de corps 372.
- Grenoble. Dispositions entre vifs 2745-10.
- 11 Cass. Cassation 374, 846 c., 2207 c.; Garde nation. 577. — Vente de substances falsifiées 95. — V. 21 juillet.
- Amiens. Obligation. 5460. — Organ. milit. 403-30 c.
- Bourges. Avoué 246 c.; Huissier 54. — Degré de jurid. 304.
- Liège. Exempt. 284 c.
- Lyon. Exploit 484-20.
- Paris. Compét. comm. 147.
- Rouen. Compte cour. 46-30, 576; Effets de comm. 425 c.
- 12 Parlement de Toulouse. Requête civ. 150.
- 13 Cass. Enreg. 3587, 3598 c.; Industrie 317 c., 378 c.; Société 184 c.
- Montpellier. Organ. judic. 418.
- Rennes. Obligation. 563-40; Office 285 c.
- 14 Ord. Monument 3-40.
- Cass. Banquier 32 c., 89, 40 c., 46 c. — Cassation 1824-30 c.; Notaire 57. — Cassation 1829-80 c.; Domicile élu 104-30; Exploit 365 c., 487 c.; Succession 539. — Imp. indir. 473; Instr. p. écrit 17. — Mines 57. — Propriété féod. 83-60.
- Bourges. Frais et dép. 887.
- Colmar. Société 744 c., 748, 1693-50 c.
- Limoges. Servitudes 243.
- Nîmes. Contrat de mar. 3969-90, 3974-50.
- Rouen. Success. 280.
- Toulouse. Dispositions entre vifs 3909-30 c., 4198 c., 4263.
- Décis. Notaire 175.
- 15 Loi. Voirie par chemin de fer, p. 849, 856-310, 861-200, 868-3230, 671-3730, 812-3740, 876-4670.
- Ord. Enreg. 5941; Organ. admin. 406-200; Privilèges et hypoth., p. 49.
- Cass. Avoué 53; Cassation 876. — Degré de jurid. 330. — Droit civ. 495, 496 c. — Enreg. 1714; Ordre 78-20 c. — Enreg. 2100, 2116 c., 5376, 5389-30 c. — Jugem. 323-80. — Notaire 46 c., 62-10.
- C. G. belge. Cassation 767. — Instr. crim. 978-30.
- Bordeaux. Société 874-40 c., 876-20.
- Bourges. Responsab. 94. — Scellés 363.
- Caen. Privil. et hypoth. 961.
- Grenoble. Preuve 53.
- Limoges. Arbitre 855 c., 868. — Prescript. civ. 745.
- Metz. Forêts 1175.
- Nîmes. Success. 1568.
- Paris. Compét. civile trib. d'arr. 109.
- Circ. Forêts 2015.
- 16 Loi. Enreg. 6011; Forêts 130; Trésor public 337, p. 1179.
- Cass. Boulanger 13 c., 23, 24 c. — Voirie par terre 2163-40.
- C. G. belge. Cassation 799, 1141.
- Besançon. Faillite 1245-80.

Juillet.

- 16 Bordeaux. Faillite 348; Jen 17, 18 c.; Vente 707, 708 c.—Faillite 810-40.
- Lyon. Contrat de mariage 3424; Privil. et hypoth. 954, 2304.
- Cons. d'Etat. Commune 1565-10.—Compét. admin. 480 c.; Concess. admin. 25-10; Voirie par eau 653-30.—Concess. admin. 116.—Impôts dir. 193-10, 236-30, 293-10.—Organ. admin. 887-30.—Patente 351, 400.—Procès-verbal 411, 747, 751, 753 c.—Procès-verbal 754; Voirie par terre 1788 c., 1790 c., 1710 c.—Voirie p. chemin de fer 117-10 c.—Voirie par terre 269, 768, 769, 770-30, 1790, 1806, 2386.
- Circ. Droits polit. 113; Impôt 54; Organ. admin. 700.
- 17 Ord. Organ. judic., p. 1507.
- Arrêté. Organ. instr. publ. 414.
- Cass. Cassation 2353-70 c.; Instr. crim. 714; Jugem. 768-90 c.; Organisme de l'Algérie 730.—Poids et mesures 31 c., 129-10, 132 c.
- Limoges. Contrat de mar. 3931; Jugem. d'avant dire droit 26-140 c.
- Rouen. Acte de comm. 133.
- Trib. de Marseille. Office 278 c., 279-10 c., 280-10 c.
- 18 Ord. Douanes, p. 613.
- Cass. Commune 1127-40.—Garde nationale 389, 552-70, 570 c., 676-30.—Instr. crim. 2563-10.—Médecine 54-30 c., 55 c., 56 c., 64.
- Bordeaux. Demande nouv. 128-30; Prescript. civ. 672.—Office 153.
- Liège. Except. 385.
- Paris. Vente 1812.
- Denis. Office 208.
- 20 Cass. Commune 2216, 2317 c., 2218 c.—Expropriation publ. 455-20.
- Caen. Frais et dépens 921; Jour férié 15-30 c.
- Nancy. Degré de juridict. 185 c., 230-10.
- Paris. Louage 89; Obligat. 1152-30 c.—Société 1365-20.
- Riom. Faillite 741.
- 21 Cass. Chose jugée 238-30; Contrat de mar. 1902 c.—Enreg. 2136.
- Aix. Faillite 224-50.
- Riom. Prêt à intérêts 144.
- Rouen. Disposit. entre vifs 3410, 3411 c.
- 22 Cass. Cassation 871 c.; Jugement 1030-20.—Excès de pouvoir 6.—Jugement 160-10.
- Caen. Désistement 156 c., 187 c.; Frais et dépens 508.
- Paris. Appel civil 1098.—Disposit. par contrib. 133 c.—Exception 64, 79 c.
- Rouen. Absence 361.—Privil. et hypoth. 1220-30 c.
- Toulouse. Dispositions entre vifs 791.
- 23 Ord. Douanes, p. 613; Organ. colon. 47 s., 377, 734 s., p. 1099.
- Cass. Cassation 2093; Instr. crim. 3271-10 c.—Complice 20 c., 22-30 c., 237.—Domicile 6 c., 12 c., 53-30; Interdict. 60 c.
- Caen. Normande 61 c.
- Bordeaux. Arbitre 211.—Désistement 251.
- Caen. Enquête 512; Voirie par terre 384-10.
- Liège. Acquissem. 138.
- Paris. Appel civil 970 c.; Contrat de mariage 645; Degré de jurid. 403-30; Success. 1588 c., 1831.—Jugem. 423, 424 c.; Privil. et hypoth. 1158 c., 1163; Saisie-arrest 7 c.—Société 204.
- Riom. Prescript. civ. 561.
- Trib. de Saint-Jean-d'Angély. Poids et mesures 171 c.

Juillet.

- 23 Cons. d'Etat. Compét. admin. 393 c.; Propriété 681; Travaux publics 1146-10, 1174-20.—Garde nat. 213, 226, 241-40.—Organ. admin. 593-30-60, 610.—Patente 212.—Place de guerre 69 c., 135; Procès-verb. 776 c.—Propriété 684.—Travaux publ. 892.—Voirie par eau 123, 249, 330; Voirie par terre 277.—Voirie par terre 265-10 c.
- 24 Arrêté. Organ. instr. publ. 342.
- Cass. Abus de confiance 108.—Avortement 16.—Chose jugée 50-60.—Compét. admin. 73-60 c.; Frais et dépens 256 c.; Jugement 159-60 c., 241.—Compte 100; Désaveu 79 c.—Disposit. entre vifs 3103-30; Faux incid. 257-40 c.; Intervent. 33-30; Obligat. 3367 c.—Dom. destr. 62.—Droits polit. 226.—Faux 71.—Frais et dépens 969 c., 978-60 c.; Instr. crim. 2697 c., 3240-30.—Garde nat. 630 c., 656-40.—Voiture 345 c., 348.
- Aix. Contrat de mar. 3957.
- Besançon. Jugem. d'av. dire droit 24-200 c.
- Limoges. Dispositions entre vifs 3649.
- Toulouse. Exploit 631-30.
- Trib. de Fougères. Enreg. 3589.
- Trib. de la Seine. Louage 208.
- 25 Cass. Postes 69-50.
- Amiens. Vente publ. d'immeub. 1989-40.
- Bourges. Degré de jurid. 203-70; Vente 336.
- Dijon. Mariage 762-30.
- Nancy. Faillite 316.
- Paris. Reféré 194 c.
- Rennes. Mariage 706; Notaire 507 c.; Rente viagère 89 c.—Ordre 789-10.
- Rouen. Compét. civ. trib. d'arrond. 268.—Compét. comm. 402.—Droit marit. 1080, 1701-60 c., 1982 c.
- Trib. de Louviers. Enreg. 3896-10.—Traité. V. 25, 26, 30 juin 1841.
- 26 Ord. Garde nat., p. 303.
- Paris. Faillite 373.
- Rouen. Absent 361.
- 27 Ord. Organ. colon. 287 s.
- Paris. V. 23 juillet.
- Trib. de Mons. Mines 448.
- 28 Ord. Mat. d'or et d'argent, p. 465.
- Trib. de La Rochelle. Enregistr. 3949.
- 29 Rennes. Requête civile 51.
- 30 Cass. Abus de confiance 38 c.—Organ. judic. 651.
- Dijon. Paternité 439-10.
- Montpellier. Contrat de mariage 3152; Degré de jurid. 170-30 c., 392 c.—Vente publ. d'imm. 1791-10.
- Nancy. Faillite 64-30.
- Rennes. Enquête 496, 500 c., 501, 558.
- Trib. de Sedan. Enreg. 2972.
- Cons. d'Etat. Commune 507 c.; Concess. admin. 15-50 c.; Commune 1653, 2425.—Compét. admin. 47 c., 50 c., 338 c.—Garde nat. 213, 226, 241-40.—Organ. milit. 157-10.—Pateute 37-80, 170-30.—Place de guerre 90-30, 122 c.—Travaux publics 1224-40.—Voirie par eau 641-20.—Voirie par terre 953, 994.
- 31 Ord. Organ. marit., p. 1688; Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Commune 1135.—Organ. colon. 196, 197 c., 221 c., 222 c., 237 c., 240 c., 248 c., 252 c., 271 c., 272 c., 276 c.
- Grenoble. Privil. et hypoth. 2253.
- Montpellier. Vente publ. d'imm. 1792.
- Circ. Commune 343 c.; Vagabondage 26.
- Décis. Douanes 466.

Août.

- 1 Amiens. Adultère 132.—Contrat de mar. 3607.
- Douai. Success. 1301.
- Liège. Exploit 473-40.
- Montpellier. Contrainte p. corps 171-30.
- Nancy. Usage 373 c.
- Cons. d'Etat. Compétence admin. 460 c.
- 2 Trib. de la Seine. Enreg. 3677.
- 3 Cass. Degré de jurid. 397-30 c., 40 c.; Jugem. p. déf. 110-40 c., 200-40.—Désaveu 53; Huisier 37-40 c.; Mandat 173 c.; Obligat. 1757 c.—Expropriat. publ. 631.—Jugem. 1036-80.—Jugem. d'av. dire droit 24-190 c.; Obligat. 797-40.—Jugem. p. déf. 196-30.
- Riom. Obligat. 2881.
- Circ. Impôts dir. 363.
- Decis. Douanes 434-10.
- 4 Cass. Arbitre 177, 182 c.—Halles 72.—Obligat. 5095-20.—Voiture 373, 374.
- C. C. belge. Instr. crim. 1104-30.
- Bordeaux. Compét. comm. 154.—Contr. p. corps 742, 1038-50 c., 1032 c.; Domicile 16 c.; Exploit 451 c.
- Bruxelles. Obligat. 5097.
- Caen. Normande 70 c.
- Colmar. Jugem. p. déf. 164.
- Limoges. Servitudes 1021-30.
- Riom. Obligat. 1202-70.
- Rouen. Louage 388.
- Arr. avoc. de Paris. Discipline 33.
- Avis Cons. d'Etat. Culte 514.
- Instr. Enreg. 3681 c., 3683.
- 5 Ord. Archives 29; Douanes, p. 613; Pension, p. 773.
- Cass. Cassation 1718-10 c.; Interdict. 294-10, 307 c.; Obligat. 4957 c.—Cassation 1649 c.; Mariage 891 c., 901, 949 c., 955-30 c., 959-10 c.—Enreg. 293.
- Bastia. Acte de l'état civil 429 c., 460; Date 27 c.
- Bordeaux. Commissionn. 389.
- Liège. Frais et dép. 68-40.
- Riom. Cautionn. 226 c.; Ordre 1320-10.
- Circ. Aliéné 219; Commune 429 c.
- 6 Cass. Degré de jurid. 365-30.—Dispositions entre vifs 3619 c.; Interdiction 215-40; Jugement 1044-30 c.; Obligat. 2806 c.—Eaux 562-50.—Faillite 704, 917 c.—Faux 365, 499.—Mise en jugement 54-30.—Organ. colon. 223 c., 227.
- C. C. belge. Faillite 642.
- Lyon. Disposit. entre vifs 1198.—Emigré 314, 315-40.—Obligat. 2434.
- Paris. Faillite 48-70, 769.—Séparation de corps 82, 98-20 c., 117 c., 186-30 c.
- Rennes. Droits polit. 42; Organ. admin. 1032-10.
- Riom. Contrat de mar. 2434.
- Cons. d'Etat. Compétence admin. 344 c.—Compét. admin. 404 c.; Voirie p. terre 197.—Compét. admin. 455 c.; Usage 628.—Conseil d'Etat 196-30, 323.—Désistement 214.—Forêts 1383, 1384 c.—Imp. dir. 336, 439-30, 486.—Mise en jugem. 57-10.—Organ. admin. 578-10, 631-20, 968.—Place de guerre 77-30; Servitudes 41.—Voirie p. terre 2005-30, 2079-30.
- Circ. Secours publics 122, 123, 218; Vagabond. 170.
- 7 Cass. Impôts ind. 284.
- Amiens. Rentes fonc. 42.
- Caen. Cautionn. 244 c.
- Paris. Droit civil 157 c., 284-30.
- Rouen. Action possess. 564 c.—Compét. crim. 532.
- Trib. de Mortagne. Enreg. 6030.
- 8 Arrêté. Forêts 171.
- Cass. Cassation 572.—Contrav. 329 c.; Force maj. 42 c.; Peine 430.—Forêts 1814.—Garde nat. 446; Peine 163-20.—Gendarme 28 c.; Instr. crim. 362 c.; Procès-verbal 293-30 c.—Instr. crim. 2837-40.

Août.

- 8 Cass. Jugem. p. déf. 431-30; Poids et mesures 162-30.—Organ. colon. 677.—Postes 96-30.—Prescript. crim. 130-10.—Règl. admin. 77-30; Voirie par terre 1172 c.—Voirie p. terre 1090-10, 2350, 2393-10.
- Nancy. Saisie-exéc. 10-30.
- Paris. Organ. administr. 475-70, 628.
- Rouen. Acquissem. 149 c., 858.
- Cons. d'Etat. Concession admin. 105.
- 9 Bordeaux. Compte cour. 74, 81 c.; Mandat 225-50 c.; Prêt à intér. 113-10 c.
- 10 Cass. Cassation 1636 c.; Obligat. 4747 c., 4748 c., 4749 c., 4788-20 c., 4796-30; Success. 892.—Cassation 1654; Voirie par terre 1328-10, 1460 c., 1461 c.—Compét. admin. 204 c.; 271 c.; Emigré 178-30 c., 397-40 c.; 405-30 c.—Compulsioire 31; Contr. judic. 20 c.; Demande nouvelle 123 c.; Monnaie 68.—Contrat de mar. 331 c.; Dispos. entre vifs 1735-20, 2362 c.; Obligat. 451 c.—Organ. colon. 792.
- C. C. belge. Cassation 679 c., 737.
- Bourges. Contrat de mar. 1176.
- Caen. Désistement 187 c.; Frais et dép. 508.
- Paris. Trésor publ. 1379-10.
- 11 Cass. Comm. 216 c.; Mariage 861-40, 874-30 c., 937-40 c.—Huisiers 95.—Louage à col. perpét. 4-10.—Renvoi 70.—Vente publ. de marchandises neuves 28-30.
- Aix. Disposit. entre vifs 358-90.
- Bordeaux. V. 11 avril 1840.
- Colmar. Forêts 1103.
- Paris. Compét. civ. trib. d'arrond. 132-40.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 130.
- Decis. Douanes 466.
- 12 Cass. Contrat de mar. 4241.—Disposit. entre vifs 1165 c.; Success. 1802.—Dispositions entre vifs 4571-40-50 c.; Obligat. 2790 c.
- Angers. Obligat. 1795; Office 278 c., 279 c.
- Metz. Forêts 460.
- Paris. Scellés 288.
- Trib. de Coutances. Douanes 778.
- Circ. Commune 2501, 2502 c., 2508 c., 2511 c., 2513 c., 2514 c., 2515 c., 2516 c., 2518 c.; Octroi 36 c.; Organ. administr. 664.
- Decis. Douanes 273.
- Cons. de l'Ordre des avoc. de Marseille. Avocat 175; Droit civil 227 c.
- 13 Cass. Appel crim. 97 c., 43.—Cassation 2093.—Chasse 16; Instr. crim. 713 c., 720, 736 c.—Disposit. entre vifs 3495, 4323 c.—Droit marit. 1199.—Instr. crim. 3380-30.
- Amiens. Prescript. civ. 1089-40; Vente 525-10.
- Bordeaux. Dispositions entre vifs 601 c., 760; Success. 668-20.
- Colmar. Arbitre 454.
- Dijon. Paternité 134.
- Limoges. Compét. civ. trib. d'arr. 243.
- Orléans. Contrat de mar. 3382-20.—Ordre 575 c., 618-10-30 c.; Privil. et hypoth. 134, 2166 c., 2169 c., 2190 c., 2450-20, 75 c., 77 c., 113 c.
- Rennes. Appel civil 270.
- Trib. de Draguignan. Avoué 282 c.; Défense 237 c.; Discipline 81 c., 90 c., 261; Huisier 89-30 c.
- Cons. d'Etat. Degré de jurid. 652 c.; Forêts 1437 c., 1943.—Organ. administr. 475-40, 483, 627.—Patente 37-20, 347.—Voirie par eau 103.—Voirie par terre 44 c., 76.
- Circ. Organ. admin. 736; Secours publics 190.
- Instr. Forêts 177.

Août.

- 14 Cass. Acquissem. 488; Cassation 350; Prescript. civ. 278-40 c., 700, 960 c.; Success. 1922, 2018-30 c.; Vente 499 c., 530.—Appel incid. 155; Cassation 307 c.; Délai 101-30.—Forêts 1304.—Forfait. 69; Impôts 47-30 c.
- Angers. Degré de jurid. 215, 307-30.
- Bruxelles. Culte 654.
- Colmar. Obligat. 580-20.—Substitut. 364.
- Dijon. Acte de l'état civil 223; Révélation de secrets 22 c.
- Lyon. Louage 287-10, 300-40 c.
- Orléans. Contrat de mar. 1370.
- Paris. Office 254.—Séparat. de corps 278-10.
- Rouen. Eaux 459, 560-40 c.
- Trib. de Coulommiers. Poids et mesures 174.
- Circ. Aliéné, p. 481; Forêts 176.
- Decis. Office 310.
- 15 Instr. Voirie par eau 168.
- 16 Ord. Trésor public, p. 1179.
- Circ. Aliéné 42.
- 17 Cass. Expropriation publ. 534 c., 639.—Success. 394.
- Montpellier. Nantissement. 278-30 c., 313.
- Nîmes. Contrat de mar. 1633.—Rentes foncières 40-10.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4336, 4982.—V. 27 août.
- 18 Cass. Commune 1399-30 c., 1493 c., 1640; Conclusions 89 c.; Jugement 232-20 c.—Commune 2096, 2103 c., 2151 c.—Compét. civ. trib. d'arr. 123, 126 c., 127 c.; Règl. de jug. 18-30 c.—Contrat de mariage 265 c., 309 c., 311 c., 313 c.; Date 24 c.; Obligat. 3129 c., 4555 c., 4737 c.—Privil. et hypoth. 1067.
- Riom. Cautionn. 240 c.; Obligat. 1439.
- Trib. de Nantes. Enreg. 3539-10.
- Decis. Douanes 466.
- 19 Cass. Appel civil 576; Privil. et hypoth. 886; Vente 954 c.—Jugement 1047-10; Nantissement. 219-10; Vente 52-30 c.—Privil. et hypoth. 1586-10 c., 1746-30; Success. 2172 c.
- Aix. Droit marit. 484.
- Bordeaux. Effets de comm. 848-30, 850 c.; Exploit 282-30 c.; Jugement 954-130 c.
- Dijon. Forêts 750.
- Douai. Contrat de mar. 1850.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5419-30.
- 20 Ord. Organ. judic. 190, p. 1507.
- Cass. Appel crim. 370; Défense 151 c.; Instr. crim. 952.—V. 21 août.
- Amiens. Disposit. entre vifs 994 c., 1016.
- Metz. Requête civile 162-30.
- Nîmes. Office 273-20.
- Paris. Mariage 734-40.—Succès-chère 243.
- Toulouse. Contrat de mar. 784, 789 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5385, 6024.
- Cons. d'Etat. Conflit 36.—Organ. admin. 550-10.—Patente 244-40.—Trésor public 1023-30.—Voiture 107-10, 110.
- Decis. Office 113.
- Instr. Commune 2501.
- 21 Cass. Abus de conf. 84.—Crimes contre les personnes 91; Instr. crim. 3878-10 c.—Frais et dép. 1035-30-40; Procès-verbal 241.—Instr. crim. 1833.—Jugem. 983-30.—Louage 443-10 c.—Mariage 864 c.; Obligat. 2325-20-30.—Tierce-opposit. 193-70, 195 c., 196-60 c.; Vente publ. d'imm. 669.
- Angers. Amnistie 131 c.; Droit civil 709, 745 c.; Mariage 207 c.
- Limoges. Contrat de mariage 4066-30.
- Lyon. Dispos. entre vifs 2743-30.
- Orléans. V. 22 août.
- Paris. Chasse 194.
- Toulouse. Société 736.

Août.

- 21 Cons. d'Etat. Compét. administr. 483 c.; Halles 40. — Exprop. publ. 581-10. — Octroi 303. — Organ. colon. 314-30.
- Décis. Forêts 1395.
- 22 Cass. Abus de confiance 196; Défense 108; Instr. crim. 1018-10; Obligat. 4890 c. — Fonctionn. publics 138-20; Presse-outrage 689 c., 699 c., 759 c., 1169-10 c.
- Orléans. Compte 165 c., 201-10 c., 206 c., 213 c.; Compte courant 93, 124 c.; Obligat. 4009-20 c. — Privil. et hypoth. 1748 c.; Success. 1481, 1501.
- Pau. Vente 1376 c., 1381.
- 24 Ord. Forêts 130; Sucre 6.
- Cass. Jugem. 985-30.
- Bastia. Huissier 37-40 c.; Responsab. 113.
- Montpellier. Forêts 340 c., 821, 856.
- Orléans. Abus de conf. 43 c., 49 c., 54, 55 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 2203, 2211; Transcript. hypoth. 792 c.
- 25 Ord. Organ. milit., p. 1898.
- Cass. Desistement 71, 101 c.; Usage 496 c.
- Caen. Séparat. de corps 134.
- Montpellier. Degré de jurid. 18 c., 338-30; Ordre 853 c.
- Orléans. Peine 389-10.
- Paris. Frais et dép. 996. — Vente publ. d'imm. 988, 1314-40 c.
- Circ. Commune 471.
- Lettre. Forêts 1867.
- 26 Cass. Brevet d'invent. 382; Jugement 989-30 c. — Jugement 988 90.
- Dijon. Faux incid. 12 c., 102.
- Metz. Forêts 1181.
- Orléans. Chose jugée 549-30.
- Paris. Jugem. 677-30.
- Rouen. Dom. publ. 30 c.; Propriété 106.
- 27 Ord. Organ. milit., p. 1898.
- Cass. Cassation 1940 c.; Garde nat. 517-50, 552-70. — Instr. crim. 250 c., 1345.
- Bourges. Adultère 109 c., 112.
- Montpellier. Jugem. 676-30.
- Orléans. Compte cour. 74 c., 96, 137 c.
- Paris. Mariage 782-10, 861-10.
- Trib. de Savenay. Enreg. 463.
- Trib. de la Seine. Enreg. 153.
- Cons. d'Etat. Commune 1678, 2297. — Compét. admin. 50 c., 402 c. — Manufact. 49, 158. — Mines 289; Voirie par terre 748-30. — Organ. admin. 601-20. — Trav. publ. 674; Trésor publ. 506-20. — Trés. publ. 1132.
- 28 Cass. Cassation 84; Compétence comm. 343; Huissier 114 c.
- Amiens. Mandat 413-30.
- Angers. Impôts ind. 166-60.
- Besançon. Mariage 77-30; Séparat. de corps 31 c.
- Bordeaux. Nantissement 78.
- 29 Convent. V. 10 juillet 1841.
- Cass. Adultère 53; Défense 70; Instr. crim. 209 c., 935-30 c. — Faux 164 c., 176-30. — Instr. crim. 1792, 1892, 3107-10, 3620-60, 3630, 3631; Jugem. 847-60. — Voirie p. terre 2080.
- Bordeaux. Contrat de mar. 642, 2591-30 c.
- Rennes. Appel civil 744; Exploit 195-60.
- Rouen. Contrat de mariage 947, 1597 c., 1614.
- 30 Trib. de la Seine. Portier 5-40.
- 31 Ord. Organ. milit., p. 1888.
- Bordeaux. Contrat de mar. 3588.
- Douai. Commissionn. 270.
- Trib. de Béziers. Enreg. 856.
- Circ. Aliéné 53.

Septembre.

- 1 Bordeaux. Jugement 617-80.
- 2 Cons. d'Etat. Compét. administr. 383 c.; Trav. publ. 1273-30. — Conseil d'Etat 299. — Travaux publ. 1275-20, 1276-70; Voirie p. terre 1647-30. — Voirie par terre 1133-60.

Septembre.

- 3 Cass. Avortement 15. — Jugement 814-60.
- 4 Ord. Pension, p. 773.
- Cass. Compét. admin. 37-30 c.; Traité internat. 303 c., 332. — Instr. crim. 1276, 2448-20, 2748-20, 2754-40, 2811-30, 2829, 2879-20, 2961, 2962-20, 2964-30; Serment 115-20; Témoin 343. — Jugem. 819, 831-40; Témoin 639-10.
- Cons. d'Etat. Commune 181. — Compét. admin. 489 c. — Trav. publ. 1211.
- 5 Ord. Traité internat., p. 537.
- Cass. Garde nat. 130-50, 397-40 c., 566-30. — Peine 696. — Prêt à intérêts 305 c., 308.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 50. — Marché de fournil. 32-10, 137-30; Trésor public 1015-40. — Patente 37-40. — Voirie 114.
- 6 Ord. Gendarme, p. 497; Organ. colon., p. 1103.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1138-20.
- Rapport. Organ. colon. 809.
- 7 Ord. Organ. colon. 47 s., 287 s., 377, 675 s., p. 1102.
- Cass. Expropriation publ. 179.
- 9 Décis. Douanes 351.
- 10 Ord. Travaux publ., p. 852; Ville de Paris, p. 147.
- Cass. Biblioth. 80 c.; Vol 349-40-50. — Boulanger 22. — Compét. admin. 428 c.; Voirie par terre 1181-20. — Duel 109, 113-30, 126. — Forêts 377; Mise en jugem. 315. — Instr. crim. 2267-40, 2961 c.; Parenté 16 c.; Témoin 110-20, 639-10 c., 20 c. — Instr. crim. 3180. — Voirie par terre 1568 c., 1929-10.
- 11 Cass. Boucher 29; Industrie 192. — Chasse 385 c.; Compétence crim. 273 c.; Instr. crim. 893. — Commune 683-10. — Commune 1071; Industrie 223 c. — Commune 1902. — Défense 108 c., 113 c.; Instr. crim. 1015, 1016 c., 1018-20 c.; Témoin 396 c. — Forêts 722-40, 1310. — Instr. crim. 1710-10.
- 12 Ord. Organ. instr. publ., p. 1364.
- Bourges. Vol 769, 770 c.
- Rennes. Postes 66.
- 13 Ord. Organ. milit., p. 1898.
- 14 Ord. Organ. maritime, p. 1688, 1689.
- 15 Trib. d'Avesnes. Obligat. 3614.
- Décis. Notaire 136.
- 17 Cass. Cassation 1927-100 c.; Instr. crim. 1321-30; Serment 102 c. — Cassation 1927-110 c.; Serment 102 c. — Complice 253. — Contumace 118.
- 18 Cass. Complice 83 c.; Instr. crim. 2813, 3440 c. — Forêts 1276. — Quest. préjud. 176.
- Douai. Appel civil 395 c.; Exploit 585-30.
- 19 Cass. Chasse 370. — Forêts 898, 2041. — Vol 800-40.
- 22 Circ. Douanes 384.
- 24 Ord. Douanes, p. 613.
- Cass. Instr. crim. 1897-20. — Instr. crim. 2092-20, 2319, 3046-10; Jugem. 759-20; Témoin 522 c. — Instr. crim. 3460, 3519-30.
- 25 Cass. Expert 55 c. — Forêts 429. — Instr. crim. 3897. — Peine 570-30; Poids et mesures 153 c., 157-20 c.
- Délit. Enreg. 5393.
- 26 Cass. Chasse 25, 338 c. — Expert 34. — Forêts 327-20. — Prescript. crim. 69. — Voirie par terre 2044-10.
- Circ. Expropriation publ. 212.
- 27 Ord. Organ. instr. publ. 402, p. 1364.
- Bruxelles. Instr. crim. 1335 c., 1340.
- 28 Colmar. Exploit 579, 585-20 c.
- 30 Amiens. Vente publ. d'immeubl. 1458-20.
- Paris. Contrainte par corps 604.

Octobre.

- 1 Cass. Complice 79-40; Vol 174 c. — Jugement 1089-40.
- 2 Arrêté. Organ. instr. publ. 294.
- Cass. Forêts 511 c.; Jugem. par défaut 450-20. — Garde nation. 42-20, 414-50. — Organ. milit. 957-20. — Postes 93-10.
- Avis. Mines 523, 524.
- 3 Cass. Contravent. 203-20; Loi 531-10 c. — Instr. crim. 1292-30, 1302-10, 3365-30. — Instr. crim. 1732-20, 1832-20, 1980-30, 2267-20, 3083, 3288, 3336; Organ. judic. 701 c., 705; Serment 23-20, 109-10 c., 168-30.
- 9 Cass. Cassation 392; Minist. publ. 94-10 c. — Cassation 423. — Chose jugée 436; Jugement 1076-10. — Garde nat. 441-10.
- 10 Ord. Organ. instr. publ., p. 1365.
- 12 Ord. Forêts 130.
- 13 Ord. Hospices 270; Organ. instr. publ. 404, p. 1365.
- 14 Paris. Compét. comm. 254; Faillite 1316 c. — Référé 203 c.; Saisie-exécut. 265 c.
- Décis. Forêts 255, 256.
- Lettre. Hospices 110.
- 15 Ord. Sapeurs-pompiers, p. 698.
- Cass. Commune 1332-30. — Instr. crim. 1480-30, 2886, 2903 c. — Octroi 111 c., 392 c., 399 c., 405 c.; Peine 149.
- Lettre. Hospices 110.
- 16 Cass. Abus de confiance 74 c., 76, 159 c.; Mandat 273-10 c. — Cassation 1796 c.; Vol 777, 930-10. — Complice 17-20; Poids et mesures 121 c., 129-30. — Organ. instr. publ. 233-10.
- Délit. Enreg. 3569.
- 17 Cass. Forfait 38 c.; Instr. crim. 2786-60; Mise en jugem. 40.
- 19 Arrêté. Mines 414-50.
- C. C. belge. Compét. 48.
- Trib. de Bethune. Chasse 35.
- 20 Nancy. Droits polit. 216.
- 21 Ord. Organ. milit., p. 1898.
- Circ. Commune 540; Impôts dir. 344.
- 22 Cass. Compét. crim. 564. — Garde nation. 146-40, 330-10, 414-50, 552-50.
- Trib. de la Seine. Mariage 159-10.
- 23 Cass. Appel crim. 297. — Cassation 164; Organ. milit. 828-50. — Faux 315, 329; Instr. crim. 2581-30 c., 2946, 3336-20; Témoin 89. — Garde nation. 594, 605-20 c.
- Décis. Organ. instr. publ., p. 1365.
- 24 Ord. Haras 11.
- Bruxelles. Enquête 69-10, 128, 156 c., 177.
- 25 Ord. Bois et charbons 107, 108, 113, 130; Halles 25; Voie publ. 6-110; Voirie par eau 199, 296.
- 26 Cons. d'Etat. Mise en jugement 118.
- 28 Ord. Pêche fluviale, p. 483.
- Montpellier. Forêts 328.
- 29 Convent. V. 16 octobre 1841.
- 30 Bastia. Mise en jugement 74.
- Décis. Douanes 140.
- 31 Ord. Organ. colon., p. 1106.
- Orléans. Postes 52-20, 69-30, 96-30.
- Règlement. Organ. marit. 277 s., 288 s., 384; Trésor public 746.

Novembre.

- 2 Ord. Boulanger 101.
- 4 Paris. Société 869-20 c.
- 5 Ord. Organ. admin. 783-30; Org. milit., p. 1898.
- Paris. Assurances terrestres 185.
- 6 Cass. Contravention 69 c.; Peine 376-30. — Défense 56 c.; Instr. crim. 1259, 1269-30, 2127, 2267-20; Témoin 518-10.
- Mise en jugem. 315-30. — Règlement de juges 116-10, 234-20 c.
- Amiens. Dispositions entre vifs 2745-10.
- Bruxelles. Mines 391-20.

Novembre.

- 6 Caen. Servitudes 1045, 1206 c. — Paris. Compétence comm. 181 c.; Effets de comm. 55, 110 c.
- Délit. Enreg. 2919, 3569.
- Règlement. Trésor public 746.
- 7 Ord. Poudres, p. 55.
- Cass. Défense 150; Faillite 1442, 1474 c. — Garde nation. 398 c., 402-60 c. — Octroi 174; Procès-verbal 521, 524-20 c. — Organ. judiciaire 247-30 c., 248-10 c., 253, 257 c.
- C. C. belge. Cassation 126; Commune 2731, 2737 c.
- Bourges. Exploit 306.
- Bruxelles. Compét. crim. 463.
- Paris. Effets de commerce 413 c., 478. — Jugem. 680-10; Jugem. p. déf. 336-40 c.
- Avis Cons. mines de Belgique. Mines 479.
- 9 Cass. Faux incid. 279-20; Force maj. 34-70 c.
- Nancy. Droits polit. 130, 210, 248-20, 266, 279, 313, 314.
- 10 Cass. Chose jugée 22; Eaux 440-30. — Dom. engagés 18-50. — Exploit 528.
- Douai. Arbitr. 206; Société 1157 c.
- Nancy. Droits politiques 168-100, 219-30, 232, 279, 505-10.
- Tribunal de Nantes. Enreg. 1740, 4498 c.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 156.
- 11 Cass. Demande nouvelle 54; Success. 2029 c., 2030; Vente publ. d'immeubles 615 c., 1567-10 c. — Vente admin. 168 c., 317-40.
- Agen. Propriété 497.
- Bruxelles. Degré de jurid. 174-40.
- Metz. Forêts 563.
- Rennes. Chasse 425.
- Trib. de Gien. Enreg. 5079.
- 12 Cass. Commune 840. — Commune 1188; Instr. crim. 297 c. — Contr. par corps 693. — Duel 109, 113-30, 126. — Procès-verb. 165-40.
- Bourges. Vol 668-30.
- Caen. Chose jugée 461-20; Nom 20.
- Douai. Mandat 305-10.
- Metz. Douanes 830-20. — Forêts 514, 728 c., 1276.
- Montpellier. Cassation 2168.
- Poitiers. Conciliat. 86.
- Trib. comm. de la Seine. Théâtre 253 c., 265, 267 c.
- Cons. d'Etat. Effets de comm. 634.
- Avis Cons. d'Etat. Force majeure 13.
- 13 Cass. Abus de confiance 16, 19 c., 21 c.; Prêt à intérêts 302-10 c.
- Bruxelles. Jugement 677-40.
- Riom. Contrat de mar. 3576 c., 3577; Obligat. 4487-20 c., 4523-20 c.
- Délit. Enreg. 2919.
- 14 Ord. Traité internat., p. 587.
- Cass. Boulanger 66. — Commune 1061. — Contrat de mar. 990. — Défense 113 c.; Preuve 92; Témoin 357 c.; Jeu 93. — Presse-outr. 1574. — Théâtre 65.
- Aix. Droit marit. 531, 1145 c.
- Amiens. Success. 2051.
- Caen. Contrat de mar. 3196-20.
- Douai. Conciliat. 185.
- Paris. Acquiescem. 673. — Compét. comm. 116.
- 15 Ord. Traité internat., p. 537.
- 16 Ord. Organ. milit., p. 1898.
- Cass. Faillite 326. — Privil. et hypoth. 1499-40, 1641-40-50 c., 1817-20 c., 1820-20, 2510 c.; Vente publ. d'imm. 233-20 c.
- Aix. Propriété littéraire 299 c., 308.
- Douai. Poids et mesures 79. — Société 444.
- Nancy. Droits polit. 253. — Société 242.
- Paris. Référé 200 c.

Novembre.

- 17 Cass. Cassation 1118, 1336; Exploit 562 c., 583-30; Jugem. par défaut 95-10 c.; Requête civile 71-10 c., 20 c. — Cassation 1898; Chose jugée 234, 332 c.; Jugement 584-10. — Loi 539-40; Octroi 162 c.; Règlement. admin. 179 c. — Servitudes 921.
- Paris. Acte de comm. 271; Effets de comm. 903 c. — Droits polit. 504-20.
- Trib. de Jonzac. Enreg. 2077.
- 18 Cass. Bourse dé comm. 379. — Cassation 1633-230 c., 1702 c. — Compét. admin. 243 c.; Domaines engagés 35 c.; Success. 2162. — Disposit. entre vifs 806-10 c., 808, 3506-70, 3637 c.; Jugement 978-100; Organ. judic. 369-10.
- Amiens. Jeu 17.
- Paris. Arbitre 1026.
- Trib. de la Seine. Enreg. 2972.
- Trib. comm. de la Seine. Société 1433.
- 19 Ord. Organ. colon., p. 1106.
- Cass. Chose jugée 197-20; Médecine 203-10 c., 204. — Voirie par terre 1541 c., 1964, 2220-10 c.
- Bastia. Conciliat. 229. — Effets de comm. 187-10.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 300 c.; Droit civil 687. — Procès-verbal 556-30 c.
- Rouen. Degré de jurid. 200.
- 20 Cass. Chose jugée 437; Compét. crim. 525 c.; Domm. destr. 301.
- Caen. Obligat. 1127 c., 1128.
- Colmar. Contr. par corps 1006, 1019 c.
- Orléans. Chasse 469; Garde champêtre 46; Prescript. crim. 146, 148.
- Cons. d'Etat. Commune 2297. — Compét. admin. 158-30, 458 c.; Louage admin. 16-10. — Conseil d'Etat 296 c.; Impôts dir. 639-40. — Patente 338-60. — Travaux publics 863.
- 21 Cass. Garde nation. 553-10, 656-50 c. — Impôts in-r. 310. — Octroi 198. — Responsabilité 513-20. — Voirie 413 c.
- Bourges. Privil. et hypoth. 2759-20.
- Douai. Faillite 542-10 c.; Responsabilité 307-30, 328 c.; Société 823 c., 810 c., 841 c.
- Nîmes. Arbitre 1025, 1252 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 1575. — Séparat. de corps 212-40.
- 22 Cass. Action possess. 668 c., 708; Chose jugée 46-100; Jugem. d'av. dire droit 66-100 c.; Prescript. civ. 376 c.; Propriété 124-10 c. — Contrat de mar. 539 c.; Mariage 391-30 c., 398 c.; Privil. et hypoth. 865. — Enreg. 2070 c., 2127. — Prescript. civ. 365, 836-100; Preuve 23. — Substitut. 126-50.
- Aix. Compét. comm. 97, 127-20.
- Besançon. Forêts 667, 1311.
- Bourges. Effets de comm. 407. — Jugem. par défaut 356-10.
- Douai. Droit civil 92-20.
- Limoges. Dispositions entre vifs 3879, 3881-20; Usufruit 379, 479.
- Montpellier. Exploit 655-30. — Forêts 845. — Procès-verbal 706 c. — Vente 1475-10 c., 1498 c., 1500-50, 1550-30 c.
- Nancy. Droits polit. 131. — Jugement 163-30.
- Nîmes. Effets de comm. 440; Jeu 17 c.
- Paris. Loi 419.
- 24 Cass. Assurances terrestres 257; Cassation 279 c.; Chose jugée 245 c.
- Metz. Faillite 49-40 c.
- Paris. Obligat. 2895-30.
- Poitiers. Degré de jurid. 207.
- Rouen. Compét. comm. 519; Droit marit. 2305 c.
- Arr. avoc. de Paris. Avocat 203.

Novembre.

- 25 Cass. Degré de jurid. 552-50 c.; Domicile élu 37; Interrog. sur faits et art. 67-20, 80 c.; Jugement 1031-20; Vente 1712. — Jugement 70, 280, 585-70. — Bourges. Droits polit. 258. — Bruxelles. Preemption 279-20. — Trib. de la Seine. Contrat de mar. 3694 c.; Enreg. 866. — Enreg. 3390, 2529 c., 4415.
- 26 Cass. Amnistie 72. — Attentat aux mœurs 141. — Procès-verbal 636. — Question préjud. 176. — Grenoble. Servitudes 181-10 c., 152. — Nîmes. Chasse 366. — Paris. Subst. venen. 34. — Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 187. — Impôts directs 53. — Mise en jugem. 103.
- 27 Cass. Frais et dépens 985; Instr. crim. 500. — Mise en jugem. 78 c.; Presse-outrage 905-10 c., 60 c., 1516.
- 28 Cass. Chose jugée 540; Question préjud. 57 c. — Faux 313, 340 c. — Forfait. 93-10. — Bordeaux. Avoeu 116; Frais 940. — Faillite 229, 1051 c. — Bourges. Louage 862, 863 c. — Caen. Propriété féodale 461-20. — Colmar. Prescript. civ. 1133. — Liège. Degré de jurid. 202. — Nancy. Acte de comm. 279; Société 234 c. — Orléans. Forêts 1192. — Paris. Disposit. entre vifs 278. — Trésor public 1163-20. — Rennes. Notaire 503.
- 29 Ord. Avoeu 28.
- 30 Cass. Action possess. 823; Date 24 c.; Obligation 1093 c., 3079 c., 3914 c.; Vente 1096-10 c. — Aix. Société 1136, 1326 c. — Bordeaux. Success. 2025 c., 2028, 2076 c. — Nîmes. Droits polit. 237, 246. — Paris. Compét. crim. 148 c.; Industrie 276-29, 331 c.; Nom 89; Responsabilité 99-10 c. — Riom. Preemption 278-20. — Rouen. Industrie 317. — Minorité 402-30. — Toulouse. Droits polit. 307. — Règlement. Hospices 306, 338, 343; Organ. administr. 278; Trésor public 506, 746.

Décembre.

- 1 Arrêté. Organ. de l'Algérie 987, 962 c., 975 c.
- Cass. Cassation 1447-30 c.; Faillite 36 c., 268-80, 318 c.; Commissionn. 198; Compét. comm. 514 c. — Contr. de mar. 3700. — Enreg. 2730, 2737-20, 2739 c., 2745 c. — Organ. judic. 149-20. — Amiens. Faillite 224. — Bourges. Droits polit. 231-10. — Colmar. Compét. comm. 449. — Dijon. Success. 1881. — Limoges. Success. 2156. — Nan. y. Except. 331-20. — Paris. Faillite 36 c.; Loi 254-50. — Office 818-30 c., 348-20. — Tribunal de la Seine. Consul 42; Fonctionn. publ. 84-20 c. — Arr. avoc. de Paris. Avocat 179.
- 2 Cass. Droit marit. 1119. — Jugem. 1014-80. — Aix. Société 1305. — Bordeaux. Contrat de mar. 2206 c.; Succession 644. — Presse-outrage 836-20. — Bruxelles. Faillite 1090. — Jugem. 953. — Paris. Acte de comm. 70. — Rouen. Organ. marit. 685, 687 c. — Trib. de la Seine. Enreg. 3030, 4159 c., 4161. — Circ. Cautionn. de fonctionn. 88; Privil. et hypoth. 2855. — Instr. Forêts 177.
- 3 Cass. Commune 684-30, 1136. — Fonctionn. publ. 88-50; Minist. publ. 57-10 c. — Peine 288. — Règlement. admin. 141.

Décembre.

- 3 C. C. belge. Demande nouvelle 123-30. — Amiens. Louage 419. — Bordeaux. Arbitre 235 c.; Contr. de mar. 3481; Prescript. civ. 600 c.; Success. 2312. — Colmar. Arbitre 1177; Contrainte par corps 51 c. — Société 1621-40. — Limoges. Success. 2284-20. — Paris. Arbitre 1028. — Louage 209. — Trib. de Limoges. Enreg. 5476.
- 4 Cass. Boucher 48, 50 c.; Commune 965 c. — Boucher 50; Compét. crim. 310 c. — Cassation 445. — Impôts indir. 289-10. — Procès-verbal 451, 454 c., 455 c. — Aix. Notaire 344 c., 785; Office 158 c. — Bordeaux. Contrainte par corps 173-50. — Paris. Trésor public 1164-10.
- 5 Amiens. Servitudes 1231 c.; Success. 2113. — Bourges. Vente publ. d'immeubl. 1626. — Bruxelles. Mines 107-10-20. — Douai. Success. 355. — Paris. Compét. civ. tribuna. d'arr. 165. — Mariage 900-30. — Rouen. Contrat de mariage 3851, 3873 c., 4004 c. — Cons. d'Etat. Trav. publ. 674 c. — Ord. Organ. instr. publ. p. 1345. — Circ. Instr. crim. 797; Jugement 896. — Arr. avoc. de Paris. Avocat 175.
- 7 Cass. Jugement p. déf. 22-20 c.; Obligation 2203. — Rennes. Désistement 121. — Rouen. Absent 229 c., 233 c., 270, 328 c., 330. — Circ. Disposit. entre vifs 404. — Décis. Office 80, 81.
- 8 Cass. Distrib. par contrib. 127; Loi 524 c.; Procédure 10. — Domicile 25 c., 28 c., 39-10; Faux incid. 61-30; Frais et dép. 359 c.; Jugem. 505; Vente publ. d'immeubl. 1599-10. — Enreg. 3244; Loi 409 c. — Bordeaux. Faillite 125. — Caen. Disposit. entre vifs 2514, 2632 c. — Grenoble. Contrat de mar. 3700. — Orléans. Cautionn. 98 c., 106 c., 171. — Paris. Société 1159-20 c. — Rouen. Privil. et hypoth. 748, 1761-20 c., 1903 c. — Trib. de Pontoise. Enreg. 2908. — Instr. Enreg. 4795.
- 9 Ord. Organ. milit. p. 1898. — Cass. Action possess. 700, 756 c.; Jugem. 14-50 c. — Cassation 68 c.; Jugement 954-110; Pérempt. 136-40. — Privilèges et hypoth. 323; Retention 18 c. — Vente publ. de marchand. neuves 28-30. — Bastia. Séparat. de corps 302. — Bourges. Exploit 641-50. — Limoges. Faillite 1345-10 c., 1349. — Lyon. Conflit 36 c.; Eaux 552-20-30; Trav. publ. 1160 c., 1167-60 c. — Industrie 366. — Rouen. Contrainte p. corps 153; Faillite 798-60 c. — Enquête 515. — Trib. de la Seine. Enreg. 4625; Poids et mesures 174.
- 10 Amiens. Rente viagère 176 c., 178. — Limoges. Compétence civ. trib. d'arr. 219. — Nancy. Enquête 567, 570; Intervent. 98-20, 129. — Cons. d'Etat. Compétence admin. 390 c.; Travaux publ. 1139-10, 1174-20. — Impôts dir. 216. — Manufact. 48, 166 c.
- 11 Douai. Compétence comm. 227, 229 c. — Lyon. Acte de comm. 355. — Orléans. Instr. crim. 446-60 c.; 448-20. — Paris. Acte de comm. 104; Société 209 c.

Décembre.

- 11 Riom. Ordre 965-50, 1133-20. — Rouen. Fonctionn. publ. 119-10; Instr. crim. 109-20.
- 12 Cass. Instr. crim. 1231, 1322-70, 1760-10, 1861, 1994-10, 2203, 2206 c., 2207 c., 2236, 2644, 2837-70, 2933, 2935, 2943, 3651-40, 3676; Ministère publ. 298; Organ. judic. 701, 702 c.; Témoin 270-50, 519, 639-60, 647-20. — Dijon. Forêts 1556. — Douai. Société 605-10. — Gand. Dispos. entre vifs 3424-10. — Paris. Droit marit. 1549 c., 1954, 1964 c. — Rouen. Privil. et hypoth. 2565.
- 13 C. C. belge. Contumace 91, 116.
- 14 Cass. Acte 28 c.; Enreg. 3763. — Action possess. 248 c., 477 c., 522; Jugem. 316 c.; Prescript. civ. 385-20 c. — Domicile 93 c.; Interdict. 289-20, 313-20 c., 315 c.; Règlement. de juges 56-50 c., 65 c. — Effets de commerce 769. — Mariage 853-30. — Organ. judic. 700 c. — Bordeaux. Société 874-40 c., 876-10. — Dijon. Privil. et hypoth. 1749; Vente publ. d'immeubl. 138. — Douai. Privil. et hypoth. 1809-10. — Montpellier. Bornage 23; Forêts 239 c.; Usage 29 c. — Paris. Consul 79. — Eaux 573-90. — Poitiers. Contrat de mar. 3809. — Trib. de paix de La Fère. Bois et charbons 47. — Circ. Forêts 171. — Décis. Douanes 321.
- 15 Aix. Obligation 4438. — Bordeaux. Avoeu 115, 116 c.; Frais et dép. 940 c. — Lyon. Arbitre 534, 531 c. — Trib. de Poitiers. Notaire 520 c., 536.
- 16 Cass. Commune 1480; Exploit 342-10 c.; Pérempt. 67-50 c.; Contrat de mar. 1339 c., 3564; Surenchère 65 c., 67 c., 81. — Jugem. 285-70, 963-160, 980-120. — Obligation 3204-30, 3207, 3972 c., 3985 c. — Angers. Office 141-10. — Nîmes. Forêts 533 c. — Orléans. Peine 696. — Trib. de la Seine. Enreg. 1738, 2893-30.
- 17 Ord. Organ. milit. p. 1898. — Cass. Complice 67-20; Contrainte p. corps 667, 685. — Voirie par terre 1936 c., 2278-30, 2344-60. — Bordeaux. Pérempt. 119 c., 124-20 c., 208-10 c., 318. — Surenchère 285, 286. — Bruxelles. Jugement 617-70. — Mines 409. — Montpellier. Mandat 94-30 c., 163 c.; Success. 2286, 2289. — Poitiers. Commerçant 21 c., 55; Enquête 625. — Rennes. Interdiction 252-30 c.; Mariage 874-20, 907-10 c. — Avis Cons. mines de Belgique. Mines 481-10.
- 18 Ord. Organ. marit. 300, p. 1689. — Cass. Compét. crim. 362; Jugem. 875-30 c. — Compét. crim. 362; Voirie par terre 3375-10 c. — Forêts 1342. — Forêts 1556; Usage 392 c., 456-10 c. — Quest. préjud. 133-40, 181-40, 185-20 c. — V. 18 novembre 1840. — Bourges. Arbitre 246. — Bruxelles. Mines 450-30. — Limoges. Privil. et hypoth. 2193 c.; Vente 1100. — Paris. Faillite 249 c.; Obligation 1152-30 c.; Vente 324. — Vente 762, 768-20. — Toulouse. Louage 671-20. — Trib. d'Orléans. Poids et mesures 174. — Cons. d'Etat. Commune 1713. — Commune 1900; Compétence admin. 158-10. — Organ. admin. 540-20, 543, 892-10. — Patente 41-30. — Voirie par terre 985. — Voiture 100. — Delib. Enreg. 826.

Décembre.

- 19 C. C. belge. Cassation 621. — Degré de jurid. 564-30. — Bordeaux. Privil. et hypoth. 2204. — Montpellier. Degré de jurid. 615. — Paris. Forêts 1126, 1175. — Jugem. d'avant dire droit 5-20. — Société 513; Voirie par terre 4517. — Circ. Commune 2377 c., 2441; Hospices 187 c.
- 20 Douai. Privil. et hypoth. 1166.
- 21 Ord. Forêts 130.
- Cass. Chose jugée 230 c.; Peine 606-20, 607-60 c. — Contrat de mariage 1135; Exploit 347-50, 373-50 c. — Demande nouvelle 38-20; Faillite 702, 731 c. — Bordeaux. Faillite 173, 1527-60; Obligation 4118-20, 4175-20. — Société 1558-10, 1563 c. — Colmar. Compét. comm. 469-30. — Lyon. Effets de comm. 173. — Obligation 4513-10 c.; Privil. et hypoth. 978, 992. — Montpellier. Culte 146, 270-30, 286-10, 306-10 c. — Paris. Intervention 71; Presse-outrage 1547-30 c. — Toulouse. Appel civil 350 c.; Avocat 208, 454 c. — Trib. de Rennes. Minorité 774.
- 22 Cass. Avocat 424; Recusation 25 c., 80 c., 121-20 c. — Enquête 135 c., 169 c., 598 c., 599. — Renvoi 103. — Responsabilité 385-20. — Bourges. Obligation 3809-30. — Douai. Conciliation 210; Mandat 13-20; Responsabilité 358-40. — Paris. Surenchère 337-20, 362 c. — Pointe-à-Pitre. Avocat 489 c., 501. — Rouen. Contrat par corps 451-10. — Arr. des avoc. de Paris. Avocat 208. — Circ. Commune 398.
- 23 Cass. Dom. de l'Etat 362. — Droits polit. 307. — Exploit 453-50, 457 c. — Mandat 370 c.; Prises marit. 268. — Vente administr. 223-30 c., 818. — Limoges. Contrat de mar. 822, 833 c. — Paris. Acte de comm. 89; Société 207-20 c. — Rennes. Effets de comm. 837, 841 c.; Jugem. par défaut 426-60 c.; Prescript. civ. 582-20 c.; Vente 1973-10 c. — Responsabilité 363-30. — Rouen. Cautionn. 94 c.; Office 216, 253. — Privil. et hypoth. 1256-10 c., 1358. — Trib. d'Altkirch. Contrat de mar. 281-10. — Trib. de la Seine. Enreg. 4644. — Trib. comm. de la Seine. Bourse de comm. 409.
- 24 Cass. Compét. crim. 76 c., 84; Instr. crim. 1314-30 c., 1894, 2268-20, 3592-20; Témoin 153 c., 166-10 c., 168. — Instr. crim. 2614-10. — Instr. crim. 2837-50; Jugement 875-20. — Jugement 817-60. — Aix. Servitudes 1338-10. — Douai. Obligation 5018. — Limoges. Acquissem. 203. — Orléans. Appel incid. 49, 109 c.; Contrat de mar. 1860. — Demande nouvelle 100-30; Servitudes 772-40 c., 1019, 1117-50 c. — Forêts 1594. — Paris. Vente 1890. — Trib. de Caen. Enreg. 4018, 5180 c.
- 25 Trib. de Poitiers. Enreg. 5109. — Cons. d'Etat. Frais et dépens 1205; Impôts dir. 487-20 c. — Patente 229-30. — Trav. publ. 1173-20 c.
- 26 Cass. Chasse 486 c., 490. — Garde nation. 100 c., 598-70, 644-20, 677-10. — Vol 767-40. — Bruxelles. Témoin 112. — Grenoble. Chose jugée 566-40; Faillite 1519. — Nancy. Privil. et hypoth. 2733. — Paris. Brevet d'invention 342, 378 c. — Poitiers. Faux incid. 53.

Décembre.

- 26 Rouen. Acte de comm. 206 c.; Commune 1594; Compétence comm. 15, 143 c. — Exploit 94. — Prescription crim. 133 c. — Toulouse. Compét. comm. 197 c., 1367; Obligation 1422-20 c.; Prêt intérêts 248 c., 256. — Cons. d'Etat. Compét. admin. 395 c.; Conseil d'Etat 37; Eaux 491-10; Frais et dépens 1203-90. — Compét. admin. 428 c. — Impôts directs 61, 213, 493-10, 618-20. — Trav. publ. 608, 606-50. — Voiture 104-30.
- 27 Ord. Organ. marit., p. 1689.
- 28 Cass. Cassation 864-30; Requête civile 167 c.; Success. 2126-20. — Faillite 1085; Privil. et hypoth. 878 c. — Frais et dépens 117, 292-20 c., 930 c. — Place de guerre 52. — Bourges. Faux incid. 137. — Caen. Acte de comm. 107; Commerce 32 c. — Colmar. Faillite 63-50. — Avis. Cons. d'Etat. Culte 811.
- 29 Ord. Mines 476. — Cass. Cassation 350; Servitudes 945. — Douanes 845. — Droit marit. 1994, 2001 c. — Nom 97 c.; Notaire 385 c., 388 c.; Obligation 3389-20. — Aix. Arbitr. 1352. — Bordeaux. Compét. civ. tribuna. d'arrond. 46 c., 90. — Lyon. Domicile 48-10; Vente publ. d'immeubles 268-10, 448-30. — Montpellier. Brevet d'invention 334. — Rouen. Disposit. entre vifs 162 c., 1629; Mandat 22-30 c. — Cons. d'Etat. Commune 726 c.; Compét. administr. 56; Voirie par terre 2068. — Compétence administr. 219 c., 435 c. — Patente 160-20.
- 30 Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 113, 140 c. — Délibération 1 c.; Minorité 259 c. — Effets de comm. 456-20. — Société 117-30 c. — Bordeaux. Ordre 1160-10-20. — Bruxelles. Jugem. 326-100. — Caen. Arbitr. 117. — Compétence civ. trib. d'arrond. 158; Honoraires 8 c. — Liège. Jugem. 281-30. — Paris. Vente 1402. — Rouen. Degré de jurid. 373; Exploit 524-100. — Séparation de corps 54-30 c., 56-10. — Trib. de la Seine. Enreg. 457, 777, 959 c., 1852. — Circ. Greffe 94-20.
- 31 Cass. Crimes contre les personnes 30. — Instr. crim. 304-20, 3144-20, 3180, 3258-10, 3260, 3580. — Douai. Degré de jurid. 125-30 c.; Success. 1179. — Droits polit. 505 c. — Paris. Droit marit. 2008. — Effets de comm. 466-20. — Trésor publ. 1125 c., 1553, 1534. — Poitiers. Exploit 625-40. — Toulouse. Ordre civil et milit. 277 c.; Usurpation de costume 22.

Janvier.

- 2 Cass. Garde nat. 321 c., 331, 419 c.; Jugement 800-80. — Instr. crim. 2859-100. — Océroi 247. — Liège. Avoeu 140. — Rouen. Success. 1650. — Toulouse. Enquête 95, 433-20 c.; Jugement d'av. dire droit 64-110 c. — Ordre 696-40; Privil. et hypoth. 1500-20, 1648 c.
- 4 Cass. Acquissem. 274; Except. 118 c., 231-10; Intervent. 129 c.; Obligation 4624-10 c.; Preuve 65-20. — Action possess. 395; Vente 931 c. — Jugem. 711-90.

1 Cass. Jugement 978-150 c.; Priv. et hypoth. 2482; Vente publ. d'imm. 266 c., 1138 c. — Louage à locat. perpét. 41 c.; Mines 213 c., 249-10.

Montpellier. Domicile élu 86. — Mines 547; Société 232-10 c.

Cons. d'Etat. Commune 437 c.

Cass. Cassation 1631-30 c.; Transac. 132-80. — Droit marit. 442, 1371 c.

Agén. Contrat de mar. 4035-50, 4041 c.

Poitiers. Acte de comm. 49.

Rouen. Faillite 288-20.

Cass. Avoue 137 c.; Frais et dépens 142-50-60; Ordre 630 c., 1341-30 c.; Priv. et hypoth. 2204. — Compét. civ. trib. d'arr. 201 c.; Droit civil 472-30; Vente 822 c.

Aix. Droit marit. 1637, 1640 c.

Bordeaux. Prescript. civ. 566-30.

Caen. Frais et dépens 116-10.

Dijon. Forêts 1820, 1900.

Metz. Nom 97 c. Notaire 388-40 c.; Obligat. 3390-10. — Péremption 313 c., 348-30 c., 351-40, 355 c.

Nancy. Forêts 416, 432 c., 567, 1205, 1209, 1370.

Paris. Compét. civ. trib. de paix 168. — Voirie par chemin de fer 168 c.

Rennes. Evasion 49. — Renvoi 100.

Trib. comm. de la Seine. Poids et mesures 174.

Cass. Contumace 94; Instr. crim. 1620-30; Organ. judic. 689-10; Penit. 667. — Instr. crim. 2316. — Jugement 823-10. — Témoin 252-40.

Amiens. Disposit. entre vifs 1670.

Bordeaux. Dispositions entre vifs 4415-20, 4442 c.

Bruxelles. Degré de jurid. 106-30.

Nancy. Degré de jurid. 83-30.

Trib. comm. de Paris. Compét. comm. 65, 139.

Ord. Impôts directs, p. 272.

Cass. Commune 682, 834 c.; Forêts 1570 c.; Usage 394 c.; Contumace 117. — Faux 53; Instr. crim. 2564, 2677-30 c., 2749. — Jugement 190-10, 793-20; Vol 798-60.

Aix. Obligat. 1793-30 c., 3983 c. — Office 280-10.

Douai. Chose jugée 234.

Paris. Commune 1771. — Séparation de corps 278. — Success. 425.

Rouen. Arbitre 1050; Conclusions 24-60 c.

Lettre. Aliéné 70.

Douai. Cautionnement 70.

Rouen. Scellés 56.

Cons. d'Etat. Commune 277.

Decis. Notaire 134.

Cass. Cassation 58 c., 1632-160 c.; Frais et dépens 36 c., 48; Jugement 14-60. — Complément 75. — Notaire 41-30 c., 46 c., 56-20 c., 30 c., 62-10, 63, 792 c., 847 c.

Limoges. Substitut. 252-20 c., 269.

Paris. Acte de comm. 388; Société 234 c. — Notaire 757.

Rouen. Prescript. civ. 984-10 c.

Cass. Arbitre 393 c.; Office 183.

Chose jugée 144; Voirie 348. — Obligat. 2633-10 c., 2643 c., 2654 c., 2673, 2729-50 c. — Requête civile 62-10. — Servitudes 1145.

Douai. Jugem. par défaut 15.

Trib. de Melun. Enreg. 6228.

Cass. Douanes 612. — Organ. milit. 417-10 c., 435-10, 440 c.; Priv. et hypoth. 317. — Vente publ. d'imm. 2059 c., 2067-10-20.

Bordeaux. Droit marit. 396 c., 1161 c., 1191.

Caen. So iété 1606-70.

Grenoble. Culte 683. — Disposit. entre vifs 328 c.

Metz. Forêts 514.

Nancy. Impôts indir. 166-10. —

13 Paris. Responsabilité 581-20.

14 Cass. Crimes contre les personnes 234 c.; Instr. crim. 2466-30, 2548 c.; Témoin 223-40. — Instr. crim. 1609-50, 1607, 2860 c., 2894-10. — Instr. crim. 2567-30, 3585-20, 3623-10; Jugement 847-100.

Bordeaux. Arbitre 211.

Bruxelles. Obligat. 619.

Lyon. Acte de comm. 358; Dépôt 156 c. — Mines 548, 572-10 c., 573 c., 574-50 c.

Paris. Impôts indir. 492, 493.

Cons. d'Etat. Commune 1704. — Travaux publics 375.

Loi. Trésor public, p. 1179.

Arrête. Officier de paix 5.

Cass. Contrav. 39 c.; Peine 98-30 c., 147-30 c., 158. — Jugem. par défaut 445-20.

Aix. Contrat de mar. 3553 c., 3701.

Bordeaux. Jugem. d'av. dire droit 42-100.

Gand. Instr. crim. 716-50.

Paris. Référé 139-20 c.

Trib. de Barcelonnette. Office 105.

Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 573.

Trib. de la Seine. Caution. de fonctionn. 95; Enreg. 652.

16 Cass. Contrainte par corps 629. — Instr. crim. 2859-50. — Organ. milit. 786-40, 787-30. — Postes 59 c., 103. — Voirie 161.

Bourges. Conclusions 55; Except. 541 c.; Faillite 560-20. — Défense 41; Honoraires 7.

Guyane. Dispos. entre vifs 3019.

Limoges. Dispos. entre vifs 175C.

Montpellier. Arbitre 170, 173 c.

Paris. Médecine 204. — Société 862-20.

Toulouse. Obligator. 2867-40, 4713-30 c.

17 Loi. Secours publics, p. 777.

Instr. Priv. et hypoth. 2902.

18 Cass. Cassation 106 c.; Discipline 263; Huissier 163 c. — Priv. et hypoth. 551-10. — Priv. et hypoth. 2114-80; Vente 1115 c. — Transac. 65.

Aix. Louage d'ouvriers 144 c., 146, 159-70 c. — Mariage 640-40 c., 712-20 c.; Obligation 597-30 c.; Transac. 81 c.

Bordeaux. Puissance paternelle 61; Séparat. de corps 122-10 c., 126 c.

Colmar. Assurances terrestres 129. — Demande nouv. 155-60 c.; Enquête 623.

Toulouse. Substitut. 141-30.

19 Cass. Bourcier 102; Loi 539-50. — Contrat de mar. 1607; Minorité 613 c.; Scellés 260 c. — Disposit. entre vifs 2861-50; Jugement 1030-20, 1033-10. — Effets de comm. 491. — Minorité 529-30. — Success. 2128-40.

Douai. Action 208 c.; Appel civil 452 c.; Arbitre 531 c., 555; Domicile élu 90-30 c.

Montpellier. Exploit 59 c., 60.

Nancy. Except. 534 c. — Mines 109.

Rouen. Droit marit. 86 c., 983, 986 c., 987 c., 991 c.

20 Ord. Gendarmerie, p. 497.

Cass. Action 78 c.; Compétence civ. trib. d'arr. 175; Règlem. de juges 46-40 c., 85-10 c. — Cassation 1889-90 c.; Responsab. 310-20; Succession 1625; Usufruit 63. — Douanes 337; Loi 539-80 c. — Success. 562-20, 565 c.

Bastia. Compét. civ. trib. d'arr. 284; Degré de jurid. 312-20 c.

Colmar. V. 20 janvier 1810.

Liège. Avoué 177. — Mariage 750-20.

Rouen. Servitudes 459.

Trib. de la Seine. Biens 21; Enreg. 2893-10. — Enreg. 6024.

21 Cass. Instr. crim. 2104, 2251 c., 2253-30. — Jugement 1090-10. — Mise en Jugement 292-20, 368 c.

21 Colmar. Forêts 1237. — Paternité 115.

Montpellier. Mines 68-30.

Nîmes. Procès-verbal 700.

Paris. Brevet d'invent. 381, 384 c.

Rouen. Responsab. 361-10.

Trib. de Nantes. Enreg. 354.

Trib. de Versailles. Enreg. 2729.

Decis. Douanes 647.

22 Ord. Trésor public, p. 1179.

Cass. Impôts indir. 166-60. — Organ. judic. 658.

Rouen. Success. 173.

Avis Cons. d'Etat. Culte 809.

Ch. not. de Lorient. Notaire 680.

23 Cass. Commune 660, 912. — Instr. crim. 268 c.; Voirie par terre 1425 c., 1906 c., 1937-30. — Instr. crim. 1760-20, 1811-20, 2235 c.; Minist. publ. 303-10; Organ. judic. 628 c. — Serment 102.

Bourges. Brevet d'invent. 178.

Degré de jurid. 116-50; Surenchère 260-30.

Bruxelles. Jugem. d'av. dire droit 51.

Montpellier. Compét. comm. 580; Consul 35-50 c.; Droit civil 344-30 c.

Rouen. Droit marit. 90, 103 c.

Toulouse. Succession 2284-30, 2289.

26 Loi. Voirie par terre 68.

Cass. Acquis. 36 c., 266 c., 337 c., 356; Intervent. 78 c.; Loi 531-120 c.; Obligat. 3249-50. — Jugem. 491-20. — Success. 1129.

Bordeaux. Bourse de comm. 460; Responsab. 610-20 c.

Bourges. Vente 178-20.

Circ. Secours publics 102.

Souit. Enreg. 2358.

26 Cass. Action possess. 410, 772 c.; Chose jugée 196-50; Eaux 430-10 c., 500-40 c., 547 c. — Arbitre 214, 868 c.; Compétence comm. 307 c.; Degr. de jurid. 490 c. — Avoué 136; Compét. administr. 73-50 c. — Cassation 522 c.; Expropriat. publ. 669. — Compétence 48 c.; Compét. administr. 183-40; Demande nouvelle 138-20 c. — Compétence administr. 74-30 c.; Minist. publ. 58-40; Notaire 488.

Aix. Chose jugée 206-80 c.; Contrainte par corps 79-10 c.; Degré de jurid. 226.

Bordeaux. Obligat. 2876, 5075-30.

Lyon. Chose jugée 872-20; Success. 2198.

Rouen. Société 1394-20.

Decis. Voirie par terre 1977.

27 Cass. Cassation 1903; Enreg. 1783 c., 1787, 5811 c. — Instr. crim. 1892, 3228-10. — Jugem. 134-20; Vente 1684 c.; 1899, 1697 c., 1857 c. — Organ. judic. 172-10.

C. C. belge. Instr. crim. 1132-80.

Bruxelles. Contrat de mar. 3136. — Interdict. 301.

Caen. Compét. comm. 219.

Nancy. Forêts 1235, 1614 c.

Paris. Propriété littéraire 895. — Référé 204 c.

Instr. Enreg. 3282, 3287 c.

22 Ord. Trés. publ., p. 1179.

Cass. Commune 682; Usage 394 c. — Délit polit. 15-30 c., 26. — Domm. destr. 91-40. — Faux 399-40. — Mise en Jugem. 258, 268-30, 269 c. — Voirie par terre 2360-50.

Angers. Commissaire-priseur 20. — Faillite 50 c.; Intervention 440 c.; Société 613-30, 944 c.

Bordeaux. Renvoi 201. — Responsabilité 715-30 c.

Colmar. Forêts 898.

Limoges. Disposit. entre vifs 1818; Obligat. 1089-40 c.

Nancy. Compét. civ. trib. d'arr. 41, 130-30 c. — Contrat de mar. 1950. — Forêts 854.

Cons. d'Etat. Compét. administr. 596.

28 Cons. d'Etat. Compét. administr. 242; Demande nouv. 267. — Compét. administr. 414 c.; Organ. marit. 868-10; Voirie par eau 331-40. — Impôts directs 215. — Organ. administr. 637. — Patente 339, 379. — Trav. publ. 434-60.

29 Cass. Témoin 258.

Aix. Intervention 99; Usufruit 768-10 c.

Colmar. Jeu 60.

Grenoble. Frais et dépens 391.

Liège. Enquête 371.

Paris. Obligat. 5188 c.; Société 848, 1606-100 c.; Théâtre 321 c. — Servitudes 774.

Cons. d'Etat. Compét. administr. 335 c., 337 c.; Eaux 500-40; Règlem. administr. 45. — Conseil d'Etat 196-30, 213; Jugem. par défaut 498-100; Voirie par terre 1024, 2386. — Tierce-opposit. 289-30. — Travaux publ. 220, 516-30, 614. — Voirie par terre 262-30 c., 766-30, 768.

30 Rennes. Amnistie 132.

31 Loi. Lois codifiées 8.

Ord. Salubrité publ., p. 674.

Paris. Faillite 975-10, 979 c.

Circ. Hospices 271, 278.

Février.

1 Cass. Action possess. 834 c.; Servitudes 1004-10. — Jugem. par défaut 326-70. — Mines 55; Priv. et hypoth. 899 c.

Bourges. Appel incid. 79.

Douai. Droit marit. 1838.

Gand. Degr. de jurid. 106-30.

Toulouse. Minist. publ. 30.

Circ. Aliéné 71.

2 Cass. Cassation 1731 c.; Jugem. 323-90 c.; Usage 211-10. — Compét. comm. 40 c.; Degré de jurid. 611-10 c.; Jugement par défaut 425-50; Péremption 339 c. — Droit civil 215 c.; Enquête 266 c., 568. — Enreg. 2128. — Usage 211-10.

Aix. Disposit. entre vifs 345; Minorité 657-20 c.

Caen. Compét. admin. 509-10; Course de chevaux 4 c. — Référé 139-20 c. — Saisie-arrest 151-20.

Douai. Enquête 563.

Metz. Obligat. 4730-10.

Nancy. Acte de comm. 805.

Rouen. Droit marit. 99; Jugem. 711-70 c.; Saisie-arrest 123-10.

3 Ord. Organ. instr. publ., p. 1363.

Cass. Compét. admin. 22; Dom. appanager 35 c.; Majorat 30; Réunion publ. 11; Souscription 3 c.; Souverain 46 c. — Contrat de mar. 2077 c.; Séparat. de corps 408. — Louage d'ouvriers 108 c.; Travaux publ. 1282-10. — Organ. colon. 45-30 c., 567. — Paternité 725-10-40 c., 731-50 c.

Bastia. Société 234.

Douai. Manufact. 170-70; Responsabilité 121 c.

Grenoble. Forêts 1227.

Liège. Action 217.

Poitiers. Obligat. 5183 c.

Toulouse. Appel civil 980.

Trib. de Dreux. Enreg. 5002.

Trib. de la Seine. Enreg. 2738 c., 2751.

4 Cass. Forêts 609, 1124 c., 1297. — Vidanges 83 c.

Colmar. Forêts 1378; Procès-verbal 636 c.

Grenoble. Dispositions entre vifs 1039.

Toulouse. Prescript. civ. 164.

Ch. not. de Nantes. Notaire 680.

5 Ord. Organ. milit., p. 1899.

Cass. Chose jugée 476. — Commune 635 c., 1061. — Forêts 845.

Bordeaux. Arbitre 170 c.; Société 837, 859 c., 862-10 c. — Mandat 21; Success. 1885 c.

Bourges. Demande nouvelle 160-40 c.; Louage 384.

5 Paris. Brevet d'invent. 300.

Toulouse. Avoue 189; Honoraires 7 c.

Ord. présid. trib. de Laval. Success. 1761.

Cons. d'Etat. Commune 507 c.; Voirie par eau 651-10, 653-10. — Compét. admin. 53; Règlem. admin. 17; Voirie 203. — Compét. admin. 493 c.; Ordres civils et milit. 303-10, 229; Prescript. civ. 1079-30 c. — Carte nation. 49. — Place de guerre. 78-50. — Voirie par eau 302. — Voirie par terre 814.

6 Cass. Commune 1022; Contravention 306 c. — Péremption 32 c. — Procès-verbal 240-30; Voirie par terre 1905 c. — Saubrité publique 29-10. — Voirie par terre 1801-20.

Limoges. Exploit 633-10.

Paris. Appel civil 1048, 1084 c.

Rennes. Contr. par corps 947.

Rouen. Compét. civ. trib. d'arr. 199 c.; Droit civil 264-40. — Servitudes 806.

Trib. d'Evreux. Enreg. 5273; Success. 1760 c.

7 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 765.

8 Cass. Cassation 1693-140 c.; Obligat. 2943 c., 4527 c.; Prescript. civ. 637-20; Success. 2278-30, 2285-30. — Compét. admin. 260; Dom. de l'Etat 262 c., 271 c.

Bastia. Exception 43; Mise en Jugem. 54-70.

Bourges. Usage 435 c., 510-30 c., 519.

Bruxelles. Enquête 498.

Rennes. Concess. admin. 58; Dom. de l'Etat 96; Expert. 253-20 c.; Propriété 433 c., 435 c., 438 c.; Retention 36 c.

Rouen. Séparat. de corps 205.

9 Ord. Organ. colon., p. 1108.

Cass. Prescript. civ. 396; Usage 599 c.; Vente 2050-30.

Aix. Substitut. 69-70.

Nancy. Degré de jurid. 99-10, 154-10.

Paris. Acte de comm. 94.

Circ. Travaux publ. 841.

Decis. Douanes 103.

10 Cass. Cassation 1624-50 c.; Contrat de mar. 520 c., 8158-50, 3159 c.

Agén. Priv. et hypoth. 873-10.

Bourges. Dispositions entre vifs 1619.

Montpellier. Success. 2193.

Nîmes. Conciliat. 50 c., 210-40.

Circ. Prisons 43.

Decis. Douanes 804.

11 Cass. Cassation 1943 c.; Instr. crim. 1332, 1336-30 c. — Douanes 796. — Témoin 584-10; V. 11 mars 1841.

C. C. belge. Cassation 492.

Angers. Office 105.

Bordeaux. Degré de jurid. 187-40; Droit marit. 1562.

Bourges. Vol 757.

Lyon. Vente publ. d'imm. 102-30, 1535 c.

Orléans. Minorité 739-90. — Vente 448.

Riom. Priv. et hypoth. 2330-80, 2360-20.

Trib. de Cambrai. Enreg. 2385.

12 Bourges. Mandat 80 c.; Ordre 1191-30 c.; Priv. et hypoth. 488 c., 1498 c., 1499-40 c., 1641-10.

Douai. Exception 87.

Nancy. Degré de jurid. 127-80.

Paris. Effets de comm. 410. — Surenchère 416.

Cons. d'Etat. Conflit 30 c. — Cons. d'Etat 156 c., 361; Travaux publics 24-30. — Travaux publ. 433.

Avis. Culte 41-60.

13 Cass. Dom. de l'Etat 111-60 c.; Forêts 1638 c., 1651 c., 1653 c., 1656.

C. C. belge. Délai 25-80.

Amiens. Responsabilité 168-10.

Février.

- 13 Bruxelles. Péremption 252.
— Nancy. Usage 542, 558-60 c.
— Paris. Faillite 1345-10, 1362-30 c.
Interdict. 302-30. — Référé 219-30; V. 13 octobre 1841.
— Trib. de Lille. Enreg. 4634.
14 Ord. Organ. instr. publ., p. 1365.
15 Cass. Action possess. 366, 443 c., 753 c.; Prescript. civ. 352 c.; Cassation 648. — Commune 1789, 2128 c. — Contrat de mar. 3005 c., 3008 c.; Enreg. 3432. — Copie de pièces 18 c.; Enreg. 6263.
— Bourges. Vente publ. d'immeub. 1577.
— Caen. Faillite 1314 c.
— Colmar. Dispositions entre vifs 8117.
— Dijon. Compét. comm. 162.
— Douai. Mariage 149.
— Montpellier. Chose jugée 197-10, 198 c.
16 Cass. Arbitr. 1330, 1332 c. — Cassation 618-30; Obligation 2741; Privil. et hypoth. 984, 989. — Commune 1677, 1573 c. — Contrat de mariage 2401; Privil. et hypoth. 932 c.; Success. 2018-30 c. — Droit marit. 1200 c., 2231, 2242 c. — Usage 280-30, 287 c.
— Bourges. Faillite 128.
— Colmar. Effets de comm. 191; Obstat. 4963-30.
— Paris. Droit marit. 1955. — Servitudes 773.
— Riom. Obligation 2295-60.
— Rouen. Organ. judic. 168.
— Trib. de Senlis. Enreg. 6209.
— Circ. Forêts 163.
17 Ord. Salubrité publ., p. 674.
— Cass. Eaux 165 c., 506-10. — Voirie par terre 1377 c., 1413.
— Orléans. Enquête 381-30.
— Toulouse. Surendère 407.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1684 c.
— Décis. Secours publ. 424.
18 Cass. Frais et dépens 1017. — Instr. crim. 1587-30 c., 1603-10, 1636-40 c., 1787-29, 3399 c., 3600, 3601 c., 3609; Jugem. 797-30, 798-30. — Instr. crim. 2119, 3679-30; Témoin. faux 40, 105 c. — Règlement de juges 175. — V. 28 février.
— Agen. Interdiction 65-30, 273, 284 c.
— Angers. Brevet d'invention 353.
— Lyon. Notaire 783.
— Rouen. Louage 126.
— Instr. Enreg. 6078.
19 Cass. Instr. crim. 1626-40, 2266 c., 2267-70. — Instr. crim. 1747-10, 2121 c.; Jugem. 839-30; Serment 117-30.
— Caen. Disposit. entre vifs 1567-10.
— Dijon. Industrie 217.
— Lyon. Mines 86.
20 Ord. Officier de paix 8.
— Cass. Crimes contre les personnes 154 c., 187.
— Bordeaux. Contrat de mariage 2437.
— Bourges. Mat. somm. 46-10.
— Douai. Banquier 40; Compte courant 116-40 c.
— Orléans. Obligation 2532-10.
— Trib. de Saint-Amand. Enreg. 4696 c., 4698.
— Décis. Douanes 277, 303.
21 Ord. Secours publics, p. 777; Travaux publ., p. 244.
— Nancy. Forêts 671.
— Cons. d'Etat. Servitudes 407.
— Instr. Trav. publ. 240.
22 Cass. Chose jugée 348-30 c.; Compte 21 c.; Obligation 2067-20, 2224 c. — Compét. civile. Tribunal d'arrond. 27 c.; Except. 15-30; Jugem. 1053-70; Organ. judic. 365-30. — Disposit. entre vifs 3574-30. — Enreg. 2740. — Interdict. 177 c.; Privil. et hypoth. 1637; Responsabilité 600; Vente 1181-30 c. — Voltaire 345 c., 348. — Vol 930-30.
— Aix. Droit marit. 2287; Obligation 2453-20 c.

Février.

- 22 Nancy. Faux incid. 196; Obligation 3248-30 c. — Succession 1624-60, 1783.
— Paris. Commerce 49.
23 Cass. Commune 1270. — Enreg. 2672, 2675 c., 2679 c. — Expropriat. publ. 437-20. — Usage 193.
— Aix. Compét. comm. 117 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 58 c.; Impôts directs 620, 636. — Compét. administr. 416 c.; Voirie par eau 347-40 c. — Eaux 517; Voirie par eau 213 c., 230 c. — Forêts 1913 c. — Organ. administr. 444, 523, 560, 578-30, 591-10, 605-10, 608. — Voirie par terre 263-30 c., 2338.
— Déclaration. Commune 410.
— Delib. Enreg. 2288.
24 Cass. Acte de comm. 182. — Action possess. 178, 768 c.; Commune 1443 c. — Cassation 1849 c.; Mariage 776-20, 914-10 c., 953-30 c. — Expropriat. publ. 438.
— Grenoble. Compte courant 99-20, 110-10 c., 111 c.
— Nancy. Forêts 357, 1181 c.
— Orléans. Culte 139.
— Paris. Acte de comm. 101; Société 309 c.
— Rouen. Effets de comm. 960.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1789, 1795 c.
— Trib. de Valenciennes. Enreg. 3250.
— Circ. Impôts indir. 616-20.
25 Cass. Voirie par terre 1901-10.
— Limoges. Contrat de mariage 832 c.
— Nancy. Disposit. entre vifs 2743-30 c.
— Paris. Poids et mesures 90-20. — Société 873.
— Rennes. Obligation 4615-10, 4677-40 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 146. — Organ. administr. 540-20, 550-20, 552-10-20, 589. — Trav. publ. 434-50. — Voirie par terre 2024-10, 2027-20.
— Avis Cons. d'Etat. Organ. administr. 739.
26 Cass. Cassation 2253-30; Instr. crim. 3269 c., 3323. — Commune 675; Voirie par eau 189-40 c., 314 c. — Instr. crim. 1886-40; Organ. judic. 666, 693-20; Peine 448-30.
— Poitiers. Organ. judic. 141.
— Rouen. Usage 332 c., 618, 619-10 c.
— Trib. de Tours. Enreg. 4308, 5148 c.
— Circ. Forêts 171; Impôts directs 367, 368.
27 Aix. Obligation 4954-50.
— Bordeaux. Obligation 960 c., 990-30.
— Bruxelles. Mines 350-10.
— Nancy. Compét. civ. trib. d'arrond. 41. — Faillite 1326-30.
— Paris. Droit marit. 1997.
— Décis. Douanes 355.
— Lettre. Commune 331.
28 Ord. Avocat 28; Organ. de l'Algérie 748, p. 768.
— Cass. Compét. crim. 549-70; Instr. crim. 132 c.
— Trib. de la Seine. Conciliat. 327.

Mars.

- Arr. avoc. de Paris. Avocat 181.
1 Cass. Cassation 58, 479; Exploit 29 c., 108-20 c., 126. — Disp. entre vifs 2476 c., 2941. — Douanes 163, 217. — Droit civil 707 c.; Emigré 79. — Frais et dép. 193; Mat. somm. 46-10 c.; Ordre 881-10 c. — Frais et dép. 710-50 c. — Règlement de juges 47.
— Bordeaux. Commerce 82.
— Bruxelles. Acquiescement 914. — Contr. p. corps 889.
— Instr. Enreg. 2612.
2 Nîmes. Disposit. entre vifs 4007.

Mars.

- 2 Rouen. Vente 186.
— Toulouse. Dén. de justice 15 c.; Jugem. 252-30 c.; Prise à partie 8.
— Trib. correct. de la Seine. Propriété littér. 129-30.
— Delib. Enreg. 2288.
3 Ord. Organ. marit., p. 1689.
— Cass. Expropriation publ. 41 c.; Mines 63 c., 64, 356 c.; Trav. publ. 1185 c.; Voirie p. chemin de fer 130 c.
— Liège. Conciliat. 120-10.
— Lyon. Contrat de mar. 2378.
— Rouen. Contrat de mar. 4002-20, 4035-60 c.
— Toulouse. Contrat de mar. 4234-20; Privil. et hypoth. 689; Success. 1485.
— Trib. de Blois. Notaire 83.
4 Cass. Douanes 977 c.; Faux incid. 283 c., 284; Jugem. 1073 c.; Procès-verbal 327, 346 c.
— Aix. Droit marit. 1195. — Success. 1764-10.
— Montpellier. Privil. et hypoth. 2214.
— Paris. Jugem. p. déf. 276. — Référé 147-30 c.
— Rouen. Cassation 194, 373 c.
5 Cass. Faillite 1483 c., 1485-10; Instr. crim. 2293 c., 3409-40 c., 3485 c., 3548. — Instr. crim. 1054.
— Bourges. Privil. et hypoth. 2134 c.; Surendère 42.
— Lyon. Degré de jurid. 14.
— Rouen. Jugem. d'av. dire droit 42-10.
— Cons. d'Etat. Commune 1697. — Compét. admin. 383 c.; Conflit 82. — Concess. admin. 15-40 c.; Organ. admin. 206-30, 207-20. — Cons. d'Etat 158-10; Voirie par terre 814. — Cons. d'Etat 222; Trav. publ. 1117. — Cons. d'Etat 371, 289. — Voirie par terre 228.
— Avis Cons. d'Etat. Culte 432.
6 Cass. Douanes 873, 874 c.; Faux incid. 274 c.; Instr. crim. 574 c., 575 c.; Procès-verbal 28 c. — Garde nat. 278-20.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 331-60.
— Limoges. Effets de comm. 601, 623 c.
— Orléans. Paternité 346 c., 387-30.
— Rennes. Arbitre 1870.
7 Ord. Sel, p. 864.
— Bruxelles. Cassation 1084.
8 C. des pairs. Presse-out. 658-10-20, 1478 c.
— Cass. Chose jugée 208-20; Nom 17, 21 c., 37 c.; Obligation 4305 c. — Enreg. 5774.
— Besançon. Forêts 329-10.
— Bordeaux. Compét. crim. 118. — Degré de jurid. 157-40; Droit marit. 390 c., 1562 c., 2069.
— Caen. Normandie 30 c.
— Douai. Compét. admin. 36; Traitement internat. 164 c.
— Paris. Arbitre 337. — Force maj. 20 c., 29; Louage 202-20 c., 205-30 c. — Privil. et hypoth. 250 10.
— Toulouse. Vente 1301.
9 Cass. Biens 252; Cassation 1813 c.; Rentes foncières 60-20 c. — Obligation 63 c., 5063-40 c. — Société 1456 c., 1493-10-20, 1544 c., 1559 c.
— Bastia. Success. 1271.
— Bordeaux. Success. 814.
— Caen. Privil. et hypoth. 1488.
— Limoges. Success. 2321-20.
— Paris. Droit marit. 1871, 1879 c.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 171.
— Delib. Enreg. 2390, 2399.
10 Cass. Conclusions 34-30 c.; Prescript. civ. 100. — Mariage 394-70. — Obligation 4550-20 c.; Société 232-10, 494-10 c., 20 c., 30 c.
— Angers. Disposit. entre vifs 1593, 2315 c.; Privil. et hypoth. 926 c., 1976-10-20 c., 1980.
— Bastia. Arbitre 1028, 1029 c.
— Bourges. V. 10 mars 1840.
— Bruxelles. Exploit 265.
— Caen. Demande nouv. 171.

Mars.

- 10 Dijon. Demande nouv. 139; Séparat. de corps 151-10 c.
— Lyon. Organ. marit. 422.
— Rennes. Disposit. entre vifs 115.
— Trib. de Douai. Action possess. 340 c., 492.
— Trib. de la Seine. Enreg. 360, 4258. — Success. 483 c.
11 Cass. Instr. crim. 1190, 1268, 2526-30, 3286-20; Témoin 586-10. — Organ. colon. 236-20, 263-10.
— Bourges. Chasse 207.
— Nancy. Prescript. civ. 203.
— Trib. de la Seine. Acte de l'état civil 430 c.
— Décis. Douanes 233.
12 Ord. Organ. instr. publ., p. 1365.
— Cass. Forêts 1104 c.; Vente publ. d'im. 2236-10. — Jugement 793-20; Mines 697-20-30 c., 747. — Voirie 389-10, 393 c.
— Aix. Acte de comm. 278; Mines 580 c.
— Montpellier. Effets de comm. 803.
— Nancy. Degré de jurid. 431-60.
— Paris. Assurances terrestres 249; Louage 414.
— Pau. Obligation 4768.
— Circ. Nourrices 13; Secours publ. 120.
13 Ord. Organ. milit., p. 1899.
— Cass. Cassation 168 c.; Instr. crim. 1038. — Faux incid. 298; Procès-verbal 213-20 c. — Voirie p. terre 2094-10.
— Angers. Disposit. entre vifs 1683-10, 2415-20 c.
— Bruxelles. Chose jugée 26.
— Gand. Contrainte p. corps 451-10.
— Liège. Mines 300-30.
— Paris. Industrie 369.
15 Cass. Domicile 46-10. — Douanes 779. — Obligation 2036 c.; Prescript. civ. 1046-10.
— C. C. belge. Faux 399.
— Colmar. Jugem. 913 c.
— Paris. Enquête 191; Séparat. de corps 255-30 c.
16 Cass. Acte de l'état civil 397 c.; Action 199 c.; Nom 13 c., 16 c., 19-10, 25 c., 55, 57 c.; Paternité 262 c. — Action possess. 593; Compét. civ. trib. d'arr. 217 c.; Exception 160-70 c.; Corse 2; Loi 102-10, 107 c., 108-30 c., 110 c.
— Bordeaux. Degré de jurid. 174-50 c., 175-50; Exploit 540-70, 548-30. — Minorité 489, 729-70-80 c., 731-10 c., 732-20 c.
— Nîmes. Frais et dép. 235.
— Paris. Industrie 213-10-20-30-40; Manufact. 170-80, 177-20 c.; Responsab. 121 c.
— Riom. Ordre 705-10 c., 1050-10.
— Décis. Douanes 745-30.
17 Ord. Organ. écon., p. 1291.
— Cass. Absent 308. — Boucher 39; Industrie 193 c. — Postes 93-10.
— Bordeaux. Peine 454.
— Bruxelles. Instr. crim. 138-40.
— Lyon. Servitudes 781-70.
— Nîmes. Disp. entre vifs 6648-10.
— Trib. de la Seine. Presse-outrage 381-30.
— Trib. de Thionville. Enreg. 5204, 5205 c.
— Lettre. Organ. instr. publ. 373.
18 Cass. Instr. crim. 1353-20 c., 1358, 2538-50. — Serment 181 c., 182.
— Angers. Servitudes 476-80.
— Douai. Expert 255.
— Montpellier. Pérempt. 193, 194 c.; Reprises d'inst. 57 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2200. — Culte 268-20. — Impôts directs 30, 117-20. — Organ. admin. 1009-20.
19 Cass. Cassation 1947; Peine 147-50 c., 158 c., 161-30, 198 c.
— Douanes 931. — Instr. crim. 3475-40. — Peine 158 c., 161-30.
— Angers. Disposit. entre vifs 2570.
— Bordeaux. Désistement 156 c., 186-20 c.; Prêt à intérêt 32-10.
— Effets de comm. 454; Faillite 198-50; Obligation 502-20 c., 1275 c., 5044-30; Prescription

Mars.

- civ. 589 c., 592 c., 764, 1114. — Vente 2050-10. — Faux incid. 92-60.
— Bruxelles. Exploit 373-60.
— Limoges. Dispositions entre vifs 2158.
— Nancy. Demande nouvelle 173 c., 211-50.
— Rouen. Exploit 338-20. — Louage 126.
— Trib. d'Hazebrouck. Enreg. 3881.
20 Cass. Instr. crim. 3734; Peine 452-10 c.
— Nancy. Responsab. 157-40.
— Paris. Désistement. 171. — Droit marit. 1367, 1371 c.
— Rennes. Disposit. entre vifs 238; Responsab. 416-20.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 1949-40.
— Décis. Voirie par eau 539.
21 Circ. Organ. admin. 281, 706.
22 Loi. Commune 163; Industrie p. 670; Nuit 2; Ouvrier 223-30, 237 s., 254; Travail des enfants, p. 816.
— Ord. Traitement internat., p. 537.
— Cass. Cassation 2177; Sacres. 79-20. — Chose jugée 19; Success. 1335-20. — Contrat de mariage 831 c., 834; Disposit. entre vifs 2446-40 c.; Loi 33-20 c.; Normandie 63 c., 74 c.
— Paris. Propriété 123-20 c., 30, 123-50 c.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 538; Cour des comptes 31. — Concess. admin. 15-10 c.; Dom. de l'Etat 265-60. — Concess. admin. 50. — Mise en jugem. 57-10, 58-10.
23 Cass. Absent 50 c., 493 c.; Contumace 78-10. — Contrat de mar. 4319-30 c., 4326-30-30. — Privil. et hypoth. 1810-40; Vente publ. d'immeub. 445 c., 446-30 c.
— Bourges. Exception 341 c.; Jugement 526; Vente publ. d'immeubles 138 c.
— Douai. Paternité 507.
— Gand. Exception 560.
— Limoges. Exploit 263 c.
— Montpellier. Péremption 351-50.
— Nancy. Faux incid. 185, 190.
— Poitiers. Acte de comm. 208.
— Arr. avoc. de Paris. Avocat 120.
24 Arrêté. Organ. de l'Algérie 320.
— Cass. Cassation 618-60; Privil. et hypoth. 2184-20. — Contrat de mar. 1343 c.; Exploit 375-60. — Délai 34 c.; Expropriation publ. 409-10 c., 487-10, 516-20 c. — Obligation 2510; Prêt à intérêt 143 c.
— Bourges. Compulsioire 27.
— Colmar. Faillite 821-40.
— Lyon. Faillite 311.
— Montpellier. Obligation 4478 c., 4538-70; Substitut. 247 c., 259.
— Trib. de la Seine. Voirie 358.
25 Ord. Banque 91.
— Bourges. Vente publ. d'immeub. 2235.
— Colmar. Commune 728 c.; Compét. admin. 23.
— Limoges. Louage 518-10 c.; Obligation 1116-30 c.; Rente viagère 98-10-20 c.
— Nancy. Degré de jurid. 330.
26 Cass. Instr. crim. 884. — Presse-outrage 341-20. — Procès-verbal 237-30. — Voirie par terre 2344-70.
— Aix. Compét. comm. 119.
— Bordeaux. Success. 1683, 1761.
— Colmar. Louage 216, 541 c.
— Douai. Mandat 358.
— Orléans. Pérempt. 124-20, 194 c.
— Paris. Mariage 305-10.
— Décis. Commune 2473 c., 2475.
— Lettre. Commune 2524.
27 Cass. Forêts 1549. — Instr. crim. 708. — Peine 378.
— Agen. Chose jugée 480-30 c.
— Bordeaux. Servitudes 903 c., 1403-10.
— Nancy. Expert. 233 c. — Règlement de juges 99-20; Renvoi 100.
— Nîmes. Presse-outrage 1254-20.

Mars.

- 27 Paris. Arbitre 1244 c., 1331. — Obligat. 1817. — Usufruit 208. — Trib. d'Evreux. Expropriat. publ. 843.
- 29 Cass. Action possess. 758 c., 800. — Appel civ. 359 c.; Discipline 317-30; Notaire 860 c. — Conclusions 48 c.; Obligat. 3643 c., 2853-10. — Droit rural 59-10; Garde champêtre 33 c. — Faux incit. 342. — Octroi 24.
- Liège. Enquête 285-30.
- Montpellier. Contrat de mariage 3340 c., 3346-10. — Exploit 119-60.
- Nancy. Degré de jurid. 314.
- Paris. Commune 1544; Expropriat. publ. 708.
- Decis. Douanes 659.
- 30 Cass. Action possess. 94, 814 c.; Chose jugée 197-30 c.; Impôts directs 594-30 c. — Appel civil 769 c.; Cassation 1155-40 c.; Enreg. 2733, 6034-50 c. — Arbitre 1081 c., 1120 c., 1122, 1151 c. — Disposit. entre vifs 4201 c., 4209-50, 4215-10 c. — Douanes 870 c., 905. — Effets de comm. 210. — Enquête 383. — Enreg. 4550.
- Caen. Plet a intérêts 286.
- Nancy. Louage 774, 858.
- Rouen. Société 1396.
- Cons. d'Etat. Patente 154-30.
- Circ. Sel 97.
- 31 Ord. Organ. instr. publ., p. 1365.
- Cass. Cassation 3057; Frais et dépens 885-30 c. — Contrat de mar. 3937 c., 3930. — Effets de comm. 759; Obligat. 799 c.
- Angers. Culte 198, 699-30 c.
- Bordeaux. Responsabilité 471-60 c.; Surenchère 222-10.
- Bourges. Arbitre 454; Compét. comm. 24.
- Nancy. Postes 91-30.
- Nîmes. Demande nouv. 209-10; Succès, 2342 c., 2344.
- Rennes. Privil. et hypoth. 1050 c.; Succès, 2111.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3552-20.
- Instr. Voirie par eau 165.

Avril.

- 1 Cass. Boulanger 12 c., 56 c.; Règlement admin. 111, 155-30 c.; Garde nat. 410, 446. — Instr. crimin. 2490-40, 3419 c.
- Limoges. Conclusions 2-30; Obligat. 5371-30 c.
- Lyon. Distrib. par contrib. 150; Exploit 622 c.; Ordre 977-10 c.; Privil. et hypoth. 163. — Société 1295-30.
- Nancy. Intervent. 68.
- Paris. Effets de comm. 110. — Vente 935.
- Rennes. Arbitre 1138; Obligat. 3638 c. — Droit marit. 725-40.
- Trib. de Versailles. Enreg. 1080.
- Avis Cons. d'Etat. Voirie p. terre 2190.
- 2 Cass. Forêts 1515.
- Lyon. Arbitre 170 c., 471 c., 1274.
- Riom. Disposit. entre vifs 852.
- Rouen. Vente 186.
- Circ. Commune 396, 761 c.; Voirie par terre 2136, 2137.
- 3 Loi. Place de guerre, p. 946; Travaux publics 164; Ville de Paris, p. 147.
- Cass. Brevet d'invent. 334 — Commune 859; Jugement 774. — Faux 298 c., 305 c., 307.
- Bordeaux. Dispositions entre vifs 3179, 3693 c.
- Douai. Acte de comm. 114 c., 182; Commerce, 43 c.; Compét. civ. trib. de paix 154 c.
- Paris. Action 124; Servitudes 482 c. — Mariage 305-10 c., 306.
- Rouen. Droit marit. 1097, 1098 c.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 263. — Impôts directs 186, 293-10. — Patente 366. — Travaux publics 391, 436-30, 692. — Voirie 109.

Avril.

- 3 Decis. Douanes 172.
- 4 Colmar. Arbitre 1031 c., 1050 c., 1199 c., 1306; Société 229 c.
- Delib. Enreg. 3888.
- 5 Cass. Action possess. 104, 105 c. — Avocat 292, 430 c., 461 c., 474 c. — Jugement 984-30.
- C. C. belge. Instr. crim. 990-30.
- Douai. Exception 111-20 c., 197.
- Paris. Contr. par corps 941.
- Circ. Instr. crimin. 591, 598; Minist. publ. 337 c.; Traité internat. 285, 292 c., 293 c., 299 c., 301 c., 303 c., 306 c., 308 c., 312 c., 314 c., 318 c., 320 c., 325 c., 337 c., 340 c.
- Decis. Douanes 508.
- 6 Cass. Acte de comm. 344 c.; Jugem. 318 c.; Obligat. 5053-79.
- Action possess. 32 c., 679; Cassation 71 c.; Jugement 959-110 c. — Action possess. 436; Servitudes 38 c. — Enreg. 5764. — Mandat 300; 334-20 c.; Obligat. 2852 c. — Minist. publ. 48-10; Privil. et hypothèques 1295-30.
- C. C. belge. Mines 391-10.
- Gand. Privil. et hypoth. 1622-40.
- Paris. Contr. par corps 511.
- Delib. Enreg. 3888.
- 7 Cass. Disposit. entre vifs 1551-90 c., 1567-10-40 c., 1568 c.; Jugement 1001-10 c.
- Bruxelles. Faillite 367-30.
- Cons. d'Etat. Pension 165; Séparation de corps 403 c. — Travaux publics 449. — Voirie par terre 1432 c., 1685-10.
- 8 Cass. Frais et dépens 1019. — Règlement de juges 178, 207 c.; Renvoi 204-10 c.
- 10 Cass. Commune 695; Contravent. 96 c., 144 c., 145 c.; Voirie p. terre 1194 c., 1363 c. — Commune 842, 902. — Commune 1195-50; Passeport 34 c. — Jugem. 1093. — Peine 155.
- C. C. belge. Jugem. d'avant dire droit 27-30.
- 12 Cass. Cassation 1700-20 c.; Compét. admin. 290. — Commune 323-30.
- 13 Cass. Arbitre 149, 150 c.; Contr. judic. 7-40 c., 15 c.; Société 1695-10 c., 1700-20 c. — Chose jugée 205, 245. — Industrie 330; Preuve 58 c.
- 14 Cass. Douanes 474; Procès-verbal 365-50 c. — Commune 278.
- 15 Cass. Contumace 94. — Instruit. crimin. 891 c.; Minist. publ. 34. — Instr. crimin. 2670-30. — Témoin 666-60.
- Bruxelles. Peremption 196 c.
- Lyon. Mariage 182-30.
- Paris. Distrib. par contrib. 157.
- 16 Cass. Boulanger 18. — Chose jugée 400-20; Témoin. faux 83 c. — Presse-out. 489-10, 930, 933 c., 1381-80 c., 1393-20 c.
- Trib. de la Seine. Mat. d'or et d'argent 60.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 484-40 c.; Exception 386 c.; Voirie par terre 125 c., 305, 2180. — Conflit 79 c.; Mines 548, 572-10 c.
- 17 Cass. Affiche 125; Poids et mesures 176. — Forêts 1429. — Règlement admin. 106, 122.
- Bourges. Contrat de mar. 1141.
- Bruxelles. Demande nouv. 99-70. — Exploit 339-60.
- Toulouse. Acquisitions 324.
- 18 Ord. Minist. publ., p. 6; Organ. instr. publ., p. 1365; Organ. judic., 195, p. 1507.
- Arrêté. Organism. de l'Algérie, p. 1037.
- Bruxelles. Exploit 97.
- 19 Cass. Conclusions 2-60; Jugem. 973-50 c., 1044-30 c. — Frais et dépens 98 c.; Obligat. 3026. — Loi 417. — Peine 534-10. — Servitudes 309 c., 327-20. — Succès, 123.
- Toulouse. Appel crimin. 87 c.; Instr. crimin. 707, 731, 733 c.

Avril.

- 20 Cass. Cassation 307; Réconsuption 10-40-30 c. — Cassation 1573 c.; Jugem. 711-60, 965-70, 973-50; Servitudes 104. — Minist. publ. 55. — Sucre 38.
- Agen. Contrat de mar. 3187-20.
- 21 Cass. Cassation 1665 c.; Contr. par corps 302; Jugem. 1044-40. — Enreg. 5348. — Privil. et hypoth. 1232-30; Société 1297.
- Voirie par terre 1082.
- Caen. Disposit. entre vifs 1297-40, 1798 c., 1817 c., 4473; Ordre 492 c., 493 c.; Rente viagère 141 c. — Privil. et hypoth. 2234-10.
- Paris. Appel civ. 374 c.
- Riom. Presse-outage 905-20 c., 1515.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3680, 4601.
- Trib. de Vitry. Saisie-arrest 323.
- 22 Cass. Instr. crimin. 713, 736 c. — Instruit. crimin. 1841-20, 2092-30; Jugement 798-30, 814-60; Témoin 630-20, 653-30 c., 685 c. — Instr. crimin. 3650. — Renvoi 129-50. — Témoin 423-30. — Vol 930-20.
- Grenoble. Louage 322-20 c., 324-30.
- Paris. Propriété littér. 281. — Substitut. 75-30.
- Trib. de Riom. Amnistie 126.
- Decis. Douanes 272.
- 23 Loi. Organ. judic., p. 1507.
- Ord. Soie 3.
- Cass. Boulanger 71 c.; Commune 1127-50. — Cassation 1924-60. — Commune 695; Contravent. 128 c. — Commune 915-20; Vidanges 67 c. — Faillite 1514, 1516 c. — Forfait. 150. — Voirie par terre 219.
- Bourges. Deg. de jurid. 455 c. — Privil. et hypoth. 1623-20.
- Paris. Louage 548-10.
- Delib. Enreg. 2390, 2829.
- 24 Cass. Instr. crimin. 2670-10; Liberté indiv. 78-20 c.; Peine 315 c., 363-10 c.
- Caen. Disposit. entre vifs 4180-30.
- Lyon. Exploit 332-10.
- Paris. Attentat aux mœurs 139. — Droit civ. 391-40. — Responsabilité 297; Trésor public 1239 c.
- Toulouse. Agréé 47, 57 c.; Désaveu 15 c., 31 c., 142 c.; Except. 268 c.; Mandat 205 c.
- Trib. de Clivay. Compét. civila trib. de paix 25.
- Instr. Archives 61.
- 26 Arrêté. Organ. de l'Algérie 1002.
- Cass. Enreg. 4763; Jugement 302-110. — Faillite 72 c., 136 c., 157-30.
- Dijon. Acte de comm. 281; Compét. comm. 290 c.
- Rennes. Acte de comm. 227; Organ. milit. 422 c.
- 27 Loi. Secours publ., p. 777.
- Cass. Cassation 1650-50 c.; Commerce, 93 c., 164 c., 212, 213 c. — Contrat de mar. 2394. — Succès, 2199.
- Nîmes. Arbitr. 1028, 1029 c.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 47 c. — Compét. administr. 80 c.; Cons. d'Etat 96-30; Pension 144 c., 171. — Conseil d'Etat 322, 274. — Cons. d'Etat 306 c.; Patente 32-10, 392. — Expropriat. publ. 87; Voirie par terre 67. — Jugem. par défaut 500-30. — Patente 105-20, 254-60. — Voiture 107-20, 113.
- 28 Cass. Adoption 126.
- Angers. Commune 1428 c.; Voirie par terre 1340-30.
- Bordeaux. Paternité 14 c., 62 c., 294.
- Limoges. Appel civ. 558.
- Paris. Consul 35-20, 42; Contr. par corps 416-30 c.; Société 1061 c.
- Toulouse. Deg. de jurid. 252.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1561, 4816. — Enreg. 4697, 5776 c., 5837 c.; Jugem. 154 c.

Avril.

- 29 Cass. Faux 196, 217.
- Agen. Cassation 2061; Nullité 58 c.
- Besançon. Propriété 151 c., 166-10; Servitudes 66 c., 70 c.
- Voirie par terre 122 c.
- Bordeaux. Organ. instr. publ. 226-20.
- Caen. Obligat. 903.
- Grenoble. Succès, 2295.
- Limoges. Jugem. d'av. dire droit 28-140.
- Paris. Adultère 34 c., 45.
- 30 Ord. Gendarmerie, p. 498.
- Cass. Faux 149-100. — Instruit. crimin. 1281, 1311, 1771, 1792, 1951-40; Minist. publ. 66; Témoin 508. — Instruit. crimin. 2258-40, 3122. — Manufact. 144. — Serment 112.
- Aix. Contr. de mar. 3336.
- Angers. Deg. de jurid. 345-20 c.; Ordre 1086 c., 1107-30.
- Bordeaux. Contrat de mariage 3591; Vente publ. d'immeubles 147 c.
- Bourges. Saisie-exéc. 53.
- Rennes. Enquête 478.
- Mai.
- .. Arr. avoc. de Paris. Avocat 212.
- 3 Loi. Concess. admin. 74; Délit. 7; Domaines de l'Etat, p. 100; Eaux, p. 336; Enregist. 41, 3283, 3306; Expropriat. publ. 30; Monument 8 c.; Offres 6; Organ. admin. 114, 319, 375-40, 406-40-50-60, 789-30, 806-40; Organ. coloniale 117, 501; Organ. de l'Algérie 1203 a.; Privil. et hypoth. 1336, 2049 a.; Réquisition 17; Transcript. hypoth. 380 a., 675; Travaux publ., p. 852; Voirie p. terre, p. 207.
- Cass. Chose jugée 197-30. — Chose jugée 283-40; Commune 2374 c., 2487; Obligat. 403-10 c., 556 c.; Transaction 149 c.
- Enreg. 5969, 6028-10 c. — Expropriat. publ. 457, 477-20 c. — Loi 135. — Voirie par terre 1828-30, 1850 c.
- Bordeaux. Droit marit. 1862.
- Douai. Faillite 1328, 1331 c., 1361-30 c., 1382 c.
- Montpellier. Effets de comm. 886; Obligations 972-30 c., 2481 c.; Prescript. civ. 140 c.
- 4 Cass. Disposit. entre vifs 3014; Obligat. 3525-10 c. — Lettres miss. 11-30 c.; Prescript. civ. 73, 83 c.
- C. C. belge. Complice 172-30.
- Bourges. Contr. p. corps 173-10.
- Colmar. Compétence comm. 386; Degré de jurid. 615.
- Poitiers. Dom. de l'Etat 107.
- Riom. Obligat. 4651 c., 4845.
- Dépêche. Commune 513.
- 5 Cass. Disposit. entre vifs 1550 c.; Enreg. 2637 c., 5975; Succès, 2118 c.; Transcript. hypoth. 149 c. — Expropriat. publ. 650. — Obligat. 2185-20 c. — Privil. et hypoth. 919.
- Douai. Deg. de jurid. 95, 106-10.
- Liège. Mines 315.
- Riom. Tierce-opposit. 196-60 c.; Vente publ. d'imm. 669.
- Trib. de paix de Nogent-sur-Seine. Bois et charbons 65.
- 6 Loi. Douanes, p. 613; Organ. marit. 515, 546 a., 573, p. 1689; Pêche marit. 56; Sel 69.
- Ord. Banque 172.
- Cass. Contravent. 511 c.; Forêts 639, 640 c., 1738 c. — Faux 23-30.
- Angers. Domicile 75-20; Puissance patern. 63 c.; Séparat. de corps 314 c.
- Besançon. Forêts 1241.
- Bordeaux. Jugem. 224-30; Succès, 591-10, 820.
- Bourges. Chasse 335. — Calte 830.
- Montpellier. Succès, 1243-10.
- Rouen. Frais et dépens 980 c.; Presse-outage 309, 505.

Mai.

- 6 Circ. Douanes 480.
- 7 Ord. Organ. milit., p. 1899.
- Cass. Commune 1232; Industrie 169-20 c. — Forêts 969; Instr. crim. 296 c.; Procès-verbal 59-30 c., 40 c. — Forêts 1172, 1201 c., 1202, 1205 c. — Industrie 170 a. — Jugem. 793-20.
- Lyon. Commerce, 49; Compétence comm. 154 c. — Industrie 354.
- Nîmes. Commune 1612; Except. 290-30 c.; Exploit 116 c., 121-60; Jugement 27-30; Jugem. d'av. dire droit 72-30.
- C. d'ass. de Nancy. Défense 135; Instr. crim. 2418-10 c.; Peine 357-30 c.
- Circ. Douanes 469.
- 8 Cass. Cassation 418. — Chasse 430 c.; Forêts 431. — Commune 1232. — Compét. crim. 377; Quest. préjud. 104-10 c. — Octroi 194-40, 401 c.; Peine 377-50 c. — Postes 67-30.
- Bruxelles. Enquête 479 c., 500, 502 c.
- Liège. Acquisitions 516, 517 c.
- Metz. Appel civil 922; V. 8 mai 1811.
- Trib. de Montpellier. Expropriat. publ. 845.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 47 c. — Cons. d'Etat 134-10, 314. — Culte 268-30. — Impôts dir. 40-20; Patente 211 c. — Organ. admin. 842-70, 900, 907, 913-30, 985-30.
- Circ. Douanes 114, 631.
- 9 Cons. d'Etat. Compét. admin. 176; Dom. de l'Etat 285 c. — Compétence admin. 495 c.; Except. 386; Trésor publ. 569-50, 582-30. — Conflit 110. — Travaux publ. 1173.
- 10 Ord. Pension, p. 773.
- Cass. Comm. publ. 19. — Douanes 111 c., 478, 481 c., 1017-20 c. — Enreg. 6034-60; Succès, 717 c. — Prescript. civ. 603 c.; Usage 175-30, 184 c., 211-60 c.
- Aix. Succès, 1501, 1509 c.
- Liège. Mines 155.
- Lettre. Voirie p. terre 698.
- 11 Cass. Action possess. 128, 135 c.; Jugement 1052-80 c. — Action possess. 163. — Compét. civ. trib. de paix 1-6. — Forêts 1415. — Loi 531-90; Octroi 52-10 c., 30 c., 352-40 c.
- Bastia. Obligat. 965-10, 999-50 c.
- Bordeaux. Contrat de mar. 3015.
- Bourges. Paternité 678.
- Montpellier. Contr. par corps 934 c.; Impôts indirects 542 543 c.
- Nîmes. Dispositions entre vifs 3909-30.
- Arr. des avoc. de Paris. Avocat 180.
- 12 Cass. Cassation 1632-160; Faillite 136 c., 139; Frais et dépens 86 c., 90-40 c.; Jugement 1019-50 c.
- Liège. Enquête 230; Jugement 578-20.
- Montpellier. Crimes contre les personnes 245; Instr. crimin. 1070.
- Nîmes. Conflit 113; Usage 62.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1684, 3878.
- Circ. Nourrice 13.
- Decis. Organ. marit. 572.
- Delib. Enreg. 1510, 1643 c.; Oh^u gat. 2440-50 c.
- 13 Cass. Commune 1097 c., 1098. — Contravent. 39 c.; Peine 14-50 c., 158 c., 161-30; Vente de substances falsifiées 99 c. — Faillite 1504; Usage 532 c. — Instr. crimin. 1580-20, 1898-10 c. — Procès-verbal 401-10 c.
- Montpellier. Prescript. civ. 1051 c.; Privil. et hypoth. 125 2188.
- Nancy. Compét. civ. tribun. de paix 175; Industrie 91 c.
- Rennes. Domicile 6 c., 25.
- 14 Arrêté. Organism. de l'Algérie, p. 765.

Mai.

- 14 Bordeaux. Appel crim. 338 c.; Dom. destr. 168 c., 311. — Contr. par corps 332; Success. 1846. — Société 123-10.
— Toulouse. Contrat de mar. 3351.
— Trib. de comm. de Paris. Théâtre 177.
— Avis cons. des mines de Belgique. Mines 178, 177.
— Circ. Impôts indir. 637, 638.
15 Cass. Commune 2651, 2689 c., 2694 c.; Fonction. publ. 53 c.
— Bruxelles. Effets de comm. 49. — Except. 29 c., 30, 62 c.
— Dijon. Acte de comm. 269.
— Douai. Exception 350 c., 313.
— Rouen. Office 273-10.
— Decis. Douanes 99, 335.
— Delib. Enreg. 3278-90.
16 Ord. Organ. instr. publ. 391, 393; Organ. milit., p. 1899.
17 Cass. Enreg. 1436 c., 1485 c., 1570. — Jugem. 1052-90 c.; Obligat. 638-20, 553-20 c. — Prescript. iv. 637-30.
18 Ord. Organ. de l'Algérie. p. 765.
— Cass. Arbitr. 233; Contrat de mariage 3482-20 c.; Obligation 4877-50. — Demande nouvelle 137-20 c., 255 c.; Vente publ. d'immeub. 268-40 c., 1215, 1228 c., 1272 c. — Emigré 404-10.
— Amiens. Compét. comm. 24.
— Bordeaux. Commune 3673; Responsabilité 669 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 2198; Obligat. 1791 c.
— Douai. Obligat. 3486-90, 8589 c.
— Riom. Disposit. entre vifs 2796-60.
19 Cass. Attentat aux mœurs 141. — Peine 696.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 551.
— Bruxelles. Dispositions entre vifs 3855, 3909, 3910 c., 3980-20. — Droit civil 350-30.
— Caen. Disposit. entre vifs 1669-10 c.; Obligat. 506-10. — Effets de comm. 263.
— Paris. Effets de comm. 760.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3615.
— Decis. Voirie par eau 559.
— Rueil. Trav. publ. 189.
20 Nîmes. Surenchère 193-40.
21 Cass. Dénonciat. calom. 30-20, 73 c.
— Liège. Faux 395.
— Avis Cons. d'Etat. Organ. admin. 457.
— Solut. Enreg. 2454.
22 Ord. Ville de Paris 61 c., p. 147.
— Cass. Abus de confiance 103; Faux 173-60 c.; Vol 76-80 c. — Delit 22; Prescript. crim. 43 c. — Jugem. 841-30.
— Bordeaux. Contrat de mar. 685.
— Paris. Jugem. par défaut 111-10. — Société 801 c., 1342-30, 1806-10 c., 1820-40 c.
— Avis cons. législat. Culte 563.
23 Ord. Mines 22 s., p. 638; Ville de Paris 61 c., p. 147; V. 23 mai 1843.
— Cass. Commune 2231 c.; Prescript. civ. 343. — Compte 60; Vente publ. d'immeubles 2142. — Place de guerre 44 c., 50. — Prescript. civ. 512; Usage 181 c.
— Bordeaux. Success. 1652.
— Rouen. Disposit. entre vifs 806-20, 1888 c., 2080-40 c.
— Solut. Enreg. 2077.
25 Cass. Demande nouv. 69; Obligation 5129 c., 5130-30. — Dépôt 101 c.; Jugem. 533-20-30 c., 623-30 c.; Saisie-arrest 397 c. — Enreg. 3520. — Organ. colon. 162.
— Bordeaux. Acte de comm. 405. — Vente 670, 679 c., 680 c.
— Liège. Peremption 162-20.
— Lyon. Bourse de comm. 305.
— Trib. de Senlis. Enreg. 3741-10, 3952 c.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 501; Ordres civil et milit. 201. — Cons. d'Etat 134-10; Organ. admin. 611. — Mise en jugem. 165-10, 167 c. — Trav. publ. 484-40, 544.

Mai.

- 26 Cass. Action 282; Cassation 1814 c.; Exploit 390 c.; Trav. publ. 1031 c. — Enreg. 3686. — Exploit 434; Société 125 c. — Jugem. 1044-50 c.; Tierce-opposit. 193-20, 198 c. — Société 1674; Vente 413-30 c.
— Bordeaux. Usage 577.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 671 c. — Effets de comm. 141. — Faillite 363. — Mines 97-10.
— Caen. Servitudes 1205 c.
— Paris. Nantiss. 93-20, 119 c., 124 c., 209 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3795.
— Circ. Douanes 788.
— Decis. Douanes 500.
27 Cass. Témoin 206.
— Bordeaux. Usufuit. entre vifs 1735-40; Usufuit 162 c. — Exploit 38-20.
— Douai. Contrat de mar. 944 c., 4180 c.; Faillite 1090 c., 1111; Privil. et hypoth. 874 c.
— Grenoble. Contrat de mar. 4019-20 c.; Mandat 23-30.
— Nîmes. Presse-out. 1244 c.
— Rouen. Droit marit. 1122.
28 Cass. Contravent. 243; Droit rural 209 c. — Dom. destr. 320; Peine 376-50 c. — Jeu 12, 104 c. — Témoin 217. — Voirie par terre 432, 571 c., 1180-10 c.
— Aix. Obligat. 5143-30.
— Angers. Disposit. entre vifs 1442 c., 1532; Vente 1746-20 c., 1775-30 c.
— Bordeaux. Louage 197-20.
— Rouen. Assurances terrest. 183; Obligat. 1798 c.
— Trib. d'Orléans. Enreg. 1766.
— Trib. de Rouen. Office 99.
— Trib. de la Seine. Responsabilité 686.
— Circ. Voirie par eau 559.
29 Aix. Privil. et hypoth. 1223-30, 1324 c.
— Paris. Substitut. 368. — Usufuit 352.
— Decis. Douanes 94.
30 Cons. d'Etat. Eaux 345.
31 Angers. Témoin 56 c.
— Bastia. Dom. de l'Etat 112 c.; Dom. engagés 19, 29 c., 108-20 c.; Louage emphyth. 14 c., 41-20 c.
— Dijon. Deg. de jurid. 271-60.

Juin.

- 1 Ord. Douanes, p. 613; Organ. de l'Algérie 522 s., p. 765.
— Caen. Vente 1367.
— Rouen. Droit marit. 222. — Office 273-10.
2 Loi. Degré de jurid. 12; Lois codifiées 7; Notaire, p. 592; Option 32; Organ. colon. 119-70; Signification 56; Vente publ. d'immeubles, p. 554.
— Besançon. Servitudes 258.
— Colmar. Obligat. 161; Success. 171-30, 2312-40 c.
— Limoges. Conciliat. 96-10.
— Montpellier. Privil. et hypoth. 1135.
— Rennes. Droit marit. 1820.
3 Cass. Abus de confiance 174; Cassation 1757 c.; Commission. 52 c.; Mandat 273-20 c. V. 3 juin 1840.
— Limoges. Complice 104 c. — Vente publ. d'im. 2226-10.
— Lyon. Caution. 180. — Mines 353 c., 508-40 c., 509-10.
— Metz. Contrat de mar. 646 c., 647 c.
— Nîmes. Presse-outage 930.
— Paris. Presse-outage 344-30.
— Rouen. Faux incid. 248 c., 331.
— Toulouse. Compét. crim. 551, 553 c.
— Instr. Voirie par terre 1258, 1259.
4 Cass. Cassation 557. — Impôts indir. 485-20; Octroi 107 c. — Procès-verbal 47-30-40 c. — Vidanges 78 c., 78.
— Angers. Faillite 161-50.

Juin.

- 4 Caen. Disp. entre vifs 4291-30.
— Douai. Commiss. 212. — Presse-outage 519-20.
— Lyon. Contrat de mariage 3520, 3700, 3769, 3780; Domicile 74. — Exception 536 c.; Faillite 514, 515 c.
— Orléans. Crimes contre les personnes 255 c., 258-20 c., 267-10, 275 c. — Expert. 185.
— Riom. Obligat. 5053-80 c.
— Cons. d'Etat. Commune 549. — Garde nat. 35. — Organ. admin. 806, 607-10, 1002. — Voirie par eau 220.
— Decis. Forêts 1878.
— Delib. Enreg. 3541.
5 Cass. Cassation 961. — Chasse 483; Prescript. crim. 171 c. — Forêts 387 c., 702, 861 c. — Procès-verbal 138-10 c.; Revendeur 1.
— Douai. Obligat. 164 c., 667.
— Nancy. Usage 513-20 c.
— Toulouse. Abus de confiance 48.
7 Cass. Procès-verbal 336-20.
— Bordeaux. Disp. entre vifs 1307, 1309 c., 1669-110 c.; Obligat. 506-20 c., 1023-20.
— Decis. Douanes 591-110.
— Instr. Impôts indir. 6-120.
8 Cass. Contr. admin. 18 c.; Prescript. civ. 486. — Enreg. 3913.
— Douai. Exploit. 221-40; Jugem. par défaut 406-50; Privil. et hypoth. 370-20.
— Gand. Compét. comm. 23 c., 136.
— Grenoble. Contrat de mar. 3229, 3554-20.
— Montpellier. Forêts 1844.
— Paris. Arbitr. 159 c., 206.
— Rouen. Servitudes 120 c.
— Circ. Impôts indirects 400.
9 Cass. Action 283 c.; Société 1466. — Contrat de mariage 3994 c., 4033-20 c.; Privil. et hypoth. 2690 c., 2698 c., 2699-10. — Douanes 369; Loi 561-20 c. — Effets de comm. 225-10 c., 233. — Jugement 1037-30. — Obligat. 155 c.; Société 77. — Travaux publics 1221 c., 1225.
— Bourges. Exploit 35-70.
— Bruxelles. Mines 108. — Pérempt. 116.
— Douai. Degré de jurid. 115-50 c., 116-20; Frais et dépens 965. — Vente publ. d'im. 2151-20 c., 2159 c.
— Nîmes. Louage 517.
— Riom. Instr. crim. 148.
— Trib. de la Seine. Enreg. 730, 4424 c.; Louage 351 c. — Enreg. 883, 3949 c., 4945 c.
— Sentence arbitrale. Disposit. entre vifs 823, 824.
10 Loi. Gendarmerie, p. 499; Trésor public, p. 1179.
— Ord. Trait. internat., p. 537.
— Cass. Biens 48; Privil. et hypoth. 1759-10 c.; Propriété 256; Vente publ. d'im. 61 c., 1127 c. — Instr. crim. 3658-30. — Jugement 817-10. — Mandat 158-20, 169-70 c. — Témoin 659.
— Bruxelles. Mines 373-10.
— Paris. Contrat de mar. 3306.
— Rouen. Success. 2098.
11 Loi. Trésor public, p. 1179.
— Cass. Attentat aux mœurs 95; Peine 113-50 c. — Attentat aux mœurs 116, 141 c.; Cassation 171 c. — Forêts 1432, 1434 c., 1458 c.; Question préjudic. 112-90 c.
— Bourges. Jugement 433; Vente publ. d'im. 129, 216-30.
— Trib. de Lille. Enreg. 3243.
— Trib. de la Seine. Adopt. 99, 225 c.
— Delib. Enreg. 3541.
12 Cass. Contravent. 39 c.; Peine 147-50 c., 158. — Instr. crim. 100 c.; Responsabilité 619.
— Amiens. Frais et dépens 162-30 c., 163-30, 164.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3826; Vente publ. d'im. 1920-30 c.
— Bruxelles. Effets de comm. 367.
— Mines 98-10.
— Rouen. Privil. et hypoth. 468-30, 699-20 c.

Juin.

- 13 Ord. Organ. instr. publ., p. 1365.
— Cass. Jugem. par défaut 484-20 c.
14 Ord. Avoué 28.
— Cass. Cautionnement 334.
— Rennes. Contrat de mar. 1317 c.; Prescript. civ. 731, 932-40 c.; Vente 875-40 c.
— Rouen. Faillite 1250-20.
15 Loi. Droit marit. 16.
— Cass. Faux incid. 282. — Jugem. 965-50, 1025-60, 1044-60.
— Bastia. Dom. de l'Etat 118-20.
— Bourges. Vente 290-60 c., 294-10 c., 295 c., 297 c.
— Paris. Nantiss. 93-20 c., 119 c.
— Rouen. Contrat de mar. 3306-30.
— Cons. d'Etat. Commune 398; Travaux publ. 1298 c. — Mise en jugem. 58-10, 187-20, 228-50. — Pension 92. — Trav. publ. 521, 602.
— Decis. Douanes 304.
16 Cass. Prescript. civ. 147; Propriété 602, 415 c., 467 c.
— Aix. Compét. comm. 126-20.
— Amiens. Degré de jurid. 450 c.; Vente 290-70, 301 c., 1638-10 c.
— Bordeaux. Obligations 4580-10, 4531 c.
— Rennes. Contrat de mar. 1129, 1131 c.
— Trib. de Colmar. Obligat. 3596-10.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1263, 3521, 2539 c., 4417 c.
— Cons. d'Etat. Jugement 904-60; Voirie par terre 407-30. — Manufact. 60 c., 81-30, 110. — Marché de fourn. 84-30. — Organ. admin. 593-80, 956-20, 964-30. — Théâtre 124.
— Decis. Forêts 168.
17 Loi. Organ. marit. 86, 98, 100, 111 s., p. 1689.
— Cass. Chose jugée 589. — Complice 50 c.; Faux 185, 260; Instr. crim. 2471-10 c. — Conclus. 57 c.; Eaux 573-100, 583-10 c.; Jugem. 752, 813-30. — Jugem. 1052-100; Responsab. 112-80.
— C. C. belge. Jugem. 39-60, 269 c., 998-70. — Mariage 853.
— Angers. Dispos. entre vifs 3112-100; Exploit 66-50 c.; Obligat. 1580 c.; Vente 929 c.
— Bourges. Forêts 432.
— Nîmes. Forêts 435 c., 728 c., 1539.
— Paris. Appel civil 423 c.
— Trib. de Pamiers. Enreg. 2906, 3854.
18 Ord. Organisation milit. 64, 144, p. 1899.
— Cass. Compét. crim. 519; Instr. crim. 219-30 c.; Peine 187-30 c.
— Bourges. Compét. comm. 38.
— Rouen. Success. V. 10 juin.
— Toulouse. Droit civil 571-30; Frais et dép. 1027-60 c.
19 Cass. Boulanger 58 c., 102; Règlement. admin. 153-10 c.; Boulanger 103. — Voirie 429-10.
— Colmar. Acte de commerce 72. — Société 720.
— Poitiers. Jugem. par déf. 425-40.
21 Ord. Organ. marit., p. 1689.
— Cass. Substit. 57-30, 236 c.
— Colmar. Arbitr. 454 c., 581.
— Grenoble. Obligat. 2044 c.; Succession 1398, 1436, 1478-30, 1494, 1499.
— Rennes. Contrat de mar. 1915; Séparat. de corps 152 c. — Effets de comm. 385.
22 Cass. Cassation 1311 c., 1641 c.; Obligat. 2416-30 c. — Cassation 1582 c.; Vente 1681-10. — Chose jugée 170-20 c.; Faillite 494, 1066-20 c.; Success. 1427 c., 1457 c., 1464 c., 1478-20 c. — Obligat. 2705-10.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 2553-10 c., 2815-30.
— Paris. Droit civil 251 c.; Organ. milit. 315-30.
— Trib. de Nevers. Enreg. 6036.
23 Cass. Cassation 1609 c.; Vente 355-70. — Enquête 620; Jugement 1010-90 c. — Mariage 714-40 c.; Puissance paternelle 59; Séparat. de corps 123 c., 218 c., 327-10 c., 401 c.

Juin.

- 23 Bordeaux. Ordre 394-80, 1324, 1326-10 c.
— Bourges. V. 23 mars. 1841.
— Bruxelles. Témoin 580-60.
— Caen. Contrat de mariage 941.
— Scellés 168 c.
— Paris. Faillite 1128 c.; Saisie-arrest 437.
— Cons. d'Etat. Commune 2216, 2315-20 c. — Cons. d'Etat 232-10. — Eaux 49; Pêche fluviale 23 c., 69-40 c. — Eaux 457-49, 472 c. — Garde nation. 46. — Impôts dir. 113-40. — Jugem. 911-10. — Organ. admin. 956-20, 974-10. — Procès-verbal 765-50. — Voiture 104-40.
— Decis. Douanes 520.
24 Cass. Abus de conf. 142; Forfait. 54 c. — Eaux 361 c.; Prescription civile 152; Servitudes 240-20 c., 1128-20 c. — Témoin 468, 496-50, 639-10.
— Bordeaux. Saisie-exéc. 252.
25 Loi. Douanes, p. 614; Enregistr. 42; Forêts 133; Impôts indir., p. 426; Notaire, p. 592; Office 85, 213 s., 235, 319, p. 110; Organ. admin. 716; Organ. instr. publ., p. 1365; Pêche marit. 10, 30; Sacre 6; Trait. internat., p. 537; Trav. publ. 164, p. 553; Trésor public 167, 358, 760, p. 1179; Vente publ. de marchandises neuves, p. 993; Voirie par terre 68, 1638 s., 1667 s., p. 207, 208.
— Cass. Compét. admin. 68. — Forêts 1123. — Procès-verbal 771-10.
— Bordeaux Industrie 342.
— Douai. Responsabilité 613.
— Cons. d'Etat. Commune 2315.
26 Ord. Douanes, p. 614; Sel, p. 863; Trait. internat., p. 537.
— Cass. Chasse 475 c., 476, 483 c.; Prescriptions crim. 110 c., 169 c. — Faux 323. — Instr. crim. 955-40. — Jugement 758-30. — Poids et mesures 136.
— C. C. belge. Exploit 318-20.
— Lyon. Success. 1230.
— Nancy. Degré de jurid. 349-30; Ordre 837 c.
— Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 86; Success. 1484. — Contrat de mar. 1071, 1072 c. — Société 1299.
— Rennes. Vente 1576-30.
— Toulouse. Mariage 736.
— Trib. de Saint-Omer. Enreg. 391, 1763 c.
— Decis. Douanes 108; Enregistr. 4919, 5941; Privil. et hypoth. 3696.
27 Cass. Organ. judic. 176-10.
28 Cass. Mines 223 c.; Responsab. 630-10.
— Bordeaux. Obligat. 894.
— Douai. Obligat. 175; Vérificat. d'écrit. 178 c.
— Paris. Mariage 394-80-160 c., 568-60 c.
— Riom. Médecine 80 c.; Prescript. crim. 94.
— Trib. de pol. de La Fère. Bois et charbons 38.
29 Ord. Impôts indir., p. 427.
— Cass. Arbitr. 170; Cassation 99 c., 2057-20 c.
— Bourges. Usufuit 418-20 c.
— Douai. Frais et dépens 182.
— Trib. d'Avranche. Enreg. 2674.
— Trib. d'Etampes. Enreg. 5984.
— Cons. d'Etat. Commune 278.
30 Ord. Trait. internat., p. 537, 588.
— Cass. Arbitr. 1013; Emigré 185-90; Jugem. d'arr. dire droit 81 c. — Cassation 1599 c.; Dom. de l'Etat 122; Echange 41 c., 42 c. — Chasse 512. — Degré de jurid. 114 c., 117-30. — Enreg. 5377. — Obligat. 868-10. — Organ. admin. 173-60, 480 c. — Servitudes 142.
— Bordeaux. Intervent. 47-30 c.
— Liège. Compte-courant 100.
— Riom. Forêts 512 c.

- 30 Rouen. Compét. admin. 208 c.; Manufact. 170-80.
— Trib. de Cambrai. Enreg. 218, 4980-30 c.
— Trib. de Rouen. Privil. et hypoth. 876.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3589. — Enreg. 5617: Prescript. civ. 507, 794 c.
— Trib. de Vitry. Minorité 508; Puissance paternelle 82 c.
— Cons. d'Etat. Commune 1667. — Compét. admin. 65 c.; Expropriat. publ. 233-30, 573-10 c., 581-20 c.
— Circ. Organ. admin. 781.

Juillet.

- .. Arr. avoc. de Paris. Avocat 121.
1 Ord. Gendarme, p. 499.
— Cass. Commissionn. 217. — Disp. entre vifs 4436. — Instr. crim. 1620-40, 2496-30; Vol 164, 167 c. — Société 1320. — Tentative 90.
— Bastia. Jugement 338-40.
— Bordeaux. Success. 1746.
— Paris. Louage 412.
— Poitiers. Obligation 786; Office 154 c.
— Rouen. Contrat de mar. 1324 c., 2183. — Presse-outr. 209.
— Trib. de Châteaubriant. Obligat. 3914.
— Trib. de Versailles. Enreg. 1746 c., 1889.
— Instr. Enreg. 2919.
2 Cass. Commune 660; Compétence crim. 347 c.; Expert. 402 c. — Garde nation. 329. — Instr. crim. 2144, 2145 c.; Témoin 344 c. — Organ. de l'Algérie 754-10. — Témoin 666-10.
— Bourges. Défense 245.
— Limoges. Contrat de mar. 1686; Privil. et hypoth. 2332-30 c.
— Rouen. Demande nouvelle 168 c.; Office 163.
— Circ. Biblioth. 56.
— Décis. Douanes 584.
3 Cass. Boucher 30; Industrie 428 c. — Douanes 999-80. — Faillite 1468 c., 1476; Instr. civile 68 c.
— Caen. Cautionn. 338.
— Liège. Enreg. 5697.
— Paris. Théâtre 241.
— Rennes. Contrat de mar. 1933; Séparat. de corps 362 c.
4 Toulouse. Contrat de mar. 3688.
— Cons. d'Etat. Compétence admin. 208 c.
— Instr. Enreg. 6079.
5 Cass. Coll. 665-30; Dispositions entre vifs 479 c.
— Besançon. Forêts 1230.
— Bordeaux. Commissionn. 220.
— Bourges. Mandat 22-40.
— Dijon. Mandat 387.
— Nancy. Jugem. d'avant dire droit 5-30.
— Riom. Notaire 405. — Vente 1273-40.
6 Ord. Organ. instr. publ. 373, 377, p. 1365.
— Cass. Action possess. 321; Voirie par terre 450-10 c. — Arbitre 603, 1093 c. — Louage 247. — Prescript. civ. 267-30. — Vente publ. d'im. 1308 c., 1617-40.
— Besançon. Forêts 1243.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3443; Ordre 527-10 c., 634-30 c.; Privil. et hypoth. 141 c., 2183-10 c., 2330-30 c., 2406-40 c. — Vente 1290-80, 1296 c.
— Gand. Privil. et hypoth. 1350.
— Orléans. Compétence comm. 387; Jugem. p. def. 410-30 c.
— Toulouse. Compét. comm. 19.
7 Cass. Cassation 1874-110; Office 216 c., 237 c., 245 c., 261-10 c. — Chose jugée 225 c.; Inter-vent. 124. — Faillite 75. — Office 216, 238 c., 262 c.; Transaction 84 c.
— Bordeaux. Chose jugée 460; Médecine 170-30 c., 172 c. — Médecine 168, 170-30 c.

Juillet.

- 7 Douai. Compét. comm. 341.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3393, 4031, 4036 c., 4712.
8 Cass. Compét. crim. 483 c. — Impôts indir. 496, 509 c.; Instr. crim. 920 c.; Peine 843 c.
— C. C. belge. Cassation 1425-30. — Mines 71.
— Bourges. Appel crim. 288.
— Colmar. Commune 1971; Prescript. civ. 771. — Exploit 441-40 c.; Obligat. 843.
— Trib. de Muret. Enreg. 5065.
— Trib. de Rouen. Enreg. 6253.
— Décis. Douanes 443.
9 Ord. Sel 69.
— Cass. Complice 200 c., 202, 240 c. — Contrevenant 358 c.; Donn. destr. 308-30. — Peine 286 c., 525-10.
— Bordeaux. Demande nouvelle 77; Ordre 986-40 c.; Privil. et hypoth. 886 c., 891, 935, 936 c.
— Colmar. Assurances terrestres 193, 207 c., 295 c.
— Paris. Commune 2657 c., 2694. — Contrat de mar. 1476.
— Rouen. Presse-outrage 209.
10 Ord. Traité internat. p. 538.
— Arrêté. Notaire 680 c., 733-10.
— Cass. Presse-outr. 538 c., 553-10, 1571-30.
— Grenoble. Vente 426-80.
— Liège. Mines 296-30, 300-10-40, 480-60.
— Nancy. Degré de jurid. 151, 170-30, 518.
— Décis. Douanes 60; Office 200 c.
12 Ord. Organ. marit. p. 1689.
— Montpellier. Cate 144 c., 248 c., 823.
— Circ. Douanes 469; Forêts 156.
13 Ord. Dom. de l'Etat, p. 160; Trésor public, p. 1180.
— Convention. V. 30 déc. 1841.
— Cass. Appel incid. 101; Réserve 5 c.; Responsab. 112-60; Théâtre 40. — Commune 2216.
— Organ. judic. 173-10-30.
— Privil. et hypoth. 437, 682 c., 1486-10, 1517 c.; Transcrit. hypoth. 562 c.
— Bordeaux. Acte de comm. 842; Exception 160-30 c.
— Bourges. Ordre 299-50.
— Paris. Contrat de mar. 139.
— Trib. de Nevers. Enreg. 3683.
— Circ. Commune 2501, 2512 c., 2513 c.
— Décis. Douanes 103; Forêts 887.
14 Arrêté. Forêts 770.
— Aix. Vente 579 c., 2050-40.
— Bruxelles. Dispositions entre vifs 3772.
— Nancy. Actior. possess. 91.
— C. d'ass. de la Seine. Compét. crim. 605.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1684, 4187. — Responsab. 686. — Société 1317, 1368 c., 1376-10-30-30.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 79-20; Travaux publics 621 c. — Compétence admin. 513; Industrie 150 c. — Concess. admin. 43 c.; Voirie par terre 316. — Cons. d'Etat 77-10, 222. — Impôts directs 186, 487-10. — Impôts directs 636; Jugement 504-70. — Patente 52, 104-70, 342-10. — Pension 163.
15 Cass. Chose jugée 347 c.; Usage 294.
— Bordeaux. Except. 72 c., 77c., 532.
— Martinique. Organ. colon. 46.
— Trib. de la Seine. Compét. admin. 16.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 138 c.; Organ. admin. 978-20, 1023. — Patente 39-20, 199-30. — Travaux publics 2031, 2126, 2144, 2203-50-60, 2336. — Travaux publics 802. — Voirie par eau 121-10. — Voirie par terre 448, 543-20.
— Décis. Douanes 66, 548, 631; Office 195-10, 308.
— Instr. Enreg. 1902, 1905, 1912, 1915, 1916, 1920, 1921, 1925, 1926, 1928, 1927, 1933.

Juillet.

- 16 Cass. Attentat aux mœurs 141; Cassation 2250. — Instr. crim. 1989-20; Témoin 234-40.
— Grenoble. Mariage 88-70.
— Liège. Voiture 396, 406 c.
— Trib. de Loches. Contrat de mar. 281-20.
— Trib. de police de Laon. Bois et charbons 38.
17 Cass. Abus de confiance 164; Compét. crim. 417; Mandat 17-20 c. — Instr. crim. 512, 706 c., 713 c., 720 c., 730; Jugem. d'av. dire droit 91-50; Obligat. 4771-10.
— Bourges. Date 18 c.; Disposit. entre vifs 2712-30.
— Douai. Société 1017.
— Paris. Faillite 408, 418 c. — Paternité 620-50, 623 c., 693 c.
— Trib. de Condom. Enreg. 335, 4097 c.
18 Circ. Cassation 514.
19 Ord. Juifs, p. 715; Organ. écon. p. 1291.
— Cass. Faillite 602; Obligat. 2412 c.; Prescript. civ. 479-40; Privil. et hypoth. 2494 c. — Garde du comm. 9. — Voirie p. terre 1539.
— Besançon. Forêts 1199, 1206.
— Bourges. Contr. par corps 132; Incident 36. — Vente publ. d'immeub. 444-10.
— Bruxelles. Deg. de jurid. 382.
— Paris. Paternité 714-60.
20 Cass. Cassation 2160 c.; Expropriat. publ. 322. — Deg. de jurid. 115-60, 116-20 c., 198-10 c.; Enreg. 6195-30. Droits polit. 253. — Loi 376 c.; Notaire 751 c., 861 c., 872 c.; Office 273-20-40, 275 c.
— Agen. Contrat de mar. 430; Disposit. entre vifs 1937 c.
— Montpellier. Effets de commerce 486-10.
— Paris. Surenchère 195-40.
— Riom. Faillite 217-10.
— Trib. de Montmorillon. Enreg. 1383.
— Trib. de Nantes. Enreg. 3896-30.
— Circ. Commune 448, 515 c.
21 Cass. Impôts indir. 340. — Prêt à intérêts 306, 307 c.
— Douai. Dispositions entre vifs 205-40.
— Trib. de Dreux. Enreg. 466.
— Trib. de Lons-le-Saulnier. Forêts 344.
— Circ. Douanes 369.
22 Cass. Dom. publ. 30 c.; Eaux 24 c.; Propriété 106.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3584, 3606 c., 3613. — Disposit. entre vifs 3060-30. — Vente publique d'immeubles 1216-10, 1273.
— Nancy. Notaire 730.
— Nîmes. Acquissement 884. — Dénonciat. calomn. 12 c., 135-20.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 723. — Société 494-10-40-50.
23 Ord. Trésor publ., p. 1180.
— Cass. Accessoire 47 c.; Propriété littér. 281.
— Colmar. Expropriat. publ. 326, 350 c.; Saisie-arrest 107 c.
— Metz. Forêts 344.
— Nancy. Louage 746-10, 857.
— Orléans. Chose jugée 9; Minist. publ. 127 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 47 c. — Forêts 1931. — Manufact. 89-20. — Mise en jugem. 91. — Pêche fluv. 105. — Servitudes 400; Voirie par terre 261 c., 2343; Voirie par eau 124-20, 176, 383. — Travaux publ. 434-30. — Voirie par eau 224. — Voirie par terre 1752 c., 1769-10, 1822, 1827-30.
— Avis Cons. mines de Belgique. Mines 78.
— Décis. Douanes 914.
24 Cass. Chose jugée 575; Compét. crim. 613 c.; Instr. crim. 2162-30, 2266, 2271, 2297, 2368-30, 2714-30, 2861, 3123; Serment 117-40; Témoin 370-10, 570 c., 636-60 c., 1463-40.

Juillet.

- 24 Bordeaux. Privil. et hypoth. 967 c., 1818, 2215, 2472 c.
— Nancy. Usage 84-20 c., 542, 545 c., 554 c.
— Paris. Mat. d'or et d'argent 60.
— Trib. d'Aurillac. Enreg. 5100, 5520 c.; Obligat. 4380 c.
— Instr. Commune 2367 c.; Enreg. 4919, 5941, 6104; Privil. et hypoth. 2695, 2696.
25 Ord. Octroi 119-40; Traité internat., p. 538; Trésor public, p. 1179.
— Cass. Compét. crim. 368-50; Impôts dir. 599 c.; Usage 99 c. — Prêt à intérêts 306, 307 c.
— Circ. Commune 399.
26 Cass. Enreg. 1076, 1090 c. — Jugem. 1044-70-80 c. — Obligation 5023 c.; Propriété 452.
— Grenoble. Société 983.
— Paris. Arbitre 1334.
— Rennes. Arbitre 634.
— Lettre. Hospices 46.
27 Ord. Organ. colon. 147, 148, p. 1106.
29 Nancy. Saisie-arrest 441.
30 Cass. Faillite 1416.
— Bourges. Deg. de jurid. 612-20.
— Metz. Forêts 344.
— Rennes. Droit marit. 1015.
— Trib. de Mantes. Enreg. 5179.
31 Ord. Trav. publ., p. 852.
— Cass. Garde nation. 33, 92. — Instr. crim. 3637, 3651-30.
— Bruxelles. Compét. comm. 68.
— Liège. Dispositions entre vifs 1669-20.
Août.
2 Cass. Chose jugée 232; Commune 1456 c.; Usage 504 c., 526. — Droit maritime 1102. — Enreg. 4343; Usuruit 640 c. — Pérempt. 146 c.; Prescription civile 675 c.; Succession 1537, 1538. — Règlement admin. 149. — Vente 274.
— Nancy. Expert 319.
— Paris. Séparat. de corps 135 c., 141 c., 144-10 c.
— Rennes. Obligat. 3536-30.
— Décis. Office 208.
3 Ord. Biblioth. 23.
— Cass. Disposit. entre vifs 1633 c., 1668-10 c., 20 c., 1673 c., 4270, 4271 c.; Succession 1123 c. — Dispositions entre vifs 3137 c., 3152, 3166 c. — Eaux 444-20. — Forêts 492 c.; Prescription crim. 94 c., 98, 167 c.
— Bordeaux. Dispositions entre vifs 519, 569, 617; Jugem. 584-10 c. — Disposit. entre vifs 2791 c.; Notaire 280 c., 288-10; Obligation 3682 c., 5093 c.; Preuve 60 c.
— Gand. Instr. crim. 969-10.
— Paris. Arbitre 147 c. — Cassation 2236.
— Riom. Office 362; Société 163 c.
— Circ. Secours publics 184; Voirie par terre 1690, 1691, 1692, 1693.
— Delib. Enreg. 8037.
4 Cass. Eaux 459. — Enreg. 892. — Expropriation publ. 265-30, 270 c.; Voirie par terre 1209 c. — Faillite 975-20; Obligation 2350 c. — Presse-outrage 1398, 1448-10.
— Bordeaux. Disposit. 266-60; Notaire 755-20 c.
— Toulouse. Mise en jugement 79, 304 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 5040.
— Trib. de Senlis. Enreg. 5986.
— Trib. de Valenciennes. Office 361.
— Décis. Douanes 306.
5 Cass. Action 212; Obligat. 5053-90 c.; Organ. judic. 498-30 c.; Vente 1722-20 c. — Attentat aux mœurs 110. — Cassation 551; Commune 1318. — Chasse 440, 441 c.; Garde champêtre 46 c. — Chose jugée 451-10. — Côte 681-10; Disposit. entre vifs 325-20 c. — Garde nation. 493.

Août.

- 5 Bordeaux. Compte 191-10 c.; Minorité 473, 626-20 c.
— Rouen. Postes 118.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 222. — Degré de jurid. 650 c.; Vente admin. 293-30. — Eaux 472. — Organ. admin. 593-80, 886-30, 890-30, 898-20, 913-10, 956-20. — Trav. publ. 1009. — Voirie p. eau 503, 528.
6 Cass. Commune 1198, 1200 c. — Commune 1341 c.; Théâtre 64-10. — Garde nat. 251-10, 622-50, 659-10; Recusation 42 c. — Organ. milit. 282-20. — Postes 139.
— Amiens. Privil. et hypoth. 1183.
— Bourges. Prescript. civ. 1081.
— Colmar. Exploit 473.
— Orléans. Rente viagère 90-10.
— Rouen. Acte de comm. 82.
— Circ. Vagabond. 26.
7 Ord. Dom. de l'Etat 99; Organ. admin. 209, 20, 735, p. 613.
— Paris. Enquête 473 c., 550. — Nantissém. 92, 123 c.
— Rouen. Loi 254-50 c.; Privil. et hypoth. 384, 386-10 c., 383 c. — Solut. Enreg. 3072.
8 Ord. Organ. instr. publ., p. 1366.
9 Cass. Contamnat. 7 c. — Rentes constituées 168-20.
— C. C. belge. Cassation 181.
— Liège. Enquête 473; Obligation 1304-40; Vice rédhibit. 229.
— Paris. Saisie-arrest 385-30.
— Toulouse. Obligat. 352.
— Circ. Organ. admin. 291, 735.
10 Ord. Organ. colon., p. 1106; Organ. maritime, p. 1689; Pêche marit. 30.
— Cass. Biens 265 c.; Cassation 100; Degré de jurid. 534-100 c.; Domaine de la cour. 31, 39 c.; Jugem. 563 c., 564 c., 1813-90, 1024 c.; Prescript. civ. 214 c., 276 c.; Réserve 6 a. — Enreg. 1923. — Expropriat. publ. 60 c., 107-20 c., 124-20 c., 30 c., 152-10 c., 165 c., 261-10, 387-10, 540 c., 631-10 c.
— Bourges. Biens 47; Vente 1237 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 363-30.
— Lyon. Conclues. 86-30.
— Paris. Louage 147.
— Trib. de Lyon. Enreg. 911.
— Cons. d'Etat. Culte 823.
— Décis. Douanes 724, 725.
11 Arrêté. Mines 415.
— Cass. Cassation 2115 c., 2160 c.; Expropriat. publ. 125-10 c., 30 c., 174 c., 247 c., 249 c., 320, 321 c. — Compét. admin. 314 c.; Loi 473 c.; Succession 107 c.; Traité internat. 156. — Expropriat. publ. 485-20, 505-10 c. — Paternité 323.
— Dijon. Forêts 1323.
— Montpellier. Faux 137.
— Paris. Brevet d'invention 76. — Compét. comm. 194. — Contr. p. corps 75-20 c., 346 c., 491; Degré de jurid. 225-50 c.
— Poitiers. Compte 35.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3279, 5296 c., 6228 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 120, 122, 222. — Jugem. 931-20. — Manufacture 105-30. — Organ. admin. 863, 868, 948-10, 1001-30. — Organ. coloniale 343. — Patente 41. — Voirie par eau 270-10, 279; Voirie par terre 215. — Voiture 88, 39.
12 Cass. Cassation 304-10 c., 1640-60 c.; Desaveu 128, 132 c.; Frais et dépens 36 c., 737 c. — Faux 317; Obligat. 4993-40 c. — Postes 118. — Témoin 368-80 c.; Voirie p. terre 2094-10 c., 2328-20. — Vente de substances falsifiées 29, 38 c., 39 c. — Voirie par terre 1878-10, 2051-10, 2299-30, 2371 50.
— C. C. belge. Obligat. 4748-70 c., 4794-10.
— Paris. Assurances terrestres 73; Obligat. 271 c.
— Circ. Aliéné, p. 482.
13 Cass. Commune 685. — Contravenant 142; Témoin 144-10, 145-10.

Novembre.

- 16 Cass. Contrat de mar. 3829; Disposit. entre vifs 4571-60 c.; Effets de comm. 600 c.; Obligat. 2506. — Loi 539-10 c.; Obligat. 3249-30 c. — Obligat. 853 c.; Vente 1812. — Obligat. 2506.
- Bordeaux. Faillite 291; Frais et dépens 71-40 c.
- Lyon. Responsabilité 196-20.
- Nîmes. Contrat de mar. 3856 c., 3859.
- Poitiers. Acte de comm. 308, 217.
- 17 Cass. Action possess. 755, 757 c., 808 c. — Cautionn. de fonctionn. 87 c.; Vente 1709, 1770 c. — Bastia. Péremption 151.
- Bourges. Forêts 1530; Prescript. civ. 575-20; Usage 251. — Tierce-opposit. 54 c.; Vente publ. de marchandises neuves 113.
- Douai. Louage d'ouvriers 96-20.
- Rennes. Cassation 1604 c.; Droits polit. 187.
- Riom. Degré de jurid. 256.
- 18 Cass. Défense 62; Instr. crimin. 3579; Témoin 666-60. — Instr. crimin. 1074; Médecine 21, 24-10 c. — Instr. crimin. 1710-20 c., 1775-10.
- Colmar. Vente 1068-30.
- Nîmes. Contr. par corps 338.
- Paris. Arbitre 106, 1334 c.
- Circ. Hospices 324, 362.
- Delib. Enreg. 4929-40.
- 19 Cass. Chose jugée 490 c.; Compét. crimin. 606-30. — Douanes 1009-40 c., 1017-40. — Forêts 1104 c. — Instr. crimin. 2714-40. — Vente publ. d'immeubles 2326-20.
- Bourges. Mandat 157-30.
- Colmar. Enquête 375 c., 487, 490-20 c., 541 c., 546-40 c.
- Paris. Dénonciat. calomn. 118.
- Avis. Concess. admin. 70.
- Décis. Commune 2464; Douanes 244-40; Vente 600 c.; Voirie par terre 600 c., 1396 c.
- 20 Nancy. Notaire 758.
- Paris. Brevet d'invent. 75.
- Rouen. Ordre 746-50.
- 21 Décis. Douanes 466.
- 22 Ord. Organ. colon. 76, 284, p. 1106; Trés. publ. p. 1180.
- Cass. Compét. administr. 68-40. — Contrat de mar. 1984 c.; Nantissement 238, 250 c.; Usufruit 68 c. — Droit rural 57-30. — Expropriat. publ. 438 c., 455-30, 478-40 c.; Organ. judic. 355. — Jugem. 321-30. — Obligat. 5107-60.
- Agen. Demande nouvelle 55-60; Jugem. par défaut 155 c., 400-20, 414-30.
- Amiens. Presse-out. 143-30.
- Montpellier. Minist. publ. 34 c.; Presse-out. 1353-20, 1356 c., 1380 c.
- Toulouse. Ordre 959-20-30.
- Trib. de Colmar. Surenchère 405.
- Décis. Privil. et hypoth. 2891.
- 23 Cass. Action possess. 764; Compét. administr. 182, 246 c. — Cassation 58; Chose jugée 88-40; Frais et dépens 361 c. — Date 25 c.; Obligat. 3895 c., 3899-20 c. — Louage 761-30. — Obligat. 4549-10. — Séparat. de corps 233-50, 274-10 c. — Usage 472.
- Douai. Renvoi 66.
- Nancy. Expert 174.
- Paris. Compét. comm. 434.
- Trib. de Montmorillon. Enreg. 1231, 5101 c.
- 24 Cass. Enreg. 4804. — Faillite 251, 254 c. — Privil. et hypoth. 2184-30; Vente 1166-20 c.
- Aix. Prescript. civ. 796 c., 800 c., 804.
- Bourges. Exploit 548-10; Obligat. 2429 c.; Vente 1350-40.
- Bruxelles. Pérempt. 323-20.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5148.

Novembre.

- 25 Cass. Chose jugée 476.
- Amiens. Contrat de mar. 1886; Except. 349 c.
- Bordeaux. Appel crimin. 375 c.; Vol 769.
- Bourges. Chasse 256.
- Caen. Servitudes 1031 c.
- 26 Arrêté. Organ. de l'Algérie 677, p. 766.
- Cass. Peine 170-20; Prêt à intér. 303-10 c.
- Douai. Mat. d'or et d'argent 69-10, 119, 140, 144, 170.
- Limoges. Contrat de mar. 2635.
- Lyon. Droit civil 112 c., 506.
- Rouen. Droit marit. 532 c., 1123.
- Trib. de Montpellier. Pêche fluv. 242.
- Cons. d'Etat. Action 302 c.; Eaux 494, 495; Travaux publ. 827-10 c., 830 c., 911 c., 1175-40 c. — Conseil d'Etat. 232 304. — Patente 241. — Voiture 113-30.
- Delib. Enreg. 2545.
- 27 Cass. Commune 1071, 1127-60. — Garde nation. 501-20. — Organ. judic. 694.
- Bourges. Droits polit. 509-20 c.
- Caen. Normandie 67 c.
- Douai. Brevet d'invention 63, 70 c., 187 c.
- Limoges. Obligat. 1843-40.
- Paris. Acte de comm. 308 c., 378 c.; Cautionnem. 247; Faillite 70, 71 c.; Obligat. 2432-20 c.; Privil. et hypoth. 2116-20. — Contrat de mar. 471, 4066-20 c., 4068-20. — Droit marit. 1701-70 c., 2009 c., 2011.
- Toulouse. Dispositions entre vifs 804; Minorité 657-30; Usufruit 416-10.
- 28 Besançon. Forêts 1716.
- C. d'ass. de l'Isère. Presse-out. 644 c., 1506-40.
- Trib. de la Seine. Vente publ. de marchandises neuves 38 c., 105 c.
- 29 Cass. Disposit. entre vifs 1016. — Louage 209. — Prescription crimin. 228 c., 443. — Servitudes 151-10 c., 152. — Usage 191-40.
- Bourges. Substitut. 69-60, 127 c.
- Paris. Responsabilité 197 c., 319.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 380 c.; Travaux publ. 1194-60, 1297-40. — Eaux 496. — Impôts dir. 72-10, 73, 116. — Ordres civ. et milit. 204. — Prêt à intér. 43-10; Trav. publ. 801-10, 810 c., 1275-20. — Voirie par terre 1646.

Décembre.

- 1 Cass. Chose jugée 170-30 c.; Contrat de mar. 2436. — Deg. de jurid. 501-10; Faillite 519; Mandat 266-30 c. — Notaire 511-70 c., 515.
- Bordeaux. Prescript. civ. 812.
- Trib. de la Seine. Répertoire, p. 216; Vente publ. de meubles 68.
- Solut. Enreg. 5261.
- 2 Ord. Culte, p. 719.
- Cass. Commune 814; Droit rural 74 c., 162-20 c. — Commune 826 c., 918. — Garde nation. 481. — Quest. préjud. 102-10.
- Grenoble. Propriété 348-50.
- Liège. Deg. de jurid. 80. — Exploit 37, 659-30 c. — Vente 5040.
- Rouen. Faillite 1048; Privil. et hypoth. 160 c.
- Cons. d'Etat. Dom. de la cour. 42.
- 3 Cass. Brevet d'invent. 309 c., 314 c. — Reglem. administr. 144-40.
- Agen. Mandat 396; Obligat. 1357-20 c.
- Amiens. Obligat. 3428.
- Bordeaux. Compét. civ. trib. d'arrond. 218 c.; Louage 444-10 c., 447, 555 c.; Tierce-opposition 178-20 c.

Décembre.

- 3 Bourges. Droits polit. 316 c., 317-30 c., 318 c., 548 c.
- Limoges. Octroi 107 c.
- Montpellier. Demande nouvelle 53; Enquête 78 c.; Minorité 273.
- Nancy. Exploit 79.
- Paris. Appel civ. 414; Référé 141 c.; Saisie-arrest 134 c.
- 4 Agen. Date 25 c.; Obligat. 3880-10 c., 3967 c.
- Bruxelles. Péremption 71.
- Orléans. Chose jugée 567-70.
- Paris. Jugem. 159-20.
- Riom. Puissance patern. 159.
- Trib. de Dreux. Enreg. 6185.
- 6 Cass. Contrat de mar. 1604; Loi 43 c.; Minorité 414 c.; Scellés 304 c. — Faillite 75. — Jugem. 1014-70. — Prescription civ. 524 c.
- Montpellier. Forêts 733. — Vol 875-10.
- Paris. Désaveu 40.
- 7 Cass. Appel crimin. 270, 1036 c. — Compét. civ. trib. d'arrond. 113 c., 116; Société 194 c.
- Bordeaux. Contrat de mar. 340, 3954-40 c., 3961-20 c.
- 8 Cass. Action possess. 771. — Deg. de jurid. 203-60 c., 210, 328 c. — Interdict. 303-30; Jugem. par défaut 205 c.; Minorité 832 c. — Prescript. civile 458; Usage 129-20 c.
- Bordeaux. Responsabilité 580-20.
- Bourges. Servitudes 661-10.
- Dijon. Forêts 842.
- Lyon. Dispositions entre vifs 1984-70.
- Montpellier. Enquête 244-10 c., 245.
- Rouen. Droit marit. 754. — Loi 339-50 c.; Vente publ. d'immeubles 435.
- Trib. d'Auch. Enreg. 2670, 3950.
- Trib. de Nantes. Enreg. 2879.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4704.
- 9 Arrêté. Organist. de l'Algérie, 1251 s.
- Cass. Jugem. 1076-20.
- C. C. belge 86-20.
- Agen. Responsabilité 660-20.
- Bordeaux. Acte de comm. 242; Théâtre 324 c. — Responsab. 349.
- Liège. Exploit 581-40.
- Paris. Brevet d'invent. 53.
- C. d'ass. de la Moselle. Peine 479.
- Trib. de Compiègne. Enreg. 5351.
- 10 Arrêté. Théâtre, p. 302.
- Cass. Cassation 1067 c.; Faux 231 c., 447 c. — Cassation 1919-10 c.; Instr. crim. 2363-50; Témoin 389-20 c.
- Organ. de l'Algérie 748-10-40-80. — Organ. milit. 366, 786-10, 787-30, 875-20, 958 c. — Procès-verbal 232-20; Théâtre 84 c.
- Bordeaux. Arbitr. 577.
- Bourges. Forêts 1566, 1569.
- Nancy. Contrat de mar. 2434.
- Paris. Rente viagère 153-20; Vente publ. d'immeub. 106-30 c., 114-40 c., 280 c., 377-40.
- Rouen. Acte de comm. 406 c. — Société 1377. — Voiture 431.
- 11 Arrêté. Organ. colon. 767.
- Cass. Faux incit. 305.
- Alger. Culte 117 c.
- Bruxelles. Société 1618-70.
- Colmar. Compét. comm. 270 c.; Société 910.
- Lyon. Compét. comm. 477.
- Montpellier. Référé 219-110.
- Paris. Compétence comm. 280; Louage d'ouvriers 121 c. — Obligat. 2185-10.
- 12 Bourges. Banquier 50 c.; Responsab. 193-40.
- Décis. Privil. et hypoth. 2891.
- 13 Cass. Obligat. 5318 c. — Société 1365-20, 1374 c.
- Douai. Droits polit. 329-20 c., 454-30 c., 504-10 c.
- Rennes. Effets de comm. 697; Mandat 328-10 c. — Séparat. de corps 27, 240-30 c., 260-30 c.

Décembre.

- 13 Rouen. Compte-courant 48-20 c., 58 c.; Effets de comm. 121-20.
- 14 Cass. Action possess. 413. — Jugement 1034-180. — Mandat 13-20. — Postes 154. — Success. 1197-20 c.
- C. C. belge. Domm. destr. 31. — Instr. crim. 623, 1322-60; Témoin 199-10, 298, 300 c.
- Agen. Obligat. 3251-20.
- Bordeaux. Droit civil 68-20. — Jugement 316 c.; Mariage 692 c., 699-10. — Organ. judic. 411 c.
- Caen. Organ. milit. 440.
- Montpellier. Interdict. 39 c., 252-20, 261 c.
- Nancy. Exploit 175-40.
- 15 Ord. Forêts 131; Organ. milit., p. 1899; Traité international, p. 538.
- Cass. Compét. admin. 18 c.; Eaux 503-50. — Effets de comm. 457 c., 467, 477 c. — Exception 385 c.; Expropriat. publ. 597-10 c.; Trav. publ. 1146-40 c., 1164 c., 1240. — Responsab. 363-20.
- Colmar. Usage 623, 625 c., 627 c.
- Lyon. Mariage 149. — Vente 835-20.
- Metz. Droit civil 127.
- Orléans. Dom. de la cour. 32 c.; Propriété littéraire 281.
- 16 Cass. Commune 808 c.; Droit rural 30-10, 55-10 c. — Contr. par corps 685, 686. — Défense 161; Jugement 843-10 c. — Forêts 395 c.; Fonctionn. publ. 146-20; Garde champêtre 56-20 c. — Mines 726; Revendeur 3. — Témoin 575-10.
- Grenoble. Arbitre 703.
- Limoges. Degre de jurid. 435-50, 458-60.
- Nîmes. Forêts 527.
- Paris. Privil. et hypoth. 309.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 1275-100.
- Circ. Impôts directs 620; Impôts indir. 53, 56.
- Reglem. Dom. de l'Etat 102; Trésor public 748.
- 17 Cass. Contravent. 496 c.; Droit rural 36, 55-20 c. — Fonctionn. publ. 143. — Octroi 158-10 c., 367. — Organ. colon. 124 c.; Peine 321. — Reglem. admin. 164 c.; Revendeur 3.
- Angers. Contrat de mar. 2512-10.
- Bordeaux. Contrat de mar. 4072; Transaction 80 c. — Prêt à intérêts 138. — Procès-verbal 619.
- Bourges. Servitudes 609.
- Paris. Amnistie 21. — Disposit. entre vifs 4002.
- Trib. de Péronne. Enreg. 3686.
- Cons. d'Etat. Impôts directs 71. — Manufact. 88. — Patente 365, 376. — Traitement 223.
- Voirie par terre 1530.
- Avis. Mines 269-20, 479-30.
- 18 Douai. Brevet d'invention 70 c., 187 c.
- Lyon. Vente publ. d'immeubles 1481-20, 1509-30.
- Nancy. Usage 512 c.
- Paris. Brevet d'invent. 247.
- Trib. de Reims. Enreg. 5984.
- Circ. Hospices 382.
- 20 Cass. Cassation 2169. — Compét. civ. trib. d'arr. 71 c.; Jugement 584-40; Reglem. de juges 56-50 c. — Contrat de mar. 3547 c.; Success. 467-20 c., 661 c. — Mariage 388-80-90-100 c.; Paternité 310 c., 338. — Octroi 354.
- Montpellier. Forêts 632. — Prêt à intérêts 96-20, 252 c.
- Paris. Trav. publ. 1167-70.
- Reglem. Monument 3, 29; Trav. publ. 233.
- 21 Ord. Trésor publ., p. 1180.
- Cass. Absent 17 c., 467, 471 c. — Chose jugée 240; Compét. civ. trib. d'arr. 47, 66 c.; Success. 1672 c.
- Aix. Société 818.

Décembre.

- 21 Bordeaux. Demande nouv. 406-40 c.; Industrie 360-20.
- Douai. Obligat. 4799.
- Rouen. Arbitre 140 c., 145 c.; Conclusions 89-10 c.; Société 1335-20-30; Tierce-opposition 42-10 c. — Compétence comm. 300 c.
- Trib. de Limoges. Enreg. 4467.
- Av. com. légis. Culte 432.
- 22 Ord. Organ. milit., p. 1899.
- Cass. Disposit. entre vifs 253-90.
- Bourges. Faillite 155-50.
- Metz. Forêts 1137.
- Rennes. Faillite 1376-10; Jugem. 25-40 c., 963-140 c.
- 23 Cass. Commune 934-20; Contrav. 98 c., 152 c. — Commune 1129. — Crimes contre les personnes 154 c.; Instr. crim. 2563-20, 2590 c. — Faux 176-10 c., 399-50.
- Angers. Dispos. entre vifs 3693.
- Bruxelles. Serment 190 c.
- Liège. Dispos. entre vifs 1734-40.
- Paris. Degre de jurid. 508.
- Rouen. Success. 1039.
- Tribunal de Châteauroux. Brevet d'invent. 352.
- Cons. d'Etat. Halles 32.
- 24 Cass. Contravent. 132 c., 295. — Faux incit. 290 c., 311-60. — Forêts 1271, 1272 c.; Peine 358-10 c. — Instr. crim. 1602-50.
- Lyon. Servitudes 878-10 c., 880-20.
- Montpellier. Compét. comm. 445. — Mandat 141 c.
- Paris. Avoue 114 c.
- Rouen. Contrat de mar. 3615.
- 27 Cass. Concl. 58 c.; Jugement 976, 988-80 c.
- Bruxelles. Désistement. 124.
- Nancy. Forêts 1882.
- Trib. de Colmar. Privilèges et hypoth. 1288.
- 28 Cass. Chose jugée 87-50; Obligat. 4834 c.; Usage 203-20. — Contrainte p. corps 693.
- Limoges. Presse-out. 1398.
- Lyon. Prescript. civ. 921 c.
- Paris. Compét. civile trib. d'arr. 107.
- Poitiers. Servitudes 471-10.
- 29 Cass. Cassation 78 c.; Enregistr. 4159 c., 4161 c.; Intervention 22 c.; Jugem. 14-80, 1003-70 c.; Tierce-opposition 62 c., 68 c., 127 c. — Cassation 1898 c.; Saisie-arrest 399. — Contrat de mar. 1458, 1461-10 c. — Enreg. 2740.
- Nîmes. Chose jugée 191, 281 c.; Contrat de mariage 264 c., 307, 308 c.; Obligat. 268 c.
- Pau. Commune 215 c., 297 c., 298; Forfait. 180-10 c., 20 c.
- Circ. Biblioth. 56.
- Delib. Enreg. 4446, 4447.
- 30 Ord. Traité internat., p. 538.
- Cass. Commune 808 c.; Droit rural 30-10. — Contr. p. corps 690. — Faux 408; Instr. crim. 3541-10 c. — Instr. crim. 1598, 1599, 1602-50, 2651 c., 2695, 3216-20. — Organ. judic. 246. — Postes 93-10.
- Bordeaux. Arbitre 1055, 1295. — Degre de jurid. 432-50 c.; Société 1359.
- Nancy. Compét. comm. 338.
- Nîmes. Office 201.
- Paris. Contrat de mar. 1056.
- Rouen. Presse-outage 878-10, 883-10 c.
- Cons. d'Etat. Compétence admin. 198-20; Travaux publ. 1207. — Cons. d'Etat 222; Voiture 114. — Impôts dir. 364-20. — Patente 301. — Voirie p. eau 258. — Voirie par terre 433, 463 c., 471 c., 730-10, 1827-30, 2026-10, 2224. — Voiture 89.
- Circ. Organ. admin. 291, 735.
- 31 Cass. Avocat 215 c.; Domicile 127 c.; Garde nation. 94, 186, 189, 203, 331 c., 334-30 c., 342-50, 424, 425, 597, 672-80. — Faux 399-30.

Décembre.

- 11 Bourges. Contr. p. corps 456.
— Colmar. Faillite 268-100; Privil. et hypoth. 517; Trav. publ. 650 c., 652. Obligat. 512.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 1961.
— Limoges. Presse-outr. 1398.
— Lyon. Privil. et hypoth. 2204.
— Paris. Impôts indir. 174.
— Instr. Privilèges et hypoth. 2865, 2866, 2891.
— Règlem. Domaines de l'Etat 102; Tresor publ. 748.
— Solut. Enreg. 1959.

1842

Janvier.

- 1 Limoges. Mat. somm. 46-10.
3 Cass. Commune 2070, 2074 c., 2133 c.; Eau 264 c. — Commune 2109 c., 2121. — Degré de jur. 166-70, 436 c., 421 c.; Obligat. 1811; Péremption 8; Prescript. civ. 559 c., 150 c., 769, 1053-30. — Obligation 5557-10.
— Grenoble. Cautionnem. de fonction. 68.
— Lyon. Responsabilité 481-30 c., 443.
— Paris. Arbitr. 1352.
— Trib. de la Seine. Prescript. crim. 179.
4 Ord. Organ. marit., p. 1689.
— Cass. Expert. 48 c., 273-20; Jugem. d'av. dire droit 66-120 c. — Exploit 658-10; Obligation 5364-10 c. — Faillite 1345-29, 1349 c. — Industrie 418-20; Obligat. 615-10 c.; Société 104-20 c. — Minorité 214-10, 218 c. — Prescript. civ. 486, 584 c., 836-70 c.
— Nîmes. Servitudes 81.
— Paris. Compétence comm. 334. — Contrat de mar. 1099 c.; 1303; Deg. de jur. 180-30. — Droit civil 344-40; Quest. préjudic. 20 c.
— Décis. Office 208.
5 Cass. Ordre 1272. — V. 4 janvier.
— Bordeaux. Prêt à intér. 273-10, 284, 295 c.
— Bourges. Compét. civ. trib. d'arrond. 169.
— Liège. Enquête 869.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3788, 3859-30 c. — Obligation 3401, 8128.
6 Cass. Contrav. 239, 495 c.
— Amiens. Faillite 961 c.; Office 209 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 309.
— Trib. de Saint-Etienne. Enreg. 5138.
7 Arrêté. Organisat. de l'Algérie, p. 767.
— Cass. Cassation 1339-40 c.; Instr. crim. 2224, 2272-10, 2591-30, 3679-10; Témoin 498-30.
— Douai. Presse-outr. 1398.
— Orléans. Mandat 27; Responsab. 353 c.
— Paris. Vol 691-30.
— Toulouse. Servitudes 638.
— Trib. de Murat. Séparat. de corps 144-20.
— Cons. d'Etat. Compét. administ. 63-10 c.; Culte 819. — Cons. d'Etat 222. — Patente 211, 272. — Trav. publ. 630. — Voirie par terre 1131-30.
8 Cass. Instr. crim. 1709-50, 2267-30. — Jugem. 1104-30; Vol 930-50 c. — Serment 198-10; Témoin 389-10 c.
— Douai. Renvoi 61-30 c., 97.
— Grenoble. Distrib. par contrib. 147.
— Orléans. Chose jugée 476.
— Poitiers. Vol 684.
9 Ord. Organ. colon., p. 1106.
— Décis. Organ. instr. pub., p. 1366.

Janvier.

- 10 Cass. Compét. administ. 211 c.; Désistement 74-50 c.; Dom. de l'Etat 399-50 c.; Jugement 904-80; Organ. administ. 141; Péremption 24; Propriété féodale 190-30; Rentes foncières 3-20; Traité internat. 161. — Commune 2056, 2057 c., 2058 c. — Dom. de l'Etat 111-40 c.; Dom. engagés 15, 21-30 c., 32 c. — Prud'hommes 125. — Servitudes 33-30 c., 1107-20; Success. 1530 c.
— Bordeaux. Droit marit. 1911.
— Caen. Contrat de mar. 3539.
— Douai. Nom. publ. 32.
— Paris. Contrat de mar. 3468. — Louage 226 c., 286-30.
11 Ord. Organ. milit., p. 1899.
— Cass. Commissionn. 342 c.; Droit marit. 86 c., 985, 986 c. — Enreg. 433.
— Aix. Acte de comm. 368 c.
— Bordeaux. Organ. judic. 379.
— Bourges. Vice rédhib. 253.
— Rennes. Procès-verbal 786 c., 788.
— Trib. de Tulle. Enreg. 111, 3754-10 c.
— Décis. Office 208.
12 Cass. Assurances terrestres 24 c., 60, 104 c.; Société 99 c., 100 c., 752 c. — Bourse de comm. 503. — Cautionnem. 93 c., 98 c., 171; Domicile élu 22-10 c.; Vente publ. d'immeubles 260-30 c. — Effets de comm. 440; Jeu 38-20 c. — Expropriat. publ. 387-20, 485-50 c., 568 c., 638 c.; Voirie par terre 811 c. — Organ. judic. 176-10.
— Bruxelles. Compét. comm. 55.
— Caen. Jour férié 49-20 c.; Surenchère 350, 351 c.
— Colmar. Demande nouvelle 94-40 c., 175 c.; Saisie-arrest 457 c.; Tierce-opposit. 15-20.
— Liège. Deg. de jur. 219-70.
— Rouen. Séparat. de corps 108. — Usufruit 453-20.
— Trib. d'Aix. Enreg. 1508.
— Trib. de Sancerre. Bois et charbons 53.
— Trib. de la Seine. Enreg. 5609.
— Ciro. Douanes 434; Secours publ. 167.
13 Cass. Instr. crim. 2255-40.
— Bordeaux. Organ. milit. 828-20. — Prescript. civ. 187; Servitudes 993 c.
— Caen. Adultère 18, 30 c., 133 c.
— Paris. Contr. par corps 925-30.
14 Cass. Procès-verbal 367. — Sureté 16. — Témoin 613-10.
— Bordeaux. Appel civ. 628; Success. 1578 c., 1580-20 c. — Vente 654.
— Caen. Servitudes 1198.
— Douai. Domicile élu 22-30; Obligat. 2124-30 c.; Saisie-brandon 29 c. — Témoin 91-20-30.
— Limoges. Vente 1771.
— Montpellier. Servitudes 874.
— Riom. Reprises d'instance 52 c.; Succession 1754 c., 1819 c., 1825.
— Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 932.
— Cons. d'Etat. Expert. 365; Patente 365. — Marché de fourn. 57-20. — Tresor public 479-10, 555. — Voirie p. terre 218-20.
15 Arrêté. Organ. de l'Algérie 1251, p. 767.
— Cass. Abus de confiance 165. — Contr. par corps 693.
— Montpellier. Bourse de comm. 500.
— Nancy. Faillite 315-20, 1372-40. — Forêts 1449.
— Toulouse. Jugem. par défaut 65 c.; Vente publ. d'immeubles 1594.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 222.
16 Bordeaux. V. 16 janvier 1832.
— Paris. Office 334 c.; Privil. et hypoth. 343-10.
17 Cass. Enregist. 5969, 6034-70, 6028-20 c. — Frais et dépens 289, 521 c. — Jugem. 159-100.

Janvier.

- 17 Cass. Jugem. 306-90; Organ. judic. 361-20; Vente 1062 c., 1068-10. — Organ. marit. 459. — Propriété 122-60; Servitudes 247 c.
18 Cass. Arbitre 367 c., 471; Chose jugée 337 c. — Enreg. 8185. — Ordre 1385 c.; Vente publique d'immeub. 1934-10 c., 1936. — Vente publ. d'immeub. 1436-10-20.
— Agen. Discip. 30-10 c.; Notaire 762-20, 786-20 c.
— Besançon. Compét. comm. 235 c.; Effets de comm. 174 c.
— Bordeaux. Intervent. 136; Quest. préjud. 28 c.
— Bruxelles. Obligation 1202-60, 1778-60 c.
— Poitiers. Exploit 382.
19 Cass. Jugement 76 c., 338-80. — Jugement 328-30 c.; Obligat. 1575 c.; Vente publ. d'immeub. 1293-20. — Matières somm. 63; Ordre 881-10 c.
— Agen. Retention 52 c.; Success. 555 c., 572.
— Aix. Degré de jur. 114.
— Bordeaux. Contrat de mar. 194 c., 3181-20 c., 4250.
— Bruxelles. Arbitre 918; Vérificat. d'écrit. 27 c.
— Colmar. Disposit. entre vifs 347, 351 c.
— Douai. Obligat. 4651 c., 4845.
— Liège. Degré de jur. 441-30. — Mines 38-20, 480-20.
— Nîmes. Exploit 111-30.
— Poitiers. Presse-outrage 694 c., 711-20.
— Rouen. Enquête 524 c.
20 Cass. Cassation 173; Instr. crim. 1717-20, 1721.
— Alger. Organ. de l'Algérie 799.
— Limoges. Interdict. 36.
— Lyon. Mat. d'or et d'arg. 49-40 c., 51-20 c., 54-40.
— Nancy. Obligat. 3438.
— Paris. Privil. et hypoth. 154; Société 1011. — Vente publique d'immeub. 1778.
— Trib. de Clamecy. Office 168-20 c., 219.
21 Cass. Témoin 616.
— Douai. Droit marit. 100.
— Riom. Société 494-10 c., 20 c., 30 c.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 158-10; Voirie p. terre 814. — Patente 247-30, 338-100 c., 365. — Postes 135. — Voirie p. terre 2230-30. — Voiture 114.
22 Cass. Médecine 203-40, 215-10.
— Bourges. Date 17 c.; Dispositions entre vifs 2659.
— Nancy. Mandat 129-30.
— Orléans. Vente publ. d'immeub. 301.
— Paris. Mariage 304-160, 568-50 c.; Décis. Voirie p. terre 1977.
23 Ord. Organ. instr. pub., p. 1366.
— Riom. Atteuati aux mœurs 142.
24 Cass. Acquissem. 199 c.; Cassation 299; Contr. p. corps 88 c., 461; Droit marit. 203.
— Colmar. Effets de comm. 179.
— Dijon. Avocat 246, 260 c.; Honor. 4 c.; Obligat. 3646-40 c.; Réten-tion 27 c.
— Nancy. Faillite 296, 299, 322 c., 324; Privil. et hypoth. 774-10 c., 935 c., 1423-20 c.; Société 1712.
— Paris. Disposit. entre vifs 2757; Vérificat. d'écrit. 14-10 c.
— Riom. Droits poll. 182; Obligat. 3900.
25 Cass. Action poss. 193 c., 214 c., 834 c.; Commune 2139 c.; Prescript. civile 354 c., 378. — Impôts indir. 286, 468 c. — Mariage 724-40; Obligat. 683 c.; Vente 1786-30 c. — Prescript. civ. 203.
— Bastia. Exploit 104-30 c., 653-110 c.; Pérempt. 268 c., 287 c., 290, 295-40 c.
— Bordeaux. Avoué 133; Honor. 5 c.; Mandat 68-20.
— Dijon. Honor. 4 c.
— Gand. Degré de jur. 90-20.
— Orléans. Droit rural 124; Vol 129-20 c.

Janvier.

- 25 Toulouse. Notaire 475.
26 Cass. Contrat de mar. 1595, 1596 c., 2434 c. — Success. 1147-10. — Vente 316-20, 317-30 c.
— Angers. Contrat de mar. 3705-20.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 4228-10. — Tentative 68-20.
— Caen. Compét. comm. 256; Quest. préjud. 214 c.
— Rouen. Acquissem. 284 c., 442 c.
— Trib. de Rouen. Mariage 358.
— Trib. de St-Omer. Chasse 482.
27 Cass. Contrainte p. corps 693. — Faux 330. — Instr. crim. 960; Jugem. 1103-20. — Instr. crim. 3388-20.
— Angers. Hospices 433; Obligat. 4243.
— Colmar. Obligation 785 c.; Vente 309; Vente publ. d'immeub. 634.
— Orléans. Vente publ. d'immeub. 78-20.
28 Cass. Abus de confiance 180.
— Paris. Référé 95 c.
— Pau. Vente publ. d'immeub. 327.
— Circ. Enreg. 1938.
29 Cass. Cassation 741. — Contrav. 474. — Presse-outrage 330-20, 333-10 c., 20 c.
— Paris. Brevet d'invention 184. — Référé 932-40.
— Trib. correct. de la Seine. Vente publ. de marchandises neuves 38 c., 105 c.
30 Ord. Organ. instr. pub., p. 1366.
— Cass. Saisie-arrest 445-60, 449 c.
31 Arrêté. Organ. de l'Algérie 528.
— Cass. Contrat de mar. 3957.
— Enreg. 2599, 4758 c. — Substit. 12-20 c., 110-40, 203-70 c., 264-90 c.
— Paris. Acte de comm. 364; Compét. comm. 129 c.

Février.

- 1 Cass. Amnistie 132; Contumace 83 c. — Compét. civ. trib. de paix 226. — Défense 220 c.; Disposit. entre vifs 1617, 1619, 1631 c., 1636 c., 1673 c. — Dom. engagés 93-40.
— C. C. belg. Complice 26-20; Vol 223.
— Aix. Désistement 156.
— Caen. Bourse de comm. 382 c.; Délai 61; Effets de comm. 721; Prescript. civ. 40 c., 548 c.
— Metz. Contrat de mar. 2255.
— Paris. Théâtre 159.
— Poitiers. Interdict. 51 c., 210-30; Jugement par défaut 126 c.; Tierce-opposit. 38 c.
2 Cass. Action possess. 338 c., 566, 768 c.; Commune 1609 c.; Biens 22; Enreg. 2892 c.; Privil. et hypoth. 789 c. — Cassation 1651-30 c.; Enquête 462 c., 485-20 c., 491 c., 515, 516 c., 558-50 c. — Contrat de mar. 4339; Loi 47-20 c.; Organ. colon. 919 c.; Qualité 23. — Jugement 298-30. — Prescript. civ. 182.
— Bruxelles. Compét. comm. 104. — Faillite 767.
— Caen. Faillite 704.
— Paris. Propriété littéraire 278-20, 408 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 151, 6344.
3 Bordeaux. Forfait. 150, 154 c.
— Bruxelles. Presse-outrage 626.
— Grenoble. Faillite 277-20, 612-40 c.; Obligat. 539 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 5385.
4 Cass. Vol 800-40.
— Angers. Contrat de mar. 4252.
— Liège. Société 1731-20.
— Montpellier. Contrat de mariage 3732.
— Paris. Dénonciat. calomn. 116.
— Poitiers. Dom. de l'Etat 168 c., 169-20, 173 c.
— Rouen. Trav. publ. 1169.
5 Ord. Voiture, p. 999.
— Cass. Dom. de l'Etat 104 c.; Dom. engagés 44-30 c., 55 c., 56-20; Servitudes 1087 c., 1249 c.; Traité internat. 203, 308 c.; Usage 160 c., 248 c.

Février.

- 5 Angers. Acte de comm. 222 c., 226; Arbitre 353 c.; Société 236 c., 241-20 c.
— Liège. Vol 841-10.
— Nancy. Degré de jur. 106-30.
— Toulouse. Appel civil 591; Success. 1578 c., 1580-10 c.
7 Ord. Organ. colon. 119, 376 c., 703, 743 c., p. 1106; Organ. marit., p. 1689; Trav. publ., p. 858.
— Bastia. Adoption 116 c.
— Paris. Jugement 712-30. — Référé 139-30 c., 147-30 c.
8 Cass. Loi 95; Propriété 544 c.; Traité internat. 158 c., 196, 197 c. — Prescript. civ. 37 c.
— Convention. V. 5 avril 1842.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 2204, 2252.
— Rouen. Contrat de mar. 3438; Jugement 522 c.; Privil. et hypoth. 2690 c., 2699-20 c., 2721-30, 2736 c.
9 Cass. Droit marit. 1864, 2249 c. — Enreg. 2085, 5491 c. — Expropriat. publ. 766. — Minc 639, 736.
— Bruxelles. Société 1312.
— Metz. Forêts 1205.
— Nîmes. Acquissem. 813 c.; Mariage 879.
— Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 431-30.
— Trib. de Tulle. Enreg. 4601.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1266.
— Decis. Douanes 131.
10 Cass. Compét. crim. 35; Instr. crim. 1088 c. — Voirie par terre 1944-20 c., 1989. — V. 10 janvier 1842.
— C. C. belge. Péremption 115, 196 c.
— Aix. Exception 149-70.
— Colmar. Forêts 529.
— Douai. Douanes 534.
— Orléans. Propriété 203.
— Paris. Référé 137 c.
— Rouen. Presse-outrage 377.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 63-30-40.
11 Cass. Faux 179-30. — Fonction. publ. 149-50. — Voiture 2314.
— Lyon. Contrat de mar. 3354-10.
— Montpellier. Nautisme 24.
— Rouen. Louage 202-30.
— Cons. d'Etat. Forêts 1737. — Presse outr. 1170.
— Lettre. Secours publ. 413, 422, 424.
12 Cass. Instr. crim. 1700-30, 1784.
— Bourges. Contrat de mar. 1835.
— Bruxelles. Enquête 471.
— Grenoble. Arbitre 1028.
— Liège. Mines 56, 487. — Usufruit 143.
— Limoges. Avoué 140.
— Nancy. Renvoi 100 c., 109.
— Paris. Exploit 548-40. — Loi 254-60; Priv. et hypoth. 581 c.
13 Ord. Avoué 28; Organ. milit., p. 1899.
14 Cass. Action possess. 458 c.; Prescript. civ. 191-10; Voirie par terre 1250 c. — Domicile élu 19; Exploit 660 c.; Mandat 101-20 c.; Organ. colon. 182 c.
— Grenoble. Cassation 2246; Loi 343 c.
— Rennes. Notaire 298 c.; Responsabilité 329.
— Riom. Interdict. 197, 199 c.; Vente publ. d'immeub. 1538.
— Cons. d'Etat. Conflit 105; Voirie par terre 60. — Conseil d'Etat 280. — Organ. administ. 612.
— Patente 378. — Travail publ. 1211 c., 1235-20; Voirie par terre 44 c., 227 c.
15 Cass. Cassation 1824-40; Péremption 97; Prêt à intérêt 158 c.; Propriété féodale 162; Rentes foncières 40-10 c., 44. — Conciliat. 60; Louage 518-10 c.; Rente viagère 94-10 c. — Prescript. civ. 263 c.; Preuve 52; Servitudes 53 c., 1045-30 c. — Responsab. 73.
— C. C. belge. Témoin 150-50, 497-20, 521 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 4522-10, 4631 c.

Février.

- 15 Bourges. Acte de comm. 314; Compét. comm. 142.
— Caen. Disposit. entre vifs 2546, 2887.
— Limoges. Privil. et hypoth. 2012.
— Paris. Effets de comm. 430 c.; Nantissement 109, 114-10 c.; Trésor public 1378 c.
- 16 Cass. Cassation 1604 c.; Jugem. 237 c., 997-120. — Compét. civ. trib. d'arr. 70 c.; Droit civil 286 c.; Domicile 91 c.; Exception 175 c.; Interdiction 116 c., 153 c.; Mandat 343 c.; Privil. et hypoth. 1123-20; Success. 116, 1670. — Disposit. entre vifs 4458 c.; Success. 2358-10 c., 2364. — Enreg. 6024-10. — Success. 2358-10. — Caen. Mandat 269.
— Liège. Degré de jurid. 203.
— Limoges. Jugem. par défaut 71-30 c.
- Paris. Absent 50 c.; Contumace 78-20.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4519.
- 17 Cass. Jugement 1071-60; Peine 568 c.
- Angers. Arbitre 170.
— Grenoble. Réemption 135.
— Liège. Cautionn. 48.
— Paris. Bourse de comm. 803 c., 414; Trésor public 1290-10.
— Poitiers. Contrat de mar. 1965.
— Rouen. Minorité 632.
— Trib. de Limoges. Enreg. 2670, 3950.
— Lettre. Secours publics 412, 418, 438.
- 18 Cass. Jugement 1101-90; Liberté individuelle 67.
— Bordeaux. Compét. civ. trib. de paix 80. — Médecine 188-40.
— Guadeloupe. Responsab. 346-10.
— Paris. Mandat 13-40 c.; Responsab. 314 c., 360 c., 376-10.
— Rouen. Appel incid. 126 c.; Office 216 c., 237 c., 241.
— Cons. d'Etat. Vente admin. 215 c.
- 19 Cass. Attentat aux mœurs 141. — Huisserie 62. — Renvoi 126. — Vol 688 c., 690-10.
— Angers. Frais et dépens 143 c.; Intervent. 96-30 c.; Ordre 776-10 c., 822 c., 924-30, 1040-10-20-30, 1053, 1096-40.
— Paris. Adoption 99, 100 c.; Culte 115-30 c., 116 c., 121 c.
- 20 Bordeaux. Effets de comm. 480 c., 488.
- 21 Cass. Emigré 208-40; Interdict. 184-70. — Voirie par terre 425 c., 430-30 c., 443-10, 449 c.
— Bourges. Compét. civ. trib. de paix 327.
— Rouen. Interdict. 144-20; Obligat. 5227 c., 5232 c., 5235 c.
- 22 Cass. Acquissem. 542 c.; Cassation 2057-30 c.; Douanes 748-20, 942. — Chose jugée 170-40; Compte 178 c. — Enreg. 98, 2845 c., 2859 c., 2880.
— Besançon. Douanes 814.
— Bourges. Compét. civ. trib. d'arr. 158. — Obligat. 5213. — Vente 1298.
— Colmar. Usage 185, 470-30 c.
— Nîmes. Industrie 306.
— Trib. de Bethune. Enreg. 3677.
— Trib. corr. de la Seine. Domain. destr. 231.
- 23 Cass. Expropriat. publ. 403 c., 654.
— Bourges. Obligat. 4975.
— Dijon. Forêts 709 c., 1861.
— Liège. Requête civile 82.
— Lyon. Arbitre 943; Contrat de mar. 1125; Dépôt 30-10 c.; Enreg. 347-50, 373-50 c.
— Poitiers. Contrat de mar. 2122, 2124 c., 2125 c., 2129 c.
— Rouen. Bourse 354 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1216, 1884, 3786 c.
- 24 Cass. Commune 1087, 1164. — Compét. crimin. 358 c.; Voirie par terre 1916-30. — Droits polit. 483-30 c.; Instr. crimin. 1528, 1534-10 c., 1536-20 c., 1545, 1626-40. — Vol 616.

Février.

- 24 Bordeaux. Mariage 782-10, 861-10 c.
- Nancy. Disposit. entre vifs 2514.
— Paris. Minorité 196-30, 376.
— Rouen. Contrat de mar. 831 c., 834; Normandie 74 c.; Usufruit 416-10. — Peine 376-40.
— Cons. d'Etat. Commune 239 c. — Cons. d'Etat. 294. — Organ. marit. 946-10. — Travaux publics. 1174-30. — Voirie par eau 484.
- 25 Ord. Pêche marit. 10.
— Cass. Boulanger 104.
— Paris. Degré de jurid. 254-30.
— Rouen. Jugement 319.
— Avis. Mines 179, 481-30.
- 26 Cass. Affiche 113 c.; Commune 679-10 c., 687 c., 1351. — Boulanger 102. — Commune 298.
— Caen. Vente admin. 332-70.
— Douai. Forêts 336 c., 1230 c., 1231, 1291 c.
— Liège. Demande nouvelle 102.
— Trib. d'Agén. Enreg. 3203.
— Trib. de Chaumont. Procès-verb. 650.
- 28 Ord. Cour des comptes, p. 511; Pêche fluviale, p. 453.
— Cass. Action 220 c.; Ordre 300-10-30. — Contrat de mariage 1633. — Droits polit. 174, 230, 288. — Obligat. 2655 c., 2758; Saïste-arrest 352 c. — Puissance paternelle 63.
— Paris. Acte de comm. 82. — Responsab. 355-30, 875-10 c.
— Rennes. Droit marit. 2073.

Mars.

- 1 Cass. Chose jugée 344-20; Jugem. 318-110 c. — Compét. admin. 273 c.; Jugem. 1033-10; Voirie par terre 1534-30, 1537-20 c., 1557 c. — Prêt à intérêts 86-40.
— Rouen. Contrainte p. corps 924 c., 925.
- 2 Cass. Jugem. 204-100. — Mandat 225-70. — Organ. milit. 443.
— Bourges. Ordre 825-10.
— Grenoble. Adoption 160 c., 218, 220 c.; Degré de juridict. 510-20 c.
— Rouen. Droit maritime 2298 c., 2302.
- 3 Cass. Avoué 190; Défense 163; Instr. crimin. 518-10; Presse-outrage 1537-20. — Commune 934-30; Contrav. 98 c., 152 c. — Commune 1044, 1045 c.; Industrie 196 c.; Manuf. 195-30 c. — Faux 53 c., 54. — Témoin. faux 48.
— C. C. belge. Effets de comm. 805.
— Bordeaux. Vente 1268 c., 1370-10 c., 1379-70.
— Caen. Mise en Jugem. 66-20.
— Grenoble. Dispositions entre vifs 2774.
— Metz. Forêts 670.
— Paris. Contrainte p. corps 330. — Success. 2283-30.
— Trib. d'Avranches. Enreg. 731.
— Trib. de Briey. Enreg. 3047.
- 4 Cass. Attentat aux mœurs 47; Instr. crim. 2874 c. — Contumace 44; Peine 524 c. — Forêts 578 c.; Ministère publ. 285. — Instr. crimin. 1443, 1941-30. — Terrain ensemené, p. 288. — Vol 854.
— Bourges. Louage 371 c., 372-30.
— Nancy. Disposit. entre vifs 2473.
— Paris. Obligat. 3401.
- 5 Cass. Boulanger 41, 58 c. — Enreg. 4869 c.; Exploit 700-20 c.; Frais et dép. 1086-10; Huisserie 32-30 c. — Organ. milit. 389-20 c., 369-20, 370-10 c., 373-10 c. — Voirie par terre 2385-40, 2386-40, 3270 c.
- Aix. Domicile 92 c.; Interdiction 156 c., 173 c., 174; Mariage 638-20 c.

Mars.

- 5 Amiens. Dispositions entre vifs 1140 c.
- Bordeaux. Privilèges et hypoth. 888-20.
— Liège. Privil. et hypoth. 1842-20.
— Limoges. Privilèges et hypoth. 1810-40.
— Nancy. Vente 1110.
— Orléans. Compét. comm. 23; Conciliation 250 c.; Except. 129 c., 132 c.
— Paris. Référé 194 c.
— Rouen. Prescript. civ. 623.
— Trib. comm. de Châteauneuf-Thierry. Bois et charbons 82.
— Instr. Enreg. 1920, 5331.
- 6 Ord. Organ. instr. publ. p. 1366.
- 7 Cass. Cassation 1833; Chose jugée 246-20 c.; Commune 1580-30 c.; Forêts 1563 c., 1597 c.; Jugement 223-60 c.; Usage 85, 92 c., 360, 418 c. — Contrat de mar. 1053-20; Obligat. 2758 c. — Enreg. 4071, 5150 c., 5800 c. — Mandat 413-30; Obligation 2846 c.; Prêt 196 c.; Responsabilité 377 c.; Vente 1186 c. — Office 216 c., 254.
— Angers. Contrat de mar. 1130.
— Paris. Cassation 2057-40, 2063 c.; Exploit 24-30, 108-20 c. — Référé 99 c.
- 8 Cass. Disposit. entre vifs 2514, 2632 c. — Enreg. 3563. — Jugement 296-20. — Règlement de juges 90 c., 95 c.; Renvoi 88 c., 89.
— Caen. Société 720 c., 882, 986 c.
— Colmar. Prescript. civ. 1133.
— Metz. Usage 445-20 c., 520.
— Paris. Appel civ. 1084; Effets de comm. 110 c. — Privil. et hypoth. 551-50.
— Riom. Dispos. entre vifs 828-20.
— Toulouse. Appel civil 697 c.; Compét. comm. 476; Jugem. p. déf. 119-10.
- Trib. de la Seine. Faillite 790 c.
- 9 Cass. Contrat de mar. 2143 c., 2233 c.; Enreg. 363.
— Bourges. Success. 1926.
— Douai. Faillite 796-10 c., 1229-20.
— Lyon. Servitudes 991.
— Poitiers. Enquête 230, 233 c.
— Rouen. Exploit 62-80.
— Lettre. Secours publ. 421.
- 10 Cass. Dénoiaat. caonn. 168-70. — Rébellion 37-60.
— Bordeaux. Minist. publ. 107-20.
- 11 Cass. Cassation 252, 263, 1029; Organ. milit. 947 c. — Instr. crimin. 2480-20. — Organ. de l'Algérie, 784-20 c.
— Angers. Contrat de mariage 1724, 1741 c.
— Lyon. Acte de l'état civil 424. — Contrat de mar. 3896.
— Paris. Jeu 21-40, 22 c.
- Rouen. Servitudes 1042. — Vente 244, 1016-20 c.
- Trib. de Péronne. Enreg. 3682.
- 12 Ord. Pêche marit. 30.
— Cass. Fonctionn. publ. 149-30. — Organ. milit. 701. — Voiture 481.
- Amiens. Privil. et hypoth. 2268-20 c.
- Bordeaux. Lettres miss. 8 c.; Mandat 189, 254 c.
- Caen. Appel incid. 87.
— Martinique. Interdict. 230-20.
— Paris. Contumace 67.
- 13 Ord. Org. instr. publ. p. 1366.
— Angers. Obligat. 293-20; Organ. milit. 423 c.
- 14 Cass. Compét. administr. 156-50 c.; Pêche fluviale 67-10, 69-30 c., 118 c. — Effets de comm. 401; Obligat. 4548-30 c., 5314-10 c. — Expropriat. publ. 269.
— Douai. Droits polit. 442-20.
— Nancy. Prescript. civ. 882, 952-10 c.; Servitudes 1238.
— Nîmes. Séparat. de corps 55 c., 77-20-30, 79-30 c., 198 c., 209-30 c., 216-20 c., 240-10 c.
- Paris. Acte de comm. 46; Commerce 25 c.; Trés. publ. 1378 c., 1380-30, 1405-40 c. — Privil. et hypoth. 250-20.
— Instr. Enreg. 3398 c., 3212.

Mars.

- 15 Cass. Action 225; Prescript. civ. 376-10. — Cassation 340; Except. 445 c. — Compét. civile trib. d'arrond. 181; Contrat de mar. 2011 c.
- Nancy. Acte de comm. 205. — Disposit. entre vifs 2694-60; Enquête 260.
- Rouen. Droit marit. 1086, 1125 c., 2237 c.; Obligat. 866 c.
- 16 Cass. Chose jugée 212-40-50 c., 810 c.; Concess. administr. 32-20 c.; Forêts 1009, 1663 c. — Substit. 209. — Succession 1568.
— C. C. belge. Instruat. criminelle 1322-60.
- Caen. Ordre 449-30 c., 40 c., 50 c.; Privil. et hypoth. 2967-10 c., 2978-30, 2984 c.
— Montpellier. V. 16 novembre 1842.
- Nîmes. Arbitre 454.
— Orléans. Privil. et hypoth. 1892.
— Rennes. Loi 393 c.; Mariage 347, 321 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4245.
- Cons. d'Etat. Commune 1565-50 c., 1639 c., 1669; Cons. d'Etat 173-20 c., 261 c. — Concess. administr. 46 c.; Eaux 404-30. — Conseil d'Etat 158-20. — Voirie par terre 739-30.
- 17 Cass. Contrav. 112. — Jugem. 822-70. — Témoin 233-40.
— Agen. Séparat. de corps 332.
— Lyon. Faillite 618; Nantissement 107-30; Vente 1680-40 c.
- 18 Ord. Avoué 28.
— Cass. Cassation 1067; Condamnat. 9 c.; Instr. crimin. 933-10 c.; Organ. milit. 925. — Contr. p. corps 636-20; Douanes 976 c.; Peine 453-10, 455 c. — Organ. judic. 682-10. — Presse-outr. 98.
- Bastia. Acte de l'état civil 144; Success. 95 c.
- Douai. Prescript. civ. 333-10; Propriété 419. — Usufruit 416-10.
- Limoges. Louage à colon. part. 30-10, 32 c.
- Paris. Mat. d'or et d'argent 60. — Propriété littér. 265.
- Poitiers. Contr. p. corps 652.
— Rouen. Abus de confiance 188.
— Toulouse. Surendre 157.
- Trib. de Lombes. Notaire 836 c.; Office 184 c.; Prêt à intérêts 116.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 254 c.; Tierce-opposit. 375-40. — Dom. publ. 79 c.; Eaux 431-40. — Patente 280-40, 396-20. — Pension 164.
- Avis Cons. mines de Belgique. Mines 331, 570.
- 19 C. C. belge. Jugem. 978-30.
— Martinique. Privil. et hypothèques 2773-10.
- Nancy. Degré de jurid. 220-20. — Louage 290-20.
- Paris. Arbitre 1251. — Brevet d'invention 54, 247 c.
- Rennes. Responsabilité 261-20 c., 392-10.
- Toulouse. Cautionnem. 334 c., 338 c. — Obligat. 1460-10.
- 20 Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 210.
- 21 Cass. Appel civ. 1224 c.; Enquête 410, 150, 181 c.; Jugement 578 c. — Cassation 1486; Enreg. 1076, 1090 c., 5499 c. — Chose jugée 23; Demande nouvelle 22 c., 181 c.; Jugement 168-120 c., 958-10 c.; Majorat 37-30; Prescript. civ. 263 c. — Droits polit. 263-40. — Effets de comm. 262, 330 c.
- C. C. belge. Défense 143.
— Bourges. Obligat. 5461.
— Nancy. Interdict. 184-30 c., 213 c., 217-70-30 c., 223-30 c.; Obligat. 4149-20, 4175-20 c.
- Paris. Contr. par corps 539 c.; Droit civil 399. — Privil. et hypoth. 235.
— Instr. Enreg. 2008, 2009 c., 3541.
- 22 Arrêté. Organ. instr. publ. 388.

Mars.

- 23 Besançon. Forêts 983.
— Bordeaux. Compét. civ. trib. d'arrond. 44.
— Trib. de Clamecy. Bois et charbons 83.
— Instr. Trav. publ. 177.
- 28 Loi. Organ. marit. 776, 815; Voirie par eau 206 a., 378 a., p. 732; Voirie par terre 134, 158, 275, 318, 1529, 2377, p. 209.
- Cass. Obligat. 4663-30 c.; Usage 194.
- Angers. Office 61-20 c., 362 c.
- Besançon. Dispositions entre vifs 2747.
- Bordeaux. Jugem. 623.
- Douai. Louage 567; Obligation 484 c.
- Liège. Success. 1139, 1147-20.
- Paris. Matières d'or et d'argent 51-30.
- 24 Cass. Brevet d'invent. 194, 334 c.; Cassation 1650-40 c.
- Angers. Presse-outrage 845 c., 1222.
- Poitiers. Adultère 42, 109 c.
- Dérès. Douanes 396.
- 25 Decis. Voirie par terre 1920.
- 26 Cass. Abrevoir 12 c., 18; Contrav. 308 c. — Abus de confiance 161, 162 c.; Vol 778 c.
- Ord. Trés. publ. p. 1180.
- Cass. Demande nouvelle 158.
- 29 Cass. Cassation 682 c., 701. — Demande nouvelle 151 c.; Loi 296 c.; Success. 686-20, 1020. — Expropriat. publ. 752.
- Cire. Organ. milit. 250, 267.
- Dérès. Enreg. 3235.
- 30 Loi. Concess. administr. 94. — Ord. Trés. publ. 480.
- Cass. Degré de jurid. 578-50-60-70; Demande nouvelle 209-20 c. — Enreg. 2870. — Louage 67. — Louage à colon. perpét. 4-20. — Minist. publ. 118; Requête civ. 130-10.
- Lyon. Voiture 385, 392 c., 398-20 c., 431 c.
- Paris. Degré de jurid. 342-40 c.; Obligat. 1132-40; Privil. et hypoth. 1232-20, 1233-10.
- Trib. de la Seine. Notaire 827-40.
- Cons. d'Etat. Conflit 50 c., 50-50, 63, 70 c., 70-50, 80-10, 144 c. — Patente 365. — Quest. préjudic. 201-40 c. — Trav. publ. 1133-40.
- 31 Cass. Instruat. crimin. 1602-50, 1806, 2673-10. — Peine 667-20.
- Bourges. Vagabondage 65.
- Paris. Faillite 192.

Avril.

- 1 Ord. Organism. de l'Algérie 23, p. 767.
- Cass. Instr. crim. 3330.
- Dérès. Enreg. 2391.
- 2 Cass. Compét. crim. 582 c.; Contrainte par corps 653; Organ. judic. 839-30 c. — Instr. crim. 1234-20-50. — Jugement 833; Médecine 38.
- Paris. Compét. admin. 199-20 c.; Expropriat. publ. 690 c., 709-60-70-80; Référé 232-40 c.; Travaux publ. 1228 c.
- 4 Cass. Action poss. 611 c.; Marais 119-10. — Cassation 822 c.; Expropriat. publ. 667 c., 838. — Douanes 971 c.; Procès-verbal 359-40. — Jugement 963-120. — Loi 282-20; Obligation 2145-50; Usage 495 c., 515 c. — Prescript. civile 160; Servitudes 1127-10 c.
- Bordeaux. Compét. comm. 445; Mandat 141 c.
- Caen. Privil. et hypoth. 1206.
- Montpellier. Chasse 396.
- Nîmes. Organ. milit. 371.
- Poitiers. Success. 516-20.
- Rouen. Acte de comm. 314.
- 8 Ord. Traité internation. p. 588, 589.
- Cass. Cassation 1604 c.; Droits polit. 548 c. — Obligat. 3927 a.; Rente viagère 65-40.

Avril.

- 6 Cass. Cassation 478 c., 815. — Chose jugée 308-30; Propriété fond. 327-30. — Domic. élu 60 c., 86; Règlement de juges 56-60 c., 60 c. — Droits polit. 168-30, 187, 319 c. — Bordeaux. Organ. milit. 368-40. — Bruxelles. Faillite 905. — Caen. Compét. admin. 293 c., 294 c.; Expropriat. publ. 569-10-20 c. — Colmar. Servitudes 649, 651; Montpellier. Faillite 277-40. — Paris. Adultère 26. — Circ. Peine 446. — Avis Cons. d'Etat. Aliéné 61. 7 Cass. Forfait. 67 c., 72, 79 c.; Anstr. crim. 2748 c., 2748-70 c. — Douai. Droit marit. 3009 c., 2013, 2014 c. — Louage 378-60, 473-10 c. 8 Cass. Cassation 1058 c.; Organ. marit. 1953-30. — Cassation 1549-50. — Organism. milit. 863-30. — Bordeaux. Compte cour. 33-20. — Louage 442-30; Obligations 5188 c. — Douai. Abus de confiance 93 c.; Domm. destr. 187-19 c.; Obligat. 4893-20. — Cons. d'Etat. Agent d'aff. 28 c.; Patente 37-50. — Commune 896, 8316. — Patente 400. — Voirie par eau 638-30, 648-10. — Voirie par terre 44, 45, 218-19, 766-30, 767. 9 Cass. Abus de conf. 119 c.; Vol 391. — Forêts 181 c.; Mise en jugem. 867 c., 317. — Instr. crim. 3660. — Peine 667-20. — Douai. Contr. par corps 256 c., 636-30 c., 648 c.; Douanes 978 c.; Frais et dép. 1018 c.; Responsab. 508. — Paris. Délai 34 c.; Ordre 1050-10, 1062-30 c. — Rouen. Compét. civ. trib. d'arr. 118. — C. d'ass. de la Seine. Prescript. crim. 75. — Delib. Enreg. 3391. 10 Ord. Organ. instr. publ. p. 1346. 11 Cass. Contr. de mar. 1854, 1924, 2068-48, 3978 c.; Surestimation 66 c. — Droits polit. 320-20. — Expert. 282-20. — Agen. Disposit. entre vifs 1147. — Montpellier. Procès-verbal 623. — Nancy. Exploit. 428-30. — Rouen. Vente 1060. — Circ. Forêts 1129. 12 Cass. Organ. admin. 681 et 633. — Société 1295-30; Transaction 59 c. — Bastia. Contr. p. corps 447. — Grenoble. Arbitre 1135. — Liège. Puissance patern. 26. — Metz. Forêts 2030. — Orléans. Adultère 42. — Trib. de Brives. Enreg. 390. — C. d'ass. du Brabant. Exception 573-10. 13 Arrêté. Boulanger 100; Halles 84. — Cass. Commune 2665, 3875 c., 2735 c. — Jugement 986. — Louage admin. 30-40. — Mandat 383-30 c.; Success. 1059, 1060 c. — Metz. Forêts 325 c., 625. — Trib. de la Seine. Enreg. 2993-30, 4528, 4741, 5432, 5506. — Cons. d'Etat. Jugem. par défaut 308-30, 537. — Organ. admin. 611, 638. — Voirie par terre 54-40, 268, 270, 272-40, 285-50, 1948. — Delib. Enreg. 3325. 14 Cass. Complices 76-30 c.; Instr. crim. 1196-30. — Crimes contre les personnes 37. — Vagabondage 40, 136. — Bastia. Procès-verbal 803 c. — Besançon. Forêts 4181. — Nîmes. Discipline 247-30; Notaire 869 c. — Pau. Référé 90. — Toulouse. Presse-outrage 520-30. 15 Cass. Commune 1026. — Compét. crim. 224, 409 c.; Droit civil 256 c.; Exception 28 c.; 29-10. — Instr. crim. 4416 c.

Avril.

- 15 Rouen. Contrat de mar. 8679. — Toulouse. Contrat de mar. 334; Disposit. entre vifs 817-10 c., 2326 c., 2328 c.; Succession 652 c. — Cons. d'Etat. Fonctionn. publ. 110. — Note minist. Commune 395. 16 Cass. Frais et dépens 1026-20. — Instr. crim. 3469, 2822, 3268, 3447 c., 3498. — Bordeaux. Contrat de mar. 1458. — Douai. Disposit. entre vifs 2105 c., 2318-30. — Grenoble. Arbitre 486. — Liège. Disposit. entre vifs 1169. — Nancy. Exploit. 95-50. — Poitiers. Dispositions entre vifs 3089. — Obligat. 3258 c., 3556-40 c. — Rennes. Disposit. entre vifs 2700. — Rouen. Hospices 408. — Toulouse. Impôts indir. 76. 18 Ord. Mines. p. 638; Privil. et hypoth. 2051, p. 49; Voirie par terre 480 c. — Cass. Obligat. 4538-70; Substitut. 2028 c., 259. — Règlement de juges 134. — V. 18-août 1843. — Bourges. Effets de comm. 488. — Paris. Usage 627. — Cons. d'Etat. Concess. admin. 46 c. 19 Cass. Disposit. entre vifs 4607-10; Obligat. 5072-30 c.; Silence 9. — Servitudes 980, 1116-20 c., 1166 c., 1478 c. — Success. 2200 c. — Colmar. Faillite 75. — Grenoble. Contrat de mar. 4244; Ordre 255 c. — Montpellier. Adoption 163, 165 c. — Nancy. Mandat 383-60. — Poitiers. Organ. judic. 298. 20 Cass. Contrainte par corps 43-30 c.; Faillite 48-30 c.; Société 144, 237 c., 244 c., 246 c., 1096-10 c. — Discipline 283-30 c.; Notaire 848 c., 859 c. — Expropriat. publ. 125-20; 151 c. — Jugement 179-30; Minist. publ. 49-30; Organ. judic. 358-40. — Obligat. 444-10 c., 2894 c., 2968 c., 2988-40, 4525-10 c., 4559-10 c. — Bordeaux. Organ. judic. 407. — Colmar. Appel crim. 280. — Limoges. Appel civil 973. — Montpellier. Adoption 202; Dispositions entre vifs 4250-10 c., 6318 c. — Jugem. par défaut 64; Organ. judic. 136. — Riom. Success. 1181. — Toulouse. Usage 208-10. — Trib. de la Seine. Enreg. 3727. — Avis Cons. d'Etat. Commune 504. 21 Bourges. Vagabondage 65. — Montpellier. Contrat de mariage 1174. — Paris. Privil. et hypoth. 2926. — Rouen. Compét. comm. 476. — Vol 690-10. 22 Cass. Commune 680-40; Contravention 108 c. — Faux 178-40. — Responsab. 586 c.; Vol 165-30 c. — Instr. crim. 2515-30, 2516-10. — Douai. Contrainte p. corps 256 c., 636-30, 618 c.; Douanes 976 c.; Frais et dépens 1018 c.; Responsab. 508. — Montpellier. Etabliss. d'épargne 140. — Cons. d'Etat. Commune 5315. — Conflit 140. — Domicile 12 c.; Gère nat. 46, 244-30-10. — Organ. admin. 610. — Travaux publics 1174-30. 23 Cass. Commune 682; Loi 449 c. — Commune 1040. — Contravention 471. — Organ. milit. 695-50, 696 c., 697 c. — Postes 98-10, 114. — Angers. Acquisition 120 c. — Louage 87, 147 c. — Commissaires-priseurs 50; Office 61-39, 862 c. — Orléans. Obligat. 45-30, 4474 c. — Paris. Degré de jurid. 55-40. — Référé 81 c. 24 Ord. Pêche-marit. 10. — Bourges. Vagabondage 65.

Avril.

- 25 Cass. Action possess. 88. — Chose jugée 48-60. — Contr. de mar. 3623, 4061-30 c., 4078-30 c.; Propriété 326 c. — Contrat de mar. 4035-50, 4041 c. — Dispos. entre vifs 270-10 c., 273. — Jugem. 980-130 c. — Propriété 535. — Caen. Obligat. 5141. — Vente 994. — Douai. Disposit. entre vifs 3597. — Gand. Contrat de mar. 3048. — Rouen. Privil. et hypoth. 271. — Tribunal de Compiègne. Bois et charbons 39. — Cons. d'Etat. Manufacture 89-20; Mines 779 c., 787 c. — Travaux publ. 818-10, 1174-100. — Trésor public 902-50. — Voirie par eau 247, 665. 26 Cass. Contrat de mar. 3625, 3781 c. — Culte 683; Disposit. entre vifs 329 c. — Obligat. 1994. — Perempt. 247 c. — Caen. Except. 547-30. — Success. 785-10 c.; Vente publ. d'imm. 721 c. — Paris. Jugement 132. 27 Cass. Arbitre 90 c., 1381. — Contrat de mariage 3843 c., 3851, 3872 c., 4047-30 c., 4061-30 c., 4078-30 c., 4079 c., 4080 c.; Frais et dép. 99-60 c. — Interdiction 65-40, 205 c.; Minorité 742 c.; Obligat. 382 c. — Lyon. Enquête 357. — Rennes. Dispositions entre vifs 282-20. — Trib. de Grenoble. Enreg. 4224. — Trib. de Roanne. Enreg. 1938; Vol 667. — Trib. de la Seine. Imp. ind. 550. 28 Cass. Attention aux mœurs 141 c., 142. — Chose jugée 411. — Aix. Obligat. 3132. — Bruxelles. Obligat. 5038 c., 5076-10 c., 5086-30 c., 5097; Ordre 729-20 c. — Orléans. Récusat. 73-20 c. — Poitiers. Greffe 36; Instr. crim. 432 c.; Mise en jugem. 260 c. — Circ. Impôts indir. 548. 29 Cass. Presse-outrage 130-10. — Bordeaux. Saisie-brandon 15. — Nancy. Servitudes 186. — Trib. de Laval. Enreg. 2677. — Delib. Enreg. 624. 30 Cass. Boulanger 68; Industrie 179 c. — Jugem. 849 c.; Témoins 389-10. — Liège. Faillite 494. — Circ. Commune 2402.

Mai.

- 1 Cass. Appel crim. 82; Médecine 56 c. — Brevet d'invention 195. — Chasse 301. — Organ. judic. 654 c., 687. — Grenoble. Obligat. 2470-80. — Paris. Commission. 194. — Rouen. Contrat de mar. 3679. — Trib. de Bellac. Enreg. 3263. — Trib. de Charleville. Enreg. 5606. — Cons. d'Etat. Compét. administr. 47 c. — Pension 25. 12 Cass. Instr. crim. 2468-30, 2847-30. — Voirie par terre 2244-30. — Bourges. Except. 271; Exploit. 635-30. — Lyon. Mines 72-30. — Toulouse. Mariage 80-40. — Trib. de Villefranche. Enreg. 2914-20. 14 Cass. Attention aux mœurs 141; Cassation 2250. — Douanes 978 c., 978. — Octroi 107 c.; Rébellion 30-30 c., 36-30. — Octroi 301. — Postes 81. — Bourges. Louage 180-20. — Presse-outrage 1398. — Orléans. Acte de commerce 227; Obligat. 3404-20 c. — Décis. Douanes 668. 15 Ord. Avoué 28; Organ. marit. p. 1009. 16 Bourges. Référé 125 c.; Scellés 48, 63 c. — Bruxelles. Contr. par corps 568. — Grenoble. Action 284 c.; Disposit. entre vifs 3838.

Mai.

- 4 Rouen. Responsab. 485. — Trib. de comm. de Paris. Faillite 904. 6 Cass. Huissier 68. — Mat. d'or et d'argent 171. — Bourges. Biens 77 c. — Grenoble. Banquier 40; Compte courant 116 c., 118 c. — Disposit. entre vifs 4646. — Liège. Jugem. d'avant dire droit 89-30. — Lyon. Degr. de jurid. 245-30 c.; Ordre 847 c., 848-40; Privil. et hypoth. 198-20. — Circ. Forêts 212. 7 Cass. Chose jugée 476. — Commune 719-20, 1275, 1376 c. — Culte 824. — Douai. Obligat. 773 c., 1991-30. — Orléans. Chose jugée 34-40; Obligat. 2931; Vente publ. d'imm. meubles 2067-10. — Paris. Exception 220; Incident 45 c. — Justice de paix de Senlis. Notaire 537. 9 Convention. V. 11 juillet 1842. 10 Cass. Contrat de mar. 356-30 c., 857 c., 786, 789 c., 794 c.; Organ. judic. 368. — Obligat. 4520-40 c., 4520 c., 4586-80 c.; Serment 63-20 c. — Alger. Organ. de l'Algérie 674, 853, 854. — Amiens. Brevet d'invention 340, 341 c. — Décis. Office 208. 11 Ord. Organism. de l'Algérie, p. 767. — Cass. Commune 1005. — Forêts 1810, 1834 c. — Jugem. 303-60 c., 496 c.; Obligat. 4230 c., 5292 c., 5303-40, 5318 c., 5323 c. — Jugem. 1035-40 c.; Obligations 4730-10. — Renvoi 203. — Bordeaux. Surestimation 223-20. — Caen. Contrat de mar. 2792. — Douai. Acte de comm. 351; Action 100 c.; Compétence comm. 115 c. — Paris. Saisie-arrest 446-30. 11 Cass. Minorité 211-10-20, 213 c.; Prescript. civ. 573, 608-20. — Colmar. Compte courant 114 c. — Contrat de mar. 199. — Lyon. Industrie 291 c. — Rouen. Compét. administr. 198-20 c. — Trib. de Nevers. Obligat. 4513-20 c. — Trib. de Saint-Quentin. Enreg. 2520. 12 Cass. Appel crim. 82; Médecine 56 c. — Brevet d'invention 195. — Chasse 301. — Organ. judic. 654 c., 687. — Grenoble. Obligat. 2470-80. — Paris. Commission. 194. — Rouen. Contrat de mar. 3679. — Trib. de Bellac. Enreg. 3263. — Trib. de Charleville. Enreg. 5606. — Cons. d'Etat. Compét. administr. 47 c. — Pension 25. 13 Cass. Instr. crim. 2468-30, 2847-30. — Voirie par terre 2244-30. — Bourges. Except. 271; Exploit. 635-30. — Lyon. Mines 72-30. — Toulouse. Mariage 80-40. — Trib. de Villefranche. Enreg. 2914-20. 14 Cass. Attention aux mœurs 141; Cassation 2250. — Douanes 978 c., 978. — Octroi 107 c.; Rébellion 30-30 c., 36-30. — Octroi 301. — Postes 81. — Bourges. Louage 180-20. — Presse-outrage 1398. — Orléans. Acte de commerce 227; Obligat. 3404-20 c. — Décis. Douanes 668. 15 Ord. Avoué 28; Organ. marit. p. 1009. 16 Bourges. Référé 125 c.; Scellés 48, 63 c. — Bruxelles. Contr. par corps 568. — Grenoble. Action 284 c.; Disposit. entre vifs 3838.

Mai.

- 16 Riom. Obligat. 4482 c., 4489, 4520-50 c. — Rouen. Vente publ. d'imm. 431, 446-10. — Circ. Mines 74. 17 Ord. Soie 3. — Bourges. Date 25 c.; Mandat 402-10; Vente 67-20 c. — Orléans. Arbitre 4323. — Trib. de Caen. Paternité 704 c. 18 Bourges. Faillite 1371. — Caen. Contrat de mar. 2193 c., 2197; Faillite 1078 c.; La 334 c. — Grenoble. Arbitre 358. — Limoges. Dispositions entre vifs 2233. — Rouen. Interdict. 26, 256-30 c. 19 Cass. Instr. crim. 1433. — Douai. Contrainte p. corps 264; Frais et dépens 363, 1018 c.; Responsab. 508. — Nancy. Success. 504-10. — Rouen. Domicile élu 17 c.; Frais et dépens 363. — Trib. de Moulins. Vente 339-10 c. 20 Cass. Presse-outrage 1299/1300-20 c., 1451-20 c. — Angers. Servitudes 858, 670-40 c.; 881 c. — Cons. d'Etat. Compét. admin. 43, 245-50; Conseil d'Etat 214; Loi 669-30. — Loi 470-10. 21 Cass. Domicile 12; Forêts 568-30 c. — Exploit 748-10. — Faux incid. 309. — Instr. crim. 968-20; Jugement 1098. — Voirie par terre 2067-20, 2228-30. — Bourges. Faillite 75. — Liège. Privil. et hypoth. 231. 23 Cass. Compét. admin. 8 c.; Loi 515 c.; Octroi 31 c., 214. — Date 21 c.; Exploit 60. — Expropriat. publ. 477-10, 481 c., 567 c. — Caen. Louage 584-20; Obligat. 1296, 1299-10 c. — Riom. Disposit. entre vifs 1544, 1562 c.; Transcript. hypoth. 273 c. — Rouen. Disposit. entre vifs 2712-30, 3674 c. — Trib. de Rennes. Enreg. 4128. 24 Loi. Concess. admin. 73; Don. de l'Etat. p. 100; Naïre, p. 592; Organ. admin. 408-30; Organ. colon. 119-70; Travaux publics, p. 853; Voirie p. 1205, p. 210. — Cass. Arbitre 1331. — Cassation 1666-40 c.; Obligat. 771-10 c.; Prise à partie 8, 65-10 c.; Droit rural 58-30 c., 69-30 c.; Jugement 973-60. — Faillite 1035 c.; Privil. et hypoth. 369-40. — Règlement admin. 144 c. — Bourges. Vagabondage 65. — Caen. Usufruit 261 c. — Montpellier. Obligat. 4680 c., 4692-30 c.; Vente 62. — Décis. des avoc. de Paris. Avocat 444. 25 Loi. Trésor publ., p. 1181. — Cass. Forêts 932 c.; Obligat. 5072-40 c.; Servitudes 653-30; Silence 9. — Obligat. 1114 c.; Success. 666. — Reserves 2 c.; Vente 569. — Bourges. Degré de jurid. 269-30 c., 280-10, 514. — Montpellier. Disposit. entre vifs 4650-10. — Orléans. Obligat. 399-30. — Riom. Usage 208-30. — Trib. de la Seine. Enreg. 4442, 4573, 4697 c. 26 Cass. Compét. crim. 605; Instr. crim. 518-30. — Instr. crim. 1927, 2352, 2213-30; Organ. judic. 683-30, 685-30; Témoin 675. — C. c. belge. Société 202. — Agen. Usage 196. — Dijon. Servitudes 134, 758 c., 771-20 c., 785 c. — Metz. Acte de comm. 824. — Paris. Vente publ. de machines neuves 26 c., 47, 77, 99 c., 103 c.

Mai.

- 36 Cons. d'Etat. Commiss. de police 26 c.; Commune 407. — Trav. publ. 460. — Trésor public 482-30.
- 37 Cass. Accessoire 47 c.; Cassation 1287 c.; Louage d'ouvriers 3 c.; Propriété littéraire 281; Vente 665 c.
- Limoges. Vol 667.
- Paris. Impôts indir. 352-30.
- Poitiers. Appel civil 779; Demande nouvelle 57-40 c.; Dom. engagés 16, 111 c.; Exception 261 c.; Exploit 473.
- 28 Arrêté. Organism. de l'Algérie 514-30.
- Cass. Forfait. 64-20. — Pêche marit. 57.
- Paris. Acte de comm. 227.
- Trib. sup. de Berlin. Prouve 66.
- 30 Cass. Conciliat. 51 c., 61, 64 c.
- Douanes 264-20-30, 304, 645 c. — Expropriation publ. 672. — Responsabilité 165-10; Servitudes 509 c.; Voirie par terre 2337-30 c.
- Montpellier. Prescription crimin. 37.
- Paris. Compét. civ. trib. d'arr. 210.
- Riom. Ordre 216.
- Rouen. Vente publ. d'im. 226, 824.
- Trib. de Lons-le-Saulnier. Enreg. 1963.
- Instr. Enreg. 3308.
- 31 Cass. Droits polit. 144, 219-20.
- Lettres missives 30; Paternité 48 c.; Separat. de corps 238 c. — Question prejudic. 198-50 c.; Trav. publ. 1021 c., 1036.
- Amiens. Avoué 260.
- Caen. Responsabilité 431-20 c., 440-20.
- Metz. Commune 1730; Minist. publ. 108-20.
- Nancy. Commune 3073 c.; Propriété 475.
- Paris. Arbitre 580, 928 c.

Juin.

- .. Trib. comm. de la Seine. Industrie 236-10.
- 1 Cass. Compét. comm. 331 c., 369 c.; Domicile 33-30 c.; Effets de comm. 149, 321, 331 c.
- Angers. Commune 2671.
- Bruxelles. Ordre 470-10.
- Paris. Duel 110 c., 120. — Reprises d'instance 47.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3550.
- 2 Cass. Adultère 42. — Contravention 161, 162 c.; Salubrité publique 29-20 c. — Greffe 129-20 c.; Instr. crimin. 1781-40, 1794 c. — Peine 323-20.
- Caen. Nantissement 312-10.
- 2 Toulouse. Enquête 492-30; Obligation 4880-20.
- Circ. Vente publ. d'immeubles 2075.
- 3 Nancy. Faillite 1234.
- Orléans. Dispositions entre vifs 2614-20; Obligation 45-10 c.
- Paris. Contrat de mar. 3137; Mariage 608-10 c.
- Poitiers. Disposit. entre vifs 119, 171 c.
- Trib. de Chartres. Enreg. 457.
- 4 Cass. Organ. milit. 855-20.
- Peine 98-10 c.; Vidanges 76 c., 76 c. — Procès-verbal 10-20, 255-50. — Vol 684.
- Angers. Brevet d'invention 329; Peine 777-10 c.
- Liège. Privil. et hypoth. 1767-10.
- Rouen. Frais et dépens 657 c., 677 c.; Jugem. par défaut 63; Vente publ. d'immeub. 303 c., 680 c., 1593.
- Toulouse. Paternité 243 c., 245, 250-10 c.
- Trib. de la Seine. Presse-outrage 241 c.
- 5 Loi. Banque 177.
- 6 Cass. Enreg. 3589; Transcription hypoth. 720 c. — Société 184 c.

Juin.

- 6 Bordeaux. Interdiction 192-30.
- Caca. Obligation 2395-10.
- Montpellier. Forêts 385.
- Tribunal d'Avranches. Voiture 416-30.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 222.
- 7 Cass. Contravention 39 c.; Forêts 336 c.; Peine 159; Vidanges 78 c.; Voirie par terre 2280 c.
- Bordeaux. Société 1361-30.
- Bourges. Contrat de mariage 1461-50.
- Douai. Paternité 582-30 c., 584-20.
- Nancy. Mandat 419-20.
- Rouen. Culte 676 c.; Hospices 170; Obligation 3062-40 c.
- Arr. des avoc. de Paris. Avocat 152.
- Lettre. Garde nation. 89; Prud'hommes 15 c.
- 8 Arrêté. Prisons, p. 1006.
- Cass. Avoué 89 c., 90 c.; Frais et dépens 138. — Chose jugée 23; Compte 82 c.; Jugem. 958-100; Obligation 5118-50. — Servitudes 1022.
- Bordeaux. Acte de comm. 269.
- Liège. Exploit 359-40.
- Limoges. Impôts indir. 475 c.; Louage administr. 15 c.; Voirie par eau 575-20.
- Trib. de Peronne. Enreg. 5259.
- Cons. d'Etat. Commune 1565-40 c., 1566. — Concess. administr. 45-40 c.; Dom. de l'Etat 264-30. — Voirie par terre 772-20, 2083.
- Instr. Enreg. Prisons 84, 96, 97.
- 9 Cass. Cassation 3096; Instr. crimin. 2895. — Faux 428. — Instr. crimin. 3184-20. — Peine 312-10.
- Agen. Cautionnem. 334 c., 338; Deg. de jurid. 177-40 c., 210.
- Bordeaux. Peremption 192.
- Limoges. Ordre 632-30 c., 827-40; Privil. et hypoth. 210, 212, 503.
- Cons. d'Etat. Confit 79-20 c.; Mines 311 c., 374-50. — Cons. d'Etat 100-20. — Dom. de l'Etat 208 c.; Hospices 75, 459.
- Eaux 467-10. — Obligation 2734, 2735 c. — Patente 249-30, 257.
- Voirie par eau 293. — Voirie par terre 764-10.
- Circ. Archives 63.
- 10 Cass. Commune 1150. — Frais et dépens 1091; Peine 486-10 c.
- Garde nation. 153, 337 c.
- Peine 573. — Poids et mesures 39; Procès-verbal 165-60. — Vol 111.
- C. C. belge. Jugem. 1048-30. — Mines 300-20.
- Aix. Commissionn. 289; Droit marit. 1440 c.; Obligation 5377 c.
- Bourges. Obligation 170-20.
- Grenoble. Obligation 2394-30.
- Nancy. Mariage 518-30; Obligation 5229.
- Riom. Conciliat. 169-10.
- Trib. de Barcelonnette. Enreg. 642, 2675 c.
- 11 Loi. Enreg. 6072; Impôts directs, p. 272; Octroi 24, 57, 126, p. 18; Privil. et hypoth. 827 a; Sucre 6; Télégraphe, p. 37; Trav. publ., p. 853; Trés. publ., p. 1161; Voirie par chemin de fer, p. 649.
- Ord. Bourse de comm. 529; Enreg. 6072.
- Cass. Cassation 144; Jugement 1074-30 c.; Jugem. 1061-90. — Postes 96-40, 98 c., 118. — Privil. et hypoth. 1622-40.
- C. C. belge. Mines 452-30.
- Bordeaux. Propriété 303-10 c.; Surenchère 250. — Succession 2313.
- Nancy. Disposit. entre vifs 2644, 4283.
- Paris. Bourse de comm. 429.
- 12 Ord. Tontine 9.
- Caen. Contrat de mariage 3778, 3779, 3780.
- 13 Ord. Organ. milit., p. 1006.
- Cass. Action possessoire 446.

Juin.

- 13 Douai. Droits polit. 492-40.
- Nîmes. Jugement p. défaut 336-60.
- Trib. d'Amiens. Frais et dépens 860 c.
- 14 Cass. Acquissem. 192 c.; Appel civ. 492 c.; Interdict. 244-10-30 c., 245 c.; Minorité 389 c. — Dom. engagés 35-10. — Droit marit. 2282.
- Paris. Acte de comm. 89.
- Toulouse. Date 21 c.; Exploit 58-20.
- 15 Cass. Brevet d'invention 214; Obligation 529-30 c. — Cassation 1863. — Compét. civ. trib. de paix 50 c.; Deg. de jurid. 29. — Contrat de mar. 1023; Mariage 935-30 c., 935-50. — Contrat de mar. 2331 c.; Demande nouvelle 94-50; Privil. et hypoth. 689-40, 887 c. — Effets de comm. 350. — Enreg. 3976; Puissance paternelle 101. — Exploit 375-60.
- Liège. Société 217-10, 768.
- Toulouse. Octroi 403.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 208 c. — Concess. administr. 88. — Instr. crimin. 73 c.; Procès-verbal 765-40. — Servitudes 70 c., 763; Voirie par terre 123 c., 124-20 c. — Voirie par eau 294 c., 343. — Voirie par terre 328, 1909, 2215-40.
- 16 Cass. Forêts 1452 c., 1573; Usage 200 c. — Halles 67.
- Paris. Dispositions entre vifs 1681. — Presse-outr. 520-10.
- Poitiers. Jour férié 30-20.
- Toulouse. Jugement par défaut 279-70. — Surenchère 386; Vente publ. d'immeubles 1463-20 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 2559.
- Instr. Archives 75.
- 17 Cass. Forêts 1126, 1293 c. — Industrie 459. — Presse-outrage 1233-10.
- Limoges. Avocat 471 c., 474.
- Lyon. Prescript. crim. 98, 153 c., 167 c.
- Orléans. Adoption 137.
- 18 Ord. Douanes, p. 615.
- Cass. Forêts 814 c., 1175 c., 1324, 1337 c.; Procès-verbal 688-20 c. — Postes 119. — Procès-verbal 49-20 c., 519 c.
- Limoges. Avocat 456 c., 474.
- Nancy. Privil. et hypoth. 1619-60.
- Trib. de Marseille. Enreg. 1327.
- Trib. de Verdun. Enreg. 3948.
- 20 Ord. Nourrice 8.
- Cass. Jugem. 958-90; Transaction 133. — Mandat 168-80 c.; Société 513; Voirie par terre 1517. — Servitudes 137.
- Douai. Obligation 904.
- Nancy. Deg. de jurid. 90-10.
- Paris. Industrie 277.
- 21 Cass. Arbitr. 118, 165 c.; Compétence comm. 311 c.; Contrat de mariage 1469 c.; Obligation 2669 c.; Prêt à intérêts 188 c., 209 c.; Société 204, 1099 c. — Disposit. entre vifs 2595 c., 2649, 2733-10 c. — Expropriat. publ. 493, 174 c.; Voirie par terre 497 c., 1208-10 c. — Expropriat. publ. 490-10, 499 c., 508 c., 559 c. — Expropriation publ. 562. — Faux incrim. 119-20, 134 c.; Success. 1624-70.
- Paris. Nantissement 109, 114-10 c.
- Délib. Enreg. 565.
- 22 Ord. Avoué 28; Travaux publics 267; Voirie par chemin de fer, p. 849.
- Cass. Compét. civ. trib. de paix 31. — Enreg. 4864, 6110 c. — Instr. crimin. 2223-30, 2229. — Jugem. 385-50. — Peine 377-10 c.; Procès-verbal 364 c., 368.
- Douai. Deg. de jurid. 30-10-20; Exception 431.
- Liège. Exploit 175-40. — Interrogat. sur faits et art. 53-20, 57.

Juin.

- 22 Paris. Louage 680.
- Poitiers. Appel civil 321; Vente publ. d'im. 1475-10 c.
- Rouen. Contrat de mariage 3594-10-40. — Faillite 75. — Louage 143.
- 23 Ord. Amnistie, p. 518.
- Cass. Cassation 1948. — Défense 108 c.; Instr. crimin. 1016-30.
- C. C. belge. Jugement 978-40.
- Aix. Mandat 227-70.
- Nancy. Enquête 533.
- Paris. Industrie 343-10.
- Trib. d'Amiens. Enreg. 5798.
- Instr. Enreg. 6088.
- 24 Cass. Boucher 42 c., 47; Commune 966 c. — Contravention 143 c.; Minist. publ. 55; Voirie par terre 1879-10. — Dom. publ. 34 c.; Pêche marit. 47; Propriété 86. — Enreg. 4869 c.; Frais et dépens 1036-30. — Garde nat. 623-40. — Organ. judic. 229 c.; Organ. milit. 813. — Voirie par terre 1117, 2051-20.
- Aix. Compét. comm. 481.
- Bordeaux. Usufruit 144 c., 388-20 c., 418-10.
- 25 Cass. Commune 1288; Contravention 79 c. — Jugement 1025-40. — Mines 698. — Procès-verbal 165-30; Voirie par terre 2354, 2380.
- Nancy. Faillite 1025.
- Cons. d'Etat. Patente 53-20.
- 26 Ord. Douanes, p. 615; Traité internat., p. 539.
- 27 Cass. Acquissem. 266 c.; Deg. de jurid. 116-20, 120 c. — Contrat de mar. 1834, 1856 c. — Enreg. 987, 1865 c.
- Bordeaux. Mandat 382-70.
- Caen. Surenchère 31-10.
- Nîmes. Dispositions entre vifs 1570-20.
- 28 Cass. Cassation 322 c.; Commune 1771; Compét. administr. 198-10 c.
- Caen. Compét. comm. 455 c.; Industrie 215-10 c.; Prud'hommes 90-20.
- Trib. de Limoges. Enreg. 1361.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 608.
- Instr. Aliéné 215.
- 29 Ord. Trésor public, p. 1181.
- Arrêté. Forêts 1393, 1394.
- Cass. Contrat de mar. 149 c.; Disposit. entre vifs 1982 c., 1985-60, 2110-10 c. — Contrat de mar. 194 c., 204; Domicile 7-30 c.; Mariage 201 c., 211 c., 935 c. — Contrat de mar. 3181 c., 3445, 3897 c. — Prescript. civ. 1040-20.
- Aix. Commissionn. 50.
- Amiens. Obligation 4657 c.
- Angers. Dispositions entre vifs 130-60, 4512.
- Bruxelles. Obligation 4758-20.
- Paris. Effets de comm. 457.
- Rouen. Commune 2647; Mise en jugem. 73 c. — Organ. admin. 629.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5621.
- Cons. d'Etat. Confit 88-40, 112-10. — Expropriat. publ. 569-40, 709-50; Travaux publics 1205-20 c., 1207. — Garde nation. 244-20. — Patente 365. — Travaux publics 1108, 1194-60, 1275-60. — Voirie par terre 2010, 2046-20.
- Instr. Enregistr. 6216, 6220 c., 6242.
- 30 Cass. Chasse 207; Commune 1331-20 c.; Contravention 329 c. — Disposit. entre vifs 806-20, 1888. — Voirie par eau 189-40 c., 314.
- Douai. Deg. de jurid. 284-70.
- Orléans. Demande nouvelle 187-40; Prescript. civ. 123, 1023-20, 1024 c.
- Rouen. Disposit. entre vifs 1950.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 56 c.; Voirie par terre 1994 c., 2124 c., 2125-20. — Compét. admin. 58 c. — Conseil d'Etat 222.

Juin.

- 30 Cons. d'Etat. Deg. de jurid. 659 c.; Voirie par eau 347-50; Voirie par terre 278 c. — Patente 279-30-40, 365, 392-30, 490. — Prescription criminelle 80 c.; Voirie par terre 268, 271-10. — Travaux publics 486-10 c., 514 c., 534, 592. — Voirie par eau 347-60.
- Juillet.**
- 1 Cass. Boulanger 22 c., 32, 34 c. — Commune 1317, 1322 c. — Jugem. 818-30, 831-40. — Vol 90 c., 751-10 c., 759.
- Poitiers. Privil. et hypoth. 152, 2035 c.
- 2 Bruxelles. Faillite 905.
- Dijon. Usufruit 381-40.
- Paris. Contrainte par corps 443. — Effets de comm. 615.
- Toulouse. Compét. comm. 157. — Vente publ. d'immeubles 933.
- 4 Cass. Appel civ. 950; Minorité 66 c., 285 c.; Puissance paternelle 76 c. — Jugement 988-70.
- Angers. Privil. et hypoth. 1303 c.
- Caen. Contrat de mariage 3158-70 c., 4049-10 c.
- Paris. Hérité 161 c.
- Rouen. Commissionn. 148 c., 176 c., 177.
- Toulouse. Surenchère 286.
- Circ. Douanes 724.
- 6 Ord. Avoué 28; Consul, p. 274; Echelles du Levant 9.
- Cass. Contr. de mar. 3550, 3891 c. — Dispositions entre vifs 235-40. — Expropriat. publ. 800-10, 804 c.
- C. C. belge. Droit civil 115-40.
- Amiens. Tierce-opposit. 236 c.
- Bourges. Usage 624-20, 627 c.
- 6 Cass. Chose jugée 41-40; Jugem. d'av. dir. droit 42-44 c. — Jugem. 979-90, 992-60. — Mandat 391 c.; Obligation 275 c.; Privil. et hypoth. 1488.
- Caen. Contrat de mar. 3752-20.
- Dijon. Forêts 1429.
- Limoges. Dispositions entre vifs 946-20.
- 7 Cass. Vol 508.
- Aix. Dispositions entre vifs 4646-10.
- Amiens. Paternité 473 c.
- Bourges. Jugement par défaut 428 50.
- Montpellier. Success. 2125-10, 2229.
- Nîmes. Arbitr. 106.
- Rouen. Contrat de mar. 3068-20.
- Trib. de Versailles. Enreg. 2675.
- 8 Cass. Contravention 142 c.; Voirie par eau 307; Voirie par terre 1890-10. — Poids et mesures 133-20. — Voirie par terre 1880-10.
- Limoges. Compét. civ. trib. de paix 169.
- Paris. Droits polit. 308-20. — Effets de comm. 527.
- 9 Colmar. Deg. de jurid. 106-60, 398-10.
- 10 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 767.
- 11 Ord. Traité internat., p. 539.
- Cass. Cassation 1583 c.; Dom. engagés 38-40. — Douanes 638.
- Paris. Acte de comm. 95 c. — Instr. Forêts 1927.
- 12 Cass. Contr. de mar. 3014 c., 3015. — Disposit. entre vifs 623 c.; Loi 301-20. — Enreg. 1788; Société 1628 c. — Expropriat. publ. 38 c.; Propriété 149 c., 166-10; Trav. publ. 1108 c.; Voirie par terre 122 c.
- Caen. Normandie 70 c.
- Nîmes. Disp. entre vifs 4446.
- Trib. de la Seine. Passeport 16 c.
- Trib. comm. de Clamecy. Bois et charbons 83.
- Circ. Commune 794.
- 13 Cass. Organ. judic. 392-30. — Prêt à intérêts 73 c.; Privil. et hypoth. 735. — Vente publ. d'immeubles 327.

Juillet.

- 14 Nancy. Deg. de jurid. 381-70.
 15 Ord. Mat. d'or et d'argent 33, p. 148; Serment. p. 8.
 — Cass. Chose jugée 531-50; Instr. crim. 1320-30. — Forêts 1140-50 c., 1288 c., 1291, 1292. — Instr. crim. 2892, 3156. — Témoin 613-20.
 — C. C. belge. Deg. de jurid. 450.
 — Cons. d'Etat. Compét. administr. 30 c.; Océroi 338-40. — Compét. administr. 58 c. — Cons. d'Etat 196-20. — Cons. d'Etat 207; Délai 60 c. — Organ. administr. 604, 607-20. — Trés. pub. 427, 462, 477 c., 557-10. — Voirie p. terre 2010, 2284-10. — Voiture 82, 114.
 16 Traité. V. 13 août 1842.
 — Cass. Chose jugée 474. — Crimes contre les personnes 68-10 c.; Instr. crim. 2091-30, 2113-40, 2876. — Exploit 167-30 c.; Instr. crim. 1674, 2876. — Impôts indir. 76. — Instr. crim. 1756, 1892.
 — Limoges. V. 6 juillet.
 — Orléans. Succès. 1622-40.
 — Paris. Faillite 1256-20. — Référé 81 c.
 — Cons. d'Etat. Agent d'affaires 5 c. — Concess. administr. 46 c.; Eaux 338-30, 444-60, 449-80-90. — Exprop. publ. 569-30. — Procès-verbal 760-40. — Voirie p. terre 2302-60. — Voiture 88, 108-10.
 17 Amiens. Chasse 229.
 18 Cass. Cassation 1152 c., 1153. — Dom. engagés 87-30. — Océroi 163 c., 353-20; Poids et mesures 14-20.
 19 Cass. Cautionn. de fonctionn. 82; Trésor public 367 c. — Dispositions entre vifs 8019. — Obligation 797-40 c.; Vente 809; Vente publ. d'imm. 654.
 — Caen. Acte de comm. 348 c. — Faillite 268-90.
 — Limoges. Compét. civ. trib. de paix 251.
 — Paris. Société 99.
 — Rouen. Droit civil 227.
 20 Cass. Chose jugée 44-40 c.; Jugement d'av. dire droit 29. — Chose jugée 358-50 c.; Ordre 1137-10. — Dom. de l'Etat 301, 316 c.; Minist. publ. 136 c. — Jugem. 1002-110 c.; Mines 851. — Minorité 403-10, 404 c.
 — Angers. Société 650, 960 c.
 — Bastia. Obligation 4823-20 c.; Vérification d'écrit. 63.
 — Caen. Minorité 242-20; V. 29 juillet.
 — Avis Cons. d'Etat. Secours publics 193 c.
 21 Aix. Nantissement 136, 137.
 — Colmar. Compét. comm. 142; Jugement par défaut 76-20.
 — Paris. Deg. de jurid. 193. — Faillite 1012.
 — Poitiers. Commissionn. 193. — Privil. et hypoth. 1814-20-30 c.; Vente publ. d'imm. 441-20 c.
 22 Cass. Instr. crim. 1975-30, 2193-20, 2957, 3068-10, 3287-20, 3566-10. — Témoin 520-20.
 — Angers. Arbitr. 154 c., 1281 c.; Deg. de jurid. 612-30 c. — V. 20 juillet.
 — Bordeaux. Compét. comm. 456. — Désistement 119-20.
 — Gand. Jugem. par défaut 270.
 — Montpellier. Appel incid. 34.
 — Orléans. Succès. 2109.
 — Riom. Bourse de comm. 293 c.; Société 168-10.
 — Trib. de Schlestadt. Enreg. 2495.
 — Circ. Commune 395.
 23 Cass. Cassation 193. — Commune 1080. — Forêts 1164 c., 1206, 1207 c., 1220 c., 1279 c., 1429, 1549.
 — Bordeaux. Jugement 608 c.; Orde 814.
 — Bruxelles. Servitudes 750.
 — Nancy. Dom. public 47-50.
 — Rouen. Acte de comm. 389 c.

Juillet.

- 23 Trib. de Louviers. Enregistr. 5656-30.
 24 Aix. V. 24 juin 1842.
 25 Cass. Appel civil 630 c.; Ordre 960-60. — Contrat de mariage 3640, 3743 c., 3780 c.
 — Bruxelles. Enquête 477 c., 523.
 — Nîmes. Arbitr. 1145, 1164 c., 1181, 1239 c.; Compét. admin. 173-60; Prescript. civ. 425, 811.
 — Cons. d'Etat. Voirie par terre 1751-10.
 26 Cass. Arbitr. 1168; Jugement 973-70 c. — Disposit. entre vifs 198 c., 205-40, 2839. — V. 20 juillet.
 — C. d'ass. du Brabant. Témoin 118-50.
 27 Nîmes. Eaux 459, 560-40 c.
 — Poitiers. Frais et dépens 221-20, 234-10 c., 377 c., 900-40 c.
 — Cons. d'Etat. Voirie par eau 567, 568, 582-40.
 28 Arrêté. Organ. de l'Algérie 514 s.
 — Limoges. Action possess. 932.
 — Caen. Interdict. 74-10; V. 20 juillet.
 29 Nancy. Faillite 69. — Propriété 122-10, 123-40 c.
 — Cons. d'Etat. Patente 265.
 30 Rouen. Médecine 54-20.

Août.

- 1 Cass. Commune 2195, 2203 c., 2206 c.; Obligation 635 c.
 — Amiens. Séparat. de corps 225 c.
 — Grenoble. Exception 269 c.; Jugement 559-10.
 — Toulouse. Compét. admin. 392. — Disposit. entre vifs 3666-10.
 — Décis. Voirie par terre 2085.
 2 Cass. Arbitr. 987, 1015 c.; Jugement 41-90. — Commissionn. 462, 478-20. — Jugement 334-80. — Jugement 954-80 c.; Mandat 387. — Vente 1746-20, 1775-30 c.
 — Bastia. Notaire 624-20.
 — Bordeaux. Enquête 459 c.; Séparation de corps 26-20, 244 c.
 — Limoges. Offres 132.
 — Paris. Presse-outrage 193. — Société 1358-20, 1432-10 c.
 — Rouen. Désistement 156 c., 187.
 — Trib. de Vitry-le-François. Obligation 2488.
 3 Aix. Propriété féodale 415-20.
 — Bordeaux. Contrat de mar. 3199.
 — Riom. Huissier 61.
 — Trib. de Tulle. Succès. 1889.
 4 Cass. Enreg. 4548, 5798-10 c.; Organ. judic. 158. — Forêts 1046 c., 1313. — Question préjudic. 72-20.
 — Bruxelles. Faillite 65-60 c., 105 c.
 — Caen. Vente 776.
 — Paris. Effets de comm. 722.
 — Trib. corr. de la Seine. Voirie par chemin de fer 559.
 5 Cass. Abus de confiance 159; Peine 128-30.
 — C. C. belge. Obligation 844-30.
 — Bordeaux. Vol 684.
 — Douai. Mat. d'or et d'argent 158-20, 164-20.
 — Paris. Saisie-arrêt 128 c.
 6 Cass. Médecine 211-10.
 — Bourges. Enreg. 5130 c.; Obligation 3211 c.; Vente 56-20 c., 68, 226 c. — Règlem. de juges 51.
 — Nancy. Compét. civ. trib. de paix 187; Crimes contre les personnes 174 c.
 — Paris. Brevet d'invent. 391. — Compét. civ. trib. d'arr. 363.
 — Rennes. Domicile élu 64.
 — Riom. Privil. et hypoth. 1800, 1817-30.
 7 Ord. Cuite. p. 719.
 — Cons. d'Etat. Commune 2343.
 8 Cass. Requête civile 51.
 — Caen. Deg. de jurid. 428-60.
 — Décis. Douanes 482.
 9 Cass. Cautionn. 49 c.; Compét. comm. 257; Faillite 820 c. — Mandat 266-40 c.; Obligation 2650 c.; Scellés 262.

Août.

- 9 Colmar. Vente 839.
 — Nîmes. Contrat de mar. 4046-10.
 — Lettre. Assurances terrestres 19.
 10 Cass. Action possess. 129. — Commune 2147, 2156 c. — Contrat de mar. 947 c., 2094. — Disposit. entre vifs 3711-20 c., 4262. — Péremption 71, 157 c., 163-10 c.
 — Orléans. V. 19 août.
 — Paris. Faillite 1811.
 — Toulouse. Jugement par défaut 72 c.
 — Trib. de Valence. Enreg. 2025, 3540 c.
 11 Cass. Boucher 31; Commune 676-10 c., 1243 c.; Industrie 224 c. — Compét. civ. trib. d'arrond. 37 c., 259. — Exploit 753-40. — Instr. crim. 1173. — Nantissement 123, 125 c., 189 c. — Organ. milit. 837-70, 873-20. — Question préjudic. 145-40. — Règlem. admin. 119. — Voirie p. terre 2067-20 c., 2360-60. — C. C. belge. Cassation 867.
 — Bordeaux. Compét. crim. 109 c., 523.
 — Paris. Mandat 226-20.
 — Trib. d'Amiens. Enreg. 5327.
 12 Cass. Denonciat. calomn. 117. — Instr. crim. 3652. — Organ. milit. 748 c.; Peine 682-30. — Presse-outrage 875-20.
 — Agen. Cuite 682-20; Disposit. entre vifs 325-40.
 — Paris. Discipline 273. — Notaire 345-20 c.; Responsabilité 360.
 13 Ord. Traité Internat. p. 539.
 — Cass. Commune 843. — Office 315 c.; Vol 797-60 c. — Organ. milit. 714.
 — Rouen. Compét. comm. 252.
 — Trib. de Mortagne. Privil. et hypoth. 2919 c., 2920 c., 2940 c.
 14 Circ. Forêts 1294.
 16 Ord. Sucre 6.
 — Cass. Dépôt 89 c.; Disposit. entre vifs 1646-60; Mandat 456-20 c. — Faillite 1364. — Jugement 974-70; Requête civile 58.
 — C. C. belge. Avocat 456.
 — Amiens. Vente publ. d'immeubles 1481-30.
 — Caen. Compét. comm. 271, 414-10; Faillite 1312-10 c. — Contrat de mariage 3466. — Ordre 454.
 — Dijon. Biens 123 c. — Privil. et hypoth. 364.
 — Toulouse. Témoin 303.
 — Trib. de Livourne. Droit marit. 2293, 2294, 2303; Exception 214, 379 c.
 — Trib. comm. de Nevers. Bois et charbons 64.
 — Circ. Aliéné 195; Frais et dépens 1080, 1103, 1120, 1121, 1135, 1142; Instr. crim. 127, 859, 874; Témoin 245 c., 315 c., 334 c.
 17 Grenoble. Eaux 558-120 c.; Servitudes 218 c., 1180 c.
 18 Cass. Action possess. 340 c., 492. — Enreg. 3564, 5793 c.; Jugement 237 c. — Instr. crim. 2741-10 c., 2897, 3463-10, 3538. — Jugement 76-20; Ordre public 5-50, 10. — Mat. d'or et d'argent 122-20. — Responsabilité 519-10. — Témoin 446-10.
 — Aix. Obligation 710.
 — Caen. Contrat de mariage 1609, 2766; Emigré 272 c.; Usufruit légal 6.
 — Paris. Saisie-arrêt 164; Traitement 173 c.
 — Riom. Compét. 53.
 — Trib. de Versailles. Enreg. 3950.
 — Cons. d'Etat. Patente 249-30. — Trésor public 473-20. — Voirie par terre 48, 2039-10, 2157. — Voiture 113-10.
 19 Cass. Arbitr. 977 c., 1025. — Mise en jugement 258. — Presse-outrage 1333-30. — Voirie par terre 1089-10.
 — Caen. Disp. entre vifs 1056-20.
 — Nancy. Descende sur les lieux 18.
 — Orléans. Vente publ. d'immeubles 1083-10, 1084 c., 1423 c.

Août.

- 20 Cass. Presse-outrage 539 c., 936, 931 c., 923 c., 1381-90 c.
 — Paris. Compét. comm. 386; Vice rédhibit. 190, 274 c.
 — Trib. de Castres. Enreg. 3325.
 — Circ. Frais et dépens 651 c., 696 c., 684 c., 759-120, 844 c., 880 c., 862 c., 868, p. 12.
 — Instr. Poids et mesures 174.
 21 Ord. Traité intern. p. 539.
 — Arrêté. Organ. de l'Algérie 374.
 — Cass. Action possess. 742. — Enreg. 2129, 2877, 4082. — Mandat 13-50. — Ordre 810 c.; Privil. et hypoth. 2174-40, 2281 c. — V. 22 août 1843.
 — Besançon. Forêts 859, 1228.
 — Nîmes. Prescript. civ. 267-20.
 — Paris. Vente 339-10 c.
 — Riom. Surendère 191, 199 c., 200.
 22 Cass. Contrat de mar. 180; Jugement 971-90. — Office 240.
 — Bordeaux. Enquête 498.
 — Colmar. Obligation 1845-10; Privil. et hypoth. 1288 c.
 — Paris. Théâtre 234, 325. — Travaux publics 1167-30.
 — Riom. Disposit. entre vifs 838-10 c., 855.
 — Toulouse. Disposit. entre vifs 3666-20 c.
 — Trib. corr. de Paris. Brevet d'invent. 355.
 — Trib. de police de La Ferté. Bois et charbons 41 c., 44.
 24 Cass. Contrat de mar. 3700. — Prescript. civ. 406 c., 487 c., 441. — Privil. et hypoth. 262.
 — Caen. Servitudes 764-20.
 — Nîmes. Contrat de mariage 2656; Mariage 734 c.
 — Paris. Obligation 2637-50.
 — Rouen. Expert. 163-20, 300-40 c.; Vice rédhibit. 267-20, 384 c.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 3787.
 25 Arrêté. Organism. de l'Algérie, p. 767.
 — Cass. Chose jugée. 808 c.; Faillite 536; Intervent. 92 c.; Jugement 959-90, 978-150; Ordre 819-40 c., 924-40, 1115. — Contrainte par corps 693. — Crimes contre les personnes 38. — Deg. de jurid. 564-10 c., 565 c.; Jugem. par défaut 57-20 c., 82; Ordre 819-40 c.; Garde nat. 670-10. — Peine 126-40. — Société 1478-30.
 — Besançon. Prescript. civ. 954-20.
 — Paris. Consul 37; Contrainte par corps 526 c.; Domicile 22 c.; Droit civil 381 c.; Loi 425 c.; Saisie-foraine 3 c.
 — Trib. de Lorient. Enregistr. 5085.
 — Trib. de la Seine. Boulanger 90; Industrie 166.
 26 Ord. Commiss. de police 25; Uniforme-costume 87.
 — Cass. Forêts 1556, 1557 c. — Instr. crim. 958-10; Jugement 842-40.
 — Cons. d'Etat. Concess. admin. 92. — Conseil d'Etat 356. — Dom. extraord. 49 c., 67; Majorat 14 c. — Marais 109-30. — Organ. milit. 302 c., 392. — Trésor public 429-50. — Voirie par eau 977, 386-90. — Voiture 113-10.
 — Décis. Enreg. 4954.
 27 Arrêté. Organ. de l'Algérie 525.
 — Cass. Organ. colon. 291.
 — Caen. Servitudes 1116-10 c., 1122-40.
 — Douai. Avoué 196 c.; Jugem. par défaut 257-10, 261; Vente publ. d'imm. 290, 1482. — Mat. d'or et d'argent 140, 144, 150.
 — Paris. Droit marit. 1998. — Propriété littéraire 439, 456.
 — Trib. de Châteauneuf. Enreg. 4109, 5588-20.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 5179.
 — Trib. corr. de Tours. Brevet d'invent. 377.
 28 Riom. Avoué 127 c.

Août.

- 29 Arrêté. Boulanger 92.
 — Cass. Jugement 1028-40. — Organ. colon. 168.
 — Angers. Acte de l'Etat civil 225.
 — Paris. Commune 1399.
 — Circ. Commune 295.
 30 Loi. Droit constitut. 68, p. 335.
 — Cass. Droits public. 319 c.
 — Paris. Théâtre 163.
 — Rouen. Jugem. par défaut 110-30.
 — Toulouse. Privil. et hypoth. 1137.
 — Trib. de Nontron. Enreg. 1908.
 — Cons. d'Etat. Garde nat. 231. — Marais 121; Travaux publics 919. — Organ. de l'Algérie 952. — Voirie par terre 195 c., 196, 1150.
 — Décis. Office 88.
 31 Cass. Action possess. 177. — Cassation 1286-50; Obligation 4869; Usage 184 c., 203-40 c.
 — Caen. Désistement 187 c.; Frais et dépens 158 c., 508 c.
 — Paris. Disposit. entre vifs 1609 c., 1636.
 — Poitiers. Interdict. 210-10; Jugement par défaut 126 c.
 — Trib. d'Arras. Enreg. 4706.
 — Trib. de Cambrai. Enreg. 1056 c., 1074, 1118 c.
 — Trib. de Reims. Enreg. 5069.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 4056.
 — Circ. Hospices 329; Voirie par terre 822.

Septembre.

- 1 Cass. Droit civil 139-10 c.; Organ. milit. 199-20. — Organ. milit. 831-30. — Quest. préjud. 77 c.
 2 Cass. Compét. crim. 311, 394, 440-30 c. — Garde nation. 671-150. — Serment 192-10.
 — Liège. Louage 571-10.
 — Limoges. Faillite 501-30.
 — Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 228.
 — Avis cons. mines de Belgique. Mines 266, 287, 522.
 3 Cass. Commune 1249. — Contravention 237 c., 503-30. — Jugem. 745 c.; Témoin 507-30. — Poids et mesures 116. — Presse-outrage 519-30 c., 530-10.
 5 Cons. d'Etat. Compét. administr. 198-20; Expropriat. publ. 709-30-40; Voirie par terre 520 c. — Cons. d'Etat 214. — Forêts 1409. — Organ. de l'Algérie 952. — Trav. publ. 1090. — Voirie par eau 648-20. — Voirie par terre 1133-80, 1177.
 6 Orléans. Obligation 2438-30.
 — Cons. d'Etat. Conflit 46, 105, 114. — Organ. marit. 850. — Presse-outrage 1401-30. — Voirie par terre 2010.
 7 Ord. Voirie par terre, p. 212.
 — Cass. V. 3 septembre.
 8 Cass. Contrainte par corps 693. — Crimes contre les personnes 59. — Poids et mesures 116-10, 159-20. — Témoin 613-30. — Ord. de référé. Saisie-exécution 154.
 9 Cass. Contrainte par corps 699. — V. 2 septembre.
 10 Trib. comm. de Cherbourg. Droit marit. 1218, 1221 c.
 12 Décis. Dom. de l'Etat 78.
 13 C. C. belge. Faillite 1484-60. — Délit. Enreg. 1458.
 14 Cass. Témoin 639-10.
 — Orléans. Organ. milit. 349.
 15 Ord. Equarrissage 1; Salubrité publ. 32.
 — Cass. Crimes contre les personnes 51-10-40. — Instr. crim. 3327 c., 3503. — Vol 793-30. — Paris. Référé 229-20.
 16 Cass. Désistement. 237. — Instr. crim. 1137, 1207, 2354. — Instr. crim. 3475; Témoin 644-10.
 17 Cass. Faux 251.
 — Douai. Chasse 319.

Septembre.

- 22 Cass. Instr. crim. 2806, 2877, 2928, 3851-39.
— Paris. Théâtre 241.
23 Cass. Faux 200.
— Riom. Frais et dépens 677 c.; Jugem. par défaut 65; Vente publ. d'immeub. 1593.
24 Cass. Contravent. 185 c., 186 c.; Voirie par terre 1915-40; Instr. crim. 2848-30, 2859-30; Renvoi 87, 88 c.
Mémoire des avoués. Frais et dépens 863 c., 867.
26 Ord. Organ. de l'Algérie 568 s., p. 767, 770.
29 Cass. Témoin 235, 237 c., 238 c., 356 c.
30 Cass. Forêts 700.
— Aix. Adoption 178.
— Instr. Enreg. 3548.

Octobre.

- 1 Cass. Chose jugée 498-30; Impôts indir. 489 c.; Paternité 371; — Responsabilité 697-40; — Voiture 304-30.
5 Ord. Poudres, p. 55.
— Paris. Scellés 353.
6 Cass. Date 20 c.; Instr. crim. 1871-30, 3854-40; — Instr. crim. 3197-20.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 411, 1543.
7 Cass. Chasse 77; Commune 769 c.; — Huissier 61; — Organ. marit. 868-30; — Vol 789.
8 Ord. Lois codifiées 7.
— Cass. Chose jugée 402; Contravent. 399 c.; — Commune 1012, 1110; — Garde nation. 153-30; — Presse-outrage 697-30; — Voirie par terre 3249-30, 3351 c.
10 Circ. Aliéné 71.
— Instr. Commune 1650.
12 Paris. Faillite 336.
13 Ord. Bourse de comm. 529.
— Cass. Abus de confiance 31 c.; Cassation 445; Faux 166, 343-70; Instr. crim. 1724-30, 2500 c., 2714-30 c., 2901; — Compét. crim. 179; — Faux 197 c., 210, 211 c.; Instr. crim. 2562, 2743 c., 2879-10 c.; Peine 685; Serment 143; Témoin 83 c.; — Faux 260.
— Limoges. Appel civ. 1210.
14 Ord. Douanes, p. 615.
— Cass. Vol 672.
— Orléans. Tentative 72 c., 99 c.; Vol 498.
— Paris. Faux 23-30.
— Rennes. Crimes contre les personnes 291-10 c.; Séparat. de corps 129.
15 Ord. Voirie par eau, p. 732.
— Cass. Appel crim. 289; Jugem. 1071-50; — Commune 698-30, 701 c.; Industrie 178 c.; — Obligation 5172 c.; Procès-verbal 180, 191 c.; — Prise à partie 15-40.
18 Cass. Chose jugée 46-110; Procès-verbal 533; — Compétence crim. 611; Douanes 909 c.; Rébellion 29-20 c.; — Faillite 1392; Instr. crim. 2755 c.
— Circ. Voirie par terre 115.
19 Cass. Forêts 771, 772 c.; — Forêts 1179, 1180 c., 1196 c.; — Prescript. crim. 154; — Règlement. administr. 139.
— C. G. de Liège. Faux 214.
20 Paris. Faillite 771.
22 Instr. Enreg. 1936.
24 Avis Cons. d'Etat. Hospices 144.
25 Rouen. Propriété littér. 88, 204 c., 486-30 c.
26 Paris. Référé 109 c.
— Trib. correct. de Meaux. Bois et charbons 43, 45.
27 Paris. Droits polit. 338.
29 Décis. Enreg. 4901-40.
30 C. d'ass. de la Seine. Instr. crim. 3122.
31 Ord. Culte, p. 720; Secours publ., p. 777.
— Solut. Enreg. 3304.

Novembre.

- 2 Bruxelles. Privil. et hypoth. 167, 251 c.
3 Cass. Quest. préjud. 177-10.
4 Cass. Contrainte par corps 688; Presse-outrage 1333-30; — Impôts indir. 109-60 c.; Procès-verbal 143 c., 407; — Impôts indir. 295-10.
— Délit. Enreg. 2586-30.
5 Cass. Chasse 197; — Jugement 215-40 c., 324-100 c.; — Règlement. administr. 145; Vidanges 74 c.
— Bruxelles. Mines 819.
6 Ord. Consul, p. 274.
7 Cass. Enreg. 3881; — Jugement 277.
— Paris. Prescript. crim. 160.
8 Cass. Compét. comm. 210 c., 239 c.; Effets de comm. 433; — Date 25 c.; Enreg. 1939 c.; — Enreg. 2191, 2730 c., 2800 c.; — Obligation 2866-30, 2882-30 c., 2835 c., 2983 c., 4026 c., 4500 c.; — Office 279 c., 280-10; — Servitudes 1003.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 3429-10, 4057 c.; — Droit civil 350-40.
— Caen. Normandie 81 c.
9 Cass. Cassation 1811 c.; Disposit. entre vifs 515 c., 573; Obligation 4260-10 c., 4760 c., 4840 c.; — Effets de comm. 486-10; — Enreg. 3588; Jugem. 968-40; Société 184 c.
— Dijon. Forêts 1206.
— Nîmes. Droits polit. 347-40, 349.
— Trib. comm. de Paris. Théâtre 250.
10 Cass. Octroi 194-20 c., 302.
— Paris. Mandat 194-40; Responsabilité 688 c.
— Rouen. Droits polit. 339 c.
11 Ord. Impôts indir., p. 609.
— Cass. Dénonciat. calomn. 98; — Presse-outr. 1353 c.; — Médecine 203-30-60.
— Douai. Conciliat. 178-30; Servitudes 364-10.
— Guadeloupe. Success. 1150.
— Nancy. Droits polit. 142, 464-40, 507.
— Orléans. Vente 1081.
12 Cass. Commune 1226, 1234 c.; Poids et mesures 184 c.; — Commune 1847 c.; Vente publ. de substances falsifiées 106-30, 111 c.; — Deg. de jurid. 664; Forêts 362 c.; — Postes 69-70, 112, 113.
— Paris. Droits polit. 222, 292-10; — Matières d'or et d'argent 51-40.
14 Cass. Loi 499 c.; Voiture 245 c., 248.
— Agen. Dispositions entre vifs 4518-20.
— Caen. Louage 128-10.
— Orléans. Dom. destr. 310-30 c.; — Trav. publ. 773, 782 c.
— Riom. Servitudes 685.
— Rouen. Responsabilité 106; — Vice rédhibit. 257-10, 267 c.; — Trib. de Clamecy. Société 1681.
— Décis. Cautionnem. de fonctionn. 36.
15 Ord. Organ. colon. 781.
— Cass. Dom. de l'Etat 107 c., 168 c., 169-30, 170 c., 173 c.; — Emigré 136; Obligation 5107-70; — Forêts 1558; Prescript. civ. 263 c.; Propriété 674-30 c.; — Qualité 23 c.; Usage 206.
— Aix. Disposit. entre vifs 2519-30 c., 2525 c., 3587.
— Bordeaux. Droit marit. 2009.
— Caen. Droits polit. 171-30, 365.
— Montpellier. Instr. crim. 707.
— Nancy. Intervent. 87.
— Pau. Intervent. 140.
— C. d'ass. du Gard. Instr. crim. 2140-10.
16 Cass. Enquête 523-30; — Prescript. civ. 81, 100 c.; — Usage 201.
— Bruxelles. Avocat 248.
— Colmar. Chasse 257; — Office 237.
— Douai. Contrat de mariage 3906; Obligation. 1458 c.

Novembre.

- 16 Montpellier. Prescript. civ. 681-30; Success. 1564 c., 1585 c., 1706.
— Nancy. Appel crim. 145; — Désistement. 254 c.; Instr. crim. 225; Mise en jugem. 303 c.; — Forêts 216, 217 c.
— Orléans. Faillite 510 c., 519 c., 1164.
— Décis. Privil. et hypoth. 2875.
17 Nancy. Droits polit. 454-40, 500-20, 504-30.
— Poitiers. Faillite 1372-30.
18 C. G. belge. Traitement 83.
— Liège. Vol 501.
— Paris. Acte de comm. 68.
— Rouen. Droits polit. 339 c.; — Industrie 212-30-30; Manufact. 170-80 c., 177-90 c.; Responsabilité 121 c.
— C. d'ass. du Brabant. Témoin 65.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 306; Patente 392; — Droit civ. 517; Garde nation. 52 c.; — Eaux 470-10; — Procès-verbal 738-40, 764 c.; Télégraphie 164; Voirie par terre 823.
19 Ord. Organ. marit., p. 1689.
— Bruxelles. Responsabilité 505-30.
— Limoges. Cautionnem. de fonctionn. 54, 107 c., 113 c.; Distrib. par contrib. 39-30 c.
— Metz. Forêts 1227 c., 1230 c., 1277, 1591.
— Nancy. Enquête 384, 886.
— Orléans. Disposit. entre vifs 3883; Prescript. civ. 709; Séparat. de corps 373 c., 377 c., 382-30; — Droits polit. 339 c.
— Paris. Droits polit. 299; — Privil. et hypoth. 1671-30.
— Règlement. Hospices 482.
20 Angers. Domicile 32-10; Except. 149 c.
21 Cass. Cassation 1607 c.; Disposit. entre vifs 844 c., 848 c., 849.
— Besançon. Forêts 1181.
— Montpellier. Mise en jugem. 261.
— Instr. Enreg. 3848; Voirie par terre 118, 490.
22 Arrêté. Organ. de l'Algérie 644, 647, p. 770, 771.
— Cass. Biens 124 c.; Jugem. 1034-150; Privil. et hypoth. 373-10; — Cassation 1678 c.; Substitut. 47; — Enreg. 5565; — Substitut. 141-30; — Vice rédhibit. 225-10, 269 c.
— Paris. Compét. comm. 55.
— Rouen. Droits polit. 142, 148.
— Instr. Enreg. 4901-40.
23 Cass. Cassation 1583 c.; Mandat 21; Success. 1885 c., 1911 c., 1915 c.; — Louage d'ouv. 148-10-20 c., 30 c.; Obligation 4880 g.; Travaux publics 427 c.; — Paternité 94, 168 c.
— Bordeaux. Instr. crim. 153.
— Caen. Abus de confiance 79; — Privil. et hypoth. 2418-10 c.
— Rouen. Arbitr. 916.
— Trib. de Reims. Enreg. 4649.
— Trib. de la Seine. Enreg. 960, 990.
24 Cass. Renvoi 126, 164 c.
— Agen. Prescript. civ. 886; Success. 301-10; Transcrit. hypoth. 509 c.
— Caen. Dispositions entre vifs 2787.
— Nancy. Droits politiques 247-30, 505-30.
— Paris. Responsabilité 611-20; — Trav. publ. 1158 c.
— Rouen. Médecine 206-20.
25 Cass. Intervent. 64.
— Limoges. Contrat de mar. 1422 c., 4048-20 c., 4061-20 c., 4066-20 c.
— Paris. Propriété littér. 186-10, 188-10.
— Cons. d'Etat. Trésor publ. 439, 534, 556-10.
— Délit. Enreg. 1956, 2788.
— Mémoire des avoués. Frais et dépens 862, 867.
26 Cass. Forfait. 93 c.; Organ. milit. 803-30, 909-30 c., 945 c.; 961 c., 965 c.; Quest. préjud. 205-30 c.

Novembre.

- 26 Douai. Brevet d'invent. 63.
— Rouen. Obligat. 2004.
— Trib. d'Evreux. Enreg. 3482.
— Délit. Enreg. 5085.
— Règlement. Organ. de l'Algérie 712, p. 771.
28 Ord. Avoué 28.
— Cass. Compét. comm. 412 c.; Faillite 96 c.; Société 194-20; — Compte 126 c.; Minorité 581 c.; 729-90; Privil. et hypothèques 1053 c.; — Forêts 2014, 2018 c.
— Douai. Chasse 96.
— Instr. Expropriat. publ. 844.
29 Cass. Acte de commerce 217, 318 c.; — Chose jugée 59-90-100 c.; — Douanes 71 c., 72; Loi 73-30 c., 189-40 c.; — Douanes 72-10-30; — Jugem. 259-180 c.; Obligation. 4768.
— Bourges. Compét. crim. 179; Prescript. crim. 137.
— Délit. Enreg. 5065.
30 Ord. Organ. de l'Algérie 648.
— Cass. Adoption 178; Cassation 811, 813 c., 918 c.; Commune 209 c.; — Organ. administr. 863-20 c.; — Trésor public 1379-10.
— Agen. Droits polit. 515 c.
— Gand. Dom. destr. 238.
— Metz. Dispositions entre vifs 922-20.
— Nîmes. Droits polit. 148, 448-40.
— Paris. Tontine 13, 15 c., 16.
— Trib. de Dreux. Enreg. 3473.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1841.

Décembre.

- 1 Cass. Commune 960; — Exploit 754-20; — Faux 223; — Instr. crim. 1764; — Jugem. par défaut 436-20; Peine 576 c.; — Voirie par terre 2007.
— Angers. Dispositions entre vifs 806-30.
— Lyon. Obligat. 1938-20.
— Paris. Adultère 45; — Mines 770, 804 c., 806-20 c.
— Trib. de Montfort. Enreg. 2477.
— Décis. Vente admin. 42.
2 Cass. Faux 146; — Fonctionn. public 47-80.
— Agen. Droits polit. 515 c.
— Bordeaux. Office 387; Privil. et hypoth. 314 c.
— Nancy. Jugem. d'av. dire droit 33-20; Vente 565, 574.
— Paris. Théâtre 220.
3 Cass. Poids et mesures 133-20.
— Orléans. Droits polit. 259.
— Paris. Faillite 872.
— Ch. not. de Paris. Notaire 641 c., 686.
4 Bruxelles. Contrainte par corps 569, 591 c.
5 Cass. Action possess. 91; — Obligat. 5075-30; Prescript. civ. 666 c.; Responsabilité 114-40 c.; Success. 1155-10 c., 2253 c.; — Vente 240-20.
— Caen. Normandie 61 c.
— Nîmes. Droits polit. 350 c., 455-40.
— Orléans. Dispositions entre vifs 1176-30; Success. 1028 c.; — Rentes foncières 86.
— Paris. Propriété littéraire 314.
— Trib. de Caen. Frais et dépens 860.
— Cons. d'Etat. Commune 2215-20; — Concess. admin. 56 c., 59; — Voirie par terre 219-20, 223; — Voiture 88, 114.
6 Ord. Amnistie, p. 518.
— Cass. Cassation 916 c.; Obligation. 5215; — Contrat de mar. 2721; — Expropriation publ. 387, 644 c.
— Bourges. Obligat. 2119-10.
— Grenoble. Minorité 496 c., 839; Obligation. 2883 c.; Prescript. civ. 703, 1126 c.; Success. 590 c.
— Nîmes. Droits polit. 168-40.
— Paris. Privil. et hypoth. 2700-10.
— Rouen. Industrie 212-20-30; Manufact. 170-80 c., 177-90 c.; Responsabilité 121 c.
— Trib. de Mous. Mines 217-30-40.

Décembre.

- 7 Ord. Contravention 121; Grâce, p. 511; Voie publ. 5-80 c.
— Cass. Action possess. 310; Conclusions 71 c.; Demande nouv. 23 c.; Pêche fluviale 80 c.; Propriété 121-30 c.; — Adoption 176; — Contrat de mar. 3230-20, 3548; — V. 13 décembre.
— Bruxelles. Louage d'ouv. 178.
— Nîmes. Droits polit. 448-10-20.
— Rennes. Responsabilité 132-30 c.
— Trib. de Nevers. Frais et dépens 860.
8 Cass. Commune 1187.
— Bourges. Vente publ. d'immeubl. 496.
— Paris. Société 245.
— Trib. de Toulouse. Frais et dépens 860.
9 Ord. Avoué 28; Organ. de l'Algérie, p. 772.
— Cass. Cassation 592 c., 593 c., 838; — Crimes contre les personnes 138; Prisons 111 c.; — Poids et mesures 129-30.
— Metz. Forêts 1556.
— Cons. d'Etat. Concess. administr. 68; — Presse-outrage 1170.
10 Ord. Douanes, p. 615; Organ. de l'Algérie, p. 772.
— Angers. Loi 384 c.; Pêche fluviale 34 c., 39.
— Nancy. Compte courant 16-40 c.; Effets de comm. 423 c.; Faillite 1122.
— Cons. d'Etat. Usage 638.
11 Cons. d'Etat. Organ. administr. 785-40.
12 Cass. Biens 47; Privil. et hypoth. 373-20; Société 130 c.; — Chose jugée 92; Compétence 50 c.; — Compét. administr. 210; — Enreg. 2971-50; Exploit 82-30.
— Douai. Obligat. 8432.
13 Ord. Douanes, p. 615.
— Cass. Contr. par corps 249 c.; Faux incid. 52; — Demande nouvelle 45 c.; — Droit civil 261-40; Droit marit. 1146.
— Bordeaux. Acte de comm. 289.
— Douai. Nom 97 c.; Obligation 3390-10.
— Nancy. Vente 1533.
— Nîmes. Vente 1854.
— Rouen. Prescript. civile 535.
— Trib. de Mont-de-Marsan. Banquier 83.
— Circ. Commune 559 c., 566.
— Décis. Commune 457; Douanes 125.
14 Cass. Cassation 288, 651 c.; Exploit 72-10 c.; Expropriat. publ. 178-40, 298-30 c., 299 c.; — Contrat de mar. 3396 c.; Usufruit 208; — Enreg. 1789; — Expropriat. publ. 124-10 c., 20 c., 147 c., 261-20, 264 c., 281-10.
— Bruxelles. Mines 381-10.
— Dijon. Forêts 731.
— Limoges. Dispositions entre vifs 2206-30.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1977.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1360.
15 Ord. Organ. instr. publ., p. 1368.
— Cass. Vol 452-10.
— Liège. Deg. de jurid. 115-70.
— Nîmes. Deg. de jurid. 668-70; Vol 126-30 c., 670, 767-60 c.
— Cons. d'Etat. Agent d'affaires 28 c.; — Compét. admin. 113-170 c., 390 c.; Comité 88-20; Trav. publ. 1143-20; — Comité 75 c., 79; Propriété 685; Voirie par eau 56 c., 151; — Patente 249-10-40; — Trav. publ. 718-30.
— Instr. ingén. des mines. Mines 414-70.
16 Cass. Boulanger 35 c., 103; — Douanes 4004-10; — Prescript. crim. 87; — Règlement. admin. 184.
— Angers. Commune 442; Culte 478 c.
— Orléans. Deg. de jurid. 448-80; Success. 1823-40, 1660.
— Paris. Appel crim. 223, 281 c.; Délit 61-40.

Décembre.

- 16 Rouen. Dom. publ. 44 c., 52-10 c.; Prescription civile 171 c., 191-20.
- Trib. du Havre. Compét. civ. trib. de paix 303 c.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 63-30; Octroi 38 c., 287 c., 337-10.
- Circ. Monument 35.
- 17 Cass. Tentative 66.
- C. C. belge. Cassation 502.
- Douai. Acte de comm. 278 c., 285; Société 491 c.; Transaction 62 c.
- Liège. Louage héréd. 3.
- Paris. Commerc. 86 c., 88. — V. 16 décembre.
- 18 Arrêté. Organ. de l'Algérie 117, 701, 829, 865, p. 772.
- Bruxelles. Obligat. 1333.
- 19 Cass. Acquiescem. 266. — Cassation 1877-50 c.; Contrat de mariage 3208. — Contrat de mar. 841, 2639 c., 4282-10 c.; Scelles 168 c. — Degré de jurid. 875; Jugem. d'av. dire droit 43-80 c., 45-70 c.
- Limoges. Obligat. 1404, 1422-20 c.
- Orléans. Mise en jugem. 268-20, 269 c.
- Rouen. Compét. comm. 415.
- 20 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 776.
- Ord. Org. milit., p. 1899.
- Cass. Compte-courant 133 c.; Jugement 55-30; Obligat. 1769 c., 1782. — Expropriat. publ. 297, 489 c. — Propriété 123-30.
- Bordeaux. Discipline 31 c.
- Orléans. Acte de comm. 68.
- Trib. de la Seine. Compét. civ. trib. d'arr. 162; Compét. comm. 374 c.
- Trib. de Vitry-le-François. Enreg. 3830, 4408 c.
- 21 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 776.
- Cass. Cassation 616; Degré de jurid. 539 c., 563-20 c., 571, 624; Exception 234 c. — Obligat. 4386-20, 4569 c.; Usage 205. — Séparat. de corps 372. — Voirie par eau 444, 509 c.
- Bordeaux. Abus de confiance 109.
- Bruxelles. Dispositions entre vifs 2513-30.
- Dijon. Pêche fluviale 137.
- Nancy. Forêts 503-50 c., 1174, 1206, 1207, 1530.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1355.
- 22 Cass. Attentat aux mœurs 108; Instr. crim. 2714-60, 2716-30; Jugement 831-40; Témoin 637-40, 652-30, 675. — Contrainte par corps 678. — Instr. crim. 1121. — Règl. administr. 136-10.
- Dijon. Usufruit 294 c., 302.
- Nancy. Faillite 544-20; Société 1490 c., 1526. — Forêts 1623.
- Avis. Voirie par eau 121.
- 23 Ord. Organ. admin., p. 613.
- Cass. Postes 112, 114 c.
- Aix. Droit marit. 2163.
- Trib. de Lisieux. Poids et mesures 170.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1317, 2248-20.
- Dér. Douanes 123.
- 24 Cass. Jugement 1105-30; Médecine 315-20, 233-30 c.
- Bruelles. Mines 93.
- Caen. Privil. et hypoth. 2244.
- Grenoble. Brevet d'invent. 89.
- Paris. Obligat. 1296 c., 1306.
- Toulouse. Appel civil 201; Chose jugée 11-20 c., 163 c.; Prescript. civ. 493 c., 669. — Disposit. entre vifs 3712.
- Trib. de la Seine. Fonctionn. public 119-50; Usurp. de cost. 10 c.
- 25 Ord. Organ. marit., p. 1689.
- 26 Ord. Organ. de l'Algérie 457, 715, 840 s., 931, p. 776, 778.
- Cass. Avocat 501. — Cassation 1840-30 c.; Conclusions 36 c.; Obligat. 2145-60 c.; Société 1871-40. — Forêts 222 c.

Décembre.

- 26 Angers. Culte 478 c.
- Nancy. Expropriat. publ. 709-20 c.; Travaux publics 1108 c., 1194-60 c., 1284.
- Orléans. Exploit 740-20-50 c.; Forêts 511 c.
- 27 Cass. Appel civil 408. — Compét. admin. 174-50; Dom. de l'Etat 276 c.
- Orléans. Forêts 834.
- 28 Cass. Faillite 213-30.
- Agen. Nantissement 274-10.
- Besançon. Société fromagère 11 c., 12 c., 20.
- Liège. Obligat. 3996-20 c.; Priv. et hypoth. 921.
- Nancy. Forêts 1181, 1257.
- Trib. de Reims. Enreg. 2735.
- Circ. Aliéné 175.
- 29 Cass. Culte 214-30, 245 c., 287 c.
- Bourges. Minorité 571.
- Montpellier. Contrainte par corps 949.
- 30 Ord. Organ. instr. publ., p. 1366.
- Arrêté. Notaire, p. 592; Organ. de l'Algérie 851 s., p. 779.
- Cass. Appel crim. 22 c.; Instr. crim. 430. — Cassation 1540, 1565 c. — Discipline 213-40.
- C. C. belge. Action possess. 116 c., 544. — Péremption 323-20.
- Angers. Faillite 146-40 c., 1345-20.
- Dijon. Forêts 1900.
- Metz. Forêts 328-20.
- Nancy. Jugem. d'av. dire droit 68-30.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 29. — Ordres civ. et milit. 203-30. — Travaux publics 1003, 1069. — Voirie par eau 186-10, 628-50.
- Circ. Douanes 384.
- 31 Amiens. Dom. de l'Etat 104-30 c.
- Paris. Obligat. 246-20, 247 c.; Organ. milit. 401-20 c., 40 c.

Janvier.

- .. Trib. de la Seine. Nantissement 135 c.
- 2 Cass. Cassation 651 c.; Expropriation publ. 299 c., 303 c., 800-20. — Disposit. entre vifs 1425 c.; Enquête 559; Obligat. 2555, 2558 c., 4766-30 c., 4964 c. — Disposit. entre vifs 2374, 2350 c. — Droits polit. 238.
- Douai. Compét. admin. 35 c.; Dom. de l'Etat 67 c.; Hospices 459; Traité internat. 161.
- Grenoble. Droits polit. 548 c.
- Paris. Acte de comm. 61; Nantissement 142-20 c.; Presse-out. 117 c.
- Toulouse. Avocat 208, 454 c.
- 3 Ord. Organ. marit., p. 1689.
- Cass. Cassation 1626-70 c.; Disposit. entre vifs 1984-70. — Disposit. entre vifs 4190.
- Orléans. Société 861-10, 864 c.
- Paris. Organ. colon. 929. — Saisie-arrest 378.
- Poitiers. Obligat. 4056-10.
- 4 Ord. Enregistr. 4923; Notaire, p. 592; Obligat. 3736; Office 55; Organ. colon. 481, 556.
- Cass. Acte de comm. 269; Compét. comm. 235 c. — Cassation 1620-40 c.; Mandat 134; Société 79 c. — Compét. admin. 259, 277 c.; Dom. de l'Etat 262 c. — Expert. 315-70 c., 319.
- Bruxelles. Mines 755.
- Liège. Degré de jurid. 147-70. — Requête civile 221.
- Orléans. Obligat. 2119-20.
- 5 Cass. Instr. crim. 1718-50, 1980-20; Témoin 446-60.
- C. C. belge. Enreg. 1507.
- Angers. Obligat. 522-30.
- Bordeaux. Degré de jurid. 80-30 c., 418.
- Caen. Société 655.
- Toulouse. Acquiescement 789 c.; Compét. comm. 474, 479 c.; Jugement 959-90 c.

Janvier.

- 6 Aix. Contrat de mar. 3732.
- Bordeaux. Louage 617-10.
- Dijon. Usage 445-10 c.
- Gand. Contrat de mar. 3405-30.
- Nancy. Frais et dépens 360.
- Paris. Propriété littéraire 248. — Référé 90, 137 c.
- Poitiers. Degré de jurid. 319.
- Rouen. Faillite 224, 229 c.
- 7 Cass. Complice 71; Forfait 111, 134 c.; Instr. crim. 1454-30 c., 2586-20 c., 2962-30 c. — Instr. crim. 1610.
- Bordeaux. Reprises d'inst. 98.
- Décis. Voirie par terre 1977.
- 8 Trib. de comm. de Paris. Société 1473.
- Cons. d'Etat. Commune 2315.
- 9 Cass. Chose jugée 53 c.; Pérempt. 322-20. — Jugem. d'avant dire droit 24-20; Usage 383 c. — Procès-verbal 237-40.
- Bastia. Appel civil 1025. — Vente publ. d'immeub. 1465-20.
- Dijon. Faillite 309.
- Paris. Arbitr. 454. — Obligat. 642.
- Cons. d'Etat. Garde nat. 45, 210, 211. — Patente 400. — Serment 97; Travaux publ. 894; Voirie p. terre 933-10, 994 c. — Trav. publ. 365. — Voirie p. eau 91, 132, 133; Voirie par terre 268, 270-10, 272-20, 317, 323. — Voirie par terre 774-40.
- 10 Ord. Enreg. 6073; Organ. de l'Algérie 443, p. 782.
- Cass. Exploit 453-90 c., 461; Jugem. 997-70. — Propriété 334 c.; Vente 459, 469 c.
- Bordeaux. Compét. comm. 153. — Mariage 653 c., 678-10.
- Douai. Compét. admin. 208 c.; Industrie 212-30-30; Manufact. 170-80 c., 177-20 c.
- Orléans. Vente publ. d'immeubles 1432 c., 1433, 1440 c.
- Toulouse. Dispositions entre vifs 1669-50 c.; Obligat. 1061 c.; Vente 361-20.
- 11 Cass. Cassation 1620-70 c.; Compte 39; Mandat 252-10 c.; Obligat. 5130-40 c. — Compte 147-40; Droit civ. 473; Minist. publ. 118 c., 131. — Enregistr. 1789, 2874 c., 5780 c.; Jugem. 259-130 c.; Transcript. hypoth. 71 c. — V. 10 janvier.
- Paris. Chose jugée 476. — Succ. 1152 c.
- Poitiers. Appel civil 1352.
- Riom. Priv. et hypoth. 2330-100.
- 12 Cass. Adultère 104. — Faux 299, 327; Instr. crim. 2103, 2448-30. — Instr. crim. 1610, 2888, 2946.
- Paris. Bourse de comm. 288 c.; Trésor public 1442.
- Rouen. Chasse 25 c., 238.
- Trib. de Bar-le-Duc. Enreg. 2703.
- Instr. Notaire 428 c., 639 c., 715-70, 751 c., 833 c.
- 13 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 782.
- Cass. Compét. comm. 178-20 c.; Mise en jugem. 257 c., 258 c., 268-50, 269 c. — Instr. crim. 2718-10.
- Poitiers. Séparat. de corps 38-30.
- 14 C. C. belge. Action possess. 449.
- Paris. Arbitr. 489, 573, 1250. — Jugem. p. déf. 192-40. — Obligat. 1866, 5470 c., 5473 c. — Vol 795-30.
- Riom. Prescript. civ. 492.
- 15 Ord. Organ. instr. publ., p. 1366.
- Cass. Contrat de mar. 1897.
- 16 Cass. Action possess. 764. — Appel civil 600; Chose jugée 248 c. — Cassation 627; Conciliat. 376 c.; Exploit 604 c.; Prescript. civ. 547; Succession 548, 553 c., 561 c., 568 c. — Conclus. 86-20. — Succession 553, 560 c., 561 c.
- Bourges. Acquiescem. 561 c.
- Caen. Jugem. 43-10, 141 c.
- Douai. Responsab. 121 c.
- Nîmes. Obligat. 508 c., 539-10-40 c., 4175-20, 4177-40 c.
- Paris. Compét. comm. 154, 185 c. — Faillite 1040 c. — Privil. et hypoth. 1117.

Janvier.

- 16 Trib. de Nevers. Bois et charb. 54.
- 17 Cass. Absent 468. — Biens 202 c. — Rentes fonc. 56, 63-10. — Jugem. 971-80.
- Orléans. Effets de comm. 483.
- Trib. de Fontainebleau. Frais et dépens 860.
- 18 Cass. Dom. de l'Etat 174. — Prescript. civ. 747-30. — V. 10 janvier.
- Amiens. Société 1607-40 c.
- Bastia. Vente publ. d'imm. 1142.
- Bourges. Degré de jurid. 107-20.
- Bruxelles. Cassation 2202; Mariage 849-60, 858-40 c. — Contumace 29. — Vérificat. d'écrit. 161.
- Colmar. Faillite 1527-100.
- Dijon. Compét. comm. 53 c.
- Nîmes. Faillite 208.
- Rouen. Avocat 392.
- Toulouse. Culte 539-60.
- Trib. de comm. de Paris. Société 1099.
- 19 Cass. Abus de conf. 143; Instr. crim. 2585 c.; Vol 350 c.
- C. C. belge. Enreg. 1772, 2871 c.
- Angers. Obligat. 4465.
- Bourges. Fonctionn. publ. 219-20.
- Liège. Degré de jurid. 219-80. — Vol 383.
- Paris. Désistement. 15, 69. — Succ. 2039-10.
- Rouen. Contrat de mar. 4034-10; Loi 258; Rentes fonc. 69-20 c.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 88, 557.
- 20 Arrêté. Organ. instr. publ. 341.
- Cass. Abus de confiance 72 c. — Bourse de comm. 292. — Cassation 1359; Domm. destruct. 50-20. — Obligat. 4898-80 c., 4897-20, 5285-20 c., 5374 c.
- Angers. Appel civil 514; Commune 1483 c., 1487, 1535 c.; Usage 574 c., 575 c.
- Paris. Substances vénéneuses 14.
- Rennes. Dispositions entre vifs 1681-60.
- Rouen. Effets de comm. 839, 848-30 c.
- Cons. d'Etat. Frais et dép. 1205-10; Trav. publ. 818-30. — Imp. dir. 293-10. — Travaux publics 818-20, 1056 c., 1062 c., 1073 c., 1077 c., 1095 c. — Voirie par eau 156. — Voirie p. terre 864-10. — Voiture 85, 113-70.
- Décis. Douanes 831.
- 21 Ord. Organ. milit., p. 1899.
- Cass. Instruit. crim. 2869-20, 3206 c. — Mandat 213. — Obligat. 4770-10.
- Nancy. Témoin 261.
- Paris. Surenchère 211, 212 c.
- Toulouse. Ordre 1096-50 c.
- 22 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 782.
- Cass. Culte 539-70; Demande nouv. 189 c., 192 c. — Office 318-30 c., 335 c.; Privil. et hypoth. 340.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 2754.
- Montpellier. Jeu 76.
- Nîmes. Contrat de mar. 405.
- Trib. de Moulins. Notaire 534-40 c.
- 24 Ord. Commune 164; Secours publics, p. 777.
- Cass. Cassation 752. — Chose jugée 219.
- Metz. Contrat de mar. 1619; Minorité 313 c.
- Nîmes. Vente publ. d'immeubles 1505-20.
- Orléans. Peine 452.
- 25 Cass. Commerçants 262; Exploit 623; Jugem. 965-30; Jugem. d'avant dire droit 42-150 c. — Compét. admin. 14-50. — Enreg. 5801. — Loi 220-10 c., 442-30 c.; Mandat 89-30 c.; Mariage 907. — Voirie p. terre 576-20.
- Angers. Appel civil 828; Degré de jurid. 343-50 c.; Distrib. p. contrib. 148 c.
- Bourges. Mandat 402-20.
- Bruxelles. Arbitr. 292 c., 602. — Conciliat. 161.

Janvier.

- 25 Colmar. Compét. comm. 416.
- Douai. Mandat 121-40.
- 26 Cass. Cassation 368; Quest. préjud. 80 c.
- C. C. belge. Chose jugée 100-10.
- Bourges. Vol 105-20.
- Douai. Acte de comm. 40 c., 42. — Frais et dép. 179.
- Liège. Enquête 153.
- Nancy. Degré de jurid. 89. — Expert. 80-10.
- Nîmes. Vol 797-50.
- Orléans. Surenchère 264-20.
- Paris. Tontine 13, 15 c., 16 c.
- 27 Cass. Agent diplom. 94; Presse-outrage 1509 c.
- Aix. Absent 689 c.
- Bourges. Office 168-20 c., 219, 221 c., 293-20 c.
- Caen. Contrat de mar. 3642 c., 3646 c., 3050, 3754 c.
- Douai. Mat. d'or et d'argent 152-20, 164-30.
- Grenoble. Servitudes 1138; Voirie par terre 569 c.
- Montpellier. Délai 119 c.; Exploit 586 c.
- Trib. de la Seine. Responsabilité 741. — Séparat. de corps 141 c.
- Cons. d'Etat. Marché de fourn. 49-70, 64-20.
- 28 Cass. Force majeure 25-70; Instr. crim. 3640 c., 3651 c. — Garde nat. 594-10. — Prescript. crim. 177.
- Nancy. Forêts 216, 217 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 516 c.
- Riom. Degré de jurid. 168-30; Frais et dép. 943.
- Toulouse. Disposit. entre vifs 819 c., 853.
- Trib. de Charleville. Exploit 192.
- 29 Ord. Organ. instr. publ., p. 1344; Organ. milit., p. 1899.
- Cass. Cassation 2345.
- Caen. Mariage 207 c., 211-10 c., 20 c.; Paternité 496 c.
- 30 Cass. Chose jugée 190-50; Forêts 313, 1613 c. — Contrat de mar. 430; Disposit. entre vifs 1958 c.; Responsab. 660-10-20. — Contrat de mar. 1141, 2129 c.; Pérempt. 44-20. — Demande nouv. 32 c.; Usage 573-30. — Success. 2006. — Trésor public 571 c.
- Caen. Success. 1816.
- Douai. Dispos. entre vifs 4314-30.
- Rouen. Droit marit. 339 c., 2279, 2280 c., 2283 c., 2299 c., 2310 c.
- 31 Cass. Cassation 1286-80; Date 24 c.; Jugem. 259-190 c.; Obligat. 1853, 5078 c. — Disposit. entre vifs 1305-30 c.; Mandat 22-40. — Interdict. 230-30.
- Bourges. Biens 132 c.
- Caen. Louage 144.
- Paris. Appel civil 339 c.; Expert. 263; Frais et dép. 453 c.; Notaire 41-30, 46. — Arbitr. 454. — Notaire 56-40.

Février.

- 1 Cass. Obligat. 4485 c., 4530-10-20; Usufruit 799 c. — Success. 463-10 c., 474, 505.
- Angers. Obligat. 353.
- Bruxelles. Arbitr. 154.
- Douai. Mariage 712-40.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 2554-10; Paternité 539-10, 540 c.
- Trib. de Vitry. Frais et dépens 860, 867.
- 2 Ord. Voiture, p. 999.
- Cass. Instr. crim. 2191, 2272, 3380-30.
- Bordeaux. Abus de confiance 33.
- Limoges. Ordre 1050-10 c., 1051-10 c.
- Paris. Chose jugée 546-60; Complice 31 c.
- Poitiers. Expert. 82.
- Rouen. Médecine 177.
- Trib. de Charleroi. Mines 471-10, 418-10.
- Circ. Voirie par terre 525.
- Instr. Enreg. 2283.

Février.

- 3 Cass. Contrainte par corps 890.
— Contrav. 469.
— Bourges. Privil. et hypothèques 2523-10.
— Paris. Acte de comm. 216 c.; Compét. civ. trib. d'arrond. 219 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 280.
— Impôts dir. 302-10. — Patente 32-10. — Voirie p. terre 1748-10.
— Solut. Privil. et hypoth. 1468, 2940.
4 Cass. Domm. destr. 89-20, 91 c. — Faillite 1513. — Faux incid. 235 c., 298-40, 307. — Instr. crim. 513.
— Bourges. Compét. comm. 147; Régim. de juges 46-30 c., 51.
— Cass. Dispos. entre vifs 1196, 1110 c., 4583.
— Riom. Désistement 124; Ondra 1116-40.
6 Cass. Cassation 1427 c.; Dispos. entre vifs 3410; Obligation 8577 c., 8878. — Compte 32 c., 35; Minorité 790 c.; Obligation 8184-30 c. — Expropriat. publ. 470-20. — Jugem. 1036-90; Vente publ. d'immeubles 192. — Preuve 58; Société 1370-30 c.
— Paris. Référé 99 c.
— Rouen. Droit marit. 1073 c., 1109 c., 1123 c., 1133, 1219 c., 2238 c., 2380 c.
7 Ord. Organ. instr. publ., p. 1366.
— Cass. Contrat de mar. 201, 3506 c., 3507 c.; Demande nouvelle 121-30; Prêt à intérêt 138 c. — Dispositions entre vifs 4180-30. — Enreg. 3291; Jugement 202-100. — Répertoire, p. 216. — Vente administ. 16.
— Toulouse. Notaire 864.
— Trib. de Fontainebleau. Succès. 1533.
— Trib. de Mons. Mines 417-30.
— Régim. Archives 61.
8 Cass. Assurances terrestres 309 c.; Jugement 1034-160 c. — Cassation 1698-40 c.; Obligation 1814; Vente 1137. — Cassation 2057-30; Peremption 351-60. — Conclusions 23 c.; Instr. civ. 22 c.; Jugement 163-30 c.; Matières somm. 46-20. — Contrat de mar. 3122. — Disposit. entre vifs 4007; Usufruit 435 c. — Prescript. civ. 363 c.; Propriété 673 c., 674-10 c. — Prescript. civ. 1097.
— Bordeaux. Contrat de mariage 1385.
— Caen. Désistement. 165 c.; Prescript. civ. 553 c.; Usage 146 c., 147-30, 179 c., 187 c., 202-50 c.
— Liège. Arbitr. 214.
— Orléans. Compét. comm. 175.
— Paris. Chasse 474; Prescript. crim. 22 c. — Disposit. entre vifs 1601-30; Obligation 965-20.
— Rouen. Droit marit. 2289.
— Trib. de Bayeux. Enreg. 5140-10.
9 Cass. Faillite 291 c., 546-20.
— Bordeaux. Appel civ. 143.
— Bruxelles. Contrat de mariage 3087.
— Liège. Degré de jurid. 83-10, 312.
— Paris. Acte de comm. 284.
10 Cass. Discipl. 50-30. — Prescript. crim. 107; Vol 732. — Procès-verbal 362.
— Caen. Commune 2340.
— Douai. Chasse 267. — Nantissement 110 c., 111.
— Limoges. Success. 1550.
— Rouen. Louage 364 c., 366.
— Cons. d'Etat. Marais 78-30. — Patente 354, 400.
11 Cass. Contrainte par corps 646-10. — Instr. crim. 3085, 3111-30, 3614. — Témoin 674-20.
— Douai. Chasse 367.
— Paris. Pontine 13, 15 c., 16 c.
— Rouen. Compét. comm. 479.
— Toulouse. Dispos. entre vifs 818.

Février.

- 11 Instr. Enreg. 6080.
12 Cass. Jugem. 1083-80.
— Nancy. Chasse 370 c.; Procès-verbal 646.
13 Ord. Avoué 28.
— Traité. V. 18 mars 1848.
— Douai. Discipline 114; Notaire 855 c.
— Nîmes. Dispos. entre vifs 2127-10, 2135-50.
— Trib. du Havre. Enreg. 1044.
14 Cass. Accessoire 78 c., 95 c.; Cassation 2063 c.; Contrat de mar. 1505 c., 3217 c., 3354-10, 3553 c., 3565 c., 3566 c., 3664 c., 4158 c.; Jugem. 989-90 c.; Obligation 278-20 c., 4953 c.; Retention 39-30. — Exploit 318-30, 325; Ordre 374 c.; Privil. et hypoth. 2762-30, 2764 c.
— Douai. Compét. civ. trib. de paix 167, 169.
— Metz. Office 216, 237 c., 245 c.
— Paris. Mines 779, 802 c., 804 c., 806 c.
— Trib. de la Seine. Frais et dépens 962-10 c., 20 c., 60 c.
— Circ. Commune 2504, 2505 c.
15 Cass. Chose jugée 208-90 c.; Servitudes 776-50 c., 932. — Expropriat. publ. 437-10. — Mines 298, 445 c.
— Bruxelles. Compét. comm. 147. — Exploit 96-20, 437 c. — Privil. et hypoth. 2634, 2642 c.; Tierce-opposit. 197-30 c.
— Dijon. Forêts 709 c., 1961.
— Paris. Acte de comm. 102 c.; Contrainte par corps 412. — Vente publ. d'immeub. 2199-40. — C. d'ass. du Pas-de-Calais. Traité Internat. 334.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2552, 5104 c.
16 C. C. belge. Cassation 1425-40.
— Angers. Paternité 728-50.
— Nîmes. Jeu 12.
— Orléans. Avoué 119, 120 c.
— Paris. Assurances terrestres 248. — Propri. littér. 335 c., 409.
— Rouen. Jugem. d'av. dire droit 48-90.
17 Cass. Cassation 137 c.; Instr. crim. 64, 1184, 2041-30, 2255, 2296-30; Presse-outrage 989; Renvoi 180, 211 c.; Témoin. faux 109.
— Caen. Servitudes 1265.
— Lyon. Vente 1881-20.
— Cons. d'Etat. Forêts 1409, 1412 c., 1437.
— Décis. Douanes 596.
18 Cass. Domm. destr. 46-20. — Garde nat. 20 c., 315-110 c. — Peine 313-30.
— Angers. Société 1342-40-30.
— Orléans. Surenchère 161-30, 179, 210-40.
— Paris. Intervent. 78 c., 100 c.
19 Ord. Organ. milit., p. 1899; Pêche fluviale, p. 453; Postes, p. 14; Trésor public 781.
20 Cass. Cassation 1615 c.; Louage d'ouv. 9. — Cassation 2057-70. — Effets de comm. 453; Obligation 1954 c. — Jugement 984-10. — Notaire 236-20.
— C. C. belge. Faillite 462-10-30.
— Bruxelles. Serment 190 c.
— Grenoble. Privil. et hypothèques 220-10.
— Paris. Louage 228-40.
— Trib. de Laval. Vente publ. de meubles 69.
— Délib. Enreg. 4163.
21 Ord. Secours publics, p. 777.
— Cass. Frais et dépens 45-90. — Presse-outrage 1398. — Success. 1707, 1716, 1718.
— Caen. Action 279; Travaux publics 1034 c.
— Nancy. Enreg. 5238.
— Paris. Voirie par terre 1554-10.
22 Ord. Corse 2, p. 498.
— Cass. Action possess. 223; Descend. sur les lieux 19-20. — Organ. Judic. 164. — Droits polit. 224. — Enreg. 4135, 4680 c. — Loi 178-20 c.; Organ. colon. 69 c., 187, 188. — Paternité 297 c., 714-60.

Février.

- 22 Colmar. Impôts indir. 132.
— Dijon. Droits polit. 307.
— Limoges. Cession. 119-10.
— Trib. comm. de Paris. Faillite 1523.
23 Cass. Crimes contre les person. 32; Instr. crim. 3413-70 c. — Domm. destr. 37 c., 91-60. — Faux 218-60; Frais et dépens 993-30; Instr. crim. 1623-20 c., 1625-10 c., 1626-40; Témoin 175-30.
— Angers. Responsabilité 105-30; Servitudes 103 c.; Voirie par terre 1335 c.
— Paris. Pontine 13, 15 c., 16 c.
— Rouen. Appel civil 149; Degré de jurid. 151-20, 200.
— Décis. Douanes 114.
24 Bordeaux. Faillite 102 c.
— Gand. Contrainte p. corps 324 c., 430. — Degré de jurid. 68. — Louage 76-30.
— Liège. Faux 396-20.
— Cons. d'Etat. Agent d'affaires 28 c.; Patente 37-50. — Marais 99. — Voirie par terre 328, 1048.
25 Cass. Abus de confiance 77 c.; Vol 764. — Instr. crim. 1699-40; Responsabilité 476. — Jugement 1061-109; Vidanges 10. — Rébellion 1946 c.
— Bruxelles. Dem. nouv. 171-20.
— Caen. Travaux publics 532.
— Lyon. Domm. de l'Etat 225 c.; Eaux 42.
— Riom. Vente 446, 449 c.
— Rouen. Enquête 496.
— Trib. de Lons-le-Saulnier. Enreg. 864, 1748, 3675.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 158-20; Voirie par terre 1029. — Trésor public 556-40.
27 Cass. Substitut. 69-60.
— Aix. Compét. comm. 382.
— Amiens. Forêts 686 c., 693.
— Bordeaux. Exception 78 c.
— Gand. Degré de jurid. 344-30; Ordre 844 c., 847 c., 848-30 c.
28 Cass. Responsabilité 580-20.

Mars.

- 1 Ord. Traité internat., p. 530.
— Cass. Cassation 1614-70 c.; Demande nouvelle 143-30 c.; Servitudes 1004-30-39-40. — Cassation 1620-80 c., 1700-10 c.; Jugem. 1035-50 c.; Mandat 235-80 c.; Obligation 1746. — Commission. 172 c., 266; Droit marit. 853 c., 854 c.; Effets de comm. 460 c. — Expropriation publ. 510-10, 561 c., 570-10, 644-40 c., 646-30 c. — Obligation 605 c., 1129 c.; Remise vintage 90-10.
— Bruxelles. Arbitr. 816 c., 887 c., 888, 1340. — Contrat de mar. 2741. — Privil. et hypoth. 836; Trav. publ. 642-20, 663 c., 405.
— Trib. de la Seine. Enreg. 25791.
2 Cass. Organ. Judic. 663, 670; Témoin 428, 450-30 c.
— C. C. belge. Enreg. 3387.
— Bordeaux. Exploit 124-70.
— Paris. Propriété littér., V. 16 février 1848.
— Rouen. Faillite 208-80, 2338 c.
— Trib. de Charlevoix. Mines 417-30.
3 Ord. Organ. instr. publ., p. 1366.
— Caen. Contrat de mar. 1176; Dispos. entre vifs 1890-10 c.
— Colmar. Mise en Jugem. 70.
— Lyon. Contrat de mar. 3387 c.; V. 3 mars 1848.
— Poitiers. Commerce 136.
4 Bourges. Success. 1948-20.
— Douai. Degré de jurid. 289.
— Cons. d'Etat. Faux 44; Propriété 567 c.; Voirie par eau 62 c., 252.
6 Ord. Organ. colon., p. 1112.
— Cass. Deni de justice 7-30 c.; Responsabilité 88 c., 764. — Enreg. 2705.

Mars.

- 6 Orléans. Attentat aux mœurs 151. — Garde champêtre 48.
— Paris. Compét. civ. trib. de paix 171.
7 Cass. Assurances terrestres 73; Obligation 274 c. — Expert. 185 c., 234-50 c., 242-80; Jugem. 250-140, 586-30; Success. 1684, 1792. — Obligation 4766-30.
— Paris. Arbitr. 447. — Usufruit 787.
— Poitiers. Acquisitions 385.
— Circ. Archives 67.
8 Cass. Cassation 2057-60 c.; Contrat de mar. 1581; Minorité 452 c., 614 c. — Contrat de mar. 637; Jugem. 102-20 c. — Propriété 470.
— Douai. Droit marit. 2234.
— Limoges. Dispositions entre vifs 4314-10.
— Paris. Attentat aux mœurs 151. — Privil. et hypoth. 668-30 c.
— Trib. de Nîmes. Enreg. 1074 c., 1090 c.
— Trib. correct. de la Seine. Brevet d'invention 49.
— Circ. Expropriat. publ. 343; Organ. Judic. 159.
9 Cass. Douanes 839 c., 872, 1007-20 c.; Gendarmerie 27 c. — Douanes 871, 877 c.; Procès-verbal 27 c., 28 c. — Instr. crim. 2533-20.
— Agen. Presse-outr. 1891 c., 1093 c., 1470-20.
— Angers. Minorité 521; Obligation 4482 c.
— Douai. Faillite 981.
— Limoges. Contrat de mar. 3475, 3476 c.; Disposit. entre vifs 1567-10.
— Lyon. Huissier 61.
— Paris. Société 1618-100-110.
— Riom. Degré de jurid. 439-10.
10 Cass. Instr. crim. 1821-10; Témoin 171-10.
— Bordeaux. Enquête 412-20.
— Paris. Société 131.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 4503.
— Trib. de Lille. Enreg. 1932.
— Trib. de Paris. Brevet d'invent. 253.
— Cons. d'Etat. Halles 40 c., 41 c., 54. — Loi 475 c.; Octroi 355-30. — Trav. publ. 435, 1221. — Volture 88, 89, 113-30.
11 Cass. Cassation 423.
— Paris. Minorité 305.
— Poitiers. Garde champêtre 54-30; Presse-outrage 709.
— Trib. de Besançon. Pêche fluv. 86.
— Cons. d'Etat. Compét. administ. 14-60; Trésor publ. 1133 c. — Compétence administ. 206.
— Condit 105. — Mines 787-30. — Patente 103-10. — Travaux publ. 636. — Voirie par chemin de fer 143-20. — Voirie par terre 543-10, 748-30, 1911-70, 3320-20.
12 Circ. Secours publ. 167.
13 Amiens. Presse-outrage 520-10.
14 Aix. Séparat. de corps 194-30.
— Bordeaux. Contrat de mariage 4035-70 c. — Dispos. entre vifs 2575 c.; Obligation 2384-10 c., 3280; Responsab. 393-30, 395 c.
— Metz. Interdiction 35-20.
— Pau. Ordre 818-10.
— Rennes. Obligation 3614.
15 Cass. Cassation 1700-30 c.; Domicile 13 c.; Droits polit. 306-10. — Discipline 307. — Jugement 1061-110. — Obligation 4763-10.
— Agen. Presse-outr. 511, 1470-30.
— Bordeaux. Prescript. civ. 335.
— Colmar. Louage 142-80; Obligation 4765-20 c.
— Paris. Rébellion 21, 34-20 c.
— Rennes. Commune 2092.
— Trib. de la Seine. Enreg. 991.
16 Cass. Adoption 117, 228 c.; Appel civ. 627 c.; Chose jugée 332 c.; Perempt. 192 c., 193 c. — Commune 685; Contrav. 142. — Faux 428. — Garde nation. 203, 227, 414-10, 424, 466-20, 485, 631, 687.

Mars.

- 17 Amiens. Crimes contre les personnes 235-10.
— Bastia. Témoin 573.
— Circ. proc. gén. de Paris. Greffe 91-110.
17 Bordeaux. Minorité 533.
— Limoges. Surenchère 375-10.
— Liège. Privil. et hypoth. 2129, 2130 c., 2148-10-20 c.
— Rouen. Appel crim. 367 c.; Compét. crim. 525 c.; Industrie 286-29, 300 c., 311-6.
— Décis. Secours publics 175.
18 Ord. Organ. milit., p. 1899; Traité internat., p. 582.
— Cass. Cassation 570, 1774 c., 1780 c. — Compét. crim. 163 c., 443 c.; Volture 359. — Impôts indir. 241. — Presse-outrage 278 c., 274.
— C. C. belge. Société 1569, 1570, 414-30 c.
— Douai. Vente 2010, 2011 c.
— Liège. Dispos. entre vifs 349-40.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 58; Patente 249-30. — Procès-verbal 111, 147; Voirie par terre 219-30. — Travaux publics 600.
19 Loui. Secours publics, p. 777.
— Cons. d'Etat. Patente 228 c.
20 Cass. Cautionnement 334; Chose jugée 188-80. — Compét. comm. 31, 507 c.; Degré de jurid. 92 c., 107-30 c. — Success. 1152-10, 1233 c. — Vente 970 c., 2050-40.
— Décis. Expropriat. publ. 847.
21 Cass. Acquisitions 679. — Action 124; Servitudes 493 c., 1275 c. — Enquête 458; Serment 22. — Prescript. civ. 101 c., 187.
— Besançon. Forêts 1299.
— Trib. de la Seine. Office 848-30.
— Délib. Enreg. 3878.
22 Cass. Acquisitions 559 c., 581; Désavoué 121 c. — Biens 110; Cassation 1610 c.; Success. 2208 c. — Serment 17, 37-10 c. — Société 120 c., 832, 986 c.
— Grenoble. Adoption 91 c., 227.
— Limoges. Surenchère 89.
— Lyon. Culte 669.
— Trib. de la Seine. Enreg. 142, 2736.
— Cons. d'Etat. Domm. engagés 64-10, 67 c., 96-40 c., 125-50 c., 60 c.
23 Arrêté. Organism. de l'Algérie, p. 783.
— Cass. Complice 30 c., 21-30. — Instr. crim. 2330. — Instr. crim. 2120-10.
— Nancy. Contrainte par corps 758. — Dispos. entre vifs 863 c., 3705 c.; Usufruit 229-10, 230 c., 231 c.
— Rennes. Responsabilité 768-10.
24 Cass. Instr. crim. 2518-80.
25 Traité. Traité internat. N. 29 juin 1844.
— Cass. Attentat aux mœurs 116 c., 119. — Contrainte par corps 636-10; Frais et dépens 1619 c. — Instr. crim. 297-40; Jugement 737 c. — Instr. crim. 1272-60. — Postes 91-10, 99 c.
— Bruxelles. Souscript. littér. 11-60 c., 12 c.
— Limoges. Dénonciat. calomn. 92.
— Toulouse. Domicile élu 22-30.
— Trib. d'Argentan. Enreg. 2586-30.
26 Ord. Mines 370, 389, p. 638.
— Caen. Dispos. entre vifs 806-60, 849 c.
27 Cass. Bourse de comm. 500; Commission. 95 c.; Mandat 328-30 c. — Cassation 1616 c.; Mines 68-30. — Expropriat. publ. 455-50, 478-30, 487-70 c., 80 c., 496-30, 523-30 c., 535-20 c., 641-20 c., 646-40 c.
— Agen. Propriété 228.
— Gand. Louage 328-30.
— Nancy. Régim. admin. 99.
— Orléans. Impôts indir. 190.
— Paris. Avoué 243; Frais et dépens 71-30 c. — Louage 437-60.
— Rennes. Effets de comm. 521.
— Trib. de Macon. Enreg. 5068.
28 Cass. Droits polit. 143, 306-30. — Privil. et hypoth. 280-60.

Mars.

- 28 C. C. belge. Instr. crim. 844-70.
— Caen. Contrat de mar. 3466.
— Orléans. Contrat de mar. 1130 c., 1133. — Frais et dépens 850 c., 853 c.; Success. 1752 c., 2022.
— Paris. Loi 395.
— Toulouse. Peremption 178.
— Trib. de Brives. Enreg. 2390.
29 Cass. Société 1377.
— Douai. Effets de comm. 430 c.
— Paris. Appel crim. 298 c.; Culte 147 c. — Contrat de mar. 786; Mariage 834-60.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2569.
— Trib. comm. de la Seine. Industrie 359-30.
30 Cass. Cassation 2094. — Compét. crim. 631. — Impôts indir. 333.
— Angers. Frais et dépens 45-100; Obligation 348-30.
— Paris. Faillite 1511 c., 1530.
— Riom. Abus de confiance 48, 49 c.; Obligation 4870 c., 4391 c.
31 Cass. Impôts indir. 245.
— Angers. Domicile élu 113-50.
— Bordeaux. Desistement 156.
— Douai. Compét. comm. 405.
— Metz. Douanes 814.
— Paris. Presse-outrage 908 c., 907, 1523 c., 1570 c.
— Trib. corr. de Paris. Médecine 23.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 636-30.
— Circ. Organ. milit. 292.

Avril.

- 1 Ord. Contravent. 163; Voie publ. 5-30 c., 60, 130.
— Angers. Contr. par corps 62, 271-20 c.
— Toulouse. Contrat de mariage 1621.
— Circ. Forêts 1355.
2 Convention. V. 30 avril.
— Cass. Contrat de mar. 8044 c., 3045 c.; Disposit. entre vifs 799, 806-40 c., 891 c., 937 c., 1684-50 c.; Enreg. 3104 c.
— Caen. Compét. comm. 448.
— Douai. Faillite 1511 c.
3 Cass. Commune 1373. — Droits polit. 469. — Expropriat. publ. 123, 175-10 c., 303 c. — Vente publ. d'immeubles 1404.
— Bastia. Acte de comm. 40 c.; Société 198-40.
— Douai. Dispositions entre vifs 1304-60.
— Rouen. Eaux 374; Louage 322-20; Prêt à intérêts 183-40.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1892.
4 Caen. Puissance patern. 87-10.
— Grenoble. Paternité 618 c., 625 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 831 c., 832 c., 838.
— Trib. de Mâcon. Enreg. 4209.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2878. — Office 278 c., 279-20.
5 C. C. belge 3540, 5603 c.
— Bordeaux. Obligation 2880-10, 2938-50 c.
— Nancy. Acte de comm. 205 c.
— Paris. Contr. par corps 567 c.; Droit civil 274-40. — Contrat de mar. 643.
6 Cass. Attentat aux mœurs 47. — Impôts indir. 370.
— Limoges. Obligation 2760-40.
— Lyon. Privil. et hypoth. 879.
— Avis Cons. d'Etat. Notaire 401, 415-40.
— Avis cons. mines de Belgique. Mines 453.
7 Cass. Cassation 375; Garde nation 679-10. — Faux 294; Instr. crim. 2140-20.
— Bruxelles. Disposit. entre vifs 4087-60.
— Riom. Privil. et hypoth. 1647 c., 1653.
8 Loi. Gendarme, p. 499.
— Angers. Avoué 189.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 1867-10 c.; Paternité 473-20, 575-20 c., 582 c.
— Dijon. Commission. 149.

Avril.

- 10 Paris. Impôts dir. 615. — Responsabilité 538-10.
— Circ. Commune 395.
— Décis. Office 208.
11 Loi. Secours publ., p. 777.
— Cass. Date 17 c.; Disposit. entre vifs 2700. — Expropriat. publ. 490-30. — Prescript. civ. 195; Servitudes 245 c.
— Bastia. Droit civil 168 c., 289-30 c., 304, 314-10 c.
12 Cass. Appel civil 568 c.; Chose jugée 248 c.; Except. 479; Jugem. par défaut 341 c. — Compét. civ. trib. de paix 267, 269 c. — Disposit. entre vifs 283-20, 2391-10 c., 2400 c., 2409 c.; Responsabilité 238-10 c., 387-30 c. — Dom. engagés 107; Exploit 456-20 c., 473. — Vente 685-20.
— Bruxelles. Dispositions entre vifs 3995.
— Trib. de Mantes. Enreg. 2815.
— Trib. de Soissons. Enreg. 2675.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 48 c. — Conseil d'Etat 186-20; Octroi 341. — Garde nation. 187, 245. — Impôts dir. 57-30, 305-20 c. — Success. 424; Trésor publ. 471 c. — Trav. publ. 436-40. — Voirie par terre 1214-10.
13 Cass. Organ. milit. 214 c. — Vol 662 c., 671-10.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 463-10.
15 Ord. Voie publ. 6-110; Voirie par eau 85, 126, 128, 130-10.
— Cass. Except. 585 c.; Organ. milit. 831-20 c.; Quest. préjudic. 77. — Témoin 338.
— Bruxelles. Arbitr. 158. — Culte 655. — Louage 193. — Manufact. 174.
— Cons. d'Etat. Deg. de jurid. 650 c.; Voirie par terre 1582 c., 1584 c., 1585-20 c., 1586 c., 1603 c., 1625 c., 1644-20.
16 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 782.
17 Cass. Faillite 1328-30. — Règlement de juges 115 c., 124, 144 c. — Société 1371-20. — Substitut. 363.
18 Ord. Organ. colon. 834 s.
— Cass. Commission. 50; Obligation 1964 c.; Rétention 17 c. — Eaux 413-30.
19 Cass. Contrat de mar. 1176; Disposit. entre vifs 1421; Mandat 134-30 c.; Mariage 833 c. — Enreg. 1715; Ordre 78-30 c. — Jugem. par défaut 45-40. — Puissance paternelle 159.
— Paris. Presse-outr. 1389-50 c.
20 Cass. Peine 314-20, 642. — Salubrité publ. 30. — Vidanges 32 c. — Voirie par terre 2296-10.
— Paris. Acte de l'état civ. 333; Révélation de secrets 28 c. — Appel civil 1103. — Propriété littér. 409.
— Trib. de Versailles. Enreg. 1095.
— Circ. Commune 399.
21 Cass. Instr. crim. 1437. — Témoin 247-50.
— Paris. Contr. par corps 434. — Frais et dépens 250. — Voirie par terre 2331-50.
— Trib. de Péronne. Enreg. 2805.
22 Cass. Associat. ill. 26 c., 37 c., 38 c., 41; Culte 74 c., 83 c., 254 c., 423 c.
23 Cass. Instr. crim. 873.
— Avis Cons. d'Etat. Voirie par eau 135 c.
24 Agen. Responsabilité 680-20-30 c., 661 c.; Trés. publ. 571 c. — Bourges. Compét. comm. 52 c. — Paris. Mariage 887-10.
25 Cass. Cassation 1123 c.; Usage 283.
— Bastia. Jugement par défaut 167-10 c.
— Casale. Privil. et hypoth. 1665.
— Paris. Office 239.
— Trib. de Corte. Armes 56.
— Trib. de la Flèche. 2677.
— Trib. du Mans. Enreg. 2296.

Avril.

- 26 Cass. Cassation 289; Expropriat. publ. 293-30 c., 423-30 c., 484-30, 497 c., 508-60 c., 530 c., 641-30 c. — Cassation 1437 c.; Compétence administr. 361 c.; Dom. de l'Etat 282 c.; Obligation 167 c.; Vente 578 c.; Vente administr. 171-80 c., 317-10. — Compte 191-40, 194-20 c. — Enreg. 5780, 6031. — Garde nation. 387-40.
— Aix. Disposit. entre vifs 3582.
— Bordeaux. Voiture 361.
— Bourges. Absent 271.
— Nancy. Abus de confiance 117.
— Paris. Compét. comm. 237.
— Rouen. Acquiescem. 532.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3258.
— Trib. comm. de la Seine. V. 27 avril.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 523.
27 Cass. Contravention 142, 152 c.; Peine 357-60 c., 417 c. — Garde nation. 95. — Prescript. crim. 88-20. — Procès-verbal 180.
— Trib. de Château-Thierry. Bois et charbons 72.
— Trib. de comm. de Paris. Brevet d'invent. 108; Industrie 344 c. — Effets de comm. 544.
— Circ. Commune 202.
28 Ord. Organ. colon. 843 s., 854, p. 1112.
— Cass. Instr. crim. 2234; Organ. judic. 684-30. — Peine 378; Presse-outrage 857-30, 1303-20 c.; Voirie par chemin de fer 627 c. — Témoin 551.
— Aix. Séparat. de corps 49-30, 70-30 c.
— Angers. Droit polit. 475 c.
29 Cass. Instr. crim. 1717-20, 1779-10 c. — Octroi 199-20 c., 403; Responsabilité 696 c. — Responsabilité 788-10 c.
— Nancy. Obligation 2162.
— Cons. d'Etat. Conflit 93-10.
30 Ord. Trait. internat., p. 539.
— Cass. Disposit. entre vifs 189.

Mai.

- 2 Cass. Avocat 474; Discipl. 177 c. — Droit marit. 1015.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeub. 1241-10.
— Douai. Vente 1359.
3 Cass. Compét. comm. 341; Except. 120 c.; Jugem. 958-70 c. — Expropriation publ. 452-10, 453 c., 485-30 c., 523-20 c. — Faillite 548-50 c., 60 c.; Jugem. 995-20 c.; Privilèges et hypoth. 559, 1079 c., 1358 c., 1364-30 c., 1412-20, 1573-20; Travaux publ. 360 c. — Mines 672-10.
— Caen. Compte courant 108 c. — Paris. Except. 43.
— Poitiers. Droit marit. 511.
— Riom. Presse-outrage 1144.
4 Cass. Crimes contre les personnes 279. — Faux 399-20. — Instr. crim. 983.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 1615, 1616 c.
— Lyon. Commune 679-20; Industrie 221 c.
— Rouen. Prescript. civ. 1096-90.
— Trib. de Bar-le-Duc. Enreg. 347.
— Trib. de Valence. Enreg. 3950.
— Conseil d'Etat. Commune 2343; Conflit 34; Forêts 1899 c., 1900. — Dom. de l'Etat 159. — Forêts 1980. — Jugem. 910-30. — Obligation 2187. — Patente 400. — Voirie p. eau 244, 246; V. 4 mars 1843. — Voirie par terre 801, 1249, 1305, 1816 c., 2034-10.
5 Cass. Organ. colon. 180.
— Amiens. Obligation 445-20.
— Limoges. Privil. et hypoth. 2252.
— Paris. Théâtre 165.
— Avis cons. mines de Belgique. Mines 177-30, 481-20.
6 Cass. Postes 112.
— Limoges. Faillite 1280 c.
— Toulouse. Compét. comm. 57 c.

Mai.

- 8 Cass. Obligation 3317. — Privil. et hypoth. 2973.
— Trib. d'Auch. Enreg. 4297.
— Trib. de Mons. Mines 291-30.
— Trib. de la Seine. Théâtre 171.
9 Cass. Cassation 917 c.; Expropriat. publ. 310. — Cassation 1132. — Chose jugée 580-10 c.; Eaux 457-10, 581-60 c.; Jugem. 70, 72 c.; Propriété 159 c. — Douanes 370. — Expropriat. publ. 484-20.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 1570-20 c.
— Orléans. Arbitr. 1023.
— Paris. Théâtre 196.
— Toulouse. Faillite 1073-20.
— Trib. de Tulle. Enreg. 3859-30.
10 Cass. Appel crim. 380, 381 c. — Expropriat. publ. 71. — Forêts 1449 c., 1450, 1451 c.; Usage 348 c., 359-10 c. — Frais et dép. 1015. — Louage 517. — Témoin 110-30.
— Bordeaux. Degr. de jurid. 200.
— Bourges. Acte de comm. 40 c. — Société 198-40, 201 c.
— Caen. Compét. comm. 376.
— Orléans. Instr. crim. 707.
— Paris. Société 1345.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2434, 4723.
— Décis. Douanes 128.
11 Cass. Commune 1159-30. — Procès-verbal 165-70.
— Ch. des pairs. Associat. illicite 42.
— Aix. Pérempt. 167, 168-40.
— Bordeaux. Contrat de mar. 1940.
— Caen. Acte de comm. 269.
— Douai. Droit marit. 1105, 1117 c.
— Nancy. Usage 127-40.
— Nîmes. Industrie 209 c.; Voirie par chemin de fer 411-10.
— Paris. Arbitr. 98 c., 1323. — Contrat de mar. 3210.
— Rouen. Acte de comm. 269. — Compét. comm. 335.
12 Cass. Cassation 1994-70; Halles 68 c., 74. — Commune 880, 929 c.; Voirie p. terre 1893 c., 2305 c. — Forêts 319-40, 847. — Garde nationale 566-20. — Jeu 69-20.
13 Cass. Instr. crim. 2441-30, 2714-70; Presse-outrage 1293. — Vente publ. de marchand. neufs 75.
— Paris. Médecine 212-30. — Saisie-exéc. 264 c.
— Toulouse. Compét. civile trib. de paix 334 c.; Obligation 4213 c. — Trib. d'Auxerre. Enreg. 5298.
14 Ord. Pêche fluv., p. 458.
15 Ord. Avoué 28.
— Cass. Cassation 1692-110 c.; Disposit. entre vifs 2757; Vérific. d'écrit. 14-20 c. — Chose jugée 245 c.; Commune 1417; Mines 108; Prescript. civ. 206 c. — Expropriation publ. 644-40.
— Caen. Compét. civile trib. d'arr. 163.
— Trib. du Havre. Droit marit. 1431.
— Règlement. Bois et charbons 111.
16 Cass. Contrat de mar. 3891 c., 3896 c.; Loi 220-10 c. — Privil. et hypoth. 1809-50, 1899.
— C. C. belge. Cassation 163.
— Paris. Effets de comm. 546.
17 Cass. Cassation 2152; Expropriat. publ. 805 c. — Disposit. entre vifs 861 c.; Usufruit 415-20. — Exploit 135-40, 137-30 c.; Servitudes 1163. — Faillite 610-30, 1026 c. — Industrie 290-30 c., 306, 308 c.; Jugement 250. — Success. 1029.
— Colmar. Vente publ. d'immeubles 1673 c., 1717.
— Paris. Caution. 50 c. — Domm. destr. 256 c. — Voirie par terre 1121.
— Rennes. Dispositions entre vifs 3986-30.
18 Convention. V. 12 août 1843.
— Cass. Complice 46; Vol 296 c. — Contrainte par corps 647. — Garde nat. 387-30. — Instr. crim. 2227-20, 3576. — Vagabondage 130.

Mai.

- 18 Nancy. Compte 90; Compte-courant 10. — Expert. 81-10. — Exploit 619-20, 623-30. — Usage 95.
— Cons. d'Etat. Procès-verbal 739.
19 Ord. Trait. internat., p. 539.
— Cass. Enreg. 2750.
— Paris. Obligation 636.
— R.... Propriété littéraire 484 c.
— Trib. de Dieppe. Médecine 22 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2215. — Impôts directs 188, 294, 306. — Patente 117-20. — Voirie par eau 84. — Voirie par eau 256-10, 298-10; Voirie p. terre 268, 270-30, 272-30. — Voirie par terre 2112-20.
— Circ. Expropriat. publ. 847.
20 Cass. Instr. crim. 2318. — Voirie 449-30.
— Poitiers. Chasse 228, 328 c., 345 c.; Instr. crim. 63 c.; Peine 152-60 c., 163 c., 163-10 c.
— Trib. d'Orléans. Enreg. 4098.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 153 c.; Garde nat. 246. — Culte 662; Secours publics 174-10. — Eaux 246-30. — Expropriat. publ. 63. — Voirie par terre 250.
— Circ. Expropriat. publ. 343.
21 Ord. Agent diplomat. 217; Machine à vapeur 2; Mantelet. 64; Ouvrier 220; Triage contrôle, p. 478; Traitement 21; Ville de Paris 61 c., p. 117.
— Cass. Droit polit. 143; Expropriat. publ. 173. — Droit polit. 233.
— Trib. d'Orléans. Enreg. 3677.
22 Ord. Machine à vapeur 3; Prof. hommes, p. 535; Ville de Paris 61 c., p. 147; Voirie par eau 199, 308, 310-10, p. 723.
— Cass. Compét. comm. 466. — Disposit. entre vifs 2745-10. — Jugem. par défaut 40-70.
— Riom. Success. 1843.
— Trib. de Senlis. Enreg. 3738.
— Avis cons. mines. Mines 260.
— Circ. Organ. marit. 602.
24 Cass. Contravention 295, 299 c.; Gendarme 31 c. — Enregist. 4293 c., 4888, 5800 c. — Impôts indir. 325. — Instr. crim. 3380-30.
— C. C. belge. Domm. destr. 271-20 c., 329.
— Aix. Jugement d'av. dire droit 46-30.
— Angers. Notaire 513-30 c., 533-20; Obligation 2847 c.; Réclamation 37 c.
— Bruxelles. Exploit 234-20.
25 Ord. Secours publics, p. 717.
— Delib. Enreg. 3698.
26 Cass. Bouher 116 c., 120. — Impôts indir. 167-40.
— Bordeaux. Compét. comm. 229.
27 Cass. Cassation 164. — Chose jugée 74; Prescript. crim. 88-30. — Presse-outrage 273 c., 277-10 c., 40.
— Angers. Prescript. civ. 423.
— Caen. Disposit. entre vifs 4484 c., 4668-30.
— Toulouse. Contrat de mar. 3893 c., 3866 c.
28 Ord. Douanes, p. 615.
29 Convention. V. 19 août 1843.
— Cass. Acquiescem. 83 c., 88; Ordre 754 c., 1113-50 c., 1114-20 c. — Demande nouvelle 65; Jugement 993 c. — Expert. 279-20; Jugem. par défaut 69-50 c.
— Paris. Compét. comm. 59, 338.
— Poitiers. Chasse 510 c., 513, 514 c.; Exploit 749 c.; Forêts 507 c.
— Riom. Contrat de mar. 832 c., 858; Vente publ. d'im. 112.
— Rouen. Contrat de mar. 2464 c., 2467 c. — Domicile élu 37-30, 104-50 c.; Ordre 937-30 c., 946 c.; Privil. et hypoth. 270-10 c.
30 Ord. Avoué 28.
— Cass. Chose jugée 391. — Dom. de l'Etat 63-40 c.; Forêts 114. — Jugement. 1036-100. — Privil. et hypoth. 1333.

- 30 Nancy. Commune 451 c.; Culte 816-10. — Exploit 853-30; Obligat. 3993 c.; Ordre 670 c.; Privil. et hypoth. 1190 c., 1192-30, 1199-10.
- Paris. Droit rural 58-40 c. — Office 66 c., 167, 338 c.
- Trib. de Mons. Mines 446.
- C. R. Mines 245.
- 31 Cass. Bourse de comm. 380. — Commune 3075; Forêts 1732 c.; Jugement 967 c. — Droit marit. 100, 1374 c.; Responsabilité 166-10 c. — Faillite 820; Jugement 132.
- Bordeaux. Intervent. 148-10.
- Metz. Compét. comm. 278; Faillite 1296, 1314.
- Paris. Effets de comm. 527.
- Rouen. Obligat. 3957 c.
- Trib. de Limoges. Enreg. 3680.
- Trib. de Tulle. Discipline 70 c., 266-30 c.; Notaire 730, 765-10.

- 1 Cass. Commune 911. — Défense 135 c.; Peine 410-40-50; Témoin 599-10. — Voirie p. terre 1527-30, 1751-30, 1840.
- Nîmes. Instr. crimin. 1032.
- Paris. Trésor public 1437; Vol 935, 936 c. — V. 31 mars 1846.
- Rouen. Responsabilité 485.
- Trib. de Mons. Mines 418-30.
- Cons. d'Etat. Commune 2343; Conflit 84; Forêts 1900. — Mines 311 c., 502. — Organ. admin. 608, 627. — Patente 253-10. — Voirie par eau 129.
- 2 Cass. Abus de confiance 74; Contravent. 460 c.; Vol 798-30. — Abus de confiance 79, 163 c.
- Aix. Avoue 92.
- Besançon. Responsabilité 375-40.
- Limoges. Société 881-10.
- Orléans. Degré de jurid. 212 c., 215, 292 c.
- Trib. de Mâcon. Enreg. 1695.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 84-50. — Impôts directs 297-30. — Patente 246-10. — Pension 25. — Servitudes 401 c. — Travaux publics 1146-10, 1174-179, 1194-10 c., 70. — Voirie par terre 730-10, 1305.
- Décis. Notaire 643, 723-20.
- 3 Cass. Contrainte par corps 646-30 c., 689 c.; Contravent. 309 c.; Responsabilité 193-70 c.; 661; Trésor public 571 c.; Faillite 1483; Organ. judic. 685-30. — Industrie 245; Vente de substances falsifiées 88 c.
- C. C. belge. Enreg. 4571.
- Aix. Compét. comm. 154.
- Paris. Compét. crimin. 90-30 c., 143 c.; Industrie 276-30 c., 332-30 c., 344, 346 c.; Nom 84 c., 89 c., 92 c. — Contrat de mar. 327, 328 c. — Distrib. par contrib. 159. — Office 241.
- Trib. de Reims. Enregistr. 1382, 3219, 3225.
- 4 Cass. Requête civile 78 c., 84-10.
- Orléans. Défense 232 c.
- 5 Ord. Secours publics, p. 778.
- 6 Loi. Cour des comptes, p. 511; Organ. marit. 380; Trésor public 818, 938, p. 1181.
- Traite. V. 28 mars 1845.
- Cass. Témoin 496-60.
- Trib. de Nantes. Enregistr. 2623, 3655.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 222.
- Circ. Commune 213 c., 214, 223 c., 224 c., 226 c., 227 c., 239 c., 246 c.
- Décis. Douanes 732.
- 7 Bruxelles. Mines 673.
- Nancy. Forêts 1174, 1208, 1279.
- Nîmes. Commissionn. 155, 156.
- Trib. comm. de la Seine. Industrie 290-30.
- 8 Cass. Instr. crimin. 2325-20, 2357 c., 2628-40, 2650-20, 3216-10, 3256-30 c.
- Angers. Mise en jugement. 37-20 c., 94 c., 159-30, 177-30 c.

- 8 Grenoble. Forêts 842.
- Nîmes. Forêts 1207, 1280 c.
- Rennes. Patrimoine 54-10, 63 c.
- 9 Cass. Instr. crimin. 828 c.; Jugement 767-30. — Postes 161-30. — Propriété littéraire 143.
- Caen. Surenchère 374-10.
- Nancy. Discipline 267-30.
- Poitiers. Obligat. 2126.
- Toulouse. Obligat. 3297.
- Trib. de comm. de Meaux. Bois et charbons 123.
- Cons. d'Etat. Impôts directs 272, 273. — Travaux publics 381-30. — Voirie par terre 705, 709, 710 c., 1249 c., 1271.
- 10 Cass. Contravention 303-10, 311 c., 343. — Exploit 709-40; Instruction criminelle 1031; Jugement 761-30; Voirie par terre 2357-20, 2383. — Garde nat. 92. — Jour férié 102. — Jugem. par défaut 442-10. — Procès-verbal 552 c.; Serment 55 c., 56-10. — Question préjudic. 146-40. — Voirie par terre 1941, 2048, 2163-60.
- Bourges. Degré de jurid. 296-20.
- Douai. Ordre 1354-40 c., 1382 c.; Privil. et hypoth. 2435.
- Orléans. Péréemption 198.
- Circ. Douanes 523.
- Instr. Commune 2269.
- 12 Cass. Expropriat. publ. 462-40 c., 505-30, 639-30 c.
- 13 Loi. Organ. économ., p. 1291.
- Cass. Acquiescem. 673. — Action possess. 548; Responsabilité 90-30 c.
- Bourges. Usufruit 536.
- Paris. Acte de comm. 98 c., 99.
- 14 Cass. Cassation 321 c.; Exception 482 c. — Contrat de mar. 1997; Surenchère 66 c. — Obligat. 3400. — Requête civile 18 c., 84-10. — Vérificat. d'écrit. 9, 88-10 c.
- Bruxelles. Compét. civ. trib. d'arr. 217. — Contrat de mar. 3011 c., 3016.
- Paris. Obligat. 4758-30 c., 4801-20; Servitudes 977.
- Riom. Commune 2716, 2718 c.
- 15 Cass. Faillite 613-70; Obligat. 999-20 c., 3177-10-30 c. — Faillite 613-70; Obligat. 3988-50 c. — Faux 209, 214 c.
- Caen. Presse-outrage 867-30.
- Nîmes. Prescript. crim. 37.
- Paris. Domicile élu 90-40 c.; Exploit 453-60; Jugem. p. défaut 111-120, 242-20.
- 16 C. C. belge. Enreg. 166.
- Bordeaux. Ordre 1295-20.
- Lyon. Degré de jurid. 601 c.; Mariage 778-30 c., 935-30; Ordre 358 c.
- Paris. Effets de comm. 527.
- Riom. Obligat. 2874 c., 2875.
- Trib. de Castelsarrazin. Jugem. 235-40.
- 17 Bordeaux. Propriété 447-30 c.
- Paris. Dénonciat. calomn. 21. — Matières d'or et d'argent 60 c., 68, 72 c.
- 18 Loi. Commissaire-priseur. 11; Vente publ. de meubles 8 c.
- Ord. Garde nationale, p. 303; Prud'hommes, p. 535.
- 19 Cass. Appel civil 159; Voirie par terre 477. — Procès-verbal 820-30.
- Paris. Biens 112.
- 20 Cass. Action possess. 163, 167 c. — Dom. publ. 47-40 c. — Minorité 403-30; Vente publique d'im. 2025 c. — Obligat. 4723 c.; Vente 1060.
- Montpellier. Faillite 1080.
- 21 Loi. Notaire, p. 594; Obligations, p. 56; Organism. colon. 556; Privil. et hypoth. 1254 c.; Responsab. 443 c.
- Cass. Compét. admin. 244; Vente admin. 215-20. — Exploit 508-50. — Loi 169-10. — Vente admin. 131 c.
- Bruxelles. Faillite 658-40 c., 873 c., 877.
- Liège. Frais et dép. 948.
- Paris. Société 1075 c.

- 22 Cass. Cassation 1484 c.; Disposit. entre vifs 2469; Except. 503 c.; Obligat. 4624 c., 4625 c. — Chasse 172, 515 c. — Instr. crim. 1595-30.
- Angers. Disposit. entre vifs 6567.
- Lyon. Success. 1029 c.
- Paris. Droit civ. 285 c., 425-40 c.
- Trib. de Grenoble. Brevet d'invent. 82, 259 c., 285 c.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 321-10. — Impôts dir. 323-10, 485-10, 631-30. — Jugem. 928-40. — Organ. admin. 591-40, 608. — Procès-verbal 752, 765-60. — Travaux publ. 424-30, 490-59, 692, 695. — Voirie par eau 65. — Voirie par terre 2024-10, 2027-10.
- 23 Arrêté. Organ. de l'Algérie 638.
- Déclaration. V. 23 juin 1846.
- Cass. Contravent. 67.
- Bordeaux. Surenchère 819.
- Orléans. Instr. crim. 2769.
- Paris. Vente 1433.
- Riom. Surenchère 163.
- Rouen. Contrat de mar. 3472.
- 24 Cass. Boucher 63; Commune 1248-30. — Commune 1232-10; Industrie 242 c. — Commune 1291. — Contumace 117. — Instr. crim. 1747-30. — Voirie par terre 1937-10-20, 2005-10.
- Paris. Contrat de mar. 2215 c., 2221, 2226 c., 2434 c. — Prescript. civile 842-30. — Référé 39 c.
- Circ. ch. not. de Paris. Notaire, p. 594; Obligat. 3261.
- 26 Cass. Commune 1187-70. — V. 20 juin.
- Caen. Absent 521 c. — Faillite 574 c., 1245-30 c.
- Paris. Compét. admin. 198-20 c.
- 27 Loi. Droit civil 378; Organ. judic. 446, p. 1508.
- Ord. Contravent. 121; Voie publ. 5-70 c.
- Cass. Action possess. 627. — Désistement 27 c., 34; Faillite 532 c.
- Grenoble. Voirie p. terre 443-30.
- 28 Cass. Acte de comm. 165 c., 186. — Commune 1376.
- Bourges. Appel civ. 218 c.; Prescript. civile 592; Privil. et hypoth. 2549 c.
- Douai. Minorité 454; Ordre 983-10; Prescript. civile 279-10 c.; Responsab. 393-40 c.
- Orléans. Louage 746-20.
- Paris. Vente publ. d'im. 1937.
- Riom. Pêche fluv. 149.
- Trib. de Rochefort. Enreg. 1934.
- Trib. de comm. de Paris. Compét. admin. 15.
- 29 Cass. Forêts 1181. — Instr. crim. 1734, 1841, 1845-30. — Mariage 736-30. — Peine 670 c.; Témoin faux 17. — Postes 69-30, 70.
- Nancy. Jugem. 259-160.
- Orléans. Abus de confiance 100.
- Rouen. Contrat de mar. 3230-20. — Médecine 99 c., 30. — Vente publ. de marchand. neuv. 104.
- 30 Ord. Organ. économ., p. 1291, 1293.
- Cass. Matières d'or et d'argent 51-40.
- Paris. Effets de comm. 479.
- Poitiers. Enquête 372.
- Riom. Vente 311 c.
- Cons. d'Etat. Eaux minérales 15. — Travaux publ. 555, 740. — Vente 655. — Voirie par terre 1749, 2252.
- Décis. Notaire 723.

- 1 Cass. Forêts 373-40 c. — Quest. préjud. 101-20. — Trav. publ. 1227-60. — Voirie par terre 2354.
- 2 Loi. Sucre 7.
- Ord. Pêche marit. 56.
- 3 Cass. Exprop. publ. 624, 625-10 c.

- 3 Liège. Louage 569 c., 578.
- 4 Arrêté. Organ. colon. 771.
- Cass. Cassation 1586 c.; Effets de comm. 316, 318-30 c. — Exprop. publ. 175-10. — Prescript. civ. 401.
- Bordeaux. Commissionn. 44. — Séparat. de corps 116-20.
- Montpellier. Presse-outrage 792-30 c.
- Orléans. Contrat de mar. 1821; Défense 232 c.; Interdiction 184-40-90 c.; Obligat. 1879 c., 1884, 1885-30 c.; Ordre 812-20.
- Rouen. Success. 1515.
- Avis cons. mines de Belgique. Mines 478.
- 5 Cass. Cassation 1384 c.; Contravent. 296; Responsabilité 188-30 c., 225 c. — Date 11 c.; Effets de comm. 457. — Effets de comm. 466-10, 473-20 c., 714-30 c., 770 c., 887 c.; Success. 944 c.
- Bordeaux. Patrimoine 45, 55-10 c., 139 c.
- Bruxelles. Conciliat. 69; Rentes constituées 240.
- Douai. Privil. et hypoth. 2358-30 c., 2361 c.
- Paris. Poids et mesures 148-40.
- 6 Cass. Enreg. 4578, 4697 c., 4811 c., 4813 c. — Faux 428.
- C. C. belge. Disposit. entre vifs 4106.
- Paris. Vente publ. de marchand. neuv. 60.
- Trib. de Fontainebleau. Office 288, 293-20.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 103; Trés. publ. 875-20. — Cons. d'Etat 93-20. — Contr. par corps 667. — Dom. de l'Etat 121. — Impôts dir. 205. — Manufact. 46, 154. — Organ. administr. 591-20. — Patente 31-30, 356-30. — Procès-verbal 111, 747. — Serment 97; Voirie par terre 979, 994. — Traitement 212. — Trés. publ. 891. — Voirie par terre 319-20, 405-10, 410-10.
- 7 Cass. Instr. crimin. 113, 1112 c., 1113-30 c.; Jugem. 1084-30 c.; Obligat. 5376 c.; Quest. préjud. 59 c.
- Paris. Théâtre 249-10-20-30, 251 c.
- Toulouse. Louage 383-20, 411 c.
- Trib. de Clermont. Enreg. 2735.
- 8 Cass. Contravent. 381. — Organ. milit. 835-10. — Presse-outr. 822-10-40 c. — Voirie p. terre 1093 c., 2375-30.
- Angers. Servitudes 772-20.
- Grenoble. Mandat 383-30; Obligat. 1705 c., 1793-40 c.
- Trib. de Lure. Enregistr. 2454, 5351.
- 10 Cass. Arbitr. 454. — Jugement par défaut 256-30.
- Amiens. Privil. et hypoth. 2904 c., 2210 c., 2213 c.
- Colmar. Appel civ. 644, 715 c.
- Orléans. Presse-outrage 702-90, 942.
- Rennes. Faillite 277-30.
- 11 Cass. Contrat de mar. 4038; Ordre 449-30 c.; Privil. et hypoth. 2700-30 c., 2967-10 c., 2978-30, 2994. — Effets de comm. 803; Obligat. 1657 c.
- Saisie-arrest 157; Voiture 418 c.
- Avis cons. mines de Belgique. Mines 478.
- 12 Ord. Trav. publ. 933.
- Cass. Avocat 470 c.; Jugement 1020-10; Organ. judic. 436-10, 487 c. — Contrat de mariage 1844 c.; Distrib. par contrib. 142 c.; Exploit 378-60, 657-30 c.; Ordre 876 c., 878 c., 880-10 c.
- Bordeaux. Vol 126-30 c.
- Nîmes. Obligat. 3893.
- Paris. Effets de comm. 589.
- Trib. de Brives. Intervent. 104-20 c.; Rente viagère 90-20 c.
- Décis. Secours publics 99.

- 13 Cass. Complices 140. — Instr. crim. 2201, 3433. — Instr. crim. 1114-50 c.; Jugement 1108-10. — Jugem. 978-170. — Organ. milit. 854-10. — Surenchère 185. — Tentative 93-40.
- C. C. belge. Deg. de jurid. 511.
- Liège. Faillite 1434-50.
- Orléans. Enquête 392; Jugement d'av. dire droit 28-150 c.
- Riom. Surenchère 374-10-20.
- 14 Cass. Abus de confiance 169 c., 301; Obligat. 4893-20 c. — Garde nation. 92. — Octroi 175-20. — Vol 788-30.
- Douai. Louage 553.
- Paris. Acte de comm. 115. — Brevet d'invent. 302.
- Circ. Douanes 139.
- 15 Cass. Boulanger 35. — Commune 811. — Droit rural 97-10-20. — Garde nation. 92. — Impôts indir. 132.
- C. C. belge. Deg. de jurid. 558-80. — Enreg. 3149, 4266 c. — Jugem. 980-50.
- Bourges. Deg. de jurid. 200.
- Nancy. Date 17 c.; Disposit. entre vifs 2699. — Obligation 1479-30.
- Toulouse. Obligat. 3908 c.; Vente 1774.
- Circ. Commune 340 c.
- 17 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 783.
- Cass. Cassation 1600-120 c.; Droit civil 137. — Success. 1943.
- Nancy. Louage 138.
- Paris. Bourse de comm. 427 c.; Compét. comm. 90 c.; Office 366 c.; Société 165-10, 175 c., 231-10 c.
- Riom. Office 188.
- Rouen. Travaux publics 1167-30.
- Cons. d'Etat. Concess. admin. 73; Voirie par terre 113. — Contrat de mar. 3432 c.; Trésor public 1136, 1137 c. — Garde nat. 226. — Impôts directs 324, 617. — Mise en jugement. 87; Organ. marit. 155. — Octroi 216. — Patente 293-10, 336-10. — Prises marit. 183. — Voirie par chemin de fer 117-10 c., 533 c. — Voirie par terre 1967, 2078-30.
- 18 Cass. Cassation 1715-40 c.; Mandat 342 c.; Vente 1698 c., 1728-20 c., 1741. — Contrat de mar. 1392 c.; Faillite 697 c.; Minorité 514; Privil. et hypoth. 2490 c. — Effets de comm. 609. — Obligat. 5076-20 c.; Servitudes 250 c., 978.
- Douai. Mandat 161-10.
- Paris. Faillite 1367.
- 19 Cass. Chose jugée 208-40; Lettres missives 10 c.; Obligat. 752; Postes 131-30 c. — Expropriat. publ. 618 c., 624 c., 625-30 c., 644-50. — Servitudes 852.
- Aix. Commissionn. 80 c., 83; Mandat 130-120 c., 130 c.
- Angers. Travaux publics 655. — Voiture 410.
- Dijon. Success. 1917.
- Douai. Impôts directs 658-10.
- Orléans. Vente publ. d'immeubles 2155-10-20.
- Paris. Vente publ. de marchand. neuv. 75.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4543.
- Cons. d'Etat. Concess. admin. 15-50 c. — Contrat de mariage 837. — Expropriat. publ. 709-10; Travaux publics 1103, 1253-10 c. — Organ. admin. 474, 475-50. — Prises marit. 184-10. — Serment 97.
- Décis. Douanes 732.
- 20 Cass. Degré de jurid. 559; Vice rédhibit. 257. — Disposit. entre vifs 3844. — Instr. crim. 1334-30.
- Agen. Péréemption 71, 168-10.
- Angers. Faillite 127-10, 1351 c. — Office 349.
- Grenoble. Obligat. 2287 c.
- Lyon. Contrat de mar. 832, 845 c., 850 c.
- Nancy. Usage 343 c., 363-10 c., 608 c., 613, 619-20 c.

Juillet.

- 20 Paris. Postes 113.
— Rennes. Séparat. de corps 381-20 c.
— Trib. de Semur. Frais et dépens 860.
— Circ. Voirie par eau 473.
— Décis. Douanes 135; Notaire 725.
21 Cass. Expert. 432; Instr. crim. 1993, 320-10. — Peine 532.
— Circ. Secours publics 184, 185.
22 Cass. Cassation 950; Témoin. faux 37, 55 c., 56 c. — Jugem. 817-30.
— Bordeaux. Obligat. 4334-20; Vente publ. d'imm. 439 c.
— Bruxelles. Voirie par terre 159.
— Orléans. Contr. par corps 223.
— Rouen. Désaveu 53 c., 75.
— Avis. Cons. des mines de Belgique. Mines 478.
— Circ. Expropriat. publ. 195.
— Instr. Voirie par terre 78.
24 Loi. Archives 29; Impôts indir. 284, 556, p. 427, 609; Octroi 132; Organ. admin. p. 613; Trésor public, p. 1181; Voirie par terre, p. 212.
— Ord. Douanes, p. 616.
— Cass. Enreg. 3031 c., 3034, 4639 c.; Louage emphyt. 7-60 c.
— Paris. Contrat de mariage 1062, 1136.
25 Cass. Compét. admin. 246; Vente 648; Vente admin. 317-30 c.; Contrat de mar. 2706.
— Bordeaux. Vente 247 c.; Vice rédhibit. 83, 107 c., 135 c.
— Douai. Mandat 161-10.
— Paris. Acquisit. 841 c.; Contrat de mar. 1062, 1136; Exploit 374-30; Minorité 835-40. — Commissionn. 191, 192 c.
26 Cass. Biens 22; Enreg. 2892 c. — Cassation 272 c.; Société 983 c., 985, 992 c. — Cassation 1634 c.; Obligat. 4839. — Forêts 1370. — Obligat. 710. — Privil. et hypoth. 1814-30-30 c.; Vente publ. d'imm. 441-30 c.
— Bordeaux. Commissionn. 44.
— Bruxelles. Arbitr. 548.
— Liège. Dom. desir. 21. — Jugement 559-70.
— Montpellier. Privil. et hypoth. 3353-10.
— Orléans. Compét. comm. 126-30.
— Paris. Distrib. par contrib. 120 c.; Office 101 c.; Saisie-arrest 427, 428-30 c.
— Rennes. Success. 280, 389.
27 C. C. belge. Enreg. 5704.
— Agen. Office 373-30.
— Circ. Expropriat. publ. 847.
28 Douai. Fonctionn. public 144; Presse-outrage 755 c.
29 C. C. belge. Jugement 970-10.
— Amiens. Commissionn. 206; Droit marit. 852 c., 853 c.
— Angers. Appel civil 435 c.; Frais et dépens 900-30 c.; Success. 1582, 1677-20.
— Bruxelles. Responsab. 363-50 c.
31 Cass. Domicile 50. — Expropriat. publ. 224, 271 c., 275 c.
— Rouen. Disposit. entre vifs 991 c., 1007-30, 1020-40 c., 1023 c., 1266 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2343; Forêts 1899. — Conflit 47-30 c. — Conseil d'Etat 137 c.; Halles 49, 55 c. — Garde nat. 74. — Organ. admin. 476-30, 478, 549-30, 550-20, 593-90, 606, 943-10. — Place de guerre 81. — Travaux publics 453; Voirie par eau 636-30. — Voirie par terre 280 c. — Voiture 114.
— Déis. Notaire 191 c.
— Lettre. Hospices 219.

Août.

- 1 Cass. Cassation 1897; Chose jugée 102-30 c.; Droit marit. 2078, 2092 c. — Instr. crim. 164. — Mines 156 c., 157. — Paternité 507.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 2812.

Août.

- 1 Circ. Commune 355.
2 Ord. Secours publics, p. 779.
— Cass. Accessoire 84 c.; Prêt à intérêts 74 c.; Société 949. — Avoué 282 c.; Discip. 249-10, 258, 259 c.; Organ. colon. 378 c. — Date 22 c.; Disposit. entre vifs 2697-10. — Enreg. 5378.
— Bourges. Ordre 894-90.
— Bruxelles. Responsab. 231.
— Paris. Commerce 263; Jugement d'av. dire droit 43-100. — Compét. comm. 51. — Effets de comm. 527.
— C. d'ass. du Nord. Instr. crim. 2447-20.
3 Cass. Mines 350-30 c.; Responsabilité 119 c.; Servitudes 81. — Peine 213-10.
— Paris. Obligat. 1948 c., 2807 c.
— Toulouse. Jugement par défaut 411-10.
4 Cass. Attentat aux mœurs 39. — Contumace 117; Instr. crim. 2712. — Instr. crim. 1895. — Peine 151-30.
— Paris. Loi 254-60 c. — Société 1693-60.
— Trib. de Montbrison. Enregistr. 619.
— Trib. correct. de la Seine. Théâtre 165.
5 Arrêté. Organ. de l'Algérie 829.
— Cass. Peine 357-70 c. — Voiture 310.
— Colmar. Mariage 265-60.
— Douai. Voirie par terre 468 c., 558 c., 569.
— Lyon. Société 1356 c.
6 Ord. Avoué 28.
7 Ord. Sucre 8.
— Cass. Cassation 1480; Compét. 38 c.; Exces de pouv. 14; Voiture 416-20. — Commerce. 190 c.; Contrat de mar. 985 c.; Effets de comm. 415. — Loi 164-20; Organ. colon. 43 c., 614 c. — Obligations 5539 c.; Vente 1699.
— Bourges. Vente 178-20.
— Dijon. Surenchère 376-10.
— C. d'ass. du Nord. Compét. crim. 130-20.
— Cons. d'Etat. Commune 218; Organ. admin. 536 c. — Commune 1900 c., 1901 c. — Conflit 96, 105, 113, 148 c., 153, 154 c. — Organ. admin. 475-40, 547-10, 554-10, 557, 586, 591-30, 607-40, 608, 610, 627, 629, 631-30. — Trésor publ. 579-20.
8 Cass. Cassation 2031 c., 2032 c., 2033; Success. 829 c. — Enreg. 1918.
— Bordeaux. Vente publ. d'imm. 1437 c., 1440-10.
— Limoges. Usufruit 415-20 c.
— Riom. Contrat de mar. 3955 c.
— Trib. de Clermont. Forêts 1992.
— Avis. Cons. mines de Belgique. Mines 478.
9 Cass. Cassation 627; Eaux 211-10-40; Servitudes 329 c. — Responsabilité 412.
— Agen. Ordre 1354-60 c., 1382 c.; Privil. et hypoth. 3434.
— Douai. Mariage 566. — Presse-outrage 1052 c.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 1390 c.
— Liège. Référé 223-50.
— Lyon. Mandat 333.
— Riom. Disposit. entre vifs 2433, 2434; Obligat. 999-10.
— Rouen. Commerçant 87.
— Circ. Expropriat. publ. 179, 183.
10 Cass. Faux 162.
— C. C. belge. Cassation 781. — Except. 437.
— Colmar. Forêts 921 c.
— Liège. Jugement 234.
— Orléans. Paternité 94, 183 c., 186 c.
— Paris. Domicile élu 105-30 c.; Exploit 362-60.
11 Ord. Greffe, p. 556.
— Nancy. Usage 130, 133.
— Paris. Attentat aux mœurs 153. — Faillite 866. — Louage 225-20.
12 Ord. Traité internat., p. 539.

Août.

- 12 Cass. Bourse de comm. 148 c. — Contrainte par corps 636-30; Vagabondage 79. — Propriété littéraire 123.
13 Cass. Garde nationale 469-20.
14 Cass. Domicile 52-40. — Expropriation publ. 454, 835 c.
— Caen. Enquête 214.
— Rouen. Frais et dépens 362 c.
— Toulouse. Notaire 44 c.
— Decis. Enreg. 4897; Ordre 1226.
16 Cass. Compét. civ. trib. de paix 39. — Contrat de mariage 3193. — Dispositions entre vifs 175, 3841-30 c. — Enreg. 3333 c., 3335.
— Caen. Contr. p. corps 492, 494 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2758 c., 2759-10 c., 20 c., 2939 c.
— Cons. d'Etat. Marché de fourn. 128-40. — Organ. admin. 477-10, 530, 535-30, 542, 544-10, 549-20, 550-20-30, 582-10, 584, 593-80, 596, 601-80, 608, 610. — Travaux publics 472, 776 c., 793.
— Delib. Enreg. 3765.
17 Ord. Avoué 28.
— Cass. Abus de confiance 100. — Compét. crim. 391. — Droits polit. 248.
— Caen. Acte de l'état civil 243, 266 c., 421 c., 429 c.; Organ. milit. 312-30 c.
— Limoges. Degré de jurid. 183.
— Paris. Presse-outr. 241 c., 519-10. — Privil. et hypoth. 2699-60, 2705 c.
— Delib. Office 273-10.
18 Cass. Cassation 1796 c.; Vol 807-10.
— Trib. de Louhans. Vente publ. de meubles 31 c.
19 Ord. Traité internat., p. 539.
— Cass. Garde nation. 151. — Quest. préjud. 149-30.
— Bordeaux. Compét. comm. 464.
— Limoges. Domicile élu 31; Saisie-exéc. 281 c.
— Nancy. Degré de jurid. 95.
— Paris. Propriété littéraire 347.
— Toulouse. Contrat de mar. 3187 c., 3851.
— Trib. de Lille. Enreg. 4690.
20 Circ. Notaire 741-40.
21 Cass. Cassation 616, 1831; Chose jugée 100-40 c.; Mandat 305-20; Mise en jugem. 29-30 c. — Expropriat. publ. 175-30, 483, 539, 628-10 c.
— Caen. Faillite 490, 928 c.
— Trib. de Chartres. Enreg. 4310.
— Trib. de Nantes. Enreg. 3563 c., 3574, 3577 c.
22 Cass. Arbitr. 567. — Cassation 70 c.; Jugem. 143 c., 323-100 c.; Organ. colon. 573 c.; Success. 1150. — Demande nouv. 229. — Forêts 146.
— Paris. Jugement 644-30.
— Règlement. Organist. instr. publ., p. 1366.
23 Cass. Distrib. par contrib. 87-30. — Jugem. 974-90; Vente 56-30 c., 68, 226 c. — Jugement 1002-60; Rente viagère 96 c., 98-10 c., 138; Référé d'écrit. 58 c. — Usage 201.
— Trib. de Draguignan. Privil. et hypoth. 2774.
— Trib. de Largentière. Enregistr. 1411.
— Cons. d'Etat. Conflit 103 c., 110-20, 113, 177-50. — Impôts dir. 261-20. — Organ. admin. 515-10, 545-40, 553, 593-10, 638. — Organ. colon. 295, 776 c.
— Patente 354. — Quest. préjud. 198-60; Voirie p. eau 68-10. — Travaux publ. 600, 712. — Voirie par terre 231.
24 Cass. Faillite 504-10-30; Mandat 303 c. — Quest. préjud. 101-30. — Amiens. Obligat. 4896-40.
— Bourges. Success. 553.
— Dijon. Servitudes 1221; Vente 1069-40 c.
— Poitiers. Enquête 576.
— Trib. de Châlons. Enreg. 1369.
25 Cass. Impôts indirects 65-40. — Instr. crim. 1772-60.

Août.

- 25 Caen. Vente publ. de marchandises neuves 83.
— Nancy. Degr. de jurid. 193, 518.
— Rouen. Huissier 18 c., 86.
— Trib. comm. de Nevers. Bois et charbons 69 c.
26 Cass. Témoin 249. — Voirie par terre 2354.
— Nancy. Scellés 220-10-20 c., 227.
28 Traité. Traité intern., V. 12 oct. 1843, 9 juin 1845, 8 mai 1846.
— Cass. Droits polit. 468 c.
— Lyon. Industrie 217-30-40.
— Paris. Référé 142 c.
— Rouen. Mise en jugem. 377.
— Trib. de Vesoul. Enregistr. 186, 3278-60.
— Lettre. Cassation 804 c.
29 Ord. Organ. colon. 805.
— Cass. Enreg. 2674 c., 2681. — Expropriation publ. 629-20. — Impôts indir. 134-20.
— Paris. Chose jugée 153; Obligat. 1851.
— Trib. de Lyon. Enreg. 4506.
— Trib. d'Orange. Enreg. 3748.
30 Agen. Obligat. 423-30, 2866-10.
— Bourges. Mat. somm. 54. — Séparat. de corps 203.
— Douai. Arbitr. 434.
— Paris. Référé 185 c.
— Rouen. Contr. par corps 968. — Place de guerre 148.
— Trib. de Briey. Enreg. 3552-30.
— Trib. de Péronne. Enreg. 3736.
— Cons. d'Etat. Commune 214. — Conflit 42; Expropriation publ. 746. — Cons. d'Etat 94, 214. — Impôts dir. 172-10; Voirie par terre 728 c. — Manufact. 110. — Patente 219-10-50, 359-30. — Voirie par terre 1140.
31 Metz. Arbitr. 454.
— Paris. Vente publ. d'imm. 2194.
— Circ. Commune 395; Trésor publ. 746.

Septembre.

- 1 Cass. Cassation 1540. — Instr. crim. 3327. — Voiture 300.
— C. C. belge. Attentat aux mœurs 139.
2 Cass. Acte de l'état civil 227 c., 499 c., 510; Culte 825-10 c. — Impôts indir. 308, 320 c.
— Trib. comm. de Versailles. Théâtre 105.
— Cons. d'Etat. Conflit 114.
3 Ord. Douanes, p. 616; Organ. économ., p. 1295; Travaux publics 933.
4 Circ. Forêts 1393, 1394.
5 Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 93-40, 135. — Organ. admin. 550-10-30, 582-40, 608, 641. — Travaux publics 1108; Voirie par terre 521. — Travaux publ. 1108, 1139-70 c., 80, 1174-50, 1275-10, 1276-70.
6 Ord. Impôts indir., p. 609.
— Rouen. Prescript. crim. 27.
— Decis. Notaire 667.
7 Toulouse. Succession 2283-50, 2388.
11 Montpellier. Vente publ. de meubles 30 c.
12 Paris. Théâtre 245.
13 Circ. Organ. marit. 604.
14 Cass. Instr. crim. 2480-20 c. — Instr. crim. 2706-20, 2793; Jugem. 225-80; Serment 180-20. — Vol 550-30.
15 Cass. Contravent. 161, 280. — Témoin 538-20.
— Trib. de Vassy. Enreg. 2833.
— Cons. d'Etat. Concess. admin. 15-40 c. — Travaux publics 706-30.
16 Cass. Acte de l'état civil 234; Révélation de secrets 29-10 c. — Montpellier. Organ. milit. 748.
— Turin. Privil. et hypoth. 1665.
— Decis. Office 184.
— Règlement. Expropriat. publ. 214; Traitement 176-70; Trésor public 748, 811.
20 Ord. Secours publics, p. 778.
21 Ord. Avoué 28.

Septembre.

- 22 Arrêté. Organ. instr. publ. 274, 377, 530 s.
— Cass. Instr. crim. 3441.
— Trib. de Tours. Pêche fluviale 16.
— Delib. Enreg. 3680.
23 Ord. Vidanges 84-10.
— Cass. Abus de confiance 43; Jugement 791-20.
24 Trib. de Montpellier. Enreg. 2735.
25 Lettre. Notaire 153.
26 Orléans. Postes 94-10.
27 Paris. Acte de comm. 394. — Mines 806-20; Responsab. 631.
— Trib. de la Seine. Arbitr. 1221; Organ. judic. 204 c.
— Delib. Enreg. 4087.
28 Cass. Instr. crim. 3230-20, 3240.
29 Cass. Cassation 170. — Cass. vent. 168 c., 170.
30 Cass. Minist. publ. 278-10; Témoin 141.
— Circ. Forêts 271.

Octobre.

- 3 Paris. Minist. publ. 74 c.; Org. judic. 710.
4 Paris. Référé 194.
— Decis. Douanes 128; Office 154.
5 Ord. Organ. instr. publ., p. 128. — Voiture, p. 999.
— Cass. Organ. colon. 295. — Responsabilité 476 c.
6 Trib. comm. de Colmar. Pout 872 c.
— Decis. Office 184.
7 Cass. Cassation 288.
10 Trib. comm. de la Seine. Témoin 141.
— Delib. Enreg. 1926.
11 Paris. Abus de confiance 18. — Référé 102 c.
12 Ord. Douanes, p. 616; Presse littéraire 65 c.; Traité marit., p. 539, 540.
— Cass. Garde nat. 340-10.
— Paris. Compét. civ. trib. de paix. 19.
13 Decis. Office 92.
14 Cass. Culte 806. — Mandat 184-60.
— Douai. Compét. civ. trib. de paix 172; Prud'hommes 96-30 c.
15 Decis. Notaire 15.
16 Ord. Organ. instr. publ., p. 128. — C. C. belge. Instr. crim. 128.
17 Metz. Louage d'ouvriers 144.
18 Paris. Propriété littéraire 144.
19 Paris. Compét. comm. 128. — Faillite 52-10.
20 Circ. Douanes 420.
— Delib. Enreg. 5993.
21 Bourges. Faux 409 c.; Témoin 58 c.
22 Ord. Organ. instr. publ., p. 128.
23 C. d'ass. du Loiret. Instr. crim. 1808.
25 Alger. Crimes contre les personnes 141.
— Bruxelles. Louage 436. — Emphyt. 324-10.
— Paris. Saisie-arrest 22.
— Trib. de la Seine. Théâtre 1.
27 Paris. Garde champêtre 179.
— Delib. Enreg. 3639.
28 Trib. de Bordeaux. Théâtre 1.
31 Douai. Contrainte par corps 144.

Novembre.

- 3 Trib. comm. de Paris. Comm. 172 c., 179, 180 c., 211.
4 Cass. Appel crim. 335; Proc. ciat. calomnie 44. — Org. déf. 451-20 c. — Org. 172-10.
— Instr. Enreg. 2415, 4471.
6 Cass. Acte de comm. 394. — Org. de comm. 434 c.; Compét. comm. 24; Organ. milit. p. 1899. — Compét. crim. 184. — Société 1718. — Enquête 161-30.
— Alger. Organ. de l'Algérie 184. — C. d'ass. du Loiret. Org. 4896-30.

Novembre.

- 7 Cass. Enreg. 2583, 2604 c., 2614 c.; Obligat. 3229 c. — Enreg. 2679. — Jugem. 121-30, 963-120. — Organ. judic. 172-10.
- 8 Arrêté. Organ. colon. 771.
- Cass. Cassation 3159; Obligat. 2931 c.; Prescript. civiles 690; Successions 699. — Commune 1630-30. — Compétence admin. 286 c.; Propriété 120 c., 480. — Enreg. 3177. — Expropriation publique 434, 673 c., 819 c. — Ministère publ. 108-10, 134. — Obligat. 4024 c.; Propriété littér. 299 c.; Responsab. 604 c. — Souscript. littér. 2, 3 c., 5 c., 6 c. — Organ. judic. 172-10.
- Caen. Droit marit. 1098 c., 1122 c., 1125 c., 1143 c., 1218.
- Cons. d'Etat. Culte 374.
- Circ. Organ. marit. 665.
- 9 Convent. V. 12 juin 1844.
- Cass. Compét. crim. 296; Réglem. admin. 109. — Médecine 61. — Témoin 433-40.
- C. C. belge. Enreg. 4437.
- Bordeaux. Vol 72 c.
- Liège. Huissier 103; Prescript. crim. 142-10.
- Paris. Frais et dép. 894. — Nantissement. 105, 141-30. — Success. 926.
- Instr. Travaux publ. 967.
- 10 Convent. V. 25 janvier 1844.
- Cass. Faux 143 c., 168 c., 209, 225 c.
- Rennes. Complice 84-50 c.; Vol 679.
- 11 Cass. Contravent. 340 c., 347. — Garde nat. 517-30. — Jugem. 1102-110 c.; Presse-out. 1005-30, 1381-100. — Témoin 250-30 c.
- 12 Ord. Organ. instr. publ., p. 1364.
- 13 Cass. Compét. civile trib. de paix 330; Jugem. 24-50 c.; Notaire 259 c. — Douanes 227. — Organ. colon. 318.
- Bastia. Jugem. d'avant dire droit 49-50.
- Paris. Faillite 800.
- 14 Cass. Conclus. 54-30 c.; Exploit 515-30. — Disposit. entre vifs 1677-10 c., 1684-60; Jugement 64; Obligat. 440-60 c., 454-20 c., 1025 c., 3866-40 c., 4980-80 c., 5047-40 c. — Réclamation 59 c.
- Grenoble. Arbitre 454.
- Paris. Contr. par corps 234-20.
- 15 Cass. Domicile élu 64. — Matières somm. 43-30.
- Aix. Minorité 290 c.
- Besançon. Disposit. entre vifs 1667; Success. 1121-10.
- Liège. Responsab. 554-20.
- Limoges. Pêche fluv. 109.
- Metz. Privilèges et hypoth. 2316; Rente viagère 149.
- Trib. d'Altkirch. Enreg. 3741-20.
- Circ. Douanes 430.
- 16 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 783.
- Cass. Instr. crimin. 3560-20. — Presse-outrage 1166 c., 1210-10 c., 1470-20, 1474 c.
- Trib. de Beauvais. Chasse 443.
- Trib. de Muret. Enquête 239-50, 493.
- 17 Cass. Forêts 703.
- Bordeaux. Effets de comm. 70. — Presse-outrage 371.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 58 c. — Conseil d'Etat 39; Impôts directs 230-30. — Conseil d'Etat 158-10; Voirie par terre 814. — Consul 39. — Impôts directs 183, 293-10, 306. — Peine 177; Voirie par terre 265-10 c. — Pension 92.
- Décis. Douanes 99.
- Solut. Enreg. 2964.
- 18 Cass. Garde nat. 61 c., 84, 323, 688-10-20. — Instr. crimin. 1086; Réglem. de juges 158-50. — Vol 799.
- Bourges. Vice rédhibit. 66.
- Paris. Commissionn. 368. — Off. 155.
- Rouen. Désistement. 182-30.

Novembre.

- 20 Cass. Disposit. entre vifs 3597, 4377 c. — Jugement 308-110; Paternité 636-50. — Travaux publics 877 c., 578 c.
- Liège. Vente publ. d'immeubles 998, 1480 c.
- Limoges. Action possess. 832; Servitudes 878-20, 880-30 c.
- 21 Cass. Chose jugée 167-50. — Dom. publ. 20. — Exploit 23-60 c.; Privil. et hypoth. 2134 c.; Surencière 43, 210-40 c. — Jugement 70-20. — Séparat. de corps 372.
- Besançon. Obligat. 4970.
- Douai. Octroi 350-30 c.
- 22 Cass. Disposit. entre vifs 857-10. — Expropriat. publ. 475. — Privil. et hypoth. 2036; Surencière 31-10-20.
- Angers. Acte de comm. 314.
- Montpellier. Servitudes 1169 c.
- Rennes. Vol 679.
- Trib. de Douai. Octroi 355-40 c.
- 23 Cass. Instr. crimin. 912; Jugem. 825-90; Presse-outrage 934. — Responsabilité 346-10, 358-20 c., 360 c.
- Angers. Droits polit. 179-10, 469 c., 499-30 c.
- Bordeaux. Compét. comm. 55. — Compét. comm. 229; Effets de comm. 407.
- Nancy. Organ. judic. 185-20.
- Paris. Médecine 215-10.
- Trib. de Joigny. Enreg. 1079 c.
- Trib. de Marseille. Enreg. 1220.
- Trib. corr. de Libourne. Gendarmerie 34 c.; Pêche fluviale 176 c.; Procès-verbal 290.
- 24 Ord. Contravent. 80; Secours publics 464 c.; Voie publ. 5-120 c.
- Grenoble. Servitudes 217, 243-10 c.
- Limoges. Ordre 999.
- Toulouse. Acte de comm. 193.
- Décis. Vente admin. 38.
- 25 Cass. Instr. crimin. 1549-30. — Presse-outrage 1531-30.
- Paris. Acte de comm. 397. — Privil. et hypoth. 468-30 c., 472-20.
- Cons. d'Etat. Patente 288. — Voie par terre 1646.
- Solut. Enreg. 815.
- 26 Paris. Droit marit. 1690.
- Lettre. Vente publ. de marchand. neuvies 83.
- 27 Ord. Sel, p. 866.
- Cass. Action possess. 223 c.; Voirie par terre 447-10, 455 c. — Cassation 1606-20 c.; Dispositions entre vifs 1056-20. — Prêt à intérêts 233-20.
- Angers. Droits polit. 264-30, 489 c., 492-10 c.
- Bastia. Arbitre 1000.
- Bordeaux. Droits polit. 322.
- Nancy. Assurances terr. 309 c. — Prescript. civ. 1097, 1098 c.
- Orléans. Droits polit. 280.
- Paris. V. 27 nov. 1845.
- 28 Cass. Cassation 1619 c. — Chose jugée 207-10 c. — Instr. crim. 3134-10, 3155. — Vente 684. — V. 8 novembre.
- Besançon. Appel crim. 222.
- Caen. Obligat. 4151.
- Colmar. Actes de comm. 86; Commerce 21 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 1787-30 c.
- Trib. corr. de Paris. Brevet d'invent. 298.
- 29 Cass. Domicile élu 127-30-30-40. — Jugement 971-100. — Voirie par chemin de fer 531.
- Besançon. Faillite 673, 785 c.
- Caen. Vol 418.
- Colmar. Actes de l'état civil 481; Paternité 635.
- Douai. Commissionn. 157, 174 c., 188 c., 204 c.
- Grenoble. Vente 647-30.
- Paris. Appel civil 748 c.; Exploit 362-70. — V. 26 novembre.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4219.
- Trib. comm. de Caen. Théâtre 106-20.
- 30 Convention. V. 9 février et 20 mars 1844.

Novembre.

- 30 Cass. Organ. milit. 820-40.
- Besançon. Commune 1785 c.; Responsabilité 204-20, 211 c. — Commune 2442 c. — Degré de jurid. 201-20.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 3583.
- Liège. Servitudes 1288-10.
- Nancy. Acte de comm. 38 c., 252; Commerce 24 c.
- Paris. Référé 39.
- Toulouse. Industrie 94.
- Décembre.
- 1 Arrêté. Organ. instr. publ. 377.
- Douai. Douanes 812.
- Gand. Obligat. 3578, 3589 c.
- Rennes. Vente publ. d'immeubles 1478-10 c.
- Décis. Douanes 288.
- 2 Ord. Douanes, p. 616; Organ. de l'Algérie, p. 784.
- Cass. Appel crim. 357. — Instr. crim. 2476. — Vagabond. 134.
- Besançon. Société 1437.
- Orléans. Droits polit. 458-20.
- Paris. Vente 1788.
- Rouen. Effets de comm. 430 c.; Nantissement. 109, 114-30 c.
- Décis. Notaire 170.
- 3 Cass. Postes 72-20.
- 4 Loi. Télégraphe, p. 87.
- Cass. Action possess. 347 c., 683, 716 c., 764 c. — Responsab. 392-10.
- Amiens. Pêche fluv. 160.
- Bordeaux. Droit marit. 2041.
- Riom. Ordre 692-20.
- Rouen. Arbitre 454.
- 5 Cass. Cautionn. 335 c. — Commune 608, 609 c.; Compétence admin. 176 c.; Privil. et hypoth. 405 c. — Degré de jurid. 565 c.; Propriété littér. 77. — Obligat. 1480-20.
- Besançon. Compét. civ. trib. de paix 156; Degré de juridiction 537 c.
- Trib. de Saint-Etienne. Enreg. 4060 c.
- 6 Ord. Commune 515 s.; Culte, p. 931.
- Cass. Société 738, 1584 c.
- Bordeaux. Degré de jurid. 338-10 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1385.
- Circ. Forêts 2026.
- 7 Cass. Garde nationale 145-10. — Impôts indir. 493. — Témoin 119-10 c.; Tentative 99 c.
- Bordeaux. Jeu 74 75 c.
- Limoges. Avoué 264; Frais et dép. 232, 895 c.; Intervention 35-30 c.
- Montpellier. Paternité 549, 666-40 c., 671-30 c., 672-10 c.
- Orléans. Faillite 501, 503 c.
- Trib. de Nontron. Enreg. 2637.
- Cons. d'Etat. Commissionn. 34 c. — Commune 477. — Marché de fourn. 64-80. — Patente 59-30. — Travaux publ. 1275-30-140. — Trés. publ. 364-20. — Voirie p. terre 729-20.
- 8 Ord. Banque 165; Sel, p. 866.
- Arrêté. Douanes 133, 137.
- Cass. Forêts 1702. — Garde nat. 433-30. — Voirie p. terre 436-20 c., 1132-20 c., 1180-10 c.
- Bourges. Droit civil 308.
- Rouen. Appel civil 467; Minist. publ. 194 c.; Privil. et hypoth. 2758 c., 2759-10 c.
- Delib. Enreg. 4908.
- 9 Cass. Forfait. 113. — Instr. crim. 35. — Matières d'or et d'arg. 33 c.
- Aix. Postes 154.
- Bruxelles. Commune 2707; Garde nationale. 309 c.
- Douai. Compét. civile trib. d'arr. 227; Compétence comm. 400; Droit civil 460 c. — Matières d'or et d'arg. 149, 150.

Décembre.

- 9 Cons. d'Etat. Conflit 105. — Conseil d'Etat 299. — Forêts 676 c. — Impôts dir. 74-30. — Trav. publ. 781, 797, 1275-50-130-180-190-210, 1276-10. — Voirie p. eau 155, 157, 371-10. — Voirie p. terre 814.
- Décis. Patente 310.
- Lettre. Culte 516 c.
- 11 Cass. Douanes 781. — Exprop. publ. 615. — Privil. et hypoth. 1527-20.
- Rouen. Droit marit. 390.
- Rennes. Notaire 62-10.
- 12 Cass. Action possess. 453 c.; Servitudes 897-10. — Enreg. 3245, 5099; Loi 419 c.
- Grenoble. Exploit 376-90 c.
- Paris. Compét. civ. trib. d'arrond. 282; Référé 237-30.
- Delib. Enreg. 5065; Servitudes 897-10.
- 13 Cass. Cassation 1007 c.; Expropriat. publ. 281; Minist. publ. 188 c. — Commune 1333. — Commune 1809 c., 2626; Vente 1047 c. — Compét. administr. 78. — Degr. de jurid. 427, 448-120. — Disposit. entre vifs 1117. — Enreg. 6030 c. — Impôts indir. 50. — Postes 90-20, 117. — Procès-verbal 10-10 c., 14 c.; Voirie par terre 1096 c., 1425 c. — Voirie par terre 2359 c., 2361 c. — V. 13 décembre 1843.
- Bourges. Désistement. 98 c., 159 c.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 853.
- Liège. Faillite 119, 120; Ordre 665-20 c.
- Orléans. Presse-out. 1308-50, 1448-20, 1503 c., 1508.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3552-40.
- Instr. Enreg. 3346.
- 14 Cass. Compétence crimin. 75. — Garde champêtre 14 c., 51-20; Mise en jugem. 313 c.
- Agen. Droits polit. 515 c.
- Douai. Société 1338-30 c., 1342-20, 1429 c.
- Orléans. Nantissement. 316 c.
- Cons. d'Etat. Conflit 139. — Voirie par terre 1792.
- 15 Bastia. Adultère 45.
- Bruxelles. Compét. comm. 103.
- Paris. Référé 147-30 c.
- Décis. Notaire 119.
- Delib. Enreg. 6030.
- 16 Ord. Douanes, p. 616, 617; Organ. de l'Algérie, p. 784.
- Cass. Crimes contre les personnes 255 c., 266 c., 267 c. — Mise en jugem. 101. — Vol 466-60 c.
- Caen. Rente viagère 98-10 c., 100, 139 c.
- Liège. Privil. et hypoth. 1342-20.
- Paris. Jugem. 711-70. — Référé 141 c.
- Circ. Sel 60.
- Solut. Notaire 305.
- 17 Circ. Organ. milit. 507, 509.
- 18 Cass. Commune 2637. — Huissier 61. — Salubrité publique 29-20.
- Nancy. Usage 112-70.
- 19 Cass. Disposit. entre vifs 2139-40. — Privil. et hypoth. 235.
- Riom. Commune 2718 c., 2719.
- Trib. de Montauban. Enreg. 5957.
- Trib. comm. de Paris. Compét. comm. 313.
- 20 Cass. Compét. administr. 290. — Disposit. entre vifs 817-10 c. — Enreg. 357 c., 2686-20.
- Obligat. 2251-20; Succession 1123-10 c.
- Bruxelles. Except. 58.
- Dijon. Presse-out. 399.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1225.
- 21 Cass. Contravent. 243. — Garde nationale. 400-10. — Instr. crimin. 1395-10. — Instr. crimin. 1477; Témoin 652-10. — Jugem. 817-10 c. — Jugem. 825-110 c. — Organ. de l'Algérie 708-10 c.
- C. C. belge. Enreg. 4771.
- Paris. Droit marit. 1910. — Success. 1153, 1210.

Décembre.

- 21 Rennes. Discipl. 92, 96 c.
- Rouen. Forêts 538.
- Cons. d'Etat. Impôts indir. 302. — Voirie par terre 55-10.
- Avis Cons. mines de Belgique. Mines 278-20.
- 22 Cass. Instr. crimin. 2393. — Voirie par terre 2354 c.
- Aix. Exploit 604 c.; Prescript. civ. 547. — Success. 548.
- Bordeaux. Deg. de jurid. 319.
- Bourges. Expert. 214.
- Riom. Réglem. de juges 76 c., 90 c., 99-30; Renvol 52.
- 23 Cass. Forêts 1724. — Instr. crimin. 1395-10, 2947.
- Aix. Prescript. crim. 97; Vice rédhibit. 301 c.
- Bordeaux. Obligat. 4050 c., 4051-20 c., 4070-20, 5118-50 c.
- Dijon. Privil. et hypoth. 2972-40.
- Paris. Faillite 784-30. — Office 279-20. — Organ. colon. 967.
- Secours publ. 374-10.
- Trib. de Toulouse. Enreg. 3045.
- Impôts dir. 70-30.
- 26 Cass. Chose jugée 44-50 c.; Compét. civ. trib. d'arrond. 12; Deg. de jurid. 618-10 c. — Garde nation. 96.
- C. C. belge. Complice 24.
- Besançon. Contravent. 186 c.; Forêts 811 c.
- Metz. Compét. comm. 162.
- Circ. Faillite 481.
- Décis. Douanes 741.
- Lettre. Vente publ. de marchand. neuvies 83.
- 27 Ord. Prisons, p. 1006.
- Cass. Action 85; Désistement. 83 c., 176 c.; Domicile élu 63 c. — Compét. civ. trib. d'arrond. 141. — Interdict. 303-30; Minorité 832 c. — Obligat. 394.
- Angers. Société 1000, 1029 c.
- Bastia. Minorité 549-70; Obligat. 4525-30 c.; Success. 800 c.
- Bruxelles. Mines 334-20-30 c. — Privil. et hypoth. 1323-20.
- Caen. Avoué 391; Discipl. 251 c.
- Douai. Deg. de jurid. 115-60; Enquête 629.
- Liège. Traité internat. 293.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3784, 3726 c.
- 28 Cass. Attentat aux mœurs 66. — Contr. par corps 690. — Contravent. 132.
- Orléans. Contrat de mar. 1130 c., 1131; Disposit. entre vifs 4250-20 c.; Rente viagère 43 c.
- Paris. Intervent. 48 c.; Surencière 70 c., 181-20 c., 195-50 c., 201 c., 221; Vente publ. d'immeubles 3161 c.
- Rouen. Scellés 123.
- Trib. de Lure. Enreg. 4529.
- Delib. Enreg. 5065.
- Instr. Exprop. publ. 183.
- 29 Cass. Quest. préjud. 118-10 c.
- Aix. Mandat 294-30.
- Paris. Disposit. entre vifs 1899.
- Riom. Enquête 286 c.
- Trib. de Périgueux. Enreg. 2841, 4973.
- 30 Cass. Brevet d'invent. 295 c., 302 c., 303 c., 357. — Evasion 40. — Garde nation. 431-80. — Impôts indir. 104-10 c., 196.
- Amiens. Notaire 858.
- Bourges. Obligat. 5086.
- Douai. Chose jugée 23; Contrat de mar. 1455; Disposit. entre vifs 981 c.
- Liège. Deg. de jurid. 452-20. — Exploit 250 c.
- Nancy. Deg. de jurid. 108-20.
- Trib. de Montreuil. Enreg. 748.
- Cons. d'Etat. Agent d'affaires 5 c.; Patente 37-70. — Conflit 113. — Organ. administr. 519-10-20, 531, 548, 578-10, 582-20-30, 605-10, 607-20, 608, 609-20, 648-10, 650. — Patente 31-30, 365, 392-90. — Voirie par terre 134-10, 219-10, 236-20, 543-30, 802, 1937, 2257-10.
- Circ. Commune 448 c., 519; Culte 790, 791, 793, 801, 803, 806, 810, 814, 818 c.

Janvier.

- 1 Cass. Contrat de mariage 1174, 1175 c.; Dom. de l'Etat 107, 108 c.; Prescript. civ. 181 c.; Enreg. 1077 c., 1119, 2283 c., 2399 c., 2654 c.; Succession 2132 c.; Expropriat. publ. 72 c., 257, 265-40 c.; Voirie par terre 495 c., 497 c.; Expropriat. publ. 486, 624 c., 625-30 c.; Frais et dépens 359 c.; Jugement 505 c.; Vente publ. d'imm. 1599-20. — Industrie 343-30.
- Limoges. Degré de jurid. 284-20.
- Nancy. Forêts 1580 c.; Usage 88, 442 c.
- Circ. Organ. de l'Algérie 225.
- 3 Cass. Chasse 360; Peine 452-20 c.; Expropriat. publ. 473-20, 636 c.; Faillite 1079-10; Loi 280 c.; Faillite 1079-20.
- Agen. Privil. et hypoth. 2316, 2344-30 c., 2360-30 c.
- Angers. Secours publics 374-20.
- Limoges. Obligat. 5287.
- Nîmes. Disposit. entre vifs 3664-20 c., 3670.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1976.
- 4 Cass. Instr. crim. 3374.
- Agen. Degré de jurid. 100 60 a.; — Mariage 799-10 c.
- Caen. Obligat. 3239-30 c., 3802 c.
- Dijon. Delai 65; Jugem. 457 c.
- Orléans. Mariage 637.
- Paris. Société 1353-10, 1355 c.
- Rouen. Distrib. p. contrib. 153e., 161; Obligat. 3063.
- 5 Cass. Commune 1093; Grains 65 c.; Compét. crim. 346.
- Garde nat. 330-30, 419. — Jugement 786-30.
- Bourges. Domicile élu 44-20.
- Caen. Disposit. entre vifs 4243 c., 4368 c.; Obligat. V. 4 janvier.
- Douai. Commissionn. 133 c., 205.
- Liège. Vol 779.
- Orléans. Mst. somm. 29 c.
- Rennes. Droit marit. 1089.
- Riom. Contrat de mar. 1176; Disposit. entre vifs 1890-30 c., 30 c.
- Toulouse. Usage 138.
- Trib. de Castellane. Discipline 269 c.
- 6 Cass. Eaux 582-20. — Garde nat. 417-30. — Impôts indir. 398.
- Procès-verbal 219 c., 617 c.
- Règlem. admin. 138 c.
- Aix. Faillite 1999.
- Bourges. Grains 56-40.
- Liège. Désistement 84 c., 98, 456 c.; Mines 146.
- Limoges. Contrat de mar. 3898 c.
- Paris. Absent 507, 630 c.; Success. 416 c., 422 c., 423 c.
- Rennes. Arbitr. 694 c., 992 c., 1025, 1041 c., 1181 c., 1357.
- Banquier 32 c., 39 c., 4^e.
- Frais et dépens 1036-40; Mat. somm. 39-40 c.
- 8 Cass. Contrat de mar. 1419; Faillite 1087 c.; Jugement 318-120 c., 951 c.; Organ. judic. 435 c., 438-20 c.
- Orléans. Contrainte par corps 647.
- 9 Besançon. Chasse 423 c.
- Bordeaux. Obligat. 2165, 2214.
- Paris. Louage 228-30.
- Poitiers. Privil. et hypoth. 1923-10, 1324 c.
- Trib. de Nantes. Enreg. 2747.
- 10 Cass. Action possess. 295 c., 332; Prescript. civ. 197 c.; Contrat de mar. 1314; Vente 495 c.
- C. C. belge. Dom. destr. 31.
- Gand. Complice 84-30.
- Liège. Obligat. 4056-10. — Usage 254, 257.
- Lyon. Privil. et hypoth. 1663-10.
- Nancy. Dom. destr. 317.
- Rouen. Degré de jurid. 448-140.
- Toulouse. Péremption 242-20 c.
- 11 Cass. Cassation 1549-60; Révision 12.
- C. C. belge. Effets de commerce 196-40.
- Besançon. Contrat de mariage 1422 c.
- Douai. Enquête 467 a.

Janvier.

- 11 Rouen. Compét. crim. 397 c.; Effets de comm. 234 c.; Médecine 203-10, 211-10, 221, 322.
- Presse-outrage 1333-50.
- 12 Cass. Cassation 1245 c., 1280 c.; Défense 189 c.; Discipline 89 c., 152, 166 c., 195 c., 196 c.; Instr. crim. 3371-20.
- Liège. Contrat de mariage 1598, 2216 c.
- Toulouse. Compét. civ. trib. d'arrond. 96 c., 103 c.
- Cons. d'Etat. Conflit 113. — Impôts directs 292, 293-30. — Impôts directs 440-10; Patente 356-20. — Jugement 934. — Patente 29-90, 72, 338-100, 439.
- Circ. Organ. de l'Algérie 318.
- Delib. Enreg. 3518.
- 13 Cass. Commune 869; Voirie par terre 1736-10 c.; Contravent. 206 c., 209, 243. — Prescript. crim. 33.
- 14 Riom. Presse-outrage 331-20 c., 335-30 c., 346 c., 351 c.
- 15 Cass. Expropriat. publ. 597-20, 639-30 c.; Enreg. 4787. — Voirie p. terre 2162 c.
- Aix. Banquier 39, 39 c., 43; Compte courant 110-20 c., 111 c., 117 c.
- Grenoble. Lettes missives 12-40.
- Rouen. Rébellion 30-30.
- Trib. comm. de Marseille. Droit marit. 185.
- 16 Cass. Compét. civ. trib. de paix 27 c.; Discipl. 243 c.; Huissier 123 c., 164; Jugem. 185-70 c.; Expropriat. publ. 470-10, 483 c.; Faillite 167 c.; Organ. admin. 494-70 c., 989. — Forêts 1529; Usage 182 c.; Jugement 160-30.
- Paris. Appel civil 1099. — Demande nouv. 162-30.
- 17 Ord. Organ. admin. p. 612; Organ. milit. p. 1899.
- Cass. Enreg. 2878, 2801. — Jugem. 1053-110 c.; Privil. et hypoth. 1117.
- Lyon. Pérempt. 246 c., 356-10 c.; Responsab. 547.
- Nancy. Pêche fluv. 230 c.
- Paris. Jugem. p. déf. 242-10.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5103.
- Jureis. Office 184.
- 18 Cass. Instr. crim. 2859-110. — Organ. de l'Algérie 789 c.; Vol 752-90.
- Colmar. Usage 396.
- Paris. Industrie 361-20 c., 365-30 c., 367.
- Riom. Frais et dép. 285. — Rente viagère 143-30 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 608.
- Voirie p. eau 124-30, 637-50.
- Voirie p. terre 1421, 1866-40.
- 19 Cass. Frais et dépens 1036-40; Jugem. 817-60 c.; Organ. de l'Algérie 754-30; Organ. milit. 750 c., 960 c.
- Aix. Contrat de mar. 3208.
- Nancy. Concluse. 40.
- Rouen. Société 1619, 1627 c., 1683 c.
- Toulouse. Prêt à intér. 27-20.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 361. — Manufact. 47. — Mise en jugem. 123.
- Décis. Notaire 725.
- 20 Cass. Témoin. faux 100 c.; Témoin 214-40 c., 496-70. — Témoin 80-30.
- Douai. Minorité 644-80.
- Lyon. Usufruit 250.
- Paris. Faillite 1474. — Obligat. 5188 c.
- Rouen. Droit marit. 586, 589 c.
- Toulouse. Compét. admin. 142; Organ. milit. 312-30, 315 c.
- Circ. Forêts 200, 206.
- 22 Grenoble. Acte de l'état civil 227 c., 499 c., 510.
- Paris. Presse-outrage 1448-20.
- Trib. d'Alençon. Enreg. 5403 c.
- 23 Cass. Cassation 1654 c.; Except. 509-20; Quest. préjud. 39.
- Agen. Minorité 576 c.
- Bordeaux. Saisie-arrest 34.
- Caen. Société 4717 a.

Janvier.

- 23 Limoges. Huissier 96.
- Poitiers. Industrie 363 c.
- Rennes. Dispos. entre vifs 2765.
- Toulouse. Commune 2124.
- Décis. Office 184.
- Delib. Enreg. 2738.
- 24 Cass. Appel civil 630 c.; Frais et dép. 712 c.; Ordre 773, 960-60, 963-30. — Enreg. 232, 2478 c., 2481 c., 2654, 3199 c., 4572, 4766-20 c.
- Bourges. Commissionn. 344, 478-20 c.; Voirie p. chem. de fer 444.
- Bruxelles. Obligat. 3558-50.
- Grenoble. Paternité 618 c., 625 c.
- Nancy. Forêts 895.
- Paris. Faillite 325.
- Rouen. Droit marit. 1685.
- Trib. de Grasse. Servitudes 191 c.
- 25 Ord. Traité internat. p. 583.
- Cass. V. 25 janvier 1843.
- C. C. de Liège. Faux 261.
- Douai. Contrat de mariage 2007; Louage 526 c.
- Nancy. Société 1727.
- Rennes. Expert. 268-20 c.
- Riom. Exploit 354-30, 356 c.
- Décis. Notaire 119.
- 26 Cass. Instr. crim. 1471 c.; Peine 257-20 c.
- Bourges. Priv. et hypoth. 684 c.; Success. 2129 c.
- Nancy. Jugem. p. déf. 159-30.
- 27 Cass. Faillite 1402-10. — Instr. crim. 1764, 1772-70, 2087-40; V. 27 juin.
- Bruxelles. Acquisement 98 c.; Appel civil 1044. — Acte de l'état civil 416 c.; Nom 36-10.
- Dijon. Mines 69.
- Riom. Contrat de mar. 3323-20.
- Toulouse. Contrat de mar. 2849, 2852 c.
- Circ. Organ. de l'Algérie 751.
- 28 Riom. Contrat de mar. 3323-20.
- 29 Cass. Degré de jurid. 203-50. — Expert. 163-30 c.; Serment 96; Vice rédhib. 267 c.
- Paris. Référé 141 c.
- Instr. Enreg. 3246 c., 3259.
- 30 Cass. Responsab. 660-20; Trésor publ. 571 c.
- Dijon. Concluse. 54-20.
- 31 Ord. Haras 12.
- Cass. Cassation 1719 c.; Dispos. entre vifs 1401 c., 4536; Jugem. 53-40; Obligat. 4550-10 c., 4594-20; Successions 1278; Vente 499. — Disposit. entre vifs 4536. — Enreg. 1939.
- Exploit 598 c.; Obligat. 3487 c.; Prescript. civiles 952-20 c., 954-20. — Mandat 403; Obligat. 1342 c.; Privil. et hypoth. 740 c.
- Bastia. Contrat de mariage 890, 1520 c.
- Montpellier. Acquisem. 379 c.; Ordre 871-20 c.
- Nancy. Chasse 325 c., 517, 518 c.; Responsab. 610-10 c.
- Rouen. Ordre 294-50.
- Décis. Secours publics 75.

Février.

- 1 Ord. Disposit. entre vifs 431-20.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 230.
- Cass. Instr. crim. 3506-30 c., 3218-30.
- Angers. Obligat. 1914 c.; Priv. et hypoth. 2364-20.
- Paris. Attentat aux mœurs 151.
- Toulouse. Forêts 1500.
- Cons. d'Etat. Conflit 50-20, 74. — Conseil d'Etat 73-70 c.; Organ. admin. 606, 1009-10 c., 30 c.; Organ. de l'Algérie 952, p. 784. — Organ. marit. 946-10. — Patente 53-60, 280-50, 349, 353-40. — Travaux publics 698.
- 2 Ord. Forêts 132.
- Cass. Commune 935 c.; Contravent. 149 c., 151 c.; Dom. destr. 176 c.; Exprop. publ. 711 c.; Voirie par terre 427 c., 436-20, 1120 c.; Organ. judic. 306; Presse-outrage 494-20.

Février.

- 1 Gand. Désistement 15, 94 c.
- Paris. Prescript. civ. 349 c.; Success. 416 c., 419, 591-20 c.
- Cons. d'Etat. Patente 47-50, 86. — Trésor public. 434-60.
- 3 Cass. Appel crim. 233; Instr. crim. 183-50 c.; Commune 852 c.; Voirie par terre 2405-20 c.; Garde nat. 142, 423-30 c.; Instr. crim. 3658-10.
- Toulouse. Postes 153.
- 4 Grenoble. Dispositions entre vifs 1039.
- 5 Cass. Commune 1399. — Quest. préjudic. 101-20; Voirie par terre 1527-30 c.; Voirie par terre 1938-10 c., 2067-20 c., 2291 c., 2360-60.
- Amiens. Brevet d'invent. 309.
- Bordeaux. Dispositions entre vifs 817-20.
- Nancy. Jugem. d'av. dire droit 24-210.
- Paris. Référé 137 c.
- Circ. Organ. de l'Algérie 218.
- Instr. Enreg. 4328 c., 4908; Ordre 112 c., 403 c., 404 c., 502 c., 637 c., 769 c., 1044 c.
- 6 Cass. Disposit. entre vifs 1636, 1638 c.; Enreg. 3079, 5190-30 c.; Exploit 41-30 c.; Faux incl. 76-30 c.; Expropriat. publ. 235, 475-30 c., 487-30 c., 684 c.; Voirie par terre 2193 c.; Péremption 237 c., 238 c., 239-30.
- Amiens. Brevet d'invent. 309.
- Bordeaux. Degré de jurid. 129-10 c.; Privil. et hypoth. 2814-20 c.
- Delib. Enreg. 3896-20.
- 7 Ord. Organ. judic. p. 1508.
- Cass. Compét. comm. 403.
- Bruxelles. Faillite 1251-40.
- Liège. Degré de jurid. 95.
- Riom. Disp. entre vifs 1042 c., 1113-20.
- Rouen. Assurances terr. 168. — Contrat de mar. 358.
- Toulouse. Success. 329.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4678.
- 8 Cass. Exception 573-10. — Instr. crim. 1115, 1309-10, 2643-20.
- Témoin 371 c.; Voirie par terre 652.
- Besançon. Lettres miss. 24-40 c., 27 c.
- Orléans. Office 242.
- Rouen. Domicile élu 32.
- Toulouse. Servitudes 472.
- Trib. de Strasbourg. Enreg. 2841, 4973.
- 9 Ord. Traité internat. p. 540.
- Cass. Faux 365. — Procès-verbal 50 c., 77 c., 148, 395 c.
- Agen. Prescript. civ. 954-10.
- Dijon. Contrat de mariage 2295, 2296 c.
- Paris. Référé 141 c., 147-10 c.
- Rouen. Commissionn. 397 c.
- Trib. de Versailles. Avoué 66 c.; Copie de pièces 55 c., 56 c.
- Cons. d'Etat. Impôts directs 992, 993-40. — Patente 32-10, 37-100, 39-90 c., 380-10. — Trésor public 982, 1036. — Voirie par terre 986, 1155.
- Règlem. Eau 106.
- 10 Cass. Impôts indir. 579-50 c., 598-20 c.; Médecine 152-30, 154 c.
- C. C. belge. Arbitre 288.
- Bourges. Vente 1399 c., 1410 c.
- Limoges. Contrat de mar. 3851 c., 3859 c.; Degré de jurid. 300.
- Nancy. Degré de jurid. 108-40.
- Paris. Bourse de comm. 293; Office 359 c.; Société 168-20 c.
- 12 Cass. Cassation 1510 c., 1513. — Commune 2167. — Faillite 309, 318 c.; Notaire 407.
- C. C. belge. Dom. destr. 72.
- Paris. Prescript. civ. 953-20 c.; Vente 836-30 c., 1279-50 c., 1299 c., 1356-70.
- Rennes. Séparat. de corps 116-30.
- 13 Ord. Commune 1082; Voie publ. 5, 15 a.

Février.

- 13 Cass. Commissionn. 222, 291 c., 403 c.; Mandat 237-30 c.; Contrat de mar. 1013. — Forêts 1901. — Interdict. 292-20. — Propriété 434 c.; Vente 1639.
- Douai. Minorité 200 c., 636-30 c.
- Grenoble. Ordre 899-60.
- Paris. Compét. civ. trib. de paix 200; Voirie par chemin de fer 496 c.
- Delib. Enreg. 4721, 4792.
- 14 Caen. Degré de jurid. 82-20.
- Douai. Compét. civ. trib. d'arr. 132-50; Faillite 1326-30 c.
- Liège. Enquête 521.
- Metz. Vente publ. d'imm. 607.
- Nancy. Chose jugée 481 c., 476, 495 c.
- Paris. Commerç. 90. — Faillite 1322.
- 15 Cass. Garde nat. 33 c., 497-40 c.; Instr. crim. 3577-20.
- Angers. Compét. comm. 124 c.
- Dijon. Contrat de mar. 1907; Scellés 35 c.
- Douai. Compét. crim. 540, 541 c.; Crimes contre les personnes 174 c.
- 16 Cass. Impôts indirects 95.
- Bastia. Except. 43; Mariage 792-20, 870 c.
- Bordeaux. Except. 385.
- Paris. Acte de commerce 90; Société 207-20 c., 1621-20 c.
- 17 Cass. Commune 853 c.; Voirie par terre 2405 c.; Complice 15 c., 24-20 c., 84-40 c.; Vol 679. — Forêts 525, 530-40 c.; Instr. crim. 928. — Presse-outrage 371.
- Liège. Jugement 597-20.
- Nancy. Compét. civile trib. d'arr. 133-40; Faillite 1315-20, 1329-40. — Enquête 254, 457, 538-10. — Usufruit 229-20, 230 c., 231 c.
- Paris. Brevet d'invention 50. — Effets de comm. 939 c.; Faillite 534.
- Rouen. Usufruit 416-10.
- Decis. Donations 430.
- 18 Cass. Prêt à intérêts 184.
- 19 Cass. Droit marit. 2033. — Obligat. 3261-20.
- Paris. Louage 210-60; Travail publ. 1164.
- 20 Cass. Action 278; Travaux publ. 968 c., 1025 c., 1034 c.; Droit marit. 265 c., 340, 1368, 1282 c., 1285 c.
- Besançon. Paternité 725-10 c.
- Paris. Théâtre 106, 107-20 c.
- 21 Cass. Arbitre 454; Except. 157 c.
- Besançon. Prescript. civ. 979 c.
- Grenoble. Témoin. faux 19.
- Lyon. Arbitre 138 c.; Société 133 c.
- Nancy. Travaux publ. 1257-70.
- 22 Cass. Commune 1036; Contravent. 159 c.; Commune 1197-30; Contravent. 379. — Gen darm. 30; Instr. crim. 303 c.; Impôts indir. 95. — Voirie par terre 2338 c.
- Bordeaux. Droit marit. 1145 c., 2226.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 314. — Impôts dir. 279, 275. — Organ. admin. 359; Voirie par terre 2127. — Patente 102-70. — Voirie par terre 410-10, 424-20 c.
- 23 Cass. Chasse 417, 430 c.; Forêts 421 c.; Instr. crim. 1071-30 c.; Degré de jurid. 95 c.
- Paris. Faillite 1367.
- Poitiers. Privil. et hypoth. 1303.
- Rouen. Contrat de mar. 3607 c.
- Trib. de Pont-l'Évêque. Enreg. 3220.
- Cons. d'Etat. Frais et dép. 1104. — Patente 103-10.
- 24 Cass. Voirie par terre 1121.
- Aix. Domicile élu 22; Vente publ. d'imm. 359 c.
- Rouen. Droit marit. 787 c., 817. — Servitudes 561.
- Trib. de Caen. Enreg. 4415.
- Trib. de la Seine. Théâtre 131.
- 26 Ord. Contravent. 175.
- Bordeaux. Péremption 242-20 c.

Février.

- 16 Caen. Servitudes 337-20 c.
— Decis. Douanes 733.
17 Cass. Servitudes 258.
— Dijon. Désistement 156 c., 185 c., 185.
— Nancy. Degré de jurid. 398-30.
— Delib. Enreg. 3045.
18 Cass. Acte de comm. 80 c., 84 c.;
Arbitr. 145; Compét. comm.
298 c.; Société 1123 c., 1335-
10-20, 1337-10 c., 1346 c.
— Droit marit. 62 c.; Organ. mar-
rit. 512. — Sel 104-30.
— Alger. Organ. de l'Algérie 813.
— Bruxelles. Mines 480-30. — Obliga-
tion. 1230-20. — Vice rédhibit.
302, 296 c.
— Caen. Droit marit. 264, 279 c.
— Orléans. Ordre 696-30 c.
— Rouen. Chasse 476 c.
— Toulouse. Jugem. p. défaut 300-
50 c.
— Trib. de Bordeaux. Enreg. 3636.
— Trib. de Narbonne. Frais et dép.
677 c.; Obligat. 2717 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4707.
— Trib. comm. de la Seine. Théâtre
131.
29 Cass. Faux 398, 300 c. — Garde
nat. 448-40. — Instr. crim. 1699-
60, 2368-30 c., 2368-20,
2404 c.
— Agen. Avocat 447, 467.
— Bordeaux. Degré de jurid. 96.
— Caen. Faillite 838 c.; Surendère
49-30 c., 215-30 c., 216, 217 c.
— Limoges. Compét. comm. 53 c.
— Obligat. 4056-10 c.
— Rouen. Chasse 306 c., 315 c.;
Crimes contre les personnes
180; Peine 148-20, 162-30 c.
— Désistement. 124.
— Toulouse. Obligat. 1992.

Mars.

- .. Nancy. Chasse 73.
1 Cass. Fonction. public 144;
Presse-outrage 711-30 c.;
Gendarmerie 31 c.; Procès-verb.
286 c. — Impôts indir. 32-10.
— Médecine 41-30. — Théâtre
29-30 c. — Voirie par terre
1113 c.
— Bourges. Office 318-30 c., 348-
20 c.; Privil. et hypoth. 346-
20 c.
— Limoges. Exploit 57 c., 324-
140 c.
— Paris. Adultère 125. — Office
216 c., 241, 294-10.
— Poitiers. Acte de comm. 317. —
Louage d'ouv. 146 c., 159-60.
— Rouen. Acte de comm. 315.
— Cons. d'Etat. Demande nouvelle
267. — Jugem. par défaut 498-
110.
2 Cass. Commune 1007; Contra-
vent. 120 c. — Commune 1292.
— Compét. crim. 506-40 c.;
Mise en jugem. 258, 272. —
Jugem. 739-50. — Voirie par
terre 2389-30 c.
— Bourges. Médecine 188-20 c.
3 Cass. Expropriat. publ. 303, 470-
30, 478 c., 485-60 c., 647 c.,
652. — Organ. administr. 840
c., 981-40-30.
— C. C. belge. Cassation 1767.
— Colmar. Ordre 827-40, 951-30,
1050-10, 1077 c.
— Paris. Exploit 375-60.
4 Cass. Cassation 376 c.; Expro-
priat. publ. 447-50, 487-50 c.
— Expropriat. publ. 644-50.
— Besançon. Forêts 1206.
5 Cass. Banquier 35. — Enquête
77; Minist. publ. 61-30; Pres-
cript. civ. 173. — Enreg. 1939,
2677, 3246 c.
— Angers. Contrat de mar. 1444 c.
— Bordeaux. Responsabilité 341 c.
— Caen. Mariage 818-100 c.
— Dijon. Faillite 113.
— Montpellier. Contrat de mariage
3671 c., 3673 c., 3674 c.; Vente
publ. d'immeub. 85 c.
— Paris. Presse-outrage 822-30.
— Toulouse. Prescript. civ. 956.
— Trib. de Narbonne. Frais et dé-
pens 677-30 c.

Mars.

- 6 Trib. de Nîmes. Enreg. 3565.
7 Cass. Abus de confiance 20. —
Amnistie 419; Peine 557. —
Cassation 426. — Témoin 371
c. — Voirie par terre 2389-30,
2334 c.
— Nancy. Mont-de-piété 65 c.; Res-
ponsabilité 664.
— Paris. Louage 61, 62 c.; Vente
publ. d'immeubles 1783 c.
8 Cass. Jugem. par défaut 478. —
Quest. préjud. 105-20; Voirie
par terre 1429-10. — Servitu-
des 1069 c. — Voirie par terre
1090-10 c., 2387-30 c.
— Bordeaux. Compét. comm. 351 c.;
Deg. de jurid. 612 c. — Servitu-
des 99 c.
— Bourges. Cautionnem. de fonc-
tionn. 83 c.
— Douai. Frais et dépens 173 c.,
187 c., 193 c., 193 c., 436 c.;
Mat. somm. 63 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 2631,
2634-30, 2648-30 c.
— Riom. Jugem. 105.
— Rouen. Mise en jugem. 31, 104
c.; Trav. publ. 875 c.
— Trib. de Privas. Enreg. 4103.
— Cons. d'Etat. Eaux 336-30 c.;
Voirie par eau 45-10 c., 225.
— Jugem. 910-30. — Patente 103-
10, 159-10, 309-30-30, 328-30,
379, 381. — Trav. publ. 423-30.
— Voirie par terre 2357-30 c.
9 Cass. Droit marit. 513; Organ.
marit. 821-10 c. — Garde na-
tion. 419, 447, 517-30.
— Paris. Mariage 638-40 c., 650.
— Médecine 149 c., 205 c., 222.
— Privil. et hypoth. 888-20.
— Toulon 13, 15 c., 16.
— Riom. Vente 69 c.
— C. d'ass. de la Loire-Inférieure.
Instr. crim. 713 c., 721.
— Trib. de Charolles. Enreg. 3759.
— Trib. de Lohans. Enreg. 5065.
11 Cass. Forêts 1539 c., 1544; Usage
638 c.
— Besançon. Arbitr. 1050 c.
12 Cass. Chose jugée 171-50 c.;
Commission. 289; Compte
courant 42 c.; Droit marit.
1440 c.; Mandat 22-30 c. —
Enreg. 1874, 6238 c., 6299,
6333 c. — Expropriat. pub-
lique 483. — Mandat 129-
40; Obligat. 1714 c. — Mariage
942; Obligat. 399-10 c., 3979-
60 c. — Prescript. civ. 115,
1000 c.
— Aix. Mariage 166-20-30 c.
— Limoges. Domicile 110 c.
— Poitiers. Acte de comm. 342.
— Riom. Deg. de jurid. 330; Jugem-
ent 389-10. — Effets de com-
merce 611 c.
13 Cass. Douanes 973 c., 976; Frais
et dépens 1018 c.; Peine 455
c.; Usage 11 c. — Forêts 384 c.
— Bruxelles. Arbitr. 121 c.
— Liège. Privil. et hypoth. 561.
— Orléans. Acte de comm. 290.
— Trib. de Saint-Quentin. Enreg.
3738-10.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1018.
14 Cass. Compét. crim. 591-70. —
Instr. crim. 2508-20.
— C. C. belge. Enreg. 1784.
— Orléans. Avoué 80.
— Paris. Brevet d'invent. 83.
— Trib. de Montagne. Privil. et hy-
poth. 2945 c.
— Trib. de la Seine. Contrat de ma-
riage 1148.
15 Cass. Dénonciat. calomn. 87-10.
— Industrie 300-10.
— Bordeaux. Ordre 1050-10.
— Cons. d'Etat. Eaux 348 c., 409 c.;
Trav. publ. 832 c. — Impôts
directs 443-30 c. — Organ. ad-
ministr. 608. — Patente 413-
20. — Voirie par eau 62. — Vol-
rie par terre 44, 3008-30,
3046-30.
— Delib. Enreg. 2594 c.
16 Cass. Chasse 231. — Forêts 217 c.,
218. — Peine 364. — Témoin
371. — Voirie par terre 1192-10.
— Nancy. Faillite 743.

Mars.

- 16 Paris. Prescript. crim. 97; Vice
rédhibit. 300-10.
— Toulouse. Compte 194-60.
17 Ord. Organ. instr. publ. p. 1366.
18 Cass. Droits polit. 231-20. —
Expropriat. publ. 524-10.
— Orléans. Organ. milit. 747-20.
— Paris. Référé 70 c.
19 Cass. Chose jugée 224; Tierce-
opposit. 16 c. — Droits polit.
247-40. — Success. 1836-30.
— Rennes. Interdict. 150. — Mino-
rité 383 c., 384.
20 Ord. Traité internat. p. 840.
— Cass. Obligat. 2004. — Success.
2284-40, 3289.
— C. C. belge. Dénonciat. calomn.
67. — Faux 343-70.
— Bordeaux. Chasse 26 c., 277 c.
21 Cass. Complice 25-30; Crimes
contre les personnes 188 c. —
Instr. crim. 1981-10, 2028-
60, 2221-20, 2258-40. — Té-
moin 446-10 c., 468 c.
— Aix. Privil. et hypoth. 190; Saisie-
arrêt 429.
— Gand. Préemption 323-20.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre
1519, 1520 c., 1523 c.
22 Loi. Trésor public, p. 1182.
— Cass. Défense 31 c.; Exploit
697-50. — Instr. crim. 1229.
— Organ. instr. publ. 299-40.
23 Cass. Impôts indir. 10-10. —
Presse-outrage 867-20, 1032 c.,
1209.
— Liège. Obligat. 2867-50.
— Rouen. Privil. et hypoth. 401-10.
— Cons. d'Etat. Patente 391-30.
25 Ord. Culte 734, p. 720.
— Cass. Commune 490 c., 2539 c.;
Halles 31; Prescription civile
158 c. — Commune 1630-30;
Droit rural 44-30. — Droits
polit. 495-20 c.; Force majeure
8-50 c.
— Bastia. Référé 222-40 c.
— Paris. Contrat de mar. 1130 c.,
1132 c., 1133; Rente viagère
42 c., 43 c. — Référé 141 c.
— Rennes. Discipline 283-20.
— Circ. Douanes 640; Organ. de
l'Algérie 274.
26 Cass. Servitudes 84. — Suren-
dère 324-10.
— Douai. Dom. publ. 47-60 c. —
Prescript. civ. 205 c.
— Rennes. Degré de jurid. 120,
300 c.
— Trib. de Montargis. Enreg. 4999.
27 Ord. Organ. colon. p. 1112; Or-
gan. marit. p. 1689.
— Cass. Privil. et hypoth. 2201.
— Société 655.
— Bruxelles. Dispositions entre vifs
2967-50. — Rentes constit. 78.
— Colmar. Industrie 308 c.; Pro-
priété littéraire 360, 398 c.
— Douai. Jugem. par défaut 146 c.;
Success. 702.
— Orléans. Arbitr. 89, 1190 c.,
1320 c., 1323.
— Paris. Droit marit. 1918.
— Toulouse. Dom. de l'Etat 371.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4090.
28 Arrêté. Prisons 55, 81, 91.
— Cass. Commune 1065; Contra-
vent. 34 c., 129 c. — Commune
1297. — Contravent. 225.
— Industrie 352. — Témoin 613-
10 c. — Voirie 184.
— Limoges. Cautionnement 334 c.,
348 c.
— Nancy. Vente publ. d'immeubles
778.
29 Cass. Commune 1080. — Jugem.
739-50. — Minist. publ. 87-10.
— Presse-outrage 561 c., 1140,
1551-60.
— Caen. Contrat de mar. 1104; Ma-
riage 610 c., 614.
— Lyon. Servitudes 350 c.
— Paris. Vol 222.
— Trib. de Péronne. Enreg. 5301.
— Trib. de paix de Vermenton. Bois
et charbons 52.
30 Ord. Théâtre, p. 302; Ville de
Paris 54 c.
— Besançon. Disposit. entre vifs
292 c.; Obligat. 2961 c.
— Dijon. Adoption 116.

Mars.

- 30 Grenoble. Mariage 394-150 c.
— Riom. V. 30 mars 1843.
— Rouen. Minorité 175-60 c., 322,
365-20 c.
— Toulouse. Enquête 232, 423.
— Cons. d'Etat. Conflit 42. — Dés-
istement 214. — Impôts directs
74-20, 293-70. — Patente 87-
90, 107, 378, 379, 380.
— Instr. Chasse 11; Enreg. 412.
Avril.
1 Cass. Discipline 267-20. — Dis-
positions entre vifs 223-20. —
Faux incid. 82-90. — Mariage
708 c., 713-20; Obligat. 2780-
30 c.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3603-
10, 4015. — Droit marit. 1998,
2001 c.
— Toulouse. Degré de jurid. 253-
10-40 c.
2 Cass. Contumace 58 c.; Droit civ.
608 c., 633, 653 c. — Usage 201.
— Trib. de Belfort. Enreg. 3503.
3 Cass. Enreg. 3244, 3247 c.; Loi
409 c. — Faillite 72.
— Bordeaux. Droit marit. 201.
— Bourges. Obligat. 1983 c.; Privil.
et hypoth. 2346-50 c.
— Rennes. Vente publ. de marchand.
neuves 109.
— Trib. de comm. de Paris. Compét.
comm. 387.
4 Cass. Cassation 451 c.
8 Arrêté. Organ. de l'Algérie 392.
— Cass. Commune 2657. — Droit
polit. 228. — Privil. et hypoth.
1895-30.
9 Cass. Enreg. 490. — Privilèges
et hypoth. 1166. — Propriété
féodale 415-30.
— Delib. Enreg. 2738, 2841.
10 Paris. Postes 111.
— Circ. Jugement 41-30.
11 Cass. Commune 1240 c.; Procès-
verbal 166-10 c., 233-40. —
Faux 435. — Garde nationale
147-90 c. — Instr. crim. 3288
c.; Jugem. 1079-20.
— Paris. Référé 147-20 c.
12 Cass. Abus de confiance 187 c.,
207; Obligations 5174-30 c. —
Complice 164.
— Gand. Compét. comm. 102, 393
c., 402 c., 412 c.
— Paris. Faillite 330-30.
— Cons. d'Etat. Halles 38. — Impôts
directs 238; Patente 229-30. —
Imp. dir. 284, 287. — Patente
52, 66, 73-90, 117-10, 219-10,
261-10, 354, 380. — Travaux
publ. 897-30. — Voirie p. eau
277, 379. — Voirie par terre
768, 769, 808.
13 Cass. Eaux minérales 13-10; Vol-
rie par terre 1076 c. — Garde
nationale 93, 448-40, 680-30;
Peine 263. — Peine 354-30,
496-20.
— Paris. Vétérinaire 8 c., 9.
15 Cass. Commerc. 88. — Louage
433. — Obligat. 1938-20.
— Alger. Organ. de l'Algérie 642-20.
— Trib. de Mirecourt. Obligat. 3656-
20 c.
16 Cass. Action 209 c.; Désistement
38 c., 103 c., 117-30, 129 c.,
151; Mandat 118 c.; Société
495 c.
— Bastia. Organ. administr. 628.
— Colmar. Deg. de jurid. 611-20 c.;
Effets de comm. 705 c.; Faux
incid. 88 c.
— Trib. de Rennes. Paternité 616-
30 c., 619 c., 636-20.
17 Cass. Trav. publ. 1251.
— Bruxelles. Vente publ. d'immeu-
bles 491-30-30, 503 c., 515-20
c., 541-60 c.
— Douai. Jugem. par défaut 408-40.
— Orléans. Abus de confiance 124;
Vol 690-20 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1387,
1389 c.
18 Cass. Faux 45 c. — Instr. crim.
2174-30. — Vol 175 c.
— Orléans. Dispositions entre vifs
2545 c.

Avril.

- 18 Trib. de Paris. Brevet d'inven-
tion 355.
19 Cass. Instruat. crim. 1978 c.,
2598, 2877.
— Gand. Obligat. 2989.
— Limoges. Avoué 104 c.; Lettres
miss. 7-20 c.
— Orléans. Faillite 59.
— Toulouse. Except. 231-20 c.
— Cons. d'Etat. Impôts directs 398-
10. — Patente 47-30, 52, 108-
50, 219-20, 294, 354. — Voirie
par eau 259, 360-10, 288,
270, 278-10. — Voirie par terre
214-10.
— Delib. Enreg. 4873.
20 Ord. Mont-de-piété 59 c.; Vole
publ. 6-110.
— Cass. Abus de confiance 187 c.,
197; Obligat. 4890 c., 4937 c.
— Boulanger 68; Industrie
179 c. — Commune 913-30;
Compét. crim. 283-10; Con-
travent. 134 c.; Instr. crim.
121-70 c.
— Agen. Acte de l'état civ. 224;
Révélation de secrets 29-10 c.
— Caen. Arbitr. 454.
— Nancy. Deg. de jurid. 80-40.
— Paris. Brevet d'invent. 394. —
Deg. de jurid. 86, 166-40.
22 Cass. Dom. engagés 44-50 c.;
Impôts 49-40 c.; Voirie p. eau
153, 505 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 817-20,
2325 c., 2331 c.
— Trib. de Mirecourt. Obligation
3657 c.
23 Cass. Eaux 411; Responsabilité
238-10 c.; Trav. publ. 1192-30
c.
— Bordeaux. Contrainte par corps
985. — Usufruit 439.
— Montpellier. Propriété 212 c.,
640 c.
— Paris. Responsabilité 193-50.
24 Cass. Cassation 1581; Prêt à in-
térêts 38. — Disposit. entre
vifs 3658 c., 3670. — Impôts in-
dir. 382. — Saisie-arrêt 457;
Tierce-opposit. 15-30 c.
— Angers. Cautionnem. 69; Office
140 c.
— Bastia. Jugem. 341-30.
— Metz. Forêts 2033-60.
— Trib. de Compiègne. Bois et char-
bons 38.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1174.
— Decis. Forêts 634, 1293, 1395.
25 Loi. Huissier 13-60; Notaire,
p. 594; Organ. marit. 434; Ou-
vrier 19; Patente, p. 498; Ville
de Paris 33.
— Cass. Contravention 300-10 c. —
Frais et dépens 103-10. —
Instr. crim. 2610-40, 3423 c.
— Montpellier. Contrat de mariage
316 c.; Mariage 394-90 c., 396-
20 c.
— Nancy. Compte 28 c., 150 c.,
196. — Obligat. 5089-10 c.,
5152; Prescript. civ. 809-20 c.
— Paris. Acte de comm. 39.
— Rouen. Compét. administ. 383
c.; Trav. publ. 1282-10.
— Toulouse. Adoption 201 c.
26 Cass. Garde nation. 441-30. —
Traité internat. 340 c.
— Cons. d'Etat. Commune 364. —
Halles 33 c.; Impôts directs
299-20. — Impôts directs 293-
100. — Patente 209, 229-30,
354, 398-20. — Voirie par terre
135, 470.
— Delib. Enreg. 4482.
27 Cass. Abus de confiance 73. —
Greffe 129-10 c.; Jugement
739-50.
— Caen. Servitudes 80.
— Douai. Obligat. 3901.
— Paris. Ordre 755-10. — Référé
94. — Trés. publ. 1125.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2607-40.
— Arrangement commercial. Traité
internat., V. 8 mai 1844.
28 Trib. de Strasbourg. Enregistr.
1898.
29 Cass. Enreg. 291 c., 1349 c.,
1762. — Expropriat. publ.
437-10, 652. — Mat. somm.
41-60. — V. 29 janvier 1844.

Avril.

- 29 Paris. Paternité 637-30, 640-10 c.; Propriété 191-40 c.
 Trib. de Caen. Success. 1816.
 30 Ord. Organ. marit. 298, p. 1689.
 Cass. Commune 2092 c., 2093 a. — Expropriat. publ. 439 c., 463-50 c., 496 c., 505-30 c., 573-20. — Notaire 426; Obligation. 1133 c.
 Bordeaux. Contrat de mar. 2833 c., 3989-40.
 Nancy. Ordre 416-20 c., 1049-60c.
 Paris. Arbitr. 1277 c. — Servitudes 1129 c.
 Delib. Enreg. 3518.
 Solut. Enreg. 3510 c.

Mai.

- 1 Bruxelles. Souveraineté 57.
 3 Ord. Allé 102.
 Cass. Attentat aux mœurs 115.
 Lyon. Arbitr. 1178 c.
 Paris. Contrainte par corps 79-30 c.; Degré de jurid. 226. — Référé 81 c.
 3 Loi. Affiche 75 c.; Chasse, p. 106; Garde-chasse, p. 277; Gendarmerie, p. 499; Nuit 2; Organisation. 261 a.
 Cass. Jeu 75 c., 77.
 Bourges. Banquier 34 c., 39 c., 46 c.; Compte courant 106. — Compte courant 115 c.; Degré de jurid. 344 c.
 Liège. Enquête 231.
 Rouen. Droit marit. 338, 339 c.
 Trib. de Mantes. Privil. et hypoth. 2876 c.
 Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 196-30. — Voirie par eau 641-30.
 4 Cass. Brevet d'invention 334. — Compétence crim. 61 c., 420; Prescript. crim. 91. — Impôts indir. 379, 383 c.
 Colmar. Paternité 640-20-30 c.
 6 Arrêté. Organ. de l'Algérie 518 a., 523, p. 784.
 Cass. Discipline 27 c., 35 c.; Exploit 195-70 c.; Notaire 866 c. — Dom. de l'Etat 159. — Enreg. 5460. — Privil. et hypoth. 939 c.; Successions 3123-60. — Théâtre 111. — Vente publique d'immeubles 1834-50.
 Paris. Privil. et hypoth. 2107 c.; Surechnère 101.
 7 Cass. Organ. Judic. 194 c., 431. — Prêt à intérêts 234-30 c., 237; Société 948 c., 1558-20 c., 30 c.
 8 Cass. Commissionn. 289; Droit marit. 1440 c. — Privilèges et hypoth. 2232. — Servitudes 948 c. — Vente 1681-20, 1964 c.
 Aix. Disposit. entre vifs 208-20.
 Bordeaux. Vente publ. d'imm. 801.
 Bruxelles. Disposit. entre vifs 2216-30.
 Paris. Contrainte par corps 79-20 c.; Degré de jurid. 226.
 Tribunal de Thionville. Discipline 30-40 c.; Notaire 738-30 c., 788 c.
 Trib. correctionn. de Compiègne. Bois et charbons 126.
 9 Cass. Instruat. crim. 2587-20, 2859-40. — Règlement. admin. 87; Voirie par chemin de fer 626 c. — Serment 102.
 Caen. Contrat de mar. 265, 270 c., 309, 312 c.; Obligation. 1031-60 c., 3145-10 c.
 Liège. Denonciat. calomn. 103-60.
 Paris. Mariage 818-120.
 Rennes. Chose jugée 560.
 Instr. Chasse, p. 107.
 10 Ord. Organ. milit. 717 a., p. 1899; Trésor publ. 1047, p. 1128.
 Cass. Concess. admin. 106; Règlement. admin. 36 c.; Voirie par chemin de fer 369 c.
 Limoges. Effets de comm. 485 c.
 Metz. Disposit. entre vifs 335.
 Paris. Jeu 12 c., 70. — Médecine 312-10.
 Pau. Obligation. 3642.
 Rouen. Contrat de mar. 3309-30; Obligation. 2683-30 c.

Mai.

- 10 Toulouse. Disposit. entre vifs 4619-10.
 11 Cass. Avocat 304; Témoin 61-20 c. — Presse-outrage 1492 c. — Règlement. admin. 117; Voirie par terre 1526-50 c.
 Montpellier. Commenc. 92; Faillite 54 c.
 12 Ord. Voirie par terre, p. 212.
 13 Cass. Enreg. 6024-80; Transcription. hypoth. 714 c.
 Douai. V. 15 mai.
 Limoges. Demande nouv. 189.
 Paris. Cassation 2158 c.; Demande nouv. 132; Privil. et hypoth. 2201.
 14 Arrêté. Organisation de l'Algérie, p. 784.
 Cass. Conclusions 24-40 c.; Droit marit. 1820, 2029 c., 2271 c.
 Orléans. Acte de comm. 308 c.; Compét. civ. trib. de paix 153 c.; Compét. comm. 102 c.
 Décis. Enreg. 4921.
 15 Cass. Assurances terrestres 100 c., 295; Cassation 1651 c.; Exploit 435-30. — Contrat de mariage 1130 c., 1132 c., 1133, 2138 c., 2523 c.; Privil. et hypoth. 978 c.; Rente viagère 42 c. — Enreg. 2677, 3246 c. — Exploit 378-70. — Success. 1881.
 Douai. Société 480, 605-20 c., 1526 c., 1537 c., 1560-10 c.
 Orléans. Faillite 144-10 c.
 Paris. Acte de comm. 68.
 Toulouse. Cautionnem. de fonctionn. 69 c., 70 c.
 Trib. de la Seine. Enreg. 3741-30.
 Cons. d'Etat. Voirie par terre 78 c.
 16 Cons. d'Etat. Patente 282.
 17 Cass. Témoin 479 c., 521.
 Rouen. Contrat de mariage 3678.
 Trib. de Lisieux. Enreg. 4408.
 Trib. de Mirecourt. Enreg. 5200.
 Cons. d'Etat. Action possess. 605 c.; Trav. publics 1107-30, 1174-180.
 18 Cass. Commune 1026 c., 1055 c. — Compét. crim. 229 c.; Complice 148 c.; Médecine 221 c., 222, 223 c., 224 c., 232 c. — Impôts indir. 65-50.
 Bordeaux. Frais et dépens 242 c.
 Paris. Brevet d'invent. 385.
 19 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 784; Postes, p. 14.
 Nancy. Chose jugée 559.
 20 Ord. Pension, p. 773.
 Cass. Brevet d'invent. 63, 64 c.; Expert. 278-60 c. — Emigré 214-80. — Faillite 219-60.
 Paris. Médecine 212-40. — Séparat. de corps 111.
 Circ. Chasse, p. 109; Organ. admin. 361 a.
 21 Action possess. 747. — Défense 187 c., 188 c.; Discipline 82 c., 116 c.; Jugement 1034-170 c.; Notaire 840 c., 858. — Enreg. 2532, 2672 c., 2675.
 C. C. belge. Degré de jurid. 657-10 c., 663.
 Dijon. Architecte 10, 11 c.; Louage d'ouv. 112 c. — Faillite 686-10.
 Nancy. Jugement 259-150.
 Paris. Référé 203.
 Rennes. Peine 444.
 Rouen. Louage 96-10-30 c.; Vente publ. d'immeubles 1777-30 c.
 22 Ord. Bois et charbons 97.
 Cass. Emigré 367-40, 379.
 Colmar. Obligation. 1389-10.
 Paris. Dom. de la cour. 68. — Success. 1093-10.
 Trib. de la Seine. Théâtre 187.
 23 Rouen. Règlement. de juges 61.
 Cons. d'Etat. Conflit 106.
 Conseil d'Etat 102-50; Dem. nouv. 266-50. — Forêts 1900. — Patente 219-10, 273.
 24 Cass. Presse-outrage 827.
 Paris. Servitudes 820-40 c., 821-40.
 25 Ord. Commune 166.
 Nancy. Cautionn. 393; Jugement par défaut 130-10.
 Paris. Droit marit. 1501. — Expropriat. publ. 267. — Privil. et hypoth. 2751-60 c.

Mai.

- 25 Trib. de Lyon. Théâtre 109.
 Solut. Enreg. 5472.
 27 Besançon. Pêche fluviale 146 c., 226 c.
 Grenoble. Commune 1462 c.
 Rouen. Effets de comm. 737 c., 766; Obligation. 777-30 c.; Responsabilité 156 c.
 Circ. Forêts 661.
 28 Lettre. Trésor public 632.
 Solut. Enreg. 752.
 29 Ord. Loterie 29; Secours publics, p. 780.
 Douai. Responsabilité 283-30 c.; Limoges. Acte de comm. 269 c.; Compét. comm. 235 c.
 30 Cass. Boulanger 35. — Commune 1204; Contravent. 143 c. — Garde nat. 668, 680, 682. — Poids et mesures 180-10; Règlement. admin. 137 c. — Postes 121-30. — Voirie par terre 1891-20.
 Aix. Organ. admin. 240.
 Angers. Office 241.
 Besançon. Prescription crim. 70 c.
 Lyon. Privil. et hypoth. 2595-20.
 Riom. Enquête 559 c.
 Trib. de Bourges. Enregistrement 2914-30.
 Cons. d'Etat. Commune 2357; Forêts 1891 c., 1901 c.; Usage 456-30 c. — Conseil d'Etat 222. — Désistement 214. — Impôts directs 285, 468. — Patente 155-30, 379. — Trav. publ. 1243. — Voirie par terre 1235-20, 1249, 2006-60.
 Circ. Patente 203.
 31 Cass. Question préjudic. 159.
 Limoges. Obligation. 5187.
 Lyon. Responsab. 363-10 c.
 Rouen. Exceptions 516 c., 521.
 Trib. de Largentière. Notaire 628-30 c.; Office 105 c.
 Cons. d'Etat. Voirie par terre, p. 212.

Juin.

- 1 Convention. V. 7 janvier 1845.
 Cass. Acte de l'Etat civil 235; Révélation de secrets 29-20 c. — Attentat aux mœurs 153 c. — Procès-verbal 166 c., 172-20. — Responsabilité 477 c.
 3 Bordeaux. Nantissement 90, 112-40 c.
 4 Cass. Cassation 868, 1859 c.; Mines 68-90 c., 70 c., 77, 79 c., 311 c. — Compét. comm. 33; Règlement. de juges 61.
 Limoges. Avocat 472.
 Montpellier. Disposit. entre vifs 1556-30 c.; Faillite 279 c.; Transcription. hypoth. 475 c.
 5 Cass. Enreg. 2103, 3690.
 Bourges. Frais et dépens 956 c.
 Caen. Responsabilité 129.
 Douai. Peine 378 c.; Presse-outrage 914-20, 1145-10 c.
 Trib. de Grenoble. Enreg. 4099.
 6 Cass. Compét. crim. 571; Degré de jurid. 668-80, 672-10, 673-10 c. — Contrat de mar. 3170 c.; Faillite 277-30. — Instr. crim. 1312-60, 2673.
 Nancy. Jugement 644-50; Vente publ. d'immeubles 1580.
 Rouen. Faillite 1079 c., 1109 c.; Privil. et hypoth. 2192 c.
 Trib. corr. de Paris. Brevet d'invent. 74, 383.
 Cons. d'Etat. Acquiescement 932; Théâtre 117, 120. — Eaux 44. — Impôts directs 446-40. — Patente 47-10, 211, 249-30, 307-20, 375, 379, 381, 383. — Pension 92. — Traitement 113-10. — Travaux publics 417-130, 434-30, 534-10, 544 c. — Voirie par terre 215, 268, 1772, 1795-20.
 7 Cass. Garde nat. 670-40. — Instr. crim. 2227-30, 2268-30, 2313-20, 3106. — Postes 90-20, 93-10-20, 181-40.
 Limoges. Ordre 863-10 c., 883, 908 c.

Juin.

- 7 Riom. Paternité 160 c., 177.
 8 Cass. Commune 928; Organ. marit. 821-20 c. — Compét. crim. 571; V. 6 juin. — Denonciat. calomn. 31. — Jugement 1095-70; Voirie par terre 2389-30. — Procès-verbal 10-60 c.; Témoin 353-30 c., 355-10 c. — Voirie par terre 2101 c., 2372-30 c.
 Riom. Responsabilité 431-30 c., 442 c.
 9 Ord. Organ. de l'Algérie 1149 a., p. 784; Pêche fluviale, p. 453; Uniforme-costume 18.
 10 Cass. Emigré 118-50.
 Douai. Peine 378 c.; Presse-outrage 911-10.
 Grenoble. Arbitr. 487 c., 1273 c., 1275 c.
 11 Ord. Organ. de l'Algérie 849, p. 785; Vagabondage, p. 7.
 Cass. Action possess. 399 c., 401 c., 702. — Droit civil 745 c.; Emigré 72 c., 77 c., 187-30; Success. 726 c., 867. — Mines 509-20 c.; Vente 1433. — Success. 2306-30 c. — Usage 97.
 Besançon. Disp. entre vifs 1995 c., 4453 c.
 Douai. Louage 225-30 c., 445 c., 449.
 Nancy. Commune 1446, 1812 c., 2312 c.; Règlement. admin. 89 c.
 Trib. de Montpellier. Huissier 52 c.
 Trib. de la Seine. Enreg. 3682 c.
 12 Ord. Trait. internat., p. 583.
 Cass. Salubrité publ. 29-20. — Success. 1624-80.
 Bruxelles. Mines 200.
 Douai. Compét. civ. trib. d'arr. 40.
 Paris. Ordre 46 c., 528-10; P. rempt. 110 c. — Tontine 13, 16 c.
 Trib. de la Seine. Enreg. 4970-90.
 Décis. Douanes 741.
 13 Cass. Instr. crim. 2859-120, 2868. — Voirie par terre 1124-30 c.
 Caen. Presse-outrage 1253-30.
 Lyon. Success. 1029 c.
 Montpellier. Contrat de mariage 1142; Intervent. 61 c., 147-10 c.
 Rouen. Pêche fluviale 14.
 14 Ord. Impôts indir., p. 427; Organ. marit., p. 1689; Travaux publics 198 a., p. 853.
 Cass. Forêts 701 c., 1257. — Jugement par défaut 484-10. — Règlement. admin. 20 c., 37; Voirie par eau 617-30, 664 c.
 Aix. Exploit 109-30 c., 238 c. — Servitudes 877-20 c.
 Bourges. Nantissement 55 c.; Propriété littéraire 213 c.; Société 654 c., 789 c.
 Gand. Acquiescement 116.
 Nancy. Désistement 111-20.
 15 Ord. Voirie par eau 308, p. 732.
 Cass. Commune 375. — Contr. p. corps 639 c.; Instr. crim. 1001, 1033 c., 1034 c.; Propriété littér. 334 c. — Contravention 129 c., 168 c., 170 c.; Procès-verbal 189-70 c. — Jugement 1083-90; Procès-verbal 166-40 c. — Mise en jugement 64-20. — Postes 94-20. — Presse-outrage 459. — Vente de substances falsif. 29, 38 c., 39 c.
 Douai. Jugem. p. défaut 150-60, 411-20.
 Nancy. Vente publ. d'immeubles 2003-30.
 Paris. Demande nouv. 223-20.
 Rouen. Louage 201 c., 202.
 Toulouse. Mandat 407 c.; Obligation. 4475 c.
 Trib. de Saint-Omer. Enreg. 3243.
 Grenoble. Nom 82 c.; Vente 659-40 c.
 Paris. Privil. et hypoth. 937.
 Rouen. Désaveu 52; Huissier 40 c. — Travaux publ. 1199 c.
 Lettre. Organ. instr. publ. 151; Présence 21.

Juin.

- 18 Cass. Contrat de mariage 126 c., 1300 c.; Mandat 88-40. — Faillite 533 c., 619. — Obligations 365-20, 3258.
 Bastia. Droit maritime 1097 c., 1106, 1113 c., 1122 c.
 Circ. Organ. de l'Algérie 849.
 19 Ord. Bois et charbons 97.
 Cass. Chose jugée 234. — Enreg. 3343.
 Bordeaux. Commissionn. 42 c., 291 c.; Mandat 314-40 c. — Droit marit. 1203 c. — Mariage 142-20.
 Colmar. Appel civil 644, 715 c.
 Lettre. Trésor public 632.
 20 Cass. Dom. destr. 187 c.; Fam. 350-30. — Instr. crim. 1687, 1951-30, 2825-10.
 Paris. Office 261.
 Trib. d'Amiens. Enreg. 961.
 Cons. d'Etat. Commune 1000, 2302-10 c. — Concess. admin. 15-40 c.; Organ. admin. 206-20. — Désistement. 200, 214. — Frais et dép. 1209-80; Travaux publ. 909-20. — Impôts directs 177, 461-20. — Patente 37-50, 52, 53-20-70, 73-20, 78, 125, 128, 342-20, 379. — Voirie par eau 628-40. — Voirie par terre 110-10.
 Décis. Enreg. 4962.
 21 Cass. Cassation 855 c., 1188. — Contravent. 232 c.; Forêts 704; Voirie par terre 1405 c., 1406 c. — Faux 55. — Garde nationale 76-30, 247-10, 322-10. — Impôts indir. 587-30-40. — Postes 106. — Voirie par terre 2042-30 c., 2043-10, 2297 c.
 Caen. Contrat de mar. 3594 c., 3596 c.
 Douai. Effets de comm. 865.
 Nancy. Arbitr. 1047.
 Trib. de Besançon. Compét. civ. trib. de paix 318 c.
 Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 161. — Voirie par terre 1789, 1790, 2046-40 c.
 22 Cass. Contravent. 142 c.; Procès-verbal 166-30 c. — Garde nat. 278-10, 447, 448-10. — Industrie 245. — Poids et mesures 140 c., 159-10. — Prescript. crim. 87, 89.
 Besançon. Obligations 825, 2644-40 c.
 Paris. Faillite 803. — Séparat. de corps 116-20.
 Riom. Contrat de mar. 254; Obligation. 3313-30.
 Toulouse. Emigré 169-40 c., 273 c.
 24 Cass. Expropriation publ. 172. — Privil. et hypoth. 2699-80 c.
 Besançon. Arbitr. 1353 c.
 Caen. Assurances terrest. 123 c.
 Douai. Loi 193 c., 281 c., 413-40 c.; Privil. et hypoth. 663, 872 c.
 Paris. Compétence comm. 147. — Séparat. de corps 116-20.
 Cons. d'Etat. Organ. administrat. 1003-10.
 Instr. Archives 66.
 25 Cass. Action possess. 591. — Désaveu 75; Désistement 143 c.; Huissier 40 c. — Douanes 638.
 Circ. Chasse, p. 113.
 26 Cass. Cassation 201; Faillite 121 c., 228. — Contrainte p. corps 171-30. — Expropriat. publ. 653.
 Angers. Adopt. 339.
 Bruxelles. Degré de jurid. 122-20. — Enquête 230.
 Caen. Contrat de mariage 2609; Obligation. 2746 c.
 Paris. Louage d'ouv. 112.
 Trib. de Perpignan. Enreg. 2271.
 27 Convent. V. 24 août 1844.
 Cass. Cassation 467, 491 c. — Instr. crim. 1395-10, 1498-30; V. 27 janvier 1844. — Organ. judic. 651.
 Montpellier. Effets de commerce 473-20 c.
 Paris. Propriété littéraire 508.
 Rouen. Séparation de corps 290, 210, 216-10 c.
 28 Cass. Brevet d'invent. 309, 397 c.; Prescript. crim. 73 c., 154 c. — Cassation 2234 c. — Vente 810.

Juin.

- 8 Bordeaux. Succession 1981 e., 1984 e.
— Montpellier. Jugem. p. déf. 63 e.
— Trib. de Tongres. Médecine 33.
19 Ord. Traité intern., p. 540, 583.
— Arrêté. Mines 416-70.
— Cass. Commune 1233-30. — Forêts 1025. — Prescript. crim. 87 e., 88-40 e., 60 e. — Presse-outrage 1137.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 190-20. — Impôts dir. 293-50. — Jugem. 934. — Marché de fournil. 54-30. — Mines 699. — Notaire 26. — Organ. admin. 686. — Patente 73-20, 144-10, 242-10, 379, 380. — Place de guerre 78-30. — Travaux publ. 417-40, 511. — Voirie p. eau 651-30-40. — Voirie par terre 215, 266, 1237, 1792.
30 Instr. Chasse, p. 113.

Juillet.

- 1 Cass. Naissance 213; Vente 195-10 e.
— Limoges. Success. 2290 e.
— Montpellier. Chasse 229 e.
2 Loi. Monument 8.
— Cass. Enreg. 357 e., 2686-30.
— Aix. Action 280 e.; Obligations 1581 e.
— Besançon. Success. 1733 e.
3 Cass. Acte de commerce 227 e.; Compét. comm. 466. — Biens 22; Enreg. 2892 e., 3048. — Cassation 1410 e.; Notaire 362. — Chose jugée 579-50. — Compétence civ. trib. d'arr. 165. — Contrat de mariage 797 e., 800; Usufruit 439. — Enreg. 5781.
— Bourges. Degré de jurid. 194 e.
— Nancy. Chose jugée 471.
— Trib. de Lure. Notaire 763-30 e., 788 e.
— Trib. de Reims. Enreg. 5069.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1349.
4 Cass. Contrainte p. corps 694. — Faillite 1073-30; Obligat. 1959 e., 1073-30. — Garde nat. 668, 679-30. — Impôts indir. 515-20. — Instr. crim. 3203-50. — Voirie par terre 1085 e., 1089-20.
— Nancy. Substit. 105-30.
— Trib. du Havre. Huissier 96 e.
— Trib. de Lille. Enreg. 3442.
— Trib. de comm. de la Seine. Voirie par chemin de fer 442.
5 Loi. Brevet d'invention, p. 562; Médecine, p. 568; Organ. colon. 121.
— Cass. Presse-outrage 1359-30. — Quest. préjud. 132-30.
— Gand. Effets de comm. 141.
— Paris. Acte de comm. 62.
— Trib. de Bourgneuf. Enreg. 2857.
6 Cass. Dom. destr. 182; Expropriat. publ. 710 e.; Question préjud. 106-30 e.; Trav. publ. 814 e. — Poids et mesures 23, 138-20.
— Caen. Except. 230-40.
— Paris. Référé 56 e. — Responsab. 50, 84.
— Trib. de la Seine. Office 244 e., 259 e., 319 e.
7 Ord. Monument 7; Organ. instr. publ., p. 1360.
8 C. C. belge. Deg. de jurid. 683-20. — Toulouse. Privilèges et hypoth. 2560 e.
9 Cass. Droit civil 115-30 e., 595. — Obligat. 1666, 2570 e.
— Nancy. Travaux publ. 382.
— Pau. Paternité 509 e.
— Trib. de Toulouse. Enreg. 1768.
10 Cass. Contrat de mariage 4398; Disposit. entre vifs 511 e. — Disposit. entre vifs 1899. — Société 983. — Success. 1035, 1037 e., 1081.
— Besançon. Prescript. civ. 316 e.
— Orléans. Faillite 1317-30 e., 1373-30.
— Circ. Secours publics 64.
11 Cass. Contrainte par corps 692. — Crimes contre les personnes 206; Instr. crim. 1062-20 e.

Juillet.

- 11 Besançon. Arbitr. 1052 e.; Jugement 962-110 e.
— Caen. Nantissement 237 e.
— Nancy. Exploit 74; Louage 551-20.
— Cons. d'Etat. Commune 241; Conseil d'Etat 267; Organ. admin. 1021 e. — Organ. admin. 552-30, 1009-10 e. — Patente 809-10.
— Décl. Douanes 125.
12 Cass. Crimes contre les personnes. 141. — Faux 442. — Instr. crim. 1284. — Loi 164-10. — Organ. colon. 522, 757.
— Angers. Adoption 116 e.
— Caen. Obligat. 280.
— Douai. Droit civil 308-10, 331-30 e.
— Nîmes. Dispositions entre vifs 446 e.
— Paris. Référé 90 e.
— Trib. de Charleroi. Mines 224-20.
— Trib. de Limoges. Enreg. 1908.
— Décl. Douanes 655.
13 Cass. Forfait. 108. — Procès-verbal 330-80; V. 15 juillet.
— Limoges. Success. 942 e.
— Paris. Médecine 149, 203-10, 222.
— Trib. d'Aubusson. Obligat. 3709 e., 4337-20 e.
14 Ord. Forêts 129; Organ. de l'Algérie, p. 785.
15 Cass. Expropriat. publ. 485-10, 652. — Force majeure 8-40; Procès-verbal 81 e., 348 e.; V. 13 juillet. — Octroi 155-30.
— Bordeaux. Louage 555 e.
— Nancy. Vente 743.
— Paris. Appel civil 424 e.; Séparat. de corps 112 e., 113 e.
— Rennes. Effets de comm. 408, 409 e.
— Trib. de Saint-Étienne. Enreg. 3682 e.
16 Cass. Cassation 1430; Jugement 959-70 e.; Expropriat. publ. 634, 635 e.; Voirie par chemin de fer 161 e. — Prescript. civ. 173.
— Montpellier. Désaveu 32 e., 36 e., 127 e.
— Nancy. Degré de jurid. 106-40 e., 348. — Ordre 832-10 e., 845 e.
— Rouen. Ordre 535-30 e.; Privil. et hypoth. 2181-20 e.
17 Cass. Action possess. 381. — Expropriat. publ. 379, 449 e.; Jugement 393-40 e. — Faillite 1080. — Industrie 871. — Privil. et hypoth. 878 e., 879. — Propriété 472.
— Besançon. Obligat. 3282-10 e.; Privil. et hypoth. 1262 e.
— Paris. Obligat. 629-10.
— Toulouse. Privil. et hypothèques 2109 e.
18 Ord. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Degré de jurid. 292. — Faux 60, 482; Instr. crim. 2441-50. — Instr. crim. 2297. — Organ. colon. 124.
— Paris. Référé 185 e.
— Cons. d'Etat. Forêts 1413. — Jugem. par défaut 521. — Organ. admin. 636. — Patente 29-20, 47-60, 53, 73-20, 379, 392-120. — Prises marit. 67-20.
— Circ. Chasse, p. 114; Organ. de l'Algérie 849.
19 Paris. Chose jugée 589-60.
— Toulouse. Presse-outrage 131-50 e.
— Circ. Forêts 634, 1293, 1296; Secours publics 456.
20 Ord. Machine à vapeur 2.
— Cass. Garde nat. 339-20, 345-30.
— Montpellier. Degré de jurid. 631 e.; Référé 20-20 e.
— Paris. Distrib. par contrib. 181. — Exceptions 385.
— Trib. de Lille. Chasse 215.
— Avis. Mines 374.
— Circ. Voirie par terre 398.
21 Ord. Postes, p. 14.
22 Ord. Organ. instr. publ., p. 1366.
— Cass. Cassation 1618 e.; Frais et dépens 885-40 e.; Prescript. civ. 524 e.
23 Cass. Nantissement 85.

Juillet.

- 23 Cons. d'Etat. Forêts 1784, 1999. — Patente 100. — Trésor publ. 558. — Voirie par eau 271, 334.
24 Cass. Disposit. entre vifs 1680 e., 1681; Jugement 129-20 e. — Paternité 115. — Trésor public 1125 e.
— Besançon. Success. 1677-10 e.
— Dijon. Vol 685.
— Trib. de Nancy. Enreg. 2682 e.
— Trib. de Sancerre. Bois et charbons 76.
25 Ord. Forêts 132, 159.
— Cass. Contrat de mar. 837, 850 e.; Success. 1917, 1952 e. — Instr. crim. 1626-40. — Instr. crim. 2581-40, 2610-40 e.; Vol 870-20 e. — Instr. crim. 2915-30.
26 Loi. Trésor public, p. 1182.
— Cass. Abus de confiance 112. — Appel criminel 356. — Garde nation. 561-30. — Instr. crim. 1251, 1252 e., 1263 e., 1265-10 e.
— C. C. belge. Exceptions 384; Jugement 978-50; Louage 304.
— Montpellier. Industrie 217-30 e.
— Cons. d'Etat. Conflit 47; Servitudes 1294 e. — Eaux 78 e., 338-20 e., 395 e.; Voirie par eau 209 e. — Eaux 133 e., 444-70 e.; Voirie par eau 56 e.
— Organ. admin. 978-20 e. — Patente 100-20, 154, 155-30. — Trésor public 489, 473-20 e., 475-10 e. — Voirie par terre 1230.
— Circ. Forêts 701; Loi 114 e.
27 Arrêté. Forêts 158, 166.
— Nancy. Jugem. d'av. dire droit 32-50.
— Ord. prés. trib. de Remiremont. Notaire 628 e.; Office 105 e.
29 C. C. belge. Fonctionn. public 131.
— Pau. Paternité 625.
30 Cass. Office 216 e., 237 e., 241.
— Bastia. Compét. comm. 387.
— Orléans. Degré de jurid. 406-10; Faillite 136, 1363-60 e.
— Toulouse. Domicile élu 22; Vente publ. d'imm. 359 e.
— Trib. de Bethune. Enreg. 2740.
— Instr. Enreg. 857, 4897; Ordre 1226.
31 Cass. Commissionn. 212. — Exploit 224-30. — Servitudes 821-30.
— Bruxelles. Enquête 114-30 e.; Jugement 1009-20, 1048-90.
— Orléans. Compét. comm. 509.
— Rouen. Eaux 43.
— Toulouse. Commune 2675.
— Trib. de Castelsarrasin. Enreg. 5179.
— Trib. de Saint-Yrieix. Enregistr. 3896-40.
— Trib. de Sancerre. Bois et charbons 78.

Août.

- 1 Cass. Contrat de mar. 4048. — Forêts 618 e., 843, 1138. — Office 243. — Pêche marit. 50.
— Besançon. Disposit. entre vifs 4304-20 e.; Puissance patern. 157 e.
— Caen. Contrat de mar. 796; Obligat. 1045 e.
— Paris. Assurances terrestres 171. — Jugem. p. déf. 325-30.
— Trib. de Chaumont. Enreg. 5107 e., 5205.
— Trib. de Marseille. Enreg. 4963.
2 Cass. Acte de l'état civil 510.
— Nîmes. Industrie 284 e.
— Pau. Vente publ. d'imm. 1631 e.
— Circ. Chasse, p. 114.
3 Loi. Droit civil 378; Organ. colon. 116; Propriété littéraire, p. 445; Théâtre, p. 302.
— Cass. Vente publ. de marchand. neuves 109-10-20, 110 e.
— Amiens. Dispos. entre vifs 1556-20 e., 1668; Transcript. hypoth. 471 e., 475 e.

Août.

- 3 Besançon. Compét. comm. 80 e., 154 e., 467 e.; Degré de jurid. 200 e.
— Paris. Vente publ. d'imm. 2148-10. — Vérificat. d'écrit. 27 e., 29-20 e., 45 e., 55 e.
— Circ. Frais et dép. 1152; Secours publ. 184, 186.
— Instr. Enreg. 4931; Prisons 74.
4 Loi. Impôts dir., p. 272; Impôts indir. 39, 74, p. 428; Matières d'or et d'arg., p. 446; Trésor publ., p. 182; Voirie par terre 801 e.
— Arrêté. Notaire 636.
5 Ord. Douanes, p. 617; Mines 794; Organ. judic. 446, 597, p. 1508.
— Cass. Desistement. 16 e., 109; Organ. admin. 634 e. — Expropriat. publ. 92, 514-20, 525 e. — Jugem. 166-70. — Société 1124.
— Caen. Ordre 1049-100 e.
— Riom. Exploit 441-20; Société 191-20 e.
— Trib. de Mirecourt. Obligat. 2656-30 e.
6 Cass. Avocat 345 e., 420 e., 504; Discipl. 56 e., 253; Récusation 175-10. — Banque 210; Cautioun. 117.
— Bordeaux. Effets de comm. 471 e., 472 e., 473 e., 488 e.
— Riom. Jugem. 559-160 e.
7 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 785.
— Cass. Acquiescem. 532. — Compét. admin. 265; Etat des personnes 3 e.; Famille, p. 439; Loi 470-10 e. — Enreg. 4788, 6199. — Presse-outrage 1223.
— Bordeaux. Presse-outrage 1218-20 e.
— Caen. Société 1469-30 e., 40 e.
— Douai. Degré de jurid. 288.
— Lyon. Eaux 271 e.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1892.
8 Cass. Dom. destr. 50-30. — Obligat. 352. — Vol 570-70 e.
— Caen. Enquête 480 e., 509 e., 537.
— Nancy. Success. 1549.
— Orléans. Presse-outrage 246 e., 260 e.
— Trib. d'Avannes. Poids et mesures 171 e.
— Cons. d'Etat. Compétence admin. 103-180 e.; Trésor public 569-70 e. — Travaux publ. 692. — Voirie p. terre 446, 447-30.
9 Cass. Brevet d'invention 303. — Dénonciat. calomn. 115.
— C. C. belge. Arbitr. 1252.
— Toulouse. Obligat. 2790; Privil. et hypoth. 1126, 1546-160.
10 Cass. Cassation 141. — Loi 76-6 e. — Organ. instr. publ. 233-20.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1229.
— Toulouse. Ordre 1034-30.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 262 e. — Garde nat. 40 e., 244-40 e. — Marais 33. — Patente 100, 103-50, 154, 155, 244-10, 258 e., 308, 379, 391-10, 392-10. — Quest. préjud. 70 e. — Voirie par terre 774-30 e., 814, 1765, 1767, 1773.
11 Ord. Télégraphe, p. 37.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 67-20. — Conclus. 16 e.
— Cass. Cassation 276 e.; Expropriat. publ. 279. — Demande nouv. 223-10; Disposit. entre vifs 1169 e.; Success. 1106-10, 1111 e. — Faillite 153-40. — Forêts 1192. — Vente publique d'immeubles 1083-10, 1084 e., 1085 e.
— Douai. Presse-outr. 415 e., 518 e., 1106.
— Rennes. Vente 498-10.
— Riom. Contrat de mar. 3570 e., 3851 e.
— Rouen. Contrat de mariage 2974-50 e.
— Trib. d'Amiens. Office 145-20 e.
13 Ord. Organ. admin., p. 613.
— Cass. Cassation 472. — Disposit. entre vifs 272. — Obligat. 2442.

Août.

- 13 Bordeaux. Privilèges et hypoth. 2249-10.
— Bruxelles. Acquiescem. 861.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 837-10 e.
— Trib. de Poix. Enreg. 6030 e.
— Circ. Impôts indir. 39.
14 Cass. Droit civil 190 e., 197 e.; Industrie 277; Nom 89 e. — Exploit 436 e. — Industrie 277. — Organ. colon. 169 e.
— C. C. belge. Patente 15, 16, 19, 22 e., 32, 43, 98, 146, 158, 165, 175, 194, 196, 197, 200 e., 239, 240, 246, 248, 251, 253, 257, 267, 269, 274, 275, 284, 288, 306, 308 e., 317, 319 e., 359, 419, 422, 436.
— Bourges. Obligations 999-10 e., 1005 e., 1037-10 e.
— Trib. de Liège. Mines 214.
— Trib. de Tours. Société 100 e.
— Cons. d'Etat. Patente 115-100.
16 Cass. Abus de confiance 187 e., 190 e.; Obligat. 4896-40. — Chasse 417. — Instr. crim. 3592. — Organ. judic. 690, 691-60 e. — Prescript. crim. 169. — Témoin 168 e.
— Bordeaux. Ordre 695-10.
— Nancy. Chose jugée 390-20.
— Poitiers. Commune 1730, 1731.
— Rouen. Exploit 318-40 e.
— Décl. Voirie par terre 1989.
— Décl. Enreg. 1989 e.
17 Ord. Organ. milit., p. 1899.
— Cass. Cassation 1767 e.; Jugem. 1090-40. — Impôts indir. 77 e.; Procès-verbal 135 e., 158 e., 170 e., 400-40 e. — Vente 1733-10 e.
— Circ. Faillite 54 e.
18 Caen. Prêt à intérêts 252.
— Orléans. V. 18 avril 1844.
— Trib. de la Seine. Voirie par chemin de fer 580.
19 Cass. Cassation 1009. — Cassation 1641; Obligat. 2295-10, 2505-20 e. — Discipl. 26 e., 289 e.; Notaire 753 e., 772 e., 872-20 e. — Droit civil 128. — Organ. judic. 446, 597 e.
— Montpellier. Frais et dépens 176 e.
— Rennes. Adoption 116, 124 e.
— Cons. d'Etat. Patente 170-30, 223, 272, 379.
20 Cass. Chose jugée 371. — Commune 1332. — Exprop. publ. 291-10. — Prêt à intérêts 128.
— Bordeaux. Acte de comm. 289 e.; Compét. comm. 235 e. — Compte 53.
— Rouen. Effets de comm. 653 e.
— Trib. de Saint-Flour. Enregistr. 1929.
21 Cass. Compét. civ. trib. de paix 273. — Expropriat. publ. 644-60. — Servitudes 223-40 e., 324 e.
— Caen. Enquête 560, 563.
— Douai. Privil. et hypoth. 888-20 e.
— Rennes. Paternité 636-20, 637 e.
22 Cass. Appel crim. 357; Cassation 675. — Brevet d'invent. 82, 214 e.; Obligat. 229-30 e. — Instr. crim. 1333. — Prêt à intérêts 299-20, 320 e.; Vol 937 e. — Société 496 e.
— Nancy. Acte de l'état civil 490 e. — Faillite 615 e., 616 e.
— Trib. de Nogent-le-Rotrou. Enreg. 3177.
— Cons. d'Etat. Conflit 44, 108. — Dom. de l'Etat 266. — Eaux 568-20 e. — Impôts dir. 56 e., 631-20 e. — Organ. admin. 843-19 e. — Patente 44, 600, 154. — Prises marit. 67-10.
23 Cass. Presse-outr. 724-30, 781 70 e.
— Orléans. Contrat de mar. 2196. — Calté 649 e.
— Riom. Usage 522.
— Trib. de comm. de Clamecy. Bois et charbons 56, 78, 82.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1792.
24 Ord. Traité intern., p. 293.

Décembre.

- 10 Circ. Organ. de l'Algérie 444-10; Vagabondage 96.
 11 Cass. Action posses. 80 c., 792 c.; Disposit. entre vifs 1346-20 c.; Expropriat. publ. 404-20 c.; Prêt à intérêts 140 c.
 — Bourges. Office 279-30 c.
 — Caen. Vente 777 c.
 — Douai. Droit polit. 308 c.
 — Nancy. Chasse 193 c.
 — Orléans. Arbitr. 1268 c.
 — Riom. Forêts 1456 c., 1457 c.
 — Rouen. Interdict. 109 c.; Jugem. p. déf. 177-40 c.
 — Trib. de Jonzac. Chasse 319.
 12 Cass. Commune 809 c.; Servitudes 954 c. — Presse-outrage 485-70.
 — Orléans. Compét. civ. tribuna. de paix 26.
 — Cons. d'Etat. Voirie par terre 220-10.
 13 Cass. Commune 1108 c. — Peine 703 c.
 — Agen. V. 15 décembre.
 — Nancy. Effets de comm. 903. — Louage 551-10 c. — Vente 618, 622.
 — Rouen. Contrainte p. corps 410.
 — Trib. de Louhans. Enreg. 1674, 1908 c.
 — Avis cons. des mines. Mines 331-30.
 14 Ord. Organ. admin. p. 613; Trav. publ. 214 c., p. 832.
 — Cass. Commune 843 c. — Voirie par terre 1526-30 c.
 — Besançon. Droit civil 382 c. — Organ. milit. 215-10 c.
 — Paris. Trésor public 1380-30 c., 1405-40.
 — Rouen. Usage 361.
 — Cons. d'Etat. Impôts dir. 439-40.
 — Manuf. 67-80 c., 92 c., 107 c. — Marché de fournil. 53-30, 64-80. — Patente 80, 100, 118, 208, 219-50, 323-40, 384, 392-10-30-80, 386, 395-20.
 15 Ord. Organ. admin. p. 613.
 — Agen. Contrat de mar. 6177 c.; Désistement 24 c., 98 c., 124 c., 162.
 16 Ord. Organ. admin. p. 613; Organ. instr. publ. p. 1367; Traité internat. p. 512.
 — Cass. Organ. instr. publ. 299-40 c.
 — Bordeaux. Obligat. 4086.
 — Caen. Normandie 70 c., 81 c.
 — Grenoble. Dispositions entre vifs 1593-10 c.
 — Nancy. Degré de jurid. 170-50.
 — Trib. de Rennes. Enreg. 1863 c.
 17 Ord. Enreg. 56; Forêts 132; Impôts directs, p. 273; Impôts indirects, p. 428, 609; Monnaie, p. 356; Organ. admin. p. 613; Postes, p. 16; Prisons 93; Trésor publ. 708 c., 713, 716, 717, 718, 719, 723 c., p. 1182.
 — Cass. Action posses. 600 c.; Descende sur les lieux 88 c. — Enreg. 4763, 4764 c. — Jugement 55-40 c. — Responsab. 466-20 c.
 — Agen. Arbitr. 454 c.
 — Caen. Faillite 1368 c.
 — Nancy. Chasse 323 c.
 — Riom. Faillite 613-30.
 — Delib. Enreg. 6048 c.; Transcript. hypoth. 742 c.
 — Instr. Sol 61.
 18 Cass. Cautionn. 346 c.; Impôts indir. 414 c. — Obligat. 1090 c.
 — Besançon. Responsabilité 132-30-40 c.
 — Bourges. Requête civile 122.
 — Dijon. Chasse 871 c.; Procès-verbal 49-10 c.
 — Trib. de Guingamp. Voirie par terre 1345-40 c.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 1340, 1924, 2590 c., 3443.

Décembre.

- 18 Circ. Organ. marit. 150.
 19 Cass. Instr. crim. 1228-20 c. — Privil. et hypoth. 551-50; Volture 364 c.
 — Rouen. Paternité 640 c., 648-70 c.
 — Trib. de Versailles. Enreg. 2805 c., 3509 c.
 — Trib. corr. de Paris. Brevet d'invent. 198.
 20 Bastia. Caffe 223-40 c.; Evanton 61 c.
 — Nancy. Obligat. 5242-30.
 — Trib. de Vesoul. Chasse 236.
 — Décis. Notaire 189 c.
 — Instr. Organ. marit. 308, 313, 321, 358.
 21 Ord. Chasse 501; Dom. de l'Etat, p. 100; Organ. de l'Algérie, p. 789; Organ. colon. 438; Organ. marit., p. 1694; Trésor public, p. 1182.
 — Cass. Chasse 216 c. — Impôts indir. 171-30. — Voirie par terre 2033 c.
 — Lyon. Separat. de corps 372 c.
 — Montpellier. Privil. et hypoth. 684 c.; Success. 2129 c.
 22 Cass. Contrainte par corps 482 c.; Obligat. 708 c.; Société 854 c.; 861-10 c., 20 c., 1029 c.
 — Nîmes. Théâtre 111.
 — Trib. de Riberac. Enreg. 5068.
 — Cons. d'Etat. Concess. admin. 13 c.; Eau 439-110 c.; Voirie par eau 353, 260-30. — Eau 141-60 c.; Voirie par eau 161 c. — Eau 147-20 c., 444-90 c.; Voirie par eau 88-30 c., 198 c. — Garde nat. 199 c. — Impôts directs 91, 443-30. — Organ. admin. 441; Voirie par eau 260-30. — Patente 31-10, 337, 379. — Voirie par eau 250; Voirie par terre 218-30, 230-10. — Voirie par eau 250; Voirie par terre 231. — Voirie par terre 144-20, 179-60, 208, 270, 271-10, 795, 1795-30.
 — Décis. Impôts indir. 616-30.
 — Lettre. Voirie par terre 1926-50.
 24 Ord. Culte, p. 742; Organ. admin., p. 613.
 — Cass. Demande nouvelle 97 c.; Disposit. entre vifs 2443 c., 2443 c., 2446-40 c., 2459-30 c.; Normandie 71 c., 73 c. — Privil. et hypoth. 2353-10.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 659.
 — Bordeaux. Dispositions entre vifs 1667 c., 1690; Obligat. 4470 c., 4485-30 c.
 — Douai. Forêts 973.
 — Lyon. Compét. comm. 476 c.
 — Metz. Jugement par défaut 410-40 c.
 — Trib. de Rennes. Enreg. 3485.
 — Trib. de Versailles. Pêche fluviale 96.
 — Cons. d'Etat. Dom. de l'Etat 248-50 c., 250. — Mines 787 c. — Patente 59-30, 365. — Place de guerre 94 c.
 — Décis. Office 130.
 26 Grenoble. Chasse 222 c.
 — Paris. Chasse 243 c. — Privil. et hypoth. 1114.
 — Circ. Travaux publics 1273 c.
 27 Ord. Organ. admin. p. 613; Organ. marit., p. 1694; Traité internat., p. 542.
 — Cass. V. 5 décembre 1844.
 — Aix. Arbitr. 1135 c.
 — Douai. Louage 413 c.
 — Cons. d'Etat. Impôts directs 446-10. — Detour 342-20. — Patente 73-30, 102, 103-50, 154, 338-80, 379, 391-10, 393, 400. — Servitudes 407; Voirie p. terre 3024-10-20, 3027-30. — Voirie par eau 370-30.
 28 Ord. Organ. marit., p. 1694.
 — Cass. Organ. colon. 677. — Vol 833-20 c.
 29 Ord. Prud'hommes, p. 528.
 30 Cass. Dom. de l'Etat 228 c.; Usage 340 c., 391-20 c., 439 c. — Enreg. 2528 c., 2531 c. — Ordre 630 c.; Privil. et hypoth. 995-20 c., 3806-30 c. — Responsab. 192-40 c.

Décembre.

- 30 Trib. de Figeac. Disposit. entre vifs 1043 c.; Success. 1200 c.
 — Circ. Douanes 143.
 — Instr. Enreg. 1685 c., 4197 c., 4903 c., 4984, 6137 c.
 — Solat. Enreg. 3580.
 31 Cass. Arbitr. 170 c., 173 c., 188 c.; Société 358 c., 862-40 c. — Droit civil 386 c., 425-30 c. — Expropriat. publ. 462-10 c. — Responsabilité 780-10 c.
 — Nancy. Presse-outrage 726-20 c.
 — Toulouse. Discipline 269-20 c.; Notaire 85-20 c., 56-50 c., 61-40 c., 790-40 c.
 — Trib. de Limoges. Enreg. 2415 c.
 — Cons. d'Etat. Conflit 50-40 c., 105; Trésor public 215, 549-20, 584-50. — Conflit 88-30, 149.
 — Décis. direct. enreg. de Lille. Notaire 310-10 c.

Janvier.

- 2 Cass. Cassation 287 c.; Organ. marit. 1075-50 c. — Presse-outrage 618-20 c.
 — Douai. Faux 24 c.; Organ. milit. 851 c.
 — Grenoble. Chasse 182 c.
 — Trib. de Dijon. Enreg. 2484.
 3 Douai. Droit civ. 419-10 c., 423 c.
 4 Cass. Condamnat. 17 c.; Déclarat. 8 c.; Jugem. 993; Peine 583 c., 584 c. — Duel 106 c., 113-30 c., 40 c., 80 c., 120 c.
 — Limoges. Peine 390.
 — Montpellier. Privil. et hypoth. 591-30 c.
 5 Ord. Sol 69 c.
 — Circ. Voirie par terre 1037.
 6 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 789.
 — Cass. Appel civ. 1393 c. — Compét. civ. trib. de paix 318 c., 331 c.; Notaire 259 c.; Privil. et hypoth. 1138 c. — Effets de comm. 486-20 c. — Succession 834.
 — Besançon. Instr. crim. 847-20 c.
 — Caen. Contrat de mar. 3698 c. — Confiance 60 c., 64 c., 65 c., 77 c., 78 c.; Disposit. entre vifs 457 c., 937 c., 945-10 c., 958 c., 3906-30 c.
 — Trib. de comm. de Nevers. Bois et charbons 77, 123 c.
 7 Ord. Traité internat., p. 542.
 — Cass. Exprop. publ. 261-30 c., 40 c., 267 c.; Voirie par terre 1905-10 c. — Exprop. publ. 614-10 c., 90 c. — Servitudes 471-20 c.
 — Caen. Droit marit. 469 c.
 — Grenoble. Action 157 c.; Contrat de mar. 3985 c.
 — Orléans. Commissionn. 388 c.; Droit marit. 1444 c., 1837 c., 1894 c.
 — Paris. Effets de comm. 682 c.
 — Rouen. Compét. comm. 446 c.; Mandat 141 c.
 — Trib. de Paris. Brevet d'invent. 355.
 — Avis Cons. d'Etat. Pêche fluviale 82.
 8 Cass. Arbitr. 483 c., 1313 c. — Cassation 88 c. — Usufruit 592 c., 681-30 c.
 — Bourges. Compét. comm. 148 c.
 — Dijon. Obligat. 864-30 c.
 — Metz. Chasse 263.
 — Paris. Rentes foncières 93-10 c.
 — Poitiers. Contrainte par corps 923-20 c., 925-10 c.
 — Trib. de Saintes. Enreg. 5201.
 9 Cass. Fonctionn. publ. 88-40 c.; Organ. judic. 651 c. — Forêts 453 c., 466 c.; Responsabilité 700 c. — Instr. crim. 899-20 c. — Responsabilité 519-10 c.
 — C. G. belge. Mines 334-40.
 — Limoges. Droit polit. 468 c.
 — Lyon. Mines 355 c.

Janvier.

- 9 Nancy. Faillite 1375.
 — Orléans. Obligat. 396-30, 1003 c., 1040 c., 1047 c., 4583.
 — Poitiers. Contr. par corps 778 c.; Frais et dépens 720 c.
 10 Cass. Chasse 474. — Prescript. crim. 22 c. — Vol 787 c., 794 c.
 — Caen. Obligat. 898.
 — Trib. de la Seine. Obligat. 4288 c.
 — Cons. d'Etat. Commune 1411 c., 1610 c. — Impôts directs 57-30, 236-40. — Patente 73-10, 159-50-70, 177-20. — Voirie par chemin de fer 309 c. — Voirie par terre 762-20, 1523.
 11 Ord. Vagabondage, p. 13.
 — Cass. Abus de confiance 76 c.
 — Trib. de Cambrai. Enreg. 3030 c.
 — Trib. correct. de Paris. Brevet d'invent. 198.
 13 Cass. Cassation 1635 c.; Dom. de l'Etat 279 c. — Compét. comm. 414-30 c.; Faillite 1325-30 c. — Droit civil 116-20 c., 696 c. — Nantissement. 100 c. — Vice rédhib. 293.
 — Agen. Disposit. entre vifs 2249 c.
 — Besançon. Faillite 115 c., 905 c.
 — Colmar. Exceptions 162-10 c.
 — Limoges. Droit polit. 468 c.
 — Rouen. Contrat de mar. 3969-100 c.; Privil. et hypoth. 2692-20 c., 2701 c.
 14 Cass. Deg. de jurid. 428-100 c. — Frais et dépens 867 c. — Minist. publ. 23 c., 30 c. — Nom 87 c.; Vente 900 c. — Volture 369 c.
 — Paris. Brevet d'invention 220; Exception 173. — Office 147 c.
 — Rouen. Deg. de jurid. 249 c.; Faux indic. 17 c.; Quest. préjud. 16 c.
 — Toulouse. Obligat. 256.
 — Cons. d'Etat. Demande nouvelle 271-20.
 15 Cass. Contr. par corps 1085 c. — Disposit. entre vifs 2846 c. — Office 279, 280-30 c. — Sacré 26 c., 27 c.
 — Dijon. Louage d'ouv. 19 c.
 — Lyon. Société 881-10 c.; V. 24 janvier.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 1865.
 — Trib. correct. de la Seine. Voirie par chemin de fer 442.
 16 Cass. Dom. destr. 100 c.; Instr. crim. 2897 c. — Instr. crim. 2128 c. — Témoign. faux 58-30, 59 c., 62 c., 86 c. — Volture 383 c.
 — Bordeaux. Compte courant 113 c.; Prêt à intérêts 250 c.
 — Rouen. Louage 199 c., 378-10 c.
 — Trib. de Versailles. Enreg. 4842 c.
 17 Ord. Organ. de l'Algérie 65, 66, 69, 468 c., p. 789; Trésor publ. 780, 815.
 — Cass. Commune 1065 c.; Contrat. 171 c. — Commune 1284 c. — Contrat. 210 c. — Poids et mesures 76 c., 110-10 c. — Procès-verb. 110 c. — Quest. préjud. 171 c.
 — Douai. Prescript. civ. 694 c.
 — Paris. Obligat. 3718-20 c.; Scellés 190 c.
 — Rouen. Saisie-exéc. 67 c.
 — Cons. d'Etat. Voirie par terre 1084 c.
 — Jury de révis. de la 2^e légion. Garde nat. 88 c.
 18 Cass. Brevet d'invention 304 c.; Cassation 1630-40 c.; Discipl. 91 c.
 — Caen. Obligat. 3339-20 c.
 — Riom. Disposit. entre vifs 2246 c., 2248 c.; Faillite 282 c.
 — Cons. d'Etat. Impôts dir. 234. — Mise en jugem. 75 c. — Patente 52, 386, 392. — Travaux publ. 472, 541, 758. — Voirie p. terre 124-30, 218-20, 1140, 1218, 2100-30.
 — Circ. Expropriat. publ. 672.
 20 Ord. Chasse 501.
 — Cass. Chose jugée 317 c.; Compét. admin. 150 c.; Propriété 168-30 c.; Servitudes 1169 c. — Dom. de l'Etat 335 c., 355 c.

Janvier.

- 20 Agen. Compét. admin. 302 c.; Frais et dép. 58 c.
 — Trib. de paix de Bourbon-Lancy. Bois et charbons 46, 79 c.
 21 Cass. Cassation 1849 c.; Mariage 779 c. — Jugem. 1008-50 c. — Mandat 255-20 c. — Usufruit 229-20 c., 230 c., 231 c., 430-20 c., 690 c., 721 c.
 — Caen. Compét. comm. 61.
 — Nancy. Degré de jurid. 428-30.
 — Paris. Volture 456 c.
 — Trib. de La Rochelle. Notaire 837 c.
 — Cons. d'Etat. Marché de fournil. 152-10 c.
 22 Cass. Contrat de mar. 4233 c. — Enreg. 2008 c., 2009 c., 4971-30 c., 4990 c. — Expropriation publ. 261-50 c.; Voirie p. terre 495 c., 500 c. — Voirie p. terre 169 c.
 — Dijon. Degré de jurid. 271-70 c.; Disposit. entre vifs 4440 c. — Rente viagère 34 c.
 — Nancy. Forêts 718 c., 1241 c.
 — Nîmes. Obligat. 4488-10 c.
 — Trib. de la Seine. Enreg. 2030 c., 3552-40.
 — Cons. d'Etat. Manuf. 175-20 c.; Responsab. 121 c., 796-30 c.
 23 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 789.
 — Cass. Instr. crim. 1108 c., 1111 c.
 24 Besançon. Exploit 515-30 c.
 — Lyon. Société 1130-30 c.; V. 15 janvier.
 — Orléans. Enreg. 2266 c.
 — Cons. d'Etat. Patente 273, 274-30, 338, 379. — Voirie p. terre 218-10-20, 762-10, 1744, 1763, 1772, 2008, 2251.
 25 Ord. Forêts 138.
 — Cass. Garde nat. 327 c., 400-20 c., 626 c., 628-20 c.; Voirie par terre 2280 c.
 — Besançon. Enquête 298 c.
 — Caen. Mariage 167 c.
 — Nancy. Société 1358-30, 1371-30.
 — Trib. de Chartres. Enreg. 4082 c., 5980 c.
 — Règlement. Organ. milit., p. 1899; Trésor publ. 820, p. 1182.
 27 Cass. Arbitr. 455 c. — Assurances terrestres 274 c. — Eau 53 c. — Servitudes 153 c., 160 c., 162 c.; Ordre 718-40.
 — Nîmes. Pérempt. 351-70 c.
 — Rouen. Véricat. d'écrit. 181.
 — Trib. de Strasbourg. Enreg. 3786.
 — Décis. Commune 2515.
 28 Cass. Action posses. 406 c. — Obligat. 1843-50 c.
 29 Ord. Traité internat., p. 542.
 — Cass. Voirie p. chem. de fer 498.
 — Caen. Obligat. 2848 c., 4780-20 c. — Privil. et hypoth. 2038.
 — Toulouse. Jugem. 724-20 c.; Référé 21-10 c.
 — Trib. de Fougères. Obligations 3653 c.
 — Trib. de police corr. de la Seine. Théâtre 87.
 30 Cass. Compét. crim. 163 c.; Mise en jugem. 305-10 c.
 — Agen. Degré de jurid. 106-50 c. — Privil. et hypoth. 2814-30 c.
 — Caen. Chasse 222 c.
 — Toulouse. Disposit. entre vifs 468 c.
 — Trib. de Lyon. Responsab. 674 c.
 31 Cass. Organ. coloniale 1052 c. — Organ. marit. 1691 c.; Presse-outr. 771-20 c. — Peine 288 c. — Paris. Disposit. entre vifs 2241-10 c.
 — Trib. de Falaise. Enreg. 8731-50.
 — Cons. d'Etat. Désistement. 214. — Impôts dir. 446-30. — Patente 368, 379. — Voirie par terre 268-10.

Février.

- 1 Cass. Traité internat. 550 c. — Voirie par terre 2012 c., 2219-20 c.
 — Bordeaux. Contrat de mar. 1839 c., 1850 c., 1957 c.

Février.

- 1 Orléans. Degré de jurid. 300 c., 203-40 c.
- Paris. Brevet d'invent. 260.
- Rouen. Chasse 383 c.
- Trib. de Douai. Enreg. 3442.
- 3 Ord. Halles 13-120, 19.
- Cass. Chose jugée 234 c. — Contrat de mar. 3883 c., 3889 c. — Minorité 633 c.; Qualité 31-40 c.
- Bastia. Degré de jurid. 287-30 c.
- 4 Cass. Commune 3370 c.; Prescript. civ. 920 c.; Vente admin. 34 c. — Dispositions entre vifs 1115 c., 4604-10 c., 4646 c., 4647-30 c. — Jugement 1007-40 c.
- 5 Cass. Contrat de mar. 1339 c.; Vente 993-20 c. — Expropriat. publ. 541 c., 693 c.
- Rouen. Vente publ. de march. neuves 117-10 c.
- Toulouse. Louage 430-30 c.
- Trib. de comm. de la Seine. Bois et charbons 98.
- 6 Cass. Attentat aux mœurs 81 c.; Instr. crimin. 2675 c. — Contrat. civ. 920 c.; Vente admin. 34 c. — Dispositions entre vifs 1115 c., 4604-10 c., 4646 c., 4647-30 c. — Jugement 1007-40 c.
- Grenoble. Paternité 731-50 c.
- Limoges. Transaction 36-30 c.
- Paris. Assurances terr. 179 c.
- Rouen. Chasse 206 c.
- Décis. Mines 141; Voirie par eau 490.
- 7 Cass. Voirie par terre 1447 c.
- Colmar. Jugement 106 c., 131-40 c.
- Rouen. Exceptions 191 c.
- Toulouse. Société 1675.
- Trib. de Castelsarrasin. Enreg. 5971 c.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 196-30; Patente 173, 351-60, 390. — Impôts directs 292, 293-20, 299. — Marais 99, 100; Trav. publ. 1018-10. — Mise en jugement 123 c. — Patente 400. — Travaux publics 431-30, 587. — Voirie par terre 1818 c., 2024-30.
- 8 Cass. Compét. admin. 226 c.; Loi 474-10 c., 476 c.; Voirie par eau 653-30 c. — Contravention 143 c., 303 c. — Faux incid. 221 c. — Postes 58, 100 c. — Voirie par terre 2331 c.
- Douai. Succès. 1193 c.
- Nancy. Abus de confiance 48 c. — Mandat 324.
- Paris. Droit civil 159 c.
- 9 Ord. Organ. de l'Algérie 590, 593 a., p. 789.
- 10 Cass. Droit polit. 47-20 c., 48-30 c. — Presse-outrage 1116 c.
- Bordeaux. Vente publ. de march. neuves 117-10 c., 30.
- Orléans. Vol 876-30 c.
- Paris. Compét. comm. 126-40 c.
- Riom. Office 74-30 c., 76 c., 92 c., 161 c., 378 c., 279-10 c.
- 11 Cass. Faillite 794 c.
- Bourges. Obligation 5186-40 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 426 c., 3553 c. — Obligation 3404-30 c.
- Paris. Chose jugée 567-60 c. — Référé 95 c.
- Riom. Contrat de mar. 8733, 8737.
- Rouen. Arbitr. 100 c.
- 12 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 790.
- Cass. Douanes 489 c. — Impôts directs 518 c.; Saisie-exécution 43 c. — Responsab. 760 c. — Sol 104-20 c. — Servitudes 233-30 c.
- Bordeaux. Chasse 217 c.
- Caen. Office 241 c.
- Trib. de Rouen. Enreg. 3987.
- Trib. de la Seine. Enreg. 504.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 1102, 1107-40 c.
- 13 Cass. Cassation 706 c. — Commune 760-10 c.; Contravention. 260 c. — Contravention. 39 c., 270 c.; Peine 189-10 c. — Poids et mesures 98 c. — Presse-outrage 503-30 c. — Voirie par terre 3911-10.

Février.

- 13 Bourges. Chasse 322 c., 441 c.; Garde champêtre 51 c.; Mise en jugem. 310-10 c.
- Nancy. Forêts 1899 c.; Frais 47 c.; Responsab. 281 c.
- Paris. Contrat de mar. 3433 c.; Trésor public 1164-30 c.
- Cons. d'Etat. Patente 359, 379. — Travaux publics 460, 616.
- 14 Cass. Instr. crimin. 121-70 c.; Minist. publ. 55 c.; Organ. judic. 271-60 c. — Voirie par terre 2018 c., 2067-30 c., 2073 c., 2236-10 c., 2295-40 c., 2296-70 c., 2354 c.
- Paris. Presse-outrage 416 c.
- Rouen. Chasse 196 c.
- Toulouse. Compét. comm. 80 c.
- Trib. comm. de la Seine. Théâtre 141 c.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 128-30 c.; Forêts 1983 c. — Demande nouv. 271-20. — Frais et dépens 1203-30. — Mise en jugem. 145 c. — Organ. admin. 636, 1002 c. — Patente 430.
- 15 Ord. Organ. instr. publ. p. 1367.
- Ch. des députés. Office 271 c.
- Cass. Garde nat. 58 c., 431-50 c., 556-20 c. — Voirie par terre 2289-30 c.
- Angers. Contrat de mar. 1519 c.
- Grenoble. Faillite 1081 c.
- Nancy. V. 13 février.
- Paris. Chose jugée 26-10 c.; Droit civil 435 c., 438 c.
- 16 Arrêté. Organ. de l'Algérie 590, p. 790.
- Cons. d'Etat. Désistement 214.
- 17 Cass. Faillite 307 c. — Rentes foncières 93-30 c.
- Bourges. Obligation 4269 c.
- Nancy. Jugement 293.
- Paris. Demandes nouvelles 123-40 c.
- Trib. de Bazas. Enreg. 107.
- 18 Cass. Enquête 313 c. — Obligation 1812 c. — Organ. de l'Algérie 758 c.
- Nancy. Conclusions 50.
- 19 Cass. Disposit. entre vifs 1042 c., 1113 c. — Enreg. 4446 c., 4788 c. — Mandat 254 c. — Organ. judic. 172-10 c., 30 c., 40 c.
- Colmar. Contrat de mar. 3071 c.; Disposit. entre vifs 909 c.
- Paris. Contrat de mar. 1049 c.
- Riom. Obligation 2941-40.
- Trib. de Lyon. Enreg. 4843 c., 6030 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 559 c.
- Avis. Patente 223.
- 20 Cass. Substances vénéneuses 34 c. — Vagabondage 95 c., 99 c.
- Bordeaux. Exploit 473 c. — Louage à cheptel 81 c.
- Caen. Servitudes 650 c., 1203 c.
- Dijon. Office 219 c.
- Orléans. Droit polit. 271 c.
- 21 Cass. Voirie par terre 1111 c., 2096-30 c.
- Bordeaux. Péremption 245 c.
- Caen. Contrat de mariage 1462-50 c., 1467 c., 1484 c.
- Douai. Degré de jurid. 103 c.
- Limoges. Instr. crimin. 850 c.
- Orléans. Droit polit. 423-40 c., 483-30 c. — Obligation 4009-20.
- Trib. de Clermont. Enreg. 5853 c.
- Trib. de Libourne. Enreg. 307.
- Trib. de Mons. Mines 324-30.
- Cons. d'Etat. Marché de fourn. 152-10 c. — Tierce-opposit. 267 c. — Travaux publ. 545.
- Avis cons. des mines de Belgique. Mines 177-10, 493.
- 22 Cass. Culte 147 c.; Presse-outr. 1825 c. — Degré de jurid. 672-10 c.; Faux incid. 290 c.; Procès-verbal 411 c., 417-30 c.
- Caen. Contrat de mar. 1436 c., 1458-20 c., 4057-30 c.
- Orléans. Discipline 247-20 c.; Notaire 860 c.
- Paris. Brevet d'invent. 218.
- Trib. corr. de Paris. Brevet d'invent. 356; Exceptions 173 c.
- 24 Convention. V. 11 août 1845.
- Cass. Eaux 413 c.; Obligation 730 c.
- Caen. Travaux publics 1283 c.
- Douai. Dispositions entre vifs 4352 c. — Tentative 59 c.

Février.

- 24 Nîmes. Obligation 1907-60.
- Paris. Office 243 c., 244 c., 313 c.
- 25 Cass. Disposit. entre vifs 2241-20 c.; Faillite 278 c., 331-70 c. — Dom. engagés 109-40 c.; Loi 176 c. — Mat. d'or et d'argent 35 c., 122 c. — Usage 94 c., 489 c., 524 c., 542 c., 544 c.
- Limoges. Conciliat. 145 c.; Contrat de mar. 1852 c.
- Orléans. Compét. civ. trib. de paix 173 c.
- Riom. Obligation 3983.
- Toulouse. Privil. et hypothèques 1035 c. — Puissance paternelle 84 c., 121 c.
- Trib. de Marennes. Enregistr. 4837 c.
- Ch. de discipline d'Avesnes. Notaire 211 c.
- 26 Cass. Accessoire 43 c.; Jeu 17 c., 58 c. — Compét. comm. 26 c., 127-40 c. — Obligation 4151 c.
- Paris. Contrainte par corps 951 c. — Vol 776 c.
- 27 Arrêté. Voirie par terre 2003.
- Cass. Cassation 252 c.; Organ. milit. 863-30 c., 933-10 c. — Cassation 1956 c. — Chasse 181 c. — Instr. crimin. 2591-30 c.
- 28 Cass. Fonctionn. publ. 60 c.; Presse-outrage 905-40 c., 1532-10 c. — Mat. d'or et d'argent 35 c., 122 c. — Procès-verbal 394 c.
- Limoges. Faillite 54 c.
- Rouen. Chasse 480 c.
- Trib. de Marseille. Prescript. civ. 280 c.
- Trib. de la Seine. Huissier 55 c. — Prescript. civ. 998 c.
- Cons. d'Etat. Conflit 74, 103. — Contrat de mar. 1305 c.; Travaux publics 861 c. — Demande nouvelle 272. — Organ. admin. 637. — Patente 153-30.

Mars.

- 1 Ord. Organ. instr. publ. p. 1367.
- Cass. Voiture 418 c.
- Angers. Obligation 2957-20 c.
- Grenoble. Mandat 307 c.
- Nancy. Deg. de jurid. 220-30, 254-30.
- Paris. Brevet d'invention 298. — Société 1352 c.
- 2 Ord. Frais et dépens 1151; Prisons, p. 1006; Voirie par eau 415, 507, p. 732.
- 3 Cass. Contr. par corps 488 c.; Effets de comm. 506-50 c., 523 c. — Droits polit. 238 c.
- Douai. Servitudes 234 c., 348-30 c.
- Lyon. Contrat de mar. 3865 c.; Usufruit 289 c.; V. 3 mars 1845.
- Trib. de comm. de Paris. Théâtre 157.
- 4 Cass. Cassation 1849 c.; Mariage 949 c. — Compét. civ. trib. d'arrond. 110 c. — Compétence comm. 127 c.; Voirie par chemin de fer 498-10 c., 505 c. — Compét. comm. 223 c. — Deg. de jurid. 428-70 c.; Forêts 1830 c.; Jugem. d'av. dire droit 11 c. — Droit marit. 2163 c.
- Colmar. Enquête 359 c.
- Trib. de Lyon. Office 107 c.
- Délib. Enreg. 4439.
- 5 Cass. Commune 2480 c. — Contrat de mariage 3733 c., 3734-10 c., 3737 c.; Enreg. 1939 c. — Contrat de mar. 3734-30 c., 3737 c., 3739 c. — Désistement 31 c.; Expropriat. publ. 516-30 c.
- Bourges. Surendère 137-40 c., 147 c.
- Colmar. Requête civile 154-20.
- Douai. Comète courant 46-20.
- Metz. Chasse 103, 191.
- Nancy. Forêts 1312.

Mars.

- 6 Cass. Cassation 399 c.; Frais et dépens 1023-20; Organ. judic. 545 c. — Chose jugée 476. — Commune 937 c., 1013; Contravention 146 c. — Commune 1166 c. — Compét. criminelle 240 c.; Organ. judic. 542 c.
- Lyon. Privil. et hypoth. 2713 c.
- Paris. Impôts indir. 550 c.; Office 64 c.
- Décis. Voirie par eau 490.
- 7 Cass. Boulanger 31 c., 74 c.
- Forêts 687 c., 856 c. — Frais et dépens 1023-10 c. — Garde nation. 39 c.; Prud'hommes 15 c. — Mat. d'or et d'argent 173-20 c.
- Angers. Contrat de mar. 1499 c.
- Bourges. Faillite 393-10 c.
- Caen. Contrat de mariage 3644, 3646. — Vente 1296 c.
- Rennes. Contrainte par corps 452 c.
- 8 Cass. Chasse 124 c., 125 c. — Commune 931 c., 1257 c. — Contravention. 300-20 c. — Garde nation. 147-90 c.
- Douai. Paternité 225 c., 382 c., 389 c.
- Nancy. Cautionnem. 170, 231.
- Paris. Brevet d'invention 344.
- Riom. Compét. comm. 51 c.; Faillite 615-10 c.; Nantissement. 79 c.; Obligation 3993 c., 3994 c.; Vente 1807 c.
- Trib. de Mirecourt. Chasse 195, 286.
- Délib. Enreg. 4439.
- Cons. d'Etat. Culte 249 c.
- 9 Cass. Faillite 230-10 c.; Obligation 1288 c., 1296-40 c. — Organ. administr. 986 c.
- Rouen. Succès. 1028 c.
- 10 Bordeaux. Banquier 51 c.
- Limoges. Conciliat. 190-10; Privil. et hypoth. 2776-30 c.
- Nîmes. Ordre 761-10.
- 11 Cass. Contrat de mariage 1577 c.; Demande nouvelle 20 c.; Obligation 148 c. — Louage emphyt. 7-70 c.
- Bordeaux. Jugem. 622-40 c.
- Nîmes. Surendère 289 c.
- Rouen. Succès. 1106-20 c.
- Trib. de Lyon. Enreg. 5221.
- 12 Cass. Greffe 129-50 c.; Responsabilité 286-10 c. — Instr. crimin. 1952, 1265-20. — Instr. crimina. 2587-30 c.; V. 15 mars.
- Lyon. Minorité 183 a., 237-40 c.
- Orléans. Séparat. de corps 151-20 c.
- Pau. Louage d'ouv. 144 c.
- Rouen. Chasse 283 c.
- Toulouse. Organ. judic. 416 c.; Paternité 473-40 c., 587 c.
- 14 Cass. Cassation 785 c.; Désistement. 223 c. — Organ. marit. 1008.
- Riom. Notaire 534-50 c.
- Trib. de Périgueux. Enreg. 8738-20, 3949.
- Cons. d'Etat. Patente 32-10, 359-10, 361. — Prises marit. 184-20. — Trav. publ. 436-30. — Voirie par eau 95. — Voirie par terre 1182, 2041 c., 2087-30 c., 2157.
- 15 Cass. Cassation 585 c. — Contravention 39 c.; Peine 159-30 c., 571 c. — Crimes contre les personnes 90 c. — Expertise 412, 414-10-30; Industrie 284 c. — Organ. judic. 873 c.
- Nancy. Vente publ. d'immeubles 1998-50.
- Orléans. Notaire 396-20 c., 409-20 c.; Obligation 1027-10 c., 1031-50 c.; Vente 1809 c.
- Trib. de Saint-Omer. Enreg. 5987 c.; Obligation 3405 c.
- 17 Cass. Commissionn. 212 c.
- Bordeaux. Contrainte par corps 451-10 c., 20 c. — Effets de comm. 528 c.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 476-50.
- 18 Ord. Postes, p. 14.
- Traité. V. 23 août 1845.

Mars.

- 18 Cass. Commissionn. 150 c.; Nantissement. 109 c. — Dom. publ. 10 c.; Prescript. civ. 188-30; Voirie par terre 576-20 c.
- Paris. Culte 306-10 c., 307 c. — Presse-outrage 1453 c.
- Pau. Exploit 108-100 c.
- Trib. de Lunéville. Obligations 3997 c.
- 19 Cass. Enreg. 2852 c., 2853 c.; Jugem. 76-30 c. — Obligation 1381 c. — Obligation 4480-20 c.; Responsabilité 355-40 c., 381-10 c. — Prescript. civ. 638 c.; Usage 478 c.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 233; Travaux publ. 894. — Organ. marit. 368-40; Voirie par terre 218-30, 220-10, 231. — Patente 47-20, 328-40, 372 c. — Voirie par terre 152, 268, 270-30, 372-40, 720, 816.
- 20 Circ. Frais et dépens 1152.
- 21 Cass. Chasse 231 c. — Voirie par terre 2033 c.
- Toulouse. Intervent. 35-30 c. — Trib. de Charolles. Enreg. 3092.
- 22 Ord. Forêts 132, 1930.
- Cass. Complice 164 c., 165 c.; Vol 175 c., 176 c.
- Cons. d'Etat. Désistement 214; Patente 391-10. — Nantissement 281. — Impôts directs 359-10 c. — Patente 354, 392. — Trav. publ. 1275-20 c., 1276-20 c. — Voirie par terre 153-30.
- 24 Cass. Mariage 86 c.
- Trib. de Chambon. Enreg. 1261.
- Circ. Voirie par eau 490.
- 25 Cass. Cassation 991 c., 1200 c., 3204 c. — Duel 109 c., 119 c., 60 c.; Instr. crimina. 1044-10 c.
- Nancy. Succès. 9043.
- Cons. d'Etat. Patente 351-10, 359-50.
- 26 Cass. Disposit. entre vifs 1097, 2090-30.
- Circ. Forêts 171.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4704 c.
- 27 Ord. Procès-verbal 603.
- Cass. Greffier 129-40 c. — Instr. crimin. 1122 c., 1899-20 c.
- Instr. crimina. 2401-30 c., 2417 c.; Témoin 636 c., 636-30 c. — Organ. judic. 271-60 c.; Procès-verbal 166-60-70 c.
- Circ. Forêts 159.
- 28 Ord. Traité internat. p. 542.
- Cass. Voirie par terre 3055-10 c.
- Paris. Théâtre 157.
- Trib. de Nantes. Enreg. 2163. — Enreg. 4816; Expert. 134 c.
- 29 Cass. Forêts 640 c. — Instr. crimina. 189 c. — Obligations 4896-60 c.
- Trib. de Beaune. Acte de comm. 107 c.; Notaire 310-20 c.
- 31 Cass. Expropriat. publ. 174 c. — Jugem. par défaut 17-40 c., 179 c. — Minorité 685-10 c.
- Toulouse. Domicile élu 22-40 c.

Avril.

- 1 Cass. Bornage 27 a.; Place de guerre 148 c. — Cassation 133 c.; Compét. admin. 103 c.; Réglement admin. 11-10 c.; Responsabilité 660-30 c., 661 c. — Contrat de mariage 3607 c. — Trésor public 571 c.
- Paris. Droit marit. 1806 c.
- Décis. Douanes 698.
- 2 Cass. Enquête 628 c.; Loi 437-70 c. — Enreg. 1351 c. — Prescript. civ. 928 c.; Privileges d'hypoth. 2560 c. — Procès-verbal 314 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 701.
- Caen. Prescript. civ. 1096-100 c.
- Poitiers. Compét. crimina. 180 c.; Prescript. crim. 130-20 c., 145-10 c., 144 c.
- Délib. Enreg. 805.
- 3 Douai. Droit civil 311 c., 338 c. — Except. 111-40 c.
- Nancy. Vente publ. d'imm. 1998-40-50.
- Paris. Contrainte p. corps 223 c., 923 c., 973 c.

Avril.

- 3 Rouen. Chasse 206 c.
— Toulouse. Compét. comm. 80 c.
4 Cass. Abus de confiance 183 c.
Chose jugée 466 c.; Complice 159-50 c.; Ouvrier 245-10 c.; Vol 132-30 c.; 313 c. — Crimes contre les personnes 63 c.; Instr. crim. 2848 c. — Impôts indir. 381 c.
— Bordeaux. Bourse de commerce 335 c.
— Paris. Prescript. civ. 747-20 c.
— Rouen. Assurances terrest. 153 c.
— Trib. de la Seine. Contr. p. corps 300.
— Cons. d'Etat. Conflit 99, 106; Trésor public 569-60, 564-70 c.; Voirie p. eau 62, 68-10, 73, 252-10. — Voirie par eau 368, 373-30, 399-30, 399; Voirie par terre 270-40, 372-30.
5 Cass. Forêts 1946-90. — Postes 93-10 c., 108 c. — Règlement admin. 103 c. — Voirie par terre 2011-40 c., 2218 c.
— Nancy. Acte de commerce 270 c.; Compét. comm. 228 c., 235 c.; Effets de comm. 125 c., 900 c., 949 c.
— Rouen. Enreg. 5153 c.
6 Trib. de la Seine. Trésor public 363.
7 Cass. Expropriat. publ. 437-10 c., 447-60 c., 473 c., 506 c., 518 c., 520-10 c., 20 c., 560 c., 589 c. — Voirie par chemins de fer 161 c.
— Douai. Lettre miss. 27 c.
8 Cass. Discipl. 366-30 c.; Expert. 250 c. — Organ. judic. 435-30 c. — Société 1237 c. — Usufruit 250 c.
— Agen. Success. 1952 c., 1968 a., 1984 c.
— Angers. Médecine 156-30 c.
— Bordeaux. Compét. comm. 446 c.; Mandat 149-30 c., 141 c.
— Colmar. Dépôt 182 c.
— Paris. Théâtre 131.
9 Cass. Domaines engagés 62-60 c. — Enreg. 4551 c.
— Bastia. Obligat. 179 c.
— Bordeaux. Contr. de mar. 4000 c. — Usufruit 230 c.
— Limoges. Cope de pices 50-30 c., 51-20 c., 52-70 c.; Privil. et hypoth. 2238 c.; Surenchère 83 c.
— Lyon. Privil. et hypoth. 1806 c.
— Trib. d'Auch. Enreg. 3765 c.
10 Cass. Culte 833-30 c. — Instr. crim. 1536-10 c.
— Bordeaux. Prêt à intérêts 62 c. — Privil. et hypoth. 1035 c.; Success. 1423 c.
— Douai. Faillite 145 c.
— Rouen. Chasse 110 c.
11 Cass. Forêts 839 c., 843 c., 921 c. — Instr. crimin. 2881-30 c., 2898 c., 3143-40 c. — Vol 680 c.
— Angers. Vente publ. de meubles 44 c.
— Bordeaux. Société 814 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2204 c.
— Trib. de Cambrai. Enreg. 3141 c.
— Trib. de Dunkerque. Enregist. 2427.
— Lettre. Forêts 296.
12 Cass. Cassation 354 c.; Organ. milit. 287-30 c., 930 c. — Chasse 356 c. — Garde nat. 95 c., 224-30 c., 489 c.
— Caen. Transaction 30, 31 c.
— Liège. Mines 373-30 c.
— Rouen. Société 1042 c.
— Trib. d'Ussel. Enreg. 1907.
— Cons. d'Etat. Travaux publics 1199 c.
13 Loi. Monument 4-50 c.
14 Cass. Cassation 1822 c.; Forêts 1556 c.; Usage 206-10 c. — Droits polit. 172-30 c. — Société 517 c.
— Douai. Servitudes 661-10 c.
15 Ord. Organ. de l'Algérie 75, 105, 106, 109, 110, 111, 429, 569, 605, p. 790.

Avril.

- 15 Cass. Action possess. 701 a. — Enreg. 5774 c. — Servitudes 159 c., 317-20 c. — Vente 622-30 c.
— Aix. Postes 154.
— Douai. Date 18 c.; Disposit. entre vifs 2713 c.
— Grenoble. Prescript. civile 278-50 c.
— Lyon. Contrat de mar. 3168 a.
— Orléans. Ordre 1050-10 c., 1052-10, 1183 c.
— Trib. de Nantes. Société 162 c.
16 Cass. Disposit. entre vifs 4268 c.; Obligat. 3239-30 c., 3802 c. — Enreg. 2775 c. — Enreg. 4800 c., 4823 c.; Expert. 90 c. — Mandat 252-20 c.; Prescript. civ. 243-30 c.; Prescript. crim. 100-40 c.
— Amiens. Discipline 266-40 c.; Notaire 730 c., 735 c., 780-30 c. — Obligat. 2256 c.
— Caen. Ordre 922 c., 1106-40; Tierce-opposit. 187-30 c.
— Limoges. Obligat. 580-30 c., 4047 c., 5047-20 c., 5534 c.
— Metz. Usage 290 c., 432-10 c.
— Trib. de Saint-Quentin. Enreg. 3736.
17 Cass. Garde nat. 317 a.
— Bordeaux. Nantisssem. 115-20 c.
— Orléans. Dispositions entre vifs 2443.
— Paris. Cautioun. de fonctionn. 106 c., 123 c. — Désistement 121 c. — Théâtre 225.
— Rouen. Don. de l'Etat 165.
— Trib. de Lam. Enreg. 3736.
— Trib. de Meaux. Enreg. 3685.
18 Ord. Halles 13-130, 28.
— Cass. Chasse 111 c., 224 c. — Commune 1166 c.
— Rouen. Forêts 865.
— Cons. d'Etat. Demande nouvelle 272 c. — Frais et dépens 1203-50. — Impôts directs 238, 259. — Patente 154, 155-90, 312, 326-30, 330, 354, 365, 379, 392. — Voirie par eau 312-10. — Voirie par terre 733, 768, 803-10, 886, 890, 891, 1023, 1330, 2024-10, 2027-50, 2068, 2115.
19 Cass. Poids et mesures 130 c. — Postes 26-10 c., 102 c. — Vente 434 c.
— Grenoble. Effets de comm. 208 a., 230-50 c., 224 c.
— Orléans. Avocat 194 c., 435 c., 467 c.; Degré de jurid. 537 c.; Discipline 74 c., 104-10 c. — Culte 539-80 c., 659 c.
20 Réglem. Postes, p. 14; Trésor public 820, p. 1123.
21 Ord. Organ. instr. publ. p. 1367.
— Cass. Notaire 504-10 c., 538-10 c.
— Aix. Ordre 442 c., 487, 703-40.
— Alger. Organ. de l'Algérie 835-10.
— Paris. Faillite 1530 c.
— Trib. de Paimboeuf. Discipline 262 c.
22 Cass. Contrat de mar. 1940 c. — Enreg. 1076 c. — Enreg. 2706 c., 2734 c., 2735 c., 2745 c.; Success. 2122 c. — Société 923 c., 926-20 c., 928 c.
— Angers. Faux 280 c.
23 Cass. Contrainte par corps 233-40 c. — Enreg. 2878 c., 5351 c. — Place de guerre 55 c.; Prescript. civ. 903 c.
— Besançon. Compét. comm. 479 c. — Société fromagère 6 c., 116, 12 c.
— Caen. Compét. comm. 142 a.
— Orléans. Jugem. 547, 550-30 a.
— Paris. Vente publ. d'im. 1465-10 c.
— Rouen. Grâce 47 c., 51 c.
24 Cass. Commune 1191; Contrav. 282 c. — Dom. destr. 47 c.; Instr. crim. 2883-20 c. — Peine 99 c.
— Aix. Impôts indir. 286 c.
— Amiens. Office 76 c., 390 c.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 2028 c.; Transcript. hypoth. 540 c.; Vente publique d'immeubles 2145 c.
— Caen. Chose jugée 345-60 c.
— Nancy. Société 214, 746.

Avril.

- 24 Paris. Ordre 525-20 c.; Privil. et hypoth. 2181-20 c.
— Rouen. Compét. comm. 397 c.; Effets de comm. 230-60 c.; Jugem. 291-40 c.; Jugem. p. déf. 75-40 c., 426-70 c.
25 Loi. Droits polit. 67.
— Cass. Contravent. 219 c. — Obligat. 4896-50 c.
— C. C. belge. Avoué 125 c., 127 c., 134 c.; Prêt à intérêts 114-10 c.
— Riom. Success. 1028 c.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 305. — Octroi 38 c., 39, 40, 119-30, 328-30 c., 339-10 c., 343-10 c. — Patente 103-50-60, 154, 155-100, 314, 353-50, 359, 365, 379, 383, 392.
26 Ord. Consul, p. 274; Organisat. colon. 677, 724, p. 1114.
— Cass. Chasse 103 c., 193 c., 288 c., 370 c. — Faux incid. 326 c. — Forêts 1585-40 c., 1625 c.; Procès-verbal 692-30 c.
— Aix. Servitudes 921-20 c.
— Paris. Chasse 125 c., 182 c.
27 Cass. Effets de commerce 225 c., 238 c.
— Trib. de Nîmes. Enreg. 4844 c.
— Trib. de paix de Moulins. Bois et charbons 84.
28 Loi. Eau, p. 336; Marais 9; Organ. colon. 115-30, 390, 500, p. 1114.
— Cass. Contrat de mar. 3333-30 c., 3753 a.; Loi 259 c. — Enreg. 2706 c.; Success. 1633 c., 2122 c. — Enreg. 5467 c.; Mandat 468 a. — Privil. et hypoth. 652-10 c.
— Colmar. Commissionn. 406 c., 479 c.
— Paris. Interdict. 219-20 c. — Société 1179-10 c., 1295-40 c., 1432-30 c.
— Rouen. Assurances terrest. 57 c.
— Toulouse. Success. 280 c., 326 c.
— Trib. de la Seine. Brevet d'invent. 53, 318 c.
— Delib. Enreg. 3915.
30 Cass. Expropriation publ. 123 c., 112-20 c., 175-20 c. — Notaire 42-40 c.
— Aix. Presse-outrage 1176 c.
— Lyon. Effets de comm. 407 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 3599 c.
— Paris. Contrainte par corps 492.
— Trib. de Bordeaux. Enreg. 6030 c.
— Trib. de Clamecy. Privil. et hypoth. 157 c.; Success. 1860 c., 1861 c.
— Circ. Aliéné 38; Forêts 168.

Mai.

- 1 Ord. Organ. administr. p. 618.
— Cass. Chose jugée 476. — Forêts 731 c., 1533 c. — Instr. crim. 3157-20 c., 3286-50 c.; Organ. administr. 360 c.; Réglem. administr. 38 c. — Voirie par chemins de fer 600. — Voirie par terre 1114-10, 1180-20 c. — Vol 74-20 c.
— Bordeaux. Salsie-conservat. 12 c., 15 c.
— Nancy. Louage 551-30-40.
— Paris. Voirie par terre 2196 c.
— Cons. d'Etat. Compét. administr. 103-190 c.; Conflit 63 c., 103 c.; Tres. publ. 569-90 c. — Frais et dépens 1203-50. — Impôts directs 264-40. — Juifs 10-40 c. — Organ. marit. 833. — Patente 32-10, 100, 103-30 c., 144-40, 154, 191, 286, 306, 307-40, 351-30, 365, 379, 392, 100 c. — Trav. publ. 1137, 1174-20, 1275-210 c., 1276-30 c. — Voirie par terre 229, 262-20 c.
2 Arrêté. Organisat. de l'Algérie 758 c.
— Cass. Cassation 258 c. — Chasse 91 c.
— Aix. Deg. de jurid. 55-30 c.; Echelles du Levant 9 c.
— Besançon. Usage 405-20 c.
— Caen. Contrat de mariage 3735 c.

Mai.

- 3 Paris. Mandat 2-5-30 c.
— Cons. d'Etat. Patente 104-20, 302, 307-10, 359-10, 365, 379, 392. — Voirie par terre 2024-10.
— Décis. Notaire 446 c.
5 Ord. Chasse, p. 115; Gendarmerie, p. 492.
— Cass. Douanes 456 c. — Droits polit. 202 c. — Organ. admin. 351 c.
— Aix. Faillite 1530 c.
— Paris. Frais et dépens 992-40 c., 50 c.
6 Cass. Cassation 1148-60 c.; Commissionn. 193 c., 195 c.; Nantisssem. 112-40 c.
— Paris. Presse-outrage 329-10 c. — Séparat. de corps 141 c.
7 Cass. Prescript. civ. 1096-50 c.; Prêt à intérêts 184-30 c.
— Bourges. Surenchère 124-40 a., 137-40 c.
— Caen. Obligat. 297-20 c.
— Colmar. Obligat. 753 c., 4012 c.; Prêt 12 c., 30 c.
— Rennes. Effets de comm. 523 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 731 c.
— Trib. de Strasbourg. Enreg. 3736.
8 Cass. Contravent. 61. — Frais et dép. 1017 c. — Instr. crim. 1252.
— Bourges. Chasse 94.
— Caen. Chasse 233 c., 464; Frais et dép. 977-30 c.
— Paris. Usufruit 618-20 c.
— Trib. de Chalons-sur-Saône. Enreg. 2634.
— Trib. du Havre. Enreg. 6031 c.
— Trib. correct. de Paris. Brevet d'invent. 211.
9 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 790.
— Cass. Andorre 4 c.; Traité international. 309 c., 328 c., 329 c. — Presse-outrage 1241 c.
— Aix. Société 983 c.
— Bordeaux. Médecine 26, 58.
— Liège. Mines 400.
— Nancy. Discipl. 94.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 158-30. — Impôts dir. 238. — Octroi 242-30 c. — Patente 29-10, 33-10, 104-40, 153-30, 154, 365, 392-30 c. — Voirie par terre 135.
— Circ. Commune 484.
10 Arrêté. Organisat. de l'Algérie, p. 190.
— Cass. Intervent. 60, 167-30 c. — Presse-outrage 737 c., 783-60 c. — Voirie par terre 678.
— C. C. belge. Mines 189.
— Bordeaux. Faillite 704 c.
— Limoges. Obligat. 5241-30 c.
— Paris. Trav. publ. 648 c.; Vente 1766-20 c.
12 Caen. Scellés 46 c.
— Orléans. Fonctionn. publ. 60 c.; Presse-outrage 904-20 c.
— Cons. d'Etat. Patente 396.
— Solut. Enreg. 753.
14 Loi. Droit civil 378.
— Lyon. Ordre 639, 640 c.
— Montpellier. Success. 1029 c.
— Nîmes. Voirie par terre 444.
— Rennes. Obligations 4099-20 c., 4181 c.
— Rouen. Office 280-30 c.
13 Cass. Impôts indirects 75-30 c. — Voirie par terre 1106-20.
— Dijon. Degré de jurid. 190 c.
— Décis. Notaire 364 c., 573.
16 Cass. Industrie 484-20 c.
— Bourges. Compte-courant 10 c., 78 c.; Prêt à intérêts 124-40 c.
— Montpellier. Compét. comm. 11 c.; Organ. marit. 697 c.
— Nancy. Degré de jurid. 296-30.
17 Cass. Abus de confiance 47 c. — Presse-outrage 734-20 c., 858 c., 1169-30 c., 1488-30 c. — Procès-verbal 240-30 c.
19 Montpellier. Arbitr. 849 c.
— Rennes. Responsabilité 370 c.
— Rouen. Faillite 214 c.
— Trib. de Clermont-Ferrand. Enreg. 6030 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publics 1174-20; Voirie p. terre 543-30.
— Circ. Patente 349.

Mai.

- 19 Règlement. Trésor public 1276, 1347 a.
20 Ord. Salubrité publ., p. 674; Voirie par eau, p. 732.
— Cass. Droit marit. 1194. — Expropriat. publ. 473-10, 474-10 c., 478-10 c., 696 c.
— Bordeaux. Obligat. 4503 c.
— Trib. de Bellac. Enreg. 3486 c.
— Lettre. Forêts 296.
21 Ord. Douanes, p. 617.
— Arrêté. Boulanger 95.
— Cass. Impôts indir. 65-50 c.
— Limoges. Séparat. de corps 140 c., 144 c.
— Rouen. Exceptions 331 c.; Expert. 335 c., 345 c.
22 Besançon. Dispositions entre vifs 2328-30. — Vente publ. d'immeubles 58 c.
— Metz. Chasse 98.
— Paris. Contrainte p. corps 700 c., 783 c.; Forêts 600 c.
— Rouen. Contrat de mar. 3648 c.
— Trib. de Dijon. Enreg. 220 c., 3894 c.
— Circ. Frais et dépens 521.
— Instr. Enreg. 805, 2023 c.
23 Cass. Contrat de mar. 3074 c., 3929 c.; Séparat. de corps 364 c., 372 c.
— Caen. Séparat. de corps 375 c. — Paris. Usage 510-30, 542.
— Toulouse. Compét. comm. 62 c.
— Trib. de Montbrison. Enregist. 2278 c.
— Trib. de Morlaix. Enreg. 3396-20 c.
— Delib. Enreg. 3915, 4943 c.
— Solut. Enreg. 1449.
24 Cass. Faux 279 c. — Propriété littéraire 333 c.
— Bordeaux. Séparat. de corps 198-50 c.
— Paris. Ordre 963-40 c.
25 Cass. Effets de comm. 475-30 c. — Nancy. Compte 183.
26 Arrêté. Organ. de l'Algérie 694, p. 790.
— Cass. Enreg. 1330 c.
— Bruxelles. Serment 190 c.
— Paris. Office 243 c., 244 c., 267 c. — Référé 204 c.
— Cons. d'Etat. Impôts directs 238, 293-80. — Patente 37-80, 246-50, 279-50, 359-20. — Voirie par eau 623-30. — Voirie par terre 1837-60.
— Instr. Enreg. 4311, 4963.
27 Cass. Notaire 408 c.
— Aix. Date 25 c.; Nantisssem. 84 a., 109 c.; Obligat. 3884 c.
— Nancy. Arbitr. 1124 c. — Compte 186.
— Rouen. Office 273-10 c.
28 Cass. Dom. de l'Etat 58 a.; Usage 472 c. — Enreg. 5694 c. — Expropriat. publ. 571-10 c.
— Douai. Droit marit. 212 c., 844 c. — Scellés 31 c., 38 c.
— Rennes. Prescript. civ. 870-20 c.
— Rouen. Compét. administr. 174-20 c.
— Trib. de Rennes. Obligat. 3428 c., 3660-20 c.
29 Loi. Eau, p. 336; Travaux publ., p. 853; Voirie par eau 620, p. 722.
— Convention. V. 29 janvier 1846.
— Trai. e. Organ. colon. 1017.
— Cass. Action possess. 94 c. — Arbitr. 112 c.; Compét. civ. trib. d'arrond. 221 c.; Société 1649 c. — Faux 286 c.; Organ. milit. 263 c. — Garde nat. 120-30 c., 526-10 c., 551-20 c. — Presse-outrage 1093-20 c. — V. 29 avril 1845.
— Dijon. Enquête 68 c., 445 c.
— Orléans. Obligat. 4007.
— Poitiers. Culte 677 c.
— Rouen. Puissance paternelle 87-20 c.
30 Cass. Chasse 181 c., 445 c.
— Agen. Contrat de mar. 4275 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 42. — Dom. de l'Etat 223.
— Circ. Douanes 524.
— Delib. Enreg. 3761 c.
31 Cass. Enreg. 281-50 c. — Forêts 814.

Mai.

- 31 Bourges. Compét. comm. 414-40 c.; Faillite 1326-50 c.
— Orléans. Obligat. 879-14 c.
— Rouen. Compét. administr. 163-80 c.
— Trib. d'Épernay. Épre. 4704 c., 4786 c.

Juin.

- 2 Cass. Dég. de jurid. 183 a. — Douanes 303-30 c., 664 a. — Exportat. publ. 633-20 c.
— Douai. Droit marit. 513 c.
— Metz. Notaire 718 a.
— Paris. Office 337 c.
— Trib. de pol. de Saint-Florentin. Bois et charbons 33.
— Cons. d'État. Impôts dir. 91.
3 Cass. Acquiscom. 528 c.; Mandat 406-10 c. — Enquête 686 c. — L'ange 383 c.
— Bourges. Épre. 343 c.; Pêche fluviale 18 c.
— Caen. Dég. de jurid. 366-30 c.
— Poitiers. Forêts 1894 c.
— Rouen. Droit marit. 931 c.
— Trib. de la Seine. Prescript. civ. 987 a.
4 Cass. Exceptions 528 c.; Mariage 304-170 c. — Servitudes 418-30 c. — Voirie par terre 2294 c.
— Aix. Faillite 538 a.
— Alger. Organ. de l'Algérie 670.
— Bou ges. Servitudes 678-10 c.
5 Cass. Appel criminel. 193 c.; Instr. criminel. 125 c., 134 c., 193 c.; Presse-outrage 726-30 c. — Instr. criminel. 2803 c.
— Cons. d'État. Conflit 49; Compét. admin. 36. — Impôts directs 204. — Patente 32-10, 43, 49 c., 103-30, 153-10, 184, 191, 248 c., 280-30, 328-30, 335-10, 386-40, 393-40, 388-30, 385 c., 771, 379, 388-30, 446. — Voirie par terre 129.
6 Cass. Compét. criminel. 521 c.; Instr. criminel. 132-10 c.; Peine 850 c., 359 c.; Responsabilité 670 c., 71 c.; Vol 132-10 c., 215 c.
— Trib. de pol. de Vermenton. Bois et charbons 33.
7 Loi. Voirie par terre 1631 a., 1636 a., 1667 a., p. 212.
— Cass. Chose jugée 183-14 c.; Faillite 1451 c. — Voirie par terre 2013-30 c.
— Trib. de Rouen. Octroi 122-19 c.
8 Loi. Houilles, p. 617; Droit marit. 69; Organ. de l'Algérie, p. 160; Organ. marit. 698 a., p. 1694; Sel 69; Traité Internat., p. 342.
— Cass. Action possess. 321; Voirie par terre 453-10 c.; Droit marit. 1036 c. — Faillite 1349-30 c., 1378 c., 1380 c.; Forêts 1703 c.
— Riom. Avoué 86.
10 Ord. Douanes, p. 617.
— Cass. Appel criminel. 313. — Enreg. 1860 c. — Frais et dépens 13-120 c. — Success. 2130 c.
— Besançon. Forêts 611 c.
11 Loi. Douanes, p. 617; Sel 69.
— Cass. Assurances terrestres 398 c. — Faux incid. 20 c. — Obligation. 843 c.; Prêt à intérêt 163-40 c.
— Grenoble. Mariage 948-10 c.
— Trib. de Bordeaux. Régistr. 560 c.
— Trib. de Melun. Enreg. 6183 c.
— Trib. de Rennes. Enreg. 3485.
— Trib. de la Seine. Enreg. 886 c.
12 Cass. Commune 1066 c.; Organ. milit. 835-29 c. — Commune 1208 c. — Instr. criminel. 3890-10 c.
— Paris. Commissionn. 383 a.
— Cons. d'État. Impôts dir. 293-80 c., 430-10 c. — Jugement. 810-10 c. — Voirie par terre 754-20, 816 c. — Jugement. 931-10 c. — Patente 29-10, 100, 198-30, 117-30, 184, 159-30, 273, 280-30, 303, 387, 394. — Voirie par terre 773-30, 1440-10 c.

Juin.

- 13 Ord. Halles 12-144; Prod'hommes, p. 534; Salubrité publ., p. 674.
— Cass. Abus de confiance 165 c.
— Aix. Servitudes 151-49, 178 c., 192 c.
— Paris. Dég. de jurid. 35-60 c. — Forêts 745. — Référé 31 a.
— Rouen. Vente publ. d'immeubles 880 c.
— Cons. d'État. Impôts directs 443-30. — Patente 29-10, 103-70, 154, 234-10, 336, 338-30, 355-40, 369-10, 370-10. — Voirie par terre 708 a., 1140 c., 1267 c., 1249 c., 1305 c.
14 Traité. V. 11 août 1845.
— Nancy. Arbitr. 406, 407, 408, 1049.
— Toulouse. Vente publ. d'immeubles 1801-30 a., 1913 c.
15 Angers. Vente publ. d'immeubles 207-20 c.
— Cons. d'État. Patente 347.
16 Cass. Cassation 2056 c.
— Douai. Presse-outr. 340 a., 344-10 c., 1566 a.
— Rouen. Huissier 96 c.
17 Ord. Gendarmes, p. 489.
— Cass. Délai 113 c.; Exploit 523-30 c. — Séparat. de corps 318 c., 319-30 c., 374 c.
— Aix. Travaux p. h. 1167-30 c.
— Nancy. Vente 1963.
— Rouen. Obligat. 349 c.
— Statut. Organ. instr. publ. 295.
18 Cass. Acquiscom. 883 c.; Jugement. 421-80 c. — Date 21 c.; Disposit. entre vifs 2358 c., 2405-30 c.; Enreg. 3819 c.; Exploit 58-30 c.; Exploit 448-30 c.; Organ. colon. 181 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 980-10-20. — Serment 25-60 c.
— Bruxelles. Mines 335.
— Douai. Contrat de mar. 2963 c. — Exploit 58-10 c., 68-70 c.; Frais et dépens 737 c.; Référé 224 c.
19 Cass. Instr. crim. 2387-40 c.; Vol 606 c., 616.
20 Loi. Place de guerre, p. 946; Trésor public, p. 1183.
— Ord. Classe, p. 115; Postes, p. 14.
— Cass. Vol 671-30 c., 604-50 c., 873 c.
— Caen. Obligat. 2978-30.
— Lyon. Contrat de mar. 1666 c. — Force majeure 10-10 c.
21 Loi. Frais et dépens 133, p. 73; Greffe, p. 356; Organ. judic. 464, p. 1508.
— Convent. Traité Internat., V. 30 août 1845.
— Cass. Forêts 536 c.
— Besançon. Contrat de mar. 1503; Obligat. 4955 c.
— Colmar. Séparat. de corps 350 c.
— Grenoble. Mines 68-10 c.
— Limoges. Compét. comm. 330 c.; Vice réhabilit. 120 c.
— Paris. Faillite 224.
— Rouen. Contrat de mariage 4046-20 c.
— Trib. de Leuven. Enreg. 1797 c.
22 Loi. Établissement d'épargne 83; Monument 33 c.
— Cons. d'État. Patente 61-30.
23 Cass. Jugement 48 c.
— Nancy. Mandat 73.
— Rouen. Notaire 688-40 c.
— Trib. de Nantes. Société 161 c., 171-10 c., 30 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 6030 c.
— Cons. d'État. Patente 353-40.
— Solut. Enreg. 3910 c.
24 Cass. Cassation 75 c. — Degré de jurid. 631 c. — Vente 178-20 c.
— Besançon. Cass. 291.
— Grenoble. Minorité 381-30 c.
— Paris. Propriété littéraire 380.
— Cons. d'État. Caus. d'État 328.
25 Convent. V. 30 août et 26 novembre 1845.
— Cass. Effets de comm. 475-30. — Except. 111-60 c. — Faux incid. 66 c.; Jugement. d'avant dire droit 22-460 a. — Impôts indir. 477-30 c.

Juin.

- 25 Cass. Privilèges et hypothèques 685 c.; Success. 212 c.; Transcrit. hypoth. 706 c.
— Caen. Contrat de mar. 3683 c.; Disposit. entre vifs 4251-30 c.
— Douai. Obligat. 221.
— Trib. de Rennes. Enreg. 378 c., 3553-30, 8578 c., 3655.
— Trib. de la Seine. Enreg. 343 c., 3118 c.
— Trib. de Valenciennes. Enreg. 4221 c.
— Cons. d'État. Impôts directs 56, 231-10, 301-30. — Patente 29-30, 96, 100, 103-20-50, 154, 173, 329-30, 358, 365, 370-20, 383, 387. — Voirie p. terre 816.
26 Cass. Faux 57 c.; Mandat 908 c. — Prescript. crim. 55 c.; Voirie par terre 2401 c., 2402 a. — Prêt à intérêt 313-30 c.
— Aix. Compét. comm. 33 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 426 c.
— Paris. Obligat. 4178-30 c., 4170-10 c.
— Trib. de Toulouse. Enreg. 40306.
— Cons. d'État. Travaux publ. 1278-170 c. — Trésor public 478. — Voirie par eau 693-20; Voirie p. terre 1248. — Voirie p. terre 1150.
27 Cass. Cassation 1008 c.; Contre-vention 328 c.; Forêts 704 c.; Voirie par terre 1461 c., 1405 c., 1406 c., 1408 c. — Cassation 3149 c. — Instr. criminel. 2896-10 c. — Jugement 328-10 c.; Peine 548 c.
— Bordeaux. Servitudes 476-30 c.
— C. d'ass. de la Seine. Instr. crim. 64.
— Trib. de Lesparre. Enreg. 4324.
— Trib. de Louhans. Enreg. 1880 a., 3788-10 c.
— Circ. Enreg. 4987.
28 Cass. Appel crim. 108 c., 104 c., 115 c. — Forêts 1231. — Peine 875-30 c.
— Bordeaux. Demande nouvelle 253.
— Douai. Vente admin. 317-30 c.
— Grenoble. Vente publique d'immeubles 1503-30 c.
— Lyon. Office 107 c.
29 Caen. Privil. et hypoth. 3416 c.
— Cons. d'État. Mise en jugement 59 c.
30 Cass. Distrib. par contrib. 133 c., 158-10 c. — Prescript. civ. 931 c.
— Aix. Servitudes 362 c., 374-10 c.
— Rennes. Nom 91 c.; Obligations 3390-10 c.

Juillet.

- 1 Cass. Biens 23 c.; Enreg. 2599 c., 6030 c. — Effets de comm. 615 c., 833 c. — Enreg. 60 c. c. — Expropriat. publ. 483-10 c., 489 c., 429-10 c.
— Bordeaux. Obligat. 3387 c., 3390 c.
— Caen. Assurances terrestres 296 c.; Compét. comm. 460 c.; Société 320 c. — Séparat. de corps 374 c.
— Paris. Assurances terrestres 113 c.; Obligat. 646 c.
— Instr. Patente 438.
2 Cass. Biquier 44 a.; Compte 156 a.; Compte-courant 11 c. — Recusation 103 c.; Renvoi 88, 97 c.
— Dijon. Office 249 c.
— Grenoble. Ordre 1354-10.
— Poitiers. Minorité 480 c.
— Decis. Douanes 480.
3 Cass. Classe 822 c. — Instr. criminel. 3964 c.
— Dijon. Contrainte par corps 75 c., 492 c.
— Paris. Brevet d'invent. 68, 75.
4 Cass. Classe 50 c., 51, 56 c., 360 c. — Garde nat. 93. — Instr. criminel. 1331-40 c., 1338 a. — Poids et mesures 129-40 c. — Vol 748-20.
— Rouen. Loterie 18 c.
— Trib. de Loudes. Enreg. 6030 c.

Juillet.

- 4 Cons. d'État. Impôts dir. 278, 279, 448-40. — Jugement 907; Travaux publics 538. — Patente 103-10-40, 356-10, 357. — Travaux publics 1188-10 a.; Voirie par terre 520 a., 523 c.
5 Cass. Chasse 207 c.; Organ. admin. 381 a.; Régime admin. 89 c. — Chose jugée 476. — Hospices 423 c. — Presse-outrage 141 c., 172-10 c.
— C. C. belge. Mines 320-20.
— Grenoble. Obligat. 4407-30.
— Lyon. Société 1117 c.
— Paris. Commis. priseur 31 c.; Vente publ. de meubles 34-20 a., 40 c.
— Trib. de Chartres. Enreg. 908.
7 Caen. Compét. comm. 135 c.; Effets de comm. 183 c. — Contrat de mar. 4019-30 c.; Puissance paternelle 144 c.
— Limoges. Séparat. de corps 142 c.
— Rennes. Obligat. 3006-30 c., 3097 c., 3983 c.
8 Cass. Action possess. 103 c., 109 c.
— Caen. Effets de comm. 297-80 c.
— Orléans. Privil. et hypoth. 417-30 c.
— Decis. Douanes 682.
9 Cass. Acquiscom. 789 c.; Contr. judic. 7-50 c., 16 c. — Arbitr. 476 c.; Assurances terrestres 383 c. — Droit marit. 443 c.
— Bordeaux. Minorité 833 c.
— Limoges. Contrat de mar. 3718-40-40 c.
— Nancy. Mise en jugem. 104 c.
— Orléans. Disposit. entre vifs 1681 c.; Trésor public 1120 a. — Obligat. 4591-50 c.
10 Ord. Monnaie, p. 384.
— Cass. Cassation 1781 c.; Presse-outrage 945 a. — Faux 53. — Instr. criminel. 2006-30 a. — Tentative 91-30 c.
11 Loi. Société, p. 380.
— Cass. Presse-outrage 263 a.
— Besançon. Procès-verbal 187 c.
— Trib. de Péronne. Enreg. 3915.
— Cons. d'État. Jugem. par défaut 505-20; Organ. admin. 416 c. — Organ. admin. 414-20.
— Avis comp. des mines de Belgique. Mines 177-20, 331, 494, 844, 538.
12 Cass. Faux 94 a.; Industrie 218-30 c., 331 c., 332 c., 351-30 c.
— Paris. Commissionn. 383 c.; Mandat 230-30 a.
— Decis. Enreg. 4805.
13 Trib. de la Seine. Enreg. 2570.
— Trib. de pol. de Vermenton. Bois et charbons 33.
14 Cass. Cautionnement 87 c.; Effets de comm. 100-30 c.; Obligat. 4726 c. — Exceptions 333-80 c., 335 c.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 468 c., 871-10 c.
— Caen. Effets de comm. 488 c. — Interdiction. 294-20 c.
— Nancy. Dég. de jurid. 435-70. — Exploit 97; Responsabilité 177-30 c.; Organ. milit. 310 c., 311 c.
— Trib. de Grasse. Enreg. 3765 c.
15 Loi. Enreg. 4867; Machine à vapeur 3 c.; Organ. admin. 118-60; Travaux publics, p. 853; Trésor public 1378 a., 1387; Voirie par terre 1968.
— Cass. Action possess. 458 c.
16 Ord. Établissement d'épargne 33; Organ. admin. p. 613; Organ. de l'Algérie, p. 394; Organ. colon., p. 1114; Organ. milit., p. 1899, 1900.
— Cass. Contrat de mariage 719 c., 1524 c. — Enreg. 1784 c. — Suresnchère 161 c., 176 c.
— Rennes. Duet 110 c.
— Cons. d'État. Voirie par terre 1953 c.
17 Cass. Compétence admin. 100 c., 165-50 c.; Responsab. 120 c., 121 c., 798-30 c. — Presse-outrage 902 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 1126, 3645.

Juillet.

- 17 Colmar. Obligat. 3920 c., 3990-30 c., 3992 c.; Vente 1636 c.
— Lyon. Propriété littéraire 134 a., 454 a.
— Trib. de Vassy. Enreg. 1271.
— Trib. de Versailles. Enreg. 4362.
18 Loi. Organ. colon. 1111.
— Cass. Chasse 12 c., 244 c. — Contrainte par corps 611 c. — Médecine 153-50 c. — Vol 760 a.
— Lyon. Responsab. 356 c., 373 c.
— Orléans. Privil. et hypoth. V. 3 juillet.
19 Loi. Banque 163; Conflit 12; Cons. d'État 18; Crimes contre les personnes 103; Enreg. 43; Forêts 133; Impôts dir. p. 373; Organ. admin. 124; Organ. de l'Algérie, p. 790; Organ. colon. 135-10; Prisons, p. 1006; Substances vénéneuses 6; Trésor public, p. 1183.
— Cass. Attentat aux mœurs 36 c., 141 c. — Except. 517 c. — Voirie par terre 2370 c.
— Paris. Chasse 415 c.
— Rennes. Success. 1578 c., 1580-10 c.
— Trib. de Caen. Enreg. 3765 c.
21 Ord. Org. de l'Algérie 1038, p. 790.
— Cass. Faux incid. 253 a. — Servitudes 384-10 a., 339-10 c.
— Paris. Brevet d'invent. 284; Loi 345-20 c.
— Caen. Chasse 415 c.
— Circ. Organ. admin. 413.
22 Cass. Cassation 1208 c.; Obligat. 2186 c. — Faux incid. 233 c.
— Bordeaux. Effets de comm. 125 c.
— Caen. Servitudes 661-10 c.
— Paris. Compét. comm. 335 c.
23 Cass. Organ. judic. 407 c. — Voirie 285 c.
— Agen. Prescription civ. 190 c.; Voirie p. terre 569 c., 1345-40 c., 1349 c.
— Paris. Faillite 581 c.
— Rouen. Contrat de mar. 4043 c.
— Trib. de Dieppe. Enreg. 5334 c.
24 Loi. Organ. instr. publ. 382.
— Cass. Commune 719 c.; Contre-vent. 201 c., 265 c.; Servitudes 878 c. — Instr. criminel. 3004-20 c. — Organ. judic. 664 c.
— Bordeaux. Médecine 34-30 c., 63-10 c.
— Rouen. Dispositions entre vifs 1601-30 c., 1609 c., 1613 c., 1642 c.; Prescription civ. 266-40 c.
— Cons. d'État. Cuite 236-30 c., 239 c., 242-30 c. — Mise en jugement 71 a., 243 c. — Octroi 347. — Organ. admin. 344-10. — Organ. de l'Algérie 851. — Prises marit. 183, 363-40. — Travaux publics 1235-10, 1273-20 c. — Voirie par eau 91 134-20, 130-30. — Voirie par terre 708, 766-10 c., 767 c., 1583-30 c., 1585-10, 1600, 1886 c.
25 Arrêté. Organ. colon. 771.
— Cass. Commune 993 c.; Contre-vent. 116 c. — Octroi 229-30 c. — Place de guerre 18 c. — Poids et mesures 27-30 c.
— Trib. de Lyon. Enreg. 1928.
— Cons. d'État. Patente 368.
26 Convention. V. 30 octobre et 26 novembre 1845.
— Cass. Cassation 183 c.; Témoins 43-10 c., 50 c.
27 Ord. Agent diplomat. 218; Comm. p. 273.
28 Trib. d'Orléans. Enreg. 3336-30. — Circ. Prisons 74.
29 Trib. de Mayenne. Enreg. 326-10.
30 Cass. Impôts indir. 373 c. — Jugem. par défaut 125 a. — Privil. et hypoth. 978 c., 981 c.
— Trib. de Saint-Denis (Réunion). Organ. colon. 109.
31 Ord. Organ. marit., p. 1094.
— Cass. Instr. criminel. 1811-10 c., 1829 c., 1327 c., 1336-10 c. — Question préjud. 157 c. — Traité Internat. 311 c., 330 c., 336 c.
— Rouen. Société 1651 a.
— Trib. de Montfort. Enreg. 4083 5880 c.
— Cons. d'État. Voirie par eau 183. — Decis. Voirie par eau 423.

Août.

- 1 Cass. Commune 1084 e. — Contraint. 215 e.; Frais et dépens 1025. — Presse-outrage 663 e. — Révélation de secrets 29-30 e.
- Limoges. Ordre 248, 428, 1109-10-20 e., 1239.
- Paris. Référé 201 e.
- Rouen. Vente publ. de marchandises neuves 59 e., 80-40 e.
- Trib. de Nantes. Enreg. 6108.
- Avis cons. des mines de Belgique. Mines 478, 488.
- 2 Lyon. Contrat de mariage 3423 e., 3563 e.
- Rennes. Industrie 134-30 e.
- Trib. de Nogent-sur-Seine. Privil. et hypoth. 2038.
- Circ. Voirie par terre 788, 815.
- 4 Cass. Chose jugée 221 e. — Contrat de mariage 3333-30 e.; Loi 259 e. — Loi 169-30 e.; Voirie par terre 343 e., 1989 e.
- Caen. Success. 1028 e.
- 5 Cass. Action possess. 103 e., 794 e.
- Trib. de Roanne. Office 273-10 e.
- Decis. Douanes 131.
- 6 Arrêté. Secours publics 157 s.
- Cass. Enreg. 1797 e.
- Bourges. Obligation 4880-10.
- Caen. Assurances terrestres 296 e.; Compét. comm. 460 e.; Société 220 e.
- Goharr. Disposit. entre vifs 1298-30 e. — Obligation 4939-30 e.
- Nancy. Dom. publ. 21 e.; Voirie par terre 1318 e.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4451.
- Théâtre 324.
- Cons. d'Etat. Requête civile 281.
- 7 Cass. Faux 437 e. — Instr. crim. 2878-20 e.; V. 8 août.
- Douai. Servitudes 460 e.
- Orléans. Contrat de mar. 1631-30 e. — Obligation 4888-30.
- Trib. de Châteauneuf-Thierry. Enreg. 3456.
- Trib. de Condom. Enreg. 122 e.
- 8 Ord. Forêts 666; Voirie par terre, p. 212.
- Cass. Abus de confiance 165 e. — Instr. crim. 2604 e., 3006-20 e.
- Bordeaux. Minors 368-30 e.
- Paris. Faillite 1278 e.; Forêts 1703.
- Rouen. Mat. d'or et d'argent 122 e.
- Trib. de Versailles. Enreg. 3811.
- Avis cons. mines de Belgique. Mines 354-10.
- Instr. Enreg. 441 e., 769, 781.
- 9 Cass. Cassation 843 e. — Instr. crim. 8022 e.
- Toulouse. Succession 1029 e.
- Trib. de Charolles. Enreg. 2405 e.
- Cons. d'Etat. Vente administr. 214-30.
- Circ. Impôts directs 369.
- 10 Avis. Commune 893 e.; Voirie par terre 1838.
- 11 Ord. Trait. internat., p. 542, 583.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 533, p. 790.
- Cass. Droits polit. 236, 247-10 e., 489 e. — Expropriat. publ. 537 e. — Office 243 e. — Voirie par terre 111 e.
- Trib. pol. de Saint-Florentin. Bois et charbons 32.
- 12 Ord. Avoue 28; Organ. milit., p. 1900.
- Metz. Demande nouvelle 187-50; Obligation 221 e., 2322-40.
- Nancy. Exploits 175-60, 473-70.
- C. d'ass. des Bouches-du-Rhône. Contumace 14-10 e., 18 e.
- Cons. d'Etat. Marais 45, 78, 85, 94, 122. — Mise en jugement 84 e.
- Delib. Enreg. 3923 e.
- 13 Cass. Brevet d'invent. 50 e.; Requête civile 75. — Prêt à intérêts 281 e.
- Lyon. Disposit. entre vifs 1366 e. — Responsabilité 131-10 e., 462-10 e.
- Trib. de Lyon. Enreg. 3767.
- Trib. de Saverne. Enreg. 5351.

Août.

- 13 Trib. de la Seine. Théâtre 168.
- Circ. Enreg. 4981; Prisons 55.
- 14 Ord. Sucre 8.
- Cass. Banquier 46 e.; Comptecourant 110-29 e.; Prêt à intérêts 237 e. — Boucher 18 e., 55 e.; Culte 738 e.; Industrie 162. — Commune 1170. — Commune 1198 e.; Contrav. 274 e. — Duel 109 e., 113-30 e. — Instr. crim. 1102-30 e. — Voirie par terre 1828-10 e.
- Besançon. Obligation 2984-10 e.
- Bordeaux. Ordre 111-10-20-30.
- Douai. Droit civil 461 e.
- Grenoble. Prescript. civ. 748-10 e.; Success. 1211 e., 1212 e.
- Liège. Mines 572-30.
- Nancy. Jugement 578-40, 584-10. — Prêt à intérêts 106-10.
- Orléans. Frais et dépens 45-110 e.; Obligation 1890 e.; Vente 1303 e., 1342-60 e., 1375-20 e., 1384 e.
- Rouen. Usage 423-20 e., 556 e., 593-20 e., 40 e., 631 e.
- Trib. de Liège. Mines 436.
- Trib. de Saint-Gaudens. Enreg. 549, 4897 e.; Ordre 1227-50 e.
- 15 Circ. Voirie par terre 437, 438, 1953 e.
- 16 Cass. Amnistie 131 e.; Peine 708-20 e. — Sucre 29.
- Bordeaux. Droit civil 896 e.
- Nancy. Jugement 663-140.
- Trib. de la Seine. Responsabilité 649; Trésor public 362.
- Circ. Aliéné 195.
- 18 Cass. Enreg. 2735 e.; Transcription hypoth. 708 e. — Enreg. 2912 e. — Succession 2132 e. — Voirie par terre 477 e.
- Bastia. Paternité 720 e.
- Bourges. Faillite 140-80 e.
- Orléans. Instr. crim. 1181 e.
- Trib. de pol. de Verthemon. Bois et charbons 34.
- Circ. Organ. milit. 703.
- 19 Ord. Impôts indir., p. 428; Octroi 132; Postes, p. 14.
- Cass. Action possess. 408 e.; Demande nouv. 137-10 e.; Trav. publ. 1107-50 e. — Privil. et hypoth. 2713 e. — Responsab. 415-20 e.
- Trib. de Montpellier. Enreg. 6166.
- Delib. Enreg. 6032 e.
- 20 Cass. Copie de pièces 85 e. — Effets de comm. 475-10 e. — Expropriat. publ. 521-20 e. — Monnaie 71 e. — Organ. colon. 168 e.; Organ. judic. 368 e.
- Alger. Organ. de l'Algérie 663, 664, 670, p. 790; V. 20 septembre 1845.
- Bourges. Exploit 190-20 e.
- Rouen. Effets de comm. 78 e., 234-20 e.
- Trib. de la Seine. Théâtre 170, 172.
- Trib. comm. de Paris. Théâtre 177.
- Circ. Frais et dép. 1135.
- 21 Ord. Ville de Paris, p. 147.
- Cass. Contumace 88 e.; Prescript. crim. 50 e. — Dommages-destr. 41 e. — Frais et dép. 1192-10 e. — Garde nation. 411 e. — Tentative 74 e., 75 e.
- Aix. Droit marit. 2297.
- Angers. Contrat de mar. 3407 e.
- Nancy. Compét. comm. 273 e. — Droit civil 104, 105.
- Trib. de Langrès. Enreg. 2595.
- Cons. d'Etat. Conflit 105. — Trav. publ. 1193 e., 1279-10 e.
- 22 Ord. Cons. d'Etat 18.
- Cass. Commune 1208 e.; Contrav. 275 e. — Compét. crim. 316 e. — Obligation 1954 e. — Organ. instr. publ. 205-10 e.
- Caen. Séparat. de corps 375 e.
- Nancy. Degré de jurid. 55-20 e., 430-60 e.
- Trib. d'Epervay. Enreg. 2918 e.
- Trib. de com. de Paris. Propriété littéraire 308 e. — Théâtre 214.
- 23 Ord. Trait. internat., p. 542.
- Cass. Forêts 160 e., 1206 e., 1948-80.
- Nancy. Chose jugée 518-90.
- Rouen. Honor. 10 e.

Août.

- 23 Cons. d'Etat. Deg. de jurid. 682; Trav. publ. 1275-140. — Imp. dir. 293-190, 392. — Patente 283, 263, 370-50. — Voirie par eau 370-40, 375-10, 300-10-20-30-40-50-60-70-80, 301-20, 806-10.
- 25 Cass. Douanes 638-30 e., 910 e. — Prêt à intérêts 147 e.
- Paris. Contrat de mar. 3582-30 e., 3591 e. — Référé 148 e. — Vente 532 e.
- Trib. d'Angoulême. Enreg. 2988 e.
- 26 Cass. Société 1238.
- Limoges. Compét. civile trib. de paix 197 e.
- Rouen. Ordre 460 e., 822 e. — Société 1048 e.
- Trib. de Nantes. Enreg. 4442, 6030 e.
- 27 Agen. Prise à partie 30 e.
- Orléans. Mat. d'or et d'argent 165-30 e. — Vol 670 e., 751-60 e.
- Trib. de Blois. Enreg. 3897-40 e.
- Trib. de Poitiers. Enreg. 3479.
- Cons. d'Etat. Culte 278 e. — Mise en jugement 145-10 e. — Pêche fluv. 68-30 e. — Prises marit. 186-40. — Travaux publ. 391.
- Instr. Trésor publ. 754.
- 28 Cass. Instr. crim. 1223-40 e. — Instr. crim. 2760 e.; Tentative 91-10 e. — Peine 316 e. — Vagabondage 95 e.
- Metz. Forêts 1231.
- Orléans. Mariage 305-20 e.
- Paris. Pêche fluv. 132.
- 29 Cass. Mat. d'or et d'argent 57-50 e., 54 e. — Mines 807 e.
- Nancy. Enquête 499.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 1998-60 e.
- Rouen. Vol 188-30.
- Trib. de Blois. Forêts 800.
- Trib. de Clermont. Enreg. 2583 e.
- Trib. de Vassy. Enreg. 2167.
- Trib. trect. d'Antenne. Bois et charbons 48.
- Avis cons. mines de Belgique. Mines 491-10-30.
- 30 Ord. Trait. internat., p. 542, 583.
- Aix. Responsab. 169-40.
- Paris. Chasse 441.
- Rennes. Privil. et hypoth. 1040-10 e., 20 e.
- Trib. de Chartres. Enreg. 4057 e.
- Trib. de Lille. Enreg. 6160 e.
- Trib. de Louviers. Enreg. 630 e., 1154 e.
- Cons. d'Etat. Cession min. 15-40; Cons. d'Etat 78-40 e.; Conflit 88 e. — Conseil d'Etat 78-70 e. — Marais 16-40 e.
- Octroi 339-10 e., 361 e., 864 e. — Office 107. — Organ. admin. 564-20, 691. — Trésor public 824 e. — Voirie par terre 537, 816.

Septembre.

- 1 Cons. du cont. de la Réunion. Organ. colon. 301.
- 4 Cass. Instr. crim. 1242 e.
- 5 Cass. Forêts 780; Voirie par terre 647 e. — Impôts indir. 286 e. — Instr. crim. 1329, 1336-10 e. — Trait. internat. 318 e.
- 6 Cass. Contrav. 232 e.; Voirie par terre 1401 e., 1418 e. — Forêts 319-50 e. — Mise en jugement 104 e. — Octroi 193-34 e. — Question préjud. 165-50 e.
- Trib. d'Avonnes. Enreg. 3897-10 e.
- 8 Ord. Organ. instr. publ., p. 1367.
- 10 Cons. d'Etat. Désistement 214. — Organ. admin. 827. — Patente 31-10, 53-20, 78, 113-50, 153-10, 351-50, 359. — Trav. publ. 1275-20 e., 1276-70 e. — Voirie par eau 188-30, 322.
- 11 Cass. Faut 415-20 e.; Instr. crim. 2860 e. — Instr. crim. 1242 e., 2881 e., 2998-90 e.
- 12 Cass. Commune 150 e.; Régiment. admin. 67 e. — Jugement 760-70 e., 770-20 e., 1658-40 e.

Septembre.

- 13 Cass. Question préjud. 165 e.
- Lyon. Peine 698 e.
- 17 Angers. Chasse 181 e.
- 18 Cass. Presse-outrage 1328 e., 1348-30 e.
- 19 Cass. Impôts indir. 12-20 e., 42-20 e.; Procès-verbal 408-40 e. — Octroi 207 e., 349 e., 389 e.; 864, 365 e. — Voirie par terre 2296-70 e.
- 20 Cass. Commune 915 e. — Instr. crim. 2164 e. — Voirie par terre 1938-30.
- Alger. Organ. de l'Algérie 663, 664, p. 790.
- 23 Ord. Travaux publics 933.
- 24 Ord. Halles 13-150.
- 25 Cass. Cassation 287 e.; Organ. marit. 1075-30 e.
- 26 Cass. Mohnale 64. — Voirie par terre 1429-30 e., 1440-20 e.
- 27 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 790.
- 28 Delib. Notaires 143 e.
- 30 Delib. Enreg. 2879 e., 4039 e.
- Solut. Enreg. 5894.
- 2 Cass. Complices 150-10 e.; Instr. crim. 3551 e. — Instr. crim. 2110 e., 2267-50 e.
- Paris. Référé 161 e.
- Delib. Enreg. 4039 e.
- 3 Cass. Manufact. 190-20 e. — Octroi 159-10 e.
- Avis cons. mines de Belgique. Mines 175, 261, 484, 478, 491-20.
- 4 Cass. Commune 1818 e. — Contrav. 499 e. — Presse-outrage 143-20 e.
- Paris. Référé 202 e.
- 6 Circ. Forêts 668.
- 8 Paris. Droits polit. 300-10 e., 30 e.
- Trib. de Mende. Notaire 758-40 e.
- 10 Cass. Instr. crim. 1228-20 e. — Tentative 68. — Voirie par terre 2206-20 e.
- 11 Cass. Dom. destr. 837 e., 2532 e.; Vol 146-40 e. — Presse-outr. 129-20 e. — Voirie par terre 1429-70, 1435, 1440-80.
- 14 Ord. Pénitenc. p. 774.
- Delib. des huissiers de Pontoise. Copie de pièces 60 e.
- 15 Paris. Droits polit. 230-30 e., 347-40 e.
- Trib. de la Seine. Exceptions 27.
- Cassite du pait de Marseille. Octroi 121-20 e.
- Decis. Notaire 846 e.
- 16 Cass. Instr. crim. 1211-10 e., 1213 e.
- Paris. Jugement par défaut 226-60 e. — Référé 98 e.
- 17 Cass. Cassation 1265 e. — Voirie 422 e.
- Just. Boulanger 110.
- 18 Cass. Peine 166 e.
- 19 Decis. Notaire 125 e., 408 e.
- 20 Ord. Avoue 28.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 669.
- 21 Ord. Organ. colon. 681; p. 1114.
- Delib. Enreg. 4327.
- 23 Ord. Organ. colon., p. 1114.
- Paris. Référé 204 e.
- 24 Ord. Avoue 28.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 790.
- Circ. Cassation 803 e.; Voirie par terre 1984 e., 1997 e., 2002 e.
- Solut. Enreg. 3822.
- 25 Alger. Organ. de l'Algérie 669, 670.
- 26 Ord. Organ. colon., p. 1114.
- 27 Poitiers. Exploit 508-20 e.
- 28 Delib. Enreg. 1924 e.
- 29 Ord. Vovure 180, p. 992.
- 30 Ord. Trait. internat., p. 542.
- Circ. Enreg. 6164 e.
- 31 Ord. Organ. de l'Algérie 663 e., p. 790; Organ. milit., p. 1900.
- Poitiers. Droits polit. 278 e.

Novembre.

1. Pénitenc. des huissiers de Limoges. Huissier 111 e.
- Ord. Organ. milit., p. 1900.
- 2 Cass. Assurances terrestres. 274 e. — Enquête 571-10 e.
- 3 Cass. Contrainte par corps 152 e.; Effets de commerce 506-60 e.; Lettre miss. 12-10 e. — Droit marit. 1970 e. — Ordre 1107-40 e. — Usage 109-10. — Vente 874 e.; Vice redhib. 75 e.
- 4 Cass. Faillite 1268-40 e. — Frais et dép. 52-20 e.
- Bourges. Droits polit. 168-30 e.
- 5 Cass. Instr. crim. 2818-30 e. — Postes 85 e., 67-90, 117.
- Nancy. Forêts 531 e.
- Rouen. Compét. comm. 152 p.
- 7 Ord. Organ. milit., p. 1900; Trésor publ., p. 1162.
- Cass. Vulture 389-40 e.
- Douai. Louage 543 e.
- Paris. Compét. comm. 230 e.
- 8 Cass. Delict rural 204 e.; Usage 222-10 e. — Foncienn. publ. 82 e.; Procès-verb. 85 e., 564-20 e., 30 e., 618-20 e.; Rebell. 26-10 e. — Garde nation. 372-60 e., 423-40 e.
- 9 Ord. Organ. de l'Algérie 666 e., 667, 668, 1908 e., 1699 e., 1077, p. 790.
- 10 Cass. Contrat de mariage 2122 e., 2127 e. — Faillite 61-20 e., 796-20 e. — Mines 187 e. — Organ. milit. 316 e., 822 e. — Servitudes 138 e.
- Alger. Organ. de l'Algérie 667-20.
- Douai. Droits polit. 400 e., 546 e.
- Limoges. Exploit 56-70 e., 620-110 e.
- Nancy. Effets de comm. 782.
- Trib. de Mirecourt. Enreg. 5542 e.
- 11 Cass. Douanes 630 e. — Obligation 2865-50 e., 3474 e.
- Caen. Mariage 678 e., 715 e.
- Douai. Droits polit. 248 e., 245 e., 492-30.
- Orléans. Compét. civ. trib. d'arr. 86 e., 88 e.
- 12 Cass. Arrêt. 706 e. — Effets de comm. 486 e.
- Bourges. Droit 155 e. — Droits polit. 236 e., 248 e., 602-20, 500-40 e.
- Douai. Droits polit. 348 e., 349 e.
- Paris. Chasse 217 e.
- Rennes. Droits polit. 1064-40 e.
- 13 Cass. Instr. crim. 1114-10 e. — Postes 87-10 e. — Substances vénéneuses 10 e.
- Angers. Droits polit. 346 e., 492-40 e.
- Bourges. Déclaration. admin. 86, 91.
- Nancy. Droits polit. 442-60 e.
- Paris. Degré de jurid. 60 e.
- Trib. de Meus. Mines 378, 433-10.
- 14 Montpellier. Jour fête 48-30.
- Paris. Droits polit. 267-40 e. — Instr. Organ. milit. 202.
- 15 Ord. Organ. instr. publ. 271 e., p. 1167.
- Agen. Biopon. entre vifs 4454 e.
- 17 Cass. Exploit 546-50 e.
- Douai. Droits polit. 100-10 e., 282 e., 393, 836-10 e.
- Grenoble. Droits polit. 483 e., 285-30 e.
- Circ. proc. du roi de Saint-Dié. Vente publ. de March. neuves 56 e.
- 18 Ord. Organ. instr. publ., p. 1867.
- Cass. Chose jugée 212-60 e.; Enquête 216 e. — Enq. militaires 23 e. — Enreg. 3870 e.
- Bourges. Droits polit. 193-20 e.
- Colmar. Servit. 619 e.
- Douai. Droits polit. 223 e., 250 e., 243 e.
- Trib. de la Seine. Voirie par eau. 36 e. ser 28.
- Circ. Voirie par terre 832.
- 19 Cass. Compét. civ. trib. de paix 668 e.; Enquête 650 e. — Enreg. 2885 e. — Obligation 4215 e. — Usage 802-60 e.
- Alger. Organ. de l'Algérie 667-10.
- Angers. Droits polit. 164-30, 261-20 e., 508-50.

Novembre.

- 19 Douai. Droits polit. 287 c.; Paternité 467 c.
— Grenoble. Droits polit. 100 c.
20 Cass. Cassation 321 c. — Chasse 32 a. — Contravent. 243 c., 279 a., 288 c. — Octroi 204-10 c. — Temoign. faux 104 c.
— Limoges. Exploit 58-60 c., 524-110 c.
— Metz. Forêts 626.
— Nancy. Droits polit. 506-10, 512.
— Cons. d'Etat. Marché de fournil. 93-60, 101-230. — Octroi 284.
21 Cass. Brevet d'invent. 113 c.
— Bordeaux. Propriété 307-20 c.
— Dijon. Droits polit. 276 c.
— Nancy. Faillite 221 c., 1475 c.; Grâce 54 c.
— Paris. Droits polit. 172-50 c., 188 c., 325 c., 461-50 c.
— Trib. de Péronne. Enreg. 3682.
— Avis cons. mines de Belgique. Mines 117-10, 543, 554, 563.
22 Ord. Traité internat., p. 542.
— Alger. Organ. de l'Algérie 977-10-30 c.
23 Cass. Droit marit. 2097 c. — Société 1075 c.
— Bourges. Obligat. 3717 c., 3718-10 c. — Seclées 189 c.
— Douai. Droits polit. 193 c., 200 c.
— Nancy. Degré de jurid. 451.
— Paris. Privil. et hypoth. 285-10 c.
24 Cass. Eaux 70 c. — Responsab. 626 c. — Servitudes 820-40 c., 821-40 c., 828 c., 863 c., 864 c.
— Douai. Droits polit. 235 c., 239 c.
— Trib. d'Alais. Huissier 59 c.
— Juge de paix de Mons. Société 1588 c.
25 Ord. Traité internat., p. 542.
— Convent. V. 25 mars 1846.
— Cass. Cassation 2361 c.; Jugem. 170 c., Obligat. 3001 c. — Disposit. entre vifs 1556-30 c.; Faillite 279-10 c.; Transcript. hypoth. 475 c. — Exprop. publ. 652 c. — Mines 77 c., 79 c.
— Douai. Droits polit. 168-40 c., 176-40 c., 326 c.
— Cons. d'Etat. Forêts 1899.
— Instr. Organ. milit. 222, 231.
27 Ord. Postes, p. 14.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 403.
— Cass. Complice 54-40 c. — Instr. crim. 1223 c., 3089 c. — Mise en jugem. 38 c. — Presse-outrage 328-50.
— Limoges. Effets de comm. 377 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 143 c.
— Trib. de Bagneres. Enreg. 6027.
28 Cass. Organ. admin. 381 c.; Voirie par terre 343 c.
— Dijon. Chasse 39 c., 379 c., 387 a.
— Paris. Référé 98 c.
— Trib. de la Seine. Huissier 52.
— Cons. d'Etat. Forêts 1899. — Impôts directs 38-20. — Organ. admin. 538-40. — Patente 339, 392-40. — Voirie par terre 2324.
29 Ord. Organ. marit., p. 1694.
— Cass. Cassation 193 c. — Chasse 125 c., 182 c., 278 c. — Presse-outrage 835 c.
— Limoges. Exploit 58-70 c., 524-110 c.
— Trib. de Lille. Enreg. 3684.
— Décis. Impôts indir. 549.
30 Ord. Conseil d'Etat 18.

Décembre.

- 1 Cass. Droits polit. 193 c. — Office 216 c. — Organ. judic. 176-30 c.
— Bourges. Droits polit. 247-30 c., 463 c.
— Montpellier. Forêts 437.
— Trib. de la Seine. Théâtre 308.
2 Ord. Forêts 134, 1920; Organ. de l'Algérie, p. 790.
— Cass. Culte 669 c., 673-30 c., 40 c. — Jugem. 187 c. — Jugem. p. déf. 234-20 c.; Ordre 339 c. — Prescript. civ. 701 c.; Servitudes 1331-10 c.
— Bourges. Droits polit. 515 c.
— Caen. Droits polit. 235 c., 238 a.
3 Cass. Droits polit. 323 c. — Eaux 873 c.
— Agrest. Disposit. entre vifs 1029 a.

Décembre.

- 8 Limoges. Droits polit. 334 c.
— Trib. comm. de Paris. Presse-outrage 836 c.
4 Cass. Forêts 394 c.; Peine 452-30 c. — Organ. de l'Algérie 708-10 c.
— Nancy. Forêts 822, 838.
— Rouen. Responsab. 132-50.
— Trib. de Figeac. Succès. 1029 c.
— Trib. de la Seine. Trésor public 1282-20 c.
5 Cass. Garde nation. 458 c.
— Bordeaux. Obligat. 563-50.
— Orléans. Droits polit. 465 c.
— Rouen. Presse-outrage 282-10 c.
— Trib. de Louviers. Enreg. 6030 c.
6 Ord. Frais et dépens 153, p. 73; Organ. instr. publ. 288 c., p. 1367; Organ. judic., p. 1508.
— Convention. V. 21 mars 1846.
— Cass. Jour férié 17 c.; Loi 556 c.
— Limoges. Obligat. 1075 c.
— Lyon. Effets de comm. 127 c.
— Paris. Référé 142 c.
7 Ord. Organ. instr. publ., p. 1367.
— Metz. Forêts 1290.
8 Cass. Usage 207-30 c.
— Caen. Droits polit. 164, 253 c., 254.
— Colmar. Compét. comm. 492 c.
— Orléans. Forêts 1302.
9 Ord. Impôts dir., p. 278; Trésor publ., p. 1183.
— Cass. Impôts indir. 171-30 c.
— Caen. Prescript. civ. 488.
— Nancy. Forêts 326 c.
— Orléans. Forêts 432 c.
— Trib. d'Orléans. Enregist. 581, 1044.
— Trib. de Saverne. Enreg. 4235 c.
— Cons. d'Etat. Commune 1914 c. — Compétence admin. 169 c.
— Trav. publ. 1258-40 c. — Conflit 37 c.; Trésor public 569-70, 588-20. — Forêts 1899. — Organ. colon. 385-100, 315-20 c., 341 c., 595. — Patente 211, 252-50, 328-30. — Voirie par terre 398 c., 403-30 c., 407-10 c., 1249 c., 1765 c., 1767 c.
10 Cass. Cassation 84 c., 1239 c. — Enreg. 3327 c. — Marais 47 c. — Obligat. 5037-70.
— Bordeaux. Obligat. 3658 c.
— Limoges. Privil. et hypoth. 1525-30 c.
— Nancy. Degré de juridict. 167. — Usage 131.
11 Cass. Instr. crim. 3306 c. — Jugem. 1077-30 c.; Presse-outrage 683 c. — Loi 545-10 c.
— Limoges. Ordre 237-40, 960-70.
12 Cass. Instr. crim. 3285 c. — Voirie par terre 282-30 c.
— Toulouse. Office 222 c., 280-30 c., 323 c.
13 Traité. V. 5 août 1846.
— Nancy. Dom. publ. 31 c.; Voirie par terre 552-60 c., 427 c., 1818 c.
— Paris. Succès. 2100 c.
— Trib. de Reims. Enreg. 3786.
— Cons. d'Etat. Commune 2319 c. — Cons. d'Etat 99 c.; Office 125. — Forêts 1728 c., 1947 c. — Impôts dir. 50-20. — Patente 106-10, 393 c., 396-30. — Trav. publics 1182-30 c.; Voirie par terre 520 c., 523 c. — Travaux publics 1278-10-20 c. — Trésor public 557-10 c., 588-10. — Voirie par terre 405-10 c., 770-30.
— Réglem. Organ. marit. 323, p. 1694; Trésor public 820.
14 Cass. Bourse de comm. 354 c.; Cassation 1859 c.; Office 61-40 c. — Droits polit. 234 c. — Nom 20-10 c.
— Montpellier. Vente publ. d'immeubles 1516 a.
16 Cass. Mariage 548-20 c. — Responsab. 315-30 c., 501 c.
17 Ord. Organ. colon. 76, p. 1114; Organ. marit., p. 1694.
— Cass. Expropriat. publ. 448 c. — Office 216 c., 243 c., 247 c. — Privil. et hypoth. 1435 a. — Voirie par chemins de fer 161 c.
— Montpellier. Privil. et hypoth. 1775 c.
— Trib. d'Auxerre. Enreg. 5004.

Décembre.

- 17 Trib. de Limoges. Enreg. 5679 c.
— Trib. de la Seine. Trésor public 1282-10 c., 1408-30 c.
— Circ. Douanes 697.
18 Cass. Chasse 283 c. — Instr. crim. 2840-30 c.
— Douai. Eaux 210 c.
— Grenoble. Minorité 237-40 c., 50 c.
— Nancy. Forêts 340 c., 724 c., 726, 720 c., 821 c., 1182. — Usage 451-30 c., 458 c., 460 c.
— Trib. de Meaux. Enreg. 3725.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1340 c.
— Trib. de Versailles. Enreg. 3897-50 c.
19 Cass. Effets de comm. 546 c. — Enreg. 6087-30 c.
— Caen. Octroi 159-10.
— Décis. Notaire 125 c., 133 c.
— Delib. Enreg. 3932-30.
20 Cass. Minist. publ. 57 c. — Quest. préjudic. 58 c.; Temoign. faux 104 c.
— Dijon. Succès. 1028 c.
— Trib. d'Evreux. Enregist. 3479, 6024 c.
— Trib. de Lille. Enreg. 2641, 3434.
22 Cass. Disposit. entre vifs 186 c., 187-40 c. — Société 1368-30 c.
— Trib. d'Epinal. Enreg. 6024 c.
— Circ. Loterie 30 c.
23 Cass. Caution. 338 c., 349 c.; Frais et dépens 385-40 c. — Loi 189 c.; Obligat. 3251-10 c. — Mandat 488 c. — Nantissement 315; Vente 1459-30 c. — Privil. et hypoth. 668-30 c.
— Bordeaux. Dispositions entre vifs 4646 c., 4647-40 c.
— Roum. Prescript. civ. 954-10 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1351 c., 4153 c.
— Cons. d'Etat. Commune 1642. — Concess. admin. 46; Voirie par eau 187. — Conflit 54 c., 152 c.; Voirie par terre 55-10 c., 311 c., 2108-40 c. — Conseil d'Etat 249. — Garde nat. 298 c. — Impôts directs 91, 116, 456-40. — Octroi 173. — Patente 66, 412. — Servitudes 407. — Trésor public 611 c., 628-10. — Voirie par eau 653-40 c., 654 c. — Voirie par terre 544, 1743 c., 1756 c., 1765 c.
— Circ. Voirie par eau 564.
— Delib. Enreg. 435-70 c.
24 Ord. Douanes, p. 617.
— Cass. Expropriat. publ. 402-20 c., 673-20 c.
— Bourges. Droits polit. 238 c., 280 c., 515 c.
— Caen. Compét. comm. 487 c.
— Nancy. Forêts 244, 813, 822.
— Trib. de Ribérac. Enreg. 3278-40 c.
— Cons. d'Etat. Organ. colon. 289-10, 292 c., 293 c., 780 c. — Travaux publics 1148-50 c.
— Circ. Organ. instr. publ. 218 c.; Patente 192, 208, 210.
26 Cass. Contrevenant 204-10 c., 206 c. — Faux 408 c. — Forêts 324 c., 336. — Témoin 248-70 c.
— Circ. Frais et dépens 1063, 1072, 1080, 1102 c.; Instr. crim. 859; Témoin 245 c., 324 c.
— Décis. Octroi 58.
27 Cass. Prescript. crim. 74 c. — Prêt à intérêts 272-10 c., 275 c. — Voirie par terre 1192-30 c.
— Douai. Degré de jurid. 147-80.
— Trib. de Reims. Enreg. 3949.
29 Ord. Pension, p. 774.
— Cass. Avoué 99 c.; Huissier 52 c. — Cassation. 1475 c.; Discipline 251 c., 254 c., 284 c. — Commission. 403 c. — Prescript. civ. 179 c.
— Douai. Responsabilité 383-20 c. — Nancy. Usage 95.
30 Cass. Brevet d'invent. 51 c.
— Caen. Minorité 100 c.
— Colmar. Compét. comm. 49 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 5409 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1460.

Décembre.

- 30 Circ. Commune 463; Trésor publ. 616.
— Instr. Enreg. 4971-30.
31 Cass. Commission. 96 c.; Mandat 350 c.; Normand 67 c.; Prêt à intérêts 57 c., 114 c. — Contrat de mar. 520 c., 3418-10 c. — Servitudes 1238-10 c.; Usage 141 c.
— Caen. Normand 31.
— Rennes. Droits polit. 324 c.
— Trib. de Bourg. Enreg. 3278-50 c.
1846
Janvier.
1 Décis. Office 116 c.
2 Ord. Organ. de l'Algérie 186, 496 a., p. 790.
— Cass. Presse-outrage 131-30 c.
— Caen. Nantissement 286 c.
3 Cass. Chasse 322 c. — Défense 22 c. — Domm. destr. 100 c.; Instr. crim. 2897 c. — Forêts 324 c.; Peine 452-30 c. — Organ. milit. 828-60 c. — Peine 452-30 c. — Pêche fluviale 145 c., 187-10 c. — Voirie p. terre 2371-60 c.
— Paris. Dom. publ. 47-30 c. — Obligat. 5052 c. — Prescript. civ. 281 c.
— Trib. du Mans. Notaire 760 c.
4 Cass. Garde nat. 72-30 c. — Instr. crim. 1074.
5 Ord. Archives 29.
— Cass. Disposit. entre vifs 4536 c., 4637 c., 4640-30 c. — Disposit. entre vifs 4658-50 c.; Tierce-opposit. 146-70 c. — Office 219 c., 243 c., 244 c. — Temoign. faux 59 c., 62 c. — Vente publ. de marchandises neuves 82 c.
— Caen. Droit civil 305 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 1686-40 c.; Obligat. 3113-30 c.
6 Cass. Arbitr. 1250 c. — Disposit. entre vifs 3969 c. — Exprop. publ. 437-10 c. — Ordre publ. 7-90. — Succès. 2098 c.
— Douai. Contrat de mar. 868 c., 880 c., 884 c., 930 c.
— Rouen. Surenchère 84 c., 66 c., 293-10 c., 328 c.
— Trib. de Mons. Mines 417-50.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4244 c. — Presse-outrage 832.
7 Cass. Eaux 574-20 c. — Notaire 504-30 c.; Vente 1101 c. — Vente 682-20 c.
— Angers. Obligat. 3989 c.
— Bordeaux. Servitudes 359-20 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 1260 c.; Succès. 1029 c.
— Nîmes. Usage 339-10 c.
— Toulouse. Ordre 660 c., 737-20 c.; Privil. et hypoth. 688-50 c., 2475-30 c.
8 Arrêté. Enreg. 65 c.
— Cass. Instr. crim. 1228-30 c., 1336-10 c., 1510-50 c., 3877-20 c.
— Nancy. Forêts 1182.
— Trib. de Lille. Enreg. 4628.
9 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 790.
— Cass. Forêts 421 c. — Frais et dépens 1025 c. — Minist. publ. 364 c.
— Paris. Chasse 73 c.
— Trib. de Versailles. Bois et charbons 86.
— Cons. d'Etat. Impôts directs 77; Marais 7 c. — Impôts directs 108, 631-20 c. — Marais 80-30, 89-40, 95, 103. — Organ. admin. 242-80 c., 980 c., 982-20 c.
10 Cass. Contravent. 168 c., 170 c., 503-20 c. — Peine 353 c. — Poids et mesures 160 c.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 190, 567 c.
— Cons. d'Etat. Patente 365.
11 Cass. Obligat. 3893.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 2390-30.

Janvier.

- 12 Orléans. Forêts 284 c., 286 c., 722-50 c.
— Paris. Nantissement 211 c.
13 Cass. Substitut. 163-40 c. — Vente publ. d'immeubles 1290-20 c.
14 Colmar. Forêts 872.
15 Cass. Forêts 1311 c. — Instr. crim. 1228-20 c., 3435-20 c. — Angers. Disposit. entre vifs 1681-70 c.; Faux incid. 34 c.
16 Besançon. Disposit. entre vifs 4530 c., 4614-20 c., 4658-30 c.; Minorité 519-20 c. — Travaux publ. 1180 c.
— Bordeaux. Obligat. 4615-30 c.
— Caen. Nullité 44 c.; Obligations 2938-40 c.; Prescript. civ. 859 c.
— Colmar. Obligat. 5136, 5137 a.
— Paris. Requête civ. 55.
— Trib. correct. de la Seine. Huissier 84 c.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 163 c. — Culte 235 c. — Garde nat. 226 c. — Impôts dir. 439-20, 631-40. — Organ. admin. 286-20. — Prises marit. 70-10, 199-10. — Travaux publ. 320, 910. — Voirie par terre 467-40, 1163, 2046 c., 2266, 2367-30, 2318.
17 Ord. Machine à vapeur 3 c.; Organ. marit. 433, 335 c., 576, 616, 828, p. 1694; Voirie par eau 308.
— C. C. belge. Jugem. p. déf. 22 c.
— Limoges. Culte 117 c., 118 c.; Mariage 288-50 c.
— Nancy. Faillite 1089 c.
— Orléans. Disposit. entre vifs 186-60 c., 1253-10 c., 2196 c.
— Rouen. Obligat. 3294 c., 2698-30 c.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 108. — Travaux publ. 419. — Voirie par eau 636-10 c. — Voirie p. terre 407-30.
18 Ord. Organ. judic. 432, p. 1200.
19 Ord. Gendarme, p. 499.
— Douai. Chasse 204 c.
20 Ord. Organ. colon. 167 a., p. 1114.
— Cass. Vol 873 c., 878 c.
— Caen. Obligat. 4948-30 c., 5207.
— Paris. Mandat 139-70 c., 141 c.; Obligat. 1900 c.
21 Cass. Contrat de mar. 2337-20 c., 3329 c.; Mariage 292-20 c., 900-10 c.
— Angers. Privil. et hypoth. 1680 c.
— Bastia. Mariage 565-30 c.
— Lyon. Privil. et hypoth. 519 c.; Travaux publics 617 c., 618 c., 686 c.
— Trib. de Domfront. Enreg. 2618 c.
22 Cass. Instr. crim. 1892 c.; Temoign. 446-30 c. — Instr. crim. 1894 c. — Témoin 223-30 c.
— Colmar. Avoué 98 c.; Honoraires 4 c.
— Rouen. Usufruit 701 c., 702 c. — Instr. Enreg. 63.
23 Cass. Gendarme 59 c.; Instr. crim. 2824-20 c.
— Paris. Obligat. 2415-30 c.
24 Ord. Forêts 134.
— Cass. Chose jugée 473-20 c. — Forêts 1182, 1206 c. — Servitudes 953-10 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 4404 c., 4647.
— Nancy. Forêts 1206. — Seclées 30 c. — Voirie par eau 318-20.
— Poitiers. Forêts 1311 c.
— Trib. de Châteauneuf-Thierry. Enreg. 3074.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 631-20. — Jugement 936-30. — Mines 297, 311 c.
26 Ord. Vidanges 84-20.
— Nancy. Louage 278-70 c.
— Réglem. Trésor publ. 744.
27 Ord. Manufact. 114, p. 8.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 253 a.; Prisons 29, 37.
— Cass. Voirie par terre 1339 c.
— Aix. Disposit. entre vifs 2644 c., 2728 c.
— Bordeaux. Contrainte par corps 42 c., 524 c. — Faillite 804 c.

Janvier.

- 27 Caen. Interdict. 230-40 c.; Obligation. 4570, 1666-100 c.
— Poitiers. Compét. civ. trib. d'arr. 159 c.; Notaire 538-20 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4224 c.
— Delib. Enreg. 393, 3950.
28 Ord. Organ. colon. 1017; Traité internat., p. 542.
— Cass. Arbitr. 458 c. — Industrie 273 c.; Nom 92 c. — Obligation. 1321 c.; Prêt à intérêts 183-50 c.; Vente 853, 1121 c., 1139 c., 1146 c.
— Bordeaux. Commissionn. 193 c., 195 c.
— Colmar. Exploit 731-30 c.
— Douai. Responsab. 355-50 c.
— Nancy. Chasse 393 c., 473 c.
— Riom. Pêche fluv. 140 c.
— Trib. de Pithiviers. Enreg. 408 c., 1379.
29 Trib. de Valenciennes. Enregistr. 3924 c.
30 Cass. Chose jugée 473 c. — Contrat. 210. — Disposit. entre vifs 231 c., 233 c. — Exploit 731-40 c. — Obligation. 4899-90 c.; Vol 123 c.
— Bourges. Forêts 823 c., 859 c.
— Riom. Contr. par corps 304 c.
— Trib. d'Avesnes. Enreg. 5988 c.
— Trib. de Beaune. Enreg. 959 c.
— Delib. Enreg. 3928, 3950.
31 Cass. Forêts 414 c., 746 c., 747 c. — Impôts indir. 264 c. — Témoin 571.
— Orléans. Obligation. 2397-10 c.; Office 318-10 c., 327 c., 336 c., 337-30 c.; Privil. et hypoth. 344 c., 348-20 c.
— Decis. Chasse 114 c.

Février.

- 1 Ord. Organ. de l'Algérie 591, p. 790.
2 Cass. Effets de comm. 702-30 c. — Expropriat. publ. 447-40 c., 455-40 c., 459-70 c.
— Bastia. Contrat de mar. 3247 c.; Obligation. 1987 c.; Privil. et hypoth. 851 c., 900 c., 912 c., 1948 c., 2387 c.
— Bordeaux. Droit marit. 1192 c.
— Cons. d'Etat. Manufact. 147-30.
3 Ord. Organ. colon. 747 c., p. 1114.
— Cass. Cassation 1577 c.; Rente viagère 19-20 c. — Chose jugée 268 c.; Obligation. 1422-30 c. — Impôts indir. 340 c.
— Orléans. Compét. comm. 481 c.
— Paris. Success. 1039 c.
4 Cass. Contrat de mar. 1920 c. — Enreg. 4825 c.; Expert. 300 c. — Obligation. 1857-10 c.
— Bordeaux. Compét. comm. 99 c. — Vente publ. d'immeub. 1241-20 c.
— Nancy. Forêts 699 c., 722-30 c., 734 c.
5 Ord. Forêts 133.
— Cass. Commune 1166 c. — Contrat. 304 c. — Garde nat. 650 c. — Procès-verbal 166-80 c., 116 c.; Voirie par terre 1161-30 c. — Témoin. faux 58-30, 66 c.
— Lyon. Compét. comm. 85 c.; Obligation. 474 c.; Société 1923 c.
— Rennes. Droits polit. 348 c.
6 Bordeaux. Degré de jurid. 380 c.
— Paris. Surenchère 354 c., 356 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 106 c., 113 c. — Conseil d'Etat 125-10 c. — Garde nat. 93 c., 237 c., 244-50 c. — Impôts directs 39. — Voirie par terre 1140, 1141-50, 1148-10.
7 Cass. Organ. instr. publ. 126-10 c., 227 c., 283-30 c., 292 c., 490-40 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 664.
— Besançon. Dispositions entre vifs 3153-20 c.; Parenté 11 c.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 2700-30 c.
— Orléans. Office 273-30 c.
— Trib. du Mans. Enreg. 2654.
9 Arrêt. Prisons 36.

Février.

- 8 Cass. Expropriat. publ. 629-40 c., 631-20 c.
— Orléans. Chasse 285 c.; Instr. crimin. 285 c.
— Paris. Paternité 185 c., 190 c., 198 c.
10 Convention. V. 18 et 23 mars 1846.
— Cass. Jugement 1022-90 c. — Office 367 c.
— Aix. Séparat. de corps 238.
— Bordeaux. Mandat 195 c.
— Caen. Secours publics 406 c.
— Delib. Enreg. 3793.
11 Cass. Contrat de mar. 3530 c. — Enreg. 1997 c., 6027-20 c. — Octroi 121-10 c.
— Nancy. Chasse 32 c.
— Paris. Brevet d'invent. 380 c.
— Riom. Forêts 1991 c.
— Trib. de Caen. Octroi 137 c., 263-20 c.
— Instr. Prisons 36.
12 Cass. Exceptions 72 c. — Faillite 1513 c. — Instr. crimin. 1211-10 c., 1216 c., 1218 c.
— Grenoble. Contrat de mariage 3568 c.
— Nancy. Obligation. 5188 c.
13 Cass. Instr. crim. 1200 c., 1211 c. — Récusation 102-30 c.
— Angers. Obligation. 2957-20 c., 2980-20 c.
— Caen. Normandie 31 c.
— Grenoble. Forêts 2001 c.
— Limoges. Vol 665 c.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 853 c.
— Cons. d'Etat. Manufact. 47, 50, 157, 161. — Pêche fluviale 35; Voirie par eau 186-30. — Pension 120.
14 Cass. Greffe 39 c.; Trésor public 857 c. — Pêche fluviale 20 c., 135 c.
15 Cass. Expropriat. publ. 508 c., 543 c., 629-40 c., 631-30 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 1941 c.; Vente 909 c.
— Paris. Degré de jurid. 307-20 c. — Référé 81 c.
— Trib. de Nevers. Enreg. 3620.
17 Douai. Vol 664-10 c.
— Lyon. Voirie par terre 1342 c., 1345-40 c.
— Paris. Degré de jurid. 234-10 c.; Faillite 975-30 c.
— Rouen. Assurances terrestres 125 c. — Contrat de mar. 3523 c., 3534 c.
18 Cass. Bois et charbons 75. — Ordre 90 c.; Vente publ. d'immeubles 1633 c., 1737 c., 1739-10 c.
— Bordeaux. Paternité 557 c., 611 c., 613 c.
— Paris. Commune 1205 c.
— Rouen. Requête civ. 441 c., 143 c.
— Trib. de Lorient. Enreg. 6020 c.
— Cons. d'Etat. Mines 544, 583 c. — Pension 120.
19 Cass. Chasse 280 c. — Jeu 76 c.
— Aix. Industrie 241 c.
— Bordeaux. Paternité 624 c., 625 c., 630 c.
20 Cass. Compét. comm. 69 c.; Faillite 1385 c.; Mines 274-20 c. — Vol 667.
— Limoges. Chose jugée 545 c.
— Paris. Faillite 154-30 c.
— Cons. d'Etat. Conflit 106 c., 118 c. — Cons. d'Etat 149 c. — Impôts dir. 293-90. — Impôts dir. 440-30; Patente 356-30. — Impôts dir. 631-10 c., 40. — Organ. admin. 1039. — Patente 250 c., 413-30. — Trav. publ. 1275-40, 1276-70. — Voirie par eau 636-10 c. — Voirie par terre 753. — Voiture 105-90.
21 Paris. Compét. comm. 303 c. — Contrat de mariage 2381 c., 2384 c.
— Lettre. Enreg. 1963 c.
— Orléans. Médecine 54-20 c., 55 c., 61 c.
— Paris. Responsab. 488 c.; Trésor publ. 1263-30 c.
— Toulouse. Règlement de juges 90-20 c., 91 c.; Renvoi 91-40 c.
24 Ord. Pension, p. 774.

Février.

- 24 Cass. Droits civils 284-20 c. — Droits polit. 315 c. — Obligation. 1923-20 c., 1948 c. — Obligation. 8006-20 c.; Voirie par terre 170 c.
— Dijon. Notaire 782-30.
— Paris. Référé 95 c.
— Rouen. V. 24 février 1846.
25 Cass. Enreg. 1071 c. — Enreg. 5718 c., 6005 c.; Privil. et hypoth. 2376 c.; Transcript. hypoth. 676 c.; Voirie p. chemins de fer 593 c.
— Caen. Mandat 272.
— Riom. Chasse 206 c.
— Trib. de la Seine. Vente 473 c.
26 Ord. Sel, p. 866.
— Cass. Frais et dép. 1025 c.; Serment 304-30 c. — Instr. crim. 3229 c., 3653 c. — Poids et mesures 38 c. — Serment 204-50 c.
— Angers. Société 846 c.; Vente 1823 c.
— Lyon. Compétence comm. 446 c., 479 c.; Mandat 141 c.
— Nancy. Louage 278-70.
— Poitiers. Vente publ. d'immeub. 827 c.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 440-30, 462-30. — Patente 244-10. — Travaux publ. 418-50, 420.
27 Cass. Poids et mesures 32-40 c. — Voirie par terre 2269 c.
— Paris. Compét. comm. 63 c.
28 Arrêt. Organ. de l'Algérie 62.
— Cass. Contrat. 152 c. — Forêts 1170 c. — Instr. crimin. 899-30 c.; Voirie par terre 3048-30 c. — Peine 277-20 c. — Voirie par terre 1838-40 c.
— Limoges. Minorité 403-40 c.

Mars.

- 3 Ord. Organ. marit., p. 1694; Organ. milit., p. 1900; Salubrité publ., p. 674.
— Cass. Compét. civ. trib. d'arr. 148 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1136.
— Besançon. Pêche fluv. 161 c.
— Bordeaux. Nom 94 c.
— Montpellier. Forêts 504-30 c.
— Paris. Enquête 477-30.
3 Cass. Disposit. entre vifs 2653 c., 2681 c. — Serment 28-30 c. — Usage 209-20 c. — Voirie par terre 1353 c., 1361 c.
— Agen. Contrat de mar. 3652 c., 4034-30 c. — Obligation. 8076-40 c.
— Rouen. Forêts 1451.
4 Trib. de la Réole. Enreg. 492 c., 505 c.
5 Cass. Instr. crimin. 1228-20 c., 1236-10 c., 2896-10 c. — Mise en jugement. 309-20 c.
— Caen. Normandie 61 c.
— Paris. Contrat de mar. 786 c. — Industrie 232 c.
— Rouen. Société 107 c.
6 Cass. Chasse 465 c. — Forêts 4583-40. — Voiture 424 c. — Vol 817 c., 371 c., 385 c.
— Cons. d'Etat. Marché de fourn. 187-160. — Organ. admin. 475-60, 527.
7 Aix. Minorité 197-20 c., 211-30 c., 367 c.
— Paris. Exploit 552-20 c.; Obligation. 476 c.
9 Cass. Chose jugée 211-40 c., 247 c.; Success. 2227 c. — Droits polit. 168-30 c., 546 c.
— Caen. Prescript. civ. 229-30 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 264 c., 2157 c.; Obligation. 268 c.
— Paris. Travaux publics 1165 c., 1194-60 c., 1297-40 c.
— Riom. Success. 1287 c., 1952 c., 1981 c.
— Rouen. Contrat de mar. 2456 c.; Privil. et hypoth. 2493 c.
— Trib. de Montpellier. Enregistr. 2663.
10 Ord. Douanes, p. 617.
— Cass. Délai 54 c.; Enreg. 2605 c. — Discipl. 278 c. — Vérificat. d'écrit. 120 c.

Mars.

- 10 Orléans. Chasse 72 c., 444 c.
— Paris. Compte cour. 63 c. — Minorité 528-20 c.
— Rennes. Disposit. entre vifs 235 c., 249-30 c.; Enquête 425 c.
— Trib. d'Issoudun. Enreg. 2631 c., 3679 c.
— Trib. de Lisieux. Enreg. 2415.
11 Cass. Disposit. entre vifs 3508 c. — Frais et dépens 860 c. — Usage 513 c.
— Orléans. Degré de jurid. 57 c.; Faillite 1334 c., 1345 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 930 c., 2165 c., 2330-110 c., 2607-50 c. — Servitudes 1162-30 c.
12 Cass. Cassation 1165 c.
— Nancy. Success. 1505-20 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 76-80 c.; Manufact. 21-20 c., 26-30 c.; Marais 78-40, 105.
— Conseil d'Etat 236. — Garde nat. 213 c., 254 c.; Jugement 921 c. — Patente 134, 280-60, 352-40. — Procès-verbal 800 c.; Voirie par eau 253-20, 348-30, 363. — Travaux publics 596, 600, 708, 709, 1118-30, 1132-60. — Trésor public 463-10. — Voirie par terre 134-20, 138, 143 c., 144-20 c., 145.
— Decis. Enreg. 4852 c.
— Instr. Enreg. 6138 c.
13 Cass. Instr. crimin. 1174 c., 1926 c.
— Trib. de Mantes. Enreg. 5476 c.
— Avis cons. mines de Belgique. Mines 332.
14 Cass. Instr. crimin. 1238-20 c., 1336-10 c. — Prescript. crimin. 79 c.; Voirie par terre 2354 c.
— Paris. Droits civils 514 c., 571-10 c.
— Trib. de Valognes. Enreg. 6215 c.
15 Arrêt. Travaux publics 982.
— Trib. de Lyon. Théâtre 184.
16 Ord. Garde nat., p. 303.
— Cass. Contrat de mar. 3232 c.
— Paris. Organ. judic. 161-20 c.
— Decis. Cultes 529 c.
17 Cass. Droit marit. 2279 c., 2311 c. — Enreg. 1076 c., 1090 c.
— Lyon. Faillite 574 c.; Privil. et hypoth. 605-30 c.
— Montpellier. Mise en jugement 301 c.
— Nancy. Ordre 880-20 c., 895-50.
— Paris. Disposit. entre vifs 1034-20 c.
— Trib. de la Seine. Vente 473-10 c.
18 Ord. Traité internat., p. 542.
— Cass. Contrat de mar. 2972 c. — Paternité 446-30 c., 725-10 c., 729 c. — Prud'hommes 88-30 c. — Société 838 c., 869-20 c., 879-20 c., 881-10 c.
— Caen. Enreg. 5160 c.
19 Cass. Instr. crimin. 3255-30 c.
— Grenoble. Chasse 50 c., 415 c.
— Paris. Exploit 378-80 c.
20 Cass. Instr. crimin. 1977-20 c., 2459-20, 3426-20 c. — Serment 167 c.
— Douai. Louage 732 c.
— C. d'ass. de la Seine. Compét. crimin. 131 c.; Traité internat. 304 c.
— Trib. de Montdidier. Obligation. 3651 c.
— Circ. Douanes 525.
21 Ord. Traité internat., p. 542.
— Cass. Forêts 324 c.; Peine 452-40 c. — Pêche fluviale 80 c. — Voirie par terre 2300-30 c.
— Bordeaux. Obligation. 3957; Prescript. civ. 139 c.; Prêt à intérêts 109-30 c.; Privil. et hypoth. 2460 c.; Rente viagère 189 c.; Tierce-opposit. 183 c.; Vente 1790-30 c.
— Limoges. Responsabilité 293-50 c.
22 Ord. Salubrité publ., p. 674.
23 Ord. Traité internat., p. 542.
— Convention. Traité internat., V. 22 mai 1846.
— Cass. Enreg. 6030 c.; Transcript. hypoth. 161 c. — Société 1253-20 c., 1356 c., 1368-30 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1685-70.
— Trib. de Rennes. Enreg. 5981 c.

Mars.

- 24 Cass. Enquête 553 c. — Enreg. 4000 c., 5054 c.
— Bordeaux. Industrie 251-30 c.
— Caen. Faillite 1310 c.
— Rouen. Contr. par corps 1052 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 6160 c., 6258 c.
25 Ord. Traité internat., p. 542.
— Cass. Chasse 181 c.
— Caen. Compét. civ. trib. de paix 201; Compét. comm. 121 c.; Voirie par chemins de fer 496 c.
— Limoges. Mandat 307 c.
— Lyon. Industrie 286 c.
— Rouen. Séparat. de corps 351 c., 352 c., 373 c., 383 c.
— Trib. de Blois. Voirie par chemins de fer 573.
— Trib. de Lyon. Enreg. 2411 c.; Privil. et hypoth. 2439-20 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 234 c. — Garde nat. 226-90 c. — Impôts directs 116, 176-10, 439-20, 631-20. — Mise en jugement. 125. — Patente 365. — Travaux publics 1057, 1064 c., 1073 c., 1078 c., 1275-130-180, 1276-40 c.
26 Traité. V. 19 juin 1849.
— Cass. Brevet d'invent. 196 c. — Faux 57 c. — Instr. crimin. 1756, 2773-30 c.
— Trib. de Louhans. Enreg. 2959.
27 Angers. Cautioun. 87 c.; Comptecourant 127 c.; Mandat 462 c.; Obligation. 2031-30 c.
— Bordeaux. Dispositions entre vifs 4155-20 c.
— Grenoble. Forêts 2005 c.
— Trib. de Beaune. Enreg. 6024 c.
— Circ. Forêts 1005.
28 Cass. Cassation 696 c., 708 c. — Impôts indir. 104-20 c., 510 c.; Procès-verbal 401-60 c. — Règlement admin. 68 c. — Vol 75.
— Caen. Biens 227 c.; Disposit. entre vifs 3986-40 c.
— Paris. Office 243 c., 254 c., 255 c.
— Trib. d'Auxerre. Enregistr. 100, 3075.
— Trib. de Périgueux. Enregistr. 6024 c.
— Justice de paix de Lannion. Voltaire 416-20 c.
30 Cass. Droits polit. 214 c., 264-10 c.
— Douai. Vérif. d'écrit. 191-10 c., 20 c.
— Trib. de Saint-Gaudens. Office 159 c.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 15 c.; Secours publics 277 c. — Concess. admin. 46 c., 49 c.; Eaux 403-10; Voirie par eau 186-20 c. — Conseil d'Etat 87 c. — Culte 83 c., 84 c. — Impôts directs 238, 293-80, 395-10, 398. — Organ. marit. 850-10. — Patente 34-10. — Patente 253-30; Travaux publics 1137. — Secours publics 191. — Travaux publics 1275-10 c., 1276-70 c. — Voirie par terre 35-30 c., 61, 1480 c.
31 Cass. Chose jugée 348-70 c.; Contrat de mar. 2308 c.; Success. 104 c. — Domicile 86 c.; Droits polit. 304-20 c.; Droits polit. 335 c. — Industrie 232 c. — Success. 1789 c.
— Caen. Culte 669 c.
— Orléans. Forêts 1172 c., 1208 c.

Avril.

- 1 Cass. Domaines engagés 44-60 c. — Sel 60 c., 62 c.
— Caen. Enreg. 5179 c.
— Colmar. Dispositions entre vifs 304 c.
— Trib. de Bourbon-Vendée. Notaire 41-50 c.
— Circ. Sel 73 c.
2 Ord. Organ. de l'Algérie 355 s.
— Cass. Instr. crim. 2154 c., 3015-30 c., 3426-10 c.
— Bordeaux. Industrie 251-30 c.; Nom 94 c.

Avril.

- 2 Douai. Contrat de mar. 1477-10 c., 2622 c.
— Limoges. Servitudes 676 c.
— Paris. Forêts 121.
— Circ. Forêts 176.
3 Cass. Faillite 1514-20, 1530 c. — Presse-outrage 144 c.
— Orléans. Dispositions entre vifs 3548 c.
4 Convent. V. 29 avril.
— Ch. dép. Calte 86 c.
— Cass. Chasse 181 c., 225 c., 226 c. — Contrat. 286 c. — Forêts 839 c., 843 c. — Prescript. crim. 88-50 c.
— Nancy. Forêts 1899 c.
— Cons. d'Etat. Forêts 1781 c., 1903.
6 Cass. Voirie par terre 2033 c.
7 Cass. Droits polit. 341 c. — Vice rédhibit. 210 c., 218 c.
— Cons. d'Etat. Eaux 475-40. — Impôts dir. 191, 631-40. — Marché de fourn. 56-70. — Patente 219-130.
8 Cass. Droits polit. 341 c.
— Bastia. Obligat. 946 c.; Saisie-arrest 14 c.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 461-10, 485-30. — Octroi 283-20, 284-20, 337-10. — Théâtre 329.
— Voirie par terre 1943-10, 2307-30.
9 Cass. Instr. crim. 2498-40 c. — Instr. crim. 2803 c.; Vol 219 c., 506-60 c. — Témoins 539-40 c.
10 Ord. Salubrité publ., p. 674; Sol., p. 866.
11 Ord. Vagabondage, p. 7.
— Arrêté. Notaire 716 c.
— Convent. V. 22 mai 1846.
— Cass. Forêts 2005 c. — Vagabondage 29 c., 98 c. — Vente de substances falsifiées 91 c.
12 Ord. Gendarmerie, p. 499; Organ. colon., p. 1114.
14 Cass. Droits polit. 241-10 c., 468 c. — Expropriat. publ. 112 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2568 c., 2590 c., 2598 c.
15 Ord. Banque 165.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 254 s.; Voirie par terre 1670.
— Cass. Commissionn. 404 c. — Enreg. 2521 c., 2892 c., 2894 c. — Jugem. par défaut 79-20 c. — Prêt à intérêts 45-30 c.; Privil. et hypoth. 789 c., 2414 c. — Vente 676 c.; Vice rédhibitoire 75 c.
— Cons. d'Etat. Garde nationale. 194 c., 202 c., 213 c., 226-30 c. — Marché de fourn. 129-30.
— Décis. Douanes 742; Enregistr. 4988.
16 Convent. V. 3 juin 1846.
— Bourges. Usage 145 c.
17 Cass. Dénonciat. calomn. 69 c., 71 c. — Faux 55 c., 154-40 c. — Forêts 1536 c.; Usage 384 c.
— Bruxelles. Mines 378.
— Paris. Effets de comm. 475-10 c.
18 Cass. Pêche fluv. 803 c.
— Paris. Droits civils 333-10 c.
— Trib. de Château-Thierry. Enreg. 3907 c.
19 Cass. Instr. crim. 3335-10 c.
— Trib. de Montauban. Enreg. 1188.
20 Cass. Cassation 819 c. — Droits polit. 341 c. — Enreg. 3813 c., 5764 c. — Expropriat. publ. 483 c.
21 Cass. Enreg. 2171 c., 3690 c. — Minist. publ. 232-10 c.; Organ. judic. 526 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4140, 1738.
22 Convent. V. 13 mai 1846.
— Cass. Cassation 1047 c.; Noblesse 38 c.; Nom 38 c. — Droits polit. 356 c. — Enreg. 2730 c. — Excès de pouvoir 6. — Nantissement 315-20 c.; Obligat. 766 c.
23 Cass. Cassation 742 c. — Instr. crim. 2268-40 c., 3558 c., 3601-20 c., 3646 c.
— Poitiers. Privil. et hypoth. 612.
24 Arrêté. Organ. de l'Algérie 62.
— Avis cons. mines de Belgique. Mines 494.

Avril.

- 25 Cass. Instr. crim. 1220 c.; Presse-outrage 348 c. — Jugem. par défaut 471-30 c. — Reglem. admin. 64 c.
— Angers. Dispositions entre vifs 1118 c.
— Rouen. Jugem. par défaut 138 c.; Obligat. 2176-30 c.
— Avis cons. mines de Belgique. Mines 478.
26 Trib. de la Seine. Enreg. 4439.
— Circ. Droits polit. 555.
27 Cass. Compte-courant 48-10 c., 58 c. — Droit rural 70 c. — Privil. et hypoth. 1303 c. — Usage 209-30 c.
— Montpellier. Privil. et hypoth. 822 c.
— Instr. Privil. et hypoth. 2903 c.
28 Ord. Avoué 28; Banque 165.
— Cass. Droits polit. 327-10 c. — Effets de comm. 821 c., 831 c. — Marais 63-20 c. — Prescript. civ. 173 c., 179 c. — Procès-verbal 866-40 c. — Séparat. de corps 374 c.
— Aix. Droit marit. 806 c.
— Trib. de Jonzac. Enreg. 636.
— Ch. not. de Dijon. Notaire 688-30 c.
29 Ord. Traité internat., p. 543.
— Cass. Défense 246 c., 247 c. — Disposit. entre vifs 1646-70 c. — Droits polit. 509-50 c. — Prescript. crim. 94 c.; Presse-outrage 951 c.
— Douai. Vente publ. d'immeubles 2151-10 c., 20 c.
— Trib. d'Amiens. Enreg. 2851.
30 Loi. Garde nat., p. 303.
— Ord. Pension, p. 774.
— Cass. Commune 1181 c. — Forêts 839 c. — Voirie par terre 1189-10 c., 2282-20 c., 2293-40 c.
— Orléans. Désistement 124 c.; Obligat. 1296 c.
— Trib. d'Arcis-sur-Aube. Enreg. 6024 c.

Mai.

- 1 Cons. d'Etat. Conflit 105; Voirie par terre 1270-10. — Octroi 333. — Poids et mesures 31-10 c. — Travaux publ. 872.
2 Cass. Défense 22 c. — Organ. de l'Algérie 817-20 c.
3 Délib. des huissiers de Saint-Malo. Copie de pièces 60 c.
4 Cass. Disposit. entre vifs 4470 c., 4773 c.; Minorité 214-20 c.; Preamble, p. 64. — Prescript. civ. 756-10 c.; Privil. et hypoth. 2525 c.
— Bordeaux. Louage 285 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 2247 c.; Privil. et hypoth. 888-20 c., 1048-40 c., 50 c.
5 Loi. Travaux publ. 164.
— Cass. Enreg. 5303 c., 6166 c. — Vente publ. d'imm. 1220-30 c. — Vice rédhibit. 282-20 c.
— Aix. Mariage 590-30 c., 595 c.
— Bourges. Interdict. 250-20 c.
— Douai. Vol 236-40 c.
— Rouen. Industrie 241 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2390, 4603 c., 5240.
6 Cass. V. 16 mai.
— Montpellier. Obligat. 1129-30.
— Paris. Success. 1211 c.
— Riom. Disposit. entre vifs 817-30 c., 854 c.
— Trib. de Corbeil. Enreg. 1263, 3685.
— Trib. de la Châtre. Enreg. 286 c.
— Avis Cons. d'Etat. Commune 237.
— Circ. Commune 396 c.
7 Cass. Instr. crim. 3781-40 c.; Témoins 574-10 c.
— Douai. Obligat. 2409 c.
— Trib. de Besançon. Enreg. 1690 c.
— Trib. de Saint-Jean d'Angély. Enreg. 1354 c.
8 Ord. Douanes, p. 617; Traité internat., p. 543.
— Cass. Instr. crim. 2184 c.; Témoins 666-10 c. — Mise en jugement. 24-30 c., 126 c., 166 c.

Mai.

- 8 Délib. Enreg. 1671.
— Instr. Enreg. 6005 c., 6006 c.
9 Cass. Compét. crim. 38-20 c. — Faillite 1475 c. — Témoins 144-10 c., 50 c., 371 c.
— Circ. Droits polit. 338-60 c., 320, 343 c., 428 c.
10 Loi. Octroi 143, p. 18.
11 Cass. Contrat de mar. 4142 c. — Dépôt 174-40 c. — De istem. 98 c., 103 c.; Obligat. 274 c., 924 c.
— Caen. Grains 57-10 c., 40 c.
— Circ. Octroi 143 c., 145 c.
— Instr. Enreg. 6287 c.
12 Cass. Douanes 614 c., 627 c. — Droits polit. 324 c., 501-40 c., 510-30 c.
— Caen. Avoué 229 c.; Désaveu 32 c., 35 c. — Société 100 c., 220 c.
— Lyon. Obligat. 2042.
— Nancy. Liberté individ. 35 c.
— Orléans. Frais et dép. 710-30 c., 40 c.; Matières somm. 46-20 c., 63; Ordre 883-10 c., 20 c., 993 c., 998-40 c., 999-10 c.
— Trib. d'Arras. Enregistr. 1076 c., 6191 c., 6278 c.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 76-110 c., 94 c. — Impôts directs 488-40, 631-40. — Marais 90-20. — Organ. milit. 157-20. — Travaux publ. 539. — Voirie par terre 2143, 2211-40.
— Circ. V. 8 mai.
13 Ord. Organism. marit., p. 1694; Propriété littér. 65 c.; Traité internat., p. 543.
— Cass. Expropriat. publ. 487-10 c., 490-30 c., 665 c.
— Douai. Prescript. civ. 591 c.
14 Cass. Industrie 483 c. — Instr. crim. 1336-10 c.
— Paris. Obligat. 4099-20 c., 4175-20 c.
— Toulouse. Presse-outrage 414.
— Trib. de Louhans. Enreg. 2959.
— Decis. Douanes 525.
15 Cass. Médecine 44 c. — Organ. milit. 694.
— Délib. Enreg. 3907 c.
16 Cass. Contravent. 298 c., 284 c. — Garde nationale 154-20 c., 553-20 c. — Pêche marit. 49 c. — Voirie par terre 2293-40 c.
— Caen. Loi 393 c.
— Orléans. Privil. et hypoth. 944 c.
17 Ord. Vagabondage, p. 7.
18 Ord. Organ. colon., p. 1114.
— Cass. Prêt à intérêts 147 c. — Success. 1093-40 c.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 295-10, 398, 437-40. — Patente 37-10, 342-10. — Travaux publ. 939, 1275-120, 1276-50. — Voirie par terre 1533.
19 Ord. Organ. de l'Algérie 702 a., 835, p. 790.
— Montpellier. Exploit 124-70 c.
— Paris. Séparat. de corps 141 c.
20 Cass. Cassation 1849 c.
— Montpellier. Servitudes 155 c.
— Paris. Faillite 1549 c.
— Poitiers. Frais et dép. 138 c.
— Circ. Commune 202 c., 223, 234 c., 238 c., 237 c., 238 c., 287 c.
22 Ord. Traité internat., p. 543.
— Cass. Faillite 1896 c., 1597 c. — Vol 80-20 c.
— Trib. de Louviers. Frais et dépens 860 c.
— Règlement. Organ. de l'Algérie 489, p. 790.
23 Cass. Commune 998-20 c.; Contravent. 118 c. — Faillite 1514-30 c., 1579 c., 1530 c. — Règlement. admin. 106-10 c. — Vagabondage 98 c.
— Bordeaux. Dispositions entre vifs 4646, 4651-40 c. — Vente publ. d'immeubles 855 c.
— Trib. de Laon. Discipline 294 c.; Notaire 773 c.
— Trib. de Lure. Notaire 773.
— Décis. Notaire 203 c.
26 Cass. Domicile 86 c. — Droits polit. 147 c., 301 c. — Expropriat. publ. 433-20 c.
— Caen. Vente publ. d'immeubles 1789 c., 1798-10 c.
26 Ord. Prud'hommes, p. 538.

Mai.

- 26 Cass. Expropriat. publ. 447-20 c., 459-80 c. — Obligat. 1989.
— Trib. de Vitry-le-François. Enreg. 2851.
27 Cass. Commune 1730. — Droits polit. 316 c. — Mariage 903 c.
— Douai. Vente 124-20 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 4168-20, 4848.
— Cons. d'Etat. Concess. admin. 91; Organ. admin. 206-10. — Culte 236-20, 282-20 c., 698 c.
— Eaux 458-10. — Impôts directs 108, 113-40, 631-20. — Octroi 286-10, 341. — Patente 243. — Voirie par terre 524, 1136, 1214-20.
28 Ord. Traité internat., p. 582.
— Cass. Instr. crim. 1227 c. — Organ. de l'Algérie 748-20 c.
— Bordeaux. Donn. destr. 202-20 c.
— Trib. de la Seine. Notaire 784; Office 871 c.
— Cons. d'Etat. Forêts 673 c., 681. — Ordres civils et milit. 192. — Quest. préjud. 201-30. — Travaux publics 1174-190 c. — Trésor public 466-30.
29 Arrêté. Organ. de l'Algérie 106, 752, p. 790.
— Cass. Mariage 440 c., 544 a. — Voirie par terre 344, 645 c., 646 c. — Vol 83 c.
— Trib. de Nantes. Enreg. 4492 c., 4707 c.
— Trib. de Tours. Enreg. 2757-20, 5232.
30 Cass. Commune 998-20 c.; Contravent. 119 c. — Contravent. 306 c.; Voirie 309 c. — Garde nat. 116 c., 117-40 c. — Voirie par terre 1086 c., 1089-30.
— Trib. de la Seine. Frais et dépens 962-10 c., 20 c., 50 c., 60 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre, V. 30 mars 1846.
31 Loi. Sucre 8.
— Ord. Organ. admin., p. 612.
— Circ. Trésor public 616.

Juin.

- 1 Ord. Sel 69 c.
— Riom. Effets de comm. 76-20 c., 379 c.
2 Riom. Obligat. 1460-20 c.
3 Ord. Traité internat., p. 548.
— Cass. Faux 94 c.; Industrie 318-20 c. — Témoins. faux 44 c.
— Aix. Droit marit. 2243 c.
— Grenoble. Success. 1995 c.
— Trib. de Bruxelles. Contrat de mar. 8485 c.; Privil. et hypoth. 954 c.
4 Ord. Organ. colon., p. 1114.
— Trib. de Gand. Privil. et hypoth. 1040-20 c.
— Trib. de Nure. Ordre 1326-20 c., 30 c.
— Circ. Commune 242 c., 243 c.
5 Ord. Organ. colon., p. 1114.
— Douai. Minorité 435.
— Limoges. Dispositions entre vifs 3891 c.
— Trib. de Civray. Enreg. 6024 c.
— Cons. d'Etat. Marais 71. — Organ. admin. 478-30. — Pension 92. — Travaux publics 790; Voirie par terre 532 c. — Voirie par eau 186-30.
6 Nancy. Faillite 775-20 c., 30 c.
7 Caen. Contrat de mar. 1068 c.
8 Cass. Contravent. 181 c.
— Bourges. Privil. et hypoth. 137 c.
— Orléans. Presse-outrage 328-50.
— Trib. d'Arras. Enreg. 3448.
10 Cass. Domicile 114-20 c.; Droits polit. 246-20 c. — Eaux 218 c., 214-40 c. — Intervent. 78 c.; Louage 229 a. — Success. 1093-10 c., 1096-40.
— Trib. de Grenoble. Commissaire-priseur 20 c.
— Décis. Huisier 52 c.; Notaire 21 c.; Vente publ. de meubles 111 c.
11 Ord. Organ. instr. publ., p. 1167.
— Cass. Nantissement 87 c., 99 c., 129 c.; Obligat. 2026 c.

Juin.

- 14 Nimes. Contrat de mar. 2478 a.; Disposit. entre vifs 4812 c.
— Paris. Contr. par corps 488 c. — Pêche fluviale 133, 133.
— Ch. not. d'Orléans. Notaire 734-30 c.
12 Cass. Commune 1176 c. — Enreg. 391-10 c., 20 c.
— Bordeaux. Echange 48 c.
— Douai. Saisie des rentes 68 c.
— Riom. Privil. et hypoth. 236-50 c.
— Rouen. Faillite 822-20.
— Trib. de Clamecy. Privil. et hypoth. 157 c.; Success. 1860 c.
— Décis. Douanes 525-30.
— Instr. Enreg. 4895.
13 Cass. Faux 114-20 c., 30 c., 320 c., 442 c. — Instr. crim. 745 c. — Organ. milit. 785 c., 857-40 c.
— Nancy. Compét. civ. trib. de paix 197 c.
— Riom. Récusation 24 c.
— Rouen. Frais et dépens 147 a.
14 Ord. Traité internat., p. 543.
15 Cass. Droits polit. 277 c., 401-30 c. — Enreg. 4060 c.
— Trib. de Boulogne. Médecine 44.
16 Cass. Cautionnem. 68 c.; Obligat. 2419-20 c. — Faillite 313 c. — Jugement 502-20 c.; Minorité 531-20 c. — Obligat. 3231 c.
— Limoges. Servitudes 333 c.
— Trib. de Grenoble. Commissaire-priseur 20 c.
— Délib. Enreg. 6231.
17 Cass. Compét. comm. 137 c. — Enreg. 6185 c. — Expropriat. publ. 636 c., 634 c. — Obligat. 293-30 c.; Responsab. 603 c.; Trav. publ. 297 c.; Voirie par chemins de fer 116 c.
— Poitiers. Privil. et hypoth. 932.
18 Cass. Chasse 360 c. — Commune 1208 c. — Discip. 51 c. — Industrie 74 c. — Instr. crim. 1211-30 c., 1217 c., 1513-10, 2521-20 c.
— Cons. d'Etat. Chose jugée 24-40 c.; Cons. d'Etat 104 c.; Nam. 47 c., 50 c. — Cote 844 c. — Eaux 430-20, 458. — Marché de fourn. 69-100. — Organ. milit. 156-10. — Place de guerre 118. — Voirie par terre 35, 938-20, 994.
— Règlement. Douanes 384, 418.
19 Cass. Commune 1205 c. — Compét. crim. 351 c.; Contravent. 139 c.; Voirie par terre 1137 c. — Contravent. 149 c. — Quest. préjud. 183 c. — Témoins 141-10 c., 50 c., 250-40 c., 371. — Témoins 370-10 c.; Voirie par terre 1897-20 c. — Voirie par terre 1890-40 c., 1894-10 c. — Vol 796 c.
— Orléans. Pêche fluv. 15 c., 24 c., 40 c., 41 c.
— Paris. Office 264-30 c.
— Rouen. Exploit 434 c. — Voirie par chemins de fer 498-10 c.
— Cons. d'Etat. Pension 92.
— Decis. Enreg. 5266.
20 Cass. Chose jugée 559-30 c. — Taxe de denrées 2 c.
— Metz. Notaire 55 c.
— Délib. Enreg. 6234.
21 Cass. Droits polit. 241-20 c.
22 Loi. Douanes, p. 617.
— Ord. Haies 13-160, 17; Organ. marit., p. 1694.
— Cass. Droits polit. 566-60 c.
— Orléans. Forêts 1510.
— Paris. Tierce-opposit. 276-20 c.
— Cons. d'Etat. Trésor public 1170-20.
— Instr. Enreg. 2247 c., 2687, 3771, 4327, 5227, 6118.
23 Loi. Pêche marit. 39 c.
— Ord. Pêche marit. 39 c.; Traité internat., p. 543.
— Cass. Contrat de mar. 2570 c., 2628 c.; Demande nouvelle 125-50 c. — Dom. publ. 85 c.; Vice rédhibit. 273 c. — Droits polit. 515 c. — Enreg. 630; Presse-outrage 1398 c. — Presse-outrage 822-50 c., 828-20 c., 1448-30 c., 1467 c.

Juin.

- 23 Douai. Compte 40 c.; Disposit. entre vifs 335-40 c., 3980-50 c., 4111 c.
- Cons. d'Etat. Conflit 105. — Impôts directs 279, 436-80, 439-20. — Organ. admin. 888. — Patente 37-50, 338-60, 351-60, 386, 392. — Pension 154. — Voirie par terre 1533-30, 1586, 1596. — Voirie 108-10.
- 24 Cass. Droits polit. 387 c., 343 c., 493-30 c., 500-60 c. — Enreg. 6165 c. — Ordre 1359, 1354-40 c., 50 c., 1369 c.; Vente publ. d'immeub. 1906 c., 1912 c., 1920 c., 1932 c.
- Caen. Paternité 296.
- Riom. Saisie-exécution 323 c.
- Trib. de Draguignan. Enregistr. 1379.
- Cons. d'Etat. Impôts directs 169, 617. — Marché de fourn. 43. — Organ. admin. 556-10, 594-50, 945-40. — Patente 373.
- Décis. Notaire 745 c.
- 25 Cass. Instr. crim. 1840-30 c., 2343 c., 3345-20 c., 3118 c. — Organ. de l'Algérie 708-10-20, 709 c. — Presse-outrage 1080-20 c. — Société 1115 c., 1179-30 c., 1295-40 c., 1335-20 c., 30 c., 1336 c., 1344 c., 1366-40 c., 1433-30 c.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 4302 c.
- Montpellier. Instr. crim. 430 c., 566 c., 567 c., 568, 1153-30 c.
- Paris. Presse-outrage 328-40 c.
- Trib. de Pontoise. Enreg. 3595.
- Circ. Commune 314.
- 26 Cass. Instr. crim. 2067-40 c., 2103 c., 3628 c.
- Amiens. Médecine 44.
- Colmar. Disposit. entre vifs 2366.
- Nancy. Forêts 1899 c.
- Trib. de la Seine. Théâtre 131.
- Trib. de Tarascon. Obligat. 3439 c.
- Avis cons. mines de Belgique. Mines 478.
- 27 Cass. Attentat aux mœurs 134 c.; Complice 54-30 c. — Complice 78 c.; Témoin. faux 59, 63 c. — Impôts indir. 286.
- Montpellier. Cassation 2060 c.; Privil. et hypoth. 1545-50 c.
- Nancy. Ordre 1096-80 c.
- Paris. Contrat de mar. 2222 c. — Séparation de corps 92-10 c., 94-20.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1214-30.
- 28 Cass. Cassation 385 c.
- Caen. Enquête 369 c.
- 29 Cass. Droits polit. 183 c., 229 c., 510-10 c.
- Trib. de Bourg. Surendicte 374-40 c.
- Trib. de Pont-l'Évêque. Enreg. 4709 c., 4786 c.
- Trib. de Pontoise. Enreg. 4704 c.
- 30 Cass. Droits polit. 240 c., 328 c.
- Cons. d'Etat. Compét. administr. 230 c.; Dom. de l'Etat 208 c.; Vente admin. 201-10 c. — Conseil d'Etat 155 c. — Faux 70 c. — Impôts directs 468, 468 c., 470 c. — Marché de fourn. 117-40.
- Instr. Enreg. 3091 c.

Juillet.

- 1 Cass. Droits polit. 208 c., 248 c.
- Grenoble. Contrat de mar. 9953-30 c.; Degré de jurid. 330 c.
- Trib. de Saint-Quentin. Enreg. 624.
- 2 Cass. Droits polit. 203 c., 348 c., 510-20 c. — Faux 114-20, 220 c. — Fonctionn. publ. 146-30 c.; Garde champ. 54-30 c.; Instr. crim. 804 c., 1924-10 c. — Instr. crim. 8130-80 c.
- Angers. Dispositions entre vifs 1118 c.
- Bordeaux. Presse-outrage 1352-20, 1356.
- Metz. Usage 141.
- Paris. Faillite 224 c. — Responsabilité 620.

Juillet.

- 1 Trib. de Châteaudun. Enregistr. 1134, 1163 c.
- 2 Loi. Droits civils 387; Enreg. 44; Impôts directs, p. 273; Impôts indir., p. 428; Octroi, p. 18; Postes, p. 14; Télégraphie, p. 37; Trésor public, p. 1183.
- Cass. Instr. crim. 2381 c.
- Colmar. Forêts 1781 c.
- Douai. Vente 1200 c.
- Lyon. Contrat de mar. 4112 c.
- Rouen. Mandat 139-60 c., 141 c.
- 4 Cass. Brevet d'invent. 301 c. — Greffe 36 c.; Mise en jugem. 289 c. — Pêche fluviale 80 c. — Quest. préjudic. 164-10 c., 162-10 c.
- Bruxelles. Voirie par chemins de fer 91-20.
- Lyon. Contrainte p. corps 425 c., 1038 c.
- Nancy. Compét. comm. 102 c.
- Orléans. Assurances terrestres 275 c.; Cassation 2024 c. — Prêt à intérêts 99 c.
- 5 Ord. Vagabondage, p. 7.
- Circ. Organ. milit. 270 c.
- 6 Ord. Hospices, p. 75; Organisat. colon., p. 1114; Secours publ., p. 780.
- Cass. Droits polit. 241-30 c.
- 7 Cass. Droits polit. 144 c., 283 c. — Obligations 4810 c. — Vente 1695 c.
- Rouen. Office 66 c., 288 c.
- 8 Cass. Droits civ. 139-30 c.; Droits polit. 101 c. — Droits polit. 253 c. — Enreg. 3955-10, 6030 c. — Servitudes 233-50 c.
- 9 Cass. Chose jugée 348-80 c.; Eaux 43 c. — Complice 243 c., 245-30 c. — Instr. crim. 3143-30 c. — Témoin 536 c.
- Bordeaux. Usufruit 434 c.
- Limoges. Usufruit 415-20 c.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 439-30, 441, 473-40 c. — Patente 45, 60, 322.
- 10 Ord. Monnaie, p. 386.
- Cass. Presse-outrage 131-40 c.
- Paris. Industrie 279 c., 287 c.
- Riom. Minorité 253 c., 304 c.; Privil. et hypoth. 2353-20 c.
- Trib. de Louhans. Enreg. 5673 c.
- 11 Cass. Brevet d'invent. 52 c., 123 c., 288 c., 358 c.
- Douai. Brevet d'invent. 285 c., 266 c., 267 c. — Société 1358-30 c.
- Orléans. Privil. et hypoth. 1737-70 c.
- Cons. de préf. de la Seine. Voirie par terre 1615.
- 13 Cass. Droits polit. 241-20 c.
- Colmar. Obligat. 5188 c.
- Toulouse. Paternité 618 c., 622 c., 621 c., 626 c., 651 c.
- 14 Cass. Compét. admin. 169 c. — Droits polit. 343 c.
- Orléans. Privilèges et hypoth. 2104 c.
- Circ. Secours publ. 381 c., 398 c.
- 15 Ord. Postes, p. 14.
- Cass. Contrat de mar. 2633 c., 3634 c., 4475 c. — Discipline 256 c. — Disposit. entre vifs 2701 c.; Paternité 25-10 c., 733-30 c. — Organ. jud. 526 c. — Société 1684 c.
- Bordeaux. Saisie-arrest 51-80 c.
- Colmar. Séparation de corps 85 c., 98-10 c., 237 c.
- Trib. de Jonzac. Ministère public 222-10.
- 16 Cass. Cassation 197 c. — Cassation 266 c.; Droits polit. 487-30 c., 516 c., 553-40 c. — Excepi. 576 c.; Forêts 593 c. — Exploit. 745-30 c.; Forêts 533 c. — Forêts 1249 c., 1251 c. — Instr. criminelle 1561 c., 1510-70 c., 2266 c. — Ministère publ. 222-10 c. — Pêche fluv. 80-10 c.
- Aix. Contrat de mar. 3892 c.
- Alger. Organisation de l'Algérie 1142-10.
- Metz. Usage 459-10 c.
- Poitiers. Dispositions entre vifs 2289-20 c.; Mariage 581-10 c.; Obligat. 1031-30 c., 4950-60 c.

Juillet.

- 16 Cons. d'Etat. Conflit 56 c. — Marais 48. — Organ. admin. 442. — Travaux publ. 506-30.
- 17 Cass. Forêts 220 c., 1382 c.; Procès-verbal 658 c.
- Angers. Grains 57-20 c.
- Bordeaux. Obligat. 1799 c.
- Montpellier. Contrat de mariage 3795 c.
- Nancy. Presse-outrage 1401-40 c.
- Trib. de Sens. Enreg. 2805.
- Trib. de Vervins. Enreg. 3743.
- Avis cons. des mines de Belgique. Mines 175.
- 18 Ord. Douanes, p. 617; Organisat. judic., p. 1508.
- Cass. Contravent. 304 c.; Voiture 30-10 c. — Droits polit. 209 c. — Poids et mesures 168-30 c. — Témoin 91-10 c.
- Trib. de Blois. Enreg. 4292-50.
- Trib. de Dreux. Enreg. 2687.
- Instr. Enreg. 4867.
- 20 Cass. Compte courant 25 c., 27 c., 128 c.; Faillite 1193 c.; Obligat. 96 c. — Disposit. entre vifs 469 c.; Organ. judic. 413-90 c. — Droits polit. 343 c.
- Trib. de Bordeaux. Enreg. 3743.
- Trib. de Gand. Société 1588 c.
- 21 Ord. Organ. de l'Algérie 1153 s., p. 791; Organisat. colon., p. 1114.
- Cass. Jugem. par défaut 422 c.; Obligat. 3916 c. — Obligations 716 c.; Usage 317-10 c., 358 c. — Success. 1029 c., 1083 c.
- Trib. de Limoges. Organ. admin. 842-30 c., 982.
- Delib. Enregistr. 834 c., 2242 c., 4200 c.
- 22 Ord. Organ. admin., p. 613; Organ. marit., p. 1694; Traité internat., p. 543.
- Cass. Disposit. entre vifs 2384 c. — Droits polit. 501-50 c.
- Nancy. Forêts 140-50.
- 23 Montpellier. Servitudes 4179 c., 1183 c.
- Trib. de Valenciennes. Enregistr. 3555-30.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 617. — Organ. admin. 552-30. — Patente 340-10, 351-60. — Trav. publ. 557.
- 24 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 791.
- Cass. Instr. crim. 1791-50 c. — Presse-outrage 1445 c.
- Angers. Droits polit. 468 c.
- Limoges. Pénempr. 197 c.
- Orléans. Instr. crim. 742 c., 745 c.
- 25 Cass. Commune 1240 c. — Compét. crim. 276 c. — Garde nat. 27 c., 143 c. — Procès-verbal 154-30 c., 176 c., 656-30 c.
- Orléans. Domaine publ. 80-30 c.; Prescript. civ. 167 c., 202 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 365-20 c.
- Rouen. Office 69 c., 339 c.
- Cons. d'Etat. Patente 103-30.
- 26 Ord. Organisat. de l'Algérie 586, p. 791.
- 27 Cass. Enreg. 876 c.
- Aix. Privil. et hypoth. 689-40, 867-10.
- 28 Ord. Etablissement d'épargne 24, 118.
- Circ. Douanes 526.
- Douai. Rente viagère 75 c.
- 29 Ord. Place de guerre, p. 946.
- Nancy. Peine 389-30 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 540-20, 544-30, 580-80, 552-30, 610, 618-10. — Organ. milit. 681 c.; Travaux publics 574 c., 579, 1275-170.
- 30 Cass. Instr. crim. 2927-30 c. — Obligat. 4773-30 c., 4780 c. — Organ. instr. publ. 333-40 c. — Vol 765 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 626. — Patente 95, 383-40. — Trav. publ. 474, 813, 1219.
- 31 Grenoble. Contrat de mariage 3786 c.

Août.

- 3 Douai. Contrat de mar. 2186-30; Disposit. entre vifs 4502.
- Paris. Faillite 967.
- 4 Cass. Commune 1207 c.; Industrie 236 c. — Disposit. entre vifs 857-10 c.
- Trib. d'Etampes. Enreg. 2908 c., 2973-20 c.
- 5 Ord. Traité internat., p. 543.
- Cass. Contrainte par corps 709 c., 783 c. — Dispositions entre vifs 908 c. — Enreg. 2720 c. — Success. 810 c.
- Trib. de Blois. Enreg. 3897-70 c.
- 6 Cass. Forêts 2005 c., 2039 c. — Impôts indir. 286 c. — Voiture 30-10 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 4413-40 c.
- Grenoble. Responsabilité 432 c.
- Rouen. Louage 418-10 c.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 227.
- 7 Trib. de Montbrison. Office 381 c.; Privil. et hypoth. 339 c.
- Trib. de Rethel. Enreg. 3741-40.
- Avis cons. mines de Belgique. Mines 175, 626, 627.
- Circ. Commune 566.
- 8 Cass. Commune 1324 c. — Dom. public 81 c.; Eaux 529-10 c.; Usage 220-20 c. — Mise en jugem. 310-30 c. — Organisat. marit. 868-50 c.
- 9 Ord. Etablissement d'épargne 34; Organ. instr. publ., p. 1367.
- Instr. Forêts 205.
- 10 Ord. Organ. de l'Algérie 829.
- Cass. Commune 2029 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 1421 c.
- Orléans. Greffe 86 c.; Mise en jugem. 259 c.
- 11 Ord. Vagabondage, p. 7.
- Cass. Vente publ. d'immeubles 1942 c.
- Poitiers. Disposit. entre vifs 2781.
- Riom. Mariage 89-50 c.; Obligat. 634-20 c.
- Trib. d'Abbeville. Enreg. 2078.
- 12 Ord. Pension, p. 774.
- Cass. Contrat de mar. 3427-10 c.; Privil. et hypoth. 954 c.
- Trib. de Belfort. Exploit 157 c.
- Delib. Enreg. 3442.
- 13 Cass. Commune 1166 c. — Contravent. 152 c. — Garde nat. 493-30 c. — Organ. marit. 1085 c. — Voirie par terre 1827-30.
- Bordeaux. Saisie-arrest 55-10 c., 72-30 c.
- Trib. de Pontoise. Enreg. 8697-60 c.
- 14 Cass. Forêts 434 c.; Quest. préjud. 138 c. — Presse-outrage 533 c.
- Limoges. Exceptions 26 c.
- Trib. de Lille. Commissaire-priseur 70.
- 16 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 794; Organ. marit., p. 1694.
- Cass. Privil. et hypoth., V. 16 août 1847.
- 18 Rouen. Enreg. 5179 c.
- Trib. de Marcon. Enreg. 3897-60 c.
- Trib. de Tours. Frais et dépens 167 c.
- 19 Cass. Expropriat. publ. 447-30 c., 518 c., 520-30 c. — Société 1309 c.
- Trib. de Lyon. Enreg. 504 c.
- 20 Cass. Dom. destr. 194 c. — Octroi 231-10 c. — Procès-verbal 400-30 c.
- Trib. de Dijon. Enreg. 2857 c.
- 21 Cass. Brevet d'invent. 193 c.
- Trib. de la Seine. Théâtre 51.
- 22 Cass. Greffe 39 c.; Trésor public 857 c.
- Paris. Faillite 224.
- 23 Ord. Organ. colon., p. 1114.
- 24 Cass. Droit marit. 2035 c. — Expropriat. publ. 140 c., 141 c., 562 c. — Octroi 121-20 c.
- Cologne. Privil. et hypoth. 2330-120 c.
- Lyon. Contrat de mariage 314 c.; Jugement 276-20 c.
- Orléans. Cassation 2195 c.; Instr. crim. 742 c., 745 c.
- Trib. de Narbonne. Enreg. 2878 c.
- 25 Ord. Vagabondage, p. 7.

Août.

- 25 Bordeaux. Obligat. 2348. — Ordre 1144 c.
- Caen. Louage 350-10 c., 30 c.
- Dijon. Travaux publics 651.
- Paris. Obligat. 3660-30.
- Poitiers. Minorité 605-20 c.
- Trib. de Marseille. Frais et dépens 860 c.
- Trib. de Saint-Étienne. Enreg. 5995 c.
- 26 Cass. Prêt à intérêts 210 c., 211-20 c.
- Caen. Contrainte par corps 75-10 c., 1082 c.
- Grenoble. Halles 52 c., 53 c., 55 c.; Prescript. civ. 806 c. — Success. 1192-10 c.
- Paris. Contrat de mar. 3542 c.
- Trib. de Bordeaux. Enregistr. 4628 c.
- Trib. de Dreux. Enreg. 2713 c., 3473, 8758-30, 3930 c., 3959 c., 4556.
- Trib. de Saint-Quentin. Enreg. 3822 c.
- Cons. d'Etat. Culte 647-30 c. — Impôts directs 51, 279, 463. — Organ. admin. 414-10. — Patente 41 c. — Travaux publics 490-60 c. — Voirie par terre 803-10.
- 27 Poitiers. Question préjud. 164-30 c.
- Trib. de Figeac. Contrat de mar. 3783 c.
- Cons. d'Etat. Eaux 444-90. — Trav. publ. 562, 571, 1174-169, 1275-110.
- 28 Cass. Cassation 457 c.; Instr. crim. 3225-20 c. — Contravent. 149 c. — Jugement 1107-80. — Mise en jugem. 85 c.
- Bastia. Servitudes 476-30 c.
- Paris. Culte 93 c.
- 29 Ord. Sucre 8.
- Arrêté. Organ. instr. publ. 370.
- Cass. Presse-outrage 387-30 c. — Voiture 378-30 c., 424 c.
- Trib. de Montreuil. Enreg. 4492, 4690 c.
- Décis. Organ. de l'Algérie 421.
- 30 Cass. Voirie par terre 2404-10 c.

Septembre.

- 1 Trib. d'Angers. Enreg. 1964 c.
- Circ. Commune 563.
- 2 Ch. des not. de Fontainebleau. Notaire 777 c.
- 3 Cass. Instr. crim. 2895 c. — Voirie par terre 2075-30 c., 2094-20 c.
- Trib. de la Seine. Contr. de mar. 2587.
- Cons. d'Etat. Organ. administ. 618. — Patente 279-20 c.
- 4 Cass. Instr. crim. 1592-30, 1650-30 c. — Instr. crim. 1635-30 c.; Témoin 525-70 c.
- 5 Cass. Forêts 336 c., 1311 c.; Peine 728-60 c.
- Cons. d'Etat. Chose jugée 461-40 c. — Eaux 403-30-40-50. — Eaux 549-30; Voirie par eau 60-10, 63-10, 68-10. — Organ. admin. 618. — Patente 214-40. — Travaux publics 1174-20. — Voirie par terre 1947.
- 8 Ord. Organ. marit., p. 1694. — Prud'hommes, p. 535.
- Cons. d'Etat. Forêts 1899. — Organ. admin. 514-30, 547-20, 554-20, 645. — Travaux publ. 1275-130 c. — Usage 626 c. — Voirie par terre 537.
- 10 Cass. Instr. crim. 2135 c., 2614-20 c. — Prescript. crim. 46-40 c.
- 11 Ord. Organ. instr. publ., p. 1367. — Cass. Postes 131 c.
- Rennes. Faillite 1543 c.
- Instr. Enreg. 379 c.
- 12 Cass. Commune 1206 c.; Contravent. 275 c. — Contravent. 139 c. — Forêts 537 c., 1605 c. — Organ. milit. 695-30 c., 696 c., 698. — Peine 560 c. — Poids et mesures 157-10 c. — Procès-verbal 166-90 c. — Vente de substances falsifiées 59 c.

Décembre.

- 31 Trib. de Boulogne. Enreg. 3641.
— Trib. de Castelnaudary. Enreg. 3654.
— Trib. de Chalon-sur-Saône. Enreg. 1367 c.
— Trib. d'Épernay. Enreg. 3742-20.
— Trib. du Havre. Enreg. 1354.
— Circ. Voirie par chemins de fer 265, 266.
— Instr. Enreg. 4837 c.

1847

Janvier.

- 1 Ord. Organ. instr. publ., p. 1867.
— Cons. d'État. Organ. administr. 124 c.
2 Arrêté. Organ. instruct. publ., p. 1367.
— Cass. Commune 822 c.; Voirie par terre 1954 c., 2292-10 c. — Octroi 159 c.
— Rouen. Société 584 c.
— Toulouse. Privil. et hypoth. 685 c.
4 Cass. Compét. comm. 470 c.; Mandat 139-70 c. — Date 18 c.; Disposit. entre vifs 3688 c., 3714-30 c. — Disposit. entre vifs 4479 c. — Enreg. 3898 c. — Faillite 281 c., 615-40 c. — Faillite 301 c.; Nantissement 101 c. — Faillite 343-90 c., 608 c., 615-30 c.; Nantissement 79 c. — Obligat. 3975 c., 3994 c., 4538-100 c.; Transcript. hypoth. 478 c.
— Montpellier. Enquête 198 c., 199-30 c., 200 c.
— Paris. Droits civ. 136 c.; Paternité 644 c.
5 Cass. Droits civ. 570 c.
— Bastia. Servitudes 1131 c. — Usage 141 c.
— Trib. d'Orléans. Enreg. 3572.
— Cons. d'État. Impôts directs 261, 292-30 c. — Patente 53-80, 223, 274-30 c. — Traité international. 152-30 c. — Trav. publ. 601. — Trés. publ. 1136.
6 Cass. Exploit 108-410 c.
— Douai. Droits polit. 240 c., 281 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1684, 2252.
— Trib. de Vitry-le-François. Enreg. 8906 c.
7 Cass. Instr. crim. 1211-20 c., 1214 c., 1228-20 c., 2222-20 c., 2210 c., 2250-110 c. — Témoin 507-60 c.
— C. C. belge. Succès. 549 c., 568 c.
— Trib. de Mayenne. Enreg. 8497, 4516.
— Trib. correct. de Paris. Presse-outrage 347 c.
8 Limoges. Disposit. entre vifs 4579-10 c.; Privil. et hypoth. 442.
— Cons. d'État. Commune 208 c.; Organ. administr. 842-30 c. — Trav. publ. 797, 823, 1275-170-180.
9 Cass. Instr. crim. 1302-20 c., 2627 c.
— Orléans. Expert. 242-40 c., 244-30 c.
11 Cass. Demande nouvelle 150-20 c. — Enreg. 2569 c. — Prêt à intérêts 81 c. — Privil. et hypoth. 2662 c.
— Trib. de Mont-de-Marsan. Enreg. 1370 c.
12 Cass. Commissionn. 208 c., 209 c. — Contrat de mar. 3452 c., 2463 c.; Obligat. 2920 c.; Succès. 1610 c. — Droit marit. 83 c. — Enreg. 1617 c., 6030 c. — Vente publ. d'immeubles 1839 c.
— Paris. Substitut. 395 c.
— Toulouse. Ordre 1037-50-60.
— Trib. de Limoges. Surenchère 285 c.
— Trib. de comm. de Paris. Théâtre 245.
13 Ord. Forêts 134; Trésor public, p. 1183

Janvier.

- 13 Cass. Obligat. 2124 c. — Privil. et hypoth. 2751-60. — Voirie par terre 448-20 c., 455 c., 564 c., 567 c.
— Nancy. Forêts 1293 c., 1301.
— Paris. Louage 233 c.
— Trib. de Soissons. Enreg. 1367.
— Cons. d'État. Concess. admin. 15-30 c., 56 c. — Dom. de l'État 94 c., 95 c., 264-40 c. — Voirie par terre 2173.
14 Cass. Huissier 103 c. — Instruct. crim. 2883-20 c. — Responsabilité 476 c. — Vice rédhibit. 96 c.
— Angers. Servitudes 821-50 c.
— Douai. Faillite 288-30 c.
— Riom. Ordre 879-40, 978 c., 990-10.
— Trib. de Colmar. Enreg. 5604 c.
— Trib. de Pau. Enreg. 920.
15 Cass. Instr. crim. 898-20 c.
— Amiens. Privil. et hypoth. 1800 c.; Vente publ. d'immeubles 418-20 c.
— Besançon. Serment 28-20 c.
— Rennes. Huissier 59 c.
— Avis cons. des mines de Belgique. Mines 305.
— Décis. Enreg. 4889.
16 Cass. Compét. crim. 512 c. — Liberté indiv. 65 c.
— Orléans. Paternité 492-10 c., 505 c., 569-140 c., 633-10 c.
— Trib. correct. de la Seine. Presse-outrage 329-20 c.
17 Arrêté. Traitement 176-40.
— Cass. Dom. destr. 51 c.
18 Ord. Douanes, p. 617.
— Paris. Frais et dép. 363 c.; Obligat. 2239 c.
19 Ord. Douanes, p. 617; Grains, p. 542.
— Cass. Effets de comm. 225-20 c. — Usage 94 c., 95 c.
— Caen. Droits polit. 299 c.
— Grenoble. Disposit. entre vifs 2160 c.
— Metz. Usage 294 c.
— Toulouse. Degré de jurid. 275-30 c.
20 Ord. Organ. colon. 726, 779, 782, p. 1144.
— Cass. Bourse de comm. 284 c.; Société 1471-20 c. — Discipline 267-30 c.; Notaire 735 c. — Faux 295 c. — Minorité 638 c. — Servitudes 899 c.
— Paris. Voiture 390-10 c.
— Trib. de Soissons. Enreg. 1260.
21 Cass. Peine 213-20 c.
— Dijon. Obligat. 4315 c.
— Lyon. Office 253 c., 257.
— Trib. de Versailles. Enregistrem. 6252 c.
— Cons. d'État. Compét. administr. 299 c. — Patente 260-10 c. — Poids et mesures 196. — Trésor public 463-10.
22 Cass. Faillite 1435 c., 1436 c. — Peine 529 c.
— Dijon. Rent. viagère 129.
— Paris. Privil. et hypoth. 1758 c. — Saisie-arrest 199 c.; Trésor publ. 1162 c.
— Trib. de Nantes. Enreg. 2805.
— Règlement. Organisat. instr. publ., p. 1367.
23 Cass. Instr. crim. 133-70; Traité international. 304 c. — Voiture 432 c.
— Douai. Vente 667 c., 678.
— Riom. Disposit. entre vifs 179-30 c.; Vente publ. d'immeubles 89 c.
24 Cass. Succès. 2107-20 c.
25 Cass. Effets de comm. 519-20 c.; Lettre miss. 12-10 c. — Enreg. 4643 c. — Obligat. 1035-30 c.; Privil. et hypoth. 1205 c.
— Rennes. Compét. crim. 479 c.; Contrainte par corps 675 c.
— Circ. Douanes 530.
— Règlement. Organisation marit. 48, p. 1694.
26 Convent. V. 3 avril 1847.
— Cass. Compét. civile trib. de paix 410 c., 129 c. — Contr. de mar. 406 c. — Droits polit. 163-20 c., 510-40 c. — Enreg. 2878 c.
— Lyon. Louage 600 c.

Janvier.

- 26 Orléans. Instr. crim. 710-10 c., 717 c.
— Paris. Référé 147-10 c.
— Rennes. Séparat. de corps 194-20.
— Trib. de Vitry. Enregistrem. 976, 5136-10.
27 Cass. Règlement de juges 41 c.
— Nancy. Pêche fluv. 172 c.
— Trib. de Lyon. Enreg. 1287 c.
— Trib. comm. de Marseille. Trésor publ. 1297.
28 Loi. Douanes, p. 617; Grains, p. 542; Voirie par eau 486.
— Cass. Instr. crim. 1897-40 c., 2065 c., 2639 c.
— Angers. Servitudes 201-20 c.
29 Ord. Douanes, p. 617; Grains, p. 542.
— Cass. Instr. crim. 2276-10 c. — Presse-outrage 160 c.
— Grenoble. Dispositions entre vifs 2181 c.
— Paris. Responsab. 403-20 c.
— Trib. de Libourne. Enregistrem. 5140-20 c.
— Cons. d'État. Forêts 1790, 1901. — Garde nat. 226 c. — Impôts directs 293-20, 294. — Patente 74-20 c., 253-30 c., 254-20 c., 352-40 c.
30 Cass. Contumace 106-20 c. — Voirie par terre 1990 c., 2038 c., 2067-20 c., 2096-50 c.
— Douai. Faux 362 c.
31 Ord. Organ. de l'Algérie 481 c., 448 c., p. 791; Organ. marit., p. 1695.
— Arrêté. Organisat. instr. publ., p. 1367.

Février.

- 1 Colmar. Compét. comm. 1117 c.
— Cologne. Société 220.
— Douai. Enquête 481 c., 484 c., 558 c.
— Montpellier. Presse-outrage 148 c., 177 c., 485-90 c.
— Paris. Contr. par corps 64 c. — Demande nouvelle 150-30 c. — Privil. et hypoth. 2525-10 c.
— Riom. Succès. 66 c., 891-10 c.
— Solut. Privil. et hypoth. 2923 c.; Transcript. hypoth. 658 c.
2 Cass. Droits civ. 571-40 c. — Enreg. 5840 c. — Exprop. publ. 614 c.; Obligat. 3950 c.
— Trib. de Marnes. Enreg. 1677.
3 Cass. Effets de comm. 194-30 c. — Mariage 933 c. — Privil. et hypoth. 2204 c.
— Limoges. Discipl. 247-10 c.
— Paris. Degr. de jurid. 83-40.
— Trib. de Rennes. Enreg. 1775 c., 1790 c.
4 Cass. Forêts 1994 c. — Mise en jugement. 104 c. — Presse-outr. 243 c.
— Dijon. Obligat. 2476 c.
— Limoges. Prêt à intérêts 50 c. — Saisie-arrest 419-20 c.
— Poitiers. Louage 336-10 c.
— Rouen. Responsabilité 338-40 c.
— Circ. Enreg. 3284 c., 6129 c.; Voirie par terre 525 c.
5 Cass. Mat. d'or et d'argent 61 c., 67-70 c., 101 c. — Pêche fluviale 115 c., 116 c.; Règlement. admin. 73 c.; Voirie par eau 258 c. — Témoin 683 c.
— Orléans. Droits civ. 629 c.; Grâce 46 c.
— Paris. Séparat. de corps 374 c.
6 Cass. Commune 1177 c.; Industrie 177 c.
— Angers. Prescript. civ. 694 c.
— Rouen. Compét. comm. 414-40 c.
7 Cass. Privil. et hypoth. 776 c.
— Bourges. Compét. comm. 24 c.
— Trib. de Rennes. Enreg. 2724 c., 6024 c., 6028 c.
8 Cass. Compét. civ. trib. de paix 30 c.
— Dijon. Obligat. 2479-30.
— Rouen. Droit marit. 1916.
— Trib. de la Seine. Vente 290-10 c., 299 c.

Février.

- 9 Cons. d'État. Compét. administr. 103-210 c.; Trés. publ. 569-30 c. — Cons. d'État 298 c. — Dom. publ. 81 c.; Voirie par eau 44 c., 154-10. — Voirie par terre 351-30 c.
— Decis. Notaire 190 c.
— Solut. Enreg. 3701.
10 Convention. V. 20 avril 1847.
— Cass. Paternité 473-30 c., 582-30 c., 586 c., 587 c., 588 c., 590 c., 591 c., 593 c., 646 c.
— Paris. Louage d'ouv. 116 c.; Trav. publ. 687 c., 688 c.
— Rouen. Enreg. 3759.
— Circ. Prisons 57.
— Instr. Enreg. 4889.
— Lettre. Voirie par terre 494 c., 508.
11 Cass. Instr. crim. 2093 c. — Organ. colon. 263-20 c.
— Douai. Degr. de jurid. 150-40 c.
— Orléans. Office 219 c., 225 c.
— Paris. Référé 138-40 c., 187 c., 162 c.
— Trib. de Rodez. Enreg. 2299.
12 Cass. Commune 845 c.; Servitudes 396 c. — Droits civ. 514 c. — Forêts 694 c., 718 c. — Procès-verbal 682-10 c. — Voirie par terre 2263 c., 2264-20 c. — V. 18 février.
— Rouen. Exprop. publ. 610 c.
— Trib. de Nantes. Enreg. 2348, 5609.
— Cons. d'État. Cons. d'État 155 c. — Meris 70-20, 71. — Organ. administr. 441-20. — Voirie par eau 612-20.
13 Cass. Contravent. 50 c.; Forêts 244 c., 345 c. — Forêts 533 c. — Garde nation. 330-30, 658 c.
— Paris. Presse-outr. 1834-20 c.
— Trib. de Lyon. Enreg. 3555-40 c., 3570 c.
15 Ord. Monnaie, p. 386.
— Cass. Contrat de mariage 437 c., 2605 c., 2606 c., 2636 c.
— Ordre 527-20 c.; Privilèges et hypothèques 3122-20 c. — Prescript. civ. 333-40 c.; Servitudes 1135-40 c.; Voirie par terre 1349 c.
— Rennes. Huissier 59 c.
— Circ. Voirie par eau 486 c.
16 Cass. Forêts 1537 c., 1540 c., 1543 c., 1546 c. — Mise en jugement. 143 c. — Octroi 121-30.
— Organ. colon. 100 c.
— Circ. Secours publics 364.
17 Ord. Douanes, p. 618.
— Cass. Dom. publ. 44-10 c.
— Grenoble. Ordre 713 c., 960-60 c.; Privil. et hypoth. 1303 c.
— Rennes. Droits polit. 225-30 c.
18 Cass. Forêts 319-60 c., 694 c.
— Angers. Dispositions entre vifs 975 c.
— Bastia. Substitut. 206-60 c.
— Lyon. Office 345 c.
19 Paris. Industrie 248-10 c.; Vente de substances falsifiées 117-10, 118 c., 120 c.
— Rouen. Jugement 658-10 c.
20 Cass. Chasse 273 c. — Minist. publ. 35 c. — Organ. judic. 549 c.
— Douai. Mandat 22-60 c.
— Paris. Louage 550-30 c.
22 Cass. Disposit. entre vifs 2789 c. — Propriété littéraire 291 c.
23 Cass. Culte 117 c., 118 c. — Excès de pouvoir 6. — Jugem. 750-30 c. — Organ. judic. 271-60 c.
— Orléans. Ordre 1050-10 c., 1128, 1153-20 c.
— Paris. Référé 232-40. — Séparat. de corps 47 c.
— Rouen. Société 926-50 c.
24 Loi. Grains, p. 512; Secours publics, p. 780.
— Cass. Prescript. civ. 753 c., 756-30 c.; Privil. et hypoth. 2535 c.; Voirie par terre 2196 c. — Voirie par terre 2197 c.
— Lyon. Loi 259.
— Trib. de la Seine. Enreg. 5283.
— Trib. corr. de la Seine. Propriété littéraire 295 c.
25 Cass. Forêts 671 c. — Instr. crim. 2277 c.

Février.

- 25 Aix. Jugement 159-50 c.
— Angers. Privil. et hypoth. 2368 c.
26 Cass. Faux 505 c. — Cène, p. 511.
— Organ. colon. 358 c., 723-10 c.
— Caen. Propriété 365-20 c.
— Dijon. Exploit 428-20 c.
— Orléans. Obligat. 5189.
— Cons. d'État. V. 26 février 1846.
27 Cass. Impôts indir. 199-30 c. — Procès-verbal 166-100 c. — Règlement. admin. 126 c.
— Douai. Greffe 93 c.
— Orléans. Ordre 612.
— Paris. Société 1346 c.
— Rouen. Droit marit. 921 c.
— Cons. d'État. Organ. administr. 593-20.
28 Ord. Salubrité publique, p. 674.
— Cass. Règlement. admin. 91 c. — Voirie par terre 2048-40 c., 2051-30 c.
— Decis. Office 81.

Mars.

- 1 Ord. Mat. d'or et d'argent 31.
— Cass. Compét. comm. 434 c. — Contrat de mar. 3635 c., 3928 c., 3927 c.; Normandie 81 c.
— Limoges. Privil. et hypoth. 699-30 c.
— Paris. Référé 332-40 c.
2 Cass. Disposit. entre vifs 2241-10 c. — Octroi 121-20.
— Trib. de Saverne. Enreg. 6024 c.
— Delib. Contrainte par corps 479-10 c., 698 c.
3 Cass. Disposit. entre vifs 2250 c. — Responsabilité 147 c.; Voirie par chemins de fer 411-30.
— Alger. Organ. de l'Algérie 775-10, 784.
— Colmar. Privil. et hypoth. 2707 c.
4 Cass. Instr. crim. 1263 c., 3502 c. — Presse-outrage 1548-20 c.
— Riom. Prescription civ. 493 c., 669 c.
5 Solut. Presse-outrage 390 c.
6 Arrêté. Organisation instr. publ., p. 1367.
— Cass. Commune 917 c.; Contravent. 299 c. — Forêts 1206 c., 1285 c., 1292 c.
— Angers. Mines 254.
6 Arrêté. Organisation de l'Algérie, p. 793.
— Convent. V. 6 mai 1847.
— Amiens. Vente publ. d'immeubles 1225-10 c.
— Caen. Obligat. 4613.
— Paris. Contrat de mar. 4013 c.
8 Cass. Discipline 17-10 c. — Octroi 122-10.
— Toulouse. Degré de jurid. 129-40 c.; Privil. et hypoth. 2814-40 c.
— Trib. de Bourges. Jugement 386-30 c.
— Cons. d'État. Forêts 1862 c.; Servitudes 959 c.
9 Ord. Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Paternité 165 c., 190 c., 198 c. — Voirie par terre 426, 449 c.
— Paris. Droits polit. 192 c.
10 Cass. Faillite 614-30 c., 615-20 c.; Obligat. 3975 c., 3989 c., 3990 c. — Huissier 18 c. — Obligat. 3989 c., 3990 c.
— Nîmes. Degré de jurid. 210 c. — Obligat. 4529 c.
— Trib. de Nancy. Enreg. 976 c.
— Trib. de Nevers. Huissier 59 c.
— Trib. corr. de la Seine. Voirie par chemins de fer 542.
11 Cass. Traité internat. 313 c., 331 c.
— Caen. Obligat. 537.
— Montpellier. Désistement 143 c.
— Rouen. Louage 749 c.
— Trib. de Vassy. Enreg. 2634 c., 5161 c.
12 Cass. Garde nat. 278 c. — Organ. colon. 294. — Poids et mesures 181 c.
— Angers. Servitudes 503-20 c.
— Besançon. Obligat. 3040 c.
— Lyon. Responsabilité 407-10 c.
— Montpellier. Degré de jurid. 428-110 c.

Mars.

- 12 Paris. Compét. comm. 138.
— Rouen. Compét. comm. 446 c.;
Mandat 140-40 c., 141 c.
— Trib. de Lyon. Substances véné-
neuses 12 c.
— Trib. de Nantes. Enreg. 2685.
— Trib. de la Seine. Enreg. 8083 c.
— Cons. d'Etat. Patente 32-30 c.,
280-60, 282-30 c., 291 c.,
352-40.
13 Loi. Secours publics, p. 280.
— Angers. Obligat. 2286 c.
— Dijon. Obligat. 1520-30 c., 1730.
— Lyon. Paternité 731-40 c.
— Paris. Obligat. 5168 c. — Presce-
outrage 687-30 c., 1528 c.,
1531-10 c.
— Trib. de Saint-Omer. Enregist. 457.
16 Cass. Notaire 504-10 c., 20 c. —
Obligat. 411-20 c., 4180 c. —
Société 1376-40 c. — Success. 315.
— Bourges. Dispositions entre vifs
4202-70 c.
— Circ. Commune 465.
16 Cass. Emigré 319-50 c.
— Caen. Contrat de mar. 3824 c.
— Trib. comm. de Bordeaux. Organ. 686 c.
17 Arrêté. Organist. instruct. publ.,
p. 1367.
— Cass. Contrat de mar. 3689 c.,
3780 c. — Descende sur les
lieux 22 c. — Enreg. 6030 c.
— Bordeaux. Usage 600 c.
— Caen. Paternité 138 c.
— Douai. Commissionn. 845 c., 427-
30 c. — Voirie par chemins de fer
455.
— Paris. Théâtre 168.
— Trib. de Grenoble. Enreg. 1612
c., 4483 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3532-
30 c.
— Trib. correct. de Lyon. Chasse
281 c.
18 Cass. Commune 1048 c.; Indus-
trie 167 c. — Garde nat. 309-50
c., 424.
— Bordeaux. Vol 667 c.
— Caen. Conciliat. 242 c.
— Paris. Jugem. 711-70 c. — Référé
147-10 c.
— Trib. de Versailles. Enreg. 2805.
19 Cass. Instr. crim. 3289-30 c.
— Paris. Obligat. 1954.
— Rouen. Effets de comm. 948 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 448.
20 Ord. Douanes, p. 618; Traité in-
ternat., p. 543.
— Cass. Témoin 247-60 c.
21 Ord. Organ. marit., p. 1698.
— Delib. du trib. d'Auxerre. Greffe
115.
22 Cass. Expropriat. publ. 740-80 c. —
Faillite 790 c. — Success. 1789
c., 1790-10 c.
— Trib. de Pamiers. Enreg. 709,
4777.
23 Angers. Quest. préjud. 168 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 1119 c.
— Obligat. 1469. — Privil. et
hypoth. 2533-30 c.
— Orléans. Mandat 62 c.
— Trib. de Bayonne. Enreg. 4154 c.
24 Dijon. Privil. et hypoth. 2045 c.
— Vente publ. d'immeub. 1443 c.
— Lyon. Contrat de mar. 4043-20 c.,
4061-30 c.
— Paris. Privilèges et hypoth. 1538-
10 c.
— Rouen. Société 1071 c.
25 Cass. Faux 55 c., 56 c. — Presce-
outrage 1332-40 c.
— Trib. de Riom. Disposit. entre
vifs 1560 c.
26 Cass. Commune 1347 c. — Forêts
1510 c.; Servitudes 890 c.;
Usage 91 c.
— Orléans. Instruct. crim. 710-10,
717 c.
— Paris. Compét. comm. 98 c.
— Rennes. Recusation 147 c.
27 Ch. des pairs. Bourso de comm.
316.
— Orléans. Ordre 619.
29 Paris. Référé 193 c.
30 Ord. Voie publ. 8-170.
— Cass. Vol 304-30 c.

Mars.

- 30 Trib. de Nantes. Enregist. 2003,
2006 c.
— Cahier des charges. Organ. marit.
287 c., 341 s.
31 Cass. Enreg. 748 c., 4484 c.
— Cons. d'Etat. Commune 208
c. — Compétence administr.
43-50 c.; Domaines de l'Etat
225 c.; Raux 44 c., 519 c., 568
c.; Voirie par eau 78 c., 204-
30 c., 253-10 c., 357-30 c.,
384 c. — Impôts dir. 440-10 c.
— Organ. admin. 842. — Organ.
colon. 1018. — Organ. marit.
947-10, 950-20 c. — Patente
211 c., 223, 263 c. — Travaux
publ. 1211 c., 1235-10 c. — Voi-
rie par terre 303-30, 688, 914.
— Circ. Procès-verbal 770 c.

Avril.

- 1 Cass. Dom. destr. 309 c., 225
c.; Instr. crim. 2886-10 c. —
Organ. judic. 684-10 c.
2 Loi. Secours publ., p. 780.
— Ord. Organ. instr. publ., p. 1367.
— Trib. de Clermont. Enreg. 1693
c., 3769.
3 Ord. Traité internat., p. 583.
— Cass. Organ. judic. 651 c. — Ré-
bellion 22 c. — Serment 185-
40 c.
— Décis. Notaire 100 c., 135 c.,
181 c.
4 Cass. Instr. crim. 674 c.
— Ord. Trav. publ. 267.
— Cass. Enreg. 1141 c., 4478 c.,
5136-20 c. — Success. 1059 c.
7 Cass. Disposit. entre vifs 2622 c.,
4589 c.
8 Cass. Poids et mesures 182-10
c. — Serment 106-30 c.
— Cons. d'Etat. Concess. admin.
14. — Patente 55 c., 76 c.,
212, 267-40 c.
9 Cass. Privil. et hypoth. 2663 c.;
V. 9 novembre 1847.
— Paris. Compét. comm. 57 c.
10 Cass. Droits polit. 54 c.; Jugem.
1102-30 c. — Organ. judic.
648-10 c., 650 c.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 4486-
40 c., 4588 c., 4646 c., 4647-
60 c.; Minorité 519 c.
11 Paris. Louage 377 c.
12 Cass. Droits polit. 241-20 c. — En-
reg. 4090 c.
— Orléans. Obligat. 4893 c., 4902-
30 c., 5176-30 c.
— Circ. Commune 465; Organ. ins-
truct. publ. 218 c.
— Instr. Organ. milit. 250, 267.
13 Ord. Organ. colon., p. 1144.
— Cass. Enreg. 2415 c., 2730 c. —
Enreg. 6095 c.; Transcription
hypoth. 720 c. — Enreg. 6098-
20 c. — Vente publ. d'immeubles
1538-30 c.
— Montpellier. Minorité 684 c.;
Prescription civ. 709 c.
— Trib. d'Aulun. Ordre 744-10 c.
14 Cass. Enreg. 3590 c. — Privil. et
hypothèques 1199 c., 2018 c.,
2204 c.
— Caen. Obligat. 4133 c., 4135-10,
4175-20.
— Rouen. Disposit. entre vifs 2614-
10 c.
15 Cass. Instr. crim. 1198-10 c.,
2673-30 c., 3708-30 c.
— Angers. Privil. et hypoth. 2224-
20 c.
— Dijon. Propriété littér. 393 c.,
446-20 c.
— Paris. Louage 377 c.; Responsa-
bilité 188-60 c., 611-30 c.
16 Cass. Instr. crim. 2445-30 c.
— Orléans. Privil. et hypoth. 1841-
30 c., 1843 c.
— Trib. de Saint-Marcellin. Notaire
761 c.
— Trib. de la Seine. Droits civils
295 c.
— Circ. Commune 2512; Prisons
116.
— Règlement. Organ. instruct. publ.,
p. 1367.
17 Montpellier. Disposit. entre vifs
2219 c.

Avril.

- 17 Circ. Prisons 116.
18 Ord. Salubrité publ., p. 674.
— Décis. Notaire 175 c.
19 Cass. Enreg. 8743 c., 3754-30 c.,
5762 c. — Forêts 1901 c. —
Organ. judic. 412-10 c. — Pa-
ternité 725-10.
— Bordeaux. Usufruit 283.
— Riom. Office 294-10 c.
— Rouen. Interdiction 295-10 c.;
Minorité 840 c. — Succession
1603 c.
— Circ. Dom. destr. 238 c.
20 Ord. Traité internat., p. 583.
— Cass. Disposit. entre vifs 448 c.
— Enregistrem. 4328 c.; Ordre
1205 c.
— Paris. Société 1074 c.
— Toulouse. Obligat. 2440-60, 4650-
60 c.
— Cons. d'Etat. Mise en Jugem. 123.
— Patente 91 c., 353. — Postes
125 c. — Voirie par eau 368.
21 Cass. Requête civ. 216 c.
— Bordeaux. Obligat. 745-10 c.
— Bourges. Exploit 345 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 594.
22 Cass. Instr. crim. 1120 c.; Té-
moign. faux 30-20 c. — Instr.
crim. 1348 c.
— Orléans. Dispositions entre vifs
3648 c.
— Paris. Contrainte par corps 304 c.
— Trib. de Chateaudun. Enregist. 4439 c.
23 Cass. Garde nat. 423-40 c.; Res-
ponsab. 408 c.
— Caen. Contrat de mar. 8608 c.
— Cons. d'Etat. Patente 178.
— Avis cons. mines de Belgique.
Mines 281.
24 Cass. Forêts 685 c., 672 c., 1610
c., 1872. — Garde nation. 487-
90 c. — Instr. crim. 614 c.
— Meuse 183-30 c. — Règlement
admin. 40 c., 41 c.
— Paris. Presse-outrage 870-20 c.
25 Loi. Postes, p. 14.
— Trib. comm. de Paris. Droit ma-
rit. 1670 c.
26 Cass. Success. 1836-30 c.
— Cons. d'Etat. Compétence admin.
103-810 c.; Trésor public 569-
100, 588-30 c. — Impôts directs
302-30. — Patente 37-50, 83 c.,
108-10 c., 260-30, 267-10 c.
— Voirie par terre 1455, 3024-10,
3027-60.
27 Cass. Contrat de mar. 1659 c. —
Success. 1029 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 3733 c.,
3784 c.
— Rennes. Droits civ. 397 c.
— Trib. de Corse. Office 324; Pri-
vil. et hypoth. 347 c.
— Trib. de Gien. Pêche fluv. 18.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 96-
20 c. — Eaux 529-30 c.; Organ.
marit. 776 c., 870-20 c. — Juifs
10-40. — Organ. marit. 947-10
c., 950-30 c. — Place de
guerre 90-40.
— Règlement. not. de Paris. Notaire
358 c., 444 c., p. 396; Obligat.
3716 c., 3719 c., 3721 c., 8723
c.; Séparat. de corps 348 c.
28 Cass. Servitudes 943-30 c. — Voi-
rie par terre 1843 c.
— Lyon. Privil. et hypoth. 271 c.
— Trib. de Péronne. Enreg. 5240.
29 Ord. Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Instr. crim. 3561 c. — Vente
de substances falsifiées 100 c.
— Rouen. Success. 1029 c., 1062.
30 Cass. Instr. crim. 2521-10 c.;
Serment 23-10 c.; Témoin 637-
40 c., 640 c.
— Dijon. Obligat. 1460-50 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 337 c.

Mai.

- 1 Circ. Procès-verbal 770 c.
2 Cons. d'Etat. Patente 33-60.
3 Nîmes. Contrat de mar. 264 c.;
Obligat. 268 c.
— Rouen. Séparat. de corps 144-
10 c.

Mai.

- 4 Bastia. Jugement par défaut 111-
70 c.
— Caen. Saisie-arrest 54-10 c.
— Cass. Enreg. 8743 c., 3754-30 c.,
5762 c. — Forêts 1901 c. —
Trib. comm. de Paris. Théâtre
219.
5 Cass. Presse-outrage 1996 c.,
1503 c., 1506-30 c., 1508 c.,
1538 c., 1551-30 c. — Privil.
et hypoth. 2223-20 c.
— Trib. de Prades. Paternité 460 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1227.
6 Ord. Traité internat., p. 583.
— Cass. Dom. destr. 225 c.; Instr.
crim. 2886-20 c. — Exploit
720 c. — Faux 278 c.; Organ.
milit. 364-10 c. — Forêts 336
c., 432 c., 546-90 c., 1205 c.,
1206 c., 1209 c., 1231 c., 1879
c. — Garde nation. 418-40 c.,
430 c.
— Bordeaux. Prêt à intérêts 50 c.
— Poitiers. Dispositions entre vifs
4238 c.; Substitut. 110-50 c.
— Trib. de Troyes. Théâtre 156.
7 Caen. Exceptions 152.
8 Rouen. Surenchère 267 c.
— Toulouse. Dispositions entre vifs
1579 c.
— Décis. Douanes 700.
10 Cass. Expropriat. publ. 164 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 668.
— Douai. Séparat. de corps 375 c.
— Montpellier. Droit marit. 626 c.;
Voirie par eau 318 c. — Organ.
marit. 582-30 c., 618 c.
— Nîmes. Obligat. 4953-30 c.; Office
336 c., 343 c., 348 c.
— Rouen. Office 216 c.
— Trib. comm. de Bordeaux. Louage
800 c.
11 Cass. Disposit. entre vifs 4492-
30 c. — Louage 217-40 c. —
Recusation 35 c. — Usage
506 c.
— Rennes. Droits civ. 709 c.
12 Convention. V. 21 février 1853.
— Cass. Enreg. 1964 c. — Jugem.
par défaut 112-30 c. — Taxe de
denrées 2 c.
— Montpellier. Success. 3099-30.
— Poitiers. Droit marit. 541 c.;
Organ. marit. 463 c.
— Cons. d'Etat. Impôts directs 172-
20 c. — Marais 68. — Patente
246-70. — Travaux publics
1187. — Voirie par terre 550-
30 c., 551-40 c., 447-30, 1767,
1769-30, 1774.
14 Cass. Dom. destr. 225; Instr.
crim. 2886-20 c. — Enquête
520-20 c.; Témoin 186 c.
— Peine 119-30 c. — Renvoi 120
c., 131 c. — Vol 852, 891 c.
— C. G. belge. Contrat de mariage
1948 c.; Obligat. 2929 c.
— Angers. Vente 1410 c.
— Dijon. Disposit. entre vifs 223-
10 c., 3854 c.
— Paris. Effets de comm. 318-30 c.
15 Convention. V. 20 juin et 20 oc-
tobre 1847.
— Cass. Dom. destr. 225 c. — Vol
613-10 c.
— Dijon. Forêts 778.
— Douai. Propriété 348.
— Montpellier. Compét. comm. 126-
80 c. — Exploit 658-40; Pé-
remption 292 c.
— Orléans. Interdiction 286 c., 304 c.;
Minorité 93 c., 330 c.
16 Ord. Postes, p. 15.
17 Arrêté. Organ. de l'Algérie 380.
— Convention. V. 10 septembre
1847.
— Cass. Commissionn. 187 c., 219 c.;
Nantissement 109 c. — Vice
rédhib. 283-30 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 610.
— Riom. Obligat. 3142.
— Circ. Substances vénén. 16.
18 Cass. Cassation 1981 c. — Enreg.
2261 c., 3031 c., 3032 c.
— Expert. 182-50 c., 242-40 c.,
244-40 c. — Obligat. 2453-
30 c.
— Lyon. Disposit. entre vifs 4180-
20 c.
19 Ord. Postes, p. 15.

Mai.

- 19 Cass. Compét. civ. trib. d'arr.
101 c. — Société 1393-30 c.
— Angers. Vente publ. d'immeubles
883.
— Caen. Vente publ. d'immeubles
1337 c.
— Colmar. Usage 805-30 c.
— Montpellier. Ordre 863-30, 871-
20 c.
— Trib. de Corbeil. Enreg. 2205.
20 Cass. Recusation 121-10 c.
— Trib. de Sens. Compét. civ. trib.
d'arrond. 109 c.; Société 96 c.
21 Loi. Gendarmes, p. 499.
— Cass. Cassation 2256 c.; Loi
556 c.
— Montpellier. Compét. comm. 448
c.; Mandat 141 c.
— Paris. Compét. civ. trib. d'arr.
165.
— Trib. de Vassy. Notaire 780-40 c.,
782-40 c.
— Cons. d'Etat. Marché de fournir.
140-30, 155-40 c. — Octroi 253-
30. — Patente 65 c., 86 c.,
123 c., 279-20 c.
22 Cass. Dom. destr. 222 c. —
Instr. crim. 3090 c. — Vol
750-40.
— Orléans. Jugem. par défaut 170-
10 c.
— Paris. Référé 53. — Vente publ.
d'immeubles 1915-40 c., 1917 c.
— Trib. de Lille. Enreg. 2511.
— Trib. de Saint-Quentin. Enreg.
3917.
23 Circ. Commune 202.
24 Angers. Servitudes 784-30 c.
— Caen. Obligat. 3239-30 c., 3240,
3254, 3802 c.
— Lyon. Dom. de l'Etat 223 c.;
Dom. publ. 80 c.; Eaux 44 c.
— Trib. de Dieppe. Enreg. 3327 c.
27 Ord. Organ. econom. 58.
— Cass. Défense 66 c.
— Trib. de Sens. Enreg. 6030 c.
— Cons. d'Etat. Concess. admin. 54,
59, 91. — Forêts 1897 c. —
Organ. admin. 856-30 c. — Pre-
tente 58.
28 Cass. Instr. crim. 707 c., 723-
30 c., 781 c. — Jugem. 440-
40 c. — Organ. colon. 600 c.
— Circ. proc. gen. de Dijon. Greffe
564-40 c.
29 Cass. Compét. crim. 35 c. —
Grains 59 c.; Peine 184-30 c. —
Prescript. crim. 176-50 c.
— Rouen. Contrat de mar. 2639 c.,
2780 c.
— Trib. d'Aix. Enreg. 4682, 3678 c.
31 Cass. Enreg. 3730 c. — Prescript.
crim. 97-10 c.
— Orléans. Delit polit. 2-10 c.;
Presse-outrage 1163 c., 1233-
30 c., 1527-40 c.
— Trib. de Bruxelles. Responsab.
854-40 c.

Juin.

- 1 Cass. Cassation 1481 c. — Con-
trat de mar. 2423 c.; Success.
1154 c.; Usufruit 415-30 c. —
Mines 509-30 c. — Minorité
644-90 c., 651 c.
— Douai. Notaire 243 c.
2 Cass. Enreg. 4734-30 c. — Obli-
gations 4904 c.; Responsabi-
lité 383-40 c. — Responsabi-
lité 373 c.
— Trib. de Limoges. Enreg. 6167 c.
— Trib. de Rouen. Enreg. 1213.
3 Cass. Instr. crim. 2819 c. —
Secours publ. 241 c.
— Amiens. Contrat de mar. 837 c.,
845 c.
— Caen. Obligat. 5031, 5034-30.
— Poitiers. Enquête 467 c., 505 c.,
525-20 c.; Usage 379 c. —
Usage 347-30 c., 30 c.
4 Cass. Quest. préjud. 118-20 c.,
130 c. — Témoin 382-30 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2473-
30 c.
— Trib. de comm. de Bordeaux.
Droit marit. 951 c., 952 c.
5 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 759.
Organ. milit., p. 1900.

Juin.

- 3 Cass. Forêts 441 c. — Propriété littér. 143 c., 426 c., 430 c., 489 c., 492 c.
- Bordeaux. Obligat. 3973-20.
- 6 Loi. Voirie par chemins de fer 85-30.
- 7 Cass. Discipline 118 c.; Jugement 206 c.
- Trib. de la Flèche. Enreg. 3095.
- Trib. de Strasbourg. Trés. publ. 363.
- 8 Cass. Enreg. 3993 c. — Industrie 323-20 c. — Reprises d'instance 64 c.
- Trib. de Versailles. Enreg. 964.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 536-30, 842-20 c., 960, 983-30 c., 985-10 c. — Trés. publ. 474, 483 c.
- 9 Ord. Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Contrat de mar. 3563 c. — Droits polit. 335 c., 510-20 c. — Marché de fournil, 31 c.; Privil. et hypoth. 1277 c., 1411-30 c.; Travaux publ. 369 c. — Privil. et hypoth. 359-10 c.
- Angers. Vente publ. d'immeubles 1439 c.
- Caen. Success. 356 c.
- Orléans. J. gem. par défaut 184 c.; Référé 79 c.
- 10 Loi. Concess. administr. 77; Domaines de l'Etat 182, p. 100; Forêts 135; Organ. administr. 318; Postes, p. 15.
- Cass. Forêts 319-70 c., 1274 c., 1880 c. — Quest. préjud. 146-60 c.
- Instr. Enreg. 1938 c., 4138 c.
- 11 Cass. Organ. milit. 860 c. — Quest. préjud. 97-60.
- Paris. Contrainte par corps 402 c. — Trés. publ. 1262-20 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 2336-20 c.
- 12 Cass. Organ. milit. 272 c.
- 13 Cass. Cautionnem. 156 c.; Obligat. 4007-40 c. — Forêts 1794 c., 1900 c. — Jugem. 938-100 c. — Mandat 401 c.; Société 1063 c.
- Paris. Mariage 252 c.
- Rouen. Nantisssem. 149 c.; Vente 1125 c., 1769 c., 1785-20 c.
- Cons. d'Etat. Organ. administr. 854-10 c., 980 c., 983-30 c. — Organ. milit. 947-10. — Patente 37-100 c., 121 c., 198 c., 240, 374-30, 388-30 c., 391 c. — Trav. publ. 696.
- 15 Cass. Enreg. 3989 c., 4710 c. — Enreg. 2344 c.; Loi 409 a. — Enreg. 4033 c.
- Bordeaux. Société 869-10 c., 879-10 c., 881-10 c.
- Colmar. Responsabilité 378-80.
- Poitiers. Droits civ. 318-20 c.; Séparat. de corps 34-30 c.
- Cons. d'Etat. Organ. administr. 593-80. — Trav. publ. 654 c., 1226-30 c.
- Leure. Cuite 768 c.
- 16 Cass. Compét. civ. trib. de paix 803 c.; Deg. de jurid. 41 c. — Enreg. 4446 c. — Succession 209-30 c.
- Bordeaux. Voirie par eau 476, 477.
- Douai. Louage 786 c.; Privil. et hypoth. 1240 c.
- Circ. Cuite 768 c.
- 17 Cass. Contr. de mariage 3562-20 c. — Contravent. 109 c. — Prescript. crimin. 97 c.; Vice rédhibit. 122 c., 800 c.
- Bordeaux. Jugem. 341-10 a.
- Colmar. Droits civ. 489 c.
- Douai. Contrat de mariage 3409 a.
- Trib. de Caen. Enreg. 4078 c.
- Circ. Organ. milit. 510.
- 18 Cass. Instr. crimin. 115-10 c. — Propriété littér. 490 c.
- Trib. de Valenciennes. Enreg. 4505.
- 19 Cass. Garde nation. 598-40 a. — Mise en jugem. 301 c.
- Paris. Référé 186 c.
- Rouen. Prêt à intérêt 164 c.
- 20 Loi. Trés. publ., p. 1183.

Juin.

- 21 Cass. Enreg. 3759 c.
- 22 Ord. Organ. milit. 106, 253 a., 309, p. 1693.
- Cass. Demande nouvelle 99-90 c.; Droit marit. 2163 c.; 2205 c.; Disposit. entre vifs 3530 c.; Success. 157 c. — Office 216 c., 243 c.
- 23 Cass. Disposit. entre vifs 3242 c. — Enreg. 3691 c. — Frais et dépens 376 c. — Presse-outr. 1502 c., 1508 c. — Voiture 384 c.
- Angers. Notaire 334-20 c.
- Lyon. Propriété littér. 316 c.
- 24 Cass. Instr. crimin. 229-30 c. — Instr. crimin. 2292-10 c., 2297-20; Traité internat. 335 c. — Mise en jugement 39 c., 151-30 c.
- Cons. d'Etat. Patente 175-10 c.
- 25 Ord. Traité internat., p. 543.
- Delib. Enreg. 5383 c.
- 26 Ord. Traité internat., p. 543.
- Bordeaux. Obligat. 840 c.
- 28 Cass. Contrat de mar. 2464 c., 4270 c. — Disposit. entre vifs 2024 c. — Obligat. 2031-30 c. — Voiture 384 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 2117 c.
- Décis. Voirie par chemins de fer 583.
- 29 Cass. Contrat de mar. 3158-70 c., 3161 c. — Société 96 c. — Success. 2198 c., 2284-80 c. — Vice rédhibit. 110 c., 155 c., 160 a.
- Angers. Vagabondage 66-10 c.
- Caen. Privil. et hypoth. 2439-20 c.
- Orléans. Vente publ. d'immeubles 437-20 c.
- Cons. d'Etat. Organ. administr. 842-100 c., 883-20 c., 891 c., 1003. — Presse-outr. 1170. — Trav. publ. 634 c., 1226-30 c.
- 30 Cass. Délit polit. 6-30 c. — Disposit. entre vifs 4609, 4648-10, 4651-20. — Surenchère 284 c. — Témoin. faux 41 c.
- Grenoble. Interdict. 213-20 c.
- Lyon. Faillite 1274 c.
- Poitiers. Echange 46 c.; Responsab. 852 c., 875-70 c., 378 c.
- Trib. de Péronne. Enreg. 5980 c.

Juillet.

- 1 Cass. Forêts 1879 c. — Presse-outrage 533 c.
- Trib. de Versailles. Enreg. 2634.
- 2 Cass. Instr. crim. 1791-60 c. — Instr. crimin. 2874 c.; Témoin 468. — Presse-outrage 359 c.
- Bordeaux. Société 1681-50.
- Douai. Obligat. 506-40 c.
- Paris. Vente 390-10 c., 399 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 566-10, 645. — Patente 68 c., 198 c., 223, 280, 284 c., 307 c. — Trav. publ. 798 c. — Voirie par terre 55-10.
- 3 Cass. Instr. crimin. 801-30. — Peine 237-10.
- Angers. Usufruit 193 c., 124.
- Montpellier. Contrat de mariage 264 c.; Obligat. 4473 c.
- Orléans. Obligat. 944 c., 3477; Office 335 c.; Privil. et hypoth. 347 c.
- Paris. Obligat. 444-20.
- Trib. de Tours. Grains 56-10 c.
- 5 Cass. Disposit. entre vifs 186 c., 137-30 c. — Droits polit. 162 c., 249 c. — Hospices 432. — Minorité 721 c., 738-20 c.
- Montpellier. Ordre 1050-30.
- Nîmes. Huissier 59 c.
- Décis. Notaire 138 c.
- Solut. Enreg. 1111.
- 6 Cass. Compét. admin. 190 c.; Référé 234-20 c. — Dispositions entre vifs 2999 c. — Jour férié 90-10 c. — Vente 2038 c.
- Angers. Dispositions entre vifs 4593 c.
- Lyon. Ordre 1116-20 c.
- 7 Ord. Douanes, p. 618; Octroi, p. 18; Voirie par terre 1971.

Juillet.

- 7 Cass. Contumace 16-10 c.; Exploit 754-30 c. — Domm. destr. 227 c. — Expropriat. publ. 613 c.; Louage 199 c. — Garde nat. 656 c., 689-20 c. — Instr. crim. 88 c., 1347-20 c.; Responsab. 97 c. — Office 328 c.; Privil. et hypoth. 344 c. — Responsab. 481-30 c.
- Orléans. Voirie p. chemins de fer 574 c., 575 c.
- Circ. Commune 468.
- 8 Bordeaux. Disposit. entre vifs 1907 c.
- Dijon. Ordre 566 a.
- Nancy. Obligat. 3397-20.
- Nanc. Usage 88.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4443, 6030 c. — Obligations 5532-30 c.; Trésor public 1419-10 c., 1420 c.
- Décis. Notaire 15 c., 128 c., 197 c.
- Delib. Privil. et hypoth. 2751-50.
- 10 Convent. V. 30 septembre 1847.
- Douai. Vente 1400 c., 1410 c.
- 11 Loi. Organ. colon. 415-30, 500.
- Cass. Nom 89 c.
- Bordeaux. Vente publ. de marchandises neuves 147-30 c.
- Lyon. Mines 353 c.
- 12 Loi. Trésor publ., p. 1183.
- Ord. Organ. milit., p. 1693.
- Cass. Frais et dép. 521-20 c.; Jugement 159-40 c. — Minorité 648-20 c.; Privilèges et hypoth. 1069 c.
- 2699-50 c. — Organist. judic. 526 c. — Vente 290-60 c., 291-30 c., 316-10 c., 317-40 c.
- Décis. Notaire 121 c.
- 13 Cass. Enreg. 3620 c. — Pêche marit. 68 c. — Vente 1548 c.
- Montpellier. Enquête 481 c.
- Trib. d'Angers. Disposit. entre vifs 4016 c.; Notaire 474 c.
- 14 Cass. Expropriat. publ. 735 c. — Responsab. 368 c.
- Orléans. Obligat. 2408-20.
- Cons. d'Etat. Patente 163 c. — Pension 25.
- 15 Grenoble. Faux 46 c.
- Décis. Forêts 2010.
- 16 Ord. Organ. instr. publ., p. 1367.
- Arrêté. Organist. de l'Algérie, p. 793.
- Angers. Dispositions entre vifs 4563.
- Colmar. Désistement 143 a.
- Décis. Enreg. 4073-20.
- 17 Arrêté. Organist. de l'Algérie 383.
- C. des pairs. Forfait. 116 c.; Organ. judic. 786 c.
- Douai. Société 1618-90.
- Orléans. Dispositions entre vifs 3228 c.
- Paris. Propriété littér. 382 a.
- Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 442.
- 18 Ord. Impôts indir., p. 428.
- 19 Cass. Disposit. entre vifs 4214 c., 4280 c. — Minorité 674 c.
- Trib. de Rouen. Privil. et hypoth. 2908 c.; Transcript. hypoth. 687 c.
- Trib. de comm. de Bordeaux. Droit marit. 1586 a.
- 20 Cass. Compét. civ. trib. de paix 274 c. — Enreg. 4996 c. — Expropriat. publ. 201-20 c. — Obligat. 4435 c. — Usage 66 c.
- Trib. d'Audenaerde. Disposit. entre vifs 4428-40 c.
- 21 Arrêté. Enreg. 58.
- Cass. Compte 186 c.; Prêt à intérêt 316 c., 234-30 c. — Privil. et hypoth. 517 c.; Trav. publ. 643-20 c., 650 c., 663 c. — Privil. et hypoth. 3330-110 c.
- Caen. Contrat de mar. 3147 c., 2163 c.
- Rennes. Obligat. 1857-20 c.; Office 244 c. — Obligat. 4948-50.
- Trib. de Mauriac. Enreg. 3540 c.
- Trib. de Montbrison. Grains 37-80 c.
- 22 Loi. Forêts 136; Grains, p. 542.
- O. d. Douanes, p. 618; Prud'hommes, p. 535.

Juillet.

- 23 Cass. Instr. crimin. 2825-30 c. — Jugem. 817-10 c. — Organ. milit. 923-10 c. — Vol 234-50 c.
- C. C. belge. Société 1568 c.
- Angers. Crimes contre les personnes 89 c.
- 23 Loi. Organ. milit. 1325 a., p. 1900.
- Ord. Organ. milit., p. 1900.
- Angers. Vente 929 c.
- Trib. de Reithel. Enreg. 3240.
- 24 Cass. Faux 324 c.
- Paris. Jugem. 658-10 c., 20 c. — Obligat. 1968 c.
- Cons. d'Etat. Patente 124 c., 175-20 c., 223, 250. — Trav. publ. 417-150, 462, 465, 1275-60. — Wattingues 42.
- 26 Caen. Droits polit. 195 a.
- Limoges. Vente publ. d'immeubles 520-10 c.
- Circ. Présence 17 a.
- 27 Ord. Douanes, p. 618; Grains, p. 542.
- Bruxelles. Mandat 161-20.
- 28 Ord. Cour des comptes, p. 511; Pension, p. 774.
- 29 Cons. d'Etat. Concess. administr. 56. — Impôts dir. 108 c., 617 c. — Marais 7 c. — Patente 74-20 c., 158. — Voirie par terre 1815, 1328 c., 1476 c.
- 30 Cass. Instr. crimin. 2869-10 c. — Minist. publ. 813-20 c. — Organ. judic. 713 c. — Serment 177-10 c.
- Trib. du Mans. Enreg. 1924.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 306 a. — Office 118 c., 128. — Organ. milit. 947-10. — Patente 314 c. — Trav. publ. 885.
- 31 Convention. V. 12 août 1847.
- Cass. Témoin 427.
- Bordeaux. Compte 183 c.
- Trib. de Hazebrouck. Presse-outrage 415 c.
- Circ. Forêts 2010.

Août.

- 1 Loi. Droits civils 378; Octroi, p. 18.
- Ord. Ville de Paris, p. 147.
- 2 Cass. Eaux 555 c. — Faillite 1079-10 c. — Obligat. 2465-20 c.; Office 293-30 c.; Vente 1779 c. — Serment 78 c.
- Nîmes. Nantisssem. 79 c., 84-20; Obligat. 3924 c. — Privil. et hypoth. 842 c.
- Toulouse. Instr. crimin. 456 c., 1042 c.
- 3 Cass. Faillite 293-20 c. — Louage 203 c., 205-60 c. — Mandat 155-30 c.; Responsab. 375-20 c., 376-20 c. — Obligat. 3176-10 c.; Référé 223-10 c. — Obligat. 3282-10 c., 3283 c.
- 4 Ord. Cons. d'Etat, p. 275; Consul, p. 275.
- Cass. Compét. civ. trib. d'arrond. 183-70 c. — Société 823 c.
- Agen. Jugement 1031 c.
- Angers. Louage 232-20 c.
- Douai. Effets de comm. 786 c.
- 5 Cass. Contravent. 302 c. — Obligat. 4615-40 c.; Responsabilité 351-20 c. — Privil. et hypoth. 8380-50 c.
- Bordeaux. Paternité 673-50 c.
- Trib. comm. de Saint-Hippolyte. Compét. comm. 60 c.
- 6 Cass. Contravent. 360 c. — Voirie par chemins de fer 581 c.
- Bordeaux. Droits civ. 419-10 c., 460 c.
- Paris. Louage 451-20 c.
- Trib. de Rambouillet. Enregistr. 1232.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1985.
- 7 Cass. Forêts 1470 c. — Jugement 84-40 c. — Voiture 431 c. — Vol 751-10 c., 768 c., 902, 910 c.
- Douai. Vente 1401 c.
- Trib. de Montelimart. Enregistr. 3620 c.
- 8 Loi. Culte, p. 722; Impôts dir., p. 273; Sol, p. 866; Trésor publ., p. 1163.

Août.

- 9 Loi. Organisat. colon., p. 1115.
- Cass. Expropriat. publ. 476 c., 485-40 c., 639-70 c.
- Bourges. Dispositions entre vifs 1556-30 c.; Transcript. hypoth. 475 c. — Disposit. entre vifs 2241-10 c.
- Paris. Frais et dépens 711-20 c.; Ordre 823 c.; Référé 232-40 c.
- 10 Cons. d'Etat. Organisat. marit. 790-10.
- 11 Convention. V. 16 et 20 décembre 1847.
- Cass. Contrat de mar. 2093. — Jugement 398-10 c. — Nantisssem. 114 c.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 163 c.
- 12 Arrêté. Organ. marit. 518.
- Cass. Contrat de mariage 1810 c., 3530 c. — Jugem. p. def. 117 c. — Vol 108-10 c.
- Dijon. Obligat. 3559-10 c.; Responsabilité 394 c.
- Douai. Obligat. 4058-30 c., 4058-10 c., 4077 c., 5118-70 c.
- Cahier des charges. Organ. de l'Algérie, p. 784.
- 13 Cass. Commune 948-40 c. — Commune 1257 c.; Industrie 227 c. — Taxe de denrées 2 c. — Vente de substances falsifiées 97 c., 101 c.
- Orléans. Office 225 c.
- Rouen. Presse-outrage 312 a.
- 14 Cass. Vol 793-30 c.
- Paris. Jeu 17 c., 31-20 c. — Voirie par chemins de fer 433 c.
- Trib. de Verdun. Enreg. 1935 c., 5589-40 c.
- Circ. Patente 303 c.
- 15 Cass. Enreg. 4628 c., 4674 c., 4681 c., 4708 c. — Requête civile 441 c.
- Colmar. Privil. et hypoth. 1597-20 c.
- Rennes. Jugem. d'av. dire droit 57-10 c.; Minorité 522-10 c.
- Riom. Privil. et hypoth. 2358-20.
- Trib. de Privas. Enreg. 6030 c.
- Décis. Discipline 391 c.; Notaire 868 c.
- 17 Cass. Honoraires 10 c. — Privil. et hypoth. 517-20 c.
- Montpellier. Grâce 47 a.
- Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 408.
- Décis. Mat. d'or et d'argent 23.
- 18 Cass. Disposit. entre vifs 4688-10 c. — Droits civ. 243 c. — Faillite 1000 c.
- Besançon. Forêts 871 c.
- Dijon. Servitudes 518 c.
- Trib. de Lyon. Enreg. 6030 c.
- 19 Cass. Commune 904 c.; Contravent. 142 c., 148 c., 151 c. — Dispositions entre vifs 1012 c. — Office 278-10 c., 277 c. — Voirie par terre 2267 c.
- Nîmes. Distrib. par contrib. 158-30 c.; Ordre 752-10 c.
- Orléans. Usage 587.
- Paris. Grâce 58 a.; Séparat. de corps 84 c., 98-20 c., 237 c.
- Pau. Usage 84-30 c.
- Trib. d'Espalion. Obligat. 3516 c.
- 20 Cass. Instr. crimin. 126 c. — Instr. crim. 1700-40 c.; Presse-outrage 539 c. — Responsab. 611-10 c.; Travaux publics 1158 c.; Voirie par chemins de fer 156 c. — Voirie par chemins de fer 579-10 c.
- Caen. Saïse-arrest 52-10 c., 30 c.
- Cons. d'Etat. Compét. admin. 103-200 c.; Trésor public 569-110 c. — Conseil d'Etat 398-20 c. — Organ. admin. 757 c. — Organ. de l'Algérie 111-30. — Organ. marit. 948-10. — Patente 263 c., 279-30 c. — Prises marit. 181-20. — Travaux publics 1133-20. — Voirie par eau 82, 125, 133.
- 21 Ord. Ville de Paris, p. 147; V. 1^{er} août.
- Cass. Impôts indir. 111-10 c. — Instr. crimin. 1166 c., 1474 c., 1175-10 c., 1176 c.

Août.

- 21 Paris. Jugem. p. défaut 111-30 c.
23 Ord. Trésor public, p. 1183.
— Cass. Contrat de mar. 1458 c. —
Disposit. entre vifs 842-30 c.
— Douai. Presse-outrage 317 c.
— Rennes. Faillite 1041 c., 1037 c.,
1044 c.
21 Cass. Droit marit. 441 c. — Man-
dat 493 c.; Privil. et hypoth. 1766-40 c., 2167-60 c. — Vente
admin. 303 c.
— Grenoble. Ordre 842 c., 848-30 c.
— Circ. Présences 17.
— Décis. Notaire 796 c., 816 c.
25 Ord. Douanes, p. 618; Médecine,
p. 842; Organ. instr. publ.,
p. 1367.
— Cass. Disposit. entre vifs 2508-
10 c.; Joints civ. 264-50 c. —
Ordre 815 c.
— Angers. Contrainte par corps 227-
30 c.
— Bo deaux. Frais et dépens 893 c.
— Grenoble. Privil. et hypothèques
2593-10.
— Nîmes. Compét. comm. 60 c.
— Orléans. Degré de jurid. 217-
30 c.
— Rennes. Peine 705 c.
26 Ord. Organism. colon. 807 a.,
p. 1115.
— Cass. Instr. crimin. 1848-30-
40-50.
— Douai. Disposit. entre vifs 4087-
20 c. — Presse-outrage 415 c.
— Paris. Obligat. 2765-20. — Référé
152 c. — Vente 290-30 c., 306-
10 c.
— Trib. de Saint-Etienne. Office
236.
— Décis. Notaire 364 c.
27 Cass. Douanes 704 c. — Instr.
crimin. 1344-20 c., 2743-30 c.;
Organ. milit. 269-30 c. — Instr.
crimin. 2899-10 c. — Juge-
ment 1073-30 c.; Témoins
690 c.
— Nîmes. Obligat. 2972.
— Paris. Obligat. 5225 c. — Voirie
par chemins de fer 471 c., 474 c.
— Trib. de Valenciennes. Enreg.
1270.
28 Cass. Serment 120 c. — Voirie
par eau 530 c., 640-30 c.
— Grenoble. Contrat de mar. 1916 c.;
Faillite 1083 c.; Success. 2135-
10 c.
29 Ord. Organ. instr. publ., p. 1367;
Théâtre, p. 309.
— Arrêté. Secours publics 71.
30 Cass. Contrat de mar. 3541 c.
— Caen. Minorité 223 c.
— Paris. Référé 332-40 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 361 c.
— Organ. admin. 637, 642, 878-
10 c. — Voirie par terre 1221.
31 Convention. V. 12 octobre 1847.
— Cass. Droits polit. 345 c. — Suc-
cess. 324 c., 325 c., 326 c.
— Trib. de Pontoise. Enreg. 4221.
— Cons. d'Etat. Organisat. marit.
967-10.

Septembre.

- 1 Ord. Monnaie, p. 386; Organ.
de l'Algérie 105, p. 794; Traité
internat., p. 543.
— Bordeaux. Vol 797-20 c.
— Trib. de la Seine. Voirie p. che-
mins de fer 571.
2 Cass. Minist. publ. 303 c.
3 Cass. Instr. crimin. 3545-10 c.
— Solut. Enreg. 6247.
4 Ord. Prud'hommes, p. 534.
— Cass. Commune 768 c. — Obliga-
tion 5171-30 c.; Preuve 100-40
c.; Procès-verbal 49-20 c., 51
c., 129 c., 138 c., 599 c., 827
c. — Voiture 199-20 c. — Vol
84-10 c.
7 Circ. Douanes 434.
9 Cass. Instr. crimin. 1637-20 c.
— Quest. préjudic. 101-40 c.
29 Cass. Contrav. 500 c. — Culte
825-20 c. — Forêts 665 c.,
678 c. — Instr. crimin. 270 c.;
Procès-verbal 552 c.; Ser-
vitudes 70-30 c. — Instr. crimina.
1003 c., 2268-40 c.

Septembre.

- 10 Décis. Notaire 125 c., 174 c.
11 Cass. Commune 780 a.; Contra-
vent. 265 c., 269 c. — Com-
mune 883 c.; Voirie par terre
2293-10 c. — Contrav. 116
c., 299 c. — Forêts 319-80 c.,
695 c. — Témoin 353-40 c. —
Vente de substances falsifiées
39 c., 70 c. — Voirie par terre
2262-10 c.
15 Trib. de Niort. Théâtre 110.
— Cons. d'Etat. Patente 72 c., 234-
20 c., 340-30 c., 404. — Trav.
publ. 436-60.
— Solut. Enreg. 1539.
16 Cass. Industrie 324 c. — Organ.
judic. 671-10 c.
17 Cass. Instr. crimin. 3180 c., 3181-
30 c.
— Trib. de Bourbon-Vendée. Sur-
enchère 285 c.
18 Cass. Commune 648 c. — Instr.
crimin. 2477 c. — Organ. col-
lon. 267-50 c.
20 Ord. Voie publ. 6-50.
23 Cass. Instr. crimin. 2430-30 c.,
2569-60 c., 3225-30 c.
— Avis cons. des mines de Belgi-
que. Mines 478.
24 Cass. Contrav. 148 c. — Pos-
tes 72-30 c.
25 Cass. Commune 1099 c. — Poids
et mesures 67-20 c. — Presse-
outrage 1096-30 c., 1105-10 c.
26 Ord. Organ. milit., p. 1900.
28 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 794;
Trés. publ. 815.
30 Ord. Traité internat., p. 583.
— Cass. Instr. crimin. 1263-20 c.

Octobre.

- 1 Ord. Voiture, p. 999.
— Cass. Scellés 156 c.
— Règlement. Organ. colon. 296.
2 Cass. Commune 895 c.; Voirie p.
terre 1843 c. — Commune
1100 c.; Grains 64 c. — Forêts
1204 c., 1618 c.
7 Cass. Droit rural 172 c.; Forêts
730 c. — Forêts 414 c., 1721
c.
8 Avis cons. des mines de Belgi-
que. Mines 237, 240.
9 Ord. Trés. publ., p. 1183.
12 Ord. Douanes, p. 618; Organ. col-
lon., p. 1115; Traité internat.,
p. 543, 584.
13 Alger. Organ. de l'Algérie 665-20.
14 Cass. Commune 1191 c.; Contra-
vent. 285 c. — Faillite 1495 c.
— Instr. crimin. 1981-20 c.
15 Cass. Instr. crimin. 2188-50 c.,
3681-30 c.; Minist. publ. 319-
30 c.; Témoin 446-40 c., 507-
60 c.
16 Cass. Commune 1139; Industrie
170 c. — Jugem. par défaut
479-10 c. — Médecine 22-40 c.
17 Ord. Vagabondage, p. 7.
18 Arrêté. Organ. instr. publ. 371.
19 Ord. Douanes, p. 618; Organ. ad-
ministr., p. 613.
— Delib. Obligat. 3478 c.
20 Ord. Traité internat., p. 543.
22 Avis cons. des mines de Belgi-
que. Mines 538.
24 Ord. Ville de Paris, p. 147.
26 Ord. Organ. marit., p. 1695; Or-
gan. milit., p. 1900.

Novembre.

- 2 Ord. Vagabondage, p. 7.
3 Ord. Vagabondage, p. 7.
— Convention. V. 9 et 26 décembre
1847.
4 Ord. Organ. marit. 298, p. 1695;
Postes, p. 15.
— Cass. Faux 351 c. — Instr. cri-
min. 2883-20 c., 2809-20 c.
— Douai. Pêche fluviale 187-20 c.;
Procès-verbal 721 c.
— Trib. de Saint-Omer. Enreg.
4082.
3 Ord. Prisons, p. 1906.

Novembre.

- 5 Cass. Jugem. 1106-50 c.; Presse-
outrage 415 c. — Pêche fluviale
20 c. — Vol 667 c.
6 Cass. Enreg. 6025. — Organ. mi-
lit. 324 c., 329 c.
— Lyon. Péremption 276 c., 284 c.
8 Arrêté. Organ. de l'Algérie 374.
— Cass. Compét. comm. 338 c. —
Enreg. 2730 c. — Saisie-arrest
402 c.; Trés. publ. 628-20 c. —
Substitut. 90 c.
— Circ. Douanes 426.
9 Cass. Disposit. entre vifs 2745-
10 c. — Enreg. 2352 c., 6037
c. — Jugem. 1002-70 c. — Pri-
vil. et hypoth. 742 c.
— Agen. Success. 254 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 1560-
20 c., 1570 c.
— Nîmes. Ordre 827-40.
— Orléans. Grains 58-10 c.
10 Ord. Haras 13.
— Cass. Disposit. entre vifs 4619-
10 c.; Jugement 14-30 c.; Suc-
cess. 2337 c. — Droits civils
468 c. — Enreg. 330 c., 347
c. — Forêts 1043 c., 1151 c. —
Société 983 c., 984 c.
— Trib. de Tournon. Enreg. 2306
c., 5393 c.
— Justice de paix de Nîmes. Voi-
ture 417 c.
11 Ord. Douanes, p. 618.
— Cass. Vol 813-40 c.
— Amiens. Propriété littér. 143 c.
12 Cass. Contrav. 232; Voirie p.
terre 1401, 1405 c. — Indus-
trie 156 c.; Presse-outrage 449
c. — Voirie par terre 2342 c.
— Circ. Voirie par terre 1307.
13 Cass. Commune 1351 c.; Instr.
crimin. 898-30 c.; Jugement
750-40 c. — Organ. judic. 271-
60 c.; Voirie par terre 2298 c.
— Obligat. 4896-70 c.
— Caen. Contrat de mariage 3996-
20 c.; Normandie 66 c. — Dis-
posit. entre vifs 958 c.
— Limoges. Organ. milit. 351 c.
— Paris. Droits polit. 102-20 c.
— Riom. Contrat de mar. 3831 c.
14 Ord. Douanes, p. 618; Organ. col-
lon., p. 824.
15 Cass. Disposit. entre vifs 325-
50 c.
— Agen. Jugem. par défaut 421-50
c.; Privil. et hypoth. 894 c.
— Montpellier. Servitudes 781-40 c.
16 Arrêté. Organism. instr. publ.,
p. 1367.
— Cass. Contrat de mar. 3198 c.,
3810 c., 4273-20 c. — Enreg.
1533 c., 1950 c. — Exploit 407-
20 c.
— Caen. Obligat. 301-20 c.
17 Ord. Douanes, p. 618.
— Cass. Demande nouv. 123-20 c.
— Enreg. 5997 c. — Expropriation
publ. 437-30 c. — Servitu-
des 1021-30 c., 1022 c.,
1038 c.
— Angers. Droits polit. 129 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 3988-
60 c., 70 c.
— Trib. de Carcassonne. Huissier
59 c.
— Trib. de Montmorillon. Enreg.
6034 c.
18 Ord. Gendarmerie, p. 499.
— Arrêté. Organ. marit. 389.
— Cass. Instr. crim. 2806 c., 2878-
40 c. — Serment 28-50 c.
— Rouen. Séparation de corps 213-
10 c.
— Cons. d'Etat. Patente 283 c. —
Trésor publ. 431-30 c., 481-60.
— Voirie par eau 247.
19 Cass. Océrol 159-20 c.
— Caen. Contrat de mar. 3530 c.,
3593 c.
20 Cass. Success. 2108 c.
— Amiens. Faillite 1247 c.
— Douai. Scellés 31 c., 33 c.
— Grenoble. Servitudes 877-20 c.
— Paris. Droits polit. 440 c. — In-
dustrie 318-10 c. — Société
1246 c.
— Trib. de Grenoble. Enreg. 4221.

Novembre.

- 21 Trib. de Saint-Yrieix. Enregistr.
284 c.
22 Ord. Organ. colon., p. 1115.
— Convention. V. 30 décembre
1847.
— Cass. Effets de comm. 144 c. —
Voirie par terre 456 c.
— Bastia. Obligat. 1987 c.
— Montpellier. Degré de juridiction
206 c.
— Rennes. Scellés 57 c.
— Circ. Douanes 731.
23 Cass. Droit maritime 531 c. —
Presse-outr. 1398 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 953.
— Trib. de Saint-Yrieix. Enregistr.
284 c., 1910.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 948-
10 c., 947-30 c. — Trav. publ.
927, 935, 937.
24 Ord. Organ. de l'Algérie 716 a.,
p. 794.
— Cass. Disposit. entre vifs 1798 c.;
Succession 1945 c., 1951 c. —
Expropriat. publ. 484-10 c. —
Organ. judic. 526 c.
— Bordeaux. Postes 110-30 c.
— Paris. Faillite 1530.
— Rennes. Expert. 331 c., 333 a.
25 Cass. Organ. milit. 808 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 4285
c., 4249 c.
— Lyon. Industrie 286 c.
26 Trib. d'Angers. Enreg. 5889 c.
27 Liege. Privil. et hypoth. 2925-50.
— Orléans. Degré de jurid. 615 c.
— Paris. Droit marit. 911 c., 1004
c., 1840 c., 1865 c., 1866 c. —
Impôts indir. 584-20 c.
29 Cass. Faux 94 c.; Industrie 318-
20 c. — Règlement. admin. 84 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 1007-
40 c.; Success. 297 c.
— Trib. de Rennes. Enreg. 1259.
— Justice de paix de Versailles. Loi
124-20 c.; Voirie par eau 640 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 617-
20 c.
30 Cass. Faillite 35 c., 396-10 c.;
Privil. et hypoth. 1423-10 c. —
Success. 1397 c.
— Douai. Vente 255-80 c.
— Trib. de Guingamp. Enregistrem.
6215 c.
— Trib. de Verdun. Enreg. 6168 c.

Décembre.

- 1 Ord. Voie publ. 6-50.
— Cass. Demande nouv. 105-30 c. —
Halles 66 c. — Pérempt. 179-
20 c. — Usufruit 710 c. — Voirie
par chemins de fer 310-10 c.
— Bordeaux. Contrat de mar. 4035-
80 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 284 c.,
1911 c.
2 Ord. Organ. économ., p. 1292;
Postes, p. 15.
— Cass. Discipl. 153 c.; Jugement
814-80 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 4184
c., 4452 c.; Substit. 233 c.,
305 c.; Success. 1097 c.
— Toulouse. Office 78 c.
— Trib. de la Seine. Voirie p. chem.
de fer 471.
3 Cass. Faux 428 c. — Instr. crim.
2883-20 c. — Prostitution 26.
— Voirie par terre 2357-30 c.
— Orléans. Dom. de la cour. 28 c.,
47 c.
4 Ord. Organ. colon. 692, 708 a.,
p. 1115.
— Cass. Contrav. 228 c., 230 c.,
240-40 c. — Culte 770 c.
— Instr. crim. 898-30 c. — Organ.
judic. 694 c. — Organ. milit.
864 c. — Voirie p. terre 1124-
30 c.
— Nancy. Instr. crim. 789-10 c.
— Paris. Nantissem. 75 c.
— Trib. de Saint-Omer. Enregistr.
5978 c.
— Circ. Enreg. 5648.
6 Cass. Enreg. 1909 c., 3773 c.
— Agen. Contrat de mariage 3742-
20 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 680-
10-20.

Décembre.

- 7 Cass. Disposit. entre vifs 1240 a.
— Notaire 470 c., 538-20 c. —
Success. 2283-30 c.
— Angers. Presse-outrage 262 c.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 254 c.
— Patente 157, 253-30. — Trav.
publ. 1194-30 c. — Voirie par
terre 1743, 1765.
8 Convent. V. 23 décembre.
— Cass. Enreg. 3337 c., 4677 c. —
Expropriat. publ. 742 c. — Frais
et dép. 885-50 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie
963-10.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
468 c.
— Paris. Société 1402.
— Riom. Responsab. 319-40 c.
— Décis. Douanes 623.
— Solut. Expropriat. publ. 742 a.
9 Ord. Traité internat., p. 543.
— Amiens. Dispositions entre vifs
4505-30 c.
— Bordeaux. Organ. marit. 581-30
c.; Pêche marit. 40 c.
10 Cass. Instr. crimin. 692 c., 1033
c., 1041 c., 1046 c. — Organ.
judiciaire 358-60 c., 391-20 c.,
568 c., 600 c., 601 c.
— Amiens. Théâtre 153 c.
— Trib. de Rambouillet. Enregistr.
1183.
11 Cass. Dénonciation calomn. 103-
40 c. — Presse-outr. 1492 c.
— Dijon. Expert. 255 c., 266 c. —
Prescript. civ. 663 c.; Usage
171 c., 172 c.
— Paris. Compét. civ. trib. d'arr.
199 c.; Droits civils 116-30 c.,
135-10 c., 152 c., 264-60 c.,
272-20 c. — Disposit. entre
vifs 4269 c. — Obligat. 332 c.,
3428 c.; Prescript. crim. 22 a.
— Décis. Trésor publ. 125-40.
12 Ord. Trésor publ., p. 1183.
13 Cass. Disposit. entre vifs 310 a.
— Limoges. Obligat. 4506-20.
— Orléans. Dom. de la cour. 28 c.,
47 c.
14 Ord. Organ. judic. 198, p. 1594.
— Cass. Expropriation publ. 600 c.;
Travaux publ. 943 c.; Voirie par
terre 471 c. — Office 69 c., 230
c.; Privil. et hypoth. 338-20 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 3986-
70 c., 80 c.
— Trib. de Bayonne. Enregistrem.
4154 c.
— Trib. de Bourges. Privil. et
hypoth. 2972-50 c.
15 Cass. Droits polit. 312 c. — No-
taire 377 c. — Prescript. civ.
458 c.; Usage 129-30 c.
— Montpellier. Obligat. 1857-10 a.
— Trib. de Lyon. Enreg. 4169.
16 Ord. Traité internat., p. 543.
— Cass. Droits civils 219 c.
— Nîmes. Vente 661 c.
— Poitiers. Contrainte par corps
452 c.; Effets de comm. 537 c.,
530 c.; Jugement 71 c.; Minist.
publ. 232-20 c.; Organ. judic.
526 c., 527 c.
— Trib. d'Altkirch. Enreg. 1402.
17 Cass. Garde nationale 337 c. —
Jugement 754-40 c.; Minist.
publ. 55 c.; Organ. judic. 271-
60 c.; Procès-verbal 73 c.
— Caen. Compét. comm. 103 c.
— Cons. d'Etat. Compét. admin. 14-
70 c. — Compét. admin. 146 c.;
Dom. de l'Etat 274 c.; Dom.
publ. 79 c.; Eaux 431-10 c. —
Organ. instr. publ. 170 c. —
Patente 243-10, 272. — Tra-
vaux publics 830 c.
18 Arrêté. Organisat. instr. publ.,
p. 1367.
— Nancy. Mise en jugem. 96 c.
20 Cass. Disposit. entre vifs 443-10
c., 4618-10 c. — Organ. judic.
181 c., 528 c.
— Douai. Scellés 31 c., 33 c.
21 Cass. Usage 250 c.
— Trib. de la Seine. Voirie par che-
mins de fer 571.
— Cons. d'Etat. Prises marit. 183 c.
— Voirie par terre 279-20 c.
22 Rennes. Scellés 57 c.; Success.
747 a.

Décembre.

- 23 Trib. de Montargis. Enregistr. 4462.
— Trib. de Saint-Quentin. Enreg. 3742-30.
23 Ord. Organisat. marit. 132, 358, p. 1695; Traité intern., p. 543.
— Cass. Témoign. faux 20-30 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 4593 c.
— Bordeaux. Usufruit 699 c., 700 c.
— Paris. Faillite 371-30 e. — Référé 176 c.
— Réglem. Trésor public 820.
24 Arrêté. Organisat. instr. publ., p. 1367.
— Cass. Commune 914 c. — Garde nat. 92 c.
— Paris. Presse-outrage 312.
25 Ord. Dom. de l'Etat 97; Domaines, p. 618; Sel, p. 866; Traité internat., p. 543.
26 Nîmes. Scellés 31 c., 32 c., 33 c.
27 Cass. Enreg. 4551 c.
— Rennes. Faillite 1059 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publics 548.
28 Cass. Enreg. 1442 c., 2590 c.
29 Cass. Expropriat. publ. 471 c. — Jugement 253-30 c.; Responsabilité 363-10 c.; Servitudes 825 c., 896 c.; Transcript. hypoth. 382 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 179-40 c.
— Paris. Vente 473 c.
— Rouen. Office 317 c., 328 c.; Priv. et hypoth. 334 c., 336 c.
30 Ord. Traité internat., p. 543.
— Cass. Instr. crim. 3066 c.
— Bordeaux. Presse-outrage 944 c.
— Trib. d'Epinal. Enreg. 2135.
— Trib. de Villefranche. Enregistr. 1521, 2624.
31 Arrêté. Organisat. instr. publ., p. 1367.
— Grenoble. Témoign. 338-30 c.
— Lyon. Faillite 141-30 c., 293-30 c.
— Paris. Société 1346 c.
— Trib. de Castelsarrazin. Enreg. 3854.
— Instr. Enregistr. 2620, 3701, 4972-20.

1848

Janvier.

- 1 Ord. Organ. de l'Algérie, p. 794.
3 Ord. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Contrat de mar. 3159 c.; Normandie 67 c. — Enregistr. 6030 c. — Louage 130 c. — Paternité 544-60 c.
— Lyon. Effets de comm. 903 c., 959 c.
— Rennes. Disposit. entre vifs 3540 c., 3591-40 c.
— Cons. d'Etat. Frais et dépens 1207 c.; Travaux publics 907. — Patente 263 c., 312 c., 352-40. — Voirie par terre 768, 774-20, 1027, 1767.
4 Ord. Douanes, p. 618.
— Cass. Douanes 533 c. — Enreg. 6030 c. — Vente 1786-30 c.
— Caen. Surenchère 304 c.
— Lyon. Presse-outrage 1114 c.
5 Cass. Enreg. 1796 c., 2899 c., 6030 c. — Expropriat. publ. 667 c. — Impôts indir. 578-70 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 623.
— Bordeaux. Paternité 672-30 c.
— Paris. Référé 134 c. — Séparat. de corps 131 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 5980 c.
6 Cass. Voirie par chemins de fer 118 c., 574 c.
— Bordeaux. Organ. marit. 516 c., 581-40 c., 618 c.
— Caen. Success. 2391-10 c.
— Orléans. Propriété féodale 276 c.; Usufruit 282 c.
— Rouen. Culte 306-30 c.
— Lettre du proc. du roi de Castres. Notaire 770 c.
7 Cass. Culte 74 c., 78 c. — Instr. crim. 2948 c.
— Lyon. Mariage 887-30 c., 899-10 c., 30 c.

Janvier.

- 7 Rouen. Priv. et hypoth. 2925-40 c.
8 Cass. Instr. crim. 3549-40 c., 3550 c. — Jugement 830-40 c. — Peine 313-30 c., 527 c.
— Lyon. Obligat. 831 c., 3536-30 c.
10 Cass. Contravent. 232 c., 333 c.; Voirie par terre 1402 c., 1404 c. — Ordr. 416-20-30, 1023, 1096-60 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 618.
11 Cass. Organ. colon. 559 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 159-30 c.; Usufruit 231 c., 430-20 c.
— Nîmes. Grâce 47 c., 51 c.
12 Cass. Droits polit. 153 c. — Enquête 558-10 c. — Usufruit 759 c.; V. 12 février 1849.
— Lyon. Saisie-exécution 131 c.
— Nîmes. Obligat. 5238 c.
— Paris. Priv. et hypoth. 224 c. — Propriété littéraire 145 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2893-30 c.
13 Arrêté. Organ. de l'Algérie 287.
— Cass. Instr. crim. 2233-50 c., 2897 c., 3180 c.
14 Cass. Contravent. 259 c.; Voirie par terre 1231 c. — Garde nat. 671-170 c.
— Bordeaux. Faillite 1398 c.
— Paris. Trésor public 1523 c.
— Rouen. Faillite 1271 c.
— Toulouse. Ordre 935-10.
15 Cass. Instr. crim. 2627 c. — Jugement 789-30 c., 80 c. — Serment 204-60 c.
— Caen. Success. 671 c.
— Trib. correct. de Saint-Étienne. Presse-outrage 1526 c.
17 Cass. Degré de jurid. 454-30 c.
— Douai. Droits civils 114 c., 139-20 c., 594 c.; Presse-outrage 243 c. — Mandat 22-70 c., 225-90 c.
— Trib. d'Orléans. Saisie-arrest 93 c.
18 Cass. Contravent. 185 c. — Obligat. 3390-20 c.
— Trib. de Nancy. Enreg. 2156, 5434-20.
19 Cass. Dénonciat. calomn. 112 c. — Presse-outrage 178 c. — Servitudes 387 c.
— Douai. Servitudes 377 c.
— Rennes. Voirie 402 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3977, 4337.
20 Cass. Faux 351 c. — Instr. crim. 2281 c., 2874 c. — Minist. publ. 315-20 c. — Organ. marit. 1001 c.
— Paris. Domicile élu 13-30 c., 21-20 c.; Impôts directs 525 c., 654-30 c.
— Trib. de Schiestadt. Enreg. 5421.
21 Cass. Garde nation. 501-20 c. — Instr. crim. 2948 c.
22 Cass. Défense 22 c.
— Limoges. Compét. comm. 446 c.; Mandat 140-40 c., 141 c.
— Paris. Théâtre 325.
24 Caen. Contrainte par corps 451-10 c. — Louage 155-10 c.
— Besançon. Forêts 941 c.
25 Colmar. Responsabilité 660-30 c.; Trésor public 571 c.
— Poitiers. Interrogat. sur faits et art. 61 c.
26 Ord. Douanes, p. 618.
— Cass. Disposit. entre vifs 4463 c.; Enreg. 6027-30 c. — Interdict. 273 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 789.
— Limoges. Travaux publics 635 c.
— Trib. d'Arras. Enreg. 863.
— Trib. de Lyon. Office 318-20 c.; Priv. et hypoth. 330-20 c., 346-20 c.
27 Ord. Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Industrie 245 c. — Instr. crim. 1260-10 c., 2069-30 c.
— Angers. Dispositions entre vifs 477 c. — Disposit. entre vifs 3398 c., 2405-20 c.; Enreg. 3849 c.
28 Cass. Jugement 831-30 c. — Postes 94-30 c.
— Aix. Exceptions 249 c.
— Besançon. Droit rural 42 c.; Servitudes 936 c., 937 c.

Janvier.

- 23 Paris. Industrie 246-20 c. — Office 287-20 c.
— Cons. d'Etat. Commune 2302-30. — Patente 353-40. — Voirie par terre 235 c., 808.
29 Besançon. Trésor public 1108 c.
31 Cass. Disposit. entre vifs 4604-20 c., 4614-30 c., 4617-30 c., 4641 c. — Vente publ. d'immeubles 437-20 c.
— Paris. Droits civils 685 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 88 c. — Travaux publics 1106-30 c. — Voirie par chemins de fer 145-30 c., 153 c. — Voirie par terre 1643-20 c.

Février.

- 1 Cass. Contrat de mar. 1452 c. — Exploit 651 c.; Jugement 259-170 c. — Privileges et hypoth. 1737-70 c. — Saisie-arrest 367 c.
— Caen. Priv. et hypoth. 973 c.
— Rennes. Notaire 772-30 c., 775 c., 776-20 c.
2 Ord. Douanes, p. 618.
— Cass. Expropriat. publ. 526 c.; Voirie par terre 514 c. — Expropriat. publ. 651 c. — Octroi 117-10 c., 267-30 c., 357 c.
— Angers. Priv. et hypoth. 2699-90 c., 2743 c., 2744 c.
— Bordeaux. Ordre 101, 138-10, 140, 332-20, 925-20.
3 Cass. Instr. crim. 2872 c., 2883-20 c.
— Bordeaux. Jeu 58 c.; Trésor publ. 1407-10 c.
— Nancy. Société 1638 c., 1668-30 c.
— Paris. Obligat. 4175-20. — Success. 592-20 c., 1151 c.
— Lettre. Priv. et hypoth. 2751-60.
4 Convent. V. 25 mai 1852.
— Cass. Désistement. 222 c., 225 c. — Instr. crim. 1182 c.; Mise en jugement. 326 c.
5 Ord. Postes, p. 15.
— Convention. V. 22 juillet et 3 septembre 1851.
— Cass. Forêts 1206 c., 1882 c. — Jugem. 1083-100 c. — Pêche fluv. 99 c., 103 c., 135 c.
— Dijon. Enreg. 5180 c., 5181 c.
— Douai. Vente 178-30 c.
— Grenoble. Exploit 640-40 c.
— Paris. Vente 995 c.
— Trib. de Reims. Enreg. 5222.
7 Décret. Organ. marit. 243 c.
— Cass. Contrat de mariage 2469 c.; Effets de comm. 643 c.; Scellés 174 c. — Disposit. entre vifs 995 c., 1015 c.
— Orléans. Postes 92.
— Rennes. Vente 593 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre, V. 31 janvier 1848.
8 Ord. Vagabondage, p. 7.
— Cass. Obligat. 5533 c.
— Douai. Séparat. de corps 375 c.
— Orléans. Mandat 497 c.
9 Ord. Vagabondage, p. 7.
— Cass. Mandat 460 c. — Réglem. de juges 57 c.
— Caen. Louage à nourrir d'animaux 2 c.; Rétention 32 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3803 c.
10 Cass. Contravent. 156-10 c.; Procès-verbal 238 c. — Voirie par terre 427 c., 1104-20 c.
11 Ord. Dom. de l'Etat 97.
— Cass. Instr. crim. 3557-30 c. — Organ. de l'Algérie 737 c.
— C. G. belge. Priv. et hypoth. 364 c.
— Limoges. Vente 1123 c.
— Lyon. Voirie par eau 75-10 c.
— Trib. de Mâcon. Enreg. 6216 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 504.
12 Cass. Jugem. 750-40 c.; Minist. public 55 c.; Organ. judic. 371-60 c.; Voirie par terre 1450-30 c., 1446 c., 2042-30 c., 2378-40 c. — Question préjud. 134-20 c.
— Bastia. Droits civ. 609 c.
— Bordeaux. Exploit 374-40 c.
— Douai. Société 81 c., 754 c., 1462 c., 1529 c.; Tierce-opposit. 74 c., 76 c.

Février.

- 12 Limoges. Ordre 1050-10 c., 1552-10 c.
— Paris. Louage d'ouv. 143-20 c. — Circ. Octroi 33.
13 Instr. Organ. milit. 525.
14 Cass. Contrat de mar. 3786-10 c., 20 c. — Effets de comm. 590 c. — Enreg. 4082 c., 5981 c. — Jugement 252-20 c.
— Lyon. Disposit. entre vifs 1029 c.; Obligat. 2595 c.
15 Angers. Industrie 246-30 c.
— Riom. Jugem. p. déf. 161-60 c.
16 Cass. Jugem. 258 c. — Obligat. 4786 c.; Trésor publ. 1125 c. — Bruxelles. Priv. et hypoth. 359-10 c.
— Trib. de Falaise. Enreg. 6228.
17 Cass. Instr. crim. 1636-40 c., 1806 c., 2015 c. — Serment 110-20 c.
— Trib. du Havre. Enreg. 5098 c.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 102-40. — Patente 224. — Travaux publ. 1056. — Voirie par terre 748-20.
18 Douai. Interdict. 172-10 c., 210-20 c.
— Trib. de Toulouse. Enreg. 2680, 3555-40.
19 Douai. Privileges et hypoth. 260-40 c.
— Orléans. Société 1270 c.; Trésor publ. 1282-30 c., 30 c., 40 c.
— Trib. de Lille. Enreg. 554.
20 Ord. Prud'hommes, p. 534, 535.
— Angers. Vente 308 c.
21 Cass. Expropriat. publ. 474-30 c.
— Douai. Servitudes 368 c.
22 Caen. Compét. civile trib. d'arr. 165 c.
— Paris. Mines 271 c.
23 Cass. Enreg. 2730 c. — Pérempt. 377-10 c.
— Colmar. Voirie par chemins de fer 576-10.
— Trib. de la Seine. Enreg. 2815 c.
24 Loi. Droit constitut. 67.
— Décret. Dom. de la cour. 101; Industrie, p. 677; Mont-de-piété, p. 404; Organisat. milit., p. 1900; Secours publ., p. 780.
— Proclamation. Garde nationale 11; Souveraineté, p. 841.
— Arrêté. Culte, p. 792.
— Rouen. Usage 432-20 c.
25 Décret. Garde nation. mobile 2; Gendarmerie, p. 499; Industrie, p. 677; Organ. judic., p. 1508; Place de guerre, p. 946; Secours publ., p. 780; Serment, p. 8.
— Cass. Instr. crim. 3155 c.
— Limoges. Ordre 872-20.
26 Décret. Crimes contre l'Etat, p. 539; Domaine de la couronne 22, 101; Domaines de l'Etat, p. 100; Dom. privé 31; Effets de comm. 359; Garde nation. 11; Industrie, p. 677; Lois codif. 13; Peine, p. 556; Secours publ., p. 780.
— Proclamation. Droit constitut. 67; Souveraineté, p. 841.
— Circ. Organ. instr. publ., p. 1367; Peine 587 c., 644.
27 Décret. Industrie, p. 677; Secours publ., p. 780.
— Circ. Organ. écon., p. 1292.
28 Décret. Effets de comm. 359; Organ. marit., p. 1695; Organ. milit., p. 1900; Sociétés de crédit foncier et mobilier 10 c.
— Proclamation. Industrie, p. 677.
— Cass. Expropriat. publ. 598-20 c. — Obligat. 1488-40 c.; Responsab. 117 c., 120 c. — Voirie par terre 474 c.
— Agen. Contrat de mar. 2577 c., 2585 c.
— Trib. de Besançon. Enregistrem. 2878 c.
29 Décret. Culte, p. 792; Impôts dir., p. 273; Industrie, p. 677; Noblesse 37 c.; Presse-outr. 448 c., p. 414.
— Déclaration. Trésor publ., p. 1183.
— Cass. Servitudes 508 c.
— Grenoble. Effets de comm. 838 c.
— Circ. Organ. instr. publ., p. 1367.

Mars.

- 1 Décret. Dom. de la cour. 102; Serment, p. 8.
— Proclamation. Industrie, p. 677.
— Cass. Faillite 1074 c. — Servitudes 761-10 c. — Surenchère 284 c.
— Bordeaux. Ordre 986-50.
— Trib. de Tarbes. Enreg. 291.
2 Décret. Industrie, p. 677; Loi 86 c.; Ouvrier 253; Presse-outrage, p. 414; Souveraineté, p. 841.
— Ord. Enreg. 6073.
— Arrêté. Ville de Paris, p. 147.
— Cass. Instr. crim. 1254-20 c.
— Bordeaux. Privileges et hypoth. 387 c.
— Nîmes. Minorité 209-50 c., 352-20 c.
3 Proclamat. Souveraineté, p. 841.
— Cass. Instr. crim. 2061 c.
— Trib. de Civray. Enreg. 4434 c.
4 Décret. Cour des comptes, p. 511; Enreg. 6073; Organ. colon., p. 1115; Presse-outr., p. 414; Trésor publ., p. 1183.
— Arrêté. Organ. colon., p. 1115; Trésor publ., p. 1183.
— Cass. Garde nation. 65 c. — Instr. crim. 926-20. — Instr. crim. 1198-20 c.; Peine 526 c. — Témoign. 368-10 c.
— Caen. Obligat. 3902-20 c.
— Grenoble. Contrat de mar. 3194-20 c., 3352-10 c., 3811 c.
— Circ. Traité international 171 c., p. 543.
5 Décret. Droit constitutionnel 67; Droits polit. 69; Organ. colon., p. 1115.
— Arrêté. Domaines de la cour. 102, 103.
6 Décret. Droit constitut. 67; Instr. crim., p. 341; Lois codifiées 11; Presse-outrage 280, p. 414.
— Proclamation. Industrie, p. 677.
— Arrêté. Industrie, p. 677; Ouvrier 209 c.
— Cass. Enreg. 3345 c. — Servitudes 761-10 c.
— Caen. Contrat de mar. 4006 c.; Exploit 551 c.; Obligat. 2148 c.
— Rouen. Priv. et hypoth. 1663 c., 2948 c.
7 Décret. Établiss. d'épargne 37; Organ. colon., p. 1115; Sociétés de crédit foncier et mobilier 267 c.
— Proclamation. Impôts directs, p. 273; Trésor public, p. 1183.
— Arrêté. Monument 20 c.; Trésor public, p. 1183.
— Cass. Droit marit. 1122 c. — Faillite 815 c., 1256-40 c.
— Grenoble. Ordre 756-30.
— Toulouse. Priv. et hypothèques 1961 c.
8 Décret. Eaux minérales et thermales 9, p. 505; Garde nation. 11; Industrie, p. 677; Organ. instr. publ., p. 1367; Place de guerre, p. 946; Vente publ. d'immeubles, p. 554.
— Arrêté. Enreg. 6073; Organ. admin., p. 613; Organ. instr. publ. 360.
— Traité. V. 10 mai 1849 et 17 juillet 1850.
— Cass. Faillite 1048 c. — Frais et dépens 909-20 c.; Jugement 180-30 c. — Huissier 59 c. — Société 417 c.
— Caen. Contrat de mar. 4035-90 c.
— Rennes. Séparat. de corps 374 c., 393 c.
— Trib. de Limoges. Enreg. 3540 c., 3757-30 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1863, 1438 c.
9 Décret. Contrainte par corps 29; Dom. de la cour. 102; Établiss. d'épargne 28; Forêts 137; Trésor public, p. 1183.
— Cass. Instr. crim. 3155 c., 3219-20 c.
— Rapport. Trésor public 151.
10 Décret. Garde nation. 11; Sociétés de crédit foncier et mobilier 267 c.
— Cass. Instr. crim. 732 c.

Mars.

- 10 Grenoble. Mariage 778-70 c.; Or-
dres 697-110 c., 765 c.
— Limoges. Société 881-10 c., 30 c.
— Cons. d'Etat. Concess. admin.
49. — Organ. admin. 444. —
Voie p. chemins de fer 118 c.,
119 c.
11 Limoges. Obligat. 1516-40 c.;
Vente 1123 c.
— Circ. Industrie, p. 677.
12 Décret. Cons. d'Etat 19; Organ.
marit., p. 1695.
— Proclamation. Garde nat. 11.
— Convention. V. 23 mars 1850.
— Instr. Droits polit. 69.
13 Décret. Pension, p. 774; Traite-
ment 29.
— Arrêté. Garde nat. 11; Jugement
398 c.; Obligat., p. 63.
— Cass. Expropriat. publ. 167 c.
— Lyon. Privil. et hypoth. 259 c.
— Circ. belge. Instr. crim. 916.
14 Cass. Disposit. entre vifs 2241-
10 c. — Société 630 c., 648 c.,
965 c.
— Limoges. Success. 1986-30 c.
— Paris. Notaire 511-30 c.
15 Décret. Enreg. 45; Papier-mon-
naie, p. 12.
— Arrêté. Culte, p. 722; Garde nat.
11; Impôts directs, p. 273;
Mont-de-piété, p. 404; Vaga-
bondage, p. 7.
— Cass. Faillite 1012 c.
— Caen. Servitudes 1212 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 1334 c.
— Circ. Droits polit. 69.
16 Décret. Impôts directs, p. 273;
Sociétés de crédit foncier et
mobilier 368 c.; Trésor public,
p. 1183.
— Proclamation. Garde nation. 11.
— Arrêté. Organ. économ., p. 1292;
Ville de Paris, p. 147.
— Cass. Instr. crim. 1211-20 c.,
1216-10 c., 1336-10 c. — Sel
27 c.
— Montpellier. Péremption 358-30 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 2923-
20 c.
— Trib. de Rodez. Enreg. 2586-10.
— Cons. d'Etat. Halles 73 c. — Voi-
rie par terre 522.
— Rapport. Trésor public 151.
17 Arrêté. Mont-de-piété, p. 404.
— Cass. Peine 311-30 c. — Poids et
mesures 187-40 c. — Règlm.
admin. 142 c.
— Avis cons. mines de Belgique.
Mines 58, 310.
18 Décret. Monument 6-30 c.; Prêt
à intérêt 14 c.; Ville 4.
— Proclamation. Garde nat. 11.
— Arrêté. Dom. de la cour. 102;
Organ. économ., p. 1292.
— Cass. Instr. crim. 896-10 c. —
Vente publ. d'immeubles 2320-
10 c., 20 c. — Voirie par terre
1089-50 c., 1095-20 c.
— Amiens. Faillite 188 c.
— Limoges. Ordre 1050-10 c., 1052-
10 c., 1055-30 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 989 c.
19 Décret. Faillite 40; Jugement
398 c.; Question préjud. 249 c.
20 Décret. Garde nat. mobile 2.
— Ord. Voirie par terre 686.
— Arrêté. Forêts 137; Mines, p. 638;
Organ. admin., p. 613; Tontine
10 c.
— Cass. Eaux 70 c.
— Bordeaux. Vente publ. d'im-
meubles 1475-10 c.
— Limoges. Obligat. 5080-40 c.
— Circ. Voirie par terre 1236.
21 Décret. Nantissement 215 c.; So-
ciétés de crédit foncier et mo-
bilier 270 c.; Warrant 8 c.,
11 c.
— Arrêté. Industrie, p. 677; Ouvrier
253.
— Cass. Enreg. 5240 c., 5336 c. —
Privil. et hypoth. 1685-70 c.,
1689-10 c. — Voirie p. chemins
de fer 407 c., 408 c.
— Montpellier. Contrat de mariage
4089 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 1722 c.

Mars.

- 21 Circ. Dom. de la cour. 102; Droits
polit. 69.
22 Décret. Dom. de la cour. 102;
Gardiens de Paris, p. 453;
Presse-outrage, p. 415.
— Cass. Disposit. entre vifs 1668-
50 c.
— Poitiers. Privil. et hypoth. 436 c.
— Rennes. Obligat. 4917 c.; Pres-
cript. civ. 173 c.
— Trib. du Havre. Enreg. 6228 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4090.
— Délit. Enreg. 247.
23 Décret. Dom. de la cour. 102;
Effets de comm. 741, 745;
Garde nation. 11; Instr. crim.
738; Organ. économ., p. 1292.
— Cass. Frais et dépens 976-100 c.
— Règlm. admin. 105 c. —
Usage 430 c.
— Paris. Mandat 194-50.
24 Décret. Dom. de la cour. 102;
Dom. de l'Etat 94, p. 100; En-
reg. 45, 6073, 6282; Industrie,
p. 677; Lois codifiées 8; Mo-
nument 9 c.; Organ. judic. 270,
p. 1508; Peine, p. 556; Prisons,
p. 1008; Sociétés de crédit fon-
cier et mobilier 371 c.
— Arrêté. Monument 38 c.; Secours
publ., p. 780; Théâtre, p. 302.
— Cass. Responsabilité 789-10 c. —
Voirie par terre 1115 c.
— Toulouse. Désistement 118 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 6168 c.
— Circ. Jour férié 17 c.; Réunions
publ. 8.
25 Décret. Lois codifiées 11; Trésor
publ. 725-40 c., p. 1183.
— Arrêté. Organisat. instr. publ.,
p. 1367, 1368; Tontine 10 c.
— Cass. Peine 837-30 c.
— Bordeaux. Contrat de mariage
1958 c., 2085 c.
— Cons. d'Etat. Prises marit. 188 c.
26 Décret. Dom. de la cour. 102;
Gendarme, p. 499; Nantisssem.
215 c.; Sociétés de crédit fon-
cier et mobilier 270 c.
— Ord. Contravent. 487.
— Arrêté. Garde nat. 11; Warrant
8 c., 50.
27 Décret. Forêts 137, 142, 148;
Impôts dir., p. 273.
— Cass. Délai 120 c. — Organ. co-
lon. 550 c.
— Nancy. Ordre 493 c.
— Trib. de Besançon. Enreg. 2993 c.
28 Décret. Droits civils 109, p. 44;
Sociétés de crédit foncier et
mobilier 10 c.; Trésor public,
p. 1183.
— Arrêté. Droits polit. 69.
— Cass. Contrat de mariage 1917 c.,
3294 c.; Privil. et hypoth. 899 c.
— Eaux 104-30 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publics
979 c.
29 Décret. Effets de comm. 745.
— Arrêté. Douanes 133; Organisat.
admin., p. 613.
— Bordeaux. Droit marit. 1515 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4154 c.
— Trib. de Villeneuve. Enregistr.
2767 c., 2897 c.
30 Proclamation. Trésor public,
p. 1183.
— Arrêté. Organ. économ., p. 1292.
— Cass. Garde nat. 690 c. — Instr.
crim. 3645 c., 3689 c.; Or-
gan. judic. 630-20 c. — Témoin
376-30 c.
— Caen. Contrat de mar. 4108 c.
— Paris. Distrib. par contrib. 111 c.
— Faillite 144-30 c.
31 Décret. Impôts indir., p. 428.
— Proclamation. Organisat. milit.,
p. 1900.
— Cass. Contravent. 104 c. — Fo-
rêts 319-90 c. — Garde nation.
439 c., 372-80 c., 644-10 c.
— Poids et mesures 110 c. —
Procès-verbal 121-20 c. — Rè-
glm. admin. 116-10 c.
— Paris. Faillite 1312-20 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 70.

Avril.

- 1 Décret. Organ. milit., p. 1900.
— Arrêté. Garde nation. 11; Organ.
milit., p. 1900.
— Cass. Garde nation. 493-30 c. —
Poids et mesures 180-20 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 835-20.
— Caen. Louage d'ouvrage 154 c.
— Travaux publ. 580 c.
— Montpellier. Prescript. civ. 616 c.;
Servitudes 875 c.
— Paris. Privilèges et hypoth. 2607-
50 c.
2 Cass. Contrat de mar. 1862 c. —
Effets de comm. 483. — Voirie
par eau 516-30 c., 519 c.
— Douai. Droits civ. 264-70 c., 286-
20 c.
— Lyon. Saisie-arrest 359 c.
— Montpellier. Instr. crim. 228 c. —
Jugement 763 c.
3 Décret. Industrie, p. 677; Traite-
ment 39; Trésor publ., p. 1183.
— Limoges. Paternité 625-20 c.,
648-30 c.
— Cons. d'Etat. Octroi 40, 119-30.
4 Décret. Impôts dir., p. 273.
— Arrêté. Forêts 137; Organ. co-
lon. 631; Trésor publ. 743,
p. 1183.
— Cass. Enquête 425-20 c. — Jugem.
71 c. Minist. publ. 222-10 c. —
Organ. judic. 526 c.
— Bordeaux. Séparat. de corps 45-
10 c.
— Bourges. Compét. comm. 235 c.
— Douai. Success. 981 c.
— Grenoble. Jugem. p. défaut 65 c.;
Vente publique d'immeubles
1593 c.
5 Cass. Faux 428; Témoin 446-30
c. — Instr. crim. 2013 c.,
2648-20 c. — Loi 179-20 c.
— Grenoble. Crimes contre les per-
sonnes 335-30 c.
— Limoges. Prescript. civ. 543 c.
— Trib. de Dornfont. Enregistrem.
3750 c.
6 Décret. Organisat. instr. publ.,
p. 1368.
— Cass. Forêts 653 c., 2026 c.,
2027 c. — Garde nation. 501-
10 c., 669-60 c. — Pêche fluv.
30 c., 103 c., 135 c., 148 c.
— Orléans. Dispositions entre vifs
3591-30 c., 3908-30 c., 3909 c.
— Avis cons. mines de Belgique.
Mines 306-10.
7 Proclamation. Industrie, p. 677.
— Arrêté. Garde nation. 11; Greffe,
p. 556; Organisat. instr. publ.,
p. 1368.
— Cass. Procès-verbal 212 c.
— Trib. de Bordeaux. Responsab.
529 c.
— Circ. Douanes 145.
8 Décret. Ouvrier 215.
— Cass. Enreg. 6024-90 c.; Tran-
script. hypoth. 693-20 c. — Vente
publ. d'immeubles 2146 c.
— Trib. de Bourges. Enreg. 3767-
30 c.
— Rapport. Organisat. instr. publ.,
p. 1368.
9 Décret. Organ. marit., p. 1695;
Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Droits polit. 104 c. — Ser-
vitudes 593-20 c., 594 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. chem. de
fer 144-10. — Voirie par eau
205, 386-30. — Voirie p. terre
411.
10 Décret. Lois codifiées 13; Organ.
colon. 589; Peine, p. 556.
— Arrêté. Travaux publ. 233 c.,
234 c.
— Cass. Contrat de mar. 1620 c. —
Forêts 313 c., 1414-30 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 775.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
2745-10.
— Lyon. Minorité 302-20 c.
— Trib. d'Arbois. Enreg. 3496 c.
— Circ. Organ. instr. publ., p. 1368.
11 Cass. Défense 66 c. — Garde nat.
446-10 c. — Instr. crim. 3013.
— Bordeaux. Presse-outr. 1492 c. —
Société 1664-10 c.
— Grenoble. Faillite 392 c.

Avril.

- 13 Paris. Propriété 866-20 c.; Sac-
cess. 416 c., 418 c.
14 Arrêté. Enreg. 45.
— Cass. Instr. crim. 898-10 c.;
Voirie par terre 2236-20 c. —
Jugement 738-60 c.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 2360-
60 c., 2364 c.
— Limoges. Privil. et hypoth. 1664-
20 c.
15 Décret. Sel, p. 866.
— Arrêté. Dom. privé 31; Organ.
instr. publ., p. 1368.
— Cass. Prescript. crim. 76-10 c.
— Bruxelles. Société 1618-80 c.,
1663-10 c.
— Trib. d'Hazebrouck. Enregistrem.
3779 c.
17 Décret. Cour des comptes, p. 512;
Fonction. publ. 113; Jour fe-
rié 21 c.; Organ. judic. 270,
p. 1508.
— Cass. Enreg. 6162 c., 6169 c. —
Médecine 160 c., 161 c.
18 Décret. Cons. d'Etat 19; Faillite
991; Lois codifiées 13; Octroi
144, p. 18; Réhabilitation 2.
— Arrêté. Ville de Paris, p. 147.
19 Décret. Impôts dir., p. 273; Tré-
sor publ., p. 1183.
— Proclamation. Réunions publ. 3.
— Arrêté. Droits civ., p. 44; Huis-
sier 13-70; Trésor public,
p. 1183.
— Cass. Effets de comm. 611 c. —
Frais et dép. 44 c.
20 Cons. d'Etat. Trésor public 588-
20 c.
21 Décret. Organisat. instr. publ.,
p. 1368; Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Instr. crim. 1686-10 c.,
3220 c. — Poudres 27 c.
— Cons. d'Etat. Contravent. 136 c.;
Voirie p. terre 230 c. — Culte
489 c. — Organ. colon. 50-30.
— Patente 262 c. — Travaux
publ. 897, 1092 c., 1102. — Voi-
rie p. terre 270, 272-10, 1455.
22 Arrêté. Douanes, p. 618; Organ.
colon., p. 1115; Traitement 29.
— Cass. Instr. crim. 3013 c.
— Cons. d'Etat. Patente 91 c. — Voi-
rie par terre 776-10, 815, 833,
1144 c.
23 Décret. Garde nation. mobile 2,
Gendarme, p. 499; Octroi 144,
p. 19.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 522;
Organ. instr. publ., p. 1368;
Secours publics, p. 780.
— Décis. Organ. marit. 307.
24 Décret. Trésor public, p. 1183.
— Cass. Domaine de la cour. 28 c.,
67 c.
25 Décret. Impôts directs, p. 273;
Trésor public, p. 1183.
— Cass. Frais et dép. 957 c.; Greffe
187 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie
665-10.
26 Décret. Dom. de la cour. 102;
Organisat. colon. 58, 103, 526,
960 s., p. 1115; Propriété 131 c.
— Cass. Instr. crim. 3013.
— Instr. Droits polit. 69.
— Règlm. Organ. colon., p. 1115.
27 Décret. Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Droit rural 92 c. — Forêts
731 c.
28 Décret. Dom. de la cour. 102;
Garde nationale mobile 2.
— Cass. Mise en jugem. 38 c.
— Paris. Théâtre 225-20 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 721,
775-10, 780-10 c.
29 Décret. Garde nation. 11.
— Arrêté. Uniforme-costume 20, 25.

Mai.

- 1 Décret. Souveraineté, p. 841.
— Cass. Contrat de mar. 2035 c.,
3961 c.; Obligat. 4229, 4230 c. —
Louage 210-50 c.
— Bordeaux. Contrat de mariage
1636 c.
— Douai. Vente publ. d'immeubles
106-20 c., 416 c.

Mai.

- 1 Paris. Propriété littéraire 299 c.;
Souscript. littér. 2 c.
2 Décret. Cour des comptes 11 c.,
p. 512; Forêts 137, 2003, 2008;
Gendarme, p. 499; Impôts in-
directs, p. 428; Organ. colon.
181, p. 1115; Pension, p. 774.
— Arrêté. Douanes, p. 618.
— Cass. Compét. admin. 64; Dom.
de l'Etat 273 c.; Vente admin.
303 c. — Contrat de mariage
3587 c.
— Douai. Obligations 2427-40 c. —
Success. 2086 c.; Vente publ.
d'immeubles 106-20 c., 416 c.
— Trib. de la Seine. Propriété lit.
322.
3 Décret. Douanes, p. 618; Non-
male, p. 386; Organ. colon. 58,
p. 1115; Organ. milit., p. 1900.
— Proclamat. Souveraineté, p. 841.
— Arrêté. Organ. marit. 89, p. 1695.
— Cass. Contrat de mar. 3205 c.,
2218 c., 2224 c.; Succession
644 c. — Disposit. entre vifs
1669-90 c.; Obligat. 5079-40.
— Louage à dom. cong. 5-30 c. —
Obligat. 4648 c., 4688-30 c.,
4890 c. — Prêt à intér. 78-10 c.
— Orléans. Obligat., V. 5 mai 1848.
4 Proclamat. Souveraineté, p. 841.
— Arrêté. Forêts 137; Organ. milit.
97, p. 1900.
— Cass. Contravention 113 c. —
Contravention 317 c.; Postes
161-40. — Droit rural 163 c. —
Faux 28. — Obligat. 4888-50 c.;
Ouvrier 245-20 c., 246 c. —
Voirie par terre 1065 c., 2257-
30 c.
5 Décret. Gendarme, p. 499.
— Arrêté. Organisation de l'Algérie
1254, 1273 c.
— Rion. Ordre 1050-10.
— Trib. de Bethune. Enreg. 2001,
2424.
— Instr. Prisons 57.
6 Cass. Octroi 221-30 c.
— Bordeaux. Faillite 35 c., 73 c.;
Privil. et hypoth. 1554 c., 1619-
40 c., 2297-40 c., 2328-10 c.
— Grenoble. Organ. milit. 389 c.
— Montpellier. Ordre 825-20, 1107-
50-60.
— Cons. d'Etat. Concession admin.
45. — Culte 777 c. — Garde
nationale 406 c. — Organisat.
colon. 305. — Organ. marit.
354. — Voirie par eau 161,
246-40.
8 Décret. Souveraineté, p. 841.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeub.
2023-30 c.
— Paris. Minorité 925 c.
9 Décret. Souveraineté, p. 841.
— Cass. Eaux 68-10 c.
— Bourges. Dispositions entre vifs
3574-20 c., 3609 c., 3884 c.,
3988-60 c.
— Poitiers. Droit marit. 151 c.
10 Cass. Enreg. 4552 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 696.
— Paris. Référé 138-40 c., 143 c.
11 Décret. Souveraineté, p. 841.
— Cass. Instr. crim. 1469-10 c.
— Bordeaux. Contrat de mariage
1458 c.
— Lyon. Contrat de mariage 3216-
20 c.
— Règlm. Souveraineté, p. 841.
12 Cass. Garde nation. 251-30 c. —
Grains 58-60 c.
— Bordeaux. Dispositions entre vifs
2001 c.
13 Montpellier. Ordre 1050-10 c.
14 Décret. Souveraineté, p. 841.
— Cass. Enreg. 1802 c., 1927 c.,
5136-30 c. — Responsabilité
466-20 c.
— Cons. d'Etat. Contravent. 136 c.;
Voirie par terre 219-30 c., 264-
10 c. — Travaux publics 77.
— Voirie par terre 730-10,
752-10, 790-10 c., 803-10 c.,
811 c., 892 c., 955, 991, 1023.
16 Arrêté. Gendarme, p. 499.
— Cass. Success. 1928 c.
17 Cass. Disposit. entre vifs 1528 c.,
1535-10 c. — Enreg. 3573 c. —
Exploit 178 c.; Reprises d'inst.
79 c.

Mai.

- 17 Caen. Prescript. civ. 215 c.
— Montpellier. Exploit 271-20 c., 273 c., 274 c.
16 Cass. Forêts 1439 c., 2081 c. — Instr. crim. 3013 c.
— Trib. de Compiègne. Enregistr. 5054 c.
18 Proclamation. Souveraineté, p. 841.
— Arrêté. Contrainte par corps 29; Forêts 137.
— Cass. Délit polit. 39 c. — Vente de substances falsifiées 118 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 2694-70 c. — Responsabilité 634 c. — Société 218-10 c.; Voirie par chemins de fer 90 c.
20 Arrêté. Organ. admin., p. 613.
— Bordeaux. Office 294-20 c., 305 c.
— Paris. Droit marit. 2053 c. — Vente 308 c.
— Règlement. Pétition 10.
22 Arrêté. Réunions publ. 4.
— Cass. Effets de comm. 543 c. — Rentes foncières 36-30 c. — Voirie par chemins de fer 503 c.
— Paris. Obligat. 3285 c.
23 Nîmes. Degré de jurid. 210 c.; Ordre 1050-10 c., 1054-20 c.
— Trib. de Strasbourg. Enregistr. 2551.
24 Résolution de l'Assemblée nationale. Traité internat., p. 563.
— Cass. Disposit. entre vifs 1556-30 c., 2341-10 c.; Faillite 279 c.; Transcript. hypoth. 475 c. — Propriété 306 c., 342 c.
— Orléans. Demande nouvelle 117-50 c.; Success. 1057 c. — Ordre 1338 c., 1340-40 c., 50 c., 60 c.; Privil. et hypoth. 923 c., 981 c., 2332-20 c.
— Lyon. Faillite 159-30 c.
25 Décret. Industrie, p. 677; Traité internat., p. 543.
— Cass. Contravention 212 c. — Voirie par terre 2863 c. — Vol 321.
— Bordeaux. Paternité 632-30 c., 653-10 c.
— Metz. Servitudes 751 c., 768-20 c.
— Nancy. Obligat. 2239 c.
— Trib. du Havre. Enreg. 3742-40.
26 Décret. Peine, p. 556; Tranquillité publ. 31-30 c.
— Cass. Forêts 1206 c. — Vente publ. d'immeubles 2220-30 c.
— Orléans. Privil. et hypoth. 434 c.
— Paris. Organismat. milit. 748 c.; Peine 682-40 c.
27 Décret. Prud'hommes 534-20; Souveraineté, p. 841.
— Bruxelles. Droit marit. 979 c., 1045 c., 1058 c.
— Lyon. Vente 1190 c.
— Paris. Jugement 579-30 c., 585-30 c. — Privil. et hypoth. 993-30 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publics 797.
28 Arrêté. Gendarme, p. 499.
30 Décret. Industrie, p. 677; Ouvrier 177; Secours publics, p. 780; Souveraineté, p. 841.
— Arrêté. Organismat. de l'Algérie, p. 784.
— Cass. Faillite 238-40 c. — Octroi 122-10 c. — Ordre 322-10.
— Trib. d'Étampes. Timbre 189-50 c.
31 Arrêté. Garde nat. 11; Gendarme, p. 499.
— Cass. Disposit. entre vifs 2566. — Enreg. 6194 c. — Obligat. 1845-30 c., 1846 c., 4764-30 c. — Servitudes 82 c.
— Bordeaux. Obligat. 1262 c.
— Cons. d'Etat. Halles 33 c. — Impôts directs 188-10 c., 211 c. — Patente 164, 250, 279-30, 352-40 c. — Travaux publics 696. — Voirie par chemins de fer 141 c., 300.

Juin.

- 1 Décret. Monnaie, p. 386.
— Arrêté. Organ. milit., p. 1900.
2 Décret. Souveraineté, p. 841.
— Cass. Contravention 132 c.; Volture 137 c. — Instr. crim. 2897 c.
3 Cass. Contravention 387 c., 396 c., 397 c., 399 c. — Instr. crim. 2897 c. — Postes 110-30 c.
— Caen. Normandie 81 c.
— Paris. Référé 193 c.
4 Arrêté. Gendarme, p. 499.
5 Ord. Voie publ. 6-40 c.
— Cass. Compét. civ. trib. de paix 128-70 c.; Compét. comm. 414-50 c., 60 c.; Ordre 324 c. — Enreg. 3898 c. — Instr. crim. 3018; V. 15 juin.
— Caen. Vice rédhibit. 297 c.
— Cons. d'Etat. Octroi 38 c., 337-10. — Travaux publics 793. — Voirie par chemins de fer 117-30 c. — Voirie par terre 1866-10 c., 2195-10-40.
— Cahier des charges. Forêts 138.
6 Décret. Prud'hommes, p. 534.
— Arrêté. Douanes 64, 143, 439, p. 618.
— Cass. Complice 154 c. — Exploit 591-20 c. — Prescript. civ. 198 c., 455-10 c. — Vente 1410 c.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3204 c.; Privil. et hypoth. 2433 c.
— Limoges. Substitut. 141-40 c.
— Montpellier. Peine 258-10 c.
— Circ. Trésor public 1233.
7 Loi. Instr. crim., p. 341; Organ. colon. 128-40.
— Décret. Ville de Paris 53 c.
— Cass. Compét. civ. trib. de paix 174. — Enreg. 4357 c., 5148 c. — Jugem. par défaut 111-10 c.
— Caen. Contrat de mar. 2381 c., 2387 c.
— Douai. Ordre 714-10 c.; Privil. et hypoth. 2397-50 c.; Success. 2047 c., 2081 c., 2223 c.
8 Cass. Eaux 391-30 c., 453-30 c. — Montpellier. Success. 1889 c.
— Paris. Voiture 422 c.
— Circ. Douanes 64.
9 Décret. Mont-de-piété, p. 404; Souveraineté, p. 841.
— Arrêté. Garde nation. mobile 2; Gendarme, p. 499.
— Cass. Forêts 619 c., 622 c.
— Montpellier. Servitudes 537 c.
10 Arrêté. Douanes, p. 618.
— Amiens. Effets de comm. 223 c. — Montpellier. Vérificat. d'écrit. 178 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 3314-30 c. — Théâtre 240, 244.
11 Arrêté. Douanes, p. 618.
12 Arrêté. Garde nation. mobile 2; Organ. milit., p. 1900.
13 Besançon. Privil. et hypoth. 678 c., 2028; Transcript. hypoth. 540 c.
— Rouen. Responsabilité 143-10 c.
14 Décret. Dom. de la cour. 102; Souveraineté, p. 841.
15 Arrêté. Organ. colon. 130.
— Cass. Droits polit. 55 c.; Organ. administr. 1040 c. — Instr. crim. 3220 c.; V. 5 juin.
— Angers. Jugem. d'av. dire droit 49-60 c.; Référé 117 c.
— Lyon. Jugement 584-60 c.
16 Décret. Industrie, p. 677.
— Arrêté. Organ. marit., p. 1695.
— Cass. Contravention 341. — Droit rural 85 c.; Servitudes 940 c. — Instr. crim. 1216-10 c. — Mise en jugem. 100 c.
17 Arrêté. Octroi, p. 19.
— Limoges. Exploit 333-30 c.
— Cons. d'Etat. Contravent. 136 c. — Trav. publ. 1175-60. — Voirie par terre 268, 892 c., 938-20, 940-30, 966, 990, 995, 1032, 1038, 1048.
18 Cons. d'Etat. Voirie par terre 892, 961-30, 991, 994.
19 Décret. Pension, p. 774; Traitement 30.

Juin.

- 19 Arrêté. Organ. économ. 58, 63, 65, p. 1292; Organ. instr. publ., p. 1368.
— Cass. Except. 483 c. — Faillite 301 c.; Nantissement 140 c., 141-20 c. — Loi 179-30 c. — Prescript. civ. 1126 c.
— Trib. de Confans. Enreg. 1678.
— Trib. de Sarlat. Enreg. 4164.
— Circ. Garde nation. 268 c.
— Solut. Enreg. 3870 c.
20 Décret. Industrie, p. 677; Secours publ., p. 780.
— Arrêté. Monument 20 c.; Organ. de l'Algérie 315 s.
— Cass. Office 262 c. — Prescript. civ. 1126 c. — Prêt à intérêts 164 c., 236 c.
— Bordeaux. Surenchère 284 c.
21 Loi. Etablissement publ. 10.
— Cass. Enreg. 2654 c., 4551 c. — Succession 1029 c. — Usage 86.
22 Décret. Impôts indir., p. 428.
— Amiens. Contrat de mar. 837 c., 845 c.
— Paris. Expert. 267 c.
— Colmar. Office 174 c., 177.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 102-30. — Impôts dir. 231-10 c., 316-20 c., 638-60 c. — Patente 253-30, 292, 352-40. — Voirie par terre 763-10.
— Avis cons. des mines de Belgique. Mines 141.
23 Décret. Souveraineté, p. 841.
— Cass. Forêts 941 c.
— Limoges. Délai 101-50; Surenchère 86.
— Rouen. Substitut. 315 c., 471 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 314 c. — Trav. publ. 1152. — Trésor publ. 501, 513 c.
24 Décret. Souveraineté, p. 841.
— Douai. Trav. publ. 1242 c.
25 Décret. Effets de commerce 359; Place de guerre, p. 946; Secours publ., p. 780.
— Arrêté. Garde nation. 11; Presse-outrage 448 c., p. 415.
— Cass. Expropriat. publ. 571-20 c.
26 Décret. Effets de comm. 359.
— Arrêté. Presse-outrage 448 c., p. 415.
— Montpellier. Privil. et hypoth. 249-10 c.
27 Décret. Peine, p. 556; Tranquillité publ. 20 c.
28 Décret. Souveraineté, p. 841.
— Trib. d'Alais. Enreg. 2521 c.
29 Ord. Voie publ. 6-10.
— Cass. Instr. crim. 1778-80 c. — Organ. judic. 682-40 c. — Obligat. 5171-30 c.; Preuve 100-40 c.; Procès-verbal 187 c.
— Bordeaux. Success. 3041 c.
— Trib. de Rouen. Enreg. 345.
— Trib. de Saint-Omer. Office 172 c.

Juillet.

- 1 Arrêté. Organ. de l'Algérie 1254, 1273 s.
— Cass. Voirie par terre 1626 c.
2 Trib. d'Avanches. Enreg. 4064.
3 Décret. Organ. admin., p. 618; Trésor public 734; Ville de Paris 12, p. 147.
— Cass. Disposit. entre vifs 2593 c.
— Montpellier. Instr. crim. 861-10 c.
— Paris. Mines 646 c. — Success. 1698-10 c.
4 Séance de l'Assemblée nationale. Organ. instr. publ. 290 c.
— Décret. Gendarme, p. 499; Industrie, p. 677; Secours publ., p. 780; Vente 371 c.
— Trib. d'Epinal. Enreg. 120.
5 Décret. Industrie, p. 677; Marché de fournitures 8; Ouvrier 177; Secours publics, p. 780; Trésor public, p. 1183.
— Arrêté. Gendarme, p. 499; Organ. admin., p. 613; Organismat. de l'Algérie, p. 784; Organ. instr. publ., p. 1368; Organ. milit., p. 1900; Presse-outrage 448 c.

Juillet.

- 5 Cass. Success. 1526 c. — Usage 593-30 c., 595 c.
— Bordeaux. Ordre 774-30 c.
— Bourges. Contrainte par corps 493 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 3868 c.; Succession 2056 c., 2074 c., 2345 c.
6 Colmar. Dispositions entre vifs 1580 c.
— Trib. d'Amiens. Requête civ. 317.
— Circ. Organ. économ., p. 1292.
7 Décret. Etablissement d'épargne 40; Organ. instr. publ., p. 1368; Trésor public 249, 292, 1124, p. 1183.
— Cass. Faux 149-90 c., 204 c., 205 c. — Instr. crim. 3220 c.
— Amiens. Vente de substances falsifiées 118 c.
— Colmar. Disposit. entre vifs 437 c., 1875 c.
— Trib. de Namur. Mines 672.
8 Cass. Instr. crim. 3220 c.
— Circ. Loi 561 c.
10 Décret. Organ. milit., p. 1900.
— Ord. Prud'hommes, p. 535.
— Dijon. Obligat. 1996 c.; Privil. et hypoth. 2344 c. — Obligations 1998 c.
11 Loi. Organ. admin. 471.
— Arrêté. Trésor public, p. 1183.
— Cass. Nom 89 c.
— Bordeaux. Vente publ. de marchandises neuves 117-30 c.
— Circ. Industrie, p. 677.
12 Décret. Trésor public, p. 1183.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 411, p. 794.
— Cass. Disposit. entre vifs 843-20 c., 1233 c. — Enreg. 2654 c. — Obligat. 3038. — Prêt à intérêts 99 c.
— Besançon. Péremption 254 c.
— Lyon. Faillite 310-30 c.
— Trib. de Rouen. Enreg. 4518 c.
— Délib. Industrie, p. 677; Ouvrier 177.
13 Décret. Impôts directs, p. 273.
— Cass. Industrie 277 c. — Voirie par eau 493 c.
— Bordeaux. Vente 1758 c.
— Grenoble. Contrat de mariage 3428-10 c.
— Toulouse. Jugement 687 c.
14 Arrêté. Organ. milit., p. 1900.
— Amiens. Faillite 1271 c.
15 Décret. Marché de fournitures 8; Ouvrier 177; Secours publics, p. 780; Travaux publ. 690 c.
— Arrêté. Voirie par terre 1744 c., p. 211.
— Circ. Secours publics 385 c.
17 Décret. Monument 6-40 c.; Secours publics, p. 780; Théâtre, p. 302.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 684, 687.
— Agen. Contrat de mar. 3851 c.
— Metz. Distrib. par contrib. 90 c., 180 c.
— Lettre. Obligat. 3766 c.
18 Cass. Degré de jurid. 502 c., 506 c. — Nantissement 114 c. — Servitudes 829-20 c., 876 c.
— Caen. Contrat de mar. 3976 c.
— Circ. Organ. instr. publ., p. 1368.
19 Décret. Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Droits civils 135-20 c., 368-80 c.
— Paris. Louage 249 c.; Servitudes 538 c.
20 Décret. Trésor public, p. 1183.
— Cass. Contravention 502-70 c.; Prescript. crim. 216 c. — Instr. crim. 3220 c. — Postes 72-30 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 775-30, 797.
— Bordeaux. Obligat. 1037-10 c.
— Lyon. Exploit 753-50 c.
— Orléans. Obligat. 1091-20 c., 2398 c.
— Avis cons. mines de Belgique. Mines 175-20-30, 559-20.
21 Trib. de la Seine. Enreg. 3554.
22 Caen. Success. 1985-30 c.

Juillet.

- 23 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 951. — Patente 201. — Secours publics 192. — Usage 93-60 c. — Voirie par chemins de fer 184-30, 190 c. — Voirie par terre 90, 405-10 c., 424-30 c.
24 Décret. Garde nation. mobile 2; Trésor public, p. 1184.
— Cass. Prêt à intérêts 221-30 c.
— Cons. d'Etat. Impôts indir. 273 c. — Trav. publ. 466, 502, 708, 739. — Voirie par terre 1526-10 c., 2026-20, 2145 c.
— Circ. Jour férié 20.
25 Arrêté. Impôts indir., p. 609.
— Caen. Pêche fluviale 47 c.
— Douai. Success. 2108 c.
— Trib. de Blois. Enregistr. 4751, 5032.
— Cons. d'Etat. Patente 37-70, 89, 253-30, 261. — Voirie par terre, V. 24 juin 1848.
— Circ. Monument 20 c.
26 Cass. Disposit. entre vifs 1669-80 c. — Enquête 132 c. — Privil. et hypoth. 172 c.
— Nîmes. Ordre 1050-110.
27 Cass. Instr. crim. 1336-10 c., 1823-50 c., 2895 c.
28 Loi. Déclaration 10; Droit public 22.
— Décret. Instr. crim., p. 341; Organ. colon. 128-50; Pétition 10; Réunions publ. 4.
— Arrêté. Organismat. instr. publ., p. 1368.
— Cass. Privil. et hypoth. 145 c.
— Besançon. Faillite 998 c.
— Limoges. Obligat. 1516-40 c.; Vente publique d'immeubles 1757 c.
— Orléans. Expert. 238 c.
— Paris. Tentative 82 c.
29 Décret. Tontine 10 c.; Trésor public, p. 1184.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 696 s.; Travaux publics 267.
— Gand. Obligat. 4960 c. — Privil. et hypoth. 1322-20 c., 1323-10 c., 1324 c.
30 Arrêté. Enreg. 6006; Privil. et hypoth. 2053.
31 Bordeaux. Prescript. crim. 94 c.
— Orléans. Usage 81-20 c., 381 c., 382 c., 417 c., 450 c.
— Riom. Ordre 982 c.
— Trib. de Nantes. Enreg. 4153 c.

Août.

- 1 Cass. Contrat de mar. 2381 c., 2403 c.; Privil. et hypoth. 934-10 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 828-20, 974-10.
— Cons. d'Etat. Organ. colon. 78. — Trav. publ. 1018-30, 1024, 1094.
2 Cass. Discipl. 30-20 c.; Notaire 787 c., 833 c. — Disposit. entre vifs 4650-10 c. — Exprop. publ. 447-10 c. — Industrie 138-30 c. — Mandat 193-40 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 313.
3 Arrêté. Organ. administr., p. 613.
— Cass. Enreg. 5066. — Instr. crim. 2614-30 c. — Obligations 4848 c., 4890 c. — Privil. et hypoth. 2336-30 c.
— Caen. Interrog. sur faits et art. 116 c.
— Montpellier. Propriété féodale 420 c.
— Paris. Dom. de la cour. 47 c.
4 Décret. Organ. colon., p. 1115; Organ. instr. publ., p. 1368.
— Douai. Société 945 c.
— Limoges. Paternité 693 c.
— Délib. Enreg. 219.
5 Caen. Contrat de mar. 4078 c.
— Orléans. Instr. civ. 19 c.
— Paris. Organ. milit. 428-10 c.
— Cons. d'Etat. Patente 196-10, 198 c., 247-30 c., 272.
— Circ. Enreg. 6108 c.
6 Cass. Mat. d'or et d'argent 161-30 c.; Procès-verbal 499 c.
— Orléans. Exploit 19, 34-49, 378-90; Ordre 864 c., 880-10 c.

Août.

- 7 Décret. Instruct. crimin., p. 341; Organ. administr. 408-230; Ville de Paris 33.
- Caen. Servitudes 433 c., 440 c.
- Toulouse. Exploit 625-110 c.; Huissier 98 c.
- 8 Cass. Disposit. entre vifs 4087-30 c. — Enreg. 4053 c. — Faillite 1530 c.
- Caen. Jugem. par défaut 114-10 c.
- 9 Décret. Impôts indir., p. 273; Presse-outrage, p. 415; Trés. publ., p. 1184.
- Cass. Enreg. 3743 c., 3749 c., 3753 c. — Prescript. civ. 1027 c. — Vente 291-10 c., 306-10 c.
- Bourges. Disposit. entre vifs 2461-10 c.
- Grenoble. Ordre 766-40 c., 1050-10 c.
- Lyon. Effets de comm. 318-50 c.
- 10 Décret. Culte, p. 722; Secours publ., p. 780.
- Arrêté. Salubrité publ., p. 674.
- Cass. Instr. crimin. 1255-30 c., 3090 c., 3143 c. — Jugement 738-30 c. — Vérificat. d'écrit. 161 c.
- Lyon. Prescript. crimin. 143 c. — Presse-outrage 1302-10 c.
- 11 Décret. Organ. colon. 131, 726; Presse-outrage, p. 415; Souveraineté, p. 841.
- Cass. Responsabilité 518 c.
- 12 Décret. Traitement 30.
- Cass. Dépôt 150-30 c.; Obligat. 4888 c.
- Caen. Servitudes 943 c.; Usage 289 c., 348-10 c., 435 c.
- Paris. Interdict. 295-40 c.; Société 391 c.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 76-130 c. — Souscript. 7 c. — Trav. publ. 469, 534-40, 544, 550. — Trav. publ. 811 c.
- 14 Ord. Halles 17.
- Cass. Domicile élu 113-40 c.; Loi 346-30 c. — Faillite 34 c.
- Bruxelles. Servitudes 761-30 c.
- Montpellier. Récusation 113-30 c., 133 c., 146 c.
- 16 Arrêté. Culte, p. 722; Organ. de l'Algérie 235 s., 1108, p. 794; Organ. instr. publ., p. 1368.
- Cass. Enreg. 306 c.; Obligations 521 c.
- 17 Angers. Success. 743 c.
- Bordeaux. Obligations 399-10 c.; Privil. et hypoth. 2114-40 c. — Vente 392 c., 397 c.
- Orléans. Jugem. d'av. dire droit 66-130 c., 150 c.; Trésor public 1282-20 c., 30 c., 40 c.
- Paris. Obligat. 805 c.
- Trib. d'Altkirch. Enreg. 3387.
- 18 Arrêté. Industrie, p. 677; Ouvrier 177; Travaux publics, p. 853.
- Alger. Loi 444 c. — Organ. de l'Algérie 605 c.
- Angers. Louage d'ouvrage 175 c.
- Bordeaux. Except. 149 c.
- Règlement. Marché de fournitures 8.
- 19 Cass. Instr. crim. 2244 c.
- Angers. Saisie-arrest 427-10 c.
- Riom. Contrat de mar. 1632 c.
- Trib. de Cognac. Enreg. 2151.
- 20 Arrêté. Organ. de l'Algérie 117, 570, 677, p. 794.
- Trib. de la Seine. Office 172.
- 21 Cass. Contrat de mar. 3742-10 c. — Disposit. entre vifs 113 c.; Jugement 147-20 c., 129-30 c.; Nom 34-40 c. — Disposit. entre vifs 113 c., 4619-10 c.; Success. 2337 c. — Enreg. 1119 c.
- Bordeaux. Contrat de mar. 467 c., 3820 c., 4049-30 c.; Délit 3 c.; Obligat. 4487-20 c., 4513-30 c., 4573-10 c.
- 22 Décret. Enreg. 742; Faillite 40; Lois codifiées 8.
- Cass. Industrie 235-10 c.
- Trib. de Lyon. Office 175 c.
- Delib. Enreg. 4154.
- 23 Décret. Enreg. 1321; Garde nat. mobile 3; Nantissement 215 c.; Warrant 8 c.

Août.

- 23 Cass. Défense 238 c. — Témoin 629 c.
- Cons. d'Etat. Patente 279-60 c.
- 24 Décret. Douanes, p. 518; Pêche marit. 10; Postes, p. 15; Ville de Paris 70 c., p. 147.
- Arrêté. Organ. marit., p. 1695.
- Cass. Voirie par terre 1682 c. — Vol 757, 893-50 c.
- Amiens. Enreg. 3414 c.
- Angers. Louage à dom. cong. 5-30 c.
- Limoges. Success. 785-10 c.
- Trib. de Toul. Enreg. 4202.
- 25 Cass. Instr. crim. 209 c.
- Grenoble. Succession 115-20 c., 121 c.
- Cons. d'Etat. Impôts directs 35 c., 56 c.
- 26 Cass. Contravention 466 c., 476 c.; Tapage nocturne 8 c. — Voirie par terre 2062-10 c.
- Limoges. Louage à col. part. 4 c.; Privil. et hypoth. 232 c., 244 c., 293 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 2089-20.
- 27 Arrêté. Organ. milit., p. 1900.
- 28 Décret. Lois codifiées 8; Notables commerçants, p. 567; Organ. judic. 480, 483, p. 1508.
- Cass. Expropriat. publ. 651 c.
- Rennes. Obligat. 1009 c.
- Rouen. Organ. milit. 427-10 c.
- Cons. d'Etat. Organ. colon. 285-50, 289-40, 322-20.
- 29 Cass. Contrat de mar. 3427-10 c., 3455 c.
- Trib. de Sancerre. Enreg. 3477.
- 30 Décret. Octroi 144, p. 19.
- Arrêté. Pension, p. 774.
- Bordeaux. Organ. milit. 361 c., 363 c., 370-10 c.
- Caen. Contrat de mar. 3989-50 c.
- Lyon. Disposit. entre vifs 4492-50 c., 4576 c., 4650-40; Succession 2337 c. — Obligations 4294 c. — Paternité 613 c.
- Trib. de Saint-Quentin. Enreg. 3555-50.
- 31 Trib. de la Seine. Office 172 c., 174 c., 177 c., 183 c.
- Circ. Secours publ. 237.
- Instr. Organ. marit. 403.

Septembre.

- 1 Décret. Secours publ., p. 780.
- Cass. Instr. crimin. 3091 c. — Mandat 169 c.; Obligat. 4966-20 c.; Voirie par chemins de fer 457 c., 616 c. — Octroi, p. 244. — Vol 76-70 c., 663-30 c.
- 2 Arrêté. Culte 593 c.
- 3 Cass. Instr. crim. 2897 c.
- 4 Décret. Souveraineté, p. 841.
- 5 Arrêté. Cons. d'Etat 19.
- 7 Arrêté. Organ. instruct. publ., p. 1368.
- Cons. d'Etat. Impôts directs 167 c., 188-20 c., 230-10 c.
- 8 Arrêté. Sceaux, p. 701.
- 9 Assemblée constituante. Office 57.
- Loi. Ouvrier 235.
- Décret. Industrie, p. 677; Impôts directs, p. 273; Trésor publ., p. 1184.
- Arrêté. Octroi, p. 19.
- Circ. Peine 648 c.
- 10 Circ. Instr. crimin. 1368 c., 1390 c., 1408 c., 1421 c., 1489, 1517 c., 1518, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1551 c.
- 12 Arrêté. Ordres civils et milit. 112, 205.
- Alger. Organ. de l'Algérie 596-10.
- 13 Arrêté. Organ. marit., p. 1695.
- Cons. d'Etat. Concess. admin. 15-50 c. — Cons. d'Etat 194 c., Ordres civils et milit. 204 c. — Trav. publ. 1023 c., 1028-10.
- 16 Décret. Trés. publ., p. 1184.
- Arrêté. Prud'hommes, p. 535.
- Cons. d'Etat. Patente 127.
- 17 Cass. Instr. crim. 2897 c.
- 18 Trib. comm. de la Seine. Faillite 40 c.

Septembre.

- 18 Circ. Industrie, p. 677; Jour fé-rié 17 c.
- 19 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 794; Secours publ., p. 780.
- 20 Alger. Organ. de l'Algérie 667-10.
- 21 Arrêté. Organ. de l'Algérie 258.
- Circ. du proc. gén. de Paris. Office 185 c.
- 22 Décret. Voirie par terre, p. 212.
- Arrêté. Organ. marit., p. 1695.
- Cass. Faux 66 c.
- Delib. Enreg. 3495.
- 27 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 794.
- Circ. Office 335 c.
- Delib. Enreg. 3495.
- 29 Arrêté. Organ. de l'Algérie 829.
- 30 Arrêté. Organ. marit., p. 1695.

Octobre.

- 1 Caen. Compét. comm. 515 c.
- 2 Arrêté. Organ. milit., p. 1900.
- 3 Loi. Organisation économ. 22 s., p. 1293.
- 4 Paris. Louage 354 c.
- 5 Arrêté. Organ. de l'Algérie 258.
- 6 Circ. Travaux publ. 351.
- 9 Arrêté. Organ. de l'Algérie 794.
- 10 Décis. Enreg. 742.
- 11 Décret. Peine, p. 556; Tranquillité publ. 31-10 c.
- Arrêté. Octroi, p. 19; Organ. instr. publ. 294 c.; Trav. publ. 933.
- Cass. Garde nation. 471-30 c. — Voirie par chemins de fer 437.
- Paris. Référé 167 c.
- 12 Arrêté. Douanes, p. 618; Organ. de l'Algérie, p. 794; Prisons 56.
- Cass. Instr. crimin. 1699-10 c.; Responsab. 476 c. — Loi 340-30 c., 348-50 c.; Placé de guerre 37-10 c., 41 c.
- Paris. Effets de comm. 491 c., 604 c., 732 c.
- 13 Cass. Faux 350-40 c.
- Delib. Timbre 156.
- 14 Cass. Instr. crimin. 1265-40 c., 3230 c.; Responsab. 288-30 c.
- Arrêté. Organ. marit., p. 1695.
- 18 Décret. Instr. crim., p. 341; Lois codifiées 11.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 1475-10 c.
- 19 Assemblée constituante. Office 57.
- Décret. Place de guerre, p. 946.
- 20 C. C. belge. Mines 279-10, 479.
- 21 Arrêté. Organisation colon. 121, p. 1115; Prud'hommes, p. 535.
- 23 Décret. Pension, p. 774.
- 24 Décret. Souveraineté, p. 841; Trésor publ., p. 1184.
- Arrêté. Organ. milit., p. 1900.
- 25 Décret. Domaine de la cour. 103; Domaine privé 31; Trésor publ., p. 1184.
- Circ. Voirie par terre 715.
- 27 Trib. de Lille. Théâtre 105.
- Trib. comm. de Bordeaux. Théâtre 106-90.
- 28 Circ. Organ. économ. 24, 26, p. 1292; Organ. marit. 404, 673.
- 29 Arrêté. Théâtre, p. 302.
- 30 Cons. d'Etat. Halles 33 c. — Impôts dir. 458-60 c. — Patente 150, 253-60 c., 254-10 c., 293-30 c., 297, 338-80, 406-20 c., 408 c.
- 31 Arrêté. Organ. milit., p. 1900.

Novembre.

- 3 Cass. Enreg. 6137 c.; Renvoi 170 c. — Instr. crimin. 1671-20 c., 2214, 2476 c., 2894-20 c. — Place de guerre 41 c.
- Circ. Office 185 c., 229 c.
- 4 Constitution. Conseil d'Etat 20; Contrainte par corps 309; Cour des comptes, p. 412; Crimes contre l'Etat, p. 539; Culte, p. 722; Droit public 22; Fonctionn. publ. 45; Garde nation. 13; Industrie, p. 677; Instr. criminelle, p. 341; Liberté individ., p. 19; Loi 31, 122; Ordres civ. et milit. 112, 205.

Novembre.

- 4 Constitution. Org. admin. 116, 193, 198, 214, 218, p. 613; Organ. colon., p. 1115; Organ. écon., p. 1292; Organ. instr. publ., p. 1368; Organ. judic. 270, p. 1508; Organ. milit., p. 1900; Peine, p. 556; Pétition, p. 11; Place de guerre, p. 946; Presse-outrage, p. 415; Réunions publ. 4; Secours publ., p. 780; Serment, p. 8; Souveraineté, p. 841; Traité internat., p. 543; Traitement 48; Trésor public, p. 1184.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 154 s., 160 s., 1108, 1122, p. 794; Prêt à intérêts 12 c.
- Cass. Contravention 297 c., 304 c., 418 c., 423 c. — Garde nat. 147-30 c., 421 c. — Manufact. 140 c., 152 c. — Octroi, p. 19. — Serment 104-10; Témoin 370-10 c., 371 c. — Vol 92 c.
- Cons. d'Etat. Conflit 13.
- 5 Circ. Organ. instr. publ., p. 1368.
- 6 Loi. Souveraineté, p. 841.
- Cass. Faillite 303 c.; Ordre 1416-10 c.; Privil. et hypoth. 1424 c.
- 7 Cass. Compét. comm. 414-70 c.; Demande nouvelle 117-60 c.; Faillite 300 c.; Privil. et hypoth. 1420 c. — Faillite 517 c.
- Nîmes. Responsabilité 431-30 c., 442 c.
- 8 Cass. Exploit 321 c. — Obligat. 3238 c. — Usage 106 c., 109 c., 318-30 c.
- Circ. Travaux publics 274.
- 9 Constitution. V. 4 novembre.
- Loi. Secours publics, p. 780.
- Arrêté. Organ. instr. publ., p. 1368.
- Cass. Instr. crimin. 2508-30 c., 2895 c.
- 10 Loi. Trésor public, p. 1184.
- Douai. Disposit. entre vifs 4413-50 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 600 c., 2816 c., 2818 c.
- Circ. Souveraineté, p. 841.
- 11 Arrêté. Douanes, p. 618; Organ. milit., p. 1900; Trésor public, p. 1184.
- Bordeaux. Prescript. civ. 185 c.; Voirie par terre 1350 c.
- Paris. Société 1366-50 c.
- 12 Arrêté. Organ. colon. 451.
- 13 Cass. Enreg. 3332 c., 3335 c., 3336 c. — Privil. et hypoth. 832 c.; Saisie des rentes 16 c.; Transcript. hypoth. 68 c.; Vente publ. d'immeubles 76 c. — Requête civile 9-10-20 c., 30 c., 100 c. — Responsabilité 364-30 c.
- 14 Cass. Usage 206-20 c., 210 c.
- Trib. de Bressuire. Enreg. 437.
- 15 Loi. Industrie, p. 677; Ouvrier 177.
- Cass. Mariage 510 c., 548-10 c.
- Angers. Vente publ. d'immeubles 414 c.
- Liège. Mines 672.
- Paris. Obligat. 798-50, 830 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3602.
- 16 Loi. Secours publics, p. 780.
- Cass. Garde nat. 62, 478 c.
- Bordeaux. Droit marit. 2268 c.
- Orléans. Trésor public 1282-30 c., 30 c., 40 c.
- 17 Cass. Dom. destr. 130 c. — Garde nat. 431-90. — Peine 620 c.
- Lyon. Office 336 c.
- Paris. Société 1656.
- Circ. Travaux publics 288.
- 18 Loi. Organ. de l'Algérie, p. 795.
- Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 736 c.
- Lyon. Obligat. 615 c.
- Paris. Louage 438 c.
- 20 Ord. Vidanges 37 c.
- Cass. Compét. comm. 20 c.; Prêt à intérêts 49 c. — Notaire 734 c.
- Paris. Droits civ. 444 c.; Séparat. de corps 505 c. — Trésor public 1280 c.
- 21 Loi. Trésor public, p. 1184.
- Décret. Etabliss. d'épargne 41; Trésor public 249, 294, 292.

Novembre.

- 21 Arrêté. Trésor public 930 c., p. 1184.
- Cass. Instr. crimin. 1346-20 c. — Interdict. 27-90 c.; Minorité 367 c. — Société 1049 c. — Trésor public 1262-20 c., 1263-20 c.
- Bordeaux. Privil. et hypoth. 407 c.
- 22 Loi. Organ. écon., p. 1292.
- Cass. Responsabilité 193-40 c.; Trésor public 571 c.
- 23 Loi. Sel 48 c.
- Arrêté. Organ. instr. publ., p. 1368.
- Douai. Obligat. 1440 c.
- Nîmes. Voirie par chemins de fer 578 c.
- Paris. Péremption 212 c.
- Riom. Success. 1870 c., 1923-30 c.
- 24 Loi. Organ. marit. 264; Pension, p. 774.
- Cass. Contravention 158 c. — Forêts 609 c. — Garde nation. 83 c., 150-20 c. — Garde nat. 336-30 c. — Pêche marit. 31 c. — Usage 221 c. — Voirie 80-10 c.
- Bordeaux. Référé 167 c.; 200 c.
- Paris. Presse-outrage 601-10 c., 20 c.
- 25 Arrêté. Organ. instr. publ., p. 1368.
- Orléans. Compét. comm. 405 c.; Domicile 73 c.
- Paris. Jugem. par défaut 329 c.
- Toulouse. Jugement 159-70 c.
- 26 Alger. Organ. de l'Algérie 870.
- 27 Loi. Organ. instr. publ., p. 1368; Souveraineté, p. 841.
- Résolution de l'Assemblée. Faillite 41.
- Cass. Compét. comm. 387; Effets de comm. 833 c. — Demande nouvelle 184-10 c., 220-40 c. — Normandie 71 c.
- Colmar. Voirie par chemins de fer 460 c., 465 c.
- Avis. Organ. de l'Algérie, p. 795.
- 28 Arrêté. Organ. milit., p. 1900.
- Cass. Eaux 394-60 c.; Travaux publics 1195 c. — Enreg. 4682 c., 5981 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 1010. — Voirie par chemins de fer 152 c.
- 29 Cass. Enreg. 1334 c., 2654 c., 5024-100 c. — Office 224 c. — Voirie par terre 444.
- Bordeaux. Louage d'ouv. 114 c.
- Douai. Interdict. 37.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 432-40. — Patente 50 c., 279-90.
- 30 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 795.
- Cass. Instr. crimin. 2834-40 c., 2895 c.
- Besançon. Privil. et hypoth. 1322-30 c., 1323-10 c.
- Bordeaux. Droit marit. 1016 c.
- Paris. Louage 612 c.
- Cons. d'Etat. Patente 37-70, 406-20 c., 408 c.

Décembre.

- 1 Arrêté. Organ. colon., p. 1115.
- Cass. Question préjud. 190 c. — Vol 85 c.
- Lyon. Vente 1229 c.
- Orléans. Servitudes 508 c., 1311-50 c.
- Trib. de Mâcon. Enreg. 5678 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1304, 1772.
- Circ. Organ. marit. 379.
- 2 Cass. Contravention 39 c.; Peine 159-30 c. — Frais et dépens 1094 c. — Garde champêtre 23 c. — Garde nation. 640-30 c. — Usage 219 c.; Varché 1.
- Paris. Droits civ. 461 c. — Référé 81 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 1373-180 c.
- 3 Loi. Droits civils 378.
- Cons. d'Etat. Culte 244-20 c.

Décembre.

- 4 Cass. Jugement 44-90 c. — Servitudes 943 c.
- 5 Arrêté. Douanes, p. 618.
- Cass. Jugement 138-40. — Règlement de juges 18-40 c.
- Agen. Contrat de mar. 3594 c.
- Trib. de Blois. Enreg. 4012 c., 4184 c.
- 6 Cass. Octroi 117-30 c., 122-30 c., 267-10 c.
- Paris. Droit marit. 3012 c. — Référé 199 c.
- Riom. Obligat. 4488-20 c.; Privil. et hypoth. 943 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5160 c.
- Cons. d'Etat. Impôts directs 304-20 c. — Patente 415 c.
- 7 Arrêté. Organism. de l'Algérie, p. 795.
- Cass. Voirie par terre 2033 c.
- Nîmes. Office 352-20 c., 863-10 c.
- Riom. Responsabilité 368 c.
- Trib. de Châlons. Enreg. 4060 c.
- Trib. de Compiègne. Enreg. 1390.
- Trib. de la Seine. Enreg. 3463, 3501.
- 8 Loi. Trésor publ. 930, p. 1184.
- Arrêté. Trésor public, p. 1184.
- Cass. Garde nat. 572-50, 597. — Renvoi 128 c.
- Angers. Mandat 348 c.; Privil. et hypoth. 312 c.
- Paris. Référé 193 c.
- 9 Arrêté. Organ. de l'Algérie 95, 112, p. 795.
- Cass. Garde nat. 418-10 c., 431-50 c., 629-30 c., 646-30 c.
- Paris. Contrat de mar. 4273-10 c.; Saisie-exécution 82 c.
- 11 Arrêté. Haras 14.
- Cass. Compte-courant 53-30 c.; Privil. et hypoth. 1332-20 c.; Faillite 1176 c.
- Caen. Prescript. civ. 201 c.
- Cons. d'Etat. Eaux 457-80 c.; Forêts 681 c. — Travaux publ. 1107-80 c.
- 12 Loi. Monument 8 c.; Souveraineté, p. 841; Traitement 31; Trésor public 340, p. 1184.
- Cass. Contrat de mar. 3553 c.
- Orléans. Success. 1399 c.
- 13 Loi. Contrainte par corps 33; Contravention 41 c.; Lois codifiées 5, 13-70; Organ. colon. 118-30.
- Arrêté. Organism. instr. publ., p. 1368; Organ. milit., p. 1900; Trésor public 725-40.
- Cass. Reprise d'instance 20 c.; Success. 1578 c.
- Agen. Greffe 301-30 c.
- Bordeaux. Expropriation publ. 739 c. — Obligat. 943 c.
- Caen. Louage à nourrir d'animaux 9 c.; Rétention 32 c.
- Grenoble. Expert. 268-30 c.
- 14 Cass. Garde nation. 619 c., 646-20 c.; Serment 204-40.
- Nîmes. Presse-outrage 834-20 c.
- Orléans. Ordre 1331 c.
- Toulouse. Vente publ. d'immeubles 1538-10 c.
- 15 Arrêté. Organ. marit., p. 1695.
- Cass. Presse-outrage 1571-30 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 3472-30 c.
- Rennes. Obligat. 277-40 c.; Prescript. civ. 306 c.
- Trib. de Saint-Dié. Enregistr. 4081 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 2590, 4653 c.
- Règlement. Travaux publics 690 c., 691, p. 853.
- 16 Arrêté. Calte, p. 732; Monument 21 c.; Organ. de l'Algérie 115, p. 795.
- Cass. Instr. crimin. 984 c. — Médécine 308 c.
- Caen. Servitudes 734 c.
- Grenoble. Contrat de mar. 3576 c.
- Limoges. Contrat de mar. 3969-119 c., 3974-70.
- Paris. Success. 1411 c.; Trésor public 1159-20 c., p. 1184.
- Circ. Organisation instr. publ., p. 1900.

Décembre.

- 18 Arrêté. Douanes, p. 618; Organ. instr. publ., p. 1368; Salubrité publ., p. 674.
- Cass. Disposit. entre vifs 4489-30 c., 4649-20 c. — Enregistr. 6027-40 c. — Règlement. admin. 150 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 250-30 c.
- Riom. Ordre 1107-70.
- Trib. d'Autun. Enreg. 5201.
- Trib. de Roanne. Enreg. 2790.
- Cons. d'Etat. Eaux 243-30 c., 457-80 c., 473 c. — Travaux publics 1275-10 c., 20 c., 70 c., 1276-70 c.
- 19 Assemblée constituante. Office 57.
- Arrêté. Gendarme, p. 499; Organ. de l'Algérie, p. 795; Organ. économ., p. 1592.
- Cass. Privil. et hypoth. 2973-20 c.
- Besançon. Usage 405-30 c.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 101 c.; Trésor publ. 893-10 c. — Frais et dépens 1003 c. — Patente 197 c. — Voirie par eau 157 c.; Voirie par terre 1967.
- 20 Proclamation. Souveraineté, p. 841.
- Arrêté. Organ. colon. 730; Trés. publ., p. 1184.
- Cass. Privil. et hypoth. 2663 c.; Success. 2107-10 c.
- Besançon. Enreg. 5831 c.
- Caen. Ordre 1049-100 c.
- Douai. Contrat de mar. 685 c., 1547 c.
- Grenoble. Responsabilité 514 c.
- Orléans. Société 1692-30 c.
- Paris. Surenchère 198-30 c., 284 c.
- Cons. d'Etat. Jugem. 922-30.
- Instr. Organ. marit. 244.
- 21 Lyon. Dom. de l'Etat 231 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 504, 1877, 2590.
- 22 Cass. Instr. crimin. 2753-10 c., 2836-50 c.; Témoin. faux 68-20 c., 69 c.
- Besançon. Surenchère 324-20 c.
- Douai. Mandat 459 c.
- Lyon. Dispositions entre vifs 3650 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 1778, 1781 c.
- 23 Cass. Mise en jugem. 104 c. — Voiture 431 c., 438 c.
- Caen. Prêt à intérêts 132-20 c.; Success. 1230 c.
- Paris. Société 1389 c.
- 26 Décret. Tontine 9 c.
- Ord. Halles 17.
- Cass. Office 216 c., 259 c.
- Caen. Privil. et hypoth. 2908 c.; Transcript. hypoth. 656 c.
- 27 Cass. Dispositions entre vifs 857-20 c. — Except. 286 c.; Rentes foncières 56 c., 63-10 c. — Voirie par chemins de fer 447 c.
- Colmar. Obligat. 5039-20 c.
- Douai. Vente 500 c.
- Rouen. Droit marit. 1686 c.
- Trib. de Dieppe. Enreg. 5201.
- 28 Loi. Sel, p. 866.
- Arrêté. Octroi, p. 19; Trés. publ., p. 1184.
- Cass. Jugem. 1083-110 c. — Procès-verbal 140-30 c.
- Angers. Vente 473-30 c.
- Besançon. Surenchère 198-20 c., 283 c.
- Cons. d'Etat. Trav. publ. 1276-40 c.
- 29 Cass. Intervent. 13 c.
- Bordeaux. Surenchère 284 c.
- Paris. Postes 79-10 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5297, 5298, 5333.
- Délit. Enreg. 4051.
- Instr. Enreg. 6148 c., 6149 c.; Timbre 7 c.
- 30 Décret. Organ. de l'Algérie 103, p. 795.

Décembre.

- 30 Arrêté. Conflit 17; Organ. admin., p. 613; Organ. milit., p. 1900.
- Nancy. Faillite 85 c.
- Paris. Obligat. 2254, 2255-20 c.; Ordre 1235-20 c.
- 31 Arrêté. Voirie par chemins de fer, p. 853.
- Circ. Sel 36 c., 66 c., 71 c.
- 1849
- Janvier.
- 2 Cass. Expropriat. publ. 654 c. — Faillite 794 c.
- Pau. Reprise d'inst. 27 c.
- 3 Cass. Louage 656 c.; Propriété 453 c., 455 c. — Office 243 c., 248 c., 267 c.
- Alger. Conciliat. 237 c., 242 c. — Organ. de l'Algérie 602, 603.
- Caen. Obligat. 2428-40 c.; Rétention 14 c.; Vente 817-40 c.
- Trib. de Nevers. Enreg. 4186, 5159.
- 4 Cass. Instr. crimin. 622 c., 1192-20 c., 1821-20 c., 3416-30 c.
- Voirie par terre 2372-50 c.
- Caen. Voirie par terre 1332.
- Paris. Faillite 478 c.; Référé 227-50 c.
- Cons. d'Etat. Ordre 685-10.
- 5 Bordeaux. Pêche fluviale 153 c.
- Lyon. Servitudes 1176 c. — Société 933 c.
- Orléans. Domicile élu 21-30 c., 60 c.
- 6 Arrêté. Organ. judic., p. 1508.
- Besançon. Dom. de l'Etat 343 c., 348 c., 361 c.; Usage 150-10 c., 169 c.
- Caen. V. 6 janvier 1840.
- Douai. Compte 91 c.; Mandat 271 c., 278 c.; Success. 989 c.
- Paris. Paternité 138-10 c. — Prescript. civ. 622-30.
- Riom. Propriété 56-50 c.
- Cons. d'Etat. Garde nat. 78-20 c., 223 c. — Voirie par eau 284-10.
- Voirie par terre 1268-10.
- 7 Trib. de Coulommiers. Office 173 c.
- 8 Cass. Disposit. entre vifs 975 c. — Office 221 c., 226 c.
- Caen. Except. 572-30 c.; Presse-outrage 862 c.
- Douai. Louage 210-70 c., 80 c.
- Riom. Lettres missives 20-10 c., 20 c., 26 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 980.
- 9 Loi. Industrie, p. 677; Peine, p. 556; Prisons, p. 1008.
- Agen. Disposit. entre vifs 840 c.
- Caen. Mariage 857-60 c., 914-20 c., 933 c., 948-30 c.
- Orléans. Reprise d'inst. 26 c. — Vente publ. d'immeubles 217 c., 324.
- Paris. Vente 124-10 c.
- Trib. de Tulle. Enreg. 5223.
- Cons. d'Etat. Trav. publ. 1174-110 c., 1275-10 c. — Trésor public 877-10 c. — Voirie par eau 245, 249. — Voirie par terre 1473-20 c., 1542.
- 10 Loi. Responsabilité 178 c. — Secours publics, p. 780; Ville de Paris 26 c., 30, 33 c., 63, 83 c., p. 147; Voirie par chemins de fer 302-10-30 c., 490 c.
- Arrêté. Organ. admin., p. 613; Organ. milit., p. 1900.
- Bastia. Disposit. entre vifs 8684-30 c., 3668 c., 3676 c.
- Lyon. Dom. de l'Etat 214-70 c., 225 c.; Eaux 43 c., 45 c.
- Trib. de Montbéliard. Enregistr. 1724.
- 11 Arrêté. Sel, p. 866.
- Cass. Faux 66 c. — Instr. crimin. 3035-40 c., 3158-30 c., 3230 c.
- Orléans. Obligat. 5576 c.; Propriété 342 c.
- Rouen. Organ. milit. 428-10 c.
- 12 Cass. Responsabilité 656 c.; Trésor public 571 c.
- Amiens. Faillite 1048 c., 1249-30 c.
- Gand. Vente 668-20 c.

Janvier

- 12 Avis cons. mines de Belgique. Mines 616, 733.
- 13 Loi. Sel, p. 866.
- Cass. Garde champêtre 31 c.; Mise en jugem. 314 c.; Procès-verbal 539 c. — Instr. crimin. 391 c. — Jugement 806-60 c.
- Lyon. Obligat. 3995 c.; Prêt à intérêts 109-40 c.
- Paris. Enquête 203 c., 254 c.
- 15 Cass. Enreg. 2865 c., 5995 c.; Privil. et hypoth. 832 c. — Servitudes 185 c. — Transcript. hypoth. 69 c.
- Caen. Contrat de mariage 2019-40 c. — Disposit. entre vifs 4573-10 c.
- Trib. de Bordeaux. Enreg. 964.
- Cons. d'Etat. Garde nation. 84 c. — Organ. de l'Algérie 1039-10. — Trés. publ. 519-20 c. — Voirie par terre 1522, 1943-20.
- 16 Cass. Office 78 c., 280-20 c.
- Liège. Jugem. 478-20 c.
- Paris. Surenchère 374-30 c.
- Trib. de Nancy. Enreg. 4053 c.
- 17 Loi. Privilèges et hypothèques 781.
- Cass. Compte courant 53-30 c.
- Agen. Culte 670 c.
- Caen. Contumace 64 c.; Faillite 1537 c.
- Rouen. Success. 1788 c., 1790-20 c., 2035 c., 2079 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par eau 300-80, 301-20. — Voirie par terre 243-20 c., 991 c., 1033, 2014 c.
- 18 Arrêté. Organ. économ., p. 1292.
- Cass. Instr. crimin. 1386-10 c. — Vol 183 c.
- Grenoble. Succession 1610 c., 2247 c.
- Règlement. Organ. admin. 1040 c.
- 19 Loi. Souveraineté, p. 841.
- Cass. Garde nation. 310 c., 327 c.
- Agen. Jugement par défaut 426-40 c.
- Lyon. Jugem. par défaut 176-90 c.
- Orléans. Servitudes 442 c., 1168 c.
- Rennes. Voiture 443-20 c.
- Circ. Douanes 676.
- 20 Proclamation. Souveraineté, p. 841.
- Arrêté. Organ. milit., p. 1900.
- Paris. Contr. par corps 1097 c.; Jugem. 399 c.
- Rennes. Disposit. entre vifs 3650 c., 3664-10 c.
- 22 Cass. Droits civils 295 c.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 485-10. — Patente 272.
- 23 Arrêté. Organ. instruct. publ., p. 1368.
- Cass. Enreg. 4154, 5423 c.; Obligat. 942-10 c.; Success. 118 c.
- Bordeaux. Exceptions 49 c., 79 c. — Privil. et hypoth. 406 c.
- Caen. Servitudes 1161-40, 1198 c.
- Poitiers. Interrog. sur faits et articles 62-30 c., 64 c.
- 24 Arrêté. Garde nation. mobile 3.
- Cass. Responsabilité 433-30 c., 455 c. — Vice rédhibit. 291-10 c.
- Amiens. Droits civils 309 c., 576 c.
- Bordeaux. Obligat. 4612-40 c.
- Grenoble. Vente administr. 307-10 c.
- Lyon. Office 97 c., 100 c.
- Montpellier. Ordre 1268-20.
- Rouen. Faillite 41 c.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 781 c. — Servitudes 839 c.; Voirie par terre 1969.
- 25 Cass. Faux 166-20 c., 347 c.; Instr. crimin. 587 c., 598 c.
- Garde nation. 409 c., 668-40 c. — Instr. crimin. 1577-40 c., 2310 c.; Minist. publ. 303-20 c. — Instr. crimin. 3914 c.
- Angers. Obligat. 1850-10 c.
- Paris. Contrainte par corps 94 c., 95 c.
- 26 Arrêté. Douanes, p. 618.
- Lyon. Société 1665 c.
- Paris. Contrainte par corps 95 c.
- Rennes. Contrainte par corps 155 c.; Contrat de mariage 2455 c.

Janvier.

- 26 Avis cons. des mines de Belgique. Mines 143, 144, 145.
- 27 Bordeaux. Succession 55 c., 60 c.
- Paris. Louage 197-30 c.
- Circ. Organ. judic. 723 c.
- 30 Cass. Compét. comm. 184 c.; Effets de commerce 950 c.; Jugem. 156 c. — Enreg. 4824 c., 4825 c.; Expert. 234-30 c. — Expropriat. publ. 409 c.
- 31 Cass. Effets de comm. 332 c. — Enreg. 3313 c. — Expropriat. publ. 454-20 c. — Servitudes 527 c.
- Lyon. Ordre 709-10.
- Paris. Référé 81 c.
- Poitiers. Voirie par eau 644 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5409 c.
- Février.
- 1 Arrêté. Gendarme, p. 489.
- Cass. Crimes contre la sûreté de l'Etat 110-20 c. — Instruction criminelle 1841-10 c., 2366. — Organisation judic. 666 c., 672-30 c.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 1578 c.
- Grenoble. Contrat de mariage 3601 c.
- Paris. Compte 188 c.
- 2 Angers. Faillite 672 c.
- Paris. Office 172 c., 174 c.
- Trib. comm. de Paris. Théâtre 238.
- 3 Cass. Garde nationale 342-30 c., 546 c., 598-50 c., 670-60 c. — Peine 79 c., 586 c.
- Grenoble. Servitudes 1117-20 c.
- 5 Nîmes. Privil. et hypoth. 1035 c.; Responsab. 361-30 c.
- Cons. d'Etat. Octroi 284, 285, 337-10. — Ordres civils et milit. 193 c. — Voirie par terre 592, 1208-20.
- Instr. Enreg. 4892 c., 6139 c.; Organ. judic. 484-50 c.
- 6 Arrêté. Pension, p. 774.
- Cass. Disposit. entre vifs 1667 c. — Domaine public 34 c.; Eaux 267 c. — Effets de commerce 748 c. — Règlement de juges 26 c.
- Bordeaux. Société 237 c., 1620-20 c.
- Trib. de Montargis. Enregistrem. 5253 c.
- 7 Arrêté. Prisons 23, p. 1006.
- Cass. Disposit. entre vifs 458 c., 945-40 c. — Prescript. civ. 278-60 c., 289 c. — Tierce-opposit. 247 c.
- Bordeaux. Ordre 863-10 c., 867-60 c.
- Lyon. Société 994 c.
- Nîmes. Vente publ. d'immeubles 829 c.
- Riom. Contrat de mar. 3583 c., 3614 c.
- 8 Arrêté. Organ. milit., p. 1900.
- C. C. helge. Société 1568.
- Grenoble. Jugement 533-40 c.
- Trib. de Compiègne. Enreg. 3566, 5508.
- Trib. du Havre. Enreg. 4110 c.
- 9 Arrêté. Organ. de l'Algérie 354 c.
- Cass. Jugement 1098 c.
- Agen. Contrat de mar. 3974-40 c.
- Angers. Servitudes 732 c.
- Nancy. Servitudes 944 c.
- Instr. Enreg. 6139 c.
- 10 Cass. Jugement 1077-40 c. — Pêche fluviale 80-20 c.
- Instr. Patente 424.
- Règlement. Organism. instr. publ. 294 c.
- 12 Cass. Contrat de mariage 4266-20 c.; Usufruit. 159. — Désistement. 144; Séparat. de corps 392 c. — Obligat. 938 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 892, 931, 955, 966, 980 c., 991, 1013, 1014, 1032.
- Circ. Organ. marit. 194.
- 13 Cass. Droits civ. 745-20 c.; Émigré 169-30 c., 205 c. — Obligat. 1860 c.; Office 328 c., 343 c.
- Privil. et hypoth. 344 c. — Voirie par chemins de fer 484 c.
- 14 Loi. Souveraineté, p. 841.

Février.

- 14 Cass. Disposit. entre vifs 223-10 c., 3835 c. — Enreg. 2894 c.; Louage 560 c.; Privil. et hypoth. 789 c.; Vente publique d'immeubles 58 c. — Enreg. 6027-30 c. — Obligat. 370-40 c., 3899 c.
- Bordeaux. Effets de comm. 812; Obligat. 1460-40 c.
- Trib. de Foix. Mariage 285-10 c.
- Trib. de Guingamp. Enregistrement. 4164 c.
- Cons. d'Etat. Organ. colon. 304.
- 15 Loi. Jour férié 21 c.
- Cass. Peine 100 c.
- Amiens. Contrat de mar. 1176 c.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 144 c., 2231 c. — Enreg. 5153 c., 5179 c. — Faillite 327 c.
- Montpellier. Ordre 667-30.
- 16 Rouen. Ordre 1085-20.
- 17 Loi. Jour férié 21 c.
- Cass. Compét. crim. 737 c., 739 c.; Crimes contre l'Etat 110-10 c.; Instr. crimin. 1039 c., 1050 c., 1232-90 c. — Instr. crimin. 2559-130 c., 3299 c., 3311 c. — Organ. judic. 596-20 c. — Prescript. civ. 1089-60 c. — Serment 180-10 c.
- Douai. Faillite 1362-30 c.
- Grenoble. Vente 1464-10 c.
- Paris. Faillite 618 c.
- Rennes. Organ. marit. 697 c. — Société 1308 c.
- 18 Cass. Instr. crim. 3226 c.
- 19 Rennes. Obligat. 728-40 c.; Travaux publ. 399 c.
- Trib. de Grasse. Vente admin. 295 c.
- 20 Loi. Enreg. 3664; Impôts dir., p. 273; Taxe 6 s.
- Cass. Contrat de mar. 372 c., 3956 c. — Responsabilité 796-30 c.
- Grenoble. Ordre 963-50 c., 773 c.
- Cons. d'Etat. Garde nat. 244-30.
- 21 Arrêté. Prud'hommes, p. 583.
- Cass. Enreg. 6030 c. — Expropriation publ. 587 c., 659 c. — Privilèges et hypoth. 1004 c., 1401-50 c., 60 c. — Société 191-10 c.; Voirie p. chemins de fer 500 c.
- 22 Ord. Halles 24.
- Arrêté. Organ. marit., p. 1695.
- Cass. Garde nation. 644-20 c., 688-30 c.
- Paris. Jeu 33 c.; Société 135 c.
- Cons. d'Etat. Patente 352-40.
- Voirie par terre 994 c., 1002 c., 1011, 1588-20.
- 23 Cass. Garde nat. 650 c., 653 c. — Organ. milit. 745-10 c., 788-20 c.
- Paris. Mariage 820 c., 857-60 c. — Matières somm. 57-60 c.
- Rennes. Séparation de corps 198-40.
- Riom. Privil. et hypoth. 2203 c.
- Toulouse. Ordre 1050-10.
- 25 Cass. Instr. crim. 2519-60 c.
- 26 Cass. Culte 679 c., 681-20 c.; Disposit. entre vifs 434-30 c.
- Angers. Jour férié 45-10 c.
- 27 Alger. Organ. de l'Algérie 670.
- Caen. Usufruit 573 c.
- Cons. d'Etat. Prisons 31 c. — Travaux publics 1174-40 c., 1191 c. — Voirie par chemins de fer 349-10-20 c. — Voirie par terre 441-20.
- Avis. Mines 312.
- 28 Cass. Frais et dépens 559-30 c.; Obligat. 3087 c. — Succession 1016 c., 1652 c., 1655 c., 1658 c. — Voirie par terre 1208-10 c., 20 c.
- Agen. Dispositions entre vifs 4638-40.
- Gand. Instr. crim. 938 c.

Mars.

- 1 Cass. Dom. publ. 21 c.; Question préjud. 101-60 c.; Voirie par terre 1218 c., 1429-30 c., 1435 c. — Instr. crimin. 1103-30, 2637 c.

Mars.

- 2 Résolution de l'Assemblée nationale. Souveraineté, p. 842.
- Cass. Garde nat. 556-10 c.; Serment 203 c. — Pêche fluviale 172 c., 209 c. — Témoin 368-10 c.
- Colmar. Expropriat. publ. 698 c.
- Orléans. Grains 57-30 c.
- Cons. d'Etat. Patente 263 c. — Voirie par terre 782-30 c.
- 3 Loi. Condit. 15, 194; Jugement 903 c.; Organ. admin. 162.
- Nancy. Instr. crim. 850 c.
- Paris. Contrat de mar. 3530 c.; Privil. et hypoth. 888-20 c.; Usufruit 415-30 c., 794 c.
- Trib. de Lille. Enreg. 4640 c.
- 5 Arrêté. Douanes, p. 618.
- Cass. Domicile élu 22 c.; Vente publ. d'immeub. 359 c. — Instr. crimin. 2908 c.; V. 5 mai 1849.
- Octroi 123-30 c. — Success. 356 c.
- Agen. Prêt à intérêts 61 c.
- Caen. Effets de comm. 318-20 c.
- Nîmes. Demande nouvelle 117-80 c., 80 c.; Ordre 986-60 c.
- 6 Cass. Eaux 281-20 c. — Enreg. 2072 c.
- Bordeaux. Obligat. 4616 c.
- Cons. d'Etat. Trav. publ. 1033 c.
- 7 Cass. Disposit. entre vifs 857-20 c. — Jugement par défaut 173 c. — Lettre missive 3 c. — Obligat. 2588 c. — Obligat. 2911-70 c.; Société 869-10 c., 80 c., 870 c. — Privil. et hypoth. 2923-30 c. — Responsabilité 739-10 c.
- Caen. Vente publ. d'immeubles 1321-10 c.
- Grenoble. Organ. judic. 415-10 c.
- Trib. de Saint-Etienne. Enreg. 4151 c.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 100-20 c. — Organ. instr. publ. 360 c. — Voirie par chemins de fer 514-10.
- 8 Haute cour de justice. Compét. crim. 741 c.; Loi 340-30 c., 343-50 c. — Organ. judic. 718 c., 725 c.
- Cass. Instr. crim. 2939 c. — Procès-verbal 10-30 c.
- Grenoble. Responsabilité 514 c.
- Liège. Voirie par chemins de fer 634-10.
- Orléans. Vente publ. d'immeubles 1221-30 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5147.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 157 c., 159 c.
- 9 Haute cour de justice. Instr. crim. 2240.
- Trib. de Lille. Enreg. 5462.
- 10 Arrêté. Organ. de l'Algérie 354.
- Amiens. Domicile 46-120 c.
- Douai. Vente 1366 c.
- Paris. Référé 161 c.
- Circ. Taxe 20.
- 12 Loi. Trésor public, p. 1184.
- Cass. Enreg. 3898 c.
- Grenoble. Privil. et hypothèques 2620 c. — Success. 2135-30 c.
- Circ. Monument 21 c.
- 13 Cass. Disposit. entre vifs 2745-10 c. — Obligat. 2953 c.
- Bordeaux. Presse-outrage 1449-20 c., 30 c.
- Paris. Contrainte par corps 586 c. — Droits civils 306 c.
- Riom. Ordre 860-80.
- 14 Cass. Enreg. 5382 c. — Servitudes 214 c. — Société 869-10 c., 879-10 c., 881-10 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 801-20.
- Vente publ. d'immeub. 1741 c.
- Bordeaux. Mariage 388-70 c.
- Paris. Faillite 680 c. — Trésor publ. 1284 c.
- 15 Loi. Instr. crim., p. 341; Organ. admin. 816, 936, 1030, 1040, 1042.
- Cass. Peine 89-30 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 394-20, 1211 c., 1235-10 c. — Voirie par terre 916-10.
- 16 Cass. Garde nation. 147-100 c., 391 c., 424 c., 521-30 c., 614 c. — Instr. crim. 852 c. — Loi 451 c. — Peine 82-410 c.

Mars.

- 16 Bordeaux. Privil. et hypoth. 260-50 c.
- Nancy. Effets de commerce 318-20 c.
- Orléans. Ordre 486 c., 790 c.
- Privil. et hypoth. 999-10 c.
- 17 Caen. Servitudes 472 c.
- Paris. Jeu 21-10 c.
- 18 Arrêté. Trésor publ., p. 1184.
- 19 Haute cour de just. Instr. crim. 2193-60 c., 2204 c., 2208 c.; Prisons 92 c.
- Cass. Expropriation publ. 449 c., 632 c., 641-10 c., 644-30 c.
- Bordeaux. Séparation de corps 374 c.
- Colmar. Voirie par chemins de fer 374 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 634 c., 948. — Voirie par eau 625-10 c.
- 20 Ord. Voie publ. 6-50.
- Cass. Distrib. par contrib. 81-20 c.; Privil. et hypoth. 597 c. — Domaine de l'Etat 56 c.; Usage 471-20 c., 473 c. — Enregistr. 3594 c.
- Caen. Obligat. 5107-80 c.; Office 159 c.
- Poitiers. Mandat 457 c.; Obligat. 3214 c.
- Circ. Jour férié 17 c.; Ouvrier 231.
- 21 Cass. Contrat de mar. 1477 c., 2689 c.
- Limoges. Office 99 c., 102 c.
- Cons. d'Etat. Patente 224. — Voirie par terre 1023.
- 22 Loi. Droits civils, p. 44; Lois codifiées 5; Naturalisation 1; Organ. milit. 214.
- Décret. Voirie par eau 90.
- Cass. Faux 347 c.; Règlement de Juges 186-40 c. — Impôts indir. 240 c. — Instr. crim. 1639 c.
- Caen. Ordre 1354-60 c., 1376.
- Grenoble. Obligat. 204 c.
- Paris. Référé 29.
- Trib. de Corbeil. Enreg. 5407 c.
- 23 Cass. Poids et mesures 33-50 c. — Serment 208 c.
- Bordeaux. Propriété 124-50 c. — Success. 984 c.
- Paris. Référé 232-40 c.
- Trib. d'Altkirch. Enreg. 3583 c.
- Trib. de Saverne. Enreg. 5201.
- 24 Arrêté. Contrainte p. corps 1100; Frais et dépens, p. 73.
- Cass. Garde nationale 500 c.
- Cons. d'Etat. Eaux 243-20 c. — Impôts dir. 67 c., 69 c. — Organ. marit. 882. — Patente 196-10, 250, 252-40, 280, 415 c.
- 26 Ord. Halles 100.
- Cass. Eaux 270 c.; Maires 11 c.; Servitudes 281 c., 295 c. — Enreg. 920 c. — Enreg. 6047 c.; Transcript. hypoth. 729-20 c., 739-20 c. — Office 388 c.; Privil. et hypoth. 344 c.
- Rennes. Société 802 c.
- Trib. de Montpellier. Enregistr. 3736.
- 27 Cass. Except. 242 c. — Organ. de l'Algérie 384 c. — Privil. et hypoth. 1405-30 c., 1596-20 c.; Transcript. hypoth. 491 c.
- Paris. Compét. comm. 292.
- Riom. Disposit. entre vifs 2240-10 c., 20 c.
- 28 Loi. Trésor publ., p. 1184.
- Décret. Travaux publ. 1013.
- Arrêté. Garde nationale mobile 3.
- Cass. Contrat de mar. 2381 c., 2388 c.; Renvoi 187 c. — Servitudes 136 c.
- Bruxelles. Obligat. 3410 c.
- Caen. Séparat. de corps 291 c.
- Orléans. Obligat. 5364-20 c. — Référé 138-30 c.
- Avis. Travaux publ. 975.
- 29 Loi. Trésor publ., p. 1184.
- Cass. Garde nation. 93 c., 431-40 c. — Instr. crim. 117 c.; Responsab. 61-30 c. — Instr. crim. 2084 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 1773 c.
- 30 Cass. Eaux 579-20 c. — Instr. crim. 2569-70 c., 8675 c.
- Lyon. Obligations 1135 c.; Office 367 c. — Office 175 c.

Mars.

- 30 Trib. de Mirecourt. Contrat de mar. 2250 c.; Enreg. 3500 c.
- Trib. de Rouen. Enreg. 5201.
- Circ. Douanes 738, 739.
- 31 Arrêté. Sel, p. 866.
- Résolut. Traité internat., p. 343.
- Orléans. Dispositions entre vifs 3775-10 c., 20 c., 30 c. — Success. 450-30 c., 491-30 c.
- Paris. Société 155 c., 173-20 c.
- Rennes. Faillite 696 c. — Obligat. 4239 c.
- Cons. d'Etat. Patente 399-10 c.
- Avril.
- 1 Convention. V. 8 mai, 22 et 27 juin 1849.
- 2 Cass. Expropriat. publ. 454-10 c., 687 c. — Frais et dépens 559-20; Obligat. 609 c. — Office 313 c.
- Bastia. Mandat 45 c.; Mariage 372 c., 374 c.
- Nancy. Droits civils 283-10 c., 20 c., 30 c.
- Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 142 c. — Organ. admin. 907. — Organ. milit. 260 c., 301-30 c. — Travaux publics 481, 1221 c., 1275-40. — Voirie par terre 131 c.
- 3 Cass. Contrat de mar. 3552 c., 3564 c. — Disposit. entre vifs 3591-40 c. — Droit marit. 2031 c.
- Paris. Vente 819-10 c., 880 c.
- 4 Loi. Trésor public, p. 1184.
- Cass. Enreg. 349 c., 5224 c. — Privil. et hypoth. 2948 c.
- Bordeaux. Mariage 887-20 c., 891-20 c., 899-10 c., 905-20 c.
- 7 Arrêté. Trésor public, p. 1184.
- Cass. Enreg. 4082 c., 4976 c., 5981 c. — Garde nat. 342-20 c. — Instr. crim. 3230 c. — Postes 80-10 c.
- C. d'ass. de la Seine. Presse-outrage 1506-60 c., 1507-10 c.
- 9 Loi. Trésor public, p. 1184.
- Cons. d'Etat. Impôts directs 628-50 c. — Conseil d'Etat. 98-20 c.; Office 399. — Organ. admin. 554-10, 577-20. — Place de guerre 69; Servitudes 401. — Travaux publics 1191 c. — Voirie par terre 775-20.
- 10 Cass. Discipline 17-30 c.; Notaire 751. — Grâce 49 c., 51 c. — Minorité 651 c.; Privil. et hypoth. 1070 c. — Témoin 196-30 c.
- 11 Cass. Effets de comm. 377 c. — Société 142 c., 976 c., 1627 c., 1649 c., 1671 c.
- 12 Loi. Trésor public, p. 1184.
- Cass. Faux 416 c. — Garde nat. 88 c.
- Bastia. Vol 116 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4223 c.
- 13 Cass. Contrav. 327 c. — Garde nat. 457-40 c., 458 c., 562-50 c., 670-60 c. — Jugement 823-20 c. — Serment 304-40 c.
- 14 Paris. Trésor public 1159-20 c.
- Cons. d'Etat. Organ. administr. 554-10.
- 16 Cass. Exceptions 161-40 c. — Expropriat. publ. 437-10 c.
- Caen. Péremption 281 c.
- 17 Cass. Droit rural 163-30 c. — Enreg. 6030 c. — Faillite 334 c.; Privil. et hypoth. 1416 c. — Faillite 1510 c. — Prescript. civ. 1089-60 c.
- 18 Cass. Faillite 977 c. — Jugement 1014-100 c.
- Agen. Disposit. entre vifs 4489-40 c., 4636.
- Paris. Droit marit. 1891 c.
- 19 Loi. Trésor public, p. 1184.
- Cass. Faillite 1483 c., 1494 c.
- Instr. crim. 1680-10 c., 2101 c., 3015-20 c. — Faux 428 c. — Presse-outrage 1533-10 c. — Servitudes 526 c.
- 20 Cass. Garde nat. 336-30 c.; Jugement 393-40 c. — Instr. crim. 1338 c., 3158-10 c.
- C. C. belge. Mines 548.
- Caen. Vérificat. d'écrit. 64 c.

Avril.

- 20 Trib. de Nantes. Enreg. 169, 3680.
- Cons. d'Etat. Impôts directs 217 c., 231-10 c.; Patente 349 c.
- Circ. Monument 21 c.
- 21 Loi. Lois codifiées 13; Presse-outrage 443 c., 448 c., p. 415.
- Paris. Jugem. par défaut 7 c., 294-20 c.
- Trib. d'Alger. Organ. de l'Algérie 524-10.
- 23 Cass. Contrat de mar. 3618 c.; Enreg. 3434 c., 3836 c. — Contrat de mar. 3879-20 c. — Enreg. 5351 c. — Office 328 c. — Privil. et hypoth. 344 c.
- Paris. Référé 234-30 c. — Trav. publ. 1107-70 c., 1165 c.
- Trib. de Rennes. Enreg. 4439 c.
- 24 Arrêté. Ville de Paris 26 c., 32, 63, 82, p. 147.
- Cass. Contrat de mar. 3621 c. — Prêt à intérêts 316 c., 359 c.
- Paris. Contrainte p. corps 585 c., 587 c., 606 c.; Exceptions 58 c. — Jugement par défaut 336-60 c.
- Riegelm. Hospices 477.
- 25 Cass. Enquête 397 c. — Enreg. 4082, 5981 c. — Séparat. de corps 374 c.
- Metz. Droits civils 577 c.
- Paris. Trésor public 1379-20 c.
- Instr. Enreg. 8109 c.
- 26 Arrêté. Sapeurs-pompiers, p. 700.
- Cass. Instr. crim. 2362-70 c. — Organ. judic. 704 c.
- Bordeaux. Incident 25-40 c. — Voirie p. chemins de fer 466 c.
- Grenoble. Obligat. 3880-10 c., 3896-10 c.
- Montpellier. Ordre 871-20 c., 680-20 c.
- Paris. Propriété littéraire 118.
- Trib. de Saint-Marcellin. Enreg. 4085.
- Circ. Organ. marit. 182.
- 27 Communication. Continuance 56 c.
- Convention. V. 30 juillet, 16 et 17 septembre 1849.
- Cass. Organ. de l'Algérie 381 c. — Voirie par terre 1844 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 5603 c.
- 28 Loi. Organ. colon. 406, p. 1115; Trésor public, p. 1184.
- 30 Arrêté. Pêche fluviale, p. 452.
- Cass. Contrat de mar. 2153 c.; Privil. et hypoth. 999-30 c. — Jugement 950-140 c.
- Caen. Contrat de mar. 3989-30 c., 4049-30 c., 4075-40 c.
- Montpellier. Industrie 215-30 c.; Obligat. 801 c.
- Mai.
- 1 Cass. Obligat. 5196 c. — Paternité 294-20 c., 379-20 c.
- 2 Loi. Jour férié 21 c.
- Cass. Enreg. 4078 c.; Succession 941 c. — Enreg. 6030 c.
- Lyon. Office, V. 2 mai 1850.
- Paris. Presse-outrage 515 c., 516 c. — Propriété littéraire 299 c.; Souscript. littér. 2, 11-10 c.
- Rennes. Forfait. 150 c.
- Trib. de la Seine. Enreg. 4022 c.
- 3 Loi. Jour férié 21 c.; Trésor publ., p. 1184.
- Cass. Jugem. 741-20 c.; Témoin. faux 86-20 c.
- Rennes. Société 1136 c., 1179-30 c., 1295-40 c.
- Rouen. Postes 80-30 c.
- Trib. du Havre. Enreg. 5422.
- 5 Arrêté. Sel, p. 866.
- Cass. Instr. crim. 3596 c., 3612-30 c. — Quest. préjud. 42-30 c.; Vol 122-30 c.
- Orléans. Enquête 148 c.; Intervent. 74-30 c.; Notaire 396-40 c., 406 c., 409-30 c., 435 c.; Obligat. 3792-10 c. — Mariage 905-30 c.
- Paris. Référé 39.
- Circ. Trésor publ. 616, 748.

Mai.

- 6 Décret. Organ. de l'Algérie 424.
— Arrêté. Manuf., p. 8.
7 Loi. Lois codif. 5; Trésor publ. 1103.
— Grenoble. Vente publ. d'immeubles 1852 c.
— Trib. de Corbeil. Timbre 139-50 c.; Voirie par chemins de fer, p. 528.
8 Loi. Traité internat., p. 543.
— Résolut. Traité internat., p. 543.
9 Cass. Success. 820 c., 823 c.; Terres vaines et vagues 1-10 c.; Voirie par terre 1339 c.
— Douai. Contrat de mar. 2995 c., 2996 c.
— Trib. de Limoges. Enreg. 1964.
10 Loi. Lois codif. 5 c.; Majorat 1, 8 c.; Traité internat., p. 543; Trésor publ. 1173 c.
— Résolution de l'Assemblée nationale. Souveraineté, p. 842.
— Cass. Jour férié 37-40 c.; Organ. marit. 893 c., 913 c., 1023-10 c., 1058 c.; Organism. milit. 746-10 c.; Peine 82-100 c.
— Montpellier. Office 156 c., 173 c.
— Paris. Saisie-gagerie 21 c.
— Rouen. Voiture 378-10 c.
— Instr. Organ. de l'Algérie 489 s.; Voirie par terre 805.
11 Cass. Garde nationale 646-20 c.; Instr. crim. 1393 c.
— Toulouse. Ordre 683-30 c., 709-70, 733, 1116-40, 1326-30.
12 Cass. Contravention 37 c.; Peine 793 c.
14 Cass. Organism. admin. 940 c.; Usufuit 427 c.
— Caen. Vente publ. d'immeubles 244-20 c., 1232-10 c.
— Lyon. Louage d'ouvrage 14 c.
— Règl. Cons. d'Etat 23.
15 Loi. Trésor publ., p. 1184.
— Décret. Organ. colon. 721.
— Ord. Voie publ. 6-110.
— Cass. Ordre 116-40 c.
16 Cass. Droits civils 318 c., 321 c.; Séparat. de corps 92-10 c., 94-30 c.; V. 16 mars 1849. — Enreg. 170 c., 5391 c. — Office 262 c. — Saisie-gagerie 13 c.
— Lyon. Faillite 306 c.
— Orléans. Frais 136 c.
— Trib. Consul 45.
18 Arrêté. Organisation instr. publ., p. 1368.
— Cass. Contravention 240-50 c.; Instr. crim. 3107-30 c.; Peine 573 c.
— Bordeaux. Responsab. 768-20 c.; Servitudes 531-30 c.
— Nancy. Faillite 55 c.
19 Loi. Impôts indir., p. 428; Office 99; Organism. de l'Algérie, p. 795; Organism. colon. 135, 191; Organ. instr. publ., p. 1368; Trésor publ., p. 1184.
— Braxelles. Responsab. 607 c.
— Orléans. Mariage 891 c., 894 c., 900-30 c.
— Paris. Industrie 215-30 c.
21 Cass. Enreg. 2856 c. — Minorité 713 c.
— Décis. Office 208 c.
22 Décret. Monnaie, p. 386.
— Cass. Contrat de mar. 4031 c.; Vente 1220 c.
— Trib. de Tournon. Enreg. 5066, 5068.
23 Résolut. Traité internat., p. 543.
— Cass. Cote 677 c.; Organism. marit. 758 c.; Voirie par eau 75-10 c.
— Metz. Théâtre 106 c., 112 c.
— Paris. Vente 818 c., 819-30 c., 879 c.
24 Loi. Monument 4-60 c.
— Ord. Vidanges 87.
— Bordeaux. Obligat. 2297 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 4266-10 c.
— Orléans. Obligat. 426-10 c., 440-60 c., 453 c.; Vente 1426 c.
— Paris. Vente, V. 23 mai.
— Trib. de Corbeil. Contravention 202 c.

Mai.

- 25 Cass. Garde nationale 508 c. — Instr. crimina. 3608 c.; Organ. judic. 625 c.; Voirie par terre 1106-30 c.
— Angers. Propriété 197 c.
— Circ. Douanes 425.
26 Arrêté. Obligat., p. 63; Trésor publ., p. 1184.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3428-30 c.
— Montpellier. Vente 404-20 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 351 c.; Saisie-arrest 72-40 c.
— Trib. d'Evreux. Enreg. 4022.
— Règl. Cons. d'Etat 22.
28 Instr. Enreg. 4113 c.
29 Cass. Séparat. de corps 175 c.
— Lyon. Loi 501 c.; Trésor public 1879 c.
— Toulouse. Ordre 822 c.
— Trib. d'Argentan. Enreg. 1677.
— Circ. Organism. marit. 177, 178, 182.
31 Cass. Garde nationale 91 c. — Instr. crim. 1334-20 c., 1732-30 c., 3628 c.

Juin.

- 1 Décret. Organ. de l'Algérie 384, p. 795.
— Cass. Garde nat. 671-120 c.
— Cons. d'Etat. Eaux 499 c.; Halles 52. — Octroi 285. — Organ. colon. 339. — Organ. marit. 458 c., 869. — Place de guerre 90-40. — Travaux publics 903. — Trésor public 519-30. — Voirie par terre 123, 410-10, 424-20, 1522 c., 1744, 1943-20 c., 2174 c.
2 Toulouse. Ordre 1382 c.
4 Cass. Contrat de mariage 3687 c.; Disposit. entre vifs 4476 c.; Ordre 773 c.
— Douai. Notaire 431 c.
— Grenoble. Privil. et hypothèques 2158 c.
5 Cass. Success. 1037.
— Paris. Instr. crim. 1045 c.
6 Cass. Contrat de mar. 3667 c.; Disposit. entre vifs 2243 c.; Success. 941 c.
7 Cass. Procès-verbal 166-110 c.; Réunions publ. 7-20. — Témoin 370-10 c., 371 c. — Voiture 304 c.
— Grenoble. Obligat. 1940.
— Paris. Disposit. entre vifs 144 c. — Référé 103 c.
— Rouen. Propriété littérale 341 c.
— Trib. du Vigan. Ordre 761-20 c.
8 Cass. Garde nat. 516 c., 517-50 c., 671-130 c.; Instr. crim. 1780 c.; Réunions publ. 5-10. — Obligat. 841 c., 4892 c.; Question préjud. 42-40 c.
9 Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 183, 225-20. — Droit rural 97-30 c.; Octroi 341. — Organ. admin. 518-50 c., 566-30, 908 c.; Travaux publics 473-20, 557.
11 Cass. Travaux publics 1282-10 c.; Paris. Contrainte par corps 452 c.; Effets de comm. 527 c.
12 Agen. Disposit. entre vifs 4650-30 c.
— Trib. de Caen. Minist. publ. 113 c.; Prise à partie 31 c., 65, 65-40 c.
— Trib. de Chalon-sur-Saône. Enreg. 5200.
— Trib. de Nevers. Enreg. 4462.
13 Décret. Garde nat. 11; Place de guerre, p. 946.
— Cass. Usage 248-10 c.
— Bordeaux. Propriété féodale 486-40 c.; Vente 1493 c.
— Paris. Louage 188 c.
14 Cass. Domm. destr. 104 c.; Garde nat. 521-10 c.; Procès-verbal 168-120 c.
— Grenoble. Privil. et hypothèques 2158 c.
— Trib. de Montluçon. Enreg. 4999.
15 Décret. Place de guerre, p. 946.

Juin.

- 15 Cass. Domm. destr. 52 c.; Garde nat. 319-30 c., 407-30 c., 414-10 c., 419 c., 428 c., 488-60 c., 532-60 c., 672-30 c.; Question préjud. 174-20 c.
— Bordeaux. Postes 79-10 c., 20 c., 132 c.; Eaux 59-20 c.; Péche fluviale 18 c.
16 Paris. Saisie-arrest 387 c.
— Psu. Vente publ. d'immeubles 1221-20 c.
18 Cass. Droits polit. 108 c.; Séparat. de corps 374 c.; Vente publ. d'immeubles 1338 c.
— Bordeaux. Garde nat. 138 c., 330-40 c.
— Nancy. Industrie 134-40 c., 135 c.
19 Loi. Droit public 22; Réunions publ. 4.
— Décret. Traité internat., p. 543.
— Cass. Privil. et hypoth. 691-20 c.
— Bordeaux. Privil. et hypothèques 1509 c.; Puissance paternelle 167 c.
— Riom. Contrainte par corps 94 c., 95 c., 452 c.; Effets de comm. 902 c.
— Trib. de Chatillon-sur-Seine. Enreg. 3742-50.
20 Ord. Voie publ. 6-50.
— Arrêté. Organism. instr. publ., p. 1368.
— Cass. Faillite 1372-40 c.; Obligat. 999-60 c.
— Avis cons. des mines de Belgique. Mines 703, 704.
21 Cass. Garde nat. 587 c.; Instr. crim. 1329 c., 3660 c.
— C. G. belge. Mines 672.
— Lettre. Traitement 112, 194.
22 Décret. Traité internat., p. 543.
— Agen. Jugement par défaut 409-30 c.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3961-30 c.; Louage 307 c.; Nantissement 300 c.
— Rouen. Success. 1029 c.
— Circ. Réunions publ. 4.
23 Lyon. Disposit. entre vifs 1419 c.; Puissance paternelle 1676 c., 168 c.
— Nancy. Obligat. 4026 c., 4042-20 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 1471 c., 4505-30 c.
— Rennes. Ordre 1050-10 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 137, 161-40 c.; Travaux publics 1101. — Voirie par chemins de fer 516.
24 Loi. Souveraineté, p. 842.
— Circ. Réunions publ. 4.
25 Cass. Organ. colon. 559 c.
— Riom. Contrat de mar. 3152 c.; Obligat. 539 c.
— Rouen. Frais et dépens 139 c.; Vente 833 c.
26 Cass. Enreg. 3808 c., 4462 c.; Usage 129-40 c.; Voirie par terre 448-30 c.
— Montpellier. Jugement 291-50 c.
27 Arrêté. Organism. de l'Algérie, p. 795; Traité internat., p. 543.
— Cass. Expert. 41-30 c.; Obligat. 2060 c., 2130 c., 2153 c.
— Lyon. Servitudes 1161-30 c.
— Rennes. Instr. crim. 935-30 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 5385.
28 Bastia. Vente 321-20 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 568-10 c.; Voirie par chemins de fer 156 c.
— Circ. Office 186 c., 195 c., 207 c., 212 c.
— Décis. Office 208 c., 209 c.
29 Agen. Ordre 532 c., 831 c.; Propriété 302-20 c., 351 c.
— Lyon. Office 365 c.; Société 162 c., 231-20 c.
— Montpellier. Servitudes 55 c.
— Riom. V. 19 juin.
— Trib. de Florac. Disposit. entre vifs 1657 c.; Obligat. 5116 c.
— Avis cons. des mines de Belgique. Mines 557, 563.
30 Paris. Obligat. 3099-10.

Juillet.

- 2 Cass. Enreg. 4154 c., 5805 c.; Jugement 533-50 c.; Louage 116-20 c.; Tierce-opposition 85-20 c.
3 Cass. Enreg. 2417 c. — Servitudes 594 c.
— Riom. Obligat. 5188 c.
— Trib. comm. de la Seine. Enreg. 6300 c.
4 Arrêté. Postes, p. 15.
— Cass. Contrat de mar. 3792 c., 3856 c., 3868 c., 3927 c., 3928 c.; Normandie 81 c.
— Trib. de Saint-Girons. Enregist. 1183 c., 1185.
5 Cass. Instr. crim. 3703 c.
— Lyon. Office 149 c.
— Montpellier. Peine 479 c.
— Bordeaux. Pérempt. 88 c.
— Trib. d'Angers. Jugem. 398-10 c.
6 Décret. Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Instr. crim. 1942-30 c.; Société 1823 c.
— Trib. de la Seine. Success. 227 c., 1517 c.
— Règl. Loi 21.
7 Loi. Garde nationale 12.
— Cass. Contumace 117-20 c.; Instr. crim. 2897 c.; Organ. colon. 356 c.; Peine 695 c.
— Nancy. Exploit 274-20 c., 273 c., 274 c.
8 Arrêté. Organism. instr. publ., p. 1368.
9 Décret. Organism. de l'Algérie, p. 795.
— Cass. Enreg. 3005 c.
— Caen. Obligat. 3211.
10 Arrêté. Postes, p. 15.
— Cass. Disposit. entre vifs 186 c., 187-60 c.; Obligations 5572 c.; Propriété 303 c., 361 c.; Enreg. 6188 c.; Office 301 c.
11 Cass. Obligat. 2061-20 c.; Timbre 186 c.
— Trib. de Moret. Ordre 1326-20 c.
12 Cass. Industrie 300-20 c.; Instr. crim. 3068 c., 3081 c.; Voirie par terre 2094-10 c.
— Lyon. Nantissement 114-30 c.
— Paris. Société 925-10 c., 926-40 c.
— Trib. du Havre. Enreg. 4682.
13 Décret. Organism. de l'Algérie, p. 795.
— Cass. Domm. destr. 193-30 c.; Instr. crim. 1942-30 c., 2468-20 c., 2878-30 c.; Obligat. 2124-20 c.; Témoin 577-10.
— Agen. Contrat de mar. 1901 c., 3646 c.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 360-30 c., 361 c.
14 Arrêté. Organ. colon. 966.
— Cass. Garde nationale 410 c., 421 c.; Procès-verbal 167-10 c.; Voirie par terre 1089 c.
— Orléans. Usufuit 144 c., 286 c., 291 c., 296 c., 307.
— Rennes. Privil. et hypoth. 2281 c.; Vente 1374 c.; Vente 118 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 76-140 c.; Organ. admin. 955 c., 968-10 c.; Voirie par terre 131 c., 303.
16 Cass. Disposit. entre vifs 2330 c., 4648-10 c., 4650-10 c., 4651. — Organ. colon. 110 c.; Usage 104 c., 110 c.
— Nîmes. Séparat. de corps 23 c.
— Riom. Vente publ. d'immeubles 1345 c.
— Rouen. Organ. judic. 492 c.
17 Cass. Domaines de l'Etat 284 c.; Vente admin. 300-10 c.; Voirie par terre 122 c.; Tierce-opposition 92 c., 258 c.; Trésor publ. 622 c.
— Limoges. Obligat. 5064-30 c.
— Nancy. Success. 1028 c.
— Paris. Prescription civ. 212 c., 1099 c.
— Riom. Obligat. 3019 c.
18 Cass. Enregist. 3332 c., 3335 c., 3339 c.
— Agen. Vente publ. d'immeubles 1479 c.
— Lyon. Vice rédhib. 70 c.
— Paris. Effets de comm. 318-20 c.
19 Cass. Paternité 365-30 c.

Juillet.

- 19 Grenoble. Obligations 364-40 c.; Privil. et hypoth. 868 c., 1041 c., 1058 c.
— Nîmes. Obligat. 4807 c.
— Paris. Prescript. civ. 421 c.
20 Décret. Organ. de l'Algérie 795.
— Cass. Garde nationale 421 c.; Voiture 434 c.
— Trib. d'Amiens. Médecine 62-20 c.
— Avis cons. mines de Belgique. Mines 506, 607.
21 Cass. Enreg. 5202 c.; Postes 80-10 c.
— Lyon. Contrat de mar. 131 c.
— Paris. Faillite 1540 c.
— Trib. de Bourgauf. Saisie-brandon 18 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 76-120. — Organism. admin. 621, 644.
23 Décret. Sel, p. 866.
— Cass. Enreg. 2415 c.; Vente publ. d'immeubles 446-10 c., 20 c.
24 Cass. Notaire 494-20 c., 499-20 c.
25 Cass. Disposit. entre vifs 4226 c., 4238 c.; Substitution 176 c.; Garde nationale 309-80 c.; Vente 306-20 c.
— Orléans. Obligat. 2470-90.
— Rennes. Consul 35-60 c.
— Règl. Organism. instr. publ., p. 1368.
26 Cass. Contravention 472 c.; Garde nationale 78-30 c., 487-100 c., 487-70 c.; Instr. crim. 3090 c., 3091 c., 3718 c.
— Orléans. Obligat. 4231 c.; Privil. et hypoth. 143 c., 445 c.; Success. 2021 c.
— Paris. Paternité 648-20 c.
— Rennes. Instr. crim. 966. — Voiture 383 c.
— C. d'ass. de la Seine-Inférieure. Instr. crim. 721 c.
— Trib. de Lyon. Enreg. 5403 c.
27 Loi. Instr. crim., p. 341; Organ. admin. 563; Organ. colon. 131, 726; Presse, p. 415; Souscription 9.
— Cass. Instr. crim. 2457-110 c., 2714-90 c.; Organism. judic. 572-20 c., 574 c.; Organism. marit. 927 c.
— Trib. de Saint-Cela. Notaire 711 c., 784 c., 788 c.
— Trib. de la Seine. Théâtre 175.
28 Décret. Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Presse-outrage 1553-20 c., 30 c.
— Cons. d'Etat. Impôts dir. 188 c.; Voirie par eau 628-30 c.; Voirie par terre 780-10, 920 c., 950, 966 c., 981 c., 1032 c., 2339-20 c., 2397 c., 2398 c.
— Règl. Trésor publ. 820.
29 Paris. Jeu 87 c.
— Cons. d'Etat. Eaux 403-20 c.
30 Loi. Traité internat., p. 543.
— Cass. Enreg. 4809 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 4509-40 c., 4648-10 c., 4650-30 c., 40 c., 4651; Succession 2313 c.
31 Cass. Eaux 558-130 c.; Enreg. 5491 c., 5566 c.; Jugement 151-40 c.; Jugem. par défaut 17-40 c.; Privilèges et hypoth. 407 c., 518 c.; Travaux publics 667 c.
— Alger. Faillite 1539 c.
— Lyon. Obligat. 2145-70 c.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1537-20 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 1449 c.

Août.

- 1 Cass. Jugement 559-120 c.; Saisie-arrest 445-70 c.; Success. 820 c., 868 c.
— Cons. d'Etat. V. 3 août.
— Circ. Presse-outrage 441 c.
2 Cass. Huissier 61 c.; Instr. crim. 2158-20 c.; Ministère publ. 120 c.; Raquette civ. 130-20 c.; Obligat. 1841 c.; Organ. de l'Algérie 753 c.; Propriété 291-30 c.

Août.

- 2 Bordeaux. Mandat 142 c.
— Paris. Obligat. 1778-40 c.
3 Cass. Contravent. 513 c., 514 c.
— Garde nationale 385-10 c., 407-30 c. — Instr. crim. 897 c.; Jugement 1080 c. — Poids et mesures 139 c., 140 c.
— Amiens. Servitudes 953-20 c.
— Bordeaux. Succès. 1857 c.
— Colmar. Ordre 625 c.; Privil. et hypoth. 425-20 c., 689-30 c.
— Paris. Contrat de mar. 207 c.
— Trib. de la Seine. Huissier 96 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 84-140 c. — Organ. admin. 554-10, 636 c., 644, 887-10 c., 924-10 c., 956-30 c., 1002 c. — Travaux publ. 1275-40 c. — Usage 219 c.; Varch. p. 33.
4 Loi. Impôts dir. p. 273; Trésor publ. p. 1184.
— Décret. Gendarme. p. 499.
— Arrêté. Organ. colon. 509.
— Douai. Office 180 c., 181 c.
6 Cass. Jugement 973-100 c. — Organ. de l'Algérie 1077. — Propriété 497 c.
— Limoges. Contrat de mar. 2924 c.
— Orléans. Exploit 108 c., 124-80 c.
— Rennes. Surencière 58 c., 89 c., 102 c., 103 c.
7 Décret. Lois codifiées 11.
— Cass. Huissier 147 c. — Jugem. d'av. dire droit 28-190 c. — Ordre 889 c., 960-90 c. — Privil. et hypoth. 2758 c., 2759-30 c. — Propriété 317 c. — Vente 355-90 c.
— Bordeaux. Vente 350-30 c., 356-40 c.
— Caen. Contrat de mar. 4001-10 c., 20 c.
— Limoges. Contrat de mar. 3780 c.
8 Loi. Organ. judic. 270, p. 1508; Serment, p. 8.
— Cass. Société 1012 c., 1024 c., 1074 c.
— Nîmes. Ordre 755-20.
— Trib. de la Seine. Enreg. 3661.
9 Loi. Organ. instr. publ. 360, p. 1368; Place de guerre, p. 946.
— Décret. Douanes, p. 618; Salubrité publ., p. 674.
— Cass. Faillite 71 c. — Instr. crim. 1211-30 c. — Obligat. 771-20 c. — Organ. judic. 624 c. — Peine 528-20 c.
— C. C. belge. Mines 140.
— Nancy. Louage 418-30 c., 419-10 c.
— Orléans. Obligat. 840 c.; Requête civ. 55-20 c.
10 Décret. Organ. judic., p. 1508; Salubrité publ., p. 674; Télégraphie, p. 37.
— Bordeaux. Prescript. civ. 1098-70 c., 2418-10 c.
— Gand. Paternité 640-20 c.
— Toulouse. Ordre 1085-10 c.
— Trib. de Caen. Obligat. 970 c.
— Avis cons. des mines de Belgique. Mines 659, 663, 673, 675, 678, 733, 748 c.
11 Loi. Organ. milit. 190, p. 1900.
— Paris. Faillite 605-40 c. — Mariage 884-20 c., 30 c., 40 c., 50 c.
— Cons. d'Etat. Ordre 863-10 c. — Organ. admin. 636 c., 1002 c. — Travaux publics 890 c., 895, 1226-40 c., 1230. — Voirie par terre 1177 c.
13 Paris. Dispositions entre vifs 125 c.
14 Cass. Enreg. 5718 c.
— Douai. Notaire 841 c.
— Montpellier. Vente publ. d'immeubles 696 c.
— Orléans. Obligat. 3768 c.
— Circ. Travaux publ. 523.
15 Décret. Presse-outrage, p. 418.
— Lyon. Industrie 291 c.
— Règlement. Trésor publ. 913.
16 Cass. Contrainte par corps 678 c. — Instr. crim. 2897 c.
— Pêche fluviale 219 c. — Presse-outrage 1575-10 c. — Procès-verbal 36 c. — Saisie-arrest 445-70 c.
— Agen. Peine 675 c.

Août.

- 17 Cass. Douanes 876 c.; Procès-verbal 16 c., 304-40 c.; Rébellion 36-40 c. — Instr. crim. 3158-20 c. — Notaire 228 c.
— Trib. de Lyon. Succès. 716-20 c.
18 Cass. Presse-outrage 445 c., 446 c., 490 c. — Vente de subst. falsifiées 96 c., 105-20 c.
— Bordeaux. Servitudes 1162-60 c.
— Paris. Organ. judic. 335 c.
— Cons. d'Etat. Conseil d'Etat 169 c.; Servitudes 959 c., 960. — Expropriat. publ. 243 c., 373 c.; Travaux publ. 1186 c. — Organ. admin. 947 c., 1003 c. — Voirie par eau 638-80. — Voirie par terre 1625 c., 1637 c., 1642 c.
20 Cass. Nantissement 108 c. — Rentes foncières 56 c., 68-10 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 777-30.
— Caen. Louage d'ouv. 52-20 c.
— Lyon. Société 142 c.
— Paris. Office 174 c.
— Circ. Prisons 44.
21 Cass. Privil. et hypoth. 2332-20 c.
22 Décret. Organ. instr. publ., p. 1368; Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Enreg. 5673 c. — Expropriat. publ. 630-10 c.
— Douai. Mariage 728-20 c.
— Paris. Société 1318 c.
— Cons. d'Etat. Prises maritimes 186-20.
23 Cass. Garde nat. 91 c., 452-30 c. — Garde nat. mobile 4 c. — Instr. crim. 1255-30, 3883-10 c., 2973-10 c. — Organ. milit. 933-60 c. — Témoin 520-20 c.
— Colmar. Exploit 659-50 c.
24 Ord. Halles 17.
— Cass. Faillite 1508 c.
— Bordeaux. Faillite 1511 c., 1529 c.
— Lyon. Office 243 c., 259 c., 260-10 c.
— Cons. d'Etat. Organ. 400 c., 477-20, 493 c., 517-10 c., 532-10, 535-10 c., 537 c., 639 c., 843-40 c.
25 Angers. Organ. judic. 490-30 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 496, 636, 643, 864-10 c., 898-20 c., 902-10 c., 988-20 c. — Trésor publ. 1043, 1083 c., 1084.
— Circ. Prisons 85.
27 Cass. Ordre 692-30 c., 1053-10 c., 1118-50. — Servitudes 761-20 c.
— Lyon. Dépôt 83 c., 417 c.; Nantissement 114-30 c.; Rétenon 77 c.
28 Cass. Disposit. entre vifs 1755 c.; Ordre 1125-60 c.; Tierce-opposit. 201 c.
— Amiens. Notaire 528-30 c.
29 Cass. Obligat. 3954 c.; Prescript. civ. 379 c.; Vente 52-30 c., 195-20 c., 343 c., 1728-30 c.
— Amiens. Office 172 c.
— Bordeaux. Contrat de mariage 3586 c.
— Lyon. Faillite 1540.
— Paris. Société 1042 c.
— Trib. de la Seine. Obligat. 629-30 c.
— Circ. Réunion et distraction de commune, p. 474.
30 Cass. Garde nat. 414-50 c., 435 c., 490-20 c., 636-30 c. — Instr. crim. 1711 c., 2755 c., 3706 c. — Organ. admin. 1030-10 c., 20 c., 1032-20 c. — Rébellion 22 c.
— Paris. Référé 227-60 c.
— Cour de l'île de la Réunion. Consul 44.
31 Agen. Disposit. entre vifs 3668-10 c., 3670 c.
— Nancy. Usage 95 c., 512-10 c., 561-30 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 421, 423, 493 c., 524, 540-10 c., 577-20, 639 c. — Organ. milit. 186-10. — Voirie par terre 1777 c., 2062-30 c.

Septembre.

- 1 Trib. de Tours. Enreg. 4239.
4 Décret. Voirie par eau, p. 733.
6 Arrêté. Pêche fluv., p. 453.
— Cass. Instr. crim. 1711 c., 1831-20 c., 2113-40 c. — Mise en jugement. 64-10 c.
— Circ. Presse-outrage 441 c.
7 Cass. Pêche fluv. 108 c., 110 c. — Prescription crim. 145-10 c., 149 c.
8 Décret. Ville de Paris, p. 147.
— Caen. Instr. crim. 789-20 c.
13 Cass. Instr. crim. 847-30 c. — Témoin 214-40 c.
14 Cass. Contrainte par corps 667 c. — Garde nation. 281 c., 407-20 c., 439-20 c., 528 c., 629-30 c., 668-50 c., 669-40 c., 676-30 c. — Presse-outrage 1030 c., 1410-30 c.
15 Décret. Monnaie, p. 386.
16 Décret. Traité internat., p. 543.
17 Décret. Traité internat., p. 543.
18 Décret. Douanes, p. 618.
20 Cass. Contravent. 275 c. — Instr. crim. 1957 c.
21 Cass. Contravent. 471 c. — Garde nation. 366-30 c., 691 c. — Instr. crim. 2956 c. — Vagabondage 136 c. — Voirie par terre 1897-20 c.
— Circ. Voirie par chemins de fer 354.
26 Décret. Organ. judic., p. 1508.
27 Cass. Garde nation. 326-10 c. — Instr. crim. 3158-40 c.
28 Décret. Travaux publ. 51, 187, 635, p. 853; Trésor publ. 746.
— Cass. Crimes contre l'Etat 158 c. — Procès-verbal 181 c.; Témoin 144-50 c., 371 c. — Vidanges 66 c.
— Décis. Traitement 176-60.
Octobre.
1 Décret. Voiture, p. 999.
2 Trib. comm. de la Seine. Vente 1112 c.
4 Loi. Monument 8 c.; Trav. publ. 853.
— Cass. Contrainte par corps 678 c. — Faux 173-70 c.
5 Cass. Instr. crim. 1459 c.
7 Traité. Traité internat., V. 13 mars 1850.
10 Haute cour de justice. Organ. judic. 723 c.
11 Décret. Conflit 16, 196; Uniforme-costume 20, 30.
— Cass. Contumace 113 c.; Organ. judic. 689-10 c. — Instr. crim. 1686-10 c.
12 Cass. Instr. crim. 1591-10 c., 2646-30 c., 3006-10 c., 3115 c., 3122 c. — Jugement 1106-30 c. — Peine 197 c. — Postes 140 c.
— Avis cons. des mines de Belgique. Mines 607.
13 Cass. Contravent. 78 c., 468 c. — Garde nation. 58 c., 671-100. — Vidanges 72 c.
15 Décret. Sel 48 c.
— Cass. Organ. marit. 915 c., 927 c., 1048 c., 1056 c., 1057 c. — Vol 763 c.
16 Loi. Organ. de l'Algérie 402; Organ. colon. 128-60; Postes, p. 15.
18 Décret. Organ. instr. publ., p. 1368.
19 Décis. Trésor publ. 633.
22 Décret. Cour des comptes, p. 512.
26 Décret. Conflit 190, 195, 202; Organ. admin. 192.
— Haute cour de justice. Presse-outrage 994-10 c., 1441 c.
27 Décret. Gendarme, p. 499.
— Circ. Douanes 64; Voirie p. terre 490.
30 Instr. Travaux publ. 275.
31 Loi. Organ. marit., p. 1695.
— Décret. Organ. instr. publ., p. 1368.

Novembre.

- 2 Circ. Voirie par eau 564.
5 Loi. Garde nationale 12.
— Alger. Organisation de l'Algérie 1138-30.
7 Cass. Enreg. 6024-110 c.; Transcrit. hypoth. 698 c., 703 c. — Except. 395 c., 410-40 c.; Responsab. 482-30 c. — Responsabilité 49-10 c. — Servitudes 700 c., 751 c., 768-20 c.
8 Cass. Contravent. 61 c. — Faux 430 c. — Organ. marit. 1073-30 c. — Poudres 21 c., 26 c. — Procès-verbal 9-20 c. — Voirie par terre 1898-20 c.
9 Haute cour de justice. Presse-outrage 782-130.
— Cass. Presse-outrage 179-10 c., 486-30 c., 491 c. — Vol 73-40 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 3482-20 c., 3568 c.
— Avis cons. des mines de Belgique. Mines 324.
10 Haute cour de justice. Crimes contre l'Etat 110-30 c., 40 c.
— Cass. Garde nation. 366-20 c. — Instr. crim. 1326 c.; 2233 c., 2226 c.
11 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 795.
12 Loi. Faillite 41.
13 Cass. Contrat de mar. 2135 c.; Disposit. entre vifs 4554-10 c.; Obligat. 4472-50 c. — Disposit. entre vifs 3826 c. — Enregist. 5379 c. — Jugement 137 c. — Voirie p. terre 1363 c., 1456 c.
14 Cass. Jugement 279-30 c.; Minist. publ. 103 c. — Obligat. 440-60 c., 454-20 c. — Succession 1068 c.
— Caen. Vente publ. d'immeubles 808-30 c.
— Cons. d'Etat. Prises maritimes 186-20.
— Circ. Organ. admin. 827.
15 Cass. Presse-outrage 656 c., 1070 c.
— Cour de l'île de la Réunion. Organ. colon. 524.
— Toulouse. Contrat de mariage 4249 c.
16 Décret. Instr. crim. 2343; Organ. instr. publ. 412, p. 1368; Organ. marit., p. 1695.
— Cass. Garde nationale 492-40 c., 640-20 c. — Instr. crim. 619 c. — Règlement. admin. 90 c.
— Toulouse. Peine 840 c.; Poudres 28 c.
17 Ord. Théâtre, p. 302.
— Cass. Garde nation. 821 c. — Jeu 91 c. — Organ. de l'Algérie 812-10 c., 819 c. — Règlement. admin. 136-20 c. — Témoin 248-40 c.
— Paris. Louage d'ouv. 14 c., 159-40 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 351.
19 Loi. Trésor publ., p. 1184.
— Cass. Enreg. 5351 c. — Société 1026 c.
20 Décret. Organ. admin., p. 613.
— Cass. Enreg. 4462 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 963-20.
21 Cass. Minorité 512 c., 526 c. — Privil. et hypoth. 1322-20 c.
— Douai. Mandat 176-50 c.
22 Cass. Garde nation. 622-60 c. — Instr. crim. 3326 c.
23 Cass. Tapage injur. et nocturne 4 c. — Vente publ. d'immeubles 2219.
— Paris. Presse-outrage 1527-10 c. — Privil. et hypoth. 2922-30 c., 30 c., 40 c.
— Trib. comm. de la Seine. Voirie par chemins de fer 411-20.
— Cons. d'Etat. Mines 520-10 c. — Organ. admin. 642. — Organ. marit. 351.
24 Décret. Organ. coloniale 406, p. 1115.
— Cass. Garde nationale 457-30 c., 517-20 c., 671-140 c. — Vol 813-10 c.
— Rouen. Obligat. 1359-20 c.

Novembre.

- 25 Convent. Traité internat., V. 16 mars, 3 mai et 6 juin 1850.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 804.
26 Arrêté. Organ. instr. publ., p. 1368.
— Cass. Contrat de mariage 3142. — Eaux 104-10 c. — Obligations 5113-30 c. — Organ. judic. 172-20 c. — Voirie p. eau 45-40 c.
— Colmar. Obligat. 1779 c.
27 Loi. Industrie, p. 677; Lois codifiées 13; Organ. colon. 128-70; Ouvrier 135 s.
— Décret. Gendarme, p. 499.
— Cass. Témoin 636 c.
— Aix. Société 887 c., 1695-40 c.
28 Décret. Organ. admin., p. 613; Organ. de l'Algérie 115, p. 795.
— Cass. Effets de comm. 631 c. — Jugement 1027 c. — Obligat. 3258 c. — Paternité 457 c.; Substit. 69-50 c.
29 Cass. Instr. crim. 2859-10 c. — Octroi 395 c.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 329 c.
— Caen. Presse-outrage 140 c., 154 c., 491 c.
— Douai. Obligat. 1713-10 c., 2300 c., 2583-20 c.
— Nîmes. Faillite 605-30 c.
30 Cass. Garde nation. 493-20 c. — Instr. crim. 2890-30 c.
— Lyon. Vente 1866 c.
— Paris. Organ. milit. 838 c.
— Circ. Presse-outrage 434 c., 441 c.; Trésor publ. 633.
Décembre.
1 Cass. Industrie 225 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 643-10.
— Caen. Privil. et hypoth. 2074 c.
— Orléans. Frais et dépens 530-10 c.
— Cons. d'Etat. Garde nation. 226 c., 241-20 c. — Impôts indir. 628-60 c. — Organ. admin. 907 c., 956-30 c. — Organ. marit. 869. — Travaux publ. 312.
2 Loi. Droits civils 54, 109, 373, p. 44.
— Cass. Jugem. 1025-30 c.; Jugem. par défaut 17-30 c. — Office 248 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 790-30.
— Angers. Prescript. crim. 45 c.
— Toulouse. Contrainte par corps 1010 c., 1052 c.
4 Loi. Ordres civils et milit. 206; Trés. publ., p. 1184.
— Décret. Organ. de l'Algérie 498, p. 795.
— Cass. Eaux min. 13-30-30 c. — Propriété 390-30 c. — Enreg. 6030 c. — Prescript. civ. 653 c.; Rentes foncières 56 c., 63-10 c.
— Douai. Presse-outr. 1441 c.
— Montpellier. Servitudes 176 c.
5 Décret. Trés. publ., p. 1184.
— Cass. Règlement. de juges 133 c. — Séparat. de corps 317 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 958 c.
— Caen. Succès. 1173 c., 2233 c.
— Douai. Vente 367 c.
— Paris. Trés. publ. 1263 c., 1266 c., 1409-60 c., 1428 c.
— Toulouse. Contrainte par corps 1010 c., 1053 c., 1098 c.
6 Agen. Voiture 390-30 c.
— Metz. Faillite 1337 c.
7 Décret. Organ. marit., p. 1695.
— Cass. Garde nation. 671-140 c. — Instr. crim. 3660 c. — Poids et mesures 182-20 c.
— Grenoble. Dispositions entre vifs 2847 c.
— Lyon. Mines 158 c., 164 c.
— Toulouse. Vente publ. d'immeubles 1470 c.
— Trib. de Saint-Girons. Enreg. 4706.
8 Cass. Faillite 320-10 c., 1433 c.; Obligat. 4888-30 c.; Organ. judic. 316-10 c. — Presse-outrage 782-140 c., 1431 c.

Décembre.

- 8 Agen. Tentative 81.
— Bordeaux. Ordre 1050-10 c.
— Grenoble. Contrat de mariage 3165 c.
— Paris. Faillite 1364 c.
— Règl. Trés. publ. 820.
10 Décret. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Cote 481-50 c.
— Alger. Organisat. de l'Algérie 666-10.
— Colmar. Ordre 819-10 c.
— Paris. Obligat. 302 c.
11 Cass. Effets de comm. 491 c. — Obligat. 2540 c.
— Paris. Office 230 c.
— Poitiers. Interrog. sur faits et art. 57 c., 61 c., 66 c.
— Riom. Récusation 73-30 c.
12 Ord. Vidanges 81.
— Trib. de la Seine. Enreg. 4546.
— Circ. du préfet de la Gironde. Trav. publ. 986.
13 Cass. Instr. crim. 1328 c. — Réunions publ. 5-20, 6-10, 8.
14 Cass. Instr. crim. 1669-30 c., 2786-50 c., 2839-30 c. — Quest. préjud. 200-30 c.
— Paris. Référé 98 c.
15 Décret. Organ. administ., p. 618; Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Faux 372 c. — Garde nation. 272-20 c. — Jugem. 825-100 c. — Obligat. 5176-30 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 4439-50 c.; Obligat. 2991 c.
— Grenoble. Success. 1028 c.
17 Cass. Contrat de mar. 3429-20 c. — Minorité 311-40, 264 c., 798 c. — Prescription civ. 541. — Vente publ. d'immeubles 1741 c.
— Montpellier. Obligat. 565-00 c.
— Nîmes. Obligat. 529-40 c., 822 c.
— Paris. Contrat de mar. 3643 c.
18 Caen. Obligat. 1129-40.
— Lyon. Ordre 825-30.
— Nîmes. Obligat. 1038 c.; Privil. et hypoth. 1704-60 c.; Vente 1464-30 c.
— Paris. Contrat de mariage 3434 c.; V. 17 décembre.
— Rouen. Louage emphyt. 14 c.
19 Cass. Obligat. 4753 c.; Organ. judic. 394 c., 397-10 c.
— Cour provine. de la Hollande mérid. Vente 1440 c.
— Paris. Préscript. civ. 53 c., 622.
20 Loi. Impôts indir., p. 423.
— Cass. Frais et dépens 1024 c. — Garde nation. 120-40 c., 509-30 c. — Instr. crim. 1841 c. — Place de guerre 33 c.
— Paris. Faillite 1043 c., 1249-40 c.
— Trib. de la Seine. Enreg. 5125.
21 Loi. Trés. publ., p. 1184.
— Décret. Impôts indir., p. 609; Monnaie, p. 386.
— Cass. Jugem. 790-10 c., 838-50 c.; Vol 822 c. — Prêt à intérêts 43-30 c.; Trav. publ. 801-20 c., 84 c.
22 Liège. Voirie par chemins de fer 91-10.
24 Décret. Trés. publ., p. 1184.
— Caen. Vente 2015-30 c.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 4610 c., 4693-10 c., 4848-10 c., 4650-30 c., 10 c., 4651.
— Paris. Faillite 243 c., 275 c., 1342 c.
26 Loi. Organ. milit. 226, p. 1900.
— Agen. Organ. milit. 307 c.
— Bastia. Jugem. 14-10 c.; Obligat. 3216-40 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 2641 c.
— Lyon. Louage 454-10 c.
— Trib. de Napoléon-Vendée. Ordre 100, 311 c., 316, 317, 323-10.
27 Décret. Voirie par terre 1978.
— Cass. Instr. crim. 819 c. — Jugem. 817-20 c. — Organ. colon. 160 c., 175 c.; Organ. judic. 573 c. — Témoin 636 c.
— Nancy. Obligations 3061-20 c., 2101 c.
— Paris. Mariage 717 c.
— Rouen. Vol 130 c.
28 Cass. Faux 503 c. — Poids et mesures 123 c., 139-50 c.
— Amiens. Notaire 528-30 c.

Décembre.

- 28 Paris. Contrainte par corps 94 c. — Organ. judic. 483-10 c., 484-20 c., 501 c. — Presse-outrage 424-10-20 c.
— Rennes. Ordre 812-10 c., 1002 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1077. — Traitement 300. — Trav. publ. 434-60, 450, 721.
29 Décret. Octroi, p. 19.
— Ord. Halles 94.
— Cass. Garde nation. 413-40 c. — Vagabondage 66-20 c., 30 c. — Voirie par terre 2405 c.
— Douai. Louage 334 c.
— Rennes. Nantissement 112-40 c., 133 c.
31 Décret. Garde nation. mobile 3; Octroi, p. 19.
— Alger. Organ. de l'Algérie 661.
— Bourges. Servitudes 39 c.; Vente 1870 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 49.

1850

Janvier.

- 2 Loi. Contumace 9, 58 c.; Lois codifiées 11; Peine, p. 356.
— Décret. Théâtre, p. 332.
— Cass. Enreg. 5380 c.; Transcrit. hypoth. 690 c. — Success. 1150 c.
— Orléans. Obligat. 5241-50.
3 Cass. Instr. crim. 1252 c., 1668-50 c.; Responsabilité 383-10 c. — Instr. crim. 2613-40 c., 3225-10 c.
— Angers. Servitudes 436 c., 438 c.
— Bordeaux. Trésor publ. 1238 c.
— Paris. Louage 418-20 c., 40 c.
4 Cass. Instr. crim. 1772-80 c.
— Paris. Instr. crim. 1108 c. — Séparat. de corps 25-60 c.
5 Cass. Instr. crim. 1740 c. — Question préjud. 37-30 c.
— Bourges. Obligat. 4457-20 c.; Office 219 c.
— Grenoble. Ordre 918-30 c.
— Cons. d'Etat. Manufact. 168 c. — Organ. admin. 515-50 c., 648, 841-20 c., 844, 864-20 c., 966-10 c. — Patente 130 c. — Travaux publ. 597, 852 c.
7 Cass. Paternité 57-10 c.
8 Décret. Organ. admin., p. 618; Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Obligat. 1242 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 472 c., 475 c.; Obligat. 268 c.
— Paris. Organ. judic. 185-10 c., 186 c.; Récusation 176 c.
9 Loi. Organ. colon. 123-10.
— Décret. Soie 3.
— Cass. Office 236 c.
— Paris. Société 1322 c.
— Trib. de Saint-Omer. Presse-outrage 441 c.
10 Cass. Exploit 160-50 c. — Instr. crim. 2973-20 c. — Responsabilité 476 c.
— Orléans. Obligat. 1885-40 c.; Responsabilité 346-20 c.
11 Loi. Organ. instr. publ. 209, 231, p. 1368.
— Cass. Faux 28 c., 58 c., 66 c.; Instr. crim. 2461 c., 3231 c., 3232 c. — Instr. crim. 1892 c. — Procès-verbal 577-20 c.
— Trib. de Lons-le-Saulnier. Presse-outrage 425-40 c.
12 Décret. Douanes, p. 618; Organ. de l'Algérie, p. 795.
— Cass. Contravent. 286. — Garde nation. 145 c., 191 c., 421 c. — Presse-outrage 443 c.
— Orléans. Minorité 135 c., 371 c., 383 c., 384 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 901-20. — Voirie par chemins de fer 206 c., 249 c., 619-10 c., Voirie par eau 216, 369-10 c., 375-50, 398-30. — Voirie par terre 930.
13 Cass. Instr. crim. 1743 c.
14 Décret. Douanes, p. 618; Grains, p. 549.

Janvier.

- 14 Cass. Excès de pouvoir 14-20. — Ordre 1049-100 c., 1054-10 c. — Organ. judic. 487 c.; Serm. 44 c.
— Poitiers. Substances vénéneuses 13 c.
15 Cass. Enreg. 5407 c.; Transcrit. hypoth. 690 c. — Rente viagère 74 c. — Servitudes 255-20 c.
— Angers. Témoign. faux 114 c.
— Bruxelles. Concess. admin. 37 c.; Obligat. 926 c.; Vente 184 c.
— Trib. de la Seine. Contrainte par corps 312 c.
16 Décret. Organisation marit. 296, p. 1695.
— Nancy. Vente publ. d'immeubles 1124 c.
— Nîmes. Success. 87 c., 426 c.
— Paris. Presse-outrage 424-10 c. — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 962-10.
17 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 795.
— Cass. Instr. crim. 2475 c., 2392 c. — Organ. marit. 584 c.
18 Cass. Peine 79 c., 130-10 c.
— Bordeaux. Servitudes 479 c.
— Colmar. Obligations 1735-30 c.; Propriété 311-20 c.; Success. 364 c., 394 c., 571 c.; Tierce-opposit. 26-30 c.
— Cour de la Réunion. Société 162 c., 171-10 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 1186 c.; V. 19 janvier.
19 Cass. Instr. crim. 1751 c.; Presse-outrage 568-20 c. — Presse-outrage 1063-20 c.
— Paris. Office 227 c.
— Cons. d'Etat. Expropriation publ. 243 c., 378 c. — Impôts directs 443-50 c. — Travaux publics 1137, 1297-60. — Trésor publ. 877-20. — Voirie par terre 1454 c.
— Circ. Douanes 393.
21 Caen. Contrat de mar. 3648 c.
— Paris. Industrie 379 c., 373 c. — Responsab. 465 c.; Surendre 86.
22 Décret. Organ. admin. 264.
— Cass. Discipl. 241 c.
— Caen. Faillite 1249-50 c.
— Orléans. Frais et dép. 246 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 421 c., 1196 c.; Obligat. 4763-30 c. — Disposit. entre vifs 2650 c. — Organ. judic. 500 c., 501 c.
23 Cass. Disposit. entre vifs 2745-10 c. — Droits publ. 531-20 c. — Organ. judic. 153-30 c., 154-20 c.
— Angers. Privil. et hypoth. 526 c., 588 c.
— Caen. Presse-outrage 373 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 3871-20 c.; Notaire 375-20 c.
— Rouen. Instr. crim. 129 c., 130-70 c., 822 c.
24 Décret. Peine, p. 537.
— Cass. Faux 503 c. — Témoin 461-20 c.
— Grenoble. Ordre 836 c.
25 Décret. Voirie par eau, p. 733.
— Cass. Faillite 1391-80 c. — Garde nation. 672-90 c. — Ministère publ. 65-70 c.; Organ. judic. 547-30 c.
— Bourges. Privil. et hypoth. 1527-10 c.
— Paris. Théâtre 244 c.
26 Arrêté. Organ. instr. publ. 424.
— Alger. Organ. de l'Algérie 689.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 185. — Organ. milit. 727-40. — Voirie par chemins de fer 314-10. — Voirie par eau 611-30 c.
— Circ. Organ. milit. 182.
28 Loi. Garde nation. mobile 3.
— Cass. Saisie-arrest 197 c.
29 Décret. Octroi, p. 19.
— Cass. Faillite 112 c. — Règl. admin. 147-10 c.
— Arrêté du roi des Belges. Vice rédhibit. 232, 241, 243.
30 Loi. Organ. économ. p. 4292.

Janvier.

- 30 Cass. Contrat de mariage 823 c., 841 c. — Effets de comm. 871 c. — Faillite 1265 c. — Transcrit. hypoth. 737 c., 729-10 c.
— Caen. Presse-outrage 424-10 c., 30 c.
31 Loi. Trait. internat., p. 513.
— Décret. Octroi, p. 19; Peine, p. 537.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 4011 c., 4014 c.
— Nîmes. Presse-outrage 110 c.
— Paris. Contrainte p. corps 342 c.
— Circ. Voirie par terre 49.

Février.

- 1 Décret. Organ. économ. 48 s., p. 1292; Salubrité publique, p. 674.
— Angers. Vente 423 c.
— Rouen. Frais et dépens 987-20 c. — Règl. Faillite 51; Trésor publ. 820, p. 1185.
2 Cass. Minist. publ. 350 c.; Règl. de juges 157 c. — Organ. marit. 981-20 c.
— Douai. Louage d'ouv. 21 c.; Obligat. 329 c., 1056 c., 1843.
— Nancy. Cuite 575 c.; Obligations 4432 c.
— Cons. d'Etat. Eaux 457-90 c. — Organ. de l'Algérie 951. — Voirie par terre 763.
4 Loi. Conflit 16, 195; Dom. privé 31.
— Décret. Dom. de la cour. 102.
— Cass. Disposit. entre vifs 3196 c. — Office 264-30 c. — Servitudes 1167 c.
— Grenoble. Privil. et hypothèques 1035 c.
5 Cass. Contrat de mar. 1176 c. — Disposit. entre vifs 2975-20 c. — Transcrit. hypoth. 718 c., 728 c.
— Paris. Organ. de l'instr. publ. 126-20 c., 30.
— Circ. Douanes 426.
6 Agen. Peine 563 c.
— Bordeaux. Séparation de corps 175 c.
— Riom. Peine 567 c., 575 c.
7 Agen. Vol 122-40 c.
— Bourges. Vol 678 c.
— Douai. Contrat de mar. 2959 c., 2995 c., 2996 c.; Interven. 86-20 c.
— Lyon. Vente 1864 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 4588 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 3921 c., 3922 c., 3923 c., 4100-10 c., 20 c.
— Trib. de la Seine. Parenté 16 c.
8 Cass. Jugement 1079-40 c. — Presse-outrage 337-20 c., 243-20 c., 349 c., 350 c.
9 Cass. Faillite 1487 c.; Instr. crim. 2227-30 c., 2887-30 c. — Jugement 1077-50 c. — Place de guerre 33 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1044.
— Caen. Vente publ. d'immeubles 1412 c.
— Cons. d'Etat. Eaux 457-100 c. — Halles 49. — Travaux publics 867 c., 948 c., 950 c. — Voirie par terre 217-20-30, 393 c., 923-10 c., 925 c., 966, 969 c., 991 c.
10 Décret. Salubrité publ., p. 674.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 279 c.
11 Cass. Frais et dépens 867 c.
— Caen. Contrat de mar. 3158-80 c., 3530 c., 3533 c., 3534 c.
— Grenoble. Notaire 375-30 c.
— Paris. Paternité 620-10 c.
12 Cass. Enreg. 4359 c., 5363 c., 5579 c., 5605 c. — Jugement 980-60 c. — Louage d'ouv. 138 c.; Prise à partie 38 c.
13 Cass. Prescript. civ. 1126 c.
— Caen. Office 242.
— Colmar. Ordre 1088.
14 Décret. Douanes, p. 618.

Février.

- 14 Arrêté. Organ. de l'Algérie 81.
— Cass. Contrainte par corps 625 c.; Règl. de juges 216 c. — Contrainte par corps 678 c. — Instr. crim. 1258-20 c., 18-2 c. — Organ. judic. 655 c.
15 Cass. Faux 343-70. — Instr. crim. 3231 c. — Presse-outrage 424-20 c.
— Bordeaux. Presse-outrage 424-20 c.
— Grenoble. Contrat de mar. 3557 c.; Organ. milit. 403-20 c.
— Trib. de Corbeil. Presse-outrage 434-70 c., 438 c.
16 Cass. Contravent. 498-50 c. — Instr. crim. 3595 c., 3603-10 c.
— Grenoble. Responsab. 514 c.
— Nancy. Séparat. de corps 377 c.
— Paris. Jugem. d'av. dire droit 58-20 c. — Jugem. par défaut 348-20 c. — Société 1501 c.
— Toulouse. Contrainte par corps 91 c.; Jugem. par défaut 466-10 c.
— Cons. d'Etat. Patente 224 c. — Travaux publics 731, 760. — Voirie par eau 376-10 c.
18 Cass. Minorité 303-40 c.
— Amiens. Presse-outrage 350 c.
— Bordeaux. Contrat de mar. 3428-20 c.
— Caen. Contrat de mar. 1176 c.
— Riom. Ordre 674-30 c.
19 Cass. Mines 67 c.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 806 c., 1193 c.
— Caen. Expert. 80-40 c. — Responsabilité 472 c.
— Paris. Société 1510 c. — Vol 512-60 c., 70 c.
20 Cass. Droits polit. 419 c. — Faillite 335 c.; Privil. et hypoth. 1418 c., 2415 c.
— Montpellier. Responsabilité 118-30 c.
— Toulouse. Contrat de mar. 3834 c., 3958 c.
— Circ. Secours publ. 343.
21 Décret. Organ. de l'Algérie 1000, p. 795.
— Cass. Instr. crim. 2939 c.
— Amiens. Vente publ. d'immeubles 1321-20 c.
— Bourges. Ordre 424-30, 980-30 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 1291-20 c. — Vente publ. d'immeubles 1871 c., 1893 c.
22 Décret. Organ. de l'Algérie 1000, p. 796.
— Cass. Organ. colon. 843 c. — Organ. marit. 1025 c.
— Trib. de Saint-Pol. Presse-outrage 193 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 53 c., 204-10 c., 217-30-40 c., 219-10 c., 338, 360-20. — Voirie par eau 219-10, 394-10 c., 398-30 c., 399 c.; Voirie par terre 268 c. — Voirie par terre 2024-10, 2027-70.
23 Ord. Vidanges 43; Vole publ. 5-130.
— Cass. Organ. colon. 202, 275, 356. — Presse-outrage 1528-20 c.
— C. C. belge. Voirie par chemins de fer 634.
— Paris. Vente 787-20 c., 818-20 c., 853 c.
— Trib. de Liège. Mandat 308-50 c.
25 Décret. Trait. internat., p. 543.
— Cons. d'Etat. Travaux publics 2221 c.
26 Cass. Droits polit. 419 c.
— Douai. Louage 323-30 c.
— Metz. Usage 95 c., 472 c., 476 c.
— Poitiers. Usage 139-30 c.
27 Loi. Voirie par chemins de fer, p. 633.
— Décret. Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Théâtre 231 c.
— Cons. d'Etat. Patente 69 c.
28 Décret. Organisat. marit. 111, p. 1695.
— Agen. Médecine 178-20 c.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 91 c.

Février

- 28 Orléans. Dom. de l'Etat 238 c.; Eaux 44 c.; Propriété 565 c.; Voirie par eau 68-10 c.
— Paris. Faillite 1240 c.; Société 952 c.; 1288-20 c.; 1290 c.
— Poitiers. Organism. instr. publ. 236 c.
— Instr. Organ. de l'Algérie 1000.

Mars.

- 1 Décret. Douanes, p. 618; Sel 69 c.; Traité internat., p. 843.
— Cass. Organ. colon. 961-10. — Vol 73-60 c.
— Orléans. Office 173 c.
— Paris. Office 363-40 c.; Société 162 c.; 174-20 c.
2 Cass. Instr. crim. 1885-10 c.; 2494 c.; 2643-40 c.; Qualité 41 c.; Organ. admin. 1030-10 c.; Presse-outrage 492-10 c.
— Bruxelles. Prescript. civile 630-10 c.; Voirie par chemins de fer 184.
— Grenoble. Notaire 65-10 c.
— Paris. Vente 471 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1744.
4 Cass. Droits polit. 553-30 c.
— Nîmes. Vente publ. d'immeubles 735-10 c.
5 Cass. Contrat de mar. 3295 c.; Servitudes 832 c.; 649 c.; 663 c.; Usufruit 768-20 c.; Société 1039 c.
6 Cass. Droits polit. 131-20 c.; 564-20 c.; Enreg. 4639 c.; Privil. et hypoth. 830 c.
— Caen. Responsabilité 159-20 c.; 160-10 c.
— Orléans. Faillite 147 c.; 1845-40 c.; 1347 c.; Vente publ. d'immeubles 1521-30 c.
7 Loi. Enreg. 6074; Industrie 119, p. 677; Organ. économ. 68, p. 1392; Ouvrier 91; Trésor publ. 1247.
— Cass. Instr. crim. 2897 c.
— Montpellier. Obligat. 496-20 c.; Privil. et hypoth. 3380 c.
— Trib. des conflits. Conflit 108 c.; 117 c.; 155 c.; Vente admin. 293-20 c.; Voirie par terre 114 c.
8 Loi. Octroi, p. 19; Trésor publ. 830, p. 1184.
— Cass. Instr. crim. 1438 c.; 3681-40 c.
— Grenoble. Obligations 2453-30 c.; Organ. milit. 401-30 c.
— Toulouse. Ordre 761-30-40, 1050-10 c.
9 Cass. Presse-outrage 1492 c.; 1506-70 c.; 1573-20-30 c.; 1574 c.
— Limoges. Privil. et hypothèques 2624 c.
— Paris. Responsabilité 536 c.; 537 c.; Voirie par chemins de fer 387.
11 Décret. Organ. milit. 65, 66.
12 Cass. Obligat. 1667 c.; 5515 c.; Société 916 c.; 933 c.; 938 c.; Bordeaux. Nom 36-30 c.; Usurpation de costume 117 c.
— Trib. de Nîmes. Notaire 577.
13 Loi. Organ. colon. p. 1115; Trésor publ., p. 1184.
— Cass. Dom. de l'Etat 206 c.; Servitudes 636 c.; 657 c.; Faux 304 c.; Instr. crim. 1324 c.; Loi 348-30 c.; Organ. milit. 909-10 c.; Place de guerre 87-10 c.; Prise à partie 65-30 c.; Responsabilité 289 c.
— Colmar. Servitudes 268 c.; 269 c.; Nancy. Usage 459-20 c.
— Orléans. Vente publ. d'immeubles 614 c.
— Paris. Loi 423-30 c.; 50 c.
— Trib. de Gien. Enreg. 5171-10.
14 Cass. Droit rural 133 c.; Garde nation. 421 c.
— Bordeaux. Mariage 394-40 c.; 130 c.; 898 c.
— Metz. Privil. et hypoth. 1222-20 c.

Mars.

- 14 Montpellier. Success. 925-20 c.; Trib. des conflits. Conflit 99 c.
15 Loi. Etablissement d'épargne 35; Organ. admin. 375-109, 694, 695, 787, 788-40; Organ. colon. 453; Organ. économ. p. 1292; Organ. instr. publ., p. 1368; Organ. milit. 272, p. 1900; Pension, p. 774; Traité internat., p. 543; Trés. publ., p. 1184; Ville de Paris 33 c.
— Cass. Exploit 544-30 c.; Presse-outrage 1551-60 c.; Peine 555-20 c.; Voirie par terre 2371-60 c.
— Agen. Contrat de mariage 523 c.; Disposit. entre vifs 2356 c.
— Bordeaux. Surenchère 336-20 c.
— Caen. Usufruit 144 c.; 527 c.
— Paris. Exceptions 495 c.; 502 c.; Succession 427 c.
— Trib. des conflits. Vente admin. 300-20-30 c.
16 Loi. Traité internat., p. 544.
— Cass. Garde nation. 448-30 c.; 501-30. — Place de guerre 33 c.; 41 c.; Presse-outrage 875-10 c.; 876 c.; 884-10 c.; Règlement. administr. 77 c.; 147-20 c.
— Orléans. Contrat de mar. 8460 c.; Exploit 258 c.; 456-30 c.; 457 c.; Obligat. 2465; Privil. et hypoth. 928 c.
— Paris. Contrat de mariage 1282 c.; Toulouse. Ordre 1131 c.; 1155 c.
— Trib. de la Seine. Société 164-10 c.; Voirie par chemins de fer 868 c.
— Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 355 c.; 352 c.; Organ. admin. 648. — Patente 105-60 c.; 247-10 c.; Trav. publ. 606-60. — Voirie par terre 1220, 1765 c.; 1777-10 c.; 1797 c.
17 Cass. Instr. crim. 2330 c.
18 Cass. Except. 171-60 c.; Obligat. 1923-30 c.; Vente publ. d'immeubles 2201-20 c.
— Paris. Mariage 337 c.; Paternité 648-40 c.; Prêt à intérêts 116, 119 c.; 243 c.; Trésor publ. 1253 c.
19 Décret. Organ. de l'Algérie 440, p. 796; Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Douanes 148 c.; Enreg. 5393 c.; Privil. et hypoth. 617 c.
— Caen. Prescript. civ. 575-40 c.
— Paris. Scellés 184-20 c.; 812 c.
20 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1368.
— Cass. Requête civile 20 c.; Succession 254 c.; Vente 818-10 c.; 819-10 c.; 878 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 689.
— Orléans. Ordre 133 c.; Privil. et hypoth. 2040 c.; Surenchère 421 c.
— Paris. Mariage 730-10 c.
— Rennes. Usufruit 385 c.
21 Cass. Crimes contre les personnes 39 c.
— Bourges. Presse-outrage 624-10 c.; 80 c.; 433 c.
— Grenoble. Success. 831 c.
— Trib. des conflits. Voirie par terre 1134 c.; 2108-50 c.
22 Décret. Traité internat., p. 543.
— Cass. Instr. crim. 1320-50 c.; 3151 c.; Témoin. faux 20-20 c.; 74 c.
— Lyon. Office 149 c.; 173 c.
— Paris. Théâtre 239.
— Toulouse. Vente publ. d'immeubles 1475-10 c.
23 Caen. Vente publ. de marchandises neuves 39 c.; 70 c.; 82 c.; 94 c.
— Douai. Office 248 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 2063 c.; 2111 c.
— Poitiers. Faillite 1334 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1270-30, 1592, 1615-20-30.
24 Bruxelles. Vente publ. d'immeubles 108 c.
25 Cass. Expropriat. publ. 499 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 606-30.

Mars.

- 26 Paris. Organ. judic. 483-20 c.; 484-10 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 421, 423, 444. — Patente 223. — Trés. publ. 583-40.
27 Cass. Jugem. par défaut 18 c.; Success. 1093-20 c.; 1692 c.; 1843 c.
— Avis cons. des mines de Belgique. Mines 325, 328.
29 Cass. Place de guerre 33 c.
— Trib. des conflits. Trav. publ. 1177 c.
30 Cass. Garde nation. 646-20. — Instr. crim. 2693 c.
— Limoges. Presse-outrage 595-10 c.
— Paris. Success. 55 c.
Avril.
2 Décret. Organism. de l'Algérie, p. 796.
— Cass. Except. 546 c.; Ministère publ. 93 c.; Ordre 747 c.; 889 c.; Prescript. civ. 100 c.; Vente publique d'immeubles 1237 c.; 1475-90 c.; 1580 c.; Servitudes 367 c.
3 Cass. Obligat. 4008 c.; Vente publ. d'immeubles 1362 c.
— Trib. des conflits. Conflit 96 c.; 108 c.; Travaux publ. 1177 c.; 1275-10 c.; Conflit 133 c.; Voirie par eau 44 c.; 63 c.; 156-20 c.; 163-10 c.; Eaux 44 c.; Travaux publ. 1177 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 300-40, 301-20.
4 Décret. Prud'hommes, p. 535.
— Cons. d'Etat. Instr. crim. 3070 c.; Jugem. 830-30 c.
5 Loi. Crimes contre l'Etat 6 c.; 9 c.; p. 559; Peine, p. 557.
6 Paris. Privil. et hypoth. 1148-50 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 778 c.; 870-50 c.; Voirie par eau 300-60, 301-20.
8 Arrêté. Prisons 29.
— Cass. Contrat de mar. 2381 c.; 2385 c.; Organ. instr. publ. 231 c.; Prescript. civ. 334 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 4649-10 c.
9 Convent. V. 22 juillet 1851, 10 août 1851.
— Cass. Jugem. 50-80 c.; 182 c.; Notaire 587-50 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 3537 c.
— Rouen. Saisie-arrêt 188 c.
10 Décret. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Expropriat. publ. 437-40 c.; 478-30 c.; Octroi 207-10 c.
— Rouen. Jugem. 673 c.
— Cons. d'Etat. Procès-verbal 62 c.
11 Cass. Instr. crim. 1734-30 c.; Peine 148-30 c.; Organ. milit. 837-60 c.; Témoin 613-10 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 814 c.
12 Décret. Organ. milit., p. 1900.
— Cass. Duel 114. — Vol 130 c.
— Paris. Contrainte par corps 542 c.; 567-50 c.; Surenchère 134 c.
— Trib. de Metz. Success. 2003-20.
13 Décret. Salubrité publ., p. 674.
— Colmar. Vente publ. d'immeubles 1356-30 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 496. — Travaux publ. 793. — Voirie par terre 80-10, 266, 3068, 2117-40.
14 Cons. d'Etat. Travaux publ. 803, 811.
15 Décret. Prud'hommes, p. 535.
— Arrêté. Voirie par chemins de fer 257, 265, 269.
16 Cass. Disposit. entre vifs 946-20 c.; 948 c.; Eaux 563-110 c.; Transcript. hypoth. 693-10 c.
— Amiens. Vente publ. d'immeubles 1331-20 c.
17 Cass. Success. 1150 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 843-20 c.; 1100-80 c.; 1182 c.; 1218-20 c.; 1233 c.
— Rouen. Industrie 246-50 c.

Avril.

- 18 Cass. Contumace 94 c.; 117 c.; Frais et dép. 1043 c.; Faux 407 c.; Jugem. 1078-20 c.; Vente publ. de marchandises neuves 116 c.; 801-20 c.; 50 c.
— Caen. Organ. marit. 438 c.
— Douai. Privilèges et hypoth. 261-30 c.
— Poitiers. Exploit 532-20 c.; Mariage 893-10 c.
19 Cass. Duel 114. — Instr. crim. 2495 c.; 2782 c.; 2883-20 c.; 3046-30 c.; 3111 c.; Presse-outrage 1441-20 c.
— Bordeaux. Jugement par défaut 300-20 c.
— Avis cons. mines de Belgique. Mines 379.
20 Décret. Organism. instr. publ., p. 1368.
— Cass. Crimes contre les personnes 280 c.; Peine 430 c.; Société 1114 c.; 1694 c.
— Rennes. Tierce-opposition 236-20 c.
— Cons. d'Etat. Garde nation. 192 c.; Organ. de l'Algérie 1252-40. — Trésor public 433 c.; 466-20, 519-10.
22 Cass. Droits polit. 537-10 c.; Enreg. 5202 c.
23 Cass. Jugem. p. déf. 153-20 c.; Mines 318 c.; 552 c.; Organ. judic. 320-20 c.; 474 c.
— Douai. Office 223 c.; 278-10 c.
— Orléans. Vente publ. d'immeubles 2201-30 c.; 2202-10 c.
— Riom. Ordre 1076, 1108.
— Trib. de la Seine. Naturalisation 1. — Presse-outrage 441.
24 Cass. Enreg. 4763 c.
— Angers. Contrainte par corps 489 c.
— Paris. Faillite 1330 c.
— Poitiers. Usufruit 393.
— Trib. des conflits. Travaux publ. 1275-170.
25 Cass. Presse-outrage 434-10 c.; Amiens. Travaux publ. 1215 c.; Paris. Presse-outrage 425-10 c.
26 Décret. Postes, p. 15.
— Angers. Voirie 390-10 c.
— Paris. Office 348-20 c.; Saisie-arrêt 73-40 c.; Société 542 c.; 1552 c.; 1553 c.; 1561 c.; Usufruit 179 c.
— Trib. de la Seine. Office 328 c.; Trésor publ. 1272 c.
— Décis. Organ. de l'Algérie 435.
27 Décret. Sapeurs-pompiers 18, p. 700; Théâtre, p. 302.
— Cass. Instr. crim. 1802 c.; 2001-20 c.; 2904-10 c.; Presse-outrage 1576 c.; Voirie 209 c.
— Douai. Privil. et hypoth. 1767-20 c.; 30 c.; Vente publ. d'immeubles 859 c.
— Montpellier. Surenchère 365 c.
— Trib. correctionnel de la Seine. Presse-outrage 325-10 c.; 20 c.
— Cons. d'Etat. Culte 520 c.; Voirie par eau 637-20. — Voirie par terre 923-20, 968.
28 Convent. V. 27 novembre 1850, 31 janvier 1851.
29 Loi. Etablissement d'épargne 41.
— Cass. Disposit. entre vifs 2697-20 c.
— Colmar. Prêt à intérêts 124-50 c.; Société 1667-20 c.
— Trib. des conflits. Travaux publ. 1108 c.
30 Décret. Impôts dir., p. 272.
— Cass. Ordre 1195 c.; Serment 108-10 c.; Vente publ. d'immeubles 1232-50 c.; 1234 c.
— Bordeaux. Surenchère 375 c.; 381 c.; Vente publ. d'immeubles 1739-10 c.
— Riom. Expert. 268-40 c.

Mai.

- 1 Traité. V. 15 mai, 4 juin et 18 novembre 1850.
— Cass. Minorité 669 c.; Prescript. civ. 485-20 c.
— Bordeaux. Contrat de mariage 8598 c.
— Douai. Société 1653 c.

Mai.

- 1 Metz. Surenchère 353 c.
2 Cass. Instr. crim. 1463 c.; Bordeaux. Obligat. 4842-10 c.; 5104.
— Lyon. Office 287-20 c.
— Paris. Contrat de mar. 2122 c.; 2126 c.; Faillite 1005 c.; Société 220 c.
3 Décret. Médecine 200 c.; 205 c.; p. 568; Prud'hommes, p. 533; Traité internat., p. 544.
— Cass. Jugement 1090-50 c.; Postes 84 c.; Servitudes 952-20 c.; Voirie par terre 1088-10 c.
— Dijon. Mines 154 c.; 164 c.
— Toulouse. Presse-outrage 160 c.; 164 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 177 c.; 793 c.; 795-20 c.; 801-10 c.; Voirie par eau 209, 390.
5 Douai. V. 5 mai 1851.
6 Cass. Usage 432-20 c.
— Bruxelles. Voirie par chemins de fer 634-20.
— Caen. Contrainte par corps 479-30 c.; Interdict. 295 c.
— Riom. Disposit. entre vifs 2687-10 c.
7 Cass. Notaire 522-20 c.; Organ. judic. 496 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 4200-20 c.; 4206-40 c.
— Montpellier. Presse-outrage 620 c.; 434-40 c.
— Orléans. Frais et dépens 250 c.; 885-70 c.
8 Cass. Contrainte par corps 43 c.; Jugement 72-40 c.; Responsabilité 130 c.; 121 c.
— Bordeaux. Servitudes 217 c.; 1128-20 c.
— Paris. Obligat. 2676 c.
— Trib. des conflits. Travaux publ. 1275-30 c.
— Règlement. Organism. instr. publ., p. 1368.
9 Cass. Vol 102-20 c.
10 Cass. Instr. crim. 2876 c.; 3219-20 c.; Organ. de l'Algérie 1195. — Revision 4, 5, 6, 7; Témoin. faux 108 c.; Vol 787-30 c.; 939 c.
— Paris. Success. 814 c.; Vente publ. d'immeubles 569 c.; 1250-50 c.
11 Décret. Gendarmerie, p. 499; Télégraphe, p. 37.
— Cass. Industrie 242 c.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 2578 c.; 3412 c.
— Trib. des conflits. Voirie par eau 163-10-20, 373-10.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 569, 696. — Voirie par terre 217-10, 247-30, 934-10 c.; 966; V. 11 mai.
13 Cass. Obligat. 1724 c.
— Douai. Obligat., V. 18 mai 1851.
14 Arrêté. Organism. de l'Algérie 722.
— Cass. Prêt à intérêts 242 c.
— Bourges. Office 164-30 c.
— Limoges. Obligat. 2871-20 c.
— Orléans. Vente publ. d'immeubles 781 c.; 1742 c.
— Circ. Voirie par eau 630.
15 Loi. Huissier 13-60; Ordres civ. et milit. 206; Traité internat., p. 544; Trésor public 678, p. 1181; V. 18 mai.
— Cass. Droits polit. 553-10 c.; Obligat. 4763-10 c.; 5043-119; Privil. et hypoth. 1429 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 1668-40 c.
16 Cass. Instr. crim. 2505-30 c.; Nîmes. Organ. milit. 330-20 c.; Paris. Presse-outrage 325-10 c.; 20 c.; 351 c.; Référé 90.
17 Cass. Organ. milit., p. 344. — Traité internat., p. 544.
— Cass. Jugem. 817-40 c.
— Paris. Industrie 424-10 c.
— Toulouse. Vente 444 c.; 243 c.

Mai.

- 17 Cons. d'Etat. Office 107 c. — Patente 148 c., 413-40 c. — Trésor publ. 323, 877-30. — Voirie par chemins de fer 536. — Voirie par terre 948-10 c., 949 c.; V. 11 mai.
- 18 Loi. Enreg. 3815, 3968, 4093, 4186, 4279, 4345, 4927, 5436; Impôts directs, p. 373; Notaire, p. 597; Organ. colon. 544, 690; Patente, 1, p. 51; Postes, p. 15; Référé 322-30 c.; Transcrit. hypoth. 672 c.; Trésor publ., p. 1184; Vente admin. 9; Voirie par terre 481.
- Cass. Instr. crim. 1416 c., 2220 c.
- Orléans. Jugem. 385 c.; Obligat. 2239 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 3666-30 c., 3667-30 c.; Référé 222-30 c.; Faillite 343-100 c.; Nantiss. 101 c.; Obligations 2428-30 c.; Mandat 226-30 c.; Obligat. 4627 c.
- Poitiers. Instr. crim. 738 c.
- 20 Bastia. Substitut. 174-70 c.
- Poitiers. Instr. crim. 211 c.; Organ. instr. publ. 204 c., 231 c., 500-20 c. — Réglem. admin. 87 c.
- Trib. des conflits. Organ. marit. 763 c.; Voirie par eau 75-20 c. — Trésor public 572-10 c., 575-10 c., 588-30 c. — Voirie par eau 62 c., 156-30 c., 163-10.
- 21 Lyon. Nem 87 c.
- 22 Décret. Organ. économ., p. 1292; Pension, p. 714.
- Aix. Exploit 389-30 c.; Travaux publ. 1032 c., 1045 c.
- Caen. Mariage 394-10-30 c.
- Colmar. Disposit. entre vifs 3480 c.; Jugem. 575-50 c.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 2536 c.
- Trib. des conflits. Organ. marit. 762 c.; Voirie par eau 74-10.
- 23 Décret. Organ. instr. publ., p. 1368.
- Cass. Garde nation. 628-30 c.
- Metz. Presse-outrage 336 c., 339 c., 348-10 c., 342 c., 348 c., 351 c., 352 c.
- 24 Cass. Garde nation. 618-30 c.
- Douai. Success. 2038 c.
- Lyon. Privil. et hypoth. 967, 3360-70 c.
- Poitiers. Usufruit 393 c.
- 25 Cass. Jugem. d'av. dire droit 92-30 c.; Voirie par terre 2401 c., 2405-30 c. — Organ. colon. 73 c. — Presse-outrage 359 c., 596 c.
- Trib. des conflits. Trav. publ. 1128-30 c.
- Cons. d'Etat. Impôts dir. 234-10 c., 237-30 c. — Patente 29 c., 148 c., 223, 244-10 c., 252-10 c., 267-30 c., 306 c.
- 26 Paris. Usufruit 179 c.
- Cons. d'Etat. Patente 806 c.
- 27 Cass. Jugem. 37-20 c., 51-30 c., 279-20 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 1041.
- Paris. Théâtre 211.
- Riom. Contrat de mar. 4005 c.
- C. d'ass. de la Vienne. Instr. crim. 1433 c.
- Avis cons. des ponts-et-chaussées. Trav. publ. 690.
- 28 Décret. Pension, p. 774.
- Agen. Disposit. entre vifs 4630-30 c., 4652-10 c.
- 29 Cass. Except. 334 c., 543 c.; Minist. publ. 93 c. — Obligations 5239-30 c.
- Limoges. Ordre 664-10 c., 717-50, 759, 763-10 c.
- 30 Trib. des conflits. Postes 70-30 c.; Trés. publ. 588-20 c.
- 31 Loi. Droits polit. 71; Serviteurs à gages 7.
- Décret. Pêche fluv., p. 455.
- Cass. Presse-outrage 261 c.
- Trib. de Joigny. Presse-outrage 434-30 c.

Juin.

- 1 Décret. Douanes, p. 618; Grains, p. 542.
- Cass. Réunions publ. 5-30, 7-70.
- Orléans. Frais et dépens 916 c.; Jugem. d'avant dire droit 53-20 c.
- Paris. Ordre 1051-60 c.
- Cons. d'Etat. Cons. d'Etat 76-150 c. — Organ. admin. 423, 988-10 c. — Travaux publ. 888, 894. — Voirie par eau 300-90, 303.
- 3 Décret. Douanes, p. 618.
- Cass. Prêt 205 c., 211 c. — Servitudes 456 c., 472 c.
- Trib. des conflits. Organ. de l'Algérie 1040, 1047. — Voirie par eau 62 c., 67 c., 73 c.
- 4 Décret. Trait. internat., p. 544.
- Cass. Frais et dépens 908 c.; Ordre 48 c., 517-20 c., 696-60 c., 709-10 c.; Privil. et hypoth. 2187-30 c. — Organ. marit. 419-10 c. — Vente publ. d'immeubles 1503 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 881-10-20.
- 5 Loi. Enregistrement 6074; Organ. marit., p. 1695; Organ. milit., p. 1901; Timbre, p. 450; Trésor publ. 1247.
- Cass. Contrat de mar. 4251 c. — Jugem. 485-40 c. — Mariage 893-10 c. — Minorité 644-100 c., 661-40 c., 670 c.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 4578 c.
- Circ. Droits polit. 354 c., 357 c., 358 c., 360 c., 361 c., 379 c., 382-10 c., 383 c., 398 c., 399-10 c., 60 c., 402 c., 425 c., 426-10 c.
- 6 Loi. Réunions publiques 4.
- Décret. Hospices, p. 75; Secours publ., p. 780; Trait. internat., p. 544; Trésor public 930, p. 1184.
- Cass. Instr. crim. 2897 c. — Mariage 670 c. — Presse-outrage 427 c. — Responsab. 514 c.
- Angers. Travaux publ. 1294 c.
- Paris. Ordre 1051-60 c.
- Avis cons. des ponts et chaussées. Travaux publ. 931.
- 7 Cass. Garde nation. 501-30 c. — Médecine 125 c., 128 c. — Notaire 260 c. — Presse-outrage 445 c.
- Bordeaux. Jugem. p. défaut 63 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 1878 c., 1898 c.
- Grenoble. Vol 614 c.
- Montpellier. Honoraires 8 c.
- 8 Loi. Lois codifiées 13; Peine, p. 557.
- Cass. Garde nation. 598-90 c. — Instr. crim. 2331 c.
- Orléans. Office 325 c., 327 c.
- Cons. d'Etat. Jugem. 929-30 a. — Trav. publ. 422-10 c., 498-30, 747.
- Circ. Droits polit. 417 c., 403 c., 406 c., 426 c., 529 c.
- 9 Cons. d'Etat. Travaux publ. 510.
- 10 Cass. Transcrit. hypoth. 693-10, 695 c.
- Paris. Vente 466-30 c.; Vente publ. d'immeubles 1659 c.
- 11 Décret. Organ. de l'Algérie 233, p. 796.
- Poitiers. Ordre 676 c., 683-30 c., 703-30 c., 705-10 c.
- Toulouse. Obligat. 268 c.
- 12 Loi. Monument 8 c.
- Cass. Sucre 45 c.
- Douai. Responsabilité 377 c.
- Riom. Office, V. 12 juillet 1850.
- Trib. des conflits. Organ. de l'Algérie 103.
- Cons. d'Etat. Prises marit. 186-50 c. — Travaux publ. 1174-200 c., 1190-10 c., 1191-60 c.
- 13 Décret. Organ. admin., p. 613; Organ. milit., p. 1901.
- Cass. Instr. crim. 1143 c.; Organ. colon. 609. — Loterie 39 c. — Octroi 308-30 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 1569-30 c.
- 14 Cass. Postes 145 c.

Juin.

- 15 Cass. Instr. crim. 845-20 c.; Peine 194 c. — Instr. crim. 1264 c., 1772-80 c., 3145-10 c. — Instr. crim. 1711 c.; Presse-outrage 1575-30 c.
- Angers. Obligat. 1460-70 c.
- Bourges. Interrogat. sur faits et art. 57 c.
- Paris. Domicile élu 131 c.; Ordre 350-10 c., 743-10 c.; Responsabilité 453-20 c. — Société 166-20 c., 230-20 c.
- Réglem. Conseil d'Etat 22.
- 17 Cass. Eaux 214-80 c. — Transcrit. hypoth. 142 c., 701 c., 703 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 670.
- 18 Loi. Ouvrier 44; Secours publ., p. 780; Trésor publ. 1181 c.
- Cass. Octroi 117-10, 122-40 c., 161 c. — Organ. de l'Algérie 523 c. — Servitudes 204 c., 214-20 c.
- Nîmes. Saisie-arrest 51-70 c., 53 c., 55-10 c.
- Orléans. Presse-outrage 434-20 c., 438 c.
- Instr. Timbre, p. 450.
- 19 Cass. Disposit. entre vifs 940 c. — Instr. par écrit 40-10 c.; Voirie par chemins de fer 302-10 c., 490 c. — Responsabilité 376-30 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 1275-110-130.
- 20 Bordeaux. Travaux publ. 1228 c., 1239 c., 1232 c.
- Lyon. Vol, V. 10 juin 1855.
- Montpellier. Organ. judic. 509 c.
- Nancy. Usage 297-30 c., 399, 400 c.
- 21 Cass. Greffe 31 c. — Instr. crim. 1465 c., 3136-20 c., 3534-30 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 2508-30 c., 2509 c.
- Trib. des conflits. Voirie par eau 49 c., 56, 71 c., 73 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1255-10-20-30-40, 1257.
- 22 Cass. Crimes contre les personnes 165. — Instr. crim. 151-30 c.
- Colmar. Usage 459-30 c.
- Paris. Ordre 448 c.; Privil. et hypoth. 2264 c. — Vente publ. d'immeubles 1470-20 c.
- Trib. de Castelsarrazin. Pulsance paternelle 169.
- Cons. d'Etat. Trésor publ. 494-30 c. — Voirie par terre 264-20 c., 1755, 2339-30.
- 23 Arrêté. Organ. de l'Algérie 393.
- 24 Douai. Vente publ. d'immeubles 1428 c.
- Montpellier. Voirie par chemins de fer 589 c.
- 25 Cass. Organ. de l'Algérie 720 c.
- C. d'ass. de la Seine. Instr. crim. 2125 c.
- 26 Décret. Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Industrie 424-20 c.
- Paris. Presse-outrage 434-30 c. — Référé 185 c.
- Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 469.
- 27 Cass. Garde nat. 618-40 c., 646-20 c. — Instr. crim. 1626-40 c. — Organ. judic. 398 c., 819-30 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 3480-20 c.
- Cons. d'Etat. Presse-outr. 1170.
- 28 Décret. Postes, p. 15.
- Cass. Garde nat. 300 c., 480-60 c.; Sapeurs-pompiers 11. — Instr. crim. 1415 c., 1443 c.
- Angers. Contrat de mar. 1072 c.
- Paris. Presse-outrage 170-20 c., 174 c., 491 c.
- 29 Cass. Garde nat. 281 c., 585 c.
- Limoges. Presse-outrage 1060-10 c.
- Paris. Société 448 c., 449 c., 498 c., 499 c.
- Rouen. Contrat de mar. 4277 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 1034.
- Voirie par terre 1683, 1696.

Juillet.

- 1 Cass. Industrie 291 c. — Obligat. 293-10 c., 1990 c. — Privil. et hypoth. 1695-10 c., 1841-10 c., 30 c., 1852-20 c., 2439-20 c. — Voirie par terre 2096-20 c.
- Angers. Obligations 4770-20 c., 4778-30 c., 4888-10 c., 4892 c.
- Trib. des conflits. Vente admin. 301-20 c.
- 2 Loi. Contravent. 429 c.; Domm. destr. 291; Organ. colon. 128-80.
- Cass. Contrainte par corps 465 c.
- Poitiers. Obligat. 3957-20 c. — Prêt à intérêts 250 c.
- 3 Cass. Contrat de mar. 3410-30 c. — Jugem. d'avant dire droit 52-20 c.; Voirie par terre 1363 c. — Lettre missive 12-20 c., 29 c.; Paternité 616-10 c.; Vérité d'écrit. 70-40 c. — Transcrit. hypoth. 714 c., 715-100.
- Agen. Presse-outrage 424-10 c.
- Lyon. Obligat. 370-40 c.
- Metz. Loi 130-20 c.; Presse-outrage 242 c., 283 c., 286 c., 373 c.; Quest. prejud. 37-10 c.
- Nîmes. Minorité 455 c.; Office 196 c.
- Trib. des conflits. Travaux publ. 1018-30 c., 1022 c., 1191 c., 1194-30 c., 1275-10 c., 20 c., 220 c., 1277 c.
- 4 Cass. Contrainte par corps 678 c., 689 c. — Instr. crim. 2205 c.
- Caen. Normandie 65 c.
- Limoges. Vente publ. d'immeubles 1300 c., 1301 c.
- Trib. de Largentière. Usage 453-10.
- 5 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 796.
- Cass. Garde nation. 122 c., 323-30 c., 30 c. — Instr. crim. 1155 c. — Organ. milit. 923 c. — Presse-outrage 507 c.
- 6 Cass. Presse-outrage 433 c. — Presse-outrage 568-10 c.; Voirie p. terre 2060-30 c.
- Montpellier. Ordre 1263 c., 1267 c.
- Nancy. Référé 163-10 c., 235 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1077, p. 796. — Voirie par chemins de fer 349-10. — Voirie par terre 1479 c., 2060-30 c.
- 8 Loi. Postes, p. 15.
- Décret. Crimes contre les personnes 103; Substances vénéneuses 12, 35.
- Cass. Contrainte par corps 420 c., 477 c. — Mariage 640-30 a. — Tierce-opposit. 181-30 c.
- Trib. de Cognac. Ordre 311 c., 313-10-20 c.
- Trib. comm. de Bordeaux. Voirie par chemins de fer 480.
- 9 Cass. Médecine 191 c.; Prescript. civ. 994 c., 1004 c.
- Caen. Minorité 770-20 c.
- Paris. Obligat. 273 c.
- 10 Loi. Contrat de mar. 375; Douanes, p. 618; Lois codifiées 5; Mariage 371 c., 378 c.; Notaire, p. 597; Organ. colon. 115-40; Organisation économ. 113, p. 1292; Postes, p. 15; Sel, p. 866.
- Décret. Patente 92.
- Cass. Jugem. 980-40 c. — Organ. milit. 421 c.; Société 80 c.
- Agen. Contrat de mar. 3583-30 c., 3585 c.
- Colmar. Jugem. d'av. dire droit 90-50 c.; Responsab. 129-30 c.
- Nîmes. Vente publ. d'immeubles 1538-40 c.
- Paris. Jeu 23 c.; Trésor public 1405-70 c., 1434 c.
- Riom. Servitudes 851-30 c.
- Circ. Patente 14, 25, 32, 66, 68, 82, 119, 132, 139, 180 s., 244-20, 245, 246-50-90, 247-80, 252, 315, 320, 445.
- 11 Loi. Place de guerre, p. 948.
- Cass. Duel 114. — Except. 585 c. — Instr. crim. 2333 c., 2362-80 c., 2368-40 c.
- Agen. Presse-outrage 424-10 c., 427 c., 424-60 c., 438 c.
- Nancy. Usage 81-10.

Juillet.

- 11 Décis. Travaux publ. 957.
- 12 Cass. Organ. de l'Algérie 758 c. — Organ. milit. 923 c.; Place de guerre 30 c., 37-10 c., 41 c. — Vol 699 c.
- Riom. Office 231 c.
- 13 Cass. Eaux 582-30 c. — Procès-verbal 157 c. — Serment 204-40; Voirie par terre 2354 c.
- Angers. Prescript. crim. 95 c.
- Grenoble. Contrat de mar. 3194-30 c.
- Paris. Obligations 2415-100 c. — Vente publ. d'immeubles 1088 c., 1470-10 c.
- Cons. d'Etat. Rentes constit. 9-20 c. — Voirie par chemins de fer 117-20 c., 147.
- 14 Décret. Organ. de l'Algérie 262 c., p. 796.
- Cass. Réunions publiques 7-30.
- 15 Loi. Enreg. 6075; Secours publ., p. 780.
- Caen. Privil. et hypoth. 2700-30, 2713.
- Limoges. Contrat de mar. 3208 c.
- 16 Loi. Organ. admin. 529, 564; Postes, p. 15; Presse-outrage 415; Timbre, p. 450.
- Trib. de la Seine. Presse-outrage 434-50 c.
- Réglem. Conseil d'Etat 22.
- 17 Décret. Trait. internat., p. 544.
- Ord. Secours publ. 465 c.
- Arrêté. Organ. colon. 463.
- Cass. Prescript. civ. 221 c.
- Alger. Travaux publ. 661-10 c.
- Paris. Référé 204 c.
- Trib. des conflits. Travaux publ. 1177-20 c., 1194-40 c. — Trésor publ. 572-10 c.
- Cons. d'Etat. Prises maritimes 186-30.
- Circ. Organ. marit. 106.
- 18 Cass. Instr. crim. 3380-30 c. — Organ. judic. 361-49, 369-40 c. — Presse-outrage 433 c. — Renvoi 126 c., 164 c., 185-10 c.
- 19 Cass. Organ. instr. publ. 231 c. — Paris. Prescript. civ. 158-10 c.
- Cahier des charges. Vente admin. 9.
- 20 Cons. d'Etat. Travaux publ. 977 c.; 989 c., 990.
- 21 Cass. Expropriat. publ. 452, 459-20 c., 30 c., 641-40 c. — Organ. instr. publ. 490-20 c. — Organ. judic. 511-30 c. — Voirie par chemins de fer 472 c.
- Rouen. Contrat de mar. 4292-60 c.
- Trib. de Cahors. Ordre 102-90 c.
- 22 Décret. Lois codifiées 13; Peine, p. 557; Prisons, p. 1006.
- Cass. Servitudes 476-90 c., 477 c., 529 c. — Success. 857-30 c.
- 23 Décret. Salubrité publ., p. 674.
- Cass. Saisie des rentes 16 c.; Vente publ. d'immeubles 76 c.
- Bordeaux. Success. 2000 c.
- Paris. Peine 164-19 c.
- 24 Cass. Faux 407 c.; Instr. crim. 3121-20 c. — Garde nation. 646-30. — Instr. crim. 1418 c. — Presse-outrage 804 c.
- Paris. Contrat de mar. 451 c. — Substitut. 394-30 c.
- Riom. Vente 1779 c.
- 27 Décret. Presse-outrage, p. 415; Timbre, p. 450.
- Cass. Obligat. 1474-30 c. — Organ. milit. 746-30 c., 766-10 c. — Réunions publ. 7-30. — Vol 791 c.
- Paris. Ordre 715-20 c., 749-20 c.; Privil. et hypoth. 2593-30 c. — Success. 1405-20 c.
- Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 186 c.
- 28 Cass. Instr. crim. 1216-20 c. — Circ. Consul 61.
- 29 Loi. Organ. admin. 768 a.; Trésor publ., p. 1184.
- Décret. Douanes, p. 618; Organ. instr. publ. 481, 482, 485; Ville, de Paris 30.
- Cass. Usage 383, 451-30 c.
- Colmar. Obligat. 1773-20 c., 1778 c., 1778-60 c., 1784 c.
- Douai. Société 220 a.

Juillet.

- 21 Circ. Substances vénéneuses 38.
— Recueil. Organ. instr. publ. 150.
151, 152, 157, 194, 497, 349,
p. 1368.
22 Loi. Organ. colon., p. 1118;
Théâtre, p. 302.
— Cass. Droit 1; Notaire 784 c.;
Offre 192 c., 276 c., 314 c. —
Droits publ. 356, 416-50 c. —
Faillite 310-40 c.
— Paris. Success. 839 c., 951 c.
— Trib. des conflits. Trésor publ.
294. — Voirie par eau 62,
63-20.
23 Décret. Monnaie, p. 386; Postes,
p. 15; Presse-outrage, p. 415.
— Cass. Obligat. 1744 c.; Vente
633 c. — Prise à partie 27 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 819,
1208.

Août.

- 1 Cass. Contravention 475. — So-
cours publ. 341 c.
— Lyon. Faillite 261 c.
2 Cass. Tapage nocturne 10 c. —
Voirie par terre 187-20 c.
— Nancy. Travaux publ. 1285-20 c.
— Paris. Référé 102 c.
3 Arrêté. Organ. colon. 736.
— Cass. Instr. crim. 723-10 c. —
Presse-outrage 1079 c., 1363 c.
— Lyon. Obligat. 4521-10 c., 4523-
40 c.
— Paris. Médecine 13 c., 114 c.,
145-20 c. — Renvoi 187 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 557.
— Patente 338-60 c. — Voirie
par terre 892, 1016.
4 Décret. Saintrité publ., p. 674.
5 Loi. Prisons 53 s., p. 1006; So-
cours publ., p. 780.
— Décret. Organ. instr. publ.,
p. 1368.
— Cass. Droits polit. 116-30.
6 Cass. Droits polit. 355 c., 377-
10, 417-210 c. — Succession
395 c.
— Lyon. Société 874-40 c.
— Paris. Obligat. 5453 c. — Res-
ponsab. 656 c.
7 Loi. Impôts indir., p. 631; Mo-
nument 8 c.; Organ. adminis-
tr. 750, 766; Organ. colon.
131, p. 1115; Organ. écon.,
p. 1292; Organ. instr. publ.,
p. 1368; Pêche marit. 10, 30 c.;
Privil. et hypoth. 1083; Prud'-
hommes, p. 534; Trésor publ.,
p. 1185.
— Décret. Organ. instr. publ. 424,
p. 1368.
— Cass. Droits polit. 116-10 c., 530
c. — Presse-outr. 262 c., 506-
10 c.
— Angers. Disposit. entre vifs 1171-
30 c.
— Lyon. Vente publ. d'immeubles
314 c.
— Paris. Référé 99 c.
8 Cass. Organ. milit. 766-30 c., 770
c., 920 c. — Serment 204-50 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs
4354-30 c. — Prêt à intérêts
256 c., 293-10 c., 294-30 c.,
301 c., 313 c., 318 c.
— Colmar. Prescript. civ. 116 c.,
983 c.
— Orléans. Obligat. 1644-20, 1666
c., 1941.
— Paris. Success. 1142 c.
— Rouen. Vente publ. d'immeubles
1225 c.
— Toulouse. Exploit 260-30 c.; Vente
publ. d'immeubles 142-30 c.
9 Cass. Droits polit. 356. — Instr.
crimin. 2895 c. — Loterie 13 c. —
Organ. instr. publ. 231 c. —
Presse-outrage 433 c.
— Colmar. Obligat. 2423-60 c.
— Orléans. Requête civ. 244 c.
— Circ. Voirie par terre 147, 156,
177.
10 Cass. Jugem. d'av. dire droit 92-
90 c.
— Douai. Obligat. 3277 c.; Vente
publ. d'immeubles 2923-40 c.,
2071 c., 2125 c.

Août.

- 10 Limoges. Obligat. 258-20 c.
— Paris. Jugem. 313-10 c.; Privil.
et hypoth. 1150-30 c. — Mont-
de-piété 84 c. — Obligat. 97 c.;
Silence ?; Société 1503-10 c.,
20 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie
434 c., 438, p. 796. — Patente
29-110. — Travaux publ. 696.
— Voirie par terre 2213.
11 Décret. Organ. milit., p. 1901;
Trésor publ. 697, p. 1185.
12 Décret. Sel 69.
— Cass. Droits polit. 116-20 c., 362
c., 377-10, 412-60 c., 416-30 c.,
417-70 c., 525 c., 553-10 c. —
Organ. judic. 484-40 c.
— Douai. Vente 309 c., 1136 c.,
1163-30 c.
— Paris. Exploit 412 c.; Vente 1962-
30 c.
13 Cass. Droits polit. 413 c., 417-
120 c., 553-50. — Propriété
122-40 c., 124-60 c.
— Agen. Requête civile 191 c.
— Cons. d'Etat. Mines 658 c. —
Trav. publ. 572. — Trés. publ.
966. — Voirie par eau 88-30.
14 Cass. Droits polit. 115-50 c., 70
c., 359, 416-90 c., 417-300 c.,
531 c.
— Agen. Jugem. par défaut 295-
20 c.
— Lyon. Vente 160 c., 777 c.
— Nîmes. Louage à colon. part.
3 c., 23 c.
15 Cons. d'Etat. Organ. adminis-
tr. 475-10.
16 Cass. Instr. crim. 2859-140 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 820 c.
— Bordeaux. Prêt à intérêts 231-
50 c.
— Nancy. Jugem. 185-90 c.; Vente
publ. d'immeubles 1439 c.
17 Cass. Crimes contre l'Etat 139 c.
— Poids et mesures 27-40 c. —
Presse-outrage 436-10 c., 1449
c., 1492 c.
— Orléans. Frais et dépens 150 c.
— Paris. Référé 228 c.
18 Cass. Droits polit. 116-30 c.,
40 c., 375-20 c., 379-20 c.,
415-10 c., 472 c., 527-20 c.
— Minorité 301 c. — Organ.
instr. publ. 204 c., 205-20 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 611-10.
— Paris. Mont-de-piété 81 c.
— Pau. Minorité 492 c., 641-30 c.,
731-30 c.; Prescript. civ. 127
c.; Privil. et hypoth. 1038 c.,
1048-10 c., 1052 c., 1055 c.
20 Cass. Droits polit. 380-10, 384,
393 c., 416-80 c., 417-120,
524-30 c., 530-20 c.
— Poitiers. Minorité 673 c.
21 Cass. Droits polit. 115-30, 369 c.,
372 c., 375-10 c., 376 c., 394-
40 c., 414 c., 417-110-220 c.,
523-10. — Transcript. hypoth.
739-20 c. — Vente 193-20 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie
1138-10.
— Bordeaux. Ordre 1031-40 c.,
1049-120 c., 1051-40 c.
22 Cass. Instr. crim. 1661 p. —
Presse-outrage 140 c.
23 Cass. Peine 257-30 c. — Presse-
outrage 1525 c.
— Douai. Obligat. 942-20 c.
— Lyon. Vente publ. d'immeubles
246-10 c., 1363 c.
— Paris. Substitut. 293 c.
24 Cass. Garde nation. 298, 420 c.,
676 c., 686 c. — Jugem. par
défaut 468-30 c. — Poudres
29 c.
— Colmar. Servitudes 315 c., 348
c., 346 c.
25 Convention. V. 29 janvier et 11
mars 1851.
— Cass. Droits polit. 362 c., 366 c.,
408 c., 409-20 c., 412-20 c.,
416-80 c., 417-50 c., 180 c.,
531-30 c. — Transcript. hy-
poth. 693-10 c.
— Bordeaux. Dispositions entre vifs
2492-60 c.
— Paris. Société 1811 c., 1862 c.

Août.

- 27 Cass. Droits polit. 363-10-20 c.,
372 c., 390-30 c., 409-10 c.,
412-10 c., 415-30, 417-100-190
c., 530-20 c. — Success. 117
c., 118 c., 120 c.
— Circ. Organ. instr. publ. 158,
229.
28 Cass. Droits polit. 363-30 c.,
367 c., 368, 372 c., 381 c.,
385-70 c., 394-40 c., 395 c.,
398-10 c., 410 c., 416-80 c.,
418-40 c., 420-10 c., 526 c.,
553-10 c. — Surenchère 308-
20 c.; Vente publ. d'immeubles
1644 c.
— Douai. Vente publ. d'immeubles
1241-20 c., 1246-20 c.
— Nancy. Presse-outrage 825-30 c.
— Paris. Vente publ. d'immeubles
1418 c.
29 Décret. Pension, p. 774.
— Cass. Poids et mesures 189 c.
— Réunions publiques 7-50.
— Serment 108-30.
— Poitiers. Recusation 48-30 c.
30 Cass. Garde nation. 424 c., 606
c. — Presse-outrage 507 c.
— Grenoble. Surenchère 66 c.
— Lyon. Vente publ. d'immeubles
1142 c.
— Trib. de la Seine. Presse-outrage
325-20 c.
31 Décret. Organ. instr. publ.,
p. 1368.
— Cass. Garde nation. 431-100 c. —
Prescript. crim. 190 c.; Pro-
cès-verbal 88 c., 597 c.
— Presse-outrage 219 c., 491 c.
— Montpellier. Obligat. 4960-70 c.
— Orléans. Jugement par défaut
371 c.
— Paris. Poids et mesures 94 c.
— Rouen. Responsabilité 462-30 c.
— Circ. Organ. instr. publ. 239.

Septembre.

- 1 Décret. Organ. adminis-., p. 613;
Prud'hommes, p. 535.
2 Décret. Organ. de l'Algérie 204
s., 214, p. 796.
3 Trib. de la Seine. Trés. publ.
1419-10.
4 Cass. Contravention 176. — Or-
gan. colon. 219. — Quest. pré-
jud. 185-40 c.; Voirie par terre
1429-50 c., 1435, 1451 c. —
Responsabilité 788-20 c.
7 Cass. Culte 820 c. — Presse-ou-
trage 1102 c.
9 Cass. Vol, V. 14 septembre 1850.
12 Cass. Forfait. 87-20-30 c. —
Instr. crim. 3567-30 c.
13 Cass. Instr. crim. 2883-20 c.,
3256-50 c.
— Trib. de comm. de Paris. Théâtre
242.
14 Cass. Instr. crim. 1290-30 c.,
2941 c. — Voirie par terre
2094-10 c., 527-80 c., 530-30 c.,
846 c.
16 Décret. Prud'hommes, p. 535.
19 Décret. Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Faux 137. — Presse-outr.
1532-20 c.
20 Arrêté. Organ. de l'Algérie,
p. 796.
— Cass. Instr. crim. 2941 c., 3005-
30 c.
21 Décret. Organ. marit., p. 1695.
— Cass. Contravent. 290 c., 299 c.,
304 c.; Place de guerre 37-20
c. — Organ. colon. 278 c., 390
c.; Organ. milit. 923 c., 937
c. — Procès-verbal 688-30 c.
— Trib. d'Alger. Organ. de l'Algé-
rie 620.
26 Cass. Peine 434 c.
27 Arrêté. Timbre 3.
— Cass. Organ. colon. 68-10. — Pé-
che marit. 64 c.
— Trib. de Cologne. Voirie par che-
mins de fer 433 c., 456.
28 Cass. Jour férié 27-20 c.; Procès-
verbal 98 c. — Poids et me-
sures 158 c.
30 Décret. Octroi, p. 19; Organ. de
l'Algérie 206 s., p. 796.

Octobre.

- 1 Décret. Organ. instr. publ.,
p. 1368.
2 Cass. Contravent. 126 c.; V. 2
octobre 1851.
3 Cass. Garde nation. 50-40 c. —
Instr. crim. 2859-100 c., 2895-
c. — Organ. milit. 370-20 c.,
373-20 c.
4 Cass. Garde nation. 25 c., 84 c.,
251 c., 508 c. — Instr. crim.
819 c., 931 c., 933-20 c.
5 Cass. Témoin 676 c.
6 Décret. Organ. de l'Algérie 503,
p. 796.
7 Décret. Organ. instr. publ. 139,
181, 185, 212, 218, 228, 491,
p. 1368; Organ. milit., p. 1901.
9 Décret. Douanes, p. 818.
10 Cass. Organ. instr. publ. 206-10 c.
11 Cass. Garde nation. 448-90 c.
— Rennes. Presse-outrage 994-50
c., 1307-30 c.
12 Cass. Contravent. 244 s., 318 c.,
323 c. — Garde nation. 156-
30 c., 572-20 c., 678-100 c. —
Poids et mesures 85 c. — Sa-
labrité publ. 34 c.; Vidanges
48.
16 Décret. Organ. milit. 136, p. 1901.
— Cass. Instr. crim. 1032 c. —
Instr. crim. 2094 c.; Témoin
507-90 c. — Vol 682 c.
17 Cass. Garde nation. 876 c.
18 Arrêté. Organ. de l'Algérie 796.
— Cass. Instr. crim. 1310-10 c.,
1513-10 c., 3537 c. — Presse-
outrage 879 c.
19 Arrêté. Organ. de l'Algérie
361-10.
21 Avis. Trav. publ. 981.
23 Ord. Vidanges 24 c.
26 Poitiers. Presse-outrage 1060-
10 c.
29 Paris. Théâtre 208.
31 Décret. Impôts directs, p. 273;
Postes, p. 15.
- Novembre.**
2 Circ. Médecine 200, 205 c.
4 Cass. Industrie 242 c.; Poids et
mesures 182 c., 183 c.
5 Convention. V. 20 décembre 1850,
10 février 1851.
— Cass. Droits polit. 357 c., 405,
417-150 c. — Organ. judic.
480 c. — Voirie par eau 44 c.,
156-10 c., 164 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 667-30,
991.
— Trib. des conflits. Voirie par terre
2330-50 c., 2360-70 c.
— Décis. Organ. instr. publ. 186 c.
6 Cass. Droits polit. 115-40 c., 357
c., 359 c., 380-20 c., 399-30 c.,
417-190 c., 527-80 c., 530-30 c.,
Notaire 752 c., 784 c.; Office
278-10 c., 40 c., 275 c., 277.
— Circ. Greffe 30; Organ. judic.
801 s.
7 Cass. Contravent. 402 c. — Instr.
crimin. 3371-20 c.; Témoin.
faux 60 c. — Serment 186-20 c.,
194 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs
4250-60 c.
— Trib. des conflits. Voirie par terre
1134.
— Décis. Voirie par terre 607.
8 Cass. Règl. admin. 155-30 c.
— Avis. Travaux publ. 957.
9 Convention. V. 8 février, 14 mars
et 23 juin 1851.
— Cass. Contrainte par corps 693.
— Garde nation. 671-110 c. —
Règl. admin. 149 c.
— Montpellier. Privil. et hypoth.
675-60 c., 2025 c.
— Nîmes. Prescript. civ. 473 c.
— Orléans. Presse-outrage 1582 c.;
V. 19 novembre.
— Cons. d'Etat. Patente 196-30 c.,
410 c.
11 Décret. Postes, p. 15.

Novembre.

- 11 Cass. Droits polit. 116-60 c., 374-
40 c., 375-20 c., 381 c., 381 c.,
385-30 c., 50 c., 389-20 c., 390-
10 c., 398-20 c., 415-30 c., 417-
140 c., 472 c., 521 c.
12 Décret. Télégraphie, p. 37.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 332,
p. 796.
— Cass. Droits polit. 95 c., 121 c.,
374-60 c., 385-40 c., 388 c.,
390-10, 393 c., 396, 412-40 c.,
416-80 c., 553 c. — Ordre 1196 c.
13 Cass. Droits polit. 359, 369 c.,
385-60 c., 391 c., 392, 414 c.,
416-60, 417-130 c., 190 c.
— Circ. Contrat de mar. 276 c.
14 Cass. Hospices 55 c. — Instr.
crimin. 1211-10 c., 40 c., 572 c.
— Poids et mesures 157-10
c. — Procès-verbal 43-30 c.
— Orléans. Minorité 176 c.
15 Cass. Jugem. 1077-40; Vol 74-
50 c.
— Paris. Nantiss. 138 c. — Trav.
publ. 1131-30 c.
— Trib. de la Seine. Théâtre 83.
16 Cass. Faux 155 c.
17 Lyon. Success. 1417 c.
18 Loi. Trait. internat. p. 544.
— Décret. Culte, p. 722.
— Cass. Droits polit. 115-60 c., 262
c., 374-80 c., 375-30 c., 378-
30, 389-10, 415 c., 420-30 c.,
553 c., 555.
— Bourges. Louage à cheptel 76 c.;
Vente 63 c.
— Trib. des conflits. Droits polit.
550-10-30 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 1275-
110.
— Avis. Trav. publ. 982.
19 Cass. Droits polit. 359, 365 c.,
374-10-20-70 c., 378, 381 c.,
389-30 c., 393, 395-80 c.
— Bordeaux. Office 287-30 c., 295 c.
— Lyon. Privil. et hypoth. 2245 c.,
2251 c.
— Orléans. Presse-outrage 254 c.,
406 c., V. 9 novembre.
— Paris. Industrie 338 c.; Instr.
crim. 177 c., 788 c.
20 Décret. Douanes, p. 618.
— Arrêté. Organ. colon. 454.
— Cass. Droits polit. 368-10-20 c.,
374-50 c., 379-30, 397, 417-40,
418-10, 584-30.
— Nîmes. Minorité 576 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 312.
21 Décret. Organisation de l'Algérie,
p. 796.
— Cass. Droits polit. 362 c. — Greff.
195 c. — Instr. crim. 2740-
20 c.
22 Décret. Organ. de l'Algérie,
p. 796.
— Arrêté. Organ. instr. publ. 547 c.
— Cass. Garde nation. 567-30 c.
— Angers. Disposit. entre vifs 3694
c., 2894 c.; Privil. et hypoth.
1091 c.
— Lyon. Société 211 c.; Société
fromagère 6 c.
— Règl. Théâtre, p. 302.
23 Cass. Garde nation. 431-90. — In-
dustrie 195 c. — Obligat. 493
c. — Organ. colon. 49.
— Douai. Servitudes 851-30 c.,
856 c.
— Lyon. Minorité 686 c., 682 c.;
Privilèges et hypoth. 878 c.,
879 c. — Société fromagère
1-60 c.
— Orléans. Disposit. entre vifs 3987-
70 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 766,
1231 c. — Voirie par terre 978,
985, 1023, 1022, 1760.
24 Cass. Organ. instr. publ. 206-30 c.
25 Loi. Mines, p. 638; Travaux pu-
blics, p. 853.
— Décret. Organ. instr. publ.,
p. 1368; Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Droits polit. 366 c., 399-
50 c., 70 c., 401, 526. — Re-
quête civile 33 c., 349 c.
— Nîmes. Tierce-opposition 28 c.
26 Arrêté. Organisation de l'Algérie
355 s.
— Paris. Loi 407 s.

Novembre.

- 26 Trib. comm. de Paris. Théâtre 245.
- 27 Loi. Traité international, p. 584.
- Cass. Droits polit. 366 c. — Propriété féodale 239 c.
- Agen. Dispos. entre vifs 444 c.
- Bourges. Organ. milit. 403-40 c.
- Orléans. Faillite 83 c.
- Poitiers. Obligations 3145-20 c., 5210-20 c., 5305 c.
- 28 Cass. Presse-outrage 142 c., 163 c., 173-30 c.
- Trib. des conflits. Trésor public 572-20-30.
- 29 Loi. Télégraphie, p. 37.
- Cass. Place de guerre 38 c.
- Agen. Presse-outr. 361 c., 504-20 c.
- Paris. Industrie 338 c.; Instr. crim. 177 c., 788 c.
- Décis. Office 205.
- 30 Loi. Travaux publics 291, p. 553.
- Cass. Organist. colon. 248-20 c. — Organist. judic. 369-40 c.; Presse-outrage 838-10 c., 1051 c.
- Trib. des conflits. Travaux publ. 1221 c. — Vente administr. 300-40 c.
- Cons. d'Etat. Organisation de l'Algérie 695. — Organisation maritime 464. — Patente 399-40 c. — Procès-verbal 104 c., 746 c., 749 c. — Vente admin. 307-10 c. — Voirie par terre 266, 2089-20.

Décembre.

- 2 Décret. Prud'hommes, p. 535; Salubrité publique, p. 674.
- Cass. Droits polit. 367 c., 368-20, 407 c., 418-20 c. — Transcript. hypoth. 693-10 c.
- 3 Cass. Dispos. entre vifs 2594-10 c., 2649 c., 2647 c. — Droits polit. 382-20 c., 524-10 c. — Société 891 c.
- Orléans. Peine 512-30 c.; Vagabondage 64 c., 66-40 c.
- Paris. Contrat de mar. 823 c.
- 4 Cass. Droits polit. 521 c., 527-20 c. — Success. 2313 c., 2318-10 c. — Usage 94 c.
- Rennes. Pêche fluviale 155 c., 154 c.
- Riom. Ordre 980-10 c., 985-70.
- 5 Décret. Organ. instr. publ. 208, p. 1368.
- Arrêté. Organist. instr. publ., p. 1368.
- Cass. Instr. crim. 3379, 3380-40.
- Nîmes. Ordre 1189-30 c.
- Paris. Voirie par chemins de fer 416 c., 440 c.
- Cons. d'Etat. Secours publ. 380.
- Règlm. Organist. instr. publ. 318 c.
- 6 Loi. Lois codifiées 5; Organ. colon. 115-50, 944, p. 1115; Paternité 21; Reprise d'inst. 87 c.; Séparat. de corps, p. 900.
- Décret. Secours publics, p. 780.
- Cass. Instr. crim. 2811-40 c.; Jour férié 371-40 c.
- Paris. Servitudes 1021-20 c. — Société 1335-20 c., 30 c., 1336 c.
- Toulouse. Obligation. 3630 c.
- Trib. de la Seine. Trésor public 570 c.
- 7 Loi. Organ. colon. 120, p. 1115.
- Arrêté. Organist. instr. publ. 290 c.
- Cass. Instr. crim. 2075 c. — Presse-outrage 1532-30-40 c.
- Paris. Servitudes 767 c., 833.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 790-20. — Patente 362. — Travaux publics 804-10, 948. — Voirie par terre 217-10, 247-30 c.
- 8 Cass. Presse-outrage 702-20 c.
- 9 Décret. Organist. instr. publ., p. 1368.
- Cass. Droits polit. 377-40 c., 616-40 c., 531-10.
- Agen. Notaire 17 c., 745 c.
- Caen. Vente publ. d'immeubles 1223-20 c.

Décembre.

- 9 Grenoble. Dispositions entre vifs 1567-10 c.; Privil. et hypoth. 927 c.
- Lyon. Obligat. 2395-30 c., 2509 c.; Office 336 c., 338 c.; Privil. et hypoth. 343-20 c.; Société 178-40 c.
- 10 Loi. Mariage 260 c.; Organ. colon. 115-60, p. 1115; Secours publ., p. 780.
- Cass. Droits polit. 357 c., 399-40 c., 412-50 c., 418-50 c., 519-10 c., 524-10.
- Nîmes. Mandat 307 c.; Privil. et hypoth. 1801 c.
- Orléans. Notaire 544 c.
- Paris. Dispos. entre vifs 1653 c.; Intervent. 61 c., 140 c.; Lettre missive 9 c.; Mandat 455 c.; Propriété littéraire 275 c.
- 11 Cass. Recusation 10-100 c.
- Agen. Expert. 104 c.
- Bourges. Propriété féodale 429 c.
- Bruxelles. Voirie par chemins de fer 91-30.
- Lyon. Mariage 285-10 c.
- 12 Arrêté. Trésor public, p. 1188.
- Cass. Instr. crim. 112 c., 1709-10 c., 3262-00 c. — Organ. milit. 933-50 c.
- Colmar. Usage 572.
- Grenoble. Paternité 648-30 c.
- Paris. Faillite 1236-30 c.; Industrie 216-20 c.
- 13 Arrêté. Organ. colon. 461.
- 14 Cass. Organ. colon. 221. — Réunions publ. 7-30.
- Toulouse. Prescript. civ. 1094 c.; Success. 2133 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1523.
- 16 Angers. Peine 328-30 c.
- Caen. Success. 1095 c.
- Douai. Recusation 78 c., 82-20 c., 87 c., 99 c.
- Paris. Théâtre 94 c.
- Riom. Dispositions entre vifs 1050 c.
- Trib. des conflits. Trav. publics 1184 c., 1208 c.
- 17 Cass. Peine 238 c., 242 c.
- 18 Décret. Culte, p. 722; Organ. colon. 90, p. 1115.
- Cass. Société 827 c.
- Bruxelles. Interdiction 19-20.
- 19 Décret. Télégraphie, p. 37.
- Cass. Instr. crim. 1709-130 c. — Témoin 30 c.
- 20 Décret. Organ. instr. publ. 312, 316, 321, 494, 498, p. 1368, 1369.
- Cass. Duel 114. — Instr. crim. 2659-170 c. — Presse-outrage 697-50 c.
- Angers. Privil. et hypoth. 407 c.
- Paris. Obligation. 2562 c.
- Instruction. Timbre 92.
- 21 Cass. Jour férié 17 c., 72 c.
- Trib. des conflits. Trav. publics 1178-10 c., 1275-80 c.; Voirie par terre 298-20 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 518-40. — Voirie par terre 943-10.
- 22 Cass. Droits polit. 378 c. — Jugem. 124-30 c.
- Colmar. Ordre 1033-10 c., 1051-60 c., 1086-10 c., 20 c.
- Trib. des conflits. Travaux publics 1144 c., 1178-20 c.
- 24 Décret. Salubrité publ., p. 674; Serment, p. 8.
- Ord. Voirie publique 5-80.
- Cass. Obligation. 2738-10 c.
- Beauchon. Vente publ. d'immeubles 1149 c., 1156-10 c.
- Circ. Organ. instr. publ. 152, 179, 202, 212, 214, 491; Secours publ. 457.
- 26 Cass. Obligation. 2548 c.; Office 248 c., 261 c., 267 c.
- Toulouse. Hospices 35 c.
- Instruction. V. 20 décembre.
- 27 Décret. Octroi, p. 19; Postes, p. 15.
- Cass. Instr. crim. 2876 c., 3093 c., 3264-30 c.; Peine 108 c.
- Orléans. Intervent. 105 c.
- Trib. de la Seine. Contrainte par corps 312, 367 c.

Décembre.

- 28 Ord. Vidanges 81.
- Arrêté. Organ. colon. 470.
- Cass. Contraint. 258, 269. — Instr. crim. 1680-50 c. — Presse-outrage 1506-80 c., 1507-20 c., 1573-10 c.
- Nancy. Usage 359-70 c.
- Cons. d'Etat. Taxe 9-10 c., 15 c., 24-10 c., 35 c. — Voirie par terre 730-10, 761-30.
- 29 Loi. Usure 17.
- Décret. Organ. instr. publ. 272 c., p. 1369.
- 30 Loi. Traité internat., p. 544.
- Décret. Organ. instr. publ. 238 s., p. 1369.
- Cass. Contrat de mar. 3692 c., 3839 c., 3700 c., 3780 c., 3784 c.; Minist. publ. 21-20 c. — Vente publ. d'immeubles 1641 c., 1642-30 c.
- Colmar. Privil. et hypoth. 1267-70 c., 2153 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 435 c.
- Circ. Greffe 80; Organ. judic. 795, 801 c., 808.
- 31 Décret. Organ. milit., p. 1901.
- Cass. Dispos. entre vifs 3018-20 c., 3037 c.; Success. 111-20 c., 112 c. — Expropriat. publ. 629-60 c., 664.
- Colmar. Obligation. 44 c.
- Nîmes. Dispositions entre vifs 1579 c.
- Trib. de Montpellier. Culte 701-10 c.

1851

Janvier.

- 1 Cass. Presse-outrage 506-20 c.
- 2 Cass. Instr. crim. 1261 c., 1310-30 c.
- Angers. Presse-outrage 180.
- 3 Cass. Jugement 1106-40 c.
- Trib. des conflits. Voirie par chemins de fer 118-20, 493-10 c.
- 4 Cass. Instr. crim. 1747-20 c., 1758 c. — Organisation colon. 222-20, 226, 230. — Organist. milit. 935 c. — Peine 773 c.
- Bordeaux. Scellés 99 c.
- Caen. Vente 426-30 c., 428 c.
- Cons. d'Etat. Organisation de l'Algérie 1252-20. — Organisation maritime 42. — Patente 224. — Travaux publics 461, 518-50. — Voirie par eau 285. — Voirie par terre 405-10 c., 1447 c.
- 5 Décret. Organist. instr. publ., p. 1369.
- 6 Cass. Droits politiques 115-30 c., 373 c.
- Agen. Contrat de mariage 2202 c., 2217 c.
- 7 Cass. Nantissement 66 c., 84-10 c.; Privilèges et hypoth. 842 c. — Ordre 1113-40 c. — Timbre 177 c.
- Montpellier. Interdiction 29-20.
- 8 Cass. Responsabilité 433 c. — Vente 816 c.
- Bordeaux. Contrat de mar. 3167-20 c., 3811 c., 3836 c.
- Grenoble. Dispositions entre vifs 4579-20 c.
- 9 Décret. révoqué. Garde nationale 12.
- Cass. Garde nationale 646-30. — Instr. crim. 1977-10 c. — Instr. crim. 2183-10 c.; Témoin 613-10 c. — Organ. admin. 1030-10 c., 1010 c.
- Limoges. Crimes contre les personnes 114, 115 c., 120-40 c., 20 c., 494 c.
- Paris. Office 327 c.; Privilèges et hypoth. 344 c.
- Décis. Secours publics 82.
- 10 Cass. Organ. colon. 962 c.
- Agen. Obligation. 2931 c.; Prescript. civ. 690; Success. 2284-20 c.
- Bordeaux. Usurpation de costume 2 c.

Janvier.

- 10 Paris. Paternité 365-20 c., 60 c., 377 c. — Privilèges et hypoth. 1873 c.
- Lettre. Organisation milit. 272.
- 11 Loi. Organist. de l'Algérie 463 s., p. 796.
- Cass. Instr. crim. 2515-40 c.; Presse-outrage 795 c., 1185-20 c. — Organist. colon. 232, 237-10, 238, 246, 263-30.
- Bordeaux. Saisie-arrest 52-40 c.
- Paris. Office 280-30 c.
- Cons. d'Etat. Organ. milit. 187. — Patente 346 c., 408 c. — Voirie par eau 55 c., 228-30, 337.
- 12 Paris. Faillite 493 c.
- 13 Cass. Contrat de mar. 3532 c. — Jugement d'av. dire droit 26-130 c.
- Bourges. Prescription civ. 748-10 c.
- 14 Décret. Culte 429 c.
- Cass. Expropriation publ. 544 c. — Presse-outr. 433 c. — Responsab. 136 c. — Vente 848 c.
- Agen. Obligation. 4624-30 c.
- Caen. Rentes foncières 92-20 c.
- 15 Cass. Droits polit. 373 c., 523 c. — Voirie par chemins de fer 498-20 c.
- Trib. de la Seine. Force majeure 8 c. — Responsab. 254-20 c.
- 16 Décret. Organist. instr. publ., p. 1369.
- Cass. Minist. publ. 77 c.
- Lyon. Privil. et hypoth. 170 c., 602-20 c.
- Paris. Voirie par chemins de fer 469.
- 17 Arrêté. Organ. de l'Algérie 137.
- Cass. Instr. crim. 2269 c.
- Presse-outr. 1532-20 c., 1533-30 c., 1534-10 c. — Réunions publ. 7-60.
- Bordeaux. Exceptions 222-30 c.
- Orléans. Dispos. entre vifs 4648-10 c., 4650-40 c., 4651.
- Paris. Contrainte par corps 316. — Success. 416 c., 422 c.
- 18 Arrêté. Organ. colon. 527.
- Cass. Organ. colon. 242, 267-40.
- Nîmes. Organ. judic. 159 c.
- Cons. d'Etat. Eau 499 c. — Organ. de l'Algérie 987. — Patente 253-30 c., 341 c., 352-40 c. — Travaux publics 1091. — Voirie par terre 923-10, 966.
- 20 Décret. Organist. de l'Algérie, p. 796.
- 21 Loi. Contrainte par corps 312.
- Cass. Droits polit. 337 c.
- Bourges. Contrainte par corps 94 c.
- Douai. Minist. publ. 93 c.
- Lyon. Ordre 683-30 c. — Success. 1417 c.
- Montpellier. Loi 302-20 c.
- Cons. d'Etat. Médecine 128 c., 135-20 c.
- Circ. Organ. instr. publ. 279 c.
- 22 Loi. Organ. judic. 731 s., p. 1508; Organ. milit. 226, p. 1901; Secours publics, p. 780.
- Cass. Dispos. entre vifs 3440-20 c. — Droits polit. 411-10 c., 417-10 c., 521 c. — Privil. et hypoth. 2308-20 c. — Timbre 160-50 c.
- Alger. Organisation de l'Algérie 980-30.
- Bourges. Exceptions 476 c.; Responsabilité 414-20 c.
- Lyon. Surenchère 295-20 c.
- Orléans. Jour férié 30 c.; Jugem. par défaut 277-20 c.
- 23 Cass. Instr. crim. 1670 c.; Témoin 168 c.
- Paris. Dispos. entre vifs 3908-10 c.
- 26 Cass. Presse-outrage 167 c., 433 c. — Témoin. Aux 81-50 c.
- Bordeaux. Exceptions 93 c.
- Caen. Rente viagère 143 c.
- Toulouse. Vente publ. d'immeubles 850 c.
- Lettre. Organ. milit. 272.
- 28 Décret. Impôts directs 244 c., 624-80 c.
- Cass. Octroi 135-20 c.
- Trib. de la Seine. Théâtre 121.

Janvier.

- 25 Cons. d'Etat. Impôts directs 619-50 c., 620 c. — Voirie par eau 254. — Voirie par terre 759.
- 27 Cass. Contrat de mar. 3937 c. — Louage d'ouvr. 175 c.; Prescript. civ. 983 c.
- Paris. Dispos. entre vifs 1497 c., 3827 c. — Séparat. de corps 141 c.
- Rennes. Obligation. 4491 c.; Vente admin. 49 c.
- 29 Loi. Traité internat., p. 584.
- Cass. Organ. de l'Algérie 817-30 c. — Presse-outrage 377 c. — Vente 819 10 c., 1040 c.
- Bourges. Organ. judic. 185-30 c.; Recusation 73-10 c., 120 c.; Renvoi 73 c.
- Bruxelles. Privil. et hypoth. 1546-140, 2353-30 c.
- 30 Décret. Organist. instr. publ., p. 1369.
- Cass. Instr. crim. 1582-20 c., 2293 c., 2312-30 c.; Témoin 526-30 c., 666-30 c. — Instr. crim. 2505-30 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 146 c., 596 c.
- 31 Décret. Traité internat., p. 584.
- Cass. Instr. crim. 2890-20 c., 3048-10 c. — Presse-outrage 509 c.
- Paris. Office 248 c. — Référé 90 c.
- Rouen. Instr. crim. 935-30 c.; Obligation. 4770-30 c.
- Décis. Timbre 10, 78.
- Février.
- 1 Cass. Presse-outrage 884-20 c., 926 c.
- Grenoble. Ordre 1409-100.
- Cons. d'Etat. Organ. colon. 632. — Patente 74-10 c., 223 c. — Procès-verbal 739 c.; Voirie par terre 2272 c. — Travaux publics 591, 607, 612 c., 692, 1038. — Trésor publ. 877-40.
- 2 Caen. Contrat de mariage 4001-30 c.
- 3 Décret. Culte, p. 722; Organ. colon. 90 s., 430, p. 1115.
- Cass. Droits polit. 385-10 c., 397 c. — Louage d'ouvr. 161 c. — Obligation. 3896-20 c. — Organ. de l'Algérie 442-10 c., 1077 c. — Organ. judic. 412-10 c.; Paternité 636-10 c., 640-20 c., 40 c. — Trav. publ. 1180 c., 1182-10 c.
- Bourges. Privil. et hypoth. 1766-50 c.; Propriété 458-30 c.; Vente publique d'immeubles 1427 c.
- Grenoble. Vente publ. d'immeubles 1791-20 c.
- Riom. Trav. publ. 1181-30 c.
- 4 Décret. Culte, p. 723; Organ. de l'Algérie, p. 796.
- Cass. Paternité 133-10 c., 149 c.
- Bordeaux. Ordre 635 c., 682-20 c.
- Douai. Séparat. de corps 194-20 c., 199 c.
- Circ. Organ. instr. publ. 186 c., 232 c.
- 5 Décret. Organ. de l'Algérie 1258.
- Cass. Interdiction 29-20; Reprise d'instance 19 c.; Séparat. de corps 386-10 c., 387 c. — Obligation. 3896-10 c.; Privil. et hypoth. 923 c.
- Cons. d'Etat. Louage d'ouvr. 443-20 c.
- 6 Bordeaux. Privil. et hypothèques 1437-20 c.; Surenchère 216 c.
- 7 Loi. Lois codifiées 5; Naturalisation, p. 499; Organ. colon. 115-70; Organ. milit. 214, 217.
- Cass. Médecine 105 c., 178-20 c., 180 c. — Presse-outrage 433 c. — Voirie par eau 658 c.
- Bordeaux. Ordre 672.
- Gand. Séparat. de corps 172 c.
- 8 Loi. Traité internat., p. 544.
- Cass. Presse-outrage 1061 c.
- Lyon. Obligation. 4098 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 2548-20 c., 1995-40 c.

Février.

- 8 Cons. d'Etat. Taxe 17-10 c. — Télégraphie 54 c.
- 10 Décret. Traité internat., p. 544.
- Cass. Droits polit. 378 c., 521 c., 522 c. — Mariage 779 c., 893-20 c., 895-10 c. — Succession 875 c.
- Bourges. Faillite 983 c., 985 c., 986 c., 987 c., 988 c.
- Caen. Privil. et hypoth. 445 c., 451 c., 452 c.
- Douai. Obligat. 3284 c., 3785 c., 3791-30 c.
- 11 Loi. Organ. colon., p. 1115.
- Cass. Vente 1995-10 c., 1997 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 610.
- Besançon. Interdiction 304 c.
- Lyon. Notaire 410 c.
- 12 Cass. Contrat de mariage 4229-10 c.; Organ. judic. 396 c. — Jugement 973-110 c.
- Montpellier. Culte 138-30 c., 692-30 c., 695-10 c., 30 c., 698 c., 701-30 c.
- Paris. Louage 366 c.
- 13 Loi. Organ. marit., p. 1695.
- Décret. Organ. instruct. publ., p. 1369.
- Cass. Témoin. faux 115 c.
- Bordeaux. Obligat. 1292-30 c., 1308 c.
- 14 Cass. Organ. marit. 1055 c.
- Angers. Dispositions entre vifs 352 c.
- 15 Cass. Vente de substances falsifiées 120 c.
- Paris. Société 832 c., 1695-30 c. — Vente 1805.
- Cons. d'Etat. Organ. milit. 828.
- Voirie par terre 1265 c., 1268-20.
- 17 Cass. Expropriat. publ. 478 c., 673 c. — Paternité 649-30 c., 693 c. — Société 188 c.
- 18 Arrêté. Télégraphie 96.
- Cass. Contrat de mariage 3427-10 c., 3455 c. — Dispositions entre vifs 4648-20 c., 4654-40 c.; Success. 2313 c., 2318-20 c. — Obligat. 5107-90 c.; Ordre 350-20 c., 30 c. — Vente publ. d'immeubles 1475-10 c., 1611 c.
- Paris. Culte 481-60 c.; Prescript. civ. 201 c.
- 19 Amiens. Servitudes 24-30 c.
- 20 Cass. Juits 8 c. — Propriété 68-30 c.
- 21 Cass. Organ. judic. 157 c., 159 c. — Vol 836 c.
- Bordeaux. Dispositions entre vifs 2358 c.; Privil. et hypothèques 2339 c. — Surenchère 363 c.
- Paris. Référé 228 c.
- 22 Loi. Industrie, p. 877; Notaire, p. 597; Ouvrier 29 s., 70, 78, 223, 233 s.
- Cass. Presse-outrage 142 c., 173-30 c., 738 c., 782-10 c.
- Bordeaux. Mariage 686-20 c.
- Riom. Surenchère 71-20 c.; Vente publ. d'immeubles 2166 c.
- Trib. de la Seine. Ordre 714-10.
- Cons. d'Etat. Patente 260-10 c. — Trav. publ. 463.
- 23 Cass. Tentative 118-20 c.
- 25 Loi. Télégraphie, p. 37.
- Décret. Organ. de l'Algérie, p. 796.
- Al'ger. Organ. de l'Algérie 672.
- Nîmes. Ordre 614 c., 1105 c.
- 26 Cass. Droits polit. 383 c., 417-40 c., 521 c. — Expropriat. publ. 486 c. — Obligat. 5107-100 c.; Office 332-30 c., 357 c., 363-10 c. — Transcript. hypoth. 693-20 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 609-20.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 1567-10 c.; Transcript. hypoth. 509 c. — Succession 2278 c., 2280 c.
- Nîmes. Contrat de mar. 3444 c.
- Rennes. Jugem. 459-60 c.
- Circ. Secours publ. 444.
- 27 Cass. Tentative 112-40 c.

Février.

- 27 Lyon. Disposit. entre vifs 3605-40 c.
- Trib. des conflits. Voirie par terre 85-20.
- 28 Arrêté. Organ. de l'Algérie 405 s.
- Rouen. Ordre 484.
- Mars.**
- 1 Cass. Contravention 113 c., 143 c. — Presse-outrage 871-50 c. — Vidanges 24 c.
- Douai. Obligat. 3177-40-30 c.
- Paris. Monnaie 76 c.
- Cons. d'Etat. Garde nation. 84 c. — Théâtre 30 c. — Voirie par terre 2311-60.
- 3 Cass. Droits polit. 416-20 c. — Mariage 782-10 c., 861-20 c., 887-20 c., 899-10 c., 905-20 c., 949 c. — Organ. instr. publ. 490-20 c.
- 5 Décret. Mont-de-piété, p. 484.
- Cass. Droits politiques 354 c. — Substit. 90 c.
- Paris. Prescript. crim. 70 c.
- 6 Paris. Industrie 343-40 c. — Vente 473-20 c.
- 7 Cass. Garde nationale 58. — Loi 177-20 c. — Presse-outr. 504-20 c.
- Amiens. Forfaiture 149 c.
- Paris. Contrat de mar. 3543 c. — Prescript. civ. 280 c., 289 c.; Tresor public 1260-10 c., 60 c.
- 8 Cass. Frais et dépens 992-70 c. — Gendarmerie 41-10 c. — Jugem. 1083-120 c.; Presse-outrage 781 c. — Jugem. par défaut 455-30 c.
- Paris. Obligat. 1460-50 c.
- Riom. Perempt. 115 c., 135 c., 197 c., 199 c.
- Cons. d'Etat. Mines 327 c. — Tresor public 557-20. — Voirie par chemins de fer 516. — Voirie par terre 795, 923-10, 968, 1028.
- 9 Règlem. Tresor public 913.
- 10 Décret. Organ. econom., p. 1392.
- Cass. Disposit. entre vifs 4200-10 c., 4202-60 c.
- Rouen. Dispos. entre vifs 405 c.
- 11 Décret. Traité internat., p. 584.
- Cass. Droits polit. 397 c. — Privilèges et hypoth. 2204 c.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 2431 c.; Mariage 813-50 c.; Separat. de corps 15 c.
- Paris. Tresor public 1380-60 c., 1405-50 c., 1409-10 c., 1420-30 c.
- Riom. Responsab. 548 c., 549 c.
- 12 Cass. Pérempt. 128-40 c., 372 c.
- Limoges. Usufruit 398 c.
- 13 Cass. Pêche fluviale 80-20 c. — Serment 180-30.
- Caen. Presse-outrage 463 c.
- Nîmes. Office 333 c.
- 14 Décret. Timbre, p. 450; Traité international, p. 544.
- Cass. Règlem. admin. 132 c.
- 15 Loi. Garde nationale 13.
- Couvent. Traité internat., V. 20 mai, 17 juillet et 19 septembre 1851.
- Cass. Place de guerre 34 c., 40-10 c.
- Bruxelles. Ouvrier 21-10 c., 26 c.
- Rouen. Contrat de mar. 4277 c.
- 16 Décret. Prud'hommes, p. 535.
- 17 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 796; Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Jugem. 1083-120 c.; Presse-outrage 781 c.
- Toulouse. Contrat de mariage 3746 c.
- Trib. de Saint-Étienne. Culte 593 c.
- 18 Loi. Organ. colon. 840.
- Arrêté. Télégraphie 96.
- Cass. Exploit 360 c.; Société 869-30 c., 879-20 c. — Jugem. 237 c., 493 c. — Organ. colon. 183 c.
- 19 Cass. Ordre 123 c.; Privilèges et hypoth. 2040 c.

Mars.

- 19 Alger. Organ. de l'Algérie 596-30, 1148-10.
- 20 Loi. Organ. econom. 9, 13 s., p. 1392.
- Cass. Contravent. 387 c., 397 c., 399 c.; Requisit. 33 c. — Témoin 86-10 c.
- Bordeaux. Presse-outr. 905-30 c., 932-30 c.
- Douai. Privilèges et hypoth. 980 c.; Surenchère 147 c., 186 c.
- Rouen. Success. 330 c.
- 21 Cass. Garde nationale 531 c. — Instr. crim. 2904-20 c.; Vol 599 c. — Organ. milit. 821-20 c., 30 c. — Place de guerre 34 c., 40 c. — Presse-outr. 288 c. — Voirie p. terre 1738-60 c.
- Agen. Obligat. 3996-20 c.; Privil. et hypoth. 923 c.
- 22 Cass. Contravention 39 c.; Peine 159-40 c. — Instr. crim. 2754 c.; Témoin. faux 63 c. — Presse-outrage 1580 c. — Règlement admin. 141 c.
- Caen. Office 373 c.
- Orléans. Jugem. 858 c.; Jugem. p. défaut 491 c.
- Paris. Vente 819-30 c., 820 c.
- Cons. d'Etat. Organ. instr. milit. 727-80 c. — Taxe 1720 c., 40. — Travaux publics 789 c.
- 24 Décret. Ordres civ. et milit. 206; Organ. instr. publ. 249, p. 1369.
- Cass. Surenchère 284 c.
- Bordeaux. Ordre 709-10 c. — Organ. instr. judic. 490-30.
- Montpellier. Ministère public 59-30 c.
- Nîmes. Contrat de mar. 8593 c., 3607 c.
- 25 Loi. Télégraphie, p. 37.
- Cass. Prescript. civ. 342-20 c.
- Paris. Prescript. civ. 448-30 c.; Usage 129-40 c.
- 26 Cass. Substit. 105-20 c.
- Angers. Success. 171-40 c.
- Orléans. Référé 81 c.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 1686 c., 1740-10 c., 1744 c.
- Trib. de la Seine. Transcription hypoth. 734 c.
- 27 Loi. Contravent. 322 c., 401 c.; Falsification, p. 489; Industrie, p. 677; Lois codifiées 13; Organ. colon. 128-90; Vente de substances falsifiées 11 c., 14 s., 19, 25, 30, 83 s., 90 s., p. 1049.
- Décret. Poids et mesures, p. 992; Voirie p. chem. de fer, p. 852.
- Cass. Crimes contre les personnes 29 c. — Garde nationale 142 c., 339-10 c., 372-70 c., 649 c.
- Dijon. Vente 784 c.
- Trib. des conflits. Voirie p. terre 1319.
- 28 Cass. Instr. crim. 3208-80 c. — Presse-outrage 426 c.
- Paris. Tresor public 1409-60 c.
- Rennes. Mandat 857 c.
- 29 Cass. Instr. crim. 1513-10 c.
- Bordeaux. Contrat de mar. 4145-20 c.; Obligat. 969 c.; Privil. et hypoth. 2301 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 434. — Pêche fluviale 67-30 c. — Traitement 222. — Travaux publics 434-60. — Voirie par chemins de fer 194-30.
- Circ. Mariage 362 c.
- 30 Décret. Poudres, p. 85.
- Cass. Garde nationale 359-40 c.
- 31 Décret. Organ. instr. publ., p. 1369.
- Cass. Droits polit. 95 c. — Droits polit. 115-90 c.; Office 402 c. — Jugement 43-20 c.; Nantissem. 241 c., 242 c.; Ordre 1128-70 c. — Servitudes 768 c. — Société 880 c.

Avril.

- 1 Paris. Disposit. entre vifs 1875 c., 1876-30 c.; Success. 1097 c.
- Trib. comm. de Paris. Théâtre 191.

Avril.

- 2 Cass. Droits polit. 115-20 c., 373 c., 377-30 c., 527-40 c. — Jugement 950-150 c. — Success. 2120 c., 2124-10 c.
- Agen. Success. 1920 c.
- Angers. Contrat de mar. 909 c.
- Lyon. Prescript. crim. 100-60 c.
- Orléans. Industrie 247 c., 248-40 c.; Médecine 217 c.; Vente de substances falsifiées 65 c.
- 3 Arrêté. Organ. colon. 72, 717.
- Cass. Presse-outrage 1581 c.
- Amiens. Société 73-10 c.
- Lyon. Tierce-opposit. 199-10 c.; Vente 1283 c.
- Orléans. Obligat. 1514, 1877 c., 1879 c., 1881 c., 1885-40 c., 2032-10 c.
- Rennes. Separat. de corps 137-10 c., 20 c.
- 4 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 796.
- Cass. Presse-outrage 372 c.
- Témoin 370-10 c.; Voirie par terre 1106-40 c., 1172 c. — Voirie par terre 2345 c.
- Lyon. Prescript. crim. 95 c. — Separat. de corps 368-20 c., 387 c.
- Circ. Secours publics 292 c., 307 c.
- 5 Décret. Pension, p. 774.
- Paris. Disposit. entre vifs 2656 c. — Témoin 42-30 c.
- Montpellier. Vente publ. d'immeubles 1481-40 c.
- Cons. d'Etat. Louage d'ouvr. 148-20 c. — Travaux publics 696.
- Tresor public 483. — Voirie par eau 567 c.
- 7 Loi. Place de guerre, p. 944; Voirie par terre 490.
- Décret. Organ. marit., p. 1695.
- Cass. Mandat 408-20 c., 413-40 c. — Notaire 741-30 c., 754 c., 844 c. — Organ. instr. publ. 490-10 c., 30 c.; Organ. judic. 197 c.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 1608 c., 1632 c.
- Trib. des conflits. Tresor public 570 c., 573-10 c.
- 8 Cass. Droits polit. 399-20 c., 400 c. — Faillite 631 c., 919 c.
- Caen. Obligat. 1137 c.
- Orléans. Vente de substances falsifiées 94 c., 101 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 961 c.
- Décl. Organ. instr. publ. 139.
- 9 Loi. Organ. milit., p. 1901.
- Décret. Organ. econom., p. 1292; Pension, p. 774.
- Cass. Droits polit. 399-80 c., 400 c., 412-30 c., 416-40 c., 417-30 c., 418-30 c., 519-30 c., 525 c., 526 c.
- Lyon. Prescript. civ. 269 c.
- Nancy. Presse-outrage 1061 c.
- Rennes. Office 254 c., 266 c.; Société 165-10 c., 176 c.
- 10 Cass. Instr. crim. 2367-10 c., 3569 c.; Vol 478 c. — Organ. colon. 237-80, 256-20, 259. — V. 13 juin 1849.
- Paris. Presse-outrage 2681-20 c., 90 c., 100 c., 270 c.
- Riom. Success. 634 c.
- 11 Cass. Garde nation. 337-40 c. — Instr. crim. 2904-10 c., 3145-20 c. — Poids et mesures 112-30 c. — Presse-outrage 435-20 c. — Réunions publ. 8.
- Trib. de la Seine. Théâtre 121.
- 12 Convention. V. 30 juin et 27 août 1851.
- Bordeaux. Dispositions entre vifs 1118 c., 4604-30 c.; Success. 1073-20 c.; Usufruit 389-10 c., 415-20 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1184-10. — Organ. milit. 82, 158. — Tresor public 473-20, 475-20, 494-50 c.
- 14 Cass. Droits polit. 377-30 c., 527-40 c. — Instr. crim. 3386-30 c.
- Avis. Travaux publics 983.
- 15 Cass. Droits polit. 400 c.
- 16 Cass. Contrat de mar. 2228 c., 2227 c. — Droits polit. 354 c., 416-70 c. — Minist. publ. 349 c.

Avril.

- 16 Cons. d'Etat. Organ. marit. 108 c.; Organ. milit. 190-30 c. — Travaux publics 1100, 1101. — Voirie par chemins de fer 197 c., 209 c., 236 c.
- 17 Cass. Instr. crim. 1303-30, 2149-40 c. — Organ. judic. 442. — Témoin 664-30 c.
- Trib. des conflits. Travaux publics 1155-20.
- Avis du cons. des ponts-et-chaussées. Travaux publics 571.
- 19 Cass. Contravention 355 c. — Organ. de l'Algérie 817-10 c., 821 c.
- 21 Arrêté. Douanes 742.
- 22 Cass. Disposit. entre vifs 3637 c. — Privil. et hypoth. 264-20 c.
- 23 Cass. Droits polit. 394-20 c., 30 c.
- 24 Cass. Instr. crim. 3264-20 c. — Presse-outrage 275-20 c., 277-10 c., 30 c.
- Circ. Organ. instr. publ. 219 c.
- 25 Cass. Minist. publ. 26 c.; Témoin 223-40 c. — Revision 5.
- Décl. Organ. de l'Algérie 701, p. 796.
- 26 Décret. Organ. de l'Algérie 1843 s., p. 796.
- Cass. Instr. crim. 2264 c. — Instr. crim. 3546-10 c.; Témoin. faux 53 c., 58-40 c., 51 c., 61 c. — Ouvrier 267 c.
- Paris. Minorité 163-20.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 651.
- Impôts directs 56 c.; Taxe 12 c. — Patente 336-20 c. — Taxe 36. — Voirie par terre 892, 917, 966, 990.
- 28 Décret. Organ. admin. 614; Prud'hommes, p. 534; Tresor public, p. 1185.
- Cass. Contrat de mar. 3221 c. — Jugem. d'av. dire droit 14-20 c.; Success. 1586 c. — Droits polit. 403 c., 531-40 c., 553-70 c.
- Douai. Obligat. 4935 c.
- Montpellier. Vente publ. d'immeubles 873 c.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 1440-20 c.
- 29 Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 1903 c.
- Pau. Privil. et hypoth. 661 c.
- Circ. Douanes 742.
- 30 Cass. Droits polit. 354 c., 402 c. — Instr. crim. 1709-120 c., 2266 c., 2266 c. — Propriété 299 c.; Terres vaines et vagues 4-20.
- Paris. Voirie par chemins de fer 416 c., 422 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 2904 c.
- Mai.**
- 1 Décret. Obligat., p. 63; Tresor public, p. 1185.
- Alger. Organ. de l'Algérie 674.
- Toulouse. Vente publ. d'immeubles 1243-10 c.
- Cons. d'Etat. Pension 134.
- 2 Cass. Instr. crim. 973-40 c., 974 c., 60 c. — Rébellion 49 c.
- Grenoble. Ordre 1369-10 c.; Vente publ. d'immeubles 1948 c.
- 3 Décret. Tresor public, p. 1185.
- Cass. Instr. crim. 1395-40 c., 1981-40 c.
- Bruxelles. Mines 347.
- Cons. d'Etat. Impôts directs 17-10 c. — Organ. milit. 190-20 c. — Patente 27-10 c., 106-20, 194-20 c. — Taxe 36.
- 5 Cass. Droits polit. 371 c., 380-20 c., 390-20 c. — Organ. judic. 172-50 c. — Prescript. civ. 136 c.; Transcription hypoth. 516 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 20-30 c.
- 6 Loi. Tresor public, p. 1185.
- Cass. Droits polit. 291 c., 291 c. — Instr. crim. 2764. — Separat. de corps 25-60 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 677.
- Bourges. Obligat. 2243 c.
- Riom. Disposit. entre vifs 3638 c.

Mai.

- 7 Cass. Crimes contre les personnes 170-40 c.; Peine 229-10 c. — Instr. crim. 2506-60 c. — Instr. crim. 2458 c.; Témoin 214-50 c. — Prescript. crim. 156 c. — Question préjudic. 14-30 c., 20 c. — Réunions publ. 7-60. — Servitudes 1911-30 c., 40 c. — Société 923 c., 926-30 c.
- Agen. Disposit. entre vifs 198 c., 205-10, 249-40 c., 270-10 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 670 c., 1077 c., 1150.
- Nîmes. Servitudes 478-30 c., 60 c., 481 c., 727 c.
- 8 Cass. Garde nat. 120-40 c. — Organ. milit. 746-20 c.
- Amiens. Contrat de mar. 2534 c.
- Rouen. Jugement 1012-30 c.; Privil. et hypoth. 1416 c. — Obligation. 309 c.
- 9 Cass. Place de guerre 36 c.; Témoin. faux 69 c. — Vol 814-30 c.
- Trib. des conflits. Voirie par eau 653-50 c.
- Avis du Cons. d'Etat. Presse-outrage 112.
- 10 Cass. Organ. instr. publ. 237-10 c. — Peine 170-30 c.; Prêt à intérêts 302-10 c. — Poids et mesures 140 c., 158 c. — Presse-outrage 356 c., 433 c. — Procès-verbal 682-30. — Témoin 258-50 c.
- Paris. Paternité 852-40 c., 636 c., 637 c., 648-60 c., 652-10 c.; Success. 385 c.
- Riom. Disposit. entre vifs 4488-30 c., 4624 c., 4626 c.
- Cons. d'Etat. Jugement 922-30 c., 923-30 c. — Organ. admin. 558-10. — Patente 105-50 c., 415 c. — Taxe 10. — Travaux publics 986 c., 999 c., 1005 c.
- 12 Cass. Postes 33 c.; Responsabilité 656 c., 657 c.
- Paris. Voirie par chemins de fer 553.
- Rennes. Disposit. entre vifs 2554-90 c., 2562 c. — Jugement par défaut 139 c.
- 13 Douai. Obligation. 612-20 c.
- Lyon. Notaire 730 c., 774 c.
- Nîmes. Expropriations 317-30 c.
- Orléans. Obligation. 1899 c.; Vente publique d'immeubles 1858 c., 2143 c.
- 14 Loi. Industrie 137, p. 677; Ouvrier 78.
- Cass. Office 174 c., 177 c. — Organ. judic. 417-20 c.
- Agen. Disposit. entre vifs 1248 c., 4618-10 c.
- Douai. Success. 230 c., 249 c.
- Lyon. Jugem. par défaut 78 c.
- Rennes. Séparat. de corps 144-10 c.
- 15 Cass. Procès-verbal 10-40 c.
- Amiens. Instr. crim. 1147-30 c.
- Paris. Responsabilité 524 c., 693-20 c., 698-30 c., 40 c.; Timbre 187 c.
- 16 Loi. Trésor public 679, p. 1185.
- Angers. Vol 527 c., 529-20 c.
- Gueloupe. Saisie-arrest 427-30 c., 430 c.
- Orléans. Instr. crim. 227-10 c., 3770-20 c.
- Riom. Saisie-arrest 62; Vente 1739-10 c., 1878 c.
- 17 Décret. Industrie, p. 677; Ouvrier 235, 238.
- Cass. Contravention 39 c.; Peine 160-20 c. — Presse-outrage 257 c., 358 c., 367 c., 527-30 c. — Prêt à intérêts 238 c., 296 c., 319 c.
- Amiens. Privil. et hypoth. 2046 c.; Vente publ. d'immeubles 1443 c.
- Cons. d'Etat. Organ. administr. 151 c., 268. — Patente 289 c., 415 c. — Secours publics 185 c. — Travaux publics 191.
- 19 Cass. Exceptions 571 c.; Louage d'ouv. 138-30 c., 146-10 c.; Travaux publics 574 c. — Expropriat. publ. 483 c.
- Montpellier. Culte 98 c.

Mai.

- 18 Paris. Disposit. entre vifs 1497 c., 3827 c.
- 20 Loi. Traité internat., p. 544.
- Convent. V. 17 juin, 17 et 19 juillet 1851.
- Cass. Droit rural 51-40 c.
- Lyon. Vente 837-10 c.
- Paris. Culte 679 c.; Dispositions entre vifs 3480 c.
- Pau. Vente 1037 c.
- 21 Cass. Droits polit. 401 c., 420-30 c. — Jugement 273-90 c. — Servitudes 1251-20 c., 1216 c. — Travaux publics 1039 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 1119 c.; Success. 1122-20 c.
- Paris. Pêche fluviale 96 c. — Responsabilité 348 c.
- Rennes. Organ. marit. 763 c.
- Trib. comm. de la Seine. Contrav. 392 c.
- 22 Cass. Garde nation. 23 c., 342-10 c., 418-40 c., 487-70 c., 551 c., 612 c.
- Angers. Société 796 c.
- Cons. d'Etat. Presse-outr. 113 c.
- 23 Cass. Voirie par eau 520-10 c., 522 c.
- Aix. Disposit. entre vifs 854 c.
- Paris. Propriété littér. 178.
- Trib. des conflits. Trésor public 584-60 c.
- 24 Décret. Organism. de l'Algérie, p. 798.
- Cons. d'Etat. Nom 58-10 c. — Patente 219-40 c. — Taxe 17-20 c. — Voirie par terre 266.
- 26 Cass. Jugement 197-40 c.; Office 174 c. — Office 174 c., 178 c., 178 c., 180 c., 181 c. — Organ. judic. 178-10 c., 30 c.
- Nîmes. Contrat de mariage 3961-40 c.
- 27 Arrêté. Organ. colon. 840.
- Cass. Contrat de mar. 3795 c. — Expropriat. publ. 630-20 c. — Jugement 989-110 c. — Responsabilité 106-40 c.; Voirie p. terre 1392 c., 2170 c., 2177 c.
- Caen. Contrat de mar. 3996.
- Nîmes. Obligation. 4822-30 c., 5026-40 c.; Société 205 c., 256-40 c.
- Orléans. Presse-outrage 297-30 c., 1081-30 c., 1441 c.
- Poitiers. Dispositions entre vifs 823-20 c., 923 c.
- 28 Cass. Droits polit. 386 c., 388 c., 403 c. — Office 230 c. — Saisie-exéc. 90 c., 148 c. — Société 1116 c. — Tapage nocturne 10 c.
- Orléans. Privil. et hypoth. 1841-40 c., 1845 c., 1853-20 c., 1898-40 c.
- Trib. des conflits. Travaux publ. 1275-80 c.
- 30 Loi. Contravention. 313 c.; Organ. admin. 873-50, 443, 830-10; Procès-verb. 763; Roue, p. 488; Voirie p. terre 275, 1160 c., 2272 c.; Voiture, p. 999; Volonté 139.
- Cass. Instr. crim. 2266 c. — Témoin. faux 68-20 c., 69 c. — Vol 545 c.
- Gand. Voirie par chemins de fer 634-10 c.
- Paris. Trésor public 1272 c.
- 31 Loi. Obligation, p. 63; Trésor public, p. 1185.
- Cass. Organ. milit. 370-30 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 2607-50 c.
- Trib. des conflits. Voirie p. eau 64-10, 65-10, 73.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 436-70, 583, 590, 606-10. — Voirie par terre 1049, 1050.

Juin.

- 1 Cass. Obligation, V. 10^{er} juillet 1851.
- 2 Cass. Organ. colon. 489 c. — Privil. et hypoth. 2888 c.
- Caen. Disposit. entre vifs 2747 c. — Privil. et hypoth. 232 c.
- 3 Cass. Droits polit. 528 c., 532 c. — Ordre 1173.
- Caen. Rente viagère 178 c.
- Paris. Nantissement 187 c.

Juin.

- 3 Décis. Traitement 176-120.
- 4 Décret. Organism. instr. publ., p. 1369.
- Cass. Contrat de mar. 3852 c.; Vente 980 c. — Frais et dép. 846 c.
- Rennes. Responsabilité 688 c.
- Circ. Organ. judic. 798, 801 c., 802, 810, 811 c.
- 5 Loi. Greffe, p. 556; Notaire, p. 597.
- Cass. Instr. crim. 2364 c., 3150 c., 3158-40 c. — Presse-outr., 1066 c.
- Liège. Mines 617.
- Poitiers. Obligation. 1713-30 c.
- Toulouse. Obligation. 3983 c.; Saisie-arrest 336-70 c., 362-30 c.
- 6 Ord. Vole publ. 6-30.
- Cass. Procès-verbal 682-30 c., 771-20 c. — Réunions publiques 7-40.
- Bordeaux. Témoin 63 c.
- 7 Grenoble. Obligation. 268 c.
- Paris. Peine 79 c., 180-20 c., 197 c. — Trésor public 628 c., 1167 c., 1216 c.
- Cons. d'Etat. Gendarme 41-20 c.; Procès-verbal 283 c., 287 c. — Taxe 25-10 c., 30 c. — Voirie p. terre 1823.
- 8 Cass. Témoin 181-50 c., 199-10 c., 30 c.
- 10 Agen. Disposit. entre vifs 1346-10 c.
- Bordeaux. Ordre 723-30 c., 1051-60 c.
- Bourges. Obligation. 1480-60 c.
- Poitiers. Disposit. entre vifs 1569 c., 2455 c.; Succession 2005 c.
- Règlement. Voirie par eau 296.
- 11 Cass. Réunions publ. 7-10.
- Bourges. Obligations 4099-20 c., 4157-30 c., 4175-50 c., 4406 c., 5011 c.
- 12 Cass. Instr. crim. 2837-60 c., 3039 c., 3120-30 c.
- Orléans. Office 360 c.
- 13 Loi. Garde nation. 13; Sapeurs-pompier 2, 3.
- Décret. Organ. admin. 375-10.
- Cass. Garde nation. 448-20 c. — Jugem. p. défaut 484-20 c.
- Paris. Garde du comm. 12-30 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. eau 1116.
- Delib. Timbre 184 c.
- 14 Loi. Organ. admin., p. 616.
- Décret. Organ. colon. 986; Secours publics, p. 780.
- Cass. Forfait. 149 c.; Organ. milit. 333 c.
- Cons. d'Etat. Jugem. 922-40 c.; Patente 362 c. — Organ. colon. 313. — Organ. marit. 342, 351. — Patente 79-10 c. — Taxe 20. — Travaux publics 928, 935. — Voirie p. eau 71, 72, 111 c. — Voirie p. terre 261 c., 2343 c.
- 15 Caen. Contrat de mar. 4249 c.
- 16 Loi. Organ. de l'Algérie, p. 797.
- Cass. Droits polit. 399-20. — Société 1544 c.
- Avis cons. des ponts-et-chaussées. Organ. marit. 780.
- 17 Loi. Traité internat., p. 544.
- Paris. Propriété 366-20 c.
- Circ. Voirie par terre 147, 154.
- Décis. Timbre 92.
- 18 Loi. Gendarme, p. 499.
- Cass. Droits polit. 377-20 c., 411-20 c. — Instr. crim. 958-20 c., 959 c. — Paternité 613 c. — Presse-outrage 989 c. — Réunions publ. 7-60. — Servitudes 345 c., 1118-20 c. — Usage 139-30 c.
- Agen. Contrat de mar. 1961 c., 2615-10 c., 3646 c.
- Paris. Louage 366 c.
- Instr. Timbre 104 c.
- 19 Loi. Organ. admin. 223, 363, p. 614; Villes de France 1.
- Cass. Garde nat. 501-10 c. — Instr. crim. 1235 c.; Presse-outrage 1575-30 c. — Instr. crim. 2646-30 c. — Organ. milit. 362-30 c., 364-20 c. — Peine 357-80 c. — Procès-verbal 166. — Voirie par terre 1184 c.

Juin.

- 19 Angers. Minorité 515-10 c.; Success. 1592 c.
- Lyon. Industrie 292 c.
- 20 Cass. Contumace 115 c. — Instr. crim. 3525-40 c.; Presse-outrage 1147 c. — Organ. milit. 766-20 c., 966-20 c. — Procès-verbal 197, 652 c.
- 21 Cons. d'Etat. Jugement 922-30 c. — Organ. instr. publ. 500-10 c. — Secours publics 374-30. — Voirie par terre 334.
- 22 Décret. Traité internat., p. 544.
- Cass. Intervent. 137 c. — Organ. de l'Algérie 611-30 c. — Success. 1197-10 c. — Vente 819-40 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 179-50 c., 180-60 c., 1778 c.
- Nancy. Minorité 416-20 c. — Obligation. 613-30 c.
- Nîmes. Minorité 651 c.
- 24 Loi. Mont-de-piété, p. 404.
- Cass. Exceptions 160-80 c. — Usage 397-10 c., 20 c., 299 c., 400 c., 421 c.
- Orléans. Voirie par chemins de fer 577 c.
- Paris. Saisie-arrest 138 c., 139 c.
- 25 Cass. Presse-outrage 254 c.
- Nîmes. Contrat de mar. 3436 c.
- Orléans. Ordre 325 c., 951-40 c., 963-60 c.
- Rennes. Tierce-opposit. 39 c.
- 26 Cass. Instr. crim. 2941 c. — Organ. colon. 264. — Presse-outrage 687-30 c. — Voirie par terre 2287-20 c.
- Lyon. Prêt à intérêts 24 c. — Société 925-30 c.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 1926 c.
- Rennes. Organ. judic. 526 c., 527 c.
- 27 Cass. Presse-outrage 887-10 c.
- 28 Cass. Taxe de denrées 2 c. — Voirie par chemins de fer 299-20 c., 337 c., 611-20 c.
- Bordeaux. Saisie-arrest 368 c.
- Paris. Mandat 113-30 c. — Mariage 818-10 c.
- Cons. d'Etat. Taxe 9-10 c., 24-10 c., 25-30 c. — Trésor public 519-10.
- 30 Loi. Etablissement d'épargne 44; Propriété littéraire 65 c.; Traité internat., p. 544.
- Cass. Règlement. de juges 97 c.; Tierce-opposit. 43-20 c.; Vente publ. d'immeubles 1455 c.
- Paris. Success. 293 c.

Juillet.

- 1 Cass. Droits polit. 416-50 c. — Except. 569 c., 570 c.; Obligation. 951 c., 2636-70 c. — Propriété 453 c. — Vente publ. d'immeubles 86 c. — Vétérin. 9 c.
- Amiens. Intervention 72-10 c., 20 c.
- Orléans. Vol 824 c., 879 c.
- 2 Cass. Contrat de mar. 4255 c. — Droits polit. 285-20 c., 287 c., 420-30 c. — Obligation. 642-30 c. — Responsabilité 788 c.
- Douai. Responsabilité 438-30 c., 442 c.
- Trib. des conflits. Travaux publ. 1178-30 c.
- 3 Cass. Instr. crim. 1784 c.; Témoin. faux 65 c. — Presse-outr. 435-10 c. — Vol 642 c.
- Bordeaux. Ordre 825-40.
- Rennes. Usufruit 415-30 c.
- Trib. de Beaune. Servitudes 660 c.
- 4 Cass. Presse-outr. 1534-30 c. — Procès-verbal 163 c.
- 5 Cass. Presse-outr. 1253-40 c.
- Paris. Poids et mesures 96 c. — Vente publ. d'immeubles 1835-30 c., 1862 c.
- Riom. Office 96 c. — Ordre 743-10 c. — Responsab. 453-10 c., 444 c.
- Cons. d'Etat. Organ. instr. publ. 477. — Patente 35 c. — Travaux publics 530-20 c. — Voirie p. eau 146 c., 147 c., 372, 345.

Juillet.

- 6 Circ. Organ. marit. 886.
- 7 Cass. Contrat de mar. 3617 c., 3782 c.; Vente 1578 c. — Droits polit. 369 c., 373 c., 374-30 c. — Obligation. 1949 c., 2894-20 c.
- Caen. Ordre 697-30 c. — Ordre 952-20 c.; Privilèges et hypoth. 913 c.
- Nîmes. Ordre 1268-20; Privilèges et hypoth. 2304 c.
- Rennes. Success. 394 c.
- Décis. Timbre 54.
- 8 Loi. Postes, p. 15.
- Cass. Prêt à intérêts 234-30 c., 239 c. — Servitudes 24-30 c.
- 9 Cass. Droits polit. 417-90 c. — Obligation. 658 c., 1738-40 c.; Success. 258-10 c. — Prescript. civ. 344-30 c. — Substit. 189-20 c., 310 c. — Voirie par eau 553 c., 635 c.
- Rennes. Jugem. p. déf. 71-30 c.
- 10 Loi. Place de guerre, p. 946.
- Cass. Instr. crim. 2506-40 c. — Serment 177-10 c.
- 11 Loi. Organisation colon. 406 c., p. 1115.
- Cass. Pêche marit. 61 c. — Presse-outrage 268-10 c., 110 c. — Quest. préjudic. 97-70 c., 80 c. — Vol 547-10, 548.
- Paris. Succession 412 c., 421 c., 422 c. — Trésor public 1873 c.
- 12 Décret. Organism. de l'Algérie, p. 797.
- Cass. Industrie 339 c. — Instr. crim. 1047, 1711-20 c., 30 c.
- Rouen. Société 1650 c.
- Toulouse. Office 318-10 c., 319 c.
- Cons. d'Etat. Responsabilité 654-10 c., 20 c., 655 c.; Trésor public 569-80 c., 590-10 c. — Travaux publics 618, 665.
- 13 Loi. Sucre 9.
- 14 Cass. Droits polit. 403 c. — Obligation. 4442 c.; Ordre 763 c., 763-10 c., 20 c.
- Bourges. Obligation. 4204 c.
- Paris. Dispositions entre vifs 2919 c.
- 15 Cass. Voirie par terre 122 c. — Voiture 222 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 676.
- Angers. Prescript. crim. 100-50 c.; Voirie par chemins de fer 638 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 2414-40 c., 50 c. — Organ. instr. publ. 233-50 c.
- 16 Angers. Prescript. civ. 843-90 c.
- Bordeaux. Prescript. civ. 369-20 c.
- Bruxelles. Disposit. entre vifs 3895 c.
- Caen. Obligation. 2029 c.
- Paris. Trésor public 1282 c., 1386-60 c., 1390-30 c., 1405-60, 1419-40 c.
- 17 Décret. Sel 69; Traité internat., p. 544.
- Cass. Voirie p. terre 1878-20 c., — Vol 814-30 c., 828-20 c.
- 18 Cass. Presse-outrage 702-20 c., 864-80 c. — Traité internat. 321-20 c.
- Bordeaux. Instr. crim. 720 c.
- Bourges. Poids et mesures 95-30 c., 40 c.; Responsab. 515 c.
- 19 Décret. Traité internat., p. 544.
- Cass. Garde nation. 384-80 c., 438 c., 801-10 c. — Presse-outrage 1546-30 c.; Prêt à intérêts 319 c. — Procès-verbal 168 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 2217-10 c.
- 21 Cass. Disposit. entre vifs 2523 c.
- Bordeaux. Obligation. 4624-30 c.; Preuve 69 c.
- 22 Loi. Organ. marit. 620; Pêche marit. 10, 30 c.; Traité intern., p. 534.
- Cass. Obligations 4763-10 c. — Vente 2015-10 c., 2028-10 c., 2035 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 686.
- Poitiers. Mandat 161-30 c.
- 23 Bourges. Dispositions entre vifs 3424-30 c.
- Lyon. Obligation. 1322

Juillet.

- 23 Cass. Contrat de mar. 3731-30 c., 3737 c. Jugem. 168-130 c. Obligat. 4730 c., 4806-90 c., 4826 c.; Success. 959 c. — Obligat. 4783-10 c.
- Circ. Travaux publics 418 a., 430, 442, 443, 503, 515.
- 24 Cass. Instr. crim. 3090 c. — Organ. colon. 229 c.
- Colmar. Obligations 2738-10 c., 3171 c.; Privilèges et hypoth. 1148-50 c.
- Trib. des conflits. Travaux publ. 1177 c., 1178-40 c., 1194-80 c. — Voirie p. terre 381 c., 447-30 c.
- 25 Cass. Vente de substances falsifiées 116 c.
- 26 Décret. Impôts directs 176-20 c. — Cass. Organ. marit. 790-30 c. — Presse-outrage 277-20 c., 362 c., 363 c., 429-60 c.
- Paris. Nantissement 120 c., 143-10 c.
- Cons. d'Etat. Octroi 283-40, 284, 285, 286-20, 337-10. — Organ. marit. 331; Travaux publics 383. — Taxe 17-10 c., 25-20 c. — Travaux publics 600 c. — Voirie par eau 72, 374. — Voirie par terre 266, 783-30-40, 815, 859-10, 967, 969.
- 28 Loi. Trésor public, p. 1185.
- Cass. Jugement 163-240 c.; Servitudes 795-20 c.
- Paris. Responsabilité 368 c.
- Rennes. Office 327; Privil. et hypoth. 344.
- Avis. Secours publics 305.
- 29 Cass. Droits polit. 520 c., 523-20 c., 531-30 c., 553-60 c. — Frais et dépens 1091 c. — Obligat. 791-10 c. — Ordre 1119-40 c. — Organ. judic. 736 c.
- Caen. Usage 141 c.
- Trib. des conflits. Voirie par terre 1560 c., 1561.
- 30 Loi. Théâtre, p. 302.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 359.
- Cass. Société 1335-20 c., 30 c., 1336 c., 1337-20 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 638-10-20, 670, 1208-20.
- Bourges. Travaux publics 1253-20 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 824-30 c., 853 c., 4143 c.
- 31 Loi. Sacre 10.
- Décret. Organ. instr. publ. 249; Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Société 1323 c.
- Bordeaux. Poids et mesures 95-10 c.
- Paris. Médecine 186 c.
- Riom. Privil. et hypoth. 1265-10 c.
- Avis. Secours publics 305.

Août.

- 1 Cass. Instr. crim. 453 c., 1663 c.; Responsabilité 476 c. — Instr. crim. 2376-20 c., 2417 c., 2768 c., 3378-30 c.
- Rennes. Vente publ. d'immeubles 587 c., 641 c., 858 c., 1528 c.
- Toulouse. Termes sacramentels 4 c.
- 2 Cass. Contravention 178 c. — Eau 475-130 c. — Médecine 22-30 c. — Peine 103-40 c.
- Caen. Contrat de mar. 3989-60 c., 4003 c., 4029 c.
- Paris. Trésor public 1272 c.
- Cons. d'Etat. Louage d'ouv. 146 c.; Travaux publics 574. — Organ. de l'Algérie 1077. — Organ. milit. 177. — Patente 127 c., 191 c., 307-30 c. — Voirie par chemins de fer 144-20 c. — Voirie par eau 285. — Voirie par terre 1268-30, 1270-40.
- 3 Angers. Dispositions entre vifs 8831 c.
- Lyon. Paternité 616-20 c., 827-20 c.
- 4 Loi. Organ. de l'Algérie 552 s., p. 798; Ville de Paris 70, p. 147.

Août.

- 4 Cass. Disposit. entre vifs 3184 c. — Surenchère 284 c. — Travaux publics 1037-20 c. — Vente publ. d'immeubles 1230 c.
- 5 Loi. Salubrité publ. p. 674.
- Cass. Presse-outrage 254 c.
- Orléans. Organ. judic. 483-30 c., 500 c. — Responsabilité 482-10 c.
- Paris. Rentes foncières 43-20 c.; Usage 546 c.
- 6 Cass. Droits polit. 370 c., 371 c. — Organ. judic. 490-20 c.
- Colmar. Privil. et hypoth. 1767-40 c.
- Douai. Obligat. 4973-30 c.
- Nîmes. Obligat. 266 c., 980-20 c., 4475 c.
- 7 Loi. Hospices, p. 78; Organ. admin. 3060; Privil. et hypoth. 1226; Trésor public, p. 1185.
- Cass. Instr. crim. 1011-70 c.; Société 72-10 c. — Presse-outrage 527-20 c.
- Montpellier. Péréemption 32 c., 252 c.
- Paris. Référé 175.
- Rouen. Jugement 711-70.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 1093 c., 1094 c. — Voirie par chemins de fer 194-20 c., 246 c., 247, 250 c., 251 c. — Voirie par terre 1735.
- 11 Cass. Organ. judic. 502 c. — Servitudes 368 c.
- Bordeaux. Mariage 861-20 c., 919 c.
- 12 Décret. Impôts directs 53 c.
- Cass. Disposit. entre vifs 2694-40 c.; Obligat. 3079-30 c. — Disposit. entre vifs 3448-10 c. — Servitudes 583 c. — Trésor public 1282-20 c., 30 c., 40 c.
- Agen. Requête civile 33 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 833-40.
- Paris. Séparation de corps 144-10 c.
- Trib. de Libourne. Privil. et hypoth. 1527-50 c.
- Circ. Organ. économ. 12, 15, 16, 17, 18, 20.
- 13 Cass. Disposit. entre vifs 3448-10 c., 3680 c., 3681 c., 3682 c., 3737 c. — Droits polit. 564-40 c. — Exploit 75-30 c.
- Paris. Mariage 370 c., 452 c., 521 c., 552 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 828. — Organ. milit. 623-30. — Taxe 9-30, 12 c., 15, 29, 30. — Travaux publics 830 c., 894, 1179-10 c. — Voirie par terre 253, 787-20.
- 14 Cass. Instr. crim. 3330 c. — Organ. milit. 933-40 c.
- Bordeaux. Trésor public 1262-30 c.
- Paris. Servitudes 762 c., 906-10 c. — Vente publ. d'immeubles 1442 c.
- 15 Décret. Organ. marit. 115, 518, 540 s., 652 s., p. 1695.
- 16 Cass. Instr. crim. 151 c. — Obligat. 4892 c. — Presse-outrage 156-10 c., 491-10 c.
- Montpellier. Ordre 830-20.
- Paris. Success. 742-20 c.
- Décis. Office 205.
- 18 Décret. Organ. milit., p. 1901.
- Cass. Expropriation publ. 447-70 c. — Prêt à intérêts 296 c.
- Paris. Obligat. 5011 c., 8042 c.; Prescription civile 288 c. — Société 1159-30 c.
- 19 Alger. Organisation de l'Algérie 666-10.
- Nîmes. Privil. et hypoth. 2451.
- Paris. Privil. et hypoth. 871-20 c. — Société 252 c., 307 c.
- Poitiers. Vente publ. d'immeubles 1588-30 c.

Août.

- 19 Riom. Contrat de mariage 3191 c., 3196-20 c.
- 20 Décret. Poche marit. 30 c.
- Bourges. Vente publ. d'immeubles 678 c., 787 c., 1143 c., 1343 c.
- 21 Cass. Instr. crim. 1709-120 c., 3515-10 c. — Peine 354-10 c. — Presse-outrage 193 c.
- Lyon. Industrie 371 c.
- Rennes. Obligat. 2996-10 c., 4823 c.; Privil. et hypoth. 923 c.
- 22 Décret. Organ. marit., p. 1695.
- Cass. Organ. marit. 572 c., 581-10. — Presse-outrage 1511 c.
- 23 Décret. Travaux publics, p. 853.
- Cass. Instr. crim. 7017-70 c.; Jugement par défaut 447 c.; Jugement 1108-70 c.; Prescript. crim. 70 c. — Juifs 8-50 c.
- Paris. Mariage 817 c.; Théâtre 180 c.
- 25 Cass. Expropriat. publ. 846 c.
- Douai. Privil. et hypoth. 865 c.
- Pau. Obligat. 1882-20 c.
- Trib. de Châtelleraut. Disposit. entre vifs 1347 c.
- Cons. d'Etat. Patente 79-10 c.
- 26 Cass. Contrat de mariage 3427-30 c., 3435 c. — Droits polit. 364 c., 373 c.
- 27 Décret. Traité internat., p. 544.
- Cass. Expropriation publ. 542 c., 639-10 c.
- Rennes. Séparat. de corps 174 c.
- Trib. de Sedan. Privil. et hypoth. 2038, 2449-20 c., 2450-10 c.
- 28 Décret. Postes, p. 15.
- Cass. Instr. crim. 3124-30 c. — Instr. crim. 3721-50 c.
- Organ. judic. 691 c. — Octroi 296-10 c. — Procès-verbal 89 c., 577-30 c.
- Paris. Ordre 453 c., 960-100 c.
- 29 Cass. Mines 802 c., 885 c., 97 c., 99 c., 100 c., 101 c.
- 30 Cass. Presse-outrage 792-40 c., 911 c. — Terres vaines et vagues 1-20 c., 30 c.
- Cons. d'Etat. Taxe 28.
- Circ. Etablissement d'épargne 44 c., 115 c., 119 s., 124.
- Décis. Office 295.

Septembre.

- 1 Décret. Garde nation. 14, 218; Sucre 10.
- Angers. Jugem. par défaut 89-20 c. — Référé 167 c.
- 2 C. d'ass. de Niort. Instr. crim. 3604 c.
- 3 Décret. Garde nation. 14; Organ. de l'Algérie 512; Organ. économ. 48 s., 53 s., p. 1292; Traité internat., p. 584.
- 4 Décret. Villes de France 1 c.
- Cass. Instr. crim. 750, 1663 c., 3158-40 c., 3516-20 c. — Organ. milit. 838 c.
- 5 Décret. Garde nation. 14, 206, 230; Organ. de l'Algérie 431 s., p. 798.
- 6 Décret. Organ. économ. 33, p. 1293.
- Cass. Instr. crim. 1980-40 c. — Presse-outrage 431 c., 491 c. — Témoin 648 c.
- Circ. Secours publ. 230 c., 251 s., 270 s.
- 8 Décret. Garde nation. 14, 206.
- Trib. d'Orange. Séparat. de corps 343.
- 9 Delib. Timbre 106.
- 11 Cass. Contravention 131 c. — Contumace 15 c., 94 c.; Instr. crim. 1709-120 c. — Crimes contre les personnes 67 c.; Instr. crim. 2846 c., 2976 c. — Instr. crim. 1663 c., 1709-120 c., 2876 c. — Témoin. faux 41 c.
- 12 Décret. Prud'hommes, p. 531, 535.
- 13 Cass. Réunions publ. 7-40. — Vol 798-30 c.

Septembre.

- 14 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 798; Vente de substances falsifiées, p. 1050.
- 16 Circ. Organ. marit. 188.
- 17 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 798.
- 18 Cass. Crimes contre les personnes 115 c. — Instr. crim. 2891 c. — Organ. milit. 944 c.
- 19 Décret. Postes, p. 15; Traité internat., p. 544.
- Cass. Serment 201-10.
- 20 Arrêté. Organ. milit. 139.
- Cass. Garde nation? 644-40 c., 648 c.; Industrie 249 c.; Poids et mesures 147-40 c.; Règlement administr. 105-20 c.
- 25 Cass. Instr. crim. 1673 c.
- 26 Décret. Sel 69 c.
- Cass. Organ. instr. publ. 237-20 c. — Renvoi 130-20 c., 122 c., 164 c. — Voirie par terre 2016-10 c., 2067-20 c., 2073 c.
- 27 Cass. Garde nation. 931 c., 241 c. — Presse-outrage 802 c. — Voirie par terre 1915-50 c., 60 c.
- Arrêté du garde des sceaux. Garde nation. 14-60, 219.
- 30 Bordeaux. Jugement par défaut 83 c.
- Paris. Théâtre 315.

Octobre.

- 1 Décret. Organ. marit., p. 1695.
- 2 Cass. Contravention 326 c., 304 c.; V. 2 octobre 1850. — Garde nationale 278 c. — Serment 204-40.
- 3 Décret. Organ. administr. 264; Organ. milit., p. 1901.
- Cass. Contravention 139 c.; Voirie par terre 1915-50 c. — Contravention 186, 340 c. — Garde nation. 644-10 c., 615 c. — Instr. crim. 3377-20 c.; Organ. judic. 819-20 c., 330 c.
- 6 Cass. Contravention 243 c., 467 c., 502-40 c., 60 c. — Instr. crim. 76 c. — Serment 207-20. — Vol 513-10 c.
- 5 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 798.
- 6 Décret. Garde nation. 13.
- Ord. No e publ. 6-10 c.
- Justice de paix d'Orange. Frais et dépens 959 c.; Prescription civ. 1023-30 c.
- Avis cons. des ponts et chaussées. Voirie par chemins de fer 281.
- Décis. Organ. de l'Algérie 412.
- 7 Alger. Organ. de l'Algérie 539.
- 9 Cass. Crimes contre l'Etat 87-40 c. — Instr. crim. 2795, 3143-70 c.
- 10 Cass. Presse-outrage 964-20 c. — Circ. Garde Nation. 478.
- 11 Cass. Garde nation. 501-110 c., 552-10 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 2316 c.
- 12 Instr. Garde nation. 206.
- 13 Décret. Organ. marit. 119-40; Travaux publ., p. 853.
- 14 Décret. Organ. de l'Algérie 556, p. 798.
- Cass. Contravention 144 c. — Garde nation. 501-10 c. — Instr. crim. 2790-40 c.; Témoin 601-30 c.
- 15 Cass. Garde nation. 592-20 c. — Instr. crim. 3286-40 c. — Servitudes 933-40 c. — Vol 798-10 c.
- 17 Décret. Organ. instr. publ. 570, p. 1669.
- 19 Décret. Organ. marit. 106, 250, 379, p. 1695; Traitement 19, 40, 150 s.
- 20 Convention. V. 16 janvier 1852.
- Alger. Organ. de l'Algérie 532, 615, 962-30.
- 22 Décret. Prud'hommes, p. 535.
- 24 Décret. Gendarmerie, p. 499; Télégraphie, p. 37.
- 27 Alger. Organ. de l'Algérie 673.

Novembre.

- 1 Convention. V. 15 février et 16 mars 1852.
- 2 Convention V. 22 janvier 1852.
- 5 Décret. Greffe, p. 556; Notaire, p. 597.
- Rennes. Récusation 178 c.
- 7 Nîmes. Presse-outrage 621-20 c., 30 c.
- 8 Cass. Industrie 225-20 c.
- Amiens. Notaire 76 c.
- Trib. des conflits. Octroi 326 c., 327 c. — Travaux publ. 1271-30 c.
- 9 Bourges. Vol. V. 9 novembre 1851.
- Riom. Presse-outrage 749-10 c.
- 10 Cass. Prêt à intérêts 221-10 c., 60 c., 230 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 1139-10.
- Règlement. Trés. publ. 746.
- 11 Décret. Organ. marit., p. 1695.
- Cass. Garde nationale 130-10 c. — Jugement 939-60 c.; Minuterie 633 c.; Obligations 2636-60 c.; Prêt à intérêts 102 c., 160 c., 177 c.
- Orléans. Poids et mesures 163 c.
- 12 Décret. Gendarmerie, p. 499; Organ. colon., p. 1115.
- 13 Cass. Culte 75 c.
- 14 Cass. Témoin 370-10.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 821 c.
- 15 Douai. Société 100 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1475-10-20 c., 1487-10 c., 1552-10. — Organ. instr. publ. 482 c. — Organ. marit. 842. — Voirie p. terre 334.
- 17 Cass. Crimes contre l'Etat 108-30 c.; Organ. milit. 937 c.; Peine 616 c.; Place de guerre 35-20 c., 38 c. — Privil. et hypoth. 440 c., 689-60 c. — Transcrit. hypoth. 734 c.
- Alger. Organisation de l'Algérie 672.
- 18 Cass. Disposit. entre vifs 520 c.; Except. 251 c.; Nullité 20 c.; Ordre public 8-120; Organ. judic. 133-30 c.; Transcrit. hypoth. 679 c. — Papier-monnaie 15 c.
- Nîmes. Obligat. 4007-20 c., 4086-10 c.
- Trib. de la Seine. Propriété littéraire 432.
- 19 Décret. Postes, p. 15.
- Cass. Organ. de l'Algérie 440 c. — Success. 1681 c. — Transaction 131-40 c.
- Nîmes. Voirie par chemins de fer 463 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 1278-80 c., 150 c.
- 20 Cass. Garde nationale 323-10 c. — Jugement 790-10 c. — Postes 75-30 c., 132 c. — Serment 207-30 c.
- Paris. Success. 2161 c.
- 21 Cass. Procès-verbal 211 c., 410-20 c.
- Caen. Usage 218 c.; Varché 1.
- 22 Cass. Contravention 131 c. — Matières d'or et d'arg. 149 c.
- Amiens. Instr. crim. 921 c.
- Lyon. Référé 222-20 c.
- Paris. Jugement 403 c. — Voirie par chemins de fer 553.
- Trib. des conflits. Organ. marit. 763 c. — Travaux publ. 123-170 c., 1276-10 c. — Voirie par eau 75-80, 76.
- Cons. d'Etat. Voirie par chemins de fer 349-40. — Voirie p. terre 801.
- 23 Limoges. Presse-outrage 749 c., 1483-40 c.
- 24 Cass. Disposit. entre vifs 4250-30 c.
- Limoges. Notaire 630 c.
- 25 Cass. Usage 206-30 c.
- 26 Décret. Secours publics, p. 792.
- Rennes. Privil. et hypoth. 1250.
- 27 Cass. Organ. colon. 295, 730, 776.
- Grenoble. Disposit. entre vifs 432-40 c.

Novembre.

- 28 Décret. Organ. colon., p. 1115.
— Convent. V. 15 et 19 février 1852.
— Cass. Vol 64-20 c.
— Trib. de Châteaudun. Transcrit. hypoth. 696 c.
29 Cass. Instr. crim. 2546-20 c., 2753-20 c.; Temoign. faux 68-20 c., 69 c.; Procès-verbal 189-80 c., 172 c. — Question prejud. 114-20 c.
— Nancy. Servitudes 1231 c.
— Cons. d'Etat. Obligat. 5208 c. — Organ. milit. 639. — Patente 341 c. — Taxe 17-10 c. — Trav. publics 894, 895, 900, 902. — Voirie p. terre 2215-20, 2285.
30 Paris. Référé 98 c.

Décembre.

- 1 Décret. Gendarme, p. 499; Organ. colon., p. 1115.
— Cass. Contrat de mar. 3437-20 c., 3431 c., 3435 c. — Disposit. entre vifs 209 c.; Obligations 3094 c. — Servitudes 753 c., 781-90 c.
2 Décret. Souveraineté, p. 842.
— Cass. Expropriat. publ. 629-30 c., 654 c. — Jugem. p. défaut 159-40 c. — Transcrit. hypoth. 693-10 c.
— Agen. Obligat. 2478 c.
3 Décret. Souveraineté, p. 842.
— Cass. Presse-outrage 135 c. — Success. 1628-30 c.; Vente 1739-30 c.
— Caen. Disposit. entre vifs 3988 c., 3989 c. — Sarenchère 348 c.
4 Décret. Souveraineté, p. 842.
— Bordeaux. Obligat. 1234 c.; Vente 190 c.
— Caen. Ordre 696-70.
5 Décret. Organ. milit., p. 1901.
6 Décret. Culte, p. 722.
— Cass. Jour férié 17 c., 72 c., 75 c.
— Orléans. Usage 95 c., 524 c., 543 c.
8 Décret. Peine, p. 557; Tranquillité publ. 20 c.
— Cass. Jugem. 404-40 c.; Organ. judic. 393 c. — Vente publique d'immeubles 515-20 c., 1250-50 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 1636 c., 1637 c., 1639 c.
9 Cass. Obligat. 4855 c. — Société 178-40 c.
— Trib. du Mans. Travaux publics 670 c., 674 c.
10 Décret. Organ. économ., p. 1292; Trésor public, p. 1185.
— Cass. Disposit. entre vifs 373 c. — Minorité 730 c. — Saisie-arrest 267 c.; Tierce-opposit. 203-60 c.
— Caen. Propriété 74 c.
— Paris. Louage 612 c., 743-40 c.
11 Décret. Impôts indirects, p. 609; Souveraineté, p. 842; Trésor public, p. 1185.
— Cass. Instr. crim. 2522-30 c. — Poids et mesures 141 c. — Procès-verbal 171-10 c., 240-40 c. — Témoin 136-80 c., 215 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 2745-10 c.
— Paris. Prêt à intérêts 265-20 c.
12 Décret. Organisation de l'Algérie 529, p. 798.
— Cass. Instr. crim. 141-30 c. — Serment 166 c.
— Cons. d'Etat. Impôts directs 53; Taxe 21 c. — Organ. admin. 926, 1016-20 c. — Patente 79-10 c. — Taxe 9-10 c., 31 c., 38, 41. — Travaux publ. 313, 1054. — Voirie p. chemins de fer 141 c. — Voirie p. terre 334.
13 Décret. Souveraineté, p. 842.
— Cass. Obligat. 5168 c. — Presse-outrage 135 c.
— Bourges. Jugem. p. défaut 72 c. — Responsab. 473 c.
— Décis. Timbre 13.

Décembre.

- 14 Décret. Pension, p. 774.
— Ord. Voie publ. 5-80.
— Rapport. Secours publ., p. 780.
15 Décret. Organ. admin., p. 615; Saubrité publ., p. 674; Souveraineté, p. 842; Ville de Paris 35.
— Cass. Office 353 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 1593 c.; Vente publ. d'immeubles 1221-30 c.
— Douai. Success. 2017 c.
16 Décret. Gendarme, p. 499; Organ. économ. 26; Organ. milit. 69; Souveraineté, p. 842.
— Cass. Organ. de l'Algérie 1139-20 c. — Organ. colon. 721 c., 932 c.; Success. 1678-20 c., 1766 c., 1771 c. — Organ. judic. 490-30 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 611-20.
— Circ. Etablissement d'épargne 134, 137 c.
17 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 798.
— Cass. Frais et dépens 684-70 c. — Jugem. 14-70 c., 855-30 c. — Vente administr. 809-30 c., 331-80 c.
— Agen. Vente 522-20 c.
— Montpellier. Privil. et hypoth. 5625-30 c.
18 Cass. Réunions publ. 8.
— Liège. Interdict. 256-90.
— Trib. de Vannes. Timbre 171 c.
19 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 798; Organ. instr. publ., p. 1369; Pension, p. 774.
— Cass. Instr. crim. 1531 c.
— Bruxelles. Interrog. sur faits et art. 8 c., 60-20; Jugem. 548-50 c.
— Paris. Vol 320 c., 325 c., 328 c., 544 c.
20 Décret. Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Pêche fluviale 111. — Viandages 83 c.
— Caen. Organ. milit. 403-20 c.
21 Décret. Sucre 11.
— Orléans. Voirie par chemins de fer 611-20 c.
22 Décret. Gendarme, p. 499; Organ. colon. 406, p. 1115.
— Bordeaux. Servitudes 1156 c.
— Orléans. Voirie par chemins de fer 335-30 c., 40 c.
— Paris. Louage 600 c.
23 Décret. Organ. admin. 698, p. 614; Organ. économ., p. 1292; Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Servitudes 508 c.
— Agen. Presse-outrage 1201 c., 1222 c., 1239 c.
— Pau. Disposit. entre vifs 232 c. — Instr. Organ. de l'Algérie 1000.
24 Décret. Nîmes, p. 638; Trésor public, p. 1185.
— Cass. Expropriat. publ. 479 c., 483 c., 498 c.
— Bruxelles. Interdict. 292-40-50.
25 Décret. Organ. milit., p. 1901.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 798.
— Cass. Instr. crim. 1531 c. — Serment 193 c.
27 Décret. Impôts indir., p. 428; Télégraphie, p. 37; Trésor public 124; Ville de Paris, p. 147.
— Cass. Rébellion 17 c. — Servitudes 953 c.
— Paris. Dispositions entre vifs 1394 c.
29 Décret. Industrie 181; Organ. milit. 1901; Pêche marit. 10; Vidanges 46 c.
— Cass. Jugem. 1003-130 c.
— Poitiers. Instr. crim. 851 c.; Jour férié 28 c.
30 Décret. Organ. admin. 614; Organ. instr. publ. 573 c.; Propriété littér. 65 c.; Trés. publ., p. 1185.

Décembre.

- 30 Cass. Prescript. civ. 109 c. — Presse-outrage 1199-30 c. — Vente publ. d'immeubles 507-30 c.
— Décis. Timbre 55, 154.
31 Décret. Instr. crim., p. 341; Organ. milit., p. 1901; Presse, p. 415; Souveraineté, p. 842; Déclaration. Souveraineté, p. 842; Cass. Organ. de l'Algérie 999.
— Amiens. Privil. et hypoth. 2699-70 c.
1852
Janvier.
2 Agen. Vente publ. d'immeubles 1237 c.
3 Décret. Gendarme, p. 499; Haras 15; Lavoir 1; Monnaie, p. 386; Organ. instr. crim., p. 1292; Organ. milit., p. 1901; Secours publ., p. 380.
— Cass. Organ. colon. 209-20, 224-20, 233, 236-10, 241-10, 297. — Organ. milit. 837-50 c., 839 c. — Voiture 119 c.
— Paris. Contrat de mariage 4272 c., 4279-10 c. — Jugement 397-20 c. — Jugem. par défaut 335-40 c.
— Riom. Obligat. 3259 c.
5 Cass. Responsabilité 485 c., 466-30 c.
— Paris. Mariage 556-30 c., 562-30 c.
— Décis. Organ. de l'Algérie 537, p. 799.
6 Cass. Jugem. 53-50 c.
7 Décret. Organ. admin. 614; Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Octroi 124 c. — Paternité 555-80 c., 90 c. — Responsabilité 226 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 824-30 c., 854 c.
— Bordeaux. Minorité 771 c.
— Lyon. Propriété littér. 178, 445 c.
— Orléans. Notaire 496-20 c., 503 c., 506 c., 515-50 c.
8 Nancy. Mandat 357 c.
9 Loi. Organ. de l'Algérie 913 s.; Organ. marit. 784 s., 776, p. 1695.
— Décret. Organ. milit., p. 1901; Pêche marit. 39 c.
— Cass. Poids et mesures 98 c., 151 c., 156 c.; Trés. publ. 1031 c. — Voirie par chemins de fer 585 c., 647 c.
— Dijon. Voirie par terre 1553 c.
10 Arrêté. Tr. publ. 378 c.
— Cass. Organ. judic. 320 c., 331 c., 332 c. — Organ. milit. 761-10 c.; Tentative 54 c. — Presse-outr. 1549-30 c.
— Paris. Référé 147-10 c. — Séparat. de corps 37 c., 46 c.
11 Décret. Garde nation. 15; Organ. admin. 375-10, 406-220; Sapeurs-pompier 2.
12 Cass. Instr. crim. 227-30 c., 3770-10 c. — Société 1294 c., 1319 c. — Success. 1063.
— Paris. Responsabilité 554-30 c.; Voirie par chemins de fer 455 c.
13 Cass. Obligat. 840 c., 1460-70 c. — Paris. Presse-outrage 1399 c.
14 Constitution. Grâce 11; Liberté individuelle, p. 19; Loi 22, 122; Organ. admin. 614; Organ. colon. 59, p. 1115; Organ. judic. 258 s., p. 1508; Organ. instr. milit., p. 1901; Place de guerre, p. 946; Serment, p. 8; Souveraineté, p. 842; Traité internat., p. 544; Traitement 48, 52; Trésor public 244, p. 1185.
— Décret. Mines 257 c.
— Cass. Jugem. 18-50 c.
— Bordeaux. Mariage 594-10 c.
— Circ. Garde nation. 16-50-60, 24 c.

Janvier.

- 15 Décret. Cour des comptes 11 c., p. 512; Organ. marit. 567; Organ. milit., p. 1901; Prisons, p. 1006; Secours publ. p. 780.
— Arrêté. Prisons 29.
— Cass. Peine 555-20 c.
— Amiens. Prescript. crim. 70 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 1322-20 c., 1323-20 c.
16 Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traité internat., p. 544.
— Cass. Instr. crim. 1041 c., 1256-20 c., 1261 c., 1413 c.
17 Décret. Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Place de guerre 35-10 c. — Rouen. Contrat de mar. 3603 c.
18 Lyon. Obligat. 3664 c.
19 Décret. Salubrité publ., p. 674.
— Cass. Expropriation publ. 479 c., 487-30 c., 490-40 c., 630-30 c. — Obligat. 2744 c. — Usage 150-10 c., 203 c.
— Paris. Industrie 368-30 c.
— Pau. Obligat. 5159 c.
20 Décret. Gendarme, p. 499; Impôts indir., p. 609; Organ. colon., p. 1115; Sucre 11.
— Cass. Responsabilité 365 c. — Substitut. 110-60 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 833-70 c.
— Douai. Référé 163-20 c.
— Nîmes. Ordre 716-60, 899-30.
21 Cass. Success. 595 c. — Vente admin. 307-10 c.
— Paris. Jugement 711-70 c. — Société 1310 c.
22 Décret. Organ. admin. 116, 136, p. 614; Ordres civils et milit. 113, 207, 247, 250; Organ. colon. 721, p. 1115; Organ. instr. publ., p. 1369; Traité internat., p. 544; Travaux publics 225 c.
— Cass. Jugement 826 c., 831-20 c. — Peine 285-20 c., 447-20 c.
— Caen. Voiture 434 c.
— Nîmes. Peine 152-40 c.
23 Cass. Place de guerre 37-20. — Poids et mesures 141 c.
24 Décret. Noblesse 37 c.; Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Contravention 120 c.; Règlement admin. 159 c.
— Amiens. Voirie par chemins de fer 321 c., 335-10 c.
25 Décret. Eaux minérales et thermales 15; Organ. instr. adm., p. 614; Ordres civils et milit. 307 c.
26 Cass. Privil. et hypoth. 551-40 c.
— Angers. Médecine 154 c.
— Nîmes. Jugement 943-30 c.; Jugement par défaut 71-30 c.
— Trib. de Rouen. Vente publ. de récoltes 17 c.
27 Décret. Propriété littéraire 65 c.
— Cass. Trésor public 1390-20 c., 1405-50 c., 1409-40 c., 70 c. — Vente 472-20 c.
28 Décret. Organ. admin. 170; Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Vente 1219 c.
29 Décret. Wattingues 17, p. 1358.
— Cologne. Voirie par chemins de fer 456.
30 Décret. Liberté individ., p. 19; Octroi 34, 57, p. 19; Organ. admin. 826, p. 614; Organ. colon. 806, 811 s., 827, p. 1115.
— Paris. Minorité 578 c.; Success. 1134-30 c. — Responsabilité 41 c.; Vente publ. de march. neuves 15-20 c.
— Pau. Vente 1569-30 c., 1977 c.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 398 c.
— Circ. Garde nation. 16-20-30-40, 200 c.; Sapeurs-pompier 2.
31 Bourges. Obligat. 1975; Ordre 832-20 c.
— Douai. Disposit. entre vifs 1801 c., 1803 c.

Février.

- 1 Décret. Ordres civils et milit. 207 c.
2 Décret. Droits polit. 72; Droit publ. 9; Office 402; Organ. colon., 59, p. 1115; Trésor public 734; Ville de Paris 33 c.
— Cass. Disposit. entre vifs 1909 c.; Usufruit 698 c. — Obligations 1004-10 c., 1009 c., 3973 c., 3990 c. — Vente 1074-30 c.
— Grenoble. Success. 1099 c.
3 Décret. Organ. admin., p. 611.
— Convent. V. 27 mai e' 4 juin 1853.
— Cass. Obligat. 795 c. — Question prejudic. 198-70 c. — Vente a min. 359 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 672.
— Paris. Office 328 c.; Privil. et hypoth. 314 c. — Séparat. de corps 237 c.
4 Décret. Organ. marit., p. 1695.
— Convent. V. 13 avril 1853.
— Cass. Industrie 343-50 c.; Nour 93 c. — Jugem. p. défaut 425-50 c., 426-70 c. — Obligations 5080 c.; Prêt à intérêts 108-20 c., 113-30 c.; Succession 1299 c. — Société 755 c.
— Agen. Office 243 c.
— Trib. de la Seine. Timbre 94.
5 Paris. Ordre 885 c.
6 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 799; Organ. colon., p. 1115; Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Organ. marit. 925 c.
— Agen. Privil. et hypoth. 689-40 c.
7 Décret. Organ. instr. publ. 373, p. 1369.
— Cass. Instr. crim. 1897-10 c. — Organ. marit. 1069 c. — Peine 245-30 c. — Presse-outrage 373 c. — Usage 139-20 c. — Voirie par terre 2181-40 c. — Vol 933 c.
— Trib. d'Alger. Organ. de l'Algérie 524-20.
8 Décret. Organ. colon., p. 1185; Organ. instr. publ., p. 1369.
9 Cass. Jugement 135-20 c. — Office 357 c. — Office 359 c.; Société 162 c. — Vente 800 c.
— Bordeaux. Industrie 368-40 c.
— Rouen. Trésor public 1407-30 c.
10 Décret. Organ. marit., p. 1695.
— Liège. Société 1629 c.
— Paris. Séparat. de corps 386-30 c.
— Trib. de Pau. Timbre 184.
11 Décret. Organ. admin. 614; Organ. milit., p. 1901; Secours publ., p. 780; Uniforme-coutume 29.
— Cass. Contrat de mar. 3611 c. — Vente 1082 c.
— Paris. Référé 203 c.
12 Décret. Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Contravention 192 c. — Voirie par terre 2053 c.
— Trib. de Bordeaux. Succession 391 c.
— Trib. de Remiremont. Timbre 41.
13 Décret. Organ. colon. 458, 466, 978 s., p. 1115.
— Cass. Organ. marit. 292 c., p. 1695.
— Bordeaux. Privil. et hypothèques 2000-20 c.; Usage 135 c.
— Paris. Ordre 713-30 c.
14 Décret. Organ. admin. 614; Sel 69.
— Traité. V. 2 juin 1852.
— Cass. Instr. crim. 126 c.; Pêche marit. 49 c.
— Douai. Jugem. 604 c.
— Lyon. Obligat. 426-10 c.
— Trib. de comm. d'Aubenas. Propriété littér. 299 c., 300 c.; Sous-apt. littér. 2 c.
15 Décret. Organ. admin. 614; Traité internat., p. 544.
— Cass. Peine 555-20 c.
— Paris. Traité 177.
16 Décret. Jour férié 16 c., 21 c.; Monnaie, p. 386; Uniforme-coutume 21-10 c., 31.
— Circ. Secours publics 362.
17 Loi. Vente publ. d'immeubles, p. 554.

Février.

- 17 Décret. Instr. crim. p. 341; Organ. colon. 726; Postes, p. 15; Presse-outrage, p. 415; Propriété littér., p. 445; Timbre, p. 150.
— Montpellier. Servitudes 262.
— Nîmes. Office 328.
- 18 Loi belge. Instr. crim. 625 c.
— Décret. Voirie par chemins de fer, p. 853.
— Cass. Contrat de mar. 3611 c. — Octroi 118 c., 123-50 c. — Privil. et hypoth. 1804-30 c.; Vente publ. d'immeubles 1245-30 c., 1251-30 c.
— Cass. Paternité 477 c.
— Paris. Industrie 345 c.
— 7 lib. de Largentièr. Propriété littér. 299 c.; Souscript. littér. 2 c.
- 19 Décret. Gendarme, p. 499; Organ. de l'Algérie 233, p. 799; Organ. milit. 79, p. 1901; Traite internat., p. 544.
— Cass. Instr. crim. 1625-30 c., 1678-10 c. — Organ. marit. 516 c., 581-30 c., 582-10 c. — Voirie par chemins de fer 577 c.
— Montpellier. Tentative 68-10 c.
- 20 Décret. Organ. colon. 132, p. 1115.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 293, 301.
— Bourges. Ordre 959-30 c.; Privil. et hypoth. 992 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 1652 c.; Obligat. 4780 c., 5116 c., 5138-30 c.
- 21 Décret. Organ. marit. 735, 742 s., p. 1695; Traite internat. 544; Uniforme-costume 21-30 c., 25, 26.
— Cass. Organ. colon. 360. — Vol 708 c.
— Montpellier. Ordre 682-30 c., 685 c.
— Orléans. Dispositions entre vifs 1425 c.
— Cons. d'Etat. Marché de fourmit. 152-10 c.
- 22 Décret. Organisat. économ. 121, p. 1292.
— Cass. Privil. et hypoth. 2204 c.
- 23 Décret. Instr. crim. p. 341; Peine, p. 587; Prisons, p. 1006.
— Cass. Culte 593 c. — Garde nat. 16-10 c., 40 c., 50 c., 60, 202.
- 24 Décret. Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Octroi 349 c.
— Montpellier. Privil. et hypoth. 1664-30 c. — Tentative 80 c.
— Paris. Nantissement 144 c.
— Toulouse. Vente publ. d'immeubles 1781-20 c., 1783 c.
— Avis cons. gén. des ponts-et-chaussées. Voirie par terre 127.
- 25 Bordeaux. Ordre 753-30 c.
— Bourges. Louage 155-30 c., 80 c.; Mines 757 c.
— Colmar. Mariage 468-30 c., 563-40 c.
— Paris. Office 287-20 c., 290.
— Rouen. Disposit. entre vifs 1219 c., 1479 c., 1488 c., 1680 c.
— Cons. d'Etat. Frais 1900 c.; Organ. admin. 188; Trésor public 1040-20. — Organ. milit. 727-90. — Patente 47-10 c., 230 c., 310 c.
- 26 Décret. Organisat. colon. 104; Privil. et hypoth. 1630, 2292 c., p. 49; Sociétés de crédit foncier et mobilier 10 c.; Tiers-ayant cause 85.
— Cass. Instr. crim. 1311 c., 3069-30 c., 3080-50 c.; Vol 123-10 c. — Vagabondage 79 c.
— Paris. Office 287-20 c.
- 27 Décret. Gendarme, p. 499; Ordres civils et milit. 248-10; Organ. milit., p. 1901.
— Cons. gén. des ponts et chaussées. Voirie par terre 133.

Mars.

- 1 Décret. Organ. judic. 289, 282, 286 s., 294, 525, p. 1508; Organ. marit., p. 1695; Pension, p. 774; Presse-outrage 386, p. 415; Prisons, p. 1006; Uniforme-costume 17-10 c., 21-10 c., 30 c., 40 c., 23, 33, 37, 52.
— Alger. Organ. de l'Algérie 838-10.
- 2 Décret. Lois codifiées 8; Notables commerçants, p. 567; Organ. économ., p. 1292; Organ. judic. 480, p. 1508; Pêche marit. 10 c.; Prud'hommes, p. 535.
— Convention. V. 27 avril 1853.
— Cass. Obligat. 2890 c. — Vente publ. d'immeubles 1048 c.
- 3 Décret. Organ. admin., p. 614; Organ. économ., p. 1292; Organ. marit. 39 s.; Travaux publics 209, 211; Trésor public, p. 1185.
— Cass. Disposit. entre vifs 2199 c. — Ordre 840-10 c.
— Bordeaux. Succès. 2101 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 461 c.
— Cons. d'Etat. Théâtre 45-30 c., 331 c.
- 4 Arrêté. Organ. marit. 51, 418, p. 1695.
— Bordeaux. Pêche fluviale 111.
— Lyon. Séparation de corps 388 c.
— Paris. Voirie par terre 1602-20 c., 1612-30 c.
- 5 Décret. Organ. colon. 128-40, p. 1115; Révision 14.
— Cass. Contravention 339 c. — Minist. public 313-30 c.; Témoin 446-10. — Peine 447 c.
— Rouen. Surenchère 161-40 c.
— Toulouse. Obligat. 268 c.
— Cons. d'Etat. Patente 237 c., 279-90 c. — Taxe 15, 30, 37, 38 c.
— Décis. Secours publics 157.
- 6 Décret. Organ. judic., p. 1508; Serment, p. 8.
— Ord. Théâtre, p. 302.
— Cass. Obligat. 4763-10 c., 5251 c., 5278-30 c. — Propriété 350-50 c. — Servitudes 820-40 c., 897-30 c.
— Metz. Usage 517-30 c.
- 7 Circ. Prisons 86 c., 87 c., 88 c., 89 c., 90 c.
- 8 Décret. Organ. instr. publ. 122, 124, 125, 128, 209, 366, 389, 402, 405, 475 c., p. 1369; Traitements 31.
— Cass. Impôts indirects 329 c., 438-30 c., 461-30. — Timbre 183 c.
- 9 Orléans. Obligat. 4209 c., 5130-50 c.; Prescript. civ. 1003 c. — Office 338 c.; Privil. et hypoth. 844 c.
— Réglem. Organ. milit. 556.
- 10 Décret. Organ. milit., p. 1901; Vidanges 35.
— Cass. Disposit. entre vifs 180-50 c.; Privil. et hypoth. 1402 c.; Vente publ. d'immeubles 89 c.
- 11 Décret. Uniforme-costume 21-30, 25.
— Cass. Instr. crim. 1708-30 c.; Témoin 446-10. — Organ. milit. 349 c. — Poids et mesures 148-40 c., 50 c. — Taxe de denrées 2 c.
— Bordeaux. Obligat. 1508 c., 1516-40 c.; Prescript. civ. 651 c.; Privil. et hypoth. 2355.
— Colmar. Vente publ. d'immeubles 75 c.
- 12 Décret. Monument 9 c.
— Grenoble. Vente publ. d'immeubles 1471-10 c.
— Lyon. Ordre 806.
— Poitiers. Vol 227-10 c.
- 13 Décret. Notaire, p. 597; Obligat., p. 63.
— Cass. Voirie par terre 1890-20 c., 1899-30 c., 1891-40 c., 2405 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 161-50. — Trésor public 428-10. — Voirie par chemins de fer 514-10.
- 14 Décret. Trésor public 249 s., p. 1185.

Mars.

- 15 Cass. Echange 41 c.; Obligat. 5188 c. — Privil. et hypoth. 1595-40 c. — Requête civile 11 c., 249 c.
— Caen. Ordre 1181 c.
— Nîmes. Contrat de mar. 3645-30 c.; Obligat. 1355-20 c., 1405 c.
- 16 Décret. Garde nationale 15; Ordres civils et milit. 208 s., 232 s., 262.
— Cass. Obligat. 1877 c., 1880 c., 4005-50.
— Berlin. Voirie par chemins de fer 456.
— Caen. Rente viagère 30 c.
— Lyon. Louage d'ouvr. 145-30 c.
— Paris. Refere 39.
- 17 Décret. Budget 14, 15; Impôts directs, p. 273; Impôts indirects, p. 428; Octroi 127, 279, 292, p. 19; Sel, p. 866; Trésor public 665, p. 1185; Vente de substances falsifiées 56 c.
— Cass. Obligat. 1988 c.; Privil. et hypoth. 2346-50 c. — Privil. et hypoth. 1489-40 c., 2710 c.; Succès. 758 c.
— Bourges. Surenchère 139-50 c., 163 c.
— Trib. de la Seine. Théâtre 319.
— Instr. Disposit. entre vifs 2783 c.
- 18 Décret. Secours publics, p. 780.
— Convent. V. 23 avril 1853.
— Cass. Instr. crim. 966 c., 2233-10 c.; Témoin 172 c. — Témoin 173-20 c. — Vol 677.
- 19 Bordeaux. Obligat. 1805 c., 4878 c.; Privil. et hypoth. 1268 c., 2462 c.
— Douai. Usufruit 181 c., 182 c.
— Metz. Scellés 137.
- 20 Décret. Cour des comptes, p. 512; Ordre 25, 26; Organ. de l'Algérie 799; Organ. judic. 398, 479, 481 c., p. 1508; Organ. marit. 515, 583, 592, 595 s., p. 1695; Pension, p. 775; Traite internat., p. 544; Voiture 349.
— Cass. Organisat. milit. 799-30 c., 935 c.
— Paris. Succès. 839 c., 951 c.
— Poitiers. Vol 530 c.
— Circ. Organ. judic. 479 c., 481 c.
- 20 Loi. Organ. marit. 567, 569, 598, 598, 784, p. 1695.
— Décret. Organ. marit. 583, 638.
— Cass. Paternité 734 c. — Vol 752-10.
- Montpellier. Privilèges et hypoth. 1069-20 c.
— Orléans. Obligat. 427 c., 1132.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 837 c.
— Cons. d'Etat. Patente 14 c., 37-60, 67-10-20, 106-20, 133 c., 222, 234 c., 352-30, 356-40, 397 c. — Voirie par terre 808 c., 809 c.
- 21 Décret. Organ. de l'Algérie 1028.
- 22 Décret. Culte, p. 722; Monument 6-30 c.; Organ. de l'Algérie 1238, p. 799; Organisat. instr. publ. 354; Organ. judic. 261 s., 439; Presse-outrage, p. 415; Serment, p. 8; Souveraineté, p. 842; Voirie par chemins de fer, p. 853.
— Cass. Privil. et hypoth. 1226 c. — Responsab. 379-20 c.
— Douai. Peine 553 c. — Prescript. civ. 341-40 c.
— Trib. d'Abbeville. Transcript. hypoth. 715-30 c.
- 23 Décret. Hospices, p. 75; Organ. admin. 224; Organ. de l'Algérie 276, 388; Organisat. marit. 179, 181, p. 1695; Organ. milit. 196 s., p. 1901.
— Cass. Disposit. entre vifs 3506-50 c. — Vente 1076 c.
— Metz. Responsab. 440-10 c.
— Trib. de Nevers. Ordre 1356 c.
- 24 Décret. Mont-de-piété, p. 404; Organ. admin. 223; Organisat. coloniale 106 c., 833, p. 1115; Souveraineté, p. 842; Traitements 30, 32; Villes de France 1 c.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 385.
— Cass. Disposit. entre vifs 2826 c. — Société 1238 c., 1238 s.

Mars.

- 24 Caen. Vente publ. d'immeubles 368-40 c.
— Limoges. Pérempt. 129-60 c.
— Nîmes. Obligat. 5189-20.
— Rouen. Obligations 3896-30 c., 3896-10 c.; Privil. et hypoth. 923 c.
— Rapport. Organ. marit., p. 1695.
- 25 Décret. Eaux 429, p. 337; Hospices, p. 75; Manufact. 13, 22, 33 s., 55, 56, 122, p. 8; Monument 3 c.; Octroi 97; Organ. admin., p. 614; Organ. colon. 128-10; Organ. économ. 108 s., p. 1292; Ouvrier 213 s.; Pension, p. 775; Privil. et hypoth. 1225, 1227; Réunions publ. 4; Secours publ. p. 780; Travaux publ. 243, 248, 371, p. 853; Vente administr. 48 c.; Voirie par eau 184, 211, p. 783; Voirie par terre 505, 613, 697, 1488, 1514 s., 1657, 1691, 1991, 2003, p. 212.
— Cass. Organ. milit. 703 c. — Procès-verbal 564 c.
— Paris. Saisie-arrest 363 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 111-40, 1139-10 c., 1184-10. — Trés. publ. 574-10, 588-20. — Voirie par eau 204-10, 243-40, 346-20, 369-20. — Voirie par terre 364 c., 438 c., 521, 522, 1234.
- 26 Décret. Culte, p. 722; Organ. marit., p. 1695; Révision 14; Secours publics, p. 780; Sel 69 c.; Télégraphie, p. 37; Vidanges 82 c.; Ville de Paris, p. 147; Voirie par terre, p. 213.
— Cass. Prêt à intérêts 304 c.
— Gand. Obligat. 4875-20 c., 4947 c.
— Limoges. Dispositions entre vifs 4543 c.
— Poitiers. Péremption 206 c.
- 27 Décret. Lois codifiées 6; Ordres civ. et milit. 208 c., 244; Organ. administ. 220, 221, 223, 265, 269; Organ. colon. 974 s., p. 1116; Organisat. économ., p. 1292; Peine, p. 587; Prisons, p. 1006; Serment, p. 8; Sucre 11; Traitement 56; Trés. publ. 328, p. 1185; Ville de Paris, p. 147; Voirie par chemins de fer, p. 853.
— Cass. Prescript. crim. 85 c.; Voirie par terre 270-50 c., 1194 c., 2381-10 c., 2383 c.
— Circ. Organ. marit. 571, 1106, 1116-20; Presse-outrage 279 c., 284 c., 287 c., 294 c., 326 c., 404 c., 428 c., 529 c., 580 c., 976 c., 982 c., 1042 c., 1290 c., 1469 c., 1473 c., 1491 c.
- 28 Décret. Organ. administ. 209, 371, 387, 406-250, 736, 825, 828, 872, p. 611; Organ. de l'Algérie, p. 799; Organ. colon. 116, p. 1116; Organ. milit. 136, p. 1901; Pêche marit. 56 c.; Peine 557; Presse-outrage 391, p. 415; Privil. et hypothèques, p. 49; Propriété littér., p. 445; Sel 48 c.; Sociétés de crédit foncier et mobilier 12 c., 13 c., 74; Timbre, p. 450; Travaux publ., p. 853; Trésor publ., p. 1185; Ville de Paris, p. 147.
- 29 Décret. Serment, p. 8.
— Cass. Obligat. 384 c., 4060-20 c., 4063 c., 4070-30 c.; Transac-tion 75 c. — Propriété 446-30 c.; Vice rédhibit. 66 c., 135 c. — Travaux publ. 1181-10 c.
— Colmar. Privil. et hypoth. 2385 c.
— Nîmes. Mandat 140-50 c. — Minorité 419.
— Circ. Mariage 362 c.
- 30 Décret. Ordres civ. et milit. 208, 246; Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Prêt à intérêts 68 c. — Saisie-arrest 440 c.
— Trib. de Ribérac. Obligat. 2067-10 c.
— Circ. Presse-outrage 355 c.; Vente publ. d'immeubles 901 c.

Mars.

- 31 Décret. Organ. marit., p. 1695; — Cass. Obligat. 2532-30 c., 3541 c. — Servitudes 243-30 c.
— Angers. Privil. et hypoth. 319 c., 520 c.; Travaux publ. 678, 678 c.
— Bordeaux. Ordre 1159-10-20. — Responsabilité 1406.
— Bourges. Vente publ. d'immeubles 1433 c.
— Lyon. Propriété littér. 178.
— Nîmes. Vente publ. d'immeubles 1801-40 c.
- Avril.**
- 1 Sénatus-consulte. Souveraineté, p. 843.
— Cass. Huissier 65 c. — Instr. criminelle 622 c., 1265-30 c., 1328 c.
— Montpellier. Récusation 18 c., 48 c.
- 2 Décret. Souveraineté, p. 842.
— Cass. Récusation 10-10 c.
— Bourges. Privil. et hypoth. 1832-20 c. — Surenchère 64 c., 66 c., 163 c.
— Paris. Expropriation publ. 610. — Succès. 1916 c.
— Cons. d'Etat. Loi 348-40. — Organ. admin. 444. — Organisat. marit. 798. — Patente 211. — Pension 192. — Travaux publ. 1128.
- 3 Bourges. Ordre 1139-60 c.; Vente publ. d'immeubles 318 c.
— Douai. Séparat. de corps 141 c., 144 c.
— Circ. Garde nationale 280.
- 4 Cass. Voirie par terre 2281-20.
- 5 Décret. Officiers publ. 9 c.; Organ. administ. 820-30; Sel 69; Serment, p. 8.
— Cass. Réglem. admin. 63 a.
— Cass. Place de guerre 36 c.
— Paris. Théâtre 205 c.
— Cons. d'Etat. Trésor publ. 1225 a.
- 7 Cass. Intervention 31-20 c. — Mise en Jugement 61-40 c.
- 8 Arrêté. Organ. instr. publ. 273.
— Cass. Réglement admin. 132 c.; Voirie par terre 1680 c.
— Cons. d'Etat. Louage admin. 23-40 c. — Organisat. marit. 766, 837-10 c., 90 c. — Patente 14, 58, 131 c., 222.
- 10 Décret. Organ. instr. publ. 292 c., 291, 296, 361, p. 1369.
— Cass. Organ. milit. 937 c. — Place de guerre 36 c. — Responsab. 250-30 c.
- 12 Décret. Organisat. instr. publ. p. 1369; Organ. milit., p. 1901.
— Angers. Substit. 358 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 2716.
- 13 Décret. Traite internat., p. 544.
— Cass. Presse-outrage 277-10 c.
- 14 Cass. Jugem. 1074-40 c. — Obligat. 5108 c., 5118 c., 8190 c., 8134 c. — Privilèges et hypoth. 1350 c., 1952 c. — Servitudes 830-50 c.
- 15 Cass. Instr. crim. 2075 c. — Jugement 1074-40. — Organisat. maritime 583-20 c. — Témoin 446-10 c.
— Cons. d'Etat. Patente 230, 233 c. — Taxe 36. — Voirie p. terre 728.
- Avis cons. des ponts-et-chaussées. Voirie p. chemins de fer 281.
- Circ. Sociétés de crédit foncier et mobilier 12-30 c.
- 16 Décret. Monument 12 c.; Trav. publ. 228 s., p. 838.
— Cass. Peine 285-30 c.
— Cons. d'Etat. Traitement 214-150. — Travaux publics 421, 844-39, 846, 1179-20 c.
- 17 Traité. V. 18 octobre 1856.
— Paris. Silence 8; Société 1503-30 c. — Société 1504 c.
- 19 Décret. Présence, p. 379.
— Cass. Office 218 c. — Vente 418 c.
— Nîmes. Ordre 818-10 c., 90 c., 963-70 c.
- 20 Traité. V. 18 octobre 1856.

Avril.

- 20 Cass. Obligat. 1787 c.; Organismat. judic. 419-10 c.
— Note minist. Organ. milit. 527.
21 Décret. Organ. de l'Algérie 359, p. 799; Serment, p. 8.
— Cass. Obligat. 1283 c.; Prêt à intérêts 183-60 c.
— Agen. Office 236 c.
22 Décret. Organisation de l'Algérie 789.
— Cass. Instr. crim. 1591-30 c., 1626-40 c.
23 Décret. Organisation de l'Algérie 398 a., p. 799; Serment, p. 8.
— Cass. Organisation milit. 938 c.
— Cologne. Dispositions entre vifs 4492-30 c., 4614-30 c., 4615.
— Lyon. Ordre 1218.
— Cons. d'Etat. Patente 231 c., 267-30 c. — Voirie par terre 745, 750-10, 754-30, 787-40, 801.
24 Cass. Contrevenant 229 c.
— Circ. Garde nationale 515.
25 Cass. Privilèges et hypoth. 1292 c., 1296 c.
— Caen. Success. 1502 c.
— Paris. Paternité 509-10 c., 649-40 c., 681 c.
27 Décret. Trésor public, p. 1185.
— Cass. Contrat de mariage 3183-30 c.; Ordre 773 c., 774-30 c., 1241-10 c.; Privil. et hypoth. 915 c., 916 c., 2376-20 c. — Disposit. entre vifs 4263 c.
28 Arrêt. Organisation de l'Algérie 353 s., 355.
— Cass. Jugem. 384-40 c.; Jugem. par défaut 212 c. — Succession 484 c.
— Trib. de Péronne. Notaire 244 c., 782-50 c.
29 Arrêt. Organisation de l'Algérie 305.
— Cass. Instr. crim. 2521-20 c. — Voirie par terre 2293-30 c.
— Grenoble. Obligat. 972-10, 983.
30 Décret. Monnaie, p. 336; Organ. colon. 123, p. 1116; Traité international, p. 544.
— Cass. Témoin 335-30 c.; Vidanges 71 c.
— Cons. d'Etat. Patente 79-10 c. — Voirie par terre 409-30 c.
— Circ. Secours publics 444.

Mai.

- .. Circ. Sociétés de crédit foncier et mobilier. 12 c.
— Arrêt. Organ. marit. 104.
— Cass. Instr. crim. 1440 c., 1591-30 c., 1727-40 c., 2367-30 c., 2267-30 c. — Organ. colon. 209-10 c., 221 c., 241-30 c., 256-10 c., 667 c.
— Riom. Société 1368-30 c.
— Circ. Octroi 100.
3 Arrêt. Trésor public 729.
— Convention. V. 27 mai et 4 juin 1852.
— Cass. Disposit. entre vifs 1798 c. — Obligations 4568 c.; Success. 2214 c. — Organ. colon. 968 c.
— Caen. Privil. et hypoth. 967 c., 969 c.
— Orléans. Organ. milit. 360-30 c.
4 Alger. Organisation de l'Algérie 719.
— Nîmes. Obligat. 4135-20 c.
— Paris. Mariage 817 c., 948 c. — Théâtre 181.
— Riom. Impôts directs 558 c., 591 c., 653-50 c.; Saisie-exécution 95 c. — Privil. et hypoth. 2166 c., 2171-70 c.
5 Décret. Serment, p. 8.
— Cass. Disposit. entre vifs 3507 c., 3569 c., 3591-50 c. — Obligat. 244 c., 5312 c.
— Grenoble. Privil. et hypothèques 2620 c.
— Pau. Usage 509 c.

Mai.

- 6 Circ. Hospices 32, 41, 190, 195, 201, 202, 448; Louage admin. 24 c., 40 c.; Organ. admin. 211, 235, 273 c., 274 c., 278 s., 293, 296, 299 s., 335 s.; Secours publics 351 c., 361 c., 381 c., 388 c.; Voirie par terre 1438 c., 1639 c., 1657 c.
6 Loi. Monnaie, p. 386.
— Cass. Instr. crim. 227-10 c.
7 Décret. Organ. admin., p. 614; Organ. instr. publ., p. 1369.
— Cass. Contrevenant 314 c. — Instr. crim. 151 c., 1132 c., 2464 c. — Organ. colon. 194 c., 267-60 c.
— Paris. Obligat. 2933 c.
— Cons. d'Etat. Organ. judic. 270-10 c.; Pension 93 c. — Pension 95 c. — Taxe 24-10, 35. — Trav. publ. 459 c., 838, 888.
— Circ. Traité Internat. 258 c.
8 Traité. V. 26 novembre 1852, 17 mai 1853.
— Cass. Presse-outrage 524-10 c., 526-20 c.
10 Caen. Disposit. entre vifs 1120 c., 4884 c., 4607-30 c.
11 Cass. Organ. de l'Algérie 613 c.; Société 189 c., 192 c.
12 Arrêt. Théâtre, p. 302.
— Cass. Jugem. 39-40 c. — Obligat. 5186-70; Usage 139-50 c. — Privil. et hypoth. 1779 c. — Société 1485 c.
13 Cass. Instr. crim. 1274-30 c.; Témoin 450-30 c., 468 c. — Jugement 1090-70 c. — Voirie par terre 1904-10 c.
— Cons. d'Etat. Impôts directs 172-30 c. — Patente 342-30 c.
14 Cass. Prêt à intérêts 164 c., 244 c.
— Cons. d'Etat. Théâtre 332 c.
15 Décret. Serment, p. 8.
— Rouen. Ordre 827-30 c. — Vente 1356-80 c.
17 Cass. Disposit. entre vifs 3605-30 c. — Jugement 33-10 c., 39-50 c. — Obligat. 434 c. — Circ. Octroi 97.
18 Cass. Disposit. entre vifs 419-30 c. — Privil. et hypoth. 2719 c.
— Bordeaux. Mariage 602 c.
— Montpellier. Ordre 1051-60.
— Paris. Propriété littéraire 134 c.
19 Grenoble. Surenchère 100 c., 205 c., 209 c.
— Nîmes. Obligat. 1285.
20 Décret. Organ. milit. 68.
21 Cass. Instr. crim. 1336-30 c., 3143-40 c. — Organ. de l'Algérie 729 c., 1091 c.
— Agen. Office 236 c., 243 c.
— Angers. Paternité 149-10 c.
— Rouen. Obligat. 1274-30 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 170 c. — Pension 213 c.
22 Décret. Organ. judic., p. 1508; Uniforme-costume 21-60, 39, 40.
— Cass. Instr. crim. 1147-30 c.; Instr. crim. 1672-30 c.; Témoin 222-10 c. — Instr. crim. 1886-60 c. — Organ. colon. 223-30 c., 230-10 c., 755.
— C. de Sardaigne. Volonté 87 c.
— Paris. Société 1149 c.
24 Cass. Disposit. entre vifs 3428 c.
— Caen. Travaux publics 661-20 c.
25 Décret. Traité internat., p. 544.
— Cass. Jugement 612-30 c.; Vente 1217 c., 1220 c., 1236 c.
— Mines. Vente publ. d'immeubles 859 c.
26 Cass. Responsabilité 743 c. — Usage 182 c., 438 c., 639 c.
27 Cass. Instr. crim. 2941 c., 3005-30 c., 3672 c.; Organ. judic. 572-20 c., 694 c. — Organ. judic. 648-10 c., 30 c., 659 c. — Serment 112 c., 115-30 c.; Témoin 153. — Témoin 468.
— Bordeaux. Dispositions entre vifs 204-80 c.

Mai.

- 28 Convention. Traité international, p. 584.
— Cass. Instr. crim. 2883-20 c. — Minist. public 36 c. — Presse-outrage 1548-30 c.
— Paris. Propriété littéraire 134 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 10, 25-10; V. 14 juin 1852. — Travaux publics 781 c., 881 c., 833 c., 1179-10 c., 1185-60 c., 1211 c., 1221 c. — Voirie par terre 236-50 c., 294.
29 Cass. Question préjudic. 104-80 c. — Voirie par terre 427 c., 432 c., 1180-20 c., 2062-30 c.
— Douai. Prescript. civ. 571-30 c., 573 c.; Société 1440 c.
— Instr. Secours publics 232, 235 c., 240 c., 250 c., 252, 258, 265, 273.
31 Décret. Peine, p. 587.
Juin.
1 Orléans. Société 1300 c.
2 Décret. Monnaie, p. 386; Traité international, p. 544.
— Alger. Organisation de l'Algérie 973.
— Trib. de Fontainebleau. Timbre 184.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 1091.
3 Cass. Instr. crim. 2859-140 c.; Jugement 829-40 c.
— Cons. d'Etat. Patente 87-130 c., 227 c. — Voirie par chemins de fer 514-10 c. — Voirie par terre 742, 808, 815 c., 860 c., 964-20 c.
4 Décret. Organismat. milit., p. 1901.
— Cass. Ministère public 67 c. — Organismat. milit. 937 c., 938 c. — Vente de substances falsifiées 97 c., 105-10 c.
— Cons. d'Etat. Contrevenant 322 c.; Voirie par terre 1406 s. — Travaux publics 434-50, 1005, 1070.
5 Bourges. Obligat. 2769 c.; Office 359 c.
— Lyon. Louage 615 c.; Obligations 4533 c.
— Nancy. Usage 387 c., 432 c.
6 Douai. Paternité 473-80 c., 478 c., 575-10 c.
7 Décret. Pêche maritime 56 c.; Sel 48 c.
— Cass. Disposit. entre vifs 3613 c., 4241 c. — Organisation de l'Algérie 606 c.
8 Décret. Pension, p. 775.
— Arrêt. Organisation de l'Algérie 2983.
— Cass. Copie de pièces 47 c., 57 c. — Saisie-arrest 432 c.
— Dépeche. Organisation maritime 1116-10.
9 Décret. Organismat. marit., p. 1695.
— Metr. Loi 442-40 c.; Obligations 68 c.
10 Cass. Instr. crim. 1260-30 c., 1839-30, 2859-100 c., 3134-40 c., 3672 c.
— Paris. Pêche fluviale 80-20 c.
— Toulouse. Mariage 251 c., 288 c.
11 Cass. Instr. crim. 3560-30 c. — Organ. milit. 799-30 c., 821-10 c., 30 c., 822 c.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 1664 c., 1652-30 c.
— Dépeche. Organ. marit. 1116-30.
12 Décret. Organismat. de l'Algérie 328 s.
— Cass. Médecine 225-20 c., 234 c. — Témoin 401-10 c.
— Limoges. Dispositions entre vifs 4263 c., 4289.
14 Cass. Servitudes 1102 c., 1109 c.
— C. C. belge. Voirie par chemins de fer 634-10.
— Douai. Disposit. entre vifs 824-30 c., 923-30 c.; Vente 361-30 c.
— Cons. d'Etat. Culte 520 c. — Marais 57. — Taxe 25-10.
15 Cass. Ordre 1116-60 c.
— Arrêt. du maire d'Alger. Organ. de l'Algérie 513.
— Circ. Voirie par terre 1087.

Juin.

- 16 Cass. Intervention 101; Louage hérit. 2 c. — Loi 393 c. — Organ. colon. 764-30 c.
— Pau. Obligations 106 c.; V. 16 juillet 1852.
17 Décret. Organ. de l'Algérie 288; Organ. econom. p. 1292; Secours publ., p. 780; Télégraphie, p. 37; Villes de France 1 c.
— Cass. Instr. crim. 3143-60 c. — Obligations 4896-80 c. — Serment 201-20 c., 207-60 c. — Voirie par terre 1890-40 c.
— Bordeaux. Obligations 4099-30 c.
— Orléans. Ordre 1051-30 c., 1119-10-20; Responsabilité 363-30 c.
— Cons. d'Etat. Patente 67-10 c. — Taxe 41. — Travaux publ. 512.
18 Décret. Organ. judic., p. 1508; Uniforme-costume 21-60, 39.
— Arrêt. Garde nationale 266.
— Riom. Prescript. civ. 677 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 356. — Souveraineté 43 c. — Voirie par terre 933-20, 966 c.
19 Décret. Gendarmerie, p. 499.
— Cass. Règlm. de juges 156 s.
— Amiens. Vente publ. d'immeubles 1095 c., 1470-30 c.
— Bordeaux. Obligations 2067-10 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1509 c.
— Dépeche. Organ. marit. 1118-10.
21 Cass. Jugem. 197-60 c.
— Paris. Société 869-20 c., 879-20 c., 880 c.
— Toulouse. Usage 233 c.
22 Cass. Disposit. entre vifs 2234-20 c., 3235 c.
— Circ. Garde nationale 259, 266.
23 Cass. Reféré 235-10 c. — Vente publ. de meubles 73 c.
24 Cass. Culte 138-40 c., 695-30 c., 698 c. — Propriété littéraire 178 c., 445 c., 452 c.
25 Cass. Instr. crim. 993-20 c.; Presse-outrage 217 c., 424-10 c., 430 c., 439 c., 494-50 c.
— Limoges. Presse-outrage 1057 c., 1095-30 c., 1425 c.
26 Cass. Instr. crim. 2460, 2816-30, 2859-150 c. — Presse-outrage 821-10 c.
— Bordeaux. Ordre 491 c.; Vente publ. d'immeubles 1192 c.
— Paris. Responsabilité 369 c. — Vente publ. d'immeubles 1306 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 763 c., 768; Voirie par eau 75-30 c. — Organ. marit. 799. — Trésor publ. 395.
27 Cass. Disposit. entre vifs 3965 c.
28 Cass. Reféré 128-10 c.; Scellés 100-20 c., 149 c.
— Nîmes. Ordre 999-30 c.
29 Loi. Trés. publ. 961, 962, 963, 993, p. 1185.
— Cass. Nom 99 c.
30 Arrêt. Organ. de l'Algérie 336, p. 799.
— Traité. V. 8 août 1853.
— Cass. Disposit. entre vifs 4618-20 c.
— Limoges. Success. 764 c., 1698 c.

Juillet.

- 1 Cass. Instr. crim. 1334-40 c. — Vol 685.
— Paris. Société 1618-120 c. — Vente publ. d'immeubles 2148-30 c.
— Rouen. Vente 2004 c.
— Trib. de Tours. Vente publ. de meubles 108 c., 109 c.
2 Cass. Peine 237-30 c. — Presse-outrage 360 c. — Vol 930-40 c.
— Orléans. Office 328 c.; Privil. et hypoth. 344 c.
3 Loi. Impôts indir., p. 609; Lois codifiées 13; Office 402; Organ. colon. 123-20; Rehabilitation 2.
— Arrêt. Organisation de l'Algérie 354 s.
— Cass. Industrie 225-20 c. — Instr. crim. 123-40 c. — Jeu 12 c., 93 c.
— Lyon. Usage 349-40 c.

Juillet.

- 3 Cons. d'Etat. Voirie par eau 65-20, 71 c., 72 c. — Voirie par terre 886, 916-10, 943-20, 952-30, 971, 988.
5 Cass. Jugement 39-30 c., 994-40 c.; Organ. judic. 361-40 c. — Substitut. 280 c.; Succession 1067 c. — Vente administr. 376 c.
6 Cass. Privil. et hypoth. 537 c. — Douai. Privil. et hypoth. 434 c.
7 Loi. Organ. admin., p. 674; Ville de Paris 36, 38, 39.
— Cass. Jugement 323-110 c. — Mines 459 c., 466 c. — Servitudes 784 c. — Société 809 c.; Voirie par chemins de fer 302-10 c., 490. — Transcrit. hypoth. 702 c. — Voirie par chemins de fer 414 c. — Voirie par terre 516 c.
8 Loi. Echelles du Levant 2; Impôts directs, p. 273; Organ. colon. 544; Organ. marit. 287, 367, p. 1695; Presse-outrage 446 c., p. 415; Sociétés de crédit foncier et mobilier 12-70 c.; Traitement 201, 205; Trésor public, p. 1183; Ville de Paris 21, p. 147.
— Décret. Sociétés de crédit foncier et mobilier 101.
— Cass. Jugem. 817-70 c. — Presse-outrage 1248-20 c., 1571-70 c. — Procès-verbal 140-40 c. — Serment 177-30 c., 198-20 c. — Voirie par eau 656-40 c.
— Caen. Sel 77 c.; Vente 777 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 1527-80 c.
— Instr. Organ. admin. 524, 526.
9 Loi. Peine, p. 537.
— Décret. Organ. admin., p. 614.
— Cass. Industrie 345-20 c.
— Riom. Ordre 453, 1096-20 c.
10 Sénatus-consulte. Organ. judic. 715 s., p. 1808.
— Décret. Gendarmerie, p. 499; Uniforme-costume 21-70, 39.
— Cass. Organ. colon. 213-10, 245, 247, 267-30 c. — Organ. milit. 938 c.
— Paris. Notaire 514-40 c. — Prob. cript. civ. 681 c.
12 Cass. Disposit. entre vifs 1799 c. — Privil. et hypoth. 576 c., 716 c.
— Paris. Propriété littéraire 267 c.
13 Cass. Responsabilité 115-20 c.
14 Cass. Disposit. entre vifs 4649-10 c. — Jugement 989-120 c. — Tierce-opposit. 165 c.
— Toulouse. Contrat de mar. 4048-20 c., 4068-20 c., 4068 c., 4078-50 c.
16 Décret. Organismat. de l'Algérie, p. 799; Sapeurs-pompiers, p. 700.
— Cass. Vol 789.
— Pau. Disposit. entre vifs 1715 c.; Obligat. 106 c.; Privil. et hypoth. 1256-20 c.
17 Décret. Télégraphie, p. 37.
18 Décret. Travaux publics 229 c., p. 853.
19 Arrêt. Organ. marit. 39 s.
— Cass. Organ. judic. 406-80 s. — Prêt à intérêts 67 c. — Société 256-10 c., 30 c.
20 Cass. Obligat. 795 c.; Responsabilité 246-30 c.; Vente 810 c. — Obligations 3384 c.
— Douai. Paternité 509 c.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 2221 s.; Obligations 368.
21 Cass. Disposit. entre vifs 1689-30 c., 2745-10 c. — Mandat 113-20 c.; Obligations 1520 c. — Obligations 3128 c., 5195. — Organ. de l'Algérie 524-30.
— Nîmes. Success. 790 c., 797 c., 1421 c., 1450 c., 1455 c., 1457 c.
22 Cass. Instr. crim. 2653-40 c., 2936 c. — Jugement 817-80 c.
— Angers. Dispositions entre vifs 1119 c.
— Nîmes. Contrat de mariage 3169-20 c.

Juillet.

- 23 Cass. Instr. crim. 1255 c., 2498-50 c.
— Paris. Société 209 c.
24 Cass. Organ. admin. 351 c., 352 c.; Réglem. admin. 87 c. — Vente publ. de marchandises neuves 15-30 c. — Vidanges 61 c.
— Paris. Nantissement 241 c. — Référé 70 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 751.
25 Cass. Voirie par eau 285 c.
26 Décret. Voirie p. chemins de fer, p. 853.
— Cass. Organ. de l'Algérie 596-20 c. — Privil. et hypoth. 319-20 c. — Privil. et hypoth. 430 c.; Transcript. hypoth. 624 c., 826 c.
7 Cass. Obligations 5478 c.; Voirie par chemins de fer 401-10 c. — Circ. Organ. admin. 327, 328.
Dépêche. Organ. marit. 1128.
8 Décret. Organ. marit., p. 1695; Voirie p. chemins de fer 52-50, 192.
— Cass. Mines 156 c. — Usage 429 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publics 1187.
— Circ. Presse-outrage 440 c.
29 Cass. Instr. crim. 725 c., 1214-10, 1699-70 c., 2718-20 c., 2915-10 c. — Organ. de l'Algérie 730-20 c., 1441.
— Lyon. Prêt à intérêts 136 c.; Société 1027 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 728, 805-10, 812.
30 Décret. Sociétés de crédit foncier et mobilier 13 c.
— Cass. Instr. crim. 829-30 c. — Jugement 829-30 c., 30 c., 830-20 c. — Presse-outrage 618.
— Caen. Uniforme 445 c.
31 Bourges. Vente 1307-20 c.; Vente publique d'immeubles 1517 c., 2174 c.
— Paris. Obligations 4175-20; Vérificat. d'écrit. 70-50. — Société 1870 c.; Tréor public 1281 c., 1407-30. — Succession 1413 c., 1490 c. — Voirie par chemins de fer 442-30, 467.

Août.

- 2 Cass. Disposit. entre vifs 549 c. — Mont-de-Piété 84; Vente 472-30 c. — Normandie 67 c.
— Paris. Peremption 203 c.
3 Cass. Contrat de mariage 4277 c.; Jugement 568-30 c. — Procès-verbal 715-10 c. — Servitudes 92 c., 1285 c. — Vente admin. 296 c.
— Trib. d'Orléans. Timbre 169 c.
— Trib. de la Seine. Timbre 97 c., 98 c., 180 c.
— Circ. Organ. marit. 59.
4 Décret. Gendarmerie, p. 499.
— Cass. Marais 52 c. — Mont-de-Piété 84 c.
5 Paris. Disposit. entre vifs 1272 c.; Prescript. civ. 1086 c.
— Rennes. Ordre 447.
— Decis. Voirie par terre 576.
6 Cass. Instr. crim. 151 c.; Obligat. 1521 c. — Presse-outrage 904-10 c., 1389-40 c. — Voirie par terre 2357-30 c.
— Agen. Privil. et hypoth. 443 c., 2938 c.; Transcript. hypoth. 426 c.
— Cons. d'Etat. Télégraphie 172. — Voirie par terre 1569-20, 1570-20, 1572-30.
7 Décret. Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Instr. crim. 2558 c. — Presse-outrage 884-20 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 162-10 c. — Termes sacramentels 71 c. — Voirie par chemins de fer 514-10.
— Circ. Secours publics 165, 180.
— Convent. V. 19 octobre 1852.
— Rglem. Organ. admin. 736.
9 Cass. Obligat. 3112-50 c., 3117-10 c.; Privilèges et hypoth. 851-20 c., 817 c.

Août.

- 9 Angers. Instr. crim. 2084 c. — Circ. Voirie par terre 147.
10 Décret. Contrav. 293 c., 312; Organ. admin. 260; Organ. marit., p. 1696; Roue, p. 485; Voiture, p. 1000; Traité international, p. 584.
— Cass. Jugem. 233-45 c. — Transcript. hypoth. 690 c.
— Douai. Nom 36-20 c., 47 c.; Usurpation de costume 417 c., 119 c.
11 Cass. Obligations 1926-30 c. — Paris. Propriété littéraire 394 c. — Pau. Surenchère 163 c.
12 Décret. Organ. instr. publ., p. 1369; Sol, p. 866.
— Cass. Peine, 285-30 c. — Voirie par terre 1441-10 c. — Vol 550-20 c.
13 Cass. Témoin 647-40 c.
— Caen. Ordre 825-50.
— Lyon. Responsab. 368 c. — Vente 828-20 c., 1032 c.
— Cons. d'Etat. Jugement 922-30 c.; Organ. milit. 289 c., 301-40 c., 251-20. — Prescript. crim. 80 c. — Taxe 25. — Travaux publics 939 c. — Voirie p. terre 268 c., 1755, 1765 c., 1777-20 c.
14 Décret. Organ. colon., p. 1116.
— Cass. Contrav. 229 c., 356 c. — Paris. Mandat 364 c.; Responsab. 96 c. — Société 925-30 c., 40 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 642. — Travaux publics 1275-160-170 c., 1276-40 c. — Voirie par eau 191-20, 223-30 c.
15 Cass. Obligations 1517 c.
16 Cass. Disposit. entre vifs 2594-20 c., 2650 c. — Voirie p. terre 1208-10 c.
— Bordeaux. Obligations 446-50 c. — Rente viagère 65-20 c.; Vente 1492 c.
— Paris. Obligations 2888-50 c., 2949 c.
— Trib. de comm. de Paris. Vente 777 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 496. — Voirie par terre 980.
17 Cass. Disposit. entre vifs 2549-20 c., 3611-20 c.; Substit. 52 c. — Jugement 732-40 c. — Serment 87-20 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 778.
— Bordeaux. Tierce-opposit. 213 c.
18 Décret. Sol, p. 866.
— Cass. Obligat. 2575 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 963.
19 Cass. Instr. crim. 2927-60 c. — Vol 613-20 c.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 1781-10 c.
20 Arrêté. Garde nationale 16.
— Cass. Propriété littéraire 190 c. — Vol 625 c.
— Toulouse. Ordre 1051-60 c., 1119-30 c.
— Trib. de la Seine. Propriété littéraire 189.
21 Cass. Success. 1522.
— Limoges. Contrat de mar. 4003 c., 4038 c.
— Paris. Scellés 52 c.
— Circ. Organ. milit. 511.
22 Convent. V. 13 et 19 avril 1854.
23 Cass. Jugement 990-10; Responsabilité 612 c.
— Caen. Ordre 1334.
— Paris. Office 85 c., 92 c.
— Circ. Impôts indirects 5; Voirie par eau 627.
24 Cass. Organisation judic. 415 c.
— Limoges. Vente 1895-30 c.
25 Décret. Presse-outrage 448 c., 449 c., p. 415.
— Angers. Obligations 949-30 c.; Vente publ. d'immeubles 1801-50 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 948 c., 2427-30 c.
26 Cass. Contravention 502-50 c. — Place de guerre 39 c. — Poids et mesures 141 c., 166-50 c.
— Rouen. Sel 77 c.; Vente 777 c.

Août.

- 27 Cass. Instr. crim. 1095 c., 2142-30 c., 2282-20 c., 2386-20 c., 3045-20 c., 3158-30 c. — Jeu 100 c. — Ouvrier 91 c. — Voirie par terre 2377 c.
— Bourges. Succession 2025 c., 2028 c., 2032 c.
— Metz. Obligations 2417-20 c.
— Orléans. Usage 861-20 c.
— Paris. Responsab. 250 c., 261-40 c.
— Circ. Organ. marit. 1118.
28 Décret. Organisation de l'Algérie 302 s.
— Paris. Ordre 855 c., 935-40 c. — Cahier des charges. Voirie par eau 563.
— Rapport. Organisation maritime, p. 1696.
30 Décret. Organisation écon. 52 s., p. 1292; Organisation milit., p. 1901.
— Arrêté. Organ. instr. publ. 282 c. — Cass. Obligations 1580-20 c. — Riom. Privil. et hypoth. 1035 c.
31 Décret. Uniforme-costume 21-80, 37.
— Arrêté. Voirie par chemins de fer 311; Voirie par eau 576, 585.
— Cass. Jugem. p. défaut 237-30 c., 289 c. — Mandat 140-60 c., 111 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 370 c.
— Circ. Voirie par eau 557, 558, 559, 560, 561.

Septembre.

- 1 Loi. Trésor public 725-20.
— Décret. Pension, p. 775; Sacre 11.
— Circ. Peine 678 c.
2 Cass. Instr. crim. 564 c., 1266 c.; Organ. judic. 680 c. — Instr. crim. 1978-40, 2283-10 c., 3005-40 c., 3103 c. — Presse-outrage 425-30 c.
4 Décret. Organisation colon. 981, p. 1116.
— Rapport. Organ. marit., p. 1696.
7 Réglem. Organ. instr. publ. 415.
9 Cass. Instr. crim. 1336-20 c., 1480-50 c. — Jugem. d'av. dire droit 91-60 c. — Témoin. faux 67 c.; Vol 673 c., 855 c. — Vol 524-20 c.
11 Décret. Organ. admin., p. 614.
12 Circ. Presse-outrage 440 c.
14 Cons. d'Etat. Organ. marit. 344. — Responsabilité 654-10 c., 20 c., 655 c. — Taxe 17-10 c. — Travaux publics 513, 1187. — Trésor public 558 c., 574-30 c., 582-30. — Voirie par terre 351-59, 1321 c.
15 Réglem. Organ. instr. publ. 291.
16 Cass. Instr. crim. 1658-10 c., 2133-30.
17 Décret. Organ. écon., p. 1292. — Sociétés de crédit foncier et mobilier 278 c.
— Cass. Instr. crim. 1658-10 c. — Vol 692 c.
— Circ. Organ. admin. 323, 372.
18 Décret. Sociétés de crédit foncier et mobilier 14 c.
— Convention. V. 28 nov. 1852.
— Circ. Organ. colon. 133.
21 Circ. Secours publics 214.
22 Décret. Organ. de l'Algérie 325, p. 799.
23 Cass. Instr. crim. 1305 c., 2883-20 c. — Instr. crim. 2894 c.; Organ. judic. 651 c., 655 c. — Minist. public 64-20 c.
24 Décret. Organ. milit., p. 1901.
29 Décret. Organ. de l'Algérie 61.
30 Paris. Référé 177 c.

Octobre.

- 2 Décret. Culte, p. 921.
— Convention. V. 23 nov. 1852.
— Cass. Crimes contre les personnes 304 c. — Instr. crim. 2328-40. — Voirie par terre 1722 c.

Octobre.

- 4 Décret. Uniforme-costume 21-90, 35.
— Convention. V. 25 avril 1853.
— Alger. Organ. de l'Algérie 834, 1302-19.
5 Décret. Organ. marit., p. 1696.
7 Cass. Peine 570-10 c., 574 c. — Vol 250.
8 Cass. Instr. crim. 2859-10 c. — Procès-verbal 253 c.
9 Cass. Vente de substances falsifiées 39 c., 70 c. — Voiture 389-30 c., 395-10 c.
10 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 799.
13 Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 442.
— Decis. Voirie par eau 564.
14 Cass. Témoin 401-10 c. — Voirie par terre 2376 c.
15 Cass. Presse-outrage 427 c. — Procès-verbal 14 c., 189-90 c.; Voirie par terre 2272 c. — Voirie par terre 1441-10 c., 1875-20 c., 1891-30 c., 1898-30 c.
16 Rennes. Instr. crim. 1084 c.
18 Décret. Sociétés de crédit foncier et mobilier 13-50 c.; Trésor public, p. 1185.
19 Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traité internat., p. 544.
20 Décret. Organ. écon., p. 1292; Organ. judic., p. 1508; Organ. milit., p. 1901; Sociétés de crédit foncier et mobilier 14 c.; Traitement 56.
21 Circ. Voirie par chemins de fer 352.
— Décret. Office 188.
23 Décret. Mines 80, p. 638; Organ. de l'Algérie 1028, p. 799.
24 Décret. Organ. admin. 170.
27 Décret. Organ. de l'Algérie 562, p. 799.
28 Circ. Secours publics 237, 276 c.
29 Circ. Octroi 72.

Novembre.

- 1 Décret. Organ. milit., p. 1901.
3 Décret. Organ. milit., p. 1901.
— Trib. de Versailles. Trésor public 1436.
4 Cass. Presse-outrage 228 c.
— Alger. Obligat. 2764 c.; Ordre 1354-30 c.; Vente publ. d'immeubles 1923 c. — Organ. de l'Algérie 670.
5 Décret. Organ. instr. publ., p. 1369; Poids et mesures, p. 992.
— Cass. Organisation marit. 1114 c.
— Dépêche. Organ. marit. 1097.
6 Décret. Pêche marit. 56 c.
7 Sénatus-consulte. Souveraineté, p. 842.
9 Décret. Ordres civils et milit. 248.
— Trib. de la Seine. Voirie p. chemins de fer 448.
10 Cass. Jugement 1008-70 c.; Obligat. 4619-100 c. — Organ. coloniale 551-30 c., 866 c. — Success. 1122-30 c.
— Orléans. Poids et mesures 110 c.
11 Cass. Contravention 300-30 c. — Peine 570-10 c., 783-10 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 2304.
12 Convent. V. 11 novembre 1854.
— Cass. Jeu 101 c. — Peine 570-10 c.
— Paris. Société 1818-140.
— Rouen. Théâtre 230 c.
— Circ. Organisation marit. 638.
13 Décret. Organ. milit., p. 1901.
— Cass. Organisation milit. 753 c., 936 c.; Tentative 54 c.
— Paris. Ordre 1193 c.
— Rouen. Voirie par terre 1341 c., 1349 c.
15 Cass. Privilèges et hypoth. 1600-20 c., 30 c.
— Rouen. Théâtre 184.
— Circ. Secours publics 228.
16 Cass. Mines 350-40 c. — Propriété féodale 444-20 c. — Trés. publ. 1253 c.
— Amiens. Dispositions entre vifs 1649-20 c., 1673 c., 1682 c.

Novembre.

- 16 Bordeaux. Ordre 831-19.
— Caen. Tres. publ. 622.
— Circ. Secours publ. 87.
17 Décret. Monnaie, p. 384; Organ. colon. 406, 417, p. 1116; Sacre 11; Uniforme-costume 11, 21-100, 34.
— Cass. Dispositions entre vifs 441 c. — Prescript. civ. 181 c.
— Douai. Rébellion 26-40.
18 Décret. Sociétés de crédit foncier et mobilier 278.
— Cass. Peine 570-10 c. — Régim. admin. 126-20 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 605.
— Caen. V. 18 février 1853.
— Rouen. Sel 77 c.; Vente 777 c.
— Cons. d'Etat. Organ. instr. publ. 222 c. — Organ. marit. 763 c. — Patente 418 c. — Voirie par eau 60-20. — Voirie par terre 1759.
19 Cass. Presse-outrage 1290-30 c. — Paris. Disposit. entre vifs 118 c. — Cons. d'Etat. Patente 418 c. — Voirie p. terre 97, 224 c., 722, 2215-70, 2410.
— Dépêche. Organisation marit. 1110-40-50.
20 Décret. Organisation de l'Algérie 702-30, p. 799.
— Cass. Mines 20 c.
— Bourges. Privil. et hypoth. 1008-30 c., 1685-20 c.
— Paris. Organisation milit. 428 c. — Trésor public 1435 c.
22 Décret. Organisation de l'Algérie 912 s., p. 799.
— Cass. Obligations 1529 c.; Société 120 c.
— Paris. Trésor public 1379-30 c., 1389-30 c.
23 Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traité international, p. 544.
— Cass. Contrat de mar. 4003 c., 4038 c., 4129-30-40 c.
— Bordeaux. Responsab. 160-20 c.
— Montpellier. Procès-verbal 136 c.
— Riom. Obligations 807 c.
24 Décret. Ordres civils et militaires 208 c., 234 s., 253, 270, 276; Organ. instr. publ., p. 1369; Organ. milit. 737; Pension, p. 775.
— Cass. Contrat de mar. 4018 c. — Organ. colon. 483 c. — Propriété féodale 446-50 c.
— Bordeaux. Presse-outrage 417 c., 491 c.
— Caen. Vente publ. d'immeubles 371-20 c.
— Orléans. Voiture 405 c., 417 c.
— Rouen. Disposit. entre vifs 1541-10 c.; Responsab. 846 c.
25 Grenoble. Secours publics 279 c. — Société 469 c.
— Cons. d'Etat. Trésor public 574-20. — Voirie p. terre 2271-19.
— Circ. Télégraphie 55, 98, 67, 129, 737.
26 Décret. Traité internat., p. 544.
— Cass. Poids et mesures 180-10 c.; Sel 56 c.
— Douai. Référé 230-40 c.
27 Décret. Secours publics, p. 799.
— Cass. Instr. crim. 1664-20. — Vol 811 c.
— Trib. de Nantes. Vol 153 c.
28 Cass. Notaire 912-20 c.; Obligat. 2647 c. — Obligations 2436 c., 2677 c.; Vente 1871 c. — Peremption 322 c.
— Agen. Disposit. entre vifs 463-50 c.
— Trib. de Châteaux. Privil. et hypoth. 2715 c., 2737-40 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publics 906-20.
30 Décret. Organ. écon., p. 1292; Sacre 11.
— Arrêté. Voirie p. chemins de fer 359.
— Cass. Jugement 50-80 c.; Jugem. par défaut 170-20 c.; Organ. judic. 138-10 c.
— Agen. Servitudes 1277 c.
— Toulouse. Disposit. entre vifs 3598 c.
— Cons. d'Etat. Patente 418 c. — Voirie par terre 787.

Décembre.

- 1 Décret. Organ. milit. 79, p. 1901.
- Cass. Prêt à intérêt 221-70 c.
- Privil. et hypoth. 1328-30 c., 2723-60 c.
- Lyon. Société 96 c.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 233 c., 2933 c.
- Rouen. Obligations 889 c.
- Cons. d'Etat. Disposit. entre vifs 431-30 c.; Octroi 406 c.
- Organ. de l'Algérie 925, 1257-20 c.
- Traitement 97. — Trav. publics 636, 635.
- Voirie par eau 264-70 c., 369-40 c.
- Voirie par terre 2098.
- 2 Décret. Loi 121; Minist. public, p. 6; Notaire, p. 597; Obligations, p. 63; Organisation. Judic., p. 1508; Souveraineté, p. 842.
- Poitiers. Responsabilité 218 c.
- 3 Décret. Organ. Judic., p. 5508.
- Cass. Instr. crim. 2483-40 c.
- Presse-outrage 1559-10 c.
- Témoin 461-20.
- Agen. Contrat de mar. 4249 c.
- Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 421.
- 4 Arrêté. Organ. colon. 417.
- Cass. Organ. marit. 596-10 c.
- Voirie par eau 543 c., 656-50 c.
- Paris. Obligations 2681.
- 5 Cass. Obligations 3730 c.
- Office 993-60 c., 299 c.
- Ordre 644-10-30 c., 1103 c.
- Prescript. civ. 675 c.; Success. 1776 c.
- Douai. Voirie 327 c.
- Nîmes. Servitudes 243-10-20 c.
- Paris. Société 221 c.
- 7 Cass. Nantissement 174 c.
- Amiens. Disposit. entre vifs 1214 c.
- Success. 1038 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 1496 c.
- Pau. Vente 1683 c.
- Trib. corr. de la Seine. Contre-venant 457 c., 461 c.
- 8 Décret. Organ. de l'Algérie 799; Organisation. instr. publ. 361 c., p. 1369.
- Cass. Disposit. entre vifs 1344-10 c.; Substitut. 128-50 c.
- Office 99 c., 102 c.
- Prescript. civ. 97-20 c.
- Responsabilité 205 c.
- Caen. Obligations 4541-40 c.
- Limoges. Privil. et hypoth. 1759-30 c.; Propriété féodale 306 c.
- Lyon. Séparat. de corps 388 c.
- Riom. Privil. et hypoth. 1889-30 c.
- Trib. de Lyon. Propriété litté- raire 179.
- Avis. Travaux publics 981.
- Décis. Pêche fluviale 28.
- 9 Convention. V. 3 janvier 1853.
- Cass. Instr. crim. 1249-80 c., 1249-80 c.
- Témoin 188 c.
- Trib. de la Seine. Timbre 160-10 c.
- Cons. d'Etat. Réunions publiques 5-40 c.; Théâtre 116 c.
- Travaux publics 163, 164.
- Trésor public 574-30 c.
- Voirie par chemins de fer 146.
- 10 Décret. Société de crédit foncier et mobilier 45 c.
- Cass. Jugem. 1003-90 c.
- 11 Décret. Monnaie, p. 386; Organ. milit., p. 1901; Ville de Paris 83, p. 147.
- Lyon. Obligations 2235 c.
- Trib. de Bruxelles. Servitudes 916 c.
- 12 Sénatus-consulte. Monument 3-20 c., 22 c.; Organ. écon., p. 1292.
- 13 Décret. Organ. de l'Algérie 326, p. 799.
- Cass. Jugem. par défaut 63 c.; Success. 2124-30 c.; Vente publique d'immeubles 1593 c.
- Société 1478-40 c.
- 14 Constitution. Lettres de cachet 4.
- Décret. Monument 3-20 c.; Organ. admin. 136.
- Cass. Requête civile 9-10 c.
- Amiens. Séparat. de corps 14 c.
- Bourges. Obligations 1130-10 c.
- Metz. Responsabilité 453-30 c.
- Paris. Succession 1148 c.

Décembre.

- 15 Sénatus-consulte. Organ. admin. 114.
- Décret. Organisation instr. publ., p. 1369.
- Cons. d'Etat. Patente 30 c., 79-20 c.
- Taxe 30 c., 25-20 c.
- Voirie par chemins de fer 514-10 c.
- Voirie par terre 234.
- 16 Cass. Organ. Judic. 653 c.
- Serment 178 c.
- Cons. d'Etat. Organ. milit. 190-10 c.
- Trésor public 423.
- Voirie par terre 1475, 1527, 1831-10, 1633, 2060-30.
- 17 Cass. Contre-venant 275 c.
- Respon. Ordre 1235-10.
- Bourges. Ordre 49-10 c., 663-30 c., 680 c., 705-10 c., 709-50 c., 712-20 c., 713-30 c., 738-10 c.
- Nîmes. Office 339 c.
- 18 Décret. Crimes contre l'Etat 116; Pétition 17; Souveraineté, p. 842.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1259-40.
- 20 Cass. Obligat. 238 c.
- Obligations 3172 c.; Société 813 c.
- Nançy. Prescript. crim. 22 c.
- Pan. Minorité 511 c.
- Rouen. Disposit. entre vifs 1735-50 c.
- 21 Cass. Privil. et hypoth. 884 c., 2225 c.
- Transcrit. hypoth. 729-30 c.
- Vente 445 c.
- Orléans. Prescript. civ. 933 c., 950 c.
- Vente publ. d'immeubles 1894 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 1905 c., 1237 c.
- 22 Cass. Mines 331-40 c.
- Aix. Paternité 665 c., 581 c., 585-20 c., 616 c.
- Bordeaux. Office 289-40.
- Paris. Référé 303 c.
- Cons. d'Etat. Patente 194 c., 234 c., 415 c., 418 c.
- Taxe 27 c.
- Voirie par eau 260 c.
- Voirie par terre 794, 879 c., 2263.
- 23 Convention. V. 7 et 16 février, 7 décembre 1853.
- Cass. Instruction crim. 1235 c., 1439 c.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 1118 c., 4604-30 c.
- Paris. Office 283-40 c., 294-10 c.
- Cons. d'Etat. Octroi 20 c.
- Organ. de l'Algérie 1184 c.
- Organ. milit. 814 c.
- Trav. publ. 434-50 c.
- Voirie par eau 389 c.
- Voirie par terre 1210-80 c.
- 24 Cass. Instr. crim. 2937 c., 2649 c.
- Néracine 62 c.
- Témoin 525-10 c., 662 c.
- Angers. Ordre 43 c., 744-30 c.
- Colmar. Disposit. entre vifs 4607-30 c.
- Lyon. Obligat. 4538-10 c.
- Vente publ. d'immeubles 1231 c.
- Montpellier. Travaux publ. 623 c.
- 25 Sénatus-consulte. Organ. admin. 114, 163, 165; Organ. marit., p. 1696; Organ. milit. 80; Serment, p. 8; Souveraineté, p. 842; Traitement 48, 52; Travaux publics 165, 332, 1037, p. 853; Trésor public 244, 661 c., 683, p. 1185; Voirie par terre 1460 c.
- Décret. Organ. admin. 136.
- 26 Décret. Organ. milit. 98, p. 1901.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1396, 1397.
- 27 Décret. Organ. marit., p. 1696.
- Cass. Contrat de mar. 4249 c.
- Montpellier. Minist. publ. 94 c.
- Notaire 866 c.
- 28 Cass. Vente publ. d'immeubles 1889 c.
- Voirie par terre 455 c., 564 c.
- Rouen. Ordre 43.
- 29 Décret. Sceau, p. 701.
- Cass. Mandat 296 c.; Responsabilité 243-30 c.
- Colmar. Qualité 26 c.
- 30 Décret. Organ. admin. 170, p. 614; Théâtre, p. 302.
- Trib. de la Pointe-à-Pitre. Notaire 310-40 c.

Décembre.

- 31 Sénatus-consulte. Organ. admin. 117.
- Décret. Organ. milit., p. 1901; Pension, p. 775; Pétition 11; Privil. et hypoth., p. 49; Sociétés de crédit foncier et mobilier 12-60, 39; Souveraineté, p. 842; Trésor public 1297 c.; Ville de Paris, p. 147.
- Cass. Usage 220-10 c.; Varch, p. 33.
- Paris. Mont-de-piété 83 c.
- Servitudes 256 c., 272 c., 274 c., 283 c.
- Toulouse. Succession 1982 c., 1983 c.
- 1853
- Janvier.
- 3 Décret. Organ. admin., p. 614; Organ. milit., p. 1901; Traité intern., p. 544.
- Cass. Jugement 1042-130 c.
- Privilèges et hypoth. 1464 c., 2938 c., 2997 c.
- Transcription hypoth. 426 c.
- Timbre 30 c.
- Rouen. Propriété 203 c.
- 4 Cass. Société 865-30 c.
- Besançon. Office 333.
- Grenoble. Privil. et hypoth. 658 c.
- Succession 2134 c.
- Montpellier. Nantissement 114 c.
- Obligations 698 c.
- Paris. Trésor public 1379-30, 1397-20 c.
- 5 Décret. Presse-outrage, p. 415; Voirie par terre 1673 s., p. 213.
- Arrêté. Secours publics 244, 259.
- Cass. Transcription hypoth. 726-10 c.
- Paris. Société 729 c.
- Cons. d'Etat. Patente 255 c.
- Voirie par terre 764-30 c.
- 6 Décret. Organ. écon., p. 1292; Organ. milit., p. 1901.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1184-40 c.
- Presse-outrage 112 c.
- Taxe 24-20 c.
- Travaux publics 701, 827-20 c., 861 c., 1098 c.
- Voirie par chemins de fer 531 c.
- Voirie par terre 841, 1702-50 c., 272-50 c., 273 c., 1763.
- 7 Cass. Intervent. 167-40 c.; Quest. préjudic. 54-50 c., 93 c.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 1492-50 c.
- Rouen. Organ. marit. 677 c.
- 8 Décret. Organ. milit., p. 1901; Trésor public, p. 1189; Uniforme-coutume 1144-10, 28.
- Orléans. Obligat. 6682 c.; Ordre 768-40-20 c.
- Paris. Ordre 916-30 c.
- 9 Décret. Organ. marit. 784 c.
- 10 Cass. Obligations 3789 c.; Requête civile 88 c., 91 c.
- 11 Décret. Organisation. Instr. publ., p. 1369.
- Cass. Disposit. entre vifs 357-40 c., 2903 c., 2928 c.
- Vente admin. 317-60 c.
- Orléans. Ordre 526-20 c.; Privil. et hypoth. 2179 c.
- Société 1300 c.
- Cons. d'Etat. Secours publ. 88.
- 12 Décret. Organ. marit., p. 1696; Sol, p. 446; Travaux publics 209 s.
- Cass. Disposit. entre vifs 664 c., 2108 c., 2328 c.
- Succession 1839 c.
- Propriété littéraire 353 c.
- Saisie-arrest 438 c.
- Paris. Organ. milit. 424 c.
- Trib. de la Seine. Vice rédempt. 249 c., 235, 236.
- Cons. d'Etat. Trav. publ. 623-10 c.
- 13 Cass. Instr. crim. 1626-40 c.; Témoin 512 c.
- Instr. crim. 2675 c.
- Paris. Vente publ. d'immeubles 1935 c.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 353.
- Voirie par terre 246 c., 291 c., 2215-60 c.
- 14 Décret. Organ. milit., p. 1901.

Janvier.

- 14 Cass. Instr. crim. 3080-50 c.
- Vol 147 c.
- Lyon. Responsabilité 188-70 c.
- Paris. Success. 1161 c.
- Riom. Culte 74 c., 75 c.
- Trib. de Cosne. Presse-outrage 436-10.
- 15 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 799; Organ. colon. 127 c., p. 1116; Organ. marit., p. 1696; Serment, p. 8; Travaux publics 933 c., p. 853.
- Cass. Instr. crim. 969-20 c.
- Orléans. Dispositions entre vifs 4648-10 c.
- 17 Cass. Prescript. civ. 753, 756-20 c.; Privil. et hypoth. 2925 c.
- Caen. Disposit. entre vifs 2747 c.
- Grenoble. Usage 165, 254 c., 285, 494 c., 507-20 c.
- Paris. Voirie par chemins de fer 127 c.
- 18 Cass. Renvoi 187 c.
- 19 Cass. Prescript. civ. 1006 c., 1009 c.
- Vente publ. d'immeubles 1102 c.
- Riom. Ordre 721 c.
- Rouen. Saisie-arrest 330 c.
- Toulouse. Obligations 268 c.
- 20 Cass. Instr. crim. 1215 c., 2466 c.
- Grenoble. Succession 85 c.
- Rouen. Obligations 2660-20 c.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 351.
- Prisons 34 c., 35 c.
- Travaux publics 696.
- Voirie par eau 209.
- Voirie par terre 1021-10, 1023, 2284-10.
- 21 Arrêté. Organ. de l'Algérie 307 s., p. 789.
- Cass. Organ. marit. 583-20 c., 591-20 c., 596-10 c.
- Amiens. Voirie par chemins de fer 381 c., 335-10 c., 379 c., 385 c.
- Rouen. Succession 1000 c.
- Trib. de la Seine. Voirie par eau 536.
- 22 Décret. Culte, p. 732.
- Bourges. Succession 2969 c.
- Paris. Société 1503-10 c., 30 c., 1508 c.
- Dépêche. Organ. marit. 1094.
- 24 Décret. Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Notaire 405-90 c., 430 c.
- Société 924 c., 938 c., 1301 c.
- 25 Convention. V. 10 mars 1853.
- Cass. Obligations 429 c.
- Privil. et hypoth. 1663-40 c., 2879 c.
- Lyon. Vente 1181-30 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 906.
- 26 Décret. Sel, p. 866.
- Convention. V. 23 mars 1853.
- Cass. Office 441 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 1131.
- Montpellier. Vente publ. d'immeubles 1782 c.
- Rouen. Voirie par terre 122 c., 1551 c., 1570-30 c.
- Trib. de la Seine. Responsabilité 107 c.
- 27 Cass. Instr. crim. 1626-40 c., 2391-10 c., 2911 c.
- Serment 21-30 c.
- Témoin 180 c.
- Bordeaux. Ordre 714-10.
- Metz. Succession 326 c.
- Rennes. Peine 327-20 c.; Prescript. crim. 122 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1254-20 c.
- Travaux publics 953.
- 28 Cass. Instr. crim. 1860 c.; Témoin 175-40 c., 2879-30 c.
- Bourges. Office 296 c., 998-10 c., 802-10 c., 305 c., 310 c.
- Orléans. Minist. publ. 232 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 3549-30 c.
- Jeu 38 c., 39 c.
- Trésor public 1411 c.
- Toulouse. Jugem. d'av. dire droit 36-60 c.
- Circ. Organ. marit. 528.
- 29 Décret. Organ. marit., p. 1696.
- Rapport. Organ. marit., p. 1696.
- 31 Cass. Disposit. entre vifs 4650-10, 4651-30 c.
- Office 248 c., 306 c.
- Success. 1238 c.

Février.

- 1 Cass. Jugement 197-70 c.; Usage 139-50 c.
- Besançon. Surenchère 1471.
- Depêche. Organisation. marit. 1090, 1118-30.
- 2 Décret. Organ. admin., p. 614; Organ. écon. 6 s., p. 1292; Secours publics, p. 780; Trésor public 725-10.
- Cass. Jugement 1021-40 c.; Vente publ. d'immeubles 2130-40 c.
- Obligat. 634-10 c., 4536-80 c.
- Décis. Timbre 174.
- 3 Cass. Instr. crim. 1720-50.
- Besançon. Obligat. 4096-10 c., 4155-30.
- Grenoble. Ordre 1051-60.
- Paris. Tierce-opposit. 198-40 c.
- Cons. d'Etat. Taxe 15 c., 36 c.
- Voirie p. chemins de fer 515.
- 4 Arrêté. Organ. instr. publ. 361, 377.
- Aix. Usage 72 c.
- Trib. de Fort-de-France. Surenchère 285 c.
- 7 Décret. Traité intern., p. 544.
- Cass. Jugem. 296-40 c.
- Orléans. Obligat. 4648 c., 4888-20 c.
- Paris. Success. 2093 c.
- Décis. Secours publics 291.
- 8 Aix. Obligat. 103 c.
- 10 Arrêté. Organ. de l'Algérie 424.
- Douai. Obligat. 1885-40 c., 1909 c., 3107 c.
- Privil. et hypoth. 2391-20-30 c., 2449-30 c.
- Poitiers. Servitudes 911 c.
- 11 Cass. Organisation. milit. 695-40 c., 696 c., 821-20-30 c.
- Vente de substances falsifiées 115 c.
- Vol 836-30.
- Rennes. Ordre 1051-60 c.
- 12 Bourges. Transcription hypoth. 222 c., 274 c.
- Vente 1368-30 c.
- Caen. Nantissement 316; Obligat. 916 c.
- Paris. Prescript. civ. 681 c.
- Saisie-exécution 143 c.
- 14 Décret. Organisation admin. 136, p. 614; Théâtre, p. 302.
- Cass. Privil. et hypoth. 155 c.
- Société 1554 c.
- Voirie par chemins de fer 77 c.
- Lyon. Success. 2083 c.
- Nîmes. Instr. crim. 850 c.
- Pau. Office 248 c.
- Trib. de Cosne. Presse-outrage 436-10.
- Trib. comm. de Paris. Société 1578 c., 1580 c.
- 15 Décret. Mines 751.
- Arrêté. Organ. instr. publ. 197, 199.
- Traité. V. 15 mars 1853.
- Cass. Mandat 87-50 c.; Responsabilité 392-30 c.
- Orléans. Jugem. p. défaut 385-30 c.
- Rouen. Disposit. entre vifs 2715-10 c.
- Circ. Organ. marit. 212.
- 16 Arrêté. Organ. marit. 251.
- Cass. Servitudes 330 c.
- Société 613-10 c.
- Aix. Disposit. entre vifs 2920 c.
- Poitiers. Servitudes 1047 c.; Vente 584 c.
- Cons. d'Etat. Patente 235 c., 239 c.
- Voirie p. terre 221-30, 892, 972.
- 17 Cass. Vol 903-30, 931-10 c.
- Grenoble. Ordre 840-10 c.
- Nîmes. Vol 348 c., 353 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 1873; Vente publ. d'immeubles 412-20 c., 1433 c.
- Cons. d'Etat. Office 97 c.
- Organ. de l'Algérie 1252-30 c.
- Organ. milit. 635.
- Travaux publics 928, 935, 936, 940-10-30 c.
- Trésor publ. 356, 883.
- Voirie p. eau 515 c.
- Voirie p. terre 55-19, 1035.
- 18 Bordeaux. Poids et mesures 95-20 c.
- Paris. Succession 2040 c., 2124-20 c.

Février.

- 19 Décret. Manufact., p. 8; Organ. marit., p. 1698; Trésor public, p. 1185.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 2711-10 c.; Usufruit 482 c.
- Grenoble. Propriété feod. 428 c.
- Montpellier. Privilèges et hypoth. 442 c., 692 c.
- 21 Cass. Trésor public 1284 c.
- Bruxelles. Séparation de corps 79 c.
- Décis. Traitement 178-90.
- Règlement. Organ. instr. publ. 296.
- 22 Cass. Disposit. entre vifs 2714-40 c. — Obligations 2900-20 c., 3958 c. — Office 219 c., 237 c. — Surenchère 148 c.
- 23 Convent. V. 11 septembre 1853.
- Cass. Privil. et hypoth. 830 c.
- Angers. Minorité 532-30 c.; Privilèges et hypoth. 1054-20 c.
- Toulouse. Servitudes 240 c., 1437-10 c.
- Circ. Sociétés de crédit foncier et mobilier 16.
- 24 Convent. V. 29 avril 1853.
- Cass. Instr. crim. 1874-20 c., 2437-70.
- Bourges. Pêche fluviale 20 c., 103 c. — Usage 35 c., 83 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1168.
- Travaux publ. 423-10 c., 597.
- Trésor public 893-20 c.
- Voirie p. terre 994.
- 25 Cass. Voirie p. eau 402-30 c., 493 c., 499 c., 500 c., 520-20 c., 718-10-30 c.
- Angers. Instr. crim. 636 c.
- 27 Décret. Organ. marit., p. 1696; Organ. milit., p. 1901; Uniforme-costume 21-130.
- 28 Alger. Organ. de l'Algérie 775-30, 777-10.
- Lyon. Société 168-10 c., 177 a.

Mars.

- 1 Cass. Notaire 803 c., 806 c. — Obligations 90-30 c., 117 c., 159 c.; Organ. milit. 494-10-20-30 c. — Obligation 4099-20 c., 4131 c. — Privil. et hypoth. 470 c., 471-10 c. — Société 773 c.
- Colmar. Succession 2053 c.
- Pau. Obligations 268 c.
- Circ. Organ. marit. 96.
- 2 Décret. Organ. de l'Algérie 799.
- Cass. Jugem. par défaut 426-70 c. — Privil. et hypoth. 1545-40 c. — Usage 175-40 c., 438 c., 527 c.
- Dijon. Disposit. entre vifs 3122-10 c.
- Rouen. Dispositions entre vifs 3486 c., 3508-30 c., 3571 c.
- 3 Cass. Instr. crim. 1314-30 c., 2827-30 c., 2935 c.
- Amiens. Obligations 892-20 c.; Privil. et hypoth. 2340 c.
- Montpellier. Disposit. entre vifs 297 c., 3475 c., 3476 c.
- Rouen. Voirie par chemins de fer 613.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 2306-30.
- 4 Traité. V. 2 février 1854.
- Cass. Instr. crim. 1697-40, 3752-30 c. — Travaux publics 661-20 c., 663 c.
- Besançon. Surenchère 116 c.
- Paris. Propriété littéraire 305 c.
- 5 Décret. Organ. admin. 826.
- Convention. V. 27 mai et 4 juin 1853.
- Orléans. Ordre 512-60 c., 519 c., 831-30 c.; Privil. et hypoth. 2280 c.
- 7 Décret. Pêche marit. 56; Sel 48 c.
- Bordeaux. Ordre 623.
- Nîmes. Responsabilité 284 c.
- 8 Décret. Organ. econom., p. 1292.
- Cass. Obligat. 2457-40 c., 2501-40 c. — Prescript. civile 55 c.; Privil. et hypoth. 1322-20 c., 1293-20 c., 1594-30 c. — Requête civile 56 c., 233-10 c.
- Circ. Organ. marit. 768.

Mars.

- 9 Traité. V. 27 décembre 1853 et 6 avril 1854.
- Cass. Disposit. entre vifs 2508-10-30, 3650 c., 3663 c. — Servitudes 632 c.
- Grenoble. Ordre 349.
- Paris. Séparat. de corps 141.
- Trésor public 1419-30 c.
- Pau. Obligations 2493-30 c., 40.
- Pottiers. Obligations 629-30 c.
- Cons. d'Etat. Patente 984 c.
- Travaux publics 1236-20 c. — Voirie par terre 1612-20, 1613, 1645.
- 10 Décret. Traité internat., p. 584.
- Cons. d'Etat. Trésor public 574-40 c.
- 11 Cass. Instr. crim. 1352 c.
- Bordeaux. Paternité 553-100 c., 620-60 c., 623 c.
- 12 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1269.
- Cass. Vidanges 41-10 c.; Voirie par terre 1926-10 c., 2376 c.
- Trib. de Castelarrazin. Ordre 724-30 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 606-20.
- 14 Décret. Ordres civils et milit. 208 c., 233, 252.
- Cass. Jugement 958-30 c. — Jugement d'av. dire droit 66-140 c.; Prescript. crim. 94 c., 95 c. — Privil. et hypoth. 2140, 2243-10 c.
- Bourges. Vente 426-20 c.; Vente publ. d'immeubles 1408-10 c., 1536-30 c., 1527 c.
- Cologne. Propriété 423 c. — Succession 94 c.
- Paris. Trésor public 1381 c.
- Trib. comm. de Bruxelles. Société 73-20 c., 878-40 c.
- 15 Décret. Propriété littéraire 65 c., p. 541.
- Cass. Jugement 981-30 c.
- Metz. Disposit. entre vifs 4284 c.; Substitut. 260 c.
- Rennes. Presse-outrage 749-20 c.
- Riom. Succession 94 c.
- Circ. Trésor public 611.
- 16 Cass. Servitudes 356-20 c.
- Agen. Succession 1028 c.
- Rouen. Disposit. entre vifs 2745-10 c.
- Trib. de Troyes. Vente publ. de récoltes 17 c.
- 17 Amiens. Disposit. entre vifs 756 c., 1050 c.; Prescript. civ. 763 c.; Succession 1028 c., 1029 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 808.
- 18 Cass. Instr. crim. 2837-20 c., 2941 c.; Responsabilité 27 c.
- Témoin 505-40 c.
- Colmar. Usufruit 468 c., 745-30 c., 758 c.
- Lyon. Disposit. entre vifs 3924 c.
- Paris. Loterie 34 c.
- Circ. Propriété 86.
- 19 Décret. Organ. colon., p. 1116; Organ. marit. 133, p. 1696.
- Cass. Instr. crim. 3353-30 c. — Organ. milit. 829 c. — Voiture 227 c.
- Ch. du cons. de la Seine. Minorité 804.
- 21 Cass. Saisie-arrest 439 c. — Vente 588 c.
- Alger. Vice rédhibitoire 66 c., 165 c.
- 22 Décret. Traité internat., p. 584.
- Cass. Vice rédhibitoire 112 c., 156 c.
- Avis cons. général des ponts et chaussées. Voirie par terre 212, 1600 c.
- 23 Décret. Organ. colon., p. 1116.
- Convention. V. 26 mai 1856.
- Arrête. Organisation marit. 314, p. 1696.
- Cass. Office 328 c. — Privil. et hypoth. 244 c. — Succession 1787 c.
- Bordeaux. Disposit. entre vifs 4638-20 c., 4639 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 524.
- Circ. Orléans 33; Organ. marit. 68.
- 24 Arrête. Organ. colon. 623.
- Cass. Instr. crim. 2758 c.

Mars.

- 24 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1079-40 c. — Organ. milit. 353.
- Tierce-opposit. 273-10 c.
- Traitement 88-20.
- 26 Trib. corr. de Nancy. Presse-outrage 981 c.
- 29 Cass. Mariage 924 c.; Surenchère 64 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1273-10 c. — Responsabilité 634 c., 653 c. — Trésor public 574-30 c., 578-10 c., 590-10 c.
- Voirie par chemins de fer 281.
- 30 Décret. Organ. milit., p. 1901.
- Convention. V. 10 juin 1853.
- Cass. Voirie par terre 1208-10 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1257-30 c. — Trav. publics 1054, 1079 c. — Voirie p. eau 192-30.
- 31 Paris. Ordre 960-110 c. — Privil. et hypoth. 934-20 c.
- AVRIL.
- .. Trib. de la Seine. Propriété littér. 181 c.
- 1 Convent. V. 1er juillet et 18 septembre 1853.
- Cass. Instr. crim. 1043 c.
- 2 Cass. Presse-outrage 514 c. — Témoin 168 c.
- Paris. Obligat. 2418-20, 2426-50 c. — Reféré 177 c.
- 3 Paris. Rehabilitation 4.
- 4 Cass. Jugement 1003-100 c. — Mariage 955 c.
- Paris. Reféré 175 c.
- 5 Bastia. Privilèges et hypothèques 865 c.
- 6 Cass. Société 83 c.
- Bruxelles. Organ. milit. 411 c.
- Douai. Séparation de corps 125 c., 141 c., 177-20-30 c.
- 7 Décret. Organ. milit., p. 1901; Timbre d. c., p. 430.
- Cass. Instr. crim. 2826 c.
- Lyon. Vente publ. d'immeubles 1791-30-40 c.
- Paris. Contravention 400. — Voirie p. chemins de fer 335-30 c., 397 c.
- 8 Décret. Organ. admin. 826.
- Cass. Presse-outrage 426-20 c.
- Lyon. Sel 77 c.
- Paris. Jugement 711-30 c. — Prescript. crim. 199 c. — Privil. et hypoth. 875 c.; V. 8 avril 1851.
- Rouen. Disposit. entre vifs 825 c., 968 c.
- 9 Convent. V. 24 mai 1853.
- Bourges. Poids et mesures 84 c.
- Caen. Obligat. 539 c., 636-20 c., 4770-30 c.
- 11 Décret. Postes, p. 15.
- Cass. Reprise d'inst. 23 c.
- Montpellier. Organ. marit. 582-20 c.
- Paris. Propriété littér. 179 c., 180 c.
- Toulouse. Usage 95 c., 543 c., 545 c., 568 c.
- Trib. de Bordeaux. Vidanges 62 c.
- 12 Cass. Jugement 983-60 c. — Prescript. civ. 982 c.
- Bordeaux. Privilèges et hypothèques 596 c., 603-10 c.
- Circ. Organ. marit. 1109.
- 13 Décret. Pension, p. 775.
- Metz. Servitudes 769-10 c.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 882.
- Procès-verbal 743 c.; Voirie p. eau 275-20, 366 c. — Taxe 35 c., 40, 41 c. — Voirie p. eau 108 c. — Voirie p. terre 283-20 c., 768 c., 923-10 c., 929-10 c., 971 c.
- 14 Cass. Instr. crim. 2716-30 c.
- Bourges. Rébellion 22 c., 40-20 c.
- Rouen. Vente 995 c.
- Cons. d'Etat. Jugement 921 c. — Organisation milit. 648. — Travaux publics 1079 c. — Voirie p. eau 56, 82, 113, 372. — Voirie par terre 1612-20, 1615-10, 1619-30.
- 15 Arrête. Secours publics 79.
- Cass. Presse-outrage 682-30 c.
- Circ. Secours publics 244.

Avril.

- 16 Décret. Organ. instr. publ. 273 c., 274 c., 275 c., 324 c., p. 1369.
- Angers. Séparat. de corps 144 c.
- Trib. de Niort. Société 996 c.
- 18 Convent. V. 30 juin 1853.
- Cass. Transcription hypoth. 715-10 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 778.
- Douai. Vente 979 c.
- 19 Convent. V. 25 et 30 juin 1853.
- 20 Cass. Notaire 445-20 c., 487-40 c.
- Lyon. Paternité 545 c., 645-20 c.
- Paris. Success. 280 c., 307 c.
- Circ. Secours publics 244.
- Règlement. Organ. instr. publ. 415.
- 21 Convent. V. 27 mai et 4 juin 1853.
- Paris. Puissance paternelle 54-10 c.
- Trib. de la Seine. Théâtre 160.
- Cons. d'Etat. Organ. milit. 131, 164. — Pension 25 c. — Voirie p. chemins de fer 488 c.
- 22 Décret. Organ. de l'Algérie 504-30, p. 800.
- Paris. Jugem. p. défaut 467-30 c.
- 23 Loi. Organ. milit. 226.
- Montpellier. Ordre 842.
- Paris. Privilèges et hypothèques 2470. — Rente viagère 123 c.
- 25 Décret. Traité internat., p. 544.
- Cass. Obligations 295-20 c., 297-30 c., 5120 c., 5130-60 c. — Responsab. 775 c.
- Nancy. Société 803 c., 874-40 c.
- Orléans. Prescript. crim. 108 c., 169 c., 176-20 c.; Quest. pré-judic. 51 c.
- 26 Cass. Louage emphyt. 41-70-80 c.; Privilèges et hypoth. 820 c. — Peine 160-10 c.
- Paris. Requête civ. 40 c.; Tierce-opposit. 108 c.
- 27 Décret. Organ. colon., p. 1116; Propriété littér. 65 c.; Traité internat., p. 544.
- Cass. Jugement 969-130 c. — Obligations 5266 c.
- Colmar. Ordre 696-80 c.; Privil. et hypoth. 1683-80 c.
- Circ. Organ. marit. 70.
- 28 Décret. Traité internat., p. 544.
- Cass. Procès-verbal 482 c.
- Orléans. Requête civile 48 c., 50-20 c., 133 c., 143 c.
- Paris. Presse-outrage 486-20 c.
- Circ. Organ. marit. 389.
- 29 Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traité internat., p. 545.
- Cass. Témoin 625 c.
- Bordeaux. Vente publique d'immeubles 1642-10 c., 1643 c., 1923 c.
- Lyon. Obligat. 705 c., 718-10 c. — Secours publics 375.
- Décis. Organ. judic. 773 c., 774 c., 778 c.
- 30 Décret. Organ. colon., p. 1135; Trésor public 1278, 1287; V. 10 juin 1853.
- Bourges. Obligations 2145-80 c.; 2155-30 c.; Ordre 615-10-20-30 c., 696-90-100 c., 889-30 c., 937-30 c.; Privilèges et hypoth. 1537-40 c., 1652 c., 2304 c., 2210 c., 2253-20-40 c., 2254-20 c., 2392-20 c.
- Caen. Dispositions entre vifs 945-30 c.
- Orléans. Vente de substances falsifiées 120 c.
- Paris. Ordre 538 c.; Privilèges et hypoth. 2126-10 c., 2134 c. — Vente 777 c. — Vente publique d'immeubles 2214 c.
- Trib. de la Seine. Théâtre 271.
- Mai.
- 2 Cass. Notaire 512-10 c., 513-40 c., 515-40 c. — Office 254 c., 255 c.; Prêt à intérêts 257 c.; Vente 1816 c.
- Paris. Voirie par chemins de fer 411-30.
- 3 Loi. Postes, p. 15; Trésor public 1143.
- Cass. Obligations 4489 c.; Privil. et hypoth. 900 c. — Propriété 348-60 c. — Société 1298 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 3762 c.

Mai.

- 3 Liège. Paternité 162-10 a.
- Trib. d'Autun. Vente publique de meubles 59 c.
- Dépeche. Organ. marit. 1116-40.
- 4 Décret. Organ. marit., p. 1696.
- Cass. Perteption 253-30 c.
- Agen. Servitudes 910-10 c.
- 5 Dépeche. Organ. marit. 1116.
- 6 Trib. de com. de la Seine. Trésor public 1416.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1175-10-20 c.
- 7 Loi. Postes, p. 15.
- Décret. Trésor public 1278, 1287; V. 10 juin 1853.
- Convention. V. 25 août 1853.
- Cass. Presse-outrage 799 c. — Volture 112-60 c.
- Besançon. Usage 406 c.
- Bourges. Vente 1073 c.
- Paris. Ordre 774-20 c.; Privil. et hypoth. 916 c.
- 8 Cass. Disposit. entre vifs 803 c.
- 9 Cass. Jugement 981-40 c. — Obligations 250 c. — Ordre 138-30 c., 634-30 c.
- 10 Décret. Organ. econom., p. 1292.
- Convention. V. 29 juillet 1853.
- Cass. Mariage 853-50 c.; Obligations 2891 c. — Surenchère 78 c., 247 c.
- Douai. Presse-outrage 740 c.; Voirie par eau 311 c.
- Lyon. Privil. et hypoth. 2635 c.
- Nîmes. Saisie-arrest 338-70 c.
- Décis. Vente publ. d'immeubles 9055 c.
- 11 Cass. Responsabilité 166-20 c. — Séparat. de corps 228 c. — Société 1295-40 c., 1328 c.
- 12 Cass. Instr. crim. 2859-150 c. — Témoin 287 c.
- Agen. Prêt à intérêts 220 c., 220 c., 235 c., 293 c.
- Lyon. Disposit. entre vifs 3971 c.
- Metz. Organ. milit. 842 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1256-10 c. — Travaux publics 1190-20 c.; Voirie par chemins de fer 164-40 c. — Voirie par chemins de fer 206 c., 649-20 c. — Voirie par terre 846 c., 945-10 c.
- 13 Cass. Peine 152-30 c.
- Douai. Saisie-arrest 181 c., 248 c.
- 14 Décret. Organ. marit. 77, 125.
- Cass. Procès-verbal 188 c.
- Limoges. Privil. et hypothèques 876 c.
- Paris. Disposit. entre vifs 1644-80-90 c. — Usufruit 210 c.; Usufruit légal 8 c.
- 17 Décret. Traité internat., p. 543.
- Convention. V. 27 juin 1853.
- Grenoble. Prescript. crim. 70-20 c., 98 c., 163-20 c.
- 18 Décret. Organ. de l'Algérie 644, p. 800.
- Angers. Disposit. entre vifs 3423-70 c., 3751 c.
- Caen. Privil. et hypoth. 817 a. — Privil. et hypoth. 1775 c.; Transcription hypoth. 261 c., 273 c., 685 c.; Vente publ. d'immeubles 69 c., 1186-20 c.
- Cons. d'Etat. Trésor public 424-40, 463-40, 483, 500 c., 501 c., 521, 587-10 c. — Voirie par terre 58 c.
- 20 Circ. Vétérinaire 2 c., 7 c., 13 c., 14 c.
- 21 Cass. Presse-outrage 485-10 c.
- Riom. Disposit. entre vifs 833 c.
- 22 Décret. Organ. de l'Algérie 820, p. 800; Organ. milit., p. 1901.
- Cass. Société 1073 c. — Timbre 94 c., 95 c.
- Douai. Vente 1206 c.
- Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 418.
- Circ. Organ. judic. 801 c.
- 24 Décret. Traité internat., p. 534.
- Cass. Disposit. entre vifs 2822 c., 2921 c., 2936-20 c.
- Aix. Obligations 1988 c.; Privil. et hypoth. 2348-50 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 2299 c., 3123-30 c.
- Lyon. Usufruit 329 c., 335 c.
- 25 Cass. Organ. marit. 790-30 c. — Servitudes 423 c.

Mai.

- 16 Cass. Minist. publ. 270-30 c. — Peine 237-30 c.
 — Trib. de la Seine. Disposit. entre vifs 383 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. milit. 620. — Pension 48 c. — Trésor public 1049. — Voirie par eau 637-30 c. — Voirie par terre 892, 913, 933-30 c., 969 c.
 17 Décret. Traité internat., p. 545. — Cass. Vol 506-100 c.
 — Bordeaux. Obligations 3261 c. — Riom. Ordre 959-80 c., 965.
 28 Loi. Organisat. marit. 98, 112, p. 1696; Secours publ., p. 780; Télégraphie, p. 37; Trésor public 523, p. 1185.
 — Décret. Organ. colon., p. 1116.
 — Cass. Organ. marit. 583-10 c. — Procès-verbal 159-30 c.
 — C. de l'île de la Réunion. Obligat. 488 c., 989 c.
 30 Paris. Voirie par chemins de fer 481.
 31 Arrêté. Organisat. de l'Algérie, p. 800.
 — Cass. Timbre 169 c., 170 c., 175 c., 180 c. — Vente 787 c.

Juin.

- 1 Loi. Organ. économ. 68; Prud'hommes, p. 534.
 — Cass. Paternité 628-30 c.; Succession 365 c.
 — Orléans. Vente publ. d'immeubles 1504 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. admin. 513, 532-60, 588-10, 589, 963-50, 1019-20, 1020-10.
 2 Cass. Témoin 491-10 c. — Vol 165-30, 34 c.
 — Besançon. Obligat. 968-30 c.
 — Bordeaux. Responsabilité 341 c., 342 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 17-10 c. — Voirie p. terre 927-10 c.
 3 Cass. Obligat. 4888-30 c. — Pêche fluv. 171 c., 175 c.
 — Nancy. Obligat. 310 c.
 — Avis. Travaux publics 975.
 — Circ. Trésor public 611.
 4 Loi. Instr. crim., p. 341; Office 462; Organ. admin. 406-230.
 — Décret. Traité internat., p. 545.
 — Paris. Paternité 133-20 c., 164 c.
 6 Loi. Crimes contre l'Etat 6 c., 111.
 — Cass. Obligations 1129-10 c. — Séparat. de corps 219 c., 240-60 c., 261 c.
 — Alger. Organisation de l'Algérie 1138-10.
 — Grenoble. Notaire 629-10 c., 630 c.
 — Paris. Référé 231-40 c. — Travaux publics 1165 c.
 7 Cass. Saisie-gagerie 6 c. — Timbre 26-10 c. — Transcription hypoth. 715-10 c.
 — Montpellier. Séparation de corps 195-20 c.
 — Paris. Vente publ. d'immeubles 1613 c., 1923 c.
 8 Cass. Surenchère 71-30 c.
 — Bordeaux. Office 386; Société 165-30 c., 178-30 c.
 9 Loi. Instr. crim., p. 344; Organ. de l'Algérie 425; Pension, p. 775; Saisie-arrest, p. 490; Traitement 38 c., 1008; Trésor public 515, 761.
 — Cass. Instr. crim. 1334-100 c.
 — Montpellier. Privilèges et hypoth. 653-30 c.; Succession 1845 c., 2124-40 c., 2289 c.; Vente 1433 c.
 — Orléans. Organisat. milit. 318 c., 355 c., 358-30 c.
 — Trib. comm. de la Seine. Sociétés de crédit foncier et mobilier 116.
 10 Loi. Crimes contre l'Etat 6, 111 c.; Instr. criminelle, p. 344; Organisat. administr. 416-250, p. 814; Organisat. colon. 104; Pension, p. 775; Privilèges et hypoth. 1333, 2258 a.; Société, p. 380; Sociétés de crédit foncier et mobil. 18 c., 19 c.; Télégra-

Juin.

- phie, p. 37; Trésor public, 1278, 1287, p. 1185; Ville de Paris 46, 52, p. 147; Voirie p. chemins de fer, p. 853; Voirie p. terre 697 c.
 — Décret. Propriété littéraire 65 c.; Sociétés de crédit foncier et mobil. 274 c.; Traité internat., p. 545.
 — Cass. Instr. crim. 921 c., 925 c. — Révélation de secrets 12-30 c.; Témoin 43-10 c., 47-30 c., 48 c.
 — Bordeaux. Office 227 c., 229 c., 360-30 c., 269 c.
 — Orléans. Séparat. de corps 109 c., 141 c., 144 c.
 11 Décret. Organ. milit., p. 1901.
 — Amiens. Succession 1433.
 13 Décret. Ordres civ. et milit. 263, 273, 275.
 — Bordeaux. Obligations 98 c.; Propriété littér. 299 c.; Souscription littér. 7 c.
 — Nancy. Office 316 c., 318-20 c.
 — Agen. Vente 445 c.
 14 Cass. Vente 820 c.
 — Paris. Organ. judic. 294 c.
 — Décis. Timbre 35.
 15 Décret. Organ. milit., p. 1901; Pension, p. 775.
 — Cass. Mines 194 c. — Obligations 3284 c., 3792-30 c., 4818 c. — Société 873 c.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 650, p. 800.
 — Circ. Organ. judic. 482 c.
 — Decis. Organ. de l'Algérie 418.
 16 Décret. Pêche marit. 10 c.
 — Cass. Instr. crim. 1286-40 c.
 — Montpellier. Success. 1888 c.
 — Trib. de Grenoble. Surenchère 339 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. admin. 589. — Travaux publics 724. — Voirie par chemins de fer 349-30.
 — Instr. Vente publ. d'immeubles 2055 c.
 17 Décret. Presse-outrage, p. 415.
 18 Cass. Succession 2208. — Voirie par terre 1318 c., 1429-30 c.
 19 Cass. Obligations 4772-20 c.
 20 Décret. Organ. marit. 497.
 — Cass. Voirie par chemins de fer 482 c.
 — Bordeaux. Responsabilité 381-20 c. — Traité internat. 259 c.
 21 Sénatus-consulte. Crimes contre l'Etat 116.
 — Décret. Organ. admin., p. 614.
 — Cass. Mines 57.
 — Cons. d'Etat. Voirie par terre 370 c., 1101 c., 2063 c.
 — Circ. Voirie par terre 62.
 — Statut. Scellés, p. 709; Souveraineté, p. 842.
 22 Décret. Postes, p. 15.
 — Cass. Organ. de l'Algérie 610 c., 687-40 c. — Prescript. civ. 50 c., 517 c.; Voirie par eau 517-10 c.; — Prêt à intérêt, 22-20 c.
 — Agen. Usufruit 390-30 c.
 — Circ. Voirie par terre 1284.
 23 Décret. Organ. admin., p. 614; Travaux publics, p. 853.
 — Cass. Peine 256 c.
 — Trib. de la Seine. Timbre 136 c., 141 c.
 — Cons. d'Etat. Termes sacramentels 72 c. — Travaux publics 747, 1122. — Voirie par terre 334, 1273 c.
 24 Cass. Instr. crim. 2188-70 c., 3353-40 c.
 — Paris. Jugement 707, 708 c.; Ordre 1051-60 c.
 — Rouen. Vente publ. d'immeubles 1377 c.
 25 Traité. Traité internat., p. 545.
 — Cass. Instr. crim. 1167-40 c. — Responsabilité 608-10 c.
 — Bordeaux. Société 1663-10.
 — Paris. Privil. et hypoth. 289 c.
 27 Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traité internat., p. 545.
 — Aix. Succession 1029 c.
 — Pau. Prescript. civ. 623 c.
 — Circ. Organ. de l'Algérie 872.
 28 Décret. Pension, p. 775.
 — Cass. Obligations 2037 c. — Servitudes 382-10 c. — Travaux publics 1224 c., 1284 c.

Juin.

- 29 Décret. Traité internat., p. 545.
 — Cass. Jugem. par défaut 63-40 c.; Succession 794 c. — Organ. colon. 770. — Prêt à intérêts 183-70 c.; Société 493 c. — Substitut. 292 c. — Travaux publics 410 c. — Vente publ. d'immeubles 881 c.
 — Limoges. Vente publ. d'immeubles 1223-40 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. admin. 766-50, 827-10, 862, 956-30, 958-20. — Procès-verbal 789 c.; Voirie par terre 2278 c. — Voirie par terre 420-40.
 30 Décret. Traité internat., p. 584.
 — Convention. V. 18 août 1853.
 — Cass. Instr. crim. 1228-20 c., 1883 c., 2864, 2939 a. — Voirie par terre 2293-30 c.
 — Paris. Obligations 1876-20 c., 1899 c. — Privil. et hypoth. 929-30 c., 989 c., 2209 c., 2231-30 c.; Transcription hypoth. 791 c. — Responsabilité 130 c. — Vente 1909 c.
 — Trib. de Baume-les-Dames. Vente publ. de meubles 38-30 c.
 — Trib. de Senlis. Médecine 79.
 — Cons. d'Etat. Organ. marit. 763 c.; Voirie par eau 75-30. — Organ. milit. 192. — Voirie par terre 1767.

Juillet.

- 1 Décret. Traité internat., p. 545.
 — Convention. V. 30 nov. 1853.
 — Cass. Octroi 236-30 c. — Peine 512 c. — Vidanges 76 c.; Voirie par terre 1732-30 c., 1733 c., 1734 c.
 2 Décret. Organ. admin. 368, 369, p. 614.
 — Cass. Ouvrier 126-20 c.
 — Montpellier. Ordre 917-30 c.
 — Rapport. Organ. marit., p. 1096.
 3 Bourges. Privil. et hypoth. 996 c.
 4 Décret. Organ. marit. 784 c.; Organ. milit., p. 1902; Pêche marit. 39; Serment, p. 8.
 — Cass. Succession 1584-20 c.
 — Paris. Paternité 123-20 c., 164 c.
 5 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1269; Uniforme-coutume 21-130, 50.
 — Cass. Obligations 1517 c. — Vente publ. d'immeubles 2019 c., 2036 c., 2108 c., 2136 c.
 — Montpellier. Disposit. entre vifs 4600 c., 4603 c.
 — Paris. Puissance paternelle 58-70-80 c.; Séparat. de corps 319-10-40 c., 334 c., 336 c. — Réhabilitation 4.
 — Circ. Prisons 35; Prud'hommes 11 c., 22 c., 24 c., 32 c., 34 c., 41 c., 43, 53 c., 77 c.
 6 Décret. Théâtre, p. 302.
 — Metz. Privil. et hypoth. 868 c.
 7 Cass. Instr. crim. 1626-40 c. — Organ. milit. 938 c. — Peine 385-40 c. — Question préjud. 177-20 c., 179 c.
 — Trib. de la Seine. Timbre 139-30 c., 160-20-40 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. admin. 866-40, 570-20 c., 576-40, 633, 647. — Organ. de l'Algérie 1000, 1166, 1175-40-30 c., 1187-20, 1257. — Responsabilité 208-20 c.; Travaux publics 871 c. — Travaux publics 129, 746, 949-30, 1008 c. — Voirie par terre 309 c., 521 c., 1253, 1492, 2330-60.
 8 Cass. Médecine 26 c., 55 c. — Vol 73-50 c.
 — Paris. Mariage 294-10 c., 770 c., 180 c. — Servitudes 123 c.
 — Rouen. Vente publ. de récoltes 23 c.
 10 Traité. V. 30 novembre 1854.
 11 Arrêté. Organisation de l'Algérie 531.
 — Cass. Jugement 983-70 c.; Obligations 268 c. — Ordre 1116-30 c.
 — Paris. Vente 1263 c.
 — Cons. d'Etat. Trésor public 486.

Juillet.

- 12 Cass. Privil. et hypoth. 681 c. — Succession 2154 c.
 — Besançon. Jugement 711-30.
 — Dijon. Mines 158 c., 164 c.
 13 Nancy. Privil. et hypoth. 651-20 c.
 14 Arrêté. Organ. colon. 622.
 — Cass. Témoin 596 c., 635-30 c.
 — Alger. Ordre 717-20 c.
 — Bordeaux. Ordre 831-10.
 — Circ. Organ. marit. 1148.
 15 Décret. Ordres civ. et milit. 208 à 226; Poids et mesures, p. 992.
 — Beaupré. Usage 359-40-50 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. admin. 889. — Travaux publics 859. — Voirie par eau 66, 232-20, 387-20, 518-20. — Voirie par terre 245.
 — Instr. Organ. milit. 86.
 16 Cass. Propriété littéraire 205 c., 343 c.
 — Montpellier. Ordre 789-40 c.
 18 Cass. Jugem. par défaut 490 c.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 899.
 — Instr. Organisat. judic. 772 c., 773 c.
 19 Bordeaux. Disposit. entre vifs 1531 c.
 — Dijon. Responsabilité 237-10 c.; Saisie-arrest 236 c.
 — Lyon. Responsabilité 684 c.
 20 Décret. Organ. judic., p. 1308; Solé 4 c.
 — Cass. Jugement 266-50 c.
 — Orléans. Obligations 791-20 c., 1196-20 c.; Société 1545 c., 1554 c.
 — Trib. de Marennes. Vente 550-30 c.
 — Riom. Ordre 697-10 c., 746-40 c.; Privil. et hypoth. 896 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. admin. 521, 540-20, 549-50, 554-30, 616, 641-20, 646-10, 854-30 c., 886-30, 940-30, 943-10, 971. — Voirie par terre 857.
 21 Décret. Prisons, p. 1006; Secours publics, p. 720.
 — Cass. Instr. crim. 3158 c. — Médecine 24-30 c., 55 c., 64 c.
 — Lyon. Ordre 1054-40, 1071-20 c., 1086-30 c.
 — Rouen. Vente publ. de marchandises neuves 103 c., 106 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 121, 1257. — Organ. milit. 647. — Traitement 816. — Travaux publics 573 c., 824-10 c., 1222 a. — Voirie par eau 625-20.
 22 Cass. Minist. public 374 c. — Organ. marit. 583-30 c. — Témoin 370-10 c. — Voiture 108 c.
 — Paris. Obligations 2958 c.; Prescript. civ. 843-100 c.; 848 c.
 23 Cass. Instr. crim. 254 c., 248 c.
 — Bordeaux. Vente 391-20 c.
 — Paris. Obligat. 638-20 c., 5532-20 c. — Société 577 c., 580 c.
 — Cons. d'Etat. Travaux publ. 691.
 25 Nîmes. Ordre 1000-20 c., 1001 c.
 26 Cass. Jugement 994-50 c.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 609-30 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1345-10.
 27 Cass. Disposit. entre vifs 2157 c.; Jugem. 994-40 c.; Obligat. 2680-10 c.; Success. 390 c. — Prescript. civ. 1008 c., 1041 c.
 — Cons. d'Etat. Patente 236 c. — Usage 95. — Voirie par terre 766-30 c., 1082.
 28 Cons. d'Etat. Organ. admin. 855-10, 957-10. — Organ. marit. 854. — Traitement 205. — Voirie p. terre 2239-30.
 — Nancy. Privil. et hypoth. 1180-20 c.
 — Paris. Obligations 2406 c.; Rente viagère 174-10 c. — Privil. et hypoth. 891 c.
 — Toulouse. Disposit. entre vifs 1569 c.
 — Cons. du cont. de la Réunion. Organ. colon. 304.
 29 Décret. Traite internat., p. 545.
 — Cass. Instr. crim. 2398 c., 2033 c. — Pêche fluv. 810 c. — Quest. préjudic. 152 c.; Témoin 170-10 c.; Voirie par terre 1489-20 c., 1438 c., 1441-10 c.

Juillet.

- 29 Angers. Voirie p. chemins de fer 504 c.
 — Lyon. Privilèges et hypoth. 675-70 c.; Success. 2158-10 c.
 30 Décret. Organ. judic., p. 1503; Sol, p. 846.
 — Cass. Voirie par chemins de fer 414 c., 612.
 — Bordeaux. Disposit. entre vifs 4590 c., 4591 c., 4592 c. — Saisie-exécution 62 c.
 — Bourges. Ordre 1341-20 c.
 — Paris. Responsab. 162 c., 339 c., 340 c. — Trésor public 1159-20 c., 1161 c.
 Août.
 1. Rouen. Jugement 673 c.
 1. Bordeaux. V. 1^{er} août 1853.
 2 Cass. Disposit. entre vifs 583 a., 584 a., 837-30 c. — Ordre 801-20 c. — Timbre 94 c.
 — Nîmes. Obligations 1926 c.
 — Paris. Société 1159-30 c.
 3 Cass. Servitudes 936 c., 937 c.
 — Bordeaux. Poids et mesures 108-10 c.
 — Grenoble. Obligations 982 c.
 4 Cass. Instr. crim. 1261 c. — Voirie par terre 2075-40 c., 2271-70 c. — Voiture 127-100.
 — Bordeaux. Presse-outrage 711-30 c.
 — Lyon. Obligations 1969.
 5 Cass. Obligations 4748-30 c. — Organ. milit. 793 c. — Presse-outrage 449-70 c.
 — Dijon. Privil. et hypoth. 2151-60 c.
 — Grenoble. Ordre 325-60 c.
 — Orléans. Surenchère 148 c.
 — Paris. Obligations 163 c.; Ordre 841 c.
 — Lettre. Voirie par terre 479.
 6 Bordeaux. Obligations 848 c. — Prescript. civ. 777 c.; Success. 606 c. — Responsabilité 115-10 c.; Société 1476 c., 1537 c.
 — Bourges. Jugement par défaut 63 c.; Vente publ. d'immeubles 1593 c.
 — Rennes. Référé 45 c.
 8 Décret. Traité internat., p. 545.
 — Cass. Usage 456-20 c.
 — Bordeaux. Dispositions entre vifs 1608 c., 3649 a.; Obligations 4762-30 c.
 — Paris. Obligations 638-20 c., 5532-20 c.
 — Pau. Séparation de corps 874 c., 876 c.
 9 Cass. Responsabilité 341 c. — Servitudes 1008-10 c.
 — Decis. Timbre 15.
 10 Décret. Organisat. de l'Algérie, p. 800; Place de guerre, p. 946; Procès-verbal 775; Servitudes 392-130.
 — Cass. Office 338 c.; Privil. et hypoth. 344 c.
 — Bordeaux. Privil. et hypothèques 2644 c.
 — Riom. Obligations 2239 c.
 — Decis. Timbre 50 c., 52 c.
 11 Décret. Organisat. de l'Algérie, p. 800.
 — Cass. Instr. crim. 1770-60 c., 3183 c. — Jugem. par défaut 481-40 c. — Voirie par terre 1887-10 c. — Voiture 126 c.
 — Grenoble. Puissance paternelle 23 c., 74-20-30 c.
 — Lyon. Obligations 1969.
 — Nancy. Usage 350 c.
 12 Décret. Ordres civ. et milit. 208 c., 224 c.
 — Cass. Instr. crim. 1087 c. — Octroi 379-10 c. — Organ. marit. 790-90 c. — Voirie par terre 2253 c.
 — Toulouse. Vente publ. d'immeubles 629 c.
 13 Décret. Organisat. de l'Algérie, p. 800; Organ. marit. 465 c., p. 1696.
 — Cass. Peine 789-30 c. — Quest. préjudic. 160 c. — Règlement. admin. 147-30 c.

Août.

- 13 Angers. Dispositions en're vifs 4514 c.
— Montpellier. Prêt à intérêts 234, 235, 286. — Usure 4 c., 9 c.
16 Décret. Place de guerre, p. 916;
Voirie p. eau 490 s.
— Décret. V. 15 septembre 1853.
— Cass. Disposit. entre vifs 944 c., 1669-30 c., 1693 c., 2292 c.;
Prescript. civ. 1085 c. — Jugem. 1034-199 c.; Success. 2197-30 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 877-20 c., 890-20 c., 921 c., 927 c.; Usufruit 415-30 c. — Privil. et hypoth. 2381 c.
— Douai. Sépar. d. de corps 246 c., 184 c.
— Grenoble. Prescription 161-30 c., 184 c.
— Paris. Voirie par chemins de fer 385 c.
— Trib. de Saverne. Usage 105-10 c., 107 c.
— Paris. Timbre 11.
17 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1369; Travaux publ., p. 853.
— Cass. Obligat. 3104-10 c.; Reprise d'inst. 29-30 c.; Vente publique d'immeubles 1887 c., 1934 c.; Serment 204-10-50 c.
— Dijon. Médecine 209, 211 c., 212-40 c., 213 c., 223 c., 224 c., 212-40 c.
— Orléans. Office 298-10 c.
18 Décret. Traite internat., p. 584.
— Cass. Vente de substances falsifiées 17 c., 74 c., 77 c.
— Circ. Secours publ. 244, p. 780.
19 Cass. Serment 204-50 c.,
— Lyon. Minorité 470 c., 471 c., 641-20 c.
— Paris. Scellés 207 c.
— Justice de paix de Coucy-le-Château. Voirie p. terre 1367.
20 Décret. Postes, p. 15.
— Cass. Procès-verbal 233-10 c.; Voirie p. eau 660-20 c.; Voirie 128-10 c.
— Bordeaux. Disposit. entre vifs 1889 c.
— Grenoble. Obligat. 2123. — Privil. et hypoth. 2175 c.
— Orléans. Scellés 26 c.
— Paris. Obligat. 4121, 4177-40. — Responsabilité 165-20 c.
— Toulouse. Ordre 763 c., 763-30 c., 764 c.
21 Cass. Organ. judic. 435 c., 437 c.;
— Privil. et hypoth. 2972-60 c.;
— Servitudes 781-100 c.;
— Voirie p. chemins de fer 163 c.
— Colmar. Ordre 1186-20 c., 1193-30, 1218 c.
— Cons. d'Etat. Octroi 242-20. — Organisat. admin. 108, 641-20, 913-20. — Requête civile 284, 292. — Secours publics 188 c. — Taxe 24-20 c. — Traitement 65, 86-20, 87. — Travaux publ. 606-30, 696, 745. — Voirie par chemins de fer 166, 324 c. — Voirie par eau 252-20, 375-60.
23 Cass. Disposit. entre vifs 745-10 c. — Obligat. 4006, 4034 c. — Office 334 c.; Privilèges et hypoth. 335 c.
24 Cass. Office 335 c. — Reprise d'inst. 11 c., 39 c. — Transcription hypoth. 748 c.
— Douai. Presse-outrage 980 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 975 c.
25 Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traite internat., p. 545.
— Cass. Instr. crim. 1680-10. — Organ. milit. 908 c. — Prescript. crim. 74 c.; Vol 841-50. — Serment 187-10 c. — Voirie p. terre 2014-30 c., 2295-40 c., 2300-20 c. — Vol 82-50 c.
— Amiens. Office 227 c., 262 c.
— Trib. d'Orléans. Vol 146 c.
26 Cass. Organ. judic. 694 c. — Organ. marit. 788-70 c.; Peine 163-50 c.
— Lyon. Reféré 130 c.
27 Cass. Voirie p. terre 2296-70 c. — Paris. Trav. publ. 601-20 c., 676 c.
29 Cass. Normandie 71 (note 2). — Prescript. civ. 701. — Saisie-brandon 26 c. — Servitudes 1271-20 c.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 85 c.

Août.

- 29 Instr. Timbre 15.
30 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 800.
— Nîmes. Succession 2099-30 c., 2103 c.
— Paris. Propriété 54 c.
31 Bordeaux. Prise à partie 12 c.

Septembre.

- 1 Ord. Vidanges 46 c.; Voie publ. 5-130 c.
2 Cass. Organ. de l'Algérie 753 c. — Presse-outrage 450 c.
— Circ. Organ. marit. 154.
3 Arrêté. Organ. de l'Algérie 284.
4 Trib. de Saint-Omer. Vente publique de meubles 89-10-20 c.
5 Décret. Voirie par eau 486 c.
6 Orléans. Vol 139-40 c.
— Circ. Notaire 280 c.; Obligations 2738 c.; Timbre 59 c.
8 Décret. Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Instr. crim. 1616 c., 2819 c., 2965 c., 3291 c. — Témoin 446-10 c., 637-10 c.
9 Décret. Télégraphie, p. 37.
— Cass. Instr. crim. 381 c., 3521-30 c. — Peine 559-20 c. — Servitudes 951-20 c.
11 Décret. Traite internat., p. 545.
12 Décret. Sel 69 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 884-10, 892-20. — Voirie par terre 759-10.
14 Décret. Organisation colon. 377, p. 1110; Traite international, p. 545.
— Toulouse. Office, V. 14 décembre 1853.
15 Décret. Traite internat., p. 584.
— Cass. Instruction crim. 3245 c., 3502 c.
16 Décret. Traite internat., p. 545.
— Cass. Minist. public 270-40 c. — Postes 94-40 c. — Témoin faux 74 c.
18 Rouen. Servitudes 114 c.
22 Paris. Puissance paternelle 54-30 c.
23 Cass. Obligations 4770-30 c., 4771-20 c. — Organ. admin. 248 c. — Voirie 95 c., 97 c.
— Angers. Poids et mesures 104 c.
24 Bourges. Voirie par chemins de fer 591 c.
— Solat. Timbre 115.
26 Cons. d'Etat. Trav. publics 961.
28 Arrêté. Privil. et hypoth. 531.
30 Décret. Organ. colon., p. 1185; Organ. milit., p. 1902.

Octobre.

- 1 Toulouse. Médecine 211-30 c., 213-10 c.
1 Décret. Organ. colon., p. 1116.
6 Cass. Instr. crim. 1260-30 c., 1344-10 c. — Témoin faux 68-10 c. — Vol 163-20 c.
— Paris. Reféré 228 c.
7 Circ. Prisons 18.
8 Circ. Organ. marit. 1118.
12 Décret. Organ. marit. 58, p. 1696.
— Alger. Organ. de l'Algérie 790.
— Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 367.
13 Cass. Peine 391 c.
14 Cass. Jugem. par défaut 456-30 c.; Vol 899.
15 Cass. Voirie par terre 2020-10 c.
16 Décret. Organisat. de l'Algérie, p. 800.
17 Décret. Organisat. milit. 592 s., p. 1902.
— Alger. Organ. de l'Algérie 689.
18 Décret. Organ. admin. 165; Organ. colon. 805, 825.
19 Metz. Notaire 629-20 c.
21 Circ. Organ. marit. 1118.
24 Arrêté. Organ. colon. 622.
— Alger. Organ. de l'Algérie 603 c.
— Circ. Trav. publ. 782.
25 Arrêté. Organ. marit., p. 1696.
26 Solut. Timbre 171 c.
28 Décret. Télégraphie, p. 37.
29 Décret. Place de guerre, p. 910.
31 Décret. Organ. colon., p. 1116.
— Circ. Organ. instr. publ. 218 c.

Novembre.

- 1 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 800; Organisat. milit., p. 1902.
3 Cass. Instr. crim. 1260-40 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 273 c., 760 c.
4 Cass. Instr. crim. 1211-50 c.
— Instr. Organ. milit. 612, 613.
5 Cass. Médecine 23-40 c.; Organ. judic. 180 c.; Vol 805 c. — Organ. admin. 1031-10 c., 1033 c. — Ouvrier 236 c., 286 c. — Voirie p. terre 2044-20 c.
— Montpellier. Ordre 825-100.
— Paris. Tresor public 1136.
7 Cass. Disposit. entre vifs 2595 c. — Vente 729 c.
— Alger. Surenchère 260-60 c., 261 c.
8 Cass. Organ. colon. 552 c.
— Bordeaux. Notaire 288-20 c., 770 c.
— Dijon. Procès-verbal 246 c., 539 c.
— Paris. Postes 144-20-30 c., 147 c.
9 Décret. Organ. judic., p. 1308; Pension, p. 775; Traitement 100 s., 124 s.
— Cass. Obligat. 265 c.
— Bordeaux. Office 255 c.
— Caen. Obligat. 4242-40 c.
10 Cass. Organ. milit. 333 c.; Tentative 112-30 c.; Peine 783-40 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 672.
— Amiens. Dispositions entre vifs 2455 c., 2456 c., 4516 c. — Success. 453 c.
— Douai. Dispositions entre vifs 4463 c.
— Nancy. Office 150 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 882 c. — Voirie par terre 217-40, 2412-10 c.
12 Décret. Pêche fluv., p. 455.
— Paris. Voirie par chemins de fer 282 c.
— Rouen. Obligat. 1766.
14 Cass. Disposit. entre vifs 3640 c.; Success. 2073 c. — Obligations 2811 c. — Servitudes 946 c., 1238-30 c. — Tresor public 584-60 c. — Vente publ. d'immeubles 562 c., 1601 c.
15 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 800.
— Convent. V. 4 février 1854.
— Cass. Obligat. 4605 c., 4619-110 c.; Success. 1845 c. — Organ. colon. 764-40.
16 Cass. Jugem. 929-140 c.; Requête civile 93-50 c.; Servitudes 632 c. — Jugem. 1042-110 c.; Transaction 135 c. — Prescript. civ. 526 c. — Vice redhibit. 66 c., 69 c., 160 c., 164 c., 177-30 c., 181 c.
— Bourges. Privil. et hypoth. 156 c., 2152-30 c.; Succession 1397 c.
— Douai. Succession 2277-10 c., 2279-20 c., 2280 c.
— Paris. Société 1501-10-30 c. — Success. 794, 816 c.
— Cons. d'Etat. Patente 155-60 c.
17 Cass. Voirie par terre 2005-20 c., 2016-20 c., 2097-40 c.
— Metz. Organ. milit. 786-20 c.
18 Cass. Octroi 194-50 c. — Presse-outrage 582-30 c. — Prêt à intérêts 389 c. — Voirie par terre 1086 c., 2292-20 c.
— Bordeaux. Vente 1410 c.
— Montpellier. Success. 1902 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 1071, 1097; V. 19 novembre. — Trav. publ. 1235-10 c.
19 Paris. Voirie par chemins de fer 424-10 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 1093; V. 19 novembre.
— Lettre. Voirie par terre 682.
20 Cass. Vol 351 c.
21 Décret. Postes, p. 15.
— Cass. Instr. crim. 254 c., 256 c., 348 c.; Télégraphie 86 c.
— Montpellier. Vol 84 c., 119-10 c.
— Paris. Saisie-revendication 36 c.

Novembre.

- 21 Circ. Organ. marit. 71.
22 Décret. Secours publ., p. 780.
— Cass. Office 376 c., 348 c. — Saisie-arrest 191 c. — Séparat. de corps 154 c. — Transcription hypoth. 693-10 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 1148-70 c. — Propriété littér. 190 c., 504 c.
23 Cass. Transcription hypoth. 690 c., 693-10 c. — Vente publ. d'immeubles 2188-20 c.
— Agen. Société 1663-10 c.
— Paris. Office 61 c. — Reféré 39.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 837 c., 843-20 c., 854 c.
— Instr. Prisons 38.
24 Cass. Presse-outrage 977 c.
25 Décret. Organ. admin. 163, 164, 167, p. 61.
— Cass. Voirie par terre 244 c.
— Douai. Obligations 4123 c.
— Trib. de Lille. Disposit. entre vifs 2001 c.
— Trib. de la Seine. Obligations 473 c.
26 Cass. Propriété littéraire 107.
28 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1369; Secours publ., p. 780.
— Cass. Servitudes 636 c., 660 c., 661-30 c.
— Délib. Timbre 80.
29 Cons. d'Etat. Voirie par chemins de fer 146.
— Circ. Organ. marit. 1118-20.
30 Décret. Propriété littér. 65 c.; Traite internat., p. 545.
— Ord. Voie publ. 6-30.
— Cass. Propriété 331 c., 382 c. — Servitudes 1022 c., 1040 c.
— Aix. Société 121 c.
— Bourges. Office 83 c., 164-30 c.

Décembre.

- 1 Amiens. Propriété littéraire 205 c.
— Bordeaux. Success. 145 c., 156 c., 160.
— Lyon. Responsab. 245-30 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 763 c.; Voirie par terre 75-30 c.; Sapeurs-pompiers 3. — Trés. publ. 464. — Voirie par eau 52 c., 136, 189-20. — Voirie par terre 1731, 1737 c., 2055. — Volonté 18 c.
2 Caen. Responsabilité 564 c.
— Trib. de la Seine. Minorité 792 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 77. — Voirie par terre 2181-20.
3 Cass. Organ. marit. 584 c. — Poids et mesures 88 c. — Vente de substances falsifiées 131 c.; Vice redhibit. 106 c.
4 Ord. Voie publ. 6, 10.
5 Alger. Organisat. de l'Algérie 612-30.
— Rouen. Minist. publ. 196 c.
6 Cass. Organ. administ. 827. — Prescript. civ. 446 c.; Usage 139-60 c., 294 c., 655-30 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 610.
— Nancy. Responsabilité 34-30 c.
— Paris. Obligat. 3610 c.
7 Décret. Organisat. de l'Algérie, p. 800; Postes, p. 15; Traite internat., p. 545.
— Convention. V. 24 février 1854.
— Trib. de la Seine. Théâtre 142 c.
— Cons. d'Etat. Tresor publ. 1273 c.
8 Cass. Instr. crim. 1743 c., 2826 c. — Vol 793-30.
— Bordeaux. Vente 1396 c., 1410 c.
— Paris. Propriété littér. 328 c., 329 c.
— Trib. d'Albi. Privil. et hypoth. 574 c.
— Cons. d'Etat. Organ. colon. 977. — Trav. publ. 465, 506-50, 619 c., 812, 854 c., 886 c. — Voirie par terre 940-30, 952-20.
— Montpellier. Obligations 268 c., 4475 c.
— Pau. Vente 827 c.
10 Décret. Médecine 106; Organ. econom. 73, 109, p. 1292; Organ. instruct. publ. 385 c., p. 1369.

Décembre.

- 10 Cass. Organ. marit. 211-50 c., p. 1606.
— Angers. Office 216 c., 218 c.; Prescript. civ. 1084-20 c., 1102-20 c.; Prêt à intérêts 90-20 c.
12 Cass. Obligations 231 c. — Requête civile 69-10 c., 9 c. — Servitudes 914 c.; Vente publ. d'immeubles 727 c.
— Angers. Office 268 c.
13 Cass. Disposit. entre vifs 2311 c. — Obligations 4112 c., 4175-40 c. — Obligations 4807 c., 5041-30 c.; Ordre 100-40 c., 746-60 c., 960-120 c.; Vente 1824 c.
— Bourges. Office 294 c., 298-10 c.
— Circ. Voie publ. 6, 10.
14 Décret. Organ. administ. 163, 164, 167, p. 61.
— Tresor publ. 536, p. 118.
— Toulouse. Office 103, 212 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 105-40 c. — Voirie par eau 213-20 c.
— Instr. Timbre 85.
15 Cass. Vol 313-40 c.
— Paris. Office 328 c.; Ordre 29 c., 738 c.
— Trib. de Brives. Procès-verbal 787-20 c., 788 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publics 1018-10, 1061, 1085, 1086.
16 Convention. V. 9 février 1854.
— Cass. Octroi 154-40 c.
17 Arrêté. Prisons 37.
19 Cass. Obligations 2675-20 c.; Vente 1594 c.
— Circ. Prisons 18.
20 Arrêté. Organ. de l'Algérie 104.
— Cass. Servitudes 280 c., 281 c.
— Paris. Propriété littéraire 274 c.; Circ. Prisons 37.
21 Décret. Organ. colon., p. 1116; Organ. instr. publ., p. 1369; Sociétés de crédit 100 c.; Mobilier 20 c.
— Cass. Office 231 c., 252 c. — G. de 697-20 c., 781-20 c.; Privil. et hypoth. 169 c., 192. — Succession 1178 c. — Taxe 140 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 604.
— Douai. Ordre 427 c., 673-40 c.; Privil. et hypoth. 1556 c.; Vol 959 c., 1572 c.
— Circ. Voirie par terre 167.
22 Nancy. Ordre 356-40-30.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1073-30. — Sapeurs-pompiers 3. — Travaux publics 105. — Voirie par eau 290. — Vente par terre 1150 c.
— Circ. Organ. marit. 232.
23 Décret. Peine, p. 557.
— Cass. Mont-de-piété 132 c.; Obligations 4884-40 c.
— Circ. Minist. public 210.
24 Décret. Organ. econom., p. 1292.
25 Orléans. V. 25 janvier 1855.
26 Arrêté. Prisons 21.
— Cass. Privil. et hypoth. 230 c.
— Douai. Succession 2273 c.
— Reglem. Travaux publics 105, p. 1186.
27 Décret. Taxe de denrées, Traite internat., p. 545; Ville de Paris 85, p. 147.
— Cass. Disposit. entre vifs 2302 c.; Obligations 301 c. — Organ. colon. 178-10 c., 178-10 c. — Serv. 1506 c., 1543 c., 1544 c., 1545 c., 1560 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 20 c.; Vente par eau 235. — Voirie par terre 1592, 1612-20, 1615-20.
29 Cass. Voirie 113-20 c.
— Toulouse. Ordre 678-10-20.
30 Arrêté. Organ. admin. de l'Algérie 259 c.; Arrêté. Instr. publ. 283 c.
— Cass. Prêt à intérêts 105-20 c.; Servitudes 632-10 c.
31 Décret. Organ. instr. publ., p. 1369, 201, 223-20 c., p. 1369.
— Délib. Timbre 61.

Janvier.

- 1 Arrêté. Travaux publics 238 c.
2 Alger. Organisation de l'Algérie 621.
— Paris. Dispositions entre vifs 1593 c.
3 Cass. Propriété 56-60 c. — Servitudes 594 c.; Voirie p. terre 1373 c.
— Bourges. Responsab. 105-40 c.
— Grenoble. Obligations 452-20 c. — Vente publique d'immeubles 1224 c.
4 Agen. Privil. et hypoth. 434 c., 1456-20 c., 1525-10 c.
— Bourges. Presse-outrage 433 c.
— Caen. Ordre 825-70 c.
— Douai. Prescript. civ. 212 c.; Société 500 c.; V. 14 janvier.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 888-20 c., 9467 c. — Vente 445 c.
— Montpellier. Vente 1804 c.
— Trib. de la Seine. Timbre 150-30 c.
5 Cass. Instr. crim. 1174 c., 1175-20 c., 1178-20 c. — Organisat. judic. 671-40 c., 704 c.
— Douai. Obligations 8183 c.
— Paris. Société 1058 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 101 c. — Voirie p. terre 892 c., 917, 940-30 c.
6 Cass. Organ. de l'Algérie 364 c., 377 c. — Voiture 111 c.
7 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 800; Taxe de denrées 2; Ville de Paris 85, p. 147.
8 Trib. de la Seine. Voirie p. chemins de fer 424.
9 Cass. Transcrit. hypoth. 712 c. — Vente publique d'immeubles 142-10 c., 1504 c.
— Angers. Instr. crim. 1032.
10 Cass. Ordre 842.
— Lyon. Ordre 977-20 c.
— Nîmes. Saisie-arrest 427-40 c., 428-40 c.
— Circ. Organ. milit. 513 c.
11 Décret. Organ. colon., p. 1116.
— Paris. Société 1503 c., 1504 c.
12 Décret. Monnaie, p. 386.
— Alger. Surendre 64 c., 81 c.
— Paris. Dispositions entre vifs 1119 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 894, 475-30 c., 484 c. — Trésor public 484 c. — Voirie p. terre 9170 c., 2172 c., 2180.
13 Montpellier. Responsab. 478 c.
14 Douai. Prescript. civ. 1099 c.; V. 4 janvier.
— Paris. Ordre 233 c.
— Pau. Timbre 166 c.
— Circ. Ordres civ. et milit. 268 c.
15 Trib. d'Orléans. Puissance paternelle 66 c.
16 Décret. Organ. admin., p. 614; Organisat. colon. 766, p. 1116; Tontine 14 c.; Trésor publ. 716, p. 1186.
— Cass. Timbre 124 c. — Voirie par eau 641-40 c.
— Caen. Ordre 747-60 c. — Vente publique de récoltes 27 c.
17 Cass. Vente publ. d'immeubles 1589 c., 1643 c.
— Bordeaux. Success. 1224-10 c.
— Orléans. Saisie-arrest 421 c.
18 Décret. Ville de Paris, p. 147.
— Cass. Travaux publics 678 c., 684 c., 685 c., 696 c. — Voirie par chemins de fer 162 c.
— Bourges. Privil. et hypoth. 2353-50 c.
19 Cass. Jugement d'av. dire droit 90-70 c.
— Aix. Voiture 148 c.
— Grenoble. Société 1306 c., 1335-30 c., 1339 c.
— Paris. Success. 830 c., 831 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 1258-30 c., 1278-170 c. — Trés. publ. 359-10 c. — Voirie par eau 283.
20 Cass. Témoin 370-10 c., 371, 612 c. — Voirie par chemins de fer 591 c.
21 Décret. Organ. judic. 619.
— Cass. Instr. crim. 3378-40 c.; Presse-outrage 485-80 c. — Organisat. milit. 307 c., 309 c.
— Tentative 54 c. — Usage 121 c.

Janvier.

- 21 Aix. Voirie p. chemins de fer 366 c., 576-30 c.
— Orléans. Notaire 630 c.
— Paris. Trésor public 1376-50 c.
23 Cass. Success. 1013-30 c. — Timbre 96 c., 97 c.
— Poitiers. Société 998 c.
24 Cass. Responsab. 655 c.
— Besançon. Vente publ. d'immeubles 1316 c., 1473 c.
25 Orléans. Presse-outrage 980 c.
— Rouen. Disposit. entre vifs 4804-30 c.
— Circ. Organ. admin. 227, 430.
— Règlém. Organ. marit. 300.
26 Cass. Organ. judic. 308 c., 316 c., 325 c., 326 c.; Presse-outrage 782-20 c., 786 c., 1434 c. — Serment 24-40 c. — Témoin 168.
— Lyon. Privil. et hypoth. 2620 c.
— Metz. Office 318-20 c.; 326 c., 337-10 c., 341 c.; Privilèges et hypoth. 330-20 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 441-20 c.
27 Cass. Organ. admin. 248 c., 381 c.; Règlém. admin. 69 c., 98 c.
— Angers. Instr. crim. 636.
— Montpellier. Privil. et hypoth. 684 c.; Success. 2131-10 c.
— Paris. Société 220 c.
28 Grenoble. Vente publ. d'immeubles 630 c.
— Paris. Obligat. 1170 c. — Office 325 c.; Privilèges et hypoth. 347 c.
29 Arrêté. Organisation de l'Algérie, p. 800.
30 Décret. Organ. instr. publ. 447 c., p. 1369.
— Lyon. Ouvrier 110 c.; Prescript. crim. 94 c.
— Pau. Vente admin. 307-20 c.
31 Cass. Privilèges et hypoth. 1690-30 c.
— Paris. Propriété littér. 250 c.
— Poitiers. Obligations 4803 c.
— Riom. Ordre 852.
— Décis. Office 81 c., 91.

Février.

- 1 Décret. Organ. colon., p. 1116; Secours publics p. 781.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1766-70 c.; Vente publ. d'immeubles 735-30 c.
— Cons. d'Etat. V. 2 février.
2 Décret. Trait. internat., p. 545.
— Amiens. Servitudes 641 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 421-20 c., 1175-40 c., 1177 c. — Travaux publ. 579 c., 1245-20 c., 1275-140 c. — Voirie par terre 1658 c., 1660-10 c., 2026-30 c.
3 Paris. Obligations 2239 c.
4 Décret. Organisat. de l'Algérie, p. 800; Propriété littér. 65 c.; Trait. internat., p. 545.
— Convention. V. 27 avril 1854.
— Cass. Poids et mesures 103-30 c.
— Besançon. Société 220 c.
— Lyon. Timbre 61-10 c.
— Paris. Dispositions entre vifs 225 c. — Obligat. 5533-40 c.; Office 363-40 c.; Société 163 c., 172 c., 174-20 c. — Privil. et hypoth. 559 c.
6 Cass. Voirie par chemins de fer 161 c.
— Paris. Propriété féodale 486-30 c. — Success. 655 c.
7 Décret. Organ. de l'Algérie 414; Pêche marit. 56 c.; Sel 48 c.
— Cass. Privil. et hypoth. 1231 c., 1265-10 c. — Vente administ. 817-70 c.
— Metz. Organ. judic. 412-10 c.
— Circ. Organ. marit. 792.
8 Cass. Société 988 c. — Substitut. 126-60 c.
— Douai. Obligations 2061-20 c., 2082-50 c., 2094 c.
— Paris. Nantissement 115 c.
— Rouen. Trésor publ. 1281 c., 1284 c.
— Décis. Office 208.

Février.

- 9 Décret. Propriété littér. 65 c.; Trait. internat., p. 545.
— Cass. Peine 431 c. — Prescript. crim. 29 c., 50 c.
— Metz. Presse-outrage 490 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 25-30 c. — Voirie par eau 93 c., 103, 125, 191-10 c. — Voirie par terre 1837-70 c.
10 Cass. Poids et mesures 103-40 c.
— Amiens. Mol. 806-10 c.
— Toulouse. Vol 810-10 c.
11 Cass. Poids et mesures 105-20 c.
— Douai. Success. 2057 c.
— Paris. Référé 81 c.
— Trib. de Boulogne-sur-Mer. Saisie-exécution 293 c.
12 Trib. de paix de Nanterre. Vente publ. de meubles 37-20 c.
13 Cass. Octroi 145 c., 306-10 c., 355-40 c.
— Angers. Poids et mesures 104 c.
14 Décret. Organ. milit., p. 1902.
— Cass. Paternité 128 c., 133-30 c., 136 c., 163-20 c., 166 c., 189 c. — Timbre 28-30 c., 29 c. — Vente 1968 c.
— Bourges. Prêt à intérêts 183-70 c.
— Circ. Organ. marit. 620.
— Dépêche. Organ. marit. 1118, 1123, 1130.
15 Décret. Organ. milit., p. 1902.
— Cass. Nullité 56 c.; Obligat. 4970 c.; Transcrit. hypoth. 736 c., 738 c. — Servitudes 154-20 c.
— Orléans. Tierce-opposition 203-70 c.
— Riom. Obligations 2239 c.
— Rouen. Disposit. entre vifs 945-30 c.
— Trib. de la Seine. Timbre 34 c., 142-20 c.
16 Cass. Organ. marit. 975-20 c. — Organ. milit. 890, 881 c. — Voirie par terre 1884-50 c.
— Amiens. Privil. et hypoth. 1004 c., 2340 c.
— Lyon. Obligations 4839 c.
— Paris. Propriété littér. 404 c.
— Riom. Obligat. 3406-20 c.; Success. 685 c.
— Trib. de la Seine. Timbre 134 c., 136, 140-20 c.
— Cons. d'Etat. Octroi 283-50 c., 284, 285.
17 Arrêté. Organisat. de l'Algérie, p. 800.
— Dijon. Success. 1849 c.
18 Cass. Vente de substances falsifiées 109 c.
— Grenoble. Obligations 5288-20 c., 5291 c.
— Montpellier. Ordre 371-20 c.
— Paris. Servitudes 451-20 c., 453 c., 461 c.
— Rouen. Privil. et hypoth. 1767-60 c.
— Cons. d'Etat. Patente 129 c., 362 c. — Procès-verbal 743 c.; Voirie par eau 359, 366. — Taxe 13-10 c. — Voirie par eau 285 c.; Voirie par terre 215 c. — Voirie par terre 740 c., 787-30, 2100-30 c.
21 Bastia. Disposit. entre vifs 756 c.
— Bourges. Dispositions entre vifs 1119 c.
22 Cass. Disposit. entre vifs 4638-30 c. — Obligat. 8910 c., 8979 c.; Privil. et hypoth. 1766 c.; Vente publ. d'immeubles 744 c.
— Paris. Saisie-arrest 55-30 c.
23 Trib. de Bergerac. Privil. et hypoth. 2217 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1167 c. — Travaux publics 832 c. — Voirie par eau 212, 243-20 c. — Voirie par terre 1585-10, 1612-20, 2218.
24 Décret. Postes, p. 18; Propriété littér. 65 c.; Trait. internat., p. 545.
— Cass. Instr. crim. 74; Vente de substances falsifiées 72-10 c., 74 c. — Procès-verbal 167-20 c., 234 c.
— Paris. Référé 199 c. — Vol 576 c.
— Trib. de la Seine. Minorité 797 c.
25 Décret. Organ. milit., p. 1902.
— Paris. Office 325 c., 326 c.; Privil. et hypoth. 347 c.

Février.

- 25 Décis. Secours publics 244; Timbre 78.
26 Circ. Organ. instr. publ. 203.
27 Convention. V. 13 avril 1854.
— Cass. Obligations 5340 c. — Propriété littér. 93 c., 94 c. — Servitudes 246 c.
— Colmar. Voirie par eau 487 c.
— Paris. Société 1759 c.
28 Cass. Disposit. entre vifs 3412-30 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 347 c.
Mars.
— Rouen. Organ. milit. 424-10-20-30 c.
1 Décret. Instr. crim., p. 89; Nuit 2; Organ. admin. 839, 820-40; Organ. marit. 139, 173; Organisat. milit. 121 c., 731, p. 1902; Passeport, p. 35; Préséance, p. 379; Prisons 63, p. 1006; Procès-verbal 284 c.; Serment, p. 8; Voirie par terre 313, 1160 c., 1905, p. 213; Voiture 137 c.
2 Cass. Organ. marit. 591-10 c. — Prescript. crim. 186 c. — Serment 294-50 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1148-20 c.
3 Décret. Organ. milit., p. 1902.
— Bourges. Prêt à intérêts 183-70 c., 293-10 c.
— Grenoble. Ouvrier 435-40 c.
— Limoges. Privil. et hypothèques 1434 c.
— Paris. Vol 664-20 c.
— Riom. Prescript. civ. 1046 c.
4 Montpellier. Privil. et hypoth. 900 c.
6 Cass. Disposit. entre vifs 996 c.
— Orléans. Voiture 359-10 c.
— Paris. Obligations 4260-20 c., 4838 c.
7 Cass. Servitudes 942 c., 958-10 c. — Vente publ. d'immeubles 1189 c., 1208 c.
— Rouen. Vente 185 c.
— Instr. Organ. milit. 661; Prisons 37.
8 Arrêté. Organisat. de l'Algérie 420.
— Cass. Obligat. 950-10 c., 968-10 c., 4565 c., 4596 c.
— Nancy. Privil. et hypoth. 1148-60 c.
— Décis. Obligations 3738 c.
— Instr. Notaire 289 c.
9 Cass. Poudres 23 c. — Règlém. administ. 105-30 c. — Voie de fait 5-20 c.
— Paris. Puissance paternelle 74-30 c.
— Cons. d'Etat. Prêt à intérêts 43-30 c., 60 c. — Responsab. 308-30 c., 209-10 c., 210 c. — Travaux publ. 729 c. — Trés. publ. 475-30 c., 521 c. — Voirie par terre 2087-20 c.
10 Décret. Organ. milit., p. 1902.
— Cass. Servitudes 951-30 c.
— Bordeaux. Obligations 1305 c.
— Rouen. Obligat. 117 c., 159 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 650. — Vente publ. d'immeubles 901 c., 902 c.
11 Décret. Secours publ., p. 784; Trés. publ., p. 1186.
— Agen. Puissance paternelle 81 c.
— Amiens. Privil. et hypoth. 976-20 c.
— Caen. Vente 1693 c., 1814 c.
— Paris. Référé 25 c.
12 Traité. V. 22 mai 1854.
— Lyon. Ordre 825-100.
13 Cass. Obligations 545 c., 987 c. — Société 942 c., 996 c., 1037 c. — Timbre 142 c.
— Circ. Voirie par terre 1322 c., 1537-10 c., 1538 c.
14 Cass. Obligations 1295 c. — Prescript. civ. 311 c.
15 Décret. Organ. admin., p. 614.
— Cass. Prêt à intérêts 209 c.
— Poitiers. Servitudes 318 c.
16 Cass. Instr. crim. 303-30 c.
— Lyon. Responsabilité 99-20 c.

Mars.

- 17 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1369.
— Cass. Presse-outrage 308 c.
— Paris. Privil. et hypoth. 1086 c.
— Cons. d'Etat. Patente 328 c. — Poids et mesures 104 c.
— Dépêche. Organ. marit. 1118-60.
18 Cass. Procès-verbal 14 c., 765-70 c. — Voie de fait 3-10 c.
— Grenoble. Ordre 537 c., 697-30 c.
19 Loi. Organ. colon. 123.
— Cass. Voie de fait 5-10 c.
20 Cass. Disposit. entre vifs 2967-60 c., 2985-80 c. — Voirie par terre 1363 c.
— Metz. Vol 856 c.
21 Cass. Disposit. entre vifs 1889 c.; Succession 1123-10 c., 2207 c. — Presse-outrage 246 c. — Timbre 124 c.
— Angers. Vol 527 c., 528-10-20 c.
— Bourges. Office 333 c.
— Paris. Organ. judic. 410-30 c.
22 Décret. Monnaie, p. 386; Organ. admin. 826.
— Cass. Vente 1195 c.
— Bastia. Disposit. entre vifs 3664-20 c.
— Poitiers. Société 1363 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 285. — Voirie par terre 166-10, 768.
23 Cons. d'Etat. Organ. judic. 293 c.; Traitement 83. — Sapeurs-pompiers 3. — Témoin 576 c. — Voirie par eau 87 c., 90-20 c., 115 c., 378 c. — Voirie par terre 351-60.
24 Décret. Organ. milit. 119, p. 1902.
— Cass. Vol 578 c.
— Paris. Référé 233-40 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publics 953.
— Circ. Organ. de l'Algérie, p. 805.
25 Décret. Organ. marit. 91, 132, 315, 317, p. 1696.
— Arrêté. Prisons, p. 1006.
— Cass. Organ. marit. 593 c. — Poids et mesures 194 c.
— Paris. Disposit. entre vifs 3666-20 c. — Obligations 5256 c.
— Circ. Prisons 84, 91.
26 Paris. Propriété littér. 85.
27 Décret. Organ. admin., p. 614; Traitement 28.
— Cass. Organ. judic. 736 c. — Usage 404 c., 517 c.
— Avis cons. général des ponts-et-chaussées. Voirie par terre 157 c.
— Rapport. Prises marit., p. 929.
28 Cass. Prescript. civ. 1037-30 c. — Vente publ. d'immeubles 1742 c., 1891 c.
— Paris. Vente 2065 c.
29 Cass. Responsabilité 809 c. — Success. 1119 c., 1123; Transcrit. hypoth. 152 c.
— Agen. Saisie-arrest 464 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 623.
— Circ. Organ. marit. 522.
— Rapport. Prises marit., p. 929.
30 Cass. Témoin 168, 507-100 c., 638 c.
— Lyon. Responsabilité 561-20 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 636-40 c., 649-30 c.
31 Cass. Presse-outrage 989 c. — Témoin 552 c. — Vol 806 c.
Avril.
1 Décret. Octroi, p. 19; Organisat. instr. publ., p. 1369.
— Cass. Procès-verbal 234 c., 250 c. — Serment 207-30.
— Bourges. Voirie par chemins de fer 477 c.
— Lyon. Séparat. de corps 180 c., 164 c., 173-20 c.
— Paris. Référé 90 c., 138-30 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 291 c.
— Decis. Office 91.
2 Décret. Organisation de l'Algérie 1064, 1063 s., 1094 s., p. 800.
— Cass. Récusat. 10-10; Servitudes 1027 c.
3 Arrêté. Organ. admin. 826.
— Convent. V. 30 mai 1854.
— Cass. Privil. et hypoth. 1086. — Surendre 248 c.

Avril.

- 4 Cass. Ordre 568-10 c., 616-10-20 c.; Privil. et hypoth. 2164-10 c., 3190 c., 3450-20 c. — Vente publ. d'immeubles 1763 c.
- Poitiers. Obligat. 4692 c.
- 5 Cass. Paternité 149-20 c. — Priv. et hypoth. 3751-60 c. — Success. 1093-30 c. — Timbre 177 c.
- Paris. Référé 193 c.
- 6 Décret. Organ. économ., p. 1992; Traité intern., p. 545.
- Cass. Témoin 468 c., 472-10 c. — Voirie p. terre 2097-40.
- Colmar. Usage 368 c.
- Cons. d'Etat. Secours publ. 419 c. — Traitement 221. — Travaux publ. 818-30 c. — Trésor publ. 489.
- Cass. Obligat. 4938 c.; Organ. judic. 711; Prescript. crim. 81 c.; Vol 787-40 c., 903-20.
- Lyon. Ordre 634-40.
- Montpellier. Saisie-arrest 118-10 c., 122 c., 124.
- Décis. Timbre 9.
- 8 Loi. Organist. colon. 116; Propriété littér., p. 445.
- Décret. Monnaie, p. 386.
- Cass. Procès-verbal 185 c., 170 c. — Servitudes 375 c.
- Paris. Propriété littéraire 78, 223 c.
- 10 Convent. Traité internat., V. 21 avril.
- Cass. Disposit. entre vifs 2923 c. — Obligat. 5436 c. — Société 784 c.
- Bastia. Disposit. entre vifs 2920 c., 3498-10 c., 4321 c., 4536-10 c.; Success. 1205 c.
- Paris. Voirie par chemins de fer 453 c.
- 11 Décret. Organ. marit. 115 s., 297, p. 1696.
- Convent. V. 23 juin 1854.
- Cass. Disposit. entre vifs 1519 c., 1531 c., 1531 c. — Paternité 138 c., 297 c.
- 12 Décret. Usage 483 c., 500 s., 616.
- Décret. V. 13 avril.
- Cass. Traité internat. 259 c. — Trésor publ. 1411-10 c., 1412 c.
- Trib. de la Seine. Société 489.
- 13 Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traité intern., p. 545.
- Cass. Prescript. crim. 2713 c. — Témoin. faux 69 c.
- 14 Cass. Obligat. 2377 c., 2395-20 c., 2505-30 c., 2647 c. — Servitudes 251 c.
- 15 Décret. Traité intern., p. 545.
- Cass. Obligat. 1442 c., 1960 c. — Obligations 2465-20 c.; Vente 1819 c.
- Cons. d'Etat. Procès-verbal 739 c.; Voirie p. terre 246 c., 2272 c. — Responsab. 517 c.; Voirie par terre 262-30 c. — Travaux publics 818-30 c. — Voirie par terre 725-30-40 c.
- 20 Décret. Ordres civ. et milit. 208 c., 246 c.
- Cass. Instrum. crim. 2620-20 c.; Voie de fait 4-10 c. — Voirie p. terre 2048-30 c. — Voirie 121 c., 125 c. — Volonté 117 c.
- Alger. Ordre 394-30 c.
- Trib. des conflits. Voirie p. eau 71 c., 72 c., 73 c., 75-40 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 111-20. — Procès-verbal 686-40 c. — Travaux publics 729, 894 c., 937 c., 940-30 c., 941 c., 944 c. — Voirie par terre 2116 c., 2306-40 c.
- 21 Décret. Traité intern., p. 545.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1167. — Travaux publ. 953. — Voirie p. terre 1184 c.
- 22 Cass. Obligat. 4764-40 c., 4770-30 c. — Organ. judic. 547-10 c. — Organ. marit. 1036 c., 1056. — Presse-outrage 412 c. — Vente de substances falsifiées 17 c., 18 c., 20 c., 36 c. — Voirie par chemins de fer 366 c., 576-30.
- 24 Cass. Disposit. entre vifs 206-60 c. — Ordre 78-40 c., 712-30 c., 1119-40 c.

Avril.

- 24 Alger. Organ. de l'Algérie 232, 820.
- Paris. Référé 177 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 793 c.
- 25 Cass. Privil. et hypoth. 148 c., 602-10 c. — Responsab. 65 c.
- 26 Cass. Obligat. 2537 c. — Servitudes 343-30 c.
- Bourges. Voirie par chemins de fer 504 c.
- 27 Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traité intern., p. 545.
- Cass. Vente de substances falsifiées 18 c., 34 c.
- Liège. Voirie par chemins de fer 205.
- Cons. d'Etat. Termes sacramentels 73.
- Instr. Timbre 14, 89.
- 28 Cass. Presse-outr. 980 c., 1029-10-20 c. — Voiture 84 c.
- 29 Décret. Organist. de l'Algérie, p. 800; Propriété littéraire, p. 445.
- Cass. Vente de substances falsifiées 87 c.
- Règlém. Trésor public 820, 918, p. 1186.

Mai.

- 1 Décret. Organ. milit., p. 1902.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 305.
- 2 Arrêté. Organ. colon. 600.
- Cass. Timbre 186 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 668-10.
- Orléans. Ordre 1268-20.
- 3 Sénatus-consulte. Organ. colon. 59 s., 70, 101, 115-89, 118, 286, 321, 421 c., 422, 431 c., p. 1116.
- Cass. Prescript. civ. 818 c.
- Douai. Organ. milit. 427-20 c.
- Trib. de la Seine. Timbre 31 c.
- 4 Cass. Propriété littér. 344 c.
- Cons. d'Etat. Obligat. 836 c. — Organ. de l'Algérie 479, 483. — Organ. économ. 54 c. — Prêt à intérêts 43-30 c., 60 c. — Serment 50 c. — Trav. publ. 600, 603 c., 606-40, 696 c. — Trés. publ. 513 c., 516. — Voirie par terre 224 c.
- 5 Cass. Témoin 175-20 c., 518-20 c. — Cons. d'Etat. Trés. publ. 518 c., 516 c.
- Circ. Organ. marit. 167.
- 6 Cass. Serment 207-10.
- 8 Loi. Trés. publ., p. 1186.
- Cass. Responsabilité 321-20 c.; Trés. publ. 1159-20 c., 1161 c.
- Caen. Disposit. entre vifs 1479 c., 1488 c.
- Cour d'appel de Savoie. Privil. et hypoth. 1128 c.
- 9 Arrêté. Organist. de l'Algérie, p. 800.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre, V. 9 mai 1855.
- 10 Décret. Organ. colon., p. 1116; Pension, p. 775; Traité internat., p. 545; Travaux publ., 312 c., 985 c., p. 853.
- Convention. V. 23 mai et 29 août 1854.
- Cass. Office 254 c., 258 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 2747, 3422, 3498-10.
- 11 Cass. Presse-outrage 433 c., 651 c. — Responsabilité 476 c. — Voiture 227 c.
- Amiens. Télégraphie 89 c.
- Metz. Péremption 356-20.
- Cons. d'Etat. Organ. milit. 614. — Ouvrier 99 c.; Responsabilité 230-20 c.; Trav. publ. 881 c., 1155-20 c. — Prêt à intérêts 43-30 c., 60 c.; Travaux publ. 824-20 c. — Responsabilité 208-20-30 c., 209-20 c. — Sucre 39 c. — Travaux publ. 996 c., 997 c. — Voirie p. eau 228-10, 391. — Voirie par terre 1538-30 c.
- Circ. Organ. marit. 69.
- 12 Cass. Procès-verbal 763 c.; Voiture 363 c. — Serment 204-10. — Taxe de décurés 2. — Voiture 128-20 c.

Mai.

- 13 Décret. Organ. admin., p. 614; Organ. de l'Algérie, p. 800.
- Cass. Organ. colon. 260, 263-30, 367-20. — Secours publ. 466 c. — Voirie par terre 1513 c., 1526-30 c., 1527-20 c. — Voiture 28 c., 39 c., 53 c., 80-20 c.
- Circ. Prisons 39.
- 15 Cass. Vice rédhib. 263-40 c.
- 16 Décret. Organ. instr. publ. 258, p. 1369.
- Cass. Ordre 1180-40 c.
- Trib. de Saint-Yrieix. Disposit. entre vifs 824 c.
- 17 Arrêté. Organ. de l'Algérie 509.
- Cass. Travaux publics 1193 c.
- Colmar. Ordre 672, 825-80 c., 831-40.
- Douai. Ordre 745-20 c.; Responsabilité 461 c.
- Rouen. Vente 632 c.
- Décis. Organ. milit. 354 c.
- 18 Caen. Privil. et hypoth. 1086 c.
- Lyon. Vente 539 c.
- Paris. Vente de substances falsifiées 136.
- Cons. d'Etat. Octroi 341, 342-40. — Travaux publ. 797. — Usage 628 c.
- 19 Cass. Voirie par chemins de fer 591 c.
- Riom. Vente 1006 c.
- 20 Loi. Postes, p. 15.
- Cass. Organ. admin. 563-10 c. — Presse-outrage 429-20 c.
- Lyon. Vente publ. d'immeubles 101 c., 733 c.
- Rennes. Ordre 865.
- 22 Décret. Traité internat., p. 545.
- Cass. Notaire 630 c. — Servitudes 114 c., 123 c., 132 c., 257 c. — Success. 2054 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 798 c.
- Bastia. Disposit. entre vifs 596 c., 1698, 3932 c.; Prescript. civ. 857-20 c.; Substitut. 135 c.
- 23 Loi. Organ. judic., p. 1508.
- Décret. Prises marit., p. 929; Traité internat., p. 545; Traitement 56.
- Cass. Office 85 c., 92 c.
- Grenoble. Usage 30-30, 370-20 c.
- 24 Décret. Ordre 114, 799, 1174, 1232; Timbre, p. 450.
- Cass. Prêt à intérêts 126 c. — Vente 1071-30 c.
- Douai. Obligations 931 c.; Prescript. civ. 690 c.
- Orléans. Organ. milit. 428-20-30-40 c.
- Paris. Office 325; Priv. et hypoth. 847 c. — Séparation de corps 283 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1156, 1171-10. — Travaux publics 608-70, 900. — Trésor public 394, 395. — Voirie par chemins de fer 355.
- Circ. Voirie par chemins de fer 269.
- 25 Cass. Requête civile 96-20 c.
- 26 Décret. Organ. milit., p. 1902.
- Cass. Procès-verbal 240-30 c. — Tapage nocturne 7 c.
- Montpellier. Référé 219-70 c.
- Paris. Organ. milit. 427-20 c. — Référé 172 c.
- 27 Décret. Organ. admin., p. 614; Travaux publics 312, p. 853.
- Cass. Vol 730-10 c., 911.
- Orléans. Disposit. entre vifs 113-10 c., 122 c., 3508-40 c.
- 29 Cass. Disposit. entre vifs 2221 c.; Obligations 268 c.; Privil. et hypoth. 2338-20 c.; Volonté 6 c. — Ordre 739 c. — Presse-outrage 1449-10 c.
- Bordeaux. Ordre 959-90 c.
- Paris. Trésor public 1429.
- 30 Loi. Organ. colon. 129; Peine, p. 567; Prisons, p. 1007.
- Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traité internat. 545. — Organ. admin. 563-10 c.
- Douai. Disposit. entre vifs 3536 c. — Responsabilité 118-30 c.; Servitudes 1208 c.
- Lyon. Ordre 1082.
- 31 Loi. Obligations 386; Peine, p. 557; Privil. et hypoth. 1229.

Mai.

- 31 Décret. Organ. de l'Algérie 453.
- Cass. Obligations 2501-50 c., 2505-30 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par eau 281-10 c. — Voirie par terre 232, 780-10 788-10 c., 821 c.
- Cass. Poids et mesures 129-50 c. — Voirie par terre 1165 c., 1823-50 c., 1940, 2401 c.
- Lyon. Obligat. 1661.
- 3 Décret. Organ. colon., p. 1116.
- Rouen. Organ. milit. 427-20 c.
- Décis. Postes 25.
- 4 Décret. Télégraphie, p. 37.
- 5 Alger. Organist. de l'Algérie 790-20.
- 6 Bastia. Prescript. civ. 709 c.
- Besançon. Disposit. entre vifs 1559, 1575 c., 1579 c.
- 8 Cass. Serment 165 c. — Témoin 370-10, 371. — Vente de substances falsifiées 34 c., 68 c.
- Poitiers. Vente 404-30 c.
- Trib. d'Albi. Privil. et hypoth. 574 c.
- Cons. d'Etat. Obligat. 2176-20 c. — Théâtre 130 c.
- 9 Arrêté. Organ. de l'Algérie 364 c., 808.
- Cass. Organ. judic. 412-10 c. — Voirie par terre 1465-40 c., 1882-30 c.
- Circ. Organ. marit. 202.
- 10 Loi. Sociétés de crédit foncier et mobilier 246 c.
- 11 Décret. Organ. milit., p. 1902.
- 12 Cass. Disposit. entre vifs 1626-50 c.
- Caen. Scellés 182-30 c. — Substitut. 365 c.
- Rennes. Organ. milit. 427-20 c.
- 13 Paris. Responsabilité 371 c.
- Instr. Notaire 289 c.; Obligations 4738 c.; Timbre 11, 78, 80, 122.
- 14 Loi. Organ. administr. 788-40; Organ. instr. publ. 129, 131, 133, 134, 156, 163, 209, 348, 412, 487, 489, 500, p. 1369; Organ. marit. 186, 567 s., p. 1696.
- Décret. Organ. milit., p. 1902; Ville de Paris 36.
- Cass. Organ. de l'Algérie 674 c., 928 c., 1084 c. — Ordre 521 c., 1119-50 c.; Vente 1143 c. — Presse-outrage 1268 c., 1281 c.
- Instr. Vente admin. 65.
- 15 Cass. Organ. marit. 364-30-40 c. — Presse-outrage 1210-30 c. — Témoin 473 c., 520-30 c., 829 c.
- Décis. Organ. de l'Algérie 443-20.
- 16 Décret. Organ. administr. 170.
- Cass. Organ. administr. 248-20 c.; Règlém. administr. 78 c. — Quest. préjud. 230 c. — Serment 181; Témoin 368-10.
- Orléans. Ordre 323-30; Privil. et hypoth. 2752-40.
- 17 Décret. Organ. marit., p. 1696; Organ. milit., p. 1902; Travaux publ. 268 c., 281, p. 853.
- Cass. Organ. milit. 842.
- Caen. Référé 21-20 c., 216 c.
- 19 Décret. Organ. colon., p. 1185.
- Cass. Organ. de l'Algérie 1084 c., 1138-40 c. — Prescription civ. 387 c. — Prêt à intérêts 221-70-80 c.
- 20 Convention. V. 4 août 1854.
- Cass. Dispositions entre vifs 3705 c., 3985-90 c. — Privil. et hypoth. 1156 c.; Tierce-opposit. 203-70 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 656.
- Caen. Vice rédhib. 174 c.
- Colmar. Octroi 220 c.

Juin.

- 20 Circ. du recteur de l'Académie de Dijon. Organ. instr. publ. 216 c.
- Décis. Organ. milit., p. 1902.
- 21 Cons. d'Etat. Trav. publ. 895 c., 964-20 c. — Voirie par terre 785-20-40. — Voiture 39 c., 492 c.
- 22 Loi. Octroi 127 s.; Ouvrier 62 s.; Postes, p. 15; Sel, p. 884; Servitudes 399-140; Télégraphie, p. 37; Trésor public 950, p. 1186.
- Cass. Serment 181; Témoin 368-10. — Vol 754-20 c., 850.
- Cons. d'Etat. Organ. colon. 113. — Traitement 78, 217. — Travaux publ. 737 c., 812 c., 1002 c.
- 23 Décret. Organ. administr. 136, p. 614; Théâtre, p. 312.
- Convention. V. 4 juillet 1854.
- Cass. Poids et mesures 123-10 c.
- Douai. Presse-outrage 233 c., 437 c.
- 24 Décret. Organ. milit., p. 1902; Sociétés de crédit foncier et mobilier 21 c.
- 25 Décret. Travaux publ. 225 c., 326.
- 26 Décret. Organist. colon. 104, p. 1185.
- Cass. Obligat. 3551 c. — Ordre 717-70 c., 916-30 c., 1200 c.
- Alger. Société 542-30 c.
- Bordeaux. Vente 235.
- Toulouse. Ordre 825-90.
- 27 Cass. Prescription civ. 221 c., 818 c.; Usage 455-40 c.
- 28 Décret. Organ. marit., p. 1696; Traité internat., p. 584.
- Cass. Obligations 4561 c.; Rentes constituées 83 c.; Rentes foncières 70-30 c. — Organ. milit. 352.
- Besançon. V. 3 août 1854.
- Trib. de Sancerre. Vente publ. d'immeubles 2070 c.
- 29 Cass. Témoin 666-70 c.
- Montpellier. Ordre 843.
- Circ. Prud'hommes 52.
- Décis. Prises marit. 130-20.
- 30 Cass. Poids et mesures 163-10 c., 108 c.
- Besançon. Reprise d'instance 97 c.
- Rouges. Dispositions entre vifs 2667-10 c.
- Cass. Presse-outrage 269-30 c., 370 c., 1470-30 c.
- Douai. Obligation 2406 c.; Rente viagère 174-10 c.
- 3 Cass. Disposit. entre vifs 3410 c. — Obligat. 1918 c. — Success. 903 c.
- Agen. Dispositions entre vifs 3470 c.
- Paris. Vente 838 c.
- 4 Décret. Traité intern., p. 584.
- Cass. Obligat. 385-10 c., 3928-50 c.
- Circ. Organ. marit. 403.
- 5 Décret. Organ. de l'Algérie 368 s., p. 800.
- Cass. Timbre 122 c.
- Paris. Obligat. 1919.
- Instr. Timbre 89.
- 6 Décret. Privil. et hypoth., p. 49; Sociétés de crédit foncier et mobil. 32 c., 34-10 c.
- Nîmes. Quest. préjudic. 178 c.
- Trib. de la Seine. Propriété littéraire 149.
- Cons. d'Etat. Organ. milit. 621. — Travaux publ. 830 c., 1166-40 c. — Trésor publ. 564-30 c. — Voirie p. terre 921 c.
- 7 Décret. Organ. de l'Algérie 843.
- Cass. Ouvrier 64 c. — Règlém. admin. 110 c.; Serviteurs à gages 6. — Règlém. admin. 147-40 c.; Vidanges 27-30 c. — Trésor public 1429. — Voirie par terre 1223 c., 1895-10 c.
- Besançon. Obligat. 450-30 c.
- 8 Décret. Organ. colon., p. 1116; Organ. de l'Algérie, p. 801.

Juillet.

- 1 Cass. Presse-outrage 269-30 c., 370 c., 1470-30 c.
- Douai. Obligation 2406 c.; Rente viagère 174-10 c.
- 3 Cass. Disposit. entre vifs 3410 c. — Obligat. 1918 c. — Success. 903 c.
- Agen. Dispositions entre vifs 3470 c.
- Paris. Vente 838 c.
- 4 Décret. Traité intern., p. 584.
- Cass. Obligat. 385-10 c., 3928-50 c.
- Circ. Organ. marit. 403.
- 5 Décret. Organ. de l'Algérie 368 s., p. 800.
- Cass. Timbre 122 c.
- Paris. Obligat. 1919.
- Instr. Timbre 89.
- 6 Décret. Privil. et hypoth., p. 49; Sociétés de crédit foncier et mobil. 32 c., 34-10 c.
- Nîmes. Quest. préjudic. 178 c.
- Trib. de la Seine. Propriété littéraire 149.
- Cons. d'Etat. Organ. milit. 621. — Travaux publ. 830 c., 1166-40 c. — Trésor publ. 564-30 c. — Voirie p. terre 921 c.
- 7 Décret. Organ. de l'Algérie 843.
- Cass. Ouvrier 64 c. — Règlém. admin. 110 c.; Serviteurs à gages 6. — Règlém. admin. 147-40 c.; Vidanges 27-30 c. — Trésor public 1429. — Voirie par terre 1223 c., 1895-10 c.
- Besançon. Obligat. 450-30 c.
- 8 Décret. Organ. colon., p. 1116; Organ. de l'Algérie, p. 801.

Juillet.

- 10 Convent. V. 24 novembre 1854.
— Caen. Obligat. 506-30 c., 539 c.
— Orléans. Propriété littér. 104-30 c., 205 c., 332 c., 343 c.
11 Cass. Usage 255 c.
— Limoges. Notaire 396-30 c.; Obligations 3283-10 c.
12 Nîmes. Saisie conservat. 21 c., 24 c.
— Orléans. Obligat. 1876-30 c.
13 Convent. V. 11 novembre 1854.
— Cass. Vol 759.
— Poitiers. Ordre 832-40 c.; Vente publ. d'immeubles 520-30 c., 1767 c.
— Instr. Organ. colon. 544 c.
14 Cass. Poids et mesures 105-20 c.
— Presse-outrage 368 c.
— Règlement. admin. 90 c.
— Rouen. Trésor publ. 1411-30 c.
15 Loi. Procès-verbal 768.
— Décret. Monnaie, p. 386; Organ. marit. 664, 805 s., 863, 881, p. 1696; Serment, p. 8.
— Arrêté. Télégraphie 107.
— Cass. Organ. de l'Algérie 818-10 c.; Ouvrier 64 c.; Règlement. admin. 110; Serviteurs à gages 6.
16 Cass. Vente de substances falsifiées 85 c.
17 Alger. Organ. de l'Algérie 850.
— Cass. Succession 1029 c.; Trésor public 1284 c.
18 Décret. Organ. admin., p. 614; Organ. instr. publ., p. 1369; Prises marit., p. 929.
— Cass. Obligations 5016 c., 5028-40 c.; Vente 1371 c.
— Caen. Obligations 3683-30 c.; Obligations 3640 c.; Responsabilité 417 c.
19 Cass. Obligations 4643 c.; Responsab. 99-40 c.; Octroi 115 c.
— Agen. Prêt à intérêts 230 c., 223 c., 286 c., 293 c., 293 c., 315-40 c., 320 c.
— Cons. d'Etat. Timbre 20 c.; Travaux publics 653 c., 807 c., 844-20 c., 851 c., 870 c.; Voirie par eau 313-30 c., 351 c.
20 Cass. Organ. marit. 1035 c.; Presse-outrage 328-60, 333-20 c.; Responsabilité 515 c.; Serment 196 c.
— Trib. de Versailles. Timbre 124 c.
— Trib. de Vouziers. Vice rédhibit. 218 c., 245, 254 c., 295 c.
— Cons. d'Etat. Obligations 2090-30 c.; Travaux publics 795-30 c., 804 c., 864 c.; Organ. milit. 814 c., 849 c.; Trésor public 394, 395. — Voirie par terre 945-20 c.
21 Décret. Organ. milit., p. 1902.
— Cass. Presse-outrage 1235. — Voirie 34-10 c., 67 c.
— Règlement. Voirie par terre, p. 313.
22 Douai. Disposit. entre vifs 3708 c.; Puissance paternelle 129 c.
24 Décret. Organ. colon. 62, p. 1116; Prises marit., p. 929.
— Cass. Disposit. entre vifs 1495 c.; Vidanges 23 c.
25 Dijon. Responsabilité 136 c.
26 Décret. Organ. colon. 431 s., 447 s., p. 1116.
— Cass. Obligations 703-10 c., 801 c., 919 c., 948 c.; Servitudes 325 c., 1162-70 c.
— Dijon. Voirie 359 c.
— Pau. Disposit. entre vifs 3410 c.
— Riom. Paternité 822 c.
— Trib. de la Seine. Timbre 124 c., 140 c.
— Cons. d'Etat. Société 1444 c.; Taxe 34-20 c.; Théâtre 137 c.; Travaux publics 386 c., 392-20 c., 555 c., 559-30, 953, 997 c.; Voirie par eau 100, 219-30, 637-30. — Voirie par terre 2217-30 c.
27 Cass. Serment 204-10. — Voirie par terre 1513 c., 1526-30 c., 1527-30 c.
— Bordeaux. Succession 79-20 c., 1249 c., 1581 c., 1654 c.; Vente 875-30 c.
— Circ. Organ. admin. 234, 439; Organ. milit. 512; Travaux publics 1126 c.

Juillet.

- 28 Cass. Obligations 4780 c., 5176 c.
— Voirie par terre 2308 c.
— Circ. Organ. marit. 522.
29 Douai. Référé 207 c.
— Lyon. Prescript. civ. 914 c.
— Décis. Organ. milit., p. 1902.
31 Décret. Pension, p. 775; Secours publics, p. 781.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1259-10-20.
— Avis. cons. général des ponts et chaussées. Travaux publics 975.
— Solut. Timbre 181.

Août.

- 1 Décis. Timbre 97.
2 Cass. Propriété littér. 394 c.
— Bastia. Servitudes 820-70 c., 867-10 c.; Vente 1050-70 c.
— Caen. Séparat. de corps 194-10 c., 198-70 c.
— Trib. de Saint-Amand. Ordre 1837-10 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 837-30 c.; Taxe 113 c.; Voirie par eau 826 c.; Sapeurs-pompiers 3. — Trav. publ. 894. — Voirie par eau 193-30, 529.
3 Cass. Organ. judic. 316 c., 665 c.
— Poids et mesures 60 c.
— Besançon. Pêche fluviale 80 c.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 1323-40 c.
— Riom. Ordre 1354-60 c.
4 Décret. Traité internat., p. 584.
— Cass. Obligat. 4841 c.
5 Cons. d'Etat. Voirie par terre 773-20.
— Circ. Organ. marit. 1089.
— Dépêche. Organ. marit. 1098.
— Solut. Timbre 150-30 c.
7 Agen. Voirie 408-20 c.
— Circ. Prisons 97.
8 Décret. Organ. de l'Algérie 89-70, 189 s., 478, 831, p. 801.
— Cass. Office 285. — Ordre 1354-40 c.; Vente publ. d'immeubles 1354-10 c.; Privil. et hypoth. 1908 c.; Vente publ. d'immeubles 1528 c.
— Paris. Organ. judic. 732 c.
— Trib. de Mirecourt. Vente publ. d'immeubles 83 c.
— Décis. Postes 17.
9 Décret. Organ. colon. 148 s., 265, 269, 692 s., 730, p. 1116.
— Cass. Success. 249 c.
— Dijon. Organ. judic. 415 c.
— Rennes. Privil. et hypothèques 1264 c.
10 Cass. Organ. milit. 897-20-30 c.; Règlement de juges 193 c., 228 c.
— Circ. Prisons 40.
11 Pau. Usage 247, 370-90 c.
— Toulouse. Servitudes 1039 c.
12 Décret. Organ. de l'Algérie 293 s., p. 802; Organismat. milit., p. 1902; Trésor public 930, p. 1166.
— Montpellier. Ordre 1354-70 c., 1376 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 423-10, 435, 746, 894. — Trésor publ. 556-10 c.; Voirie par eau 141-10, 142-10. — Voirie par eau 352 c.; Wattingues 52 c.
13 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1369.
14 Décret. Organ. milit., p. 1902.
15 Circ. Secours publ. 442.
— Décis. Prises marit. 54.
16 Décret. Organ. colon. 119-40 s., 146 s., 187 s., 265, 278, 316, 468 s., 547 s., 642 s., 668, p. 1116.
— Convention. V. 9 et 22 septembre 1854.
— Bordeaux. Vice rédhibit. 81 c., 92-10 c.
— Instr. Prises marit. 275.
17 Cass. Servitudes 689 c.
— Nancy. Séparat. de corps 132 c.
— Poitiers. Obligat. 1037-20 c.
— Circ. Octroi 128.
— Instr. Timbre 4.

Août.

- 18 Cass. Obligations 4770-30 c., 4780 c., 5174-30 c.; Peine 869; Prescription crimin. 70 c.; Prêt à intérêts 303 c.; Procès-verbal 237-50 c.; Règlement. administr. 150 c.
— Grenoble. Obligat. 261 c.; Organ. milit. 433 c.
— Montpellier. Usage 567, 628 c.
— Paris. Voirie par chemins de fer 384.
— Instr. V. 17 août.
19 Décret. Organ. de l'Algérie 573 s., 723, 732, 784 s., p. 802.
21 Bordeaux. Notaire 41-40, 62-20.
22 Décret. Organ. instr. publ. 30, 129 s., 163, 168, 343, 362, 366, 391, 400, 402, 414, 416, 501, p. 1369.
— Bordeaux. Privil. et hypoth. 1158 c.; Saisie-arrest 7 c., 105-20.
24 Cass. Témoin. faux 66 c., 75 c.
— Montpellier. Disposit. entre vifs 428-20 c.
— Paris. Salubrité publ. 51 c., 59 c.
— Trib. de Pithiviers. Obligations 3384 c.
25 Cass. Organ. judic. 572-20 c.; Presse-outrage 1480 c.; Procès-verbal 233-20 c.; Voirie 96 c., 97 c.; Témoin. faux 114 c.; Voirie 96 c.; Vol 731-20.
— Bordeaux. Ordre 999-20 c., 1000-10-20.
— Dijon. Réunions publ. 9.
— Lyon. Ordre 1112-50 c.
27 Cons. d'Etat. Organ. marit. 348.
— Organ. milit. 98. — Travaux publics 567 c., 851 c., 864 c., 883. — Voirie par chemins de fer 228 c.; Voirie par terre 1002 c., 1011, 1032 c.
28 Cass. Notaire 784 c., 845 c., 855 c.; Office 276 c., 277 c.
— Bastia. Responsabilité 159-10 c.
29 Décret. Organisation marit. 463, p. 1696; Organ. milit., p. 1902; Traité internat., p. 545.
— Orléans. Propriété littéraire 471 c.; Renvoi 210 c.
30 Cass. Office 333 c.
— Bastia. Obligations 930-10.
— Bordeaux. Obligations 1937 c.
— Nîmes. Volonté 8 c.
— Trib. de la Seine. Transcript. hypoth. 725.
31 Décret. Organ. colon., p. 1116; Organ. marit. 168, p. 1696.
— Bordeaux. Obligations 1943 c.; Ordre 715-30.
— Paris. Privil. et hypoth. 2209 c.; Transcript. hypoth. 791 c.; Référé 177 c.
— Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 424.

Septembre.

- 1 Convention. V. 15 décembre 1854 et 22 janvier 1855.
— Cass. Voirie 391 c.
— Instr. Télégraphie 103.
7 Cass. Vente 550-40 c.
— Circ. Secours publics 240, 241 s.
— Décis. Timbre 35-50.
9 Décret. Traité internat., p. 545.
15 Cass. Organ. milit. 307 c.
— Presse-outrage 489-30 c., 491 c., 1099-10 c.; Procès-verbal 238. — Serment 176 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 844.
17 Décret. Officier de paix 1; Organ. colon., p. 1116; Traitement 56; Ville de Paris, p. 147.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 227.
20 Dépêche. Organ. marit. 1129.
21 Décret. Organ. milit., p. 1902.
— Cass. Procès-verbal 10-70 c., 250 c.; Serment 202-20 c.; Voirie 54-20 c.
— Avis cons. général des ponts et chaussées. Voirie par eau 367.
— Circ. Prises marit. 343.
22 Décret. Traité internat., p. 545; Trésor public, p. 1186.
— Convention. V. 11 nov. 1854.
25 Circ. Ouvrier 223, 226, 227, 228, 240, 244; Serment 81.

Septembre.

- 26 Ord. Voirie par eau 664.
29 Cass. Presse-outrage 980 c.
30 Décret. Organ. colon., p. 1116; Organ. instr. publ., 459, p. 1369.
— Circ. Voirie par terre 1270, 1273.
Octobre.
1 Décret. Organ. de l'Algérie 767, 778, p. 802; Timbre, p. 459.
— Convention. V. 20 déc. 1854.
— Instr. Organ. marit. 380.
3 Arrêté. Organ. de l'Algérie 295.
— Alger. Organ. de l'Algérie 673.
5 Décret. Organ. admin. 169.
— Cass. Voirie 77 c.
6 Cass. Poids et mesures 103-30 c.; Vente de substances falsifiées 49 c.
9 Avis cons. général des ponts et chaussées. Voirie par eau 78.
10 Décret. Organismat. instr. publ., p. 1369.
11 Décret. Organismat. de l'Algérie, p. 802; Travaux publics 66, p. 853.
12 Cass. Procès-verbal 250 c.
— Décis. Timbre 12.
13 Cass. Peine 457.
— Dépêche. Organ. marit. 709.
14 Cass. Organ. milit. 333 c.; Voirie par terre 1432, 1884-10 c.
17 Alger. Organ. de l'Algérie 670.
19 Paris. Obligat. 2925 c.; Référé 228 c.
21 Décret. Organismat. de l'Algérie, p. 802; Organ. milit., p. 1902; Place de guerre 946.
— Règlement. Secours publics 66.
23 Décret. Organismat. de l'Algérie, p. 802.
24 Décret. Organ. milit., p. 1902.
25 Décret. Organ. milit., p. 1902.
28 Décret. Organismat. instr. publ., p. 1369; Organ. judic. 205, 221, p. 1508; Traitement 56.
— Cons. des prises. Prises marit. 52-60, 60, 178, 877.
31 Alger. Organ. de l'Algérie 925.
— Circ. Organ. instr. publ. 153, 158, 162, 175, 199, 210, 249 c., 250 c., 501 c., p. 1369; Organ. milit. 271 c., 272 c.

Novembre.

- 1 Décret. Organ. colon. 682, 728, p. 1116; Organ. de l'Algérie 742, p. 802; Ville de Paris, p. 147.
4 Cass. Poids et mesures 106 c.; Vol 703.
6 Cass. Obligat. 1845-30 c.; Poids et mesures 103 c.
— Montpellier. Prescription crimin. 37 c.
7 Décret. Trésor public, p. 1186.
— Cass. Obligations 1908 c., 1916 c., 1923 c.
8 Décret. V. 5 décembre 1854.
— Cass. Servitudes 272 c., 274 c.; Vente 1050-80 c., 1054 c.
— Trib. de la Seine. Trésor public 1369 c.
— Dépêche. Organ. marit. 1110.
9 Cass. Serment 207-10-70.
— Bourges. Vol 690-30 c.
10 Cass. Tolérance (maisons de) 2 c.
11 Décret. Traité internat., p. 545, 584.
13 Cass. Disposit. entre vifs 1371 c.; Privil. et hypoth. 982 c.; 998 c.; Transcription hypoth. 791 c.; Serment 176.
14 Cass. Voirie par chemins de fer 321 c.
— Douai. Postes 91-40 c.
15 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 802.
— Cass. Servitudes 275 c.
— Aix. Substances vénéneuses 82 c.
— Lyon. Servitudes 217 c., 223-60 c., 274-20 c.
— Trib. de Nîmes. Office 333 c., 384 c.
— Instr. Organ. instr. publ. 282 c.
16 Décret. Prud'hommes, p. 534.
— Cass. Organ. colon. 262 c., 267-10 c.; Serment 180-10 c.

Novembre.

- 16 Paris. Société 187 c.; Voirie 185 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 445.
17 Convention. V. 5 décembre 1854.
— Cass. Procès-verbal 167-20 c.
— Bordeaux. Organ. marit. 584 c., 592 c.; Vente publ. d'immeubles 2231 c.
— Cons. d'Etat. Notaire 35 c.; Avis. Secours publ. 294, 297.
18 Décret. Organ. de l'Algérie 742, p. 812; Voirie par chemins de fer, p. 854.
— Cass. Obligations 5058 c.
— Aix. Servitudes 776-40 c., 990 c.
— Limoges. Vente publ. d'immeubles 1739-20 c.
— Cons. des prises. Prises marit. 46, 60.
20 Cass. Société 780 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1141, 1142-20 c., 1143-10-20 c.
— Nîmes. Disposit. entre vifs 4482-50 c.
21 Cass. Prescript. crimin. 94 c., 101 c.; Vente publ. d'immeubles 2239 c.
— Bordeaux. Vente 666-30 c.
— Rapport. Organ. marit. 789.
— Règlement. Organ. marit. 257.
22 Cass. Success. 3123-50-60 c.
— Bordeaux. Théâtre 235 c.
— Douai. Responsabilité 379-30 c.; Lyon. Obligations 4743 c., 4765-30 c.
— Montpellier. Presse-outrage 289-20 c.
— Trib. de la Seine. Séparation de corps 330 c.
— Circ. Timbre 65 c., 66 c.
23 Douai. Vente 592 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 790-10 c., 832, 878 c.; Travaux publ. 557. — Voirie par chemins de fer 514-20 c.; Voirie par terre 918 c., 940-30.
24 Décret. Traité internat., p. 584.
— Convention. V. 22 février 1855.
— Ord. de police. Vidanges 35.
— Cass. Postes 101-20 c.; Travaux publ. 1065 c.
— Bordeaux. Société 955 c.
25 Décret. Organ. marit. 54.
— Montpellier. Vente publ. d'immeubles 103 c.
— Cons. d'Etat. Prises marit. 52-70, 59, 60, 362.
— Rapport. Organ. marit., p. 1696.
27 Montpellier. Voirie par chemins de fer 868 c., 576-20 c.
— Toulouse. Office 248.
28 Décret. Télégraphie, p. 87.
— Cass. Organ. judic. 172-10 c.; Servitudes 259 c.
— Bordeaux. Saisie-arrest 56 c.
— Douai. Postes 77 c.; Voirie par chemins de fer 618-20. — Postes 131 c., 133 c.; Voirie par chemins de fer 618-10 c.
29 Décret. Organ. milit., p. 1902; Postes, p. 15.
— Ord. Vidanges 81 c.
— Cass. Disposit. entre vifs 4499 c.; Privil. et hypoth. 2000-20 c.; Usage 135 c.; Surenchère 374-50 c.
— Metz. Société 1867-10 c.
— Nîmes. Privil. et hypoth. 434.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 801 c., 908 c.
30 Décret. Traité internat., p. 545.
— Cass. Organ. colon. 210 c.; Peine 457. — Presse-outrage 822-60 c.
— Trib. comm. de la Seine. Privil. et hypoth. 401-10 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par chemins de fer 311. — Voirie par eau 289, 333, 362.

Décembre.

- 1 Cass. Organ. colon. 273 c., 969 c.; Servitudes 851-40 c.; Voirie par terre 1064 c., 1074 c.
2 Décret. Organ. colon. 406, p. 1116; Organ. économ., p. 1292.
— Traité. V. 19 décembre.

Décembre.

- 4 Cass. Disposit. entre vifs 3591-60 c. — Ordre 1173 c. — Société 913 c., 947 c. — Trésor publ. 1413 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 1527-10 c.
- 5 Décret. Traité internat., p. 545, 584.
- Cass. Ordre 731 c. — Privil. et hypothèques 2775 c. — Vente 1853 c.
- Donal. Prescript. civ. 439 c.
- Poitiers. Dispositions entre vifs 4159 c.
- Rennes. Dispositions entre vifs 1883 c.
- 6 Décret. Organ. instr. publ., p. 1369; Télégraphie, p. 37.
- Cass. Disposit. entre vifs 1667 c., 1685 c. — Succession 1042 c.
- 7 Cass. Vol 637.
- Liège. Voirie par chemins de fer 305.
- Poitiers. Obligations 2378 c.
- Cons. d'Etat. Tontine 35 c.; Trésor publ. 350 — Voirie p. eau 356-30, 357, 373-20, 376-50.
- 8 Cass. Voirie 348, 349, 355 c.
- 9 Lyon. Responsabilité 633 c.
- 11 Cass. Disposit. entre vifs 1133 c.
- Montpellier. Organ. marit. 596-20 c.
- Circ. Organ. marit. 335.
- 12 Convent. V. 23 et 24 décembre.
- Cass. Responsab. 137 c.
- Bordeaux. Obligat. 4765-40 c. — Séparat. de corps 144 c.
- Lyon. Usage 445-40 c.
- Poitiers. Obligations 1004-20 c.; Ordre 737-10 c.
- 13 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1369.
- Cass. Obligat. 2721-10 c.
- Bordeaux. Voirie par chemins de fer 221 c., 222 c., 573 c.
- Lyon. Ouvrier 101-20 c.; Responsab. 630-30 c. — Servitudes 308 c., 333-60 c.
- Metz. Privil. et hypoth. 3687 c., 3701 c.
- Cons. d'Etat. Taxe 40.
- 14 Cass. Organ. judic. 689-20 c.
- Cons. d'Etat. Organ. colon. 333, 345. — Organisat. de l'Algérie 1957-10. — Trésor public 564-40. — Voirie par terre 944 c., 1149-20 c., 1922-20.
- Circ. Serment 81.
- Instr. Prisons 36.
- 15 Décret. Traité internat., p. 545.
- Cass. Serment 181; Témoin 368-10. — Voirie p. terre 1904-10.
- Nîmes. Servitudes 280 c.
- Dépêche. Organ. marit. 1118.
- 16 Décret. Uniforme-costume 21-90, 35.
- Cass. Propriété littér. 380 c.
- Décis. Organ. instr. publ. 218 c.; Timbre 66.
- 18 Cass. Disposit. entre vifs 4605 c., 4606 c. — Obligat. 1988 c.; Ordre 1167-60 c.; Privil. et hypoth. 1973-30 c.
- Montpellier. Vente publ. d'immeubles 1642-20 c.
- 19 Décret. Traité internat., p. 548.
- Cass. Servitudes 180 c. — Trésor public 573 c.
- 20 Décret. Traité internat., p. 545.
- 21 Nîmes. Organ. milit. 442 c.
- Orléans. Responsab. 627 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1357-40.
- 22 Besançon. Saisie-exéc. 290 c.
- Lyon. Vente 2047.
- 23 Décret. Traité internat., p. 548.
- Arrêté. Organ. colon. 438.
- Cass. Termes sacramentels 59 c.; Traité internat. 152-40 c., 183 c.
- Riom. Prescript. civ. 304 c.
- Instr. Organ. de l'Algérie 527.
- Règlement. Organ. instr. publ. 400.
- 24 Décret. Traité internat., p. 545.
- Paris. Vol 448 c.
- 25 Instr. Organ. de l'Algérie 527.
- 27 Décret. Organ. colon., p. 1116.
- Cass. Organisat. marit. 416 c. — Prescript. civ. 500 c., 718 c.; Privil. et hypoth. 1720-30 c., 2541-40 c., 2548-30 c. — Voirie p. chemins de fer 477 c.

Décembre.

- 27 Nancy. Responsab. 478 c.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 870-30 c. — Voirie par eau 274 c., 366 c., 371 c. — Voirie p. terre 798-10 c.
- 28 Cons. d'Etat. Octroi 185 c., 339-20 c. — Voirie p. terre 378, 412-30 c., 2084 c.
- Circ. Secours publ. 315.
- 29 Décret. Organ. admin. 363, 368, p. 614.
- Cass. Témoin 475 c.
- Limoges. Prêt à intérêts 205-30 c.
- 30 Loi. Trésor publ., p. 1186.
- Caen. Séparat. de corps 374 c., 388 c., 390 c., 391 c.
- Circ. Timbre 12 c., 65 c., 66 c.
- 31 Décret. Trésor public, p. 1186.

1855

Janvier.

- .. Trib. de la Seine. Disposit. entre vifs 2094.
- 2 Ord. Télégraphie 84.
- Cass. Prescript. civ. 98 c.
- Nîmes. Obligat. 727 c. — Succession 2279-10 c.
- Poitiers. Quest. préjud. 196 c.
- 3 Cass. Octroi 178 c., 179 c. — Voirie par chemins de fer 161 c.
- Aix. Voirie par chemins de fer 353 c.
- Trib. de la Seine. Timbre 150-10 c., 175.
- 4 Cass. Procès-verbal 645 c. — Règlement. administr. 151 c.
- Riom. Ordre 899-70, 965.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 780-20.
- 5 Décret. Organisat. de l'Algérie, 1030 c.
- Cass. Presse-outrage 799 c., 952 c. — Société fromagère 15 c.; Vente de substances falsifiées 26 c., 39 c., 76 c. — Voirie par terre 1365, 1371-20 c., 1382, 1429-20, 1949 c.
- Dijon. Ordre 618-10-20 c.; Privil. et hypoth. 2164-10 c., 2190 c., 2450-20 c.
- Nancy. Prescript. civ. 199 c.; Vente 822 c.; Vente administr. 218-20 c.
- Trib. de Carpentras. Voirie par chemins de fer 299-10 c., 557 c., 586-10-20 c.
- Cons. d'Etat. Trés. publ. 765. — Voirie par terre 217-60, 249.
- 6 Décret. Organisat. de l'Algérie, p. 802; Organ. colon., p. 1185.
- Cass. Témoin 43 c.
- 8 Circ. Obligat. 743 c.
- 9 Cass. Obligat. 268 c.; Privil. et hypoth. 2330-130 c., 2338-20; Volonté 5 c. — Ordre 998 c.
- 10 Décret. Vente publ. de marchandises neuves, p. 997.
- Arrêté. Organ. instr. publ. 362.
- Cass. Obligations 889 c., 891 c.
- 11 Cass. Organ. colon. 530 c. — Témoin 216. — Vol 888-30 c., 922 c.
- Cons. d'Etat. Prises maritimes 283 c. — Voirie par terre 2284-10.
- 12 Cass. Obligations 4889 c. — Organ. colon. 207, 212, 230-20. — Procès-verbal 167-30 c., 177-40 c. — Vol 65-20 c.
- Bourges. Privil. et hypoth. 1437-30 c.
- Orléans. Disposit. entre vifs 924-30 c.
- 13 Décret. Organ. marit., p. 1696.
- 15 Décret. Transport des émigrants 13 c.
- Cass. Obligations 2715-20 c.; Office 363-10 c.; Privil. et hypoth. 190 c.; Société 163 c.
- Circ. Organ. administr. 761 c., 776.
- 16 Bordeaux. Ordre 1000-20.
- Paris. Success. 1824 c., 1827 c.
- Décis. Timbre 65 c., 66 c.
- 17 Décret. Organisat. de l'Algérie, p. 802.

Janvier.

- 17 Cass. Obligations 399-40 c. — Société 1095-30 c., 1373-20 c.
- Agen. Serment 207-60 c.; Vente de substances falsifiées 74 c., 77 c.
- Metz. Séparat. de corps 232 c., 233 c.
- 18 Cass. Témoin 577-60 c.
- Grenoble. Usage 445-40.
- Poitiers. Travaux publ. 771 c., 1146-70 c., 1227-80 c.
- Cons. d'Etat. Trés. publ. 890.
- Avis cons. général des ponts et chaussées. Trav. publ. 970.
- 19 Cass. Presse-outrage 1365 c.
- Aix. Servitudes 905 c.
- 20 Décret. Organ. milit., p. 1902; Place de guerre, p. 947.
- Cass. Vol 736 c.
- Montpellier. Vente publ. d'immeubles 1330 c.
- Paris. Office 309 c.
- 22 Convention. V. 26 février 1855.
- 23 Cass. Success. 598 c., 599 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 826-40 c.
- Bastia. Success. 1028 c.
- 24 Décret. Organ. milit., p. 1902.
- Convention. V. 9 mars 1855.
- Cass. Obligations 393-20 c., 2779-60 c.
- Trib. de comm. de Nîmes. Privil. et hypoth. 401-10 c.
- Décis. Timbre 12.
- 25 Cass. Quest. préjudic. 85 c., 114-30 c., 131 c.
- Orléans. Office 160 c., 232 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 992.
- 26 Traité. V. 9 mars 1855.
- Cass. Procès-verbal 182 c.
- Grenoble. Prescript. civ. 578-50 c.
- Paris. Société 820 c., 862-30 c., 1490 c., 1493 c., 1693-40 c.
- 27 Décret. Organisat. colon. 107 s., p. 1116; Traité internat., p. 548.
- Paris. Saisie-arrest 137 c. — Société 817-10 c., 822 c. — Travaux publ. 1146-60 c., 1194 c.
- Pau. Ordre 626 c.; Privil. et hypoth. 2193 c.; Vente 1099 c.
- 29 Cass. Obligations 1902 c.; Privil. et hypoth. 2353-60 c., 2722-50 c.
- Paris. Saisie-conservat. 3 c.
- 30 Cass. Obligations 2749 c. — Obligations 2990 c.; Vente 940-20 c. — Prescript. civ. 45 c. — Presse-outrage 269-10 c. — Vente publ. d'immeubles 565 c.
- 31 Décret. Organ. colon. 1185; Organ. colon., p. 1903.
- Cass. Presse-outrage 269-10 c. — Voirie 105-50.
- Douai. Obligat. 5188 c.
- Instr. Organ. instr. publ. 192.

Février.

- 1 Décret. Prud'hommes, p. 535.
- Cass. Responsab. 69-50 c.; Voirie p. chemins de fer 177 c.
- Colmar. Obligat. 892-10 c. — Ordre 665-10.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 780 c., 870 40 c.; Voirie par terre 1969. — Travaux publ. 864 c., 1058. — Trésor public 519-40. — Voirie p. terre 194 c.
- 2 Décret. Postes, p. 15.
- Besançon. Obligat. 1516-40 c.; Vente publ. de meubles 90 c.
- Rouen. Usufruit 415-20 c., 430-10 c.
- Circ. Organ. instr. publ. 249 c.
- 3 Cass. Témoin 472-30 c. — Voirie p. chemins de fer 611-10 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 999-20 c. — Sociétés de crédit foncier et mobil. 213.
- Riom. Ordre 63-20 c., 384.
- Circ. Secours publ. 260 c.
- Décis. Serment 90 c.; Télégraphie 151.
- 5 Cass. Office 312 c. — Vente 661 c.
- 6 Cass. Responsab. 463 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 848.

Février.

- 6 Douai. Privil. et hypoth. 2033 c.; Vente publique d'immeubles 1820 c.
- Riom. Usage 151 c.
- 7 Cass. Privil. et hypoth. 2382 c. — Requête civ. 62-40 c., 176 c., 177 c.
- Agen. Responsab. 118-30 c.
- Bastia. Obligat. 4621 c.
- Montpellier. Prescript. civile 326 c.
- Orléans. Propriété littér. 483 c., 486-30 c.
- Riom. Obligat. 3276 c.
- Trib. de la Seine. Timbre 171 c., 172 c., 176 c.
- 8 Cass. Organ. marit. 597 c. — Organ. milit. 793 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 422-20 c., 473-40, 564 c., 746. — Trésor publ. 463-20 c., 479-20.
- 9 Décret. Ordres civils et milit. 250.
- 10 Décret. Pêche marit. 58 c.; Sapeurs-pomp., p. 700; Sel 48 c.; Traité internat., p. 546.
- Cass. Vol 753-10, 761 c.
- Orléans. Ordre 1116-70 c.
- Poitiers. Obligations 3122 c., 3123 c.
- Rouen. Vente 777 c.
- 12 Bastia. Récusat. 169 c.
- 13 Cass. Société 869-10 c., 879-10 c., 881-10-30 c.
- 14 Décret. Organ. milit., p. 1902.
- Cass. Responsab. 368 c., 372 c. — Voirie par terre 1500 c., 1508 c.
- Trib. de la Seine. Voirie p. chemins de fer 417-20.
- 15 Arrêté. Organ. colon. 107.
- Cass. Organ. de l'Algérie 515-40. — Postes 77 c.; Voirie p. chemins de fer 618-20 c.
- Nîmes. Servitudes 280 c.
- Trib. d'Auxerre. Vol 450 c.
- Trib. de la Seine. Disposit. entre vifs 800.
- Décis. Organ. de l'Algérie 202.
- 16 Cass. Travaux publics 263-30 c.; Voirie par terre 1917 c.
- 17 Décret. Organ. milit., p. 1902.
- Cass. Voirie 129-20 c.
- Dijon. Obligations 3433 c.; Prêt à intérêts 223, 286 c.
- Paris. Presse-outrage 938 c.; Voirie par chemins de fer 644-20 c.
- 19 Orléans. Peine 328-20 c., 320 c.
- 20 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1369; Sapeurs-pomp., p. 700.
- Cass. Disposit. entre vifs 1427 c. — Obligations 4487-20 c.; Vente 525-30 c. — Vente 1479 c.
- 21 Décret. Prud'hommes, p. 535; Télégraphie 37; V. 21 mars 1855.
- Caen. Vente publ. d'immeubles 577 c.
- Trib. de Saint-Quentin. Transcript. hypoth. 715-30 c.
- Trib. de la Seine. Timbre 178.
- Cons. d'Etat. Prescript. civ. 697 c. — Termes sacramentels 71 c. — Voirie par terre 796 c.
- 22 Décret. Traité internat., p. 546; Voirie par chemins de fer, p. 854.
- Cass. Témoin. faux 69 c., 71 c.
- Bourges. Responsabilité 457 c.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 351. — Taxe 110 c.; Voirie par terre 1619 c. — Taxe 111 c. — Travaux publics 472, 506-60. — Travaux publics 834 c.; Voirie par eau 149 c. — Travaux publics 856 c., 894, 919. — Voirie par terre 1911-80 c., 2215-20 c., 2284-10 c., 2299-40 c. — Wattingues 49.
- Avis cons. général des ponts et chaussées. Voirie par terre 43.
- 23 Arrêté. Organ. économ. 120.
- Cass. Servitudes 953-20 c. — Vol 825.
- 24 Sénatus-consulte. Organ. colon. 129, p. 1116.
- Cass. Procès-verbal 140-50; Voirie par terre 1872-20 c. — Procès-verbal 210-50 c., 243 c.
- Paris. Prescript. crim. 179 c.; Propriété littérale 508 c.

Février.

- 26 Décret. Traité internat., p. 546.
- Cass. Voirie par chemins de fer 387 c.
- Bastia. Obligations 2633-10 c., 2634 c., 2683-20 c.; Timbre 157 c.; Vente 1109 c. — Responsabilité 223 c.
- Lyon. Responsabilité 223 c.
- Orléans. Presse-outrage 1365 c.
- 27 Cass. Servitudes 115 c., 348-40 c.
- Agen. Disposit. entre vifs 3261 c.
- Douai. Récusation 112-10 c.
- Orléans. Ordre 789-20 c.; Prescript. civ. 137 c.; Privil. et hypoth. 2205-30 c., 2286-20 c., 2500 c.
- 28 Arrêté. Organ. de l'Algérie 901 c., 903 c.
- Cass. Disposit. entre vifs 4489-60 c., 4648-10 c.; Obligations 4521 c. — Obligations 1035-30 c., 1041-30 c. — Obligations 2453-40 c.; Vente 1113 c. — Prescript. crim. 93 c.
- Angers. Privil. et hypoth. 2164-30 c., 2311 c., 2314 c.

Mars.

- .. Instr. Secours publics 89.
- 1 Cass. Prescript. crim. 36 c., 48 c. — Témoin. faux 69 c., 71 c. — Voirie 123 c.
- Colmar. Privil. et hypoth. 933 c., 934 c., 2390-20 c.
- Montpellier. Vente 294-20 c.
- Toulouse. Servitudes 661-30 c.
- 2 Cass. Presse-outrage 405-10 c. — Témoin 370-10 c., 372. — Vente de substances falsifiées 88 c., 39 c.
- Amiens. Vice rédhibit. 264 c.
- Circ. Prisons 26.
- Dépêche. Organ. marit. 1094.
- Lettre. Traitement 176-100.
- 3 Caen. Disposit. entre vifs 460-20 c.; Transaction 143 c.
- Paris. Théâtre 201 c.
- 5 Décret. Organ. de l'Algérie 512, p. 802.
- Cass. Obligations 373 c. — Privil. et hypoth. 558 c., 565 c. — Puissance paternelle 23 c.
- Montpellier. Organ. marit. 582-30 c.
- Nîmes. Privil. et hypoth. 1443 c.; Vente publique d'immeubles 1718 c. — Succession 788 c., 1430 c., 2131-20 c.
- Décis. Organ. milit. 553.
- 6 Cass. Disposit. entre vifs 4632-20 c. — Prescript. crim. 94 c., 95 c., 98 c.; Transcript. hypoth. 744 c.
- Bastia. Vente 1683 c.
- Bourges. Privil. et hypoth. 414 c., 888-20 c., 1047 c.
- 7 Décret. Organisat. de l'Algérie, p. 802.
- Cass. Obligations 5541 c. — Servitudes 772-50 c.
- Dijon. Ordre 1354-40 c.; Sureachère 27 c., 55 c.; Vente publ. d'immeubles 2213 c.
- Toulouse. Privil. et hypothèques 1068 c.
- 8 Décret. Secours publics, p. 781.
- Cass. Témoin 527-10 c., 528 c., 577-60 c. — Voie de fait 4 c.
- Angers. Disposit. entre vifs 2792 c., 2845 c.
- Bordeaux. Ordre 1107-30.
- Grenoble. Privil. et hypothèques 2218 c.
- Cons. d'Etat. Trésor public 292.
- 9 Décret. Traité internat., p. 546;
- 10 Décret. Organisation de l'Algérie 352; Organ. colon. 129, p. 1116, 1185; Organisat. marit. 189, p. 1696.
- 13 Convention. V. 19 juin 1855.
- Cass. Presse-outr. 983 c., 984 c.
- Nîmes. Responsabilité 561-10 c.
- Riom. Obligations 152-10 c., 459-20 c. — Vente publ. d'immeubles 1233-30 c.
- 14 Décret. Organ. de l'Algérie 568, p. 802.

Mars.

- 14 Cass. Saisie-arrest 37 c., 64 c.; Séparat. de corps 172-10 c.
- 15 Cass. Presse-outrage 1569-20 c. — Grenoble. Vente publ. d'immeubles 1848 c.
- Nîmes. Succession 785-10 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par eau 359.
- Règlém. Règlém. de juges 171-30 c.
- 16 Agen. Privil. et hypoth. 1694 c.
- 17 Décret. Organisation de l'Algérie 560.
- Arrêté. Organ. colon. 621.
- Cass. Poids de mesures 31-20 c., 147-20 c. — Voirie par terre 1884-20 c.
- 18 Grenoble. Succession 1397 c.
- 19 Cass. Disposit. entre vifs 4293 c.; Obligations 718-10-20 c. — Obligations 787 c.
- 20 Décret. Organ. admin. 826.
- Cass. Disposit. entre vifs 1683-50 c. — Office 189 c.
- Caen. Vente 497-30 c.
- Nîmes. Office 383 c.
- 21 Loi. Organ. judic. 674 s., 702, p. 1508.
- Décret. Organ. instr. publ. 458, 259, 260, p. 1369; Organ. milit., p. 1902; Télégraphie, p. 37.
- Cass. Organ. de l'Algérie 648.
- Responsabilité 154 c. — Servitudes 950 c. — Succession 118 c.
- Lettre. Voirie par terre 797.
- 22 Arrêté. Organ. instr. publ. 261.
- Cons. d'Etat. Termes sacramentels 70 c. — Voirie par terre 753, 761 c., 774-40 c.
- 23 Loi. Obligations 878, 1233; Ordre 83 s., 361, 374, 433, 490; Option 32; Organ. colon. 103, 488; Privil. et hypoth. 628, 670, 706, 877, 949 s., 987 s., 1044, 1055, 1705 s., 1771 s., 2020, 2023, 2060, 2068, p. 49; Sociétés de crédit foncier et mobilier 18 c., 132, 143, 163; Tiers-ayant cause 20; Vente 172 s.
- Cass. Organ. de l'Algérie 745 c.
- Angers. Responsabilité 153-10 c.
- Douai. Vente publ. de meubles 36 c.
- 24 Cass. Vol 853, 904 c.
- Paris. Voirie par chemins de fer 636.
- 25 Instr. Télégraphie 145, 149 c., 149 c., 152 c.
- 26 Loi. Organ. colon. 119-90.
- Cass. Disposit. entre vifs 2483 c., 2456 c., 4516 c. — Responsabilité 319-10 c.
- Bourges. Prescript. crim. 94 c., 100 c., 164 c., 401 c.
- Paris. Prescript. crim. 43 c.
- Instr. Télégraphie 155.
- 27 Cass. Disposit. entre vifs 3999 c., 4265 c. — Vente de substances falsifiées 78 c.
- 28 Décret. Voirie par chemins de fer, p. 854.
- Cass. Société 1568 c.
- Trib. de Sancerre. Vente publ. d'immeubles 3020 c.
- Trib. de la Seine. Timbre 160-30 c.
- 29 Convention. V. 10 août 1855.
- Cass. Organ. de l'Algérie 745 c. — Procès-verbal 136 c., 153-120 c.; Voirie par terre 1131-30 c., 1429-50 c., 1435 c.
- Amiens. Privil. et hypoth. 1086.
- Colmar. Usage 150-10 c., 370-90 c., 871-20-40 c., 395-30 c., 435 c.
- Douai. Société 100 c.
- Grenoble. Privil. et hypoth. 371-30 c.
- Rouen. Dispositions entre vifs 4467 c.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 791-10 c. — Travaux publics 531-70 c., 835 c. — Voirie par terre 74 c., 1558-60 c.
- 30 Décret. Organ. instr. publ., p. 1369.
- 31 Cass. Vol 75.
- Orléans. Office 200 c., 215 c., 262 c., 298 c., 301 c.
- Rouen. Privil. et hypoth. 2356 c.

Avril.

- 1 Cass. Privil. et hypoth. 1893-50-60 c. — Usage 105-10 c., 20 c.
- Montpellier. Presse-outrage 723 c., 1244, 1251-10 c.
- 2 Cass. Voirie par terre 511 c.
- 4 Loi. Ordonnance 9; Trés. publ., p. 1186.
- Cass. Vente publ. d'immeubles 2122-20 c.
- 5 Cass. Organ. de l'Algérie 745 c.
- 7 Cass. Organ. marit. 1074 c.; Renvoi 114 c.
- 10 Cass. Disposit. entre vifs 2753 c., 4163 c.; Vérificat. d'écrit. 43 c. — Obligat. 3320 c. — Privil. et hypoth. 1704-70 c., 2208 c., 2474-20-30 c. — Servitudes 776-50 c.
- 12 Cons. d'Etat. Organ. marit. 351.
- Secours publ. 875 c. — Travaux publ. 894.
- Circ. Vagabondage 82.
- 13 Cass. Servitudes 947 c., 956 c.
- Paris. Trés. publ. 1399.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre, V. 13 avril 1855.
- 14 Décret. Organ. colon., p. 1185; Organ. instr. publ. 468, p. 1369.
- Cass. Poids et mesures 103-60 c., 70 c., 134 c. — Vente de substances falsifiées 47 c., 81 c.
- 17 Cass. Disposit. entre vifs 125 c.
- Société 1155 c., 1354 c.; Voirie par chemins de fer 77 c. — Vice rédhibit. 219 c.
- 18 Cass. Prescript. civ. 181 c., 376 c. — Privil. et hypoth. 1127 c. — Vente 839-60 c. — Vente publ. d'immeubles 1904 c.
- Bastia. Vente 413 c.
- Dijon. Surenchère 376-20 c.
- 19 Cass. Voirie par terre 1363 c., 1429-50 c., 1433 c.
- Cons. d'Etat. Trav. publ. 866 c., 1106-50 c. — Voirie par terre 886 c., 892 c., 961-30 c.
- 20 Cass. Ouvrier 217 c.
- Trib. de la Seine. Propriété littéraire 414 c.
- 21 Douai. Ordre 842.
- Cons. des prises. Prises marit. 49 c.
- 22 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 802; Organ. colon. 546, p. 1116; Sel, p. 866.
- 24 Cass. Prescript. civ. 190 c.; Voirie par terre 578-30 c., 1362 c.
- 25 Cass. Obligations 2507 c. — Ordre 42, 744-30 c.; Responsab. 151-20 c. — Servitudes 910-30 c.
- Bastia. Société 1679 c.
- Dijon. Privil. et hypoth. 1192-40 c., 1304 c., 1308 c.
- Douai. Ordre 842.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 326-20 c. — Voirie par terre 732 c., 796 c.
- 26 Loi. Organ. milit. 450 s., 483 s., p. 1202; Pension 106, 224, p. 775.
- Paris. Privil. et hypoth. 531 c.
- Cons. d'Etat. Responsabilité 650 c.; Trés. publ. 564-50 c. — Travaux publ. 818-30 c.
- 27 Cass. Poids et mesures 97 c. — Procès-verbal 166-140 c. — Renvoi 126 c., 164 c. — Vol 574-20 c.
- Colmar. Responsab. 364-40 c.
- 28 Décret. Organ. colon., p. 1185; Transport des émigrants 13 c.
- Cass. Poids et mesures 97 c. — Prêt à intérêts 233 c., 235 c. — Vente de substances falsifiées 81 c.
- 30 Décret. Ouvrier 62, 77, 90.
- Cass. Servitudes 821-40 c. — Success. 1758 c.
- Caen. Usufruit 889-20 c.

Mai.

- 1 Cass. Obligat. 629-30 c. — Responsab. 554-40 c.
- 2 Loi. Organ. colon. 119-100, 466; Organ. écon., p. 1292; Taxe 43 s.; Trésor publ., p. 1186; Ville de Paris 21, 70 c., p. 148.

Mai.

- 1 Décret. Prud'hommes, p. 538.
- Cass. Disposit. entre vifs 945-20 c., 948 c.
- Colmar. Responsabilité 116-20 c.; Servitudes 767-30 c.
- 3 Décret. Organ. milit., p. 1902.
- Cass. Organ. de l'Algérie 745 c.
- Angers. Voirie par chemins de fer 496 c.
- 4 Trib. de Villeneuve. Timbre 173 c.
- 5 Loi. Organ. administr. 741, 614; Organ. colon. 128-90 c.; Postes, p. 15; Prisons, p. 1007; Trés. publ. 511, 680, p. 1186; Vente de substances falsifiées 11 c., 85 s., p. 1050; Villes de France 1; Ville de Paris 12, 27, 31, 35, 43, p. 148; Voirie par terre 1677 s., p. 236.
- Décret. Voirie par chemins de fer, p. 854.
- Cass. Organ. marit. 440 c. — Voirie par chemins de fer 618-30 c.
- Montpellier. Servitudes 936 c.
- 7 Paris. Séparat. de corps 31 c.
- 8 Cass. Disposit. entre vifs 2689-20 c., 2920 c. — Obligat. 2628-20 c.; Prêt à intérêts 189 c. — Obligations 5124-50 c., 5330 c.
- Bourges. Ordre 882-20 c.
- Douai. Ordre 842.
- Circ. Organ. instr. publ. 198 c.
- 9 Cass. Obligations 3078 c. — Organ. de l'Algérie 801-30 c. — Organ. judic. 412-90 c. — Succession 614 c., 2319-10 c. — Voirie par chemins de fer 320 c., 321 c., 323 c.
- Lyon. Vol 808 c.
- Trib. de Dreux. Transcript. hypoth. 737 c.
- Trib. de la Seine. Presse-outrage 391 c.; Timbre 130 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 916.
- Décis. Traitement 176-110.
- 10 Nîmes. Succession 2108 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1273-20 c. — Organ. colon. 301.
- Trés. publ. 487 c. — Voirie par terre 351-70 c., 413 c., 441-20 c., 446 c.
- 11 Cass. Vente de substances falsifiées 59 c., 68 c., 77 c.
- Paris. Référé 76 c., 77 c.
- Trib. de Rambouillet. Succession 1871-10 c.
- Circ. Voirie par chemins de fer 283.
- 12 Cass. Organ. marit. 788-10-30-40 c. — Vice rédhibit. 133 c.
- 13 Décret. Organ. administr. 259.
- 14 Cass. Obligat. 435 c. — Voirie par eau 524 c., 526 c.
- Caen. Ordre 697-40 c.
- Douai. Success. 940.
- Circ. Organ. de l'Algérie 804.
- 15 Cass. Vente publ. d'immeubles 1465 c.
- 16 Décret. Sel, p. 867.
- Cass. Disposit. entre vifs 2296-20 c.; Obligat. 1850-10-20 c.; Privil. et hypoth. 886 c., 2339 c., 2383-20-30 c.
- 17 Cass. Obligations 2559 c., 4747 c., 4748-60 c.
- Cons. d'Etat. Sapeurs-pomp. 3, 4. — Travaux publ. 1119 c. — Trésor publ. 478. — Voirie par eau 653-60 c. — Voirie p. terre 939 c.
- Circ. Prisons 50.
- 18 Cass. Secours publ. 466 c. — Servitudes 344 c. — Taxe de denrées 3 c.
- Bordeaux. Voiture 169 c.
- Pau. Vente publ. d'immeubles 2230-20 c.
- Circ. Organ. instr. publ. 259; Ouvrier 77 c., 91 c.
- 19 Cons. des prises. Prises marit. 238-50 c.
- 21 Cass. Obligat. 707 c. — Travaux publ. 831 c.
- Douai. Ordre 842 c.
- Lyon. Responsab. 244 c.
- 22 Cass. Disposit. entre vifs 888 c. — Obligat. 759-20 c. — Success. 2829 c.

Mai.

- 23 Cass. Disposit. entre vifs 1807 c., 1811-20 c.; Obligat. 950-20 c. — Prescript. civ. 395 c.
- Trib. de Valenciennes. Timbre 177 c.
- 24 Décret. Prud'hommes, p. 533.
- Cass. Poids et mesures 65 c., 166-60 c. — Propriété littér. 336 c. — Responsab. 500-10 c., 591 c.
- Paris. Obligations 4121 c., 4178-10 c.
- Trib. d'Auxerre. Presse-outrage 491 c., 527-40 c.
- Trib. de Carpentras. Presse-outrage 269-40 c., 374 c., 528 c.
- 25 Cass. Taxe de denrées 3 c.
- 26 Cass. Ouvrier 226 c., 227 c.; Travail des enfants, p. 816. — Procès-verbal 166-130 c. — Voiture 223 c.
- Grenoble. Ordre 1167-70 c.
- 28 Circ. Organ. marit. 71.
- 29 Bastia. Obligat. 1002 c., 1018 c.
- 30 Décret. Organ. admin. 826; Organ. instr. publ., p. 1369.
- 31 Cass. Voirie p. terre 2006-110 c., 2044-10 c., 2169 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1252-50-60 c. — Travaux publ. 464, 623-20, 878 c., 900 c. — Voirie par terre 1149-20 c., 2181-30 c.
- Juin.**
- 1 Cass. Organ. admin. 350 c.; Règlement. admin. 126 c. — Presse-outrage 1345 c.
- 2 Décret. Organ. admin. 826.
- Cass. Règlement. admin. 147 c. — Révision 10, 11; Témoignage faux 107-20 c.
- 4 Cass. Privil. et hypoth. 974 c.
- Metz. Voirie par chemins de fer 644-10 c.
- Montpellier. Transcript. hypoth. 485 c.
- 5 Arrêté. Organ. de l'Algérie 526.
- Cass. Ordre 855 c., 935-40 c., 960-100 c.; Vente 1789 c. — Prescript. civ. 365 c. — Privil. et hypoth. 2204 c. — Servitudes 4138 c.; Voirie par terre 1349-10 c.
- Paris. Propriété littér. 444 c.
- Rapport. Organ. marit., p. 1696.
- 6 Cass. Disposit. entre vifs 1800 c. — Règlement. admin. 87 c.
- Alger. Organisation de l'Algérie 1230.
- Metz. Usage 517-10 c.
- 7 Cass. Voiture 68.
- Orléans. Obligations 944 c., 946 c.
- Cons. d'Etat. Timbre 165 c.
- Circ. Prisons 36.
- 8 Convent. V. 30 juillet 1855.
- Cass. Vente de substances falsifiées 130 c.
- Lyon. Obligations 3884 c. — Vente 689-20, 1434 c.
- 9 Rouen. Vente de substances falsifiées 46 c.
- 10 Lyon. Vol 808 c.
- 11 Cass. Organisation coloniale 551-30 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 507 c.
- 12 Cass. Obligations 3023 c. — Privilèges et hypoth. 648 c. — Responsabilité 616 c.
- Bastia. Obligations 2904.
- 13 Cass. Success. 593-30 c.
- Bruxelles. Ordre 1157 c.
- Riom. Obligations 3800-20 c., 4060-60.
- Trib. marit. de Toulon. Organ. marit. 1003-30 c.
- 14 Cass. Voie de fait 4 c.
- Bordeaux. Servitudes 503-20 c.
- Poitiers. Vagabondage 64.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1174. — Taxe 30-10 c. — Travaux publics 691 c., 823.
- Circ. Voirie par chemins de fer 262.
- Instr. Timbre 12.
- 15 Cass. Voiture 123 c., 129-10 c.
- Rouen. Voirie p. chemins de fer 321 c.

Juin.

- 16 Circ. Organ. marit. 571.
- 18 Paris. Ordre 353.
- Circ. Organ. marit. 68, 708.
- 19 Décret. Traité internat., p. 584.
- Cass. Organisation de l'Algérie 1144 c. — Trésor public 1285 c., 1409-80 c.
- Bordeaux. Ordre 1000 c.
- Orléans. Ordre 963-30 c., 1010-10-20 c., 1011 c.
- 20 Décret. Trésor public, p. 1186.
- Cass. Organisation judic. 313 c., 708.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 168-10 c.
- Circ. Poids et mesures 91.
- 21 Cass. Organ. judic. 165 c., 675 c. — Voiture 28 c., 81-10 c. — Vol 605 c.
- Rouen. Voirie p. chemins de fer 504 c., 506 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 869, 1280-20 c. — Voirie p. terre 1004 c.
- Circ. Voirie p. eau 190 c., 298 c., p. 733.
- Lettre. Organ. colon. 970, 971.
- 22 Cass. Octroi 205 c. — Procès-verbal 167-30 c.
- Colmar. Usage 90-20.
- Lyon. Obligat. 745-20 c.
- 23 Paris. Séparat. de corps 256 c.
- Circ. Organ. milit. 507.
- 24 Circ. Organ. administr. 812, 924, 958.
- 25 Décret. Organ. admin. 614.
- Cass. Organ. judic. 316-20 c., 317-30 c.; Presse-outrage 783-20 c., 786 c.
- 26 Cass. Privil. et hypoth. 924-20 c., 999-40 c.
- Instr. Organisation de l'Algérie 527.
- 27 Cass. Prescript. civ. 116 c., 971 c.
- Colmar. Usage 319 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 778-30 c., 989 c., 1020-20 c., 1501, 1502.
- 28 Paris. Transcript. hypoth. 478 c.
- Riom. Obligations 5552 c.; Vente 835-10 c., 837-30 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 696 c., 1276-170 c., 1276-60 c., 1296 c. — Trésor publ. 432-30 c. — Voirie p. eau 283 c. — Voirie p. terre 990.
- 29 Décret. Organ. marit., p. 1902.
- Cass. Organ. judic. 675 c. — Serment 109-40 c.
- Paris. V. 12 juillet 1855.
- Cons. général des ponts et chaussées. Voirie p. eau 237.
- Juillet.**
- 1 Arrêté. Secours publics 358.
- Toulouse. Usage 433-20 c., 434-20 c., 569, 576 c., 632.
- Trib. de Vesoul. Transcript. hypoth. 694 c.
- 3 Nîmes. Société 497 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 974-20 c., 1345-20 c.; Trésor public 566 c., 596.
- 4 Décret. Organ. de l'Algérie 1207 s., p. 803.
- Cass. Requête civile 93 c.
- Trib. comm. de Nantes. Théâtre 106 c., 108 c.
- 5 Trib. de Mortagne. Timbre 177 c.
- Trib. de Savenay. Privil. et hypoth. 2204 c.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 329.
- Voirie par eau 290, 291. — V. 3 juillet.
- 6 Cass. Organ. judic. 658 c. — Voirie p. terre 2032.
- 7 Décret. Organ. colon., p. 1185; Organ. instr. publ., p. 1369; Organ. marit. 784.
- Cass. Responsabilité 238 c.
- 9 Arrêté. Organisation de l'Algérie 410.
- Cass. Organ. judic. 151 c.
- 10 Cass. Rente viagère 50 c.
- Circ. Organ. marit. 202.
- 11 Loi. Trésor public, p. 1186.
- Décret. Organisation instr. publ., p. 1370.

Juillet.

- 11 Cass. Privil. et hypoth. 463 c., 865 c.; Rétention 74-20 c. — Privil. et hypoth. 2207 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 605.
— Angers. Voirie p. terre 2108-90 c., 2331-60 c.
— Metz. Vol 810-20 c.
12 Traité. V. 14 décembre 1854.
— Cass. Vente de substances falsifiées 16 c., 19 c., 59 c., 63 c. — Voirie 140 c.
— Amiens. Disposit. entre vifs 4607-30 c.
— Paris. Propriété littéraire 182, 878, 379 c., 881 c.
— Trib. d'Yvetot. Timbre 61-20 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1181-30 c. — Travaux publics 331-70, 571 c., 574 c., 575 c., 576 c., 826-30 c., 864 c., 879 c., 1054, 1063 c., 1179-30 c. — Voirie p. terre 1260, 1264, 1865 c.
14 Loi. Voirie p. chemins de fer, p. 854; Voirie 241, 370.
— Angers. Privil. et hypothèques 1872 c.
15 Cons. d'Etat. Voirie p. terre 720 c., 773-20 c., 806-10-20 c.
16 Cass. Servitudes 1143 c.
— Circ. Voirie p. terre 832.
17 Loi. Télégraphie, p. 37; Trésor public, p. 1186.
— Cass. Poids et mesures 186 c. — Timbre 32 c.
18 Décret. Organ. de l'Algérie 573, p. 802.
— Cass. Octroi 123-10 c.
— Angers. Office 99 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 760 c., 777-10 c.
19 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1188. — Travaux publics 691, 730 c., 734 c., 735 c., 761 c. — Voirie p. eau 155, 168, 172, 284. — Voirie p. terre 2117-10 c.
— Circ. Organ. marit. 344.
20 Décret. Traité internat., p. 546.
— Convention. V. 21 sept. 1855.
— Cass. Organ. de l'Algérie 747 c. — Organ. colon. 356 c.
— Trib. de la Seine. Timbre 143-30 c.
21 Décret. Organ. colon., p. 1116; Organ. marit., p. 1696.
— Cass. Organ. judic. 658 c. — Propriété littéraire 283 c., 293 c., 446 c.
22 Douai. V. 22 juillet 1854.
23 Cass. Organ. de l'Algérie 1001 c. — Décis. Voirie p. terre 988.
24 Cass. Office 233 c., 235 c. — Privil. et hypoth. 1694 c. — Vente 1631-40 c., 1638-10-30 c.
— Metz. Séparat. de corps 318 c., 327-10 c.
25 Décret. Organ. marit. 784; Ville de Paris, p. 148.
— Angers. Télégraphie 56-10 c.
26 Cass. Presse-outrage 273 c., 403 c., 526-10 c., 528 c.
— Trib. de Valenciennes. Vente publique de meubles 82 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1078-10, 1176 c. — Organism. milit. 313-30 c. — Travaux publics 696. — Trésor public 479-30 c. — Voirie p. terre 139 c., 1305 c.
27 Convention. V. 10 août 1855.
— Cass. Serment 300-20 c. — Voirie p. terre 1089 c.
— Avis cons. général des ponts-et-chaussées. Voirie p. eau 337.
28 Cass. Servitudes 1164-10 c. — Témoin 527-10-70.
— Trib. de la Seine. Succès. 2006.
— Règl. Organ. marit. 48 s.
29 Convention. V. 6 nov. 1853.
30 Arrêté. Organ. de l'Algérie 485, p. 802.
— Cass. Obligat. 4260-30 c., 4838 c.
31 Décret. Organ. colon., p. 1116.
— Cass. Servitudes 992 c.
— Montpellier. Vente publ. d'immeubles 1793-30 c.
— Décis. Timbre 52.

Août.

- 1 Cass. Disposit. entre vifs 798 c. — Bordeaux. Organ. marit. 291 c.
2 Cass. Voirie 129-10 c., 131 c.
— Bordeaux. Vente de substances falsifiées 48.
— Paris. Société 1394-10 c.
— Trib. de la Seine. Voirie p. chemins de fer 470 c.
3 Paris. Obligations 3121 c.
— Circ. Organ. milit. 507.
4 Décret. Organ. de l'Algérie 169, 170, 171; Organ. milit., p. 1902; Pension 234; Taxe 44 c.
5 Cass. Obligations 4643 c.; Ordre 743-30 c.; Responsab. 454 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 403 c.; Organ. colon. 339; Organ. milit. 305. — Travaux publics 903. — Voirie par terre 217-30.
7 Cass. Requête civile 225 c.
— Douai. Travaux publics 1310 c.
8 Cass. Société 515 c.
— Douai. Vente administr. 295 c., 297 c.
9 Cass. Voirie p. terre 1937-40.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 361 c. — Travaux publics 729.
10 Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traité internat., p. 546.
— Cass. Serment 204-50 c.
11 Décret. Organ. écon., p. 1293.
— Douai. Voirie p. chemins de fer 480 c.
12 Cass. Obligations 892-10 c., 1843-30 c., 1859 c., 3107 c.; Ordre 726-10-30 c.; Privil. et hypoth. 1323-40 c.
— Dijon. Privil. et hypoth. 1686-30 c.
14 Arrêté. Organ. instr. publ. 163.
— Bordeaux. Servitudes 1216 c.
— Bourges. Office 334 c.; Privil. et hypoth. 343-30 c.; Vente 1871 c.
16 Paris. Ordre 825-100 c., 831-40.
18 Cass. Témoin 171-40 c.
20 Toulouse. Ordre 740 c.
22 Trib. de la Seine. Trésor public 1419-10.
— Circ. Secours publics 442.
23 Cass. Organ. marit. 981-10-20 c., 1005-20 c. — Organ. milit. 859-30 c.; Règl. de juges 193 c., 228 c. — Serment 207-40 c.
— Metz. Usage 139-70.
— Montpellier. Prescript. crim. 34 c., 119 c.
24 Cass. Vol 807-20 c.
— Toulouse. Dispositions entre vifs 4648-10.
25 Dijon. Privil. et hypoth. 1304 c., 1308 c.
— Paris. Trésor public 1261 c.
27 Grenoble. Privil. et hypoth. 871-30 c.
28 Cass. Voirie par chemins de fer 638 c.
— Paris. Référé 151 c.
29 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 802; Organ. colon. 422 s., p. 1116.
— Cass. Surenchère 141 c., 147 c. — Vente publ. d'immeubles 1229 c.
— Bordeaux. Vente publ. d'immeubles 1249 c.
— Metz. Vice rédhib. 99 c., 201 c.; Voirie p. chemins de fer 472 c.
30 Décret. Travaux publics, p. 853.
— Cass. Organ. milit. 163 c., 849 c.; Règl. de juges 175 c. — Témoin 473-30 c. — Voirie par terre 2042-50.
— Circ. Organ. judic. 801 c.
31 Trib. de la Seine. Ordre 305-40, 1302 c.

Septembre.

- 1 Cass. Procès-verbal 39-50, 474 c.
5 Décret. Organ. milit., p. 1902.
— Cass. Organ. judic. 655 c.
— Trib. de la Seine. Trésor public 1435 c.
7 Cass. Vagabondage 64 c., 66-40 c. — Vol 141 c.
8 Décret. Traitement 56.

Septembre.

- 8 Circ. Secours publics 323.
10 Cons. d'Etat. Traitement 211. — Travaux publics 470, 502, 747. — Trésor public 576 c. — Voirie par terre 56-30, 1754-10 c.
12 Arrêté. Organism. de l'Algérie, p. 802.
14 Cass. Question préjud. 132 c.
20 Cass. Règl. de juges 175 c. — Servitudes 957-10 c. — Voirie par terre 1888.
— Cons. d'Etat. Voirie par chemins de fer, V. 20 déc. 1853.
21 Décret. Traité internat., p. 546.
— Cass. Servitudes 957-30 c.
22 Décret. Organism. instr. publ., p. 1370.
26 Loi. Trésor public 815.
— Décret. Organ. colon. 80 s., 283 s., 424 s., 446, p. 1116; Trésor public 760; Villes de France 2 c.
— Circ. Taxe 46, 102.
27 Cass. Organ. admin. 563-10 c.; Presse-outrage 429-10 c. — Question préjud. 87-30 c. — Serment 207-50 c.
— Circ. Voirie par chemins de fer 207 c.
28 Cass. Organ. de l'Algérie 515-20-30 c.
29 Décret. Organism. de l'Algérie, p. 802; Timbre 194 c.; Trésor public 1186.

Octobre.

- 2 Circ. Taxe 96, 102.
4 Cass. Renvoi 155 c., 163 c.
6 Loi. Vente de substances falsifiées, p. 1050.
— Décret. Organisation de l'Algérie p. 802.
10 Décret. Organ. admin. 829-10; Organ. de l'Algérie 803; Villes de France 2 c.
— Trib. de la Seine. Trésor public 1435 c.
12 Trib. de Laon. Vente de substances falsifiées 16 c., 35.
13 Décret. Organism. de l'Algérie, p. 802.
— Arrêté. Ouvrier 62, 65, 69, 71, 74, 77, 79, 86, 90, 92.
— Instr. Serviteurs à gages 6.
17 Décret. Organ. marit. 492, p. 1696.
29 Décis. Télégraphie 144.
31 Décret. Organ. colon., p. 1116; Postes 16.

Novembre.

- 3 Décret. Octroi, p. 19; Organ. de l'Algérie 384, 462, p. 802.
5 Cass. Responsabilité 618 c., 698-50 c.
— Décis. Timbre 60.
6 Décret. Traité internat., p. 546.
— Cass. Office 233 c. — Organism. marit. 468 c., 695 c. — Privil. et hypoth. 2340 c.
9 Cass. Procès-verbal 136 c., 166-130 c. — Révision 9, 13; Témoinage faux 107-10-20 c. — Vente de substances falsifiées 79-30 c.
— Paris. Vol 140-20-30 c.
— Riom. Ordre 568-20.
10 Cass. Vol 703 c.
12 Cass. Obligat. 841 c. — Privil. et hypoth. 1264 c., 1265-10 c.
— Bordeaux. Rentes constit. 43.
— Montpellier. Presse-outr. 1121-20 c.
13 Décret. Ville de Paris, p. 148.
— Convention. V. 3 février 1856.
— Cass. Succès. 629 c.
— Bordeaux. Servitudes 1138-20 c.
14 Angers. Obligat. 4897.
— Nîmes. Obligat. 1460-89.
15 Convention. V. 25 janvier 1856.
— Cass. Organ. judic. 634 c., 635 c., 651, 658 c.
16 Cass. Organ. admin. 563-10-20 c.; Presse-outrage 429-20-30 c.
— Circ. Prisons 37.
17 Paris. Office 328. — Privil. et hypoth. 2911 c.

Novembre.

- 19 Décret. Organ. instr. publ., p. 1370; Prud'hommes, p. 535.
— Cass. Obligat. 57 c.; Privil. et hypoth. 993 c. — Servitudes 124 c., 151-10 c.
21 Décret. Obligat., p. 63.
— Traité. V. 19 décembre 1855.
— Tarif. Organ. milit., p. 1902.
22 Cass. Serment 179. — Témoin 525-30 c.
— Paris. Organism. colon. 920 c. — Trésor public 1160 c.
— Cons. d'Etat. Organ. colon. 596. — Organ. marit. 791-30-40.
24 Décret. Privil. et hypoth. 2862, p. 49.
— Cass. Vente de substances falsifiées 63. — Voirie p. terre 1902-30 c.
— Toulouse. Ordre, V. 29 novembre.
— Instr. Transcription hypoth. 414, 431, 439, 660, 669, 688.
26 Paris. Vente publ. d'immeubles 2133 c.
27 Cass. Office 383 c. — Privil. et hypoth. 889 c. — Privilèges et hypoth. 2114-70 c.; Vente 341 c. — Voirie p. terre 514 c.
28 Décret. Organisation économique, p. 1293.
— Cass. Obligations 986 c.; Vente 426-40 c. — Responsab. 191 c., 238-40 c.
— Bourges. Usage 208-30 c.
29 Cass. Organ. judic. 669 c.
— Toulouse. Ordre 636 c.; Privil. et hypoth. 2193 c.; Vente 1099 c.
— Cons. d'Etat. Vente 817 c.
— Circ. Prisons 50.
30 Paris. Référé 181 c.

Décembre.

- 1 Cass. Organisation judic. 143 c., 578 c.
2 Montpellier. Presse-outr. 1057 c.
— Rouen. Voirie p. chemins de fer 435.
4 Cass. Obligat. 3117-20 c. — Séparat. de corps 195-30 c.
— Grenoble. Privil. et hypoth. 2316 c.; Rente viagère 149 c.
— Paris. Responsab. 364-10 c.
5 Décret. Organ. de l'Algérie 1263, 1346 s., p. 802; Organ. marit. 784.
— Cass. Servitudes 1118-30 c. — Usage 139-80 c.
— Paris. Vente publ. d'immeubles 2170 c.
6 Paris. Vente publ. de marchandises neuves 65 c.
— Poitiers. Ordre 843 c.
— Toulouse. Obligat. 3067-20 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 342, 344, 350, 351. — Responsab. 651 c. — Télégraphie 88 c.; Trésor publ. 574-50 c., 577 c. — Trésor public 574 c., 575-10 c. — Voirie p. terre 1713.
7 Cass. Procès-verbal 333-30 c. — Vidanges 10 c. — Voiture 78 c.
10 Décret. Prud'hommes, p. 535.
— Convent. V. 27 et 29 décembre.
— Cass. Servitudes 331 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1041 c., 1140 c.
— Circ. Secours publ. 175.
— Instr. Transcript. hypoth. 669.
11 Cass. Office 280-40 c. — Option 32; Ordre 1060 c.; Privil. et hypoth. 2324-10-20 c. — Vice rédhib. 287 c.
12 Cass. Voirie par chemins de fer 339-10 c.
13 Cass. Presse-outrage 1292-40 c. — Trib. de Sedan. Vente 1353 c.
— Trib. de la Seine. Voirie p. chemins de fer 445.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 712.
14 Cass. Réquisition 29; Secours publ. 466 c. — Voirie p. terre 2097-30 c.
— Circ. Prisons 50.
15 Cass. Vente de substances falsifiées 41 c., 74 c. — V. 14 décembre.
— Besançon. Usure 8 c.
17 Cass. Voirie p. terre 516 c.

Décembre.

- 17 Riom. Ordre 697-80, 979 c.
18 Cass. Disposit. entre vifs 4492-60 c.
— Décis. du bureau d'assist. jud. près la cour d'appel de Paris. Organ. judic. 754.
19 Décret. Traité internat., p. 546.
— Cass. Prescript. civ. 469 c.
— Besançon. Privil. et hypoth. 2325 c., 2526, 2532 c.
— Montpellier. Transcript. hypoth. 706 c.; Vente 1287 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 1022, 1032.
— Circ. Secours publics 223.
20 Décret. Organ. milit., p. 1902.
— Cass. Serment 115-40 c., 123 c. — Vol 506-20 c.
— Caen. Servitudes 233 a.
— Lyon. Ordre 899-50 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 619. — Trésor public 1235. — Voirie par chemins de fer 143-10, 514. — Voirie p. terre 1600, 1604, 1665.
— Instr. Prisons 56.
— Statut. Organ. instr. publ. 366.
21 Cass. Voiture 28 c., 82 c.
22 Décret. Organism. instr. publ., p. 1370; Organ. marit., p. 1696.
24 Cass. Responsabilité 181-30 c. — Vente 2022 c.
— Trib. de Charleville. Usurpat. de costume 10 c.
25 Décret. Télégraphie, p. 37; Voirie p. chemins de fer, p. 854.
26 Décret. Organ. instr. publ. 240 c., p. 1370.
— Cass. Serment 155 c. — Voiture 28 c., 82 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 1242-10.
— Amiens. Privil. et hypothèques 2263 c.
— Bastia. Obligations 1028 c.
27 Décret. Traité internat., p. 546.
— Cass. Organ. milit. 933-30 c.
28 Décret. Organ. de l'Algérie 1073, 1085, p. 802.
— Cass. Organ. judic. 571-20 c.; Réunions publ. 6-20. — Responsabilité 567 c.
— Aix. Presse-outrage 444 c.
— Décis. Voirie par terre 958.
29 Décret. Organ. colon., p. 118; Organ. marit., p. 1696; Traité internat., p. 546.
— Convention. V. 12 avril 1856.
— Caen. Obligations 3937 c.
— Montpellier. Rentes foncières 43-20 c.; Usage 546 c.
31 Cass. Vente 1576-60 c.

1856

Janvier.

- .. Trib. d'Altkirch. Transcription hypoth. 474 c.
2 Cass. Question préjudic. 196 c. — Timbre 192 c., 193 c.
3 Cass. Voiture 376-10 c., 439-20 c., 441 c.
4 Cass. Témoin 472-30 c.
— Paris. Quest. préjud. 234-20 c.
5 Cass. Voie de fait 4-20 c.
— Montpellier. Vente publ. d'immeubles 1675-20 c.
— Orléans. Société 1586 c.
7 Poitiers. Organism. judic. 526 c., 527 c.
— Riom. Vente publ. d'immeubles 2004-30 c.
9 Décret. Organ. marit., p. 1696; Organ. milit. 452 s., p. 1902; Taxe 44 c.
— Cass. Organ. judic. 153-30 c. — Organ. milit. 422-20-30-40 c., 429 c. — Responsabilité 119 c.; Servitudes 81 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 762-50, 788-20.
10 Cass. Voie de fait 4-10 c.
— Poitiers. Usage 642 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 481 c., 602 c., 591, 600, 601, 606-80, 757-20 c., 818-50 c. — Trésor publ. 431-30, 432-30, 497, 556-10, 563, 564-70 c. — Voirie par terre 943-30, 1002, 1004, 1011.

Janvier.

- 11 Cass. Organ. judic. 571-10 c. — Presse-outrage 140 c., 173-40 c. — Voie de fait 3-20 c.
- 12 Cass. Question préjudic. 189 c., 146-50 c.; Voirie p. terre 1092 c., 1368 c., 1369 c., 1429-50 c., 1435 c., 1955-10 c. — Témoin 353-50 c., 354 c.
- Riom. Ordre 961.
- 14 Cass. Obligat. 844-20 c.; Vente publique d'immeubles 1640 c., 1642-20 c., 2087 c. — Responsabilité 376-40 c.
- Caen. Privil. et hypoth. 517 c.; Travaux publ. 658 c., 664 c.
- 15 Cass. Vente publ. d'immeubles 1785 c.
- Lyon. Société 1130-30 c.
- 16 Bastia. Reprise d'inst. 98-20 c., 100 c.
- Montpellier. Responsabilité 312-30 c.
- 17 Arrêté. Voirie p. eau 296.
- Cass. Organ. de l'Algérie 744 c. — Témoin 419 c.
- Dijon. Usufruit lég. 5 c.
- 18 Cass. Organ. marit. 788-20 c. — Serment 300-10 c. — Voirie par terre 2033 c., 2293-10 c.
- 19 Décret. Organisat. de l'Algérie, p. 803; Sel, p. 867.
- Cass. Organ. admin. 248 c., 249-20 c.; Voirie p. terre 1901-30 c. — Organ. milit. 745-10 c., 788-10-30 c., 894-70 c.
- 21 Arrêté. Trésor public 1276, 1297. — Cass. Vice rédhibit. 147 c. — Règlm. Trésor public 1376.
- 22 Décret. Ville de Paris 18, p. 148. — Metz. Privil. et hypoth. 967 c., 989 c., 2335-40 c.
- Paris. Vente 710 c., 1009 c.
- 23 Décret. Organisation marit. 182, p. 1696.
- Cass. Servitudes 941 c.
- 24 Colmar. Servitudes 1147 c.
- Paris. Trésor public 1776 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 476, 514 c., 762, 764 c., 803, 1060 c., 1126 c. — Trésor publ. 560. — Voirie par terre 432, 1155, 1254 c., 1522 c., 1397 c.
- 25 Décret. Traité internat., p. 846. — Amiens. Société 1568 c.
- Circ. Secours publ. 281.
- 26 Cass. Organ. admin. 249-20 c.; Règlm. admin. 73 c. — Voirie p. terre 2094-40 c., 2202 c.
- Alger. Organisation de l'Algérie 22-10 c.
- Trib. de Vendème. Obligations 5384 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 86-10 c.
- 28 Cass. Serment 200-10 c.
- Montpellier. Presse-outrage 492-20 c.
- Nîmes. Ordre 133 c.; Privilèges et hypoth. 1801 c., 297 c., 2040 c.
- Rennes. Société 1616 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 87.
- 26 Cass. Obligat. 2039-40 c., 3064 c. — Responsab. 111 c.
- Décis. Télégraphie 143.
- 30 Décret. Organ. colon., p. 1185.
- Cass. Responsabilité 611-30 c. — Usage 518-60 c.
- 31 Cass. Voiture 79 c. — Vol 74-10 c.
- Trib. de la Seine. Trésor publ. 1419-10 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 472, 848-10 c., 863, 869 c., 879 c., 936-10 c., 988-30 c. — Taxe 37 c. — Voirie p. terre 748-30 c., 783-20, 804.
- Avis. Travaux publics 955, 1016, 1017.
- Instr. Prisons 50.

Février.

- 1 Cass. Procès-verbal 227-40 c. — Voirie par terre 2354 c. — Vol 250 c.
- Besançon. Obligations 5252 c. — Ordre 1083-10 c.

Février.

- 1 Bourges. Ordre 843 c.
- 2 Décret. Traité internat., p. 584.
- 4 Cass. Privil. et hypoth. 929-10 c., 967 c., 997 c., 1000 c., 2210 c.; Transcript. hypoth. 784 c., 791 c., 792 c.
- Circ. Prisons 68.
- 5 Cass. Obligations 1017 c. — Vente 1500-70 c. — Vente publ. d'immeubles 1908 c., 1911 c. — Voirie p. chemins de fer 470 c., 475 c.
- 6 Décret. Organisat. de l'Algérie, p. 803.
- Paris. Trésor public 1438 c.
- Décis. Timbre 60.
- 7 Cass. Organ. de l'Algérie 746-80 c. — Règlm. de juges 167-30 c.
- Agen. Servitudes 263-30 c., 267 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 613-10 c. — Travaux publics 859-30, 860, 871.
- 8 Cass. Vente 550-20 c. — Vente de substances falsifiées 93 c. — Vidanges 22 c. — Voirie p. terre 1901-40 c. — Voiture 67 c., 121 c.
- 9 Cass. Ouvrier 70 c. — Voirie par terre 1884-30 c.
- Paris. Privil. et hypoth. 883 c.
- 10 Circ. Secours publics 175.
- 11 Cass. Timbre 166 c.
- 12 Cass. Organ. marit. 788-10 c.
- Paris. Voirie p. chemins de fer 168-30 c.
- 13 Cass. Prescript. civ. 1038 c.
- Trib. de Saint-Yrieix. Privil. et hypoth. 2324-30 c., 2327-20 c., 2337 c., 2340 c., 2341 c., 2343 c., 2348-10 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 538-20 c., 623 c. — Voirie p. terre 766-30 c., 767 c.
- 15 Décret. Organ. écon., p. 1293; Organ. instr. publ., p. 1370.
- Cass. Organ. de l'Algérie 979-10 c. — Règlm. admin. 14 c.; Voirie p. terre 1086 c. — Voiture 199-30 c.
- 18 Cass. Obligations 756 c. — Voirie p. eau 580 c.
- 19 Cass. Obligations 266 c., 2790-10 c., 4539-30 c. — Office 250 c., 297 c. — Privil. et hypoth. 559 c.
- Circ. Prisons 36; Voirie p. chemins de fer 381.
- 20 Cass. Usage 89 c.
- Lettre. Voirie p. terre 1295.
- 21 Cass. Substances vénéneuses 30 c.
- Cons. d'Etat. Octroi 322 c., 330 c., 331 c. — Organ. admin. 369 c. — Organ. de l'Algérie 1181-10 c. — Voirie p. terre 133 c.
- 22 Traité. Traité internat., V. 17 octobre 1857.
- Caen. Servitudes 357 c.
- 12 Décret. Télégraphie, p. 38.
- Cass. Travaux publics 1200 c.
- 22 Cass. Disposit. entre vifs 4467 c., 4492-50 c., 4680 c.
- Circ. Télégraphie 86.
- 26 Cass. Organ. admin. 350 c. — Séparat. de corps 374, 388 c., 390 c., 391 c. — Vente 195 c.; Vente publ. d'immeubles 326 c.
- Besançon. Usufruit 635 c.
- 27 Décret. Voirie p. chemins de fer, p. 354.
- Cass. Obligations 297-30 c., 2475-20 c. — Prescript. civ. 919 c. — Vente publ. d'immeubles 1471-20 c.
- Bordeaux. Office 328 c.
- Rouen. Trésor public 1273 c.
- Toulouse. Ordre 626 c.; Vente 1100 c.
- Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 598.
- 28 Metz. Privil. et hypoth. 1095 c.
- Paris. Vice rédhibit. 190 c.
- Riom. Voirie p. chemins de fer 618-30 c.

Février.

- 23 Cons. d'Etat. Organ. admin. 928-10 c., 956-20 c. — Organ. de l'Algérie 162-10 c.
- 29 Décret. Organ. milit., p. 1902.
- Montpellier. Privil. et hypoth. 1927-20 c., 2351-90 c.
- Règlm. Organ. milit., p. 1902.
- Mars.**
- 1 Décret. Organ. marit., p. 1696; Trésor publ., p. 1188.
- Cass. Serment 195 c.; Témoin 370-10 c. — Voiture 108 c., 130-20 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 1829 c., 1841 c.
- 3 Cass. Privil. et hypoth. 1927-20 c., 2353-70 c. — Puissance paternelle 75 c. — Société 339 c.
- Bastia. Servitudes 659 c., 674-20 c., 675-20 c., 678 c.
- Rouen. Ordre 43.
- 4 Cass. Vente publ. d'immeubles 1738 c.
- 5 Décret. Organisation colon. 321, p. 1116; Organ. marit. 118, p. 1696.
- Cass. Privil. et hypoth. 1086 c.
- 6 Cass. Organ. de l'Algérie 744 c. — Voiture 77 c.
- Caen. Servitudes 908 c.
- Trib. de Vassy. Obligat. 3805 c.
- Cons. d'Etat. Organ. milit. 80 c., 191 c., 302 c., 304 c. — Travaux publ. 395 c. — Voirie par eau 127 c., 157 c., 233-10, 237, 265, 370 c., 375-70 c. — Voirie p. terre 917, 980, 1261.
- 7 Cass. Octroi 220 c.
- 9 Colmar. Voirie p. chemins de fer 583.
- 10 Cass. Séparat. de corps 374 c., 389 c., 390 c., 391 c.
- Bastia. Obligat. 2708 c., 2710-20 c.; Vente 1781-30 c.
- 11 Cass. Obligat. 744 c., 748 c. — Obligat. 2668 c.; Usure 12 c., 15 c. — Organisation de l'Algérie 998-30 c. — Organ. milit. 428-20-30-40 c., 429 c. — Vente 1568 c., 1570 c.
- Lyon. Trésor publ. 1411-10 c.
- 12 Décret. Organ. milit., p. 1902.
- Colmar. Usage 85, 404 c.
- 13 Cass. Voiture 81-10 c., 94-30 c.
- Alger. Organisation de l'Algérie 1216.
- Bordeaux. Servitudes 1039 c.
- Montpellier. Usufruit 130 c., 236 c.
- Trib. de la Seine. Trésor public 1419-10, 1435 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 999, 1000. — Voirie p. terre 1140 c.
- 14 Cass. Organ. milit. 934 c.
- Lyon. Vente publ. d'immeubles 102-50 c.
- 15 Paris. Saisie-arrest 119 c., 122 c., 124 c. — Servitudes 34 c.
- 16 Cons. d'Etat. Travaux publics 579 c.
- 17 Décret. Organ. marit. 145, p. 1696; Trav. publ., p. 353.
- 18 Arrêté. Organ. instr. publ. 184.
- Cass. Vice rédhibit. 124-20 c., 142 c., 269 c.
- 19 Cass. Organ. judic. 415-20 c. — Responsab. 371 c.
- Bastia. Séparat. de corps 275 c., 283 c., 287 c.
- Instr. Voirie par terre 998, 1001.
- 20 Cass. Témoin 640 c.
- Trib. de la Seine. Voirie p. chemins de fer 492.
- 21 Décret. Télégraphie, p. 38.
- 23 Arrêté. Organisat. de l'Algérie 298.
- 24 Décret. Organ. colon., p. 1185.
- 26 Décret. Organisat. instruct. publ., p. 1870.
- Cass. Organ. admin. 563-10-30 c.; Presse-outrage 429-10 c., 40 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 837-10, 845-10-20, 850-20 c., 861 c., 869, 902-20, 910-30 c., 923, 943-20 c. — Voirie p. eau 285.

Mars.

- 27 Cass. Serment 205 c. — Tentative 22 c.; Vol 608 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 555-40 c. — Travaux publics 889 c., 1280-30 c. — Voirie p. eau 163-10 c. — Voirie par terre 85 c., 66 c., 1487 c., 1492 c., 1503 c.
- 28 Cass. Organ. admin. 563-10 c. — Voirie par terre 2094-20 c., 2099-20 c.
- 29 Cass. Vidanges 30 c.
- Paris. Trés. publ. 1393 c. — Vente 124-30 c.
- 30 Traité. V. 28 avril 1856.
- 31 Cass. Requête civile 87 c., 61 c.
- Avril.**
- 1 Cass. Trésor publ. 1372 c., 1879-30 c., 1380-40 c.
- 2 Cass. Obligations 744 c., 748 c.; Organ. milit. 428-20-30-40 c., 429 c. — Obligat. 2518 c. — Servitudes 1103-30 c., 1135-20 c.
- 3 Cass. Organisat. admin. 563-10 c. — Voirie par terre 1938 c.
- Metz. Trésor publ. 1879-50 c.
- Nîmes. Organ. milit. 745-20 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par eau 285.
- 4 Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 441.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 156 c. — Trav. publ. 818-60 c.
- 5 Lyon. Responsab. 96 c.
- Circ. Organ. instr. publ. 184.
- Décis. Organ. marit. 38, p. 1696.
- 7 Cass. Obligat. 1752-20 c.
- Nancy. Vol 74-40 c., 845 c.
- Avis cons. général des ponts et chaussées. Trav. publ. 1008.
- 8 Cass. Voirie par terre 122 c., 1293 c.
- 9 Cass. Organ. milit. 428-30 c., 40 c. — Privil. et hypoth. 1408-40 c. — Servitudes 356-30 c.
- Amiens. Obligat. 3283-10 c.; Ordre 986-70 c.; Privil. et hypoth. 1865-10 c.; Responsabilité 390 c. — Ordre 697-60 c.
- Lyon. Société 1150, 1158-20 c.
- 10 Déclaration. V. 22 avril 1856.
- Cass. Organ. marit. 788-50 c. — Voirie par terre 1082 c., 1088-20 c., 1441-10 c., 1443-10-20 c., 1873-20 c.
- Trib. de Thiers. Privil. et hypoth. 890 c.
- 11 Cass. Presse-outrage 490 c. — Vol 543-20 c.
- 12 Décret. Traité internat., p. 846; Voirie p. terre, 1483, 1624, p. 226.
- Paris. Séparat. de corps 329 c. — Vente 650 c.
- Rouen. Voirie par terre 1318, 1349.
- 14 Arrêté. Officier de paix 1.
- Bordeaux. Saisie-arrest 120 c., 123-20 c.
- Douai. Organ. instr. publ. 253 c.
- Paris. Société 72-20 c. — Trésor publ. 1380-60 c.
- Trib. de comm. de la Seine. Trésor publ. 1400.
- 15 Cass. Saisie-arrest 445-60 c., 458-20 c.
- 16 Déclaration. V. 28 avril 1856.
- Cass. Organ. de l'Algérie 442-20 c., p. 803. — Organ. milit. 411 c., 420 c., 428-30-40 c., 429 c. — Privil. et hypoth. 2466 c. — Société 223 c.; Ton-tine 14 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 617, 841-20 c., 843-20-40 c., 845-40 c., 866 c., 925-20 c., 930-10 c., 948-20 c. — Voirie p. terre 752-30, 902.
- 17 Cass. Théâtre 74 c., 78 c.
- Bordeaux. Vice rédhibit. 90, 91 c., 126 c., 128 c.
- Rouen. Transcript. hypoth. 475 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 951-10 c. — Travaux publics 893, 900, 1028-20 c. — Voirie p. terre 1385-10, 1612-20, 1613, 1615-40, 1616.
- 18 Cass. Organ. milit. 923-70 c. — Vente de substances falsifiées 102 c. — Vol 691-10 c.

Avril.

- 18 Colmar. Obligations 1713-50 c.
- Lyon. Responsabilité 116-20 c., 238 c.
- 19 Décret. Organ. écon., p. 1293.
- Cass. Serment 307-60 c.
- Décis. Timbre 85 c.
- 21 Cass. Obligations 5130-70 c. — Usage 432 c.
- Angers. Tentative 116 c.
- 22 Décret. Traité internat., p. 846.
- Cass. Ordre 571 c.; Vente 1100 c. — Ordre 828 c. — Privil. et hypoth. 2356 c. — Responsabilité 374-40 c.
- Paris. Office 394-20.
- Trib. de Strasbourg. Usage 368 c.
- 23 Cass. Obligations 712 c.; Organ. milit. 428-30 c. — Servitudes 140 c., 1118-40 c. — Vente publ. d'immeubles 3070 c.
- Circ. Timbre 84.
- 24 Cons. d'Etat. Organ. admin. 554-20, 569-30, 631-10 c. — Travaux publics 465.
- 25 Cass. Voirie p. terre 1669 c.
- Lyon. Saisie-arrest 118-20 c.
- 26 Loi. Organ. milit., p. 1902.
- Décret. Ordres civ. et milit. 271; Ouvrier 48; Prises marit., p. 229; Secours publics 232 c., 365, p. 781.
- Arrêté. Secours publics 244 c., 267.
- Grenoble. Obligations 2805 c.
- 28 Décret. Traité internat., p. 846.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 191, 292, p. 808.
- Nancy. Vol 764 c.
- 29 Cass. Voirie par chemins de fer 161 c., 504 c., 505 c., 506 c.
- 30 Décret. Organ. colon., p. 1116.
- Lyon. Vente de substances falsifiées 36 c.
- Mai.**
- 1 Paris. Voirie p. chemins de fer 561.
- 2 Convention. V. 3 juillet 1856.
- Cass. Serment 195 c.; Voirie par terre 2354 c.
- Lyon. Société 479 c.
- 3 Sénatus-consulte. Organ. colon. 117, 591, 798, p. 1116.
- Loi. Trésor public, p. 1186.
- Décret. Prises marit., p. 229.
- Nancy. Obligations 1861 c.
- Orléans. Servitudes 182 c.
- 4 Cass. Obligations 1752 c.
- 6 Agen. Ordre 1051-60 c.
- Poitiers. Responsabilité 115-20 c., 502 c.; Servitudes 103 c.
- 7 Décis. Organ. de l'Algérie, p. 803.
- 8 Cass. Organ. milit. 362-10-30 c. — Voirie par terre 1089 c., 1684-40 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1254-10 c. — Ouvrier 57-10 c. — Voirie par terre 368-10 c., 1154-20 c.
- Circ. Voirie par terre 525.
- 9 Cass. Voiture 81-10 c.
- 10 Paris. Ouvrier 252 c. — Trésor public 1379-50 c., 1400 c.
- 11 Décis. Organ. marit., p. 1696.
- 12 C. d'appel de Savoie. Privil. et hypoth. 2312 c.
- 14 Décret. Organ. colon., p. 1185.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 675-10 c., 876 c., 990, 1001-40 c.
- Décis. Organ. marit. 60.
- 15 Traité. V. 14 septembre 1857.
- Cass. Vente de substances falsifiées 107 c., 108 c., 119 c. — Voirie p. terre 1901-30 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 940-20, 944, 1226-50 c. — Voirie p. terre 2211-50, 2215-30.
- 18 Arrêté. Organ. de l'Algérie 876, p. 203.
- Metz. Usage 443 c., 517-20 c., 518-50.
- 19 Convent. V. 13 juin 1856.
- 20 Trib. de la Seine. Propriété littéraire 150 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 748-40 c.
- 21 Cass. Usage 207-10 c., 210 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 1187.

Mai.

- 21 Bastia. Séparat. de corps 133 c., 298-30 c.
— Caen. Servitudes 352-40 c.
22 Cass. Serment 196 c. — Vol 76-30 c.
— Bordeaux. Voirie p. chemins de fer 500 c.
23 Cass. Voirie p. terre 1880-10 c.
24 Paris. Usure 5 c.
25 Arrêté. Voirie p. chemins de fer 419.
26 Décret. Traité intern., p. 584.
— Cass. Obligat. 617 c. — Puissance paternelle 87 c.
27 Cass. Organ. milit. 419-10-20 c., 420 c.; Tontine 13 c., 14 c. — Vérificat. d'écrit. 70-50.
— Circ. Recours publ. 161.
28 Cass. Office 246 c., 248 c., 268 c., 269 c., 270 c.
— Bordeaux. Obligat. 5014-40 c.; Responsab. 92-80 c.
— Trib. de la Seine. Télégraphie 89.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 992.
— Voirie p. terre 1023, 1031.
29 Cass. Vol 541-20 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 506-10 c., 803, 878, 895.
31 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 803; Organ. colon., p. 1116; Organ. instr. publ., p. 1870.
— Cass. Règl. admin. 185 c.

Juin.

- 1 Bourges. Usage 640 c.
2 Cass. Obligations 463 c., 1150-30 c. — Vente 113 c.
— Gand. Voirie par chemins de fer 81-40.
3 Alger. Organisation de l'Algérie 1237-10.
— Paris. Privil. et hypoth. 1091 c.
— Circ. Organ. marit. 492.
4 Limoges. Saisie-arrest 115 c., 248 c., 277-30 c.
5 Décret. Organ. marit. 100, 169, 179, 181, 207, 222, 224 s., 236, 299, p. 1696.
— Cass. Organ. colon. 217 c. — Organ. judic. 669 c.
— C. C. belge. Vente 945-40 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publics 814 c.
6 Bordeaux. Secours publics 378.
— Lyon. Usage 95 c.
— Cons. d'Etat. Organ. instr. publ. 326-10 c.; Taxe 21 c. — Travaux publics 904-10.
9 Décis. Timbre 60.
10 Cass. Officiers publics 21 c. — Vente 685 c.
12 Décret. Organ. instr. publ. 385; Organ. marit., p. 1696; Organ. milit. 97 s., 138, p. 1902.
— Cass. Taxe de denrées 3 c.
— Lyon. Obligations 1129-20 c.
— Metz. Usage 443 c.
— Circ. Secours publics 458.
13 Loi. Organ. judic. 567; Télégraphie, p. 38; Témoin 390, p. 104.
— Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traité internat., p. 546.
— Paris. Trésor public 1160 c.
16 Cass. Servitudes 451-20 c.
— Alger. Ordre public 7-40.
17 Cass. Organ. judic. 507-20 c., 514 c. — Responsabilité 319-50 c. — Usage 222 c., 578-60 c., 601 c.
18 Lyon. Société 540 c.
— Trib. de Saïsons. Obligations 3384 c.
19 Bordeaux. Vente 1961-30 c.
— Paris. Trésor public 1435 c.
— Trib. de la Seine. Trésor public 1289 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 549-30 c., 572; Organ. de l'Algérie 979 c. — Organ. marit. 745 c. — Travaux publics 1153-30 c. — Voirie par terre 944.
20 Arrêté. Organ. de l'Algérie 558.
— Cass. Témoin. faux 20-30 c., 43 c.
21 Loi. Organ. marit., p. 1696.
— Rouen. Responsabilité 233 c.
22 Cass. Obligations 2480-30 c. — Instr. Timbre 60, 63.

Juin.

- 24 Cass. Voirie par terre 1263 c., 1457 c.
— Rouen. Souveraineté 47 c.; Voirie par chemins de fer 339-30 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 1619-10 c.
25 Loi. Trésor public, p. 1186.
— Lyon. Voirie par chemins de fer 407.
26 Trib. de Bordeaux. Voirie p. chemins de fer 380.
— Cons. d'Etat. Travaux publics 708 c., 709 c., 757-30 c., 894. — Voirie par terre 1619-10 c.
27 Décret. Sociétés de crédit foncier et mobilier 22 c., 24-20-30 c.
— Nancy. Vente 1961-20 c.
28 Orléans. Ordre 1049-130-140.
30 Cass. Privil. et hypoth. 974 c. — Vente publ. d'immeubles 1968-70 c.
— Rouen. Officiers publics 21 c.

Juillet.

- 1 Décret. Organ. instr. publ. 402, p. 1370.
— Cass. Voirie p. terre 2108-20 c., 80 c.
— Circ. Organ. judic. 797, 799 c., 800 c., 801 c., 804 c., 805 c., 807 c., 810 s.
— Décis. Timbre 81.
2 Cass. Obligat. 1022-10 c.
3 Alger. Organisation de l'Algérie 833-50.
— Douai. Servitudes 674-20 c.
4 Convent. V. 1^{er} décembre 1856.
— Agen. Servitudes 906-20 c.
6 Convent. V. 1^{er} décembre 1856.
7 Sénatus-cons. Organ. colon. 103, 488, 502, p. 1116.
— Cass. Organ. colon. 475-30-40 c.; Organ. judic. 153-30 c.
8 Décret. Propriété littéraire 65 c.; Traité intern., p. 546.
— Cass. Obligat. 3105 c.; Privil. et hypoth. 1088 c.
9 Cass. Renvoi 186 c.
— Nîmes. Usufruit lég. 1-20 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 834-20 c., 877-10, 894-10, 928-10, 957-20, 973-10. — Timbre 22 c.
10 Loi. Travaux publ., p. 853.
— Liège. Témoin. faux 38-20 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 1020-10. — Voirie p. terre 940-10 c.
11 Décret. Organ. marit., p. 1696.
— Cass. Témoin 631.
12 Rouen. Vente de substances falsifiées 128 c.
14 Loi. Travaux publ., p. 853; Trésor publ., p. 456.
— Cass. Obligat. 290 c., 4763-10-40 c., 4718-30 c.
— Toulouse. Vérification d'écritures 173 c.
— Décis. Organ. de l'Algérie 413, 1829, p. 803.
15 Paris. Obligat. 1855 c.
16 Cass. Obligat. 2813 c. — Vente 1566-10 c., 1576-30 c.
17 Sénatus-consulte. Souveraineté, p. 842.
— Loi. Opposition 29; Ordonnance 9, 10; Organ. de l'Algérie 721; Organ. colon. 120-10-20, 123, 472, 519; Organ. judic. 208, 879 s., p. 1508; Privil. et hypoth. 457 c., 465 c., 474 c., 482 c., 579 s., 620, 718, p. 49; Signature 36-20; Société 1697 s., p. 380, 381; Sociétés de crédit foncier et mobil. 38 c., 246 c., 254 c., 291 c.; Sommat. 18; Transcription hypoth. 586 s.; Trésor public 1249, 1253, 1279 s., 1287; Ville de Paris, p. 143; Voirie p. terre 313.
— Décret. Organ. admin. 829-20; Procès-verbal 296 c.
18 Caen. Obligat. 3578-30 c.
— Rouen. Vice rédhibit. 101 c.
19 Cass. Organisation marit. 790-30-60-70 c.
21 Loi. Ouvrier 91; Télégraphie, p. 38; Trésor public, p. 1186; Voirie p. eau 309, p. 738.

Juillet.

- 21 Décret. Voirie p. eau, V. 6 avril 1854.
23 Lyon. Société 1029 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 842-90 c., 908 c.
— Règl. Organ. milit. 558, 559.
24 Orléans. Responsab. 407-20 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 766, 791-50-60. — Voirie par terre 124-20 c., 1573-10.
25 Cass. Organ. colon. 982.
26 Loi. Organ. colon., p. 1186.
— Trib. d'Alger. Ordre 1354-60 c., 1376 c.
28 Cass. Responsabilité 319-20 c. — Vente admin. 358-20 c.; Voirie p. terre 1538-20 c.
— Lyon. Servitudes 988 c.
29 Décret. Télégraphie, p. 38; V. 29 septembre 1856.
— Cass. Obligat. 4521-30 c., 4591-60 c., 4592 c.
30 Cass. Obligat. 3573 c. — Organ. milit. 428-30-40 c., 429 c. — Société 968-10 c.
31 Cons. d'Etat. Organ. instr. publ. 326-20 c.

Août.

- 1 Cass. Voirie par terre 572-20 c., 1189-30 c., 2067-20 c., 2381-90 c.
— Instr. Secours publics 294, 300.
2 Cass. Taxe de denrées 3-20 c. — Voirie p. terre 2385 c., 2411 c.
— Bruxelles. Voirie p. chemins de fer 573.
— Paris. Trésor public 1260-30-30 c., 1262-40 c.
— Riom. Ordre 1877-10 c.
4 Décret. Organ. de l'Algérie 169, 170, 171, p. 803.
— Cass. Ordre 953 c.
5 Cass. Obligations 533-30 c., 874 c. — Organ. marit. 470 c. — Saisie-arrest 451, 452-30 c.
6 Arrêté. Organ. de l'Algérie 171, p. 803.
— Cass. Obligations 5241-80 c.
— Douai. Obligations 1070 c.
— Instr. Secours publics 301, 303 c.
7 Bordeaux. Saisie-arrest 369 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 924-40 c. — Organ. de l'Algérie 1080-10 c. — Voirie par eau 73, 76.
8 Cass. Tapage nocturne 9 c.
11 Décret. Organ. colon., p. 1186; — Organ. marit. 207, 211, 230, 254 s., 378 s., p. 1696.
— Arrêté. Organ. colon. 94.
— Cass. Trésor public 1107-80 c.
— Montpellier. Vente de substances falsifiées 30 c., 55 c.
12 Décret. Prisons, p. 1007.
— Cass. Timbre 95 c., 179 c., 191 c. — Transcrit. hypoth. 708 c.; Vente 1287 c. — Voirie par chemins de fer 463 c.
13 Décret. Organ. colon., p. 1116; Trésor public, p. 1186; Voirie par eau, V. 6 avril 1854.
— Cass. Ordre 1051-60 c., 1055-10 c. — Société 1154 c., 1160 c., 1295-30.
14 Cass. Serment 104-10 c.
— Caen. Ordre 652, 695-30.
15 Traité. V. 28 déc. 1857.
16 Décret. Organ. colon., p. 1116, 1186.
— Douai. Responsabilité 769 c.
18 Cass. Obligations 3566 c. — V. 13 août.
— Paris. Trésor public 1435 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 954-20 c. — Travaux publics 706-60 c., 826-10 c., 867 c., 1292 c.
19 Cass. Vente publ. d'immeubles 1238 c., 1747 c.
20 Cass. Voirie par chemins de fer 161 c.
21 Cass. Voirie par terre 1451-20 c.
— Paris. Trésor public 1406-30 c.
22 Dijon. Séparat. de corps 144 c.
— Decis. Timbre 24.
23 Angers. Obligations 2789 c. — Privil. et hypoth. 2910 c.; Transcrit. hypoth. 657 c.

Août.

- 23 Orléans. Servitudes 177 c. — Circ. Secours publics 458.
24 Cass. Ordre publ. 5-20. — Vente 598 c.
29 Décret. Télégraphie, p. 38.
30 Besançon. Privil. et hypothèques 1095 c.

Septembre.

- 1 Décret. Prisons, p. 1007.
— Arrêté. Voirie p. chemins de fer 890.
4 Cass. Serment 209 c.; Témoin 370-10 c., 371 c.
— Cons. d'Etat. Organ. colon. 58-10 c., 289-30, 290. — Organ. marit. 479. — Organ. milit. 622. — Travaux publics 230 c.
7 Décret. Organ. de l'Algérie 538 s., p. 803; Organ. colon. 488, p. 1117.
8 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 803.
10 Cons. d'Etat. Voirie par terre 385 c., 946-20 c.
12 Décret. Organ. admin. 333, p. 614; Organ. instr. publ., p. 1370.
14 Décret. Ville de Paris 68.
15 Décret. Organ. de l'Algérie 414, 508, p. 803; Organ. colon., p. 1117; Organ. instr. publ. 508 s., p. 1370.
19 Cass. Règl. admin. 129 c. — Voirie 157 c.
22 Décret. Organ. colon. 725, p. 1117.
— Convention. V. 15 octobre 1856.
24 Décret. Organ. de l'Algérie 549 s., 912 s., p. 803.
— Convention. V. 20, 26 novembre et 3 décembre 1856.
25 Cass. Vol 30-30 c.
28 Décret. Organ. de l'Algérie 536, p. 303.
29 Décret. Télégraphie, p. 38.

Octobre.

- 2 Trib. de la Seine. Trésor public 1269.
3 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 303.
8 Décret. Organ. marit., p. 1696.
10 Cass. Voiture 123 c.
14 Décret. Organ. de l'Algérie 644, — Convention. V. 20 et 24 décembre 1856.
— Cass. Témoin 174-10 c.
15 Décret. Traité internat., p. 584.
— Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 442.
16 Décret. Organ. instr. publ., p. 1370.
18 Décret. Traité internat., p. 546.
21 Cass. Organ. de l'Algérie 172.
23 Décret. Organ. de l'Algérie 559, 846, p. 803; Sainbrute publ., p. 674.
24 Convention. V. 12 août 1857.
— Circ. Organ. de l'Algérie 558.
27 Trib. de Marseille. Société 1741.
31 Décret. Organ. colon. 91, p. 1117; Sapeurs-pompiers, p. 700.

Novembre.

- 5 Cass. Office 243 c., 248 c., 261 c., 262 c. — Ordre 843 c. — Servitudes 777-20 c., 1000 c.
7 Cass. Règl. admin. 72 c.; Témoin 370-10.
8 Bruxelles. Vente 123-20 c.
10 Décret. Trésor public 681 s., p. 1186.
— Cass. Obligat. 1618-30 c.
11 Cass. Usage 140-40 c., 434-10 c., 453-10 c., 518-40 c.
12 Dijon. Organ. milit. 445 c.
13 Cass. Témoin 398-30 c., 401-30 c. — Vente de substances falsifiées 16 c., 86 c., 72-20 c., 73 c.
14 Convent. V. 24 janvier 1857.
— Cass. Voiture 77. — Vol 509-10 c.
15 Décret. Organ. colon., p. 1117.
— Cass. Organ. admin. 249-10 c.; Règl. admin. 120 c.

Novembre.

- 16 Circ. Organ. marit. 71.
17 Cass. Obligat. 3087-20 c. — Trésor publ. 1261 c.
18 Alger. Organ. de l'Algérie 597.
19 Cass. Office 270 c.
— Paris. Séparat. de corps 141 c., 144 c.
20 Décret. Traité intern., p. 546.
— Cass. Organ. colon. 935 c.
— Trib. de la Seine. Trésor public 1269 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 923-10 c., 1003-30 c. — Timbre 21 c. — Voirie par terre 747-20 c., 750-30 c., 790-30 c.
21 Cass. Responsabilité 212-20 c. — Cons. d'Etat. Travaux publ. 435; V. 27 novembre.
22 Cass. Témoin 370-10. — Voirie p. terre 1872-10 c., 1902-10 c. — Voiture 75-20 c.
— Pau. Privil. et hypoth. 2527-50 c.
23 Cass. Transcrit. hypoth. 317 c.
24 Décret. Organ. instr. publ., p. 1370.
— Cass. Obligat. 1889 c. — Responsabilité 151-40 c. — Société 584 c.
25 Cass. Obligat. 4563 c.; Privil. et hypoth. 1238 c.
— Paris. Office 248 c., 268 c.
26 Décret. Traité intern., p. 546.
— Cass. Responsab. 89.
— Grenoble. Obligat. 4178-20 c.
27 Cass. Organ. de l'Algérie 746-40 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 312-30 c., 651. — Trav. publ. 596, 606-80, 988 c., 1034 c. — Trésor public 374-60. — Voirie par terre 1558-70, 1560 c.
28 Cass. Organ. de l'Algérie 515-30 c. — Organ. judic. 317-10 c. — Voirie par terre 1194 c., 1193 c., 1885-20 c., 2383 c., 2401 c., 2403 c.
— Instr. Organ. marit. 181.
29 Décret. Trésor public 930 a., p. 1186.
— Décis. Organ. instr. publ., p. 1370.

Décembre.

- 1 Décret. Traité intern., p. 546.
— Cass. Organ. milit. 430 c. — Société 1349 c. — Trésor public 1443 c. — Vente 1777-20 c.
2 Traité. V. 26 août 1857.
— Cass. Obligations 1610 c.; Remise viagère 98-30 c. — Voirie par terre 1893 c.
3 Décret. Organ. marit., p. 1697; Traité internat., p. 546.
— Traité. Voirie par chemins de fer 440 c.
— Cass. Usage 255 c., 265 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 1242-20.
— Pau. Vente publique d'immeubles 1305 c.
4 Cass. Organ. milit. 335 c. — Voirie par terre 2203 c.
6 Décret. Secours publics, p. 781; Théâtre 313.
8 Décret. Organ. instr. publ., p. 1370.
— Trib. de Nancy. Transcrit. hypoth. 471 c.
10 Décret. Organ. instr. publ., p. 1370; Organ. marit., p. 1697.
— Limoges. Office 233 c., 235 c.
— Trib. de Schlestadt. Obligations 3384 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 13-20 c. — Voirie par terre 955. — Wattringues 47.
11 Cons. d'Etat. Organ. admin. 934 c. — Responsabilité 796-20 c.; Travaux publics 1157 c. — Travaux publics 691 c.
— Ord. du juge d'instruct. de la Guyane. Organ. colon. 668.
— Règl. Organ. marit. 299.
12 Cass. Vol 662 c., 663-40 c.
— Trib. comm. de la Seine. Trésor public 1388.
13 Cass. Organ. admin. 246-10 c.; Voirie par terre 1677 c. — Responsab. 823 c., 818 c., 696-60 c.

Décembre.

- 13 Paris. Obligat. 133 c.; Vente 120-30 c.
 — Politiens. Vente de substances falsifiées 64. — Volonté 138 c.
 16 Cass. Obligations 3285 c.
 17 Décret. Organ. instr. publ. 402, p. 1370; Trésor public 1288.
 — Cass. Obligat. 2795 c. — Saisie-gagerie 42 c. — Vente 925 c.
 — Metz. Obligations 5188.
 18 Cass. Témoin 630-20 c.
 — Rouen. Obligations 3408-20 c.
 — Cons. d'Etat. Travaux publ. 1295 c. — Voirie par terre 1395 c.
 20 Décret. Traité internat., p. 546.
 — Arrêté. Organ. de l'Algérie 546.
 22 Circ. Organ. marit. 980.
 24 Décret. Traité internat., p. 546.
 — Cass. Vente publ. d'immeubles 1271 c.
 26 Cons. d'Etat. Organ. milit. 632-40, 624. — Travaux publ. 945 c., 946 c.
 27 Cass. Voirie par terre 1444 c., 2292-10 c., 2348-10 c.
 — Décis. Organ. instr. publ., p. 1370.
 29 Cass. Obligations 2237 c.
 30 Décret. Organ. de l'Algérie 1010 s., p. 803.
 31 Décret. Organ. marit. 181, p. 1697.
 — Cass. Obligations 1212 c. — Organ. colon. 72 c., 717 c. — Vente publ. d'immeubles 94 c., 100 c.
 — Douai. Télégraphie 56-30-30.
 — Paris. Voirie par chemins de fer 473.

1857

Janvier.

- 2 Cass. Voirie par terre 1370 c., 1376-30 c.
 — Trib. comm. de la Seine. Théâtre 237 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. instruct. publ. 326-30 c. — Voirie par terre 558 c.
 3 Cass. Vente de substances falsifiées 88 c.
 — Dijon. Usage 519 c., 521 c., 560 c.
 5 Cass. Ordre 634-60. — Servitudes 897-30 c.
 6 Décret. Organ. colon., p. 1117.
 — Cass. Organ. milit. 419-30 c.; Tontine 14 c. — Saisie-gagerie 36 c.
 — Bastia. Vente publ. d'immeubles 668-60 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. administr. 525.
 7 Décret. Organ. instr. publ. 468-10, p. 1370.
 — Cass. Société 1695-30 c. — Trés. publ. 1406 c. — Vente 1752 c., 1962-10-30 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 12-10 c., 36 c. — Voirie par chemins de fer 816. — Voirie par terre 951, 1012, 1033, 1037.
 8 Cass. Organ. colon. 355 c. — Servitudes 954 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. administr. 813-30. — Voirie par terre 248 c.
 9 Cass. Organ. de l'Algérie 816 c., 817-30 c., 847, 901 c. — Tapage nocturne 7 c. — Voirie par terre 1901-40 c. — Voiture 195 c.
 10 Cass. Organ. marit. 1113 c. — Voirie par terre 2401.
 12 Cass. Obligat. 301 c. — Vente 566 c.
 13 Colmar. Vente de substances falsifiées 44 c.
 14 Convention. V. 4 avril 1857.
 — Cass. Vice rédhibit. 94 c.
 — Bordeaux. Obligat. 2959.
 — Rouen. Ordre 731 c., 924-60.
 16 Ord. Ouvrier 213.
 — Lyon. Usage 830 a.
 — Instr. Timbre 81.
 18 Cass. Usage 130 c., 236 c.
 19 Cass. Obligat. 1850-10-30 c., 1852 c.; Office 318-20 c., 322 c., 324 c., 348-30 c.

Janvier.

- 20 Politiens. Usufruit 418-30 c.
 21 Cass. Océroi 43 c.
 — Londres (cour du banc de la reine). Puissance paternelle 68 c.
 — Paris. Séparat. de corps 141 c.
 — Cons. d'Etat. Voirie par terre 990, 1008-10, 1011.
 22 Bordeaux. Ordre 1000 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1256-20. — Voirie par terre 940-10.
 — Avis cons. général des ponts et chaussées. Travaux publ. 975, 1087.
 24 Décret. Organ. colon., p. 1117; Traité internat., p. 584.
 — Cass. Vente 2050-10.
 26 Décret. Organ. marit. 184, 433, 567, p. 1697.
 — Cass. Voirie par terre 1363 c.
 — Rouen. Ordre 897-70-80, 986-30 c.
 27 Cass. Ordre publ. 7-80. — Transcription. hypoth. 183 c., 700 c., 703 c., 704 c.
 — Paris. Propriété littér. 150.
 28 Décret. Organ. colon. 404; Organ. marit. 170, 180, 183, p. 1697; Télégraphie, p. 38; Tontine 36, 47 c.
 — Cass. Transcription. hypoth. 342 c.
 — Metz. Voirie par chemins de fer 427 c., 430 c.
 29 Cass. Organ. judic. 635 c., 636 c., 660 c.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 826-30.
 — Douai. Obligations 3996-40 c.
 — Liège. Voirie par chemins de fer 645-10.
 — Cons. d'Etat. Travaux publ. 994.
 30 Rouen. Organ. admin. 539 c., 563-10 c., 564 c.
 31 Cass. Vidanges 35 c. — Ville de Paris 50 c.
 — Cour de l'île de la Réunion. Organ. colon. 484.

Février.

- 2 Caen. Responsab. 357-40 c.
 — Trib. de Toulouse. Ordre 758.
 3 Cass. Obligat. 5100-20 c.; Privil. et hypoth. 1747 c.
 — Cons. d'Etat. Organisation admin. 938.
 4 Cass. Privil. et hypoth. 2157-30 c.; Vente 1353. — Usage 321-10 c.
 5 Arrêté. Voirie par chemins de fer 390.
 — Bordeaux. Transaction 34.
 — Cons. d'Etat. Servitudes 398 c. — Travaux publ. 611 c., 846 c. — Trésor publ. 556-10.
 6 Lyon. Théâtre 230 c.
 — Metz. Servitudes 383 c.
 7 Décret. Trésor publ. 721.
 — Cass. Voiture 137 c., 137 c., 139 c.
 — Règlement. Organ. milit. 595.
 8 Cass. Responsab. 213 c. — Servitudes 267 c. — Vice rédhibit. 87 c.; Voirie p. eau 311 c.
 10 Cass. Office 334 c.
 — Dijon. Vente publ. d'immeubles 1472 c.
 — Lyon. Vice rédhibit. 74 c., 85-30 c.
 — Paris. Privilèges et hypothèques 2623 c.
 — Circ. Organ. marit. 638.
 11 Cass. Ordre publ. 8-30.
 — Cons. d'Etat. Taxe 13 c., 54, 57, 58, 81 c. — Voirie p. eau 248. — Voirie p. terre 790-10.
 12 Cons. d'Etat. Trav. publ. 1074-30, 1084 c. — Trésor public 476.
 13 Cass. Vidanges 27-10 a.
 — Nancy. Usage 321-30.
 14 Cons. d'Etat. Taxe 54.
 15 Cass. Opposit. 4.
 — Bordeaux. Séparat. de corps 53-30 c.
 18 Décret. Organ. marit. 465 c.
 — Pau. Obligat. 3397 c., 3880-10 c., 3885-10 c., 3905 c.
 19 Cass. Organ. judic. 799 c. — Sermement 192-20 c.

Février.

- 19 Cons. d'Etat. Organ. marit. 107 c., 109 c. — Travaux publ. 715, 750. — Voirie par terre 2000-40 c.
 — Lettre. Organ. colon. 668.
 20 Cass. Servitudes 951-10 c.
 — Dijon. Usage 318-30 c.
 21 Rouen. Ordre 743-40-30 c.; Responsab. 287-20 c., 453-40 c.
 23 Cass. Privil. et hypoth. 1704-40 c.; Transcription. hypoth. 541 c. — Besançon. Société 1711 c.
 24 Paris. Trésor public 1397-30, 1398 c.
 25 Convention. V. 18 avril 1857.
 — Cass. Ordre 314 c.; Tierce-opposition 27-20 c., 94 c., 241 c.
 — Colmar. Obligat. 967 c., 976 c., 990-50 c.
 26 Cass. Témoin 89. — Vente de substances falsifiées 24 c. — Voiture 92 c., 111 c., 131.
 — Cons. d'Etat. Télégraphie 73 c.; Trav. publ. 841 c. — Voirie par chemins de fer 491-20 c.
 27 Metz. Voirie par chemins de fer 504 c.
 — Paris. Transcription hypothécaire 784 c.
 28 Décret. Traité internat., p. 546.
 — Paris. Trésor public 1419-60.

Mars.

- 2 Convention. V. 28 mars 1857.
 3 Politiens. Vol 700 c.
 4 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1370.
 — Cass. Voirie par chemins de fer 500 c.
 5 Bordeaux. Vente de substances falsifiées 91, 100-20 c.
 6 Cons. d'Etat. Organ. colon. 975. — Voirie par eau 273, 376-60.
 7 Convention. V. 28 mars 1857.
 — Cass. Organ. administr. 218-10 c., 249-30 c., 353 c. — Vidanges 91 c.
 — Paris. Office 300 c. — Trés. publ. 1393 c.
 9 Alger. Organ. de l'Algérie 439-30, 797 c., 798 c.
 — Douai. Voirie par chemins de fer 189 c.
 10 Cass. Office 304 c.
 — Décis. Organ. marit. 88.
 11 Cass. Vente de substances falsifiées 64 c.
 — Paris. Vente de substances falsifiées 16 c., 39.
 — Trib. de l. Seine. Référé 235.
 — Trib. de comm. de la Seine. Trés. publ. 1394.
 14 Décret. Organ. de l'Algérie 270, p. 803.
 — Traité. V. 30 mai 1857.
 16 Ord. Théâtre, p. 302.
 — Cass. Obligations 2410 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 98. — Voirie par terre 1000, 1008-20, 1011.
 17 Cass. Organ. marit. 752-20 c., 762 c.
 — Aix. Vente publ. d'immeubles 1309 c.
 — Cons. d'Etat. Trav. publ. 1011. — Voirie par terre 975 c.
 18 Cons. d'Etat. Organ. administr. 523-30, 580, 703. — Taxe 53, 55, 57, 65, 66-30 c., 75 c., 86-10. — Voirie par chemins de fer 516. — Voirie par terre 790-40.
 19 Bruxelles. Voirie par chemins de fer 645-20 c.
 21 Cass. Organ. marit. 1035 a.
 — Politiens. Volonté 138 c.
 23 Circ. Organ. marit. 192.
 25 Décret. Travaux publ., p. 853.
 — Cass. Obligat. 703-30 c., 804 c.; Séparat. de corps 226 c.
 — Dijon. Voirie par chemins de fer 594 c.
 27 Cass. Vente de substances falsifiées 81-20 c. — Vol 823 c., 858 c., 869 c., 885 c.
 28 Décret. Organ. instr. publ. 448-30, p. 1370; Traité internat., p. 546.

Mars.

- 28 Cass. Voiture 304-20 c., 305 c., 362 c.
 31 Cass. Responsabilité 187 c.
 — Amiens. Privil. et hypothèques 2712 c.

Avril.

- 1 Décret. Organ. marit. 784 c.
 — Cass. Servitudes 821-60 c.
 — Bourges. Société 1710 c.
 2 Décret. Organisation instr. publ. 405.
 — Cass. Organ. colon. 228 c. — Vol 353 c.
 — Metz. Ordre 1167-30 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. marit. 343. — Travaux publ. 818 c.; Voirie p. chemins de fer 132 c.
 3 Cass. Vol 784 c., 781 c.
 4 Décret. Traité internat., p. 516.
 — Cass. Vente de substances falsifiées 116 c., 123 c. — Vol 830 c.
 — Angers. Voirie p. chemins de fer 460.
 6 Cass. Vente publ. d'immeubles 1678-10 c., 1740-20 c., 1743-30 c.
 7 Décret. Organisation maritime 784 c.
 8 Décret. Organ. de l'Algérie 917, p. 803.
 — Cass. Usage 633 c.
 9 Cass. Organ. judic. 651 c. — Vol 506-10, 823.
 14 Cass. Organisation admin. 494-60 c.
 15 Cons. d'Etat. Travaux publ. 232, 702 c., 865 c. — Travaux publ. 1183-70 c.; Voirie p. chemins de fer 135 c. — Voirie p. eau 192-10. — Voirie p. terre 945-20 c., 1036 c.
 16 Cass. Organ. judic. 653 c.; Tentative 92 c.; Vol 608 c.
 17 Cass. Organisation colon. 228 c.
 18 Loi. Organ. colon., p. 1186.
 — Décret. Sel 48 c.; Traité internat., p. 546.
 — Cass. Vol 162 c.
 — Cons. d'Etat. Voirie p. chemins de fer 520 c.
 20 Cass. Ordre 1116-70 c. — Transcription 122-90 c.
 21 Cass. Vente publ. d'immeubles 1573 c. — Voirie p. chemins de fer 383 c.
 — Paris. Voirie p. chemins de fer 327 a., 489 c.
 22 Cass. Saisie-arrest 389 c.
 — Nîmes. Obligat. 3369 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 12-10 c., 50, 57, 58, 65, 66-60, 100. — Voirie p. terre 209-10 c., 777-20, 803-20, 1588-20 c., 1589 c., 1598 c.
 23 Cass. Organ. judic. 604 c. — Vol 730-20 c.
 — Cons. d'Etat. Travaux publ. 596, 600. — Voirie p. terre 2215-50.
 24 Arrêté. Organisation de l'Algérie 270.
 — Cass. Organisation judic. 556 c.
 25 Décret. Organisation marit. 465 c., p. 1697.
 — Arrêté. Organ. instr. publ. 400.
 — Cass. Voirie par terre 1842 c., 1926-30.
 27 Cass. Servitudes 120 a., 121 c.
 28 Cass. Obligat. 1045 c.
 — Metz. Usage 546.
 — Orléans. Voirie p. chemins de fer 339-30 c., 487 c.
 29 Loi. Vente de substances falsifiées, p. 1050.
 — Décret. Organisation de l'Algérie, p. 803; Organisation coloniale, p. 1117.
 — Lyon. Vol 76-90.
 30 Cass. Voiture 130-10 a.

Mai.

- 1 Cass. Obligations 844-30 a.; Responsabilité 239-40 c.
 2 Décret. Organisation marit. 78 a., p. 1697; Sel 60 c.
 — Cass. Vol 524-30 c.

Mai.

- 2 Pau. Servitudes 213 c.
 4 Arrêté. Organ. colon. 509.
 — Cass. Société 190 c.; Voirie par chemins de fer 498 c.
 5 Cass. Servitudes 1161-20 c.
 6 Cass. Obligations 974 c., 980-10 c. — Vente 1843 c., 1844 c.
 — Cons. d'Etat. Voirie p. eau 312 c., 351 c.
 7 Cass. Vol 930-20 c.
 — Cons. d'Etat. Travaux publ. 924. — Voirie par chemins de fer 164-20. — Voirie p. terre 940-20, 952-30, 1009.
 8 Cass. Organ. milit. 822-30 c.; Voirie par eau 647-10 c., 656-10-60 c.
 — Paris. Voirie par chemins de fer 483.
 9 Cass. Organ. milit. 937 c., 938 a. — Trésor public 1372 c., 1380-50 c., 1390-40 c., 1440 c.
 — Nîmes. Privil. et hypoth. 2237-30 c., 2213-10-20-30 c.
 11 Cass. Société 1618-20 c., 1647 c.
 12 Douai. Obligations 2086 c.
 13 Cass. Ouvrier 11-10 c. — Société 100. — Voirie par chemins de fer 504 c.
 14 Cass. Voirie par terre 1891-50 a.
 15 Cass. Vente de substances falsifiées 16 c., 16 c., 27 c., 36 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 100.
 16 Cass. Voirie par terre 1358-30 c., 1451-30 c.
 17 Circ. Voirie par terre 832.
 19 Décret. Télégraphie, p. 38; Usage 483 a., 500 a., 519, 528, 538 a.
 — Cass. Obligations 3954 c. — Société 1586 c.
 — Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 409.
 — Instr. Timbre 83, 191.
 20 Décret. Organ. colon. 709, p. 1117; Organ. écon., p. 1293; Organ. marit. 233; Trésor public 725-20.
 — Cass. Organ. marit. 390-10 c., 417 c.
 — Trib. de Dôle. Transcription. hypoth. 782 c.
 22 Rouen. Obligations 1793-30 c.
 — Trib. de Montluçon. Obligations 3384.
 — Cons. d'Etat. Taxe 100. — Trav. publ. 814 c.
 24 Décret. Organ. admin., p. 614; Organ. instr. publ., p. 1370.
 25 Arrêté. Voirie par chemins de fer 390.
 26 Traité. V. 19 juin 1857.
 — Cass. Société 217-20 c., 1718-20 c. — Voirie par chemins de fer 498-30 c., 505 c.
 27 Sénatus-consulte. Souveraineté, p. 842.
 — Décret. Organ. marit. 784 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. admin. 991-30. — Taxe 56. — Voirie par terre 144-20 c., 179-60 c., 180, 184 c., 187 c., 207 c.
 28 Cass. Obligations 3036 c.
 29 Paris. Voirie par chemins de fer 496.
 — Cour de l'île de la Réunion. Organ. colon. 302 c.
 30 Loi. Société 1589, p. 381.
 — Décret. Traité internat., p. 546.
 — Cass. Voirie par terre 192. — Vol 793-60 c.
 — Caen. Ordre 1029, 1208 c.

Juin.

- 1 Bourges. Voirie par chemins de fer 460.
 — Lyon. Vice rédhibit. 74 c., 168 c., 171 c.
 2 Loi. Trésor publ., p. 1186.
 — Dijon. Usage, V. 3 janvier 1857.
 4 Trib. de la Seine. Vice rédhibit. 46 c., 123 c., 181 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. milit. 654. — Travaux publ. 1106-40 c. — Trésor publ. 582-30, 583 c. — Voirie p. terre 1008-20, 1011.
 — Instr. Ordres civils et militaires 272.

Juin.

- 6 Lol. Organ. éconóm., p. 1293.
— Circ. Usage 324 c.
— Decret. Organisation instr. publ., p. 1370.
— Cass. Responsabilité 116-10 c., 238 c. Vente publique d'immeubles 1239 c., 1731 c.
— J.-clis. Timbre 57.
— Code militaire. Octroi, p. 19; Organ. de l'Algérie 757 s., 761; Organ. milit., p. 1902; Serment, p. 8; Vente de substances falsifiées 11 c., 14 c., p. 1050; Voirie p. terre, p. 326.
— Lol. Organ. admin. 829-30; Sociétés de crédit foncier et mobilier 23 c.; Usure 13.
— Cass. Séparat. de corps 318 c., 334 c., 336 c.
10 Decret. Ordres civ. et milit. 17, 271, 273.
— Convent. V. 12 juillet 1857.
— Cass. Obligat. 5581 c. — Office 248 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 454, 1175-30, 1184-20, 1187-0, 1318, p. 803. — Voirie par eau 353. — Voirie par terre 44 c.
11 Poitiers. Vente de substances falsifiées 115 c., 117-20 c.
12 Cass. Voirie par chemins de fer 388 c.
— Décis. Organist. milit. 523.
13 Decret. Organ. milit. 784 c.
— Cass. Vente de substances falsifiées 85 c. — Vol 755-10.
14 Traité. V. 30 juillet 1857.
15 Decret. Télégraphie, p. 38.
— Bordeaux. Trésor public 1405-30 c., 1421.
16 Trib. de Valenciennes. Transmission (droit de) 8 c.
17 Decret. Organ. milit., p. 1902.
18 Rouen. Ordre 1051-60.
19 Lol. Organ. éconóm., p. 1293; Organ. milit., p. 1902; Sociétés de crédit foncier et mobilier 23 c., 123; Terres vaines et vagues 2; Travaux publics 916 c., p. 853; Trésor public, p. 1188; Voirie par terre 42, 1483 c., 1497 c., 1624.
— Decret. Traité internat., p. 546.
— Cass. Témoin. faux 46 c., 47 c., 66 c., 70 c., 118 c.
— Lyon. Trésor public 1161 c.
20 Decret. Organ. milit. 784 c.
— Cass. Voirie par terre 1377 c., 1408 c., 1404 c., 1414.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1079.
22 Alger. Organ. de l'Algérie 1089.
— Circ. Secours publics 457.
23 Lol. Organist. coloniale 690; Signe, p. 847; Société, p. 381; Timbre, p. 450; Transmission (droit de) 4; Trésor public 295, 1247, p. 1186, 1187; Vente de substances falsifiées 11 c., p. 1050; Vice rédhibit. 200 c.
— Colmar. Société 1620-30.
— Metz. Trésor public 1309 c., 1380-60 c., 1406-30 c.
24 Decret. Télégraphie, p. 38.
— Cass. Obligations 3173 c.; Ordre 575 c., 1158 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 51.
25 Decret. Voirie par eau 659.
— Metz. Ordre 862-30, 880-40.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 552-60, 589. — Organ. milit. 612, 613. — Travaux publics 623-30 c., 696. — Voirie par terre 772-30.
26 Cass. Organ. admin. 352 c. — Servitudes 953-30 c.
29 Cass. Obligations 4514 c.
— Circ. Organ. milit. 174.
30 Cass. Obligat. 5134-60 c., 5140 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 884-20, 898-10, 908.

Juillet.

- 1 Cass. Obligations 2003 c. — Servitudes 556 c., 981 c.
— Caen. Servitudes 612 c.
— Lyon. Ordre 1049-150 c., 1081-60 c., 1086-10 c.

Juillet.

- 2 Decret. Organisation judic. 295, p. 1508.
— Convent. V. 24 juillet.
3 Decret. Organist. de l'Algérie, p. 803; Organist. colon. 63, p. 1117; Organ. instr. publ. 422; Organist. marit. 784 c.; Serment, p. 8.
— Convent. V. 27 septembre 1857.
— Cass. Voirie 136 c.
4 Cass. Timbre 38 c. — Voirie par terre 1064 c., 1066 c., 1944-30 c., 1955-10 c.
— Lyon. Obligat. 726 c.
— Trib. de la Seine. Transcription hypoth. 373 c., 708 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 57, 58.
— Decret. Organisation instr. publ., p. 1370.
6 Cass. Obligat. 708 c.
— Bourges. Ordre 842 c.; Ordre public 8-10.
7 Décis. Timbre 57.
8 Cass. Servitudes 1173 c. — Usage 207-20 c.
— Caen. Office 325.
10 Cass. Vol 797-80 c.
11 Cass. Voirie p. terre 2055-20 c., 2105-20 c. — Voirie 199-10 c.
— Lyon. Office 319 c.
— Lettre. Secours publ. 258.
12 Decret. Traité internat., p. 546.
— Cass. Voirie p. terre 2012-40.
13 Cass. Obligations 1489 c., 2892-30 c.
14 Decret. Organ. instr. publ. 296 c., p. 1370.
— Règlement. Organisation maritime 298.
15 Bordeaux. Transcript. hypoth. 603-10-30 c.
— Riom. Vente de substances falsifiées 122.
— Trib. de Valognes. Timbre 150-30.
16 Cass. Vol 689 c.
— Rouen. Servitudes 123 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 622-10. — Travaux publics 594. — Voirie p. eau 356, 637-30-40. — Voirie p. terre 954.
— Avis cons. général des ponts et chaussées. Voirie p. eau 537.
17 Decret. Organ. instr. publ. 992 c., p. 1370; Organ. marit. 784 c.; Société, p. 381; Timbre, p. 450.
— Cass. Voirie p. terre 1429-40 c., 1435 c. — Volonté 107 c.
18 Decret. Organisation militaire, p. 1903.
— Cass. Ouvrier 75-40 c.; Responsabilité 515 c. — Tolérance (maisons de) 2 c. — Travaux publ. 1068 c. — Voirie p. eau 645 c.
19 Decret. Sociétés de crédit foncier et mobil. 23 c.
20 Cass. Servitudes 1175 c.
21 Cass. Ordre 504 c., 814-10-30 c., 1107-30 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 835.
— Nancy. Usage 433 c.
— Orléans. Voirie p. chemins de fer 460.
22 Bordeaux. Voirie p. chemins de fer 498-30 c.
— Riom. Voirie p. chemins de fer 460.
— Trib. de la Seine. Responsabilité 483 c.
— Instruct. Transmission (droit de) 20.
23 Cass. Organisation marit. 788-60 c.
— Paris. Société 543 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 697, 867 c., 868 c. — Trésor public 473-20, 475-20.
24 Decret. Organ. de l'Algérie 454, p. 803; Organ. colon., p. 1117; Traité internat., p. 546.
— Cass. Ordre 563 c. — Vente de substances falsifiées 81-10-30 c.
— Caen. Obligat. 972-20 c., 989 c.
— Paris. Travaux publ. 1181-10 c., 1182-10-20 c.; Voirie par chemins de fer 162 c.
25 Bruxelles. Voirie p. chemins de fer 131-20 c.

Juillet.

- 27 Douai. Obligations 1856 c., 3911-80 c.
— Paris. Trésor public 1259 c.
28 Bordeaux. Vente publ. de marchandises neuves 80-30 c.
— Circ. Organ. milit. 731 c., 732 c., 733 c., 753-20 c., 805 c., 808 c., 891 c., 911 c., 915 c., 917 c., 923 c., 931 c., 946 c., 970 c.
— Décis. de l'Académie de médecine. Responsab. 130 c.
29 Cass. Transcription hypothécaire 706 c.
— Bordeaux. Société 656 c. — Vente publ. d'immeubles 1226 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 12, 54, 58. — Voirie p. terre 725-20, 731-30.
30 Decret. Organ. marit., p. 1697; Traité internat., p. 546.
— Paris. Travaux publ. 676 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 629. — Travaux publics 503, 948 c., 952 c., 1275-230. — Voirie par eau 639-20.
31 Cass. Voirie par chemins de fer 417-10 c., 556-30 c.

Août.

- 1 Decret. Organ. marit. 784 c.
3 Paris. Usufruit 200 c., 201 c.
4 Decret. Organ. de l'Algérie 253 s., p. 803.
— Cass. Organ. marit. 419-20 c.
— Pau. Société 1367 c. — Vente publ. d'immeubles 504 c., 593 c.
5 Decret. Organ. instr. publ. 274 c., p. 1370.
6 Cass. Vente de substances falsifiées 118 c., 123 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 905 c., 934-20 c.
— Décis. Timbre 65, 91.
7 Circ. Voirie par chemins de fer 352.
8 Douai. Trésor public 1408-20 c.
— Paris. Vente de substances falsifiées 48 c., 73 c.
11 Bordeaux. Voirie par chemins de fer 500 c.
12 Decret. Ordres civils et milit. 112, 256; Organ. marit., p. 1697; Traité internat., p. 546.
— Cass. Organ. colon. 68-20 c., 544.
— Bordeaux. Voirie par chemins de fer 300 c.
— Toulouse. Ordre 545-10 c.
— Trib. de la Seine. Vice rédhibit. 274 c., 288 c.
14 Statut. Organ. instr. publ. 560 s., p. 1370.
17 Arrêté. Organ. colon. 600.
— Cass. Servitudes 1493-50 c. — Vente admin. 316-40 c. — Voirie par eau 60-30 c.
— Montpellier. Voirie par chemins de fer 503 c., 503 c.
18 Cons. d'Etat. Travaux publ. 466, 468, 623-20, 631, 739, 847 c., 864 c., 994 c., 995 c., 1001 c. — Trésor public 564-60. — Voirie par eau 280-40 c., 313-30, 392-20. — Voirie par terre 748-70 c., 891.
— Instr. Transmission (droit de) 13 c., 18 c., 20, 31 c.
19 Cass. Obligations 4505 c., 4515 c.
— Rennes. Société 235 c.
— Décis. Timbre 194.
— Statut. Organ. instr. publ. 366.
20 Arrêté. Voirie par chemins de fer 373, 450.
— Cass. Organ. milit. 794 c.; Vol 934 c.
21 Cass. Organ. de l'Algérie 516-10 c. — Tapage nocturne 6 c.
— Bordeaux. Ordre 1311-10 c.
22 Paris. Trésor public 1397-20.
24 Decret. Traité internat. 546.
— Cass. Transcript. hypoth. 243 c. — Voirie par eau 80-20 c.
26 Decret. Organist. instr. publ., p. 1370; Traité internat., p. 546.
— Lyon. Société 1302 c.
27 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1772. — Voirie par chemins de fer 164 c.; Voirie par eau 143. — Voirie par eau 141-20.

Août.

- 28 Lyon. Privil. et hypoth. 2383-10.
29 Decret. Organist. instr. publ., p. 1370.
— Cass. Vente de substances falsifiées 94 c.
— Décis. Timbre 112.

Septembre.

- 2 Instr. Timbre 52, 58, 63, 112.
3 Convention. V. 31 octobre et 17 novembre 1857.
— Cass. Voirie par terre 2334-30 c.
6 Decret. Organ. marit. 465 c.
7 Decret. Sel 45; Traité internat., p. 546; Voirie par chemins de fer, p. 854.
10 Decret. Traité internat., p. 546.
— Cass. Organisation de l'Algérie 818-20 c.
14 Decret. Traité internat., p. 546.
17 Cass. Témoin 625 c. — Voirie par terre 1886 c., 1887-30 c., 1890-10 c. — Vol 814-20 c.
21 Decret. Organist. de l'Algérie, p. 803.
23 Decret. Organist. instr. publ., p. 1370.
24 Cass. Obligat. 4764-40 c., 4770-20 c., 5174-30 c.
25 Decret. Organ. marit. 325.
26 Circ. Voirie par chemins de fer 341, 342.
— Décis. Timbre 114.
28 Convention. Traité internat., V. 4 novembre 1857.
— Instr. Timbre 114.

Octobre.

- 1 Decret. Organist. instr. publ., p. 1370.
— Cass. Serment 188-10 c.; Témoin 631 c. — Vente de substances falsifiées 116 c.
3 Cass. Organ. de l'Algérie 735 c., 740-10 c., 746-10-50 c., 747 c., 748-80-70 c., 811 c.
— Bordeaux. Témoin 81 c.; V. 3 décembre 1857.
— Cons. d'Etat. Taxe 100 c. — Voirie par terre 752-40 c., 781, 1008-30, 1011.
4 Decret. Traité internat., p. 547.
5 Cons. d'Etat. Taxe 51, 55, 72. — Voirie par terre 491, 730-10, 770-40, 774-30, 775-30, 776-20, 817, 905.
— Circ. Organ. marit. 1093.
6 Decret. Organ. instr. publ. 421, p. 1370.
— Cass. Servitudes 958-20 c.
12 Decret. Traité internat., p. 546.
14 Arrêté. Télégraphie 72.
16 Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 448, 449.
17 Decret. Organ. marit., p. 1697; Organ. milit., p. 1903; Traité internat., p. 547.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 258.
21 Trib. comm. de la Seine. Trésor public 1393.
24 Trib. de Nantes. Vice rédhibit. 179.
— Décis. Timbre 105-30.
— Dépêche. Organ. marit. 779.
28 Decret. Secours publics, p. 781.
29 Traité. V. 21 janvier 1860.
— Décis. Timbre 55-30.
30 Decret. Organ. de l'Algérie 1270, p. 803.
— Ord. Organ. marit. 528.
31 Decret. Traité internat., p. 547.
— Décis. Timbre 88.

Novembre.

- 3 Decret. Organisation maritime 784 c.
4 Cass. Obligat. 542-30 c., 5047-20-30 c.
5 Cass. Organisation colon. 228 c., 277.
6 Trib. de la Seine. Vice rédhibit. 218 c., 235, 236 c.
7 Circ. Secours publ. 487.

Novembre.

- 9 Cass. Servitudes 964-20 c. — Vente publique d'immeubles 1231 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 1214.
10 Caen. Obligat. 329 c.; Société 707 c., 782 c., 785 c.
— Montpellier. Transcript. hypoth. 614 c.
11 Cass. Office 381 c., 384 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 1139-20.
— Douai. Voirie p. terre 1349 c.
— Paris. Vol 192-30 c.
12 Decret. Organisation instr. publ., p. 1370.
— Cass. Obligat. 3149 c. — Témoin. faux 107-30 c.
13 Paris. Vente de substances falsifiées 48 c.
16 Convent. V. 19 juin 1858.
17 Decret. Traité internat., p. 547.
18 Rouen. Théâtre 230 c., 231 c., 232 c.
19 Montpellier. Usufruit 416-10-20 c.
20 Trib. de Marseille. Voirie p. chemins de fer 384.
23 Code milit. Organ. de l'Algérie 247, 530.
— Decret. Organisation instr. publ., p. 1370.
— Agen. Servitudes 1121 c., 1277 c.
24 Dijon. Office 187-10 c.
— Paris. Voirie p. chemins de fer 451.
25 Cass. Servitudes 199 c., 310 c.
26 Trib. de Saint-Denis (Réunion). Organist. colon. 525.
27 Cass. Obligat. 2884-20 c., 4521-10 c.
28 Decret. Organisation marit. 132, p. 1697.
30 Decret. Organ. marit. 67, 324, 378, 380 s., 748 c., 754 c., 763 c.
— Pau. Obligat. 5047-50 c.
— Règlement. Trésor publ. 913, p. 1167.
- Décembre.**
- 1 Cass. Ordre 1361-40 c.
2 Arrêté. Organisation maritime 380.
— Cass. Travaux publ. 1181-20 c. — Usage 150-30 c. — Voirie par chemins de fer 499 c., 503 c.
3 Convent. V. 30 janvier et 27 février 1858.
— Cass. Vol 165-20 c.
— Bordeaux. Obligat. 3150-20 c.; Témoin 81 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 781. — Travaux publics 736, 745. — Voirie p. terre 998.
4 Cass. Voirie p. terre 1434, 1441-20, 2094-10 c., 2104-20 c.
— Paris. Séparat. de corps 311 c.
5 Decret. Organ. de l'Algérie 289, p. 803.
8 Cons. d'Etat. Taxe 51, 54, 57, 66-30, 89. — Vidanges 41 c.; Voirie p. terre 257 c., 1660-20 c., 2375-40 c., 2397 c.
9 Decret. Organisation coloniale, p. 1147.
— Cass. Servitudes 1213 c. — Voirie p. terre 434 c., 4340 c.
— Cons. d'Etat. Timbre 24 c., 26 c. — Voirie p. terre 953.
10 Cass. Organist. judic. 663 c.
— Cons. d'Etat. Trésor publ. 587. — Voirie p. terre 957, 1008-40, 1011, 1225-20, 1305.
11 Trib. comm. de la Seine. Trésor publ. 1394.
— Instr. Timbre 88.
12 Cass. Voirie par chemins de fer 489 c.
— Paris. Vice rédhibit. 46 c., 123 c., 181, 274 c., 288 c.
14 Convent. V. 28 décembre.
— Cass. Timbre 130 c. — Voirie par chemins de fer 507 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 1012, 1088 c. — Usage 218 c., 220-30 c.
15 Cass. Servitudes 450 c. — Transcript. hypoth. 342 c.

Décembre.

- 16 Besançon. Transcription hypoth. 613 c.
 17 Cons. d'Etat. Organ. marit. 769.
 18 Orléans. Obligations 3148 c., 3799 c.
 19 Décret. Organ. colon. p. 1117; Télégraphie, p. 38; Trésor public, p. 1187.
 — Arrêté. Organ. de l'Algérie 360.
 — Trib. de la Seine. Timbre 180.
 20 Cons. d'Etat. Travaux publ. 1192-30 c.
 21 Cass. Timbre 121 c.
 — Bruxelles. Voirie par chemins de fer 129.
 22 Décret. Organist. instr. publ., p. 1370.
 — Cass. Servitudes 661-10 c., 40 c.
 23 Décret. Organ. colon. 426, 453, p. 1117.
 — Caen. Obligations 897 c., 964 c.
 — Metz. Vol 810-20 c.
 — Trib. de Rennes. Obligat. 3354.
 24 Aix. Vol 315.
 — Grenoble. Ordre 695-30 c.
 — Orléans. Voirie par terre 1363.
 26 Cass. Taxe de denrées 30 c. — Témoins 388 c.; Voirie par eau 800 c.
 — Cons. d'Etat. Voirie par terre 308 c.
 27 C. C. belge. Ouvrier 18 c.
 28 Décret. Traité internat., p. 547.
 — Cass. Organ. judic. 173. — Voirie par chemins de fer 339-20 c.
 — Agen. Usurpation de costume 90 c., 110 c., 117 c., 118 c., 4196.
 29 Cass. Organ. marit. 790-120 c.
 — Colmar. Usage 871-20 c., 373 c., 398-30 c.
 30 Cass. Obligations 4955 c. — Obligations 5053-110 c.; Voirie par chemins de fer 421 c., 423 c.
 — Lyon. Société 98 c.
 31 Trib. de Compiègne. Vente admin. 46.

1858

Janvier.

1. Paris. Télégraphie 89.
 2 Traité. V. 3 mars 1860.
 3 Paris. Trésor public 1854 c.
 4 Cass. Obligat. 403-20 c., 1157.
 5 Cass. Ordre public 5-20 c. — Servitudes 1157 c. — Société 1780.
 — Cons. d'Etat. Taxe 13-20 c., 57, 66-50. — Timbre 20 c.
 6 Décret. Organist. de l'Algérie, p. 803.
 — Paris. Voirie par chemins de fer 481-10 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 60 c. — Voirie par eau 300-100-110-130 c., 304-10-20 c., 313-40, 350 c. — Voirie par terre 767, 779 c.
 7 Cass. Témoin 434-20. — Vol 515 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. marit. 745 c. — Taxe 108 c.; Voirie par terre 1681-30 c., 2268 c. — Travaux publics 859-10 c., 864 c., 896 c. — Voirie par terre 548, 940-20, 952-30-40.
 8 Cass. Organ. admin. 262 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 166 c.
 — Décis. Organ. de l'Algérie 424, 493-20 c., 494 c.
 9 Trib. de la Seine. Timbre 137 c.
 10 Décret. Organ. marit. 784 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 101 c.
 14 Paris. Trésor publ. 1309 c.
 — Trib. de la Seine. Trésor public 1410 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 9-30 c., 78 c. — Travaux publics 828 c.
 15 Circ. Organ. marit. 794.
 16 Cass. Privil. et hypoth. 2382 c.; Transcription hypoth. 128 c., 180 c.
 18 Cass. Obligat. 1602 c. — Société 1123-12.
 — Décis. Organ. de l'Algérie 115.
 19 Cass. Voirie par chemins de fer 293 c., 303 c., 423 c.
 — Paris. Trésor public 1379-50.
 — Trib. de la Seine. Vice rédhibit. 318.

Janvier.

- 20 Décret. Organ. de l'Algérie 177, 178, 181, 182, p. 804; Traité internat., p. 547.
 — Cass. Voirie par chemins de fer 162.
 — Angers. Voirie par chemins de fer 455 c.
 21 Cass. Ouvrier 66 c.
 22 Dijon. Obligations 4846 c.
 — Rouen. Office 318-20 c., 331 c.
 — Décis. Office 188.
 23 Cass. Travaux publics 1067 c.
 — Instr. Organ. de l'Algérie 424.
 25 Cass. Usage 245 c., 318-30 c.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 1169.
 — Trib. du Havre. Vice rédhibit. 77 c.
 26 Cass. Servitudes 1205 c.
 27 Décret. Organ. marit. 784 c.; Organ. milit., p. 1903.
 — Cass. Obligations 847 c.
 28 Trib. de Bordeaux. Voirie par chemins de fer 500 c.
 — Trib. de Nantes. Timbre 28-30.
 — Cons. d'Etat. Organ. marit. 745.
 — Organ. milit. 624. — Trav. publics 591, 691 c., 729, 745.
 — Voirie par terre 928-10, 1009.
 29 Cass. Tapage nocturne 7 c. — Voiture 123.

Février.

- 1 Décret. Souveraineté, p. 842.
 — Paris. Société 100.
 — Lettres patentes. Souveraineté, p. 842.
 2 Cass. Organist. colon. 149 c. — Voirie par chemins de fer 434.
 — Aix. Vol 543-30 c.
 4 Cass. Vidanges 76, 92 c. — Voirie p. terre 1834. — Vol 731-20 c.
 — Cons. d'Etat. Travaux publ. 998, 999, 1157 c. — Trésor public 856-10, 561-10. — Voirie par terre 933-30.
 — Avis cons. général des ponts et chaussées. Travaux publ. 921.
 5 Cass. Vente de substances falsifiées 48 c., 49 c.
 6 Cass. Organ. milit. 835-30 c., 959 c. — Voiture 54-30 c.
 8 Cass. Servitudes 123, 151-10 c. — Transcription hypoth. 185 c. — Voirie p. terre 1356-70.
 — Alger. Organisation de l'Algérie 701.
 9 Cass. Société 1423.
 — Décis. Organisation milit. 68, 143.
 10 Décret. Organisation économique 56.
 — Convent. V. 4 mars 1859.
 — Cass. Organ. colon. 411 c.
 — Alger. Organisation de l'Algérie 620.
 — Besançon. Obligat. 1801 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 13-30 c. — Voirie p. terre 725-30 c., 780.
 11 Cons. d'Etat. Taxe 81 c., 97. — Travaux publ. 1291 c. — Voirie p. terre 844 c.
 12 Arrêté. Organisation de l'Algérie, p. 804.
 14 Déclarat. V. 1^{er} mars 1859.
 15 Cass. Obligat. 1168 c., 1241 c. — Servitudes 34 c.
 — Alger. Organisation de l'Algérie 573-10.
 16 Cons. d'Etat. Vidanges 91 c.
 17 Sénatus-consulte. Serment, p. 8.
 — Décret. Organist. de l'Algérie, p. 804; Organ. colon., p. 1117.
 — Cass. Obligat. 3906 c., 3940 c. — Société 256-10-20 c., 88.
 18 Cass. Ouvrier 82 c., 88.
 — Orléans. Ordre publ. 7-40.
 — Poitiers. Vidanges 44 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1258-10. — Organ. milit. 630.
 — Travaux publics 1280-20. — Vidanges 92 c. — Voirie p. terre 908.
 19 Cass. Voirie p. terre 1885-10 c., 1890-10-30 c., 1894-20 c., 2016-10 c. — Volonté 134 c.
 20 Trib. des conflits. Organist. de l'Algérie 1047.

Février.

- 20 Cons. d'Etat. Trésor public 574-50 c.
 22 Cass. Obligat. 1655 c. — Voirie p. chemins de fer 335-40 c., 339-20 c., 489 c.
 — Alger. Obligat. 3063 c. — Organ. de l'Algérie 886-10 c.
 23 Cass. Obligat. 761 c., 844-10 c.
 24 Décret. Organ. admin. 260; Taxe de denrées 4 c.; Ville de Paris 85, p. 148; Voiture 44, 69, 123, 143, p. 1009.
 — Cass. Taxe 106 c.
 25 Cass. Tolérance (maisons de) 1-10 c.
 26 Décret. Ordres civ. et milit. 259 c., 260 c., 273.
 — Cass. Organ. admin. 350 c.
 27 Loi. Tranquillité publ. 21.
 — Décret. Traité internat., p. 547.

Mars.

- 1 Douai. Voirie par chemins de fer 485 c.
 2 Cass. Obligations 4476 c. — Transcription hypoth. 728-30 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 59, 66-40, 69. — Voirie par terre 772-20, 773, 865 c.
 3 Décret. Organ. colon., p. 1117; Organ. marit. 465, p. 1697.
 — Guadeloupe. Organ. judic. 176-30 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 66-80, 89, 90.
 4 Limoges. Ordre 733, 1116-40.
 — Cons. d'Etat. Voirie par chemins de fer 153-10-20. — Voirie par eau 373.
 5 Bastia. Timbre 147 c.
 6 Cass. Organ. marit. 828-10 c.
 8 Cass. Obligations 133 c.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 1137.
 — Paris. Société 98 c.
 10 Décret. Organ. marit. 784 c.
 — Cass. Organ. judic. 412-40 c.
 — Agen. Société 1126 c., 1127 c., 1128 c.
 — Trib. de Dôle. Transcription hypoth. 473 c.
 11 Cass. Organ. colon. 390 c.
 — Circ. Organ. marit. 389.
 12 Montpellier. Ordre 697.
 — Paris. Trésor public 1397-20, 1398 c. — Voirie par terre 502 c.
 — Circ. Ordres civ. et milit. 254 c., 273, 277.
 13 Grenoble. Transcription hypoth. 607 c.
 14 Cons. d'Etat. Voirie par terre 1005.
 16 Arrêté. Organ. milit. 917.
 — Cass. Société 1718-10. — Voirie p. chemins de fer 498 c., 508 c.
 17 Douai. Organ. milit. 763 c.
 17 Loi. Organ. milit., p. 1903.
 — Décret. Organ. milit., p. 1908.
 — Bordeaux. Obligations 1770 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 55 c. — Voirie par terre 955, 1023.
 18 Cass. Ouvrier 76-10 c.
 — Trib. de Schiestadt. Obligations 3384.
 — Cons. d'Etat. Organ. marit. 350, 351. — Voirie par eau 193.
 — Voirie par terre 435, 894, 982.
 19 Convention. V. 22 mai et 1^{er} juin 1858.
 — Cons. d'Etat. Taxe 104 c. — Voirie par terre 362 c., 1982-30 c., 1960-10 c.
 — Décis. Organ. de l'Algérie 182.
 20 Décret. Organist. marit. 44 a., p. 1697.
 22 Pau. Vente publ. d'immeubles 1669 c.
 23 Orléans. Vente de substances falsifiées 48 c., 73 c.
 24 Décret. Organ. de l'Algérie 306, p. 804.
 — Bordeaux. Obligations 1770 c.
 25 Rennes. Transcription hypoth. 493 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 155 c. — Voirie par terre 1476 c., 2082-10 c.
 26 Cass. Ouvrier 76-10 c., 85 c.
 27 Décret. Ouvrier 50.
 — Limoges. Ordre 999-20 c.

Mars.

- 27 Rouen. Vice rédhibit. 283 c., 286, 291-30 c.
 29 Cass. Vente publ. de marchandises neuves 16 c.
 30 Cass. Tierce-opposit. 146-30 c., 150-10 c.
 31 Cass. Usufruit 384-50 c., 392 c.
 — Trib. de Dijon. Transcription hypoth. 372 c., 709 c.

Avril.

- 1 Décret. Organisation coloniale, p. 1117.
 2 Cass. Tentative 100 c.; Vol 543-40. — Voirie p. chemins de fer 591 c., 592 c.
 6 Cass. Organ. admin. 504 c., 505-10 c. — Voirie p. terre 513 c., 514 c. — Volonté 5 c.
 7 Cass. Obligat. 1652 c., 1841 c., 1851 c.; Ordre 838 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 67-20, 82-10 c., 98 c., 99 c., 101 c. — Travaux publ. 508-70.
 8 Cons. d'Etat. Office 399; Officiers publics 14 c. — Organ. marit. 367. — Taxe 106 c.; Vidanges 25 c. — Travaux publ. 1080. — Voirie p. eau 144.
 14 Décret. Organ. économ. 56; Organ. marit. 784 c.
 15 Paris. Obligat. 1130-20 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1171-20-30 c. — Travaux publ. 697, 702, 1258-30 c.
 16 Cass. Vidanges 64 c.
 — Circ. Organist. marit. 369 a.
 19 Cass. Obligat. 5134 c.
 — Paris. Obligat. 643-30 c.
 — Circ. Organist. de l'Algérie 802, 804.
 20 Cass. Office 187-20 c., 228 c.
 21 Cass. Servitudes 1045.
 — Cons. d'Etat. Taxe 37 c., 67 c., 97.
 22 Cass. Organ. marit. 412 c. — Voiture 206 c.
 — Bordeaux. Vol 804-10.
 — Cons. d'Etat. Voirie p. eau 396.
 23 Solut. Timbre 84.
 24 Décret. Organ. milit., p. 1903; Voirie p. terre 2172.
 — Cass. Octroi 157 c.
 26 Décret. Télégraphie, p. 38.
 — Bruxelles. Vice rédhibit. 89, V. 28 avril.
 27 Alger. Organisation de l'Algérie 864.
 — Décis. Timbre 87.
 — Instr. Ordre 156.
 28 Décret. Terres vaines et vagues 2; Travaux publ., p. 853.
 — Bruxelles. Vice rédhibit. 89.
 — Grenoble. Ordre publ. 7-40.
 — Rouen. Vice rédhibit. 47-10 c., 77 c., 78 c., 85-20 c.
 — Décis. Timbre 40, 41 c.
 29 Grenoble. Ordre 776-20 c., 949-30 c.; Transcription hypoth. 538 c., 537 c., 778 c.
 30 Amiens. Timbre 128 c.
 — Trib. de la Réunion (ord. de référé du présid. du) Organist. colon. 108-40.

Mai.

- 1 Décret. Organisation admin. 363, p. 614; Organist. colon. 116, p. 1117.
 — Caen. Obligations 3981 c.; Transcription hypoth. 428 c., 470 c., 474 c.
 — Cons. d'Etat. Voirie p. chemins de fer 142-20 c., 115-40-50-70 c.; Voirie p. terre 588 c., 589 c.
 3 Cass. Voirie par terre 123 c., 1392 c.
 5 Cass. Société 1682 c. — Voirie p. chemins de fer 461 c.
 — Agen. Transcription hypoth. 436 c., 598 c., 777 c.
 — Cons. d'Etat. Taxe 85 c. — Voirie p. terre 905.
 6 Loi. Trésor publ., p. 1187.
 — Cass. Organ. judic. 547-10 c. — Témoin 91-70 c. — Voiture 210 c.

Mai.

- 6 Cons. d'Etat. Organ. milit. 640. — Voirie p. eau 270-30, 395. — Voirie p. terre 927-10, 941.
 7 Cass. Obligat. 3823 c.; Officiers publ. 3 c.; Usurpation de costume 2 c.
 8 Décret. Organist. économ. 181, p. 1993; Organisation milit., p. 1903.
 10 Cass. Obligat. 2508 c.
 11 Cass. Organ. admin. 492-40 c., 499 c., 501 c.
 14 Décret. Organisation de l'Algérie 398.
 — Cass. Vente de substances falsifiées 24 c., 26 c., 58 c., 76 c.
 — Pau. Vol 451.
 — Cons. d'Etat. Organ. milit. 632. — Travaux publ. 743, 762.
 15 Décret. Organ. milit., p. 1903.
 — Cass. Organ. milit. 763 c.
 — Cons. d'Etat. Travaux publ. 831 c., 872, 1079-10 c. — Voirie par chemins de fer 145-60 c.; Voirie p. terre 589 c.
 16 Cons. d'Etat. Voirie par terre 1019.
 17 Cass. Organ. colon. 566 c.
 18 Loi. Télégraphie, p. 38.
 — Décret. Organ. marit. 68.
 — Cass. Transcription hypoth. 150 a., 693-10 c.
 — Agen. Ordre 1341-40 c.
 — Trib. d'Althairch. Transcription hypoth. 474 c.
 — Trib. de Dijon. Timbre 6 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 157. — Taxe 97, 99. — Timbre 23 c.
 19 Décret. Organ. marit., p. 1697.
 — Arrêté. Organ. de l'Algérie 307 s., p. 804.
 — Cass. Obligations 1735 c. — Organ. milit. 430 c. — Voirie par terre 1394 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. marit. 771 c. — Voirie par chemins de fer 155. — Voirie par terre 2050.
 — Circ. Organ. instr. publ. 119.
 20 Loi. Voirie par terre, p. 226.
 — Arrêté. Organ. de l'Algérie 557, 923, 999.
 — Cass. Organ. marit. 1112 c. — Vol. 800-10 c., 873 c., 878 c.
 21 Loi. Ordre 16, 17, 1386 s.; Organist. colon. 119-110; Organ. judic., p. 1508; Serment, p. 8; Vente publ. d'immeubles, p. 554.
 — Convention. V. 25 et 26 juin 1858.
 — Cass. Organ. judic. 371-40 c.
 22 Décret. Organ. milit., p. 1903; Société 1595 c.; Traité internat., p. 547; Trésor public 1246.
 — Décis. Timbre 87.
 — Instr. Ordre 156.
 23 Paris. Office 348-10 c.
 24 Bordeaux. Voirie par chemins de fer 455 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1271-10-20-30-40.
 28 Sénatus-consulte. Ville de Paris, p. 148.
 — Loi. Obligations 3437 c.; Servitudes 300 c.; Sociétés de crédit foncier et mobilier 25 c., 38 c., 246 c., 260 c., 273 c.; Transcription hypoth. 586 c.; Travaux publ., p. 853; Usurpat. de costume 67 s.; Vente publ. de marchandises neuves, p. 997; Voirie ar eau 328 s., p. 735; Warrant 9 c., 64.
 — Décret. Organ. colon. 508, 973, p. 1117; Voirie p. terre 1458 c., 1497 c., p. 326.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 867.
 29 Trib. de paix des Essarts. Ouvrier 16.
 — Décis. Office 208.
 31 Cass. Obligations 4768-10 c.

Juin.

- 1 Décret. Traité internat., p. 547.
 — Cass. Obligations 914 c.; Tierce-opposit. 162 c. — Tierce-opposit. 45-40 c.
 2 Cass. Transcription hypoth. 784 c.

Juin.

- 3 Cass. Voirie par terre, V. 4 juin.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 158, 208-20. — Organ. de l'Algérie 96. — Travaux publics 570 c. — Trav. publ. 1082; Voirie par eau 638-69. — Voirie par terre 2024-10, 2027-30, 2347.
Sénatus-consulte. Organ. colon. 65 s., 130, p. 1117; Organ. admin. 715, 717 s., 727, p. 1508; Souveraineté, p. 842.
— Code marit. Octroi, p. 19; Organ. marit., p. 1697; Serment, p. 8; Vente de substances falsifiées 11 c., 14, p. 1050; Voirie p. terre, p. 226.
— Loi. Organ. milit., p. 1903; Ouvrier 19; Timbre, p. 450; Trésor publ. 310, p. 1187.
— Cass. Voirie p. terre 2035, 2048-49 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publics 1229 c.
— Décr. Organisation de l'Algérie 152.
5 Trib. de Lille. Timbre 182 c., 183 c.
6 Cons. d'Etat. Voirie p. eau, V. 6 janvier 1858.
7 Arrêt. Trésor publ. 986.
— Décr. Timbre 55-40.
8 Décr. Organ. milit. 679.
9 Arrêt. Organisation de l'Algérie 292.
— Cass. Vice rédhibit. 88 c.
11 Décret. Organ. de l'Algérie 1262, 1349 s., p. 804.
— Nancy. Usage 615.
— Décr. Organ. milit., p. 1903.
— Instr. Timbre 40, 105-30.
12 Décret. Organ. instr. publ. 273, p. 1370.
— Pau. Obligation, 4929-30 c.
— Rapport. Traité intern., p. 547.
13 Cons. d'Etat. Voirie par terre 1898 c.
14 Cons. d'Etat. Taxe 31 c.
16 Cass. Voirie p. terre 1349 c.
17 Cass. Voirie p. terre 1189-30 c., 1892-30 c.
19 Décret. Traité intern., p. 547.
— Circ. Obligation, 3437 c.; Usurp. de costume 75 c.
21 Décret. Organ. colon. 65, 130, 538, 725, 731, 791, 826, 856, 906, p. 1117; Organ. instr. publ., p. 1370; Organ. marit., p. 1697; Traitement 56.
22 Cass. Obligation, 3902 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 72, 85. — Voirie p. terre 945-10, 955.
24 Décret. Organ. admin., p. 614; Organ. de l'Algérie, p. 804.
— Cass. Organ. colon. 225. — Organ. marit. 1035 c. — Tentative 43 c. — Trésor publ. 590-20. — Voirie p. terre 199 c., 209 c.
25 Décret. Traité intern., p. 547.
— Cass. Ouvrier 83 c.
— Aix. Vice rédhibit. 146-30 c.
— Circ. Organ. marit. 903, 1012, 1034.
26 Décret. Organisation instr. publ., p. 1370; Traité intern., p. 547; Traitement 56.
— Douai. Voirie p. terre 1392 c.
27 Traité. V. 12 janvier 1861.
28 Cass. Société 1429.
— Trib. de pol. de Schirmeck. Ouvrier 239 c.
29 Cass. Société 1356 c.
30 Convent. Traité internat., V. 5 janvier 1859.
— Cass. Société 188 c.; Voirie par chemins de fer 501 c., 502 c., 503 c., 511. — Voirie par chemins de fer 237 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 66-20-60, 71, 81, 84, 99. — Voirie par terre 774-10.

Juillet.

- 3 Cass. Organ. milit. 338 c., 863-20 c.
5 Cass. Voirie p. terre 514 c.
— Décr. Timbre 23 c.
6 Cons. d'Etat. Travaux publics 1019.

Juillet.

- 7 Cass. Obligation. 661 c., 5107-110 c., 5143 c. — Organ. milit. 425 c., 426-10-20 c.
8 Aix. Travaux publ. 814 c.
— Grenoble. Obligations 3282-10 c., 3193 c.
— Nancy. Usure 10 c., 13 c.
9 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 801.
— Cass. Vente de substances falsifiées 48 c., 49 c., 73 c. — Vol 479.
12 Cass. Obligation. 2167 c., 2175 c.
13 Caen. Usufruit 481 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 874 c. — Taxe 89. — Voirie par terre 910-30.
14 Arrêt. Organisation instr. publ. 183.
— Cass. Usage 167 c., 423-20 c., 437 c., 456-40 c.
— Cons. d'Etat. Octroi 84-20. — Organ. colon. 796-20.
15 Décret. Organ. marit., p. 1697.
— Cass. Organ. milit. 785 c., 791 c., 956 c., 968-20 c.
— Trib. de Bruxelles. Timbre 150-30.
— Circ. Ouvrier 50 c.
16 Poitiers. Vente de substances falsifiées 26 c.
17 Décret. Organisation instr. publ., p. 1370.
— Cass. Organ. de l'Algérie 515-40 c., 530. — Voiture 210 c.
— Décr. Organ. milit. 510.
19 Cass. Usage 248 c., 435 c.
20 Décret. Organ. instr. publ. 292 c., p. 1370.
— Nîmes. Ordre 1311-20 c.
21 Cass. Obligation. 3880-40, 3947 c. — Transcription hypoth. 153 c., 154 c.
— Rennes. Ordre 776-30 c.; Transcription hypoth. 781 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 879 c. — Voirie p. terre 2335.
22 Cass. Voirie par terre 1441-30 c. — Lyon. Société 724 c., 1716 c., 1721-30 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 100 c.
23 Cass. Voirie p. terre 1349-20 c. — Lyon. Tierce-opposit. 199-20 c.
24 Circ. Usurp. de costume 75 c.
27 Cass. Timbre 116 c. — Voirie p. chemins de fer 493-40 c., 511 c.
— Lyon. Vente de substances falsifiées 55 c., 74 c.
28 Cass. Obligation. 3880-40, 3947 c.
29 Décret. Octroi, p. 19; Organ. de l'Algérie 414; Télégraphie, p. 38; Traitement 56.
— Cass. Obligation. 1518-20 c. — Voirie p. terre 1902-20.
— Cons. d'Etat. Trésor publ. 469 c., 470. — Voirie p. chemins de fer 161-50. — Voirie p. terre 1167.
— Rapport. Organ. admin., p. 614; Organ. de l'Algérie, p. 804.
30 Circ. Organisation instr. publ. 179, 182.
31 Toulouse. Usufruit 304.
— Décr. Organisation de l'Algérie 1024.

Août.

- 1 Décr. Voirie par chemins de fer 282.
2 Décret. Organ. admin., p. 614.
— Cass. Organ. admin. 198 c. — Organ. de l'Algérie 1090 c., 1092-10-20 c., p. 834.
3 Cass. Transcription hypoth. 183 c., 188 c.
— Cons. d'Etat. Ouvrier 57-20-30 c. — Travaux publics 1003. — Voirie par eau 628-70.
4 Cass. Usage 380 c., 634 c. — Voirie par terre 2330-10 c.
5 Cass. Vidanges 45 c. — Voirie par terre 1880-30 c., 2042-50, 2112 c., 2308-10, 2348-60 c., 2091 c.
— Paris. Société 1423 c., 1429; Tierce-opposit. 77 c.
7 Convention. V. 20 nov. 1858.
8 Cass. Obligation. 2904 c., 2907 c.
10 Colmar. Voirie par chemins de fer 590 c.
— Lyon. Travaux publics 399 c.

Août.

- 11 Dijon. Obligations 984 c.
— Trib. de simple police de Nexon. Ouvrier 83.
— Circ. Organ. instr. publ. 198.
12 Cass. Voirie par terre 1890-20 c.
— Trib. de la Seine. Timbre 121 c.; Transmission (droit de) 13 c.
14 Trib. de paix de Raon-l'Étape. L'ouvrier 78.
— Cass. Voirie par terre 2042-40 c., 2208-30.
— Circ. Vente de substances falsifiées 45.
15 Décret. Travaux publics, p. 853; Voirie par eau 232 s., p. 735.
— Aix. Usage 392 c.
17 Cass. Servitudes 988 c., 1000 c., 1011-30 c.
18 Bordeaux. Vice rédhibit. 88.
— Lyon. Vice rédhibit. 75 c., 98 c., 142 c.
— Trib. de la Seine. Timbre 180, 181 c.
19 Convention. V. 7 octobre 1858.
20 Cass. Voirie par terre 679-20.
— Trib. de la Seine. Transmission (droit de) 8 c., 9 c.
21 Paris. Voirie par chemins de fer 453 c.
22 Décret. Organ. instr. publ. 392.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 1019-30 c.
23 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 804; Organisation instr. publ., p. 1370; Organ. judic., p. 1508; Traitement 56; Vidanges 35 c., 81 c.
— Cass. Obligations 746 c. — Voirie par terre 1460 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 66-20, 69, 91, 92 c., 95.
24 Cass. Société 1435 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 242, 303, 890, 2235. — Voiture 46 c.
25 Cass. Timbre 124 c.
— Trib. de paix de Ribeauvillé. Ouvrier 54.
— Cons. d'Etat. Taxe 84 c., 91, 92. — Voirie par eau 381-20 c. — Voirie par terre 1008-50, 1011.
— Circ. Voirie par terre 100 c.
— Décr. Organ. de l'Algérie 478.
26 Besançon. Voirie par chemins de fer 579-20 c.
— Orléans. Obligations 1966 c.
— Cons. d'Etat. Octroi 325 c. — Organ. de l'Algérie 378, 1343 c., 1346. — Travaux publics 818-70 c.; Voirie par chemins de fer 115-10 c., 164-10 c. — Travaux publics 954, 1166 c.
27 Cass. Tapage nocturne 8 c.
28 Décret. Organ. milit. p. 1903.
— Cass. Organ. admin. 249-30 c.
29 Décret. Voirie par chemins de fer 154.
31 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 804.

Septembre.

- 1 Convention. V. 15 février 1859.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 818-70 c.; Voirie par chemins de fer 143-10 c. — Travaux publics 1008.
2 Cass. Organ. judic. 872-20 c.
4 Circ. Ouvrier 86 c., 87 c.
— Décr. Timbre 64.
11 Décret. Organisation instr. publ., p. 1370.
— Cons. d'Etat. Taxe 81, 91, 97. — Voirie par terre 790-10, 804.
14 Poitiers. Vol 754-20 c., 800-20 c., 878 c.
15 Décret. Voirie par eau, p. 735.
20 Circ. Voirie par terre 2188, 2198, 2225, 2228, 2229, 2243, 2244, 2246.
21 Arrêt. Organisation de l'Algérie, p. 804.
23 Décret. Sociétés de crédit foncier et mobilier 25 c., 246-20 c., 252 c., 253 c., 262.
— Trib. comm. de la Seine. Société 1733-20.
25 Instr. Organ. de l'Algérie 923, 1076.

Septembre.

- 27 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 801.
28 Décret. Sociétés de crédit foncier et mobilier 25 c., 246-20 c.
30 Circ. Timbre 137.
— Rapport. Vidanges 47.

Octobre.

- 2 Circ. Sociétés de crédit foncier et mobilier 246-20 c., 252 c.
— Instr. Timbre 33, 64.
4 Trib. de Valognes. Ordre 205-10-20 c.
6 Instr. Timbre 82.
7 Décret. Traité internat., p. 547.
— Cass. Tentative 42 c.
— Décr. Organ. de l'Algérie 178-10.
8 Décr. Organ. de l'Algérie 353 s.
9 Traité. V. 21 mars 1860.
11 Cons. d'Etat. Taxe 81; V. 11 septembre 1858.
13 Décret. Télégraphie, p. 38.
21 Instr. Organ. de l'Algérie 270.
22 Instr. Organ. de l'Algérie 353 s.
27 Trib. comm. de la Seine. Société 1393.
— Rapport. Organisation de l'Algérie, p. 801.
29 Décret. Télégraphie, p. 38.
30 Décret. Organ. de l'Algérie 1222 s., p. 804.
— Convention. V. 8 janvier 1859.
— Décr. Timbre 55-50.

Novembre.

- 1 Alger. Organisation de l'Algérie 1198.
4 Cass. Voiture 76-20 c.
5 Douai. Ouvrier 98, 240 c.
6 Décret. Organ. admin., p. 614.
8 Cass. Ordre 1127-20 c. — Organ. de l'Algérie 223.
— Trib. de paix de Sauve. Ouvrier 41.
9 Cass. Obligation. 1674 c. — V. 10 novembre. — Ordre 135 c. — Société 100 c., 1313, 1446.
— Alger. Organ. de l'Algérie 988 c., 1138-20.
10 Cass. Obligation. 1674 c. — Ordre 135 c. — Organisation colon. 976 c.
11 Cass. Témoin. faux 80 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 643-30.
12 Trib. de police de Calais. Ouvrier 225.
— Instr. Organ. de l'Algérie 98.
13 Bourges. Ordre 1392-20 c.
— Décr. Organisation de l'Algérie, p. 801.
14 Décret. Organ. de l'Algérie 75, 804; Ville de Paris 75, 76, 77, 79, 80, p. 148; Voirie p. terre, p. 226.
15 Cass. Obligation. 57 c.; Transcription hypoth. 301 c.
— Caen. Vol 151 c., 703 c.
— Pau. Usurpation de costume 119 c.
16 Cass. Société 412 c. — Voirie p. terre 514 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 827, 837-10, 1302-10.
17 Cass. Obligation. 4651 c., 4687 c., 4800-20 c.
18 Arrêt. Organisation instr. publ. 292 c.
— Toulouse. Warrant 22 c.
— Cons. d'Etat. Organ. colon. 322-10. — Voirie par terre 1177, 1774, 1795-30 c.
19 Cass. Ordre 843 c. — Tapage nocturne 9 c. — Voiture 83 c.
20 Décret. Traité internat., p. 584.
— Cass. Organ. marit. 328-10-20 c. — Voirie par terre 1438 c., 1442-10.
21 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 804.
22 Circ. Organ. colon. 133.
23 Convent. V. 8 janvier 1859.
— Cass. Obligation. 2771 c. — Organ. de l'Algérie 441 c., 797 c., 802-10 c.
24 Décret. Organ. de l'Algérie 228, p. 804.

Novembre.

- 24 Cass. Obligation. 2578 c. — Transcription hypoth. 745 c. — Voirie p. terre 1624 c.
— Limoges. Usurp. de costume 109-20-40.
— Metz. Vice rédhibit. 75 c., 76, 126 c.
25 Décr. Organisation de l'Algérie 158.
26 Cass. Obligation. 4948-30 c.; Usure 2 c., 6 c., 18 c. — Ouvrier 73-20 c.
27 Cass. Octroi 380 c.; Voirie par terre 293 c.
29 Décret. Télégraphie, p. 38.
— Cass. Volonté, V. 29 novembre 1860.
— Besançon. Transcription hypoth. 474 c.
30 Décret. Trésor publ., p. 1187.
— Cass. Obligation. 767 c.; Trav. publ. 1089 c. — Organ. de l'Algérie 1028. — Vice rédhibit. 174 c.
— Bordeaux. Travaux publ. 678 c.

Décembre.

- 1 Décret. Organisation colon. 142, p. 1117.
— Angers. Transcription hypoth. 473 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 162-10, 491-10, 492. — Voirie p. terre 748-60, 769-20 c., 450-20, 905.
2 Orléans. Transcription hypoth. 657 c.
— Cons. d'Etat. Octroi 307-30 c. — Organ. de l'Algérie 1264. — Travaux publ. 1081.
3 Cass. Voirie p. terre 2326, 2402.
— Paris. Voirie p. chemins de fer 338-10 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 1100 c.; V. 30 décembre.
4 Instr. Organ. de l'Algérie 268, 204, 478, p. 804.
6 Cass. Ordre 171 c.
— Avis. Travaux publ. 984.
7 Cass. Société 733 c., 1436. — Voirie p. terre 1866-20 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 1138-20.
8 Cass. Transcription hypoth. 492 c. — Voirie par chemins de fer 419 c.
— Décr. Timbre 75.
9 Cons. d'Etat. Taxe 114 c.; Trésor publ. 1099. — Travaux publics 1155-10, 1156. — Voirie p. eau 139-10.
10 Cass. Vol 826-20.
11 Cass. Tranquillité publ. 23 c.
14 Décret. Traité intern., p. 547.
— Cass. Obligations 1845 c., 1850-20 c.
16 Décret. Organisation de l'Algérie 649, 651 s., 729 s., 736 s., 747 s., p. 804.
— Cons. d'Etat. Ouvrier 55 c. — Travaux publics 1183-100 c. — Voirie par terre 308 c., 309 c.
18 Cass. Organ. colon. 194 c., 776 c. — Voirie par terre 1683 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 69. — Voirie par terre 903, 944.
17 Rouen. Témoin 45 c.
— Trib. de l'île de la Réunion (ord. de référé du présid. ds) Organ. colon. 108-40.
18 Arrêt. Organ. de l'Algérie 366 s.
20 Alger. Organ. de l'Algérie 998-40, 1161.
— Limoges. Usurpation de costume 109-20 c., 120 c.
21 Cass. Voirie par chemins de fer 129 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1076-20. — Taxe 114 c.
22 Décret. Organ. administr., p. 614; Trésor publ. 295, p. 1187.
— Cass. Organ. milit. 422-20-40 c.
— Trib. de Macon. Transcription hypoth. 619 c.
— Décr. Organ. de l'Algérie 154.
23 Cass. Organ. judic. 243-10 c. — Organ. milit. 768 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 480-20, 951, 952, 1190; Travaux sacramentels 71 c.

Décembre.

- 24 Déclaration. V. 1^{er} mars 1859.
— Cass. Organ. judic. 319-40 c.; Volonté 130.—Voire par terre 1432 c.
— Trib. de paix de Blanz-sur-Bresle. Ouvrier 8, 13 c.
26 Arrêté. Organ. instruct. publ. 284 c.
27 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 804; Voire par terre 1503 c., 1506 c., p. 236.
— Cass. Tapage nocturne 8 c.
— Bordeaux. Voire par chemins de fer 402 c.
— Caen. Office 284.
— Avis cons. général des ponts et chaussées. Travaux publ. 974; Ville de Paris, 77, 78, p. 148.
28 Traité. V. 4 avril 1859.
— Cass. Organ. milit. 430 c.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 532-30.—Taxe 41 c.—Voire par eau 300-130-140, 304-30 c., 305, 350 c.—Voire p. terre 236-30 c., 251-20, 799 c., 924-10 c.
30 Cass. Obligations 3989 c., 3991 c.—Ordre 442 c.
— Cons. d'Etat. Voire par terre 2306-30.
30 Décret. Sociétés de crédit foncier et mobilier 6 c.
— Cons. d'Etat. Trav. publ. 1183-80 c.; Voire p. eau 117 c.; Voire par terre 308 c.; V. 3 décembre.
31 Cass. Organ. colon. 318.
— Circ. Organ. de l'Algérie 274.

1859

Janvier.

- 4 Cass. Vice rédhibit. 97 c., 100 c., 110 c., 154 c., 153 c.
5 Décret. Traité internat., p. 547.
— Cass. Société 1769 c.—Usure 15 c.
6 Décret. Ville de Paris 69, 75 c., p. 148.
— Cass. Volonté 87 c.
— Cons. d'Etat. Organisation admin. 563 c., 568 c., 569-10 c., 613-30 c.
— Décis. Timbre 25 c.
— Lettre. Voire par eau 581, 591.
7 Déclarat. V. 1^{er} mars 1859.
— Cass. Voire p. terre 1878 c.
— Trib. de la Seine. Trésor public 1238 c.
— Cons. d'Etat. Voire p. eau 331-80 c.—Voire p. terre 228 c., 728-30, 748-70, 750-30 c., 753, 774 c.
8 Décret. Traité internat., p. 547; Usurpation de costume 69 c.; Voire p. chemins de fer 854.
— Cass. Tapage nocturne 6 c.—Témoign. 102-30 c.
— Paris. Transcript. hypoth. 782 c.
10 Cass. Office 391 c.—Usufuit 386 c., 418 30 c., 689 c.; Vice rédhibit. 163 c.
— Limoges. Usurpation de costume 109-80 c.
— Orléans. Vol 166 c., 171-30 c.
11 Cass. Obligat. 5053-100 c.
12 Décret. Télégraphie, p. 38.
13 Cass. Organ. judic. 172-10-30 c., 659 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 740-20 c.—Organ. milit. 625.—Travaux publics 588 c., 1298 c.—Voire p. chemins de fer 166.
— Avis cons. général des ponts et chaussées. Travaux publics 973, 974, 980.
14 Cass. Voire p. terre 1903-30 c.—Voiture 134 c.
— Amiens. Trésor public 1403-90 c.
15 Décret. Ordres civ. et militaires 249 c.
— Cass. Organ. judic. 548 c.—Organ. milit. 696 c.—Voire par terre 1835-10 c., 1887-20 c., 1890-10-30 c.; Voiture 117-20 c.
— Trib. de la Seine. Trésor public 1260-40 c.
17 Arrêté. Organ. instr. publ. 292.

Janvier.

- 17 Décis. Timbre 75.
18 Paris. Vol 875-20.
19 Cass. Organ. de l'Algérie 611-30 c., 612 c., 669 c.—Organ. colon. 576 c.; Société 1080 c.
— Trib. de Nantes. Vice rédhibit. 80 c., 89 c., 130-10 c., 176 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 66-50, 79 c., 90.
20 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1258-20.—Organ. milit. 610, 613.—Voire p. terre 1480 c., 2060-40.
21 Cass. Ouvrier 239 c.—Voire par chemins de fer 245 c.—Voire p. terre 1448-10 c., 1955-20 c., 1957 c.—Voiture 435-50.
24 Cass. Office 318-20 c., 331 c.—Ordre 981 c.
26 Décret. Organ. marit. 465, 784 c.—Cass. Obligat. 3985 c.—Vidanges 76 c.—Voire p. chemins de fer 433 c., 434 c.
27 Cass. Volonté 136 c.
— Cons. d'Etat. Voire p. eau 162.—Voire p. terre 748-80, 759, 774-30, 1002, 1011.
28 Cass. Organ. judic. 271-60 c.; Voire par terre 1897-30.—Tapage nocturne 5 c.—Vidanges 76 c.; Volonté 133 c.—Voire p. terre 1877 c., 1881-10 c., 2403 c., 2404 c.
29 Cons. d'Etat. Taxe 69 c.
— Décis. Organ. administr. 529 c.; Timbre 91.
31 Cass. Témoin. faux 32 c.—Voire p. chemins de fer 120 c.—Trib. de Villefranche. Ordre 480.—Avis cons. général des ponts et chaussées. Trav. publ. 975.

Février.

- 1 Dépêche. Organ. colon. 309.
2 Cass. Travaux publics 1184 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 66-10.—Voire par eau 285.—Voire par terre 750-30 c., 774 c.
3 Statut. Organ. instr. publ. 368.
3 Cass. Organ. milit. 327 c.—Vidanges 30 c., 39.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 397 c.; Travaux publ. 420 c., 553 c.
4 Décret. Organ. colon., p. 1117.
— Cass. Voiture 430 c.
5 Cass. Taxe 107 c.
7 Décis. Timbre 3.
— Délib. de la chambre syndic. des agents de change de Paris. Trésor public 1296, 1327, 1347 c.
9 Décret. Organ. instr. publ., p. 1370.
— Besançon. Tolérance (maisons de) 5 c.
— Colmar. Vidanges 20 c., 37 c.
10 Cass. Volonté 82 c., 93 c.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 394-40 c.—Voire par terre 928, 927-20.
— Avis cons. général des ponts et chaussées. Travaux publics 976.
11 Cons. d'Etat. Termes sacramentels 70 c.—Voire par terre 790-40, 2221-10.
14 Cass. Société 485 c.; Voire par chemins de fer 168-20 c.
— Bourges. Usufuit légal 3 c., 6 c.
15 Décret. Traité internat., p. 547.
— Cass. Voire par chemins de fer 342 c.
16 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 801.
— Cass. Obligations 797 c., 801 c.—Trib. de Versailles. Obligations 3652 c.
17 Cons. d'Etat. Trav. publ. 410 c., 891 c., 1289 c.—Voire par terre 1723, 1725, 2040-20.
19 Cass. Organ. de l'Algérie 334 c., 473, 480, p. 804.—Voire par terre 2097-50 c., 2293-20 c., 3282 c.
21 Arrêté. Organ. de l'Algérie 316.—Bordeaux. Vice rédhibit. 85, 129 c., 131 c.
24 Cass. Organ. de l'Algérie 361 c., 877 c.—Ouvrier 135-10 c.—Trib. de Bagnères-de-Bigorre. Transcript. hypoth. 520 c.

Février.

- 24 Cons. d'Etat. Voire par terre 927-20, 2195-50 c.
25 Cass. Organ. admin. 250 c.—Organ. marit. 1126; Traité internat. 310 c.
26 Décret. Organ. colon. 682, 728.
— Alger. Organ. de l'Algérie 772, p. 804.
28 Sénatus-consulte. Souveraineté, p. 862.
— Cass. Société 878 c., 919 c., 950 c., 1131 c., 1132, 1522-10.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 1279-60 c.

Mars.

- 1 Décret. Traité internat., p. 547.
— Cass. Obligations 5234 c., 5241-70 c.—Office 319 c.
— Paris. Usurpat. de costume 2 c.
2 Décret. Organ. de l'Algérie 581.
— Alger. Organ. de l'Algérie 770, 1215, p. 804.
— Limoges. Organ. milit. 309 c., 310 c.
3 Cass. Organ. judic. 710-20 c.—Voiture 130-20 c.—Volonté 135 c.
— Pau. Vol 448-20.
4 Décret. Traité internat., p. 584.
— Cour de l'île de la Réunion. Organ. colon. 108.
— Instr. Timbre 3.
5 Décret. Usurpation de costume 70 c.
— Arrêté. Organ. colon. 708.
7 Cass. Organ. milit. 428-20-30-40 c., 430 c.—Société 1370-40.
— Lettre. Organ. milit. 272.
8 Cass. Trésor public 1161.
— Besançon. Ordre 1189-40 c.
— Bordeaux. Ordre 634-50.
9 Poitiers. Travaux publics 689.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 562, 603, 632, 642.—Organ. de l'Algérie 160 c.
10 Décret. Organ. instr. publ. 361 c., p. 1370.
— Cass. Voire par terre 1910-10-20 c., 2105-10 c., 2236.—Voiture 128-30 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 631.
12 Décret. Organ. de l'Algérie 554-10; Organ. colon. 508.
— Angers. Vol 875-40.
— Decis. Warrant 10 c.
14 Cass. Transcript. hypoth. 614 c.
15 Cass. Obligat. 3996-30 c., 3997 c.
16 Cass. Organ. judic. 412-10 c., 426 c.—Voire par chemins de fer 453 c., 455 c., 476 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 612-70.
— Trib. de police de Merville. Ouvrier 78.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 1003-20 c., 1018 c.—Taxe 9-30 c., 72 c., 82, 90, 101.—Voire par chemins de fer 228 c.
17 Cass. Organ. instr. publ. 317 c.
— Nancy. Usage 370-30 c., 371-40 c., 374 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1171-40.—Travaux publics 1023 c., 1199 c.—Voire par chemins de fer 158.—Voire par terre 574 c.
18 Décret. Organ. instr. publ. 362, p. 1370.
— Cass. Ordres civ. et milit. 277 c.; Voiture 143 c.
19 Décret. Organ. marit. 784 c.—Convention. V. 2 août 1859.
— Lyon. Voire par eau 69.
21 Cass. Organ. de l'Algérie 1243-20.
— Bordeaux. Office 123 c.
22 Paris. Office 259 c.
23 Cass. Voire par terre 514 c.
— Amiens. Théâtre 108 c.
24 Paris. Société 1187 c.
— Pau. Termes sacramentels 5 c.
— Cons. d'Etat. Organ. éconóm. 60 c.—Taxe 93, 94 c.—Voire par terre 927-30 c.
25 Décret. Substances vénéneuses 35 c.
26 Décret. Organ. éconóm. 56; Organ. marit. 500, p. 1697.

Mars.

- 26 Rouen. Organ. marit. 476 c.
28 Paris. Société 1220 c.
— Avis cons. général des ponts et chaussées. Travaux publ. 962.
29 Cass. Obligations 4974 c.
— Caen. Ordre 195, 306 c., 211-10 c.
— Metz. Office 243, 246, 218, 268.
30 Convention. V. 26 août 1859.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1177-10-20 c.—Taxe 22 c.; V. 3 mars.
— Instr. Timbre 149 c.
31 Aix. Office 381.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 623-20.—Taxe 22 c.

Avril.

- 1 Toulouse. Ordre 1364-20 c., 1369-20-30 c.
2 Cass. Société 1730 c.
4 Décret. Traité internat., p. 547.
— Arrêté. Organisation de l'Algérie 387.
— Avis. Travaux publ. 980.
5 Cass. Voire par chemins de fer 498-40 c., 509 c., 511 c.
— Orléans. Tierce-opposit. 26-40 c.—Trib. de Montmorillon. Transcript. hypoth. 705 c.
6 Décret. Organ. marit. 784 c.; Organ. milit., p. 1903.
— Cass. Voire p. terre 453-20 c.—Montpellier. Transcript. hypoth. 615 c.
— Avis cons. général des ponts et chaussées. Travaux publ. 960.
7 Décret. Organ. instr. publ. 405.
— Cass. Vol 817-20 c., 857 c., 880 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 569, 612-20.—Organ. de l'Algérie 1180, 1181-30, 1183-20.—Travaux publics 857, 1305.—Vice rédhibit. 284 c.—Voire par terre 242, 583 c., 1389 c., 1736-20.
8 Paris. Trésor publ. 1263-50 c.
11 Traité. V. 21 janvier 1860.
12 Cass. Voire par chemins de fer 339-20 c., 469 c.
— Colmar. Traité intern. 162.
— Circ. Warrant 11 c., 27, 31.
13 Cass. Ordre 1311-40 c., 1320-20 c., 1336 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 988.
— Rennes. Office 367 c.
14 Cass. Voiture 130-20 c.
— Caen. Volonté 137 c.
— Cons. d'Etat. Voire p. chemins de fer 519.—Voire p. eau 300-150 c., 304-20-30-50 c.—Voire p. terre 922, 1003.
— Instr. Timbre 91 c.
15 Arrêté. Voire p. chemins de fer 390 s.
— Cass. Tapage nocturne 3 c.—Volonté 104 c.
18 Convent. V. 10 mai 1859.
— Alger. Organisation de l'Algérie 1274.
19 Arrêté. Télégraphie 75.
— Cons. d'Etat. Travaux publics 1278 c.—Voire par terre 2243 c., 2245 c., 2309-20 c., 2323 c.
20 Cass. Obligat. 4508 c.—Trésor public 1431 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1170-10.
— Décis. Timbre 76.
22 Décret. Organisation de l'Algérie 644, p. 805.
23 Décret. Organ. milit., p. 1903.
— Cass. Organ. milit. 283 c.—Voire p. terre 2292-40.
26 Cass. Voire par chemins de fer 454 c.
28 Cass. Organ. marit. 1078 c.; Organ. milit. 839 c.—Tapage nocturne 8 c.—Voiture 75-20 c.—Dijon. Vol 379 c.
29 Convent. V. 27 août 1859.
— Alger. Organisation de l'Algérie 1276-20.
30 Cass. Timbre 129 c.

Mai.

- 1 Circ. Organ. milit. 886 c.
2 Loi. Trésor public, p. 1187.
— Trib. de Sarthe. Organisation. Judic. 757 c.
— Circ. Ordre 27, 38, -3, 116 c., 142 c., 155 c., 179 c., 183 c., 184, 190 c., 228 c., 236 c., 326 c., 366, 372, 379 c., 425 c., 550 c., 621 c., 1027 c., 1070 c., 1136 c.
3 Décret. Organ. milit., p. 1903; Souveraineté, p. 842; Trésor public, p. 1187.
— Cass. Vice rédhibit. 291-20 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 832-40.
4 Décret. Organ. milit., p. 1903.
— Cass. Obligat. 5443 c.—Office 166 c.
— Cons. d'Etat. Taxe 58 c.—Voire p. chemins de fer 592 c.; Voire p. eau 300-160 c., 304-20 c.—Voire p. terre 752-20 c.
5 Décret. Souveraineté, p. 812.
— Paris. Voire p. chemins de fer 637.
— Cons. d'Etat. Travaux publ. 818-70 c., 879 c., 988.
6 Décret. Ville de Paris 42.
7 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 805; Société 1594 c.; Sociétés de crédit foncier et mobilier 282 c.
8 Circ. Organ. de l'Algérie 225.
9 Cass. Société 1291.
10 Décret. Traité intern., p. 547.
— Cass. Société 1153, 1156.
— Décis. Timbre 63.
11 Cass. Organ. de l'Algérie 322 c., 1135 c., 1137 c.—Société 1631-20; Termes sacramentels 58 c.
12 Cons. d'Etat. Travaux publ. 1299.—Trésor public 581-10 c.
13 Cass. Organ. milit. 752-10-20 c.; Organ. marit. 1082 c.—Ouvrier 50 c.
— Trib. de Marseille. Vice rédhibit. 128 c., 135 c., 139-10.
14 Cass. Ordres civ. et milit. 277 c.; Voiture 143 c.—Vol 827-20 c.
15 Trib. de police de Saint-Nicolas. Voire p. terre 647 c.
16 Cass. Obligat. 4029 c., 4082-40 c.
17 Cass. Ordre 1189-30 c., 1190 c.—Trib. d'Alençon. Taxe 57.
— Cons. d'Etat. Taxe 71, 75, 86-30.—Voire p. terre 725-30, 744.
18 Convention. V. 26 août 1859.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1162.
— Trib. de Constantine. Organ. de l'Algérie 813.
20 Cass. Voire par terre 1906 c., 2036 c.
21 Paris. Usufuit 415-20 c.
22 Cass. Transmission (droit de) 64 c.—Dijon. Usurpation de costume 109-20-30.
24 Loi. Timbre, p. 450.
— Arrêté. Télégraphie 170.
— Cass. Office 191 c.—Société 1300 c., 1355, 1370-30 c.
— Cons. d'Etat. Ordres civ. et milit. 215-10.—Organ. admin. 550-10, 652, 1039.—Organ. milit. 623-20, 650.—Trav. publ. 969, 988.—Voire p. chemins de fer 172.
— Lettre. Timbre 68.
25 Arrêté. Organ. de l'Algérie 454.
— Aix. Usurpat. de costume 120 c.
26 Alger. Organ. de l'Algérie 643-80.
— Cons. d'Etat. Voire p. chemins de fer 167-20.
— Décis. Ordre 158.
27 Arrêté. Télégraphie 160.
— Lyon. Société 1381.
29 Décis. Timbre 104 c.
30 Arrêté. Télégraphie 172.
31 Loi. Organ. judic., p. 1508.
— Colmar. Ordre public 3-30; Voire par terre 1563 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 170.

Juin.

- 1 Cass. Ordre 1389 a.—Société 1427 c.; Transcript. hypoth. 541 c.
— Niom. Transcript. hypoth. 608 c., 609 c.

Juin.

- 2 Cons. d'Etat. Ordres civ. et milit. 233 c. — Organ. marit. 828-40 c.
- 3 Rouen. Société 1316.
- 4 Trib. de Bourgoïn. Ordre 1209 c.
- 4 Loi. Organ. de l'Algérie 402; Trésor public, p. 1187.
- Cass. Vol 755-30, 893-60 c.
- Trib. de la Seine. Timbre 137 c., 140 c.
- 5 Trib. d'Arras. Usufruit légal 2 c.
- 6 Alger. Organ. de l'Algérie 1218-10-20 c.
- 7 Alger. Organ. de l'Algérie 1173, 1185.
- Riom. Transcript. hypoth. 617 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 555-30. — Travaux publics 844-40 c., 1096. — Voirie par terre 911.
- 8 Cass. Obligations 3934 c. — Voirie par chemins de fer 335-40 c., 339-30 c.
- Poitiers. Usufruit légal 7 c.
- 10 Cass. Organ. marit. 1055 c., 1059 c. — Organ. milit. 836 c.
- Paris. Usurpation de costume 43 c.
- Trib. de la Seine. Transmission (droit de) 23 c.
- Circ. Organ. marit. 1055.
- Décis. Ordre 158.
- 11 Loi. Ordres civils et milit. 220; Organ. de l'Algérie 111, 625 s., 674, p. 805; Trés. publ., p. 1187; Ville de Paris 69, p. 148; Voirie par terre 73, p. 228.
- Decret. Télégraphie 54.
- Trib. de la Seine. Timbre 126 c.
- 14 Loi. Organ. instr. publ., p. 1370.
- Trib. d'Arras. Usufruit légal 2 c., V. 5 juin.
- 16 Loi. Octroi 180, p. 19; Trésor public, p. 1187; Ville de Paris 12, 37, 31, 35, p. 148.
- Circ. Organ. colon. 11.
- 17 Instr. Timbre 101.
- 18 Loi. Trésor public 781.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 535-50, 589.
- 20 Arrêté. Télégraphie 171.
- Cass. Obligations 1947 c.
- Caen. Travaux publics 678.
- Paris. Usurpation de costume 127 c.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 246-10-20-30 c.
- Instr. Trésor public 804 s., 826, 832.
- Voirie par terre 481, 535, 823, 1284.
- 21 Bordeaux. Voirie par chemins de fer 232 c.
- Trib. de paix de Gordes. Ouvrier 40.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 535-50, 549-50, 558-30, 845-30-40. — Organ. de l'Algérie 1173. — Travaux publics 843 c., 1098.
- 22 Alger. Organ. de l'Algérie 850-10.
- 23 Cass. Travaux publics 1263-40 c. — Voirie p. terre 2052 c.
- Alger. Organisation de l'Algérie 574-10.
- Paris. Société 1325.
- 24 Cass. Vice rédhibit. 62 c. — Vol 76-60.
- 25 Cass. Vice rédhibit. 49 c. — Voirie p. terre 208 c.
- 27 Arrête. Organ. de l'Algérie 183.
- Cass. Volonté 137 c.
- Decis. Timbre 87.
- 29 Cass. Organ. colon. 500 c.
- Trib. de Nantes. Trésor public 1431 c.
- Circ. Organ. de l'Algérie 87.
- 30 Decret. Organ. milit., p. 1903.
- Cass. Organ. colon. 66 c., 70 c.
- Cons. d'Etat. Taxe de denrées 4 c.; Travaux publics 841 c., 894 c. — Voirie par terre 1904-20 c.

Juillet.

- 1 Arrêté. Organ. colon. 622.
- Cass. Taxe 107 c.
- Montpellier. Voirie par chemins de fer 401-30 c.
- Paris. Ordre 331-20, 999-20, 1005-20 c.

Juillet.

- 2 Cons. d'Etat. Travaux publ. 791. — Voirie p. eau 70.
- 3 Cass. Organ. de l'Algérie 802-20 c. — Timbre 177 c.
- 5 Paris. Société 1292.
- Cons. d'Etat. Taxe 73.
- 6 Dijon. Ordre 840-30 c.
- 7 Decret. Organ. milit., p. 1903.
- Cass. Tolérance (maisons de) 3 c.
- 9 Cass. Vol 804-30 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. eau 119-10 c., 281-10 c. — Voirie par terre 894 c., 927-10, 1039 c.
- 11 Cass. Obligat. 3282-20 c., 4522-60 c., 4531 c.
- Besançon. Usage 620 c.
- 13 Decret. Sociétés de crédit foncier et mobilier 249, 252.
- Cass. Trésor public 1341 c., 1312 c. — Voirie par chemins de fer 402 c.
- Limoges. Transcription hypoth. 616 c.
- Riom. Ordre 334 c., 938 c., 1390.
- 14 Cass. Volonté 123 c.
- Pau. Voirie 372 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 254.
- 15 Cass. Voirie 378-20 c., 435-10 c., 440 c.
- Montpellier. Voirie par chemins de fer, V. 1er juillet.
- 19 Convent. V. 20 octobre 1859.
- Instr. Timbre 63.
- 20 Cons. d'Etat. Organ. admin. 848-20.
- Decis. Timbre 87.
- 21 Arrêté. Organisation de l'Algérie 563.
- 22 Cass. Taxe 107. — Voirie p. terre 1875-10 c., 2107 c.
- Trib. de la Seine. Transcription hypoth. 705 c., 708 c.
- 23 Decret. Organ. écon., p. 1293; Organ. marit. 465, 471, p. 1697.
- 26 Cass. Transcript. hypoth. 657 c. — Voirie par chemins de fer 420 c., 485 c.
- Trib. de Morlaix. Télégraphie 87.
- 27 Decret. Organ. instruct. publ., p. 1370; Voirie p. terre 1745 s., p. 226.
- Cass. Obligat. 4644 c., 4664 c.
- Cons. d'Etat. Organ. milit. 727-50-60. — Voirie p. eau 138-10. — Voirie par terre 884, 895, 927-20, 958.
- 28 Cass. Voirie p. terre 362 c., 364 c., 365 c., 366 c., 1234 c.
- Cons. d'Etat. Organ. colon. 785. — Voirie p. chemins de fer 155. — Voirie p. eau 251. — Voirie par terre 940-20, 2299-50, 3215-30.
- 29 Decret. Organ. instruct. publ., p. 1370.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 795 c.
- 30 Besançon. Transcription hypoth. 613 c.
- Paris. Société 1341.
- Instr. Ordre 158.

Août.

- 1 Cass. Trésor public 1409-90 c., 1419-70 c.
- 2 Decret. Traité internat., p. 547.
- Cass. Trésor public 1409-90 c., 1410.
- 3 Decret. Organ. instruct. publ., p. 1370.
- Pau. Ordre 980-30.
- 4 Cass. Obligations 5555 c., 5573 c. — Ordre publ. 5-100. — Organ. milit. 942 c., 943-10 c.
- Dijon. Vol 376 c.
- Douai. Ordre 588-10-20 c.
- Reglem. Organ. instruct. publ. 385.
- 5 Convention. V. 30 septembre et 31 décembre 1859.
- Cass. Voirie par terre 1320 c., 1349-30, 1441-40.
- 6 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 805; Télégraphie, p. 38.
- 7 Montpellier. Vidanges 44 c. — Vol 876-60.

Août.

- 9 Cass. Ordre 525-40 c., 730-10-30 c., 831-40 c.
- Décis. Timbre 137.
- Reglem. Organ. de l'Algérie 510, p. 805.
- 11 Decret. Ordres civils et milit., 257; Organ. instruct. publ., p. 1370.
- Cass. Société 1275 c., 1376 c.; Trésor publ. 1287 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 532-30, 533-10. — Voirie par eau 69. — Voirie par terre 994, 996. — Volonté 86 c.
- 12 Trib. de la Seine. Timbre 118 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 552-60, 554-30, 555-30. — Taxe 65, 109 c.
- 13 Aix. Organ. marit. 290-50 c.
- Trib. de la Seine. Transmission (droit de) 17 c.
- 16 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 805; Organ. colon. 459, p. 1117; Organ. judic. 205, 207, 220, 223, 371 s., 381, p. 1508; Sociétés de crédit foncier et mobilier 22 c., 24-40 c.; Télégraphie, p. 38; Timbre, p. 450; Tranquillité publ. 29 c.
- Cons. d'Etat. Octroi 342-50. — Organ. admin. 512. — Organ. colon. 60.
- 18 Cass. Timbre 165 c. — Voirie p. chemins de fer 584 c.
- Circ. Organ. milit. 680.
- 19 Arrêté. Télégraphie 75.
- Cass. Voirie par chemins de fer 607 c., 622 c. — Voirie par terre 2308-20, 2348-60 c.
- Trib. de Draguignan. Transcript. hypoth. 474.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 722 c., 749 c., 1299 c.
- 20 Bourges. Transcript. hypoth. 782 c., 793 c.
- 21 Cons. d'Etat. Taxe 13 c., 85.
- 22 Bordeaux. Usurpat. de costume 119 c.
- 25 Cass. Vol 115 c.
- 26 Decret. Organ. de l'Algérie 375, p. 805; Traité internat., p. 547.
- Cass. Organ. colon. 66 c., 70 c. — Voirie par terre 1124-40 c., 1937-50 c., 2262-30 c. — Voirie 58 c.; Volonté 132 c.
- 27 Decret. Traité internat., p. 547.
- Déclaration. V. 14 septembre 1859.
- 29 Cass. Société 1469-50.
- 31 Déclaration. V. 10 septembre 1859.
- Cass. Obligations 4147 c., 4148 c.
- Cour de l'île de la Réunion. Organ. colon. 108-30.
- Décis. Organ. de l'Algérie 413.

Septembre.

- 5 Decret. Organ. de l'Algérie 75, 389.
- 6 Circ. Organ. de l'Algérie 413, 909 s., p. 805.
- 8 Decret. Organ. de l'Algérie 1962, 1277 s., 1282 s., p. 805.
- Cass. Organ. milit. 897-20 c.
- 9 Decis. Organ. de l'Algérie 171.
- 10 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 805; Traité internat., p. 547.
- 11 Decret. Organ. instruct. publ., p. 1370.
- 12 Decret. Organ. milit., p. 1903.
- 14 Decret. Organ. de l'Algérie 238, p. 805; Organ. marit., p. 1697; Traité internat., p. 547.
- Arrêté. Ville de Paris 26.
- 17 Decret. Organ. judic., p. 1508.
- Instr. Télégraphie 75.
- 18 Decis. Organ. milit. 64, 144.
- 19 Decis. Organ. de l'Algérie 178.
- 21 Cons. d'Etat. Taxe 13, 85. — Voirie par chemins de fer 514-30. — Voirie par terre 746-10 c., 927-10, 1367-30, 2009 c., 2024-10 c., 2027-90 c.

Septembre.

- 23 Cons. d'Etat. Organ. admin. 570-10, 579, 583. — Organ. marit. 774 c.
- 26 Decret. Organ. colon., p. 1186.
- 30 Decret. Traité internat., p. 547.
- Decis. Organ. de l'Algérie 178-20.
- Octobre.
- 4 Decret. Organ. instruct. publ. 273 c., p. 1370.
- 7 Alger. Organ. de l'Algérie 813.
- 10 Decret. Télégraphie, p. 38; Traité internat., p. 547; Vidanges 33, 64 c.; Ville de Paris 22, 23, 25, 55 c., 61, p. 148; Voirie par terre 1484, 1684 s., 1821 s., 2084, 2241 s., p. 226.
- 13 Decret. Trés. publ. 1271 c.
- Cass. Voirie par terre 1884-20 c.
- 18 Decret. Organ. instruct. publ. 361 c., p. 1371.
- 19 Decret. Organ. de l'Algérie 581, 571, p. 805.
- 20 Decret. Traité internat., p. 584.
- 22 Decret. Organ. milit., p. 1903.
- Decis. Organ. de l'Algérie 504, p. 805.
- 24 Decret. Ordres civils et militaires 259 c.
- 28 Circ. Organ. colon. 111.
- 29 Decret. Organ. de l'Algérie 602, p. 805; Télégraphie, p. 239; Warrant 12 c.

Novembre.

- 1 Decret. Ville de Paris 12, p. 148.
- 2 Decret. Ville de Paris 12.
- Cass. Tapage nocturne 8 c.
- 4 Decret. Ville de Paris, p. 148.
- Alger. Organisation de l'Algérie 850-30.
- 5 Decret. Ordres civ. et milit. 249.
- Alger. Organisation de l'Algérie 888.
- 8 Decret. Organ. milit., p. 1903.
- 9 Decret. Organ. de l'Algérie 230 s., p. 805.
- Metz. Vol 668-20 c., 769 c.
- 10 Traité. V. 27 novembre.
- Caen. Ordre 1392-10 c.
- 11 Alger. Organisation de l'Algérie 858.
- 13 Cass. Organ. marit. 828-30 c.
- 13 Decret. Warrant 11 c.
- 14 Cass. Voirie p. terre 2376 c.
- 15 Alger. Organisation de l'Algérie 1132.
- 16 Decret. Ville de Paris 16, p. 148.
- Cass. Ordre 195 c., 204 c., 208 c., 214 c., 215 c., 218 c., 239 c.
- 17 Cass. Voirie p. terre 2262-30 c., 2293-30.
- 19 Decret. Organ. écon., 56; Organ. marit. 784 s.; Theatre, p. 303.
- 20 Note. Organ. marit. 1055.
- 21 Douai. Vol 875-30, 931 c.
- 22 Cass. Tierce-opposit. 34 c.
- Alger. Organisation de l'Algérie 850-20.
- Trib. de Rouen. Ouvrier 21-20.
- Circ. Usurpation de costume 146.
- 23 Cass. Transcript. hypoth. 475 c.
- Alger. Organisation de l'Algérie 1110.
- 24 Cons. d'Etat. Voirie p. terre 235.
- 25 Traité. V. 23 décembre 1859.
- Trib. de la Seine. Timbre 142 c., 186 c.
- 27 Decret. Officier de paix 7; Traité internat., p. 547.
- 30 Decret. Ville de Paris, p. 148.

Décembre.

- 1 Cons. d'Etat. Voirie par terre 1736-30 c.
- 2 Decret. Organ. instruct. publ. 402.
- Trib. d'Hazebrouck. Timbre 67.
- 3 Cass. Vol 347 c.
- Trib. d'Auxerre. Ordre 711 c.
- 6 Cass. Ordre 253 c. — Tierce-opposition 195, 196-10 c., 204 c., 201 c.

Décembre.

- 6 Colmar. Voirie p. chemins de fer 424-10 c., 30 c.
- 7 Decret. Ville de Paris 58 c.
- Alger. Organisation de l'Algérie 1233-20.
- Lyon. Trésor public 1430 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 791, 816.
- 8 Decret. Ordres civ. et milit. 208 c., 239; Ville de Paris 64, p. 148.
- Cons. d'Etat. Octroi 317. — Organisation marit. 351. — Voirie p. chemins de fer 157-10 c., 164-60.
- 9 Arrête. Télégraphie 75.
- Convent. V. 18 et 25 janvier 1860.
- 10 Decret. Octroi, p. 19.
- Cass. Organisation de l'Algérie 743 c.
- 12 Cass. Office 259 c.
- Orleans. Vol 139-50 c.
- 13 Trib. de la Seine. Trésor public 1414 c.
- 14 Decret. Ville de Paris, p. 148.
- Cons. d'Etat. Taxe 65, 76, 101. — Voirie p. eau 65-30 c., 68-30. — Voirie p. terre 246.
- 15 Alger. Organisation de l'Algérie 361-30 c.
- Cons. d'Etat. Trésor public 498.
- Voirie par chemins de fer 197; Voirie par terre 2167 c. — Voirie par terre 1019.
- 16 Cass. Organ. judic. 271-40 c. — Timbre 39 c.
- 17 Decret. Ville de Paris 66, p. 148.
- Arrête. Télégraphie 188.
- 19 Decret. Octroi 180 s., p. 19; Ville de Paris 12, p. 148.
- Douai. Vol 165-40 c.
- 20 Arrête. Télégraphie 188; Ville de Paris 26.
- 21 Decret. Traitement 56; Travaux publ., p. 853.
- Cass. Obligat. 4573-20 c.; Transaction 134-20 c. — Voirie par terre 514 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 790-40.
- 22 Cass. Organisation instr. publ. 317 c.
- Trib. de Cambrai. Transmission (droit de) 8 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1681-30.
- 23 Decret. Traité internat., p. 547.
- Cass. Organ. milit. 850 c. — Volonté 97 c.
- Instr. Organisation de l'Algérie 845.
- 24 Decret. Traité internat., p. 547.
- Cass. Termes sacramentels 68 c. — Voirie p. terre 1890-40, 1924, 2292-10 c., 2348-20 c., 2354 c., 2357-50 c.
- Trib. de la Seine. Timbre 113 c.
- 27 Decret. Officier de paix 1.
- 28 Cass. Voirie par chemins de fer 525 c.
- Cons. d'Etat. Taxe 70. — Voirie p. terre 906-20, 928-20.
- 29 Colmar. Usurpation de costume 122 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 814 c. — Trésor publ. 859 c., 887. — Voirie p. terre 1612-20, 1613, 1617.
- 30 Cass. Voirie p. terre 1085, 1136, 1885-20 c., 2325.
- 31 Decret. Organ. de l'Algérie 767 s., p. 805; Traité internat., p. 547.
- Arrête. Voirie p. chemins de fer 352, 355 s.
- Cass. Voirie p. terre 1884-20 c., 1890-50 c.

Janvier.

- 3 Caen. Usufruit 220 c.
- 4 Grenoble. Usufruit 69 c.
- 5 Cons. d'Etat. Voirie p. terre 971-10-20, 928-20, 1008-60, 1011, 1658, 2024-10, 2026-70.

Janvier.

- 5 Décis. Timbre 56.
- 6 Cass. Voirie par chemins de fer 337 c.; Voirie 386 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 1158, 1159 c.
- 7 Décret. Organ. marit., p. 1697; Trésor public 930, p. 1187.
- Cass. Organ. judic. 326-10 c. — Voirie par terre 2354 c. — Voirie 203 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1134 c., 3225-20.
- 10 Décret. Organ. de l'Algérie 413.
- Cass. Organ. judic. 133 30 c.
- Trib. de Carcassonne. Transmission (droit de) 8 c.
- 11 Décret. Organ. de l'Algérie 555, p. 805.
- 12 Cass. Organ. colon. 251 c.
- Cons. d'Etat. Taxe 97 c. — Voirie par terre 139 c., 273 c., 953, 1019, 1631-30, 1645, 1684, 1970 c., 2216-30 c., 2366 c., 2410 c.
- 13 Cons. d'Etat. Travaux publics 1107-90 c.
- 14 Décret. Organ. colon. 834 s., 860 s., p. 1117; Organ. milit., p. 1903.
- Trib. de la Seine. Timbre 119 c., 120 c.
- 16 Besançon. Voirie par chemins de fer 426-10-20-40 c.
- 18 Décret. Timbre, p. 450; Traité internat., p. 547.
- Cass. Ordre 840-30 c.
- Riom. Voirie par chemins de fer 401-20 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 725-30, 818.
- 19 Cass. Trésor public 1268 c.
- Pau. Usufruit 415-20 c. — Voirie par terre 921, 1183 c.
- 20 Cons. d'Etat. Timbre 23 c.
- 21 Décret. Organ. milit., p. 1903; Traité internat., p. 547.
- 22 Traité. V. 10 mars 1860.
- Cass. Obligations 5053-120 c.; Voirie 412-20 c. — Trésor public 1393 c.
- Caen. Ordre 305-50-60-70 c., 409 c., 423-10-20-30 c.
- 24 Besançon. Termes sacramentels 68 c.
- 25 Décret. Organ. marit. 784 c.; Traité internat., p. 547.
- Riom. Ordre 812 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 1008, 1011.
- Circ. Voirie par chemins de fer 343.
- 26 Cons. d'Etat Travaux publics 814 c. — Voirie par eau 56 c., 105.
- 27 Besançon. Termes sacramentels 68 c.
- Bordeaux. Ouvrier 16.
- 28 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 805; Ville de Paris 85, p. 148.
- 30 Arrêté. Transaction 68 c.
- Cass. Office 263 c. — Travaux publics 1256-40 c.
- Trib. de Nantes. Vice rédhibit. 139-20.
- 31 Cass. Transcript. hypoth. 693-20 c.
- Circ. Transaction 68 c.; Voirie p. terre 293 c.

Février.

- 1 Circ. Organ. marit. 209.
- 2 Cass. Organ. colon. 165 c., 199 c., 213-30 c.
- Cons. d'Etat. Ordres civils et milit. 250 c.
- 3 Arrêté. Organ. de l'Algérie 412.
- Trib. de la Seine. Timbre 130 c.
- 4 Cass. Usure 17. — Voirie 141 c.
- 6 Cass. Ordre 540 c., 545-10 c. — Organ. marit. 790-40 c. — Transmission (droit de) 12 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 1162.
- 7 Décret. Organ. de l'Algérie 399.
- Alger. Organ. de l'Algérie 129.
- 8 Cass. Organ. judic. 172-10-30 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 574-20 c.
- Besançon. Témoin 118-60 c.

Février.

- 8 Cons. d'Etat. Voirie p. terre 787-60, 924-20, 982, 983, 1033.
- 9 Cons. d'Etat. Ordres civils et milit. 215-20.
- 10 Arrêté. Organ. de l'Algérie 387.
- 11 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 805.
- 13 Cass. Organ. judic. 413-60 c.
- 14 Arrêté. Télégraphie 75.
- Cass. Organ. milit. 767 c., 839 c., 874 c.
- 15 Décret. Organ. Instr. publ., p. 1371.
- Trib. de Tarbes. Office 331.
- 16 Cass. Vol 930-50.
- Trib. de Charleville. Organ. milit. 224 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 1389 c., 1390, 2201-140 c.
- 17 Paris. Travaux publ. 1194-90 c. — Vol 805.
- Trib. de paix de Condé-sur-Escaut. Ouvrier 211.
- 18 Décret. Organ. colon., p. 1117; Organ. milit., p. 1903.
- Cass. Tolérance (maisons de) 1 c. — Voirie p. terre 1930 c., 2044-50 c., 2375-10-40 c.
- Just. de paix d'Anse. Organ. admin. 492-50-60 c.
- 20 Décret. Organ. milit., p. 1903.
- Arrêté. Timbre 70.
- Bourges. Voirie par chemins de fer 428 c.
- 21 Trib. de la Seine. Vice rédhibit. 264 c., 267, 284 c.
- 22 Convent. V. 25 juin 1860.
- 23 Orléans. Usufruit 416-10 c., 437 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 787-70, 2368 c.
- 24 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 805.
- Cass. Organ. milit. 853 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 864 c., 865 c. — Voirie p. terre 946-20 c., 1137 c., 1811 c., 1832 c., 1838 c.
- 25 Décret. Organ. de l'Algérie 644, 645, 652; Organ. instr. publ., p. 1371.
- Nancy. Usage 303 c., 370-100 c., 399 c., 512-30 c., 550 c., 553 c., 553 c., 561-30 c., 563 c., 614 c.
- Paris. Office 334 c.
- 27 Trib. de Marseille. Vice rédhibit. 108.
- Instr. Timbre 137.
- 28 Cass. Vice rédhibit. 283 c.
- Décis. Organ. de l'Algérie 310.
- 29 Décret. Organ. colon. 813 s., p. 1117; Organ. marit. 784 c.
- Grenoble. Usurp. de costume 109-10 c., 119 c.
- Paris. Voirie par chemins de fer 303 c., 313 c., 428 c., 489 c.
- Cons. d'Etat. Trav. publ. 1062. — Voirie p. terre 193 c., 197 c., 207 c., 209 c., 774-60.

Mars.

- 1 Trib. de la Seine. Trésor public 1162.
- Cons. d'Etat. Ordres civils et milit. 239. — Travaux publ. 1110, 1274-40 c., 1275-170 c. — Trésor public 463-50 c., 488. — Voirie par eau 143-20. — Voirie p. terre 927-10, 966, 1015, 1020-20, 2048. — V. 29 février 1860.
- 2 Cass. Organ. instr. publ. 233-60, 70-80 c., 237-30 c., 319 c.
- Circ. Organ. milit. 512.
- 3 Décret. Traité internat., p. 547.
- Paris. Voirie par chemins de fer 426-10 c.
- 5 Arrêté. Télégraphie 72.
- Bordeaux. Voirie par chemins de fer 437-10 c., 438 c.
- Bourges. Organ. colon. 486 c.
- 6 Colmar. Usurpation de costume 121 c., 122 c., 123 c.
- Orléans. Organ. judic. 770 c.
- 8 Cass. Organ. judic. 684-60 c.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 903, 950, 1754-20 c., 1908-20 c., 1937 c.

Mars.

- 9 Cass. Organ. marit. 587-10-40-50-60 c. — Vol 522.
- 10 Décret. Organ. de l'Algérie 399 s., p. 805; Traité internat., p. 547.
- Cass. Voirie 435-20 c. — Tolérance (maisons de) 4 c.
- 12 Décret. Trésor public 729.
- Cass. Obligat. 4939-40 c., 4941 c.; Ordre public 8-40.
- Bordeaux. Transcript. hypoth. 534 c.
- Paris. Ouvrier 27.
- 13 Aix. Ordre 197 c., 206 c., 212 c.
- Cons. d'Etat. Taxe 115 c. — Voirie par terre 732, 992, 993, 1665-20 c.
- 14 Cass. Organ. de l'Algérie 1148 c.
- 15 Décret. Organ. de l'Algérie 724, 726, 761 s., p. 805.
- Cass. Organ. judic. 689-10 c.
- 16 Cass. Vol 804-40 c.
- Trib. de la Seine. Transmission (droit de) 12 c., 17 c.
- 17 Décret. Organ. colon. 538, p. 1117.
- 20 Colmar. Organ. milit. 749-20 c.
- 21 Décret. Traité internat., p. 547.
- Alger. Organ. de l'Algérie 832.
- Trib. de Bordeaux. Transmission (droit de) 9 c.
- Trib. de la Seine. Transcript. hypoth. 603-30 c.
- Cons. d'Etat. Taxe 12-20 c.
- 22 Décret. Voirie par eau 480, 482, p. 735.
- Cons. d'Etat. Trav. publ. 864 c., 865 c. — Wattringues 50.
- 23 Décret. Ordres civils et milit. 271.
- Cass. Organ. judic. 562 c., 576 c.
- Paris. Voirie par chemins de fer 418. — Voirie p. terre 1853 c.
- Décis. Organ. de l'Algérie 413.
- 24 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 805.
- Traité. V. 11 juin 1860.
- Cass. Voirie p. terre 1860-20 c., 2064 c., 2017 c., 2317 c. — Vol 126-40 c.
- Aix. Voirie par chemins de fer 384 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 721.
- 25 Décret. Organ. de l'Algérie 426, 646, p. 805; Traitement 56.
- Décis. Télégraphie 158.
- 26 Décret. Organ. milit., p. 1903.
- Cass. Vice rédhibit. 190 c. — Voirie par chemins de fer 437-20-30 c.
- 27 Décis. Télégraphie 158.
- 28 Cass. Timbre 31.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 766-20, 767, 776-30, 788-30, 980.
- Décis. Timbre 81; Traité internat., p. 547.
- 29 Ord. Trésor public 1271.
- Trib. de Sedan. Timbre 148 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 1106-60 c., 1202-20. — Trésor public 494-40 c.
- 30 Cass. Travaux publics 1227-90 c.
- Trib. de Saverne. Transcript. hypoth. 474 c.
- 31 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 805; Organ. milit. 135.
- Rennes. Vice rédhibit. 178.

Avril.

- 3 Convention. V. 16 février 1861.
- Rouen. Vice rédhibit. 108.
- 4 Cass. Transmission (droit de) 17 c.
- 5 Arrêté. Organ. de l'Algérie 223.
- Cass. Organ. de l'Algérie 758 c., p. 805.
- 7 Décret. Organ. marit. 420 s., 709, p. 1697.
- Cass. Volonté 122 c.
- Trib. de Charlevoix. Ouvrier 20 c., 21-40.
- 9 Instr. Timbre 69.
- 10 Cass. Traitement 172 c.
- Cons. d'Etat. Trav. publ. 880 c., 978 c., 1018-30 c., 1022 c. — Voirie par terre 925.
- Circ. Organ. marit. 421, 423, 428.
- 11 Cass. Organ. marit. 767 c.

Avril.

- 12 Cons. d'Etat. Voirie par eau 146 c., 147 c., 148 c. — Voirie par terre 926 c., 929-20, 1019.
- 13 Décret. Organ. milit., p. 1903.
- 14 Trib. du Havre. Vice rédhibit. 77 c., 86 c., 166-30 c., 201 c.
- 15 Arrêté. Organ. de l'Algérie 401.
- 18 Décret. Organ. marit. 784 c.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 413.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 808 c., 821-30, 872-30 c. — Trav. publ. 1076, 1086.
- 19 Cass. Voirie 106 c., 109 c. — Vol 570-10 c.
- Décis. Organ. milit. 553.
- 21 Trib. de la Seine. Voirie p. terre 139.
- 23 Cass. Organ. admin. 501 c., 508-30 c. — Usufruit 467 c.
- Bordeaux. Office 274 c.
- 25 Alger. Organ. de l'Algérie 797, p. 805.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 896-40 c.
- 26 Trib. de la Seine. Ouvrier 5 c.
- Cons. d'Etat. Ordres civils et milit. 239. — Voirie p. terre 54-50 c., 55-10 c., 204, 1268-30, 1269.
- 27 Décret. Organ. milit., p. 1903.
- Convention. V. 15 mai 1860.
- Cass. Voirie 78, 81-10 c.
- 28 Décret. Organ. de l'Algérie 318 s., p. 805; Organ. colon., p. 1117.
- Trib. de Nantes. Vice rédhibit. 130-20 c., 133, 139-30 c., 142 c.

Mai.

- 1 Cass. Transcript. hypoth. 603-10 c., 620 c.
- 2 Décret. Organ. milit., p. 1903.
- Nîmes. Vice rédhibit. 113.
- 3 Cass. Traité internat. 319 c. — Voirie par chemins de fer 584 c.
- Rennes. Organ. milit. 328-40 c.
- 5 Loi. Organ. marit. 532.
- Trib. de la Seine. Timbre 121 c.
- 7 Cass. Organ. de l'Algérie 607. — Transcript. hypoth. 541 c.
- 8 Décret. Organ. écon., p. 1293; Voirie par eau 664 c.; V. 6 avril 1854.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 253.
- 9 Loi. Timbre, p. 450.
- Cass. Transcript. hypoth. 781 c., 783 c.
- Nîmes. Ordre 225 c., 330-30 c.
- 10 Orléans. Organ. judic. 412-10 c.
- Paris. Office 353 c., 363-20-30 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 538, 539. — Organ. colon. 229-50 c., 292 c. — Organ. marit. 777; Voirie par eau 228-20, 348. — Trav. publ. 1239-60 c.
- 11 Cass. Termes sacramentels 50 c.
- 12 Caen. Ordre 1295-30 c.
- 13 Cons. d'Etat. Voirie par terre 810.
- 14 Cass. Organ. de l'Algérie 684 c.
- 15 Décret. Traité internat., p. 548.
- Colmar. Usurp. de costume 117 c., 118 c.
- 16 Cons. d'Etat. Travaux publ. 1018-30 c.
- 18 Cass. Organ. colon. 256-10 c., 274-10 c. — Voirie 458 c.
- 19 Décret. Organ. marit. 143, p. 1697; Organ. milit., p. 1903.
- 20 Décis. Organ. milit. 592, p. 1903.
- 21 Loi. Organ. marit., p. 1697.
- 23 Loi. Organ. colon., p. 1186.
- Décret. Organ. milit., p. 1903.
- Cass. Organ. judic. 414 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 787-80, 788-30 c., 790-40, 796.
- 24 Paris. Trés. publ. 1270 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 842 c. — Voirie par chemins de fer 189 c.; Voirie par terre 1590 c. — Solut. Ordre 1350.
- 25 Décis. Organ. de l'Algérie 181.
- 26 Décret. Organ. écon., p. 1293; Traité internat., p. 548.
- 29 Déclaration. V. 18 juillet 1860.

Juin.

- 4 Décret. Organ. de l'Algérie 423.
- 5 Cass. Organ. de l'Algérie 1021.
- Trib. d'Aix. Voirie par chemins de fer 603 c.
- Décis. Télégraphie 158.
- 7 Cass. Voirie 138 c.
- 8 Cass. Vol 827-10 c., 893-30 c.
- Cons. d'Etat. Tolérance (maisons de) 5 c.
- 9 Décret. Organ. colon., p. 1117.
- 11 Décret. Organ. admin. 195; Traité internat., p. 548.
- Nîmes. Usurpation de costume 109-50 c., 119 c., 122 c.
- 12 Sénatus-consulte. Organ. admin. 195.
- Décret. Organ. judic., p. 1508.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 857, 892, 1033.
- 13 Décret. Organ. instr. publ., p. 1371.
- Cass. Transcript. hypoth. 473 c.
- Cons. d'Etat. Traitement 110. — Travaux publics 880 c. — Voirie p. eau 231 c. — Voirie p. terre 945-30, 947, 948.
- 14 Décret. Organ. instr. publ., p. 1371.
- Douai. Vice rédhibit. 82, 129 c.
- Limoges. Transcription hypoth. 776 c.
- Toulouse. Organ. marit. 587-10 c.
- 15 Cass. Vol 234-20 c.
- 17 Cons. d'Etat. Voirie p. terre 955.
- 18 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 805; Organ. milit. 303, p. 1903; Télégraphie, p. 38.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 757 c. — Voirie p. chemins de fer 227 c.
- 19 Cass. Trésor public 1393 c.
- 20 Loi. Organ. de l'Algérie 917, p. 805.
- Décret. Organ. instr. publ., p. 1371.
- Cass. Office 318-20 c., 319 c.
- Nancy. Organ. judic. 413-30 c.
- 21 Loi. Organ. de l'Algérie 917, p. 805; V. 30 février 1860.
- Cass. Organ. milit. 936 c.
- Avis Cons. d'Etat. Voirie p. eau 75-10.
- 22 Décis. Organ. de l'Algérie 168, 369; Télégraphie 158.
- 23 Loi. Organ. judic., p. 1508.
- Caen. Ordre 1262 c.
- Trib. de la Seine. Transmission (droit de) 9 c.
- 25 Décret. Organ. milit., p. 1903; Télégraphie, p. 38; Timbre, p. 450; Traité internat., p. 548; Traitement 56; Ville de Paris, p. 148.
- Alger. Ordre 1070. — Organ. de l'Algérie 614, 615 c., 616, p. 805.
- Trib. de paix d'Hallencourt. Ouvrier 17, 25.
- Décis. Organ. milit. 540.
- 26 Agen. Usurpation de costume 109-60 c., 117 c., 119 c.
- 27 Traité. V. 6 juillet 1860.
- 28 Décret. Organ. admin., p. 615; Organ. milit., p. 1903; Télégraphie, p. 38.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 763-60.
- 30 Décret. Organ. de l'Algérie 1028; Organ. colon. p. 1117; Organ. milit., p. 1903.
- Cass. Ouvrier 232-30 c.; Timbre 88 c.

Juillet.

- 2 Décret. Organ. admin., p. 615.
- Cass. Organ. judic. 320 c., 325-50 c., 326-50 c.
- 3 Décret. Trésor public 729.
- Alger. Organisation de l'Algérie 617.
- 4 Cons. d'Etat. Organ. admin. 828 c.
- 5 Cass. Organ. judic. 321 c., 682-10 c. — Voirie p. terre 2094-10 c., 2099-20 c., 2354 c., 2361 c.
- Trib. d'Arras. Transcript. hypoth. 520 c.

Juillet.

- 6 Loi. Organ. admin., p. 615; Organ. marit. 111, p. 1697; Trésor public, p. 1187; Ville de Paris 65, 68, p. 148.
- Décret. Traité internat., p. 548.
- 7 Convent. V. 8 septembre 1860.
- Cass. Voirie par terre 1126 c., 1189-30 c., 1426 c., 1955-30 c., 9325-20 c., 2381-90 c.
- 8 Cass. Ordre 1364-20-30 c., 1369-20-30 c., 1374 c.
- Rennes. Organisation maritime 290-20 c.
- 10 Arrêté. Télégraphie 75.
- Cass. Trésor public 1263-30 c.
- 11 Décret. Organ. instr. publ. 296 c., p. 1371.
- Alger. Organ. de l'Algérie 792, 1183-10, 1234, p. 805.
- 12 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 982.
- 13 Cass. Organ. milit. 705 c. — Vidanges 76 c.; Voirie p. terre 2344-30 c.
- 14 Loi. Télégraphie, p. 38; Travaux publics, p. 853; Trésor public, p. 1187.
- Cass. Organ. de l'Algérie 819-30 c. — Voirie p. terre 2354 c.
- 15 Arrêté. Organ. de l'Algérie 347, p. 805.
- 17 Trib. d'Yvetot. Timbre 178 c.
- 18 Loi. Transport des émigrants 148.
- Décret. Organ. milit., p. 1903; Traité internat., p. 548.
- Cass. Office 319 c.
- Grenoble. Ordre 439, 530.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 752-20.
- 19 Cons. d'Etat. Organ. marit. 754 c.; Voirie p. eau 72 c., 75-40 c., 76 c. — Voirie p. eau 361.
- 20 Cass. Organ. marit. 929 c.; Organ. milit. 838 c., 840 c.
- 21 Décret. Organ. économ. 56; Télégraphie, p. 310.
- Cass. Ouvrier 28 c.
- Alger. Organisation de l'Algérie 521-10 c.
- Paris. Office 236.
- 22 Décis. Organisation de l'Algérie 171.
- 24 Loi. Organ. colon., p. 1186; Organ. milit. 460, 462, p. 1903; Trésor public, p. 1187.
- 25 Décret. Voirie p. eau, V. 6 avril 1854.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 347, 485, 1035 s., 1051 s., 1066 s., p. 805.
- Convent. V. 18 août 1860.
- Cass. Ordre 487-10 c., 900 c., 934-10 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 921-10.
- 26 Loi. Organ. instr. publ., p. 1371; Timbre, p. 450; Traitement 56; Trésor public, p. 1187.
- Cass. Vol 570-50.
- Grenoble. Ordre, V. 18 juillet.
- Décis. Organisation de l'Algérie 455.
- 27 Cass. Organ. instr. publ. 234 c. — Ouvrier 76-20 c. — Voirie par terre 2354 c.
- 28 Loi. Organ. colon., p. 1186; Télégraphie, p. 38; Terres vaines et vagues 2; Travaux publics 917 c., p. 853.
- Décret. Organisation de l'Algérie, p. 805; Organ. instr. publ. 385; Organ. milit., p. 1903.
- 31 Metz. Usurpation de costume 117 c., 122 c.

Août.

- 1 Loi. Trésor public, p. 1187; Ville de Paris 70 c., 75 c., p. 148; Voirie p. chemins de fer 101.
- Décret. Organ. économ., p. 1293; Organ. judic., p. 1508.
- Cass. Voirie par chemins de fer 138 c., 159-10 c.
- 2 Décret. Ordres civ. et milit. 208 c., 235, 238, 239, 251.
- Convent. V. 18 octobre 1860.
- Cass. Ouvrier 84 c.

Août.

- 2 Bordeaux. Transcription hypoth. 613 c.
- Cons. d'Etat. Ordres civ. et milit. 215-30 c. — Organ. marit. 737 c., 764 c.; Voirie p. eau 46 c., 64-20 c., 76 c. — Voirie par eau 267, 349-20.
- 3 Convent. V. 18 octobre 1860.
- Besançon. Tolérance (maisons de) 5 c.
- Paris. Tierce-opposition 54 c. — Instr. Timbre 109, 190.
- 4 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 805; Organ. colon. 689 s., p. 1117; Organ. judic., p. 1508; Organ. marit., p. 1697.
- Riom. Ordre 43 c., 515 c., 528-20.
- Instr. Timbre 123.
- 6 Toulouse. Voirie p. chemins de fer 501 c.
- 8 Cass. Office 325 c. — Organisation judic. 297 c.
- 9 Cass. Organ. milit. 841 c., 874 c. — Transcription hypoth. 723 c.
- Nîmes. Usurpation de costume 117 c.
- 10 Décret. Organ. judic., p. 1508.
- 11 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 805.
- Cass. Timbre 128 c.; Volonté 107 c.
- 13 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 169 c.
- 14 Orléans. Usurpation de costume 109-70 c.
- Décis. Organ. milit., p. 1903.
- 15 Orléans. Vétérin. 8, 12 c.
- 16 Cass. Voirie par chemins de fer 627 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 523-10 c., 533-10, 565, 571-20. — Organ. de l'Algérie 1258-30. — Organ. milit. 186-20, 727-70. — Travaux publ. 840 c.; Voirie par chemins de fer 455. — Travaux publics 1155-40 c. — Voirie par terre 946-30, 976, 1008-20, 1011, 1472-20 c., 1720, 1728-40, 1963.
- 17 Cass. Organisation judic. 819-30 c., 325-40 c., 326-40 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 2104 c.
- 18 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 805; Organisation instr. publ., p. 1371; Traité international, p. 548.
- Cass. Timbre 39 c. — Travaux publ. 1216 c. — Vidanges 41-20 c.; Voirie p. terre 2376 c. — Voirie par terre 2348-20 c.
- Douai. Usurpation de costume 122 c.
- 22 Décret. Voirie p. eau, p. 735.
- Cass. Organ. de l'Algérie 923. — Travaux publ. 1148 c.
- Colmar. Office 236, 294-30, 302-20.
- 23 Déclarat. V. 21 novembre 1860.
- Cass. Organ. milit. 821-40 c. — Voirie p. terre 2016-10, 2348-40, 2357-20 c.
- Limoges. Transcription hypoth. 615 c., 628 c.
- Trib. de Béthune. Vice rédhibit. 241.
- Circ. Voirie p. terre 508 c.
- 24 Paris. Ouvrier 135-30 c.
- 26 Trib. de Carpentras. Vice rédhibit. 52.
- 28 Cass. Termes sacramentels 59 c. — Agen. Usurpation de costume 117 c.
- Bordeaux. Usurpation de costume 122 c.
- Trib. du Havre. Organisation marit. 417 c.
- 29 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1371.
- 30 Cass. Ouvrier 101 c. — Voie de fait 7 c.
- Trib. de Bellac. Organisation judic. 731 c., 761 c., 782 c.
- 31 Décret. Organ. judic., p. 1508; Organ. marit. 465; Travaux publ., p. 853.
- Cour de l'île de la Réunion. Organisation coloniale 414.
- Trib. de paix de Froissy. Ouvrier 21-20.

Septembre.

- 1 Cons. d'Etat. Organ. admin. 1020-10 c.; Travaux publics 1190-30 c. — Organ. de l'Algérie 111-10. — Organ. milit. 625. — Voirie p. chemins de fer 242 c. — Voirie p. terre 1018.
- 4 Convention. V. 24 novembre et 1er décembre 1860.
- 7 Instr. Timbre 81.
- 8 Décret. Organisation marit. 115, p. 1697; Traité internat., p. 548.
- 18 Décret. Organ. de l'Algérie 283, p. 805.
- 20 Convention. V. 24 nov. 1860.
- 24 Décret. Organ. judic., p. 1509; Organ. marit. 114, 295, p. 1697; Traitement 56; Travaux publics, p. 853.
- 26 Décret. Organ. admin., p. 615.
- 29 Décret. Organ. colon., p. 1186.
- 30 Décret. Organ. marit. 200.
- Convention. V. 21 nov. 1860.
- Octobre.
- 1 Décret. Organ. admin., p. 615.
- 2 Décret. Ville de Paris, p. 148.
- 9 Alger. Organ. de l'Algérie 1276.
- 12 Convention. V. 26 octobre 1860.
- Alger. Organ. de l'Algérie 479.
- 16 Arrêté. Organisation de l'Algérie, p. 806.
- 18 Décret. Traité internat., p. 584.
- 22 Décret. Ville de Paris, p. 148.
- 24 Décret. Organ. admin., p. 615; Organ. colon. 104, 542, 545, p. 1117; Organ. instr. publ., p. 1371; Organ. judic., p. 1509; Organ. marit., p. 1697; Trésor public, p. 1187.
- 25 Traité. V. 12 janvier 1860.
- 26 Décret. Traité internat., p. 548.
- 27 Décret. Organ. marit. 52.
- 28 Décret. Traité internat., p. 548.
- 30 Décret. Organ. de l'Algérie 552.
- Circ. Organ. marit. 1055.
- 31 Alger. Organ. de l'Algérie 643-20.
- Novembre.
- 5 Cass. Usurpat. de costume 109-80 c.
- 6 Cass. Tierce-opposit. 48 c., 58 c.
- 7 Décret. Trésor public 729.
- 9 Arrêté. Trésor public 729.
- 10 Décret. Organ. colon., p. 1117; Organ. instr. publ., p. 1371.
- Cass. Organ. milit. 696 c.
- Circ. Timbre 131 c.
- 14 Cass. Voirie par chemins de fer 107 c., 338-20 c.
- Trib. de Bezières. Vidanges 27-20.
- 15 Cass. Organ. marit. 1071 c.; Organ. milit. 833 c. — Voirie par terre 1443-30 c.
- 16 Convention. V. 30 nov. 1860.
- 17 Décret. Organ. milit., p. 1903.
- Cass. Timbre 38 c.; Voie de fait 1 c.; Violation, p. 158.
- 19 Alger. Organ. de l'Algérie 1230.
- 20 Cass. Organ. marit. 290-30-40 c., 415 c., 1099 c. — Voirie par chemins de fer 477 c.
- 21 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 806; Traité internat., p. 548.
- Cass. Usurpat. de costume 123 c.
- 22 Cass. Tierce-opposit., V. 22 novembre 1859. — Vidanges 76 c.; Volonté 135 c. — Voirie par terre 1919-20 c., 2387-30 c. — Voirie 81-20.
- Rouen. Organ. marit. 424-10.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 119 c.
- 23 Cass. Organ. admin. 249-30 c. — Bordeaux. Usure 11, 14.
- 24 Décret. Organisation admin. 134, p. 615; Organ. de l'Algérie, p. 806; Théâtre, p. 303; Traité internat., p. 548.
- 26 Décret. Organ. admin., p. 615; Organisation de l'Algérie, p. 806; Théâtre, p. 303.
- Cass. Voirie p. chemins de fer 335-50 c., 340 c.
- 28 Cass. Vidanges 93 c.

Novembre.

- 29 Cass. Voirie 134 c., 139 c. — Volonté 99 c., 131 c.
- Bourges. Voirie p. chemins de fer 608 c., 827 c.
- 30 Décret. Traité internat., p. 548.
- Cass. Organ. marit. 1084-10 c. — Ouvrier 66 c., 67 c.
- Paris. Transcription hypoth. 619 c., 620 c.
- Décembre.
- 1 Décret. Office, p. 110; Traité internat., p. 548.
- Cass. Organisation judic. 542 c. — Voirie p. terre 1363, 1429-80, 1432 c.
- Paris. Vice rédhibit. 145.
- 3 Avis cons. général des ponts et chaussées. Voirie p. eau 61, 150.
- 4 Décret. Organ. admin., p. 615.
- 5 Décret. Office, p. 110; Organ. admin., p. 615; Organ. économ. 58.
- Angers. Usurpation de costume 122 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 1191 c.
- 6 Cass. Organ. marit. 790-80 c. — Ouvrier 285 c.; Voirie p. terre 1628 c., 1732-10-20 c., 2035 c.
- Aix. Voirie p. eau 482 c.
- Lyon. Vice rédhibit. 98 c.
- Cons. d'Etat. Ordres civ. et milit. 217 c. — Voirie p. chemins de fer 516, 517 c. — Voirie p. eau 189-10.
- 7 Cass. Organ. milit. 836 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 974-20. — Voirie p. terre 765, 921.
- 8 Cass. Vice rédhibit. 284 c. — Voirie par terre 2357-20 c., 50 c., 2359.
- 9 Pau. Voirie 359-20.
- 10 Décret. Organ. de l'Algérie 478, 54 s., 59, 64, 174, 252, 570, 677, p. 806; Théâtre, p. 303.
- Convent. V. 17 mars 1861.
- 11 Amiens. Usurpation de costume 123 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publ. 1020 c., 1109 c.
- 12 Décret. Organisation judic. 343, p. 1509.
- Cass. Usage 114 c.
- 13 Cass. Organ. milit. 839 c., 874 c. — Gand. Vol 282.
- Cons. d'Etat. Ordres civ. et milit. 216-10. — Voirie par chemins de fer 194-10 c., 208 c., 250 c. — Voirie p. eau 234 c., 235 c. — Voirie p. terre 1011, 1591-10 c., 1597, 1645.
- 14 Trib. de Douai. Voirie par terre 564.
- 15 Décret. Organisation judiciaire, p. 1509.
- 17 Cass. Organisation judic. 179 c. — Usurpation de costume 90 c., 107 c.
- 19 Cass. Vice rédhibit. 282-50 c. — Alger. Organisation de l'Algérie 827 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 813 c.
- Rapport. Organ. économ. 95 s., p. 1293.
- 20 Cass. Organ. de l'Algérie 379 c.; Voirie p. terre 1703 c.
- Paris. Vice rédhibit. 183 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 1279-40 c. — Voirie par terre 783, 1348-10 c., 1250 c., 1253 c.
- 31 Cass. Voirie par terre 1436 c. — Vol 782-10 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 2009.
- 22 Décret. Organ. colon., p. 1186; Organisation instr. publ. 468-30; Ville de Paris, p. 148.
- Trib. de Nantes. Vice rédhibit. 109, 128 c.
- 24 Alger. Organ. de l'Algérie 576.
- Cons. d'Etat. Voirie p. eau 139-20 c.
- 25 Alger. Organ. de l'Algérie 1245-50-40 c.
- 26 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 806; Trésor public, p. 1187.

Décembre.

- 26 Cons. d'Etat. Voirie p. chemins de fer 516, 517.
- 27 Alger. Organisation de l'Algérie 596.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 1183-90 c. — Voirie p. chemins de fer 135 c., 283. — Voirie par terre 992.
- 28 Cass. Organisation judiciaire 682-30 c.
- 29 Décret. Octroi, p. 19; Organisation instr. publ., p. 1371.
- Cass. Voirie par chemins de fer 500 c.
- Orléans. Usurpation de costume 122 c.
- 31 Décret. Organisation maritime, p. 1697.
- 1861
- Janvier.
- 2 Circ. Timbre 131 c.; Voirie par terre 505.
- 4 Paris. Transcription hypoth. 782 c.
- 5 Décret. Organ. économ. 37 s., p. 1293; Travaux publ. 876 c.
- Cass. Usurpation de costume 102 c., 107 c. — Vol 73-20 c.
- Trib. de Reims. Voirie par chemins de fer 563.
- 6 Cons. d'Etat. Voirie par terre 215 c.
- 8 Cass. Organ. de l'Algérie 1336 c.; Organ. colon. 302 c.
- Trib. de Bourgoins. Ordre 1180-10.
- 9 Décret. Organ. admin. 341; Ville de Paris 37 c., p. 148; Voirie par terre 1514 s., 2003.
- Cass. Voirie par terre 1586-20 c., 1587-10 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1591-10, 2315-10 c.
- 10 Cons. d'Etat. Organ. administr. 630 c. — Organ. marit. 263. — Timbre 91 c. — Travaux publ. 1279-50 c.
- Circ. Organ. milit. 472.
- 12 Décret. Traité internat., p. 548.
- 14 Arrêté. Organ. de l'Algérie 322.
- Bordeaux. Usurpation de costume 119 c.
- 15 Cass. Usurpation de costume 90 c., 107 c.
- Nîmes. Ordre 964-20 c., 100 c., 1380-30, 1389 c.
- Circ. Trés. publ. 729.
- 16 Décret. Organ. colon., p. 1186; Trésor publ., p. 1187; Uniforme-coutume 21-140, 34.
- Cass. Voirie par chemins de fer 477 c., 501 c., 511 c. — Volonté 21 c.
- Cons. d'Etat. Organ. administr. 863-30. — Voirie par terre 725-30, 758-10.
- 18 Cass. Octroi 379-20 c., 407 c.
- 19 Décret. Organisation économ. 32, p. 1293.
- Paris. Voirie par terre 564.
- 21 Cass. Office 285 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 813, 963-50, 1074.
- 23 Décret. Ordres civils et milit. 258; Ville de Paris 36, p. 143.
- Cass. Voirie par terre 2296-80, 2354 c., 2370.
- Poitiers. Vol 876-30 c.
- 24 Cass. Organ. judic. 547-10 c.
- Cons. d'Etat. Ordres civils et milit. 216-20 c. — Travaux publ. 991 c., 1293 c. — Voirie par eau 139-20 c., 369-10. — Voirie par terre 279, 2024-10, 2027-40, 2081.
- 25 Cass. Voirie par terre 1320 c., 1433 c., 1442-20 c.
- Aix. Vice rédhibit. 128 c., 195.
- 26 Cass. Voirie par terre 1180-10 c.
- 28 Alger. Organ. de l'Algérie 842.
- Trib. de Saint-Quentin. Voirie p. chemins de fer 563.
- 29 Cass. Travaux publ. 1287-20 c.
- 30 Cons. d'Etat. Voirie par terre 1019.
- 31 Cons. d'Etat. Organ. administr. 542.

Février.

- 1 Cass. Organ. marit. 587-20-50 c., 590 c.
- 2 Décret. Organist. instr. publ., p. 1371; Organ. marit. 465 c.
- Cass. Voirie par terre 2311 c. — Voirie 137 c., 139 c.
- Paris. Usure 7.
- 5 Cass. Organist. judic. 400 c.; Voirie par chemins de fer 118-30 c., 493-20 c. — Transcript. hypoth. 784 c.
- 6 Décret. Traité internat., p. 548; Travaux publics, p. 853.
- 7 Caen. Voirie par chemins de fer 421 c., 423 c., 429 c., 474 c.
- Grenoble. Voirie p. chemins de fer 131-10 c., 159-20 c.
- 8 Cass. Voirie p. terre 2378 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 615.
- Cons. d'Etat. Organist. admin. 993.
- 9 Bruxelles. Vol 452-20.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 523-10 c., Voirie p. terre 782-20, 784-10.
- 11 Circ. Voirie p. eau 420.
- 12 Cass. Transmission (droit de) 9 c.
- Poitiers. Voirie p. chemins de fer 496 c.
- 14 Cons. d'Etat. Organ. colon. 98.
- Voirie par chemins de fer 157-10, 165 c. — Voirie p. terre 264-30, 299 c., 308 c., 1995, 2239-30-40 c.
- 15 Circ. Organ. marit. 1053.
- 16 Décret. Organist. instr. publ., p. 1371; Traité internat., p. 548; Ville de Paris, p. 148.
- Trib. de la Seine. Ordre 274 c.
- 18 Cass. Vice rédhibit. 188 c.
- Décis. Organist. admin. 574 c., 599 c.
- 20 Cons. d'Etat. Voirie par terre 758-10.
- 22 Paris. Usurpat. de costume 90 c., 122 c.
- 23 Cons. d'Etat. Voirie p. terre 927-10, 1007, 1008-30, 1010, 1011, 1031.
- 25 Cass. Organ. colon. 121 c.
- 27 Décret. Organist. instr. publ., p. 1371; Organ. marit. 465 c.
- Cons. d'Etat. Organ. marit. 765 c.; Voirie par eau 66 c.
- 28 Cass. Vidanges 25 c., 31 c. — Voirie 141 c.
- Circ. Trésor public 729.

Mars.

- 3 Cons. d'Etat. Travaux publics 907.
- 5 Alger. Organisation de l'Algérie 642-40.
- 6 Cass. Usufruit 69 c.
- Cons. d'Etat. Vidanges 48 c.
- 7 Traité. V. 31 mars 1861.
- Alger. Organ. de l'Algérie 768-10, 1213.
- Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1083. — Travaux publics 861 c., 952 c. — Voirie par eau 138-20 c. — Voirie p. terre 1177.
- 8 Cass. Organ. admin. 1031 c.
- 9 Décret. Transport des émigrants 16.
- Cass. Organ. colon. 128 c. — Vol 793-40 c.
- Paris. Ordre 904 c.
- 11 Douai. Ordres civils et milit. 278.
- Paris. Voirie par terre 1330 c., 1345-10 c., 1349 c., 1463 c.
- Cons. d'Etat. Travaux publics 1185 c. — Voirie par chemins de fer 157-30.
- 12 Circ. Organ. de l'Algérie 499.
- 13 Cass. Voirie par chemins de fer 404 c.
- Aix. Ouvrier 33 c.
- 14 Cass. Vice rédhibit. 255 c. — Voirie par terre 2412-20.
- Metz. Usage 489 c., 512-40 c., 524-70 c., 546 c., 561 c.
- Ci-c. Organ. de l'Algérie 54.
- 15 Décret. Transport des émigrants 16.
- Cass. Vidanges 28 c., 39 c.
- 17 Décret. Traité internat., p. 548, 584.

Mars.

- 18 Rouen. Usurpation de costume 117 c., 122 c.
- 19 Alger. Organ. de l'Algérie 810-50.
- 20 Alger. Organ. de l'Algérie 1081, 1219.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 854-20 c., 869 c., 928-20, 992 c. — Voirie par terre 752-40, 892, 952-30, 1034.
- 21 Cass. Volonté 104 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 781 c.
- Bordeaux. Vice rédhibit. 166-20, 147 c.
- Rouen. Voirie par chemins de fer 338-10-20 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par chemins de fer 165. — Voirie p. terre 1799 c., 1806 c., 1808.
- 22 Lyon. Voirie p. terre 1571 c.
- 23 Décret. Voirie par terre, p. 226.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 514, 587, p. 806.
- 25 Décret. Ordres civils et milit. 259 c., 360.
- Déclaration. V. 27 mars.
- 27 Décret. Traité internat., p. 548.
- 29 Décret. Organist. instr. publ., p. 1371.
- 30 Décret. Organist. de l'Algérie, p. 806; Organ. judic., p. 1509.
- Cass. Organ. milit. 753-10-30-40 c., 787 c. — Vidanges 10 c.; Voirie par terre 1901-50 c.
- 31 Décret. Traité internat., p. 548.

Avril.

- 3 Cons. d'Etat. Organ. administ. 939-20, 953, 956-30 c.
- 4 Cons. d'Etat. Voirie par terre 1008-30, 1011.
- 6 Décret. Organist. colon. 542, p. 1117.
- 8 Paris. Warrant 80.
- 9 Alger. Organ. de l'Algérie 998-10, 1276.
- Bordeaux. Voirie par chemins de fer 458 c.
- 10 Décret. Organ. colon. 542.
- Nîmes. Vice rédhibit. 255 c.
- 11 Cons. d'Etat. Organ. administ. 887-30, 928-30, 934, 935, 969 c.
- 12 Cass. Organ. administ. 351 c., 353 c. — Organ. milit. 329 c.
- 13 Décret. Organ. administ., p. 615; Travaux publ. 218 c., 371; Voirie par terre 1285, 1857.
- Arrêté. Organ. de l'Algérie 509.
- Cass. Organ. administ. 248-10 c.
- 14 Circ. Organ. administ. 343.
- 15 Décret. Organist. de l'Algérie, p. 806.
- Cass. Organ. judic. 412-10 c.
- 17 Cons. d'Etat. Organ. administ. 853, 861, 869, 928-30, 948-30, 954-10 c., 1009-30.
- 18 Cons. d'Etat. Ordres civils et milit. 222 c. — Voirie par chemins de fer 155. — Voirie par terre 904-10, 905, 906-10, 921.
- 19 Cass. Voirie par terre 1832-40.
- 22 Cass. Organ. judic. 363-20 c.
- 24 Paris. Ordre 442-10-20-30 c., 631 c.
- 25 Paris. Ordre 725.
- Cons. d'Etat. Organ. administ. 856, 866 c., 867, 913-40, 939, 963-60, 1000. — Voirie par terre 1035.
- 26 Aix. Vice rédhibit. 130-20 c., 141, 145 c.
- Trib. correct. d'Asselt. Vol 666 c.
- 27 Décret. Organ. éconóm., p. 1293; Trav. publ., p. 853.
- 29 Arrêté. Organ. de l'Algérie 416.
- Alger. Organist. de l'Algérie 1337-20.
- 30 Décret. Organ. de l'Algérie 56 a., 915, 1008, 1053, 1103 a., p. 806.

Mai.

- 1 Décret. Organisation de l'Algérie 363, p. 806.
- 2 Loi. Organisation colon. 135-30, 190.

Mai.

- 2 Cass. Organisation judic. 287 c., 288 c.
- Paris. Ordre 529 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 523-10, 879-20 c. — Organ. milit. 615, 633. — Voirie par terre 2048 c., 2051-40 c.
- 3 Cass. Voirie p. terre 1465-40 c., 50 c., 1466 c., 1832 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 850-10, 902-30, 913-30, 925-10, 964-20 c., 985-10 c. — Voirie par terre 725-30, 743-10, 757, 2211-150, 2286.
- 4 Cass. Organ. judic. 271-60 c. — Organ. marit. 587-50 c., 588 c., 589 c. — Voirie 54-40 c., 75-14 c.
- Lyon. Vice rédhibit. 199-10.
- Cons. d'Etat. Ordonnance 4.
- 6 Montpellier. Vice rédhibitoire 255 c.
- Nîmes. Usurpation de costume 117 c., 122 c.
- 7 Cass. Organ. colon. 58-20 c., 79 c., 461 c., 462 c.
- Bourges. Office 261-20 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par terre 1143.
- 8 Décret. Organ. judic., p. 1509; Travaux publ. 1055 c., p. 853; Warrant 61 c.
- Cons. d'Etat. Organ. judic. 270-20 c. — Organ. milit. 301-30 c. — Voirie par terre 527, 1248-20 c.
- 10 Décret. Organisation de l'Algérie 394.
- 11 Cass. Organ. admin. 633 c., 832 c., 888 c., 1031-10-20 c. — Organist. de l'Algérie 708-30 c., 746-30 c.
- 13 Alger. Organisation de l'Algérie 1217.
- Circ. Organist. instr. publ. 210, 313.
- 15 Cass. Voirie par chemins de fer 184 c., 188-10 c.
- 16 Cass. Voirie par eau 641-50 c. — Volonté 1230.
- 17 Décret. Organ. marit. 465.
- Cass. Organ. admin. 248 c., 249-30 c.
- 18 Paris. Voirie par terre 1345-40 c.
- Rouen. Usurpation de costume 117 c., 122 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 513, 903-50, 930-20, 931-20, 934. — Watringnes 50.
- 20 Arrêté. Organ. colon. 433.
- 22 Décret. Organisation de l'Algérie 593.
- Alger. Organ. de l'Algérie 575, p. 806.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 928-40, 943, 945-10, 963-40, 994. — Voirie p. terre 774-30, 1026.
- 23 Cons. d'Etat. Organ. admin. 815 c., 842-30-40-60 c., 861 c., 879-20-30 c., 888, 897-30 c., 923-10 c., 1022 c. — Organ. milit. 658. — Voirie p. eau 74-20 c., 243-30, 276. — Voirie p. terre 527.
- Instr. Organ. milit. 163.
- 24 Nancy. Office 287-20 c., 288 c., 291 c., 292 c.; Vice rédhibit. 115 c.
- Orléans. Voirie p. terre 1351 c.
- 25 Cons. d'Etat. Organ. admin. 930-20 c., 957-10, 971 c., 1024 c. — Voirie p. terre 680-20, 751.
- 29 Décret. Organisation maritime, p. 1697.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 331, 846-10, 847, 895, 896-10 c., 897-20, 958-30. — Voirie par terre 753, 790-20.
- Circ. Organisation de l'Algérie 886.
- 30 Décret. Organisation de l'Algérie 554-20.
- Cons. d'Etat. Voirie p. terre 927-30, 987.
- 31 Trib. de Marseille. Vice rédhibit. 195.

Juin.

- 1 Cons. d'Etat. Voirie par eau 154-10-20.
- 3 Montpellier. Organ. marit. 471 c.
- 5 Alger. Organ. de l'Algérie 1322-30.
- Trib. de comm. de Pau. Vice rédhibit. 214.
- 6 Cass. Organ. judic. 618-10-20 c., 638 c., 671-50 c. — Voirie par eau 73-10 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 523-10-30 c., 888, 964-10.
- 8 Cass. Organ. marit. 851 c.
- Trib. de la Seine. Trésor public 1263-20.
- 10 Cass. Voirie par chemins de fer 333 c.
- Cahier des charges. Organ. de l'Algérie 1024 s.
- 11 Alger. Organ. de l'Algérie 1182.
- 12 Loi. Ouvrier 44.
- 13 Cass. Volonté 123 c.
- 14 Décret. Organ. colon., p. 1117.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 836, 849, 866, 896-10, 913-20, 918-10 c., 923-10 c., 924-50 c., 939-10, 951-20 c., 966-30. — Voirie par terre 764-30.
- 15 Decis. Organ. de l'Algérie 1346 c.
- 17 Agen. Office 234 c.
- Alger. Organ. de l'Algérie 1046-50.
- Circ. Travaux publ. 1055; Warrant 61.
- 18 Arrêté. Organ. de l'Algérie 284.
- Cass. Organ. de l'Algérie 998-30 c. — Organ. colon. 718 c.
- 19 Trib. de paix de Quissac. Vice rédhibit. 205 c.
- 20 Décret. Organ. judic. p. 1509.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 880-10, 930-30 c., 962. — Voirie par terre 1008-10-30, 1011.
- 21 Trib. de paix de Paris. Vice rédhibit. 197.
- 25 Loi. Organ. milit., p. 1903.
- Cass. Voirie par terre 2358.
- 26 Loi. Organ. marit. 261 s., p. 1697.
- Cass. Organ. admin. 506 c., 515-20-30 c. — Volonté 139 c.
- 28 Loi. Organ. de l'Algérie, p. 806; Trésor public, p. 1187; Ville de Paris 75 c., p. 148; Warrant 66 c.
- Cass. Organ. admin. 249-30 c. — Usure 3, 16. — Voirie p. terre 2048-30-40 c., 2053 c.
- 29 Loi. Trésor public, p. 1189.

Juillet.

- 2 Loi. Organ. de l'Algérie, p. 806; Trésor public, p. 1189.
- Cass. Office 364 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 837-20 c., 883-30, 904-20 c., 923-20, 930-10-30 c., 933, 970 c., 1009-30. — Voirie par terre 743-30.
- 3 Loi. Organisation colon. 392 s., p. 1186; Trésor public, p. 1189; Voirie p. terre, p. 226.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 866, 869, 945-20 c., 956-20, 992. — Voirie p. terre 413 c., 428 c., 1147.
- 4 Décret. Trésor public, p. 1189.
- Cass. Organ. marit. 598 c.
- 6 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 806.
- 9 Cons. d'Etat. Organ. admin. 992, 1013-20. — Voirie p. terre 341, 303 c.
- 10 Décret. Organ. de l'Algérie 249, p. 806; Voirie p. terre 85.
- Cass. Octroi 123-20 c., 125 c.
- 11 Cass. Vol 752-50 c.
- 12 Cass. Vol 874 c.
- 13 Cass. Voirie par terre 1447 c., 2351 c.
- 15 Cons. d'Etat. Ordres civ. et milit. 216-30 c.
- 16 Cons. d'Etat. Organist. admin. 888, 966-20, 967-10, 985-40, 1003-40.
- 17 Cass. Voirie par chemins de fer 401-20 c.
- Cons. d'Etat. Organ. admin. 888, 931-30, 941 c., 950-20 c. — Voirie par terre 1008-100, 1011, 1036, 1664.

Juillet.

- 18 Cass. Ordre public 11. — Usure 3.
- Trib. de Marseille. Vice rédhibit. 203, 206 c.
- 19 Cass. Voirie p. terre 2048-30 c., 2053 c.
- Trib. de Château-Thierry. Voirie p. chemins de fer 603 c.
- 20 Arrêté. Organ. instr. publ. 875, 377, p. 1371.
- Cass. Voirie 136 c.
- 22 Décret. Uniforme-costume 21-150, 49.
- 24 Cons. d'Etat. Organ. admin. 880-30, 886-40, 919, 923-20, 946, 951-30, 1003-50, 1009-30. — Voirie p. terre 765.
- Circ. Organ. de l'Algérie 393.
- 27 Décret. Organisation coloniale, p. 1186.
- Arrêté. Organist. colon. 516.
- 28 Loi. Voirie p. terre, p. 228.
- 30 Cass. Ordre public 7-60.

Août.

- 1 Cass. Ordre 1138 c., 1208 c. — Vol 921 c.
- 2 Cass. Organ. administ. 376 c.
- Cons. d'Etat. Organ. administ. 961.
- 4 Décret. Organist. de l'Algérie, p. 806.
- Trib. de Vendôme. Vice rédhibit. 249.
- 5 Décret. Voirie par eau, V. 6 avril 1854.
- Cons. d'Etat. Organ. administ. 936-20, 942. — Vidanges 94 c. — Voirie par eau 306-30 c. — Voirie par terre 743-30.
- 6 Cass. Voirie par chemins de fer 336 c.
- Cons. d'Etat. Ordres civ. et milit. 215-30 c. — Organ. administ. 879-30-40, 888, 923-30, 950-50. — Organist. colon. 335-10, 324, 338, 340. — Vidanges 94 c. — Voirie par eau 74-30 c., 377-30. — Voirie par terre 209-10-20 c., 527, 918 c., 1030 c.
- 7 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1371.
- 8 Cass. Voirie 103, 104-40. — Vol 104 c.
- 9 Cass. Voirie par terre 1009 c. — Vol 813-20 c.
- Circ. Vétérinaire 11.
- 10 Décret. Organist. colon. 977, p. 1117; Voirie par terre, p. 226.
- Cass. Voirie par terre 1888-20.
- Paris. Warrant 49 c.
- 11 Cons. d'Etat. Voirie par terre 1290, 2178.
- 12 Décret. Organ. de l'Algérie 1034, p. 806.
- Cons. d'Etat. Organ. administ. 846-20, 889, 905, 916, 963-50. — Voirie par terre 749, 1008-110, 1011, 2239-10.
- 13 Pau. Usage 90-40 c., 140-50 c., 343 c., 511 c., 512 c., 533 c., 560 c.
- Cons. d'Etat. Voirie par chemins de fer 234. — Voirie par eau 139-30. — Voirie par terre 904-30.
- 14 Décret. Organ. marit., p. 1697.
- Nîmes. Ordre 1295-30 c.
- Décis. Organ. marit. 88, p. 1697.
- 16 Cass. Organ. de l'Algérie 744 c., 746 c.
- 19 Trib. du Havre. Vice rédhibit. 185, 186.
- 20 Paris. Ouvrier 22.
- 23 Cass. Vol 807-30.
- 25 Décret. Organist. colon. 400, p. 1186; Organ. marit. 59, 61, p. 1697.
- 26 Cass. Ordre publ. 8-20.
- 28 Trib. de la Seine. Organ. judic. 757 c.
- Trib. de Soissons. Organ. judic. 757 c.
- 29 Cass. Organ. de l'Algérie 516-20 c., 40 c. — Organist. marit. 773 c. — Voirie par terre 1823-10 c., 1955-40 c. — Voirie 76-10.

Août.

- 80 Cons. d'Etat. Organ. administr. 836, 837-10, 842-50 c., 873-30, 910-30, 928-30, 963-30. — Voirie par terre 716-30.
81 Cons. d'Etat. Organ. administr. 896-30. — Voirie par terre 927-30, 9048.
— Déclis. Voirie par terre 1234.

Septembre.

- 2 Arrêté. Organ. de l'Algérie 808, p. 806.
7 Trib. de Dunkerque. Watringues 45.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 913-40, 932. — Voirie p. terre 684, 693, 748-10, 768, 772-40, 929-30, 1020-20 c.
8 Cons. d'Etat. Organ. administr. 888, 913-30, 931-10, 932. — Organ. milit. 611, 627, 633.
11 Trib. de Marseille. Vice rédhibit. 130-10 c.
12 Trib. de Marseille. Vice rédhibit. 131 c.
16 Décret. Organ. judic., p. 1509.
19 C. ss. Organ. de l'Algérie 743 c.
24 Décret. Organ. de l'Algérie 89-20, p. 806.
— Circ. Organ. instr. publ. 249 c.
28 Trib. de paix de Quissac. Vice rédhibit. 204 c.

Octobre.

- 1 Décret. Organ. de l'Algérie 394, p. 806; Organ. colon. 99, p. 1117.
4 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 806; Voirie par terre, p. 236.
5 Décret. Organ. marit. 115.
9 Décret. Voirie par eau 496 c.
10 Arrêté. Organ. de l'Algérie, 267.
— Cass. Organ. marit. 1122 c.
11 Trib. de Mirecourt. Voirie par chemins de fer 603 c.
15 Décret. Voirie par terre, p. 236.
16 Décret. Organ. instr. publ., p. 1371.
— Alger. Organ. de l'Algérie 777-40, 792.
20 Décret. Organ. colon., p. 1186.
— Arrêté. Organ. colon. 516.
23 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 806.
23 Arrêté. Organ. de l'Algérie 580.
29 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 807.
30 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 807; Trés. publ. 320.
— Arrêté. Organ. colon. 461.
— Trib. de la Seine (ord. du présid. du). Warrant 57.

Novembre.

- 7 Décret. Organ. colon. 797, p. 1117.
8 Cass. Voirie par terre 2392-50, 2334.
— Trib. de Mulhouse. Vice rédhibit. 196 c.
12 Décret. Organ. colon., p. 1117; Organ. marit. 465 c.
14 Décret. Trés. publ. 667, p. 1189.
— Cass. Voirie par terre 1363 c., 1429 c., 1432 c. — Vol 72 c., 73-30 c.
17 Décret. Organ. marit., p. 1097.
18 Alger. Organ. de l'Algérie 1222-30.
19 Cass. Organ. judic. 138-30 c.
21 Cass. Voirie par terre 1441-50 c. — Cons. d'Etat. Organ. marit. 763 c.; Voirie par eau 78 c. — Voirie par eau 160, 285, 246-50. — Voirie par terre 803-30.
22 Décret. Organ. colon. 712, p. 1117; Organ. milit., p. 1903; Ouvrier 219; Trésor public 1238 c.
— Arrêté. Organ. colon. 516.

Novembre.

- 22 Cass. Organ. milit. 828-60 c., 839 c., 874 c.
— Agen. Voirie par chemins de fer 135 c.
23 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 807.
25 Alger. Organ. de l'Algérie 826-70 c.
— Besançon. Ordre 938 c., 1293 c., 1298-30 c.
— Bourges. Ordre 1297-10 c.
26 Arrêté. Organ. de l'Algérie 418.
27 Trib. de Marseille. Vice rédhibit. 90, 126 c., 159 c.
— Trib. de Nantes. Vice rédhibit. 50-10 c., 199-30.
28 Décret. Organ. colon. 713, p. 1117; Organ. milit., p. 1903.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 208. — Voirie par eau 210 c. — Voirie par terre 51 c., 254 c., 546, 1475 c., 2060-30 c., 2086 c.
29 Toulouse. Organ. de l'Algérie 626 c., 627 c.
30 Cass. Vidanges 38 c.; Voirie par terre 1723-10 c.
— Besançon. Usurpation de costume 4 c.

Décembre.

- 1 Décret. Trésor public 663, p. 1189.
5 Décret. Organ. marit., p. 1697.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 1019.
— Déclis. Organ. de l'Algérie 589, p. 807.
7 Cass. Organ. admin. 362 c.
9 Cass. Voirie par chemins de fer 167-10 c.
10 Cass. Organ. de l'Algérie 1135 c.
11 Cass. Organ. de l'Algérie 810-10-20 c. — Voirie par terre 434 c.
12 Cass. Vol 807-30.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 896-30 c. — Voirie par chemins de fer 189 c.
13 Cons. d'Etat. Voirie p. eau 64-30.
14 Trib. du Havre. Warrant 33, 35 c.
— Déclis. Organ. de l'Algérie 414.
16 Arrêté. Organ. colon. 516.
— Cass. Organ. judic. 412-10 c.
19 Liège. Ouvrier 255.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 618-10, 932. — Voirie par terre 1667-10-30 c.
20 Déclis. Office 165 c.
21 Décret. Organ. de l'Algérie 112, 199, p. 807.
— Paris. Trésor publ. 1391 c., 1409-90, 1410 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 937 c. — Voirie par eau 118. — Voirie par terre 1667.
24 Trib. du Havre. Vice rédhibit. 47 c., 123, 130-30 c.
25 Décret. Organ. admin., p. 618.
27 Décret. Ordres civils et milit. 308 c., 223.
— Arrêté. Organ. colon. 457, 516.
30 Décret. Organ. de l'Algérie 414.
— Arrêté. Organ. instr. publ. 293 c.
31 Sénatus-consulte. Trésor public 667 s., 682, p. 1189.
— Paris. Voirie par terre 139 c.
— Trib. de Tarascon. Ordres civils et milit. 277 c.
— Instr. Organ. de l'Algérie 361-40.

1862

Janvier.

- 2 Alger. Organ. de l'Algérie 1046-30.
4 Décret. Organ. de l'Algérie 431 s., p. 807; Organ. écon., p. 1292.
— Cass. Organ. admin. 250 c. — Organ. judic. 325-40 c., 326-40 c. — Voirie par terre 1271-10 c. — Voiture 200 c., 298-30 c.
6 Cass. Vol 447 c.

Janvier.

- 7 Arrêté. Organ. de l'Algérie 361-50, 387.
— Cass. Usurp. de costume 127 c.
9 Bordeaux. Ordre 1296-20 c., 1298-10 c.
10 Cass. Voie de fait 4.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 875-30, 871-10, 1015-20, 1020-10.
11 Cass. Voirie par terre 1955-50-60 c., 2301 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 888, 898-30.
13 Paris. Office 227 c.
14 Aix. Vice rédhibit. 146.
16 Cass. Opposit. 29. — Organ. judic. 682-10.
— Amiens. Vice rédhibit. 112 c., 155 c., 160 c.
17 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 807.
18 Cass. Ouvrier 89 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. eau 281-30 c. — Voirie par terre 727 c., 790-40, 923-20 c., 943 c., 997 c.
20 Alger. Organ. de l'Algérie 249-10-20-30 c.
21 Rapport. Trés. publ. 669.
22 Cass. Usurpation de costume 122 c.
23 Cass. Voirie par terre 1886-30 c.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 615-10. — Voirie par terre 1857 c., 1858 c.
24 Cass. Volonté 93 c.
25 Trib. de la Seine. Ordre 1173 c., 1231 c.
27 Cass. Voirie par chemins de fer 426 c.
30 Cass. Vol 140-40 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 384.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 880-30. — Organ. milit. 643-20, 650. — Voirie par terre 1832 c., 2126-30 c., 2310-30 c.
— Trib. de la Seine. Warrant 55.

Février.

- 1 Décret. Organ. colon., p. 1117.
2 Cass. Trésor publ. 1392 c.
5 Décret. Organ. marit., p. 1697.
— Circ. Organ. administr. 379 c.
7 Cass. Organ. marit. 978 c.
8 Décret. Organ. colon., p. 1186.
— Arrêté. Organ. colon. 516.
9 Paris. Voirie par chemins de fer, V. 9 avril 1862.
11 Cons. d'Etat. Voirie par terre 1572-20.
12 Loi. Trésor public 1110, 1146, 1144.
— Décret. Organ. marit., p. 1697; Organ. milit., p. 1903; Trésor publ. 1110.
— Arrêté. Trés. publ. 1110.
13 Cass. Ouvrier 812 c.; Vol 828 c.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 565. — Voirie par terre 1019, 1020-10.
14 Trib. de Pau. Ordre 1110.
15 Décret. Organ. marit. 465 c.; Trés. publ. 1111.
— Cass. Voirie par terre 2020-20.
— Rouen. Vice rédhibit. 198.
16 Décret. Trés. publ. 1111.
18 Arrêté. Vice rédhibit. 228, 266.
— Trib. de Marseille. Vice rédhibit. 81 c.
20 Cass. Voirie par terre 1881-30 c., 1886 c., 1955-50-60 c., 2201 c. — Voiture 101 c.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 565, 570-30, 888, 971-30.
— Circ. Vice rédhibit. 223, 243, 244, 263, 266.
22 Décret. Organ. marit. 784 c.
24 Alger. Organ. de l'Algérie 699 c.
26 Loi. Organ. administr., p. 615; Trésor publ. 1114.
— Décret. Ouvrier 58.
27 Cons. d'Etat. Voirie par eau 288, 873-30 c., 376-70. — Voirie p. terre 292 c., 410-20 c., 427 c., 449 c., 1104-30, 1661.

Mars.

- 1 Cass. Volonté 128 c.
— Aix. Vice rédhibit. 159.
7 Cass. Voirie p. terre 1526-20 c., 50 c., 1736-40 c. — Voiture 101.
8 Paris. Vidanges 20-20.
10 Cass. Organisation de l'Algérie 788 c.
— Besançon. Voirie p. chemins de fer 160 c.
— Bruxelles. Organisation judic., 417-10 c.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 364. — Voirie p. terre 735.
11 Cons. d'Etat. Organ. admin. 613-40, 885, 940-20. — Voirie par eau 189-30 c., 191-30 c., 267 c., 393 c.; Voirie par terre 292 c.
12 Décret. Organisation maritime, p. 1697.
13 Cass. Organisation judiciaire 271-60 c.
15 Décret. Organisation maritime, p. 1697.
— Arrêté. Organisation de l'Algérie 410.
— Cass. Organ. de l'Algérie 538. — Ouvrier 232-10-20 c.
18 Lyon. Voirie p. terre 1871 c.
— Trib. comm. de Marseille. Vice rédhibit. 79 c.
19 Alger. Organ. de l'Algérie 1034, 1210-10.
20 Cons. d'Etat. Organ. milit. 135. — Voirie par chemins de fer 142-20 c., 143-20, 145-60-80. — Voirie p. terre 3051-40.
21 Trib. comm. de Marseille. Vice rédhibit. 79 c.
22 Cass. Voirie p. terre 2085 c.
— Trib. de Nantes. Vice rédhibit. 92 c., 130-20 c.
— Déclis. Organ. marit. 623.
24 Caen. Vice rédhibit. 286 c.
— Circ. Organ. marit. 61.
25 Cass. Vice rédhibit. 45 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 643.
— Rennes. Vice rédhibit. 208 c.
26 Décret. Organ. instr. publ. 449, p. 1371.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 292, 409.
27 Cass. Voiture 77 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 896-40. — Voirie par terre 1478 c., 2081 c.
28 Arrêté. Organisation coloniale 730.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 533-20, 552-40, 571-30, 577-30, 581, 598, 643, 649 c. — Voirie p. terre 410-30 c., 413 c., 414 c., 415 c., 573 c., 1034, 1155, 2017.
29 Arrêté. Organisation coloniale 516.
31 Cass. Ordre 1009 c., 1013 c. — Organ. judic. 521 c.

Avril.

- 2 Décret. Voirie p. terre, p. 226.
— Aix. Voirie p. chemins de fer 631.
4 Cass. Vidanges 74 c. — Vol 752-40 c., 755-20 c.
— Bordeaux. Vol 876-40.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 746-20, 774-70.
5 Décret. Organ. colon., p. 1117; Organ. marit., p. 1697; Organ. milit., p. 1903.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 980, 1567 c., 1632 c., 2088 c., 2072 c., 2085 c., 2118 c.
7 Cass. Voirie p. chemins de fer 338-10-20 c.
9 Cass. Voirie p. terre 1826-30 c., 1350 c.
— Limoges. Usufruit 780 c.
— Paris. Voirie p. chemins de fer 413 c., 606 c.
10 Décret. Voirie p. terre, p. 226.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 384, p. 807.
— Cass. Organ. milit. 749-10 c.
— Trib. de Lyon. Ordre 715, 1023-20 c.

Avril.

- 11 Cass. Voirie p. terre 1142-30 c., 2072 c., 2109 c., 2308 c., 2369-30 c.
12 Ord. Organ. colon. 473 c., p. 1117.
— Liège. Vol 129-50.
15 Cass. Organ. de l'Algérie 827 c.
16 Décret. Organ. instr. publ. 324 c., p. 1371.
— Besançon. Ordre 442 c., 928-20 c.
19 Décret. Organ. instr. publ. 383, p. 1371.
21 Riom. Organ. administr. 1036 c., 1037 c.
22 Sénatus-consulte. Organ. colon., p. 1117.
23 Cons. d'Etat. Voirie p. terre 932-40, 955.
— Déclis. Organ. marit. 45, p. 1697.
24 Cons. d'Etat. Voirie p. terre 1019, 2017.
25 Cass. Ouvrier 218 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 323, 893.
28 Arrêté. Organ. de l'Algérie 361-50, 387, 923, 1052.
— Cass. Octroi 124 c.
29 Décret. Organ. admin., p. 615.
30 Décret. Organ. judic., p. 1509.
— Cass. Voirie p. terre 1549 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 751.

Mai.

- 1 Cons. d'Etat. Organ. admin. 512, 612-30-60.
— Circ. Organ. admin. 487-40 c.; Volonté 22 c.
2 Cass. Octroi 182-20 c. — Voirie p. terre 1525 c.
— Limoges. Voirie p. chemins de fer 496 c., 497 c.
3 Loi. Opposition 18; Ordre 289, 1089, 1301; Organ. de l'Algérie 625 s., 657, 674, p. 807; Organ. colon. 119, 502.
5 Cass. Organ. milit. 215-30 c.
6 Cass. Octroi 166 c., 267-30 c.; Organ. judic. 153-30 c. — Organ. admin. 492-20 c., 532-50 c.
7 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 807; Organ. marit., p. 1697; Organ. milit., p. 1903.
— Cass. Organ. de l'Algérie 998-10. — Voirie par chemins de fer 501 c.
9 Cass. Octroi 21-10-20 c.
10 Décret. Organ. marit. 787.
13 Cass. Office 363-30 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 981.
14 Décret. Organ. colon., p. 1117, 1118.
— Aix. Vol 773.
— Riom. Vol 647 c., 769 c.
15 Cass. Octroi 364 c.; Voirie p. eau 499 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 551, 578-10. — Voirie par terre 924-30.
17 Décret. Organ. colon. 103, 222, p. 1118; Organ. marit., p. 1697.
19 Arrêté. Organ. colon. 823.
20 Cass. Organ. de l'Algérie 832 c. — Organ. marit. 758 c.; Voirie par eau 75-10 c.
— Paris. Warrant 39.
21 Trib. de Bordeaux. Voirie par chemins de fer 595 c., 596.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 764-30, 1028.
22 Décret. Organ. colon. 89, p. 1118; Organ. instr. publ., p. 1371.
23 Circ. Organ. marit. 1-6.
24 Cass. Octroi 146, 371, 874 c. — Organ. judic. 309 c.
27 Cass. Voirie p. chemins de fer 398 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 826-50.
— Dijon. Ordre 901 c., 952-20-30 c.
— Paris. Office 253 c., 363-40 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. eau 195 c., 196 c.
32 Décret. Organ. de l'Algérie 294, 652, p. 807; Organ. judic. 514 c., p. 1509.
— Bordeaux. Ordre 1293 c., 1398-20 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 913-20, 972-30. — Voirie par terre 774-30, 924-40.

Mai.

- 28 Circ. Voirie par chemins de fer 280.
30 Arrêté. Voirie p. chemins de fer 308.
31 Décret. Organ. administr., p. 615; Organ. colon. 805, 455, p. 1118; Organ. judic., p. 1509; Organ. marit. 328 s., 337 s., 366, p. 1697; Trésor public 1444.

Juin.

- 1 Arrêté. Organ. instruct. publ. 179 c.
2 Loi. Ordre 1008, 1301; Organ. de l'Algérie, p. 807; Organ. colon. 367 s.
3 Circ. Officiers publ. 15 c.
4 Décret. Organ. colon. 507.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 528, 565, 567, 571-40, 575, 635, 640.
5 Cons. d'Etat. Organ. administr. 526, 571-10, 572, 613-70, 625. — Voirie par terre 583 c., 592 c.
6 Circ. Organ. marit. 279.
7 Décret. Organ. colon. 365 s., p. 1118.
— Chambéry. Ordre 939 c.
9 Trib. du Havre, Vice rédhibit. 93 c., 146-30.
10 Circ. Organ. colon. 45.
— Lettre. Organ. coloniale 709, 711.
11 Colmar. Voirie par chemins de fer 501 c.
13 Limoges. Voirie par chemins de fer 318.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 400 c., 533-30, 538, 569-40, 571-30, 613-80-90, 635, 846-30, 930-40 c., 964-40.
14 Décret. Organ. judic. 489, p. 1509.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 535-30, 539, 624.
17 Toulouse. Ouvrier 5 c.
18 Décret. Organ. instruct. publ. 396, 397, 401, p. 1371.
19 Cons. d'Etat. Organ. administr. 518, 526, 534 c., 532-30.
20 Arrêté. Organ. de l'Algérie 415.
— Cass. Voirie par terre 1234 c.
21 Cass. Vice rédhibit. 98 c.
22 Décret. Organ. marit., p. 1697.
23 Cass. Voirie par terre, V. 23 janvier 1862.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1232-10.
25 Trib. de Marseille. Vol 861.
26 Cons. d'Etat. Organ. administr. 888, 929.
27 Bordeaux. Voirie par chemins de fer 595 c. — Vol 876-50.
28 Loi. Organ. marit. 268 s., p. 1698.
— Cass. Vol 820 c.
— Trib. de la Seine. Vice rédhibit. 105 c.
30 Rennes. Vice rédhibit. 91.
— Riom. Voiture 457 c.

Juillet.

- 2 Loi. Office 354 c.; Organ. de l'Algérie 443; Organ. colon. 119-120; Ouvrier 19; Ville de Paris 75, p. 148; Voiture 466; Warrant 10 c., 59 s.
— Décret. Organ. admin., p. 645; Organ. colon. 368, p. 1118.
4 Cass. Vice rédhibit. 86 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 993. — Voirie p. eau 231.
5 Cass. Voiture 398-10-20-30 c.
6 Loi. Organ. judic. 134, p. 1509.
— Décret. Organ. marit. 166.
10 Décret. Ouvrier 219; Voirie par terre 85.
— Cass. Vol 728-10-20. — Volonté 38 c.
— Alger. Organisation de l'Algérie 1046-20.
— Trib. de Châtillon-sur-Seine. Organisation judiciaire 325-30 c., 326-10 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par eau 54, 97, 98, 99, 114.

Juillet.

- 11 Cass. Organ. admin. 563-10 c., 564-10 c. — Vol 75 c.
12 Cass. Organ. marit. 587-30 c., 589 c.
— Toulouse. Usurpation de costume 117 c.
— Circ. Organ. instr. publ. 211.
14 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 807.
— Cass. Voirie par chemins de fer 92 c.
16 Cass. Vol 826-50.
— Règl. Organisation maritime 300.
17 Cass. Vol 790-90-30 c., 874 p.
— Cons. d'Etat. Octroi 307-30 c.
18 Cass. Vol 76-60 c. — Volonté 24 c.
— Paris. Vol 678 c.
19 Cass. Voirie par terre 1320 c., 1441-50 c., 1955-50 c., 2301 c., 2352 c.
— Riom. Usufruit 291 c.
21 Décret. Organ. admin., p. 615; Organ. de l'Algérie 363, 551, p. 807; Organisation marit., p. 1698.
— Cass. Voirie par terre 1553 c., 1554-20 c.
— Trib. de Marseille. Vice rédhibit. 218 c., 833, 256 c.
24 Grenoble. Ordre 826-10 c., 840-30 c., 847 c., 851 c.
— Paris. Ordre 1395-30 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 570-10. — Voirie p. eau 138-10.
27 Décret. Organisation de l'Algérie, p. 807.
28 Cass. Organisation de l'Algérie 755 c.
— Grenoble. Ordre 492 c., 493 c., 697-100 c.
30 Arrêté. Organisation de l'Algérie 425.
31 Cons. d'Etat. Organ. admin. 533-10, 600, 614.

Août.

- 1 Cass. Voirie p. terre 2877 a.
2 Cass. Organ. admin. 246-30 c. — Voirie p. terre 1112 c., 1115 c.
— Paris. Voirie p. eau 52 c.
4 Cons. d'Etat. Organisation administrative 518. — Voirie p. terre 728.
5 Décret. Organ. instr. publ., p. 1371.
6 Cass. Voirie p. terre 1106-60 c., 1447 c., 2357-40.
9 Cass. Volonté 67 c.
11 Décret. Organisation maritime, p. 1698.
— Cass. Organisation marit. 443, 471 c.
12 Douai. Ouvrier 12.
16 Cons. d'Etat. Organ. admin. 471, 517-30-40, 532-30, 607-30, 624, 628, 648-30. — Voirie par chemins de fer 355. — Voirie par terre 2049.
— Instr. Ordre 223 c.
18 Cass. Organ. admin. 249-30 c.; Vice rédhibit. 200 c.; Vidanges 94 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. chemins de fer 249 c.; Voirie par eau 285 s. — Voirie par chemins de fer 592 c.; Voirie par terre 1922-20 c.
22 Cass. Organ. judic. 817-20 c. — Voirie p. chemins de fer 2904 c., 2962-40.
— Trib. de la Seine. Voirie p. terre 1820 c.
23 Paris. Vice rédhibit. 270.
26 Cass. Voirie p. terre 1442 c.
27 Pau. Ordre 1297-10-30 c.
28 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 807; Organ. colon. 103, 654, 711, p. 1118; Organ. marit., p. 1698; Organ. milit., p. 1903.
— Cass. Voirie par terre 2018 c., 2208-20 c., 2218-30 c., 2348-30 c.
29 Décret. Organ. de l'Algérie 250, p. 807.
— Cass. Voirie p. terre 2359, 2361.

Septembre.

- 1 Décret. Voirie p. chemins de fer, p. 854.
2 Décret. Organ. colon., p. 1118; Ouvrier 219.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 513, 526, 566-30, 578-20, 589. — Voirie par terre 1319 c., 1923 c., 1956 c., 2331 c.
3 Arrêté. Organ. de l'Algérie 486, p. 807.
5 Trib. de Reims. Ordre 1172.
22 Décret. Organ. judic., p. 1509.
29 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 807.

Octobre.

- 5 Arrêté. Organ. colon. 878.
6 Décret. Organ. colon., p. 1186.
— Arrêté. Organ. colon. 516.
7 Décret. Organ. colon., p. 1118.
9 Arrêté. Organ. colon. 580.
10 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1371.
20 Décret. Ordres civ. et milit. 208 c., 219 c.
21 Alger. Organ. de l'Algérie 642-60, 1210-30.
— Circ. Organ. de l'Algérie 1028.
22 Décret. Organ. marit., p. 1698.
25 Décret. Organ. marit. 644 s., p. 1698.
28 Arrêté. Organ. instruct. publ. 138.
39 Décret. Warrant 10 c., 60 c.
31 Circ. Voiture 468.

Novembre.

- 3 Décret. Organ. milit. 540, 543, p. 1905.
6 Cass. Organ. de l'Algérie 758. — Organ. marit. 1077 c., 1122 c.
8 Aix. Ordre 339-30 c., 271 c.
10 Décret. Organ. administr., p. 615; Organ. marit. 784 c.
— Cass. Vice rédhibit. 291-40 c.
12 Cass. Organ. judic. 783 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1087, 1088 c.
14 Cass. Vol 937 c.
15 Circ. Voiture 473, 477, 481, 487, 492, 495, 496, 500.
— Décis. Voirie par eau 512.
17 Rapport. Organ. marit., p. 1698.
17 Décret. Organ. milit., p. 1904.
— Besançon. Ouvrier 11-30 c.
18 Rapport. Organ. marit., p. 1698.
18 Cass. Warrant 66 c.
19 Alger. Organ. de l'Algérie 777-40.
20 Cass. Vol 752-30-30 c.
21 Arrêté. Organ. de l'Algérie 854, p. 807.
25 Colmar. Vol 769 c., 846 c.
26 Cass. Organ. judic. 412-60 c., 426 c.
— Circ. Voirie par eau 513.
30 Décret. Organ. marit. 784 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 286-30-40.

Décembre.

- 1 Décret. Organ. milit., p. 1904.
3 Cass. Organ. de l'Algérie 1344 c., 1346 c.
5 Cass. Vol 782-20 c.
— Dijon. Voirie par chemins de fer 426 c.
6 Cass. Organisation. administr. 351-10 c.; Voirie par chemins de fer 413 c., 606 c. — Organ. de l'Algérie 746-30 c.
— Trib. de Caen. Voirie par chemins de fer 621.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 945. — Voirie par terre 728.
8 Cass. Voiture 380 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1221-10.
9 Décret. Ordres civ. et milit. 208 c., 229 c., 251.
— Toulouse. Voirie par chemins de fer 310-30 c., 313 c., 479 c.
— Solut. Ordre 1178.

Décembre.

- 10 Cass. Organ. judic. 155 c.
11 Cass. Organ. milit. 334 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 2247 c., 2348-30 c.
12 Cass. Voirie par terre 1884-20 c. — Solut. Ordre, V. 9 décembre.
13 Cass. Organ. judic. 271-60 c.
17 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 368. — Voirie par eau 335. — Voirie par terre 731-40, 795, 1020-20, 2286.
18 Décret. Organisation de l'Algérie 106.
— Grenoble. Warrant 48 c.
— Cons. d'Etat. Octroi 307-30 c., 353-50 c. — Organ. de l'Algérie 493-10, 636, 941, 1217-20, 1297-40, p. 807. — Organ. milit. 616. — Voirie par terre 798-30, 2139 c., 2212-30, 2284-10.
19 Cass. Organ. milit. 337 c.
— Dijon. Voirie par chemins de fer 426 a.
20 Cass. Voirie par terre 1945-30 c., 2082-20 c., 2105-20 c., 2163-70 c. — Vol 766 c.
22 Chambéry. Organisation. milit. 215-20 c. — Volonté 13 c.
24 Cass. Organ. de l'Algérie 997-10-20 c.
— Colmar. Voirie par terre 1116 c.; Vol 87 c.
— Cons. d'Etat. Voirie par terre 823.
26 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 107 c., 495. — Voirie par terre 1737, 2048 c., 2257-30.
— Décis. Organ. marit. 271.
27 Décret. Organisation. marit. 30 s., p. 1698.
— Cass. Vol 892-40 c.; Volonté 138 c.
— Douai. Ordre 960-120-140 c.
29 Alger. Organisation. de l'Algérie 1223-30.
30 Décret. Organ. administr. 386, 399, p. 615; Voiture 235.
— Cass. Ouvrier 87 c.
31 Arrêté. Organ. instruct. publ. 961.
— Paris. Warrant 40 c.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 616-10.

1863

Janvier.

- 3 Cass. Vol 792-20-30 c.
3 Cass. Voirie par terre 1616, 1623-50.
8 Décret. Organ. admin., p. 615.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 886. — Organ. marit. 365, 822, 879 c. — Voirie p. terre 1881-30.
— Décis. Organ. de l'Algérie 445-10, p. 807.
9 Cass. Vol 116 c., 754-30.
— Besançon. Voirie p. terre 1336-20 c., 1845-40 c.
10 Décret. Organ. colon. 882 s., 886, p. 1118; Organ. instr. publ. 123, p. 1371. — Voirie p. terre 1114-20 c., 1372 c.
— Orléans. Office 133 c.
12 Circ. Voiture 475, 476, 481, 482, 485.
16 Cass. Organ. de l'Algérie 903, 903 c., 906, 907.
17 Décret. Organ. colon., p. 1118.
18 Limoges. Ordre 887 c.
22 Cass. Voirie p. terre 2075-50 c., 2108-100 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 902-30. — Organ. milit. 158. — Voirie p. terre 2088-30 c., 2103 c. — Volonté 80 c.
23 Trib. de la Seine. Voirie p. chemins de fer 805 c.
24 Décret. Organ. marit. 784 c.
— Cass. Voirie p. terre 1739-30-40 c. — Voiture 397 c.
— Grenoble. Voirie p. chemins de fer 400 c.
— Paris. Office 314 c.
26 Circ. Voirie p. terre 697 c.

Janvier.

- 27 Instr. Warrant 60, 62.
29 Cass. Organ. judic. 684-60 c., 699-20 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 622, 648-10.
31 Loi. Ouvrier 59.

Février.

- 2 Chambéry. Ordre 1296-30 c.
4 Cass. Organ. de l'Algérie 810-10-20 c.
7 Cass. Organ. de l'Algérie 740-30 c.
— Besançon. Ordre 697-110 c.
10 Cass. Office 289-10 c.
11 Décret. Organ. colon. 690, p. 1118.
12 Cass. Vol 751-90 c.
— Cons. d'Etat. Voirie p. eau 122 c. — Voirie p. terre 416.
13 Cons. de préfet. du Rhône. Voirie p. terre 854, 863.
14 Cass. Voirie p. terre 1124 c., 1426 c., 1432 c., 1955-50-70 c., 2218 c., 2296-70 c., 2325-30 c., 2357-30 c.
16 Cass. Ordre 1136 c.
17 Cass. Voirie p. terre 1571.
18 Décret. Organ. milit., p. 1904.
19 Cass. Ouvrier 5.
— Cons. d'Etat. Voirie p. terre 723.
21 Cass. Voirie p. terre 2295-10, 2318-50, 2359.
— Nancy. Ordre 938 c., 985-80-90 c.
23 Rennes. Ordre 468.
— Décis. Organ. marit. 114.
24 Cass. Office 236 c. — Ordre 114 c., 690 c.
25 Décret. Organ. instr. publ. 427 a., p. 1371.
— Cass. Organ. milit. 430 c.
— Lyon. Voirie p. chemins de fer, V. 11 mai 1863.
26 Cass. Organ. milit. 823-10 c. — Ouvrier 214 c. — Voirie par chemins de fer 554 c., 585 c. — Volonté 137 c. — Vol 531, 844 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 561 c., 642. — Voiture 494 c.
27 Cass. Voirie p. terre 2037 c.
28 Décret. Organ. admin., p. 615.
— Cass. Voirie p. terre 1884-30 c., 1904-30 c., 1928-40 c., 2262-50.

Mars.

- 2 Pau. Voirie par chemins de fer 318.
— Trib. de la Seine. Voirie par chemins de fer 424-20.
4 Décret. Organ. colon., p. 1118.
— Trib. du Puy. Ordre 890-30 c.
5 Cons. d'Etat. Voirie par terre 728.
7 Sénatus-consulte. Organ. colon., p. 1118.
— Décret. Organisation. colon. 190, p. 1118.
— Trib. d'Angoulême. Office 284 c.
9 Cass. Ordre 1173 c., 1231 c.
— Toulouse. Ouvrier 11-30 a.
10 Cass. Organ. administr. 428-30-30-50 c., 511 c.
11 Cass. Organ. administr. 609-60-20, 811 c.
— Chambéry. Officiers publ. 8 c.
— Cons. d'Etat. Voiture 494 c.
12 Cons. d'Etat. Organ. administr. 898-20. — Voirie par terre 1567.
13 Cass. Voirie par terre 2094-50 c., 2246-40 c., 2370 c.
— Circ. Organ. marit. 518-70.
14 Cons. d'Etat. Voirie par chemins de fer 249 c.; Voirie par terre 1923-30 c.
16 Cass. Organ. administr. 487-10-20-30-40 c., 489-20-30 c., 490-30-30 c.
— Alger. Organisation. de l'Algérie 886-20, 1275-10-20.
17 Décret. Organ. administr. 297, p. 615.
— Alger. Organisation. de l'Algérie 594 c.
18 Cass. Organisation. administr. 457-40 c., 494-20 c., 498-10-20 c.

Mars.

- 20 Cass. Organ. judic. 702, 703. — Voiture 139.
 21 Décret. Organ. de l'Algérie 431 s., p. 807.
 22 Cass. Organ. admin. 487-2° c., 488-7° c., 489-10-20-30 c., 502 c., 506 c., 509-10 c.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 1829-30, 1876.
 24 Cass. Organ. admin. 487-4° c., 488-7° c., 489-10-20-30 c.
 25 Loi. Organ. judic., p. 1509.
 — Cass. Organ. admin. 489-20-30 c.
 26 Cass. Organ. admin. 351-2° c.; Organ. judic. 143 c., 553 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 162-20, 170 c., 370, 491-20.
 28 Décret. Organ. judic., p. 1509; Organ. marit., p. 1698.
 — Paris. Voirie p. chemins de fer 318.
 30 Cass. Organ. admin. 487-20-40-60 c., 489-10-20-30-40 c., 494-10-40 c., 507 c., 511 c. — Voirie p. chemins de fer 412 c., 494 c.
 31 Cass. Organ. admin. 565-2° c.

Avril.

- 1 Décret. Organ. colon. 697, 698, p. 1118.
 2 Cass. Organ. judic. 677 c.
 3 Cons. d'Etat. Vidanges 45 c.
 7 Arrêté. Organisation de l'Algérie 61.
 — Cass. Organ. marit., V. 7 avril 1865.
 9 Décret. Organ. colon., p. 1118; Organ. marit., p. 1698.
 9 Cass. Voirie par chemins de fer 611-3° c., 612 c.
 10 Cass. Organ. marit. 1004-1° c. — Voirie p. chemins de fer 614 c.
 11 Cass. Organisation admin. 1049 c.; Volonté 67 c.
 — Cons. d'Etat. Voirie par terre 309 c.
 13 Décret. Organisation colon. 406, p. 1118; Voirie p. chemins de fer, p. 854.
 — Cass. Octroi 181 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 491-20.
 16 Décret. Organ. de l'Algérie 100, p. 807.
 — Cass. Voiture 132 c. — Vol 125 c. — Volonté 134 c., 139 c.
 — Bourges. Vol 87 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. admin. 577-30, 589.
 17 Lettre. Organ. milit. 273.
 18 Montpellier. Voirie par chemins de fer 447.
 20 Arrêté. Organ. admin. 449; Voirie p. chemins de fer 311; Voiture 235.
 — Trib. de Charlevoix. Ouvrier 224.
 21 Décret. Organisation coloniales 575.
 — Cass. Organisation de l'Algérie 1135 c.
 22 Sénatus-consulte. Organ. de l'Algérie 929, 1190 s., 1366 s., p. 807.
 — Décret. Organ. colon. 503, 504, p. 1118.
 23 Cass. Organ. judic. 667 c.
 — Grenoble. Organ. de l'Algérie 832 c.
 — Trib. de Mayenne. Vice rédhbit. 291-4° c.
 25 Arrêté. Voirie p. chemins de fer 355 s.
 — Trib. de Belley. Voirie par chemins de fer 603 c.
 28 Orléans. Voiture 379 c., 397 c., 401 c.
 — Rennes. Ordre 626-2°, 1257 c., 1366-5°.
 29 Colmar. Ouvrier 112 c.
 — Trib. de Mayenne. Vice rédhbit. 291 c.
 — Cons. d'Etat. Organisation admin. 995 c.

Avril.

- 30 Cass. Organ. milit. 824 c.; Voirie par terre 3015 c., 2327 c., 2346 c. — Voirie par chemins de fer 615.
 — Colmar. Voirie p. chemins de fer 501 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. marit. 770-1° c.

Mai.

- 1 Cass. Ouvrier 209 c.
 2 Décret. Organisation marit. 784 c., p. 1698.
 4 Rouen. Officiers publ. 21 c.
 6 Loi. Organisation marit. 87, 111, p. 1698.
 — Cons. d'Etat. Organisation admin. 846-10.
 7 Cons. d'Etat. Voirie p. terre 904-30, 906-30.
 9 Loi. Organisation de l'Algérie 749, p. 807.
 11 Cass. Organisation administrative 507 c.
 — Lyon. Voirie par chemins de fer 372 c., 603 c.
 13 Loi. Ouvrier 88; Ville de Paris 75, p. 148; Vol, p. 1118.
 — Décret. Organ. de l'Algérie 592, p. 807; Organ. écon. 88; Organ. marit., p. 1698.
 — Cass. Ordre 232-2° c., 276-1° c., 2° c. — Organisation admin. 508-10 c.
 — Trib. de Nantes. Voirie par chemins de fer 482 s.
 15 Cass. Organ. judic. 684-7° c. — Vol 110-20 c.
 — Dijon. Voirie p. eau 65-30 c.
 16 Loi. Organ. de l'Algérie, p. 808; Organ. colon., p. 1186.
 18 Alger. Organisation de l'Algérie 886 c.
 — Circ. Organ. admin. 564-1° c.
 20 Loi. Organ. colon. 123.
 — Cass. Ordre public 7-70. — Organ. de l'Algérie 608 c.
 21 Cass. Vol 453 c.
 22 Grenoble. Ordre 692-3° c., 710 c., 746-4° c.
 23 Loi. Organ. colon. 120-30-40, 506; Warrant 44 c.
 — Décret. Organ. de l'Algérie 1870 s., p. 508; Warrant 69 c.
 — Cass. Voirie p. terre 2220-5° c., 2354 c.
 24 Cass. Octroi 148.
 25 Alger. Organ. de l'Algérie 792.
 — Caen. Ordre 191 c., 232-1° c., 265 c., 370 c., 371.
 — Grenoble. Ordre 516 c.
 27 Alger. Organ. de l'Algérie 1133, 1182.
 — Cons. d'Etat. Organisation marit. 751 c.
 30 Décret. Warrant 65, 67 c., 68, 69.
 — Lyon. Ouvrier 22.

Juin.

- 2 Décret. Organ. colon., p. 1118.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 778-4° c.
 4 Rouen. Officiers publ. 81 c.
 5 Décret. Organ. colon. 798.
 6 Décret. Organisation colon. 797, p. 1118; Warrant 68 c.
 8 Alger. Ordre 1293 c., 1297-10 c.
 11 Loi. Organ. de l'Algérie 917.
 — Décret. Organ. de l'Algérie 56, 58; Organ. marit., p. 1698.
 — Cass. Organisation marit. 1061 c.; Organ. milit. 783-1° c. — Voirie p. chemins de fer 587 c.
 — Instr. Organ. de l'Algérie 1370 s., p. 808; Organ. milit. 583.
 12 Trib. de paix de Paris. Ouvrier 87.
 13 Trib. de paix de Vassy. Ouvrier 47.
 16 Cass. Organ. colon. 979 c.
 17 Rouen. Ordre 190 c., 269 c.
 — Trib. de Nantes. Voirie par chemins de fer 496 c.
 18 Décret. Organ. colon. 477, p. 1118.
 — Cass. Vol 751-20.
 19 Cass. Vol 784 c.

Juin.

- 19 Cons. d'Etat. Organ. admin. 513 c., 526, 527, 623-1°. — Voirie p. terre 1736-30 c.
 30 Cass. Voirie par terre 1834 c., 1843 c., 2248-4° c., 2263 c.
 — Paris. Voirie par chemins de fer 496 c.
 22 Décret. Organ. écon., p. 1293; Voirie p. chemins de fer, p. 855.
 23 Décret. Organ. admin. 131, 133, 136, p. 615; Organisation instr. publ. 599.
 24 Décret. Organisation instr. publ., p. 1371.
 — Cass. Ordre public 5-30.
 26 Cass. Organ. admin. 246-30 c. — Voirie p. terre 1895-20 c.
 — Circ. Organ. marit. 157.
 28 Douai. Ouvrier 89.
 29 Décret. Organisation de l'Algérie 59; Organisation instr. publ. 283 c., 296 c., p. 1371; Organ. milit., p. 1904.
 30 Cass. Ordre 840-2° c., 851 c.

Juillet.

- 1 Agen. Organ. milit. 325 c.
 2 Amiens. Organ. admin. 529 c.
 — Caen. Ordre 952-50-80 c.
 5 Décret. Organ. colon. 134.
 6 Décret. Organ. écon., p. 1293.
 7 Cass. Organ. de l'Algérie 1377.
 8 Cass. Voirie p. chemins de fer 405 c.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 833-30, 1138 c.
 — Lyon. Ouvrier 111-20.
 9 Cass. Organ. marit. 1041 c., 1084-20-30 c. — Organ. milit. 833-20 c.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 604.
 — Grenoble. Organ. admin. 1038 c.
 10 Solut. Ordre 1173.
 11 Décret. Organ. instr. publ. 475, p. 1371.
 14 Arrêté. Organ. de l'Algérie 532, 533; Organ. instr. publ. 283 c.
 — Cass. Organ. de l'Algérie 841, 1377, p. 808.
 — Trib. de Paris. Voirie par chemins de fer 604 c.
 15 Cass. Organ. de l'Algérie 393.
 16 Arrêté. Organ. colon. 683.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 162-30 c., 165, 491-20.
 17 Décret. Organisation admin. 136, p. 615.
 18 Orléans. Voirie p. terre 1551 c.
 20 Arrêté. Warrant 61.
 21 Cass. Ordre 986-90-100 c., 1380-2° c., 1389 c.
 22 Alger. Organ. de l'Algérie 777-40.
 — Bourges. Voirie p. chemins de fer 567.
 — Cons. de préfet. de la Seine. Voirie p. chemins de fer 355.
 24 Décret. Organ. instr. publ. 459, p. 1371.
 — Cass. Octroi 148.
 25 Cons. d'Etat. Organ. milit. 638.
 27 Poitiers. Voirie p. chemins de fer 597.
 30 Cons. d'Etat. Organ. admin. 815-20. — Organ. de l'Algérie 1038.
 31 Cass. Organ. de l'Algérie 816 c.
 — Circ. Organ. marit. 264.

Août.

- 5 Ord. Organ. de l'Algérie 395.
 6 Décret. Organ. colon. 89, p. 1118; Organ. marit., p. 1698.
 — Cass. Organ. judic. 771 c.
 — Circ. Organ. admin. 773.
 7 Cons. d'Etat. Organ. marit. 844.
 10 Note. Organ. milit. 193.
 12 Trib. de Marseille. Voirie p. chemins de fer 378 c., 425 c.
 13 Cass. Organ. judic. 595-10 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 161-10-20, 164, 477, 480-10, 482.
 14 Cass. Voirie p. chemins de fer 611-30 c.
 16 Décret. Organ. admin., p. 615; Organ. instr. publ., p. 1371.
 18 Décret. Ordres civils et milit. 237 c.

Août.

- 18 Cass. Ordre 240 c.
 19 Cass. Octroi 482-50 c.
 20 Arrêté. Organ. de l'Algérie 840.
 — Nîmes. Organ. admin. 1033 c., 1034 c.
 21 Cass. Octroi 407 c.
 — Metz. Vol 751-70.
 22 Lyon. Voirie p. chemins de fer 633.
 23 Décret. Organ. instr. publ. 468-4° c.
 — Riom. Ordre 473 c., 963-90 c., 968 c., 1134-30 c., 1170-10 c.
 25 Cass. Organ. colon. 572 c.
 27 Cass. Voiture 130-20 c. — Vol 797-70, 914 c.
 29 Décret. Ordres civils et milit. 258; Organ. colon., p. 1118; Organ. marit. 465 c., 784 c.; Voiture 44 s., p. 1002.
 — Trib. de Mulhouse. Voirie p. chemins de fer 564.
 30 Trib. corr. d'Annonay. Ouvrier 90.
 31 Décret. Octroi, p. 19; Organ. colon. 104, 105 s., p. 1118.
 — Caen. Ordre 425 c., 475 c., 1339 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. admin. 446 c., 554-40, 589. — Organ. marit. 111.

Septembre.

- 2 Décret. Organ. instr. publ. 283 c., p. 1371.
 — Cons. d'Etat. Organ. admin. 615-30 c.
 4 Décret. Organ. instr. publ. 251-2° c., p. 1371.
 7 Décret. Ordres civils et milit. 246; Organ. admin. 615; Organ. écon., p. 1293.
 8 Arrêté. Organ. instr. publ. 283 c.
 9 Décret. Organisation instr. publ., p. 1371.
 15 Trib. de paix d'Aix. Ouvrier 31.
 17 Cass. Organ. colon. 257, 271.
 23 Décret. Organ. instr. publ. 283 c., p. 1371.
 29 Arrêté. Organ. de l'Algérie 422.
 — Circ. Organ. instr. publ. 283 c.

Octobre.

- 1 Décret. Organ. de l'Algérie 253, p. 808.
 7 Décret. Organ. colon. 105, p. 1118; Organ. marit. 122 s., p. 1698.
 — Circ. Organ. de l'Algérie 1377, p. 808.
 8 Circ. Organ. de l'Algérie 361-90.
 13 Décret. Organ. milit. 731 s., 736, 742.
 15 Cass. Organ. de l'Algérie 1199.
 16 Cons. de préfet. du Rhône. Voiture 475 c.
 18 Décret. Organ. admin. 172, p. 815.
 22 Décret. Organ. marit. 194 s., 224, 413, p. 698.
 24 Décret. Organisation écon. 64, p. 1293.
 25 Décret. Organ. marit. 176, 584, p. 1698.
 29 Cass. Organ. de l'Algérie 861-40.

Novembre.

- 2 Décret. Organ. de l'Algérie 253.
 4 Cass. Voirie p. chemins de fer 496 c.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 1223.
 — Circ. Warrant 61.
 6 Cass. Organ. admin. 249-20. — Organ. marit. 1122 c.
 — Circ. Organ. de l'Algérie 1377.
 7 Cass. Voiture 130-20. — Volonté 128 c.
 — Trib. de Saint-Etienne. Voirie p. chemins de fer 565.
 9 Bordeaux. Office 256 c.
 10 Circ. Organ. de l'Algérie 1377.
 11 Arrêté. Organ. instr. publ. 382.
 13 Décret. Organ. instr. publ. 533 s., p. 1371.
 15 Cons. de préfet. de la Vaucluse. Voiture 473.
 16 Instr. Organ. instr. publ. 382.
 18 Décret. Organ. colon., p. 1118.

Novembre.

- 18 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 162-20.
 19 Arrêté. Organ. de l'Algérie 100, 489, p. 808.
 — Cass. Vol 882.
 20 Cass. Octroi 401.
 — Agen. Ordre 938 s., 990-20.
 21 Alger. Organ. de l'Algérie 584.
 — Bourges. Ordre 480 c., 485-20, 1153.
 — Paris. Octroi 153 c.
 — Cons. de préfet. de la Seine-Inferieure. Voiture 476.
 23 Arrêté. Organ. instr. publ. 292 a.
 26 Cons. d'Etat. Organ. admin. 532-40, 624.
 30 Décret. Organisation écon. 86, p. 1293; Organ. milit. 573 a., p. 1904.
 — Cass. Office 141-20 a.

Décembre.

- 1 Cass. Organ. de l'Algérie 812-20 c., 919 c.
 2 Circ. Organ. marit. 199, 413.
 3 Cons. d'Etat. Organ. marit. 756 c. — Organ. milit. 635.
 4 Circ. Organ. de l'Algérie 1377.
 5 Paris. Voirie p. chemins de fer 446 c.
 6 Décret. Organ. marit. 784 c.
 8 Décret. Organisation instr. publ., p. 1371.
 — Besançon. Office 194 c.
 — Caen. Ordre 682-20 c.
 11 Cass. Organ. judic. 271-60 c., 333 c.
 — Alger. Organ. de l'Algérie 1046-10-20.
 12 Cass. Ouvrier 245-1° c., 248 c.
 — Paris. Voirie p. chemins de fer 604 c., 605 c.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 948 c., 971 c.
 14 Cass. Ordre 487-20 c.
 15 Cass. Organ. judic. 412-1° c.
 16 Lyon. Voirie p. chemins de fer 565.
 — Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 383.
 17 Cons. d'Etat. Organ. admin. 1042 c.
 18 Cass. Vol 754-10, 771 c.
 19 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 162-20.
 20 Trib. de Saint-Amand. Voirie p. chemins de fer 591 c.
 22 Paris. Warrant 57.
 — Cons. d'Etat. Voirie p. eau 867.
 24 Cass. Vol 756.
 — Cons. d'Etat. Ordres civils et milit. 231. — Organ. admin. 269 c. — Organ. milit. 165 c. — Voirie p. chemins de fer 593 c.
 26 Cass. Vol 819, 862 c., 885 c.
 28 Alger. Organ. de l'Algérie 1115 c., 1116 c.
 29 Décret. Organ. instr. publ. 437 s., p. 1371.
 30 Guadeloupe. Organ. colon. 365 c.
 31 Décret. Organ. admin. 259; Organ. instr. publ., p. 1372; Organ. marit., p. 1698.
 — Cass. Volonté 94 c.

1864

Janvier.

- 2 Règlement. Organ. instr. publ. 427, p. 1372.
 5 Lyon. Vol 95 c.; Volonté 100 c.
 6 Décret. Organ. admin. 254.
 — Cass. Ordre public 7-80.
 7 Cass. Vol 75 c.
 8 Cass. Organ. de l'Algérie 1028.
 9 Décret. Organ. instr. publ. 357 c., p. 1372.
 12 Cons. de préfet. de la Seine. Voiture 487.
 16 Cass. Octroi 204-20, 223-30 c.
 18 Lettre. Organ. colon. 1012.
 19 Trib. de Boue. Organ. de l'Algérie 1314-40 c.
 — Cons. de préfet. de l'Eure. Voiture 482.
 22 Alger. Organ. de l'Algérie 1190.

Janvier.

- 23 Décret. Voirie p. chemins de fer, p. 335; Warrant 10 c., 60, 62.
— Cons. d'Etat. Organ. instr. publ. 482 c., 483 c.; Warrant 17 c.
27 Cass. Ordre 331 c.
— Metz. Voirie par chemins de fer 599 c.
28 Bordeaux. Office 347 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 512 c. — Organ. marit. 340. — Voirie par chemins de fer 141 c., 159 c.
— Circ. Organ. de l'Algérie 1377.
30 Metz. Voirie par chemins de fer 570.
— Paris. Voirie par chemins de fer 632.
— Trib. de la Seine. Voirie p. chemins de fer 366.

Février.

- 1 Circ. Voirie par chemins de fer 288 s., 304, 306, 318, 324, 346.
— Lettre. Voirie p. chemins de fer 396, 426, 512.
2 Arrêté. Organ. de l'Algérie 410.
3 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 809; Organ. milit. 87.
4 Paris. Ordre 826-30-40.
5 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 809.
6 Cons. d'Etat. Organ. colon. 978 c. — Organ. milit. 634, 646.
7 Cass. Organ. colon. 166 c., 170 c.
8 Cons. de préfet. de la Seine-Inférieure. Voirie 478.
9 Arrêté. Organ. de l'Algérie 699 c.
10 Cass. Organ. judic. 177 c.
11 Cons. Organ. judic. 148-30 c.
12 Alger. Organ. de l'Algérie 840-10.
13 Cons. d'Etat. Organ. milit. 652.
14 Circ. Voirie 497, 498.
15 Cass. Ouvrier 213 c.
20 Décret. Voirie p. chemins de fer 120.
— Cons. de préfet. de la Seine-Inférieure. Voirie 473.
24 Décret. Organ. admin., p. 615.
— Colmar. Vol 566.
— Circ. Organ. instr. publ. 147.
25 Cons. d'Etat. Voirie p. chemins de fer 413 c.
26 Cons. préfet. de la Manche. Voirie 480.
27 Décret. Organ. marit. 465.

Mars.

- 1 Décret. Organ. de l'Algérie p. 809.
— Circ. Organ. de l'Algérie 533.
2 Cass. Office 283 c. — Ordre 1033-30 c., 1019-30 c.
3 Alger. Organ. de l'Algérie 833-30, 1135 c.
— Paris. Warrant 79 c.
— Cons. d'Etat. Organ. instr. publ. 215-30 c. — Voirie 473 c., 486, 489 c.
4 Toulouse. Ordre 1178-20 c., 1186-20 c.
5 Décret. Organ. colon., p. 1118; Organ. marit. 140, p. 1698.
6 Paris. Voirie par chemins de fer 566.
7 Cass. Organ. admin. 492-30 c., 508-30 c.
8 Décret. Organ. colon. 462.
9 Cons. d'Etat. Organ. admin. 1050 c. — Voirie 469-10 c., 473 c., 489 c.
10 Circ. Organ. de l'Algérie 1377.
11 Arrêté. Organ. instr. publ. 283 c.
12 Cass. Organ. admin. 489-10 c., 490 c. — Organ. judic. 412-10 c., 426 c.
— Circ. Organ. instr. publ. 171 c.
13 Décret. Ordres civ. et milit. 259 c., 260 c.
— Rennes. Officiers publics 4 c.
14 Décret et décrets. Organ. marit., p. 1698.
15 Cass. Volonté 94 c.
16 Circ. Organ. de l'Algérie 1377; Organ. marit. 191.
17 Loi. Office 402.

Mars.

- 21 Cass. Organ. admin. 494-30 c. — Organ. instr. publ. 215-10 c.
22 Cass. Organ. admin. 494-30 c. — Organ. judic. 414 c.
23 Cass. Organ. admin. 472-30.
— Circ. Organ. de l'Algérie 1377.
29 Cass. Organ. admin. 494-30 c.
30 Cons. d'Etat. Organ. admin. 513-40. — Voirie 469-10-30 c., 470 c., 488 c.
31 Cass. Voirie par chemins de fer 599 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 1042 c. — Voirie p. chemins de fer 413 c.

Avril.

- 2 Cass. Vol 116 c., 559 c.
4 Circ. Organ. marit. 726.
8 Cass. Organ. judic. 264 c.
9 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 809; Organ. marit. 33, p. 1698.
12 Cass. Organ. admin. 493-10 c.
17 Circ. Organ. marit. 157.
19 Paris. Organ. judic. 143 c.
21 Cons. d'Etat. Voirie 469-10-30 c., 488 c., 498 c., 489 c., 490. — Voirie 497 c.; Volonté 111 c.
22 Cass. Ouvrier 75-30 c.
23 Arrêté. Organ. de l'Algérie 347, 351.
— Cass. Organ. admin. 489-40 c.
— Circ. Organ. de l'Algérie 1377.
26 Cass. Office 330 c.
27 Décret. Organ. milit., p. 1904.
— Cass. Ordre 43 c., 515 c., 522. — Organ. judic. 178-10 c.
— Trib. de Die. Ordre 435.
28 Décret. Organ. de l'Algérie 415.
— Cass. Organ. milit. 761-30 c., 921 c., 924 c., 939 c., 963 c.
29 Cass. Organ. judic. 576 c.

Mai.

- 3 Trib. comm. du Havre. Organ. marit. 450.
4 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Cons. d'Etat. Voirie 475 c.
5 Cons. d'Etat. Organ. admin. 418 c.
7 Loi. Organ. marit. 96, p. 1698.
— Décret. Organ. colon., p. 1118.
11 Cons. d'Etat. Voirie 483 c.
12 Cass. Organ. milit. 830-30 c., 933-30-70 c.
— Nancy. Office 218 c., 227 c., 248 c.
21 Amiens. Ordre 380-40.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 811.
25 Loi. Ouvrier 136 s.
— Cons. d'Etat. Voirie 489 c.
26 Metz. Ouvrier 108.
28 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Cass. Ouvrier 246 c.

Juin.

- 1 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 809; Organ. instr. publ., p. 1372.
— Cons. d'Etat. Voirie 473 c., 474 c.
2 Cons. d'Etat. Organ. admin. 632.
3 Alger. Organ. de l'Algérie 537.
4 Loi. Organ. colon., p. 1186; Organ. econom. 56; Organ. marit. 189, 374, p. 1698; Organ. milit. 248, p. 1904.
6 Alger. Organ. de l'Algérie 792.
7 Trib. de la Seine. Warrant 84 c.
8 Loi. Warrant 72.
— Cass. Office 248 c., 250 c., 265 c.
9 Cass. Volonté 94 c.
10 Arrêté Organ. colon. 485.
12 Loi. Ouvrier 44.
13 Cass. Organ. admin. 487-40 c.
14 Décret. Organ. colon. 556, p. 1118.
— Cass. Ordre 952-40 c.
— Cons. d'Etat. Voirie 471, 489 c.
16 Cass. Organ. judic. 594.

Juin.

- 17 Cass. Organ. de l'Algérie 516-30 c.
18 Décret. Ouvrier 50.
— Besançon. Ordre public 8-30.
— Instr. Organ. marit. 749 s.
20 Arrêté. Organ. colon. 820, 855.
— Cass. Organ. de l'Algérie 800 c.
21 Cass. Office 280-30 c., 283 c., 320 c.
24 Cass. Volonté 134 c.
— Circ. du préfet du Rhône. Voirie 494 c.
25 Décret. Organ. marit., p. 1698.

Juillet.

- 2 Décrets. Organ. de l'Algérie 430, p. 809.
4 Cass. Organ. de l'Algérie 1314-10-20.
6 Décret. Organ. de l'Algérie 174.
7 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 809.
— Solut. Ordre 198 c.
8 Orléans. Organ. milit. 879-20 c., 895-20 c.
— Trib. de Marseille. Ouvrier 52 c.
— Trib. de la Seine. Volonté 14 c.
11 Cons. d'Etat. Organ. admin. 971-30.
12 Circ. Organ. de l'Algérie 1157 c., 1286.
13 Cass. Ordre 1171 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 626, 631, 633, 650.
14 Cass. Vol 87 c.
18 Décret. Organ. de l'Algérie 326, p. 809; Organ. colon., p. 1118; Organ. marit. 465.
19 Trib. de paix de Bayon. Ouvrier 36.
20 Cons. d'Etat. Organ. instr. publ. 215-20 c.
— Circ. Organ. de l'Algérie 393.
21 Cons. d'Etat. Organ. instr. publ. 538 c.
23 Cass. Octroi 165-30.
25 Décret. Organ. colon. 862, 887, p. 1118.
26 Décret. Organ. de l'Algérie 418, p. 809.
— Aix. Organ. marit. 426 c.
27 Cass. Office 332 c.
28 Cass. Organ. milit. 839 c.
29 Cour de l'île de la Réunion. Organ. marit. 638.
30 Cass. Ouvrier 87 c.

Août.

- 1 Décret. Organ. admin., p. 613.
2 Trib. de paix d'Aix. Ouvrier 80.
3 Cass. Ordre 134-10-20 c., 953 c., 960-130 c., 140 c., 150 c.
5 Arrêté. Organ. de l'Algérie 422.
6 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Paris. Vol 647 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 590, 939-30.
8 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 809.
— Dijon. Ordre 1293 c., 1298-20 c.
9 Décret. Organ. admin., p. 615; Organ. colon., p. 1118; Organ. de l'Algérie 1025, p. 809.
10 Cass. Organ. admin. 504 c., 509-20 c.
11 Cons. d'Etat. Organ. admin. 403 c.; Organ. milit. 633, 614.
12 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 809.
13 Décret. Organ. admin., p. 615; Organ. de l'Algérie, p. 809; Organ. marit. 465 c.; Organ. milit. 595 s.
— Circ. Organ. instr. publ. 251 c.
17 Décret. Organ. colon., p. 1118.
— Trib. de Die. Ordre 368, 393.
18 Cass. Organ. judic. 547-20 c.
20 Décret. Organ. milit., p. 1904.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 634.
22 Convent. Organ. milit. 206.
— Cass. Organ. de l'Algérie 1314-30, 1315 c., 1324.
— Agen. Organ. admin. 628.
25 Chambéry. Ordre 1057 c.
26 Décret. Organ. admin. 330, 331, 332.

Septembre.

- 1 Cass. Organ. colon. 219.
4 Règlement. Organ. de l'Algérie 452.
7 Décret. Organ. administr. 177, p. 615.
8 Cass. Vol 760 c.
12 Cons. d'Etat. Organ. administr. 963-70.
13 Cons. d'Etat. Organ. marit. 873.
14 Décret. Organ. marit., p. 1698.
17 Décret. Organ. instr. publ. 357 c., 361 c., p. 1372; Organ. marit. 614, p. 1698.
21 Décret. Organ. colon. 457, 459, 602, p. 1118, 1119.
— Rapport. Organ. marit., p. 1698.
24 Décret. Organ. colon. 400, p. 1186; Organ. marit., p. 1698.
— Trib. de police des îles Sainte-Marie. Organ. marit. 775 c.

Octobre.

- 3 Circ. Organ. marit. 181.
5 Décret. Organ. administr., p. 615.
8 Alger. Organ. de l'Algérie 810-20.
12 Trib. de paix de Sainte-Hermine. Ouvrier 33, 27.
15 Décret. Organ. de l'Algérie 55 s.
20 Décret. Ouvrier 10.
— Alger. Organ. de l'Algérie 837-20.
— Décrets. Organ. marit., p. 1698.
22 Trib. de la Seine. Warrant 82.
31 Arrêté. Organ. de l'Algérie 416.

Novembre.

- 2 Décret. Organ. administr., p. 615.
— Rapport. Organ. colon., p. 1119.
3 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 810.
4 Cass. Organ. de l'Algérie 398 c., 451.
9 Arrêté gouvern. de la Cochinchine. Organ. colon. 882.
11 Cass. Organ. judic. 563 c.
12 Arrêté. Organ. de l'Algérie p. 810.
20 Alger. Organ. de l'Algérie 671.
22 Cass. Organ. marit. 763 c., 801 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 660, 661 c.
24 Cass. Organ. de l'Algérie 753 c. — Organ. milit. 885-20 c., 942-20 c.
27 Décret. Organ. de l'Algérie 399; Organ. instr. publ. 296 c., p. 1372; Organ. marit., p. 1698.
28 Règlement. Organ. instr. publ. 413.
29 Cass. Organ. de l'Algérie 923.
30 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Cass. Organ. colon. 71 c.

Décembre.

- 1 Cass. Organ. marit. 1031 c., 1119 c.
2 Cass. Organ. marit. 770-20 c., 772 c. — V. 1^{er} décembre.
3 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Circ. Organ. marit. 192.
4 Décret. Organ. instr. publ. 283 c., p. 1372; Organ. milit., p. 1904.
6 Cass. Organ. de l'Algérie 1325 c. — Circ. Organ. marit. 189.
9 Cons. d'Etat. Organ. instr. publ. 315 c.
10 Cass. Organ. judic. 547-40 c. — Circ. Organ. administr. 432.
11 Décret. Organ. colon., p. 1119.
13 Cass. Organ. de l'Algérie 792 c.

Décembre.

- 15 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Cons. d'Etat. Organ. administr. 843-50.
16 Alger. Organ. administr. 418 c., 623-20, 871 c. — Organ. de l'Algérie 1276-10.
17 Décret. Warrant 11.
20 Cass. Organ. marit., p. 1698.
— Trib. de Toulon. Octroi 174.
— Décrets. Organ. marit. 232.
21 Décret. Organ. de l'Algérie 390, p. 810.
22 Cass. Organ. marit. 853-10 c. — Circ. Organ. instr. publ. 251.
24 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 810; Organ. colon. 665, 718, p. 1186.
26 Décret. Organ. de l'Algérie 48, 64, 65, 70, 71 c.
— Cass. Organ. de l'Algérie 249-10-20-30 c., p. 810.
— Chambéry. Ordre 871-30 c., 980-20 c.
27 Décret. Organ. de l'Algérie 124 s.
28 Cass. Organ. de l'Algérie 1311.
31 Décret. Organ. de l'Algérie 1060 s., 1068 s., p. 810; Organ. instr. publ., p. 1372.

1865

Janvier.

- 4 Alger. Organ. de l'Algérie 779.
6 Décret. Organ. milit., p. 1901.
— Alger. Organ. de l'Algérie 598.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 443 c. — Organ. milit. 618.
10 Cons. d'Etat. Organ. admin. 435-10-20 c.
11 Décret. Organ. marit. 784 c.
— Arrêté. Organ. instr. publ. 284.
14 Décret. Organ. colon. 889, 891, 896 s., p. 1119.
— Alger. Organ. de l'Algérie 576, p. 810.
— Paris. Office 248.
17 Cass. Organ. de l'Algérie 573-20-30 c.
18 Décret. Organ. marit. 465.
19 Cass. Organ. milit. 885-30 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 821-30 c., 866-30.
20 Cons. d'Etat. Organ. marit. 343.
— Instr. Organ. de l'Algérie 94.
21 Cass. Organ. judic. 616 c., 645 c.
— Caen. O. dre 1295-30, 1297-10 c. — Circ. Organ. marit. 209.
26 Amiens. Ordre 945 c., 949-40 c., 1144-20 c., 1145 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 480.
27 Décret. Organ. de l'Algérie 356, p. 810.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 430 c., 620, 632.
28 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 810.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 532-50, 597.
30 Arrêté. Organ. instr. publ. 251, 283 c.

Février.

- 1 Décret. Organ. econom., p. 1993.
2 Trib. du Havre. Organ. marit. 427.
3 Cass. Organ. colon. 200 c. — Organ. judic. 693 c.
9 Cass. Organ. colon. 203 c.
10 Circ. Organ. de l'Algérie 923, 1068 s.
11 Cass. Ouvrier 142 c.
17 Cass. Organ. judic. 271-60 c.
22 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 810.
23 Circ. Organ. de l'Algérie 390.
27 Arrêté. Organ. de l'Algérie 362, p. 810.

Mars.

- 1 Circ. Organ. de l'Algérie 1378.
4 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 810.
6 Cass. Organ. admin. 497-30 c.
9 Circ. Organ. de l'Algérie 418.

Mars.

- 10 Cass. Organ. de l'Algérie 224.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 519-30, 570-40.
13 Cass. Organ. admin. 486-10-20 c., 491 c.
16 Cons. d'Etat. Organ. admin. 527, 588-20. — Organ. instr. publ. 169 c.
20 Arrêté. Organ. de l'Algérie 102, 214, 331, 347, 420, 536, 522, p. 810.
— Caen. Ordre 1296-20 c.; 1298-10 c.
21 Cass. Organ. admin. 506 c.
23 Cass. Organ. judic. 271-60 c.
— Circ. Organ. admin. 510 c.
24 Arrêté. Organ. instr. publ. 283 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 532.
25 Decret. Organ. de l'Algérie 106, p. 810.
— Arrêté. Organ. instr. publ. 283 c.
27 Circ. Organ. marit. 574.
28 Cass. Organ. admin. 488-60 c.
29 Decret. Organ. admin. 260; Organ. colon. 779, 823, p. 1119.
— Arrêté. Organ. marit. 53.
31 Cass. Organ. admin. 499 c. — Ouvrier 317 c.

Avril.

- 1 Decret. Organ. de l'Algérie 112, p. 810.
3 Cass. Organ. admin. 488-10-20 c., 491-10 c.
4 Cass. Organ. admin. 505-20 c.
5 Pau. Organ. judic. 176-20 c.
7 Cass. Organ. marit. 991 c., 1032-20-30 c., 1034 c., 1113 c., 1120 c., 1121 c.
8 Instr. Organ. milit. 280, 281, 282, 296.
10 Cass. Ordre 780 c., 952-80-80 c.
22 Decret. Organ. de l'Algérie 102, p. 810; Organ. marit. 485 c.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 476-20 c. — Organ. milit. 308 c., 303 c.
25 Circ. Organ. de l'Algérie 1378.
26 Arrêté. Organ. de l'Algérie 487.
27 Cass. Organ. instr. publ. 207 c. — Ouvrier 30 c.
28 Decret. Organ. instr. publ. 257 c., p. 1372.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1248-10-20-30.

Mai.

- 3 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 810.
5 Decret. Organ. de l'Algérie 481 a., p. 810.
6 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 810.
7 Decret. Organ. instr. publ., p. 1372.
14 Circ. Organ. admin. 571 c.
16 Cass. Organ. admin. 486-10 c., 20 c.
17 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1079-30.
19 Cons. d'Etat. Organ. admin. 435 c. — Organ. milit. 631.
20 Arrêté. Organ. de l'Algérie 183.
— Nancy (bureau d'assist. judic. de la courde). Organ. judic. 756 c.
21 A ver. Organ. de l'Algérie 622-10.
24 Cass. Organ. admin. 486-50 c., 491-10 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 183.
25 Alger. Organ. de l'Algérie 826-10-20.
26 Decret. Organ. de l'Algérie 270, 506, p. 811.
29 Cass. Organ. de l'Algérie 600 c., 826-70 c.

Juin.

- 1 Decret. Organ. colon. 458 c.
2 Circ. Organ. marit. 298.
3 Loi. Organ. judic., p. 1509.
— Decret. Organ. marit., p. 1698.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 432.

Juin.

- 7 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 827, 948, 951.
14 Loi. Organ. colon. 120-30.
— Decret. Organ. marit. 145, p. 1698.
16 Alger. Organ. de l'Algérie 857, 1378.
17 Decret. Organ. admin., p. 615; Organ. colon. 980, p. 1119; Organ. milit. 532, p. 1904.
19 Alger. Organ. de l'Algérie 1244-10.
20 Cass. Organ. judic. 419-20 c.
21 Loi. Organ. admin. 386 s., p. 615; Organ. de l'Algérie 109; Organ. instr. publ. 329 s., p. 1372.
23 Cass. Organ. milit. 885-80 c.
24 Decret. Organ. instr. publ., p. 1372.
28 Cass. Organ. judic. 172-10 c.
29 Cass. Organ. judic. 320 c.

Juillet.

- 4 Cass. Organ. de l'Algérie 768, 1214, 1325-80.
— Cons. d'Etat. Organ. admin. 488.
6 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 104 c.
8 Loi. Organ. econom., p. 1293; Organ. milit., p. 1904.
— Decret. Organ. colon. 697, p. 1119.
12 Decret. Organ. admin. 886 s., 418, p. 615; Organ. de l'Algérie, p. 811; Organ. econom., p. 1293.
13 Cass. Organ. marit. 790-110 c.
14 Senatus-consulte. Organ. de l'Algérie 823 s., 1246, 1246 c., p. 811.
— Loi. Organ. colon. 183.
— Decret. Organ. marit. 54, 122 s., 187, 309, p. 1699; Organ. milit. 306, p. 1904.
17 Cass. Organ. de l'Algérie 1325-30.
21 Circ. Organ. admin. 482, 431, 432.
26 Cass. Organ. judic. 412-60-70 c.
29 Cass. Organ. judic. 666 c., 671-60 c. — Organ. marit. 853-20 c., 877 c.
31 Circ. Organ. marit. 240.

Août.

- 8 Decret. Organ. instr. publ., p. 1372.
14 Cass. Organ. colon. 828.
— Toulouse. Organ. milit. 334 c.
— Circ. Organ. marit. 616 c.
17 Cass. Organ. de l'Algérie 810-30 c.
18 Arrêté. Organ. de l'Algérie 384, p. 811.
24 Cass. Organ. milit. 885-10 c.
26 Decret. Organ. de l'Algérie 80, p. 811; Organ. instr. publ. 127.
29 Decret. Organ. instr. publ. 552, p. 1904.
31 Cons. d'Etat. Ouvrier 19 c.

Septembre.

- 5 Decret. Organ. colon. 105, p. 1119.
8 Decis. Organ. de l'Algérie 324.
15 Alger. Organ. de l'Algérie 1223.
18 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 811.
20 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 154.

Octobre.

- 7 Circ. Organ. instr. publ. 283 a.
9 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 811.
16 Alger. Organ. de l'Algérie 1048-30-40 c.
18 Trib. de paix de Drulingen. Ouvrier 38.
25 Decret. Organ. admin. 363, p. 615.

Octobre.

- 25 Alger. Organ. de l'Algérie 625, 861.
31 Trib. de paix de Boos. Ouvrier 41.
— Instr. Organ. milit. 325.

Novembre.

- 4 Decret. Organ. admin., p. 615; Organ. marit. 637, p. 1698.
8 Circ. Organ. milit. 574.
9 Decret. Organ. admin., p. 615.
11 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 811.
16 Douai. Ouvrier 23.
17 Decret. Organ. econom., p. 1293.
— Cass. Organ. de l'Algérie 810-40 c. — Ouvrier 209 c.
20 Cass. Organ. de l'Algérie 1080-20 c., 1116 c., 1117 c.
— Circ. Organ. marit. 631.
21 Cass. Organ. marit. 758 c.
23 Trib. de paix d'Aubusson. Ouvrier 34.
24 Cass. Organ. judic. 548 c.
25 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 811; Organ. colon., p. 1119.

Décembre.

- 2 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 811; Organ. marit. 465 a.
4 Alger. Organ. de l'Algérie 789.
7 Cass. Organ. de l'Algérie 760 c.
12 Circ. Organ. milit. 722, 736.
14 Cass. Organ. milit. 885-20 c.
15 Cons. d'Etat. Ouvrier 110 c.
16 Delib. Organ. instr. publ. 807.
— Reglem. Organ. milit. 552.
20 Decret. Organ. milit., p. 1904.
21 Aix. Organ. de l'Algérie 1154 a.
26 Reglem. Organ. instr. publ. 414.
27 Decret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Arrêté. Organ. colon. 844.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 659.
28 Cass. Organ. milit. 885-20 c.
29 Alger. Organ. de l'Algérie 648.
30 Decret. Organ. econom. 80 s., p. 1293; Organ. instr. publ., p. 1372; Organ. marit., p. 1698.
— Cass. Organ. judic. 549 c.

1866

Janvier.

- 3 Cass. Organ. de l'Algérie 973-20 c., 1325-40 c.
8 Decret. Organ. instr. publ. 468-50 c., p. 1372.
5 Arrêté. Organ. de l'Algérie 292.
11 Cass. Organ. milit. 885-30 c.
12 Decret. Organ. admin. 274.
16 Cass. Organ. marit. 654 c. — Ouvrier 9 c., 14 c.
19 Decret. Organ. marit. 240.
24 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 491-30.
25 Cass. Organ. milit. 324 c.
27 Trib. de paix de Longeau. Ouvrier 21.
30 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 162-20, 370.
31 Decret. Ouvrier 235.

Février.

- 1 Montpellier. Organ. judic. 413-70 c.
— Circ. Organ. milit. 272.
2 Alger. Organ. de l'Algérie 1285, 1333.
3 Decret. Organ. marit., p. 1698.
— Alger. Organ. de l'Algérie 657 c., 861 c.
7 Decret. Organ. colon., p. 1119.
8 Cons. d'Etat. Organ. milit. 641, 643-10.
12 Alger. Organ. de l'Algérie 983.
— Circ. Ouvrier 140 c.
14 Decret. Organ. marit., p. 1698; Organ. milit. 102, 272 c., p. 1904.
23 Cass. Ouvrier 141-10 c.

Février.

- 21 Decret. Organ. de l'Algérie 183, p. 811.
26 Alger. Organ. de l'Algérie 619-20 c.
— Dépêche. Organ. milit. 273.
27 Decret. Organ. marit. 194 a., 412, p. 1698.
28 Rouen. Ouvrier 99 c.
— Trib. de Bldah. Organ. de l'Algérie 577.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 1033 c., 1322. — Organ. milit. 672.

Mars.

- 1 Cass. Organ. de l'Algérie 761.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 839.
3 Cass. Ouvrier 66 c., 87 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 99.
4 Circ. Organ. de l'Algérie 1378.
5 Decret. Organ. de l'Algérie 333, p. 811.
6 Arrêté. Organ. instr. publ. 329.
8 Cons. d'Etat. Organ. colon. 448 a.
13 Cass. Organ. judic. 455 c.
— Alger. Organ. de l'Algérie 1220 c.
14 Decis. Organ. colon., p. 1119.
17 Decret. Organ. de l'Algérie 417, 582, 750 s., p. 811.
19 Alger. Organ. de l'Algérie 827.
20 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 435, 489 c.
24 Decret. Organ. colon. 671, p. 1119.
26 Instr. Organ. milit. 272.
28 Loi. Organ. econom. 121, p. 1293.
— Decret. Organ. instr. publ. 148, 229, 334 c., p. 1272.
— Instr. Organ. milit. 258, 295, 320.
29 Cass. Organ. instr. publ. 318 a.
31 Cass. Organ. milit. 885-30 c.

Avril.

- 3 Decret. Organ. marit. 784 a.
— Cass. Organ. de l'Algérie 811 c.
6 Circ. Organ. instr. publ. 329.
7 Decret. Organ. instr. publ. 803, p. 1372.
11 Decret. Organ. econom. 28 s., p. 1293.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 787-100.
12 Cons. d'Etat. Organ. marit. 269.
16 Cass. Organ. judic. 360-50 c.
18 Decret. Organ. econom. 121, p. 1293.
20 Cass. Ouvrier 222 c.
21 Decret. Organ. de l'Algérie 888, p. 811.
24 Trib. de Lyon. Ouvrier 22, 41.
25 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 158 c., 592.
26 Cass. Organ. marit. 960-20 c., 30 c.
30 Alger. Organ. de l'Algérie 1245-40.

Mai.

- 2 Cons. d'Etat. Organ. milit. 668-70 c.
3 Alger. Organ. de l'Algérie 1146.
8 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 432-30, 1022.
— Circ. Organ. de l'Algérie 392.
9 Decret. Organ. instr. publ. 468-60 c., p. 1372.
11 Decret. Organ. marit., p. 1698.
— Cass. Organ. de l'Algérie 776-90 c.
12 Decret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 410.
— Paris. Ouvrier 97, 112 a.
14 Cass. Organ. marit. 758 c.
16 Alger. Organ. de l'Algérie 665 c.
— Decis. Organ. marit., p. 1698.
19 Loi. Organ. de l'Algérie, p. 811; Organ. colon. 1186; Organ. marit. 494 a., 845 a., 853, 857, p. 1699.

Mai.

- 22 Circ. Organ. de l'Algérie 1378.
26 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 108.
28 Cass. Organ. de l'Algérie 887 c.
31 Arrêté. Organ. de l'Algérie 269, 714, p. 811.

Juin.

- 1 Circ. Organ. marit. 209.
2 Arrêté. Organ. de l'Algérie 759, p. 811.
— Cons. d'Etat. Ouvrier 57-20 c.
— Decis. Organ. marit. 225, 226, p. 1699.
6 Cass. Organ. colon. 764-50 c.
— Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 156.
8 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 811; Organ. colon., p. 1104; Organ. marit., p. 1699.
— Trib. de Carpentras. Ouvrier 35.
9 Cass. Organ. de l'Algérie 753 c.
14 Angers. Ouvrier 110 c.
16 Decret. Organ. colon. 456, p. 1119.
18 Cass. Organ. marit. 624 c., 758 a.
19 Circ. Organ. de l'Algérie 1378.
23 Decret. Organ. de l'Algérie 382.
— Alger. Organ. de l'Algérie 597, p. 811.
26 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 432-20.
27 Dijon. Ouvrier 110 c.
28 Alger. Organ. de l'Algérie 1222-20.
29 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 481.
30 Decret. Organ. de l'Algérie 417, p. 811.

Juillet.

- 8 Decret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Reglem. Organ. instr. publ. 251-60 a.
4 Senatus-consulte. Organ. colon. 81 s., 438 s., 580, p. 1119.
6 Cass. Organ. de l'Algérie 136 c.
11 Decis. Organ. marit. 303.
12 Cass. Organ. colon. 221, 272.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 756 c. — Organ. milit. 617.
13 Cass. Organ. marit. 1004-20 c., 1037.
— Angers. Organ. judic. 282 c.
21 Decret. Organ. de l'Algérie, p. 811; Organ. marit., p. 1699.
24 Arrêté. Organ. de l'Algérie 397.
— Cass. Organ. de l'Algérie 534-10 c., p. 811.
27 Decret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Arrêté. Organ. marit. 39 a.

Août.

- 2 Cass. Organ. judic. 271-00 c., 682-20.
4 Cons. d'Etat. Organ. marit. 361; Organ. milit. 641.
6 Cons. d'Etat. Organ. de l'Algérie 158.
10 Cass. Organ. marit. 960-20 c., 1076 c., 1078-10 c.
11 Decret. Organ. colon. 443, p. 1119.
14 Cons. d'Etat. Organ. instr. publ. 487 c., 488 c.
18 Decret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Alger. Organ. de l'Algérie 799.
21 Caen. Organ. marit. 770-20 c.
22 Decret. Organ. marit., p. 1699.
27 Angers. Ouvrier 219 c.
30 Rennes. Organ. marit. 424-10 c., 426 c.

Septembre.

- 9 Circ. Organ. colon. 115.
13 Cass. Organ. milit. 885 a., 932-40 c.
15 Circ. Organ. marit. 891.

Septembre.

- 17 Alger. Organ. de l'Algérie 826-60.
27 Cass. Organ. marit. 960-20 c., 1072 c.

Octobre.

- 1 Décret. Organ. instruct. publ. 251-20 c., p. 1372.
26 Rapport. Organ. marit., p. 1699.
27 Décret. Organ. colon. 807, p. 1119.
31 Décret. Organ. de l'Algérie 99, 389, p. 811.

Novembre.

- 5 Paris. Organ. marit. 417 c.
6 Cass. Org. n. judic. 397-40 c.
7 Décret. Organ. colon., p. 1119; Organ. marit., p. 1699.
— Cass. Ouvrier 5 c.
9 Cass. Organ. judic. 320-30 c.
10 Décret. Organ. colon. 888, p. 1119.
12 Alger. Organ. judic. 416 c.
— Delib. Organ. colon. 603.
15 Alger. Organ. de l'Algérie, 1325.
16 Caviar des charges des ponts et chaussées. Ouvrier 10, 46, 231.
21 Décret. Organ. écon., p. 1393.
— Alger. Organ. de l'Algérie 827.
22 Angers. Ouvrier 110 c.
23 Cass. Organ. de l'Algérie 530.
26 Cass. Organ. judic. 173 c.
27 Cass. Organ. marit. 424-10.
28 Décret. Organ. colon. 99, 868 s., p. 1119.
— Cass. Organ. marit. 424-10-20-30 c.
29 Delib. Organ. colon. 603.
30 Delib. Organ. colon. 603, 626.

Décembre.

- 1 Trib. de Philippeville. Organ. de l'Algérie 577.
8 Trib. de la Seine. Organ. judic. 778 c.
12 Delib. cons. général de la Martinique. Organ. colon. 603.
13 Décret. Organ. de l'Algérie 601, 655, 767 s., 1384, p. 811.
— Cons. d'Etat. Ouvrier 110 c.
14 Cons. d'Etat. Organ. marit. 756 c.
19 Décret. Organ. marit., p. 1699.
22 Décis. Organ. milit., p. 1904.
24 Arrêté. Organ. instruct. publ. 334.
27 Décret. Organ. de l'Algérie 118, 130, 131, 422, 134, 198, 226, p. 811; Organ. instruct. publ., p. 1372; Organ. marit. 547, p. 1699.
29 Circ. Organ. marit. 528.
31 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1372.

1867

Janvier.

- 9 Décret. Organ. de l'Algérie 236 s., p. 811; Organ. colon., p. 1119.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 627.
10 Cass. Organ. instr. publ. 318 c.
12 Décret. Organ. de l'Algérie 236 s., p. 811; Organ. instr. publ., p. 1372.
16 Arrêté. Organ. marit. 305.
— Règlem. Organ. marit. 187.
17 Décret. Organ. marit., p. 1699.
18 Décret. Organ. marit. 374 s., p. 1699.
— Trib. de Mulhouse. Ouvrier 96, 111-30 c.
19 Paris. Ouvrier 106 c.
22 Décret. Organ. de l'Algérie 410.
23 Bourges. Ouvrier 102 c., 109-70 c., 111-10 c.
— Trib. de Merville. Ouvrier 82.
25 Ci c. Organ. marit. 1055.
30 Décret. Organ. colon. 636, p. 1119.
— Lyon. Ouvrier 218 c.
31 Cass. Organ. de l'Algérie 748 c.

Février.

- 1 Décret. Organ. colon., p. 1186.
— Circ. Organ. marit. 1033.
4 Décis. Organ. marit. 300.
5 Cons. d'Etat. Organ. colon. 433 c., 434 c., 435 c.
9 Décret. Organ. colon., p. 1119.
11 Trib. du Havre. Organ. marit. 435-20-30-40.
12 Alger. Organ. de l'Algérie 1373.
15 Cass. Organ. colon. 198 c., 209-20 c., 227 c., 249 c., 265 c.
16 Cass. Organ. de l'Algérie 346, 348 c., 349-10-30-40 c., 350.
20 Décis. Organ. de l'Algérie 443-120, p. 811.
23 Décret. Organ. marit., p. 1699.
— Décis. Organ. marit., p. 1699.
25 Lyon. Ouvrier 109-50 c.
27 Cass. Organ. marit. 424-40.

Mars.

- 4 Arrêté. Organ. de l'Algérie p. 811.
6 Cass. Organ. de l'Algérie 768 c.
8 Cass. Organ. colon. 207, 241-30 c., 253-20 c., 254 c., 274-20-30, 277 c. — Ouvrier 97 c.
9 Décret. Organ. marit. 130, p. 1699.
12 Cass. Organ. judic. 577 c.
13 Cons. d'Etat. Ouvrier 56 c.
15 Décret. Organ. colon., p. 1119, 1186.
— Cass. Organ. colon. 253-30.
21 Instr. Organ. de l'Algérie 330, 233.
23 Trib. corr. de la Seine. Ouvrier 157.
25 Cons. d'Etat. Organ. milit. 248, 301-20 c., 462.
29 Cass. Organ. de l'Algérie 377-30 c., 819.

Avril.

- 3 Loi. Organ. écon., p. 1393.
5 Cass. Ouvrier 149 c., 158 c.
6 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 812.
8 Arrêté. Organ. colon. 820.
10 Loi. Organ. instr. publ. 138, 142, 453, 165, 169, 175, 178, 180, 188 s., 217 s., p. 1372; Organ. milit. 273, p. 1904.
— Trib. de Nantes. Organ. marit. 424-10 c., 425-10 c.
— Instr. Organ. milit. 258.
11 Cass. Organ. milit. 876-10 c.
17 Alger. Organisation de l'Algérie 1244-30.
18 Cass. Organ. judic. 677 c.
— Douai. Ouvrier 151 c.
20 Décret. Organ. marit. 465.
— Cass. Organ. de l'Algérie 748-30 c.
24 Décret. Organ. marit. 465 c., p. 1699.
— Décis. Organ. marit. 88, p. 1699.
25 Cass. Organ. colon. 723-20.
27 Décret. Organ. colon., p. 1119.

Mai.

- 1 Décret. Organ. marit. 387.
8 Décret. Organ. de l'Algérie 414; Organ. marit. 143, 283, 465 c., p. 1699.
10 Cass. Organ. judic. 322 c., 327-10 c.
12 Circ. Organ. instr. publ. 169, 218.
13 Décret. Organ. milit., p. 1904.
19 Circ. Organ. instr. publ. 251.
23 Alger. Organisation de l'Algérie 1325-40.
— Montpellier. Organ. marit. 424-10 c.
— Circ. Organ. marit. 387.
24 Cass. Organ. judic. 395 c., 334 c., Organ. milit. 897 c.
27 Angers. Ouvrier 109-40 c.

Juin.

- 1 Décret. Organ. marit. 122 s., p. 1699.
— Cass. Organ. judic. 172-40 c.
3 Trib. de paix de Vierzon. Ouvrier 13.
12 Décret. Organ. milit., p. 1904.
14 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 812.
15 Décret. Organ. de l'Algérie 361-60, 387, p. 812.
17 Circ. Organ. marit. 480.
19 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
20 Cons. d'Etat. Organ. milit. 683.
22 Décret. Organ. marit., p. 1699.
29 Loi. Organ. milit. 214.
— Trib. de Lyon. Ouvrier 105.

Juillet.

- 2 Alger. Organ. de l'Algérie 661.
— Circ. Organ. de l'Algérie 198.
10 Décret. Organ. marit., p. 1699.
— Cass. Organ. de l'Algérie 534-10 c.
16 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
17 Loi. Organ. de l'Algérie 464 s., p. 812.
20 Sénatus-consulte. Organ. colon. 986, p. 1119.
— Décis. Organ. marit., p. 1699.
22 Loi. Organ. colon. 119, 505; Organ. judic. 522.
23 Caen. Organ. judic. 403 c.
24 Loi. Organ. colon. 120-30; Ouvrier 183 s.
— Décret. Organ. de l'Algérie 488, p. 812.
26 Cass. Organ. colon. 234.
27 Cass. Organ. de l'Algérie 377-30 c., 635, p. 812.
31 Loi. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Décret. Organ. colon. 855, p. 1119.

Août.

- 6 Cass. Organ. judic. 378-40 c., 50 c.
7 Décret. Organ. de l'Algérie 1025, p. 812.
8 Cass. Ouvrier 24 c.
11 Décret. Organ. colon., p. 1119; Organ. de l'Algérie 375, p. 812.
12 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
13 Arrêté. Organ. colon. 855.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 351.
14 Décret. Organ. milit. 587 s., p. 1904.
— Arrêté. Organ. de l'Algérie 410.
15 Arrêté. Organ. marit. 39 s.
16 Cass. Ouvrier 109-40 c.
17 Lyon. Ouvrier 197.
20 Arrêté. Organ. de l'Algérie, p. 812.
— Caen. Organ. judic. 410-30 c.
25 Décret. Organ. de l'Algérie 520, 587, p. 812; Organ. colon., p. 1119; Organ. marit., p. 1699.
27 Trib. de Philippeville. Organ. de l'Algérie 819.

Septembre.

- 1 Décis. Organ. milit. 171, 671.
4 Décret. Organ. de l'Algérie 112.
6 Circ. Organ. marit. 422.
7 Trib. d'Alais. Ouvrier 154.
16 Décret. Organ. de l'Algérie 244 s., 250, p. 812.
26 Cass. Organ. milit. 927 c., 945 c.
29 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
30 Décret. Organ. de l'Algérie 89, p. 812.

Octobre.

- 5 Trib. de la Seine. Ouvrier 5 s.
16 Décret. Organ. de l'Algérie 540, p. 812.
17 Circ. Organ. instr. publ. 219.
20 Circ. Organ. instr. publ. 281.
23 Décret. Organ. judic., p. 1509.
30 Décret. Organ. colon., p. 1119; Organ. marit. 122 s., p. 1699.
— Circ. Organ. instr. publ. 264.

Novembre.

- 2 Alger. Organ. de l'Algérie 642-50.
5 Alger. Organ. de l'Algérie 617.
6 Décret. Organ. colon. 516, p. 1186; Organ. de l'Algérie 416, p. 812.
13 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 812.
23 Décis. Organ. marit., p. 1699.
27 Cass. Organ. marit. 752-10 c.
28 Aix. Ouvrier 109-60 c.
— Cons. d'Etat. Organ. milit. 623-50.
30 Décret. Organ. de l'Algérie 112.
— Paris. Ouvrier 109-10 c.

Décembre.

- 7 Décret. Organ. colon., p. 1119.
8 Arrêté. Organ. de l'Algérie 354 s., p. 812.
11 Décret. Organ. de l'Algérie 509.
14 Circ. Organ. de l'Algérie 126.
15 Delib. Organ. colon. 603.
18 Décis. Organ. marit. 122 s., p. 1699.
21 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
— Cass. Organ. judic. 320-40 c., 327-20 c.
25 Décret. Organ. colon., p. 1119.
26 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.
27 Arrêté. Organ. de l'Algérie 415.
31 Décret. Organ. instr. publ., p. 1372.

1868

Janvier.

- 2 Trib. de Lyon. Ouvrier 104.
3 Décret. Organ. marit. 147 s., p. 1699.
8 Décret. Organ. marit., p. 1699.
9 Cons. d'Etat. Organ. marit. 756 c.
11 Décret. Organ. instruct. publ. 289 c., p. 1372.
— Circ. Organ. marit. 1055.
13 Cass. Ouvrier 110 c.
15 Décret. Organ. de l'Algérie 554-30; Organ. colon. 99, p. 1119.
— Alger. Organ. de l'Algérie 595, p. 812.
17 Cons. d'Etat. Organ. judic. 494 c.
18 Loi. Organ. de l'Algérie, p. 812.
— Décret. Organ. marit., p. 1699.
20 Instr. Organ. milit. 578.
23 Cass. Organ. de l'Algérie 619, 662-20.
25 Cass. Organ. colon. 125-40 c.
26 Décret. Organ. colon. 882.

Février.

- 1 Loi. Organ. marit. 208, p. 1699; Organ. milit., p. 1904.
4 Cass. Organ. milit. 419 c.
5 Décret. Organ. de l'Algérie, p. 812, 828.
7 Cass. Ouvrier 140 c., 141-30 c., 145 c.
8 Décret. Organ. marit. 302, p. 1699.
12 Circ. Organ. milit. 492, 494.
14 Règlem. Organ. marit. 302.
19 Décret. Organ. colon. 718; p. 1186.
— Cass. Organ. colon. 461 c.
20 Décret. Organ. marit. 299.
— Cass. Organ. marit. 983, p. 1699.

Février.

- 30 Cons. d'Etat. Ouvrier 162 c.
21 Règlem. Organ. marit. 299.
22 Circ. Organ. milit. 247.
26 Décret. Organ. colon., p. 1119.
29 Cass. Organ. marit. 1136.
— Alger. Organ. de l'Algérie 833.

Mars.

- 4 Décret. Organ. marit. 292, p. 1699.
8 Alger. Organ. de l'Algérie 722.
7 Décret. Organ. colon. 99, 864, 887 s., p. 1119.
16 Angers. Ouvrier 109-20 c.
18 Décret. Organ. colon. 99, 882 s., p. 1119; Organ. judic., p. 1509.
21 Loi. Organ. milit. 347, p. 1901.
— Décret. Organ. colon., p. 1119.
24 Loi. Organ. de l'Algérie, p. 812.
25 Alger. Organ. de l'Algérie 604, 619-10, 661.
— Rennes. Organ. marit. 424-50.
— Décis. Organ. marit. 49, p. 1699.
28 Circ. Organ. marit. 793.
— Décis. Organ. milit. 495, 496, 501, p. 1901.
30 Rapport. Ouvrier 163.

Avril.

- 1 Décret. Organ. marit., p. 1699.
8 Décret. Organ. instr. publ. 451 s., p. 1372.
— Dijon. Ouvrier 110 c.
4 Décret. Organ. colon. 99, 516, 783, 786, 790, p. 1119, 1186.
8 Décret. Organ. judic., p. 1509; Organ. marit., p. 1699.
11 Décret. Organ. marit. 465.
13 Décret. Organ. milit., p. 1904.
15 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1372.
— Cons. d'Etat. Organ. marit. 156 c.
23 Rapport. Organ. de l'Algérie 1380.
25 Décret. Organ. colon., p. 1186.
28 Loi. Organ. écon. 56.
29 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1372.
— Cass. Organ. judic. 147-20 c.
— Instr. Organ. milit. 479, p. 1904.

Mai.

- Circ. Ouvrier 174.
1 Instr. Organ. milit. 238, 234, 348, 258, 259, 481.
4 Décret. Organ. marit. 240.
11 Loi. Organ. de l'Algérie 561.
12 Lyon. Ouvrier 48.
13 Cass. Organ. judic. 412-10 c., 412-30 c., 426 c.
14 Instr. Organ. milit. 252, 290.
15 Décis. Organ. milit. 4-5.
18 Circ. Organ. milit. 948 c.
19 Lyon. Ouvrier 95.
20 Décret. Organ. de l'Algérie 226, p. 812; Organ. marit. 62, 115, 235, 237 s., 607, 608, 652 s., p. 1699.
23 Loi. Organ. écon. 117, p. 1393.
24 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1372.
30 Circ. Ouvrier 51 c.

Juin.

- 6 Loi. Ouvrier 140.
— Décret. Organ. instruct. publ., p. 1372; Organ. marit., p. 1699.
28 Rouen. Organ. marit. 456.

Juillet.

- 4 Décret. Organ. instruct. publ., p. 1372; Organ. marit., p. 1699.
11 Loi. Organ. colon. 665, 718, p. 1186; Ouvrier 114 s.
16 Cass. Organ. milit. 793.
17 Décret. Organ. instr. publ. 298 c.
27 Décret. Organ. colon. 435, p. 1119.
29 Cass. Organ. de l'Algérie 982 c.
31 Décret. Organ. instr. publ. 436 s., 444 s., p. 1372.

Août.

- 2 Loi. Organ. milit., p. 1904; Ouvrier 6 s.
 3 Cons. d'Etat. Organ. marit. 435 c.
 10 Décret. Organisat. colon. 980, p. 1119; Organisat. marit. 145, 220, p. 1699; Organ. milit., p. 1904; Ouvrier 114, 120, 134 s.
 18 Décret. Organ. colon. 99, 149, 844 s., p. 1120; Organ. marit., p. 1699.
 22 Paris. Ouvrier 106.
 28 Decis. Organ. milit. 64.

Septembre.

- 12 Décret. Organ. colon. 732, p. 1186.
 21 Décret. Organ. marit., p. 1699.

Octobre.

- 3 Circ. Ouvrier 121 c.
 19 Décret. Organisat. marit. 304, p. 1699.
 28 Décret. Organ. éconóm., p. 1293.

Novembre.

- 10 Cass. Ouvrier 109-30 c.
 12 Cass. Ouvrier 144 c.
 25 Trib. corr. de Rouen. Organisat. marit. 585.
 27 Décret. Organ. marit. 92.
 28 Décret. Organ. marit., p. 1699.

Décembre.

- 7 Décret. Ouvrier 234.
 10 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1373.
 11 Trib. comm. du Havre. Organ. marit. 422 c.
 12 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1373.
 15 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1373.
 17 Décret. Ouvrier 234.
 19 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1373.
 21 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1373.
 26 Cass. Ouvrier 213.
 30 Décret. Organ. marit., p. 1699.
 — Circ. Organ. marit. 191.

Janvier.

- 9 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1373.
 13 Decis. Organ. marit. 134, p. 1699.
 14 Règlem. Organ. marit. 328 s., 337 s., 366.
 16 Decis. Organ. milit. 64.
 20 Circ. Organ. marit. 1093.
 23 Décret. Organ. instr. publ. 570, p. 1373.
 27 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1373.
 28 Decis. Organ. instr. publ. 164, 207.
 30 Décret. Organ. instr. publ. 439 s., p. 1373.
 — Cons. de prud'hommes de Saint-Etienne. Ouvrier 15 c.

Février.

- 1 Décret. Organ. instr. publ. 460.
 3 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1373.
 6 Paris. Ouvrier 103.
 10 Décret. Organ. instr. publ. 296, p. 1373.

Février.

- 11 Trib. d'Agen. Ouvrier. 41 c.
 15 Arrête. Organ. instr. publ. 292 c.
 16 Arrête. Organ. milit. 279.
 18 Metz. Ouvrier 24 c.
 19 Arrête. Organ. instr. publ. 329, 333.
 20 Lyon. Ouvrier 97 c., 110 c.
 27 Décret. Organisat. instr. publ., p. 1373; Organ. judic., p. 1509.

Mars.

- 1 Règlem. Organ. marit. 301.
 9 Lyon. Organ. milit. 749-10 c., 876-20 c., 877 c.
 12 Cass. Organ. judic. 649 c., 667 c.
 27 Décret. Ouvrier 235.

Avril.

- 3 Règlem. Organ. milit. 609.
 8 Cass. Organ. milit. 911 c.
 10 Loi. Organ. marit. 267, p. 1699.
 23 Dijon. Ouvrier 101 c.

Mai.

- 5 Loi. Organ. milit., p. 1904.
 19 Décret et rapport. Organ. milit., p. 1904.
 25 Circ. Ouvrier 88.
 26 Décret. Organ. marit. 644, 645, p. 1699.
 29 Cass. Organ. marit. 785 c.
 31 Nancy. Organ. milit. 335 c.

Juin.

- 3 Lyon. Ouvrier 109.
 17 Lyon. Ouvrier 48.
 18 Circ. Organ. marit. 571.

Juillet.

- 7 Lyon. Ouvrier 47.

Décembre.

- 10 Trib. de Lyon. Ouvrier 107 c.
 24 Circ. Ouvrier 235.

1870

Janvier.

- 15 Circ. Ouvrier 240.

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.



www.spogli.it

Stanford Law Library



3 6105 062 533 315

